# Chamberblietchen

# 2023-2028

Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

# Table des matières pour 2023-2028


| Document | Contenu | Page |
|---|---|---|
| CR n°1 | Séances n°1, 2 | 3 |
| CR n°2 | Séances n°3, 4, 5 | 103 |
| CR n°3 | Séances n°6, 7 | 203 |
| CR n°4 | Séances n°8, 9 | 303 |
| CR n°5 | Séances n°10, 11 | 403 |
| CR n°6 | Séances n°12, 13 | 503 |
| CR n°7 | Séances n°14, 15 | 603 |
| CR n°8 | Séances n°16, 17 | 703 |
| CR n°9 | Séances n°18, 19, 20 | 803 |
| CR n°10 | Séances n°21, 22, 23 | 903 |
| CR n°11 | Séances n°24, 25 | 1003 |
| CR n°12 | Séances n°26, 27, 28, 29 | 1103 |
| CR n°13 | Séances n°30, 31, 32 | 1203 |
| CR n°14 | Séances n°33, 34, 35 | 1303 |
| CR n°15 | Séances n°36, 37, 38 | 1403 |
| CR n°16 | Séances n°0 | 1503 |

Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen


Actualité parlementaire p. 03-05

Composition de la Chambre des Députés p. 06

Organes, commissions et délégations p. 07-10

Séances publiques n^os 1 et 2 p. 11-28

Questions au Gouvernement p. 29-99



2023-2028

n° 1




# Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-05

Composition de la Chambre des Députés ..... p. 06

Organes, commissions et délégations ..... p. 07-10

Séances ..... p. 11-28

1re séance du mardi 24 octobre 2023 p. 11-18

2e séance du mardi 21 novembre 2023 p. 18-28

Questions au Gouvernement ..... p. 29-99

# Chambre des Députés

## Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

**Concept et layout :**
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

**Impression :**
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**
11/12/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

# La nouvelle Chambre constituée pour la législature 2023-2028




*Le Bureau a été reçu en audience par S.A.R. le Grand-Duc.*
*1re rangée (de gauche à droite) : Mme Diane Adehm, membre, M. Michel Wolter, Vice-Président, M. Claude Wiseler, Président, S.A.R. le Grand-Duc, MM. Fernand Etgen et Mars Di Bartolomeo, Vice-Présidents, Mme Sam Tanson, membre*
*2e rangée (de gauche à droite) : MM. Fred Keup et Marc Spautz, Mme Lydie Polfer, M. André Bauler, membres, M. Laurent Scheeck, Secrétaire général, M. Yves Cruchten, membre*

La nouvelle Chambre issue des élections législatives du 8 octobre 2023 est au complet : 60 députés ont été assermentés. Depuis le 21 novembre 2023, le Parlement a un nouveau Président en la personne de M. Claude Wiseler (CSV). Ses organes décisionnels (Bureau, Conférence des Présidents) et les commissions parlementaires (4 commissions réglementaires et 22 commissions permanentes) sont également en place pour cette nouvelle législature, de même que les délégations représentant le Grand-Duché dans les assemblées parlementaires internationales (relevés publiés ci-après).

La Chambre s'est constituée en deux étapes : 46 députés ont prêté serment lors d'une première séance publique le troisième mardi après les élections, le 24 octobre 2023. La séance a été interrompue pour procéder à la vérification des pouvoirs des membres, tel que prévu par la Constitution (article 67) : « La Chambre des Députés se réunit en séance publique de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections pour vérifier les pouvoirs de ses membres. » Il appartient en effet exclusivement à la Chambre des Députés de vérifier que les opérations électorales se sont déroulées de manière régulière, que les candidats élus remplissent les conditions d'éligibilité et que ceux-ci ne sont pas frappés par une incompatibilité.

Une fois le nouveau gouvernement en fonction, la Chambre s'est réunie une deuxième fois en séance publique le 21 novembre 2023 pour assermenter 21 candidats élus. Il s'agit aussi bien des députés qui étaient ministres du gouvernement précédent que des suppléants qui ont remplacé les députés désignés pour rejoindre le nouveau gouvernement.

Pendant les quatre semaines qui se sont écoulées entre ces deux séances, M. Michel Wolter (CSV), doyen en rang, a assumé la présidence de la Chambre des Députés par intérim.



*Assermentation de 17 élus de la circonscription Sud*



*Assermentation de 5 élus de la circonscription Est*



*Assermentation de 16 élus de la circonscription Centre*



*Assermentation de 8 élus de la circonscription Nord*



*21 candidats élus ont été assermentés lors de la séance publique du 21 novembre 2023.*



*La première séance publique après les élections législatives d'octobre 2023 a été présidée par le candidat élu le plus ancien en rang, M. Michel Wolter (CSV) (au milieu). Le doyen des députés a été assisté par les deux candidats élus les plus jeunes en âge, Mme Liz Braz (LSAP) (2e à gauche) et M. Luc Emering (DP) (2e à droite), comme le prévoit l'article 2 du Règlement de la Chambre.*

# M. Claude Wiseler élu nouveau Président

Lors de la séance publique du 21 novembre 2023, les députés ont élu à l'unanimité le nouveau Président de la Chambre des Députés. Premier citoyen du pays, il joue un rôle essentiel dans la vie parlementaire. Qui est-il et quel est son rôle ?

À 63 ans, le Président de la Chambre des Députés nouvellement élu peut se prévaloir d'une longue carrière politique au Parlement, mais également en tant que ministre (2004-2013) ainsi qu'au niveau communal.

M. Wiseler a déjà représenté la première institution du pays en tant que Vice-Président de la Chambre des Députés entre décembre 2018 et octobre 2020 et membre du Bureau ces dix dernières années. Élu député pour la première fois en 1999, il connaît toutes les facettes du travail parlementaire : il a non seulement été membre de nombreuses commissions parlementaires et de délégations auprès de différentes assemblées internationales, mais également de la Conférence des Présidents en tant que Président du groupe politique chrétien-social.

« Nous sommes envoyés ici pour représenter le peuple, pour parler au nom des gens. Notre mission est de donner une voix à ceux qui nous ont envoyés ici. » C'est ce qu'a déclaré M. Wiseler lors de son premier discours en séance publique.

Le Président fraîchement élu a parlé d'un moment extraordinaire, vu l'honneur et les charges que comporte sa nouvelle tâche. Il a évoqué l'importance de la communication à l'époque des réseaux sociaux et des retransmissions en direct. Ce qui importe le plus, selon M. Wiseler, c'est le contenu du travail. La majorité et l'opposition devraient unir leurs efforts pour lancer une grande discussion sur l'organisation des séances publiques de la Chambre, sur les temps de parole, sur l'évaluation des politiques ainsi que sur la publicité des réunions des commissions parlementaires.

Il a encore félicité le Président sortant, M. Fernand Etgen, pour le travail accompli, surtout pour « avoir permis à la Chambre de rester complètement opérationnelle pendant la crise de Covid-19 » et aussi « pour l'avoir rendue plus transparente ». Finalement, il a remercié M. Michel Wolter pour son travail en tant que Président par intérim.



*La nouvelle Chambre a élu à l'unanimité M. Claude Wiseler au poste de Président.*

# Quelles sont les missions du Président de la Chambre ?

### Faire respecter le Règlement

Le Président de la Chambre a pour mission d'assurer la conduite des débats en séance publique et de veiller au respect du Règlement de la Chambre. Il est le garant de la bonne tenue des discussions, donne la parole aux députés et veille à la discipline et au respect des députés entre eux. Le Président prononce les décisions de la Chambre, comme par exemple le résultat des votes ou des nominations.

### Diriger les organes décisionnels de la Chambre

Le Président de la Chambre est à la tête de plusieurs organes décisionnels de la Chambre des Députés :

– le Bureau, qui règle l'organisation et le fonctionnement interne du Parlement ;

– la Conférence des Présidents, qui fixe entre autres les ordres du jour des séances publiques.

### Participer au travail parlementaire

En tant qu'un des 60 membres de la Chambre, le Président :

– peut participer à une discussion en tant que député, mais il doit se faire remplacer à la présidence à ce moment-là et prendre place dans les rangs de son groupe politique ;

– participe au vote des textes législatifs ou des motions/résolutions de la même manière que les députés ordinaires ;

– peut assister, avec une voix consultative, aux réunions de toutes les commissions dont il n'est pas membre.

### Représenter la Chambre au Luxembourg et à l'étranger

Le Président représente le Parlement lors de ses déplacements officiels nationaux et internationaux. Il assure également la représentation de la Chambre des Députés lors de cérémonies officielles (Journée de commémoration nationale, fête nationale, etc.) et dans certaines instances internationales (Union interparlementaire).

Il accueille régulièrement des hôtes importants, des délégations parlementaires, des chefs d'État ou encore des membres de gouvernement étrangers en visite officielle au Grand-Duché.

Le Président peut se faire remplacer dans ses fonctions par un des trois Vice-Présidents du Parlement. Ces derniers exercent, lorsqu'ils le remplacent, les mêmes attributions que le Président. Les trois Vice-Présidents sont MM. Fernand Etgen (DP), Mars Di Bartolomeo (LSAP) et Michel Wolter (CSV).

# Verlängerung vun der Ausstellung „1848 – Revolutioun zu Lëtzebuerg“




Opgrond vum groussen Interessi bei de Visiteure verlängeren d'Lëtzebuerger Nationalarchiven an d'Chambre des Députés d'Ausstellung „1848 – Revolutioun zu Lëtzebuerg“ bis de 24. Februar 2024. D'Ausstellung op Franséisch an op Däitsch ass vu méindes bis freides vun 8.30 bis 17.30 Auer a samschdes vun 8.30 bis 11.30 Auer op. Si ass an de Lëtzebuerger Nationalarchiven um Plateau du Saint-Esprit an der Stad. D'Entrée ass fräi.

Dir fannt weider Informatiounen zur Ausstellung um Site vun den Nationalarchiven:

# Le vibrant appel d'une délégation israélienne



*Les députés luxembourgeois ont reçu une délégation israélienne composée de survivants du massacre au festival de musique de Réïm en Israël et des proches de personnes enlevées ou tuées par le Hamas.*

Les membres du Bureau et de la Conférence des Présidents ont écouté le 15 novembre 2023 les témoignages bouleversants de survivants du massacre perpétré par le Hamas au festival de musique de Réïm en Israël. Ils ont également reçu des membres de familles dont un ou plusieurs proches ont été enlevés ou tués par l'organisation terroriste. Ceux-ci exhortent les responsables politiques à faire pression auprès des autorités palestiniennes afin d'obtenir la libération des personnes retenues en otage.

Dans ce contexte, les députés luxembourgeois ont déclaré à plusieurs reprises que l'utilisation de civils en tant que boucliers humains ne pouvait être acceptée. Ils ont par ailleurs condamné fermement la prise en otage de civils et souligné que la communauté internationale devra intervenir afin de trouver une perspective viable pour Israël et la Palestine. Une députée a mis en avant qu'une fois la guerre terminée, il faudrait améliorer le système éducatif, qui serait, selon elle, la clé de réussite pour une paix durable.

En tant que Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo a salué le fait que les messages transmis par les survivants et les membres de familles de personnes enlevées ou tuées par le Hamas « ne sont pas des messages remplis de haine, mais des messages d'humanisme et de paix ». Il a ajouté que « face à cette guerre, il n'y a pas de famille politique, mais nous sommes tous de la même famille : celle de l'humanité ».

M. Di Bartolomeo a par ailleurs appelé à faire preuve d'une sensibilité particulière en ce qui concerne le conflit israélo-palestinien pour prévenir tout dérapage antisémite et empêcher que l'histoire ne se répète.

# Le « Zuch vun der Demokratie » est passé à la Chambre

Une centaine d'élèves se sont rendus le 17 novembre 2023 à la Chambre des Députés pour échanger avec les parlementaires au sujet des droits de l'enfant et des droits de l'homme. Cet évènement s'inscrit dans le cadre des activités dédiées à la Journée mondiale de l'enfance.

La sixième édition du « Zuch vun der Demokratie » était l'occasion pour les députés de discuter avec des élèves de 8 à 12 ans pour savoir comment mieux répondre aux besoins des jeunes. Quels sont actuellement les sujets qui préoccupent le plus les jeunes ? Quelles sont leurs principales inquiétudes ? Dans quels domaines souhaiteraient-ils voir un plus grand engagement de la part des responsables politiques quant à leurs revendications ?

Dans le cadre de plusieurs ateliers thématiques répartis à travers toute la Chambre des Députés, les jeunes ont eu l'occasion de partager leurs idées et leurs propositions avec les députés. Ils ont utilisé des figures en carton de taille réelle créées à l'école pour illustrer leurs concepts de manière visuelle et interactive. Par la suite, ils se sont rassemblés dans la salle plénière pour présenter leurs réflexions en grand groupe aux députés. Les sujets abordés concernaient entre autres la protection de l'enfance, l'inclusion, l'égalité des chances et l'environnement.



*Une centaine d'élèves se sont rendus à la Chambre pour discuter avec les députés des droits de l'enfant.*

Chaque année, aux alentours du 20 novembre, une centaine d'enfants des cycles 3 et 4, issus de différentes communes du Luxembourg, prennent le train jusqu'à Luxembourg-ville pour se rendre ensuite à la Chambre des Députés – d'où le nom « Zuch vun der Demokratie » – pour rencontrer des élus. Cette action est organisée par le Parlement luxembourgeois en collaboration avec le Kannermusée Plomm, la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL), Luxtram et le Zentrum fir politesch Bildung.

# Journée mondiale de l'enfance



Le logo de la Chambre des Députés en bleu, le drapeau de l'UNICEF hissé et des jeunes ambassadeurs menant des interviews avec des députés et des candidats élus – le Parlement luxembourgeois a participé aux activités organisées pour commémorer la Journée mondiale de l'enfance le 20 novembre 2023.

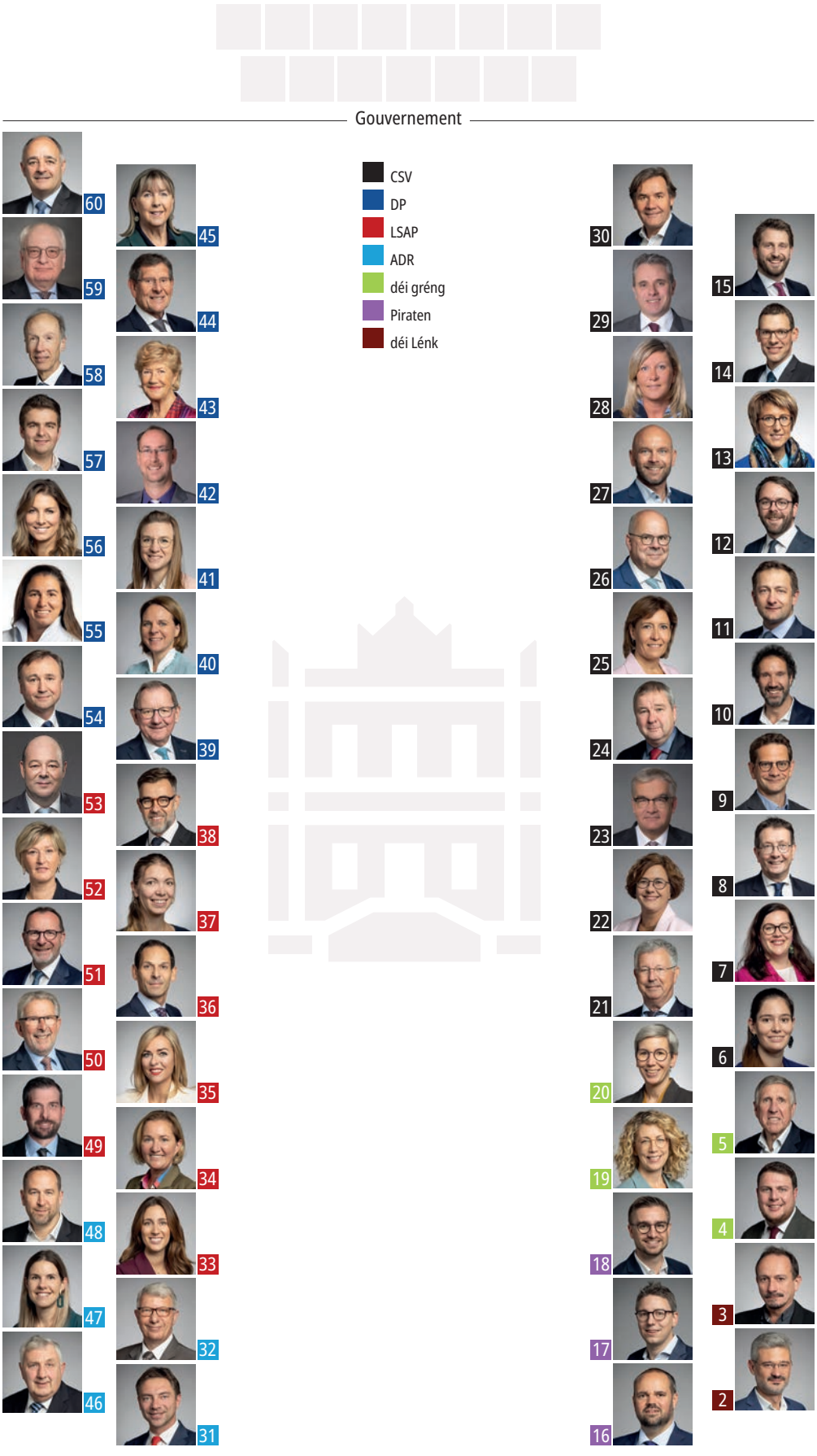
Deux jeunes ambassadeurs de l'UNICEF ont rencontré des parlementaires et candidats élus de trois groupes et sensibilités politiques. Il s'agit là d'un exemple des activités organisées dans le cadre de la Journée mondiale, qui offrent l'occasion aux jeunes de s'engager pour leurs droits et de rencontrer des représentants politiques.

### La Chambre soutient la campagne #GoBlue

Avec la campagne #GoBlue, l'UNICEF appelle chaque année les citoyens à exprimer leur soutien en faveur des droits de l'enfant. La couleur bleue est mise en avant pour favoriser la visibilité de cette cause.

La Journée mondiale de l'enfance marque l'anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant le 20 novembre 1989 par l'Assemblée générale des Nations Unies.

# Composition de la Chambre des Députés




| | | |
|---|---|---|
| 1. | Wiseler Claude | CSV |
| 2. | Wagner David | déi Lénk |
| 3. | Baum Marc | déi Lénk |
| 4. | Sehovic Meris | déi gréng |
| 5. | Bausch François | déi gréng |
| 6. | Kemp Françoise | CSV |
| 7. | Weydert Stéphanie | CSV |
| 8. | Bauer Maurice | CSV |
| 9. | Zeimet Laurent | CSV |
| 10. | Galles Paul | CSV |
| 11. | Hansen Christophe | CSV |
| 12. | Weiler Charel | CSV |
| 13. | Morgenthaler Nathalie | CSV |
| 14. | Boonen Jeff | CSV |
| 15. | Donnersbach Alex | CSV |
| 16. | Goergen Marc | Piraten |
| 17. | Clement Sven | Piraten |
| 18. | Polidori Ben | Piraten |
| 19. | Welfring Joëlle | déi gréng |
| 20. | Tanson Sam | déi gréng |
| 21. | Eicher Emile | CSV |
| 22. | Modert Octavie | CSV |
| 23. | Mosar Laurent | CSV |
| 24. | Wolter Michel | CSV |
| 25. | Adehm Diane | CSV |
| 26. | Spautz Marc | CSV |
| 27. | Hengel Max | CSV |
| 28. | Arendt Nancy épouse Kemp | CSV |
| 29. | Eischen Félix | CSV |
| 30. | Lies Marc | CSV |
| 31. | Keup Fred | ADR |
| 32. | Kartheiser Fernand | ADR |
| 33. | Braz Liz | LSAP |
| 34. | Lenert Paulette | LSAP |
| 35. | Bofferding Taina | LSAP |
| 36. | Biancalana Dan | LSAP |
| 37. | Delcourt Claire | LSAP |
| 38. | Fayot Franz | LSAP |
| 39. | Etgen Fernand | DP |
| 40. | Cahen Corinne | DP |
| 41. | Hartmann Carole | DP |
| 42. | Baum Gilles | DP |
| 43. | Beissel Simone | DP |
| 44. | Graas Gusty | DP |
| 45. | Polfer Lydie | DP |
| 46. | Engelen Jeff | ADR |
| 47. | Schoos Alexandra | ADR |
| 48. | Weidig Tom | ADR |
| 49. | Cruchten Yves | LSAP |
| 50. | Di Bartolomeo Mars | LSAP |
| 51. | Engel Georges | LSAP |
| 52. | Closener Francine | LSAP |
| 53. | Haagen Claude | LSAP |
| 54. | Bauler André | DP |
| 55. | Agostino Barbara | DP |
| 56. | Minella Mandy | DP |
| 57. | Emering Luc | DP |
| 58. | Schockmel Gérard | DP |
| 59. | Arendt Guy | DP |
| 60. | Goldschmidt Patrick | DP |

Scheeck Laurent, Secrétaire général
Reiter Benoît, Secrétaire général adjoint
Barra Isabelle, Secrétaire générale adjointe

# Composition des organes de la Chambre des Députés et des commissions parlementaires (23 novembre 2023)

## Organes de la Chambre des Députés

### Bureau

| | | |
|---|---|---|
| Président | CSV | Wiseler Claude |
| Vice-Présidents | DP | Etgen Fernand |
| | LSAP | Di Bartolomeo Mars |
| | CSV | Wolter Michel |
| Membres | CSV | Spautz Marc |
| | LSAP | Bofferding Taina |
| | ADR | Keup Fred |
| | DP | Polfer Lydie |
| | DP | Bauler André |
| | CSV | Adehm Diane |
| | LSAP | Cruchten Yves |
| | déi gréng | Tanson Sam |
| Membres suppléants permanents | CSV | Modert Octavie |
| | DP | Cahen Corinne |
| | LSAP | Engel Georges |
| | ADR | Kartheiser Fernand |
| | déi gréng | Sehovic Meris |
| | Piraten | Clement Sven |
| | déi Lénk | Baum Marc |
| Secrétaire général | | Scheeck Laurent |

### Conférence des Présidents

| | | |
|---|---|---|
| Président | CSV | Wiseler Claude |
| Membres | CSV | Spautz Marc |
| | DP | Baum Gilles |
| | LSAP | Bofferding Taina |
| | ADR | Keup Fred |

## Commissions réglementaires

### Commission des Comptes

| | | |
|---|---|---|
| Président | ADR | Weidig Tom |
| Vice-Présidents | CSV | Kemp Françoise |
| | DP | Goldschmidt Patrick |
| Membres | CSV | Bauer Maurice, Galles Paul, Weydert Stéphanie, Zeimet Laurent |
| | DP | Arendt Guy, Hartmann Carole |
| | LSAP | Delcourt Claire, Fayot Franz, Haagen Claude |
| | déi gréng | Bausch François |
| | Piraten | Polidori Ben |
| | déi Lénk | Wagner David |

### Commission du Règlement

| | | |
|---|---|---|
| Président | déi gréng | Tanson Sam |
| Vice-Présidents | CSV | Weydert Stéphanie |
| | DP | Bauler André |
| Membres | CSV | Hengel Max, Modert Octavie, Spautz Marc, Weiler Charel |
| | DP | Arendt Guy, Baum Gilles |
| | LSAP | Cruchten Yves, Di Bartolomeo Mars |
| | ADR | Schoos Alexandra |
| | Piraten | Clement Sven |
| | déi Lénk | Baum Marc |

### Commission des Pétitions

| | | |
|---|---|---|
| Président | LSAP | Closener Francine |
| Vice-Présidents | CSV | Arendt épouse Kemp Nancy |
| | DP | Cahen Corinne |
| Membres | CSV | Galles Paul, Hengel Max, Morgenthaler Nathalie |
| | DP | Agostino Barbara, Bauler André, Baum Gilles |
| | LSAP | Braz Liz, Delcourt Claire |
| | ADR | Keup Fred |
| | déi gréng | Sehovic Meris |
| | Piraten | Goergen Marc |
| | déi Lénk | Wagner David |

### Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État

| | | |
|---|---|---|
| Président | LSAP | Bofferding Taina |
| Vice-Présidents | CSV | Spautz Marc |
| | DP | Baum Gilles |
| Membre | ADR | Kartheiser Fernand |

## Commissions permanentes

### Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

| | | |
|---|---|---|
| Président | DP | Graas Gusty |
| Vice-Présidents | CSV | Hansen Christophe |
| | LSAP | Cruchten Yves |
| Membres | CSV | Adehm Diane *(pour le volet Europe)*, Arendt épouse Kemp Nancy, Eicher Emile *(sauf pour le volet Europe)*, Galles Paul, Mosar Laurent |
| | DP | Baum Gilles, Goldschmidt Patrick, Polfer Lydie |
| | LSAP | Braz Liz, Fayot Franz *(sauf pour le volet Coopération)*, Lenert Paulette *(pour le volet Coopération)* |
| | ADR | Kartheiser Fernand |
| | déi gréng | Tanson Sam *(pour le volet Affaires étrangères et européennes, Commerce extérieur et Grande Région)*, Welfring Joëlle *(pour le volet Coopération)* |
| | Piraten | Clement Sven |

### Commission des Affaires intérieures

| | | |
|---|---|---|
| Président | CSV | Lies Marc |
| Vice-Présidents | DP | Polfer Lydie |
| | LSAP | Biancalana Dan |
| Membres | CSV | Arendt épouse Kemp Nancy *(pour le volet Police)*, Eicher Emile, Hengel Max, Morgenthaler Nathalie *(sauf pour le volet Police)*, Mosar Laurent |
| | DP | Arendt Guy, Emering Luc, Graas Gusty |
| | LSAP | Bofferding Taina *(pour le volet Police)*, Braz Liz *(sauf pour le volet Police)*, Haagen Claude |
| | ADR | Kartheiser Fernand |
| | déi gréng | Sehovic Meris |
| | Piraten | Goergen Marc |

### Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

| | | |
|---|---|---|
| Président | DP | Hartmann Carole |
| Vice-Présidents | CSV | Modert Octavie |
| | LSAP | Haagen Claude |
| Membres | CSV | Adehm Diane *(sauf pour le volet Tourisme)*, Boonen Jeff, Eischen Félix *(sauf pour le volet Espace)*, Hengel Max *(pour le volet Tourisme)*, Weydert Stéphanie, Zeimet Laurent *(pour le volet Espace)* |
| | DP | Arendt Guy, Bauler André *(sauf pour le volet Maritime)*, Beissel Simone *(pour le volet Maritime)*, Goldschmidt Patrick |
| | LSAP | Closener Francine *(sauf pour le volet Énergie)*, Engel Georges *(pour le volet Énergie)*, Fayot Franz *(pour le volet Espace)*, Lenert Paulette *(sauf pour le volet Espace)* |
| | ADR | Weidig Tom |
| | déi gréng | Bausch François |
| | Piraten | Clement Sven *(titulaire pour le volet Espace et observateur pour le reste)*, Goergen Marc *(observateur pour le volet Énergie)* |
| | déi Lénk | Baum Marc *(titulaire, sauf pour le volet Espace où il est observateur)* |

### Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

| | | |
|---|---|---|
| Président | CSV | Hengel Max |
| Vice-Présidents | DP | Schockmel Gérard |
| | LSAP | Di Bartolomeo Mars |

| | | |
|---|---|---|
| Membres | CSV | Adehm Diane, Boonen Jeff, Kemp Françoise, Spautz Marc |
| | DP | Baum Gilles, Graas Gusty, Hartmann Carole |
| | LSAP | Biancalana Dan, Engel Georges |
| | ADR | Schoos Alexandra |
| | déi gréng | Bausch François |
| | déi Lénk | Baum Marc |

**Commission du Travail**

| | | |
|---|---|---|
| Président | CSV | Spautz Marc |
| Vice-Présidents | DP | Hartmann Carole |
| | LSAP | Haagen Claude |
| Membres | CSV | Kemp Françoise, Morgenthaler Nathalie, Weiler Charel, Weydert Stéphanie |
| | DP | Bauler André, Baum Gilles, Cahen Corinne |
| | LSAP | Cruchten Yves, Di Bartolomeo Mars |
| | ADR | Engelen Jeff |
| | déi gréng | Bausch François |
| | déi Lénk | Baum Marc |

**Commission des Sports**

| | | |
|---|---|---|
| Président | CSV | Weiler Charel |
| Vice-Présidents | DP | Hartmann Carole |
| | LSAP | Bofferding Taina |
| Membres | CSV | Hansen Christophe, Hengel Max, Lies Marc, Morgenthaler Nathalie |
| | DP | Beissel Simone, Goldschmidt Patrick, Minella Mandy |
| | LSAP | Braz Liz, Closener Francine |
| | ADR | Engelen Jeff |
| | déi gréng | Tanson Sam |
| | Piraten | Clement Sven |

**Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture**

| | | |
|---|---|---|
| Président | CSV | Boonen Jeff |
| Vice-Présidents | DP | Emering Luc |
| | LSAP | Lenert Paulette |
| Membres | CSV | Eischen Félix, Hansen Christophe, Modert Octavie, Weydert Stéphanie |
| | DP | Bauler André, Etgen Fernand, Graas Gusty |
| | LSAP | Delcourt Claire, Fayot Franz |
| | ADR | Engelen Jeff *(pour le volet Agriculture)*, Schoos Alexandra *(pour le volet Alimentation et Viticulture)* |
| | déi gréng | Welfring Joëlle |
| | Piraten | Polidori Ben |

**Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire**

| | | |
|---|---|---|
| Président | DP | Baum Gilles |
| Vice-Présidents | CSV | Donnersbach Alex |
| | LSAP | Bofferding Taina |
| Membres | CSV | Eicher Emile, Eischen Félix, Hengel Max, Lies Marc |
| | DP | Agostino Barbara, Emering Luc, Polfer Lydie |
| | LSAP | Biancalana Dan *(pour le volet Aménagement du territoire)*, Cruchten Yves, Lenert Paulette *(sauf pour le volet Aménagement du territoire)* |
| | ADR | Schoos Alexandra |
| | déi gréng | Bausch François |
| | déi Lénk | Wagner David |

**Commission de la Mobilité et des Travaux publics**

| | | |
|---|---|---|
| Président | DP | Cahen Corinne |
| Vice-Présidents | CSV | Eicher Emile |
| | LSAP | Cruchten Yves |
| Membres | CSV | Eischen Félix, Galles Paul, Lies Marc, Weiler Charel |
| | DP | Emering Luc, Etgen Fernand, Graas Gusty |
| | LSAP | Closener Francine, Delcourt Claire |
| | ADR | Engelen Jeff |
| | déi gréng | Sehovic Meris |
| | Piraten | Goergen Marc |

**Commission de la Défense**

| | | |
|---|---|---|
| Président | DP | Arendt Guy |
| Vice-Présidents | CSV | Arendt épouse Kemp Nancy |
| | LSAP | Engel Georges |
| Membres | CSV | Adehm Diane, Donnersbach Alex, Eicher Emile, Eischen Félix |
| | DP | Bauler André, Beissel Simone, Etgen Fernand |
| | LSAP | Bofferding Taina, Braz Liz |
| | ADR | Kartheiser Fernand |
| | déi gréng | Tanson Sam |
| | Piraten | Goergen Marc |

**Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

| | | |
|---|---|---|
| Président | DP | Agostino Barbara |
| Vice-Présidents | CSV | Galles Paul |
| | LSAP | Closener Francine |
| Membres | CSV | Boonen Jeff, Donnersbach Alex, Hengel Max, Zeimet Laurent |
| | DP | Baum Gilles, Hartmann Carole, Minella Mandy |
| | LSAP | Delcourt Claire, Lenert Paulette |
| | ADR | Keup Fred |
| | déi gréng | Sehovic Meris |
| | Piraten | Polidori Ben *(pour le volet Education nationale)* |
| | déi Lénk | Wagner David *(observateur pour le volet Éducation nationale et titulaire pour les volets Enfance et Jeunesse)* |

**Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation**

| | | |
|---|---|---|
| Président | DP | Schockmel Gérard |
| Vice-Présidents | CSV | Kemp Françoise |
| | LSAP | Braz Liz |
| Membres | CSV | Hansen Christophe, Modert Octavie, Zeimet Laurent |
| | DP | Agostino Barbara, Arendt Guy, Bauler André |
| | LSAP | Bofferding Taina, Fayot Franz |
| | ADR | Weidig Tom |
| | déi gréng | Bausch François *(pour le volet Digitalisation)*, Welfring Joëlle *(pour les volets Enseignement supérieur et Recherche)* |
| | Piraten | Clement Sven |
| | déi Lénk | Wagner David |

**Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

| | | |
|---|---|---|
| Président | CSV | Hansen Christophe |
| Vice-Présidents | DP | Emering Luc |
| | LSAP | Fayot Franz |
| Membres | CSV | Boonen Jeff, Donnersbach Alex, Galles Paul, Kemp Françoise |
| | DP | Agostino Barbara, Graas Gusty, Minella Mandy |
| | LSAP | Biancalana Dan, Delcourt Claire |
| | ADR | Engelen Jeff |
| | déi gréng | Welfring Joëlle |
| | déi Lénk | Wagner David |

**Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil**

| | | |
|---|---|---|
| Président | DP | Minella Mandy |
| Vice-Présidents | CSV | Morgenthaler Nathalie |
| | LSAP | Delcourt Claire |
| Membres | CSV | Bauer Maurice, Galles Paul, Kemp Françoise, Weydert Stéphanie |
| | DP | Agostino Barbara, Baum Gilles, Hartmann Carole |
| | LSAP | Di Bartolomeo Mars, Engel Georges |
| | ADR | Weidig Tom |
| | déi gréng | Welfring Joëlle |
| | déi Lénk | Baum Marc |

**Commission des Finances**

| | | |
|---|---|---|
| Président | CSV | Adehm Diane |
| Vice-Présidents | DP | Bauler André |
| | LSAP | Bofferding Taina |
| Membres | CSV | Bauer Maurice, Mosar Laurent, Spautz Marc, Wolter Michel |
| | DP | Arendt Guy, Cahen Corinne, Goldschmidt Patrick |
| | LSAP | Fayot Franz, Lenert Paulette |
| | ADR | Keup Fred |
| | déi gréng | Tanson Sam |
| | Piraten | Clement Sven |

**Commission des Institutions**

| | | |
|---|---|---|
| Président | CSV | Zeimet Laurent |
| Vice-Présidents | DP | Beissel Simone |
| | LSAP | Di Bartolomeo Mars |
| Membres | CSV | Modert Octavie, Morgenthaler Nathalie, Weiler Charel, Wolter Michel |
| | DP | Arendt Guy, Bauler André, Baum Gilles |
| | LSAP | Braz Liz |
| | ADR | Kartheiser Fernand |
| | déi gréng | Tanson Sam |
| | Piraten | Polidori Ben |
| | déi Lénk | Baum Marc |

**Commission des Médias et des Communications**

| | | |
|---|---|---|
| Président | CSV | Eischen Félix |
| Vice-Présidents | DP | Arendt Guy |
| | LSAP | Closener Francine |
| Membres | CSV | Mosar Laurent, Weydert Stéphanie, Wolter Michel, Zeimet Laurent |
| | DP | Graas Gusty, Minella Mandy, Schockmel Gérard |
| | LSAP | Bofferding Taina, Di Bartolomeo Mars |
| | ADR | Weidig Tom |
| | déi gréng | Bausch François |
| | Piraten | Polidori Ben |

**Commission de la Justice**

| | | |
|---|---|---|
| Président | CSV | Mosar Laurent |
| Vice-Présidents | DP | Arendt Guy |
| | LSAP | Biancalana Dan |
| Membres | CSV | Donnersbach Alex, Weiler Charel, Weydert Stéphanie, Zeimet Laurent |
| | DP | Beissel Simone, Hartmann Carole, Schockmel Gérard |
| | LSAP | Braz Liz, Lenert Paulette |
| | ADR | Kartheiser Fernand |
| | déi gréng | Tanson Sam |
| | Piraten | Goergen Marc |

**Commission de la Fonction publique**

| | | |
|---|---|---|
| Président | CSV | Bauer Maurice |
| Vice-Présidents | DP | Graas Gusty |
| | LSAP | Cruchten Yves |
| Membres | CSV | Adehm Diane, Eicher Emile, Lies Marc, Spautz Marc |
| | DP | Bauler André, Baum Gilles, Etgen Fernand |
| | LSAP | Braz Liz, Lenert Paulette |
| | ADR | Schoos Alexandra |
| | déi gréng | Welfring Joëlle |
| | Piraten | Polidori Ben |

**Commission de la Culture**

| | | |
|---|---|---|
| Président | DP | Bauler André |
| Vice-Présidents | CSV | Modert Octavie |
| | LSAP | Engel Georges |
| Membres | CSV | Bauer Maurice, Eischen Félix, Kemp Françoise |
| | DP | Agostino Barbara, Minella Mandy, Schockmel Gérard |
| | LSAP | Delcourt Claire, Fayot Franz |
| | ADR | Schoos Alexandra |
| | déi gréng | Tanson Sam |
| | Piraten | Polidori Ben |
| | déi Lénk | Baum Marc |

**Commission de Vérification des Pouvoirs**

| | | |
|---|---|---|
| Président | Piraten | Clement Sven |
| Vice-Présidents | CSV | Weiler Charel |
| | DP | Hartmann Carole |
| Membres | CSV | Eischen Félix, Hansen Christophe, Lies Marc, Zeimet Laurent |
| | DP | Cahen Corinne, Schockmel Gérard |
| | LSAP | Biancalana Dan, Braz Liz, Di Bartolomeo Mars |
| | ADR | Kartheiser Fernand |
| | déi gréng | Welfring Joëlle |
| | déi Lénk | Wagner David |

**Commission de l'Exécution budgétaire**

| | | |
|---|---|---|
| Président | LSAP | Fayot Franz |
| Vice-Présidents | CSV | Weydert Stéphanie |
| | DP | Goldschmidt Patrick |
| Membres | CSV | Adehm Diane, Bauer Maurice, Mosar Laurent, Spautz Marc |
| | DP | Arendt Guy, Bauler André, Schockmel Gérard |
| | LSAP | Biancalana Dan, Haagen Claude |
| | ADR | Keup Fred |
| | déi gréng | Tanson Sam |
| | Piraten | Clement Sven |

# Délégations luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales (4 décembre 2023)

**European Interparliamentary Space Conference (EISC)**

Membres effectifs :
Clement Sven (Piraten)
Fayot Franz (LSAP)
Hartmann Carole (DP)
Zeimet Laurent (CSV)

Membres suppléants :
Bausch François (déi gréng)
Modert Octavie (CSV)
Schockmel Gérard (DP)
Weidig Tom (ADR)

**Conférence sur l'avenir de l'Europe**

Membres effectifs :
Beissel Simone (DP)
Wiseler Claude (CSV)

**Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)**

Membres effectifs :
Cruchten Yves (LSAP)
Graas Gusty (DP)
Modert Octavie (CSV)

Membres suppléants :
Galles Paul (CSV)
Hengel Max (CSV)
Kartheiser Fernand (ADR)

**Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (AP-OSCE)**

Membres effectifs :
Baum Gilles (DP)
Graas Gusty (DP)
Haagen Claude (LSAP)
Kartheiser Fernand (ADR)
Lies Marc (CSV)

Membres suppléants :
Braz Liz (LSAP)
Delcourt Claire (LSAP)
Eicher Emile (CSV)
Etgen Fernand (DP)
Tanson Sam (déi gréng)

**Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)**

Membres effectifs :
Beissel Simone (DP)
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Hansen Christophe (CSV)

Membres suppléants :
Schoos Alexandra (ADR)
Tanson Sam (déi gréng)
Weydert Stéphanie (CSV)

**Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN)**

Membres effectifs :
Arendt épouse Kemp Nancy (CSV)
Engel Georges (LSAP)
Graas Gusty (DP)

Membres suppléants :
Baum Gilles (DP)
Clement Sven (Piraten)
Eischen Félix (CSV)

**Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC)**

Membres effectifs :
Adehm Diane (CSV)
Baum Gilles (DP)
Fayot Franz (LSAP)
Graas Gusty (DP)
Hansen Christophe (CSV)
Kartheiser Fernand (ADR)

Membres suppléants :
Braz Liz (LSAP)
Tanson Sam (déi gréng)
Weidig Tom (ADR)

**Assemblée interparlementaire Benelux**

Membres effectifs :
Agostino Barbara (DP)
Closener Francine (LSAP)
Eicher Emile (CSV)
Engelen Jeff (ADR)
Graas Gusty (DP)
Sehovic Meris (déi gréng)
Zeimet Laurent (CSV)

Membres suppléants :
Adehm Diane (CSV)
Baum Gilles (DP)
Biancalana Dan (LSAP)
Braz Liz (LSAP)
Donnersbach Alex (CSV)
Polidori Ben (Piraten)
Wagner David (déi Lénk)

**Conseil parlementaire interrégional (CPI)**

Membres effectifs :
Wiseler Claude (CSV), Président de la Chambre des Députés, membre d'office
Agostino Barbara (DP)
Donnersbach Alex (CSV)
Engelen Jeff (ADR)
Etgen Fernand (DP)
Haagen Claude (LSAP)
Lenert Paulette (LSAP)
Morgenthaler Nathalie (CSV)
Weiler Charel (CSV)
Welfring Joëlle (déi gréng)

Membres suppléants :
Bauer Maurice (CSV)
Bofferding Taina (LSAP)
Cahen Corinne (DP)
Cruchten Yves (LSAP)
Kemp Françoise (CSV)
Minella Mandy (DP)
Polidori Ben (Piraten)
Wagner David (déi Lénk)
Weydert Stéphanie (CSV)

**Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)**

Membres effectifs :
Baum Gilles (DP)
Braz Liz (LSAP)
Eicher Emile (CSV)
Kartheiser Fernand (ADR)
Lies Marc (CSV)

**Assemblée parlementaire de la francophonie (APF)**

Membres effectifs :
Baum Gilles (DP)
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Hartmann Carole (DP)
Mosar Laurent (CSV)
Schoos Alexandra (ADR)
Wolter Michel (CSV)

**Union interparlementaire (UIP)**

Membres effectifs :
Wiseler Claude (CSV), Président de la section luxembourgeoise
Adehm Diane (CSV)
Agostino Barbara (DP)
Cahen Corinne (DP)
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Engel Georges (LSAP)
Keup Fred (ADR)
Wolter Michel (CSV)

**Conférence interparlementaire sur la stabilité, la gouvernance économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SCEG)**

Membres effectifs :
Adehm Diane (CSV)
Bauler André (DP)
Clement Sven (Piraten)
Fayot Franz (LSAP)
Mosar Laurent (CSV)
Weidig Tom (ADR)

**Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (Europol « JPSG » - joint parliamentary scrutiny group)**

Membres effectifs :
Arendt Guy (DP)
Arendt épouse Kemp Nancy (CSV)
Biancalana Dan (LSAP)
Sehovic Meris (déi gréng)

Membres suppléants :
Donnersbach Alex (CSV)
Hartmann Carole (DP)
Polidori Ben (Piraten)
Wagner David (déi Lénk)

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 11
   M. Michel Wolter, Président de séance
2. **Hommage à la mémoire de Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, Députée honoraire** p. 11
   M. Michel Wolter, Président de séance
3. **Hommage à la mémoire de M. Ady Jung, Député honoraire** p. 11
   M. Michel Wolter, Président de séance
4. **Hommage à la mémoire de M. Camille Dimmer, Député honoraire** p. 12
   M. Michel Wolter, Président de séance
5. **Vérification des pouvoirs** p. 12
   M. Michel Wolter, Président de séance (intervention de M. Gérard Schockmel)
   Tirage au sort des membres constituant la Commission de vérification des pouvoirs
   La séance publique est suspendue de 14.48 à 15.57 heures.
   M. Mars Di Bartolomeo | M. Michel Wolter, Président de séance (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
   Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs : Mme Claire Delcourt
   Validation des élections législatives du 8 octobre 2023
   Vote
6. **Procédure d'assermentation** p. 14
   M. Michel Wolter, Président de séance
   Prestation de serment de 16 élus de la circonscription Sud
   Prestation de serment de 5 élus de la circonscription Est
   Prestation de serment de 16 élus de la circonscription Centre
   Prestation de serment de 8 élus de la circonscription Nord
   Mme Lydie Polfer, Présidente de séance
   Prestation de serment de M. Michel Wolter
   Proclamation des membres de la Chambre des Députés
7. **Discours de M. Michel Wolter, Doyen** p. 16
   M. Michel Wolter, Président de séance
8. **Élection du Bureau et élection du Secrétaire général** p. 17
   M. Michel Wolter, Président de séance
9. **Institution de la Conférence des Présidents** p. 17
   M. Michel Wolter, Président
10. **Constitution d'une commission parlementaire** p. 17
    M. Michel Wolter, Président
11. **Constitution du Comité de discipline** p. 17
    M. Michel Wolter, Président
12. **Vérification des pouvoirs d'un nouveau membre du Parlement européen** p. 17
    M. Michel Wolter, Président


Présidence : M. Michel Wolter, Doyen en rang ; Mme Lydie Polfer, Second Doyen en rang ; M. Michel Wolter, Président

Au banc du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch, M. Lex Delles, M. Claude Haagen, M. Georges Engel, Mme Yuriko Backes et M. Max Hahn, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.33 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif dann heimadder d'Sitzung opmaachen a begréissen Iech häerzlech an där éischter Chamberssitzung no de Parlamentswale vum 8. Oktober.

Den Artikel 67 vun eiser Verfassung ...

Ech muss mech nach dru winnen, Dir sëtzt elo zimmlech ...

*(Hilarité)*

Et sinn net méi esou déi selwecht Repèrë wéi virdrun.

Den Artikel 67 also vun eiser Verfassung, dee gesäit vir, dass d'Chamber sech den 3. Dënschden no de Walen de plein droit zesummefënnt. An den Artikel 2 vun eisem Chambersreglement, dee seet: „À l'ouverture d'une législature, le député le plus ancien en rang" – ech insistéieren: en rang! – „assure la présidence. Il est assisté des deux plus jeunes élus."

Dat sinn zum engen dann ech selwer an zum aneren d'Madamm Liz Braz an den Här Luc Emering.

## 2. Hommage à la mémoire de Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, Députée honoraire

Leider, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, sinn am September vun dësem Joer direkt dräi Éierendeputéiert verscheet, d'Madamm Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, den Här Ady Jung an den Här Camille Dimmer. Si sinn allen dräi fréier Deputéierter aus menger Partei, der CSV, mat deenen ech och d'Éier hat, an der Chamber ze sëtzen. A si sinn all aus där selwechter Generatioun, well si sinn tëschent August 1938 an Abrëll 1939 gebuer.

D'Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen ass den 28. August 1938 zu Téiteng gebuer. Wéi d'CSV 1987 no Kandidatinne gesicht huet fir d'Gemengewalen zu Hesper, si se natierlech op d'Marie-Thérèse gestouss. No e bëssen Iwwerzeegungsaarbecht an enger gewëssener Bedenkzäit – well déi Leit, déi si kannt hunn, déi wëssen, datt si keng Persoun war, déi Decisioune gären iwwert de Knéi gebrach huet – ass si, d'Entscheedung eemol geholl, séier eng ganz engagéiert Politikerin ginn. Et war deemools eng nei Erausfuerderung fir déi dräifach Mamm a Léierin.

Si ass och gläich 1987 an de Gemengerot zu Hesper gewielt ginn. Do war si fir d'éischt Conseillère, vu Januar 1997 bis Ufank Dezember 1999 Schäffin, éier si den 9. Dezember 1999 nom Doud vun eisem Kolleeg Alphonse Theis Buergermeeschtesch vun Hesper ginn ass.

2004 ass d'CSV-Politikerin bei de Chamberwalen ugetrueden an och direkt an d'Parlament gewielt ginn. Si war Vizepresidentin vun der Petitiouns- an der Educatiounskommissioun.

Der Madamm Gantenbein louche besonnesch d'Schoul, d'Kultur, déi gesellschaftlech Entwécklung an dat Soziaalt um Häerz. Si huet sech an deene Beräicher gutt auskannt an d'Kanner waren ëmmer eng vun hire grousse Suergen. Si huet mat vill Engagement a mat vill Energie matdiskutéiert.

D'Madamm Gantenbein huet an hirer politescher Karriär ganz intensiv matgeschafft. Si huet hir Erfarung an hir Kompetenz, déi si virun der Politick gesammelt hat, mat an d'Politick geholl.

Enn 2008 huet si, no bal fënnef Joer an der Chamber an 21 Joer Gemengepolitick, dovun néng Joer als Buergermeeschtesch, aus Altersgrënn decidéiert, hir aktiv politesch Karriär zu Enn ze bréngen an enger neier Generatioun hir Chance ze ginn.

Zu Hesper ass eise Kolleeg Marc Lies Buergermeeschter ginn an an der Chamber ass fir kuerz Zäit d'Fabienne Gaul nogeréckelt.

D'Madamm Gantenbein war eng léif a gentil Deputéiert, ëmmer zevirkommend an ëmmer gutt gelaunt. Besonnesch och am perséinleche Kontakt huet ee vill flott Diskussioune mat hir kënne féieren. Eng profund Mënschekenntnis huet si ausgezeechent an all Gespréich beräichert.

Eis Kolleegin Marie-Thérèse Gantenbein- Koullen ass de 7. September am Alter vu 85 Joer gestuerwen. Hirem Meedchen, hiren zwee Jongen an der ganzer Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déift Matgefill ausdrécken.

Ech géif Iech bieden, ee Moment opzestoen, fir der Verstuerwener eng lescht Éier ze erweisen.

*(Respect d'une minute de silence)*

Ech soen Iech Merci.

## 3. Hommage à la mémoire de M. Ady Jung, Député honoraire

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, en zweeten Éierendeputéierte vun der Chamber huet eis och am September, méi genee de 15. September, verlooss, an dat ass den Ady Jung.

Den Ady Jung ass den 13. Dezember 1938 zu Esch gebuer. A jonke Joren ass hien als engagéierten Escher Geschäftsmann Member vun der DP ginn. No enger gewëssener Zäit ouni politeschen Engagement ass en 1979 dem Encouragement vun engem aneren Escher, dem Jean Wolter, nokomm an ass Member an der CSV ginn.

1981 ass hie mat der CSV an d'Gemengewale gaangen an ass och gläich op der Lëscht vun der CSV an de Gemengerot gewielt ginn. Hien ass bei alle Wale bis 1999 ëmmer erëmgewielt ginn. 1994 gouf hien éischte Schäffen. No de Walen 1999 wier et dem Walresultat no eigentlech un him gewiescht, fir Buergermeeschter vun Esch ze ginn. Nodeems dat net geklappt huet, huet den Ady sech 2000 aus der Gemengepolitick zréckgezunn.

1984 ass den Ady Jung eng éischte Kéier mat der CSV an d'Chamberwale gaangen. 143 Stëmmen hunn um Enn gefeelt an hie souz fënnef Joer op der Reservbänk. Hien huet déi Zäit genotzt, fir sech politesch weiderzeentwéckelen, och parteiintern. An esou war et iergendwéi logesch, dass hien 1989 gewielt gouf. Och an der Chamber ass hien 1994 an 1999 erëmgewielt ginn.

An der Chamber war den CSV-Politiker jorelaang President vun der parlamentarescher Kommissioun fir de Mëttelstand an den Tourismus. Den Ady Jung huet gutt a gär diskutéiert, och kontrovers. Mat him konnt ee konstruktiv streiden. Fir vill Politiker war hien en onbequeeme politesche Géigner. Hie war ëmmer extreem gutt virbereet an huet seng Dossieren aus dem Effeff kannt.

Hie war fir eis Chamber och iwwert d'Grenzen eraus engagéiert a senger Fonctioun als Member, Vizepresident a schliisslech 1995 an 1996 President vun der Assemblée interparlementaire Benelux. An där Zäit war hien e Pilier vum Benelux-Parlament.

Am Mee 2003 ass den Ady Jung an de Conseil d'État gewiesselt. Seng Nofolleg hei an der Chamber huet d'Nancy Arendt épouse Kemp ugetrueden. Am Staatsrot konnt hien déi gesammelt politesch Erfarung am Interêt vun der Legistik vun den Texter asetzen. 2010 ass säi Mandat am Staatsrot aus Altersgrënn op en Enn gaangen.

Privat war den Ady Jung e ganz gesellege Mënsch, mat deem ee gären Zäit verbruecht huet. Seng Déieren, ob Päerd oder Hénger, waren him extreem wichteg.

Den Ady Jung ass am Alter vu 84 Joer verscheet. Senger Fra, dem Anny, sengem Meedchen a senger ganzer Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déifst Matgefill ausdrécken.

Och hei géif ech Iech bieden, ee Moment opzestoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Éier ze erweisen.

*(Respect d'une minute de silence)*

Ech soen Iech Merci.

## 4. Hommage à la mémoire de M. Camille Dimmer, Député honoraire

Den 20. September huet eis mam Camille Dimmer en drëtten Éierendeputéierten iwwert de Summer verlooss. De fréieren CSV-Süddeputéierten an Éierepresident vun der Associatioun vun de fréieren Deputéierten, AAD, ass am Alter vu 84 Joer verstuerwen.

De Camille Dimmer gouf den 20. Abrëll 1939 zu Clierf gebuer. No senge Studien zu Léck huet hien als Ingenieur an der Stolindustrie geschafft. Viru senger politescher Karriär war de Camille Dimmer schonn op engem aneren Terrain aktiv, als nationalen an internationale Fussballspiller. An do huet hie Fussballgeschicht matgeschriwwen. Mat sengen zwee Goler 1963 zu Rotterdam géint Holland huet hien déi Rout Léiwen an d'Véierelsfinall vun der Europameeschterschaft geschoss.

Ufank de 1970er-Joren huet de Camille Dimmer seng Fussballsschung un de berüümten Nol gehaangen a fräi no der Devise, datt et net duergeet ze kritiséieren, mee datt et besser ass, selwer eng Hand mat unzepaken, huet hie sech an der CSV engagéiert. Do huet hie probéiert, seng berufflech Erfarung a seng politesch Aktioun ze kombinéieren.

1984 ass hie fir d'CSV am Süden an d'Chamber gewielt ginn, wou hien zéng Joer bliwwen ass. Hie war do ënner anerem President vun der Familljekommissioun. De Camille Dimmer war och ganz aktiv an der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe. Hie war och vun 1990 bis 1995 fënnef Joer laang Generalsekretär vun der CSV.

Och op lokalpoliteschem Plang huet de Camille Dimmer sech engagéiert. Jorelaang war hie Member vum Diddelenger Gemengerot.

1995 huet de Camille Dimmer der aktiver Politick de Réck gedréit. Duerno ass hien nach laang aktiv gewiescht an der AAD, der Associatioun vun de fréieren Deputéierten, mol als Sekretär, mol als President, mol als President a Sekretär. Hie war och President vun der Europäescher Associatioun vun de fréieren Deputéierten.

Den CSV-Politiker wollt d'Problemer ëmmer konkreet ugoen. Dofir huet hie sech och fir Natur- an Ëmweltschutz agesat. Sou war hien zum Beispill den éischte President vun der Fondatioun Hëllef fir d'Natur. Mee och am Olympesche Kommitee war hien aktiv an e war President vun der Handballfederatioun vun 1973 bis 1982, fir just dës Beispiller ze nennen. Hie wäert op ville Plazen a gudder Erënnerung bleiwen.

Senger Fra Loulou, sengen dräi Meedercher an der ganzer Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déifst Matgefill ausdrécken. An och hei géif ech Iech bieden, ee Moment opzestoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Éier ze erweisen.

*(Respect d'une minute de silence)*

Merci.

## 5. Vérification des pouvoirs

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, no de Wale vum 8. Oktober kënnt d'Chamber, déi aus dëse Walen ervirgeet, esou wéi et den Artikel 67 vun der Verfassung an den Artikel 1 vum Chambersreglement virgesäit, den drëtten Dënschden no de Walen zesummen, fir d'Walen ze validéieren an d'Verifikatioun vun de Pouvoire virzehuelen.

Follgend Texter sinn do ze beuechten:

Den Artikel 67 Alinea 1 an 2 vun eiser Verfassung, den Artikel 118 an den Artikel 119 vum Walgesetz an den Artikel 4 vum Chambersreglement.

No der Verifikatioun vun hire Pouvoire ginn déi gewielte Vertrieder an déi gewielte Kandidaten da vereedegt.

D'Chamber ass virun enger Regierungsbildung aberuff ginn, dat heescht, dass déi Memberen aus der Regierung, déi no der Regierungsbildung net méi Minister wäerte bleiwen an an d'Chamber gewielt goufen, eréischt an enger nächster Sitzung vereedegt wäerte ginn.

***Tirage au sort des membres constituant la Commission de vérification des pouvoirs***

Esou wéi et den Artikel 4 vum Chambersreglement virgesäit, louse mer elo siwe Membere fir d'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren aus.

Elo kënnt dat Stéck, wat dat eenzegt Stéck nach an der Chamber ass, dat 1984 schonn do war, dat ass d'Urn.

*(Hilarité)*

Ech hunn nämlech op der Foto virdru gesinn, datt déi virum Här Urwald stoung deemools.

Kommt Dir, wann der wëllt, setzt Dir mer dat dohinner. Da kucken ech dat. Ass een, deen opschreift?

– Den Här Kartheiser,
– d'Madamm Delcourt,
– den Här Di Bartolomeo,
– den Här Schockmel.

Do hätt awer och kënnen ee sech aus der éischter Rei bei dech setzen, Gérard, esou aus Sympathie.

*(Hilarité)*

**M. Gérard Schockmel** (DP) | Et ass net ze spéit.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | – Den Här Eicher,
– den Här Graas …

An da misst ech nach een zéien, fir datt mer komplett sinn:
– den Här Wiseler.

Sou. Da maachen ech dat esou. Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, déi Kommissioun setzt sech also aus follgende Memberen zesummen: d'Madamm Delcourt, den Här Di Bartolomeo, den Här Eicher, den Här Graas, den Här Kartheiser, den Här Schockmel an den Här Wiseler.

D'Missioun vun dëser Kommissioun besteet doranner, fir éischtens d'Resultater vun de legislative Wale vum 8. Oktober an deene véier Walbezierker ze iwwerpréiwen an zweetens d'Konditioune fir d'Wielbarkeet vun deenen eenzelne gewielte Kandidaten ze iwwerpréiwen, an dann erëmzekommen an der Chamber hir Konklusioune virzeleeën.

D'Kommissioun ass ëffentlech a gëtt iwwer Chamber TV iwwerdroen, soudass jiddwereen heibannen oder dobaussen dat ka matverfollegen. D'Iwwerdroung fänkt an ongefeier 15 Minutten un, d'Zäit, fir dass d'Leit gebrieft ginn.

A wa se fäerdeg si mat hiren Aarbechten, da komme se rëm, an da féiere mer d'Sitzung weider. En attendant géif ech se ënnerbriechen.

Merci.

*(La séance publique est suspendue à 14.48 heures.)*

* * *

*(La séance publique est reprise à 15.57 heures.)*

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi ëffentlech Sitzung geet da weider.

D'Kommissioun ass zu hire Konklusioune komm an dofir géif ech da fir d'éischt d'Wuert un de President vun der Kommissioun, eise Kolleeg Mars Di Bartolomeo, ginn.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Här President, villmools merci fir d'Wuert. Ech géif d'Wuert direkt weiderginn un eis Rapportrice, ouni awer ze vergiessen, der Kommissioun an all deenen, déi der Kommissioun zougeschafft hu mat ganz grousser Kompetenz, e ganz grousse Merci ze soen.

Ech mengen, mir hunn alles duerchdiskutéiert a mir sinn, mengen ech, och zu de richtege Konklusioune komm, déi d'Rapportrice, d'Madamm Claire Delcourt, Iech, wann Dir dat erlaabt, Här President, elo direkt wäert virstellen.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Dat wär elo nämlech mäi Saz gewiescht, …

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Très bien!

*(Hilarité)*

**M. Michel Wolter,** Président de séance | … Här Di Bartolomeo. Et ass um President, dem Skript no, fir der Rapportrice d'Wuert ze ginn.

An ech géif dann der Madamm Delcourt d'Wuert ginn, fir de Rapport vun der Kommissioun ze maachen.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Dir hutt ganz Recht, Här President.

***Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs***

**Mme Claire Delcourt** (LSAP), rapportrice | Ech huelen un, de Mikro ass un. Jo.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun, déi designéiert ginn ass, fir déi legislativ Wale vum 8. Oktober 2023 ze iwwerpréiwen, koum zu follgende Resultater:

1. D'Piècen iwwert d'Walvirgäng, d'Reklamatiounen an d'Walresultat – dat ass den éischte Punkt, deen ech do virliesen.

All d'Pièce vun de Wale sinn an der Chamber tëscht dem 9. Oktober an dem 20. Oktober 2023 erakomm.

D'Procès-verballe vun de véier Walbezierker sinn an der Chamber den 18. an den 20. Oktober 2023 ukomm, woubäi dee vum Walbezierk Norde just an elektronescher Form receptionéiert gouf.

Déi gesamt Procès-verballe vun all de Walbüroe vun all de Gemenge sinn den 18. Oktober 2023 an der Chamber ukomm.

D'Päck mat de Walziedele vun all de Walbüroe vun all de Gemenge sinn tëscht dem 9. an dem 12. Oktober 2023 an der Chamber ukomm.

All déi aner Piècen, déi mat de Walen ze dinn hunn, sinn tëschent dem 9. an dem 18. Oktober an der Chamber ukomm.

Unhand vun Tabloen ass e strikte Protokoll fir den Empfang an d'Kontroll vun der Konformitéit vun de Piècen agehale ginn.

E strikte Protokoll fir d'Klasséieren an d'Araume vun de Regaler ass och agehale ginn. D'Mass vu Piècen iwwert d'Walen ass an engem securiséierte Raum stockéiert.

Eng Kontroll vun de Procès-verballe vun all de Walbüroe vun all de Gemengen ass gemaach ginn.

Eng Reklamatioun ass an der Chamber vum Här Romain Reiter eragereecht ginn. D'Kommissioun huet iwwert dës Reklamatioun befonnt an huet follgend Decisioun geholl:

vu den Artikel 67 Paragraf 1 vun der Verfassung;

vu d'Kapitel 2 vum Chambersreglement „de la vérification des pouvoirs", a besonnesch den Artikel 4;

vu d'Reklamatioun vum 6. Oktober 2023 vum Här Romain Reiter.

Zur Motivatioun vun de Fuerderunge vum Untragsteller:

Den Här Romain Reiter freet d'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren, d'Wal vun den 18., 19., 20. an 21. gewielte Kandidaten am Bezierk Zentrum ze annuléieren opgrond vum Artikel 117 vum Walgesetz, deen d'Unzuel vun Deputéierte festleet, déi an deene véier Walbezierker ze wiele sinn, déi net mat der Realitéit vun de Gemengewale vum 11. Juni 2023 iwwerteneestëmmt.

Dem Romain Reiter no wär de Walbezierk Zentrum iwwerrepresentéiert an déi aner dräi Bezierker ënnerrepresentéiert.

D'Verfassung, déi den 1. Juli 2023 a Kraaft getrueden ass, seet, datt d'Opdeelung pro Bezierk muss duerch e Gesetz ugeholl ginn, dat mat enger qualifizéierter Majoritéit ugeholl gëtt, an datt et keen esou e Gesetz gëtt.

Weider wär den Artikel 117 vum Walgesetz géint den Artikel 15 Paragraf 1 vun der Verfassung, deen de Prinzipp festleet vun der Gläicheet virum Gesetz fir all Lëtzebuerger.

A schliisslech sollen déi 18., 19., 20. an 21. gewielte Kandidaten aus dem Bezierk Zentrum net kënnen un der Verifikatioun vun de Pouvoiren deelhuele wéinst hirer Befaangenheet.

Iwwert déi zoutreffend Prozedur:

D'Kommissioun ass der Meenung, den Här Romain Reiter net mussen ze héieren, well de geschéckte Bréif prezis genuch ass, fir der Kommissioun et fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren ze erméiglechen, genuch informéiert ze sinn.

Iwwert d'Kompetenz vun der Kommissioun:

Den Artikel 4 Alinea 1 vum Chambersregelement gëtt der Kommissioun d'Missioun, ze iwwerpréiwen, datt d'Walvirgäng gereegelt verlaf sinn an datt déi gewielt Kandidaten d'Konditiounen, wat hir Wielbarkeet ugeet, erfëllen.

D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren huet weeder am Artikel 4 Paragraf 1 nach an iergendenger Dispositioun vun der Verfassung oder vum Chambersreglement aner Kompetenzen, wéi dës grad genannten. Deemno ka si och net iwwert d'Verfassungskonformitéit vun den Dispositioune vum Walgesetz befannen.

D'Demande vum Här Romain Reiter bezitt sech weeder op d'Walvirgäng nach op d'Wielbarkeet vun engem oder méi gewielte Kandidaten.

Déi gewielt Kandidaten, deenen hiert Mandat a Fro gestallt gëtt, sinn net mam Numm genannt an d'Reklamatioun vum Här Romain Reiter ass op de 6. Oktober datéiert, also zwee Deeg virun de Walen.

Iwwert de Fong vun der Reklamatioun:

D'Wieler fir d'Gemengewale sinn net déi selwecht wéi d'Wieler bei de Chamberwalen.

D'Verfassung, déi a Kraaft ass, ass d'Verfassung vum 17. Oktober 1868, déi als lescht duerch véier Gesetzer dëst Joer ofgeännert ginn ass.

D'Gesetz vum 20. Dezember 1988 setzt d'Unzuel vun Deputéierten, déi an de Bezierker ze wiele sinn, fest, an dëst Gesetz gouf vun der Chamber mat enger qualifizéierter Majoritéit ugeholl, esou wéi dat am deemolegen Artikel 114 vun der Verfassung virgesi war.

D'Gesetz vum 20. Dezember 1988 ass elo nach a Kraaft an offensichtlech verfassungskonform.

D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoire muss iwwregens am Exercice vun hirer Missioun, déi bestoend Gesetzer applizéieren.

Deemno ass d'Reklamatioun vum Här Romain Reiter net fondéiert.

Duerch dës Grënn proposéiert d'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren der Chamber de Verworf vun der Fuerderung vum Här Romain Reiter.

D'Kommissioun ass wuel der Meenung, datt de Fong vun dëser Reklamatioun net an dem Beräich vun hirer Missioun läit, mee datt se awer eng politesch Wichtegkeet dréit.

Eng Serie vun Elementer konnten am Kader vum Oflaf vun de Walvirgäng vum 8. Oktober 2023 festgestallt ginn. D'Kommissioun ass zur Schlussfollgerung komm, datt keng Elementer do sinn, déi en Afloss op d'Éierlechkeet vum Walresultat hätte kënnen hunn, an anere Wierder, datt se d'Resultat vun de Walen hätte kënnen a Fro stellen.

Opgrond vun dëse Kontrolle ginn eng Rei vu Recommandatiounen un de Staatsministère geriicht:

Et sollt drop higewise ginn, datt eng besser Kommunikatioun vun den Usprëch vum Walgesetz un d'Presidente vun de Walbüroe vun de Gemenge sollt stattfannen, dëst wat d'Begleedung vun invalide Wieler oder Wieler, déi ënner Momperschaft stinn, ugeet; wat d'Verschécke vun de Walziedelen ugeet, déi der Chamber solle séier an direkt zougestallt ginn; an datt d'Lëschten an d'Reschter vun alle Walbüroen der Chamber sollen zougestallt ginn.

Eng Ofännerung vum Walgesetz, wat den Artikel 165 ugeet, fir datt d'Procès-verballen, esoubal d'Resultater proklaméiert sinn, der Regierung zougestallt ginn an net eréischt véier Deeg duerno.

An deem selwechte Sënn sollt och d'Walgesetz ofgeännert ginn, fir datt et e maximalen Delai gëtt, an deem d'Resultater ausgeruff musse ginn. Dat fir ze verhënneren, datt een an eng Situatioun kënnt, wou d'Chamber net kann, esou wéi d'Verfassung et virgesäit, den drëtten Dënschden no de Wale zesummekommen, well et keng offiziell Resultater gëtt.

Eng Ofännerung vum Walgesetz, wat den Artikel 154 Alinea 1 a) ugeet, fir datt d'Walenveloppë vun all de Walbüroe vun enger Gemeng net méi zesummen an engem Pak musse verschéckt ginn, well dëst an der Praxis net machbar ass, well zum Beispill d'Gemeng Lëtzebuerg misst 88 vun dëse grousse Päck zesummen an engem Pak verschécken.

D'Kommissioun huet decidéiert, datt aus all deem ervirgeet, datt d'Walvirgäng gereegelt verlaf sinn a letztens, datt d'Resultater vun de Wale kënne validéiert ginn, besonnesch wat d'Identitéit vun de gewielte Kandidaten ugeet an d'Reiefolleg vum Klassement vun de Suppleanten.

Merci.

*(Ndlr: Le détail des résultats des élections par circonscription ainsi que les conclusions de la Commission de vérification des pouvoirs ci-dessous figurent dans le rapport écrit.)*

*Resultater fir den éischte Walbezierk (Walbezierk Süden):*

| | |
|---|---|
| *Stëmmziedelen an den Urnen:* | *98.327* |
| *Blank Stëmmziedelen:* | *3.748* |
| *Ongülteg Stëmmziedelen:* | *4.747* |
| *Blank an ongülteg Stëmmziedelen:* | *8.495* |
| *Gülteg Stëmmziedelen:* | *89.832* |
| *Unzuel vun de gültege Stëmme vun all de Lëschten:* | *1.904.069* |
| *Nombre électoral:* | *79.337* |

*Déi verschidde Lëschten hu follgend Stëmme kritt:*

| | |
|---|---|
| *Lëscht 1 (LSAP)* | *467.088* |
| *Lëscht 2 (DP – Demokratesch Partei)* | *268.591* |
| *Lëscht 3 (déi gréng)* | *134.590* |
| *Lëscht 4 (CSV)* | *529.283* |
| *Lëscht 5 (déi Lénk)* | *82.914* |
| *Lëscht 6 (ADR)* | *199.903* |
| *Lëscht 7 (Piraten)* | *131.708* |
| *Lëscht 9 (Fokus)* | *41.966* |
| *Lëscht 10 (Volt)* | *6.449* |
| *Lëscht 11 (KPL)* | *17.715* |
| *Lëscht 12 (Liberté – Fräiheet !)* | *16.736* |
| *Lëscht 13 (déi Konservativ – d'Fräiheetspartei)* | *7.126* |

*Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:*

*Lëscht 1 (LSAP) – sechs Gewielter: den Här Jean Asselborn, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Georges Engel, den Här Dan Biancalana, d'Madamm Liz Braz*

*Lëscht 2 (DP – Demokratesch Partei) – véier Gewielter: den Här Max Hahn, den Här Claude Meisch, den Här Gusty Graas, den Här Luc Emering*

*Lëscht 3 (déi gréng) – zwee Gewielter: d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Meris Sehovic*

*Lëscht 4 (CSV) – siwe Gewielter: den Här Gilles Roth, den Här Georges Mischo, den Här Michel Wolter, den Här Félix Eischen, d'Madamm Nancy Arendt ép. Kemp, den Här Marc Spautz, den Här Laurent Zeimet*

*Lëscht 5 (déi Lénk) – ee Gewielten: den Här Marc Baum*

*Lëscht 6 (ADR) – zwee Gewielter: den Här Fred Keup, den Här Fernand Kartheiser*

*Lëscht 7 (Piraten) – ee Gewielten: den Här Marc Goergen*

*Lëscht 9 (Fokus) – kee Gewielten*

*Lëscht 10 (Volt) – kee Gewielten*

*Lëscht 11 (KPL) – kee Gewielten*

*Lëscht 12 (Liberté – Fräiheet !) – kee Gewielten*

*Lëscht 13 (déi Konservativ – d'Fräiheetspartei) – kee Gewielten*

*Resultater fir den zweete Walbezierk (Walbezierk Osten):*

| | |
|---|---|
| *Stëmmziedelen an den Urnen:* | *35.609* |
| *Blank Stëmmziedelen:* | *898* |
| *Ongülteg Stëmmziedelen:* | *1.227* |
| *Blank an ongülteg Stëmmziedelen:* | *2.125* |
| *Gülteg Stëmmziedelen:* | *33.484* |
| *Unzuel vun de gültege Stëmme vun all de Lëschten:* | *226.107* |
| *Nombre électoral:* | *28.264* |

*Déi verschidde Lëschten hu follgend Stëmme kritt:*

| | |
|---|---|
| *Lëscht 1 (LSAP)* | *39.049* |
| *Lëscht 2 (DP – Demokratesch Partei)* | *51.810* |
| *Lëscht 3 (déi gréng)* | *17.282* |
| *Lëscht 4 (CSV)* | *69.210* |
| *Lëscht 5 (déi Lénk)* | *5.687* |
| *Lëscht 6 (ADR)* | *21.404* |
| *Lëscht 7 (Piraten)* | *11.071* |
| *Lëscht 9 (Fokus)* | *5.685* |
| *Lëscht 10 (Volt)* | *554* |
| *Lëscht 11 (KPL)* | *898* |
| *Lëscht 12 (Liberté – Fräiheet !)* | *3.457* |

*Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:*
*Lëscht 1 (LSAP) – ee Gewielten: d'Madamm Paulette Lenert*
*Lëscht 2 (DP – Demokratesch Partei) – zwee Gewielter: den Här Lex Delles, d'Madamm Carole Hartmann*
*Lëscht 3 (déi gréng) – kee Gewielten*
*Lëscht 4 (CSV) – dräi Gewielter: den Här Léon Gloden, den Här Max Hengel, d'Madamm Octavie Modert*
*Lëscht 5 (déi Lénk) – kee Gewielten*
*Lëscht 6 (ADR) – ee Gewielten: d'Madamm Alexandra Schoos*
*Lëscht 7 (Piraten) – kee Gewielten*
*Lëscht 9 (Fokus) – kee Gewielten*
*Lëscht 10 (Volt) – kee Gewielten*
*Lëscht 11 (KPL) – kee Gewielten*
*Lëscht 12 (Liberté – Fräiheet !) – kee Gewielten*

*Resultater fir den drëtte Walbezierk (Walbezierk Zentrum):*

| | |
|---|---|
| *Stëmmziedelen an den Urnen:* | *68.615* |
| *Blank Stëmmziedelen:* | *1.578* |
| *Ongülteg Stëmmziedelen:* | *2.923* |
| *Blank an ongülteg Stëmmziedelen:* | *4.501* |
| *Gülteg Stëmmziedelen:* | *64.114* |
| *Unzuel vun de gültege Stëmme vun all de Lëschten:* | *1.255.820* |
| *Nombre électoral:* | *57.083* |

*Déi verschidde Lëschten hu follgend Stëmme kritt:*

| | |
|---|---|
| *Lëscht 1 (LSAP)* | *148.046* |
| *Lëscht 2 (DP – Demokratesch Partei)* | *317.194* |
| *Lëscht 3 (déi gréng)* | *144.834* |
| *Lëscht 4 (CSV)* | *376.078* |
| *Lëscht 5 (déi Lénk)* | *49.481* |
| *Lëscht 6 (ADR)* | *82.230* |
| *Lëscht 7 (Piraten)* | *81.668* |
| *Lëscht 9 (Fokus)* | *34.323* |
| *Lëscht 11 (KPL)* | *5.431* |
| *Lëscht 12 (Liberté – Fräiheet !)* | *16.535* |

*Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:*
*Lëscht 1 (LSAP) – dräi Gewielter: den Här Franz Fayot, d'Madamm Francine Closener, d'Madamm Claire Delcourt*
*Lëscht 2 (DP) – sechs Gewielter: den Här Xavier Bettel, d'Madamm Yuriko Backes, d'Madamm Lydie Polfer, d'Madamm Corinne Cahen, den Här Gérard Schockmel, d'Madamm Simone Beissel*
*Lëscht 3 (déi gréng) – zwee Gewielter: d'Madamm Sam Tanson, den Här François Bausch*
*Lëscht 4 (CSV) – siwe Gewielter: den Här Luc Frieden, d'Madamm Elisabeth Margue, den Här Serge Wilmes, den Här Paul Galles, den Här Claude Wiseler, d'Madamm Diane Adehm, den Här Marc Lies*
*Lëscht 5 (déi Lénk) – ee Gewielten: den Här David Wagner*
*Lëscht 6 (ADR) – ee Gewielten: den Här Tom Weidig*
*Lëscht 7 (Piraten) – ee Gewielten: den Här Sven Clement*
*Lëscht 9 (Fokus) – kee Gewielten*
*Lëscht 11 (KPL) – kee Gewielten*
*Lëscht 12 (Liberté – Fräiheet !) – kee Gewielten*

*Resultater fir de véierte Walbezierk (Walbezierk Norden):*

| | |
|---|---|
| *Stëmmziedelen an den Urnen:* | *47.483* |
| *Blank Stëmmziedelen:* | *1.681* |
| *Ongülteg Stëmmziedelen:* | *1.889* |
| *Blank an ongülteg Stëmmziedelen:* | *3.570* |
| *Gülteg Stëmmziedelen:* | *43.913* |
| *Unzuel vun de gültege Stëmme vun all de Lëschten:* | *377.404* |
| *Nombre électoral:* | *37.741* |

*Déi verschidde Lëschten hu follgend Stëmme kritt:*

| | |
|---|---|
| *Lëscht 1 (LSAP)* | *57.693* |
| *Lëscht 2 (DP – Demokratesch Partei)* | *66.110* |
| *Lëscht 3 (déi gréng)* | *25.193* |
| *Lëscht 4 (CSV)* | *124.965* |
| *Lëscht 5 (déi Lénk)* | *9.758* |
| *Lëscht 6 (ADR)* | *45.422* |
| *Lëscht 7 (Piraten)* | *29.110* |
| *Lëscht 9 (Fokus)* | *11.858* |
| *Lëscht 12 (Liberté – Fräiheet !)* | *5.925* |
| *Lëscht 13 (déi Konservativ – d'Fräiheetspartei)* | *1.370* |

*Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:*
*Lëscht 1 (LSAP) – ee Gewielten: den Här Claude Haagen*
*Lëscht 2 (DP – Demokratesch Partei) – zwee Gewielter: den Här Fernand Etgen, den Här André Bauler*
*Lëscht 3 (déi gréng) – kee Gewielten*
*Lëscht 4 (CSV) – véier Gewielter: d'Madamm Martine Hansen, den Här Christophe Hansen, den Här Charel Weiler, den Här Emile Eicher*
*Lëscht 5 (déi Lénk) – kee Gewielten*
*Lëscht 6 (ADR) – ee Gewielten: den Här Jeff Engelen*
*Lëscht 7 (Piraten) – ee Gewielten: den Här Ben Polidori*
*Lëscht 9 (Fokus) – kee Gewielten*
*Lëscht 12 (Liberté – Fräiheet !) – kee Gewielten*
*Lëscht 13 (déi Konservativ – d'Fräiheetspartei) – kee Gewielten*

*Wat d'Suppleanten ugeet, huet d'Kommissioun d'Reiefolleg vun de Suppleanten op deene verschiddene Lëschten an deene véier Walbezierker festgehalen. Dës Reiefolleg ass an der Annex 2 vun dësem Rapport ze fannen an ass en integralen Deel vum Rapport.*

*2. Pièce vun de gewielte Kandidaten*

*Déi gewielte Kandidaten hunn tëscht dem 10. an dem 20. Oktober 2023 an der Chamber eng Kopie vun hirer Carte d'identité oder vun hirem Pass, sou wéi e Certificat de résidence ofginn.*

*De Parquet huet der Chamber e Bilan mat de Konklusiounen iwwert d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, fir jidder eenzelne gewielte Kandidat zougestallt: fir 31 gewielte Kandidaten den 18. Oktober 2023 a fir déi 29 gewielte Kandidaten, déi iwwregbliwwe sinn, den 20. Oktober 2023.*

*Déi gewielte Kandidaten hunn tëscht dem 10. an dem 20. Oktober 2023 eng Deklaratioun op d'Éier, datt si sech engagéieren, d'Inkompatibilitéiten, wat d'Funktiounen ugeet, zur Zäit ze behiewen, ofginn.*

*D'Kommissioun huet décidéiert, datt sech aus de genaue Kontrollen op deene gesamte Pièce vun de gewielte Kandidaten ergëtt, datt all gewielte Kandidat d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, sou wéi se am Artikel 64 vun der Verfassung virgesi sinn, an datt all gewielte Kandidat sech derzou engagéiert, d'Inkompatibilitéiten, wat d'Funktiounen ugeet, zur Zäit ze behiewen.*

*D'Kommissioun stellt fest, datt näischt géint d'Vereedegung vun de gewielte Kandidate schwätzt.*

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Ech soen der Madamm Delcourt Merci fir hiren éischte Rapport, dee si hei an der Chamber gemaach huet.

***Validation des élections législatives du 8 octobre 2023***

An ech géif dann d'Chamber an hirer Gesamtheet froen, ob si mat de Konklusioune vun der Kommissioun d'accord ass.

***Vote***

Ech géif Iech bieden, trotzdeem eng Hand ze weisen, déi, déi d'accord sinn.

*(Assentiment)*

An da maachen ech d'Géigeprouf. Ass een dergéint oder enthält ee sech?

Da stellen ech fest, dass dat à l'unanimité gemaach ass.

D'Wale vum 8. Oktober sinn domadder eestëmmeg vun der Chamber validéiert ginn.

## 6. Procédure d'assermentation

*(Les ministres du Gouvernement actuel ont été chargés par le Grand-Duc d'expédier les affaires courantes et de ce fait ne pourront prêter serment comme député que lors d'une séance publique ultérieure.)*

A mir kommen dann elo zu der Prozedur vun der Vereedegung.

Ech wäert déi gewielte Kandidaten aus deene verschiddene Walbezierker bieden, virun de Büro hei ze trieden an den Eed ofzeleeën, esou wéi den Artikel 67 (4) vun eiser Verfassung dat virgesäit.

Ech liesen deen eng Kéier vir, also ech liesen e vir, duerno ruffen ech Iech an alphabetescher Reiefolleg op. Ech géif Iech bieden, dann no vir ze trieden, fir dass mer och vu jiddwerengem do eng gutt Foto kënne maachen, déi riets Hand an d'Luucht ze hiewen an ze soen: „Je le jure", oder „Ech schwieren" oder „Ech schwieren et".

***Prestation de serment de 16 élus de la circonscription Sud***

Als Éischt géif ech déi gewielte Vertrieder aus dem Walbezierk Süde bieden, virun de Büro ze trieden.

Wann Dir Iech wëllt e bëssen no hannen deplacéieren alleguer, fir dass deen, dee vereedegt gëtt, Plaz huet, fir virun de Mikro ze trieden. Dir kommt alleguerten, een nom aneren, drun. Am Süden ass am meeschte Gedrécks.

Sou, ech géif Iech dann den Artikel virliesen, esou wéi en an der Verfassung virgesinn ass, d'ailleurs en Artikel, deen net méi dee selwechten ass. Deen huet geännert an deen huet elo follgend Teneur: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité."

Ech géif Iech also bieden, déi riets Hand ze hiewen, wann Dir den Eed ofleet, an ze soen: „Je le jure", „Ech schwieren" oder „Ech schwieren et".

D'Madamm Nancy Arendt épouse Kemp.

**Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) | Ech schwieren et.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Marc Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Dan Biancalana.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Ech schwieren et.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | D'Madamm Liz Braz.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Ech schwieren et.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Mars Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Ech schwieren et.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Félix Eischen.

**M. Félix Eischen** (CSV) | Ech schwieren et.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Luc Emering.

**M. Luc Emering** (DP) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ech schwieren.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Gusty Graas.

**M. Gusty Graas** (DP) | Ech schwieren et.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech schwieren et.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Fred Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Ech schwieren.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Georges Mischo.

**M. Georges Mischo** (CSV) | Ech schwieren.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Gilles Roth.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Meris Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Marc Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Ech schwieren.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | An den Här Laurent Zeimet.

**M. Laurent Zeimet** (CSV) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Ech ginn Iech Akt vun Ärem Eed. Dir kënnt Iech nees Plaz huelen, wannechgelift.

***Prestation de serment de 5 élus de la circonscription Est***

Ech géif dann déi gewielte Vertrieder aus dem Walbezierk Oste virun de Büro bieden, wannechgelift.

*(Brouhaha)*

An ech géif déi aner Kolleegen am Sall bieden, mat deem selwechte Respekt dës Vereedegungen nozelauschteren, wéi mer hir Vereedegung nolauschteren.

An ech géif och Iech d'Formel nach eng Kéier virliesen: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité."

Den Här Léon Gloden.

**M. Léon Gloden** (CSV) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | D'Madamm Carole Hartmann.

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Max Hengel.

**M. Max Hengel** (CSV) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | D'Madamm Octavie Modert.

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Ech schwieren et.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | An d'Madamm Alexandra Schoos.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Ech schwieren.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Ech ginn och Iech Akt vun Ärem Eed. Och Dir kënnt Iech Plaz huelen, wannechgelift.

***Prestation de serment de 16 élus de la circonscription Centre***

An ech géif dann déi gewielte Vertrieder aus dem Walbezierk Zentrum virun de Büro bieden.

Och Iech géif ech d'Formel vum Eed nach eng Kéier virliesen: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité."

D'Madamm Diane Adehm.

**Mme Diane Adehm** (CSV) | Ech schwieren.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | D'Madamm Simone Beissel.

**Mme Simone Beissel** (DP) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | D'Madamm Corinne Cahen.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech schwieren et.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | D'Madamm Francine Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Ech schwieren et.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | D'Madamm Claire Delcourt.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Ech schwieren et.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Luc Frieden.

**M. Luc Frieden** (CSV) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Paul Galles.

**M. Paul Galles** (CSV) | Ech schwieren.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Marc Lies.

**M. Marc Lies** (CSV) | Ech schwieren.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | D'Madamm Elisabeth Margue.

**Mme Elisabeth Margue** (CSV) | Ech schwieren et.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | D'Madamm Lydie Polfer.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Gérard Schockmel.

**M. Gérard Schockmel** (DP) | Ech schwieren.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här David Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Tom Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Ech schwieren.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Serge Wilmes.

**M. Serge Wilmes** (CSV) | Ech schwieren.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | An den Här Claude Wiseler.

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Och Iech ginn ech dann Akt vum Ofleeschte vun Ärem Eed an ech géif Iech bieden, Plaz ze huelen.

***Prestation de serment de 8 élus de la circonscription Nord***

Ech géif schlussendlech dann déi gewielte Vertrieder aus dem Walbezierk Norde bieden, fir virun de Büro ze trieden.

Och Iech géif ech den Eed nach eng Kéier virliesen: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité."

Den Här André Bauler.

**M. André Bauler** (DP) | Ech schwieren et.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Emile Eicher.

**M. Emile Eicher** (CSV) | Ech schwieren.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Jeff Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Ech schwieren.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Fernand Etgen.

**M. Fernand Etgen** (DP) | Ech schwieren.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Christophe Hansen.

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Ech schwieren et.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | D'Madamm Martine Hansen.

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Ech schwieren et.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Den Här Ben Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Ech schwieren et.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | An den Här Charel Weiler.

**M. Charel Weiler** (CSV) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Och Iech ginn ech Akt vum Ofleeë vun Ärem Eed. Ech géif Iech bieden, Plaz ze huelen.

An ech géif dann d'Madamm Polfer bieden, bis erop ze komme fir ze presidéieren, fir datt ech mäin Eed och kann ofleeën.

*(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)*

***Prestation de serment de M. Michel Wolter***

**Mme Lydie Polfer,** Présidente de séance | Jo, Här Michel Wolter, ech géif Iech dann effektiv bieden, och vir hinner ze kommen an ech géif Iech dann de Serment virliesen, esou wéi en an dem Artikel 67 vun der Verfassung virgesinn ass: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité."

Dites: „Je le jure" oder „Ech schwieren et".

**M. Michel Wolter** (CSV) | Ech schwieren et.

**Mme Lydie Polfer,** Présidente de séance | Domat ginn ech Iech Akt vun Ärer Prestation de serment.

*(M. Michel Wolter reprend la présidence.)*

***Proclamation des membres de la Chambre des Députés***

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Nodeem d'Prozedur vun der Vereedegung dann ofgeschloss ass, hunn ech d'Éier, follgend Leit zu Membere vun der Chamber ze proklaméieren:

– fir de Walbezierk Süden: d'Madamm Nancy Arendt épouse Kemp, den Här Marc Baum, den Här Dan Biancalana, d'Madamm Liz Braz, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Félix Eischen, den Här Luc Emering, den Här Marc Goergen, den Här Gusty Graas, den Här Fernand Kartheiser, den Här Fred Keup, den Här Georges Mischo, den Här Gilles Roth, den Här Meris Sehovic, den Här Marc Spautz, mech selwer, also den Här Michel Wolter, an den Här Laurent Zeimet,

– fir de Walbezierk Osten: den Här Léon Gloden, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Max Hengel, d'Madamm Octavie Modert an d'Madamm Alexandra Schoos,

– fir de Walbezierk Zentrum: d'Madamm Diane Adehm, d'Madamm Simone Beissel, d'Madamm Corinne Cahen, den Här Sven Clement, d'Madamm Francine Closener, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Luc Frieden, den Här Paul Galles, den Här Marc Lies, d'Madamm Elisabeth Margue, d'Madamm Lydie Polfer, den Här Gérard Schockmel, den Här David Wagner, den Här Tom Weidig, den Här Serge Wilmes an den Här Claude Wiseler a

– fir de Walbezierk Norden: den Här André Bauler, den Här Emile Eicher, den Här Jeff Engelen, den Här Fernand Etgen, den Här Christophe Hansen, d'Madamm Martine Hansen, den Här Ben Polidori an den Här Charel Weiler.

## 7. Discours de M. Michel Wolter, Doyen

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Häre, mam Dag vun haut fänkt eng nei Legislaturperiod un. 46 vu 60 gewielten Deputéierten hunn elo just hiren Eed ofgeluecht, nodeems iwwerpréift gouf, ob all eenzelne Gewielten d'Konditiounen erfëllt, fir säin Deputéiertemandat unzehuelen, an och ob d'Waloperatiounen dem Gesetz no richteg ofgelaf sinn.

Wéi ech de 16. Juli 1984 mat 21 Joer als Student zu Paräis eng éischte Kéier hei an der Chamber als Deputéierte vereedegt gouf, konnt ech mir net virstellen, datt ech haut, néng Chamberwalen an 39 Joer an 3 Méint méi spéit, als Doyen d'Sitzung géif leeden.

Dobäi sinn ech iwwerhaapt net deen Eelsten. Kuckt mech emol un!

*(Hilarité)*

Loin de là. An deem Ranking kommen ech och no dëse Walen nach ëmmer eréischt op déi 14. Plaz.

Datt ech haut Alterspresident sinn, verdanken ech indirekt der Madamm Astrid Lulling. Aus Angscht, datt si géif Alterspresidentin ginn, …

*(Interruption et hilarité)*

… ass nämlech 2004 d'Reegel geännert ginn. An et war vun do un net méi deen Eelsten, mee dee mat deene meeschte Joren an der Chamber, deen déi nei Sessioun opmécht an d'Vereedegung vun de Kolleege virhëlt, soudass déi éierevoll Aufgab mir haut zoukomm ass.

Dir verstitt, datt no all deem, wat ech schonns esou an der Politick gemaach hunn, ech fir näischt a mengem Liewen dësen Dag hätt wëlle mëssen.

Och wann eppes mir opgefall ass: It's a lousy job!

*(Hilarité)*

2009 war de Lucien Weiler Alterspresident, 2013 d'Anne Brasseur an 2018 de Gast Gibéryen. Dat heescht: Kee vun dëse Virgänger war déi nächste Kéier nach derbäi.

*(Hilarité)*

Keng flott Aussiichten deemno fir deen, deen hei um Stull sëtzt.

Mat deenen zéng Kolleegen, déi haut fir d'éischt vereedegt goufen, kommen ech elo op déi impressionant Zuel vun 253 Leit, mat deenen ech an all deene Joren an der Chamber souz. Weiderer wäerten nach an e puer Wochen, wann déi nei Regierung bis steet, derbäikommen.

Ech wëll et net vermëssen, besonnesch eis nei Kolleegen haut an eiser Mëtt ze begréissen. Dëst sinn: d'Liz Braz, d'Claire Delcourt, de Luc Emering, de Christophe Hansen, de Ben Polidori, de Gérard Schockmel, d'Alexandra Schoos, de Meris Sehovic, den Tom Weidig an de Charel Weiler.

Dir representéiert zum groussen Deel – entschëlleg Gérard – eng nei Generatioun vu jonke Politiker, …

*(Hilarité)*

… eng Generatioun, där hiren Optrag et ass, sech deene munnechfaltegen Erausfuerderungen ze stellen, déi an deenen nächste Méint a Joren op eist Land a seng Leit wäerten duerkommen. All Guddes fir Är zukünfteg parlamentaresch Aarbecht. Haut ass Äre Glécksdag, genéisst en!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een esou laang derbäi ass, da kann ee vergläichen. Ëmmerhi si bal 40 Joer eppes wéi e ganzt Aarbechtsliewen. Dofir eng kleng Zäitrees zréck an d'Joer 1984, e Joer an enger Zäit vu profundem wirtschaftlechen a politeschen Ëmbroch an eisem Land. Eng hëtzeg Zäit. Mir si matzen an der Stolkris, Noutstandsgesetzer, DAC (ndlr: Division anticrise), Renteklau. E strukturellen Ëmbroch, deen net opzehalen ass. Den Interêt vun de Leit fir d'Politick ass riseg. Et geet ëm hir Zukunft an et geet ëm d'Zukunft vum Land.

Et ass den Ofschloss vun enger exemplarescher Karriär vum Pierre Werner, säit 1954 Finanzminister a säit 1959, mat enger Ënnerbriechung 1974–1979, Staatsminister vu Lëtzebuerg an den Ufank vun enger weiderer aussergewéinlecher Karriär, där vum Jean-Claude Juncker, deen déi nächst 30 Joer der Politick säi Stempel wäert opdrécken.

An de Chamberwale gëtt déi warscheinlech jéngste Chamber gewielt, déi jeemools an eisem Land gewielt gouf. Net manner ewéi 15 Gewielter hate 35 Joer a manner: Asselborn, Bodry, Err, Kollwelter, Wohlfart bei der LSAP; Brasseur, Goerens, Grethen, Polfer bei der DP; Jacobs, Juncker, Reding, Weiler, Wolter bei der CSV; Weber bei der GLEI. All direkt gewielt, net een Eenzegen nogeréckelt. A wann ech de Muck Huss nach derbäizielen, deen hat der deemools 37, da sinn et der souguer 16. Als Verglach: Dëst Joer sinn et der just emol 8. Nëmmen nach 13 Deputéierter haten 1984 eng Anciennetéit vu méi wéi 10 Joer.

Vill vun hinnen hunn déi nächst 20 bis 30 Joer dëst Land maassgeeblech politesch matgestalt. Si entwéckelen nei Politicken. Si ginn nei Weeër. Dat Soziaalt, d'Nohaltegkeet, d'Entwécklung vun eisem Land, d'Ekologie trieden an de Vierdergrond. Déi permanent Fro, wéi mer d'Leit an engem Boot kënnen halen, ass am Zentrum vum politeschen Denken a Schaffen. Eist Land wandelt sech vun engem Industrie- zu engem Déngschtleeschtungsland.

An déi Gréng kréien eng politesch Bün mam Jup Weber a mam Muck Huss, gewielt op zwou verschiddene Lëschten, der GAP an der GLEI. Si bréngen neie Wand an d'Politick.

40 Joer ginn net spuerlos laanscht. Si ginn net spuerlos un engem selwer laanscht, net um Land an de Leit an och net un der Chamber.

De Fokus an d'Intensitéit vun der legislativer Aarbecht sinn anerer. 1984 loung déi éischt Prioritéit op dem Ausschaffe vu gudde Gesetzer. Vill Zäit ass an de Kommissioune mat der detailléierter Analys Artikel fir Artikel vu proposéierten Texter dropgaangen. Am Detail ass net nëmmen den Avis vum Staatsrot, mee och déi vun de Chambres professionnelles gekuckt ginn. De Rapporteur vum Projet huet dëse virgestallt a begleet, no bannen an no baussen, duerch dee ganze legislative Prozess. De President vun der Kommissioun huet den Debat geleet. De Regierungsmember oder säi Beamten, meeschtens een, huet op d'Froe geäntwert an de politesche Gesamtkontext am A behalen. Et ass sech Zäit gelooss gi mat der Detailaarbecht, bis déi lescht Fro eng Äntwert hat, ausser natierlech wann eng Urgence do war.

Dës detailléiert Analys ass am Laf vun der Zäit verluergaangen. Et sinn nei Politickfelder derbäikomm. D'Zuel vun den Texter huet sech multiplizéiert. Texter, déi erakommen, sinn inhaltlech méi schwaach. D'Legistik gëtt haut quasi exklusiv vum Conseil d'État gemaach. Et ass kaum nach e Rapporter, deen aktiv selwer säi Projet an der Kommissioun a ronderëm virundreift. Den Text gëtt quasi just nach no der Zuel vun den Oppositions formelles vum Staatsrot gemooss. D'Avise vun de Chambres professionnelles ginn a ville Fäll iwwerhaapt net oder wann nëmmen iwwerflächlech gekuckt. Et muss alles séier goen. D'Politick, gedriwwen duerch d'Schnellliewegkeet vun der Zäit, mengt, op all Fro eng schnell Äntwert mussen ze hunn. Heiansdo wier eng gutt iwwerluechten Äntwert besser.

Mat der Debatt iwwert d'Revaloriséierung vum Parlament an den 90er-Jore kommen ëmmer nei Diskussiounsmodeller op de Knuedler: Interpellatioun, Débat d'orientation, Débat de consultation, Heure d'actualité. Et gëtt gemengt, wa méi diskutéiert géif ginn a manner legiferéiert, da géif d'Chamber besser no baussen do stoen. Mee Hand op d'Häerz: Wéi vill vun den Dosenden Debaten aus der leschter Legislatur hunn iergendeen Impakt op d'politesch Gestaltung vun eisem Land gehat oder sinn an der Ëffentlechkeet breet diskutéiert ginn? Eng Handvoll oder vläicht manner? Och hei wier manner heiansdo méi. Wéi och bei der Unzuel vun de Questions parlementaires: 8.388 an deene leschte fënnef Joer, 1.678 an der Moyenne pro Sessioun oder 4,5 den Dag, d'Samschdeger, d'Sonndeger an d'Feierdeeg mat agerechent. E weidert politescht Instrument, wat säi Stachel verluer huet, well et net méi sënnvoll agesat gëtt.

D'Kontroll vun der Regierung ass a mengen Aen eng vun de wichtegsten Aufgabe vun enger Chamber. Och wann d'Kontroll net ëmmer als positiv ugesi gëtt bei deenen, déi kontrolléiert ginn, och wa se stéiert, misst se en Deel vun der DNA vun all Parlamentarier sinn, ob an der Majoritéit oder an der Oppositioun. Nëmme mat enger staarker Chamber gëtt et och eng staark Regierung.

Dobäi kënnt der Persoun vum President eng essentiel Roll zou. De President muss sech als bedingungslose Verfechter vun der Chamber an all hiren Deputéierte gesinn – ob se an der Majoritéit oder an der Oppositioun sinn –, net als Vertrieder vun der Regierung oder der Majoritéit an der Chamber.

Dat selwecht gëllt och fir den Ëmgang mat der Oppositioun. Si soll als gläichwäertege Partner ugesi ginn, déi hir heiansdo desagreabel Missiounen erfëlle kann a muss, déi net ofgewiergt gëtt – fir en Term ze gebrauchen, deen an der leschter Legislatur mol eng Kéier vun engem Kolleeg benotzt ginn ass – a méi delikate Momenter, déi noutgedrongen am Laf vun enger legislativer Period kommen.

D'Chamber, léif Kolleegen, huet eng schwiereg Aufgab viru sech: Si muss sech moderniséieren, fir sech de Besoinen an Erwaardunge vun eiser neier a schnellliweger Gesellschaft unzepassen. Si muss awer och gläichzäiteg hir Integritéit behalen an hirem Rôle als Pouvoir législatif gerecht ginn. Wann ech mer haut eppes kéint wënschen, da wier et, datt d'Chamber sech weiderentwéckelt, ouni sech selwer dobäi ze verléieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis Verfassung ass dëst Joer déifgräifend geännert ginn an d'Chamber ass a villen Hisiichte gestäerkt ginn, zumindest um Pabeier.

Dozou gehéiert, datt d'Chamber no de Walen net méi opgeléist gëtt. Bis elo de Mëtte waren nach 29 aner Kolleege Member vun dëser Chamber. Eng Rei wäerten erëmkommen, anerer net. Dat ass d'Spill vun der Demokratie, där mir eis hei zu Lëtzebuerg ënnerwerfen. Dëst ass net iwwerall op der Welt de Fall a soll och op engem Dag wéi deem hei ervirgestrach ginn.

Ech felicitéieren Iech all, déi Der haut vereedegt gi sidd an e Bestanddeel vun der Kontinuitéit vun eisem demokratesche parlamentaresche System sidd.

Ech wëll awer och net vergiessen, all deene Merci ze soen, déi an der leschter Legislaturperiod heibanne geschafft hunn an déi hiert Mandat net verlängert kruten oder sech net méi opgesat hunn. Ech wënschen hinnen all Guddes fir hire weidere Parcours.

Mir liewen an enger Zäit vu Krisen, Kricher, wirtschaftlechen a sozialen Onsécherheeten. An dofir ass et méi wichteg wéi jee, eis dorop ze besënnen, wat mer sinn a wou mer hi wëllen.

Mir liewen awer och an enger Zäit vun Transitioun, vu Geforen a vun onwarscheinlech ville Méiglechkeeten. An do ass et eis Verantwortung als Politick, als Regierung a Chamber, alles ze maachen, fir Dieren opzemaachen an Zich net ze verpassen.

Perséinlech sinn ech der Meenung, dass Entwécklungen, wéi déi vun der kënschtlecher Intelligenz, séier enorm Konsequenzen op de Fonctionnement vun eiser Gesellschaft wäerten hunn. Un eis ass et, ze versichen, dat Positiivt dorauser ze gewannen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Applaudissements)*

## 8. Élection du Bureau et élection du Secrétaire général

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Mir géifen dann elo, Dir Dammen an Dir Hären, am Sënn vun der Kontinuitéit vun eiser Institutioun, e Bureau asetzen, deem seng Missioun ophält, wa mer bis komplett constituéiert sinn.

Dem Artikel 7 vun eisem Reglement no besteet de Bureau aus engem President, dräi Vizepresidenten a maximal néng Memberen a Membres suppléants permanents.

Ech géif virschloen, wéi dat de Gebrauch ass, de Bureau follgendermoossen ze besetzen:

als President de Rangeelsten, dat wier ech da selwer, als Vizepresidenten den Zweeteelsten, Drëtteelsten a Véierteelsten am Rang, dat heescht: d'Madamm Lydie Polfer, den Här Mars Di Bartolomeo an d'Madamm Nancy Arendt épouse Kemp.

Als Memberen dann déi siwe jéngste gewielt Vertrieder, dat dann dem Gebuertsschäin no: d'Madamm Liz Braz, den Här Luc Emering, den Här Meris Sehovic, d'Madamm Elisabeth Margue, den Här Sven Clement, d'Madamm Claire Delcourt an den Här Ben Polidori.

Als Suppléants permanents géif ech déi siwen Eelst no deene véier Eelsten da proposéieren …

**Une voix** | Weider am Rang?

**M. Michel Wolter,** Président de séance| … an dat wieren dann: den Här Marc Spautz, den Här Gilles Roth, den Här Claude Wiseler, d'Madamm Simone Beissel, den Här Gusty Graas, den Här Fernand Kartheiser an den Här Félix Eischen.

Sidd Der mat deene Proposen d'accord?

*(Assentiment)*

Da wier dat sou decidéiert.

An da wéilt ech d'Chamber froen, ob se och averstanen ass, den Här Laurent Scheeck als Secrétaire général ze ernennen, bis dass d'Chamber komplett constituéiert ass.

*(Assentiment)*

Dann ass dat och de Fall an esou decidéiert.

De Bureau vun der Chamber ass deemno follgendermoossen zesummegesat:

– President: ech selwer, den Här Michel Wolter,
– Vizepresidenten: d'Madamm Lydie Polfer, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Madamm Nancy Arendt épouse Kemp,
– Memberen: Liz Braz, Luc Emering, Meris Sehovic, Elisabeth Margue, Sven Clement, Claire Delcourt a Ben Polidori,
– Generalsekretär: den Här Laurent Scheeck.

De Grand-Duc gëtt iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

**Une voix** | Très bien!

## 9. Institution de la Conférence des Présidents

**M. Michel Wolter,** Président | Als nächste Punkt hu mir dann d'Asetze vun der Conférence des Présidents.

Den Artikel 31 vun eisem Reglement seet:

„(1) Il est institué une commission dénommée Conférence des Présidents.
(2) Elle se compose du Président de la Chambre ainsi que du président de chaque groupe politique constitué conformément à l'article 17 et du président de chaque groupe technique constitué conformément à l'article 18."

Opgrond vun den Informatiounen, déi mir zougedroe gi sinn, wär d'Zesummesetzung vun der Presidentekonferenz da follgendermoossen:

– de Chamberspresident: dat wär dann nees ech selwer,
– de President vun der CSV-Fraktioun: den Här Gilles Roth,
– d'Presidentin vun der DP-Fraktioun: d'Madamm Carole Hartmann,
– de President vun der LSAP-Fraktioun: den Här Mars Di Bartolomeo an
– de President vun der ADR-Fraktioun: den Här Fred Keup.

Muss ech do den Assentiment froen?

*(Négation)*

Nee? Dat ass dann esou.

*(Hilarité)*

## 10. Constitution d'une commission parlementaire

Da géife mer als nächste Punkt nach eng parlamentaresch Kommissioun zesummesetzen, an zwar déi parlamentaresch Kontrollkommissioun vum Service de renseignement, déi duerch d'Gesetz virgesinn ass.

An do géif ech dem Gesetz no an nodeem mer da vun de Fraktiounen dat matgedeelt kruten, follgend Leit proposéieren:

– fir d'CSV: d'Madamm Martine Hansen,
– fir d'DP: d'Madamm Carole Hartmann,
– fir d'LSAP: den Här Mars Di Bartolomeo a
– fir d'ADR: den Här Fernand Kartheiser.

Ass d'Chamber mat der Zesummesetzung vun dëser parlamentarescher Kommissioun averstanen?

*(Assentiment)*

Da wier och dat esou decidéiert.

## 11. Constitution du Comité de discipline

An da misste mer nach e Comité de discipline asetzen.

De Comité de discipline, laut Artikel 54 vum Chambersstatutt, mécht disziplinaresch Ermëttlunge vun der Administratioun vis-à-vis vun engem Beamten.

Dës Kommissioun besteet aus fënnef Deputéierten, déi vun der Chamber designéiert ginn. Dës Fonctioun ass awer inkompatibel mat der Fonctioun vum Member vum Conseil de discipline a vum Member vum Bureau.

Et gëtt proposéiert, follgend Membere fir dëse Kommitee ze nennen:

– fir d'CSV-Fraktioun: d'Madamm Diane Adehm,
– fir d'DP: den Här André Bauler,
– fir d'LSAP: den Här Dan Biancalana,
– fir d'ADR: d'Madamm Alexandra Schoos a
– fir d'Sensibilité politique vun déi Lénk: den Här David Wagner.

Ass d'Chamber mat der Zesummesetzung vun dësem Kommitee averstanen?

*(Assentiment)*

Da wier och dat decidéiert.

## 12. Vérification des pouvoirs d'un nouveau membre du Parlement européen

An als leschte Punkt, deen op eisem Ordre du jour vun haut steet, ass nach d'Vérification des pouvoirs vun engem neie Member am Europaparlament.

Säit haut ass de Christophe Hansen Deputéierten an der Chamber.

Laut Artikel 287 Paragraf 1 vum Walgesetz ass dës Funktioun mat där vum Europadeputéierten incompatibel. Deemno ass dem Här Christophe Hansen säi Mandat fräi ginn. Esou wéi den Artikel 203 vum Chambersreglement et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun der CSV derzou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren.

D'Kommissioun fir d'Iwwerpréifung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi den 20. Juni 2019 vun der Chamber ugeholl ginn ass.

Dëser Reiefolleg no ass deen éischte Suppleant d'Madamm Martine Kemp.

Esou wéi den Artikel 203 Paragraf 3 vum Chambersreglement et virgesäit, ass et d'Chamber, déi d'Gültegkeet vun de Pouvoire vum Suppleant kontrolléiert am Fall, wou keng Zweifel a keng Contestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant oder wat d'Incompatibilitéiten duerch Verwandtschaft ugeet, bestinn.

Den Artikel 203 preziséiert och nach, dass d'Kommissioun fir d'Iwwerpréifung vun de Pouvoiren nëmmen da muss zesummekommen, wann et esou Zweifel oder Contestatioune géife ginn.

D'Artikelen 203 (2) an 200 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems d'Madamm Martine Kemp virum 20. Oktober um 18.00 Auer, also véier Deeg virun eiser Sitzung, déi néideg Pièce ofginn huet.

Mat der Awëllegung vun der Madamm Martine Kemp huet de Parquet général der Chamber d'Conclusiounen iwwert d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt.

Et ergëtt sech aus der genauer Kontroll op dëse gesamte Pièce, dass d'Madamm Martine Kemp d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ubelaangt, erfëllt.

D'Pouvoire vun der Madamm Martine Kemp sinn deemno gülteg.

Ass d'Chamber mat dëser Conclusioun d'accord?

*(Assentiment)*

Dann ass dat och esou decidéiert.

Dës Conclusioune ginn an dësem Fall dem President vum Europaparlament haut nach matgedeelt.

Domat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wäre mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm.

Esou wéi et Usus ass, a well mer eppes ze feieren hunn – zéng nei Leit, dat ass ze feieren –, géif ech Iech dann nach um Rez-de-chaussée op e klenge Patt invitéieren.

An domat wär d'Sitzung zou.

*(La séance publique est levée à 16.41 heures.)*

# 2e séance

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 18
   M. Michel Wolter, Président
2. **Ordre du jour** p. 18
   M. Michel Wolter, Président
3. **Vérification des pouvoirs** p. 18
   M. Michel Wolter, Président
   Vote
4. **Procédure d'assermentation** p. 19
   M. Michel Wolter, Président
   Prestation de serment de 21 élus
   Proclamation des membres de la Chambre des Députés
5. **Hommage à la mémoire de M. Marcel Schlechter, Député honoraire** p. 19
   M. Michel Wolter, Président
6. **Élection du Bureau et élection du Secrétaire général** p. 20
   Élection du Président de la Chambre des Députés : M. Michel Wolter, Président | M. Marc Spautz | M. Michel Wolter, Président
   Vote
   Élection de trois Vice-Présidents de la Chambre des Députés : M. Michel Wolter, Président | M. Marc Spautz | M. Gilles Baum | Mme Taina Bofferding | M. Michel Wolter, Président
   Vote
   Élection des membres du Bureau : M. Michel Wolter, Président
   Vote
   Élection des membres suppléants du Bureau : M. Michel Wolter, Président
   Vote
   Élection du Secrétaire général : M. Michel Wolter, Président
   Vote
7. **Allocution du Président élu** p. 21
   M. Claude Wiseler, Président élu
8. **Changement de composition de la Conférence des Présidents** p. 22
   M. Claude Wiseler, Président
9. **Constitution des commissions parlementaires réglementaires et permanentes** p. 22
   M. Claude Wiseler, Président | Mme Taina Bofferding
10. **Constitution des délégations auprès des assemblées parlementaires internationales** p. 23
    M. Claude Wiseler, Président | Mme Taina Bofferding
11. **Changement de composition du Comité de discipline** p. 23
    M. Claude Wiseler, Président
12. **Renouvellement du mandat de trois membres de la Cour des comptes** p. 23
    M. Claude Wiseler, Président
    Vote
13. **Communications** p. 23
    M. Claude Wiseler, Président


Présidence : M. Michel Wolter, Président ; M. Claude Wiseler, Président élu

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Lex Delles, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue et M. Eric Thill, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Michel Wolter,** Président | Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gären eis Sitzung vun de Mëtteg opmaachen.

## 2. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz en déi lescht Woch virgeschloen huet, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

**Une voix** | Jo, Här President.

**M. Michel Wolter,** Président | Dann däerf ech dat och elo eng Kéier soen: Dann ass dat esou decidéiert.

## 3. Vérification des pouvoirs

Mir kommen zur Vérification des pouvoirs. D'Chamber huet an hirer Sitzung vum 24. Oktober d'Wale vum 8. Oktober validéiert an d'Vérification des pouvoirs duerchgefouert. De 24. Oktober goufe 46 gewielte Kandidaten als Deputéiert vereedegt.

D'Pouvoire vun de 14 Memberen aus der viregter Regierung, déi bei de Chamberswale vum 8. Oktober 2023 gewielt goufen, goufen an der ëffentlecher Sitzung vum selwechten Dag matverifizéiert a validéiert. D'Memberen aus der viregter Regierung goufen net an dëser Sitzung vereedegt.

Den Här Jean Asselborn huet per Bréif vum 14. November matgedeelt, dass hie géif op säi Mandat verzichten. Säi Suppleant ass den Här Yves Cruchten an deen ass duerno och kontaktéiert ginn.

Follgend gewielte Kandidaten, déi Member vun der viregter Regierung waren, sinn net méi an där neier Regierung: den Här François Bausch, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Georges Engel, den Här Franz Fayot, den Här Claude Haagen, d'Madamm Paulette Lenert, d'Madamm Sam Tanson an d'Madamm Joëlle Welfring. Si goufen opgefuerdert, eng Déclaration de confirmation ofzeginn. Et geet aus der Kontroll vun dësen Deklaratiounen ervir, datt si nach ëmmer d'Konditioune vun der Wielbarkeet erfëllen a sech nach ëmmer derzou engagéieren, Inkompatibilitéiten, wat d'Funktiounen ugeet, zurzäit ze behiewen.

Fënnef Membere vun där neier Regierung ware schonn Deel vun där viregter Regierung. Wéinst der Inkompatibilitéit tëscht dem Mandat vun dem Deputéierten an deem vum Member vun der Regierung, déi am Artikel 65 vun eiser Verfassung steet, kënne si hiert Mandat an der Chamber net unhuelen. Dofir goufen d'Suppleantë vun dëse gewielte Kandidate kontaktéiert. Baséierend op der Reiefolleg aus dem Rapport vun der Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoire sinn d'Suppleanten déi follgend: d'Madamm Barbara Agostino, den Här Guy Arendt, den Här Gilles Baum, den Här Patrick Goldschmidt an d'Madamm Mandy Minella.

Siwe Membere vun der neier Regierung goufen de 24. Oktober vereedegt. Wéinst der Inkompatibilitéit tëschent dem Deputéiertemandat an deem vum Member vun der Regierung kënne se hiert Mandat an der Chamber elo net méi weiderféieren. Dofir goufen och hei d'Suppleantë vun dësen Deputéierte kontaktéiert. Baséierend nees op der Reiefolleg aus dem Rapport vun der Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoire sinn d'Suppleanten déi follgend: den Här Maurice Bauer, den Här Jeff Boonen, den Här Alex Donnersbach, d'Madamm Françoise Kemp, d'Madamm Nathalie Morgenthaler, den Här Laurent Mosar an d'Madamm Stéphanie Weydert.

Den Artikel 6 vun eisem Reglement ass agehale ginn, andeems déi 13 virdrun ernimmte Suppleantë virum 17. November um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung, déi néideg Pabeieren ofginn hunn. Mat der Awëllegung vun all de Suppleanten huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt.

Et ergëtt sech aus de Kontrollen op deene gesamte Pièce vun de Suppleanten, datt jidderee vun deenen 13 Suppleanten d'Konditioune vun der Wielbarkeet, déi am Artikel 64 vun der Verfassung virgesi sinn, erfëllt an all Suppleant sech derzou engagéiert, d'Inkompatibilitéiten, wat d'Funktiounen ugeet, zurzäit ze behiewen.

***Vote***

Ass d'Chamber mat de Konklusiounen averstanen, fir engersäits d'Pouvoire vun den 13 Suppleanten ze validéieren an anerersäits d'Pouvoiren ze confirméiere fir déi Gewielten, déi just nach den Eed ofzeleeën hunn?

Ech géif ëm en Handzeeche bieden, wann een domadder d'accord ass.

Ech géif gären d'Géigeprouf maachen.

Dat wär dann unanime.

## 4. Procédure d'assermentation

Mir kommen dann elo zur Prozedur vun der Vereedegung. Mir géifen dann elo all déi Leit vereedegen, deenen hir Pouvoire grad validéiert goufen. Ech géif eis Huissiere bieden, déi nei Memberen eranzeruffen a se invitéieren, virun de Büro ze kommen, fir den Eed ofzeleeën, sou wéi en am Artikel 67 (4) vun der Verfassung virgesinn ass.

Dir Dammen an Hären, ech géif Iech dann d'Eedesformel virliesen. Duerno géif ech Iech eenzel an alphabeetescher Reiefolleg opruffen. Déi opgeruffe Persoun géif ech bieden, virzetrieden, déi riets Hand an d'Luucht ze hiewen an ze äntwerten: „Je le jure", „Ech schwieren" oder „Ech schwieren et".

D'Eedesformel, déi ech Iech elo virliesen, huet follgend Teneur: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité."

***Prestation de serment de 21 élus***

Ech géif dann d'Madamm Barbara Agostino no vir bieden.

**Mme Barbara Agostino** (DP) | Ech schwieren.

**M. Michel Wolter,** Président | Ech géif den Här Guy Arendt bieden.

**M. Guy Arendt** (DP) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président | Den Här Maurice Bauer.

**M. Maurice Bauer** (CSV) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président | Den Här Gilles Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président | Den Här François Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président | D'Madamm Taina Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Ech schwieren et.

**M. Michel Wolter,** Président | Den Här Jeff Boonen.

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Ech schwieren.

**M. Michel Wolter,** Président | Den Här Yves Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Ech schwieren.

**M. Michel Wolter,** Président | Den Här Alex Donnersbach.

**M. Alex Donnersbach** (CSV) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président | Den Här Georges Engel.

**M. Georges Engel** (LSAP) | Ech schwieren et.

**M. Michel Wolter,** Président | Den Här Franz Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Ech schwieren et.

**M. Michel Wolter,** Président | Den Här Patrick Goldschmidt.

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président | Den Här Claude Haagen.

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président | D'Madamm Françoise Kemp.

**Mme Françoise Kemp** (CSV) | Ech schwieren.

**M. Michel Wolter,** Président | D'Madamm Paulette Lenert.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Ech schwieren.

**M. Michel Wolter,** Président | D'Madamm Mandy Minella.

**Mme Mandy Minella** (DP) | Ech schwieren.

**M. Michel Wolter,** Président | D'Madamm Nathalie Morgenthaler.

**Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV) | Ech schwieren.

**M. Michel Wolter,** Président | Den Här Laurent Mosar.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président | D'Madamm Sam Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président | D'Madamm Joëlle Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président | An d'Madamm Stéphanie Weydert.

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV) | Je le jure.

**M. Michel Wolter,** Président | Ech ginn Iech alleguerten Akt vun Ärem Eed an ech hunn d'Éier, Iech als Membere vun der Chamber ze proklaméieren. Ech bieden Iech, Plaz ze huelen.

*(Applaudissements)*

Ech géif dann alleguerten déi Leit, déi net am Sall hei mussen derbäi sinn, bieden, de Sall och ze verloossen.

*(Brouhaha)*

Kéinte mer dat esou arrangéieren, datt all déi, déi näischt hei verluer hunn, de Sall géife verloossen, wannechgelift?

## 5. Hommage à la mémoire de M. Marcel Schlechter, Député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeems mir an der leschter Sitzung un dräi Deputéiert geduecht hunn, déi eis iwwert de Summer verlooss hunn, esou ass den 10. November e weidere fréiere Kolleeg, deen deen een oder deen anere vläicht nach perséinlech hei kannt huet, derbäikomm, den Éierendeputéierten, fréiere Minister a fréieren Europadeputéierte Marcel Schlechter.

Hie war am Ganzen zwielef Joer an der Chamber, fënnef Joer an der Regierung an néng Joer am Europaparlament.

De Marcel Schlechter gouf den 9. Juli 1928 hei an der Stad gebuer. An de 40er-Joren huet hien de Beruff vum Gäertner geléiert. Nom obligatoresche Militärdéngscht war hie Chauffeur bei verschiddenen Entreprisen, huet op der Schmelz zu Schëffleng geschafft an ass schlussendlech Buschauffeur bei der CFL ginn.

Fréi huet hie sech gewerkschaftlech engagéiert, ënner anerem beim Landesverband. Hie war och President vun der Gewerkschaft vun de Beruffschauffeuren ACAL. 1957 ass de Marcel Schlechter Member an der LSAP ginn. 1963 ass hien an de Gemengerot zu Iechternach gewielt ginn, wou hien och sechs Joer Schäffe war.

1967 ass de Marcel Schlechter fir d'LSAP Osten an d'Chamber nogeréckelt, nodeem de Victor Bodson bei d'Europäesch Kommissioun gaangen ass.

Bei de Wale vun 1968 huet et net geklappt, mee 1974 koum de Marcel Schlechter erëm an d'Chamber an en ass bei deenen dräi Walen duerno ëmmer erëmgewielt ginn.

A senger Zäit an der Chamber huet den LSAP-Deputéierte sech virun allem fir Landwirtschaft, Transport, Energie an ëffentlech Aarbechten engagéiert, zum Deel Ressorten, déi hien och als Minister weider geleet huet.

An der Regierung Santer-Poos 1 war de Marcel Schlechter vun 1984 bis 1989 zoustänneg fir Transport, ëffentlech Aarbechten an Energie.

1989 ass hie mat an d'Europawale gaang an 1990 an d'Europaparlament nogeréckelt, wou hien de Sëtz vum Robert Krieps iwwerholl huet.

1999 huet de Marcel Schlechter sech aus der aktiver Politick zréckgezunn.

Hie bleift eis als e feine Politiker an Erënnerung, ëmmer korrekt, gutt gelaunt, no bei de Leit, dee mat jiddwerengem déi selwecht Sprooch geschwat huet, an dat mat enger him eegener, eenzegaarteger Melodie an der Stëmm.

An der Politick huet hien zum Gléck net esou ausgedeelt wéi a senger sportlecher Fräizäit. Ugangs de 50er-Jore war hien zweemol Lëtzebuerger Champion am Boxen an zwou verschiddene Gewiichtskategorien. Hie war och e begeeschterte Vëlosfuerer an ass gäre lafe gaangen.

Den Éierendeputéierte Marcel Schlechter huet eis den 10. November am Alter vu 95 Joer verlooss. Senge Kanner a senger ganzer Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déifst Matgefill ausdrécken.

Ech géif Iech bieden, ee Moment opzestoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Éier ze erweisen.

*(Respect d'une minute de silence)*

Ech soen Iech Merci.

## 6. Élection du Bureau et élection du Secrétaire général

Sou, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeem mer dann elo komplett sinn, komme mer zur Constitutioun vun eise parlamentareschen Organer.

Et geet u mat der Wiel vum Bureau vun der Chamber an der Nominatioun vum Generalsekretär.

Laut Artikel 7 vum Chambersreglement besteet de Bureau aus engem President, dräi Vizepresidenten a maximal néng Memberen a Membres suppléants permanents souwéi dem Generalsekretär.

Ier mer zu deenen eenzelne Posteverdeelunge kommen, wollt ech Iech drop hiweisen, dass mir follgend Prozedur hunn:

Éischtens, wa mir esou vill Kandidate wéi Posten hunn, da gëtt et zwou Méiglechkeeten. Da kann d'Chamber éischtens decidéieren, den Artikel 7 (5) vum Reglement geltend ze maachen an op eng Ofstëmmung ze verzichten. Da wären deen oder déi Kandidaten op deem jeeweilege Poste proklaméiert. Déi zweet Méiglechkeet, ënner eent: Op Ufro vu fënnef Deputéierte kann iwwert d'Kandidaten e Vott gemaach ginn. Dat wär e Validatiounsvott, wou mat „oui, non, abstention" d'Kandidaten op déi jeeweileg Poste gewielt ginn.

Déi zweet Méiglechkeet, deen zweete Fall, dat ass, wann et méi Kandidate gëtt, wéi Posten zur Verfügung stinn. An deem Fall muss e Vott gemaach ginn, fir d'Kandidaten op déi jeeweileg Posten ze ernennen.

***Élection du Président de la Chambre des Députés***

Mir wielen dann elo de Chamberspresident. An ech géif deemno d'Chamber froen, ob eng Propos fir de Poste vum Chamberspresident virläit.

De Fraktiounspresident vun der CSV, géif deen dat maachen?

*(Hilarité)*

Da soen ech Iech villmools Merci.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Ech wollt de Claude Wiseler proposéieren als Chamberspresident.

**M. Michel Wolter,** Président | Ech géif Iech, Här Spautz, da villmools Merci soe fir déi Propos an ech géif froen, ob et en anere Kandidat gëtt.

Wann dat net de Fall ass, da wollt ech Iech froen, ob Der dermat d'accord sidd, fir dee Vott à main levée duerchzeféieren.

*(Assentiment)*

***Vote***

Wann dat esou ass, da géif ech Iech bieden, Är Hand ze hiewen, wann Der domadder d'accord sidd.

Wien ass dergéint?

Ass een do, dee sech enthält?

Da wier dat unanime.

*(Applaudissements)*

Deemno ass den Här Claude Wiseler zum President vun der Chamber proklaméiert. Ech felicitéieren him fir d'Presidentschaft.

***Élection de trois Vice-Présidents de la Chambre des Députés***

Mir wielen dann elo dräi Vizepresidenten. Och do géif ech froen, ob et Virschléi gëtt. Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Ech proposéieren den Här Michel Wolter.

**M. Michel Wolter,** Président | Den Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Ech proposéieren den Här Fernand Etgen.

**M. Michel Wolter,** Président | D'Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Ech proposéieren de Mars Di Bartolomeo.

**M. Michel Wolter,** Président | Ech wollt froen, ob et aner Kandidature gëtt.

Falls dat net de Fall ass, dann hu mer dräi Propositiounen, déi vum Här Michel Wolter, vum Här Fernand Etgen a vum Här Mars Di Bartolomeo.

Och hei wollt ech Iech froen, ob Der d'accord sidd, à main levée ofzestëmmen.

*(Assentiment)*

***Vote***

Wann dat de Fall ass, da géif ech Iech bieden, d'Hand ze hiewen.

Ech géif d'Géigeprouf maachen. Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Da wiere mer och hei unanime an ech géif deenen dräi da felicitéiere fir hir Nominatioun.

*(Hilarité)*

***Élection des membres du Bureau***

A mir kommen da bei d'Membere vum Bureau. Do ass et e bëssen aneschters. Do hu mer e bësse gefrot ronderëm, a follgend Propose fir d'Membres effectifs vum Bureau leie vir: déi vum Här Marc Spautz, déi vun der Madamm Diane Adehm, déi vum Här André Bauler, déi vun der Madamm Lydie Polfer, déi vun der Madamm Taina Bofferding, déi vum Här Yves Cruchten, déi vum Här Fred Keup an déi vun der Madamm Sam Tanson.

Gëtt et do aner Kandidaturen?

Falls dat net de Fall ass, da géif ech och hei froen: Sidd Der domadder d'accord, déi aacht Leit zu permanente Membere vum Bureau ze designéieren?

***Vote***

Da géif ech Iech bieden, d'Hand ze hiewen.

Gëtt et do eng Géigestëmm?

Eng Enthalung?

Da wär och déi Nominatioun unanime. An och hinne géif ech da felicitéiere fir déi Wal.

***Élection des membres suppléants du Bureau***

A mir kommen dann zum Schluss nach zur Wal vun de Membres suppléants permanents vum Bureau. Fir d'éischt muss d'Chamber d'Zuel vun de permanente Suppleantë festleeën. Nom Chambersreglement wären dat héchstens néng Leit.

Ech froen d'Chamber, ob se domadder d'accord ass, fir siwe permanent Suppleantë vum Chambersbureau ze wielen. Wäert Der domadder d'accord, dass mer déi Zuel op siwe géife festleeën?

*(Assentiment)*

Da soen ech Iech Merci.

Follgend Kandidature fir déi siwe Poste leien eis vir: d'Madamm Octavie Modert, d'Madamm Corinne Cahen, den Här Georges Engel, den Här Fernand Kartheiser, den Här Meris Sehovic, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum.

Gëtt et aner Kandidaturen? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

***Vote***

Da géif ech Iech och hei bieden, duerch Handophiewen déi Kandidaturen ze validéieren.

Ech maachen d'Géigeprouf.

Ass een, dee sech enthält?

Och bei dësem Vott ass dat net de Fall, soudass déi siwe Leit dann als Membres suppléants vum Bureau vun der Chamber nominéiert sinn.

***Élection du Secrétaire général***

Domat ass dann de Bureau nach net ganz komplett, well mer och nach de Poste vum Generalsekretär wiele mussen. Mir hunn den Här Laurent Scheeck als Kandidat fir dëse Posten. Gëtt et do iergendwellech aner Virschléi?

Falls dat net de Fall ass, da géif ech Iech bieden, no där selwechter Prozedur d'Validatioun vum Här Laurent Scheeck fir de Poste vum Generalsekretär vun der Chamber virzehuelen.

***Vote***

Wien ass domadder d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass och dat unanime.

Deemno ass de Chambersbureau elo komplett an e setzt sech fir dës Legislatur follgendermoossen zesummen:

– President: den Här Claude Wiseler,
– Vizepresidenten: den Här Michel Wolter, den Här Fernand Etgen an den Här Mars Di Bartolomeo,
– Memberen: den Här Marc Spautz, d'Madamm Diane Adehm, den Här André Bauler, d'Madamm Lydie Polfer, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Yves Cruchten, den Här Fred Keup an d'Madamm Sam Tanson,
– an als Membres suppléants permanents: d'Madamm Octavie Modert, d'Madamm Corinne Cahen, den Här Georges Engel, den Här Fernand Kartheiser, den Här Meris Sehovic, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum,
– Generalsekretär: den Här Laurent Scheeck.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

*(Assentiment)*

Da wier dat esou decidéiert.

Esou wéi den Artikel 10 vum Chambersreglement et virgesäit, ginn de Grand-Duc an d'Regierung iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat. D'Regierung huet dat scho matkritt, kritt dat awer nach schréftlech mat. Dem Grand-Duc schécke mer dat dann.

Ech hat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, meng Ugangsried vu viru véier Wochen an de Kontext vun der Moderniséierung vun der parlamentarescher Aarbecht an der Organisatioun vun der Chamber gestallt. Ech hu vun deene véier Woche profitéiert, fir mat verschiddene Servicer Reuniounen ze maachen, a si gefrot, hir Viraarbechten, déi bestinn, an hir Gedanken, déi se hunn, op Pabeier ze bréngen. Ech war agreabel iwwerrascht, wéi vill Viraarbecht scho bestanen huet, wéi nei Iddien derbäikoumen a wéi sech den Dossier no an no gefëllt huet.

Ech wëll alle Bedeelegten aus der Chamber e grousse Merci ausdrécke fir déi konstruktiv Mataarbecht an deene leschte véier Wochen. Nëmmen e staarkt Parlament erméiglecht eng staark Regierung.

An deem Sënn géif ech Iech, Här Chamberspresident, gären dësen Dossier iwwerginn an der Hoffnung, dass d'Iddien, déi do dra sinn, eiser Chamber d'Méiglechkeet ginn, sech weiderzeentwéckelen, ouni sech derbäi ze verléieren. An domadder ass meng Aarbecht eriwwer an ech géif dem neie Chamberspresident gären de Stull hei iwwerloossen.

*(Applaudissements)*

*(M. Claude Wiseler prend la présidence.)*

## 7. Allocution du Président élu

**M. Claude Wiseler,** Président élu | Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn an deene 25 Joer, wou ech ganz an der Politick sinn, villes, villes erlieft. Mee ech soen Iech: Hei eropzekommen a sech op dëse Stull ze setzen, ass schonns eppes Aussergewéinleches, wat mech net kal léisst – guer net kal! –, net well ech Iech hei alleguer esou richteg am Bléck hunn, mee wéinst der Éier an der Charge, déi dëse Stull bedeit.

Ech wëll ufänke mat e puer Mercien, déi fir mech absolutt noutwendeg sinn. Un Iech alleguer heibanne merci fir Äert Vertrauen, och fir d'Kolleegen aus der Oppositioun, déi mech matgedroen hunn. Et bedeit mer schonn eppes, och Äert Vertrauen ze hunn iwwert d'Majoritéit ewech. Et bedeit mer eppes, an dat heescht, datt ech och fir d'Oppositioun do sinn.

Deen zweete Merci ass fir eise Président-Doyen, de Michel Wolter. Hien huet déi kuerz Woche benotzt, fir eng Reflexiounsaarbecht mat der Administratioun iwwert d'Chamber ze maachen – an et ass en décken Dossier ginn –, déi eis an deenen nächste Méint ganz sécherlech wäert hëllefen. Hien huet déi Séance, wou hie President war, och perfekt geleet. Ech soen him och e ganz grousse Merci. Merci, Michel!

Och e grousse Merci u mäi Virgänger, de Fernand Etgen. De Fernand huet an deene leschte Jore villes hei an der Chamber erreecht, ouni sech selwer virzedrécken, ouni vill ze téinen oder iwwert sech selwer ze schwätzen. Hien huet et fäerdegbruecht, d'Chamber zu 100 % operationell ze hale wärend der Covidkris. Do, wou vill anerer nervös gi wären, ass de Fernand Etgen wärend ville schwierege Momenter ëmmer calme a konzentréiert bliwwen.

Hien huet d'Chamber als Institutioun no baussen opgemaach a méi transparent gestalt. Hien huet ganz villes entstëbst an doweinst d'Chamber an hirem institutionelle Fonctionnement méi visibel a méi staark gemaach. Ech wëll just d'Aféierung vun engem wëssenschaftlechen Déngscht nennen oder och nach d'Digitalisatioun vun der Chamber, d'Ëmstellung vum Chambersblietchen, den Ausbau vun der Jugendaarbecht, fir nëmmen dës ze nennen.

Hien huet d'Chamber ëmmer mat Dignitéit dobausse vertrueden. Dofir si mer him alleguer zu groussem Dank verflicht. Merci, Ferni, fir all dat, wat s du an deene leschte Jore fir d'Chamber gemaach hues!

*(Applaudissements)*

Felicitatiounen och un eis Regierung, eng Regierung mat villen neie Gesiichter, wou Verschiddener vun hinnen och nach keng Erfarung mat der Chamber hunn. Ech soen Iech: Déi Erfarung kritt Der noutgedronge ganz schnell. Wëllkomm heibannen Iech alleguer! An ech wënsche mir eng gutt Zesummenaarbecht, eng Zesummenaarbecht a géigesäitegem Respekt. Bonne Chance fir Iech!

*(Applaudissements)*

A schlussendlech och Felicitatiounen un Iech gewielte Volleksvertrieder alleguer an haaptsächlech un déi nei Kolleegen, deenen hiert éischt Mandat et ass. Et sinn der 17 par rapport zur leschter Legislaturperiod.

Also, ech ka mech gutt erënneren un déi éischte Kéier, wéi ech hei an der Chamber war. An et ass – wéi soll ech soen? – am Ufank zumindest gewönungsbedürfteg. Mee ech soen Iech: D'Zäit, fir sech anzeliewen, ass extreem kuerz heibannen a geschwë sidd Der total a matten am Jumm. An dat ass och gutt esou. Wëllkomm an der Chamber Iech alleguer!

Ech hunn an deene leschte 25 Joer, wou ech Politick maachen, vill gesinn, vill gro Hoer kritt an och alt Nuechten net geschlof. Ech ka mech u vill Momenter an un och vill schwiereg Momenter erënneren. Mee eppes wëll ech haut an hei kloer an däitlech soen: Ech regrettéiere keen eenzelne Moment dovun! Ech hu während 25 Joer gär Politick gemaach an ech hoffen, datt dat op dësem Stull mat Iech och esou weidergeet.

Ech hunn et gäre gemaach, well ech mech als nëtzlech gespuert hunn. Politick maachen ass, am Déngscht vun de Leit sinn. D'Etymologie vum Wuert Deputéierten ass: „deen, deen op eng Missioun geschéckt ass fir ze representéieren a fir ze vertrieden".

Mir sinn, esou wéi mer hei sëtzen, alleguer heihinnergeschéckt, fir d'Vollek ze vertrieden, fir am Numm vun de Leit ze schwätzen. Eis Missioun ass, fir aner Leit do ze sinn, fir eng Stëmm ze si fir déi, déi eis heihinnergeschéckt hunn. An ech soen Iech: Fir mech verflicht dat. Et verflicht zu Asaz op där enger Säit, et verflicht zu Exemplaritéit an eisem Behuelen an et verflicht zur Humilitéit an eisem Verhalen. Genee dat ass et, wat mech a wat vill vun eis och motivéiert, an zwar dat Vertrauen, dat aner Leit an eis hunn, Leit, déi eis wielen, well se eis vertrauen.

An dësem Kontext géif ech mer erlaben, eng kleng Geschicht ze erzielen, déi mer passéiert ass, et muss an engem Walkampf gewiescht sinn. Ech mengen, viru fënnef oder zéng Joer, um Stater Maart, koum en eelere Mann bei mech an huet mer erkläert, wellech Schwieregkeeten an alles en hätt a wéi schlecht, wéi richteg schlecht et em géif goen.

Ech hunn dunn iergendwéi gefrot, wéi en da géif mengen, datt ech him kéint hëllefen, wat ech kéint fir e maachen. A seng Äntwert war: „Ech weess et net. Mee ech vertrauen Iech, datt Der dat Richtegt maacht!" An dunn ass e weidergaang an ech stoung do an ech wousst net, wat ech sollt dovunner halen.

Ech géif de Mann warscheinlech haut net méi erëmerkennen, mee seng Wieder, säi Saz, dat ass ganz einfach bei mir hänkebliwwen. An ech soen Iech, et ass wéinst dësem Vertrauen, wou der vill vun eis an der Politick gedriwwe sinn.

Léif Kolleege vun der Regierungsbänk, well ech scho vun der Etymologie vum Wuert „Deputéierte" geschwat hunn, wëll ech hei och, well Der et haut net kënnt contestéieren, esou wéi mer elo haut hei sëtzen, ee Wuert iwwert d'Etymologie vum Wuert „Minister" soen. Minister kënnt vum Latäin „minister", an dat heescht: deen, deen hëlleft, deen, deen déngt, an deen, dee just exekutéiert.

Ech wëll elo aus der Etymologie eraus keng Diskussioun mat der Regierung a mam Staatsminister declenchéieren iwwert den Equiliber vun de Pouvoiren an d'Primautéit vun der Chamber. Do gëtt et nach aner Argumenter wéi just déi semantesch.

Ech wollt just am Fong meng Contributioun maachen zur noutwendeger Humilitéit och vum Exekutiv, an awer fundamental drop hiweisen, datt an der Demokratie d'Muecht, de Pouvoir, op dem Vertraue vun de Leit baséiert an och an den Déngscht vun de Leit muss gesat ginn. Et ass dat schlussendlech, wat eis vun Diktaturen ënnerscheet. Dëst an de Fait, datt de Pouvoir an enger Demokratie an der Zäit limitéiert ass, just uvertraut am Kader vun engem fënnefjäregen Zäitvertrag, a wiesselt tëschent de Parteien. Deen, deen haut an der Oppositioun ass, ka muer an der Majoritéit sinn an ëmgedréit.

Och e puer Gedanken zur Oppositioun riets a lénks hei. Wësst Der, ech hu scho vill Walkämpf matgemaach. Ech hunn der vill gewonnen, och eng Rei verluer, souguer ee verluer, wou ech an der éischter Rei stoung. An ech weess, wéi ee sech ka fillen! Et ass komplizéiert, fir et emol esou auszedrécken, an et deet wéi. Mee et vergeet mat der Zäit, och wann een et net vergësst.

Ech wëll hei keng empathesch Ried iwwert d'Wichtegkeet vun der Oppositioun an der Demokratie halen. Dat wësst Der alleguer, dat kenne mer an Dir sidd Iech dessen total bewosst.

Wësst Der, wéi déi Partei, mat där ech an d'Wale gaange sinn, an d'Oppositioun komm ass, huet d'Press jorelaang eis a mir gesot: „Si, oder hien, ass nach net an der Oppositioun ukomm!"

Ech muss Iech soen, ech hunn dat ni richteg verstanen. Ech wollt am Fong nämlech ni an der Oppositioun ukommen. Dat Eenzegt, wat ech wärend zéng Joer dauernd wollt, dat war: erëm aus der Oppositioun erauskommen.

Dofir soen ech, Oppositioun ass heiansdo eng ganz komplizéiert Roll, haaptsächlech, wann een de Sënn vum Staat huet. An deen hutt Der! Mee fir et kuerz an einfach ze soen: D'Demokratie an d'Chamber brauchen Iech! An ech weess, datt et och meng Roll ass, fir Är Rechter ze garantéieren an Iech hei an dëser Chamber déi Plaz ze ginn, op déi Der e Recht hutt.

De Michel Wolter huet a senger Untrëttsried als Doyen schonns beschriwwen, wéi d'Chamber iwwert d'Jore geännert huet, an hirer Aarbechtsaart a -weis, an hirer Duerstellung no baussen, awer och an hirem Selbstverständnis, Chamber ze sinn.

Eng Chamber fonctionéiert anescht, wa just Printmedien a Radio Berichterstattung maachen, wéi wa sozial Medien a Liveiwwerdroungen déi ongefiltert Immediatéit vun Evenementer onkommentéiert an onkomplizéiert präisginn. Doru musse mer eis upassen. Méi schnell, méi transparent ginn engersäits. Mee awer net just heibannen e Kommunikatiounsbetrib sinn! Eis Aarbecht geet ëm den Inhalt a läit sécherlech och an den Nuancen, an den Detailer, an der Technik. Mir mussen heibannen den Inhalt vun den Dossiere meeschteren.

Dofir musse mer a mengen Aen hei an der Chamber eng gemeinsam Diskussioun, Majoritéit an Oppositioun, féieren:

iwwert d'Organisatioun vun dëser Plenière oder wéi mer kënnen déi richteg politesch Debatten no bausse bréngen,

iwwert d'Riedezäiten an d'Roll vun de Rapporteuren a vun de Spriecher, d'Rapporteuren, déi sollen e Projet an d'Aarbechte vun der Kommissioun virstellen, an de Spriecher, deen eng politesch Meenung vu senger Fraktioun soll ausdrécken,

iwwert d'Organisatioun vun der Aarbecht an de Kommissiounen,

iwwert d'Publicitéit vun de Kommissiounen, dat heescht, d'Méiglechkeet, d'Kommissiounssëtzungen iwwer Livestream opzemaachen, doriwwer musse mer diskutéieren,

iwwert d'Aart a Weis, wéi mer d'Preparatioun vun Debaten iwwer grouss gesellschaftlech Projeten heibanne maachen,

iwwert de Suivi vu Motiounen a Resolutiounen, déi mer heibanne stëmmen a wou mer net ëmmer

wëssen, wat duerno mat hinne geschitt, respektiv ob eppes geschitt,

iwwert d'Evaluatioun vu Politicken, déi Evaluatioun, déi mer heibanne froen an esou ville Motiounen, awer och déi, déi e puer Joer no der Mise en place vun enger Politick sech einfach opdrängen,

an iwwert d'Aart a Weis, wéi mer mat der Gestioun an dem Suivi vun europäeschen Dossieren ëmginn. Dofir sinn ech frou, datt eng Souskommissioun iwwert d'europäesch Dossiere gegrënnt ginn ass. En éischte Schrëtt!

Ech proposéieren hei eng gemeinsam Diskussioun driwwer, wéi mir un dës Sujeten eruginn. Ob Oppositioun oder Majoritéit, mir hunn alleguer Interêt, datt d'Chamber erëm méi an de Mëttelpunkt vum politesche Liewe réckelt. A fir dat fäerdegzebréngen, gëtt et awer zwee wichteg Prinzippien, déi ech hei wëll kuerz ënnersträichen.

Deen éischten ass: D'Chamber muss op sinn no baussen, op fir Sozialpartner, fir Beruffschamberen, fir ONGen, fir Biergervertriedungen, fir d'Zivillgesellschaft. D'Zivillgesellschaft huet haut grouss Participatiounsméiglechkeeten duerch déi nei Verfassung. D'Chamber muss op sinn no baussen a participativ Initiative begleeden, awer dat ëmmer am Bewosstsäin, an ech wëll dat ënnersträichen, datt déi representativ Demokratie eis heibannen d'Missioun ginn huet, déi definitiv Decisioun ze huelen, datt d'Legitimitéit beim Parlament läit an datt d'Responsabilitéit letztendlech déi gewielte Vertrieder hunn an hinnen déi kee kann ewechhuelen.

Déi zweet Remark, dat ass eist Selbstbewosstsäin. D'Chamber ass den éischte Pouvoir. De facto ass dat esou, well d'Regierung vun enger Majoritéit an dësem Haus ofhänkt. Ech soen der Regierung näischt Neies. Mee deem muss een dann als Chamber och gerecht ginn. D'Chamber däerf weeder den Enregistrementsbüro vun der Regierung hire Projete sinn nach d'Waardezëmmer, fir an d'Regierung ze kommen.

D'Chamber huet eng institutionell zentral Aufgab an d'Chamber huet all institutionell Méiglechkeeten, hir Roll vum Gesetzer maachen, Regierung kontrolléieren a Politick evaluéieren effikass ze erleedegen.

Mir sinn, an ech wëll dat och ënnersträichen, no der Verfassungsrevisioun, déi mer an deem leschte Joer haten, déi stäerkste Chamber, déi eist Land jee hat, déi, déi déi meeschte Moyenen huet!

Der Chamber hiert Recht op Informatioun vun der Regierung ass substanziell gestäerkt ginn. Eng Enquêtekommissioun ka vun 20 Deputéierte verlaangt ginn. Mir hunn elo e Vertrauensvott an och e Mësstrauensvott. Virgezunne Wale kënnen dann organiséiert ginn, wann d'Chamber e Mësstrauensvott ugeholl huet oder e Vertrauensvott refuséiert huet. Mir kënnen nach wie vor all d'Gesetzer esou amendéieren, wéi mer et als richteg empfannen, a mir sollen dës Moyenen och da benotzen, wann et noutwendeg ass. Weeder Enregistrementsbüro nach Waardezëmmer, mee an den Zentrum vun der politescher Diskussioun zu Lëtzebuerg!

Elo kann ee menger Meenung no dofir esou vill Reglementer änneren, wéi ee wëllt, esou vill Prozeduren erneieren, wéi engem afalen. Alles dat hëlleft awer menger Meenung no näischt! Dat, wat schlussendlech zielt, dat Eenzegt, wat zielt, dat ass d'Qualitéit vun der Aarbecht, déi heibanne gemaach gëtt. An d'Qualitéit vun der Aarbecht hänkt schlussendlech vum Asaz vun den Deputéierten of, vun eisem Asaz, vun der Presenz heibannen, vun der Presenz an de Kommissiounen, vun der Presenz an den internationale Gremien, wou d'Chamber eis geschéckt huet, vun eiser Kompetenz, vun eisem Wëssen an eiser Aarbecht op den Dossieren, op deene mer schaffen.

Eisen Asaz, eis Presenz, eis Aarbecht, dorop kënnt et un, wa mer déi zentral Plaz an der Lëtzebuerger Politick wëlle behalen, déi eis zousteet. De Rescht ass just nëtzlech Dekoratioun ronderëm. Dofir sinn ech der Meenung, datt Deputéierte keen Hallefdaagsjob ass. Deputéierte sinn, verlaangt Asaz an Aarbecht. Dofir plädéieren ech, datt mer gemeinsam de Statutt vum Deputéierten iwwerschaffen.

Déi Leit, déi mer hei vertrieden, déi eis, esou wéi mer hei alleguer sëtzen, hiert Vertraue geschenkt hunn, verdéngen, datt mer vollen Asaz ginn, fir si hei wierdeg ze vertrieden. Dat si mer hinnen alleguer schëlleg.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech freeë mech richteg drop, an deenen nächste Joren Iech alleguer, esouwäit dat méiglech ass, dobaussen ze vertrieden. Merci.

**Une voix** | Très bien!

*(Applaudissements)*

## 8. Changement de composition de la Conférence des Présidents

**M. Claude Wiseler,** Président | An da komme mer erëm zum Ordre du jour zréck.

Als nächste Punkt hu mir de Changement vun der Zesummesetzung vun der Conférence des Présidents um Ordre du jour. An der ëffentlecher Sëtzung vum 24. Oktober 2023 hu sech d'Fraktioune vun CSV, DP, LSAP an ADR instituéiert.

Opgrond vun den Informatiounen, déi mir kritt hunn, presentéiert sech d'Zesummesetzung vun der Presidentekonferenz follgendermoossen:

– de Chamberpresident: den Här Claude Wiseler,
– de President vun der CSV-Fraktioun: den Här Marc Spautz,
– de President vun der DP-Fraktioun: den Här Gilles Baum,
– d'Presidentin vun der LSAP-Fraktioun: d'Madamm Taina Bofferding an
– de President vun der ADR-Fraktioun: den Här Fred Keup.

## 9. Constitution des commissions parlementaires réglementaires et permanentes

Da komme mer zu der Constitutioun vun deene parlamentaresche Kommissiounen. Am Artikel 20 vum Chamberreglement steet, éischtens: „Après chaque renouvellement de la Chambre, celle-ci forme dans son sein des Commissions permanentes, dont elle fixe le nombre, la dénomination et les attributions. Les Commissions permanentes sont composées de cinq membres au minimum et de quinze membres au maximum."

Et läit eng Propositioun vir iwwert d'Asetze vu 4 reglementareschen an 22 permanente Kommissiounen.

D'Zuel vun de Kommissiounsmembere soll op 15 festgeluecht ginn, dovunner 5 Membere fir d'CSV-Fraktioun, 4 Membere fir d'DP-Fraktioun, 3 Membere fir d'LSAP-Fraktioun, 1 Member fir d'ADR-Fraktioun, 1 Member fir d'Sensibilité politique déi gréng. D'Sensibilités politiques Piraten an déi Lénk deele sech ee Sëtz, woubäi d'Piraten an 18 Kommissiounen ee Sëtz hunn an déi Lénk an 12 Kommissiounen.

Et ass preziséiert, datt d'CSV-Fraktioun an der Petitiounskommissioun, an der Kommissioun fir den Enseignement supérieur, d'Recherche an d'Digitalisatioun an an der Kulturkommissioun just véier Sëtz huet an datt d'DP-Fraktioun just 3 Sëtz an der Kontekommissioun an an der Reglementskommissioun huet. Béid Fraktiounen hunn dee Sëtz ofginn en faveur vun de Piraten an déi Lénk.

Ech zielen Iech elo déi verschidde Kommissiounen op. D'Commissions réglementaires: d'Commission des Comptes, d'Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État, d'Commission des Pétitions, d'Commission du Règlement.

An dann d'Commission-permanenteën: d'Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, d'Commission des Affaires intérieures, d'Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme, d'Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, d'Commission du Travail, d'Commission des Sports, d'Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, d'Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire, d'Commission de la Mobilité et des Travaux publics, d'Commission de la Défense, d'Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, d'Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation, d'Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, d'Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Égalité des genres et de la Diversité, de l'Intégration et de l'Accueil, d'Commission des Finances, d'Commission des Institutions, d'Commission des Médias et des Communications, d'Commission de la Justice, d'Commission de la Fonction publique, d'Commission de la Culture, d'Commission de Vérification des Pouvoirs an d'Commission de l'Exécution budgétaire.

D'Lëscht vun de Kommissioune mat hirer Zesummesetzung gouf Iech verdeelt.

Ass d'Chamber mat dëse Virschléi averstanen, wat d'Unzuel an d'Nimm vun de Kommissiounen ugeet?

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

Ass d'Chamber och mat de Virschléi averstanen, wat d'Zesummesetzung vun de Kommissiounen ugeet?

Elo misst een eppes soen. A bon, voilà! Jo, Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Mir géifen nach gären eng Modifikatioun maache bei enger Kommissioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo. Maacht Dir déi Propositioun, Madamm Bofferding!

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Jo, et ass an der Kommissioun vun der Ekonomie, do wier d'Madamm Lenert net fir de Volet Space zoustänneg an den Här Franz Fayot fir de Volet Space.

**M. Claude Wiseler,** Président | Gutt! Dat hu mer esou notéiert an dat gëtt dann och esou publizéiert, wéi Dir et elo proposéiert hutt.

Ass d'Chamber mat deenen ëmgeännerte Virschléi esou d'accord?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

D'Lëscht vun de Kommissiounen an hirer Zesummesetzung gëtt am Compte rendu esou veröffentlecht.

D'Deputéiert si just gebieden, no der offizieller Sëtzung hei am Sall ze bleiwen, fir datt mer d'Bureaue vun de Kommissiounen och gemeinsam asetzen. Et ass méi effikass, wa mer dat elo zesummen direkt maachen, wéi wa jiddwer Kommissioun dat muss duerno eenzel maachen.

## 10. Constitution des délégations auprès des assemblées parlementaires internationales

D'Chamber muss eebefalls hir Delegéiert fir déi verschidden international parlamentaresch Versammlungen designéieren.

D'Presidentekonferenz huet sech iwwert d'Zesummesetzung vun de verschiddenen Delegatioune prononcéiert. D'Lëscht vun den Delegatioune mat hirer Zesummesetzung gouf un Iech verdeelt.

Ech froen d'Chamber, ob si mat de Virschléi, wat d'Zesummesetzung vun den Assemblées parlementaires internationales ugeet, averstanen ass.

Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Well et esou flott ass. Gutt! Mir géife bei der Delegatioun fir d'COSAC fir d'LSAP nach d'Liz Braz nominéieren als Suppleant. Domadder ass och de Problem, dee sech am Ufank gestallt huet bei der Space-Conference, dee Moment opgehuewen, well mer virdrunner eng Modifikatioun gemaach hunn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Gutt! Et gëtt gesot, do wier nach eng Plaz fräi gewiescht, déi net besat war. Mir enregistréieren also déi do Kandidatur an déi gëtt dann och esou publizéiert, wann elo d'Chamber seet, datt se mat all deene Virschléi am Gesamten d'accord ass.

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

D'Lëscht vun de Lëtzebuerger Vertrieder an deene verschiddenen internationale parlamentaresche Versammlunge gëtt och am Compte rendu veröffentlecht.

## 11. Changement de composition du Comité de discipline

Deen nächste Punkt ass iwwert d'Kompositioun vum Comité de discipline.

Doduerch, datt d'Madamm Diane Adehm an de Bureau gewielt gouf a wéinst der Inkompatibilitéit vun dësem Mandat mat deem vum Member am Comité de discipline huet eis d'CSV-Fraktioun matgedeelt, datt d'Madamm Diane Adehm duerch den Här Laurent Mosar ersat gëtt.

Aus deem selwechte Grond gëtt och den Här André Bauler duerch d'Madamm Carole Hartmann am Comité de discipline ersat.

Ass d'Chamber mat dësen Ofännerunge vun der Zesummesetzung vun dësem Kommitee averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass dat och esou decidéiert.

## 12. Renouvellement du mandat de trois membres de la Cour des comptes

Mir kommen elo zur Demande fir d'Mandatserneierunge vum Här Marc Gengler, President vun der Cour des comptes, vum Här Patrick Graffé, Vizepresident, a vum Här Tom Heintz, Conseiller vun der Cour des comptes.

Den Artikel 125 vun eisem Reglement gëtt bei enger Mandatserneierung ugewannt. Deemno kënne mir bei deenen dräi Mandatserneierungen den Artikel 7 Punkt 5 uwennen a kee Vott maachen, ausser et freet een Deputéierten e Vott iwwert déi dräi Kandidaturen.

Dofir meng Fro: Ass d'Chamber dermat averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren?

***Vote***

Ech géif déi bieden, déi domat averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Merci.

An d'Géigeprouf: Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dann ass dat och esou ugeholl.

Domat sinn dem Här Marc Gengler säi Mandat als President vun der Cour des comptes, dem Här Patrick Graffé säi Mandat als Vizepresident an dem Här Tom Heintz säi Mandat als Conseiller vun der Cour des comptes verlängert ginn.

Da kënne mer dee Punkt ofschléissen a mat eisem Ordre du jour weiderfueren.

## 13. Communications

An deen nächste Punkt um Ordre du jour wär d'Lëscht vun enger ganzer Rei Kommunikatiounen, déi ech wäert hei maachen.

Déi éischt Kommunikatioun ass, datt d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Büro deponéiert ass.

Zweetens, d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert oder gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

Drëttens, d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

***Communications du Président – séance publique du 21 novembre 2023***

*1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

*Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.*

*2) Les projets et les propositions suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :*

*8281 – Projet de loi*
*1° portant approbation du protocole modifiant l'Accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des poids lourds conformément à la Directive 2022/362/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 février 2022 modifiant les Directives 1999/37/CE, 2019/520/UE et 1999/62/CE relative à la taxation des véhicules pour l'utilisation de certaines infrastructures ;*
*2° modifiant la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994*

*Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 19/07/2023*

*8282 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Cabo Verde pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 janvier 2022*

*Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20/07/2023*

*8283 – Projet de loi relative à l'adaptation du projet de construction relatif à l'aménagement du Boulevard Raiffeisen et du Boulevard Kockelscheuer dans le cadre de la construction du réseau routier du Ban de Gasperich*

*Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 20/07/2023*

*8284 – Projet de loi relative à l'accélération de procédures administratives relatives à la mise en œuvre et la fabrication de technologies d'énergies renouvelables, de technologies de transport, de distribution et de stockage de l'électricité, de l'hydrogène (et de ses dérivés renouvelables), de la chaleur et du froid, de pompes à chaleur, de technologies de production de l'hydrogène renouvelable incluant les électrolyseurs, de technologies de consommation de l'hydrogène renouvelable et de ses dérivés renouvelables incluant les piles à combustible, à des projets de construction ou de rénovation de logements et à des projets de tramways et de voies ferroviaires et modifiant :*
*1° loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;*
*2° la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;*
*3° loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;*
*4° la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement*

*Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 21/07/2023*

*8285 – Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume de Thaïlande, d'autre part, fait à Bruxelles, le 14 décembre 2022*

*Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 28/07/2023*

*8286 – Projet de loi concernant la comptabilité, les états financiers annuels et les états financiers consolidés des entreprises ainsi que les rapports y afférents et portant abrogation de la fonction de commissaire en droit des sociétés*

*Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 28/07/2023*

*8287 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne*

*Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 28/07/2023*

*8288 – Projet de loi portant approbation de Accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Gouvernement de la Malaisie, d'autre part, fait à Bruxelles, le 14 décembre 2022*

*Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 28/07/2023*

*8289 – Projet de loi relative à l'émission de titres de créance par la Commission européenne dans le cadre de la stratégie de financement diversifiée*

*Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 04/08/2023*

*8290 – Projet de loi portant modification*
*1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;*
*2° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques*

*Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 04/08/2023*

*8291 – Projet de loi portant :*
*1° mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2554 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 sur la résilience opérationnelle numérique du secteur financier et modifiant les règlements (CE) n° 1060/2009, (UE) n° 648/2012, (UE) n° 600/2014, (UE) n° 909/2014 et (UE) 2016/1011 ;*
*2° transposition de la directive (UE) 2022/2556 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 modifiant les directives 2009/65/CE, 2009/138/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE, 2014/65/UE, (UE) 2015/2366 et (UE) 2016/2341 en ce qui concerne la résilience opérationnelle numérique du secteur financier ;*
*3° modification de :*
*a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;*
*b) la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep ;*
*c) la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;*
*d) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;*
*e) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;*
*f) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;*
*g) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;*
*h) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;*
*i) la loi modifiée du 16 juillet 2019 relative à l'opérationnalisation de règlements européens dans le domaine des services financiers*

*Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 04/08/2023*

*8292 – Projet de loi relative à l'imposition minimale effective en vue de transposer la directive (UE) 2022/2523 du Conseil du 15 décembre 2022 visant à assurer un niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprise multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union*

*Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 04/08/2023*

*8293 – Projet de loi portant sur les compteurs d'eau en service dans le secteur de la métrologie légale*

*Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 22/08/2023*

*8294 – Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°2020/741 du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 2020 relatif aux exigences minimales applicables à la réutilisation de l'eau*

*Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 22/08/2023*

*8295 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général*

*Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 23/08/2023*

*8296 – Projet de loi relative au contrôle des concentrations entre entreprises et portant modification de :*
*1° la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;*
*2° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;*
*3° la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;*
*4° la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence*

*Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 23/08/2023*

*8297 – Projet de loi portant introduction d'une mesure sociale dans le domaine du photovoltaïque*

*Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 23/08/2023*

*8298 – Projet de loi relative à l'établissement de réseaux de transport d'hydrogène*

*Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 23/08/2023*

*8299 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire en vue d'arrêter un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature de l'ordre judiciaire*

*Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 23/08/2023*

*8300 – Projet de loi relatif aux contrôles officiels et autres activités officielles concernant les maladies animales transmissibles*

*Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 24/08/2023*

*8301 – Projet de loi portant modification :*
*1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; et*
*2° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration*

*Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 24/08/2023*

*8302 – Projet de loi relative aux établissements classés modifiant :*
*1° la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie ;*
*2° la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;*
*3° la loi modifiée du 26 novembre 2008 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive ;*
*4° la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;*
*5° la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets ;*
*6° la loi du 27 août 2012 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone ;*
*7° la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles ;*
*8° la loi du 19 décembre 2014 relative aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine ;*
*9° la loi du 28 avril 2017 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses ;*
*10° le Code pénal*

*Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 24/08/2023*

*8303 – Projet de loi portant modification de la loi du 22 septembre 2014 relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant 1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État 2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel*

*Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 29/08/2023*

*8304 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration*

*Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 30/08/2023*

*8305 – Projet de loi portant :*
*1° mise en œuvre du règlement (UE) 2018/1862 du Parlement européen et du Conseil du 28 novembre 2018 sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen (SIS) dans le domaine de la coopération policière et de la coopération judiciaire en matière pénale, modifiant et abrogeant la décision 2007/533/JAI du Conseil, et abrogeant le règlement (CE) n° 1986/2006 du Parlement européen et du Conseil et la décision 2010/261/UE de la Commission ;*
*2° mise en œuvre du règlement (UE) 2022/1190 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2022 modifiant le règlement (UE) 2018/1862 en ce qui concerne l'introduction dans le système d'information Schengen (SIS) de signalements pour information concernant des ressortissants de pays tiers dans l'intérêt de l'Union ;*
*3° mise en œuvre de l'article 20 du règlement (UE) 2019/818 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 portant établissement d'un cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE dans le domaine de la coopération policière et judiciaire, de l'asile et de l'immigration et modifiant les règlements (UE) 2018/1726, (UE) 2018/1862 et (UE) 2019/816 ;*
*4° mise en œuvre de l'article 20 du règlement (UE) 2019/817 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 portant établissement d'un cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE dans le domaine des frontières et des visas et modifiant les règlements (CE) n° 767/2008, (UE) 2016/399, (UE) 2017/2226, (UE) 2018/1240, (UE) 2018/1726 et (UE) 2018/1861 du Parlement européen et du Conseil et les décisions 2004/512/CE et 2008/633/JAI du Conseil ;*
*5° modification du Code de procédure pénale ;*
*6° modification du Code civil ;*
*7° modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;*
*8° modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire ;*
*9° modification de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;*
*10° modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale*

*Dépôt : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 01/09/2023*

*8306 – Projet de loi portant approbation du Protocole d'adhésion à l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, en vue de tenir compte de l'adhésion de l'Équateur, fait à Bruxelles, le 11 novembre 2016*

*Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 01/09/2023*

*8307 – Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2022/2557 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 sur la résilience des entités critiques, et abrogeant la directive 2008/114/CE du Conseil, et modifiant :*
*1° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;*
*2° la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la Protection nationale*

*Dépôt : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 01/09/2023*

*8308 – Projet de loi portant modification de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles*

*Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 13/09/2023*

*8309 – Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services*

*numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques) et portant modification de :*
*1° la loi modifiée du 14 août 2000 sur le commerce électronique ;*
*2° la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence*

*Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 14/09/2023*

*8310 – Projet de loi relatif à l'Observatoire de l'habitat*

*Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 15/09/2023*

*8311 – Projet de loi portant approbation de l'Avenant modifiant la Convention du 23 avril 2012 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, fait à Berlin, le 6 juillet 2023*

*Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20/09/2023*

*8312 – Proposition de révision de la Constitution*

*Dépôt : M. Fernand Kartheiser, Député, le 22/09/2023*

*8313 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er décembre 1992 portant*
*1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue, et*
*2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue*

*Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 28/09/2023*

*8314 – Projet de loi ayant pour objet le renouvellement des régimes d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation*

*Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 28/09/2023*

*8315 – Projet de loi portant modification :*
*1° de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;*
*2° de loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;*
*3° de loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées ;*
*4° du Code de la sécurité sociale*

*Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 28/09/2023*

*8316 – Projet de loi portant modification du Code pénal aux fins de la transposition de la directive (UE) 2013/40 du Parlement et du Conseil du 12 août 2013 relative aux attaques visant les systèmes d'information et remplaçant la décision-cadre 2005/222/JAI du Conseil*

*Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 28/09/2023*

*8317 – Projet de loi relative à la transition énergétique et modifiant :*
*1° la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ; et*
*2° la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel*

*Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 28/09/2023*

*8318 – Projet de loi visant à favoriser le déploiement de réseaux de communication à haut débit*

*Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 29/09/2023*

*8319 – Proposition de loi soumettant « la proposition de révision de la Constitution nr 8312 » à un référendum*

*Dépôt : M. Fernand Kartheiser, Député, le 04/10/2023*

*8320 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat*

*Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 05/10/2023*

*8321 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications*

*Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 05/10/2023*

*8322 – Projet de loi relative au financement du contrat entre l'État et la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois concernant le service de transports de voyageurs par autobus*

*Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 05/10/2023*

*8323 – Projet de loi relative au réaménagement du champ de tir au Bleesdall*

*Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 09/10/2023*

*8324 – Projet de loi portant réforme de la formation menant au brevet de maîtrise*

*Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 09/10/2023*

*8325 – Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2021/784 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 relatif à la lutte contre la diffusion des contenus à caractère terroriste en ligne*

*Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 12/10/2023*

*8326 – Projet de loi portant sur l'information des représentants légaux des mineurs privés de liberté*

*Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 12/10/2023*

*8327 – Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 2020 autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen*

*Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 12/10/2023*

*8328 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du projet de logements abordables dénommé « Itzigerknupp » à Bonnevoie, Ville de Luxembourg*

*Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 12/10/2023*

*8329 – Projet de loi portant modification de la loi du 7 août 2023 sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise*

*Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 13/10/2023*

*8330 – Projet de loi portant organisation de l'Administration du cadastre et de la topographie*

*Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 17/10/2023*

*8331 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 1er août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique*

*Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 17/10/2023*

*8332 – Projet de loi relative à la construction du nouveau Lycée technique à Bonnevoie*

*Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 20/10/2023*

*8333 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac et transposant la directive 2022/2100/UE de la Commission du 29 juin 2022 modifiant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le retrait de certaines exemptions pour les produits du tabac chauffés*

*Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 20/10/2023*

*8334 – Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres des 4 et 10 mars 2021 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine amendant l'Accord relatif aux services aériens, signé à Hong Kong, le 3 juin 1998*

*Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23/10/2023*

*8335 – Projet de loi relative à la sécurité, la sûreté, l'ordre et la vidéosurveillance dans les transports publics et modifiant la loi du 5 février 2021 sur les transports publics*

*Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 23/10/2023*

*8336 – Projet de loi concernant la dissémination volontaire à toute autre fin que la mise sur le marché et la culture d'organismes génétiquement modifiés ainsi que la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques*

*Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 25/10/2023*

*8337 – Projet de loi portant approbation du Protocole d'amendement à l'Accord portant création de l'Organisation internationale de la vigne et du vin, signé à Paris, le 3 avril 2001*

*Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26/10/2023*

*8338 – Projet de loi relative au budget provisoire pour la période du 1er janvier au 30 avril 2024 et portant modification :*
*1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;*
*2° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accises et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques*

*Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 27/10/2023*

*8339 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée*

*Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 03/11/2023*

*8340 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA*

*Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 03/11/2023*

*8341 – Projet de loi relatif à la commercialisation des semences et plants*

*Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 13/11/2023*

*3) Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires :*

*8239 – Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres des 4 et 10 mars 2021 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong de la république populaire de Chine amendant l'Accord relatif aux services aériens, signé à Hong Kong, le 3 juin 1998*

*Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023*

*Retrait du rôle des affaires : 28/09/2023*

*4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

*2842 – Demande de pétition publique : Petitioun fir Hëllefe vu Kleingewerben SARLs wärend den éischte 5 Joer*

*Dépôt : M. Kay Weber, le 18/07/2023*

*2843 – Demande de pétition ordinaire : Terminus du tram dans la gare fantôme souterraine à l'aéroport de Findel*

*Dépôt : M. Ryan Shepherd, le 18/07/2023*

*2844 – Demande de pétition publique : Ophiewung vum Baucongé*

*Dépôt : M. Martin Heynen, le 19/07/2023*

*2845 – Demande de pétition publique : De grousse Camionsfürerschäi soll ee schonn ab 18 maache kënnen*

*Dépôt : Mme Nina Dumong, le 20/07/2023*

*2846 – Demande de pétition publique : Schaffung eines Männerhauses*

*Dépôt : M. Michel Benduhn, le 21/07/2023*

*2847 – Demande de pétition publique : Aféiere vu järlëch verfügbaren, festgeluechte Fluchkilometer fir jiddereen als Privatpersoun (Ausnam wiere Geschäftsreesen & plausibel erklärlech Ausnamesituationen)*

*Dépôt : Mme Noémie Wealer, le 21/07/2023*

*2848 – Demande de pétition publique : Justice pour Emran! / Enfant tué par une sculpture à la ville de Luxembourg en novembre 2019*

*Dépôt : M. Ragbet Hamza, le 23/07/2023*

*2849 – Demande de pétition publique : Pour une modification de la facturation des frais de garde d'enfants dans les crèches privées en cas d'absence de l'enfant*

*Dépôt : M. Giuseppe Losito, le 24/07/2023*

*2850 – Demande de pétition publique : Tuningscene: Eng Plaz oder Streck kréien, fir sech auszetoben*

*Dépôt : Mme Nora Funck, le 26/07/2023*

*2851 – Demande de pétition publique : Je voulais proposer de doubler le temps de l'éducation physique dans les écoles*

*Dépôt : M. Pedro Fernandes, le 26/07/2023*

*2852 – Demande de pétition publique : Sécuriser durablement les quartiers de la gare et de Bonnevoie / Trouver une solution durable, éthique et sociale pour les personnes qui contribuent à l'insécurité*

*Dépôt : Mme Anaïs Noel, le 27/07/2023*

*2853 – Demande de pétition publique : Alkoholverbot in der Öffentlichkeit*

*Dépôt : M. Abner Andrey Martinez Zamudio, le 28/07/2023*

*2854 – Demande de pétition publique : Alles op de Vëlo – Mamer-Miersch 2024 - .....*

*Dépôt : Mme Tammy Kneip, le 29/07/2023*

*2855 – Demande de pétition publique : Chaque nuit travaillée compte !*

*Dépôt : Mme Christelle Wagner, le 30/07/2023*

*2856 – Demande de pétition publique : Fir datt Lëtzebuerg eraus aus der WHO geet! Fir datt d'Verhandlungen iwwer Ännerungen un den internationale Gesondheetsvirschrëften direkt gestoppt ginn*

*Dépôt : Mme Tania Hoffmann, le 30/07/2023*

*2857 – Demande de pétition publique : Contre les burkini en piscine publique*

*Dépôt : Mme Amanda Schwenck, le 30/07/2023*

*2858 – Demande de pétition publique : Fürerschäin B op 4,25 T hiewen*

*Dépôt : Mme Michèle Defays, le 31/07/2023*

*2859 – Demande de pétition publique : Télétravail / Augmentation du nombre de jours de travail maximum permettant l'assimilation fiscale des contribuables non-résidents aux contribuables-résidents (Passage de 50 jours à 100 jours)*

*Dépôt : M. Stéphane Secco, le 01/08/2023*

*2860 – Demande de pétition publique : Interdire de fumer dans les véhicules en roulant !*

*Dépôt : Mme Alexa Logelin, le 03/08/2023*

*2861 – Demande de pétition publique : Petition für eine gesetzliche Verpflichtung für Verkäufer, potenzielle Käufer über anstehende Sanierungen zu informieren*

*Dépôt : M. Romain Braun, le 03/08/2023*

*2862 – Demande de pétition publique : Interdiction de rapporter des animaux de compagnie d'un pays étranger*

*Dépôt : M. Baudouin Michel Simon Schinker, le 04/08/2023*

*2863 – Demande de pétition publique : Interdiction des pesticides à base de glyphosate sur tout le territoire luxembourgeois*

*Dépôt : Mme Mélanie Santos, le 05/08/2023*

*2864 – Demande de pétition publique : Inciter le Gouvernement à ordonner aux dirigeants de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) de réduire considérablement la marge bénéficiaire sur les prêts hypothécaires et d'augmenter la souplesse au niveau de l'octroi des prêts accordés aux particuliers et aux entreprises œuvrant dans le domaine du logement*

*Dépôt : M. Daniel Miltgen, le 06/08/2023*

*2865 – Demande de pétition publique : Autonomiser les jeunes esprits: introduire des méthodes d'apprentissage efficaces dans l'enseignement primaire ! / Junge Köpfe stärken: Einführung effektiver Lernmethoden in der Grundschulbildung!*

*Dépôt : M. Marco Glaesener, le 08/08/2023*

*2866 – Demande de pétition publique : Simplified support of petitions / Vereinfachte Unterstützung von Petitionen*

*Dépôt : M. Nejat Philip Eryigit, le 09/08/2023*

*2867 – Demande de pétition publique : Droit à la bourse de mobilité pour les étudiants frontaliers*

*Dépôt : Mme Nadège Delaive, le 10/08/2023*

*2868 – Demande de pétition publique : Entlaaschtung fir Familljе mat beanträchtegte Kanner*

*Dépôt : Mme Maria Domenice Polce, le 16/08/2023*

*2869 – Demande de pétition publique : Pour un contrôle plus strict de l'alcool*

*Dépôt : M. Roy Kirsch, le 20/08/2023*

*2870 – Demande de pétition publique : Vebueden, den Hond mat op d'Schueberfouer ze huelen*

*Dépôt : Mme Lara Da Silva Valente, le 30/08/2023*

*2871 – Demande de pétition publique : Ne perdez pas vos données mobiles ! Parlons d'une utilisation équitable*

*Dépôt : M. Sazzath Hossain, le 30/08/2023*

*2872 – Demande de pétition ordinaire : Dépôt de pétition menant à informer dignement de potentiels clients ...*

*Dépôt : M. Filipe Marques, le 31/08/2023*

*2873 – Demande de pétition publique : Réductions d'impôts sur le revenu pour les célibataires*

*Dépôt : M. Frédéric Richard, le 01/09/2023*

*2874 – Demande de pétition publique : Lehre und Forschung müssen in Luxemburg in einem freiheitlichen Rahmen gewährleistet sein*

*Dépôt : M. Marc Kintgen, le 02/09/2023*

*2875 – Demande de pétition publique : Offre plus large d'aliments et de boissons sans gluten dans les cafés et restaurants*

*Dépôt : Mme Nina Romera Blanco, le 04/09/2023*

*2876 – Demande de pétition publique : Vaccination FSME remboursée par la CNS*

*Dépôt : M. Eric Stöver, le 04/09/2023*

*2877 – Demande de pétition publique : Ännerung vum Gesetz fir Chamberwalen / Deejéinege mat de meeschte Stëmme soll obligatoresch Premier ginn / Et soll net méi erlaabt ginn, einfach e puer Parteien zesummenzesetzen, fir Majoritéit ze hunn*

*Dépôt : M. Jean-Pierre Ramos, le 04/09/2023*

*2878 – Demande de pétition publique : Réduire la fiscalité sur l'épargne : baisser le taux à 10 % et monter le seuil d'exonération à 1.000 EUR*

*Dépôt : M. Damien Tognola, le 04/09/2023*

*2879 – Demande de pétition publique : Déduction totale de l'impôt sur le revenu des intérêts liés à l'achat d'un logement pour usage personnel*

*Dépôt : M. Marcos Basaldella, le 05/09/2023*

*2880 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour la sécurité et la surveillance du boulevard Docteur Charles Marx*

*Dépôt : M. Grégory Wawszyniak Dumont, le 04/09/2023*

*2881 – Demande de pétition publique : Obtenir un duplicata d'acte de PACS via myguichet de la même manière qu'on peut obtenir un duplicata d'acte de mariage sans passer par le répertoire civil*

*Dépôt : M. Benjamin Laurent, le 05/09/2023*

*2882 – Demande de pétition publique : Pétition impôts / Ech sinn net domat d'accord, datt Leit, déi an der Steierklass 1 sinn, esou viel Steiere mussen all Mount op hire Salaire bezuelen / Dat ass fir Retraitéen, dei eleng liewen, a fir déi Leit, déi gescheet sinn. Mir mussen alles selwer eleng bezuelen a ginn dofir bestrooft*

*Dépôt : Mme Danielle Mailliet, le 05/09/2023*

*2883 – Demande de pétition publique : Circuit de course au Luxembourg*

*Dépôt : M. Sam Hardt, le 06/09/2023*

*2884 – Demande de pétition publique : Keng Walobligatioun méi*

*Dépôt : M. Sven Lutgen, le 06/09/2023*

*2885 – Demande de pétition ordinaire : Dépôt de pétition pour un compromis de vente, acte notarié et un contrat de bail stipulant en toutes lettres les pollutions cancérigènes du Grand-Duché de Luxembourg*

*Dépôt : M. Filipe Marques, le 06/09/2023*

*2886 – Demande de pétition publique : Halte à la pollution sonore dans les transports en commun*

*Dépôt : M. Xavier Janin, le 07/09/2023*

*2887 – Demande de pétition publique : Gesetzlich vorgeschriebene Schuluniformen in Grundschule und Hochschule „Lycée"*

*Dépôt : M. Alex Speyer, le 09/09/2023*

*2888 – Demande de pétition ordinaire : Summervakanz erof an dofir déi eenzel Vakanzen am Wanter ëm 1 Woch eropsetzen*

*Dépôt : M. Kim Jacob, le 10/09/2023*

*2889 – Demande de pétition publique : Introduction d'un cours de premier secours obligatoire dans le programme de l'enseignement secondaire*

*Dépôt : Mme Natalie Da Silva, le 13/09/2023*

*2890 – Demande de pétition publique : Relancer marché de construction et de l'immobilier, plafonner les taux d'intérêt pour les prêts jusqu'à 800.000 EUR, TVA 3 % même pour les investisseurs et jusqu'à 100.000 EUR*

*Dépôt : M. Adis Ećo, le 13/09/2023*

*2891 – Demande de pétition publique : Nettoloun dierf net ënnnert 52 % vum Bruttoloun sinn*

*Dépôt : M. Jean-Marie Heyder, le 08/09/2023*

*2892 – Demande de pétition publique : Rendre les parkings des zones industrielles obligatoires pour avoir des auvents solaires photovoltaïques. Un stockage supplémentaire sur batterie serait conseillé*

*Dépôt : M. Anton Sterenborg, le 14/09/2023*

*2893 – Demande de pétition publique : Instaurer une vignette pour circuler au Luxembourg comme en Suisse*

*Dépôt : M. Killian Moutinho Pinto, le 14/09/2023*

*2894 – Demande de pétition publique : Aide financière pour les étudiants travaillant 40 h par semaine*

*Dépôt : M. João Pedro Sousa Brás, le 14/09/2023*

*2895 – Demande de pétition publique : Caisse de maladie pour animaux domestiques*

*Dépôt : M. Claude Jean-Baptiste Grund, le 15/09/2023*

*2896 – Demande de pétition publique : Droits égaux partenariat et mariage*

*Dépôt : M. Laurent Alf, le 15/09/2023*

*2897 – Demande de pétition publique : Verbot von Babys und Kleinkindern auf Festivals und lauten Veranstaltungen, um diese zu schützen*

*Dépôt : Mme Tamara Scheitler, le 18/09/2023*

*2898 – Demande de pétition publique : Avoir une table à langer pour enfants dans toutes les toilettes de restaurants*

*Dépôt : Mme Candy Backes, le 18/09/2023*

*2899 – Demande de pétition publique : Een Zebrastraïfe beim Hotel Willspull (Michelau)*

*Dépôt : M. Andy Muller, le 19/09/2023*

*2900 – Demande de pétition publique : Petitioun Aidesoignante*

*Dépôt : Mme Diana Difino, le 19/09/2023*

*2901 – Demande de pétition publique : Interdiction de fumer sur les quais de trains et trams et les stations de bus*

*Dépôt : M. Moez Bohli, le 20/09/2023*

*2902 – Demande de pétition publique : Interdire la mise en place d'affiches électorales en adoptant le code électoral pour améliorer la sécurité routière et l'esthétique visuelle de l'espace public, ainsi que pour réduire la pollution environnementale des campagnes électorales, la fatigue démocratique et le vandalisme.*

*Dépôt : M. Emmanuel Simon, le 21/09/2023*

*2903 – Demande de pétition publique : 1 Woch Fürerschäi fort bei Handy um Steier*

*Dépôt : M. Roger Van Leemput, le 23/09/2023*

*2904 – Demande de pétition publique : Bloquer X/Twitter au Luxembourg/Europe*

*Dépôt : M. Mickael Card, le 23/09/2023*

*2905 – Demande de pétition publique : Petition 2512 Elteregeld amplaz vun institutionellen Ariichtungen*

*Dépôt : M. Robert Bernard, le 25/09/2023*

*2906 – Demande de pétition publique : Referendum fir 1 eenzege Walbezierk fir d'Chamberwalen*

*Dépôt : M. Igor Verlaine, le 25/09/2023*

*2907 – Demande de pétition publique : Condamner et sanctionner l'Azerbaïdjan pour le nettoyage ethnique de la république du Haut-Karabagh d'Arménie*

*Dépôt : M. Killian Moutinho Pinto, le 27/09/2023*

*2908 – Demande de pétition publique : Relance de pétition de congé pour les femmes qui ont des règles douloureuses*

*Dépôt : Mme Sabrina Reverberi, le 28/09/2023*

*2909 – Demande de pétition publique : Aide pour problèmes financiers lors de l'augmentation des intérêts et prix pour personnes privées*

*Dépôt : Mme Claire Gutenkauf, le 28/09/2023*

*2910 – Demande de pétition ordinaire : Aide pour problèmes financiers lors de l'augmentation des intérêts et prix*

*Dépôt : Mme Claire Gutenkauf, le 27/09/2023*

*2911 – Demande de pétition publique : Une bourse de mobilité équitable pour tous les étudiants résidents et frontaliers dans le cadre de l'AideFi*

*Dépôt : Mme Nadège Delaive, le 29/09/2023*

*2912 – Demande de pétition publique : Parking gratuit*

*Dépôt : M. Pedro Miguel Silva Pereira, le 29/09/2023*

*2913 – Demande de pétition publique : Suppression de l'exonération fiscale de la moitié de l'indemnité accordée aux députés*

*Dépôt : M. André Mathias Schmit, le 01/10/2023*

*2914 – Demande de pétition ordinaire : Primary School: Homework and Starting Times*

*Dépôt : Mme Amy Rose, le 29/09/2023*

*2915 – Demande de pétition publique : Fir ëffentlech Toiletten op alle Spillplazen*

*Dépôt : Mme Anthea Jasmina Di Pietro, le 05/10/2023*

*2916 – Demande de pétition publique : Das Recht kleiner Kinder auf Schutz vor erzwungenem Umgang*

*Dépôt : Mme Claudia Avenanti, le 05/10/2023*

*2917 – Demande de pétition publique : Petition gegen erzwungenes Umgangsrecht mit Großeltern / Kinder sollten das Recht haben, sich vor potenziell schädlichen Situationen zu schützen und ihre Meinung in dieser Angelegenheit gehört zu haben*

*Dépôt : Mme Claudia Avenanti, le 05/10/2023*

*2918 – Demande de pétition publique : Pour l'annulation de la loi sur le fond de travaux du 30 juin 2022 car discriminatoire (s'applique aux seuls propriétaires d'appartement) et spoliatrice (impose une cotisation qui disparait du patrimoine du cotisant)*

*Dépôt : M. Philippe Auquier, le 05/10/2023*

*2919 – Demande de pétition publique : Pour une valorisation du trajet professionnel*

*Dépôt : M. Eric Well, le 05/10/2023*

*2920 – Demande de pétition publique : Des règles plus justes: améliorer la prise en compte de l'enjeu menstruel*

*Dépôt : M. Julien Delpierre, le 06/10/2023*

*2921 – Demande de pétition publique : Fir eng méi streng Reguléierung vu Walplakater am ëffentleche Raum an ee Verbuet op ëffentlechen Infrastrukture wéi Luuchtepottoen / #LuuchtepottoGärHunn*

*Dépôt : M. Camille Muller, le 07/10/2023*

*2922 – Demande de pétition publique : Contre l'abus médiatique: Suppression ou restructuration impérative de l'ALIA pour la préservation de la démocratie luxembourgeoise*

*Dépôt : M. Roy Holzem, le 09/10/2023*

*2923 – Demande de pétition publique : Ännerung vum Aarbechtsgesetz fir Student/innen*

*Dépôt : Mme Léa Friedrich, le 09/10/2023*

*2924 – Demande de pétition publique : Fir e vereinfachte Walsystem an d'Ofschafung vun de Walbezierker*

*Dépôt : Mme Liv Bintener, le 11/10/2023*

*2925 – Demande de pétition publique : Remboursement d'un tire-lait hospitalier*

*Dépôt : Mme Beatriz Mendes, le 13/10/203*

*2926 – Demande de pétition publique : Changement de calendrier / méthode pour établir l'âge de scolarisation au précoce et à l'école fondamentale: Prise en compte de l'année de naissance et pas du mois de naissance pour la scolarisation*

*Dépôt : Mme Mélanie Kemat, le 16/10/2023*

*2927 – Demande de pétition publique : Augmentation 15 % du salaire social minimum*

*Dépôt : M. Luís Pereira Pinto, le 16/10/2023*

*2928 – Demande de pétition publique : Im Ausland lebende Luxemburger sollen das Recht haben, bei den Kammerwahlen (Chamberwahlen) für eine Partei zu kandidieren oder sich aufzusetzen*

*Dépôt : M. Olivier Delvaux, le 16/10/2023*

*2929 – Demande de pétition publique : De Verkaf vun Tubakwuere fir all déi Leit verbidden, dei um oder nom 1. Januar 2009 gebuer sinn*

*Dépôt : M. Semir Honsic, le 17/10/2023*

*2930 – Demande de pétition publique : Impôts canins*

*Dépôt : Mme Joëlle Haas, le 18/10/2023*

*2931 – Demande de pétition publique : Fir dass de Circuit Good Year an der Motorradsaison 2 ganz Weekender pro Mount fir Auto- a Motorradfuerer soll opgemach ginn*

*Dépôt : M. Marc Belli, le 19/10/2023*

*2932 – Demande de pétition publique : Fin du télétravail*

*Dépôt : M. Sébastien Cazenave, le 20/10/2023*

*2933 – Demande de pétition publique : Restrukturéierung vun de Geriichter an onse Gesetzestexter*

*Dépôt : Mme Isabel Homa, le 20/10/2023*

*2934 – Demande de pétition publique : Congé spécial de 2 jours pour le décès de son animal de compagnie (chien, chat, etc.)*

*Dépôt : M. Franky Lux, le 24/10/2023*

*2935 – Demande de pétition publique : Classe d'impôt unique*

*Dépôt : Mme Andreia Craveiro Ferreira, le 24/10/2023*

*2936 – Demande de pétition publique : Revue à la hausse des indemnités des Députés*

*Dépôt : M. André Mathias Schmit, le 24/10/2023*

*2937 – Demande de pétition publique : Il faut savoir parler la langue luxembourgeoise pour pouvoir travailler au Luxembourg*

*Dépôt : Mme Sabrina Frisch, le 24/10/2023*

*2938 – Demande de pétition ordinaire : Augmentation des droits d'accises sur les produits de tabacs (cigarettes, tabac à rouler, cigares)*

*Dépôt : M. Marc Senidre, le 26/10/2023*

*2939 – Demande de pétition publique : Semaines de 4 jx10 h pour avoir des weekends de 3 j et plus de flexibilité en général*

*Dépôt : M. Fabien Broquard, le 27/10/2023*

*2940 – Demande de pétition publique : Pouvoir déplacer des jours fériés fixes et les utiliser comme jours fériés normaux*

*Dépôt : M. Fabien Broquard, le 27/10/2023*

*2941 – Demande de pétition publique : CDIs de 11 mois, 10 mois, 11,5 mois, etc.*

*Dépôt : M. Fabien Broquard, le 27/10/2023*

*2942 – Demande de pétition publique : Augmentation du plafond forfaitaire de la rubrique « intérêts débiteurs et primes d'assurances » des dépenses spéciales de l'imposition sur le revenu annuel des personnes physiques*

*Dépôt : Mme Danielle Fassbinder, le 30/10/2023*

*2943 – Demande de pétition publique : Empêcher que toutes ONG, ASBL, ... ne fournissent une aide à des belligérants, groupes terroristes, enrichissement d'une minorité ...*

*Dépôt : M. François Christian Jean-Marie Lange, le 01/11/2023*

*2944 – Demande de pétition publique : Prix du trajet de taxis abordable / Introduction d'un système similaire à Uber ou Web-Taxi*

*Dépôt : M. Frank Wagner, le 08/11/2023*

*2945 – Demande de pétition publique : Pédiatrie dans le Nord*

*Dépôt : M. Nelson Delgado, le 09/11/2023*

*2946 – Demande de pétition publique : Réévaluation des mesures de protection actuelles envers les victimes de violences*

*Dépôt : Mme Myriam Alexandra Dos Santos, le 09/11/2023*

*2947 – Demande de pétition publique : Firmen müssen innerhalb von 1 Monat eine Antwort auf eine Bewerbung geben*

*Dépôt : M. Laurent Back, le 11/11/2023*

*2948 – Demande de pétition publique : Petitioun fir eng realitéitsno Adaptatioun vun den Horairë vum ëffentlechen Transport zu Lëtzebuerg nach virum 2. Quartal 2024.*

*Dépôt : M. Jeff Bruck, le 11/11/23*

*2949 – Demande de pétition publique : Avoir une même taxe sur les impôts / (marieé ou pas marieé)*

*Dépôt : Mme Filipa Andreia Teodoro Martins, le 11/11/2023*

*2950 – Demande de pétition publique : Die Vermittlungsgebühren sollten vom Eigentümer bezahlt werden*

*Dépôt : Mme Ioanna Boumpoureka, le 10/11/2023*

*2951 – Demande de pétition ordinaire : Petitioun fir 24/24 h gratis ëffentlechen Transport a gratis Grenziwwergang a Frankräich, Däitschland esouwéi d'Belsch*

*Dépôt : Mme Anouk Feyenklassen, le 11/11/2023*

*2952 – Demande de pétition publique : Stationnement gratuit à la maternité ou à la clinique des enfants pour les séjours des mères et des enfants en raison de prématurité ou de maladies*

*Dépôt : Mme Rosa Eva Renato, le 13/11/2023*

*2953 – Demande de pétition publique : Krebsvorsorge und Sonographie der Brust – Kostenübernahme CNS*

*Dépôt : Mme Sabine Günther, le 14/11/2023*

*2954 – Demande de pétition publique : Des amendes plus sévères pour le stationnement sur les emplacements réservés aux personnes porteurs d'un handicap*

*Dépôt : M. Tom Habscheid, le 14/11/2023*

*2955 – Demande de pétition publique : Informer les citoyens de façon détaillée sur le « WHO pandemic agreement », communément appelé « Traité Pandémies » et sur les modifications proposées aux « International Health Regulations » (IHR), c'est-à-dire le « Règlement Sanitaire International (RSI) »*

*Dépôt : M. Romain Bernard, le 18/11/2023*

*N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.*

*(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)*

Véiertens, esou wéi dat am Chambersreglement virgesinn ass, wollt ech follgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen:

An hirem Bréif vum 9. November 2023 huet d'Directrice vum Centre pour l'égalité de traitement matgedeelt, dass d'Mandat vun de Membere vum Collège vum Centre pour l'égalité de traitement am Mäerz 2024 zu Enn kënnt.

Esou wéi et festgehale gëtt am Artikel 11 vum Gesetz vum 28. November 2006 iwwert de Centre pour l'égalité de traitement souwéi an den Artikelen 135 bis 139 vum Chambersreglement, ass d'Chamber derzou opgeruff, e President a véier Membere vun dësem Centre ze proposéieren, déi duerch de Grand-Duc ernannt ginn.

Déi interesséiert Persoune kënnen hir Kandidatur oder Erneierung vun hirer Kandidatur fir d'Mandat vum President oder fir d'Mandat vum Member vun dësem Centre per Bréif un de Chamberspresident riichten.

All Deputéierten huet d'Recht, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäizeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist.

Fir datt d'Kandidaturen als recevabel erkläert kënne ginn, musse se bis spéitstens den 31. Dezember 2023 erakomm sinn. Den Datum vum Poststempel ass maassgeebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzereechen, déi beleeën, dass d'Konditiounen aus dem Gesetz erfëllt sinn an datt d'Kandidaten déi néideg Kompetenz um Gebitt vun der Promotioun vun der Gläichbehandlung hunn.

Ausgeschloss vun esou engem Mandat sinn d'Membere vun der Chamber, vum Staatsrot a vun der Regierung.

Dës Kommunikatioun gëtt als Avis officiel an der Press veröffentlecht.

Domat si mer um Enn vun dëser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesumme fir d'Presentatioun vum Regierungsprogramm.

An d'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 15.21 heures.)*

# Sommaire


| Objet | N° | Auteur | Page |
|---|---|---|---|
| **Session ordinaire 2022-2023** | | | |
| Reconnaissance de diplômes | 8056 | Sven Clement | 31 |
| Parquet général | 8059 | Marc Goergen | 31 |
| Réorganisation du réseau RGTR | 8060 | Marc Spautz | 32 |
| Rapport d'évaluation du projet pilote « Passerelle GSO » | 8061 | Martine Hansen, Diane Adehm | 32 |
| Gestion des transferts à l'étranger par le contrôle médical | 8062 | Nathalie Oberweis | 32 |
| « Deutschlandticket » | 8063 | Chantal Gary | 33 |
| Offre de commerces et de services dans les gares | 8064 | Chantal Gary | 34 |
| Modes de paiement des tickets de train de 1re classe | 8065 | Chantal Gary | 34 |
| Logements d'urgence dans les communes | 8066 | Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti | 35 |
| Antoniushaff | 8067 | Jeff Engelen | 35 |
| Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme | 8068 | Paul Galles | 35 |
| Observatoire national des politiques sociales | 8069 | Francine Closener, Dan Biancalana | 36 |
| Contrat de vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) | 8070 | Roy Reding | 36 |
| Siège européen de la société OpenAI | 8071 | Laurent Mosar | 37 |
| Taxe d'abonnement dans le cadre des énergies nucléaires | 8072 | Fred Keup | 37 |
| Renouvellement du permis de conduire pour camions | 8073 | Jeff Engelen | 38 |
| Remboursement des lunettes par la CNS | 8074 | Sven Clement | 38 |
| Lutte contre la stigmatisation et la discrimination | 8075 | Max Hengel | 38 |
| Délégués de Gouvernement | 8076 | Sven Clement | 39 |
| Obésité au Luxembourg | 8077 | Dan Biancalana | 40 |
| Situation au Sénégal | 8078 | Fred Keup, Fernand Kartheiser | 41 |
| Conséquences de l'inflation | 8079 | André Bauler | 41 |
| Tunnel Schieburg | 8080 | Martine Hansen, Emile Eicher, Aly Kaes, Jean-Paul Schaaf | 41 |
| Sécurité aérienne | 8081 | Jeff Engelen | 42 |
| Report de certaines épreuves écrites de l'examen de fin d'études secondaires | 8083 | Marc Spautz, Paul Galles | 42 |
| Traitement de la Long-Covid | 8084 | Max Hengel | 42 |
| Fraude contre la sécurité sociale | 8085 | Jeff Engelen | 43 |
| Primes pour panneaux photovoltaïques | 8086 | Martine Hansen, Paul Galles | 43 |
| Poursuites dans le cas de mobbing envers des mineurs | 8087 | Laurent Mosar, Léon Gloden | 43 |
| Impact financier du plafonnement du montant cotisable pour l'assurance maladie-maternité (AMM) | 8088 | Myriam Cecchetti | 45 |
| Centre pour enfants et jeunes à haut potentiel – CEJHP | 8089 | Martine Hansen | 45 |
| Dépassement de cyclistes | 8090 | Marc Goergen | 45 |
| Réservoirs d'eau de pluie | 8092 | André Bauler, Gusty Graas | 46 |
| Vols retardés et annulés chez Luxair | 8093 | Laurent Mosar, Serge Wilmes | 46 |
| Échange de terrains étatiques avec la fondation « Hëllef fir d'Natur » | 8094 | Martine Hansen | 46 |
| Émergence d'un nouveau cannabis synthétique | 8095 | Gilles Baum | 46 |
| Imposition des avantages en nature | 8096 | Roy Reding | 47 |
| Salaires des jeunes avocats | 8097 | Laurent Mosar, Elisabeth Margue | 47 |
| Chargés de cours dans l'enseignement fondamental et secondaire | 8099 | Francine Closener | 48 |
| Potentielle fusion entre la Société européenne de satellites (SES) et la société privée américaine Intelsat | 8101 | Laurent Mosar | 48 |
| « Media Freedom Act » | 8102 | Laurent Mosar | 48 |
| Assistance à l'inclusion dans l'emploi | 8103 | Sven Clement | 48 |
| Qualité du service Adapto | 8104 | Martine Hansen | 49 |
| Coopération policière transfrontalière | 8105 | Léon Gloden | 50 |
| Sécheresse | 8106 | André Bauler, Gusty Graas | 50 |
| Augmentation du taux de chômage | 8107 | Carole Hartmann, André Bauler | 51 |
| Accidents dans le cadre de la mobilité douce | 8108 | Nancy Arendt épouse Kemp | 51 |
| Radars de tronçon | 8109 | André Bauler | 51 |
| Stationnement de véhicules électriques dans le parking de résidences | 8110 | Gusty Graas | 51 |
| Arrêt des allocations financières après le décès d'un enfant handicapé | 8111 | Max Hengel | 52 |
| Projet pilote « Guichet unique régional » | 8112 | André Bauler | 52 |
| Travaux de maintenance au CR306 entre Grosbous et Grevels | 8113 | André Bauler | 53 |
| Projet pilote de la Couverture universelle des soins de santé | 8114 | Paul Galles | 53 |
| Consommation de drogues chez les jeunes | 8115 | Nancy Arendt épouse Kemp | 54 |
| Nationalités des détenus | 8116 | Fred Keup | 54 |
| Émeutes en France | 8117 | Marc Goergen | 55 |
| Transfert automatique du droit de vote lors du changement de commune | 8118 | Charles Margue, François Benoy | 55 |
| Courses automobiles | 8119 | Fred Keup | 55 |
| Droit à l'oubli dans le cadre de l'assurance solde restant dû | 8121 | Max Hengel | 56 |
| Décès d'un détenu au Centre pénitentiaire de Givenich | 8122 | Léon Gloden | 56 |
| Cloître des Trinitaires | 8123 | André Bauler | 56 |
| Utilisation du langage neutre et inclusif à l'Université du Luxembourg | 8124 | Fred Keup | 57 |
| Réaménagement de la N7 entre Fridhaff et Weiswampach | 8125 | André Bauler | 57 |
| Changement du numéro d'immatriculation | 8126 | Gilles Baum, Barbara Agostino | 57 |
| Déconnexions du réseau de fourniture d'électricité | 8129 | Myriam Cecchetti | 58 |
| Retrait de la permission de nuit permanente dans le cadre de la Fête nationale | 8130 | Marc Goergen | 58 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Remboursement des séances de kinésithérapie à l'étranger | 8131 | Sven Clement | 59 |
| Chantier de la transversale de Clervaux | 8132 | André Bauler | 59 |
| Primes dans le domaine agricole | 8133 | Martine Hansen | 59 |
| Formation professionnelle | 8134 | Martine Hansen | 60 |
| Droits politiques des membres de la force publique | 8135 | Fernand Kartheiser | 60 |
| Travail et consommation de cannabis | 8136 | Sven Clement | 60 |
| Émission de GES négatives en vue de l'atteinte de l'objectif de la neutralité climatique | 8139 | Sven Clement | 61 |
| Travaux en vue de l'interdiction des interventions chirurgicales ou médicales en relation avec les organes sexuels d'un mineur incapable de discernement | 8140 | Octavie Modert | 61 |
| Livraisons d'armes à sous-munition | 8141 | Nathalie Oberweis | 62 |
| Logement abordable | 8143 | Sven Clement | 62 |
| Terrains constructibles appartenant à l'État | 8144 | Marc Goergen | 62 |
| Fermeture définitive de la structure d'hébergement dite Don Bosco | 8145 | Nathalie Oberweis | 63 |
| Convention entre le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et le TICE | 8146 | Marc Goergen | 63 |
| Indemnisation des commerces dans le cadre du chantier du tram | 8147 | Diane Adehm, Marc Lies | 64 |
| Réorganisation du TICE | 8149 | Marc Spautz | 64 |
| Bornes pour voitures électriques « Chargy » | 8150 | Max Hengel | 64 |
| Campagne de sensibilisation sur la finance durable | 8151 | François Benoy, Charles Margue | 65 |
| Subside de qualité+ pour les associations sportives | 8152 | Sven Clement | 66 |
| Réforme de la SNCA | 8153 | Martine Hansen, Emile Eicher | 66 |
| Aides suite aux inondations du mois de juillet 2021 | 8154 | Max Hengel, Léon Gloden, Octavie Modert | 66 |
| Pollution de la Syre à Munsbach | 8155 | Gusty Graas | 67 |
| Pollution du Dipbach à Esch-sur-Alzette | 8156 | Gusty Graas | 67 |
| Contournement des sanctions contre la propagande russe | 8157 | Nathalie Oberweis | 68 |
| Enquête publique sur l'avant-projet de la mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat | 8158 | Gusty Graas | 68 |
| Inflation au Luxembourg | 8159 | Yves Cruchten | 68 |
| Bachelor en sciences de l'éducation et Bachelor en formation pédagogique | 8160 | Martine Hansen | 69 |
| Incident grave lié au service Adapto | 8161 | Chantal Gary | 69 |
| Accord de transfert de données entre les États-Unis et l'Union européenne | 8162 | Sven Clement | 70 |
| Travaux sur l'A13 | 8163 | Nancy Arendt épouse Kemp | 70 |
| Examen du permis de conduire | 8164 | Nancy Arendt épouse Kemp | 70 |
| Contournement des sanctions contre la Russie | 8165 | Laurent Mosar | 71 |
| Centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP) | 8166 | Martine Hansen | 71 |
| Alphabétisation en langue française | 8167 | Martine Hansen | 71 |
| Raccordement au réseau de distribution de gaz naturel | 8168 | André Bauler | 72 |
| Travaux de réfection le long de la route B7 entre Ingeldorf et Schieren | 8169 | André Bauler | 72 |
| Évaluation de l'alphabétisation en langue française | 8170 | Martine Hansen | 72 |
| Fermeture d'un fournisseur de solutions de construction en acier | 8171 | André Bauler | 73 |
| Fermeture d'un fournisseur de solutions de construction en acier | 8172 | Martine Hansen | 73 |
| Nouveau bureau pour la Police grand-ducale à Esch-sur-Alzette | 8173 | Marc Goergen | 73 |
| Tests sur des animaux | 8174 | Sven Clement | 74 |
| Interdiction de construction d'éoliennes en forêt | 8175 | Jean-Paul Schaaf | 78 |
| Institut Confucius auprès de l'Université du Luxembourg | 8176 | Marc Hansen, Djuna Bernard | 78 |
| Contournement de Bascharage | 8177 | Myriam Cecchetti | 79 |
| Dangers liés au bois mort | 8178 | Octavie Modert | 80 |
| Pertes d'emplois dans le secteur de la construction | 8179 | Laurent Mosar, Marc Spautz | 81 |
| Épreuves standardisées | 8180 | Martine Hansen, Diane Adehm | 82 |
| Nouvelle décision d'adéquation concernant la circulation des données entre les États-Unis et l'Union européenne | 8181 | Laurent Mosar | 82 |
| Stratégie d'investissement du Fonds de compensation commun au régime général de pension | 8182 | François Benoy, Charles Margue | 82 |
| Courses illégales à Contern | 8184 | Claude Lamberty | 83 |
| Stade d'athlétisme régional au sud du pays | 8185 | Myriam Cecchetti | 83 |
| Cardiologie du Centre Hospitalier du Nord | 8186 | André Bauler | 84 |
| Impact des nouvelles lois en matière de déchets | 8187 | Martine Hansen | 84 |
| Respect du RGPD par Ryanair | 8188 | Laurent Mosar | 85 |
| Extension du réseau RGTR | 8189 | Marc Goergen | 85 |
| Émissions du transport public | 8190 | Marc Goergen | 85 |
| Représentation dans les conseils d'administration des établissements publics | 8191 | Marc Goergen | 86 |
| Extension des capacités des P&R | 8192 | Marc Goergen | 86 |
| Habilitation de sécurité | 8193 | Sven Clement | 86 |
| Faillite de Kleos Space | 8194 | Diane Adehm | 88 |
| Rue Clairefontaine à Diekirch (N17) | 8195 | André Bauler | 88 |
| Faillite de Kleos Space | 8196 | Marc Goergen | 89 |
| Chantiers sur les routes | 8197 | Marc Goergen | 89 |
| Lux-Airport SA, Société de l'Aéroport de Luxembourg | 8198 | Laurent Mosar | 90 |
| Réorganisation du Service de renseignement de l'État | 8199 | Marc Spautz | 90 |
| Augmentation récente de la délinquance | 8201 | Léon Gloden, Laurent Mosar | 91 |
| Règles de rotation des cultures et utilisation des jachères | 8203 | Martine Hansen | 91 |
| Installation de la société américaine PureCycle à Luxembourg | 8204 | Laurent Mosar | 91 |
| Vaccins périmés | 8206 | Sven Clement | 92 |
| Réduction du gaspillage alimentaire | 8207 | Marc Goergen | 92 |
| Conséquences du vol d'une « Master Key » Microsoft | 8209 | Marc Goergen | 92 |
| Censure des réseaux sociaux | 8210 | Fernand Kartheiser | 93 |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Campagne « Not sharing is caring » | 8211 | Fernand Kartheiser | 93 | Risque de pénurie de médicaments pour enfants | 8220 | Claude Lamberty, Carole Hartmann | 97 |
| Indemnisation des commerces dans le cadre du chantier du tram | 8214 | Diane Adehm, Marc Lies | 94 | Situation au Centre socio-éducatif de l'État | 8221 | Léon Gloden, Laurent Mosar | 97 |
| Rentrée scolaire | 8215 | Diane Adehm | 94 | Confédération européenne d'experts en évaluation et réparation du dommage corporel | 8222 | Sven Clement | 98 |
| Impact du changement climatique sur la végétation au Luxembourg | 8217 | André Bauler | 95 | **Législature 2023-2028** | | | |
| Retrait de Luxair de la manutention de fret aérien au Cargocenter | 8218 | Marc Spautz | 96 | Courrier concernant les dispositifs de sécurité des marchés de Noël | 0037 urgente | Dan Biancalana, Francine Closener | 99 |
| Précarité des enfants et des jeunes | 8219 | Djuna Bernard | 96 | | | | |


**Reconnaissance de diplômes** | Question **8056** (02/06/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Universitéits- an Héichschouldiplomer, déi een am Ausland erhält, muss een zu Lëtzebuerg an de Registre des titres androe loossen, wann een se hei am Land wëll unerkenne loossen. An der Reegel ass esou eng Unerkennung net néideg, wann den Diplom vun engem lëtzebuergeschen Ausbildungsinstitut ausgestallt ginn ass, well da gëtt en automatesch enregistréiert. Et kann ëmmer sinn, dass den Diplom guer net unerkannt gëtt an eng Inscriptioun am Registre refuséiert gëtt vum Ministère.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Wéi laang huet et an der Moyenne an deene leschte 5 Joer beim Ministère gedauert, fir eng Demande fir eng Unerkennung vun engem auslänneschen Diplom ze traitéieren?
Wat war d'Moyenne fir Persoune mat Diplom aus engem EU-Land? Wat d'Moyenne fir Persoune mat Diplom aus engem Net-EU-Land?

2. Op déi leschte 5 Joer gekuckt, wéi laang hunn d'Persounen am éischten an am leschte Quintil misse waarden, bis hir Demande vum Ministère traitéiert gouf?

3. Wat war an deene vergaangene 5 Joer déi längste Waardezäit, fir eng Demande ze traitéieren?

Wat war an deene vergaangene 5 Joer déi kierzte Waardezäit, fir eng Demande ze traitéieren?

4. Wéi vill Prozent vun den Demandë ginn ofgeleent? Wat ass heifir den heefegste Grond?

5. Ass den Här Minister der Meenung, dass d'Délais de traitement sollte verkierzt ginn?
– Wa jo, wéi eng Méiglechkeete gëtt et, fir dëst ze erreechen?
– Wann nee, firwat net?

**Réponse** (15/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Et sief am Virfeld vun dëser Äntwert op dem honorabelen Deputéierte seng Froe betreffend d'Traitementsdauer vun den akadeemeschen Unerkennungsdemandë vun auslänneschen Héichschouldiplomer preziséiert, dass déi heidrënner genannten Zuele staark approximativ sinn, opgrond dovunner, dass den aktuelle Gestiounsprogramm vun dësen Demanden net drop ausgeluecht ass, esou eng Statistik opzestellen. Et ass och wichteg ze betounen, dass am Prinzipp den Delai vun der Traitementsdauer eréischt uleeft, wann den Dossier bis komplett ass, wärend an dësen Zuelen och den Delai zwëschent dem Areeche vun engem onkompletten Dossier an der Vervollstännegung vusäite vum Demandeur mat abegraff ass. A finalement sief nach drop opmierksam gemaach, dass et sech bei dësen Donnéeën ëm Kalennerdeeg an net ëm Schaffdeeg handelt.

An de leschte fënnef Joer louch déi global Moyenne vun der Traitementsdauer vun den akadeemeschen Unerkennungsdemanden zwëschent zirka 21 a 45 Kalennerdeeg, woubäi déi duerchschnëttlech Dauer fir EU-Diplomer sech zwëschent zirka 18 an 41 Kalennerdeeg situéiert huet, an déi fir Net-EU-Diplomer zwëschent zirka 29 a 54 Kalennerdeeg.

Déi duerchschnëttlech Beaarbechtungsdauer am éischte Quintil läit dobäi konstant bei ongefëier enger Woch an déi am leschte Quintil situéiert sech zwëschent 2,5 an 3,5 Méint.

Dee kierzte Beaarbechtungsdelai variéiert, onofhängeg vum Joer, tëscht engem Dag an enger Schaffwoch. Dëst ass de Fall, wann et sech ëm een ausräichend bekannten Ofschloss handelt, an d'Agente vum Service Registre des titres vun den Demandeure fréizäiteg drop opmierksam gemaach ginn, dass et sech ëm eng justifiéiert urgent Demande handelt, déi kruzial ass, zum Beispill am Kader vun engem Rekrutement.

D'Waardezäit ass par contre méi laang, wann déi serviceintern Recherchen, wat den Unerkennungsstatus vun der Héichschoul an dem Diplom ubelaangt, net concluant waren, an deemno ee (leider net ëmmer rapid) Retour vun der concernéierter Héichschoul bzw. vun de kompetenten auslänneschen Autoritéiten ofgewaart muss ginn. Och spillt d'Period vum Joer, an där eng Demande agereecht gëtt, eng Roll, an deem Sënn, dass zu gewësse Momenter de Service Registre des titres eng bemierkbar gréisser Unzuel vun Demandë receptionéiert. Selbstverständlech sinn, trotz dësen externe Facteuren, d'Agente vum Service Registre des titres beméit, d'Waardezäit esou kuerz wéi méiglech ze halen a gläichzäiteg eng fundéiert a prezis Unerkennungsdecisioun ze treffen.

Déi prozentual Unzuel vu refuséierten akadeemeschen Unerkennunge läit zimmlech konstant zwëschent 5,3 % a 6,2 % pro Joer. Den heefegste Grond fir d'Refuséiere vun Demanden ass kloer deen, dass et sech ëm een Diplom handelt, deen am Land, wou en ausgestallt gouf, net vun den zoustännegen Autoritéiten als Héichschouldiplom unerkannt ass.

Eng Verkierzung vun den Delaien ass natierlech wënschenswäert a gëtt och aktiv ugestrieft. An dëser Hisiicht gouf an de leschte Joren de Service Registre des titres personaltechnesch opgestockt. Och vun der ustoender Digitaliséierung erwaarden ech mir mëttelfristeg ee positiven Impakt op de Beaarbechtungsdelai vun Diplomunerkennungsdemanden. Serviceintern gëtt och lafend no Méiglechkeete sondéiert, fir d'Gestioun vun den Dossieren nach méi efficace ze gestalten.

Weiderhi steet natierlech och konstant déi qualitativ Amelioratioun vum Traitement am Fokus. D'Verstäerkung vum Service Registre des titres erméiglecht et deemno de Mataarbechter, selwer méi déifgrënneg Recherchen ze maachen, an dat besonnesch bei eeleren, haut net méi ausgestallten Diplomer, souwéi och bei Diplomer aus Net-EU-Staaten. Speziell a méi komplexe Fäll huet dëst dozou bäigedroen, dass den Traitementsdelai reduzéiert gouf doduercher, dass d'Unerkennungsdecisioun manner un engem Retour vusäite vun der betraffener Héichschoul oder de kompetenten auslänneschen Autoritéite gehaangen huet.

Et sief an dësem Kontext ofschléissend ugemierkt, dass gewësse Fäll allerdéngs och weiderhin en onkontrolléierbaren Afloss op den Duerchschnëttsdelai wäerten hunn. Heibäi handelt et sech ënnert anerem ëm den Delai tëscht dem Areeche vun engem onkompletten Dossier an der Vervollstännegung duerch den Demandeur, mee och ëm den Delai, deen ufält, wann eng onëmgänglech Informatioun bei enger Héichschoul oder bei auslänneschen Autoritéite muss nogefrot ginn.

**Parquet général** | Question **8059** (05/06/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Fir d'Sécherheet an eiser Gesellschaft ze garantéieren, brauch et ee staarke Rechtsstaat. Ee staarke Rechtsstaat bedeit, dass Strofdoten erkannt, verfollegt a sanktionéiert ginn. De Rechtsstaat funktionéiert nëmmen dann, wa jiddereen d'Reegelen an eiser Gesellschaft respektéiert, well e weess, dass Strofdote Konsequenze fir jidderee wäerten hunn.

Fir dass Strofdote virun engem Geriicht landen, suergen hei am Land d'Police an de Parquet (Staatsanwaltschaft). Dofir muss d'Institutioun vum Parquet beschtméiglech equipéiert sinn, grad am Kontext vun engem staarke Bevëlkerungswuesstem, wéi en zu Lëtzebuerg zënter Joerzéngte stattfënnt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi huet sech d'Personalsituatioun beim Parquet zënter 2017 entwéckelt (punkto Demissiounen, Wiesselen an aner Déngschter vum Staat, Pensiounen, Neiastellungen)?
Wéi huet sech de Personalbestand zënter 2017, opgelëscht no Karriär (A1, A2, B1, C1), entwéckelt?

2. Wéi huet sech d'Unzuel un Affären, déi beim Parquet agaange sinn, zënter 2017 entwéckelt?

3. Wéi huet sech d'Unzuel un Affären, déi ouni Suitte klasséiert goufen, zënter 2017 entwéckelt?

4. Wéi huet sech d'Unzuel un Affären, déi de Parquet viru Geriicht bruecht huet, zënter 2017 entwéckelt?

5. Wéi laang brauch et am Duerchschnëtt, bis eng Affär vum Agang beim Parquet bis viru Geriicht bruecht gëtt?
Wéi huet sech dës Zuel zënter 2017 entwéckelt?

6. Falls d'Ministesch an de Parquet dës Zuelen net hunn, kann d'Ministesch erklären, wéi d'Aarbecht vum Parquet evaluéiert gëtt a falls jo, eng

Oplëschtung mat alle Kennzuelen a „Key Performance Indicators" maachen?

**Réponse** (06/07/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. Laut Informatioune vum Parquet général huet d'Personalsituatioun beim Parquet Lëtzebuerg sech zënter 2017 follgendermoossen entwéckelt:

– Demissiounen: 3
– Wiesselen: 9
– Pensiounen: 4
– Stierffäll: 1
– Neiastellungen: 21

D'CAE, CDD an OTI sinn hei net abegraff. Präzis Zuelen zu de Mouvementer an dëse Kategorien zënter 2017 leien net vir. Laut Informatioune vum Parquet général huet de Personalbestand beim Parquet Lëtzebuerg sech zënter 2017 follgendermoossen entwéckelt:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Dobäi kommen nach d'Magistraten.

D'Zuel vun de Magistraten ass zënter 2017 vu 35 op 39 geklommen.

Laut Informatioune vum Parquet général huet d'Personalsituatioun beim Parquet Dikrech sech zënter 2017 follgendermoossen entwéckelt:

– Demissiounen/Departen: 3
– Pensiounen/Invaliditéit: 4
– Wiesselen: 2

D'CAE, CDD an OTI sinn hei net abegraff. Präzis Zuelen zu de Mouvementer an dëse Kategorien zënter 2017 leien eis net vir.

Laut Informatioune vum Parquet général huet de Personalbestand beim Parquet Dikrech sech zënter 2017 follgendermoossen entwéckelt:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Dobäi kommen nach d'Magistraten.

D'Zuel vun de Magistraten ass zënter 2017 vu 6 op 8 geklommen.

ad 2. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Fir detailléiert Informatiounen iwwert d'Unzuel vun den Affäre gëtt op d'Rapports d'activité vum Justizministère verwisen. Dës sinn op der Internetsäit vum Ministère ze fannen: https://mj.gouvernement.lu/fr/publications.html.

ad 3. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Fir detailléiert Informatioune gëtt op d'Rapports d'activité vum Justizministère verwisen. Dës sinn op der Internetsäit vum Ministère ze fannen: https://mj.gouvernement.lu/fr/publications.html.

ad 4. Heidrënner d'Zuele vun de Jugementer an den Ordonnances pénales (am Kader vum Exercice vun der Action publique duerch de Parquet):

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Fir detailléiert Informatioune gëtt op d'Rapports d'activité vum Justizministère verwisen. Dës sinn op der Internetsäit vum Ministère ze fannen: https://mj.gouvernement.lu/fr/publications.html.

ad 5. Heidrënner Statistike vum Parquet général, déi d'Evolutioun säit 2013 weisen.

Dës Statistike betreffen nëmmen ofgeschlossen Affären. Pro Joer gëtt d'Durée moyenne ugewise vun den Affären, déi dat Joer ofgeschloss goufen.

D'Durée moyenne générale vun all den Affären, déi am Joer 2022 mat engem Jugement ofgeschloss goufen, läit bei 619 Deeg. Bei den Affären, an deenen en Untersuchungsriichter intervenéiert ass, läit d'Durée moyenne am Joer 2022 iwwert dëser Moyenne générale, bei 915 (Lëtzebuerg) respektiv 918 (Dikrech) Deeg. Bei den Affären, an deene keen Untersuchungsriichter intervenéiert ass, läit d'Durée moyenne an deene meeschte Fäll ënnert der Moyenne générale.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 6. D'Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) vum Conseil de l'Europe, mécht reegelméisseg eng Analys vu verschiddenen Aspekter vun den europäesche Justizsystemer a stellt fir all analyséiert Land eng Fiche op.

Déi lëtzebuergesch Fiche vun 2020 hänkt als Annex un.

*(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Réorganisation du réseau RGTR** | Question **8060** (05/06/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Säit der Reorganisatioun vum RGTR-Reseau kënnt et ëmmer rëm zu Reklamatioune vu Passanten, well entweeder Linne ganz gestrach gi sinn, oder Busse manner oft circuléieren. Dëst schaaft virun allem Problemer zu den Haaptzäite vum Verkéier, also moies an owes.

Zënter dem 21. Mee 2023 gëtt et op de Linne 508 a 601, déi vun Ottange (F) iwwert Keel/Téiteng a Richtung Lëtzebuerg-Gare fueren, 7 Busse manner. Dat ass eng Reduktioun vun 33 % am Verglach zu der aler Linn 601. Virun allem fueren tëschent 6.00 Auer a 6.30 Auer, also zur Spëtzestonn, 3 Busse manner. Dëst ass ëmsou méi problematesch, well d'Busser, déi duerch d'Uertschaften Téiteng a Keel fueren, scho voll sinn. Dovun ofgesinn huet keng Linn méi hiren Depart zu Téiteng.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Ass dem Här Minister dës Problematik bekannt?

– Gedenkt den Här Minister de Fuerplang vun dëse Linnen unzepassen?
• Wa jo, wéini a wéi?

**Réponse** (03/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vum 19. Juni 2023 u fueren zousätzlech Bussen an de Spëtzestonnen op der Linn 508 Ottange–Lëtzebuerg. D'Informatioun dozou gouf den 9. Juni 2023 publizéiert:

https://www.mobiliteit.lu/fr/informations-de-circulation/

Duerno kënnt nach eng Upassung um Tracé zu Keel.

**Rapport d'évaluation du projet pilote « Passerelle GSO »** | Question **8061** (05/06/2023) de **Mme Martine Hansen** | **Mme Diane Adehm** (CSV)

Zënter der Schoulrentrée 2021/2022 erméiglecht de Pilotprojet „Passerelle GSO" de Primaner vun der Sektioun GSO, sech an engem Joer zum Educateur – mat entspriechendem Diplom – ausbilden ze loossen. Ugebuede gëtt dës Formatioun am „Lycée technique pour professions éducatives et sociales" (LTPES), wou d'Schüler an déi regulär Ofschlossklass integréiert ginn, an an der „École nationale pour adultes" (ENAD), wou d'Ausbildung beruffsbegleedend ofleeft.

Laut engem Zeitungsartikel läit elo den Evaluatiounsrapport vum éischte Joer vun dëser Formatioun vir. Erstallt gouf dee vum „Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques" (SCRIPT). Donieft gëtt et jeeweils ee separate Rapport vun deenen zwou Schoulen, wouvun dee vun der ENAD net ëffentlech ass an och net an de Rapport vum SCRIPT agefloss ass.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Kann den Här Minister confirméieren, dass de Rapport vun der ENAD net ëffentlech ass an dass déi entspriechend Conclusiounen och net an de Rapport vum SCRIPT agefloss sinn?
• Wa jo, wat sinn d'Grënn dofir?

– Kann den Här Minister eis de sougenannten ENAD-Rapport zoukomme loossen?

**Réponse** (11/07/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

De Rapport vun der ENAD ass ëffentlech, en ass awer réischt Ufank Juni fäerdeg ginn. Um Site vum SCRIPT ka jiddereen, deen sech dofir interesséiert, dëse Rapport noliesen (https://script.lu/fr/news/2023-05/pilotprojet-passerelle-gso-1sged1sgea-den-evaluatiounsrapportass-vereffentlecht).

**Gestion des transferts à l'étranger par le contrôle médical** | Question **8062** (05/06/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Récemment une lettre ouverte à la CNS a fait part du malaise d'un médecin-psychiatre concernant le cas d'un de ses patients. Il y a fait part de son incompréhension devant la façon avec laquelle le contrôle médical gère les transferts à l'étranger et en particulier le cas de son patient. Il regrette non seulement la durée qu'a pris le contrôle médical pour répondre mais aussi la non-transparence des raisons du refus.

Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale, je ne suis pas sans savoir qu'une simplification de la procédure pour l'obtention d'un S2 a été mise sur pied récemment. Néanmoins, au vu du témoignage de la lettre ouverte, il semble que la nouvelle procédure ne soit pas si légère.

Partant, j'aimerais vous poser les question suivantes :

1) Quels sont les critères à la base desquels les transferts à l'étranger sont accordés voire refusés ?

2) Comment est-ce que ces critères sont mis en pratique pour arriver à une décision ?

3) Quel est le processus de prise de décision d'un transfert à l'étranger ? Qui prend les décisions ? Est-ce que c'est une personne seule ou est-ce qu'il y a plusieurs instances ?

4) Si c'est une personne seule voire une instance seule, en l'occurrence le directeur du contrôle médical, n'estimez-vous pas qu'une décision si vitale pour un assuré/un patient devrait être prise en concertation avec d'autres personnes/instances par exemple le médecin traitant et/ou le Collège médical ?

5) Monsieur le Ministre, est-ce que vous jugez que la pratique actuelle met suffisamment au centre de l'attention le bien-être de l'assuré/le patient ?

6) Monsieur le Ministre, estimez-vous qu'il faudrait revoir les critères pour un transfert à l'étranger voire le processus de prise de décision à la base d'un transfert à l'étranger?

7) Monsieur le Ministre, ne pensez-vous pas qu'une durée de 11 mois pour répondre à la demande d'un transfert est trop longue – justement en pensant au bien-être du patient/de l'assuré ? Ne faudrait-il pas un délai maximal pour la réponse ?

8) Finalement, vu le nombre élevé et alarmant de plaintes reçues régulièrement par différentes instances concernant le fonctionnement, le traitement des patients ainsi que la gouvernance du CMSS, ne serait-il pas opportun de commander un audit externe pour détecter d'éventuels dysfonctionnements et proposer des solutions dans l'intérêt de toutes les parties concernées ?

**Réponse** (12/07/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) De prime abord il faut préciser qu'il n'y a pas une procédure pour les transferts à l'étranger, mais plusieurs en fonction de la réglementation européenne, y compris directives, et nationale ainsi qu'en fonction des conventions internationales ou bilatérales.

Il en découle que les critères résultent des dispositions juridiques communautaires et nationales ainsi que de la jurisprudence des cours et tribunaux communautaires et nationaux.

Sur base des arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne, les juridictions sociales du Luxembourg répondent à la même question posée par l'honorable Députée de la manière suivante :

« En principe, l'exigence d'une autorisation préalable constitue pour les patients et les prestataires une entrave à la libre prestation de services. Toutefois, l'article 49 du Traité CE ne s'oppose pas à ce que le droit d'un patient à obtenir des soins [...] dans un autre État membre à la charge de la Caisse de sécurité sociale dont il relève soit soumis à une autorisation préalable lorsque celle-ci est justifiée par :

a. Une raison impérieuse d'intérêt général tel qu'un risque d'atteinte grave à l'équilibre financier du système de sécurité sociale
b. Des raisons de santé publique, tel que le maintien pour des raisons de santé publique d'un service médical et hospitalier équilibré et accessible à tous dans la mesure où il peut contribuer à la réalisation d'un niveau élevé de protection de la santé
c. Le maintien d'une capacité de soin ou d'une compétence médicale sur le territoire national, essentielles pour la santé publique ou la survie de la population
d. L'objectif de garantir sur le territoire de l'État de résidence du patient une accessibilité suffisante et permanente à une gamme équilibrée de soins hospitaliers de qualité et d'assurer une maîtrise des coûts et d'éviter, dans la mesure du possible, tout gaspillage de ressources financières, techniques et humaines. »

Par ailleurs, l'article 23, alinéa 1er du Code de la sécurité sociale dispose que : « Les prestations à charge de l'assurance maladie accordées à la suite des prescriptions et ordonnances médicales doivent correspondre au mieux à l'état de santé des assurés. Les prestations à charge de l'assurance maladie ne peuvent dépasser l'utile et le nécessaire et doivent être faites dans la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement et être conformes aux données acquises par la science et à la déontologie médicale. »

ad 2) Le médecin traitant du patient doit établir une demande d'autorisation de traitement à l'étranger, lorsqu'une telle autorisation préalable est requise. Cette demande doit contenir un certain nombre d'éléments et doit être dûment motivée. En vertu des statuts de la Caisse nationale de santé (CNS), l'article 27 dispose que cette demande doit contenir au moins les éléments suivants :

« 1. les données d'identification de la personne protégée (noms, adresse, numéro d'identification unique) ;
2. les données d'identification du médecin prescripteur ;
3. la désignation précise du prestataire appelé à donner les soins à l'étranger ;
4. le diagnostic précis moyennant codification CIM10 à 4 caractères ou une version plus récente ;
5. la date de début de traitement avec l'indication de la durée prévisionnelle de traitement ;
6. l'indication des équipements médicaux et appareils hautement spécialisés et coûteux auxquels il est prévu de faire recours lors du traitement de la personne protégée ;
7. la nature du traitement ;
8. la motivation exposant les faits et critères justifiant le traitement ;
9. le cas échéant, l'information que les prestations ne peuvent être dispensées à la personne protégée dans un délai acceptable sur le plan médical, compte tenu de son état actuel de santé et de l'évolution probable de la maladie. La motivation détaillera les antécédents médicaux du patient, l'évolution probable de sa maladie, le degré de sa douleur et de la nature de son handicap au moment de la demande [...]. »

Sur base des informations figurant sur les demandes, la CNS et, dans les cas où l'intervention du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) est prévue par les lois, règlements et statuts, le CMSS analysent les demandes par rapport aux différents éléments qui sont requis d'après les dispositions en vigueur.

ad 3) et 4) Depuis décembre 2022, la procédure a été simplifiée et en principe seules les demandes de prise en charge des frais de soins à l'étranger dans le cadre de l'article 20 et 20 bis du Code de la sécurité sont encore soumises pour avis au CMSS.

En effet, la procédure définie dans l'article 20 résulte de la mise en œuvre d'une directive relative aux soins de santé transfrontaliers (loi du 1er juillet 2014 portant transposition de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers) et diffère partiellement de celle prévue au règlement européen 883/2004 (procédure « S2 »).

Celle de l'article 20 bis est requise pour les pays qui ne rentrent pas dans le champ d'application du règlement 883/2004, de la directive sur les soins transfrontaliers ou d'une convention bilatérale.

Au sein du CMSS, il s'agit soit d'un médecin-conseil, soit d'un colloque de médecins-conseils qui avisent la demande de transfert à l'étranger.

En règle générale, les demandes de transfert à l'étranger ne sont pas traitées par une personne seule.

En ce qui concerne une éventuelle concertation avec le médecin traitant, l'article 421 du Code de la sécurité sociale est d'application.

Une concertation avec le Collège médical n'est pas prévue par la loi et le Collège médical n'a par ailleurs pas dans ses missions l'analyse médicale de dossiers d'assurés et ne peut donc pas s'immiscer dans les dossiers individuels soumis au CMSS ou une autre institution publique pour avis.

ad 5) et 6) La procédure d'autorisation de traitement à l'étranger a justement été simplifiée fin 2022, comme expliqué plus haut, pour faciliter le traitement de ces demandes.

Pour le reste, il n'appartient pas à un ministre ou ministère de juger des faits médicaux à la base d'un avis médical du CMSS ou de toute autre institution publique, comme par exemple l'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance pour ne citer que celle-ci.

ad 7) En vertu de l'article 28, paragraphe11 des statuts de la CNS :

« (11) La Caisse nationale de santé transmet la décision à la personne protégée dans un délai compatible avec le degré d'urgence et de disponibilité des soins envisagés et au plus tard trois semaines après la date de réception de la demande complète. Si la Caisse nationale de santé n'est pas en mesure de répondre à la demande dans ce délai, elle en informe la personne protégée et lui fait part des circonstances suspendant le délai de traitement de la demande. »

La vérification de la durée effective du traitement de la demande qui a récemment fait l'objet d'une lettre ouverte et qui affirme un délai de réponse de 11 mois a révélé que cette affirmation est erronée. En effet, le dossier a été avisé endéans 3 jours par le CMSS.

ad 8) Concernant le « nombre élevé et alarmant de plaintes » mentionné par l'honorable Députée, il y a lieu de préciser que le CMSS effectue une multitude de contrôles et analyses médicales pour effecteur les missions lui conférées par le Code de la sécurité sociale.

Bien que toute « plainte » soit une de trop, les données disponibles ne peuvent pas confirmer qu'il y ait un nombre élevé, un nombre alarmant de plaintes reçues par rapport au nombre impressionnant et toujours croissant de contrôles effectués.

En la matière, la question parlementaire n° 7081 de l'honorable Député Monsieur Sven Clement apporte plus de détails.

Alors que toutes les administrations et institutions de sécurité sociale s'efforcent d'optimiser leurs procédures et leur fonctionnement interne, il y a lieu de rappeler qu'elles agissent dans le cadre des missions lui conférées par les lois et règlements.

En outre, la direction du CMSS a invité tant la Commission parlementaire du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, ainsi que l'Ombudsman, entre autres, au sein du CMSS pour leur montrer le fonctionnement des services du CMSS et répondre à leurs questions.

Finalement, le ministre ne partage pas l'avis de l'honorable Député qu'un « audit externe pour détecter d'éventuels dysfonctionnements » d'une administration qui exerce les missions lui conférées par la loi soit « opportun ».

---

**« Deutschlandticket »** | Question **8063** (05/06/2023) de **Mme Chantal Gary** (déi gréng)

Mit dem neuen „Deutschland-Ticket" oder „49-Euro-Ticket" genannten Abonnement können Fahrgäste seit dem 1. Mai 2023 deutschlandweit die Busse und Bahnen des öffentlichen Nah- und Regionalverkehrs zum Preis von 49 € pro Monat nutzen. Laut Medienberichten bietet das neue Deutschlandticket demnach den Pendlern im grenzüberschreitenden Zugverkehr zwischen Deutschland und Luxemburg ein attraktives Angebot, gelte bisher allerdings nicht für die grenzüberschreitenden RGTR-Linien nach Rheinland-Pfalz und ins Saarland oder für die CFL-Expressbuslinie zwischen Luxemburg und Saarbrücken.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für Mobilität und öffentliche Arbeiten folgende Fragen stellen:

1. Warum ist das neue 49-Euro-Ticket nicht für die grenzüberschreitenden RGTR- und CFL-Buslinien nach Deutschland gültig?

2. Gibt es Verhandlungen für eine kurz- oder mittelfristige Lösung, bzw. die Ausweitung der Gültigkeit des neuen Tickets auf die grenzüberschreitenden Buslinien?

**Réponse** (03/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Die Einführung des Deutschland-Tickets erfolgte sehr kurzfristig. Somit war die nötige Abstimmung mit den deutschen Ministerien und Betreibern im Vorfeld leider nicht möglich. Aus diesem Grund wurde das bestehende Tarifgefüge im grenzüberschreitenden RGTR-Netz beibehalten.

ad 2. Mein Ministerium hat Gespräche mit den deutschen Partnern angestoßen und versucht schnellstmöglich eine Lösung im Sinne der Nutzer des grenzüberschreitenden öffentlichen Verkehrs zu finden.

**Offre de commerces et de services dans les gares** | Question **8064** (05/06/2023) de **Mme Chantal Gary** (déi gréng)

Rendre le plus agréable possible le passage des voyageurs de train dans les gares est un élément important pour augmenter l'attractivité des transports publics en général et pour animer les gares voire leurs alentours. Une offre de commerces et de services utiles, comme par exemple la vente de boissons et de produits alimentaires, de journaux, de produits de premiers besoins, etc., possède par ailleurs le potentiel d'attirer des clients non voyageurs. Au Luxembourg le nombre de gares pouvant se prévaloir d'un flux de voyageurs important – y inclus en dehors des heures de pointe – est évidemment limité et la viabilité économique d'un commerce de proximité n'est pas toujours donnée. Pourtant, il me semble essentiel de ne pas négliger les gares plus périurbaines voire rurales dans la réflexion sur les services à offrir aux clients.

Un développement intéressant a été l'ouverture récente d'une petite supérette 7j/7 en Gare de Luxembourg, créée à l'aide d'une société commerciale commune des CFL avec une chaîne de supermarchés et qui annonce la création d'autres offres commerciales à l'avenir.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelle stratégie le ministère poursuit-il au niveau de la modernisation et de la revalorisation des gares – y inclus les gares périurbaines voire rurales ?

2) Est-ce que d'autres offres de commerces de proximité, de kiosques, de stands mobiles, de distributeurs automatiques, etc., sont prévues dans des gares ? Dans l'affirmative, dans quelles gares et à quelle échéance ?

**Réponse** (03/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Depuis des années, une attention particulière est portée à la modernisation des installations ferroviaires.

Le réseau ferré luxembourgeois compte actuellement 35 gares et 33 points d'arrêt.

Pour chacune de ces gares/points d'arrêt, un catalogue des équipements et services à prévoir (p. ex. abris tempérés, commerces, espace d'attente, espace sanitaire, ...) a été élaboré pour satisfaire aux besoins de nos clients tout en respectant les directives européennes et lois nationales en vigueur.

Les travaux en gare étant souvent synonyme de contraintes pour les voyageurs, il est important de garantir un enchaînement cohérent et optimal des projets avec le but d'en réduire les nuisances pour nos clients.

Une enquête réalisée en 2020 auprès d'un panel de clients des CFL a mis en évidence leurs attentes suivantes :

– tout d'abord, deux catégories de besoins ressortent très clairement, à savoir le « food to go » et les achats alimentaires de proximité
– ensuite, d'autres pistes commerciales ont été évoquées :
– coin de services (distributeur d'argent, espace poste, services administratifs, ...),
– buralistes et librairies,
– automates distribuant cafés et produits alimentaires,
– café ou bistrot convivial,
– fleuriste,
– pharmacies,
– récupération de commandes (en ligne)/marchandises.

L'offre commerciale dans les gares et sur les points d'arrêt sera différenciée selon les profils de consommation propres à chaque type de gare. La réponse aux besoins des clients ne sera donc pas standardisée. L'offre se basera sur des « convenience stores » alliant restauration rapide et petite épicerie, du « fresh to go » ou encore des distributeurs sur d'autres sites. Pour tous points d'exploitation, la priorité sera donnée à une offre de qualité, éco-responsable et favorisant aussi les circuits courts.

En plus du magasin ouvert récemment en gare de Luxembourg, le concept prévoit les développements détaillés ci-après :

1. Gare de Luxembourg :

Un coin services qui sera aménagé dans l'espace des anciens guichets pour rendre la gare plus accueillante. Les voyageurs y trouveront de la presse, des livres, un point POST et les produits de la loterie. Pour une animation supplémentaire, un bar sera aménagé. Le planning actuel prévoit une mise en service en 2024.

2. Magasins de proximité en gares :

Des magasins de proximité sont prévus dans certaines gares principales du réseau ferroviaire lorsque les infrastructures de la gare le permettent. À ce stade sont notamment prévus des magasins à Mersch (2024) et Ettelbruck (lors de l'ouverture de la nouvelle gare).

3. Magasins de proximité en conteneurs :

Aux endroits où les infrastructures ne permettent pas l'aménagement de shops de proximité en gare, des shops installés dans des conteneurs sont prévus, à proximité immédiate de la gare, sur le domaine ferroviaire.

4. Vending machines :

Étant donné que les magasins ne couvriront que les principales gares et afin de proposer une gamme de produits à un maximum de clients, l'offre est complétée par un réseau de « vending machines ». Il est prévu de déployer 42 modules d'automates sur 21 sites différents ce qui garantira à 88 % des clients du réseau ferré un accès à une offre commerciale. Ces distributeurs combinés proposeront des boissons fraîches, dans la mesure du possible des boissons chaudes et également un assortiment de produits de la vie quotidienne, provenant d'une filière durable.

Au cours des années 2023 et 2024, il est actuellement prévu que ces machines soient progressivement déployées aux gares et points d'arrêt suivants : Luxembourg, Belval-Université, Schifflange, Pfaffenthal-Kirchberg, Dommeldange, Bettembourg, Esch-sur-Alzette, Ettelbruck, Mersch, Rodange, Wasserbillig, Pétange, Kautenbach, Differdange, Bascharage-Sanem, Diekirch, Howald, Wiltz, Troisvierges, Walferdange et Clervaux.

5. Autres services :

L'offre commerciale sera complétée par le développement d'un concept d'exploitation de food trucks sur des parvis de gares ainsi qu'à terme d'un concept d'exploitation d'un atelier de réparation de vélos sur la place de la gare après mise en service du parking souterrain pour vélos, qui est en cours d'étude.

**Modes de paiement des tickets de train de 1re classe** | Question **8065** (05/06/2023) de **Mme Chantal Gary** (déi gréng)

La Deutsche Bahn a aboli, début 2022, la possibilité d'acheter son ticket auprès du contrôleur du train. En Belgique, cet achat reste possible, mais la possibilité de payer en espèces a été abolie au 1er mai 2023. Dans les trains belges, les voyageurs concernés doivent désormais utiliser une carte bancaire, le paiement en espèces étant limité aux guichets et aux distributeurs automatiques.

Avec la gratuité des transports publics luxembourgeois, depuis mars 2020, l'achat d'un ticket n'est plus nécessaire, à l'exception toutefois des voyageurs en 1re classe, qui ont le choix entre un ticket « courte durée » de 3 euros (valable 2 h) et « longue durée » de 6 euros (valable jusqu'à 04.00 heures du matin). Lorsqu'en période de très forte affluence en 2e classe, des clients optent spontanément pour un voyage en 1re classe, ils peuvent encore acheter leur ticket en espèces auprès du contrôleur. Le paiement par carte bancaire n'est pas prévu.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelles sont les différentes possibilités actuelles pour les clients CFL souhaitant acheter un ticket de 1re classe dans le train ? Est-ce que l'achat d'un ticket par l'intermédiaire de l'app mobile des CFL est encore possible dans le train, respectivement après le départ du train ?

2) Existe-t-il des statistiques sur le nombre et la proportion des tickets de 1re classe, achetés dans le train ?

3) Est-il actuellement prévu d'abolir la possibilité de payer des tickets en espèces auprès du contrôleur ?

**Réponse** (05/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les clients des CFL ont la possibilité d'acheter des billets 1re classe dans les trains auprès des agents d'accompagnement de trains moyennant un tarif de bord de 1 €, en complément du prix du billet de 3 €.

Ils doivent cependant informer au préalable et activement l'accompagnateur de trains qu'ils ne sont pas en possession d'un billet valable lors du contrôle des billets.

L'art. 11ter 1er, de la loi du 13 septembre 2013 sur les transports publics et sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics stipule que : « Tout usager des transports publics doit se munir d'un titre de transport valable au début de son voyage. »

L'achat d'un billet première classe au moyen de l'app CFL nationale est également possible à condition que le billet puisse être présenté à l'accompagnateur de train lors du contrôle des billets en première classe. Dans le cas contraire, le client risque une amende administrative de 150 € conformément à la loi du 13 septembre 2013. En effet, l'art. 11ter 1er al. 2 prévoit que : « L'usager qui ne peut pas présenter de titre de

transport valide à la demande de l'agent, est tenu de payer une amende administrative de 150 euros. »

En 2022, la proportion de billets première classe vendus dans les trains CFL s'est présentée comme suit :

– Billets courte durée 1re classe. Sur 19.436 billets vendus, 3.789 ont été vendus dans les trains, ce qui représente 19,49 % des billets courte durée 1re classe vendus en 2022.

– Billets longue durée 1re classe. Sur 7.459 billets vendus, 491 ont été vendus dans les trains, ce qui représente 6,58 % des billets longue durée 1re classe vendus en 2022.

Entre janvier et mai 2023, les CFL ont observé approximativement la même répartition avec toutefois une forte augmentation des ventes de billets 1re classe de +56,76 % billets courte et longue durée confondus. (Statistiques de vente billets première classe de 2022 et 2023 en annexe)

Il n'est actuellement pas prévu d'abolir le paiement en espèces lors de l'achat de billets auprès de l'accompagnateur de trains. En complément, les CFL envisagent à l'avenir de mettre à disposition de la clientèle le paiement par carte. Le Service activité voyageurs trains a lancé un projet visant à moderniser l'outil de vente et de contrôle des accompagnateurs de trains afin d'inclure le paiement par carte de crédit ou de débit.

*(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Logements d'urgence dans les communes** | Question **8066** (05/06/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** | **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Trente-huit personnes ont récemment été sinistrées par un incendie d'un immeuble d'habitations collectives au Grundhof. Dans un reportage radiophonique du 25 mai 2023 le maire de la commune concernée explique que le relogement des sinistrés s'avèrerait très compliqué faute de logements disponibles. Il précise en outre que l'obligation légale de relogement des personnes sinistrées incomberait au(x) propriétaire(s) des logements concernés et que par conséquent la responsabilité de la commune ne s'appliquerait qu'en cas de défaillance du.des propriétaire(s).

Ces derniers mois des incendies d'immeubles résidentiels ont régulièrement fait la une dans les médias. Dans la plupart de ces cas, le relogement d'urgence des personnes sinistrées suite à la défaillance des propriétaires des logements pose des problèmes sérieux aux autorités communales.

Malgré ces difficultés de relogement rencontrées par les communes, ces dernières sont réticentes à créer des logements, voire des hébergements d'urgence réservés justement pour pouvoir offrir des solutions rapides à un besoin d'abri. Si un certain nombre d'organisations détiennent des logements ou hébergements d'urgence destinés à des populations cibles, ce n'est que rarement le cas pour les communes.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Affaires intérieures et à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me fournir un relevé de tous les logements et hébergements d'urgence actuellement mis à disposition et ventilés par types de gestionnaire/propriétaire (promoteurs publics et communes, ASBL, fondations, etc.) ?

2) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils également me fournir un relevé de tous les logements et d'hébergements d'urgence en propriété communale, ventilé par commune ?

3) Des projets communaux de création de logements et d'hébergements d'urgence sont-ils actuellement en cours ou en planification ? Dans l'affirmative, combien de logements ou d'hébergements seront créés et par quelles communes ?

4) Madame et Monsieur les Ministres sont-ils en faveur de la création d'une réserve de logements et d'hébergements d'urgence répartie entre les communes ?

5) Madame et Monsieur les Ministres envisagent-ils la mise en place de mesures pour favoriser la création de logements et d'hébergements d'urgence par les autorités communales ? Si ou, lesquelles ?

**Réponse** (11/07/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **M. Henri Kox,** Ministre du Logement | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région dispose d'une structure d'urgence multifonctionnelle au Findel qui est destinée à l'hébergement d'urgence et de courte durée de groupes de personnes obligées de quitter inopinément leur lieu d'hébergement habituel. Cette structure est gérée par la Dräieck ASBL qui est conventionnée par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Pour ce qui concerne les projets communaux de création de logements et d'hébergements d'urgence, nous nous référons au rapport du Fonds spécial de soutien au développement du logement qui vient d'être publié et qui détaille les projets de logements abordables actuellement en cours[1].

La création d'une réserve de logements et d'hébergements d'urgence est soutenue par le Gouvernement. En effet, le projet de loi n° 7937 relatif au logement abordable, introduit en procédure législative par le Ministre du Logement, prévoit des participations financières étatiques à hauteur de 75 % du coût de réalisation pour les logements dits « de réserve ». Il s'agit d'un logement accueillant momentanément des locataires qui sont exposés à une situation de détresse extrême, qui ne peuvent souffrir d'aucun délai pour bénéficier de l'attribution d'un logement. Ce type de logement peut être réalisé par tout promoteur social et peut être géré par tout type de bailleur social.

**Antoniushaff** | Question **8067** (05/06/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Op meng Fro mat der Nummer 3772 vum 4. Mäerz 2021 betreffend den Antoniushaff an der Gemeng Wëntger gouf mir Follgendes geäntwert:

„Ee genauen zäitleche Kader fir d'Ëmsetzung vun engem konkreete Projet gëtt et aktuell nach net. D'ANF an de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung hunn de Ministère fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten iwwert de Projet informéiert an dobäi och éischt Elementer en vue vun der Conceptioun geliwwert.

Am Moment leeft d'Ufro vusäite vun der ANF fir eng Naturschutzgeneemegung. Op Basis vun dëser kann eréischt een definitive Projet entworf ginn. Et gëtt domat gerechent, dass mam Bau an den nächsten 1 bis 2 Joer kann ugefaang ginn."

Allerdéngs muss een haut feststellen, datt d'Aarbechten nach net ugefaangen hunn.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi wäit ass dëse Projet vun der ANF fortgeschratt oder gëtt et an der Tëschenzäit een neie Projet?

2. A wéi engem zäitleche Kader kann elo mat der Ëmsetzung vun dësem Projet gerechent ginn?

**Réponse** (11/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

De Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten an d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung verweisen op d'Äntwert op d'Question parlementaire N° 8045, déi sech mat deene selwechte Froe betreffend den Antoniushaff befaasst.

**Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme** | Question **8068** (05/06/2023) de **M. Paul Galles** (CSV)

Virun 3 Joer huet de Staatsrot säin Accord zur Elaboratioun vun engem nationale Plang géint den Antisemitismus (Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme) ginn, eng EU-Initiativ, fir géint den Antisemitismus virzegoen an déi reliéis Fräiheet an d'Egalitéit vun all de Leit ze stäerken an ze schützen.

Dëse Plang ass bis dato awer nach net publizéiert ginn.

An deem Kontext wéilt ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung doriwwer informéieren, wou de Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme drun ass a wéini dëse publizéiert gëtt?

2. An eiser parlamentarescher Ufro mat der N° 4018 betreffend d'Securitéit vun der Synagog zu Esch, huet d'Regierung ënnerstrach, dass ee géing am Kader vun der Preparatioun vum zukünftege Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme doriwwer nodenken, ob a wéi een déi jeeweileg Gemenge bei der Sécherheet vun de Synagogen technesch ënnerstëtze kéint. Huet een sech doriwwer scho Gedanke gemaach?
– Wa jo, wat wieren hei d'Méiglechkeeten?

**Réponse** (28/06/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Cultes | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Mir verweisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7969 vum 5. Juni 2023 vun den honorabelen Deputéierte Mars Di Bartolomeo an Dan Biancalana.

D'Regierung verurteelt all Aart vun Diskriminatioun an Opruff zum Haass, dorënner och den Antisemitismus. Den nationale Plang géint den Antisemitismus (Plan national de lutte contre l'antisémitisme [PANAS]) ass eng Initiativ vun der Regierung a wäert dem Regierungsrot an den nächste Woche virgeluecht ginn.

De Plang ass iwwerdeems am europäesche Kontext ze gesinn, well d'Memberstaaten, op Initiativ vun der Kommissioun, sech engagéiert hunn, fir national Pläng géint de Rassismus an den Antisemitismus virzeleeën. De Stéchdatum heifir gouf op den 31. Dezember 2023 verlängert.

D'Prioritéite vun der Strategie sinn d'Strofverfollgung, d'Sensibiliséierung, d'Präventioun vum Antisemitismus an d'Zesummenaarbecht mat der jüddescher Gemeinschaft.

Fir dës Ziler ze erreechen, soll de Plang eng Rei vun Aktiounen ëmfaassen, wéi d'Applikatioun vun engem renforcéierte legale Kader fir d'Police an d'Justiz, d'Sammelen an d'Analyse vun Donnéeën a Statistiken iwwer Antisemitismus zu Lëtzebuerg, an d'Opklärung vun de Jonken am Zesummenhang mat der Shoah.

[1] Fonds spécial de soutien au développement du logement 2022

ad 2. Mir verweisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4018 vum 29. Abrëll 2021 vum honorabelen Deputéierte Georges Mischo.

D'Menacë géint d'Kulten am Land gi permanent vun der Police evaluéiert.

Ee vun den Objektiver vum nationale Plang géint den Antisemitismus ass e weideren effikasse Schutz vun der Sécherheet vun de Synagogen zu Lëtzebuerg an zu Esch. De Plang gesäit e reegelméissegen Austausch tëschent de Vertrieder vun de Synagogen an de staatlechen Autoritéite vir. Dofir soll e Comité fir Sécherheetsfroe gegrënnt ginn an d'Synagoge sollen eng gemeinsam technesch Hëllef a finanziell Ënnerstëtzung vum Staat a vun de Gemengen, virun allem wann d'Gemenge Proprietär vun de Gebailechkeete sinn, kréien, fir hir Sécherheet an Integritéit ze garantéieren.

**Observatoire national des politiques sociales** | Question **8069** (06/06/2023) de **Mme Francine Closener** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Le dernier rapport de l'Observatoire social de la Ville d'Esch-sur-Alzette, réalisé en collaboration avec le LISER, fait état d'un nombre croissant de bénéficiaires du Revenu d'inclusion sociale (REVIS).

Or, la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale, qui a été modifiée depuis, a créé un Observatoire national des politiques sociales, placé sous l'autorité du Ministre ayant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans ses attributions.

Alors que l'article 39 de la loi du 28 juillet 2018 précitée arrête la composition, l'organisation et le fonctionnement de l'observatoire, l'article 38 définit les missions de l'observatoire, à savoir :

– la proposition d'études et d'analyses quantitatives et qualitatives en matière de politiques sociales ;
– la conception et la mise en œuvre d'actions pour évaluer des politiques sociales ;
– la réalisation de bilans intermédiaires et travaux de synthèse ;
– l'établissement de comparaisons internationales.

Dans ce contexte nous aimerions savoir de la part de Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et de la Grande Région :

– Dans quelle mesure les missions dévolues à l'Observatoire national des politiques sociales ont-elles été réalisées ?

– Si et dans quelle mesure l'Observatoire national des politiques sociales s'est penché sur l'évolution sur le terrain au cours des cinq dernières années ?

– Quelles sont, le cas échéant, les recommandations de l'Observatoire national des politiques sociales et les conclusions tirées au niveau politique pour remédier à la situation ?

**Réponse** (03/07/2023) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région

L'Observatoire des politiques sociales, instauré par la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale, est composé d'un représentant d'un organisme spécialisé en matière de recherches socio-économiques ainsi que de représentants des ministères œuvrant dans le domaine des politiques sociales. Depuis sa création en 2019, l'observatoire s'est réuni à onze reprises.

L'observatoire s'est d'abord consacré à la rédaction d'un avis sur la manière dont les dispositifs sociofiscaux abordent les ménages monoparentaux. L'avis peut être consulté sur le site Internet du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Dans le cadre de la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux et plus spécifiquement de l'objectif européen de réduire le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale d'au moins 15 millions à l'horizon 2030, l'observatoire a élaboré une proposition de contribution du Luxembourg à l'objectif européen. À cette fin, il s'est adjoint le concours d'experts du LISER en matière d'indicateurs sociaux et d'un représentant du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

À l'heure actuelle, l'observatoire mène une réflexion sur le phénomène du non-recours aux prestations sociales au Luxembourg. Il est prévu de rédiger un avis sur le non-recours au Luxembourg avec des recommandations au futur Gouvernement afin de faciliter le recours aux prestations sociales et de limiter ainsi le risque de non-recours.

**Contrat de vente en l'état futur d'achèvement (VEFA)** | Question **8070** (06/06/2023) de **M. Roy Reding** (ADR)

L'article 1601-5, alinéa 2, point f) du Code civil prévoit l'obligation lors de la conclusion d'un contrat de vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de remettre à l'acquéreur de l'immeuble à construire une garantie dite « d'achèvement ». Le Code civil ajoute : « Lorsqu'une garantie d'achèvement a été stipulée, celle-ci se transforme en garantie de remboursement lorsqu'il est établi que la construction ne peut être réalisée matériellement ou juridiquement. »

Le règlement grand-ducal du 24 février 1977 pris en exécution de l'article 1601-5 du Code civil tel que modifié par le règlement grand-ducal du 3 octobre 1978 (ci-après RGD 1977) ajoute à ces cas de transformation automatique que le vendeur et le garant ont la faculté, au cours de l'exécution du contrat de vente, de substituer la garantie d'achèvement prévue à la garantie de remboursement ou inversement, à la condition que cette faculté ait été prévue au contrat de vente.

S'agissant de la garantie de remboursement, le RGD 1977 précise en son article 3 que celle-ci doit revêtir « la forme d'une convention de cautionnement aux termes de laquelle la caution s'oblige envers l'acquéreur, solidairement avec le vendeur, à rembourser les versements effectués par l'acquéreur au cas de résolution amiable ou judiciaire de la vente pour cause de défaut d'achèvement ».

Il semble que la ratio legis des dispositions relatives à la garantie d'achèvement respectivement de remboursement n'avait toutefois pas à l'esprit l'éventualité ou en tout état de cause les conséquences d'une éventuelle structuration dans laquelle le vendeur de la quote-part terrain/du terrain et le vendeur des constructions seraient deux entités distinctes. Pourtant, force est de constater à ce jour que l'essentiel des contrats de VEFA sont conclus par les acquéreurs avec deux vendeurs distincts et les garanties émises soit par des banques ou des assureurs se limitent à garantir la quote-part construction, alors que si les vendeurs des constructions font émettre des garanties d'achèvement/remboursement au profit des vendeurs, tel n'est pas le cas des vendeurs des quotes-parts terrain. Or, le prix du terrain/de la quote-part terrain représente une part considérable du prix de vente total dans le cadre d'une VEFA.

Dans ce contexte, j'ai les questions suivantes pour Madame la Ministre de la Justice :

1) Dans le cadre d'une VEFA, est-ce que le vendeur du terrain/de la quote-part terrain, si différente du vendeur de la quote-part construction, doit lui aussi fournir une garantie (a priori de remboursement) à l'acquéreur pour le terrain/la quote-part terrain ?

2) Dans le cadre d'une VEFA où le vendeur du terrain/de la quote-part terrain est le même que le vendeur des constructions, est-ce que le vendeur doit alors obligatoirement souscrire une garantie qui en cas de transformation de la garantie d'achèvement en garantie de remboursement, inclut le remboursement du terrain/de la quote-part terrain à l'acquéreur ?

3) À défaut ne serait-il pas judicieux de modifier la loi et le RGD 1977 afin d'imposer aux vendeurs de terrain/de quotes-parts terrain de faire émettre une garantie couvrant en cas de remboursement le remboursement du prix payé pour le terrain aux acquéreurs, respectivement d'imposer au vendeur du seul terrain/quote-part terrain de faire lui aussi émettre une garantie s'il s'agit d'une entité différente de celle vendant les constructions ?

**Réponse** (05/07/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1) Dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement (VEFA), le vendeur du terrain ou de la quote-part terrain, si différent du vendeur de la quote-part construction, n'est pas légalement tenu de fournir une garantie spécifique de remboursement à l'acquéreur pour le terrain ou la quote-part terrain.

Contrairement au vendeur de la quote-part construction, le vendeur du terrain ou de la quote-part terrain n'est pas directement impliqué dans la construction de l'immeuble. Par conséquent, la garantie fournie dans le cadre d'une VEFA au Luxembourg est liée à la construction elle-même et aux éventuels défauts ou malfaçons qui pourraient survenir.

ad 2) Conformément à l'article 1601-4 du Code civil, la livraison du terrain par le promoteur n'est pas un critère impératif pour l'application de la loi du 28 décembre 1976.[2]

Par conséquent, il est important de noter que la vente du terrain sur lequel la construction doit être érigée peut être effectuée par un acte séparé sans encourir de sanctions. Ainsi, les parties ne sont pas tenues d'inclure la vente du terrain dans le contrat de construction qu'elles concluent. Par conséquent, le contrat de vente du terrain peut être considéré de manière indépendante par rapport aux autres relations contractuelles qui se sont formées entre les parties.[3]

Dans le cas où le vendeur du terrain ou de la quote-part terrain est le même que le vendeur des constructions, il est nécessaire que le vendeur se conforme à l'article 1601-5, point f), du Code civil et souscrive une garantie. Cette garantie, qu'il s'agisse d'une garantie d'achèvement ou d'une garantie de remboursement, a pour objectif de protéger les intérêts de l'acquéreur en cas de défaillance du vendeur. Il est possible, à travers les termes et conditions spécifiés dans le contrat de vente ou dans la garantie elle-même, de prévoir qu'en cas de transformation de la garantie d'achèvement en garantie de remboursement, le remboursement du terrain ou de la quote-part terrain soit inclus dans cette garantie.

ad 3) La question de modifier la législation pour imposer aux vendeurs de terrain/de parts de terrain de fournir une garantie de remboursement du prix payé aux acquéreurs, ainsi qu'au vendeur du terrain uniquement s'il est une personne distincte de celle vendant les constructions, nécessite au préalable une évaluation approfondie quant aux éventuelles implications

[2] Elter, M. et Schockweiler, F., Copropriété des immeubles bâtis et ventes d'immeubles à construire au Grand-Duché de Luxembourg, n° 180 et n° 189

[3] TA Lux., 14 décembre 2005, n° 255/2005, n° 92.419 du rôle, BIJ, p. 6

juridiques, financières et pratiques d'une telle modification.

Le Gouvernement entend analyser la législation existante et la pratique du marché dans la perspective d'ajuster au besoin la protection de l'acquéreur. À cette analyse seront associés les différents acteurs du terrain.

**Siège européen de la société OpenAI** | Question **8071** (06/06/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Dans un sujet publié sur paperjam.lu, « Même ChatGPT ne sait pas si OpenAI intéresse le Luxembourg », il est question de l'implantation de la société américaine OpenAI en Europe. Le fondateur de l'entreprise Sam Altman aurait terminé récemment une tournée de l'Europe sans être passé par le Luxembourg. D'après les médias, la Pologne aurait pour l'instant la préférence du chef de la société.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Digitalisation et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Est-ce que le Gouvernement estime qu'une société comme OpenAI pourrait convenir pour l'écosystème luxembourgeois ?

– Est-ce que le Gouvernement a cherché à attirer la société américaine OpenAI au Luxembourg ? Dans l'affirmative, pourquoi est-ce qu'une visite au Luxembourg n'a pas eu lieu ? Quels seraient les avantages de la venue d'une société comme OpenAI dans notre pays ?

– Est-ce que l'implantation de la société OpenAI au Luxembourg a été discutée lors de l'entrevue entre les représentants d'OpenAI et du Gouvernement pendant la dernière mission aux États-Unis ?

– De manière plus générale, est-ce que le Gouvernement estime les efforts entrepris en matière d'accueil et d'encadrement des entreprises intéressées par le Luxembourg comme suffisants ?

**Réponse** (18/07/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

Le Gouvernement estime que la société OpenAI pourrait être un ajout excellent à l'écosystème technologique luxembourgeois, comme d'ailleurs d'autres entreprises similaires spécialisées dans l'Intelligence artificielle (IA). Comme l'écosystème tech luxembourgeois témoigne d'une excellente dynamique, due aux infrastructures de pointe en matière de connectivité ainsi qu'aux instruments de soutien en matière de RDI avec le support de Luxinnovation, l'expertise en matière d'IA est une ressource rare et importante pour notre économie.

Cependant, il existe un effet de spécialisation dans les différents écosystèmes et le Luxembourg se spécialise dans la recherche appliquée de nouvelles technologies, ce qui vaut aussi pour l'intelligence artificielle. Or, OpenAI offre un service nécessitant de la recherche de fond dans les algorithmes IA. C'est donc un besoin spécifique qui ne correspond pas nécessairement aux atouts luxembourgeois.

Dans le cadre de la mission économique sur la côte ouest des États-Unis en mars 2023, Monsieur le Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias, a pu longuement s'entretenir avec Greg Brockman, président et cofondateur de l'entreprise OpenAI. Les discussions ont porté sur la régulation de l'IA via notamment l'AI Act, ainsi que l'évolution générale de l'entreprise. Il a aussi été question du choix concret de l'implantation au sein de l'Union européenne et la discussion reflétait l'angle décrit ci-dessus. La visite de Monsieur le Premier Ministre auprès d'OpenAI, qui a donc préempté le tour de Sam Altman en Europe, avait pour objectif principal de s'informer auprès d'un leader global de l'IA générative.

La mission économique en Californie est une des nombreuses actions concrètes destinées à démarcher des entreprises stratégiques au Luxembourg.

De façon générale, les activités de prospection internationale, visant à attirer des nouvelles entreprises technologiques au Luxembourg, sont organisées avec le soutien des membres du réseau « Trade and Invest » dont la gouvernance avait été redéfinie et renforcée en 2017. Au sein de « Trade and Invest », c'est Luxinnovation, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Économie, qui est en charge de la promotion du Luxembourg comme terre d'investissement pour de nouvelles entreprises innovantes.

Avec 55 entreprises technologiques, en provenance d'Amérique du Nord (principalement États-Unis), d'Asie du Sud-Est (principalement Corée du Sud et Japon), d'Israël et d'autres pays de l'Union européenne, qui se sont implantées au cours des 3,5 dernières années d'efforts de prospection, dont plus d'une année de pandémie mondiale qui a fortement limité les possibilités de prospection à l'étranger et un contexte géopolitique compliqué, le Gouvernement estime que les activités de prospection mises en œuvre par Luxinnovation et le réseau Trade&Invest ont porté leurs fruits. S'ajoutent à ce chiffre, les start-up du programme Fit 4 Start qui font grandir et rayonner l'écosystème des start-up luxembourgeoises, sachant que, à ce jour, le programme a attiré plus 2.600 candidats et a permis à 148 start-up d'être accompagnées lors des 13 éditions déployées depuis son lancement en 2015.

**Taxe d'abonnement dans le cadre des énergies nucléaires** | Question **8072** (06/06/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Dat aktuellt Budgetsgesetz „loi du 23 décembre 2022 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023" gesäit am Artikel aacht eng degressiv Taxe d'abonnement vun 0,04 bis 0,01 Prozent fir OPCe vir, wann dës tëschent fënnef a 50 Prozent oder méi vun hire Verméigenswäerter a sougenannt nohalteg Investissementer placéieren, déi am Artikel dräi vum EU-Reglement (UE) 2020/852 virgesi sinn. Allerdéngs kënnen si an deem Zesummenhang keng Investissementer urechne loossen, déi op Kategorien entfalen, déi an de Sektioune 4.26 bis 4.31 vun den Annexen I an II vum „règlement délégué (UE) 2021/2139" vum 7. Juni 2021 opgezielt ginn.

Déi viséiert Paragraphe betreffe virun allem Technologien aus dem Beräich vun der Nuklearenergie, déi ënner anerem kënnen agesat ginn, fir Atomkraaftwierker ze moderniséieren an och fir stëll geluechten Anlagen zeréckzebauen. Duerch dës Dispositioun dréckt d'Regierung hir allgemeng Ofleenung vun der Bewäertung vun der Atomenergie als ëmweltfrëndlech Energieform an der EU-Taxonomie aus. Esou wéi et mir zougedroe gouf, huet d'Regierung allerdéngs rezent e Subsid un eng Lëtzebuerger Firma ausbezuelt, déi am Beräich vun deenen Technologië fuerscht.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung d'Transaktioun vun deem Subsid bestätegen? Falls jo, kann d'Regierung dann elaboréieren, wéi esou eng Entscheedung sech mat de restriktive Konditioune vun der Taxe d'abonnement verdréit? Wéi motivéiert d'Regierung an deem Fall déi Decisioun, d'Investissementer op Basis vun de Sektioune 4.26–4.31 vun der zitéierter EU-Legislatioun weiderhin als net nohalteg anzestufen?

2. Wéi beurteelt d'Regierung d'Gefor, datt duerch dës Decisioun net méi genuch an d'Moderniséierung vun Atomkraaftwierker investéiert gëtt, an domat och de Sécherheetsrisiko potenziell zouhëlt?

3. Gesäit d'Regierung an deem Zesummenhang net d'Geleeënheet fir eng allgemeng Revisioun vun der Taxe d'abonnement, notamment fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg vis-à-vis vun der Konkurrenz vun Dublin ze stäerken?

4. Spezialfongen (FIS) profitéieren op Basis vum Artikel 68 vun der „loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés" automatesch vun enger Taxe d'abonnement an Héicht vun 0,01 Prozent, un deenen Investisseuren, déi op Basis vun engem klengen oder mëttleren Akommes spueren, opgrond vun de Prädispositiounen, esou wéi se am Artikel 2(1) vun deem virdrun zitéierte Gesetz festgehale sinn, awer net kënne participéieren. Gesäit d'Regierung op där Basis eng Diskriminatioun vu Leit mat manner Verméigen duerch den Artikel aacht vum aktuelle Budgetsgesetz? Falls net, firwat net?

**Réponse** (10/07/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

ad 1. De Wirtschaftsministère bestätegt, dass e Lëtzebuerger mëttelstännegen Traditiounsbetrib an deene leschten 3 Joer 2 Subventioune krut, fir Fuerschungsprojeten ze ënnerstëtzen, déi am Beräich vun Equipementer an Technologien, déi am Secteur vun der Sécherheet vun den Industrieanlagen hir Uwennung fannen, an dobäi och kënnen an Atomkraaftwierker zum Asaz kommen.

Nieft dësen 2 Projeten huet dëse Lëtzebuerger Betrib, mat sengen iwwer 70 héich qualifizéierte Mataarbechter, och aner Subventioune krut, fir den zanter iwwer 50 Joer undauernden Innovatiounswëllen ze ënnerstëtzen an esou innovativ Produkter a Servicer an diverse Beräicher ewéi dem Aerospatial, dem Ultraliichtbau oder och der Mécanique de haute précision kënne weltwäit unzebidden – mam Stempel „Made in Luxembourg".

ad 2. Duerch dës Decisioun kréie gewëss Investissementer e steierlechen Avantage, well se zu enger sécherer an nohalteger energeetescher Transitioun bäidroen. Vu datt Investissementer an Atomkraaft aus der Siicht vun der Regierung net nohalteg sinn, kréie se dëse Bonus net, wat politesch kohärent ass.

Wat d'Investitiounen an d'Sécherheet vun den Atomkraaftwierker ugeet, esou hunn d'Bedreiwer generell mat der Mise en service vun den Anlagen d'Obligatioun, fir finanziell Récklagen unzeleeën, fir dës ze bezuelen. Dat steet deemno net an Zesummenhang mat Taxonomiereegelen.

ad 3. D'Regierung gesäit d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger Finanzplaz als ee Ganzt. Dës Fro léisst sech net reng op Steiermesurë reduzéieren.

D'Prioritéit fir de Fongesecteur bleift et, déi néideg Konditiounen ze schafen, fir dass Fongemanager zu Lëtzebuerg eng ideal Juridictioun fannen, fir hir Fongen opzeleeën a weltwäit ze verdreiwen.

De Finanzministère probéiert och ëmmer sécherzestellen, dass de legale Kader zu Lëtzebuerg et der Fongenindustrie erlaabt, sech weiderzeentwéckelen an nei Opportunitéiten ze ergräifen.

An deem Sënn huet d'Regierung och rezent e Gesetzesprojet op den Instanzewee ginn, fir eise

Fongegesetzeskader weider ze moderniséieren an domat d'Attraktivitéit an d'Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz ze stäerken.

Ënner anerem ass an dem Gesetzesprojet och virgesinn, fir eng Rei vu Fongen op den Taux préférentiel vun 0,01 % erofzesetzen oder ganz vun der Taxe d'abonnenment ze befreien. Hei geet et virun allem och drëm, déi international Fongenindustrie ze encouragéieren, sech fir Lëtzebuerg ze entscheeden, wa se nei Produiten opleet, déi duerch d'EU-Reglementatioun geschaaft ginn. E Beispill hei sinn déi sougenannten ELTIFS (European Long-Term Infrastructure Funds), déi Investissementer an Infrastruktur, y compris erneierbar Energie, förderе sollen.

Méi generell wäert de Finanzministère och weiderhin europäesch an international Entwécklunge vun Noem suivéieren an, am Dialog mam Secteur, punktuell Upassungen am Lëtzebuerger Fongekader maachen, fir d'Kompetitivitéit vum Secteur ze erhalen an ze stäerken.

ad 4. Hei besteet keng Diskriminéierung. De Steiersaz vun der Taxe d'abonnement gëtt net op Basis vum Typ vun Investisseuren entscheet, mee iwwert den Typ vu Fong.

Verschidde Fonge si just fir Investissementer a cotéiert Wäertpabeiere geduecht, déi sougenannt UCITS, wärend aner Typpe vu Fongen, wéi z. B. de FIS, et erlaben, a manner liquid an net cotéiert Aktivaen ze investéieren. Zum Schutz vum Investisseur hu sougenannt „Retail"-Investisseuren haaptsächlech Accès op Fongen, déi méi liquid sinn. Dëst ass och esou vum europäesche Recht virgesinn a gëtt streng vun de Regulateure kontrolléiert fir ze verhënneren, dass Clientë Produiten ugebuede kréien, déi net hirem Risikoprofill entspriechen.

D'Taxe d'abonnement ass eigentlech en Droit d'enregistrement op d'Handelbarkeet vu Wäertpabeieren. Si representéiert also ënnert enger anerer Form den Droit d'enregistrement, zu där d'Cessioun oder d'Iwwerdroe vu Wäertpabeiere féiere géif. An dem Sënn, ass hiren Objet d'Besteierung vun der presuméierter Circulatioun vun Aktien. Prinzipiell hu Fongen, déi a cotéiert Wäertpabeieren investéieren, méi eng grouss Circulatioun vun Aktien, soudass e méi héijen Taux vun der Taxe d'abonnement prinzipiell justifiéiert ass vis-à-vis vu Fongen, déi a manner liquid Aktivaen investéieren.

Och wa fir UCITS en Taux vun 0,05 % gëllt, sou huet d'Regierung Exoneratiounen agefouert, déi besonnesch och Retail-Investisseuren zeguttkommen. Dat ass notamment de Fall bei sougenannten Exchange Traded Funds (oder ETFs), déi en Indice boursier suivéieren, an duerch hiren nidderege Käschtepunkt besonnesch fir Retail-Investisseure geduecht sinn. A mat den neie gesetzlechen Upassunge wäerten Exoneratiounen agefouert gi fir den neien europäesche Pensiounsproduit (PEPP) a fir ELTIFS. Och dat kënnt Spuerer mat manner Verméigen zegutt.

**Renouvellement du permis de conduire pour camions** | Question **8073** (06/06/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

De 6. Dezember 2022 hunn ech dem Här Mobilitéitsminister eng Fro gestallt iwwert d'Ofschafe vun der Altersdiskriminatioun bei de Camionsführerschäiner. Dëst betrëfft z. B. déi Leit, déi e gréissere Camper fueren oder awer Sammler vun historesche Gefierer sinn.

Den Här Mobilitéitsminister huet mir deemools geäntwert, datt dat betreffend Reglement de Mäerz 2022 deposéiert gouf an hien domat rechent, datt de Staatsrot säin Avis am Januar 2023 wäert ofginn, sou datt déi betreffend Reegel am Fréijoer 2023 geännert géif ginn an déi betreffend Leit iwwert 75 Joer dann ab dem Fréijoer erëm kéinte mat hirem Camper an d'Vakanz fueren. Op Nofro beim Mobilitéitsministère heescht et awer, datt dëst Reglement bis haut nach net ëmgesat gouf, well et sech ëm eng Dispositioun géif handelen, déi an engem gréisseren Text agebett wär, wat d'Prozedur vun der Ëmsetzung méi komplizéiert géif maachen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Minister:

1. Wousst den Här Minister beim Beäntwere vu menger mëndlecher Fro deemools schonn, datt dee vun him genannten Zäitraum fir d'Ëmsetze vun där betreffender Reegel net realistesch respektiv schwéier anzehale wär a wousst den Här Minister zu deem Zäitpunkt, datt et sech ëm eng Dispositioun géif handelen, déi an engem gréisseren Text agebett wär, wat d'Prozedur vun der Ëmsetzung méi komplizéiert géif maachen?

2. Wou ass d'Prozedur fir d'Ofschafe vun der Altersdiskriminatioun bei de Camionsführerschäiner den Ament drun a wéini kënnen déi betraffe Leit mat der Ëmsetzung vun deem Reglement rechnen?

**Réponse** (05/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi vum honorabelen Deputéierten ugeschwaten Ännerung vum Code de la route, wat den Alter beim Camionsführerschäi betrëfft, ass wéi richteg geschriwwen am Mäerz 2022 op den Instanzewee gaangen. Well dëse Projet zu deem Moment just fäerdeg war, ass profitéiert ginn, fir d'Modifikatioun vun der Altersgrenz beim Camion nach an dëse Projet mat dran ze huelen. An dësem Projet sinn awer och eng Rei Dispositiounen, déi mat dem Projet de loi 7985 zesummenhänken. Ouni dëst d'Gesetz kënnen dës Ännerungen am Code de la route net a Kraaft trieden. A sengem Avis vum 23. Dezember 2022 huet de Conseil d'État awer dunn eng Rei formell Oppositioune formuléiert, esou datt d'Chamber huet Amendementer zum Text misse maachen, déi den 18. Abrëll un de Staatsrot gaange sinn. Dës Problemer am Projet waren esou net ze erwaarden.

Aktuell waarde mir elo nach op den Avis complémentaire zu dësen Ännerunge vum Staatsrot, fir dann nach déi eventuell néideg Ännerungen am Projet de règlement virzehuelen.

**Remboursement des lunettes par la CNS** | Question **8074** (06/06/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'CNS iwwerhëlt fir Erwuessener all 3 Joer respektiv bei engem Changement vun 0,5 vun der Dioptrie. Bei Kanner ass keen Delai vun 3 Joer virgesinn. De Montant, dee vun der CNS iwwerholl gëtt, gëtt an der Konventioun tëscht der Fédération des patrons opticiens et optométristes du Grand-Duché de Luxembourg an der CNS festgehalen. Um Site vun der CNS fënnt een eng Konventioun, déi op den 01.01.2021 datéiert ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. An der Konventioun heescht et ënnert dem Artikel 8:

„La mise à jour des prix des listes peut se faire une fois par année. Les adaptations sont soumises à l'Union des caisses de maladie avant le 15 octobre de l'année en cause et, en cas d'approbation, prennent effet le 1er janvier de l'année subséquente."

Gouf eng Adaptatioun fir 2022 oder 2023 gemaach?
Wa jo, firwat huet dës d'Konventioun vun 2021 nach net um Site vun der CNS ofgeléist?
Wann nee, firwat ass keng Upassung gemaach ginn? Ass de Secteur net vun der allgemenger Inflatiounshausse betraff?

2. Wéi hunn sech d'Montanten, déi d'CNS remboursëiert, an deene leschte 5 Joer entwéckelt? Ëm wéi vill Prozent sinn dës all Joer respektiv mat all Upassung vun der Konventioun gehéicht ginn?

3. Wéi vill Prozent vum Präis vun engem Glas sinn duerch de Remboursement vun der CNS gedeckt? Wéi huet sech dëse Montant an deene leschte 5 Joer entwéckelt?

**Réponse** (11/07/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Fir d'Joren 2022 an 2023 gouf keng Adaptatioun vun den Tariffer gemaach. D'Dispositiounen an der Konventioun tëschent der Gesondheetskeess (CNS) an der Fédération des patrons opticiens et optométristes du Grand-Duché de Luxembourg gesi vir, datt d'Federatioun der CNS all Joer kann eng nei Präislëscht eraginn.

Op Basis vun dëser Lëscht decidéiert dann de Verwaltungsrot vun der CNS, ob dës ugeholl gëtt oder net fir eng Prise en charge. Dës ass allerdéngs keng Negociatioun, ewéi dës üblecherweis praktizéiert gëtt tëschent der CNS an de Prestatairen.

Fir d'Joren 2022 an 2023 huet de Verwaltungsrot decidéiert, där Demande net nozekommen. Allerdéngs huet de Verwaltungsrot och decidéiert, eng méi strukturell an aktuell Approche en place ze setzen, fir kënne méi cibléiert virzegoen, wat d'Präisser ubelaangt. Dës Aarbechte sinn um Lafenden.

ad 2. Bei der leschter Aktualiséierung vun den Tariffer fir visuell Hëllefsmëttel op den 1. Januar 2021, gouf de Budget fir dës Servicer ëm 14 % erhéicht, wat ongeféier 2 Milliounen Euro am absolutte Wäert duerstellt.

ad 3. D'Tabell heidrënner weist de Betrag, dee vun der Krankeversécherung iwwerholl gëtt, déi duerchschnëttlech Participatioun pro Glas an den duerchschnëttleche Prozentsaz vum Remboursement pro Glas fir d'Joren 2018 bis 2022.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Et sief ze präziséieren, datt kee Maximalpräis festgeluecht gëtt, soudatt déi verschidden Déngschtleeschter net en definéierte plafonéierte Präis musse respektéieren.

**Lutte contre la stigmatisation et la discrimination** | Question **8075** (06/06/2023) de **M. Max Hengel** (CSV)

Am Kader vum Pride Month, deen dëse Mount stattfënnt, gëtt Stolz, Toleranz a Selbstbewosstsinn zelebréiert an domat een Zeeche géint Stigmatiséierung an Ausgrenzung gesat. Leider si Beleidegung an Ausgrenzung awer och am Joer 2023 nach ëmmer eng Realitéit an eiser Gesellschaft. D'LGBTQIA+-Communautéit ass oft engem Haass ausgesat, dee generell net sollt akzeptéiert ginn, genausou wéi Ufeindunge géint ee perséinleche Kleedungs- a Liewensstil.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Familljeministesch stellen:

– Wéi eng Ulafplaze gëtt et hei zu Lëtzebuerg, nieft der Police, fir Leit, déi Beleidegunge géint hir Persoun ausgesat ginn?

– Ass op deene Plazen ee psychologesche Support garantéiert?

– Wat ënnerhëlt d'Regierung, fir dës Ulafplaze méi bekannt ze maachen?

**Réponse** (03/07/2023) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

Diskriminatiounen opgrond vu sexueller Orientéierung an der Genderidentitéit sinn zu Lëtzebuerg verbueden, genausou wéi all Akt vu Gewalt géigeniwwer LGBTIQ+-Persounen. Et ass deemno richteg a wichteg, esou Akte bei der Police ze mellen, fir dass si an dëse Fäll intervenéiere kann.

Generell kënnen sech Affer vun Diskriminatioun zu Lëtzebuerg un de Centre pour l'égalité de traitement (CET) adresséieren, deen der Chambre des Députés ugegliddert ass. Dem CET seng Aufgab ass et, déi concernéiert Persounen ze beroden an ze orientéieren, a si iwwert hir perséinlech Rechter, d'Legislatioun, d'Jurisprudenz an d'Méiglechkeeten op hir Rechter ze pochen, ze informéieren.

De Familljeministère konventionéiert am Moment dräi Servicer, fir LGBTIQ+-Persounen ze empfänken, ze ënnerstëtzen an ze stäerken. Dës Servicer sinn esou ausgeriicht, dass si sech ergänzen an als Netzwierk zesummeschaffen.

De Centre LGBTIQ+ Cigale bitt zënter 20 Joer sozialpädagogesch Berodung a Form vu perséinleche Gespréicher un. Doriwwer eraus kënnen sech hei d'Persounen och informell an der „Reebou Stuff" treffen, oder un enger vun de sëllegen Aktivitéiten oder Gruppentreffen deelhuelen, fir sech iwwert hir Erfarungen auszetauschen.

De Familljen-Center bitt zousätzlech zu sengen aneren Aktivitéiten eng spezialiséiert psychologesch Berodung fir LGBTIQ+-Persounen un. De Familljen-Center huet sech schonn 2018 am Theema „Intergeschlechtlechkeet" spezialiséiert; 2020 gouf dës Offer fir all d'LGBTIQ+-Persounen erweidert.

Den neiste Service ass de Reebou-Center, deen zënter dem 17. Mee 2023 fënnef Deeg an der Woch seng Dieren an der Uewerstad ophuet, fir LGBTIQ+-Persounen ze empfänken an hinnen eng sécher Plaz unzebidden („Safe Space"). De Reebou-Center bitt keng perséinlech Berodung un, mee leed d'Persounen un déi zoustänneg Ulafplaze weider wann dëst gebraucht gëtt.

Nieft hirer Homepage informéieren déi dräi Servicer an de soziale Medien iwwert hir Aktivitéiten an Offeren. Si bidden och Formatiounen iwwert d'Thematik LGBTIQ+ un, z. B. an de Schoulen, am sozialpädagogesche Beräich an am professionelle Kontext. Esou leeschten si Präventiounsaarbecht géint Diskriminatiounen a maachen sech an engems als Ulafplaz bekannt.

Déi dräi Servicer huelen och reegelméisseg un ëffentleche Veranstaltungen, Konferenzen an Table-ronden deel, wéi zum Beispill der Luxembourg Pride an dem internationalen Dag fir Reeboufamilljen.

---

**Délégués de Gouvernement** | Question **8076** (07/06/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Fro N° 7942 hunn ech mech eng éischte Kéier bei der Finanzministesch zu den Délégués de Gouvernement informéiert. Verschidde Froe bleiwen awer nach a verschidden Äntwerte vun der Ministesch hunn nei Froen opgeworf.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir ëffentlechen Déngscht, Interieur, Justiz a Finanzen dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op d'Fro N° 8 hat d'Madamm Ministesch erkläert:
„Eng Rei Ministèren hunn en eegene Budgetskreditt, deen als Frais de contentieux libelléiert ass an doriwwer ginn all d'Affekotskäschte bezuelt, souwuel déi virun den ziville Geriichter wéi déi virun den administrative Geriichtsbarkeeten."

Kann d'Ministesch opgrond vun dëse Bugetsartikele soen, wéi oft sech de Staat an deene leschten 10 Joer vun engem/enger Affekot:in vertriede gelooss huet?

2. Wéi vill verschidden Affekoten oder Etuden huet de Staat an deem Zäitraum insgesamt (juridictions judiciaires et administratives) beoptraagt (anonymiséiert no Affekot/Etude an no Joren opgeschlësselt)?

3. Wéi héich waren déi jeeweileg Frais de contentieux pro Ministère an de leschten 10 Joer?

4. Ginn d'Affekotenhonorairen ëmmer am Viraus ofgekläert oder gëtt de Staat dës bei der Ofrechnung gewuer?

5. Wéi oft huet de Staat schonn Affekotenhonorairë contestéiert, well se ze héich waren?

6. Gi bei groussen Dossieren Appels de candidatures ausgeschriwwen, wou d'Affekoten sech da mellen?

7. Wéi vill Délégués de Gouvernement huet den Inneministère an de leschten 10 Joer agestallt a wéi vill sinn et der haut?

8. Wéi vill Délégués de Gouvernement huet de Ministère vun der Fonction publique an de leschten 10 Joer agestallt a wéi vill sinn et der haut?

9. A wéi villen Dossieren huet jidderee vun deenen 2 Ministèren an deene leschten 10 Joer (no Joren opgeschlësselt) en Affekot beoptraagt a wéi vill Affekotenhonorairë bezuelt?

10. Wie wielt den Affekot an engem Dossier aus: de Minister oder e Fonctionnaire? Falls Leschteres, wéi eng Fonctioun huet deen am Ministère?

11. Wéi vill vun deene 17,5 Poste fir Délégués si Fonctionnairesposten?

12. Wéi vill Persounen hunn eng voll Tâche als Délégué? Wéi vill nëmmen eng hallef?

13. Ginn d'Dossieren exklusiv vun den Délégués de Gouvernement betreit oder gi se zum Deel och instruéiert vu Fonctionnairen, déi keng Primm kréien? Falls Leschteres: No wéi enge Critèren entscheet sech, wéini e Fonctionnaire, dee sou een Dossier hëlleft ze instruéieren, eng Primm kritt?

14. Wéi eng Critèrë muss e Fonctionnaire erfëllen, fir Délégué de Gouvernement ze ginn, ofgesinn dovun, dass ee Jurist muss sinn an an deem concernéierte Ministère schaffen? D. h. op Basis vu wéi enge Kritäre gëtt déi intern Entscheedung getraff?

15. Falen ënnert déi 17,5 Posten och déi Fonctionnairen, déi un de Conseil de discipline de la fonction publique affectéiert sinn?
– Wa jo, sinn do Fonctionnairen drënner, déi souwuel an deem Conseil de discipline sëtzen, wéi och als Délégué de Gouvernement virun de Juridictions administratives agéieren?
• Wa jo, kréien dës Persounen 1 oder 2-mol déi Prime de délégué de Gouvernement fir dës 2 Aufgaben?

**Réponse** (02/08/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Déi gemeinsam Äntwert op dës Fro bezitt sech op déi 4 Ministèren, un déi d'Fro gestallt gouf.

ad 1. Et ass net méiglech, unhand vun dëse Budgetsartikelen ze soen, wéi dacks sech de Staat am Ganzen an deene leschten 10 Joer vun engem Affekot vertriede gelooss huet.

– De Justizministère huet bei kengem Recours géint eng vu sengen Decisiounen en Affekot chargéiert.

– De Finanzministère selwer huet keen esou e Budgetsartikel, dowéinst sinn d'Affekotskäschten iwwert de Staatsministère zentraliséiert ausbezuelt ginn. Bei den Administratiounen huet d'Steierverwaltung selwer esou e Budgetsartikel „Frais de contentieux", iwwert dee se am Ganzen 977 Verbuchunge gemaach huet. Dës Zuel seet awer näischt iwwert déi genee Zuel vu Vertriedungen duerch en Affekot aus.

– Zënter dem Budgetsjoer 2021 existéiert de Budgetsartikel „Frais de contentieux" beim Inneministère, dee quasi exklusiv bei Recourse géint PAG-Entscheedunge genotzt gëtt, déi primär géint d'Deliberatioune vun de Gemenge geriicht sinn.

2021: 15 Dossieren
2022: 11 Dossieren
2023: 5 Dossieren, bis dato.

Virun 2021 sinn och sämtlech Affekotskäschte vum Inneministère zentraliséiert iwwert de Staatsministère bezuelt ginn.

Fir de Ministère fir d'Fonction publique (MFP) gëtt op den Tableau an der Äntwert 2 verwisen, wat d'Unzuel vun den Affären, mat deenen Affekote chargéiert goufen, ugeet.

ad 2. Den Inneministère huet an deem Zäitraum 12 verschidden Etudë mandatéiert.

D'Steierverwaltung huet an deem Zäitraum 36 verschidden Affekoten oder Etudë mandatéiert.

Am Tableau heidrënner gesäit een, wéi vill dat der pro Joer opgeschlësselt ausmécht:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Wat de Ministère fir d'Fonction publique (MFP) betrëfft, si vun 2013 bis elo zéng verschidden Affekoten intervenéiert. Den Tableau heidrënner weist den Detail dovun:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 3. Et si just eenzel Ministèren, déi en eegene Budgetsartikel fir Frais de contentieux hunn. Den honorabelen Deputéierte fënnt déi respektiv Artikelen am Budget.

Zënter dass den Inneministère de Budgetsartikel „Frais de contentieux" huet, sinn am Ganzen 79.666,69 € iwwert dee Budgetsartikel ausbezuelt ginn.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Iwwert déi lescht 10 Joer si bei der Steierverwaltung am Ganzen 1.802.115,78 € iwwert deen Artikel ausbezuelt ginn.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 4. Ofgesi vun engem Stonnentariff, kann een am Viraus net onbedéngt wëssen, wat eng Affär genee kascht, well een d'Komplexitéit an d'Dauer zu deem Moment net kennt.

ad 5. Den Inneministère, de Finanzministère an de Justizministère hu keng Kenntnis dovunner.

An Dossieren, wou Affekote fir den MFP intervenéiert sinn, war dat bis elo nach net de Fall. Sollte mol Froen oder Onkloerheete bezüglech engem Mémoire d'honoraires gewiescht sinn, goufen déi mam

concernéierten Affekot ugeschwat. A verschiddene Fäll gouf dann d'Note d'honoraires ugepasst.

ad 6. D'Marchésprozedurë mat den definéierte Seuile gi selbstverständlech respektéiert.

ad 7. Den Inneministère huet säit 2021 ee Jurist, deen zousätzlech d'Tâche als Délégué de Gouvernement huet.

ad 8. Den MFP huet een hallwen Delegésposten, dee sech dräi Agenten deelen. Contrairement zu deem, wat d'Fro suggeréiert, ginn d'Deleguéen net nei agestallt, mee et handelt sech ëm Agenten, déi schonn am Ministère schaffen an déi déi zousätzlech Missioun iwwerhuelen.

ad 9. Wat den Inneministère betrëfft, ginn déi Zuelen aus den Äntwerten 1 an 3 ervir.

Wat den MFP betrëfft, ginn déi Zuelen aus der Äntwert 2 ervir.

ad 10. Op Virschlag vum mam Dossier befaasste Beamte gëtt dem Minister en Affekot proposéiert. D'Entscheedung, wéi een Affekot schlussendlech beoptraagt gëtt, hëlt de Minister.

ad 11. D'Délégués du Gouvernement sinn an enger ganz grousser Majoritéit Fonctionnairen.

Déi Leit, déi Délégué genannt sinn, maachen déi Aarbecht zousätzlech zu hirer normaler Aarbecht.

ad 12. 6 Persounen hunn eng voll Tâche als Délégué.

ad 13. Déi technesch Instruktioun vun engem Dossier gëtt am zoustännege Ministère gemaach.

Den Délégué du Gouvernement kuckt de juristeschen Deel, bereet déi schréftlech Conclusioune vir, mécht de Suivi vum Dossier viru Geriicht, mécht de Kontakt mat all de Parteien a geet d'Affär viru Geriicht plaidéieren.

ad 14. Den Délégué du Gouvernement ass ëmmer e Jurist, deen am Prinzipp eng spezifesch Erfarung am Lëtzebuerger Recht respektiv eng Experienz um Barreau huet.

ad 15. Dem honorabelen Deputéierte seng Fro léisst op e bësse Verwiesslung schléissen, wat d'Missioun vun engem Délégué beim Conseil de discipline ass. Deen Délégué „sëtzt" net am Conseil de discipline, mee vertrëtt d'Regierung virum Conseil de discipline. D'Délégués beim Verwaltungsgeriicht sinn ze ënnerscheede vun den Délégués du Gouvernement beim Conseil de discipline.

Déi legal Basis ass verschidden, an d'Jurisprudenz insistéiert op deen Ënnerscheed.

Déi 3 uewe genannten Agente vum MFP sinn Délégués beim Conseil de discipline an Délégués beim Verwaltungsgeriicht.

Vu dass et sech ëm komplett verschidde Saachen handelt, ass d'Indemnisatioun och eng aner. Beim Conseil de discipline ass se pro Audience/Affär, beim Verwaltungsgeriicht ass et ee Forfait proportional zu der Tâche als Délégué.

**Obésité au Luxembourg** | Question **8077** (07/06/2023) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Récemment, l'Association des personnes et patients vivant avec l'obésité au Luxembourg (APPOL) a été créée. Celle-ci préconise de ne pas considérer l'obésité comme un problème lié à des mauvaises habitudes de vie d'une personne, mais comme une « maladie chronique multifactorielle, complexe et récidivante, dans les différentes sphères de la société ». La lutte contre l'obésité, phénomène qui ne cesse de croître ces dernières années, demanderait dès lors une approche de type holistique prenant en considération les caractéristiques personnelles de la personne qui vit avec l'obésité.

Dans ce cadre, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quels sont les derniers chiffres disponibles en matière d'obésité au sein de la population luxembourgeoise ? La hausse du nombre de personne en situation d'obésité constatée suite à la période de pandémie se confirme-t-elle ?

2) Quelle est l'appréciation du Ministère de la Santé face à l'approche de l'obésité préconisée par l'APPOL ? Le ministère partage-t-il la même vision de la notion d'obésité ?

3) Quelles sont, de manière générale, les mesures aujourd'hui mises en œuvre pour lutter contre le phénomène de l'obésité au Luxembourg ? Un plan d'action spécifique s'avère-t-il nécessaire ?

**Réponse** (03/07/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) a. Données de la médecine scolaire

Dans l'enseignement fondamental, pour 32.576 enfants âgés de 4 à 12 ans vus en médecine scolaire pendant l'année scolaire 2021-2022, 4,77 % (comparé à 4,62 % des 27.855 enfants examinés en 2018-2019) avaient une obésité.

Pour l'enseignement secondaire, les chiffres obtenus par la division de la médecine scolaire, montrent des taux d'obésité plus élevés que chez les enfants de l'enseignement fondamental: pour l'année 2021-2022, 12 % des 11.701 élèves examinés étaient considérés comme obèses selon les courbes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), courbes adaptées par rapport à l'âge. Ces chiffres sont similaires aux données de l'étude HBSC (Health Behaviour in School-aged Children), qui sont des données d'auto-déclaration de poids et de taille. La comparabilité avec les chiffres des années scolaires précédentes est difficile pour cause de changements de modalités de mesures et de collectes de données.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu sur l'évolution du pourcentage d'enfants considérés comme obèses par cycle scolaire depuis l'année scolaire 2015-2016 :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Le tableau ci-après montre cette même évolution pour les élèves de l'enseignement secondaire :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

b. Données de l'EHIS – European Health Interview Survey

D'après l'enquête sur la santé des résidents (European Health Interview Survey – EHIS) conduite au Luxembourg en 2019, la proportion d'adultes obèses a augmenté entre 2014 et 2019, passant de 15,6 % d'adultes obèses à 16,5 %. En 2019, la proportion d'hommes obèses (18,4 %) est plus élevée que celle de femmes obèses (14,6 %).

Pour la population adulte, des données sur l'obésité après 2019 ne sont pas disponibles. Une prochaine étude représentative (EHIS) sera réalisée en 2025.

ad 2) L'obésité est une maladie chronique multifactorielle et complexe qui peut avoir plusieurs causes comme la génétique, l'atteinte de certaines maladies physiques et mentales, la prise de médicaments, l'environnement et les déterminants sociaux, mais elle est surtout la conséquence d'un déséquilibre énergétique provoqué par de mauvaises habitudes alimentaires, le manque d'activité physique et la sédentarité (OMS, 2023). L'obésité est dans la plupart des cas un précurseur d'autres maladies chroniques telles que le diabète de type 2, les maladies cardiovasculaires et certains types de cancer (Burki, 2021).

Le résultat est toujours une combinaison entre différents facteurs qui se rajoutent au cours des années de vie (OMS, 2022).

ad 3) La lutte contre l'obésité est un défi commun de toute la société, des pouvoirs publics, des associations, des entreprises, de l'éducation et de la recherche et qui implique la santé dans toutes les politiques.

c. Les actions de promotion de la santé en matière de l'alimentation équilibrée et de l'activité physique

Le programme « Gesond iessen, Méi beweegen » a comme but la promotion de l'alimentation équilibrée et de l'activité régulière et adaptée.

Les actions et mesures prévues dans ce programme sont basées sur des preuves et sur les recommandations d'institutions internationales comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Commission européenne et les Nations Unies :

– promouvoir l'allaitement maternel ;
– réduire l'exposition et l'accessibilité aux aliments moins sains avec des profils nutritionnels défavorables ;
– développer les compétences en matière d'alimentation équilibrée (Nutrition Literacy) ;
– sensibiliser les parents et femmes enceintes ;
– promouvoir une activité physique régulière parmi les enfants ;
– promouvoir une alimentation équilibrée et une activité physique régulière au travail ;
– mise en place et contrôle de l'étiquetage alimentaire et des mesures pour faciliter la lecture comme le Nutriscore.

Un programme de prévention de l'obésité par l'activité physique est en cours d'élaboration afin de proposer des actions pour lutter contre l'obésité. Deux projets phares font partie du nouveau programme: la prescription de l'activité physique et la création de maisons de santé.

d. Le traitement de l'obésité

De par sa nature multifactorielle, le traitement de l'obésité a besoin d'une prise en charge multidisciplinaire (médicale, diététique, activité physique et soutien psychosocial).

Deux projets pour des réseaux de compétences pour le traitement de l'obésité chez l'enfant et l'adolescent et pour les adultes sont en cours :

– le Réseau de compétences de l'enfant et de l'adolescent en surcharge/obésité au Grand-Duché du Luxembourg (MOTOR) et
– le Réseau de compétences pour la prévention et la prise en charge de l'obésité sévère et morbide de l'adulte (RCOSMA).

Au Luxembourg, les enfants et adolescents en surpoids ou obèses sont déjà pris en charge de façon pluridisciplinaire (nutrition, activité physique et aide psychosociale) au sein d'une collaboration entre le CHL, le Rehazenter et le Service national de psychiatrie juvénile des Hôpitaux Robert Schuman.

Le réseau MOTOR organise la prise en charge multidisciplinaire des problèmes de poids chez l'enfant. Il prend en charge les enfants et adolescents de 6 à 18 ans. Elle englobe la prise en charge axée sur l'éducation physique et psychodiététique, le travail avec les parents et le jeune et, si nécessaire, des interventions à domicile, ainsi qu'un programme thérapeutique stationnaire (KannerKlinik, 2020).

Le service de médecine scolaire et de la santé des enfants et des adolescents de la Direction de la santé collabore avec le réseau MOTOR afin de rediriger les cas d'obésités constatées auprès de professionnels permettant d'évaluer la mise en place d'un suivi spécifique. En cas de surpoids, l'enfant est envoyé chez un/une diététicien/nne, si l'enfant est à 2 déviations standards par rapport à l'âge, il est orienté vers le réseau MOTOR.

La clinique de l'obésité au CHL s'occupe de la prise en charge des personnes atteintes de l'obésité et le traitement qui s'étend sur un an est remboursé par la CNS.

Les patients avec un BMI > 30 sont orientés vers le parcours médical normal avec prise en charge diététique, psychothérapeutique, des cours collectifs d'activité physique et tous les traitements et thérapies qu'ils ont besoin en fonction de leurs problèmes de santé et comorbidités.

L'équipe pluridisciplinaire est composée d'endocrinologues, de diététiciens, de psychiatres, de psychologues, de chirurgiens spécialisés en chirurgie bariatrique et d'autres spécialistes selon les besoins spécifiques du patient.

Les patients avec un BMI > 40 peuvent se soumettre à une chirurgie bariatrique, accompagnée des mêmes thérapies et traitements que lors du parcours médical.

Une chirurgie bariatrique peut également être proposée aux patients avec un BMI de 35 à 40 accompagné d'un ou de plusieurs facteurs de risques comme les apnées, etc.

Le Domaine thermal Mondorf propose une cure d'obésité remboursée par la CNS. (Domaine thermal Mondorf, 2023)

Depuis 2019, la CNS rembourse la consultation diététique prescrite par un médecin. Le remboursement est de 100 % si la personne est en dessous de 18 ans.

La nomenclature prévoit un remboursement de la consultation diététique en cas d'obésité sévère des adultes (BMI > 35) ou l'obésité chez l'adulte (BMI > 30) accompagnée d'un des critères suivants : diabète, hypertension artérielle résistante au traitement, syndrome d'apnée, type morphologique androïde, antécédents cardiologiques ou l'obésité chez les enfants et adolescents. (ANDL, 2019)

Des réflexions sont en cours sur le besoin éventuel d'un plan d'action sur l'obésité vu la publication du nouveau document de l'OMS « Health service delivery framework for prevention and management of obesity ».

**Situation au Sénégal** | Question **8078** (07/06/2023) de **M. Fred Keup** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'Sécherheetssituatioun am Senegal gëtt ëmmer méi onstabill a rezent koum et zu gewalttätege Protester am ganze Land. Hannergrond dovun ass en ëmstridden Geriichtsurteel géint de bekannte senegaleesesche Oppositiounspolitiker Ousmane Sonko. Déi senegaleesesch politesch Oppositioun geheit dem President Macky Sall vir, ëmmer méi autoritär ze agéieren an Oppositioneller wëlle monddout ze maache respektiv dorun ze hënneren, politesch Verantwortung ze iwwerhuelen. Deemno géif de Macky Sall eng drëtt Amtszäit ustriewen, wat am Senegal iwwerdeems net kompatibel mat der Verfassung wier, déi maximal zwou Amtszäite vun engem President virgesäit.

Brisant ass an deem Kontext, datt Lëtzebuerg de Senegal scho jorelaang am Beräich vun der wirtschaftlecher Entwécklung ënnerstëtzt. Am Februar dëst Joer gouf den Ierfgroussherzog am Kader vun enger Visitt am Senegal vum President Macky Sall esouguer mat der héchster senegaleesescher Auszeechnung (Ordre national du Lion du Sénégal) dekoréiert.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi schätzt d'Regierung déi aktuell politesch Lag am Senegal an? Confirméiert sech an den Ae vun der Regierung d'Kritick vun der senegaleesescher politescher Oppositioun, datt de senegaleesesche President ëmmer méi autoritär agéiert an Oppositiounspolitiker aschüchtere wëll? Misst d'Regierung sech an deem Fall net vum aktuelle politesche Regimm distanzéieren an och hir finanziell Ënnerstëtzung iwwerdenken?

2. Wéi eng Konsequenzen hunn déi uewe beschriwwen Ëmstänn op déi zukünfteg politesch a wirtschaftlech Zesummenaarbecht tëscht Lëtzebuerg an dem Senegal?

**Réponse** (07/07/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. D'Lëtzebuerger Regierung bedauert den Doud vun de Victimmen no de gewaltsamen Ausschreidungen Ufank Juni a mécht sech Suergen ëm d'Vergréisserung vun de politeschen a soziale Spannungen am Senegal. An dësem Kontext betount d'Regierung d'Wichtegkeet vum néidege Respekt vun Demokratie, Rechtsstaatlechkeet a Mënscherechter vun allen Acteuren.

D'Regierung huet Vertrauen an d'Stäerkt vun der senegaleesescher Demokratie, zemools well si eng laang Traditioun an dësem westafrikanesche Land huet an et bis elo ëmmer fäerdegbruecht huet, Walen op eng inklusiv a friddlech Manéier virzebereeden. Den aktuelle President Macky Sall huet zudeem den 3. Juli annoncéiert, dass hien net méi bei de Walen 2024 kandidéiere wäert. Selbstverständlech wäert eis Ambassade zu Dakar déi weider Entwécklunge sur place enk suivéieren.

ad 2. Zu dësem Zäitpunkt ass d'Zesummenaarbecht mam Senegal zemools op wirtschaftlechem Plang nach éischter onweesentlech. Vu politescher Säit aus ass ze soen, dass d'Regierung mat sengen europäeschen an internationale Partner am Dialog mat de senegaleeseschen Autoritéiten weider op den demokratesche Prozess insistéiere wäert. Dozou gehéieren och d'Reunioune vun der Commission de partenariat, déi am Kader vun der Entwécklungszesummenaarbecht mam Senegal stattfannen. Déi nächst Reunioun ass do fir den 19. Juli zu Lëtzebuerg geplangt.

**Conséquences de l'inflation** | Question **8079** (07/06/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Déi inflationär Tendenzen aus de leschte Joren hunn dozou gefouert, datt etlech Leit, trotz e sëllege finanziellen Hëllefe vum Staat, sech hu missen aschränken an op verschidde Wueren entweeder ganz verzichten oder hire Konsum aschränken. Och d'Baueren an d'Gäertner aus der Biolandwirtschaft schéngen net verschount vun dëser Evolutioun ze bleiwen.

An deem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister an dem Här Wirtschaftsminister follgend Froe stellen:

1. A wat fir engem Mooss féiert d'Hausse vun de Produkter vu Biowueren zu enger Reduzéierung vun der Consommatioun? Gëtt et do schonn éischt statistesch Erkenntnisser?

2. Wat fir ee Feedback kritt den Här Landwirtschaftsminister aus der Branche vun de Biobaueren, déi vun hirem Haff aus Fleesch, Mëllech, Geméis an aner Wuere verkafen?

3. Wat fir eng Wueren am Bioberäich goufen am stäerkste vun der Präishausse getraff? Wéi presentéiert sech d'Entwécklung vum Präis vun der Biomëllech, dem Biofleesch an de Bioeeër an de leschte Méint?

4. Hunn eventuell misse Mataarbechter aus Biobetriber entlooss ginn?

**Réponse** (07/07/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

ad 1. All Joer mécht de Statec seng Etude iwwer d'Ausgabe vun de Stéit. Bei Liewensmëttel a Gedrénks ass dobäi erauskomm, datt den Undeel vu biologesche Produiten 2022 ëm 8 % zeréckgaangen ass, iwwerdeems et déi Jore virdrun nach e Plus vu ronn 10 % war. Déi Baisse zejoert kann eng Konsequenz sinn op d'Präisdeierecht. Déi Tendenz muss sech awer nach déi nächst Jore confirméieren.

ad 2. Grondsätzlech ass d'Haffvermaartung direkt un de Konsument bei bal alle Baueren (konventionelle a Bio) zeréckgaangen. Et ass awer generell net ënnert den Niveau vu virun der Inflatioun.

ad 3. Generell bei all de Bioliewensmëttel, oft awer net onbedéngt an deem Mooss wéi d'Hausse bei de konventionelle Liewensmëttel. Beim Biofleesch zu Lëtzebuerg hunn d'Produzenten hire Verkafspräis net erhéicht un den Handel.

ad 4. Nee, laut eise verfügbaren Informatiounen huet de Bioprimärsecteur keng Mataarbechter entlooss.

**Tunnel Schieburg** | Question **8080** (07/06/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Emile Eicher** | **M. Aly Kaes** | **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

Säit dem 27. August 2022 ass den Tunnel Schieburg op der Nordzuchstréck tëscht Kautebaach a Wëlwerwolz gespaart. Doduerch feelt eng wichteg Zuchverbindung zu Lëtzebuerg, virun allem fir d'Leit aus dem Norden. Bei enger rezenter Pressekonferenz vun den CFL ass kloergestallt ginn, dass den Tunnel net wéi geplangt no der Ouschtervakanz rëm konnt opgoen. Zënterhier ass kee konkreeten Datum gewosst, wéini d'Linn 10 rëm operabel ass. Doriwwer eraus geet aus enger rezenter Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7975 ervir, dass elo schonns geplangt ass, déi genannte Stréck fir den Zuchverkéier am Zäitraum vum 19. August bis den 10. September 2023, wou och d'Fouer stattfënnt, um Tronçon Ettelbréck–Gouvy, ze spären.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Kann den Här Minister eis soen, wat den aktuelle Stand vun den Aarbechten am Tunnel Schieburg ass?

– Ass et zu weidere Komplikatioune bei den Aarbechten am Tunnel Schieburg komm?

– Wéini soll déi genannte Stréck nees fir den Zuchverkéier opgoen?

– Firwat sinn d'Entretiensaarbechten, déi fir den Zäitraum August bis September 2023 geplangt sinn, net elo gemaach ginn, wou d'Stréck souwisou zou war respektiv zou ass?

**Réponse** (03/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Nodeems d'Gestengs, dat an den Tunnel gefall ass, komplett evakuéiert konnt ginn, sinn aktuell

d'Aarbechten amgaangen, fir déi definitiv nei Drostruktur op der concernéierter Plaz an den Tunnel anzebauen.

Zënter dass den 13. Februar 2023 festgestallt gouf, dass déi bis dohinner realiséiert Injektiounen net duerginn an doropshin den Aarbechtsprogramm ugepasst gouf, ass et zu kenge Komplikatioune bei den Aarbechte komm.

Den Deel vun der Nordstreck tëschent Kautebaach a Clierf wäert de 5. August 2023 nees a Betrib kënne goen.

D'Erneierungsaarbechten, déi fir d'Period vum 20. August bis den 10. September geplangt sinn, gesinn eng komplett Erneierung vun de Gleiser (Schinnen, Schwellen a Ballast) tëscht Wëlwerwolz an Draufelt vir. Dobäi handelt et sech ëm ± 4.200 m Gleis, dat mat Hëllef vun engem mechaneschen Ëmbauzuch erneiert gëtt. Den Zougang fir dës spezialiséiert Aarbechtsmaschinnen an déi doduerch bedéngte Materialversuergung vum Chantier kann nëmme vu Süde Richtung Norde stattfannen, well dës Gefierer vun de Firmen, déi um Lëtzebuerger Reseau agreéiert sinn, keng Autorisatioun hunn, fir um belsche Reseau kënnen ze zirkuléieren.

Den Tunnel Schieburg, deen tëscht Kautebaach a Wëlwerwolz läit, huet also den Accès per Schinn wärend de Méint, wou d'Nordstreck op dem betraffene Streckendeel zou war an och nach ass, verspaart. Wéinst der Topographie an dem Mangel un adequate Stroossenaccèse war d'Erneierung vun de Gleiser anescht wéi duerch déi mechanesch Method net denkbar.

**Sécurité aérienne** | Question **8081** (08/06/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3768 vum 4. Mäerz 2021 iwwert verschidde Sécherheetsmängel um Findel, déi am Kader vun engem Audit vun der ANA duerch d'DAC festgestallt goufen, huet den Här Minister deemools ënner anerem dat hei geschriwwen: „An den Deeg nom Audit gouf der DAC e korrektiven Aktiounsplang, deen aus e puer Etappe besteet, zur Verfügung gestallt, wéi bei all Netkonformitéit. Dëse leeft bis Enn 2021 a gouf vun der DAC guttgeheescht."

Zu der Fro vum schlëmmstméiglechen Impakt op de Findel huet den Här Minister deemools geschriwwen: „Aus enger operativer Perspektiv, wier déi extreemste Moossnam theoreetesch e partiellt oder komplett Zoumaache vum Fluchhafen oder vum Loftraum. Sou eng Moossnam schéngt allerdéngs am Moment weeder gerechtfäerdegt nach proportional." Wéi rezent an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 7950 vum honorabelen Deputéierte Sven Clement ze liese war, koum et an der Lescht awer zu substanziellen Aschränkungen am Passagéierverkéier, well d'Zuel vun de Landunge vun 20 op zwielef pro Stonn huet misse reduzéiert ginn. Als Begrënnung schreift den Här Minister dann ënner anerem dat hei: „Am Kader vun engem Audit vun der Administration de la navigation aérienne (ANA) huet d'Direction de l'aviation civile (DAC) eng Rei Nonkonformitéite festgestallt. Eng dovun ass als Niveau 1 klasséiert ginn an d'DAC huet eng direkt Aktioun vun der ANA gefrot, déi d'Zuel vun den Arrivéeën op 12 pro Stonn limitéiere soll, soulaang déi Nonkonformitéit net geléist gouf."

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi déi zwee Dossiere liéiert sinn? Handelt et sech ëm zwee verschidden Auditen oder ëm de Suivi vun identesche Problemer? Kann den Här Minister am éischte Fall preziséieren, wéi sech dës héich Zuel u Pannen innerhalb vu kuerzer Zäit erkläert respektiv, am zweete Fall, firwat den urspréngleche Delai, fir déi festgestallte Mängel bis Enn 2021 ze redresséieren, net agehale gouf?

2. Kann den Här Minister elaboréieren, mat wéi vill Ausfäll a Verspéidungen d'Passagéier um Findel notamment wärend der Saison musse rechnen a preziséieren, wéi laang eng duerchschnëttlech Verspéidung kéint daueren?

3. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi dës Mängel sech allgemeng op déi international Reputatioun vum Findel auswierken a preziséieren, ob an deem Zesummenhang scho Fluchgesellschaften annoncéiert hunn, hir Aktivitéiten um Findel ze reduzéieren oder anzestellen, respektiv op geplangt Expansiounen oder nei Néierloossungen ze verzichten?

4. Kann den Här Minister elaboréieren, eréi ee Chiffre d'affaires der Firma lux-Airport als Exploitatiounsgesellschaft duerch dës Reduktioun maximal ka verluer goen a preziséieren, ob dës oder och de Staat direkt am Risiko stinn, an dësem Zesummenhang missen Indemnitéiten u betraffe Fluchgesellschaften ze leeschten?

**Réponse** (19/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Wat déi zwee Dossieren ugeet, esou handelt et sech ëm zwee verschidden Auditen. D'Direction de l'aviation civile (DAC) huet Restriktiounen ausgeschwat wéinst feelenden Zertifikater vun de Kompetenzniveaue vun den Techniker vun der Administration de la navigation aérienne (ANA). Dës sinn noutwenneg, fir verschidden Zorte vu Maintenance un den technesche Ekipementer kënne konform duerchzeféieren. D'ANA huet doropshin zousätzlech Formatiounen ugefrot, fir déi noutwenneg Zertifikater ze kréien, fir dass d'Restriktiounen dann esou séier wéi méiglech kënnen opgehuewe ginn.

Wat d'Fro iwwer déi héich Unzuel vun Defaillancen ugeet, soll drop higewise ginn, datt dëst d'Resultat vun enger Successioun vun Evenementer ass, déi haaptsächlech op eng feelend Antizipatioun vun der Ëmsetzung vun existéierenden europäeschen Obligatiounen zeréckgeet. Dëst betrëfft am Moment haaptsächlech de CNS-Domän (Kommunikatioun, Navigatioun, Iwerwaachung), dee rezent vun engem ganz héije Personalausfall betraff ass.

Zu de Verspéidunge bzw. Ausfäll vu Flich kann ee soen, datt dës normalerweis op verschiddene Grënn baséieren, wéi zum Beispill op technesche Pannen, schlechte Wiederkonditiounen, der maximaler Kapazitéit vu verschiddene Loftraim, Streik vu verschiddenen Acteuren aus der Loftfaart etc. Deemno ass et net méiglech, den Impakt vun dëse Restriktiounen op eenzel Flich genee ze bezifferen.

Et sief drun erënnert, dass d'Audite vun der DAC als Kontrollautoritéit gemaach gi fir sécherzestellen, dass déi international an europäesch Reglementer agehale ginn, dëst ëmmer mam Zil, fir d'Sécherheet um Fluchhafen ze assuréieren. Bis elo gëtt et keng Indizien dofir, datt sech dës Restriktioune vun de Landungen negativ géifen op d'Reputatioun vum Fluchhafe Lëtzebuerg auswierken. Vusäite vun de Fluchgesellschafte gëtt et keng Informatiounen iwwert e reellen Impakt op hir Aktivitéiten. Dës Restriktioune féieren am Eenzelfall zu Verännerunge vun de Landezäiten.

lux-Airport zitt och weiderhi Landetaxen an, dës bleiwen no den normale Reegelen och weider fälleg. Et gouf bis haut nach keng Annulatioun vu Flich oder Ëmleedunge wéinst den aktuell gëltege Limitatiounen, dohier och keng Verloschter op Säite vu lux-Airport.

**Report de certaines épreuves écrites de l'examen de fin d'études secondaires** | Question **8083** (08/06/2023) de **M. Marc Spautz** | **M. Paul Galles** (CSV)

Eisen Informatiounen no gouf en Deel vun de schréftlechen Epreuvë vum Examen de fin d'études secondaires op déi Woch no der Péngschtvakanz verréckelt. Den Delai fir d'Verbesserung gouf awer net adaptéiert, soudass déi original Kopië vun de Schüler hu misse fotokopéiert ginn, fir dass d'Enseignanten deen Delai iwwerhaapt konnten anhalen.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Kann den Här Minister d'Verréckele vun engem Deel vun de schréftlechen Epreuven op déi Woch no der Péngschtvakanz confirméieren?
• Wa jo, wéini gouf déi Decisioun geholl a wat sinn d'Grënn dofir?

– Kann den Här Minister eis doriwwer informéieren, wéi vill Fotokopien opgrond dovun hu misse gemaach ginn, am Total an opgeschlësselt no Fach a Lycée?

**Réponse** (11/07/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

De schréftlechen Deel vum Premièresexame leeft iwwer 7 Deeg, déi op 2 Woche verdeelt sinn. Wärend dëser Zäit schreift all Schüler Examen a 6 Fächer. Well dëst Joer Päischten, an domat och d'Päischtvakanz, relativ spéit louch, war den Ecrit ursprénglech integral virun dëser Vakanz geplangt. Den Oral sollt no der Vakanz stattfannen.

Am Virfeld vun den Examen huet d'CNEL Bedenke geäussert, well déi 7 Examensdeeg vum schréftlechen Examen op zwou Wochen hannerenee louchen. Si hunn dorop higewisen, dass d'Schüler wéinst der Pandemie méi eng schwiereg Troisième an Deuxième hannert sech hätten, an hunn duerfir gefrot, datt eng Preparatiounszäit tëschent déi 2 Ecrits-Examenswoche géif placéiert ginn. Fir deem Wonsch kënnen nozekommen an trotzdeem de Schüler den Diplom spéitstens den 1. Juli zur Verfügung ze stellen, gouf eng Woch Oral mat enger Woch Ecrit ausgetosch.

Dës eemoleg Mesure huet awer mat sech bruecht, dass manner Zäit bliwwen ass, fir den zweeten Deel vum Ecrit ze verbesseren. Fir dass d'Membere vun den Examenskommissiounen nawell mat der néideger Rou hir Kopië verbessere konnten, hunn ech d'Direktioune vun de Lycéeën ugewisen, gläich no de jeeweilegen Epreuvë vun der 2. Ecrit-Woch Kopië vun de Schüler hiren Äntwerten un den zweeten an drëtte Correcteur ze schécken.

An där zweeter Partie vum Premièresexame goufen 8.286 individuell Epreuvë geschriwwen. D'Kopien, déi gemaach goufen, verdeele sech follgendermoossen op d'Sektiounen a Variante vum ESC an op d'Sektioune vum ESG:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Et ass allerdéngs kaum méiglech, dës Zuele pro Lycée ze ventiléieren.

**Traitement de la Long-Covid** | Question **8084** (09/06/2023) de **M. Max Hengel** (CSV)

Am Juli 2021 huet d'Regierung e Pilotprojet fir eng multidisziplinär Behandlung vu Long-Covid-Patiente

presentéiert. Zanterhier ginn déi betraffe Patienten am CHL, an der Rehaklinick du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP), am Rehazenter an am Domaine thermal Mondorf behandelt. Mengen Informatiounen no krute verschidde Patienten, déi un deem Programm deelhuelen, trotzdeem e Refus vum Kontrolldokter vun der CNS.

An dem Zesummenhang wollt ech follgend Fro un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Wéi vill Patiente si bis ewell am Kader vum Long-Covid-Programm behandelt ginn?

2. Wéi vill Patiente kruten e Refus vum Kontrolldokter, obwuel e Spezialist virdru Long-Covid diagnostizéiert hat a si am Kader vum Long-Covid-Programm behandelt goufen?

3. Firwat gëtt bei Patienten, déi am Kader vum Long-Covid-Programm behandelt ginn, d'Diagnos vum Spezialist net d'office vun der CNS unerkannt?

4. Wéi vill huet de Projet Long-Covid bis ewell kascht?

**Réponse** (11/07/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. D'Finanzéierung vum Long-Covid-Programm, deen den 8. Juli 2021 virgestallt gouf, deemools ënnert der Form vun engem Pilotprojet, ass ufanks 2022 vun der Krankeversécherung iwwerholl ginn a soll de Patienten, déi u Long Covid leiden, eng méi adäquat a pluridisziplinär Prise en charge garantéieren.

Am Kader vun dësem Programm si bis haut 1.006 Patiente behandelt ginn.

ad 2. an 3. Am Kader vun der Diagnos an der Prise en charge vum Long-Covid gëtt d'Prise en charge vum Patient an Etappe vun de bedeelegte Spideeler realiséiert. Dës Prise en charge viséiert, déi festgestallte Krankheetsbiller ze verbesseren.

Bei enger laanger Aarbechtsonfäegkeet vum Patient kënnt et vir, datt e Long-Covid-Patient an de medezinnesche Kontrolldéngscht vun der sozialer Sécherheet (Contrôle médical de la sécurité sociale – CMSS) geruff gëtt, haaptsächlech am Beräich Krankegeld.

Dem Kontrolldokter seng Aufgab besteet doran ze evaluéieren, ob all Assuré fäeg ass ze schaffen oder net, fir deen e Krankeschäin ausgestallt gouf.

De CMSS stellt no der Analys en Avis op. Op dësem medezinneschen Avis baséiert d'Decisioun vun der Gesondheetskeess.

Den Artikel 419 Alinea 1 vum Code vun der sozialer Sécherheet gesäit Follgendes vir: « Le CMSS a pour mission d'évaluer l'état de santé des assurés dans les cas prévus par les lois, règlements ou statuts afin de se prononcer dans des avis motivés sur les éléments d'ordre médical qui commandent l'attribution de prestations de sécurité sociale. »

Wat d'Zuelen ubelaangt, ass ze soen, dass, am Joer 2021, 261 Patiente vum Kontrolldokter gesi goufen, an der dovu 26 als aarbechtsfäeg deklaréiert goufen. Fir d'Joer 2022 huet de Kontrolldokter am Ganze 411 Long-Covid-Patiente gesinn, an 48 dovu kruten e Refus. A fir 2023 krute bis elo 6 vun den ënnersichten 90 Patienten eng Aarbechtsonfäegkeet refuséiert. Dësen Taux läit an der Moyenne vum Taux vu Patienten, déi ingesamt vum Contrôle médical als aarbechtsfäeg deklaréiert ginn. Am Joer 2021 waren dat 12 %.

ad 4. D'Zomm, déi vum Gesondheetsministère am Kader vun den Accorde vum Pilotprojet iwwer de Long-Covid bezuelt gouf, beleeft sech op 1.075.369,25 Euro.

Donieft gëtt d'Prise en charge vom Long-Covid vun der CNS finanzéiert am Kader vun de bekannte Finanzéierungsprinzippie vun der Dokteraktivitéit iwwert d'Nomenclature an d'Spidolsaktivitéit iwwert de järleche Budget vun den eenzelne bedeelegte Spideeler.

**Fraude contre la sécurité sociale** | Question **8085** (09/06/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Wéi een an der Press vum 8. Juni 2023 noliese kann, huet d'Krankekeess d'lescht Joer eng negativ Bilanz vun 41,6 Milliounen Euro gemaach, wat bedeit, datt déi global Reserv weiderhin ofhëlt. Mat Sécherheet droen och Frauden am Beräich vun der Krankeversécherung zu dësen Abousse bäi.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet:

– Mécht de Ministère fir d'sozial Sécherheet Estimatioune bzw. Statistiken, wat de geschätzte Volume ugeet vun de Frauden am Beräich vun der Krankeversécherung? Wa jo, kann den Här Minister eis dës Estimatioune bzw. Statistike matdeelen? Wann nee, firwat ginn esou Estimatioune bzw. Statistiken net gemaach?

**Réponse** (11/07/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Am Allgemengen ass et net méiglech, de genaue „Schued", deen d'Gesondheetskeess (CNS) duerch potentielle Bedruch dovu gedroen huet, ze bestëmmen. Och um internationalen Niveau gëtt et wéineg zouverlässeg a konkreet Donnéeën.

Fir awer den Impakt vum konstatéierte Bedruch, dem Mëssbrauch an de Feeler am Beräich ze moossen, huet d'CNS, a méi spezifesch de Service „Lutte abus et fraude", verschidde „Key Performance Indicators" (KPI) fixéiert, op Basis vun deenen d'Ausmooss an d'Evolutioun vum konstatéierte Bedruch, deen am Kader vun de Kontrolle festgestallt ginn ass, kënnen evaluéiert ginn.

Dës KPI, déi reegelméisseg an de järleche Rapporte vun der CNS publizéiert ginn, bestinn engersäits aus quantitativen Elementer wéi:

1. d'Unzuel un oppenen Dossieren (pro Joer);
2. d'Unzuel un Dossiere mat engem strofrechtleche[4] Suivi (pro Joer);
3. d'Unzuel u Saisinë vun der Commission de surveillance de la sécurité sociale[5] (pro Joer).

Och wann de Kampf géint de Bedruch an de Mëssbrauch sech op déi strofrechtlech Aktioune konzentréiert, duerch déi ee méi konkreeten Ausmooss vum Schued op Käschte vun der CNS ka festgestallt ginn, ass et awer och wichteg, de weesentlechen Aspekt vun der Präventioun ervirzehiewen, deen et erméiglecht, e potentielle Schued ze limitéieren.

Fir déi zwee Faktore „Repressioun" a „Präventioun" ze representéieren, gëtt et e 4. dediéierte KPI, deen de „geschätzte Betrag un detektéiertem a gestopptem Schued" duerstellt an esou eng méi cibléiert finanziell Dimensioun vun der Bekämpfung géint d'Feeler, de Bedruch an de Mëssbrauch an der Krankeversécherung an an der Fleegeversécherung erëmgëtt.

Esou kann also festgestallt ginn, dass de Betrag vum fréizäiteg detektéierten a gestoppte Schued, säit dem Ufank vun der Erhiewung am Joer 2021 (op Basis vun den Dossieren aus de staark vu Covid-19 betraffene Joren 2020 an 2021) a konstanter Progressioun ass.

[4] Plaintes et dénonciations sur base de l'article 23 du Code de la procédure pénale

[5] Article 73 du Code de la sécurité sociale

Tëscht Enn 2021 an Enn 2022 konnt eng Augmentatioun vu 4 Milliounen Euro verhënnertem Schued festgestallt ginn (7 Milliounen Euro Enn 2021, 11 Milliounen Euro Enn 2022).

En effikasse Kampf géint de Mëssbrauch, de Bedruch an d'Feeler ass e wichtegt Element am System vun der sozialer Sécherheet. Dofir wäert d'Gesondheetskeess weiderhin dem Volet vun der Präventioun, dem Noweis an de Sanktiounen eng grouss Wichtegkeet accordéieren.

**Primes pour panneaux photovoltaïques** | Question **8086** (09/06/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Paul Galles** (CSV)

Säit dem 1. Januar 2023 goufen d'Bäihëllefe fir Photovoltaikanlagen am Eegeverbrauch erhéicht. Och fir d'energeetesch Sanéierung, dat heescht, fir Gebaier ouni fossill Brennstoffer ze heizen, goufen d'finanziell Bäihëllefen ugepasst.

Bei de Photovoltaikanlagen ass den Datum vun der Commande op den 1.1.2023, an dee vun der finaler Rechnung op Enn 2025 fixéiert ginn. Bei den Heizsystemer kann d'Commande awer op en Zäitpunkt ab dem 1.11.22, d. h. virun der Publikatioun vum Gesetz, datéieren.

An dësem Kontext géife mir gäre weider follgend Froen un den Energieminister stellen:

1. Wéi verhält et sech elo mat Projektträger vu Photovoltaikanlagen am Eegeverbrauch, déi hir Anlag 2023 a Betrib huelen, ma déi awer schonns d'Commande 2022 respektiv villäicht esouguer eng éischt Ubezuelung am Joer 2022 gemaach haten?

2. Ginn déi Leit an deem Sënn benodeelegt, datt se dann ënnert déi al, manner avantagéis Konditioune falen, obwuel d'Anlag réischt 2023 a Betrib goung/geet oder gesäit de Minister do vir, fir och déi Anlagebedreiwer am Kader vun de modifizéierte Bäihëllefen ze consideréieren? Wa jo, ënnert wéi enge Konditiounen?

**Réponse** (11/07/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

D'Thematik, déi vun den éierewäerten Deputéierten ugeschwat gëtt, ass eng generell. An allen Hëllefsregimmer gëtt et Bedéngungen an Delaien, bannent deenen een d'Hëllefen ufroe muss. Béid Saache brénge mat sech, datt Grenzfäll entstinn. Dat ass net ze vermeiden.

Am konkreete Fall hei goufen déi scho ganz attraktiv Hëllefen am Kader vum Tripartitt-Accord vu September 2022 punktuell, fir eng limitéiert Zäit, nach emol geheicht, an d'Gesetz vum 23. Dezember 2022 „modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement" huet d'Datumer, wéi se am Tripartitt-Accord Mëtt September 2022 decidéiert an ënnerschriwwe goufen, ëmgesat.

Am Sënn vun der Froestellung konnt sech jiddereen ab Mëtt September 2022 no dësen neien Delaie riichten.

**Poursuites dans le cas de mobbing envers des mineurs** | Question **8087** (09/06/2023) de **M. Laurent Mosar** | **M. Léon Gloden** (CSV)

En Donneschdeg den 8. Juni 2023 ass op de soziale Medien ee Video diffuséiert ginn, wou ee jonkt Meedche vun anere Jonken harceléiert, geschloen an op uergstem Niveau erniddregt ginn ass. De Video huet sech séier verbreet, dat obwuel eigentlech keng Videoe vu Mobbing op de soziale Medien dierfe gewise ginn.

Aus engem RTL-Artikel zu dem genannte Video ass erauszeliesen, dass eng Plainte bei der Police deposéiert ginn ass. D'Police soll der Mamm vum Affer gesot hunn, hinne wieren d'Hänn gebonnen, well et sech ëm Mineuren handelt, an d'Unisec (Unité de sécurité du Centre socio-éducatif de l'État) hei am Land iwwerfëllt wier.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, d'Madamm Justizministesch an den Här Minister fir Educatioun riichten:

1. Kann d'Regierung déi uewe genannte Faite bestätegen?

2. Wéi eng Poursuitte si géint déi Schëlleg an d'Weeër geluecht ginn?

3. Ass domat ze rechnen, dass och juristesch Poursuitte géint Meta an d'Weeër geluecht gi wéinst der Verbreedung vun dësem Video?

4. Wann et sech effektiv ëm Mineuren handelt, firwat kënnen dës net an der Unisec zu Dräibuer placéiert ginn?
– Kann d'Regierung eis confirméieren, dass d'Unisec zu Dräibuer voll ass?
– Wa jo, wat gedenkt d'Regierung bei dëser urgenter Problematik vum Plazmangel an der Unisec ze ënnerhuelen?
– Si Vergréisserunge vun dëser Struktur virgesinn?

5. Wann et sech ëm Schüler aus engem Lycée handelt, wat gedenkt den Educatiounsminister ze ënnerhuelen, fir esou Virfäll virzebeugen?

**Réponse** (11/07/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Jo, d'Regierung ka bestätegen, dass et am Nomëtte vum 7. Juni um Gebitt vun der Région capitale zum genannten Iwwergrëff komm ass, an dass dëse kuerz drop an de soziale Medie veröffentlecht a gedeelt gouf. De Minister fir bannenzeg Sécherheet ass iwwer dëse Fall informéiert ginn an huet sech mat den aneren zoustännege Ministere concertéiert.

ad 2. Den Dag selwer nach gouf bei der Police eng Plainte gefouert, wouropshin de Parquet Lëtzebuerg kontaktéiert ginn ass, deen d'Entscheedung getraff huet, den SPJ mat de weideren Ermëttlungen ze befaassen.

ad 3. Vu dass et sech bei dëse Faiten ëm eng lafend Affär handelt, spillt de „secret de l'instruction". Deemno decidéiert aleng de Ministère public iwwer d'Opportunitéit, fir doriwwer ëffentlech ze kommunizéieren.

ad 4.
– Am Zäitraum vum 1. Januar 2023 bis de 15. Juni 2023 ware wärend 36 Deeg all 12 Plaze vun der Unisec beluecht. De Rescht vun der Zäit waren nach Plazen an der Unisec op.

– Am Kader vum neie Jugendschutzgesetz sollt d'Unisec an e Centre pénitentiaire pour mineurs ëmgebaut ginn.

– Momentan gëtt eng Analys vun de Besoine vun dëser neier Struktur gemaach.

ad 5. De Kampf géint de Mobbing an de Cybermobbing betrëfft déi ganz Schoulgemeinschaft an ass wichteg, fir d'mental Gesondheet vun de Jonken ze stäerken.

De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend ass sech der Wichtegkeet vun dëser Thematik bewosst a setzt sech op villen Achsen an der Preventioun vu Gewalt a Mobbing an. Divers Projeten erlaben et engersäits, an der Schoul dem Mobbing an der Gewalt virzebeugen, an anerersäits, den Encadrement an d'Begleedung vun Affer an Auteure kloer ze encadréieren.

1. Campagne „Exit Mobbing": eng Campagne, fir op Mobbing an der Schoul ze reagéieren a fir preventiv ze handelen

Eng Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagne mam Numm „Exit Mobbing" gouf dëst Schouljoer vum CePAS gestart. Dës Campagne adresséiert sech un d'Schüler an hir Elteren. Am Hierscht gëtt d'Campagne op d'Zilgrupp vum Schoulpersonal erweidert.

Wuel wëssend, datt et dacks schwéier fir e Schüler ass, sech engem unzevertrauen, wann hie belästegt gëtt, ass d'Zil vun dëser Campagne, de Phänomeen vum Mobbing ze enttabuiséieren. D'Affer sollen deculpabiliséiert ginn a sech trauen, och innerhalb vum Lycée no Hëllef ze froen. D'Zeie sollen net méi ewechkucken.

Dës Aktioun huet als Zil, iwwert d'Konsequenze vum Mobbing fir Affer, Zeien awer och Auteuren opzeklären.

2. Campagne „Not Sharing is caring": eng Campagne, fir op d'Implikatioune vum Deele vu Gewaltvideoen opmierksam ze maachen

Ufank Juli lancéiert den Educatiounsministère eng Campagne an Zesummenaarbecht mat der Police an dem Parquet, fir iwwer de Phänomeen vun de Gewaltvideoen opmierksam ze maachen. D'Zil vun der Campagne ass et, jonk Leit ze encouragéieren, hiert Verhalen an dat vun anere Leit ze hannerfroen an Zivillcourage ze weisen, andeems si direkt reagéiere bei Gewaltdoten an net ewechkucken oder souguer een Deel vun der Gewalt ginn. D'Campagne, déi iwwer déi sozial Medie gedeelt gëtt, enthält zwee Kärmessagen:

– Wann s du Zeie vun enger Gewaltdot gëss, ruff d'Police!
– Wann s du ee Gewaltvideo geschéckt kriss, da schéck en net weider, fräi nom Motto „Not sharing is caring".

3. Richtlinnen zu de Vertraulechkeetsreegelen an der psychosozialer an edukativer Praxis

De CePAS huet Richtlinnen opgrond vun der besteeënder Gesetzeslag zesummegestallt, déi der Uwendung vu Vertraulechkeetsreegelen am Kontext vun der multiprofessioneller Zesummenaarbecht am Lycée déngen.

Dës Richtlinnen erméiglechen e gemeinsaamt Verständnis vun de Schüler, den Enseignanten, der Direktioun an dem psychosozialen an edukative Personal zu de vertraulechen Informatiounen a sensibelen Donnéeën, déi duerfe gedeelt ginn an déi net duerfe gedeelt ginn am Kader vun der Betreiung vun de Schüler.

Dës Richtlinne beschreiwen och Fäll, an deenen d'Beruffsgeheimnis seng Limitten huet a wou d'Situatioune bei den zoustännegen Autoritéite musse gemellt ginn.

4. Aféiere vun engem „Délégué à la protection des élèves" an all Lycée

Dat rezent modifizéiert Lycéesgesetz gesäit vir, datt all Lycée d'Funktioun vun engem Délégué à la protection des élèves (DPE) aféiert. Déi designéiert Mataarbechter aus de SePAS oder den SSE, déi dës Funktioun iwerhuelen, hunn d'Missioun, d'Rechter vum Jonken ze promouvéieren, ënner anerem iwwer d'Aféierung vun engem interne Schutzkonzept. D'Schoulgemeinschaft gëtt sensibiliséiert, wéi d'Schüler géint all Form vu Mëssbrauch a Gefor kënne geschützt ginn. Den DPE dréit déi néideg Informatiounen un d'Schoulacteuren erun an ass de privilegéierte Gespréichspartner, wann et dorëms geet, fir d'Schoulacteuren am Handele géint Gewaltsituatiounen ze ënnerstëtzen an ze beroden.

5. Pilotprojet „Bientraitance": preventiv an disziplinaresch Moossnamen an der Schoul

Am Joer 2022 hu véier Lycéeën um Pilotprojet „Bientraitance" deelgeholl. Dëse Projet bitt de Fachleit pedagogesch Instrumenter un, fir dat generellt Schoulklima ze verbesseren, d'Rechter vun de Jonken ze schützen an d'Schoul, duerch d'Reduktioun op Mobbingsituatiounen, als e séchert Liewens- a Léierëmfeld ze stäerken.

D'Zil vun der preventiver Moossnam Espace de parole régulé (EPR) ass et, d'Empathie an déi kollektiv emotional Intelligenz bannent dem Klassegrupp ze stimuléieren an de Grupp staark ze maachen, fir selwer Léisungen op Konflikter tëschent de Schüler ze fannen. D'emotional Reguléierung vum Eenzelen an och der ganzer Klass gëtt heiduerch direkt am Schoulalldag gefërdert.

D'EPR-Moossname maachen et och méiglech, Situatioune vun emotionaler Nout fréizäiteg ze identifizéieren an eng geziilt Prise en charge a Berodung beim SePAS unzefroen.

D'Zil vun der disziplinarescher Moossnam Conseil d'éducation à la citoyenneté (CEC) ass et, dem Auteur d'Méiglechkeet ze ginn, no enger Transgressioun vun de Schoulreegelen seng Dot erëm guttzemaachen am Kontext vun enger edukativer Moossnam an als „Bierger" Verantwortung fir säin Handelen ze iwwerhuelen. De Conseil vum CEC funktionéiert als pedagogesch Struktur, déi op eng partizipativ Manéier Moossname festleet, déi eng „sozial Rehabilitatioun" vum Jonken erméiglechen.

De CEC gëtt complementaire zu den disziplinaresche Moossname vum Conseil de discipline agesat.

6. BEE SECURE

Zënter Joren intervenéieren d'Formateure vu BEE SECURE a Lycéeën an am Fondamental, fir iwwert d'Gefore vum Internet, vun de soziale Medien an neien Technologien opzeklären. Formateure vu BEE SECURE kënnen direkt vu Schoule gebucht ginn a bidden eng divers Palett vu Formatiounen un, esou dass d'Offer un d'Besoine vun der jeeweileger Schoul oder Klass kann ugepasst sinn. Fir um neiste Stand vun den Technologien ze bleiwen, entwéckelt BEE SECURE seng Offer ëmmer rëm weider an traitéiert dohier och d'Phänomeen vun de Gewaltvideoen a senge Coursen.

7. Permanenten Aarbechtsgrupp mam CoDir an de Chefs de département EPS

Fir zesumme mat alle concernéierten Acteure géint Mobbing a Gewalt an de Schoule virzegoen, huet de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend ee permanenten Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff, fir gemeinsam Reaktiounen op Gewalt- a Mobbingphänomeener ze fannen. An dësem Grupp sollen och Méiglechkeeten ausgeschafft ginn, fir Jonker ze ënnerstëtzen, déi een net adaptéiert Verhale weisen.

8. IFEN-Formatioun zum Theema Gewaltvideoen

Ab Hierscht lancéiert den IFEN eng Formatioun, déi an Zesummenaarbecht mam Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend, der Police an dem Parquet ausgeschafft ginn ass. An dëser Formatioun, déi sech haaptsächlech un Enseignanten aus dem Secondaire riicht, ginn d'Prozeduren a Fäll vu Gewalt rappeléiert, d'Prise en charge vun deene Jonken erklärt a Preventiounsusätz gedeelt.

**Impact financier du plafonnement du montant cotisable pour l'assurance maladie-maternité (AMM)** | Question **8088** (12/06/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Lors d'une réunion récente du Comité quadripartite, le déficit des opérations courantes pour l'exercice 2023 a été estimé à 41,5 millions d'€. Il s'agirait donc du quatrième exercice d'affilée qui pourrait se solder par un déficit.

Dans un communiqué publié suite à la réunion du Comité quadripartite, Monsieur le Ministre a rappelé qu'un groupe de travail « soutenabilité financière » aurait été chargé d'analyser et de proposer des pistes envisageables qui devraient permettre de retrouver un équilibre financier des opérations courantes de l'AMM.

Sachant que la base du calcul mensuel des cotisations pour certains risques sociaux, dont ceux pour maladie-espèces et pour maladie-soins, est plafonnée à cinq salaires social minimum mensuels (cumulé sur un an), je voudrais poser à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale les questions suivantes :

1) Combien d'assurés affiliés au Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) ont été concernés par un dépassement du plafond annuel maximum cotisable en 2022 ? Comment le nombre d'assurés concernés par un dépassement a-t-il évolué au fil des années ?

2) Quel a été le manque à gagner de l'AMM en 2022 suite au plafonnement du montant annuel cotisable ? Comment ce manque à gagner a-t-il évolué au fil des années ?

**Réponse** (21/07/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) En 2022, 34.665 assurés de l'assurance maladie-maternité (AMM) ont été concernés par un dépassement du plafond annuel maximum cotisable, ce qui représente 5,2 % de l'ensemble des assurés de l'AMM.

Alors que le nombre d'assurés de l'AMM concernés par un dépassement a progressé de +15,6 % entre 2018 et 2022, la part qu'ils représentent dans l'ensemble des assurés de l'AMM n'a que peu évolué (+3,1 %) (tableau n° 1).

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2) Étant donné que le Code de la sécurité sociale définit un seuil au niveau du revenu cotisable pour la perception des cotisations de l'AMM et que certaines prestations sont, par analogie, également plafonnées au niveau de ce même seuil (prestations en espèces), le dépassement du plafond de 5 fois le SSM ne peut pas être considéré comme un « manque à gagner ».

Toutefois, si le plafond au niveau des cotisations n'existait pas, alors l'AMM aurait perçu, sur toute l'année 2022, 290 millions d'EUR[6] en plus, ce qui représente 7,6 % des recettes de cotisations de l'AMM.

Alors que le montant des cotisations « déplafonnées » a progressé de +28,9 % entre 2018 et 2022, la part qu'il représente dans les recettes de cotisations de l'AMM est resté stable (+0,1 %) (tableau n° 2).

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Centre pour enfants et jeunes à haut potentiel – CEJHP** | Question **8089** (13/06/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

[6] Y inclus la part des cotisations à charge de l'État (art. 31 CSS)

Am Joer 2018 ass am Kontext vun de Strukture fir Schüler mat spezifesche Besoinen och en Zenter fir héichbegaabte Kanner a Jugendlecher (Centre pour enfants et jeunes à haut potentiel – CEJHP) geschafe ginn. Dësen Zenter ass doriwwer eraus och Ulafstell fir Elteren an Educatiounspersonal.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Wéi vill Schüler hunn zënter 2018 op d'Servicer vum CEJHP zréckgegraff?
– Wéi vill dovu kommen aus dem Enseignement fondamental?
– Wéi vill dovu kommen aus dem Enseignement secondaire?

2. Wéi ass d'Verhältnis vun de Schüler mat enger „prise en charge ambulatoire" par rapport zu deene mat enger „scolarisation spécialisée"?

3. Ganz allgemeng, huet den Här Minister e Bilan iwwer déi 5 éischt Jore vum CEJHP zéie gelooss?
– Wa jo, wat sinn d'Conclusiounen dovun a wou sinn déi publizéiert?
– Wann net, firwat net?

**Réponse** (18/07/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Säit 2018 huet de CEJHP 951 Schüler gesinn, dovunner konnt bei 388 Schüler eng Héichbegabung festgestallt ginn.

Aktuell kréien insgesamt 251 Schüler eng Prise en charge vum CEJHP. Dovunner kommen der 149 aus dem Enseignement fondamental an 102 aus dem Enseignement secondaire.

ad 2. De CEJHP bitt keng Scolarisation spécialisée un. Deemno handelt et sech bei sämtleche Prise-en-chargen ëm ambulant Moossnamen.

ad 3. Opgrond vun der Motioun N° 2776, déi den 31. Mee 2017 an der Chamber adoptéiert gi war, huet de MENJE eng Evaluatioun vum System ronderëm d'Prise en charge vu Schüler mat spezifesche Besoine gemaach. De Rapport mat de Conclusioune vun dëser Evaluatioun ass am Januar 2023 publizéiert ginn.

D'Conclusioune vun dëser Evaluatioun baséieren op 3 Voleten: engem Sondage beim Léierpersonal an dem EPS-Personal, enger Etude vun der Commission nationale d'inclusion an enger Etude vun den 8 Kompetenzzentren an der ATVA, also och vum CEJHP.

D'Etude vun de Kompetenzzentren an der ATVA ass vun der externer Consultingfirma Exigo gemaach ginn, déi d'Implementatioun, de Fonctionnement, d'Finanzen, d'Gestioun vun de Ressourcen an déi intern an extern Kommunikatioun vun de Kompetenzzentren an der ATVA analyséiert huet. Fir dës Analys ze maachen, hat Exigo een Audit-Questionnaire un d'Personal vun de Kompetenzzentren an der ATVA adresséiert, fir déi 7 Prinzippie vum Qualitéitsmanagementsystem ISO 9000 ze testen.

Fir de CEJHP hat Exigo follgend Recommandatioune gemaach:

– Betreffend d'Leedung vum Kompetenzzenter: eng Strategie entwéckelen, fir déi héich begaabte Schüler besser ënnerstëtzen ze kënnen; déi intern Organisatioun adaptéieren a méi Personal astellen; Synergië mat externe Collaborateure kreéieren an sech méi intensiv an der Recherche am Beräich Héichbegabung involvéieren; Formations continues organiséieren an intern méi Reuniounen ofhalen.
– Betreffend d'Aarbechtsëmfeld: d'Raimlechkeete besser opdeelen, fir dass zum Beispill ee separate Raum do ass fir d'Kommunikatioun mat den Elteren ze verbesseren; eng besser Organisatioun vun de Raimlechkeeten duerch d'Reservatioun vu Säll; dat informatescht Material uniformiséieren; méi digital ginn, wat d'Gestioun vun den Demanden a vun de Schülerdossieren ubelaangt, a méi visibel ginn duerch d'Schafe vun enger Internetsäit mat Informatiounen, déi een erofluede kann.

**Dépassement de cyclistes** | Question **8090** (14/06/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An enger aktueller Informatiounscampagne sensibiliséiert de Mobilitéitsministère d'Autofuerer an aner Chaufferen iwwert den obligatoresche Sécherheetsofstand vu mindestens 1,5 m beim Iwwerhuele vun engem Vëlo.

An deem Kader stellt sech d'Fro, wéi et ëm Iwwerhuelmanöver tëscht Autoen a Vëloen op enger Voie suggestive („Angebotsstreifen") steet. Hei gesäit den Arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques nämlech Follgendes vir:

„Art. 118 §1 a) :
[...] Toutefois, si la densité de la circulation le justifie, les conducteurs de véhicules peuvent circuler en files parallèles
– sur les chaussées à double voie de circulation dans le même sens ;
– sur les chaussées à sens unique divisées en voies de circulation ;
– sur les tronçons de chaussées spécialement signalés à cet effet ;

Art. 125 :
Dans les cas visés à l'article 118, paragraphe 1 sous a), le fait que les conducteurs d'une file ou voie de circulation circulent à plus grande vitesse que ceux d'une autre file ou voie de circulation n'est pas considéré comme dépassement."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Fro stellen:

– Gëllt den Ofstand vun 1,5 m och, wann een Auto ee Vëlo, deen op enger Voie suggestive ass, iwwerhëlt?

**Réponse** (19/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

A senger parlamentarescher Fro stellt den honorabelen Deputéierten d'Fro, ob den Ofstand vun 1,5 m och gëllt wann en Auto e Vëlo, deen op enger Voie suggestive ass, iwwerhëlt.

D'Obligatioun fir, als Fuerer vun engem motoriséierte Gefier, beim Iwwerhuele vun engem Vëlo en Ofstand vun 1,5 anzehalen, gëllt och am Fall vun enger „voie suggestive", respektiv wéi am Artikel 2 ënner 1.13. definéiert, enger „voie de circulation d'une chaussée, qui est destinée mais non réservée à la circulation des cycles et qui est séparée du reste de la chaussée par une ligne discontinue".

Bei sou enger „voie suggestive", oder „Angebotsstreifen", handelt et sech tatsächlech net ëm eng eege Spuer, déi fir de Vëlo reservéiert ass, mee ëm en Deel vun der Strooss, deen de motoriséierte Verkéier wa méiglech evitéiere soll, mee trotzdeem benotzen dierf. Autofuerer, déi laanscht de Vëlosfuerer komme wëllen, mussen also en Iwwerhuelvirgang maachen an domat och den Ofstand vun 1,5 Meeter respektéieren.

Bei der Vëlosspuer, oder „voie cyclable obligatoire", hunn d'Auto- an d'Vëlosfuerer jeeweils hir eege Spuer. Et gëtt niewentenee gefuer wéi am Artikel 118 §1 a) beschriwwen. Jidderee kann hei seng eege Vitess bestëmmen a wann d'Autofuerer laanscht d'Vëlosfuerer fueren, ass dëst net als Iwwerhuelvirgang ze bezeechnen, wéi am Artikel 125 erkläert.

**Réservoirs d'eau de pluie** | Question **8092** (19/06/2023) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

Aus der geschwater Press si mir rezent gewuer ginn, datt et sech an dësen Zäiten, an deenen sech eng Klimakris um Horizont ofzeechent, mëttelfristeg rentéiere géif, fir an de landwirtschaftleche Betriber, awer och am Wäibau, Waasserreservoiren unzeleeën, déi iwwer de Wanter an d'Fréijoer opgefëllt kënne ginn.

An deem Kontext wollte mir dem Här Landwirtschafts- a Wäibauminister follgend Froe stellen:

1. Huet den Här Minister en Iwwerbléck iwwer all déi Betriber, déi schonn haut iwwer eege Waasserreservoire verfügen?

2. Ënnerstëtzt de Landwirtschaftsministère finanziell de Bau vu Waasserreservoiren, déi am Interêt vun de landwirtschaftleche Betriber an dem Wäibau ugeluecht ginn? Wa jo, wat sinn do d'Bedéngungen?

3. Ass et iwwerhaapt technesch méiglech, fir flächendeckend Reservoiren am Déngscht vum Wäibau unzeleeën, grad fir d'Bewässerung vu jonke Riewen?

**Réponse** (19/07/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Als generell Remark ass ervirzehiewen, dass d'Klimakris schonn zu Lëtzebuerg ukomm ass an dass d'Konsequenze vum Klimawandel ze spiere sinn. An de leschte Joren hate mir zu Lëtzebuerg repetitiv extreem Wiederevenementer, sief et a Form vu Staarkreen (2016 an 2018), oder Hëtztwelle mat extreemer Dréchent (2022).

Fir Kulturen, bei deenen een nëmme schwéier laanscht d'Bewässerung kënnt, wéi am Uebst- a Geméisbau, déi vun dëser Regierung jo besonnesch ënnerstëtzt ginn, soll esouwäit wéi méiglech net op Drénkwaasser a Grondwaasserreserven zréckgegraff ginn. De Stockage vu Reewaasser, Prelevementer vun Uferfiltrat an den naasse Joreszäite mat Stockage fir de Summer, esouwéi d'Opbereedung vu Klärwaasser, si Pisten, déi an enger wëssenschaftlecher Etüd an och a Pilotprojete sollen am Optrag vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung zesumme mam Landwirtschaftsministère gepréift ginn. Hei schaffen d'Ministèren an hir Verwaltungen zesumme mam Secteur, fir nohalteg Léisungen ze fannen. Natierlech kënnen déi Léisungen och am Wäibau sënnvoll sinn, besonnesch fir déi jonk Riewe gutt duerch d'Dréchephasen ze kréien.

ad 1. Déi lescht 20 Joer gëtt duerch d'ASTA bei der Berodung vu wäibauleche Gebaier op een Opfänke vu Reewaasser higewisen an och Waasserreservoire gebaut. En Iwwerbléck respektiv eng Datebank iwwer all déi Betriber, déi schonn haut iwwer eege Waasserreservoire verfügen, gëtt et net. Waasserreservoire brauchen eng Geneemegung nom Waassergesetz an Naturschutzgesetz (falls se an der Gréngzon stinn). Am Gaardebau probéieren d'Betriber säit jeehier, esouwäit wéi méiglech d'Reewaasser opzefänken an ze stockéieren, fir et kënne bei der Bewässerung ze gebrauchen.

ad 2. Schonn an dem bestoenden Agrargesetz konnten d'Betriber Waasserreservoiren a Bewässerungstechnike subventionéiert kréien.

De Gesetzesprojet vum neien Agrargesetz gesäit vir, datt d'Konditioune vum „agriculteur actif" mussen erfëllt sinn. Des Weideren dierf een net méi al wéi 65 Joer sinn, an de Betrib muss ee Standard Output vu mindestens 25.000 Euro virweisen.

D'Investitiounsprojete gi mat engem Taux vu 40 % subventionéiert. E jonke Bauer/Wënzer/Gäertner kann een zousätzlechen „top up" vu 15 % kréien.

ad 3 D'Uleeë vu Reservoiren ass staark ofhängeg vun der Topographie a bedéngt eng gréisser technesch Etüd. Fir d'Bewässerung vu jonke Riewen ass ugeduecht, op e puer Plaze Waasser aus der Musel ze huelen.

**Vols retardés et annulés chez Luxair** | Question **8093** (19/06/2023) de **M. Laurent Mosar** | **M. Serge Wilmes** (CSV)

An de leschte Woche goung ëmmer nees rieds vun iwwerduerchschnëttlech villen Annulatiounen oder Verspéidunge vu Luxair-Flich. Gestéiert gouf sech och un der Kommunikatioun vun der nationaler Fluchgesellschaft mat de betraffene Clienten.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte riichten:

– Kann den Här Minister eng Statistik iwwer Annulatiounen a Verspéidunge bei Luxair-Flich vun Ufank vun der Péngschtvakanz u virleeën?

– Wat sinn déi respektiv Grënn vun den Annulatiounen a Verspéidungen?

– Wéi eng Moossname gi getraff, fir déi beschriwwe Situatiounen – am Hibléck op d'Grouss Vakanz, déi an e puer Wochen ugeet – ze verbesseren?

– Wéi eng Moossname gi getraff, fir d'Kommunikatioun mat de Clienten am Fall vun Annulatiounen a Retarden ze verbesseren?

**Réponse** (21/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Ech wëll déi honorabel Deputéiert drop opmierksam maachen, dass d'Luxair eng privatrechtlech Gesellschaft ass, an de Staat weeder responsabel ass fir Verspéidunge bei der Gesellschaft, nach sech an hiert operationellt Geschäft amëscht.

Mir hunn awer bei der Gesellschaft Luxair nogefrot a krute follgend Äntwerte geliwwert:

An der Woch 21, do wou den Ufanksweekend vun der Péngschtvakanz dra war, huet d'Luxair 21 Volle vu 712 Volle missen annuléieren, dëst entsprécht 2,9 %. An der Woch 22 waren et just nach 2 Volle vu 713 Vollen, dat heescht 0,28 %. D'Situatioun war also direkt no dem éischte Péngschtweekend erëm ënner Kontroll, an och normal an nohalteg stabel déi Wochen duerno.

D'Ursaache waren haaptsächlech technescher Natur an déi doduerch kaskadéierend operationell Konsequenzen – duerch ongewéinlech an net planbar Accumulatioun vu Problemer, trotz Reservefliger – konnten net méi opgefaange ginn.

Bei der Luxair ass Qualitéit ganz wichteg an déi gëtt och konstant evaluéiert a verbessert. Bei grousse Problemer kann et awer punktuell zu Verspéidunge vum Traitement vun Demandë kommen oder zu Retarden an der Kommunikatioun. Och heirunner gëtt konstant geschafft.

**Échange de terrains étatiques avec la fondation « Hëllef fir d'Natur »** | Question **8094** (20/06/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 7889 vum 17. Abrëll 2023 ass d'Madamm Ëmweltministesch op de potenziellen Tosch vu Staatsfläche mat ënnert anerem der natur&ëmwelt Fondation Hëllef fir d'Natur agaangen.

An dësem Kontext géif ech gäre weider follgend Froen un d'Ëmweltministesch stellen:

1. Ginn d'Bäihëllefen, déi de Staat fir den Opkaf duerch natur&ëmwelt Fondation Hëllef fir d'Natur ausgeschott huet, fir déi Flächen, déi concernéiert wieren an zum Tosch stéingen, nees un de Staat zeréck?

2. Ginn d'Flächen 1:1 am Wäert vun de Parzellen ausgetosch? Si sou Tauschaktioune mat natur&ëmwelt Fondation Hëllef fir d'Natur schonns an der Vergaangenheet gemaach ginn? Wat war d'Envergure, d'Konditiounen an d'Modalitéite fir änlech gelagert Tauschaktioune vun där Gréisstenuerdnung?

3. Wie war Demandeur vun dëser Operatioun?

4. Hu schonn aner Fondatiounen, ASBLen oder gemengnotzlech Organisatioune vu sou Tauschaktioune profitéiert? Wa jo, wéi eng?

**Réponse** (22/06/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Nee.

ad 2. Jo, d'Fläche ginn 1:1 am Wäert vun de Parzellen ausgetosch. Dëst war déi éischt Tauschaktioun mat natur&ëmwelt Fondation Hëllef fir d'Natur.

ad 3. natur&ëmwelt Fondation Hëllef fir d'Natur hat dësen Tosch ugefrot.

ad 4. Nee.

**Émergence d'un nouveau cannabis synthétique** | Question **8095** (20/06/2023) de **M. Gilles Baum** (DP)

Une loi interdisant la vente et la consommation de cannabinoïdes de synthèse est entrée en vigueur hier en France. Des médecins ont soutenu que la substance hexahydrocannabinol (HHC), qui est structurellement similaire au cannabinoïde naturel THC, doit être interdite en raison de ses effets psychoactifs. Selon mes informations, il est actuellement encore possible d'acheter et de consommer des produits contenant du HHC au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

– Quelle est l'évaluation de votre ministère quant aux effets psychoactifs du HHC et à leur impact sur la santé publique ?

– Madame la Ministre, avez-vous l'intention de suivre l'exemple français et d'interdire la vente du cannabinoïde de synthèse HHC ?

– Quelles initiatives le Ministère de la Santé envisage-t-il pour sensibiliser le public aux risques potentiels pour la santé liés à la consommation de produits contenant du HHC au Luxembourg, et comment les professionnels de la santé seront-ils soutenus ?

– Comment le Ministère de la Santé prévoit-il de surveiller l'évolution de la situation liée aux cannabinoïdes de synthèse au Luxembourg et d'évaluer l'efficacité des mesures prises pour protéger la santé publique ?

– Quel est l'état actuel de la recherche scientifique sur le HHC et les cannabinoïdes de synthèse, et comment ces données seront-elles prises en compte dans l'élaboration des politiques de réglementation ?

**Réponse** (20/07/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

En termes de structure chimique, le hexahydrocannabinol (HHC) est similaire au Δ9-tétrahydrocannabinol (Δ9-THC), le principal principe psychoactif du cannabis. D'un point de vue pharmacologique, le HHC est classé parmi les cannabinoïdes (c'est-à-dire les substances qui agissent sur les récepteurs cannabinoïdes). D'après son origine, le HHC est classé parmi les cannabinoïdes semi-synthétiques. En effet, le HHC en circulation est un cannabinoïde semi-synthétique qui peut notamment être synthétisé à partir de certains cannabinoïdes d'origine naturelle.

Alors que le HHC est connu depuis plus de huit décennies par la communauté scientifique, aucune étude pharmacologique ou toxicologique n'a été menée sur l'homme à ce jour. Selon des études de laboratoire in vitro et chez plusieurs espèces animales in vivo, le HHC semble avoir des effets largement similaires à ceux du cannabis et des produits à base de Δ9-THC et présente ainsi un potentiel de risques comparable à ce dernier.

Le Luxembourg n'a pas à suivre l'exemple français, étant donné que le HHC est contrôlé à l'échelle nationale en vertu du règlement grand-ducal modifié du 20 mars 1974 concernant certaines substances psychotropes.

Le monitoring national et européen, notamment par l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT), permettent d'être informé rapidement sur l'apparition et la propagation de nouvelles substances psychoactives à l'échelle nationale et européenne. À noter que le Ministère de la Santé a très tôt réagi à la première apparition des cannabinoïdes synthétiques. En effet, par le biais du règlement grand-ducal du 20 avril 2009 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 20 mars 1974 concernant certaines substances psychotropes, la liste des substances psychotropes a été étendue à l'ensemble de ces mêmes substances.

La sensibilisation et les mesures préventives en la matière sont assurées par les associations spécialisées en matière d'usage récréatif, de réduction des risques et de prévention qui participent par ailleurs activement au dispositif de monitoring national mentionné plus haut, étant donné qu'elles sont en contact direct avec les usagers et les consommateurs potentiels de produits psychoactifs sur le plan national.

En ce qui concerne l'élaboration des politiques de réglementation en matière de cannabis, il semble judicieux de rappeler que le dispositif expérimental d'accès légal au cannabis à des fins non médicales a également pour objectif de réduire l'attractivité et la prévalence de consommation de cannabinoïdes synthétiques.

**Imposition des avantages en nature** | Question **8096** (20/06/2023) de **M. Roy Reding** (ADR)

D'Ëffentlechkeet gouf rezent iwwert d'Press informéiert, datt den Här Wirtschaftsminister relativ héich „Spesenrechnungen" iwwert säi Ministère finanzéiere gelooss huet.

Wann een ënnert dem „bénéfice du doute" seng Ausso unhëlt, datt et sech dobäi ëm „Aarbechtsiessen" gehandelt huet, stellt sech awer follgend Fro:

– Wann en Independant oder eng Firma op hir eege Käschten (!) en Aarbechtsiesse bezuelen, kréien se systematesch vum Steieramt matgedeelt, hiren eegenen Deel un deem Iesse wier net emol steierlech ofsetzbar an si kréien op deen Deel vun där Depense eng „reprise privée". Ass d'Madamm Finanzminister der Meenung, datt am Fall wou de Staat, also d'Bierger, esou Speese bezuelen, de betraffene Minister net op d'mannst misst eng Quote-part als „avantage en nature" besteiert kréien?

**Réponse** (20/07/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Ewéi vum honorabelen Deputéierte Roy Reding a senger Ufro festgestallt, stëmmt et, datt eng Reprise privée am Alinea 7 vum Artikel 48 vum Akommessteiergesetz vun 1967 (LIR) virgesinn ass. Dës applizéiert sech awer nëmmen u gewëssen Typpe vu Revenu, an zwar fir e „bénéfice commercial", e „bénéfice agricole et forestier" oder e „bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale" (N° 1 bis 3 vum Artikel 10 LIR).

Engem Minister säin Traitement fält awer a keng vun dësen dräi Kategorien. Et handelt sech hei ëm e „revenu net provenant d'une occupation salariée" (N° 4 vum Artikel 10 LIR/Art. 95 LIR). An deem Kontext ass keng Reprise vun Ausgabe fir Aarbechtsiesse virgesinn.

Ausgabe fir Aarbechtsiessen, sief et am Privat- oder am ëffentleche Secteur, kënnen op Basis vum Artikel 95 Alinea 2 LIR net als Avantage en nature fir e Salarié respektiv Minister geltend gemaach ginn.

Et ass also festzestellen, dass et keng Differenzen am Traitement tëscht ëffentlechem a privatem Secteur gëtt. Déi Differenzen, déi vum Här Deputéierten ugedeit ginn, entstinn doduerch, datt et sech ëm verschidde Kategorië vun Akommes handelt, déi eeben anescht bestëmmt ginn.

**Salaires des jeunes avocats** | Question **8097** (21/06/2023) de **M. Laurent Mosar** | **Mme Elisabeth Margue** (CSV)

Au vu du nombre de plus en plus important d'assermentations de jeunes avocats, il est essentiel de maintenir un environnement de travail propice pour ceux-ci. Or, les conditions de travail et les salaires de ces professionnels, en particulier ceux qui ont le statut d'indépendant, ne sont pas toujours adaptés au coût de vie au Luxembourg. Il ressort en effet d'une enquête réalisée par la Conférence du jeune barreau, qu'en 2021, 42 % des avocats indépendants gagnaient un salaire inférieur à 2.500 euros brut par mois. Ce salaire paraît très peu élevé au vu du fait qu'un indépendant paie plus de charges sociales qu'un salarié. À l'heure actuelle, il y a encore plus d'indépendants dans la profession d'avocat, mais une tendance claire se dessine en faveur du salariat.

Faisant suite à ces faits, nous voudrions poser la question suivante à Madame la Ministre de la Justice :

– Que compte faire le Gouvernement pour remédier au problème des salaires des jeunes avocats ?

– Madame la Ministre estime-t-elle qu'un jeune avocat devrait au moins gagner un revenu minimum qualifié luxembourgeois ?
• Si oui, Madame la Ministre, que compte-t-elle faire pour améliorer la situation financière des jeunes avocats, en particulier ceux qui exercent en tant qu'avocats indépendants, afin qu'ils puissent au moins gagner un revenu minimum qualifié ?

**Réponse** (18/07/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

Il est rappelé tout d'abord que la profession d'avocat est une profession libérale et indépendante qui est soumise à la surveillance de l'Ordre des avocats.

Le Ministère de la Justice n'intervient pas dans cette mission de surveillance.

Les honorables Députés indiquent dans leur question parlementaire qu'il ressort d'une enquête réalisée par la Conférence du jeune barreau en 2022 que 42 % des avocats indépendants gagneraient un salaire inférieur à 2.500 € brut par mois. L'Ordre des avocats n'a pas pu confirmer ce chiffre de 42 % qu'il estime être incorrect.

Cette enquête s'est en fait uniquement adressée aux avocats liste II (avocats stagiaires) et la participation à cette enquête était volontaire.

Le nombre des répondants « avocats stagiaires indépendants » n'est de l'avis de l'ordre, pas représentatif de sorte que cette enquête ne permet pas d'avoir une vision précise sur le niveau de rémunération des avocats liste II.

La question de la rémunération des avocats est réglementée à l'article 11.5.10 du règlement intérieur de l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg qui dispose que l'avocat collaborateur doit recevoir une équitable rémunération dont les modalités sont librement fixées entre les parties, ainsi que le remboursement des frais exposés pour le compte de l'avocat avec lequel il collabore.

La question de la rémunération des avocats a également fait l'objet de deux circulaires du Barreau de Luxembourg, à savoir une circulaire du 19 mai 2022 et une circulaire du 20 janvier 2023.

Par ces circulaires, le bâtonnier a rappelé qu'il est du devoir des études d'avocats de rémunérer équitablement et raisonnablement leurs collaborateurs afin d'éviter des situations abusives et de précarité.

Il y est précisé que le barreau estime qu'une rémunération équivalente au salaire social minimum qualifié constitue une rémunération minimale équitable pour les collaborateurs indépendants.

Le non-respect des dispositions du règlement intérieur de l'ordre et/ou des circulaires constitue une faute déontologique et expose l'avocat à des sanctions disciplinaires.

Les avocats qui sont occupés sous le régime de salarié ont droit au revenu minimum pour travailleurs qualifiés.

Si tel n'est pas le cas, ils peuvent faire valoir leurs droits devant les juridictions de travail et ils pourront également saisir le bâtonnier pour violation des règles déontologiques.

Le Barreau de Luxembourg dispose également d'une cellule d'écoute à l'attention des avocats qui peuvent y faire part notamment de leurs problèmes de rémunération.

En ce qui concerne la contribution de l'État, ce dernier finance le régime de l'assistance judiciaire qui est assuré exclusivement par des avocats inscrits à l'un des barreaux.

Dans ce contexte il faut rappeler que le projet de loi n° 7959 portant organisation de l'assistance judiciaire qui sera voté cette semaine élargit le champ des bénéficiaires de l'assistance judiciaire alors que le nouveau texte crée le principe de l'assistance judiciaire partielle.

Il en résulte qu'un nombre plus important d'avocats pourront à l'avenir prester leurs services par le biais de l'assistance judiciaire et être rémunérés selon le taux légal de l'assistance judiciaire.

En dernier lieu, il faut mentionner que les stagiaires reçoivent pendant la durée des cours complémentaires en droit luxembourgeois (6 mois) ainsi que pendant la durée du stage judiciaire (24 mois) une indemnité de stage s'élevant à 150.- euros par mois de la part de l'État.

**Chargés de cours dans l'enseignement fondamental et secondaire** | Question **8099** (22/06/2023) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

Den Educatiounsministère gräift souwuel am Enseignement fondamental wéi och am Enseignement secondaire op Chargés de cours zeréck, fir den Unterrecht an de Fonctionnement vun de Schoulen an de Lycéeën ze assuréieren. Déi Chargés de cours gi mat Kontrakter vum Typ CDI oder CDD agestallt.

An dësem Zesummenhang stellen ech gär follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, esouwéi un den Här Minister fir d'Fonction publique:

– Kann den Här Minister confirméieren, datt Chargés de cours, déi mat engem CDD agestallt sinn, souwuel am Enseignement fondamental wéi och am Enseignement secondaire de Statut vum Employé de l'État hunn?

– Ënner Berécksiichtegung vun den ënnerschiddlechen Diplomer, déi beim Recrutement fir den Enseignement fondamental an den Enseignement secondaire gefuerdert ginn, awéiwäit ënnerscheeden sech de Regime an d'Indemnitéite vu Chargés de cours mat CDD am Enseignement fondamental vun deene vu Chargés de cours mat CDD am Enseignement secondaire?

– Kann den Här Minister confirméieren, datt d'Chargés de cours mat CDD am Enseignement fondamental an am Enseignement secondaire op déi selwecht Aart a Weis vum indexéierte Punktwäert profitéieren?

**Réponse** (30/08/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique

Jo, souwuel d'Chargés de cours am Enseignement fondamental wéi och d'Chargés d'éducation am Enseignement secondaire ginn ënnert dem Regime vum Employé de l'État engagéiert. Am Enseignement fondamental geschitt dëst konform zum Artikel 27 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental an am Enseignement secondaire konform zu den Artikelen 3 et suivants vun der Loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées.

Am Enseignement fondamental kënnen d'Chargés de cours mat CDD no dräi verschiddenen Tariffer bezuelt ginn, esou wéi et de Règlement grand-ducal vum 17. Dezember 2010 zu den Indemnitéite vun de Chargéen aus der Réserve de suppléants virgesäit. Den Tarif hänkt hei vum Diplom of an et gi Leit mat engem Secondairesofschloss oder engem Bachelor en sciences de l'éducation oder equivalent agestallt. Natierlech brauchen all dës Chargéen och nach eng Attestatioun, déi si habilitéiert, Remplacementer dierfen ze maachen. Am Enseignement secondaire ginn d'Chargés d'éducation soit am Indemnitéitsgrupp B1, soit am Grupp A2 oder A1 agestallt, jee nodeem, ëm wéi ee Fach et sech handelt, esou wéi et d'Kadergesetz vum Enseignement secondaire virgesäit.

Déi Indemnitéiten, déi an deem uewe genannte Règlement grand-ducal virgesi sinn, sinn a Suen ausgedréckt an un den Index gebonnen. Déi aner Indemnitéiten, déi am Employésgesetz virgesi sinn, sinn a Punkten (Points indiciaires) ausgedréckt.

**Potentielle fusion entre la Société européenne de satellites (SES) et la société privée américaine Intelsat** | Question **8101** (26/06/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

D'après des informations relayées par la presse spécialisée, les discussions entourant une potentielle fusion entre la Société européenne de satellites (SES) et la société privée américaine Intelsat n'ont pas abouti à un accord. Intelsat aurait mis fin aux discussions avec l'opérateur et aurait communiqué sa décision en date du 21 juin 2023.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Dans la mesure où l'État est actionnaire de SES, est-ce que le Gouvernement était informé de l'avancement des discussions entourant une potentielle fusion entre SES et Intelsat ?

2) Est-ce que le Gouvernement peut confirmer l'arrêt des négociations ? Comment évalue-t-il cette situation ?

3) Quelles sont les implications de cette décision d'Intelsat pour SES ?

**Réponse** (19/07/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

ad 1) Oui, le Gouvernement était informé des négociations.

ad 2) et 3) Il n'appartient pas aux actionnaires de SES de communiquer sur des sujets qui concernent la société. Pour autant que de besoin, il est renvoyé aux publications de celle-ci.

**« Media Freedom Act »** | Question **8102** (26/06/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Après des négociations entre les États membres au niveau du Conseil de l'UE, le Media Freedom Act, la loi pour la liberté des médias en tant que projet de règlement de l'UE, présenté le 16 septembre 2022, prévoit de légaliser la surveillance des journalistes et de leurs sources. Initialement, le projet était fortement soutenu par de nombreuses associations de journalistes et proposait un renforcement de l'indépendance éditoriale des rédactions, la surveillance de la concentration des médias et des moyens pour empêcher l'utilisation de logiciels espions contre les médias et les journalistes. Actuellement, le texte, et surtout l'article 4, engage les États membres à ne pas soumettre les médias, les journalistes et leurs proches à une surveillance électronique afin qu'ils relèvent leurs sources.

Selon un article du « Monde », le Luxembourg a soutenu la France dans sa demande d'affirmer plus fortement le principe d'une exception à la protection générale contre toute utilisation de « spyware » contre la presse, en ajoutant un alinéa.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

– Quelle est la position du Gouvernement sur le Media Freedom Act dans sa version actuelle ?

– Pour quelles raisons le Gouvernement soutient-il une telle démarche de la France ?

**Réponse** (06/07/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

Le Luxembourg s'est toujours engagé pour une presse libre et indépendante. Dans ce sens, la délégation luxembourgeoise a dès le début des négociations au groupe de travail du Conseil de l'Union pleinement soutenu la proposition de règlement de la Commission européenne sur la liberté des médias.

Au cours des négociations, le Luxembourg s'est engagé à renforcer la sécurité juridique du règlement, dont notamment son articulation avec la directive sur les services de médias audiovisuels. Le 21 juin, le Conseil de l'Union, avec le soutien du Luxembourg, est parvenu à un accord sur une orientation générale servant de base pour les négociations à venir avec le Parlement européen.

Concernant l'article 4 du règlement, plusieurs délégations, dont le Luxembourg, avaient des interrogations quant à la compatibilité juridique des dispositions de l'article susmentionné avec l'article 4, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne (TUE). Dès que le service juridique du Conseil a clarifié que les dispositions du règlement étaient compatibles avec l'article 4, paragraphe 2, du TUE, le Luxembourg n'a plus exprimé son soutien à l'introduction d'une telle exception, contrairement à de nombreuses autres délégations.

Il importe de souligner que le Luxembourg ne s'est à aucun moment prononcé en faveur d'un assouplissement des dispositions encadrant le déploiement de logiciels de surveillance. De surcroît, la protection des sources journalistiques est solidement ancrée dans notre droit national, les dispositions à l'article 7 de la loi modifiée sur la liberté d'expression dans les médias étant amplement plus strictes que l'harmonisation minimale prévue à l'article 4 du règlement.

**Assistance à l'inclusion dans l'emploi** | Question **8103** (26/06/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den 1. August 2019 ass ee Gesetz a Kraaft getrueden, mat deem eng „assistance à l'inclusion dans l'emploi" (activité d'assistance) agefouert gouf. Dës Activité d'assistance soll Mënsche mat enger Behënnerung oder deenen, déi sech an engem externe Reklassement befannen, zeguttkommen. D'Moossnam huet d'Zil, „d'encadrer et de promouvoir l'inclusion des salariés handicapés et des salariés en reclassement externe sur le marché du travail ordinaire par un accompagnement adapté aux besoins du salarié handicapé [...]". All Aarbechter am Privatsecteur mat engem Statut de travailleur handicapé an all Aarbechter am Privé am Reclassement externe kann zesumme mat sengem Patron dës Moossnam bei der ADEM ufroen, wann een Aarbechtskontrakt vu mindestens 12 Méint virläit. Dee Moment kuckt een Assistent mam Aarbechter an dem Patron, fir déi speziell Besoine vum Aarbechter ze definéieren, ee Projet auszeschaffen, fir dës Besoinen ze erfëllen an ee Suivi vun der Ëmsetzung ze maachen. An de parlamentaresche Froen N° 6128, 6181 a 7769 hunn déi zoustänneg Ministeren erkläert, dass säit der Aféierung vun der Assistance à l'inclusion dans l'emploi keen eenzege Patron a keen eenzege Mataarbechter vun där Moossnam profitéiert hunn. Des Weideren hunn d'Ministeren erkläert, dass si zesummen eng onzielegen Informatiounscampagnë lancéiert hunn. De Problem schéngt also net un der Publicitéit ze leien, mee bei der Moossnam selwer, déi keng Demande dobausse fënnt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wéi erklären sech d'Ministeren, dass trotz der viller Publicitéit, nach keng eenzeg Demande fir eng Activité d'assistance gemaach gouf?

2. Wéi vill Personalressourcë sinn aktuell fir d'Activité d'assistance virgesinn? Wou ginn d'Assistenten, déi fir d'Cellule vun der Assistance à l'inclusion schaffen, aktuell agesat, wann nach keen eenzegen Dossier besteet?

3. Gi Persounen, déi de Statut de travailleur handicapé hunn, an déi als Demandeur d'emploi ageschriwwe sinn, vun hirem Conseiller systematesch iwwert d'Assistance à l'inclusion informéiert?

4. Ass ee bei der ADEM der Meenung, dass et méi effikass wier, fir d'Assistance vun de Persoune mam Statut de travailleur handicapé d'office ze maachen (dat heescht: ouni, dass d'Ufro dofir vum Patron muss gemaach ginn)? Falls nee, firwat net?

5. Och neurodivers Persounen, wéi zum Beispill Leit mam Asperger-Syndrom, hunn Erausfuerderunge bei der Aarbechtssich a bei der Upassung vun hirem Aarbechtsëmfeld a brauchen dofir ee Suivi, wéi bei der Activité d'inclusion.
– Gëtt bei der ADEM an de Statistiken eng kloer Ënnerscheedung gemaach tëschent Persoune mat Handicap an neurodiversen Demandeurs d'emploi? Falls jo, wéi vill Prozent vun den Demandeurs d'emploi bei der ADEM hunn eng neurodivers Konditioun?
– Wéi eng Zort vu Bilanen an Evaluatioune gi gemaach, fir d'Kompetenze vun den neuro-atypesche Persounen anzeschätzen? Falls keen esou ee Profiling gemaach gëtt, firwat net?
– Wéi eng Ënnerstëtzung an Hëllefe stellt d'ADEM den neuro-atypesche Persounen zur Verfügung, fir eng adaptéiert Aarbechtsplaz ze sichen an den Accès op den Aarbechtsmarché ze vereinfachen?
– Dierfen d'Demandeurs d'emploi mam Statut handicapé a Begleedung (vun enger Vertrauenspersoun) op d'Visitte bei d'ADEM goen?

**Réponse** (01/08/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. D'ADEM huet bis elo 2 Demanden erakritt. Déi éischt huet den Employeur selwer wéinst ze vill administrativem Opwand annuléiert. Déi zweet Demande ass elo rezent erakomm an déi wäert och accordéiert ginn.

D'Employeure gi verschidden Ursaachen un, firwat se nach keng Demande fir en Inclusiounsassistent (Assistant à l'inclusion) gemaach hunn. Dëst ka sinn, well se gutt mat deene Leit, déi am Statut vum Salarié handicapé oder am Reclassement externe sinn, eens ginn an dofir kee Besoin fir en Inclusiounsassistent hunn. Et kann awer och sinn, dass se en ze groussen administrativen Opwand fäerten oder Leit sichen, déi eng Léier maachen, wat awer am aktuelle Gesetz net virgesinn ass.

Déi 2 Ministèrë wäerten eng intern Analys vun der Situatioun maachen, fir méi genau ze verstoen, firwat net weider Demandë fir Inclusiounsassistente gemaach ginn, an doraus dann och déi néideg Conclusiounen zéien.

ad 2. Eng Persoun bei der ADEM këmmert sech ëm de Beräich vun der Assistance à l'inclusion.

D'Activité d'assistance ka vun engem Inclusiounsassistent oder engem Service d'assistance ausgeübt ginn, wann dësen en Agrement vum Ministère fir Famill an Integratioun ausgestallt krut.

Säit 2019 huet de Ministère fir Famill an Integratioun fir am Ganze 16 Inclusiounsassistenten an 1 Service d'assistance Agremente verginn.

ad 3. D'Demandeurs d'emploi kréien dee Moment wou si de Statut vum „salarié handicapé/reclassé externe" kréien, d'Informatioun iwwert den Inclusiounsassistent. Wann si eng Aarbecht fonnt hunn, kréien si an hiren Employeur och nach eemol d'Informatiounen, wa si eng „participation au salaire" oder eng „indemnité compensatoire" ufroen.

ad 4. Nee, well et ganz vill Leit mat engem Statut vum „travailleur handicapé" gëtt, déi keng Assistance brauchen.

ad 5.
1. D'ADEM erstellt Statistiken iwwert den Handicap op Basis vun den Informatiounen, déi d'Commission médicale am Kader vun den Demandë fir de Behënnertestatut kritt. Fir keen ze diskriminéieren, iwwerhëlt d'Commission médicale nëmme grouss Rubricke wéi beispillsweis „pathologies psychiques", „pathologies neurologiques", „maladies génétiques" asw. Am neurodiverse Beräich ginn dowéinst net extra déi verschidden neurodivers Krankheeten differenzéiert, esoudass et der ADEM leider net méiglech ass, eng genee Statistik zu deene verschiddenen neurodiverse Krankheeten ze ginn. Et existéiert keng spezifesch Kategorie fir neurodivers Krankheeten. Ausserdeem ass a Betruecht ze zéien, dass vill Persoune méi wéi ee Krankheetsbild virweisen, esoudass et net ausschliisslech eng neurodivers Pathologie muss sinn, déi den Ausléiser fir eng Decisioun fir de Behënnertestatut gëtt.

D'Commission médicale ass eng Kommissioun, déi sech aus 5 spezialiséierten Dokteren a 5 Ersatzdoktere mat deene selwechte Spezialisatiounen zesummesetzt. Si muss evaluéieren, ob eng Persoun en Handicap virweise kann, deen zu enger Minderung vun hirer Aarbechtsfäegkeet vu minimum 30 % féiert.

2. Déi Persounen, déi eng Aarbecht sichen, ob si bei der ADEM ageschriwwe sinn oder net, musse laut dem modifizéierte Gesetz vum 12. September 2003 iwwert Persoune mat Behënnerung, e „bilan médical" an e „bilan d'orientation" bei engem Aarbechtsdokter vun der ADEM gemaach kréien, deen dann och als Avis non contraignant dem Dossier vun der Demande vum Statut als „salarié handicapé" bäigefüügt gëtt. Ausserdeem huet d'Commission médicale d'Recht, e „complément médical" vun engem spezialiséierten Dokter unzefroen, ier si eng Entscheedung trëfft. D'Commission médicale kann d'Demandeuren och an den COSP-HR schécken, fir eng Evaluatioun vun hiren Aarbechtskapazitéiten ze kréien.

D'Persounen, déi schaffen, musse laut dem selwechte Gesetz eng „fiche d'aptitude au poste" virweisen.

3. D'Conseillers spécialisés an d'Conseillers employeurs vun der ADEM beméien sech, fir all Demandeur d'emploi mam Statut als „salarié handicapé" eng adaptéiert Plaz ze fannen. Wann eng Plaz fonnt gouf, da kann de Kandidat zesumme mam Employeur eng Prise en charge fir eng Aarbechtsplazadaptatioun op Basis vun dräi verschiddenen Devise bei der Commission d'orientation et de reclassement professionnel (COR) ufroen. D'COR an hir Spezialiste kucken de Fall a finaliséieren dann en Avis fir d'Direktioun vun der ADEM. D'Direktioun accordéiert an der Reegel den Avis an da kritt den Employeur d'Adaptatioun vun der Aarbechtsplaz op d'Besoine vum concernéierte Mataarbechter mat Behënnerung bezuelt. Ausserdeem kann de Kandidat oder den Employeur d'COR och mat der Ufro fir eng Prise en charge vun enger „formation de base" oder enger „formation continue" befaassen. Och do mécht d'COR dann en Avis fir d'Direktioun vun der ADEM a kritt dann an der Reegel, op Basis vun engem Devis, d'Formatioun bezuelt.

Wann en Doute iwwert de spezifeschen Amenagement vun der Aarbechtsplaz bestoe géif, da kann d'COR en Aarbechtsmedezinner domadder chargéieren, eng Visite des lieux mat Étude de poste ze maachen. Duerno finaliséiert d'COR dann hiren Avis fir d'Direktioun an da kritt den Employeur eng Decisioun, ob hien den ugefuerderten Amenagement bezuelt kritt oder net.

Ausserdeem schafft d'ADEM natierlech mat Ateliers d'inclusion professionnelle zesummen, dorënner och d'Fondatioun fir Autisme Luxembourg, ATP ASBL asw.

4. D'Demandeurs d'emploi mat enger Behënnerung dierfen sech natierlech begleede loosse vun enger Vertrauenspersoun bei all hiren Demarchen op der ADEM.

**Qualité du service Adapto** | Question **8104** (27/06/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Den Adapto-Service ass geduecht, fir Leit mat ageschränkter Mobilitéit, déi op dës spezifesch Transportoffer ugewise sinn, eng Hëllef ze bidden. Am Sënn vun der Chancëgläichheet, déi an eisem Land soll promouvéiert ginn, spillt den Transport fir jiddereen dofir eng besonnesch wichteg Roll.

Eisen Informatiounen no ass et an deene leschte Wochen a Méint, zu sëllege Fäll vu Verspéidungen, Annulatiounen a laange Waardezäiten, souwéi och engem Manktem u gudder Kommunikatioun mam Adapto-Service komm. D'Utilisateure vum Service si guer net oder ze spéit iwwer Retarde vum Adapto informéiert ginn, a Reklamatioune sinn oft net genau traitéiert ginn.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Wéi héich ass d'Unzuel u Verspéidunge beim Adapto-Service?

2. Wéi vill Reklamatioune si vu Januar 2023 bis elo beim Adapto-Service eragaangen?

3. Wéi eng kuerz- a mëttelfristeg Mesuren ass d'Regierung gewëllt ze huelen, fir de Service vum Adapto ze verbesseren?

Aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7940 geet ervir, dass an der gesamter Verwaltung fir den ëffentlechen Transport, tëschent Januar a Mee 2023 eng Revue organisationelle gemaach ginn ass, souwéi een DPIA, deen nach virum Summer sollt fäerdeg sinn.

4. Gëtt et vun der genannter Revue organisationelle schonn éischt Evaluatiounen, Auswäertungen oder Verbesserungsvirschléi?

5. Wéini gëtt den DPIA veröffentlecht a wéi eng Conclusioune kënne gezu ginn?

**Réponse** (27/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert huet Froen zum Adapto Transport, dee vu mengem Ministère an der Verwaltung fir ëffentlechen Transport organiséiert gëtt.

Ech wéilt drop hiweisen, datt all Reklamatioune grëndlech traitéiert ginn an déi richteg Ulafstell dofir an der Verwaltung fir ëffentlechen Transport ass.

Wéinst der grousser Unzuel vu Faarte pro Dag, ass eng systematesch Informatioun iwwer Retarden un all Client manuell guer net méiglech. Déi Notzer, déi d'App benotze kënnen, hunn d'Méiglechkeet, fir an Echtzäit ze kucken, wéini hire Bus ukënnt.

Ech profitéieren an dësem Kontext, dem Parlament e puer Zuelen zum Adapto matzedeelen, fir de Volume ze verdäitlechen, wat mam Adapto assuréiert gëtt, an dëst a Relatioun ze stelle mat de Reklamatiounen.

Am Joer 2022 goufen et 250.880 Buchunge fir Faarten.

– 191.295 (76,2 %) dovunner goufen ofgeschloss (Completed Rides).
– 49.863 (ca. 20 %) dovunner goufen annuléiert vun de Clienten (Canceled Rides).

– 7.585 (ca. 3 %) dovunner war de Client guer net op der Plaz an de Chauffer huet en „Noshow" agedroen.

Ongeféier 30 % vun de Faarte ginn als Sammelfaarten ausgefouert.

Am Detail:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Zu de 5 Punkten aus der Fro wéilt ech follgendermoosse Stellung huelen:

ad 1. Am Joer 2022 haten, ausserhalb vun der Zäitfënster, 3 % vun den Adapto-Faarten am Duerchschnëtt Verspéidung. Den Duerchschnëtt vun der Verspéidung war an der Moyenne op 5,5 Minutten. D'Verspéidunge gi moies tëschent 7.00 an 9.00 Auer an owes tëschent 17.00 an 19.00 Auer festgestallt (bedéngt duerch de Beruffstrafick). 40 % vun de Faarte ware 5 Minutte virun der Zäitfënster scho bei de Cliente präsent. 54 % vun de Faarte waren innerhalb der Zäitfënster bei de Cliente präsent.

Verspéidunge ginn ausserhalb vun der 20-Minutten-Zäitfënster gerechent, d. h. jeeweils 10 Minutte virun an no der gebuchtener Zäit. Als Beispill: Wann ech um 13.00 Auer wëll ofgeholl ginn, da kuckt de Programm, fir mech tëschent 12.50 Auer an 13.10 Auer sichen ze kommen. Wann elo de reelle „Pick-up" virun oder no dëser Zäitfënster ass, dann ass et eng Verfréiung/Verspéidung. Dës Zäitfënster ass wichteg, fir datt de Programm kann dynamesch op Modifikatioune reagéieren. E „Pick-up" um 13.11 Auer ass also eng liicht Verspéidung; ab 13.20 Auer ass et wierklech e méi grousse Retard, wou dann och eeben déi 3 % vun all den Adapto Coursen drafalen.

ad 2. Reklamatioune kommen entweeder iwwer de Callcenter vum Service Client (mobiliteit.lu) oder de Service Transports PMR eran.

De Callcenter traitéiert all Zort vun Ufro iwwer den ëffentlechen Transport, Informatiounen zu all den Operateuren, mBoxen oder aner liéiert Produiten.

– Am Service Client: 1.1.2023–30.6.2023:

4.651 Doleancen am Total, dovunner waren der 84 Reklamatiounen Adapto, d. h. 1,81 %.

De Callcenter ass an deem Zäitraum 78.088-mol ugeruff ginn.

– Am Verglach dat Joer virdrun: 1.1.2022–30.6.2022:

4.171 Doleancen am Total, dovunner waren 113 Reklamatiounen Adapto, d. h. 2,71 %.

De Callcenter ass an deem Zäitraum 63.567-mol ugeruff ginn.

D'Reklamatiounen, déi am Service Transports PMR ukommen, ginn net genau chiffréiert.

Leider schéngt et esou ze sinn, dass eng Partie Reklamatioune guer net an engem vu menge Servicer ukommen, well se un aussesteeënd Organisatiounen oder direkt un d'Press oder a sozial Medie ginn. An deem Zesummenhang sief ze betounen, datt dëst net dozou bäidréit, datt de Service kann effikass verbessert ginn, mee éischter, datt d'Leit veronséchert ginn.

ad 3. Et ass zu dësem Zäitpunkt keng Reform geplangt. Meng Servicer si quasi deeglech am Echange souwuel mam Fournisseur vun der Applikatioun, wéi och mat den Exploitanten, falls eng Reklamatioun oder Incident gemellt gouf, fir unhand vun dem Feedback de Service Adapto kontinuéierlech weider ze verbesseren an unzepassen.

Eng konkreet Verbesserung zur Sécherheet vum Client gouf elo nach mam Fournisseur envisagéiert, an zwar, datt de Chauffer obligatoresch muss op senger Tablett validéieren, datt hien all d'Notizen zum Client sengen Informatiounen a spezifesche Besoinen zur Kenntnis geholl huet.

ad 4. Aus dem Rapport geet ënner anerem ervir, datt et u Ressourcë feelt, ë. a. am Callcenter. Eng Demande fir zousätzlecht Personal gouf deementspriechend am Kader vum Numerus clausus 2024 eragereecht.

ad 5. Den DPIA gëtt wéi ugekënnegt am Summer 2023 finaliséiert a validéiert an da wäerten och déi néideg Conclusioune gezu ginn. Eng Veröffentlechung ass keng Obligatioun.

**Coopération policière transfrontalière** | Question **8105** (27/06/2023) de **M. Léon Gloden** (CSV)

Wéi an engem Artikel aus dem „Lëtzebuerger Wort" vum 26. Juni 2023 ze liesen ass, kënnt et am Oste vum Land an der Lescht ëmmer rëm zu brutalen Iwwerfäll, Drogendelikter a souguer Schéissereien. Aus dësem Artikel geet och ervir, dass Drogendealer hir Geschäfter hei ganz ongenéiert verriichten, duerno iwwert d'Grenz fortfueren an d'Leit aus der Ëmgéigend sech owes net méi sécher fillen.

Am Kader vun der mëndlecher Fro N° 0271 zu enger Serie vun Tankstelleniwwerfäll an Abréch laanscht déi däitsch Grenz, ass d'Zesummenaarbecht mat den auslännesche Policeinstanzen hannerfrot ginn. De Minister fir bannenzeg Sécherheet huet an deem Kontext ënner anerem op een Accord tëscht Lëtzebuerg, Däitschland, Frankräich an der Belsch verwisen, wou gemeinsam Patrullen a Reunioune stattfannen, sollt sech eng Serie vun Iwwerfäll undeiten.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Wéi huet déi transnational Kooperatioun tëscht der Police an de Grenzregiounen a punkto Drogekriminalitéit zënter leschtem Joer evoluéiert?

2. Wéi vill Drogendealer konnten duerch eng grenziwwerschreidend gemeinsam Policeaarbecht gefaasst ginn?

**Réponse** (21/07/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Am Kader vun der grenziwwerschreidender Kooperatioun gouf 2007 een Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff, zu deem d'Policë vun den dräi Länner aus der Muselregioun gehéieren, genannt 3M. Dozou gehéieren d'Regionaldirektioun vun der Police vu Gréiwemaacher, d'Polizeiinspektion vu Merzig am Saarland an d'Gendarmerie nationale vu Metz. D'Zil vun dëser regionaler, begrenzter Zesummenaarbecht ass et, den Informatiounsaustausch um Niveau vun der grenziwwerschreidender Kriminalitéit ze stäerken, dëst duerch Reunioune vum Aarbechtsgrupp, deen eemol de Mount zesummekënnt.

2018 huet sech d'Polizeiinspektion vu Saarburg aus Rheinland-Pfalz dem 3M-Grupp ugeschloss. D'Thematiken, déi, ënner anerem, an dësem Grupp traitéiert ginn, gi vun Déifställ, Abréch, Infraktioune mat Drogen a Waffen, bis hin zu der Sich no Persounen a Géigestänn mat grenziwwerschreidendem Charakter an och Iwwerfäll op Tankstellen. E puermol d'Joer ginn och gemeinsam Kontrollen duerchgefouert.

ad 2. Am Joer 2021 konnte 7 Leit mat der Zesummenaarbecht vu Frankräich verhaft ginn. De Parquet vu Lëtzebuerg huet och am Kader vun dëser Affär den Artikel 10 vum amendéierte Gesetz vum 19. Februar 1973 iwwert de Verkaf vu medezinnesche Substanzen an de Kampf géint d'Drogenofhängegkeet libelléiert, deen d'Participatioun un der Haapt- oder Niewenaktivitéit vun enger Associatioun oder Organisatioun mat enger Prisongsstrof vu 15 bis 20 Joer an enger Geldstrof vun 1.250 bis 1.250.000 Euro bestrooft.

2022 konnten am Ganzen 21 Leit verhaft ginn am Kader vu Kooperatioune mat Däitschland, Frankräich, Holland an der Belsch. An zwee Dossieren ass den Artikel 10 vum Parquet libelléiert ginn. An engem Dossier an Zesummenaarbecht mat der däitscher Police konnte 47 Kilogramm Marihuana saiséiert ginn.

Schlussendlech konnten 2023 bis elo 8 Leit duerch eng grenziwwerschreidend gemeinsam Policeaarbecht mat Hëllef vu Frankräich an Holland gefaasst ginn.

**Sécheresse** | Question **8106** (27/06/2023) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

Den däitsche Raiffeiseverband huet seng Prognos fir d'Recolte vu Kären erofgesat, an zwar ëm 1,2 Milliounen op 42 Milliounen Tonnen. Och beim Raps géif d'Recolte manner staark ausfalen. Effektiv, zanter Mëtt Mee huet et quasi néierens méi gereent; dat féiert zu Dréchestress an dréckt d'Erträg erof. An der EU leide momentan quasi all d'Länner ënner der Dréchent, besonnesch awer Polen, déi baltesch Länner a Skandinavien.

An deem Kontext wollte mer den Här Landwirtschaftsminister Follgendes froen:

1. Wéi schätzt den Här Minister d'Lag hei zu Lëtzebuerg de Moment an? Wat fir eng Kulture si manner resistent a besonnesch vun der Dréchent betraff?

2. Bei wat fir enge Kulture riskéiert et zu irreparabele Schied ze kommen?

**Réponse** (17/07/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Allgemeng kann een zurzäit Follgendes feststellen:

Op eisen déifgrënnege Biedem laanscht d'Musel gëtt et bis well keng Problemer. Souguer Riewen, déi e puer Joer hannertenee mat Dréchestress geplot sinn, iwwerliewen dat ënner der Bedéngung, datt den Ertrag reduzéiert gëtt. Jonk Wéngerte par konter musse bewässert ginn, soss iwwerliewen d'Planzen dat net.

Och bei Uebst a Geméis kënnt de Produzent meeschtens leider net derlaanscht, aktiv bei Zäite vu längerer Dréchent ze nätzen. Beim Uebst sinn natierlech och ganz besonnesch déi jonk Beem betraff. Mee an allen intensiven Uebstanlagen ass eng Bewässerung wichteg, fir eng gutt Recolte ofzesécheren. Bei ville Geméiszorte leiden d'Qualitéit an de Rendement direkt no och enger kuerzer Dréchent. Dëst wëssen d'Betriber, déi am Secteur täteg sinn, an hunn oder sinn amgaang, sech och deementspriechend anzeriichten. Hei bleift awer d'Problematik, dass Waasser keng onerschëpflech Ressource ass, zu där den Zougang illimitéiert ass. Op dësem Themefeld schaffe momentan de Landwirtschaftsministère an den Ëmweltministère zesumme mam Secteur, fir Léisungen ze fannen.

An der Landwirtschaft huet d'Recolte am Kärebau ongeféier eng Woch méi fréi ugefaange wéi am Duerchschnëtt vun de Joren. Vum Secteur kënnt d'Réckmeldung, datt d'Recolte an der Wantergeescht méi schlecht ausfält wéi am Ufank geduecht, de Kär ass kleng, Stréi gëtt et awer vill. D'Wanterkulturen hunn am meeschte vum Waasser am Fréijoer kënne profitéieren.

Dëst Joer hu virun allem d'Summerkären ënnert der Dréchent gelidden. Duerch dat naasst Fréijoer konnten dës Kulturen eréischt méi spéit ausgeséint ginn, an do huet virun allem am Mee an am Juni Ree gefeelt. Am Grengland an am Feldfudderbau konnt eng gutt éischt Coupe gemaach ginn, et ass awer net vill un Ertrag nokomm. Wisen a Weede sinn nach zum Deel gréng, den Zouwuess ass awer quasi op null.

Eng Pressekonferenz vum Landwirtschaftsminister mam Secteur, wou e genaue Bilan des récoltes gemaach gëtt, ass fir den 13. September festgesat. Et ass nach wierklech ze frei, fir eng definitiv Ausso zum Karschnatz 2023 ze maachen.

ad 2. Zu irreparabele Schied ass et an de Summerkäre komm. De Mais huet och mat der Dréchent ze kämpfen, an et weess een nach guer net, eréi dat ausgeet, mee déi kleng Reeschauere vun de leschte Wochen hëllefe ganz vill. Regional a souguer lokal gëtt et ganz grouss Differenzen an de Kulturen, vu schlecht bis ganz gutt.

**Augmentation du taux de chômage** | Question **8107** (27/06/2023) de **Mme Carole Hartmann** | **M. André Bauler** (DP)

Depuis quelques mois le taux de chômage est en train de remonter légèrement alors que de nombreuses branches de l'économie pâtissent actuellement d'une pénurie de main-d'œuvre.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Quels sont les profils professionnels touchés par la remontée du chômage ?

– Les jeunes seraient-ils particulièrement concernés par cette augmentation ?

– Dans quelle mesure est-il possible de réorienter les personnes ayant perdu leur emploi en direction d'autres branches de l'économie ? Des mesures de formation spécifiques sont-elles nécessaires dans la plupart des cas ?

**Réponse** (31/07/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) Les tableaux suivants listent les 10 catégories de métier pour lesquelles le nombre de demandeurs d'emploi résidents disponibles a augmenté le plus, sur 1 an et sur 4 ans (comparaison avec situation avant la pandémie) :

*(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Les profils où la situation est plus problématique sont ceux pour lesquels le chômage augmente et qui ne sont pas en pénurie.

ad 2) Les jeunes (< 30 ans) représentent 19 % des demandeurs d'emploi résidents disponibles au 31/05/2023, comparé à 17 % en mai 2022 et 19 % en mai 2019.

Comparé à 1 an, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi résidents disponibles a augmenté de 17 % (pour arriver à 2.841 en mai 2023), tandis que le total des demandeurs d'emploi résidents disponibles a augmenté de 9 %.

ad 3) Les reconversions professionnelles sont toujours possibles, mais nécessitent souvent des mois ou même des années de formation et d'accompagnement.

L'ADEM a mis en place un nouveau programme de formation (Skills4Job – actuellement en phase pilote) qui vise les demandeurs d'emploi qui ont besoin d'une reconversion (reskilling) ou un renforcement des compétences (upskilling) pour réintégrer le marché de l'emploi. Les participants ont accès à un coach individuel qui les aide à réaliser un bilan de compétences, à élaborer leur projet professionnel et à définir leurs besoins en upskilling/reskilling et leur plan de formation. Une durée de formation de six mois en cas de reskilling et de 3 mois en cas de upskilling est possible dans le cadre du programme et est financée par le Fonds pour l'emploi.

Des participants au premier groupe pilote, 6 ont réalisé un reskilling et 28 un upskilling.

Le nouveau projet de loi sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences (« Skillsplang ») a pour but de pouvoir accompagner et financer des reconversions professionnelles de manière préventive pendant que les personnes sont encore en emploi.

**Accidents dans le cadre de la mobilité douce** | Question **8108** (27/06/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Op enger Pressekonferenz vum 22. Juni 2023 huet den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten Informatiounen zu de Verkéiersaccidenter mat motoriséierte Gefierer ginn. Nieft den Accidenter mat motoriséierte Gefierer gëtt a gouf et der awer och mat net motoriséierte Gefierer.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Kann de Minister eis aktuell Zuelen zu den Accidenter am Kader vun der Mobilité douce liwweren an erklären, wéi dës zënter 2018 evoluéiert hunn?

– Kann de Minister eis oplëschten, wéi bei dësen Accidenter d'Verdeelung vun den Transportmëttel (Vëlo, Trottinett, E-Bike etc.) war?

– Wat waren d'Ursaache vun dësen Accidenter a wéi vill dovu waren déidlech?
• A wéi ville Fäll waren Drëttpersounen involvéiert?

**Réponse** (25/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stellt sech eng Rei Froen am Zesummenhang mam Bilan vun de Verkéiersaccidenter am Beräich vun der net motoriséierter Mobilitéit.

Kuckt een sech d'Zuele vun den Accidenter am Kader vun der Mobilité douce un, esou ergëtt sech follgend Bild:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Aus dëser Opstellung gëtt ersiichtlech, datt mir an dësem Zäitraum 17 déidlech verongléckt Foussgänger ze bekloen haten, wat déi héiflechst Kategorie duerstellt, an op zweeter Plaz d'Vëloe mat 7 Affer. Bei deenen anere Kategorien haten mir keng déidlech Accidenter.

Iwwert d'Ursaache vun deenen eenzelnen Accidenter an iwwert eng eventuell Implikatioun vun drëtte Persoune gi keng Statistike gefouert.

**Radars de tronçon** | Question **8109** (27/06/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Depuis quelques mois les radars de tronçon installés dans les tunnels de l'autoroute A7 sont opérationnels afin d'assurer davantage de sécurité.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Combien de véhicules y ont été flashés depuis que les radars en question sont opérationnels ?

2) Quel type de véhicule a été flashé le plus fréquemment ?

3) Quelle a été la vitesse maximale enregistrée dans les tunnels ?

4) Quelle est la part des véhicules étrangers ayant dépassé la vitesse prescrite dans l'ensemble des véhicules flashés ?

**Réponse** (28/07/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1) 24.174 infractions ont été constatées pendant la période du 15 mars 2023 (mise en service) au 17 juillet 2023.

ad 2) Les radars automatiques différencient entre voitures et poids lourds. Parmi ces deux types, les voitures sont flashées le plus souvent.

ad 3) La vitesse maximale la plus élevée enregistrée était de 221 km/h (vitesse retenue : 214 km/h).

ad 4) 7.878 des 24.174 infractions ont été commises par des véhicules immatriculés à l'étranger, c'est-à-dire 32,59 %.

**Stationnement de véhicules électriques dans le parking de résidences** | Question **8110** (27/06/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Il me revient que certaines assemblées générales de copropriétaires auraient décidé d'interdire le stationnement de véhicules électriques dans le parking de la résidence, en raison d'un risque d'incendie supposé supérieur aux véhicules à moteur de combustion.

Or, il n'existe non seulement pas de base factuelle pour une telle crainte, mais en plus, au vu de la nécessité de décarboner progressivement la mobilité dans les années à venir, une telle interdiction pourrait poser obstacle à l'atteinte des objectifs climatiques.

Au contraire, tous les efforts devraient être entrepris afin de faciliter la transition vers une mobilité climatiquement neutre. Notamment l'installation d'une borne de recharge dans les résidences devrait être possible à toute personne intéressée.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et au Ministre de l'Énergie :

1) Monsieur le Ministre du Logement est-il au courant de cas pareils ?

2) Une telle interdiction est-elle conforme avec la législation en vigueur ?

3) Monsieur le Ministre de l'Énergie entend-il sensibiliser davantage le public quant aux risques réels, voire l'absence de risques liés à la mobilité électrique ?

4) De quelle manière le Gouvernement entend-il faciliter l'installation de bornes de recharge dans les résidences ?

**Réponse** (21/09/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

ad 1) et 2) N'ayant pas connaissance de cas concret, il est à souligner que de manière générale, il n'existe aucune disposition légale ou internationale pouvant restreindre l'utilisation ou le parcage de véhicules électriques dument homologués. Ceci différencie la situation des véhicules électriques de celle des véhicules au GPL

ou à l'hydrogène, pour lesquels il existe effectivement une interdiction, notamment dans les prescriptions de prévention incendie de l'Inspection du travail et des mines[7].

Une interdiction d'entrée pour véhicules électriques dans une copropriété ne reviendrait donc pas à l'application d'une norme de sécurité au sein de la copropriété, mais à l'application d'une restriction imposée par la copropriété à un copropriétaire en ce qui concerne l'utilisation de son emplacement de parking. Cet emplacement appartient, dans la majorité des cas, aux parties privatives du copropriétaire, desquelles il peut en principe librement disposer.

En ce qui concerne le risque d'incendie, le consensus des experts est qu'il n'est pas plus élevé pour un véhicule électrique que pour un véhicule thermique conventionnel. Ce constat a par exemple été confirmé par le « Deutscher Feuerwehrverband[8] », l'ADAC[9] ou encore le « Gesamtverband der Versicherer[10] ». Il n'existe pas de statistiques spécifiques sur les incendies de véhicules de différentes motorisations au Luxembourg, mais le CGDIS n'a pas d'indications que les voitures électriques brulent plus souvent que des voitures thermiques. Les normes de sécurité sont en effet équivalentes indépendamment de la motorisation et assurent que les véhicules modernes ont un risque d'incendie très limité. Les standards de sécurité de l'industrie automobile assurent aussi que la recharge de voitures électriques amène très peu de risques aussi longtemps que la prise ou borne utilisée pour la recharge répond aux règles de l'art.

Les incendies de véhicules ont par ailleurs des causes variées, n'ayant souvent pas de rapport direct avec leur motorisation. La batterie ne prend ainsi pas feu à chaque incendie de véhicule électrique. La batterie d'un véhicule électrique moderne est en effet très protégée. Une caractéristique spécifique des incendies dans lesquels la batterie prend effectivement feu est que la batterie doit être observée plus longtemps après l'extinction de l'incendie vu qu'il existe un risque qu'elle reprenne feu même après une première extinction. Dans le cas très rare d'un feu de batterie avec emballement thermique, les températures de l'incendie peuvent aussi être plus élevées que pour un véhicule conventionnel. Un nombre croissant de technologies existent pour gérer ces risques particuliers, et le CGDIS suit de près ce progrès technologique. Il s'agit donc d'un nouveau type de risque, mais pas d'un risque fondamentalement plus élevé, de manière à ce qu'il ne justifie pas une interdiction d'entrée d'un véhicule électrique dans un parking.

ad 3) Le Gouvernement continuera à informer et sensibiliser de manière objective sur la mobilité électrique. Pour ce travail de sensibilisation, il se base sur les publications et retours d'experts en la matière et sur le soutien d'acteurs spécialisés tels que la Klima-Agence.

ad 4) Concernant la facilitation de l'installation de bornes de recharge dans les résidences, il convient de faire référence au règlement grand-ducal du 29 juillet 2023 modifiant le règlement grand-ducal du 19 août 2020 portant introduction d'une aide financière pour l'installation de bornes de charge privées pour véhicules électriques.[11] Le Gouvernement a non seulement prolongé l'aide financière pour les bornes de charge privées jusque fin 2024, mais aussi introduit une subvention pour le pré-équipement d'emplacements de parking pour une future installation de bornes de charge et rendu directement éligibles les copropriétés pour l'équipement d'emplacements communs. Ces mesures visent à favoriser la prise de décision dans les copropriétés en faveur de l'installation d'infrastructures de charge et à inciter à l'installation de systèmes intelligents de gestion de charge permettant une utilisation optimale de la capacité électrique disponible dans les bâtiments.

**Arrêt des allocations financières après le décès d'un enfant handicapé** | Question **8111** (27/06/2023) de **M. Max Hengel** (CSV)

Als Eltere vun engem Kand mat Handicap huet een, wann ee verschidde Critèren erfëllt, en Urecht op verschidden Aidë wéi d'Allocation supplémentaire pour enfant vivant avec un handicap an den Aidant informel. Dës Hëllefe si ganz wäertvoll fir déi betraffe Familljen. Et ass awer esou, datt, wann e Kand mat Behënnerung stierft, all dës Aiden direkt ewechfalen. Heibäi muss een awer bedenken, datt déi betraffe Familljen oft eng Persoun agestallt hunn, respektiv ee vun den Elteren seng Aarbechtszäit reduzéiert huet oder guer net méi schafft, fir sech ëm d'Kand mat Handicap ze këmmeren. Do dauert et och oft eng Zäit, bis een eng nei Aarbechtsplaz fënnt, respektiv seng Tâche kann eropsetzen. En plus, wann een eng Persoun agestallt huet, gëllt jo dat geltend Aarbechtsrecht mat de bekannte Kënnegungsfristen. Duerch dat direkt Ewechfale vun dëse finanziellen Aidë kommen déi betraffe Familljen, wann se eng Persoun agestallt hunn oder ee vun den Eltere manner oder guer net méi schaffe geet, also eventuell an eng finanziell Noutsituatioun.

An deem Kontext wéilt ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

– Deelt d'Madamm Minister d'Meenung, datt et sënnvoll wier, déi finanziell Hëllefen eréischt no 6 Méint auslafen ze loossen, fir datt déi betraffe Familljen nieft der Trauer net och nach mat finanzielle Schwieregkeeten ze kämpfen hunn?
• Wann nee, aus wéi enge Grënn?

**Réponse** (17/08/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

Am System vun der sozialer Sécherheet sinn d'Leeschtungen un de Beneficiaire gebonnen, also un déi individuell Rechter vum Beneficiaire. Dës kënne Saach- oder Geldleeschtunge sinn.

An de Fäll, déi vum honorabelen Deputéierte mentionéiert ginn, sinn d'Beneficiairen d'Kanner, déi d'Allocation spéciale supplémentaire kréien, net awer d'Eltere selwer.

Bei Geldleeschtunge kann de Beneficiaire oder seng Famill, bezéiungsweis an de vum honorabelen Deputéierte mentionéierte Fäll d'Eltere vum Beneficiaire, decidéieren, eng Persoun anzestellen, woubäi ze präzisëieren ass, datt d'Geldleeschtungen net e Salaire sinn, och net an der Fleegeversécherung.

Ewéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7204 vum 17. November 2022 erkläert, sinn déi Geldleeschtunge weeder e Salaire nach e Revenu de remplacement fir den Aidant selwer, mee et ass eng Leeschtung, déi de Beneficiaire vun der Fleegeversécherung kritt, wann dëse Beneficiaire en Aidant huet. Dësen Aidant kann eng Persoun aus dem familiären Ëmfeld sinn oder e Salarié, woubäi déi selwecht Konditioune fir de Salarié ewéi fir den Aidant gëllen. Et ass also eng finanziell Leeschtung (Geldleeschtung) vun der Fleegeversécherung fir déi fleegebedierfteg Persoun, déi hir Versuergung doheem organiséiert.

Well d'Leeschtungen an der sozialer Sécherheet un de Beneficiaire selwer gekoppelt sinn, dës Leeschtungen also op individuelle Rechter baséieren, resultéiert doraus, datt déi Leeschtungen, also och d'Allocation spéciale supplémentaire, musse gestoppt ginn, wann de Beneficiaire leider verstierft.

D'Leeschtunge kënnen also net, esou ewéi vum honorabelen Deputéierte proposéiert, iwwer d'Verscheede vum Beneficiaire eraus bezuelt ginn.

Anerefalls misst dat prinzipiell bei all Leeschtung gemaach ginn an net nëmmen an de mentionéierte Fäll, wat dann aner Froe mat sech bréngt an de Prinzipp vun den individuelle Rechter selwer a Fro stellt, well déi Rechter de facto géifen op eng aner Persoun erweidert bezéiungsweis transferéiert ginn.

Doriwwer eraus ass net all Situatioun identesch an eng pauschal Erweiderung vun de Rechter, zum Beispill vu 6 Méint ewéi vum honorabelen Deputéierte proposéiert, géif deenen individuelle Situatiounen net gerecht ginn.

Am Fall wou awer eng „finanziell Noutsituatioun", ewéi vum honorabelen Deputéierte mentionéiert, sollt entstoen, kënnen déi betraffe Persoune beim Office social vun hirer Gemeng Hëllef ufroen, fir esou eventuell kënnen op aner Mesuren zeréckzegräifen.

**Projet pilote « Guichet unique régional »** | Question **8112** (28/06/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Am Kader vun der Interpellatioun iwwer d'Entwécklung vum ländleche Raum vum 17. Mee 2023 hat den Här Landesplanungsminister a senger Interventioun ugedeit, datt hien amgaang wier ze préiwen, fir an der Kantonalhaaptuertschaft Réiden eng Aart Guichet unique anzeriichten, an deem staatlech a kommunal Servicer ugebuede kéinte ginn, fir sou de Biergerinnen a Bierger Hëllefsstellunge bei administrativen Déngschter unzebidden.

An deem Kontext wollt ech dem Här Landesplanungsminister follgend Froe stellen:

– Wéi wäit ass de Projet vun der Ariichtung vun engem Guichet unique régional am Déngscht vum Kanton Réiden scho fortgeschratt? Ass et méiglech, fir d'Konzept vun esou engem Guichet kuerz ze beschreiwen?

– Wat fir administrativ Servicer géifen do genee ugebuede ginn?

– Gëtt et änlech Projete fir d'Kantone Clierf, Wooltz, Veinen an aner méi ländlech gepräägte Géigenden an eisem Land?

**Réponse** (18/07/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Aménagement du territoire

Den 12. Mee 2022 huet de Réidener Kanton zesumme mam Minister fir Landesplanung eng Konventioun ënnerschriwwe mam Zil, eng gemeinsam Raumvisioun fir déi 10 Gemenge vum Réidener Kanton ze erstellen an dëst fir den Horizont 2035 respektiv 2050. An engem éischte Schratt ass eng detailléiert Bestandsopnam mat enger Stäerkten/Schwächten Analys fir d'Regioun gemaach ginn. Als nächst ginn da verschidden Entwécklungszenarie beliicht.

Aus landesplanerescher Siicht ass et wichteg, datt déi ländlech Raim sech an engem gesonden Tempo entwéckelen, an datt noutwenneg Infrastrukturen (Drénkwaasserversuergung, Ofwaasserbehandlung,

7 ITM-SST 1506.3
8 https://www.agbf.de/downloads-fachausschuss-vorbeugender-brand-und-gefahrenschutz/category/15-fa-vbg-oeffentlich-schriften?download=352:2021-2-keine-brandgefahr-in-tiefgaragen-durch-elektrofahrzeuge
9 https://www.adac.de/rund-ums-fahrzeug/elektromobilitaet/info/sicherheit-elektroauto/
10 https://www.gdv.de/gdv/medien/medieninformationen/e-autos-in-tiefgaragen-keine-erhoehte-brandgefahr-feststellbar-66230
11 https://www.legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2014/08/27/n8/jo

Schoulen etc.) mat dem Wuesstem Schrëtt hale kënnen. Niewent deene reng techneschen Infrastrukturen, sinn awer och sozial Servicer an Aktivitéite ganz wichteg. E Guichet unique am ländleche Raum soll duerfir méi Funktiounen ubidden:

– Hëllefsstellung bei Froen zu administrative Virgäng: Dëst ka souwuel d'Gemeng wéi och staatlech Servicer betreffen, z. B. Ufro vu Subsiden oder Geneemegungen, Hausëmbau, Sanéierung vun aler Bausubstanz, Steiererklärung etc.;
– Bündele vun de Berodungsservicer: Energie, Waasser, Klima, Naturpakt, Wunnen, Ëmwelt etc.;
– Raimlechkeet fir Veranstaltungen, z. B. 1 x am Mount Repair-Café; Zuverfügungstelle vu Computer/Drucker fir Bierger, Meeting-Point am Duerf fir all Alterskategorie.

Vusäite vum Departement vun der Landesplanung gëtt proposéiert, am Kader vun engem Biergerbedeelegungsprozess d'Funktiounen a Servicer vun engem Guichet unique an der Regioun festzeleeën.

Déi uewe genannte Konventioun, déi mam Réidener Kanton gemaach gouf, gesäit vir, datt konkreet Projeten, déi sech aus der Raumvisioun erginn, weider ënnerstëtzt kënne ginn. An deem Kontext kann den Departement vun der Landesplanung beim Opbau vun engem Guichet unique an der Regioun vum Réidener Kanton hëllefen.

Den neie Landesplanungsprogramm (Programme directeur d'aménagement du territoire, PDAT), suggeréiert, datt all CDA (Centre de développement et d'attraction) am ländleche Raum esou e Guichet unique fir seng Bierger/innen sollt hunn.

Fir en Iwwerbléck iwwert déi aktuell a méiglech Strukturen a Servicer an deem Sënn zu Lëtzebuerg an am noen Ausland ze kréien, huet den Departement vun der Landesplanung ausserdeem eng Etude bei engem Büro ugefrot. D'Resultater vun der Etude gi sech fir den Hierscht erwaart.

**Travaux de maintenance au CR306 entre Grosbous et Grevels** | Question **8113** (28/06/2023) de **M. André Bauler** (DP)

An der Uertschaft Groussbus ass rezent un der Strooss fir op Baaschtnech (CR 306) tëscht Groussbus a Gréiwels geschafft ginn. De Belag ass provisoresch gefléckt ginn, ma e fiert sech de Moment net gutt.

Aus deem Grond wollt ech den Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechte Follgendes froen:

1. Gëtt et mëttlerweil e Projet, deen eng Erneierung vun dësem Streckenofschnëtt virgesäit?

2. Wa jo, wat wier de Käschtepunkt dovunner an a wat fir engem Mooss misst d'Gemeng sech dorunner finanziell bedeelegen?

3. Wéini kéinten dës Aarbechte spéitstens ufänken?

**Réponse** (25/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Den aktuellen Zoustand vum Belag ass dorop zeréckzeféieren, dass d'Gemeng Groussbus um CR306 ënnerierdesch Infrastrukturen erneiert huet.

Mëttlerweil gëtt et effektiv ee Projet, fir dëse Streckenofschnëtt ze erneieren.

Allerdéngs ass dat ee Projet vun der Gemeng, deen ënnert anerem och virgesäit, Parkstréifen, Zebrastréifen, Grénganlagen asw. ze amenagéieren.

ad 2. Doduerch, datt dëse Projet vun der Gemeng ausgefouert gëtt, ginn d'Käschten eleng vun der Gemeng gedroen.

ad 3. Well dës Aarbechten net vun der Stroossebauverwaltung duerchgefouert ginn, ka vu staatlecher Säit net gesot ginn, wéini dës Aarbechten ufänke wäerten.

Et sief awer unzemierken, datt d'Gemeng schonn eng „permission de voirie" fir hire Projet ausgestallt kritt huet.

**Projet pilote de la Couverture universelle des soins de santé** | Question **8114** (28/06/2023) de **M. Paul Galles** (CSV)

En octobre 2021, les ministres de la Sécurité sociale et de la Santé ont présenté la CUSS, un projet visant à offrir une affiliation à l'assurance maladie aux personnes vulnérables étant habituellement sur le territoire national, sans revenu, et ne pouvant pas bénéficier d'un soutien par un office social. Une présentation PowerPoint avait à cette occasion présenté plusieurs points précis concernant la mise en place de la CUSS.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Le Gouvernement avait annoncé « réduire les démarches administratives au strict minimum ». Pourriez-vous nous détailler les démarches à suivre ? Est-il prévu de les réduire afin de garantir un accès universel à la CUSS ?

2) Il avait également été déclaré que « les associations conventionnées avec le Ministère de la Santé recevront des moyens financiers et humains supplémentaires pour assurer le suivi régulier et prendre en charge les cotisations mensuelles et la participation personnelle des bénéficiaires le cas échéant ». Après une année de projet pilote CUSS, les moyens accordés sont-ils suffisants pour assurer le bon fonctionnement du projet et permettent-ils d'affilier toutes les personnes éligibles à la CUSS ? Si non, quand et comment votre Ministère compte-t-il remédier à cette situation ?

3) Le projet a une vocation universelle de par son nom, et concerne les « personnes qui sont habituellement sur le territoire national, n'ont aucune source de revenu et ne peuvent pas bénéficier d'un soutien par un office social ou une autre entité publique ». Pourriez-vous nous communiquer les statistiques des bénéficiaires ainsi que des dossiers suivis par les associations conventionnées ? Ces associations ont-elles pu offrir l'opportunité à toutes les personnes concernées de bénéficier d'une CUSS ? Quels ont été les obstacles rencontrés par les bénéficiaires, voire par les associations ?

4) Le ministre avait également annoncé qu'une évaluation du projet aurait lieu fin 2022, afin d'apporter des ajustements en fonction des besoins constatés sur le terrain et assurer la pérennité du projet. Celle-ci a-t-elle eu lieu, et, le cas échéant, quelles en sont les conclusions ? Si non, quand votre ministère compte-t-il mener cette évaluation ?

5) Le ministre a-t-il l'intention de donner une base légale au projet pilote de la CUSS ? Si oui, quand et avec quelles modifications ?

**Réponse** (04/10/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) La Couverture universelle des soins de santé (CUSS) a pour but premier l'intégration des personnes qui n'ont pas autrement un accès régulier au système de soins de santé en leur permettant l'accès aux prestations de santé de l'assurance maladie moyennant le mécanisme légal de l'assurance volontaire prévu à l'article 2 du Code de la sécurité sociale (CSS). Les cotisations dues sont prises en charge par l'État à travers les conventions conclues entre le Ministère de la Santé et les associations participant au projet pilote. La CUSS permet ainsi une réelle prise en charge sanitaire mais aussi sociale de cette population en marge de la société.

Les demandes dans le contexte du projet pilote peuvent être introduites auprès du Ministère de la Santé par l'intermédiaire de 5 associations, à savoir Médecins du monde, Abrigado, Jugend- an Drogenhëllef, Stëmm vun der Strooss et Croix-Rouge, après avoir effectué une enquête sociale. À souligner que le dossier de demande doit également inclure un projet social.

Le dossier est analysé et, en cas de validation, transmis au Centre commun de la sécurité sociale en vue de l'inscription à l'assurance maladie volontaire. Pour ce faire, le formulaire pour demander l'assurance volontaire a été adapté aux besoins du projet CUSS. Les informations demandées constituent le strict minimum pour que la personne puisse être affiliée moyennant ce mécanisme.

La personne concernée et, le cas échéant aussi le ou la conjointe ainsi que les enfants (coaffiliation), est dès lors affiliée de plein droit à l'assurance maladie et bénéficie donc des mêmes conditions de prise en charge en application du principe d'égalité que toute autre personne protégée.

L'association ayant introduit la demande assure un suivi social mensuel du bénéficiaire CUSS et un bilan sur la situation de santé et la situation sociale du bénéficiaire est remis tous les six mois au Ministère de la Santé afin de vérifier si le bénéficiaire a bien accès au système de soins de santé et d'évaluer les avancées au niveau de la situation sociale.

La procédure actuelle est déjà ancrée dans un cadre dit « bas seuil ». Dans un souci de coconstruction du projet pilote, des adaptations seront proposées et discutées ensemble avec les associations mandatées et les administrations concernées.

Une note expliquant la démarche peut être consultée sur le site du Collège médical[12].

Les échanges à un niveau plus stratégique entre toutes les parties prenantes (associations, CNS, CCSS et ministères) ont lieu régulièrement.

ad 2) Dans le cadre du projet pilote, le Ministère de la Santé a soit élargi des conventions existantes, soit conclu des conventions nouvelles avec les associations participant au projet pilote. Ces conventions prévoient la mise à disposition de personnel supplémentaire dédié ainsi que la prise en charge des frais financiers liés à la CUSS, comme le paiement des cotisations ou la part statutaire à charge de la personne protégée. Des avances de fonds ont par ailleurs été réalisées afin que les associations aient à leur disposition la trésorerie requise. La part prise en charge par la CNS, qui n'est pas directement payée au prestataire, est remboursée à l'association.

À l'heure actuelle, la phase pilote du projet est maintenue. Les associations conventionnées avec le Ministère de la Santé ont été dotées d'un ETP assistant social supplémentaire lors du lancement de la CUSS. Certaines associations déclarent effectivement le besoin de soutien supplémentaire en raison du succès du projet. Les considérations issues de la dernière réunion avec les parties prenantes sont actuellement intégrées dans l'évaluation par le Ministère de la Sécurité sociale. La finalisation de l'évaluation est prévue pour la fin du

[12] 31_1_CUSS MDM.pdf (collegemedical.lu)

mois de septembre et permettra de prendre en considération les besoins financiers et humains réels pour la continuation du projet pilote et aussi de dégager des recommandations et pistes plus concrètes en vue de la création d'un cadre légal dédié.

ad 3) à 5) D'avril 2022 à début juillet 2023, les 5 associations ont adressé 232 demandes en obtention de la CUSS au Ministère de la Santé, dont 215 ont été acceptées :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Suite au succès du projet, les associations ne sont actuellement plus en mesure d'accueillir de nouveaux demandeurs CUSS et ont créé des listes d'attente. Cela montre à quel point il était important de lancer ce projet.

En ce qui concerne les actuels bénéficiaires, il ressort des bilans semestriels adressés au Ministère de la Santé depuis le lancement de la CUSS, que la quasi-totalité de bénéficiaires CUSS a pu bénéficier d'une prise en charge médicale en accédant aux prestations de santé de l'assurance maladie. Pour certaines personnes particulièrement vulnérables de longue date, habituées à fréquenter les services de soins des associations, un temps d'adaptation est perceptible avant de recourir au système de soins « classique », c'est-à-dire assuré par les prestataires de soins.

La plupart ont réussi à se stabiliser, voire améliorer leur état de santé en ayant par exemple accès aux programmes de substitution chez des médecins généralistes, ce qui leur permet de ne pas devoir recourir à des substances illicites. Des femmes enceintes ont pu accéder aux examens prénataux essentiels au bon déroulement de leur grossesse et de la préparation à l'accouchement.

Par ailleurs, sur les 49 suivis clôturés/affiliations stoppées, certains chiffres sont marquants : 6 bénéficiaires ont pu régulariser leur situation administrative et ont trouvé un emploi et peuvent ainsi bénéficier de l'affiliation obligatoire, 9 personnes ont pu régulariser leur situation administrative et ont bénéficié de l'ouverture de leurs droits sociaux et leurs cotisations prises en charge par des établissements publics. 17 affiliations de bénéficiaires ont été stoppées suite à l'arrêt du suivi social (le bénéficiaire ne s'est plus présenté à l'association référente pendant plus de 3 mois).

En effet, un engagement personnel minimal est demandé au bénéficiaire pour qu'une stabilisation de sa situation, puis une amélioration puissent avoir lieu. Ceci est également nécessaire pour le suivi médical de certains traitements. C'est pour cela que le suivi régulier des bénéficiaires par les associations est essentiel. En outre, il s'agit aussi d'éviter des abus potentiels en s'assurant que le bénéficiaire s'engage aussi lui-même dans un processus conjoint pour améliorer sa propre situation.

**Consommation de drogues chez les jeunes** | Question **8115** (28/06/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Wéi divers däitsch Medie mellen, ass de 26. Juni 2023 en 13 Joer aalt Meedchen zu Altentreptow (D), nom Konsum vun enger besonnesch staarker Extasy-Pëll, verstuerwen. Wéi et vun den zoustännegen Autoritéiten heescht, hätt et an deene leschten Deeg nach weider Fäll ginn, wou Jonker vu 14 respektiv 15 Joer sou eng Pëll vun der enorm staarker Extasy-Zort „Blue Punisher" consomméiert hunn an doropshin hu missen hospitaliséiert ginn. Och an dëse Fäll si massiv gesondheetlech Komplikatiounen opgetrueden an déi Concernéiert ware respektiv sinn a Liewensgefor.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, un d'Madamm Gesondheetsministesch an un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Ass dem Minister fir bannenzeg Sécherheet déi uewe genannten Drogeproblematik bekannt?
– Circuléiert déi genannten Drog och zu Lëtzebuerg?
– Sinn am Zesummenhang mat där genannter Drog scho Jonker zu Lëtzebuerg hospitaliséiert ginn?

2. Kann d'Regierung eis soen, wéi vill Mannerjäreger an deene leschte Jore generell wéinst Drogen an d'Klinick ageliwwert gi sinn?
– Ëm wéi eng Drogen handelt et sech dobäi haaptsächlech?

3. Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir déi Jonk nach méi konsequent a punkto Drogen ze sensibiliséieren?

**Réponse** (07/08/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. Hei am Land gouf bis elo nach keng Extasy-Zort „Blue Punisher" saiséiert.

ad 2. D'Gesondheetsdirektioun verfüügt zurzäit net iwwert aktuell, detailléiert a validéiert Donnéeën iwwert Hospitalisatioune wéinst Problemer, déi mam Drogekonsum zesummenhänken an déi no Substanzen an Altersgruppe gegliddert sinn. Déi rezentsten Donnéeën aus deem Beräich sinn dem nationalen Drogerapport vun 2022[13] ze enthuelen. Aus deem geet ervir, dass 2021 377 Traitementsepisode wéinst Drogeproblemer an nationale Spideeler stattfonnt hunn, all Substanzen an Alterskategorien abegraff.

ad 3. Eng vun de Prioritéite vum nationalen Drogenaktiounsplang 2020–2024 ass d'Präventioun bei de Jonken an d'Sensibilisatioun vun de Jonken am Beräich Drogen a Sucht; an déi verschidde Mesuren, déi doranner enthale sinn, sinn amgaangen ëmgesat ze ginn. Derbäi kënnt, datt eng Rei Aktioune vum rezent presentéierte Plan national santé mentale (PNSM) dee selwechten Objektiv viséieren. Des Weidere schafft de Centre national de prévention des addictions (CNAPA) un enger holistescher nationaler Strategie am Beräich Suchtpräventioun zesumme mat all de concernéierten Acteuren.

An de Lycéeë ginn ab der Rentrée scolaire 2023 „Coordinateurs addiction" agefouert, déi eng Expertis am Beräich vun der Suchtpräventioun an der Suchtinterventioun hunn an déi am Lycée an och fir extern Partner Uspriechpersoun sinn am Kontext vum Konsum an dem Trafick vu legalen an illegalen Drogen. An hiren Tâchen ass virgesinn, datt si de Lien maachen tëschent der Schoul, den externe Partner vun der Drogepräventioun, der Prise en charge thérapeutique an der Police.

En Drogepräventiounsguide gëtt ënnert der Leedung vun de „Coordinateurs addiction" an de Lycéeën ëmgesat an dës Mise en place gëtt vun engem internen Aarbechtsgrupp begleet. De Guide beinhalt Richtlinnen am Kontext vun der Confidentialitéit, dem Signalement an och der Präventioun an ass an Zesummenaarbecht mat der Police an externen Experten aus dem Beräich vun der Suchtpräventioun, opgrond vun de besteeënden Erfarungswäerter, ausgeschafft ginn.

[13] https://gouvernement.lu/dam-assets/fr/publications/rapport-activite/minist-sante/2022-rapport-relis/ra-relis2022-anglais-light.pdf

Am Kader vun der Reglementéierung vum Cannabisubau, déi séit dem 21. Juli a Kraaft ass, fënnt och aktuell an iwwert déi kommend Wochen eng Sensibilisatiounscampagne statt fir ze erklären, wat erlaabt a wat weiderhi verbuede bleift, wéi zum Beispill de Konsum fir oder a Géigewaart vu Mannerjäregen.

**Nationalités des détenus** | Question **8116** (30/06/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

De 15. Mäerz 2021 huet d'Madamm Justizministesch dem RTL géintiwwer gesot, datt d'Hallschent vun de Leit, déi zu Schraasseg sinn, net Residenten zu Lëtzebuerg sinn. Doriwwer eraus huet d'Madamm Minister gesot, datt si dës Zuelen och ongeféier fir d'Untersuchungshaft bestätege kéint.

An deem Kontext an zwee Joer duerno wier et intressant ze wëssen, wéi sech d'Verhältnis vun den eenzelen Nationalitéiten am Prisong zu Schraasseg, am Prisong zu Suessem an an der oppener Betreiungsstruktur zu Giwenech gestalt.

Ech wéilt der Madamm Justizminister dofir dës Froe stellen:

1. Opgeschlësselt op de Prisong zu Schraasseg, opgeschlësselt op de Prisong zu Suessem an opgeschlësselt op d'Betreiungsstruktur zu Giwenech: A wéi enge Länner haten déi verschidden aktuell Gefaangener respektiv ze betreiend Persounen hire leschte Wunnsëtz? Kann d'Madamm Minister dozou eng Tabell presentéieren?

2. Wéi vill Persounen, déi zu Lëtzebuerg verurteelt gi sinn, sëtzen aktuell hir Strof an engem Prisong am Ausland of? Wéi vill Persounen, déi am Ausland verurteelt gi sinn, sëtzen aktuell hir Strof an engem Prisong zu Lëtzebuerg of?

3. Wéi ass déi aktuell Zesummesetzung pro Nationalitéit vun de Gefaangene respektiv den ze betreiende Persounen zu Lëtzebuerg – opgeschlësselt op de Prisong zu Schraasseg, opgeschlësselt op de Prisong zu Suessem an opgeschlësselt op d'Betreiungsstruktur zu Giwenech? Kann d'Madamm Minister och dozou eng Tabell presentéieren?

**Réponse** (12/07/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. an 3. An der Annex en Tableau, wat de leschte Wunnsëtz an d'Nationalitéit vun de Prisonéier betrëfft, déi sech aktuell an engem vun deenen dräi Prisongen zu Lëtzebuerg befannen.

Et sief nach drop higewisen, dass d'Genauegkeet, wat de leschte Wunnsëtz vun de Prisonéier betrëfft, net ka garantéiert ginn, well déi Informatiounen net kënne vun der Prisongsverwaltung iwwerpréift ginn.

ad 2. No den Informatioune vum Parquet général sinn et aktuell am Ganzen:

– 95 Prisonéier, déi zu Lëtzebuerg verurteelt gi sinn, an déi hir Strof am Ausland ofsëtzen, an
– 3 Prisonéier, déi am Ausland verurteelt gi sinn, an déi hir Strof hei am Land ofsëtzen.

D'Decisiounen iwwer d'Transferte vu Prisonéier zwëschent Lëtzebuerg an engem anere Memberstaat vun der Europäescher Unioun berouen all op der „décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne", déi zu Lëtzebuerg duerch e Gesetz vum 28. Februar 2011 ëmgesat ginn ass.

*(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Émeutes en France** | Question **8117** (30/06/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Nodeems virun e puer Deeg de jonken Nahel bei enger routinärer Autoskontroll vun engem Polizist erschoss gouf, ginn a Frankräich vill Persounen op d'Strooss, fir géint d'Policegewalt ze manifestéieren. D'Protestaktioune sinn allerdéngs net alleguerte friddlech ofgelaf an esou gëtt et aktuell queesch iwwert de franséischen Territoire Onrouen, déi a Saachbeschiedegung, Pyromanie, Déifstall a Verletzungen ausgaange sinn. Och an der Lorraine koum et zu Gewaltaktiounen. „L'essentiel" bericht, dass zu Mont-Saint-Martin, e puer Meeter vun der franséisch-lëtzebuergescher Grenz an net wäit ewech vun den Tankstellen, Gebaier a Brand gesat goufen, dorënner eng Schoul an ee Centre médical.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'lëtzebuergesch Police op d'Onrouen an eisem Nopeschland virbereet?

2. Wat gëtt aktuell ënnerholl, fir Infrastrukturen an der Grenzregioun viru Gewaltaktiounen ze schützen?

3. Huet d'lëtzebuergesch Police eise franséischen Noperen Hëllef an Ënnerstëtzung zougesot, falls d'Onrouen an der Groussregioun eskaléiere sollten?

**Réponse** (21/07/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. an 2. D'Lëtzebuerger Police assuréiert ee ganz noe Monitoring vun der Situatioun a Frankräich a steet an enkem Kontakt mat hire franséischen Homologen. D'Dispositiffe vun der Police sinn der aktueller Situatioun a Geforenaschätzung ugepasst a kënnen a Fonctioun vun enger eventueller Hëllefsleeschtung direkt adaptéiert ginn. Zum Zäitpunkt vun dëser parlamentarescher Fro ass kee Besoin erkannt respektiv ausgedréckt ginn, fir d'Infrastrukturen an der Grenzregioun ze schützen.

ad 3. D'Lëtzebuerger Police huet hire franséischen Nopere gehollef an si ënnerstëtzt am Kader vun de Virbereedungen zu hirem Nationalfeierdag, de 14. Juli, wou eventuell weider Onroue gefaart gi sinn.

**Transfert automatique du droit de vote lors du changement de commune** | Question **8118** (03/07/2023) de **M. Charles Margue** | **M. François Benoy** (déi gréng)

Au Luxembourg, le vote aux différentes élections est obligatoire pour tous les électeurs inscrits sur les listes électorales et ceci quelle que soit leur nationalité dans le cas des élections communales et européennes. Nul ne peut voter s'il n'est pas inscrit sur les listes électorales. Selon les informations officielles, présentées sur le portail public guichet.lu, en cas de déménagement dans une autre commune luxembourgeoise, « le transfert du droit de vote dans la nouvelle commune est obligatoire et est effectué automatiquement par les administrations communales ». Dans le contexte des élections communales et européennes, il n'est donc pas nécessaire qu'un électeur étranger fasse une nouvelle inscription sur les listes électorales respectives de sa commune d'arrivée, vu que le transfert en cas de déménagement doit être assuré de manière automatique par les administrations communales.

Or, selon nos informations, le transfert obligatoire et automatique du droit de vote dans la nouvelle commune ne semble pas toujours fonctionner.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les informations suivantes de Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Madame la Ministre a-t-elle connaissance de problèmes liés au transfert automatique des inscriptions aux listes électorales des citoyens non luxembourgeois ?

2) Combien de citoyens ont introduit depuis le 01.01.2018 des réclamations liées à un transfert d'inscription automatique non réalisé ou réalisé de manière erronée ?

**Réponse** (28/07/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Depuis une modification législative en 2016 de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, les inscriptions sur les listes électorales figurent sur le registre communal et le Registre national des personnes physiques (RNPP).

Le CTIE a été informé d'un seul cas concret où un non-Luxembourgeois ne figurait plus sur les listes électorales après un déménagement. L'analyse de ce cas a relevé qu'il s'agissait d'un cas isolé dû à une erreur de saisie. En effet, une adresse étrangère avait été saisie dans le RNPP comme résidence habituelle au lieu d'une adresse luxembourgeoise.

Cette erreur a été redressée par l'administration communale concernée. Cependant, le fait d'avoir saisi précédemment une adresse de résidence étrangère a eu comme effet de rayer la personne concernée des listes électorales dès le déménagement à l'étranger.

**Courses automobiles** | Question **8119** (03/07/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Wéi och op anere Plazen am Land, z. B. op der Kockelscheier, ginn zënter ronn zwee Joer an der Industriezon zu Leideleng spontan Autostreffen organiséiert, dëst besonnesch de Weekend owes. Hei entsteet en immens staarke Kaméidi, illegal Autoscoursse gi gefuer, d'Motoren héichdréine gelooss etc. Et treffen sech alt mol ëm 100 Autoe bei der Tankstell. Dës Treffe sinn iwwerdeems iwwert d'Grenze vu Lëtzebuerg bekannt, well sech hei och Gefierer mat auslännesche Placken erëmfannen.

Der Police an der Gemeng ass dee Problem gutt bekannt. Anscheinend hat d'Police och ewell eng „action coup de poing" zesumme mat der SNCT organiséiert. Polizisten hunn eis och bericht, datt scho Persoune mat Geschwindegkeete vun iwwer 160 km/h geblëtzt goufen, wou 50 km/h erlaabt sinn.

Och ass et an deem Kontext schonn zu Accidenter komm mat schwéiere Konsequenzen. Esou ass et den 30. Abrëll an der Nuecht vu samschdes op sonndes zu engem ganz schroen Accident komm, bei deem zwee Autoen implizéiert waren. Insgesamt waren aacht Persounen involvéiert, sechs dovunner goufe blesséiert an dräi dovu méi uerg blesséiert. Eng Persoun ass an akuter Liewensgefor an d'Klinick ageliwwert ginn. Bei dësem Incident waren d'Rettungsdéngschter vun der Stad, vu Leideleng a vu Monnerech op der Plaz mat villen Ambulanzen an zwou SAMU-Ekippen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi schätzt d'Regierung dës Situatioun an?

2. Wéi gesäit de Minister den Afloss vun dësem Kaméidi op d'Liewensqualitéit vun de Leit, déi an där Géigend wunnen?

3. Wéi vill Accidenter sinn an de leschte Jore bei dësen Autostreffe geschitt?

4. Wat waren d'Konsequenze vun deenen Accidenter? Wéi vill Leit goufe blesséiert a wéi vill Leit hunn hiert Liewen dobäi verluer?

5. Wéi vill Policeasätz gouf et zënter dem 1. Januar 2022 an der Industriezon zu Leideleng?

6. Wéi eng weider Delikter goufen – nieft den Autostreffen – vun der Police detektéiert? Wéi enger Natur (z. B. Alkohol, Gewaltakter, Drogenhandel etc.) sinn dës Delikter?

7. Wéi eng Méiglechkeeten huet d'Regierung, fir hei anzegräifen?

8. Wéi wëll de Staat elo konkreet virgoen, fir deenen uewe beschriwwene Mëssstänn en Enn ze setzen?

**Réponse** (04/08/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Den honorabelen Deputéierte stellt eng Rei Froen am Kontext vu spontanen Autostreffe mat deelweis getunten Autoen op verschiddene Plazen hei am Land, wou och deelweis illegal Courssen op der Strooss stattfannen.

ad 1. De Fait, dass Gefierer technesch modifizéiert (Tuning) ginn, ass keen neie Phänomeen, mee een, deen et scho méi laang och hei zu Lëtzebuerg gëtt.

D'Police stellt fest, datt et Treffe gëtt mat getunten Autoen, bei deenen zu engem gewëssen Deel Autoen aus der Grenzregioun present sinn.

De Phänomeen vun organiséierten illegale Courssen (Streetracing) ass zu Lëtzebuerg awer net bekannt.

Wat technesch Modifikatioune betrëfft, muss een en Ënnerscheed maachen tëschent dem legalen an dem illegalen Tuning. Et ass evident, datt dee lescht genannten eng Gefor fir d'Verkéierssécherheet duerstellt a parallell och Nuisancë fir d'Ëmwelt zur Folleg kann hunn.

ad 2. Eng modifizéiert Auspuff- respektiv Ofgasanlag stellt ee Problem fir d'Populatioun an d'Ëmwelt duer, duerch de Kaméidi, well en Afloss op d'Liewensqualitéit kann hunn, mee och duerch d'Partikelen oder de modifizéierten $CO_2$- an $NO_X$-Ausstouss esouwéi aner Verbrennungsofgaser.

Et ass hei ze bemierken, dass et sportlech Gefierer gëtt, déi ab Wierk schonn zimmlech haart sinn a punkto Lautstäerkt an awer an der legaler technescher Toleranz leien.

ad 3. a 4. Et ass statistesch net nozevollzéien, wéi vill Accidenter bei Autostreffe geschitt sinn.

ad 5. Et si vum 1. Januar 2022 bis de 6. Juli 2023 insgesamt 21 Policeasätz zu Leideleng an der Industriezon gezielt ginn, déi mat der sougenannter Tuningszeen a Verbindung ze brénge sinn. Dovunner si 15 Asätz duerch Meldunge vun den Awunner aus der Géigend ëm d'Industriezon ausgeléist ginn.

ad 6. Et si keng weider Delikter festgestallt ginn.

ad 7. an 8. Bei dëse Punkte gëtt op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 6407 vum 27. Juni 2022 vum Här Deputéierte Mars Di Bartolomeo verwisen.

Fir d'Police ass et net einfach, illegal Modifikatioune festzestellen an ze dokumentéieren. D'Police ka villes reglementaresch an technesch korrekt moosse mat den entspriechende Geräter, zum Beispill Vitess oder den Alkoholgehalt an der ausgeotemter Loft. De Kaméidi respektiv d'Dezibel vun engem Auspuff ze moossen ass awer schwiereg, wëssend, dass déi Resultater viru Geriicht musse Bestand hunn. Derbäi kënnt, datt déi entspriechend EU-Direktiven e gewësse Spillraum loossen. Esou si sportlech Gefierer, déi ab Wierk schonn ënner gewësse Konditioune vill Kaméidi maachen, legal, well et keng Modifikatioun vum Gefier duerstellt. Et muss een den Ënnerscheed

tëscht dem legalen an dem illegalen Tuning kënne maachen.

D'Police ass amgaangen, zesumme mat der SNCA, dem MMTP an engem externen technesche Büro, eng spezifesch Formatioun opzebauen an eventuell Partenariater ze kreéiere fir zukünfteg Kontrollen. Den Haaptdeel wäert doranner bestoen, déi verschidden Zorte vu Modifikatiounen ze erkennen an den entspriechende Lien zur Gesetzgeebung an/oder zu de bestoende Prozeduren ze maachen.

Mëttelfristeg muss dann och gekuckt ginn, ob d'Gesetzgeebung op deem engem oder anere Punkt muss ugepasst ginn, fir de Phänomeen sou eventuell besser geréiert ze kréien.

**Droit à l'oubli dans le cadre de l'assurance solde restant dû** | Question **8121** (03/07/2023) de **M. Max Hengel** (CSV)

En date du 1er janvier 2020, une convention est entrée en vigueur entre le Ministère de la Santé et l'Association des compagnies d'assurances et de réassurances (ACA) afin de mettre en œuvre un « droit à l'oubli » dans le cadre de l'assurance solde restant dû. L'objectif était, entre autres, de faciliter l'accès à cette assurance aux personnes présentant un risque aggravé en raison d'une pathologie cancéreuse, d'une infection virale à l'hépatite C ou d'une infection par le VIH.

Un comité de suivi et de réévaluation a été instauré afin de veiller à la bonne application des dispositions de la convention et au respect des engagements des parties.

Les compagnies d'assurances signataires s'engageaient à ce qu'aucune information médicale relative à une pathologie cancéreuse ne soit prise en compte dans l'acceptation du risque et dans le calcul des primes de l'assurance solde restant dû, à condition que le protocole thérapeutique relatif à cette pathologie cancéreuse ait pris fin depuis plus de 10 ans et sans rechute.

Il en va de même pour les cancers diagnostiqués jusqu'à l'âge de 18 ans révolus, mais dont le protocole thérapeutique relatif à cette pathologie a pris depuis plus de 5 ans et sans rechute.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quelles étaient les conclusions du comité de suivi et de réévaluation pour les années 2021 et 2022 ?

2) Quel est l'avis du comité de suivi et de réévaluation quant à une éventuelle adaptation de la grille de référence retenue à l'annexe de la susdite convention ?

3) Madame la Ministre envisage-t-elle de renégocier la convention dont question afin d'appliquer le droit à l'oubli à cinq ans pour toutes les personnes guéries d'un cancer, indépendamment de leur âge ?

4) Actuellement le droit à l'oubli est réglé et fixé de manière conventionnelle.
Est-ce que la Ministre de la Santé envisage de créer une base légale au sujet du droit à l'oubli ?

**Réponse** (02/08/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Le comité d'experts prévu par l'article 4 de la convention conclue le 29 octobre 2019 entre le Ministère de la Santé et l'Association des compagnies d'assurances et de réassurances (ACA) et les 8 entreprises d'assurance commercialisant l'assurance « solde restant dû » est chargé de veiller à la bonne application des dispositions de la convention et au respect des engagements des parties.

En raison de la pandémie, ce comité d'experts s'est réuni une première fois le 25 janvier 2023. Lors de cette réunion, les premiers retours d'expériences sur la mise en œuvre de la convention furent discutés et aucun des membres n'a indiqué avoir rencontré de véritables problèmes avec la mise en application de cette dernière. Certains membres ont été contactés quelques fois pour donner des renseignements concernant la convention notamment afin d'expliquer les conditions à remplir pour tomber dans le champ d'application de celle-ci.

Le comité a discuté en outre l'élaboration de règles internes de fonctionnement en vue de se doter d'un règlement interne, ainsi que les modalités de mise en œuvre de la convention auprès des compagnies d'assurance signataires.

ad 2) Lors de sa première réunion, le comité d'experts a évoqué une éventuelle adaptation de la grille de référence dans le futur et en analysera l'opportunité lors de ses prochaines réunions.

ad 3) Dans le cadre de sa mission consultative liée à l'adaptation de la grille de référence, le comité peut s'adjoindre des experts en raison de leurs compétences scientifiques par rapport à la pathologie concernée. Comme le comité n'a pas encore émis un avis d'experts sur la question, une renégociation de la convention n'est pas envisagée à ce stade.

ad 4) Aucun des membres n'a indiqué avoir rencontré de véritables problèmes avec la mise en application de la convention, de sorte que la création d'une base légale au sujet du droit à l'oubli n'est pas opportune à ce jour.

**Décès d'un détenu au Centre pénitentiaire de Givenich** | Question **8122** (04/07/2023) de **M. Léon Gloden** (CSV)

Le lundi 3 juillet au matin, un détenu a été retrouvé mort dans sa cellule au Centre pénitentiaire de Givenich. D'après un article de presse, l'état de santé du détenu aurait été préoccupant. Et le personnel n'aurait probablement pas pris suffisamment au sérieux l'état de cet homme grièvement malade.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les circonstances du décès ?

2) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les conditions de détention et la prise en charge des problèmes de santé du détenu retrouvé mort dans sa cellule ?

3) Le détenu a-t-il fait usage de son bouton d'alarme ?
– Dans l'affirmative, quels moyens furent mis en place ?

4) De quelle manière Madame la Ministre entend-elle éviter de tels incidents à l'avenir ?

**Réponse** (07/08/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1) Le défunt, qui n'avait montré aucun signe de malaise la veille de son décès, a été retrouvé le matin à l'ouverture des cellules allongé dans son lit par un agent pénitentiaire. Le 112 a immédiatement été appelé ainsi que la Police grand-ducale. L'infirmière de garde a constaté le décès du détenu défunt. Le médecin sur place a conclu à une mort naturelle.

Le défunt disposait d'un certificat médical récent d'aptitude à la détention.

ad 2) Le détenu séjournait au Centre pénitentiaire de Givenich (CPG) depuis le 3 mai 2023 sous des conditions de détention tout à fait normales, comme tout autre détenu. Son certificat d'aptitude à la détention, établi également le jour de son arrivée au CPG par le médecin, a constaté l'aptitude à la privation de liberté au CPG et n'indiquait aucune précaution particulière à prendre.

Le détenu a été hospitalisé en urgence à trois reprises, à savoir le 18 juin, le 25 juin et le 29 juin 2023. Il a pu quitter l'hôpital de garde chaque fois après quelques heures. Il a également eu d'autres consultations médicales, tant auprès du médecin du CPG qu'auprès des médecins spécialistes externes.

ad 3) Le défunt n'a pas activé le bouton d'alarme. Deux agents pénitentiaires ont vérifié le système d'alarme Medilog de la cellule 0-15 occupée par le détenu décédé et confirment qu'aucune alarme n'a été déclenchée le 1er ou le 2 juillet.

ad 4) Il est important de créer les meilleures conditions possibles pour éviter de tels incidents. Le dépôt au sein d'un établissement privatif de liberté se fait sur base d'un certificat d'aptitude à la détention, établi par un médecin autorisé à exercer au Luxembourg. Généralement le détenu est en possession du certificat requis au moment du dépôt. Dans la négative, le détenu est soumis à un examen médical immédiatement après le dépôt.

Tous les détenus ont accès à l'ensemble des soins médicaux. En principe, chaque détenu peut consulter un médecin généraliste une fois par semaine. En cas d'urgence, la consultation peut avoir lieu le jour même. En cas d'urgence grave ou vitale, le service médical du centre pénitentiaire concerné appelle les services de secours et le cas échéant le SAMU exactement comme tel serait le cas en dehors du milieu privatif de liberté.

Les détenus ont également droit à la même médication, aux mêmes analyses et aux mêmes traitements que tout autre patient.

**Cloître des Trinitaires** | Question **8123** (04/07/2023) de **M. André Bauler** (DP)

D'Aarbechte ronderëm dat fréiert Trinitarierklouschter zu Veianen sinn amgaang. Hei entsteet jo eng nei Jugendherberg.

An deem Kader wollt ech der Madamm Kulturministesch an dem Här Bauteminister follgend Froe stellen:

1. Wat fir eng Aarbechte goufe bis ewell scho geleescht?

2. Gouf et technesch Problemer, déi zu eventuelle Retarden an der Ausféierung vun de Pläng gefouert hätten?

3. Wat fir Deeler vum Gebai sinn an Ofsprooch mat dem Institut national pour le patrimoine architectural (INPA) restauréiert ginn?

4. Wat ass dee warscheinlechen Datum, op deem mat der Reouverture vun de Gebailechkeete vum fréiere Klouschter gerechent ka ginn?

5. Wéi vill Zëmmere wäert déi nei Jugendherberg hunn?

**Réponse** (08/08/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

ad 1. De Réibau ass gréisstendeels fäerdeg, den neien elektreschen Traffo-Uschloss vun de Gebailechkeeten ass gemaach an d'Aarbechte vum Bannenausbau esouwéi den techneschen Installatioune sinn amgaangen.

ad 2. Niewent de Verzögerungen, déi der Coronapandemie geschëlt sinn, hunn och déi archeologesch Analysen eng gewëssen Zäit an Usproch geholl.

ad 3. Alleguerten d'Interventioune si mam INPA koordinéiert ginn; am Speziellen ass do d'Renovatioun vum Kräizgank ervirzehiewen, wou eng Rei Figuren, Weekräizer, Grafsteng an aner Objete restauréiert ginn.

ad 4. Den aktuelle Planning gesäit vir, dass d'Aarbechten Enn 2024/Ufank 2025 ofgeschloss sinn.

ad 5. Déi nei Jugendherberg wäert eng 120 Better zur Verfügung stellen, dorënner 7 Zëmmer mat 2 Better, 2 Zëmmer mat 3 Better, 13 Zëmmer mat 4 Better, 6 Zëmmer mat 5 Better an 3 Zëmmer mat 6 Better. Et si keng Eenzelzëmmer virgesinn.

**Utilisation du langage neutre et inclusif à l'Université du Luxembourg** | Question **8124** (04/07/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am „Tageblatt" vum 3.3.2023 seet d'Madamm Sylvie Kerger, Dozentin fir pedagogesch Psychologie op der Universitéit Lëtzebuerg, iwwert d'Genderen: „Ich glaube schon, dass es so eine Art ‚Ansteckungseffekt' gibt. Es gibt mittlerweile viele Dozenten auf unserer Uni, die das Gendern verlangen." An iwwert d'Situatioun an Däitschland: „Auf deren Unis hat sich das Gendern schon durchgesetzt. Es werden eigentlich keine Arbeiten mehr angenommen, wenn sie nicht gegendert sind."

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Kann den Här Minister bestätegen, dass et Dozenten op der Universitéit Lëtzebuerg gëtt, déi d'Gendere verlaangen? Ass deemno déi normal klassesch Sprooch bei verschiddenen Dozente verbueden? Wa jo, wéi gëtt dëst de Studente kommunizéiert?

2. Wéi reagéiert d'Féierung vun der Universitéit op esou Zwäng respektiv Verbueter?

3. Wat fir Konsequenze riskéiert e Student op der Universitéit Lëtzebuerg, wann en net gendert, am Fall, wou den Dozent dat verlaangt?

4. Wéi kann e Student, deen zum Gendere gezwongen ass, sech dogéint wieren, respektiv wou kann hie sech beschwéieren?

5. Wéi steet den Här Minister zu esou engem, laut der Madamm Kerger, „Genderzwang" op der Uni?

6. Ass den Här Minister der Meenung, dass Aarbechten, déi net an der Gendersprooch sinn, vun der Uni mussen ugeholl ginn?

7. Ass den Här Minister der Meenung, dass Studenten, déi bei enger Aarbecht op d'Gendersprooch verzichten, diskriminéiert kënne ginn?

**Réponse** (20/07/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Ech reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat dëse Prezisiounen.

Inklusivitéit a Gläichberechtegung gehéieren zu de Schlësselwäerter vun der Universitéit Lëtzebuerg. An all hiren Aktivitéite beméit d'Universitéit sech, en inklusiivt a gerecht Ëmfeld unzebidden, esouwuel fir hir Mataarbechter wéi fir hir Studenten. Als Deel vun hirer Politick fir d'Gläichberechtegung vun de Geschlechter promouvéiert d'Universitéit eng inklusiv Sprooch an hirer interner Kommunikatioun („internal corporate communication"); e Projet fir Richtlinnen opzesetzen ass amgaang.

D'Universitéit huet keng Politik, déi eng inklusiv Sprooch an de schréftlechen Aarbechten oder den Examen imposéiert, obwuel se kann encouragéiert ginn.

Geméiss den Artikele 46 an 48 vum modifizéierte Gesetz vum 27. Juni 2018 iwwer d'Organisatioun vun der Universitéit Lëtzebuerg huet e Student ënner gewësse Konditiounen d'Recht, eng akadeemesch Entscheedung, déi hie betrëfft, unzefechten, ënnert anerem am Kontext vun de Studentebewäertungen an der Attributioun vun Notten.

**Réaménagement de la N7 entre Fridhaff et Weiswampach** | Question **8125** (04/07/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Virun iwwer engem Joer huet d'Chamber de Projet vum Reamenagement vun der N7 tëscht dem Fridhaff a Wäiswampech mat ganz breeder Majoritéit gestëmmt.

Ufank Juli koum et dann och zum Spuetestéch vum Contournement vun Housen, wouriwwer ganz vill Leit sech gefreet hunn. Dës Leit froen sech awer och, wéini et zum Startschoss vun deenen aneren Aarbechte kënnt.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Wéi gesinn déi ënnerschiddlech Etappe vun der Moderniséierung vun der N7 aus?

2. Wéini a wou sollen déi verschidden Aarbechten ufänken?

3. Wéi gesäit déi zäitlech Schinn aus? Gëtt et do schonn en Iwwerbléck? Wou sinn d'Ausschreiwunge momentan drun?

**Réponse** (03/08/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Moderniséierung vun der Nationalstrooss N7 ass ee vun de gréissere Projeten, un deenen am Norde vum Land geschafft gëtt. D'Ëmsetzung vun dësem Infrastrukturprojet ass an dräi Sektiounen ënnerdeelt, déi zesummen op eng Gesamtlängt vu 24,8 Kilomeeter kommen.

Fir déi éischt Sektioun, déi 11 Kilomeeter laang ass (Fridhaff–Houschter Déckt), ginn an abseebarer Zäit déi néideg Autorisatiounen ugefrot. Fir de Bau mussen allerdéngs, nieft den archeologeschen Etüden, och nach plazeweis Deminageaarbechten duerchgefouert ginn.

Déi zweet Sektioun erstreckt sech iwwer 2,7 Kilomeeter vun Housen op Maarnech, an déi drëtt Sektioun vu 6,6 Kilomeeter verleeft vun Hengescht op Wäiswampech.

ad 2. Viraussiichtlech kann d'Stroossebauverwaltung 2024 mat den Aarbechten um Terrain respektiv de Lousen aus der éischter Sektioun ufänken.

ad 3. D'Ëmsetzung vum Projet soll viraussiichtlech insgesamt 7 Joer daueren.

D'Acquisitioun vun den néidegen Terrainen ass ugelaf, mee duerch déi laang Streck ass dëst allerdéngs e laangwierege Prozess. Onofhängeg dovunner, sollen déi zwee éischt Ausschreiwungsdossieren nach dëse Summer finaliséiert ginn.

**Changement du numéro d'immatriculation** | Question **8126** (05/07/2023) de **M. Gilles Baum** | **Mme Barbara Agostino** (DP)

Selon la loi, un changement du numéro d'immatriculation d'un véhicule est seulement possible en cas de changement de propriétaire ; un changement sur simple demande est interdit.

Il nous revient que, par conséquent, une pratique qui se rapprocherait de la fausse vente serait monnaie courante dans ces situations. Elle consisterait en la vente de son propre véhicule à une tierce personne, suivi par le rachat du véhicule par le propriétaire initial.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Monsieur le Ministre de la Mobilité est-il au courant de cette pratique ?

– Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation en modifiant la loi afin de permettre un changement du numéro d'immatriculation d'un véhicule sur simple demande ?

– Dans la négative, quelles en seraient les raisons ?

– Pour quelles raisons un numéro d'immatriculation personnalisé à 4 chiffres ne peut-il pas être transféré ? Monsieur le Ministre entend-il également assouplir la règlementation à cet égard ?

**Réponse** (11/08/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les honorables Députés s'interrogent sur l'existence d'une pratique visant à contourner la règlementation relative au changement ou de transfert de plaques d'immatriculation.

Une telle pratique n'est pas connue par mes services et, lors de l'immatriculation des véhicules faisant l'objet de transactions, aucune recherche ou comparaison des contrats de vente antécédents n'est effectuée afin de déterminer si ces contrats ont pour seul but de procéder au changement du numéro d'immatriculation.

Les dispositions des articles 20 à 24 du règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2016 relatif à la réception et l'immatriculation des véhicules routiers régissent l'attribution et la réutilisation des numéros d'immatriculation de la série courante et personnalisés. Tel que précisé en détail dans la réponse à la question parlementaire n° 6603 du 4 août 2022, le changement de plaques d'immatriculation d'un véhicule routier déjà immatriculé n'est en général pas possible.

Il est à noter que lors de la séance publique n° 71 du 21 juillet 2023, le projet de loi n° 7985 a été voté par la Chambre des Députés. Ce projet entend entre autres d'introduire la notion de titulaire d'un certificat d'immatriculation qui en principe est l'utilisateur principal du véhicule immatriculé, et l'abolition de l'obligation d'enregistrer d'office le propriétaire d'un véhicule lors de la procédure d'immatriculation.

Afin d'accompagner cette modification, un projet de règlement grand-ducal (CE n° 60.971) propose de mettre fin à la dualité du système d'attribution des numéros d'immatriculation en vue de l'immatriculation d'un véhicule routier au profit d'un système unique et plus compréhensible tel qu'actuellement en place pour les numéros d'immatriculation personnalisés.

Dorénavant, les numéros de série courante et les numéros personnalisés restent réservés à la personne lorsque le véhicule est mis hors circulation. Désormais, aucun numéro de série courante ne restera attribué au véhicule et à chaque nouvelle immatriculation de ce véhicule, le titulaire y apposera son numéro d'immatriculation, soit de série courante, soit personnalisé. Les numéros de série courante restent donc réservés à la personne, en analogie aux numéros personnalisés et ne restent plus, comme auparavant, attribués au véhicule.

Un numéro d'immatriculation de la série courante ou personnalisé sera par conséquent alloué à compter de la demande d'attribution d'un numéro d'immatriculation pour une durée d'un an à une personne physique

ou morale. Avant l'immatriculation d'un véhicule routier, ce numéro alloué peut être transféré d'une personne physique ou morale à une autre et ceci afin de permettre notamment aux concessionnaires de procéder à la demande d'attribution d'un numéro d'immatriculation et à l'immatriculation du véhicule pour leurs clients. À compter de l'immatriculation du véhicule routier, le numéro d'immatriculation initialement alloué est attribué au véhicule routier et assigné au titulaire du certificat d'immatriculation et ne pourra plus faire l'objet d'un transfert à une personne physique ou morale.

Avec la promulgation et la publication de la loi ainsi que la publication du règlement grand-ducal, les pratiques invoquées par les honorables Députés ne pourront dès lors plus avoir lieu.

L'attribution des numéros d'immatriculation à quatre chiffres se fait, à l'instar des autres numéros d'immatriculation personnalisés, sur demande écrite. Le nombre disponible des numéros d'immatriculation à quatre chiffres étant limité, une liste d'attente pour les demandeurs avait été introduite sur laquelle actuellement 2.700 demandes sont enregistrées et le délai d'attente moyen pour l'attribution d'un numéro d'immatriculation à quatre chiffres est de 5-6 ans. Tel que précisé dans la réponse à la question parlementaire n° 6604 du 4 août 2022, le transfert des numéros d'immatriculation à quatre chiffres n'est aussi pas autorisé.

Toutefois, il convient de préciser que les modifications apportées à l'article 43 du règlement grand-ducal du 16 janvier 2016 précité prévoient, dans le nouveau paragraphe 7, que la liste d'attente mentionnée ci-dessus sera abolie. Vu le travail administratif lié à la gestion d'une telle liste d'attente, il a été convenu que la procédure d'attribution des numéros d'immatriculation à quatre chiffres devrait être la même que pour toute autre plaque d'immatriculation personnalisée.

**Déconnexions du réseau de fourniture d'électricité** | Question **8129** (05/07/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Selon des informations dont je dispose, un fournisseur d'électricité aurait procédé à la déconnexion d'un client disposant de deux compteurs suite à une défaillance de paiement. Les deux compteurs concernent à la fois un café et un immeuble résidentiel avec des logements voire des chambres mis en location. La déconnexion effectuée sans rappel de paiement préalable de la part du fournisseur n'a donc pas seulement concerné un commerce, mais également des logements et chambres résidentiels mis en location.

La déconnexion de clients résidentiels étant soumise à un régime de procédures spécifiques qui prévoit e. a. deux rappels de paiement, des délais à respecter ainsi que la mise à disposition d'informations pour aider les personnes concernées à éviter la déconnexion, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire :

1) La législation telle que prévue par la loi du 3 février 2021 en matière de défaillance de paiement de clients résidentiels s'applique-t-elle également dans ces cas où des logements ou chambres sont raccordés au même point de fourniture qu'un commerce ?

2) Dans la négative, comment ces clients résidentiels – souvent des locataires – peuvent-ils se prémunir contre une déconnexion sans avertissement préalable ?

3) Comment dans les cas précisés ci-dessus les clients résidentiels concernés par une déconnexion peuvent-ils avoir une prise en charge par l'office social compétent pour éviter la déconnexion ?

4) Les fournisseurs sont-ils en droit de refuser un règlement en espèces des factures impayées en vue d'une reconnexion du client ?

Dans le cas précis cité dans le premier paragraphe de ma question la reconnexion a été effectuée moyennant un recouvrement complet des factures impayées. Le montant total à régler comportait dans ce cas également des frais de déconnexion et de reconnexion du client.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes :

5) Les montants demandés par les fournisseurs pour des déconnexions et des reconnexions de la fourniture d'électricité sont-ils réglementés par la loi ou sont-ils fixés unilatéralement par les fournisseurs ?

6) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les montants demandés par les fournisseurs pour déconnecter voire reconnecter des clients devraient tenir compte du progrès technologique et donc du fait que ces opérations se font désormais à distance et ne nécessitent donc pas de déplacements et de travaux manuels sur place ?

**Réponse** (21/08/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1) à 3) L'article 2, paragraphe 8 de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité (ci-après « loi électricité ») décrit les règles applicables aux clients résidentiels en défaillance de paiement. Ces dispositions s'appliquent à des personnes qui sont elles-mêmes des clients d'un fournisseur d'électricité, donc disposant, entre autres, d'un point de fourniture dédié et d'un contrat individuel avec un fournisseur d'électricité. Or, dans le cas décrit, il semble que les utilisateurs de l'immeuble résidentiel avec des logements voire des chambres mis en location ne sont pas des clients résidentiels au sens de la loi électricité.

Sur demande, les fournisseurs d'électricité et les gestionnaires de réseau d'électricité ont informé quel cas spécifique décrit par l'honorable Députée n'a pas pu être identifié sur base des informations fournies, et partant ne leur est pas connu.

De manière générale, si des chambres sont mises en location par un propriétaire ou locataire d'un restaurant ou d'un bistrot, le seul interlocuteur connu par le fournisseur et le gestionnaire de réseau d'électricité est le client final d'électricité, c'est-à-dire, dans le cas décrit, le propriétaire ou le locataire de l'établissement. Les sous-locataires ainsi que leur situation personnelle ne sont pas connus par les fournisseurs, contrairement aux copropriétaires ou locataires d'un immeuble résidentiel qui sont tous des clients finals, voire des clients résidentiels d'électricité avec un compteur d'électricité dédié. Les fournisseurs d'électricité soulignent que tous les clients finals en défaillance de paiement, que ce soient des clients professionnels ou des ménages, reçoivent des rappels par écrit en suivant la procédure décrite à l'article 2, paragraphe 8 de la loi électricité avant d'être déconnectés, et notamment :

– un premier rappel est envoyé après la date d'échéance de la facture ;
– un deuxième rappel est envoyé dans la quinzaine après le premier rappel avec une indication d'une intention de faire déconnecter le client en défaillance de paiement après trente jours. Au cas où il s'agit d'un client résidentiel, une information concernant l'office social compétent auquel il peut s'adresser pour pouvoir recevoir, le cas échéant, l'aide prévue par la législation afférente lui est communiquée.
– Certains fournisseurs envoient encore un troisième ou quatrième rappel et prennent contact en direct avec le client concerné afin de trouver un arrangement ou d'établir un plan de paiement des arriérés.
– Comme prévu par la loi électricité, ce sont donc les fournisseurs qui demandent au gestionnaire de réseau concerné de déconnecter le client en défaillance de paiement sous réserve que l'office social compétent ne prenne pas en charge le client visé.

Reste encore à préciser que les fournisseurs d'électricité ont souligné que des déconnexions sont ordonnées régulièrement dans le secteur des hôteliers, restaurateurs et cafetiers en cas de non-paiement de leur facture d'électricité et qu'il se peut que les sous-locataires de ces établissements, qui ne sont pas connus par les fournisseurs, ne sont pas au courant d'éventuels arriérés de paiement du propriétaire ou locataire principal qui lui est dans ce cas responsable de la situation.

ad 4) Certains fournisseurs ont fait savoir qu'ils n'acceptent plus de règlement en espèces des factures impayées sur place en raison de règles internes et pour prévenir la fraude. Si le client insiste de pouvoir payer en espèces, il peut se rendre à une agence du fournisseur pour régler au plus vite les arriérés afin d'éviter une déconnexion.

ad 5) et 6) Les montants facturés par les gestionnaires de réseau aux fournisseurs pour les déconnexions et les reconnexions de la fourniture d'électricité sont des tarifs forfaitaires approuvés par l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) qui reflètent les coûts réels du service. Ils sont publiés dans le catalogue de services sur le site suivant de l'ILR : (https://assets.ilr.lu/_layouts/Redir/Doc.aspx?ID=ILRLU-1685561960-1044).

Ainsi, une déconnexion/reconnexion effectuée à distance, qui peut être effectuée dans la vaste majorité des cas grâce aux compteurs intelligents, est facturée à 81 € alors qu'une déconnexion/reconnexion effectuée sur site est facturée à 269 € au client.

**Retrait de la permission de nuit permanente dans le cadre de la Fête nationale** | Question **8130** (05/07/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Arméi huet verschiddenen Zaldoten um Virowend vun Nationalfeierdag d'Permission de nuit permanente gestrach. Vun dëser Decisioun waren Zaldote vun der Cie d'Honneur, déi un der Militärparad deelgeholl hunn, betraff a goufen um 23.00 Auer an d'Kasären zeréckgeruff.

De Staatsrot huet an sengem Avis N° 60.760 iwwert de Gesetzesprojet 7880 geschriwwen, dass d'fräiwëlleg Zaldoten, no der Opfaassung vum Gesetzesprojet, net mat Staatsbeamte gläichzesetze sinn:

L'article 62 est le premier article de la section 3 ayant trait au statut de soldat volontaire de l'armée, qui est un statut sui generis, étant donné que les soldats volontaires sont soumis ni au statut de la fonction publique ni considérés comme employés ou salariés de l'État au sens des lois spécifiques à ces situations.

De Minister huet dat selwecht och an der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 7778 geschriwwen:

Den Zaldot ass kee Staatsbeamten an d'Zaldote falen och net an de Champ d'application vum Gesetz vum 1. August 2018 [...].

Deementspriechend wier den Artikel 7 vum Statut général – heures supplémentaires – astreinte à domicile an dësem Fall net uwennbar.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Wat ass d'Motivatioun fir dës Decisioun an op wéi enger legaler Basis fousst se?

2. Ass d'Procédure administrative non contentieuse (PANC) respektéiert ginn?

3. Firwat gëtt an dësem Fall eng Differenz tëschent de Militaires de carrière an de fräiwëllegen Zaldote gemaach?

4. Op Basis vu wéi enge legalen Dispositioune ginn déi vun dëser Decisioun betraffe Leit kompenséiert?

5. Si fir sämtlech Leit, déi un der Parad deelgeholl hunn, déi maximal 10 Schaffstonnen an de minimale Repos tëschent 2 Schaffdeeg respektéiert ginn?

**Réponse** (28/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Défense

Den Artikel 12 vum Statut vum fräiwëllegen Zaldot gesäit vir, dass „Les volontaires sont tenus, sauf dispense de l'autorité militaire, à prendre logement à la caserne ou au camp militaire auquel ils sont affectés." No hirer Vereedegung kréien d'Zaldoten eng Dispens. Dës Dispens gëtt am Fall vun der Virbereedung op Nationalfeierdag fir 24 Stonnen opgehuewen.

Et ass Traditioun, dass d'Zaldoten um Virowend vun Nationalfeierdag an d'Kasär geruff ginn, fir do ze schlofen a sech esou den nächste Moie beschtméiglechst op d'Militärparad vun Nationalfeierdag virzebereeden an eng optimal Organisatioun vun der Arméi hirer Bedeelegung un de Festivitéiten ze garantéieren.

D'Differenz mat de Karriärsmilitär ergëtt sech doduerch, dass d'Arméi fir gewëssen Evenementer (Nationalfeierdag, Depart fréi moies an e groussen Exercice oder eng Missioun am Kader OMP; dëst kënnt an der Moyenne ee- bis zweemol pro Joer vir) d'Zaldote méi enk encadréiert, fir e beschtméiglechen organisatoreschen Oflaf ze garantéieren. Am Fall vun de Kaderen, also de Karriärsmilitär, déi de Statut vum Staatsbeamten hunn, ass e méi enken Encadrement net ubruecht.

Den Aarbechtsregimm an d'Kompensatiounen, déi sech och fir d'Militärparad op Nationalfeierdag applizéieren, sinn am Accord relatif au temps de travail et de repos dans l'armée vum 12. Juli 2019 festgehalen.

Wéinst aussergewéinlechen Déngschtkonditiounen, wéi am Fall vun Nationalfeierdag z. B., kréien d'Zaldote wéi d'Karriärsmilitär 8 zousätzlech Deeg Congé pro Joer. Dëst ass onofhängeg dovunner, ob se bei engem speziellen Evenement engagéiert waren oder net.

Bis op de Fall vu 4 Zaldoten, gouf den Temps minimal de repos tëscht zwee Schaffdeeg agehalen. Fir sämtlech Leit, déi un der Parad deelgeholl hunn, gouf d'maximal Aarbechtszäit agehalen.

**Remboursement des séances de kinésithérapie à l'étranger** | Question **8131** (05/07/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mir si Fäll zougedroe gi wou Leit, déi ee Kiné am Ausland opsichen, mat laange Remboursementsdelaie bei der CNS an der CMFEP konfrontéiert sinn. Anescht wéi bei de Rechnunge vu Kinéë mat Praxis zu Lëtzebuerg, muss een dës Rechnunge virstrecken a kritt eréischt spéider säi Geld remboursëiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wat ass momentan d'Moyenne vum Delai fir d'Zréckbezuele vun Auslandsrechnunge vu Kinéen? Wéi war den Delai d'lescht Joer ëm dës Zäit?

2. Hänken eventuell Verspéidungen hei mam neie Logiciel zesummen, deen de Minister an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8043 erwäänt?

3. Wat kënnen d'Leit maachen, déi schonn e puer Kinésrechnungen agereecht hunn an nach kee Remboursement kritt hunn, fir d'Geld méi séier erëmzekréien, wëssend, dass verschidde Leit hei op e puer dausend Euro Remboursement waarden?

**Réponse** (27/07/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Eng direkt Prise en charge vun de Leeschtungen an der Kinesitherapie ka just zu Lëtzebuerg applizéiert ginn, well dat an der Konventioun tëschent der Gesondheetskeess (CNS) an der Association luxembourgeoise des kinésithérapeutes (ALK) virgesinn ass. Déi Konventioun applizéiert sech net op d'Kinéen am Ausland. Well dës an der Reegel ambulant Traitementer sinn, fir déi keng Autorisatioun gefrot gëtt, gëllt de Prinzipp vum Remboursement.

Bei der CMFEP läit den Delai fir e Remboursement vun enger auslännescher Kinésrechnung aktuell bei 4–6 Wochen, wat an der Moyenne och dem Delai entsprécht, wann d'Leit ouni Autorisatioun an d'Ausland bei den Dokter ginn. Beim aktuelle Facturatiounsprogramm, dee fir d'Remboursementer vu Kinésrechnunge benotzt gëtt, besteet säit e puer Wochen e Problem, an et gëtt aktuell un enger Léisung geschafft. Fir dass d'Rechnungen, déi nach en suspens sinn, awer kënnen traitéiert ginn, gräift d'CMFEP op hiren ale Facturatiounsprogramm zeréck.

Bei der CNS läit den Delai aktuell bei 3 Méint fir Prestatiounen, déi an Däitschland, der Belsch, Spuenien, Italien, Holland, Portugal oder an der Schwäiz geleescht goufen. Fir Prestatiounen aus Frankräich läit den Delai bei 2 Méint a fir all déi aner Länner bei 2 Wochen. Virun August 2022 louch den Delai, fir d'Kinésrechnungen aus dem Ausland ze bezuelen, bei 2 Wochen. Datt et bei verschiddene Länner méi laang dauert, läit un der Quantitéit vun de Rechnungen, déi pro Land erakommen, an un der Komplexitéit vun den eenzelen Dossieren. Wann d'CNS eng auslännesch Rechnung kritt, muss se d'Rechnung a verschiddene Situatiounen an d'Ausland schécke „pour tarification". Do kann et och alt emol méi laang daueren, bis d'CNS eng Äntwert kritt.

Déi Elementer, déi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8043 beäntwert goufen, hu keen Impakt op d'Delaie vun de d'Kinésrechnungen aus dem Ausland.

D'CNS ass sech dem Retard bewosst an huet déi néideg Mesurë getraff, fir dëse Retard opzehuelen. Et gëtt awer leider näischt, wat d'Assuréë kënne maachen, fir méi séier remboursëiert ze ginn.

**Chantier de la transversale de Clervaux** | Question **8132** (06/07/2023) de **M. André Bauler** (DP)

De Chantier un der Transversale de Clervaux leeft op Héichtouren. Dee leschten Tracé ass an der Ausféierung, dat an engem Gebitt, dat topographesch a geologesch sécherlech net einfach ass.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Wou ass dee Chantier de Moment drun? Gouf et eventuell Verspéidungen an Iwwerraschunge wärend der Exekutioun vum Chantier?

2. A wat fir engen Delaie kann dëse Chantier op een Enn kommen? Huet d'Zäitschinn missen ugepasst ginn?

3. Kann den Här Minister Informatioune liwweren iwwer déi geplangte Renaturéierung, soubal de Chantier finaliséiert ginn ass?

**Réponse** (03/08/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Aktuell gëtt un den zwou Brécken „Ouvrage Olegrëndchen" an „Ouvrage de franchissement de la vallée de la Clerve", souwéi och un der Strooss mam Rondel op der Nationalstrooss N18 zu Clierf geschafft.

Ufank September gëtt dann de Schwaarzbelag op deenen zwou Brécke geluecht. Zesumme mat de Finitioune sollen dës Aarbechte bis zum Schluss vum Joer ofgeschloss sinn. Dorënner falen och sämtlech Réckhaltebecken asw. Och de Stroossebau leeft op Héichtouren a wäert viraussiichtlech ufanks 2024 fäerdeg sinn.

Effektiv gouf et Iwwerraschunge bei der Materialbeschafung, déi duerch d'Pandemie an de Krich an der Ukrain entstane sinn.

ad 2. Viraussiichtlech soll Ufank 2024 déi lescht Sektioun fir de Verkéier opgoen.

ad 3. Wat d'Renaturéierung vun der Klierf ugeet, ass dës schonn zur Hallschent am Beräich vun der neier Strooss realiséiert ginn, woubäi de bestoende Verlaf, an Zesummenaarbecht mat der Waasser- an Naturverwaltung, verluecht gouf. Déi zweet Hallschent wäert nom Kollektivcongé an Ugréff geholl ginn.

**Primes dans le domaine agricole** | Question **8133** (06/07/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Nodeems de Verbuet vum Glyphosat wéinst dem Urteel vun der Cour administrative vum 30. Mäerz 2023 nees opgehuewe ginn ass, huet de Landwirtschaftsministère de 27. Abrëll an engem Communiqué matgedeelt, datt fir Betriber, déi bei der aler Landschaftsfleegeprimm matgemaach hunn, nees de fräiwëllege Verzicht op de Glyphosat gëllt, dat esoulaang, bis hire Kontrakt ausleeft. An deem Fall kréien si den Topup op der Primm, also eng Entschiedegung pro Kulturjoer vun 30 Euro pro Hektar Akerland respektiv 100 Euro pro Hektar Uebstbaufläch. Weider heescht et am Communiqué, datt d'Primm réckwierkend op d'Kulturjoren 2020/2021 an 2021/2022 ausbezuelt gëtt.

Betriber, déi sech bewosst fir d'Nofollgerprimm „Förderprämie zum Einstieg in eine nachhaltige und umweltfreundliche Landwirtschaft" entscheet haten, obwuel hiren ale Kontrakt nach net un d'Enn vun der 5-Joresperiod ukomm war, kënnen zwar nom Urteel fräiwëlleg op de Glyphosat verzichten, si kommen allerdéngs net an de Genoss vum Topup. Si kënnen och, genee wéi déi Betriber an der aler Landschaftsfleegeprimm, beim Ecoscheme vun de „Big Movers" matmaachen ouni Ofzuch, ma dës Optioun geet villméi wäit wéi de Glyphosatverzicht an ass och méi schwéier ëmsetzbar.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

– Ass de Minister sech bewosst, datt et zu enger Ongläichbehandlung vun de Bauere kënnt, déi fräiwëlleg op Glyphosat verzichten, jee nodeems, ob si bei der aler Landschaftsfleegeprimm oder bei der Nofollgerprimm matmaachen?
• Wa jo, wat wëllt d'Regierung dogéint maachen?

**Réponse** (21/08/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

D'Urteel vun der Cour administrative huet effektiv notamment als Konsequenz, dass retroaktiv d'Konditioune vun der Landschaftspfleegeprimm zum Deel erëm retroaktiv applizéiert ginn.

De fräiwëllege Verzicht op de Glyphosat gouf fir d'Kulturjoer 2020 ausgeschafft. Hei war d'Iwwerleeung, de Betriber hir fréizäiteg Efforten ze remuneréieren.

2021 gouf d'Zouloossung vum Wierkstoff Glyphosat entzunn.

2022 gouf den neie „Plan stratégique national" (PSN) ausgeschafft.

Mam Glyphosatverbuet gouf an der Nofollegprimm „Förderprämie zum Einstieg in eine nachhaltige und umweltfreundliche Landwirtschaft" keng fräiwëlleg Optioun méi oprechterhalen.

Déi nei Mesure vum Verzicht op Big Movers beinhalt de Glyphosat. Dës Mesure geet iwwert d'Ufuerderunge vum ale Plan développement rural (PDR) eraus.

Fir d'Betriber besteet weiderhin d'Méiglechkeet, hiert aalt Engagement an der Landschaftspfleegeprimm auslafen ze loossen. Ouni gesetzlech Basis huet de Betrib sech nach zu kengem neie follgende Programm definitiv engagéiert.

**Formation professionnelle** | Question **8134** (07/07/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Dem Lëtzebuerger Handwierk feelen a ville Beräicher genuch qualifizéiert Aarbechtskräften. Mat ee Grond dofir ass, dass sech ëmmer manner Schüler fir eng Beruffsausbildung decidéieren.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Wéi huet sech d'Schülerunzuel an der Formation professionnelle an deene leschte fënnef Joer entwéckelt – opgeschlësselt no Joer an no de respektiven Diplomer CCP, DAP an DT?

– Wéi huet sech d'Schülerunzuel an der Formation professionnelle an deene leschte fënnef Joer entwéckelt – opgeschlësselt no Joer an no Metier?

**Réponse** (02/10/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Fir unzefänke wëll ech präziséieren, datt ech net averstane si mam Lien de causalité, deen déi honorabel Deputéiert mécht tëscht der Penurie u qualifizéiertem Personal an dem Interêt vun de Jonke fir d'Beruffsausbildung. D'Lëtzebuerger Ekonomie steet viru groussen demographeschen Erausfuerderungen an de Lëtzebuerger Schoulsystem mat senge ronn 4.400 Diplomëierten (tous niveaux confondus) kann aleng der Penurie net Meeschter ginn, wann ee weess, datt zu Lëtzebuerg all Joer ronn 10.000 nei Aarbechtsplaze geschaf ginn.

No dësem generelle Constat, heidrënner déi gefroten Zuelen.

– Schülerunzuel an der Formation professionnelle an deene leschte fënnef Joer, opgeschlësselt no Joer an no de respektiven Diplomer CCP, DAP an DT:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

– Schülerunzuel an der Formation professionnelle an deene leschte fënnef Joer, opgeschlësselt no Joer an no Metier:

*(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

**Droits politiques des membres de la force publique** | Question **8135** (10/07/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Et ass a ville modernen demokratesche Gesellschaften Usus ginn, datt och Membere vun der Force publique (Arméi a Police) mat a Wale ginn. Dobäi ass wichteg, datt garantéiert bleift, datt si am Kader vun hire beruffleche Fonctiounen eng politesch, philosophesch a reliéis Neutralitéit observéieren, esou wéi dat och an deene pertinente Gesetzer a Reglementer festgehalen ass.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng legal Dispositioune reegelen hei am Land déi politesch Rechter vun de Membere vun der Force publique?

2. Ass séchergestallt, datt déi Beamten, déi an hirer Fräizäit e politeschen Engagement weisen, doduerch keng berufflech Nodeeler ze fäerten hunn?

**Réponse** (31/07/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure | **M. François Bausch,** Ministre de la Défense | **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1. Déi politesch Rechter vun de Bierger a Biergerinnen, an domat och déi vu Membere vun der Police an der Arméi, si ganz vir am Kapitel II iwwert d'Rechter an d'Fräiheeten an eiser Verfassung gereegelt. Am Artikel 10 vun eiser Verfassung steet, datt „d'Lëtzebuerger sämtlech politesch Rechter hunn, déi si no de Konditioune vun der Verfassung an de Gesetzer ausüben."

Deemno kann all Agent vum Staat sech politesch engagéieren.

D'Ausübung vun dëse Rechter, esou de Wuertlaut vum selwechte Verfassungsartikel, ënnerläit awer de Konditiounen, wéi se vun der Verfassung an de Gesetzer festgeluecht sinn.

D'Verfassung selwer reegelt déi sougenannten Onvereenbarkeeten, op déi spéider nach am eenzele verwise gëtt, wann en Agent vum Staat da bis gewielt ass a säi Mandat och ugeholl huet.

Virop rappeléiert d'Regierung awer déi spezifesch gesetzlech Bestëmmungen, déi sech op d'Ausübung vum politeschen Engagement vun engem Agent vum Staat a Member vum Policekader bezéien, esou wéi se am Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwer den disziplinaresche Statut vum Policekader festgeschriwwe sinn.

Den Artikel 9 vun dësem Gesetz seet dozou Follgendes:

Art. 9.

„En service, les policiers s'abstiennent de toute manifestation en faveur ou en défaveur d'une quelconque tendance politique.

À l'intérieur des installations de service, toute action de propagande en faveur ou en défaveur d'un parti ou d'un groupe politique est interdite, même en dehors du service.

Les dispositions qui précèdent ne portent pas préjudice au droit des policiers d'échanger librement leurs opinions entre eux.

La présence en uniforme, lors d'une manifestation publique, de policiers n'est autorisée que si les policiers visés sont en service.

Il est interdit aux supérieurs hiérarchiques d'influencer l'opinion politique de leurs subordonnés."

Den Artikel 11 vum Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert d'Disziplinn an der Force publique enthält identesch Dispositioune fir d'Militär aus der Lëtzebuerger Arméi.

Wann den Agent da gewielt gouf a säi Mandat unhëlt, sinn eng Rei Reegelen iwwert d'Onvereenbarkeeten ze respektéieren.

Et ass zum engen, bei de Chamberwalen, den Artikel 65 vun der Verfassung, laut deem d'Mandat vum Deputéierten onvereenbar ass mat de Funktioune vum Regierungsmember a vum Member vum Staatsrot.

Dësen Artikel gesäit awer och vir, datt d'Gesetz weider Onvereenbarkeete ka festleeën:

„Déi selwecht Onvereenbarkeet gëllt fir ëffentlech Aarbechtsplazen a Funktiounen, déi vun engem Gesetz festgeluecht ginn, dat mat der qualifizéierter Majoritéit ugeholl gëtt."

Do virdru reegelt den 3. Paragraph vum Artikel 66 vun der Verfassung nach generell, datt „D'Persounen, déi vun enger Incompatibilitéit betraff sinn, kënnen tëschent dem Deputéiertemandat an hirer Plaz oder Aktivitéit wielen."

Fir d'Chamber- an d'Europawale sinn d'Onvereenbarkeeten an den Artikelen 129 an 287 vum Walgesetz (loi électorale modifiée du 18 février 2003) festgeschriwwen, déi virgesinn, dass e parlamentaresch Mandat mat der Qualitéit vun engem Agent vum Staat inkompatibel ass.

Den Artikel 17 vum Staatsbeamtestatut (loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État) widderhëlt dës Onvereenbarkeet:

Art. 17.

„La qualité de fonctionnaire est incompatible avec le mandat de député. L'acceptation par un fonctionnaire de ce mandat entraîne les conséquences prévues par la loi."

Fir d'Gemengewale gëtt et spezifesch Onvereenbarkeete fir d'Agente vun der Police, déi net kënne Member vum Gemengerot ginn. Dëst verbitt den Artikel 11ter vum Gemengegesetz (loi communale modifiée du 13 décembre 1988):

Art. 11ter.

„(1) Ne peuvent faire partie d'un conseil communal :

[…]

4. les membres civils et militaires de la direction et du personnel de la Police grand-ducale, hormis ceux des agents qui n'assument pas des fonctions de police ;

[…]"

ad 2. D'Ausüben duerch e Beamte vun der Police an der Arméi vun engem politeschen Engagement a senger Fräizäit féiert zu kenge berufflechen Nodeeler an ass duerch déi virdrun erwäänten Texter am Detail gereegelt.

**Travail et consommation de cannabis** | Question **8136** (10/07/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Dat neit Gesetz zur partieller Legaliséierung vum Cannabis ass an der Chamber ugeholl ginn. D'Toleranzgrenz, fir mat Cannabis hannert dem Steier ze sëtzen, läit mat 1ng/ml beim klengstméigleche Wäert. Generell kann et Deeg daueren, bis den THC-Taux erëm ënnert déi 1ng/ml fält. D'Fro stellt sech, wat geschitt, wann eng Persoun den Dag virun der Aarbecht Cannabis consomméiert an den Dag (oder déi Deeg) duerno dann an een Aarbechtsaccident verwéckelt wier.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Ass eng Persoun, där hiren THC-Gehalt am Blutt iwwert 1ng/ml läit, déi awer net op der Aarbecht consomméiert huet, vun der Assurance accident couvréiert?

2. Ass eng Persoun, där hiren THC-Gehalt am Blutt iwwert 1ng/ml läit, déi awer net op der Aarbecht consomméiert huet, vu privaten Aarbechtsassurancë couvréiert?

**Réponse** (24/08/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Fir op dem honorabelen Deputéierte seng Fro kënnen ze äntweren, muss een als éischt den Ënnerscheed maachen tëscht der Ofdeckung vun engem Trajetsaccident an der Ofdeckung vun engem Aarbechtsaccident.

1. Trajetsaccident

Laut dem Artikel 93 vum Code vun der sozialer Sécherheet „est également considéré comme accident du travail celui survenu sur le trajet d'aller et de retour".

Zäitgläich schléisst de selwechten Artikel 93 d'Prise en charge aus am Fall wou „l'accident de trajet que l'assuré a causé ou auquel il a contribué par sa faute lourde [...]".

D'Jurisprudenz versteet ënner grousser Noléissegkeet, datt „suppose non seulement une culpabilité personnelle et réfléchie dans le chef de l'assuré, mais également une culpabilité d'un degré de gravité caractérisé, dépassant le cadre des fautes légères usuelles dues à l'inattention et auxquelles tout élément intentionnel fait défaut".

Wann de Bluttwäert un THC méi wéi oder gläich wéi 1ng/ml ass, sinn d'Bestëmmunge vum Code de la route net agehalen. Dowéinst muss dëst am Kader vun der Onfallversécherung als grouss Noléissegkeet ugesi ginn. Des Weidere géif eng Prise en charge an esou engem Fall e Widdersproch duerstellen, wann de Chauffer am Kader vum Code de la route sanktionéiert gëtt, mä den Onfall vun der Onfallversécherung awer unerkannt a kompenséiert géif ginn.

2. Aarbechtsaccident

Den Artikel 92 vum Code vun der sozialer Sécherheet definéiert den Aarbechtsaccident follgendermoossen: „celui qui est survenu à un assuré par le fait du travail ou à l'occasion de son travail".

Dësen Artikel accordéiert dem Affer de Benefice vun enger Viraussetzung vun der Imputabilitéit, engersäits, wat d'Verbindung tëscht der Verletzung an dem Accident ugeet, an anerersäits, wat d'Verbindung tëscht der Verletzung an der Aarbecht ugeet. Wann d'Association d'assurance accident (AAA) awer der Meenung ass, datt den Tëschefall net als Aarbechtsaccident ze betruechten ass, ass et un der AAA selwer, de Géigendeel ze beweisen.

Am Géigesaz zu den Trajetsaccidenter gëllt d'grouss Noléissegkeet net fir Aarbechtsaccidenter. Dofir huet d'Jurisprudenz d'Konzept vun engem exzessive Risiko vum Affer an der Leeschtung vu senger berufflecher Aktivitéit entwéckelt. Den exzessive Risiko kann definéiert ginn als „Risiko, deen den normale Risiko vun der Entreprise wäit iwwerschreit".

Falls erauskënnt, op Basis vum Avis vum Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet, datt de Versécherten ënner Afloss stoung an datt de Konsum vu Cannabis d'Ursaach vum Accident war, kann d'AAA d'Prise en charge ofleenen.

Et ass eng Bewäertung vu Fall zu Fall, déi sech op all d'Elementer vum Dossier baséiert.

ad 2. De Ministère vun der sozialer Sécherheet ka keng Elementer op dës Fro liwweren. Dës depasséiert de Perimeeter vun der sozialer Sécherheet an ass ofhängeg vun de jeeweilegen Dispositiounen a Kontrakter, déi d'Relatiounen tëschent enger Assurancëgesellschaft an der Persoun reegelt, och wat d'Ofdeckung vun de Risiken ubelaangt.

**Émission de GES négatives en vue de l'atteinte de l'objectif de la neutralité climatique** | Question **8139** (11/07/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Piraten hunn 2022 de Gesetzesvirschlag N° 8096 deposéiert, mat deem ee Subsid fir negativ Emissiounstechnologië soll opgestallt ginn. D'Moossnam 522 vum Klima- an Energieplang (PNEC) gesäit vir, ee Pôle de recherche anzeféieren, deen eng Strategie fir negativ Emissiounstechnologien zu Lëtzebuerg soll opstellen:

„Vu l'évidence scientifique indéniable concernant le besoin d'émission de GES négatives en vue de l'atteinte de l'objectif de la neutralité climatique, le Gouvernement est conscient de l'importance du sujet de technologies de carbon capture and utilisation (CCU) respectivement de direct air capture (DAC), et propose ainsi d'analyser le sujet de manière holistique. Idéalement, un pôle de recherche public-privé réunissant les acteurs de la recherche publique et de l'industrie pourra mener une telle analyse, établir une stratégie appropriée et accompagner la mise en œuvre de projets pilotes et le déploiement des technologies retenues."

Dëse Pôle de recherche soll sech och mat engem eventuelle Subside fir dës Technologië befaassen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Kann den Energieminister scho soen, wéi eng privat Acteuren a staatlech Verwaltungen an Departementer an dësem Pôle de recherche wäerte vertruede sinn?

2. Wéi eng Departementer am Ministère sinn zoustänneg, fir d'Moossnam N° 522 vum PNEC ze begleeden an ze realiséieren?

**Réponse** (22/08/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Den éierewäerten Deputéierten nennt eng konzeptuell Mesure aus der Mise à jour vum nationalen Energie- a Klimaplang (kuerz „PNEC"), deen den 21. Juli am Regierungsrot adoptéiert ginn ass. Dës Versioun vum PNEC gëtt elo, wéi dat vum europäesche Reglement 2018/1999 virgesinn ass, vun der Europäescher Kommissioun analyséiert. An där Zäit konkretiséieren den Energieminister an d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung zesumme mat hire jeeweilege Servicer déi méi konzeptuell Mesuren aus dem PNEC. Wa bis eng konkreet Propos steet, sinn d'Ministere gäre bereet, dës an den zoustännege Chamberskommissiounen ze presentéieren a mat den interesséierten Deputéierten ze diskutéieren.

Een thematesche Grupp zum Sujet vun negative $CO_2$-Emissioune kéint Acteuren aus follgende Secteure beienee bréngen:

– betraffe Ministèren a Verwaltungen;
– lëtzebuergesch Fuerschungsinstituter an eventuell, op Invitatioun, och international Experten;
– well u Konzepter fir Lëtzebuerg geschafft soll ginn, wier et wichteg, Acteuren aus dem Secteur vun den industrielle Prozesser mat inevitabele $CO_2$-Emissiounen, wéi zum Beispill der Klinkerproduktioun an der Zementindustrie, der Müllverbrennung an der Biomassverbrennung, bei dësem Grupp dobäi ze hunn. Do dernieft kéint et interessant sinn, Acteuren aus der Aviatioun an de Grupp ze invitéieren, well dëse Secteur mëttel- a laangfristeg op d'mannst zum Deel op nohalteg syntheetesch Kraaftstoffer wäert ugewise sinn.

Wat d'méiglech Gouvernance vu sou engem Grupp ugeet, géingen d'Ministeren op positiv Erfarung opbauen, déi iwwer déi lescht Jore bei änlech konzeptueller Aarbecht opgebaut ginn ass, an sech op bewäerte Strukture stëtzen, wéi zum Beispill iwwer de Programm vun den National Centres of Excellence in Research (NCER) beim Fonds national de la recherche (FNR), oder eng Struktur wéi beim Grupp vun der Taskforce H2 Luxembourg, dee sech ëm d'Ëmsetzung vun der Lëtzebuerger Waasserstoffstrategie këmmert.

**Travaux en vue de l'interdiction des interventions chirurgicales ou médicales en relation avec les organes sexuels d'un mineur incapable de discernement** | Question **8140** (11/07/2023) de **Mme Octavie Modert** (CSV)

Wann engem Kand säi Geschlecht net kloer festzeleeën ass wéinst variabele Geschlechtsmierkmoler, kann et virkommen, datt chirurgesch Agréffer a medezinnesch Operatiounen un de Geschlechtsorganer vu Mannerjärege virgeholl ginn.

Dëst ass e grousse Probleem fir d'LGBTIQA+-Communautéit an ass net am Sënn vun der Selbstbestëmmung vun den transgeschlechtleche Mënschen an der Depathologiséierung vun der Transsexualitéit.

Op meng Fro den 19. Mee 2022 op der Chamberstribün no engem Verbuet vun esou Agréffer bei Mannerjäregen, huet d'Madamm Justizministesch mir geäntwert, datt un engem entspriechende Gesetzestext geschafft géif ginn.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Justizministesch, un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Educatiounsminister stellen:

– Wou sinn d'Aarbechten zu engem entspriechende Gesetzestext drun?

– Wéini kann dee Gesetzesprojet der Chamber virgeluecht ginn?

**Réponse** (09/08/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

Vu datt chirurgesch Agréffer an Operatiounen un de Geschlechtsorganer vu Mannerjäregen ee sensibelt Theema sinn, wollten d'Gesondheets- a Justizminister gemeinsam mam Familljeminister méi Kloerheet schafen, wéi esou ee Verbuet ausgesi kéint. Et gouf deemno ee Groupe de travail gegrënnt, zesummegesat aus Vertrieder vun deenen 3 Ministèren, fir ee Gesetzestext auszeschaffen. Well een awer gesinn huet, dass et net sou evident ass, wéi sou ee generellt Verbuet per se sollt gesetzlech definéiert ginn, hunn déi 3 Ministèren am Fréijoer eng Reunioun vun Experten an deem Beräich organiséiert. Et waren esouwuel Doktere wéi och Psychologen an d'ASBL Intersex&Transgender Luxembourg an der Reunioun vertrueden. Een Expert aus dem Ausland, dee fréier esou Agréffer gemaach huet, gouf och gehéiert.

Déi Reunioun war extreem hëllefräich an huet gewisen, dass jiddereen sech der Problematik bewosst ass an dass vill Leed duerch oniwwerluechten an onnëtz Operatiounen an Agréffer entsteet. Jiddereen ass

d'accord mam Prinzipp, dass esou Agrëffer an Operatioune verbuede solle ginn. Wat awer elo genee vun Agrëffer oder Operatiounen ënnert de Verbuet soll falen, do ginn d'Meenungen auserneen.

De malteesesche Modell, deen ee generellt Verbuet virgesäit, awer och d'Schafung vun engem Gremium, dat „au cas par cas" kuckt, ob net awer en Agrëff justifizéiert ass, wann d'Elteren dat befürworten, kéint eventuell eng pragmatesch Léisung sinn.

Et wäert allerdéngs d'Aufgab vun der nächster Regierung sinn, ee Gesetzestext ze verfaassen an an d'Prozedur ze ginn.

**Livraisons d'armes à sous-munition** | Question **8141** (11/07/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Les autorités gouvernementales des États-Unis ont récemment annoncé leur décision de fournir des armes à sous-munitions au Gouvernement ukrainien. Ces armes sont bannies par une très large majorité de la communauté internationale à cause de leur caractère particulièrement inhumain et des risques qui en émanent pour la population civile encore longtemps après leur emploi. En effet, selon Handicap International, les civils représentent 97 % des victimes recensées. Ceci parce que jusqu'à 40 % des sous-munitions n'explosent pas quand elles touchent le sol et qu'ainsi, des zones entières deviennent inhabitables, entravant la reprise de la vie sociale et économique après les combats.

La Convention sur les armes à sous-munitions de 2008, qui compte 123 États parties dont le Luxembourg, interdit totalement l'emploi, la production, le stockage et le transfert de cette catégorie d'armes et prévoit leur enlèvement et leur destruction. En vertu de l'article 1er de la convention précitée, le Luxembourg s'est engagé à ne jamais, en aucune circonstance, (a) employer d'armes à sous-munitions ; b) mettre au point, produire, acquérir de quelque autre manière, stocker, conserver ou transférer à quiconque, directement ou indirectement, des armes à sous-munitions ; (c) assister, encourager ou inciter quiconque à s'engager dans toute activité interdite à un État partie en vertu de la Convention.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois approuve la livraison d'armes à sous-munition des États-Unis à l'Ukraine ? Dans la négative, est-ce que le Gouvernement a fait part de sa désapprobation au Gouvernement états-unien ou a thématisé le sujet dans les instances de l'OTAN ou encore de l'UE ?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre peut m'assurer que toutes les dispositions de la Convention sur les armes à sous-munitions sont respectées par le Luxembourg, notamment en ce qui concerne l'interdiction de stocker ou de transférer ces armes ?

3) Est-ce que le Gouvernement s'engage à fournir de l'aide à l'Ukraine en matière d'assistance des victimes et de dépollution des zones contaminées, tels que prévu par l'article 6 de la convention précitée ?

**Réponse** (03/08/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Le Gouvernement prend note de cette récente livraison d'armes à sous-munitions, qui s'inscrit dans le contexte du soutien des États-Unis à l'Ukraine qui se défend contre l'agression par la Russie. Le Luxembourg respecte ses engagements envers la Convention sur les armes à sous-munitions, dans l'élaboration de laquelle il s'est activement impliqué au moment des négociations, et œuvre à l'universalisation de la convention. En tant qu'État partie à la convention, le Luxembourg ne peut pas approuver une livraison d'armes à sous-munitions.

La décision de livrer des armes à sous-munitions est une décision souveraine des États concernés par cette livraison, qui n'ont pas signé la Convention sur les armes à sous-munitions.

ad 2) Oui. Le Luxembourg applique à la lettre la Convention qui interdit la production, l'usage, le stockage et le transfert de telles armes.

ad 3) Oui. Le Gouvernement luxembourgeois soutient activement l'Ukraine sur le plan humanitaire, militaire et politique. Le Luxembourg s'engage par le biais de contributions financières à des projets internationaux qui fournissent de l'assistance aux victimes et participent à la dépollution des zones contaminées. De plus, les autorités luxembourgeoises sont activement impliquées dans la formation et l'envoi de chiens de déminage en Ukraine.

**Logement abordable** | Question **8143** (12/07/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Regierung schwätzt oft driwwer, wéi de Budget fir abordabele Wunnraum ëmmer erëm no uewen ugepasst gëtt. D'ëffentlech Bauträger ginn der Demande no abordabelem Wunnraum awer net gerecht an esou stinn Dausende Leit zënter Joren op de Waardelëschten, ob bei der SNHBM, dem Fonds du Logement (FDL) oder aneren Organisatiounen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi vill Sozialwunnengen hunn
– déi ëffentlech Bauträger,
– d'Gemengen,
– Bauträger ouni Gewënnofsicht (ASBLen, Fondatiounen etc.),
– Bauträger mat Gewënnofsicht (Firmen, Fongen etc.)
an de leschten 10 Joer gebaut, opgeschlësselt no Joer?

2. Wéi vill abordabel subventionéiert Wunnengen hunn
– déi ëffentlech Bauträger,
– d'Gemengen,
– Bauträger ouni Gewënnofsicht (ASBLen, Fondatiounen etc.),
– Bauträger mat Gewënnofsicht (Firmen, Fongen etc.)
an de leschten 10 Joer gebaut, opgeschlësselt no Joer?

3. Wéi vill abordabel net subventionéiert Wunnengen hunn
– déi ëffentlech Bauträger,
– d'Gemengen,
– Bauträger ouni Gewënnofsicht (ASBLen, Fondatiounen etc.),
– Bauträger mat Gewënnofsicht (Firmen, Fongen etc.)
an de leschten 10 Joer gebaut, opgeschlësselt no Joer?

4. Wéi vill Leit stinn zënter 2018, opgeschlësselt pro Joer, op enger Waardelëschten fir eng ëffentlech Wunneng
– bei der SNHBM,
– beim FDL,
– bei de Gemengen,
– bei anere Bauträger (falls d'Regierung dës Informatioun besëtzt)?

5. Wéi vill Leit op de Waardelëschten kruten zënter 2018, opgeschlësselt pro Joer, eng ëffentlech Wunneng (Locatioun oder Kaf)
– bei der SNHBM,
– beim FDL,
– bei de Gemengen,
– bei anere Bauträger (falls d'Regierung dës Informatioun besëtzt)?

**Réponse** (19/09/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Wéi op d'parlamentaresch Fro Nummer 3879 an och dono scho geäntwert gouf, kennt de Ministère du Logement am Moment just d'Zuel vun de locative Wunnengen, déi vum Fonds du Logement an der SNHBM all Joer fäerdeg gebaut ginn, dëst opgrond vun de Joresberichter vun dësen zwou Wunnengsbaugesellschaften.

Dat rezent gestëmmte Gesetz vum 7. August zum erschwéngleche Wunnen huet dem neie Regëster vun den erschwéngleche Wunnengen zwar eng legal Basis ginn, soulaang de Regëster awer nach net en place gesat gouf, ass et leider net méiglech, detailléiert op dem honorabelen Deputéierte seng Fro ze äntweren.

**Terrains constructibles appartenant à l'État** | Question **8144** (12/07/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Logementsministère huet rezent säi järlechen Aktivitéitsrapport vum Fonds spécial de soutien au développement du logement presentéiert, wou eng Rëtsch interessant Zuelen drastinn. De Rapport weist, wéi vill méi Wunnenge vum Staat an deene leschte Jore gebaut goufen. De Rapport gëtt awer aktuell keen Iwwerbléck doriwwer, wéi schnell de Staat an d'ëffentlech Hand (Gemengen, ëffentlech Promoteuren asw.) hir Baulandreserven notzen, wéi mer schonns a menger parlamentarescher Fro N° 7242 opgefall war.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Hektar Bauland sinn am Besëtz vum Staat an der ëffentlecher Hand?
Wéi huet sech dës Zuel iwwert déi vergaange 5 Joer (opgelëscht pro Joer) entwéckelt?

2. Wéi vill Hektar Wunnraum (Appartementer & Haiser) sinn am Besëtz vun der ëffentlecher Hand?
Wéi huet sech dës Zuel iwwert déi vergaange 5 Joer (opgelëscht pro Joer) entwéckelt?

3. Wéi vill Hektar Bauland, am Besëtz vum Staat souwéi der ëffentlecher Hand, ginn aktuell bebaut?

4. Wéi vill Hektar Bauland vum Staat souwéi der ëffentlecher Hand sinn nach net bebaut?
Fir wéi vill Hektar Bauland am Besëtz vum Staat souwéi der ëffentlecher Hand läit nach kee PAP vir?
Fir wéi vill Hektar Bauland am Besëtz vum Staat souwéi der ëffentlecher Hand sinn, Stand haut, nach keng Baugeneemegungen ugefrot ginn?

5. Wéi vill Hektar Bauland goufen an de vergaangene 5 Joren (opgelëscht pro Joer) vum Staat an der ëffentlecher Hand opkaf a verkaf?

**Réponse** (19/09/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

ad 1. Tëschent 2020 an 2022 ass dat fräit Bauland erhuewe ginn an 2023 ass op Basis vum Loftbild vun 2022 eng Aktualisatioun gemaach ginn.

Wann een um Parzellenniveau kuckt, wéi d'Bauland tëschent de Besëtzer verdeelt ass, da gesäit ee Folgendes:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Wann ee méi am Detail kuckt, wéi déi 5.707 ha Bauland fir Wunnzwecker opgedeelt sinn, gesäit ee Folgendes:

Déi 621 ha Bauland en ëffentlecher Hand entspriechen ongeféier 10,9 % vum gesamte vakante Bauland am Perimeeter a 14,5 % vum gesamte vakante Bauland fir Wunnzwecker. Dogéint gehéiere Privatpersounen 63,9 % vum vakante Bauland fir Wunnzwecker an 19,1 % dovunner gehéiere private Firmen.

Méi Detailer zu dëser Analys fannen sech an der Nott 32 vum Observatoire de l'habitat.

Déi eenzeg Daten, déi virleien, baséieren sech op d'Period 2020–2021. Zu deem Zäitpunkt ware just 89 Gemengen am Kader vu Raum+ a Betruecht geholl ginn. Zudeem ass d'Erhiewungsmethod liicht ugepasst ginn, wat d'PAP-NQ-Zonen ugeet, déi elo integral integréiert gi sinn. Dowéinst weisen d'Zuelen net d'Evolutioun tëschent deenen zwou Erhiewungen, a sinn an deem Sënn net direkt vergläichbar.

Wann ee fir 2020–2022 déi selwecht 89 Gemenge géif huele wéi fir 2020–2021, da kéim een op 566 ha Wunnbauland, dat an ëffentlecher Hand ass, fir déi 89 Gemengen (amplaz vu 621 ha fir déi 102 Gemengen). 2020–2021 waren et fir déi selwecht 89 Gemenge 505 ha.

Grondsätzlech kann ee soen, dat den Undeel un der ëffentlecher Baulandreserv iwwert d'Joren an d'Luucht gaangen ass opgrond vun der aktiver Fonciersstrategie, déi d'Regierung en place gesat huet. Esou ass den Undeel vu ronn de 7,8 % am Joer 2013 op 14,5 % am Joer 2022 geklommen.

ad 2. Wa mat „Hektar Wunnraum" net d'Wunnfläch gemengt ass, mee den Terrain, dee fir Wunnzwecker nom PAG klasséiert ass, da si ronn 870 ha Flächen am Besëtz vun der ëffentlecher Hand. Et handelt sech heibäi ëm Parzellen, déi nom PAG als Zone d'habitation oder Zone mixte klasséiert sinn, woubäi an enger Zone mixte och nach aner Notzungen nieft Wunnen erlaabt sinn. Hei ass och nach ze bemierken, datt fir eng Rei Gemengen – déi nach keen approuvéierte PAG mouture 2011 hunn – de Projet vum PAG („PAG en procédure") als Basis fir dës Auswäertung geholl ginn ass (genau esou wéi och am Kader vum Projet Raum+).

ad 3. Et gëtt keng zentral Erhiewung vun de Baugeneemegungen an de Chantiere fir déi genannten Acteuren. Op Basis vu Raum+ ginn awer Donnéeën erhuewen, déi et wäerten erlaben, op dës Froen ze äntwerten.

Well et am Moment awer nach keen, fir all Gemeng eenheetlechen, Historique an der Erhiewung vun den Donnéeë gëtt, wäert et eréischt méiglech sinn, op dës Fro ze äntwerten, no der Fortschreiwung an der Auswäertung vun der nächster Erhiewung.

ad 4. Wann een um Niveau vun den eenzele Parzelle kuckt, sou wéi se an der Nott 32 vum Observatoire de l'habitat behandelt gi sinn, sinn am Ganze 621 ha Wunnbauland an ëffentlecher Hand. Vun deenen ass am Ganzen op 144 ha ee PAP akzeptéiert ginn. 47 ha dovunner gehéiere Gemengen, 15 ha dem Staat an 82 ha de Fongen. Dat heescht, datt op 477 ha Wunnbauland an ëffentlecher Hand nach kee PAP akzeptéiert ass. Dorënner falen och déi Flächen, wou um PAP geschafft gëtt. Et ass ze betounen, datt bei der Entwécklung vun engem Projet dacks vill Proprietäre bedeelegt sinn, an déi ëffentlech Hand an deem Fall op aner Proprietären ugewisen ass, fir den Terrain ze entwéckelen.

Et gëtt keng zentral Erhiewung vun de Baugeneemegunge fir déi genannten Acteuren, dofir leie keng Zuele vir.

ad 5. Dës Fro ass net eendäiteg ze beäntwerten.

Engersäits keeft de Staat och Deeler vu bebaubaren Terrainen, fir herno Stroossen oder aner Infrastrukturen drop ze bauen. Dernieft keeft de Staat och als BEP klasséierten Terrain op, deen zwar als Bauland klasséiert ass, awer net fir Wunnzwecker.

An de leschte fënnef Joer goufen iwwert de Fonds spécial ronn 12 ha Bauland kaf, déi fir Wunnzwecker genotzt wäerte ginn. Den Detail zu dësen Acquisitioune fannen sech am Rapport vum Fonds spécial op Säit 25.

**Fermeture définitive de la structure d'hébergement dite Don Bosco** | Question **8145** (12/07/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, je me permets de revenir sur votre réponse à la question 4 de ma question parlementaire numéro 8000 du 17 mai 2023.

1) Combien de personnes sont bénéficiaires de protection internationale (BPI) hébergés dans la structure et ayant un engagement avec l'ONA qui expire ou qui a expiré ?

2) Combien de personnes sont des personnes déboutées hébergées dans la structure ?

**Réponse** (26/07/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1) En date du 15 juillet 2023, l'Office national de l'accueil hébergeait 50 bénéficiaires de protection internationale (BPI), dans la structure d'hébergement pour demandeurs de protection internationale « Don Bosco », comme suit :

Engagement expiré en 2019 : 1 dossier (1 personne)
Engagement expiré en 2021 : 6 dossiers (8 personnes)
Engagement expiré en 2022 : 15 dossiers (21 personnes)
Engagement expiré en 2023 (avant la fermeture de la structure d'hébergement en décembre 2023) : 14 dossiers (20 personnes)

ad 2) En date du 15 juillet 2023, il y avait une seule personne déboutée hébergée dans la structure.

**Convention entre le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et le TICE** | Question **8146** (12/07/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An engem Schreiwes vun der Personalvertriedung vum TICE geet ervir, dass de Mobilitéitsministère déi bestoend Konventioun mam TICE net méilt verlängeren, wouduerch d'Participatioun bei verschiddene Käschte beim TICE no 2024 net méi géif gedroe ginn. Et steet notamment d'Gerücht am Raum, dass verschidde Buslinnen dann net méi kéinte funktionéieren, wat een Impakt fir den ëffentlechen Transport an de betraffene Gemenge géif duerstellen.

An deem Zesummenhang méilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Kann de Mobilitéitsministère bestätegen, dass aktuell Gespréicher mam TICE amgaange sinn?

2. Wat erwaart sech de Mobilitéitsministère vun der neier Konventioun?

Wat fir Punkte wëll ee vusäite vum Mobilitéitsministère duerchsetzen?

3. Wäert de Minister dofir suergen, dass all d'Buslinne beim TICE, wéi se aktuell bestinn, bäibehale ginn? Falls nee, wéi eng Kierzungen si geplangt?

**Réponse** (20/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Zënter Dezember 2022 huet eng Delegatioun vu mengem Ministère an der Administration des transports publics sech dräimol mat de politesche Vertrieder vum TICE getraff. D'Verhandlunge ware ganz konstruktiv. De Minister selwer huet den 18. Abrëll 2023 den OGB-L/Landesverband getraff, fir iwwert d'Zukunft vum TICE ze schwätzen. Och dës Reunioun ass ganz positiv ofgelaf.

D'Regierung an den TICE si sech eens, datt d'Südregioun sech verännert an datt den ëffentlechen Transport dëser Metamorphos Rechnung droe muss.

Fir nëmmen ee Beispill ze ginn: Déi ëmmer méi grouss Mobilitéitsbedürfnisser vun de Grenzpendler, déi am Süde schaffen, erfuerderen d'Kreatioun oder d'Verlängerung vun enger Rei Buslinnen, fir dëse Fluxen eng Alternativ zum Privatauto ze bidden an d'Stied am Süde soumadder ze entlaaschten.

Laut den Analyse vum nationale Mobilitéitsplang 2035 mussen CFL, RGTR, Luxtram an TICE bis 2035 zesumme fir 70.000 zousätzlech Reese pro Aarbechtsdag am Süde suergen. D'Organisatioun vum ëffentlechen Transport muss an den nächste Jore weesentlech änneren, fir de Mobilitéitsufuerderunge vun der Zukunft am beschten ze entspriechen. Dat bedeit ee massiven Ausbau vum ëffentlechen Transport an der Südregioun.

Dat erfuerdert awer och ënner anerem eng Weiderentwécklung vum aktuelle Busreseau a virun allem eng nei Verdeelung vun Aufgaben tëscht dem TICE an dem RGTR.

Am Kader vun dëser Reorganisatioun vum Reseau, an deem den TICE zanter den éischte Studien involvéiert ass, hunn ech als Minister ëmmer ënnerstrach, datt keng Aarbechtsplazen am interkommunale Syndikat TICE a Gefor sinn. Dat wier e komplett falscht Bild bei deene monumentalen Aufgaben, déi am Süden op den ëffentlechen Transport waarden.

Mat dëser Reorganisatioun soll ënnerstrach ginn, datt den TICE an Zukunft eng droend Roll bei der Entwécklung vum Süden spillt.

Den aktuellen Accord huet misse resiliéiert ginn, well e sech op RGTR-Kontrakter bezunn huet, déi elo net méi a Kraaft sinn. Ech hat den TICE schonn am November 2022 op d'Noutwennegkeet vun dëser Kënnegung higewisen, duerno hunn d'Diskussiounen ugefaang, fir d'Aféierung vun engem neien, verbesserten Dräi-Jores-Kontrakt ab Januar 2025 ze erméiglechen. Dësen Accord gesäit eng etappeweis Ëmsetzung vum neie Buskonzept vir.

De staatlechen Deel vun der Finanzéierung vum TICE ass bis den 31. Dezember 2024 ënner den aktuelle Konditioune geséchert. Soubal deen neien TICE-Verwaltungsrot, deen aus de Gemengewalen am Juni 2023 ervirgeet, konstituéiert ass, kënnen d'Verhandlungen am Hibléck op den neien Accord weidergoen. Duerno bleift et un der neier Regierung, ee Gesetzprojet iwwert d'Finanzbedeelegung virzebereeden, deen eng staatlech Finanzéierung vu sënnvolle Buslinnen am Süde bis 2027 garantéiert.

Et gëtt also kee Grond, sech Suergen iwwer TICE-Mataarbechter ze maachen. Am Géigendeel, de Süden huet sech zu enger dynamescher Regioun mat enke Verbindunge mam noen Ausland entwéckelt, an den TICE, als interkommunalen Transportsyndikat muss

der Regioun hëllefen, dës Dynamik och a geuerdent Bunnen ze lenken.

**Indemnisation des commerces dans le cadre du chantier du tram** | Question **8147** (12/07/2023) de **Mme Diane Adehm** | **M. Marc Lies** (CSV)

Am Finanzéierungsgesetz iwwert de Bau vum Tram vun der Gare op de Kierchbierg ass festgehale ginn, dass Geschäftsleit, déi laanscht de Chantier vum Tram leien, géife finanziell entschiedegt ginn, wann et duerch de Bau bei hinnen am Geschäft zu finanziellen Abousse géif kommen.

Am Exposé des motifs zum Projet de loi 6626 war dozou Follgendes ze liesen: „La mise en œuvre de la première ligne de tram doit également s'accompagner de mesures visant à prendre en compte les conséquences de sa réalisation. Aussi est-il retenu le principe d'une indemnisation amiable des commerçants riverains. Pour ce faire, une commission d'indemnisation devrait être mise en place dont le but est d'examiner les revendications des professionnels implantés dans un périmètre à définir autour du couloir de passage du tram et qui subiraient une perte financière significative sur leur marge commerciale brute. L'examen des dossiers relèvera de critères prédéfinis et il sera suivi d'une proposition d'indemnisation de la part de la commission ad hoc soumise à l'accord de Luxtram, maître d'ouvrage, qui en assumera ensuite la charge financière."

An der Fiche financière vum Gesetzestext ass ënnert dem Punkt „Divers et imprévus" dann och een entspriechende Budget fir ënnert anerem d'Entschiedegunge vun de „commerçants riverains" virgesinn. Dëse Punkt vun der Indemnisatioun stoung och an de Fiches financières vun de Gesetzestexter iwwert Tramserweiderunge vun der Gare op Cloche d'Or respektiv vun der Luxexpo op de Flughafe Findel.

De 14. September 2017 huet de Conseil d'administration vu „Luxtram SA" d'Schafe vun engem Comité d'indemnisation decidéiert, deen sech ëm Entschiedegunge fir Commerçanten um Tronçon Gare–Luxexpo këmmert.

D'Bauaarbechten um Tronçon Module central vun der neier N3 sinn zanter geraumer Zäit amgaang a bewierken eng Rëtsch Spärungen an der Rue Orchimond, am Rangwee an an der Rue des Scillas. D'Geschäftsleit an dësem Beräich vun den Aarbechten hu bedéngt duerch de laangwierege Chantier mat beträchtlechen Ausfäll ze kämpfen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Ass de Comité d'indemnisation och responsabel fir Entschiedegunge fir Commerçanten um Tronçon Gare–Cloche d'Or respektiv Luxexpo–Fluchhafen?

– Wéi vill Dossiere vu Geschäftsleit si bis haut beim Comité d'indemnisation agereecht ginn?

– Kann den Här Minister eng Opschlëßlung pro Tronçon ginn?

– Wéi vill Dossiere sinn acceptéiert gi respektiv si vum Comité ofgeleent ginn? Wat sinn d'Grënn vun den Ofleenungen?

– Wéi vill Sue si bis haut un Entschiedegungen ausbezuelt ginn?

– Ginn déi an de jeeweilege Finanzéierungsgesetzer opgesate Budgeten duer, fir d'Entschiedegunge vun de „commerçants riverains" vun den Tramschantieren ofzedecken?

**Réponse** (03/08/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

De Comité d'indemnisation, dee presidéiert gëtt vun enger Magistratin, huet insgesamt 56 Dossiere vu Geschäftsleit traitéiert an 315.519,28 Euro un déi jeeweileg Societéiten iwwerwisen.

De Comité huet sech eng gemeinsam Reegel gi fir d'Perten, déi wärend dem Chantier vum Tram vun de Geschäftsleit gemaach goufen, zu 50 % ze iwwerhuelen.

Insgesamt goufen 18 Aiden accordéiert, 11 sinn nach amgaang evaluéiert ze ginn. D'Haaptgrënn, firwat 27 Dossieren ofgeleent goufen, waren:

– de Betrib huet keng Perte gemaach wärend dem Chantier,
– d'Geschäft louch net um Chantier vum Tram,
– d'Geschäft ass opgemaach gi wärend dem Tramschantier.

Ee Budget fir Indemnisatioune gouf just fir d'Finanzéierungsgesetz vum Tram tëschent der Gare a Luxexpo vun der Chamber votéiert. Am Finanzéierungsprojet fir d'Verlängere vum Tram op de Findel an op d'Cloche d'Or goufe keng Indemnisatioune virgesinn.

Et gouf kee spezifesche Budget oder eng spezifesch Opschlësselung fir d'Indemnisatiounen am Finanzéierungsgesetz fir de Bau vum Tram tëschent Luxexpo an der Gare centrale. D'Indemnisatioune goufen aus der Gesamtbauzomm vum Gesetz ausgeschott.

**Réorganisation du TICE** | Question **8149** (13/07/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Aus engem Schreiwes vum Minister fir Mobilitéit un d'Personaldelegatioun vum TICE geet ervir, dass déi bestoend Konventioun bis 2024, tëscht dem TICE an dem Ministère fir Mobilitéit, net méi verlängert gëtt.

Wëssend, dass den TICE ee vun deenen eelste Syndikater zu Lëtzebuerg ass, bedauert d'Personaldelegatioun vum TICE an engem Schreiwes u seng Mataarbechter, dass am Süde verschidde Linnen unhand vun der neier Konventioun an Zukunft net méi subventionéiert wäerte ginn. D'Konsequenzen dovunner wäre gravéierend. Déi syndikéiert Gemenge missten déi zousätzlech Käschte selwer droen, wat logescherweis dozou féiert, dass Aarbechtsplaze kéinte gestrach ginn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuele fir ze evitéieren, dass d'Gemengen op de Käschte sëtzebleiwen?

– Wéi wëll de Minister evitéieren, dass Aarbechtsplaze musse gestrach ginn?

– Wat fir aner Konsequenzen huet déi nei Konventioun fir d'Gemengen, d'Personal an d'Clienten?

**Réponse** (02/08/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Ausso, dass d'Konventioun tëschent dem TICE an dem Staat net méi verlängert gëtt, ass falsch. Et soll eng nei Konventioun ausgeschafft ginn, well d'Referenzen an der aler Konventioun zum RGTR no senger neier Ausschreiwung net méi stëmmen an d'Remuneratioun vum Staat un den TICE sech muss dem Budgetsgesetz konformëieren.

Wéinst der aktueller Suerg am interkommunale Syndikat TICE, hunn ech den 19. Juli 2023 Vertrieder vun der Personaldelegatioun vum TICE getraff.

All Participanten hunn ënnerstrach, datt den TICE weiderhin eng wichteg Roll bei der Reorganisatioun vum ëffentlechen Transport am Süde muss spillen.

Ech hunn de Gewerkschaftsvertrieder versécher t, datt mer keng Aarbechtsplaze géifen ofbauen oder d'Zuel vun de gefuerene Kilomeeter vum TICE géife reduzéieren. Mir sollten eis awer zesumme Gedanke maachen, fir an Zukunft nach besser op d'Mobilitéitsbedürfnisser vun der Südregioun ze reagéieren an e kohärent ëffentlecht Transportnetz ze plangen.

Et gouf betount, datt d'Personaldelegatioun an Zukunft aktiv un der Entwécklung vum neie Buskonzept fir d'Regioun Süd soll deelhuelen. D'Konzept kéint also vun der Expertis vun de Chauffeure profitéieren an d'Mëssverständnesser kënnen an Zukunft direkt wärend de jeeweilegen Aarbechtssëtzungen aus dem Wee geraumt ginn.

D'Zil ass et, bis Enn des Joers iwwer e globaalt Konzept eens ze ginn, an déi zukünfteg Buslinnen ze definéieren, déi vum TICE bedriwwe ginn. D'Remuneratioun pro gefuerene Kilomeeter fir den TICE souwéi de Präis pro Aarbechtsstonn wäert d'Theema vun engem Finanzéierungsgesetzesprojet sinn, dee vun der nächster Regierung op Basis vun engem validéierte Konzept deposéiert gëtt.

Ech wëll an dësem Kontext och op meng Äntwert op déi parlamentaresch Ufro vum honorabelen Deputéierte Marc Goergen (8146) verweisen.

**Bornes pour voitures électriques « Chargy »** | Question **8150** (13/07/2023) de **M. Max Hengel** (CSV)

Méi wéi 700 ëffentlech Luedstatioune sti mëttlerweil zu Lëtzebuerg den Notzer vun Elektro- a Plug-in-Hybridgefierer zur Verfügung. Fir als Notzer um Chargy-Netz kënnen ze lueden, brauch ee just ee Kontrakt mat engem Service-Ubidder ofzeschléissen, mat deem een dann Accès zu alle Luedstatioune vum Chargy-Netz kritt.

Laut mengen Informatioune wier rezent de Produzent vun de Bornë vum Chargy-Netz Faillite gaangen. Dës Situatioun géif eng sëllege Froen opwerfen, notamment a Saache Maintenance vun der Infrastruktur, awer och um Niveau vun den Netzbedreiwer vun de Statiounen, vun de Service-Ubidder respektiv den Notzer vum Chargy-Netz.

An dësem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Minister fir Energie stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatioun confirméieren?

2. Wa jo,
– wéi soll den Netzbedreiwer, an dësem Fall Creos, an Zukunft den Entretien vun der bestoender Infrastruktur assuréiere kënnen?
– ass den Austausch vun den Daten tëschent dem „charge point operator", ergo dem Netzbedreiwer an dem „emobility service provider" weiderhi séchergestallt, Austausch, deen ee brauch, fir zum Beispill d'Facturatioun kënnen ze maachen?
– wéi laang ass séchergestallt, dass de Service weiderhin assuréiert gëtt?
– wéi héich ass de Risiko, dass een net méi op de Borne ka lueden?
– wier duerch dës Faillite mat zousätzleche Käschte fir de Staat ze rechnen? Wéi eng Käschte kéinten op de Staat duerkommen an a wéi enger Héicht? Riskéiert den Chargy-Notzer méi héich Käschten, fir säi Stroum mussen ze bezuelen?

3. Wéi eng Konsequenzen hätt dës Faillite generell op Notzer vun den Chargy-Luedstatiounen?

4. Wat wieren d'Konsequenze vu sou enger Faillite fir d'Service-Ubidder?

**Réponse** (03/08/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. De Marché fir d'Liwwerung a Maintenance vun den Chargy-Bornen an dem zentrale Supervisiounssystem vum Chargy ass no enger Ausschreiwung 2016 un eng Association momentanée vun zwou Firmen attribuéiert ginn. Bei enger vun dëse Firmen huet et sech ëm Powerdale gehandelt. Powerdale, déi d'Bornen hiergestallt huet, an den zentrale Supervisiounssystem bereetgestallt huet, ass effektiv säit dem 27. Juni 2023 an der Faillite.

ad 2. De Volet vum Entretien vun de Bornë war vun Ufank un duerch déi aner Firma aus der Association momentanée ofgedeckt, déi hir Engagementer weiderhi ganz normal erfëllt. D'Maintenance vun de Bornen ass also weiderhi garantéiert.

– D'Encevo huet, wéi se de 17. Juli per Communiqué matgedeelt huet, d'Plattform „Nexxtmove" vu Powerdale iwwerholl. D'Encevo iwwerhëlt domat och déi kontraktuell Obligatioune vu Powerdale vis-à-vis vun deenen Netzbedréiwer. Domat ass de Betrib vun der Nexxtmove Plattform, déi och deen Austausch vun Daten am Chargy-System geréiert, geséchert.

– Op Nofro hin ass ons matgedeelt ginn, dass d'Kontrakter aus der Ausschreiwung vun 2016 esou geschriwwe waren, dass den Datenaustausch am Chargy-System och am Fall vun enger Faillite vu Powerdale konnt vu Creos weider bedriwwe ginn. Duerch d'Reprise vun der Plattform duerch Encevo an d'Weiderbedreiwe vun der Plattform duerch eng Duechterfirma vun Encevo ass et allerdéngs wéi uewe beschriwwen net noutwenneg, dës Solutioun unzewennen.

– Creos huet op Nofro hi bestätegt, dass si dëse Risiko als quasi negligabel aschätzen.

– Fir de Lëtzebuerger Staat wäerten duerch dës Faillite keng Käschten entstoen. Och op de Luedpräis op der Born wäert dës Situatioun laut Aussoe vu Creos keen Impakt hunn, well d'Kontrakter wéi uewe beschriwwe weider lafen.

ad 3. Duerch déi Solutioun, déi elo fonnt gouf, wäert d'Faillite keng Repercussiounen op d'Notzer vun der Chargy Luedinfrastruktur hunn.

ad 4. Och fir d'Fournisseurs de service de charge (FSC) wäert dës Situatioun keen direkten Impakt hunn. Duerch d'Reprise vun der Plattform duerch Encevo wäerten och déi FSC, déi selwer Client bei Powerdale waren, hir Servicer ganz normal kënne weider ubidden.

**Campagne de sensibilisation sur la finance durable** | Question **8151** (13/07/2023) de **M. François Benoy** | **M. Charles Margue** (déi gréng)

Du 1er mars au 15 avril, le Ministère de la Protection des consommateurs, conjointement avec la Fondation ABBL pour l'éducation financière, la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) et l'Association luxembourgeoise des fonds d'investissement (ALFI) ont mené une campagne de sensibilisation sur la finance durable. Selon un communiqué du ministère du 28 avril, la « campagne vise notamment à aider les consommateurs à prendre des décisions plus éclairées sur leur façon d'investir. [...] Globalement, cette campagne nationale de sensibilisation peut aider les consommateurs à mieux comprendre la finance durable et à faire un choix conscient d'investissement dans des produits durables. »

Le 16 mai, le ministère a tiré un bilan positif de la campagne, en concluant notamment que le nombre de recherches sur Google des internautes résidents luxembourgeois sur le thème de la finance durable a quadruplé pendant la campagne.

Or, il y a aussi de vives critiques par rapport à la campagne, notamment de la part de la société civile. En effet, force est de constater que le site mis en place dans le cadre de la campagne (www.finance-durable.lu) se concentre surtout sur la mise en valeur de la considération de critères ESG lors de décisions d'investissement, sans pour autant renseigner les consommateurs sur les risques de « Greenwashing » ou « Socialwashing » y associés. Se pose ainsi la question si la campagne ne risquait pas d'induire les consommateurs en erreur sur le vrai impact carbone et social de certains investissements.

En effet, la prise en compte de critères ESG ne garantit pas nécessairement un impact carbone moindre. Citons en guise d'exemple une étude récente menée par le plus grand gestionnaire de données ESG, qui a dévoilé que parmi plus de 500 fonds d'investissement ESG analysés, un fonds sur sept avait un impact carbone supérieur à la moyenne de tous les fonds répertoriés dans la base de données.

Au vu de ces constats, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre des Finances :

1) Dans quelle mesure la campagne en question a-t-elle pris en compte les points soulevés ci-dessus concernant les limites de la prise en compte de critères ESG en ce qui concerne le vrai impact carbone des investissements et plus précisément le renseignement des consommateurs.trices sur les risques de « Greenwashing » ou « Socialwashing » ?

2) Les ministres sont-elles d'accord avec le constat que la simple prise en considération de critères ESG n'équivaut pas à une approche d'investissement véritablement durable ?

3) Dans ce contexte, comment la campagne et le site web y associé ont-ils fourni aux consommateurs.trices les moyens nécessaires pour qu'ils.elles soient en mesure de rechercher et identifier la soutenabilité d'un produit financier au-delà de la simple considération de critères ESG ?

4) Les ministres envisagent-elles le cas échéant mener à l'avenir des campagnes de sensibilisation en matière de finance durable tout en prenant en compte les points soulevés ci-dessus ? Qu'amélioreraient-elles concrètement lors d'une future campagne ?

5) Quelle est la participation financière de l'État en faveur de la campagne de sensibilisation susmentionnée ?

**Réponse** (11/08/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Protection des consommateurs

Les honorables Députés s'enquièrent sur la campagne de sensibilisation sur la finance durable à laquelle a notamment participé le Ministère de la Protection des consommateurs.

Comme il ressort de la réponse à la question parlementaire 7891, les différents porteurs de la campagne ont voulu rebondir sur les résultats du sondage de l'ILReS et du constat du « Nouvel agenda du consommateur » pour inviter le public à s'intéresser davantage au sujet de la finance durable.

Sachant que les limites inhérentes à une campagne de sensibilisation ne permettent pas de présenter de manière détaillée tous les aspects d'une thématique donnée dont le citoyen a besoin pour s'informer de façon ciblée sur un sujet, la démarche l'invitait justement à s'orienter vers les professionnels du secteur financier qui, selon les règles applicables en la matière, pouvaient fournir les renseignements selon le cadre réglementaire applicable tel qu'énoncé dans la deuxième partie de la réponse à la question parlementaire 7891.

L'investissement ESG, tout en englobant une approche plus large visant à protéger un portefeuille contre les risques opérationnels ou de réputation, est fondamentalement aligné sur les principes de l'investissement durable. Bien que l'objectif premier de l'investissement ESG puisse initialement sembler être l'atténuation des risques, l'intégration des facteurs ESG favorise intrinsèquement la durabilité. L'intégration des facteurs ESG dans les décisions d'investissement contribue à la durabilité à long terme en promouvant des pratiques commerciales responsables, en atténuant les risques liés aux défis de la durabilité et en encourageant un impact positif sur les parties prenantes et la société dans son ensemble. L'investissement ESG continue de gagner en importance, ce qui favorise l'adoption de pratiques durables et contribue à une économie mondiale plus durable et plus résiliente.

Il est tout à fait valable de débattre du fait que la simple prise en considération des critères ESG peut ne pas équivaloir à une approche d'investissement véritablement durable, mais il faut prendre en compte que le domaine est en évolution permanente en raison des réglementations et des pratiques en constante progression, en particulier au niveau de l'Union européenne.

Réglementations croissantes : L'Union européenne et d'autres régions du monde ont pris des mesures significatives pour promouvoir l'investissement durable en mettant en place des réglementations de plus en plus strictes concernant la divulgation des informations ESG et les pratiques des entreprises. Ces réglementations visent à accroître la transparence et la responsabilité des entreprises en matière de durabilité, afin de renforcer l'approche d'investissement durable à l'échelle mondiale. Il est essentiel de reconnaître que la mise en œuvre de ces réglementations n'est pas encore achevée. D'un côté, les critères environnementaux sont sur le point d'être adoptés, tandis que de l'autre, les critères sociaux seront examinés dans les années à venir. On peut alors s'attendre à ce que les règlementations européennes existantes ainsi que celles qui seront instaurées dans le futur favoriseront une plus grande transparence dans le secteur financier en qui concerne la mesure de l'impact.

Par exemple, le 13 juin 2023, la Commission européenne a publié une proposition législative pour un règlement sur la transparence et l'intégrité des activités de notation ESG qui fait partie du paquet de nouvelles mesures visant à stimuler l'investissement dans la finance durable. Le règlement vise à harmoniser la réglementation dans l'ensemble de l'UE, étant donné qu'il n'existe actuellement aucune loi régissant les fournisseurs de notations ESG dans les différents États membres de l'UE.

Évolution des pratiques d'engagement : Les investisseurs et les parties prenantes exigent de plus en plus que les entreprises assument leur responsabilité en matière d'ESG. Cette évolution est le résultat d'une prise de conscience croissante des enjeux liés à la durabilité, ainsi que des attentes changeantes de la société vis-à-vis du rôle des entreprises et organisations financières dans la construction d'un avenir plus responsable et durable. Cela conduit à une plus grande implication des investisseurs dans le dialogue avec les entreprises pour encourager des pratiques plus durables et responsables. Cette évolution crée un cercle vertueux où les entreprises qui adoptent des pratiques

durables et responsables sont mieux perçues et soutenues par les investisseurs, tandis que celles qui négligent ces enjeux risquent de faire face à des conséquences financières et de réputation négatives.

Il convient de souligner que la disponibilité restreinte actuelle de données ESG qualitatives et cohérentes, ainsi que des données pertinentes pour évaluer l'impact, crée actuellement une certaine lacune dans la mesure précise de l'impact. Mais étant donné que la Sustainable Finance Disclosure Regulation (SFDR), qui impose des obligations de divulgation ESG aux gestionnaires d'actifs et aux autres participants du marché financier, n'est applicable que depuis 2021, et que la Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD), qui exige que les entreprises rendent compte de l'impact de leurs activités sur les facteurs ESG, ne sera applicable qu'à partir de janvier de l'année prochaine, il est à prévoir que les données manquantes seront progressivement mises à disposition. Cette évolution devrait contribuer à améliorer les rapports, et à renforcer la disponibilité et la fiabilité de ces données.

Il faut prendre en compte que l'investissement ESG est en constante évolution et, grâce à une prise de conscience et à des engagements croissants de la part des investisseurs, il a le potentiel d'entraîner des changements positifs en faveur d'un monde plus durable.

Si l'échange du Ministère de la Protection des consommateurs avec le groupement d'organisations civiles « finance durable » suite aux critiques émises par ce dernier a permis d'expliquer le fondement de la démarche poursuivie, elle a aussi été l'occasion d'évoquer des ajustements à opérer en cas de renouvellement d'une campagne similaire. Ils feraient le moment venu l'objet de réflexions communes.

La réponse à la question parlementaire 7891 a déjà fourni le montant de la participation financière de l'État comme il a été précisé que le Ministère de la Protection des consommateurs a contribué avec 20.000 €.

**Subside de qualité+ pour les associations sportives** | Question **8152** (13/07/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Lëtzebuergesch Veräiner, déi Member vun enger Federatioun sinn a bei Sportskompetitioune matmaachen, kënnen iwwert de Subside de qualité+ bis zu 150 € fir all Kand am Veräi kréien. Deadline, fir seng Demande ofzeginn, ass ëmmer den 30. September vum jeeweilege Joer. Eisen Informatiounen no sinn d'Verbänn dëst Joer méi spéit wéi soss, eréischt Ufank Juni, un de Subside Qualité+ erënnert ginn. 2020 war d'Circulaire de 15. Abrëll erausgaangen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Firwat ass d'Informatioun dës Joer méi spéit erausgaangen?

2. Da kann een an der Circulaire och nach liesen:

„Les demandes d'homologations de brevets et diplômes délivrés par une entité autre que le Ministère des Sports – ENEPS, sont à introduire à l'ENEPS avant le 1er janvier 2024 au plus tard."

Dës Deadline ass awer net esou am Règlement grand-ducal vum 23. Dezember 2016 festgehalen. Wéi koum dësen Delai zustanen, respektiv ass en an engem anere Reglement festgehalen?

3. Sinn d'Subsidë fir d'Joer 2022 schonn ausbezuelt? Wann nee, wéi vill Dossiere stinn nach op?

**Réponse** (16/08/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

ad 1. Déi genannte Circulaire ass dëst Joer e puer Woche méi spéit erausgaangen, well séchergestallt wollt ginn, datt d'Applikatioun, iwwer déi d'Demandë fir de Subside eragereecht ginn, operationell wier. Et goufen effektiv e puer kleng Adaptatiounen an dëser Applikatioun virgeholl.

ad 2. Den Delai, sou wéi am uewe genannte Reglement zitéiert, ass nach ëmmer gülteg. Allerdéngs ass d'ENEPS an der Vergaangenheet mat enger grousser Ufro confrontéiert ginn, soudatt si déi sëllegen Diplomer net all kann a kierzter Zäit zertifiéieren. An Zesummenaarbecht mat der ENEPS hu mir dofir den Datum vum 1. Januar 2024 an der Circulaire fixéiert fir ze garantéieren, datt d'Veräiner d'Homologatioun den 1. Mäerz hunn.

ad 3. D'Subsidë fir 2022 si schonn ausbezuelt. Dëst fir déi Dossieren, déi vollstänneg sinn. Allerdéngs stinn der, vun deenen 376 Demanden, déi erakoumen, nach 18 op. Dëst, well nach Pièçë feelen.

**Réforme de la SNCA** | Question **8153** (14/07/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Emile Eicher** (CSV)

Als Konsequenz vun der Reform vun der SNCA ass, opgrond vun der Ouverture vun hirem neie Siège um Fridhaff de 17. Juli 2023, de Guichet vun der SNCA an der Regioun Clierf den 13. Juli 2023 zougemaach ginn. Dës Fermeture kënnt 3 Joer, nodeems de Guichet den 9. Januar 2020 vu Wëlwerwolz op Maarnech transferéiert ginn ass, a bedeit eng kloer Benodeelegung fir d'Leit aus dem Norden.

A senger Äntwert op d'erwéidert Fro N° 0182 bezitt de Minister fir Mobilitéit sech op duerchgefouert Analysen, déi den neie Standuert vum respektive Service vun der SNCA definéiert hunn. Dës Standuertauswiel bestätegt, dass Servicer aus dem Norden ewech beweegt ginn, a soumat net am Sënn vun der Dezentraliséierung gehandelt gëtt. Sou mussen elo beispillsweis Bierger aus de Kantone Wolz oder Clierf een Trajet vun 30 bis 45 Minutte méi zeréckleeën, fir dëse Service an Usproch ze huelen.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Wat huet zu der Fermeture vum Siège vum Guichet SNCA an der Regioun Clierf gefouert?

– Wéi eng konkreet Elementer, aus deene vum Här Minister genannten Analysen zum neie Siège, loossen drop schléissen, dass dëse Service vun der SNCA net hätt kënnen éierens anescht an der Regioun Clierf ugebuede ginn?

– Wier et méiglech gewiescht, e Site méi héich am Norden ze fannen?

**Réponse** (18/08/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert wëlle weider Informatiounen zu der Fermeture vum Site Maarnech an der neier Ouverture vum Site vun der SNCA am Norde vum Land um Fridhaff.

De Site Maarnech war vun Ufank un als eng provisoresch Léisung ugeduecht. No enger laanger Sich vu méiglechen Terrainen a Standuerter am Norde vum Land, huet sech de Site Fridhaff als bescht Léisung erginn, fir hei d'Aktivitéite vun der SNCA unzebidden. Dëst, well dëse Standuert sämtlechen Ufuerderunge gerecht gouf. Tatsächlech ass et mat der Ouverture vum neie Site um Fridhaff an dem Erhale vun de Sitte Sandweiler an Esch méiglech, datt quasi sämtlech Bierger aus dem Land ee vun de Sitte vun der SNCA a 35 Minutte kënnen erreechen an esou vun de Servicer vun der SNCA profitéieren. Dëst gouf och am Kader vun der parlamentarescher Fro 0182 am Detail beschriwwen.

Et war och esou, datt eng ganz Rei vun de bis dato benotzten Terrainen am Kader vum praktesche Führerschäin net méi wierklech den Ufuerderunge vun der SNCA gerecht goufen an dofir och dësen op dem neie Site vun der SNCA integréiert sollt ginn. Tatsächlech waren eng Rei vun deene bis dato genotzte Sitte der SNCA just zur Verfügung gestallt an hunn net der SNCA gehéiert. Mat dem neie Site, wou och dës Ufuerderung konnt ënnerbruecht ginn, huet d'SNCA d'Méiglechkeet, dësen Terrain a Funktioun vu méiglechen Upassunge vun europäesche Führerschäinsbestëmmungen ze amenagéieren. Esou kënnen um neie Site sämtlech praktesch Examen am Führerschäin ofgehale ginn, bei deenen et néideg ass, verschidde Manöveren op engem zouenen Terrain duerchzeféieren.

Zil an d'Visioun vun der SNCA ass et, an Zukunft op sämtleche Sitten am Land déi selwecht Aktivitéite kënnen unzebidden, heescht sämtlech Servicer aus dem Portfolio vun der SNCA op all hire Sitte kënnen ze offréieren. Do dernieft ass allerdéngs och ugeduecht, sämtlech Servicer wou méiglech sinn ze digitaliséieren, esou datt d'Mataarbechter vun der SNCA d'Ofwécklung vun den Dossieren da kënnen am Backoffice maachen, an de Bierger, wann hien dat net wëll, sech net muss deplacéieren. Éischt Schrëtt heizou si scho lancéiert a schonn haut ass et iwwer MyGuichet.lu méiglech, eng ganz Rei vun den Demarchen ze maachen. Dës solle kontinuéierlech ausgebaut ginn. Natierlech wäert d'SNCA och weiderhi fir de Bierger an hir Guicheten do sinn.

Weider kleng Antenne vun der SNCA sinn dofir am Moment net ugeduecht, well d'Servicer däitlech méi effizient kënnen ugebuede ginn, wann d'Mataarbechter op deenen 3 Sitte polyvalent weider kënnen ausgebilt ginn an esou de Client beschtméiglech kënnen empfänken.

**Aides suite aux inondations du mois de juillet 2021** | Question **8154** (14/07/2023) de **M. Max Hengel** | **M. Léon Gloden** | **Mme Octavie Modert** (CSV)

An engem Artikel am „Lëtzebuerger Wort" vum 14. Juli ass ze liesen, dass d'Hëllefe fir d'Schied vun den Héichwaasserkatastrophen ausbezuelt gi sinn. An Zukunft wären no Préiwung vun den Dossiere keng weider finanziell Ënnerstëtzunge méi ze erwaarden. Déi ausbezuelten Zomme ginn Aussoe vun de Gemengeresponsabelen no awer net duer, fir déi 2021 entstane Schied an de Gemenge ganz ze couvréieren, wat déi concernéiert Gemengen a finanziell Schwieregkeete kéint bréngen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Finanzministesch an d'Madamm Innenministesch riichten:

– Wéi vill Geld ass insgesamt aus dem Hëllefspak vun der Regierung un d'Gemengen ausbezuelt ginn? Wéi eng Zomm ass vun de Gemengen ugefrot ginn? Wéi vill Prozent vun den ugefroten Indemnisatioune sinn an den anere Gemengen ausbezuelt ginn?

– Kënnen d'Madamme Ministeren d'Informatioune confirméieren, dass keng weider Suen un déi concernéiert Gemengen ausbezuelt ginn? Wa jo – firwat?

– Wa jo – gëtt et nach aner Fongen, wéi z. B. e Katastrophefong, bei deem d'Gemenge kënnen Hëllef ufroen?

– Wat gedenkt d'Regierung an Zukunft ze ënnerhuelen, fir d'Gemengen a sou Katastrophefäll besser kënnen ze ënnerstëtzen?

**Réponse** (24/08/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Virop ass et wichteg ze präziséieren, dass d'Indemnisatioun vum Inneministère sech net nëmmen un d'Gemenge geriicht huet, mee och un d'Gemengesyndikater.

Iwwert de Formulaire „Intempéries", deen d'Gemengen an d'Gemengesyndikater mat de Circulairen N° 4021 an N° 4064 zur Verfügung gestallt kritt hunn, hu 40 betraffe Gemengen a Gemengesyndikater Schied an Héicht vun 30.802.478,46 Euro deklaréiert, déi hir jeeweileg Proprietéite betraff hunn (biens meubles et immeubles). Et sief nach emol drun erënnert, dass déi ugefroten Entschiedegungen exklusiv fir Proprietéite vun de betraffene Gemengen oder Gemengesyndikater zielen an dass déi ugefale Käschte weeder vun enger Assurance iwwerholl gi sinn, nach vun anere staatlechen Entitéiten.

Am Ganze si bis dato 4.614.900,27 Euro u Gemengen a Gemengesyndikater ausbezuelt ginn.

Mat Ausnam vun der Gemeng Iechternach, déi Schied an Héicht vun 22.313.823,63 Euro (Stand 9.8.23) deklaréiert huet, si ronn 44 % vun den ugefroten Indemnisatiounen (8.488.654,83 Euro) un déi aner Entitéiten ausbezuelt ginn, dat heescht 3.744.902,12 Euro. Et muss een awer präziséieren, dass 18 Dossieren nach en cours sinn, well se nach net komplett sinn.

D'Ausso, dass keng weider Suen un déi concernéiert Gemengen ausbezuelt géife ginn, ass net richteg. Am Staatsbudget ass fir den Exercice 2023, ënnert dem Artikel 09.5.35.010 „Secours dans le cadre de catastrophes naturelles et en cas d'assistance internationale", eng Enveloppe vu 5 Milliounen Euro virgesinn, fir d'Gemengen an d'Gemengesyndikater kënne weider finanziell ze entschiedegen (an der Haaptsaach déi Gemengen, deenen hiren Dossier nach net komplett ass).

Fir an Zukunft besser op Katastrophe präparéiert ze sinn, mussen d'Gemenge méi resilient ginn a virun allem op Präventiounsmesurë setze mam Zil, fir d'Risike vu Katastrophen ze reduzéieren. Fir sou Mesuren en place ze setzen, kënnen d'Entitéiten aus dem Gemengesecteur zum Beispill beim Waasserfong eng finanziell Ënnerstëtzung froen (cf. Artikel 65 vun der Loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau). D'Gemenge wäerten awer och an Zukunft op d'Ënnerstëtzung vum Inneministère ziele kënnen, natierlech ënnert der Bedéngung, dass dat jeeweilegt Evenement vun der Regierung als Katastroph deklaréiert gëtt[14].

**Pollution de la Syre à Munsbach** | Question **8155** (14/07/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Il me revient que la Syre aurait subi jusque récemment une pollution continue pendant plusieurs semaines à Munsbach, ceci en raison du déversement de boues de forage provenant du chantier d'extension de la station d'épuration.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer les informations relatées ci-dessus ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle fournir des informations détaillées quant à l'origine et aux répercussions sur la faune et flore aquatiques de cette pollution ?

3) Quelles suites Madame la Ministre entend-elle donner à cet incident ?

**Réponse** (08/09/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) Ces informations sont correctes.

ad 2) Lors d'une visite du chantier par des agents de l'AGE, un vaste dépôt de boues de forage était constaté à l'endroit de déversements récents, visible grâce aux tuyaux de la foreuse encore submergés dans le cours d'eau « Syre ». La durée exacte du déversement des boues est cependant inconnue. Prenant en compte la dimension du dépôt constaté ainsi que la date du début du forage, un déversement récurrent pendant plusieurs semaines semble probable.

Selon l'estimation de mes services, la pollution a altéré l'état écologique du cours d'eau « Syre », au moins temporairement, quoique son ampleur ne soit pas quantifiable. Cependant lors des visites des agents de l'AGE, aucun poisson mort n'a été détecté.

En principe, le déversement substantiel et de longue durée de boues et sédiments dans un cours d'eau peut engendrer de multiples altérations et détériorations de son état naturel dont :

– perte de la capacité d'accueil des interstices naturels du lit du cours d'eau qui, généralement bien oxygénés, représentent un habitat essentiel pour les larves d'insectes, mollusques, le frai de différentes espèces piscicoles par un colmatage ;
– mort de poissons par asphyxie suite à un colmatage des branchies des poissons provoqué par une concentration très élevée de matières suspendues ;
– blessures d'abrasion et endommagement de la barrière protectrice de mucus des poissons.

Les effets à long terme d'une pollution restent incertains, d'autant plus que les écosystèmes aquatiques ont un certain pouvoir d'autoépuration.

ad 3) Au niveau administratif, des mesures urgentes ont été prises conformément à l'article 23 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau par la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développe-ment durable, une copie de ce document a été transmise au parquet. Ces mesures consistent notamment en l'arrêt du déversement d'eaux chargées en matières en suspension vers le cours d'eau « Syre » et la rédaction d'un rapport expliquant clairement la cause et les circonstances du déversement des eaux polluées.

Au niveau pénal, un rapport est dressé par un officier de police judiciaire de l'Administration de la gestion de l'eau à l'attention du parquet, à qui appartient l'opportunité de poursuite. Madame la Ministre ne peut pas se prononcer sur les conséquences juridiques de cet incident, étant donné que cela relève des autorités judiciaires compétentes.

**Pollution du Dipbach à Esch-sur-Alzette** | Question **8156** (14/07/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

En date du 10 juillet une quantité importante de poissons morts a été découverte dans le Dipbach à Esch-sur-Alzette. Par la suite, une enquête de l'Administration de la gestion de l'eau sur la cause a relevé qu'un déversement d'eaux usées depuis la canalisation de la Ville d'Esch-sur-Alzette serait à l'origine de cet incident.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Comment le déversement d'eaux usées dans le Dipbach a-t-il pu se produire ?

2) À part la mort des poissons susmentionnée, quelles en sont les répercussions sur la faune et flore aquatiques ?

3) Quelles suites Madame la Ministre entend-elle donner à cet incident ?

**Réponse** (08/09/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) En date du 11 juillet, les agents de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) ont constaté un déversement d'eaux usées vers le cours d'eau « Dipbech » à hauteur de la rue d'Ehlerange. Ce déversement accidentel provenait d'une canalisation d'eaux usées obstruée au niveau de la place Benelux à Esch-sur-Alzette. Les agents ont alors alerté le service technique de l'administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette afin d'identifier la cause exacte de la pollution et d'arrêter le déversement d'eaux usées vers le cours d'eau.

Selon les informations fournies par un rapport circonstancié (voir point 3), la pollution a résulté de la défaillance voire du défaut de fabrication du couvercle d'un orifice de révision dans un regard spécial dit « Twinschacht » du fabricant Rehau qui permet d'intégrer dans un même regard les deux réseaux du système séparatif. Au point bas du regard, les eaux usées sont évacuées par une cunette ouverte tandis que les eaux de pluie s'écoulent par un tuyau fermé, situé plus haut et équipé dudit orifice de révision. Après analyse détaillée du problème par l'administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette, il s'avère que les boulons du couvercle de l'orifice ne répondent pas aux exigences d'un environnement corrosif et que le couvercle s'est détaché et que la protection du réseau de pluie dans le regard était ainsi compromise. En raison de l'obstruction de la canalisation d'eaux usées, dont la cause exacte n'a pas pu être déterminée, les eaux usées se sont refoulées et ont pu s'écouler par l'ouverture mentionnée précédemment dans la canalisation d'eaux pluviales et puis vers le cours d'eau « Dipbech ».

ad 2) Les conséquences d'une pollution par des eaux usées sont multiples et peuvent entraîner diverses pressions sur l'écosystème aquatique. À part des taux de mortalités élevés de poissons, des pollutions par des eaux usées peuvent engendrer, en fonction de la quantité et de la concentration des substances polluantes déversées, une eutrophisation, des effets toxiques ou un colmatage du lit du cours d'eau :

– Une eutrophisation d'un écosystème aquatique est un déséquilibre déclenché à la suite d'un apport excessif de nutriments (azote et phosphore). La forte disponibilité de nutriments peut entraîner une croissance excessive des plantes et des algues. Ces proliférations impactent les milieux aquatiques et leur biodiversité car elles absorbent de grandes quantités d'oxygène, ce qui peut provoquer un dépérissement des organismes aquatiques.
– La production de substances à effets toxiques pour les organismes aquatiques, comme par exemple la formation d'ammoniac (un gaz provenant de la transformation de l'ammonium), constitue souvent un effet secondaire d'une pollution par des eaux usées.
– Un colmatage du lit du cours d'eau, c'est-à-dire le dépôt de particules dans le sédiment, peut empêcher une bonne oxygénation de cet habitat essentiel pour certains organismes comme des larves d'insectes ou des frais de différentes espèces piscicoles.

L'envergure des répercussions sur la faune et la flore est difficile à déterminer vu les facteurs multiples qui sont en jeu et vu l'état naturel initial du cours d'eau impacté par les activités anthropogéniques. Les cours

[14] cf. Äntwert op d'QP 6492 „Inondations de 2021"

d'eau modifiés sont moins résistants à des perturbations à cause de leur capacité d'autoépuration réduite.

ad 3) Au niveau administratif, l'administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette a été demandée de prendre position sur cet incident et d'envoyer à l'AGE un rapport indiquant les circonstances et les raisons exactes du déversement des eaux usées vers le cours d'eau. Ce rapport décrit et définit également des mesures de précaution et des actions prises ou à prendre afin d'éviter qu'un tel incident ne se répète dans l'avenir.

À ce stade et en absence de l'identification d'un responsable exact de l'obstruction de la canalisation des eaux usées, étant source de la pollution, aucune mesure pénale ne sera entamée par un officier de police judiciaire de l'AGE à l'attention du parquet.

**Contournement des sanctions contre la propagande russe** | Question **8157** (14/07/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

En février 2023, le média allemand TAZ avait publié une recherche affirmant qu'une société luxembourgeoise, en l'occurrence G-Core Labs SA, participerait à la diffusion en Europe de la propagande russe de la chaîne télévisée Russia Today, alors que de telles activités sont interdites.

En réponse à la question parlementaire n° 7623 des honorables Députés Marc Spautz et Laurent Mosar, Monsieur le Ministre a affirmé que toutes les informations ont été transmises au parquet. Après enquête des experts techniques du CIRL, l'entreprise aurait effacé certains contenus.

Dans un nouvel article daté au 14 juillet 2023, le média allemand TAZ affirme que les liens entre G-Core et Russia Today n'ont été coupés que superficiellement. Du moins jusqu'à la fin du mois d'avril, le certificat SSL du serveur russe, qui a livré les contenus de Russia Today, était toujours établi au nom de G-Core Labs SA à Luxembourg.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Est-ce que les services luxembourgeois sont au courant de ces nouvelles informations ? Est-ce que ces informations se recoupent avec les résultats de l'enquête du CIRL ?

2) Pouvez-vous m'assurer que la société luxembourgeoise en question n'a effectivement plus aucun lien avec la chaîne télévisée russe sanctionnée ?

3) Avez-vous constaté d'autres problèmes concernant le respect des sanctions européennes contre les organes de désinformation soutenus par le Kremlin par des sociétés luxembourgeoises ? Dans l'affirmative, pouvez-vous m'en donner des détails ?

**Réponse** (19/07/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

Le Luxembourg a apporté un soutien inconditionnel à la mise en place des 11 paquets de sanctions adoptés par l'Union européenne en réponse à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Les autorités compétentes s'emploient à assurer une mise en œuvre robuste, cohérente et efficace des sanctions.

Suite à la publication de l'article cité par l'honorable Députée en février 2023, les autorités compétentes, conformément à l'article 23 du Code de procédure pénale, l'ont transmis au parquet puisqu'il faisait référence à d'éventuels actes délictueux. Le Parquet de Luxembourg a entre-temps classé ce dossier.

Après publication d'un nouvel article en date du 14 juillet 2023, les autorités compétentes ont analysé les nouvelles informations et ont immédiatement consulté le CIRCL (Computer Incident Response Center Luxembourg) afin de recevoir une analyse technique des allégations.

Le CIRCL, après revue interne, a conclu que les éléments présentés étaient à voir dans le contexte de la transition organisationnelle du subsidiaire russe de G-Core. Un certificat SSL est un document cryptographique public contenant des informations organisationnelles, qui permet d'assurer une connexion encryptée entre deux ordinateurs, par exemple entre un serveur et un ordinateur personnel. En l'occurrence, il apparaîtrait que le certificat en question n'ait pas été mis à jour après la cession du subsidiaire russe, désormais nommé « Edgecenter », de G-Core. Le serveur doté du certificat SSL en question est un serveur qui n'est pas sous le contrôle de G-Core ; celui-ci n'a donc pas d'influence sur les activités de ce serveur. Les conclusions du CIRCL ne se recoupent donc pas avec les informations présentées dans l'article mentionné.

Partant, le Gouvernement n'a pas d'éléments qui laisseraient conclure à un lien commercial, technique ou organisationnel entre le groupe G-Core et une entité visée par les sanctions européennes et qui permettraient d'établir une violation des sanctions. Toutefois, les autorités compétentes ont fait suivre l'article mentionné au Parquet de Luxembourg.

Toute nouvelle information contraire à cette conclusion ferait l'objet d'une communication au parquet, et les autorités compétentes prendraient toute mesure qui s'impose.

Hormis la question de la mise à disposition de services satellitaires dans le cadre de la diffusion, par des sociétés non russes établies hors de l'UE, de bouquets de programmes, qui avait déjà fait l'objet d'un échange avec la Chambre des Députés (réponse à la question parlementaire n° 7364), les autorités compétentes n'ont pas constaté d'autres problèmes.

**Enquête publique sur l'avant-projet de la mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat** | Question **8158** (14/07/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

À la suite de la publication de l'avant-projet de la mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) en date du 17 avril, une enquête publique a eu lieu du 17 avril au 16 mai.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

– Combien de commentaires, avis et propositions ont été soumis ?

– Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils informer quant au contenu et à la nature des avis soumis ?

– Quelles suites le Gouvernement entend-il y réserver ?

**Réponse** (01/09/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Faire participer les parties prenantes, citoyen·ne·s et organisations, à l'élaboration respectivement la mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), est un objectif important de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat et du règlement (UE) 2018/1999 sur la gouvernance de l'Union de l'énergie et l'action pour le climat.

Ainsi, la loi relative au climat prévoit une enquête publique d'une durée de 30 jours permettant aux personnes intéressées de formuler leurs observations au sujet de l'avant-projet de mise à jour du PNEC. L'enquête était ouverte du 17 avril au 16 mai 2023 et accessible via les portails emwelt.lu et enquetes.public.lu. Pendant cette période, les personnes intéressées étaient invitées à consulter une série de documents, notamment l'avant-projet de mise à jour du PNEC, tel qu'adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 31 mars 2023, un résumé de l'avant-projet et une foire aux questions, et, ensuite, à fournir leur avis. Elles avaient aussi la possibilité de soumettre leurs commentaires par courrier électronique ou par voie postale.

Au total, 42 contributions ont été reçues, dont 19 provenant de citoyen·ne·s et 23 de la part d'organisations. De façon générale, les avis soumis sont à la fois d'ordre technique, politique et aussi procédural. Un résumé détaillé des résultats de la consultation publique est joint en annexe du projet de mise à jour du PNEC et peut être consulté ici[15].

Toutes les contributions ont été analysées et dûment considérées dans une démarche collaborative entre les ministères et administrations compétents, coordonnée au sein du comité interministériel pour l'action climat, en vue d'une intégration dans le projet de mise à jour du PNEC. Un certain nombre des contributions reçues ont mené à des modifications de mesures contenues dans l'avant-projet de mise à jour et à quelques nouvelles mesures. Comparé à l'avant-projet, le projet a été élargi de 4 mesures et comprend désormais 201 mesures. Une cinquantaine de mesures ont été renforcées ou complétées.

En outre, certaines propositions nécessiteront des analyses et échanges supplémentaires en vue d'une intégration éventuelle dans la version finale de la mise à jour du PNEC due pour le 30 juin 2024. Finalement, de nombreux commentaires concernent des précisions de mise en œuvre de mesures contenues dans le plan, dont il sera tenu compte lors du processus d'implémentation, le cas échéant en concertation avec les parties prenantes concernées.

À noter que suite à son adoption par le Conseil de Gouvernement en date du 21 juillet 2023, le projet de mise à jour du PNEC a été transmis le jour même à la Commission européenne.

**Inflation au Luxembourg** | Question **8159** (17/07/2023) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Dans un article du 26 juin dernier publié sur le site Internet du Fonds monétaire international (FMI), les auteurs – sur fond d'une analyse faite de l'inflation sur l'année 2022 en Europe – expliquent qu'il appert que seulement une partie de l'augmentation des prix est due à la flambée des prix énergétiques. En effet, selon leurs recherches, les profits des entreprises en zone euro comptent pour près de la moitié de l'inflation qui a atteint son pic à 10,6 % en octobre 2022.

De même, les auteurs constatent que les salaires peinent à suivre cette évolution ce qui résulte en une importante perte de pouvoir d'achat des consommateurs. Sachant qu'à l'opposé de la plupart des autres pays européens, au Luxembourg, nous pouvons

[15] https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/actualites/2023/juillet-2023/pnec/jung/pnec-projet-de-mise-a-jour-resume-consultations.pdf

compter sur l'indexation automatique des salaires qui compense une large partie de la perte de pouvoir d'achat, je voudrais néanmoins savoir de Madame la Ministre des Finances et de Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Avons-nous des données plus concrètes sur comment se compose en détail l'inflation au Luxembourg ?

2) Existe-t-il des informations sur l'évolution des profits des entreprises luxembourgeoises au courant de l'année 2022 ?

3) Les taux d'intérêt ayant entre-temps grimpé à 3,5 %, quel impact peut être mesuré sur la marge d'intérêts ainsi que sur les résultats des banques luxembourgeoises ?

**Réponse** (30/08/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

ad 1) Pour analyser plus en détail l'inflation au Luxembourg, il est notamment possible de reproduire avec les données du Luxembourg la décomposition de l'inflation telle qu'effectuée par le FMI (Fonds monétaire international) à laquelle l'honorable Député fait référence dans sa question. Celle-ci est présentée dans le graphique ci-dessous, tout comme celle de la zone euro, pour comparaison :

*(graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu)*.

Il s'agit d'une décomposition basée sur le déflateur de la consommation finale (issu des comptes nationaux), dont l'évolution peut différer de l'Indice des prix à la consommation national (IPCN), habituellement considéré comme mesure de l'inflation.

Cette décomposition met en évidence pour 2022 une contribution bien plus forte des prix à l'importation que des profits à la hausse des prix à la consommation relevée au Luxembourg, mais aussi une contribution des salaires relativement plus importante que dans la zone euro.

Il est cependant important de préciser que cette décomposition se base majoritairement sur des données issues des comptes nationaux et que celles-ci ont actuellement un caractère provisoire, en particulier pour les périodes plus récentes (2021, 2022 et le 1er trimestre 2023). Ces données se basent en effet en grande partie sur des estimations, notamment pour ce qui concerne la valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation qui sont des variables clés pour effectuer cette décomposition. Par ailleurs, cette décomposition n'est rendue possible que par le recours à certaines hypothèses, notamment concernant les parts étrangères de la valeur ajoutée des différentes branches de l'économie dans la consommation finale (basées sur des données de 2018 publiées par l'OCDE).

Il est également important de préciser qu'une hausse de la contribution des profits dans cette décomposition n'implique pas forcément une hausse de la profitabilité des entreprises. Ce point est mis en avant dans l'analyse du FMI mais aussi dans d'autres analyses, notamment celles publiées récemment par l'OCDE.

Il est également possible de s'intéresser à la décomposition de l'inflation selon les 12 divisions de l'indice des prix à la consommation. Ci-dessous les résultats chiffrés correspondant à l'observation du mois de juin 2023 (https://statistiques.public.lu/fr/actualites/2023/stn32-23-ipc.html) :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu)*.

ad 2) Dans sa dernière note de conjoncture (n° 1-23, parue en juin 2023), le Statec a reproduit les profits (ou excédent brut d'exploitation) rapportés à la valeur ajoutée, ce ratio est également appelé taux de marge (et il correspond à l'inverse de la part salariale, qui se définit elle-même comme la part des salaires dans la valeur ajoutée).

Pour ces données, les mêmes réserves précédemment expliquées s'imposent concernant leur caractère provisoire.

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3) Concernant les résultats des banques, au 1er trimestre 2023, on constate une hausse de la marge d'intérêts des banques au Luxembourg de 66,5 % en comparaison avec la même période de l'année 2022, avant la remontée des taux directeurs. La CSSF constate que cette tendance est observée pour 80 % des banques et s'explique par le contexte de hausse généralisée des taux d'intérêt (communiqué de presse de la CSSF : https://www.cssf.lu/fr/2023/06/comptes-deprofits-et-pertes-des-etablissements-de-credit-au-31-mars-2023/). Le résultat avant provisions et impôts du secteur bancaire a augmenté de 57 % sur un an.

Il faut toutefois mettre en perspective l'augmentation de la profitabilité observée ces derniers mois : En effet, la profitabilité bancaire au Luxembourg avait atteint des niveaux historiquement bas au cours des quinze dernières années. La crise sanitaire de 2020 a aggravé cette situation, accentuant encore davantage le déclin de la rentabilité cette année-là, tout comme les impacts indirects liés aux tensions géopolitiques.

De plus, la profitabilité demeure la première ligne de défense des banques face à des chocs négatifs. Dans ce contexte, la Banque centrale européenne surveille de près la profitabilité des banques afin de garantir la stabilité et la résilience du système bancaire de la zone euro. Elle mentionne notamment dans sa dernière revue de la stabilité financière en mai que la rentabilité opérationnelle des banques s'est améliorée en 2022, mais que les perspectives sont devenues plus incertaines en raison des vulnérabilités dans les secteurs non financiers. Si la rentabilité de la plupart des banques de la zone euro a donc bénéficié de marges d'intérêt croissantes, les incertitudes ont également augmenté concernant la perspective de rentabilité.

**Bachelor en sciences de l'éducation et Bachelor en formation pédagogique** | Question **8160** (17/07/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Fir Enseignant an der Grondschoul ze ginn, gëtt et vun der Rentrée un zwee Ausbildungsweeër: de klassesche „Bachelor en sciences de l'éducation" (BScE) an deen elo neie „Bachelor en formation pédagogique" (BFP) als Successeur vum sougenannte „Quereinsteiger-Modell".

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend respektiv Héichschoul a Fuerschung riichten:

– Betreffend de Bachelor en sciences de l'éducation (BScE):
• Wéi vill Studieplaze si fir dat kommend akadeemescht Joer virgesinn?
• Wéi vill Studenten hunn eng Demande d'admission agereecht?
• Wéi vill Studente sinn ugeholl ginn?

– Betreffend de Bachelor en formation pédagogique (BFP):
• Wéi vill Studieplaze si fir dat kommend akadeemescht Joer virgesinn?
• Wéi vill vun de ronn 110 Studenten, déi laut Äntwert op meng parlamentaresch Fro vum 26. Mee eng „demande d'admission" fir dat éischt Semester agereecht hunn, sinn ugeholl ginn?

**Réponse** (08/08/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Ech reagéieren op der honorabeler Deputéierter hir Froe mat dëse Prezisiounen.

Fir d'akadeemescht Joer 2023/2024 huet de Bachelor en sciences de l'éducation (BScE) bis 180 Plazen am éischte Joer virgesinn, ofhängeg vum Resultat vum Examen d'admission. D'Universitéit krut 369 Demandes d'admission fir d'éischt Semester vum BScE. 228 Kandidaten hunn den 11. Juli den Opnamexame fir de BScE gemaach. 172 Kandidate goufen ugeholl; 30 vun hinne goufe „conditionnellement" ugeholl, dat heescht, dass si Defiziter an engem Fach hunn an eng Remediatioun musse maachen. Dat ass eng Steigerung vu 24 % par rapport zum akadeemesche Joer 2022/2023, wou 139 Kandidaten ugeholl goufen.

Fir d'akadeemescht Joer 2023/2024 huet de Bachelor en formation pédagogique (BFP) bis 60 Plaze virgesinn, ofhängeg vum Resultat vum Opnamexamen. 110 Kandidaten hu sech fir de BFP interesséiert an 73 Kandidate si fir den Opnamexamen den 11. Juli zougelooss ginn. 50 Kandidaten hunn um Examen deelgeholl an 32 vun hinne sinn ugeholl ginn; 4 vun hinne goufe „conditionnellement" ugeholl, dat heescht, dass si Defiziter an engem Fach hunn an eng Remediatioun musse maachen.

**Incident grave lié au service Adapto** | Question **8161** (17/07/2023) de **Mme Chantal Gary** (déi gréng)

Selon des informations circulant sur les réseaux sociaux, un chauffeur du service Adapto aurait déposé ce samedi, le 15 juillet 2023, une personne en chaise roulante, incapable de se déplacer soi-même et de communiquer clairement, devant un bâtiment inoccupé sur un terrain privé des CFL à Bettembourg, au lieu de la déposer devant la maison de soins. Malgré des recherches lancées par la famille et l'aide de la police de Dudelange, la personne n'aurait été découverte que quatre heures plus tard, vers 19.45 heures, par une personne des CFL.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

2) Dans l'affirmative, comment un tel incident grave a pu se produire ? Est-ce que la question de la responsabilité est déjà clarifiée et quelles seront les suites ?

3) Comment peut-on éviter à l'avenir de tels incidents potentiellement dangereux pour les personnes transportées en situation de handicap ?

**Réponse** (17/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Députée soulève à juste titre un incident déplorable qui s'est produit en date du samedi 15 juillet 2023 à la fin d'un trajet du service de transport pour personnes handicapées Adapto.

ad 1) Je peux malheureusement confirmer les informations de l'honorable Députée. Un usager du service a été déposé à côté d'un bâtiment CFL à Bettembourg au lieu de l'adresse indiquée dans la réservation, non loin du bon endroit. La personne en question était en situation de handicap et en chaise roulante ; pour ce qui est de ses capacités de communication, je ne peux pas m'y prononcer.

ad 2) Le poste de commande de l'Administration des transports publics avait été saisi en urgence ce 15 juillet, pour la raison que l'usager en question n'était toujours pas arrivé à destination, et ceci plus de 3 heures après l'heure d'arrivée prévue.

Les premières analyses ont été entamées dans l'immédiat et la société de transport a été interpellée. Les raisons de l'incident semblent être une combinaison malheureuse de plusieurs facteurs, dont voici le détail :

a) Malgré que l'usager en question doit obligatoirement être accompagné par une 3e personne lors du transport Adapto, l'usager a voyagé seul ;
b) Or et malgré le fait que l'usager était seul, le conducteur a assuré son transport, ce qu'il n'aurait pas dû faire ; suivant les informations de la société de transport, un membre de la famille était sur place lors de la montée du client dans le véhicule au lieu de départ, et aurait assuré au conducteur qu'une autre personne allait attendre et prendre en charge le client à destination ;
c) Vers la fin du trajet et aux alentours de destination indiquée dans le système de réservation, le client aurait demandé au conducteur de le déposer à un autre endroit, un peu plus loin de la destination. Le conducteur s'est fait confirmer le nouvel endroit par le client, et l'y a déposé puisque le client réaffirmait sa demande et indiquait qu'une personne allait le prendre en charge. Le conducteur a finalement déposé le client, pour continuer son service puisqu'il devait aller prendre le prochain client.

ad 3) L'incident a fait ressortir de manière cruelle, surtout pour l'usager et ses proches, qu'il est indispensable que les conditions d'utilisation et les procédures de fonctionnement soient respectées par chacun des acteurs. L'incident confirme aussi que le principe d'un accompagnement dans le transport Adapto constitue un élément de sécurité essentiel du transport. L'acceptation de ces conditions par le requérant fait partie de la demande pour bénéficier du service, elles sont publiées en ligne sur les sites de mobiliteit.lu et guichet.lu.

Un certain nombre de mesures et de procédures sont déjà en place et leur respect scrupuleux est tout autant important.

Un établissement minutieux des demandes d'accès et des certificats médicaux permettant à la cellule d'évaluation un traitement consciencieux des demandes d'accès, une indication précise des informations importantes dans le système de réservation et une mise à jour régulière des besoins spécifiques des bénéficiaires du service, sont indispensables pour assurer un transport sûr.

Une formation adéquate du personnel de conduite et des instructions régulières quant au fonctionnement existent de la part de l'Administration des transports publics et devront être répétées, elles sont d'une importance primordiale pour garantir la sécurité du service.

Le personnel de conduite peut à tout moment joindre le centre d'appel de l'Administration des transports publics et une prise en charge des appels d'urgence est garantie tout au long des heures de fonctionnement de l'Adapto à travers la permanence assurée par le poste de commande. Pour l'incident en question, et en cas de doute sur une adresse, le conducteur aurait pu appeler pour demander des précisions quant à la destination ou la procédure à suivre.

La digitalisation du service pourra évoluer encore davantage et mes services du Département de la mobilité et des transports et de l'Administration des transports publics se concerteront en vue des pistes d'amélioration du service et d'un suivi des transports en temps réel.

**Accord de transfert de données entre les États-Unis et l'Union européenne** | Question **8162** (17/07/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Säit dem 11. Juli ass dat neit Dateschutzofkommes tëscht der EU an den USA a Kraaft. D'Ofkommes ersetzt de „Privacy Shield" Accord, deen duerch Kloe bei der CJUE gekippt gi war. D'Dateschutzorganisatioun Noyb, déi fir d'Enn vum „Privacy Shield" verantwortlech war, huet awer och dat neit Ofkommes als Kopie vun deem ale kritiséiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. A wéi enge Reunioune war den Accord am EU-Conseil oder dem Ministerrot Theema?

2. Ass Lëtzebuerg der Meenung, dass ënnert dem neien Ofkommes den Austausch an d'Späicherung op US-Serveren den europäeschen Dateschutzstandarden entsprécht?

3. Hat Lëtzebuerg Remarke par rapport zum Text gemaach?
– Wa jo, wéi eng?
– Wann nee, hat Lëtzebuerg d'Méiglechkeet, dëst ze maachen?
– Sinn dës Remarken an de finalen Text agefloss oder net?

**Réponse** (22/08/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

Den Transfert vun Donnéeë vu Lëtzebuerg oder aneren EU-Länner an Drëttlänner (ausserhalb vun der Europäescher Unioun) gëtt vum Kapitel V vum generellen europäeschen Dateschutzreglement (GDPR) regléiert, deen den Europäer en héije Schutzniveau vun hiren Donnéeë garantéiert.

Nodeems am Juli 2020 d'Decisioun „Privacy Shield", déi den Transfert vun Donnéeën tëschent der Europäescher Unioun an de Vereenegte Staate vun Amerika gereegelt huet, vum Geriichtshaff vun der Europäescher Unioun (Schrems II Urteel) fir ongëlteg erkläert gouf, huet d'Europäesch Kommissioun mat den USA intensiv verhandelt, fir besser Konditioune fir de Schutz vun de perséinlechen Date vun EU-Matbierger ze schafen.

Dës Verhandlungen hu schlussendlech dozou gefouert, dass den amerikanesche President sougenannten „Executive Orders" adoptéiert huet, déi nei Garantië fir Europäer virgesinn: ënnert anerem betreffend den Zougang zu perséinlechen Donnéeë vun Europäer fir déi amerikanesch national Sécherheetsautoritéiten, an en zweestufegen onofhängegen Appellmechanismus, fir datt d'Europäer hir Rechter an Usproch huele kënnen. Am Kader vun dësen Entwécklungen huet d'Europäesch Kommissioun eng Evaluatioun vum amerikaneschen Dateschutzsystem gemaach. Vu dass déi Bewäertung positiv ausgefall ass, huet den 13. Dezember 2022 d'Europäesch Kommissioun en Entworf fir eng Adäquatiounssentscheedung (EU-US Data Privacy Framework oder DPF) proposéiert, an am Kader vum Kommitee, dee vum Artikel 93 vum GDPR virgesinn ass, eng Examensprozedur mat de Memberstaate lancéiert.

Lëtzebuerg huet aktiv un dësem Austausch deelgeholl mam Zil, fir den Datefloss ze garantéieren op Basis vun engem stabillen a vertrauenswierdegen Accord, deen Individue schützt a Rechtssécherheet fir Firmen ubitt. Och de „European Data Protection Board" (EDPB), wou d'CNPD vertrueden ass, an d'Europaparlament hunn hir respektiv Positiounen zu der DPF Propos presentéiert. Dës gouf iwwerschafft, fir d'Kommentare vun de verschiddenen Acteuren ze berécksiichtegen.

D'Examensprozedur mat de Memberstaaten huet d'DPF-Propositioun positiv aviséiert, inklusiv Lëtzebuerg, sou dass d'Europäesch Kommissioun deemno den DPF den 10. Juli 2023 ugeholl huet. Mat dëser Entscheedung erkennt d'Europäesch Unioun, dass den amerikanesche System, dank den neie Garantien, e Schutzniveau vu perséinlechen Donnéeë garantéiert, deen equivalent mam europäesche System ass.

Zousätzlech ass eng éischt Evaluatioun vum DPF ee Joer no senger Adoptioun geplangt. Weider Evaluatioune wäerten op d'mannst all véier Joer stattfannen. Schlussendlech ass et virgesinn, den DPF zu all Moment kënnen ze ënnerbriechen, ze änneren oder zeréckzezéien, falls de Schutzniveau vun de perséinlechen Donnéeën an de Vereenegte Staate vun Amerika sollt erofgoen.

**Travaux sur l'A13** | Question **8163** (17/07/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Opgrond vun engem Chantier an Aarbechten op der A13 Richtung Péiteng op der rouder Bréck bei Schëffleng, ass déi riets Spuer laut Medieninformatioune „bis op Weideres" gespaart. De 17. Juli 2023 moies ëm 6.00 Auer sollt d'Spuer opgoen, bis se dunn um 8.00 Auer nees zougaangen ass.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Aus wéi enge Grënn huet déi riets Spuer no esou kuerzer Zäit rëm misse gespaart ginn?

– Wéi eng Zäitfënster ass mat „bis op Weideres" gemengt?

**Réponse** (16/08/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Et missten Aarbechten um Trottoir vun der Bréck duerchgefouert ginn, déi ee réischt, nodeems déi riets Spuer a Richtung Péiteng fir de Verkéier gespaart war, an Ugrëff konnt huelen.

Virdru war dëst net méiglech, well de Verkéier op der rietser Spuer gefuer ass.

D'Aarbechte konnte virum Kollektivcongé ofgeschloss ginn.

**Examen du permis de conduire** | Question **8164** (18/07/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Eisen Informatiounen no falen aktuell ronn 50 % vun de Leit beim éischte praktesche Führerschäinsexamen duerch a kréien zum Deel wärend der Faart Fale gestallt. Dës Zuele confirméiert de Minister och a senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7521 a schwätzt vun engem Taux d'échec vu 47,5 % fir d'Joer 2022.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Wat ass d'Positioun vun der Regierung zu dësem héijen Taux d'échec?
• Wéi hunn d'Zuelen iwwert déi lescht 10 Joer evoluéiert?
• Wéi gedenkt d'Regierung, dës Zuelen ze verbesseren?

– Kann d'Regierung confirméieren, dass d'Fahrpréiwer de Kandidate Fale stellen?

– Wat kascht de Führerschäin ee Fuerufänger an der Moyenne, wann een den Taux d'échec mat arechent?
• Wéi steet Lëtzebuerg do par rapport zum Ausland?

**Réponse** (14/08/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stellt sech eng Rei Froen am Zesummenhang mam Taux de réussite beim Führerschäinsexamen.

Et ass effektiv esou, dass den Taux d'échec beim praktesche Führerschäinsexame sech an de leschte Jore bei ronn 50 % agependelt huet. Dëst ass en Effekt, deen een och an anere Länner feststelle kann. Sou loungen d'Duerchfallquote fir de praktesche Führerschäinsexamen an Däitschland bei ronn 40 %, a Frankräich bei ronn 42 % an an der Belsch bei ronn 45 % an der rezenter Vergaangenheet.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

D'Experten erklären sech dëse Phenomeen ënnert anerem mat der verännerter Approche vun de jonke Führerschäinskandidaten zum Führerschäin an der Mobilitéit als solches. Engersäits huet de Führerschäi bei ville Jonken en anere Stellewäert wéi nach virun 20 Joer, wat mat de verännerte Mobilitéitsgewunnechten (alternativ Mobilitéit oder och de gratis éffentlechen Transport) ze erklären ass. Dëst féiert awer och dozou, datt déi jonk Chaufferen net méi esou bei den Elteren am Auto de Verkéier ophuele léiere wéi fréier, well si oft net méi op de Verkéier als Bäi- oder Matfuerer oppassen (Smartphone) an esou vill Reflexer an Automatismen net méi hunn oder kennen, iert si an eng Fahrschoul kommen an dat dann do eréischt léiere mussen. Dozou kënnt awer och, dass de Verkéier ëmmer méi komplex gëtt a stänneg zouhëlt, aner nei Verkéiersteilnehmer wéi z. B. d'Trottinetten oder och den ëmmer zouhuelende Vëlosverkéier verlaangen de jonke Chaufferen ëmmer méi of.

Fir op dës Entwécklungen ze reagéieren, muss effektiv an Zukunft méi de Fokus an der Ausbildung op de sougenannte „risk awareness" geluecht ginn. Fir insgesamt déi jonk Chauffere besser op d'Erausfuerderunge vum moderne Verkéier virbereeden ze kënnen, misst een eventuell bei enger Reform vum Apprentissage driwwer nodenken, fir d'Zuel vun den obligatoresche Stonnen an d'Luucht ze setzen, fir esou dann och den Taux d'échec erofzekréien.

Wat d'Führerschäinsexamen ugeet, esou ass awer ze betounen, dass d'Examinateuren, déi all staatlech agreéiert an assermentéiert sinn, kengem Kandidat eng Fal stellen.

Wat d'Käschte fir de Führerschäin ugeet, esou läit den duerchschnëttleche Präis (fir Theorie a 16 Stonne Praxis) bei ronn 1.600 Euro, wat awer vu Fahrschoul zu Fahrschoul variéiere kann, well d'Präisser net reglementéiert sinn. Bei engem Echec kommen dann am Schnëtt nach emol ronn 750 Euro dobäi.

Wat d'Ausland ugeet, esou läit laut ADAC de Präis vun engem Autosführerschäin an Däitschland tëschent 2.106 a 4.456 Euro, jee nodeems, wéi vill Stonnen ee muss huelen, fir den Examen ze packen. An der Belsch läit de Führerschäi jee no Quell bei ronn 1.700 Euro an a Frankräich bei ronn 1.800 Euro.

**Contournement des sanctions contre la Russie** | Question **8165** (18/07/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Schonn am Februar war de Verdacht opkomm, datt déi lëtzebuergesch Firma G-Core Labs SA als Fournisseur vun engem Content Delivery Network d'EU-Sanktioune géint Russland ënnerlaf hätt. De Kommunikatiouns- a Medieminister huet a senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro 7623 vum 21. Mäerz erkläert, datt d'Entreprise kontrolléiert an de verbuedene Contenu gelöscht gi wier. Laut rezente Berichter an den däitsche Medie soll d'Firma G-Core Labs de Kontakt zum Sender Russia Today (RT) net direkt an och net ganz ofgebrach hunn. Laut den Auteure vum Artikel kéint bewise ginn, datt et bis Enn Abrëll eng Verbindung gouf tëschent G-Core Labs an de Serveren, iwwert déi RT Contenu verbreet gëtt.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Kommunikatiouns- a Medieminister stellen:

1. Kann d'Regierung ausschléissen, datt d'Firma G-Core Labs SA d'Kontakter mat RT net direkt a komplett ofgebrach huet, nodeems si am Mäerz mat de Virwërf konfrontéiert gi war?
– Wann nee, wat wëllt d'Regierung maache fir sécherzestellen, datt d'Firma G-Core Labs SA d'EU-Sanktioune géint Russland net weiderhin ënnerleeft?

2. Sinn der Regierung nach aner Lëtzebuerger Firme bekannt, déi d'EU-Sanktioune géint Russland an de leschte Méint ënnerlaf hunn?

**Réponse** (22/08/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. De Sujet ass schonn an enger anerer parlamentarescher Fro beäntwert ginn, mir bieden den honorabelen Deputéierten, sech op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8157 ze referéieren.

ad 2. Der Regierung hires Wëssens ass de Parquet nach an 2 aneren Affäre saiséiert ginn.

**Centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP)** | Question **8166** (19/07/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

„D'Centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP) fir d'Schüler, déi ee Schoulofbroch riskéieren oder schonn ofgebrach hunn, sinn eng wichteg Mesure, déi d'Verlängerung vun der Schoulflicht begleet. [...] Aktuell gëtt et schonn eng Partie CISPen, an et sollen nach anerer a verschiddene Regioune vum Land geschaf ginn." Dëst steet an der aktueller Ausgab vun „EduZoom" ze liesen, déi virun e puer Deeg vum Educatiounsministère un d'Eltere vu Schüler gemailt ginn ass.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Wou am Land gëtt et aktuell e Centre d'insertion socioprofessionnelle?

2. Wéi vill wäerten der gebraucht ginn, wann d'Schoulpflicht bis 18 Joer voll gräift?

3. Op wéi enge Plazen am Land sinn der nach geplangt a bis wéini sollen déi operationell sinn?

4. Muss nach eng gesetzlech Basis fir d'Centres d'insertion socioprofessionnelle geschafe ginn?
– Wa jo, wat genau muss gesetzlech gereegelt ginn?

**Réponse** (12/10/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Vun der Schoulrentrée 2023/24 u gëtt et véier Centres d'insertion socioprofessionnelle:

– de Centre Formida (ARCUS ASBL) zu Esch-Uelzecht,
– de Centre Movida (ARCUS ASBL) zu Furen,
– d'Jongenheem (SOLINA ASBL) zu Bartreng an
– de Liewenshaff (Päerd's Atelier ASBL) zu Mëtscheed.

ad 2. an 3. E Centre d'insertion professionnelle (CISP) ka Jonker mat verschiddene Profiller ophuelen. Déi schoulflichteg Schüler tëschent 16 an 18 Joer, déi vun deem neie Gesetz iwwert d'Verlängerung vun der Schoulflicht betraff sinn, sinn nëmmen een Deel vun der Populatioun. Donieft kënnen esouwuel Schüler tëschent 12 a 16 Joer, wéi och Jonker, déi net méi schoulflichteg sinn, opgeholl ginn.

Am Kontext vun der Verlängerung vun der Schoulflicht ass d'Betreiung an de Centres d'insertion socioprofessionnelle nëmmen eng Mesure ënner anere fir Jonker, déi ee Schoulofbroch riskéieren oder d'Schoul schonn ofgebrach hunn.

Déi geographesch Verdeelung vun de CISPen hänkt esouwuel vun de Kandidaturen of, déi wäerte gestallt ginn, wéi och vun der Lag vun de Partnerlycéeën.

En internen Aarbechtsgrupp am Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) wäert unhand vun dësen Donnéeën en nationale Plang ausschaffen.

ad 4. Aktuell ginn d'Aktivitéiten an engem Centre d'insertion socioprofessionnelle engersäits duerch d'Lycéesgesetz an anersäits duerch d'groussherzoglecht Reglement vum 17. August 2011 gereegelt.

– Am Artikel 9 vum Lycéesgesetz (loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées) ass virgesinn, dass Schüler ausserhalb vum Lycée, oder an enger Institution spécialisée kënne beschoult ginn. D'Coursë gi gehal vun Enseignanten aus dem Lycée an d'Schüler bleiwen am Lycée ageschriwwen. De Volet vum Enseignement gëtt vum Lycée organiséiert an assuréiert, sou dass den Träger do net intervenéiert.

– Den non-formale Volet vum Centre gëtt vun engem Träger assuréiert, mat deem de Ministère eng Konventioun ënnerschreift, an deen een Agrement kritt. Den Agrement gëtt ausgestallt op Basis vum Artikel 2.7. vum Règlement grand-ducal du 17 août 2011 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires d'activités pour enfants, jeunes adultes et familles en détresse.

De Gesetzesprojet Nr. 7994 portant aide, soutien et protection aux mineurs, aux jeunes et aux familles [...] gesäit am Artikel 17 den Accueil an engem Centre d'insertion socioprofessionnelle als eng vun de Mesures d'accueil de jour vir, dëst fir Jonker, déi am Décrochage scolaire sinn, oder riskéieren ze decrochéieren.

**Alphabétisation en langue française** | Question **8167** (19/07/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

En septembre dernier, à la rentrée scolaire 2022-2023, le projet pilote de l'alphabétisation en langue française fut lancé dans quatre écoles de l'enseignement fondamental public, à savoir à Larochette, à Dudelange (École Deich), à Differdange (École fondamentale Oberkorn) et à Schifflange (École Nelly Stein). Le projet pilote se limitait à une classe de la première année du cycle 2 à Schifflange respectivement à trois classes du cycle 1 dans les trois autres communes, dont une partie des élèves intégreront le cycle 2 en 2023-2024.

Avant d'intégrer une école de l'enseignement secondaire, selon la réponse du ministre à ma question parlementaire du 8 avril 2022, ces élèves seront regroupés avec leurs camarades alphabétisés en allemand au cycle 4 : „De Pilotprojet ass esou ugeluecht, datt d'Schülerinnen an d'Schüler, egal op wéi enger Sprooch se alphabetiséiert ginn, den noutwennege Sproochebagage hunn, fir souwuel an de Lycéeë mat traditionelle Programmer wéi och an de Lycéeë mat internationalen oder europäesche Programmer hiren Ofschloss kënnen ze maachen. D'Zesummeféierung

soll um Enn vum Cycle 4 geschéien, soudatt déi normal Orientatiounsprozedur ugewannt ka ginn."

C'est dans ce contexte que je voudrais interroger Monsieur le Ministre de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse :

– Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les mesures qui seront mises en place afin de garantir que les élèves alphabétisés en français ainsi que leurs camarades alphabétisés en allemand auront atteint un niveau linguistique comparable dans les deux langues, au moment où ils seront regroupés au cycle 4 ?

– De quelle façon Monsieur le Ministre entend-il garantir qu'au bout de leur parcours scolaire dans l'enseignement fondamental les élèves alphabétisés en français seront aptes à intégrer un établissement de l'enseignement secondaire public « traditionnel » ?

– Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les élèves alphabétisés en français seront prioritairement orientés vers un établissement des écoles internationales publiques ?
• Dans l'affirmative, pour quelle raison ?

**Réponse** (29/08/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Dans le cadre du projet pilote, les socles de compétences à atteindre pour la langue française comme pour la langue allemande sont fixés de façon à ce que les élèves atteignent à la fin de l'enseignement fondamental un niveau leur permettant de prendre pied dans l'enseignement secondaire. Afin d'atteindre les objectifs définis par le plan d'études, les enseignants participant au projet pilote sont tenus de mettre en œuvre des mesures de différenciation pédagogiques telles que prévues à l'article 22 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental applicable pour toutes les classes de l'enseignement fondamental.

Il n'est pas prévu d'orienter les élèves alphabétisés en français prioritairement vers les écoles internationales publiques. Il s'agit d'une alternative supplémentaire d'orientation qui s'offre aux élèves alphabétisés en allemand ou alphabétisés en français lors de leur passage vers l'enseignement secondaire.

Pour de plus amples informations concernant le projet pilote, nous vous invitons à consulter le site Internet https://alpha.script.lu.

**Raccordement au réseau de distribution de gaz naturel** | Question **8168** (19/07/2023) de **M. André Bauler** (DP)

De Klimawandel an de Krich an der Ukrain hunn dozou gefouert, datt déi energeetesch Transitioun méi séier wéi geplangt muss ëmgesat ginn. Et war scho méi laang geplangt, fir lues a lues aus de fossillen Energien erauszeklammen an alternativ Energiequellen ze notzen. Dozou gehéiert de Stroum an als Instrument d'Wärmepompel. Ab 1. Januar 2023 mussen och all Neibauten dem energeetesche Standard A+ entspriechen.

Duerch dës Decisioune kënnen awer elo speziell Situatiounen entstoen, déi dozou féieren, datt Investitiounen an d'Gasnetz, déi och nach um Terrain realiséiert goufen, well se viru Jore geplangt a virgeschriwwe waren, sech net méi notze loossen.

Sou ass mir z. B. zu Ouere komm, datt e fuschneit Lotissement (PAP), wou d'Prozeduren iwwer 15 Joer gedauert hunn, bis datt et endlech fäerdeggestallt konnt ginn, net méi däerf un de Gasreseau ugeschloss ginn, obwuel dëst awer expressis verbis bei der Planung virgeschriwwe gi war.

Elo muss all nei Wunneng mat enger Wärmepompel equipéiert ginn, obwuel d'Pläng absolutt net dono ausgeluecht gi waren.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Energie follgend Froe stellen:

– No wat fir enge Bestëmmungen ass et verbueden, fir dëse fäerdege PAP, deen noweislech virum 1. Januar finaliséiert gouf, un de Gasreseau unzeschléissen?

– Ass et net méiglech, fir an dësem spezifesche Fall eng Iwwergangsléisung ze fannen, wou de Gas nach eng Zäit genotzt ka ginn?

– Gëtt et nach iwwer Land änlech Situatiounen, wou e fäerdegt Lotissement net méi un de Gas däerf ugeschloss ginn?

**Réponse** (04/08/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Mam „règlement grand-ducal du 9 juin 2021 concernant la performance énergétique des bâtiments" (Energiepass-RGD) ass, nieft verschiddenen aneren Upassungen am Sënn vun der Dekarboniséierung vun den nei gebaute Gebaier, eng Ännerung vun der Referenztechnologie fir den Heizungssystem agefouert ginn, dat heescht, de Gas-Brennwäert-Kessel ass duerch eng Loft-/Waasser-Wärmepompel ersat ginn. Dës Ännerung bedeit konkreet, dass bei der Berechnung vum Energiepass fir een neit Gebai, dëst mat enger Gasheizung d'Ufuerderunge betreffend d'Primärenergie, déi duerch eng Wärmepompel als Referenz vergi sinn, praktesch net méi kann erreechen an deemno eng Wärmepompel fir all neit Gebai d'Standardléisung ass. Dës Ännerung ass fir all Baugeneemegung, déi säit dem 1.1.2023 fir ee Wunngebai erdeelt gëtt, a Kraaft. Bei Baugeneemegungen, déi bis den 31.12.2022 erdeelt goufen, konnt een neit Wunngebai nach mat enger Gasheizung gerechent an equipéiert ginn. Et sief drop higewisen, dass dës Iwwergangsphas vun annerhallwem Joer, also vum Akraafttriede vum Energiepass-RGD den 9. Juni 2021 bis zum 1. Januar 2023, extra esoulaang gewielt gouf, fir et dem Secteur ze erlaben, sech op déi nei Ufuerderungen anzestellen an d'Gebaier entspriechend kënnen ze plangen.

Ob een neit Wunngebai kann un de Gasreseau ugeschloss ginn oder net, ass onofhängeg vum Gasreseau selwer a vum PAP, mee hänkt dovunner of, wéini d'Baugeneemegung fir dat betreffend Gebai erstallt ginn ass (virum oder ab dem 1.1.2023).

Dës Ännerung vun der Referenztechnologie op eng Wärmepompel ass mat dee wichtegste Schrëtt, fir dass all Neibau vun engem Gebai esou gebaut gëtt, dass net méi op fossill Energien zeréckgegraff gëtt an dëst ass ee ganz weesentleche Baustee fir d'Dekarboniséierung vun de Gebaier zu Lëtzebuerg am Kader vum nationalen Energie- a Klimaplang an am Kader vun den europäeschen Ziler fir d'Reduktioun vun den Zäregaser an d'Energieeffizienz.

D'Iddi, fir d'Referenztechnologie vun enger Gasheizung op eng Wärmepompel fir Neibauten ëmzestellen, ass bei engem Event mam Secteur schonn den 10. Dezember 2018 eng éischte Kéier presentéiert ginn an dunn am Kader vun der Ufro fir d'Avisen zum Projet zum Energiepass-RGD den 29. Juni 2020 och offiziell kommunizéiert ginn.

Bei engem Neibau vun engem Wunngebai ass et haut scho Standard, fir eng Wärmepompel anzesetzen, an et mécht wierklech kee Sënn an ass och aus technescher Siicht net néideg, fir eng Iwwergangsléisung op Basis vun engem fossille Brennstoff wéi dem Gas virzegesinn.

Wéi scho virdrun erkläert, ass et net explizitt verbueden, an engem Lotissement ee Gasreseau virzegesinn, mee doduerch, dass d'Referenztechnolgie fir den Heizungssystem zanter dem 1.1.2023 d'Wärmepompel ass an et doduerch rechneresch quasi net méiglech méi ass, mat enger Gasheizung de verlaangte Standard aus dem Energiepass-Reglement ze erfëllen, wäerten och keng Gasheizunge méi an neie Wunngebaier installéiert ginn. Doduerch besteet och kee wirtschaftlechen Interêt méi, fir weiderhi Gasreseauen an neie Lotissementer virzegesinn.

**Travaux de réfection le long de la route B7 entre Ingeldorf et Schieren** | Question **8169** (19/07/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Entre Ingeldorf et Schieren des travaux de réfection modestes ont été effectués récemment le long de la route B7. Force est de constater que la couche de roulement du pont routier sur la Sûre est en voie de se dégrader si bien qu'il mérite de réfléchir à son renouvellement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-il prévu de renouveler la couche de roulement du pont routier de la B7 dans un avenir proche ?

2) Comment les flux de trafic passant par ce pont ont-ils évolué depuis 2018 ?

3) Serait-il nécessaire de procéder à d'autres travaux de réfection et de sécurisation le long de la B7, notamment sur le pont routier ?

**Réponse** (16/08/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Il n'est pas prévu de renouveler la couche de roulement de l'ouvrage d'art OA1120 « Viaduc Ingeldorf » dans un avenir proche.

ad 2) Entre 2018 et 2023, le nombre de véhicules passant sur l'ouvrage d'art OA1120 « Viaduc Ingeldorf » est resté relativement stable à l'exception de l'année 2020 (début de la crise sanitaire).

Le nombre de véhicules comptés par jour (3 jours moyens) dans les deux sens combinés tourne autour des 22.500 :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 3) La réalisation des réhabilitations complètes des ouvrages d'art OA1120 « Viaduc Ingeldorf » et OA1122 « Viaduc de Schieren » situés sur la B7 est prévue en concordance avec les réflexions menées dans le cadre du Plan national de mobilité 2035.

**Évaluation de l'alphabétisation en langue française** | Question **8170** (20/07/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Géintiwwer der Press huet den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend sech dëser Deeg zefridde mam Pilotprojet ronderëm d'Alphabetisatioun vu Schüler op Franséisch am Cycle 1 an der Grondschoul gewisen. Him léich um Häerz, dass een de Projet spéiderhi verallgemengere kéint. De Feedback wier jiddefalls positiv, heescht et vusäite vum SCRIPT (Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques).

Éier et zu enger Auswäitung vun der Alphabetisatioun op Franséisch mat Bléck op d'Rentrée 2026/2027 kënnt, soll de LUCET (Luxembourg Center for

Educational Testing) de Pilotprojet via Questionnairen un d'Elteren, standardiséiert Epreuven a Reflexiounsgruppen auswäerten, heescht et. Éischt Resultater sollen 2024 virleien, an e méi approfondéierten Tëschebilan soll laut Site vum Ministère 2026 erauskommen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Kann den Här Minister mech am Detail driwwer informéieren, wouranner déi Questionnairen un d'Elteren an déi standardiséiert Epreuvë wäerte bestoen a wat an deene Reflexiounsgruppe konkreet wäert ugeschwat ginn?

– Wéi eng Kompetenze vun de Kanner ginn evaluéiert?

– Wéi gëtt d'Objektivitéit vun dëser Evaluatioun garantéiert?

**Réponse** (29/08/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

De Pilotprojet „Zesumme wuessen! – Alphabetiséierung op Franséisch" gëtt vum LUCET (Luxembourg Centre for Educational Testing) am Laf vun deenen nächste Joren am Kader vum nationale Schoulmonitoring, de längsschnëttlech ugeluechten Épreuves standardisées (kuerz ÉpStan), wëssenschaftlech begleet. Dofir ginn d'ÉpStan och an deenen nächste Jore kontinuéierlech ausgebaut.

An de franséische Pilotklassen am éischte Joer vum Cycle 2 ginn, genau wéi an deene Klassen, déi op Däitsch alphabetiséiert ginn, Tester zum lëtzebuergeschen Héierverstoen an zur Mathematik duerchgefouert. Well an de franséische Pilotklassen den Accent net um Däitschen, mee um Franséische läit, ginn zur Erfaassung vun de Virleeferfäegkeete vun der Alphabetiséierung op Franséisch follgend zwee zousätzlech ÉpStan-Tester duerchgefouert:

– compréhension de l'oral en français;
– premiers pas vers l'écrit.

Esou wéi fir déi aner ÉpStan-Tester, ginn dës konzeptuell änlech Tester vu Fuerscher an Enseignanten zesummen an Aarbechtsgruppen entwéckelt.

Nieft de Kompetenztester wäerten d'Schüler aus dem Pilotprojet och déi existéierend ÉpStan-Questionnairen zur Motivatioun, fir op Franséisch ze léieren, ausfëllen. D'Elterequestionnairen, wéi et se haut gëtt, ginn net just duerchgefouert, mee och erweidert (zum Beispill am Bezuch op d'Aart a Weis, wéi Elteren hir sproochlech Méiglechkeeten aschätzen, hir Kanner an hirem schoulesche Léieren ze ënnerstëtzen).

Schliisslech wäerten och Reflexiounsgruppen an d'Liewe geruff ginn, an deene sech mat den Elteren iwwer d'Wuelbefanne vun de Kanner an d'Méiglechkeete vun den Elteren, fir de Léierprozess ze ënnerstëtzen, berode gëtt.

Fir méi Informatiounen zum Pilotprojet invitéiere mir Iech, den Internetsite https://alpha.script.lu ze consultéieren.

Fir d'Objektivitéit ze garantéieren, gouf en externe Partner mat der Etude beoptraagt.

**Fermeture d'un fournisseur de solutions de construction en acier** | Question **8171** (20/07/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Ech si gewuer ginn, datt eng industriell Firma, déi am Beräich vun der Fabrikatioun vu prefabrizéierte metallesche Gebaier spezialiséiert ass, hir Produktioun zu Dikrich soll zoumaachen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister an un den Här Aarbechtsminister riichten:

– Kann den Här Wirtschaftsminister mech am Detail driwwer informéieren, ob hie schonn iwwer dës Decisioun vum Management vun där Firma a Kenntnis gesat ginn ass? Wa jo, wat sinn d'Ursaache fir dës méiglech Fermeture a wat hunn d'Gespréicher erginn?

– Weess den Här Aarbechtsminister, wéi vill Aarbechtsplazen hei um Spill stinn? Ass schonn eng Demande fir d'„aide au réemploi" ugefrot ginn?

– Wäert den Här Wirtschaftsminister, zesumme mat de Verantwortleche vun dëser Firma, versichen, fir den Knowhow vun dësem Betrib, deen iwwer 60 Joer hei zu Lëtzebuerg installéiert ass, an déi domat verbonnen Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg ze halen?

**Fermeture d'un fournisseur de solutions de construction en acier** | Question **8172** (20/07/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

La société anonyme Astron Buildings SA, établie et ayant son siège social à L-9230 Diekirch, 34, route d'Ettelbruck, a pour objet social l'achat et la distribution, la vente et la fabrication, l'usinage et l'assemblage de pièces de fonderie ou autres produits métallurgiques, le commerce et le montage de bâtiments à structures métalliques et travaux de constructions connexes.

D'après nos informations, la société en question envisage la cessation de ses activités de production sur le site sis à Diekirch, ce qui impliquerait une suppression considérable de postes de travail.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Est-ce que le Gouvernement est informé de la situation au sein de la société anonyme Astron Buildings SA et comment l'évalue-t-il ?

– Que compte faire le Gouvernement pour venir en aide aux salariés concernés par une éventuelle cessation des activités de la société en question ?

**Réponse** (18/08/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Le Gouvernement est au courant de la situation au sein de la société Astron Buildings, celle-ci se trouve actuellement dans une situation où elle est tenue de se restructurer afin d'assurer sa pérennité et sa compétitivité sur un marché international en transformation et qui devrait rester tendu sur le long terme. 95 emplois sur 142 au total sont impactés.

Le Gouvernement regrette la cessation des activités de production au Luxembourg et la suppression des emplois qui y sont liés, néanmoins des discussions constructives ont été menées entre partenaires sociaux, à l'issue desquelles un plan de maintien dans l'emploi a été signé. Le Gouvernement constate donc que le modèle du dialogue social luxembourgeois a de nouveau permis de trouver des solutions équilibrées en tenant compte des besoins respectifs de la société et des salariés.

Des représentants aussi bien du Ministère de l'Économie que du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire étaient présents lors des négociations du plan de maintien dans l'emploi, afin de soutenir les partenaires sociaux dans la mise en place d'un tel plan. L'aide temporaire au réemploi est une des mesures qui figurent dans le plan de maintien dans l'emploi convenu entre les partenaires sociaux. Ce plan de maintien dans l'emploi a été avisé favorablement lors de la séance du Comité de conjoncture du 25 juillet 2023.

Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire a homologué en date du 26 juillet 2023 le plan de maintien dans l'emploi en question. Cette homologation permet aux parties concernées de bénéficier de modalités spécifiques et plus avantageuses en ce qui concerne les mesures et aides retenues. Parmi celles-ci, les mesures suivantes ont été retenues dans ce plan de maintien dans l'emploi :

– chômage partiel ;
– prêt temporaire de main-d'œuvre ;
– aide temporaire au réemploi ;
– préretraite ajustement ;
– préretraite pour travailleurs postés et travailleurs de nuit ;
– soutien de l'ADEM en ce qui concerne le reclassement des salariés impactés dans une autre entreprise ;
– aide pour salariés âgés ;
– formations cofinancées par le Fonds pour l'emploi pour les salariés visant un nouveau poste interne ou externe.

Un comité de suivi avec des représentants des syndicats OGB-L et LCGB, la direction de l'entreprise et la délégation du personnel a été mis en place. En cas de besoin ou à leur demande, des représentants du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et du Ministère de l'Économie peuvent y participer pour suivre l'application du plan de maintien dans l'emploi et des mesures prévues.

De manière générale, à chaque fois qu'une entreprise est amenée à licencier des salariés, les ministres préconisent l'option d'un plan de maintien dans l'emploi et encouragent les partenaires sociaux à s'engager dans une telle démarche pour que l'entreprise et les salariés concernés puissent bénéficier des avantages et instruments qui y sont liés.

Pour soutenir les partenaires sociaux dans ce processus, le Gouvernement fournit diverses aides, en particulier une assistance financière destinée aux employés concernés et aux entreprises, y compris celles qui emploient les salariés impactés sans passer par le chômage ordinaire.

**Nouveau bureau pour la Police grand-ducale à Esch-sur-Alzette** | Question **8173** (21/07/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Escher Police sollt een neie Policebüro kréien. Dofir war och schonn een Terrain am Gespréich, dee mengen Informatiounen no awer elo net un d'Police an de CGDIS, mee nëmmen nach un de CGDIS soll goen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

– Kann de Minister dës Informatioune confirméieren?
• Wa jo, ass schonn eng nei Plaz fir d'Police festgeluecht?
• Wann nee, denkt de Minister net, dass hei scho genuch Zäit vergaangen ass, an et am Dossier méi schnell muss virugoen?

**Réponse** (17/08/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Et ass richteg, dass zimmlech laang zu Esch gekuckt ginn ass, fir en adequaten neie Site fir déi ganz Servicer vun der Regionaldirektioun Esch (haut „Région Sud-Ouest") an dem Escher Deel vun der

Police judiciaire, déi haut nach um Boulevard Kennedy schafft, ze schafen. Aus enger Rei vu Grënn wor et schwiereg, en adequate Site fir e grousst Policegebai zu Esch ze fannen.

D'Situatioun ass elo sou, dass an deene leschten 2 Joer d'Haaptgebai um Boulevard Kennedy renovéiert ginn ass, an dass en neie Kommissariat fir de Quartier Gare just niewendru gebaut gëtt (fir e Kommissariat op 2 Schichten).

Des Weidere gëtt et eng rezent Decisioun, dass déi ganz Servicer vun der Regionaldirektioun Esch (haut „Région Sud-Ouest) an dem Escher Deel vun der Police judiciaire zu Raemerech beim Rond-point deemnächst en neit Gebai gebaut kréien.

Mat der Entscheedung, datt d'Autobunn geréckelt ginn ass, huet sech do eng adequat strateegesch Plaz fonnt.

Op dem Site wäerten dann dat neit 3-Schichte-Kommissariat vun Esch souwéi och d'Fourrière Süden entstoen. D'Planunge fir déi néideg Infrastruktur lafen op Héichtouren – Pläng existéieren an engem Avantprojet.

**Tests sur des animaux** | Question **8174** (21/07/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Och wann eng rezent ECI d'Déiereversich ganz staark och an der Grondlagefuerschung kritizéiert an a Fro stellt, sinn se an Europa nach ëmmer eng Realitéit. Och zu Lëtzebuerg. Ënnert der EU NTS Database On The Use Of Animals For Scientific Purposes Under Directive 2010/63/EU kann een d'Unzuel an d'Aarte vu Fuerschungsprojeten hei am Land, déi Déiereversich notzen, nokucken. Dës Datebank ass awer net komplett, well déi Déieren, déi fir d'Versich genotzt ginn, déi eenzeg sinn, déi an de Rapporten ugi ginn. Et sinn nämlech och Déieren, déi fir Projete geziicht respektiv akaaft ginn, mee um Enn net genotzt (kënne ginn) an dann dout gemaach ginn, falls keng aner Optioun wéi z. B. Adoptioun méiglech ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Héichschoul a Fuerschung a fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Etablissementer hu mir zu Lëtzebuerg, déi eng Geneemegung hunn, fir Déiereversich laut Direktiv 2010/63/EU auszeféieren, an a wéi ee Beräich falen déi (Schoul, akadeemesch, Industrie, Pharmaindustrie, CRO-Contract Research Organization)?

2.
– Wéi vill Déiere goufen an deene leschten 10 Joer a wëssenschaftlechen Experimenter genotzt? Bei dësen Zuelen net nëmmen déi Déieren, déi fir de Projet validéiert gi sinn, mee och déi, déi fir de Projet geziicht gi sinn an net genotzt konnte ginn (opgelëscht no Joer)?
– Wéi vill Déiere waren dat fir edukativ Zwecker (z. B. am Lycée an de Biologiescoursen, fir déi noutwenneg Kompetenzen ze léieren)? Wann der fir dee leschten Zweck benotzt ginn, wisou gëtt hei net op „Dummies"/Modeller gesat, wéi dat och op Veterinärsuniversitéite mëttlerweil de Fall ass? Wann an de Lycéeën Déieren, déi ënnert dës Gesetzgeebung falen, benotzt ginn, wéi ass dat gereegelt?

3. Wat fir een Experiment huet hei am Land an deene leschten 10 Joer zur gréisster Unzuel un Déierenzuucht an Doud gefouert? Wéi vill Déiere waren et? Waren hei d'3R-Prinzippien ugewant ginn?

4. Wéi vill Déiere goufen an de leschten 10 Joer (opgelëscht no Mount) jeeweils als „Stock animals" vun den Etablissementer, déi Déiereversich maachen, gehalen?

5. D'EU huet sech zum Zil gemaach, d'Déiereversich esou vill wéi méiglech duerch sougenannten NAMs (Non-Animal Methods) ze ersetzen an nëmmen do, wou et noweislech net anescht méiglech ass, no strengsten Evaluatiounen a Krittären en Déiereversuch ze erlaben. Et ass eis zu Ouere komm, dass eng gréisser nei Unitéit fir Déiereversich zu Lëtzebuerg soll kommen.
Kann de Minister dëst bestätegen?
– Wa jo, wat sinn d'Argumenter, fir esou eng Struktur opzebauen? Wat brëngt se eis als Land?
– Wa jo, wat sinn d'Argumenter, fir net dat ëmzesetzen, wat d'Regierung sech laut diversen Artikele virgeholl huet a wat och d'Zil vun der EU ass, nämlech eng Reduzéierung vun Déiereversich?
– Wa jo, wéi grouss soll dës Unitéit sinn a wat ass de Budget, deen duerfir virgesinn ass (och pro Joer)?
Wat ass am Géigesaz de Budget fir NAMs?

6. Benotzen d'Acteuren, déi hei zu Lëtzebuerg eng Autorisatioun hunn, fir Déiereversich ze maachen, d'„PREPARE" an och „ARRIVE 2.0" Guidelines? Wa jo, gëtt um Enn vun engem Projet eng Evaluatioun gemaach fir ze kucken, ob se sënnvoll an noutwendeg waren?

7. Déiereversich solle vun engem sougenannte „vétérinaire désigné" iwwerpréift ginn. Am Reglement vun 2013 kann ee liesen:

„Art. 24. Tout éleveur, fournisseur ou utilisateur doit disposer de la part d'un vétérinaire désigné, compétent en médecine des animaux de laboratoire, ou d'un expert ayant les qualifications requises, des conseils sur le bien-être et le traitement des animaux."

Am Ausland gëtt et a verschiddene Länner Mindestkrittäre vun Ausbildung an Erfarung, fir dass een als Vétérinaire désigné schaffe kann. Dëst gëtt och vun internationalen Associatioune gefuerdert fir sécherzestellen, dass déi Persoun(en) och dat noutwendegt Wëssen an d'Erfarung hunn, fir déi Funktioun auszeüben.
– Wat sinn déi genee Krittären u Formatioun a Spezialisatioun, déi esou ee Vétérinaire désigné zu Lëtzebuerg muss hunn? Wat sinn d'Mindestufuerderungen zu Lëtzebuerg? Wann se net gefrot sinn, wisou ass dat esou?
– Laut engem Dokument vun der Uni Lëtzebuerg sinn et 1,5 Veterinären, déi dës Poste 24/7 besetzen, och wärend de Weekender an de Vakanzen. Ginn dës Informatioune vun der Autorité compétente iwwerpréift?
– Wat sinn d'Méiglechkeeten, déi ee Vétérinaire désigné huet, falls e Mëssstänn feststellt? Sinn déi gesetzlech festgeluecht a ginn déi Méiglechkeete vun der Autorité compétente iwwerpréift?
• Wa jo, wéi?
• Wann nee, gëtt et do Iwwerleeungen, fir dës Funktioun méi genee gesetzlech festzeleeën?
– Fir d'Onofhängegkeet vum Vétérinaire désigné ze garantéieren, sollt déi Fonctioun weisungsfräi sinn an et sollt séchergestallt ginn, dass seng Jugementer en net a Situatioune vun eventuellen Interessekonflikter bréngen.
• Wéi ass dat séchergestallt?
• Wat fir ee Budget steet dësem Posten zur Verfügung, fir seng Kontrollen effizient kënnen ze maachen?
• U wéi enge Reuniounen hëlt de Vétérinaire désigné reegelméisseg deel?

8. Op der Universitéit Utrecht an Holland gëtt aktiv dru geschafft, fir déiereversuchsfräi Fuerschung duerch eng eege Professur weiderzedreiwen. Wéi steet Lëtzebuerg zum Projet aus Utrecht an ass dat eppes, wat och fir Lëtzebuerg envisagéiert ass? Wéi eng Initiative gëtt et do konkreet a wéi ee Budget ass do virgesinn?

9. Am Reglement vun 2013 kann een dann d'Konditioune fir den Akaf vun den Déieren noliesen:

„Tous les éleveurs, fournisseurs et utilisateurs doivent présenter une demande écrite, dans une des langues officielles du pays, à l'autorité compétente en vue d'un agrément et d'un enregistrement auprès d'elle. L'agrément peut être accordé pour une durée limitée."

Wéi eng Fournisseuren hunn am Moment sou eng Geneemegung? Aus wéi enge Länner sinn dës?

Handelt et sech ëm lieweg Déieren oder agefrueren Organismen, déi geliwwert ginn?

10. Laut dem Reglement vun 2013 kann ee liesen, dass et ee „Comité national pour la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques" gëtt. Dee soll ënnert anerem d'Autorités compétentes beroden. Laut Mémorial B gouf d'Zesummesetzung am Arrêté ministériel du 19 octobre 2021 festgehalen. Wann een d'Gesetzgeebung an och d'Ausféierung mat anere Länner vergläicht, déi och um Site vum Agrikulturministère opgelëscht sinn, muss ee feststellen, dass eleng d'Kompositioun vum Comité erstaunlech ass.
– Wéi genee gëtt d'Roll vun dëser Kommissioun ausgeféiert a wie leet se?
– Wat sinn d'Qualifikatiounen an d'speziell Expertis am Domaine vun den Déiereversich an Eethik, souwéi am „Experimental Design", déi déi verschidde Membere mussen hunn?
– Ass een oder méi Vertrieder vun enger Déiereschutzorganisatioun Member vun der Kommissioun?
– Wéi oft kënnt se zesummen?
– Wou kann een d'Rapporte vun der Kommissioun noliesen?
– Ass de Minister der Meenung, dass dës Zesummesetzung sënnvoll ass an dat beschtméiglecht Resultat fir Lëtzebuerg garantéiert? Ass d'Onofhängegkeet vun der Kommissioun garantéiert?
– Ass de Minister der Meenung, dass d'Expertis vun den aktuelle Memberen déi ass, déi sécherstelle kann, dass hei zu Lëtzebuerg een héchste Standard agehale ka ginn?
– Ass de Minister der Meenung, dass et sënnvoll ass, dass d'Autorités compétentes sech selwer beroden?

11. An Holland ginn d'Projete vun der „central authority for scientific procedures on animals" autoriséiert. Dëst ass eng QUANGO (quasi-autonomous non-governmental organization) mat Experten an den néidege Beräicher. Dëst stellt sécher, dass d'Evaluatioun vun de Projeten onofhängeg a mat héijer Expertis ka gemaach ginn.
Ass de Minister der Meenung, dass d'Beispill aus Holland méiglecherweis och eng Optioun fir Lëtzebuerg wier?
– Wa jo, wéini kéint dëst ëmgesat ginn? Wann nee, firwat?
– Wann nee, gëtt et extern Auditen, déi d'Qualitéit vun deene Prozesser an Evaluatiounen iwwerpréift hunn?

12. Laut EU-Direktiv 2010/63 Punkt 38 soll eng eethesch Evaluatioun an de Memberstaate stattfannen.
– Op wéi engem Niveau passéiert déi?
– Wéi genee gëtt hei virgaangen?
– Wéi eng Experte sinn hei implizéiert?

13. Laut den Internetsäite vum Agrikulturministère gouf zweemol een 3R-Symposium zu Lëtzebuerg ofgehalen, wou Präisser verdeelt gi sinn. De LIST ass hei allkéiers als Gewënner ervirgaangen.

Wéi eng aner Institutiounen hu matgemaach a wéi gutt hunn se ofgeschnidden? Erfëllen si d'3R-Virgaben zu den héchste Krittären, besonnesch déi vum „Replacement"? Wéi ee Gremium huet dës Wettbewerber evaluéiert a wéi eng Krittäre sinn applizéiert ginn? Kann een dozou méi genee Informatiounen anzwousch noliesen?

14. Op der Internetsäit vun der Uni.lu kann ee liesen, dass ee Comité éthique pour l'expérimentation animale opgestallt ginn ass.
https://wwwen.uni.lu/research/researchers_research/ethics_policies_and_committees
Wéi een hei liese kann, si just Leit, déi Salariéë vun der Uni.lu sinn, an dësem Comité representéiert. De President vun deem Comité ass, wéi een nosiche kann, eng Wëssenschaftlerin, déi selwer Déiereversich mécht an de Vizepresident ass laut Dokumenter op der Internetsäit de Manager vun der Mausdéierenhaltung.
– Wéi gëtt séchergestallt, dass et net zu Interessenskonflikter kënnt?
– Wéi vill Gewiicht huet den Avis vun deem Comité a wat bedeit dat fir d'Autorisatioun vu Projeten?
– Huet de Comité scho misse Projete stoppen, well de Respekt vun den 3Ren net garantéiert war? Wa jo, wéi oft?
– Huet den LIH, op deem laut Internetsäiten och Déiereversich gemaach ginn, och esou eng Eethikkommissioun? Wa jo, wéi ass déi opgestallt a wéi fonctionéiert se?
– Wéi gëtt dat an aneren Institutiounen, déi Déiereversich maachen, gehandhaabt?

15. Laut dem Reglement vun 2013 muss all Joer a mindestens bei engem Drëttel vun den Utilisateure vun Déiereversich Kontrolle gemaach ginn.
– Wéi héich war de Prozentsaz u Kontrollen an de leschten 10 Joer (opgelëscht no Joer)?
– Wéi vill Persoune waren am leschte Joer zoustänneg, fir dës Kontrollen ze maachen?
– Wéi eng Qualifikatiounen haten d'Leit, déi déi Kontrollen duerchgefouert hunn? Si bei dëse Kontrollen och extern Experte mat abezu ginn, fir souwuel der Qualitéit wéi och dem potentiellen Interessekonflikt Rechnung ze droen?
– Sinn an de leschten 10 Joer Nonkonformitéite festgestallt ginn? A wéi engem Beräich sinn an de leschten 10 Joer Verstéiss géint d'Reglement festgestallt ginn, speziell wat de Bien-être animal an d'Anhale vun den 3R (net d'Konformitéit vun den Infrastrukturen) ugeet?
• Wa jo, wéi vill?
• Wa jo, wat waren d'Konsequenzen?

16. Am Fall vu Verstéiss géint den Déiereschutz gëtt et an anere Länner Whistleblower-Méiglechkeeten, fir am Fall vun Onreegelméissegkeeten déi Persounen ze schützen, déi se rapportéiere wéilten.
Gëtt et esou eng Whistleblower-Méiglechkeet och zu Lëtzebuerg?
– Wa jo, u wie kënnen dës Persounen sech wenden a wéi genee fonctionéiert et?
– Wann nee, firwat net?

17. D'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA), fréier Administration des services vétérinaires (ASV), ass zoustänneg, fir d'Anhale vum ofgeännerten Déiereschutzgesetz vun 2018 grad wéi d'Reglement vun 2013 ze kontrolléieren.
– Wéi vill Persoune sinn am Moment fir dee Beräich bei der ALVA ugestallt?
– Ëm wéi vill voll Tâchen handelt et sech? Wéi vill Zäit gëtt fir d'Déiereversich ze iwwerpréiwe benotzt?
– Wat sinn d'Profiller vun de jeeweilege Mataarbechter? Hunn dës Persounen och ausserhalb vun hiren Tâchë bei der ALVA am Beräich vun den Déiereversich Erfarung?
– Wéi vill Kontrollen huet d'ASV/ALVA an de leschte 5 Joer gemaach?

**Réponse** (31/08/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Mir reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat dëse Prezisiounen.

ad 1. Dräi Etablissementer hunn zu Lëtzebuerg een Agrement als Établissement utilisateur no dem Artikel 19 vum Règlement grand-ducal du 11 janvier 2013 relatif à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques (heidrënner ofgekierzt: Reglement vun 2013). Déiere ginn a Beräicher vun der Grondlagefuerschung, transnationaler an ugewanter Fuerschung a fir Formatiounszwecker benotzt.

ad 2. Säit 2014 publizéiert de Landwirtschaftsministère de Bericht mat den Informatiounen, wéi vill Déiere pro Joer an Experimenter benotzt gi sinn. Dës Publikatioun ass am Aklang mat de Virgabe vun der Annex II vun der Décision d'exécution (UE) 2020/569 de la Commission du 16 avril 2020 établissant un format commun et un contenu d'information pour la transmission des informations à déclarer par les États membres en vertu de la directive 2010/63/UE du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques, et abrogeant la décision d'exécution 2012/707/UE de la Commission.

Dësen Tableau gëtt en Iwwerbléck iwwer d'Unzuel vun Déieren, déi vun 2014 bis 2022 a wëssenschaftlechen Experimenter genotzt gi sinn:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu)*.

Dës Rapporte beinhalten net d'Informatiounen zu Déieren, déi net an Experimenter benotzt ginn.

D'Unzuel vun den Déieren, déi fir Projete geziicht ginn, sinn no dem Artikel 54§1 vun der Direktiv 2010/63/UE all 5 Joer am Kader vum 5-Joer-Implementéierungsrapport ze sammelen:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu)*.

Zu Lëtzebuerg ginn Déieren zu Formatiounszwecker benotzt am Kader vun der Aus- a Fortbildung vun de Persounen, déi implizéiert sinn un der Fleeg souwéi bei der Duerchféierung vun den Déiereversich.

Natierlech verfügen d'Instituter och iwwer Dummies, op deenen als éischt geüübt gëtt. Dëst ass d'Prozedur scho säit zwee Joer an erméiglecht et, den Asaz vun Déieren ze limitéieren an de Stress vum ongeübte Manipulator ze senken. Dat ännert awer näischt un der Tatsaach, datt zum Schluss d'Personal och u liewegen Déieren trainéiert muss ginn.

Relevé vun den Déieren, déi fir Formatiounszwecker benotzt gi sinn an de Joren 2014–2022:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu)*.

Fir d'Benotze vun Déiere fir edukativ Zwecker an engem Lycée schreift d'Déiereschutzgesetz eng Autorisatioun vir. Ier de Lycée iwwerhaapt een Experiment zu Lëtzebuerg däerf duerchféieren, muss am Virfeld eng Autorisatioun beim Landwirtschaftsminister ugefrot ginn. En Déiereversuch kann nëmmen ënnert bestëmmte Konditioune geneemegt ginn, woubäi och iwwerpréift gëtt, ob de Versuch indispensabel ass, dat heescht:
– ob de Versuchsprojet vu wëssenschaftleche Standpunkte justifiéiert ass;
– ob d'objektiv Benotze vun den Déiere gerechtfäerdegt ass;
– et gëtt een Ofweien duerchgefouert, ob den Notzen, d. h. d'Erkenntnisser, déi duerch dës Studie gewonne ginn, par rapport zu enger méiglecher Belaaschtung oder Péng kloer an däitlech iwwerweien;
– ob d'Reegel vum 3R-Prinzipp (cf. Äntwert 12 fir eng Definitioun vun dësem Prinzipp) respektéiert gëtt.

Et gëtt och iwwerpréift, ob keng Alternativmethod zur Verfügung steet, d. h. ob d'Experiment ouni Déiere kéint duerchgeféiert ginn. Dorënner falen: In-silico-, In-vitro-Methoden, Computersimulatiounen, Zellkulturen, Mikroorganismen, Versich vu Mënschen. Am Fall vum Benotze vun Déieren am Lycée sinn Dummies, 3D-Modeller oder aner Ressourcë verfügbar, déi z. B. erfaasst si vun „InterNICHE".

Zudeem muss als Grondviraussetzung de Lycée initial een Agrement als Établissement utilisateur accordéiert kritt hunn. Dësen Agrement ass u streng Oplage gekoppelt, wéi z. B. Personal (Vétérinaire désigné, Formatioun vum Personal, Infrastruktur, Surveillance etc.).

Bis dato sinn zu Lëtzebuerg keng Déiereversich vun engem Lycée beim Landwirtschaftsminister ugefrot respektiv autoriséiert ginn.

ad 3. Am LIH war dëst e Projet aus der Onkologie mat 2.097 Mais, déi iwwert e gesamten Zäitraum vu 5 Joer benotzt gi sinn. Dat finaalt Zil vun dësem Projet war et, Weeër ze fannen, fir net responsiv Kriibspatienten op eng Immunotherapie äntweren ze loossen. De Projet huet niewent den Déieren och Zell- an In-Silico-Modeller ëmfaasst. Dës Technike goufe komplementar agesat, mee konnten d'Fuerschung op den Déieren net komplett ersetzen (Replacement). Zudeem gouf eng statistesch Berechnung gemaach, fir d'Déierenzuel esou kleng wéi méiglech ze halen (Reduction). D'Déiere goufen all Dag iwwerwaacht an ënnersicht, fir onnëtzt Leiden ze vermeiden, konnten a Gruppen hebergéiert ginn an hate Spillsaachen (Enrichment) am Käfeg (Refinement).

D'Universitéit Lëtzebuerg an den LIH hale sech bei allen Etappe vun engem Fuerschungsprojet un déi erfuerderlech 3R-Prinzippien (cf. Äntwert 12), an zwar vun der Virbereedung vum Projet, iwwert den Design vum Experiment, bis zur Duerchféierung vum ganze Projet.

ad 4. D'Zuel vu Stock Animals vun enger Animalerie ass definéiert als d'Zuel vun Déieren, déi zu engem gewëssen Zäitpunkt gehale ginn. Dës Zuel changéiert also all Dag.

ad 5. Duerch Infrastrukturaarbechten un engem ëffentleche Gebai huet den LIH 2022 eng vun zwou Animalerië misse schléissen an huet d'Decisioun getraff, fir dës Déieren an déi besteeënd Animalerie ze integréieren. Dës Decisioun ass am Sënn vun den Déiere getraff ginn, well doduerch d'Haltung zentraliséiert gëtt, d'Zuuchtdéiere minimiséiert kënne ginn an de Suivi erliichtert gëtt. Et ass fir den LIH keng nei Unitéit geplangt.

D'Universitéit Lëtzebuerg huet mëttelfristeg keng Pläng, fir eng nei Unitéit fir Déiereversich opzebauen. D'Universitéit verfüügt iwwert eng adäquat Animalerie fir Mais an Zebrafësch, déi den héchste Qualitéitsstandarden entsprécht. Am Kader vum strateegesch wichtegen Opbau an der Weiderentwécklung vun der Medezinn a Biomedezinn zu Lëtzebuerg ass awer virauszegesinn, dass d'Zuel vu Fuerschungsprojeten an deem Beräich laangfristeg an d'Luucht wäert goen. Dofir ass eng Erweiderung vun der besteeënder Struktur net ausgeschloss.

Parallell dozou hunn d'Universitéit an den LIH verschidde Projete lafen, déi sech speziell mam Entwéckele vun NAMs (Non-Animal Models) beschäftegen. Dat ass net ee spezifesche Budget, mee et handelt sech ëm verschidde Budgete jee no Fuerschungsprojet. Ausserdeem huet d'Universitéit zesumme mam LIH eng spezifesch Plattform (Disease Modelling and Screening Platform) zur Entwécklung an Teste vun NAMs etabléiert. Generell kann een ënnersträichen, datt NAMs weesentlech manner kaschten ewéi Déiereversich a schonn eleng doduerch d'Déiereversich weesentlech manner attraktiv sinn.

ad 6. D'PREPARE Guidelines gi bei der Evaluatioun an der Autorisatioun vum eethesche Protokoll kontrolléiert, souwuel institutsintern wéi och op staatlecher Säit. D'Anhale vun den ARRIVE Guidelines gëtt bei der Publikatioun an der wëssenschaftlecher Fachliteratur erfrot.

ad 7. Zu Lëtzebuerg sinn d'Mindestufuerderunge festgeluecht duerch d'Lignes directrices déterminant les exigences minimales concernant le niveau d'études et de formation, ainsi que l'acquisition, l'entretien et la démonstration des compétences requises pour les personnes visées par les articles 22, 23 et 24 du règlement grand-ducal du 11 janvier 2013 relatif à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques.

D'Universitéit Lëtzebuerg huet 1,5 FTE Veterinären als Vétérinaire désigné am Déngscht. Den Ënnerhalt an d'Wuelbefanne vun den Déiere gëtt op der Universitéit vu speziellem Personal (Animal Caretakers) assuréiert, déi, falls néideg, 24 Stonnen den Dag a 7 Deeg an der Woch Kontakt mat designéierte Veterinären ophuele kënnen.

Zu den Aufgabe vun den designéierte Veterinäre gehéiert, dass si proposéiert Déierenexperimenter préiwen an approuvéieren, ier et eng institutionell Approbatioun gëtt, déi den zoustännege Ministèren zur Entscheedung virgeluecht gëtt. Wann déi proposéiert Projeten net den europäesche Standarden entspriechen, respektiv wann déi néideg Upassungen net agesat ginn, ginn d'Projeten net vum Veterinär approuvéiert. Bei der Duerchféierung vun engem Experiment huet den designéierte Veterinär ausserdeem d'Recht, en Experiment fir eenzel Déieren oder, falls erfuerderlech, e ganzt Experiment ze änneren oder ofzebriechen.

Déi designéiert Veterinären hunn dat spezifescht Mandat, d'Wuelbefanne vun den Déieren ze kontrolléieren an de Fuerscher praktesch Rotschléi ze gi beim Ëmsetze vun de beschtméigleche Standarden am Ëmgang mat Déieren. Si si selwer keng Benotzer vun der Animalerie a sinn hierarchesch net un d'Animalerie gebonnen.

Déi designéiert Veterinären huele reegelméisseg un de Reunioune vum Comité d'éthique pour l'expérimentation animale (CEEA) deel, souwéi och un de Reuniounen, déi sech mam Wuelbefanne vun den Déiere befaassen (Animal Welfare Bodies).

ad 8. De Ministère fir Landwirtschaft organiséiert reegelméisseg Seminairen iwwert alternativ Methoden an der Fuerschung fir eng déiereversichfräi Fuerschung, respektiv fir d'Unzuel vun den Déieren an der Fuerschung ze limitéieren. D'Instituter huelen all Joer un dësem Kongress deel, fir hir Projeten an deem Beräich virzestellen.

ad 9. Zu Lëtzebuerg hunn dräi Etablissementer en Agrement als Fournisseuren. Deen Agrement concernéiert lieweg Déieren. Am Fall vun engem Transfert vun Déieren aus engem Etablissement aus dem Ausland, sinn dës Fournisseure vun den Autoritéiten aus dem jeeweilege Memberstaat autoriséiert no dem Artikel 20 vun der Direktiv 2010/63/EU. D'Universitéit importéiert souwuel lieweg Déiere wéi och agefrueren Embryoen. D'Fournisseure vun der Universitéit sinn ausschliisslech approuvéiert Fournisseuren.

ad 10. D'Ausféierung vun den Aufgaben ass festgeluecht duerch den Artikel 48 vum Reglement vun 2013. Konkreet beinhalt dëst ee reegelméissegen Austausch mat der zoustänneger Autoritéit souwéi mat de Structures chargées du bien-être vun den Instituter. Vu datt bis dato keng offiziell Ufro weeder vun den zoustännegen Autoritéiten nach vun de Structures chargées du bien-être vun den Instituter un de Comité adresséiert ginn ass, iwwerhëlt de Comité eng méi proaktiv Roll, z. B. huet e contribuéiert beim Ausschaffe vun de Lignes directrices déterminant les exigences minimales concernant le niveau d'études et de formation, ainsi que l'acquisition, l'entretien et la démonstration des compétences requises pour les personnes visées par les articles 22, 23 et 24 du règlement grand-ducal du 11 janvier 2013 relatif à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques. Eng aner Initiativ vum Comité war d'Initiéiere vum Luxembourg 3R-Symposium. D'Haaptzil war d'Informatioun an d'Sensibiliséierung vun allen Acteuren iwwert d'Bonnes pratiques an nei Erkenntnisser a puncto Haltung, Zuucht a Fleeg vun de Versuchsdéieren.

D'Leedung vum Comité gëtt assuréiert vum President, conformément zum Artikel 48 Punkt 3 vum Reglement vun 2013.

De Comité ass zesummegesat aus Vertrieder nominéiert vun dem Landwirtschaftsministère, vun dem Gesondheetsministère, vun dem Ministère fir Héichschoul a Fuerschung a vun der ALVA.

D'Kompositioun vum Comité ass duerch den Artikel 48 Punkt 3 festgeluecht; de Moment ass kee Vertrieder vun enger Déiereschutzorganisatioun virgesinn. Am Kader vun enger Ofännerung vum Artikel 48 vum Reglement vun 2013 kéint dëst uviséiert ginn (cf. heidrënner).

De Comité taagt an der Reegel eemol pro Joer, wéi dat am Artikel 48 Punkt 4 vum Reglement vun 2013 festgeluecht ass. Déi lescht Reunioun huet de 17. Mäerz 2023 stattfonnt.

Zudeem participéiere Vertrieder vum Comité un de järleche Reunioune vun dem European National Committee Network, wou de 4. Abrëll 2023 eng Reunioun ënnert polnescher Leedung stattfonnt huet. De European National Committee Network ass eng Plattform, déi et erlaabt, Recommandatiounen a Publikatiounen tëschent den nationale Kommissiounen auszetauschen.

De Landwirtschaftsministère ass derbäi, een Amendement vum Artikel 48 vum Reglement vun 2013 auszeschaffe mat dem Zil, d'Zesummesetzung vun Experten am Comité national pour la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques unzepassen. Des Weidere soll de Comité déi néideg Moyenen erhalen, fir senger Roll kënne gerecht ze ginn, notamment technesch Moyenen an administrativ Ressourcen.

D'Kompositioun vun den aktuelle Membere garantéiert déi néideg Expertis an de Fachberäicher vun den Naturwëssenschaften, der Veterinärmedezinn an dem Droit.

Zum aktuellen Zäitpunkt besteet a puncto Berodung vun der Autorité compétente d'Méiglechkeet, fir op extern Experten zeréckzegräifen, déi onofhängeg fungéieren. Fir d'Zukunft wäerten duerch ee virausiichtlechen Amendement vum Reglement vun 2013 gesetzlech Moyene gi sinn, fir d'Kompositioun vun de Vertrieder auszewäiten. Domadder wär et méiglech, datt spezialiséiert Experten, déi aktiv an engem Rechercheinstitut schaffen, mat hire Kompetenzen de Comité beräicheren, fir allen Ufuerderunge gerecht ze ginn.

ad 11. De Landwirtschaftsministère ass derbäi, ee Projet d'amendement vum Déiereschutzgesetz auszeschaffen, fir e Comité d'éthique ze kreéiere mat der Aufgab, d'eethesch Evaluatioun vun de Projeten no dem Artikel 38 vun der EU-Direktiv 2010/63 duerchzeféieren. Heifir muss een d'Delaie vun der offizieller Prozedur en considération zéien, déi bei enger Ofännerung vun engem Gesetz ufalen, éier den neie Comité d'éthique kéint a Funktioun trieden.

ad 12. D'eethesch Evaluatioun vun de Fuerschungsprojete gëtt fir d'éischt op Institutsniveau gemaach am eethesche Comité, ier de Gesondheets- an de Landwirtschaftsministère eng weider eethesch Evaluatioun maachen.

D'eethesch Evaluatioun vun all Demande fir eng Autorisatioun vun engem Projet gëtt op zwee Niveauen duerchgefouert. An éischter Instanz evaluéiert den zoustännege Service vum Gesondheetsministère, ob de Versuch vum wëssenschaftlechen oder edukative Standpunkt justifizéiert ass an ob de Projet d'Benotze vun den Déiere justifizéiert (Artikel 37 1.a) a 37 1.b)).

Ausschliisslech am Fall vun enger positiver Evaluatioun gëtt an engem zweete Schrëtt eng Evaluatioun vun dem Landwirtschaftsministère/ALVA duerchgefouert, déi iwwerpréift, ob de Projet esou konstruéiert ass, datt eventuell Leiden a Péng op ee Minimum reduzéiert ginn (Artikel 37 1.c)).

Bei dëser Evaluatioun gëtt een Ofweien duerchgefouert, ob den Notzen, d. h. d'Erkenntnisser, déi duerch dës Studie gewonne ginn, par rapport zu enger méiglecher Belaaschtung, Leiden oder Péng kloer an däitlech iwwerweit.

Et gëtt iwwerpréift, ob den 3R-Prinzipp respektéiert ass:

1. Replacement: Dëst bedeit d'Ersetze vun den Déiereversich duerch een Experiment ouni Déieren, wéi z. B. In-vitro-Methoden, Zellkulturen oder Computersimulatiounen, Versich u Mikroorganismen, Organ-on-Chip etc.
2. Reduction: Heirënner falen all Methoden, déi et erméiglechen, d'Zuel vun den Déieren an enger Versuchsrei ze verréngeren oder méi Informatioune mat der gläicher Unzuel vun Déieren ze erhalen, z. B.: Uwende vu statistesche Methoden, fir d'Déierenunzuel am Protokoll ze reduzéieren, Verbesserung vun der Konzeptioun vun de Versich, Austausch vun den Daten a Ressourcen (Déieren, Organer, Equipement) mat anere Fuerschungsgruppen, Benotze vun Technologië wéi Bildgeebung (z. B. IRM); dëst erlaabt et, fir longitudinal Studien un Déieren duerchzeféieren.
3. Refinement: All Moyenen, déi d'Déierewuel verbesseren an d'Leiden, de Stress an d'Schmäerzen op ee Minimum reduzéieren, d. h. d'adäquat Uwennung vu Schmäerzmëttel an Narkosemëttel, Vermeidung vu Stress duerch geschoulte Personal, den Déieren erlaben, hiert aartspezifescht Verhalen auszeüben duerch eng adäquat Haltung, z. B. duerch d'Bereetstelle vun Nestbaumaterial etc.

Zudeem ginn ënnert anerem Punkte kontrolléiert wéi déi hei:

– Ginn d'Reegele vum Déiereschutz respektéiert?
– A wéi engen Tester ginn Déiere benotzt?
– Wéi ass de Suivi/d'Iwwerwaachung vun den Déieren?
– Wéi een Impakt hunn dës Tester fir d'Déier, a wéi ass dës Belaaschtung klasséiert?

– Wat ka konkreet ënnerholl ginn, fir d'Wuel vun den Déieren ze verbesseren, z. B. d'Benotze vu Schmäerzmëttelen?
– Wat sinn d'Ofbrochkrittäre vun dëse Versich? D'Zil ass, scho fréizäiteg onzoulässegt Leiden a Péng vun den Déieren ze erfaassen an ze erméiglechen, datt d'Déier fréizäiteg aus dem Versuch erausgeholl gëtt.
– Wat geschitt mat den Déieren um Enn vum Projet? Am Fall vun enger Euthanasie, wéi leeft dës of? Hunn all Wëssenschaftler d'Kompetenzen an d'Formatioun fir déi eenzel Tester duerchzeféieren?

An der Evaluatioun no Punkt 38 vun der EU-Direktiv 2010/63 sinn Experte vum Gesondheetsministère a vun der ALVA implizéiert.

ad 13. D'Lëtzebuerger Déiereschutzliga huet 2022 fir d'éischte Kéier een 3R-Präis verginn un eng signifikativ Leeschtung, fir Déiereversich ze ersetzen, ze reduzéieren oder ze verbesseren (3R-Prinzipp). Dëse Präis ass un de Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) iwwerreecht gi fir déi ausgezeechent an innovativ wëssenschaftlech Erkenntnisser, déi duerch de Projet Development of in vitro models of the human alveolar region konnte gewonne ginn. Heibäi handelt et sech ëm ee Projet, deen ee komplette Replacement erlaabt duerch d'Entwécklung vun engem Zellmodell, fir d'Sensibiliséierung vun den Otemweeër ze testen.

Eurogroup for Animals, den europäeschen Daachverband vun Déiereschutzorganisatiounen, huet zesumme mat der Lëtzebuerger Déiereschutzliga de komplette Prozess vun der Bewerbung (d. h. d'Ausschaffe vun dem Formulaire, fir bei der Kompetitioun ze participéieren), d'Festleeë vun de Krittäre vun der Evaluatioun, d'Auswiele vun an d'Kommunikatioun mat de véier internationalen Experte fir d'Evaluatioun vun den Dossiere bis hin zur Determinatioun vun dem Gewënner bewierkstellegt. D'ALVA huet an dësem Prozess exklusiv déi administrativ Chargen iwwerholl, wéi z. B. d'Sammele vun de Bewerbungen.

All Dossiere fir den 3R-Präis sinn no follgende Krittäre vu véier internationalen Experten evaluéiert ginn:

– Qualitéit vun der Contributioun;
– aktuell a potentiell zukünftegen Impakt, fir den 3R-Prinzipp an de wëssenschaftlechen, regulatoreschen, industriellen an edukative Beräicher ze verbesseren;
– Transparenz, Innovatioun a Robustheet vun dem Projet;
– Méiglechkeet, d'wëssenschaftlech Erkenntnisser an anere Fuerschungsgebidder oder Methoden unzewennen;
– Niveau vun der Vulgarisatioun/Verbreedung/Publikatioun vun der Aarbecht;
– Stäerkt vun de Pläng fir d'Präisgeld ze benotzen an haaptsächlech fir d'3Ren ze verbesseren.

Et goufe follgend véier international Experte vun Eurogroup for Animals involvéiert:

– Prof. Dr Dania Movia vun der University of Dublin;
– Dr Laura Gribaldo vum European Commission, Directorate General Joint Research Centre (JRC);
– Prof. Dr Merel Ritskes-Hoitinga vun der Faculty of Veterinary Medicine Utrecht University;
– Dr Pandora Pound vu Safer Medicines UK.

Zudeem gouf ee Posterpräis un den LIH vergi fir de beschte Poster Brain tumors: How to refine the use of animals for patient-derived xenografts. D'Poster goufe vun den externe Riedner um 3R-Symposium bewäert no de follgende Krittären:

– wëssenschaftlech Relevanz, Exzellenz an Innovatioun;
– potentiellen Impakt, fir den 3R-Prinzipp ze verbesseren;
– strukturéiert a logesch Argumentatioun;
– Opbau vum Poster (d. h. Balance tëschent Text, Tableauen a Figuren).

D'Experten, déi d'Postere bewäert hunn, waren:

– Prof. Dr Malcolm Macleod (Professor of Neurology and Translational Neurosciences and Academic Lead for Research Improvement and Research Integrity at the University of Edinburgh);
– Prof. Dr Dorte Bratbo Sroensen (Associate Professor of Preclinical Disease Biology at the University of Copenhagen);
– Prof. Dr Winfried Neuhaus (Professor for 3Rs and New Approach Methodologies at DPU Krems);
– Dr Michelle Stewart (Scientific Manager at the Mary Lyon Centre at Harwell).

Bei dem 3R-Präis a bei den 3R-Posterpräis-Kompetitiounen hu Fuerscher vun der Universitéit Lëtzebuerg, dem LIH an dem LIST participéiert.

ad 14. De CEEA ass en universitéitsinterne Comité, wou d'Membere Salariéë vun der Universitéit sinn. Wéi an der EU-Direktiv 2010/63 virgesinn, si follgend Kategorien am Comité vertrueden, fir eng gutt Iwwersiicht iwwert d'Protokoller ze garantéieren:

a. Kategorie A – Veterinären;
b. Kategorie B – Fuerscher mat Experienz am Beräich vun den Déierenexperimenter;
c. Kategorie C – Leit ouni Experienz am Beräich vun den Déierenexperimenter;
d. Kategorie D – Leit, déi deeglech mat der Fleeg vun den Déiere beschäftegt sinn, y inclus Leit, déi d'Animalerie bedreiwen.

D'Protokoller gi vun alle Memberen am Liicht vun hirer spezieller Kompetenz ënnersicht a wann néideg a regulären oder extraordinäre Sëtzunge vum Comité diskutéiert. Fir en Interessekonflikt auszeschléissen, huelen d'Membere vum Comité, déi selwer aktiv un engem Protokoll bedeelegt sinn, deen ënnersicht gëtt, net deel un der Evaluatioun vun deem Protokoll. Dat gëllt och fir d'Presidence vum Comité. Eng Ausnam gëtt et nëmme fir d'Veterinäre wéinst hirer spezieller Roll bei der Kontroll vun den Experimenter.

Fuerscher dierfe keng Déierenexperimenter maachen ouni d'Autorisatioun vun den zoustännege Ministèren. D'Erlabnis vum interne Comité ass néideg, ier d'Demande vum Projet bei de Ministère kann agereecht ginn.

D'3R-Reegele gi konsequent agehalen. De Comité huet deemno nach keng Projete misse stoppen; et kënnt awer vir, dass Ännerungen un engem Projet gefrot ginn, ier de Projet accordéiert gëtt.

D'Kompositioun an de Fonctionnement vum Comité am LIH sinn an engem interne Qualitéitsdokument festgehalen, wat follgend Kompositioun virgesäit:

a. Expert an der Expérimentation animale;
b. Vétérinaire désigné;
c. 1–2 Labostechniker;
d. 1–3 biomedezinnesch Fuerscher;
e. 1–2 Laien (i. e. Statistiken, Quality Officer).

Et gëtt keng aner Instituter zu Lëtzebuerg, déi Déiereversich maachen.

ad 15. Vu déi geréng Unzuel un Etablissementer, läit de Prozentsaz u Kontrolle bei 100 %, d. h. an der Period 2013–2022 ass all Institut mindestens eemol pro Joer kontrolléiert ginn.

Dës Kontrolle gi vun zwee Veterinäre vun der ALVA duerchgefouert.

D'Leit, déi d'Kontrollen duerchféieren, hunn een Diplom an der Veterinärsmedezinn an eng universitär Zousazausbildung an de Sciences des animaux de laboratoire.

Lëtzebuerg huet een Austausch tëschent den offizielle Veterinären aus aneren EU-Memberstaaten initiéiert, wou reegelméisseg gemeinsam Kontrollen an Instituter zu Lëtzebuerg, an der Belsch an an Holland organiséiert goufe mat dem Zil, d'Kontrollen ze harmoniséieren a Fachwëssen auszetauschen.

Des Weidere besëtzt d'ALVA eng Akkreditatioun fir de Kontrollsystem, woubäi een Element vun dëser Akkreditatioun ass fir sécherzestellen, datt keen Interessekonflikt stattfënnt.

Et goufen Nonkonformitéite bei de Kontrolle festgestallt.

Et sinn administrativ Mesurë geholl ginn, déi et erlaabt hunn, datt d'Nonkonformitéite behuewe gi sinn.

D'Constatatioune souwéi eng Ordonnance de rectification si schrëftlech de Responsabele vun den Etablissementer matgedeelt ginn. Bei den Nokontrolle waren d'Nonkonformitéiten an alle Fäll behuewen.

ad 16. D'Universitéit huet an der Animalerie eng Bréifkëscht, wou Mataarbechter sech anonym zu Wuert melle kënnen. Am Kader vum neie Whistleblower-Gesetz, ass d'Universitéit amgaangen, eng allgemeng Prozedur fir Whistleblowing fir all hir Aktivitéiten anzeféieren, déi via hiren neien Internetsite zougänglech wäert sinn.

ad 17. De Service Bien-être animal vun der ALVA ass en charge vum Déiereschutzgesetz a vun de Kontrollen no dem Reglement vun 2013. Aktuell sinn 2 Persoune säitens der ALVA bei dëse Kontrollen involvéiert, woubäi ze bemierken ass, dass dëse Service am September eng Verstäerkung vun engem Veterinär erhält.

Et handelt sech ëm eng voll Tâche.

D'Aarbechtszäit, déi ufält, fir een Déiereversuch ze evaluéieren (no de Prescriptioune vum Artikel 37 Punkt 1.c)), ass ofhängeg vun der Komplexitéit vun dem Projet, der Gréisst vun der Demande, der Aart vun den Experimenter, der Envergure vun der Literatursrecherche an der Vollstännegkeet vun der Demande.

D'Aarbechtszäit, déi ufält, fir een autoriséierten Déiereversuch sur place ze kontrolléieren, ass ofhängeg vun der Dauer vum Experiment, den néidegen Explikatiounen an dem Austausch mat den implizéierte Wëssenschaftler a Responsabelen.

D'Profiller vun de Mataarbechter sinn een Ofschloss an der Veterinärmedezinn an eng universitär Zousazausbildung an de Sciences des animaux de laboratoire. Zudeem participéieren d'Veterinäre reegelméisseg u Weiderbildungen a Fachberäicher wéi Science des animaux de laboratoire (ETPLAS, FELASA, NC3R). Zudeem huelen d'Veterinären deel un de Reunioune vun den nationale Kontaktpunkten zur Ëmsetzung vun der Direktiv 2010/63/EU, organiséiert vun der EU-Kommissioun zesumme mat de Vertrieder vun allen EU-Memberstaaten.

Lëtzebuerg huet een Austausch tëschent den offizielle Veterinären aus aneren EU-Memberstaaten initiéiert, wou reegelméisseg gemeinsam Kontrolle vun Instituter organiséiert goufe mat dem Zil, d'Kontrollen ze harmoniséieren a Fachwëssen auszetauschen.

Oplëschtung vun de Kontrollen/Inspektioune sur place an den Etablissementer vun der ALVA an de leschte 5 Joer:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Dës Inspektioune ginn zum Deel annoncéiert wéi och net annoncéiert duerchgefouert. Et kann een net vermeiden, verschidde Visitten unzekënnegen, fir bestëmmten Interventiounen ze gesinn oder fir datt déi concernéiert Persoune present si wärend der Kontroll.

Bei de Kontrolle gëtt Wäert op d'Fleeg an d'Haltung vun den eenzelen Déiere geluecht. Et gëtt iwwerpréift, ob d'Krittären aus dem groussherzogleche Reglement erfëllt sinn, z. B. d'Gréisst an d'Héicht vun de Käfeger an den Aquariume vun den Déieren. Déiere wéi Mais a Raten däerfen awer och net eenzel gehale ginn, well si vun der Natur aus Gruppendéiere sinn, an Zebrafësch si Schwarmfësch.

Ee weidere Punkt vun der Kontroll ass d'Ausstattung, dozou gehéiert z. B. bei de Mais Astreematerial, Nestbaumaterial an dat sougenannten Enrichmentmaterial. Dëst Enrichmentmaterial gëtt och Wellness Material genannt, an huet den Zweck, den Déieren ze erlaben, hiert aartspezifescht Verhale kënnen auszeüben, z. B. datt d'Déieren eng Verstoppméiglechkeet hunn, wéi z. B. een Tunnel oder ee klengt Haus, ee Stéck Holz fir ze knabberen, fir datt si sech net langweilen.

Den Déierenregëster gëtt iwwerpréift.

Aner Parameeteren, déi kontrolléiert ginn, sinn: Temperatur, Loftfiichtegkeet, Ventilatioun vu Käfeger, Liichtintensitéit an den Dag-an-Nuecht-Rhythmus vun den Déieren. Weider Beräicher sinn d'Fidderung an d'Drénkwaasser. Bei den Zebrafësch gëtt z. B. och nach d'Waasserqualitéit (PH-Wäert, Leetfäegkeet) an d'Funktionéiere vum Filtersystem kontrolléiert. Hei ass et wichteg, datt den Ammoniakgehalt am Waasser net iwwerschratt gëtt, wat strengstens kontrolléiert gëtt.

Een anere Schwéierpunkt vun den Inspektiounen ass d'Iwwerpréiwe vum Gesondheetszoustand an d'Verhale vun den Déieren. Weisen d'Déiere Verhalensstéierungen op, wéi z. B. stereotypescht Verhalen? Sinn d'Déiere verletzt? Hu si Péng? Da muss gekläert ginn, wéi eng Moossnamen dozou geholl gi sinn.

Des Weidere gëtt iwwerpréift, datt d'Déieren aartgerecht manipuléiert ginn, ob d'Fuerscher an der Lag sinn, Mais richteg ze fixéieren an ob d'Methode vum Refinement, z. B. Tunnel Handling, ugewant ginn. Ginn déi eenzel Technike korrekt duerchgefouert? Leeft d'Euthanasie déiereschutzrechtlech of?

Ginn Tester entspriechend zu den Autorisatiounen duerchgefouert? Ginn déi festgeluechten Ofbrochkrittäre vun den Experimenter agehalen?

Een anere Beräich vun de Kontrollen ass, ob d'Oploe vum Personal agehale ginn. Hei gesäit d'Gesetzgeebung vir, datt all Laboratoire iwwert ee Veterinär verfüügt, spezialiséiert an der Médecine d'animaux de laboratoire. Dësen huet d'Roll, sech ëm d'Déieregesondheet, d'Déierewuel an d'Déierefleeg ze bekëmmeren.

Zudeem muss derfir gesuergt sinn, datt all Déier mindestens eemol pro Dag vu geschoultem Personal betreit an iwwerwaacht gëtt, an zwar 7 Deeg op 7.

**Interdiction de construction d'éoliennes en forêt** | Question **8175** (21/07/2023) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

Am 6. Juni 2023 haben in Nordrhein-Westfalen der Bundesminister Robert Habeck und die NRW-Wirtschaftsministerin Mona Neubaur einen Waldwindpark mit 4 Windkraftanlagen eingeweiht.

Von der Bundesregierung kommt die Aufforderung an die deutschen Landesregierungen, ihre Gesetzgebungen bezüglich Windkraftanlagen zu öffnen, damit in Waldgebieten Windkraftanlagen genehmigt werden können. Ziel ist es, bis 2032 in jedem Bundesland 2 Prozent der Flächen für Windenergie auszuweisen.

In Luxemburg sind Windkrafträder in Waldgebieten nicht erlaubt. Um die Distanzen zu Wohnsiedlungen einzuhalten, müssen sie vielerorts an Waldrändern aufgestellt werden, genau dort wo Bodenbrüter, Rotmilane und Fledermäuse ihren Lebensraum oder ihr Jagdgebiet haben.

Schwierig gestalten sich in allen Genehmigungsverfahren auch die Studien zu Schattenwurf und Lärmbelästigung. Durch den Bau im Waldgebiet verringern sich diese Konflikte wesentlich oder stellen sich nicht. Die Genehmigungsphasen können reduziert und die Akzeptanz erhöht werden. Die Klimaziele können schneller erreicht werden. Daneben erlaubt dies den Waldbesitzern Einnahmen durch Pacht, welche unter anderem der Aufforstung dienen können.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Frau Umweltministerin und den Herr Energieminister stellen:

– Gedenkt die Regierung, Genehmigungen von Windkraftanlagen in Waldgebieten in naher Zukunft auszustellen? Wenn nein, warum nicht?

– Teilen die Minister die Aussagen, dass Bodenbrüter, Fledermausbevölkerungen und Rotmilan, sowie Schattenwurf und Lärmbelästigungen im Wald kaum Auswirkungen auf Menschen und Natur haben?

– Hält die Regierung am prinzipiellen Verbot fest?

– Wenn ja, warum?

**Réponse** (25/09/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Zurzeit schreitet der Ausbau der „erneuerbaren Energien" und insbesondere der Windkraft in Luxemburg in raschen Schritten voran: Die Stromproduktion der Windkraftanlagen wird sich im Jahre 2024 gegenüber 2013 versechsfacht haben. Rund 76 % Prozent aller Windräder, die in Luxemburg entstanden sind, wurden seit 2013 gesetzt.

Aktuell gibt es 62 große Windkraftanlagen, die ins Netz einspeisen, mit einer gesamten Nennleistung von 172,1 MW, was ungefähr einer Erzeugung von erneuerbarem Strom von rund 400 GWh entspricht, die die im nationalen Klima- und Energieplan (PNEC 2020) von 2020 vorgesehenen 288 GWh für das Jahr 2023 übertreffen.

Bis Ende 2023 sollen noch 8 weitere Windkraftanlagen in Betrieb genommen werden. Diese werden ab 2024 noch zusätzlich rund 60,5 GWh pro Jahr ins Netz einspeisen, wobei wir dann bei einer Gesamtproduktion von rund 500 GWh wären.

Es sei darauf hingewiesen, dass die Konstrukteure der Windkraftanlagen in den letzten Jahren enorme Fortschritte bei der Steigerung der Leistungskapazität der Anlagenmodelle erreichen konnten. So werden einerseits neue Standorte für Windkraftanlagen interessant und rentabel, andererseits werden auch Repoweringprojekte möglich, wobei trotz Senkung der Anzahl der Anlagen eine deutliche Leistungssteigerung verzeichnet wird. Weitere Details zum „Repowering" befinden sich in der Antwort auf die parlamentarische Frage 6609 vom 4. August 2022.

Da die für 2030 festgelegten hohen Ziele zum Ausbau der Windkraft, welche im überarbeiteten nationalen Klima- und Energieplan (PNEC) festgelegt sind, dem jetzigen Wissensstand nach auch ohne Vorstoß in Waldgebiete erreichbar sind, die derzeitigen Potenziale außerhalb der Waldes signifikant sind und die durch Windkraftanlagen im Wald verursachten Schäden aus naturschutzfachlicher Sicht derzeit nicht ausgeschlossen werden können, ist es vorzuziehen, Windkraftanlagen außerhalb des Waldes zu installieren.

Das Projekt zur Aktualisierung des nationalen Energie- und Klimaplans (PNEC Mise à jour) sieht neben der Förderung von Großanlagen, insbesondere durch Rückgriff auf das „Repowering", und der Beschleunigung des Genehmigungsverfahrens die Identifizierung neuer Standorte vor, zum Beispiel in der Nähe von Gewerbegebieten oder entlang der Verkehrsinfrastrukturen, dies im Sinne des „REPowerEU"-Plans, der einen beschleunigten Ausbau erneuerbarer Energien vorsieht. In Zahlen ausgedrückt, beläuft sich laut PNEC Mise à jour die Erzeugung erneuerbaren Stroms aus Windkraft für das Jahr 2030 auf 1.043 GWh, im Gegensatz zu den 674 GWh, die noch im PNEC 2020 vorgesehen sind. Luxemburg befindet sich auf gutem Weg, das ehrgeizige Ziel von 1.043 GWh zu erreichen.

Auszug aus dem Projekt zur Aktualisierung des nationalen Energie- und Klimaplans (PNEC Mise à jour)

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Institut Confucius auprès de l'Université du Luxembourg** | Question **8176** (21/07/2023) de **M. Marc Hansen** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

En 2018, il a été créé à l'Université du Luxembourg un Institut Confucius (IC) en coopération avec l'Université Fudan de Shanghai. Le but de cet institut, dont il existe désormais quelque 500 dans environ 140 pays à travers le monde, sont l'apprentissage du mandarin et l'échange culturel.

Les IC, dont celui existant au Luxembourg, sont souvent installés directement auprès d'un campus universitaire et ils sont gérés conjointement par les partenaires locaux et chinois. Selon les dires du directeur de l'IC à l'Université du Luxembourg, ce dernier est financé à part égale par le bureau « Hanban », ainsi que par l'institution d'accueil. Or, dans un article de presse de 2022, il est indiqué que le financement serait majoritairement d'origine chinoise.[16] Quant à la gouvernance, toujours selon les indications du directeur, celle-ci serait assurée par un conseil d'administration comprenant cinq membres, qui pourtant ne sont pas affichés nommément sur le site web de l'institut, ni figurent dans les derniers rapports annuels de l'université ou du conseil de gouvernance de celle-ci. Dans un article de presse récent, il est indiqué que la convention actuelle avec le CI au Luxembourg viendra à échéance en 2026.[17] De même, l'article contient quelques informations sur la composition du conseil d'administration du CI.

De prime abord, l'échange culturel avec la Chine est un enjeu important et ce d'autant plus pour une université à vocation internationale comme l'Université du Luxembourg. Toujours est-il qu'au cours des dernières années, à l'étranger, il y a eu bon nombre de protestations et parfois de fermetures d'IC installés auprès d'universités et ce tant aux États-Unis que dans des pays européens dont l'Allemagne et la Belgique. En résumé, les accusations portent essentiellement sur les enjeux de restrictions de la liberté académique, de manque de transparence quant au fonctionnement des instituts ainsi que du risque d'une prise d'influence

[16] « L'essentiel », 18 novembre 2022.
[17] « Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek », 19 juillet 2023.

sur les activités ou programmes des universités d'accueil. Or, il est à noter qu'un certain nombre d'expert.e.s ne se prononcent pas pour une fermeture d'office des instituts Confucius, mais plutôt pour la transparence en ce qui concerne leur financement et leur fonctionnement.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Quels sont les éléments essentiels de la convention entre l'Université du Luxembourg et l'Université de Fudan, respectivement le bureau de coordination « Hanban » ? La convention peut-elle être rendue publique ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur la composition du conseil d'administration de l'IC et nous fournir une liste des membres ? Concernant la gouvernance, quelles sont les responsabilités respectives du conseil et du directeur de l'IC ?

3) Au sujet du financement, Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le budget annuel de l'IC ? Quelle est la charge budgétaire respective assumée par les côtés luxembourgeois et chinois ? La gestion financière est-elle entièrement séparée de l'université ?

4) Quant au choix des formations et thématiques de l'IC, les textes organiques de l'IC contiennent-ils des dispositions ou restrictions portant sur leur contenu ?

5) L'IC intervient-il dans ou a-t-il un impact sur les cours, conférences ou autres événements organisés par l'Université du Luxembourg ? Y a-t-il eu des tentatives de prise d'influence depuis la création de l'IC ?

6) Les étudiant.e.s inscrit.e.s dans une formation officielle à l'Université de Luxembourg, ont-ils/elles la possibilité de faire valider leur participation à des activités de l'IC dans le cadre de cours obligatoires ou facultatifs, notamment en vue d'obtenir des crédits ECTS ?

7) Existe-t-il un lien entre les programmes et contenus offerts par l'IC et les cours de langue chinoise offerts dans les lycées luxembourgeois ?

**Réponse** (22/08/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Marc Hansen et Djuna Bernard concernant l'Institut Confucius auprès de l'Université du Luxembourg, j'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

L'Institut Confucius (IC) auprès de l'Université du Luxembourg a pour mission de promouvoir la langue et la culture chinoises, à travers des activités spécifiques, en particulier au niveau éducatif, culturel, scientifique et économique. Ces activités ciblent les étudiants, mais sont ouvertes à toute personne intéressée au Luxembourg.

La plupart des conférences de l'IC portent sur la langue et la culture chinoises, sur l'histoire et l'actualité de la Chine et ses activités économiques. L'IC propose aussi des cours de calligraphie, de même qu'une série d'activités culturelles telles qu'un festival de cinéma, une course de bateaux-dragons et des cours de tai-chi.

Le Learning Center de l'université héberge actuellement un centre de documentation regroupant plus de 5.000 documents en chinois, constituant ainsi la plus vaste source d'information sur la culture chinoise au Luxembourg.

L'IC est aussi le seul centre d'examen habilité au Luxembourg pour le HSK (Hanyu Shuiping Kaoshi ou Chinese Proficiency Test). Finalement, l'institut est un facilitateur pour les étudiants désireux de poursuivre des études en Chine et pour l'accès à des bourses financées par la Chinese International Education Fondation.

En 2020, des changements dans les statuts du Confucius Institute Headquarters (Hanban) font en sorte que c'est maintenant la Chinese International Education Fondation qui chapeaute l'entente particulière entre l'Université de Fudan et l'Université du Luxembourg. Il s'agit d'une organisation non gouvernementale. Son bras opérateur pour les cours de langue est le Center for Language Education and Cooperation (CLEC).

Les membres qui siègent actuellement au conseil d'administration de l'IC sont les suivants, en vertu de la composition retenue en 2018, au moment de l'inauguration officielle de l'IC :

– 2 personnes de l'Université du Luxembourg, dont une occupe d'office le rôle de président du conseil :
• Le recteur Prof. Jens Kreisel (Président)
• Prof. Adelheid HU
– 2 personnes de l'Université Fudan :
• M. Chen Zhimin (Vice-Recteur) : Fudan (Coprésident)
• Mme Lu Li'an
– 1 personne de la Chambre de Commerce ChinaLux :
• M. Jacques Bortuzzo (Vice-Président)
– 1 personne de Luxembourg for Finance :
• M. Nicolas Mackel

Les comptes de l'IC sont séparément identifiés dans la comptabilité de l'Université du Luxembourg.

Les contributions des différentes parties sont les suivantes :

– l'Université du Luxembourg fournit les espaces de travail et d'enseignement, emploie et finance le directeur et le secrétaire de l'IC, facilite le transport et le logement des étudiants entrants et des prestataires ;
– l'Université du Luxembourg recueille aussi des frais de quelque 15.000 euros pour les cours offerts ;
– l'Université du Luxembourg exerce également un rôle décisionnel sur le programme d'activités à travers le conseil d'administration ;
– la contribution financière de l'Université de Fudan varie d'année en année selon les activités prévues et s'élève à 123.000 euros pour 2023. Cette contribution assure les coûts d'hébergement et d'accueil des enseignants et artistes invités, des événements et activités organisés ;
– l'Université de Fudan fournit le personnel enseignant (au nombre de 5 actuellement) en langues, les intervenants pour les activités culturelles et le matériel didactique et de référence pour les cours et le centre de documentation.

En ce qui concerne les questions 4 et 5, l'Université du Luxembourg veille, pour tous les cours et activités ayant lieu en son sein, à un contenu scientifiquement correct et neutre. La promotion commerciale, politique ou militaire n'est pas permise. Pour la partie pédagogique, l'IC utilise des outils didactiques choisis et validés par le conseil d'administration de l'institut. En ce qui concerne le rayonnement, l'IC propose des conférences, des forums, ainsi que des ouvrages afin de créer des transversalités et de favoriser les échanges académiques dans divers domaines. Ces projets sont discutés et validés par le conseil d'administration de l'IC et doivent se conformer au cadre académique de l'Université du Luxembourg.

Aucune tentative de prise d'influence n'a pu être identifiée jusqu'à présent sur les campus de l'Université. Dans tous ses partenariats, l'université est vigilante par rapport à la liberté académique, la rigueur scientifique, un environnement sans discrimination et la neutralité militaire, religieuse ou politique.

Il n'y a pas d'intervention dans aucun des cours offerts dans les différents programmes de l'université. L'IC se présente, à un même niveau que tous les autres partenaires de l'université et participe entre autres à des événements publics destinés aux étudiants, tels que les journées portes ouvertes, l'accueil des nouveaux étudiants ou des foires étudiantes.

Si le sujet d'une conférence est en lien avec les activités de l'IC, les organisateurs sont libres de contacter ou de travailler avec l'IC, mais l'IC n'a pas de mandat pour participer à la décision ou à l'exécution d'activités ou d'événements à l'université.

En ce qui concerne les deux dernières questions, les étudiants inscrits dans une formation officielle à l'Université du Luxembourg peuvent en effet faire valider des crédits ECTS dans le cadre des cours de langue ouverts en option facultative.

C'est donc principalement dans le « complement transcript » (c'est-à-dire tous les cours suivis hors formation principale) que les cours de l'institut sont placés. Il est cependant possible que des programmes acceptent que les crédits ECTS obtenus dans le cadre d'un cours de langue suivi à l'IC soient reconnus en vue de l'obtention du diplôme, si le cours de langue chinoise en question est cohérent avec le plan d'études du programme concerné.

Les contenus proposés par l'IC sont tout d'abord destinés aux étudiants de l'université et au grand public. Il n'y a pas de lien direct entre les contenus proposés par l'IC et ceux offerts dans les lycées. Néanmoins, l'IC accompagne les classes sinisantes de l'enseignement secondaire en proposant des examens tels que le HSK (équivalent du TOEFL pour le chinois), des activités culturelles ou encore dernièrement l'organisation d'un Summer Camp en Chine en juillet 2023 pour une vingtaine d'élèves de l'Athénée de Luxembourg.

**Contournement de Bascharage** | Question **8177** (24/07/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Concernant le projet de contournement à Bascharage, Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics avait déclaré vouloir présenter au Conseil de Gouvernement un projet définitif avant les vacances d'été.

Ainsi, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer si un nouveau projet pour le contournement à Bascharage a été présenté au Conseil de Gouvernement ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me donner des informations sur le projet retenu ? Dans la négative, pouvez-vous m'expliquer les raisons et me donner un nouvel échéancier ?

Dans une présentation faite le 15 mars 2023 pour la commune de Sanem, plusieurs options avaient été présentées, dont une option avec tunnel sous la zone Natura 2000.

Partant, je voudrais encore poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

2) L'option avec le tunnel a-t-elle définitivement été abandonnée, comme le laissent supposer différentes déclarations publiques ? Si oui, pouvez-vous m'en donner les raisons techniques ou autres ? Dans cette hypothèse, est-ce que la variante « A3 » de cette présentation, longeant le Bobësch au sud, côté Sanem, est-elle abandonnée aussi dans son intégralité ?

3) Comme la variante « A2 » de cette présentation (variante à travers le Bobësch) et la variante « A1 » (variante entamant le Bobësch le long de la ligne de

chemin de fer au nord [côté Bascharage]), avec chaque fois un rond-point prévu au croisement avec le CR110 près de la gare, resteraient dans cette hypothèse comme variantes proposées, est-ce que Monsieur le Ministre peut préciser en quoi ces variantes constitueraient une amélioration par rapport au projet initial approuvé en 2016 ? Quelles seraient les incidences de ces deux sous-variantes sur le P&R prévu par les CFL, respectivement sur l'emplacement de la société Saint-Gobain ?

Quant à l'impact du futur projet sur la zone Natura 2000 (Zämerbësch), la présentation citée montra trois alternatives : la version « B1 » qui garantirait l'accès direct à partir de la gare vers les zones économiques de Bascharage et sans impact notable sur la zone protégée, ainsi que deux variantes « B2 » et « B3 » qui continueraient de toucher la zone Natura 2000 à l'instar du projet initialement retenu en 2016.

4) Quelle est la variante privilégiée pour le moment par Monsieur le Ministre ? Quelles seraient en particulier les raisons de ne pas choisir le parcours sans incidence sur la nature à travers une voirie existante et actuellement utilisée comme voie de délestage de la N5 à Bascharage ?

5) Comme la procédure en cours a débuté en 2016 par une EIE, un APS et une enquête publique, suivis de la décision du 29 juillet 2016 du Gouvernement en conseil, je voudrais savoir si elle sera suivie d'un APD à approuver par la Ministre de l'Environnement sur cette base ou s'il y aura commencement d'une nouvelle procédure en raison des changements effectués au projet ?

Quand l'APD sera-t-il déposé le cas échéant et est-ce que Monsieur le Ministre, en tant que maître d'ouvrage, veillera à ne pas faire commencer le délai d'un éventuel recours (40 jours) pendant les vacances d'été ?

**Réponse** (18/09/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Suite à un avis juridique sollicité par Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et dans un souci de limiter davantage l'impact du contournement projeté sur la nature, plusieurs idées alternatives concernant le tracé du contournement ont été analysées depuis l'été 2022. Parmi toutes les options étudiées, seule celle qui passe par un tunnel répondait tant bien que mal aux critères d'une conception routière conforme aux règles de l'art. Mais il s'est avéré que la faisabilité technique d'un tunnel n'était pas assurée. De plus, une telle conception ne permet pas d'assurer les fonctionnalités d'un contournement de proximité, nécessaires afin d'apaiser les localités adjacentes. Finalement, un impact sur la zone protégée Natura 2000 ne peut pas être exclu à ce stade des études.

Le Conseil de Gouvernement a été informé de l'étude de ces différentes options et s'est finalement prononcé en faveur de l'optimisation de la variante 2 approuvée en 2016. En plus de l'intégration d'un raccord au CR110 afin d'assurer la fonction de contournement de proximité, une diminution de l'impact sur le Bobësch et la zone Natura 2000 est également souhaitée.

ad 2) L'option d'un tracé souterrain n'a pas été approfondie pour des raisons géologiques, hydrogéologiques et géotechniques. En effet, les premières études géotechniques et les résultats des analyses du sol ont démontré que les moyens techniques à mettre en œuvre pour la réalisation d'un tunnel seraient démesurés et qu'il persisterait toujours un risque pour la protection de la forêt au-dessus.

En ce qui concerne la variante « A3 », celle-ci n'est également pas satisfaisante et fut abandonnée par la suite.

ad 3) Le nouveau tracé, qui est actuellement étudié et dont l'avant-projet détaillé est en train d'être finalisé, se rapproche d'avantage des voies CFL et permet un regroupement des couloirs. Cette variante a beaucoup moins d'impacts sur les surfaces forestières et présente aussi l'avantage de donner de l'espace pour un pôle d'échanges hautement efficient à la gare de Bascharage-Sanem.

L'emprise sur le site industriel de la société Saint-Gobain SA sera par contre plus importante et les pourparlers pour un déplacement de l'usine sont en cours.

ad 4) Les tracés alternatifs (D et E), analysés avec une route passant par la zone d'activités économiques Robert Steichen/Bommelscheier et la zone artisanale Op Zaemer, présentent un passage difficile sous les voies ferrées avec des carrefours à sens giratoire très rapprochés (raccordement au CR110 et à la rue Op Zaemer) de part et d'autre de la ligne ferroviaire. Une telle disposition est loin d'être conforme aux règles de l'art en matières de conception routière. En effet, les contraintes géométriques sur ce tronçon nécessiteraient de recourir à des rayons verticaux, des pentes longitudinales et autres éléments de conception routière qui dépassent de loin la réglementation en matière. Les conditions minimales de visibilités en approche des carrefours ne sont également pas garanties ainsi que celles en section courante avec le passage sous les voies ferrées.

De plus, ces deux tracés alternatifs qui passent par les zones d'activités de Bascharage ne permettent pas de dissocier les flux du contournement du trafic d'échanges avec le zoning.

Par ailleurs, pour le tracé alternatif D (contournement entre le Bobësch et les voies CFL), le niveau de sécurité du carrefour giratoire donnant accès au zoning est dégradé par le tracé des différentes branches contiguës, ne permettant pas de bonnes conditions de lisibilité en approche du carrefour.

ad 5) L'avant-projet détaillée est en cours de finalisation et il est prévu de remettre un APD d'autorisation à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable au cours du mois de septembre.

**Dangers liés au bois mort** | Question **8178** (25/07/2023) de **Mme Octavie Modert** (CSV)

Ëmmer erëm kënnt et a ganz Europa zu geféierleche Bësch- a Vegetatiounsbränn. Och zu Lëtzebuerg souwéi an der Groussregioun war dat schonn de Fall, an dee Risiko besteet weiderhin. Beim Läsche vun de Bränn sinn d'Pompjeeën enger zousätzlecher Gefor ausgesat; ofgestuerwe Beem, déi nach net gehae goufen, kënnen duerch d'Feier urplëtzlech ëmfalen. Weider kënnen ofgestuerwe Beem – egal ob se nach stinn oder schonn um Buedem leien – als Brandbeschleuneger fungéieren.

Awer och bei schlëmmem Héichwaasser, z. B. bei Baachen, déi duerch Bëscher an d'Dierfer lafen, ass Schwemmholz e reelle Problem.

An engem Reportage op 100,7 gouf 2022 gesot, dass de CGDIS an d'Naturverwaltung scho Kontakt opgeholl hätten, et war deemools awer nach net iwwert éischt Gespréicher erauskomm, an et missten nach Detailer vun der Zesummenaarbecht, zum Beispill, wat den Accès op d'Bëschweeër ugeet, gekläert ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch wéi och un d'Madamm Inneministesch stellen:

1. Erkennt d'Madamm Minister, dass eng Gefor vun ofgestuerwene Beem fir de Pompjee bei der Bekämpfung vum Bëschbrand, oder och fir de Spadséiergänger am Bësch, besteet? Ass si sech och bewosst, wéi vill Schued Doudholz bei Iwwerschwemmunge mat sech bréngt?

2. Si Moossname geplangt, fir e bessere Kompromëss ze fannen tëschent Biodiversitéit a Sécherheet, dat heescht: op där enger Säit dem Totholz a senger Funktioun, fir dem Naturschutz gerecht ze ginn, an op där anerer Säit dem Besäitege vum Totholz als potenzielle Brandbeschleuneger respektiv géint Héichwaasserschued? Wéi wëll d'Regierung hei virgoen?

3. Wéini wëll een d'Gespréicher tëschent dem CGDIS an der Naturverwaltung ofgeschloss hunn? Kënnen d'Ministesche schonn Detailer zu de Resultater vun dëse Reunioune ginn?

**Réponse** (26/09/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

ad 1. Doudeg Beem sinn ee wichtegt Element vun engem naturnoe Bëschekosystem an droen dozou bäi, dass de ganzen Ekosystem méi resilient géint all méiglech Ëmweltaflëss gëtt. Doudeg Beem, ob se elo stinn oder schonns um Buedem leien, wierke wéi ee Schwamp, dee mat Waasser gefëllt ass, well si nach ëmmer bis zu 50 % Waassergehalt opweisen an doduerch net esou liicht a Brand geroden. Wéi ee Waasserspäicher gëtt Doudholz dem Bësch no an no dëst Waasser of (Floriancic et al., 2022)[18].

Am ufällegste fir Bëschbränn sinn net d'Lafbëscher, an deene just vereenzelt doudeg Beem stinn oder leien, mee et sinn éischter d'Nolebëscher, déi och deels flächeg doudeg oder ofstierwend Beem opweisen, déi hei eng Gefor duerstellen. D'Nolebeem kënnen duerch den Haarz, dee sech an hiren Nolen an hirer Schuel befënnt, méi liicht a Brand gerode wéi Lafbeem. Ausserdeem stellen d'Nolen, déi um Buedem leien, nach een zousätzleche Brandbeschleuneger duer, well si dozou bäidroen, dass wärend dréchene Perioden d'Krautschicht am Bësch séier a Brand gerode kann an sech dann zu engem Buedemfeier entwéckele kann, dat sech séier kann ausbreeden. Besonnesch ufälleg fir Bëschbränn si jonk Nolebëscher, an deenen d'Beem nach no beieneestinn an d'Feier dofir séier vun engem Bam op deen anere sprange kann. Op där anerer Säit sinn natierlech Bichebëscher (deen heefegste Bëschtyp zu Lëtzebuerg) manner ufälleg fir Bëschbränn, well hir Krounen net esou séier a Brand geroden a well sech um Buedem vun de Bichebëscher keng Nole befannen, déi séier a Brand geroden an dann d'Buedemfeier nach verstäerken.

An den ëffentleche Bëscher ginn d'Spadséierweeër reegelméisseg vun de Fierschter vun der Naturverwaltung op geféierlech Beem hin ënnersicht. Falls esou Beem sollten opfalen, hunn d'Fierschter kloer Instruktiounen, wéi si ze handelen hunn. Jee no Geforelag ginn d'Beem direkt oder eréischt méi spéit am Joer ewechgemaach.

An de private Bëscher ginn d'Spadséiergänger op hir eege Gefor hi spadséieren. Wann een Accident duerch Doudholz sollt geschéien, wäert mam Akraaftriede vum neie Bëschgesetz am Hierscht 2023 de geschiedegte Spadséiergänger mussen noweise kënnen, dass de Bëschbesëtzer seng Virsuergflicht net erfëllt huet.

[18] Floriancic, M. G., Allen, S. T., Meier, R., Truniger, L., Kirchner, J. W., & Molnar, P. (2022).
Potential for significant precipitation cycling by forest-floor litter and deadwood.
© 2022 The Authors. Ecohydrologypublished by John Wiley&Sons Ltd
Ecohydrology. 2023; 16: e2493.
https://doi.org/10.1002/eco.2493

Doudholz ass och een natierlecht Element an a ronderëm d'Baachen an dréit zu engem gesonde Liewensraum bäi. Well Doudholz wichteg fir d'Biodiversitéit ass, soll dëst och a Beräicher, wou de potentielle Schued bedéngt duerch Héichwaasser geréng ass, toleréiert ginn.

Déi Materialien, déi an der Baach virkommen, wéi Doudholz, ofgebrachen Äscht asw. sinn net forcement d'Ursaach vun Iwwerschemmungen: Si kënnen, wann se vereenzelt mam Waasser ewech geschwemmt ginn, lokal zu enger Erhéijung vum Iwwerschwemmungsrisiko an dem Schuedenspotential bäidroen, haaptsächlech um Niveau vun hydraulesche Bauwierker innerhalb vun Uertschaften oder vu Baachen, déi duerch de Mënsch verännert goufen. Éischter sinn et eng net héichwaassergerecht Bebauung an net natierlech Baachleef, déi den Héichwaasserrisiko erhéijen.

ad 2. Wéi schonns uewe beschriwwen, ass doudegt Holz kee Brandbeschleuneger, mee ee wichtegt Element fir d'Biodiversitéit vun eise Bëscher an dréit dozou bäi, d'Resilienz vun eise Bëscher ze stäerken, soudass dës hir villfälteg Ekosystemdéngschtleeschtunge fir eis Mënsche weider erfëlle kënnen. Doudegt a vermodert Holz an eise Bëscher hëlleft awer och, duerch d'Späicherung vu Waasser am Holz, d'mikroklimatesch Bedéngunge positiv ze beaflossen, wat besonnesch wichteg ass an Zäite vun héijen Temperaturen. Am Kader vum Klimawandel dréit Doudholz duerch d'Späicherung vu Kuelestoff am Holz ausserdeem dozou bäi, dass een Deel vum Kuelestoff, dee sech ze vill an der Atmosphär befënnt, am Holz gebonne gëtt an eréischt no an no an de Kreeslaf zeréckkënnt.

Wat elo d'Gefor betrëfft, déi vun doudegen a liewege Beem ausgeet, déi bei Héichwaasser vum Waasser matgerappt ginn an dann d'Infrastrukture beschiedege kënnen oder zu Verstoppunge féiere kéinten, do gëtt laanscht d'Baache bannent den Uertschafte respektiv virun Infrastrukture reegelméisseg iwwerpréift, ob Beem mussen ewechgeholl ginn. An der fräier Natur ass dat e bësse méi schwiereg, well eis gréisser Waasserleef oft laanscht Bëscher fléissen, wou et net méiglech ass, iwwerall Sécherungsaarbechten duerchzeféieren.

Wärend engem Héichwaasser gëtt allerhand Material mat geschwemmt a ka punktuell zu Problemer féieren. Allerdéngs ass et net just Doudholz, dat vun de Waassermasse matgerappt gëtt, mee och entwuerzelt vital (lieweg) Beem oder ofgebrachen Äscht. Dofir ginn an dëser Hisiicht bei Waasserleef, wou een Héichwaasserrisiko besteet, präventiv Moossnamen an Interventiounen ergraff, fir de Risiko an de Schued ze reduzéieren. An dësem Kontext kann een erwänen, dass vill Gemengen domat amgaange sinn, un Héichwaasser- a Staarkreenvirsuergekonzepter ze schaffen, bei deene verschidde Léisungen zu dëser Problematik virgeschloen an ëmgesat ginn.

ad 3. Den Austausch tëschent dem CGDIS an der Naturverwaltung, wéi och deenen anere Verwaltungen, ass ee permanente Prozess. Am Kader vun der nationaler Plattform fir d'Reduktioun vu Katastropherisiken, déi vum Inneministère initiéiert ginn ass, gouf dëst Joer och een Aarbechtsgrupp zum Theema Vegetatiouns- a Bëschbrënn an d'Liewe geruff. De CGDIS an d'Naturverwaltung huelen nieft aneren Institutiounen un dësem Grupp deel. Am Ufank vum Summer ass zum Beispill eng gemeinsam Kommunikatioun[19] gemaach ginn, fir op d'Risike vu Vegetatiouns- a Bëschbrënn opmierksam ze maachen an de Leit déi richteg Verhalensreegelen ze erklären, déi wärend der Vegetatiouns- a Bëschbrandsaison anzehale sinn.

[19] https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiques/2023/07-juillet/14-sensibilisation-risques-feux-forets.html

**Pertes d'emplois dans le secteur de la construction** | Question **8179** (25/07/2023) de **M. Laurent Mosar** | **M. Marc Spautz** (CSV)

Inflation, augmentation des taux d'intérêts, hausse des prix de l'énergie – le secteur de la construction et la conjoncture économique en général continuent à être sous pression. En témoignent le nombre en hausse de faillites et de liquidations, tout comme l'annonce de sociétés comme Astron Buildings de cesser l'activité de production sur le site de Diekirch, ou encore de Manuel Cardoso Constructions dont la faillite va être prononcée sous peu.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Sous quelles conditions est-ce que les personnes concernées par la perte de leur emploi pour les deux entreprises susmentionnées vont-elles être amenées à devoir quitter leur poste ? Est-ce qu'elles vont pouvoir toucher les salaires qui leur sont dus ?

– Il sera sûrement difficile pour les personnes concernées par la perte de leur emploi de trouver un emploi rapidement, vu la situation conjoncturelle actuelle. Comment est-ce que le Gouvernement entend soutenir les personnes qui vont se retrouver au chômage ?

– Il serait par ailleurs désastreux si cette main-d'œuvre qualifiée pour le secteur de la construction était perdue, en étant notamment réorientée vers d'autres secteurs économiques. Comment est-ce que le Gouvernement entend soutenir l'effort de trouver des postes de travail dans d'autres entreprises actives dans le secteur de la construction ?

– Est-ce que Messieurs les Ministres ont connaissance d'autres cas d'entreprises en grave difficulté ? Comment est-ce qu'ils évaluent la situation de manière générale, en particulier après le congé collectif ?

– Comment est-ce que le Gouvernement entend soutenir ces entreprises en grave difficulté ? Est-ce que le Gouvernement estime que les mesures déjà prises sont suffisantes pour soutenir le secteur de la construction et le marché du logement ?

**Réponse** (11/09/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Comme expliqué dans la réponse aux questions parlementaires 8171 et 8172 du 20 juillet 2023 concernant la fermeture d'un fournisseur des solutions de construction en acier, à chaque fois qu'une entreprise est amenée à licencier des salariés, les ministres préconisent l'option d'un plan de maintien dans l'emploi et encouragent les partenaires sociaux à s'engager dans une telle démarche pour que l'entreprise et les salariés concernés puissent bénéficier des avantages et instruments qui y sont liés. Parmi ces instruments peuvent figurer l'application de la préretraite-ajustement, du chômage partiel ainsi que l'application du prêt temporaire de main-d'œuvre, l'organisation de formations pour les salariés concernés ou bien leur accompagnement pour la recherche d'un nouveau poste de travail.

La situation concernant la société Astron Buildings a également été exposée en détail dans la réponse aux questions parlementaires mentionnées ci-dessus.

En ce qui concerne la société Manuel Cardoso Constructions, cette dernière a été déclarée en faillite. L'ADEM a organisé dans ce contexte et encore avant les congés collectifs une séance d'information dans son agence à Esch-Belval à laquelle ont participé la quasi-totalité des 120 salariés actuels de la société. Ces salariés ont reçu toutes les informations sur les démarches à faire pour leurs salaires (indemnités de faillite et de chômage) et ont aussi pu ouvrir leur dossier d'inscription en tant que demandeur d'emploi directement sur place.

Le salarié résidant sans emploi peut, suite à la faillite de son employeur et sous certaines conditions, demander des indemnités de chômage auprès de l'ADEM.

Par ailleurs, le salarié doit déposer une déclaration de créance auprès du greffe du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale qui a prononcé la faillite (Luxembourg ou Diekirch). Les créances salariales peuvent, dans une certaine limite, être qualifiées de « superprivilégiées », puisqu'elles doivent être payées en priorité. Le paiement peut être pris en charge par le Fonds pour l'emploi dans le cadre de la garantie des salaires en cas de faillite. Cette garantie est limitée à un montant plafonné à 6 fois le salaire social minimum non qualifié.

Les déclarations de créances sont vérifiées par le curateur de la faillite qui les soumet au juge commissaire. Par la suite, le curateur transmet les déclarations de créances à l'ADEM qui procède au contrôle et au paiement de la créance couverte par la garantie. Le montant est ensuite versé par la Trésorerie de l'État.

Ainsi, les sommes versées au salarié (après contrôle du relevé de créances par l'ADEM) sont :

– le salaire du mois de survenance de la faillite ;
– le salaire du mois suivant ;
– une indemnité correspondant à 50 % du préavis auquel le salarié aurait pu prétendre en cas de licenciement.

Le salarié peut, sous certaines conditions, demander une avance sur les arriérés de salaire à l'ADEM si sa créance correspond à plus de la moitié de son salaire mensuel, calculé sur la moyenne des 3 mois qui précèdent le mois de la faillite.

Il est à souligner qu'actuellement, plus de 9.000 offres d'emplois sont ouvertes à l'ADEM, dont 878 dans les métiers de la construction.

Comme évoqué plus haut, l'ADEM a organisé encore avant le congé collectif une séance d'information dans son agence à Esch-Belval à laquelle ont participé la quasi-totalité des salariés de Manuel Cardoso Constructions et un grand nombre d'entreprises du secteur de la construction se sont déjà manifestées, que ce soit auprès des représentants de la société, auprès des syndicats ou encore auprès de l'ADEM, et souhaitent recruter les salariés concernés. Les démarches sont en cours et l'ADEM a organisé un Jobday le 29 août 2023 dans les locaux de la Chambre des Métiers auquel ont pu participer les anciens salariés de la société qui n'auraient pas encore retrouvé un emploi afin de leur permettre d'entrer en contact avec de potentiels nouveaux employeurs. Ce Jobday s'est évidemment aussi adressé aux autres demandeurs d'emploi souhaitant intégrer le secteur de la construction.

Le Conseil de Gouvernement effectue régulièrement le suivi des indicateurs de l'immobilier et de la construction afin de se rendre compte de l'évolution du secteur.

En date du 20 juin 2023, le Ministre du Logement, Henri Kox, le Ministre des Classes moyennes, Lex Delles, et le Ministre de l'Économie, Franz Fayot, ont présenté un paquet de mesures pour soutenir les métiers de la construction et l'accès au logement. Ciblant les PME, les communes et les ménages, ces mesures ont été élaborées par un groupe interministériel mis en place par le Gouvernement et placé sous la

direction du Ministre du Logement et ont un coût budgétaire indicatif de 150 millions d'euros. Ce paquet de mesures est donc de grande envergure. Le détail des mesures prises peut être consulté sous le lien suivant : https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2023/06-juin/20-kox-fayot-delles-mesures-construction/les-mesures-de-soutien-aux-pme-communes-et-mnages-20062023.pdf.

**Épreuves standardisées** | Question **8180** (25/07/2023) de **Mme Martine Hansen** | **Mme Diane Adehm** (CSV)

Eemol pro Joer, jeeweils um Ufank vun de Cyclen 2.1, 3.1 a 4.1 an der Grondschoul souwéi op 7e a 5e am Enseignement secondaire, ginn déi sougenannten „Épreuves standardisées" duerchgefouert. Zil dovun ass et ze kucken, ob d'Léierziler vun deem jeeweils ofgeschlossene Cycle bei de Schüler erreecht konnte ginn.

An deem Kontext wëlle mir follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

Kann den Här Minister eis driwwer informéieren, ob d'Resultater vun den Épreuves standardisées vum Schouljoer 2022/2023 virleien?

– Wa jo:
• Zënter wéini leien se vir?
• Wiem goufen se presentéiert?
• Wat sinn d'Resultater an deenen eenzelne Fächer?
• Wéi eng Conclusioune goufe gezunn?
• Kann den Här Minister eis d'Resultater zoukomme loossen?
– Wann net:
• Firwat net?
• Wéini sollen d'Resultater presentéiert ginn?

**Réponse** (29/08/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Am Zesummenhang mat den Épreuves standardisées (ÉpStan) vum Schouljoer 2022/23 kann ech follgend Detailer matdeelen:

D'ëffentlech Schoule kruten de 7. Mäerz 2023 Accès op den Download vun hirem jeeweilege Schüler-, Klassen- a Schoulfeedback. Déi international ëffentlech Schoule kruten den 21. Mäerz 2023 Accès op den Download vun hirem jeeweilege Schüler-, Klassen- a Schoulfeedback. Zanter dem 18. Abrëll 2023 kann all interesséiert Persoun déi allgemeng Resultater um Portail https://dashboard.epstan.lu/ nokucken.

Eng Eegenaart vun den ÉpStan ass et, datt se net nëmmen e Feedback iwwer d'Resultater um Niveau vum Bildungssystem ginn, mee och op allen Ënnerniveauen (Schoul, Klass, Schüler), an esou och fir d'Schoulentwécklung a fir d'Stäerkung vun den diagnostesche Kompetenze vun den Enseignantë kënne genotzt ginn, awer natierlech och fir individuell Léier- an Ënnerstëtzungsbedürfnisser ze bestëmmen. D'Enseignantë kréie souwuel hire Klassefeedback, wéi och déi eenzel Schülerfeedbacken. All Schüler kritt säi perséinleche Feedback matgedeelt, an d'Eltere kréien op deem Wee eng Réckmeldung iwwert den Entwécklungsstand vun hirem Kand.

Déi järlech ÉpStan-Resultater ginn der Allgemengheet oder de politesche Vertrieder normalerweis net extra presentéiert. Ausnamen heizou ware viru Kuerzem d'Resultater iwwer den Impakt vun der Covid-19-Pandemie (Pressekonferenzen den 22. Abrëll 2021 an den 1. Abrëll 2022), d'Resultater iwwer d'fréikandlech Betreiung an Erzéiung zu Lëtzebuerg (17. Mee 2023) an d'Resultater iwwer international ëffentlech Schoulen (Pressekonferenz vum 7. Juli 2023). D'Resultater vun den ÉpStan ginn awer zanter 2015 all dräi Joer am Bildungsbericht presentéiert.

Fir déi ëffentlech Schoule sinn d'Resultater vun all Fach um Dashboard ze fannen (https://dashboard.epstan.lu/).

D'Fachresultater an der Mathematik vun den internationale Schoulen zu Lëtzebuerg fënnt een an dëser Publikatioun: LUCET&SCRIPT (Eds.). (2023). European Public School Report 2023: Preliminary Results on Student Population, Educational Trajectories, Mathematics Achievement, and Stakeholder Perceptions. https://doi.org/10.48746/eps2023

Allgemeng Conclusiounen iwwer d'ÉpStan-Resultater (net spezifesch fir d'Resultater vun 2022/23) kënnen an de follgende Publikatiounen iwwer verschidden Theemeberäicher fonnt ginn:

– LUCET&SCRIPT (Eds.) (2018). Nationaler Bildungsbericht Luxemburg 2018. Luxembourg: LUCET&MENJE.
– LUCET&SCRIPT (Eds.) (2021). Nationaler Bildungsbericht Luxemburg 2021. Luxembourg: LUCET&MENJE. (https://men.public.lu/content/dam/men/fr/actualites/articles/communiques-conference-presse/2021/12/Nationaler-Bildungsbericht-Luxemburg-2021.pdf)
– Hornung, C., Kaufmann, L. M., Ottenbacher, M., Weth, C., Wollschläger, R., Ugen, S., & Fischbach, A. (2023). Early childhood education and care in Luxembourg. Attendance and associations with early learning performance. LUCET. https://doi.org/10.48746/epstanalpha2023pr
– LUCET&SCRIPT (Eds.). (2023). European Public School Report 2023: Preliminary Results on Student Population, Educational Trajectories, Mathematics Achievement, and Stakeholder Perceptions. https://doi.org/10.48746/eps2023

Souwuel den Dashboard (https://dashboard.epstan.lu/) wéi och all déi hei uewen opgezielte Publikatioune si fräi zougänglech a kënne mam spezifizéierten DOI erofgeluede ginn.

**Nouvelle décision d'adéquation concernant la circulation des données entre les États-Unis et l'Union européenne** | Question **8181** (26/07/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le 10 juillet 2023, la Commission européenne a adopté une nouvelle décision d'adéquation concernant la circulation des données entre les États-Unis et l'Union européenne. Par cette décision, la Commission européenne conclut que les États-Unis garantissent un niveau de protection comparable en ce qui concerne le transfert de données à caractère personnel circulant de l'Union européenne vers les entreprises américaines. Cette décision s'inscrit dans le contexte de l'invalidation par la Cour de justice de l'Union européenne de la précédente décision d'adéquation (« EU-US Privacy Shield ») en juillet 2020.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Comment le Gouvernement évalue-t-il ce nouvel accord transatlantique ?

2) De quelle manière est-ce que cette décision d'adéquation va être mise en œuvre ? Qu'est-ce que cette nouvelle décision d'adéquation implique pour le travail de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) ?

3) Cette décision d'adéquation semble déjà faire l'objet de critiques, notamment par le Comité européen de la protection des données (EDPB) qui pointe du doigt les transferts de données ultérieurs, le champ d'application des exemptions ou encore le fonctionnement pratique du mécanisme de recours. Quelle est la position du Gouvernement ? Est-ce qu'il estime que l'accord actuel comporte des points à améliorer ?

4) L'activiste Max Schrems, à l'origine des plaintes ayant invalidé les deux régimes de transfert de données personnelles précédents, a déjà annoncé vouloir retourner dans la Cour de justice de l'Union européenne pour y déposer une plainte. Est-ce qu'une nouvelle invalidation est à craindre pour cette troisième tentative ?

**Réponse** (22/08/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

ad 1) et 3) La réponse à la question parlementaire n° 8162 apporte les éclairages nécessaires pour répondre à ces questions.

ad 2) Les décisions d'adéquation comptent parmi les mécanismes énoncés par le « Règlement général sur la protection des données » (RGPD) afin d'encadrer les transferts de données personnelles de l'Union européenne vers les pays tiers.

La CNPD est l'autorité nationale de contrôle en matière de protection des données, et à ce titre, il lui appartient notamment de contrôler la bonne application des dispositions du RGPD sur les transferts de données vers les pays tiers.

ad 4) Tout citoyen peut introduire des plaintes sur base du RGPD s'il estime que ses droits ont été violés. De plus, comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 8162, la décision d'adéquation elle-même prévoit des mécanismes d'évaluation et, au besoin, de suspension ou de révocation au cas où le niveau de protection du système américain en matière de données à caractère personnel ne s'avèrerait pas « essentiellement équivalent » à celui du système européen.

**Stratégie d'investissement du Fonds de compensation commun au régime général de pension** | Question **8182** (26/07/2023) de **M. François Benoy** | **M. Charles Margue** (déi gréng)

Suite au débat de consultation du 9 février 2023, la Chambre des Députés a adopté une motion invitant le Gouvernement à :

– s'assurer que le FDC continue à intensifier sa stratégie d'investissement en cohérence avec les objectifs climatiques de l'Accord de Paris et les critères ESG ;
– inciter le FDC à favoriser les investissements soutenant la transition énergétique et écologique et lesquels sont en phase avec la position du Gouvernement par rapport à la nouvelle taxonomie européenne ;
– adopter une stratégie de désinvestissement dans des entreprises productrices d'énergie nucléaire et des entreprises ne pouvant pas se prévaloir d'une trajectoire de décarbonisation en ligne avec les objectifs de l'Accord de Paris ;
– encourager le FDC à soutenir la création de logements à coûts modérés.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations quant à la réaction du conseil d'administration du FDC et à la mise en œuvre de la motion du 9 février 2023 ?

2) Quelles actions concrètes ont été menées pour adapter la stratégie d'investissement afin de renforcer

sa cohérence avec les objectifs climatiques de l'Accord de Paris et les critères ESG ?

3) Est-ce qu'une stratégie de désinvestissement en ligne avec la motion a déjà été conclue ? Si non, quels sont les obstacles et difficultés rencontrés le cas échéant ? Si oui, comment se déroule la mise en œuvre de cette stratégie et quel en est le calendrier ?

4) Comment le FDC mobilise-t-il ses avoirs afin de soutenir la création de logements à coûts modérés, notamment aussi afin de soutenir l'activité du secteur de la construction en soutenant la construction de logements abordables par des acteurs publics ?

**Réponse** (24/08/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) Le conseil d'administration du Fonds de compensation (FDC) commun au régime général d'assurance pension a suivi avec intérêt le débat de consultation à la Chambre des Députés le 9 février 2023 – tenu suite à la demande du Ministre de la Sécurité sociale – et a pris note de la motion adoptée ce jour-là. En guise de mise en œuvre de la stratégie d'investissement dans un esprit qui suit la motion de la Chambre des Députés, le conseil d'administration du FDC a procédé selon un calendrier soutenu.

Ainsi, le conseil d'administration s'est prononcé en juillet 2023 sur un renouvellement de deux mandats d'investissements actifs avec une approche durable (obligations des marchés émergents et actions monde petites dénominations). Grâce à ces renouvellements, la totalité de la gestion active des investissements du FDC est aujourd'hui effectuée avec une approche durable. Deux autres mandats de gestion indexée ont aussi été renouvelés en juillet 2023.

En outre, le conseil d'administration a mandaté le gérant BlackRock Investment Management pour gérer de manière indexée, mais aligné à l'accord de Paris, un mandat d'investissements en obligations monde. Le nombre restreint de soumissionnaires participant dans la soumission publique relative à ce mandat témoigne de l'aspect innovateur d'une telle approche d'investissement indexé et des difficultés rencontrées de joindre l'expertise financière nécessaire pour pallier, à l'échelle requise, les exigences du FDC en matière d'investissements respectueux du climat.

Au cours de l'année 2023, le conseil d'administration du FDC prendra des décisions relatives à sa politique d'engagement vis-à-vis de sociétés productrices de gaz à serre dans lesquelles le FDC est investi et déterminera des critères pour complémentairement exclure des sociétés qui ne s'engagent pas suffisamment dans une voie d'amélioration en relation avec les critères d'exclusion du FDC et qui restent dès lors « sous observation » prolongée sans perspective positive.

En automne 2023, le FDC lancera un appel d'offres pour le mandat d'infrastructure en « Clean Energies » qui pourra être adjudiqué en début de l'année 2024.

Le FDC pourra dès lors effectuer une analyse Paris Agreement Capital Transition Assessment (PACTA) ou une analyse dédiée pour se rendre compte, en toute transparence, des efforts fournis pendant les dernières trois années pour aligner ses investissements avec l'accord de Paris, parallèlement à une mise à jour annuelle des données de l'empreinte de $CO_2$ des investissements du FDC.

En ce qui concerne la suite donnée par le Gouvernement à la motion du 9 février 2023, le Ministre de la Sécurité sociale a soumis cette motion au Conseil de Gouvernement et a proposé au conseil de faire sienne la position adoptée par la Chambre des Députés.

Lors de sa séance du 31 mars 2023, le Conseil de Gouvernement a décidé de suivre la proposition du Ministre de la Sécurité sociale et de reprendre la position de la Chambre des Députés en tant que sa propre. Il s'ensuit que les représentants de l'État dans les organes décisionnels du FDC suivront cette position et appliqueront donc la motion adoptée le 9 février 2023.

ad 2) Comme noté ci-dessus, le FDC est en cours d'implémentation des mesures permettant de faire un monitoring tout à fait transparent de la cohérence de ses investissements au 31 décembre 2023 avec les objectifs de l'accord de Paris.

En ce qui concerne les critères ESG et le monitoring des droits de l'homme, les efforts substantiels du FDC pendant la dernière décennie, la liste « noire » d'exclusions mise à jour annuellement et la mise en place d'une « liste grise » ont permis au fonds de gagner une réputation exemplaire en matière d'investisseur responsable.

ad 3) Le conseil d'administration du FDC a conclu que la stratégie d'investissement est en ligne tout aussi bien avec la motion prise par la Chambre des Députés en février 2023 qu'en concordance avec la base légale l'habilitant de prendre des décisions relatives à la stratégie d'investissements du Fonds de compensation.

Les moyens exposés ci-dessus permettront de mieux cibler d'autres décisions en matière d'investissements ou d'ajuster, le cas échéant, la stratégie d'investissement du FDC.

ad 4) À côté des efforts considérables en matière de logement menés par la Société nationale d'habitations à bon marché (SNHBM), dans laquelle le FDC est le deuxième investisseur après l'État luxembourgeois, avec 246 logements nouvellement entamés, 289 logements achevés et 1.010 logements en cours de construction au cours de l'année 2022, le FDC mène ses propres projets destinés à la location. Notons en outre que le FDC est propriétaire du futur Centre administratif Nordstad qui permettra de libérer des surfaces notamment dans la Cité militaire à Diekirch afin de dédier cet espace au logement abordable pour la SNHBM.

Les projets actuels propres au FDC en matière de logement consistent dans le « Nouveau quartier Nei Hollerich » qui est en instance de consultation rémunérée restreinte avec des équipes d'architectes, de paysagistes et d'ingénieurs et dans le projet « Nouveau quartier accès Walebroch » développé ensemble avec la Nordstad Entwécklungsgesellschaft SARL.

En outre, le FDC développera dès que possible les autres parcelles dont il est propriétaire dans la « Zentralachse Nordstad » et continuera tout aussi bien à gérer et à agrandir son patrimoine immobilier administratif, commercial et destiné au logement, selon les moyens et ressources disponibles.

**Courses illégales à Contern** | Question **8184** (27/07/2023) de **M. Claude Lamberty** (DP)

Il nous revient que des personnes se rassemblent de manière régulière dans la zone industrielle de Contern pour se livrer à des rodéos motorisés. Ces comportements compromettent délibérément la sécurité des usagers de la route. De surcroît, les riverains sont exposés au bruit et à la pollution supplémentaire engendrée par ces comportements.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits évoqués à Contern et le cas échéant sur d'autres sites ?

2) Combien d'incidents semblables ont pu être constatés par la police pendant les deux dernières années ?

3) Combien d'infractions de ce type ont donné lieu à des amendes au cours des deux dernières années ?

4) Quelles démarches Monsieur le Ministre entend-il entreprendre afin de mettre fin à ces pratiques ?

5) Monsieur le Ministre entend-il créer une infraction spécifique pour lutter contre les rodéos motorisés, à l'instar de la France et de la Belgique ?

**Réponse** (07/08/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Les ministres ont connaissance des faits évoqués et renvoient aux questions parlementaires n° 6407 du 27 juin 2022 et n° 8119 du 3 juillet 2023 qui traitent la même problématique.

ad 2) et 3) En 2021, la police a relevé 3 incidents de ce genre à Contern dans le « Einsatzleitsystem (ELS) ». En 2022, 7 incidents ont été notés, dont un contrôle majeur de la part de la police. En 2023 jusqu'au 1er août, un total de 16 incidents a été enregistré, dont 2 contrôles plus importants de la part de la police.

Lors des interventions et contrôles policiers, toute une panoplie d'avertissements taxés concernant l'aménagement des véhicules a été décernée.

Lors des 2 contrôles en 2023, plusieurs centaines de véhicules furent contrôlés, plus de 100 avertissements taxés furent décernés (la grande majorité suite à des défauts techniques ou à cause de modifications ou transformations illicites), 11 rapports « contrôle technique » ont été rédigés suite à certaines modifications et transformations non réglementaires, respectivement suite à l'état technique de certains véhicules, et 4 véhicules ont été immobilisés sur place.

Le cinémomètre mobile (radar automatique) a été installé à 4 points différents aux environs de Contern-Sandweiler-Itzig et 317 dépassements de la vitesse ont été constatés.

ad 4) L'honorable Député est renvoyé à la réponse donnée à la question parlementaire n° 8119 du 3 juillet 2023.

ad 5) L'honorable Député est renvoyé à la réponse donnée à la question parlementaire n° 8119 du 3 juillet 2023.

**Stade d'athlétisme régional au sud du pays** | Question **8185** (27/07/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

La Chambre des Députés a récemment voté une loi qui prévoit la construction et le financement d'infrastructures sportives à Belval. Ce nouveau complexe sportif serait à disposition des élèves d'établissements scolaires des environs et des étudiants de l'Université du Luxembourg. En dehors des heures de cours, le grand public et les clubs et fédérations auraient également accès aux infrastructures sportives.

Le projet de construction ne semble pourtant pas prévoir d'infrastructures spécifiques destinées aux clubs d'athlétisme.

Au vu de ce qui précède je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports et à Monsieur le Ministre des Travaux publics :

1) N'aurait-il pas été opportun de prévoir la construction d'un stade d'athlétisme dans le cadre du nouveau complexe sportif à Belval afin d'en permettre une mise à disposition aux clubs d'athlétisme de la région en dehors des heures de cours ?

2) Quel est l'état d'avancement des planifications concernant un stade d'athlétisme régional à Differdange ?

3) Vos services analysent-ils d'autres options de sites pour l'implantation d'un stade d'athlétisme régional au sud du pays ?

4) Envisagez-vous éventuellement la construction d'infrastructures spécifiques pour l'athlétisme dans le cadre du nouveau lycée sportif à Mamer ?

5) Messieurs les Ministres ont-ils été saisis par les communes du sud du pays, les clubs d'athlétisme régionaux, la FLA ou le COSL en vue de la construction de ce type d'infrastructure ?

6) Les communes et clubs d'athlétisme, la FLA ou le COSL seront-ils impliqués dans la planification de nouvelles infrastructures ?

**Réponse** (05/09/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

ad 1) Le programme de construction du centre sportif à Belval, arrêté en 2019, découle d'une longue procédure d'analyse des besoins menée par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, en collaboration avec le Ministère des Sports. Il se fonde sur la prise en considération en priorité d'un ensemble de nécessités d'ordre scolaire et universitaire pouvant, le cas échéant, répondre aux besoins des associations sportives et des résidents sur les plans locaux et régionaux.

Pour des raisons fonctionnelles et budgétaires, la construction d'installations spécifiques dépassant les besoins de la formation pédagogique et de l'enseignement dans le domaine de l'éducation physique, tel qu'un stade d'athlétisme régional, n'a donc pas été retenue lors de l'établissement du programme de construction.

ad 2) Les dernières informations officielles du Ministère des Sports datent de l'été 2022 selon lesquelles la Ville de Differdange avait informé que le projet d'un stade d'athlétisme régional serait en suspens.

ad 3) Actuellement les services responsables du Ministère des Sports n'analysent pas d'options alternatives pour la construction d'un stade d'athlétisme régional au sud du pays.

ad 4) Dans le cadre de la nouvelle construction du Sportlycée Luxembourg à Mamer, un terrain d'athlétisme extérieur avec une piste de 200 m et 6 couloirs est prévu. Pour l'entraînement des disciplines de sprint court (50 m/80 m/100 m/110 m) une piste droite d'une longueur de 128 m est planifiée. Des infrastructures spécifiques pour le saut en longueur, le saut en triple et le saut à la perche ainsi que pour le lancer du disque, du marteau, du javelot et du poids seront également réalisées.

Vu la surface limitée du terrain d'implantation disponible, l'aménagement d'une piste d'athlétisme de 400 m n'est pas possible ; le cas échéant, le Sportlycée prévoit l'utilisation du stade d'athlétisme de l'Institut national des sports à Luxembourg-Cents.

À noter qu'en complément aux infrastructures extérieures, les halls sportifs ainsi que les salles de musculation, endurance et réathlétisation sont à disposition et à partager avec les athlètes d'autres disciplines sportives.

ad 5) Le Ministère des Sports fut approché en mars 2018 par les responsables de la Ville de Differdange. Selon les informations du ministère, la Fédération luxembourgeoise d'athlétisme (FLA) a également été saisie à ce sujet.

ad 6) Comme pour tout projet d'infrastructure sportive relevant de la compétence communale, un dialogue continu est maintenu entre ces entités et mes services. De surcroît, en ce qui concerne la construction d'un stade d'athlétisme, la Fédération luxembourgeoise d'athlétisme (FLA) est également étroitement consultée.

---

**Cardiologie du Centre Hospitalier du Nord** | Question **8186** (27/07/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Ech gouf drop opmierksam gemaach, datt de Moment an der Klinick zu Ettelbréck weesentlech manner „Herzschrittmacher" gesat géife ginn. Wéi déi al Equipe vun Häerzdokteren am CHdN aktiv war, goufen awer nach reegelméisseg där „Schrittmacher" gesat. Lo mussen d'Patienten aus dem Norden dacks an d'Stad oder op Esch an d'Klinick, wa se sou eng Operatioun gemaach kréien, well d'Waardezäit zu Ettelbréck spierbar eropgaangen ass.

Virun deem Hannergrond wollt ech d'Madamm Gesondheetsministesch Follgendes froen:

1. Ass d'Madamm Minister informéiert iwwer d'Aktivitéite vum neien Team vun Häerzdokteren am CHdN? Wa jo, wat ass hiert geneet Aarbechtsfeld?

2. Stëmmt et, datt spierbar manner „Schrittmacher" zu Ettelbréck gesat ginn? Wa jo, firwat ass dat esou?

3. Gëtt nees envisagéiert, fir mëttelfristeg méi där Interventiounen zu Ettelbréck duerchzeféieren?

**Réponse** (20/10/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. D'Missioune vum Service de cardiologie gi mat der erneierter Equipe vun zurzäit véier Kardiologen assuréiert, sou wéi déi gesetzlech Bestëmmungen et virginn. Et ass ze notéieren, dass zwee interventionell Kardiologen an och ee Rythmolog an där Equipe sinn.

ad 2. No enger temporärer Reduktioun vun den Zuelen ass d'Situatioun elo erëm wéi virum Wiessel vun de Kardiologen.

Am Iwwergang zu den neie Kardiologen am Centre Hospitalier du Nord (CHdN) gouf et engersäits en Impakt op d'Unzuel vun den implantéierte „Schrittmacher" an anerersäits gesäit d'Nomenklatur vun de medezinneschen Akte vir, dass gewësse „Schrittmacher", ënnert anerem déi sougenannten Defibrillatoren, nëmmen am Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle (INCCI) däerfe gesat ginn.

ad 3. D'Direktioun vum CHdN plangt mëttelfristeg nees méi kardiologesch Interventiounen zu Ettelbréck, an dëst, esoubal déi nei Equipe komplett operationell ass.

---

**Impact des nouvelles lois en matière de déchets** | Question **8187** (27/07/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Rezent gouf an der Press Kritick vun den Handelsvertrieder zu den neien Offallgesetzer geäussert. Am Spezielle geet et dorëms, dass zanter Ufank vun dësem Mount d'Supermarchéë verschidden Zorte vu frëschem Uebst a Geméis, bzw. Quantitéiten dovunner, net méi däerfen am Plastik verkafen.

Laut de Branchëvertrieder missten doduerch Liewensmëttel, déi aus dem Ausland importéiert ginn – wat de Groussdeel vun de Produiten ausmécht – aus hire Verpackunge geholl an nei verpaakt ginn. Doduerch géif am Endeffekt nach méi Offall generéiert ginn. Leider ass de Marché fir Lëtzebuerg ze kleng, soudass d'Produzenten net extra Verpackunge fir Lëtzebuerg produzéieren.

An dësem Kontext géif ech gäre weider follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Ass d'Ministesch sech dëser Problematik bewosst? Steet si am permanenten Austausch mat den Handelsvertrieder bzw. mat de Supermarchéen direkt?

2. Wa jo, ass d'Regierung gewëllt, eppes ze ënnerhuelen, fir eng Ëmverpakung vun de scho verpaakte Liewensmëttel ze evitéieren an esou zousätzlechen Offall ze spueren? Mussen do Upassungen um bestoende Gesetzestext gemaach ginn? Wa jo, wéi eng?

3. Gedenkt d'Regierung, eng Etüd duerchzeféieren, wéi vill Liewensmëttel nei verpaakt musse ginn, fir konform mat der Lëtzebuerger Gesetzgeebung ze sinn a wéi vill zousätzlechen Offall doduerch produzéiert gëtt?

**Réponse** (15/09/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Den Ursprong vun der gesetzlecher Dispositioun, déi mat 52 Stëmmen ugeholl gouf, ass an der Motioun 2951 vun 2019 ze fannen. An der Motioun, déi beim „Débat d'orientation sur la stratégie ‚Zéro déchets' et la restriction des déchets en matière plastique au Luxembourg" ugeholl gouf, gouf gefuerdert: „formuler à cet effet [réduction déchets en matière plastique] des mesures ambitieuses et efficaces, y inclus, – le cas échéant, des mesures supplémentaires issues des résultats de l'étude de faisabilité juridique et d'opportunité d'une interdiction d'emballages ou d'autres produits plastiques au-delà de celles prévues par la directive relative aux plastiques à usage unique." Dës Motioun hat eng breet Zoustëmmung an der Chamber fonnt.

Fir déi Dispositioun ëmsetzbar ze maachen, ass d'Approche gewielt ginn, fir déi lëtzebuergesch Dispositioun un de franséische Kader unzeleeën. Déi franséisch Autoritéiten hunn den 20. Juni 2023 nach emol hiren Dekreet ugepasst, deemno konnt duerch déi verschidden Delaien an de legale Prozesser keng 100 % Kohärenz garantéiert ginn. Déi franséisch Dispositioun ass den 1. Juli 2023 a Kraaft getrueden, mee gesäit elo schlussendlech nach eng Iwwergangsbestëmmung bis Enn 2023 vir.

Scho virum Akraafttriede vun där Mesure gouf et schonns Gespréicher mam lëtzebuergesche Liewensmëttelsecteur, souwuel mat de Branchëvertrieder wéi och mat eenzele Betriber. Déi Gespréicher waren dacks ganz praxisbezunn, zum Beispill fir een technesche Avis zu alternative Verpakungen. Ausserdeem gouf zesumme mat der Fédération luxembourgeoise de l'alimentation et de la distribution (FLAD) eng Nott ausgeschafft, déi d'Ëmsetzung vun der Dispositioun soll begleeden. Déi Nott ass um Site www.nulloffall.lu ze fannen, op deem een och vill aner nëtzlech Informatiounen zum Theema Offall fënnt.

Den Austausch mam Secteur ass (net nëmmen) an deem heiten Dossier wichteg, notamment, fir dass mer d'Entreprisen an de Consommateur bei der Transitioun zu enger méi nohalteger Consommatioun begleeden. D'ekologesch Transitioun, zu där och d'nohalteg Consommatioun gehéiert, ass eng Erausfuerderung fir eis Gesellschaft. Dofir ass et wichteg bei all hiren Aspekter, mateneen ze kucken, wéi een dat am beschten hikritt.

Déi gesetzlech Obligatioun stellt sécherlech eng Ëmstellung vun der Logistik bei deem engen oder aneren Acteur duer. Well déi Dispositioun awer schonns wärend dem legislative Prozess bekannt war, hu verschidden Acteuren och schonns fréizäiteg hir Logistik ugepasst a schonns zum Deel op plastikfräi Verpakungen ëmgestallt. Et gesäit een awer antëschent, dass

verschidde Produkter, duerch déi verschidde Liwwerketten, méi schwéier kënnen ëmgestallt ginn. Hei goufen, am Echange mat de Vertrieder vun der Fédération luxembourgeoise de l'alimentation et de la distribution (FLAD), aus enger Lëscht vu ronn 60 Produkter d'Endiven an d'Physalis identifizéiert. Mir wäerten och nach weiderhi mat de Betriber am Echange stoen, fir léisungsorientéiert un der Ëmsetzung vum Gesetz ze schaffen.

ad 2. Wéi déi éierbar Deputéiert Madamm Martine Hansen et richteg bemierkt, kënnt vill Uebst a Geméis, dat vun där Dispositioun betraff ass, aus dem Ausland an d'Verpakung ass net ëmmer un déi national Legislatioun ugepasst. D'Verpakungen, an deenen d'Uebst a Geméis zu Lëtzebuerg ugeliwwert gëtt, sinn deementspriechend an enger éischter Etapp schwéier ze vermeiden a falen, wann se net erëm benotzt ginn, als Offall un. Dofir hunn déi hei betraffen Acteure selwer och Interessi drun, fir manner där Verpakungen ze kréien, well si fir déi konform Behandlung vum Verpakungsoffall opkomme mussen. D'Liwwerkette beschtméiglechst unzepassen ass deemno och an hirem Interessi.

Niewent de lafende Beméiunge mam Handel zu Lëtzebuerg, gëtt op EU-Niveau am Moment un engem neien EU-Reglement iwwer Verpakungen a Verpakungsoffäll geschafft. Hei gëtt eng vergläichbar Mesure ewéi déi national Moossnam diskutéiert. Dëst soll zu enger weiderer Harmoniséierung ënnert de Memberstaate féieren. Aktuell ass an der EU-Propos virgesinn, dass keng Eeweeverpakung méi fir verschidde frësch Uebst- a Geméiszorten däerf benotzt ginn.

ad 3. Ewéi schonn an der éischter Fro uginn, si mer lafend am Kontakt mat der FLAD an dës Echangë wäerten och weidergefouert ginn. Et ass wichteg, de Retour vum Terrain ze kréien, fir Problemer, déi bei der Ëmsetzung entstinn, direkt kënnen ze erkennen a gemeinsam Léisunge kënnen auszeschaffen. Mir hunn der FLAD proposéiert, fir een éischte Bilan mat hire Memberen ze maachen. Opgrond heivu kënne verschidde Pisten analyséiert ginn, fir eventuell Problemer ze léisen. Heizou gehéieren ënnert anerem eng besser Informatioun a Berodung vum Client an de Betriber, mee och, wann de Besoin kloer identifizéiert ass, d'Preparatioun vu punktuellen Upassunge vum gesetzleche Kader. Zil soll et sinn, fir déi richteg Balance tëschent der Haltbarkeet vun de Produiten, de Liwwerketten an dem Verzicht op Plastikverpakungen hinzekréien.

**Respect du RGPD par Ryanair** | Question **8188** (28/07/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

La compagnie aérienne irlandaise Ryanair est accusée de malmener la protection des données personnelles en vérifiant de manière « abusive » l'identité des clients ayant réservé les services Ryanair via une agence tierce. La vérification de l'identité se ferait par reconnaissance faciale, que les clients doivent par ailleurs payer en supplément. D'après des articles de presse concordants, l'association autrichienne « Noyb », qui milite pour la protection des données personnelles, a porté plainte contre la société irlandaise et saisi l'autorité chargée de la protection des données en Espagne.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

– Est-ce que le Gouvernement est informé de la controverse entourant la compagnie aérienne irlandaise Ryanair ? Quelle est son appréciation de la situation ?

– Ne faudrait-il pas saisir également la Commission nationale pour la protection des données (CNPD), comme Ryanair est également actif dans notre pays ?

**Réponse** (22/08/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

La CNPD est en charge de contrôler et de vérifier si les données soumises à un traitement sont traitées en conformité avec le Règlement général sur la protection des données (RGPD). Elle est une autorité de contrôle indépendante et elle décide de l'opportunité des enquêtes qu'elle entreprend. Dans le cas d'affaires d'envergure européenne, ses travaux sont régis par le mécanisme de coopération et cohérence du RGPD.

La CNPD nous a confirmé que l'association « Noyb » a saisi l'agence espagnole de protection des données (en espagnol : Agencia Española de Protección de Datos, AEPD) concernant l'affaire mentionnée par l'honorable Député. Il appartient à l'AEPD d'apprécier quelle autorité de contrôle est compétente pour traiter la réclamation en question et quelle autorité de contrôle européenne est à considérer comme chef de file.

Elle indique qu'a priori l'autorité chef de file serait l'autorité irlandaise (en anglais : Data Protection Commission, DPC), étant donné que l'établissement principal de Ryanair est situé en République d'Irlande. La DPC serait alors en charge d'analyser et d'apprécier la conformité du traitement de données en question, y compris en ce qui concerne l'activité de Ryanair à Luxembourg ou dans d'autres États membres. Si un résident luxembourgeois introduisait une réclamation ayant un objet similaire auprès de la CNPD, celle-ci devrait alors transmettre la réclamation à son homologue irlandais.

**Extension du réseau RGTR** | Question **8189** (28/07/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An hirem Programm vun 2018 huet sech d'Regierung verflicht, den RGTR-Reseau bis 2030 emissiounsfräi ze maachen. Dëst bedeit ënnert anerem een Ausbau vun de Linnen, déi mat Elektrobusser gefuer ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Emissiounen hunn d'Busser vum RGTR-Reseau nach 2018 ausgestouss (op dat ganzt Joer gekuckt)?

2. Wéi vill Emissiounen hunn d'Busser vum RGTR-Reseau 2022 ausgestouss (op dat ganzt Joer gekuckt)?

3. Wéi vill Emissiounen hunn d'Busser vum RGTR-Reseau an den éischte 6 Méint vum Joer 2023 ausgestouss?

**Réponse** (24/08/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierte gräift de Regierungsprogamm op mam viséierten Ofbau vun den Emissiounen am RGTR duerch den Ausbau vun de Buslinnen, déi mat Elektrobusse gefuer ginn.

D'Emissioune vun de Busse vum RGTR-Reseau goufen ausgerechent fir déi 3 gefrote Perioden. Allerdéngs mussen déi gerechent an theoreetesch Wäerter an e gewëssene Kontext gesat ginn, well déi disponibel Donnéeën net déi selwecht sinn:

– De Reseau ass komplett reorganiséiert ginn an déi gefuere Kilomeeterleeschtung pro Joer ass ganz signifikativ eropgaangen.
– D'Kontrakter am RGTR goufen erneiert an déi disponibel Kilomeeterzuelen ënnerscheede sech doduerch,
• dass 2018 nach souwuel kommerziell Kilomeeter wéi eidel Kilomeeter statistesch erfaasst a bezuelt goufen,
• duerno de Reseau no an no ënnert den neie Kontrakter gefuer gouf (ab dem 17. Juli 2022 ongefeier 2/3, de quasi gesamte Reseau eréischt de 16. Juli 2023); Leerkilomeeter sinn am neie Kontrakt net méi erfaasst.

Déi follgend theoreetesch Zuele sinn zesummegestallt aus de Kilomeeteren, déi an de jeeweilege gefrote Perioden am RGTR-Reseau gefuer goufen, mat Berücksichtegung vun dem Verbrauch vun den eenzele Buskategorien.

ad 1. 44.284 Tonnen, bei gefuerenen 59,5 Milliounë Kilomeeter (mat Leerkilomeeter), ouni Elektrobussen.

ad 2. 43.876 Tonnen, bei gefuerene 75,6 Milliounë Kilomeeteren (deelweis ouni Leerfaarten), woubäi 22 % vum Gesamtkilometrage elektresch gefuer goufen.

ad 3. Vu Januar bis Juni 2023: 17.777 Tonnen, bei gefuerene 40,2 Milliounë Kilomeeter (deelweis ouni Leerfaarten), woubäi 40,6 % vum Gesamtkilometrage elektresch gefuer goufen.

**Émissions du transport public** | Question **8190** (28/07/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An hirem Programm vun 2018 huet sech d'Regierung als Zil gesat, d'Emissioune vun Treibhausgaser am ëffentlechen Transport bis 2030 ze verréngeren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Treibhausgaser (a %) goufen duerch den ëffentlechen Transport 2018 ausgestouss (op dat ganzt Joer gekuckt)?

2. Wéi vill Treibhausgaser (a %) goufen am ëffentlechen Transport an den éischte 6 Méint vum Joer 2023 ausgestouss?

3. Ëm wéi vill Prozent sollen d'Emissiounen nach all Joer falen, fir dass d'Zil 2030 erreecht ass?

**Réponse** (12/09/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierte gräift de Regierungsprogramm op mam viséierten Ofbau vun den Emissiounen am ëffentlechen Transport.

D'Passagéierzich esouwéi och den Tram ginn haut scho mat Stroum bedriwwen, deen zu 100 % aus erneierbare Quelle gewonne gëtt.

De Verbrauch vun der gesamter Busflott gëtt vun der Administration de l'environnement op Basis vun Zuele vum Statec a vun der SNCT berechent. Dës Zuele baséieren op dem reell verkaafte Carburant, der Zesummesetzung vun der Busflott an de gefuerene Kilomeeteren. Dëst bedéngt ee gewëssen Delai, wat d'Verfügbarkeet vun dësen Zuelen ugeet, esou baséieren d'Zuele fir 2022 an 2023 op enger Previsioun vun der Ëmweltverwaltung.

Allgemeng ass ze bemierken, dass den ëffentlechen Transport mat manner wéi 1 % vun de gesamte Klimagasemissioune par rapport zu den transportéierte Leit ee positiven Effekt op den Ausstouss vu Klimagasen huet.

ad 1. 2018 huet den ëffentlechen Transport ronn 0,7 % vum Gesamtaustouss laut Klimagesetz vu Klimagasen ausgemaach.

ad 2. Laut de Previsioune vun der Administration de l'environnement wäert den ëffentlechen Transport 2023 ongefeier 0,9 % vum Gesamtaustouss vu Klimagasen ausmaachen. Bei dëser virleefeger Zuel handelt et sech allerdéngs ëm eng Previsioun, déi weeder op dem effektive Kraaftstoffverbrauch nach op Ännerungen an der Flottenzesummesetzung baséiert ass. Wéi an der Äntwert op déi rezent parlamentaresch Fro N° 8189 erkläert, ass d'Gesamtzuel vun

de gefuerene Kilomeeter am stroossegebonnenen ëffentlechen Transport säit 2018 staark geklommen. Dëst erkläert zum Deel d'Eropgoe vum Pourcentage am Gesamtaustouss vu Klimagasen.

An der Äntwert op déi selwecht parlamentaresch Fro ass och eng méi detailléiert Oplëschtung vun der Evolutioun vun den Emissioune vun de Busser vum RGTR Reseau ze fannen.

ad 3. Fir d'Zil vun 0 % Klimagasemissiounen am ëffentlechen Transport ze erreechen, missten dës all Joer ëm ronn 14 % falen. Opgrond vun den aktuelle Kontrakter am Busberäich an der Entwécklung vun der Technologie, virun allem am Beräich vun de laangen Distanzen, wäert dës Entwécklung awer net linear stattfannen, mä an Etappen, wann dës Kontrakter erneiert ginn.

**Représentation dans les conseils d'administration des établissements publics** | Question **8191** (28/07/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An hirem Programm vun 2018 huet sech d'Regierung verflicht, dass 40 % vun de Vertrieder an den ëffentlechen Etablissementer Frae solle sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gläichheet tëscht Fraen a Männer dës Froe stellen:

1. Wéi vill Prozent Frae souzen 2018 an de Verwaltungsréit vun den ëffentlechen Etablissementer?

2. Wéi vill Prozent vun de Fraen, déi 2018 schonn ernannt waren, sinn och haut nach an de Verwaltungsréit aktiv?

3. Wat ass den Altersduerchschnëtt vun de Fraen an de Conseilen?

4. Wéi vill Prozent Frae sëtzen haut an de Conseilen?

**Réponse** (18/08/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

Den Taux vu Fraen an de Verwaltungsréit vun den ëffentlechen Etablissementer louch op den 30. Juni 2018 bei 34,06 % an op den 31 Dezember 2018 bei 34,69 %. Als Rappell, beim éischte Recensement op den 31. Januar 2015 louch dësen Taux bei 27,41 %.

Op den 31. Dezember 2022 louch den Taux vu Fraen an de Verwaltungsréit vun ëffentlechen Etablissementer bei 36,06 %.

Den Taux vun de Frae bei de Vertrieder vum Staat an de Verwaltungsréit vun ëffentlechen Etablissementer louch bei 39,47 % op den 30. Juni 2018 a bei 40,19 % op den 31. Dezember 2018. Als Rappell, beim éischte Recensement op den 31. Januar 2015 louch dësen Taux bei 30,34 %.

Op den 31. Dezember 2022 louch den Taux vu Frae bei de Vertrieder vum Staat an de Verwaltungsréit vun ëffentlechen Etablissementer bei 41 %.

D'Zuelen op den 30. Juni 2023 ginn am September dem Regierungsrot virgestallt an dono ëffentlech gemaach.

Et gi keng Donnéeë betreffend den Alter vun de Leit an de Verwaltungsréit gesammelt an et gëtt och kee Suivi vun de Changementer gemaach, et besteet just eng Bestandsopnam op den 30. Juni an den 31. Dezember vun all Joer. An deem Kontext sief nach ervirgehuewen, datt d'Regierung weiderhin d'Zilvirgab am Koalitiounsaccord 2018–2023 verfollegt, fir 40 % Fraen an de Verwaltungsréit vun den ëffentlechen Etablissementer ze erreeche respektiv ze halen. Och bei de Verwaltungsréit vun de Privatentreprisen, wou de Staat Actionnaire ass, ass d'Regierung bestrieft, en Undeel vu Frae vu 40 % ze erreechen. D'Sozialpartner sinn doriwwer eraus an engem Schreiwes encouragéiert ginn, fir verstäerkt Fraen an d'Verwaltungsréit ze beruffen.

Wat de Beräich vun de PME ubelaangt, sou sinn dës Lescht encouragéiert, um Programm Actions positives[20] vum Gläichstellungsministère deelzehuelen, fir och um Niveau vun den Entscheedungsgremien e méi staarke Fraenundeel ze kréien.

**Extension des capacités des P&R** | Question **8192** (28/07/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An hirem Programm vun 2018 huet sech d'Regierung verflicht, d'Kapazitéite vun de P&R bis 2020 ze vergréisseren a laangfristeg ze verduebelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi grouss war d'Kapazitéit vun de P&R 2018?

2. Wéi grouss war d'Kapazitéit vun de P&R 2020?

3. Wéi grouss ass d'Kapazitéit vun de P&R haut?

4. Bis wéini viséiert d'Regierung eng Verdueblung vun de Plazen?

**Réponse** (06/09/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Wéi et schonn am Modu 2.0 stoung, gouf et am Joer 2018 op nationalem Niveau eng ronn 13.000 P&R-Plazen.

ad 2. 2020 hate mir der du 14.700.

ad 3. Haut gëtt et op nationalem Niveau eng ronn 17.000 P&R-Plazen. Dobäi kënnt nach de P&R op der Cloche d'Or mat 2.000 Plazen. D'Mise en service ass hei virgesi fir den Hierscht 2023, soudass mir Enn 2023 op ronn 19.000 P&R-Plaze kommen.

ad 4. Et sinn eng Rei P&R-Projete wäit an der Planung, bzw. schonn am Chantier, dëst si follgend:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Wann een sech déi viraussiichtlech Kapazitéite vun den ugeféierte Projeten, un deenen am Moment schonn aktiv geschafft gëtt, ukuckt, gesäit een, datt d'Zuel vun 2018 sech iwwert déi kommend Jore sécher méi wéi verduebele wäert. Da kommen nach déi méi laangfristeg P&R-Projeten dobäi aus dem PNM35. Dëst si follgend Projeten:

P&R Ouest, Déplacement du P&R Bouillon, P&R A4/A13, P&R Erpeldange-sur-Sûre, P&R Dudelange Sud (A3), P&R Midfield a P&R Bettembourg.

**Habilitation de sécurité** | Question **8193** (28/07/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Artikel „Vertrauen ist gut, Kontrolle ist besser" vu reporter.lu gëtt op eng Rei Problemer beim legale Kader vun de Sécherheetsfräigaben opmierksam gemaach. Laut der NATO-Personalsécherheetsdirektiv ass eng Kontroll vun den zentrale Geriichtsarchiven an/oder anere vergläichbare Regierungs- a Policedossieren néideg als Deel vun enger Sécherheetsenquête.

Am Originaltext vum Gesetzesprojet kann een an deem Zesummenhang liesen:

„À ce jour, l'Autorité nationale de sécurité n'accède légalement qu'aux données figurant dans la partie ‚recherche' de la banque de données nominatives de la police générale. En revanche, elle ne dispose pas d'un accès à la partie ‚documentaire' de la banque de données prémentionnée. Alors que le fichier électronique y afférent fait renseigner sur la présence ou non d'un dossier correspondant, les procès-verbaux composant la partie ‚documentaire' de ladite banque de données décrivent les faits à l'origine dudit dossier. L'Autorité nationale de sécurité n'est donc actuellement pas en mesure de connaître le contenu du dossier policier de l'intéressé et ne peut de ce fait pas apprécier objectivement et en connaissance de cause si le demandeur présente toutes les garanties nécessaires à l'obtention d'une habilitation de sécurité."

An de parlamentareschen Amendementer vum Gesetzesprojet N° 7741 konnt een dann och liesen:

„L'accès de l'ANS à la partie ‚recherche' [...] n'étant plus opérationnel depuis la mise en place d'un nouveau fichier central en 2019."

An de parlamentareschen Amendementer vum 25. Abrëll 2023 zum Gesetzesprojet 6961 kann ee liesen, datt den Auteur vun den Amendementer der Meenung ass, datt den Enquêteur en Iwwerbléck muss hunn iwwer déi Persoun, déi ënner Enquête steet, fir ofhängeg vum Niveau vun der „Security Clearance" eng Risikoanalys ze maachen an esou festzestellen, ob déi Persoun déi néideg Garantië presentéiert. Dëst misst laut dem Auteur dozou féieren, datt den Enquêteur den integralen Accès zu all verfügbaren Informatioune vun de repressive Verwaltungen an de Justizautoritéiten iwwert déi Persoun huet. Den Auteur argumentéiert weider, datt d'Critèren, op deenen d'Sécherheetsenquête baséiert, d'Enquêteure verflichten, d'Protokoller an déi verschidde Berichter ze analyséieren.

Den aktuelle gesetzleche Kader fir den Zougang vum SRE zu Donnéeën am Kader vu Sécherheetsenquêten ass strikt limitéiert duerch den Artikel 22 vum geännerte Gesetz vum 15. Juni iwwer d'Klassifikatioun vun den Dokumenter a Sécherheetserklärungen. Dëse gesäit vir, datt den SRE am Kader vun de Sécherheetsenquêten ausschliisslech Zougang zu den Dateveraarbechtungsoperatiounen huet, déi am Artikel 10 Paragraph 2 vum SRE-Gesetz vun 2016 ernimmt ginn. Den Accès zu de Protokoller a verschiddene Berichter vun de repressive Verwaltungen an der Justiz sinn hei net abegraff.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Deelt de Premier d'Aschätzung vum Auteur vun de parlamentareschen Amendementer vum 25.04.2023 zum Gesetzesprojet N° 6961, no där d'Critèren, op deenen d'Sécherheetsenquête baséiert, d'Enquêteure verflichten, déi integral Protokoller a Berichter vun de repressive Verwaltungen an de Justizautoritéiten ze analyséieren, wëssend, dass dës vu senge Beamten an der Kommissioun virgestallt gi sinn?

2. Hunn d'Enquêteure vum SRE am Kader vun de Sécherheetsenquêten integralen Zougang zu de Protokoller an de verschiddene Berichter vun de repressive Verwaltungen oder de Protokoller a Berichter vum Procureur d'État?
– Wa jo, zanter wéini an op Basis vu wéi engem Artikel vu wéi engem Gesetz?

3. Hunn d'Enquêteure Stand haut Zougang zu den Informatiounen iwwer d'Behuelen an dem Entourage vum Bewerber (an ob dës strofrechtlech relevant sinn oder net) an ob se verurteelt goufen?
– Wa jo, zanter wéini an op Basis vu wéi engem Artikel vu wéi engem Gesetz?
– Muss all Persoun am Entourage hiren Accord ginn, fir datt dës Informatioune vum SRE am Kader vun enger Sécherheetsenquête bewäert kënne ginn?

[20] https://actionspositives.lu/les-3-pilliers/#pillier-2

4. Hunn d'Enquêteuren Zougang zu allen Informatiounen, déi zu enger Verurteelung, Fräispriechungen, Entloossungen oder der Rehabilitatioun gefouert hunn, esou wéi den Auteur vun de parlamentareschen Amendementer vum 25.04.2023 dat fir néideg hält?
– Wa jo, zanter wéini an op Basis vu wéi engem Artikel vu wéi engem Gesetz?

Ech bieden den Här Minister, follgend Tabell ze completéiere voire ze verbesseren, falls néideg:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

5. Wat ass de Prozentsaz vun aktuell gültegen Habilitatioune vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder Renouvellement) berouen, wou den Enquêteur Accès zu den integrale Procès-verbaux an de Rapporte vun der Police hat?

6. Wat ass de Prozentsaz vun aktuell gültegen Habilitatioune vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder Renouvellement) berouen, wou den Enquêteur Accès zu den integrale Procès-verbaux an de Rapporte vun der Justiz hat?

7. Wat ass de Prozentsaz vun aktuell gültegen Habilitatioune vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder Renouvellement) berouen, wou den Enquêteur Accès zu den integrale Procès-verbaux an de Rapporte vun der Douane hat?

8. Wat ass de Prozentsaz vun aktuell gültegen Habilitatioune vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder Renouvellement) berouen, wou den Enquêteur Accès zu den integrale Procès-verbaux a Rapporte vun der Administration de l'environnement hat?

9. Wat ass de Prozentsaz vun aktuell gültegen Habilitatioune vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder Renouvellement) berouen, wou den Enquêteur Accès zu dem integralen Dossier personnel vum Demandeur hat?

**Réponse** (16/08/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1., 2. a 4. Den Amendement 6 zum Gesetzesprojet N° 6961, op deen d'Fro sech bezitt an deen d'Krittäre vu Sécherheetsenquêtë betrëfft, konnt aus Zäitgrënn net, wéi vum honorabelen Deputéierten ugedeit, an der Institutiounekommissioun presentéiert an diskutéiert ginn an ass dofir och net ugeholl ginn (PV.IR21).

D'Autorité nationale de sécurité (ANS) ass responsabel, fir d'Sécherheetsenquêten am Kader vun den Habilitatiounsprozeduren auszeféieren. D'ANS baséiert sech bei hiren Enquêten op d'Gesetz vum 15. Juni 2004 (Loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité), dat a senger 3. Sektioun (Artikelen 21 bis 26) iwwer d'Enquête de sécurité handelt.

Am Kontext vun de Sécherheetsenquêten ass méi generell ervirzeträichen, datt d'Dispositiounen am aktuelle Gesetz vun 2004, souwéi am Projet de loi 6961, en Equiliber tëscht dem Schutz vun nationale Sécherheetsintressen am Kader vun eisen internationalen Obligatiounen an dem Dateschutz a Respekt vun der Privatsphär duerstellen, an datt d'Regierung net gewëllt ass, mat deem engen oder mat deem anere Prinzipp ze briechen.

Den Artikel 22 vum Gesetz vun 2004 garantéiert der ANS en direkten Accès zu den Datebanken, deen am Artikel 4 vum Gesetz vum 15. Juni 2004 iwwert den SRE (loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du SRE) gereegelt war. Am neie Gesetz vum 5. Juli 2016 iwwert d'Reorganisatioun vum SRE (loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du SRE) ass den direkten Accès op eng Rei Datebanken am Artikel 10 Paragraph 2 virgesinn. Wat der ANS hiren Accès op d'Policedatebanken ubelaangt, garantéiert d'Gesetz vun 2004 (Punkt b. vum Artikel 22) deen nämmlechten direkten Accès ewéi d'Gesetz vun 2016 (Punkt h. vum Artikel 10 Paragraph 2) op d'„partie ‚recherche' de la banque de données nominatives de police générale".

Den direkten Accès op d'„partie documentaire" ass an deenen zwee Texter net virgesinn.

De Staatsrot huet sech deemools a sengem Avis vum 12. Mäerz 2004, per „opposition formelle", géint en „accès généralisé, incontrôlé et direct dans le contexte des enquêtes de sécurité" ausgeschwat (doc. parl. 5134/2). Dëst erkläert de Renvoi vum Artikel 22 vum ANS-Gesetz op den Artikel 4 vum Gesetz iwwert de SREL vun 2004, wat déi opgelëschten Datebanken ugeet.

Doriwwer eraus huet de Staatsrot a sengem Avis vum 27. Abrëll 2004 per „opposition formelle" gefrot, den Accès op déi nominativ Datebanke vun der Police ze nuancéieren: „Le SRE ne peut avoir accès direct qu'à la seule partie ‚recherche' de cette banque de données, à l'exclusion des parties ‚documentaire et archives'." (doc. parl. 5133/6).

Och a sengem Avis vum 13. Dezember 2014 huet de Staatsrot op den „accès automatisé direct du SRE à la partie recherche de la banque de données nominatives de police générale" higewisen a Follgendes festgehalen: „[…] il faut veiller à ce qu'un tel accès direct ne porte pas sur des données de nature judiciaire" (doc. parl. 6675/03).

Wat den Accès op déi nominativ Datebanke vun der Police betrëfft, gesäit d'Gesetz vun 2016 iwwert den SRE also keng Ännerung an der Legislatioun am Verglach zum Gesetz vun 2004 vir. Mee duerch de Renvoi vum Artikel 22 vum ANS-Gesetz op den Artikel 10 vum Gesetz iwwert den SRE vun 2016 krut d'ANS en direkten Accès zu weideren Donnéeën, deen 2004 nach net virgesi war.

Den initialen Text vum Projet de loi 6961 beim Depot vum 2 Mäerz 2016 hat als Zil, den deemolegen Ufuerderunge vun der „Autorité de contrôle Art. 17" (vum Dateschutzgesetz vum 2. August 2002) Rechnung ze droen, wat den Accès op de Fichier central betrëfft.

De Rôle vun der Autorité de contrôle Artikel 17 fir de SRE(L) ass vum Staatsrot ëmmer erëm ervirgehuewe ginn, esouwuel a sengen Avisen am Joer 2004 zum Gesetz iwwert de SREL, wéi och a sengen Avisen an de Joren 2014 an 2015 zum Gesetz iwwert d'Reorganisatioun vum SRE.

Den 10. Juni 2015 huet d'Autorité de contrôle Art. 17 kloergestallt, datt den Artikel 4 vum SREL-Gesetz vun 2004 just den Accès op d'Partie „recherche" vun der nominativer Datebank vun der Police virgesäit, an datt den Accès vun der ANS op Procès-verbaux, déi de Parquet vun der Police kritt, just mam Accord vum Parquet méiglech ass.

Op Basis vun deem Constat huet d'ANS vun deem Moment un d'Demanden un de Parquet adresséiert. Dës Prozedur ass deemno esou 2016 am Projet de loi 6961 iwwerholl ginn (doc. parl. 6961/00) a bis August 2019 weidergefouert ginn.

An der Sessioun vum 28. Juni 2019 huet den SRE der Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht den Detail vu sengem Accès op d'Policedatebank exposéiert.

Opgrond vun der sougenannter Affär „casier bis", engem Audit vun der Generalinspektioun vun der Police (IGP) an engem Avis vun der nationaler Dateschutzkommissioun (CNPD) betreffend de Ficher central vun der Police, huet de Procureur général d'État decidéiert, den Austausch vun Informatioune mat der ANS am August 2019 anzestellen a sech op den Envoi vum Bulletin 2 vum Casier judiciaire ze limitéieren, bis datt eng eventuell gesetzlech Upassung gemaach wier.

No der Decisioun vum Procureur général d'État huet d'ANS Iwwergangsléisunge fonnt, déi dem Gesetz vum 1. August 2018 betreffend d'Ëmsetzung vun der Dateschutzdirektiv an dem Avis vun der CNPD Rechnung droen.

Déi Solutioun, déi aktuell en place ass, besteet an der Ëmsetzung vun der „loi modifiée du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière" an Zesummenaarbecht mat der Police. Am Kader vun dëser Prozedur mécht d'ANS eng Demande un d'Police nom Recherchëmodell „hit/no hit", kritt awer keen Accès op d'Procès-verbaux a Rapporten. Den Traitement vun de perséinlechen Donnéeën duerch d'Police an d'ANS ënnerläit der Kontroll vun der CNPD.

Wat d'Amendementer betreffend den neien Artikel 28 vum Projet de loi 6961 ugeet, sinn dës noutwenneg ginn opgrond vum Depot vum Projet de loi 7741 am Dezember 2020 betreffend d'Datebanke vun der Police am Allgemengen an dem Fichier central am Besonneschen, souwéi vum Depot vum Projet de loi 7882 betreffend d'Applikatioun JU-CHA.

Den Text iwwert den Accès op de Fichier central am Projet de loi 6961 muss alignéiert ginn op den Text am Projet de loi 7741, dee vun der Chamber gestëmmt ginn ass, a wou den Accès vun der ANS op den neie Fichier central gereegelt ass. An deem Sënn muss och den Avis complémentaire vun der CNPD vum 16. Juli 2019 consideréiert ginn (doc. parl. 6961/07).

D'CNPD huet sech an hirem Avis complémentaire vum 11. Juli 2023 betreffend den Accès vun der ANS op de Fichier central favorabel zu enger Previsibilitéit a méi Kloerheet prononcéiert (doc. parl. 7741/10).

Well d'Gesetz betreffend d'Datebanke vun der Police, wat den Accès op de Fichier central (Artikelen 2 an 3) ubelaangt, eréischt 6 Méint no der Publikatioun a Kraaft trëtt, wäert déi aktuell Iwwergangsléisung bis d'Akraafttriede vun den entspriechenden neien Dispositiounen applizéiert ginn.

Den neien Artikel 43quinquies (6) vum Gesetz beseet:

„Pour l'exercice de leurs missions légales en matière d'enquêtes de sécurité, un accès direct à la partie active du fichier central peut être accordé par le responsable du traitement aux membres de l'Autorité nationale de sécurité chargés des enquêtes de sécurité, nommément désignés par le directeur de l'Autorité nationale de sécurité. Les informations et données à caractère personnel accessibles sont celles prévues au paragraphe 7, à l'exception des procès-verbaux et rapports dont la personne fait l'objet. Les catégories de personnes qui peuvent être consultées sont celles prévues au paragraphe 3, points 1° et 2°, ainsi que par dérogation au paragraphe 5, alinéa 1er, celles prévues au paragraphe 4, points 1°, 2°, 5°, 8°, 9° et 10°. L'accès est exercé conformément à l'article 43quater, paragraphe 3, alinéa 1er, point 4°."

Den neien Artikel 43quiniquies (12) reegelt och den Zougang zu den Informatiounen, déi zu enger Verurteelung oder Fräispriechung gefouert hunn:

„Les décisions de condamnation, d'acquittement, de non-lieu ou de classement sans suites sont mentionnées dans le fichier central."

Den nei gereegelten Accès vun der ANS op de Fichier central ass eng logesch Suite vun de Gesetzer vun 2004 an 2016 a schaaft déi néideg Kloerheet a

Rechtssécherheet fir d'Police an d'ANS. De Bulletin 2 vum Casier judiciaire ass dobäi eng wichteg Source fir Informatiounen, déi der ANS laut Gesetz ëmmer zur Verfügung steet. Den Accès vun den Enquêteure vun der ANS op d'Partie active vum Fichier central ass op bestëmmte Kategorië vu Persoune limitéiert, entweeder well den Accès op all d'Kategorien net néideg ass oder well d'ANS Accès zu dësen Informatiounen iwwert de Casier judiciaire huet.

Ofschléissend soll bemierkt sinn, datt den Accès op d'Partie „recherche" vun den nominativen Datebanke vun der Police aus dem Artikel 10 Paragraph 2 h) vum SRE-Gesetz definitiv duerch den Artikel 7 vum Projet de loi 7741 gestrach gëtt. Den SRE brauch dësen Accès a senger neier Form als Fichier central net, fir seng legal Missiounen ze erfëllen, esou wéi se am Artikel 3 vum SRE-Gesetz definéiert sinn. D'Kooperatioun mat der Police ass am Artikel 9 vum SRE-Gesetz festgehalen.

ad 3. D'Habilitatiounsprozedur an déi associéiert Sécherheetskontrollen, déi op der Basis vum Gesetz vum 15. Juni 2004 ausgefouert ginn, respektéieren déi entspriechend international Reegelen, nämlech um Niveau vun der EU d'Décision du Conseil du 23 septembre 2013 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne, d'NATO-Direktiven zur Informatiounssécherheet an den Accord sur la Sécurité des informations entre les parties au Traité de l'Atlantique Nord avec ses annexes 1, 2 et 3, dee Lëtzebuerg de 14. Juli 1998 ënnerschriwwen huet an duerch d'Gesetz vum 15. Juni 2004 approuvéiert gouf.

D'EU-Decisioun an d'NATO-Direktive gesi vir, datt den „entourage proche" am Kader vun enger Habilitation de sécurité mat consideréiert gëtt.

D'Gesetz vum 15. Juni 2004 esouwéi d'EU-Direktiv an d'NATO-Direktiv gesi kee Consentement vum Entourage vir.

D'Regierung huet awer duerch den Amendement gouvernemental 20 vum 25. Juni 2018 proposéiert, d'Extensioun vun der Enquête de sécurité op den „entourage proche" national ze encadréieren. (doc. parl. 6961/02).

De Staatsrot huet den Amendement 20 den 13. November 2018 aviséiert an d'Verstäerkung vun de Rechter vun de concernéierte Leit approuvéiert, mat Aschränkungen, fir d'Proportionalitéit vun der Enquête ze garantéieren.

De Volet vun der Enquête de sécurité vum „entourage proche" ass a verschiddene Reunioune vun der Institutiounekommissioun analyséiert an amendéiert ginn:

– An der Reunioun vum 17. Juli 2019 gouf festgehalen, datt déi aktuell Legislatioun erlaabt, d'Enquête de sécurité op Leit aus dem Stot auszedeenen, opgrond vun der EU-Decisioun 2013/488. An deem Kader sinn nei Textpropositiounen diskutéiert ginn.

– An der Reunioun vum 15. Oktober 2019 ass d'Enquête de sécurité vum „entourage proche" diskutéiert ginn, wat Risiken ugeet, wéi den Traitement an d'Conservatioun vun den Donnéeën am Respekt vum Dateschutz (Gesetz vum 1. August 2018) sollte gemaach ginn. Als Konklusioun – och op Demande vun den Deputéierten an der Chamberskommissioun – ass zréckbehale ginn, datt am Allgemenge beim Traitement vun den Donnéeën an der Extensioun vun den Enquêtes de sécurité restriktiv sollt virgaange ginn (PV.IR 29).

– An der Reunioun vum 22. Oktober 2019 si parlamentaresch Amendementer ugeholl ginn, déi d'Enquête de sécurité vum Entourage proche, méiglech Temoignagë vu Referenzpersounen a Gespréicher mat Persounen, déi mam Demandeur oder mat sengem „entourage proche" zesummeliewen, betreffen.

De Staatsrot huet dës Amendementer den 28. Januar 2020 aviséiert a gefrot, d'Prozedur mat de Referenzpersounen ze sträichen. De Staatsrot huet och Virschléi gemaach, fir den Text méi kloer a lieserlech ze maachen (doc. parl. 6961/11).

– An der Reunioun vum 4. Mee 2021 stoungen d'Regierung an den SRE der Institutiounekommissioun Ried an Äntwert betreffend Affirmatiounen, déi am Communiqué vun der Personalvertriedung vum SRE gemaach gi sinn. Am Suivi dovunner huet de Staatsministère op Demande vun der Kommissioun eng Note gemaach.

ad 5. bis 9. D'Habilitatioune vun alle Mataarbechter vum Geheimdéngscht gi gemaach am Respekt vun den internationale Reegelen. Am Kader vun den Habilitatiounen erhieft d'ANS keng statistesch Donnéeë betreffend Accèse vun den Enquêteuren zu de verschiddenen Informatiounsquellen.

**Faillite de Kleos Space** | Question **8194** (31/07/2023) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

Der Press no gouf de 25. Juli 2023 op der Bourse vu Sydney bekannt, datt Kleos Space net fäeg ass, „temporär" Finanzéierung ze fannen, fir op méiglech Keessrecetten ze waarden. Den Dag duerno huet Kleos Space confirméiert, datt se géif a Faillite goen.

Néng vun de 16 Satellitten, déi vu Kleos Space an d'Ëmlafbunn gesat goufen, hu potenziell gravéierend Problemer entwéckelt oder solle bis Enn 2024 onnëtz ginn. Déi ënnert der Lëtzebuerger Flagg fuerend Entreprise gouf am Kader vun der „New Space"-Politick vum Étienne Schneider (LSAP) invitéiert, sech 2017 zu Lëtzebuerg ze installéieren.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un de Minister fir Wirtschaft stellen:

– Wéi vill huet de Lëtzebuerger Staat a Kleos Space investéiert? Wéi steet d'Regierung zu dëser annoncéierter Faillite?

– War de Minister sech de Problemer vun der Firma bewosst?

– Wéi erfollegräich sinn d'Investissementer vum Lëtzebuerger Staat an de Weltraumsecteur?

**Réponse** (07/09/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

De Lëtzebuerger Staat huet net an d'Firma Kleos Space investéiert an och keng Participatiounen an der Firma geholl.

D'Luxembourg Space Agency (LSA) an de Wirtschaftsministère hu reegelméisseg Echangë mam Betrib a waren esou och iwwert de verstäerkte Finanzéierungsbesoin an de Risiko vun enger Faillite vun der Firma informéiert. Et ass nach keng Prozedur fir eng eventuell Faillite opgemaach ginn an aktuell féiert d'Firma Kleos Gespréicher mat méigleche Repreneuren an Investisseuren, de Wirtschaftsministère an d'LSA sinn iwwer dës Gespréicher informéiert.

Haut zielt de Lëtzebuerger Weltraumsecteur ronn 80 ëffentlech a privat Acteuren, a beschäftegt iwwer 1.400 Leit. Et ass ee vun den dynameschste Secteure vun eiser Wirtschaft. Et ass och e Secteur, dee Lëtzebuerg international positionéiert.

De Lëtzebuerger Weltraumsecteur konzentréiert sech op spezifesch Aktivitéitsfelder, dorënner Weltraumressourcen, Telekommunikatioun an Äerdobservatioun. D'Entwécklung vum Weltraumsecteur ass op enger Linn mat den digitalen an nohaltegen Ziler vun der Lëtzebuerger Wirtschaft. D'Nohaltegkeet ass dofir am Zentrum vun der neier Weltraumstrategie fir d'Joren 2023 bis 2027. Dës ass a 4 grouss Beräicher opgedeelt:

– Nohaltegkeet vun Aktivitéiten op der Äerd
– Nohaltegkeet vun Aktivitéiten am Weltraum
– Nohalteg Notzung vu Space-Ressourcen
– wirtschaftlech Nohaltegkeet

De Weltraumsecteur am Allgemengen, an d'Äerdobservatioun besonnesch, droen derzou bäi, déi grouss Defie vum Ëmweltschutz unzegoen.

**Rue Clairefontaine à Diekirch (N17)** | Question **8195** (31/07/2023) de **M. André Bauler** (DP)

D'Kléck zu Dikrich, also d'Rue Clairefontaine (N17), ass zënter Joren an engem schlechten Zoustand. Souwuel den Ënnergrond, wéi och den Tapis (Couche de roulement), missten an noer Zukunft erneiert ginn.

Ufank Oktober 2020 hat den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten a senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro 2729 geäntwert, datt am September 2020 den detailléierten Avant-projet finaliséiert géif an nach Emprisë misste gemaach ginn. Den Appel d'offres public kéint no enger Rei Demandes d'autorisation ofgeschloss ginn, sou datt d'Aarbechte viraussiichtlech am Joer 2021 kéinten ufänken.

An deem Kontext wollt ech den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte Follgendes froen:

1. Wou ass d'Prozedur de Moment drun?

2. Gouf et Problemer bei den Emprisen?

3. Wéini kéinten d'Aarbechten ufänken a wéi géif dëse Chantier konkreet organiséiert ginn, fir den Impakt op d'Verkéiersflëss beschtméiglech ze geréieren?

4. Wéi vill Gefierer fueren duerchschnëttlech iwwert dës Strooss?
Gëtt et do rezent Miessungen?

**Réponse** (21/08/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Stroossebauverwaltung huet scho méi laang ee fäerdege Soumissiounsdossier betreffend d'Erneierungsaarbechten un der Nationalstrooss N17 virleien. Well awer d'Gemengen och vun där Geleeënheet profitéiere wollten, fir hir Infrastrukturen (Waasserleitungen a Kanal) an engems ze erneieren, konnten d'Aarbechte bis dato net ausgeschriwwe ginn.

Dëst, well d'Gemengen (Dikrech a Bettenduerf) nach net souwäit an hirer Planung waren.

Am Abléck waart d'Stroossebauverwaltung op de Vote vun de Gemengeréit zu hirem Deel vun den Aarbechten, sou datt all d'Aarbechte gläichzäiteg kënnen ausgeschriwwe ginn.

ad 2. Et gouf keng Problemer bei den Emprisen.

ad 3. Esoubal déi zwou Gemengen hiren Deel approuvéiert hunn, kann ausgeschriwwe ginn. Am Mee/Juni 2024 kéint de Chantier da viraussiichtlech ufänken.

Wärend den Aarbechte wäert d'Nationalstrooss N17 tëscht der Bréck (OA171) zu Gilsdref an der Cité militaire komplett fir de Verkéier gespaart sinn.

Fir den Impakt op de Verkéier ze limitéieren, wäert eng Ëmleedung iwwert de CR356A, de CR356 (rue Principale/route de Gilsdorf), d'Rue Joseph Merten, d'N14 (route de Larochette) a schlussendlech iwwert d'N17A (rue Alexis Heck) ageriicht ginn.

Et sief och drop higewisen, datt den Accès bei d'Privathaiser, déi um concernéierten Deel vun der Rue Clairefontaine leien, garantéiert bleift.

ad 4. Op der Nationalstrooss N17 befënnt sech de permanenten an automatesche Compteur Nummer 449. D'Auswäertung vun den Donnéeën tëschent dem 1. Januar 2023 an dem 30. Juni 2023 weist, datt d'Zuel vun de Gefierer, déi am Duerchschnëtt all Dag do fueren, bei 13.779 läit (Notzgefierer mat abegraff).

Déi Donnéeë sinn ëffentlech a kënne vu jiddwerengem zu all Moment réckwierkend op déi fënnef lescht Joer um Portail des travaux publics opgeruff ginn (https://travaux.public.lu/fr/infostrafic/comptage.html).

**Faillite de Kleos Space** | Question **8196** (31/07/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Firma Kleos Space huet de 26. Juli Faillite ugemellt. 16 Satellitten huet d'Firma zum Zäitpunkt vun der Faillite bedriwwen, esou d'„Tageblatt". Laut Advanced Television huet Kleos Space am Joer 2022 ronn 11 Millioune Verloscht gemaach.

D'Firma ass esouwuel zu Lëtzebuerg ewéi an Australien am Weltraumsecteur aktiv. De Wirtschaftsministère hat d'Entreprise ënnerstëtzt. Esou war den deemolege Minister bei Pressekonferenzen dobäi an d'Firma krut och eng Plaz um Space Campus op der Kockelscheier.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Hat de Staat geschäftlech Relatioune mat Kleos Space?
– Wa jo, a wat fir engem Kader?
– Wa jo, wat a wéi vill huet de Staat Kleos Space iwwert d'Jore fir dës Servicer bezuelt?

2. An engem Artikel vu „Luxembourg Times" vum 3. Abrëll ass ze liesen:
„Kleos started providing daily data deliveries to government spy agencies and commercial customers – its primary customers – earlier this year, it has told investors, and is now betting its fortunes will rise on the back of that. It landed a contract with a government intelligence agency it did not identify, which should start revenue flowing in the first half of this year, the company said in a separate March statement. A dozen other government agencies – also unnamed – and 31 companies are examining the data offered by Kleos."
– Awéifern ass d'Regierung iwwert dës Geschäfter informéiert?
– Ass der Regierung bekannt, ob Kleos Space hei mat Firme wéi NSO zesummeschafft?
– Handelt et sech bei dem staatleche Geheimdéngscht ëm den SRE?
– Weess d'Regierung, ëm wéi ee staatleche Geheimdéngscht et sech handelt?

3. Weider kann een am Artikel vun der „Luxembourg Times" liesen:
„Luxembourg's Economy Ministry last month also authorised Kleos to operate a constellation of up to 80 spacecraft, the company said, as the tiny nation is hoping to grab a niche role in the rapidly growing sector."
Wat geschitt elo mat deenen Autorisatiounen?

4. Wäert d'Plaz am Zenter op der Kockelscheier elo un eng aner Firma goen? U wéi eng?

**Réponse** (29/09/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

ad 1. D'Defense hat am Joer 2022 ee Kontrakt mat Kleos Space fir e Montant vun 1.053.000 Euro (TTC) ofgeschloss a realiséiert. Déi gesammelt Donnéeë sinn der NATO zur Verfügung gestallt ginn am Kader vun der Entwécklung vum „Allied Persistant Surveillance from Space"-Projet.

ad 2. A reegelméissege Reuniounen, déi d'LSA an de Wirtschaftsministère mat Kleos Space hunn, gëtt och generell iwwert d'Entwécklung vun der Clientèle vum Betrib geschwat, an et ass eng ëffentlech Informatioun, dass Kleos Space Servicer am Beräich Renseignement an Defense ubitt. Informatiounen zu de genauen Identitéite vun de Clienten ënnerleien dem Geschäftsgeheimnis.

Den SRE war an ass net Client vu Kleos Space.

ad 3. Aktuell féiert d'Firma Kleos Space Gespréicher mat méigleche Repreneuren an Investisseuren, et ass keng Prozedur fir eng eventuell Faillite opgemaach ginn. Déi vum Staat ausgestallten Autorisatioune kënne gegeebenefalls un e Repreneur vun den Aktivitéite weidergereecht ginn oder zeréckgezu ginn.

ad 4. Zu der Zukunft vun de Raimlechkeeten, déi Kleos Space um private Marché lount an déi net zum Space Campus gehéieren, kann d'Regierung keng Aussoe maachen.

**Chantiers sur les routes** | Question **8197** (31/07/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Moment sinn uechtert d'Land erëm op ville Stroossen, Schinnen an Tunnellen Aarbechte geplangt. Et kann dofir virkommen, dass een ënnerwee bis an d'Stad méi Chantieren ënnerwee begéint. Dëst war zum Beispill de Fall mam Chantier op der N12 tëscht Bour an Dondel, wou d'Deviatioun iwwert Miersch op d'Autobunn amgaangen ass, déi hirersäits wéinst den Aarbechten am Tunnel Gousselerbierg dofir gesuergt huet, dass den Trafick just nach bidirektional gelaf ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Chantiere sinn dëst Joer tëscht dem 15. Juli an dem 15. September geplangt? Ëm wéi eng handelt et sech?

2. Wat mécht de Ministère, fir d'Leit fréizäiteg iwwert dës Chantieren opzeklären?

3. Awéifern spillt et bei de Chantieren eng Roll, wann et sech ëm eng Haaptverkéiersachs handelt?

4. Wéi gëtt verhënnert, dass d'Deviatioun vun engem Chantier net d'Deviatioun vun engem anere verlängert?

**Réponse** (12/09/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. An där vum Här Deputéierte genannter Period ginn natierlech vill Stroossenaarbechte gemaach, well allgemeng manner Trafick ass a well et sech am Prinzipp ëm déi beschten Zäit handelt, fir gréisser Aarbechten duerchzeféieren. Heibäi handelt et sech esouwuel ëm Entretiensaarbechten ewéi och ëm d'Ëmsetzung vun neie Projeten.

Et ass awer och esou, datt de Kollektivcongé an dës Period fält, wou de Génie civil fir ronn 3 Woche praktesch zum Stëllstand kënnt.

An der gefroter Period gouf et deemno op de Staatsstroosse 406 Chantieren a Manifestatiounen, dovunner eleng 36 Manifestatiounen, inklusiv d'Spärunge fir de Vëlosummer 2023.

Allgemeng falen ënnert déi reschtlech Chantieren esouwuel Laangzäitchantieren, déi schonns amgaange waren oder an där Period ufänken oder fäerdeg gi sinn, ewéi och Dageschantieren a Weekendschantieren. Déi verbleiwend 370 Chantiere kann ee follgend kategoriséieren:

– Chantieren am Kader vun enger Permission de voirie (70);
– Entretienschantiere vun de Stroossen (154);
– Markéierungsaarbechten (5);
– Stroossebeliichtungen (13);
– Leitplankereparaturen (25);
– Bréckeninspektiounen an -aarbechten (20);
– Tunnelchantieren (8);
– Eisebunnschantieren (3);
– Kanalisatiounsaarbechten (18);
– Entretien vu begréngte Flächen (16);
– Entretien vun elektreschen an elektromechaneschen Equipementer (11).

Zousätzlech kommen dann eng Rei Eenzelchantieren derbäi, déi lo net direkt ze kategoriséiere waren (27).

Fir déi gréisser Chantiere vun der Autobunn kann ee follgend Chantieren uginn, déi awer gréisstendeels wärend dem Weekend respektiv nuets stattfanne respektiv stattfonnt hunn:

– refonte des équipements CITA dans le tunnel Gousselerbierg de l'autoroute A7 ;
– refonte de l'éclairage du viaduc de Lorentzweiler de l'autoroute A7 (LED) ;
– travaux en relation avec la réhabilitation de l'ouvrage d'art „Bowstring Schifflange" et réfection couche de roulement entre la Jonction Esch et la Croix de Bettembourg de l'autoroute A13 ;
– renouvellement de la couche de roulement entre l'échangeur Helfenterbruck et l'échangeur Mamer de l'autoroute A6 ;
– renouvellement de la couche de roulement sur la Croix de Gasperich ;
– dans le cadre de la construction de la liaison Micheville : Fermeture de l'autoroute A4/B40 entre la Jonction Lankelz et l'échangeur Belval-Gare ;
– entretien de certains portiques de l'autoroute A1 avec fermeture de l'échangeur Strassen ;
– réfections sur l'OA1040 sur le CR231 entre Hesperange et Howald ;
– fermeture complète de l'échangeur Colmar-Berg de l'autoroute A7 pour réalisation de travaux pour le compte de Creos.

ad 2. D'Dauer an déi jeeweileg Deviatioune ginn am Trafickinfo agedroen, ewéi och op den Internetsitten „www.travaux.publics.lu" a „www.cita.lu" ugewisen.

Zousätzlech ginn och Communiquéen un d'Press an un déi concernéiert Gemenge geschéckt. Den RGTR an de CGDIS ginn natierlech och am Viraus informéiert.

Ausserdeem ginn och Panneauen op de Stroossen opgestallt, ewéi och d'Infopanneauen op eisen Autobunne benotzt, fir d'Leit ze informéieren.

ad 3. Natierlech huet ee Chantier op enger Haaptverkéiersachs ee méi däitlechen Impakt op de Verkéier an de Schoultransport. Well op dësen Achsen awer och reegelméisseg den Entretien gemaach muss ginn, gëtt opgepasst, fir d'Haaptachsen net gläichzäiteg ze späre an den Trafick esou gutt et geet, op Deviatiounsstrecken ëmzeleeden. Chantieren op esou Stroossen (Autobunne souwéi och eng Rei Nationalstroossen) ginn dohier sou geplangt, fir den Impakt op de Verkéier sou geréng wéi méiglech ze halen, andeems zum Beispill och an Zäite geschafft gëtt, wou manner Trafick op de Stroossen ass (Schoulvakanzen, Weekender, nuets etc.).

Bei Spärunge vun enger Haaptverkéiersachs kënnt et och mol zu méi laangen Deviatiounen (cf. N12, Bréckechantier zu Bour), well et keng gëeegent Alternativen am direkten Ëmfeld gëtt. Do kënnt et dann och séier zu Konflikter mat Spärungen, déi bedéngt sinn duerch aner Contrainten, wéi d'Aarbechten am Tunnel Gousselerbierg. Allgemeng gëtt natierlech versicht, den

Impakt op den Trafick esou kleng wéi méiglech ze halen an d'Deviatiounen esou verständlech wéi méiglech auszeweisen.

Et sief och drop higewisen, datt (um Beispill vum Autobunnsreseau) gréisser Stroossechantieren, déi eng komplett Spärung fir den Trafick erfuerderen, duerch all déi genannte Contrainten zäitlech op maximal 10 bis 15 Weekender pro Joer limitéiert sinn. Op dëse Weekender muss dann och geschafft ginn, fir de bestoende Reseau fir déi nächst Jore resilient ze halen.

ad 4. Opgrond vun der Unzuel, der Komplexitéit an der Wiederofhängegkeet vun all de verschiddenen Aarbechten a Chantieren, eréi och deene verschiddene Geneemegungsoplagen, ass d'Stroossebauverwaltung oft zäitlech limitéiert, fir déi verschidden Aarbechten duerchzeféieren. Ausserdeem kann et och virkommen, datt duerch Liwwerengpäss beim Material, zousätzlech Aarbechten duerch Imprevuen an Urgencen et zu Verspéidungen am Planning kënnt.

Dëst waren ënnert anerem och d'Grënn, firwat d'Aarbechten op der N12 tëscht Bour an Dondel net eréi geplangt virum Kollektivcongé fäerdeg gi sinn, mee bis Mëtt September verlängert hu misse ginn.

Allgemeng gëtt ëmmer probéiert, mat eisem aktuelle Stroossereseau déi beschtméiglech Alternativ unzebidden, wou awer net ausgeschloss ass, datt eng Deviatiounsstreck duerch een anere Chantier verleeft.

D'Stroossebauverwaltung huet eng informatesch Applikatioun, wou all d'Chantieren, déi op Staatsstroosse stattfannen, agedroe ginn. Sou soll verhënnert ginn, datt eng Deviatioun vun engem Chantier, d'Deviatioun vun engem anere verlängert.

Och all Informatiounen zu Manifestatiounen oder anere Spärungen duerch Drëtter (Gemengen, privat a kommerziell Organisateuren etc.) déi der Stroossebauverwaltung matgedeelt ginn, ginn hei opgeholl.

Informatioune vu Chantieren op Gemengestroossen, déi een Impakt op de Staatsreseau hätten, stinn awer nëmmen an engem ganz gerénge Mooss zur Verfügung.

**Lux-Airport SA, Société de l'Aéroport de Luxembourg** | Question **8198** (31/07/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Eisen Informatiounen no gëtt et bei der Firma lux-Airport SA, Société de l'Aéroport de Luxembourg, am Kader vum Projet „Skypark Business Center" um Findel Retarden, wat d'Bezuele vun de Rechnunge vun den engagéierten Entreprisen an de Fournisseuren ugeet. Och géif et an de Kontrakter eng Klausel ginn, déi beseet, datt lux-Airport bei Retarde vun de Rechnungen 10 Prozent Strofzënse bezuele muss.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Transportminister a Minister fir ëffentlech Baute stellen:

– Kann den Här Minister confirméieren, datt et bei der Firma lux-Airport SA Retarde beim Bezuele vun de Rechnunge gëtt?
• Wa jo, wat sinn d'Grënn fir dës Retarden?
• Wa jo, wéi vill Rechnunge stinn nach op an ëm wat fir eng Zomm handelt et sech?
• Wéini wäerten d'Rechnunge bezuelt ginn?

– Kann den Här Minister confirméieren, datt an de Kontrakter mat den engagéierten Entreprisen a Fournisseuren eng Klausel virgesinn ass, datt am Fall vu Retarden 10 Prozent Strofzënse fälleg sinn?

– Wéi vill wäert de Projet „Skypark Business Center" um Findel insgesamt kaschten?
• Gëtt den urspréngleche Budget agehalen?
• Wann nee, wat sinn d'Ursaache fir den Depassement?

**Réponse** (06/09/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Regierung geréiert net den deegleche Betrib vun der Société de l'Aéroport de Luxembourg SA (lux-Airport).

Doriwwer eraus muss lux-Airport als privatrechtlech Gesellschaft keng Stellung an der Ëffentlechkeet huele bezüglech kommerziell Accorden oder kontraktuell Detailer mat ausféierende Firmen.

**Réorganisation du Service de renseignement de l'État** | Question **8199** (31/07/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Dans un article publié récemment sur reporter.lu, « Vertrauen ist gut, Kontrolle ist besser », il est question de la réorganisation du Service de renseignement de l'État (SRE), notamment en ce qui concerne l'accès aux pièces classifiées. Le SRE ne serait pas en mesure d'effectuer correctement son travail, notamment en ce qui concerne la « security clearance », soit l'habilitation de sécurité. L'article évoque également le licenciement d'un collaborateur faisant partie de la représentation du personnel, qui serait intervenu après avoir attiré l'attention de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) sur une possible non-compatibilité de la réforme du SRE à venir avec les critères de l'OTAN.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État :

1) L'auteur de l'article estime que l'absence de réforme dans le domaine de l'accès aux pièces classifiées « constitue un risque pour la sécurité du Luxembourg – et de ses alliés ». Est-ce que Monsieur le Ministre partage cet avis ? Dans l'affirmative, dans quelle mesure est-ce que la sécurité du Luxembourg est mise en danger ?

2) Les travaux parlementaires entourant la réforme de l'accès aux pièces classifiées semblent n'avancer qu'à très petits pas, puisque Monsieur le Ministre avait déposé le texte en question en 2016. À qui en revient la responsabilité ?
– Comment est-ce que Monsieur le Ministre explique que la réforme dans son ensemble du Service de renseignement de l'État ne soit toujours pas réalisée ?
– Comment est-ce que Monsieur le Ministre explique les délais parfois très importants séparant la préparation de documents nécessaires à la bonne poursuite des travaux parlementaires (amendements gouvernementaux, prise de position suite à un communiqué de presse de la représentation du personnel au sujet du texte de la réforme) ?

3) Le département du Service de renseignement de l'État qui s'occupe actuellement de la délivrance de l'habilitation de sécurité n'a qu'un accès limité à la base de données de la police et doit donc demander au parquet de pouvoir consulter un dossier de police, ce qui ne reposerait pas sur une base juridique solide. Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer cet état de fait ?
– Comment est-ce que le Service de renseignement de l'État pourrait-il délivrer en toute conscience des habilitations de sécurité s'il ne peut avoir accès aux bases de données nécessaires ?
– Combien de demandes du Service de renseignement de l'État ont été adressées au parquet depuis 2019 (par année) ?
– Dans le cas où Monsieur le Ministre refuserait de divulguer cette information, pourquoi est-ce que cette information ne peut-elle pas être rendue publique ?
– Est-ce que Monsieur le Ministre estime la collaboration entre le Service de renseignement de l'État et le parquet comme étant satisfaisante ?

4) D'après l'article, le président de la représentation du personnel a été licencié pour avoir attiré l'attention de l'OTAN sur une possible non-compatibilité de la réforme à venir. Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer le licenciement du collaborateur en question ?
– Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons exactes ?
– En quoi est-ce que l'envoi d'un projet de réforme (qui est du reste disponible publiquement sur le site Internet de la Chambre des Députés) constituerait un motif de licenciement valable ?
– Est-ce que les amendements parlementaires adoptés plus récemment par la Commission parlementaire sur le projet de réforme tiennent effectivement compte des objections formulées par le collaborateur licencié, comme l'indique l'auteur de l'article, et est-ce qu'ils sont davantage en phase avec les obligations internationales en matière de sécurité du Luxembourg ?
• Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre ne considère pas que ces amendements parlementaires sont le fruit d'un dialogue social réussi ?
• Est-ce que Monsieur le Ministre considère qu'une communication formulée au nom d'un syndicat, sous condition qu'elle ait été validée par les membres de la représentation du personnel quant au contenu et à la forme, engage la responsabilité individuelle de la personne syndiquée ayant formulé cette communication, dans ce cas précis le président de la représentation du personnel ?
• Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'il s'agit d'une atteinte à la liberté syndicale en matière d'emploi ?

5) Si le Luxembourg ne remplit pas les standards minimums en matière de sécurité prévus par l'OTAN, les services secrets étrangers pourraient refuser de coopérer avec le Service de renseignement de l'État en matière d'échange d'informations. Le Service de renseignement de l'État ne serait d'ailleurs pas nécessairement au courant s'il était exclu de cet échange d'informations.
– Est-ce que Monsieur le Ministre voit un risque d'être exclu de la collaboration internationale ?
– Est-ce que Monsieur le Ministre considère que l'approche du Gouvernement est en phase avec les obligations internationales du Luxembourg ?

**Réponse** (16/08/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1) Le Luxembourg a à tout moment été à même de délivrer des habilitations de sécurité conformes aux normes nationales et internationales applicables. La gestion des habilitations de sécurité n'a donc pas constitué de risque pour la sécurité du Luxembourg et de ses alliés.

ad 2) Le projet de loi n° 6961 a connu, au cours de sa genèse, un certain nombre de vicissitudes qui ont ralenti les travaux, dont notamment en 2019 l'affaire dite du « casier bis » qui a conduit les auteurs du projet de loi à devoir composer avec les modifications législatives qui allaient être envisagées en matière de fichiers de police ou de l'application JU-CHA (projets de loi n° 7741 et n° 7882 respectivement) et qui allaient avoir un impact direct sur le projet de loi n° 6961. Plutôt que de poursuivre les travaux sur base de prémisses qui allaient rapidement être dépassées, il a (plutôt) été retenu de suivre la progression des réformes entamées dans le cadre des projets de loi n° 7741 et n° 7882 et d'adapter le projet de loi n° 6961 à cette nouvelle donne, a fortiori parce que la solution intermédiaire mise en place donne à l'ANS les accès requis pour mener à bien ses missions en matière d'enquêtes de sécurité.

Le Gouvernement renvoie à ce sujet à la réponse donnée à la question parlementaire n° 8193 de l'honorable Député Sven Clement.

ad 3) Le Gouvernement renvoie à ce sujet à la réponse donnée à la question parlementaire n° 8193 de l'honorable Député Sven Clement.

ad 4) Le Gouvernement ne se prononce pas sur des affaires disciplinaires en cours devant les instances compétentes.

ad 5) Le Gouvernement renvoie à la réponse à la question n° 1 reprise ci-dessus.

**Augmentation récente de la délinquance** | Question **8201** (02/08/2023) de **M. Léon Gloden** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

Rezent ass et zu aussergewéinlech villen Iwwerfäll a souguer Messerpickereien uechter d'Land komm. Eleng bannent deene leschte puer Deeg koum et zu enger Messerpickerei zu Gréiwemaacher, zu enger Schéisserei zu Esch an zu enger weiderer Messerpickerei zu Rëmerschen. Dobäi kommen eng ganz Partie Iwwerfäll an Abrëch, déi vun der Police verzeechent gi sinn. Dës Tendenzen, déi eng kloer Hausse u graven Infraktioune weisen, sinn a Vakanzenzäiten, wéi dat aktuell de Fall ass, ëmsou méi beonrouegend.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Woura gesäit den Här Minister d'Ursaache fir dës rezent signifikant Hausse u graven Infraktiounen?

2. Wat gedenkt de Minister ze ënnerhuelen, fir dësen Tendenzen entgéintzewierken?

3. Wat ass schonn ënnerholl ginn, fir esou Virfäll preventiv entgéintzewierken?

**Réponse** (29/08/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. an 2. D'Froe vun den Hären Deputéierte mussen an de Kontext vun der Mediatisatioun vun eenzele Faite gesat ginn.

Wéi scho bei der Presentatioun vun de polizeileche Kriminalitéitsstatistiken ufanks des Joers präziséiert, ass festzestellen, dass eenzel Incidente grouss mediatiséiert ginn a vill iwwert d'Réseaux sociaux verbreet ginn, ouni dass dat awer statistesch aussokrafteg wier a punkto Unzuel bzw. Representativitéit.

Och kann ëmmer nëmmen de Fait brut matgedeelt ginn, sou wéi e sech déi éischt Momenter duerstellt. Éfters ginn awer no den éischten Enquête-Elementer Aspekter ersiichtlech, déi de ganzen Incident an engem anere Liicht erschénge loossen, mee déi aus enquêtetechneschen a prozedurale Grënn vun der Justiz herno net méi kommunizéiert kënne ginn.

Et gëtt eng generell Hausse vun der Kriminalitéit zu Lëtzebuerg, esou wéi se och an den Nopeschlänner festzestellen ass. Allerdéngs ass zu de Statistike vun deene grave Faiten, op déi sech d'Froe vun den Hären Deputéierte bezéien (Messerpickerei, Schéisserei), aktuell keng Hausse festzestellen, mee eng Tendenz zu enger Baisse. Aus deene bekannte Grënn, déi och ëmmer bei all Presentatioun vun de polizeileche Kriminalitéitsstatistiken erwäänt ginn, kënnen aktuell keng offiziell Zuele kommunizéiert ginn, well se ë. a. nach ze vill fluctuant sinn.

Deen Trend vun enger Baisse a verschiddene vun deene viséierte Faite vun dëser QP, ass iwwert déi lescht Méint konstant festzestellen.

ad 3. Aktuell weist déi cibléiert Preventiounsaarbecht vun der Police éischter positiv Entwécklunge vu verschiddene polizeileche Kriminalitéitsstatistiken an de vun dëser QP cibléierte Beräicher. Och geziilt Actions d'envergure an Enquêten, déi säitens der Police an Zesummenaarbecht mat der Justiz duerchgefouert goufen, weise positiv Resultater. Den MSI an d'Police wäerte weiderhin d'Situatioun analyséieren a mat de kompetente Partner zesummeschaffen, fir adaptéiert Mesuren opzestellen an d'Police weider ze stäerken.

**Règles de rotation des cultures et utilisation des jachères** | Question **8203** (03/08/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

D'lescht Joer hat d'EU-Kommissioun als Reaktioun op den Ukrainkrich déi obligatoresch Flächenstilllegung vu 4 Prozent an d'Rotatioun bei de Kulturen ausgesat, dat mam But, d'Liewensmëttelversuergung op internationalem Plang ze garantéieren. Nodeems Russland d'Kärenofkommes Mëtt Juli net méi verlängert huet, besteet nees de Risiko, datt et zu enger weltwäiter Liewensmëttelknappheet kënnt. An der Sëtzung vun der Agrarkommissioun nom Agrar-Conseil vum 25. Juli zu Bréissel huet de Minister gesot, de Sujet kéim eréischt am September op den Ordre du jour vum Conseil.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

– Setzt Lëtzebuerg sech am September fir eng Verlängerung vum Aussetze vun der Flächenstilllegung an der Rotatioun an, fir esou d'Liewensmëttelsécherheet ze garantéieren?
• Wann nee, aus wat fir Grënn ass d'Regierung géint e weidert Aussetze vun der Stilllegung an der Rotatioun?

**Réponse** (12/09/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Lëtzebuerg huet am Moment eng ofwaardend Approche bezüglech der Aussetzung vun der Flächenstilllegung vu 4 % a vun der Rotatioun vun de Kulturen op den Akerflächen.

D'Entscheedung, fir sou eng Verlängerung ze erméiglechen, läit bei der EU-Kommissioun, ass awer à ce stade nach net geholl ginn an am aktuelle Kontext och net ze erwaarden.

Duerch den Ausbau vun de Solidaritéitskorridoren iwwert de Land- a Waasserwee konnt eng Liewensmëttelverknappung ofgefiedert ginn. D'Kärenexporter aus der Ukrain an d'EU sinn esou am vergaangene Joer vum Wäert vu 7 Milliarden Euro op 13 Milliarden Euro geklommen.

D'Kärepräisser hunn sech no extreeme Präishaussen am Joer 2022 aktuell op engem éischter niddregen Niveau agependelt.

Des Weideren ass et am Hibléck vun der Previsibilitéit vun der EU-Legislatioun a vun der Planungssécherheet an eise Betriber kontraproduktiv, déi elo a Kraaft getruede Reegelen op en Neits ze änneren.

**Installation de la société américaine PureCycle à Luxembourg** | Question **8204** (03/08/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Dans un article publié récemment sur paperjam.lu, « PureCycle ou le récit d'une autre occasion gâchée », il est question de la société américaine PureCycle, qui aurait eu l'intention de s'installer au Luxembourg. D'après l'article, la société a finalement préféré y renoncer face aux délais très longs de l'Administration de l'environnement. Il s'agirait donc d'un nouvel exemple d'une société qui a jeté l'éponge à la suite des procédures fastidieuses et interminables de l'Administration de l'environnement.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

– Est-ce que le Gouvernement peut confirmer que la société PureCycle avait manifesté son intention de s'installer au Luxembourg ?

– Dans l'affirmative, pourquoi est-ce que cette société n'a pas pu s'installer au Luxembourg comme elle le souhaitait ? Est-ce que le Gouvernement peut confirmer le montant des investissements qui étaient prévus et les emplois qui auraient pu être créés ? Quelle est son appréciation de la situation ?

– Les raisons invoquées dans l'article semblent pointer vers les procédures très longues de l'Administration de l'environnement. Est-ce que Madame la Ministre de l'Environnement peut faire l'inventaire des échanges ayant eu lieu avec la société PureCycle et quels ont été les délais de réponse ?
• Quels sont les délais de réponse normalement prévus dans ce type de situation ?
• Si les délais trop longs sont à l'origine de l'échec des négociations pour l'implantation de cette société au Luxembourg, est-ce que le Gouvernement n'estime pas que ces délais devraient être revus considérablement à la baisse ?
• La société en question indique sur son site Internet « voir les déchets plastiques comme une ressource renouvelable » et se spécialise donc dans le recyclage du plastique – une entreprise qui devrait donc s'inscrire pleinement dans la stratégie d'économie circulaire affichée par le Gouvernement. Pourquoi est-ce que le Gouvernement n'a pas fait les efforts nécessaires pour s'assurer de l'implantation d'une telle société au Luxembourg ?

– Est-ce que le Gouvernement peut confirmer que la société s'est finalement installée en Belgique pour son premier emplacement en Europe ?

– Est-ce que compte tenu des cas d'échecs cuisants pour attirer de nouvelles entreprises au Luxembourg ces dernières années – Fage, Knauf, Google et maintenant PureCycle – , le Gouvernement n'estime pas qu'il serait nécessaire de revoir sa politique d'attraction des investissements d'entreprises étrangères ?

**Réponse** (15/09/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Les ministres tiennent à préciser que plusieurs informations de l'article cité par l'honorable Député sont erronées.

Aucune demande d'autorisation n'a été introduite par l'entreprise et il n'y a eu aucun échange entre l'Administration de l'environnement ou bien avec le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et la société PureCycle.

Il y a eu des échanges généraux et peu concrets entre le Ministère de l'Économie et un cabinet de conseil dont l'entreprise PureCycle s'était attaché les services, ainsi qu'avec l'entreprise PureCycle. Ces échanges concernaient la collecte d'informations préliminaires, dans le cadre des démarches de la société pour évaluer ses possibilités de développement en Europe et préparer un éventuel projet d'investissement.

Le Ministère de l'Économie a ainsi fourni à l'entreprise et à ses conseillers des informations générales, notamment concernant l'environnement économique, la disponibilité de terrains de grande envergure en zones d'activités, les réseaux, les autorisations nécessaires

pour l'implantation d'une activité industrielle et les différents délais qui y sont liés et fixés légalement.

Après quelques échanges en 2020, aucun plan d'affaires pluriannuel ou projet d'investissement concret avec des montants d'investissement et un nombre de salariés envisagés n'a jamais été présenté au Ministère de l'Économie. Cependant, la très grande dimension du terrain apparemment nécessaire pour l'activité envisagée ainsi qu'une consommation particulièrement importante en eau de l'entreprise sur son site aux États-Unis laissaient déjà planer un doute sur la faisabilité du projet dans un pays au territoire restreint. Les derniers échanges avec le cabinet de conseil en question en janvier 2021 indiquaient qu'un site en Allemagne ou aux Pays-Bas était envisagé et clôturaient ces échanges préliminaires.

De manière générale, tout intéressé peut s'adresser à tout moment aux services du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, que ce soit pour un projet non encore développé, des questions en amont de l'introduction d'une demande ou en cours de procédure et tout exploitant est encouragé à commencer les démarches administratives liées à son projet dès qu'il dispose des informations nécessaires à la constitution d'un dossier. Des informations sont également mises à disposition sur emwelt.lu et des mesures telles que le cycle de séminaires et le site Internet « Betriber&Emwelt » ou la permanence « commodo » assurée auprès du « House of Entrepreneurship », facilitent les échanges avec les entreprises, la diffusion d'information et la sensibilisation afin de familiariser les entreprises avec les dispositions de la législation environnementale.

Toutes les procédures d'autorisations environnementales, ainsi que celle de l'évaluation des incidences sur l'environnement, disposent de délais précis. Dans le contexte « commodo », ce délai est d'un an au maximum après l'introduction d'une demande d'autorisation concrète.

Cette période peut être fortement raccourcie si l'exploitant présente une demande complète et exhaustive comprenant toutes les informations requises. Le Luxembourg, contrairement à d'autres pays européens, affiche dans toutes ses lois environnementales des délais précis et ces délais respectent déjà les délais imposés par le règlement européen d'urgence de décembre 2022 relatif aux procédures pour le déploiement de l'énergie renouvelable qui a comme objectif de réduire les délais d'autorisation au niveau communautaire. D'ailleurs, une priorisation des dossiers e. a. en relation avec la décarbonisation est prévue (projet de loi n° 8284). Enfin, la nouvelle loi « commodo » qui suit actuellement la procédure législative va nettement simplifier la procédure d'autorisation (projet de loi n° 8302).

Finalement, il est rappelé que la mise en place du « Compatibilitéitscheck fir Entreprisen » fin 2022 assure une approche cohérente et un suivi efficace de nouveaux projets d'investissement industriel.

Le ciblage du développement économique et de la promotion économique est orienté vers des entreprises et des activités qui apporteront une réelle valeur ajoutée à l'économie nationale, tout en consolidant le développement qualitatif et durable du pays.

**Vaccins périmés** | Question **8206** (03/08/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op d'Fro N° 6873 huet d'Madamm Minister mir een Tableau zoukomme gelooss mat all den Oflafdatumer vun de Vaccinen zu deem Moment. Dësen Tableau huet Informatioune bis zum 31.7.2023 enthalen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill vun de Flaconen, déi een am Tableau vun der Äntwert vum 19. Oktober 2022 kann noliesen, sinn um Enn zerstéiert ginn? Respektiv un d'Hierstel-ler fir eng Zerstéierung zréckgi ginn?

2. Kann d'Ministesch eis d'Oflafdatumer grad ewéi déi verbleiwend Unzuel u Flacone vun all deene verschiddenen Impfstoffer ginn, déi Lëtzebuerg am Moment op Stock huet?

3. Wéi vill Vaccinen huet d'Regierung bis elo missen insgesamt zerstéieren? Kann d'Regierung oplëschten, ëm wéi vill Flacone vu wéi engen Hiersteller et sech heibäi handelt?

4. Wéi héich war de Käschtepunkt bis elo insgesamt vun deenen zerstéierte Flaconen?

**Réponse** (18/10/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Fir an den Negociatioune mat de Produzenten eng besser Positioun ze hunn, huet Lëtzebuerg sech um gemeinsamen Approvisionnement vun Impfdose vun der Europäescher Unioun bedeelegt an ass deemno, genau esou wéi all anert Land aus der EU, kontraktuell gebonnen, eng proportionell Unzuel vun Dose mat anzekafen. Genau wéi et och an deenen anere Länner vun der EU de Fall ass, war et och a Lëtzebuerg net méiglech ze verhënneren, dass eng gewëssen Unzuel vu Flaconen aus diverse Grënn hu missen zerstéiert ginn.

Vun de Flaconen, déi am Tableau vun der Äntwert vum 19. Oktober 2022 opgelëscht waren, si follgend Flaconen an Dosen zerstéiert ginn:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 2. De follgenden Tableau renseignéiert iwwert de Stock op den 18. Oktober 2023.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3. Op den 18. Oktober 2023 goufe 755.240 Dosen zu Lëtzebuerg zerstéiert respektiv fortgeschéckt fir zerstéiert ze ginn, dorënner:

– AstraZeneca: 17.900 Dosen
– Janssen: 31.520 Dosen
– Novavax: 61.550 Dosen
– Pfizer: 52.410 Dosen
– Moderna: 591.860 Dosen

Divers (gebrache Flaconen, net korrekt Manipulatiounen, Dokteren, déi d'Flaconen net receptionnéiert hunn, Ënnerbriechung vum Killprozess): 112 Dosen.

ad 4. De Gesamtkäschtepunkt vun den zerstéierten Dose gëtt op EUR 16.789.430,15 geschat, wuel wëssend, dass d'applizéiert Wiesselcoursen zum Zäitpunkt vun de Paiementer vun de verschiddene Rechnungen de Gesamttotal liicht ännere kënnen.

**Réduction du gaspillage alimentaire** | Question **8207** (04/08/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An hirem Programm vun 2018 huet sech d'Regierung verflicht, fir d'Iessensverschwendung ze verréngeren. Wéi een um Landwirtschaftsportal liest, goufen Enn 2022 am Duerchschnëtt 88,5 kg Liewensmëttel pro Stot ewechgehäit. Dës wieren, laut Portal, zu 21 % vermeidbar gewiescht.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi héich war d'Liewensmëttelverschwendung 2018 (a kg pro Kapp)?

2. Wéi héich ass d'Liewensmëttelverschwendung haut (a kg pro Kapp)?

3. Wéi vill ass d'Liewensmëttelverschwendung bis elo erofgaangen (a % an an absolutten Zuelen)?

4. Wéi vill Prozent vun den Iessensoffäll ginn a Biogasanlage verschafft?

5. Wéi vill Prozent vun den Iessensreschter zu Lëtzebuerg goufe vu Stéit produzéiert? Wéi vill vun aneren Acteuren (Eenzelhandel, Restauratioun)?

**Réponse** (25/09/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Am Joer 2018 haten d'Privatstéit 94,9 kg Liewensmëtteloffäll pro Kapp produzéiert.

D'Zuel vun 88,5 kg, déi um Landwirtschaftsportal genannt gëtt, bezitt sech och op d'Joer 2018. Dës Zuel gouf an enger Etude ermëttelt, déi vun der Ëmweltverwaltung beoptraagt gouf: https://environnement.public.lu/fr/offall-ressourcen/types-dedechets/Biodechets/Gaspillage_alimentaire/Etudes_et_resultats.html. D'Berechnungsmethod ass hei awer liicht ënnerschiddlech wéi bei der offizieller Berechnung fir d'Soumissioun un Eurostat.

ad 2. Déi aktuellsten Zuele bezéien sech op d'Joer 2021. Am Joer 2021 haten d'Privatstéit 73,6 kg Liewensmëtteloffäll pro Kapp produzéiert.

ad 3. D'Liewensmëtteloffäll vun de Privatstéit sinn tëschent 2018 an 2021 ëm 0,415 t erofgaangen, wat ronn 18 % ausmécht.

ad 4. Enger grober Schätzung no kann ee soen, datt bal 50 % separat agesammelt an an enger Biogas- oder Kompostanlag verschafft goufen. Dës Zuel beinhalt och den Eegekompost.

ad 5. 2021 goufe follgend Liewensmëtteloffäll produzéiert: 46.727 t (56 %) vun de Privatstéit, 8.861 t (11 %) vum Eenzelhandel, 9.466 t (11 %) vun der Restauratioun an 11.333 t (13 %) vun der Industrie. Zousätzlech sinn nach 7.235 t (9 %) an der Primärproduktioun ugefall.

**Conséquences du vol d'une « Master Key » Microsoft** | Question **8209** (04/08/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Verschiddenen däitsche Medien no ass et chineesesche Hacker gelongen, duerch ee geklaute Master-Key vu Microsoft, un d'E-Maile vun europäesche Verwaltungen ze kommen. Outlook, Sharepoint, Office 365, Teams, OneDrive an Drëttsäiten, déi „Sign in with Microsoft" ubidden, solle betraff sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Huet d'Lëtzebuerger Regierung Informatiounen zu dësem Tëschefall vu Microsoft krut?
Wa jo, wéi eng?
Wann nee, wäert d'Regierung sech informéieren?

2. Wäert d'Regierung d'Verwaltungen uweise fir ze verhënneren, dass et zu Informatiounsleaks bei staatleche Servicer duerch vun den Hacker hannerloossen Hannerdiere kënnt?

3. Wéi schätzt d'Regierung d'Sécherheetsgefor vun dësem Tëschefall fir d'lëtzebuergesch Verwaltungen an?

**Réponse** (05/09/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre de la Digitalisation

ad 1. Microsoft huet keng Initiativ geholl, fir dem Lëtzebuerger Staat um direkte Wee Informatiounen zu dësem Tëschefall matzedeelen. Microsoft huet eng gewëssen Zäit no dem Tëschefall ëffentlech kommunizéiert, dat besonnesch iwwert verschidde Foren:

– MSRC Blog: Microsoft mitigates China-based threat actor Storm-0558 targeting of customer email (https://msrc.microsoft.com/blog/2023/07/microsoft-mitigates-chinabased-threat-actor-storm-0558-targeting-of-customer-email/)
– Microsoft on the Issues: Mitigation for China-Based Threat Actor Activity (https://blogs.microsoft.com/on-the-issues/2023/07/11/mitigation-china-based-threat-actor/)
– Microsoft Threat Intelligence: Analysis of Storm-0558 techniques for unauthorized email access (https://www.microsoft.com/en-us/security/blog/2023/07/14/analysis-of-storm0558-techniques-for-unauthorized-email-access/)
– Microsoft Security Blog: Expanding cloud logging to give customers deeper security visibility (https://www.microsoft.com/en-us/security/blog/2023/07/19/expandingcloud-logging-to-give-customers-deeper-security-visibility/)

Den Zentrum fir Informatiounstechnologien (CTIE) huet vu sech aus de Kontakt mat Microsoft gesicht, fir detailléiert Informatiounen zu dësem Tëschefall ze kréien, an ass och weider am Kontakt mat Microsoft. Microsoft huet confirméiert, datt all direkt betraffen Entitéiten informéiert goufen. Well de Lëtzebuerger Staat net vun dësem Tëschefall betraff ass, goufen d'staatlech Entitéiten net spezifesch vu Microsoft kontaktéiert. Dat selwecht gëllt och fir de CGIE (Centre de gestion informatique de l'éducation), dee jo een Deel vun der Microsoft Cloud gebraucht respektiv den HCPN/GOVCERT, deen zanter dem 13. Abrëll 2023 de „Government Security Program Agreement" mat Microsoft ënnerschriwwen huet. Vu datt den Tëschefall d'staatlech Servicer net direkt betraff huet, huet dësen Agrement laut Microsoft net gespillt.

De CTIE an de GOVCERT hunn doriwwer eraus gemeinsam eng Stellungnam vu Microsoft gefrot. Microsoft huet nach eemol confirméiert, dass dëse speziellen Tëschefall keen Impakt op d'Systemer vun der Lëtzebuerger Regierung huet, well de geklaute Schlëssel keen onerlaabten Accès op eis Systemer erméiglecht.

ad 2. De GOVCERT an de CTIE setzen all Dag hir Moyenen an, fir zesumme mat de Verwaltungen eng zäitgeméiss Cybersécherheet ze garantéieren. Dorënner falen esouwuel organisatoresch wéi och eng ganz Rei technesch Moossnamen. Well mir an dësem spezifesche Fall net betraff waren, hat den Hacker keng Geleeënheet, fir „Hannerdieren" ze installéieren.

Zousätzlech organiséiert d'ANSSI reegelméisseg Sensibiliséierungscampagnen, fir d'Agenten op d'Problematike vun der Cybersécherheet opmierksam ze maachen.

ad 3. D'Sécherheetsgefor gëtt als relativ geréng ageschat, well d'Verwaltungen aktuell nach net vill Donnéeën an der Microsoft Cloud hunn.

D'Verwaltunge vum Staat benotzen den Ament, bis op punktuell Uwennungen, keng Servicer aus der Microsoft Cloud. Souwuel Outlook (Exchange), SharePoint wéi och Skype4Business gi vum CTIE a sengen Datenzentren hebergéiert. Teams gëtt, wéi och aner Plattforme wéi Zoom oder Webex, de Moment just genotzt, wa Beamten un externe Meetingen deelhuelen, déi op dëse Plattformen organiséiert sinn.

**Censure des réseaux sociaux** | Question **8210** (04/08/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Nodeems datt Frankräich rezent iwwert eng Woch laang vu massiven, gewalttätege Krawaller erfaasst gouf, huet de President Emmanuel Macron eng zäitlech limitéiert Zensur vun de sozialen Netzwierker an d'Gespréich bruecht. Hei handelt et sech ëm eng Praxis, déi ee virun allem aus net demokratesche Staate kennt a beispillsweis am Fall vun der Tierkei an der Vergaangenheet och vun der EU kritiséiert gouf.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zu enger méiglecher Zensur vun de soziale Reseauen z. B. am Fall vun Onrouen? Géif d'Regierung wëllen esou eng Zensur vun de soziale Medien aféieren? Wa jo, ënnert wéi enge Konditiounen a mat wéi enge méiglecher Begrënnungen? Wéi e rechtleche Kader géif et ginn, fir esou eng Zensur anzeféieren? Wéi kéinten d'Bierger sech juristesch géint esou eng Zensur wieren?

2. Am Fall wou d'Regierung esou eng Zensur géif envisagéieren, wär dat net am Widdersproch zum Artikel 23 (2) vun eiser Verfassung?

**Réponse** (30/08/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

D'Regierung steet fir e fräien an oppenen Internet a wäert deemno keng Zensur vun de sozialen Netzwierker aféieren.

**Campagne « Not sharing is caring »** | Question **8211** (04/08/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Ëmmer rëm gouf d'Ëffentlechkeet zu Lëtzebuerg déi lescht Joren duerch Zeene vu Jugendgewalt schockéiert, wou d'Affer net nëmmen zerschloen, mee och nach entspriechend Filmer op de soziale Reseaue verbreet goufen. Dës Videoe bedeite fir d'Affer dacks eng Zousazbelaaschtung, well si hir Péng ëmmer nees op en Neits virun Ae gefouert kréien an och nach hir Anonymitéit a Privatsphär verléieren.

Op där anerer Säit goufen d'Filmer, déi am Kader vun engem rezente Virfall bei der ZithaKlinik entstane sinn, mam Accord vun den Eltere bewosst weiderverbreet, fir d'Ëffentlechkeet op dës Brutalitéit opmierksam ze maachen an d'Identifizéierung vun Täter ze ënnerstëtzen. Och de Staat hänkt op ëffentleche Plaze Kameraen op, fir Täter ze identifizéieren an ofzeschrecken. Doriwwer eraus verbreet d'Police déi entspriechend Biller dacks iwwer d'Press, fir weider Hiweiser ze sammelen. Am gläiche Sënn kënnen Zeien, déi d'Police alarméiert hunn, awer sech fir eng weider Interventioun misste selwer a Gefor bréngen, den Handy asetzen, fir Beweiser ze sécheren an Täter sou eventuell ofzeschrecken. Och bei Gewaltvideoen am Kontext vun der Jugendkriminalitéit kënne Filmer dozou bäidroen, Strofdoten ze dokumentéieren an Täter ze identifizéieren.

De Schoulministère huet ënnert dem Titel „Not sharing is caring" elo rezent eng Campagne lancéiert, déi eesäiteg den Aspekt vun der Privatsphär vum Affer viséiert a just drop opmierksam mécht, datt een sech an all Fall, wou een esou e Video verbreet, strofbar mécht. Och am Fall virun der ZithaKlinik huet de Parquet e Schreiwes zirkuléiere gelooss, fir d'Leit drop opmierksam ze maachen, datt si hei géint e Gesetz verstoussen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi déi eesäiteg Ausriichtung vun der „Not sharing is caring" Campagne motivéiert ass an dobäi preziséieren, firwat d'Regierung de Fokus net och wëll op d'Ofschreckung vu potenziellen Täter leeën? Gesäit d'Regierung hei net d'Gefor, datt Leit aus Angscht, sech strofbar ze maachen, sech net trauen, Strofdoten ze dokumentéieren an ze denoncéieren?

2. Sollten eventuell Richtlinnen a Prozeduren definéiert ginn, fir et ze erméiglechen, iwwer d'Verbreedung vu privaten Handyvideoen, déi eng Strofdot dokumentéieren, vu Fall ze Fall ze entscheeden?

3. Besteet net och en Interessi vun der Ëffentlechkeet, fir transparent iwwer d'Zoustänn am Beräich vun der Kriminalitéit hei am Land informéiert ze sinn?

**Réponse** (11/09/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Campagne, déi vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend initiéiert gouf, ass duerch eng Zesummenaarbecht tëscht deem genannte Ministère, de Justizautoritéiten, vertrueden duerch de Parquet Lëtzebuerg, an der Police entstanen.

De gemeinsame Wëlle vun deenen uewe genannten Acteuren ass, fir d'Ëffentlechkeet ze sensibiliséiere fir e Phänomeen, deen et leider ëmmer méi heefeg gëtt. De Fokus läit um Schutz vum Affer, mee soll och d'Affer encouragéieren, eng Plainte bei der Police ze maachen, fir dass d'Justiz d'Täter verfollege kann. Duerch d'Campagne soll och déi grouss Majoritéit vu Jonken, déi mat Gewalt nëmmen als Zeien an net als Affer oder Täter konfrontéiert gëtt, encouragéiert ginn, Zivillcourage ze weisen a responsabel an empathesch Decisiounen ze treffen. Wichteg ass allerdéngs, datt d'Zeien sech net onnéideg a Gefor bréngen, wéi zum Beispill doduerch, datt si probéieren, Beweiser op Video opzehuelen. Dofir leet d'Campagne „Not sharing is caring" de Fokus dorop, d'Police ze ruffen a Videoen net ze deelen.

Fir dass e Videoclip en Impakt op d'Publikum huet, muss e kuerz sinn a sech op e spezifescht Theema konzentréieren, an dobäi awer kënnen eng allgemeng Situatioun presentéieren.

D'Videokomponent vun der Campagne „Not sharing is caring" ass effektiv haaptsächlech axéiert op de Message un de Grand public, dass d'Diffusioun vun Zeenen, déi Kanner involvéieren oder ënner gewësse Konditiounen u Kanner adresséiert sinn, strofbar ass. D'Internetsäit vun der Campagne (www.notsharing.lu) bitt nach zousätzlech Informatiounen an ënnerscheet tëschent zwee Cas-de-figuren. Esou sinn Zeie gebieden, ee Gewaltvideo ze späicheren an der Police ze weisen, wann si Persounen am Video erkennen. Sollt dat net de Fall sinn, sollen d'Zeien de Video läschen, well ouni Informatioun, wien op dem Video ass, kann d'Police net domat schaffen.

D'Lutte géint Gewaltvideoe beschränkt sech awer net nëmmen op dee Videoclip, mee geet doriwwer eraus. Et gëtt verschidde Mesuren, déi all concernéiert Acteuren implizéieren.

Sou wäert zum Beispill am Hierscht eng spezifesch Formatioun fir Enseignantë via den IFEN ugebuede ginn, wou Outile presentéiert ginn, fir an esou Situatioune kënne richteg an adäquat ze reagéieren. D'Enseignantë kréien an deem Kader zum Beispill vum Parquet d'Aspekter iwwer d'Affer, d'Täter an d'Zeien erklärt (déi handelen, déi kucken, déi encouragéieren a schliisslech déi filmen), mee och iwwer d'Roll vun den Elteren. Doriwwer eraus erklärt de Parquet och de Fonctionnement an d'Roll vun de

Justizautoritéiten an déi legal Konsequenzen, mat deenen déi jeeweileg Persoune musse rechnen.

ad 2. D'Justiz ass onofhängeg an applizéiert d'Gesetzer. De Parquet huet d'Opportunité des poursuites an all eenzeler Affaire.

ad 3. Eng transparent Informatioun fir d'Ëffentlechkeet fënnt statt. Esou sinn Echangë mat der Chamber oder och Interviewen an der Press gewiescht.

D'Police grand-ducale publizéiert all Joer hir Statistiken zu der Kriminalitéit, déi och ëffentlech sinn an um Site vun der Police an dem Ministère fir bannenzeg Sécherheet ze fanne sinn. Och de Justizministère publizéiert all Joer en Aktivitéitsbericht, an deem och d'Zuele vum Parquet Jugendschutz senger Aarbecht dra virkommen (Jugendschutz, Mëssbrauch, Delinquenz). An dësen Zuele sinn esouwuel déi, déi de Schutz wéi déi, déi d'Delinquenz betreffen, enthalen.

Parquet Luxembourg:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Parquet Diekirch:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

**Indemnisation des commerces dans le cadre du chantier du tram** | Question **8214** (07/08/2023) de **Mme Diane Adehm** | **M. Marc Lies** (CSV)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8147 vum 12. Juli 2023 iwwert finanziell Entschiedegunge fir Geschäftsleit, déi laanscht de Chantier vum Tram leien, schreift den Här Minister Folgendes: „Ee Budget fir Indemnisatioune gouf just fir d'Finanzéierungsgesetz vum Tram tëschent der Gare a Luxexpo vun der Chamber votéiert. Am Finanzéierungsprojet fir d'Verlängere vum Tram op de Findel an op d'Cloche d'Or goufe keng Indemnisatioune virgesinn."

Am Document parlementaire N° 7209 iwwert d'Finanzéierung vum Tram op d'Cloche d'Or kann een op der Säit 39 d'„Fiche financière" vum Gesetzestext kucken, wou ënnert der N° „C" e Punkt „Divers et imprévus" virgesinn ass an der Héicht vu 6.500.000 Euro. Ënnen op der Säit 39 kann een dann och noliesen, wat de Punkt „Divers et imprévus" beinhalt: „C – Les divers et imprévus, correspondant à environ 6 % du montant total des investissements, comprennent notamment : ... • L'indemnisation des commerçants riverains."

Deemno geet kloer aus der Fiche financière vum deemolege Projet de loi ervir, dass am „Divers et imprévus" och Budget fir d'Indemnisatioune fir Geschäftsleit virgesi war.

Dat selwecht gëllt och fir d'Verlängere vum Tram op de Findel. Am Dokument N° 7210 kann een op der Säit 37 d'Fiche financière vum Gesetztext liesen, wou och ënnert der N° „C" e Punkt „Divers et imprévus" virgesinn ass an der Héicht vu 5.600.000 Euro. An dëser Fiche financière kann een och ënnen op der Säit d'Explikatiounen zu den „Divers et imprévus" nokucken, wou Folgendes ze liesen ass: „C – Les divers et imprévus, correspondant à environ 6 % du montant total des investissements, comprennent notamment : ... • L'indemnisation des commerçants riverains."

Deemno si laut der Fiche financière vum deemolege Projet de loi iwwert d'Verlängerung vum Tram op de Findel och Indemnisatioune fir Geschäftsleit virgesinn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Bleift den Här Minister weiderhi bei sengen Aussoen, dass: „Am Finanzéierungsprojet fir d'Verlängere vum Tram op de Findel an op d'Cloche d'Or keng Indemnisatioune virgesi goufen"?

– Wa jo, muss den Här Minister sech bei der Ëmsetzung vun engem Finanzéierungsgesetz net un den Inhalt vun enger Fiche financière halen? Gëtt a sou engem Fall d'Gesetz richteg ëmgesat, wann een sech net un d'Virgabe vun der Fiche financière muss halen?

– Wa jo, wéi sinn den Inhalt an d'Explikatiounen an enger Fiche financière vun engem Gesetz ze bewäerten?

**Réponse** (22/08/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Am parlamentareschen Dokument vum éischte Gesetzesprojet betreffend d'Finanzéierung vum Tram (Luxexpo–Gare centrale) aus dem Joer 2013 kann een op der Säit 18 follgenden Text am „exposé des motifs" liesen:

„La mise en œuvre de la première ligne de tram doit également s'accompagner de mesures visant à prendre en compte les conséquences de sa réalisation. Aussi est-il retenu le principe d'une indemnisation amiable des commerçants riverains. Pour ce faire, une commission d'indemnisation devrait être mise en place dont le but est d'examiner les revendications des professionnels implantés dans un périmètre à définir autour du couloir de passage du tram et qui subiraient une perte financière significative sur leur marge commerciale brute. L'examen des dossiers relèvera de critères prédéfinis et il sera suivi d'une proposition d'indemnisation de la part de la commission ad hoc soumise à l'accord de Luxtram, maître d'ouvrage, qui en assumera ensuite la charge financière."

Och war d'Natur vun den Aarbechten, déi am éischte Finanzéierungsgesetz vum Tram virgesi waren, eng aner.

Op der Säit 11 vum „exposé des motifs" steet:

„Outre le positionnement latéral de la plateforme par rapport à la voirie, l'insertion de la ligne du tram tient compte des autres espaces fonctionnels composant l'espace public, à savoir les voies de circulation automobile, les cheminements piétons, les itinéraires cyclables, les emplacements de stationnement, les accès riverains, etc. Ainsi, les travaux qui accompagneront la réalisation de cette plateforme s'étendront de façade à façade entre la gare centrale et le Glacis."

Den deemolege GIE Luxtram krut also den Optrag, ee Projet „façade à façade" ze maachen an nieft dem Tram, och d'Strooss, d'Trottoiren, d'Vëlospisten, d'Bamreien an déi ënnerierdesch Infrastrukture komplett ze reamenagéieren.

D'Dicht vun de Geschäfter, déi betraff waren, souwéi d'Aarbechten, déi vu Luxtram duerchgefouert goufen, waren immens intensiv. Et gouf an deem Kontext op politeschem Niveau net zu Onrecht vun engem „Joerhonnertchantier" geschwat.

An de follgende Finanzéierungsgesetzer vun de Verlängerunge vum Tram op de Findel a vun der Gare centrale op d'Cloche d'Or gëtt et keng Beschreiwung am „exposé des motifs" iwwert méiglech Entschiedegungen. Et ass awer richteg, dass d'„fiche financière" op eng méiglech Entschiedegung am Punkt C ënnert „divers et imprévus" hiweist. Dëst bezitt sech awer logescherweis just op déi Aarbechten, déi an de Finanzéierungsgesetzer virgesi sinn.

Anescht wéi am éischte Finanzéierungsgesetz vum Tram, belafen sech d'Aarbechte vun de follgende Finanzéierungsgesetzer net op ee Projet „façade à façade". D'Finanzéierungsgesetzer vun de Verlängerungen op de Findel respektiv op d'Cloche d'Or limitéieren sech op der Säit 7 op follgend Aarbechten:

„Les travaux liés ... se limitent à l'infrastructure du tram. Le réaménagement et la création des voiries attenantes à la plateforme du tramway sont portés par l'Administration des ponts et chaussées et feront si nécessaire l'objet de lois de financement distinctes du présent projet."

D'Gesetzer bezéien sech also just op d'Leeë vun de Gleiser an d'Opstelle vun de Catenairen.

Follgend kënnen och just am Kontext vun deene spezifeschen Aarbechte vu Luxtram ëffentlech Gelder fir Entschiedegunge fir Geschäftsleit virgesi ginn.

Dës Aarbechte vu Luxtram loossen sech awer schwéier vun den Aarbechte vun der Stroossebauverwaltung trennen a maache just ongeféier 15 % vum Gesamtchantier aus. D'Ëmstänn, déi dës Aarbechte vu Luxtram fir Geschäftsleit maachen, sinn zäitlech och staark begrenzt. Réischt ganz zum Schluss vum Chantier, wann all d'Leitunge frësch geluecht gi sinn an d'Trottoire souwéi d'Strooss rëm op ass, ginn d'Gleiser op eng vun der Stroossebauverwaltung preparéiert Plattform geluecht.

D'Finanzéierungsgesetzer säitens der Stroossebauverwaltung, déi nieft gréissere Stroossenaarbechten, och Amenagementer betreffend d'Verlängerung vum Tram vun der Gare centrale op d'Cloche d'Or (loi du 24 août 2016 relative à la réalisation de la phase 1 de la route nouvelle N3 entre la gare centrale et le pôle d'échange Bonnevoie/loi du 21 août 2018 relative à la réalisation du pôle d'échange Howald et du réaménagement de la rue des Scillas) virgesinn, gesi keng Entschiedegunge fir Geschäftsleit vir. Et gëllt hei de Prinzipp, wéi bei allen aneren Aarbechten, déi vun der Stroossebauverwaltung un ëffentlechen Infrastrukturen duerchgefouert ginn, och, datt dës een „intérêt général" duerstellen a follgend keng Entschiedegunge virgesi sinn.

Am Règlement interne vum Comité d'indemnisation, deen och um Internetsite vu Luxtram ka consultéiert ginn, ass dofir decidéiert ginn, méiglech d'Entschiedegunge just op d'Streck Gare centrale–Luxexpo ze limitéieren:

„Sont susceptibles d'introduire une demande en vue d'une compensation financière, les commerçants, artisans et restaurateurs situés le long du ou dans le périmètre d'intervention de Luxtram. Les commerces en question doivent subir des troubles sérieux et une diminution significative de leurs activités commerciales. Le lien du préjudice avec les travaux de la ligne de tramway (Gare centrale–Luxexpo), dans le périmètre défini par la loi de financement du tramway, doit être clairement identifié."

**Rentrée scolaire** | Question **8215** (07/08/2023) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

Avec la rentrée scolaire qui approche, de nombreux parents s'inquiètent de ne pas trouver de place pour leur enfant dans la formation de leur choix. Faute de places disponibles dans les lycées, les parents inscrivent leurs enfants dans des établissements qui ne correspondent pas forcément au premier choix de l'élève concerné. Dans un article paru dans « L'essentiel » en date du 6 août 2023, le Ministère de l'Éducation nationale reconnaît qu'il peut arriver qu'un élève ne puisse pas intégrer la formation souhaitée et que la Maison de l'orientation conseille l'élève (et les parents) afin de l'orienter vers une autre formation. Par ailleurs, le ministère précise que l'ouverture de classes supplémentaires est soumise « à la disponibilité des infrastructures et du personnel enseignant ».

Comme il ressort de différents témoignages et puisqu'il semble qu'il y ait un réel manque de places dans les lycées, empêchant les élèves de poursuivre les études de leur premier choix, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien d'élèves se trouvent dans une telle situation, contraints de choisir un lycée diffèrent de leur premier choix ?
– Combien d'élèves obtiennent effectivement leur deuxième respectivement troisième choix de lycée ?

2) Sur la base de quels critères les élèves sont-ils refusés ou admis dans un lycée ?

3) Le ministre ne pense-t-il pas qu'une telle situation est intolérable et démotive les jeunes ?

4) Quels sont les lycées qui manquent actuellement de places et doivent refuser des élèves ?

5) Le Gouvernement que prévoit-il pour remédier à cette situation ?
– Des places supplémentaires seront-elles mises à la disposition des élèves ?
– Est-il prévu d'engager des enseignants supplémentaires pour les lycées concernés ?
– Le Gouvernement a-t-il recherché des infrastructures susceptibles d'être développées ?

**Réponse** (31/08/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) à 3) Je tiens tout d'abord à souligner que l'article de presse en question relatant le cas d'un élève n'ayant pu intégrer une formation dans le lycée de son premier choix s'appuie sur un cas particulier et qu'une solution a pu être trouvée dans la mesure où cet élève s'est vu offrir une place dans un autre lycée de la même région où il peut suivre la formation de son choix.

Il est à noter que pour des raisons organisationnelles, des élèves peuvent exceptionnellement être amenés à suivre leur formation dans un lycée autre que celui de leur premier choix ; de tels cas se sont présentés dans le passé au Luxembourg et peuvent se présenter également dans nos pays voisins où les distances supplémentaires à parcourir peuvent être bien supérieures à celles observées chez nous.

Concernant le nombre de cas où des élèves « se trouvent dans une telle situation, contraints de choisir un lycée différent de leur premier choix », signalons d'emblée que comme le traitement des demandes d'inscription n'est pas réalisé de manière centralisée, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) ne dispose pas de données chiffrées en la matière. Le MENJE n'a cependant pas connaissance d'une multiplication de ces cas au cours des dernières années.

D'une manière plus générale, le sujet abordé par l'honorable Députée est celui de l'organisation scolaire de l'enseignement secondaire ; il se résume à la question de savoir dans quelle mesure les lycées doivent procéder à l'ouverture de classes supplémentaires afin de permettre à chaque élève de poursuivre son parcours scolaire dans le lycée de son premier choix.

Il s'agit en l'espèce de trouver un équilibre entre les trois exigences suivantes :

– la volonté tant du MENJE que des lycées de répondre au mieux aux attentes et aux souhaits des élèves et de leurs parents ;
– la disponibilité des capacités en infrastructures et en personnel enseignant ;
– la gestion des ressources en bon père de famille.

Lorsque l'ouverture d'une classe supplémentaire n'est pas possible dans le lycée de leur premier choix, les élèves se voient proposer un autre lycée dans la même région.

Les lycées accordent en général une priorité d'inscription à leurs propres élèves.

Les lycées, de même que le ministère, et notamment la Maison de l'orientation, mettent tout en œuvre afin de permettre aux élèves de poursuivre leurs études dans les meilleures conditions possibles afin d'éviter tout problème de démotivation.

ad 4) Comme il est à supposer que le nombre de cas varie d'une année à l'autre et qu'il dépend des formations choisies, il n'est pas possible de désigner des lycées « qui manquent actuellement de places et doivent refuser des élèves ».

ad 5) Le ministère entreprend tous les efforts nécessaires en vue du recrutement de personnel enseignant et de la mise à disposition d'infrastructures.

**Impact du changement climatique sur la végétation au Luxembourg** | Question **8217** (08/08/2023) de **M. André Bauler** (DP)

De Klimawandel féiert dozou, datt d'Vegetatiounsperioden sech queesch duerch Europa verlängert hunn.

Verschidde Kulturen oder Feldfriichte kréien et méi schwéier, fir gutt iwwer de Summer ze kommen, well et ze laang Drécheperiode gëtt. Dëst Joer sinn d'Kären an eenzelen Deeler vum Land scho fréi erageholl ginn (Mëtt Juli), wärend op anere Plaze wéinst deem ville Ree vun Enn Juli bis Ufank August huet misse gewaart ginn.

An deem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister follgend Froe stellen:

1. Wéi huet sech d'Vegetatiounsperiod hei am Land am Verglach mat aneren europäesche Regioune verännert?

2. Wéi gesäit aus der Siicht vum Landwirtschaftsministère eng dem Klima ugepasste Landwirtschaft aus? Gëtt et do scho konkreet Perspektiven a Konzepter, déi eise Baueren ënnerbreet gi sinn oder ginn, fir hir Betriber op weider Erausfuerderunge virzebereeden?

3. A wéi engem Mooss wäert sech d'Versuergung mat Fudder verännere? Wäert do ënner anerem och verstäerkt op Kléigraszorte gesat ginn, déi ganzjäreg wuessen a méi déif wuerzelen, sou datt se dréche Periode besser iwwerstinn?

**Réponse** (11/09/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Fir d'Vegetatiounsperiod ze charakteriséieren, gëtt et verschidden Definitiounen, awer keng, déi fir Eestëmmegkeet ënnert de Fachleit steet. An der Vergaangenheet gouf zum Beispill bei europäeschen Dossieren d'Vegetatiounsperiod definéiert duerch d'Unzuel vun Deeg iwwert 5° C Dagesmëtteltemperatur iwwert d'ganzt Joer gekuckt. Eng agronomesch méi cibléiert Definitioun ass deen Zäitraum, wou d'Dagesmëtteltemperatur wärend 6 konsekutiven Deeg iwwert 5° C läit bis zu deem Zäitraum, wou wärend 6 Deeg d'Dagesmëtteltemperatur ënnert 5° C fält. Den Ënnerscheed tëschent de Rechemethoden ass net grouss.

Geet een dann nach vun deene järleche Schwankungen aus, kann ee festhalen, dass an deene leschten 12 Joer (2010–2022) d'Vegetatiounsperiod am Éislek tëschent dem 17. an 20. Mäerz ugefaangen huet an tëschent dem 8. an 13. November eriwwer war. Op der Musel, wou et méi waarm ass, huet se tëschent dem 5. an 21. Februar ugefaangen an tëschent dem 24. an 28. November opgehalen. Dat sinn 8 bis 9 Méint. Am Verglach mat Europa, läit Lëtzebuerg an där selwechter Klimazon wéi déi belsch Ardennen, de Grand Est a Frankräich, d'Eifel, d'Saarland an den Norde vun Däitschland. No Westen an no Süde vun Europa hi verlängeren sech d'Vegetatiounsperioden. A Portugal an a Spunien ass bal d'ganzt Joer wuessbaart Wieder. An Zentral- an Osteuropa sinn et 7 bis 8 Méint. A Skandinavien an an de baltesche Länner sinn et 5 bis 7 Méint.

Déi generell Temperaturerhéijung vun deene leschte Joerzéngten hat een Afloss op d'Längt vun der Vegetatiounsperiod. Vergläicht een d'Perioden 1990–2022 an 1960–1989 unhand vun 2.055 Wiederstatiounen aus dem European Climate Assessment Dataset, stellt ee fest, dass Nordeuropa an d'Biergregiounen am stäerkste vun der Verlängerung betraff waren. An der Moyenne huet sech d'Vegetatiounsperiod an Europa ëm 3 bis 27 Deeg verlängert.

Zu Lëtzebuerg huet d'Vegetatiounsperiod am Éislek ëm 11 bis 15 Deeg an am Guttland ëm 16 bis 25 Deeg zougeholl. An der Moyenne mécht dat 16 bis 17 Deeg, verdeelt op 2/3 am Fréijoer an 1/3 am Hierscht. D'Guttland läit dobäi am selwechte Beräich wéi d'Beneluxländer, Nordfrankräich an dem gréissten Deel vun Däitschland. Norddäitschland an den Norde vun Holland hu méi ee staarken Impakt vun der Temperaturerhéijung ze verzeechnen. Am Süde vun Europa huet d'Erhéijung vun der Temperatur ee manner groussen Afloss op d'Verlängerung vun der Vegetatiounsperiod gehat.

ad 2. De landwirtschaftleche Secteur muss, wéi all anere wirtschaftleche Secteur, flexibel bleiwen, wann d'Rahmebedingunge changéieren. Adaptatiounen an der traditioneller Véi- a Mëllechwirtschaft bedeite virun allem, d'Fudderproduktioun iwwert d'Joer verdeelt ze diversifizéieren, fir souwuel mat laangen Drécheperiode wéi och mat laange Reeperioden eens ze ginn. An Drécheperiode kann dat z. B. duerch méi Feldfudderubau oder duerch d'Asiléiere vu Kären a Form vu Ganzplanzesilage geschéien. Am Grénglandberäich huet sech an der Praxis erausgestallt, dass déi 2 éischt Grasschnëtter am Fréijoer d'Grondlag musse leeën, fir souwuel vun der Qualitéit wéi vun der Quantitéit hier d'Fudderratioun vum Wanter ofzesécheren. Dat bedeit ënner anerem, genuch landwirtschaftlech Flächen am eegene Betrib zur Verfügung ze hunn, well den Zoukaf vu Fuddermëttelen deier ass. Zousätzlech gëllt et, den Zoustand vun de Wisen a Weede stänneg ze ënnerhale mat Nosëine vu Graszorten, déi besser un d'Dréchent ugepasst sinn. D'Zorteversuchsfelder vun der Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) an deene verschiddene Regioune vum Land leeën an deene leschte Joren ee verstäerkten Akzent op d'Resistenz vun de Grieser an deenen anere Fudderplanzen op d'Dréchent an awer och op d'Regeneratioun vun den eenzelen Aarten an Zorten no der Dréchent.

Am Beräich vum Geméis- an Uebstubau spillt d'Bereetstelle vu genuch Waasser schonn an normale Joren eng entscheedend Roll. Fir d'Wuesstumspotential vum lokalen Ubau kënnen anzeschätzen, leeft den Ableck eng grouss ugeluechte wëssenschaftlech Etüd op der Universitéit Léck iwwert déi global Waasserreserven zu Lëtzebuerg.

ad 3. Esou ewéi d'Klima an och d'Vegetatiounsperioden sech änneren, esou wäert och an d'Zukunft d'Fudderproduktioun sech änneren hei zu Lëtzebuerg. Et ass dovun auszegoen, datt opgrond vun der zouhuelender Summerdréchent d'Fudderproduktioun wärend de Summerméint zukünfteg ganz staark ageschränkt wäert sinn. Par contre kënnt et, notamment well och d'Vegetatiounsperiod méi fréi ufänkt a méi spéit ophält, esou ewéi an der Äntwert op d'Fro 1

ervirgestrach, zu enger Verlagerung vun der Fudderproduktioun an d'Fréijoer an och an den Hierscht.

Am Zesummenhang mat de Bestriewunge vun enger méi héijer Eewäissautarkie, hunn des Weideren d'Véibetriber an deene leschte Jore scho verstäerkt op d'Verbesserung vum Grengland mat Kléigrasmëschunge gesat. Dat selwecht ass de Fall beim Ubau vu Feldfudder, dat aus Mëschunge vu Grieser mat Kléi oder Grieser mat Luzerne besteet. Dës Leguminosen hunn de Virdeel, dass se ab dem 2. Joer méi déif Wuerzele maachen an iwwert de Summer nach viru wuesse kënnen, wann d'Gras stoe bleift. Ugepasst, resilient an drécheresistent Grieser a Kléiaarten an -zorte sinn effektiv een Element, fir d'Fudderproduktioun hei zu Lëtzebuerg un de Klimawandel unzepassen. Duerfir ginn dës Krittären an den Zorteversich vun der ASTA besonnesch gepréift. Allerdéngs stoussen an extreem dréchene Joren, wéi dat 2022 de Fall war, all Fudderkulturen un hir Grenzen.

**Retrait de Luxair de la manutention de fret aérien au Cargocenter** | Question **8218** (08/08/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

D'Luxair, déi bis dato den Handling vum Cargozenter um Findel assuréiert huet, huet Enn Mee an hirem Verwaltungsrot d'Decisioun getraff, net méi bei der aktueller ëffentlecher Ausschreiwung matzemaachen. Dës Decisioun wier strateegesch, well sech d'Luxair an Zukunft op d'Airline wéilt konzentréieren. Deemno ginn elo zwou aner Gesellschafte gesicht, déi fir 7 Joer den Handling vu Cargo iwwerhuele sollen, an een Invest, deen op 200 Milliounen Euro geschat gëtt, missten iwwerhuelen. RTL-Informatiounen no hunn nieft der Cargolux zwou weider Gesellschafte bei der ëffentlecher Ausschreiwung matgemaach.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Kann den Här Minister eis méi konkreet soen, wéini mat enger Decisioun iwwert d'Ausschreiwung gerechent ka ginn?

– Wéi eng Konsequenze kéinte fir déi ronn 1.200 Mataarbechter beim Cargo Handling entstoen?

– Wat sinn déi méiglech Auswierkungen heivun op aner Servicer vun der Luxair respektiv op de Flughafe selwer?

**Réponse** (06/09/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Ënner Virbehalt vun eventuellen Imprevuen, déi mat der Ausschreiwungsprozedur verbonne sinn, ass geplangt, d'Lizenze fir den Handling am Cargoberäich am November 2023 auszehännegen.

D'Mataarbechter am Cargohandling sinn duerch e sektorielle Kollektivvertrag ofgeséchert, an och duerch d'Reglementatioun iwwer den Transfert vu Personal am Fall vun enger Lizenziwwernam duerch een drëtte Prestataire.

Duerch dëse Changement wäert d'Luxair sech kënne méi op hir aner Sparte konzentréieren, besonnesch d'Aktivitéite vun der Airline an dem Tour Operator, wou och an den nächste Jore muss investéiert ginn.

Déi obligatoresch Neiausschreiwung vun den Handling-Lizenze baséiert op der EU-Direktiv 96/67/CE vum 15. Oktober 1996, déi zu Lëtzebuerg duerch d'Gesetz vum 19. Mee 1999 iwwer den „accès au marché de l'assistance en escale à l'Aéroport de Luxembourg" ëmgesat gouf. Duerch dës Reglementatioun soll een effikassen an adaptéierten Handling assuréiert ginn. lux-Airport, als Gestionnaire vum Fluchhafen, muss sech un dës Prozeduren halen.

**Précarité des enfants et des jeunes** | Question **8219** (08/08/2023) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

La précarité des enfants et des jeunes est une réalité au Luxembourg. Comme Caritas Luxembourg l'a rappelé dans une prise de position en mars 2022, les enfants et jeunes constituaient déjà avant la crise sanitaire le groupe de personnes le plus exposé au risque de pauvreté, mais ce risque s'est encore aggravé depuis.[21] Concernant les allocations familiales et autres aides pour les familles concernées, Caritas Luxembourg souligne que « nombreuses sont les personnes qui ne connaissent pas les aides auxquelles elles ont droit ou qui ont des difficultés à faire les démarches nécessaires pour l'obtention ». Dans cet ordre d'idées, Caritas estime qu'une « simplification administrative, ainsi qu'un système plus compréhensible (...) devraient être mis en place ».

En son ancienne qualité de député et rapporteur de la loi budgétaire pour l'année 2023, Monsieur le Ministre avait également soulevé la problématique en soulignant que : « Pour ce qui est des transferts sociaux monétaires, force est de constater que bon nombre de personnes éligibles pour une certaine aide sociale n'en profitent pas. »[22]

En général, le non-recours des personnes éligibles aux aides sociales s'explique par une multitude de raisons, parmi lesquelles figurent notamment la crainte des conséquences négatives, la complexité des démarches, le souhait de s'en sortir soi-même ou encore le manque d'information sur les aides. Le phénomène est d'autant plus préoccupant dans le domaine des aides familiales qu'il désavantage des enfants issus des familles en question, alors que le non-recours ne leur est nullement imputable.

Voilà pourquoi l'une des recommandations émises dans le cadre du rapport budgétaire susvisé était de rendre plus accessible les aides étatiques à travers un regroupement et une simplification administrative, à l'instar de ce qui est pratiqué déjà aujourd'hui au niveau de la « Klima-Agence » pour les aides dans le domaine de l'énergie.

Dans cet ordre d'idées, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres concernant l'ampleur du phénomène de non-recours aux aides financières et autres aides sociales s'adressant aux familles ? Est-il possible de chiffrer les montants des aides non touchées ?

2) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un regroupement des aides en question constitue un pas important en vue d'assurer que les familles et notamment les enfants et jeunes éligibles ne passent pas à travers les maillons du filet social ?

En sus de l'accessibilité des aides, un autre volet important est la manière dont celles-ci sont aménagées, notamment en ce qui concerne l'aspect de l'équité. Dans ce contexte, le Statec a constaté ce qui suit :

« Les allocations familiales financent de manière inégale les budgets minimums directs des enfants selon leur âge. Pendant la petite enfance, les allocations directes couvrent de manière très généreuse les besoins minimums, avec même une couverture de 100 % pour un enfant de 6 mois. Entre 8 et 14 ans, les allocations directes couvrent encore presque ¾ du budget direct. C'est dans l'adolescence avancée que l'écart entre le budget minimum et les allocations directes se creuse. »[23]

3) Quelles sont les raisons pour cette dégressivité du taux de couverture par les allocations directes du surplus de budget induit par la présence d'enfants ? Existe-t-il des réflexions ou initiatives au niveau du Ministère de la Famille afin de pallier ce déficit ?

4) Monsieur le Ministre est-il d'accord que la dégressivité peut constituer un désavantage pour certain.e.s adolescent.e.s, notamment pour ceux/celles issu.e.s des familles les plus désavantagées ?

Enfin, sous l'aspect de l'équité, un enjeu important est la situation des familles monoparentales. À ce sujet, le Statec a constaté que :

« (P)our l'adulte monoparental, ce surplus en budget est couvert à hauteur de 60 % (adulte avec deux enfants de 0-6 ans) et de 39 % (adulte avec un ou deux enfants de 14-18 ans). Pour les couples avec enfants, les ordres de grandeur sont similaires et varient entre 57 % et 36 %. »[24]

5) Monsieur le Ministre est-il d'avis que cette différence très faible en termes du taux de couverture est équitable au vu de la différence en termes de revenu qui est susceptible d'exister entre les couples et les familles monoparentales ?

6) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait plus équitable de façonner les aides à ce que le taux de couverture ne dépende pas de la situation familiale des parents ?

**Réponse** (06/10/2023) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1) et 2) L'honorable Députée fait référence à une étude menée par le Statec ensemble avec le Ministère de la Famille sur le budget minimum des enfants et sa couverture par les transferts sociaux publiée dans le cadre du « Rapport travail et cohésion sociale » de 2022[25] du Statec. En ce qui concerne l'idée préconisée par l'honorable Députée d'un regroupement des aides financières et aides sociales s'adressant aux familles afin de lutter contre le non-recours aux aides mises à disposition des familles et des enfants, il y aurait d'abord lieu d'analyser la faisabilité d'une telle démarche, sachant que les conditions d'accès à ces aides voire les attributaires de ces aides diffèrent d'une législation à l'autre. Cependant, comme l'honorable Députée le relève à juste titre, je reste très sensible au non-recours des personnes éligibles aux aides sociales. Voilà pourquoi j'ai chargé l'Observatoire des politiques sociales d'élaborer des recommandations afin de mieux appréhender le phénomène du non-recours aux aides sociales et de mettre en place des mécanismes de lutte contre ce non-recours. Dans ce contexte, et comme je suis persuadé que la circulation de l'information est cruciale dans la lutte contre le non-recours, j'ai invité les collèges des bourgmestres et des échevins ainsi que les conseils communaux nouvellement élus à une matinée d'information, le 25 septembre prochain, sur l'ensemble des aides étatiques qui sont de la compétence de mon Ministère.

ad 3) et 4) L'étude précitée a en effet constaté que dans l'adolescence avancée, l'écart entre le budget minimum et les allocations directes se creuse. Une étude intitulée « Des budgets de référence pour les jeunes âgés de 15 à 18 ans : les adolescents face à leurs besoins minimum », publiée en avril 2022[26] et réalisée par le Statec en collaboration avec le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

[21] https://www.caritas.lu/sites/default/files/imported/position-precarite-jeunes-enfants-20220513.pdf

[22] Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 (PL n° 8080), Rapport de la Commission des Finances et du Budget, p. 49.

[23] Statec, Rapport travail et cohésion sociale, 2022, p. 184

[24] Ibid., p. 185.

[25] Statec, Rapport travail et cohésion sociale, 2022

[26] Statec, Économie et statistiques ; Working Papers du Statec ; n° 130 avril 2022

explique les raisons à la base de l'augmentation du budget minimum des adolescents lorsqu'elle conclut que : « (...) les adolescents ont toutefois aussi une série de besoins spécifiques à leur tranche d'âge, besoins qui symbolisent leur quête d'une identité propre et des intérêts particuliers. Nous avons pu observer ceci notamment dans les paniers de l'éducation, des multimédias et de la mobilité ».

En ce qui concerne les familles les plus désavantagées je tiens à relever que le « Rapport travail et cohésion sociale » constate que « le REVIS augmenté des transferts sociaux couvre les budgets de référence de tous les types de ménages avec enfants » ; il y a lieu de préciser que tout exercice de définition d'un budget minimum se base sur des hypothèses théoriques qui peuvent différer du vécu d'une famille.

ad 5) et 6) L'extrait du « Rapport travail et cohésion sociale » de 2022 cité par l'honorable Députée se réfère à un surplus en budget minimum direct des enfants grâce aux allocations familiales. En effet, l'étude a montré que le taux de couverture du budget direct d'un enfant par rapport aux seules allocations directes (à savoir allocations familiales, allocations de rentrée scolaire et allocations de naissance) ne diffère que légèrement d'un ménage monoparental par rapport à un couple. Il y a lieu de rappeler que la réforme du système des prestations familiales (cf. doc. parl. n° 683210) avait justement comme objectif « une individualisation des droits de l'enfant selon l'adage "un enfant = un enfant" ». La philosophie à la base des allocations familiales fait donc en sorte que le système des allocations familiales est insensible à la composition des ménages et la leur situation financière. Dès lors je ne suis pas d'avis qu'il faille façonner les allocations familiales, de manière à ce qu'elles tiennent compte de la situation familiale des enfants.

**Risque de pénurie de médicaments pour enfants** | Question **8220** (08/08/2023) de **M. Claude Lamberty** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

De Präsident vum däitsche Beruffsverband vun de Kanner- a Jugenddokteren, den Thomas Fischbach huet an engem Artikel op en Neits drop higewisen, dass d'Medikamenter fir Kanner den nächste Wanter an Däitschland knapp kéinte ginn. Esouguer haut scho kéinten d'Leitlinnen net ëmmer agehale ginn, op ville Plaze géif et u Medikamenter fir Kanner feelen, besonnesch Penicillin a Medikamenter géint Féiwer a Péng.

An deem Kader wollte mir der Madamm Gesondheetsministesch follgend Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Situatioun zu Lëtzebuerg aus? Gëtt et Medikamenter fir Kanner, déi den Dokteren haut scho feelen? Wa jo, wéi eng wieren dat?

2. Wéi héich schätzt d'Madamm Ministesch de Risiko an, dass et dësen Hierscht a Wanter zu gréissere Versuergungsenkpäss bei de Medikamenter fir Kanner kënnt?

3. Wéi eng Mesurë si virgesi fir ze evitéieren, dass et dëse Wanter zu engem Manktem u Kannermedikamenter kënnt?

4. Wéi eng Mesurë si virgesinn, falls dësen Zenario trotzdeem sollt antrieden?

**Réponse** (08/09/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Reegelméisseg goufen zu Lëtzebuerg, esouwéi an allen europäesche Länner Liwwerungsenkpäss vu Medikamenter fir Kanner festgestallt. Et handelt sech haaptsächlech ëm den Amoxicillin an de Paracetamol. Och wann am Moment dës Produiten erëm disponibel sinn, gëllt et nach ëmmer virsichteg ze sinn, besonnesch am Fall vun enger Zounam vun Infektiounskrankheete bei Kanner, déi eng gréisser Nofro vun dëse Medikamenter mat sech bréngen.

ad 2. Zu dësem Zäitpunkt ass et schwéier méiglech, Liwwerungsenkpäss vu Medikamenter fir Kanner konkreet anzeschätzen. De Gesondheetsministère rechent allerdéngs, wéi all Hierscht a Wanter, mat enger Zounam un Infektioune vun den Otemweeër, déi eng staark Nofro un Antibiotiken a Medikamenter géint d'Péng an d'Féiwer wäerte mat sech bréngen.

Sou war d'Joer 2022 beispillsweis markéiert duerch en ongewéinlech fréien Ufank vun der Grippesaison, bedéngt duerch de Virus vun den Otemweeër (RSV), der Gripp vum Typ A a B a verschidden aner Virussen, déi d'Nofro vun Amoxicillin a vu Medikamenter géint d'Féiwer an d'Péng gesteigert hunn.

ad 3. Op europäeschem Niveau sinn eng Rei Mesurë vun der Europäescher Medikamentenagence (EMA) virgesinn, fir esou Indisponibilitéiten ze verhënneren an un deenen de Gesondheetsministère bedeelegt ass. An deem Zesummenhang iwwerwaacht d'EMA, an Zesummenaarbecht mat der Direction générale de la préparation et de la réaction aux urgences sanitaires vun der Europäescher Kommissioun (DG HERA), ganz no d'Offer an d'Demande vu verschiddenen Ënnergruppe vun Antibiotiken, dorënner den Amoxicillin, fir direkt op eventuell Enkpäss kënnen ze reagéieren an dës beschtméiglech ze verhënneren.

Wat d'Medikamenter géint Péng a Féiwer betreffen, encouragéiert d'EMA esouwéi och de Groupe de pilotage exécutif sur les pénuries et la sécurité des médicaments (MSSG), déi national Autoritéite vun de Memberstaten, vu verschiddene Flexibilitéiten ze profitéieren, déi am reglementaresche Kader vun der EU fir pharmazeutesch Produite virgesi sinn.

Et geet hei drëm, d'Liwwerung vu verschiddene Medikamenter ze erlaben, déi beispillsweis an engem bestëmmte Memberstaat net autoriséiert sinn, oder verschidden Derogatioune virzegesinn (ganz oder partiell) déi d'Etikettéierungs- an d'Verpackungsufuerderunge betreffen, fir esou eventuell Enkpäss ze verhënneren.

Do dernieft kënnen d'EMA an den MSSG déi verschidde Memberstaten ënnerstëtzen, fir eventuell zousätzlech koordinéiert Mesuren ze huelen, fir d'Situatioun vun de concernéierte Patienten ze verbesseren an déi ëffentlech Gesondheet an der Europäescher Unioun ze ënnerhalen, zum Beispill duerch eng direkt Interventioun bei den Hiersteller, fir d'Fabrikatiounscapacitéiten eropzesetzen.

ad 4. D'Mesuren, déi musse geholl ginn, hänke vun den Ursaache vum Enkpass of. Well de Problem komplex a multifaktoriell ass, musse verschidde Mesuren op verschiddenen Niveaue geholl ginn, déi souwuel national wéi europäesch kohärent musse sinn. Onofhängeg vun den Aktioune vun de verschiddenen Acteuren an der Fabrikatiouns a Verdeelungsketten, mécht de Manktem un enger Rei essenzielle Medikamenter e rationalen Ëmgang mat dëse Medikamenter zwéngend néideg.

Am Fall vun enger Penurie vun engem bestëmmte Medikament kënne Recommandatiounen un d'Doktere betreffend d'Verschreiwe vun dësem Medikament respektiv d'Asetze vun alternative Medikamenter hëllefen, esou engem Enkpass entgéintzewierken. Och Recommandatiounen un d'Apdikteren an un d'Patiente selwer kënnen an esou engem Fall derzou bäidroen, esou en Enkpass ze iwwerbrécken.

**Situation au Centre socio-éducatif de l'État** | Question **8221** (09/08/2023) de **M. Léon Gloden** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

An engem aktuellen RTL-Artikel vum 8. August 2023 sinn Exmataarbechter aus dem Centre socio-éducatif de l'État (CSEE) interviewt ginn. Dobäi erzielt ee vun den Exmataarbechter z. B.: „Déi Jonk hunn hiren Joint an der Hand oder an der Täsch, kiffe virun den Ae vum Personal a verstoppe sech mol net méi." D'Fouille des personnes soll generell net anstänneg duerchgefouert ginn, heescht et weider. Och de Geschlechtsverkéier am CSEE ass ee grousst Theema: „Eng Educatrice aus der Unisec ass souguer schwanger gi vun engem Jong, deen do placéiert war", erzielt ee vum Expersonal. Doriwwer eraus soll eng weider Educatrice eng Affär mat engem knapp 16 Joer ale Pensionnaire gehat hunn, de Jong eleng gesinn hunn, em Kaddoe gemaach hunn an hie bei sech doheem verstoppt hunn.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch, un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend an un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

– Kann de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend déi am RTL-Artikel genannte Faite bestätegen?
• Wa jo, säit wéini huet de Ministère Kenntnis iwwert dës Situatioun?

– Sinn déi am RTL-Artikel genannte Faite strofrechtlech poursuivéiert ginn?
• Wann nee, firwat?
• Wa jo, wat waren d'Konsequenzen dovun?

– Sinn déi am RTL-Artikel genannte Faiten disziplinaresch poursuivéiert ginn?
• Wa jo, zu wéi enge Strofen ass et komm?
• Wann nee, firwat?

– Wéi eng Mesurë gedenkt d'Regierung am Kader vun der Drogeproblematik am CSEE ze huelen? Wat ass scho gemaach ginn?

– No wéi enge Krittäre gëtt d'Personal am CSEE agestallt?
• Si Formatiounen a punkto Drogeproblematik ugebuede ginn, fir d'Liewen an engem Prisong wéi dem CSEE besser ze verstoen?
• Kann de Ministère bestätegen, dass et kloer Instruktiounen un d'Personal ginn ass, dass keng Relatioun tëscht Jugendlechen an dem Personal entstoe soll?

– Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Sécherheet an d'Kontrollen am CSEE substanziell missten eropgesat ginn?
• Wa jo, wéi wäert dat ausgesinn?

**Réponse** (06/09/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Aussoe vun e puer fréiere CSEE-Mataarbechter si vu perséinlechen Erfarungen a subjektiven Opfaassungen an Interpretatioune gezeechent a kënnen op kee Fall als allgemeng Wourechten ugeholl ginn. Dës Aussoe kënne spezifesch Situatiounen, individuell oder och institutionell Konflikt- a Krisemomenter reflektéieren, awer sécher net déi alldeeglech Realitéit vun enger ganzer Institutioun. Et ass bedauerlech, datt esou d'Aarbecht an dëser Institutioun ofgewäert gëtt an datt jonk Leit, déi ënner de Jugendschutz gestallt ginn, esou stigmatiséiert ginn.

Et ass evident, datt intim Relatiounen tëschent Personal an enger sozialer Struktur an de Jonken, déi do betreit ginn, net akzeptabel sinn. An deem Fall, deen der Direktioun vum CSEE zougedroe ginn ass, huet d'Direktioun esouwuel disziplinaresch Mesuren ergraff, wéi och de Fall dem Parquet gemellt. Des Weideren huet d'Direktioun de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) iwwer dësen Tëschefall informéiert. De MENJE huet d'Direktioun an hiren

Demarchen ënnerstëtzt a ka confirméieren, datt si hire Responsabilitéiten als Supérieur hiérarchique nokomm ass. Déi honorabel Deputéiert wäerte mir zoustëmmen, datt d'Feelverhale vun enger Persoun net dierf als Verfeelung vun enger ganzer Institutioun gewäert ginn.

Wat d'Suchtproblematik ubelaangt, huet de CSEE kloer Prozeduren am Ëmgang mat Drogekonsum. An enger Struktur wéi dem CSEE, wou verschidde Jonker mat Suchtproblematiken ze kämpfen hunn, kann et leider ni ganz ausgeschloss ginn, datt ee Pensionnaire Droge bei sech dréit. Wann ee Jonke mat Drogen erwëscht gëtt, kuckt d'Personal selbstverständlech net ewech. Och d'Fouillen, déi zu de belaaschtendste Situatioune vun der Aarbecht am CSEE zielen, si gesetzlech kloer gereegelt (loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du Centre socio-éducatif de l'État) a ginn no deene Reegelen a Prozeduren duerchgefouert. D'Mataarbechter si speziell fir dës Fouillë forméiert.

De CSEE huet eng ganz Rei Mesuren en place gesat, fir mat de Suchtproblematike vu verschiddene Pensionnairen ëmzegoen. Engersäits hëlt d'Personal vum CSEE ëmmer erëm u Weiderbildungen zum Theema Drogekonsum deel an ass extra geschoult, fir mat Jonke mat enger Suchterkrankung ze schaffen. An der pädagogescher Aarbecht selwer setzt de CSEE dorop, de Jonken Handlungsalternativen ze ginn, fir de Besoin ze erfëllen, deen um Ursprong vun hirem Konsum ass. Sou léieren si zum Beispill, hir negativ Gefiller anescht ze reguléieren. An dëser Aarbecht schafft de CSEE enk mat externe Partner zesummen, déi ee spezifesche Suivi vu Jonke maachen, déi Drogen huelen. All Jonken, deen an d'Unité de sécurité (Unisec) placéiert gëtt, mécht och bei senger Admissioun een Drogescreening.

Och an der Präventioun vum Drogekonsum ass de CSEE aktiv. Hei schafft de CSEE virun allem zesumme mat der Police, déi op Demande vum CSEE mat der Hondsstaffel kënnt, fir Drogen, déi eventuell um Site vum CSEE verstoppt kéinte sinn, ze beschlagnamen. Natierlech ginn och all Drogen, déi de CSEE sécherstellt, der Police gemellt an iwwerginn. Zudeem gëtt zanter e puer Méint och den Ausseberäich verstäerkt kontrolléiert.

Déi konzeptuell Ausriichtung vum CSEE leet de Fokus zanter enger Rei vu Joren op déi pädagogesch Ënnerstëtzung vu Jonken, déi dacks vill Schlëmmes erlieft hunn, traumatiséiert sinn an deelweis psychiatresch an aner gesondheetlech Problemer hunn, a geet esou ewech vun enger reng punitiver Approche, déi dacks nëmme kuerzfristeg Resultater liwwert. De MENJE ënnerstëtzt de CSEE voll a ganz bei der Ëmsetzung vun sengem Konzept. Wéi rezent international Etudë weisen, ass een traumaorientéierten a systeemeschen Usaz bei der Aarbecht mat hinnen deen Usaz, deen am meeschte Potential huet, nohalteg Verbesserungen am Liewe vun deene Jonken ze brëngen. Esou eng Approche verlaangt vun de Professionelle vill Feingefill an si sichen dacks d'Gespréich mat de Pensionnairen, fir mat hinnen zesumme Léisungen a Strategien ze entwéckelen, fir zukünftegt onugepasstent Verhalen ze vermeiden. Datt d'Ëmsetzung vun dësem Konzept och beim Personal Zäit brauch, an datt et zu ënnerschiddlechen Opfaassungen innerhalb vum Personal kënnt, wéi ee soll mat dëse Jonken ëmgoen, ass een Deel vum dësem Changementsprozess, dee voll amgaang ass. Datt domat awer verstane gëtt, datt déi Jonk maache kéinten, wat se wëllen, respektiv ee Laissez-faire-Stil reprochéiert gëtt, ass absolutt inakzeptabel a falsch.

D'Direktioun vum CSEE ass drop beduecht, d'Sécherheet an d'Prise en charge vun deene Jonke kontinuéierlech un déi sech verännerend Situatiounen a Standarden unzepassen. D'Sécherheet an d'Kontrollen am CSEE entspriechen den internationale Standarde fir esou Institutiounen. Zousätzlech fanne Sécherheetsaudite vun auslänneschen Experte statt, op Basis vun deenen d'Sécherheetsstandarden deene leschten internationalen Normen ugepasst ginn. Och de geplangten Ëmbau vun der Unisec an ee Centre pénitentiaire pour mineurs am Kader vum Gesetzesprojet Nr. 7991 (Jugendstrofgesetz) soll den héchste Standarde fir esou Strukturen entspriechen.

D'Direktioun bestätegt nach eng Kéier, datt de Mandat, deen hir vun de Justizautoritéiten uvertraut gouf, am beschten Interêt vun de jonke Leit ausgeüübt gëtt a berücksichtegt déi neiste Resultater aus der wëssenschaftlecher Fuerschung a puncto Ëmgang mat enger Noutsituatioun an/oder dem Risiko vu Jugendkriminalitéit am Aklang mat dem aktuelle legislative Kader zu Lëtzebuerg.

D'Direktioun an déi multidisziplinär Ekipp vum CSEE sinn dorop ausgeriicht, fir e psychopedagogesche Kader opzebauen, deen déi Jonk engersäits mat hire Verfeelungen a Schwieregkeete konfrontéiert a si anerersäits op hir Ressourcen a Perspektiven hiweist.

**Confédération européenne d'experts en évaluation et réparation du dommage corporel** | Question **8222** (09/08/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mam Règlement grand-ducal vum 10. Juni 2013 iwwert de Barème médical fir d'Assurance accident gouf eng nei Referenz fir medezinnesch Ënnersichungen an Expertisen am Kontext vu bleiwende Schied no Accidenter agefouert.

Iwwert den nationale Kader eraus, ass d'Theema vun der Evaluatioun vu kierperlechen Aschränkungen an den domat verbonnene finanziellen Entschiedegungen och en Theema vun der Confédération européenne d'experts en évaluation et réparation du dommage corporel (CEREDOC).

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Op Basis vu wéi enger reglementéierter Nomenclature a wéi enge Critères d'appréciations ginn d'Ënnersichunge beim CMSS gemaach? Gëllt hei och de Barème médical aus dem Reglement vum 10. Juni 2013 oder gëtt et eng aner legal Basis?
Falls de Barème vun 2013 gëllt: Mussen ëmmer all d'Krittäre genotzt ginn?
Bzw. ass et dem Dokter oder der Doktesch beim CMSS iwwerlooss, zousätzlech zum Reglement vum 10. Juni 2013 weider Krittären ze consideréieren, bzw. d'Krittäre jee no Fall liicht unzepassen oder Krittären ewechzeloossen?
Falls et fir d'Ënnersichunge beim CMSS guer keng eenheetlech Richtlinne gëtt: Ass d'Cellule d'expertise médicale oder en anere Service bei der Santé beoptraagt ginn, dës auszeschaffen?

2. Wéi wäit sinn d'Harmoniséierungsbeméiunge bei der Elaboratioun vun engem Guide unique fir kierperlech Aschränkungen an den domat verbonnene finanziellen Entschiedegunge vun der Confédération européenne d'experts en évaluation et réparation du dommage corporel (CEREDOC)?
Bréngt Lëtzebuerg sech an dës Aarbechten an a falls jo, wéi?
Ass d'Cellule d'expertise médicale oder d'Santé un den Aarbechte bedeelegt?

3. Gëtt et Harmoniséierungsbeméiunge vusäite vu Lëtzebuerg, fir d'Barèmes médicaux fir d'medezinnesch Kontrollen am Beräich vun der Sécurité sociale op europäeschem Niveau unzegläichen?
Falls jo: Wou sinn d'Aarbechten drun a wat fir eng Roll spillt Lëtzebuerg?
Ass d'Cellule d'expertise médicale oder d'Santé un den Aarbechte bedeelegt?

**Réponse** (11/09/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. D'Ënnersichunge beim Kontrolldéngscht vun der sozialer Sécherheet (CMSS), wéi dat an der Medezinn iwwerall Usus ass, ginn net op Basis vun enger reglementéierter Nomenclature gemaach. Fir déi medezinnesch Ënnersichung gëllen déi selwecht Standarden, wéi se am Medezinnstudium geléiert ginn an dono an der deeglecher Praxis ugewannt ginn. Do ënnerscheet de Kontrolldokter vum CMSS sech net vun all anerem Dokter, dee mat kranken, bezéiungsweis verletzte Persoune schafft. D'Appreciatiounskrittäre sinn eebenfalls déi, déi an der jeeweils aktueller medezinnescher Wëssenschaft gëllen. D'groussherzoglecht Reglement vum 10. Juni 2013 ass applikabel an der Onfallversécherung a gëllt do selbstverständlech als legal Basis.

– Dat gëtt vu Fall zu Fall gekuckt; eng Verallgemengerung gëtt et och hei net, vu datt net all Fall onbedéngt identesch ass, bezéiungsweis et (medezinnesch) Ënnerscheeder gëtt. Wat d'Krankeversécherung an d'Pensiounsversécherung betrëfft, ass den ugeschwate Barème (CEREDOC) net gesetzlech bindend; et ass ee Barème vu villen, mat deem de CMSS schafft. Do gëtt et zum Beispill déi offiziell franséisch an däitsch gesetzlech festgeluechte Barèmen, wéi och zum Beispill dee ganz bekannte Barème vum „Concours médical", enger franséischer Fachzäitschrëft. Da stinn dem CMSS eng ganz Rei medezinnesch Fachbicher a Fachzäitschrëften zur Verfügung, déi ganz aktuell sech ëmmer nees mam Theema vun der Evaluatioun, bezéiungsweis der medezinnescher Expertis befaassen. Et ass och wichteg ze wëssen, dass d'Zuelen an engem Barème och ëmmer nëmmen eng Forschett uginn, am Kader vun där den Expert sech beweegt an och eventuell doriwwer erausgeet. Et ass jo gewosst, dass d'Medezinn keng exakt Wëssenschaft ass an all Fall anescht riskéiert ze sinn.
– Weeder d'Cellule d'expertise médicale (CEM) nach e Service bei der Direktioun vun der Santé sinn hei kompetent. Et gëtt awer eng Zesummenaarbecht mat engem Vertrieder vum Contrôle médical, wat Krittäre fir de Statut vum „Salarié handicapé" ubelaangt. De Representant vun der Santé assuréiert d'Presidentschaft vun der medezinnescher Kommissioun vum Handicap vum Aarbechtsministère. An engem interne Reglement vun dëser medezinnescher Kommissioun ass festgehalen, dass déi 5 Memberen sech op verschidde Barèmë stäipen, fir hir Decisioun ze huelen, ob ee Salarié dëse Statut kritt oder net.

Follgend Barèmë ginn dofir benotzt:

– Barème médical applicable à l'assurance accident (RGD du 10/06/2013);
– Barème d'évaluation médico-légale français de la Société de médecine légale et de criminologie de France et de l'Association des médecins experts en dommages corporels;
– Barème indicatif d'évaluation des taux d'incapacité en droit commun du Concours médical;
– Évaluation du handicap et du dommage corporel du Dr. L. Melennec;
– Barème européen d'évaluation des atteintes à l'intégrité physique et psychique.

Déi medezinnesch Kommissioun muss verschidde Barèmë benotzen, well net all Krankheet a Sequelle vun Accidenter ausféierlech behandelt ginn an engem eenzege Barème.

ad 2. Weeder dem Ministère vun der sozialer Sécherheet, nach den zoustännege Verwaltungen an

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

Institutioune sinn esou Harmoniséierungsbeméiunge bekannt. An dësem Kader ass et net oninteressant ze wëssen, dass et déi éischt an déi lescht Versioun vun dem Barème vun der CEREDOC, 2010 gouf. Dëse Barème ass och net en offizielle Barème vun der Europäescher Unioun. Dëse Barème ersetzt och net déi offiziell per Gesetz definéiert Barèmen aus den Nopeschlänner.

Laut den Informatiounen, déi dem Ministère fir sozial Sécherheet zur Verfügung stinn, ass de CEREDOC eng Confederatioun, déi verschidden national Associatioune vereent, mee keng offiziell EU-Institutioun oder Änleches.

Weeder de CMSS, nach d'CEM oder d'Associatioun vun der Onfallversécherung sinn am CEREDOC vertrueden. De Ministère fir sozial Sécherheet huet net Kenntnis vun enger Lëtzebuerger Associatioun oder soss enger Verwaltung, déi am CEREDOC vertrueden ass. Dëst gëllt och fir de Gesondheetsministère.

ad 3. Laut den Informatiounen, déi dem Ministère vun der sozialer Sécherheet esouwéi dem Gesondheetsministère zur Verfügung stinn, gëtt et am Moment op europäeschem Niveau keng Harmoniséierungsbeméiungen op dësem Punkt. Dobäi muss een och präziséieren, datt d'sozial Sécherheet eng national Kompetenz ass. Legal bindend Krittäre missten also an der nationaler Gesetzgeebung verankert ginn.

**Courrier concernant les dispositifs de sécurité des marchés de Noël** | Question urgente **0037** (23/11/2023) de **M. Dan Biancalana** | **Mme Francine Closener** (LSAP)

Les villes et communes de la Région « Sud » viennent de recevoir en date du 8 novembre 2023 de la part de la Direction régionale de la police un courrier les invitant à prendre des mesures de sécurité relatives à l'organisation des marchés de Noël et d'autres manifestations d'envergure rassemblant un grand nombre de personnes.

Ce courrier leur parvient fort tardivement, à un moment où elles sont en train d'organiser voire de finaliser ces évènements.

Le plan « Vigilnat » est cité au niveau d'alerte 2. Les communes sont censées devoir en tenir compte. Il y a donc lieu de prévoir un renforcement des dispositifs de sécurité. Ils sont au nombre considérable de sept voire neuf.

Dès lors, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Pour quelles raisons ce courrier a-t-il été envoyé si tardivement aux communes ?

2) Pour quelles raisons les communes n'ont-elles pas été associées aux discussions autour de la mise en place de ces dispositifs, notamment dans le cadre des comités de prévention communaux ?

3) À notre connaissance, un tel courrier n'a pas été communiqué aux communes les années précédentes. Nous aimerions savoir dans quelle démarche ledit courrier s'inscrit.

4) Quelle instance est chargée du contrôle de ces dispositifs ?

5) Quant aux « fouilles ciblées » suggérées dans le courrier de la Direction régionale de la police, quel type de fouilles est préconisé ?

6) Quelles sont les mesures prévues par la Police grand-ducale pour les marchés de Noël et autres manifestations jugées « sensibles » par la police ?

**Réponse** (29/11/2023) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

De prime abord, je tiens à relever que bien que la lettre, dont question, ait été envoyée le 8 novembre 2023, les honorables Députés n'ont soumis leur inquiétude qu'en date du 23 novembre 2023. Par ailleurs, eu égard au fait que la lettre précitée a été envoyée avant mon entrée en fonctions, je n'en ai pris connaissance que par le biais de la présente question parlementaire.

ad 1) La Direction de la Région Sud-Ouest a pris l'initiative de ce courrier et a décidé du moment de l'envoi. Elle entendait par le biais de ce courrier rappeler certains principes de sécurité à prendre en considération dans le cadre de l'organisation d'un marché de Noël ou autre événement d'envergure. Selon la police, il s'agit d'un type de lettre qui est régulièrement envoyé aux organisateurs privés et publics de tels événements.

Le niveau de la menace par rapport aux manifestations d'envergure ne diffère pas de celui des années précédentes. Le plan « Vigilnat » prévoit actuellement un niveau d'alerte 2.

ad 2) Les comités de prévention sont convoqués par le bourgmestre au moins une fois par an et toutes les fois que les circonstances l'exigent. D'après la police, de tels sujets ne sont en principe pas discutés au sein des comités de prévention communaux, mais s'inscrivent dans le cadre de l'article 36 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale qui dispose qu'en cas d'événements susceptibles de troubler l'ordre public, l'autorité communale et la police échangent les informations utiles, sans fournir de précision quant à la forme de ces échanges.

ad 3) Il est fait référence à la réponse à la question 1.

ad 4) La police se tient à disposition des organisateurs pour donner des conseils supplémentaires concernant les mesures envisagées, mais ne contrôle pas a posteriori le dispositif mis en place.

ad 5) Les « fouilles ciblées » mentionnées dans le courrier de la police visent le contrôle des accès.

ad 6) La police, par le biais de ses patrouilles préventives, assurera comme d'habitude une présence autour des marchés précités.

En tant que Ministre des Affaires intérieures, il m'importe de promouvoir la collaboration entre la police et les communes à travers notamment les mesures prévues dans l'accord gouvernemental. Dans ce même ordre d'idées, j'encourage une communication proactive et dans des délais appropriés.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

**Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis**

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

**Ech abonéiere mech:**

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

**Ech desabonéiere mech:**

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.


1848




# Exposition prolongée jusqu'au 24 février 2024

**Archives nationales – Plateau du Saint-Esprit**

**Lundi à vendredi 08h30 – 17h30**
**Samedi 08h30 – 11h30**

**Exposition en langues allemande et française**
**Entrée et visites guidées gratuites**

Informations



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |



PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen


Actualité parlementaire p. 03-04

Séances publiques nos 3 à 5 p. 05-47

Questions au Gouvernement p. 48-99



2023-2028

n° 2




# Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-04

Séances ..... p. 05-47

3e séance du mercredi 22 novembre 2023 p. 05-09

4e séance du jeudi 23 novembre 2023 p. 09-30

5e séance du jeudi 23 novembre 2023 p. 30-47

Questions au Gouvernement ..... p. 48-99

# Chambre des Députés

## Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

**Concept et layout :**
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

**Impression :**
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**
21/12/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

# La majorité a accordé sa confiance au Gouvernement

Au tout début de cette nouvelle législature, trois séances publiques étaient dédiées les 22 et 23 novembre 2023 à la déclaration du nouveau Premier ministre, M. Luc Frieden, sur le programme gouvernemental ainsi qu'au débat sur ce programme.

Les représentants des quatre groupes politiques et des trois sensibilités se sont positionnés sur les différents points exposés par le nouveau chef du Gouvernement.

À la suite du débat, les 35 députés membres de la majorité gouvernementale (CSV et DP) ont exprimé leur soutien au Gouvernement en votant « oui » lors du vote sur la question de confiance, alors que les 25 membres de l'opposition (LSAP, ADR, déi gréng, Piraten et déi Lénk) n'ont pas accordé leur confiance au Gouvernement en votant « non ».

La procédure de la question de confiance est prévue par la Constitution révisée à l'article 93 (1) : « Le Premier ministre engage la responsabilité du nouveau Gouvernement à l'occasion de la présentation du programme gouvernemental devant la Chambre des Députés. » Elle est également détaillée dans le Règlement de la Chambre (article 87bis).

Relisez le verbatim de la déclaration gouvernementale et du débat sur le programme gouvernemental aux pages 05 à 47 de ce numéro.



*Le nouveau Premier ministre a présenté le programme gouvernemental aux députés.*

# La Grande Région à l'honneur du premier déplacement du Président de la Chambre

La promotion du rôle économique, social et culturel de la Grande Région ainsi que la coopération transfrontalière constituent les objectifs centraux du Conseil parlementaire interrégional (CPI). Une délégation de la Chambre des Députés, menée par le nouveau Président du Parlement, M. Claude Wiseler, a assisté à la deuxième réunion annuelle du CPI le 8 décembre 2023 à Trèves.



*De gauche à droite : M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre des Députés, MM. Jeff Engelen et Fernand Etgen, membres de la délégation luxembourgeoise auprès du CPI, M. Claude Wiseler, Président de la Chambre, MM. Charel Weiler et Claude Haagen, membres de la délégation*

Si le CPI se réunit deux fois par an à l'occasion de ses séances plénières, le vrai travail se déroule au niveau des commissions qui sont au nombre de six. Le Luxembourg préside traditionnellement la Commission 4 « Environnement et agriculture » et invite ses membres régulièrement au Grand-Duché pour échanger sur des sujets rattachés à la compétence de ladite commission.

### Une recommandation concernant les murs en pierre sèche dans la Grande Région

Les murs en pierre sèche dans la Grande Région, leur valorisation et leur protection en tant que patrimoine culturel et écologique avaient fait l'objet d'un débat lors de la réunion de la Commission 4 (C4) au Luxembourg en avril 2023, a rappelé le Président de la Chambre lors de la séance plénière à Trèves. La recommandation proposée sur base des conclusions de la dernière réunion de la C4 a été approuvée par l'ensemble des membres du Conseil parlementaire interrégional.

Rappelons que l'Unesco a inscrit l'art de la construction en pierre sèche sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité en 2018. Le Luxembourg a déposé une candidature en 2023 en vue de rejoindre les pays déjà inscrits dans ce domaine.

Réunion de la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

# Des valeurs communes pour un avenir commun

Le Liechtenstein préside depuis mi-novembre 2023 le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. La toute première réunion de cette présidence a rassemblé les membres du Bureau et de la Commission permanente de l'APCE les 28 et 29 novembre 2023 à Vaduz. M. Gusty Graas a représenté la Chambre des Députés dans la principauté et a prêté l'oreille aux priorités liechtensteinoises du prochain semestre. « Unis par nos valeurs pour un avenir meilleur répondant aux besoins de tous », telle est la devise directrice présentée par Mme Dominique Hasler, Ministre des Affaires étrangères du Liechtenstein.

### Viabilité financière de l'organisation

Pour parvenir à cet avenir meilleur, diverses adaptations résultant des engagements pris lors du Sommet de Reykjavik ont été entamées. Adopté par consensus, le budget devrait garantir la stabilité des finances d'une organisation se devant plus axée sur les résultats. Il s'agit du premier budget de croissance réelle depuis 17 ans avec une hausse significative de 12 % entre 2023 et 2024. Selon le Secrétaire général adjoint, M. Bjørn Berge, le Conseil de l'Europe se dote ainsi du potentiel pour freiner, voire inverser le recul démocratique présent en Europe et dans le reste du monde.

### Crise humanitaire au Proche-Orient

Au Proche-Orient, on assiste plutôt à une crise humanitaire accompagnée d'une spirale de la violence qu'à une simple régression de la démocratie. Un débat d'actualité auquel ont participé des représentants du Conseil législatif palestinien et de la Knesset d'Israël a été tenu à ce sujet.

Se félicitant de cet échange, M. Graas a souligné quant à lui l'importance d'une approche historique dans l'analyse du conflit. Il a notamment évoqué la Déclaration de Balfour ou encore la Guerre des Six Jours contenant respectivement des éléments de solution pour une issue pacifique. Après avoir condamné l'attaque du Hamas et mis en lumière le droit de défense revenant aux autorités israéliennes, il a insisté sur la nécessité de solliciter la communauté internationale – les États-Unis, l'Union européenne, mais aussi le Conseil de l'Europe – de s'empresser à trouver une sortie de ce conflit au plus vite, tout en privilégiant une approche humanitaire.

### Modifications génétiques

Les pratiques de modification héréditaire du génome chez l'être humain ont fait l'objet d'un rapport adopté à l'unanimité des parlementaires présents. Ce texte recommande aux États membres de légiférer au niveau national afin d'interdire les grossesses induites à partir d'embryons génétiquement modifiés.

La Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine de 1997, communément appelée Convention d'Oviedo, contient des dispositions rédigées dans la même logique. Si le Luxembourg a bien signé ce texte, il ne l'a pourtant pas encore ratifié.

Le Luxembourg assumera la présidence tournante du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe de novembre 2024 à mai 2025. Au cours de celle-ci, la Chambre des Députés accueillera le Comité présidentiel, le Bureau et la Commission permanente de l'APCE à Luxembourg.




*M. Gusty Graas lors de son intervention*

LXX[e] COSAC à Madrid

# « La COSAC est un véhicule pour les préoccupations sociales de nos citoyens »




*M. Fernand Kartheiser a représenté la Chambre des Députés à la 70[e] réunion de la COSAC, qui s'est tenue cette année à Madrid.*

C'est avec ces mots que M. José Ignacio Landaluce Calleja, Coprésident de la délégation du Parlement espagnol auprès de la COSAC, a ouvert la 70[e] réunion plénière de la COSAC qui s'est déroulée à Madrid du 26 au 28 novembre 2023. Il a notamment rappelé l'importance de ce forum parlementaire visant à renforcer le rôle des parlements nationaux au sein de l'Union européenne et ainsi donner la parole aux représentants des différents parlements sur la scène européenne.

M. Fernand Kartheiser y a représenté la Chambre des Députés en participant aux différentes sessions traitant de sujets très ambitieux. Les participants ont, en effet, échangé sur le pacte européen sur la migration et l'asile, la crise énergétique et la transition écologique, la situation en Ukraine et les relations de cette dernière avec l'Union européenne ainsi que l'autonomie stratégique ouverte et les relations avec l'Amérique latine. Les interventions des députés nationaux ainsi que des députés européens ont montré que les positions par rapport à ces questions sont très hétérogènes.

M. Kartheiser a eu l'occasion de prendre la parole au cours d'un débat sur la situation en Ukraine, en soulignant que ce conflit n'a pas débuté en 2022, mais en 2014 avec la guerre du Donbass. Le député luxembourgeois a encore fait référence aux accords de Minsk pour mettre en évidence que ceux-ci n'ont pas été entièrement respectés. Selon M. Kartheiser, il est important que l'Occident reconnaisse sa part de responsabilité dans ce conflit. Il a terminé son intervention en insistant sur la nécessité d'empêcher une guerre froide et d'atteindre une paix durable en Europe.

La 70[e] réunion de la COSAC intervient à la fin de la présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne. Celle-ci passera en effet le flambeau à la Belgique le 1[er] janvier 2024. La prochaine présidence luxembourgeoise, quant à elle, aura lieu de janvier à juin 2029.

La Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) a été créée en 1989 dans le but d'encourager l'échange entre les commissions des parlements nationaux des États membres de l'Union européenne ayant les affaires européennes dans leurs attributions et de mettre à leur disposition une plateforme informelle.

## Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 05
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Déclaration de M. Luc Frieden, Premier ministre, sur le programme gouvernemental** p. 05
   M. Luc Frieden, Premier ministre

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Lex Delles, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue et M. Eric Thill, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

## 2. Déclaration de M. Luc Frieden, Premier ministre, sur le programme gouvernemental

Mir kommen dann elo zur Deklaratioun vum Här Premierminister Luc Frieden iwwert de Regierungsprogramm. Ech ginn dem Här Premierminister d'Wuert, fir de Regierungsplang vun der neier Regierung virzestellen. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Här President, Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken a seng Awunner zesummenhalen, dat ass déi Aufgab, déi mir eis fir déi nächst fënnef Joer ginn hunn.

Ech wëll eist Land a Fridden, Fräiheet a Wuelstand an d'Zukunft féieren. An ech si mer bewosst iwwert déi grouss Verantwortung vun dëser Funktioun als Premierminister, déi de Grand-Duc mer an der Konsequenz vun de Parlamentswale vum 8. Oktober uvertraut huet. Mee an enger parlamentarescher Demokratie ass dat ni eng Aufgab vun enger Persoun aleng, mee vun enger ganzer Regierung an och vun engem Parlament, virun deem dës Regierung Verantwortung dréit.

Fir mech ass et awer och virun allem eng Verantwortung virun alle Leit, déi hei am Land liewen a schaffen, egal wéi hir politesch Iwwerzeegunge sinn. Mir sinn net de Vertrieder vun engem Grupp, mee mir sinn de Vertrieder vum Intérêt général. D'Wale vum Oktober hunn eng staark Koalitioun vun der politescher Mëtt ervirbruecht. A mir wëllen aus där politescher Mëtt eraus esou breet wéi méiglech d'Leit am Land bei eiser Aarbecht iwwerzeegen a mathuelen.

Je voudrais également dire à l'importante population non luxembourgeoise qui habite et travaille dans ce pays, et dont nous savons et apprécions la grande contribution au développement social et économique de notre pays, que le Gouvernement que j'ai l'honneur de conduire sera aussi leur Gouvernement. Je chercherai des moyens appropriés pour les écouter, notamment à travers les chambres professionnelles et les nombreuses organisations dans lesquelles ils s'engagent. Leur voix sera entendue.

Eng Regierungserklärung no Walen – besonnesch wann eng nei Koalitioun aus deene Walen ervirgeet – ass ëmmer e spezielle Moment, well en neit Kapitel an der Geschicht vum Land opgeschloe gëtt.

Mee dat neit Kapitel baut op op deem, wat vireg Generatioune geleescht hunn. Duerfir ass mäin éischte Gedanken als Premierminister, deene Merci ze soen, déi fir eis Fräiheet a Wäerter am Zweete Weltkrich an op anere Plaze gekämpft hunn – Wäerter, op deene mir haut hei kënnen opbauen –, a grad an dësen Deeg, an deenen dës Wäerter esou vill an esou brutal op der Welt a Fro gestallt ginn.

Mir bauen och op op dat, wat eis Virgänger an der Regierung an an der Chamber gemaach hunn. Duerfir wëll ech och haut all den austriedende Ministeren an Deputéierte Merci soe fir hiren Engagement, hir Zäit an hir Aarbecht fir eist Land. Déi nei Regierung wäert an der demokratescher Traditioun vun eisem Land déi institutionell a gesellschaftspolitesch Änneruungen, déi an de leschte Jore gemaach gi sinn, voll a ganz respektéieren.

Mir kënnen houfreg sinn op eis Lëtzebuerger Demokratie. Si huet bei de Walen an och duerno gutt fonctionéiert – dat ass net selbstverständlech, wann ee kuckt, wat an der Welt geschitt.

Mir wäerten alles maachen, fir eis Demokratie, eis pluralistesch Gesellschaft an d'Mënscherechter ze verteidegen an ze stäerken. D'Demokratie verlaangt Kompromëss er. Si ass duerfir heiansdo méi lues wéi aner Regimmer, mee si stäerkt laangfristeg d'sozial Kohäsioun.

Si verlaangt awer och Versteesdemech fir d'Positioun vun deem aneren an de Respekt vun der demokratescher Decisioun, besonnesch bei schwierege politeschen Decisiounen. D'Sich nom Konsens, déi ech als meng Aufgab ugesinn, dierf awer net an der Demokratie zum Stëllstand féieren.

Mir wunnen an engem Land, dat eis Demokratie, Fridden a Sécherheet gëtt, mee doru musse mir och als nei Regierung an och Dir als Parlament all Dag schaffen.

De brutalen Iwwerfall vu Russland op d'Ukrain, de schreckleche Konflikt am Noen Osten, déi rezent Auseinanersetzungen am Kaukasus an um Balkan erënneren eis drun, datt Fridden a Fräiheet keng Selbstverständlechkeet sinn.

L'Europe a été inventée comme alternative à la guerre. La table de négociation a remplacé le bruit des armes. Le marché intérieur et l'abolition des frontières intérieures dans l'Union européenne ont contribué à notre prospérité économique et facilité notre vie quotidienne. Je confirme ici la ferme volonté du nouveau Gouvernement à contribuer activement à approfondir la construction européenne dans l'intérêt de ses citoyens. Nous souhaitons renforcer l'Union européenne notamment sur les plans politique, économique, sécuritaire, ainsi que sur le plan de la résilience face à des États tiers. L'élargissement de l'Europe, dont nous comprenons l'importance dans le contexte de la stabilité sur notre continent, devra se faire dans le respect des critères de Copenhague, notamment de l'État de droit.

Face à la situation internationale qui remet en question l'ordre international établi au lendemain de la fin de la Guerre froide en 1990, le Luxembourg sera un allié fort de l'OTAN pour garantir notre paix et notre sécurité par des moyens politiques et militaires. La relation transatlantique avec notre allié historique que sont les États-Unis d'Amérique – à qui nous devons notre liberté et dont nous partageons tant de valeurs constitutionnelles – sera renforcée.

Dans le monde nous nous engagerons pour la paix, la liberté et le dialogue des cultures et des nations. Nous maintiendrons de bonnes relations avec la Chine, en cohérence avec nos intérêts économiques et nos valeurs – une Chine, dont l'importance politique, économique et technologique mérite notre pleine attention. En matière de coopération au développement, où nous continuerons à consacrer 1 % du revenu national brut, notre priorité sera le continent africain, dont la stabilité et le développement auront un impact majeur sur notre avenir.

Fir d'Wichtegkeet vun der EU a vun der NATO ze ënnersträichen, ginn ech och direkt schonn d'nächst Woch op Bréissel en Untrëttsbesuch maache bei d'Europäesch Unioun, a kuerz duerno, ugangs Dezember, bei d'NATO.

Nëmme wa mer an der Welt Fridden a Stabilitéit hunn, geet et eis och gutt. Mir hu gesinn, wéi eng Repercussiounen de Krich an der Ukrain oder d'Instabilitéit an Afrika oder am Noen Oste fir eis hunn. Mee mir hunn och vill reng national Defie virun eis, déi allerdéngs oft an enger klenger, oppener Ekonomie wéi eiser mam Ausland zesummenhänken.

Déi international wirtschaftlech Situatioun ass net gutt. No den neisten Zuele vum Internationale Währungsfong soll de Wuesstum vun Amerika d'nächst Joer bei ronn 1,5 %, dee vu China bei 4 % an dee vun der Eurozon bei ronn 1 % leien, dat ass vill manner wéi an der Moyenne vun de Jore virdrun, virun allem virun der Covidkris. Dat huet natierlech Repercussiounen op Lëtzebuerg an de Statec huet eis bei de Koalitiounsverhandlunge méi schlecht ekonomesch Perspektiven duergeluecht, wéi dat ugangs des Joers de Fall war.

Mir wëllen e Land, dat wirtschaftlech zolidd do steet, well mir sinn als Regierung iwwerzeegt, datt nëmme gesond Betriber gutt Aarbechtsplaze schafen an eis déi Moyene ginn, fir eng staark an effikass Sozialpolitick kënnen ze maachen. Nëmme staark Betriber kënnen och fir sech selwer a fir de Staat déi néideg Moyenen opbrëngen, fir déi noutwendeg ekologesch an digital Transitioun ze finanzéieren.

Här President, eis Sozialsystemer an eise Wuelstand brauche Wuesstum. Mir stinn zu engem nohaltegen an inklusive Wuesstum, engem Wuesstum, deen net ëmmer gläichzestellen ass mat méi Leit a méi Trafick, well och d'Technologie an nei Aarbechtsmethoden hëllefen eis, Wuesstum mat anere Methoden ze erreechen. En inklusive Wuesstum, deen der Entreprise selwer, hire Besëtzer, hire Mataarbechter an der ganzer Gesellschaft zeguttkënnt: Dat ass dee Wuesstum, dee mer eis wënschen. An duerfir wëlle mer d'Ramebedéngunge fir d'Betriber verbesseren, mat méi kuerze Prozeduren, méi Dialog mat de Verwaltungen, an engem État d'esprit vun de Verwaltungen, fir mat de Leit, de Gemengen an de Betriber Léisungen ze sichen.

Ech hunn all Minister gefrot, derfir ze suergen, déi administrativ Ofleef a senge Verwaltungen, déi iwwer Joren – oft aus gudde Grënn – entstane sinn, ze iwwerpréiwen, ze kierzen an de Verwaltunge Richtlinnen ze ginn, fir e modernen, biergerfrëndlechen, digitalen a schnelle Staat ze schafen. Dat mécht och d'Schaffe vun de Staatsbeamten, och am Kontakt mat de Bierger, vill

méi flott. An ech wäert reegelméisseg mat de Ministerkolleegen de Point iwwert dëse Fortschrëtt maachen.

Lëtzebuerg an d'Zukunft ze féieren, heescht och, d'Defie vun dem Klimawandel, der Digitalisatiouun an der kënschtlecher Intelligenz ganz seriö ze huelen an an all eis Politicke matanzebauen. Dëst sinn Erausfuerderungen, déi an eisen Ae Moossname verlaangen, déi step by step, mat de Leit an net vun uewen erof musse gemaach ginn. Dës Regierung setzt op Erklärung, Iwwerzeegung an Ënnerstëtzung vun de Leit an de Betriber, an och do erëm op manner komplizéiert Prozeduren, fir Fortschrëtter ze maachen, virun allem och bei den Theeme Klima a Biodiversitéit. Déi kënschtlech Intelligenz wäert eis Gesellschaft fundamental an deenen nächste Jore veränneren. Ech wäert och duerfir selwer mat den zoustännege Ministeren dëse wichtege Sujet mat all senge wirtschaftlechen, sozialen an eethesche Froe behandelen.

Dës Visioun fir eist Land, déi ech elo grad resüméiert hunn, gëtt an deem Regierungsprogramm, dee mer an deene leschte Wochen ausgehandelt hunn, deklinéiert. E Regierungsprogramm muss eng Grondausriichtung ginn, mee net eng Äntwert hunn op all prezis Fro, well éischtens Koalitiounsverhandlungen aus Zäitgrënn net kënnen dee leschten Detail diskutéieren, mee och well ech fannen, datt vill Sujeten eng länger Detailaarbecht verlaangen, déi déi eenzel Ministeren elo musse maachen, natierlech am Kader vum Koalitiounsaccord, mee och, well een haut net alles ka virausgesinn, wat an der Welt an an Europa an den nächste fënnef Joer geschitt. E Krich, eng Wirtschaftskris, eng Pandemie kann, wéi eis Virgänger wëssen, ganz séier nei Aktiounen néideg maachen. Dës Regierung wäert mat engem staarken Teamgeescht, op deen ech vill Wäert leeën, dat heescht, Kooperatiouun tëscht de Ministeren an de Ministèren, Léisunge fir d'Land virleeën, déi der Zäit ugepasst sinn.

Duerfir hu mer och bewosst de Choix gemaach, d'Zuel vun de Ministere vu 17 op 15 erofzesetzen, fir méi effikass virzegoen. Duerfir hu mer och de Choix gemaach, bei verschiddene Politickberäicher, déi besonnesch komplex a villsäiteg sinn, méi wéi ee Minister zoustänneg ze maachen, fir derfir ze suergen, datt déi ganz Koalitioun un engem Strang an an déi selwecht Richtung zitt, zum Beispill beim Logement, dem Kampf géint d'Aarmut oder der Immigratiouun. Ech wäert reegelméisseg déi zoustänneg Ministeren zesummeruffen, fir dës Politick gemeinsam, kohärent an effikass ëmzesetzen.

Eist Zil ass e bessert Zesummeliewen an engem moderne Lëtzebuerg. Dat ass méi wéi e Slogan. E modernt Lëtzebuerg, dat heescht, datt mer an der Digitalisatiouun, bei den erneierbaren Energien, am Gesondheetssecteur, bei den Infrastrukturen e gudde Schrack no vir musse maachen. An e bessert Zesummeliewen heescht virun allem, d'sozial Kohäsioun ze stäerken an d'Aarmut ze bekämpfen. Mir brauchen eng dezent Wunneng fir jiddwereen a mir brauche gutt Aarbechtsplazen, net nëmmen nei Aarbechtsplazen, mee och bei deenen, déi mer hunn, musse mer derfir suergen, datt se bleiwen a sech zugläich deenen neien Defie vun eiser Zäit upassen.

De Gruef tëscht Räich an Aarm dierf net méi grouss ginn. An ee vun den Haaptdefien an deem Beräich ass sécherlech de Wunnengsbau. Jiddweree kennt heibannen d'Evolutiouun vun de Präisser an Zënsen déi lescht Joren, déi et oft schwiereg an oft onméiglech maachen, besonnesch fir Jonker oder elengerzéiend Elteren, eng Wunneng ze fannen. Bei dës Wunnengskris ass elo eng Baukris derbäikomm, déi e groussen Impakt op vill Kleng- a Mëttelbetriber am Bau an am Handwierk an a villen anere Beruffer ronderëm de Bau, wéi Architekten an Ingenieuren, mat sech gezunn huet. D'Zil vun der Regierung ass et, nei Impulser ze ginn, fir datt erëm Beweegung an de Wunnengsmarché kënnt. Mir wëllen Investissementer ënnerstëtzen, fir d'Offer vu Wunnenge méi grouss ze maachen. Mir wëllen d'Bauaktivitéit erhalen, fir och do eng sozial Kris ze vermeiden.

Mir wëllen, datt déi gréisstméiglech Zuel vu Leit eng dezent Wunneng huet, fir ze lounen oder ze kafen. Duerfir wëlle mer eng Wunnengsbauoffensiv fir den abordabele Wunnengsraum maachen, mat allen ëffentlechen an och privaten Acteuren. Fir déi nei Regierung ass et wichteg, datt de Staat, d'Gemengen an de Privatsecteur Hand an Hand matenee schaffen. Duerfir wäerte mer kuerzfristeg eng national Logementsreuniouun tëscht dem Staat, de Gemengen an dem Handwierk maachen, fir dëse gemeinsamen Effort an dës grouss national Aufgab beschtméiglech ëmzesetzen.

Mir wëlle souwuel steierlech wéi bei de Prozeduren aktiv ginn. Dat heescht, scho fir d'Joer 2024 wëlle mer zäitlech begrenzt den Taux vum Amortissement accéléré erhéijen, d'Besteierung vun der Plus-value erofsetzen, en neie Steierkreditt „bëllegen Akt" aféieren an d'Ofschreiwungsméiglechkeet fir Scholdzënsen erhéijen. D'Philosophie vun dëse Moossnamen ass, datt erëm Beweegung an de Wunnengsmaart kënnt, datt d'Leit Incentivë kréien, fir an de Wunnengsbau ze investéieren, an datt esou nei Wunnengen entstinn an esou eng sozial Kris ka verhënnert ginn.

Mir wëllen, datt vill méi abordabele Wunnraum entsteet. A fir d'Angebot vu Mietwunnengen ze erweiteren, wäerte mer d'Aufgabe vun den ëffentlechen Acteure verbesseren an d'Kooperatiouun mat de Privatacteure stäerken, mee och d'Gemenge beim abordabele Wunnengsbau méi finanziell an technesch ennerstëtzen. De Gesetzprojet iwwert de Bail à loyer gëtt fundamental iwwerschafft.

Mir leeën e besonnesche Fokus och virun allem op déi, déi fir d'éischt eppes wëlle kafen. Duerfir wëlle mer hei de Bëllegen-Akt-Steierkreditt fir déi éischt Wunneng héijen a steierlech Moossname wéi Staatsgarantien iwwerpréiwen, fir se fir déi Jonk méi effikass ze maachen. Duerfir wäerte mer och Gespréicher mat der Europäescher Kommissioun féieren, fir d'Leit bei der TVA an der Besteierung vun der Plus-value méi kënnen ze ënnerstëtzen.

Ech wëll och, zesumme mat den zoustännege Ministeren, mat de Banken an de Regulateure vum Finanzwiese Gespréicher féieren, fir ze kucken, wat ee vu staatlecher Säit, am Respekt vum europäesche Recht, ka méi maachen, fir datt de Staat de Leit bei de Prête fir de Wunnengsbau – besonnesch bei der éischter Wunneng – ka méi ënnerstëtzend hëllefen.

Mir mussen awer och virun allem méi schnell bauen. Duerfir wäerten d'Prozeduren iwwerkuckt a vereinfacht ginn. Op ville Plaze wëlle mer de Prinzipp „silence vaut accord" bei den Autorisatiounen aféieren, fir datt et méi schnell geet. Mir wëllen och d'Baugeneemegunge méi séier, méi digitaliséiert a méi standardiséiert maachen, och mat der Hëllef vun engem Guichet unique an engem Trackingsystem, fir de Suivi ze maache bei de Gemengen.

De Schutz vun der Natur huet fir dës Regierung en héije Stellewäert. D'Prozeduren an d'Interpretatioune vun der Gesetzgeebung an dësem Domän sinn awer haut oft exzessiv, ze laang, ze komplizéiert a ginn och heiansdo méi wäit wéi déi europäesch Texter. Dat selwecht gëllt iwwregens och fir déi archäologesch Ausgruewungen do, wou soll gebaut ginn. Dat muss anescht ginn.

Mir iwwerkucke kuerzfristeg d'Kompensatiounsmoossnamen am Bauperimeter op hir Effikassitéit, Vereinfachung a Proportionalitéit. Duerfir erlabe mer och déi sougenannt „Natur auf Zeit", ouni datt dorauser nei Kompensatiounsvirschrëften entstinn. Dëst gëllt och a virun allem bei Industriebroochen, op deene vill a flott Wunnengen an nei Aktivitéite sollen entstoen. Mir wëllen d'Biodiversitéit an de Quartieren encouragéieren, mee net de Wunnengsbau oder aner Infrastrukturen, déi mer dréngend brauchen, blockéieren.

D'Wunnengsoffer, Här President, ass e weesentlechen Deel vum Problem vun der Aarmuts- an Aarmutsrisikoproblematik zu Lëtzebuerg. Vill Problemer bei Leit mat klengem Akommes, bei Elengerzéier, bei Sans-abrien, bei Asylanten entsti ronderëm de Wunnengsproblem. D'Regierung wëll versichen, d'Aarmutsproblematik an all hiren Dimensiounen ze reduzéieren. Dat ass net just d'Kompetenz vun engem Minister, mee vun der ganzer Regierung. Duerfir hu mer och Organisatioune wéi d'Croix-Rouge an d'Caritas gläich zu Ufank vun de Koalitiounsverhandlunge gesinn, well d'Solidaritéit an der Gesellschaft ass de Schlëssel zur sozialer Kohäsioun, zum gudden a friddlechen Zesummeliewen.

Mir wëllen de REVIS, de Revenu d'inclusion sociale, an och de Revenu pour personnes gravement handicapées reegelméisseg un d'Evolutiouun vun de Gehälter upassen. Dat gëllt och fir de Mindestloun a fir d'Allocation de vie chère. Dobäi ass et fir d'Regierung kloer, datt Schaffe sech loune muss. Duerfir muss de soziale Mindestloun ëmmer iwwert dem REVIS leien.

Fir der Aarmut entgéintzetrieden, wäerte mer och nei Weeër goen, fir datt déi Hëllefen och wierklech bei deenen ukommen, fir déi se do sinn. Dat ass haut oft net de Fall. Duerfir wëlle mer e Guichet social aféieren an e besseren Echange vun Informatiounen tëscht de Verwaltungen. D'Simplification administrative ass hei e wichtegen Hiewel fir unzesetzen. A mir wëllen och mat de Sozialpartner kucken, wéi mer d'Leit, déi de REVIS kréien, erëm besser an den Aarbechtsmaart kënnen integréieren.

Vill Leit, och déi, déi schaffen an e gutt Stéck méi verdénge wéi déi, vun deenen ech elo grad geschwat hunn, struewele mat de finanzielle Moyenen, déi se hunn, fir eens ze ginn. Dat ass natierlech erëm bedéngt duerch d'Wunnengspräisser, mee och d'Liewensmëttel- an d'Energiepräisser si fir vill Leit an der leschter Zäit eng staark finanziell Belaaschtung ginn. Fir d'Kafkraaft ze erhalen, wäert dës Koalitiouun den Index a senger aktueller Form bäibehalen. Et ass e wichtegt Element vum soziale Fridden an et evitéiert Streiker, wéi mer se wéinst Lounfuerderungen an aneren europäesche Länner ëmmer erëm gesinn.

Mee d'Regierung ass sech bewosst, datt den Index zwou Säiten huet. Fir déi, déi e kréien, fir déi ass et gutt, mee et muss och een e bezuelen, an dat sinn d'Betriber. A besonnesch déi kleng Betriber oder Secteuren, déi staark an der Konkurrenz mam Ausland stinn, hunn natierlech heiansdo grouss Schwieregkeeten, fir domat eens ze ginn, besonnesch wa méi Indextranchen an engem Joer erfalen. Mir stinn zum Index, zum automateschen Index, wéi en haut besteet, mee wann e puer Indextranchen an engem Joer erfalen, da wëlle mer am Sozialdialog tëscht der Regierung, de Betriber an de Gewerkschaften diskutéieren, wéi een engersäits d'Kafkraaft vun de Leit erhale kann an anerersäits de Betriber entgéintkomme kann, fir hinnen ze hëllefen, datt si och weider kënnen iwwerliewen a konkurrenzfäeg bleiwen.

Mir wëlle generell d'Kafkraaft vun de Leit stäerken. Wann ee schaffe geet, da verdéngt een normalerweis Geld an dann hëlt een och gär en Deel vun deem Geld mat heem. A besonnesch a schwieregen Zäite muss d'Steierpolitick och deem Rechnung droen.

Dës Regierung wëll d'Leit a virun allem d'Mëttelschicht entlaaschten an d'Kafkraaft stäerken. Dat ass versprach ginn an dat gëtt gemaach! Dat hëlleft och dem Lëtzebuerger Handel, Handwierk, Restauranten a villen anere Betriber. Duerfir geet d'Steierlaascht op den 1. Januar 2024 fir jiddwereen erof. De Steierbarème gëtt ëm véier Indextranchë berengegt. Dat ass finanzéierbar a gëtt de Leit méi Kafkraaft.

Aner Steierreduktiounen, besonnesch fir Kleng- a Mëttelrevenuen, wëll d'Regierung an dëser Legislaturperiod maachen, parallell zu weideren Inflatiounsberengegunge vun der Steiertabell. Am Koalitiounsaccord gëtt et och eng ganz Rei aner steierlech Erliichterungen, wéi zum Beispill fir déi Jonk, fir de Wunnengsbau oder fir d'Betriber. Mir kucken, d'Steierlandschaft ëmmer erëm unzepassen en fonction vun der generelle Evolutioun vun der Wirtschaft an de Staatsfinanzen an och natierlech der Evolutioun vun der makroekonomescher Situatioun.

D'Regierung wëll eng attraktiv Steierlandschaft, besonnesch well mer vill Leit aus dem Ausland brauchen, déi heihinner schaffe kommen, fir datt eis Ekonomie uerdentlech funktionéiert. Duerfir musse mer ëmmer erëm kucken, datt eis Steierlaascht net méi héich ass wéi déi am Ausland. Dat gëllt fir de ganze Steiertariff bis hin zum Spëtzesteiersaz. Dëse gëtt aus deem Grond net erhéicht.

Mir wëllen och de sozialen Opstig am Lëtzebuerger Land weider ënnerstëtzen. Dat geet och iwwert d'Steierpolitick an duerfir gëtt vun dëser Koalitioun keng Ierfschaftssteier an direkter Linn a keng Verméigenssteier fir Privatleit ageféiert. Esou huet all Generatioun e bësse méi duerch dat, wat vun hiren Elteren erschafft ginn ass a schonn do besteiert ginn ass.

Mir wëllen eis Steierlandschaft der gesellschaftlecher Evolutioun upassen. Duerfir wäerte mer an zwee Joer – well dat vill Aarbecht ass – e Projet presentéieren, wéi een eng eenzeg Steierklass kann aféieren. An der Tëschenzäit wäerte mer eng steierlech Erliichterung fir déi Leit an der Steierklass 1a aféieren.

Dës Regierung wëll d'Situatioun vun de jonke Leit verbesseren, steierlech, mee och an der Organisatioun vun hirem Familljen- a Beruffsliewen. Duerfir féiere mer e steierlechen Abattement a fir déi, déi just am Beruffsliewe ufänken. Domat kréie si méi finanziell Méiglechkeeten, fir all déi Depensë besser kënnen ze maachen, déi een huet, wann een a sengem Liewen, berufflech oder soss, ufänkt.

Mee mir wëllen och, datt d'Leit Beruffs- a Familljeliewe besser ënner een Hutt kréien. D'Wuel vun de Kanner an d'Ënnerstëtzung fir d'Familljе stinn am Mëttelpunkt vun eiser Politick. Mir wëllen dës Moossnamen am Dialog mat de Sozialpartner ëmsetzen.

De Congé de maternité gëtt flexibiliséiert. Am Accord mat hirem Dokter an hirem Employeur kann eng Fra een Deel vun hirem Congé prénatal an de Congé postnatal ëmwandelen. Mir wëllen de Congé parental ausweite vu sechs op néng Méint. Fir de Käschtepunkt am Gréff ze halen, gëtt de Gesamtrevenu, deen een haut fir déi sechs Méint kritt, op déi nei Gesamtlafzäit verdeelt.

Verschidde jonk Eltere wëllen, wann d'Kanner op d'Welt kommen, déi puer éischt Joren doheem si bei de Kanner. Mir respektéieren den individuelle Choix vun all Famill. Fir datt déi Elteren herno eng adequat sozial Ofsécherung hunn, ginn d'Babyjore vu 24 op 36 Méint pro Kand erhéicht.

Fir Famill a Beruff besser ënner een Hutt ze kréien, gi mer Elteren, déi Vollzäit schaffen an dat wëllen, e Recht op véier Stonne pro Woch onbezueltene Congé, en Temps partiel familial, bis hir Kanner 13 Joer al sinn, fir esou méi Zäit mat de Kanner no der Schoul kënnen ze verbréngen.

A fir datt d'Kanner gutt opgehuewe sinn, wa se net doheem sinn, ginn d'Betreiungsstrukture weider ausgebaut an de Betreiungsschlëssel, besonnesch fir den Accueil vun deene ganz klenge Kanner, gëtt iwwerschafft.

D'Kannergeld gëtt reegelméisseg un d'Inflatioun ugepasst. D'Kannergeld fir Kanner iwwer zwielef Joer gëtt no uewen ugepasst.

Mir wëllen, datt eis Kanner opwuessen an enger gesonder Ëmwelt. Dat ass fir eis a fir si eng weesentlech Basis fir eng gutt Liewensqualitéit. De Klimawandel an d'Biodiversitéitskris si grouss Defie fir eis Gesellschaft. D'Regierung steet zu den internationalen Engagementer an dësem Beräich an zu dem nationalen Energie- a Klimaplang. Mir wëllen eng ambitiéis, pragmatesch a sozialgerecht Klima- an Ëmweltpolitick. Mee de Wee dohinner wëll déi nei Regierung fundamental nei ugoen.

Mir wëllen net méi, datt iwwerdriwwen a komplizéiert Prozeduren a Reegelen de Fortschrëtt an anere wichtege Beräicher verhënneren, wéi zum Beispill beim Bau vun erneierbaren Energien, abordabelem Wunnraum oder Vëlosweeër, fir d'Mobilitéit ze verbesseren. De Prinzipp vun der Proportionalitéit an Effikassitéit vun de Reegele gëtt hei eis Guideline. Mir wëllen d'Leit an d'Betriber ënnerstëtzen, amplaz alles komplizéiert virzeschreiwen. Eng Ëmwelt- a Klimapolitick, déi d'Leit begeeschtert amplaz nervt.

All Prozedure mussen hei iwwerkuckt ginn, fir se ze vereinfachen, méi schnell ze maachen, ze informatiséieren an ze zentraliséieren, fir och esou kontradiktoresch Äntwerten aus deene verschiddene Verwaltungen ze vermeiden.

De massiven Ausbau vun erneierbaren Energien ass eng national Prioritéit fir déi nei Regierung. Och hei sinn d'Prozeduren ze laang an ze komplizéiert. Fotovoltaikanlagen op neie Wunn-, Büros- an ëffentleche Gebaier ginn de Standard.

All dëst kascht vill Suen. Mir wëllen d'Leit an d'Betriber bei der energeetescher Upassung vun hirem Haus a bei den erneierbaren Energië méi ënnerstëtzen. Duerfir féiere mer de Prefinanzement vun den ekologesche Subventiounen an, fir datt d'Leit nach just hiren Deel musse bezuelen an d'Betriber direkt vum Staat Sue kréien an dat an engem kuerzen Delai. Mir erweideren d'Bonification d'impôt, déi d'Betriber kréien, déi an déi ekologesch Transitioun investéieren. Mir iwwerkucken d'Krittäre vun der Klimabank fir Klimaprêten, fir se méi effikass a sozial gerecht ze gestalten. Mir studéieren d'Aféierung vun engem Biergerfong, un deem d'Leit sech kënne finanziell bedeelege bei grousse Projete vun erneierbaren Energien.

Mir wëllen, Här President, d'Liewensqualitéit vun de Leit verbesseren. Dobäi spillt d'Gesondheet natierlech eng grouss Roll. Den Accès zur Gesondheet wëll d'Regierung verbesseren. De Prinzipp vun der konventionéierter Medezinn bleift bestoen. Mir wëlle méi Akzent wéi bis elo op d'Preventioun an der Gesondheetspolitick leeën.

Mir hu gutt Spideeler. Si gi gestäerkt an hirer Roll, fir méi schwéier Krankheeten ze behandelen. Si musse méi Fräiheet kréie beim Akaf vun techneschen Ekipementer.

Déi ambulant Behandlung, also ausserhalb vun de Spideeler, gëtt ausgebaut. Dat hëlleft de Leit, well se manner wäit musse fueren, an d'Waardezäite ginn domadder méi kuerz. D'Gesetz iwwert de Virage ambulatoire gëtt ofgeännert. D'Lëscht vun den Apparaten, déi d'Dokteren ausserhalb vun de Spideeler dierfen hunn, gëtt erweidert.

Mir bauen d'Poliklinicken uechtert d'Land a puncto Capacitéiten aus a féieren d'Hospitalisation à domicile mat engem adequate Kader an. Si hëlleft ville Kriibspatienten, komplizéierte Schwangerschaften oder de Leit no verschiddenen Operatiounen.

Mir verbesseren an acceleréieren d'Digitalisatioun vun dem Gesondheetssystem, dee weesentlech ass, fir datt gutt Soine kënne gi ginn, a mir maachen dat zesumme mat alle Concernéierten.

Fir déi eeler Leit, déi Hëllef brauchen, wëll d'Regierung och weider investéieren an d'Schafen an an d'Moderniséiere vu Wunnstrukturen a Centres de jour. Zesumme mat den Doktere ginn hei d'medezinnesch Servicer nach verdéift an et gëtt alles gemaach, fir déi bescht Qualitéit vun de Servicer fir eis eeler Matbierger an dëse Strukturen ze assuréieren an, wou néideg, ze iwwerpréiwen.

D'Politick fir d'Gesondheet a fir den Alter ass weesentlech fir d'Liewensqualitéit a fir eist Zesummeliewen. Mir wëllen, datt jiddwereen e wierdegt Liewe ka féieren, och am Alter. Duerfir ass d'Ofsécherung vun eisem Pensiounssystem eng wichteg Fro fir d'Zukunft. Mir wëssen all, datt och déi oft geféiert Wuesstumsdebatt eng direkt Korrelatioun mat eisem Pensiounssystem huet. D'finanziell Situatioun vun der Sécurité sociale ass och e weesentlechen Deel vun eise Staatsfinanzen. Duerfir wäerte mer an dëser Legislaturperiod eng breet Consultatioun mat der ganzer Gesellschaft iwwert déi laangfristeg Viabilitéit vun eisem Pensiounssystem féieren. Mir hoffen, dobäi e gesellschaftleche Konsens ze fannen. Dëst ass eng schwéier, mee mëttel- a laangfristeg absolutt noutwendeg Debatt fir eist Land.

Mir wëllen eng Politick vun der Inklusioun, och fir all déi Leit, déi an enger Situatioun vum Handicap sinn. Och hir Strukturen a Méiglechkeeten, fir um Aarbechts- a soziale Liewen deelzehuelen, gi weider verbessert.

D'Gesondheets- a Fleegepersonal mécht eng enorm a weesentlech Aarbecht an eiser Gesellschaft. D'Regierung wäert mat den Acteure kucken, wéi mer de Mangel u Gesondheetspersonal op allen Niveaue kënne reduzéieren. Dozou gehéiert Formatioun, eng besser Aufgabebeschreiwung a verschiddene Beräicher an d'Attraktivitéit vun dëse Beruffer.

Wie Gesondheet seet, muss och un d'sportlech Aktivitéit denken. Mir wëllen de Sport an all sengen Dimensiounen ënnerstëtzen, vum Fräizäitsport bis hin zum Héichleeschtungssport. De Sport huet eng grouss Bedeitung fir eis Gesellschaft an eis Gesondheet. An et mécht jo och Spaass, Sport ze maachen an heiansdo ze kucken. Et hëlleft eis duerfir och fir e bessert soziaalt Zesummeliewen.

D'Zesummeliewe gëtt och verbessert duerch d'Kultur, déi mer duerch d'ganzt Land wëlle weiderentwéckelen. D'Regierung wëll eng participativ an inklusiv Kulturpolitick, déi méiglechst vill Leit interesséiert a mathëlt.

Zum friddlechen Zesummeliewen an enger Gesellschaft, zur sozialer Kohäsioun gehéiert och d'Sécherheet. Et ass eng Prioritéit vun der neier Regierung, derfir ze suergen, datt eise Rechtsstaat funktionéiert an eis Fräiheete garantéiert ginn. Duerfir wäerte mer der Police déi néideg Mëttele ginn: méi Leit, Ekipementer a gesetzlech Mëttelen, fir effikass kënnen anzegräifen. Duerfir gëtt de Platzverweis verstäerkt an ausgedeent. Mir wëllen den ëffentlechen Transport plazeweis duerch Videokameraen a Sécherheetspersonal méi sécher maachen.

Mir wëllen, datt méi Polizisten um Terrain sinn, bei de Leit. Duerfir gi verschidde vun hiren Aufgaben op aner Servicer iwwerdroen, wéi zum Beispill de

Gefaangenentransport. Duerfir féiere mer och eng Zort Gemengepolice an, also eng lokal Policeunitéit innerhalb vun der Police grand-ducale, op déi de Buergermeeschter direkt Zougréff huet am Kader vu sengen Aufgabe bei der ëffentlecher Uerdnung.

Fir datt no der Policeaarbecht och strofrechtlech méi schnell eng Sanctioun bei der Justiz kënnt, féiere mer bei klenge Strofdoten eng méi schnell Geriichtsprozedur an: d'Comparution immédiate. Dat geschitt am Respekt vun de Rechter vun der Defense.

Eng gutt fonctionéierend Justiz, déi mer wëllen, muss och personnel an digital gutt opgestallt sinn. D'Digitalisatioun vun der Justiz – paperless justice – gëtt virugedriwwen.

Mir wëllen e Staat, an deem et keng Diskriminatioune gëtt, a mir wëllen eis Gesetzgeebung am gesellschaftspolitesche Beräich eiser Zäit upassen. Duerfir gi bei den Adoptiounsprozeduren all Diskriminatiounen tëschent hetero- an homosexuelle Koppelen ofgeschaf. Duerfir féiere mer e gesetzleche Kader an, fir d'PMA – Procréation médicalement assistée – ze erméiglechen, och fir eng eenzel Persoun. Duerfir gesi mer vir, datt Kanner, déi aus enger PMA oder aus enger Leihmutterschaft am Ausland gebuer ginn, hei zu Lëtzebuerg mat alle Rechter, wéi aner Kanner, unerkannt ginn.

Zu de gesellschaftlechen Erausfuerderunge vun deenen nächste Joren gehéiert och d'Migratioun. Kricher, politeschen Duercherneen a wirtschaftlech Nout op ville Plazen op der Welt brénge vill Mënschen aus der Welt an Europa an och op Lëtzebuerg.

Lëtzebuerg stoung ëmmer als oppent Land do, wat Leit hëlleft, déi wéint Krich oder Verfollgung fortlafen, Hëllef brauchen. De Krich an der Ukrain ass do e rezent gutt Beispill. Dës Regierung steet zum fundamentale Recht op Asyl.

Well mer d'Asylrecht seriö huelen, wëlle mer déi Leit dann och uerdentlech bei eis ophuelen. Well eis besteeënd Strukture bal voll sinn, a fir Tensiounen duerch ze vill Leit op enger Plaz ze evitéieren, wäert d'Regierung d'Demandeurs de protection internationale gerecht a solidaresch iwwert d'ganzt Land verdeelen. Véier Méint no hirer Demande dierfen dës Leit schaffe goen a Wirtschaftssecteuren, an deenen et eng Penurie vun Aarbechtskräfte gëtt. Dës Reegelung wäerte mer reegelméisseg op hir Effeten iwwerpréiwen.

Mir kënnen awer leider net all Mënschen, déi net politesch Flüchtlingen oder Krichsflüchtlinge sinn, bei eis ophuelen. Duerfir hu mir net genuch Wunnengen. Dat packt och eise Sozial- a Gesondheetssystem net. Dat riskéiert, zu Spannungen an eiser Gesellschaft ze féieren. Duerfir musse mer derfir suergen, datt mer d'Prozeduren, fir ze kucken, ob een dann elo de Flüchtlingsstatut kritt oder net, méi schnell maachen, an dozou gehéiert och, datt d'Decisiounen, déi do geholl ginn, och applizéiert ginn.

Dëst ass e ganz komplizéierte Sujet mat ville mënschlechen a politeschen Aspekter, déi mer als Gesellschaft net dierfen ënnerschätzen. De Bléck an d'Ausland weist eis, wat alles ka schiflafen, wann ee keng kloer Linn an dëser Politick huet. A well dëst eng grouss Responsabilitéit ass, war et mäi Wonsch, datt déi zwee Koalitiounspartner dës Politick zesummen droen, ëmmer erëm diskutéieren an, wann néideg, upassen. Duerfir hu mer d'Responsabilitéiten op zwee Ministèren opgedeelt. Dat ass eng kloer Thematik fir déi ganz Regierung – an ech géif gären derbäifügen: och fir dëst Parlament.

Här President, fir dës Koalitioun hänke Wirtschaft, Soziales an Ekologie enk zesummen. Mir wëllen e besseren Equiliber tëscht deenen dräi Theemen erreechen.

Déi nei Regierung wëll eng zolidd a kompetitiv Wirtschaft. Nëmmen esou ass et méiglech, eise Sozialstaat ze finanzéieren. Nëmmen esou ass et méiglech, eis ekologesch an digital Transformatioun ze packen an ze bezuelen. Nëmmen esou ass et méiglech, flott a gutt bezuelten Aarbechtsplazen ze hunn.

Mir si fir en nohaltegen an inklusive Wuesstum. D'Regierung wëll en Ëmfeld, dat den Esprit d'entreprise ënnerstëtzt. Mir wëllen eis Finanzplaz als Grondpilier vun eiser Ekonomie weider ausbauen. D'Regierung ënnerstëtzt aktiv d'Entwécklung, d'Promotioun an d'Diversifikatioun vun eiser Finanzplaz, heiheem an och an Europa. Mir wëllen eng konkurrenzfäeg Finanzplaz. Grad am Fongeberäich, zum Beispill bei den ETF-Fongen a bei Fongen, déi an nohalteg Aktivitéiten investéieren, maache mer d'Ramebedéngunge méi attraktiv, fir kënne mat eise Konkurrenten am Ausland matzehalen an eis Leaderroll am Fongeberäich ze halen.

D'Regierung wëll all ekonomesch Secteuren – wéi Industrie, Handel, Handwierk, Servicer – weiderentwéckelen an d'Diversifikatioun vun eiser Wirtschaft virundreiwen. Dobäi spillt natierlech déi digital an ekologesch Transitioun eng wichteg Roll. D'Économie circulaire gëtt weider developpéiert. D'Regierung wëll de Secteur vun der intelligenter Mobilitéit als eng vun de Prioritéite vun der wirtschaftlecher Diversifikatioun ënnerstëtzen, fir aus eisem Land en europäesche Laboratoire fir autonoomt Fueren ze entwéckelen, ouni dobäi natierlech d'Sécherheet vum Public aus den Aen ze verléieren.

D'Handwierk ass e wichtege Pilier vun eiser Ekonomie. Do gëtt et vill flott an interessant Beruffer. Mir wëllen d'Handwierksberuffer méi valoriséieren a besser bekannt maachen, duerch Programmer scho bei de klenge Kanner an och duerno am Lycée. D'Orientéierung vun de Kanner, vun de Schüler gëtt verbessert a mir wëllen den DAP, den Diplôme d'aptitude professionnelle, fir déi, déi schonn eng Secondaires-Première hunn, méi einfach a schnell zougänglech maachen.

Mir wäerten d'Prozeduren iwwerkucken, fir se méi schnell an effikass fir d'Betriber ze maachen. Den administrativen Opwand fir d'Betriber muss erofgoen. An all Minister muss dat a sengem Departement an am Dialog mat de Betriber kuerzfristeg iwwerkucken. Mir féieren de Prinzipp vum „once only" an, deem no e Betrib nëmmen eemol dem Staat verschidden Donnéeë muss ginn, amplaz dass en allkéiers déi nämmlecht Formulairen an Donnéeë gefrot gëtt. Dat maache mer och fir d'Bierger an domadder spuere mer vill Nerven, Zäit, Leit a Suen. Déi verstäerkten Digitalisatioun beim Staat ass duerfir och e wichtege Chantier, fir dat ze erreechen.

Mir wëllen d'Leit encouragéieren, a jonk, innovativ Entreprisen ze investéieren an dës esou an hirer Entwécklung ze ënnerstëtzen. Nieft der steierlecher Ënnerstëtzung bei der digitaler an ekologescher Transitioun wëlle mer duerfir d'Kierperschaftssteier, déi d'Betriber bezuelen, mëttelfristeg op d'Moyenne vun dem Steiersaz an den OCDE-Länner, also den internationalen Industriestaaten, erofsetzen.

Eist Land brauch Talenter, gutt Leit, fir se a ville Beruffer kënnen anzesetzen. Déi feelen haut. Mir setzen en Haut comité fir d'Attraktioun an d'Hale vun Talenter an, wou de Staat an de Privatsecteur zesumme kucken, wat muss gemaach ginn, fir hei déi Leit ze fannen, déi mer brauchen. Och d'Formation continue gëtt staark ënnerstëtzt, fir déi richteg Ausbildung bei de Leit ze hunn. Verschidde steierlech Moossname wéi d'Prime participative oder d'steierlech Mesüre fir Talenter, déi nei op Lëtzebuerg kommen, gi verbessert. A mir wäerte steierlech Moossnamen huelen, fir Betriber ze ënnerstëtzen, wa se hire Mataarbechter Wunnengen zur Verfügung stellen.

D'Landwirtschaft an de Wäibau spillen och eng wichteg Roll an eiser Ekonomie, mee se spillen och eng weesentlech Roll an engem nohaltegen Ernärungssystem a sinn duerfir weesentlech fir d'Lëtzebuerger Gesellschaft. Duerfir hu mer och d'Ernärung an den Numm vum Landwirtschaftsministère bäigesat. Och de Baueren a Wënzer wëlle mer d'administratiivt Liewe méi einfach maachen. Mir iwwerkucke mat hinnen d'Prozeduren, féieren e Guichet unique an an applizéieren och do de Prinzipp vum „once only". Mir vereinfachen d'Realisatioun vu Constructiounen an der Zone verte, déi mat der landwirtschaftlecher Aktivitéit eppes ze doen hunn. Et gëtt och prozedural méi einfach gemaach, Saisonsaarbechter anzestellen.

Betriber funktionéieren nëmme gutt, wa se gutt ausgebilten an zefridde Mataarbechter hunn. Eist Aarbechtsrecht ass op ville Plazen net méi der moderner Aarbechtswelt ugepasst. D'Regierung leet grousse Wäert op de Sozialdialog mat de Gewerkschaften an den Entreprisen, et ass de Garant vun eisem soziale Fridden a wirtschaftlechen Erfolleg. De Sozialdialog verlaangt – sou wënschen ech mer dat – ënnertenee Respekt a Kompromëssbereetschaft. Esou wëlle mer deen och als Regierung begleeden.

D'Aarbechtswelt huet geännert, d'Liewensorganisatioun vun de Leit och. Duerfir wëlle mer d'Aarbechtsrecht moderniséieren. Den Teletravail gëtt kee Recht a keng Obligatioun. Mee do, wou e besteet, wëlle mer de steierlechen a soziale Kader zousätzlech verbesseren, och an Diskussioune mat eisen Noperen, wou dat méiglech ass.

D'Regierung wëllt d'Aarbechtszäitorganisatioun reforméieren an eiser Zäit upassen. De Prinzipp vun der 40-Stonnen-Aarbechtswoch bleift bestoen. De Plan d'organisation du travail gëtt iwwerschafft an d'Sonndesaarbecht gëtt vun haut véier op muer aacht Stonnen erlaabt. Dat alles gëtt mat de Sozialpartner diskutéiert.

De Wee an d'Aarbechtswelt, de Wee an d'Gesellschaft gëtt weesentlech vun der Schoul geprägt, vu klengem Alter u bis zum Lycée oder der Uni. An der gesamter Educatiounspolitick ass de schwaarz-bloe Fuedem deen, der Diversitéit vun eiser Gesellschaft Rechnung ze droen. Mir wëllen den Eltere vu klenge Kanner eng méi breet Offer vum Accueil bei der Éducation non-formelle ubidden. Mir wëllen, datt d'Schoul Chancëgläichheet garantéiert an all Kand dee Wee fënnt, deen am beschten zu him passt, onofhängeg vu sengem sozialen Hannergrond. De Schoulplang fir de Fondamental gëtt ugepasst, fir de Kanner méi d'Kompetenze vum 21. Joerhonnert bäizebréngen, wéi Motivatioun, Kreativitéit, Participatioun oder Digitalisatioun.

Bei de Sprooche wäerte mer de Pilotprojet vun der franséischer Alphabetiséierung wëssenschaftlech evaluéiere loossen an och am Secondaire wëlle mer de Sproochenunterrecht méi flexibel mat méi Choix fir d'Schüler organiséieren. Nieft dëse Sproochneierungen an der klassescher Lëtzebuerger Schoul gi fir déi vill nei Kanner, déi bei eis kommen aus dem Ausland, och déi agreéiert Europaschoulen zu Esch an Diddeleng opgemaach. D'Universitéit an d'Recherche ginn och weider ënnerstëtzt; si si weesentlech fir de wëssenschaftleche Fortschrëtt an hëllefen eis, eist Land op d'Defie vu muer virzebereeden.

De Wee an d'Aarbechtswelt geet intellektuell iwwert d'Schoul. E geet am Alldag awer iwwer d'Mobilitéit. Bei enger wuessender Bevëlkerung ass dat eng grouss Erausfuerderung. Duerfir wëlle mer d'Capacitéite vun dem Zuchreseau erweideren, de Bus- an den Zuchhoraire besser openeen ofstëmmen, den Tram ronderëm d'Stad weider ausbauen. Vëlosweeër ginn ausgebaut, fir en zesummenhängende Reseau vu

Vëlosweeër ze schafen, a mir versichen, datt de Vëlo méi ka matgeholl ginn an den Zuch a Bus, fir domat déi sougenannte „last mile mobility" ze verbesseren. Well d'Regierung gären d'Mobilitéit an d'Liewensqualitéit verbessert, wëlle mer de Bau vu Contournementen acceleréieren a regional Parkingen oder Parkinge bei de Grenze schafen, fir do méi Leit mam Bus an Zuch op hir Schaff an de Stied ze bréngen.

Här President, fir all déi do Politicke gutt ëmzesetzen, brauch eist Land gesond an zolidd Staatsfinanzen. Duerfir brauche mer eng gutt fonctionéierend Ekonomie, déi Aarbechtsplazen a Wuelstand schaaft. Nëmme sou geet et de Leit an de Betriber gutt a mir kënne mat engem räsonabele Steierregimm de Staat fonctionéieren doen. An all deem, wat déi nei Regierung wäert maachen, wëlle mer derfir suergen, datt Lëtzebuerg säin Triple-A behält. Dëst ass wichteg fir d'ekonomesch Attraktivitéit vu Lëtzebuerg an erlaabt dem Staat, zu akzeptabelen Tauxe Geld ze léinen.

Mir wäerten eis am Kader vun den europäesche Reegele beweegen an eng nohalteg Trajectoire bei der ëffentlecher Schold definéieren. Einfach ausgedréckt: D'Schold dierf net irresponsabel wuessen. An och nëmme fir grouss Infrastrukturen, déi eist Land stäerken, wéi den abordabele Wunnengsbau oder d'erneierbar Energien, soll Schold opgeholl ginn.

Mir wëllen och alternativ Finanzéierungsformen erunzéien, fir verschidde grouss Projeten ze finanzéieren. Dat kënnen ëffentlech-privat Partenariate sinn, Biergerfongen, staatlech Fongen, staatlech Participatiounen a Gesellschaften oder och via eng moderniséiert SNCI oder mat Institutioune wéi zum Beispill der Europäescher Investitiounsbank.

Et wier nach vill ze soen, mee et kann een a sou enger Ried wéi dëser jo net alles soen. Ech wollt Iech hei e bëssen, Här President, d'Grondausriichtung soen an e puer Beispiller nennen. De Rescht a vill aner Detailer fannt Der am Koalitiounsaccord, deen um Internetsite vun der Regierung ze fannen ass. Zesumme mat all de Ministere freeën ech mech, mat Iech iwwert de Koalitiounsaccord ze debattéieren. De Regierungsprogramm setzt de Kader, d'Detailer gi selbstverständlech an de Gesetzprojete presentéiert – déi schreift een net an e puer Deeg oder Woche vu Koalitiounsverhandlungen.

Här President, ech géif awer och gär mat Iech – an och mam Conseil d'État – iwwert d'legislativ Prozedur schwätzen, fir dës ze verbesseren, fir e bessere Kalenner vun der legislativer Aarbecht fäerdegzebréngen. Ech géif och gäre mat der Chamber driwwer diskutéieren, wéi een den Debat iwwert de sougenannten „État de la nation" ka verbesseren, fir e vläicht thematesch ze straffen an domat och méi interessant ze maachen. Mee Dir a mir fänke jo eréischt un, also bleift eis Zäit duerfir.

Här President, an der neier Verfassung – Artikel 91 – ass d'Roll vum Premierminister fir d'éischte Kéier festgeschriwwe ginn: „Le Premier ministre coordonne l'action du Gouvernement et veille au maintien de l'unité de l'action gouvernementale." Dat ass eng kloer Missioun an no dësen zwee wichtege Prinzippien – „coordonne l'action", „veille au maintien de l'unité" –, déi do festgehale ginn, wäert ech meng Roll ausüben.

Den noutwendege Leadership, deen ech gär mat dëser Roll verbannen, heescht fir mech: sech informéieren, nolauschteren, diskutéieren, mee dann och entscheeden. Ech weess, datt et an der parlamentarescher Demokratie zu ville Sujeten ënnerschiddlech Meenunge gëtt. Dat ass de Räichtum vun der Demokratie an dofir gëtt et jo och Choixe fir d'Leit bei de Walen.

Fir dëse Regierungsprogramm ëmzesetzen, brauche mir besonnesch an dëse schwieregen Zäiten d'Ënnerstëtzung vum Parlament. Mir brauchen Är Propositiounen a Kriticken, och wa mir eis um Enn net ëmmer kënnen eens ginn. Mir sinn eis bewosst, datt d'Chamber den éischte Pouvoir am Land ass an datt mir virun Iech als Volleksvertrieder – an domat virum Land – verantwortlech sinn. Duerfir wollt ech och heibannen dem éischte Pouvoir fir d'éischt de Koalitiounsprogramm virstellen – dat ass net ganz gelongen.

*(Hilarité)*

Et ass de klore Wëllen a Wonsch vun dëser Regierung, e gudden a respektvollen Dialog tëscht Regierung a Chamber, tëscht den Institutiounen, ze hunn. Ech weess – an dat ass dat, wat Lëtzebuerg staark mécht –, datt jiddwereen heibannen, iwwer all politesch Differenzen ewech, säi Bescht wëllt maache fir d'Wuel vum Land a senge Leit.

D'Regierung wëll dat och. Mir wëlle Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken. An duerfir froen ech d'Vertraue vum Parlament fir dëse Regierungsprogramm, an nom Artikel 93 vun eiser Constitutioun engagéieren ech d'Verantwortung vun der neier Regierung.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech ginn dem Premierminister Akt vu senger Deklaratioun.

An domat si mer och schonn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Ech maachen Iech drop opmierksam, datt Dir eng Kopie vum Premierminister senger Ried an der Sortie vum Plenarsall ausgedeelt kritt.

D'Chamber kënnt muer um 9.00 Auer nees zesumme fir d'Debatt iwwert de Regierungsprogramm.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 15.01 heures.)*

# 4e séance

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** **p. 09**
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Débat sur le programme gouvernemental** **p. 09**
   M. Marc Spautz (interventions de M. Gilles Baum, M. Georges Engel, Mme Sam Tanson, M. Fernand Etgen, M. François Bausch et M. Sven Clement) | M. Gilles Baum (interventions de M. Sven Clement) | Mme Taina Bofferding (intervention de M. Fernand Kartheiser) (dépôt de deux demandes de convocation de réunion de commission) | M. Claude Wiseler, Président (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Fred Keup (interventions de M. Mars Di Bartolomeo)


Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Lex Delles, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue et M. Eric Thill, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sitzung elo op.

## 2. Débat sur le programme gouvernemental

Mir kommen elo zur Debatt iwwert de Regierungsprogramm, deen de Premierminister Luc Frieden eis gëschter hei virgedroen huet. D'Riedezäit ass nom Modell 6 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: d'CSV 186 Minutten, d'DP 144 Minutten, d'LSAP 126 Minutten, d'ADR 90 Minutten, déi gréng 60 Minutten, d'Piraten 45 Minutten, déi Lénk 30 Minutten an d'Regierung duerno 120 Minutten. Et hu sech elo schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, d'Madamm Taina Bofferding, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här Ben Polidori. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz.

**M. Gilles Baum** (DP) | Här President, wannechgelift.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir sidd agedroen, Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Mir sinn ageschriwwen. Ok, merci villmools!

*(Hilarité)*

**M. Marc Spautz** (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, keng Angscht, ech schwätze keng 186 Minutten, mee ech hat gëschter chronometréiert: Et sinn der 178. Also, Dir braucht keng Angscht ze hunn, ...

*(Hilarité)*

... et gi keng 186 Minutten.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, „Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken" – esou war dem Premierminister seng Regierungserklärung gëschter Mëtten

iwwerschriwwen, wou en eis de Koalitiounsaccord vun där neier CSV-DP-Regierung virgedroen huet. Ech soen direkt: „Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken" heescht och a virun allem, „d'Leit zu Lëtzebuerg stäerken"! An dodran, mat där Ausso aleng, si mir mat der Regierung schonn direkt op enger Linn, well et wichteg ass, Lëtzebuerg als Land an d'Lëtzebuerger, alleguerten déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, ze stäerken. Dat ass wichteg an dofir ënnerschreiwe mir dat mat zwou Hänn.

Ech wëll och soen: Den Accord, deen de Premierminister gëschter virgedroen huet, ware jo elo net déi iwwer 200 Säiten. Well dat wier vläicht eng Ried ginn dann net vun enger Stonn, mee fir déi 200 Säite virzedroen, dat wier dann och mat 186 Minutten net duergaangen. An dofir sinn ech och där Meenung – an ech géif dat och direkt am Ufank soen –, dass et och elo wichteg ass, dass, nodeem de Premierminister geschwat huet, déi aner Ministeren och mat deenen zoustännege Kommissiounen am Detail iwwert déi aner Punkte vum Koalitiounsprogramm diskutéieren. Well da bleiwen nach vläicht Froen, wéi ech haut de Moien an och gëschter Owend an der Press héieren a gelies hunn. Da kann een déi vläicht direkt klarifiéieren. A wa mer direkt wëssen, dass dat de Fall ass, dann hunn eis Kolleege vun der Oppositioun och do vläicht d'Méiglechkeet, do déi Froen ze stellen, wou nach sollt eng Onkloerheet sinn.

*(Interruption)*

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, et ass wichteg, wa mer elo e Regierungsprogramm hunn, e Koalitiounsprogramm hunn, dass dat och elo an Aktioun ëmgesat gëtt. Et ass wichteg – an dat ass och ënnerstrach ginn –, dass mer eng nohalteg a sozial Maartwirtschaft hei am Land hunn. A wann ech dann och trotz alle Kriticken, déi de Mouvement écologique zum Beispill virbruecht huet … Ech wëll mech elo net onbedéngt de ganze Moie mam Mouvement ofginn, mee en huet ënnerstrach, d'Grondausriichtung vun dësem Koalitiounsaccord wier richteg. An dat seet jo awer och eppes aus, wann de Mouvement esou eng Ausso mécht.

Ech wëll awer virun allem do un e Mann erënneren, deen ëmmer …, en ass net méi ënner eis, dat war den däitsche Sozialminister Nobert Blüm. Deen huet ëmmer gesot, dass et wichteg ass, dass een eng sozial Maartwirtschaft huet an dass een en Ausgläich huet tëschent Aarbecht a Kapital. A wann Der dem Här Frieden seng Ried gutt nogelauschtert hutt an de Koalitiounsaccord gelies hutt: 101-mol kënnt den Dénge vum Sozialen, sozial Kohäsioun, Sozialdialog an där Diskussioun vir – wou ech dann och fannen, dass dat awer och schonn eng Ausso ass, dass een aleng dat och iwwer 100-mol an där Erklärung zréckfënnt!

Ech mengen, dass et och wichteg ass, dass, wa mer vu Wirtschaft a Sozialem schwätzen, dat eng Verbindung ass. Ouni d'Wirtschaft kann dat Soziaalt net fonctionéieren an ouni dat Soziaalt kann eng uerdentlech Maartwirtschaft och net fonctionéieren. An dës Wiesselsäitegkeet zwëschent deem Sozialen an der Wirtschaft ass jo och ee vun de Kärtheemen an dësem Koalitiounsaccord, well e Sozialstaat u sech ass kee Selbstzweck. E Sozialstaat ass wichteg, a grad déi Leit, déi wëssen, wou Lëtzebuerg haut ekonomesch steet, wëssen, dass dat och dermat ze dinn huet, dass mer e Sozialmodell hei zu Lëtzebuerg hunn, deen et an anere Länner net gëtt, wou reegelméisseg soss Streiker sinn. Dat ass eppes, wat mer hei zu Lëtzebuerg gottseidank net kennen, well mer et fäerdegbruecht hunn, e staarke Sozialstaat opzebauen, wat och de Fundament ass vun der Lëtzebuerger Wirtschaft. Et ass wichteg, dass mer virukommen an dass mer et och do fäerdegbréngen, déi Pisten ze fueren an déi Fundamenter ze bauen, déi bluttnoutwendeg sinn.

Dir Dammen an Hären, léif Frënn, et ass awer och wichteg, dass mer eng kloer Aussen- an Europapolitick hunn. An et ass ënnerstrach gi vum Premierminister, wéi wichteg Europa ass an och wéi wichteg d'NATO ass, wou Lëtzebuerg jo och an där Verteidegungsunioun derbäi ass, an dass Lëtzebuerg déi Asätz, déi mer op deem Niveau maachen, och wäert virufueren, an dass dat och e kloert Bekenntnis ass fir eist europäescht an eist NATO-Engagement.

Dir Dammen an Hären, léif Frënn, et iwwerrascht Iech net: D'CSV-Fraktioun wäert dat Vertrauen, wat de Premier gëschter Owend gefrot huet, selbstverständlech mat Freed ënnerstëtzen. A fir et plakativ ze soen: Den „neie" Luc a seng Ekipp, déi wäerte mir ënnerstëtzen, well et fir eis wichteg ass, dat am Interêt vu Lëtzebuerg, am Interêt vun der Wirtschaft, vum Sozialen a vun der Nohaltegkeet.

Ech wëll hei keng Schwaarz-Wäiss-Molerei maachen. Ech hunn hei eppes héieren an der Press. Déi lescht Wochen a Méint ass jo scho vill diskutéiert a spekuléiert ginn: „Wat bedeit dat? Wat geschitt elo?" An do ass e bëssen esou eng Schwaarz-Wäiss-Molerei erwirkomm, wou et … Entweeder et ass dat eent oder et ass dat anert. Ech mengen, dass dat net de richtege Wee ass an dass do och schonn Diskussioune gefouert gi sinn. Mir sollen déi Diskussiounen hei féieren, offe matenee féieren an duerno an de jeeweilege Kommissiounen déi Detailer op den Dësch bréngen, déi deem enge manner gefalen, mee mir sollen als Politick, als Chamber hei konstruktiv déi Saach ugoen, well et wichteg ass, dass mer konstruktiv hei am Parlament schwätzen an och konstruktiv am Interêt vu Lëtzebuerg déi Decisiounen huelen, déi noutwendeg sinn. Dass mer do net ëmmer wäerte 60/0 heibanne kréien, dat weess och ech, mee ech mengen, déi 31/29-Mentalitéit, déi et elo eng laang Zäit ginn ass, déi misst awer fäerdeg sinn. Mir als CSV …

*(Brouhaha)*

**M. Georges Engel** (LSAP) | 35/25 ass dat neit 29/31.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Nach eppes, Här Engel? Dann ass et gutt.

Et ass awer elo wichteg, elo, wou de Regierungsprogramm do ass, dass mer et och fäerdegbréngen, dee Regierungsprogramm a Musik ëmzesetzen. Do ass d'Regierung gefuerdert, mee do ass awer och d'Chamber gefuerdert, fir sech do konstruktiv mat anzebréngen. Mir musse Lëtzebuerg stäerken, mir mussen derfir suergen, dass d'Leit sech an dëser Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg erëmfannen. Well an der Politick ass et wéi am richtege Liewen: Wann een an enger Kris ass, däerf een net stoe bleiwen, mee et muss ee virugoen an et musse ee sech beweegen, fir dass eppes geschitt. An dat musse mer och an der Politick elo maachen, trotz all deene Krisen, déi mer erlieft hunn, och trotz all deem, vun deem mer hoffentlech zu Lëtzebuerg wäerte verschount bleiwen.

Mir reeche jiddwerengem heibannen eng Hand an dofir war ech am Ufank ganz begeeschtert, wéi ech d'Madamm Bofferding héieren hat, wéi se als Fraktiounscheffin gewielt gi war, si wéilt net blann kritiséieren, si wéilt keng blann Oppositioun maache wéinst der Oppositioun, mee si géif sech gär konstruktiv mat abréngen, an dat, wat hir manner gutt gefält, och op de Punkt bréngen, awer keng blann Oppositioun ausdrécken. Ech hunn dat ganz gutt fonnt an ech hoffen dann, dass dat och esou ass, dass dann net eng blann Oppositioun gemaach gëtt, mee dass een dann och konstruktiv dodrop ageet.

Ech hat dat selwecht héiere bei der Madamm Tanson. D'Madamm Tanson huet ënnerstrach, 85 % vun deem Programm, dee géif virleien, kéint si matënnerstëtzen. Dat huet se leschte Méinde gesot.

*(Interruption par Mme Sam Tanson)*

Leschte Méindeg. Gëschter Owend huet et schonn e bëssen aneschters geklong, mee op alle Fall, e Méinden an der Pressekonferenz – ech hunn et och nach eng Kéier an den Zeitungen nogelies –, do stoung dat vu 85 %. Ech loosse mech dann emol iwwerraschen, wat herno an der Ried kënnt a wéi déi gréng Kolleegen dann och den Owend matofstëmmen, ob se dat matënnerstëtzen, wat do gesot ginn ass oder net.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech wäert dat herno erklären, Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | A, wonnerbar!

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn …

*(Interruption)*

… Kolleeginnen a Kolleegen, d'Bruttoinlandsprodukt geet zréck, ëm 1,7 %. Fir 2023 seet de Statec just e Wuesstum vun 1,5 % viraus. Fir 2024 dann 2,4 %. Et ass de Moment, fir d'Äerm eropzestréppen an zesummen ze kucken, datt mir neie Wuelstand produzéieren, an zwar Wuelstand fir jiddwereen, net fir déi eng oder fir déi aner, mee fir d'Leit alleguer. Mir wëllen aktiv d'Problemer ugoen. Et ass genee dat, wat och scho fréier Staatsministere gesot hunn. Ech erënneren un d'Stolkris, wou den Här Werner eng Kéier gesot huet: Problemer sinn do, fir se ze léisen. Problemer sinn net do, fir se ewechzeschiben. Et muss een de Problemer „kalbliddeg an d'Ae kucken" an dann déi Decisiounen huelen, déi noutwendeg sinn, fir déi Problemer kënnen ze léisen. Et ass wichteg a fir eis als CSV ass dat och eng grouss Erausfuerderung.

Et ass net fir ze verwalten, mee et ass fir ze gestalten. An och dat wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen. Et gëtt Tempolimitt op de Stroossen, well dat wichteg ass fir d'Sécherheet, mee hei an der Politick gëtt et keen Tempolimitt. Hei kann een och mat Vollgas elo ufänken, déi Adaptatiounen an déi Decisiounen ze huelen, déi wichteg sinn, fir Lëtzebuerg an déi nächst Joren eranzeféieren a fir dass Lëtzebuerg och weiderhin ee vun den Haaptmatadoren an der europäescher Politick bleift.

Eng Klammer dozou, well dat, wat gëschter an Holland geschitt ass, soll eis alleguerten ze denke ginn. An ech …

*(Interruption par M. Fernand Kartheiser)*

Et sinn demokratesch Walen, Här Kartheiser, jo, mee trotzdeem soll dee Ruck, deen do geschitt ass, eis ze denke ginn. An dofir ass et och wichteg, dass mer d'Leit alleguerte mathuelen, fir dass mer hei zu Lëtzebuerg keng esou eng Zoustänn kréien. Mee et ass net haut, fir iwwer d'hollännesch Walen ze schwätzen oder déi hollännesch Regierung, mee et geet haut drëm, iwwer Lëtzebuerg an d'Lëtzebuerger Regierung ze schwätzen.

Mee dat vum Tempo, wat ech gesot hunn, dat huet déi nei Regierung jo och scho gewisen. Esou séier wéi dës Kéier ass nach keng nei Regierung zustane komm, wou nei Parteie sech fonnt hunn. A sechs Woche stoung déi nei Regierung. A sechs Woche war de Programm um Dësch. An dat beweist och, dass de Wëllen do ass, séier eppes ze maachen a séier déi Adaptatiounen hei am Land virzehuelen, déi mer elo brauchen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Aarbecht bréngt et mat sech … an dat ass eng grouss Aarbecht gewiescht, dee Koalitiounsprogramm

zwëschent deenen zwou Parteien hierzestellen, wat geschitt ass. An dofir meng Felicitatioun un déi Verhandlungsfürer an och un de Formateur, deen elo de Premierminister ass, dass dat esou séier gaangen ass.

Mir ënnerstëtzen als CSV sämtlech Prioritéiten, déi den neie Premier gëschter Mëtten a senger zukunftsweisender Regierungserklärung duergeluecht huet. Mee et ass och ganz kloer: D'Welt wäert sech all Dag änneren. An alles dat, op wat mer eis haut baséiert hunn, ka schonn erëm muer aneschters sinn. Et muss een och do ëmmer reegelméisseg kucken, ob mer nach ëmmer an deem selwechte Rhythmus kënne weiderfueren an ob mer op där selwechter Pist ënnerwee sinn.

Lëtzebuerg ze stäerken, heescht och, seng Wirtschaft ze stäerken. Wirtschaft a Soziales ginn haut mateneen. Si ootmen zesummen, wéi de Premier dat och gëschter mat Recht ënnerstrach huet. Ech wëll hei just den éischte Saz aus dem Ekonomieskapitel zitéieren, fräi no mengem Lëtzebuergeschen iwwersat: „D'Wirtschaft huet e Bien commun, mee et geet awer och drëm, d'Allgemengwuel héichzehalen." Am Kloertext heescht dat: De wirtschaftlechen an de soziale Fortschrëtt sinn zwou Säite vun enger Medail. Eng modern Zukunftspolitick vun der Mëtt muss esou gestalt ginn. Si schléisse sech net aus, am Géigendeel: Wirtschaft a Soziales musse matenee verbonne sinn a musse matenee weidergoen.

Et ass och dofir wichteg, dass an deem Regierungsprogramm esou vill vun deem Soziale geschwat ginn ass, wat domadder och den Interêt vun der Regierung ënnersträicht, déi se fir de soziale Volet huet.

Mir kommen elo alleguer, all zesummen, wéi mer heibanne sëtzen, aus engem laange Walkampf. Fir d'éischt hate mer Gemengewalen, duerno hate mer Chamberwalen. Dat war eng laang Zäit, wou mer bei de Leit ënnerwee waren. A mir hunn alleguerten d'Ängscht an d'Suerge vun de Leit matkritt, déi Zukunftsängscht, déi déi eng hunn, déi Onsécherheetsgefiller, déi déi aner hunn. An et ass dofir och wichteg, dass mer elo do Neel mat Käpp maachen an de Leit dat Gefill vu Sécherheet erëmginn, wat net méi do war, an dass mer d'Suerge vun de Leit och mat virun huelen.

Mir däerfen also net einfach zréck an eng Bull falen, mee mir mussen dorop agoen, wat d'Leit brauchen, de Leit hir Problemer an hir Suergen och mat virun huelen. An do ass et och fir eis wichteg, dass mer déi eenzel Theemaen nach eng Kéier uschwätzen. Ech wäert awer och elo net all Kapitel vun der Regierungserklärung an all Kapitel vum Koalitiounsaccord am Detail zitéieren, mee dofir kommen ech nach eng Kéier op mäin Appell zréck, dass een dat, wann déi Fachministere jo alleguerten an déi jeeweileg Kommissioune ginn, do am Detail ka maachen.

Mee fir eis ass et och wichteg – an dat wëll ech ënnersträichen –, dass mer d'Gesondheetswiese stäerken, eng vun den Haaptprioritéite vun dëser Regierung, wou et och wichteg ass, dass mer eppes fir d'Gesondheet maachen, well d'Gesondheet geet eis alleguerten eppes un. Do gëtt et keen Ënnerscheed zwëschent Aarm a Räich, well krank ka jiddweree ginn, gesond ka jiddweree bleiwen, onofhängeg vun de soziale Schichten.

Mee fir eis ass et wichteg, dass mer méi nom Patient kucken, dass de Patient an de Mëttelpunkt kënnt. An et ass och wichteg, dass mer genuch Dokteren, an de Gesondheetsberuffer och genuch Leit hunn, déi sech am Interêt vun der allgemenger Gesondheet asetze kënnen.

Mir brauche méi eng ambulant an eng dezentral Medezinn, an dofir musse mer de Projet de loi vum Virage ambulatoire upassen, fir deem och kënne gerecht ze ginn.

Mir brauchen och méi flächendeckend medezinnesch Apparater. Ech denken ënner anerem un den IRM. Och hei musse mer eppes beweegen, fir och do da méi Leit a méi séier d'Méiglechkeet ze ginn, den Zougang ze fannen. Mee et geet net duer, Maschinnen ze hunn, wa keen do ass, dee se ka bedéngen, wa keen do ass, dee se kann auswäerten a bewäerten. Dofir musse mer och alles maachen, fir dass mer erëm méi Dokteren an erëm méi medezinnescht Personal motivéiert kréien, fir sech um Terrain ze engagéieren.

Grad d'Covidkris huet eis jo gewisen, wéi ofhängeg mer si vun de Leit. Wa mer eis Kolleeginnen a Kolleegen aus der Groussregioun net gehat hätten, hätte mer Schwieregkeete gehat, eise System oprechtzeerhalen. An ech wëll och do nach eng Kéier ënnersträichen, dass mer jo och Angscht haten, wéi d'Grenzen zougaange sinn: Wat geschitt a wéi kommen déi Leit all Dag op Lëtzebuerg, fir deene Leit, deene Patienten hei am Land déi Suerg an déi Fleeg kënnen ze ginn, déi do ass? Dofir ass et eebe wichteg, dass mer eng Revaloriséierung vun deene Beruffer maachen, dass mer och d'Leit motivéieren, fir sech méi an deene Beruffer ze engagéieren, an dass mer do och an der Formatioun dat nohuelen, wat mer hunn, fir dass mer erëm méi Infirmieren, Aide-soignanteën op de Marché kréien.

An dat selwecht gëllt och fir d'Dokteren, well och bei den Dokteren ass de Problem, dass mer net genuch Dokteren hei zu Lëtzebuerg hunn. Et ass wichteg, dass mer dat méi attraktiv maachen, dass mer och driwwer nodenken, Dokteschgemeinschaftspraxissen, Dokteschgesellschafte kënnen ze maachen, fir dass dat och virugeet, dass de Patient sech zréckfënnt, dass dem Patient och schnellstméiglech ka gehollef ginn an dass en net ze laang muss waarden, fir e Rendezvous ze kréien, an dass mer och do e Suivi behalen.

Et geet och drëm, dass mer d'Spideeler ausbauen. Et geet drëm, dass mer méi Maison-médicalle kréien, well och de ländleche Raum … Als Minetter weess ech, dass och am ländleche Raum muss gehollef ginn an dass mer och do Prioritéite setze mussen, fir dass méi Maison-médicallen am ländleche Raum entstinn, am Norden, am Osten, fir dass och do de Wee, fir dee Soin ze kréien, deen d'Leit brauchen, méi séier gëtt. An och do ass et wichteg dann, Gemeinschaftspraxissen ze hunn, fir och dee Soin kënne 24 Stonnen op 24 a 7 Deeg op 7 ze erhalen.

Et geet drëm, eng national Preventiounsstrategie ze hunn. Et geet drëm, bei der Suchtbekämpfung, beim Gesondheetscheck a bei der Stäerkung vun der Schoulmedezinn déi Prioritéiten ze setzen, fir dass och jiddweree sech erëmfënnt.

An de Spideeler geet et ëm den Invest an d'Ekipementer, ëm d'Fräiheet, déi Apparater ze kafen, déi gebraucht ginn, an de fräie Choix vum Patient muss och erhale bleiwen, dass de Patient de Choix huet, dohinner ze goen, wou hie wëll.

Et geet drëm, Ureizer ze schafe fir Gemeinschaftspraxen, och d'Méiglechkeet, mat Apparater an deene Praxen unzefänken. Dofir musse mer Adaptatioune maache fir Maison-médicallen am Osten an am Norden.

Et geet drëm, d'Capacitéite vun de regionale Poliklinicken auszebauen an Upassungen ze maachen an den Urgencen. Well wann een do heiansdo en hallwen Dag verbréngt, bis ee bäikënnt, dann ass dat net gutt an da musse mer och do déi néideg Zeeche setzen, fir dass dat méi séier geet.

Et geet drëm, e legale Kader ze schafen an der Hospitalisation à domicile. Bei der Ausbildung an de Gesondheetsberuffer gëet et ëm den Ausbau vun der medezinnescher Formatioun och op der Uni.lu. Et geet ëm d'Santé mentale. Et geet ëm d'Fuerschung, dass mer alles dat och an der Santé kënne fäerdegbréngen. An ech sinn dervun iwwerzeegt, dass vläicht d'Vuen heibannen ënnerschiddlech sinn iwwert de Wee, fir dohinner ze kommen, mee dass jiddwerengem bewosst ass, dass d'Gesondheetspolitick global muss an de Mëttelpunkt gestallt ginn.

Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken, heescht och, eis sozial Sécherheet stäerken. A wann ech vun der Santé schwätzen, dann däerf een d'Sécurité sociale net aus den Ae verléieren. Well alles dat, wat mer decidéieren, wat am Santésberäich geschitt, muss normalerweis och ee bezuelen. An dat gëtt normalerweis bezuelt iwwert de Wee vun der Sécurité sociale. An dofir ass et och do wichteg, dass een do déi néideg Adaptatiounen an déi néideg Prozedure mécht. Mir musse Bürokratie ofbauen a mir mussen et och fäerdegbréngen an der Sécurité sociale, endlech d'Nomenklatur ze entkrusten. Bei der Nomenklatur, wou scho vill Gesondheets- a Sécurité-sociales-Ministere sech d'Zänn ausgebass hunn, musse mer alles drusetzen, dass mer déi ugepasst kréien. An ech sinn och zouversiichtlech, dass dat eis gelénkt, well alleguerten déi, déi eppes no oder wäit domat ze dinn hunn, sech bewosst sinn, dass et Schwieregkeete gëtt, fir alles dat ze erreechen, wat mer alleguerte wëllen, wa mer d'Nomenklatur net upassen.

D'Sécurité sociale muss gestäerkt ginn. Et ass wichteg, dass och gekuckt gëtt, wéi et mat de finanzielle Moyenen ass vun der Sécurité sociale. An ech wëll dofir och elo heibannen net virun de Won lafen, mee et ass och wichteg, dass mer do eng Diskussioun huelen … net nëmme mir 60 heibannen, well d'Sécurité sociale gëtt nach ëmmer geréiert vun de Sozialpartner, mee dass een och do d'Sozialpartner muss mat an d'Boot kréien an dass et och wichteg ass, d'Zivillgesellschaft an déi Punkte matanzebannen, an dass een och do mat der Zivillgesellschaft muss diskutéieren, fir dass mer do déi nohalteg Verbesserunge kënne maachen, déi noutwendeg sinn.

An dat selwecht gëllt och erëm: Wa mer vun der Sécurité sociale schwätzen, huet dat och mat Familljepolitick ze dinn, huet dat och mat der Aarmut ze dinn, well am Code de la sécurité sociale – wat vill Leit wëssen –, do gëtt et e Livre I, e Livre II, e Livre III, do geet et ëm d'Pensiounskeessen, do geet et ëm d'Sécurité sociale, do geet et ëm d'Dépendance, mee et geet och ëm d'Kannergeld, well och d'Kannergeld – ech kommen zwar do beim Kapitel Familljepolitick nach drop zréck – ass e Bestanddeel vum Code de la sécurité sociale.

Dir Dammen an Dir Häre, léif Frënn, mir brauchen e Plang, en Aktiounsplang géint d'Aarmut. De Formateur an haitege Premierminister hat gesot, dass et fir d'Regierung ganz wichteg wier, dass och en Aktiounsplang géint d'Aarmut géif kommen. Ech mengen, dee brauche mir. Et musse Saachen adaptéiert ginn. Mir brauchen eng Upassung vum REVIS, mir brauchen zousätzlech Bäihëllefen, mir brauchen eng Stäerkung vum Solidaritéitsfong.

Mee mir mussen awer och, an dat wësse virun allem d'Mammen an d'Pappe vun de Gemengen heibannen, bei den Office-sociallen déi néideg Adaptioune maachen, déi noutwendeg sinn. Dofir misst een do d'Gesetzgeebung iwwerschaffen. Mir brauchen eng digital Informatiounsplattform, wou vill méi séier en Austausch ka stattfannen. Mir mussen et fäerdegbréngen, de Sans-abrien ze hëllefen, a mir mussen et och fäerdegbréngen, dass mer d'Leit vum REVIS, déi sech wëllen aktivéieren, och aktivéiert kréien.

Mir brauchen eng Upassung, ech hat et gesot, vun der Nomenclature. Mir musse kucken an der Assurance dépendance, mir mussen d'Analys maache vun der Assurance pension. Wat jo och de fréiere Sozialminister scho gesot huet, dass ee muss déi Analys am Detail maachen, fir duerno och déi néideg Adaptatiounen ze maachen. Mir brauchen eng Finanzéierung vun de Spideeler. Mir musse kucken, wat fir eng Adaptatioune mer nach musse bei deenen anere Primmen afeieren.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, Lëtzebuerg stäerken heescht och, d'Aarbechtsrecht vun der Zukunft stäerken. Well d'Aarbecht an d'Aarbechtsrecht, dat ass ee vu mengen Dadaen. Déi Kolleegen, déi mech scho méi laang kennen an déi wëssen, wou ech hierkommen, déi verstinn och ganz gutt, dass mer do déi néideg Prioritéite musse setzen.

Ech erënneren awer och drun, dass mäi Frënd a Virgänger, de Gilles Roth, op dësem Podium hei oft ënnerstrach huet, dass Aarbecht sech muss lounen, an dat gëllt och weiderhin! Mee ech kommen do nach drop zréck.

Wann ech soen: „Bei der Aarbecht muss eppes geschéien!", da muss déi och geschützt a gereegelt sinn. An ech mengen, dass et dofir och wichteg ass, dass mer d'Gesetzgeebung vun de Kollektivverträg iwwerschaffen, dass mer Méiglechkeete schafen, fir eng nei Organisatioun vun der Aarbecht méiglech ze maachen, mee dass et och gläichzäiteg drëm geet, d'Kollektivverträg u sech ze stäerken an och d'Vertragsrecht vun de Kollektivvertragspartner an de Mëttelpunkt ze setzen. Gläichzäiteg muss een och do kucken, eng Moderniséierung ze maachen. Zum Beispill muss eng punktuell a sektoriell Aarbechtszäitverkierzung méiglech sinn, an dat muss iwwert de Vertragswee kënne gemaach ginn. Ob dat betriblech oder sektoriell ass, déi Méiglechkeete musse geschafe ginn.

Ech wëll awer gläichzäiteg ënnersträichen, ier d'Fro kënnt: Mir sti selbstverständlech nach ëmmer zum Prinzipp vun der der legaler 40-Stonne-Woch! Mee do muss een awer de Secteuren an de Vertragsméiglechkeeten, an de Kollektivverträg, déi Méiglechkeet erlaben, eng Aarbechtsszäitverkierzung ze maachen an dat och kënnen ze begleeden. Dat selwescht gëllt, wa mer dervu schwätzen, dass mer et bei de Betriber musse fäerdegbréngen, dass de Betrib ëmmer kann ënnersträichen, wou d'Noutwendegkeet ass oder och net. Mir kenne Betriber, mir kenne Secteuren, wou et haut schonn Aarbechtszäitverkierzunge gëtt, wou dat keng grouss Diskussioun war, mee déi iwwer Kollektivvertrag gereegelt sinn, wou awer nach verschidden Adaptioune musse gemaach ginn, déi eist Gesetz de Moment net zouléisst.

Et muss ee gläichzäiteg driwwer nodenken, dass een déi Adaptatioune kann zesumme mat de Sozialpartner maachen, an dat am Sozialdialog. Dofir muss een och deenen hir Roll kënne stäerken. Och aner Gesetzer, déi am Aarbechtsrecht an am Code du travail enthale sinn, wéi Sonndesaarbecht, wéi den Teletravail, och do ass et wichteg, dass mer déi néideg Reformen an déi néideg Adaptatioune maachen.

Mam Teletravail hu mer eis an der leschter Legislaturperiod vill beschäftegt, well den Teletravail hei zu Lëtzebuerg, ech wëll net grad soen, Anzuch gefeiert huet, mee eppes war, wat nach viru Covid bal ëmmer als schwiereg an onméiglech duergestallt ginn ass a wärend dem Covid op eemol ganz séier fäerdegbruecht huet, an de Mëttelpunkt ze kommen. Do ass et wichteg, dass mer alleguerten déi Punkten iwwert den Droit à la déconnexion klären. Et ass wichteg, dass an der Sécurité sociale – wou awer scho Saache geschitt sinn op europäeschem Niveau – dat och méiglech muss si fir eis Kolleege Grenzgänger, déi hei zu Lëtzebuerg um Marché de travail sinn, dass déi do keng Nodeeler erleiden.

Et dass de Punkt vum Steierrecht. D'Steierrecht ass awer net europäesch gereegelt, mee dat ka just a bilateralen Accorde gemaach ginn, wou där Saache jo och schonn um Dësch leien, soudass mer et do musse fäerdegbréngen, mat Bréissel, Paräis a Berlin ze verhandelen, fir dass mer och do déi Léisunge fannen, déi bluttnoutwendeg sinn. Wat d'Sécurité sociale ubelaangt, si jo schonn Ouverturë gemaach ginn, mee et ass do wichteg, dass mer dat och kënne fortsetzen.

Mee et muss awer och sécher sinn. An zum Teletravail ka kee forcéiert ginn. Dat muss e Choix sinn, ob s de Teletravail wëlls maachen oder net, net dass et gläichzäiteg heescht: „Nee, elo maacht dir alleguerten Teletravail, an domadder brauch ech kee Bürosgebai méi, oder ech brauch net méi esou vill Büroen, wéi ech bis elo hat." Dat muss awer och ëmmer an Zesummenaarbecht mat de Kolleeginnen a Kolleegen, déi do schaffen, goen. Ech mengen, och dat ass wichteg, dass een dat fäerdegbréngt.

Mir mussen och eppes maachen, wat d'Gesetz iwwert de Maintien dans l'emploi ubelaangt. Mir hunn alleguerte matkritt, dass déi lescht Zäit verschidde Betriber an d'Strauchele komm sinn. Et ass wichteg, dass do gehollef gëtt an dass mer de Maintien dans l'emploi ganz héichhalen an dass mer do Upassunge musse maachen, an dass do, wou d'Aarbechtsplazen net méi ze hale sinn, déi Leit awer gläichzäiteg fir e Maintien dans l'emploi Formatioune kënne kréien, fir dass se awer nach d'Méiglechkeet hunn, am Beruffsliewe kënnen ze bestoen.

Mir gesinn, dass de Chômage klëmmt. E klëmmt lues, gottseidank, mee mir mussen dat awer am A behalen, dass et och do méiglech ass, déi Leit a Beschäftegung ze kréien, déi a Beschäftegung wëlle goen. Dat ass jo a sech e Paradox hei zu Lëtzebuerg: An enger Hinsicht feelen eis Leit lénks a riets, an op där anerer Säit hu mer Leit am Chômage sëtzen. Mer mussen et do fäerdegbréngen, de Leit déi Formatiounen unzebidden, woumat se och eng Zukunft an eng Chance hunn, hei zu Lëtzebuerg um Aarbechtsmaart ze bestoen.

Dat selwescht ass dat mam Laangzäitchômage, an dat weess och de fréieren Aarbechtsminister ganz gutt, well mir hu scho länger an ëfters doriwwer geschwat. Och de Laangzäitchômage ass eppes, wat mer mussen zesummen ugoen, fir do Méiglechkeeten ze schafen, fir déi Leit, déi elo keen Zil méi virun Aen hunn, erëm eng Kéier op de Marché de l'emploi zréckzebréngen.

Dofir, fir alles dat, wat ech elo gesot hunn, brauche mer e staarkt Aarbechtsrecht. Mir brauchen net fir alles wëll Dereguléierungen, mee mir brauchen en Aarbechtsrecht an engem kloere Kader, wat déi Méiglechkeete schaaft, fir d'Leit och dohinner ze bréngen.

Mir mussen eis awer och do de Gegeebenheete vun der Zäit upassen, nämlech, dass een do weess, dass d'Work-Life-Balance, fir elo nëmmen déi ze erwänen, oder och aner Prioritéite bei de Mënsche sinn an dass een dat och an där ganzer Diskussioun net däerf vergiessen.

An deem Zesummenhang ass et och wichteg, dass mer d'Elteren do mat abauen an dass mer eis bewosst sinn, dass Elteren do sinn, déi gären eng aner Aarbechtszäituerdnung hätten, wéi dat an där gewinnter 8-12/2-6-Mentalitéit ass, an dass mer och do Adaptatioune musse maachen. An dat alles kann awer nëmme geschéien am Sozialdialog. Mir mussen do gläichzäiteg den Teletravail, Travail à distance, d'Ausbildung, d'Färdere vun den Talenter, d'Aarbechtsorganisatioun, aner Aarbechtsmodeller an de Bien-être kucken.

Mir mussen eis awer och, Kolleeginnen a Kolleegen, mam Absenteismus beschäftegen. Wat ass d'Ursaach dovun? Wat kënne mer dogéint maachen, fir dass mer den Absenteismus an de Grëff kréien?

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, Lëtzebuerg fir d'Zukunft ze stäerken heescht, iwwerhaapt dat Soziaalt an de Sozialstaat fir d'Zukunft ze stäerken an endlech d'Schéier tëscht Aarm a Räich méi kleng ze maachen, d'Aarmut ofzebauen an ofzeschafen. Mee dat geet net einfach, dass mir elo heibannen decidéieren, d'Aarmut wier ofgeschaaft an d'Aarmut géif ofgebaut ginn. Do musse mer och déi néideg Akzenter setzen, a mir mussen alles maachen, fir dass mer d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg an de Grëff kréien.

A wa mer schwätze vun der Aarmut hei zu Lëtzebuerg, ass och de Logement ee vun den, net Haaptproblemer, mee vun den Haaptursaache vun der Aarmut hei zu Lëtzebuerg. Well wa mer hei d'Präisser vum Logement kennen – an ech soen Iech alleguerten näischt Neits –, da wësse mer, dass Leit, déi net Proprietär sinn oder déi net schonn eng Wunneng hunn, ganz vill Schwieregkeeten hunn, an dass de hei zu Lëtzebuerg vill méi Sue muss ausginn, fir kënnen ze wunnen, wéi an den anere Länner. Do wäert ech och e bësse méi spéit nach drop zréckkommen. An dofir ass Logement och Aarmutsbekämpfung, well wa mer et fäerdegbréngen, de Leit rëm alleguerte fir e bësse méi sozial Präisser e Logement ze ginn, dann hëlleft dat deenen an hirer finanzieller Situatioun.

Dat heescht, wa mer d'Aarmut bekämpfen, geet et och drëm, eng Cohésion sociale hinzekréien. Dofir muss reegelméisseg de Mindestloun ugepasst ginn. An dofir ass et och wichteg, dass de REVIS reegelméisseg ugepasst gëtt an dass een do och kuckt, wat alles muss mat berechent ginn. Do si jo schonn Etüde gemaach ginn an do leie jo och Etüde vir, datt ee muss kucken, de REVIS ze iwwerschaffen.

Et muss een och eppes maachen, dass déi Leit d'Méiglechkeet kréien, zréck an d'Aarbecht ze kommen, well och dat gehéiert derzou. De REVIS däerf net einfach akzeptéiert ginn, mee mir mussen alles maachen, fir deene Leit ze hëllefen, erëm zréckzekommen op den Aarbechtsmaart.

A mir däerfe jo och net vergiesse beim REVIS – dat gëtt oft an der Debatt vergiess –: De Gros vun deene Leit, déi de REVIS kréien, déi gi schaffen! Mee déi Leit kréien e Complement, well opgrond vun hirer familiärer Situatioun an der Composition de ménage Complementë mussen ausbezuelt ginn. An och dat däerf een an där ganzer Diskussioun beim REVIS net ënnerschätzen. Mee dofir ass et och gutt, dass déi Prime d'activité fir REVIS-Empfänger soll kommen an dass dat och e positive Modell ass.

Lëtzebuerg fir d'Zukunft ze stäerken heescht och, eise Sozialdialog fir d'Zukunft ze stäerken. An hei ass et wichteg, dass mer d'Sozialpartner stäerken. An dat verstitt Der, mäin Häerz als Gewerkschaftler geet do drëm – an Dir wësst alleguerten, dass ech vun do kommen! –, dass mer d'Rechter vun de Gewerkschafte stäerken an dass et wichteg ass, d'Grondwäerter vun der sozialer Gerechtegkeet an dem soziale Fortschrëtt do héichzehalen. Dat ass méi wichteg wéi jee, an dat ass méi wichteg grad elo an an dësem Punkt.

An dofir ass et och gutt, dass d'Regierung ëmmer ënnerstrach huet, wéi wichteg hinnen de Sozialdialog ass an dass se och wäerten alles maachen, fir de Sozialdialog ze heegen an ze fleegen. Ech wëll awer soen: Och an der leschter Legislaturperiod huet de Sozialdialog zwëschent der Regierung an de Sozialpartner jo bestanen! Well mir hu jo och vill Gesetzer heibanne gestëmmt, an och matgestëmmt, déi deemools gefousst hunn op Accorden, déi zwëschent de

Sozialpartner um Niveau vun der Tripartitt oder Bipartitt entstane sinn.

Lëtzebuerg stäerken heescht och, eis eeler Leit stäerken. Och dat huet fir eis eng enorm Wichtegkeet. An dat huet och fir eis als CSV eng grouss Prioritéit. Eis eeler Leit, déi doru bedeelegt waren, déi de Grondstee geleescht hu fir dee Räichtum, dee mer hei am Land kennen, deene musse mer alles ginn, fir dass si och kënnen e rouegt Liewen no hirer aktiver Zäit féieren. Dofir ass et gutt, dass mer en nationale Plang „Gutt alteren" hunn a kréien. Mir mussen an d'Altersheimer investéieren, d'Altersheimer upassen un déi Gegeebenheete vun haut. Awer och do, an dat hunn ech scho bei der Santé gesot, musse mer et fäerdegbréngen, genuch Personal ze hunn, fir kënnen an den Altersheimer, Alters- a Fleegeheimer, deene Leit déi Fleeg zoukommen ze loossen, déi gebraucht gëtt. Déi kennen dee selwechte Problem, dee mer an de Spideeler kennen. Wa mer do net de Groussregiounsmarché hätten, wier et schwiereg, alleguerten déi Posten ze besetzen, déi do sinn. Och dofir ass et, an ech wëll et nach eng Kéier ënnersträichen, wichteg, op d'Attraktivitéit vun deene Beruffer hinzeweisen, och de Stellewäert vun deene Beruffer an der Gesellschaft, well nëmmen da kënne mer de Leit déi Betreiung ginn, déi noutwendeg ass an déi se virun allem och verdéngt hu fir dat, wat se fir Land a Leit gemaach hunn.

Et ass och wichteg, fir mat der Renovéierung vun de CIPAe weiderzefueren. An ech hoffen, dass esou Geschichten ... Ech nennen et „eng Geschicht", d'Madamm Cahen weess, wat ech mengen, wéi laang et gedauert huet fir Rëmeleng, wat elo endlech ënnerwee ass. Do hate mer och eng Simplification administrative. Et ass do endlech elo no iwwer 20 Joer d'Decisioun gefall, dass misst nei gebaut oder neigemaach ginn, dass dat endlech emol kéint geschéien. Mee do musse mer et fäerdegbréngen, dass dat méi séier geet, an dass et bei deenen aneren Haiser, déi mer musse renovéieren, och e bësse méi séier geet, oder e gutt Stéck méi séier geet, wéi dat zu Rëmeleng de Fall war. An ech sinn och do zouversiichtlech, dass dat wäert geschéien. An ech sinn och zouversiichtlech, dass mer et fäerdegbréngen, dass Qualitéitskrittären an deenen Haiser a) agefouert ginn a b) och duerno applizéiert ginn.

**M. Fernand Etgen** (DP) | Och d'Madamm Cahen.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Wat gelift, Här Etgen?

**M. Fernand Etgen** (DP) | D'Madamm Cahen.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken, heescht och de Benevolat stäerken. Ouni Benevolat kéint Lëtzebuerg net esou fonctionéieren, wéi et dat haut mécht. A mir mussen och am Benevolat den Nowuess ofsécheren. Dofir begréisse mer, dass am Regierungsaccord ausdrécklech de Benevolat en neie Statutt soll kréien. An do geet et zentral ëm d'Assurance accident. Eng grouss Fro, déi sech ëmmer gestallt gëtt am Benevolat: Wat geschitt, wann een en Accident huet? Dofir ass dat e wichtege Punkt, fir ze soen, dass do eppes kënnt bei der Assurance accident, an dat musse mer begréissen. An dat selwecht gëllt, fir déi Leit weiderhin ze ënnerstëtzen an och weiderhin op d'Wichtegkeet vum Benevolat hinzeweisen.

Ech wëll just drun erënneren, an et si jo och vill Kolleegen hei, déi dat nach aus hirem fréiere Liewe kennen: Eng Zäitchen hate mer e Pompjeeswiesen, dat exklusiv op de Benevolat opgebaut war! Dat ass déizäit tipptopp gaangen. Mee d'Entwécklung vun der Zäit huet et mat sech bruecht, dass et eng Professionaliséierung huet misse ginn. Mee wa mer déi Benevoller an der Zäit virdrun net gehat hätten – an och elo sinn nach e groussen Deel vu Benevollen do aktiv –, dann hätte mer dee Secteur an dee System, dee mer awer brauche fir eis Sécherheet, ni kënnen oprechterhalen.

Dat selwecht ass am Veräinsliewen. Wa mer am Veräinsliewe keng Benevoller méi hunn, da kréie mer Schwieregkeeten, wat net gutt ass fir eis Gesellschaft. An dofir ass et wichteg, och dee Stellewäert vum Benevolat grousszeschreiwen.

Lëtzebuerg stäerken heescht fir eis awer och, d'Asylrecht fir d'Zukunft stäerken. Do brauch een eng Politick mat Häerz a Verstand. An et ass och richteg, dass een heiansdo mat enger gutt gemengter Politick verschidde Resultater net erreecht, déi ee gären hätt. Et ass dofir fir eis dee richtege Wee, dass an der Asylpolitick net nëmmen ee Ministère gefuerdert ass, mee e puer Ministèrë gefuerdert sinn, fir déi Punkten ze erreechen, fir dass mer eng Asylpolitick kënne maachen, déi Lëtzebuerg würdeg ass. Asyl an och Immigratioun ass eppes, wat bluttnoutwendeg ass. Well ouni Immigratioun hätte mer et zu Lëtzebuerg net fäerdegbruecht, do ze stoen, wou mer haut stinn. A mir sollen dat ni vergiessen! An och am Asyl musse mer eis Prozedure ginn, fir Leit net jorelaang an der Ongewëssheet ze loossen, mee fir de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, séier ze wëssen: Wou geet et hin? Kann ech bleiwen? Kann ech net bleiwen? An och do d'Prozeduren änneren.

Lëtzebuerg soll e Pays d'accueil bleiwen. Lëtzebuerg muss kuerz Prozeduren hunn. Et ka keen Automatismus einfach kommen. Den ONA muss ugepasst ginn. Mir musse Procédure-accéléréeën afeieren. Mir brauchen e Plan pluriannuel, fir Structures d'hébergement ze maache fir déi Leit, déi kommen. Mir mussen eng gerecht Verdeelung vun den DPIen hei duerch d'ganzt Land fäerdegbréngen. Mir mussen e Renforcement maache vun der Employabilitéit, well mer jo Secteuren hunn, wou mer Schwieregkeeten hunn, déi och schonn definéiert gi waren a wou Leit bluttnoutwendeg gebraucht ginn, fir dass déi Leit, déi an d'Land kommen, dann och kënnen op de Marché de l'emploi kommen.

Mir brauchen eng Maison de retour. Mir brauchen och Diskussiounen – an dat ka Lëtzebuerg net aleng léisen – op europäeschem Niveau, dass mer d'Migratioun an Europa zesumme mussen ugoen. Mir hu keng Baussegrenz als Lëtzebuerg. An awer ass et wichteg, dass do eng Reform kënnt vun Dublin, vum Dubliner Prozess. An dofir ass et och wichteg, dass hei zu Lëtzebuerg Prioritéite gesat ginn, mee och, dass op europäeschem Niveau déi Akzenter gesat sinn, déi bluttnoutwendeg sinn.

A mer schwätzen ëmmer erëm vun de Problemer, déi mer hunn, fir se ënnerzebréngen. Och do kommen ech nach eng Kéier op de Problem zréck, dass d'Hallschent vun deene Leit, déi de Moment a Strukture sinn, déi virgesi ware fir DPIen, BPIen sinn, déi do dra sëtzen, well se net erauskommen. Och do musse mer Akzenter setzen, fir dass et méiglech ass, déi Leit op den normale Marché ze kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken heescht och, eis Kafkraaft fir d'Zukunft stäerken. An dofir wëlle mer ausdrécklech begréissen, dass d'Regierung d'Berengegung vun der Steiertabell op den 1. Januar vu véier Indextranchen decidéiert huet, déi elo op den 1. Januar soll kommen. Ech hu mat menge bescheidene Mëttele probéiert, Pi mol Daum auszerechnen, wat dat géif vun Entlaaschtung bréngen. Ech hu mech do baséiert op den Avis vun der Chambre des Salariés zum leschten Tripartitt-Accord. Dat gëtt no menger Berechnung – mee de Finanzminister wäert eis déi richteg Zuele sécherlech och bréngen –, 51 Euro, wann Der e Brutto hutt vun 3.000 Euro. Dat geet dann erop bis op 95 Euro, wou direkt Entlaaschtunge wäerte kommen ab dem 1. Januar.

An dann ass jo eréischt déi hallef Steiertabell berengegt ginn. An de Minister, de Premierminister, huet jo och gëschter a senger Ried ënnerstrach, dass elo déi véier éischt kommen, mee dass och duerno nach zolidd Ännerungen am Steiersystem wäerte kommen, an dass een och reegelméisseg kuckt, fir déi aner Retarde vun der Upassung nozehuelen, An et ass gläichzäiteg esou, dass fir 2026 och soll e Projet um Dësch leien, woumadder de Problem vun de Steierklassen, déi mer bis elo hunn, dann och do an Ugréff geholl gëtt.

*(Interruption par M. Gilles Baum)*

Merci, Här Baum.

Gëschter, oder net gëschter, mee et ass ëmmer erëm ënnerstrach ginn, dass Steierpolitick och Sozialpolitick ass, an dat do ass ee vun de Beweiser dovunner. Fir eis ass et ganz kloer, dass et och do un eis als Chamber ass matzeschaffen. An de Finanzminister, deen huet jo eng Deadline gesat kritt vum Premierminister, bis wéini dat muss fäerdeg sinn. An och mir an der Chamber an an deene jeeweilege Kommissioune musse proaktiv matschaffen, fir dass déi Deadline och kann agehale ginn. Dat si mir alle 60 heibannen de Leit schëlleg – well mer am Walkampf alleguer gesot hunn, mir géifen déi steierlech Diskussioun vum 1a a vun deene jeeweilege Steierklassen an Ugréff huelen –, dass mer dat dann och maachen an dass bis 2026 dann dee Problem, ech wëll net soen, definitiv geléist ass, mee dass do nei Adaptatioune komm sinn, an dat am Interêt vun deene Leit, déi dovu betraff sinn.

Et sinn och nach aner steierlech Incentivë méiglech, et sinn der jo schonn do, et wäerten och sécherlech nach aner Saache kommen. An als Gewerkschaftler, wësst Der, dreemen ech nach ëmmer vu Verméigensbildung fir déi schaffend Leit, dass Méiglechkeete kënne geschafe ginn, op verschiddene Punkten, dass dat och kann erreecht ginn. Well Loun a Gehalt ass dat eent, mee et muss een och de Leit d'Méiglechkeet ginn, Verméigen opzebauen, fir Reserven ze hunn, fir net andauernd musse Prête léinen ze goen, wann iergendeppes doheem geschitt ass. Dat ass nämlech e Bestanddeel vun enger sozialer Maartwirtschaft an dat ass och e Garant fir soziale Fridden, an domadder kënne mer och vläicht verhënneren, wat an anere Länner geschitt, wou reegelméisseg Leit op der Strooss sinn, well se déi Méiglechkeeten net hunn.

An dann, ganz wichteg: den Index! An ech wëll och nach eng Kéier ënnersträichen, dass et ganz gutt ass, dass d'Koalitioun ganz kloer gesot huet, dass si hannert dem aktuelle Modell vum Index steet, dass deen Index och wäert bestoe bleiwen an dass just gesot ginn ass, dass, wa méi wéi eng Indextranche kënnt, dass dann d'Sozialpartnere sech an der Tripartitt zesummefannen, fir ze kucken, wéi et soll weidergoen. Ech mengen, dass dat e kloere Message ass fir eisen Indexsystem. An et war jo mol schonn esou, dass dann temporär aner Léisunge hu misse fonnt ginn. Mee dat muss een am Sozialdialog maache mat de Gewerkschaften. Och dat fënnt ausdrécklech eis Zoustëmmung.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, Lëtzebuerg stäerken heescht och eis Familljen an eis Kanner fir d'Zukunft stäerken. „D'Kanner sinn eis Zukunft!", heescht et ëmmer, an dat ass och richteg a gutt esou. Dofir ass Familljepolitick dëser Majoritéit och besonnesch wichteg. A wann Dir, an ech gi jo dervunner aus, dass Dir dat alleguerte gemaach hutt, déi Säiten alleguerte gelies hutt, hutt Dir festgestallt, dass d'Familljepolitick eent vun de gréisste Kapitelen am Koalitiounsaccord ass. An och dat muss een net an engem Term vu Schwaarz-Wäiss-Molerei kucken, mee dat gëtt e faarwegt Bild vun der Politick, a jiddweree soll säi Liewe kënnen esou organiséieren an esou féieren, wéi en et wëllt. Et ass net um Staat, de Leit virzeschreiwen, wéi si solle liewen.

Dofir ass et gutt, an et geet och iwwregens ëm de Subsidiaritéitsprinzipp, dass mer hei schwätze vu Subsidiaritéit a Solidaritéit an dass et do wichteg ass, dass d'Kand am Mëttelpunkt steet. Dofir kënnt eng Verlängerung vum Congé parental an eng Flexibilisëierung vum Congé de maternité. An eppes, wat mir ganz gutt gefält, ass d'Verlängerung vun de Babyjore vun zwee op dräi Joer, well et wichteg ass, dass bei de Babyjoren eppes geschitt. An och eng Upassung vum Kannergeld gëtt ausdrécklech begréisst, well mir sinn eis jo och bewosst, deemno wéivill Kanner der hutt, dass et wichteg ass, dass mer déi Familljen ënnerstëtzen, well d'Kanner vun haut sinn och d'Beitragszahler vu muer, a wa mer schwätze vun enger Ëmwälzung am System, ass et och wichteg, dass mer déi Leit vun Ufank un ënnerstëtzen.

A wa mer vu Kanner schwätzen a vu Familljen, da schwätze mer net nëmme vun der Famill u sech, mee mir schwätzen och vun de Schoulen. Well och d'Schoulen hunn en enormen Afloss op d'Familljen, op d'Kanner, an et ass do, wou och d'Basis geluecht gëtt fir de Kanner hir Entwécklung an der Zukunft. Do ass et och wichteg, dass mer d'Qualitéit an der Kannerbetreiung verbesseren, héichhalen, dass mer de Betreiungsschlëssel iwwerschaffen, a meng Virgängerin als Fraktiounschef, d'Martine Hansen, huet dat och ëmmer ënnerstrach, an et louch hir besonnesch um Häerz, dass mir do de Betreiungsschlëssel änneren.

Mir ënnerstëtzen och déi Elteren, déi soen: „Mir bleiwe gär nach méi laang doheem bei de Kanner, bis se an d'Grondschoul ginn." Dofir kënnt dat mat de Babyjoren an der Schoulpolitick. Ech wëll net grad soen, „Schoulpolitick ass Sozialpolitick!", mee et ass och deelweis Sozialpolitick, well et ass do, wou de sozialen Ëmgang geschitt. D'Basis mussen zwar d'Eltere leeën. Et ass net un der Schoul, fir hinnen déi sozial Krittäre bäizebréngen. Mee do entsteet e soziaalt Liewen, well do sëtze Leit zesumme vun alle Bevëlkerungsschichten, vun alle Lounkategorien, an d'Kanner erfueren do déi Basis, déi wichteg ass, fir duerno an enger sozialer Gesellschaft wéi hei zu Lëtzebuerg kënnen ze bestoen. An dofir ass et wichteg, dass een an der Schoul déi Akzenter setzt, an och an der Kannerbetreiung, déi elo noutwendeg sinn, well mir mussen eis Kanner virbereeden op d'Zukunft.

Mir mussen eis Kanner ausstatte mat Kompetenze fir d'21. Joerhonnert, well mer och keng Betriber méi hu wéi an der Zäit, déi Plaz hate fir jiddwereen, fir déi mat den zwou lénken Hänn bis zu deene ganz Intelligenten. Esou Betriber gëtt et net méi. Mee mir mussen de Kanner dee Baggage matginn, dass se sech herno am Beruffsliewe kënnen duerchsetzen an dass se och eng Méiglechkeet hunn, am Beruffsliewen kënnen ze bestoen. All déi Basisfaktore ginn an der Famill an an der Schoul geluecht, an dofir ass et wichteg, dass mer do déi néideg Adaptatioune maachen. Et ass och gutt, dass de Secondaire soll moderniséiert ginn an zukunftsfit gemaach ginn.

An dann – an den Här Meisch weess elo direkt, mat wat ech kommen, an d'Madamm Hansen och – ass do deen anere Volet vun der Educatiounspolitick, dat ass d'Beruffsausbildung. D'Beruffsausbildung: Déi meescht – déi nei Kolleege manner wéi déi méi stänneg Kolleegen, déi schonn e bësse méi laang heibanne sinn –, déi wëssen, dass d'Beruffausbildung a virun allem d'Handwierk fir mech e ganz grousse Stellewäert huet. An der leschter Legislaturperiod souze mer nach zu véier, déi aus dem Handwierkssecteur komm sinn, hei an der Chamber. Elo sinn ech mam Här Engelen eleng. All déi aner Kolleege sinn net méi hei. Dat war nach de Carlo Weber an dat war nach den Aly Kaes. Déi sinn net méi an der Chamber vertrueden. An ech kann Iech soen, dass d'Handwierk awer wichteg ass fir Lëtzebuerg. An Dir wësst et alleguer, well wann op eemol doheem eppes net méi geet, da sidd Dir frou, wann en Handwierker do ass, deen Iech dat flécke kënnt.

An dofir ass et wichteg, dass mer och en attraktiven Handwierkssecteur behalen, dass mer et fäerdegbréngen, Handwierker auszebilden an och Handwierker am Handwierk ze behalen. Och dat ass e ganz wichtege Punkt. A mir mussen dofir d'Handwierk opwäerten. Well d'Handwierk ass och hei zu Lëtzebuerg, wann een dat ekonomesch kuckt, dee gréisste Wirtschaftszweig.

Mee déi Betriber – an dat weess esouwuel den Educatiounsminister wéi och de Mëttelstands- an haitege Wirtschaftsminister – kloen, dass se kee Personal méi fanne fir an deene Beruffer. Dofir ass et wichteg, dass mer dem Handwierk en anere Stellewäert ginn an dass mer och an der Beruffsausbildung Akzenter setzen, fir dass mer rëm méi Leit fannen, déi bereet sinn, e Beruff ze erléieren, well dat ass wichteg. Mir sollen do och Allianze maachen zesumme mam Secondaire classique, wat alles vu Méiglechkeete besteet, fir och do d'Handwierk méi ze förderen, wat och an anere Länner scho besteet. Dat ass wichteg, dat ass noutwendeg! An ech wëll nach eng Kéier drun erënneren: Wa mer keng Handwierker méi an der Gesellschaft hunn, da wäert eis Gesellschaft vill méi aarm sinn an da wäerte mer dee Fortschrëtt net kënnen erliewen, dee mer jo alleguerte wëllen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken heescht och, Mënsche mat Behënnerung stäerken. An do ass et wichteg, dass mer de Statut vum Salarié handicapé iwwerschaffen, dass mer et fäerdegbréngen, d'Inklusioun um Aarbechtsmaart an Ugréff ze huelen, an dass et och Méiglechkeete fir déi Leit gëtt, net nëmmen an den Atelier-protégéen, mee dass mer erëm méi vun de Leit mat Behënnerung op dem legalen Aarbechtsmaart kënnen an d'Aarbechtsliewe bréngen. Mir mussen eng Barriärfräiheet schafe fir d'Gesellschaft. Mir mussen awer och d'Barriären a verschiddene Käpp ofschafen, wat de Stand an de Statutt vun den Handicapéierten ubelaangt. Mir mussen d'Transportservicer Adapto a Mobibus iwwerschaffen, fir déi och méi no hire Besoine kënnen opzestellen.

An e leschte Punkt, an dat war kuerz virun de Walen nach eng Kéier grouss am Mëttelpunkt: Mir mussen och de Problem vun de Pensioune vun deene Leit léisen, déi, ier de Statut geschafe ginn ass vum Travailleur handicapé, ëmmer déizäit mam RMG oder mat der Primm fir Travailleurs handicapés geschafft hunn a wou ni an d'Sécurité sociale abezuelt gouf. An do sinn awer elo Leit, déi voll Karriären hunn, soudass mer et do musse fäerdegbréngen, dee Problem an Ugréff ze huelen, fir dass mer och deene Leit déi Rechter ginn, déi se zegutt hunn. An mer mussen déi Adaptatioun am Code de la sécurité sociale maachen, fir dass déi Leit och bei der Pensiounskeess hir Berücksichtegung fannen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir mussen och eppes maache bei de Wunnengen, beim Wunnraum. Et ass ee vun eise gréisste Problemer – ech hat et scho bei der Aarmut gesot, ech kommen nach eng Kéier drop zréck. D'Offer vun de Wunnenge muss eropgesat ginn. A mir däerfen net vergiessen, dass och eise Bau u sech de Moment a Schwieregkeeten ass. Do si schonn Efforte gemaach ginn. Et si scho verschidden Iddie beschwat ginn. Mee et ass elo ganz wichteg, dass ganz schnell, esou wéi de Premier et ugekënnegt huet, eng Ronn stattfënnt mam Staat, mat de Gemengen, mam Handwierk, fir ze kucken, wat mer kënne maachen, fir dat alles méi ze förderen, fir dass mer méi Wunnengen op de Marché kréien. A wann ech soen, Reuniioune mat Staat, Gemengen an Handwierk, däerf een do natierlech och d'Sozialpartner net vergiessen.

Mir mussen de Prozedurendschungel duerchschaffen, fir dass et méiglech ass, méi séier kënnen ze agéieren, a fir méi séier kënnen ze reagéieren – net nëmme agéieren, mee och reagéieren. A verschidde Prozeduren, déi komplizéiert sinn, vläicht vereinfachen an och no de soziale Krittäre kucken, wat mer deene Leit kënnen ubidden a wat net. Well den Aspekt Logement, wa mer dee Problem net an de Gréff kréien, da gëtt et schwiereg. Net an de Gréff kréien, dat ass eng Saach, mee mer mussen dee verbessert kréien, soss ginn d'sozial Problemer och hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi grouss. An dofir musse mer do eppes maachen.

A wann ech dat soe vum Logement, dann ass et d'selwecht mat de Prêten. An ech begréissen och gären ausdrécklech dat, wat de Premierminister gesot huet, dass een do och muss mat de Banke schwätzen. Well jiddweree vun Iech heibannen huet op d'mannst ee wärend der Walcampagne gehat, dee gesot huet: „Et ass jo elo net nëmmen de Prêt u sech, mee et ass och nach den Iwwergangsprêt, well ech elo vun engem Appartement an en Haus gewiesselt sinn, wou ech vun den Zënsen erdréckt ginn!" Do musse mer och un d'sozial Verantwortung vun de Banken appelléieren. An dofir begréisse mer och ausdrécklech, dass de Premier gesot huet, et misst ee sech mat de Finanzetablissementer zesummesetzen, fir do Léisungen ze fannen, fir dass et do méi Flexibilitéit gëtt.

Wann s de zwielef Méint laang gesot kriss: „Elo kuck, dass de an zwielef Méint derduerch bass!", an et weess een, wat duerno am Bau an um Marché geschitt ass, dann ass ee sech bewosst, dass dat net vun haut op muer geklärt gëtt. Mee do missten d'Banke méi flexibel sinn. Dat ass op alle Fall meng Vue, an dat soen ech och en nom personnel. D'Banke waren och frou, wéi deemools d'Decisioun gefall ass, fir si ze retten. Da solle si och elo de Leit hëllefen, fir dass d'Leit kënne gerett ginn. Och do muss eppes geschéien, fir dass mer dee Problem do an de Gréff kréien.

*(Interruption par M. François Bausch)*

Hutt Dir dat net verstanen, Här Bausch?

**M. François Bausch** (déi gréng) | Deen do Saz, dee leschte Saz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Dee leschte Saz?

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dat do ass de Prinzipp Hoffnung.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Ma dass och d'Banken do musse méi flexibel sinn, fir de Leit net ze soen no zwielef Méint: „Elo dréie mer d'Schrauf zou!" Mee dass dat och e bësselche muss verlängert ginn, dass een do kann driwwer diskutéieren an dass net einfach gesot gëtt no zwielef Méint Iwwergangskreditt, et wier vun haut op muer Schluss. Dat ass net de richtege Wee. Dat muss aneschters gestaffelt ginn. An ech ginn dervun aus, dass de Finanzminister an och de Premierminister mat de Banken zesummen déi Diskussioune wäerte féieren, déi do noutwendeg sinn.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Et wär gutt, wann eis staatlech Bank dat géif maachen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Spautz, Dir hutt eleng d'Wuert.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President.

Dann ass et och wichteg, dass mer Mesüre maache fir jonk Leit, Éischtkeefer, fir dass déi och aner Hëllefe kréien, well et ass wichteg, dass déi Leit och d'Basis geschafe kréien, fir sech kënnen en Haus ze bauen.

En anere Punkt, deen ausser dem Logement och ganz wichteg ass, ass den Ëmweltberäich. Et ass wichteg,

dass den Ëmweltschutz eng Prioritéit ass fir dës Regierung. Et ass och wichteg, dass mer d'EU-Direktiven am Ëmweltschutz anhalen an och proaktiv ëmsetzen. Mir brauchen e Buedemschutzgesetz, de Waasserschutz duerch Renaturéierung muss ënnerstëtzt ginn, an et ass och wichteg, dass mer an d'erneierbar Energien investéieren an do och weiderfueren an dass de Waasserstoff a Fernwärmereseauen domat ënnerstëtzt ginn. Och dat huet eng Entwécklung, dass, wann een e Logement baut, direkt Fernwärmenetzer do mat erageholl ginn.

A wann ech vun Ëmwelt schwätzen, ass et och net wäit bis bei d'Landwirtschaft. An ech mengen, och an der Landwirtschaft ass et wichteg, dass d'Schlësselroll, déi d'Landwirtschaft spillt an der Gesellschaft, och ëmmer erëm erwäänt gëtt, an dass och gewosst ass, dass, wa mer keng Landwirtschaft hunn, et och Schwieregkeete gëtt, well d'Iessen an d'Drénke kommen aus der Landwirtschaft. A wann ech vu Landwirtschaft schwätzen, da wëll ech de Wäibau do mat erwänen. A mat den Hëllefen, mat deenen mer déi Betriber, déi Mëllech a Fleesch hierstellen, ënnerstëtzen, muss et och an deene Produktzweiger fir si méiglech sinn, déi technesch Entwécklung, déi et do och gëtt, kënne fortzesetzen. An och den Ëmweltimpakt vun hirer Produktioun ass wichteg, do muss een déi gemeinsam Ëmweltziler zwëschent Landwirtschaft an Environnement festsetzen. Mir brauchen eng gutt Landwirtschaft. Mee mir brauchen och e gudden Ëmweltschutz. An do muss gemeinsam gekuckt ginn, dat ze maachen.

Mir mussen och diversifizéieren. Wann et fréier virun allem Mëllech a Fleesch war, wat an der Landwirtschaft am Mëttelpunkt stoung, esou däerfe mer net vergiessen, dass mer och Geméis an Uebst hunn, an, wat vill Leit net esou an de Mëttelpunkt gestallt hunn, och d'Energiepolitick, déi ka gemaach ginn, déi kann aus der Landwirtschaft kommen, well mer och d'Moyene vun enger Energieproduktioun an der Landwirtschaft hunn. Och do muss alles, wat d'Investitiounen an d'Geneemegungen ubelaangt, vereinfacht ginn, fir dass mer et fäerdegbréngen, de regionale Liewensmëttelmarché an och déi regional Produktiounen oprechtzeerhalen. An do ass et wichteg, den Dialog mat deene Leit aus der Agrarpolitick ze sichen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken, heescht och, eis Mobilitéit fir d'Zukunft stäerken.

Haut de Moie waren e puer Kolleege vun heibannen, déi hu mer op eemol geschriwwen: „Ech weess net, ob ech et fir 9.00 Auer packen, ech stinn hei am Stau, oder ech stinn do am Stau." Dofir ass et och wichteg, dass mer do Saachen an Ugréff huelen.

Den ëffentlechen Transport ass déi lescht Joren ausgebaut ginn, en ass méi modern ginn. Mir mussen awer nach e bëssen un der Fiabilitéit schaffen, well haut de Moie waren och erëm eng Kéier zwou Linne vum Zuch, déi ënnerbrach waren, wou et net gaangen ass. Mee mer mussen do d'Investissementer op engem héijen Niveau halen. Et ass wichteg, dass am ëffentlechen Transport – virun allem den Tram – d'Reseaue méi grouss gemaach ginn.

Et ass wichteg, dass mer et fäerdegbréngen, déi Contournementen, déi scho säit Joerzéngten diskutéiert ginn, och elo an Ugréff ze huelen. Well och wa mer heibannen d'Gesetz bis gestëmmt hunn, dann ass de Contournement nach net gemaach. Do si Leit heibannen, déi wëssen dat besser wéi ech: Wa mer d'Gesetz gestëmmt hunn, bis de Contournement da fäerdeg ass, vergeet och nach eng gewëssen Zäit. Mee et ass wichteg, dass déi Contournementen elo endlech kommen, well an enger Rei Stied an och Dierfer musse mer et fäerdegbréngen, dass manner Verkéier derduerch geet, mee dass dee laanscht geet. Mir däerfen net d'Stroossebaue verdäiwelen! Heiansdo hunn ech d'Gefill, dass verschidde Leit dat verdäiwelen. Mee mir mussen déi Stroosse bauen, déi noutwendeg sinn.

Mir mussen och ëmmer drun denken, dass Leit, déi am Schichtbetrib sinn, a virun allem déi, déi am ländleche Raum sinn, méi Schwieregkeeten hunn, fir do op den ëffentlechen Transport zréckzegräifen, an dass een dofir och nach ëmmer Stroosse brauch. An dofir ass et awer wichteg, dass mer d'Investissementer souwuel an den Travaux publics wéi och am Eisebunnsreseau héich halen an dass mer och do d'Prozeduren, wou mer heiansdo eis selwer am Wee stinn, och kënne vereinfachen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken heescht och, eis Demokratie stäerken.

De Président-doyen, dee mer déi éischt véier bis sechs Wochen hei haten, an och de Chamberpresident, de Claude Wiseler, hunn an hire jeeweilege Rieden allkéiers drop higewisen, wéi wichteg et ass, dass mer hei am Haus e konstruktiven a sachlechen Dialog féieren, an dass et och wichteg ass, dass mer als Chamber konstruktiv u Problemer eruginn.

Ech wëll dofir och profitéieren, fir dem Alterspresident nach eng Kéier Merci ze soe fir déi véier Wochen, wou en um éischte Stull souz, an Iech, Här President, och ze felicitéiere fir Är nei Aufgab, déi Der heibannen hutt, an och ausdrécklech deenen zwee Häre ze felicitéiere fir déi Rieden, déi se gehal hunn iwwert de Stellewäert vun der Chamber an de Stellewäert vun der Demokratie.

Ech wëll an dat Ganzt dofir awer och d'Chamberpersonal mat abannen, well wa mer d'Chamberpersonal net hätten, de Backoffice vun heibannen, dann hätte mer alleguerte Schwieregkeeten, an da wier et och schwiereg, déi Politick kënnen ëmzesetzen, déi an der Chamber ëmgesat gëtt, well de Personalbestand vun der Chamber an de Personalbestand vun der Regierung, dat ass e ganz, ganz, ganz groussen Ënnerscheed. An dofir och dem Personal e ganz grousse Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Spautz** (CSV) | Mir sinn hei d'Haus vun der Demokratie. An ech wëll do ënnersträichen – an dat huet de fréiere Chamberspresident och ëmmer gesot –: Et ass d'Haus vun alle Leit, d'Chamber, an do geet et och heiansdo ganz haart zur Saach! Ech mengen, dat ass och gutt esou. Dat gehéiert zu enger Demokratie. Mee ech géif awer en Appell maachen, dass et do och soll si wéi am Fussball: Et soll een de Ball spillen an net de Mann oder d'Fra! Well et ass wichteg, dass mer sachlech mateneen ëmginn. Wann dat emol heiansdo emotional ausaart, ass dann de President dofir do, fir een zur Uerdnung ze ruffen. Mee et ass awer och wichteg, dass mer mënschlech mateneen ëmginn.

Ech hunn emol fréier Äishockey gespillt. En Check war erlaabt, mee e Bodycheck, da bass de op d'Bänk gaangen. An ech mengen, dass dat och heiansdo mol kann ausaarten, an dat ass net gutt. An ech hoffen, dass mer et all zesumme fäerdegbréngen, an engem haarden, awer faire Kader, wou et ëm d'Saach geet an net ëm de Mann, mateneen ëmzegoen.

Et geet drëm, Lëtzebuerg ze stäerken, dat heescht, zu gudder Lescht och d'Chamber an d'Demokratie ze stäerken. An et ass och wichteg, eis Aufgab als Deputéiert eescht ze huelen. An dat gëllt grad och fir d'Majoritéit. An et ass och wichteg, an der Majoritéit mat der Oppositioun sachlech ëmzegoen, an och konstruktiv-kritesch mateneen ëmzegoen.

Et ass och ënnerstrach gi vun deene verschiddenen neie Fraktiounspresidente vu verschiddenen Oppositiounsparteien, dass se dat wëlle maachen, sachlech-kritesch. Ech mengen, dat gehéiert derzou, an et ass och wichteg, dass mer dat sachlech maachen an dass och Kritick muss erlaabt sinn, och wa se engem net ëmmer gefält. Mee och dat gehéiert zum demokratesche Spill.

Ech mengen, dass et wichteg ass, als ganz Chamber d'Regierung ze kontrolléieren. Et ass net d'Aufgab vun der Oppositioun, d'Regierung ze kontrolléieren, mee et ass d'Aufgab vun der Chamber, d'Regierung ze kontrolléieren. An dofir ass dat eng Aufgab, déi mer alle 60 heibannen hunn. An net elo einfach soen: Dat eent ass vun der Oppositioun, an dat anert sinn déi vun der Majoritéit. Ech mengen, dat ass wichteg.

An dofir huet och gëschter de Premierminister gesot, d'Schwéierpunkte soll een diskutéieren. An d'Regierung wäert eis dat och weisen, wann elo all d'Ministeren an d'Fachkommissioune kommen, wou dann all d'Deputéiert vu Majoritéit an Oppositioun d'Méiglechkeet hunn, déi Froen ze stellen, déi si interesséieren.

Gëschter Owend ass schonn an der Press – oder ech hunn et haut de Moien an der Press gelies – Kritick un der Regierungserklärung vum Premier gemaach ginn. Ech mengen, mir liewen de Moment a rauen Zäiten. Et sinn och schonn Äusserunge gemaach ginn, hei géif elo eng schlecht Zensur ausgestallt ginn. Et sinn och Äusserunge gemaach ginn, dat hei wier e Feelstart.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech mengen, mir wëssen, wat de Programm ass, deen d'Regierung virgeluecht huet, a mir solle se duerno bewäerten op dat, wat geschitt ass an op dat, wat wäert geschéien. Dofir si mer jo hei an der Chamber, fir déi Diskussiounen ze féieren.

Bei der Regierungserklärung huet de Premierminister ënnerstrach, dass e sech do aner Weeër wéi dat, wat mer bis elo gemaach hunn, ka virstellen. Ech mengen, fir eis ass et wichteg, dass de Kapitän u Bord ass, dass d'Regierung amgaang ass, aus dem Hafen erauszefueren, an et ass wichteg, dass d'Chamber och mat agebonnen ass. An et ass un eis, all zesummen un engem Strang ze zéien, well mir hu jo alleguerten awer een Zil – an dat, soen ech, gëllt souwuel fir d'Oppositioun wéi fir d'Majoritéit –: fir Lëtzebuerg no vir ze bréngen. D'Iddien, d'Weeër, wéi mer dohinner wëlle kommen, si vläicht anerer, mee och dofir soll ee richteg a fair mateneen ëmgoen.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Leit stäerke fir d'Zukunft, dat muss eis alleguerten en Uleies sinn. An ech sinn der Meenung, dass et sozial a wirtschaftlech effikass ass, wa mer hei un eng Zukunftspolitick denken. A mir sollen der Regierung an deene jeeweilege Ministeren och elo d'Chance loossen, dee Regierungsprogramm, deen elo virgestallt ginn ass, a Musek ëmzesetzen. An dann och mat hinnen zesummen alles dat ugoen, wat wichteg ass fir e gestäerktent Lëtzebuerg. A wa mer eis och net ëmmer eens ginn, dat awer an engem faire a sachlechen Dialog maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, nach eng Kéier, ech ënnersträichen: D'CSV ënnerstëtzt dës Regierungserklärung an déi Regierungsekipp, déi do ass! An et ass eis eng Freed, déi nächst fënnef Joer déi Saachen am Interêt vu Lëtzebuerg a vum Lëtzebuerger Land unzegoen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum agedroen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gilles Baum** (DP) | Villmools merci fir d'Wuert, Här President.

Här President, Här Premierminister, Dir Dammen an Dir Hären aus der neier Regierung, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Vertrauensvott vun de Mëtteg wäert en neit Kapitel hei am Land opgeschloe ginn.

Dësen Exercice ass e Moment vu Spannung, awer och e Moment vu groussen Erwaardungen. E Moment vu Spannung, well déi politesch Weichen nei gestallt ginn an d'Land gewuer gëtt, wou d'Rees déi nächst fënnef Joer higeet. E Moment vun Erwaardungen, well d'Bierger an d'Biergerinne sech aus dem Koalitiounsprogramm Äntwerten op hir Besoinen an op hir Suergen erwaarden.

Si erwaarde sech Äntwerten op d'Inflatiounskris. Si erwaarde sech Äntwerten am Kampf géint de Klimawandel. Si erwaarde sech Äntwerten op d'Wunnengsbaukris. A si erwaarde sech Äntwerten, wat d'Bekämpfung vun der Aarmut ugeet. Si erwaarde sech Léisungen, fir hir Kafkraaft ze stäerken. A si wëlle wëssen, wéi d'Regierung déi digital an déi energeetesch Transitioun begleet a sécherstellt, dass jiddweree mat op dee Wee geholl gëtt.

Wéi kann hir Work-Life-Balance weider verbessert ginn? Wéi steet et ëm gerecht Zukunftschancë fir all Kand? A wéi soll de Secteur vum Bau nees ugekuerbelt ginn, fir dass jiddwereen zu Lëtzebuerg sech erëm en Daach iwwert dem Kapp kann erméiglechen?

Här President, wann ech soen, d'Erausfuerderungen, déi wäre grouss, da wëllt dat net heeschen, dass an deene leschte Joren net ganz, ganz vill geschafft gi wär. Au contraire. Als DP si mir houfreg op dat, wat déi lescht zéng Joer geleescht gouf. An den Här Frieden, an ech soen ëm Merci dofir, huet dat gëschter och a senger Ried honoréiert.

De Bilan vun zéng Joer Blo-Rout-Gréng, mat engem Premier Xavier Bettel un der Spëtzt, ka sech weise loossen. Zesumme mat eise fréiere Koalitiounspartner, der LSAP an deene Gréngen, hu mir villes am Land ugepak, villes ëmgesat an awer och vill Weiche fir d'Zukunft gestallt.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | An ech wëll de Kolleege vun der LSAP an de Kolleege vun deene Gréngen a mengem perséinlechen Numm, awer och am Numm vu menger Fraktioun, en opriichtege Merci soe fir déi exzellent Zesummenaarbecht, déi mer an de leschten zéng Joer zesummen haten.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Och wann d'Rollen ...

**Une voix** | De Merci geet zréck.

**M. Gilles Baum** (DP) | ... haut anescht verdeelt sinn, sinn ech mer sécher, dass mir ënnert de Regierungsparteien, awer och mat den Oppositiounsparteie konstruktiv an op Aenhéicht kënnen zesummeschaffen. D'DP wäert eng konstruktiv Kritick vusäite vun den Oppositiounsbänken eescht huelen.

Merci soen ech awer och eisem neie Partner an der Regierung, der CSV. Ech war an Aarbechtsgruppe mat derbäi an ech hu gemierkt, dass et wierklech ëm d'Saach geet, dass et ëm d'Zukunft vum Land geet.

Mir hunn eis mat dem néidege Respekt begéint an d'Iddien aus eise Walprogrammer niewentenee geluecht. An ech hu mer soe gelooss, an der Plenière wär dat d'selwecht gewiescht. Et gouf a ville Beräicher grouss Schnëttmengen, an esou hu mer et dann och fäerdegbruecht, an awer relativ kuerzer Zäit, an engem knappe Mount, e Koalitiounsprogramm kënnen op den Dësch ze leeën.

Mat der Presentatioun vum Regierungsaccord ass och déi lescht Etapp vun engem dach awer laangen an ustrengende Superwaljoer ofgeschloss.

D'Demokratesch Partei huet an der Campagne ëmmer u sech gegleeft, och wann d'Sondagë kuerz virun de Walen nach ganz anescht waren. Mir ware vun eisem Programm iwwerzeegt a mir woussten och, dass déi 60 Kandidaten, déi mat an d'Landeswale gaange sinn, 100 % do hannendru géife stoen, a last but not least, dass mir mam Xavier Bettel de beschte Spëtzekandidat fir dëst Land hätten, well méi no bei dir wéi de Xavier Bettel, dat geet net.

**Une voix** | Très bien!

*(Brouhaha)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dat ass wouer!

*(Hilarité)*

**M. Gilles Baum** (DP) | Bal esou wéi Dir, Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ze no.

**M. Gilles Baum** (DP) | Ze no? Ze no bei de Leit kënnt Dir net sinn! D'Leit hunn dat Engagement unerkannt an d'DP gestäerkt. D'Demokratesch Partei huet déi lescht Chamberwale gewonnen. Mir hunn an alle Bezierker zougeluecht an zwee Mandater bäikritt. An eise Spëtzekandidat Xavier Bettel krut uechtert d'Land déi meeschte Stëmmen.

Dat Resultat ass eng Bestätegung vun der geleeschter Aarbecht. Et ass awer och e kloren Optrag, fir weider Verantwortung fir dëst Land ze iwwerhuelen. A mir als Demokratesch Partei, an och als Fraktioun vun der Demokratescher Partei, mir wësse mat deem Vertrauen a mat där Responsabilitéit ëmzegoen a mir huelen dat ganz, ganz seriö.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Legislaturperiod war vu Krise markéiert. Mir hunn alles drugesat, fir d'Mënschen an d'Betriber esou gutt wéi méiglech duerch d'Krisen ze féieren a fir keen am Ree stoen ze loossen.

An Zäite vu Pandemie an duerno vun der Energiekris goufen historesch Mesüren am Kader vun den Tripartitte geholl, fir zéngdausenden Aarbechtsplazen ofzesécheren an d'Kafkraaft vun de Leit oprechtzeerhalen. A mat deenen Hëllefen a Milliardenhéicht hu mer derfir gesuergt, dass d'Leit net an d'Aarmut gerutscht sinn.

An Zäite vun héijen Zënse gouf d'Zënslaascht vun de Stéit erofgedréckt, andeems den Abattement fir d'Ofsetzbarkeet vun de Scholdzënsen eropgesat gouf.

A Krisemomenter gouf eng Politick fir d'Mënsche gemaach. Jo, mir waren no bei de Leit a mir wäerten dat och an Zukunft sinn. An dat gëllt besonnesch fir déi Leit, déi net esou vill hunn. Dat gëllt besonnesch fir déi Leit, déi et am Liewen net esou einfach hunn.

Wärend der leschter Legislaturperiod huet d'DP mat hire Koalitiounspartner wichteg Mesüren ergraff, fir d'Aarmut an déi sozial Ausgrenzung hei am Land ze bekämpfen. De Mindestloun an de REVIS goufe reegelméisseg un d'Loun- an d'Präisentwécklung ugepasst, eng Energieprimm gouf agefouert an d'Allocation de vie chère gouf däitlech opgewäert.

Fir Mënsche mat besonnesch niddregem Akommes nach besser ze ënnerstëtzen, goufen zousätzlech d'Offices sociaux mat 50 % méi Personal opgestockt.

Mir si frou ze gesinn, a mir hunn et gëschter héieren a mir hunn et de Moien héieren, dass dës Koalitioun de Kampf géint d'Aarmut wäert konsequent weiderféieren. De Premier huet gëscht de Kampf géint d'Aarmut als eng Prioritéit vun dëser Regierung bezeechent, an dat begréisse mir als Demokratesch Partei ausdrécklech.

Vill Proposen aus eisem Walprogramm hunn dann och de Wee an de Regierungsaccord fonnt, wéi zum Beispill d'Aféierung vun den digitalen Offices sociaux. Dës nei Offer soll d'Leit nach besser iwwert déi verschidde sozial Hëllefsleeschtungen informéieren an esou och derzou bäidroen, datt d'Hëllefen do ukommen, wou se wierklech gebraucht ginn.

Aktuell ass et leider nach vill ze oft de Fall, dass concernéiert Leit guer net wëssen, dass se Sozialhëllef kënnen an Usproch huelen. Ech denken do zum Beispill un d'Aide au loyer.

Mam nämmlechte Gedankegang wäert och d'Schafe vun engem Guichet social unique an d'A gefaasst ginn, fir déi administrativ Prozedure fir d'Leit ze vereinfachen an den Accès zu Informatiounen ze verbesseren. A wann ech mech richteg erënneren, war dat eng Iddi vum Budgetsrapporter an aktuelle Familljeminister Max Hahn.

Och d'Inklusioun an d'Accessibilitéit bleiwe Prioritéite vun dëser Regierung. Et fënnt een am Programm eng Hellewull u konkreete Mesüren a Projeten, fir eng nach méi inklusiv Gesellschaft ze förderen.

Här President, ech wëll ganz däitlech ënnersträichen, dass an dësem Land keng Sozialleeschtunge gekierzt oder gestrach ginn. Vu verschiddene Säite gouf scho versicht, den neie Koalitionären esou en Discours, esou Gedankegäng ënnerzejubelen. Et gouf der neier Regierung eng Austeritéitspolitick virgeworf, obwuel de Regierungsprogramm mol nach guer net am Public war.

Ech wëll et hei kloer an däitlech soen, dass mat der DP esou eng Politick net wäert gemaach ginn. An ech erënneren och un dat ganz kloert Bekenntnis zum Index am Koalitiounsaccord.

Dofir stounge mir an der Vergaangenheet, dofir sti mir haut an dofir wäerte mir och an Zukunft stoen. Mir dréien d'Rad vun der Lëtzebuerger Geschicht a vun der Lëtzebuerger Politick net zréck.

Här President, d'Stäerke vun der Kafkraaft bis déif an d'Mëttelschicht era war eng vun de Prioritéiten an eisem Programm. An dat Walversprieche gëtt och elo ageléist.

Als DP-Fraktioun begréisse mer ausdrécklech déi vill Mesüren, déi d'Mëttelschicht kuerzfristeg entlaaschte wäerten. Dat war fir eis Partei an der Campagne eng absolutt Prioritéit. Nieft dem Engagement vun der Regierung, fir déi kleng a mëttel Akommesse geziilt ze entlaaschten, wäert zousätzlech zu där Upassung vun der Steiertabell an Héicht vun 2,5 Indextranchen, déi an der Tripartitt beschloss gi war, nach eng Kéier annerhallef Indextranche dropkommen, also eng Upassung vu 4 Indextranchen op den 1. Januar vum nächste Joer. Dat heescht: däitlech méi Kafkraaft fir alleguer d'Leit hei zu Lëtzebuerg.

Besonnesch erfreet si mir, dass dës Regierung e kloren Engagement geholl huet, net nëmmen, fir kuerzfristeg Mesüren ze huelen, mee och, fir eng wichteg Reform weiderzedreiwen, an zwar d'Individualiséierung vun de Steiere bei de Privatleit, eng weider DP-Prioritéit.

Firwat ass dat eis esou wichteg? Ma et ass einfach net méi richteg, dass d'Aart a Weis, wéi d'Leit zesummeliewen, ob se gepacst sinn, ob se bestuet sinn, ob se als Koppel zesummeliewen, ob se vläicht de Partner verluer hunn, soll driwwer entscheeden, wéi d'Leit besteiert ginn. Dat ass kee Steiermodell méi vum 21. Joerhonnert.

An déi grouss gesellschaftspolitesch Steierreform wäert dës Regierung ugoen an e konkreete Plang bis 2026 ëmsetze vun der Individualiséierung vun de

Privatleit. An ech soen der Regierung elo scho Merci dofir an ech soen och d'Ënnerstëtzung vun der Demokratescher Partei zou.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | D'DP-Fraktioun ass sech bewosst, dass de Start an d'Beruffsliewen, a soumat och en eegestännegt Liewen, finanziell net ëmmer einfach ass. Mir verstinn d'Suerge vun deene Jonken, déi sech d'Fro stellen, ob se sech iwwerhaapt nach e Liewen zu Lëtzebuerg kënne leeschten, an dat, obwuel se eng gutt Ausbildung hunn a vläicht obwuel se eng anstänneg Pai hunn.

Mir sinn deemno frou, dass d'Regierung e ganze Pak vu steierleche Mesüre wëllt en place setze respektiv Montanten no ënnen upasst, wat de wichtege Start an d'Liewe ka vereinfachen.

Nieft ganz ville Logementsmesüren, op déi ech herno nach wäert agoen, gehéiert de sozial cibléierten Abattement fir Beruffsufänger zu deene wichtegste Mesüren an dësem Kontext. Dëst stäerkt Lëtzebuerg als Standuert fir Talenter; Talenter aus Lëtzebuerg, awer och Talenter, déi iwwer eis Grenzen eraus bei eis schaffe kommen, an déi sichen d'Betriber a ganz grousser Unzuel.

Zu de Betriber. Eis Betriber stinn a villen Hisiichten engem gudden Ëmfeld géigeniwwer. D'Prioritéit vun dëser Regierung ass, fir hinne weiderhin e Kader ze ginn, fir attraktiv Aarbechtsplazen ze schafen an esou de Wuelstand vun eisem Land ofzesécheren. An dat fënnt natierlech den Zousproch vu menger Fraktioun.

D'Attraktivitéit vun eisem Standuert ass kee Selbstzweck, mee d'Viraussetzung, fir e gudden an e generéise Sozialstaat kënnen ze finanzéieren. Nieft villen anere Voleten, wéi zum Beispill d'Bildungsoffer oder gutt fonctionéierend Verwaltungen, dréit och d'Betribsbesteierung zur Attraktivitéit vun eisem Land bäi.

Mir gesinn haut, dass dës Besteierung iwwert dem Duerchschnëtt vun der OECD läit. Mir ënnerstëtzen als DP-Fraktioun, dass Efforte gemaach wäerte ginn, fir dës Besteierung a Richtung vun der OECD-Moyenne ze kréien a besonnesch, dass weider soll gekuckt ginn, déi kleng a mëttelstännesch Betriber ze entlaaschten, well si sinn d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | D'Aart a Weis, wéi eis Betriber déi grouss Erausfuerderunge vun der energeetescher Transitioun an der digitaler Transitioun meeschteren, wäert doriwwer entscheeden, ob mir als Land an Zukunft Virreider sinn an der Europäescher Unioun oder ob mir anere Länner hannendrulafen. An d'Regierung wäert dowéinst de Betriber och méi Méiglechkeete ginn, fir an d'Zukunft ze investéieren an dëst och steierlech geltend ze maachen, zum Beispill iwwert de Regimm vun de Bonifications d'impôt fir Betriber. Oder déi steierlech Mesüren, fir Privatpersounen derzou ze beweegen, méi a jonk Entreprisen ze investéieren, déi déi duebel Transitioun virundreiwen.

Stéchwuert duebel Transitioun. An deene leschten zéng Joer hunn d'DP-Finanzministere grouss Ustrengungen ënnerholl, fir eis Finanzplaz ze diversifizéieren an och méi nohalteg opzestellen.

Jo, Lëtzebuerg ass haut international Virreider a Saache Sustainable Finance, notamment wat d'Cotatioun vun den nohaltegen Obligatiounen ugeet.

De Positionnement vun der Finanzplaz ass méi wéi jee wichteg an et gëllt och weiderhin, de Kader vun den Entwécklungen unzepassen. Dozou gehéiert notamment d'Gouvernance vun de Regulateuren, awer och d'Poursuite vun der Finanzkriminalitéit, souwéi och d'Kompetenz vun den nationalen Autoritéiten, alles Akzenter, déi mir positiv wäerte begleeden.

Zu de Realitéite vun haut gehéiert et awer och ze soen, dass mer international keng Kaddoe gemaach kréien. D'Konkurrenz vun anere Finanzplazen an der Europäescher Unioun ass immens grouss a gëtt ëmmer méi grouss, notamment bei de Fongen. D'Regierung huet heizou kloer Stellung am Koalitiounsaccord geholl, fir eist Land weiderhi konkurrenzfäeg ze halen.

Alles dat si wichteg Usätz, fir eis Finanzplaz a soumat eis Wirtschaft an eist Land ze stäerken. Well eng staark a gesond Wirtschaft ass de Garant fir e staarke Sozialstaat, héichwäerteg Infrastrukturen an eng héich Liewensqualitéit fir alleguerten eis Bierger a Biergerinnen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschte Joren hu mer gesinn, wéi en ugespaant wirtschaftlecht Ëmfeld sech konkreet op d'Liewensqualitéit vun de Leit auswierkt. D'Wirtschaftspolitick vun der neier Regierung wäert also den néidegen Equiliber tëschent dem Sozialen, dat heescht dem Schafe vun Aarbechtsplazen, an der Nohaltegkeet, besonnesch mam Bléck op d'Klima an op d'Ëmwelt respektéieren, dat duerch d'Dekarboniséierung vun eiser Ekonomie an dat, andeems d'Kreeslafwirtschaft weider ausgebaut gëtt.

Mir wäerten dobäi verstäerkt op d'Digitaliséierung setzen. Dat ass nämlech haut ouni Zweifel d'Konditioun fir eng innovativ a performant Wirtschaft. Andeems déi administrativ Prozedure vereinfacht ginn, wäerte mir och am internationale Vergläich méi attraktiv ginn.

De soziale Facteur ass e wichtege Facteur an der Wirtschaftspolitick. Dowéinst wäert de PIBien-être als Indicateur ugepasst ginn, fir nach méi performant Resultater ze liwweren.

De PIBien-être wäert och zouhuelend an den Debatten esouwéi an der Politick u Wichtegkeet gewannen. Eng Wirtschaft kann net just quantitativ gemooss ginn, zum Beispill, wivill Bëton dass verkaaft ginn ass, mee et muss een och kucken, dass dës Aktivitéiten de Leit schlussendlech net nëmmen ekonomesch zegutt kommen.

En Haaptuleies an der Wirtschaftspolitick wäert och an den nächste fënnef Jore sinn, eis Ekonomie weider ze diversifizéieren an och ze dezentraliséieren. Just esou kënne mer d'Resilienz konkreet méi stäerken. A follgend Secteuren, am Aklang mat den nationale Gegeebenheiten a Besoinen, wäerte prioritär gefërdert ginn: d'Logistik, d'Gesondheetstechnologien, den Espace, Data an d'Kënschtlech Intelligenz.

Fir dës nei Ausriichtunge konkreet festzehalen, muss an eisen Aen och d'Stratégie à long terme op de Leescht geholl ginn, en Engagement, dat dës Regierung geholl huet.

Eng vun de groussen Hürden um Terrain sinn déi sëlleg administrativ Contrainten. A fir dass d'Aktivitéit zu Lëtzebuerg erëm u Schwong gewënnt, wëlle mir déi administrativ Vereinfachung wierklech a konkreet virubréngen, mat engem Kompatibilitéitscheck, dee wäert derfir suergen, dass déi national Krittären ugewannt ginn an dass d'Investisseure Planungssécherheet hunn. Dat begréisst d'DP-Fraktioun ausdrécklech, well gewësse Projeten aus der Vergaangenheet hu gewisen, wéi et goe kann, wann een dat net mécht. Onglécklech Situatioune kënnen esou evitéiert ginn. Och dat stäerkt de Standuert Lëtzebuerg an dat stäerkt de Ruff vu Lëtzebuerg.

Grad kleng a mëttelgrouss Betriber sollen administrativ entlaascht ginn, notamment duerch gekierzt Reportingobligatiounen, de Once-only-Prinzipp an duerch den Trackingsystem, fir ze kucken, wou den Dossier drun ass.

Fir d'Talentattraction ze stäerken, wäert en Haut comité à l'attraction, la rétention et le développement de talents geschaf ginn, an och den Talent Hub wäert weider gefërdert ginn.

Als DP-Fraktioun ënnerstëtze mir natierlech, dass wichteg Hëllefsregimmer, fir d'Betriber bei der nohalteger Transitioun ze ënnerstëtzen, ausgebaut ginn, fir eis Wirtschaft fit ze maache fir d'Zukunft, notamment duerch d'Bonification d'impôt.

Dës Regierung wäert sech also derfir asetzen, dat Soziaalt an dat Nohaltegt an Zukunft nach besser mat der Wirtschaft ze verbannen. Et ass keng Floskel, mee si applizéiert dat och bei sech selwer. Deemnächst wäerten déi ëffentlech Ausschreiwungen zukünfteg follgend Krittäre privilegiéieren: Soziales, Kreeslafwirtschaft, niddreg Emissiounen an Innovatioun. Doriwwer eraus wäerten d'Prozeduren op hir Effikasitéit analyséiert ginn.

Betreffend d'Fuerschung an d'Innovatioun wäert verstäerkt op de Fonds national de la recherche, op Luxinnovation an och op d'Uni Lëtzebuerg gesat ginn. Och hei ass et en Haaptzil, eis Wirtschaft ze diversifizéieren a méi breet opzestellen.

Besonnesch secteuriwwergräifend Schwéierpunkte leien nieft der Nohaltegkeet an der administrativer Vereinfachung bei der Kënschtlecher Intelligenz, der Cybersécherheet an de Startups.

Mir brauchen zu Lëtzebuerg e staarken Ekosystem fir Startuppen, deen zur Diversifizéierung vun der Ekonomie bäidroe kann. Hei huet d'Politick eng wichteg Roll ze spillen, fir e propicë Kader ze setzen, zum Beispill bei der Reglementatioun an de Finanzéierungsméiglechkeeten.

Wie Startuppe seet, ass och séier bei den neien Technologien. Data, Quanteninformatiounen an artifiziell Intelligenz si keng Zukunftsmusek méi, mee haut schonn a ville Beräicher verbreet. Et sinn zukunftsträchteg Beräicher, déi et weider gëllt ze begleeden an ze developpéieren. Eng Aktualiséierung vun der Strategie heizou wäert eis dobäi hëllefen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn op déi iwwergräifend Approche a puncto Wirtschaftspolitick agaangen. Op dëser Plaz kann ech net op déi eenzel sektoriell Mesüren agoen a verweisen doweinst natierlech op déi geschriwwe Versioun vum Koalitiounsaccord. Wéi Der all gesitt, huet d'Koalitioun aus CSV an DP eng ambitiéis Wirtschaftspolitick vir, déi ganz am Zeeche vum Equiliber tëschent dem Wuesstum, dem Sozialen an der Nohaltegkeet steet.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Logementskris huet sech an deene leschte Méint zu enger reegelrechter Baukris entwéckelt an dofir ass et dréngend – dréngend! – noutwendeg, dass déi nei Regierung keng Zäit verléiert. Et musse séier, ganz séier kuerzfristeg Mesüre geholl ginn, fir de Secteur unzekuerbelen, fir d'Offer nees an d'Luucht ze setzen an der Demande unzepassen. An dofir ass et och wichteg, eppes ze maachen, fir d'Präisser an de Gréff ze kréien, och bei der Locatioun.

Mir begréissen, dass d'Regierung en nationale Logementsdësch wëllt organiséieren, fir mat de Vertrieder aus deene verschiddene Beräicher Mesüren ze decidéieren a kuerzfristeg ëmzesetzen. Zum engen huet déi ëffentlech Hand hei hir Roll ze spillen a si soll dat och weidermaachen. Si soll dat och nach méi maache wéi virdrun. De Staat muss massiv – massiv! – an de Bau vun ëffentleche Wunnengen investéieren. Esou soll de Staat virun allem emol prioritär seng eegen Terrainen iwwer grouss Ausschreiwunge mobiliséieren,

fir abordabel Locatiounswunnenge kënnen drop ze bauen.

Fir eis als DP ass et evident, dass do an der nächster Zäit Efforte musse gemaach ginn an dass déi Efforten däitlech musse verstäerkt ginn. Dat do ass fir eis eng absolutt Prioritéit.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Donieft hu mir als DP awer och ëmmer gesot, dass de Staat an d'Gemengen dat net kënnen eleng maachen. Mir brauchen de private Secteur, wa mer hei wëlle weiderkommen. Et ass net deen ee géint deen aneren, mee et ass deen ee mat deem aneren, fir zesumme kënnen zu Léisungen ze kommen. Wien elo nees just vun de Promoteure schwätzt, deem wëll ech soen, dass an der Konstruktioun ganz, ganz vill Kleng- a Mëttelbetriber hannendrunhänke mat Dausenden Aarbechtsplazen, déi am Moment riskéieren, verluer ze goen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Mir begréissen dofir als DP, dass de Regierungsaccord konkreet méi zäitlech begrenzt Moossname virgesäit, déi den Invest an de Logement erëm sollen ukuerbelen. D'Tatsaach, dass d'Loyeren an de leschte Méint därmoosse geklomme sinn, weist méi wéi genuch, wéi grouss d'Penurie bei de Locatiounswunnengen ass.

Fir de Leit ze hëllefen, mussen dowéinst méi Wunnengen op de Marché kommen, souwuel vusäite vun der ëffentlecher Hand wéi och vu privater Hand.

Duerch d'Aféierung vun den ofsetzbare Scholdzënse gëtt d'Kafkraaft vun de Leit gestäerkt, fir hinnen den Accès zu enger Wunneng ze erliichteren. Mam Amortissement accéléré an dem bëllegen Akt fir d'Privatinvestore gëtt gläichzäiteg d'Schafe vu Locatiounswunnengen encouragéiert. Wat fir eis als DP an dësem Kader virun allem zielt, ass, dass dës Mesüre séier kommen an dass se och zäitlech begrenzt agesat ginn. Si sollen hëllefen, de Marché duerch dat Lach, an deem e sech befënnt, ze bréngen. A wann et nees rullt, da sollen déi Mesüren och erëm zréckgefuer ginn.

An engem normalen Ëmfeld sinn esou Mesüre fir d'Demande staark kontraproduktiv, well den Drock um Marché och schonn immens grouss ass, well vill Leit op der Sich no enger Wunneng sinn. Mee mir sinn net an normalen Zäiten. Mir sinn zu Lëtzebuerg a ganz aussergewéinlechen Zäiten an dofir gëllt et och, eng antizyklesch Politick an deem heite Beräich ze maachen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den Usproch vun der neier Regierung muss et sinn, eng dauerhaft Verbesserung vun der Situatioun ze bewierken. A fir dat ze erreechen, muss dowéinst och bei grondleeënde strukturelle Problemer Hand ugeluecht ginn.

Och hei hate mer als DP an de leschte Méint eng ganz Rei Propositioune gemaach, déi et effektiv och an de Regierungsprogramm gepackt hunn. An dat kënne mer selbstverständlech nëmme begréissen.

Eng vun den zentrale Fuerderunge war, ass a bleift d'Beschleunegung vun de Prozeduren. Wa mer soen: „Mir musse méi bauen! Mir musse méi séier bauen!", da kann et dach net sinn, dass e PAP 15 bis 20 Joer brauch, bis en duerch alleguer d'Instanzen ass!

Mir hu wierklech keng Zäit méi ze verléieren. D'Aféierung vum Accord tacite mat kloren Delaien, do wou et méiglech ass, versprécht eng däitlech Beschleunigung. An anere Beräicher, wéi d'Autorisatioune vun de Fotovoltaikanlagen oder de Wärmepompelen op Gemengenniveau, fonctionéiert dat scho ganz gutt. A firwat soll dat net och beim Logement kënne fonctionéieren?

Donieft wëllt d'Regierung e Guichet unique schafen, wou déi verschidden Demanden an Demarchen net just digital traitéiert ginn, mee wou se zentraliséiert ginn, wou se ofgewéckelt ginn a wou een och zu all Moment ka kucken, wou säin Dossier drun ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu selbstverständlech net d'Zäit, fir op all eenzelne Punkt aus dem Regierungsprogramm anzegoen, deen an eisen Ae voller gudder Iddien ass. Denke mer nëmmen un d'DP-Iddi vum Biergerfong, un de Prinzipp „Natur auf Zeit" oder nach de Baulandvertrag.

Ech wëll awer nach op ee leschte Punkt an dësem Kader agoen. De Logement ass en transversale Sujet, dee ganz vill verschidde Beräicher begräift. Dat geet vum Interieur iwwert d'Finanze bis bei den Environnement. Och wa schlussendlech d'Kompetenzen am Logement net all op enger Plaz, en l'occurrence de Logementsministère, konzentréiert goufen, ass et ëmsou méi wichteg, dass d'Kollaboratioun tëschent deene verschiddene Ministèrë verstäerkt gëtt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Klimakris huet déi lescht Méint net u Virulenz verluer, och wa manner driwwer geschwat gëtt. 2023 wäert warscheinlech dat wäermste Joer ginn, wat jeemools gemooss ginn ass.

Dat huet en Impakt op eist Liewen, dat huet en Impakt op eis Landwirtschaft, et huet en Impakt op eise Wäibau. An et ass dofir ganz besonnesch wichteg, dass mer eis Baueren an eis Wënzer ënnerstëtzen a begleeden, well si sinn et, déi derfir suergen, dass mer eppes um Teller hunn. Si sinn déi, déi derfir suergen, dass d'Liewensmëttelkette fonctionéieren. A mir sinn eis däers bewosst a mir sinn och gewëllt, weiderhi méi op lokal an op regional Produktioun vun eise Baueren zréckzegräifen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Fir eis als DP stellt de Kampf géint de Klimawandel déi nächst Jore ganz, ganz kloer eng absolutt Prioritéit duer. Mir mussen eis Efforten an deem Beräich konsequent weiderféieren an ausbauen. Dat ass an eisen Aen eng weesentlech Viraussetzung fir déi nei Regierung. Alles anescht wär fir eis net tragbar gewiescht.

Déi lescht Regierung huet an der Klimapolitick ganz wichteg Jalone gesat mat engem Klimagesetz, wat kloer Ziler festgehalen huet, mat engem Klima- an Energieplang, mat engem Klima-Biergerrot, mat generéisen Hëllefe bei den erneierbaren Energien, der energeetescher Sanéierung an der Mobilitéit, déi en plus och nach ëmmer ausgebaut goufen.

Déi lescht Regierung huet de Kader geschaaft, fir dass eist Land seng Klimaziler kann erreechen. Elo ass et un där neier Regierung, derfir ze suergen, dass dat och effektiv geschitt.

An deem Kader hu mer als DP vun Ufank un drop gepocht, dass et just mat de Leit ka geschéien. Mir sinn iwwerzeegt, dass de Leit de Kampf géint de Klimawandel, de Schutz vun der Natur an der Biodiversitéit net egal sinn, och wa Verschiddener dat nom 8. Oktober kéinte mengen.

Wann een no bei de Leit ass a wann ee mat hinne schwätze, da mierkt een, dass se sech Suerge maachen ëm hir Ëmwelt an d'Fro, a wéi enger Welt hir Kanner wäerten opwuessen. Et mierkt een, dass e grousse Wëllen do ass, derzou bäizedroen, Lëtzebuerg méi nohalteg ze gestalten.

D'Fro, déi sech stellt, ass net den „ob", mee de „wéi" mer déi nei Erausfuerderungen uginn. Grad an dëse schwieregen Zäiten ass et net, fir Politick vun uewen erof ze maachen an d'Leit zousätzlech ze belaaschten. Ganz am Géigendeel. Als Demokratesch Partei wëlle mer d'Leit mathuelen. Mir wëllen d'Leit abannen, se geziilt ënnerstëtzen an d'Viraussetzunge schafen, fir méi nohalteg kënnen ze liewen.

Als DP si mer dofir frou, dass an dësem Beräich de Koalitiounsaccord eng ganz däitlech liberal Handschréft dréit. Besonnesch am Beräich vun der Nohaltegkeet begréisse mer, dass eis Fuerderungen an Iddie quasi integral iwwerholl goufen.

Do steet un éischter Stell den Ausbau vun den erneierbaren Energien. An eisen Ae si weider massiv Investitiounen an déi erneierbar Energien onëmgänglech, fir Lëtzebuerg schnellstméiglech klimaneutral ze maachen an eis Ofhängegkeet vun Energieexporter ze reduzéieren. Mir mussen déi nächst Joren – entschëllegt mer den Ausdrock – richteg Gas gi beim Ausbau vun den erneierbaren Energien! An dat geet nëmmen, wa mer anstänneg Suen an de Grapp huelen.

*(Interruption)*

Investitiounen a Wand a Sonn sinn donieft net just gutt fir d'Klima, mee och fir de Portmonni.

Ech hunn Iech héieren, Här Kartheiser.

Duerch attraktiv Subside sollen d'Leit also weider ënnerstëtzt ginn, fir hiren eegene Stroum ze produzéieren. Fir ze verhënneren, dass héich Investitiounen d'Leit dervunner ofschrecken, dee Schrëtt ze maachen, si mir als DP ganz frou, dass d'Iddi vun der Virfinanzéierung an de Koalitiounsaccord matagefloss ass.

Bei neie Gebaier soll d'Fotovoltaik Standard ginn, och dat eng vun deene wichtegste Fuerderungen, déi elo ëmgesat gëtt.

Dat Wichtegst fir eis awer ass, dass déi zwou Regierungsparteie sech an der Philosophie eens sinn: ambitiéis, mee pragmatesch! Massiv Moyene mobiliséieren, fir eis Liewensgrondlagen ze erhalen, mee ëmmer zesumme mat de Leit! Keng Partei heibannen huet de Monopol vun der Nohaltegkeet. Keng Partei heibannen huet de Monopol vum Klima- oder vum Ëmweltschutz.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Opgrond vun deem, wat mer héieren a gelies hunn, si mer als DP méi wéi zouversiichtlech, dass dës Regierung net just den Eescht vun der Situatioun erkannt huet, mee och déi richteg Äntwerten op d'Erausfuerderunge parat huet.

Mir sinn iwwerzeegt, dass déi nächst Joren eng gutt Aarbecht geleescht gëtt op deem, wat scho gemaach ginn ass a wou ee kann opbauen an dass mer weider Schrëtt an déi richteg Richtung wäerten huelen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, an deem Kader spillt natierlech och d'Mobilitéit eng weesentlech Roll. Mir wëssen, dass den Transportsecteur ronn zwee Drëttel vun den Emissiounen ausmécht. D'Dekarboniséierung vum Verkéier, mee och d'Fërdere vun Alternativen zum Auto muss och fir dës Regierung en zentraalt Uleies bleiwen.

Déi lescht zéng Joer goufe ganz, ganz vill Efforten ënnerholl, fir eist Land konsequent ze moderniséieren an derfir ze suergen, dass d'Infrastrukturen och op der Héicht vun de Besoine sinn. Bus, Zuch, Tram a Vëlo solle gläichwäerteg Alternativen zum Auto duerstellen. Dat geet awer nëmmen, wann een déi néideg Viraussetzungen dofir schaaft. Nëmme wann d'Leit mam ëffentlechen Transport och zouverlässeg a confortabel vun A op B kommen, wäerten d'Leit bereet sinn, den Auto stoen ze loossen.

Vill grouss Projete goufen an der leschter Legislaturperiod an d'Weeër geleet a wäerte vun dëser Regierung fäerdeggestallt an ageweit ginn.

Gläichzäiteg ass et un der neier Regierung, selwer nei a wichteg Projeten unzegoen. Ech denken do fir d'éischt un de séieren Tram tëschent Esch an der Stad, wat an eisen Aen eng absolutt Prioritéit ass, well en déi zwee gréisste Ballungsgebidder aus dem Land matenee verbënnt, déi zwee gréisste Ballungsgebidder, déi sech och wäerten an Zukunft weiderentwéckelen.

Lëtzebuerg huet, obscho ganz vill geschafft ginn ass, nach ëmmer e gewëssene Retard a sengen Infrastrukturen an an der Mobilitéit. Déi lescht Joren ass ganz vill geschafft ginn, fir dat lues a lues opzeschaffen. Et ass an den Ae vun der DP awer ganz wichteg, dass mer op deem Wee, deen ageschloe ginn ass, weiderfueren, fir eist Land fit ze maache fir d'Zukunft.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee vun Zukunft schwätzt, dann denkt een natierlech och direkt un d'Zukunft vun eise Kanner. Am Bildungsberäich setzt déi nei Koalitioun op Kontinuitéit a gëtt de Mesüren emol Zäit fir ze gräifen. Et wier kee gutt Zeeche gewiescht, wann eng nei Regierung alles op d'Kopp gestallt hätt, dat aus parteipoliteschen Ursaachen, an et hätt missen am Enseignement vu vir ugefaange ginn.

Den neie Koalitiounsprogramm knäppt also un d'Efforten an d'Verdéngschter vun der leschter Regierung un, mam Zil, all Kand hei zu Lëtzebuerg déi bescht Bildungschancen ze erméiglechen.

Am Beräich vun der Kannerbetreiung wäert weider an d'Qualitéit an an den Ausbau vun der nonformaler Bildungsoffer investéiert ginn an d'Finanzéierung vun de Strukture wäert op de Leescht geholl ginn.

Bis 2030 wëlle mer derfir suergen, dass all Kand Accès op eng héichwäerteg Betreiungsoffer huet, andeems mer d'Capacitéite vun de Crèchen an de Maisonrelaisen däitlech an d'Luucht setzen, an dat queesch uechtert d'Land. Dat ass en Zil, dat mer och an eisem Walprogramm stoen haten. Mee mir wäerten och d'Diversitéit vun der Offer garantéieren, andeems mer innovativ Projete wéi zum Beispill d'Bëschcrèchë weider ënnerstëtzen, souwéi och d'Ouverture vu Minicrèchen, d'Assistants parentaux ënnerstëtzen, awer och d'Crèchen an den Entreprisë förderen.

Och am Beräich vum Fondamental huet sech d'Regierung ambitiéis Ziler gesat, woubäi de gréisste Projet d'Moderniséierung vun eisem Schoulprogramm wäert sinn.

Bis 2026 soll dee komplett iwwerschafft ginn, fir de Kanner déi wichteg Zukunftskompetenze mat op de Wee ze ginn, wéi zum Beispill kritescht Denken, Kommunikatioun, Kreativitéit, Zesummeschaffen, awer och den Ëmgang mat den neien Technologien.

Hei dernieft wäert de Pilotprojet vun der Alphabetisëierung op Franséisch wëssenschaftlech ausgewäert ginn an et wäert dann och iwwer eng Generaliséierung vun deem Projet nogeduecht ginn. Dat ass an eisen Aen e wichtege Schratt fir eis Bildungslandschaft.

Och d'Inklusioun vu Schüler mat spezifesche Besoine gëtt an dësem Regierungsaccord nach emol gestäerkt, ënner anerem duerch d'Schafe vum neien Assistant pour enfants à besoins spécifiques.

Eis Schoullandschaft wäert och weider an der Breet wuessen. Nieft der Schafung vun dräi weideren internationale Schoulen an der Stad, zu Esch an zu Diddeleng gëtt och weider an d'Qualitéit vun eisem traditionelle Schoulsystem investéiert. Et bleift een dem Motto trei: „Ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Kanner".

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, e weidert zentraalt Uleies vun der Demokratescher Partei ass och d'Verbesserung vun der Work-Life-Balance vun de schaffende Leit. Mat der Aféierung vum neie moderne Congé parental 2016 huet d'DP den Eltere méi Zäit fir hir Kanner ginn an och méi Flexibilitéit bei der Andeelung vun dësem Congé erméiglecht, an dee grousse Succès virop bei de Pappe schwätzt fir sech. Grad dës Flexibilitéit huet vill Leit bei dësem Congé ugeschwat. Eng gréisser Flexibilitéit soll awer net op dëse Congé beschränkt ginn. Allgemeng wënsche sech ëmmer méi Salariéen eng besser Andeelung vun hirer Aarbechtszäit, déi sech der Organisatioun vun hirem Privatliewen, ob dat mat Famill, Frënn oder Hobbyen ass, besser upasst.

Als DP begréisse mer, dass wichteg Punkten zur Flexibiliséierung an eisem Walprogramm de Wee an de Koalitiounsaccord fonnt hunn, zum Beispill d'Iddi vun enger Joresaarbechtszäit oder d'Erweiderung vun den Aarbechtszäitkonten op de Privatsecteur.

Dës béid Modeller erlaben op onkomplizéiert Manéier eng flexibel Aarbechtszäitorganisatioun, déi souwuel de Betriber wéi de Salariéen zeguttkënnt. Esou kënne Stonnen, déi wärend intensiven Aarbechtsperiode gesammelt ginn, zu engem aneren Zäitpunkt, wou manner Aarbecht ufält, fräi genotzt ginn.

Dës Outile wäerten natierlech keng Obligatioun fir d'Betriber ginn an am Virfeld mat de Sozialpartner diskutéiert ginn. Dat selwecht gëllt fir den Ausbau vum Congé parental vu sechs op néng Méint. Zesumme mat der Flexibiliséierung vum Congé de maternité sinn dat zwou weider Mesüren, déi de Wee aus eisem Programm an de Koalitiounsaccord fonnt hunn.

Nieft enger Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit gesäit dëse Regierungsprogramm och eng weider Förderung vum Teletravail vir. An de leschte Joren hunn d'DP-Finanzministere wichteg bilateral Accorde mat eisen Nopeschlänner ausgehandelt, fir eng méi héich Unzuel un Teletravaildeeg am Joer zouzeloossen ouni steierlech Nodeeler fir d'Frontalieren.

Mir begréissen, dass weider Bestriewunge virgeholl wäerte ginn, fir dës bilateral Accorden am Interêt vun de Frontalieren ze verbesseren. Mir begréissen am selwechte Kontext, dass dës Regierung sech engagéiert huet, op europäeschem Niveau eng Adaptatioun vun der Sozialversécherung op de Wee ze bréngen, déi de Frontaliere méi Teletravail erlaabt, ouni dass si awer an en anere Sozialversécherungssystem falen.

Et ass eng Tatsaach, dass den Teletravail fir vill Salariéen en effikasse Moyen ass, fir d'Aarbecht an de privaten Alldag besser ënner en Hutt ze kréien.

Et ass dofir och net verwonnerlech, dass beim Choix vun enger Aarbechtsplaz d'Méiglechkeet vum Teletravail eng ëmmer méi grouss Roll spillt. Andeems mer den Teletravail weider förderen, hëllefe mir eise Betriber, kompetitiv ze bleiwen. An dësem Kontext wäert och den Ausbau vun de Coworkingspaces an der Groussregioun encouragéiert ginn. Dat kéint virop Leit zeguttkommen, déi sech e laangen Aarbechtswee erspuere wëllen, mee aus ënnerschiddleche Grënn net vun doheem aus kënne schaffen.

D'Dezentraliséierung vun der Aarbecht kann och fir d'Gemengen an der Grenzregioun ekonomesch vu Virdeel sinn, well lokal Geschäfter an d'Gastronomie dovunner profitéiere kënnen.

D'Regierung wëllt och déi kulturell Offer weider dezentraliséieren. D'Kultur ass d'Fundament vun eiser Gesellschaft. Si formt eis Identitéit, si inspiréiert eis a si verbënnt eis mateneen. Als DP wëlle mir un d'Efforte vun der leschter Regierung uknäppen an déi kulturell Offer fir jiddwereen nach méi accessibel maachen, an dat an alle Regioune vum Land.

D'DP wäert d'Regierung dobäi ënnerstëtzen, d'Kultur deene Jonke méi no ze bréngen. An ech fannen et dofir e staarkt Signal no baussen, dass e ganz jonke Minister do d'Responsabilitéit kann iwwerhuelen.

Den Zougang vun der Jugend zur Kultur ass net nëmmen eng Fro vu Gerechtegkeet, et ass och eng Investitioun an d'Zukunft. Wa jonk Leit Kultur kenneléieren, wa jonk Leit Kultur schätzen, da gi se zu engagéierte Bierger a Biergerinnen. Si gi méi kreativ. Si gi méi kritesch, wat eiser Gesellschaft op eng villfälteg Manéier zeguttkënnt.

Nieft der Ënnerstëtzung vun de Kulturschafenden an dem Begleede vun der digitaler Transitioun, och am kulturelle Beräich, wäert d'Regierung och d'Lëtzebuerger Traditiounen a Gebräicher valoriséieren. Dës dierfen net a Vergiessenheet geroden, an d'Schafe vun engem Institut vum immaterielle Patrimoine kann a wäert do eng gëeegent Plaz sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, och op d'Gesondheetspolitick wëll ech ganz gären ze schwätze kommen, well dëse Sujet betrëfft nu wierklech jiddwereen.

Ob jonk, ob al, ob grouss, ob kleng, ob déck oder dënn, ob räich, ob aarm, ob vulnerabel oder net vulnerabel, jiddwereen hei zu Lëtzebuerg huet e Recht op eng gutt Gesondheet an eng gutt Gesondheetsversuergung. Den Accès zu enger exzellenter Gesondheetsversuergung muss dowéinst och fir jidderee gläichermoosse garantéiert sinn.

Datt mir eise Gesondheetssysteem op zukünfteg Erausfuerderunge preparéiere mussen, virop och d'Alterung vun eiser wuessender Populatioun, huet schonn 2019 de Rapport vun der Madamm Lair ënnerstrach a spéitstens d'Pandemie eis méi wéi däitlech gemaach.

De Lëtzebuerger Gesondheetssystem ass à la base e gudde System, deen um Solidaritéitsprinzipp baséiert. An dorunner wäert sech och näischt ännéren. Mee, an dat huet d'Demokratesch Partei an de leschte Jore gesot, et gëtt awer och nach Verbesserungspotenzial. Laang Waardezäiten oder laang Deplacementer fir d'Patienten, awer virun allem och den akute Manktem un Dokteren a Gesondheetspersonal stinn enger qualitativ héichwäerteger Gesondheetsversuergung am Wee.

Dofir begréisse mer ausdrécklech, dass déi nei Regierung sech fir d'Verbesserung vun eisem Gesondheetssystem asetzt, fir e Gesondheetssystem, deen dem medezinnesche Fortschrëtt adequat Rechnung dréit, d'Prise en charge vun de Patienten optimiséiert a fir d'Dokteren an d'Gesondheetspersonal méi attraktiv gëtt.

Zentral Punkte wéi d'Preventioun, de Virage ambulatoire, d'mental Gesondheet an d'Digitaliséierung fanne sech hei däitlech am Koalitiounsaccord zréck.

Fir eng gutt Gesondheet ass et natierlech am beschten, wann een iwwerhaapt net krank gëtt. D'Preventioun vu Krankheete wäert dowéinst en zentrale Stellewäert bei der Gesondheetsversuergung anhuelen. Well vill Facteuren zu enger effikasser Preventioun derzou gehéieren, wäert den Aktiounsplang „One Health" ausgeschafft ginn, an an deem schaffe verschidde Ministèren enk zesummen.

Anerersäits wäerten d'Soins primaires an den Extrahospitalier gestäerkt ginn. D'Generaliste ginn an hirer Funktioun als éischten Uspriechpartner fir de Patient gefestegt an och d'Schoulmedezinn wäert eng méi zentral Roll bei der Preventioun kréien.

Den Extrahospitalier oder och Virage ambulatoire war an der leschter Legislatur e vill diskutéierte Sujet. Eis Spideeler sinn aktuell oft iwwerlaascht, well se

Aktivitéiten iwwerhuelen oder iwwerhuele mussen, déi entweeder net an hire Kompetenzberäich falen – ech nennen do zum Beispill Urgencen, déi am Fong keng Urgencë sinn – oder net méi vun hinnen iwwerholl misste ginn, well duerch de medezinnesche Fortschrëtt ëmmer méi Aktivitéiten och ausserhalb vun de Spideeler ugebuede kënne ginn.

Der mentaler Gesondheet gouf am neie Regierungsprogramm eng extra Plaz zougeschriwwen. Esou wäert den Accès zu psychiatreschen a psychologesche Behandlunge verbessert a virun allem wäert d'Personal an deem Beräich valoriséiert ginn. De Manktem un Dokteren a Gesondheetsberuffler ass nämlech besonnesch an dësem Beräich däitlech spierbar. An dësem Trend däerf net weider nogekuckt ginn. En drénggenden Handlungsbedarf ass also noutwendeg a gouf och vun der Regierung als solchen erkannt.

Eise Gesondheetssystem muss insgesamt méi effizient ginn. D'Digitaliséierung kéint do villes vereinfachen, mee bei der Ëmsetzung ass nach Sputt no uewen. Den DSP, den Dossier de soins partagé, ass zwar wuel operationell, mee gëtt vun den Acteuren aus dem Gesondheetssecteur a virun allem vun de Patienten net konsequent genuch genotzt. Den DSP wäert dofir méi benotzerfrëndlech gestalt ginn, soudass e säin enormt Potenzial voll kann ausschëpfen.

Selbstverständlech si fir e performante Gesondheetssystem och qualifizéiert Dokteren, Infirmièren an aner Gesondheetsberuffer néideg. Nodeems déi éischt Studiegäng op der Uni Lëtzebuerg agefouert goufen, weise mir eis selbstverständlech zefridden, dass weider medezinnesch Studienofferen hei am Land sollen ugebuede ginn an dass och d'Attributioune vun de Gesondheetsberuffer op de Leescht geholl wäerte ginn.

Här Kolleegen, …

*(Hilarité)*

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen – et ass schonn e bësse laang –, dësen Accord ass e Versspriechen, fir d'Zukunft fir eist Land weiderzeentwéckelen, fir d'Erausfuerderunge vun der Zäit unzegoen a fir eise Wuelstand ofzesécheren. D'DP-Fraktioun wäert dës Verantwortung mat der néideger Seriositéit a ganz vill Engagement ugoen. Mir wäerten an den nächste fënnef Joer de Pacemaker sinn. Mir loossen net labber a mir wäerten den Tempo héich halen.

Mir wäerten derfir suergen, dass d'Politick mat deenen Entwécklunge vun der Zäit ka Schrëtt halen. Mir wäerte mat eisem Slogan „No bei dir" weiderfueren an dee Slogan all Dag mat Liewe fëllen. Mir wäerten d'Suergen an d'Ängscht vun de Leit weider eescht huelen, si ënnerstëtzen an hinnen ënnert d'Äerm gräifen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Mir wäerten eng Politick mat de Leit an eng Politick fir d'Leit maachen, eng Politick, déi net ee géint deen aneren ausspillt, mee eng Politick, déi d'Leit zesummebréngt, eng Politick, déi Brécke baut.

Mir wäerten de sozial-liberale Fuedem weiderspannen a sozial Ongerechtegkeete konsequent bekämpfen. Mir wäerte fir nach besser Bildungschancë fir all d'Kanner hei am Land suergen. Mir wäerten d'Kafkraaft stäerken a besonnesch Famillje mat Kanner steierlech entlaaschten. Mir wäerten de Kampf géint de Klimawandel resolutt weiderféieren a mir wäerten d'Offer u Wunnenge massiv eropschrauwen an deene Jonken hiren Dram vum Eegenheem erfëllen. Mir wäerten d'Investitiounen héichhalen an d'Liewensqualitéit vun alle Bierger a Biergerinne verbesseren. A mir wäerten en Ëmfeld fir eng staark Wirtschaft schafen, déi Aarbechtsplaze schaaft an Innovatioun férdert.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir verstitt, dass een net kann an och net soll op alleguerten déi eenzel Mesüre vun den iwwer 200 Säiten agoen, a mir wäerten an den nächste Wochen a Méint nach dacks genuch heibannen d'Geleeënheet kréien, fir driwwer ze diskutéieren. Fir eis dréit dësen Accord däitlech d'Handschréft vun der Solidaritéit, vum Fortschrëtt a vun der Gerechtegkeet, an dat ass ganz kloer d'DNA vun enger demokratescher Partei. Ganz vill Iddien a Propose vun der DP hunn de Wee an dëse Koalitiounsaccord fonnt. Am Koalitiounsaccord stécht richteg vill DP, am Koalitiounsaccord stécht richteg vill „No bei dir". An dofir schwätzt d'DP-Fraktioun der neier Regierung och hiert Vertrauen aus.

Ofschléissend wënschen ech Iech, Här Premierminister, an alleguerten Äre Regierungskolleeginnen a -kolleegen am Numm vu menger Fraktioun eng glécklech Hand a vill Courage bei der Ëmsetzung vun dësem Koalitiounsaccord. Loosst eis keng Zäit verléieren a séier mat der Aarbecht ufänken. Loosst eis déi grouss Erausfuerderungen zesummen ugoen an d'Chancen, déi sech bidden, notzen. D'DP-Fraktioun ass prett, fir d'Äerm eropzestréppen, a mir freeën eis op eng kollegial a konstruktiv Zesummenaarbecht mat Iech alleguerten heibannen. Dat si mer de Bierger a Biergerinnen dobausse schëlleg. Dat si mer den zukünftege Generatioune schëlleg.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Als nächste Riedner ass d'Madamm Taina Bofferding ageschriwwen. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'LSAP ass gestäerkt aus de leschte Walen erausgaangen. Mir hunn ee Sëtz derbäikritt an awer si mer an der Oppositioun. Jo, ech muss zouginn: Et huet e bësse gedauert, bis ee sech domadder offonnt huet. Et deet wéi. Här President, Dir hutt et nach selwer virun zwee Deeg gesot, wéi Der vun Ärer Erfarung geschwat hutt. Jo, mee bon, dat sinn nun eemol d'Spillreegele vun der Demokratie, dat sinn d'Spillreegele vun der Politick.

Mir, op alle Fall, mir hunn eis Wonne geleckt. Mir si motivéiert, fir eis nei Roll unzegoen. An obwuel mer gären an der Regierung bliwwe wären, wäerte mir net motzen. Mir wäerten net dem Land lo wärend Méint oder vläicht Joren erklären, firwat et ongerecht ass, dass mir eeben net an der Regierung sinn. Mir wäerten och net alles schlechtrieden, wat dës Regierung mécht. Dat ass net mäi Stil an dat ass och net de Stil vun der LSAP.

De Staatsminister huet a senger Ried erklärt, wéi wichteg et ass, dass d'Land séier eng handlungsfäeg Regierung huet. Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Leit och genausou séier eng staark, kompetent a bestëmmt Oppositioun wëlle gesinn. An ech kann Iech garantéieren, dass mir prett sinn, dass mer prett sinn als stäerkste Fraktioun, d'Oppositioun unzeféieren. Mir wäerten eng Stëmm si fir alleguerten d'Leit hei am Land a mir wäerten oppassen, dass d'Schéier tëschent Aarm a Räich méi kleng gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, éier ech mech elo méi intensiv mam Koalitiounsprogramm beschäftegen, wëll ech als Éischt nach gären Iech, Här Chamberpresident, an Ärer neier Funktioun am Numm vun der LSAP an och a mengem perséinlechen Numm all Guddes wënschen, bonne Chance an och op eng gutt Zesummenaarbecht.

Bonne Chance och dem Här Staatsminister mat senge Ministerinnen a Ministeren, och Iech eng glécklech Hand. Mir wäerten, Här Staatsminister, bei Iech sinn, wann Dir mat Ärer Politick d'Interesse vun alleguerten de Leit hei am Land verteidegt. Wann dat net de Fall sollt sinn, da si mer jo do, fir Iech erëm op de Kurs ze bréngen. An ech sinn iwwerzeegt, et deet dëser Regierung och gutt, eng staark Oppositioun ze spieren, déi hinne konstruktiv a mat Rot zur Säit steet, wann et dem Allgemengwuel déngt. A mir wäerten awer och op d'Fangere klappen, wa mer d'Gefill hunn, datt verschidde Gruppe bevirdeelegt gi respektiv aner Gruppe komplett vergiess ginn.

Domadder versécheren ech Iech, dass d'LSAP wäert konstruktiv matschaffen. Mir wäerte Proposen erabréngen, mir wäerte Projeten, déi eise Wäerter entspriechen, mat ënnerstëtzen. Vill Initiativen, déi mir an de leschte Joren an d'Weeër geleet hunn, hunn de Wee och an de Koalitiounsaccord fonnt. Dat begréisse mer ausdrécklech. An et wäerten och eng ganz Rëtsch Projeten, déi elo op den Instanzewee kommen, geschwënn hei an der Chamber gestëmmt kënne ginn. A wann se och nach an deem Esprit, an där Zilsetzung bleiwen, wéi mir se ausgeschafft hunn, da wäerte mer dat selbstverständlech och matdroen. Ech mengen, do si mir eis alleguerten eiser Verantwortung bewosst a mir baue jo och op déi Viraarbecht op.

Mee – an dat wëll ech och ganz kloer soen –, mir kënnen och anescht! Mir kënnen och ganz onbequeem ginn! Datt d'Oppositioun wierkt, dat hu mer jo schonn d'lescht Woch gewisen, wéi mer net akzeptéiert hunn, dass Dir, Här Staatsminister, aus wéi engem Grond och ëmmer, de Koalitiounsaccord jo onbedéngt sou geheim wollt halen. Mir hunn dat kritiséiert, well mir mengen, dass am Joer 2023 dat definitiv déi falsch Manéier ass, fir Politick ze maachen an enger Zäit, wou d'Politick ëm d'Vertraue vun de Leit kämpft, an enger Zäit, wou Transparenz ëmmer méi groussgeschriwwe gëtt, an enger Zäit, wou alleguerten d'politesch Instanze versichen, duerch déi verschiddenst participativ Formen, wéi och hei an der Chamber, ganz vill Leit mat an d'Entscheedungsprozesser anzebannen. Ben, an esou enger Zäit ass et einfach e falscht Signal. Et ass e falscht Signal, souguer e schlechte politesche Stil, schlechte Leadership, fir esou e wichtegt Dokument – an ech mengen, de Koalitiounsaccord ass jo dat Dokument –, fir dat, wéi gesot, geheim ze halen an net mat der breeder Mass, mat der Gesellschaft ze diskutéieren, fir och deementspriechend eng Zoustëmmung ze kréien.

Dëst si Momenter, dat wëll ech ganz kloer soen, wou Dir gesitt, dass mat eis an der Oppositioun net ëmmer wäert ze spaasse sinn. Mir huelen eis Roll ganz eescht a wéi gesot: Mir mellen eis zu Wuert, wann et eis duerno ass.

Lo dann awer zum Koalitiounsaccord, schliisslech ass dat jo lo haut eis Debatt: Et ass alles séier gaangen. No zéng Joer ass et Iech net séier genuch gaangen, fir kënne vereedegt ze ginn. Dat kann een duerchaus novollzéien. Dat versti mer. Ech gesinn et awer net grad esou wéi meng zwee Virriedner virdrunner, déi déi Schnellegkeet do lo als eppes ganz Positives gesinn, well de Problem ass: Déi Schnellegkeet huet hire Präis. An domadder soen ech ganz kloer: De Programm – an dat ass d'Haaptkritick, déi ech haut formuléieren – ass extreem vag a liest sech wéi eng Unenanerreiung vu gutt gemengte Virsätz an net wéi en Text, deen eng kloer Visioun huet, eng kloer Visioun, a wéi eng Richtung dës Gesellschaft sech an Zukunft soll developpéieren, wou Der eebe gäre wëllt herno erauskommen.

Datt e Koalitiounsprogramm net elo all Detailer beinhalt, däers si mer eis och bewosst, well dat wäert warscheinlech elo Är Äntwert sinn, dass Dir nach wäert Konzepter ausschaffen. Trotzdeem ass et awer

flagrant, wéi vag voire evasiv den Text op ganz ville Punkten ass.

Méi Zäit wär sécher net verkéiert gewiescht, well dat, wat haut onkloer ass an net bis zum Schluss ausdiskutéiert, dat riskéiert, muer zu Konflikter tëschent CSV an DP ze ginn, oder awer den „neie" Luc schléit mat der Fauscht op den Dësch a verweist de Juniorpartner op seng Plaz, wann e sech dann eng Kéier ze vill sollt mucksen.

D'Besetzung vun den eenzele Ressorte kommentéieren ech elo net. Ech mengen, all Minister huet seng 100 Deeg Welpeschutz, fir sech a seng Dossieren anzeschaffen. De Staatsminister huet eis awer gëschter erkläert, dass fir déi grouss Ressorten zwee Ministeren néideg an zoustänneg wären. Do stellt sech awer trotzdeem d'Fro, firwat den Tourismus dann zwee Ministere kritt an de Logement just een Drëttel vun engem Minister dee Moment zegutt huet.

*(Interruption)*

Sou flou wéi den Text op deene verschiddene Passagen ass, esou konkreet ass den Text bei de Steierkapitelen. Bei de Steiererliichterungen ass fir jiddereen eppes derbäi, besonnesch gutt ewech kommen déi Leit, déi haut scho ganz villes hunn an eigentlech net onbedéngt nach méi brauchen. Mir hunn déi iewescht Mëttelschicht, d'Betriber an d'Investisseuren, déi sech hei dierfte freeën, also passend zur Saison: De Kleesche kënnt. Wou de Kleeschen allerdéngs seng Kaddoe siche geet, an domadder schwätzen ech ganz geziilt d'Géigefinanzéierung un, ben, dat steet net am Koalitiounsprogramm.

Stéchwuert – dat ass mäin nächste Punkt –: Staatsschold. Déi nei Regierung wëll eng nei Trajectoire sichen zur Evolutioun vun der Staatsschold an op déi 30 % wëll se sech net festneele loossen. Am Oktober d'lescht Joer huet den Här Frieden nach als Invité vun der Redaktioun bei RTL gemengt – Zitat –: „Ech mengen, datt an enger klenger Ekonomie alles iwwer 20 % Staatsschold ganz schwiereg ass".

D'LSAP seet scho laang, dass mer eis eeben net op eng Zuel solle festleeën, dass mer net op enger Zuel solle reiden, an dofir sinn ech frou, festzestellen, och wa mer net bei de Koalitiounsgespréicher derbäi waren, dass awer eis Positioun sech schéngt do duerchzesetzen. Op deem Punkt kënne mer eis da jo scho mol eens ginn.

Nächst Stéchwuert: Akommessteier. Ech ka verstoen, dass eng CSV hiert grousst Walversprieche fir méi Kafkraaft duerch manner Steieren no de Walen och anhale wëll. Ech mengen, dat ass legitimm. Ech bedaueren awer, dass dat duerch eng einfach Adaptatioun vum Barème an der Héicht vu véier Indextranchë geschéie soll.

Dir hat am Dezember 2022 – déi nämmlecht CSV – nach an enger Motioun gefuerdert, dass eng Adaptatioun vum Barème säit 2017 soll geschéien. Ech mengen, dat misste fënnef Indextranche gewiescht sinn. Ben, ech kéint elo soen: Welcome to reality. Mee dat ass elo net meng Kritick. Meng Kritick ass elo net, dass Dir net am Endeffekt dann déi fënnef Indextranchen, déi Dir gefuerdert hutt, aacht mat 2003 (veuillez lire: 2023) derbäi, dass déi Upassung net kënnt. Meng Kritick ass eng ganz aner. Dat ass déi vun der sozialer Gerechtegkeet, iwwerhaapt vun der Gerechtegkeet. Well mir wëssen alleguerten, dass dëst net gerecht ass, well déi héich Akommessen hei besser ewechkomme wéi déi kleng, woubäi mer alleguerte wëssen, dass et virun allem déi Leit mat den nidderege Salairë sinn, déi besonnesch ënnert der Präisdeierecht ze leiden hunn. Mir verléieren also alljoers hei ronn 500 Milliounen Euro u Steierrecetten, déi een hätt kënne vill méi geziilt verdeelen, fir eeben esou méi Gerechtegkeet an der Gesellschaft hierzestellen.

Mir sinn och der Meenung, dass ee besser gehat hätt, bei deem ze bleiwen, wat am drëtten Tripartitt-Accord festgehale ginn ass. A wann ee lo wierklech wëlles gehat hätt, séier zousätzlech Steiererliichterungen ze maachen, dann hätt een och kënne ganz aner Mesüre fannen, déi alleguerte méi sozial gerecht wäre wéi dës. Et hätt een zum Beispill kënnen déi zwou ënnescht Tranchë vum Barème sträichen. Mee d'Géisskan ass hei aus dem Tirang erausgezu ginn a beriselt, wéi gesot, virun allem déi, deenen et haut scho ganz gutt geet.

Da soll de Spëtzesteiersaz net erhéicht ginn. Hei wëll ech drun erënneren, den Här Roth, aktuelle Finanzminister, huet nach wärend der grousser Steierdebatt d'lescht Joer vun engem Spëtzesteiersaz vu 45 % geschwat respektiv dee virgeschloen. Am CSV-Walprogramm steet dann och en Taux vun 43 % mam Argument, an dat ass interessant, mam Argument vun der sozialer Verantwortung. An elo erkläert eis den Här Staatsminister, dass näischt gemaach gëtt, well mer soss net attraktiv genuch sinn, fir nei Talenter unzezéien. Wéi gesot: D'Gewënner bei dëser Regierung sinn also déi, deenen et elo haut scho gutt geet.

Fir d'Kafkraaft ze garantéieren, hu mer hei zu Lëtzebuerg den Index, fir Steiergerechtegkeet hierzestellen de Steierbarème. D'Regierung verdréit hei e bëssen d'Logik.

Si wëll lo innerhalb vun den nächsten dräi Joer e Reformprojet fir eng eenzeg Steierklass virleeën. Dat ass eng Initiativ, déi mir absolutt begréissen, well och mir sinn der Meenung, dass et haut net méi zäitgeméiss ass, dass hei en Ënnerscheed gemaach gëtt, ob eng Persoun lo single ass, bestuet ass, gepacst ass oder verwitwet.

Zur Reform sti lo weider keng Detailer am Programm. Et gëtt ee jo net wierklech gewuer, wou et soll higoen, mee hei strecke mer Iech ganz gären d'Hand aus, dass mer bereet sinn, an engem konstruktiven Dialog mat Iech ze schaffen, well dat heite kann zu enger grousser Reform kommen, déi wichteg fir eist Land ass, an esou eng grouss Reform soll eiser Meenung no och vun engem ganz breede politesche Konsens kënne gedroe ginn.

Virdrunner hunn ech vum Kleesche geschwat, elo schwätzen ech vum Houseker. E grousse Schwéierpunkt vun dëser Regierung ass nämlech d'Sécherheet, wou jiddereen, dee sech net schéckt, bestrooft gëtt. Esou ass elo virgesinn, d'Comparution immédiate anzeféieren. Wat also a Frankräich an an der Belsch net funktionéiert huet, soll dann elo hei d'Wonnerléisung zu Lëtzebuerg sinn. Hei sinn erëm al Rezepter fir aktuell Problemer geholl ginn.

Idem bei der Gemengepolice, änleches hate mer schonn. Dat schéngt dann och elo eng nei Wonnerléisung ze sinn.

An da soll och nach de Platzverweis verstäerkt ginn. Ech ginn hei lo net méi op déi ganz Diskussiounen an. Ech mengen, do ass scho villes gesot ginn. D'Meenunge si bekannt. Ech wëll just soen, dass dëst wierklech keng Mesür ass, fir d'sozial Kohäsioun hei am Land ze stäerken. Eng sozial Politick gesäit eebe grad och vir, dass se déi Vulnerabelst aus hirer Gesellschaft schützt. Och wann een déi Leit net gäre wëll gesinn, si sinn do an do ass et eis Verantwortung, si ze schützen. An dofir ass et fir eis ganz kloer, dass mer mussen d'Aarmut bekämpfen an net déi Aarm.

An am Kapitel zu der Aarmutsbekämpfung, fir nach dobäi ze bleiwen, ass hei am Zesummenhang mam REVIS opgefall, dass eigentlech alleguerten d'Leit – wéi soll ech soen? – sou ënner e Generalverdacht gestallt ginn; ënner Generalverdacht virun allem eeben déi Beneficiairë vun de sozialen Hëllefen. D'Regierung betount nämlech, dass déi, déi eebe Sozialhëllefe kréien, misste motivéiert ginn. Wat heescht dat: „D'Leit, déi am REVIS sinn, déi musse motivéiert ginn"? Dofir soen ech „Generalverdacht", well dat kléngt sou, wéi wann dat alles liddereg Pittie wären, déi keng Loscht hätten, schaffen ze goen.

Dir schwätzt hei vun enger Prime d'activité. Ganz éierlech, ass dat wierklech d'Äntwert fir all déi Leit, déi all Mount Problemer hunn, nach hir Rechnunge kënnen ze bezuelen a fir d'Enner beieneen ze kréien? Ass dat Är Äntwert fir déi Leit, déi mussen, obwuel se schaffe ginn ...? Well ganz vill Leit am REVIS gi schaffen. Ass dat Är Äntwert fir déi Leit, déi nach mussen zousätzlech Demarchë maachen, fir eeben och nach d'Allocation de vie chère unzefroen? An ass dat d'Äntwert fir déi Leit, déi an d'Épiceries sociales, an d'Vollekskichen, an d'Kleederstuff musse goen, well si anescht hiren Alldag net gestemmt kréien? Ech hoffen ... Et ass jo rieds vun engem Aktiounsplang. Ech hoffen, dass Ären Aktiounsplang méi beinhalt wéi just déi Prime d'activité, wat dat och ëmmer ganz genau da soll heeschen.

Ech hu virdrunner gesot, dass ech net nëmme géif kritiséieren. Da kommen ech och elo e bëssen zu deene méi – wéi soll ech soen? – positive Punkten, wou Der eis Ënnerstëtzung kéint kréien, wann dat dann och esou duerchgezu gëtt. Gefreet huet eis virun allem, dass um Indexsystem festgehale gëtt. Mir denken, dass domat dann och déi – wéi soll ech soen? – leideg Diskussioun ëm de gedeckelten Index ee fir allemol wäert vum Dësch sinn, dass mer eis op aner Aspekter kënne konzentréieren.

Mir begréissen och, dass d'Regierung um Mechanismus vum Mindestloun festhält. Mir bedaueren awer, dass hei net eng direkt Erhéijung vum Mindestloun virgesinn ass, esou wéi mir dat jo och an eisem Walprogramm gefuerdert hunn. A mir denken och nach ëmmer, dass eis Fuerderung, fir de Mindestloun steierfräi ze maachen, wierklech vill Avantagë géif mat sech bréngen a virun allem dass et eng grouss Entlaaschtung fir d'Salariéë wär. Virun allem wär dëst eng ganz konkreet Mesür, fir eeben d'Schéier tëschent Aarm a Räich nach méi kleng ze maachen.

A wann ech scho bei der Aarbecht sinn, nach e Wuert zur Work-Life-Balance, well do verkaaft Dir awer lo wierklech de Leit Schiet an den Tuten. Zousätzlech nämlech zu deem, wat et scho gëtt, verdeelt d'Regierung virun allem Bonbone fir déi Stéit, déi sech et eebe kënne leeschten, wéi d'Verlängerung vum Congé parental. Dat kléngt ganz gutt. D'Leit kréie méi Zäit, et geet vu sechs op néng Méint, si kréien awer net méi Suen.

Dat selwecht gëllt och fir de sougenannten „Temps partiel familial". Dat soll jo e Recht op véier Stonne pro Woch sinn, allerdéngs och hei onbezuelt, ouni dass cotiséiert gëtt an nëmme fir déi Leit, déi Vollzäit schaffen. Hei hoffe mer, dass Dir do vläicht nach eng Kéier Är Meenung kéint änneren an dat weesentlech méi grouss opmaacht, fir dass dat wierklech eng Offer ka sinn, vun där alleguerten d'Familljе kënne profitéieren an eeben net nëmmen déi mam décke Portmonni. Well dat hei kléngt e bëssen esou, wéi wann dat esou Mesüre fir déi Happy Few wären awer sécherlech keng Offer, déi sech alleguerten d'Leit hei am Land, alleguerten d'Familljen hei am Land kënnen herno leeschten.

An dann ass elo nach virgesinn, datt fir vill Leit d'Sonndesaarbecht zur Normalitéit ka ginn. Bon, mir wëssen, dass et Stëmme gëtt, déi fuerderen, dass

d'Sonndesaarbecht soll ausgebaut ginn, mee hei stelle sech trotzdeem eng ganz Rëtsch Froen hannendrunner. Virun allem froe mer eis, wéi dat och soll mam Wonsch vun de Leit, sech eebe weiderhi kënne méi an der Famill ze engagéieren, sech méi kënne benevoll ze engagéieren an de Veräiner, am Sport, an der Kultur, am Rettungswiesen ..., mir froen eis, wéi dat soll am Aklang sinn, wa mer lo nach dee Schrëtt maachen, fir d'Sonndesaarbecht nach weider auszedeenen.

Eng weider Offer fir d'Famillje maacht Dir och elo an der Kannerbetreiung, dat mat der Betreiungsplazgarantie bis 2030. Dat erënnert mech, muss ech éierlech soen, ganz vill un déi Diskussiounen, déi viru Joren an Däitschland ware mat deene Konsequenzen, déi mer och kennen. Dofir stellt sech och direkt d'Fro: Wéi soll a manner wéi siwe Joer séchergestallt ginn, dass all Kand eng Plaz an enger Crèche oder Maison relais soll kréien? Mat wéi enger Ënnerstëtzung kënnen d'Gemengen hei rechnen? Well hei brauche mer jo onbedéngt d'Gemengen, fir dat do kënnen ëmzesetzen. Gëtt da vläicht de Plaffong an d'Luucht gesat? Kommen do zousätzlech Aiden? Op alle Fall ass et wichteg, dass dat hei mat de Gemengen zesumme geplangt gëtt, well et sinn nach ëmmer d'Gemengen, déi decidéieren, wou an ob gebaut gëtt oder net.

Mir stellen insgesamt am Educatiounssecteur ..., also mir stellen eis insgesamt hei eng ganz Rëtsch Froen a mir mierken och, dass et eng gewëssen Onrou am Educatiounssecteur gëtt. Engersäits bleift de Minister, anerersäits huet d'CSV genau déi dote Politick awer jorelaang aus der Oppositiounsbänk kritiséiert an net grad am léifsten Toun, an eebe grad dat féiert zu Konfusioun. An dofir hätte mir gären, dass den Educatiounsminister wéi iwwregens och alleguerten déi aner Ministeren an déi zoustänneg Chamberskommissioune kommen, fir dat dote méi am Detail kënnen ze erklären a fir mat eis och kënnen d'Diskussioun ze féieren.

An dofir hunn ech och direkt hei eng Demande, fir dass eeben déi eenzel Ministere kommen. An opgrond vun den Aussoe vum Här Spautz, deen dat jo och schonn ugedeit huet, si mer hei op enger Linn. A mir hu jo nach e bësse Sputt an eisem Agenda, wann ech elo mol de Kalenner fir den Dezember gekuckt hunn, dann dierft et sécherlech net schwéier sinn, fir do nach Plagen ze fannen.

Wannechgelift.

*(Mme Taina Bofferding dépose une demande de convocation de réunion de commission.)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding.

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Interruption)*

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Et ass d'Demande fir d'Convocatiounen. Dir kënnt awer gären herno soen, dass Dir dat gutt fannt.

*(Hilarité)*

Ech kommen da vun deene ganz Jonken ...

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, ech menge just, mir sollten – entschëllegt –, mee mir sollten eis awer Reegele ginn, wat mer däerfen ofginn a wat net. Mir haten an der leschter Legislaturperiod doriwwer schonn eng Diskussioun. Motiounen, Resolutiounen, awer esou Bréiwer, ech mengen, dat ass vläicht awer e prozedurale Problem.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Do schwätze mer nach eng Kéier driwwer, Här Kartheiser.

*(Interruptions)*

Elo huet d'Madamm Bofferding d'Wuert.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Ech kommen da vun deene ganz Jonken – mir ware jo elo bei der Kannerbetreiung – eriwwer bei déi manner Jonk, awer en Theema, wat och eis alleguerten dierft interesséieren, et ass d'Theema vun de Pensiounen. Fir déi laangfristeg ofzesécheren, wëll d'Regierung, ech zitéieren: „eng breet Consultatioun mat der ganzer Gesellschaft iwwert déi laangfristeg Viabilitéit vun eisem Pensiounssystem féieren", a bei där se hofft, „e gesellschaftleche Konsens ze fannen." Ben, hei froe mer eis och: Wou soll d'Rees higoen? D'Reform vun 2012 ass deemools der CSV net wäit genuch gaangen, dofir froe mer eis, a wéi eng Richtung et dann hei sollt goen. Wat Dir alles Genaues ...

**Une voix** | Och der DP!

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Och der DP!

... och an dësem Beräich wëllt proposéieren. A virun allem gouf jo de Conseil économique et social beoptraagt, en Avis auszeschaffen. Do géif et eis och interesséieren, ob Dir deen iwwerhaapt wëllt considéréieren. E war weeder am Walprogramm vun der DP nach vun der CSV nach ass en an Ärem Koalitiounsprogramm ze fannen. Mee ech mengen, et wär wichteg, eeben och op d'Stëmmen aus dem Secteur ze lauschteren, wann een hei gären nach wëll eng Reform ugoen.

Da kommen ech eriwwer zur Santé. Do muss ech wierklech soen, sou schaarf wéi nach kierzlech am Walkampf geschoss ginn ass, sou vag ass Äre Programm genau op deenen dote Punkten. De Programm erwäänt eng dezentraliséiert Prise en charge, Hëllefe fir Dokteren, déi sech néierloossen, oder d'Konzept vum Médécin référent ze stäerken. Ben jo, dat ass gutt, mee och hei: Et ass näischt Neies. Et si keng nei Mesüren, déi Dir proposéiert.

Ee Wuert dann zum Cannabis: Dat passt jo och ganz gutt zur Santé. Zwee, ganzer zwee Sätz ginn deem Theema hei gewidmet. An interessanterweis weisen dës zwee Sätz, wéi d'Diskussioune wuel wärend der Verhandlung tëschent der CSV an der DP verlaf sinn. Deen éischte Saz, wuel mat bloer Tënt geschriwwen: D'Gesetz iwwert déi véier Cannabisplanze gëtt net ofgeschaaft. Gutt. Den zweete Saz, dës Kéier da mat der schwaarzer Tënt geschriwwen: D'Regierung wäert d'Positioun vun eisen dräi Nopeschlänner a puncto Cannabis beobachten.

Jo. Vill Spaass beim Beobachten. Well dat heescht näischt aneschters, wéi dass Dir net hei bereet sidd, e Schrëtt méi wäit ze goen, a genau dat ass net gutt. Well do ass awer vill Aarbecht och an der viregter Regierung geleescht ginn. An da wëll ech och nach eng Kéier ganz kloer soen: D'Cannabis-Legaliséierung ass net eng Fro vu Moud, et ass eng Fro vun der Santé publique. An dofir soll ee sech och net hei deem verschléissen an et soll ee virun allem net d'Aen zoumaachen. Au contraire: Mir wëssen, dass et Leit gëtt, déi dämpen, a mir wëssen, dass déi Leit, wa mer et net reegelen, um Schwaarzmarché sech nach weider wäerten hir Produite besuergen, an um Schwaarzmarché mat alle Konsequenzen, déi mer da kennen, an dofir geet et net duer, just bei d'Nopere kucken ze goen. Au contaire: Hei wär eng Portioun Courage ubruecht.

An eng grouss Portioun Courage, wann ech scho beim Courage sinn, brauche mer och bei der gréisster sozialer Fro, déi sech hei am Land stellt: dem Logement. De Koalitiounsprogramm versprécht massiv Investitiounen an dësem Beräich. Jo – wichteg! Allerdéngs gi se net chiffréiert an och hei wësse mer net ganz genau, wou et soll higoen. A virun allem wësse mer och net, wiem dës Investitioune sollen zeguttkommen. Gewëssen Tendenze loosse sech awer rausliesen, dat liest ee schonn e bëssen tëschent den Zeilen. An do fänkt et dann un, awer e bësse méi spannend ze ginn.

Grad beim Logement ginn et jo awer Hëllefe fir Leit, déi scho vill Suen hunn, fir dass déi, jo, eng zweet, drëtt Wunneng nach kënne kafen a se dann op de Locatiounsmarché bréngen. Dat huet weiderhin zur Konsequenz, dass d'Präisser eropgedréckt ginn, dass et vill Sue kascht an am Endeffekt net deenen zegutt kënnt, déi et eigentlech brauchen.

E Beispill dofir ass, dass och elo d'Investisseuren den Accès zum bëllegen Akt kréien, dass si och elo de bëllegen Akt kënne kréien. Domadder gitt Dir eigentlech vun der Philosophie vum bëllegen Akt an eng ganz aner Richtung. Do si mer rëm bei den ale Rezepter fir déi aktuell Problemer, well och hei hate mer Mesüren. Dir erënnert Iech un den éischte Pacte Logement, wou mer och Primmen ausbezuelt haten, déi herno eebe bei de Promoteure gelant si respektiv d'Zil, dass Wunnenge méi abordabel sinn, domadder net erreecht gouf. Dofir hu mer déi ofgeschaaft. Dofir hu mer de Pacte Logement 2.0 ausgeschafft. Mee hei, wéi gesot, gitt Dir erëm an déi aner Richtung. An dofir wonnert et mech eigentlech och net, dass Dir d'Bail-à-loyers-Gesetz fundamental wëllt änneren. Jo, och mir wollte Changementer bei deem Text. Dat hu mer ëmmer gesot. Mee just mam Ënnerscheed: Dir stellt Iech op d'Säit vun de Proprietären a mir stellen eis op d'Säit vun de Locataires. An dat ass den Ënnerscheed.

Par contre fanne mer et gutt, dass déi nei Regierung wëll méi séier bauen. Allerdéngs net op Käschten ..., wannechgelift net op Käschte vun der Ëmwelt a vum Denkmalschutz. Mir warne virdrunner, déi dräi géinteneen auszespillen. Fir eis muss dat schonn am Aklang sinn: de Logement, den Denkmalschutz an och d'Ëmwelt.

By the way, wann ech bei der Ëmwelt sinn: Déi ganz offälleg Beurteelung vun der Ëmweltpolitick vun der leschter Regierung ass net kohärent mat deem, wat am Kapitel iwwert d'Ëmwelt steet, an dat fanne mer u sech ganz gutt, hei gëtt dem Naturschutz en héije Stellewäert ageraumt. Generell stellt een eng ganz grouss Kontinuitéit eebe fest par rapport zu deem, wat déi viregt Regierung gemaach huet. Versprach ginn och nei Initiativen, besonnesch wat de Schutz vun de Biedem, vum Waasser an och vun der Loft ugeet. Mir, wéi gesot, begréissen dat allerdéngs, dass hei eng Kontinuitéit ze fannen ass. Et ass wichteg, dass Dir dat och zu Ärer Prioritéit erklärt.

Ech erënneren awer nach drun, dass d'Landwirtschaft an dëse Beräicher viru ganz groussen Erausfuerderunge steet an dofir hoffe mer, dass et och der neier Regierung geléngt, eeben déi Interessekonflikter kënnen ze léisen, ouni dass herno mussen Ofstrécher am Ëmweltschutz gemaach ginn, eeben och hei, dass net dat eent géint dat anert ausgespillt gëtt, mee dat muss herno zesummen harmonéieren. Dat muss herno e Ganzt ginn.

Idem beim Klimaschutz: D'Klimapolitick soll jo lo, wéi Dir et schreift, sozial gerecht ginn. Do si mer absolutt bei Iech. Mir sinn ëmmer derbäi, wann et drëms geet, fir sozial Gerechtegkeet hierzestellen. Allerdéngs hätte mer et besser fonnt, wann hei am Accord méi präziséiert gi wier, dass virun allem de soziale Kompensatiounsmoossnamen d'Hallschent vun de Recettë vun der $CO_2$-Steier zeguttkomm wären, sou wéi dat och schonn déi lescht Jore versicht ginn ass ze maachen. Dat wär e ganz staarkt Zeeche gewiescht. Dir allerdéngs setzt hei e bësse méi op déi Fräiwëllegkeet, op déi fräiwëlleg Mesüren, an do stellt sech einfach d'Fro, ob dat duergeet, fir awer déi ganz ambitiéis Ziler do ze

erreechen, ob een do net vläicht awer misst d'Schrauf vun der Fräiwëllegkeet e bëssen zoudréinen, fir eeben déi ambitiéis Ziler, déi mer eis am Klimaschutz ginn, och ze erreechen.

Dat ass eng Fro, déi sech net nëmmen hei am Parlament wäert stellen, wou mer eis nach an Zukunft wäerten domadder auserneesetzen, mee et ass och eng Fro, déi elo bei der nächster COP, déi usteet, sécherlech och debattéiert gëtt. An do ass et fir eis wichteg, dass d'Regierung hei eng ganz kloer Haltung huet, virun allem dass Dir glafwierdeg sidd, well vag Absichtserklärunge ginn definitiv net duer. An och hei ass eis Demande, dass den zoustännege Minister sou séier wéi méiglech an déi zoustänneg Kommissioun kënnt. Dofir hu mer och eng separat Demande gemaach, fir eis ze erklären, wann en op d'COP geet, wéi eng Ziler respektiv wéi eng Richtung en do wäert verteidegen.

*(Mme Taina Bofferding dépose une demande de convocation de réunion de commission.)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci!

**Une voix** | Très bien!

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Da kommen ech elo zu deem Kapitel, dat eigentlech weist, wat de Schwéierpunkt vun der neier Regierung ass: Business first. Fir unzefänke muss ech soen, huet kee wierklech verstanen, wat den Term „inklusive Wuesstum" bedeit. Ech hunn et gegoogelt an ech muss soen, ech hu lauter Säite vu Wirtschaftsberoder, vun de Big Four a vu Banke fonnt. Bon, dat gëtt mol dann zumindest eng Richtung un. Wat et sécherlech net ass, dat ass d'Économie sociale et solidaire. Dat ass et sécherlech net, well Dir och an Ärem Koalitiounsprogramm keen ee Wuert doriwwer verléiert, wat mer immens bedaueren. Well ëmmerhi mécht dëse ronn 8 % vum PIB um europäeschen Niveau aus. Mee hei gesäit een eeben, dass et net den Deel vun der Ekonomie ass, deen déi konservativ-liberal Regierung interesséiert.

Fir meng Kritick op de Punkt ze bréngen: D'Regierung wëll en Ëmfeld schafen, wou de fräie Maart all d'Problemer léist. Eng wierklech extreem aktuell Theorie vun engem Ekonomist vu virun 100 Joer. Och déi konkreet Mesüre sinn net innovativ, wéi d'Ausweidung vum „silence vaut accord" oder och nach dem „once only". Dat sinn al Formelen, fir Kompetitivitéit unzekuerbelen, déi awer net einfach ëmzesetze sinn. Bref, hei feelt et, wéi gesot, un der Visioun. Et feelt un der laanger Siicht, wéi Dir gären d'Gesellschaft wëllt opbauen.

E Beispill, dass eeben d'Visioun feelt an dass Dir net de Bléck fest an d'Zukunft geriicht hutt, ass och d'Digitaliséierung an d'kënschtlech Intelligenz. Den Här Staatsminister hat gëschter d'Wuert „Digitaliséierung" ganz oft gebraucht, mee wann een dann awer de Koalitiounsprogramm duerchliest, da liest een: Wi-Fi iwwerall, 5G an e bessere MyGuichet.

Dat kléngt alles ganz gutt, mee och dat: näischt Neits. Ech mengen, dass d'Digitaliséierung weesentlech méi Erausfuerderunge stellt wéi déi doten. Ech freeë mech awer – an dat wëll ech och ganz kloer soen –, dass Dir wëlles hutt, den eMINT, den elektroneschen Interieur, weider auszebauen, an dass dat Standard beim Staat soll ginn. Op alle Fall: Do hutt Dir mol meng vollsten Ënnerstëtzung.

Mee, an da kënnt de spannende Punkt respektiv dat ass et, firwat ech eeben och d'Digitaliséierung bewosst uschwätzen, well mer hei virun enger industrieller Revolutioun stinn. Dee gréissten Challenge ass d'kënschtlech Intelligenz, d'KI, an déi huet e Risepotenzial, eist Liewen ze veränneren, wéi dat an den 90er-Joren den Internet war oder och an den 2000er-Joren den éischte Smartphone. D'KI wäert net nëmme Konsequenzen op eist deeglecht Liewen hunn, mee virun allem wäert se och eis Aarbechtswelt ëmkrämpelen an dofir ass et wichteg, dass mir eis wierklech intensiivst domadder auserneesetzen an dass mer och intensiivst kucken, wéi mer d'kënschtlech Intelligenz ..., wéi mer do kënnen eng Reglementéierung ginn a wéi mer et och kënne besser encadréieren, fir eeben déi Konsequenzen, déi kommen ..., dass mer dat och gestemmt kréien an dass mer net herno vum Zuch iwwerrannt ginn. An dofir ass et och wichteg, dass kritescht Denken an eise Schoule gefërdert gëtt, dass déi Jonk och do gestäerkt ginn an dass se och wëssen, wéi se eebe mam Contenu vun de Medie vu muer sollen ëmgoen, wéi se dëst och sollen anuerdnen.

Vu dass d'Changementer, déi do op eis duerkommen, sou villfälteg sinn an esou grouss sinn, muss ech ganz éierlech soen, hätt ech mer awer och bei deem Kapitel méi erwaart an och do méi Mesüren erhofft, a wéi eng Richtung et soll goen, eebe grad well et sou villes wäert mat sech bréngen, wat eist Liewe wäert veränneren. An eeben och grad well Dir jo an der Ekonomie sou interesséiert sidd, mengen ech, si mer eis och alleguerten eens, dass d'kënschtlech Intelligenz eng enorm Chance och um ekonomesche Plang bitt, sou eebe fir d'Entreprisë kënnen ze ënnerstëtzen, fir eeben och a verschiddenen aneren Domänen aktiv ze ginn. An do ass et eeben och wichteg, dass een de Bléck an d'Zukunft riicht, fir eeben ze kucken, wéi een och do kann d'Entreprisë mat abannen, wéi gesot, fir dass mer net herno vum Zuch iwwerrannt ginn.

Mee dat ass net nëmmen eng Fro vun der Ambitioun, wéi gesot, et ass d'Fro, wéi ech et scho puermol gesot hunn, vun der Visioun, déi eis op ganz ville Plaze feelt am Koalitiounsaccord a wou mer bedaueren, dass Dir do net méi prezis gitt.

E Lëtzebuerg, wou de Staat méi ass wéi just e Businesszenter fir Entreprisen, dat schwieft eis vir. Mir hätte gären e Staat, dee solidaresch ass an dee keen op der Streck leie léisst. Dat ass, wéi gesot, dat Lëtzebuerg, dat mer eis virstellen, mee et ass leider net dat Lëtzebuerg, wat aus dësem Koalitiounsaccord erauszefannen ass. Am Gëschter ware mer schonns. Et ass wichteg, dass mer lo d'Zukunft preparéieren an dass mer dat och zesumme preparéieren, dass mer d'Zukunft gestalten an eis all deenen Challengen, deenen Erausfuerderunge stellen, déi op eis duerkommen.

Dir gesitt also, dass mir gréisstendeels mat der Zilsetzung vun der Regierung averstane sinn, mee leider net mam Wee, fir dohinner ze kommen. Den Här Spautz huet virdrunner gesot, dass et Iech gefält, dass mir keng blann Oppositioun maachen. Bon, da verstitt Dir och, dass mer hei der Regierung kee Blankoscheck kënnen ausstellen.

Här Staatsminister, Dir hutt gesot, Dir braucht eis Proposen, Dir braucht eis Kriticken. Ma, Här Staatsminister, déi gi mir Iech ganz gären. Mir freeën eis op eis Zukunft.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech wollt nach ganz kuerz zur Remark, déi den Här Kartheiser virdru gemaach huet, Saache kloerstellen. Et ass effektiv esou, datt eng Rei Dokumenter hei an der Plenière kënnen ofgi ginn. Ech hunn elo déi Bréiwer vun der Madamm Bofferding geholl. Mir sinn nach alleguer am Rodage, gradsou wéi d'Regierung nach Welpeschutz huet, mee ech wëll eng Kéier just kloer soen, wéi mir hei procedéieren.

Dat, wat Dir hei kënnt ofginn an der Plenière, dat si Proposition-de-loien, Propositions de révision de la Constitution, Propositioune vu Modifikatioune vu Reglementer, Amendementer, Motiounen, Resolutiounen, Motion-d'ordren, Demandë fir an enger net publicker Seance ze siegéieren an explikativ Dokumentatiounen iwwert dat, wat Dir amgaang sidd ze soen.

Bréiwer, déi schéckt Dir mir wannechgelift einfach esou. Dir kënnt se selbstverständlech an Ärer Ried ernimmen an och explizéieren. Déi Bréiwer, déi Dir mir elo ofginn hutt, hunn ech fir muer 14.00 Auer an der Conférence des Présidents op den Ordre du jour gesat an do wäerte mer se duerchdiskutéieren. Dat just fir d'Saache kloer ze soen, datt mer eis eens sinn, wéi mer hei matenee verfueren.

An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Här President, dat war just eng Explikatioun ...

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech hunn Iech elo explizéiert, Här Di Bartolomeo, wéi mir an Zukunft virginn, an dat ass alles elo tipptopp an der Rei esou. Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Tipptopp, Här President!

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ee sou schéi seet: D'Vollek huet geschwat. D'Wierfel si gefall. Dat, wat dobäi rauskomm ass, ass dobäi rauskomm. Deenen enge gefält et méi, deenen anere manner. Mir als ADR soen op jidde Fall Merci deene Wieler, déi eis gewielt hunn. Mir konnten eis verstäerken, doriwwer si mer ganz frou. Mir hunn eng staark Demokratie hei zu Lëtzebuerg an dorop kënne mer houfreg sinn a mir solle kucken, dass dat och esou bleift.

Allerdéngs sinn eng Partie Punkten, wou ee sech kann eng Rei Froe stellen, an ech wéilt hei op deen een oder aneren agoen.

Deen éischten, dat ass d'Zuel vun de Wieler a méi genee nach den Taux d'abstention, dee mer hei zu Lëtzebuerg hu bei eise Chamberwalen. E puer Zuelen: 1991 hate mer 271.000 Lëtzebuerger hei am Land liewen. Am Ausland hunn deemools wéineg Lëtzebuerger gelieft. 2023, also plus/minus 30 Joer duerno, sinn et der 341.000 hei am Land an 130.000 Lëtzebuerger am Ausland. Dat mécht en Total vu 471.000 Lëtzebuerger, déi et haut op der Welt gëtt, woubäi een awer muss soen, dass den Ausseministère bis elo ëmmer Schwieregkeeten hat, fir déi genee Zuel am Ausland och erauszefannen. Dat wier vläicht och eng Iddi, fir eng Kéier do dat méi genee ze kucken.

Mir haten dann 286.000 Wieler ageschriwwen. Bon, et muss een natierlech wëssen: D'Kanner ginn net wielen. Déi iwwer 75 Joer, déi mussen net. An déi am Ausland wunnen, déi mussen och net, déi hunn d'Walrecht a keng Walflicht. Soudass mer am Endeffekt op en Taux komme vu Leit, déi gewielt hunn, dee sou zwëschent 65 a 70 % läit, an en Taux d'abstention vun 30 bis 35 % bei dëse Walen. Also, et hu ronn 250.000 Leit gewielt vu warscheinlech 380.000 Walberechtegten.

Einfach eng Kéier esou als Iddi hei an de Raum geworf, dass et dat och zu Lëtzebuerg gëtt trotz der Walflicht, déi mir hei am Land hunn. Mee doduerch, dass vill Lëtzebuerger haut am Ausland wunnen, huet déi Situatioun sech vläicht geännert an et ass eng aner wéi déi, déi mir ëmmer kannt hunn.

Dann ass et sou: No de Wale gëtt ëmmer geschwat iwwert de Walsystem, dass deen eventuell net méi gutt ass a misst geännert ginn. Och hei si mer eis am Fong warscheinlech alleguerten eens, dass e puer Punkten do net méi zäitgeméiss sinn an dat ass d'Proportionalitéit vun den Deputéierten an deene verschiddene Bezierker par rapport zur Bevëlkerung op där enger Säit, wann Dir dat esou wëllt, oder zu de Wieler, zu

de Lëtzebuerger, déi an deene Bezierker wunnen. Dir wësst alleguerten, dass den Osten an den Norden ënnerrepresentéiert sinn, dass den Zentrum iwwerrepresentéiert ass. Eigentlech misst et an der Logik sinn, fir dat ze änneren. Déi Zuele si festgeluecht ginn an den 80er-Joren. Dat ass scho ganz laang hier. Deemools hat Lëtzebuerg vill manner Awunner an, wéi ech lo grad gesot hunn, vill, vill manner Wieler. An, wann ech einfach kéint eng Iddi hei an de Raum werfen, déi zwar e bësse gewot ass, dat ass, dass een och eng Kéier kéint sech d'Fro stellen, ob een net awer e bësse soll erhéijen.

Dat heescht, mir hunn am Moment 60 Deputéierter. Ech hu gesot, dat ass eng Zuel, déi ass festgeluecht ginn, du waren nach vill manner Awunner hei, vill manner Lëtzebuerger an ech mengen, dass et net schlecht wier, wann een d'Zuel géif erhéijen, fir rëm do awer méi representativ ze sinn. An zweetens, dat ass eppes, wat mer déi lescht dräi Joer hei opgefall ass, dat ass, dass et awer relativ schwéier ass, hei an der Oppositioun. Mir sinn elo zu 25 Oppositiounsdeputéierter ... Bon, mir hunn och déi 35 Deputéiert, déi zur Majoritéit stinn. Mee eis Missioun ass et jo, d'Regierung ze kontrolléieren. A 25 Oppositiounsdeputéierter par rapport zu 15 Ministere mat hire ganze Spëtzebeamten, dat ass eng relativ grouss Mammutaufgab an ech mengen, dass ee sech do eng Kéier misst d'Fro stellen, ob een déi Zuel also net sollt erhéijen. Mee bon ...

D'Vollek huet geschwat, hunn ech gesot. Et gëtt Walgewënner, et gëtt Walverléierer. Walgewënner sinn d'DP, déi hu gewonnen, an d'Piraten hu gewonnen an d'LSAP huet och gewonnen a mir hunn och gewonnen. Et gëtt ee grousse Walverléierer, dat ass déi gréng, déi hu fënnef Sëtz verluer. An da kann een natierlech soen: Jo, d'CSV misst jo och zu de Walgewënner zielen, well se déi stäerkst Partei gi sinn. Dat gëtt awer hei am Land oft aneschters gedréint an da gëtt effektiv de Verglach gemaach mat de Wale virdrun an dorobber gëtt sech da baséiert, ween d'Wale gewonnen huet a wee se verluer huet.

Bon, wann een déi Parteie geholl hätt, déi gewonnen hunn, hätt een och kënnen eng Koalitioun zesumme maachen, mee ech mengen, dat wier zimmlech abenteuerlech ginn, sou dass mer lo an dëser Situatioun sinn. Eng Zweeërkoalitioun, déi ee sech vläicht esou virun zwee Joer nach net hätt kënne genee virstellen.

Jo, déi gréng hu staark verluer. Fënnef Sëtz, dat ass schonn impressionnant. Ech géif och soen, hei allgemeng, och fir eis elo: Dat huet net nëmme mat Bashing ze dinn. Well wann et nëmme mat Bashing ze dinn hätt an ech kucken dee Bashing, dee mir als ADR awer trotzdeem och heiansdo musse matmaachen, och an den normale Medien, dann hätte mir jo och misse verléieren. Hu mer awer net, d'ADR huet gewonnen. An ech gesinn dat och als eng Bestätegung vun eiser gudder Aarbecht a mir wäerten eis natierlech weider staark engagéieren.

Mir kruten d'Fraktiounsstäerkt a mir wäerten eis Aarbecht dann och weider gutt maachen, souwuel konstruktiv wéi och kritesch. An ech wëll drun erënneren: Déi politesch Debatt an enger Demokratie, déi lieft vum Meenungspluralismus. Mir sollten eis alleguerte freeën, wann hei am Gebai verschidde Meenunge kënnen ausgetosch ginn. Dat mécht jo dat Interessant un der Debatt aus, soss géif jo kee méi nolauschteren.

Nach e Wuert: Interessant ass jo d'Entwécklung vun der CSV vun 2018 op 2023. Mir haten am Fong en identescht Resultat: 2018 21 Sëtz, 2023 och 21 Sëtz. A wéi eeben, ech soen elo mol, d'Schicksal heiansdo esou zouschléit, hu mer awer eng komplett aner Interpretatioun vum Resultat. 2018 ass de Spëtzekandidat, den Här Wiseler, als Verléierer duergestallt ginn, an 2023 den Här Frieden als Gewënner, an dat mat deem selwechte Resultat.

Jo, wat huet dann elo d'Ännerung bruecht, wann et net d'CSV selwer war? Majo da géif ech soen, dann ass d'Ännerung komm duerch aner Parteien. An et ass ganz einfach esou, ech mengen, d'Piraten an d'ADR hunn deene Gréngen zwee Sëtz ewechgeholl am Osten an am Norden. An ech mengen, dass dat ausschlaggeebend war, dass déi Gambia-Koalitioun, déi mer haten, net méi genuch Sëtz krut an dass dat och ausschlaggeebend war, dass den Här Frieden elo Staatsminister ass.

An ech géif em duerfir roden: All Moien, wann en opsteet, kann en de Piraten an der ADR Merci soen, dass en haut Staatsminister ass.

*(Hilarité et interruptions)*

Voilà! Da kommen ech elo awer allgemeng e bëssen zum Programm vun der Regierung. Ech géif dräi grouss Erkenntnisser hei ervirsträichen. Dat Éischt, wat eis opgefall ass, dat ass, dass et elo net hei de grousse Wiessel ass, eigentlech quasi net, obwuel d'CSV haaptsächlech ugetrueden ass mat „nei Politick, grousse Wiessel". Wat konnt ee sech dorënner virstellen? Ech weess et net alles. Am Endeffekt huet een e Wiessel am Personal, jo gréisstendeels, awer och net iwwerall. Vläicht leider, soe vill Leit. Mee am Inhalt gesinn ech elo och net de grousse Wiessel.

An dat ass am Fong schued, well ech mengen, dass vill Leit, déi d'CSV och gewielt hunn, dee Wiessel wollten. An e Wiessel heescht eng Verännerung an eng Verännerung heescht an dësem Fall, eppes aneschters ze maache wéi dat, wat d'Gambia-Regierung déi leschten zéng Joer gemaach huet.

An an eiser Meenung wier et och Zäit duerfir gewiescht. Ech verstinn och ganz gutt déi Leit, déi e Wiessel wollten, well ech mengen, dass d'Situatioun an den zéng leschte Joer sech a Lëtzebuerg dach awer ganz kloer verschlechtert huet. Ech géif dat un e puer Kriterie festmaachen, déi mer déi leschten zéng Joer gesinn hunn. Et sinn ëmmer méi Lëtzebuerger, déi d'Land verloosse mussen an an d'Grenzgebitt wunne ginn, well se sech hei keng Wunneng méi kënne leeschten. D'Aarmut geet erop. Ëmmer méi Leit falen ënnert d'Aarmutsgrenz, haaptsächlech Leit mat Kanner, Leit, déi gescheet ginn. D'Famill ass manner wäert. D'Kafkraaft hëlt of. D'Energiepräisser klammen. Ok, do kann ee soen, dat ass net d'Schold vun der Regierung vu Lëtzebuerg eleng. Ech mengen, dat gëtt op engem aneren Niveau oft decidéiert oder entscheet wéi bei eis.

Dann awer d'Kriminalitéit, déi déi lescht zéng Joer ganz staark eropgaangen ass; d'Natur hei am Land, déi weider zerstéiert an zoubetonéiert gëtt. Eise Gesondheetssystem mat Waardezäiten zum Beispill an den Urgencen, déi immens eropgaange sinn. D'Zuel u Better, déi erofgaangen ass. Dann d'Liewensqualitéit allgemeng ass natierlech subjektiv, mee wann een eppes ka festmaachen, dann ass et natierlech un där Zäit, déi een am Stau steet. A wann ech da kucken, dass och do déi lescht zéng Joer d'Situatioun trotz enger ganzer Partie Infrastrukturprojeten ... An et ass jo och virdru gesot gi vun, ech mengen, et war d'LSAP, déi gesot huet, oder d'DP, déi gesot huet: „Jo, mir hu vill gemaach, mee et geet awer nach net duer!" An dat gesäit een och, well d'Situatioun gëtt dach awer ëmmer méi schlecht och an de leschten zéng Joer.

D'Staatsverscholdung ass eropgaangen. Jo, do gëtt et och Erklärungen derfir.

An ech mengen och, wat wichteg ass awer fir vill Lëtzebuerger a wat haut nach net ugeschwat ginn ass, och dat, wat Lëtzebuerg ausmécht, ech mengen, d'Lëtzebuerger Sprooch, eis Traditioun, eis Identitéit, esou wéi mer Lëtzebuerg kannt hunn, dat geet och ëmmer méi verluer.

Ech géif also soen, am grousse Ganzen, dass déi Regierung, déi mer haten, eng schlecht Politick gemaach huet an deene leschten zéng Joer. An ech géif mer duerfir erwaarden, wann eng Partei kënnt an untrëtt, fir e Wiessel ze maachen, dass dann och e Wiessel gemaach gëtt, dee wierklech e Wiessel ass, fir d'Saachen ze verbesseren an net méi ze verschlechteren.

Et ass ganz kloer, dass op deene Punkten do wäert dës nei Regierung gemooss ginn – op deene Punkten!

Dann hu mer effektiv d'Educatioun, wou iwwerhaapt kee Wiessel do ass – ech kommen eng Kéier duerno kuerz dorop zréck –, wou ganz vill Leit enttäuscht si vun der CSV. Et ass och virdru gesot ginn hei, eng CSV, déi ëmmer erëm d'DP-Educatiounspolitick kritiséiert huet an elo se awer da praktesch ënnerstëtzt. Do kann ee sech och nëmme wonneren.

Bon, insgesamt, wann een de Programm liest – ech wëll och net nëmme kritiséieren, wéi gesot –, erkennt een eng gewëssen ekonomesch Vernonft. Dat freet eis. Awer a ville Punkten, och gesellschaftspolitesch, éischter eng Richtung Gambia 3.0. Et gëtt eng gewësse Kontinuitéit an do froe mer eis awer ..., do hätt een awer kënne villes besser maachen.

Dann eppes Zweetes, wat mer gemierkt hunn, wéi mer de Programm gelies hunn, an dat ass och scho vill diskutéiert ginn, dat ass dee Flou, deen am Programm ass. Et ass ganz villes vag gehalen. Op Lëtzebuergesch géif ee soen: „Mir kucken. Mir kucken. Mir kucken." Op Franséisch heescht dat dann: „évaluer", „analyser", „étudier", „examiner", „sera examiné", „sera étudié" an esou weider. Also bal 400-mol kënnt dat op deenen 200 Säite vir, wou also keng kloer Positioun geholl gëtt, mee wou esou eppes an de Raum gehäit gëtt: „Jo, mir kucken emol, wat mer maachen."

Dat kléngt dann zum Beispill esou: „le Gouvernement étudiera l'introduction d'un statut spécifique pour les médecins en voie de formation." Bon, firwat net einfach soen, wat ee wëlles huet? Oder: „La création d'un cadre légal spécifique pour les coopératives de logement et les communautés résidentielles sera analysée." Och hei: Firwat dann net kloer soen, wat ee wëlles huet?

Oder: „Le Gouvernement analysera la création d'un Institut du patrimoine culturel immatériel" an esou weider. Dat ass fir eis eng super Saach. Mee firwat net einfach soen: „Jo, mir wëllen esou en Institut du patrimoine culturel"? Firwat seet een hei: „Mir analyséieren, ob déi Kreatioun da gemaach gëtt oder net"?

An do stellt ee sech dann d'Fro: Firwat esou vill Flou? Firwat esou vill Ongenaues? A menger Meenung no gëtt et nëmmen zwou Äntwerten. Déi éischt, déi ass, dass e bëssen de Courage feelt, fir wierklech kloer ze soen, wat ee wëlles huet. Dat ass déi éischt Alternativ. An déi zweet, déi ass: Dir sidd Iech net ëmmer eens ginn an der Koalitioun zwëschent CSV an DP, an dann hutt Der, wann Der Iech net eens waart, gesot: „Ma da schreiwe mer dran, mir kucken, mir analyséieren, mir etudiéieren, dann ass dat méi vag an da kënne mer dat nach ëmmer méi spéit eng Kéier decidéieren oder eeben net." Ech mengen, wat net am Koalitiounsprogramm drasteet, dat verflicht eis jo och net. Dat ass e bësse schued. Ech hätt mer do méi Konkreetes gewënscht.

An dann en drëtte Punkt allgemeng, dat ass, dass dat heiten awer e Programm ass an eisen Aen, dee

Richtung Eng-Millioun-Awunner-Staat geet. Allerdéngs am Bevëlkerungswuesstum Richtung Eng-Millioun-Awunner-Staat, awer an der Äntwert dorobber, wat d'Infrastruktur an esou weider ugeet, absolutt net oder net genuch. An dobäi muss ee soen, dass mer elo schonn iwwerfuerdert sinn. An dat ass jo dat, wat ëmmer hei och an de Rieden deelweis gesot gëtt, och wann net esou explizitt. Mee ech mengen, mir sinn elo an engem Land, wou mer gläich 700.000 Awunner hunn, a mir sinn a ville Beräicher – Infrastrukturen, Personal an esou wieder –, eigentlech op engem Niveau bliwwen, dee fir 500.000 Leit gutt wier, awer net fir méi. Mir mussen also en immense Retard ophuelen – wat jo och scho gesot ginn ass – a mir mussen eis da virbereeden, wa mer effektiv Richtung eng Millioun Awunner ginn, well dat ass dat, wat mat deem Programm fir mech op jidde Fall e bëssen erauskënnt.

Aktuell zum Beispill hu mer e Problem an de Klinicken. Mir kréien nach vill méi Patienten. Mir hunn net genuch Klinicksbetter. Mir hunn e Problem am Verkéier. Mir brauche méi Stroossen. A wann Der bedenkt, wann Der gär vu 500.000 op eng Millioun gitt, da musst Der alles verduebelen. Da musst Der d'Schoule verduebelen, d'Kläranlage verduebelen, den ëffentlechen Transport verduebelen, Prisonge verduebelen, Proffen, Schoulmeeschteren, Giischtercher, Polizisten, Infirmièren, d'Doktere verduebelen, d'Crèchen, Fussballsterrainen, Klinicken, Dreckscamionen, Geriichtssäll, Magistraten, da musst Der alles verduebelen. An dat ass dat, wat mir grondsätzlech hei an deem Programm e bësse feelt, einfach eng Visioun vu Lëtzebuerg, wéi mer Lëtzebuerg gären hätten an 20 Joer.

Den Här Juncker huet virun 20 Joer eng Kéier geschwat vum 700.000-Awunner-Staat. Du kruten d'Leit ganz vill Angscht a jiddweree war dergéint. Mee dat war en Horizont, dat war nach vill méi wäit wéi elo. An elo si mer quasi schonn do drun.

An ech mengen, dass déi Fro vun der Croissance démographique zu Lëtzebuerg esou eng wichteg ass, dass dat am Fong zentral och misst an esou engem Regierungsprogramm stoen. Well et geet jo net nëmmen ëm déi nächst fënnef Joer, mee et geet och ëm à long terme. An ech géif gär wëssen, wat mat dësem Land virgesinn ass an 20, 30 Joer.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fred Keup** (ADR) | Dann, jo, e puer Elementer erausgepickt einfach. Et soll ee jo och dann heiansdo eppes Positives soen, gutt Elementer. Dorënner och Fuerderungen, déi mir selwer an eisem Walprogramm haten. Ech zielen einfach e puer Saachen op: den Out of hospital, dann dat Ganzt mam Benevolat – ganz gutt –, d'Maisons médicales, déi solle kommen am Osten, eventuell am Norden.

Dann eng Diskussioun iwwert d'Zukunft vum Pensiounssystem fannen ech och ganz gutt. Mir haten dat an eisem Walprogramm stoen – ech mengen, mir ware quasi déi Eenzeg –, wou mer och gesot hunn, dass do musse Saachen änneren an dass dat net ëmmer wäert da jiddwerengem zegutt kommen.

D'Comparution immédiate – ech kommen nach drop zréck –, d'78-Woche-Reegel bei laange Krankheete veränneren, e Méi u Realismus an der Agrikultur, dann nach vill Detailer, wéi zum Beispill och d'Finanzéierung vun de Kierchen als Patrimoine culturel.

Also och villes, wat drasteet, fanne mer och ganz ok an et geet elo net drëms, fir hei alles schlechtzerieden. Natierlech wäert ech elo, wann ech méi genee op d'Punkten aginn, als Oppositiounspolitiker haaptsächlech déi Punkt erauszéien, déi mir kritiséieren.

An dat geet dann u mam Kapitel État moderne – ech zéien einfach e puer Punkten eraus –, do geet et ëm de Staatsrot. Do steet dann, de Staatsrot soll moderniséiert ginn, et steet awer net do, wéi a wou a wat. An dat ass erëm dee Flou, dee sech duerch de ganze Programm zitt wéi e roude Fuedem. A mir géife gär e bësse gewuer ginn: Jo, wat soll dann do moderniséiert ginn am Staatsrot? Dat géif eis interesséieren.

Wa mer awer scho beim Staatsrot sinn, da wëll ech nach eng Klammer opmaachen: Vu dass d'ADR elo hei op fënnef Sëtz ass – a wann een déi lescht 25 Joer kuckt, ware mer ëmmer esou an der Moyenne op bal fënnef Sëtz –, steet eis am Fong an der Proportionalitéit, déi de Staatsrot jo soll hu par rapport zu de Parteien, déi vertruede sinn an der Chamber ..., misst eis eigentlech elo, wou e puer Plaze fräi ginn, am Staatsrot en zweete Sëtz zoustoen. Objektiv gesi wier dat esou. Gutt, Klammer zou.

Da geet et ëm de 5G, woubäi ech mech froen: Ass eng 5G-Couverture wierklech néideg? Mir hunn am Moment nach Funklächer, wou schonn den 3G net funktionéiert, mee bon, dat sinn alles Saachen, déi mer nach wäerte méi spéit da gesinn.

Simplification administrative, dat ass en Theema säit, ech weess net, zënter 10, 15 Joer. Et huet een awer net ëmmer richteg d'Gefill, dass sech do och eppes deet. Ech denken alt ëmmer wéinst menger berufflecher Vergaangenheet och un d'Schoulen, wou sécherlech administrativ alles ëmmer méi schwéier ginn ass mat onméiglechen administrative Prozeduren, Bilanen, Reuniounen a sou weider. An ech mengen, dass et wierklech sënnvoll wier, fir och un déi Saachen ze denke bei enger Simplification administrative.

D'Digitaliséierung weiderdreiwen – jo, ganz wichteg fir e Land wéi Lëtzebuerg. An Dir hutt och drageschriwwen, awer och de Leit eng Méiglechkeet ze ginn, an de Guichet ze goen, och dat fanne mer natierlech ganz richteg.

Da geet et drëms, elektronesch ze wielen – also Dir gitt an eng Walkabinn, wou Der dann och mat sou enger Maschinn kënnt wielen – respektiv d'Digitaliséierung, wou d'Leit dann och kënne vun doheem aus vill Prozedure matmaachen. An eppes, wat mir ëmmer gefrot haten am Kader vum Referendum – vun der Referendumsfro, et ass jo kee ginn –, vun der Referendumsfro d'lescht Joer iwwert déi nei Verfassung, dat war, dass d'Leit net mussen, wa se wëllen ënnerschreiwe bei enger Verfassungsännerung fir e Referendum, op d'Gemeng goen a sech do aschreiwen op eng Lëscht, mee dass se dat och kënne vun doheem maachen, wéi ganz vill aner Saachen, an dat am Kader vun der Digitaliséierung, sou wéi och bei Petitiounen, dass déi Leit dat vun doheem kënne maachen. An dat wier eppes, wat mir och hei géifen der neier Regierung mat op de Wee ginn, fir och déi Prozedur ze vereinfachen.

Da geet et ëm d'Medien, d'Pressehëllef. Jo, d'Pressehëllef, do sti mir natierlech och derhannert, déi de Pluralismus an engem gewëssene Sënn hei am Land erméiglecht. Awer mir géifen nach gär e bësse méi Pluralismus hunn, an dofir kéint de Staat och higoen an eng Partie..., soen ech elo mol, eng Contrepartie froe vun de Medien. An ech denken do zum Beispill drun, fir a reegelméissegen Ofstänn och Communiquéë vun de Parteien ongekierzt ze publizéieren an den Zeitungen. Dat wier eng Iddi.

Ech géif och roden, wa mer iwwert den RTL-Verwaltungsrot schwätzen – d'Fro stellt sech och beim 100,7 –, do wär et interessant, wann net nëmmen e puer Parteien do vertruede wären am Verwaltungsrot, mee ech mengen, dass eigentlech sollt all Partei, déi an der Chamber ass, och do mat vertruede sinn. Dat an engem Sënn vun Transparenz a politescher Neutralitéit.

Voilà, dat loosse mer ewech.

Komme mer bei d'Fonction publique. Do ass dann e Kapitel Égalité des droits. „Le Gouvernement s'engage à promouvoir l'égalité des droits et la représentation équilibrée au sein du service public." Ech weess elo net genee, wat et heescht. Geet et ëm Quoten, Mann a Fra? Also mir sinn op jidde Fall géint Quoten! Wat ass heimadder gemengt? Ech kommen awer nach eng Kéier duerno dorop zréck.

En aneren interessante Punkt: mobilité professionnelle. Jo, dat ass e ganz wichtege Punkt. Mir haten ëmmer déi Propositioun als ADR, dass ... Mir hunn déi Situatioun, dass ganz oft Leit, déi ausgebilt gi sinn an engem Handwierk, an engem Betrib, dann duerno, soubal se ausgebilt sinn oder kuerz duerno, bei de Staat wiesselen oder bei d'Gemeng. A mir haten déi Propositioun gemaach, fir op d'mannst dann déi Betriber ze entschiedegen. Dat ass jo grad déi Mobilité professionnelle. Mee et wär gutt, wann de Staat deene private Betriber géif an deem Fall och eng Entschiedegung ausbezuelen.

Op der anerer Säit hate mer och d'Diskussioun an deem Kontext driwwer, dass Leit aus dem Privatsecteur bei de Staat kommen, dat war an deem Kontext, wou et ëm d'Schouldirektere gaangen ass. A verschiddene Schoule sollt dat méiglech ginn, dass een aus dem Privatsecteur do virun d'Nues gesat gëtt vun de Beamten, déi do sinn. Dat ass natierlech eppes, wat mer dee Moment, zumools an de Schoulen, net kënnen ënnerstëtzen.

Da steet do am Kontext vun de Gemengen och eppes, wat zimmlech vag ass. Do steet dann: „mener des discussions", dass de „Gouvernement entend mener des discussions avec les représentants des communes", an dann eng ganz Partie Punkten. Do freet ee sech och: Wat ass dann d'Zil vun der Regierung? Wat wëlle se hei? Also hu mer hei och erëm dee relativ grousse Flou. An do war ee Punkt, dee mer an d'A gesprongen ass, well mer d'lescht Kéier doriwwer Diskussiounen haten, do geet et ëm d'Bezuele vu Matériel informatique. Do war d'Diskussioun, ob et soll vum Staat bezuelt ginn oder vun der Gemeng bezuelt ginn. D'CSV war komplett op der enger Säit, d'DP komplett op der anerer Säit. Do sinn ech elo gespaant, wéi Dir Iech op deem Punkt eens gitt.

Dann eppes, wat eis net gefält, Här Staatsminister. Do geet et ëm d'Steiererhéijungen. An zwar soll d'Grondsteier an d'Luucht goen, dat steet am Kapitel vun de Gemengen, och duerno kënnt dat nach eng Kéier erëm. An ech mengen, mir sinn als Partei ganz kloer géint eng Steier op eidele Wunnengen. Et gëtt aner Méiglechkeeten, Propositioune fir eng Liberaliséierung a Vereinfachung vum Miet- a vum Verkafsrecht, wou d'Leit kéinten déi Wunnengen éischter fräimaachen a méi motivéiert derfir wieren. Dat wier, mengen ech, de bessere Wee. Dat, wat mer elo do gesinn, ass an eisen Aen och en Agréff an d'Eegentumsrecht a mir sinn also net der Meenung, dass dat dote sollt gemaach ginn. Et wonnert mech och vun dëser Regierung, wou jo da virdrun nach gesot ginn ass, déi wier konservativ-liberal. Hei ass sou eng Iddi, wou een ëmmer geduecht huet, déi kéim éischter aus dem grénge a lénksen Eck, dofir wonnert eis dat, datt Dir dat wëllt maachen. Mir wëllen dat op jidde Fall net. Grad och fir Zweetwunnengen, Weekendhaisercher oder soss eidel Wunnengen, mengen ech, wier dat do keng gutt Iddi.

Da steet do, dass de „Gouvernement encouragera les communes à favoriser la création de logements abordables." Jo, dat hu mer och elo jo scho gehat. Et si jo eng Partie Gemengen, déi och ganz vill investéiert hunn. An ech denken un d'Gemeng Kielen zum Beispill, wou e ganz neie Quartier entsteet vu Logement abordable. De Staat sollt awer och net vergiessen, dass déi Gemengen déi néideg finanziell Moyenen

derfir brauchen, fir d'Infrastrukturen opzeriichten. An ech weess, dass eng Partie Gemengen, déi sech sou vill elo fir d'Kreatioun vu Logement agesat hunn, vir bäi an hanne widder si mat de Finanzen, well se eeben déi ganz Infrastrukturkäschte mussen droen. An do wier et wichteg, wann de Staat dat scho gäre favoriséiert, dass en och de Gemengen déi finanziell Méiglechkeeten do méi gëtt, wéi dat elo war.

Da steet och eppes Interessantes dran: Majorzgemenge sollen elo bis 6.000 Awunner goen. Jo, dat kënne mer ënnerstëtzen. A beim Punkt Fusiounen huet eis am Fong och gefreet, dass et awer weider sou geet wéi bis elo, dass d'Leit gefrot ginn, ob se eng Fusioun wëlle vun hire Gemengen an dass et net méi sou richteg vun uewen erof soll decidéiert ginn, well ech wëll hei ganz kloer soen: An eisen Aen huet eng Fusioun vu Gemengen ëmmer Virdeeler, mee och ëmmer Nodeeler. An ee vun den Nodeeler ass einfach déi direkt – wéi soll ech soen? – politesch Representatioun. Et verléiert een an enger grousser Gemeng dach awer de Kontakt zu senge politesch Gewielten an et huet een net méi deen einfachen, gudde Kontakt vun de Buergermeeschteren an den anere Gewielten zu der Populatioun, wat ee vun den Nodeeler ka sinn, nieft aneren natierlech an och nieft enger Partie Virdeeler – dat wëll ech och gesot hunn. Mir hätten eis gewënscht bei deem ganze Kapitel, dass eng Confirmatioun dra gewiescht wier fir d'Autonomie communale; déi ass fir eis ganz wichteg an déi feelt awer leider.

Da komme mer op d'Aussepolitick. Bon, do hate mer elo ganz laang den Här Asselborn als Minister. Dir wësst, dass mir do net ëmmer ganz domat averstane waren. Mir haten eng Kéier d'Demissioun vum Här Asselborn gefrot aus verschiddene Grënn, an dat wier och fir eis deemools néideg gewiescht. Do ass villes sou gemaach ginn, wéi mir et net gutt fonnt hunn. Elo kommen eng Partie Ännerungen. Ech sinn elo gespaant, wéi et weidergeet. Bon, ech ginn net hei bei all Punkt an den Detail. Mir kréie sécherlech Geleeënheeten, wou mer iwwert d'Aussepolitick hei kënne schwätzen. E puer Punkten erausgepickt: Et steet dann do … A jo, d'„Répartition équitable de la charge d'accueil". Dat ass eng Diskussioun, déi op europäeschem Niveau scho laang gefouert gëtt, do geet et jo drëms, fir Asylbewerber op ganz Europa ze verdeelen, woubäi een awer muss soen: Dat huet ni och nëmmen annähernd geklappt an et wäert och net klappen. Ech géif also hei dat doten och net esou an de Programm schreiwen, well et absolutt net méiglech ass a well déi meescht Länner souwisou am Moment eng ganz aner Politick maachen, an zwar eng vill méi restriktiv Politick, wat – soe mer mol – d'Migratioun ugeet.

Da steet dran, jo, en europäesche Sëtz am UN-Sécherheetsrot. Jo, do kann een derfir sinn. Et schéngt mer awer ganz illusoresch, dass déi Länner dat zouloossen, déi dra sinn am Moment. Voilà.

Kooperatioun dann: Gutt ass, dass d'Aide humanitaire méi kloer genannt gëtt, méi unerkannt gëtt, dat ass eng gutt Saach. Mir brauchen och an deem Kontext Stocke fir national Reserven am Fall vun enger Kris hei am Land oder an aneren.

Interessant ass dann: „Des règles plus strictes devront être appliquées à l'égard des pays partenaires prioritaires". Wat heescht dat konkreet? „Règles plus strictes" fir eis Relatioune mat deene Länner, wou mir bis elo Kooperatioune gemaach hunn? Ech denken do ganz besonnesch un d'Sahel-Staaten, wou elo iwwerall Putsche waren a Militärregierunge sinn. Wat heescht an deem Sënn dat dote méi konkreet? Dat géif mech och interesséieren.

Dann d'Kapitel iwwert d'Europäesch Unioun: Jo, et geet kloer an eng Richtung, dat ass mäi Gefill, wann ech dat liesen, dass mer elo eng Regierung hunn, déi éischter an déi Richtung geet à long terme vun engem méi federalen Europa, wou ëmmer méi Kompetenzen op Bréissel ginn an d'Länner ëmmer manner Kompetenzen hunn. Dat ass eppes, wat mir natierlech och net kënnen ënnerstëtzen. Genausou wéi mer och virsiichteg wieren am Hibléck op aner international Organisatiounen, déi wëllen d'Politick vun hire Memberlänner matdiktéieren. A mir soen ëmmer, dass Lëtzebuerg muss seng Souveränitéit behalen, egal a wéi enger internationaler Organisatioun, ob dat d'EU ass, d'WHO ass oder sou weider a sou fort. A mir hätte gären en Ënnerscheed tëschent Recommandatiounen an Obligatiounen. Recommandatioune kréie mer ganz gären, Obligatioune wëlle mer guer net kréien.

Defense, do gëtt geschwat vun enger „Union de la défense", awer net genee, wat dat soll sinn. Dat kléngt, jo, speziell. Wien decidéiert dat? Wéi eng Engagementer géif dat mat sech bréngen, wéi eng Risiken? Wat wëlle mer erreeche mat enger Union de la défense?

An dann eppes, wat mer schued fannen, dat ass, dass am Programm de bilaterale Bataillioun mat der Belsch hei weider ugestrieft gëtt. Dat ass eppes, wat mer net gutt fannen. Mir hunn eng kleng Arméi, mir sollen déi komplett zu Lëtzebuerg halen a mir sollen och komplett d'Méiglechkeeten, iwwert dëse Batailloun ze decidéieren, bei eis halen. Dat do, dat geet iwwer eis Méiglechkeeten, et geet iwwer eis Besoinen. A firwat soll dat gutt sinn a géint wien a mat wiem? Dat schéngt eis dofir keng gutt Iddi a mir géifen dat dofir net ënnerstëtzen. Grad och, well zum Beispill op Säit 31 steet: „un déploiement éventuel dans le cadre d'un conflit de haute intensité". Also ech weess net, ob et interessant ass, fir e Lëtzebuerger oder e lëtzebuergesch-belsche Bataillioun an e Conflit de haute intensité ze schécken, dat géif warscheinlech net gutt ausgoen.

An eng gutt Fuerderung fanne mer dann och nach den Hôpital militaire, wou hei och mäi Kolleeg, de Fernand Kartheiser, sech jorelaang ëmmer derfir agesat huet. Dat steet elo am Programm, dat freet eis natierlech ganz besonnesch.

Dann d'Finanzen: Am Prinzipp si mer d'accord mat de véier Prioritéite fir d'Relance. Allgemeng ass dat eng gutt Saach, awer d'Regierung seet näischt iwwert de Remboursement oder de Plafonnement vun der Schold, dat fanne mer e bësse schued. Et gëtt hei villes ugekënnegt an deem ganze Programm a proposéiert, mee et freet ee sech dann awer och, wéi dat Ganzt soll bezuelt ginn. A mir wëllen op jiddwer Fall weidermaache mat enger räsonabeler Politick, déi och dorop aus ass, dass mer den Triple-A behalen. Grad fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg ass dat, mengen ech, immens wichteg, dofir hate mer ëmmer …, net e Konsens heibannen, mee, soen ech emol, eng Majoritéit, déi gesot huet, mir wëllen déi 30 % anhalen. An dat wier gutt, wa mer also onbedéngt den Triple-A géife behalen, eis Staatsschold net nach weider géifen an d'Luucht dreiwen.

Da kréien d'Leit och bësse méi eppes an d'Täsch: Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun. Dat ass natierlech flott, woubäi ee muss soen, dat ass am Fong elo kee Kaddo, mee dat ass am Fong eppes, wat de Staat de Leit schëlleg war, an dat säit Joren. Ganz einfach well d'Steiertabell ni ugepasst ginn ass, an zwar aachtmol net ugepasst ginn ass. An der Tripartitt war decidéiert ginn, et soll lo zwee an en halleft Mol geschéien. Elo ass et erhéicht ginn op véiermol. Dat ass natierlech eng gutt Saach.

Ech hu mech gefrot, wéi vill ass dat dann elo? Den Här Spautz hat virdrun d'Rechnung gemaach, do huet hie gesot, bei ongeféier 3.000 Euro wieren dat, ech mengen, 40, 50 Euro, déi dat ausmécht. Dat ass jo schonn eng gutt Saach, well dat si Suen, déi stinn de Leit am Fong zou. A wann een dat doten … Am Fong misst een de Leit déi aacht Tranchë ginn, quitte dass ech weess, dass dat fir de Budget vum Staat net machbar wier. Mee wann ee wëll eng Steiererhéijung maachen, da soll een och kloer soen: „Mir maachen eng Steiererhéijung!", an da soll een déi och maachen. Mee et soll een net higoen an et iwwert de Wee maache vun enger Netindexéierung vun der Steiertabell, ech mengen, dat ass de Leit Sand an d'Ae gestreet.

Interesséiere géif eis an dësem Fall nach, wéi et dann elo weidergeet. Gëtt et eng automatesch Upassung elo bei all Indextranche vun der Steiertabell? Doriwwer hu mer näischt gelies. Dat géif eis nämlech och freeën, wann dat de Fall wier.

Da kënnt erëm d'Theema op vun der grousser Steierreform. Mir si gespaant, wéi dat soll ausgoen. Déi stoung schonn d'leschte Kéier am Programm, wann ech mech net ieren. A wann een déi finanziell Situatioun kuckt, déi mer hunn, da stellt ee sech awer d'Fro, ob dat méiglech ass, eng grouss Steierreform ze maachen, sou wéi Verschiddener dat hei fuerderen.

Mir haten iwwregens an eisem Programm geschriwwen, dass eng grouss Steierreform net méiglech wier, well déi finanziell Moyenen net do wieren. Also, dat war dat, wat mir gesot haten an der Walcampagne virun de Walen, well mir wossten, dass déi finanziell Méiglechkeeten net déi wieren, déi Verschiddener no bausse vertrueden hunn. Et ass also warscheinlech relativ schwiereg.

Et gëtt geschwat vun der Upassung vun deene verschiddene Steierkategorien, et gëtt geschwat vun enger Individualiséierung – finanziell ganz schwiereg an awer och bedenklech, well et och e bëssen en ideologesche Projet kéint sinn. An et muss een awer oppassen, dass een och d'Famille steierlech nach ëmmer awer trotzdeem wäertschätzt a mir wëllen op jidde Fall keng steierlech Ofschafung vun der Famill an eisem Steiersystem. Dat heescht, mir wëllen net, dass déi eppes verléieren.

D'$CO_2$-Steier, déi bleift bestoen. Dat ass schued. Mir wollten déi op d'mannst emol aussetzen, zumools an dësen Zäiten, wou d'Leit scho finanziell Schwieregkeeten hunn. D'$CO_2$-Steier kënnt och, souwäit ech weess, net an de Wuerekuerf. Dat war eppes, wat den Här Gilles Roth ëmmer gefuerdert huet, wann ech mech net ieren. Dat kënnt elo net. Et steet op jidde Fall näischt am Koalitiounsaccord, dass e géif indexéiert ginn. Et wier awer net schlecht, wann dat ëmmer sou wier.

Dann eppes, wat nach net ugeschwat ginn ass: Den 1. Januar geet d'TVA erëm an d'Luucht, vu 16 % op 17 %. Ass dat sou? Dat ass als Kriseninstrument agefouert ginn, fir déi héich Inflatioun ofzefiederen. An et gëtt elo erëm ofgeschaaft. An ech froe mech, ob mer eis dat kënnen erlaben. An ech froe mech och, nieft dem groussen administrativen Opwand, deen dat Ganzt erëm mat sech bréngt, ob dat net erëm d'Inflatioun e bëssen och ufeiert. Dat heescht, ech géif mech ganz kloer hei ausschwätzen, fir d'TVA op 16 % ze loossen.

Eng Partie Steiererliichterunge stinn am Programm. Domadder si mer d'accord, wéi och duerno mam Logement. Do kënnt endlech e bëssen ekonomesch Vernonft mat an de Programm. Dat fanne mer eng gutt Saach.

Wéi gesot, net d'accord si mer mat der Besteierung vun eidele Wunnengen, Terrainen a mat der Erhéijung vun der Grondsteier. Dat gëtt et mat eis net. Frou si mer och, dass et keng Ierfschaftssteier gëtt, a frou si mer och, dass et keng Verméigenssteier gëtt, dat ass eng ganz gutt Saach. A ganz frou si mer och,

dass d'Unanimitéit en matière fiscale op europäeschem Niveau ugestrieft gëtt, fir déi bäizebehalen. Dat ass ganz wichteg fir eist Land. Mir musse kënne selwer decidéieren, well soss decidéieren déi aner fir eis an dann ass eis Finanzplaz fort – ganz wichteg.

À propos Finanzplaz: Mir si géint eng Ideologiséierung vun der Finanzplaz. Et gëtt geschwat vun enger grénger Finanzplaz, vun enger feministescher Finanzplaz. Dat ass eppes, wat mir net ustriewen. Mir sollen d'Entreprisen, d'Banken no kommerzielle Krittäre schaffe loossen an net eis amëschen a mam moralesche Fanger dostoen an hinne virschreiwen, wéi a wat se ze maachen hunn. Dat, mengen ech, ass net d'Iddi vun der Ekonomie an d'Moral soll een do loossen, wou se higehéiert. Mir ënnerstëtzen als Schluss op jiddwer Fall an allen Hisiichten eis Finanzplaz.

Logement: vill gutt Iddie beim Logement och. Dat ass ee vun deene Punkten, wou mer eis och kënne bei villem uschléissen: Bedeelegung vum private Secteur, méi Hëllefen, méi grousszügeg steierlech Dispositiounen, Natur op Zäit, Location-vente. Kënne mer alles matdroen. Leider och hei beim Logement kee Wuert iwwert déi eigentlech Ursaach vun deem ganze Mangel – wann ech dat sou ka soen – u Wunnengen, dee mer am Land hunn. An dat ass eeben den onkontrolléierte Bevëlkerungswuesstem, d'Croissance démographique. Et ass dat, wat eis de Mangel u Wunnenge bréngt, et ass och dat, wat d'Präisser sou an d'Luucht dreift. Et ass och dat, wat mat sech bréngt, dass d'Leit mussen d'Land verloossen, déi hei gebuer sinn, déi hei opgewuess sinn, fir sech nach kënnen eng Wunneng dann ze leeschten am Ausland. Dat ass eppes, wat hei net ugeschwat gëtt, dat ass schued.

Dann … Bauschutt … Jo. A!

Wat eis vläicht feelt: D'TVA war jo eropgesat ginn op Zweetwunnenge vun 3 % op 17 % virun e puer Joer. A mir hätten eis hei gewënscht, dass d'Regierung géif ustriewen, erëm eng Kéier erofzegoen an deem Prozentsaz. Ech weess net, ob 3 %, mee op jiddwer Fall bei den Zweetwunnengen erofzegoen op manner wéi 17 %, fir sou nach méi eebe grad déi Baukris, wou driwwer geschwat ginn ass, ofzefiedere respektiv ze verhënneren an d'Baubranche ze ënnerstëtzen an hiren Investissementer, fir nei ze bauen an esou eng weider Kris mat Aarbechtslosegkeet a sou weider ze verhënneren.

An nach e leschte Punkt, dat ass d'Densifikatioun, déi drasteet. Dat kléngt och ganz gutt, mee et muss een ëmmer wëssen, Densifikatioun ass oft contraire zur Liewensqualitéit. Dat ass schéin, wann ee seet: „Mir baue grouss Gebaier mat 20, 30, 50 Appartementer dran." Dat ass immens. An et sinn och Leit, déi wëllen dat; dat gëtt et och, déi wëllen an esou engem Raum liewen. Mee ech mengen, am grousse Ganze muss een awer, wann een éierlech ass, soen: Liewensqualitéit huet een an der Reegel do, wou een en Haus huet mat op d'mannst engem klenge Gaart. Mir hunn dat gesinn an der Covidpandemie a grad och gesi bei Familie mat Kanner. Wann ech also hei vun Densifikatioun beim Logement schwätzen, da geet dat fir eis ganz kloer géint d'Liewensqualitéit vun de Leit.

Jo, dann d'Kapitel Environnement, Klima et cetera: enttäuschend! Enttäuschend, well hei déi illusoresch Klimaziler weider verfollegt ginn, déi an der leschter Legislaturperiod festgeluecht gi sinn. An et ass e bësse paradox, dass déi nei Regierung wëll am Fong déi gréng an ideologesch Politick weidermaachen, och déi vum PNEC, wou dann zum Beispill drastesch Mesüren dra sinn, wéi d'laangfristegt schrëttweis Verbidde vun der Masuttheizung a sou wieder. Dat wëlle se weiderféieren. Dat ass eng Politick, an dat ass de Paradox, déi d'Leit am Fong den 8. Oktober hei am Land ganz kloer ofgewielt hunn. Dat gesäit ee beim Walresultat. Ech wëll net weider drop agoen, mee dat ass d'Realitéit. An dofir hätt ech mer och hei eng Ännerung an der Politick gewënscht.

D'Realitéit ass jo déi heiten – kommt, mir maachen eis näischt vir, mir kréien nach vill Geleeënheeten, doriwwer ze schwätzen –: Mir hunn am Moment am Land 1,6 % Elektroautoen. 1,6 % bei de Privatleit. Mir produzéiere vun eise 50 Terawattstonnen Energie, déi mer all Joer brauchen, manner wéi 1 % selwer mat alternativen Energiequellen, also quasi näischt. An och, wann Der dat elo erhéicht, Dir kommt ëmmer nëmmen op e minimale Prozentsaz. A fir hei sou ze maachen, wéi: Mir riichten elo e puer honnert Wandmillen op a maachen op all Daach Solarenergie an da fonctionéiert dat hei, dann hu mer genuch Stroum an Energie. Dat ass net d'Realitéit. Et feelt nach ganz, ganz vill an do brauche mer aner Méiglechkeeten, an dat ass am Moment eeben net mat alternativen Energiequelle méiglech.

Mir hätten eis och gewënscht – mee mir wossten, dass Dir dat net géift maachen –, dass Der iergendwéi Iech géift asetzen, fir de Verbrennermotor bäizebehalen, och no 2035. Dat géif och …, dat gëtt eng … Ech mengen och, datt et net wäert fonctionéieren. Ech mengen, dass dat wäert net sou duerchgezu ginn. Ech sinn dovun iwwerzeegt, dass do eng Ännerung wäert kommen, well et wäert net méiglech sinn. Mir sinn net virbereet fir déi Situatioun 2035. An dat kann een och änneren. Et gëtt ëmmer gesot: „Jo, mee d'Europäesch Unioun huet dat decidéiert, d'Kommissioun, an dat sinn net mir." Ma dach, ech mengen, d'Europäesch Unioun ass jo awer eng Demokratie an an enger Demokratie kann ee Gesetzer aféieren, Gesetzer änneren, Gesetzer ofschafen. An ech mengen, an der Europäescher Unioun kann een alles, wat do ass …, alles vun A bis Z kann een änneren. Dat geet. An och de Verbuet vum Verbrennermotor.

Jo, massiv Investissementer an alternativ Energien … Also dass mer eis gutt verstinn: Mir sinn net géint Solarpannoen op den Diecher, dat kann effektiv e gudde Bäitrag leeschten, mee et muss een ëmmer realistesch sinn. Wou mir eis méi Gedanke maachen, dat ass bei sou Sätz wéi: „éliminer les obstacles". Dass elo wierklech sou quasi gesot gëtt: „Hei dat doten ass elo …, do gëtt et elo keng Géigestëmm méi. Wann eng Wandanlag soll gebaut ginn, da gëtt se gebaut." Éliminer les obstacles. An ech mengen trotzdeem, et muss een awer nach de Leit eng Méiglechkeet ginn, sech do dergéint ze wieren. Wann an enger Gemeng soll sou eppes opgeriicht ginn an d'Leit vum Duerf niewendrun, déi wëllen dat net, ma da muss een dat awer en considération zéien an de Leit och d'Méiglechkeet ginn, dergéint virzegoen. An et dierf een och net all Obstacle, mengen ech, eliminéieren. Ech mengen och, dass ee muss oppassen, wou een déi Apparater baut. Wann dat a Bëscher ass, wou vill Beem mussen ofgeholzt ginn oder wou eeben eng gewësse Fauna ass, déi dann op d'Kopp gehäit gëtt, muss een also do virsiichteg sinn. An ech mengen, dass et also net esou ass, dass een all déi Obstacles soll eliminéieren, mee zesumme mat de Leit an am Sënn vun der Natur soll een déi gutt Entscheedunge bei industrielle Wandanlagen treffen.

E Saz, dee mer komesch virkomm ass, ben, wou ech e bësse rose gi sinn, dat ass: „Chaque citoyen doit participer et apporter sa contribution à la transition énergétique." Et ass den „doit". Den „doit" ass eigentlech och eppes, wat, mengen ech, ofgewielt ginn ass bei de Walen dëst Joer. Den „doit", dat ass den Zwang, an den Zwang, dat si Verbueter. An dee Saz hei, deen heescht: All Bierger muss, gëtt gezwongen, seng Contributioun ze leeschte fir d'Transition énergétique. Dat ass eppes, wat mer net kënnen ënnerstëtzen. Mir hoffen, dass dat einfach e Saz ass, deen elo do drasteet an dass dat duerno keng konkreet Auswierkunge wäert hunn.

Voilà. Dat doten …

A, dat hei ass nach en interessante Punkt …, dat ass d'Atomenergie. Iwwert d'Atomenergie steet näischt dran. Enfin, ganz wéineg steet dran: dass d'Regierung sech asetzt géint Cattenom a géint déi Atomkraaftwierker, déi ganz al sinn a rondërem Lëtzebuerg leien. Ok, dat kann een esou och mat deelen. Awer wéi Der vläicht wësst, huet gëschter d'EU-Parlament entscheet, dass d'Atomenergie elo eng gréng Technologie ass – enfin, bei hinnen – an dëst, well se keen $CO_2$ produzéiert an déi energeetesch Onofhängegkeet vun Europa garantéiert. Dofir ass am Fong an der Europäescher Unioun och déi Tendenz do, fir d'Atomenergie ze ënnerstëtzen. An elo musst Dir Iech als Regierung och dozou positionéieren. Dat hutt Der awer elo hei am Programm net gemaach. Dir wäert dat awer elo musse maache par rapport zur Europäescher Unioun. Elo sinn ech da gespaant, ob Der déi Decisioun vun der Unioun matdrot oder ob Der do dergéint wäert sinn. Hei steet op jidde Fall näischt dran.

D'Famill: de Revenu de remplacement vu sechs op néng Méint verdeelt, awer de selwechte Montant. Dat heescht, däitlech manner all Mount. Dat hunn ech net richteg kënnen novollzéien. Wann een dat scho mécht, da soll een et anstänneg maachen, da soll een et och voll bezuelen. Ech sinn nach ëmmer der Meenung, wann een d'Famill wëll ënnerstëtzen an d'Familljepolitick an den Zentrum vun eisen Iwwerleeunge wëll stellen, da muss een eppes aféiere wéi dat, wat mir proposéiert hunn: en Elteregeld, wou een engem vun den Elteren d'Méiglechkeet gëtt, op d'mannst emol en Deel vun der Zäit, ech soen hallefdeegs, eng Partie Joren doheem ze bleiwe beim Kand, mat de Cotisatiounen a sou weider, mat engem Ausglach vun der Pai, déi ee verléiert, deen dann dee Montant kéint sinn, deen een och bezilt, wann een an d'Crèche geet oder an eng Maison relais geet. Dat wier fir eis de bessere Modell gewiescht, dat wier d'Famill an den Zentrum gestallt. Dat ass hei leider net geschitt. U wiem et läit, kann ech mer e bëssen denken.

Da kommen eng Partie Saachen, déi hei méi kriddeleg sinn, och gesellschaftspolitesch. Eppes, wat ech elo net richteg verstanen hunn, dat ass d'Adoptioun. D'Adoptioun soll och méiglech gi fir elengerzéiend Leit. Do verstinn ech elo net wierklech, firwat dass een dat soll zouloossen. Mee bon, dat wäerte mer dann nach erklären kréien, wann dat sou ass. A mengen Ae schaaft een do vu virera scho grouss Problemer.

*(Interruptions)*

Komme mer, Här President, bei en anere Secteur: d'Santé, de Secteur hospitalier. Mir haten do an de leschten zéng Joer d'Zuel u Better, déi erofgaangen ass. Mir gesinn hei elo net wierklech am Programm, wéi dat erëm sollt ausgebaut ginn. Ech hunn och virdru gesot, grad bei engem Programm, deen dach awer um Horizont eng Millioun Awunner gesäit, misst am Fong sou eppes drastoe wéi: Mir bauen dräi grouss nei Spidoler iergendwou am Land mat x-dausend oder -honnert Better. Dat steet awer net dran, ausser eeben d'Militärspidol, wat eng gutt Saach ass. Mee hei feelt eis e bëssen awer wierklech eppes fir d'Zukunft.

Urgencen: Do heescht et dann, mir géifen do eppes adaptéieren. Mir géifen dat awer besser ameliréieren. Ech mengen, et ass dat, wou d'Leit alleguer a Kontakt domat kommen a wou een onbedéngt derfir muss suergen, dass dat besser fonctionéiert.

Beim Dossier médical numérique steet näischt iwwert d'AMMD dran.

Don du sang ... PMA ...

A! Jo. PMA

*(Interruption)*

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Iwwert d'AMMD?

**Une voix** | Ech mengen, Dir verwiesselt do eppes.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Iwwert d'AMMD? Här President, ech hu just net verstanen, wat de Riedner mengt, dass soll eppes iwwert d'AMMD drastoen.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo ... Nee, ech mengen den Dossier médical numérique, dat hunn ech gemengt, dass do eppes misst drastoen, wat méi konkreet wier wéi dat, wat do ass. Voilà.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | A, Dir hat geduecht, dat géif do stoe fir den Dossier médical ...

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, et sollt méi drastoen doriwwer, wéi dat genee wier, Här Di Bartolomeo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Keup, loosst Iech net duercherneebréngen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, Dir hutt ganz Recht, Här President. Ech sinn ze gutt. Voilà, ech probéieren, dass mer net ze wäit an d'Mëttesstonn erakommen.

**Une voix** | Merci!

**M. Fred Keup** (ADR) | Leihmutterschaft gëtt interessant, déi soll a Lëtzebuerg verbuede bleiwen, souwäit ech de Programm verstinn, gëtt awer unerkannt, wa se am Ausland gemaach gëtt. Dat schéngt mer e bëssen hypokritesch ze sinn. Ech mengen, dass och eng Leihmutterschaft weeder am Interesse ass vum Kand nach vun de Leit, déi do bedeelegt sinn. Ech mengen, dass et och eng Kommerzialiséierung vum Mënsch ass. An ech mengen, wann een dat hei zu Lëtzebuerg verbueden huet, da soll een et och restriktiv behandele fir déi Leit, déi dat dann am Ausland maachen, sou wéi een dat och an anere Beräicher mécht, wou Saachen, déi hei am Land verbuede sinn, och verbuede sinn, wann ee se an engem anere Land, am Ausland mécht, an och dofir ka verurteelt ginn. Mir sinn also do strikt dergéint.

D'Sécurité sociale: Wéi gesot, et ass gutt, dass iwwert d'Pensioune soll diskutéiert ginn, do muss awer och eng Wuesstumsdiskussioun mat derbäi gefouert ginn, well et geet jo am Fong ëm dat. Wäerte mer eis Pensiounssystemer net änneren, wäert et iergendwann net méi duergoen oder mir mussen nach méi schnell an der Bevëlkerung wuessen an nach méi Leit kréien, déi cotiséieren. Allerdéngs muss een och wëssen, dass d'Bezuele vun de Pensiounen esou lues e Problem gëtt an alle Länner an Europa. An do stelle sech fir ganz Europa ... Et ass en Theema, wat kee sou gären uschwätzt vun all de Politiker, mee da stelle sech fir d'Zukunft an Europa nach ganz, ganz grouss Froen, wéi déi Pensiounen an den nächsten 10, 20 Joer sollen iwwerall bezuelt kënne ginn.

Dir hutt geschwat vum Mindestloun. Ech fannen dat schéin, dass dat drasteet. Leeschtung soll belount ginn an Aarbecht muss sech lounen. Dir schreift dran, dass de Mindestloun soll méi héich si wéi de REVIS. Ech gesinn dat guer net als Attack op de REVIS un, ech fannen dat ganz richteg. Et sollt een d'Leit encouragéieren ze schaffen an dofir sollt de Mindestloun och héich genuch sinn. Mir haten eis am Walprogramm och derfir agesat, dass de Mindestloun sollt erhéicht ginn. Dat hunn ech leider elo hei net gelies, mee ech mengen och, dass deen aktuelle Mindestloun net duergeet, fir hei am Land mat der Präisdeierecht, mat de Präisser vun de Wunnengen, trotz den Hëllefen, anstänneg ze liewen.

Droit de la famille, Leihmutterschaft, Ofdreiwung: Bei der Ofdreiwung soll den Délai de réflexion vun dräi Deeg ofgeschaaft gi. Dat gesinn ech net wierklech an, dat stéiert am Fong net vill. An ech mengen, dass eng Ofdreiwung am Fong eppes ass, wat, och wann et elo am Moment erlaabt ass, awer och sou wéineg wéi méiglech sollt gemaach ginn, well et awer ëmmer eppes ass, wat, mengen ech, eng negativ Situatioun ervirbréngt.

Internet: Do geet et dann ëm Actions de haine. Do soll et eng „poursuite systématique de toute action de haine sur Internet" ginn. Do ass en interessanten Detail: Wat heescht „action", „action de haine"? Action de haine ass dat e Like? Ass dat e Smiley? Wat kann dat alles sinn, a wéi engem Kontext? An ech géif hei wierklech drop pochen, dass mer eis Geriichter – an engem Rechtsstaat ass dat sou – decidéiere loossen, wat erlaabt ass a wat net erlaabt ass a wat d'Strofen dierfe sinn a wat dierf gesot a wat net dierf gesot ginn. An net vu virera scho virgi géint – ech weess net – all méiglech Saachen, déi gesot ginn. Dat ass eng Gefor fir d'Meenungsfräiheet, ganz einfach. An do muss ee ganz gutt oppassen, fir dat Gläichgewiicht ze halen tëschent deem, wat wierklech Hatespeech ass, an zwëschent deem, wat Meenungsfräiheet ass.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fred Keup** (ADR) | D'Sécurité intérieure, eng vun de gréissten Erausfuerderungen a mengen Aen, och en vue vun der steigender Kriminalitéit zu Lëtzebuerg, wou mer aktuell, wat d'Iwwerfäll ugeet an d'Abréch ugeet, op fënnefter Plaz am europäesche Verglach si mat all den europäesche Länner, also eng ganz schlecht Situatioun hunn. Et ass also do, wou muss ugepaakt ginn. Ech liesen hei, d'Comparution immédiate soll agefouert ginn. Dat ass eng super Saach, well am Ausland klappt dat och op deene meeschte Plazen. Allerdéngs muss een oppassen op eppes, mat deem Wuert „immédiate". Dat ass natierlech eppes, wat een net iwwerdreiwe soll. An do gëtt et dann effektiv méi schlecht Beispiller am Ausland. An ech géif et éischter gesi mat enger Comparution – wéi soll ech soen? –, mat engem Schnellgeriicht oder wou et einfach e bësse méi schnell geet, mee wou een awer trotzdeem ka soen: Hei an zwou, dräi Woche kréie mer ...

*(Interruption)*

... – pardon –, an zwou, dräi Woche kréie mer awer en Urteel eraus. Haut muss ee méintlaang drop waarden, fir viru Geriicht ze kommen. Dat hei ass eppes ganz, ganz Wichteges, dass dat méi schnell gemaach gëtt, a mir wäerten eis do och natierlech Iech uschléissen, wann Der domadder kommt.

De Gefaangenentransport gëtt op d'Giischtercher iwwerdroen. Dat fanne mer och ganz gutt, dat entlaascht d'Police. D'Police soll besser ausgerüst ginn, och dat ass endlech méiglech. Dir schreift och an de Programm, den Taser „sera évalué". Do hu mer erëm de berüümten „évalué". Ech denke mol, wann et drasteet, sinn d'Chancë grouss, dass et och ka kommen. Déi Polizisten, déi ech kennen, géifen et op jidde Fall ..., kéinte besser hir Aarbecht maachen, wa se déi Méiglechkeeten hätten. Dat heescht, mir kënnen och dat just ënnerstëtzen. A mir géifen eis wënschen, dass den neie Policeminister sech och wierklech viru seng Beamte stellt an deene schwierege Situatiounen, deene si begéinen Dag fir Dag. Si hunn e ganz schwieregen Job a si brauchen d'Politick a si brauchen e Minister, deen honnertprozenteg hannert eise Poliziste steet.

De „Platzverweis sera renforcé". Jo, dat wäerte mer och ënnerstëtzen. Méi Poliziste steet do. Jo. Ech erënneren dorun, dass den Här Gloden als Deputéierten eng Motioun hei eraginn hat, fir och auslännesch Poliziste kënnen anzestellen. Ech mengen, do si mer awer mëttlerweil ewech dovunner. Ech mengen, dass dat e falschen Usaz war a mir hunn der jo och elo genuch kritt duerch déi Rekrutéierung, déi an de leschte Jore gemaach ginn ass, och wann dat net ëmmer alles sou einfach war.

D'Police locale: Do gesi mer net onbedéngt elo den direkte Meerwäert. Ech weess och net, wéi dat an der Praxis soll ëmgesat ginn, eng Police nieft enger Police. Bon, da gëtt gesot: Jo, déi gehéieren zur Police granducale, mee de Buergermeeschter kann awer deenen eppes soen. Ech si gespaant, wat dobäi erauskënnt. Dat schéngt fir mech elo relativ iwwerflësseg ze sinn.

Jo, Educatioun, dat ass de grousse Punkt. Do kann een am Fong alles dat widderhuelen, wat een déi lescht Jore gesot huet. Oder dat, wat d'Madamm Hansen gesot huet déi lescht zéng Joer, kéint ech och elo hei widderhuelen als Kritick un der Regierung, well et ass am Fong d'Politick gréisstendeels vum Här Meisch, déi weidergefouert gëtt. An dat ass natierlech eng Politick, géint déi mir eis als ADR ëmmer gewiert hunn. An dat, mengen ech, och zu Recht. An dat och, mengen ech, zesumme mat ganz ville Leit aus dem Beruff hei am Land.

Fir mech ass scho ganz wichteg: d'Zilsetzung vun der Schoul. Et gëtt ëmmer nëmme gesot: Jo, mee dat eenzelt Kand muss kënnen da seng Schoul maachen. Dat ass alles ganz richteg, dat ass och en Zil vun der Schoul, mee ech mengen, d'Zil vun der Schoul geet awer doriwwer eraus. Et geet ëm eist Land, et geet ëm Integratioun an et geet drëms, eng sozial Kohäsioun ze schafen hei am Land. Och dat ass eng Dimensioun, déi ganz wichteg ass, déi awer hei feelt.

An da muss een ëmmer bedenken, d'Schoul soll sech op d'Käraufgabe konzentréieren: Leeschtung bréngen, liesen, schreiwen, rechne léieren. Culture générale, Allgemengbildung, héiert een an de leschte Jore mol net méi sou vill. Dat war an den 90er-Joren e ganz wichtegt Theema, wou ee gemierkt huet, dass et erofgaangen ass. Et ass net besser ginn, mee et gëtt einfach net méi thematiséiert; da schéngt de Problem fort ze sinn.

Konkreet Alphabétisation en français: Dir wësst, dass mer do dergéint sinn. Fir eis ass dat getrennt Wuessen a mir wëllen net, dass eis Kanner getrennt sinn. Mir wëllen, dass se zesumme sinn. An elo gëtt dann hei gesot, dass eng Évaluation scientifique ofgewaart gëtt, 2026/2027, fir dann ze decidéieren, ob dat flächendeckend agefouert gëtt oder net. Eiser Meenung no sollt déi Evaluatioun fréistens da gemaach ginn, wann déi éischt Kanner, déi dat am éischte Schouljoer ugefaangen hunn, am Lycée sinn; dat heescht siwe Joer duerno. Dat misst 2030 sinn, wann ech mech net ieren, also e bësse méi spéit. Et ass eng wichteg Decisioun, do kann ee sech och Zäit huelen, fir déi richteg Decisioun ze huelen. An et ass och eng Decisioun, déi a mengen Aen net ka vun engem Scientifique geholl ginn, well et ass eng politesch Decisioun. Natierlech kann ech als Scientifique soen, dem eenzele Kand kënnt dat zegutt, mee als Politick – an dat ass iwwregens dat och, wat d'Wëssenschaftler eis an der Kommissioun ëmmer gesot hunn –, huet een awer méi eng breet Vue dorobber an do geet et ëm Saache wéi Integratioun, sozial Kohäsioun, an déi mussen och mat afléissen an eng Decisioun, déi een hëlt, fir eng franséisch Alphabetiséierung oder dergéint.

Sprooche weider: „langue luxembourgeoise [...] commune au cycle 1". Also et steet do, dass d'Langue luxembourgeoise d'Langue commune au cycle 1 soll sinn. Et steet awer net do, wat duerno soll sinn. Dat wonnert mech. Firwat steet net do, dass an der ganzer Primärschoul Lëtzebuergesch soll d'Langue commune sinn?

Dann d'Extension ponctuelle vun den Écoles internationales, also déi staatlech international Schoule gi monter weider gebaut. D'CSV hat gesot, mir solle mol eng Paus maachen. Hei schéngt da wierklech d'CSV virum Här Meisch – et ass e staarke Minister – kapituléiert ze hunn. Mir kréien eng nei international Schoul zu Esch, mir kréien eng zu Diddeleng. Ech wëll ëmmer nëmme widderhuelen, wat ech gesot hunn: Et ass eng Trennung fir eist Land a mir mussen an eisem Land zesummenhalen an net getrennt sinn. A fir mech ass déi allergréisst Ongerechtegkeet déi, dass an de staatlechen internationale Schoulen een d'Première mécht mat 18 Joer, also no 12 Joer Schoul, an an den ëffentlechen traditionelle Schoulen eréischt mat 19 Joer, also no 13 Joer Schoul. Dir hutt ee Joer Schoul manner, Dir kritt Ären Diplom, Äre Bac, wéi een dat a Frankräich nennt, an enger internationaler ëffentlecher Schoul ee Joer éischter wéi an enger traditioneller ëffentlecher Schoul. Ech mengen, dass dat einfach aus Gerechtegkeetsgrënn net ze akzeptéieren ass hei zu Lëtzebuerg.

Dann hu mer eng Modernisation des programmes. Jo, dat ass ëmmer modern, fir eng Modernisatioun ze froen. Do steet dann och vill dran, mee et steet näischt dran iwwer Liesen, Schreiwen, Rechnen, Allgemengbildung. Et geet ëm Développement durable – gëtt et alles schonn, hu mer scho gemaach an den 80er-Joren an der Schoul –, Santé sexuelle a sou weider. Ech mengen, dass ee sech mol sollt op déi wichteg Saache konzentréiere vun der Schoul, op d'Käraufgaben.

Interessant ass nach ee Punkt hei, d'Éducation à la citoyenneté. Dat ass jo e Fach, wat et gëtt am Lycée, awer allerdéngs net an den ëffentlechen internationale Schoulen. An den internationale Schoulen, do gëtt et keng Éducation à la citoyenneté. Vläicht sinn dat jo eebe grad déi Schüler, déi wëssen, wéi d'Institutiounen hei am Land funktionéieren an déi brauche keng Éducation à la citoyenneté.

Allgemeng wëll ech soen, dass d'Programmer solle vun deene Leit ausgeschafft ginn, déi um Terrain schaffen – Schoulmeeschteren a Proffen – an de Programmkommissiounen. Si sinn déi, déi d'Situatioun am beschte kennen, si sinn d'Spezialiste vun der Educatioun hei am Land an net iergendwellech Leit, déi aus dem Ausland heihinner kommen a keng Anung hunn, oder Politiker.

Apprentissage des langues: interessant. „La diversité linguistique constitue un atout […]", mais elle „risque aussi d'être un obstacle". Jo, dat ass sou, säit et Sproochenunterrecht gëtt. All Sprooch, déi ee weider léiert, ass en Obstacle an der Schoul. Wa mer also wëllen d'Obstaclen ofschafen, da schafe mer de Sproochenunterrecht am beschte ganz of.

Hei muss een also ganz gutt oppassen, wéi wäit ee wëll goen. Dat hei, dat kléngt fir mech ganz staark no Nivellement vers le bas. Ech mengen, mir hunn alleguerten hei an der Schoul Sprooche geléiert. Déi meescht vun eis hate warscheinlech och iergendwann an hirem Liewen an der fransëischer Sprooch hir Problemer. A wann ee se deemools gefrot hätt: „Jo, wëlls de keent maachen?", dann hätte vläicht verschiddener gesot: „Jo, da maachen ech léiwer keent. Dat ass da méi einfach, da kréien ech meng Première méi einfach." Ech mengen net, dass dat de Sënn ka si vun der Schoul. Mir brauchen eng Leeschtung. Mir brauche wierklech eng Leeschtungsgesellschaft, wou d'Kanner och derzou motivéiert ginn, fir ze schaffen a fir sech ze verbesseren a fir eis Dräisproochegkeet, déi net méi am Programm virkënnt, mee dat Wuert „Dräisproochegkeet", woufir mer ëmmer am Ausland bewonnert gi sinn, ze erhalen.

„Abolir les sections", do weess ech elo net genee, fir wat dat soll gutt sinn. Déi hu mer elo scho ganz laang, dat huet jo awer ëmmer anstänneg funktionéiert. Firwat soll eppes, wat – ech weess net – 60 Joer funktionéiert huet, elo net méi funktionéieren? Komesch.

Dann nach e Punkt zur Kannerfréibetreiung: Mir hunn déi Crèchen hei am Land, wou villes och net sou leeft, wéi et sollt. Déi sollten am Fong méisproocheg sinn, dat funktionéiert awer net, dat wësse mer alleguerten. Et sollt am Fong och besser kontrolléiert ginn, wéi déi Fréibetreiung an de Crèchen ausgesäit, net nëmmen an de Maison-relaisen. Gutt.

Agrikultur: Do hu mer allgemeng eng méi realistesch a pragmatesch Approche. Dat fanne mer gutt. Et muss een awer oppassen, dass een net an déi Situatioun kënnt, wou een de Baueren hei am Land d'Responsabilitéit gëtt fir eng Ännerung am Klima. Dat geet net. An do steet hei nämlech: „le Gouvernement analysera l'élaboration d'un concept d'une comptabilisation écologique." Ech wëll ganz däitlech drop opmierksam maachen, dass een net soll higoen an d'Baueren nach weider kujenéieren. Si hunn et ganz schwéier an hirem Job, an der Aarbecht, déi se maachen, déi ganz wichteg ass, a si kënnen net verantwortlech gemaach gi fir den $CO_2$ an der Atmosphär a fir de Klimawandel. Do musse mer hinne méi Fräiheete loossen, amplaz Zwäng opzedrängen.

Ekonomie, och dat kléngt no ganz vill Vernonft. Produktivitéit steigeren, Finanzsecteur ënnerstëtzen, Talenter unzéien. Jo. Woubäi ech mech ëmmer froen: Wat ass d'Definitioun vun „Talenter"? Sinn dat all d'Mains-d'oeuvre oder sinn dat wierklech Talenter, déi erausstiechen?

Bei den Energiepräisser gëtt geschwat, dass déi sollen ugepasst sinn, och an Europa mat eisen Nopeschlänner. Mir sinn an direkter Konkurrenz mat der ganzer Welt, mat den USA, mat China. Mir brauchen Energiepräisser, déi konkurrenzfäeg sinn an an der weltwäiter Konkurrenz. Dat ass ganz wichteg. Mir brauchen niddreg Energiepräisser zu Lëtzebuerg.

Mir wëllen e Laboratoire vivant gi „pour véhicules autonomes". E Laboratoire vivant pour véhicules autonomes, jo, ok. Ech sinn da gespaant. Ech hoffen, dat geet gutt.

Energie: Leider hu mer och do erëm eng Kéier e bëssen – wéi soll ech soen? – e Mangel u Realismus. De PNEC gëtt weidergefouert an et gëtt dovu geschwat: Mir brauche sécher Energie. Jo! Mee mir brauchen och bëlleg Energie. Bëlleg Energie fir d'Leit, bëlleg Energie fir d'Industrie, bëlleg Energie fir d'Wirtschaft. Ech mengen, dass dat ganz, ganz, ganz wichteg ass. An dofir musse mer och technologieoppe sinn, dofir dierfe mer eis net zoumaachen an dofir musse mer hei am Land an och am Ausland nei méiglech Technologien ënnerstëtzen. Well ech soen Iech eppes: Déi ganz $CO_2$-Emissiounen an dat mam Klima, wat hannendrunhänkt, kritt Der net geléist mat deene Punkten, déi mir hei déi ganzen Zäit diskutéieren. A wann dat soll geléist ginn, da geet dat just mat Fuerschung a mat ganz neien Technologien, an dat geet och nëmme mëttelfristeg a laangfristeg. Kuerzfristeg wäert Der dat net hikréien.

Séier e Wuert nach zum Tourismus: Mir hätten eis gewënscht, dass am Horeca-Secteur erëm d'TVA erofgeet. Déi war erhéicht gi viru puer Joer vun, ech mengen – wat war et? –, 3 % op 17 % op Wäin a Béier. Mir sollen déi erëm erofsetzen, fir de Secteur ze ënnerstëtzen. Mir hunn e Stierwe vu Lokaler hei am Land, zumools am méi ländleche Raum. Deem muss entgéintgewierkt ginn.

Dat do loosse mer op der Säit. Generaliséierung …

Travail, ee Punkt erausgezunn: Effektiv d'Generaliséierung vun der Sonndesaarbecht oder och op Feierdeeg, do si mer ganz skeptesch. Mir sinn der Meenung, dass e Sonndeg soll am grousse Ganze mol e fräien Dag bleiwen, wou ee sech ëm d'Familljeliewe ka këmmere respektiv ëm dat soziaalt Liewe respektiv, wann een och wëll, ka raschten. Mee et soll keen …

*(Interruption)*

Oder op de Fussball goen, voilà.

Mee et soll keen Dag sinn, wou et iergendwéi eng Reegel gëtt, fir net all d'Leit, mee e puer Leit, fir schaffen ze goen. Dat wier net gutt fir eist Zesummeliewen.

Migratioun: Do kéint een och nach vill soen. Et ginn hei prozedural Verbesserunge virgeschloen. Dat ass gutt. Et gëtt awer nach ëmmer kee kloren Ënnerscheed gemaach tëschent Asyl an ekonomescher Migratioun. Dat ass awer am Fong de Kär vum Problem, wou ee misst eppes maachen. Wat ass Migratioun a wat ass tatsächlech asylberechtegt hei am Land? D'Tendenz an Europa geet jo dohinner, dass mer d'Grenze vun Europa méi stäerken an dass mer manner Migratioun zouloossen. Dat sinn am Fong elo praktesch all déi europäesch Gouvernementer, ob se riets oder lénks sinn, déi sinn am Moment an déi Richtung ënnerwee.

An och zu Lëtzebuerg gesi mer jo elo lues a lues dohin, dass et och e bëssen an déi Richtung geet, dat ganz einfach, well mer iwwerfuerdert sinn. An a ville Länner si mer iwwerfuerdert, zu Lëtzebuerg si mer och iwwerfuerdert. Mir hunn et elo gesinn, wéi den Här Asselborn huet missen d'Noutbrems zéien a verschidde Leit eeben och net méi ënner Daach koumen. Dat ass net d'Schold vu Gemengen oder sou oder d'Schold vu Leit, déi iergendwéi net wëlle genuch Better zur Verfügung stellen. Déi Zuel ass immens an d'Luucht gaangen. Dat ass einfach e Punkt, deen erreecht ass, wou et net méi geet. A wa mer elo géifen nach weider Asylheemer opriichten, dann ass dat Ganzt jo just verschoben. Da kréie mer déi Problematik eeben zwee, dräi Joer méi spéit nach eng Kéier. Et ass also d'Politick vun der Migratioun, déi op europäeschem Plang endlech muss verbessert ginn, a wou mir och iwwerzeegt sinn, dass et wäert geschéien.

Mir fannen et och an deem Kontext net richteg, fir de Gemengen eppes opzezwéngen. Mir sinn do fir d'Autonomie communale. D'Gemenge solle selwer decidéieren, wat se op hirem Territoire wëlle maachen. Et gëtt ënnerschiddlech Situatiounen, a fir déi eng Gemengen ass dat sécherlech méi einfach wéi fir anerer. Och, wéi gesot, déi Redistribution équitable an der EU wäert net kommen, dat ass net méiglech, dat ass eng Dreemerei. Dat wäert net kommen!

Gutt, dat anert loosse mer op der Säit.

Kultur nach schnell: Bei der Offer vun der Kultur do steet sou e Saz, wéi wann de Public soll un d'Offer ugepasst ginn. Mir mengen awer och, dass et an der Kultur wichteg ass, dass d'Offer un de Public ugepasst gëtt, wann ech dat sou ka soen. D'Offer hei am Land ass vläicht oft éischter politesch tendenziell an eng Richtung a verschiddene Beräicher, Theater oder sou. Et ass natierlech flott, wann d'Offer méi grouss ass. Mir ënnerstëtzen op jidde Fall ënnert dem Strëch, dass méi Leit d'Offer vun der Kultur notzen. Dat ass eng gutt Saach.

Wat eis feelt am Programm, dat ass méi eng Bekenntnis zur Lëtzebuerger Kultur. Dat mécht keen anert Land op der Welt. Wa mir et net maachen, da mécht keen et. Mir sollen eis also do méi asetze fir d'Lëtzebuerger Kultur, net nëmmen d'Traditiounen, déi och, oder d'Pratiques culturelles. Et soll och méi sinn: eis lëtzebuergesch Kultur. Et ass jo och dat, wat eis interessant mécht. Wéi mir iwwer Tourismus geschwat hunn: Den Tourist kënnt op Lëtzebuerg, dee géif

gär gesinn: Wat ass da Lëtzebuerg? Dee géif gär dat typescht Lëtzebuergescht gesinn. A mir sollten onbedéngt dat héichhalen, och an d'Vitrinn stellen.

En Institut du patrimoine culturel immatériel soll kommen, net nëmmen analyséiert ginn, dee soll kommen.

An eis Sprooch soll natierlech ënnerstëtzt ginn. Hei steet: „promouvoir encore davantage". Mir géifen eis do wierklech méi wënschen, dass eis Sprooch an d'Vitrinn gesat gëtt. Dir wësst, dass mer wäerten an den nächste fënnef Joer ganz oft d'Lëtzebuerger Sprooch hei am Land uschwätzen. Mir sinn der Meenung, dass vill méi muss gemaach ginn, fir och an Zukunft der Lëtzebuerger Sprooch hei am ëffentleche Raum eng wichteg Plaz ze ginn. Mir hätten och hei de Programm op Lëtzebuergesch geschriwwen. Bon, dat ass e Choix. Ech géif Iech awer roden, wann ech mer dat erlaben dierf, fir de Programm an déi zwou aner administrativ Sproochen iwwersetzen ze loossen. Ech mengen, dat wier einfach e flott Zeeche fir déi dräi administrativ Sproochen.

Dann de Vivre-ensemble interculturel, ech stelle just fest, dass dat Wuert „Integratioun" erëm eng Kéier net méi virkënnt. Ganz laang ass dat Wuert „Integratioun" benotzt ginn, elo gëtt et net méi benotzt. Ech fannen awer, dass Integratioun ee vun den Erfollegsmodeller hei a Lëtzebuerg war, wou mer ganz vill Auslänner opgeholl hunn, an déi sech integréiert hunn. An ech verstinn net wierklech, wou déi Ofneigung géintiwwer esou eppes Positivem wéi der Integratioun hierkënnt a firwat een dat elo Vivre-ensemble interculturel nennt, wat bëssen esou alles an näischt heescht. Am Endeffekt warscheinlech éischter laanschtenee liewe wéi matenee liewen.

Égalité des chances, égalité entre les genres: Ech hätt dat éischter genannt „Chancëgläichheet fir déi zwee Geschlechter". Ech mengen net, dass et eng Gläichheet tel quel ka ginn zwëscht Mann a Fra. Et gëtt ëmmer Ënnerscheeder vun Natur aus an et soll een dann net nach d'Leit ideologesch iergendwéi do wëllen indoktrinéieren, dass et eppes sou kéint gi wéi: Fra a Mann si komplett gläich. Dat geet net. Et gëtt Ënnerscheeder.

Et ass och dann einfach, a Sonndesrieden ëmmer vun Égalité des chances ze schwätzen. Ech hu virdru geschwat iwwert d'Situatioun vun der Migratioun, déi un hir Limitte komm ass. Wat huet den Här Asselborn gemaach? Hien huet gesot: Männer, déi kommen, kommen net méi an de Strukturen ënner, d'Frae kommen awer ënner. An do gesitt Der un engem ganz einfache, prakteschen ..., an ech wëll dat net bewäerten. Mir gesinn einfach e ganz einfacht, praktescht Beispill, wéi an deem Sënn also trotzdeem da Männer benodeelegt ginn a Frae bevirdeelegt ginn. Dat heescht, ech soen elo mol einfach: Et ass net esou einfach, wéi ëmmer gesot gëtt an de Sonndesrieden.

An elo kënnt eppes ganz Interessantes op der Säit 194: „Le Gouvernement s'engage de prendre des mesures pour atteindre une représentation plus équilibrée au niveau des postes de haut niveau dans la fonction publique." Dat heescht, Dir wëllt bei den héije Staatsbeamte warscheinlech da méi Fraen, dass dat méi equilibréiert ass. Jo, wann ech Iech dann elo do kucken, et ass jo awer eng Virlag, déi Der mir elo geliwwert hutt. Dir sidd, wann ech mech net ieren, zu zéng Ministeren, männlech, an zu fënnef weibleche Ministeren. Da mengen ech, dass den Equiliber jo awer och net ganz sou do ass, wéi dat hei am Programm steet. An ech erënnere mech un dem Här Bettel seng Wierder, dee war ugeschwat gi vun RTL, wéi den Accord ënnerschriwwe ginn ass, do huet den Här Bettel gesot, o, et géif drop ukommen, ob ee gutt ass oder net gutt ass, an d'Quote wären an deem Sënn net sou wichteg oder d'Geschlecht. Do ginn ech Iech Recht. Mee firwat steet dann am Programm awer op e puer Säiten erëm eng Kéier sou en Abschnitt, wou dat awer no vir bruecht gëtt? A firwat, wann Dir et draschreift, maacht Dir et net selwer als Regierung?

Bei der Mobilitéit, do si mer dobäi, se auszebauen ..., ëffentlechen Transport ... Mir sollen awer och net d'Stroosse vergiessen.

Voilà, maache mer schnell, ech kommen dann zum Schluss. Mir wënschen Iech alles Guddes. Mir hu vill schéi Wierder héieren, gëschter an och haut de Moien, wat gemaach soll ginn. An Dir wäert awer dorunner gemooss ginn, wat Dir tatsächlech maacht. An ech hoffen, dass, wa mer a fënnef Joer de Bilan zéien hei vun Ärer Regierung, dass mer kënne soen: D'Kriminalitéit ass zréckgaangen. Doru gitt Der gemooss. Dass d'Liewensqualitéit erëm eropgeet, dass d'Verkéierssituatioun sech verbessert, dass ech manner laang brauch vun Doheem fir hei op d'Aarbecht – doru gitt Der gemooss. Mir wäerte bewäerten, wéi d'Kafkraaft ass a fënnef Joer, d'Energiepräisser. Mir wäerte gesinn, wéi d'Situatioun an de Klinicken ass, an den Urgencen: Huet dat sech verbessert oder verschlechtert? Dorunner gitt Dir gemooss. Mir wäerte gesinn, wéi d'Scholde sech entwéckelt hunn, d'Finanzen. Mir wäerte gesinn, ob d'Natur weider zerstéiert gouf. Mir wäerten och kucken, wéi d'sozial Kohäsioun hei am Land ass, ob eis Sprooch nach benotzt gëtt dobaussen, méi oder manner. Mir wäerten d'Detailer och kucken – ech ka se net all opzielen –: Wéi steet et mam Denkmalschutz, mat der Kultur? Mir wäerte ganz gutt kucken, wéi d'Aarmut hei am Land sech entwéckelt huet. Mir hoffen, dass se no fënnef Joer erofgaangen ass. Dorop wäert Der bewäert ginn. A mir wäerte kucken, ob nach ëmmer vill Lëtzebuerger mussen an d'Ausland plënneren, fir kënnen ze wunnen. Doru wäert Dir als Regierung, un deene Krittäre wäert Dir a fënnef Joer bewäert ginn, nodeems Der Är Aarbecht gemaach hutt, an net elo un deem, wat Der hei an de Programm drageschriwwen hutt.

Dat gesot, hoffen ech dann, dass d'Situatioun sech wäert verbessert hunn a fënnef Joer, an ech wënschen Iech alleguerten dofir e bessere Bilan wéi dee vun der leschter Regierung. Ech wënschen Iech am Numm vun der ADR, am Interesse vum Land a vun de Lëtzebuerger alles Guddes.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber kënnt haut um 14.00 Auer nees zesummen, fir d'Debatt iwwert de Regierungsprogramm weiderzeféieren.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 12.34 heures.)*

# 5e séance

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** **p. 31**
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Ordre du jour** **p. 31**
   M. Claude Wiseler, Président
3. **Désignation d'un représentant de la Chambre des Députés à la Commission de suivi de la Convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois en matière de télévision et d'activités digitales** **p. 31**
   M. Claude Wiseler, Président
   Vote
4. **Changement de composition et de dénomination de commissions parlementaires** **p. 31**
   M. Claude Wiseler, Président
5. **Débat sur le programme gouvernemental (suite)** **p. 31**

Mme Sam Tanson (dépôt des résolutions 1 et 2 et de la motion 1) | M. Sven Clement (intervention de M. Marc Goergen) | M. Marc Baum (interventions de M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre, et M. Sven Clement) (dépôt de la résolution 3) | M. Ben Polidori

Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre (intervention de M. Sven Clement)

Motion 1 : Mme Sam Tanson | M. Luc Frieden, Premier ministre

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)

Résolution 1 : M. Marc Spautz | M. Gilles Baum | M. Sven Clement (interventions de Mme Sam Tanson et M. Gilles Baum) | M. François Bausch (intervention de M. Sven Clement) | M. Gilles Baum (interventions de M. Sven Clement) | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson (intervention de M. Sven Clement)

Vote sur le renvoi de la résolution 1 à la Conférence des Présidents et au Bureau de la Chambre des Députés (adopté)

Résolution 2 : M. Marc Spautz | Mme Taina Bofferding | M. Sven Clement | M. Fred Keup

Vote sur le renvoi de la résolution 2 en commission (adopté)

Résolution 3 : M. Marc Baum | M. Marc Spautz | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup | M. Sven Clement | Mme Sam Tanson

Vote sur la résolution 3 (rejetée)

Vote sur la question de confiance posée par le Premier ministre (adoptée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Lex Delles, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, Mme Stéphanie Obertin, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue et M. Eric Thill, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

## 2. Ordre du jour

Et gëtt proposéiert, d'Designatioun vun engem Member fir d'Commission de suivi vun der Conventioun iwwert d'Prestatioun vun engem ëffentlechen Televisiouns- an Digitalservice als éischte Punkt op den Ordre du jour vun haut de Mëtten ze setzen.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung vum Ordre du jour averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 3. Désignation d'un représentant de la Chambre des Députés à la Commission de suivi de la Convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois en matière de télévision et d'activités digitales

Mir fänken deemno d'Sëtzung vun de Mëtte mat der Designatioun vun engem Member fir d'Commission de suivi vun der Conventioun iwwert d'Prestatioun vun engem ëffentlechen Televisiouns- an Digitalservice un. Laut Artikel 163 vum Chambersreglement gëtt de Member vun der Chamber op Propos vun der Conférence des Présidents hin designéiert. D'Presidentekonferenz proposéiert den Här Tom Weidig als Kandidat.

Well mer ee Kandidat fir e Posten hunn, kann den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement applizéiert ginn. De Paragraf 5 vum Artikel 7 gesäit vir, datt, wann et esou vill Kandidate gëtt, wéi Posten ze vergi sinn, d'Chamber op eng Ofstëmmung verzichte kann. Deemno géif den eenzege Kandidat zum Member vun der Commission de suivi proklaméiert ginn.

***Vote***

Ass d'Chamber domat averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren? Ech géif déi bieden, déi domat averstan sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Da maache mer d'Géigeprouf. Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dat esou decidéiert. Den Här Tom Weidig ass domat zum Member vun der Commission de suivi vun der Konventioun iwwert d'Prestatioun vun engem ëffentlechen Televisiouns- an Digitalservice proklaméiert.

## 4. Changement de composition et de dénomination de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerung vun der CSV-Fraktioun matgedeelt kritt: An der Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme ersetzt den Här Laurent Zeimet den Här Félix Eischen fir de Volet Espace. Deemno behält den Här Félix Eischen déi aner Voleten, ausser de Volet Espace.

Wat d'Denominatioun vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerung matgedeelt kritt: D'Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Égalité des genres et de la Diversité, de l'Intégration et de l'Accueil gëtt ëmbenannt an heescht deemno Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil. Gëtt et iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

*(Négation)*

Ech gesinn: Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

*(Assentiment)*

**Une voix** | Jo, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann ass dat esou decidéiert.

**Une voix** | Très bien!

## 5. Débat sur le programme gouvernemental (suite)

**M. Claude Wiseler,** Président | Mir fueren dann de Mëtte weider mat der Debatt iwwert de Regierungsprogramm. An et hu sech fir de Mëtten ageschriwwen: d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement, den Här Marc Baum an den Här Ben Polidori. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Sam Tanson agedroen. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, Här President. Dir Dammen an Hären, hei sti mer also elo haut schonn dee ganzen Dag an debattéieren u sech déi éischte Kéier esou richteg nom Walkampf. An déi Fro, déi sech stellt, déi Dir eigentlech selwer an de Raum gestallt hutt, dat ass déi, ob dat, wat Der elo hei virgeluecht hutt, wierklech Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerkt oder ob et éischter eng ongedeckte Wett op eeben déi Zukunft ass, eng Wett ouni Plan B, ob mat deem, wat hei virläit, jiddwerengem seng Zukunft hei am Land gestäerkt gëtt oder alle virop deenen hir, déi scho vill hunn, an ob dës Regierung sech och bewosst ass, datt mer nëmme staark an d'Zukunft goe kënnen, wa mer ons ofsécheren, datt mer och do nach gesond Bëscher, propper Loft a Waasser hunn an d'Villercher päifen héieren.

Dir Dammen an Dir Häre, dat Dokument, wat mer haut debattéieren, provozéiert bei mir gemëschte Gefiller. Fir d'éischt emol, et ass schonn e bëssen ugeklongen haut, well esou villes am Ongewëssen ass, wat hei steet. Entweeder et ginn Iddien developpéiert, ouni ze soe wéi, wéini, wéi vill – zum Beispill virun allem am Finanzberäich –, oder et gëtt fir d'éischt nach „studéiert", „analyséiert", „examinéiert", „envisagéiert". Insgesamt hunn ech eleng dës Wierder op enger 200 Säite fonnt, also op all Säit vun deem Accord. Ech ënnerstëtze vum Prinzipp hier ganz gär, dass ee sech Zäit hëlt, fir Dossieren ze kucken, dass ee Saachen am Detail studéiert, éiert een eng Decisioun hëlt – awer net, wann dat quasi bei all e bësse méi delikate Sujet de Fall ass!

Ech gesinn hei also dräi Méiglechkeeten:

Entweeder war d'Harmonie awer net esou grouss, wéi Der eis dat wollt gleewen doen, fräi nom Prinzipp „Wenn du nicht mehr weiterweißt, gründe einen Arbeitskreis".

Oder awer d'Symbios war absolutt, CSV an DP wësse scho genee, wat se maache wëllen, mee si hu sech geduecht: „Et kommen elo gläich nach Walen. Alles, wat vläicht e bësse fir Sprengstoff suergt, dat pake mer elo mol an eng Examenstut. Mir sinn ons souwisou eens, wéi schlëmm mer et duerno maachen."

Oder awer et goung duerch déi Tentative, déi den Här Spautz jo de Moien hei och nach wierklech esou ënnerstëtzend an de Vierdergrond gestallt huet, vun engem Vitessrekord fir déi Koalitiounsverhandlungen, esou séier, datt iwwerhaapt keng Zäit war, fir sech am Detail mat all deene ganz wichtege grondleeënde Froen ausenanerzesetzen. An et war och de Verhandler vläicht ganz e bëssen egal: „Haaptsaach an der Majoritéit, de Rescht kucke mer duerno. Mir si souwisou eng Eenheetspartei."

Meng gemëschte Gefiller kommen awer och dohier, datt trotz där dach ganz staarker Stëmmungsmache géint déi soi-disant „falsch Politick", déi déi viregt Regierung gemaach hätt, et op d'mannst emol am Uschäin – an ech verweisen op de grad ernimmte Flou – dach awer ganz vill Kontinuitéit gëtt. Mir hu festgestallt, datt extreem vill vun de Projeten, déi mer ugeleiert hunn, op den Instanzewee bruecht hunn an déi an der Maach sinn, sech an dësem Accord erëmfannen. An de meeschte Fäll gëtt dat net explizitt ernimmt, datt et Projete sinn, déi et scho gëtt. Erstaunlecherweis grad do net, wou keen DP-Minister d'Fanger am Spill hat. Honni soit qui mal y pense!

Et geet rieds vun dëse Projeten, ouni drop ze verweisen. Heescht dat, datt ee sech mat frieme Fiedere wëll schmécken? Oder heescht et, datt een déi Projeten awer komplett nei definéiert? Oder – mee dat wëll ech natierlech kengem ënnerstellen – datt ee se net kennt? Alles an allem gesäit een, datt villes an dësem Vertrag net nei ass. De Rescht deelt sech op a Proposen, déi ons extreem Suerge maachen, an a Proposen, déi esou schwammeg formuléiert sinn, datt een net weess, a wéi eng Richtung et finalement wäert goen. Ech wäert Iech an deenen nächste Minutten heizou e puer Beispiller soen a Froe stellen.

Wat sech allerdéngs confirméiert – fir op d'mannst op meng éischt ugangs gestallte Fro anzegoen –, ass, datt eng ongedeckte Wett op d'Zukunft vun onsem Land gemaach gëtt. Ech liese vu Steierreduktiounen, Steierofsetzbarkeeten a Projeten, déi sollen ëmgesat ginn, mee keng Zeil iwwert d'Géigefinanzéierung vun

all dëse Moossnamen, déi an d'Milliarde ginn, a keen Inventaire vun de groussen Investitiounen, déi musse getätegt ginn, a virun allem a wéi enger Prioritéit. Gouf et bewosst oder onbewosst vergiess? Egal wéi, et ass net seriö!

Wat sech och confirméiert, ass, datt an Zukunft virun allem déi solle gestäerkt ginn, déi schonn eppes oder vill hunn, alle virop d'Multiproprietären. Mee och bei den zousätzlechen neie Steiererliichterunge kommen elo mol déi méi an de Genoss, déi vill verdéngen, idem an der Familljepolitick.

Och ons Basis, fir iwwerhaapt an Zukunft weider gutt liewen ze kënnen, d'Natur, gëtt nach ëmmer net verschount vun deem dach populisteschen Narrativ géint den Ëmweltschutz, d'Duerstellung, wéi wann den Ëmweltschutz den Haaptproblem wier bei der Baukris an och elo bei den erneierbaren Energien a bei de Vëlosweeër. An och gëschter konnt Der et Iech net verbäissen, mam décken Hummer virzegoen. Natierlech kann et emol zu Blocagë kommen duerch den Naturschutz. Mee geneesou – a laut Vertrieder um Terrain esouguer vill méi oft – kann et zu Blocagë komme wéint Gemengeprozeduren, wéint der Deierecht vum Terrain, wéint den héijen Zënsen. Déi Vehemenz, mat där sech hei awer géint den Naturschutz ausgedréckt gëtt, déi vermëssen ech op anere Plaze wéi zum Beispill beim Kampf géint d'Aarmut.

Ech héieren och, datt bei de Gemengen – ech froe mech par ailleurs, ob déi all wëssen, wat op se duerkënnt – mat just Digitaliséierung an Tracking an esou weider soll agéiert ginn. Mee d'Gemengenautonomie stellt Der op dësem Punkt am Contraire zum Naturschutz net a Fro. Dobäi ass do och ganz vill ze huelen.

Mir wäerten da gesinn, ob Der mat engem Kalschlag am Naturschutz wierklech alles esou acceleréiert, wéi dat Iech virschwieft. Et ass och den Holzwee, léif Regierung. Dir schwätzt dovun, datt Der d'Leit wëllt mathuelen an der Ëmwelt- an an der Klimapolitick. Wann ech mer erlaben däerf, Iech e Rot ze ginn, Här Premierminister, dann haalt op, de Bierger an de Biergerinnen hei am Land kloerzemaachen, datt Ëmwelt- a Klimaschutz nerveg an onverhältnisméisseg ass! Et ass eng Noutwendegkeet. Ouni Biodiversitéit, keng Mënschen. Ouni usprochsvoll Klimapolitick, keng geséchert Liewenskonditioune fir ons Kanner.

Wann Der d'Biergerinnen an d'Bierger hei am Land dovun iwwerzeege wëllt, hiert Stéck dozou bäizedroen, da geléngt dat net, wann Der selwer dës enorm Erausfuerderungen ëmmer nees klengriet, et als Laascht duerstellt amplaz als Chance an et hannen an d'Rei stellt vun de Problemer, déi Der wëllt ugoen. E staarkt Lëtzebuerg, e staarkt Europa, kréie mer just, wa mer déi Transitioun all zesummen hikréien a wa mer um Wee dohin net blannemännerches d'Natur an d'Déieren als „nice to have" degradéieren!

Mer bedaueren och, datt deen exzellenten Usaz aus de Koalitiounsverhandlungen, transversal ze denken a Sujeten ze regruppéieren, sech net an der Ressortopdeelung an am Koalitiounsvertrag erëmfënnt, au contraire! E gutt Beispill ass de Logement: Ass d'DP nach mam Walverspriechen opgetrueden, all pertinent Attributioun ronderëm de Wunnengsbau an engem Ministère ze regruppéieren, sou ass dat net geschitt. De Wunnengsbauminister krut wuel den Aménagement du territoire derbäi. A fir datt em net langweileg gëtt, behält en de personalintensiivste Ressort, d'Educatioun. Wéi eleng d'Signalwierkung dovunner ass, dat konnt ee schonn déi leschten Deeg gesinn!

Och ass et interessant, datt d'DP scho virgräift an elo och endlech unerkennt, datt de Wunnengsbauminister, esou wéi mer e bis elo kennen an dann eeben och déi nächst Legislatur kenne wäerten, nëmmen de Minister vum abordabele Wunnraum ass. Dem Henri Kox war dat leider net vergënnt.

Gradesou remarkabel: d'Immigratioun. Hat 2018 nach déi deemoleg Familljeministesch – a ganz zu Recht! – derfir plädéiert, d'Prozeduren an den Accueil vun de Refugiéen nees beieneenzebréngen, sou gëtt dat elo a) vum Ausseminister ewechgeholl, deen dat géint Kooperatioun, Commerce extérieur an d'Groussregioun getosch huet, fir och sécher ze sinn, wierklech ni méi mussen am Land ze sinn, kéint ee bal mengen, …

*(Interruption)*

… b) et gëtt nees gespléckt …

*(Interruption)*

… an c) direkt erëm op zwou Parteien opgedeelt. De Premierminister huet jiddwerfalls kloergemaach gëschter – an dat rechnen ech ëm un –: Hien iwwerhélt hei d'Responsabilitéit, falls dës Politicken net kohärent an effikass ëmgesat kënne ginn. Mir wäerten dat natierlech am Bléck halen.

Bemierkenswäert ass awer och, datt d'DP hir wéineg rout Linne géintiwwer der CSV iwwerschratt huet an a puncto virsiichteg Staatsfinanzen, Herdprämie a Familljepolitick gradewéi Naturschutz mam Glyphosat – wou nach am Walkampf gesot gouf: „Mat mir net!" – wéi och Atomenergie, wou den elo Ausseminister bis ewell ëmmer op der internationaler Bün vehement dergéint plädéiert huet, alles eng Kéier geholl gëtt.

Wéi kréie mer e staarkt Lëtzebuerg? Dat ass eng Fro, déi sécherlech méi Zäit verdéngt wéi déi, déi mer haut hei hunn, och wa mer laang Debatten hunn. D'Iddi vun der aktueller Koalitioun ass déi, datt et quasi vum selwe geet. Dat ass kohärent mat enger ganz liberaler Politickgesënnung. D'Iddi ass déi, datt duerch Senkung vun de Steiere fir déi, déi genuch hunn, fir doduerch méi auszeginn, an duerch d'Ofbaue vun administrativen Hürden et quasi vum selwe geet a Richtung weider Croissance an a Richtung gesond Staatsfinanzen an doduerch den Invest kann héichgehale ginn.

Eventuell geet dës Wett op, wann d'international Konjunktur dréit, wann d'Kricher, déi ons ëmginn, op en Enn kommen, wann d'Vertrauen an d'demokratesch Parteien an Europa net weider noléisst. D'Beispill an Holland léisst dorun zweifelen. Ech wënschen ons dat awer. Ech wënschen Europa dat an ech wënschen onse Biergerinnen an onse Bierger dat. Mee da geet et op, well den internationale Kontext positiv ass. Eventuell awer geet dës Wett net op, well den internationale Kontext schlecht ass a mer ze kleng sinn, fir dat mat steierleche Moossnamen opzefänken. An dann? Wat gedenkt dës Regierung dann ze maachen?

Ass et wierklech seriö? Dir sidd jo mat dësem Seriö an d'Wale gaang, mee ass et wierklech seriö, esou héich ze pokeren? Ech kommen nach op dës Fro.

Ech wollt awer virop nach e Wuert zum Ëmgang mat den Deputéierte soen. Mir hu scho musse Bréiwer schreiwen an Drock maachen, fir den Accord matzäit ze kréien. Ech weess net, wéi inhaltslos déi Debatt hei gi wär, wann um urspréngleche Plang vun der Regierung festgehale gi wier a mer déi 200 Säite gëschter Mëtteg kritt hätten. Merci dofir dem Michel Wolter, datt e sech agesat huet an d'Regierung zum Alenke bruecht huet. Ee Gléck awer krut d'Press den Accord e Freiden, wat ons Zäit gelooss huet, wierklech am Detail dat Dokument ze liesen, wat d'Grondlag vun den nächste fënnef Joer duerstellt an opgrond vun deem mer dann haut sollen decidéieren, ob mer Iech onst Vertraue schenken.

Ech hu bis haut net verstan, wat déi Geheimniskréimerei sollt bedeiten oder wat sech dorauser erhofft gouf. Well och de Fait, datt mer net genuch Zäit gehat hätten, fir d'Dokument uerdentlech ze liesen, hätt sécherlech net derzou bäigedroen, datt mer elo méi duuss mat deem Accord ëmgaange wieren, au contraire! Ech hoffe jiddwerfalls, datt dës Aart a Weis, wéi se elo iwwert déi lescht Woche vis-à-vis vun der Press an der Chamber gefuer gouf, net symptomatesch wäert si fir déi nächst fënnef Joer.

D'CSV huet sech déi lescht zéng Joer hei agesat fir eng staark, eng onofhängeg an transparent Chamber. Ech begréissen och ausdrécklech hei dem neie President Claude Wiseler seng Untrëttsried, déi de richtegen Toun getraff huet an déi néideg Ambitioun fir seng Fonctiounen un den Dag geluecht huet.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dir wäert un där Ried gemooss ginn. Mee ech hunn elo mol Vertrauen, datt Der zu deem stitt, wat Der sot.

D'Chamber ass an de leschte Joren och wierklech gestäerkt ginn: méi Personal, eng Cellule scientifique, d'Méiglechkeet vun Enquêtëkommissioune mat engem Drëttel vun den Deputéierten. An ech begréissen och, datt no den awer zolitte perséinlechen Attacken, déi de Fernand Etgen sech an der leschter Legislaturperiod huet missen unhéieren, dann awer och elo d'CSV dem President dat unerkennt.

Mee de Wee ass nach net fäerdeg gemaach. Méi Presidencë vu Chamberkommissioune fir d'Oppositioun, d'Ëffentlechkeet vun de Chamberkommissiounen, e Vollzäitdeputéiertmandat, alles dat steet nach op. Mir hunn ons an der Vergaangenheet ëmmer fir eng staark Chamber agesat a wäerten dat och an Zukunft maachen. Mir zielen dann op d'CSV als Alliéierten an der Majoritéit.

Wat d'Ëffentlechkeet vun de Chamberkommissiounen ugeet, sou hunn ech déi Ouverture vum Claude Wiseler mat Interêt gelauschtert. A fir dat ze ënnerstëtzen a sécherzegoen, datt mer net nees fënnef Joer mat enger Partei doriwwer streide mussen, deposéieren ech elo hei och eng Resolutioun an deem Sënn.

***Résolution 1***

*« relative à la publicité des réunions des commissions parlementaires »*

*La Chambre des Députés,*

*– constatant que pour pouvoir participer pleinement au processus démocratique, il est impératif que les citoyens et citoyennes se voient reconnaître l'accès à l'information publique comme un droit fondamental ;*

*– notant que ce droit contribue à la légitimité et à la confiance envers les institutions étatiques ;*

*– constatant que les séances plénières de la Chambre des Députés sont publiques et qu'elles sont retransmises à la télévision ainsi que disponibles en ligne ;*

*– constatant également que d'autres parlements, dont le plus emblématique, à savoir le Parlement européen, vont plus loin dans leur volonté de transparence et d'ouverture en permettant aux citoyens et citoyennes de suivre en direct via retransmission télévisée et/ou en différé sur le web les discussions au sein des commissions parlementaires ;*

*– constatant que les discussions préparatoires au sein des commissions parlementaires font partie intégrante de la procédure législative,*

*décide*

*– dans le sens de la transparence que les réunions des commissions sont par principe publiques ;*

*– de permettre partant aux citoyens et citoyennes de suivre en direct les débats et discussions au sein des commissions*

*parlementaires via retransmission télévisée sur Chambre TV et en différé via retransmission sur le site de la Chambre des Députés ;*

*– de réserver le huis clos aux réunions portant sur des dossiers sensibles.*

*(s.) Sam Tanson, François Bausch, Meris Sehovic, Joëlle Welfring.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dir wësst: D'Droits d'auteur leie mer um Häerz. Et ass Copy-Paste vun enger Resolutioun vun der CSV. Ech ginn also dovunner aus, datt dat hei ganz zäitno ka gestëmmt ginn.

Wat d'Vollzäitmandat vun Deputéierten ugeet, esou hunn ech mat Interêt am Koalitiounsvertrag gelies, datt all Buergermeeschtermandat vu Gemenge mat 6.000 Awunner e Vollzäitmandat soll kréien. Positiv! Kielen an Nidderaanwen zum Beispill kréien also e sou ee Vollzäitbuergermeeschter. Mir sinn der Iwwerzeegung, datt mer bei 60 Deputéierten a 643.000 Awunner och e Vollzäitdeputéierte brauchen. Och hei hunn ech mat Interêt dem Claude Wiseler seng Aussoen dozou héieren. An hei kënnt dann och d'Resolutioun an deem selwechte Sënn.

***Résolution 2***

*« relative à la revalorisation du mandat de Député.e »*

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– qu'il existe un grand consensus parmi les partis représentés à la Chambre des Députés en ce qui concerne l'objectif d'abolir le cumul du mandat de Député avec celui de bourgmestre ou d'échevin.ne ;*

*– la proposition de loi 8201 y relative, qui a pour objectif « d'étendre les incompatibilités avec le mandat de député [...] à d'autres mandats politiques, en introduisant une incompatibilité entre le mandat de député et les mandats de bourgmestre et d'échevin » ;*

*– que ce non-cumul des mandats présuppose cependant une revalorisation et une professionnalisation des différents mandats, y inclus :*

*• l'adaptation du cadre légal pour les bourgmestres et échevin-ne-s et l'augmentation du congé politique pour les bourgmestres et échevin-ne-s ;*

*• la transformation du mandat de Député.e en un mandat plein-temps,*

*saluant dans ce contexte que*

*– selon le programme gouvernemental une de ces deux étapes en direction du non-cumul des mandats sera abordée et que « le Gouvernement établira un cadre légal pour le poste de bourgmestre à temps plein, avec un congé politique de 40 heures, dans les communes de 6000 citoyens et plus »,*

*décide*

*– d'entamer également dès à présent l'autre étape nécessaire pour le non-cumul des mandats en augmentant le congé politique des Député.e.s de 20 à 40 heures par semaine et de transformer le mandat de Député.e en mandat à plein-temps.*

*(s.) Sam Tanson, François Bausch, Meris Sehovic, Joëlle Welfring.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Nach e leschte Punkt zur Transparenz. Déi viregt Regierung hat nach eng Nott ugeholl, wéi den Informatiounszougang fir Journaliste kéint verbessert ginn. De Communiqué heizou sot, et géif eng Nott un de Formateur ausgeschafft ginn, fir op verschidde wichteg Schrëtt hinzeweisen, déi da wieren: en Informatiounszougangsrecht fir Journalistinnen a Journalisten, den Informatiounszougang vun de Biergerinnen a Bierger generell ze stäerken, d'Pouvoire vun der Commission d'accès aux documents ze stäerken. De Medieminister gouf op seng eege Propos hin – also dee vun der viregter Regierung – dann och kuerz virun de Wale chargéiert, den Avant-projet de loi an deem Sënn auszeschaffen.

De Communiqué aus dem Juli 2023 weist, datt hei schonn e substanziellen Entworf vun engem Text virläit, deen och scho mat de Betraffenen diskutéiert gouf. Am Koalitiounsvertrag ass dat ganz vag gehalen. Duerfir meng Fro: Gehéiert den Informatiounszougang zu de Conditions d'exercice, déi ernimmt ginn am Vertrag vum Journalisteberuff? Oder ass déi Avancée elo vum Dësch? Dat heescht, hätt d'CSV sech hei vis-à-vis vun der DP duerchgesat?

A Saachen Transparenz huet dës Regierung definitiv e Feelstart higeluecht. Offensiv elo de Projet vum viregte Medieminister ëmzesetzen, wier eng gutt Manéier, dat direkt ze redresséieren. Dowéinst deposéieren ech dann och elo heizou eng Motioun, déi d'Regierung opfuerdert, dat a Musek ëmzesetzen.

***Motion 1***

*« relative à l'accès aux documents administratifs »*

*La Chambre des Députés,*

*– considérant que la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte consacre le droit de toute personne à avoir accès aux documents administratifs détenus par les autorités publiques ;*

*– soulignant l'importance de la transparence et de l'accès à l'information pour le fonctionnement de notre démocratie ;*

*– soulignant qu'une presse indépendante et forte constitue un pilier de notre démocratie ;*

*– considérant que le Gouvernement s'est engagé dans son accord de coalition :*

*• à « poursuivre sa politique de communication ouverte entre les administrations de l'État et les journalistes » ;*

*• à étudier « avec les représentants du secteur, le cadre juridique existant, pour vérifier si une réforme de la définition de la profession de journaliste ainsi que des conditions de son exercice (...) est nécessaire » ;*

*– estimant qu'un accès efficace aux documents administratifs est un élément essentiel desdites conditions d'exercice de la profession de journaliste ;*

*– considérant la décision en été 2023 par le Conseil de Gouvernement, sur proposition du ministre des Médias, de procéder à l'élaboration d'un avant-projet de loi portant révision de ladite loi ;*

*– considérant le communiqué du ministère d'État du 25 juillet 2023 détaillant plusieurs pistes relatives à une telle réforme, dont notamment :*

*• de prévoir un droit d'accès à l'information pour les journalistes professionnels ;*

*• de renforcer le droit d'accès aux documents afin de rendre la loi conforme à la Convention du Conseil de l'Europe sur l'accès aux documents publics (dite Convention de Tromsø) ;*

*• de rendre l'application de la loi plus efficace en renforçant le rôle de la Commission d'accès aux documents ;*

*– soulignant « les besoins particuliers des médias dans l'exécution de leur mission » mis en avant dans ledit communiqué ;*

*– considérant la « note au formateur » élaborée par le ministre des Médias qui est mentionnée dans le communiqué et qui contiendrait des pistes de réforme concrètes représentant le résultat de consultations avec les journalistes et la Commission d'accès aux documents,*

*invite le Gouvernement*

*– à communiquer à la Chambre des Députés la « note au formateur » visée ci-haut ;*

*– à informer la Chambre des Députés sur l'état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet de loi visé ci-haut ;*

*– de procéder à une réforme de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte ;*

*– à prendre en compte dans le cadre de cette révision les principes esquissés ci-haut tels qu'ils résultent des consultations avec les principales parties prenantes.*

*(s.) Sam Tanson, François Bausch, Meris Sehovic, Joëlle Welfring.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Elo zu de groussen Theemebléck am Accord. Ech wäert mech méi konzentréieren op déi grouss Zukunftsfroen, d'Finanzen, Klima an Ëmwelt, sozial Gerechtegkeet a Kultur.

Zu de Finanzen. Den Accord ass voll mat Mesüren, déi Geld kaschten. Där, déi Sue sollen erabréngen, fënnt ee kaum. D'Theorie vum Trickle-down, vum Recetten-Erakréien duerch Steiersenkungen, ass also de finanztechnesche Leitmotiv vun dëser Regierung. Et gëtt gehofft, datt doduerch, datt Entreprisen a Persoune manner Steiere bezuele mussen oder Steierkaddoe kréien, se déi Suen nees op en anere Wee an d'Lëtzebuerger Ekonomie afléisse loossen a sou zu méi Räichtum féieren.

Loosst mech heizou e bedeitende Finanzpolitiker zitéieren: „Et ass en [internationalen] Virgank, deen esouguer d'Wëssenschaft am Ausland ufänkt ze interesséieren [...], datt an engem Land, wou eng Steierreform gemaach ginn ass, et awer zu engem Konsumréckgang kënnt. Dat huet mat der Taille vun eiser Ekonomie ze dinn, mat dem Behuele vun der Lëtzebuerger Konsumentesoziologie, déi relativ vill vun deem, wat se u Kafkraaft gewënnt, ausserhalb vun de Landesgrenzen zum Asaz bréngt". Dat sot de Jean-Claude Juncker hei am Haus am Dezember 2002 als Analys zu der viregter Trickle-down-Tentative vum deemolege Finanzminister Luc Frieden.

Mir bedaueren dës Approche. Si mécht ons Suergen a mir gleewen doriwwer eraus och net, gradewéi de Constat vum Jean-Claude Juncker, datt déi Wett einfach esou opgeet, au contraire. Mir fäerten, datt dës Politick richteg deier gëtt fir d'Biergerinnen an d'Bierger hei am Land. Mir hänken of vun der internationaler Konjunktur, mir sinn e klengt Land mat enger oppener Ekonomie. Wann déi international Konjunktur net gutt ass, dann erreeche mir mat där do Politick net onst Zil. Just wann et boomt, geet et op. Mee gerecht ass et dofir nach laang net!

Et dierf een och gespaant sinn op dat, wat de Finanzminister elo alles hei iwwert déi nächst fënnef Joer proposéiert, an inwiefern et kohärent ass mat deem, woufir en déi lescht fënnef Joer agetrueden ass. De Walprogramm vu senger Partei setzt e scho mol net elo wierklech ëm. Amplaz vu wäitreechende Steiermesüren am éischte Joer fir de Mëttelstand kënnt elo nëmmen – a wierklech, kommt, mir sinn all éierlech! – déi 1,5-mol-Upassung un d'Steiertabell, ...

**Une voix** | Genau!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | ... déi elo bei déi derbäikënnt, déi déi viregt Regierung schonn decidéiert hat. Wann de Premier dann am RTL-Interview seet: „Véierfach Upassung un d'Inflatioun ass jo awer net näischt!", dann ass dat Limitt de Wieler fir net

ganz gescheit verkaf! Et ass net véiermol dat, wat Dir elo decidéiert hutt, Dir hutt 1,5-mol decidéiert! Och den Här Spautz huet de Moien dëse ganz klengen Detail a senger Ried vergiess.

De ganze Pak kascht schätzungsweis 700 Milliounen, déi zousätzlech Upassung 180 Milliounen. An Dir sot da gëschter, Här Premierminister: „Dat ass finanzéierbar", nodeems Der awer virdrun de Constat gemaach hutt, datt déi international Situatioun esou schlecht ass wéi scho laang net méi.

An Dir sot: „Dat schaaft Kafkraaft bei de Leit." Här Spautz, ech hunn e bëssen en anert Rechebeispill, well ech mech konzentréieren op dat, wat Der reellement elo eréischt decidéiert hutt, nämlech déi 1,5-mol. Do mécht et bei engem Loun vun 3.000 Euro ganzer 14 Euro de Mount aus. Bei engem Revenu vun 12.000 gëtt et scho méi interessant, kënnt Der mat 3 multiplizéieren.

Duerfir meng Fro un d'Regierung: Wéini kënnt de Rescht vun der versprachener Upassung? De Finanzminister sot bei „Luxembourg Times": „An den nächsten zwee Joer." Wisou steet dat net esou am Accord? Wéini a mat wéi enge Moyenen engagéiert sech dës Regierung, déi kleng a mëttel Revenuen ze entlaaschten, wéi Der sot? A wisou dauert et bis 2026, bis eng Propos fir d'Ofschafe vun de Steierklassen iwwerhaapt emol op den Dësch kënnt? Quitte dass ech de Moien de Gilles Baum héieren hunn, dee gesot huet, bis dohinner wier se a Kraaft. Wéi ass et elo?

*(Interruption par M. Gilles Baum)*

Ok. Et ass gutt. Très bien! Voilà, da froen ech mech trotzdeem – oder nach méi –, wat dann déi Aarbechten, déi Viraarbechten, waren, déi bis elo zu deem Sujet do gemaach gi sinn. Et ass op alle Fall eppes, wat mir weiderhi ganz staark ënnerstëtzen, well mer der Meenung sinn, dass et am Joer 2023 – oder 2026 – net ka sinn, dass ee besteiert gëtt en fonction dovun, ob ee bestuet ass oder net.

Iwwert d'Staatsverscholdung gëtt net méi vill geschwat, woubäi dat souwuel e Mantra vun der CSV wéi och vun der DP war, just nach den Hiweis op den Triple-A, deen elo déi nei Relioun ass. Wëllt Der domat soen, datt d'Ratingsagencen decidéieren, wéini d'Staatsverscholdung ze héich ass?

An nach e Saz zu de Walverspriechen: An den CGFP-Préifsteng steet, datt d'CSV an d'DP sech zu zwou Saachen engagéieren: eemol den Index an eemol d'integral Upassung un d'Steiertabell. Déi zwee Verspriche si vun den zwou Parteien an der Koalitioun awer e bësse méi nuancéiert ginn. Mir hate genee wéi e puer anerer zumools op der zweeter Fro méi virsiichteg geäntwert. Dat war effektiv net esou sexy fir de Wieler, mee huet awer méi der Wourecht entsprach. Alt nach eppes, wat e bëssen ad acta geluecht gouf.

Och de Logementsproblem soll haaptsächlech duerch steierlech Mesüre fir Multiproprietäre geléist ginn. Dobäi sinn et genee dës Mesüren, déi schonn ënnert viregten CSV-Regierunge probéiert goufen an net vill bruecht hunn, sief et d'Mannerbesteierung op Plusvaluë bei Immobilieverkeef oder d'Nees-méi-breet-Opmaache vum Amortissement accéléré. Oder fir et mat de Wierder vum Pierre Gramegna ze soe bei der Debatt hei am Haus zum éischten Ofschwäche vum Amortissement accéléré: „A wann den Amortissement accéléré", ech zitéieren, „hätt sollen en Instrument sinn, fir d'Offer vu Logementer ze förderen – ça se saurait an da bräichte mer am Fong geholl keng aner Mesüren ze huelen. Et ass eng Mesür, déi gutt ugeduecht war, mee där hiren Effet limitéiert war.

Zoustëmmung krut e vun der Madamm Hansen: „Den Taux d'amortissement accéléré fir de Logement locatif gëtt erofgesat. Heimadder soll d'Spekulatioun verhënnert ginn. Dës Mesür ass an der Rei, si bréngt och nach Suen an d'Keess, dat ass gutt." Och den neie Finanzminister hat dat bei der Debatt 2023, beim neien Ofschwächen, begréisst. Ma de Pierre Gramegna hat absolutt Recht: „Ça se saurait", wann dat eppes géif hëllefen!

Hei gëtt elo erëm al Politick bedriwwen, wou d'Kaf- a Finanzkraaft vun Investisseure massiv steierlech ënnerstëtzt gëtt, also och bei de private Stéit net sozial gestaffelt – oder elo loosst mer soen: negativ sozial gestaffelt –: Wat s de méi hues, wat s de méi kriss. Et ass e Sammelsurium u Steierkaddoe fir déi, déi sech Investitiounen an de Stee leeschte kënnen, wéi eeben den Amortissement accéléré an den neie bëllegen Akt fir Locatiounswunnengen.

An der Vergaangenheet goufen d'Präisser domat nees ugedriwwen, ouni dass genuch virun allem abordabel Offer geschafe gouf. Dat soen eis ënnert anerem seriö international Institutioune wéi d'OCDE. Dat féiert net zu enger Stabiliséierung vun de Wunnengspräisser am Rapport zur Kafkraaft vun de Leit.

Et ass och onverständlech, datt contrairement zu deem, wat mëndlech gesot gouf, déi steierlech Logementskaddoe laut Koalitiounsvertrag net kloer zäitlech begrenzt ginn, fir grad an dëser Zäit hiren incitative Charakter ze stäerken, zumools bei deene fir d'Investisseuren.

Et gëtt och net kloer gesot, wat den Deckel soll si fir Wunnengen, Terrainen, op déi sech dës Kaddoe bezéien. Et ass awer e groussen Ënnerscheed, ob mer vun 2 oder 10 oder 50 Immobilie schwätzen. Och wat dat de Staat an domat all eenzelne Bierger kascht, seet dës Koalitioun net.

Wonneren dinn ech mech och beim bëllegen Akt. Dee gouf schonn eropgesat virun e puer Méint, vun 20.000 op 30.000 Euro, a spillt bei niddrege Revenuë bis zu 50.000 Euro. Wéi héich soll en dann elo nach goen? A wisou net weider sozial gestaffelt? Hei gëtt eigentlech dat gemaach, wat vum Premier am Walkampf dauernd zréckgewise gouf: mat der Géisskan verfuer – awer mat der Géisskan fir déi, déi sech iwwerhaapt kënnen en Invest an de Stee leeschten!

Mat Interessi liesen ech och, datt soll gekuckt ginn, wat kéint bei de Kreditter gemaach ginn am Dialog mat de Banken an de Kontrollinstitutiounen. Bis elo huet et dozou ëmmer geheescht, dat géif net goen, do kéint ee sech net amëschen, do kéint een näischt maachen. Ech si gespaant, ob dann elo mam neie Finanzminister eng nei Dynamik do erakënnt.

Et geet wuel glécklecherweis nach vill rieds vu Logement abordable. Mir hoffen, dass dëst net verwässert gëtt duerch en Ofschwäche vum Pacte Logement zum Beispill an datt och weiderhin alles gemaach gëtt, fir datt déi, déi et am schwéiersten hunn, en Daach iwwert de Kapp ze kréien, net de Kierzeren zéien.

Positiv och, datt all déi Initiative wéi Mobiliséierungstax, Tax op eidelstoend Wunnengen a Grondsteierreform weidergedriwwe ginn, genee wéi den Text iwwert d'Koproprietéit. A kritesch begleede wäerte mer natierlech och d'Reform vun der Reform vum Bail à loyer. Déi batter néideg Loyersbrems gëtt net ernimmt, rieds geet just vun engem „besseren Equiliber tëschent Proprietär a Locataire". Dat kann een, wéi esou villes an dësem Accord, an déi eng Richtung an an déi aner verstoen.

Insgesamt si vill Mesüre virgesinn, déi Sue kaschten, sief et Kaf vun Terrainen, Subside fir d'Gemengen, Ofsetzbarkeet vun den Zënsen, bëllegen Akt, Plusvalue, Amortissement accéléré. Mee d'Géigefinanzéierung hunn ech net am Text fonnt. Meng Fro also: Wéi vill kascht dat alles? Net: Wat mengt Der an der Theorie vun de Voodoo Economics, wat et indirekt erabréngt? Mee: Wat kascht et? Wéi vill Steierrecettë ginn doduerch verluer? A wisou steet dat net méi ausgedäitscht an dësem Programm, wann et jo awer elo direkt komme soll?

Ech hu Versteesdemech, datt mer hei net e fäerdegen Text geliwwert kréien, mee ech hätt mer erwaart, dass an där Urgence, wou mer elo sinn, grad bei de Steierfroe vill méi kloer formuléiert géif ginn, wat elo alles géif kommen. Dir frot ons, en gros eng Kaz am Sak ze kafen. Op d'Fro also, ob Der mat Ärem Finanzpak Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerkt, kënne mer net mat Jo äntwerten.

Wéi gesäit et bei der Ëmwelt- a Klimapolitick aus? Hei hu mer eng Medail mat zwou Säiten. D'Bedeitung vun de Wierder ass Iech, Här Premierminister, mengen ech, wichteg. Mir ass gëschter opgefall, datt „de Schutz vun der Natur en héije Stellewäert huet". Dat ass eppes aneres wéi eng Prioritéit, eng Prioritéit, déi se muss sinn!

Positiv ass, datt sech bekannt gëtt zum Klima- an Energieplang, zu der $CO_2$-Steier, zu de Paräisser Ziler, zum Naturschutzplang. Bei der Energie gesi mer, datt ausser dräi Mesüre se all aus dem Energie- a Klimaplang stamen. Mir stellen also fest, datt d'CSV am Endeffekt trotz hefteger Kritick vill vun der grénger Klima- an Energiepolitick iwwerholl huet.

Dir sot elo gëschter: „De Wee dohi gëtt e ganz aneren." Mir si gespaant. Well et geet effektiv net duer, sech zu existéierende Pläng ze bekennen. D'Ëmsetzung muss virugedriwwe ginn. Duerfir brauch et déi richteg Prioritéitesetzung a finanziell a personell Ressourcen, déi dës Prioritéiten erëmspigelen. An dofir froen ech Iech, Här Premierminister, Här Finanzminister: Engagéiert d'Regierung sech formell dozou, datt de Klimafong an den nächste fënnef Joer ëmmer genuch Suen huet, fir déi Subventiounsmoossname fir Solar a Wand, Wärmepompelen, Renovéierung an d'Wärmenetzer an an d'Elektromobilitéit auszebezuelen?

Ech muss och soen: Et ass net grad dat gréissten Zeeche vu Gréisst, datt Der et gëschter esou duergestallt hutt, wéi wa Mesüren an der Vergaangenheet sozial ausschléissend gewiescht wieren. D'$CO_2$-Steier mam Klimasteierkreditt, Energieaiden, Mobilitéitsaiden; mir hu stänneg d'Biergerinnen an d'Bierger finanziell begleet an en Accent gesat op déi, déi et méi brauchen. Et wier flott, wéi Der esou gäre sot, wann Der op dësem Punkt séier an der Majoritéit géift ukommen an ophale géift ze polariséieren!

Mir wäerten natierlech och ganz enk suivéieren, ob déi Ambitiounen, wéi se hei drastinn, agehale ginn, nämlech ob d'Ziler vun der $CO_2$-Reduktioun erfëllt ginn. Doru gitt Der och gemooss. Bis elo ware mer do gutt op onser Trajectoire. Mir wäerten dat och am A halen.

Mir gesinn och, datt d'Denominatioun vum Projet „Natur auf Zeit" am Koalitiounsaccord iwwerholl gëtt, dem Projet, deen d'Joëlle Welfring virun e puer Méint mat engem Gesetzesprojet deposéiert huet, engem Projet, deen et méiglech mécht, begleet iwwert eng gewëssen Zäit, Natur entstoen ze loossen op Plazen, wou duerno wäert gebaut ginn.

D'Formuléierung, muss ech awer soen, interpelléiert ons, well do heescht et: „sans déclencher les mécanismes de protection et de compensation". Mir froen ons also, ob dann hei, anescht wéi bei dem allgemenge Passage zu de Kompenséierungen am Bauperimeter, net gekuckt gëtt, wat kompatibel ass mam europäesche Recht. A wann ech dann op dës allgemeng Kompenséierungsmoossname kommen: Am Contraire zu deem, wat ëmmer nees ganz plakativ

an d'Fënster gestallt gouf – „keng Kompenséierung am Bauperimeter" –, gouf dës Formuléierung glécklecherweis zréckgeschrauft an et soll elo mol gekuckt ginn, wat mat EU-Recht kompatibel ass. Et ass jo schonn erstaunlech, datt déi Verifikatioun net gemaach gouf, éier et stänneg am Walkampf widderholl gouf!

De Bauperimeter aus all deene Moossnamen erauszehuelen, riskéiert och, zu Bëtonswüsten an eisen Dierfer a Stied ze féieren amplaz zu klimaresiliente Plaze fir ze wunnen, déi mer brauchen, fir duerch déi waarm Summeren ze kommen. An et ass och a Kontradiktioun mat der anerer Propos, fir den Espace public ze vegetaliséieren. Dat kléngt no engem net ganz responsabelen Ëmgang mat der Natur an de Staatsfinanzen.

Vill rieds geet och am Vertrag vum „silence vaut accord" oder dem Accord tacite. Et kann heiansdo Sënn maachen. Mee et geet nëmmen, wann déi zoustänneg Verwaltunge genuch Personal hunn, fir datt d'Dossieren awer seriö kënne gekuckt ginn. Well soss féiert et zum Contraire vun deem, wat Der wëllt erreechen, zur der Planungssécherheet, well d'Dossiere bleiwe weiderhin attackabel um Geriicht. Wa se net uerdentlech gekuckt gi sinn oder attackabel sinn, da verléiert herno deen, deen d'Autorisatioun gefrot huet, e Recours. Et gëtt och e Risk, datt heiduerch Ongerechtegkeeten an onnéidegen Drock op de Verwaltungen entstinn. Och kann et net sinn, datt d'Enquête publique doduerch hiren Zweck verléiert, wann dës net méi seriö ausgewäert kënne ginn.

Beim Glyphosat da kann ech mech ganz gutt un eng Tëleesdebatt erënneren, wou de Spëtzekandidat vun der DP zu Recht ganz houfreg war, datt ënnert der viregter Regierung de Glyphosat verbuede gouf. Elo steet hei am Accord: „Le Gouvernement s'engagera en faveur de l'élimination progressive du Glyphosat au niveau européen et soutiendra parallèlement l'abandon volontaire de celui-ci par le biais de subventions." Hei ass kee kloren Nee méi zum Glyphosat erauszeliesen. Wéi eng Positioun, Madamm Hansen, wäert Lëtzebuerg dann an Zukunft an Europa vertrieden?

Och stelle sech Froen zum allgemengen Ëmgang mat Pestiziden. „Le Gouvernement promouvra une utilisation durable des produits phytosanitaires afin de garantir la préservation de la biodiversité et la protection de nos eaux de surface ainsi que de nos sources." Ech géif hei wierklech gär verstoen, wéi dat goe soll, eng nohalteg Notzung vu Pestiziden, fir Biodiversitéit a Quellen ze schützen.

Last but not least: d'Atomenergie. D'Regierung wëll sech wuel fir d'Sécherheet bei den Atomzentralen asetzen, mee e kategoreschen Nee zum Atom, dee kléngt anescht. Mir froen ons och, wéi déi vill Hiweiser op d'technologesch Neutralitéit ze verstoe sinn. Heescht dat, datt fir déi aktuell Regierung Atom an erneierbar Energië gläich gutt sinn?

E wichtegen Deel vun der Klimapolitick ass d'Mobilitéitspolitick. Hei gëtt sech zum nationale Mobilitéitsplang bekannt, dem François Bausch sengem grousse Projet, deen duerleet, wéi d'Mobilitéit sech soll an deenen nächste Joren hei am Land weiderentwéckelen, fir datt mer net erëm an déi Situatioun wéi virun zéng Joer kommen, wou mer permanent der Saach hannendrulafen. Wat mer vermëssen, genee wéi generell bei den Investitiounen, ass e Prioritéiteplang am Accord fir déi nächst fënnef Joer, wat dann elo direkt komme muss. 2018 gouf et esou eng Annex, an dat an enger Zäit, déi finanziell net esou komplizéiert war wéi déi elo.

Positiv ass jo, datt mëttlerweil souguer d'DP, déi den Tram iwwer 30 Joer verhënnert huet mam Argument, e géif näischt bréngen, elo zur Konklusioun kënnt, et wär e „formidabele Succès" – am Koalitiounsaccord –, an en iwwerall ausbaue wëll, ouni awer ze soen, wou a wéi genee. Den Tram hélt manner Plaz am Koalitiounsaccord a wéi d'Eurovisioun a bal esou vill wéi déi nei individualiséiert Placken – et gesäit een, wou d'Prioritéite leien!

Mee vläicht muss déi nei Transportministesch jo nach parteiintern mat der Stater Buergermeeschtesch verhandelen, ob den Tram dann elo endlech dierf duerch d'Porte-Neuve a bei de CHL fueren, eng Decisioun, déi d'Stad Lëtzebuerg virun de Walen net wollt huelen. Dobäi ass all Mount, wou deen hei verluer geet, wichteg fir d'Entwécklung vun der Stad Lëtzebuerg, vu Stroossen a Bartreng.

Beim Stroossebau gëtt alles an näischt versprach, Beispill Ausbau vun der N7 bis Wemperhaart. D'Véierspueregkeet bis op d'belsch Grenz gëtt do, wou et méiglech ass, analyséiert. Dobäi ass virun allem d'CSV wärend Joren tëscht dem ganzen Norde getingelt an huet de Leit versprach, si géifen dat direkt ugoen. Fënnef Wochen no de Wale gëtt et elo mol analyséiert!

Näischt am Accord vun CSV an DP ännert sech, wann et ëm de Vëlo geet: De Vëlosfuerer soll emol erzu ginn. Sécherlech gëtt et Vëlosfuerer, déi sech net un de Code de la route halen. Datt déi Zort och bei den Automobiliste verbreet ass, gëtt net ernimmt. A puncto Vëlo geet och rieds dovun, datt bei ëffentleche Gebaier Vëlosparkinge musse gebaut ginn. Gëllt dat och fir de grousse Vëlosparking op der Stater Gare? Oder fält deen der Parteiräson zum Affer? Hei och leider nees keen Indice driwwer, wat mat de Projete geschitt.

D'Kapitel traitéiert och nach de sougenannten „Uber-Chauffer". Dëse Service soll direkt erlaabt ginn, mee ënnert der Konditioun, dass d'Chaufferen eng Lizenz hunn an eng Sécurité sociale. Dat ass interessant, well ënnert deene Konditioune kënne se et haut scho maachen – se wëlle just net.

Wat zu Lëtzebuerg gebraucht gëtt, ass en nationale gesetzleche Kader fir d'Sharing Economy an do gëtt jo bekanntlech op den Text vun der Direktiv gewaart.

Fir nach ee Moment beim François Bausch sengen exzellent hannerloossenen Dossieren ze bleiwen: D'Bâtiments publics huet jo keen eegent Kapitel an dësem Accord. Ausser der Klimaneutralitéit, déi soll erreecht ginn, fanne mer näischt dozou. Mir begréissen dat natierlech ausdrécklech. Mir gi just och ze bedenken, datt, wann dat bis 2030 soll erreecht ginn, d'Personal muss massiv opgestockt ginn, eppes, wat bis elo dem Bauteminister net accordéiert gouf.

D'Kapitel Defense iwwerhëlt alles, wat de François Bausch souwisou schonn ageleet huet. Déi eenzeg Neiegkeet ass de faméisen Hôpital militaire. Et mécht awer wéineg Sënn, der Defense an der Arméi an der Santé hir Energie ze beusproche fir eppes – an dat wësst Der! –, wat scho probéiert ginn ass a wat fale gelooss ginn ass, well et fir Lëtzebuerg schwéier war, guer net ëmsetzbar ass!

Amplaz elo nach emol onnëtz Energie bei der Arméi an der Defense ze verschwenden, fir sech musse mat esou engem Projet ze beschäftegen, wär et méi sënnvoll, dës Energie zousätzlech an de Beräicher Cyber an Espace anzesetzen. Do hu mer Kompetenzen, et gëtt vill Opportunitéiten a mir kënnen och derfir suergen, dass d'wirtschaftlech, ekonomesch Kompetenz zu Lëtzebuerg dovu profitéiert.

An och am Gesondheetsberäich gëtt et sécherlech aner Prioritéite wéi e Militärspidol oder IRMen. Hei si mer zentral bei de Froe vun der Gerechtegkeet an engem gerechten Accès zur Medezinn. Allgemeng ass dësen Deel och extreem vag gehalen an et feele wichteg Punkten.

Wéi ass et mat der Uniklinick, mat de Garden? Wa mer vu Preventioun schwätzen: Wat geschitt mat der Besteierung vun Tubak an Alkohol? De Volet Pediatrie vermëssen ech komplett. Wéi gi mer de Manktem u Pediateren un? Wat ass mat der Ëmweltmedezinn? Mam Projet medezinnesche Cannabis? Mir gesinn, datt d'Accente bei der Digitaliséierung leien – sécherlech e ganz wichtegt Element – an awer och bei der Liberaliséierung. An hei wäerte mer natierlech ganz genee kucken, wéi dat sech auswierkt. Den Accès zum Dokter dierf net vum Portmonni ofhänke vun deem Eenzelnen!

Positiv ass den Ausbau vum Studium op der Uni – mee wat genee soll ausgebaut ginn? – an de reegelméissege Bilan beim Dokter gradewéi d'Gebuertshaiser, déi analyséiert ginn, an d'Notéiere vun der Penurie bei de Psychiateren. Mee wéi gëtt dat alles geléist? A wat heescht de Passage iwwert d'Apdikten? Sollen déi komplett liberaliséiert ginn? Och hei ass et à ce stade onméiglech ze soen, ob dës Skizzen onse Gesondheetssystem wierklech stäerke wäerten oder net. Et wier jiddwerfalls ze wënschen, datt d'Gesondheetspolitick hei am Land déi nächst Joren net géif just iwwer IRMen definéiert ginn.

Wa mer iwwert d'Gerechtegkeet an onser Gesellschaft schwätzen, da stellt sech och d'Fro vun der Generatiounegerechtegkeet. Den Accord erkläert, datt ab 2027 de Finanzéierungsmodell vun de Pensiounen a Fro gestallt ass. Zwee Léisungsusätz fënnt een hei: besser Ofsetzméiglechkeete vun de Privatpensiounen – dat ass weeder gerecht nach effikass – an „une large consultatioun sera organisée avec la société civile sur la viabilité à long terme de notre système des retraites, ceci afin de trouver un consensus à ce sujet".

Wat bedeit dat? Soll an enger Biergerbedeelegung decidéiert ginn, wat d'Regierung proposéiert, fir de Finanzéierungsproblem ze léisen: méi héije Pensiounsalter, méi héich Cotisatiounen, méi niddreg Pensiounen oder eng aner Cotisatiounsbasis? Ech woen ze behaapten, ech géif wëssen, wat dann herno als Äntwert géif do erauskommen, an ech woen och ze behaapten, datt dat net mat Ärer Äntwert géif iwwerteneestëmmen. Wat schwieft der Regierung vir? A wéi ass et mat de Sozialpartner? Rieds geet just vun der Société civile. Leider och hei méi Froe wéi Léisungen.

D'Ongerechtegkeete fänken am jéngsten Alter un. Allgemeng hu mer gëschter fonnt, dass de Premier d'Educatiounskapitel eigentlech ënner Wäert verkaf huet, an zwar souwuel, wat den Inhalt ugeet, wéi och d'Gewiicht a senger Ried. Zwar bleift de Koalitiounsaccord och hei a ville Beräicher extra vag an awer versprécht en, eng ganz Rei Chantieren unzegoen. Hei gesäit ee kloer d'Handschréft vun engem Minister, deen d'CSV elo schéngt ze ënnerstëtzen, nodeems se zéng Joer laang kee gutt Hoer un ëm gelooss huet.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dat ass wuel och ee Grond, firwat d'Detailer hei gëschter e bëssen ze rar geséit waren.

Als Oppositioun wäerte mer awer ganz genee op dëse Beräich kucken an d'Regierung un der Ëmsetzung vun all deem moossen, wat se um Pabeier versprécht. Et ass iwwert déi lescht Jore vill geschitt am Educatiounssecteur. Mee national an international Etüde weisen ons, datt et ëmmer nach e Gerechtegkeetsdefizit gëtt, dee fir déi nächst Joren eng absolutt Prioritéit muss sinn. Mir hunn elo zwee Systemer, déi parallell fonctionéieren, eppes, wat ganz staark déi lescht fënnef Joer vun der CSV kritiséiert gouf, wat

awer mam Ausbau vun zwou weideren esou Schoule weidergedriwwe gëtt.

Et ass eng Evaluatioun ugeduecht. Wéi soll déi konkreet geschéien? A wat ass den Timing bei deem Prozess? Grondleeënd ass d'Erausfuerderung, d'Ongerechtegkeeten, déi haut am traditionelle System bestinn, engem System, dee grad fir déi Schwächst an onser Gesellschaft weider ganz kloer déi éischt Ulafstell ass, unzegoen. Mir brauchen och eng Stäerkung vun der traditioneller Lëtzebuerger Schoul, net nëmmen de Parallellsystem vun Europaschoulen, dee sécherlech och seng Missioun erfëllt a säin Zweck huet. Mee mir dierfe keng Entdemokratiséierung vun där anerer Schoul kréien!

Et gëtt och weider positiv Usätz wéi e Recht op eng Betreiungsplaz oder méi Personal am Cycle 1. Mee wéi kënne mer genuch Educateuren heifir ausbilden? Se feelen elo schonn. Eng Schoul ze bauen ass eleng bestëmmt net d'Léisung fir de Problem. A wisou gëtt d'Formatioun vum Enseignant net direkt op de Masterniveau ausgeweit? Dat géif dach sécherlech och zur Attraktivitéit bäidroen.

Méi Zäit fir d'Famill war jo vu ville Säiten e Leitmotiv am Walkampf. Mee hei stelle mer leider fest, datt och dat virun allem soll fir déi gëllen, déi sech et leeschte kënnen. Méi laange Congé parental, awer manner Suen de Mount; véier Stonnen Deelzäitaarbecht, awer onbezuelt; Babyjore vun zwee op dräi Joer eropgesat: Hei gëtt genee dat gemaach, wat d'DP am Walkampf als ganz grouss rout Linn opgezeechent huet. Hei kënnt eng Herdprämie duerch d'Hannerdier – an en plus eng fir déi, déi op kee Revenu ugewise sinn. Domat gëtt ënnerstëtzt, datt ee kenger Aarbecht nogeet, datt een de Lien zur Aarbechtswelt nach méi laang kappt. Dat ass weeder dat, wat mer an de Betriber brauchen, nach dat, wat eng staark Zukunft fir d'Mammen hei am Land garantéiert. Well dës, wéi Der et nennt, „sozial adequat Ofsécherung", déi spillt am Pensiounsalter. Dat ass nach laang keen Job.

Wa mer vu Gerechtegkeet schwätzen, stellt sech natierlech och d'Fro vun der Aarmutsbekämpfung. Ech fannen et absolutt begréissenswäert, datt méi Housing First soll kommen an datt de REVIS soll gehéicht ginn. De Mindestloun awer, dee soll net méi an d'Luucht goe wéi bis elo, e soll awer weider indexéiert bleiwen.

Wann ech awer Formuléierunge kucken tëscht engem Aarmutsbekämpfungsprogramm, wou villes emol fir d'éischt nach gekuckt an analyséiert muss ginn, wéi e besseren Zougang zu den Aiden oder de Once-only-Prinzipp mat engem Guichet social, da bedaueren ech, datt dat hei net méi zolidd formuléiert ass wéi beim Naturschutz zum Beispill. Och gëtt de REVIS-Text scheinbar net esou fundamental ugepaakt, trotz de ville Kriticke vum Terrain, ausser bei de BPIen.

D'Regierung wëll sech jo eng gesamtheetlech Strategie ginn. Mir fannen dat gutt. Et muss een elo ofwaarden, wéi dat a Musek ëmgesat gëtt. Et ass jiddefalls ee vun de ganz groussen Defien. Ob déi néideg Ambitioun hei un den Dag geluecht gëtt, dat ass aus dem Koalitiounsaccord net kloer ze erkennen. Do waarde mer dann op d'Ëmsetzung, déi awer direkt muss ugaange ginn.

Eng staark Demokratie brauch och e grousse Respekt fir d'Mënscherechter, a virun allem vun de vulnerabele Persounen, eppes, wat net ganz groussgeschriwwe gëtt, ugefaang mat eppes, wat mer net erëmfannen: d'Fuerderung no engem Mënscherechtsverdeedeger, deen der Chamber géif ënnerstoen. Dëst huet leider keng Plaz am Accord fonnt.

Am Justizdeel fannen ech extreem vill Kontinuitéit. Dossieren, déi ech ugaange sinn iwwert déi lescht véier Joer: d'Ressourcen an der Magistratur, d'Digitaliséierung, d'Assistance judiciaire, d'Mediatioun, d'Tutellen, ASBLen, d'Violence sexuelle an esou weider.

Et gëtt awer e puer notabel Ausnamen. Insgesamt huet een zwar den Androck, datt den Inneminister zur Bad Bank vun der Law-and-Order-Politick vun dëser Regierung ginn ass, mee trotzdeem sinn och am Justicedeel e puer Dossieren, déi et a sech hunn, a virun allem déi faméis Comparution immédiate. De Wording hei ass schonn zolidd verwässert par rapport zu de Waldiskussiounen, wat mer natierlech begréissen. Mee och hei kann ee sech froen: Wouhier de Sinneswandel? Hu béid Walprogrammer nach haart fir e Schnellverfaren ouni ze vill Nuancë plädéiert, soll elo den Accord vum Beschëllegte gefrot ginn an d'Prozedure gi just op e puer Prozedure beschränkt. Natierlech wäerte mer hei am A halen, wéi dat ëmgesat gëtt. Et dierf net sinn, datt de Beschëllegten ënner Drock gesat gëtt, fir esou eng Prozedur unzegoen. Et muss ëmmer genuch Zäit do sinn, fir d'Defense ze preparéieren.

Ech sinn extreem frou, datt Dossiere wéi de Jugendschutz a Strofrecht weidergefouert ginn. Mee ech froe mech en vue vun der Formulatioun, ob d'Interdictioun, Mannerjäreger am Erwuesseneprisong ze platzéieren, am Gesetzestext bleift. Am Accord steet nämlech just, et géifen nei Strukture geschafe ginn, pour „éviter leur placement dans un établissement pénitentiaire". Ech sinn och frou ze liesen, datt de Projet vum kompletten Ëmbau vu Schraasseg soll weidergefouert ginn. Ech maachen Iech just drop opmierksam: Et ass deen deierste Projet, dee jee an der Bauteverwaltung an Ugréff geholl ginn ass. Dat sinn e Grappvoll Upassunge vun der Steiertabell un d'Inflatioun. Mee et ass e wichtege Projet an ech hoffen, dass deen net enger Kris zum Trotz fält.

Geneesou frou sinn ech driwwer, datt den Adoptiounstext, deen ech op den Instanzewee ginn hunn, schéngt weidergefouert ze ginn. Hei froen ech mech allerdéngs au vu vun der Formulatioun am Justicedeel – de Famillendeel ass méi oppen –, ob d'Adoptioun vun de Celibatairen och bestoe bleift.

Suerge mécht mir och d'Formulatioun beim RBE-Text, wou ee kéint mengen, datt den Accès nees méi reduzéiert gëtt, sou wéi d'Vertrieder vun der CSV dat an der Justizkommissioun wollten. An datt den Abschnitt zum Mënschenhandel mat „Mendicité" iwwerschriwwen ass, léisst op d'mannst virsiichteg ginn. De Kampf géint de Mënschenhandel muss weiderhi seriö ugaange ginn. Ech hoffe just, datt en net zum Kampf géint déi Äermst an onser Gesellschaft gëtt.

Am Volet bannenzeg Sécherheet soll dann elo dat anert grousst Walverspriechen, d'Gemengepolice, realiséiert ginn. Hei si mer weiderhin extreem gespaant, wéi dat an der Praxis soll ëmgesat ginn. Wéi eng speziell Formatioun gëtt et fir de Buergermeeschter? Wéi gi méiglech Interessekonflikter evitéiert? Wéi interagéieren och d'Beamte mateneen? A wou kënnt dat zousätzlecht Personal hier?

Rieds geet och dovun, e Platzverweis anzeféieren, e weidert Instrument vu ganz punktueller Symptombekämpfung, dat riskéiert, d'fräi Beweegung a Fro ze stellen. D'Police soll Tasere kréien, woubäi ech net iwwerzeegt sinn, datt dat och am Interêt vun der Police selwer ass, wann een all déi Incidenten a Frankräich gesäit. An dann huet souguer den Dauerbrenner Gefaangenentransport et an de Koalitiounsaccord gepackt. Dobäi gëtt ignoréiert, datt et en Accord gouf tëscht Prisongsverwaltung a Police, fir dee ganz bei d'Police wéinst ganz villen organisatoresche Problemer ze verlagieren, an d'Police och dofir extra Moyene krut. Hei gëtt net fir d'éischt analyséiert, hei gëtt dat emol drageschriwwen. Et gëtt dobäi vergiess, datt all Personal, wat een op där enger Säit aspuert, dann op där anerer Säit feelt. Dat ass da bei den Agents pénitentiaires.

Och bei der Migratioun wäerte mer genee kucken, wéi ee Wand do an Zukunft bléist. D'Schütze vun de Grenzen huet e ganz héije Stellewäert am Accord. Mee mir fannen och positiv Elementer wéi méi en einfachen Accès op den Aarbechtsmarché an datt elo op d'mannst gekuckt gëtt, ob Mënschen, déi BPIe bei sech doheem hebergéieren, kënnen dofir entschiedegt ginn.

De Minister wëll och eventuell net méi selwer d'Decisioun iwwert d'Härtefäll huelen. Och dat kann eng gutt Saach sinn. Mee et steet direkt hannendrun: „Les décisions administratives et de justice [...] seront appliquées. Les demandeurs d'asile déboutés seront renvoyés." Dat kléngt dann awer net duerno, wéi wann do reellement Härtefäll géife gekuckt ginn. Wéi gesot, och do musse mer ofwaarden, wéi dat an der Praxis wäert kommen.

D'EU an d'Aussepolitick: Hei läit de Fokus nees ganz kloer méi um Handel an der Finanzplaz wéi op de Wäerter. E Beispill ass den Abschnitt iwwert d'Liwwerkettendirektiv. Et gëtt sech dozou bekannt, fir et dann direkt duerno ze relativéieren a vu Level-Playingfield ze schwätzen, wat net verwonnerlech ass, wann een d'Positioune vun deenen zwou Parteien heizou kennt.

Mee wéi huet d'Regierung et mat den aktuelle Projeten am Beräich Ëmwelt a Klimaschutz? Wéi ass d'Positioun zu den institutionelle Reformen, déi op EU-Niveau diskutéiert ginn? Bei all deem wäerte mer ons dann déi nächst Méint mussen iwwerrasche loossen. Am Accord steet näischt.

Och eng feministesch Aussepolitick mécht Lëtzebuerg net méi.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | A ganz um Enn nach e Wuert zur Kultur: Definitiv e Stéifkand vun dësem Accord an nach méi, och wann ech dat net fir méiglech gehalen hätt, bei Ärer Ried gëschter, Här Premierminister. Zwee ganzer Sätz: „D'Zesummeliewe gëtt och verbessert duerch d'Kultur, déi mer duerch d'ganzt Land wëlle weiderentwéckelen. D'Regierung wëllt eng participativ an inklusiv Kulturpolitick, déi méiglechst vill Leit interesséiert a mathëlt." Dat ass emol eng grouss Ambitioun fir eng staark Kulturzeen zu Lëtzebuerg!

Bei der Lektür vum Accord dunn hunn ech mech gefrot, wou d'Redaktere vum Text déi lescht fënnef Joer waren, well ausser Esch2022 schénge se net allze vill matkritt ze hunn. Et gëtt kee Gesamtbild vun der Kulturwelt hei am Land gezeechent. Wou wëlle mer hin? Wéi eng Moyene gi mer ons? Gëtt e Kulturentwécklungsplang fir déi nächst zéng Joer gemaach? Wat ass mat de sëllegen Infrastrukturprojeten, op deene schonn esou vill geschafft gouf? Ausser dem Centre fir Collections publiques an der Maison des Arts de la Danse fannen ech näischt. Wéi ass et zum Beispill mat der Villa Louvigny? Heescht dat, datt déi aner fale gelooss ginn? A virun allem: Wéi soll d'Kultur dann elo wierklech besser an d'Schoul integréiert ginn? Et geet rieds vun engem Délégué an de Foyers scolaires. Positiv! Wéi ass et mat de Lycéeën?

An dann de Patrimoine: Dat ass also elo den neien Naturschutz. Net d'Gemengeprozedure stellen e Problem duer beim Bau, mee nieft dem Naturschutz d'Archeologie. Et ass eng vun de Pärelen aus dem Accord! Dir wëllt d'Fraisen op de Staat verleeën an de „silence vaut accord" aféieren.

Dozou e puer Iwwerleeungen: Net nëmmen hate mer hei eng extreem breet Zoustëmmung an der

Chamber, mir hu laang an der Kommissioun driwwer diskutéiert. Et ass immens vill Input vun DP- an CSV-Kulturkommissiounsmemberen erëmgeholl ginn. D'Fro vun der Finanzéierung vun de Fouillen, do hutt Der mäin absolutte Support. Ech fannen dat eng gutt Saach. U mir louch et net, datt dat net vu vireran esou am Gesetz drastoung. Dat waren DP-Decideuren, déi dat net wollten. An de „silence vaut accord", dat braucht Der net hei am Text anzeféieren, et steet nämlech schonn am Text dran. Interessant och, datt dëse Passage just am Logement steet an net bei der Kultur. Vläicht wollt Der dem fréiere Schierener Buergermeeschter net direkt Angscht maachen, dass en elo misst de Patrimoine, deen a senger Gemeng esou eng wichteg Roll huet, ofschwächen.

*(Interruption)*

Wichteg Sujete wéi déi néideg Reform vum Archivgesetz, déi an de leschte Wochen intensiv an der Éffentlechkeet debattéiert goufen, gi komplett ausgeblent. A leider fënnt een och beim Filmfong keng Detailer fir Verbesserungen, sief et eng Upassung vum Budget un d'Inflatioun oder eng Stäerkung vun den Eegeproduktiounen hei am Land.

Am Resümmee: Deen Accord, wéi en hei virläit, zeechent keng Ambitioun fir e staarkt Lëtzebuerg op. Et feelt u Kohärenz, et feelt u Kloerheet an et ass vill Gepokers dran. Déi eenzeg Richtung, déi kloer ass, ass déi vun enger ganz liberaler Wirtschafts- a Finanzpolitick. Kloer ass den Accord, wann et drëm geet ze soen – ouni et natierlech genee esou ze soen –, datt déi entlaascht ginn, déi scho vill hunn. Fir all déi aner riskéiert d'Rechnung extreem deier ze ginn.

Virun allem awer si mer an engem extreem ongewëssen internationale Kontext. Dir hutt Iech an dësem Accord keng Gedanken driwwer gemaach, wat geschitt, wann Är Wett net opgeet. Wat gëtt dann nach ëmgesat? Wat gëtt dann nach gebaut? Wéi eng Subventioune ginn da gekierzt? Gëtt an deem Fall och nach um Klima- an Energieplang festgehalen?

Ech wënschen ons all heibannen, datt et net esou wäit kënnt, datt Dir Iech déi Froen net braucht ze stellen a mir net brauchen op Är Spuermoossnamen, op Är Kierzungen an Op-d'Spill-Setze vun der Zukunft vu Lëtzebuerg ze reagéieren. Mee et ass onverantwortlech, an deem komplizéierte Kontext, an deem mer elo sinn, einfach dovunner auszegoen, datt dat scho wäert esou opgoen. „Augen zu und durch!" Et ass eng riskéiert Wett. Bei all Wett gëtt et jo normalerweis en Asaz. Dir spillt hei mat der Zukunft vum Land. Mir gi jo dovun aus, datt, wann déi Wett ieren net sollt opgoen, net d'Schold bei anere gesicht gëtt, net dann op eemol den internationale Kontext aus dem Hutt gezaubert gëtt, mee datt Dir dann d'Verantwortung iwwerhuelt.

Mir hoffen all, datt et net dozou komme muss. En attendant wette mir hei net mat. Dëst ass net déi sozial nohalteg a gerecht Politick, déi eist Land a seng Leit brauchen, fir déi grouss Erausfuerderungen, virun deene mer stinn, unzegoen. Mir wäerten Iech also haut net onst Vertraue schenken.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement agedroen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass deen zweete Regierungsaccord, dee mir Piraten hei an der Chamber analyséiere kënnen. An ech wäert probéieren, de Point ze maachen iwwert déi grouss Theemen, éiert de Ben Polidori herno nach eng Kéier op e Kärtheema vun eis ageet, nämlech op d'Digitalisatioun, en Theema, wat jo gëschter ëmmer erëm e bëssen an der Ried opkomm ass, och wann et am Koalitiounsaccord dach e bësse méi dënn ausgedréckt ass.

Ech kann et direkt virewech soen: Mir Piraten fannen dann och eng ganz Rei positiv Saachen an dësem Accord, eng ganz Rei Saachen, fir déi mer eis scho säit Joren asetzen, an och nei Saachen, déi emol op den éischte Bléck gutt ausgesinn an déi mer kéinte guttheeschen. Mir gesinn hei deen ominéise mofe Fuedem, mee e geet net duerch de ganze Programm an e gëtt ganz heefeg rabiat ënnerbrach.

Generell muss ee soen, datt mer mat dësen 200 Säiten net kënne soen, wou d'Rees fir déi nächst fënnef Joer higeet. Op deene puer Plazen, wou mer da méi konkreet ginn, gi fir eis och deelweis rout Linnen iwwerschratt.

Wéi sot den neie Finanzminister a sengem fréiere Liewen hei an der Chamber? Ech zitéieren: „An do gesi mer leider ganz, ganz wéineg Principe de précaution, mee éischter e grenzeloost Wuesstumsvertrauen, fräi nom Prinzipp Hoffnung a géint all budgetär, mee och géint all ekonomesch Vernonft." Zitat Gilles Roth beim Koalitiounsaccord 2018.

Här President, ech kéint mer déi Wierder zu eege maachen an dem Här Roth seng Ried vun deemools hei halen. An ech mengen, all Punkt, deen en deemools gutt ubruecht huet, géif och haut gutt géint deen heite Koalitiounsaccord ubruecht kënne ginn.

Mee ech kommen direkt zu engem vun deene wichtegste Punkten. Ee vun deene Punkten, dee fir d'Leit dobausse wierklech eminent wichteg ass, nämlech d'Steieren, d'Steierpolitick an d'Steierreform.

D'Mesür vun dem Berengege vum Barème vu véier Tranchen op den 1. Januar ass eng vun deene wéinege konkreete Mesüren, déi am Programm stinn. Eng Mesür, déi mer och begréissen an déi op d'mannst a Richtung „méi Netto vum Brutto" geet. Fir de Rescht gi leider vill Etüde versprach iwwert dat, wat méiglech ass, iwwert dat, wat kéint gemaach ginn. Mee reell Entlaaschtungen op Basis vun engem gerechte Steiersystem, dat siche mer an deem Programm, ouni et ze fannen.

Mir Piraten hate virum 8. Oktober kloer Linne gezunn an eng absolutt Prioritéit fir eis war an ass eng Steierreform. An do kënne mir Piraten mat dësem Accord hei net zefridde sinn! Eng Propos fir eng Individualiséierung fir 2026 – eng Etüd – an eng Erliichterung fir d'Leit an der Klass 1a, dat geet net duer! Mir Piraten fuerdere weiderhin eng Steierpolitick, déi net méi opgrond vu single, gepacst, gescheet oder verwittwet diskriminéiert. Mir wëllen, dass d'Steierklass 1a esou séier wéi méiglech ofgeschaaft gëtt.

A jo, Här President, elo kéint ee soen: „Wou sinn dann d'Géigefinanzéierungsmoossnamen?" Ma och déi siche mer an deem Dokument verzweifelt. Vläicht steet dofir esou vill vun „Etüden" an „Analyséieren" dran.

Haut de Moie gouf vum honorabele Kolleeg Marc Spautz hei opgezielt, wéi oft verschidde Wierder an der Ried gëschter virkomm waren. Mir hunn eis dann och de Spaass gemaach, eng Kéier ze zielen, wéi oft „analyse", „étudier" an esou weider am Programm virkënnt. Ech mengen, Dir hat de Moie gesot, et wär 110-mol „Digitaliséierung" oder „Soziales" virkomm. Ech kann Iech soen: Et ass iwwer 160-mol, wou „Etüd" oder „Analys" am Programm steet.

Deementspriechend kann ech just soen: Mir siche wierklech heiansdo verzweifelt no méi Substanz am Accord a mir fanne se net. An ech ginn der Madamm Tanson Recht, datt et vläicht ganz séier gaangen ass an datt et dofir och heiansdo e bëssen un der Substanz gefeelt huet.

Och den neie Spëtzesteiersaz, wéi d'CSV en am Walprogramm hat, jo, dee kënnt net! Eng weider méiglech Source vu Revenue gëtt hei ignoréiert a kategoresch ausgeblent: d'Finanztransaktiounssteier. Dës Regierung geet souguer an déi ëmgedréinte Richtung a wëll dem Staat seng Recettë weider kierzen. Ech sot et gëschter: „Robin Hood, mee ëmgedréint."

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Premier sot: „Mir wëllen e Land, dat wirtschaftlech zolidd dosteet." Mir Piraten wëllen dat och! An eis ass et wichteg, datt d'Staatsfinanzen op wierklech zolitter Basis stinn.

D'Taxe d'abonnement op de Fonge bréngt dem Staat ronn e Siwentel vu senge Recetten an – iwwer 1,2 Milliarden Euro. Dofir dierf et Reduktiounen op der Tax, wéi d'Regierung se wëlles huet, fir eis nëmme fir richteg gréng Fonge ginn. Elo, wou d'Taxonomie Atomenergie a Gas nohalteg astuuft, muss kloer sinn, datt dës Energien hei am Land net zu enger Reduktioun vun der Tax féieren dierfen.

Alles anescht wier Greenwashing a géif dat selwer proklaméiert Zil vun enger weltwäiter grénger Finanzplaz goen. Et freet ee sech wierklech, wou déi nei Regierung also hir Suen an Zukunft nach wëll hierhuelen. Dat ass keng zolidd Finanzpolitick, mee e gewotend Pokerspill – oder: ech kéint nach eng Kéier den Här Roth vu viru fënnef Joer zitéieren.

Mir Piraten wëlle gesond Staatsfinanzen a keen ausgehéngerte Staatsapparat, deen herno net méi kann déi Reformen ëmsetzen, déi sech imposéieren an déi mer och ënnerstëtzen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, komme mer zu engem anere groussen Theema – warscheinlech dem zweete groussen Theema, wat de Walkampf dominéiert huet –: de Logement.

D'Wunnengspolitick vun dëser Regierung ass kuerz ze resüméieren. Et sinn duerchaus konkreet Iddien dran, déi och zum Deel gutt sinn, zum Beispill – an Dir mierkt, ech probéieren ëmmer unzefänke mat deene positive Punkten, déi mer an deenen eenzelne Punkte fonnt hunn – den Ausbau vun der Steierexemptioun bei der Gestion locative sociale. Déi ass positiv ze bewäerten, well ee fair Loyere belount, amplaz ze bestrofen. Hei kéint ee sécherlech méi wäit goen, wéi just iwwert déi méi niddreg Besteierung ze schwätzen. Hei kéint een och iwwer Steierabattemente schwätzen. Mee d'Iddi ass gutt.

D'Iddi, fir Firme méi bauen ze loossen, ass och positiv ze bewäerten, well aktuell besteet déi Méiglechkeet jo am Gesetz vun 1979 iwwert d'Aide au logement. Mee de Maximum vun der Hëllef ass bei lächerleche 6.200 Euro plafonéiert. Also, domadder baut och haut kee méi.

Wa mer wëllen, datt d'Firmen hei selwer méi aktiv ginn, fir hir Employéen ze logéieren, da muss dee Plaffong ugepasst ginn. Dat géif der Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft déngen a gläichzäiteg Steiergelder spueren, well privat Gelder kéinte genotzt ginn, esou wéi et zum Beispill fréier op de Schmelze gemaach gouf.

De grousse Kritickpunkt vun der ugekënnegter Wunnengspolitick ass awer, datt virun allem d'Demande um Marché mat klore Moossname fir de Privatinvestisseur ugekuerbelt gëtt. Well d'Demande ass do! Vill Locatairen hei am Land a vill Lëtzebuerger/innen iwwert de Grenze wëllen eng Wunneng hei.

De Problem läit net bei der Demande – se läit beim Geld! D'Leit géifen haut hir Wunneng kafen a se iwwert déi nächst 30 Joer ofbezuelen, mee et gëtt keen

hinne méi e Kreditt. A wa se kee Kreditt fir eng Privatwunneng kréien, dann hu se och de Problem, datt se keng Offer ausserhalb vum Privatmarché fannen.

E weidere Problem, deen dës Regierung net upeekt, ass also d'Offer vun de Wunnengen. Eppes, wat eis Piraten bei der ganzer Logementspolitick ëmmer erëm immens stéiert, ass déi Onkloerheet, mat deenen déi lescht Regierungen an och dës Regierung erëm untrieden. Et gëtt vu Wunnengsbauoffensive geschwat, mee mir hu keen een Zil fonnt, wéi vill Wunnengen dann elo an deenen nächste Jore solle gebaut ginn a wiem se wäerten zeguttkommen. Wéineg steet dran, wéi d'Locatairen, also dat schwächst Element an deem Ganzen, sollen entlaascht ginn – fir net ze soen „näischt".

Wa mer vum Statec a sengen Zuelen zum Wirtschaftswuesstem ausginn, déi no ënne korrigéiert goufen an déi haut schonn e puermol erwäänt goufen, mee dem Wirtschaftswuesstum awer zugronn leien, da mussen zu Lëtzebuerg all Joer op d'mannst 8.000 weider Wunnunitéite gebaut ginn.

An eisen Héchstzäite ware mer bei knapp 4.000 Unitéiten d'Joer – d'Hallschent. Mir si vun deenen 8.000 Unitéiten haut esou wäit ewech wéi SpaceX vum Mars. Déi eenzeg Äntwert, déi kloer aus dem Koalitiounsaccord ervirgeet, ass, datt et net zu enger Demokratiséierung vun de Besëtzverhältnisser um Wunnmarché wäert kommen. D'Investisseuren, d'Groussgrondbesëtzer, d'Multiproprietären a grouss privat Promoteure wäerte sech weiderhin eng gëllen Nues mam Misär vun anere Leit verdéngen.

Eppes ass deemno haut kloer: Déi Party vun engem grousse Promoteur huet sech gelount, well deem säin Invest ass haut schonn am Koalitiounsaccord ofgeséchert.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Richteg!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, d'Piraten stinn zu enger moderner Familljepolitick, déi um Prinzipp vun der fräier Selbstbestëmmung vum perséinleche Liewe berout an der Villfalt vun de Liewensstiler gerecht gëtt, an déi virun allem net um Portmonni vun de Famillje predeterminéiert gëtt.

Positiv kéint een elo ervirhiewen, datt bei der Adoptioun homosexuell Koppelen endlech net méi benodeelegt solle ginn an och datt gläichgeschlechtlech Eltere sollen automatesch unerkannt ginn. Eng Fuerderung, déi mer och am Walprogramm haten a mat zwou Hänn ënnerstëtzen.

E gudden Ufank ass et och, datt d'Elteren zum Beispill am Fall vun enger Fausse couche vun engem Congé spécial solle profitéiere kënnen. Dat ass e wichtegen Ufank, fir endlech dem Verloscht eng Unerkennung ze ginn, och wann et fir eis do nach net ophält.

De Slogan vun dëser Regierung – an ech zitéieren en –: „Le bien-être des enfants au cœur de la politique familiale" gëtt dësem Usproch an eisen Aen awer nach net gerecht. Hei gëtt eng Politick gemaach fir déi, déi sech d'Zäit mat der Famill leeschte kënnen. Wéi een Elterendeel, dee knapps 4.000 Euro verdéngt an hei am Land 2.000 Euro oder méi Loyer muss bezuelen, wäert et sech leeschte kënnen, fir seng Tâche ëm véier Stonnen erofzesetzen an 10 % vu sengem Salaire ze verléieren, mam Risiko, an Zukunft vläicht net méi kënnen op säi volle Loun ze kommen? Wéi een Elterendeel an där Situatioun ka sech dat leeschten, dee Risiko anzegoen?

D'Annonce vun der Verlängerung vum Congé parental op néng Méint ass u sech asoufern iwwerraschend, well d'Leit mam nämmlechte Montant, mat deem se virdru sechs Méint hu missen iwwert d'Ronne kommen, an Zukunft néng Méint mussen iwwert d'Ronne kommen. Och dat dréit der ekonomescher Realitéit um Terrain net Rechnung.

Dat, wat d'Regierung hei proposéiert, ass Politick vum fräie Choix, fir wann s de der et leeschte kanns. Jo, fräie Choix, dat ass e bëssen d'Theema, wat een elo kéint weiderspannen. An do kënnt dann och d'Educatioun an d'Spill. Well och an der Educatioun mécht d'Regierung – an ech mengen dat wierklech éierlech – e puer gutt Proposen.

Et wonnert mech, datt verschidde Proposen dovun net schonn an deene leschten zéng Joer ëmgesat goufen, esou gutt si se – zum Beispill, datt am Cycle 1 en Educateur als zweeten Intervenant soll agestallt ginn an datt d'Handwierk soll promouvéiert ginn. Ech kann nëmmen all déi, déi d'Handwierk promouvéiere wëllen, invitéieren, nach déi nächst Deeg sech dann och d'Biennale vun De mains de maîtres ukucken ze goen a sech mol eng Kéier d'Breet vun deem, wat d'Handwierk zu Lëtzebuerg och kënschtleresch hierstellt, zu Gemitt ze féieren.

D'Fuerderung, datt een nieft dem Classique oder General och soll en DAP am Handwierk kënne maachen, stoung a méi wéi engem Walprogramm an dat ass eppes, wat mer ganz kloer begréisse kënnen. Och datt an der Formation professionelle eng méi grouss Offer op Franséisch an Englesch soll ugebuede ginn, ass an eisen Ae begréissenswäert. Ech kenne perséinlech Fäll, wou Leit herno hu missen eppes aneres léiere wéi dat, wat se wollten, well et soss sproochlech net gaange wär. Dat däerf net sinn, mir kënnen net nach Handwierker verléieren opgrond vu sproochleche Kompetenzen! Mir Piraten maachen eis dann och weiderhi staark fir e legale Kader fir d'fräit Deele vu kulturelle Gidder a Wëssen, fir dass esou vill Leit wéi méiglech dovu profitéiere kënnen.

Et stellen sech awer wéi bei der Familljepolitick eng ganz Rei Froen an dat ass haaptsächlech am Volet Enfance et jeunesse, wa mer iwwert d'Beispill vun der Reform vum System vum Chèque-service d'accueil schwätzen, wou am Programm steet, et sollt eng Harmonisatioun vun de Finanzen an Zesummenaarbecht mam Syvicol, der FEDAS an der FELSEA gemaach ginn. Wat dat elo konkreet heesche soll, weess ech net. Et steet och net méi am Koalitiounsaccord. Wat ech awer weess, ass, datt vill Strukturen haut Supplemente froe mussen, well de Bäitrag vum CSA net indexéiert ass. Mir wëlle jo awer gutt bezuelten – an de préférence nom Kollektivvertrag vum Secteur bezuelten – Ekippen an de Crèchen a Maisons-relaisen. Deementspriechend sollte mer dann och beim CSA derfir suergen, datt déi automatesch Augmentatiounen, déi do ufalen, kompenséiert ginn.

Mir stellen eis dann och d'Fro, wéi et soll méiglech sinn, datt bis 2030 all Kand soll eng Plaz an enger Betreiungsstruktur hunn. Och dovunner si mer nach wäit, wäit ewech. An dann d'Hausaufgabenhëllef: D'Hausaufgabenhëllef soll, ech zitéieren, „optimiséiert" ginn. Och hei keng konkreet Ausso, wat dann elo optimiséiert gëtt. Mee ech hu mer dunn nach eng Kéier d'Riede vun der CSV zu deem Theema aus deene leschte Joren ugekuckt an do, muss ech awer soen, war d'Kritick un der Hausaufgabenhëllef esou hefteg, datt ech mer net virstelle kann, wat dann elo optimiséiert soll ginn, well d'CSV huet u sech ëmmer erëm kloer gesot, datt et haut essentiellement reng Études surveillées wären. Mir hätten eis méi erwaart, wéi nëmmen de Wëllen ze optimiséieren. Mir hätten eis Verbesserungen erwaart. Mir hätten eis vläicht konkreet Ännerungen erwaart.

E Widdersproch ass dann och, datt all d'Sektiounen a Formatiounen iwwerall am Land sollen ugebuede ginn, fir dann am nächsten Abschnitt awer direkt ze soen, datt se e Konzept ausschaffe wëllen, fir d'Sektiounen ofzeschafen an de Schüler méi ee grousse Choix tëscht de verschiddene Sektiounen ze bidden. Wat dann elo, dat eent oder dat anert? Oder ass et éieren – mee da sidd courageis genuch, et ze soen! – e moduläre System, wéi et iwwregens sënnvoll wär, wéi mer et am Walprogramm stoen haten, wat ech begréisse géif, datt mer de Leit méi Choix loossen, och am jonken Alter? Mee dann nennt et och dat, wat et ass, mee sot net op där enger Säit A an da B a maacht herno C – dat ass awer e bësse jiddwereen un der Nues ronderëmgefouert!

Ausser enger administrativer Vereinfachung ass dann och näischt am Accord ze fannen, wéi déi nei Regierung gedenkt, de Beruff vum Enseignant méi attraktiv ze maachen an esou nees méi jonk Leit fir de Beruff ze begeeschteren. An och d'Chargés de cours gi weiderhin am Ree stoe gelooss, jo, reegelrecht vum Educatiounsministère ausgebeut. Heimat beweist déi nei Regierung, datt et hir um néidege Courage feelt, fir wierklech géint d'Penurie bei den Enseignantë virzegoen!

Wa mer vu Penurie vu qualifizéiertem Personal schwätzen, dann ass et relativ kloer, wat dat nächst Kapitel ass, wat ech uginn, nämlech d'Santé. Datt an Zukunft méi Wäert op Preventioun soll geluecht ginn, jo, dat ass gutt. Hei gëtt et dann direkt e puer Pläng, déi genannt ginn. Wéi déi dann awer konkreet ëmgesat solle ginn, jo, dat steet dann erëm eng Kéier net do.

Ech zitéieren erëm sou en ominéise Saz aus deem Accord: „Les cabinets médicaux ne pourront être exploités que par des médécins et d'autres professionels de la santé agréés au Luxembourg." Op den éischte Bléck kléngt dat super. Datt mer fir eng liicht Ëffnung sinn, wat verschidde medezinnesch Geräter an de Cabinete vun Dokteren ugeet, ass bekannt. Mir haten hei länger Diskussiounen an der leschter Legislatur. Bei dëser spezifescher Ausso gi bei mir awer d'Alarmklacken un. Déi Ausso ass nämlech kee kloren Nee fir eng méiglech Finanzéierung duerch Privatinvestisseuren. Datt esou Geräter reng vu medezinneschem Personal dierfen exploitéiert ginn, dat steet haut schonn am Gesetz. Dat musse mer net nach eng Kéier an den Accord schreiwen. Wat fir eis Piraten awer kloer misst verhënnert ginn, ass, datt privat Investisseure finanziell dierfe bedeelegt ginn. Well mir hu gesinn, wéi dat zum Beispill bei den Zänndokteschpraxen zu Abusen – haaptsächlech bei de Radioen – gefouert huet.

An och d'Hospitalisation à domicile kléngt am Prinzipp mol no enger gudder Iddi. D'Fro, déi ech mer awer stellen – an ech hunn et virdru beim Enseignement gesot –, ass, wouhier dat Personal soll kommen. Mir hunn elo schonns eng Penurie an de Spideeler. Oder wéi een Acteur gesitt Der, deen dann d'Hospitalisation à domicile soll maachen? Well och déi privat Trägeren – ech wëll elo keng Nimm nennen – sinn net drop preparéiert an hunn och haut scho mat Personalproblemer ze kämpfen.

An da kënnt dat ominéist Wuert: Jo, mat Digitalisatioun gëtt alles besser! An da gëtt den DSP genannt, den Dossier de soins partagé. Datt deen dann ëmmer erëm genannt gëtt an datt deen als Succès duergestallt gëtt, dat ass, mengen ech, net zu Enn geduecht, well kuckt ee sech d'Statistik zur Notzung dovunner un, wäert dat Konzept dann hei schonn net funktionéieren. Gläichzäiteg soll den DSP, dee bis elo en Echec war, awer komplett reforméiert ginn. A jo, nee, déi Reform, dat ass essentiellement, datt ee sech dann an Zukunft mat MyGuichet ka beim DSP umellen. Ob et elo duerch déi méi einfach Umeldung soll méi genotzt ginn? Ech woen et ze bezweifelen. Ech hunn awer grouss Hoffnungen, datt déi nei Ekipp un der Spëtzt vun der Agence eSanté mol eng Kéier e

Kassensturz an där Agence mécht a kuckt, wou mer wierklech sinn a wéi et weider ka weidergoen.

A wou – déi Fro hunn ech mer beim Liese vum Accord gestallt – ass dann eigentlech dat kloert Bekenntnis, fir endlech déi medezinnesch Versuergung am ländleche Raum auszebauen, grad am Hospitalier? Et sollen zwou Maisons médicales bäikommen. Mee dat aleng geet net duer! Grad am Norden an am Oste muss hei vill méi gemaach ginn, mee dofir schéngt et u Wëllen ze feelen. Fir de Rescht ginn awer keng wierklech kloer Propose gemaach, wéi een erëm – an da si mer erëm wéi bei der Educatioun – méi Leit fir d'Gesondheetberuffer wëlle begeeschteren, fir sou géint d'Penurie, déi mer hunn, virzegoen. Ech si gespaant, wat de Bilan a fënnef Joer wäert sinn. Ech hoffen op alle Fall, datt déi Froen, déi ech opwerfen, a fënnef Joer eng positiv Äntwert kréien. Wéi de Gilles Roth dat beim leschte Koalitiounsaccord sot: „Et gëllt de Prinzipp Hoffnung."

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg bleift e proeuropäescht Land. Dat ass hei an Europa net méi selbstverständlech an dofir wëlle mer dat och hei explizitt nach eng Kéier ervirhiewen. An ech soen dem Premier Merci, datt en dat gëschter nach eng Kéier explizitt a senger Ried erwäänt huet. Perséinlech hätt ech mer nieft deene léiwe Wierder fir China och gewënscht, datt nach ganz kloer d'Bekenntnis dozou komm wär, datt mer der Ukrain weiderhin zur Säit stinn, sou laang, wéi et néideg ass, an och sou staark, wéi et néideg ass, fir datt d'Ukrain erëm an hire Grenze ka weiderbestoen.

Mee zréck zu der Aussepolitick a Migratioun: Datt mer och an Zukunft e Land sinn, wat sech fir de Rechtsstaatlechkeetsmechanismus an eng feministesch Aussepolitick asetzt, dat ass gutt a wichteg. Datt eis Kooperatiounshëllef mat engem Prozent vum RNB net reduzéiert gëtt, ass gutt. Mir Piraten haten heibannen derfir plädéiert, datt mir e méi stabille Budget mat dräi Joer Referenzzäit amplaz vun engem Joer géife maachen. Mee besser wéi aner Parteien hei am Sall, déi de Prozentsaz carrement wollten erofsetzen, kann ech dat Engagement vun der Regierung hei nëmme begréissen.

Mir Piraten wëllen awer keng Kooperatiounspolitick, déi reng no eise wirtschaftlechen Interessen ausgeluecht ass, sou wéi dat hei am Accord ukléngt. Et ass heiansdo wichteg, datt mer och Saache maachen, déi am Interêt vläicht vill méi long terme si wéi just elo kuerz de Shareholdervalue vu verschiddene Firmen oder Banken ze erhéijen.

An da si mer bei de Visiounen. D'Visioun vun der Grande Région, déi elo de Ministère wiesselt – bon, et passt elo iergendwéi awer besser bei de Ministère, deen alles mat Aussepolitick ze dinn huet –, ass awer leider extreem kuerz gegraff. Et ass keng wierklech Visioun, nëmmen eng Volontéit, vläicht eng an der Zukunft ze hunn. Also, mir kéinten eis virstellen, vläicht eng Kéier eis Gedanken doriwwer ze maachen. Et ass immens vill Konjunktiv dran! Ech hätt mer do e bësse méi gewënscht, virun allem wann ee weess, dass d'Dezentraliséierung muss iwwert d'Grenze geduecht ginn. D'Groussregioun wäert wuel leider d'Stéifkand vun der Aussepolitick bleiwen, amplaz Deel vun eiser Landesentwécklung a Landesplanung ze ginn.

An dann zu engem weidere Volet, woubäi eis Linnen iwwerschratt ginn: der Migratioun. Mir Piraten stinn hei fir d'Rechter vun de Leit, déi heihi flüchte mussen. Mir setzen eis a géint illegal Pushbacks a Gewalt géint dës Persounen. An dofir kënne mer keen Accord guttheeschen, an deem ee seet: „Mir stäerke Frontex." Éiert ee Frontex stäerke kann, muss Frontex als Éischt emol all déi Skandaler, déi ënnert dem leschte Generaldirekter stattfonnt hunn, opklären. Et kann een net eng Agence ënnerstëtzen a stäerken, déi et mat Rechtsstaatlechkeet déi lescht Joren net esou hat!

Mir kënnen och keen Accord guttheeschen, deen d'Dier opmécht fir Ënnersichungen vun der Intimsphär vu Kanner, fir esou erauszefannen, ob se dann elo mannerjäreg sinn oder net. Et gëtt manner invasiv, manner grav Prozeduren. Mir stinn hei kloer hannert der Fuerderung vum Mënscherechtsrot, dat ze verbidden!

An et geet esou weider am Accord: BPIen, déi musse vun hirem REVIS ofginn, mat deem se schonns knapps hir Haaptbesoine kënne bezuelen, d'Maison de retour, wou mer fäerten, datt dat just e schéint Wuert fir weider Centres de rétention ass, et j'en passe.

Dat eenzegt Positiivt an deem Volet ass, datt d'Demandeure solle gläichméisseg an alle Gemenge verdeelt ginn. A vu datt d'CSV an d'DP eng Majoritéit vun deene Buergermeeschterinnen a Buergermeeschter stellen, erwaarde mer eis dann hei och séier Resultater. Och wann déi nämmlecht Buergermeeschterinnen a Buergermeeschter déi lescht Joren dach alles anescht gemaach hunn, wéi solidaresch ze sinn. Mee alles an allem kann ee soen, datt d'Migratiounspolitick weist, wéi eng kal Sozialpolitick wäert op eis duerkommen, wou mer deenen, déi Hëllef brauchen, keng Hand reechen, mee en nach dräi Su aus der Täsch zéien!

De Premier sot gëschter hei: „De Gruef tëscht Aarm a Räich dierf net méi grouss ginn." Hei muss ee kloer soen: Mir Piraten wollte méi! Well mat de Mesüren, déi hei proposéiert ginn, gëtt de Gruef tëscht Aarm a Räich net méi kleng – an dat misst u sech d'Zil sinn. Net, datt en net méi grouss gëtt, mee d'Zil vun enger ambitiéiser Sozialpolitick misst u sech sinn, datt de Gruef méi kleng gëtt.

Allocations complémentaires fir eeler Leit oder Guichet social an Egalitéit tëscht den Offere vun den Offices sociaux si gutt Mesüren. Déi lescht zwou hate mer och gefuerdert. Mee mir hunn nach vill méi gefrot: Manner administrativ Demarchen an den Office-sociallen a méi Zäit fir d'Sozialaarbecht – net dran. Eng Opwäertung vum Beruff vum Assistant social duerch d'Schafe vun engem Masterstudiegang – net dran. En automatescht Ausbezuele vun Aidë wéi der Allocation de vie chère an eng Indexéierung dovunner – net dran. Eng Opstockung vun den Disponibilitéite vum Guichet vum FNS – net dran. Ech loossen Iech roden: Bei der Karenzzäit am Fall vun neie Liewensgemeinschaften, fir ze verhënneren, datt Leit mat REVIS néirewou ënnerkommen oder déi Leit bestrooft ginn, déi en hëllefe wëllen – och net dran. Jo, dat geet eis Piraten net duer. Hei wëlle mir Piraten méi an hei wäerte mir och an deenen nächste fënnef Joer op méi pochen.

Dofir annoncéiert de Premier dann awer eppes, wat et zanter 2021 well gëtt: d'Upassung vum Kannergeld un d'Inflatioun. Dat gëtt et schonn! Zanter Oktober 2021 gëtt et nämlech automatesch indexéiert. Mee dat ass wuel sou wéi den neien Aarbechtsminister, deen de Mindestloun direkt mol indexéiere wollt, obwuel en dat well laang ass.

An dann hunn ech och d'Bréck geschloen zur Aarbechtspolitick. Mir Piraten begréissen, datt aktiv soll dru geschafft ginn, den Teletravail auszewäite fir déi Leit, déi iwwert d'Grenz wunnen. Mir wëllen hei der Regierung eis staark Ënnerstëtzung ausdrécken, well et ass am Interêt vun de schaffende Leit, datt mer do konkreet eppes leeschten. Mee méi Konkreetes gëtt et am Aarbechtsprogramm net. Mee d'Gefill, dat een huet, wann een dëst Kapitel liest, ass dann awer e komescht, iergendwéi sou e Flou am Mo.

Beispill Index: Mir hunn eis kloer fir den Index ausgeschwat. Mir sinn der Meenung, datt en ëmmer soll ausbezuelt ginn, wann en declenchéiert gëtt. An an dësem Accord steet och, datt e soll ausbezuelt ginn – fir dann awer direkt am Saz duerno rëm ze soen: „Ausser wa méi wéi een Index am Joer fält. Jo, da maache mer eng Tripartitt an da kucke mer mol, wat geschitt." Dat ass kee Bekenntnis zum Index, wéi et hei gëschter geklongen huet. Dat ass e Bekenntnis zum Index am Konjunktiv!

An och dat ass fir eis definitiv net d'Léisung, wéi mer hei sollte mam Index ëmgoen. Well eng Tripartitt ass oft eng Kompromëssschen en vue vun engem Problem an e Kompromëss bei der Ausbezuelung vum Index dierf et fir eis net ginn, ausser d'Regierung huet de Plang an d'Suen, fir et esou ze maache wéi déi lescht Regierung an dann dat Ganzt ze kompenséieren. Da muss een awer soen, datt ech schonn deemools hei op der Tribün gesot hunn, datt dat e geféierleche Präzedenzfall wär an datt dat géif derzou féieren, datt eppes, wat u sech misst um Aarbechtsmaart geléist ginn, an Zukunft vun der ëffentlecher Hand finanzéiert gëtt. Ech fannen dat geféierlech. Mir bekennen eis op alle Fall kloer zum Indexsystem.

Och d'Iddi vun engem Chèque d'emploi ass vag, mee schéngt eis geféierlech. Ass dat éieren en ëffentlechen Interimsystem oder huet sech do iergendee bei deene schlechtsten Iddie vun der Schröder-Regierung mat hiren Hartz-Reformen inspiréiert? Mir Piraten schwätzen eis kloer géint sougenannten Null-Stonne-Kontrakter aus, mee esou Chèques d'emploi kéinten och derfir suergen, datt d'Leit an d'Prekaritéit rutschen, well se laut Accord nëmmen an deene Stonnen, wou se geschafft hunn, och sozial verséchert sinn. Hei wäerte mer also ganz genau d'Aen drophalen.

Här President, well eis Riedezäit dann awer e bësse knapp ass, fir de ganzen Tour vum Koalitiounsaccord ze maachen – et sinn awer 200 Säiten –, wëll ech op déi nächst Kapitelen e bësse méi kuerz agoen. Ech betounen awer explizitt, datt se net manner wichteg si wéi déi Theemen, déi bis elo genannt goufen!

A puncto Wirtschaft muss ee soen, si mer bei engem Kapitel, wou am meeschte philosophéiert gouf, mee am mannste Konkreetes drasteet. Et sinn och hei eenzel gutt Punkten, ech nennen se: Actionnariat salarié, dee mer schonn 2020 hei an enger Motioun gefuerdert haten – an d'CSV an d'DP hunn dat deemols net matgedroen. Bon, déi gréng an d'LSAP och net. Elo steet et am Accord. Mir sinn awer frou, datt et soll kommen.

Fir eis Piraten steet bei der Wirtschaft awer dann och d'Nohaltegkeet am Vierdergrond. Net nëmmen, well mer de Klimawandel bekämpfe mussen an eist Land liewenswäert hale wëllen, mee och, well mer eise Räichtum an eise Sozialsysteem als Land erhale wëllen. Dovu liest een dann an dësem Accord awer häerzlech wéineg. Et gëtt kee Plang presentéiert, wéi eng Firme mer dann elo konkreet wëllen. An d'Ënnerstëtzung bei de klengen a mëttelstännesche Betriber ass zwar luewenswäert, mee et feelt awer e Konzept, wéi een dat Ganzt zesummebrénge wëll. Aktuell schéngt et, wéi wa mer ganz vill Betriber a verschiddenen Domäne wëllen unzéien, anerersäits déi lokal Betriber an deene Beräicher awer och ënnerstëtze wëllen. Also och do erëm A a B gläichzäiteg, ouni wierklech e Choix wëllen ze maachen. Dat ass keng Politick!

Do ass dann d'Fro: Gëtt de Kuch méi grouss oder ginn d'Stécker méi kleng? Ech hunn ëmmer méi d'Gefill, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi wa mer dat Geld, wat mer dem Här Rifkin ginn hu fir seng Analys a seng Proposen, gradesou gutt hätte kënnen notzen, fir de Kamäin ze hëtzen. Well mir stellen elo erëm déi nämmlecht Analysen, Evaluatiounen an eventuell Upassungen an de Vierdergrond, amplaz endlech un engem grousse Ganzen ze schaffen – jo, ze maachen!

Här President, bei de Persoune mat spezifesche Besoine wëll ech awer nach op zwee Punkten agoen. Éischtens, et solle méi Logemente fir se gebaut ginn. Gutt. Leider gëtt hei awer net dovu geschwat, wou esou Wunnenge sollen entstoen a wéi se sollen entstoen. Hei misst déi nei Regierung méi Courage weisen a méi decidéiert Mesüre proposéieren.

Da geet et och fir eis net duer, duerch Sensibilisatiounskampagnen ze sensibiliséieren oder ze probéieren, méi Leit mat spezifesche Besoinen op den éischten Aarbechtsmarché ze kréien. Och hei wäerte mer also fir méi Inklusiounspolitick kämpfen an et wär mol scho gutt, wann de Staat géif ënnert enger neier Regierung bei sech selwer ufänken an déi Travailleurs handicapés astellen, déi e laut Gesetz misst astellen.

Mir Piraten sinn dann och frou, datt aus der „Égalité entre les femmes et les hommes" elo d'„Égalité des genres" gëtt; eng Motioun, déi de Marc Goergen 2019 – et war eng vun deenen éischten, déi mer hei deposéiert haten – deposéiert hat. Se gëtt elo ugeholl – iwwert d'Bande muss ee bal soen –, och wann d'DP deemools dergéint gestëmmt hat. Sou ännere sech d'Zäiten!

Da kommen ech nach bei eng aner rout Linn vun de Piraten an dat ass am Volet Justiz a Police, nämlech d'Responsabiliséierung vu Jonker ab 13 Joer. D'UN freet an der Kannerrechtskonventioun 14 Joer – an dat ass scho jonk. Elo froen ech mech, firwat d'Regierung dann hei méi haart wéi haart wëll sinn an 13 Joer freet. Fir eis Piraten dréit dat de Kannerrechter keng Rechnung a verurteelt déi Kanner éischter zu engem Liewen op der falscher Bunn, wéi datt et hinnen hëlleft, hir Plaz an eiser Mëtt ze fannen.

An och d'Comparution immédiate ass engem Rechtsstaat net wierdeg. Mir wëlle keng Lynchjustiz!

Eng rout Linn ass fir eis dann och kloer d'Gemengepolice, wou mer vun Ufank u soten, datt mer dat net kënne matdroen, well et en Non-sens ass. Mir wëlle keng Politiker, déi sech an d'Justiz an an d'Police amëschen. Mir hu keng Policebeamten ze vill, fir se op anere Plazen ewechzehuelen, fir se an déi lokal Brigaden, déi elo geplangt sinn, anzebauen.

An och de massiven Ausbau vu Videoiwwerwaachung ass eppes, wat mir Piraten aus Iwwerzeegung net matdroe kënnen.

Bei dësem Volet sinn also fir eis Piraten vill rout Linnen iwwerschratt a mir wäerten eis derfir asetzen, datt esou mann wéi méiglech vun deene Proposen ëmgesat ginn!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zu engem leschte Punkt, engem vun deene wichtegste Punkten, wa mer vun der Zukunft vu Lëtzebuerg schwätzen: der Ëmweltpolitick. Bei der Ëmweltpolitick gesi mir Piraten, datt d'Dossieren, déi Blo-Rout-Gréng an deene leschte Joren ugefaangen huet, sollen zu Enn gefouert ginn. Et gëtt och näischt réckgängeg gemaach. Et sinn also e puer gutt Usätz derbäi, zum Beispill, datt d'Wichtegkeet vun der Virfinanzéierung vun erneierbare Projeten erkannt ginn ass.

Bon, et muss een och soen: Och dat ass elo keng wierklech Neierung. De fréiere Premier Xavier Bettel huet dat schonn am État de la nation hei ugekënnegt, fir da kuerz drop a sengem Budget awer näischt dovunner méi ze wëssen, fir et dann elo erëm an den Accord de coalition schreiwen ze loossen. Ech sinn da mol gespaant, ob am nächste Budget dann endlech Zuelen derfir virleien, well am Ament kléngt dat sou, wéi wa mer de Leit ëmmer erëm d'Karott virun d'Nues halen, soen: „Dir kritt dat, Dir kritt dat, Dir kritt dat", a schlussendlech hu mer et versprach, nach eng Kéier versprach an nach eng Kéier versprach, mee gemaach gouf näischt. Och hei gëllt: Weise gëllt!

Och eis Fuerderung, Lëtzebuerg zu engem Virreider bei Technologië wéi Carbon Capture ze maachen, fënnt an dësem Accord Plaz. Dat fanne mer gutt, mee och hei gëllt, datt mer et maache mussen. Hei kéint d'Regierung jo dann och eis Proposition de loi nach eng Kéier méi detailléiert kucken, och wann déi lescht Regierung déi negativ bescheet huet. Wie weess? Et kënne jo nei Ae vläicht eng aner Meenung doriwwer hunn.

An och bei der Fotovoltaik op Autobunne krute mer viru Jore vun der Regierung erkläert, dat wier vill ze deier, dat géif kee Sënn maachen. Elo fënnt dann en Deel vun där fréierer Regierung dat awer gutt genuch, fir et an den Accord de coalition ze schreiwen. Dat heescht, dat fannen ech da positiv.

Wou ech dann awer d'Schudderen um Réck spieren, Héngerhaut kréien a mer Suerge maachen, ass, wann ech ..., an Zitat aus dem Koalitiounsaccord: „Le Gouvernement procédera à une analyse approfondie des effets possibles du changement climatique sur notre société dans tous les domaines." Ma iwwert dee Punkt misste mer dach säit Joerzéngten eraus sinn! Mir si beim sechsten IPCC-Rapport, mir si bei der 27. Weltklimakonferenz, mir hunn d'Donnéeën ..., mir gi lo op déi 28., déi 27. ass hannert eis. De sechste Rapport ass och publizéiert, fir korrekt ze sinn. D'Wëssenschaftler probéieren, eis zënter Joerzéngten iwwert d'Konsequenzen opzeklären.

Mir brauche keng weider Analysen, mir brauchen Aktiounen! A mat Aktioune menge mer keng Perimetererweiderung op Käschte vun der Ëmwelt. Mir hunn nach Hektare vu Bauland am Perimeter, déi kënne genotzt ginn. Mir sollten eist Land net weider zoubetonéieren. Och dat ass also eppes, wat mer net kënnen ënnerstëtzen.

*(Interruption)*

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. Generell wëll ech op dëser Plaz soen, datt een an dësem Accord e puer gutt Iddie gesäit. E mofe Fuedem wéi beim leschten Accord gesi mer awer net. Et gëtt vill iwwert d'Leit geschwat, mee Proposen, se matschwätzen ze loossen, gëtt et keng. Eis feele vill Aktiounen an Detailer am Accord, virun allem am soziale Beräich. Mir gesinn Iddien, déi kloer géint eis Positioune ginn an et feelen och ze vill konkreet Aussoen. Op deenen 200 Säite war keng Plaz fir ze soen, wéi d'Entlaaschtung vun der Steierklass 1a soll ausgesinn, mee et war Plaz, fir iwwert de Space Traffic Management ze schwätzen an en Ausbau vum bëllege Flaggemodell (veuillez lire: Bëllegflaggemodell). Dat hei ass net d'Politick, déi d'Land an d'Bierger weiderbréngt, mee eng, déi d'Land wäert vulnerabel fir Krisen an der Zukunft loossen an den Happy Few méi bréngt wéi all deenen aneren. Mir kënnen do kee Vertrauensvirschoss ginn, mir hoffen awer op dat Bescht.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum agedroen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Här President, de Premierminister Luc Frieden huet gëschter bei senger Regierungserklärung relativ am Ufank gesot, datt mer kéinten houfreg sinn op eis Lëtzebuerger Demokratie, datt se erëm gutt funktionéiert hätt – bei de Walen an no de Walen. Ech si mat där Ausso net ganz averstanen. Den 8. Oktober hunn 231.344 Walberechtegter e gültege Walziedel ofginn – bei ronn 660.000 Mënschen, déi an eisem Land liewen. Dat ass knapps méi wéi en Drëttel.

*(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)*

Vun deene gültege Walziedele si 47,91 % vun de Stëmmen op déi zwou Regierungsparteien CSV an DP erfall, also manner wéi d'Hallschent vun de gültege Stëmmen. An anere Wierder: Nëmmen e Sechstel vun der Bevëlkerung huet säi Vertrauen a seng Ënnerstëtzung deenen zwou Regierungsparteien ausgedréckt.

Wann eng Regierung zu Lëtzebuerg ka forméiert gi mat esou wéineg populärem Support, dann hu mer, mengen ech, en Demokratiedefizit! Da brauche mer méi wéi jee eng eeschthaft Diskussioun doriwwer, wéi méiglechst vill Bierger an eisem Land kënne matdecidéieren, wéi den éischte Pouvoir, also d'Chamber, zesummegesat ass, aus där sech dann eng nei Regierung erausbilt. Als Lénk bleiwe mer der Meenung, datt dëst eng vun deenen zentralen Erausfuerderunge vun eiser Demokratie ass.

A wann dëst awer net geschitt – an dovun hunn ech leider gëschter näischt héieren –, da riskéiere mer, datt d'Parlament ëmmer méi u Kredibilitéit a Legitimitéit bei de Leit verléiert, déi an eisem Land liewen, wunnen a schaffen.

Mee souguer onofhängeg vun der Fro vum Awunnerwalrecht musse mer feststellen, datt zënter dem Enn vum Zweete Weltkrich nach keng Regierungskoalitioun esou wéineg Stëmme krut wéi dës: 47,9 %.

Jo, et stëmmt: Och déi viregt Koalitioun aus Blo, Rout a Gréng hat manner wéi 50 %, nämlech 49,6 %. Mee dës prekär Situatioun huet sech zumindest och an der Sëtzverdeelung vun der Chamber erëmgespigelt, nämlech mat der denkbar knappster Majoritéit vun 31 zu 29.

An elo? Elo hu mer zwou Regierungsparteien, déi nach eng Kéier 1,7 % manner Stëmme krute wéi Gambia an déi awer iwwer confortabel 35 Sëtz verfügen. Also: 1,7 % manner Stëmme bedeit 4 Sëtz méi? Mat manner Stëmmen net méi 31 zu 29, mee elo 35 zu 25?

Här President, something's rotten in the state of Luxembourg!

*(Interruption)*

Wann déi onpopuläerste Regierungskoalitioun aus deene leschten 80 Joer iwwer imposant 35 Sëtz verfüügt, dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dann hu mer eng ausgewise Kris vun der representativer Demokratie; da spigelt d'Zesummesetzung vun der Chamber net nëmmen d'Bevëlkerung net méi erëm, mee se verzerrt esouguer déi politesch Kräfteverhältnisser vun deenen, déi den 8. Oktober wiele gaange sinn; da brauche mer ganz dréngend eng fundamental Revisioun vum Walgesetz, ganz einfach well d'Kompositioun vun der Chamber d'Walresultat net erëmgëtt a representéiert. An dat ass dat Schlëmmst, wat an enger representativer parlamentarescher Demokratie geschéie kann!

Ech hu bis elo nach net vill dovunner héieren, mee ech mengen, datt mir als Chamber eis där Fro seriö stelle mussen. Bon, elo frot Der mech vläicht: Wat ass da vun där Majoritéit ze erwaarden, déi dann elo vun deem System jo sou profitéiert?

*(Interruption)*

Eh ben, ech hätt mer zumindest erwaart, datt een net selbstzefridden dohinnergeet a behaapt, eis Demokratie géif gutt fonctionéieren!

Mee ech mengen awer, datt sech dës Regierung och muss an Uecht huelen, well Demokratie lieft net nëmmen an den Institutiounen, mee och an de Betriber,

an de Schoulen an op der Strooss. An eng onpopulär Regierung géif gutt drun doen, sech däers bewosst ze sinn!

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Här President, en änlech bedenklecht Demokratieverständnis hunn CSV an DP nom 8. Oktober un den Dag geluecht. D'Koalitiounsgespréicher goufe gefouert hannert deenen extreem zouenen Diere vum Sennenger Schlass. D'Press an d'Ëffentlechkeet hu misse biedelen, iergendeppes gewuer ze ginn, a si meeschtens mat Belanglosegkeeten – wéi super schnuckeleg d'Stëmmung dach wier – ofgespeist ginn. Et hat ee relativ séier den Androck, datt d'Politick vun der Chape de plomb nees Anzuch gehalen hätt. Vun Transparenz war net vill ze gesinn.

Mee a Rekordtempo stoung dunn eng nei Regierung. Ministeren an hir Ressorte si bekannt ginn, mee keng Spuer vun engem Koalitiounsaccord, keng Spuer vun Inhalter. Dat sollt, wier et dem Premier no gaang, der Chamber eréischt gëschter Mëtteg presentéiert ginn.

Dee Freudsche Lapsus vum Xavier Bettel op enger Pressekonferenz, dee sot, et wéilt een der Chamber den Accord virenthalen, iert en dunn natierlech de Lapsus gemierkt huet a korrigéiert huet, war finalement guer net esou wäit vun der Wourecht ewech.

*(Interruption par M. Xavier Bettel et hilarité)*

**M. Xavier Bettel,** Vice-Premier ministre | Dir mesinterpretéiert meng Wierder.

**M. Sven Clement** (Piraten) | En hëlt Iech beim Wuert.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Här President, huet déi viregt Regierung sech scho schwéiergedoen, der Ëffentlechkeet wichteg Informatiounen zoukommen ze loossen, sou huet ee bei dëser Constellatioun den Androck, et wier een ëm Joerzéngten zréckgehäit!

Wat d'Ressortopdeelung ugeet, sou kann ech mech just wonneren, datt eenzel Ministere fir Ressorte responsabel sinn, déi praktesch keen organesche Lien zueneen hunn. Ee Minister ass fir Educatioun a Logement zoustänneg, en anere fir Ëmwelt a Fonction publique, eng drëtt Ministesch fir Verdeedegung a Chancëgläichheet. An et gëtt een d'Gefill net lass, datt hei Saache beieneegeprafft gi sinn, déi net zueneegehéieren. Eng Politick aus engem Goss gesäit anescht aus!

Dat selwecht gëllt fir d'Struktur vum Koalitiounsaccord. Et fänkt u mat Digitaliséierung, da kënnt d'Fonction publique, dann d'Aussepolitick an esou weider an esou virun. De Koalitiounsvertrag wierkt wéi e willkürlech zesummegewürfelte Koup vun zum Deel widderspréchlechen Iddien. Mee et feelt virun allem all Form vu Virstellung, wou d'Land a fënnef Joer stoe soll. A vun esou enger Visioun huet een och gëschter am Premier senger Ried näischt héieren.

Mee, dat muss ee soen, et gëtt awer e Fuedem an deem Accord. Kee rouden, ëm Gottes wëllen! Et ass kee roude Fuedem. Et ass en däischterschwaarzen, dee sech duerch alleguer d'Kapitelen zitt an deen doranner besteet, datt déi, déi bis elo vum System extreemst profitéiert hunn, nach méi solle profitéieren. Déi Räich sollen nach méi räich ginn an déi Aarm, jo, bon, déi solle kucken, datt se eens ginn. Dat ass de Resümmee vum Regierungsprogramm vun CSV an DP.

Ugefaange bei der Steierpolitick: Déi ugekënnegt Steiermesüre sinn zwar ganz vag beschriwwen, mee den Text gëtt awer ganz kloer eng Richtung vir: D'Steierlaascht soll nach méi op de Schëllere vun de schaffende Leit gedroe ginn; dat, well d'Uewerschicht an d'Kapitalbesëtzer massiv Kaddoe versprach kréien, wärend fir déi schaffend Leit just en Trouschtpräis virgesinn ass.

Fir d'éischt zu de Kaddoe fir d'Uewerschicht: Wie sech eng Zousazpensioun leeschte kann, soll steierlech entlaascht ginn. Wien a Startuppen investéiert, soll steierlech entlaascht ginn. Wie genuch Kapital huet, fir a Mietwunnengen ze investéieren, oder wie Wunnengen oder Terrainen ze verkafen huet, soll steierlech entlaascht ginn. D'Transmissioun vum Patrimoine soll steierlech entlaascht ginn. D'Manager vun der Finanzplaz – haut nennt een déi „Talenter" – solle steierlech entlaascht ginn. D'Firmebesëtzer solle steierlech entlaascht ginn duerch eng Baisse vun der Betribsbesteierung. Bei de Kapitalsteiere soll d'Taxe d'abonnement erofgoen an eng international Besteierung vun de Finanztransaktioune soll verhënnert ginn, wärend d'Besteierung vum Kapitalverkéier duerch weider Steierkonventioune soll gedréckt ginn. Ma dat ass net schlecht!

A wat ass dann den Trouschtpräis fir déi schaffend Leit? Ma eng Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun an Héicht vun annerhallwer Indextranche ab dem 1. Januar, dat zousätzlech zu deenen zwou an eng hallef Tranchen, déi scho vum Parlament votéiert goufen. Dës Mesür kascht ronn 180 Milliounen Euro an ass an der Essenz eng Tournée générale. Dat heescht, jiddweree kritt eppes, woubäi déi héich Revenuen natierlech méi kréie wéi déi kleng. An déi kleng Leit mussen déi 180 Milliounen u Steiererliichterungen also och nach mat deene Räichen deelen.

*(Interruption)*

Eenzege Liichtbléck aus sozialer Perspektiv ass de Saz am Accord, datt parallell dozou déi kleng a mëttel Revenue sollen entlaascht ginn, an och datt en Abattement fir Beruffsufänger soll kommen. Mee wat heescht dat genau an Zuelen? Ass et verbindlech? Ass et eng richteg Entlaaschtung oder ass et nees erëm en Trouschtpräis? Sécher ass just, datt domadder keng strukturell Reform gemengt ass.

De Fazit ass eendeiteg: Déi strukturell Ongerechtegkeeten an eisem Steiersystem ginn net ugepaakt. Se ginn am Géigendeel weider ausgebaut an zementéiert.

An déi Fro, déi säit Deeg duerch d'Editoe vun den Zeitungen an duerch d'Stammdëscher vun der Natioun geeschtert, ass: Wie soll dat bezuelen? Well mer däerfe jo net vergiessen, datt den Zentralstaat aktuell schonn en zolitten Defizitt opweist an datt duerch steigend Defense- a Klimabudgeten d'Depensë viraussiichtlech weider eropginn. Net ze schwätze vun de finanzpolitesche Risiken, déi an der Nott un de Formateur ernimmt goufen. Wou sollen also déi sëllegen Honnerte Milliounen Euro hierkommen, déi dës Koalitioun zousätzlech un déi iewescht 10 % an un d'Betriber verdeelt?

Tatsächlech gëtt déi Fro net wierklech thematiséiert am Accord. Et kann ee se awer tëschent den Zeilen erausliesen. De Plang vun dëser Regierung ass, d'Wirtschaft ze boosten an de Wuesstum ze maximéieren, wat dann erëm fir nei Recettë suerge soll. Voodoo Economics aus den alen Zäite vum Neoliberalismus! Fir déi, déi sech an den 2000er scho fir Politick interesséiert hunn, ass dat Ganzt en desagreabelen Déjà-vu. An ech si frou, datt d'Sam Tanson de Jean-Claude Juncker zitéiert huet an deem dote Kontext.

En zentrale Fokus vun de wirtschaftlechen Iwwerleeunge vun dëser Regierung läit op der Entwécklung vun der Finanzplaz. An dat ass och net verwonnerlech, wann een dem Premier säi Werdegang e bësse kennt, virun allem nodeems en am Summer 2014 vun der Oppositiounsbänk an d'Londoner City gewiesselt ass.

Als Lénk soe mer et scho säit Joren: Déi finanziell Ofhängegkeet vum Lëtzebuerger Staat par rapport zur Finanzplaz ass problematesch a riskant. Se ass demokratiepolitesch a moralesch problematesch. A se ass riskant, well wann et nees am Finanzsystem eng Kéier ordentlech kraacht – an dat soll jo awer reegelméisseg virkommen –, da kann dat fir Lëtzebuerg fatal Konsequenzen hunn!

Soulaang mer de Wuesstum vun der Finanzplaz mat alle fairen an onfaire Mëttele maximéieren, wäerte mer net aus der Ofhängegkeet vun der Finanzplaz erauskommen – trotz aller Rhetorik iwwer Diversifikatioun. Dës Ofhängegkeet weider ze forcéieren, ass net nohalteg an ass net responsabel!

D'Wirtschafts- a Finanzpolitick, déi een aus dësem Accord erausliese kann, huet kee Plang, mee et ass eng gewote Wett. Mee mer sinn awer net méi an den 2000er-Joren an et muss ee sech och d'Fro stellen, wéi héich d'Wuesstumspotenzial vun eiser Wirtschaft iwwerhaapt nach ass an deem aktuellen Ëmfeld. Et gëtt oft gesot, datt d'Potenzial vun der Finanzplaz wäitgeeënd ausgereizt wier, an et wäert wuel kaum méiglech sinn, Honnerten nei Groussbetriber unzesidelen, zemools och well eis Infrastrukturen elo scho vir bäi an hanne widder sinn.

Mee wat ass, wann déi Wett net opgeet? Dat ass déi Fro, déi ech gär ganz direkt un dës Regierung stellen. Wat ass de Plang B? Kënnt dann déi grouss Spuerpolitick? Oder awer vläicht Steiererhéijungen? Wann d'Finanzsituatioun sech degradéiert, zweifelen ech net dorunner, datt dës Koalitioun net zécke wäert, de roude Stëft erauszehuelen – ganz einfach, well dat an hire Geene läit.

Am Beräich Logement, Här President, ass et net vill anescht. Déi, déi hunn, déi kréien nach méi. Groussgrondbesëtzer kënne sech mat Perimetererweiderungen eng gëllen Nues verdéngen. Privatpromoteure kréien e Stéck vum Kuch vun den ëffentleche Gelder fir de Wunnengsbau. Investisseuren, grouss wéi kleng, kréie Faveure gemaach. Bailleure sollen nach méi geschützt ginn.

Fir déi kleng Leit gëtt et scho weesentlech manner konkreet. Mat de Banke soll eng Kéier geschwat gi wéinst den Zënsen, gëtt gesot, a Locatairë ginn de facto als Laascht fir d'Bailleure bezeechent. Vu Subvention loyer gëtt iwwerhaapt net méi geschwat. D'Reform vum Bail à loyer ass keng Prioritéit méi a wann, da soll et éischter ëm de Schutz vun de Bailleure goen. Op d'Locatairë wäert da wuel nach méi Repressioun duerkommen.

D'Regierung seet zwar, se wéilt eng „offensive publique de construction de logements abordables" maachen, seet awer a kengem Wuert, wéi dat zesummepasse soll mat enger Politick, déi ëffentlech Mëttel hëlt a se privaten Investisseure gëtt, fir dass déi baue sollen. De private Marché soll also nees de Wunnengsproblem léisen, dee private Marché, deen an deenen 30, 40 leschte Jore komplett an där doter Fro versot huet.

An ech wëll och hei nach eng Kéier un déi Nott vun der Autorité de concurrence erënneren, déi drop opmierksam gemaach huet, datt d'Gewënnmargë vun deene grousse Baupromoteure sech an deene leschten zéng Joer veraachtfacht huet, ouni datt eng eenzeg Wunneng méi gebaut ginn ass. Wat wëll dës Regierung dann eigentlech? Datt d'Gewënnmargë sech verzéngfachen, verzwieleffachen? Dat do ass eng Sakgaass, déi d'Regierung am Beräich Logement amgaang ass anzegoen!

Et richt och staark dono, dass de Pacte Logement 2.0, eng vun deenen éischter positive Reforme vun der Virgängerregierung, verwässert wäert ginn. Déi

Automatismen aus dem Gesetz respektiv de Prinzipp selwer sinn zumindest a Fro gestallt, wat erëm eng Kéier d'Dier opmécht fir Promoteuren, awer och fir Gemengen, sech aus hirer sozialer Verantwortung ze zéien.

Quasi en échange kéim dann d'Propos fir eng Perimetererweiderung op d'Käschte vun der Landesplanung an op d'Käschte vum Schutz vun der Biodiversitéit. Éffentlech versus privat: CSV an DP setzen den Haaptakzent am Kampf géint d'Wunnengsnout op d'Mobiliséierung vu Privatkapital. D'Wuertwal ass hei wichteg. D'Regierung, sou heescht et, „envisage" d'Schafung vun enger Cellule, déi de Gemengen hëlleft bei der Realiséierung vun ëffentleche Wunnengen. Par contre heescht et weider: D'Regierung „renforcera la collaboration entre l'État et le secteur privé pour la création de logements abordables". De Privatsecteur an d'privat Interessien, d'Profittinteressien, kréien alles zougeséchert. Den ëffentleche Secteur gëtt higehalen.

Här President, de Premierminister hat gëschter a senger Ried ugekënnegt, an deene „plus brefs" Delaien eng national Reunioun zum Theema Logement ze maachen, wou Staat, Gemengen an awer och aner Acteure solle gemeinsam iwwert déi dote Problematik diskutéieren.

Här President, ech iwwerreechen Iech eng Resolutioun, wou mir mengen, als Lénk – an ech hoffen, datt hei eng breet Zoustëmmung kënnt –, datt d'Chamber Partie prenante vun esou enger grousser nationaler Reunioun misst sinn.

***Résolution 3***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant que l'accord de coalition 2023-2028 prévoit l'organisation d'une réunion nationale « logement » réunissant l'État, les communes et les représentants des secteurs concernés et dont le but serait de discuter des mesures pour encourager rapidement les investissements privés et publics dans la création de logements ;*

*– considérant que Monsieur le Premier ministre a annoncé lors de sa déclaration gouvernementale son intention d'organiser ladite réunion dans les plus brefs délais ;*

*– saluant que le nouveau Gouvernement entend mettre en œuvre une action concertée et immédiate pour lutter contre les crises du logement et de l'immobilier ;*

*– considérant le profond respect du Premier ministre pour la démocratie parlementaire et donc pour l'institution de la Chambre des Députés ;*

*– considérant que les mesures potentiellement discutées et proposées lors de la réunion nationale « logement » seront d'une grande importance pour la situation socioéconomique du pays et méritent de faire l'objet d'un débat démocratique le plus inclusif possible,*

*exige*

*– l'invitation de ses membres à la réunion nationale « logement » annoncée par le Gouvernement.*

*(s.) Marc Baum, David Wagner.*

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Här President, als grouss Prioritéit ugekënnegt gouf d'Aarmutsbekämpfung. A wann een den Accord liest, stellt ee fest, datt se elo just nach en Ënnerkapitel ass. Transversal ass se net. Am Géigendeel, se ass just op de REVIS limitéiert. Am Logement oder bei de Léin geet kaum rieds vun Aarmut.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

Dobäi ass et de Loyer, deen den Haaptaarmutsfacteur zu Lëtzebuerg ass. An dobäi ass et de Mindestloun, deen zu Lëtzebuerg net duergeet, fir anständeg ze liewen.

Dat, wat am Programm iwwert d'Bekämpfung vun Aarmut steet, ass a mengen Aen e schlechte Witz. D'Léisung, sou heescht et, läit bal ausschliisslech an der Simplification administrative. Et ass sécher sënnvoll, eng Zort Guichet unique fir sozial Demanden ze maachen, mee Dir gleeft dach net am Eescht, datt domadder strukturell de Problem vun där ëmmer méi wuessender Aarmut zu Lëtzebuerg an de Gréff ze kréien ass!

Méi kloer Virstellungen huet déi nei Regierung bei der Bekämpfung vun den Aarmen. Déi Leit, déi de REVIS bezéien, solle verstäerkt aktivéiert ginn, sou heescht et am Koalitiounsaccord. Mee ganz vill REVIS-Bezéier, déi ginn elo scho schaffen – an de Fraktiounssprecher vun der CSV, de Marc Spautz, huet och de Moien dorobber higewisen –, just hire Revenu geet net duer, fir sech oder hir Famill duerchzebréngen. Ech froen Iech also: Wat der Däiwel wëllt Der do nach alles aktivéieren?!

Wann ee wierklech wéilt géint d'Aarmut virgoen, da missten d'Léin strukturell an d'Luucht gesat ginn, ugefaange mat deem niddregsten, dem Mindestloun. Mee dat schléisst dës Regierung kategoresch aus! Dat Eenzegt, wat den Accord seet, ass, datt et reegelméisseg eng Upassung soll ginn un d'Loun- an d'Präisentwécklung. Dat ass awer nun näischt Neits, mee gängeg Praxis zënter Joerzéngten. Solle mer eis elo freeën, datt dat net och nach ofgeschaaft ginn ass?!

Här President, dass dëse Koalitiounsprogramm dee vun den ieweschten 10 % ass, zitt sech och duerch d'Kapitelen Aarbecht a Sécurité sociale. Déijeeneg, déi aner Leit fir sech schaffe loossen an domadder hir Sue verdéngen, kréie vill versprach. Fir déi grouss Majoritéit, déi muss schaffe goen, fir hiert Liewen ze verdéngen, gëtt häerzlech wéineg geschriwwen.

Den Index gëtt zwar net tel quel ofgeschaaft, mee den Automatismus besteet just nach bei niddreger Inflatioun. Soubal méi wéi eng Tranche erfält, sollen d'Sozialpartner zesummekommen an negociéieren, wéi et da virugeet. Mee dat ass e Schéiwiederindex! Dat ass en Index, dee spille soll, wann een den Index net brauch. Dat ass näischt anescht wéi e strukturellen Ugréff op den Index.

Den Här Spautz huet de Moie gesot, datt mer e staarkt Aarbechtsrecht brauchen. Jo, do huet hie Recht, mee an dësem Accord steet awer de Géigendeel dran! D'Aarbechtsrecht gëtt duerchlächert a flexibiliséiert, zuongonschte vun de Salariéen. D'Regierung wëllt d'Sonndesaarbecht komplett liberaliséieren. D'Annonce, den Aachtstonnendag op Sonndeger anzeféieren, bedeit, dass d'Fräizäit an d'Familljeliewen a ville Fäll op den absolutte Minimum reduzéiert ginn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | An ech wëll dann änlech wéi d'Madamm Tanson och hei e bedeitenden CSV-Politiker zitéieren, dee sot: „Mir solle Rücksicht huelen op déi Salariéen, déi Famill a Kanner hunn, op déi Leit, déi an de Veräiner aktiv sinn, op déi Leit, déi de Sonndeg brauche fir duerchzeootmen. [...] Ech wëll keng Gesellschaft, wou déi eng mat hiren Enkele sonndes akafe ginn an d'Kanner vun deenen Elteren, déi schaffe mussen, eleng doheem sëtzen. Ech wëll dat net. An et kënnt zu kenger weiderer Ausweidung vun der Sonndesaarbecht. Net, soulaang wéi ech hei am Land eppes ze soen hunn." Dëst huet de Jean-Claude Juncker 2008 hei an der Chamber gesot.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Datt de Jean-Claude Juncker hei am Land näischt méi ze soen huet, dat wësse mer.

*(Interruption et hilarité)*

Mee datt hien, an domadder de ganze soziale Fligel, och näischt méi an der CSV ze soen huet, dat ass nei. Dat ass nei!

*(Hilarité)*

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Mir hunn et am Sozialen net mat engem neie Luc ze dinn, mee mat engem ale Luc. Dat, wat nei ass, ass d'CSV, déi opgehal huet, Sozialpolitick ze maachen.

**Une voix** | Och keen „C". Keen „C", keen „S".

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | CSV an DP kommen och der Demande vum Patronat no, fir géint den Absenteismus virzegoen. Hei gëtt dann direkt vun Abus geschwat an d'Salariat ënner Generalverdacht gestallt. Dobäi weise sëllegen Etüden, wat d'Grënn fir gesondheetlech Problemer sinn: Stress, Drock, permanent Konnexioun, ëmmer méi Flexibilitéit, déi vum Salarié gefrot gëtt.

Mee genau an déi Richtung soll et weidergoen: D'40-Stonne-Woch soll net méi d'Reegel sinn, mee just nach de Prinzipp. Sou steet et schwaarz op wäiss am Koalitiounsaccord. Eng geféierlech Individualiséierung bei der Aushandlung vun de Schaffhorairë gëtt annoncéiert. Mat der Annualisatioun vun de Schaffstonne kritt de Patron d'Méiglechkeet, d'Aarbecht vun de Salariéen no sengen eegene Wënsch ze flexibiliséieren.

Här President, Stéchwuert „Gesondheetskeess": Am Fall vun engem Defizit bei der CNS si Cotisatiounserhéijungen oder eng Endplafonéierung d'office ausgeschloss. Den Equiliber, sou heescht et, soll villméi iwwer eng sougenannt „épuration" vun der Prise en charge vun der CNS goen. Also, fir mech heescht dat iwwersat näischt anescht wéi: manner Prise en charge vun der CNS. Déi Räich kënne sech jo da privat versécheren – se kréien et jo och nach steierlech begënschtegt – an déi aner, jo, ma déi kucken dann, wou se bleiwen.

Iwwert d'Pensioune verléiert den Accord ganz wéineg Wierder, mee och hei verstoppt sech dee selwechte Problem: Betribs- a Privatversécherunge solle weider steierlech Erliichterunge kréien. Anescht ausgedréckt: Déi Leit, déi et sech leeschte kënnen, solle sech méi Rent kënne séchere wéi déi aner, mee et sinn awer déi aner, déi d'Steiererliichterungen iwwert de Staatsbudget dierfe matfinanzéieren. Dat ass Ëmverdeelung vun ënnen no uewen.

Wat dëse Programm bei der Sécurité sociale undeit, zitt en am Kapitel Santé duerch: D'Privatiséierung vun eisem ëffentlech finanzéierten universelle Gesondheetssystem gëtt weider verstäerkt virugedriwwen.

Ech froe mech, ob et net genuch katastrophal Biller aus dem Ausland gi sinn, aus eisem Nopeschland Frankräich, aus Italien an iwwerhaapt uechtert d'Welt, vun Ausfäll vu Gesondheetssystemer an Zäite vu Corona. Et ware grad déi liberaliséiert Gesondheetssystemer, wou d'Profittlogik zum Ofbau vun de Better an de Spideeler gefouert huet. Déi Länner, déi am meeschte mat der Pandemie ze kämpfen haten.

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Wat sinn d'Lektioune vun dëser Regierung dorauser? Scheinbar keng.

Déi verstäerkt Auslagerung vu Spidolsaktivitéiten a privat Cabineten oder bei de Patient doheem bréngt vläicht net automatesch mat sech, dass de Patient méi Käschten huet, mee et bedeit awer eng Explosioun vun de Käschte fir d'Krankekeess. An da si mer erëm beim Defizit a bei der Epuratioun. An da si mer an deem Däiwelskrees dran.

Här President, och den Ëmweltschutz an d'Energietransitioun ënnerleien der Maartlogik. Alles, wat rentabel ass, woumat Suen ze verdénge sinn, gëtt vun dëser Regierung ënnerstëtzt a gefërdert, wéi zum Beispill den Ausbau vu grousse lukrative Wandkraaftanlagen. Par contre ginn de klasseschen Ëmwelt- an Naturschutz, d'Protektioun vun der Biodiversitéit an och den Denkmalschutz als onnéidegen Obstacle duergestallt. Do kënnen d'Baggeren da rullen an alles plattmaachen, well domadder loosse sech jo keng Sue verdéngen. Hei gëtt perverserweis Naturschutz géint Klimaschutz ausgespillt, geneesou wéi de Logement géint den Ëmweltschutz ausgespillt gëtt. Dat ass keng pragmatesch Politick, mee en Zréck an eng Vergaangenheet, an déi kee méi wëllt.

Här President, dës Koalitioun steet mat hirem Programm stellvertriedend fir eng Elitt, déi sech weltoppen a liberal am klassesche Sënn gëtt, déi gebilt ass, déi Kapital besëtzt. Eng Elitt, déi sech ëmmer erëm den Uschäi gëtt, individuell Fräiheeten ze verdeedegen am Numm vum Progrès an der Prosperitéit. Mee a Wierklechkeet si si déi Eenzeg, déi vun dëse Fräiheete profitéieren. Congé parental, Babyyears, dat sinn alles Mesüren, déi sech just déi erlabe kënnen, déi et sech leeschte kënnen.

Wat bleift an esou enger Weltanschauung deenen, déi net vill hunn? Ma Repressioun a sozial Keelt. Fir d'Sans-abrie gëtt et elo e „richtege" Platzverweis. DPIe kënne legal exploitéiert ginn, ier se erëm heemgeschéckt ginn. Krank Leit kréien Abus virgeheit an de Staat wäert géint si virgoen. Virun de Locatairë mussen d'Bailleure geschützt ginn. Kuerz: Law and Order fir déi doënnen an ëmmer manner sozial Responsabilitéit fir déi, déi mam gëllene Läffel op d'Welt komm sinn.

Trickle-down-Economics sollen et riichten. All déi déck Stécker vum Kuch, déi déi Räich kréien, wäerte scho genuch Grimmele produzéieren, fir d'Plebs iergendwéi roueg ze halen, esou déi wirtschaftsliberal Theorie, déi dësem Koalitiounsaccord zugronn läit an déi iwwerall op der Welt vun der Realitéit widderluecht gouf.

Här President, dësen Accord ass eng Gebrauchsuweisung, fir d'sozial Inegalitéiten an eisem Land zum Explodéieren ze bréngen.

Virun zéng Joer ass Blo-Rout-Gréng ugetrueden, fir d'Fënstere grouss opzerappen. Dat war de Mot d'ordre virun zéng Joer. Leider hu se déi Fënsteren net grouss opgerappt, mee just op Kipp gesat, soudass d'Hëtzt zwar erausgaangen ass, et ganz wéineg Loftaustausch gouf, mee d'Keelt erakomm ass, déi sozial Keelt.

An elo hu mer CSV an DP. D'Fënster ass nach ëmmer op Kipp, an alles, wat déi zwou Parteien elo maachen, ass d'Rollueden erofloossen. Elo ass et net nëmme kal, mee elo gëtt et och nach däischter.

*(Hilarité)*

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Ben Polidori ageschriwwen. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll nom Sven Clement dann nach eemol konkreet op zwee Kärtheeme vun de Piraten agoen: d'Digitalisatioun an d'Medien. Och wann d'Digitaliséierung net nach eemol zur Chefsaach erkläert a beim Premierminister ugesidelt gouf, muss den Ausbau vun eisen digitalen Infrastrukturen eng Prioritéit bleiwen.

D'Digitaliséierung erméiglecht gesellschaftlech a politesch Participatioun. Si vereinfacht de Kontakt tëschent Staat a Bierger an dréit derzou bäi, wichteg Ressourcen intelligent ze notzen. Dat steet och esou am Koalitiounsaccord an domadder si mir averstanen. Mee et ass net déi éischte Kéier, dass et drasteet, an ech hoffen, dass et elo endlech ëmgesat gëtt.

Wann een d'Texter vun der Regierung liest, da mengt ee säit Joren, d'Zukunft géif direkt virun der Dier stoen. Alles gëtt méi innovativ, méi séier a méi einfach. Mir schwätze vun engem E-Wallet, kënschtlecher Intelligenz, der Blockchain, Smart Cities, autonomem Fueren, mee an der Realitéit brauche mir Jore fir d'Programmatioun vun all klenger App, hunn ëmmer nach Funkläcker an onsen Handysreseauen an déi digital staatlech Servicer sinn esou ëmständlech, dass vill Leit léiwer drop verzichten.

De Premier huet souguer fir all Fraktioun a Sensibilitéit, ob se wollt oder net, de Koalitounsaccord op Pabeier printen a laanschtbrénge gelooss, eebe ganz esou, wéi dat sech fir en digitale Staat gehéiert.

**Une voix** | Très bien!

**M. Ben Polidori** (Piraten) | An dat dënschdes, nodeems e freides schonn digital an der Press ze liese war. Nu ja, ganz esou no si mer der Zukunft da wuel awer nach net.

A wann een éierlech ass, dann ass och de Projet vum Wi-Fi am Zuch näischt, wat sech dës Regierung op de Fändel schreiwe kann, mee eng Entscheedung, déi schonns virun enger Zäitchen hei am héijen Haus an enger Motioun geholl ginn ass.

Insgesamt bleift bei der Digitaliséierung also nach genuch Aarbecht fir déi nei Regierung. An d'Fro bleift, ob déi am Accord genannten Digitalisatiounsprojeten tatsächlech ëmgesat a finanzéiert wäerten a kënne ginn. Wou d'Suen dofir hierkommen, seet nämlech keen.

Mee kloer ass, dass eppes muss geschéien. An dat gëllt och fir de Beräich vun den elektronesche Medien. Och hei musse mir aktiv ginn. Dofir freet et mech, dass am Accord steet, dass d'Regierung eng Gesetzesreform vun den elektronesche Medie wëllt plangen, och wann den Text nach net wëllt verroden, wat dat konkreet bedeit.

Mir Piraten soe scho säit Joren, dass mir en neit Mediegesetz brauchen, well dat aalt trotz an och wéinst de villen Upassungen der Realitéit net gerecht gëtt. Eist Gesetz ass aus enger Zäit ouni Social Media, Podcasts, Influencer, Bots a Co a mir begréissen dofir, dass d'Urgence erkannt gouf, an hoffen, dass zäitno gehandelt wäert ginn.

Wat mir kritesch gesinn, ass den Abschnitt iwwert de sécheren Internet. Natierlech wëllen och mir e sécheren Internet. Kee wëllt, dass Erwuessener oder Kanner am Netz Affer vu Kriminalitéit ginn. An der Vergaangenheet ass awer grad ënnert dem Deckmantel vum Jugendschutz an dem Verweis op Sécherheet ëmmer nees probéiert ginn, d'Privatsphär vun de Bierger anzeschränken, an dat zum Beispill duerch déi sougenannten „Chatkontroll". An dat ass fir eis kloer eng rout Linn.

Dass d'Regierung sech am Koalitiounsaccord net kloer géint all Form vun Iwwerwaachung vun der privater Kommunikatioun ausschwätzt an awer explizitt hire Wonsch no méi Sécherheet äussert, stellt Froen an de Raum. Ass dat esou ze liesen, dass de fräien Internet an déi privat Kommunikatioun ageschränkt kéinte ginn, well ee mengt, domat den Internet méi sécher ze maachen? Wéi op ville Plaze feelen d'Detailer an dofir kann ech déi Fro net ofschléissend beäntwerten.

Mee fir eis Piraten steet op alle Fall fest: Eng flächendeckend Iwwerwaachung vun der privater digitaler Kommunikatioun an den Aktivitéiten am Netz ass keng Sécherheetsmesür, mee en Agréff an d'Grondrecht vun der Privatsphär! Mir hoffen, dass d'Regierungsparteien dat och esou gesinn an net plangen, d'Formuléierung aus dem Koalitiounsaccord als Hannerdier fir Chatkontrollen oder Änleches ze benotzen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat war de leschten ageschriwwene Riedner.

Dann ass et elo un der Regierung. D'Regierung huet d'Wuert.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Här President, ech géif fir d'éischt gären allen Deputéierten a Fraktiounscheffe Merci soe fir déi wichteg, flott, interessant Debatt. Dat ass jo eréischt den Ufank vun enger Legislaturperiod an dofir si ganz vill vun deene Remarken, déi gemaach gi sinn, intensiv vu mir a vun de Regierungskolleege gelauschtert ginn an déi wäerten och Afloss hunn op déi Aarbecht, déi mer an deenen nächste Woche maachen.

Et sinn och eng ganz Rei Froen zu verschiddene Sujete gestallt ginn; Froen, wou zum Deel deenen, déi se gestallt hunn, d'Äntwerte bekannt sinn. Bei aneren ass et evident, datt dat muss an Detailaarbecht an den eenzele Ministërë gemaach ginn. Duerfir, eng Regierung ass net zwou Wochen am Amt, se ass fënnef Joer am Amt, wa se déi Majoritéit behält, an duerfir, et sinn eng Rei Saachen, déi brauchen hir Zäit.

Ech huelen nëmmen zwee Beispiller. Et ass hei gesot ginn, datt Der erstaunt wäert, datt déi Aarbechte fir eng eenzeg Steierklass géifen zwee Joer daueren, bis se virgestallt ginn. Mee ech soen deenen – ech mengen, et waren d'LSAP an déi gréng, déi dat gesot hunn –: Si waren zéng Joer an der Regierung an de Projet ass net komm! Dat selwecht gëllt …

*(Brouhaha)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | D'DP awer och!

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Dat selwecht gëllt zum Beispill beim Cannabis. Et ass gesot ginn: „D'Regierung geet hei mat klenge Schrëtt vir …"

*(Interruption)*

Dat selwecht ass gesot ginn … Ech ginn Iech just zwee Beispiller. Beim Cannabis ass gesot ginn: „D'Regierung geet hei mat klenge Schrëtt vir, well dës Koalitoun der Meenung ass, datt ee soll kucken, dat ze maachen am Aklang mat eisen dräi Noperen, fir do e gewëssenen Tourismus ze evitéieren, wéi en notamment an Holland entstanen ass." Ech kann nëmme soen: Déi, déi dat kritiséieren, waren zéng Joer do, fir dat anescht ze maachen!

Eng nei Regierung ass elo ugetrueden, déi e Koalitiounsprogramm huet, deen an der Zilsetzung dee selwechten ass, déi an den Detailer och eng ganz Rei Punkte beschwat huet, mee sech bewosst ass, datt eng Rei Saachen an de Projet-de-loien am Detail elaboréiert musse ginn.

Mir hunn awer ofgemaach an der Regierung – an dat war och mäin ausdréckleche Wonsch –, datt déi eenzel Ministeren an deenen nächste Wochen an déi eenzel Kommissioune kommen an do Kapitel fir Kapitel erklären, wat d'Iddie sinn hannert deene grousse Prinzippien an där Zilsetzung, déi mer gesot hunn. Och da kritt Der net eng Äntwert op all Är Froen, well, wéi gesot, eng Rei Saache mussen ausgeschafft ginn. Déi eng gi méi séier, déi aner gi méi lues.

Ech kann Iech zum Beispill soen, datt de Projet de loi iwwert d'Adaptatioun vum Steierbarème, also d'steierlech Entlaaschtung, an deenen nächsten zwou Woche wäert an d'Chamber kommen, well dat ass eppes, wat technesch méi séier geet wéi aner Saachen, déi ee vill méi am Detail muss maachen.

Mir wäerten d'Chamber ëmmer dann, wann et geet oder wann et gewënscht ass, abannen an eis Aarbecht. An dat ass mäin zweete Punkt niewent dem grousse Merci fir déi interessant Debatt. Ech muss wierklech soen, ech hunn et flott fonnt. Ech muss och soen, ech soe Merci fir de respektvollen Ëmgang. Et war hei keen Toun ... Ech hu mech no enger Rei Joren, wou ech jo net an dësem Haus war, op eng vill méi hefteg Attack am Kapp virbereet gehat. Ech muss soen, et freet mech, datt mer op engem ...

*(Hilarité)*

Et freet mech ...

*(Interruption)*

Nee, nee, nee, nee, huelt dat net als eng Invitatioun ...

*(Hilarité)*

... fir méi hefteg Debatten. Ech mengen, mir fuere vill besser zesummen an eisem klenge Land, wa mer op eng respektvoll Aart a Weis ënnerschiddlech Vuen debattéieren. Dat war haut de Fall, dat hunn ech empfonnt als e gudden Ufank.

An dofir wollt ech och soen: Ech fannen, datt d'Demokratie gutt fonctionéiert, well mir contrairement zu anere Länner keng laang Debatte féieren iwwert d'Walen u sech an iwwert d'Resultat vun de Walen. An zu mengem Saz wollt ech dem Här Baum äntweren, well ech gesot hunn, d'Demokratie hätt fonctionéiert: Mir akzeptéieren de Walprozess. Mir akzeptéieren d'Walprozedur. Mir akzeptéieren d'Walresultat. Et gëtt aner Defien an der Demokratie an déi hunn ech ugeschwat. Dat sinn notamment all déi, déi Netlëtzebuerger sinn, a wéi mer déi matabannen. An dofir hunn ech och iwwert déi gëschter e puer Sätz gesot. Mee dat just, fir ze erklären, firwat ech der Meenung sinn, dass eis Demokratie gutt fonctionéiert. An ech fannen, dat, wat haut heibanne geschitt ass, ass och erëm e Beispill vun enger respektvoller, gutt fonctionéierender Demokratie.

An dozou kënnt meng zweet Remark. Déi betrëfft déi Kriticken, déi komm sinn iwwert d'Kommunikatioun. Ech kann Iech soen, datt ech mer dat haut intensiv ugelauschtert hunn an och déi leschten Deeg an datt ech do och eng gewësse Kontradiktioun tëschent deem, wat hei gesot ginn ass a wat bemängelt ginn ass, eigentlech gesinn. Ech wollt a guddem Glawen der Chamber d'Primeur ginn. Dat ass esou kritiséiert ginn, datt ech dat héchstwarscheinlech an Zukunft net méi ka maachen.

*(Exclamations)*

Dat heescht, d'Press wollt souguer meng Ried schonn deen Dag hunn, wou se mol nach net fäerdeg getippt war. Ech verstinn dat alles, mee ech soen Iech, datt Der Iech also net dierft doriwwer bekloen als Chamber, wann an Zukunft eng Rei Saache fir d'éischt an der Zeitung stinn an dann an d'Chamber kommen.

Mee wat ech proposéieren: Vu datt ech jo gesot hunn, datt mer nei ufänken, wollt ech mat der Presidentekonferenz, mam Chamberspresident oder mat deenen, déi de Chamberspresident designéiert, eng Kéier iwwert dee Modus vivendi schwätzen. Ech wëll dat zugläich maache mat de Medien.

Dofir kann ech och direkt soen, datt ech déi Motioun, déi do erabruecht ginn ass, am Numm vun der Regierung net wëll unhuelen. An ech soen Iech, firwat. Ech sinn nämlech direkt och zoustänneg fir d'Medien, zesumme mat der delegéierter Ministerin, déi bei mir och fir d'Medien zoustänneg ass, der Madamm Margue. Hei gëtt an där Motioun Referenz gemaach op Decisioune vum Regierungsrot vum Summer 2023. Also, mat allem Respekt fir d'Kolleegen hei, déi an där Regierung waren, soen ech: Ech war net an där Regierung derbäi! Ech sinn zënter e Freiden zoustänneg fir dee Volet. Ech géif mer gären déi Froen emol ukucken: Wéi kann ee gutt Relatioune mat där wichteger Aarbecht vun der Press maachen? Wéi kann een d'Relatioune mat der Chamber esou maachen, datt d'Chamber net ëmmer no der Press kënnt? Oder vläicht ass dat de Wee, deen ee muss goen. An da kucke mer och deen Avant-projet de loi, deen do anscheinend ënnerwee ass, ob a wéi mer mat deem an dëser Regierung weidermaachen.

Mee gitt mer wannechgelift dach awer e puer Deeg, fir mat der Chamber ze schwätzen, fir mat de Medievertrieder ze schwätzen – dat dauert souguer méi wéi e puer Deeg! –, fir mer och e Bild ze maachen vun deenen Avisen a Consultatiounen, déi anscheinend vun der viregter Regierung gemaach gi sinn, déi ech begréissen. Mee ech muss zouginn, ech hunn déi nach net gelies! An dat muss ech maachen an deenen nächste Wochen, an d'Madamm Margue och, an da komme mer dorobber zréck.

Ech wëll soen, datt vill Riedner iwwert de Logement geschwat hunn. Dat ass effektiv ee vun de ganz groussen Defie vun dëser Regierung. An do ass eng Rei vun deene Moossnamen, déi mer huelen, vill kritiséiert ginn. Ech respektéieren dat, mee ech soe just: Déi Moossnamen, déi virdru geholl gi sinn, déi hunn zu enger Situatioun geféiert, déi haut net satisfaisant ass. Mir hunn e Wunnengsbauproblem a mir hunn zënter e puer Méint e Riseproblem am Bau an am Handwierk. An duerfir hu mir eng Rei Moossname geholl, souguer eng Rei Moossnamen, déi vläicht fréier net gutt fonnt gi sinn, well mer gesot hunn: Mir mussen elo alles probéieren, steierlech a prozedural, fir datt mer dee Problem do, souwuel am Bau fir d'éischt an dann am Logement en général, verbessert kréien!

An duerfir sinn och eng Rei vun deene Moossnamen elo mol op ee Joer beschränkt. Am Koalitiounsaccord steet 2024, well mer gesot hunn: Vläicht brénge mer et da fäerdeg, eng Rei Leit ze encouragéieren, en Appartement ze kafen, dee se verlounen, dann hu mer méi Wunnengen zur Verfügung. Dat ass d'Philosophie do derhannert.

Duerfir, wa gesot ginn ass, verschidde Moossname wären an der Vergaangenheet rejetéiert ginn, da kann ech Iech nëmme soen: D'Situatioun ass extreem grav duerch eng Rei Facteuren, an duerfir wëlle mer alles probéieren, fir datt et besser gëtt, an duerfir eng Rei temporär Moossnamen, niewent deene Moossnamen, déi virun allem prozeduraler Natur sinn, déi e bësse méi laang daueren an déi och Gespréicher, och mat de Gemengen, verlaangen. Dat ass jo och vun enger Rei Leit hei gesot ginn.

An da wëll ech soen: Wunnengsbau a Croissance hänken enk mateneen zesummen, Croissance a Pensiounen hänken enk mateneen zesummen. Ech mengen, datt mer iwwert déi Sujeten e breeden Debat brauchen. Ech wëll nach eng Kéier soen: D'Regierung wëllt en Debat iwwert déi laangfristeg Ofsécherung vum Pensiounssystem. An ech géif gären drunhänken: en Debat iwwert de Wuesstumsmodell.

Ech sinn der Meenung, datt mir hei zu Lëtzebuerg Wuesstum brauchen. Ech soen och nach eng Kéier deenen, déi gegoogelt hunn: Iwwer inklusiven an nohaltegen Wuesstum, do fënnt ee ganz vill. Ech si fest dervun iwwerzeegt an dës Regierung ass fest dervun iwwerzeegt – an dat ass vläicht en Ënnerscheed zu aneren –, datt et ouni Wuesstum de Leit an dem Land hei net gutt geet, datt mer dann net eis Léin kënne behalen, datt mer net eis Pensioune kënne behalen, datt och d'Betriber, déi Wuesstum hunn, natierlech en ekologesche Footprint hunn, mee datt se och nëmmen duerch Wuesstum Sue kréien, fir d'ekologesch Transitioun iwwerhaapt kënnen ze finanzéieren. An dofir soen ech, datt souwuel d'Leit wéi d'Land wéi d'Betriber Wuesstum brauchen.

Mee gäre sinn ech bereet fir eng breeder Debatt eng Kéier iwwer Wuesstum a virun allem doriwwer, wat et heescht, kee Wuesstum ze hunn. Well contrairement zu deem, wat oft gesot gëtt, kann ee Wuesstum bremsen. Wa mir d'Steieren op der Fongenindustrie zum Beispill géife massiv héijen, wat dës Regierung net wäert maachen, da krite mir de Wuesstum ganz séier gebremst. Mee ech soen Iech: Dann hu mer ganz vill aner Problemer! An duerfir hätt ech gären, wa mer sollten eng breet Debatt eng Kéier féieren op enger Plaz, déi ee muss definéieren, an engem Forum, deen ee muss definéieren, da géif ech och gär doriwwer diskutéieren, wat et heescht, kee Wuesstum ze hunn.

Dës Regierung steet fir en inklusiven an nohaltege Wuesstum, fir eng Politick, déi Wirtschaft, Soziales an Ekologie matenee verbënnt. An dat ass de schwaarzbloe Fuedem, deen duerch dëse Koalitiounsprogramm geet an dee mer och wëllen duerchsetzen.

An dofir brauche mer selbstverständlech d'Meenung an d'Ënnerstëtzung vum Parlament, mee mir sinn ëmmer op fir gutt Kriticken. An ech wëll och deene vun der Oppositioun, och wa se eis haut net d'Vertraue ginn, soen, datt mir fest gewëllt sinn, och der Oppositioun nozelauschteren an engem konstruktiven Debat, datt ech fest gewëllt sinn, och reegelméisseg d'Oppositioun ze gesinn, fir och nozelauschteren, wat se soen, och wa mer eis um Enn net eens ginn. Mee ech mengen, zu enger gutt fonctionéierender Lëtzebuerger Demokratie gehéiert dat och. A gitt mer op d'mannst d'Chance, dat ze probéieren! Ech weess nach net genee, a wéi enger Form, a wéi engem Format, mee den Dialog mam Parlament als dem Vertrieder vum Vollek muss sinn, den Dialog mat der Gesellschaft generell muss sinn.

An duerfir wollt ech awer soen: Wann Der an enger Resolutioun – iwwert déi jo d'Regierung näischt ze soen huet – sot, datt d'Membere vun der Chamber sollen invitéiert ginn an d'Reunioun „Logement", da soen ech: Ech weess net, a wéi enger Form dat soll geschéien, well d'Chamber huet nun emol 60 Deputéiert, vill Sensibilitéiten, wéi een déi alleguerten do géif abauen.

Dofir, mengen ech, wär et och gutt do, datt d'Regierung kéint mat der Presidentekonferenz oder mam Bureau vun der Chamber driwwer diskutéieren, ob een dat net soll an enger Kommissiounssitzung maachen, well ech gesi keng ..., datt ee mam Handwierk, mat de Gemengen och elo all d'Parteien oder all d'Fraktioune géif an esou eng Reunioun ruffen. Dat ass och net eng Reunioun, déi elo zéngmol zesummekënnt, mee et ass en Echange mat dem Secteur, och iwwert déi Moossnamen, déi mer am Koalitiounsaccord stoen hunn, an do si mer och oppe fir e Gespréich, wéi een d'Chamber an déi Diskussiounen abanne kann.

*(Interruption)*

Pour le reste wëll ech nach eng Kéier soen, datt mir e Koalitiounsprogramm verhandelt hunn, a kuerzer Zäit. Dat war eise Wëllen. Ech fannen, datt en eng kloer Linn huet. Et ass net „Augen zu und durch", am Géigendeel, well dat entsprécht absolutt net menger Visioun dovun, e Land ze leeden.

Ech sinn awer och net esou, datt ech permanent mat engem Pessimismus liewen, datt ech fir alles muss e B-Plang hunn. Ech hunn an zwou Rieden de Mëtten héieren iwwert dee B-Plang, dee mir net hätten. Mee, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, mir sinn ugetruede mat engem A-Plang, dee mer wëllen ëmsetzen, well mer gleewen un d'Zukunft vun dësem Land, fir et ze stäerke mat deene Moossnamen, déi mer maachen! An ech mengen och net, datt déi Regierunge virdru B-Pläng haten, well se konnten

natierlech net den Ukrain-Krich, d'Covidkris an aner schrecklech Saachen, déi geschitt sinn, virausgesinn.

Eng Regierung ass och do, fir zesumme mam Parlament, wann eppes aneschters geschitt, dann Adaptatiounen ze maachen. Mee dëse Plang, dee fonctionéiert, dat wäert Der gesinn! A mir wäerten alles maachen, fir en ëmzesetzen, a mir si frou, d'Ënnerstëtzung vum Parlament dofir ze kréien.

Dat ass de But vun dëser Debatt gewiescht, dat war de But vu mengen Erklärunge vu gëschter, an déi Debatt hält fir eis, och wann dee Vott, deen elo kënnt, natierlech de Startschoss ass fir déi Aarbecht, déi mer musse maachen, jo net den Owend op. Déi Debatt, déi fänkt elo eréischt richteg un. An zesumme mat de Kolleegen an der Regierung freeë mer eis op déi Debatt mat dëser Chamber, Här President, mee och mat all de Leit hei am Land.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, domat ass d'Diskussioun ofgeschloss.

***Motion et résolutions***

Éier mer elo zum Vott vun der Motioun an de Resolutioune kommen, géif ech gär dat soen, wat mäi Virgänger, de Fernand Etgen, allkéiers gesot huet viru Votten: Wann Der wëllt matstëmmen, dann hutt Der besser, Iech anzeloggen, well soss gëtt Äre Vott net gezielt!

*(Hilarité)*

Voilà, wa jiddwereen dat gemaach huet, da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen an duerno iwwert d'Resolutiounen, déi zur Debatt deponéiert goufen.

***Motion 1***

Mir fänken u mat der Motioun iwwert den Accès aux documents administratifs. Wëllt den Auteur vun der Motioun nach eng Kéier d'Wuert ergräifen? Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, ech wollt just nach eppes soen. Also, ech hunn natierlech mat Interessi den Erklärunge vum Här Premierminister nogelauschtert. Ech verstinn, dass en net all Decisioun aus dem Regierungsrot kennt, mee an deem Communiqué stoung och, et géif eng Nott un de Formateur gemaach ginn – dat waart Dir jo nach bis viru ganz Kuerzem –, wou eeben och géif dat do alles relevéiert ginn. Dofir hate mir gemengt, dat wier Iech bekannt. Vläicht gouf et dat och net an der Nott un de Formateur, mee vu dass mer déi Notten net hunn, wësse mer och net, wat an deenen Notten drastoung.

Mee wat ech awer wollt proposéieren, fir Iech d'Zäit natierlech ze loossen, Iech do anzeschaffen, ass, ob mer dat dann net kéinten an enger Kommissioun diskutéieren, wann Der da bis Zäit gehat hätt, dat ze kucken, well mer wierklech der Meenung sinn, dass et wichteg ass, dass mer op deem Dossier do weiderkommen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? De Premierminister wollt dozou Stellung huelen.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Also, dat ännert näischt un dem Fait, datt ech mengen, datt déi Motioun sech net kann un dës Regierung adresséieren. Se baséiert op Decisioune vun enger Regierung, an där ech net Member war. Mee ech fannen awer d'Propositioun vun der Madamm Tanson konstruktiv. Ech si bereet, wann ech dat bis alles gelies hunn, datt ech dann an déi zoustänneg Kommissioun mat der Madamm Margue kommen. Déi Notes au formateur kann ech Iech och gäre ginn, mee dat ass wéi bei villen aneren Dokumenter: Dat sinn Dokumenter, déi engagéieren net d'Regierung. Déi hu Beamte geschriwwen. Mee ech maache mir gären eng eege Meenung doriwwer.

Dofir mengen ech nach ëmmer, Är Motioun engagéiert mech zu Saachen, déi ech awer an dësem Stadium net à même sinn, Iech ze verspriechen, well ech mer gären doriwwer meng Meenung maachen, en ligne mam Koalitiounsaccord. Mee ech fannen et awer richteg. Et ass och en ligne mat deem, wat ech virdru gesot hunn. Dat gëllt och fir déi aner Ministeren. Ech komme ganz gären an déi zoustänneg Kommissioun an huelen déi Propositioun vun der Madamm Tanson gären un.

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci.

Domat ass dann d'Propositioun, fir de Renvoi vun där Motioun an d'Kommissioun ze maachen. Ech mengen, doriwwer kéinte mer à main levée ofstëmmen.

***Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission***

Wien ass mat där Propositioun d'accord?

Wien enthält sech?

Wie stëmmt dergéint?

Dann ass déi Propositioun à l'unanimité ugeholl.

*(La motion 1 de Mme Sam Tanson est renvoyée à la Commission des Médias et des Communications.)*

***Résolution 1***

Da komme mer zum nächste Punkt. Dat ass d'Diskussioun iwwert d'Resolutioun relative à la publicité des réunions des commissions parlementaires. Wëllt den Auteur nach eng Kéier Stellung dozou huelen? Et ass alles gesot. Gëtt et eng Fraktioun, déi wëll Stellung huelen? Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo, merci, Här President. Déi Resolutioun ass ganz sympathesch, mee ech wollt proposéieren, wann d'Madamm Tanson averstane wier, dass mer géifen an der Conférence des Présidents doriwwer schwätzen an dass mer dann Ufank des Joers an de Plenum mat der Resolutioun géifen erëmkommen, wann dat den Accord géif fanne vun den Auteure vun der Resolutioun, fir elo net direkt eng Decisioun ze huelen, mee dass mer dat da wierklech an der Conférence des Présidents diskutéieren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Baum huet nach d'Wuert gefrot.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci, Här President. Ech kann dem Här Spautz seng Positioun hei deelen, mee ech wëll awer op zwou Saachen opmierksam maachen: dass am Wording steet „portant sur des dossiers sensibles". Ech mengen, dass mer wierklech an der Conférence des Présidents mussen definéieren, wat „dossiers sensibles" sinn. Dat wär den éischte Punkt.

Den zweete Punkt: Et gëtt e Courrier vum delegéierte Minister aux Relations avec le Parlement vum 16.11.2022, deen drop opmierksam mécht, wéi d'Beamten exposéiert ginn, wa mer eng Liveiwwerdroung maachen. An ech mengen och, dass mer deem musse Rechnung droen, wa mer soen: „Ok, mir maachen elo eng Ëffnung, mir wëllen dat elo iwwerdroen, fir dass d'Leit dat kënne live ukucken." Ech mengen, dass een aus Respekt virun de Beamten och do muss eppes, eng Gangaart, fannen, déi och fir si anneembar ass.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Dann huet den Här Clement nach d'Wuert gefrot.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Bon, also, et wonnert mech, datt den Här Spautz et net méi einfach gemaach huet an et dohinner verwisen huet, wou nämlech schonn eng Resolutioun vun der CSV läit, …

*(Interruption par Mme Sam Tanson)*

… nämlech am Bureau, déi, mengen ech, souguer bal verbatim dat Nämmlecht ass. Ech géif deene Gréngen zoutrauen, datt se verbatim d'nämmlecht ass.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech hunn dat jo gesot!

*(Interruption par Mme Octavie Modert)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Déi … Nee, et ass jo attribuéiert ginn, Madamm Modert. Ech wëll just drop hiweisen: Déi Resolutioun hei läit dem Bureau vir! Déi Resolutioun hei läit dem Bureau scho säit Jore vir an et ass de Bureau, dee sech dozou prononcéiere wollt. Dofir gëtt et och déi Nott vum Minister – vum fréiere Minister – mat de Relatiounen zum Parlament. Iwwregens war do deemools och d'Oppositioun, inklusive der CSV, der Meenung, datt et d'ailleurs och deene Beamte géif fräistoen, eeben net do ze sëtzen, wou d'Kamera ass, an datt de Minister jo kéint d'Wuert ergräifen a seng Gesetzesprojeten erklären, sou wéi dat, mengen ech, souwisou Usus sollt sinn.

Mee doriwwer eraus wëll ech just feststellen: Mir stëmmen déi Resolutioun mat, well mer se schonn eng Kéier matgestëmmt hunn. Ech géif mech awer éischter freeën, wann déi Resolutioun, déi schonn am Bureau läit, endlech ëmgesat géif ginn, well déi ass unanime heibannen ugeholl ginn, ënner anerem mat de Stëmme vun der Demokratescher Partei. An et ass d'Demokratesch Partei, déi déi lescht dräi Joer an deem doten Dossier mat zwee Féiss op der Brems stoung am Bureau, an ech fannen et dofir net verwonnerlech, datt d'Demokratesch Partei haut erëm éischter fir Intransparenz Lobbyaarbecht mécht wéi fir richteg Transparenz hei am héijen Haus!

**M. Gilles Baum** (DP) | Dat do, dat do geet awer net!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ma et ass d'Wourecht, Här Baum!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement.

**M. Gilles Baum** (DP) | Wat ass dann hei d'Wourecht? Ech hunn Iech zwee Argumenter gesot, déi fir eis …

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Baum, Dir musst fir d'éischt d'Wuert froen, éier Der ufänkt ze schwätzen!

*(Exclamations et brouhaha)*

**M. Gilles Baum** (DP) | Also, Här President, dat do geet awer net!

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir kritt gären d'Wuert duerno, mee fir d'éischt huet den Här Bausch d'Wuert gefrot.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, ech wëll dem Här Baum soen, datt ech déi zwee Argumenter, déi en elo ginn huet, gutt kennen. Et ass déi Leier, déi ech och ëmmer an der Regierung – wéi ech nach an der Regierung war – gesot kritt hunn, well ech war och do schonn derfir, datt d'Parlamentssëtzunge sollen ëffentlech iwwerdroe ginn, well ech dat eng ganz gutt Saach fanne fir d'Transparenz, datt déi eigentlech näischt wäert ass, well, Här Baum – ech war jo zéng Joer an der Regierung –, op alle Pressekonferenze vun alle Ministere sëtzen ëmmer d'Beamten un den Dëscher.

*(Hilarité)*

Mengt Der, déi géifen allkéiers do gefrot ginn, wa se op de Pressekonferenzen op de Biller owes am Journal sinn? A wéi oft erlieft Der an der Ëffentlechkeet, datt d'Beamte souguer fir Ministere Stellungnamen …

*(Interruption)*

Jo, ech wëll … Mee et ass d'Argument vum Här Baum, dat esou schlagkräfteg ass, fir hei ze behaapten, doweinst kéint een d'Kommissiounssëtzungen net iwwerdroen.

*(Interruption par M. Gilles Baum)*

Dach, Här Baum, dat gëtt et a ville Parlamenter op der Welt an dat ass och eigentlech kee Problem. Kommt, mir maachen et einfach!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Baum huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot. Här Baum, wann Der wëllt.

*(Brouhaha)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | D'Madamm Bofferding ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Pardon, Madamm Bofferding. Dir kritt direkt d'Wuert.

**M. Gilles Baum** (DP) | Ech sinn ... Entschëllegt, mee ech sinn net der Meenung – ech hunn d'Pressekonferenzen déi lescht fënnef Joer suivéiert –, dass bei all Pressekonferenz Beamten derbäi waren. Ech hunn och wéineg matkritt op deene Pressekonferenzen, dass d'Beamten de Mikro ënnert d'Nues gehale kruten, fir e Statement ze maachen.

Ech bleiwe bei menger Positioun: Mir sollten dat hei en détail beschwätzen, en détail klären am Sënn vun der Protektioun vun de Beamten, déi dat dote vläicht guer net wëllen. A mir kënnen awer net soen: „Ma du wëlls net an de Fernsee kommen, ...

*(Interruption)*

... da kënns de net mat an d'Kommissioun." Dat ass jo awer och net the way to go!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum.

**M. Sven Clement** (Piraten) | De Minister kann et dach selwer maachen!

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift!

D'Madamm Bofferding huet d'Wuert gefrot.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Ben, finalement. Gutt, ech mengen, mir mierken, dass do nach ganz vill Diskussiounsbedarf ass. Vum Prinzipp hier hu mir awer guer kee Problem, nach eng Kéier d'Resolutioun matzestëmmen, mee effektiv läit jo nach eng Resolutioun um Dësch. An ech mengen, de Bureau soll sech domadder beschäftegen an da soll ee kucken, dass een do Neel mat Käpp mécht, well mer hu jo awer gemierkt, dass d'Transparenz eis alleguerte wichteg ass, an ech mengen, da solle mer eis och trauen, déi nächst Etappen ze maachen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Keup huet d'Wuert gefrot.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Jo, dat heiten ass natierlech eng sympathesch Iddi, fir och fir méi Transparenz ze suergen. Ech ginn awer ze bedenken: Dat, wat mer alleguer wëssen, dat ass, dass d'Natur vun deene Kommissiounssëtzunge sech dach awer géif, mengen ech, staark änneren, wann dat dobaussen alles transparent nogekuckt gi kann, an – dat wësst Der alleguerten – dass déi Gespréicher vläicht net méi esou stattfanne kënnen, wéi se elo stattfannen, déi Froe kënne gestallt ginn, wéi se elo gestallt ginn, dass och e Risiko do besteet, dass d'Leit do probéieren – ech soen emol –, sech an Zeen ze setzen, fir eebe grad duerno bei de Leit dobausse gutt eriwwerzekommen.

Jee, ech soen, dat Ganzt ass net esou einfach wéi elo ze soen: „Jo, mir maachen dat, mir maachen Transparenz." Dat muss ee sech gutt iwwerleeën, a wéi engem Beräich een et da géif zouloossen. Hei steet, an deene sensibele Momenter vläicht net. Mee et muss ee sech gutt iwwerleeën, ob een dat wierklech ëmmer wëll dann ëffentlech maachen oder net. Also, ech wëll einfach soen, dass dat heite wierklech eng Fro ass, bei där ee sech ganz déifgräifend muss iwwerleeën, wéi een déi beäntwert.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Den Här Spautz hat eng Propositioun gemaach fir de Renvoi an d'Kommissioun. Ech wollt d'Madamm Tanson froen, ob se domadder d'accord ass.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | An de Bureau.

**M. Sven Clement** (Piraten) | An de Bureau.

*(Interruption par Mme Taina Bofferding)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Déi virdru war an der Conférence des Présidents an am Bureau. Ech mengen, mir maachen dat op déi zwou Plazen, well déi hu verschidde Flichten allen zwou a verschidden Aspekter dovunner ze diskutéieren.

D'Madamm Tanson huet déi Propositioun ugeholl, da kënne mer à main levée ofstëmmen.

***Vote sur le renvoi de la résolution 1 à la Conférence des Présidents et au Bureau de la Chambre des Députés***

Wien ass domadder averstanen? Deen hieft d'Hand.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dee Renvoi à l'unanimité esou ugeholl.

*(La résolution 1 de Mme Sam Tanson est renvoyée à la Conférence des Présidents et au Bureau de la Chambre des Députés.)*

***Résolution 2***

Da komme mer zur nächster Resolutioun iwwert d'Revalorisatioun vum Mandat vum Deputéierten. Madamm Tanson, wëllt Der do nach eng Kéier eng Explikatioun ginn? Neen, dat hutt Der scho virdru gemaach. Wie wëll Stellung dozou huelen? Den Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo, merci, Här President. Dir hutt an Ärer Untrëttsried drop higewisen, wéi wichteg et wier, dass mer iwwert de Statutt vum Deputéierte géife schwätzen, an dofir mengen ech och, dass et do wichteg wier – Dir wollt eng Consultatioun mat de jeeweilege Parteien, déi am Parlament vertruede sinn, doriwwer féieren –, dass een dat soll ofwaarden, Är Consultatiounen, déi Der maacht. Dir hutt en Engagement hei ginn an dofir wier ech och där Meenung, mir sollen iwwert déi de Moment net ofstëmmen, mee dass do soll dee Consultatiounsprozess, deen Der amgaang sidd – oder ugekënnegt hutt –, mat de Parteien ze maachen, gemaach ginn an dass mer dann Ufank des Joers drop zréckkommen, wéi et ass.

Well do sti verschidde Saachen dran, déi ganz gutt sinn, et sinn aner Saachen dran, déi ee soll diskutéieren, mee et soll een op alle Fall d'Chance elo notzen, fir déi Saach unzegoen, an do hutt Dir eis Ënnerstëtzung an ech géif eis gréng Kolleege bieden, mat op dee Wee ze goen, dass mer dat maachen, dass mer dann och hei an de Plenum zréckkommen, wann Dir Är Consultatiounen ofgeschloss hutt.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Mir fannen déi heite Resolutioun ganz sympatesch. Mir hate jo och schonn driwwer diskutéiert respektiv och e Projet de loi iwwert d'Opwäertung vum Lokalmandat. An där ganzer Diskussioun Anticumul passt dat heite ganz gutt zesummen. Dofir fanne mer et wichteg, dass och hei déi nächst Etappe gemaach ginn.

Natierlech stelle sech hei ganz vill Froen hannendrunner, d'Opwäertung vum Deputéierten ass jo net aleng elo de Congé politique. Ech mengen, do gëtt et déi ganz Cotisatiounen, sozial Ofsécherung eebe mat der Pai an och, wéi een an Zukunft wëll schaffen. Ech mengen, do si vill Froen hannendrunner, mee et mécht Sënn, a mir hoffen och, dass mer an dëser Legislaturperiod an där ganzer Anticumuldiskussioun, déi mer iergendwéi ëmmer fuerderen an heiansdo an de Walprogrammer optaucht, eng Kéier Neel mat Käpp maachen, dofir begréisse mer déi heiten Approche.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Clement huet nach d'Wuert gefrot.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Ech fannen d'Resolutioun ganz sympatesch. Ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer eis am Ufank vun enger Legislatur déi Gedanke maachen an dat net erëm fënnef Joer virun eis hierschiben an dann an den nächste Walprogrammer erëm jiddwereen dat nämmlecht schreift an um Enn vum Dag komme mer net wierklech weider.

Ech mengen, datt et richteg ass, datt mer eis dat heite vläicht an enger Kommissioun eng Kéier am Detail ukucken. Wéi eng dat genau ass ... Warscheinlech Institutiounen, vum Bauchgefill hier, well et awer och zum Deel ëm konstitutionell Froen an ëm d'Walgesetz geet.

Ech hätt gemengt, datt ee se direkt hätt kënne stëmmen an dann d'Aarbecht maachen, wann net ee ganz konkreeten Detail nämlech schonn drastoe géif, nämlech de Congé politique vun 20 op 40 Stonnen ze erhéijen. Wann deen Detail net dra gewiescht wier, dann hätte mer eis hei just d'Wuert gi mam Vott, datt mer déi Aarbechte géifen entaméieren. Sou steet awer eng ganz konkreet Fuerderung dran, soudatt ech et och éischter géif virzéien, et an der Kommissioun ze behandelen an da vläicht zréckzekomme mat de méi konkreete Pisten, ob dat nämlech iwwert de Congé politique oder iwwer aner Piste ka goen. Dat, mengen ech, musse mer diskutéieren, an deementspriechend, mengen ech, ass et gutt an der Kommissioun opgehuewen, an ech soen dem Marc Spautz Merci fir déi Propos.

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Jo, mir si jo och ganz kloer géint Duebelmandater an an deem Kontext wiere mer och hei derfir, fir de Statutt vum Deputéierten allgemeng eng Kéier ze iwwerschaffen. An hei schéngt fir eis och kloer ze sinn, dass dat e Mandat à plein temps soll sinn. Ech froe mech och, vu wou dat do iwwerhaapt hierkënnt, historesch gesinn, dass dat just 20 Stonne solle sinn. Ech weess och net, wéi et am Ausland ass. Ech ka mir net virstellen, dass et iergendwou ... Et kann awer sinn, ech weess et net, am Bundestag oder wou, dass dat do och hallef Tâchë sinn. Mee fir mech op jidde Fall, mengen ech, ass d'Aarbecht vum Deputéierten eng Aarbecht à plein temps.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup.

Hei also och huet den Här Spautz eng Propositioun gemaach, fir dës Resolutioun an d'Kommissioun ze schécken. Madamm Tanson, sidd Der domadder averstanen? Dat ass positiv, da kënne mer iwwert dat hei och mat Handophiewen ofstëmmen.

***Vote sur le renvoi de la résolution 2 en commission***

Wien ass derfir, fir se an d'Kommissioun ze schécken?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass och hei d'Resultat ganz kloer.

*(La résolution 2 de Mme Sam Tanson est renvoyée à la Commission des Institutions.)*

***Résolution 3***

An da komme mer zur drëtter Resolutioun. Déi drëtt Resolutioun vun deene Lénken, déi geet iwwert

d'Invitatioun an d'Réunion nationale „Logement", déi vun der Regierung ugekënnegt ginn ass. Wëllt Dir, Här Baum, nach e puer Wuert doriwwer soen?

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, ech géif e puer Wuert doriwwer soen. Ech wéilt dem Premier Merci soen, datt en drop reagéiert huet. An en huet an engem Punkt definitiv Recht: datt dat hei eng Fro ass, déi d'Chamber betrëfft – et ass eng Resolutioun – an net direkt d'Regierung. Et ass, mengen ech, e Statement, deen d'Chamber soll maachen, datt, wann esou eng Réunion nationale „Logement" zesummekënnt, d'Chamber do och hir Plaz huet, datt dat de Wonsch vun der Chamber ass. Wéi dat herno konkreet ausgesäit, ob do eng Kommissioun dohinnergeet – d'Logementskommissioun géif sech do zum Beispill ubidden –, fir d'Representatioun vun der Chamber ze sinn, dat ass dann och, mengen ech, Saach vun der Chamber, wéi dat genau konkreet soll ausgesinn.

Dir sot, Dir wëllt staatlech Institutiounen invitéieren, d'Gemengen. Mir hunn eng 100 Gemengen am Land. Wann all déi Representanten do sinn, da wäerten, mengen ech, déi 13, 14 Membere vun der Logementskommissioun do schonn net zu engem gréissere Platzmangel féieren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Wie freet nach d'Wuert zur dëser Resolutioun? Den Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo, merci, Här President. Also, esou sympatesch, wéi mer déi Resolutioun och ass, kann ech mer schlecht virstellen, dass 60 Deputéierter an 100 Gemengen – dat wiere schonn 160 Leit! – do géife sëtzen, fir dorun deelzehuelen. Dat gëtt näischt. Mee ech mengen, wichteg ass, datt schnellstméiglech esou en Dësch zesummegeruff gëtt an dass dat, wat un deem Dësch diskutéiert ginn ass, dann hei an dëse Raum kënnt, dass heiriwwer diskutéiert gëtt an dass dann och hei déi Entscheedunge geholl ginn, déi e Parlament ze huelen huet.

Dofir sinn ech der Meenung, esou sympatesch d'Iddi och ka kléngen, dass et net de Moment ass, fir déi Resolutioun hei kënnen unzehuelen, an dass mer déi Resolutioun géifen ofleenen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. déi Lénk schwätzen hei vun enger nationaler Reunioun. Mir hu vun engem nationale Logementsdësch geschwat. Ech mengen, do si mer ganz no. Mir hunn dat jo gefuerdert, well et wichteg ass, dass déi verschidden Acteuren aus dem Secteur zesummekommen, dat och zesumme mat der Politick. An dass dat fonctionéiert ... Do gouf et jo an der Vergaangenheet – dat war 2004, 2005 – de Rentendësch. Do waren och ganz vill Leit zesummen an dat ass gaangen. An de President huet jo selwer gesot, dat hei wär déi stäerkste Chamber, déi et jeemools gouf. Ech mengen, da solle mer eis elo net kleng maachen an trauen, dat doten ze maachen.

Merci.

**Une voix** | Voilà!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Den Här Keup huet d'Wuert gefrot.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, merci, Här President. Jo, mir sinn och där Meenung an den Här Baum, deen hutt eis och do elo e bëssen iwwerzeegt, ...

*(Hilarité)*

... dass do wuel kënne Membere vun der Logementskommissioun zum Beispill derbäi sinn. Dat ass absolutt machbar.

*(Interruption et hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Clement huet d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Den Här Spautz huet eppes gesot, wou ech fundamental anerer Meenung sinn, nämlech: „Dat gëtt dann do diskutéiert an da gëtt et jo souwisou och hei am Haus nach eng Kéier diskutéiert." Mee dat ass e bësse genau dat, wat mer bei deene leschten Tripartitt-Verhandlungen zum Deel kritiséiert hunn, wou mer gesot hunn: Et gëtt negociéiert, et gëtt en Deal ficeléiert an dee kann d'Chamber jo u sech just nach entweeder unhuelen oder ofleenen. Mee Gestaltungsméiglechkeeten huet den éischte Pouvoir vum Land dann de facto net méi, well en net um Dësch souz. E souz net derbäi. E weess net, wéi et zu deem Deal koum. E weess just: „Vogel, friss oder stirb!"

A well et dann am Interêt vun de Leit ass, iwwerhëlt d'Chamber dann hir Responsabilitéit an et gëtt meeschtens gesot: „Ma dann avaléiere mer dat. Mir huelen dat un a mir stëmmen et." Mee a Wierklechkeet misst dach, wann dat hei déi stäerkste Chamber ass, déi d'Land jee gesinn huet, d'Chamber och mat implizéiert sinn.

An datt dat op vill méi groussen Niveaue wéi Lëtzebuerg geet, weist d'Conférence sur l'avenir de l'Europe, wou d'Chamber, wou all europäescht Parlament associéiert war, zesumme mat der Zivillgesellschaft. Mir hu souguer breet zivillgesellschaftlech Consultatioune gemaach. Ech mengen, de President vun der leschter aussepolitescher Kommissioun, den Yves Cruchten, erënnert sech ganz gutt un deen zum Deel wierklech heroeschen Effort, fir dat ze stemmen. Mee et gouf gemaach! Et ass also méiglech, fir en amont matzeschwätzen an net eréischt bei de Faits accomplis herno dat mussen ze schlécken, wat iergendwou anescht hanner zouenen Dieren ausgehandelt gouf. Mir stëmmen dat heite mat.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. D'Madamm Tanson huet d'Wuert gefrot.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, ech géif et och wichteg fannen, dass an engem Dossier, wou mer eis, mengen ech, alleguerten heibannen eens sinn, datt et eng vun deene ganz grousse Prioritéiten ass, jiddwereen alleguerten d'Argumenter um Dësch kennt an am Detail ka suivéieren an och matdiskutéieren. An d'Roll vun der Chamber gouf jo an de leschten Deeg ganz vill ënnerstrach. Dofir ënnerstëtze mir och deen heiten Text vun deene Lénken.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Et ass keng weider Wuertmeldung do.

Da komme mer zur Ofstëmmung vun dëser Resolutioun. Ech ginn dervunner aus, datt de Vote électronique gefrot ass.

***Vote sur la résolution 3***

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass dat follgend: Jo-Stëmmen: 25. Nee-Stëmmen: 35. Abstentiounen: 0.

**Plusieurs voix** | O!

**M. Georges Engel** (LSAP) | Dat neit 29:31.

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Resolutioun ass also mat 35 Stëmme géint 25 Stëmmen ofgeleent ginn.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.*

***Vote sur la question de confiance posée par le Premier ministre***

De Premierminister huet gëschter am Kader vu senger Deklaratioun iwwert de Regierungsprogramm der Chamber d'Vertrauensfro gestallt, iwwert déi mir elo ofstëmmen, esou wéi et am Artikel 87bis vum Chambersreglement virgesinn ass.

An d'Fro ass: Ass d'Chamber averstanen, der Regierung hiert Vertrauen auszeschwätzen? Ech ginn och dervunner aus, datt mer elo e Vote électronique maachen.

*(Hilarité)*

D'Ofstëmme fänkt un. D'Ofstëmmen ass ofgeschloss.

D'Resultat ass dat follgend: Jo-Stëmmen: 35.

**Plusieurs voix** | A!

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee-Stëmmen: 25.

**Plusieurs voix** | O!

**M. Claude Wiseler,** Président | A keng Enthalung.

Domadder schwätzt d'Chamber mat 35 Stëmme géint 25 Stëmmen der Regierung hiert Vertrauen aus.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.*

*Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Applaudissements)*

**Une voix** | Oder 47 %. Mat 47 %!

**M. Claude Wiseler,** Président | An domat si mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 16.48 heures.)*

## Sommaire


| Objet | N° | Auteur | Page |
|---|---|---|---|
| **Session ordinaire 2022-2023** | | | |
| Fermeture de BSH Luxembourg | 8127 | Marc Spautz | 49 |
| Mobbing dans les écoles | 8137 | Martine Hansen | 49 |
| Fonctionnarisation des chargés de l'enseignement national | 8142 | Martine Hansen | 50 |
| Rénovation de la plage d'Insenborn au lieu-dit « an der Bäech » | 8183 | Martine Hansen | 50 |
| Enquête climat interne auprès de POST Luxembourg | 8200 | Gusty Graas | 50 |
| Enquête de l'Autorité de la concurrence | 8202 | Elisabeth Margue, Marc Lies | 51 |
| Fermeture des routes à la circulation dans le cadre des chasses en battue | 8205 | Guy Arendt, Gusty Graas | 51 |
| Agriculture biologique | 8208 | Marc Goergen | 51 |
| Regroupement familial | 8216 | Sven Clement | 51 |
| Projet Expertisa | 8223 | Octavie Modert | 52 |
| Connexion entre le Holleschbierg et Howald | 8224 | Claude Lamberty | 52 |
| Travailleurs saisonniers | 8225 | André Bauler | 53 |
| Viande de cheval | 8226 | Marc Goergen | 53 |
| Encadrement personnalisé par l'ADEM | 8227 | Sven Clement | 53 |
| Viande de gibier | 8228 | Sven Clement | 54 |
| Comité interministériel pour une meilleure qualité de l'air | 8229 | Sven Clement | 54 |
| Pension des anciens prisonniers | 8230 | Marc Spautz | 55 |
| Achat rétroactif de périodes d'assurance | 8231 | Léon Gloden | 55 |
| Domaine thermal à Mondorf-les-Bains | 8232 | Jeff Engelen | 55 |
| Élargissement de l'A3 | 8233 | Gusty Graas | 56 |
| Modifications au niveau de l'accès aux prestations de santé transfrontalières | 8235 | Marc Spautz | 56 |
| Limitation de vitesse dans le tunnel « Gousselerbierg » lors du chantier | 8236 | André Bauler | 57 |
| Loi sur le bail à usage d'habitation | 8237 | Yves Cruchten | 57 |
| Hausse du nombre d'infections Covid-19 | 8238 | Cécile Hemmen | 58 |
| Augmentation du prix de vente des carburants | 8239 | Gilles Roth | 58 |
| Départs volontaires dans la Police grand-ducale | 8240 | Marc Goergen | 59 |
| Inhibiteurs de la pompe à protons (IPP) | 8241 | Gusty Graas | 59 |
| Fuite de données de clients Luxair | 8243 | Diane Adehm, Laurent Mosar | 59 |
| Maison de répit pour jeunes au Luxembourg | 8244 | André Bauler, Gilles Baum | 60 |
| Offre publique du LNS | 8245 | Diane Adehm | 60 |
| Réforme du service « Adapto » | 8247 | Fernand Kartheiser | 60 |
| Situation du commissariat de police « Place de la Gare » à Luxembourg | 8248 | Léon Gloden, Laurent Mosar | 61 |
| Pratiques douteuses au commissariat de police « Place de la Gare » à Luxembourg | 8249 | Marc Goergen | 62 |
| Agréments pour gérer des logements thérapeutiques | 8250 | Gusty Graas, Gilles Baum | 62 |
| Campagne de maintenance et de nettoyage des tunnels autoroutiers | 8251 | Diane Adehm, Martine Hansen | 62 |
| Prix du permis de conduire | 8252 | Nancy Arendt épouse Kemp | 62 |
| Composition des collèges échevinaux | 8253 | Marc Goergen | 63 |
| Arrêt de bus dans la localité de Bohey-Doncols | 8254 | André Bauler | 63 |
| Publication des tests de l'INLL sur Internet | 8255 | Fernand Kartheiser | 63 |
| Prévention suicide à l'école | 8256 | Fernand Kartheiser | 64 |
| Habilitation de sécurité | 8257 | Marc Spautz | 64 |
| Situation du commissariat de police « Place de la Gare » à Luxembourg | 8258 | Fernand Kartheiser | 65 |
| Encadrement personnalisé par l'ADEM | 8259 | Sven Clement | 66 |
| Crédits-relais immobiliers | 8260 | Laurent Mosar, Gilles Roth | 67 |
| Présence du loup au Luxembourg | 8261 | Diane Adehm | 67 |
| Concept du « Housing First » | 8262 | Djuna Bernard, François Benoy | 68 |
| Déconnexions du réseau de fourniture d'électricité | 8263 | Myriam Cecchetti | 69 |
| Biocarburants de deuxième génération | 8264 | Marc Goergen | 69 |
| Indemnisation des pompiers volontaires | 8265 | Marc Goergen | 69 |
| École privée à Medernach | 8266 | Martine Hansen | 70 |
| Centre de primo-accueil | 8267 | Sven Clement | 70 |
| Location d'un appartement au Trump Tower à New York par l'État luxembourgeois | 8268 | Sven Clement | 71 |
| Déclaration d'une indemnité de volontariat dans le cadre d'une demande d'allocation de vie chère | 8269 | Fred Keup | 71 |
| Déductibilité des intérêts débiteurs et des frais de financement en relation avec une habitation personnelle | 8270 | Diane Adehm | 71 |
| Flambée des prix pétroliers | 8271 | André Bauler | 72 |
| Modèle espagnol de lutte contre les violences conjugales | 8272 | Nathalie Oberweis | 72 |
| Situation financière des victimes de violence domestique au Luxembourg | 8273 | Nathalie Oberweis | 73 |
| Violences économiques et financières subies par les victimes de violence domestique | 8274 | Nathalie Oberweis | 73 |
| Statistiques concernant le divorce, le féminicide et le récidivisme dans le contexte de violence domestique | 8275 | Nathalie Oberweis | 74 |
| Interventions et plaintes policières en matière de violence domestique | 8276 | Nathalie Oberweis | 75 |
| Violence judiciaire | 8277 | Nathalie Oberweis | 75 |
| Effectif de la Police grand-ducale | 8278 | Laurent Mosar, Léon Gloden | 80 |
| Hausse des importations de GNL russe | 8279 | Laurent Mosar, Paul Galles | 80 |
| Compensation de l'index | 8280 | Marc Goergen | 80 |
| Bilan du secteur de l'espace | 8281 | Laurent Mosar, Diane Adehm | 81 |
| Service médico-sportif | 8282 | Laurent Mosar, Georges Mischo, Nancy Arendt épouse Kemp | 81 |
| Projet « Megaverse » | 8286 | Sven Clement | 82 |
| Traitement par l'ITM des dossiers en matière d'inégalités de salaire entre femmes et hommes | 8289 | Myriam Cecchetti | 82 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Attractivité du Luxembourg en tant que siège des institutions européennes | 8290 | Gusty Graas | 83 |
| Recrutement d'infirmières au Ministère de la Santé | 8291 | Roy Reding | 83 |
| Habilitation de sécurité | 8292 | Fernand Kartheiser | 84 |
| Aides financières Covid-19 pour le secteur de la construction | 8293 | Sven Clement, Marc Goergen | 84 |
| Maladies de l'amiante | 8294 | Marc Spautz | 85 |
| Conséquences de la restructuration de Goodyear | 8295 | Martine Hansen, Marc Spautz | 85 |
| Consommation énergétique des bâtiments étatiques | 8296 | Elisabeth Margue | 86 |
| Rénovation du domaine thermal à Mondorf | 8298 | Jeff Engelen | 86 |
| Problème concernant l'horaire des lignes RGTR 131 et 146 | 8299 | Martine Hansen | 87 |
| Incapacité de prise en charge de nouveaux patients | 8300 | Gusty Graas | 87 |
| Calibrage des radars mobiles en cas de pluie | 8301 | Marc Goergen | 87 |
| Problème avec les bornes de recharge « Chargy » | 8302 | Gusty Graas | 88 |
| Prise de rendez-vous au service de gastro-entérologie du Centre hospitalier de Luxembourg | 8303 | Diane Adehm | 88 |
| Suppression de la ligne RGTR 179 | 8304 | Martine Hansen, Emile Eicher | 88 |
| Prise de rendez-vous au département de cardiologie du Centre hospitalier de Luxembourg | 8305 | Jeff Engelen | 89 |
| Déclaration de postes vacants auprès de l'ADEM | 8306 | Marc Goergen | 89 |
| Aides pour les propriétaires forestiers | 8307 | Martine Hansen | 89 |
| Durée des incapacités de travail | 8308 | Sven Clement | 90 |
| Projet de construction d'un héliport privé à Urspelt/Clervaux | 8309 | Stéphanie Empain, Jessie Thill | 90 |
| Impact d'un jugement de la Cour administrative concernant les PAG | 8310 | Fred Keup | 90 |
| Évaluation du cours « Vie et société » | 8311 | Fernand Kartheiser | 91 |
| Éducation à la sexualité | 8312 | Fernand Kartheiser | 91 |
| Congé pour raisons familiales | 8314 | Max Hengel | 92 |
| Centre de primo-accueil | 8315 | Paul Galles | 92 |
| Expériences suite à l'introduction de la loi du 2 février 2022 sur les armes et munitions | 8316 | Fernand Kartheiser | 93 |
| Grève chez Cargolux | 8317 | Myriam Cecchetti | 93 |
| Rémunération des collaborateurs externes de l'École nationale de l'éducation physique et des sports | 8318 | Jeff Engelen | 93 |
| Rupture de stock du cannabis médicinal | 8319 | Sven Clement | 94 |
| Voyager avec du cannabis médicinal | 8320 | Sven Clement | 94 |
| Reconnaissance du diplôme de l'École nationale de la météorologie de Toulouse | 8321 | Martine Hansen | 94 |
| Aide humanitaire internationale au Maroc et en Libye | 8322 | Laurent Mosar | 95 |
| Réglementation au sujet de la conservation des cendres d'un défunt | 8324 | Marc Goergen | 95 |
| Ligne de bus RGTR 305 Luxembourg–Saarburg | 8327 | Jeff Engelen | 95 |
| Mobibus | 8328 | Paul Galles | 96 |
| SMA (Service moyens accessoires) | 8329 | Fernand Kartheiser | 96 |
| Pénurie d'antibiotiques | 8330 | Gilles Baum, Gusty Graas | 97 |
| Droits de cabaretage | 8332 | Marc Goergen | 97 |
| Accès aux mines | 8335 | Georges Mischo | 98 |
| Système de facturation électronique Peppol | 8336 | Jean-Paul Schaaf | 98 |
| Enfants ukrainiens déportés en Russie | 8337 | Claude Wiseler | 99 |


**Fermeture de BSH Luxembourg** | Question **8127** (05/07/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Le groupe Siemens a annoncé le 3 juillet 2023 sa décision de mettre un terme aux activités de BSH Luxembourg SA. Cette décision fait suite aux résultats en recul pour l'année 2023. D'après un communiqué du syndicat OGB-L, la décision de fermer la filiale luxembourgeoise est « surprenante », puisque « la société BSH Luxembourg SA est une entreprise qui s'est avérée pérenne dans le temps et qui dispose par ailleurs d'une très bonne convention collective de travail. Au cours des dernières années, l'entreprise a affiché de très bons chiffres au Luxembourg et a même fait des résultats records lors de la pandémie de Covid. L'entreprise venait même d'ouvrir une boutique au cœur de la capitale, pour se rendre plus accessible et accroitre sa notoriété. »

Cette annonce va entraîner une série de licenciements ; environ 50 salariés seraient concernés par cette fermeture des activités.

Dans ce contexte, je voudrais poser ces questions à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Est-ce que le Gouvernement est informé de la situation au sein de la société BSH Luxembourg SA ? Comment évalue-t-il la situation ?

– Que compte faire le Gouvernement pour venir en aide aux 50 salariés concernés par cette fermeture des activités, surtout dans la mesure où la conjoncture actuelle rend la recherche d'un nouveau travail plus difficile et incertaine ?

**Réponse** (29/08/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Par le biais du Comité de conjoncture, il est assuré que le Ministre de l'Économie et le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire sont informés de telles situations.

La fermeture de l'entité luxembourgeoise du Service après-vente des articles ménagers de l'entreprise Bosch Siemens Services, appartenant à 100 % au Groupe Bosch mais assurant le service après-vente des produits Siemens, Bosch, Neff et Gaggenau, est due à la décision de l'entreprise d'assurer dorénavant ce service via l'Allemagne pour des raisons de rationalisation et de réduction de coûts, ceci dans le contexte général de la baisse de ventes au niveau européen.

L'ADEM accompagne toutes les personnes à la recherche d'un nouvel emploi et les conseille dans leur recherche, tout en proposant des services et un encadrement adapté à leurs besoins.

Ainsi, une délégation de l'ADEM s'est rendue en date du 24 juillet 2023 dans les locaux de l'entreprise BSH pour informer les salariés sur les modalités d'inscription à l'ADEM ainsi que sur les conditions des différentes aides et mesures en faveur de l'emploi.

Le 26 juillet 2023, une séance d'information sur la rédaction d'un CV a été organisée sur place, sur demande de BSH, par l'ADEM pour les salariés de BSH.

**Mobbing dans les écoles** | Question **8137** (10/07/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

An de Lëtzebuerger Schoule kënnt et ëmmer nees zu Fäll vu Mobbing. Mengen Informatiounen no huet rezent d'Elterevereenegung vun engem Lycée sech souwuel un d'Direktioun wéi och un de Ministère gewannt, wéinst engem Fall vu Mobbing vun engem Enseignant vis-à-vis vu Schüler.

Vum Ministère selwer krut d'Elterevereenegung bis elo nach keng Réckmeldung, dofir awer vun der Direktioun: Hir wieren a sou Fäll d'Hänn gebonnen, heescht et. Et gëtt op de Ministère verwisen, deen der Direktioun géif soen, déi betraffen – mannerjäreg – Schüler missten alleguer eng „attestation sur l'honneur" ausfëllen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Ass dem Här Minister de beschriwwene Fall bekannt?
– Wa jo, wéi huet hie reagéiert respektiv wéi gedenkt hien ze reagéieren?
– Kann hie confirméieren, dass vun de betraffene Schüler eng „attestation sur l'honneur" verlaangt gëtt?

2. Ganz allgemeng, wéi eng Méiglechkeeten an Instrumenter hunn déi ëffentlech Schoulen, fir op Mobbing-Attacken op Schüler, déi vun Enseignanten ausginn, ze reagéieren?

3. Wéi eng Roll wäert den „Child Protection Officer", dee vun der Rentrée un an de Schoulen zum Asaz soll kommen, bei Mobbing-Attacke vun Enseignanten op Schüler spillen a wéi wäit geet säin Handlungsspillraum?

**Réponse** (29/08/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Ech bieden ëm Versteesdemech, datt de Ministère net kann zu Eenzelfäll Stellung bezéien. Am Allgemenge sief awer gesot, datt Virwërf, déi engem Beamten oder engem Employé vum Staat am Kader vun enger disziplinarescher Prozedur gemaach ginn, duerch präzis Fakte musse beluecht sinn. Dëst kënnen zum Beispill och Aussoe vu Concernéierte sinn, déi eng sougenannten „attestation testimoniale" maachen. Wann et sech dobäi ëm Mannerjäreger handelt, ginn dës vun hiren Eltere begleet an assistéiert.

Am Fall, op deen déi honorabel Deputéiert sech bezitt, hunn d'Vertrieder vun den Eltere bei Geleeënheet vun enger rezenter Entrevue déi uewe genannten Informatiounen an Explicatioune kritt.

ad 2. Wann et zu Mobbingfäll kënnt, sou spillen déi gesetzlech verankert disziplinaresch a strofrechtlech Prozeduren.

ad 3. Nom modifizéierte Gesetz vum 30. Juni 2023 iwwert d'Organisatioun vun de Lycéeën huet den Délégué à la protection des élèves (DPE) – deen oder déi innerhalb vum Personal vun de SePAS oder den SSE designéiert ginn – den Optrag, als Referenzpersoun fir d'Fachleit vun de Lycéeë souwéi och fir d'Schüler, déi Affer oder Zeie vun enger Gewaltsituatioun gi sinn, ze fungéieren.

Den DPE huet laut Gesetz déi follgend Aufgaben:

1° de Schutz vun de Rechter vum Schüler an d'Preventioun vun all Form vu Mëssbrauch ze förderen;
2° déi éischt Ulafstell ze si fir Berodung an Ënnerstëtzung vun der ganzer Schoulgemeinschaft an den Elteren, mam Zil fir d'Schüler virun all Form vu Mëssbrauch ze schützen;
3° all Fachleit aus der Schoulgemeinschaft ze informéieren an ze beroden, wéi ee mat Informatiounen a Situatiounen ëmgeet, déi d'Wuelbefannen oder d'Rechter vun de Schüler a Gefor bréngen, souwéi och am Kontext vun der Transmissioun vun dësen Informatiounen un d'Justizautoritéiten;
4° den Acteuren aus der Schoul déi néideg Konzepter a Weiderbildungen zur Verfügung ze stellen.

D'Funktioun vum DPE ass eng Funktioun, déi d'Expertis an d'Aufgabe vum psychosoziale Personal am Beräich vum Afferschutz formaliséiert a méi siichtbar mécht fir d'Acteuren aus der Schoul.

D'Funktiounsbeschreiwung vum DPE, déi ab der Rentrée 2023/2024 wäert a Kraaft trieden, beschreift déi divers Aufgabe vum DPE am Kontext vun enger „wholeschool approach", déi vum DPE initiéiert, ënnerstëtzt, entwéckelt an ëmgesat gëtt, sief et an der Ënnerstëtzung vum Jonken a senger Famill, an der Entwécklung vun der interner Zesummenaarbecht am Lycée, an der Zesummenaarbecht mat de Famillje souwéi och an der Qualitéitsentwécklung vun der psychosozialer an der pädagogescher Praxis.

Am Fall vun enger Plainte an/oder engem Signalement, informéiert den DPE d'Affer a seng Famill iwwer hir Rechter an de Verlaf vun der Prozedur a begleet se wann néideg. Op Basis vun enger gemeinsamer Aschätzung am multidisziplinären Team ënnerstëtzt den DPE all Etapp vun der Interventioun. Hien ass och zoustänneg, fir präventiv eng „culture de bientraitance" am Lycée anzeféieren, ënner anerem mat Hëllef vun engem Verhalenskodex bezüglech der Protektioun vun de Schüler. Am Dialog mat de Familljen an an Zesummenaarbecht mam Elterecomité wäerten hir Besoinen zum Theema „bientraitance" erfaasst an a Betruecht gezu ginn.

Well et d'Zil ass, d'Affer ze ënnerstëtzen a seng Rechter ze schützen, ginn all Situatiounen, egal ob d'Iwwergréff baussent oder bannent der Schoul geschitt sinn, an och onofhängeg vun der Funktioun vum Auteur (Schüler, Enseignant oder Member vum Personal vum Lycée), individuell an un d'Situatioun ugepasst behandelt.

---

**Fonctionnarisation des chargés de l'enseignement national** | Question **8142** (11/07/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Déi national Vereenegung vun de Chargéen (Association des chargés de l'enseignement national ASBL – ACEN) huet dëser Deeg op d'Aarbechtskonditioune vun hire Memberen higewisen. Dobäi gouf ënner anerem Kritik un de Modalitéite vun der Méiglechkeet vun der Fonctionnarisatioun ausgedréckt.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Wat geschitt am Kader vun der Fonctionnarisatioun mat deene Chargéen, déi den „examen-concours en vue de l'admission au stage d'enseignant" inklusiv Legislatiounsexamen zwar gepackt, sech awer net „en rang utile" klasséiert haten? Kréie si de bestanene Concours unerkannt?
– Wa jo, a wéi enger Form gëtt de bestanene Concours unerkannt?
– Wann net, firwat net?

2. Wat geschitt am Kader vun der Fonctionnarisatioun mat deene Chargéen, déi virun hirem Wiessel an den Enseignement an engem aneren Domaine an der Fonction publique geschafft hunn? Kréie si deen Deel vun hirer berufflecher Karriär unerkannt?
– Wa jo, a wéi enger Form?
– Wann net, firwat net?

**Réponse** (29/08/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Et sief fir d'alleréischt ervirzehiewen, datt et zwee Cas-de-figurë gëtt, déi net solle matenee vermëscht ginn: engersäits den Examen-concours en vue de l'admission au stage d'enseignant an anerersäits den Examen de fin de stage.

ad 1. Vu datt et sech beim Examen-concours en vue de l'admission au stage d'enseignant ëm e Concours handelt, bei deem all Sessioun eng Clôture huet, muss eng Persoun, ob Chargé d'enseignement/Chargé de cours oder net, déi sech net „en rang utile" klasséiert huet an Enseignant-fonctionnaire wëll ginn, sech dem Concours op en Neits stellen. Et sief bemierkt, datt dee Concours kee Legislatiounsexame virgesäit.

En vue vun der Fonctionnarisatioun stellen d'Kandidaten sech dem Examen de fin de stage an net dem uewe genannte Concours. Et handelt sech dobäi ëm een anere Genre vun Epreuven; deemno kënnen d'Resultater vun Epreuvë vum Concours och net am Kader vun der Fonctionnarisatioun unerkannt ginn. An deem Sënn gesäit dat modifizéiert Gesetz vum 30. Juli 2015 (Loi modifiée du 30 juillet portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale), wat d'Fonctionnarisatioun fir d'Agenten aus dem Sous-groupe Enseignement reegelt, och keng Dispens fir de Legislatiounsexame vir.

ad 2. Chargéen, déi sech der Fonctionnarisatiounsprozedur stellen, mussen ënnert anerem 15 Joer Déngscht als Employé de l'État virweise kënnen, sou wéi de Statut vum Fonctionnaire et a sengem Artikel 80 virgesäit. Hei gi souwuel Contrats à durée déterminée (CDD) wéi och Contrats à durée indéterminée (CDI), onofhängeg vum Sous-groupe oder dem Domaine, mat consideréiert, soulaang et keng Ënnerbriechung tëscht den eenzelne Kontrakter gëtt.

D'Astufung vum fonctionnariséierten Employé a puncto Carrière gëtt vum Artikel 80 vum modifizéierte Gesetz vum 16. Abrëll 1979 (Loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État) gereegelt.

---

**Rénovation de la plage d'Insenborn au lieu-dit « an der Bäech »** | Question **8183** (26/07/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

D'Ënsber Plage um Stauséi, méi genee de Lieu-dit „an der Bäech" soll eisen Informatiounen no neigemaach ginn. Bei dësem Projet gëtt et eng Rei Onkloerheeten, wat den Zougang op dëse Site ubelaangt. De Site garantéiert momentan den Zougang zum Solarboot an och e barrièrefräien, befestegten Zougang zum Waasser. Fir vill Leit mat enger Gehbehënnerung ass schwammen eng onersetzlech sportlech Aktivitéit, déi si maache kënnen, awer nëmme wann den Zougang zum Waasser befestegt an och barrièrefräi méiglech ass.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Tourismus stellen:

1. Ass e befestegten a barrièrefräien Zougang op dës Plage virgesinn?

2. Wa jo, wéi gëtt dësen assuréiert?

3. Wann nee, firwat net?

4. Fält dësen neien Amenagement vum Site ënnert d'Kompetenz vum Service national de la sécurité dans la fonction publique, vu d'Presenz vum Accès zum Solarboot?

**Réponse** (28/08/2023) de **M. Lex Delles,** Ministre du Tourisme | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. De Projet vum Reamenagement vun den Uferen zu Ënsber gesäit vir, de bestoenden Zougang zum Stauséi duerch ee befestegten an zum Deel barrièrefräien Amenagement ze verbesseren.

ad 2. D'Amenagementer, déi virgesi sinn, ëmfaassen d'Hierstelle vu befestegte quasi horizontale Palieren, déi sech progressiv dem Niveau vum Stauséi upassen a jee no „Stauhaltung" vun de Leit benotzt kënne ginn.

Zousätzlech wäert och am ieweschten Deel vum Projet eng barrièrefräi Plattform mat direktem Zougang op d'Ramp, déi bei d'Solarboot féiert, geschaaft ginn.

ad 4. Dësen neien Amenagement fält ënnert d'Kompetenz vun der Stroossebauverwaltung.

---

**Enquête climat interne auprès de POST Luxembourg** | Question **8200** (01/08/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Dans sa newsletter de juillet 2023 le président du Syndicat des P&T renvoie sur une enquête climat interne 2023 qui a été réalisée auprès de POST Luxembourg. D'après ces assertions « les résultats sont sans

aucun doute catastrophiques et nécessitent des mesures urgentes ».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les résultats de cette enquête ?

– Dans l'affirmative, quelles mesures devraient être prises afin de donner suite à cette enquête ?

**Réponse** (29/08/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

POST Luxembourg réalise à intervalles réguliers des enquêtes sur le climat interne. L'entreprise précise que l'analyse des résultats lui permet de rester régulièrement informée sur le ressenti de ses salariés et de prendre, le cas échéant, les mesures qui s'imposeraient. Le format des questions posées assure la comparabilité des résultats dans le temps.

Concernant les résultats de l'enquête « climat interne 2023 », publiés sur le site Intranet de POST Luxembourg, sur l'ensemble des questions posées, 63 % des employés sont satisfaits ou très satisfaits, en outre 69 % des collaborateurs sont fiers de travailler pour l'entreprise POST.

Les résultats de l'enquête mentionnée ont été soulevés lors de la dernière réunion du conseil d'administration de POST Luxembourg en juillet. La direction générale, sur base d'une analyse détaillée des réponses, a indiqué qu'elle mettra sur pied, comme par le passé et en concertation avec les représentants du personnel, un plan d'action sur les points où cela s'avérerait nécessaire.

**Enquête de l'Autorité de la concurrence** | Question **8202** (03/08/2023) de **Mme Elisabeth Margue** | **M. Marc Lies** (CSV)

Kierzlech huet déi lëtzebuergesch Konkurrenzautoritéit eng Enquête iwwert de Wunnengsmaart publizéiert, wou den Immobiliesecteur analyséiert ginn ass. Sou ass ënnert anerem gekuckt ginn, ob d'Promoteure respektiv bei der Promotion immoblière wei och beim Bau an der Commercialisatioun d'Reegele vum Marché respektéiert gi sinn. An dësem Kontext huet d'Konkurrenzautoritéit Constaten a Recommandatioune formuléiert, déi fir vill Diskussiounen a Reaktiounen am Secteur gesuergt hunn an op déi och vusäite vum Ministère aus a Form vun enger Stellungnam reagéiert ginn ass.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister stellen:

– Ass déi Enquête vun der Lëtzebuerger Konkurrenzautoritéit iwwert den Immobiliesecteur representativ?

– Wéi sinn déi Betriber selektionéiert ginn, déi ugeschriwwe gi sinn? Ass en Ënnerscheed gemaach ginn tëscht Bau-Entreprisen a Promoteurs immobiliers respektiv den Entreprisen, déi a béiden Domainer aktiv sinn?

– Mécht d'Enquête kloer genuch den Ënnerscheed tëscht de verschiddenen Acteuren?

– Wéi eng Froe sinn de Betriber gestallt ginn iwwer Salaireskäschten?

– Ass den Här Minister der Meenung, dass d'Konkurrenzautoritéit genuch Fakten hat, fir zur Conclusioun ze kommen: „[…] et ass net ausgeschloss, dass eng Concertatioun besteet", oder handelt et sech bis lo just ëm Hypotheesen opgrond vum Constat, dass d'Salairen niddreg sinn?

– Misst d'Autorité de la concurrence net eng Instruktioun maachen, wann se e konkreete Verdacht huet? Wär et net méi sënnvoll gewiescht, Conclusiounen eréischt no enger Instruktioun ze zéien?

– Ass den Här Minister der Meenung, dass de Sozialdialog am Secteur immobilier fonctionéiert?

– Wéini krut den Här Här Minister d'Resultater vun der Enquête presentéiert?

**Réponse** (29/08/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

D'Regierung äussert sech net iwwert d'Methodologie oder déi genee Konditiounen, op Basis vun deenen dës – oder aner – sektoriell Enquêtë vun der Konkurrenzautoritéit duerchgefouert ginn. Déi Aarbechte ginn onofhängeg a vertraulech vun der Konkurrenzautoritéit gemaach. De Wirtschaftsministère war also zu kengem Ament an dës Enquête implizéiert. D'Regierung huet weeder dës, nach aner Enquêtë vun der Konkurrenzautoritéit, jeemools an Optrag ginn.

Déi um Internetsite vun der Konkurrenzautoritéit veröffentlecht Dokumenter enthalen awer detailléiert Informatiounen an Erklärungen, wéi d'Konkurrenzautoritéit bei hirer Enquête iwwert den Immobiliesecteur virgaangen ass: https://concurrence.public.lu/fr/avis-enquetes/enquetes/2023/immobilier-residentiel.html.

D'Konkurrenzautoritéit ass eng onofhängeg Autoritéit, déi nieft anere Missiounen zoustänneg ass fir d'Uwende vum Konkurrenzrecht zu Lëtzebuerg. Duerch d'Gesetz vum 30. November 2022, dat déi europäesch Direktiv 2019/1 an nationaalt Recht ëmgesat huet, ass d'Onofhängegkeet vun der Konkurrenzautoritéit weider gestäerkt ginn: Aus enger Administratioun, dem fréiere „Conseil de la concurrence", gouf en Établissement public.

Am Kader vun hire Missioune kann d'Konkurrenzautoritéit sech selwer befaassen, fir Enquêten a bestëmmte Secteuren ze realiséieren, wou de Fonctionnement vun de Konkurrenzbestëmmungen analyséiert gëtt. Déi vun den Deputéierten ugeschwate sektoriell Enquête iwwer den Immobiliesecteur, déi am Juli 2023 veröffentlecht gouf, ass d'Resultat vun esou enger Analys.

Dës Aarbecht ass eng Suite vun der „Enquête sectorielle dans le secteur de la construction et des marchés publics", déi schonn am Oktober 2021 vun der Konkurrenzautoritéit veröffentlecht gouf. D'Enquête „Immobilier résidentiel" ass also keng nei Initiativ vun der Konkurrenzautoritéit, mee souzesoen de Suivi respektiv den zweeten Deel vun enger Analys, déi zanter e puer Joer amgaang ass.

Wat de Sozialdialog am Immobiliesecteur an doriwwer eraus am Generellen ugeet, esou ass séchergestallt, dass dëse funktionéiert, ënnert anerem iwwert déi reegelméisseg Echangen tëschent de Sozialpartner an der Regierung am Kader vum Comité de conjoncture.

**Fermeture des routes à la circulation dans le cadre des chasses en battue** | Question **8205** (03/08/2023) de **M. Guy Arendt** | **M. Gusty Graas** (DP)

Et ass eis zu Ouere komm, dass verschidde Jeeër der Meenung sinn, dass d'Vitess op de Stroosse wärend den Dréckjuegte soll kënne verflichtend reduzéiert ginn. Et ka jo mol virkommen, dass Wëld wärend der Dréckjuegd z. B. op eng ëffentlech Strooss oder eng Autobunn flücht. D'Zil wier ze verhënneren, dass Automobilisten oder Kläpper duerch schwéier, oder souguer déidlech, Accidenter zu Schued kommen.

An deem Kontext wollte mer den Här Mobilitéitsminister Follgendes froen:

1. Gëtt et eng Statistik iwwer Accidenter, déi am virgenannten Zesummenhang stattfonnt hunn?

2. Besti momentan Pläng, fir eng Vitessreduktioun op de Stroosse bei enger Dréckjuegd anzeféieren?

**Réponse** (29/08/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Et gi keng Statistike vu menge Servicer an dësem Kontext gefouert.

ad 2. Op de Staatsstroosse gëllt allgemeng Follgendes:

Fir Klappjuegte ginn op Basis vun enger Permission de voirie Warnschëlder (A,14 „indication de l'approche d'un tronçon de voie publique où existe un risque que des animaux traversent la chaussée" oder A,21 „indication de l'approche d'un tronçon de voie publique qui comporte ou peut comporter un danger autre que ceux indiqués par les autres signaux d'avertissement de danger") mam Zousaz „ATTENTION BATTUE" op de betraffenen Ofschnëtter opgestallt.

Dës Schëlder gi vun de Jeeër selwer matzäit opgestallt an de selwechten Dag och erëm ewechgeholl.

Eng zousätzlech Reduktioun vun der maximal erlaabter Geschwindegkeet, déi iwwert e Règlement ministériel de circulation misst ugefrot a geneemegt ginn, ass net virgesinn.

Konform zum Code de la route, kënne Verbuets- respektiv Gebotsschëlder op de Staatsstroossen och nëmmen duerch d'Stroossebauverwaltung opgestallt ginn. Op de Gemengestroosse kann dëst just duerch déi zoustänneg Gemeng realiséiert ginn.

Fir d'Automobiliste besser ze sensibiliséieren an op méiglech Risiken duerch d'Klappjuegd hinzeweisen, ass et allerdéngs duerchaus denkbar, duerch spezifesch Schëlder besonnesch op déi ausgeschëldert Gefor (A,14 oder A,21) hinzeweisen, fir datt d'Automobilisten hiert Fuerverhalen an och hir Geschwindegkeet der Gefor entspriechend upassen an esou de Risiko vun engem Accident reduzéiert gëtt. Dës Moossnam ass och schonn an der Vergaangenheet mat Vertrieder vun der Juegd ugeschwat ginn.

**Agriculture biologique** | Question **8208** (04/08/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An hirem Programm vun 2018 huet sech d'Regierung verflicht, bis 2025 minimum 20 % vun der landwirtschaftlecher Uewerfläch fir biologesch Landwirtschaft ze benotzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Prozent Uewerfläch gouf 2018 fir biologesch Landwirtschaft benotzt?

2. Wéi vill Prozent Uewerfläch gëtt haut fir biologesch Landwirtschaft benotzt?

**Réponse** (28/08/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Stand Enn Oktober 2018 si 4,55 % vun der nationaler SAU (surface agricole utile) fir zertifiéiert Biolandwirtschaft genotzt ginn.

ad 2. Stand Enn Juli 2023 si 6,94 % vun der nationaler SAU fir zertifiéiert Biolandwirtschaft genotzt ginn.

**Regroupement familial** | Question **8216** (07/08/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mir ass zougedroe ginn, dass Persounen, déi am Kader vun engem Regroupement familial op Lëtzebuerg

komme sollen, fir d'Arees een „titre de voyage valide" gefrot ginn, dëst och a Fäll, wou si schonn d'Recht op Asyl an engem anere Land zougesprach kritt hunn. Ouni de gültege Pass gëtt d'Demande an deem Fall da mengen Informatiounen no net traitéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Wéi ginn Demandë fir ee Regroupement traitéiert, wann de Familljemember vum Regroupant schonn Asyl an engem anere Land zougesprach kritt huet?

2. Wéi eng Dokumenter ginn hei gefrot?

3. Wéi gëtt mat Fäll ëmgaangen, wou kloer ass, dass d'Familljemembere kee Pass kënne bei den Autoritéite vun hirem Hierkonftsland froen?

**Réponse** (28/08/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre de l'Immigration et de l'Asile

Allgemeng gëllt nom Artikel 34 vum Immigratiounsgesetz vum 29. August 2008, datt en Drëttstaatler, deen a Lëtzebuerg areese wëll, am Besëtz vun engem valabele Reesdokument muss sinn.

Déi Reegel gëllt och fir en Drëttstaatler, deen am Kader vun enger Demande fir e Regroupement familial bei e Familljemember op Lëtzebuerg komme wëll, egal ob en sech am oder ausserhalb vum Schengen-Raum befënnt. En Drëttstaatler, dee vun engem Memberstaat internationale Schutz unerkannt krut, ass deementspriechend am Besëtz vun engem Reesdokument, deen dat Land ausgestallt huet, wéi zum Beispill e Flüchtlingspass (titre de voyage pour réfugiés).

All Drëttstaatler muss seng Demande fir e Regroupement familial ausserhalb vu Lëtzebuerg maachen an däerf och just a Lëtzebuerg areesen, wann déi Demande, duerch d'Ausstelle vun enger Autorisation de séjour temporaire, accordéiert gouf. Wann den Drëttstaatler visaflichteg ass, muss mat där Autorisatioun e Visa ugefrot ginn, fir kënnen an de Schengen-Raum anzereesen.

Wéi eng Dokumenter am Kader vun enger Demande fir e Regroupement familial gefrot ginn, hänkt vun der familiärer Bindung of. Op alle Fall muss d'Identitéit vun der Persoun, déi wëll op Lëtzebuerg kommen, an d'familiär Bindung mat der Persoun, déi schonn am Land ass, bewise sinn. Et gëtt keen Ënnerscheed gemaach, ob déi Persoun sech nach am Hierkonftsland, a soss engem Drëttstaat oder an engem Memberstaat befënnt a wat fir ee Statut um Niveau vun der Immigratioun déi Persoun an deem Land huet.

All Demande gëtt traitéiert; wann nach Dokumenter feelen, ginn déi nogefrot.

Wann all d'Konditioune vum Regroupement familial erfëllt sinn, an d'Identitéit vum Concernéierte gekläert ass, d'Persoun awer net am Besëtz vun engem valabele Reesdokument ass an och kee vu sengen nationalen Autoritéite kréie kann, gëtt d'Autorisation de séjour temporaire ausnamsweis awer ausgestallt. Deemno a wat fir engem Land d'Persoun sech befënnt, kann entweeder en Emergency travel document bei den Autoritéite vum Land, wou si sech befënnt, ugefrot ginn. Als Alternativ kann e Laissez-passer vun der kompetenter Lëtzebuerger Ambassade oder enger Vertriedung ausgestallt ginn. Mat deem Dokument, an dem eventuelle Visa, kann d'Persoun dann op Lëtzebuerg reesen.

**Projet Expertisa** | Question **8223** (09/08/2023) de **Mme Octavie Modert** (CSV)

Le CID Fraen an Gender a annoncé récemment la fin du projet Expertisa, une base de données recensant des femmes expertes de différents domaines professionnels pour participer à des interviews, conférences et débats.

L'origine de cette base de données remonte à 2010 : le premier « Projet mondial de monitorage des médias » (« Global Media Monitoring Project », GMMP), auquel le Luxembourg avait participé, avait montré une représentation des femmes à moins de 20 % dans les informations au Luxembourg. Un résultat très faible – et qui a conduit en 2013 à la mise en ligne de ce répertoire d'expertes disponibles pour participer à des interviews, conférences et débats et ainsi valoriser leur expertise en augmentant leur visibilité dans l'espace public. L'idée était donc de fournir un outil à disposition de toute personne – journaliste, mais aussi organisateur de manifestations – qui serait à la recherche d'une femme possédant une expertise particulière.

Le projet Expertisa était porté par le Cid-femmes et le Conseil national des femmes du Luxembourg (CNFL), et financé par le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

– Comment est-ce que le Gouvernement explique la fin du projet Expertisa ? Quelle est son évaluation de la situation ?

– Est-ce que le Gouvernement a cherché à empêcher la clôture de ce projet ?

– Parmi les raisons évoquées dans le communiqué pour expliquer la fin de la base de données et du site web Expertisa, on retrouve le « manque flagrant de personnel et d'heures de travail payées ». Comment le Gouvernement évalue-t-il cette analyse ?
• De quelle manière est-ce que le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes s'est impliqué dans le projet Expertisa ?
• À combien s'élevait l'aide financière accordée ? Est-ce que le Gouvernement estime cette aide suffisante pour vaquer à la tâche prévue ?

– Par ailleurs, le communiqué mentionne « beaucoup d'obstacles lors de la mise en œuvre du projet », notamment en termes de gestion du contenu de la base de données, son développement et sa mise à jour. Est-ce que le Gouvernement était au courant des difficultés rencontrées ?
• Dans l'affirmative, quelles actions concrètes ont été effectuées pour apporter le soutien nécessaire au développement du projet ?
• Pourquoi est-ce que ces actions n'étaient pas suffisantes ?

– Si l'actuel Gouvernement ne voyait pas l'utilité d'une telle base de données en lui accordant un financement et un soutien insuffisants, n'aurait-il pas été judicieux de continuer à soutenir le projet au moins jusqu'à ce que le prochain Gouvernement puisse décider de son sort ?

– Est-ce que le Gouvernement estime que la visibilité des femmes dans les informations au Luxembourg a sensiblement augmenté ? Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement voit un lien avec la mise en ligne de la base de données Expertisa ?

– Dans son communiqué, le Cid-femmes attire l'attention sur un projet alternatif, le « International Female Board Pool », dont l'objectif est « d'augmenter la part des femmes dans les conseils d'administration des institutions privées et publiques et des corps intermédiaires ». Comment est-ce que le Gouvernement évalue ce projet alternatif ?

**Réponse** (11/09/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Malgré les progrès considérables réalisés au Luxembourg au cours des dernières années en matière d'égalité, les femmes restent encore sous-représentées dans certains domaines de la vie et notamment dans les médias.

L'engagement du Gouvernement en vue d'une amélioration de cette situation est documentée à travers plusieurs mesures du Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes, à savoir :

– participation du Luxembourg au Global Media Monitoring Project ;
– rechercher une collaboration active avec les professionnels du secteur et notamment le Conseil de presse pour évaluer la situation et discuter des pistes d'amélioration ;
– rendre visibles les compétences des femmes dans la prise de décision.

En date du 4 octobre 2021, les résultats luxembourgeois de l'édition 2020 du Global Media Monitoring Program (GMMP) ont été présentés et n'ont pas affiché de progrès substantiels en la matière.

Vu le rôle essentiel joué par les médias sur les mentalités et la perception des genres dès le plus jeune âge, j'ai eu, en octobre 2021, un échange de vues avec des représentants du Conseil de presse pour, tout en respectant le principe de la liberté de la presse, leur rappeler leur responsabilité dans ce domaine et pour les inviter à s'associer activement aux objectifs du Gouvernement de transformer l'égalité de droit entre les femmes et les hommes en une réalité de fait vécue au quotidien.

Étant donné qu'un répertoire de femmes expertes dans des domaines très variés est certainement un élément précieux d'une stratégie visant à mettre en avant leurs compétences respectives des femmes, les gouvernements successifs ont soutenu, depuis sa création, la mise en place et la gestion du projet « Expertisa » par le Cid-femmes/CID Fraen an Gender et le Conseil national des femmes du Luxembourg.

C'est pourquoi, je ne peux que regretter la décision des initiatrices de mettre fin à ce projet. Je confirme que les ressources financières, liées intimement aux ressources humaines, attribuées au Cid-femmes/CID Fraen an Gender n'ont pas été réduites depuis la création d'Expertisa, mais ont fait l'objet d'augmentations régulières : le budget alloué au CID est ainsi passé de € 319.441 en 2011 à € 528.220 pour l'année 2023.

Le projet « Female Board Pool », auquel Madame la Députée se réfère, contient plus de 900 profils de femmes faisant preuve de compétences très variées et prêtes pour briguer un mandat au sein de conseils d'administration. Le projet est soutenu financièrement par le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes avec un budget de € 18.150 pour l'année 2023.

**Connexion entre le Holleschbierg et Howald** | Question **8224** (10/08/2023) de **M. Claude Lamberty** (DP)

Duerch den Ausbau vun der Déngschtbréck ënner der Autobunnsbréck „Pont Victor Bodson" wier et méiglech, den Holleschbierg zu Hesper mam Houwald fir Foussgänger a Vëlosfuerer ze verbannen. Laut engem rezenten Artikel an der geschriwwener Press géif dës Iddi allerdéngs aktuell vum Mobilitéitsministère net a Betruecht gezu ginn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister dëst confirméieren?

2. Wa jo, aus wéi enge Grënn gëtt dës Iddi vum Mobilitéitsministère am Moment net consideréiert?

3. Gëtt et vusäite vum Ministère alternativ Proposen, fir den Houwald mam Holleschbierg fir déi douce Mobilitéit ze verbannen?

4. Wann net, wéi géif en eventuelle Projet ausgesinn?

**Réponse** (26/09/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. an 2. Déi aktuell Passerell ënnert dem Pont Victor Bodson ass eng Struktur, déi ausschliisslech drop ausgeluecht ass, fir Inspektioune respektiv den Entretien vun der Bréck ze erméiglechen. Deemno ass déi disponibel Héicht duerch d'Struktur vun der Bréck op 1 bis 2 Meeter limitéiert.

D'Passerell ass also weeder fir eng Benotzung duerch de Foussgänger nach fir Vëlosfuerer gëeegent. Zousätzlech sief och drop higewisen, datt eng Benotzung (ausser fir Inspektiounen an den Entretien) vun dëser Struktur am Géigesaz zum Sécherheetskonzept vun der Bréck géif stoen.

ad 3. a 4. Aktuell gëtt keng direkt Verbindung tëscht dem Houwald an dem Holleschbierg studéiert. Ee Vëloswee, deen Houwald an Hesper laanscht d'Drosbech matenee verbënnt, an zu Hesper och un d'PC1 uschléisst, ass aktuell an der Detailplanung. Den Holleschbierg kann an Zukunft iwwert ee kommunale Vëloswee vun der PC1 aus erreecht ginn.

**Travailleurs saisonniers** | Question **8225** (10/08/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Et ass gewosst, datt et méi schwéier gëtt, fir Saisonsaarbechterinnen an -aarbechter ze fannen, déi am Déngscht vun der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Ubau bzw. der Recolte vu Geméis stinn. D'Betriber sinn dacks op Aarbechtskräften aus Drëttstaaten ugewisen, well et bannent der EU ëmmer méi schwéier gëtt, fir disponibel Leit ze fannen.

An deem Kontext wollt ech den Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung souwéi den Här Aarbechtsminister Follgendes froen:

1. Kann den Här Landwirtschaftsminister iwwer déi spezifesch Situatioun bei der Saisonsaarbecht informéieren? Gëtt et do Zuelematerial? Wat fir eng Betriber hunn traditionell déi meeschte Schwieregkeeten?

2. Ass den Här Aarbechtsminister bereet, fir d'Prozeduren, déi d'Ustellung vu Saisonsaarbechter reegelen, ze vereinfachen – dat awer am volle Respekt vun eisem nationalen Aarbechtsrecht?

**Réponse** (06/09/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. De Landwirtschaftsministère a seng Verwaltungen hu keen Zuelematerial. Saisonsaarbechter ginn haaptsächlech am Wäibau, Uebstbau a Gaardebau gebraucht. Also a Kulturen, wou vill Aarbechten net kënne mechaniséiert ginn, wéi beispillsweis d'Recolte vum Uebst a Geméis, d'Lies vun de Qualitéitswäiner, oder de Wanterschnatt vun den Uebstbeem an de Riewen. Et handelt sech ëm punktuell Aarbechtsspëtzen, déi déi betraffe Betriber dann ouni Saisonnière net gemeeschtert kréien.

Um Landwirtschaftsportal (https://agriculture.public.lu ) si wichteg Informatiounen zu dësem Theema fir d'Betriber zesummegestallt.

ad 2. D'Vereinfachung vun de Prozeduren ass ëmmer e Sujet, dee wichteg ass. D'Simplification administrative dierf dobäi keen negativen Afloss op d'Rechter vun de Saisonsaarbechter, Aarbechter, déi sécherlech méi vulnerabel si wéi Salariéen an engem anere Statut, hunn. An deem Sënn huet den Institut viti-vinicole (IVV) zesumme mat der ITM och Informatiounsversammlungen organiséiert, fir datt d'Wënzer iwwert d'Prozeduren, déi d'Aarbechtsrecht betreffen, informéiert sinn. Zudeem gouf zesumme mat der ADEM en Jobday organiséiert, fir d'Vermëttlung vun Aarbechtssichenden u Wënzer- an Uebstbaubetriber ze ënnerstëtzen. Fir Saisonsaarbechter ass och d'Prozedur am Kader vun der Aarbechtsmedezinn vereinfacht ginn.

**Viande de cheval** | Question **8226** (10/08/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Obwuel Päerdsfleesch sech hautdesdaags manner Beléiftheet erfreet, ass et a villen traditionelle Kichen nach ee Bestanddeel vum Menü, sief et als Bifdeck, a Form vu Wurscht, Roulade oder Sauerbraten.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Konsumenteschutz, Landwirtschaft an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Tonne Päerdsfleesch ginn all Joer op Lëtzebuerg importéiert? Wat sinn déi 3 Haaptimportlänner?

2. A wat fir Länner sinn dës Päerd opgewuess?

3. Wéi vill Päerd ginn alljoers hei am Land geschluecht? Wéi ginn d'Schluechtungen hei kontrolléiert?

**Réponse** (08/09/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Protection des consommateurs

ad 1. Wat den Import vu Päerdsfleesch aus den EU-Länner betrëfft, huet de Landwirtschaftsministère keng Zuelen, vu dass hei de Prinzipp vun der „libre circulation des marchandises" besteet, an also och keng Kontrollen op de Grenze sinn.

Déi eenzeg Zuelen, iwwert déi de Ministère verfüügt, sinn d'Direktimporter aus Drëttlänner, déi iwwer Lëtzebuerg an d'EU komme via eise Cargozenter an och do vun de Beamte vun der Lëtzebuerger Veterinär- a Liewensmëttelverwaltung (ALVA) kontrolléiert ginn.

No dëse Kontrolle kann dat Fleesch fräi an der EU zirkuléieren.

Mir importéieren zimmlech all Woch Päerdsfleesch aus Kanada.

D'Zuele vum Päerdsfleesch, déi op eise Postes de contrôle frontalier déi lescht 3 Joer kontrolléiert goufen:

– 2020: 1.136.589,23 kg
– 2021: 721.863,25 kg
– 2022: 191.235,71 kg

All dat Fleesch ass vum Cargozenter direkt a Betriber a Frankräich an an der Schwäiz transportéiert ginn.

De Konsumenteschutzministère ass de Moment amgaang ze analyséieren, wéi een en Observatoire de la consommation op d'Bee kéint stellen. D'Ëmsetze vun esou engem Observatoire géif et erlaben, fir méi Zuelematerial, souwuel quantitativ wéi och qualitativ, am Konsumberäich ze kréien.

ad 2. Dat Fleesch aus Kanada kënnt vu Päerd aus Kanada an aus den USA.

ad 3. D'Statistike vun deene leschte 6 Joer, déi och am Rapport annuel vum Ministère publizéiert sinn:

– 2017: 14
– 2018: 15
– 2019: 4
– 2020: 10
– 2021: 2
– 2022: 1

Dës Schluechtunge gi wéi all d'Schluechtunge vun aneren Déieren an eise Schluechthaiser vun de Veterinäre vun der Lëtzebuerger Veterinär- a Liewensmëttelverwaltung systematesch kontrolléiert.

**Encadrement personnalisé par l'ADEM** | Question **8227** (10/08/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An hirem Programm vun 2018 huet sech d'Regierung verflicht, bei der ADEM d'Aféierung vun enger personaliséierter Betreiung fir Leit, déi op Sich no enger Aarbecht sinn, anzeféieren. Dës Form vu Betreiung soll der Diversitéit vun de Leit, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn, Rechnung droen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Gouf déi ugekënnegt personaliséiert Betreiung bei der ADEM 2019 agefouert?

2. Wa jo, wéi gestalt sech déi eebe genannte Betreiung?

3. Wéi gëtt séchergestallt, dass de sozialen, ethneschen a reliéisen Hannergrond vun den Demandeurs d'emploi, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn, bei der Sich no enger neier Aarbecht genügend respektéiert gëtt?

**Réponse** (17/08/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Et gëtt eng personaliséiert Betreiung vun der ADEM proposéiert. Dës gouf 2019 agefouert. Den Aarbechtsichende gëtt eng individuell Ënnerstëtzung offréiert, fir hir (Re)Integratioun an den Aarbechtsmaart ze vereinfachen.

D'Beroder vun der ADEM schaffen op Rendez-vous, fir qualitativ dee beschtméigleche Service unzebidden.

ad 2. All Aarbechtsichender sinn ënnerschiddlech, wat hir Kapazitéiten, hir Aptituden an hir Besoinen a puncto Accompagnement betrëfft. Wa si sech als aarbechtsichend bei der ADEM aschreiwen, gëtt e Profilage gemaach.

De Profilage ass e Prozess, mat deem d'ADEM d'Charakteristike vun den Aarbechtsichenden evaluéiert an analyséiert, fir si besser kënnen anzeschätzen an hinnen eng personaliséiert Ënnerstëtzung bei hirer Aarbechtssich ze proposéieren. Dëse Prozess soll et erlaben, e „Portrait" vun all Aarbechtsichenden ze erstellen, wou hir Kompetenzen, Beruffserfarung, Qualifikatiounen, Präferenzen, Usprëch a spezifesch Besoinen (a puncto Formatioun, Homologatioun vun den Diplomer, sozial Problemer, Gesondheetsproblemer asw.) festgestallt ginn. Aspekter wéi déi sexuell Orientatioun, d'Nationalitéit, d'Ethnie oder de Glawe gi bei deem Profilage net a Consideratioun geholl.

D'Resultat vum Profilage bestëmmt de spezifesche Besoin un Accompagnement, deen den Aarbechtsichende brauch.

Eng normal Begleedung gëtt deenen Aarbechtsichende proposéiert, déi „no" beim Aarbechtsmaart sinn, also deenen, déi d'Kompetenzen an d'Qualifikatiounen hunn, déi den aktuelle Besoine vum Aarbechtsmaart entspriechen, mee déi eventuell nach e bëssen Hëllef brauchen, fir hir Chancen ze erhéijen, eng Plaz ze fannen, déi hirem Profill entsprécht. D'Haaptzil vum normalen Encadrement ass, dësen

Aarbechtsichenden ze hëllefen, dee leschte Schrëtt ze maachen, fir den Aarbechtsmaart ze (re)integréieren, andeems si eng personaliséiert Ënnerstëtzung proposéiert kréien (d'Ausschaffe vun engem CV oder engem Motivatiounsbréif, Formatiounen, Mesuren, Aarbechtsproposen asw.)

Eng intensiv Begleedung gëtt vu spezialiséierte Beroder proposéiert; dat sinn Assistants sociaux, Éducateurs gradués oder Aarbechtspsychologen. Si sollen hëllefen, d'Hindernisser bei der Sich no Aarbecht „aus dem Wee ze raumen". Déi Hindernisser kënne ganz variéiert sinn an hänke vun der individueller Situatioun vum Aarbechtsichenden of. Dat kënne Lücke bei de Kompetenze sinn, Sproochebarriären, Gesondheetsproblemer, sozial Problemer asw.

Dësen Typ vun Encadrement ka changéiere mat der Evolutioun vum Parcours vum Aarbechtsichenden.

De personaliséierte Werdegang/Parcours vum Aarbechtsichende gesäit och eng sougenannt „convention de collaboration" vir, déi tëscht him an der ADEM ënnerschriwwe gëtt. Si leet d'Rechter an d'Flichte vum Aarbechtsichende vis-à-vis vun der ADEM fest.

Déi Konventioun ënnerläit de Bestëmmunge vum Artikel L. 521-9.(4) vum Aarbechtsgesetzbuch.

D'Konventioun gëtt den Aarbechtsichenden ënnert 30 Joer virum Oflaf vum 3. Mount vun hirer Aschreiwung proposéiert an deenen iwwert 30 Joer virum Oflaf vum 6. Mount.

En Aktiounsplang fir déi Leit, déi vun enger intensiver Begleedung profitéieren, gëtt der Konventioun bäigefüügt. Dëse Plang, dee reegelméisseg à jour gesat gëtt, soll hëllefen, d'Hindernisser, déi eng professionell Aglidderung verhënneren, opzehiewen. Dësen Aktiounsplang detailléiert all d'Aktiounen, déi d'ADEM dem Aarbechtsichenden an deem Sënn proposéiert.

D'ADEM suivéiert d'Evolutioun an d'Fortschrëtter vum Aarbechtsichenden an ajustéiert den Aktiounsplang och gegeebenefalls.

ad 3. Et ass kloer, dass d'ADEM keng Diskriminatioun bei der Betreiung vun den Aarbechtsichende mécht, weeder eng positiv nach eng negativ Diskriminatioun.

Laut der Verfassung, an notamment dem Artikel 15, sinn all d'Lëtzebuerger gläich virum Gesetz an et kann och keen diskriminéiert gi wéinst senge perséinlechen Ëmstänn a senger Situatioun.

Wéi virdru beschriwwen, hëlt d'ADEM déi spezifesch Besoine vun de Leit a Betruecht wéi Sproochebarriären, Gesondheetsproblemer, sozial Problemer asw.

Aspekter wéi déi sexuell Orientatioun, d'Nationalitéit, d'Ethnie oder de Glawe gi bei deem Profilage net a Consideratioun geholl.

**Viande de gibier** | Question **8228** (10/08/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Handel feelt et u Kennzeechnunge fir Wëldprodukter. Esou léisst sech net ëmmer feststellen, aus wéi engem Land d'Wëldfleesch kënnt an ob et sech ëm fräi liewend Déieren oder Ziichtunge gehandelt huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Konsumenteschutz, fir Landwirtschaft a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Ginn hei zu Lëtzebuerg am Moment Wëldfleeschproduite verkaaft, déi ee Label hunn?
– Wa jo, wéi eng Labele sinn dat?
– Wa jo, wéi vill Prozent vun de Wëldproduite hu schätzungsweis dës Labelen?
– Wann nee, sinn d'Ministeren d'accord, dass hei ee Label muss kommen? Ass hei eppes Konkreetes virgesinn?

2. Gëllt eng Kennzeechnungspflicht fir Päerdsfleesch?

3. Wéi vill Wëldfleesch gëtt all Joer hei an d'Land importéiert? Wat sinn hei méiglech Grënn?

4. Wéi vill vum importéierte Wëldfleesch kënnt aus Gatterhaltung oder Ziichtung?

**Réponse** (04/09/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Protection des consommateurs

ad 1. Zu Lëtzebuerg gëtt de Moment kee Wëldfleesch ënner engem offiziell unerkannte spezifesche Label verkaaft.

De Ministère ass oppe fir esou e Label an huet eng spezifesch Legislatioun geschaaft, fir en Agrement op deene verschiddene Labele vu landwirtschaftleche Produkter ze accordéieren, falls si déi Krittären erfëllen, déi am Gesetz virgesi sinn (loi du 3 juin 2022 relative à l'agrément d'un système de qualité ou de certification des produits agricoles).

Ënnert d'Definitioun vun engem „produit agricole" fält och Wëldfleesch.

ad 2. Ofgesi vum Fait, dass Päerdsfleesch kee Wëldfleesch ass, gëtt et bei Päerdsfleesch keng Obligatioun fir eng Hierkonftskennzeechnung, sou wéi se beim Fleesch vun aneren Déieregattungen existéiert (Ranner, Schwäin, Schof, Geessen a Gefligel).

Et muss just eng Identifizéierung bei verpaaktem Fleesch vum Betrib, wou dat Fleesch produzéiert gouf, drop sinn, déi ugëtt, a wéi engem Land dee Betrib läit a wéi eng Nummer en huet.

ad 3. Heizou huet eise Ministère keng Statistiken, well den Import aus EU-Länner dem Prinzipp vun der „libre circulation des marchandises" ënnerläit, an iwwer eise Cargozenter kee Wëldfleesch aus Drëttlänner importéiert gëtt.

De Fait, dass verschidde Betriber hei am Land Wëldfleesch importéieren, läit warscheinlech dodrun, dass si um nationale Marché net genuch Fleesch fannen.

De Konsumenteschutzministère ass de Moment amgaang ze analyséieren, wéi een en Observatoire de la consommation op d'Bee kéint stellen. D'Ëmsetze vun esou engem Observatoire géif et erlaben, fir méi Zuelematerial, souwuel quantitativ wéi och qualitativ, am Konsumberäich ze kréien.

ad 4. Heizou gëtt et keng Statistiken, well dat Wëldfleesch net spezifesch gekennzeechent ass.

**Comité interministériel pour une meilleure qualité de l'air** | Question **8229** (10/08/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Koalitiounsaccord vun der Regierung gesäit d'Aféierung vun engem interministerielle Comité vir, deen sech mat der Loftqualitéit hei zu Lëtzebuerg beschäftege soll.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Gouf esou ee Comité agefouert?

2. Wa jo, wéi oft huet sech dëse säit senger Grënnung getraff?

3. Wa jo, wéi eng Ministèren oder Administratioune si Member vum Comité?

4. Wa jo, goufen och extern Experten zu deem Sujet an de Comité fir Sitzungen invitéiert? Ëm wien handelt et sech?

5. Wa jo, huet de Comité Rapporte veröffentlecht zu senge Sitzungen a wou si se ze fannen?

6. Wann nee, firwat net?

**Réponse** (13/10/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

De Comité interministériel, deen den honorabelen Deputéierten uschwätzt, gouf finalement net en place gesat, well een e méi ëmsetzungsorientéierte Wee gewielt huet, dee vill méi staark op déi verschidde concernéiert Secteuren ausgeriicht ass:

Am Kader vun der Approbatioun vum Aktiounsplang zur Reduzéierung vun de Loftschadstoffer (NAPCP) duerch d'Regierung gouf d'Instrument vum „Compatibilitéitscheck fir Betriber" (ufanks „Nohaltegkeetscheck" genannt) en place gesat. Dëst Instrument huet ënnert anerem d'Zil, den Impakt vu verschiddenen ekonomeschen Aktivitéiten op d'Loftschadstoffemissiounen an domat och d'Loftqualitéit anzeschätzen; et adresséiert awer och nach aner Auswierkungen. Dëst Instrument gëtt vu Representanten aus verschiddene Ministèrë genotzt, well nieft den Ëmweltfroen och Wirtschafts-, Aarbechts-, Transport- an Energiefroen an dem Check adresséiert ginn.

Doniewent sinn an dëser Legislaturperiod awer och verschidden aner Pläng à jour gesat ginn, déi d'Loftqualitéit betreffen. An deem Kontext wär de „Plan national relatif à la qualité de l'air" an och den Update vum NAPCP ze erwänen. An dësen Aarbechte gouf et Ofstëmmungsprozesser, notamment tëschent de Ministèren, déi den Transport an d'Landwirtschaft an hire Kompetenzen hunn.

De Loftqualitéitsplang huet ënnert anerem confirméiert, datt de Stroosseverkéier ee vun den Haaptgrënn fir Loftverschmotzung zu Lëtzebuerg ass. An dësem Kontext spillt d'Zesummenaarbecht tëschent dem Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) an dem Ministère fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten (MMTP) eng zentral Roll. Béid Ministèrë schaffen enk zesummen, fir d'Erausfuerderungen ze adresséieren, déi sech aus dem Verhältnis tëschent dem Verkéier an den Ëmweltfacteure Loftqualitéit a Kaméidi erginn.

Bei der Ëmsetzung vum nationale Loftqualitéitsplang (PNQA) an dem nationale Mobilitéitsplang (PNM) kucken de MECDD an MMTP sech beschtméiglechst ze koordinéieren. Wärend de Loftqualitéitsplang sech op d'Reduktioun vu Loftpolluanten an de Schutz vun der öffentlecher Gesondheet konzentréiert, ziilt de Mobilitéitsplang drop of, d'Fortbeweegungsmethoden an -infrastrukturen ze moderniséieren an se dobäi méi ëmweltfrëndlech ze gestalten. Et ass grad an dësen zwee Pläng, wou sech Synergien erginn, well se d'Visioun vun enger nohalteger Mobilitéit mat enger propperer Ëmwelt kombinéieren.

E konkreet Beispill fir dës Synergië sinn zwee Pilotprojeten, déi aktuell an zwou ausgewielte Gemengen (Schëtter an Déifferdeng) an der Ëmsetzung sinn. Duerch eng nei Klassifizéierung vun de Staatsstroossen am PNM wäert et an Zukunft méiglech sinn, op verschiddene Plaze méi déifgräifend verkéiersberouegend Mesuren ëmzesetzen. Am Kader vun dem Pilotprojet goufen hei bestëmmte verkéiersberouegend Mesurë simuléiert, déi drop ofzilen, den Autosverkéier ze reduzéieren a gläichzäiteg d'Loftverschmotzung an de Kaméidi ze reduzéieren. D'Resultater vun dëser Etude droen dozou bäi, de positiven Effekt vu bestëmmte Mesuren op d'Loftqualitéit ze bewäerten. An Zukunft sollen dofir d'Verbesserung vu Loftqualitéit a

Kaméidi eng wichteg Roll bei der Planung vu verkéiersberouegende Mesurë spillen.

Säit 2018 organiséiert d'Ëmweltverwaltung ausserdeem an Zesummenaarbecht mat der Klima-Agence all Joer Informatiounsversammlungen a Formatioune fir d'Gemengen, déi un der Stéckstoffdioxid-Miesscampagne am Kader vum Klimapakt deelhuelen. Bis haut hunn 68 Gemengen op d'mannst wärend engem Joer un der Miesscampagne deelgeholl. All d'Rapporte mat de Resultater sinn op follgender Säit publizéiert:

https://environnement.public.lu/fr/loft/air/mesures/campagnes-speciales/campagne-communesNO2.html

Tëscht der Industrie an der Ëmweltverwaltung ass e konstanten Austausch d'Reegel, insbesonnesch och, wat d'Loftschadstoffer ugeet. Dobäi gëllt jo de Prinzipp vun de „meilleures technologies disponibles", d. h. wann e Betrib méi emettéiert, ewéi d'Valeuren aus de „meilleures techniques disponibles" entsprécht, muss en sech besser opstellen. Esou eppes am lafende Produktiounsprozess ze änneren ass net ëmmer einfach ëmzesetzen an hëlt eng gewëssen Zäit an Usproch.

Et ass och ze erwänen, dass de Gesondheetsministère aktuell um éischte Plan national santé environnementale schafft, wou et ëm Facteuren an eisem Ëmfeld geet (cheemesch Substanzen an eise Produiten a Liewensmëttel, Bannen- a Bausseloftqualitéit, Kaméidi, elektromagnéitesch Stralungen, Urbanismus ...), déi e potentiellen Impakt op d'Gesondheet an d'Wuelbefanne vum Mënsch kënnen hunn. Een interministeriellen Aarbechtsgrupp, zesummegesat aus Vertrieder vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, souwéi vum Gesondheets-, Landwirtschafts- an Aarbechtsministère begleet d'Entwécklung vun dësem Plang a bréngt den néidegen Input.

Ënnert anerem geet et an dësem zukünftege Plang drëm, drop opmierksam ze maachen, dass eng integrativ Approche soll gefuerdert ginn, wou déi betraffe Ministèren aktiv zesummeschaffen a wou d'Gesondheet an d'Wuelbefanne solle mat consideréiert ginn, ganz nom Konzept „One health" an „health in all policies", wat vun der Weltgesondheetsorganisatioun (WHO) promouvéiert gëtt.

Interministeriell Zesummenaarbecht, déi och d'Acteure vum Terrain an d'Wëssenschaftler integréiert, ass essentiel, fir theemeniwwergräifend an nohalteg Léisungen ze fannen, déi eis et erlaben, e gesond Ëmfeld fir déi ganz Populatioun ze schafen.

**Pension des anciens prisonniers** | Question **8230** (10/08/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Bis dato ass et esou, dass d'Aarbecht, déi ee Prisonéier wärend senger Zäit am Prisong mécht, net fir seng Pensioun ugerechent gëtt. Dëst féiert dozou, dass wann hie bis op fräiem Fouss ass an ee Recht op eng Pensioun huet, dës ka ganz niddereg ausfalen. Den Ex-Prisonéier, fir dee soss eng Rei Saachen ënnerholl ginn, fir him eng zweet Chance ze ginn, gëtt esou mat enger ze niddreger Pensioun un d'Aarmutsgrenz gedréckt. Fir dëst ze vermeiden, wier et a mengen Ae sënnvoll, am Kader vun dëser zweeter Chance den Ex-Prisonéier eng Hëllef ze ginn, fir op eng éierbar Pensioun ze kommen. Wann ee Leit wëll resozialiséieren, dierf een se net nees an d'Aarmut dreiwen.

Dowéinst hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet:

– Gedenkt den Här Minister, den Ex-Prisonéier eng Hëllef ze ginn, fir hinnen ze erméiglechen, eng éierbar Pensioun ze kréien?

– Wier et an deem Kontext denkbar, dass d'Aarbecht, déi ee Prisonéier wärend senger Zäit am Prisong mécht, fir seng Pensioun ugerechent kéint ginn?

**Réponse** (11/09/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

De Lëtzebuerger Pensiounssystem ass ee contributive System, an deem déi ugerechent Zäiten deene Méint entspriechen, an deenen een op senge Revenuen oder Ersatzrevenuen, wéi Krankegeld, Congé parental, Congé maternité, Chômage etc. cotiséiert huet, oder Zäiten, déi dëse Situatioune kënnen assimiléiert ginn. De Cotisatiounstaux läit bei 24 % vun dëser Assiette aus de Revenuen, woubäi de Cotisant, säin Employeur an de Staat jeeweils een Drëttel vun de Cotisatiounen iwwerhëlt.

Urechnungsperioden, déi net duerch Cotisatioune gedeckt sinn, wieren also à charge vum Pensiounsregimm selwer, wéi dat beispillsweis bei de Babyjoren de Fall ass.

Déi Indemnitéiten, déi eng Persoun fir Aarbechte kritt, déi am Prisong gemaach ginn, sinn net cotisabel a kënnen och net assimiléiert ginn.

Allerdéngs kann d'Persoun sech fräiwëlleg weider versécheren, bei enger Ënnerbriechung vun der professioneller Aktivitéit, oder fakultativ versécheren, am Prinzipp, wann d'Aktivitéit scho länger zréckläit.

D'Froen, déi vum honorabelen Deputéierte gestallt ginn, ware schonn Deel vun interministeriellen Echangen (Justiz a sozial Sécherheet), a méi spezifesch, wat déi legal Situatioun vu Prisonéier betrëfft, déi wärend hirem Openthalt am Prisong schaffen. D'Conclusioun war, datt déi aktuell Situatioun vum Prisonéier an déi aktuell Indemnitéit net kéinte wéi een Aarbechtskontrakt respektiv ee Salaire oder professionelle Revenu ugesi ginn an deemno net änlech cotisabel sinn.

Fir datt eng Persoun, déi am Prisong eng Aarbecht leescht, fir déi si eng Indemnitéit kritt, kéint op dësen Indemnitéite fir d'Pensiounsversécherung Cotisatioune bezuelen, misste scho grondleeënd Änneruge gemaach ginn an och de legale „Statut" zum Beispill punkto Aarbechtsrecht, fir nëmmen dësen ze nennen, definéiert ginn. Déi selwecht Fro géif sech awer dann och fir déi aner Piliere vun der sozialer Sécherheet stellen, woubäi do och Rechter fir den Assuré am Code vun der sozialer Sécherheet definéiert sinn, déi eng Persoun am Prisong a priori net kéint an Usproch huelen.

Betreffend d'Pensiounsversécherung, ass eng punktuell Ännerung am Code vun der sozialer Sécherheet net méiglech, ouni grondleeënd Froen an anere Beräicher ze klären, fir datt e méigleche reegelrechte Statut vum Prisonéier an der sozialer Sécherheet kann definéiert ginn. Dofir ass aktuell eng fräiwëlleg Pensiounsversécherung de beschte Wee, fir dem Prisonéier eng spéider Unerkennung vun engem Openthalt am Prisong an der Pensioun ze garantéieren.

**Achat rétroactif de périodes d'assurance** | Question **8231** (11/08/2023) de **M. Léon Gloden** (CSV)

Persounen, déi opgehalen hu mat schaffen, fir sech ënnert anerem ëm d'Erzéiung vun hire Kanner ze këmmeren, hunn d'Méiglechkeet, retroaktiv Pensiounsrechter nozekafe fir déi Zäit, wou se net cotiséiert hunn.

Wann d'„demande d'achat rétroactif de périodes d'assurance" guttgeheescht gëtt, muss ee laut mengen Informatiounen nieft de geschëlte Cotisatiounen och nach ee gewëssene Montant un Intérêts échus bezuelen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

– Kann den Här Minister dës Informatioune bestätegen?

– Wéi an op wéi enger Basis ginn d'Intérêts échus berechent?

– Wier et net méiglech, de Leit, wann se ophale mat schaffen, e Bréif zoukommen ze loossen, wou se drop opmierksam gemaach ginn, dass, wann se wëlle Pensiounsrechter zu engem spéideren Zäitpunkt nokafen, nieft dem Montant vun de Cotisations dues och nach Zënse mussen nobezuelt ginn?

**Réponse** (11/09/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Persounen, déi aus familiäre Grënn hir professionell Aktivitéit ënnerbrach oder reduzéiert hunn, ouni sech fir d'Pensioun weider ze versécheren, kënnen déi jeeweileg Zäite spéiderhin nokafe mat engem Achat rétroactif.

Esou een Achat rétroactif ass ausserdeem nach méiglech, wann een sech ausbezuele gelooss huet aus engem Pensiounsregimm vun engem Land ouni bi- oder multilateral Konventioun mat Lëtzebuerg a Saache Pensiounsversécherung, respektiv wann een aus engem Pensiounsregimm vun enger internationaler Organisatioun austrëtt.

Den Achat rétroactif besteet aus enger Unerkennung vu Cotisatiounen a Perioden an der Vergaangenheet. D'Assiette cotisable, déi an d'Carrière vum Versécherten enregistréiert gëtt, an d'Cotisatiounen, déi dorausser erfalen, entspriechen also enger Valeur, déi sech op d'Vergaangenheet bezitt. Dës Valeur muss natierlech op dat lafend Joer aktualiséiert ginn. Dofir ginn Zënsen op den entspriechende Montant applizéiert, pro vollendet Joer, ugefaangen dat Joer no der viséierter Period, bis dat Joer virun der Conclusioun vum Achat rétroactif. Et handelt sech heibäi ëm „intérêts composés", also Zënseszënsen. Den Zënstaux beleeft sech op 4 %.

Dësen Taux beinhalt och all Consideratioun vun Indexatioun säit der viséierter Period, déi dem Versécherten zum Zäitpunkt vun der Pensioun da wäert zeguttkommen. Aus enger aktuarieller Siicht eraus, iwwersteigt de Wäert vum Benefice vun enger méi héijer Pensioun de Käschtepunkt vum Achat rétroactif, mee den eenzele Versécherte ka selwer jugéieren, ob een Achat rétroactif a senger Situatioun déi bescht Léisung ass.

Nom Traitement vun enger Déclaration de sortie informéiert de Centre commun de la sécurité sociale de Versécherten iwwert d'Méiglechkeet vun enger fräiwëlleger Versécherung. Et handelt sech ëm eng Informatioun, déi an där Situatioun och pertinent fir de Versécherten ass. De Ministère fir sozial Sécherheet huet ausserdeem am Joer 2020 ee Booklet erausbruecht, fir iwwert all d'Méiglechkeeten, fir seng Pensiounsrechter ze behalen, ze informéieren. Dëst Dokument, dat och informéiert iwwert déi applizéiert Zënse beim Achat rétroactif, ass a fënnef Sproochen online disponibel (https://mss.gouvernement.lu/dam-assets/publications/brochure-pension-2020/AssurancePension-fr.pdf) an ass och op villen ëffentleche Verwaltungen op Pabeier ze fannen.

**Domaine thermal à Mondorf-les-Bains** | Question **8232** (14/08/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Esou wéi et mir zougedroe gouf, ginn am Domaine thermal vu Munneref, engem ëffentlechen

Etablissement, moies beim Kaffi verschidde Produite vun auslännesche Fournisseuren, zum Beispill Botter, zerwéiert, fir déi och lëtzebuergesch Ubidder géifen zur Verfügung stoen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës Fro stellen:

– Kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi déi Decisioun motivéiert ass, hei op auslännesch Produiten zeréckzegräifen, amplaz deene vun Entreprisen, déi och hei am Land Steiere bezuelen? Gesäit d'Madamm Minister am Kader vun der ëffentlecher Tutelle vir, fir hei ze intervenéieren? Falls net, firwat net?

**Réponse** (20/10/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Den Domaine thermal vu Mondorf ass en Établissement public, wat no de Richtlinne vum Privatrecht geréiert gëtt. Säit op d'mannst 15 Joer kënnt de Botter, dee moies beim Kaffi zerwéiert gëtt, zu 95 % vu Lëtzebuerger Produzenten. Duerch ee rezente Liwwerungsenkpass huet kuerzfristeg missen eng Iwwergangsléisung fonnt ginn. D'Situatioun huet sech entre-temps rëm regulariséiert.

Den Domaine thermal vu Mondorf engagéiert sech säit Joren derfir, fir méi ökologesch, biologesch a „produits du terroir" anzekafen (wuel bemierkt, dass d'Notioun vun „terroir" op déi speziell geografesch Situatioun vum Domaine ze bezéien ass, besonnesch wat d'Proximitéit zu der franséischer an däitscher Grenz betrëfft).

An dësem Sënn ass de Kaffisbuffet esou gutt wéi zur Hallschecht aus lokalen a regionale Produkter zesummegestallt, dorënner lëtzebuergesch an hausgemaachte Produkter. Et sief erwäänt, dass den Domaine thermal vu Mondorf säin eegenen Hunneg hierstellt an een Deel vun den Eeër, d'Gebeess esouwéi d'„pâte à tartiner" hausgemaach sinn.

Des Weidere staamt een Deel vum Uebst vun den 150 Uebstbeem, déi säit 2020 an engem Bongert geplanzt goufen. Des Weidere sicht den Domaine thermal vu Mondorf permanent no Alternativen am Kontext vun engem ökologeschen, biologeschen a regionalen Akaf. Dëst ass och de Fall fir de Lëtzebuerger Botter, deen aktuell nach a Plastik verpaakt ass. Et sief an deem Kontext ze erwänen, dass den Domaine thermal säit Februar 2020 den „EcoLabel niveau or" huet (ee Label, dee vum Ekonomieministère verdeelt gëtt). Aus dësem Grond muss op esou vill Plastik wéi méiglech verzicht ginn.

**Élargissement de l'A3** | Question **8233** (14/08/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Les travaux de l'élargissement de l'autoroute A3 avancent bien et s'approchent des localités de Peppange et Bettembourg. Les habitants de ces localités sont extrêmement soumis au bruit causé par le trafic très élevé sur ce tronçon de l'autoroute. Il s'ensuit que l'élargissement de l'A3 doit tenir compte de ces nuisances quotidiennes, d'autant plus que lors des débats du 14 décembre 2017 au sujet du projet de loi en question dans la Chambre des Députés une motion a été votée invitant le Gouvernement à « examiner le prolongement des dispositifs anti-bruit en direction de la Croix de Bettembourg et à mettre à disposition les crédits nécessaires en cas de besoin ».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-ce que des plans concrets concernant l'élargissement de l'A3 au niveau des localités prémentionnées ont été élaborés définitivement ?

2) Dans l'affirmative, est-ce que des écrans anti-bruit plus efficaces sont prévus ?

3) Dans quelle mesure sera tenu compte de la motion du 14 décembre 2017 ?

4) Est-ce qu'il est envisagé de modifier respectivement de remplacer le pont pour piétons et cyclistes à la hauteur du château d'eau de Bettembourg ?

5) Est-ce que le Monsieur le Ministre ne juge pas nécessaire d'informer davantage la population touchée par les travaux à réaliser dans les alentours de Bettembourg ?

6) Est-ce que le délai de sept ans prévu pour l'exécution des travaux peut être toujours garanti ?

**Réponse** (06/10/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Les travaux sur les premiers lots sont en cours. Les autres lots sont en phase de soumission, respectivement d'approbation.

ad 2) Oui, l'étude de bruit a été revue afin d'adapter les écrans anti-bruit.

ad 3) En ce qui concerne l'échangeur de Livange côté est, la hauteur des écrans anti-bruit a été augmentée de 60 centimètres et ils ont été prolongés de 100 mètres. Au niveau de Bettembourg, les écrans d'une hauteur de 4,8 mètres ont été prolongés jusqu'au chemin repris CR151A (rue de Riedgen) du côté ouest.

ad 4) Le remplacement de la passerelle cycliste/piétonne (OA1184) qui se situe à proximité du château d'eau de la commune de Bettembourg est prévu. Le dossier de soumission y afférent (lot C2) est approuvé et sera mis en soumission prochainement.

ad 5) Des communiqués de presse informent régulièrement le public sur les fermetures de routes et autres incidents impactant le trafic. En outre, des concertations régulières ont lieu avec les responsables des communes adjacentes.

ad 6) Le phasage des travaux est très complexe. Les cinq grands lots du projet de loi ont été subdivisés en sous-lots pour des raisons de coordination des chantiers et d'organisation du trafic. Selon le planning actuel, les travaux du dernier lot (lot D : Croix de Bettembourg) débuteront début 2027 et l'achèvement est prévu pour fin 2030.

**Modifications au niveau de l'accès aux prestations de santé transfrontalières** | Question **8235** (16/08/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Selon mes informations, la mise en vigueur de la loi du 29 juillet 2023 ayant modifié entre autres la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière comporterait des modifications implicites au niveau de l'accès aux prestations de santé transfrontalières.

En effet, l'article 20 du Code de la sécurité sociale prévoit que les prestations de soins de santé, énumérées à l'article 17, alinéa 1, sont pris en charge par la CNS, même si elles sont dispensées ou prescrites dans un État membre de l'Union européenne, en Suisse ou dans un pays de l'Espace économique européen, sauf si elles impliquent le recours aux infrastructures hautement spécialisées et coûteuses que sont les réseaux de compétences nationaux, les centres de diagnostic, les services nationaux et les établissements hospitaliers spécialisés de réhabilitation neuropsychiatrique, de rééducation fonctionnelle, de rééducation gériatrique, de réhabilitation physique et postoncologique et de cures thermales ou à des équipements médicaux et appareils hautement spécialisés et coûteux, nécessitant une planification nationale ou exigeant des conditions d'emploi particulières, dont l'acquisition est soumise à l'obtention d'une autorisation ministérielle selon la loi précitée du 8 mars 2018. Dans ce cas la prise en charge est soumise à l'obtention d'une autorisation préalable de la Caisse nationale de santé, sur avis motivé du Contrôle médical de la sécurité sociale. En outre et avant de saisir le Contrôle médical de la sécurité sociale pour avis, la Caisse nationale de santé décide de la recevabilité de la demande quant au respect des conditions de forme déterminées par les statuts.

Or la loi du 29 juillet 2023 précitée a, entre autres, modifié l'annexe 3 de la loi précitée du 8 mars 2018 qui énumère les équipements et appareils dont l'acquisition est soumise à l'obtention d'une autorisation ministérielle. Les modifications ont complété la liste et ont donc fait en sorte qu'y soient ajoutés d'autres appareils et équipements nécessitant une planification nationale, du personnel hautement qualifié ou des conditions d'emploi particulières. Ces appareils et équipements tombent donc depuis cette modification également dans le champ d'application de la dérogation précitée, de sorte qu'une autorisation préalable est nécessaire avant de pouvoir accéder aux prestations impliquant de tels appareils ou équipements à l'étranger.

De ce constat je désire adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer l'analyse de la situation juridique en vigueur ?
– Si oui, comment entend-il garantir que des traitements ayant eu lieu après le 29 juillet 2023 soient toujours remboursables même après la mise en vigueur de la loi précitée ?

2) Comment Monsieur le Ministre entend-il avertir le grand public des modifications intervenues et porter à leur connaissance la nécessité de disposer d'une autorisation préalable concernant les prestations en relation avec les équipements et appareils nouvellement insérés à l'annexe 3 précitée ?

3) Quelles sont les raisons pour lesquelles il est désormais nécessaire d'inclure ces équipements et appareils parmi ceux dont les prestations nécessitent une autorisation préalable alors que jusqu'à la mise en vigueur de l'annexe modifiée une autorisation préalable n'était pas nécessaire ?

**Réponse** (07/09/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) La loi du 29 juillet 2023 portant modification : 1° de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ; 2° de la loi modifiée du 29 avril 1983 relative à l'exercice de la profession de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire ; 3° du Code de la sécurité sociale, a créé le cadre légal pour que des sites supplémentaires dédiés aux soins de santé ambulatoires puissent être déployés en dehors des sites principaux de ces mêmes établissements. En même temps, la loi a apporté les précisions légales devenues nécessaires suite à l'arrêt du tribunal administratif en la matière. Dans ce contexte, la liste des équipements et appareils médicaux nécessitant une planification nationale, du personnel hautement qualifié ou des conditions d'emploi particulières a dû être complétée.

Les modifications apportées par la loi précitée visent donc à augmenter le nombre de sites pour faciliter l'accessibilité géographique à des prestations de

qualité et augmenter le nombre d'appareils hors sites principaux. Ces modifications sont donc la continuation des efforts déjà entamés pour réduire les délais d'attente, notamment l'élargissement des plages d'accessibilité aux appareils IRM et mammographie.

Néanmoins, il va de soi que de nouveaux sites et appareils requièrent un certain temps pour être opérationnels.

Or, le critère de l'accessibilité aux prestations est une des conditions pour bénéficier d'une prise en charge à l'étranger, tel que prévu également à l'article 20 du Code de la sécurité sociale qui prévoit que « la Caisse nationale de santé ne peut refuser d'accorder une autorisation préalable [...] si les prestations de soins de santé transfrontaliers font partie de la prise en charge de l'article 17, alinéa 1, mais que ces prestations ne peuvent pas être dispensées sur le territoire luxembourgeois dans un délai acceptable sur le plan médical [...] ».

Dès lors, rien ne s'oppose à une prise en charge par l'assurance maladie des prestations mentionnées par l'honorable Député dans sa question parlementaire si cette condition est remplie.

Comme les nouveaux sites créés hors sites principaux requièrent un certain temps pour leur mise en service (construction de nouveaux locaux ou aménagements de locaux existants, acquisition et installation du matériel nécessaire, recrutement du personnel spécialisé, etc.), il va de soi que le délai de dispensation de prestations d'imagerie médicale ne sera réduit que progressivement.

Ainsi, et après évaluation du délai raisonnable, d'un point de vue médical, à apprécier dans le cas de figure sous rubrique par le Contrôle médical de la sécurité sociale, ce constat a été communiqué par le Ministre de la Sécurité sociale et la Ministre déléguée à la Sécurité sociale aux différentes caisses de maladie, y compris la CNS.

Par ailleurs, dans le cadre du même courrier, les ministres invitent les institutions de l'assurance maladie maternité à continuer d'appliquer la procédure simplifiée en place jusqu'à présent. Sur base du constat qu'une prise en charge ne peut être refusée en cas de délais dépassant le délai raisonnable, la demande préalable est donc à considérer comme superfétatoire dès que l'urgence est constatée par le médecin traitant et que la prestation ne peut être fournie dans un délai raisonnable sur le territoire luxembourgeois, au cas où l'assuré n'a pas introduit une demande préalable.

En pratique, cela veut dire qu'une analyse IRM réalisée à l'étranger sera prise en charge, puisqu'un accord est implicitement donné eu égard aux délais actuels.

Cette précision vise tant à faciliter l'accès à des prestations endéans le temps requis d'un point de vue médical, qu'à garantir une sécurité pour les assurés.

Néanmoins, il est recommandé aux assurés de procéder, si possible, par la procédure de demande préalable auprès de la CNS qui pourra vérifier l'applicabilité de la réglementation européenne de la coordination des systèmes de sécurité sociale, ce qui permettrait, le cas échéant, à l'assuré de bénéficier de la prise en charge directe de la prestation. De la sorte, l'assuré ne doit point avancer par ses propres moyens les coûts relatifs à la prestation de soins transfrontalière.

ad 2) En complément des informations disponibles sur le site Internet de la CNS et autres types de support, une communication plus ciblée aura lieu dans les jours à suivre. Les informations déjà disponibles seront également complétées pour apporter les clarifications nécessaires.

ad 3) Tel que déjà précisé dans la réponse à la première question de l'honorable Député, l'article 20 du Code de la sécurité sociale n'a pas été modifié par la loi précitée du 29 juillet 2023. Il en va de même pour les statuts de la CNS régissant les transferts à l'étranger qui ne furent pas modifiés suite à l'entrée en vigueur de la loi précitée.

**Limitation de vitesse dans le tunnel « Gousselerbierg » lors du chantier** | Question **8236** (18/08/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Wärend enger Rei Woche goufen Aarbechten am Gousseler Tunnel duerchgefouert. Dat huet zu remarkabele Staue gefouert, virun allem an de Stousszäiten. Scho beim Tunnel Miersch war d'Vitess op 50 km/h erofgesat – bis hannert de Gousseler Tunnel.

Datt d'Vitess aus Sécherheetsgrënn erofgesat muss ginn, dat versteet sech vum selwen. Vill Leit froen sech awer, ob 70 km/h net besser wier, fir den Trafic méi flësseg ze halen. Am Gotthardtunnel an der Schwäiz gëtt et déi selwecht Situatioun, wou och nëmmen zwou Spueren disponibel sinn; do ass d'Vitess awer op 80 km/h festgesat.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Aus wat fir enger präziser Ursaach ass d'Vitess op 50 km/h festgesat ginn an net op 70 km/h? Huet dat just mat der Sécherheet ze dinn?

2. Mécht d'Vitesse vu 50 km/h de Verkéiersfloss net manner flëssig, well etlech Leit drënner fueren?

3. Kann den Här Minister déi geleescht Aarbechten an deenen zwee Tunnellen, déi jo bis bal Mëtt September daueren, kuerz virstellen?

**Réponse** (21/09/2023) de **M. François Bausch,** Ministre du Développement durable et des Infrastructures

ad 1. Den Tunnel Gousselerbierg ass en Tunnel mat zwee Tüben, jeeweils ee pro Verkéiersrichtung. Wann esou een Tunnel, dee fir Richtungsverkéier konzipéiert ginn ass, wärend enger längerer Zäit ënnert Géigeverkéier an engem Tüb bedriwwe gëtt, musse Mesuren ergraff ginn, fir de gläiche Sécherheetsniveau ze garantéieren, wéi am normale Betrib. Mat Hëllef vun enger quantitativer Risikoanalys ginn déi verschidde méiglech Mesuren op hir Effikassitéit gepréift. Déi ganz Planung vum Projet gouf doropshin ausgeriicht, fir d'Aarbechten am Tunnel Gousselerbierg wärend den 2 Méint vun der Schoulvakanz duerchzeféieren. Doraus hunn sech follgend Mesuren aus der Risikoanalys erginn:

– Tüb am Chantier: Schaffen op zwou Schichte pro Dag vu jeeweils 10 Stonnen, fir d'Dauer vum Chantier op zwee Méint ze limitéieren;
– Tüb am Géigeverkéier: Vitess limitéiert op maximal 50 km/h, Kontroll vun der gefuerener Vitess, geschoult Sécherheetspersonal a stänneger Bereetschaft 24/7 beim Tunnel, dat bei engem Tëschefall direkt kann agräifen.

All déi Mesurë si laut der Tunnelgesetzgebung an der „décision d'exploitation" vum Tunnel laut der „Inspection du travail et des mines" (ITM) noutwenneg, fir d'Sécherheet ze garantéieren. Eng Vitesslimitatioun op maximal 70 km/h wär laut der quantitativer Risikoanalys net duergaangen, fir déi gefuerdert Sécherheetskrittäre wärend zwee Méint ze erfëllen.

ad 2. D'Flëssegkeet vum Verkéiersfloss huet net nëmme mat der maximal zoulässeger Vitess ze dinn, mä och mat der Quantitéit vum Verkéier. De Chantier am Tunnel Gousselerbierg ass an d'Schoulvakanz am Summer geluecht ginn, also och zum Deel an d'Period vum Kollektivcongé, wou wäitaus manner Verkéier ass wéi normal, fir de Verkéiersfloss gréisstendeels flësseg ze halen.

ad 3. Zu deene verschiddenen noutwennege Sécherheetsequipementer am Tunnel Gousselerbierg gehéiert och eng Iwwerwaachung vum Verkéier mat Hëllef vu Videokameraen, gradesou wéi eng automatesch Detektioun vu méiglechen Tëschefäll iwwert zousätzlech Kameraen, déi redundant mat weidere Sécherheetsequipementer (Brandmeldekabel, Dampdetektioun asw.) verbonne sinn. Déi bestoend analog Technik vun de Kameraen ass säit der Ouverture vum Tunnel Gousselerbierg am Joer 2008 am Betrib an no 15 Joer op hirem Liewensenn ukomm. Déi analog Technik gëtt net méi produzéiert, et kritt een also keng Ersatzdeeler méi, soudatt op eng digital Technik gewiesselt huet misse ginn. Dat bedeit net nëmmen d'Austausche vu ronn 250 Kameraen, mä och d'Verleeë vu ronn 50.000 Meeter Kabel, d'Installatioun vun engen 130 neie Switchen, gradesou wéi d'Installatioun an d'Programmatioun vun neien Analyseuren an d'Ausféiere vu verschiddenen anere klengen Aarbechten.

Am Kader vum selwechte Chantier goufen och d'Luuchte vun der ëffentlecher Beliichtung um Viaduc Luerenzweiler ausgetosch (zirka 2.800 Luuchten) an déi komplett Usteierungen dovunner ersat, ewéi och eng Glasfaserverbindung vun engem Netzbedreiwer verluecht. Weider kleng Aarbechte goufen dann och nach mat gemaach wéi d'Reparéieren an d'Botze vun de CITA-Panneauen/Signalisatiounen.

Am Tunnel Miersch goufen déi selwecht Aarbechten duerchgefouert.

Zu gudder Lescht gouf och wärend dem Chantier déi semestriell Hierschtmaintenancen an deenen zwee Tunnellen duerchgefouert.

**Loi sur le bail à usage d'habitation** | Question **8237** (18/08/2023) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

L'article 12 de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil prévoit qu'un bail ne pourra être résilié par le bailleur que sous des conditions bien précises, notamment si le bailleur déclare avoir besoin des lieux loués pour les occuper lui-même ou pour les faire occuper de manière effective par un parent ou allié jusqu'au troisième degré inclusivement.

Étant donné que le locataire qui estime que les motifs avancés par le bailleur pour justifier la résiliation du contrat sont fictifs ne peut pas prouver d'avance que le bailleur ou un parent n'occupera pas vraiment le logement en question, il y a un risque important d'abus, d'autant plus que la loi ne prévoit pas de sanction pour le bailleur qui ne respecterait pas les conditions fixées au niveau de l'article 12 précité. Ce risque devient encore plus important à un moment où la demande pour les logements locatifs augmente du fait que même des personnes à revenu moyen stable ne se voient plus accorder de prêt immobilier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre du Logement :

– Madame la Ministre peut-elle me dire combien de plaintes ont été déposées par des locataires qui considéraient que leur contrat de bail avait été résilié de manière abusive au cours des cinq dernières années ? Combien de ces plaintes ont abouti par un jugement favorable au locataire ?

– Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que le bailleur devrait être tenu de démontrer qu'il a bien

respecté les dispositions de l'article 12 précité après le déguerpissement du locataire et qu'une sanction dissuasive devrait être prévue s'il s'avérait que la résiliation du contrat de bail était abusive ?

– Monsieur le Ministre du Logement juge-t-il opportun de modifier la loi précitée en ce sens afin de protéger les locataires contre une résiliation du bail qui aurait pour seul but de permettre au bailleur de louer le logement à un prix nettement supérieur ?

**Réponse** (19/09/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

En matière de bail à loyer, seul les nombres totaux des affaires nouvelles, des décisions de justice prononcées et des affaires rayées ou mises au rôle font l'objet de statistiques. Ces statistiques ne reprennent que les affaires introduites devant les justices de paix par voie de requête sur base de l'article 19 de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation. Elles ne font pas de distinction entre l'objet des affaires introduites. Par conséquent, le Gouvernement n'est pas en mesure de fournir des chiffres relatifs aux seules affaires en lien avec l'article 12, paragraphe 2, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, c'est-à-dire aux affaires intentées par les locataires dont le bail a été résilié par le bailleur sous prétexte d'avoir besoin des lieux loués pour les occuper lui-même ou pour les faire occuper de manière effective par un parent ou allié jusqu'au troisième degré inclusivement.

Les bailleurs comme les locataires doivent respecter les dispositions de la loi de 2006 sur le bail à usage d'habitation, qui sont impératives et d'ordre public. Contrairement à ce que le libellé de la question laisse sous-entendre, la loi prévoit bien une sanction en cas de résiliation abusive. Ainsi, l'article 14 de la loi de 2006 stipule que : « sauf cas de force majeure, l'ancien locataire a droit à des dommages-intérêts si, dans les trois mois qui suivent son départ, les lieux ne sont pas occupés aux fins invoquées comme motif de la résiliation du bail soit dans l'acte de dénonciation du bail, soit dans la requête introductive d'instance, soit dans le jugement. (-) Le délai de trois mois est suspendu pendant la durée des travaux de rénovation et de transformation entrepris de manière effective. (-) Si le tribunal constate que le motif invoqué pour empêcher la prorogation légale était dolosif, le locataire a droit à des dommages-intérêts qui ne peuvent être inférieurs au montant des loyers d'une année ».

Par conséquent, si au vu des faits de l'espèce, l'ancien locataire introduit une demande en dommages-intérêts devant le juge de paix, le bailleur devra bien démontrer au juge que le motif de résiliation qu'il a invoqué pour faire sortir le locataire de son logement était légal et réel, et donc non-fictif, sinon il risque d'être condamné à des dommages-intérêts qui ne peuvent être inférieurs au montant des loyers d'une année.

**Hausse du nombre d'infections Covid-19** | Question **8238** (18/08/2023) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP)

En cette période estivale, le nombre d'infections à la Covid-19 connait une tendance à la hausse, tant en France qu'en Allemagne. Si cette hausse est à faible niveau, elle semble due à la présence d'un nouveau variant nommé EG.5 et désigné « variant of interest » par l'Organisation mondiale de la santé le 9 août 2023. Selon le dernier rapport ReViLux du Laboratoire national de santé disponible en ligne, ce variant est également présent au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

– Quel est le dispositif de surveillance actuellement en vigueur en matière d'évolution de la Covid-19 ? Quels sont les chiffres actuels pour le Luxembourg ? Faut-il s'inquiéter de l'évolution actuelle ?

– Alors que des groupes pharmaceutiques travaillent sur des vaccins adaptés au nouveau variant, le Luxembourg compte-t-il en acquérir ?

– Étant donné que pour de nombreuses personnes, la date d'administration du dernier rappel remonte désormais à plusieurs mois, une nouvelle campagne de vaccination est-elle prévue cet automne ? Si oui, avec quel type de vaccins ? Une vaccination conjointe avec le vaccin contre la grippe est-elle envisageable ?

**Réponse** (08/09/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

La Direction de la santé continue à recevoir chaque jour par voie électronique les résultats des tests PCR pour Covid-19 réalisés dans les différents laboratoires d'analyses médicales sur base de la loi du 1er août 2018 sur les maladies à déclaration obligatoire. En parallèle, le Laboratoire national de santé (LNS) reçoit, sur base de la même loi, les échantillons testés positivement dans les différents laboratoires du pays et réalise sur un certain nombre le séquençage de l'ARN viral à des fins de surveillance moléculaire (variants et sous-variants). Le troisième système de surveillance toujours en place concerne le contrôle de la présence du virus dans les eaux usées réalisé par le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST). Comme dans la plupart des pays, il n'existe plus de monitoring systématique des hospitalisations Covid-19 au Luxembourg.

La Direction de la santé reçoit en outre la partie médicale de chaque certificat de décès établi au Luxembourg et peut donc toujours suivre les éventuels décès qui seraient liés à l'infection Sars-CoV-2.

Actuellement, la situation est plutôt rassurante. Pour la semaine 33 de l'année, nous avons noté 118 cas d'infection Covid-19 ce qui est légèrement plus élevé que les semaines précédentes (le nombre le plus bas ayant été de 28 infections à la semaine 25), mais largement en dessous des 1.800 infections hebdomadaires pour les semaines 10 et 11 en début d'année. Le rapport des eaux usées confirme également la stabilité de la situation avec des taux faibles. Le dernier rapport ReViLux du LNS nous apprend que 59 % des échantillons séquencés étaient du variant EG.5 qui a été récemment considéré comme « variant of interest » (et non pas « variant of concern ») par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Le variant EG.5 est connu depuis février 2023, il s'agit toujours d'un sous-variant Omicron. Il a fait l'objet d'un suivi rapproché essentiellement dans le cadre de la surveillance des infections respiratoires dans l'hémisphère sud (p. ex. en Australie) où il fait actuellement hiver. Même s'il a une transmissibilité accrue, le variant EG.5 ne possède pas de pathogénicité (c.-à-d. pouvoir de rendre malade) augmentée comme le témoignent les chiffres de l'Australie sur ces derniers mois. Il est bien couvert par le vaccin actuellement disponible qui, pour rappel, n'empêche pas l'infection mais prévient les formes graves de maladie.

Les contrats signés par l'Union européenne avec les producteurs de vaccin prévoient la mise à disposition de vaccins adaptés dès que disponibles et autorisés par l'Agence européenne des médicaments. Il est donc prévu que le Luxembourg en reçoit également.

Le Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) se réunira courant septembre pour arrêter une recommandation de vaccination pour cet automne. Le Ministère de la Santé communiquera cette recommandation dès que disponible et prendra les dispositions nécessaires pour que le public cible puisse bénéficier de la vaccination dans les meilleurs délais. En principe, le vaccin à utiliser sera toujours le plus récent disponible.

Une vaccination concomitante au vaccin grippe sera possible (une injection dans chaque bras), comme elle l'était en 2022 déjà. Actuellement, il n'existe cependant pas encore de produit sur le marché qui réunit les deux vaccins dans une seule injection.

**Augmentation du prix de vente des carburants** | Question **8239** (18/08/2023) de **M. Gilles Roth** (CSV)

An deene leschte Woche sinn d'Spritpräisser kontinuéierlech an d'Luucht gaangen an hunn een héijen Niveau erreecht, deen ee spierbaren Impakt op d'Kafkraaft vun de Leit huet.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister an un den Här Minister fir Energie stellen:

1. Wéi setzt sech aktuell de Literpräis fir Bensinn an Diesel zesummen?

2. Wat fir Facteure beaflossen déi kontinuéierlech Hausse?

3. Wat ass den Impakt vun dësen Haussen op den Index?

4. Wéini erfält déi nächst Indextranche?

5. Falls dës soll fir den 1. Oktober erfalen, gëtt dës och an de Salairen am ëffentlechen Déngscht fir dee Mount berécksiichtegt?

**Réponse** (19/10/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. De Präis vum Diesel a vum Bensinn (SP95) setzt sech aus follgende Komponenten zesummen: Basispräis (Produkt- an Distributiounskäschten), Accisen an TVA.

Den Undeel vun de jeeweilege Komponenten um Maximalpräis vum Diesel war Ufank Mee a Mëtt September Follgenden:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Den Undeel vun de jeeweilege Komponenten um Maximalpräis vum Bensinn (SP95) war Ufank Mee a Mëtt September Follgenden:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

An deem Kontext sollt een och drun erënneren, dass den normalen TVA-Taux am Kontext vun der Tripartitt vu 17 % op 16 % erofgesat ginn ass.

ad 2. De Präis vum Bensinn a vum Diesel gëtt haaptsächlech duerch d'Präisser vum Réiueleg op de Weltmäert (z. B. vum Brent), mee och vum Wiesselcours vum Dollar/Euro a vun der Situatioun um Maart vun den Endprodukter (Raffineriesmargen, Niveau vun de Stocken an der Regioun, Produktiounskapazitéiten ...) bestëmmt.

De Präis vum Brent ass tëschent Juni a Mëtt September 2023 ëm bal 20 US-Dollar de Barrel geklommen. Dës Hausse vum Brent ass op eng héich Demande, gestäerkt vum Tourismus am Summer, an eng kënschtlech Reduktioun vun der Offer, duerch Produktiounskierzunge vun der OPEC+, haaptsächlech op Initiativ vu Saudiarabien a Russland, zeréckzefëieren.

ad 3. Den Impakt op d'Inflatioun hänkt generell esouwuel vun der Evolutioun vun de Präisser of wéi och vun der Gewiichtung vun de jeeweilege Kategorien am Indice des prix à la consommation national

(IPCN). Dës Gewiichtung gëtt all Joer iwwert e grouss-herzoglecht Reglement festgeluecht. Fir 2023 huet den Diesel eng Gewiichtung vun 1,5 %, an de Bensinn vun 1,4 % am IPCN.

Den Diesel ass am Mount August 10,0 % méi héich wéi am Juli, beim Bensinn ass et eng Hausse vu 6,2 %. Trotz dëser rezenter Hausse, war de Präis vum Diesel am August 2022 8,6 % méi héich wéi am August 2023. Beim Bensinn ass e minimalen Ënnerscheed vun 0,1 %.

Déi monatlech Evolutioun vun der Inflatioun tëschent Juli an August 2023 läit bei 1,45 %. Dës staark monatlech Progressioun erklläert sech, dem Statec no, duerch de Retour no de Summersolden. Kleeder a Schong contribuéieren esou zu 0,69 Prozentpunkten zu dëser Entwécklung, den Diesel zu 0,13 Prozentpunkten an de Bensinn zu 0,09 Prozentpunkten.

ad 4. Mat den offizielle Resultater vum Mount August war de Seuil fir déi nächst Indextranche erreecht, sou dass déi nei Indextranche zanter dem 1. September 2023 a Kraaft ass. Alleguer d'Léin, Paien a Pensioune gi vun deem Datum un ëm 2,5 % erhéicht.

ad 5. Well d'Salairen am ëffentlechen Déngscht virausbezuelt ginn, ass den Traitement vu September iwwerwise ginn zu engem Zäitpunkt, wou déi offiziell Resultater vum IPCN nach net bekannt waren. Beim Traitement fir Oktober gëtt d'Indextranche vum September 2023 also eng éischte Kéier berécksiichtegt, an et gëtt e Recalcul fir de Mount September gemaach.

**Départs volontaires dans la Police grand-ducale** | Question **8240** (21/08/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An de leschte Jore gouf et vill Diskussiounen doriwwer, dass d'Police méi Personal brauch, fir hiren Aufgabe kënne gerecht ze ginn. Resultat vun dëser Diskussioun war, dass eng Rekrutement-Offensiv gestart gouf, fir iwwert déi nächst Jore ronn 200 nei Polizist:inne pro Joer anzestellen. Et geet allerdéngs net duer, fir nei Leit anzestellen, mee de Groussdeel vum Personal soll der Police och erhale bleiwen. Dat erreecht een am beschte mat attraktiven Aarbechtskonditiounen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Fro stellen:

– Wéi vill Leit hunn d'Police grand-ducale fräiwëlleg zënter 2018 verlooss,
• opgelëscht pro Joer,
• opgelëscht pro Service?

**Réponse** (20/09/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Säit dem 1. August 2018 bis elo hunn am Ganzen 399 Leit d'Police verlooss:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Iwwerdeems eng Oplëschtung pro Service net verfügbar ass, geet aus den Zuelen ervir, dass déi meescht Beamten opgrond vun der Pensioun d'Police verloosen um Enn vun hirer regulärer Déngschtzäit. Nëmmen ee klengen Undeel vun den Departe besteet aus Beamten, déi virum Enn vun hirer regulärer Déngschtzäit aus anere Motiver vun der Police ausgescheet sinn, esou wei et an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7971 vum 5. Mee 2023 erklärt ginn ass.

**Inhibiteurs de la pompe à protons (IPP)** | Question **8241** (21/08/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Une étude parue le 9 août dernier dans « Neurology », le journal de l'Académie américaine de neurologie, montre que les inhibiteurs de la pompe à protons (IPP), souvent utilisés pour traiter les troubles gastriques, augmenteraient le risque de démence quand ils sont pris durant de longues années.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Est-ce que Madame la Ministre a pris connaissance de cette étude ?

2) Dans l'affirmative, quelles conclusions peuvent en être tirées ?

3) Selon des chiffres de 2019 de la Haute autorité de santé (HAS) pas moins de 16 millions de personnes consomment des IPP en France. Cela représente un coût de 260 millions d'euros pour l'assurance maladie. Est-ce que de tels chiffres sont également connus pour le Luxembourg ?

4) Des autorités étrangères alertent depuis des années sur le mésusage de ces médicaments. Quelle est l'attitude de Madame la Ministre face à ces assertions ?

**Réponse** (13/10/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) et 2) Le Ministère de la Santé, et plus particulièrement les services de la Direction de la santé ont bien pris connaissance de cette étude en même temps que d'autres autorités compétentes et l'ont analysée en suivant les principes de revue scientifique critique[1].

Après analyse, il s'avère que cette étude ne permet pas de prouver que les médicaments contre le reflux acide provoquent la démence. Elle montre une association, positive mais non significative, entre l'utilisation actuelle des inhibiteurs de la pompe à protons (IPP) et un risque de démence sur une période médiane de suivi de 5,5 ans.

Cette étude est intéressante mais présente des limites méthodologiques importantes pour pouvoir évoquer une potentielle relation causale. En effet, une association entre deux phénomènes n'implique pas de facto que l'un en soit la cause de l'autre. De plus, le risque de démence est trop multifactoriel pour tirer des conclusions sur base des données actuellement disponibles. Des études supplémentaires sont nécessaires pour confirmer ou infirmer ces résultats.

En outre, les données disponibles actuelles de la littérature scientifique ne plaident pas en faveur d'une augmentation réelle du risque de démence lié à l'emploi des IPP.

ad 3) Le tableau ci-dessous affiche le nombre d'assurés distincts ayant acheté des IPP par année ainsi que les dépenses y relatives à charge de l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise. Les médicaments considérés dans le tableau sont ceux pour lesquels une ordonnance[2] a été émise et qui sont achetés dans une pharmacie ouverte au public au Luxembourg.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 4) Le bon usage des IPP et des médicaments en général est une priorité pour le Ministère de la Santé. Il y veille grâce à la mise en place d'un système de pharmacovigilance robuste, une collaboration étroite avec les professionnels de santé, l'implication de patients experts et, de plus en plus, la participation à des campagnes de sensibilisation, tant au niveau national qu'international.

Il y a lieu de rappeler que les IPP sont indiqués dans la prise en charge du reflux gastroœsophagien (RGO) et des ulcères duodénaux. Ces pathologies sont liées à un reflux acide qui se produit lorsque l'acide gastrique s'écoule dans l'œsophage, généralement après un repas ou en position allongée. Les personnes souffrant de reflux acide peuvent présenter des brûlures d'estomac et des ulcères. Lorsque ce reflux acide est fréquent, il est possible de développer un RGO qui, à long terme, peut entraîner un cancer de l'œsophage.

Les IPP réduisent l'acidité de l'estomac en ciblant les enzymes de la paroi de l'estomac qui produisent cette acidité et sont un outil utile pour aider à contrôler le reflux acide et les risques qui en découlent.

Un traitement au long cours par IPP est très rarement justifié et expose à un risque lié à la polymédication, en particulier chez les sujets âgés. Seul le caractère chronique de la maladie peut justifier des traitements prolongés. Il est donc primordial de respecter le bon usage de ces médicaments afin d'en minimiser les risques.

Comme pour tout médicament, la prescription d'un IPP doit faire l'objet d'une évaluation du bénéfice-risque par le médecin prescripteur pour son patient, à savoir : évaluer l'intérêt de ce médicament en termes d'efficacité, de qualité de vie, de potentiels effets indésirables ou interactions médicamenteuses.

**Fuite de données de clients Luxair** | Question **8243** (21/08/2023) de **Mme Diane Adehm** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

Laut RTL-Informatioune vum 18. August 2023 si perséinlech Passagéier-Donnéeë bei der Luxair gehackt ginn, well dës an enger Cloud stockéiert waren, déi net adaptéiert geséchert war. Dobäi sollt et sech ëm Donnéeë vun dausende Passagéier handelen, déi tëschent Enn 2020 a Juli dëst Joer wéinst engem Retard oder Annulatioun vun engem Luxair-Vol eng SMS respektiv e Bong fir en Hotel oder e Restaurant kritt hunn. Et besteet eng handfest Méiglechkeet, dass Donnéeë vun all dëse Passagéier am Ëmlaf sinn, ouni den Accord vun de betraffene Leit. D'Luxair huet d'Leit doropshi viru Phishing-Attacke gewarnt.

An dësem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Kann d'Regierung eis erklären, wéi et zu esou engem graven Incident komme konnt?

– Wat gesinn d'Richtlinne vun der Airline vir, fir esou Hacking-Attacke virzebeugen?
• Wat ass zënter der leschter Cyberattack op d'Luxair-Donnéeën am Joer 2016 ënnerholl ginn?
• Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir esou Hacking-Attacken an Zukunft virzebeugen?

– Wéi wäerten déi betraff Passagéier entschiedegt ginn?

**Réponse** (29/08/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Entgéint der Ausso vun den honorabelen Deputéierten, si keng „perséinlech Donnéeë bei der Luxair gehackt ginn". Wéi et och per Pressecommuniqué vun der Luxair kommunizéiert gouf, handelt et sech ëm ee potentielle Problem mat engem externe Prestataire vun der Fluchgesellschaft. D'Manéier, wéi dës Donnéeë

[1] La lecture critique se base notamment sur des critères tels que :
– la recherche des résultats informatifs, c'est-à-dire qui répondent de manière utile à la question posée et qui apportent un réel bénéfice pour la pratique,
– le jugement que les méthodes sont crédibles (schéma d'étude, sélection, observation, analyse et taille d'échantillons adéquats)

[2] Au Luxembourg, un médicament IPP (IPRAALOX 20mg cpr. gastro-res.) peut être acheté en pharmacie sans ordonnance. Les médicaments IPP délivrés sans ordonnance ne sont pas considérés.

vun deem Prestataire stockéiert goufen, huet net den adaptéierte Sécherheetsstandarden entsprach an ee potentiellen Zougréff vu bausse méiglech gemaach. Eng Analys ass um Lafen, fir déi genau Ursaachen an d'Envergure kënne festzestellen. Luxair huet matgedeelt, dass de System säit dem 4. Juli erëm securiséiert ass.

Et ass aktuell kee materielle Schued vu Passagéier bekannt, deen duerch dësen Incident soll ervirgeruff gi sinn. Déi betraffe Passagéier kënne sech mat der Luxair a Verbindung setzen, fir méi Informatiounen ze kréien. Am Fall vu Verdacht op „phishing" kann och ëmmer op d'Initiativ „BEE SECURE" vun der Regierung zeréckgegraff ginn, déi ee séchere Gebrauch vun den digitalen Technologië promovéiert an och iwwer eng Helpline verfüügt.

Doriwwer eraus geréiert d'Regierung net den deegleche Betrib vun der kommerzieller Gesellschaft Luxair SA.

**Maison de répit pour jeunes au Luxembourg** | Question **8244** (21/08/2023) de **M. André Bauler** | **M. Gilles Baum** (DP)

Dans certains pays européens, tels l'Allemagne et la France, des maisons de répit accueillent temporairement des parents dont les enfants, adolescents et jeunes adultes sont atteints d'une maladie sévère. Dans de telles structures, l'hébergement peut se faire soit de façon ponctuelle, soit de manière régulière, et cela à partir d'un diagnostic de maladie grave, y compris les périodes d'aggravation. L'hébergement peut répondre également à des situations d'urgence et assurer, le cas échéant, un accompagnement en fin de vie.

Ces maisons, qui portent le titre de « Kinder-Hospiz » en Allemagne, accueillent donc les jeunes et leurs aidants familiaux. Il s'agit aussi de venir en aide aux parents, de les soulager et de les conseiller selon leurs besoins. À noter aussi que les familles concernées peuvent être prises en charge au-delà de la mort de leur enfant.

Au Luxembourg, il n'existe pas de telle structure à l'heure qu'il est. Comme la population va croissant, il s'avère recommandable, voire indispensable de réfléchir à la création d'une maison de répit pour jeunes âgés de 0 à 27 ans. Une telle institution pourrait former un lieu de pause, de conseil, d'information voire de formation pour les membres de famille, les aidants et des professionnels de santé.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre aurait-elle déjà organisé des échanges de vues avec des spécialistes en la matière afin de discuter le concept d'une maison de répit pour jeunes au Luxembourg et de déterminer des sites potentiels pour implanter une telle structure ?

2) Dans l'affirmative, quelles en ont été les conclusions ?

3) Le Ministère de la Santé dispose-t-il de statistiques concernant le nombre de jeunes (enfants, adolescents et jeunes adultes) qui sont actuellement confrontés à des maladies graves si bien qu'il est recommandable de les soigner et de les accompagner, ensemble avec leurs parents et aidants, dans une maison de répit ?

4) Comment le financement d'une telle maison pourrait-il être assuré ? Quelles sont les aides publiques qui pourraient être octroyées dans ce contexte ?

**Réponse** (08/11/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) et 2) Le Plan national « fin de vie et soins palliatifs 2023-2026 » élaboré par un groupe de travail sous la guidance du Directeur de la santé et approuvé par le Conseil de Gouvernement fin juillet 2023 prévoit en effet à l'objectif 4.4. la mise en place d'une structure de répit, et précise notamment :

« Le concept de maison de répit est basé sur le concept allemand du Kinderhospiz et de celui des maisons de répits françaises et belges, qui assurent des soins palliatifs pédiatriques et proposent des accueils ambulatoires et stationnaires, selon les besoins des enfants et/ou de leurs familles. Les familles ayant un enfant en soins palliatifs avec des soins parfois continus à domicile, sont confrontées à des charges intenses et prolongées (p. ex. les prises en charge médico-thérapeutiques, incertitudes, expériences d'insécurité émotionnelle, ...) qui peuvent conduire à l'épuisement psychique et/ou physique. Ainsi une structure de répit au Luxembourg permettrait de donner un moment de répit à l'enfant malade, aux parents et à la fratrie (qui ne doit pas être oubliée lors de l'accompagnement de l'enfant malade). Un projet de maison de répit élaboré par l'ASBL « Pour une Parenthèse » et intitulé « Une maison de répit pour enfants et adolescents en soins palliatifs et leurs familles au Luxembourg » peut servir de référence. »

ad 3) Le Ministère de la Santé ne dispose pas de statistiques précises sur le nombre de jeunes qui sont confrontés à des maladies graves et qui pourraient bénéficier d'une telle structure. Les jeunes concernés seraient essentiellement des patients oncologiques ou souffrant de maladies rares à évolution défavorable. Même si leur nombre est probablement limité, une structure d'accueil de ce type se justifie certainement.

Dans le contexte de l'implémentation du plan national, un groupe de travail dédié à cet objectif devra être constitué avec la mission de développer un concept détaillé d'une telle structure. Ce concept sera alors à valider par le Conseil de Gouvernement.

ad 4) Le financement d'une telle maison pourrait s'imaginer dans le cadre d'une adaptation de la loi hospitalière en lui accordant le statut d'un établissement hospitalier, à l'instar de la maison Omega 90. Alternativement, un financement entièrement pris en charge par l'État serait aussi envisageable, en fonction du concept final à valider par le futur Gouvernement.

**Offre publique du LNS** | Question **8245** (21/08/2023) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

2019 hat de Laboratoire national de santé (LNS) am Zesummenhang mat dem informateschen Helpdesk eng ëffentlech Ausschreiwung gemaach. Den Zouschlag krut deemools d'Firma „Abakus-IT-Solutions". Fir de prakteschen Oflaf vun der Ausschreiwung hat den LNS op en externe Beroder zréckgegraff. Dëse Beroder soll laut dem Onlineportal „Reporter" um Text vun der „offre publique" matgeschriwwen hunn an och um Auswielverfare bedeelegt gewiescht sinn. Weider heescht et am Artikel, de Beroder hätt vun Ufank un eng Präferenz fir d'Firma Abakus gehat an hätt sech mam Direkter iwwert d'Offer ausgetosch. Mëttlerweil soll den LNS selwer eng Untersuchung gemaach hunn.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

– Kann d'Regierung confirméieren, datt den externe Beroder vum LNS 2019 d'Offer vun der Firma „Abakus-IT-Solutions" mam Direkter vun der Entreprise ofgeschwat huet?
• Wa jo, wat fir Konsequenze wäert dës Ofsprooch hunn?
• Gëtt d'Firma „Abakus-IT-Solutions" vun der neier Ausschreiwung, déi virun zwou Wochen ausgelaf ass, ausgeschloss?
– Aus wat fir Grënn ass 2019 bei der Ausschreiwung op en externe Beroder zréckgegraff ginn?
• Wéi vill hunn d'Servicer vum externe Beroder kascht?
• Goufen 2019 3 Offeren ugefrot?
• Wéi eng Moossnamen huet den LNS 2019 ergraff fir sécherzestellen, datt keen Interessekonflikt beim externe Beroder géif virleien?

– Kann d'Regierung confirméieren, datt den LNS selwer am Kontext vun der Ausschreiwung vun 2019 eng Untersuchung an d'Weeër geleet huet?
• Wa jo, wat koum bei der Untersuchung eraus?
• Wat huet den LNS beweegt, fir haut eng Untersuchung zur Ausschreiwung vun 2019 ze maachen?

– Wéi vill Ausschreiwungen huet den LNS iwwer déi lescht 5 Joer gemaach a wéi vill goufen der vun externe Beroder begleet?

– Gëtt et Richtlinnen, wéini en externe Beroder kann ageschalt ginn?
• Wa jo, sinn déi an all Fall agehale ginn?
• Wann nee, firwat goufen se net agehalen?

– Ass bei der aktueller Ausschreiwung op déi fréier Ausschreiwung zeréckgegraff ginn?
• Wa jo, wëll den LNS un der aktueller Ausschreiwung festhalen oder gëtt dru geduecht, fir se ze annuléieren an eng nei ze lancéieren?

– Wat wëllt d'Regierung maachen, fir Ofsprooche bei ëffentlechen Ausschreiwungen an Zukunft ze verhënneren?

**Réponse** (07/11/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Am Joer 2019 huet de Laboratoire national de santé (LNS) sech vun engem externe Consultant begleede gelooss wéinst senge spezielle Kompetenzen am Beräich „marchés publics". Dëse Kontrakt war bei 12.000 EUR plafonéiert[3].

2023 huet dee selwechte Beroder den LNS nach emol begleet am Kader vum Renouvellement vun dësem Marché public.

De 26. Juli 2023 huet ee Journalist ee potentiellen Interessekonflikt gemellt am Zesummenhang mam „Service Desk" vum LNS, wouropshin an de Méint August a September 2023 eng intern Enquête duerchgefouert gouf, déi erginn huet, dass dee Consultant un der Finalisatioun vun der Offer vun Abakus fir de Marché public vun 2019 matgeschafft huet. Dee concernéierte Consultant huet schréftlech deklaréiert, keng intern a confidentiel Informatioune weiderginn ze hunn, déi d'Offere vun Abakus an iergendenger Form beaflosst hätten. Den LNS hat dës Informatiounen net zur Verfügung an Abakus konnt deemno fir 2023 net vum Marché public ecartéiert ginn.

Den LNS ass der Meenung, dass de concernéierte Beroder seng Kontakter zu Abakus hätt misse vun Ufank u matdeelen, an net réischt 2023. Dat selwecht gëllt och fir Abakus. Säit engem Joer mécht den LNS eng strukturéiert Kontroll betreffend e méiglechen Interessekonflikt tëschent de jeeweilege bedeelegte Firmen u Marchéen.

Et sief nach erwäänt, dass, nodeems all d'Offeren ausgewäert goufen, Abakus de Marché public net attribuéiert krut.

**Réforme du service « Adapto »** | Question **8247** (22/08/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Säit Laangem ass bekannt, datt et beim Adapto-Service ëmmer rëm schwéier Probleemer gëtt. Nodeems

[3] Un montant inférieur au seuil d'exigence de trois offres (conformément à l'article 20 (1) a) (livre I) de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics).

eng Adapto-Reform koum, déi de Service verbessere sollt, krut eng Petitioun (N° 2749), déi sech mat enger Rei Mängel beschäftegt huet, bannent dräi Deeg déi néideg Ënnerschréften. Kritiséiert gouf zum Beispill, datt nei Busser bestallt, an an de Betrib komm sinn, déi net behënnertegerecht wieren. Et sinn och puer Fäll bekannt, wou Leit, déi blann sinn an e Servicehond dobäi haten, de Begleethond net mathuelen duerften.

De Lëtzebuerger Konsumenteschutz (ULC) hat den 18. Abrëll an enger Pressematdeelung eng Rei Propose virgestallt, déi den Adapto-Service verbessere sollen. Generell soll de System an d'Kommunikatioun tëschent der Uruffzentral, dem Client an dem Chauffeur verbessert ginn. Weider goufe kloer Krittären etabléiert, fir eng Adapto-Kaart ze erhalen, oder verweigert ze kréien.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Mobilitéitsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi huet den Här Mobilitéitsminister vir, fir op déi Kriticken ze reagéieren?

2. Gouf eng Analys vun der Reform schonn an d'Weeër geleet? Wa jo, wat fir eng Verbesserunge si virgesinn? Wann nee, firwat net?

3. Wéi sinn d'Reegele vum Adapto aktuell fir Leit, déi eng Begleetpersoun oder e Begleethond brauchen? Ass den Här Minister och der Meenung, datt et muss méiglech sinn, speziell fir Leit mat enger Behënnerung kënnen eng Begleetpersoun oder e Begleethond am Adapto matzehuelen?

4. D'ULC fuerdert, datt de System an d'Kommunikatioun tëschent der Uruffzentral, dem Chauffeur an dem Client verbessert sollte ginn. Sinn Initiativen um Lafen, fir de System an d'Kommunikatioun ze verbesseren a falls jo, vu wéini u sollen dës Moossnamen sech am Fonctionnement vum Service bemierkbar maachen?

**Réponse** (16/10/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierten huet Froen iwwer den Adapto-Transport an d'Adapto-Bussen.

Zu de Bussen ass ze soen, datt et verschidden Zorte Gefierer gëtt, déi agesat ginn, mat spezifeschen Ekipementer wéi Rampen oder Hebebünen, déi néideg sinn, fir Persounen am Rollstull kënnen opzehuelen, mee net all Notzer vum Adapto huet de Rollstull, dofir ginn och Gefierer agesat ouni Rampen oder Hebebünen.

Meng Servicer reagéieren op all Ufro, Reklamatioun oder Suggestioun, déi un si erugedroe ginn. Bis haut ass den ULC mat senge Kriticken net un de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten erugetrueden. Wat d'Krittären ugeet, fir eng Adapto-Kaart ze kréien, verweisen ech op déi entspriechend Informatiounen adapto.lu a guichet.lu an doriwwer eraus op de Gesetzesprojet 8005 iwwer de spezifeschen Transport.

Et gouf keng extra Analys vun der Reform an d`Weeër geleet. Déi lescht Reform huet offensichtlech eng ganz Rei Verbesserunge bedeit, a virun allem mat sech bruecht, dass d'Unzuel vun de Benotzer ganz staark geklommen ass, wat ënner Beweis stellt, wéi néideg an awer och attraktiv den Adapto ass.

Esou ass tëschent 2019 (dat Joer virun der Reform) an 2022 d'Effizienz vum zentraliséierte System bewise ginn, well d'Unzuel vun den transportéierte Persoune staark an d'Luucht goung, ouni datt d'Käschten zougeholl hätten, am Géigendeel:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Verbesserunge koumen och mat der Reform; ech erënneren drun, dass Follgendes eréischt duerch d'Reform iwwerhaapt méiglech war:

– dem Notzer konnt eng App zur Verfügung gestallt ginn,
– d'Notzer kënne mat der App hir Buchunge selwer maachen oder stornéieren,
– d'Notzer kënnen de Bus an Echtzäit suivéieren,
– den Notzer kann de Chauffer uruffen an ëmgedréint,
– eng Telefonszentral ass ronderëm d'Auer erreechbar, souguer wann eng Urgence ass,
– owes gëtt de Service eng Stonn méi spéit ugebueden.

Natierlech ass et erstriewenswäert, de Service weiderhin ze verbesseren, respektiv bei punktuelle Problemer den Ursaachen nozegoen, fir datt déi an Zukunft net méi virkommen.

Den honorabelen Deputéierte freet no den aktuelle Reegele betreffend eng Begleetpersoun oder e Begleethond. Ech erënneren drun, dass d'Notzungsbedéngunge vum Adapto ënnert där entspriechender Rubrick op mobiliteit.lu oder um Formular op guichet.lu ze fanne sinn. Et war an ass ëmmer eng Begleetpersoun erlaabt. Wa laut Certificat médical eng Begleetpersoun onerlässlech ass oder eng ze staark Orientatiounsbeanträchtegung besteet, ass eng Begleetpersoun obligatoresch. Dëst ass eng wichteg Mesure, fir d'Sécherheet ze garantéieren. Weiderhin ass et och erlaabt, en Hond oder Blannenhond matzehuelen.

Den honorabelen Deputéierte werft dann de Beräich Kommunikatioun tëschent Telefonszentral, dem Chauffer an dem Client op, an deem awer vill geschitt ass an dee wier, wéi uewe gesot, ouni Reform net méiglech gewiescht:

De Callcenter vu mobilitéit.lu steet bei all Fro oder Problemer wärend enger Faart oder mat engem Client fir all Adapto-Chauffer zu Verfügung. D'Chaufferen hunn dofir och eng prioritär an direkt Linn zu Verfügung. De Chauffer huet och d'Méiglechkeet, selwer direkt iwwert seng Tablett den Notzer ze kontaktéieren, zum Beispill bei gréissere Perturbatiounen. Owes den Dag viru senger Faart, kritt de Client per SMS eng Notifikatioun mam Recapitulatif vu senger Buchung. Derbäi kritt hien nach eng SMS, wann de Bus ukomm ass.

Ausserhalb den Ëffnungszäite vum Callcenter iwwerhélt d'Leetstell vun der Verwaltung fir ëffentlechen Transport eng Permanence fir all urgent Fro souwuel vu Chaufferssäit wéi och vum Client senger Säit. D'Kommunikatioun ënnert de verschiddene Servicer souwéi mat den Notzer funktionéiert gutt.

Ausserdeem ass virgesinn, fir Push-Notifikatioune fräizeschalten.

**Situation du commissariat de police « Place de la Gare » à Luxembourg** | Question **8248** (22/08/2023) de **M. Léon Gloden** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

Wéi aus der éischter an der zweeter Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8234 ervirgeet, war d'Police-Kommissariat op der Garer Plaz effektiv an der Nuecht vum 11. op den 12. August 2023 formell zou. De Manque un néidegem Effectif u Poliziste gëtt an der Äntwert erklärt mat enger „série d'absences imprévsibles", obwuel et sech hei net nëmmen ëm Krankeschäiner gehandelt huet, mee och ëm Polizisten, déi juristesch poursuivéiert ginn. Deemno hunn am Garer Policebüro 4 Polizisten hir Waffe missen ofginn a sëtzen aktuell an Untersuchungshaft. Eisen Informatiounen no gëtt et och op enger Rei anere Police-Kommissariater duerch d'Land aktuell eng Partie Krankschreiwungen.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

– Wéi vill Poliziste sinn aktuell um Police-Kommissariat op der Garer Plaz am Déngscht?
• Geet dës Unzuel duer, fir dass d'Kommissariat onofhängeg a voll operationell ass?

– Kann de Minister confirméieren, dass op anere Police-Kommissariater och Krankmeldunge gewiescht si respektiv nach sinn?
• Ëm wéi eng Kommissariater handelt et sech genau?
• Sinn déi betraffe Police-Kommissariater trotzdeem déi ganzen Zäit voll funktiounsfäeg gewiescht?

– Kann de Minister eis Informatiounen iwwert déi eventuell Ursaache fir dës Krankmeldunge ginn?

– Ass et richteg, dass elo eng Rei Poliziste vum Garer Police-Kommissariat op aner Kommissariater sollen transferéiert ginn? Wa jo, wat sinn d'Grënn heifir?

**Réponse** (22/09/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

– Virop muss hei präziséiert ginn, dass de d'Police op der Gare keng eegestänneg Entitéit ass an dofir kann déi Entitéit ni „onofhängeg" a „voll operationell" sinn. Et ass e Sous-ensemble vum C3R Lëtzebuerg um Verluerekascht (commissariat à trois roulements), wat bedeit, dass z. B. de Chef d'unité vun deem C3R Lëtzebuerg och de Chef d'unité vun där Grupp op der Gare ass.

De Grupp Gare zielt 32 Memberen: 30 Polizisten an 2 Beamtinnen aus dem Zivillkader (Stand 1.9.2023). Dës Zuel ka variéieren, well dës Agenten op Schichten agedeelt sinn an et ëmmer kann zu Krankmeldunge kommen, esou wéi dat bei all Police-Unitéit de Fall ass.

Aktuell gëtt et effektiv bei der Entitéit Gare 4 imprevisibel Ausfäll, déi warscheinlech längerfristeg sinn, mee déi awer amgaange sinn, duerch eng Note d'appel aux candidatures kompenséiert ze ginn.

Et muss op dëser Plaz rappelléiert ginn, dass d'Police national an homogeen organiséiert ass. Dank dëser Organisatioun si primär Interventiounen a proaktiv Missiounen assuréiert, wei de Service um Bierger (besonnesch a sensibelen Zonen), an dat och am Fall vun engem plëtzlechen Ausfall vu 4 Agenten an engem Sous-ensemble.

Et gëtt eng staark Zesummenaarbecht um operationellen Niveau mat weidere Kommissariater aus der Regioun Capitale an der Unité de garde et d'appui opérationnel (UGAO), wouduerch déi aktuell Ausfäll an der Zon kompenséiert sinn.

– Krankmeldunge kommen op sämtlechen Unitéiten a Servicer vir. Déi betraffe Kommissariater si gréisstendeels voll funktiounsfäeg. Wann dat ausnamsweis mol net de Fall war, wéi zum Beispill wärend der Covid-19-Pandemie, dann huet d'Police déi néideg Mesure geholl, fir trotzdeem hiren Aufgaben nozekommen. Informatiounen zu den Ursaache vu Krankmeldunge ginn net un de Policeminister weidergeleet.

– Aktuell ass et fir de Fonctionnement net noutwenneg an net geplangt, fir déi Poliziste vum Grupp Gare (C3R Lëtzebuerg) op déi aner Gruppen ze transferéieren oder dëse Grupp anescht ze organiséieren. Et kann allerdéngs sinn, dass Beamten aus aarbechtsrechtlechen/medezinnesche Grënn mussen op aner Unitéiten transferéiert ginn. Dës ginn dann erëm ersat. Dat gëllt prinzipiell fir all operationell Unitéit an der Police.

Generell sinn Transferte méiglech an d'Grënn heifir kënne ganz verschidde sinn. All Fäll ginn eenzel

analyséiert. Sou ass beispillsweis ee Wiessel am Kader vum Artikel 6 vum Staatsbeamtestatut denkbar, sief et op perséinleche Wonsch vum betraffene Polizist oder op Basis vum Intérêt de service. Des Weidere kann eng eventuell Inaptitude laut Artikel 32 vum Staatsbeamtestatut zum Droe kommen, falls d'Gesondheet vun engem Beamten a Gefor ass.

**Pratiques douteuses au commissariat de police « Place de la Gare » à Luxembourg** | Question **8249** (22/08/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am „Lëtzebuerger Wort"-Artikel „Fragwürdige Vorgänge in der Bahnhofswache" a laut Recherche vun der Zeitung „Quotidien" gëtt et an dem Kommissariat op der Gare ee Verdéngschtsystem, no deem jonk Polizist:innen sech fir d'éischt emol beweise mussen, ier se vun hire Superieure respektéiert ginn. Et géif ee bei minus 10 Punkten ufänken a misst sech da mat „mutigen Taten" de Respekt vun anere verdéngen, esou d'Recherchen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Fro stellen:

– Huet de Minister Kenntnis iwwert esou Praktiken?
Wa jo, wat wëll e géint dës ënnerhuelen?
Falls nee, wei konnt esou eppes onentdeckt bleiwen?
Falls nee, wäert een de Resultater vun de Recherchë vun de Journalisten nogoen?

**Réponse** (22/09/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Am Moment sinn Enquêtes pénales amgaangen, déi ënnert der Leedung vun den Autorités judiciaires, vum Kontrollorgan vun der Police duerchgefouert ginn. Sollten an deem Kader Irregularitéite betreffend de Fonctionnement vum betraffene Kommissariat festgestallt ginn, wäert d'IGP déi néideg Schrëtter ënnerhuelen.

**Agréments pour gérer des logements thérapeutiques** | Question **8250** (23/08/2023) de **M. Gusty Graas** | **M. Gilles Baum** (DP)

La Société luxembourgeoise de psychiatrie, pédopsychiatrie et psychothérapie a récemment publié un communiqué de presse dans lequel il fait état de rumeurs selon lesquelles le Ministère de la Santé étudierait la possibilité « de délivrer des agréments pour gérer des logements thérapeutiques destinés à accueillir des personnes vulnérables à des sociétés commerciales alors que la psychiatrie extrahospitalière conventionnée à but non lucratif a pu développer un modèle de prise en charge pluridisciplinaire ambulatoire depuis plus d'un demi-siècle ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre, est-il vrai que le Ministère de la Santé a l'intention de délivrer des agréments pour la gestion de logements thérapeutiques à des sociétés commerciales ? Dans l'affirmative, pour quelles raisons a-t-il été décidé d'emprunter cette voie, qui peut être considérée comme une commercialisation de la médecine ?

2) Madame la Ministre, n'est-elle pas d'avis qu'il serait plus judicieux de soutenir la psychiatrie extrahospitalière conventionnée, qui s'est jusqu'à présent occupée de la prise en charge, avec des moyens supplémentaires ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

**Réponse** (16/10/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) La loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique établit le cadre et les modalités de délivrance des agréments pour la gestion de logements thérapeutiques. L'article 1er dans son alinéa 3 précise que « l'agrément est obligatoire tant pour les personnes physiques que pour les personnes morales de droit privé et de droit public ». Le législateur a donc souhaité couvrir tout type d'acteur pour permettre de répondre aux différents besoins de la population entière.

À noter que jusqu'à présent, les dossiers d'agréments relevant des compétences du Ministère de la Santé ont été déposés uniquement par des ASBL.

ad 2) Comme la loi précitée permet à tout acteur de requérir un agrément, le Ministère de la Santé ne peut pas privilégier un acteur par rapport à un autre, mais est tenu d'analyser chaque demande introduite en vérifiant si les conditions imposées par la loi sont remplies.

**Campagne de maintenance et de nettoyage des tunnels autoroutiers** | Question **8251** (23/08/2023) de **Mme Diane Adehm** | **Mme Martine Hansen** (CSV)

Wéi RTL-Lëtzebuerg an engem Artikel vum 22. August 2023 schreift, ginn d'Tunnelle Gousselerbierg a Grouft déi nächst Wochen nees temporär zougemaach. Vu Mëtt Juli bis Mëtt August war den Tunnel Gousselerbierg a Richtung Echangeur Luerenzweiler fir den Trafick zou. Zënter Mëtt August gëtt am Tüb a Richtung Schëndels geschafft an de Verkéier leeft bidirektional a Richtung Luerenzweiler. Ausserdeem ass bis an den Agang vum Tunnel Grouft Tempo 50 an de ganze Chantier soll nach bis Mëtt September daueren. Dobäi kënnt, dass vun der Stad a Richtung Norden am Tunnel Grouft eng Temporeduzéierung vun 90 op 70 ass, obwuel do net geschafft gëtt. Elo huet de Ministère wësse gedoen, dass vum 28. August 2023 un nees Maintenance- a Botzaarbechten an diversen Tunnellen uechter d'Land sinn, dorënner ënner anerem d'Tunnelle Gousselerbierg, Grouft, Markusbierg, Péiteng a Biff. Den Tunnel Gousselerbierg, souwéi eng Partie anerer wieren also op en Neits gespaart.

An dësem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Aus wéi enge Grënn gëtt an deenen Tunnellen, wou aktuell Aarbechte stattfannen, net vum Chantier respektiv der Spärung profitéiert, fir an engems d'Maintenance- a Botzaarbechten ze maachen?

**Réponse** (04/10/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Aarbechten am Tunnel Gousselerbierg waren Aarbechten, déi iwwert de Kader vun den normale Maintenancen erausgaange sinn. D'Aarbechte si mëttlerweil ofgeschloss an hu vum 14. Juli bis den 12. September 2023 gedauert.

Parallell zu all deenen Aarbechten, déi wärend dëser Period gemaach goufen, ewéi och schonn a menger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8236 vum Här Deputéierten André Bauler beschriwwen, gouf och vun der Spärung profitéiert, fir d'Maintenance vum Tunnel Gousselerbierg, déi vum 11. bis den 12. September 2023 geplangt war, matzemaachen.

**Prix du permis de conduire** | Question **8252** (23/08/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

An senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 8164 zum Taux d'échec am praktesche Fürerschäinsexame confirméiert de Minister fir Mobilitéit, dass sech dësen aktuell bei ronn 52 % agependelt huet, an iwwert déi lescht 10 Joer konstant an d'Luucht gaangen ass. Dofir soll an Zukunft „de Fokus an der Ausbildung op de sougenannte, risk awareness' geluecht ginn. Fir insgesamt déi jonk Chauffere besser op d'Erausfuerderunge vum moderne Verkéier virbereeden ze kënnen, misst een eventuell bei enger Reform vum Apprentissage driwwer nodenken, fir d'Zuel vun den obligatoresche Stonnen an d'Luucht ze setzen, fir esou dann och den Taux d'échec erofzekréien."

Ausserdeem gëtt an der Äntwert een ongläiche Verglach gemaach tëscht dem duerchschnëttleche Präis fir de Fürerschäin zu Lëtzebuerg an dem Präis am Ausland. Zu Lëtzebuerg bezilt een am Duerchschnëtt 1.600 EUR fir eleng 16 praktesch Fuerstonnen an d'Theorie. Am Fall vun engem Echec kommen nach emol ronn 750 EUR dobäi. An der Belsch kascht de Fürerschäin 1.700 EUR, alles abegraff mat duerchschnëttlech 20 Fuerstonnen an a Frankräich läit ee bei engem Duerchschnëttspräis vun 1.800 EUR, dat awer fir 35 Fuerstonnen. An eisen Nopeschlänner ginn deemno méi praktesch Virbereedungsstonnen ugebuede fir den ongefeier gläiche Präis.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Wéi eng konkreet Mesurë gesäit de Minister vir, fir „de Fokus an der Ausbildung op de sougenannte ‚risk awareness'" ze leeën?

– Firwat sinn d'Präisser fir eng Fuerstonn zu Lëtzebuerg sou exponentiell méi héich wéi an eisen Nopeschlänner?
• Wéi steet Lëtzebuerg am EU-Verglach do a punkto Präis fir eng Fuerstonn?
• Wéi kéinten d'Leit nach besser op de praktesche Fürerschäinsexame virbereet ginn, ouni datt et méi deier gëtt?

– Ass de Minister net der Meenung, dass doduerch, dass vill Leit beim éischte Versuch vum prakteschen Examen duerchfalen, d'Präisdifferenz par rapport zum Ausland ëmmer méi grouss gëtt an d'Leit sech de Fürerschäin net méi leeschte kënnen?

– Firwat gëtt et zu Lëtzebuerg kee Gesamtpräis, wou extra Fuerstonnen abegraff wiere fir de Fall, wou een de Praxisexamen net beim éischte Versuch packt?

**Réponse** (26/09/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stellt sech eng Rei Froen am Zesummenhang am Kader vun der Führerschäinsausbildung.

Wat de sougenannte „risk awareness" betrëfft, esou soll an der Ausbildung nach méi wéi bis elo schonn, souwuel an der theoreetescher wéi och an der praktescher, awer och nach dono an de Coursë vum CFC (Colmar a Suessem), esou wéi den Numm et seet, de Kandidate bäibruecht ginn, fir geféierlech Situatioune schonn am Viraus besser kënnen ze erkennen an deementspriechend och reagéieren ze kënnen. D'Komplexitéit vum moderne Verkéier verlaangt vun de Kandidaten e gewëssent Virausdenken an och déi richteg Aschätzung vu Verkéierssituatiounen. All dëst soll verstäerkt mam Kandidat geübt ginn. Eng heirop ausgeriichten Ausbildung léiert de Kandidat och, de Verkéier insgesamt besser ze verstoen, an dat féiert och zu enger besserer Maîtrise vum Gefier, wat sech dann och op den Taux d'échec wäert auswierken.

Wat de Präis vum Führerschäin ugeet, esou ass e Verglach mam Ausland, wat déi eenzel Präisser ugeet,

schwiereg. Fir d'éischt sief emol dorops higewisen, dass déi Präisser, déi als Beispill a menger Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nr. 8164 de Gesamtpräis vun engem Führerschäin an deene verschiddene Länner war, also souwuel den theoreetesche wéi och de prakteschen Deel vun der Ausbildung beinhalten. E Réckschloss op déi eenzel Präisser fir déi praktesch Stonnen ass soumat net méiglech. Dobäi kënnt nach, dass d'Tariffer vun de Fahrstonnen an dëse Länner net reglementéiert sinn. Et handelt sech also ëm Duerchschnëttspräisser, déi jee no Fahrschoul a souguer der Plaz vun der Fahrschoul staark variéiere kënnen. A Frankräich zum Beispill sinn d'Fahrstonnen an de Stied an der Reegel méi deier wéi d'Fahrstonnen a ländleche Géigenden.

Laut der franséischer Konsumenteschutzorganisatioun UFC-Que Choisir ware bei enger Enquête aus dem Joer 2016 d'Präisser vum Führerschäin zu Paräis mat 2.140 EUR am deiersten, an am Territoire de Belfort mat 1.468 EUR am gënschtegsten. Déi national Moyenne fir Frankräich loung deemools, opgrond vun der realiséierter Enquête bei 1.374 Fahrschoulen, bei 1.804 EUR. UFC-Que Choisir huet drop higewisen, dass et ganz ënnerschiddlech jee no Regioun ass, wéi vill Fahrstonnen d'Kandidaten tatsächlech geholl hunn. Net all hu 35 Stonne gebraucht – just 20 Stonne waren obligatoresch – , fir de Führerschäin ze packen.

Am Joer 2022 loung a Frankräich den Taux de réussite global bei de Führerschäinsexamen (Épreuves du permis B) bei 56,8 %. Dëst ass tendenziell méi niddereg wéi zu Lëtzebuerg. D'Qualitéit vun enger Ausbildung kann deemno, opgrond vun deem Beispill aus Frankräich, och net un der Unzuel vun de Fahrstonnen an der Fahrschoul gemooss ginn.

Wat de Präis vun de Fahrstonnen zu Lëtzebuerg ugeet, esou waren dës bis 2011 staatlech reguléiert, wat awer vun der deemoleger CSV-LSAP-Regierung ofgeschaaft ginn ass, esou dass d'Präisser fir d'Fahrstonnen haut vun de Fahrschoule selwer festgeluecht kënne ginn, also nom Prinzipp vum fräie Marché. De Staat huet säitdeem keen Afloss méi op d'Präisser vun de Fahrstonnen.

Doriwwer eraus ass en einfache Verglach vu Präisser vu Fahrstonne mat dem Ausland schwiereg, well een och hei déi ënnerschiddlech Liewenshaltungskäschte vun deene jeeweilege Länner misst mat abezéien, grad wéi och déi ënnerschiddlech Sozialkäschten a Gehaltsstrukturen. All dëst mécht en 1-1-Verglach vu Präisser fir Fahrstonnen onméiglech.

Kuckt een elo de Gesamtpräis, wat de Führerschäi kascht, esou läit Lëtzebuerg verglach mat eisen Nopeschlänner an der Mëtt. An och hei hänkt et dovunner of, ob de Kandidat den Examen direkt packt (souwuel Theorie wéi och Praxis) a wéi vill Stonnen hien huele muss oder wëllt. Wéi an der normaler Schoul och, ass hei och all Kandidat verschidden. Munch Kandidate si schonn no der minimal virgeschriwwener Zuel vu Stonne prett fir an den Examen, anerer brauchen nach méi Stonnen, iert si prett sinn. Dat huet natierlech Auswierkungen op de Präis. Et ass dofir eng wichteg Aufgab vum jeeweilege Fahrlehrer fir ze jugéieren, ob e Kandidat prett fir an den Examen ass oder eeben nach net. Generell ass d'Ausbildung vun de Kandidaten e wichtege Krittär, fir d'Sécherheet op eise Stroossen ze verbesseren a fir d'Zil vun der „Vision Zero" ze erreechen. Et ass deemno wichteg, och wierklech nëmmen déi Kandidaten zum Stroosseverkéier zouzeloossen, déi och wierklech déi dozou néideg Fäegkeete geléiert hunn a beherrschen.

**Composition des collèges échevinaux** | Question **8253** (23/08/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An engem „Tageblatt"-Artikel vum 22. August steet ze liesen, dass d'Politick nach ëmmer haaptsächlech Männersaach wier a Fraen a Gemengen- oder Schäfferéit ënnerrepresentéiert sinn. Am Artikel gëtt och d'Beispill vu Miersch ugefouert, wou just eng eenzeg Fra an de Gemengerot gewielt gouf, obwuel 42 Prozent vun de Kandidaten, déi sech fir d'Gemengewalen opgestallt haten, Frae waren. Miersch ass awer net déi eenzeg Gemeng, wou manner Fraen am Gemengerot vertruede sinn an et stellt sech d'Fro, ob et och reng männlech Gemengen- oder Schäfferéit hei am Land gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Fro stellen:

– Wéi vill reng männlech Schäfferéit gëtt et aktuell hei am Land an ëm wéi eng Gemengen handelt et sech dobäi?

**Réponse** (24/08/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Nei vereedegt, reng männlech Schäfferéit gëtt et der 44 (Beckerich, Bettendorf, Bous-Waldbredimus, Clervaux, Consdorf, Diekirch, Differdange, Esch-sur-Alzette, Ettelbruck, Fischbach, Flaxweiler, Frisange, Goesdorf, Heffingen, Helperknapp, Junglinster, Kayl, Kehlen, Kiischpelt, Kopstal, Lenningen, Lintgen, Mersch, Mertert, Mertzig, Parc Hosingen, Préizerdaul, Reckange-sur-Mess, Rumelange, Saeul, Schengen, Schifflange, Schuttrange, Stadtbredimus, Steinsel, Troisvierges, Useldange, Vallée de l'Ernz, Vianden, Weiler-la-Tour, Weiswampach, Wincrange, Winseler a Wormeldange).

An deenen zwou Gemengen, an deenen den 11. Juni net gewielt ginn ass (Beaufort, Berdorf), huet aktuell d'Gemeng Beaufort och nach e reng männleche Schäfferot. Bei dësen zwou Gemenge muss een déi reportéiert Wale vum 8. Oktober nach ofwaarden.

**Arrêt de bus dans la localité de Bohey-Doncols** | Question **8254** (23/08/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Dans la localité de Bohey-Doncols (commune de Winseler), il n'existe actuellement pas d'arrêt de bus desservant la ligne de bus 130 (Ettelbruck–Bastogne). L'arrêt en question devrait être placé en effet à Bohey, point central entre les arrêts de Bras et de Knauf à Pommerloch (distants de quelque cinq km). L'installation d'un tel arrêt n'impacterait guère la durée du trajet Bastogne–Ettelbruck. De plus, il pourrait également desservir tout un quartier du village de Doncols et permettrait aux personnes habitant à Bohey-Doncols de pouvoir se déplacer plus facilement et en toute sécurité au centre commercial. L'installation d'un tel arrêt pourrait donc être réalisé sans aménagement particulier ni coûts supplémentaires – puisque l'arrêt scolaire est déjà existant.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre serait-il disposé à faire insérer, dans le cadre de la ligne 130, un arrêt de bus dans la localité de Bohey-Doncols afin de venir en aide aux habitants concernés ?

2) Combien de personnes utilisent régulièrement la ligne de bus 130 entre Ettelbruck et Bastogne ?

**Réponse** (11/10/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) L'ajout d'un arrêt supplémentaire à Bohey sur la ligne RGTR 130 n'est pas envisageable. Il est difficile de trouver un emplacement adapté pour un arrêt de bus, en particulier dans la direction de Wiltz vers Bastogne. En effet, cela impliquerait un détour considérable avec deux intersections complexes pour un autobus de ligne, notamment au carrefour Duerfstrooss-chemin des douaniers et à l'accès sur la N15.

La localité de Doncols est desservie par la ligne 144, offrant ainsi une liaison directe vers le centre commercial de Pommerlach et la ville de Wiltz.

ad 2) Sur la ligne 130, 78 % des courses sont actuellement équipées d'un comptage automatique de voyageurs (CAV). Ceci représente 9.228 courses exécutées en 2023. Depuis le 1er janvier 2023, 182.494 clients ont été dénombrés, soit une moyenne de 19,77 clients par trajet.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Publication des tests de l'INLL sur Internet** | Question **8255** (23/08/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Op Internet si Bicher opgedaucht, déi déi integral Texter vum Sproochenexame Lëtzebuergesch am INLL erëmginn an op eng aner Sprooch – an deem Fall, deen eis zu Ouere komm ass, ass dat Russesch – iwwersetzen. Wann et och international net onüblech ass, datt esou Tester oder Beispiller vun Examensfroe publizéiert ginn, dann ass awer hei festzehalen, datt dës Texter bis elo net offiziell publizéiert waren an datt déi Bicher also op Informatioune baséieren, déi sech aller Warscheinlechkeet no illegal beschaaft goufen.

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Kann den Här Minister dës Faite confirméieren?

2. Wa sech déi Texter effektiv illegal beschaaft goufen, huet den INLL oder den zoustännege Ministère eng Plainte gemaach?

3. Wéi eng Konsequenzen zitt de Ministère aus dësem Virgang, och am Hibléck op de Sproochenexamen?

4. Anscheinend freet den Auteur vun deene Bicher och nach „droits d'auteur". Sollten d'Texter illegal beschaaft gi sinn, wéi stellt sech de Ministère zu der Fro vun den „droits d'auteur"?

**Réponse** (17/11/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Et ass gewosst, datt esou Materialien an Internetsitten existéieren, an déi ginn natierlech och genau analyséiert.

Wéi am Gesetz definéiert, baséiert de sougenannte Sproochentest, deen Test, deen ee gepackt muss hunn, fir déi Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, op dem Niveau A2 fir de mëndlechen Ausdrock an dem Niveau B1 fir d'Héierverstoen. Den Institut national des langues Luxembourg (INLL) exekutéiert dës Tester fir de Ministère de la Justice.

De Contenu vun dësen Niveauen, also déi Saachen, déi ee sproochlech leeschte muss kënnen, fir esou een Niveau ze erreechen, sinn am Europäesche Referenzkader fir Sproochen definéiert an och fir all Mënsch zougänglech.

Déi Leit, déi sech also gewëssenhaft op deen Exame virbereeden, kennen d'Thematiken, déi op se duerkomme kënnen a riichten hir Virbereedung duerno aus. Et ass gewollt, datt d'Leit sech op dësen Examen, wéi och op all aneren Examen, virbereeden. Dofir huet z. B. och den INLL Beispiller vu méiglechen Examensfroen op sengem Internetsite.

An dësen Iwwerleeungen ass et dann och net aussergewéinlech, datt verschidde Sproocheschoulen um Internet oder och soss, d'Leit op dësen Test geziilt virbereeden. Dat ass legitimm, natierlech nëmmen esoulaang, wéi keen authentescht Material vum INLL, deen dësen Test jo ausschafft an och duerchféiert, agesat gëtt.

ad 2. Et ass effektiv esou, datt um Internet Opnamen aus esou engem offiziellen Test opgedaucht sinn. Et gouf direkt reagéiert an déi betraffen Opname goufen direkt aus dem Roulement vun den Tester erausgeholl. Och gouf eng Mise en demeure mat Undroung vu Plainte ausgesprach, well op deenen Opname Mataarbechter vum INLL ze héiere sinn, dat ouni deenen hiert Averständnis.

ad 3. Am INLL gouf eng nach méi grouss Aarbechtsgrupp geschaf, fir ëmmer méi Material auszeschaffen, an esou ëmmer méi verschidden Testversiounen esou séier wéi méiglech, asetzen ze kënnen.

Bei der Analys vun de Chifferen a Relatioun mam Sproochentest konnt net festgestallt ginn, datt, zanter der Apparitioun vun esou Offeren, fir präzis op de Sproochentest virbereet ze ginn, vill méi Leit e packen. Wa mer eis elo just déi lescht Joren ukucken, hunn am Schouljoer 2020/2021 63 % den Test gepackt, 2021/2022 waren et der 67 % an elo am leschte Schouljoer 2022/2023 och erëm 67 %. 2017/2018 waren et der awer nach 74 %.

ad 4. Beim Material, dat aktuell zirkuléiert an heemlech beschaaft gouf, stellt sech natierlech d'Fro vun den „droits d'auteur". Heizou kann ech äntweren, datt eng Expertis leeft an un engem Reglement geschafft gëtt, dat dës Rechter präziséiere wäert.

**Prévention suicide à l'école** | Question **8256** (23/08/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Viru Kuerzem ass eis zu Ouere komm, datt e Schüler bei engem Schoulausfluch versicht huet, sech d'Liewen ze huelen. D'Eltere vum Bouf goufen awer réischt den Dag dono vun der Schoulleedung iwwer dësen trageschen Zwëschefall informéiert.

Dës Tatsaach werft d'Fro op, ob et am Ëmgang mam Theema Suizid(versuch) an der Kommunikatioun doriwwer am schoulesche Milieu méiglech ass, fir Schüler fréizäiteg ze erkennen, déi vläicht an enger Kris stiechen an a Gefor sinn, ob geplangt oder als Kuerzschlussreaktioun, e Suizid(versuch) ze ënnerhuelen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Kann den Här Minister preziséieren, ob et Bestëmmunge gëtt, déi eng Schoul dozou verflichten, am Fall vun engem schlëmmen Zwëschefall, wéi z. B. engem Suizid(versuch), d'Eltere vum betreffende Schüler direkt doriwwer a Kenntnes ze setzen?

2. Am Artikel „Gerüstet gegen die Hilflosigkeit" („Reporter" vum 14. Februar 2022) konnt ee liesen: „François d'Onghia, der Leiter der Abteilung für Prävention und Information der, Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale', schätzt die Anzahl der Schulen, die sich auf diese Weise auf einen Ernstfall vorbereitet haben, auf nur ‚etwa ein halbes Dutzend'. Und auch jene Schulen, die Vertreter und Vertreterinnen zu den Fortbildungs- und Vorbereitungskursen seiner Vereinigung geschickt haben, kann der promovierte Psychologe an einer Hand abzählen. Dabei gibt es in Luxemburg insgesamt 37 staatliche Lyzeen, einige davon mit mehreren Standorten." Verfüügt den Här Minister iwwer aktuell Zuelen, wat Schoulen (Primaire a Secondaire) ugeet, déi sech, z. B duerch d'Opstelle vun enger speziell forméierter Ekipp, op en Eeschtfall virbereet hunn?

3. Wéi de Psychologieprofesser Claus Vögele am mentionéierten Artikel betount, ass e Suizid(versuch) vun engem Schüler „schrecklich, in den meisten Fällen aber auch schrecklich unnötig und vermeidbar". Dat implizéiert, datt dat schoulescht Personal optimal op dës Thematik virbereet gëtt. Wat huet de Schoulministère säit 2018 konkreet gemaach, fir dëst Zil ze erreechen?

4. Verfüügt den Här Minister iwwer Statistiken, wat d'Zuel vu Schülersuiziden a -suizidversich an de leschten zéng Joer ugeet? Wann nee, firwat gëtt et keng esou Statistiken?

**Réponse** (17/11/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Fir d'éischt wéilt ech ënnersträichen, datt meng Servicer keng Kenntnis hu vun deem Zwëschefall, deen Dir an dëser parlamentarescher Fro beschreift.

E Suizidversuch ass ëmmer en Ausdrock vu groussem psychologesche Leiden an et ass der Schoul hir Flicht, d'Wuelbefanne vun de Kanner an de Jonken am A ze behalen an ugepasst dorop ze reagéieren, dëst an der Zesummenaarbecht mat den Elteren an de mandatéierte Servicer.

De Partenariat tëscht den ënnerschiddlechen Acteure vun der Schoulcommunautéit ass deemno vun zentraler Bedeitung. D'Schouldirektioune stinn an enkem Kontakt mat den Elteren an informéieren se, wann et zu engem Tëschefall kënnt, deen hiert Kand betrëfft, oder wann eng Gefor fir d'Kand besteet, sief et an der Schoul oder wärend enger Aktivitéit, déi am schoulesche Kontext ugebuede gëtt. Wann e Jonken z. B. mat der Ambulanz an d'Klinick gefouert gëtt, informéiert d'Schouldirektioun d'Elteren doriwwer, a wéi eng Klinick de Jonken ageliwwert gouf. Do kréien d'Eltere vun deenen zoustännegen Experte méi Detailer iwwert den Zoustand vun hirem Kand mat allen noutwennegen Erklärungen.

Um Niveau vum Enseignement fondamental gëtt et eng spezialiséiert Ekipp fir all d'Membere vun der Schoulcommunautéit, d'Krisenteam (KIT). D'KIT ass ee Service, dee bei belaaschtende Situatioune ronderëm Noutfäll, Accidenter, Krankheet a Stierffäll an der Schoul kann intervenéieren. Intervenéieren heescht an dësem Zesummenhang, der Schoul konkreet zur Säit ze stoen an/oder d'Schoulacteuren ze beroden. Heibäi steet d'KIT esouwuel de Regionaldirektiounen, den Enseignanten, de Schüler wéi och den Elteren zur Verfügung. Fir d'Schoule besteet zousätzlech d'Méiglechkeet, eng Aféierung zum Theema „Noutfall- a Krisemanagement" an eng Presentatioun vum KIT schoulintern ze organiséieren.

Am Enseignement secondaire gëtt et zanter sëllege Jore Krisenteams, déi bei Fäll vu Suizid oder engem plëtzleche Stierffall aktivéiert ginn. Mëttlerweil läit d'Unzuel vun dësen operationellen Ekippen (Équipes de postvention EPV) bei 32 Lycéeën (Stand August 2023). 26 vun dëse Lycéeë konnte scho vun enger direkter Ënnerstëtzung a Form vu Formatioun a Coaching duerch de Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) oder der Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale profitéieren, sief et duerch eng Simulatioun vum Eeschtfall oder duerch Reuniounen an de jeeweilege Gebaier, wou d'Mise en place vun dësen Ekippe geplangt an duerchgefouert gouf.

Wärend dem gesamte Schouljoer gi reegelméisseg national Austauschtreffen tëschent dësen Ekippen organiséiert, mam Zil, den Echange an d'Expertis ënnert de Professionellen ze förderen. Bei dësen Austauschtreffe sinn all EPV-Coordinateuren aus de Lycéeë present.

Am Fall vun engem dramateschen Event am Schoulëmfeld (Accident, Doud, Suizid, ...), huet d'Schoul och d'Méiglechkeet, sech mam CePAS a Verbindung ze setzen, fir eng Ënnerstëtzung vum GAP bei der Organisatioun an der Ëmsetzung vun esou Gespréichsgruppen unzefroen.

Dëst sinn alles Moossname vun der Postventioun, déi awer ëmmer e präventive Charakter hunn, nämlech d'Acteure vun der Schoulcommunitéit ze stäerken, si an hirem Trauerprozess ze begleeden a virum sougenannte „Werther-Effekt" oder „Nachahmungseffekt" ze schützen.

D'Schafung vun engem neie sozioedukative Service (SSE), dee fir déi nidderschwelleg Jugendaarbecht an de Lycéeën zoustänneg ass, ass eng vun deene wichtegste Präventiounsmesuren, fir déi Jonk schonn am Virfeld ze erreechen.

Am spezifesche Kontext vun der Suizidpräventioun ginn an all Lycée Multiplicateure fir de „Premiers secours en santé mentale – PSSM" forméiert, déi ganz cibléiert d'Unzeechen an d'Risikofacteure bei de Jonken, awer och bei den Erwuessenen aus der Schoulcommunitéit erkennen an doropshin agéieren. Zil heibäi ass et, sou séier wéi méiglech dës Risikopersounen ze identifizéieren an hinne professionell Ënnerstëtzung unzebidden.

Duerch d'Ausbildung vun enger grousser Unzuel vu PSSM-Secouristen (bis dato ëm déi 500, wat ronn 10 % vum gesamte Personal aus de Lycéeën ausmécht), kréien déi Persounen, déi an emotionaler Nout sinn, d'Méiglechkeet, vun enger Uspriechpersoun identifizéiert a gehéiert ze ginn. Et geet dobäi och dorëms, den Tabu vun de mentale Gesondheetsproblemer ze verréngeren an d'Schoulgemeinschaft méi opmierksam ze maachen op déi psychologesch Schwieregkeeten, déi souwuel d'Schüler wéi och d'Aarbechtskolleege kënne begéinen.

Am Allgemenge kann ee soen, datt d'Grondschoulen an d'Lycéeën opgestallt sinn, sief et duerch d'Schafung vu Krisenekippen (Équipe de postvention EPV am Lycée bzw. Krisenteam KIT an der Grondschoul), sief et duerch déi eenzel Weiderbildungen oder Begleetmesuren, déi fir déi Professionell an déi Jonk ugebuede ginn.

Et läit net an den Attributioune vu menge Servicer, fir Suizidfäll ze repertoriéieren. De Ministère de la Santé ass fir dës Statistiken zoustänneg, des Weideren huet d'Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nr. 7247 vum November 2022 Prezisioune ginn.

**Habilitation de sécurité** | Question **8257** (23/08/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Am Kader vun den nationalen Enquêtes de sécurité gesinn déi international Standarde vir, dass et erfuerderlech ass, dass de SRE (Service de renseignement de l'État) an d'ANS (Autorité nationale de sécurité) Accès zu den Archives judiciaires souwéi vergläichbaren Dossiere vun der Police oder anere Sécherheetsdéngschter hunn.

Fir kënnen eng vollstänneg Sécherheetsiwwerpréiwung ze maachen an eng entspriechend Habilitation de sécurité auszestellen, steet an der Decisioun 2013/488/UE vum Conseil an der Annex 1 geschriwwen: „vérification des antécédents aux niveau national

et local: il convient de procéder à des vérifications dans des fichiers de sûreté et les casiers judiciaires, lorsque ces derniers existent, et/ou dans d'autres registres analogues des administrations ou de la police. Il convient de vérifier les fichiers des services répressifs dans le ressort desquels la personne a résidé ou travaillé." Och d'NATO gesäit an der Directive sur la sécurité concernant le personnel vum 25. November 2020 vir, dass d'Habilitation de sécurité, déi Accès op klassifizéiert Informatioune vum Niveau NC an NS gëtt, eng „vérification des dossiers nationaux et locaux – une vérification des dossiers des services de sécurité nationaux et des archives judiciaires centrales, si ces dernières existent, et/ou d'autres dossiers gouvernementaux et de police comparables, est effectuée" erfuerdert.

Aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8193 geet ervir: „Opgrond vun der sougenannter Affär casier bis, engem Audit vun der Generalinspektioun vun der Police (IGP) an engem Avis vun der nationaler Dateschutzkommissioun (CNPD) betreffend de Fichier central vun der Police huet de Procureur général d'État decidéiert, den Austausch vun Informatioune mat der ANS am August 2019 anzestellen a sech op den Envoi vum Bulletin 2 vum Casier judiciaire ze limitéieren, bis datt eng eventuell gesetzlech Upassung gemaach gëtt." Wat den Accès zu de Policedonnées ugeet, sou steet och do geschriwwen: „Déi Solutioun, déi aktuell en place ass, besteet an der Ëmsetzung vun der Loi modifiée du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière an Zesummenaarbecht mat der Police nom Recherchemodell hit/no hit, kritt awer keen Accès op d'Procès-verbaux a Rapporten. Den Traitement vun de perséinlechen Donnéeën duerch d'Police an d'ANS ënnerläit der Kontroll vun der CNPD."

Ausserdeem seet d'Regierung: „Wat den Accès op déi nominativ Datebank vun der Police betrëfft, gesäit d'Gesetz vun 2016 iwwert de SRE also keng Ännerungen an der Legislatioun am Verglach zum Gesetz vun 2004 vir." D'Gesetz vum Juli 2004 zur Organisatioun vum Service de renseignement de l'État huet awer bis 2016 geännert a gesäit elo notamment vir, dass d'Autorités judicaires et policiaires verflicht sinn, dem SRE an der ANS Donnéeën ze iwwermëttelen am Kader vun hire Missiounen.

Schlussendlech haten de SRE an d'ANS den Accès op d'PVen an d'Rapporte vun der Police souwéi op d'Archives judiciaires schliisslech nach am Joer 2013, wéi een am Bericht vun der Sëtzung vun der Kommissioun fir d'Enquête sur le Service de renseignement de l'État vum 10. September 2013 op der Säit 996 noliese kann.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Premierminister stellen:

1. Ass de Premierminister der Meenung, dass Lëtzebuerg déi international Virschrëften aus der Decisioun du Conseil 2013/488/UE an den NATO-Direktiven zur Informatiounssécherheet am Kader vun der Habilitatiounsprozedur an den associéierte Sécherheetskontrolle voll a ganz respektéiert?

2. Wéi steet Lëtzebuerg am internationale Verglach do betreffend d'Sécherheetskontrolle bei der Habilitatiounsprozedur?

3. Wéi vill Mataarbechter hunn aktuell eng gülteg Habilitatioun, déi virun dem 1. Oktober 2016 ausgestallt ginn ass?

4. Wéi kann de Premierminister veräntwerten, dass seng Administratioun zënter 2016 Habilitatiounen op Basis vun Enquêten ausstellt, déi et sengen eegenen Aussoen no net erlaben, festzestellen, ob den Demandeur all Garantië gëtt, fir esou eng Habilitatioun ze kréien?

– Wat heescht dat fir eis national Sécherheet a fir d'Sécherheet vun eisen internationale Partner?

**Réponse** (22/09/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1. a 4. D'Regierung verweist op hir detailléiert Äntwerte vum 16. August 2023 op d'parlamentaresch Froen Nr. 8193 an 8199 zum nämmlechte Sujet.

ad 2. D'Regierung ka sech net ëffentlech zu Sécherheetskontrolle bei der Habilitatiounsprozedur äusseren, déi vun anere Länner duerchgefouert ginn.

ad 3. All d'Mataarbechter vum SRE hunn aktuell eng gülteg Sécherheetshabilitatioun, onofhängeg vun hirem Ausstellungsdatum.

**Situation du commissariat de police « Place de la Gare » à Luxembourg** | Question **8258** (24/08/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Zënter e puer Woche suerge Virfäll an Entwécklunge ronderëm d'Police op der Stater Gare fir ganz vill Diskussiounen. Déi Polizisten, déi do hiren Déngscht fir eis Sécherheet leeschten, hunn et dacks mat ganz schwierege Situatiounen ze dinn. Wann et elo zu Virwërf géintiwwer eenzele Poliziste koum, déi um Garer Kommissariat schaffen, ass et sécher wichteg, fir am Interessi vun eisem Rechtsstaat d'Virfäll genee ze préiwen, opzeklären an, wann néideg, viru Geriicht ze bréngen. Et ass awer och wichteg, fir iwwer déi Manéier nozedenken, ewéi d'Poliziste rechtlech an och anescht behandelt ginn a sécherzestellen, datt hire Fall fair a korrekt traitéiert gëtt.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Policeminister an der Madamm Justizminister dës Froe stellen:

1. E puer Poliziste vum Garer Kommissariat hu sech krankgemellt an/oder hir Déngschtwaff ofginn. Et gëtt net ausgeschloss, datt et sech kéint ëm eng psychologesch Reaktioun oder och ëm eng Demonstratioun vu Solidaritéit mat hiren inhaftéierte Kolleegen handelen. Dowéinst stellt sech d'Fro no der Motivatioun an der Police. Wéi en Effekt hunn déi Virfäll op der Gare an d'Behandlung vun deene concernéierte Polizisten op d'Motivatioun vun de Polizisten allgemeng? Ass et richteg, datt och op anere Kommissariater d'Behandlung vun deene Virfäll an déi vun deenen inhaftéierte Polizisten zu enger gewësser Onzefriddenheet, Demotivatioun a Beonrouegung geféiert hunn?

2. Wéi eng Poliziste ginn op esou schwiereg Kommissariater, ewéi deen op der Gare, affektéiert? Wéi ass et ze erklären, datt och ganz jonk Polizisten, ouni vill Erfarung, op esou eng Plaz kommen?

3. Firwat sinn um Garer Kommissariat keng Kameraen ubruecht ginn, obwuel d'Beamte vun der Gare dat schonns jorelaang zu hirer eegener Sécherheet gefrot hunn?

4. Wat gouf gemaach, fir d'Aarbechtsbedéngunge vun de Polizisten op der Gare an op anere besonnesch geféierleche Plazen ze verbesseren?

5. Déi vun de Virwërf direkt concernéiert Poliziste sëtze schonn iwwer e Mount an Untersuchungshaft. Wéi ass dat ze justifiéieren? Vun enger Fluchtgefor kann ee jo wuel net ausgoen. Ass d'Dauer vun dem Emprisonnement mat doduerch bedéngt, datt, wéi een et mol ka liesen, den zoustännegen Untersuchungsriichter soll am Congé gewiescht sinn? Firwat konnte si net provisoresch op fräie Fouss gesat ginn?

6. Firwat krut ee vun deenen inhaftéierte Poliziste refuséiert, mat Begleedung op d'Begriefnis vun engem Familljemember ze goen?

7. Firwat war et net méiglech, datt ee vun deenen inhaftéierte Polizisten no sengem Termäin beim Untersuchungsriichter nach konnt mat sengen Eltere schwätzen, déi virun der Dier gewaart hunn?

8. Goufen d'Polizisten an der Untersuchungshaft korrekt behandelt? Firwat goufen der zwee vun hinnen an der Infirmerie ënnerbruecht „eenzel an engem klengen Zëmmer" bei „Gejäiz vun aneren Häftlingen, Dreeungen asw.", ouni kënnen d'Fënster opzeloossen, ouni Dusch an esou weider (Informatiounen aus de soziale Medien)?

9. Goufen déi Punkte fënnef bis siwen der Madamm Ombudsman an hirer Capacitéit als externe Kontroller vun de Prisonge gemellt?

10. Huet sech d'Direktioun vun der Police ëm déi inhaftéiert Poliziste gekëmmert? Wa jo, ënnert wéi enger Form? Wann nee, firwat net? Krute si eng „assistance judiciaire"?

11. Am „Quotidien" vum 17. August 2023 stoung en Artikel mat dem Titel „Grand ménage au commissariat". An deem Artikel stinn eng Rei Informatiounen, vun deenen ee kéint unhuelen, datt si ënner dem „secret de l'instruction" misste behandelt ginn an dowéinst net däerften un d'Ëffentlechkeet kommen. Gouf et Indiskretioune bei der IGP? Ass no der Publikatioun vun deem Artikel vum Parquet, vun der Police oder vun der IGP selwer eng Enquête wéinst presuméierter Violatioun vum „secret professionnel" oder vum „secret de l'instruction" opgemaach ginn? Wann nee, firwat net?

12. Ass zu all Zäitpunkt vun der Enquête vun deenen inhaftéierte Polizisten d'Onscholdsvermuddung respektéiert ginn? Ass séchergestallt, datt esouwuel de Parquet ewéi och d'IGP „à charge et à décharge" ermëttelen?

13. Wéi sinn d'Relatiounen tëschent der IGP an der Police? Ass et esou, datt d'Police och d'Instruktioun vu Plaintë géint Membere vun der IGP iwwerhëlt?

14. Bestinn um Parquet Lëtzebuerg Plaintë géint Beamte vun der IGP an engem beruffleche Kontext an, wa jo, wéinst wat an ewéi ee Suivi haten dës?

15. Anscheinend sinn déi allgemeng Relatiounen tëschent de Membere vun der Police an deene vun der IGP net gutt. Kann den Här Minister dat confirméieren? Wéi erklärt sech den Här Minister dat Mësstraue géintiwwer der IGP a wéi eng Moossname wëll hien treffen, fir déi Situatioun ze verbesseren?

**Réponse** (25/09/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. Fir d'éischt gëtt drop higewisen, dass kee Polizist einfach esou seng Déngschtwaff kann ofginn. Esou Decisioune ginn net eesäiteg vum Beamte geholl, mee am Zesummespill mat der Hierarchie an der Direction des ressources humaines.

De Policeminister ass net an deen Decisiounsprozess agebonnen a kritt och keng Informatiounen iwwert d'Grënn, firwat e Beamte krankgemellt ass.

De Fait, datt 4 Beamte wéinst grave Faiten an Untersuchungshaft sinn an och déi ëffentlech Diskussioune ronderëm dës Virfäll, notamment an de soziale Medien, beschäftegen natierlech vill Membres vun der Police.

De Service Santé et bien-être au travail vun der Police kann och hei eng wichteg Roll spillen, fir d'Leit, déi seng Ënnerstëtzung froen, ze begleeden.

ad 2. Der Police ass et generell wichteg, datt en Equiliber tëscht „erfuerenen a manner erfuerene Beamten" op engem Kommissariat besteet.

Nëmmen esou kann en adequaten Encadrement garantéiert ginn. Dëst zielt souwuel fir d'Kommissariat op der Gare wéi och fir all anert Kommissariat.

All Polizist, deen sech fir eng Affektatioun an de Grupp op der Gare interesséiert, kann dat fräiwëlleg duerch eng Demande d'affectation maachen, wann do fräi Plaze sinn. Selbstverständlech mussen déi verschidde Krittären, déi op der publizéierter Nott stinn, wéi z. B. d'Karriär, d'Anciennetéit etc. agehale ginn. Och musse statutaresch Konditioune respektéiert ginn, déi um generelle Statut vum Staatsbeamten hänken.

ad 3. Am Sënn vum Perimeterschutz si Kameraen am externe Beräich vun de Policekommissariater virgesinn, dëst natierlech an de Limitte vum gesetzlechen Dateschutzkader a sous réserve vun den techneschen Ëmsetzungsméiglechkeete sur place.

Doriwwer eraus wier eng systematesch Iwwerwaachung vun den individuelle Mataarbechter op hirer Aarbechtsplaz vum reglementaresche Kader hier net zoulässeg a géif ënner anerem och net dem Schutz vun der Privatsphär vun de Persounen (Affer, presuméiert Auteuren, Zeien etc.), déi op engem Policekommissariat passéieren, entspriechen.

ad 4. Duerch de massive Rekrutement konnten dëst Joer eng Rei Verstäerkunge vun den Effectiver op de Kommissariater gemaach ginn. De Rekrutement wäert et erlaben, datt dës Verstäerkungen an den nächste Joren nach méi konsequent wäerten duerchgezu ginn, wann déi verschidde Promotioune mat hirer Formatioun fäerdeg sinn.

De Grupp op der Gare ass an de leschte Joren a punkto Effectif verstäerkt ginn. Dëst ass bei anere Kommissariater, déi änlech Situatioune kennen, nëmme bedéngt méiglech gewiescht wéinst dem Personalmanktem, dee sech iwwert eng länger Zäit opgestaut hat.

Donieft ginn d'Polizisten op der Gare vu Polizisten aus aneren Unitéiten an hirem Alldag ënnerstëtzt. Dat si Polizisten, déi ë. a. och op de Grupp op der Gare detachéiert ginn, an déi ënnert anerem Patrulle wéi och Kontrollen am Kader vun der Drogekriminalitéit maachen, an de Polizisten, déi op der Gare affektéiert sinn, zur Verfügung stinn.

Vill logistesch Pilotprojete ginn oft als éischt op der Gare respektiv op änleche Kommissariater duerchgefouert, wéi z. B. d'Teste vun neien Déngschttenuen oder Déngschtmaterial (Funk, Stick etc.), soudatt déi Polizisten d'Méiglechkeet hunn, hire Bäitrag zur Verbesserung vun hirem Alldag kënnen ze leeschten.

ad 5. Iert eng Persoun an Untersuchungshaft placéiert gëtt, musse schlëmm Indicë bestoen, datt d'Persoun eng Strofdot begaangen huet, déi mat enger Prisongsstrof mat engem Maximum vun op d'mannst zwee Joer bestrooft gëtt.

Ausserdeem muss eng Fluchtgefor, eng Verdonklungsgefor, oder eng sougenannte Widderhuelungsgefor bestoen.

D'Congésperiod vun engem Magistrat fléisst net an déi Decisioune mat an, well se näischt mat der Appreciatioun vun deene Konditiounen ze dinn huet. Am Cabinet d'instruction an op de Parqueten ass ëmmer ronderëm d'Auer eng Permanence assuréiert.

Déi inculpéiert Persoun kann eemol am Mount eng Ufro op provisoresch Fräiloossung stellen. Souwuel de Parquet wéi och déi inculpéiert Persoun kënnen a Beruffung géint d'Decisioun aus éischter Instanz goen. D'Chambre du conseil vun der Cour d'appel huet 10 Deeg, fir iwwert dem Parquet säin Appell ze statuéieren, an 20 Deeg, fir iwwert der inculpéierter Persoun hiren Appell ze befannen.

ad 6. Vu dass et sech ëm eng lafend Affär handelt, spillt de „secret de l'instruction". Deemno decidéiert aleng de Ministère public iwwer d'Opportunitéit, fir doriwwer ëffentlech ze kommunizéieren.

ad 7. En Untersuchungsgefaangene gëtt vun der Policeeskort duerch e verschlossenen Trakt bei den Untersuchungsriichter bruecht, an no senger Inculpatioun um selwechte Wee erëm zréck an de Prisong geféiert. Et ass net virgesinn, datt d'Visitte vun Detenuen duerch hir Famill am „cabinet d'instruction" stattfannen. D'Visitte ginn, virausgesat et besteet e „permis de visite", am Prisong organiséiert.

ad 8. D'Poliziste sinn a gi weiderhin am Centre pénitentiaire Uerschterhaff (CPU) korrekt, mat Respekt an d'selwecht wéi all aner Gefaange behandelt. Mat der Ausnam, dass si, zu hirer eegener Sécherheet, vun der genereller Bevëlkerung getrennt goufen. Dat ass och de Grond, firwat zwee vun de Polizisten am Ufank provisoresch an der Infirmerie ënnerbruecht goufen – mëttlerweil sinn si all zesummen an engem Fligel ënnerbruecht. Am CPU läit, a priori, all Gefaangenen an engem Eenzelzëmmer. Déi zwee Polizisten an der Infirmerie haten zu all Moment Zougang zu enger Dusch. Wou d'Direktioun vum CPU vu méigleche Menacë géint d'Polizisten a Kenntnis gesat gouf, goufen direkt appropriéiert Mesurë geholl, fir dëst ze ënnerbannen.

ad 9. D'Regierung huet fir de Moment keng Kenntnis driwwer, ob d'Madamm Ombudsman saiséiert gouf.

ad 10. Vu dass et sech ëm eng judiciaire Instruktioun handelt, déi vun der IGP ënnert der Leedung vun de Justizautoritéiten ausgefouert gëtt, ass d'Policedirektioun net doriwwer informéiert, an deemno net mat de Beamten a Kontakt.

Eng Assistance juridique gëtt vum concernéierte Beamte bei der Fonction publique ugefrot.

E Soutien psychologique säitens dem Service psychologique vun der Police gëtt op Demande hin assuréiert. Sou e Service gëtt och dem familiären Ëmfeld vum Beamten ugebueden, wann dat gefrot gëtt.

ad 11. De „secret de l'instruction" bënnt d'Magistraten, d'Affekote vun de Beschëllegten an d'Enquêteuren, déi um Dossier schaffen. Et gëtt keng Ursaach unzehuelen, datt ee vun deene Professionelle säi Secret violéiert hätt. A well dem Journalist seng Quelle geschützt sinn, dierf de Parquet do net nofroen, wien him déi Informatiounen zougespillt huet.

ad 12. De Parquet reprochéiert enger Persoun, géint déi hien eng „instruction judiciaire" opmécht, eng oder méi Strofdote gemaach ze hunn. Vun deem Moment un, wou den Untersuchungsriichter befaasst ass, lafen d'Ermëttlungen ënnert dem Untersuchungsriichter senger Autoritéit. Den Untersuchungsriichter instruéiert säin Dossier „à charge et à décharge" a genau dat maachen d'Ermëttler vun der IGP, a sengem Optrag, och. D'Onscholdsvermuddung gëllt, bis datt e Riichter definitiv eng Verurteelung ausgeschwat huet.

ad 13. Am Fall vun enger Plainte géint e Member vun der IGP decidéieren d'Autorités judiciaires, de Parquet oder den Untersuchungsriichter, wéi e Service vun der Police an esou engem Fall mat den Ermëttlunge befaasst gëtt.

ad 14. Momentan si keng Dossieren um Parquet op, an deenen eng Plainte géint e Beamte vun der IGP gemaach gi wier. An der Vergaangenheet goufen dräi Dossiere géint Beamte vun der IGP klasséiert, an deene wuel Plaintë géint si gemaach gi sinn, mee an deenen awer keng Strofdot konnt festgestallt ginn.

ad 15. D'Generaldirektioun vun der Police an d'Generaldirektioun vun der IGP hunn ee reegelméissegen an oppenen Echange.

De Policeminister kann net confirméieren, datt déi allgemeng Relatiounen tëschent de Membere vun der Police an deene vun der IGP net gutt wieren.

Dem Policeminister ass et wichteg, dass déi zwou Verwaltungen am géigesäitege Respekt mateneen ëmginn an dass d'IGP hir Roll als onofhängegt Kontrollorgan vun der Police esou kann ausüben, wéi dat vum Gesetzgeeber gewënscht ass.

**Encadrement personnalisé par l'ADEM** | Question **8259** (24/08/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Fro N° 8227 huet den Aarbechtsminister de Prozess hannert der personaliséierter Betreiung vun der ADEM dokumentéiert.

Ënnert anerem seet de Minister:

„En Aktiounsplang fir déi Leit, déi vun enger intensiver Begleedung profitéieren, gëtt der Konventioun bäigefüügt. Dëse Plang, dee reegelméisseg à jour gesat gëtt, soll hëllefen, d'Hindernisser, déi eng professionell Aglidderung verhënneren, opzehiewen. Dësen Aktiounsplang detailléiert all d'Aktiounen, déi d'ADEM dem Aarbechtsichenden an deem Sënn proposéiert. [...] D'ADEM suivéiert d'Evolutioun an d'Fortschrëtter vum Aarbechtsichenden an ajustéiert den Aktiounsplang och gegeebenefalls."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Ass dësen Aktiounsplang an seng gegeebenefalls Evolutioun zu all Moment fir d'Leit an der Begleedung accessibel?

2. Wéi gesäit esou ee Suivi personnalisé fir Leit mat enger Behënnerung aus, déi op der ADEM ageschriwwe sinn? Wat ass den Oflaf? Wéi gëtt dësen dokumentéiert?

3. Sinn an dësem Suivi och all d'Schrëtt dokumentéiert, déi d'ADEM fir déi Betraffen ënnerhëlt?

**Réponse** (25/09/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Den Aktiounsplang, deen an Zesummenaarbecht vum Aarbechtsichenden an sengem Beroder opgestallt gouf, gëtt dem Betraffenen ausgehändegt. Dat garantéiert, datt d'Erwaardungen, Ziler an Etappen, déi festgehale goufen, fir jidderee kloer a verständlech sinn. Esou kann de Betraffenen dat Dokument och zu all Moment consultéieren an sech déi verschidden Etappen, Echeancen an Aktioune rappeléieren.

ad 2. Den Aarbechtsichende mat enger Behënnerung huet d'Méiglechkeet, de Statut vum Salarié handicapé (SH) bei der Commission médicale unzefroen. Dëse Statut gëtt deem Betraffenen, deen eng Diminutioun vun senger Aarbechtskapazitéit vun op d'mannst 30 % huet, deen awer nach kann um éischten Aarbechtsmaart oder an engem Atelier protégé/Atelier d'insertion professionnelle schaffen, zouerkannt. Am Fall vun enger Reconnaissance vum Statut duerch d'Commission médicale gëtt d'Commission d'orientation et de reclassement professionnel (COR) saiséiert fir ze decidéieren, ob d'Persoun op den éischten Aarbechtsmaart guidéiert gëtt oder an en Atelier protégé.

D'Persoun, där hir Kapazitéiten den Ufuerderunge vum éischten Aarbechtsmaart net méi gerecht ginn, gëtt an en Atelier protégé orientéiert. Esou kann dee Betraffenen eng Aarbechtsplaz integréieren, déi op seng spezifesch Besoinen an op seng individuell Fäegkeeten ugepasst ass. D'Persoun huet en Aarbechtsverhältnis a kritt eng professionell Formatioun mam Zil, den éischten Aarbechtsmaart ze integréieren.

Déi Leit, déi de Statut vum Salarié handicapé kruten, gi vun engem spezialiséierte Beroder bei der ADEM begleet. Den Aarbechtsichende mat enger Behënnerung, mat oder ouni Unerkennung vum Statut vum Salarié handicapé, huet selbstverständlech den nämmlechten Zougang zu all de Mesuren an Hëllefe wéi all aneren Aarbechtsichende bei der ADEM (gemellten oppe Plazen, Formatiounen, Jobdays, Club emploi, Jobboard etc.).

Beim éischte Gespréich diskutéieren de Betraffenen an säi Beroder iwwert seng Situatioun, seng Virstellungen. Hie kritt och d'Mesuren an d'Hëllefen erkläert mat den entspriechenden Demarchen.

De Beroder erkläert hinnen och den Test IDA (Instrumentarium zur Diagnostik von Arbeitsfähigkeiten), deen am Kader vun der Orientatioun muss absolvéiert ginn.

Den IDA besteet aus Diagnostikmodullen, déi et erlaben, verschidde Kompetenze vun der concernéierter Persoun um kognitiven, operationellen, psychomotoreschen a kommunikative Plang ze identifizéieren. Dëst erlaabt net nëmmen, Besoinen oder Aschränkungen, déi mat der Behënnerung zesummenhänken, festzestellen, mee och, d'Kompetenzen an d'Kapazitéite vum Betraffenen a Relatioun mam Aarbechtsmaart ze erkennen. D'Resultater vum Test gi mam Betraffenen diskutéiert an a Rapporten am Dossier vun der Persoun ofgespäichert. Déi Rapporte ginn och un d'COR weidergeleet.

Wann d'Orientatioun decidéiert a kommunizéiert ginn ass, mécht de Beroder eng Evaluatioun, fir den Typ vun Encadrement an de Bedarf u Begleedung vun der Persoun mat Statut festzeleeën.

Eng Persoun, déi op den normalen Aarbechtsmaart orientéiert gëtt, kritt jee no Bedarf en normalen oder en intensiven Encadrement – ofhängeg vun hire Kompetenzen, Beruffserfarung a spezifesche Besoinen an Zesummenhang mat hirer Behënnerung. Déi Betreiung ass ofhängeg vun der Evolutioun vum Parcours, de Kompetenzen an der Situatioun vum Concernéierten.

Eng Persoun, déi an en Atelier protégé orientéiert gëtt, kritt ëmmer en intensiven Encadrement proposéiert vun engem spezialiséierte Beroder, fir hirer spezifescher Situatioun Rechnung ze droen (ageschränkten Aarbechtskapazitéit a ganz limitéiert Offeren, fir den Aarbechtsmaart via den Atelier protégé ze integréieren).

De personaliséierten Aktiounsplang fir Aarbechtsichender mam Statut vum Salarié handicapé beinhalt notamment follgend Aktiounen:

– Eng cibléiert Recherche vun Offres d'emploi, déi den Interessen a Kompetenze vum Betraffenen entspriechen. Fir déi Posten um Aarbechtsmaart, déi spezifesch fir Leit mat enger Behënnerung deklaréiert goufen, proposéiert d'ADEM de Kandidat nëmme mat deem sengem Accord. Fir Aarbechtsichender mam Statut vum Salarié handicapé, déi an en Atelier protégé orientéiert ginn, ginn d'Kandidaten direkt op d'Poste proposéiert, déi vun den Ateliers protégés gemellt goufen.
– Propositioun vun Orientéierungs-, Formatiouns-, Reeducatiouns- a Reintegratiounsmesurë wéi zum Beispill de Stage de professionnalisation, de Contrat de réinsertion professionnelle an de Projet COSP-HR (Centre d'orientation socio-professionnelle – Handicap&Reclassement externe). Den COSP-HR erlaabt et, d'Kompetenze vum Betraffenen ze evaluéieren an ze renforcéieren, fir seng berufflech (Re)Integratioun ze erliichteren. D'Evolutioun an d'Resultater souwéi och eventuell Bilane ginn dem Concernéierte matgedeelt an a sengem Dossier festgehalen.
– Hëllef beim Erstelle vum Curriculum vitae souwéi beim Kompetenzeprofill vum Aarbechtsichende mam Statut vum Salarié handicapé, déi och kënne vun der Persoun op hirem Jobboard-Compte erofgeluede ginn. De Beroder hëlleft dem Betraffenen och, Virstellungsgespréicher virzebereeden an erkläert him, wa gewënscht, d'Hëllefen, déi beim Astelle vun enger Persoun mam Statut „SH" kënne spillen.
– Um administrativen Niveau gëtt de Concernéierten a senge verschiddenen Demarchen, déi mam Statut vum Salarié handicapé ze dinn hunn, ënnerstëtzt (Ufroe vum Statut, Ufroe vu finanziellen Hëllefen, zum Beispill dem Revenu pour personnes gravement handicapées, Bedeelegung u Formatiounskäschten etc).

ad 3. Jo, all d'Schrëtt an Aktioune sinn am Dossier vun der Persoun festgehalen.

**Crédits-relais immobiliers** | Question **8260** (24/08/2023) de **M. Laurent Mosar** | **M. Gilles Roth** (CSV)

Selon nos informations, un nombre croissant de clients de la place financière aurait des problèmes à remplir les conditions contractuelles de leurs crédits-relais immobiliers, également connus sous les noms de « crédit-pont » ou de « prêt-relais ». Les crédits-relais sont accordés à des particuliers qui financent l'acquisition d'un bien immobilier par la vente d'un autre bien, en attendant que celui-ci soit vendu.

Ces crédits sont, selon des sources bancaires, généralement accordés pour une période relativement courte, à savoir entre 12 et 24 mois et habituellement à taux variable. Dans le contexte de la situation très difficile du marché immobilier luxembourgeois et le net recul des ventes et des prix, c'est précisément cette période courte qui semble poser problème aujourd'hui à de nombreux emprunteurs. Les conditions d'octroi de ces crédits sont réglementées par la CSSF et devraient être revues, compte tenu de la crise actuelle.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

1) Madame la Ministre peut-elle nous confirmer les précités problèmes relatifs aux crédits-relais ?

2) Madame la Ministre peut-elle nous informer comment, le cas échéant, elle entend venir en aide aux clients des crédits-relais afin d'éviter une aggravation de la crise du logement au Luxembourg ? Est-ce qu'une révision des conditions d'octroi de ces crédits suivant discussion entre la CSSF et l'ABBL serait par exemple envisageable ?

**Réponse** (03/10/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Les honorables Députés font référence dans leur question parlementaire aux dernières évolutions en matière de crédits-relais sur le marché hypothécaire luxembourgeois.

Lors de ses récentes réunions, le Comité du risque systémique (CdRS), composé du Gouvernement, représenté par le Ministère des Finances, de la Banque centrale du Luxembourg (BCL), de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) et du Commissariat aux assurances (CAA), a porté une attention particulière à la thématique des crédits-relais. Ces échanges s'inscrivaient dans le cadre de discussions plus larges concernant le marché immobilier luxembourgeois, couvrant tout autant les risques induits par ce dernier que de possibles mesures visant à soutenir son financement.

Il convient de noter que la thématique des crédits-relais fait par ailleurs l'objet d'un suivi attentif par la CSSF en vertu du mandat de protection des consommateurs de cette dernière (loi du 23 décembre 2016 relative aux contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel). Il ressort des données préliminaires de la CSSF que le volume global de crédits-relais connait une légère baisse pour se situer aux alentours de 1,4 milliard à la fin du 2e trimestre 2023. Ces mêmes données suggèrent qu'en dépit d'une augmentation des crédits-relais en retard de paiement ces derniers mois, leur proportion ne surpassait pas 4,5 % du volume total en juillet 2023. En effet, dans la mesure où les banques sont requises, à travers la loi du 23 décembre 2016 susvisée, d'évaluer la solvabilité des emprunteurs de façon rigoureuse et de ne proposer que des crédits soutenables, il devrait généralement rester des marges suffisantes pouvant être explorées par les banques et leurs clients afin de solutionner les crédits problématiques.

Pour autant, sur base de discussions entre l'ABBL et la CSSF, l'orientation donnée par la CSSF en matière de traitement à appliquer aux crédits-relais vient, tout en maintenant un régime prudentiel solide, a été revue afin de permettre plus de flexibilité face au ralentissement observé sur le marché de l'immobilier. Ainsi, les crédits-relais peuvent désormais courir au-delà des 24 mois dans des circonstances exceptionnelles et dûment motivées.

De manière générale, le Gouvernement a déployé un ensemble de mesures dans le cadre du paquet de solidarité 3.0 afin de soutenir les personnes qui acquièrent un bien immobilier au Luxembourg. Ainsi, le crédit d'impôt « Bëllegen Akt » destiné à couvrir les frais d'enregistrement et de transaction a été augmenté, passant de 20.000 à 30.000 euros par acquéreur. De plus, les limites concernant les intérêts débiteurs liés aux emprunts immobiliers ont été portées de 2.000 à 3.000 euros.

**Présence du loup au Luxembourg** | Question **8261** (24/08/2023) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

Wéi d'Naturverwaltung dës Woch matgedeelt huet, konnt d'Presenz vum Wollef am Beräich Iechternach an zu Beefort an de leschte Wochen nogewise ginn. An dëser Regioun si besonnesch vill Touristen, ënnert anerem mat Kanner an Hënn, ënnerwee, dat zum Beispill um Mëllerdalltrail. Och kéinten d'Bauerebetriber mat Véi op der Wiss vun dëser Nouvelle betraff sinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Fro un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

– Gedenkt d'Regierung, eng Informatiounscampagne zu de Verhalensreegele géintiwwer dem Wollef ze lancéieren, wuel wëssend, dass sech grad vill Touristen am Land, a speziell am Osten, befannen?

**Réponse** (03/10/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Nodeems sech d'Observatiounen an d'Noweiser vu Wëllef an den Nopeschregioune geheeft haten, ass säit 2015 eng ganz offensiv Informatiounscampagne zum Retour vum Wollef zu Lëtzebuerg, ausgoend vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an der Naturverwaltung (ANF), gestart ginn. Lëtzebuerg huet sech sou an de vergaangene Joren op de Retour vum Wollef virbereet a kloer Leitlinne fir den Ëmgang mat dëser Déierenaart entwéckelt.

Deel vun dëser Informatiounscampagne sinn:

– D'Ausschaffen an d'Publikatioun vun enger Broschür fir de breede Public (Éischtoplag 2017): Dës

Broschür ass an hirer drëtter Oplag (2023)[4] frësch publizéiert ginn a liwwert déi néideg sachlech a fachlech Informatioune fir d'Ëffentlechkeet am Ëmgang mam Wollef. Notamment enthält dës Broschür d'Verhalensreegelen am Fall vun engem Begéine mam Wollef.

– D'Ausschaffen an d'Publikatioun vun engem Aktiouns- a Managementsplang: Dëse Plang[5] ass 2017 an Zesummenaarbecht mat Vertrieder aus der Landwirtschaft, Wëssenschaft a Fuerschung, Naturschutz, Privatbëschbesëtzer a Juegd ausgeschafft an der Ëffentlechkeet presentéiert ginn. Dës Publikatioun enthält all wichteg Informatiounen, dorënner och Entschiedegungsméiglechkeeten, wéi och Verhalensreegelen am Fall vun engem Optriede vum Wollef. All enregistréierte landwirtschaftleche Betrib an/oder Schofsbesëtzer hunn dëse Plang zur Verfügung gestallt a geschéckt kritt.

– Pressecommuniquéen an Informatiounskonferenzen: Säit 2015 gi reegelméisseg all Joer eng Rei vu Pressecommuniquéen zum Theema Wollef verëffentlecht an och Informatiounsowender ofgehalen. Dës adresséiere sech un de breede Public; hei ginn ë. a. och d'Verhalensreegelen explizéiert. Nach a béide vergaangene Méint (August a September 2023) sinn 2 Pressecommuniquéen zum Theema Wollef verëffentlecht ginn an 3 Informatiounsowender zum Theema Wollef ofgehale ginn; eemol am Norde vum Land an zweemol am Osten.

D'Verhalensreegelen am Fall vun engem Begéine mam Wollef hu sech am Ausland bewäert. Dës Verhalensreegele ginn an alle Kommunikatiounen och ëmmer opgelëscht, an hei gëtt profitéiert, fir déi ze rappeléieren:

„Wölfe sind sehr scheu – Verhaltensregeln im Falle einer Begegnung mit einem Wolf

Wölfe meiden in der Regel den direkten Kontakt zum Menschen. Begegnungen zwischen Mensch und Wolf sind daher äußerst selten, aber nicht unmöglich. In der Regel ziehen Wölfe sich zurück, sobald sie einen Menschen bemerken. Sie können aber auch durchaus neugierig sein und den Menschen vor dem Rückzug erst einmal genauer mustern. Die Broschüre „Wölfe in Luxemburg?" erläutert neben vielen anderen Informationen über den Wolf auch Verhaltensregeln, die man im Falle einer Begegnung mit dem Wolf einhalten sollte:

– Laufen Sie nicht weg, dadurch kann der Jagdinstinkt ausgelöst werden.
– Bewegen Sie sich nicht in Richtung des Wolfs.
– Behalten Sie den Wolf immer im Blick. Augenkontakt sollte dabei allerdings vermieden werden.
– Machen Sie den Wolf auf sich aufmerksam. Rufen Sie ihm zu und wedeln Sie mit den Armen.
– Zieht sich der Wolf nicht gleich zurück, sollte man sich langsam zurückbewegen und einen respektvollen Abstand herstellen.
– Nähert sich der Wolf weiter, so soll man ihm weiter zurufen und gegebenenfalls mit vor Ort liegendem Material wie Ästen, Steinen in seine Richtung werfen, um den Wolf auf Distanz zu halten.
– Versuchen Sie nie Wölfe mit Futter anzulocken (auch nicht um Fotos zu machen)."

All uewe genannten Informatioune sinn digital disponibel, respektiv sinn a Pabeierform bestellbar an disponibel an den Natur- a Bëschzentere vun der ANF. Weider ass ugeduecht, ee Flyer ze preparéieren zum Theema Wollef, fir ë. a. an den Touristebüroen an -zenteren auszeleeën. Op dësem Flyer sollen d'Basisinformatioune stoen, z. B. déi graff Ausmoosse vun der Zon, déi Wëllef fest an dauerhaft besidelen an notzen, an och d'Verhalensreegelen am Fall, wou ee géif engem Wollef begéinen. Hei sief awer drun erënnert: De Moment gëtt et zu Lëtzebuerg nach keng bekannten dauerhaft Präsenz vun engem oder méi Wëllef. D'Noweiser an Observatioune fanne vereenzelt a ganz sporadesch statt, dëst och verdeelt iwwert quasi ganz Lëtzebuerg.

[4] Wölfe in Luxemburg (2023) – Publications – Portail de l'environnement – emwelt.lu – Luxembourg
[5] ANF_614_BT05_wollefspecial_2016.indd (public.lu)

**Concept du « Housing First »** | Question **8262** (25/08/2023) de **Mme Djuna Bernard** | **M. François Benoy** (déi gréng)

Dans sa réponse à notre question parlementaire n° 6848, l'ancienne Ministre de la Famille et de l'Intégration affirmait vouloir continuer les efforts en mettant en œuvre des actions en faveur des personnes les plus vulnérables, notamment en mettant l'accent sur l'approche Housing First. En outre, Madame la Ministre mentionnait que le ministère aurait un total de 42 unités de logement répondant aux critères du Housing First conventionné.

Lors du premier recensement de personnes sans-abri sur le territoire de la ville de Luxembourg en octobre 2022, 197 personnes ont été comptées. Encore récemment, des associations du secteur ont regretté le manque de logements destinés au Housing First.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Quels sont les résultats clés de l'évaluation finale de la stratégie nationale de lutte contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement (2013-2020) et concernant le Housing First ? Une actualisation de la stratégie nationale est-elle prévue ?

2) Dans quelle mesure le nombre d'unités de logement répondant aux critères du Housing First a-t-il évolué depuis l'année dernière ? Combien de personnes vivent actuellement dans des logements Housing First et combien de logements sont en cours de création ? Est-ce que différents types de logements sont prévus pour les différents groupes cibles concernés (jeunes, femmes, personnes âgées, toxicomanes, ...) ? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des chiffres concernant la répartition géographique des logements Housing First par commune ?

3) Quelles suites ont été données à la première édition du recensement de personnes sans abri depuis octobre 2022 ? Est-ce que des résultats du recensement annoncé pour mai 2023 sont déjà disponibles ? Existe-t-il des projets concrets d'étendre cette approche sur d'autres régions du pays ?

4) Selon le secteur, l'offre de logements dédiés au Housing First doit être augmentée. Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il la situation actuelle et comment envisage-t-il de soutenir les ONG afin de réaliser de tels projets au regard de la pénurie de logements actuelle ?

5) Selon un article publié sur le site Internet de la station « radio 100,7 » le 16 août 2023, le premier projet Housing First pour femmes sans abris à Luxembourg-ville reste confronté au manque de logements adéquats. Quelles démarches Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre pour soutenir le projet en question ?

**Réponse** (21/09/2023) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1) Le LISER, institut de recherche public, a mené une évaluation externe de la stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement 2013-2020. Les résultats de cette évaluation affirment que la mise en œuvre des différentes actions de la stratégie a généré un réel progrès dans la prise en charge du sans-abrisme et de l'exclusion liée au logement. Grâce à cette dynamique, plusieurs projets de caractère novateur ont été initiés, notamment le Housing First, et des conditions favorables ont été créées pour augmenter la capacité d'accueil des personnes sans-abri et garantir une prise en charge adaptée à leurs besoins.

Le rapport du LISER peut être consulté sur le site Internet du ministère.

Afin d'atteindre les objectifs fixés par la Déclaration de Lisbonne, dont celui de mettre fin au sans-abrisme d'ici 2030, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région souhaite faire évoluer les initiatives actuelles vers une stratégie transversale et inclusive, appelée Housing Led. Cette stratégie s'inscrira dans la continuité des actions politiques mises en œuvre ces dernières années et s'appuiera sur les recommandations formulées par le LISER, réitérant les engagements du Gouvernement dans la lutte contre l'exclusion liée au logement dans toutes ses formes. Il appartiendra au prochain Gouvernement d'inclure le projet dans son programme pour la prochaine période législative.

ad 2) Il convient de souligner que le concept du Housing First ne se fonde pas sur des critères relatifs au logement lui-même, mais est déterminé par l'accompagnement proposé aux bénéficiaires. Ainsi, les logements ne doivent pas remplir des conditions spécifiques autres que les critères usuels de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité de logements mis en location. Bien que l'accès inconditionnel à un logement durable constitue le début de la prise en charge d'une personne fragile sans-abri de longue durée, c'est le suivi mobile et intensif répondant aux besoins élevés du public cible qui qualifie cette approche de Housing First.

Afin d'adapter le concept du Housing First à la réalité luxembourgeoise et d'offrir aux associations œuvrant dans le domaine du sans-abrisme un cadre de travail précis, le ministère vient de s'adjoindre l'expertise de Madame Coralie Buxant, experte belge reconnue en la matière, et l'a mandatée de la création d'un label de qualité Housing First afin de veiller à ce que chaque structure respecte les mêmes standards. Ce travail se fait en étroite collaboration avec les associations œuvrant dans le domaine du sans-abrisme.

Les acteurs conventionnés avec le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région accompagnent actuellement 40 personnes dans le cadre de projets qu'ils qualifient de Housing First (comparées à 32 personnes à la fin de l'année 2022). La répartition géographique des bénéficiaires par commune est la suivante :

– 30 personnes résident dans la ville de Luxembourg ;
– 1 personne réside dans la ville de Remich ;
– 1 personne réside dans la commune de Troisvierges ;
– 2 personnes résident dans la commune de Kayl/Tétange ;
– 1 personne réside dans la commune de Strassen ;
– 1 personne réside dans la commune de Dudelange ;
– 4 personnes résident dans la comme de Kopstal.

Le ministère ne peut toutefois pas fournir d'informations sur d'autres projets Housing First s'adressant à des groupes cibles spécifiques, tels que des personnes souffrant d'addictions. Ces projets sont du ressort des ministères compétents en la matière.

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région continuera à soutenir ses associations partenaires dans le développement de projets augmentant l'offre Housing First. Pourtant, le Housing First n'est pas l'outil unique dans la lutte contre le

sans-abrisme ; des actions en faveur de toute personne en détresse de logement seront le cas échéant reprises dans la stratégie précitée Housing Led (voir réponses aux questions 1, 4 et 5).

ad 3) Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a confié à Inter-Actions ASBL la mission de coordination et de mise en œuvre de dénombrements physiques deux fois par ans.

Une première édition du recensement a été menée sur le territoire de la ville de Luxembourg en octobre 2022. Les résultats ont été présentés à l'occasion d'une conférence de presse et peuvent être consultés sur le site Internet du ministère.

Un deuxième recensement a été réalisé en juin de cette année. La publication des résultats de cette édition est prévue pour octobre/novembre 2023.

Le concept prévoit d'étendre cette initiative à l'échelle nationale. La troisième édition, prévue pour décembre 2023, se déroulera ainsi également sur le territoire de la ville d'Esch-sur-Alzette. Avec l'accord d'autres communes concernées, le champ d'application pourra être étendu constamment au cours des années à d'autres villes qui accueillent également un nombre significatif de personnes sans-abri. À terme, les résultats accumulés et analysés permettront au Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région comme aux communes de promouvoir la mise en œuvre de mesures adaptées aux besoins du terrain.

ad 4) et 5) De manière générale, le ministère, en collaboration avec ses partenaires conventionnés, poursuit la réalisation de projets de logements locatifs abordables, dans l'objectif d'augmenter la capacité de logements adaptés aux besoins de personnes sans-abri et de favoriser l'accès direct à un chez-soi pérenne. Ceci est valable autant pour les projets Housing First que pour d'autres projets en faveur de la population cible.

Ainsi par exemple, en vue de pouvoir augmenter la capacité d'accompagnement des personnes ayant besoin d'un suivi intensif qualifié de Housing First, 29 logements individuels seront réalisés dans le cadre de la rénovation du Centre Ulysse.

Le ministère a également sollicité plusieurs administrations afin de mobiliser des logements au sein du parc immobilier de l'État et saisit toute opportunité pour faire connaître les besoins de ses bénéficiaires auprès des grands acteurs du logement dans le cadre de projets spécifiques dont par exemple « Portes de France » du Fonds de Belval.

En ce qui concerne plus particulièrement le projet Housing First pour femmes, dont le champ d'action n'est pas limité à la capitale, il convient de noter que le gestionnaire en charge du projet dispose de moyens financiers pour couvrir des frais de location de logements par le biais de sa convention avec le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

**Déconnexions du réseau de fourniture d'électricité** | Question **8263** (25/08/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 8129 Monsieur le Ministre décrit la procédure prévue par la loi en cas de défaillance de paiement d'un client, mais il omet que les fournisseurs ont le droit de faire installer un compteur à prépaiement par le gestionnaire de réseau concerné, jusqu'au paiement de la dette. Dans ces cas, le client en défaillance de paiement est pris en charge par un office social et ne peut pas être déconnecté par le fournisseur.

Monsieur le Ministre précise également la législation qui s'applique aux clients résidentiels en défaillance de paiement, mais cette dernière ne semble pas être cohérente avec la loi sur l'aide sociale qui garantit dans son article 29 « l'accès à l'eau ainsi qu'à une fourniture minimale en énergie domestique (...) à toute personne remplissant les conditions d'éligibilité pour le droit à l'aide sociale, si elle se trouve dans l'impossibilité de faire face à ses frais d'eau destinée à la consommation humaine ou d'énergie domestique ». Ainsi les personnes qui ne sont pas directement clientes auprès d'un fournisseur d'électricité, mais pour lesquelles un accès à une fourniture minimale en énergie domestique est néanmoins garantie par la loi risquent de passer entre les mailles du filet social.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire :

1) Combien de compteurs de prépaiement ont été installés auprès de clients résidentiels suite à la demande d'un fournisseur tel qu'il est prévu par la législation ? Comment Monsieur le Ministre apprécie-t-il, voire explique-t-il ce chiffre ?

2) Monsieur le Ministre est-il d'avis que le cadre législatif actuel est adapté pour protéger tous les consommateurs résidentiels d'électricité d'une déconnexion ?

3) Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il faudrait adapter la législation pour mieux tenir compte des divers statuts d'occupation et pour permettre aux offices sociaux de faire correctement leur travail de suivi social ?

**Réponse** (19/10/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1) Aucun fournisseur au Luxembourg n'applique aujourd'hui la facturation avec prépaiement. La facturation avec prépaiement est conditionnée par l'article 2, paragraphe 8 de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité. Ainsi, une facturation avec prépaiement peut se faire sur initiative du fournisseur ou sur demande de l'office social concerné. L'installation de compteurs à prépaiement n'est prévue que dans les cas où le client ne dispose pas d'un compteur intelligent. Dans le cas contraire, l'article 2, paragraphe 8 précité prévoit que le prépaiement est « [...] basé sur la surveillance des crédits du client concerné et l'émission d'ordres de limitation de puissance ou de coupure par l'intermédiaire d'un compteur intelligent ».

La facturation avec prépaiement est sans doute un moyen approprié dans certaines situations, mais il est lourd dans son application et risque de mener à des coûts supplémentaires. Le modèle luxembourgeois, dans lequel l'office social soutient les clients effectivement en difficulté et dans lequel les fournisseurs proposent régulièrement des plans de paiements adaptés à la situation du client, permet de résoudre un grand nombre de situations difficiles de manière plus efficace que la facturation avec prépaiement, voire l'installation d'un compteur à prépaiement.

ad 2) et 3) Je ne considère pas qu'il m'appartient de me prononcer sur ces questions, cette appréciation reviendrait plutôt au nouveau Gouvernement.

**Biocarburants de deuxième génération** | Question **8264** (25/08/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An hirem Programm vun 2018 huet sech d'Regierung verflicht, am Kontext vun der Energietransitioun d'Verwendung vu Biokraaftstoffer aus der éischter Generatioun op 5 % ze limitéieren an dofir d'Biokraaftstoffer vun der zweeter Generatioun, déi als méi nohalteg gëllen, ze förderen. De Minister hat an der Äntwert op d'Fro n° 3593 erkläert, dass zënter 2019 den Undeel u Biosprit, dee Palmueleg beinhalt, sougenannte Biosprit vun der éischter Generatioun (Biocarburant d'origine agroalimentaire), zu Lëtzebuerg op maximal 5 % begrenzt ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Prozent vun den haut zu Lëtzebuerg getanktene Biodreifstoffer si vun der éischter Generatioun a wéi vill Prozent vun der zweeter?

2. Viséiert d'Regierung eng weider Verréngerung vu Biodreifstoffer aus der éischter Generatioun par rapport zu deenen aus der zweeter Generatioun? Wa jo, wat ass de viséierte Prozentsaz vu Biocarburanten aus der éischter Generatioun?

3. Plangt d'Regierung, an Zukunft nëmmen nach vu Biokraaftstoff aus der zweeter Generatioun Gebrauch ze maachen? Wa jo, wéini?

**Réponse** (24/10/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. D'Direktiv 2018/2001/UE gesäit vir, dass Biokraaftstoffer aus der sougenannter éischter Generatioun, déi am Weesentleche fir den Zweck vun der Energieproduktioun op Agrarland ugebaut ginn, maximal 7 % vum Endenergieverbrauch am Stroossen- a Schinneverkéier däerfen ausmaachen.

D'Regierung huet schonns am Dezember 2019 iwwert d'Accisëgesetz festgehalen, dass den Undeel vun deene Biokraaftstoffer zu Lëtzebuerg net méi wéi 5 % däerf ausmaachen a läit also däitlech méi niddereg wéi de maximalen Undeel, dee vun der Direktiv virgesinn ass.

Fir 2022 läit, éischten Estimatiounen no, den Undeel vun de Biokraaftstoffer aus der éischter Generatioun bei ongeféier 4,8 %, an dee vun de Biokraaftstoffer aus der zweeter Generatioun bei ongeféier 3,3 %, dat op de gesamten Dreifstoffverbrauch gerechent.

ad 2. an 3. Dës Froe falen an den Zoustännegkeetsberäich vun der neier Regierung.

**Indemnisation des pompiers volontaires** | Question **8265** (25/08/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Als fräiwëllegen operationelle Pompjee huet een d'Méiglechkeet, zwou verschidden Indemnisatiounen ze kréien. Entweeder eng Garde astreinte fir 1 €/h oder eng Garde casernée (haaptsächlech déi Leit, déi eng Ambulanzgarde garantéieren) 10 €/h. Mat der aktueller inflationärer Ekonomie an der geleeschter Aarbecht kann een sech d'Fro stellen, wéi zäitgeméiss sou eng Indemnisatioun nach ass.

De Fräiwëllegen dréit déi selwecht Responsabilitéit bei engem Ambulanzasaz vis-à-vis vum Patient an et ass et och net onüblech, dass de Pompier volontaire Iwwerstonne mécht. Menges Wëssens ginn Iwwerstonnen net verrechent, anescht wéi dat bei de professionelle Pompjeeën de Fall ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Ass d'Ministesch der Meenung, dass d'Indemnisatiounen héich genuch sinn? Wa jo, wéini goufen dës fir d'lescht geännert? Wann nee, wéi héich sollten se sinn?

2. Wat sinn der Ministesch hir konkreet Pisten, fir de Beruff vum Pompjee méi attraktiv fir nei Rekrutementer ze maachen?

3. Wat sinn der Ministesch hir konkreet Pisten, fir méi Fräiwëlleger fir de CGDIS ze begeeschteren?

**Réponse** (10/10/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

De Verwaltungsrot vum CGDIS huet d'Indemnitéite fir fräiwëlleg Pompjeeën, de sougenannte „Recueil des règlements d'indemnisation du CGDIS", eng éischt Kéier de 26. Juli 2018 fixéiert. De Regierungsrot huet dës de 6. September 2018 ugeholl. Eng éischt Upassung vun deem Recueil gouf de 16. Januar 2020 am Verwaltungsrot vum CGDIS entscheet an de 7. Februar 2020 vum Regierungsrot ugeholl.

Ob a wéini d'Indemnitéiten eng nächst Kéier wäerten ugepasst ginn, läit aleng an der Kompetenz vum Verwaltungsrot vum CGDIS.

De CGDIS baséiert sech beim Recrutement vun haaptamtleche Pompjeeën op de Plan national d'organisation des secours (PNOS), deen den 20. Oktober 2021 vum Regierungsrot ugeholl gouf an dee säitdeem och konsequent ëmgesat gëtt.

Wat de Recrutement vu fräiwëllege Pompjeeën ugeet, kann den éierbaren Deputéierten sech gären emol eng Journée de recrutement fir fräiwëlleg Pompjeeën ukucke goen, déi eemol de Mount am Centre national d'incendie et de secours (CNIS) organiséiert gëtt. Detailer dozou fënnt een op https://112.public.lu/fr/volontariat/Volontariat.html.

**École privée à Medernach** | Question **8266** (28/08/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

D'ASBL „École Nicomaque" huet wëlles, an engem Gebai zu Miedernach eng alternativ Schoul fir bis zu 80 Schüler opzemaachen. Geplangt ass eng Privatschoul fir Kanner vun 3 bis 16 Joer, inspiréiert vum Educatiounsmodell vum Lycée Ermesinde. Laut engem rezente Reportage vun RTL gouf déi entspriechend offiziell Demande op Recommandatioun vum Educatiounsministère via Arrêté grand-ducal refuséiert.

„De Ministère stéiert sech ënner anerem dorun, dass d'Konzept vun der École Nicomaque keen Echec virgesäit an och net präziséiert gëtt, wéi eng Kompetenzen d'Schüler mussen erreechen", heescht et op rtl.lu.

Am Kontext vum Refus vun der Demande fir eng Privatschoul zu Miedernach no engem änleche Modell wéi dee vum Lycée Ermesinde, wéilt ech zu dësem follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Kann den Här Minister mech driwwer informéieren, ob eng Evaluatioun vum Lycée Ermesinde – 2005 an der Stad gegrënnt an zënter 2012 zu Miersch installéiert – duerchgefouert gouf?
– Wa jo, wat sinn d'Conclusiounen dovun?
– Wann net, firwat net?

2. Gedenkt den Här Minister virum Hannergrond vun der rezenter Demande vun der ASBL „École Nicomaque" eng allgemeng Evaluatioun vum Lycée Ermesinde maachen ze loossen?
– Wa jo, wéini a vu wiem?

An deem Reportage vun RTL geet och nach rieds vun enger anerer Schwieregkeet beim Konzept vun der Privatschoul zu Miedernach: „Méi e fundamentale Problem gesinn de Ministère an d'Regierung doranner, dass an der École Nicomaque solle Produiten a Servicer erstallt ginn, fir déi dann ze kommerzialiséieren. Esou wéi d'Konzept vun der ASBL beschriwwe wier, bestéing de Risiko, datt et zu Kanneraarbecht géif kommen an d'Schoul e Betrib géif ginn. Dat géif een net zouloossen, sou de Lex Folscheid."

Entreprisë gehéieren awer och zum Konzept vum Lycée Ermesinde, op deem senger Websäit heizou ënner anerem geschriwwe steet: „Dans ses entreprises internes, à destination d'un public et d'une clientèle externes. (...)" An där Beschreiwung geet e bësse méi wäit dann och vun „distribution" a „commercialisation" rieds.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

3. Wéi erkläert den Här Minister de kommerziellen Aspekt vun den Entreprisë vum Lycée Ermesinde par rapport zum Refus vum Konzept vun der ASBL „École Nicomaque"?

4. Ass dëse spezifesche Volet vum Lycée Ermesinde evaluéiert ginn?
– Wa jo, wat sinn d'Conclusiounen dovun?
– Wann net, firwat net?

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 0106 vum 18. Dezember 2018 gesäit den Här Minister Bedarf fir eng zweet Schoul nom Modell vum Lycée Ermesinde, am Süde vum Land: „À côté de l'offre existant déjà au centre du pays avec le Lycée Ermesinde (LEM) installé à Mersch, la volonté de mon ministère est de voir implanté un établissement scolaire comparable dans le sud du Grand-Duché afin de répondre à un réel besoin pédagogique."

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

5. Wéi an op Basis vu wéi enge Krittären huet de Ministère dee „besoin pédagogique" festgestallt?

6. Kann den Här Minister mech iwwer den aktuelle Stand vun der Iddi vun enger zweeter Schoul nom Modell vum Lycée Ermesinde am Süde vum Land informéieren?

**Réponse** (12/10/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 2. Den Artikel 18 vum Gesetz vum Lycée Ermesinde (Loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote), dem fréieren Neie Lycée oder Lycée-pilote, gesäit effektiv eng Evaluatioun vir: „Le fonctionnement du lycée-pilote fait l'objet d'une évaluation continue et un bilan est établi au plus tard cinq années après l'entrée en vigueur de la présente loi."

De Bilan ass 2011 gemaach ginn, an zwar vun der Universitéit Lëtzebuerg a vum Professer Baudouin Jurdant vu Paräis. Béid Evaluatioune si global positiv a kënnen um Internetsite vum Ministère consultéiert ginn (https://men.public.lu/fr/publications.html).

D'Évaluation continue, déi am Gesetz virgesinn ass, gëtt zanter 2005 zweemol am Joer vum Comité d'évaluation et d'innovation pédagogique (CEIP) gemaach. Dëse Comité kënnt all Joer am Januar an am Juni jeeweils dräi Deeg an de Lycée Ermesinde. Dëst Joer am Juni war et déi 29. Kéier.

De Comité huet eng prestigiéis Besetzung mat internationalen Experten.

Bei all Sessioun besteet ee Programm, deen de Membere vum Comité et erlaabt, an déi verschidden Domainer vun der Schoul eranzegesinn, sech ee Bild ze maachen, a bestëmmte Konzepter mat der Direktioun vun der Schoul duerchzediskutéieren.

ad 3. a 4. De kommerziellen Aspekt vun de sougenannten Entreprisë vum Lycée Ermesinde (LEM) ass bei Wäitem net esou developpéiert wéi deen, deen am Projet vun enger École Nicomaque virgesi war. En ass deemno onproblematesch a vermëttelt de Schülerinnen a Schüler ee gudden Abléck an d'Beruffsliewen.

Dëse „spezifesche Volet" ass schonn e puermol vum uewe genannte CEIP evaluéiert ginn. D'Membere vun deem Gremium hunn ëmmer erëm op d'Komplementaritéit vun de sougenannten Haiser vum LEM an den Entreprisë gepocht a virun allem guttgeheescht, datt d'Schüler an den Entreprisen duerch de Kontakt mam Publikum de Bléck no bausse kréien.

ad 5. a 6. Zanter 2018 huet eis Schoullandschaft sech diversifiéiert, fir de Besoine vun eiser Gesellschaft gerecht ze ginn.

Dobäi ass de Fokus engersäits op nei Sektiounen a Formatioune souwuel am Enseignement secondaire wéi an der Formation professionnelle geluecht ginn; dës nei Ausbildunge sollen de Schüler et erlaben, e positive Choix beim Aschloe vun hirem zukünftegen Ausbildungswee ze maachen an zugläich hir Studéierfäegkeet assuréieren.

Anerersäits ass mam Ausbau vun der internationaler Schouloffer probéiert ginn, der Sproocherealitéit zu Lëtzebuerg Rechnung ze droen.

**Centre de primo-accueil** | Question **8267** (28/08/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wéi den 100,7 de 25. August gemellt huet, ginn d'Leit, déi op Lëtzebuerg flüchten, nëmmen nach an de Centre de primo-accueil um Kierchbierg gelooss, wann se virdrun een Dossier opgemaach hunn:

„Déi Betraffe mussen elo fir d'éischt hir Demande bei der Direction de l'immigration op der Areler Strooss maachen. Där hir Büroe sinn awer nëmmen op Wochendeeg, vun 8.30 Auer bis 12.00 Auer, op."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Ginn d'Ëffnungszäite vun der Direction de l'immigration dann op nomëttes erweidert, fir beschtméiglech ze verhënneren, dass d'Leit op der Strooss musse schlofen? Wäert eng Permanence de Weekend geschafe ginn?

2. An der Erklärung vum Ministère heescht et laut 100,7:

„Zu de Grënn, firwat d'Reegele fir den Accès an de Centre de primo-accueil geännert goufen, sot de Ministère eis, datt festgestallt gi wier, datt 30 Prozent vun de Leit, déi an de CPA koumen, duerno guer keng Demande fir Protektioun gemaach hätten oder verschwonne wieren."
– Wéi vill Prozent maache keng Demande?
– Wat ass fir de Ministère den Delai, ab deem ee seet, dass eng Persoun keng Demande gemaach huet, nodeems se am Centre ukomm ass? Wat gëtt am deem Fall gemaach, fir d'Leit opzeklären, dass se eng Demande musse maachen?
– Goufen d'Leit dann no enger gewëssener Zäit aus dem Centre ausgeschloss, wann se keng Demande stellen? Wa jo, wat war den Delai?
– Wéi vill Prozent si verschwonnen?

3. Ginn d'Leit iwwert d'Iwwernuechtungsstrukture fir Sans-abrisen opgekläert, wann se net an de Centre eragelooss ginn?

4. Weess de Ministère, wat mat deenen 78 Leit geschitt ass, déi an deene leschten 2 Wochen ofgewise gi sinn?

**Réponse** (26/09/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Nee, fir de Moment ass net virgesinn, d'Ëffnungszäite vun der Immigratiounsdirektioun ze erweideren, well dat aus organisatoresche Grënn net méiglech ass. D'Prozedur, fir eng Demande op internationale Schutz

opzemaachen, dauert e puer Stonnen, esou dass et net méiglech ass, eréischt am Nomëtten domat unzefänken. Am deem Kontext wäert keng Permanence de Weekend geschaf ginn.

ad 2. – Wéi et an der Erklärung vum Aussen- an Europaministère un de Radio 100,7 schonn erwäänt gouf, ass festgestallt ginn, dass 30 Prozent vun de Leit, déi an de Centre de primo-accueil um Kierchbierg koumen, duerno keng Demande fir internationalen oder temporäre Schutz bei der Immigratiounsdirektioun gemaach hunn.

– Ier d'Reegele fir den Accès an de Centre de primo-accueil um Kierchbierg geännert goufen, sinn all d'Leit, déi do ukoumen a logéiert goufen, encouragéiert ginn, fir sech den nächsten Aarbechtsdag op d'Immigratiounsdirektioun presentéieren ze goen, fir do hir Demande fir internationalen oder temporäre Schutz ze deposéieren. Wann déi gesote Persoun net den nächsten Aarbechtsdag op der Immigratiounsdirektioun virstelleg gouf, gouf si als Persoun, déi keng Demande gemaach huet, consideréiert.

– Ee formellen Delai gouf et net. All Situatioun ass individuell behandelt ginn, am Respekt vun der Persoun an hiren eventuelle spezielle Besoinen. Déi Persounen, déi net op der Immigratiounsdirektioun virstelleg goufen, goufen individuell vun de responsabelen Equippe sur place opgekläert. Et gouf hinnen erkläert, dass e Passage op der Immigratiounsdirektioun noutwenneg ass, fir kënne weiderhin am Centre de primo-accueil um Kierchbierg logéiert ze ginn.

– cf. Fro 2.1.

ad 3. Persounen, déi nach keng Demande bei der Immigratiounsdirektioun agereecht hunn, ginn iwwer aner Iwwernuechtungsstrukturen informéiert, déi hinnen an dësem Fall zur Verfügung stinn. Vulnerabel Persoune wéi zum Beispill Familljе mat mannerjärege Kanner hu weiderhin Accès zum Centre de primo-accueil, och ouni virdrun eng Demande agereecht ze hunn. Kanner, déi eleng ënnerwee sinn, sinn net vun dësem Changement betraff a ginn och weiderhin an enger spezialiséierter Struktur opgeholl.

ad 4. Den Aussen- an Europaministère hëlt keng perséinlech Donnéeë vu Persounen op, déi nach keng Demande bei der Immigratiounsdirektioun agereecht hunn.

**Location d'un appartement au Trump Tower à New York par l'État luxembourgeois** | Question **8268** (29/08/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eis gouf zougedroen, dass zu New York d'Residenz vum Lëtzebuerger Ambassadeur bei der UN grad renovéiert gëtt. Dës Residenz gehéiert dem Staat. Fir d'Zäit vun de Renovatiounsaarbechte lount de Lëtzebuerger Staat aktuell angeeblech fir vill Suen een Appartement am Trump Tower op der 5th Avenue. An dësem Gebai hu souwuel den Donald Trump wéi och eng Rei vu senge Familljememberen eng Wunneng. Zudeem huet d'Trump Organization an dësem Gebai e Sëtz.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass dës Informatiounen der Realitéit entspriechen?

2. Fir wéi vill Dollar gëtt d'Appartement am Trump Tower pro Mount gelount?

3. Wéi laang sollen d'Renovatiounsaarbechten dauere respektiv fir wéi vill Méint gëtt d'Appartement am Trump Tower gelount?

4. Ass de Minister der Meenung, dass et moralesch ze vertrieden ass, dass ausgerechent am Trump Tower eng Wunneng gelount gouf?

5. Ass de Minister der Meenung, dass d'Loune vum Appartement am Trump Tower een diplomatesche Faux-pas duerstellt?

**Réponse** (26/09/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

Eng Rei Elementer an der Fro vum honorabelen Deputéierten entspriechen net der Realitéit.

Zënter November 2021 gi gréisser Renovatiounsaarbechten ausgeféiert am Gebai vun der Residenz vun der Lëtzebuerger Vertriedung bei de Vereenten Natiounen zu New York, wou den Ambassadeur a permanente Vertrieder wunnt. D'Aarbechten an dëser Proprietéit vum Lëtzebuerger Staat sollen Enn 2023 ofgeschloss sinn.

Fir den Ambassadeur a seng Famill wärend de Renovatiounsaarbechten ze logéieren, lount de Lëtzebuerger Staat en Appartement an engem Gebai op der éischter Avenue, dat den Numm „Trump World Tower" dréit. Dëst Gebai ass net ze verwiessele mam „Trump Tower" op der fënnefter Avenue.

D'Appartement ass fir 13.500 US-Dollar de Mount vun August 2021 bis Mee 2023 gelount ginn a gëtt fir 15.500 US-Dollar de Mount vu Juni bis Dezember 2023 gelount. Déi Wunneng huet ënnert anerem de Virdeel, datt se géigeniwwer vum Sëtz vun der UNO ass, souwéi och an der direkter Noperschaft vun der Lëtzebuerger permanenter Vertriedung bei der UNO. Wéinst der Proximitéit mat der UNO wunne vill Diplomaten an deem Gebai. D'Appartement gouf zeréckbehalen, well de Rapport qualité/prix gutt war.

Anescht eléi den „Trump Tower" op der fënnefter Avenue, ass den Donald Trump net Proprietaire vun dësem Gebai. Hie wunnt selwer net do. Et wunnt och kee vu senge Familljememberen do. An d'Trump Organization huet kee Sëtz an deem Gebai. D'Gebai dréit den Numm „Trump World Tower", well den Här Trump, deen ee vun de Promoteure war, deen d'Gebai baue gelooss huet an de Joren 1999–2001, dem Gebai deen Numm ginn huet.

**Déclaration d'une indemnité de volontariat dans le cadre d'une demande d'allocation de vie chère** | Question **8269** (29/08/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Leit, déi eng Deierungszoulag (Allocation de vie chère) ufroen, si verflicht, dem nationale Solidaritéitsfong déi integral Revenue vun hirem Stot matzedeelen. Op Guichet.lu kënnen d'Leit nokucken, bis zu wéi engem Plaffong si kënne vun dëser Hëllef profitéieren a wéi eng Forme vun Akommes si bei der Berechnung am Eenzele musse berécksiichtegen. Indemnitéiten, déi een am Kader vun enger fräiwëlleger Aktivitéit, beispillsweis als Arbitter am Sport ausbezuelt kritt, ginn net genannt.

Esou wéi et mir zougedroe gouf, gouf e Bierger allerdéngs lo genee mat där Fro konfrontéiert a gebieden ze motivéieren, firwat hien seng Indemnitéit aus dem Benevolat bei senger Demande bis ewell net mat uginn hat.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Sozialminister gär dës Froe stellen:

1. Zielt eng Indemnitéit, déi een am Kader vun engem Benevolat bezuelt kritt, zum Akommes vun engem Stot, wann een d'Deierungszoulag ufreet? Falls jo, kann den Här Minister da preziséieren, op wéi enger legaler Grondlag an a wéi engem Wuertlaut dës bis ewell op MyGuichet genannt gëtt? Ass gegeebenefalls dru geduecht, fir d'Beschreiwung vun de Krittäre bei der Deierungszoulag ze iwwerschaffen, fir Mëssverständnesser ze vermeiden?

2. Kann den Här Minister matdeelen, ob déi genannt Indemnitéit am Sënn vun der Fro virdru bei enger Demande fir de REVIS ze berécksiichtegen ass, vu datt dës op MyGuichet aktuell och hei net genannt gëtt?

3. Hält den Här Minister et allgemeng fir ubruecht, esou Indemnitéiten am Kader vu Sozialleeschtungen ze verrechnen?

**Réponse** (06/10/2023) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. Den Artikel 4 vum Règlement du Gouvernement en conseil vum 25. November 2022 relatif à l'octroi d'une allocation de vie chère au titre de l'année 2023 gesäit Follgendes vir:

„Est considéré comme revenu annuel global au sens de l'article 3 ci-dessus, l'ensemble des revenus bruts dont la communauté domestique a disposé pour une période de référence de 12 mois précédant le mois de l'introduction de la demande en obtention de l'allocation et du complément auprès du Fonds national de solidarité.

Sont notamment pris en compte pour la détermination des revenus de la communauté domestique :

– le revenu provenant d'un travail régulier ou généralement d'une activité professionnelle quelconque ;
– les revenus de remplacement dus au titre de la législation luxembourgeoise ou étrangère ;
– les revenus de biens mobiliers et immobiliers ;
– les rentes et pensions ;
– les allocations ou prestations touchées de la part d'un organisme public ou privé, à l'exception des allocations familiales, de l'allocation de rentrée scolaire et de l'allocation de naissance ;
– les pensions alimentaires."

Am Artikel 4 ass de Prinzipp festgehal, datt all Zorte vu Revenuen ze consideréiere sinn. Dat Wuert „Revenu" englobéiert all méiglech Akommes, vun deenen e Stot ka beneficiéieren, onofhängeg dovun, ob ee se aus engem Salaire, enger Indemnitéit oder aus Kapitalerträg zitt. An deem Sënn ass déi Opzielung, déi den Artikel 4 mécht, och nëmmen exemplativ an déi eenzeg Akommes, déi ausgeschloss sinn an där Opzielung, an déi also net consideréiert ginn, sinn d'Kannergeld, d'Schoulufankszoulag an d'Gebuertenzoulag. Indemnitéite wéi déi vum Arbitter si vum Text net ausgeschloss.

ad 2. Den Artikel 9 vum ëmgeännerte Gesetz vum 28. Juli 2018 iwwert de REVIS gesäit eng änlech Formulatioun fir d'Berechnung vun de Revenuen, vun deenen e Stot beneficiéiert, vir.

ad 3. Déi Fro stellt sech an deem Kontext net, well am Prinzipp net gekuckt gëtt, wat d'Origine vun enger Indemnitéit ass, fir se mat an d'Berechnung vun de Revenuen ze huelen, ausser et handelt sech eeben ëm déi Allocatiounen, déi vum Text ausdrécklech ausgeschloss sinn.

Eng Opschlësselung vun de Revenuen en Fonctioun vun der Aart vun der Aktivitéit, fir déi se bezuelt ginn, géing och riskéieren, dem Gläichheetsgrondsaz ze widderspriechen.

**Déductibilité des intérêts débiteurs et des frais de financement en relation avec une habitation personnelle** | Question **8270** (30/08/2023) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

Dans une « lettre de lecteur » publiée sur le site rtl.lu, l'ancien directeur de l'administration fiscale luxembourgeoise, Guy Heintz, revient sur une problématique

thématisée précédemment par la Confédération générale de la fonction publique (CGFP). Il est question de la déductibilité des intérêts débiteurs et des frais de financement en relation avec une habitation personnelle.

L'auteur constate une « une flagrante discrimination entre celles et ceux qui achètent une maison ou un appartement nouvellement construit et celles et ceux qui achètent une maison ou un appartement déjà habitable ». En effet, suite à une différence d'interprétation des textes législatifs entre le législateur et la Cour administrative et pour éviter que des frais d'entretien ne puissent être déduits préalablement à l'occupation d'une habitation par son propriétaire, l'article 4b du règlement grand-ducal y relatif, qui prévoyait la déductibilité des intérêts débiteurs et des frais de financement avant l'occupation d'une habitation, avait alors été supprimé. Selon l'interprétation de Madame la Ministre, la déduction déplafonnée des frais de financement pour une habitation nouvelle est dorénavant acceptée, tandis que la déduction déplafonnée des frais de financement jusqu'à l'occupation effective du propriétaire d'une habitation déjà utilisée dans le passé est refusée.

L'auteur rappelle à juste titre que ce sont surtout les jeunes qui ne disposent que de peu de moyens ou ne veulent pas acheter une habitation neuve qui se retrouvent pénalisés par les dispositions existant actuellement. Je rappelle que j'avais attiré l'attention du Gouvernement sur cette problématique lors d'une question orale posée lors de la séance publique du 7 février 2023.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Madame la Ministre peut-elle confirmer cette « discrimination » entre ceux qui achètent une habitation nouvellement construite et ceux qui achètent une habitation déjà habitable ? Quelle est son appréciation de la situation ?
• Dans l'affirmative, comment est-ce que cette problématique pourrait être résolue ?
• Dans l'affirmative, pourquoi est-ce que le Gouvernement n'a encore rien entrepris pour rectifier la situation ? La problématique est bien connue, puisqu'elle a été abordée par la CGFP et par au moins deux partis politiques dans le contexte du travail législatif.

– Comme solution à la problématique évoquée ci-dessus, l'auteur explique qu'il « faudrait juste réinsérer l'ancien article 4b dans [le] règlement grand-ducal afin d'accéder aux doléances des intéressés, et le problème serait résolu ».
• Est-ce que Madame la Ministre estime qu'il s'agit là d'une solution à la problématique en question ?
• Est-ce que Madame la Ministre a l'intention de réintroduire l'article 4b ? Dans l'affirmative, quand est-ce que Madame la Ministre va faire les démarches nécessaires ?
• Dans la négative, qu'est-ce qui s'oppose à la réintroduction de l'article 4b ?
• Dans la négative, de quelle manière est-ce que Madame la Ministre entend remédier à la problématique en question ?

**Réponse** (13/10/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

En ce qui concerne le sujet thématisé par la CGFP ainsi que par l'ancien directeur de l'ACD au sujet de la déductibilité des intérêts débiteurs et des frais de financement en relation avec une habitation personnelle, il est tout d'abord renvoyé à la réponse à la question parlementaire du 7 février 2023 qui reste d'actualité.

Le constat selon lequel les dernières modifications apportées au règlement grand-ducal modifié du 12 juillet 1968 concernant la fixation de la valeur locative de l'habitation occupée en vertu du droit de propriété ou occupée à titre gratuit ou en vertu d'un droit de jouissance viager ou légal (ci-après « le règlement grand-ducal ») créent une situation « discriminatoire » entre, d'une part, les acquéreurs d'un immeuble par un acte de vente en état futur d'achèvement (ci-après « VEFA ») et d'autre part, les acquéreurs d'un immeuble déjà achevé, ne peut qu'être réfuté.

En effet, la situation entre un acquéreur d'un immeuble par une VEFA et un acquéreur d'un immeuble déjà achevé, n'est ni identique ni équivalente, ce qui engendre des traitements fiscaux distincts quant à la déductibilité des intérêts débiteurs. Si l'acquéreur d'un logement existant peut l'occuper rapidement sinon immédiatement, l'acquéreur d'un logement en cours de construction peut l'occuper au bout d'une période d'attente plus ou moins longue seulement et devra subir la charge financière entière des prêts bancaires de financement, non atténuée par la jouissance du logement ; il se retrouve dans une situation de double charge ou il devra financer cette nouvelle acquisition parallèlement à une ancienne acquisition ou une location courante.

Ainsi, l'acquéreur d'un immeuble par une VEFA ne dispose pas encore de la possibilité d'occuper son habitation future étant donné que celle-ci n'est pas encore achevée et qu'elle ne peut donc pas encore être qualifiée d'« habitation ». Dès lors, la valeur locative ne peut être fixée et l'acquéreur d'un immeuble par une VEFA peut dans ce contexte déduire intégralement, jusqu'au moment de l'achèvement et de la fixation de la valeur locative, ses intérêts débiteurs et ses frais de financement, étant donné que contrairement à la valeur locative qui représente un revenu forfaitaire (article 98, alinéa 1er, n° 5 de la loi concernant l'impôt sur le revenu), le revenu propre à l'immeuble, avant la fixation de la valeur locative, est déterminé selon la règle générale définissant le revenu comme correspondant à l'excédent des recettes sur les frais d'obtention (articles 98, alinéa 1er, n° 1 et 103 de la loi concernant l'impôt sur le revenu).

Au contraire, lorsqu'il s'agit de l'acquisition d'un bien déjà achevé se trouvant dans un état habitable, il revient au nouvel acquéreur de décider à quel moment il désire occuper, ou pas, son immeuble qui, contrairement à celui en état futur d'achèvement, a la qualité d'« habitation » et peut servir comme telle. La valeur locative forfaitaire est fixée dans ce cas lors du changement de propriété et les plafonds spécifiques de déductibilité prévus par le règlement grand-ducal s'appliquent dès le transfert de propriété.

À titre de précision, il est à souligner que les frais de financement (p. ex. : acte d'ouverture de crédit, commission bancaire, etc.) en lien avec l'acquisition d'une habitation déjà existante pourront continuer à être intégralement déduits étant donné que ces frais interviennent avant le moment de la fixation de la valeur locative forfaitaire.

Par conséquent, il y a lieu de conclure qu'il n'existe pas de « discrimination » en ce qui concerne la déductibilité des intérêts débiteurs et des frais de financement en relation avec une habitation personnelle, mais que la situation décrite par l'honorable Députée vise en réalité deux cas différents qui occasionnent deux traitements fiscaux spécifiques.

**Flambée des prix pétroliers** | Question **8271** (31/08/2023) de **M. André Bauler** (DP)

La récente flambée des prix pétroliers risque d'alimenter de nouveau l'inflation au Luxembourg qui, selon les estimations actuelles, se situe autour de 3,9 % en moyenne pour cette année et à environ 2,5 % pour l'an prochain.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Quels sont les déterminants qui font grimper les prix pétroliers de manière assez régulière depuis juillet 2023 ? S'agit-il d'un phénomène plutôt passager ?

2) Dans une perspective comparative, Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations concernant l'évolution de ces prix dans nos pays voisins durant le même laps de temps ?

**Réponse** (19/10/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1) Les prix pétroliers sont étroitement liés au prix du pétrole brut sur le marché mondial (p. ex. du brent), mais aussi au cours de change dollar/euro et à la situation sur le marché des produits finis (marges des raffineries, stocks dans la région, capacités de production, ...).

Le prix du brent a augmenté de presque 20 dollars US le baril entre juin et mi-septembre 2023. Cette hausse du prix du brent s'explique par une forte demande (stimulée par la reprise des voyages en été) et par une réduction artificielle de l'offre (du fait de la réduction de la production dans les pays de l'OPEC+, notamment en Arabie Saoudite et en Russie).

Quant à savoir s'il s'agit d'un phénomène passager, il est impossible de se prononcer. Les déterminants macroéconomiques feraient plutôt baisser les prix, mais les réactions et décisions de cartels et de certains pays sur un marché très concentré peuvent inverser cette tendance.

Dans ses prévisions d'inflation, le Statec fait habituellement l'hypothèse d'un prix du brent relativement constant sur l'horizon de prévision et proche des derniers niveaux observés. Cependant, le prix du pétrole est régulièrement affecté par de fortes variations qui dépendent de phénomènes particulièrement difficiles à anticiper.

ad 2) Les prix à la pompe dans les pays voisins du Luxembourg dépendent également fortement de l'évolution du prix du pétrole. Par conséquent, ils suivent aussi une tendance à la hausse au cours des dernières semaines. De manière générale, il y a cependant lieu de noter que les prix des produits pétroliers au Luxembourg sont significativement moins élevés que dans les pays voisins.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Modèle espagnol de lutte contre les violences conjugales** | Question **8272** (31/08/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Avec la loi-cadre « Mesure de protection intégrale contre les violences conjugales », votée en 2004, l'Espagne a mis en place un système de conseil juridique gratuit pour les victimes de violences conjugales ainsi qu'une représentation gratuite par un.e avocat.e de garde et un.e procureur.e spécialisé.e. dans le domaine des violences domestique et conjugale. Ces aides juridiques sont assurées durant toutes les procédures administratives et judiciaires directement ou indirectement liées aux violences subies.

Il existe pour les victimes pouvant attester de décisions judiciaires ou des services sociaux compétents :

– le droit à une assistance juridique gratuite ;
– le droit à l'assistance sociale intégrale (psychologique, sociale, etc.) ;

– le droit à des aides économiques spécifiques ;
– le droit à un accès prioritaire aux logements sociaux et aux maisons de retraite ;
– le droit à une réduction ou aménagement du temps de travail, à la mobilité géographique, au changement de site, à la suspension du poste avec maintien du contrat de travail, à la rupture du contrat de travail, ou encore à des programmes spécifiques d'accompagnement professionnel.[6]

Le Luxembourg en tant que signataire de la Convention d'Istanbul n'a pas encore entrepris des démarches juridiques allant dans le sens du modèle espagnol afin d'endiguer les violences conjugales et domestiques et de protéger les victimes de ces violences. Or, selon une enquête publiée en juillet 2022 par le Statec, au Luxembourg, deux tiers des femmes déclarent avoir été victimes de violences physiques, psychologiques, sexuelles ou économiques au moins une fois dans leur vie[7]. Le premier rapport du Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO), rend compte pour le Luxembourg d'un ensemble de recommandations pour améliorer le dispositif législatif, dont notamment la mise en place d'une assistance judiciaire à l'image du modèle espagnol.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Égalité entre les hommes et les femmes :

1) Quelle est la position de Mesdames les Ministres concernant le modèle juridique espagnol en matière de protection des victimes de violences conjugales et domestiques ?

2) Est-ce que Mesdames les Ministres estiment que le Luxembourg devrait mettre en place un dispositif législatif similaire au modèle espagnol en question ?

3) Si non, pourquoi ? Quelles alternatives proposeriez-vous ?

4) À part un suivi psychologique gratuit, quels autres services l'État luxembourgeois offre-t-il aux victimes de violence domestique et conjugale afin de les protéger et de prévenir la violence et la victimisation secondaire (frais d'avocat, police, tribunal) telle que stipulée dans la Convention d'Istanbul ?

**Situation financière des victimes de violence domestique au Luxembourg** | Question **8273** (31/08/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Le rapport du Comité de coopération décrit le statut professionnel des victimes majeures suivies par le SAVVD. En 2022, 48 % des victimes étaient engagées en tant que salariés, 13 % recevaient un revenu de remplacement et 10 % étaient sans revenus.

Afin d'obtenir davantage d'information sur la situation économique des victimes de violence domestique en rapport avec leurs moyens de défense et mise à l'abri, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Égalité entre les hommes et les femmes :

1) Quelles observations les différentes associations encadrant les victimes de violence domestique (VD) ont fait concernant l'impact de la situation économique et financière des victimes sur les tendances de séparation ou de retour avec l'auteur ?

2) Parmi les victimes de VD disposant d'un revenu d'une activité salariale, combien se sont séparées de leur agresseur et combien sont restées dans la relation violente ?

3) Parmi les victimes de VD disposant d'un revenu de remplacement, combien se sont séparées de leur agresseur et combien sont restées dans la relation violente ?

4) Parmi les victimes de VD sans revenus combien se sont séparées de leur agresseur et combien sont restées dans la relation violente ?

5) Quel est le revenu moyen annuel des victimes de VD suivies par le SAVVD disposant d'un salaire ?

6) Combien de victimes de VD rompent réellement et durablement avec leur relation violente suite à une prise en charge du SAVVD ?

7) Concernant les victimes qui ne se séparent pas de leur partenaire violent, quelles en sont les raisons les plus fréquemment constatées par les associations ?

8) Parmi les 1.323 victimes adultes de VD enregistrées en 2021 et les 1.369 enregistrées en 2022, combien subissent des situations de violence économique et financière ?

9) Dans le cas d'une expulsion, est-ce que le SAVVD informe systématiquement les victimes sur la possibilité de les assister à introduire la prolongation de la mesure d'expulsion par requête au tribunal ?

10) Parmi les victimes de VD encadrées par le SAVVD, combien n'ont pas droit à l'assistance judiciaire ? Parmi celles qui n'ont pas droit à l'assistance judiciaire, combien ont les moyens d'engager un avocat, combien n'ont en pas les moyens ?

11) Combien de demandes de prolongation de la mesure d'expulsion par requête sont faites par le SAVVD par an ?
– Combien par la victime elle-même ?
– Combien par un avocat dans le cadre de l'aide judiciaire ?
– Combien par un avocat hors aide judiciaire ?

12) Dans le cas où une demande d'expulsion n'est pas accordée, combien de victimes de VD doivent abandonner leur domicile suite aux violences ou à la séparation ? Combien se retrouvent sans domicile fixe ? Combien de victimes de violence domestique connues du SAVVD ont pu être relogées par l'État ?

13) Combien de victimes de VD enregistrées par les services collaborant au « Rapport violence » se retrouvent surendettées à cause des violences économiques et financières subies ? Combien souffrent d'anxiété, de stress posttraumatique et autres, suites à ces violences économiques et financières ?

14) Combien de victimes de VD ont perdu leur travail dans le cours ou suite aux procédures d'éloignement, de séparation et de divorce ? Les victimes de violence domestique en quête d'emploi bénéficient-elles d'aides et d'un soutien spécifiques de l'État ? Si oui lesquels ?

Au Luxembourg, l'association/fondation « Wäisse Rank » procure un ensemble d'aides financières aux victimes de violence domestique.

15) Mesdames les Ministres disposent-elles d'informations relatives au nombre de demandes faites par an depuis 2018 à l'association dans le cadre de la violence domestique ? Combien de demandes sont accordées ?

16) Quel est le temps nécessaire pour traiter chaque dossier ?

17) Quelles sont les conditions à remplir pour obtenir une aide ? Et quels sont les critères de refus ?

Les victimes d'infractions volontaires (coups et blessures volontaires, viol, etc.) qui ont entraîné des dommages corporels ont, sous certaines conditions, droit à une indemnité à charge de l'État lorsqu'elles ne peuvent pas être indemnisées par l'auteur de l'infraction qui n'a pas pu être identifié, trouvé ou qui est insolvable. Les demandes d'indemnité à charge de l'État sont adressées au Ministère de la Justice.

Partant je voudrais demander à Madame la Ministre de la Justice :

18) Combien de demandes sont faites dans le cadre de la violence domestique par an depuis 2018 ? Combien de demandes sont accordées ? Et quels sont les critères de refus ?

19) Quel est en moyenne le temps nécessaire pour traiter chaque dossier ? Combien de temps après la décision de la commission la victime est-elle informée et reçoit l'indemnité ? Est-ce que le paiement de la condamnation des dommages et intérêts pour les préjudices physique et moral causés par l'auteur de violence domestique, est couvert par « l'indemnité à charge de l'État » ?

20) Quels sont en moyenne les montants accordés aux différentes victimes de violence domestique ? Sur quels critères les montants sont-ils basés ?

21) Est-ce que l'État demande systématiquement aux coupables d'infractions le remboursement de l'indemnisation octroyée aux victimes ?

22) Madame la Ministre se positionne-t-elle en faveur d'un octroi systématique de cette indemnisation aux victimes de violence domestique à la charge des coupables ? Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'une telle responsabilisation des auteurs d'infraction pourra décourager d'éventuelles récidives ?

Selon la note d'information que la police met à disposition des personnes victimes d'infraction : « Dans l'hypothèse où une demande de dommages et intérêts a été intentée par la victime, soit dans le cadre d'une action publique, soit dans le cadre d'une action civile, la victime peut saisir la juridiction des référés aux fins de se voir accorder une provision avant l'issue du litige, pour autant que l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestable. »

23) Madame la Ministre de la Justice peut-elle me dire de quelle provision il s'agit précisément ?

24) Que signifie concrètement « la victime peut saisir la juridiction des référés aux fins de se voir accorder une provision avant l'issue du litige, pour autant que l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestable », notamment concernant les démarches impliquées pour les victimes de violence domestique ?

**Violences économiques et financières subies par les victimes de violence domestique** | Question **8274** (31/08/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

De nombreuses victimes de violence domestique souffrent de plusieurs actes de violences. Il en existe qui se manifestent par un chantage financier et économique ainsi que le vol. Ce qu'on nomme la violence financière et économique est la stratégie de contrôle la plus récurrente des auteurs de violence domestique et conjugale. D'après des données provenant des États-Unis 94-99 % des victimes de violence domestique ont également fait l'expérience de violences financières et économiques[8]. Cette forme de violence reste néanmoins la moins considérée.

[6] Rapport alternatif sur les mesures d'ordre législatif et autres donnant effet aux dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul). Conseil national des femmes du Luxembourg. 2022.

[7] Les femmes face à la violence. Statec. 2022. https://statistiques.public.lu/dam-assets/catalogueupublications/regards/2022/regards-05-22.pdf

[8] National Coalition Against Domestic Violence. USA. https://ncadv.org/blog/posts/quick-guide-economic-andfinancial-abuse

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Égalité entre les hommes et les femmes :

1) Existe-t-il des chiffres sur les violences économiques et financières que subissent les victimes de violence domestique et conjugale au Luxembourg ?

2) Quelles lois protègent les victimes de violences économiques et financières ? De quels moyens légaux les victimes de violences économiques et financières disposent-elles pour poursuivre leurs abuseurs ?

3) Existe-t-il des aides spécifiques pour dédommager les victimes de violence domestique ayant subi des violences financières et économiques ? Dans l'affirmative, de quelles aides s'agit-il ? Combien de demandes d'aides sont faites par an depuis l'existence de telles aides ? Combien d'aides ont été accordées ?

Le site Web violence.lu instauré par le Gouvernement dans l'objectif d'informer et d'accompagner les victimes de violence dénombre et décrit une multitude de formes de violence. La violence économique et financière y fait défaut.

4) Pourquoi la violence économique et financière n'est pas listée sur le site Web violence.lu ?

Les procédures judiciaires et administratives étant souvent très complexes, l'assistance d'un avocat est une mesure nécessaire pour permettre aux victimes de violence domestique de faire valoir utilement leurs droits[9]. Les coûts les plus élevés d'un procès sont en principe constitués par les frais et honoraires des avocats[10], ce qui évoque la question du droit aux assistances judiciaires.

Selon l'« article 57 » de la Convention d'Istanbul, les parties veillent à mettre en place une assistance et une aide juridique gratuite selon les conditions prévues par leur droit interne[11]. D'après le Conseil national des femmes du Luxembourg « il n'existe pas au Luxembourg d'assistance judiciaire gratuite mise en place spécifiquement pour les femmes victimes de violence. La seule aide juridictionnelle dont elles peuvent éventuellement bénéficier est celle fournie par le Ministère de la Justice et le Conseil national des avocats pour les justiciables à revenu modeste. En contre-exemple, l'Espagne dispose d'une loi qui depuis 2004 fournit une assistance juridique gratuite aux victimes de violence domestique.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Mesdames les Ministres :

5) Où sont publiés les chiffres du barreau sur les assistances judiciaires ? Combien de demandes d'aides sont faites par an dans le cadre de la violence domestique ? Combien de demandes proviennent des victimes adultes et combien en sont introduites par les accusés de violence domestique adultes ? Combien en sont accordées ? Combien en sont refusées et sur quelles bases ces demandes sont-elles refusées ? Combien d'assistances judiciaires accordées sont par la suite retirées, et, combien avec effet rétroactif au jour de l'introduction de l'instance ?

6) Pour quelles démarches précisément le recours à un avocat est-il obligatoire ? Cette obligation vaut-elle tout au long des procédures individuelles ?

7) Combien de taxations (contestations des frais d'honoraires) sont envoyées au barreau ? Pourriez-vous m'indiquer pour ces taxations, la quantité de celles provenant de victimes de violence domestique ? Combien de taxations sont accordées, voire refusées ? Combien de temps en moyenne est nécessaire pour répondre à cette contestation des frais d'honoraires ? Combien de requérants sont invités par le rapporteur du barreau responsable du dossier pour une prise de position en face-à-face ? Combien d'avocats sont finalement pénalisés suite à ces taxations ?

8) Existe-t-il des informations, notamment auprès du Service d'information et de conseil en matière de surendettement, sur la quantité de demandes liées à un surendettement par des dépenses judiciaires (frais d'avocats, etc.) de victimes de violence domestique ? Dans la négative, Mesdames les Ministres sont-elles prêtes à ordonner des enquêtes plus approfondies sur le sujet ?

9) Mesdames les Ministres ne sont-elles pas d'avis qu'il faille systématiquement condamner les auteurs de violence domestique à payer tous les frais de justice et d'avocat de la victime dans toute affaire en lien avec des démarches impliquant des frais financiers telles que la prolongation d'expulsion, divorce, démarche contre la violence économique et financière, la partie civile, l'injonction d'éloignement ? Pourquoi l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile qui prévoit que le juge peut condamner une partie à payer un certain montant « lorsqu'il paraît inéquitable de laisser à la charge de l'autre partie une partie des sommes exposées par elle et non comprises dans les dépenses » n'est-il pas systématiquement appliqué dans le cas des auteurs de violence domestique ? Autrement dit, pourquoi les victimes de violence domestique ne bénéficient-elles pas systématiquement de l'indemnité de procédure ?

10) Est-ce que Mesdames les Ministres envisagent d'offrir une aide et assistance juridique gratuite pour toutes les victimes de violence domestique comme recommandé par le CNFL ?

11) Que font Mesdames les Ministres pour prévenir cette violence économique et financière qui découle également des frais engendrés par les procédures judiciaires pouvant être considérés comme une victimisation secondaire décrite dans la Convention d'Istanbul que le Luxembourg a ratifiée ?

**Statistiques concernant le divorce, le féminicide et le récidivisme dans le contexte de violence domestique** | Question **8275** (31/08/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Pour l'instant, la seule référence en matière de statistiques sur les violences basée sur le genre au Luxembourg est le « Rapport violence » du Comité de coopération interprofessionnel (Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Ministère de la Justice, Ministère de la Sécurité intérieure, Police grand-ducale, Parquets Luxembourg et Diekirch, Service d'assistance aux victimes de violence domestique, Service d'aide aux auteurs de violence domestique, etc.) qui recense principalement les cas de violence domestique.

Or, dans l'objectif d'obtenir davantage de données chiffrées sur différents aspects de la violence domestique afin de mieux lutter contre cette violence et pour aider davantage les victimes et prévenir les actes potentiels de violence, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

1) Lorsque la police est sollicitée pour intervenir dans le contexte de violence domestique :

– Combien d'interventions policières en moyenne ont lieu suite à un appel de la victime de violence domestique ?
– Combien en ont lieu suite à un appel de l'auteur de violences ?
– Et combien d'interventions policières ont eu lieu suite à l'appel d'une tierce personne, comme par exemple les voisins, membres de la famille, amis, etc. ?

2) Est-ce que le Luxembourg compte intégrer une ou plusieurs victimes de violence domestique, formées en la matière, dans le Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence ? Si non, pourquoi ?

3) Concernant les interventions policières en cas de violence domestique :

– Combien d'interventions policières résultent en une plainte portée (1) par la victime, (2) par l'auteur ou (3) par les témoins de violence domestique ?
– Dans combien de cas y a-t-il constat de violence réciproque ?
– Dans combien de cas y a-t-il constat d'autodéfense de la part de la victime ?
– Est-ce que la police fait cette distinction entre violence univoque, réciproque et autodéfense ?

4) Concernant les plaintes :

– Combien de plaintes pour violence domestique sont déposées par des personnes de sexe féminin ?
– Combien le sont par des personnes de sexe masculin ?
– Combien de plaintes pour violence domestique sont retirées par les plaignant.e.s ? Combien le sont par des personnes de sexe féminin et combien concernent des personnes de sexe masculin ?
– Combien de temps s'écoule en moyenne avant que la/le plaignant.e décide de retirer sa plainte pour violence domestique ?
– Quelles sont généralement les motivations du retrait en distinguant en fonction du sexe du.de la plaignant.e ?

5) Quelles sont les missions concrètes en matière de protection des victimes de violence domestique de la « Cellule recherche fugitifs et protection des victimes du service de la police judiciaire » ? Quel est le rapport d'activité de cette cellule pour les années 2020, 2021, 2022 ?

6) En cas de requêtes de divorce dans le contexte de violence domestique :

– Combien de requêtes de divorce en moyenne sont formulées par la victime, combien par l'auteur ?
– Combien d'auteurs de violence domestique apparaissent aux audiences de divorce ?
– Combien de demandes de délai de réflexion afin de retarder le divorce sont faites par les auteurs de violence domestique en instance de divorce ?
– Combien de ces demandes sont accordées et pour quelles raisons ?
– Combien de ces délais sont soumis à une médiation pourtant interdite par la Convention d'Istanbul ?

7) Combien de demandes/ordonnances le centre de médiation reçoit en matière de violence domestique et dans combien de cas le centre de médiation a accepté ces demandes de médiation ?

8) Est-ce que les juges de divorce ont accès aux plaintes déposées à la police concernant la violence domestique ? Est-ce qu'ils prennent en considération les circonstances de violence domestique dans leur décision ?

9) Toujours, en cas d'instance de divorce dans le contexte de violence domestique :

– Quelle loi protège les victimes dans le cas où il n'y a pas eu de séparation de biens et que l'auteur de violences n'a jamais contribué au ménage tout en faisant des dettes aux frais de la victime ?

[9] Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Conseil de l'Europe. 2011
[10] https://guichet.public.lu/fr/citoyens/citoyennete/voies-recours-reglement-litiges/frais-avocat/frais-proces.html
[11] Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Conseil de l'Europe. 2011

– Dans combien de cas le juge prend-il en compte les violences pendant l'instance de divorce ou de partage des biens ?

10) Combien d'audiences en moyenne sont nécessaires pour finaliser un divorce en cas de violence domestique ?

11) Combien de victimes de violence domestique en moyenne paient une pension alimentaire basée sur la loi sur le « secours entre époux » à leur ex-mari auteur des violences après le divorce ?

12) Combien de victimes de violence domestique perdent leur logement, voire sont à la rue, suite à un divorce ?
– Que fait l'État pour garantir un logement en sécurité aux victimes de violence domestique pendant la procédure de divorce ?

13) Combien de victimes de violence domestique en instance de séparation bénéficient d'une protection de la police ?

14) En cas de demande de séparation/divorce, dans le contexte de violence domestique, à quel taux s'estime le refus de séparation/divorce des auteurs de violences ?

15) Mesdames les Ministres disposent-elles d'informations permettant de constater si les violences augmentent ou perdurent suite à une séparation/divorce pour violence domestique ?

16) Quel est le taux de féminicide au Luxembourg ?
– Quels sont les risques et taux de féminicide constatés par la police pendant la relation et suite à une séparation/divorce ?

17) Quelles mesures préventives l'État a-t-il mis en place pour prévenir le féminicide, surtout pendant la phase de séparation/divorce ?

18) Existe-t-il des chiffres et données sur les homicides commis par des victimes de violence domestique envers leurs partenaires violents ?

19) Dans l'affirmative, quel est le motif le plus généralement constaté en cas d'homicide et/ou féminicide dans le contexte de violence domestique ? Est-ce que « l'autodéfense » est actuellement considérée et reconnue dans la problématique de la violence domestique au Luxembourg ?

20) Combien de victimes se séparent tout de suite après un incident de violence domestique sans porter plainte ?

**Interventions et plaintes policières en matière de violence domestique** | Question **8276** (31/08/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

D'après le Rapport violence du comité de coopération : « Toute intervention policière conduit à l'établissement d'un rapport d'intervention et, le cas échéant, à une expulsion avec rapport d'expulsion.[12] »

La loi prescrit que : « [...] Le procureur d'État avise la victime, dans les 18 mois de la réception de la plainte, des suites qu'il donne à l'affaire. [...] Toute victime a le droit, d'après les termes de la loi, d'être informée d'office du classement sans suites de sa plainte et de son motif.[13] »

Devant ces faits je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Égalité entre les hommes et les femmes :

1) Est-ce qu'un rapport d'intervention de la police prévaut au dépôt d'une plainte en police ?

2) Combien de plaintes en police (avec ou sans intervention policière) sont déposées par an en matière de violence domestique depuis les 5 dernières années ?

3) Est-ce que le parquet peut procéder à une expulsion en cas de violence domestique sans que les victimes ne portent plainte en police ?

4) En matière de violence domestique, le parquet a été saisi pour 1.420 dossiers en 2021 et 1.489 en 2022 : Combien en ont résulté en classement sans suite et quelles en ont été les raisons ? Combien de dossiers ont été poursuivis ? Combien de victimes ont été informées des suites données afin de pouvoir faire valoir leurs droits respectifs endéans les délais prévus ? Comment les victimes peuvent-elles faire valoir leur droit d'être informées du classement sans suite de leurs plaintes respectives ?

5) En consultant les chiffres des récents Rapports violence on constate que même pas 1/3 des interventions policières pour violence domestique résultent en une ordonnance d'expulsion par le parquet : Quels sont les critères pour qu'un procureur prononce une ordonnance d'expulsion ou pas ?

6) Toujours selon les mêmes données des Rapports violence, le nombre de récidives des auteurs de violence domestique est extrêmement élevé : Que fait le tribunal avec les auteurs qui ont récidivé 3, 4 ou même 5 fois ? Combien de récidives, expulsions ou avertissements sont nécessaires pour donner lieu à des poursuites pénales ?

7) Pourquoi les auteurs de violences ne sont pas poursuivis et sanctionnés, voire mis en détention tout de suite après une deuxième récidive/intervention policière et/ou deuxième expulsion ou avertissement ? Quelles contraintes ou ensemble de sanctions implique un avertissement qui n'est pas respecté ?

8) En 2022, 246 auteurs de violence domestique ont été expulsés. En 2021, il s'agissait de 249 expulsions. En 2020 on comptait 278 expulsions selon les Rapports violence respectifs : Combien d'auteurs de violence domestique expulsés ont été condamnés et emprisonnés ? Combien de récidivistes (59 en 2022, 46 en 2021 et 47 en 2020) ont été condamnés et/ou mis en détention ?

9) Combien d'auteurs de violence domestique mis en avertissement par le parquet (18 en 2021 et 11 en 2022) qui n'ont pas respecté leur consultation avec le service Riicht Eraus, ont été condamnés et emprisonnés ? Combien des 9 récidivistes parmi ces 18 auteurs avertis en 2021 et 5 des 11 en 2022 ont été condamnés et/ou mis en détention ?

10) Mesdames les Ministres s'expriment-elles en faveur du port du bracelet électronique pour les auteurs récidivistes et avertis afin de garantir la sécurité de la victime ?

11) Combien d'auteurs de violence domestique sont condamnés par année ? Et combien sont finalement mis en détention ? Parmi ceux condamnés à une peine de prison ferme, combien purgent/ont purgé l'entièreté de leur peine ?

12) Quel dispositif de mesures est mis en place pour protéger les victimes de violence domestique contre leurs agresseurs respectifs tout au long des procédures judiciaires entamées contre ceux-ci ?

13) Étant donné le nombre important de récidives, Mesdames les Ministres estiment-elles qu'un entretien obligatoire auprès des services compétents (Riicht Eraus, Croix-Rouge) après une expulsion est suffisant pour encadrer les auteurs de violence domestique ? Combien d'auteurs expulsés continuent le suivi après le premier entretien ? Et pour combien de temps ? Combien de demandes volontaires Riicht Eraus reçoit en moyenne par an ?

14) Dans la mesure où l'État met à disposition des places en foyer pour auteurs de violence domestique expulsés, est-ce qu'un suivi psychologique et une surveillance policière leur sont imposés ? Combien de demandes pour ce genre de logement sont faites chaque année depuis 2020 ?

15) Comment les tribunaux responsabilisent-ils à l'heure actuelle les auteurs de violence domestique, et plus spécifiquement les récidivistes et récidivistes avertis ? Comment Mesdames les Ministres envisagent-elles de réduire le nombre de récidives ?

16) Combien d'auteurs de violence domestique au total sont récidivistes ?

17) L'application Bright Sky, qui permettrait à la victime d'appuyer sur un bouton qui informera la police de la géolocalisation du lieu de violence, est-elle fonctionnelle ? Si non, pourquoi ?

18) Que fait le Luxembourg pour atteindre les femmes migrantes victimes de violence domestique et les femmes de la communauté afro-descendante qui sont hésitantes de faire appel aux forces de l'ordre ou aux services d'assistance aux victimes de violence domestique par crainte de stigmatisation raciale et de répression (pour les sans-papiers) ?

19) Combien d'interventions policières, expulsions et plaintes ont été enregistrées dans un contexte où la victime de violence domestique a été une personne racisée ? Comment ces chiffres évoluent-ils par rapport aux chiffres concernant les mêmes aspects pour les victimes de violence domestique non racisées ?

20) Combien de plaintes déposées par des personnes racisées sont déclarées sans suite par rapport au nombre de plaintes déclarées sans suite par des personnes non racisées ?

21) De manière générale, les statistiques de la police tiennent-elles compte de l'origine ethnique et de la couleur de peau des personnes déposant plainte ? Dans la négative, pourquoi ces facteurs sociologiques ne sont-ils pas pris en considération ?

**Violence judiciaire** | Question **8277** (31/08/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

1) Madame la Ministre de la Justice, combien de plaintes sont faites de manière générale par an auprès de l'Inspection générale de la police contre le comportement et les pratiques de la police pendant une intervention policière ou lors du dépôt de plaintes ? Quels sont le plus souvent les motifs de ces plaintes ?

2) Combien de plaintes auprès de l'IGP sont déposées dans le contexte d'une mauvaise prise en charge par la police de victimes de violence domestique et sexuelle ?

3) Combien de plaintes sont faites par des victimes de violence domestique à l'encontre du tribunal ? Quels sont les motifs de ces plaintes ?

4) Combien de procédures de taxation d'honoraires sont lancées de manière générale par an ?

5) Combien de plaintes par an sont généralement formulées auprès du barreau contre les avocats ? Quels en sont les motifs ? Combien de ces plaintes proviennent de victimes de violence domestique ? Quels en sont les motifs ?

6) Combien de ces plaintes envoyées au barreau par an sont acceptées ou refusées, notamment dans le cadre de la violence domestique ? Pourquoi ?

7) Le personnel au contact direct avec des personnes victimes et/ou auteurs de violence domestique ainsi que le personnel des instances judiciaires en charge de

[12] Rapport au Gouvernement pour l'année 2022. Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence.

[13] Note d'information à l'attention des personnes victimes d'une infraction. Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg. Ministère de la Justice. 2010

dossiers relatifs à la violence domestique suivent-ils des formations en matière d'inégalités de genre et de prise en charge de victimes de violence domestique et basées sur le genre ?

8) Est-ce que ce personnel a obtenu une formation autour de la Convention d'Istanbul et de ses articles ?

9) Combien d'avocats qui traitent les dossiers des victimes de violence domestique sont formés en matière d'inégalités de genre et de violences basées sur le genre ?

10) Existe-t-il une liste publique d'avocats explicitement spécialisés dans la prise en charge d'affaires de violence domestique ?

11) Quelles sont les mesures en place pour éduquer et former les corps professionnels tels la police, les avocats et les autorités du tribunal, en matière de violence domestique ?

En matière de violences psychique, physique et sexuelle ou encore économique la législation luxembourgeoise prévoit des sanctions (en l'occurrence des mesures d'éloignement et d'interdiction d'approcher), des peines (divers articles dans le Code pénal[14]) ainsi que d'autres démarches dans le cadre du divorce[15] et la partie civile.

12) Pour quelles démarches précitées est-ce qu'un avocat est obligatoire ? Est-ce tout au long de ces procédures individuelles ?

13) Combien de demandes pour les sanctions, peines et autres démarches précitées sont introduites par des victimes de violence domestique par an sur une période comprenant les 5 dernières années ? Pour combien de ces procédures demandées une audience est-elle accordée au tribunal ?

14) Concernant la partie civile, combien de demandes en moyenne portent sur un montant de dommages et intérêts supérieur à 10.000 euros ? Combien de demandes portent sur un montant inférieur à 10.000 euros ?

15) Combien de jugements dans toutes ces procédures précitées sont prononcés en faveur de la victime ? Combien d'auteurs de violence sont condamnés dans tous ces cas précités ? Combien d'appels y a-t-il contre les jugements ? Combien de jugements sont finalement accordés en faveur de la victime, dans le cas où l'auteur de violence n'a plus la possibilité d'aller en appel contre le jugement ?

16) Quel est le taux de non-poursuite et de non-condamnation des auteurs de violence dans toutes les matières en relation avec la violence domestique, procédures administratives et judiciaires directement ou indirectement liées aux violences subies ?

La Convention d'Istanbul qui est entrée en vigueur au Luxembourg en décembre 2018 définit et pénalise les diverses formes de violence à l'égard des femmes ainsi que la violence domestique. Concernant les procédures judiciaires, la Convention prévoit que « (…) les États parties devront garantir que les droits des victimes seront respectés à toutes les étapes de la procédure et que toute victimisation secondaire sera évitée. »[16] En plus des questions précédentes également relatives à un risque de victimisation secondaire, j'aimerais poser d'autres questions qui concernent les démarches de la justice en faveur de la protection des victimes de violences et de la prévention de leur victimisation secondaire :

17) La présence de l'auteur de violences aux audiences est-elle obligatoire, sinon des sanctions sont-elles prévues en cas d'absence injustifiée ?

18) Dans la mesure où l'absence de l'auteur de violences aux audiences ralentit la procédure, les frais engendrés par la prolongation de la procédure incombent-ils entièrement aux auteurs de violences ? Si non, Madame la Ministre est-elle en faveur d'une telle mesure ?

19) Combien d'auteurs de violence domestique sont mis en détention préventive ?

20) En cas d'emprisonnement de l'auteur de violences et s'il ou elle est condamné(e) à payer des dommages et intérêts à la victime, quelles mesures sont en place pour garantir le paiement des dommages et intérêts au bénéfice de la victime ?

21) Les victimes de violences sont-elles systématiquement informées de l'incarcération ainsi que de la libération de leurs agresseurs ?

22) Quel est le rôle du SCAS, notamment le service victime et le service probatoire en matière de violence domestique ?

23) Combien de détenus pour violence domestique disposent d'une aide judiciaire gratuite ?

**Réponse** (08/11/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

I. Introduction

La lutte contre la violence domestique est une priorité du Gouvernement luxembourgeois.

Ensemble avec ses partenaires de terrain, le Gouvernement s'investit au quotidien pour briser le tabou qui continue à entourer le sujet de la violence domestique, à optimiser le dispositif de prise en charge des victimes et des auteur-e-s de violence domestique et à encourager un engagement sociétal visant à éliminer toute forme de violence.

À cette fin, le Gouvernement mise sur une approche globale et multidimensionnelle qui vise aux côtés de la prise en charge et de la protection des victimes, la responsabilisation et la sanction des auteurs et la sensibilisation de la société entière en matière de violence domestique. Il s'agit là de développer la responsabilité civique et d'outiller le grand public à agir.

Le Gouvernement est convaincu que le modèle luxembourgeois centré autour de la prise en charge des victimes, permet au Luxembourg d'endiguer ce fléau sociétal et d'offrir une assistance de qualité à toute personne qui subit de la violence domestique. Le Gouvernement tient à mentionner dans ce contexte, le site de référence en matière de violence domestique « www.violence.lu » mis en place par le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (ci-après « le MEGA ») comme plateforme digitale pour informer et sensibiliser sur toutes les facettes et formes de la violence à l'égard des femmes, des hommes et des enfants, couvertes par la Convention d'Istanbul, pour rassembler les informations de contact de tous les acteurs publics et non publics dans le domaine de la lutte contre la violence et pour informer sur le réseau d'aide et le cadre légal en vigueur.

C'est notamment par le biais de ce site accessible que les différents types de violence incriminés, dont la violence domestique, sont expliqués. Au Luxembourg la violence domestique couvre deux types de violence : la violence conjugale, relationnelle ou amoureuse et la violence familiale. Elle ne se limite en outre pas à la violence physique mais inclut aussi la violence psychologique, la violence sexuelle, y compris le viol, la violence économique et la violence sociale. C'est notamment le Service d'assistance aux victimes de violence domestique (ci-après « le SAVVD ») qui recense sur base des déclarations des victimes les différents types de violence subis par les victimes de violence domestique. Ainsi, le Rapport violence de l'année 2022 indique que 4,6 % des victimes ont aussi subi des violences économiques.

II. Cadre légal

A. Droit matériel

L'un des piliers du dispositif luxembourgeois de lutte contre la violence domestique est le cadre légal efficace. Soulignons que toutes ces formes de violences sont condamnées par le Code pénal. Lorsqu'elles surviennent dans le cadre de la violence domestique prédéfinie, les sanctions appliquées sont plus sévères (circonstances aggravantes). Plus particulièrement, le non-respect des obligations alimentaires des parents envers leurs enfants et des conjoints entre eux est sanctionné par l'article 391bis du Code pénal (infraction d'abandon de famille).

B. Droits des victimes

De plus, les victimes de violence domestique, à l'instar de toute victime d'infraction, bénéficient d'un certain nombre de droits et de garanties procédurales, qui figurent par ailleurs sur la « Fiche Infodroit », disponible en 14 langues, distribuée par la Police grand-ducale à toute victime d'infraction. Cette fiche contient également les adresses et numéros de téléphone de services d'assistance juridique et sociale.

Plus particulièrement, toute victime a droit à une indemnisation de son préjudice (moral, matériel, financier, etc.) résultant de l'infraction pénale commise à son égard, en application des règles de la responsabilité civile. Cette indemnisation peut être obtenue soit par le biais d'une constitution de partie civile dans le cadre d'un procès pénal, soit par le biais d'une demande d'indemnisation présentée devant les juridictions civiles.

Dans ce contexte, la victime peut également demander une provision, qui est une somme allouée par le juge à titre provisionnel pour parer aux besoins urgents de la victime réclamant une somme plus importante en attendant la fixation de cette dernière par la justice. Une telle provision peut être demandée en justice dans le cadre d'une action en référé-provision.

Nonobstant le fait que la responsabilité pénale de l'auteur de violences domestiques n'a pas encore été établie à défaut d'une condamnation afférente, une demande en paiement de provision pour dommages causés du fait de blessures résultant de violences domestiques doit être accueillie par les tribunaux lorsque la responsabilité civile ne peut être sérieusement contestée. Tel est par exemple le cas lorsque l'auteur des violences domestiques a avoué les faits lui reprochés.

Concernant les frais de la victime, l'article 238 du Nouveau Code de procédure civile dispose que « toute partie qui succombera sera condamnée aux dépens […] ». Le tribunal ne peut déroger à cette règle que par une décision spéciale et motivée. La condamnation de la partie succombant aux dépens intervient obligatoirement et d'office. En application du prédit article, les auteurs de violences sont, lorsqu'ils succombent en justice, condamnés à payer les dépens de justice.

[14] cf. les articles 260-1 à 260-4 (actes de torture, traitement inhumain et dégradant), 327 à 330-1 (menaces par gestes ou emblèmes/menaces verbales ou par écrit), 371-1 (non-représentation de l'enfant), 391bis (abandon de famille), 442-2, 443 (diffamation ou calomnie), 448 (injure délit), 561 (injure contravention), 563 et 564 (voies de fait ou violences légères). Pour certaines formes de violences psychologiques, il existe des circonstances aggravantes en cas de violence domestique.

[15] Art. 1011 du Nouveau Code de procédure civile (NCPC) et art. 214 du Code civil.

[16] https://www.coe.int/fr/web/gender-matters/council-of-europe-convention-on-preventing-and-combatingviolence-against-women-and-domestic-violence

Contrairement à d'autres pays membres de l'Union européenne, le Luxembourg ne connaît pas des frais d'accès à la justice. Les dépens de justice sont assez faibles et ne constituent de ce fait pas une source de victimisation secondaire.

Les frais d'avocat ne font pas partie des dépens de justice. Par principe, chacune des parties au litige doit assumer seule la charge des honoraires de son avocat. Les honoraires d'avocat qu'une partie a dû exposer pour faire valoir ses droits peuvent toutefois constituer un préjudice réparable au titre de la responsabilité civile de droit commun. Les victimes de violences domestiques peuvent demander au tribunal l'attribution de dommages-intérêts au titre d'une faute commise par l'adversaire dans le cadre de l'introduction ou du déroulement d'une instance.

Outre des dommages-intérêts, les juridictions peuvent allouer, sur demande, une indemnité de procédure sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile. L'indemnité de procédure est fixée de façon forfaitaire en fonction de ce qui commande l'équité et non pas en fonction de l'évaluation d'un dommage qu'il conviendrait d'indemniser. L'indemnité de procédure peut être allouée pour couvrir tout type de frais non compris dans les dépens. Elle peut ainsi être allouée pour couvrir des frais d'avocat. Lorsque des dommages-intérêts couvrant l'intégralité des honoraires d'avocat exposés ont été alloués par la juridiction, l'indemnité de procédure ne peut être allouée qu'à un autre titre que celui des frais d'avocat.

L'indemnité de procédure comporte un fondement juridique et un objet distincts de ceux des dépens, de sorte que les juridictions ne peuvent pas statuer d'office comme pour les dépens. La question de l'allocation d'une indemnité de procédure doit être expressément déférée par la partie qui la réclame à la juridiction pour que cette dernière puisse statuer sur ce chef.

Lorsque la victime ne peut pas obtenir une indemnisation de son préjudice à un titre quelconque, notamment lorsque que l'auteur de violence domestique est insolvable ou inconnu, elle peut obtenir sous certaines conditions une indemnité à charge de l'État, en application de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse. La victime doit notamment avoir subi un dommage corporel ayant entraîné la mort, une incapacité permanente ou une incapacité totale de travail personnel pendant plus d'un mois.

Le préjudice doit consister en un trouble grave dans les conditions de vie et il est présumé lorsque la personne a été victime d'un viol ou d'un attentat à la pudeur, et lorsque la personne mineure a été victime de la traite des êtres humains.

La demande doit être introduite par la victime, son assistant social ou son avocat dans un délai de 2 ans à compter de la date des faits ou à compter de la date de la décision de la juridiction qui a statué définitivement sur l'action publique (p. ex. le jugement de condamnation de l'auteur), ou à compter de la décision définitive sur les intérêts civils, si ces intérêts civils ont été toisés dans une décision séparée de la décision de condamnation de l'auteur.

La loi du 12 mars 1984 précitée prévoit également pour l'État un droit au remboursement des indemnités versées par celui-ci à charge de l'auteur.

Toute victime d'infraction a le droit de bénéficier d'une assistance judiciaire dans le cadre de sa constitution de partie civile sans condition de résidence au Luxembourg et quelle que soit sa nationalité (comme cela est le cas pour toute victime d'infraction pénale faisant l'objet d'une procédure pénale au Luxembourg). Il faut que la condition de ressources insuffisantes soit néanmoins remplie. Une loi du 7 août 2023 a introduit l'assistance judiciaire partielle afin que les justiciables à revenus modestes, mais quelque peu supérieurs au REVIS, puissent bénéficier de l'assistance judiciaire.

En 2021, 27 assistances judiciaires ont été accordées pour des litiges de violences domestiques, ces chiffres se rapportant aux assistances judiciaires accordées tant aux victimes de violence domestique qu'aux auteurs de violence domestique. En 2022, 17 assistances judiciaires ont été accordées pour des litiges de violences domestiques, et jusqu'au 14 septembre 2023, 17 assistances judiciaires ont été accordées pour des litiges de violences domestiques en 2023. Parmi ces 61 assistances judiciaires, une a été retirée et aucune n'a été retirée avec effet rétroactif au jour de l'introduction de l'instance.

Concernant de manière plus générale le droit à l'assistance d'un avocat, il n'existe pas de liste publique d'avocats explicitement spécialisés dans la prise en charge d'affaires de violence domestique, mais les avocats du Barreau de Luxembourg peuvent être recherchés dans l'annuaire de l'Ordre accessible librement sur le site Internet du barreau, suivant leurs activités préférentielles. Le Barreau de Luxembourg fournit également au public une liste d'avocats pour enfants, avocats formés par le Barreau de Luxembourg, dont les professionnels peuvent également traiter de la question des violences domestiques concernant des mineurs.

Le Barreau de Luxembourg participe et organise également tous les samedis matin un accueil gratuit au public durant lequel les questions de violence domestique sont aussi traitées.

Enfin, la victime a le droit d'être informée des suites de la procédure pénale. Elle est informée d'office du classement sans suite et de son motif (article 4-1 du Code de procédure pénale) et est informée directement par le parquet si l'auteur de violences domestiques fait l'objet d'une mise en détention, d'un avertissement ou d'une citation à l'audience. En outre, si l'auteur de violences domestiques a été condamné à une peine privative de liberté, la victime est informée, sur demande, de toute mesure d'aménagement de peine comportant une remise en liberté de l'auteur (article 673 (8) du Code de procédure pénale).

Si une victime souhaite avoir des informations sur son dossier elle peut également s'adresser directement au parquet.

C. Chaîne d'intervention et procédure pénale

La loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique se distingue par sa sévérité et son efficacité. Le cadre légal luxembourgeois définit en effet de manière claire et transparente la chaîne d'intervention en matière de violence domestique allant de l'expulsion de l'auteur à la prise en charge des victimes de violences majeures et mineures (obligatoire pour ces dernières) par le SAVVD qui est informé de la mesure d'expulsion et l'obligation de l'auteur de prendre contact avec le service prenant en charge les auteurs de violences domestiques, une copie du rapport de police étant également adressée à un service prenant en charge les auteurs de violence domestique (le service Riicht Eraus de la Croix-Rouge).

L'expulsion de l'auteur ordonnée par le substitut de service du parquet, est la première mesure pour mettre en sécurité la victime. Cette décision permet en effet à la victime de rester dans son environnement et logement habituels, tout en interdisant à la personne expulsée de retourner au domicile familial pendant une période initiale, mais prolongeable, de 14 jours, de prendre contact avec la victime et de s'en approcher. Lors d'une expulsion la personne protégée reçoit une fiche d'information dans une langue qu'elle comprend indiquant la durée de la mesure d'expulsion ainsi que les coordonnées du SAVVD, qui contacte d'office, dans chaque cas, les victimes pour leur offrir une assistance éventuelle. Un rapport d'intervention sommaire est, par la suite, transmis au parquet. Tant le SAVVD que le service Riicht Eraus transmettent un rapport sommaire au parquet indiquant si la victime respectivement l'auteur a ou non pris contact avec le service et si un entretien avec le service a eu lieu par la suite.

Une telle mesure d'expulsion peut être prise à l'égard de toute personne cohabitant dans un cadre familial avec la victime. La décision d'ordonner ou non une expulsion est prise sur base des constatations des agents de police sur place et en fonction du danger d'atteinte à l'intégrité physique de la/des victime(s), sans qu'il soit obligatoire que la victime dépose une plainte.

Dans les cas de violences/menaces graves, une arrestation de l'auteur des violences conjugales peut dans tous les cas être ordonnée par le substitut de service, ceci en complément d'une mesure d'expulsion.

La demande d'interdiction de retour consécutive à l'expulsion peut être demandée par la personne protégée par simple requête au juge aux affaires familiales.

En 2022, 246 auteurs ont été expulsés de leur domicile. 113 demandes d'interdiction de retour au domicile suite à une mesure d'expulsion ont été introduites auprès des juges aux affaires familiales des tribunaux d'arrondissement de Luxembourg et de Diekirch. 130 prolongations d'interdiction de retour au domicile ont été ordonnées en 2022 (demandes introduites en 2021 et en 2022). Une telle demande peut être formulée directement par la victime, avec le soutien du SAVVD ou par un avocat – un choix qui dépend in fine de la volonté de la victime, l'assistance par un avocat n'étant pas obligatoire dans le cadre d'intervention de la justice en cas de violences domestiques.

Outre l'expulsion, l'auteur de violences domestiques fait l'objet d'une procédure pénale de droit commun. Chaque procès-verbal relatif à la violence domestique, qu'il y ait eu expulsion ou non, est distribué à un substitut spécialisé de la section jeunesse/famille du parquet qui décide des suites à donner à ce dernier en fonction de la gravité des infractions constatées. À noter que les procès-verbaux relatifs au même auteur/même victime sont centralisés auprès du même substitut – que ce soit relatif à des infractions commises tant pendant qu'après la cohabitation (harcèlement obsessionnel, infractions à l'article 439 du Code pénal – violation du domicile, etc.).

De plus, de manière générale, la Police grand-ducale lutte au quotidien contre les violences domestiques et travaille en étroite collaboration avec divers acteurs tels que le parquet ou encore les services sociaux afin de garantir un soutien adéquat aux victimes et de s'assurer que les auteurs soient effectivement poursuivis et sanctionnés.

Parmi les dispositifs mis en place au sein de la Police grand-ducale, il convient de mentionner la cellule Recherche fugitifs et protection des victimes (RFPV) du Service de police judiciaire. Cette cellule assure la protection des victimes de violence domestique qui ont été exposées à des menaces extrêmes représentant un danger réel et imminent pour l'intégrité physique. Les membres de la cellule, en étroite collaboration avec d'autres unités de la police, sont chargés de prendre les mesures les plus appropriées afin de garantir la sécurité des victimes, ainsi que des personnes vivant avec celles-ci.

Il est à souligner que le fait de se trouver en instance de séparation n'est pas un critère clé pour la mise en

place de mesures de protection spécifiques. En général, la cellule RFPV assure la protection de toute personne se trouvant en situation de danger extrême, réel et imminent et contre laquelle une attaque pourrait avoir lieu à tout moment. La cellule assure également la protection des témoins, ainsi que l'assistance et la protection des victimes de la traite des êtres humains conformément aux dispositions de la loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains.

La cellule réalise de nombreuses évaluations de risque et décide, en étroite collaboration avec le parquet du tribunal d'arrondissement concerné, si des mesures de protection sont nécessaires.

La cellule RFPV ne dresse pas de rapport d'activités séparé de celui de la Police grand-ducale. Par contre, il est précisé que depuis 2020, deux victimes de violence domestique en instance de séparation ont bénéficié d'une protection de la cellule RFPV.

Parallèlement ou à la suite d'une procédure d'expulsion ou d'une procédure pénale, il est fréquent que la victime introduise une demande de divorce. Il convient de préciser tout d'abord que depuis la loi du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales, le divorce est prononcé en tout état de cause, sans qu'une faute quelconque ne doive être établie, le constat de la rupture irrémédiable des relations conjugales étant suffisant. L'existence d'actes éventuels de violence domestique n'a dès lors aucun impact sur le prononcé du divorce. De plus, il n'existe pas de possibilité légale d'empêcher le prononcé du divorce.

L'article 1007-35 du Nouveau Code de procédure civile prévoit cependant des mesures spécifiques pour les divorces si un conjoint a été condamné par une décision ayant acquis force de chose jugée pour un fait visé à l'article 250 ou 251 du Code civil ou lorsqu'un conjoint a déposé plainte pour un fait visé auxdits articles. En effet, dans ce cas, le juge aux affaires familiales ne peut pas ordonner de médiation, ni un délai de réflexion en cas de contestation de la rupture irrémédiable des relations conjugales. La médiation pénale est également exclue, de sorte que le Centre de médiation ne reçoit aucun dossier relatif à des violences domestiques.

Les articles 250 et 251 du Code civil prévoient la perte du droit à une pension alimentaire, respectivement la perte des avantages matrimoniaux pour le conjoint condamné pour certaines infractions ou tentatives de certaines infractions énumérées par le Code pénal (dont les violences sexuelles et les violences domestiques) commises pendant le mariage à l'encontre du conjoint ou d'un enfant vivant au même foyer, sur demande de l'autre conjoint.

Les juges aux affaires familiales ont par ailleurs accès aux plaintes déposées à la police concernant les violences domestiques, soit par l'intermédiaire des parties au procès, soit par le biais des articles 1007-6 (2) et 1007-56 en ce qui concerne les décisions sur l'autorité parentale et l'exercice du droit de visite et d'hébergement. Ces articles prévoient la possibilité de communication d'informations relatives à la violence domestique ou à une éventuelle procédure de protection de la jeunesse par le procureur d'État au juge aux affaires familiales.

Le juge aux affaires familiales a accès à la base de données JUCHA relative aux mineurs dans laquelle se trouvent listés l'intégralité des rapports d'enquête sociale, signalements, procès-verbaux de police et décisions du juge de la jeunesse reprenant partant l'intégralité des informations disponibles sur le mineur et notamment les incidents de violence domestique auxquels ce dernier a pu être confronté.

Comme pour les autres affaires, le juge aux affaires familiales apprécie dans une affaire de violence domestique toutes les circonstances lui soumises dans le respect des règles de preuve et du contradictoire pour parvenir à une décision. Les décisions doivent être motivées sur base des éléments du dossier et les pièces fournies par les parties.

Il est précisé que la présence de l'auteur aux audiences pénales et aux audiences du juge aux affaires familiales n'est pas obligatoire. Lorsque l'auteur ne comparaît pas alors qu'il a été convoqué par une notification à personne, la décision prise à son encontre sera réputée contradictoire et il ne pourra pas former opposition à l'encontre de la décision malgré son défaut de comparution.

L'auteur peut également bénéficier d'une assistance judiciaire pour ces procédures, étant précisé que si l'auteur se trouve en détention, l'assistance judiciaire lui est octroyée indépendamment de son revenu, sans préjudice du droit de l'État de demander le remboursement des frais avancés si l'auteur revient à meilleure fortune après sa libération.

Le service de probation du Service central d'assistance sociale (ci-après « SCAS ») met en place le suivi et le contrôle des personnes condamnées à une mesure probatoire (sursis probatoire, libération conditionnelle, contrôle judiciaire, etc.), soutient et vise la réhabilitation ainsi que la réinsertion des détenus libérés.

III. Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence et collecte de données

Outre la définition de la chaîne d'intervention en cas d'expulsion, la loi modifiée du 8 septembre 2003 a instauré le Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence (ci-après « Comité violence ») qui a pour missions de veiller à la mise en œuvre de la loi sur la violence domestique, de centraliser les statistiques et d'examiner de problèmes éventuels au niveau de son application pratique. Tous les acteurs qui ont un rôle actif dans la chaine d'intervention y sont représentés, y inclus des représentants des autorités judiciaires, de la police des services prenant en charge victimes et auteur-e-s de violence domestique. Aujourd'hui le Comité violence est un acteur essentiel dans la lutte contre la violence, la collecte des données et le travail de réseautage. C'est sur base de son ancrage dans le dispositif de lutte contre la violence domestique, du fait que tous les acteurs clés y sont représentés, et de la possibilité d'inviter des expert-e-s externes, que le Gouvernement ne voit à ce stade aucune nécessité directe et urgente de réformer ce comité ou de l'élargir par d'autres acteurs de terrain.

Par rapport à la collecte de données assurée elle aussi par le Comité violence, le Gouvernement est d'avis que les chiffres disponibles en matière de violence domestique permettent d'analyser la prise en charge de victimes et d'auteurs, de prendre des décisions réfléchies, et d'évaluer de manière concise le dispositif en place. C'est notamment le rapport annuel au Gouvernement publié par le Comité violence qui fournit une image détaillée et complète de l'évolution en matière de violence domestique au Luxembourg. Il est à noter toutefois que la Police grand-ducale ne fait pas de distinction de genre ou d'origine ethnique dans l'exécution de ses missions, de sorte qu'il n'existe pas de statistiques sur les féminicides, qui ne constituent d'ailleurs pas une infraction spécifique au sens du Code pénal, ni sur l'origine des personnes déposant plainte.

Ce rapport, qui inclut aussi des recommandations concrètes au Gouvernement, est ainsi le recueil officiel de données en la matière et permet au Gouvernement de réformer le dispositif de lutte contre la violence domestique en cas de besoin.

Ces données sont d'ailleurs complétées par les chiffres collectés par l'Observatoire de l'égalité entre les genres mis en place par le MEGA en 2022, qui regroupe aussi des données d'autres acteurs et institutions prenant en charge les victimes et auteurs de violence domestique en dehors du cadre prévu par la loi modifiée du 8 septembre 2003.

Grâce à ce recueil très détaillé de données par rapport à l'évolution de la violence domestique décrit ci-dessus, le Gouvernement est d'avis qu'il n'est à ce stade pas nécessaire d'étendre la collecte des données institutionnalisée par d'indicateurs supplémentaires, mais plutôt de revoir le recueil des données en vue d'une future harmonisation.

Il convient néanmoins d'apporter quelques précisions quant à certains des chiffres demandés.

En 2022 il y a eu 55 plaintes et 12 condamnations en première instance pour infractions à l'article 391bis du Code pénal.

*(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Concernant la collecte des données par rapport aux nombres de dossiers dont le parquet a été saisi (1.489 en 2022) en comparaison avec le nombre de jugements (159), il convient de noter que chaque procès-verbal dressé est compté comme une affaire mais que plusieurs de ces affaires/procès-verbaux entrants au parquet peuvent concerner une seule et même personne de sorte que ces affaires sont jointes dans une audience pénale et il en résulte un seul et unique jugement avec une seule condamnation à comptabiliser.

Concernant le nombre de jugements en matière de violence domestique, le tableau ci-dessous reprend le nombre de condamnations pour violences domestiques des années 2020 à 2022 :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Afin de pouvoir tenir compte des décisions définitives et ainsi des personnes condamnées au cours d'une année, il faut considérer les inscriptions au casier judiciaire.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

La différence entre le nombre de jugements/arrêts prononcés et les inscriptions au casier judiciaire s'explique par le fait que dans le tableau 4 tous les jugements rendus sont comptés (s'il y a eu opposition sur un jugement, deux jugements sont comptabilisés), et non seulement la dernière décision (jugement ou arrêt) devenue exécutoire, qui est la seule comptabilisée dans le tableau 5.

Les tableaux suivants renseignent sur la nature des peines prononcées :

*(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Les tableaux suivants renseignent le nombre d'instructions ouvertes en matière de violence domestique et harcèlement obsessionnel au total et avec mandat de dépôt et contrôle judiciaire :

*(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Il est à noter que depuis 2020, un homicide a été commis par une victime de violence domestique envers son partenaire. Les motifs de la violence sont majoritairement l'honneur blessé, une jalousie extrême ou des troubles mentaux de l'auteur.

Concernant la collecte des données par rapport à la situation financière des victimes de violence domestique, il convient de préciser que le SAVVD se limite à saisir des données par rapport au statut professionnel de leurs usagèr-e-s, sans pour autant collecter des informations salariales détaillées des personnes prises en charge. Ainsi, il n'est à ce stade pas possible de déterminer de manière précise le lien entre le niveau de salaire d'une victime suivie par le SAVVD et sa décision de quitter une relation violente ou de retourner chez un partenaire violent, une information qui n'aurait d'ailleurs aucun impact direct sur le traitement égalitaire des victimes et leur prise en charge personnalisée.

Rappelons dans ce contexte que la mission du SAVVD est principalement d'informer, guider et conseiller les victimes de violence domestique sur leurs droits et perspectives, d'assurer leur prise en charge psychosociale et de les accompagner dans leurs démarches chez la police, l'avocat, le tribunal ou d'autres services sociaux spécialisés. Cette approche personnalisée ambitionne à promouvoir des interventions effectives et durables contre la violence domestique, à interrompre le cycle de la violence, à mettre en sécurité la victime et à élaborer un plan de protection personnel pour la victime et ses enfants. Une offre qui n'est jamais statique mais est toujours adaptée aux besoins et attentes de la victime et les spécificités de son cas individuel.

S'il est certes vrai que la situation économique et financière d'une victime a un impact sur ses décisions futures, il est néanmoins difficile de juger à quel point le niveau de salaire est déterminant pour une séparation d'un partenaire violent ou pas. Cette séparation est avant tout une décision individuelle, qui dépend de facteurs personnels propres à toute victime. Des obstacles éventuels au départ peuvent avoir un lien avec la situation économique, sociale ou financière de la victime, mais aussi avec le souhait de maintenir l'unité familiale et une relation affective, la peur de jugements ou d'un isolement social ou même l'espoir que la situation pourra s'améliorer. À cela s'ajoute qu'un départ en urgence est rarement un départ définitif et qu'une victime peut faire plusieurs aller-retours avant de se séparer définitivement. Ce comportement peut être expliqué par le modèle du cycle des violences qui explique l'évolution des violences dans le temps.

IV. Assistance des victimes et sensibilisation

Pour le Gouvernement, il est important que toute victime reçoive une assistance indépendamment de son statut social, son état civil, sa situation économique et le fait de faire une plainte ou pas. Rendre assistance à une personne en détresse est toujours au centre de l'intérêt de nos gestionnaires.

Dans ce même ordre d'idées, le Gouvernement rappelle le lancement de la stratégie gouvernementale pour renforcer le dispositif de protection contre la violence domestique en novembre 2021. Un document qui souligne davantage la volonté de renforcer et d'adapter le dispositif en place et sa réactivité par rapport à des demandes de nos acteurs opérationnels prenant en charge victimes et auteurs de violence. Au lieu d'introduire le « modèle espagnol », qui est d'ailleurs similaire au nôtre, le Gouvernement est d'avis qu'il vaut mieux renforcer le « modèle luxembourgeois » qui a non seulement fait ses preuves mais qui est aussi adapté au contexte national.

Cette volonté est reflétée dans la stratégie commune des Ministères de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Justice et de la Sécurité intérieure susmentionnée, qui regroupe des mesures et actions à implémenter à court, moyen et long terme pour renforcer et améliorer la protection des victimes, la prise en charge des auteurs et la sensibilisation du grand public. Ainsi, il a été proposé par le Gouvernement :

– d'adapter la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique pour rendre obligatoire le suivi psychologique des auteur-e-s assuré par le service d'aide aux auteurs de violence domestique Riicht Eraus ;

– d'introduire progressivement le placement sous surveillance électronique des auteurs de violences domestiques pendant la phase présentencielle ;

– d'intensifier l'information, la sensibilisation et la prévention en matière de violence domestique aussi par rapport à des victimes de pays tiers, y inclus envers des femmes ne disposant pas de titre de séjour valide ou étant en séjour illégal. Réitérons dans ce contexte, que toute victime de violence domestique a accès à nos centres de consultation et reçoit de l'assistance indépendamment de son statut légal et ses origines.

Les campagnes de sensibilisation et les différents outils d'information à disposition du MEGA visent toujours la société entière et prennent aussi en compte la situation linguistique et la multiculturalité de la société luxembourgeoise. Il convient toutefois de souligner que le MEGA collabore aussi avec l'Office national de l'accueil et le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (ci-après « MIFA ») pour sensibiliser de manière directe des ressortissants de pays tiers et de manière indirecte par la formation des personnes en contact direct avec de telles personnes. Les attachés de justice suivent aussi une formation en matière de violence domestique et dans le cadre de leur formation continue, les magistrats peuvent suivre une formation à l'École nationale de la magistrature en matière de violences au sein du couple. Le barreau et la Conférence du jeune barreau organisent régulièrement des formations dans ce domaine. Soulevons en outre la participation à la journée d'information et d'orientation du MIFA, les échanges réguliers avec la Direction de l'immigration et aussi l'organisation d'une journée d'information sur la violence domestique en collaboration avec le CLAE en date du 2 décembre 2023.

Il importe par ailleurs de noter que la police veille à ce que ses membres soient adéquatement formés en matière de violence domestique. Cette matière fait partie intégrante de la formation à l'École de police. Ces formations ont comme cadre de référence la loi sur la violence domestique et couvrent de ce fait toutes les victimes, quel que soit leur genre. Les cours relatifs au droit pénal et à la violence domestique comprennent bien entendu les modifications apportées au Code pénal suite à la Convention d'Istanbul relative à la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Il est aussi prévu d'adapter la pièce de théâtre sur la violence domestique pour la rendre plus accessible pour des personnes migrantes et pour inclure aussi des sujets plus spécifiques sur leurs demandes et besoins, tels que les violences basées sur le genre et les pratiques culturelles néfastes.

Le barreau s'associe également depuis plusieurs années au Conseil national des femmes de Luxembourg dont la campagne vise à sensibiliser le grand public à la violence envers les femmes et les filles pour mettre fin à la violence sexiste.

Durant cet événement qui se déroule durant le mois de novembre de chaque année, le barreau placarde sur sa façade des banderoles « Lët'z say NO to violence against women » et relaye auprès de ces membres les initiatives et événements organisés pour cet événement.

En ce qui concerne l'application « Bright Sky », il convient de préciser que cet outil a été développé par l'association Femmes en détresse avec le soutien financier et technique de la Fondation Vodafone. Si différents ministères ont certes été consultés lors du processus de développement de cette application, cet outil n'a reçu aucun financement de la part du Gouvernement et les différents ministères ne sont pas impliqués dans sa gestion.

Un autre pilier de cette approche globale est la prise en charge des victimes par le réseau de partenaires qui gèrent des structures d'accueil et des centres de consultations à travers tout le pays. Le Service d'aide aux victimes du SCAS occupe également une place importante au sein de ce réseau, étant donné qu'il offre un accompagnement et une information aux victimes, ainsi qu'un suivi psychologique et psychothérapeutique aux victimes et à leurs proches.

Ce dispositif s'adresse aux victimes adultes et mineures, tant aux femmes qu'aux hommes, en situation de détresse, dont prioritairement des victimes de violences et offre des consultations notamment psychologiques, pédagogiques, juridiques et une aide dans les démarches administratives, y inclus auprès de l'ADEM et des offices sociaux – il s'agit là en effet d'un genre d'assistance sociale intégrale comme celle promue par le modèle espagnol.

Toute victime majeure ou mineure qui a subi des violences psychique, physique, sexuelle ou économique dans un cadre domestique ou familial et indépendamment de toute considération d'ordre idéologique, philosophique ou religieux peut recevoir un accompagnement personnalisé.

Une prise en charge qui a différents objectifs : être à l'écoute des victimes, améliorer leur qualité de vie, élaborer un nouveau projet de vie et renforcer leurs compétences psychiques et sociales en vue de reprendre une vie quotidienne autonome sans violence.

Les modalités de la prise en charge de femmes victimes de violence domestique, dont les conditions d'admission, les prestations à fournir et les responsabilités du gestionnaire sont en outre détaillées dans des conventions annuelles telles que prévues par le règlement grand-ducal du 19 mars 1999. Les conventions signées entre le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes et ses gestionnaires, financés à 100 %, assurent une prise en charge professionnelle, cohérente et de qualité.

Outre cette assistance sociale intégrale et la prise en charge psychosociale, les gestionnaires du MEGA gèrent des centres d'accueil classiques offrant un logement urgent aux victimes et des logements de deuxième phase qui peuvent accueillir des usagères plus autonomes suite à leur départ d'un centre d'accueil. Cette option s'applique d'ailleurs surtout aux victimes qui ne bénéficient pas d'une expulsion, leur permettant de rester dans leur domicile, et qui ont par conséquent besoin d'un logement temporaire suite à la séparation de leur partenaire ou suite à un incident de violence. Soulignons dans ce contexte, que toute victime de violence est accueillie.

À ce jour, les gestionnaires du MEGA disposent de 166 lits dans des centres d'accueil pour femmes avec ou sans enfants et de 15 places auprès d'« InfoMann » pouvant accueillir des hommes en détresse avec ou sans enfants. Notons que le service prend en charge les auteurs de violence domestique « Riicht Eraus » par le biais de son service « Hold » qui accueille en moyenne six hommes par an sous condition qu'ils acceptent un suivi thérapeutique. Notons que les centres d'accueil pour victimes de violence domestique disposent tous d'une adresse secrète pour assurer un hébergement en sécurité. À cette fin les usagèr-e-s sont aussi informé-e-s de différentes mesures de sécurité définies dans leur règlements internes et les services disposent d'outils pour pouvoir identifier d'éventuelles applications de

localisation sur leurs téléphones pour éviter le dévoilement des adresses.

À cela s'ajoutent 95 logements de deuxième phase que les gestionnaires peuvent mettre à disposition de femmes prêtes à quitter le centre d'accueil classique offrant un encadrement psychosocial intensif pour une structure offrant plus d'autonomie aux usagères. En 2023, la Fondation Pro Familia a ouvert des logements supplémentaires pouvant accueillir une vingtaine de familles, un projet qui aura un impact considérable sur la liste d'attente existante sur laquelle figurent en moyenne une cinquantaine de femmes avec ou sans enfants.

Dans ce contexte, il est pourtant aussi important de rappeler que toute femme admise dans un centre d'accueil classique est aussi inscrite sur les listes d'attentes des promoteurs de logements sociaux, car l'accueil dans un foyer doit toujours être une mesure temporaire et l'autonomisation des victimes doit rester le principal objectif.

Vu cette offre complète de logements, qui inclut d'ailleurs la possibilité de loger des victimes de manière urgente et temporaire dans des hôtels, le Gouvernement ne planifie à présent pas d'introduire une priorisation spécifique pour victimes de violence domestique par rapport à l'accès au logement abordable. Cette décision est aussi basée sur la volonté du Gouvernement de traiter toute personne en détresse de manière égale et de ne pas introduire un genre de classement des « vulnérabilités ». Le Luxembourg dispose par le biais des gestionnaires du MEGA d'ores et déjà de plus de 300 places pouvant accueillir des femmes et hommes en détresse avec une priorité pour victimes de violence domestique ce qui répond largement aux besoins identifiés.

De ce qui précède le Gouvernement estime que le modèle luxembourgeois est non seulement bien rodé, réactif et flexible, mais qu'il offre aussi une prise en charge professionnelle pour toute victime de violence domestique et une panoplie de services permettant leur rétablissement psychosocial et le développement d'un nouveau projet de vie.

**Effectif de la Police grand-ducale** | Question **8278** (31/08/2023) de **M. Laurent Mosar** | **M. Léon Gloden** (CSV)

Am Kontext vum Personalengpass bei der Police wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet riichten:

– Wéi vill Poliziste sinn aktuell vum Déngscht suspendéiert?

– Wéi vill Poliziste sinn aktuell an engem onbezuelte Congé (Congé sans traitement pour raisons personnelles)?

– Wéi vill Poliziste sinn aktuell net am Déngscht wéinst engem méi laange „congé de maladie"?

**Réponse** (21/09/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Follgend Zuele kann ech den honorabelen Deputéierten, op de Stéchdatum vum 1. September 2023 gekuckt, matdeelen:

– 18 Poliziste si vum Déngscht suspendéiert (Art. 15 vum Disziplinargesetz),
– 35 Poliziste sinn an engem onbezuelte Congé, sief et aus perséinlechen oder aus beruffleche Grënn (Art. 30 an 31.-2 vum Staatsbeamtestatut),
– 24 Poliziste sinn an engem laange Krankeschäi vu méi wéi 6 Wochen (Art. 22 Abschnitt 6 vum Staatsbeamtestatut).

**Hausse des importations de GNL russe** | Question **8279** (01/09/2023) de **M. Laurent Mosar** | **M. Paul Galles** (CSV)

Laut engem Pressecommuniqué vun der ONG „Global Witness" importéiert d'Europäesch Unioun aktuell méi Flëssegäerdgas aus Russland wéi virum Iwwerfall op d'Ukrain. An den éischte 7 Méint vum Joer wier d'Quantitéit mat 22 Milliounе Kubikmeeter LNG aus Russland ëm 40 Prozent eropgaangen – par rapport zum selwechten Zäitraum 2021, virum Ukrainkrich.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Energieminister riichten:

1. Trëfft déi beschriwwen Entwécklung beim Import vu russeschem Flëssegäerdgas op EU-Niveau och op Lëtzebuerg zou?
– Wa jo, ëm wéi vill Prozent ass den Import vu Lëtzebuerg am genannten Zäitraum par rapport zu 2021 eropgaangen a wat sinn d'Grënn dofir?

2. Wéi gesäit d'Strategie vum Import vu Flëssegas fir déi kommend Méint aus?

3. Mat Bléck op de kommende Wanter, wéi wäit sinn d'Gasspäicher zu Lëtzebuerg aktuell gefëllt?

**Réponse** (18/10/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. Am Joer 2021 gouf de Lëtzebuerger Gasverbrauch zu ronn 80 % iwwer d'Belsch gedeckt an de Rescht iwwer Däitschland. Däitschland war an deem Joer duerch déi verschidde Pipelinen a Kontrakter nach ee vun de weltwäit gréissten Importateure vu Gas aus russescher Produktioun. De Gas aus der Belsch hat säin Ursprong gréisstendeels aus Norwegen. Och wann en Traçage vu Gasmoleküllen an engem europäesch interconnectéierte Reseau net exakt méiglech ass, gëtt et statistesch Methoden, fir d'Origine vum Gas ze estimëieren. Esou huet Bruegel fir 2021 estimëiert, dass 13,8 % vum Lëtzebuerger Gas urspréinglech aus Russland koumen[17]. Et ass gläichzäiteg ze bemierken, dass dës Estimatioune reng op physesche Flëss, an net op kontraktuelle Relatioune baséieren. Weeder an der Vergaangenheet, nach aktuell hunn d'Lëtzebuerger Fournisseuren direkt kommerziell Relatioune mat russesche Liwweranten.

Déi staark Reduktioun vum Import vu russeschem Pipeline-Gas an d'EU iwwer déi lescht Méint (méi wéi 40 % am Joer 2021 op elo manner wéi 10 %) gouf zum gréissten Deel iwwer Consommatiounsreduktioune kompenséiert. Och Lëtzebuerg huet am leschte Wanter 26,3 % manner Gas wéi an der 5-järeger Referenzperiod verbraucht an doduerch och zu enger méi niddereger Ofhängegkeet vu Gasimporter bäigedroen. Gläichzäiteg goufen an Europa d'LNG (Liquified Natural Gas) Infrastrukture genotzt a weider ausgebaut, fir d'europäesch Versuergungssécherheet ze stäerken. De gréissten Undeel vun LNG-Importer an Europa kënnt mat 48 % dobäi aus den USA. Och wann ca. 14 % vum LNG an der EU aus Russland kommen, läit deen insgesamten Undeel vu russeschem LNG an der EU-Gasconsommatioun nëmme bei 6 %. Absolutt ass de Verbrauch vu russeschem Gas an der EU vun insgesamt 150,2 bcm am Joer 2021 op 28,5 bcm am Joer 2023 (Januar bis inklusiv August) zréckgaangen.

Op Nofro hin huet de gréisste Lëtzebuerger Gasimportateur matgedeelt, dass fir 2023 fir ronn 80 % vum Lëtzebuerger Verbrauch Transportkapazitéite fir d'Liwwerung vu Gas an Norwege gebucht sinn. De Rescht vum Verbrauch gëtt iwwer verschidden aner Sourcen am Belsch-Lëtzebuerger Marché gedeckt, wou den Undeel vu russeschem LNG an der Consommatioun bei aktuell 10 % läit. Et kann deementspriechend estimëiert ginn, dass Lëtzebuerg aktuell en Undeel vun ca. 2 % vu russeschem LNG a senge Gasmengen huet.

ad 2. Déi wichtegst Strategie ass, d'Importofhängegkeet duerch eng generell Reduktioun vun der Gasconsommatioun an Europa ze reduzéieren, esouwuel duerch Energieeffizienzmoossnamen wéi och duerch Elektrifizéierungsmesuren.

Do dernieft wäert d'EU och weider staark op LNG setzen, fir dee Gas ze kompenséieren, deen historesch iwwer Pipelinen aus Russland an Europa koum. Esou hunn zum Beispill Däitschland, Frankräich, d'Belsch an Italie konkreet Pläng, fir bis den Hierscht 2024 hir LNG-Infrastrukture weider auszebauen. Um globalen LNG Marché sinn och eng Rei nei LNG-Produktiounsanlage geplangt, déi an de Joren 2024 a 2025 a Betrib geholl solle ginn. Hei plangen zemools d'USA e gréisseren Ausbau. Fir vun dësen Anlagen ze profitéieren, ass d'EU am enken Echange mat dëse Länner.

ad 3. Et ass wichteg ze bemierken, dass et zu Lëtzebuerg aus geologeschen Ursaache keng Gasspäicher gëtt. Fir de kommende Wanter ass d'Situatioun an Europa par rapport zu de Gasspäicher ganz gutt. Déi europäesch Späicher sinn zu ronn 94 %[18] gefëllt an domadder ass dat europäescht Zil aus dem Artikel 6bis vum „règlement (UE) 2017/1938 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2017 concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel et abrogeant le règlement (UE) n° 994/2010", dass d'Gasspäicher bis den 1. November zu mindestens 90 % mussen opgefëllt sinn, schonn erreecht.

D'Fournisseuren, déi hei zu Lëtzebuerg aktiv sinn, sinn awer duerch den Artikel 6quater vum selwechten europäesche Kader an der entspriechender nationaler Ëmsetzung vun dëser Dispositioun gebonnen, eng Partie vun der Demande vun hire Clienten an auslännesche Gasspäicher ze späicheren. Fir dëser Obligatioun nozekommen, notzen d'Fournisseure gréisstendeels Gasspäicher an Däitschland, awer och a Frankräich. An dëse Länner sinn d'Späicher am Moment zu 94 % an 90 % gefëllt.

**Compensation de l'index** | Question **8280** (01/09/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Duerch den Tripartitt-Accord 3.0 gëtt d'Indextranche, déi nach virun Enn des Joers soll falen, dem Patronat duerch d'Mutualité des employeurs kompenséiert. D'Patrone kréien also bis den 31.1.2024 d'Indextranche iwwert d'Reduktioun vun der Cotisatioun erëm.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mëttelstand, Wirtschaft a fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung mat dem Patronat iwwert d'Erhéijung vun de Präisser geschwat? Wäert d'Patronat vun enger Erhéijung ofgesinn, esoulaang d'Kompensatioun leeft?

2. Wéi gesäit et mat den Altersheemer aus, wou d'Regierung festgehalen hat, dass d'Präisser bis op Weideres net duerch erhéichten Energiepräisser klammen dierfen?

3. Mussen d'Firmen op d'Rechnungen dobäi schreiwen, wann se hir Präisser duerch déi kompenséiert Indextranche héijen? Kann de Client géint esou eng Erhéijung reklaméieren?

[17] https://www.bruegel.org/blog-post/preparing-first-winter-without-russian-gas

[18] https://agsi.gie.eu/

**Réponse** (20/10/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Lex Delles,** Ministre des Classes moyennes | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille et de l'Intégration | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Protection des consommateurs

ad 1. Den Tripartitt-Accord, deen de 7. Mäerz 2023 ënnerschriwwe gouf, gesäit vir, datt de Staat, iwwer d'Mutualité des employeurs, vum Ausléise vun der 3. Indextranche am Joer 2023 bis Januar 2024 mat, den zousätzleche Käschtepunkt fir dës Indextranche iwwert déi genannt Period wäert kompenséieren.

D'Zil vun dëser Mesure ass, datt d'Ausléise vun der 3. Indextranche finanziell ofgefiedert gëtt, fir datt d'Betriber Zäit hunn sech unzepassen.

Dës Mesure gräift fir all Betrib, deen an der Mutualité des employeurs affiliéiert ass.

ad 2. Dat modifizéiert Gesetz vum 16. Dezember 2022 iwwert d'Participatioun vum Staat um Surcoût vun den Energiekäschten an den Alters- a Fleegeheemer an an de Logements encadrés[19] seet, dass keng Hëllef geschélt ass, wann de Bedreiwer wärend der concernéierter Period seng Pensiounspräisser héicht. Vun dëser Dispositioun ass awer d'Hausse vum Pensiounspräis, déi duerch eng automatesch Indexéierung bedéngt ass, net concernéiert. Esou steet am Artikel 3. vun dësem Gesetz, dass „[…] Ne sont pas visées par cette disposition les adaptations des prix à l'évolution de l'échelle mobile des salaires".

ad 3. Generell kann d'Regierung net allgemeng eng Erhéijung vun de Präisser verbidden oder limitéieren, och net an der Period, déi d'Basis vun der Kompensatioun vun der 3. Indextranche 2023 duerstellt. Esou eng Mesure ass net mat der nationaler an europäescher Gesetzgeebung kompatibel.

Et ass drop hinzeweisen, dass Präisser net eleng duerch d'Paie vun de Salariéë bestëmmt ginn. Eng ganz Partie Facteuren hunn en Impakt op d'Präisser, ënnert anerem d'Präisevolutioun vu Matière-premièren oder Tëscheprodukter.

De Code de la consommation gesäit explizitt vir, dass de Präis vun engem Produkt oder Service muss kloer affichéiert sinn. Dëst gëtt vun de Servicer vum Enforcement am Konsumenteschutzministère och reegelméisseg kontrolléiert. Präisevolutiounen op Produiten a Servicer gëtt et natierlech ëmmer nees an eng Firma ass net verflicht, dem Client eng schréftlech Justifikatioun fir eng Präiserhéijung ze ginn.

All Konsument ka bei enger Evolutioun vun de Präisser Detailer nofroen, reklaméieren oder op aner Produkter oder Servicer zeréckgräifen.

Bei de Marchés publics, wou de Staat als Client agéiert, ass zum Beispill virgesinn, dass et keng duebel Entschiedegung fir d'Indextranche gëtt. Iwwert eng Circulaire ass festgehalen, dass ze evitéieren ass, dass Betriber, andeems se eng Präisupassung am Kader vun der Ausféierung vun engem Marché public ufroen, souwuel eng Präisupassung wéi och eng Entschiedegung ënnert dem Solidaritéitspak 3.0 kréie fir de selwechte Marché, deen an der Period vum 1. September 2023 bis den 31. Januar 2024 ausgefouert gëtt.

**Bilan du secteur de l'espace** | Question **8281** (04/09/2023) de **M. Laurent Mosar** | **Mme Diane Adehm** (CSV)

Le secteur de l'espace fait partie de l'une des priorités du Gouvernement dans sa stratégie de diversification de l'économie, depuis que l'ancien Ministre de l'Économie a annoncé vouloir promouvoir ce secteur via des investissements publics. Comme la législature actuelle approche de sa fin, nous voudrions voir dresser un bilan des résultats accomplis dans ce secteur économique.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– À combien s'élève le montant des investissements publics de l'État dans le secteur de l'espace ?

– Combien d'entreprises sont actuellement actives dans ce secteur ? Combien d'entreprises se sont installées au Luxembourg ces cinq dernières années ? Combien d'entreprises sont reparties ?

– Est-ce que le Gouvernement estime sa stratégie d'attraction des entreprises actives dans le secteur de l'espace satisfaisante au vu de ce bilan ?

– Combien de postes de travail sont actuellement liés à ce secteur ? Combien de postes de travail ont été créés au Luxembourg ces cinq dernières années ?

– Quelles sont les retombées économiques du secteur de l'espace pour les recettes de l'État ?

– Avec quels pays est-ce que le Gouvernement a pu conclure des collaborations dans le domaine de l'espace ? Où en est-on au niveau de la régulation internationale de ce secteur économique important pour l'avenir ?

**Réponse** (19/10/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

Les investissements publics de l'État sont définis dans la stratégie spatiale. Au cours de la législature actuelle, le Gouvernement a approuvé deux éditions de la stratégie spatiale, en 2019 et en 2022. La dernière mouture a été approuvée par le Conseil de Gouvernement en novembre 2022, en vue du Conseil ministériel de l'ESA des 22 et 23 novembre 2022. L'enveloppe financière mise à disposition par l'État pour soutenir le développement du secteur spatial s'est élevée à 210,5 millions EUR pour la stratégie 2020-2024 et à 256 millions EUR pour la stratégie 2023-2027.

Les acteurs publics et privés dans le secteur spatial sont environ 80 à l'heure actuelle. À la connaissance du Ministère de l'Économie, aucune des entreprises étrangères du secteur spatial qui se sont installées au Luxembourg n'est repartie, mais certaines start-ups n'ont pas réussi à se développer avec succès et ont dû arrêter leurs activités. Au cours des 12 derniers mois, 6 entreprises nouvelles ont été créées dans le secteur au Luxembourg. L'emploi dans le secteur dépasse les 1.400 personnes.

La politique menée par le Gouvernement a donc fait du Luxembourg un site attractif pour les entrepreneurs désireux de développer leurs activités spatiales.

Depuis 2017, le Luxembourg a conclu des protocoles d'accord avec une quinzaine de pays dans le domaine de l'espace, dont la moitié sont des pays européens.

Le Luxembourg a ratifié 3 traités des Nations Unies concernant le spatial : le Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes de 1967, la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux de 1972 et la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique de 1976.

Certains sujets concernant le secteur spatial continuent d'être débattus au niveau des Nations Unies, dont deux sont particulièrement pertinents pour le Luxembourg : les « Long Term Sustainability Guidelines » et l'utilisation des ressources spatiales.

Sur ce dernier sujet, des avancées significatives ont été faites ces dernières années. Le sous-comité légal du COPUOS, groupe chargé du suivi des sujets en lien avec l'espace, a décidé de mettre en place un groupe de travail dédié à la question de l'utilisation des ressources spatiales. Ce groupe s'est réuni pour la première fois en 2023. La feuille de route de ce groupe de travail prévoit d'organiser une conférence internationale sur le sujet en 2024 que le Luxembourg et la Belgique ont proposé conjointement d'organiser au Luxembourg.

Cette conférence d'experts aura donc lieu au Luxembourg, en marge de la Space Resources Week 2024. Ainsi, des experts en la matière du monde entier viendront au Luxembourg débattre d'un futur cadre international pour l'utilisation des ressources spatiales. Cette décision est la reconnaissance de l'approche pionnière et de la crédibilité du Luxembourg sur la thématique des ressources spatiales.

**Service médico-sportif** | Question **8282** (10/08/2023) de **M. Laurent Mosar** | **M. Georges Mischo** | **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Virun der grousser Vakanz gouf et e Fall vun engem American-Football-Spiller, dee via de Service médico-sportif seng Lizenz erneiere wollt, do awer ofgewise gouf, respektiv laut RTL-Reportage e „Sursis" bis den 12. September krut. Laut Service médico-sportif ass de Mann ze déck a gouf an d'Clinique de l'obésité geschéckt. Do gouf him geroden, nach weider medezinnesch Rendez-vousen ze maachen: bei engem Sportsdokter, enger Dieteticienne, engem Pneumolog an engem Psychiater.

Wéi den American-Football-Spiller am Reportage seet, ass de BMI (Body Mass Index) a sengem Fall de Problem fir d'Erneierung vun der Lizenz. Mee a Sportaarte wéi dem American Football oder dem Rugby bräicht ee Leit vun all Gabarit, seet hien.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Sportminister riichten:

1. Kann den Här Minister de beschriwwene Fall confirméieren?
– Wa jo, aus wéi engem Grond ass den American-Football-Spiller opgefuerdert ginn, Rendez-vous bei engem Psychiater ze huelen?

2. Hält den Här Minister déi konsequent Applikatioun vun de Reegele vum BMI duerch de Service médico-sportif am beschriwwene Fall fir adaptéiert oder ass hien der Meenung, dass et fir bestëmmte Sportaarten eng Ausnamereegelung misst ginn?

3. Sinn nach weider, änlech gelagert Fäll bekannt an op wéi eng Sportaarte bezéien se sech?

**Réponse** (15/09/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

ad 1. De Contrôle médico-sportif gëtt no Krittären a Prozeduren ofgehalen, déi am ofgeännerte groussherzogleche Reglement vum 23. Dezember 2016 festgehale sinn an zum Volet vun der Preventivmedezinn gehéieren.

Bei der Evaluatioun vun engem Dossier baséiert sech d'Division médico-sportive (DMS) aus dem Sportsministère zousätzlech op d'Recommandatioune vun der Société européenne de cardiologie.

Fir en Dossier auszewäerten, gëtt speziell no kardiovaskuläre Risikofacteure gekuckt, notamment:

[19] Loi du 16 décembre 2022 autorisant l'État à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés pour personnes âgées et centres psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

– den Alter vum Sportler*in;
– d'Geschlecht vum Sportler*in;
– de Bluttdrock vum Sportler*in;
– Diabetes;
– d'Iwwergewiicht, mat der Berécksiichtegung vum Tour de taille;
– den Tabagissem;
– d'Sportsdisziplinn.

Bei engem Zesummespill vun e puer vun dëse Risikofacteure gëtt eng zousätzlech Kontroll beim Hausdokter an/oder Spezialist gefrot, éier eng Decisioun iwwer d'Sportfäegkeet geholl gëtt. Esoubal den zousätzleche Bilan virläit, gëtt iwwer eng definitiv Sportfäegkeet fir de Kompetitiounssport entscheet. Hei gëllt et nach eng Kéier ze betounen, dass de Contrôle médico-sportif just fir de Kompetitiounssport zoustänneg ass.

Spezifesch Detailer aus engem konkreeten Dossier vum Contrôle médico-sportif ënnerleien esouwuel dem Secret médical, wéi och der Protection des données am Allgemengen a kënnen deemno net hei kommunizéiert oder kommentéiert ginn.

Ouni elo op Detailer an engem konkreeten Dossier anzegoen, aus deenen hei uewendriwwer erkläerten Ursaachen, kann ech just generell confirméieren, dass DMS bei verschiddenen uewe genannte Risikofacteuren en Avis an der Clinique de l'obésité freet.

D'DMS huet awer keen Afloss op déi intern Prozedure vun der Prise en charge vun engem Patient an der Clinique de l'obésité a weess deemno och net, wéi eng zousätzlech Bilanen oder Tester an deem Fall weider gemaach oder gefrot ginn.

ad 2. Et ass wichteg ze ënnersträichen, dass net eleng de BMI ausschlaggeebend ass, fir en zousätzleche Bilan beim Hausdokter an/oder Spezialist unzefroen. Esou ass d'Sportsdisziplinn ee vu ville Facteuren, déi bei der Evaluatioun vun engem Dossier berécksiichtegt ginn.

Et gëtt awer aus medezinnescher Siicht kee Grond, fir spezifesch Krittären, eleng opgrond vun enger Sportsdisziplinn, unzewenden.

De Contrôle médico-sportif setzt den eenzele Sportler*in ganzheetlech an de Mëttelpunkt vun der Evaluatioun. Deemno ass d'Sportaart just ee vu ville Facteuren, déi gekuckt ginn.

ad 3. All Dossier a Fäll aus dem Contrôle médico-sportif ënnerleien esouwuel dem Secret médical, wéi och der Protection des données am Allgemengen a kënnen deemno och net kommunizéiert ginn.

**Projet « Megaverse »** | Question **8286** (05/09/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eng Lëtzebuerger Agence fir VR an AR Experienze baut de „Megaverse", eng digital Plattform, déi d'Iddi vun engem virtuelle Lëtzebuerg a Form vun engem „Metaverse" wëll ëmsetzen. Nieft verschiddenen aneren Entreprisë fannen sech ë. a. d'CFL, POST, awer och Luxinnovation, de CTIE, myGuichet an eSanté an dësem Projet erëm, iwwer einfach Bannièrë bis hin zu virtuelle „Guicheten".

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Wéi eng staatlech Entitéiten oder Firmen, wou de Staat Parte besëtzt, sinn un dësem Projet bedeelegt oder hunn eng Presenz an dëser Versioun vum Metaverse?

2. Wéi vill hunn Entitéiten oder Firmen, wou de Staat Parte besëtzt, säit dem Start vum Projet, fir Presenzen an dësem, oder anere „Metaversen" ausginn (opgeschlësselt no Joer, Projet a staatlecher Entitéit oder Firma, wou de Staat Parte besëtzt)?

3. Wéi eng Mesurë sinn en place gesat ginn, fir den Impakt vun dëse Presenzen ze moossen, z. B. d'Unzuel u Visitte pro Mount oder d'Unzuel vun den Interaktiounen an dëse virtuelle Guicheten?

4. Wéi vill Visiteuren haten déi verschidde staatlech Entitéiten oder Firmen, wou de Staat Parte besëtzt, an dësem Metaverse, säit dem Start vun de Projeten, opgeschlësselt no Mount?

**Réponse** (12/10/2023) de **M. Marc Hansen,** Ministre délégué à la Digitalisation

De Luxembourg Megaverse gouf am Juni 2022 vum lëtzebuergesche Betrib Virtual Rangers lancéiert. Mir kënnen nëmme vun der Experienz vum CTIE am Luxembourg Megaverse schwätzen a kënnen dofir och net soen, ob aner staatlech Entitéiten oder Firme mat staatlecher Bedeelegung an anere Metaverse-Plattforme vertruede sinn.

D'Basispräisser fir e Spot wéi dee vum CTIE sinn op 5.000 € HTVA eemoleg Käschte fir de personaliséierten Design, an 150 € pro Mount fir Maintenance-Fraise festgeluecht. Et gëtt awer verschidde Packagë mat Optiounen, déi dann och jeeweils facturéiert ginn. Fir d'Kreatioun vum Spot vum Guichet.lu, leien d'initial Käschte bei 19.000 € HTVA a 415 € pro Mount fir d'Maintenance.

Virtual Rangers huet dem CTIE confirméiert, dass de Luxembourg Megaverse virum 15. September nach an enger Testphas war, an dofir net déi néideg technesch Fonctionnalitéiten en place waren, fir d'Interaktioune vun de Visiteure cibléiert ze moossen.

**Traitement par l'ITM des dossiers en matière d'inégalités de salaire entre femmes et hommes** | Question **8289** (06/09/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

L'égalité salariale entre les femmes et les hommes est consacrée par les articles L. 225-1 et suivants du Code du travail : « Tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de salaire entre les hommes et les femmes. » Le non-respect de ce principe constitue une discrimination par référence au sexe des salarié.e.s visée à l'article 454 et suivants du code pénal.

L'ITM a comme mission le contrôle de l'application de l'ensemble de la législation relative aux conditions de travail – dont le respect de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes – et à la protection des salariés ayant un contrat de travail. En 2018 l'ITM a mis en place un service d'accueil concernant la thématique de l'égalité salariale entre les hommes et les femmes.

Le rapport de l'Inspection du travail et des mines (ITM) pour l'année 2022 précise que l'ITM a été saisie par 8 dossiers en matière d'inégalités de salaire entre femmes et hommes mais ne fournit pas d'informations supplémentaires sur les suites données à ces dossiers. Les rapports plus anciens de l'ITM montrent dans ce contexte que le nombre de dossiers traités en matière d'inégalités salariales n'a guère évolué depuis le lancement du nouveau service pour se situer toujours entre 5 et 12 dossiers par an.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de Économie sociale et solidaire :

1) Quelles sont les missions du service mis en place en 2018 concernant la thématique de l'égalité salariale et comment ont-elles évolué depuis 2018 ? Le service est-il également chargé du traitement des dossiers ouverts et repris dans les rapports annuels de l'ITM ?

2) Comment la charge de travail du service (nombre de requêtes traitées) a-t-elle évolué depuis sa création ?

3) Quelles suites ont été données aux dossiers traités par l'ITM concernant les inégalités salariales entre femmes et hommes ? Quelles mesures ont été prononcées ? Dans combien de cas la situation a-t-elle été régularisée et dans combien de cas des amendes ont-été prononcées ?

4) Dans combien de dossiers en matière d'inégalités salariales par lesquels l'ITM a été saisie le/la/les salarié.e.s ont-ils/elles saisi le tribunal ?

5) De quelle manière l'ITM intervient-elle dans les cas cités sous 4) tout en sachant qu'il incombe aux salarié.e.s concerncé.e.s de soumettre au juge des éléments de fait susceptibles de caractériser une inégalité de rémunération ?

**Réponse** (18/10/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Le règlement grand-ducal du 10 juillet 1974 relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes prévoyait déjà l'obligation pour l'employeur d'assurer pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes.

Par la loi du 15 décembre 2016 portant modification du Code du travail, les dispositions en matière d'égalité salariale entre les hommes et les femmes ont été érigées au niveau de la loi et insérées aux articles L. 225-1 et suivants du Code du travail. Par ailleurs, la loi précitée a défini la notion de « travail à valeur égale » et a introduit des sanctions pénales en cette matière.

Depuis le 8 mars 2018, un service d'accueil spécifique a été mis en place auprès de l'ITM permettant aux salarié.e.s et employeurs de s'adresser directement à l'ITM en vue d'obtenir des informations ou pour dénoncer des infractions en matière d'égalité salariale soit moyennant la ligne téléphonique dédiée « 247 76102 », l'adresse e-mail « egalite.salariale@itm.etat.lu » ou bien en se présentant à l'un des quatre guichets de l'ITM situés à Strassen, Esch-sur-Alzette, Diekirch et Wiltz.

Par ailleurs, des questions-réponses en matière d'égalité salariale sont mises à disposition des salariés.e.s et des employeurs pour les informer en la matière (https://itm.public.lu/fr/questions-reponses/droittravail/remuneration/f.html).

À noter également que le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes met à disposition des entreprises un outil LOGIB qui leur permet d'acquérir des connaissances quant à leur structure salariale et d'identifier les causes des inégalités salariales (https://mega.public.lu/fr/travail/genre-ecartsalaire.html).

Le service d'accueil spécifique de l'ITM a pour mission :

a) de veiller et de faire veiller à l'application de la législation en matière d'égalité salariale entre les hommes et les femmes ;
b) de conseiller et d'assister les employeurs et les salariés.e.s et de fournir des informations juridiques et techniques pratiques dans la mise en œuvre des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière d'égalité salariale entre les hommes et les femmes ainsi que d'assumer une fonction d'interlocuteur commun en vue de prévenir et d'aplanir des conflits sociaux individuels ;
c) de mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière d'égalité salariale entre les hommes et les femmes ;

d) de constater les infractions en matière d'égalité salariale entre les hommes et les femmes et d'en aviser le procureur d'État.

Depuis l'année 2018, le nombre suivant de dossiers en matière d'égalité salariale entre les hommes et les femmes ont été traités par le service d'accueil spécifique de l'ITM :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

En ce qui concerne les trois plaintes qui ont été déposées auprès de l'ITM, il s'est avéré que l'inégalité salariale entre les hommes et les femmes n'était pas avérée, de sorte que ces dossiers ont été clôturés sans suites.

L'ITM ne dispose pas d'informations sur le nombre de dossiers en matière d'inégalités salariales entre les hommes et les femmes par lesquels l'ITM a été saisie et qui ont été soumis par le/la salarié.e aux juridictions compétentes.

À noter également que l'ITM n'intervient pas dans le cadre de dossiers pour lesquels le/la salarié.e a saisi une juridiction.

**Attractivité du Luxembourg en tant que siège des institutions européennes** | Question **8290** (06/09/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Selon un article récent au « Luxemburger Wort », le Luxembourg perdrait son attractivité en tant qu'une des trois capitales européennes qui accueille les institutions de l'Union européenne. La tendance négative émanerait de plusieurs motifs : dans un premier lieu, le coût de la vie au Luxembourg, en comparaison avec Bruxelles, demeure peu favorable pour les fonctionnaires dont les rémunérations ne sont pas adaptées au lieu de résidence. En outre, l'article constate que la politique de recrutement pour des postes établis au Grand-Duché favorise davantage des candidats installés à Bruxelles de manière à décourager des fonctionnaires locaux à poser leur candidature pour faute de réelle opportunité d'avancement dans leur carrière.

Nombre d'institutions européennes sont installées au Grand-Duché. L'attractivité du site est importante afin de retenir les fonctionnaires ainsi que de maintenir sa pertinence en tant que capitale européenne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre, peut-il confirmer qu'au niveau du recrutement un nombre croissant de postes est assumé par les fonctionnaires résidant en dehors du Grand-Duché ?

2) Selon l'article, il s'avère de plus en plus difficile de trouver et de retenir des fonctionnaires européens au Grand-Duché. Monsieur le Ministre, peut-il confirmer cette tendance ?

3) À travers les institutions européennes établies au niveau national, combien de postes établis au Luxembourg sont effectivement exécutés par des fonctionnaires domiciliés en dehors du Grand-Duché ?

4) Monsieur le Ministre, où en sont les discussions portant sur la différence entre le coût de vie au Luxembourg et Bruxelles ainsi que sur l'instauration d'un coefficient correcteur pour les fonctionnaires européens locaux ?

**Réponse** (05/10/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Le Gouvernement ne dispose pas de chiffres spécifiques sur le lieu de résidence des fonctionnaires européens et travaillant pour les institutions, organes et agences de l'Union européenne au Grand-Duché, ni de son évolution au cours des années.

Selon un rapport publié par le Statec en juin 2023 concernant l'impact des frontaliers dans la balance des paiements en 2021, 3.682 employés travaillant pour les organisations internationales au Luxembourg résidaient en dehors du Grand-Duché en 2021 (3.408 personnes en 2019).

Les chiffres du Statec prennent en compte la totalité de l'emploi des organisations internationales au Luxembourg et ne permettent donc pas d'établir un aperçu exact concernant le personnel travaillant pour les institutions, organes et agences européens.

ad 2) Le Gouvernement attache une grande importance à la présence des institutions, organes et agences européens à Luxembourg et met tout en œuvre pour garantir les meilleures conditions d'accueil, d'hébergement et de travail à leurs employés et pour assurer, de manière générale, l'attractivité du site de Luxembourg. Au-delà de la coopération étroite et de longue date que le Gouvernement a mis en place avec les institutions, organes et agences européens pour notamment réaliser des projets immobiliers, il se concerte de manière régulière avec elles dans le cadre des réunions des secrétaires généraux et des chefs d'administration des institutions, organes et agences de l'Union européenne installés à Luxembourg (CALux).

C'est dans cette enceinte qu'est coordonnée entre autres l'initiative interinstitutionnelle sur l'« attractivité du site Luxembourg », lancée fin 2020 par Monsieur Johannes Hahn, commissaire européen en charge du budget et de l'administration, afin de développer conjointement des actions avec le but de renforcer la présence des institutions, organes et agences européens au Grand-Duché.

Le Gouvernement est conscient des défis qui se posent aux institutions, organes et agences européens au niveau du recrutement et des vacances de postes.

Le Gouvernement insiste à tous les niveaux de la Commission sur la nécessité de créer et de transférer au Luxembourg des postes durables, dotés de pouvoir décisionnel et offrant des perspectives de carrière.

Cependant, et nonobstant les défis que pose le coût de la vie pour attirer des agents en début de carrière, il convient de noter que le nombre absolu de fonctionnaires et agents européens travaillant à Luxembourg, toutes institutions, organes et agences confondus, a augmenté considérablement ces cinq dernières années, passant d'environ 12.000 fonctionnaires et agents en 2015 à plus de 14.000 en 2023.

ad 3) cf. réponse à la question 1.

ad 4) D'après l'étude comparative sur le coût de la vie à Luxembourg et Bruxelles, commanditée par la Commission européenne en 2019, il y aurait un écart du coût de la vie de 10,5 % entre Luxembourg et Bruxelles, un écart qui est susceptible d'avoir augmenté au cours des dernières années. Du point de vue du Gouvernement, cet écart significatif justifie la poursuite des réflexions relatives à des pistes de solutions potentielles, y inclus l'option d'un coefficient correcteur.

Il y a lieu de noter que certaines des options, dont celle de l'introduction d'un coefficient correcteur, nécessiteraient une modification du cadre juridique applicable, à savoir le statut des fonctionnaires de l'Union européenne et le régime applicable aux autres agents de l'Union européenne (règlement n° 31 (CEE) 11 (CEEA)). Cette modification serait à agréer au niveau des 27 États membres de l'Union européenne.

Cependant, le monopole de l'initiative pour présenter une proposition de règlement modifiant le statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et donc d'ouvrir la voie à une éventuelle introduction d'un coefficient correcteur, revient à la Commission européenne.

Or, selon un rapport de la Commission européenne au Parlement européen et au Conseil du 26 avril 2022,[20] la Commission européenne considère que l'introduction d'un coefficient correcteur ne saurait pas à ce stade contribuer à garantir l'égalité de pouvoir d'achat entre les membres du personnel de l'UE.

Ainsi, la Commission étudie actuellement, avec les autres institutions, organes et agences européens concernés, des mesures permettant de faire face aux coûts élevés du logement auxquels sont confrontés certains membres du personnel résidant à Luxembourg, dont notamment l'introduction d'une indemnité de logement.

Pour sa part, le Gouvernement continuera de s'engager activement en faveur d'une fonction publique européenne attractive, y compris dans le contexte des négociations sur la révision à mi-parcours du cadre financier pluriannuel de l'Union européenne (2021-2027).

**Recrutement d'infirmières au Ministère de la Santé** | Question **8291** (07/09/2023) de **M. Roy Reding** (Liberté - Fräiheet!)

Mir ass zu Ouere komm, datt ganz rezent 25 net lëtzebuergeschsproocheg Infirmièren am Gesondheetsministère engagéiert goufe fir Impfzentren, déi dësen Hierscht sollen nees opgemaach ginn.

1. Kann d'Madamm Gesondheetsminister dat bestätegen?

2. Kann d'Madamm Minister mer soen, ob, wou a wéini et geplangt ass, nees Impfzentren opzemaachen?

3. Ass deen dote Schrëtt am Zesummenhang mat de Pläng vun dëser Regierung ze gesinn, d'Impfflicht anzeféieren?

4. Wisou ass de Choix op frankophon Infirmièrë gefall ?

**Réponse** (12/10/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

De Regierungsrot huet den 28. Juli 2023 eng Autorisatioun gi fir 13 Infirmiersposten am Kader vun der „réserve sanitaire", fir Personal tëschent dem 1. September 2023 an dem 31. August 2024 anzestellen. Op dëst Personal kann zeréckgegraff ginn, falls een Impfzentrum erëm misst opgemaach ginn, z. B. am Kontext vun enger gréisserer Epidemiewell am Wanter.

Am Moment gëtt et awer kee konkreete Besoin, fir een Impfzenter opzemaachen. Eventuell Opfrëschunge vun den Impfunge fir eeler oder vulnerabel Leit am Hierscht, kënne vun den Hausdokteren an den Apdikter gemaach ginn.

D'Bäibehale vun enger „réserve sanitaire" ass eng reng Virsichtsmoossnam an huet näischt mat enger Impfpflicht ze dinn. Aktuell gëtt et och keng Pläng, eng Impfpflicht anzeféieren.

D'Annonce fir de Rekrutement gouf vum 4. bis den 12. Juli 2023 op „GovJobs" publizéiert. 25 Leit hunn sech gemellt a 17 Kandidate goufe fir e Virstellungsgespréich invitéiert. Ënnert dëse Kandidaten hunn der 9 deklaréiert, dass si kee Lëtzebuergesch schwätzen, 3 hunn

[20] Rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur l'application de l'annexe XI du statut et de son article 66bis ; 26.04.2022 ; COM(2022) 180 final

en Ufänger- oder A1-Niveau, 4 en A2-Niveau an een e B2-Niveau uginn. No individuellen Interviewen an enger Selektioun op Basis vun Erfarung an Ausbildung, goufen 13 Kandidate vum Selektiounscomité zeréckbehalen.

Et sief bemierkt, datt de Kandidat mat Niveau B2 am Lëtzebuergesche schlussendlech d'Aarbechtsoffer refuséiert huet. Esou konnten dunn 12 Kandidate rekrutéiert ginn (6, déi net Lëtzebuergesch schwätzen, 3 mat A1 an 3 mat A2 Niveau).

**Habilitation de sécurité** | Question **8292** (07/09/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 3607[21], Monsieur le Ministre d'État souligne que les directives de l'OTAN relatives à la sécurité, énoncent seulement des « end requirements », sans imposer par quels moyens les États membres doivent arriver à la conclusion que les détenteurs d'une habilitation de sécurité présentent les garanties nécessaires en termes de loyauté, d'intégrité, et de discrétion.

Un article récent publié par Monsieur Guy Kaiser[22] révèle que le Ministre d'État a informé la Chambre des Députés dès 2016 du fait que :

« L'Autorité nationale de sécurité n'est donc actuellement pas en mesure de connaître le contenu du dossier policier de l'intéressé et ne peut de ce fait pas apprécier objectivement et en connaissance de cause si le demandeur présente toutes les garanties nécessaires à l'obtention d'une habilitation de sécurité. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

1) Comment Monsieur le Ministre peut-il réconcilier l'affirmation faite en 2021 selon laquelle le Luxembourg respecte ses obligations internationales alors qu'il avait déjà concédé en 2016 que son administration n'est pas à même d'apprécier objectivement et en connaissance de cause si le demandeur présente toutes les garanties nécessaires à l'obtention d'une habilitation de sécurité ?

Dans sa réponse à la question parlementaire 3607, Monsieur le Ministre affirmait que les procédures d'accès aux bases de données n'auraient pas été modifiées entre 2004 et 2016. Or, la procédure applicable encore en 2013 était que « d'une manière générale, les autorités policières, judiciaires et administratives sont appelées à communiquer au SRE les informations susceptibles d'avoir un rapport avec les missions du SRE[23]». Un document déposé au parlement en date du 27 avril 2023 confirme que tel a bien été le cas mais que soudainement, les autorités policières, judiciaires et administratives ont refusé de communiquer au SRE des données en relation avec les enquêtes de sécurité, alors que celles-ci faisaient partie des missions du SRE. Selon le même document déposé par Monsieur le Ministre, le directeur du SRE l'aurait averti en octobre 2015 qu'il considérait que le Luxembourg violait ses obligations internationales[24].

2) Comme les procédures régissant la collecte de renseignements ont manifestement changé dans les faits au cours de l'année 2015, Monsieur le Ministre a-t-il informé nos alliés que « l'Autorité nationale de sécurité ne peut actuellement pas apprécier objectivement et en connaissance de cause si le demandeur présente toutes les garanties nécessaires à l'obtention d'une habilitation de sécurité » ?

3) Si Monsieur le Ministre n'a pas informé les alliés, quelles étaient ses raisons ? Les États n'ont-ils pas, selon les accords de sécurité en vigueur, l'obligation de se tenir mutuellement informés des lois et réglementations nationales en vigueur régissant la protection des informations classifiées[25] ?

4) Quelle a été la réaction de Monsieur le Ministre d'État aux observations du directeur du SRE d'octobre 2015 relatives à la non-observation par le Luxembourg de ses obligations internationales ?

5) L'annonce inattendue de la démission du chef du SRE en novembre 2015 était-elle liée à la conclusion qu'il a tirée en octobre 2015 relative à une possible violation des obligations internationales du Grand-Duché ?

Il ressort du document parlementaire 6050 qu'en 2007 le SRE fut membre du Club de Berne et de la Middle European Conference. L'on apprend par ailleurs que sous présidence luxembourgeoise, les directeurs ont décidé d'ajouter une clause à leur code de procédure interne fondant la suspension, voire l'exclusion d'un service du club au cas où la présence de ce service serait de nature à perturber l'activité de cette enceinte et à entamer le haut niveau de confiance qui caractérise ce forum informel[26]. La presse autrichienne a récemment publié[27] un rapport du groupe Soteria du Club de Berne. Selon ce rapport, les chefs de service auraient évalué entre les 15 et 17 octobre 2019 à Londres si le service autrichien pouvait rester membre du Club de Berne au vu des conclusions du « security assessment » établies par le groupe Soteria.

6) Est-ce que le SRE est toujours membre du Club de Berne ?

7) Quel pourcentage des membres du Service de renseignement disposent actuellement d'une habilitation de sécurité en cours de validité qui a été établie avant le 1er janvier 2016, c'est à dire pour laquelle l'enquête a été effectuée selon l'ancienne procédure ?

8) Est-ce que le directeur du SRE a informé les membres du Club de Berne que depuis 2016, l'Autorité nationale de sécurité ne peut actuellement pas apprécier objectivement et en connaissance de cause si le demandeur présente toutes les garanties nécessaires à l'obtention d'une habilitation de sécurité ?

9) Monsieur le Ministre estime-t-il que les déficiences procédurales actuelles risquent d'entamer le haut niveau de confiance qui caractérise ce forum informel ?

10) Monsieur le Ministre considère-t-il qu'il existe un risque de voir le groupe Soteria recommander l'exclusion du SRE du Club de Berne pour des raisons de sécurité ?

De nombreuses sociétés luxembourgeoises à la pointe de la technologie essaient de gagner des contrats classifiés auprès de l'Agence spatiale européenne, de l'OTAN ou encore de la Commission européenne.

11) Combien d'habilitations de sécurité ont été émises pour des employés du secteur privé depuis 2016 ?

12) Monsieur le Ministre estime-t-il que les sociétés luxembourgeoises pourraient avoir un désavantage par rapport à leurs concurrents européens du fait que depuis 2016, l'Autorité nationale de sécurité ne peut pas apprécier objectivement et en connaissance de cause si le demandeur présente toutes les garanties nécessaires à l'obtention d'une habilitation de sécurité ?

13) Monsieur le Ministre craint-il que les sociétés luxembourgeoises puissent être exclues de contrats intéressants en raison des déficits décrits ci-dessus ?

Il ressort d'un document parlementaire que des membres de la Chambre des Députés se demandent si le transfert volontaire des effectifs vers l'ANS risque de priver la future ANS du savoir des agents du SRE, jusque-là en charge des enquêtes de sécurité.

14) Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il est probable que suffisamment de fonctionnaires soient motivés à assumer une mission pour laquelle ils n'ont pas les moyens légaux et procéduraux nécessaires ?

**Réponse** (09/10/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1) Le Gouvernement renvoie à ce sujet aux réponses détaillées fournies aux questions parlementaires n° 8193 et 8199 du 16 août 2023.

ad 2), 3), 4), 8) ,9), 10), 12) et 13) Le Luxembourg a à tout moment été à même de délivrer des habilitations de sécurité conformes aux normes nationales et internationales applicables. La gestion des habilitations de sécurité n'a donc pas constitué de risque pour la sécurité du Luxembourg et de ses alliés.

ad 5) Non.

ad 6) Oui.

ad 7) Tous les agents du SRE disposent actuellement d'une habilitation de sécurité valable, indépendamment des dates d'émission respectives.

ad 11) En application de l'article 27 de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, 527 habilitations de sécurité (renouvellements inclus) ont été émises pour des employés du secteur privé depuis 2016.

ad 14) Oui.

**Aides financières Covid-19 pour le secteur de la construction** | Question **8293** (07/09/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Dezember 2020 huet de Bausecteur mat der Regierung verhandelt, fir Covid-19-Aiden ze kréien. D'Regierung wollt dës am Ufank net ausbezuelen, mee se de Betriber iwwert d'Steieren zeguttkomme loossen. Esou schéngt se sech ëmentscheet ze hunn, well d'Betriber am Secteur kruten elo ee Bréif, deen se oprifft, „d'indemnité pour perte d'efficience" via de Site vun der Chambre de Métiers unzefroen. D'Firmen hunn 222 € pro Mataarbechter zegutt.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Wéi ass et dozou komm, dass eng Aide, iwwert déi am Dezember 2020 geschwat ginn ass, elo ausbezuelt gëtt?

2. Kann een d'„indemnité pour perte d'efficience" nach als Covid-19-Hëllef bezeechnen oder ass et eng Aide fir ee Secteur, deen elo wéinst den héijen Zënse Problemer huet?

3. Gouf d'Zuel vun de Mataarbechter vun haut gekuckt oder vum Dezember 2020?

4. Wéi vill Entreprisen aus dem Konstruktiounssecteur sinn tëscht dem Dezember 2020 an haut faillite gaangen an hunn elo näischt méi vun dëser Aide?

5. Wéini soll dës „indemnité pour perte d'efficience" un all d'Betriber ausbezuelt sinn?

[21] https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/0116/145/233459.pdf
[22] https://guykaiser.lu/nato-allo-letzebuerg-mir-hunn-e-problem/
[23] https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/141/287/124806.pdf (page 996)
[24] https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/0139/137/279370.pdf (page 40)
[25] voir p. ex. https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/074/626/067235.pdf (page 6)
[26] https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/011/874/081703.pdf (page 3)
[27] https://exxpress.at/exklusiv-der-report-der-oesterreichs-geheimdienst-erschueterte/

6. Gëtt et soss nach Aidë fir Entreprisen, déi wärend der Pandemie verhandelt gi sinn, déi awer nach net ëmgesat gi sinn? Wa jo, wéi eng? Ëm wéi eng Montanten handelt et sech heibäi?

**Réponse** (18/10/2023) de **M. Lex Delles,** Ministre des Classes moyennes

Bei der „indémnité pour perte d'efficience" handelt et sech net ëm eng Aide, mee ëm eng Indemnitéit, déi d'Entreprisen aus dem Konstruktiounssecteur vun der Regierung wärend der Coronapandemie zougeschwat kruten, fir d'Fraise vun de strenge sanitäre Mesuren ze kompenséieren am Kader vun der Reouverture vun de Chantieren am Abrëll 2020. Dës Indemnitéit gëtt elo iwwer d'Chambre des Métiers ausbezuelt.

Zënter Dezember 2020 hunn 218 Entreprisen aus dem Bausecteur faillite gemaach.

D'„indemnité pour perte d'efficience", déi aktuell un déi eligibel Betriber ausbezuelt gëtt, bezitt sech op d'Unzuel vun de Mataarbechter, déi am Dezember 2020 an der jeeweileger Entreprise geschafft hunn.

D'Corona-Aidë fir d'Betriber sinn an der Tëschenzäit ofgeschloss.

**Maladies de l'amiante** | Question **8294** (08/09/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

An der Vergaangenheet gouf Asbest oft als Baumaterial benotzt, well e gënschteg, elastesch a besonnesch hëtzebestänneg war. An Däitschland geet zum Beispill d'Gewerkschaft IG Bau dovunner aus, dass tëschent 1950 an 1989 ca. 9,4 Millioune Wunnhaiser gebaut goufen, déi all méi oder manner mat Asbest verseucht sinn. Schätzunge vun der Europäescher Kommissioun gi vun ca. 8.000 virzäitegen Doudesfäll an der EU aus, dovunner ronn 1.500 eleng an Däitschland. Fir ons Klimaziler ze erreechen, si mir an den nächste Joren dorop ugewisen, vill Wunnhaiser an och soss Gebaier ze renovéieren an energeetesch ze sanéieren. Doduerch ginn Experten dovunner aus, dass et an noer Zukunft nach zu méi Fäll vun Asbestose, besonnesch an der Bauwirtschaft, kéint kommen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch, den Här Aarbechtsminister an d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Wéi vill virzäiteg Doudesfäll sinn zu Lëtzebuerg all Joer duerch Asbest verursaacht?

2. Wéi vill Gebaier/Wunnhaiser schätzt d'Regierung si mat Asbest verseucht?

3. Wéi vill Verdachtsfäll vun Asbestose gouf et an de leschte 5 Joer?

4. Geet d'Regierung dovunner aus, dass et an den nächste Joren duerch déi zousätzlech energeetesch Sanéierunge bzw. Renovéierungen zu méi Fäll vun Asbestose komme wäert?

5. Wann nee, firwat net? Wa jo, wat gedenkt d'Regierung dogéint ze ënnerhuelen?

**Réponse** (08/11/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. D'Zuel vun den Doudesfäll, déi duerch Asbest verursaacht sinn, léisst sech zu Lëtzebuerg just duerch d'Unzuel vun diagnostizéierte Mésothéliomen (speziell Kriibszort) feststellen. D'International Classification of Diseases 10th Revision (ICD-10) Codes, déi vun der Gesondheetsdirektioun opgehuewe ginn an déi am Kader vun den Doudesfäll am Zesummenhang mam Asbest stinn, sinn:

– C45.0: mésothéliome de la plèvre
– C45.1: mésothéliome du péritoine
– C45.2: mésothéliome du péricarde
– C45.7: mésothéliome d'autres sièges
– C45.9: mésothéliome sans précision (de siège non précisé)
– J61: pneumoconiose due à l'amiante et à d'autres fibres minérales
– J92.0: plaque pleurale avec asbestose

D'Asbestose, eng Longenerkrankung, déi an de Statistiken ënnert d'Beruffskrankheet „Pneumoconiose due à l'amiante et à d'autres fibres minérales" fält, differenzéiert net tëschent Asbest an anere Fiberen.

Den annexéierten Tableau: „Décès liés à l'amiante 1998-2022 au Luxembourg", erhieft am Ganzen 129 Doudesfäll fir déi Period.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2. Dem Gesondheetsministère leie keng Donnéeë betreffend d'Unzuel vu Gebaier vir, déi eventuell mat Asbest verseucht wieren.

Et sief erwäänt, dass et säit 2001 verbueden ass, zu Lëtzebuerg asbesthalteg Materialien ze verbauen.

ad 3. Den Tableau weist d'Doudesfäll op no Joer, Residence, Diagnos (ICD-10 Code) an Alterskategorie.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 4. An Däitschland warnt d'Industriegewerkschaft Bauen-Agrar-Umwelt (IG BAU) virdrun, dass massiv Renovéierunge vun ale Gebaier – ouni strikt Sécherheetsmoossnamen ze huelen – zu enger Well vun Asbesterkrankunge kënne féieren (an 20–30 Joer, esoulaang kann et daueren, bis een no enger Expositioun krank gëtt). https://igbau.de/Warnung-vor-Asbest-Welle-9-4-Mio.-wohnhaeuser-indeutschland-sind-asbest-fallen-bei-sanierung.html

A Frankräich gëtt et säit 2015 e Plan de recherche et développement amiante (PRDA). D'Zil ass et, duerch innovativ Methoden, d'Detektioun vum Asbest ze verbesseren an, falls et Asbest an engem Haus gëtt, wat renovéiert soll ginn, d'Käschten esou déif wéi méiglech ze halen. A Frankräich gëtt et finanziell Hëllefe fir de Proprietär, wat d'Diagnostik an och d'Aarbechten ugeet am Fall vun Asbest: Lutte contre l'amiante | Ministères Écologie Énergie Territoires (ecologie.gouv.fr). Dës Moossname si geholl ginn, fir d'energeetesch Transitioun an domat déi néideg Renovatioune vum Bestand a séchere Konditiounen ze fërderen.

Och de Conseil européen huet zur Protektioun vun den Aarbechter eng Direktiv erausginn: https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2023/06/27/asbestos-council-andparliament-strike-deal-on-new-rules-protecting-workers/ (nouvelle directive visant à renforcer la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante).

Wann Asbest fachgerecht eliminéiert oder ëmmantelt gëtt, ass de Risiko fir d'Aarbechter reduzéiert.

D'Benotze respektiv d'Verschaffe vun all Zort vun Asbest ass hei am Land zënter 2001 komplett verbueden. Renovatiouns- oder Demolitiounsaarbechten dierfen an Haiser, déi virun 2001 gebaut gi sinn, eréischt virgeholl ginn, wann den obligatoresche Reperage vun Asbest vun engem certifiéierte Professionelle virgeholl ginn ass.

**Conséquences de la restructuration de Goodyear** | Question **8295** (08/09/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Marc Spautz** (CSV)

D'Direktioun vu Goodyear Luxembourg huet de 6. September matgedeelt, dass 55 Aarbechtsplazen am administrative Beräich solle gestrach ginn. All méiglech Optioune fir déi betraffe Persoune si laut der Direktioun méiglech. Den OGB-L an den LCGB froen no engem Plan de maintien dans l'emploi (PME). Déi betreffend Diskussioune misste sou séier wéi méiglech entaméiert ginn, sou déi zwee Syndikater.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister stellen:

– Kann den Här Minister dës Informatioune confirméieren? Wa jo – wéi gedenkt d'Regierung hei ze agéieren?

– Kann de Minister eis Informatioune ginn, ob an Zukunft nach weider Aarbechtsplaze bei der Firma Goodyear a Gefor sinn?

– Wat gedenkt d'Regierung an Zukunft ze ënnerhuelen, fir den Industriestanduert Lëtzebuerg besser ze protegéieren/ze promouvéieren?

**Réponse** (23/10/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

Goodyear huet den Ofbau vu 55 Aarbechtsplazen a sengem Fuerschungszentrum ugekënnegt. Eng éischt Informatiounsversammlung mat der Delegatioun huet stattfonnt an et gëtt no Léisunge wéi d'Erhale vun der Beschäftegung, intern Ëmklasséierungen, fräiwëlleg Departen an e Fréipensiounsprogramm gesicht. Et leien aktuell keng Informatioune vir, dass doriwwer eraus weider Aarbechtsplaze bei Goodyear géifen ofgebaut ginn.

Dat aktuellt europäescht an internationaalt wirtschaftlecht Ëmfeld, mat héijer Inflatioun, héijen Energiepräisser a schwaachem Wuesstem, ass eng grouss Erausfuerderung fir d'Betriber a schränkt d'Previsibilitéit an. De Wirtschaftsministère ass zouversiichtlech, dass Goodyear och weiderhin eng staark Presenz zu Lëtzebuerg wäert hunn. De Lëtzebuerger Site vun der Firma ass staark innovatiounsgedriwwen an e wichtege Standuert fir de Grupp, ee vun deene wichtegsten ausserhalb vun den USA, an domat dierft eng gewësse Stabilitéit vun den Aktivitéiten zu Lëtzebuerg gi sinn. Et sief och drun erënnert, dass Goodyear weider zu Lëtzebuerg investéiert huet a réischt d'lescht Joer am Mee zu Diddeleng eng nei héich modern an automatiséiert Pneuefabrick ageweit gouf.

Déi lescht Jore war den Industriestanduert Europa a Lëtzebuerg mat Krise konfrontéiert wéi et scho laang keng méi gi sinn. D'Regierung huet Entschlossenheet, Reaktivitéit a Flexibilitéit bewisen, fir d'Betriber mat den néidege Mesuren ze begleeden an ze ënnerstëtzen, an esou och den Emploi ze schützen. Souwuel an der Pandemie wéi an der Energiekris sinn a Rekordzäit nei Aiden decidéiert, ëmgesat an un d'Entreprisen ausbezuelt ginn, fir hinnen ze erméiglechen, operationell ze bleiwen. Dëst huet derzou bäigedroen, dass Lëtzebuerg gutt duerch déi lescht Jore komm ass an d'Industrie weiderhin ee wichtege Pilier vun der Wirtschaft ass.

Mëttelfristeg huet de Wirtschaftsministère mat der Feuille de route „Ons Wirtschaft vu muer" de Grondstee geluecht, fir den Industriestanduert fit ze maache fir d'Zukunft. An och méi laangfristeg gëtt am Kader vum „Haut comité pour l'industrie" zesumme mat Vertrieder vun der Industrie eng Strategie fir d'Dekarboniséierung vun der Industrie zu Lëtzebuerg ausgeschafft. D'Entreprisë ginn also ënnert anerem bei der Ëmsetzung vun der Digitaliséierung an der Nohaltegkeet begleet, dëst am Kader vun der duebeler Transitioun. Esou kënnen d'Betriber déi néideg Kompetenzen an Technologien opbauen an entwéckelen, fir kompetitiv ze bleiwen. Fir nei Entreprisen, déi sech zu Lëtzebuerg wëllen usidelen, gëtt d'Kompatibilitéit mam Ekosystem gekuckt an och, a wéi wäit hir Technologien an hiren Knowhow zukunftsträchteg sinn.

**Consommation énergétique des bâtiments étatiques** | Question **8296** (08/09/2023) de **Mme Elisabeth Margue** (CSV)

Conformément aux objectifs fixés par le PNEC, la rénovation énergétique des bâtiments publics, est cruciale afin de promouvoir une gestion plus économe en énergie dans le secteur public. L'État a, en effet, un rôle précurseur à jouer dans le cadre de la transition énergétique du pays.

Aux termes d'un communiqué du 1er août 2022 sur la Stratégie nationale de réduction de la demande d'énergie, le Gouvernement a annoncé que le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, élaborerait des instructions claires pour une gestion plus économe en énergie des bâtiments publics. En juin 2023, le Gouvernement a présenté une Feuille de route – Construction bas carbone – Luxembourg, visant notamment la collecte de données pour le secteur de la construction. Dans son projet de mise à jour du PNEC, présenté au printemps de cette année, le Gouvernement a encore une fois insisté sur le rôle précurseur de l'État en matière de bâtiments.

Cependant, très peu d'informations sont communiquées concernant les consommations énergétiques des bâtiments étatiques, les réductions déjà effectuées et les rénovations prévues. Ces informations sont essentielles pour évaluer les progrès réalisés dans la rénovation énergétique des bâtiments publics et pour s'assurer que les objectifs fixés sont atteints.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Quelle est la consommation énergétique actuelle des bâtiments de l'État ? Quel est le bilan carbone associé à ces bâtiments ?

2) Quelle réduction de la consommation d'énergie a été atteinte depuis la mise en place de l'objectif de 1,9 % par an ?

3) Combien de bâtiments ont été rénovés depuis 2020 ? Combien de bâtiments sont prévus d'être rénovés dans les prochaines années ?

4) Quelle méthodologie est utilisée pour prioriser les rénovations énergétiques des bâtiments publics, et comment sont sélectionnées les mesures d'efficacité énergétique à mettre en œuvre ?

5) Existe-t-il un plan de rénovation détaillé, comprenant les rénovations à effectuer et le budget associé, afin d'atteindre les objectifs mentionnés ?

**Réponse** (23/10/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1) Étant donné que les frais relatifs aux consommations énergétiques sont pris en charge pour la plupart des bâtiments par les occupants, l'Administration des bâtiments publics ne dispose pas des données de tous les bâtiments étatiques.

Pour les bâtiments gérés par l'Administration des bâtiments publics, une extrapolation sur base des données des certificats de performance énergétique (CPE) disponibles permet d'estimer les consommations correspondantes de manière approximative.

Ainsi, les consommations électriques totales pour les bâtiments susmentionnés peuvent être estimées à environ 200 GWh par an, alors que l'estimation des consommations relatives au chauffage se chiffre à environ 560 GWh par an.

Le bilan carbone concernant les besoins énergétiques dépend fortement de la nature des sources d'énergie. Étant donné le caractère incomplet des données de base et vu qu'il n'existe pas encore de référentiel officiel au Luxembourg pour le calcul du bilan carbone, ce bilan ne peut pas être déterminé.

ad 2) L'objectif de réduction de la consommation finale d'énergie de 1,9 % par année de toutes les activités du secteur public (incluant la consommation des bâtiments publics) est introduit par la nouvelle directive européenne relative à l'efficacité énergétique (EED) (UE) 2023/1791 (refonte) du 13 septembre 2023, et plus précisément par son article 5 intitulé « Rôle moteur du secteur public dans le domaine de l'efficacité énergétique ». Cette directive est entrée en vigueur le 10 octobre 2023 et sera transposée en droit national jusqu'au 11 octobre 2025 au plus tard. Elle prévoit que l'objectif des 1,9 % est indicatif lors d'une période transitoire. Il n'est donc pas encore possible actuellement d'indiquer la réduction de la consommation résultant de l'application de ladite directive.

ad 3) De 2020 à 2022, l'Administration des bâtiments publics a réalisé 6 projets d'assainissement énergétique de grande envergure :

2020 :
– Wunnengshëllef à Luxembourg (assainissement énergétique, remplacement des menuiseries extérieures et isolation de la façade)
– Lycée de Garçons à Luxembourg (assainissement de l'enveloppe et des installations techniques du hall des sports)
– Hémicycle à Luxembourg-Kirchberg (assainissement énergétique)

2021 :
– Lycée Michel Rodange à Luxembourg

2022 :
– École internationale Anne Beffort à Mersch
– Centre pour réfugiés Héliar à Weilerbach – rénovation et assainissement

Les projets d'assainissement énergétique de grande envergure actuellement en cours d'études ou de réalisation sont :
– Centre militaire Herrenberg – réaménagement et extension ;
– Domaine thermal à Mondorf-les-Bains – rénovation et mise en conformité ;
– Château de Walferdange – rénovation et assainissement ;
– Bibliothèque nationale, rue Notre Dame – réaménagement ;
– Ancien laboratoire national – réaménagement pour INPA ;
– Lycée technique d'Ettelbruck – réaménagement et extension de l'ancien LTA et infrastructures communes ;
– Lycée des Arts et Métiers – mise en conformité et assainissement ;
– Antenne régionale MENJE à Esch-sur-Alzette ;
– Centre maternel sur le site « Pro Familia » à Dudelange – transformation ;
– Centre Hollenfels.

À ces projets s'ajoutent les assainissements énergétiques de moindre importance réalisés dans le cadre des autres rénovations, réaménagements, entretiens, remplacements d'éléments constructifs ou d'installations techniques. Les dépenses relatives aux mesures d'assainissement énergétique s'élevaient à environ EUR 2.700.000 pour l'année 2022.

ad 4) L'Administration des bâtiments publics a défini sa stratégie d'assainissement énergétique en 2014 et l'a mise à jour en 2019. Les documents y relatifs sont accessibles sur le site Internet : https://travaux.public.lu/fr/publications/documentation/strategie.html.

Cette stratégie se base sur deux approches distinctes, la démarche active et la démarche réactive.

La démarche active vise à identifier, en amont, les bâtiments dont la performance énergétique n'atteint pas les standards requis par la législation en vigueur, respectivement dont la consommation énergétique est très élevée.

La démarche réactive, quant à elle, vise à incorporer des mesures d'assainissement énergétique dans le cadre de travaux d'envergure à effectuer lors d'une rénovation et/ou transformation d'un bâtiment, suite à une demande de l'utilisateur ou bien en raison d'un degré de vétusté avancé.

À noter dans ce contexte que chaque bâtiment est à considérer individuellement, toute construction possédant ses propres caractéristiques et contraintes, constructives et techniques ; une analyse spécifique au cas par cas est nécessaire.

La stratégie susmentionnée devra cependant être adaptée suite aux nouvelles dispositions de directives européennes à venir ; d'un côté, la directive européenne relative à l'efficacité énergétique (EED) (EU) 2023/1791 (refonte) entrée en vigueur le 10 octobre 2023 qui définit le taux d'assainissement énergétique annuel à réaliser pour les bâtiments de l'État à au moins 3 % de la surface totale au sol des bâtiments appartenant à des organismes publics, alors que la directive européenne relative à la performance énergétique des bâtiments (refonte en cours de finalisation au niveau européen) (EPBD), permettra de fixer pour le Luxembourg le standard de performance minimal (nZEBrenovation) à atteindre lors d'une rénovation.

ad 5) Les projets de rénovation en planification respectivement en réalisation, ainsi que les budgets y associés sont renseignés dans la loi du 23 décembre 2022 concernant le budget des recettes et dépenses de l'État pour l'exercice 2023. Un planning précis des travaux dans des bâtiments existants est difficile à établir au vu des imprévus et aléas qui se présentent en cours d'études et d'exécution ou au niveau des autorisations ou relogements.

Dans les années à venir, les rénovations devront atteindre le taux d'assainissement énergétique annuel d'au moins 3 % de la surface totale au sol des bâtiments appartenant à des organismes publics, comme fixé par la directive européenne relative à l'efficacité énergétique (EED) (EU) 2023/1791 (refonte) entrée en vigueur le 10 octobre 2023.

Les budgets y relatifs devront être établis et mis à disposition en fonction de la définition du standard de performance minimal à atteindre lors d'une rénovation tel que prévu dans la directive européenne relative à la performance énergétique des bâtiments (refonte) (EPBD).

Il est à noter qu'outre les budgets nécessaires pour l'assainissement énergétique, le projet de mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) prévoit également de prendre en compte le besoin en ressources supplémentaires au niveau du secteur public lors de la transposition en droit national de la directive européenne relative à l'efficacité énergétique (EED) (EU) 2023/1791 (refonte).

**Rénovation du domaine thermal à Mondorf** | Question **8298** (08/09/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Mam Gesetz iwwer d'Renovatioun an d'Upassung vum Thermalbad zu Munneref gouf d'Regierung autoriséiert, sech an Héicht vun 133 Milliounen Euro un de Moderniséierungskäschte vum lo just genannten,

gesondheetlechen Institut ze bedeelegen. Am Exposé des motifs vum entspriechende Gesetzesprojet hat d'Regierung d'Demande fir dës Participatioun ënner anerem follgendermoosse begrënnt:

„Bien conçu, bien construit et bien entretenu, il présente actuellement des soucis liés à son âge. Une rénovation de l'enveloppe, des toitures, des façades et des châssis est indispensable. La rénovation des deux piscines thermales, fortement détériorées par une eau thermale acide est incontournable. Une réflexion sur la gestion des énergies et d'un assainissement énergétique global avec mise à niveau des techniques s'avère indispensable. Une mise en conformité visant à répondre aux règlements actuels en vigueur, en matière de sécurité et de santé, tant pour les visiteurs que pour le personnel, est également programmée."

Esou wéi et mir zougedroe gouf, hunn d'Renovatiounsaarbechte bis ewell allerdéngs nach guer net ugefaangen. Réckbléckend ka sech eng gewëss Verzögerung verständlecherweis duerch d'Covidsituatioun erklären loossen, déi allerdéngs well och bal zwee Joer hannert eis läit.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Kann d'Regierung confirméieren, datt déi entspriechend Renovatiounsaarbechten nach ëmmer net ugefaangen hunn? Falls jo, wéi erklärt d'Regierung dës laang Verzögerung a wéi een Delai ass aktuell fir de Start vun den Ëmbauaarbechte virgesinn?

2. Wéi eng provisoresch Moossname goufe geholl, fir de Gesondheetsschutz vun de Patienten an dem Personal trotz deene vun der Regierung genannten aktuellen, baulechen Onzoulänglechkeete vun der Ariichtung bis zum Ofschloss vun den Aarbechten ze garantéieren?

**Réponse** (07/11/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. D'Renovatiounsaarbechte vum Thermalbad vu Mondorf hunn entre-temps ugefaangen. An enger éischter Phas sinn dat Preparatiounsaarbechten en vue vun der Realisatioun vum neie Gebai „Les Sources". Dat Gebai kënnt op d'Plaz vum ale Vestiairesgebai, dat dofir aktuell ofgerappt gëtt.

Des Weidere lafe Viraarbechte wéi de Remplacement vum Transformator, vun der Opbereedungsanlag vum waarme Waasser a vun den ale Chaudièren an der Installatioun vun enger Klimatisatiounsanlag.

D'Soumissiounsdossiere fir d'Réibauaarbechte sinn amgaangen, fäerdeggestallt ze ginn.

Aktuell ass d'Baugeneemegung betreffend d'Renovatiounsaarbechte respektiv den Neibau vum Gebai „Les Sources" awer nach net ausgestallt.

ad 2. Et ginn eng Rei Moossname geholl, fir d'Sécherheet vun de Patienten an dem Personal ze garantéieren. Eng vun dësen ass zum Beispill d'Erriichte vum Gebai „Les Sources", wat déi éischt Phas vum Chantier duerstellt. An dëst Gebai wäerten eng ganz Rei vu Servicer aus den aktuelle Gebailechkeete vum Domaine thermal temporär relogéiert ginn (z. B. Service Cure, Centre médical, ...).

Dëse Relogement erméiglecht sou d'Renovatioun vun den Haaptgebaier, ouni dass dëst weider Repercussiounen op de Fonctionnement vum Domaine thermal huet. Nodeems d'Renovatiounen ofgeschloss sinn, wäerten dës Servicer gréisstendeels erëm an den Haaptgebaier integréiert ginn an d'Gebai „Les Sources" wäert ënnert senger finaler Affektatioun als Annex vum Hotel funktionéieren, mat de Raimlechkeete vum Centre médical um Rez-de-chaussée.

**Problème concernant l'horaire des lignes RGTR 131 et 146** | Question **8299** (08/09/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

D'Fuerpläng vun den RGTR-Linnen 131 an 146 passen zu Esch-Sauer net iwwerteneen. Och elo, wou de Plang vun der Linn 146 den 10. September 2023 soll ugepasst ginn, ass et de Leit net méiglech, wann ee mam Bus 131 aus der Richtung Ettelbréck kënnt, zu Esch-Sauer a Richtung Wooltz an de Bus 146 ëmzeklammen. Hei entsti Waardezäite vu bis zu enger Stonn. Wéi aus de parlamentaresche Froen N° 7227 an N° 7233 ervirgeet, gouf et och Enn des leschte Joers scho grouss Probleemer mat der Linn 146, wou zemools zu de Schoulzäiten net genuch Plazen am Bus waren, a Kanner um Arrêt stoe gelooss gi sinn.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Firwat gëtt de Busplang vun der Linn 146 net esou ugepasst, dass d'Leit, déi mam Bus 131 aus der Richtung Ettelbréck kommen an op Wooltz wëllen, direkt zu Esch-Sauer kënnen ëmklammen, ouni musse méi wéi 50 Minutten ze waarden?

– Besteet donieft keng Méiglechkeet, dass d'Linn 146 och iwwert Ënsber fiert?

**Réponse** (18/09/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi éierewäert Deputéiert freet no, fir den Horaire vun der Linn 146 tëschent Wooltz a Kautebaach iwwer Esch-Sauer unzepassen.

De Busplang vun der Linn 146 ass op den Zuch zu Kautebaach ausgeriicht. Et ass fir d'Awunner um Nacher Plateau eng wichteg Ubannung op den Zuch zu Kautebaach. Et ass leider net méiglech op enger an der selwechter Linn den Horaire esou auszeriichten, dass villfälteg Korrespondenze garantéiert kënne ginn.

Och den Horaire vun der 131 kann net wéi gefrot ugepasst ginn, well do d'Zuchkorrespondenz zu Ettelbréck am wichtegsten ass. D'Demande, fir zu Esch-Sauer ëmzeklammen, ass net esou grouss ewéi d'Demande, den Zuch ze kréien.

D'Linn 146 ass schonn op Esch-Sauer verlängert ginn a fiert domat e vertrietbaren Ëmwee. De Bus bis op Ënsber fueren ze loossen, géif d'Linn nach weider ëm 7 Kilomeeter pro Richtung an d'Fuerzäit vun de Léit, déi am Bus sinn, ëm ronn 15 Minutte verlängeren. Déi Änerung kann aus deem Grond net ëmgesat ginn.

**Incapacité de prise en charge de nouveaux patients** | Question **8300** (11/09/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Récemment un hôpital du pays a adressé un courrier à des patients ayant demandé un rendez-vous dans les services de gastro-entérologie respectivement cardiologie. Il est précisé dans cette lettre que l'hôpital en question, dû à une demande accrue, n'est actuellement pas en mesure de donner suite à ces requêtes et qu'une priorité est seulement accordée aux cas complexes/urgents. Il est conseillé aux patients de faire recours à un autre service de leur choix.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Pour quelles raisons cet hôpital n'est pas en mesure de donner une suite favorable aux demandes de patients ? Combien de personnes sont concernées ?

2) Est-ce que d'autres hôpitaux du pays connaissent des problèmes similaires ?

3) Par quels moyens Madame la Ministre entend-elle remédier à cette situation préoccupante ?

**Réponse** (17/11/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) L'augmentation progressive des demandes de rendez-vous implique dans certaines spécialités des délais d'attente importants qui en découlent, notamment lorsque les examens ne sont pas signalés comme urgents. Étant donné que les rendez-vous non urgents et non complexes peuvent être pris en charge par des médecins spécialistes en dehors de l'hôpital en fonction de la pathologie concernée, le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) s'est vu obligé de prioriser les examens relatifs aux cas complexes et aux urgences, assurant ainsi leur prise en charge sans exception des examens gastro-entérologiques. Cette procédure concerne actuellement 7 à 10 demandes par semaine en gastro-entérologie, ce qui représente moins de 5 % de l'ensemble des demandes.

L'hôpital informe que malgré les améliorations infrastructurelles et en ressources mises en œuvre, notamment par l'ajout d'un spécialiste supplémentaire par rapport à 2022 et des mesures d'optimisations qui devraient permettre de réaliser 800 examens de plus en 2023 par rapport à 2022 (en 2022, un total de 7.147 examens a été réalisé, comprenant 3.191 gastroscopies et 3.148 coloscopies), la demande en gastro-entérologie de consultations ambulatoires et d'examens ambulatoires continue d'augmenter.

Cette augmentation de la demande d'examens ne se limite pas à la gastro-entérologie, mais affecte également d'autres spécialités, notamment la cardiologie. Une mesure similaire a donc été mise en place. Dans le contexte de la cardiologie, 73 patients ont été renvoyés sur 6 mois sur 13.060 patients vus en consultation de cardiologie, ce qui correspond à 0,55 % et 4.269 demandes ont été adressées par des médecins externes dont 73 ont été refusées, ce qui correspond à moins de 2 %.

ad 2) Une mesure similaire à celle de l'hôpital précité n'a pas été renseignée par les autres hôpitaux.

ad 3) Le Ministère de la Santé a sensibilisé les acteurs à optimiser leur processus de prise de rendez-vous et de mettre en place une interaction entre les différents hôpitaux afin de pouvoir adresser au mieux les demandes d'examens urgents.

Il est à souligner que des rendez-vous non urgents peuvent également être pris en charge par des médecins spécialistes en dehors de l'hôpital en fonction de la pathologie concernée.

**Calibrage des radars mobiles en cas de pluie** | Question **8301** (11/09/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Code de la route gesäit vir, dass d'Vitesslimitatioun op den Autobunne bei Nidderschlag vun 130 km/h op 110 km/h erofgesat gëtt, well bei naasse Stroossen de Bremswee méi laang ass wéi op dréchene Stroosseverhältnisser. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1380 hat de Mobilitéitsminister geschriwwen, dass „d'Schwellewäerter vun de mobille Radare gi systematesch ëmgestallt, wann d'Wiederkonditiounen dëst erfuerderen."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi ginn d'Schwellewäerter vun de mobille Radare geännert? Mussen d'Polizisten dofir op d'Plaz, geet

dat mëttlerweil och schonn digital aus der Distanz oder mécht de Radar dat automatesch?

2. Bei wéi vill Nidderschlag ginn d'Schwellewäerter ugepasst?

**Réponse** (02/11/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Aktuell ass eng Ännerung vun de Vitesse-Schwellewäerter bei mobille Radaren, sief et automatesch oder aus der Distanz, net méiglech an d'Poliziste mussen heifir op d'Plaz fueren. Déi fix Radare kéinten technesch ugepasst ginn, mä dës Optioun gëtt awer net am Zesummenhang mat de Wiederkonditioune genotzt. Dëst aus de Grënn op déi an der Fro zwee agaange gëtt. Do dernieft sief bemierkt, datt aktuell keng fix Radaren op Plazen installéiert sinn, wou d'Vitesse bei Nidderschlag vun 130 km/h op 110 km/h erofgesat ass.

ad 2. De Code de la route gesäit keng detailléiert Definitioun vum Nidderschlag vir, esou dass et am Ermiesse vum Beamten ass, fir situatiounsbedéngt ze appreciéieren, ob de Schwellewäert muss ugepasst ginn. Bei dëser Appreciatioun vun der Situatioun spillen e. a. follgend Facteuren eng Roll: d'Intensitéit vum Nidderschlag, den Zoustand deen Ament vun der Strooss an déi previsibel Dauer vum Nidderschlag.

**Problème avec les bornes de recharge « Chargy »** | Question **8302** (11/09/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Selon un article récent du « Tageblatt », les bornes de recharge « Chargy » seraient atteintes d'un problème de réseau depuis des semaines. Conformément à l'article, le problème serait causé par les cartes SIM, qui n'arriveraient pas à se connecter au serveur, de façon à rendre une recharge des voitures électriques impossible.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Monsieur le Ministre, peut-il confirmer les assertations relatées dans l'article en question ?

2) Dans l'affirmative, quelles sont exactement les raisons ayant causé le problème de connexion des bornes de recharge au réseau mobile ?

3) Est-ce que des démarches ont déjà été entreprises pour remédier au problème ?

4) Dans quel délai une solution peut être envisagée ?

**Réponse** (12/09/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1) Oui, en effet le réseau de recharge Chargy a rencontré quelques problèmes de connectivité sur un certain nombre de bornes. Le réseau SuperChargy n'est pas concerné par ce problème de connectivité.

ad 2) Les problèmes proviennent d'une mise à jour faite sur un module de communication par le prestataire de service du réseau mobile responsable de la communication entre la borne et le système de supervision. Cette mise à jour a eu comme conséquence la perturbation de certaines connexions.

À noter que le problème n'a aucun lien avec la faillite du prestataire Powerdale ou avec la plateforme Nexxtmove, ni avec les bornes elles-mêmes.

ad 3) Oui. L'opérateur Chargy s'est tout de suite mis en contact avec les parties concernées afin de localiser la cause du problème et ainsi voir comment y remédier directement. En parallèle, l'opérateur Chargy travaille sur une solution alternative avec les mêmes parties concernées dans le but de rendre l'infrastructure encore plus stable et d'éviter qu'une telle situation se reproduise.

ad 4) Les analyses sont encore en cours mais un correctif a été appliqué le 8 septembre par l'opérateur mobile et le réseau s'est stabilisé. D'ici quelques jours, le problème devrait être résolu et le réseau de recharge à nouveau opérationnel à 100 %.

**Prise de rendez-vous au service de gastro-entérologie du Centre hospitalier de Luxembourg** | Question **8303** (11/09/2023) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

Eisen Informatiounen no, vergëtt den CHL och op Ordonnance vum Dokter am Moment keng Rendez-vouse méi fir Endoskopien a Koloskopien, well de Service vun der Gastroenterologie sengen eegenen Aussoen no total iwwerlaf ass. Aus der ZithaKlinik komme ganz änlech Informatiounen.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Kann d'Regierung confirméieren, datt een am Moment an deenen zwou Klinicken trotz Ordonnance vum Dokter kee Rendez-vous fir eng Endoskopie oder eng Koloskopie kritt?
– Wa jo, firwat kréien d'Patiente kee Rendez-vous?
– Wat wëllt d'Regierung dogéint maachen?

2. Wat waren déi duerchschnëttlech Delaie fir gastroenterologesch an alle Klinicken an de leschten 2 Joer?

**Réponse** (17/11/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

De Gesondheetsministère géif am Kader vun dëser parlamentarescher Ufro betreffend d'Rendez-vousen am Spidol fir eng Endoskopie oder eng Koloskopie op d'Äntwert op d'Question parlementaire N° 8300 zum selwechte Sujet verweisen. Ergänzend ass ze soen, dass den Delai, fir ee Rendez-vous fir eng Endoskopie an engem Spidol ze kréien, vun der Urgence vun dëser Ënnersichung ofhänkt, déi op der Ordonnance ausgewise gëtt. Eng urgent Ënnersichung muss selbstverständlech kënne sou séier wéi méiglech gemaach ginn, wat net onbedéngt de Fall fir eng normal Kontrollënnersichung ass. Et ass net méiglech, en detailléierte Rapport mat den duerchschnëttleche Waardezäiten ze erstellen, well dës Delaien en fonction vun den Disponibilitéite vun den Dokteren an de verschiddene Spideeler variéieren.

**Suppression de la ligne RGTR 179** | Question **8304** (11/09/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Emile Eicher** (CSV)

Opgrond vum Abroch vum Tunnel Schieburg am August 2022, war d'Zuchstreck tëscht Kautebaach a Clierf, mat kuerzen Ënnerbriechungen, elo iwwert ee Joer gespaart. Doropshin ass tëscht Ettelbréck a Clierf d'RGTR-Linn 179 agesat ginn, fir de Schinneverkéier op dëser Streck ze ersetzen. Zu de Stouss- a Schoulzäiten ass dës Linn bis dunn zweemol pro Stonn gefuer a war ëmmer gutt gefëllt. Zemools fir de Schülertransport huet d'Linn eng Entlaaschtung vun anere Linnen duergestallt. Insgesamt hu vill Leit dëse Bus benotzt, net just wéinst der Fermeture vun der Nordzuchstreck, mee och, well aner Busser op änleche Parcoursen dacks iwwerfëllt sinn. Zënter dem 10. September 2023 ass d'Zuchstreck tëscht Ettelbréck a Gouvy, no laangem Waarden, rëm voll befuerbar an d'RGTR-Linn 179 soll nees ofgeschaaft ginn.

An dësem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Kann de Minister eis soen, wéi vill d'RGTR-Linn 179 an de leschte Méint benotzt ginn ass?

– Kann de Minister eis soen, ob iwwerpréift ginn ass, ob et méiglech wier, dës Linn, zousätzlech zum Zuchverkéier, oprechtzeerhalen?
• Wa jo, wäert dës Buslinn weider am Asaz bleiwen?
• Wann nee, besteet d'Méiglechkeet, d'Linn 179 trotzdeem als Entlaaschtung fir de Schoultransport ze erhalen?

**Réponse** (26/09/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi éierewäerten Deputéierte schwätze mat dëser Fro d'Linn 179 un, déi eng zousätzlech Mesure war, déi vum RGTR am Kader vum Accident Tunnel Schieburg en place gesat gouf.

Et ass richteg, dass d'CFL an d'ATP deemools nom Äerdrutsch schnell reagéiert hunn an zesumme kuerzfristeg zousätzlech Offere geschafen hunn. Fir dës Mesurë sinn och zousätzlech finanziell Mëttele vum Finanzministère accordéiert ginn. Wat den RGTR betrëfft, war déi gréisste Mesure d'Aféierung vun enger zousätzlecher Buslinn op der N7 vu Clierf op Ettelbréck, fir do dann d'Korrespondenz mam Zuch an d'Stad ze maachen a Form vun dëser Linn 179. Dës Offer hat den Zweck, fir d'Clientë vum Zuch ze transportéieren, well den Zuchersatzdéngscht eleng net duergaange wier, fir déi erwaarten Unzuel vu Clienten ze transportéieren. Ewéi déi éierewäerten Deputéierte richteg erkannt hunn, ass déi Offer gutt ugeholl ginn an huet domat hiren Zweck erfëllt. Wéi d'Zuchstreck nees konnt opgoen, war déi Linn net méi noutwenneg a gouf agestallt.

Hei d'Äntwerten op d'Froen:

– Op der Linn 179 waren d'Hallschent vun de Busse mat automateschen Zielmaschinnen ausgestatt. Dofir gëtt et eng relativ gutt Iwwersiicht vun der Notzung vun der Linn. An der Moyenne sinn an de Spëtzestonnen tëscht 7 an 8 Leit matgefuer. Zu den aneren Zäite waren d'Zuelen änlech. Et gouf awer Deeg, wou iwwer 30 Leit op eenzele Faarte gezielt goufen. Dat sinn elo zwar keng schlecht Wäerter fir eng regional Linn; et ass awer och elo kee Grond, d'RGTR-Offer permanent ze erhéijen, wann ee bedenkt, dass jo keen Zuch gefuer ass.

– Et gëtt e puer Argumenter, firwat dës Linn net weiderhi ka weiderlafen.

Meng Verwaltung fir ëffentlechen Transport huet keng Analys gemaach, dës Linn oprechtzeerhalen, well et sech hei ëm eng Mesure am Kader vun enger Reseausstéierung handelt. Mir loossen dacks am Kader vu Perturbatiounen oder Chantiere vun enger grousser Envergure zousätzlech temporär Offere lafen, a stellen déi dann nom Ophiewe vun der Stéierung an.

An dësem konkreete Fall wier et och net méiglech, dës Linn einfach weider lafen ze loossen, well dat méi eng grouss Envergure géif ginn, an eng nei Ausschreiwung vun dëser Offer noutwenneg géif maachen. Am Finanzéierungsgesetz vum RGTR (Loi du 17 décembre 2021 relative au financement de l'exploitation des services publics d'autobus) ass dës Linn och net budgetiséiert a virgesinn. Si konnt just am Kader vun der Urgence esou schnell agefouert ginn. Den Exploitant huet vill Entrepreneursgeescht misse weisen, fir dës Linn kuerzfristeg an dunn iwwer e Joer kënnen ze bedreiwen.

Nieft den organisatoresche Considératioune gëtt et awer nach eng Rei Argumenter, déi géint d'Weiderféiere vun der Linn schwätzen:

D'Linn 179 ass, ab Maarnech, d'nämmlecht gefuer ewéi d'Linn 170 Huldang–Dikrech–Ettelbréck, an ass domat eng Parallelloffer zum RGTR op der N7 an zur Zuchstreck. Et besteet mat der Linn 170 eng Offer am Hallefstonnentakt tëschent 4.13 Auer an 9.13 Auer, an dann nees vu 15.13 Auer bis 19.13 Auer (Richtung Ettelbréck); a vu 5.50 Auer bis 9.50 Auer respektiv 15.50 Auer bis 19.50 Auer. De Rescht vun der Zäit fiert de Bus am Stonnentakt. Dat ass eng Offer, ewéi se op all Haaptachs am Land ugebuede gëtt an entsprécht och der Demande.

De Schoultransport ass onofhängeg vum RGTR-Reseau ze betruechten, well et gëtt eng parallell Busschouloffer. Falls e Bedarf wärend der Schoulzäit besteet, wäert an der Offer vum Schoultransport reagéiert ginn.

Fir eng zousätzlech Linn besteet den Zuelen no keng Noutwennegkeet.

**Prise de rendez-vous au département de cardiologie du Centre hospitalier de Luxembourg** | Question **8305** (11/09/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Patienten, déi eng kardiologesch Ënnersichung verschriwwe kréien, ginn am CHL aktuell zeréckgewisen, well d'Kapazitéiten duerch eng erhéicht Demande iwwerlaf sinn an duerfir just nach schwéier a komplex Fäll, déi eng héich Spezialisatioun erfuerderen, ugeholl ginn.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës drëngend Froe stellen:

1. Op wéi enger interner Uweisung berouen dës Refusen? Wéi goufen d'Krittären definéiert, fir iwwert d'Akzeptanz vun engem Patient ze decidéieren a wie muss ofschléissend doriwwer befannen?

2. Wéi vill Patiente ware säit dem 1. Januar 2023 vun dëser Decisioun betraff an u wéi eng alternativ Ariichtunge kënnen si sech adresséieren?

3. Säit wéini besteet dës Situatioun? Kann d'Madamm Minister an deem Zesummenhang d'Zuele vun den Demandë fir kardiologesch Ënnersichungen a Behandlungen aus dem Zäitraum 2010 bis 2023 matdeelen an d'Zuel vun den Demandë pro Dokter wärend de genannte Jore preziséieren?

**Réponse** (17/11/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Ech erlabe mir, bei dëser Question parlementaire op d'Äntwerten zu de parlamentareschen Ufroen N° 8300 an 8303 ze verweisen, déi allebéid déi selwecht Problematik betreffen.

**Déclaration de postes vacants auprès de l'ADEM** | Question **8306** (12/09/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op der Websäit vun der ADEM kann een noliesen, dass am Prinzipp all oppen Aarbechtsplaz bei der ADEM muss gemellt ginn:

„Gemäß der luxemburgischen Gesetzgebung und im Interesse eines funktionierenden Arbeitsmarktes muss jeder Arbeitgeber, der eine freie Stelle zu besetzen hat, eine Stellenmeldung bei der ADEM einreichen."

D'Ausschreiwung vun enger Plaz bei der ADEM ka souwuel fir Patronen, wéi och fir déi Aarbechtssichend, verschidde finanziell Virdeeler mat sech bréngen. Wann eng Plaz awer net bei der ADEM gemellt gouf, kënnen dës Virdeeler net geltend gemaach ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht a Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi vill oppe Stelle goufen an deene vergaangene 5 Joer (opgelëscht pro Joer) bei der ADEM gemellt?

2. Wéi huet sech d'Unzuel un oppene Stelle* bei der ADEM iwwert déi vergaange 5 Joer entwéckelt (opgelëscht pro Joer, all Kéiers um Enn vum Kalennerjoer)?

* (also d'Zuel vum bestoende Stock un Aarbechtsplaze minus d'Zuel u verschwonnenen/attribuéierte Stelle plus d'Zuel un Neiausschreiwungen)

3. Wéi vill Affiliatiounen (déclaration d'entrée pour salarié du secteur privé) goufen an deene vergaangene 5 Joer (opgelëscht pro Joer) bei der CCSS gemaach?

4. Existéiert eng Schätzung bei de Ministèren, wéi vill Plazen am Duerchschnëtt pro Joer net bei der ADEM ausgeschriwwe ginn an direkt besat ginn?

**Réponse** (09/10/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Als Äntwert op d'Froen 1–4 fannt Dir ënnendrënner déi néideg Zuelen.

ad 1. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 4. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Aides pour les propriétaires forestiers** | Question **8307** (12/09/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

De „règlement grand-ducal du 16 avril 2021 instituant une prime pour la fourniture de services écosystémiques en milieu forestier" an de „règlement grand-ducal du 3 mars 2022 instituant un ensemble de régimes d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers et modifiant le règlement grand-ducal du 30 septembre 2019 concernant les aides pour l'amélioration de l'environnement naturel" gesinn Aidë fir Bëschbesëtzer vir, déi hire Bësch wëllen nei opforsten, ë. a. fir se méi resistent géint de Borkenkäfer oder ganz generell géint de Klimawandel ze maachen.

Eisen Informatiounen no gëtt et bei der Ausbezuelung vun den Aiden engersäits grouss Retarden. Op der anerer Säit sollen eng ganz Rei Aiden zwar accordéiert, mee net vun der Naturverwaltung ausbezuelt gi sinn, mam Argument, de betreffende Budget wier opgebraucht. Am concernéierte Gesetz, bzw. an de RGDen steet effektiv dran, dass d'Subsiden nëmme soulaang kënnen ausbezuelt ginn, wéi och e Budget do ass. Bei de private Bëschbesëtzer, déi hir Projete musse virfinanzéieren, gëtt et dowéinst eng grouss Onsécherheet.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch d'Retarde beim Ausbezuele vun de Primme bestätegen?
– Wa jo, wat sinn d'Grënn fir dës Retarden?

2. Kann d'Madamm Ministesch bestätegen, datt de betreffende Budget schonn ugangs September opgebraucht war?

3. Wéi vill Demandë fir Subsiden aus dem Joer 2023 stinn nach aus? Ëm wéi ee Betrag geet et do?

4. Wéini ginn déi Aiden, déi an de leschte Méint accordéiert goufen, ausbezuelt?

5. No wat fir Prioritéite gëtt d'Waardelëscht opgeschafft? Wéi gëtt gereegelt, wien als éischt d'Subsiden ausbezuelt kritt? Geet et do nom Prinzipp „first come, first served"?

6. Wat geschitt mat den Demanden, déi nach bis Enn vum Joer agereecht ginn?

7. Ass d'Regierung der Meenung, datt de Budget fir ökologesch Moossnamen an de Bëscher muss géheicht ginn?

8. Gedenkt d'Regierung an Zukunft de System vum Ausbezuelen ze changéieren, soudass d'Rechnungen direkt vun de staatlechen Institutiounen iwwerholl ginn, fir esou d'Proprietären ze entlaaschten?

**Réponse** (24/10/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

De Bësch ass ee vun eise wichtegsten Ökosystemer hei zu Lëtzebuerg an en erfëllt fir eis Mënsche vill Déngschtleeschtungen. De Bësch ass eng vun de Grondlage vun eiser Liewensqualitéit: e filtert eis Loft, rengegt a späichert eist Waasser, hien ass Liewensraum vun Déieren a Planzen, en ass eng beléifte Plaz fir eis ze erhuelen. E produzéiert en natierlecht Baumaterial, hëlleft, eist Klima ze reguléieren a späichert grouss Quantitéite vu Kuelestoff. De Bësch ass ouni Zweiwel, nieft all sengen anere Funktiounen, eise beschten natierleche Partner am Kader vun der Bekämpfung vun der Klimakris.

Mir stellen awer fest, datt de Bësch selwer och ënnert der Klimakris leit; dat weist eis den Zoustand vun de Beem am Bësch. De Bëschzoustand ass awer keng Fatalitéit, gradesou wei den Dereglement vum Klima keng Fatalitéit ass. Mir musse méigleiseg fueren: engersäits muss ee bei den Ursaachen usetzen, z. B. de Loftemissiounen, anerersäits muss een d'Bëschgestioun upassen.

Hei huet d'Regierung sech ambitiéis Ziler gesat an an deene leschte Joren och erreecht. An esou muss et och virugoen: nieft der Bekämpfung vun den Ursaache musse mir eis dofir asetzen, datt esou e wäertvolle wéi komplexe System wéi de Bësch sech méiglechst gutt upasst a méi resilient (widderstandsfäeg) gëtt.

De Bësch ass en natierleche System, deen sech nëmme lues un extern Veränneruge wéi de Klimawandel upasst. E brauch Honnerte vu Jore fir sech unzepassen a gesäit warscheinlech duerno anescht aus, wéi mir en haut kennen. Déi Entwécklung musse mir sou gutt et geet ënnerstëtzen, wa mir an déi follgend Generatioune weider vu senge Virdeeler an Déngschtleeschtungen (Biodiversitéit, Grondwaasserqualitéit, Holzliwwerant, Erhuelungsraum asw.) profitéiere wëllen.

Déi weider Entwécklung vun eise Bëscher läit an der Hand vu ville verschiddenen Acteuren, déi Bëschbesëtzer:innen oder -gestionnaire:inne sinn. Engersäits brauch een dofir ee Reegelwierk fir den Ëmgang mat de Bëscher; dëst ass mam neie Bëschgesetz opgestallt ginn, dat den 1. Oktober 2023 a Kraaft getrueden ass. Anerersäits brauch een en attraktive Subsiden- a Primmeregime, fir d'Bëschgestioun ekonomesch wéi och ökologesch attraktiv ze gestalten; och dëst läit vir, hei e puer Prezisiounen dozou:

– D'Primm vum Klimabonusbësch (Règlement grand-ducal vum 16. Abrëll 2021), ass eng am Joer 2021 vun der Regierung nei geschafe Primm fir d'Privatbëschproprietairen:innen. D'Primm viséiert déi resilient naturno Bëscher, well déi ökologesch Servicer liwweren, vun deenen déi ganz Bevëlkerung profitéiert, dorënner och d'Ofpuffere vun den Effekter vum Dereglement vum Klima. Dës Primm ass en Deel

vun eiser Klima-Upassungsstrategie a gëtt iwwert de Klima- an Energiefong ausbezuelt.

– D'Bëschsubsiden existéieren zanter 1995. Dat respektiivt groussherzoglecht Reglement huet iwwer d'Zäit changéiert. Aktuell gëllen d'Konditioune vum groussherzogleche Reglement vum 3. Mäerz 2022. An de Genoss vun dëse Subside komme souwuel privat wéi ëffentlech Bëschbesëtzer:innen. Dës Subside cibléieren aktiv Ëmsetzungsmoossnamen an der Bëschgestioun, fir de Bësch nei unzeplanzen, ze protegéieren, ze restauréieren, ze erhalen asw., awer och, fir d'Bëschgestioun ze plangen an duerchzeféieren. Dës Subside ginn iwwert den ordinäre Budget ausbezuelt, méi genee iwwert den Article budgétaire 52.2.53.020 am Budgetsgesetz. Dësen ass „non limitatif" a „sans distinction d'exercice", wat bedeit, datt en Depassement kann ugefrot an accordéiert ginn. Reegelméisseg gouf an der Vergaangenheet een Depassement fir d'Bëschsubsiden ugefrot an accordéiert. Dat ass awer net alljoers néideg, well d'Demande vun deene Subside vu Joer zu Joer staark variéiert an net previsibel ass. Si hänkt z. B. vun der phytosanitärer Situatioun vum Bësch of (z. B. Borkenkäferbefall). De genannte Budgetsartikel dréit där Variabilitéit Rechnung. En Depassement unzefroen ass eng ganz normal staatsintern administrativ Prozedur a geet an der Reegel séier; dofir kënnt et doduerjer net zu Verzögerunge beim Ausbezuele vum Subsid. Fir d'Joer 2023 gouf esou en Depassement ugefrot an accordéiert.

Dës Hëllefe ginn ëmmer méi an Usproch geholl, wéi och déi follgend Tabell weist:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 1. Nee, et gouf keng Retarde beim Ausbezuelen.

ad 2. Ugangs September ass festgestallt ginn, datt déi reservéiert Enveloppe budgétaire fir 2023 net géif duergoen an et gouf dowéinst een Depassement vum Budget ugefrot an accordéiert; de Budget ass dohier net opgebraucht.

ad 3. Vu datt den Depassement fir 2023 approuvéiert ginn ass, kann all accordéiert Demande no de gëltege Reegelen ausbezuelt ginn.

ad 4. D'Aidë ginn, esou wéi d'Gesetzgeebung dat virgesäit, no Finalisatioun vun den Aarbechten ausbezuelt.

ad 5. Et gëtt weeder eng Waardelëscht nach eng Prioritéitelëscht, dëst wär nämlech konträr zum Prinzipp vun der Gläichbehandlung.

ad 6. Dës Demandë gi wéi all anerer traitéiert. Vu datt d'Hëllefen eréischt no den Aarbechten ausbezuelt ginn, kann een haut nach näischt dozou soen, aus wéi engem Joresbudget se ausbezuelt ginn.

ad 7. Jo. An déi Meenung huet och hir Zoustëmmung vun der Chamber fonnt a spigelt sech och am Budget pluriannuel erëm: Doranner ass nämlech virgesinn, de järleche Budget fir d'Bëschsubsiden all Joer ëm 200.000 EUR fir d'Joren 2024, 2025 an 2026 par rapport zum Virjoer ze erhéijen.

ad 8. Nee, d'Regierung denkt net drun, de System vum Ausbezuelen an Zukunft ze changéieren, well de bestoende System gutt funktionéiert.

**Durée des incapacités de travail** | Question **8308** (12/09/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'CNS huet am Joer 2022 ronn 1.037.000 Krankeschäiner traitéiert. Dat ass ee Plus vun 30 % par rapport zu 2021. Dës Zuel setzt sech aus den Accidents de travail, de Krankeschäiner wéinst Krankheet an de Krankeschäiner wéinst Covid-19 zesummen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi laang war den Duerchschnëttskrankeschäin an de leschte 6 Joer, opgelëscht pro Joer (eng Kéier jeeweils op Maladie, Maladie Covid-19 an Accident de travail opgedeelt an eng Kéier zesumme gezielt)?

2. Wéi laang war den Duerchschnëttskrankeschäin an den éischte 6 Méint 2023 (eng Kéier jeeweils op Maladie, Maladie Covid-19 an Accident de travail opgedeelt an eng Kéier zesumme gezielt) ?

**Réponse** (31/10/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Den Tableau 1 weist d'Duerchschnëttsdauer, déi an Deeg ausgedréckt ass, vun de Krankeschäiner vun de Privatsalariéen, opgedeelt op 3 verschidden Aarte vun Absencen: d'Krankheet ouni Covid-19, d'Krankheet Covid-19 an d'Absencen duerch en Aarbechtsaccident fir d'Joren 2017 bis 2022.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2. Den Tableau 2 weist d'Duerchschnëttsdauer, déi an Deeg ausgedréckt ass, vun de Krankeschäiner vun de Privatsalariéen, opgedeelt op 3 verschidden Aarte vun Absencen: d'Krankheet ouni Covid-19, d'Krankheet Covid-19 an d'Absencen duerch en Aarbechtsaccident fir déi éischt Hallschent vum Joer 2023.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Projet de construction d'un héliport privé à Urspelt/Clervaux** | Question **8309** (13/09/2023) de **Mme Stéphanie Empain** | **Mme Jessie Thill** (déi gréng)

Le village d'Urspelt est concerné depuis un certain temps par un projet de construction d'un héliport privé pour un hôtel. L'autorisation de construction a déjà été accordée par l'ancien bourgmestre de la commune de Clervaux, mais selon nos informations, le projet n'aurait pas encore obtenu toutes les autorisations étatiques nécessaires. Le projet continue par ailleurs à défrayer régulièrement l'actualité régionale et a également été à l'ordre du jour de la séance du conseil communal de Clervaux du mois d'août 2023. Il semblerait que tou.te.s les représentant.e.s du nouveau conseil communal s'opposent désormais à la construction de l'héliport, mais que l'interprétation des moyens d'agir diffère. Selon nos informations, un projet de motion visant à inviter le Collège échevinal à initier une modification ponctuelle du PAG afin d'interdire explicitement la construction d'héliports dans la zone concernée voire sur tout le territoire communal, fut finalement retiré de l'ordre du jour en vue de clarifier la situation juridique en vue de la prochaine séance du conseil communal prévue le 29 septembre 2023.

En effet, certain.e.s élu.e.s ainsi que le nouveau bourgmestre, se basent sur une interprétation large des prescriptions du nouveau Plan d'aménagement général (PAG) de la commune de Clervaux – approuvé par le Ministère de l'Intérieur en mars 2023 – pour argumenter qu'au vu du PAG, qui ne mentionne pas expressément la possibilité de mise en place d'un aérodrome/héliport dans la zone visée, le permis de construire accordé par le bourgmestre précédent, serait non conforme à la loi et devrait être soit retiré soit annulé. D'autres élu.e.s font par contre une interprétation plus restrictive des dispositions du PAG et argumentent que les règles urbanistiques liées à la zone concernée permettent la construction d'une telle construction parce qu'elles n'interdisent pas expressément la construction d'un aérodrome/héliport, que l'autorisation de construire était donc conforme et que, partant, seule une modification ponctuelle du PAG introduisant l'interdiction explicite d'un aérodrome/héliport pour cette zone, permettrait à la commune de s'y opposer.

Face à ces argumentations diamétralement opposées, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Madame la Ministre peut-elle nous confirmer l'une ou l'autre de ces deux argumentations relatives à l'interprétation des prescriptions urbanistiques communales, respectivement nous donner une interprétation propre en amont du prochain conseil communal du 29 septembre 2023 ?

2) En cas de confirmation de l'approche d'une lecture stricte des dispositions réglementaires et légales visées et au vu du risque d'une multiplication des demandes d'héliports privés dans nos communes, Madame la Ministre, ne considère-t-elle pas utile de modifier les dispositions légales afférentes de manière à ne pas permettre la construction d'héliports partout où celle-ci n'est pas explicitement interdite ?

3) En cas de réponse négative à la question 2, Madame la Ministre invitera-t-elle au moins les communes luxembourgeoises à analyser la nécessité éventuelle d'une modification ponctuelle de leur PAG afin de limiter ou d'interdire la mise en place d'héliports privés sur le territoire communal ?

**Réponse** (13/10/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Il me revient qu'en date du 4 septembre 2023, les autorités communales de Clervaux ont décidé de procéder au retrait de l'autorisation de construire N° 6/2022-2022 0045 portant sur l'aménagement d'une hélistation sise à L-9774 Urspelt, t'Schlass.

J'estime, par conséquent, que la question de savoir comment interpréter le Plan d'aménagement général (« PAG ») de la commune de Clervaux à cet égard en vue de l'établissement d'une hélistation privée est devenue, de ce fait, sans objet.

Je n'envisage pas d'inviter les communes à revoir leur PAG en vue de réglementer l'établissement d'hélistations privées sur leur territoire alors qu'il appartient aux communes en vertu de l'autonomie communale de décider souverainement et conformément aux dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain si elles envisagent d'adapter leur PAG dans ce sens.

**Impact d'un jugement de la Cour administrative concernant les PAG** | Question **8310** (13/09/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro 3878 huet d'Madamm Minister d'Rechtsméissegkeet vun hiren Interventioune bei de Gemengen am Virfeld vun der Approbatioun vum jeeweilege PAG betount. Och géif esou eng Interventioun net géint d'Autonomie vun de Gemenge verstoussen. Dës Interpretatioun gouf duerch e rezent Urteel vum Verwaltungsgeriicht (48500C) allerdéngs widderluecht:

„Force est de constater en l'occurrence que l'acte litigieux est particulier à plusieurs égards. D'une part, d'un point de vue procédural, s'il a été pris par le Ministre de l'Intérieur au courant et dans le contexte de la procédure d'élaboration du PAG et avant l'intervention de l'acte final prévu par l'article 18 de la loi du 19 juillet 2004 et si a priori il a les apparences d'un acte préparatoire, il n'en reste toutefois pas moins qu'il ne

se situe pas dans le cadre de la procédure d'élaboration du PAG telle que prévue par la loi du 19 juillet 2004, dans la mesure où il n'est, en tant que tel, pas prévu par ladite loi, qui n'envisage pas une telle intervention préalable du Ministre de l'Intérieur et en l'occurrence ne lui accorde pas le pouvoir de donner aux communes des instructions en amont quant au sort à réserver au projet d'aménagement général et qui ne lui accorde pas un pouvoir décisionnel autre que celui envisagé par l'article 18 de la loi du 18 juillet 2004."

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Banneminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi eng Konsequenzen zitt d'Madamm Minister aus deem entspriechenden Urteel?

2. Ass d'Madamm Minister net der Meenung, datt dëst Urteel hir Kontroll op d'Legalitéit vun der Prozedur limitéiert, an datt si a kengem Fall ee Refus op Basis vun enger Kontroll vun der Opportunitéit dierf huelen?

3. Ass et konform mat de rechtsstaatleche Prinzippien, wann d'Kontrollfunktioun och hir eegen Interventiounen ëmfaasst an domat ee massiven Interessekonflikt entsteet?

**Réponse** (10/10/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Als éischt wëll ech nach eemol drun erënneren, dass meng Recommandatioun un d'Gemeng, e komplementare Vott am Kader vun der Refonte vun hirem allgemenge Bebauungsplang (PAG) ze huelen, sech op en Urteel[28] vum Verwaltungsgeriicht baséiert, dat sou eng Virgoensweis als eng „façon regulière et efficace, voire souhaitable dans le cadre d'une bonne administration" qualifizéiert huet. D'Gemeng bleift hei souverän a kann am Kader vun hirer Gemengenautonomie entscheeden, ob si sou enger Recommandatioun nokënnt oder net.

D'Urteel vun der Cour administrative, dat den Deputéierten zitéiert, betrëfft ausschliisslech d'Ufechtbarkeet vum Courrier, deen ech der Gemeng zoukomme gelooss hunn a mat deem ech hir recommandéiert hunn, e komplementare Vott ze huelen.

An éischter Instanz hat d'Verwaltungsgeriicht[29] déi besote Recommandatioun vun der Inneministesch un d'Gemeng als e rengen „acte préparatoire" qualifizéiert, deen een net separat kann usichen. D'Riichter aus zweeter Instanz sinn awer zur Schlussfollgerung komm, dass sou e Courrier eng administrativ Decisioun ass, déi kann ugefecht ginn.

Aus dem uewe genannten Urteel geet deemno net ervir, dass sou e Schreiwes, wat enger Gemeng recommandéiert, e komplementare Vott ze huelen, eng illegal Praxis wier.

**Évaluation du cours « Vie et société »** | Question **8311** (13/09/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Mat der Aféierung vum Cours „Vie et société" an de Schoulen, gouf simultan matgedeelt, datt no enger gewësser Zäit eng Evaluatioun vun dësem Cours géif gemaach ginn, an dat andeem de Conseil des cultes conventionnés reegelméisseg punkto reliéis a philosophesch Froe géif consultéiert ginn. An der Convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Église catholique du Luxembourg steet am Art. 12: „La communauté religieuse fait partie d'un Conseil des cultes conventionnés qui est l'interlocuteur du Gouvernement pour les dispositions relevant du présent chapitre. Le Conseil des cultes conventionnés se donnera un statut réglementant son organisation intérieure."

An deem Zesummenhang géif ech gär dem Här Educatiounsminister follgend Froe stellen:

1. Bis dato ass, menges Wëssens, nach keng Analys vum „Vie et société"-Cours veröffentlecht ginn. Ass eng an der Maach? Wa jo, wéini gëtt déi publizéiert? Wann nee, firwat net?

2. Ginn déi verschidde reliéis Kierchen a Communautéiten (Conseil des cultes conventionnés) reegelméisseg zu den Entwécklunge consultéiert? Wa jo, ënnert wat fir enger Form? Wann nee, firwat net?

**Réponse** (12/10/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Et ass richteg, datt keng Analys vum Fach „Vie et société" (VIESO) veröffentlecht gouf.

Am Joer 2017 gouf eng intern Ëmfro duerchgeféiert, fir en Iwwerbléck iwwer den Erfolleg vum Fach ze kréien a festzestellen, wou Verbesserungspotential bestoe géif. Am Uschloss goufen ë. a. all d'Materialien zum Cours fir den Enseignement fondamental an den Enseignement secondaire iwwerschafft, fir méi no un d'Besoine vun den Enseignanten ze kommen. Dës Ëmfro war awer net representativ, sou datt se just fir intern Zwecker benotzt gouf.

Eng méi breet Analys gouf am Joer 2019 geplangt, huet awer duerch d'Covidsituatioun net méi wéi virgesinn duerchgefouert kënne ginn.

Den 19. Oktober 2023 ass fir d'éischte Kéier zanter dem Lancement vum Fach ee „VIESO-Dag" fir all VIESO-Enseignanten a -Enseignanteën aus de Secondairesschoule geplangt. Dëse Gedankenaustausch ass de Startschoss fir eng méi ëmfaassend Analys vum Fach VIESO am Lëtzebuerger Schoulsystem.

Et sief nach ernimmt, datt d'Programmkommissioune vum Fach plangen, e schoulformiwwergräifenden Aarbechtsgrupp anzesetzen, dee mat der Iwweraarbechtung vum Rahmenlehrplan befaasst gëtt.

ad 2. Den Austausch mat Lëtzebuerger Reliounscommunautéiten a Kulte gouf ufanks gefleegt, huet sech awer mat de Jore verlaf. Zanterdeem datt d'Fach VIESO méi a méi als reguläert Schoulfach betruecht gëtt an déi vermeintlech Sonderstellung méi an den Hannergrond getrueden ass, ass och den Austausch mat de verschiddene Reliounscommunautéiten an den Hannergrond getrueden. Dobäi muss och gesot ginn, dass et an de leschte Jore keng Ufroe méi gouf fir weider Consultatiounen.

Den Educatiounsministère verschléisst sech net engem Echange mat gesellschaftlechen Acteuren am Kader vun der Entwécklung vu Programmer a Léiermaterialien, allerdéngs mussen dobäi pädagogesch Aspekter an d'Zilsetzunge vum Léierplang agehale ginn.

**Éducation à la sexualité** | Question **8312** (13/09/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

De Sexualunterrecht fir behënnert Kanner kann opgrond vun hire spezifesche Bedierfnesser Problemer mat sech bréngen. Oft sinn d'Léiermaterialien an d'Unterrechtsmethoden net dem kognitiven Entwécklungsstadium an de Kommunikatiounsméiglechkeete vun dëse Kanner ugepasst. D'Léierpersounen an d'Educateure si méiglecherweis net ëmmer genuch op dës delikat Erausfuerderung virbereet. Eng aner Gefor besteet doran, datt d'Elteren oder d'Betreier vun dëse Kanner net genuch, wann iwwerhaapt, an d'Planung an d'Duerchféierung vun dësem Unterrecht abezu ginn oder datt hir grondsätzlech Bedenke géint Sexualunterrecht oder verschidde Formen oder Inhalter vun deem Unterrecht net respektéiert ginn.

Lëtzebuerg, wou de Sexualunterrecht am Secondaire eng éischter marginal Roll spillt, bleift vun dësem Problemfeld net onberéiert. Dat beweist e rezente Fall aus dem „Centre pour le développement intellectuel (CDI) – Annexe Differdange", wou engem Grupp vu 15-järege Kanner mat Behënnerung vun enger Infirmière (oder vun e puer Infirmièren) eng Form vu Sexualunterrecht erdeelt gouf, déi, sou ass eis zu Ouere komm, bei op d'mannst engem vun dëse Kanner zu enger séilescher Traumatiséierung gefouert huet. Bei dësem Sexualunterrecht goufen de Kanner net just Zeechnunge vun alle Forme vu Geschlechtsverkéier a vun de verschiddene Stellunge beim Geschlechtsverkéier gewisen, an dat op eng besonnesch explizitt Aart a Weis, mee et gouf hinnen (wéi een am „Bilan de fin d'année scolaire 2022-2023" noliese kann), och „Spiller" ugebueden, woubäi an der betreffender Broschür awer net steet, ëm wéi eng „Spiller" et sech dobäi handelt.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Kann den Här Minister preziséieren, datt den Inhalt an d'Unterrechtsmaterialie vum Sexualunterrecht am CDI Annexe Differdange mam Educatiounsministère ofgeschwat goufen? Wa jo, opgrond vu wéi enge Kritäre gouf dësen Inhalt an dat betreffend didaktescht Material guttgeheescht?

2. Wéi eng pedagogesch Iwwerleeunge stinn hannert der Tatsaach, datt dës Form vun „explizittem" Sexualunterrecht an engem Kompetenzzentrum kann ugebuede ginn, awer net an de klasseschen oder technesche Lycéeën?

3. Kann den Här Minister preziséieren, ob d'Infirmière bzw. d'Infirmièren, déi dëse Sexualunterrecht duerchgefouert huet/hunn, speziell op dës Form vun Unterrecht virbereet gouf(en)? Wa jo, goufen hir Kenntnisser a pedagogesch Kompetenze vun enger staatlecher Instanz iwwerpréift? Wa jo, ëm wéi eng staatlech Instanz handelt et sech dobäi?

4. Kruten d'Eltere vun de behënnerte Kanner am Virfeld vum Sexualunterrecht d'Inhalter bzw. dat „didaktescht Material" gewisen? Wann nee, firwat goufen den Elteren dës Informatioune virenthalen?

5. Gëtt dës Form vu Sexualerzéiung och an anere Kompetenzzentren duerchgefouert? Wa jo, hunn d'Elteren d'Méiglechkeet, hir Kanner aus dëse „Coursen" erauszehuelen? Wa jo, wéi oft ass dat an de leschten 3 Joer geschitt?

6. Geet den Här Minister net dervun aus, datt sexuell Opklärung primär eng Aufgab vun den Elteren, an net vum Staat ass?

**Réponse** (17/11/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Et ass essenziell ze erkennen, datt jonk Leit mat enger Behënnerung déi selwecht Bedierfnesser, Wënsch a Rechter hu wéi aner jonk Leit, wann et ëm Sexualitéit an intim Bezéiunge geet. Allerdéngs gëtt et dacks Barrièren a spezifesch Erausfuerderungen, deene jonk Leit mat enger Behënnerung begéine kënnen. Dozou gehéieren, ënnert anerem, Virurteeler a sozial Stereotypen, kierperlech oder kognitiv Barrièren esouwéi en Zougang zu Informatiounen. An et ass grad zu dësem leschte Punkt wou d'Schoul ka bäidroen, méi Gläichheet tëscht de Schüler ze schafen.

ad 1. Nom Prinzipp vun der Subsidiaritéit an ugepasst un déi respektiv Programmer aus dem Enseignement secondaire bitt de Centre pour le développement intellectuel (CDI) fir d'Fach Vie et société ënnert anerem ee Cours mam Theema Éducation à la vie affective et sexuelle fir Jonker ab 13 Joer un.

[28] Urteel N° 15435 vum Verwaltungsgeriicht
[29] Urteel N° 44899 vum Verwaltungsgeriicht

ad 2. D'Éducation à la vie affective et sexuelle ass och e Sujet an de Programmer vum Enseignement secondaire, ë. a. am Fach Vie et société an och an de Sciences naturelles.

Sexualunterrecht ass „par essence" explizitt. Dofir ass et wichteg, datt grad Jonker mat enger kognitiver Beanträchtegung unhand vun enger differenzéierter Approche un d'Theema Éducation affective et sexuelle erugefouert ginn.

ad 3. Am Fach Vie et société gëtt d'Theema Éducation à la vie affective et sexuelle vun den Titulaires de classe mat der Ënnerstëtzung vun Infirmièrë gehalen. Dës Zesummenaarbecht vun zwee Spezialiste garantéiert, datt am CDI déi spezifesch medezinnesch Inhalter mat enger adaptéierter Methodik ugebuede ginn an déi Jonk mat der néideger Professionalitéit un dëst sensibelt Theema erugefouert ginn. Infirmièren hunn extensiv Kenntnisser vun der Physiologie a vu sexueller Gesondheet, wat hinnen et erlaabt, korrekt, evidenzbaséiert Informatiounen ze liwweren. Infirmièrë kënne spezifesch medezinnesch Froe betreffend Contraceptioun, sexuell iwwerdrobar Krankheeten a kierperlech Veränneruge beäntweren.

ad 4. D'Eltere sinn am Virfeld iwwert de Wee vum Carnet de liaison informéiert ginn, wéini d'Theema Éducation affective et sexuelle am Fach Vie et société ënnerriicht gëtt.

ad 5. Och an anere Kompetenzzentre ginn dës Theemen ënnerriicht. Wéi schonns erwäänt ass et wichteg, datt och Jonker mat spezifesche Besoinen eng Sexualerzéiung kréien. Selbstverständlech gëtt am Dialog mat den Elteren d'Noutwendegkeet vun der Sexualerzéiung thematiséiert.

ad 6. Bei der sexueller Opklärung, ee klengen Deel vum Cours Éducation affective et sexuelle, solle beschtefalls d'Schoul an d'Elterenhaus gemeinsam an der Verantwortung stoen. Duerfir bitt d'Equipe aus dem CDI, déi de Cours hält, och den Austausch mat den Elteren un. Doriwwer eraus stinn och Pädagogen a Psychologen aus dem CDI den Eltere bei dësem sensibelen Theema zur Säit, fir si ze beroden an ze ënnerstëtzen.

**Congé pour raisons familiales** | Question **8314** (14/09/2023) de **M. Max Hengel** (CSV)

De Congé pour raisons familiales kann am Fall vun enger Krankheet vun engem Kand vun engem Elterendeel geholl ginn, wann et keng aner Méiglechkeet gëtt, fir d'Betreiung vum Kand ze garantéieren.

D'Dauer vum Congé pour raisons familiales hänkt vum Alter vum Kand of. Sou kann een op guichet.lu liesen:

1re tranche d'âge : Enfant âgé de 0 à moins de 4 ans accomplis : 12 jours de congé par enfant
2e tranche d'âge : Enfant âgé de 4 ans accomplis jusqu'au jour précédant son 13e anniversaire : 18 jours de congé par enfant
3e tranche d'âge : Enfant âgé de 13 ans accomplis à 18 ans accomplis et hospitalisé : 5 jours de congé par enfant en cas d'hospitalisation

An deem Sënn kënnen d'Eltere bis zu hirem Kand sengem 13. Gebuertsdag de Congé pour raisons familiales huelen, wann d'Kand krank an doheem ass. Ab sengem 13. Gebuertsdag bis zu sengen 18 Joer, hunn d'Elteren dann nëmmen nach d'Rescht op de Congé pour raisons familiales, wann hiert Kand hospitaliséiert ass.

Dëst kann awer problematesch sinn, zemools wann d'Kand réischt 13 Joer huet an d'Elteren sech net kënnen de Congé de récréation huelen, fir mat ëm doheemzebleiwen, dëst wëll se en duerch organisatoresch Grënn am Betrib net accordéiert kréien oder just, well se keng Deeg vum Congé de récréation méi iwwreg hunn. Och hunn d'Elteren oft keng Méiglechkeet, fir eng aner Persoun, zemools kuerzfristeg, ze fannen, déi mam Kand doheembleift.

An der Fonction publique benefisséieren d'Employéë vum sougenannte Congé social. Mam Congé social huet een, dee ganzdaags schafft, 24h respektiv 12h fir een, deen hallefdaags schafft, zegutt, an dëst all 3 Méint.

An deem Kontext wéilt ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass d'Regierung net der Meenung, dass een e Congé ënner gewësse Konditioune sollt virgesinn och oder grad, wann d'Kand net hospitaliséiert ass?

2. Kéint een de Congé social net och virgesi fir déi Leit, déi am private Secteur schaffen?

**Réponse** (05/10/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Den Dispositif vum Congé pour raisons familiales (CPRF) ass als Spezialcongé an den Artikelen L.234-50 bis L.234-54 vum Aarbechtsgesetzbuch (Code du travail) definéiert a gereegelt.

De Code gesäit och vir, datt eng Verlängerung méiglech ass am Fall vun enger „maladie ou [...] une déficience d'une gravité exceptionnelle", déi an engem groussherzogleche Reglement definéiert sinn. Ënner anerem ass bei enger Hospitalisatioun vun op d'mannst 2 Wochen oder bei enger Kriibserkrankung esou eng Verlängerung méiglech.

Dëst Reglement staamt urspréinglech aus dem Joer 1999. Fir datt dës Dispositioune besser un déi aktuell an zukünfteg Besoinen alignéiert sinn, hunn de Ministère fir Aarbecht, Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft an de Ministère fir sozial Sécherheet eng Revisioun vun den Dispositioune lancéiert gehat. Dës Aarbechte sinn nach amgaangen a betreffen esouwuel déi legal ewéi déi reglementaire Dispositiounen.

Dobäi ass ënner anerem virgesinn, eng méi grouss Flexibilitéit ze erméiglechen a Fäll, wou eng Presenz vun den Elteren néideg ass am Krankheetsfall vun engem Kand.

ad 2. Zousätzlech zu den Aarbechten, fir den Dispositif vum CPRF ze iwwerschaffen, gouf fir déi genannte Fäll eng weider Mesure am Aarbechtsgesetzbuch agefouert. Esou huet de Ministère fir Aarbecht, Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft de Gesetzesprojet N° 8016 ausgeschafft, deen den 11. Juli 2023 unanime an der Chambre des Députés gestëmmt gouf an den 21. August 2023 a Kraaft getrueden ass.

D'Gesetz vum 15. August 2023[30] gesäit am Fong 2 nei Congéë vir.

Den éischten ass de „congé d'aidant". Hei handelt et sech ëm e Congé vu 5 Deeg pro Joer, deen de Salarié kann huelen, fir e Familljemember ze fleegen, wann dëse méi schwéier krank ass an Hëllef brauch. Dorënner falen d'Kanner, de Papp an d'Mamm oder de Conjoint oder Partner vum Salarié.

Den zweeten ass de „congé pour raisons de force majeure liée à des raisons familiales urgentes en cas de maladie ou d'accident rendant indispensable la présence immédiate du salarié", deen de Salarié kann huelen, wann hie wéinst familiäre Grënn direkt muss present sinn, well e Familljemember en Accident hat oder krank ass. Hei handelt et sech ëm e Congé vun engem Dag pro Joer.

Soumat hunn d'Leit och elo d'Méiglechkeet present ze sinn, wann hir Kanner iwwer 13 Joer krank sinn an net hospitaliséiert an d'Leit aus dem private Secteur hunn och elo d'Méiglechkeet, fir sech Congé ze froen, fir engem Familljemember ze hëllefen.

Ausserdeem gesäit dat Gesetz och nach vir, datt e Salarié, deen op d'mannst 6 Méint op senger Schaff agestallt ass an deem seng Kanner nach keng 9 Joer hunn, ka méi flexibel Aarbechtsstonnen ufroen.

**Centre de primo-accueil** | Question **8315** (14/09/2023) de **M. Paul Galles** (CSV)

Am August koum et zu enger Ännerung bei der Opnam vu Flüchtlingen. Am Centre de primo-accueil um Kierchbierg gi Flüchtlingen nëmmen nach opgeholl, wann se virdru schonn hir Demande fir internationalen oder temporäre Schutz bei der Immigratiounsdirektioun op der Areler Strooss gemaach hunn. Dës Ännerung bréngt mat sech, datt verschidde Flüchtlinge riskéieren, op der Strooss ze landen, ë. a., well d'Büroe vun der Administratioun an der Woch just tëschent 8.30 Auer an 12.00 Auer op sinn an de Weekend ganz zou sinn.

An deem Kontext géif ech gär follgend Froen un den Här Ausseminister a Minister fir d'Immigratioun stellen:

1. Aus wat fir Grënn ass d'Prozedur fir den éischten Accueil vu Flüchtlinge geännert ginn?

2. Wat passéiert mat deene Leit, déi ausserhalb vun den Ëffnungszäite vun der Immigratiounsdirektioun ukommen an Asyl wëllen ufroen?

3. Wéi vill Leit sinn zanter der Ännerung vun der Prozedur am Centre primo-accueil um Kierchbierg ofgewise ginn?

4. Envisagéiert de Ministère, d'Ëffnungszäite vun der Direction de l'immigration an der Woch unzepasse respektiv ze verlängeren?

5. Envisagéiert de Ministère, eng Ulafstell fir de Weekend ze schafen?

**Réponse** (26/09/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Et gouf festgestallt, dass 30 % vun de Persounen, déi am Centre de primo-accueil um Kierchbierg ukomm sinn, dono keng Demande fir internationalen oder temporäre Schutz bei der Immigratiounsdirektioun gemaach hunn.

Well d'Plazen am Centre de primo-accueil um Kierchbierg ëmmer méi limitéiert sinn, ginn dofir nëmmen nach déi Leit opgeholl, déi och eng Demande fir internationalen oder temporäre Schutz gemaach hunn.

ad 2. Wann sech ausserhalb vun den Ëffnungszäite vun der Immigratiounsdirektioun Leit presentéieren, déi eng Demande fir internationalen oder temporäre Schutz wëllen areechen, ginn si iwwer aner Iwwernuechtungsstrukturen informéiert, déi hinnen an dësem Fall zur Verfügung stinn. Vulnerabel Persounen,

[30] Loi du 15 août 2023 portant modification :
1° du Code du travail ;
2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
3° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil

wéi zum Beispill Famillje mat mannerjärege Kanner hu weiderhin Accès zum Centre de primo-accueil, och ouni virdrun eng Demande agereecht ze hunn. Kanner, déi eleng ënnerwee sinn, sinn net vun dësem Changement betraff, a ginn och weiderhin an enger spezialiséierter Struktur opgeholl.

ad 3. Vum 10. August 2023 bis den 20. September 2023 gouf et 169 Ofweisungen am Centre de primo-accueil um Kierchbierg.

Et sief unzemierken, dass an dësem Kader vun Ofweisungen an net vu Persoune geschwat gëtt. Et ass méiglech, dass zum Beispill eng Persoun sech e puermol am Centre de primo-accueil um Kierchbierg ouni agereechten Demande presentéiert huet.

ad 4. a 5. Nee, fir de Moment ass net virgesinn, d'Ëffnungszäite vun der Immigratiounsdirektioun ze erweideren, well dat aus organisatoresche Grënn net méiglech ass. D'Prozedur, fir eng Demande op internationale Schutz opzemaachen, dauert e puer Stonnen, esou dass et net méiglech ass, eréischt am Nomëtten domat unzefänken. An deem Kontext wäert keng Permanence de Weekend geschaf ginn.

**Expériences suite à l'introduction de la loi du 2 février 2022 sur les armes et munitions** | Question **8316** (14/09/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Scho bei senger Aféierung ass dat neit Waffegesetz ganz staark kritiséiert ginn, besonnesch och vu Leit, déi Waffe sammelen. Kritiséiert gouf zum Beispill, datt d'Reegelen esou geännert goufen, datt d'Sammler konnten e materielle Schued erleiden. Verschiddener hate Waffe vollkomme legal kaf, déi méi spéit duerch déi nei Reegelen an d'Illegalitéit gefall sinn an dowéinst hu missen technesch verännert oder ofgi ginn.

An der Tëschenzäit konnte jo éischt Erfarunge mat dem Gesetz gesammelt ginn an et wär interessant gewuer ze ginn, wéi dat Gesetz an der Praxis ugewannt gëtt.

Och de Fonctionnement vun deene Servicer, déi sech ëm de Waffeschäi këmmeren, steet geleeëntlech an der Kritick. Sou ass mir zum Beispill zu Ouere komm, datt Leit, déi eng Verlängerung vum Waffeschäin ufroen, heiansdo méintelaang keng Äntwert vum Justizministère kréien an eréischt op Nofro gewuer ginn, datt eventuell kéint e Problem bestoen. Et däerf een net vergiessen, datt déi Leit mussen am Besëtz vun hirem Waffeschäi sinn, fir hirem Hobby kënnen nozegoen.

Dowéinst géif ech der Madamm Justizminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi kann et sinn, datt ee staatleche Service en Dokument, ewéi zum Beispill e Waffeschäin, méi ewéi dräi Méint anhält, ouni dee betraffene Bierger ze kontaktéieren? Wéi sinn d'Prozeduren an d'Delaien an esou enger Situatioun? Wéi eng Rechter huet de Bierger an där Prozedur?

2. Wéi vill Leit sinn, dem Ministère sengem aktuelle Wëssensstand no, an enger Situatioun, an där si Waffen, déi si legal kaf haten, missten technesch veränneren oder ofginn?

3. Gëtt et aktuell eng Prozedur oder, wann net, ass geplangt eng Prozedur anzeféieren, fir déi concernéiert Leit fir hire materielle Verloscht ze entschiedegen, amplaz datt si einfach op hir Waff mussen ouni Kompensatioun verzichten? War d'Modifikatioun a posteriori vun de gesetzleche Bestëmmunge fir déi betraffe Leit net mat den Auswierkunge vun enger Expropriatioun ze vergläichen?

4. Wär et aus Fairness net sënnvoll, déi aktuell gesetzlech Reegelen esou unzepassen, datt de Stéchdatum fir d'Applikatioun vun deenen neie Reegelen, och bei der Detentioun vun enger Waff, no hanne géing verluecht ginn, z. B. an d'Joer 2021, also op en Zäitpunkt, op deem déi nei Reegele schonn allgemeng bekannt waren?

**Réponse** (12/10/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. Gülteg Waffeschäiner ginn an der Reegel net zeréckbehalen, wann eng Demande fir eng Verlängerung virläit.

Déi Hypothees, déi den honorabelen Deputéierten a senger Fro viséiert, kënnt nëmme vir, wann e Waffeschäin aus administrativen oder strofrechtleche Grënn séchergestallt gëtt. An esou Fäll muss eng Regularisatioun gemaach gi vum Waffeschäin, iert dëse kann zeréckgi ginn. D'Delaien, déi bei deene Prozeduren applikabel sinn, sinn déi, déi am Kader vum groussherzogleche Reglement vum 8. Juni 1979 iwwer déi net geriichtlech administrativ Prozedur („règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes") gëllen.

Do dernieft huet natierlech all Bierger d'Recht, fir sech all Moment un de Waffeservice ze adresséieren, per Telefon, E-Mail, oder Bréif, wann e gären eng Informatioun zu senger lafender Demande huet.

ad 2. Aus dem Artikel 66 Paragraf (5) vum neie Waffegesetz vum 2. Februar 2022 ergi sech déi zousätzlech Aarbechten, déi aus der Iwwerpréiwung vun deenen nei verbuedene Waffen entstinn. Bei all Demande fir eng Verlängerung vun engem Waffeschäin, déi nom Akraafttriede vum neie Gesetz (1. Mee 2022) gemaach ginn ass a wäert gemaach ginn, muss de Waffeservice kontrolléieren, ob sou eng Waff um Waffeschäi steet. Vu dass d'Lafdauer vun engem Waffeschäi fënnef Joer ass, kann een dovun ausgoen, dass déi zousätzlech Iwwerpréiwunge bis de Mee 2027 undaueren. Et gëtt geschat, dass, bis dato, eng 40 bis 50 Leit an deem Fall waren, an dass et sech dobäi, pro Persoun, am Duerchschnëtt ëm zwou bis dräi Waffen handelt.

ad 3. Et gëtt aktuell keng Entschiedegungsprozedur fir déi genannte Fäll.

ad 4. De Stéchdatum vum 13. Juni 2017, deen am Artikel 66 vum neie Waffegesetz virgesinn ass, ergëtt sech direkt aus der Waffendirektiv N° 2021/555 Artikel 10 Paragraf 5. Den nationale Legislateur kann do also keen anere Stéchdatum festhalen.

**Grève chez Cargolux** | Question **8317** (15/09/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Après des mois de négociations sur une convention collective pour le personnel du groupe Cargolux, les deux syndicats LCGB et OGB-L ont dû rejeter la dernière proposition de la direction de Cargolux et le personnel est entré en grève le jeudi 14 septembre. Rappelons que le groupe Cargolux a enregistré pour 2022 un chiffre d'affaires record de 5,1 milliards de dollars US avec un bénéfice après impôt de 1,6 milliards de dollars US et que l'État luxembourgeois est indirectement l'actionnaire largement majoritaire du groupe Cargolux.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité :

1) N'êtes-vous pas d'avis que la direction du groupe Cargolux devrait se montrer flexible dans les négociations sociales et accepter les propositions des syndicats ?

2) Êtes-vous prêt à intervenir auprès des représentants de l'État dans le conseil d'administration du groupe Cargolux afin que celui-ci accepte les propositions des syndicats ?

**Réponse** (10/10/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Considérant qu'un accord a entre-temps pu être trouvé entre la direction de Cargolux et les syndicats, les questions posées ne sont plus d'actualité.

**Rémunération des collaborateurs externes de l'École nationale de l'éducation physique et des sports** | Question **8318** (15/09/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Ech kommen zréck op d'Äntwerte vum Här Minister op meng parlamentaresch Froen Nr. 7819 an Nr. 8040 iwwer extern Mataarbechter vun der ENEPS.

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un den Här Sportsminister:

1. No der Meenung vum Här Minister sinn d'Regierungsbeschléss vun 2001, 2015 resp. 2022 intern Dokumenter. Laut Verfassung si Gesetzer, Reglementer an allgemeng administrativ Decisioune réischt mat der Veröffentlechung an der gesetzlech bestëmmter Form verbindlech. Kann den Här Minister soen, wéini déi mentionéiert Regierungsbeschléss am Mémorial publizéiert goufen? Wann dat net de Fall sollt sinn, wéi erklärt den Här Minister dëst Versäumnis, dat besonnesch d'Validitéit vum Regierungsbeschloss vun 2022 ënnergrueft? Kann den Här Minister confirméieren, datt am Fall vun enger Netpublikatioun vun de besote Regierungsbeschléss d'Bestëmmunge vun der Verfassung net respektéiert goufen an datt déi mentionéiert Regierungsbeschléss, an notamment dee vun 2022, net applizéierbar sinn?

2. Déi mentionéiert Regierungsbeschléss gëllen anscheinend och fir d'Assistenztrainer vun den Ausbildungszentere vun de Sportverbänn, déi vum Sportslycée koordinéiert ginn. Kann den Här Minister dat confirméieren? Wa jo, kann den Här Minister déi, och laut Verfassung, betreffend noutwendeg gesetzlech a reglementaresch Basis am Joer 2022 uginn?

3. Eng legal Basis gouf viru Kuerzem per Gesetz geschaaft. Wéi wëll de Minister an deem Kontext déi verfassungsrechtlech Awänn vum Staatsrot ëmgoen? Dat gëllt souwuel fir d'ENEPS wéi och fir d'Entschiedegunge vun den Assistenztrainere vun de Sportverbänn.

4. Wat d'Formule betreffend d'Iwwerstonnereegelung ugeet, gëtt den Här Minister a senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7819 fir 225 Punkten e Stonneloun, laut Formule, vu 40,36 Euro un. Laut senger Äntwert op d'parl. Fro Nr. 8040 gëtt de Stonneloun fir 560 Punkte mat 123,89 Euro uginn. Ass et méiglech, datt bei mentionéierter Berechnung iertemlecherweis de sougenannten „méi héije" Punktwäert berechent gouf an de besote Stonneloun eigentlech 38,22 Euro ausmaache misst? Dat selwecht gëllt fir d'Beispill mat de 560 Punkten, woubäi hei den eigentleche Stonneloun 95,12 Euro misst sinn. Kann den Här Minister dat confirméieren? Wa jo, wat wëll de Minister maachen, fir dësen Iertum ze behiewen?

**Réponse** (30/10/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

ad 1. Dëst kann esou net confirméiert ginn. Regierungsbeschléss mussen net am Journal officiel veröffentlecht ginn, fir dass se applizéiert kënne ginn.

ad 2. Jo, déi mentionéiert Regierungsbeschlëss hunn och fir d'Assistenztrainer aus den Ausbildungszentre vun de Sportverbänn am Sportlycée gegollt.

Déi gesetzlech a reglementaresch Basen, op deenen de Regierungsbeschloss vun 2022 geholl gi war, ware follgend:

– loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État (art. 23);
– loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports;
– loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport;
– loi modifiée du 21 juillet 2012 portant création du Sportlycée;
– règlement grand-ducal du 13 avril 1984 déterminant les conditions et modalités de l'allocation de l'indemnité spéciale prévue à l'article 23 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
– règlement grand-ducal du 16 janvier 1990 portant restructuration des cours de formation des juges et arbitres dans l'intérêt des fédérations et sociétés sportives;
– règlement grand-ducal du 20 mai 2021 relatif à la détermination et à l'organisation des formations des cadres techniques et administratifs pour les différentes formes d'activités sportives.

ad 3. No Analys vun den Avise vum Staatsrot zu deene genannten Texter gouf all Opposition formelle Rechnung gedroen an entspriechend de Suggestioune vum Staatsrot ugepasst.

ad 4. Wéi an der Question parlementaire N° 8040 geschriwwen, gëtt de Stonneloun follgendermoosse berechent:

Nombre de points indiciaires x valeur du point indiciaire x (nombre indice: 100) x (1:22) x (1:52).

Konform zu den Texter, déi an deem Kontext am Abrëll 2023 en vigueur waren, entsprécht dëst, bei engem Beispill vu 560 Punkten, 123,89 Euro brutto.

Hei um Beispill vu 560 Punkten eng konkreet Uwennung vun deene verschiddenen Indicen, wéi se konform zum Code vun der Fonction publique benotzt musse ginn:

560 x (2,2889833*12) x (921,4/100) x (1:22) x (1:52) = 123,89 Euro

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 7819, wou de Stonneloun bei „engem fiktive Beispill vu 5.000 Euro Bruttoloun" gefrot gi war, war menge Servicer effektiv ee Feeler an der Ëmrechnung vum fiktive Bruttoloun op besote fiktive Stonneloun ënnerlaf. Dëse wier effektiv 49,78 Euro an net 40,36 Euro. Well dëst awer just ee fiktiivt Rechebeispill war, wat ni konkreet applizéiert ginn ass, hu mir mat dëser Richtegstellung den Iertum behuewen.

Ofschléissend kann ee bemierken, dass zënter dem 15. September 2023 mam Akraafttriede vum modifizéierte Sportgesetz vun 2005 an zënter dem 1. Oktober 2023 mam Akraafttriede vum INAPs-Gesetz déi uewe genannte komplex Formele mat schwéier novollzéibaren ënnerschiddlechen Indicen net méi uwennbar sinn an d'Tariffer duerch follgend grussherzoglech Reglementer nei definéiert goufen:

1. „règlement grand-ducal du 29 août 2023 modifiant 1° le règlement grand-ducal du 20 mai 2021 relatif à la détermination et à l'organisation des formations des cadres techniques et administratifs pour les différentes formes d'activités sportives et 2° le règlement grand-ducal du 16 janvier 1990 portant restructuration des cours de formation des juges et arbitres dans l'intérêt des fédérations et sociétés sportives",

2. „règlement grand-ducal du 23 août 2023 déterminant l'indemnisation des intervenants dans les centres de formation fédéraux".

---

**Rupture de stock du cannabis médicinal** | Question **8319** (15/09/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Laut eisen Informatioune gëtt et schonn erëm eng Rupture de stock beim medezinnesche Cannabis. Nëmme Cannabisueleger wieren am Moment nach ze kréien. Eisen Informatiounen no, soll dann och d'Aart vum Produit, deen de Patiente gi gëtt, geännert ginn: vun Tilray op Schroll Medical.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Firwat gëtt dëse Wiessel gemaach?

2. Firwat gouf net séchergestallt, dass et bei dësem Wiessel net zu engem Enkpass u Cannabis kënnt?

3. Firwat gëtt de Faarfcode Rout/Blo/Giel erëm agefouert, nodeems e mam neie Fournisseur ofgeschaaft gi war?

4. Wéini wäerten déi 3 Zorten erëm disponibel sinn?

5. Wéi vill bleift tëschenzäitlech un Ueleg?

**Réponse** (18/10/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. De Kontrakt mat Tilray als Cannabisfournisseur ass den 3.8.2023 op en Enn komm. Am Mee 2023 gouf dowéinst en neien Appel d'offres lancéiert fir de Cannabismarché. Dëse gouf vu Schroll Medical gewonnen.

Dowéinst den aktuelle Wiessel vun den Tilray op Schroll Medical Cannabisbléien.

ad 2. Et gouf probéiert, fir de Mount Juli eng gréisser Bestellung Cannabisbléien ze bestellen, fir dës Iwwergangsphas tëscht deenen 2 Fournisseuren ze iwwerbrécken. Allerdéngs ass en Deel vun där Bestellung net ukomm, an deen neie Cannabisfournisseur brauch och e bëssen, bis dass genuch Cannabisbléie fir de lëtzebuergesche Marché produzéiert sinn.

ad 3. De Faarfcode rout/blo/giel gouf mat Tilray net „ofgeschaaft", mee dës Optioun war mat Tilray net méiglech. Schroll Medical proposéiert ganz personaliséiert Verpackungen; fir de Gebrauch vun deene verschiddene Referenze sou erkennbar a sécher wéi méiglech ze maache fir den Apdikter an de Patient, gouf d'Optioun vum Faarfcode rout/blo/giel mat deenen neie Produite vu Schroll Medical erëm opgegraff.

ad 4. Rout: THC18 % Bléien → säit dem 19.9.2023
Blo: THC/CBD Bléien → nach keen offiziellen Datum (geplangt fir November 2023)
Giel: CBD18 % Bléien → ab Enn Oktober 2023.

ad 5. Stock u Cannabisueleg: (Stand: 18.9.2023)

Tilray THC10/CBD10, 25 ml → 140 Fläschen
Tilray THC5/CBD20, 25 ml → 76 Fläschen.

---

**Voyager avec du cannabis médicinal** | Question **8320** (15/09/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Cannabispatienten, déi an d'europäescht Ausland wëlle reesen, mussen déi hinne vum Dokter verschriwwe Quantitéit Cannabis bei sech féieren, wa si hiert d'Traitement weiderféiere wëllen. Deemno wéi laang d'Rees ass, kënnt esou eng gewësse Mass zesummen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi eng Dokumenter muss een am Viraus ufroen, fir dierfe säi medezinnesche Cannabis mat an d'EU-Ausland ze huelen? Wou freet een dës un?

2. Wéi eng Dokumenter muss een am Viraus ufroen, fir dierfe säi medezinnesche Cannabis mat an Drëttlänner ze huelen? Wou freet een dës un?

3. Wat muss ee beuechte beim Mathuele vum Cannabis?

4. Wat ass déi beschten Ulafstell, un déi Concernéierter sech kënne wenden, ier se fortginn?

**Réponse** (18/10/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Fir mat medezinneschem Cannabis, wéi mat all aner medezinneschem Betäubungsmëttel[31] och, ze reesen, gëtt geroden, follgend Dokumenter bei sech ze hunn als Patient:

– eng Kopie vun der Verschreiwung,
– eng Attestatioun vum Verschreiwer, déi bestätegt, dass de betraffene Patient mat medezinneschem Cannabis a Behandlung ass,
– en Zertifikat vun der Gesondheetsdirektioun ënnerschriwwen.

Déi entspriechend Zertifikater sinn op der Internetsäit vun der Santé ze fannen: (https://sante.public.lu/fr/espace-citoyen/dossiers-thematiques/m/medicaments-humains.html).

Fir an d'EU-Ausland mat Cannabis ze reesen, wier de Certificat pour le transport de stupéfiants et/ou de substances psychotropes dans le cadre d'un traitement médical – États Schengen vum Patient a sengem Dokter auszefëllen, a mat enger Kopie vun der Verschreiwung un d'Gesondheetsdirektioun ze schécken:

– per E-Mail: infostupefiants@ms.etat.lu
– per Post: Division de la pharmacie et des médicaments
2a rue Thomas Edison, L-1445 Strassen

ad 2. Fir an Drëttlänner ze reesen, zielt dat selwecht, allerdéngs ass do de Certificat international pour le transport de stupéfiants et de substances psychotropes dans le cadre d'un traitement médical ze notzen.

ad 3. Medezinnesche Cannabis ass am Ausland net iwwerall als Medezinn/Medikament ugesinn, an och net iwwerall erlaabt; et soll een sech am Viraus informéieren (bei auslännesche Gesondheetsautoritéiten), ob medezinnesche Cannabis als solchen erlaabt ass, mat deenen néidege Pabeieren. Et gëtt Patienten ugeroden, sech am Viraus bei der Fluchgesellschaft ze mellen (wa mam Fliger gereest gëtt).

ad 4. Bescht Ulafstellen, wou Concernéierter sech kënne mellen, iert se fortginn, si follgend:

– d'Gesondheetsdirektioun zu Lëtzebuerg (infostupéfiants@ms.etat.lu),
– déi auslännesch kompetent Autoritéite vum Destinatiounsland,
– déi betreffend Ambassade vum Land vun der Arees.

---

**Reconnaissance du diplôme de l'École nationale de la météorologie de Toulouse** | Question **8321** (18/09/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Eisen Informatiounen no gëtt den Diplom, deen d'Previsionniste vun der MeteoLux op der École nationale de la météorologie zu Toulouse a Frankräich

[31] Follgend de Guidelines for national regulations concerning travelers under treatment with internationally controlled drugs (https://www.incb.org/documents/Psychotropics/guidelines/travel-regulations/Intl_guidelines_travell_study/12- 57111_ENG_Ebook.pdf).

maachen, net vum Héichschoulministère unerkannt. Allerdéngs schéckt d'Direction de l'aviation civile, déi fir MeteoLux zoustänneg ass, hir Mataarbechter op déi Schoul.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Héichschoulminister, den Här Minister fir Mobilitéit an un den Här Minister fir den éffentlechen Déngscht weiderleeden:

– Firwat schéckt de Staat Fonctionnairen eng Héichschoulausbildung maachen, déi net vum Héichschoulministère unerkannt gëtt?

– Ass d'Regierung sech dëser Problematik bewosst?

– Wat wëllt d'Regierung maachen, fir de Problem ze léisen?

– Wéi eng Méiglechkeete bestinn an deem Fall, fir de Fonctionnairen dës zousätzlech Ausbildung ze remuneréieren?

**Réponse** (13/10/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den zoustännege Service vum Ministère fir Héichschoul a Fuerschung steet ëmmer zur Verfügung, fir och am Virfeld anere Ministèren oder Administratiounen Informatiounen iwwer d'Eligibilitéit vu Formatiounen an Diplomer en vue vun enger méiglecher akadeemescher Unerkennung ze ginn.

Den Titel vum Technicien supérieur de la météorologie, deen d'Absolvente vun der concernéierter Formatioun an der École nationale de la météorologie vun Toulouse kréien, kann effektiv net an de Registre des titres, section de l'enseignement supérieur, agedroen an domat net als akadeemesche Grad unerkannt ginn, well et sech ëm eng Certification professionnelle handelt, also ëm eng Qualifikatioun, déi eng Beruffsausbildung um tertiären Niveau sanctionéiert. D'Formatioun ass iwweregens och net eligibel fir d'Studiebäihëllefe vum Staat.

Et ass richteg, datt eng Rei Agenten, déi als Previsionniste bei MeteoLux schaffen, déi Formatioun am Kader vun hirem Stage an der Fonction publique suivéieren. Et handelt sech also an dësem Kontext net ëm eng initial Formatioun, mee ëm eng spezifesch Weiderbildung fir d'Agenten, déi d'Funktioun vum Previsionnist ausüben.

Et sief bemierkt, datt net d'Direction de l'aviation civile „fir MeteoLux zoustänneg ass", mee datt dëst ee Service vun der Administration de la navigation aérienne (ANA) ass. Duerch déi spezifesch Ufuerderunge bei der ANA, gi vill vun hiren Agenten am Stage op spezialiséiert Schoule geschéckt. Dëst gëllt fir d'Previsionniste vum Département météorologique (MeteoLux), mee och fir d'Fluchlotsen, d'Agente vum Département des opérations aéronautiques oder fir Mataarbechter vun den technesche Servicer.

D'Zil vun dëse Formatiounen ass net an éischter Hisiicht, datt de Stagiaire e gewëssen Diplom kritt, mee datt de Stagiär déi feelend spezifesch Kompetenze kritt, fir kënne seng Aarbecht ze maachen.

Am Prinzipp gëtt an der Fonction publique eng Formatioun, déi wärend der bezuelter Aarbechtszäit stattfënnt a bei där d'Käschte vun der Schoul an de Logement vum Staat bezuelt ginn, net och nach extra remuneréiert.

**Aide humanitaire internationale au Maroc et en Libye** | Question **8322** (18/09/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le grave tremblement de terre au Maroc et les inondations dévastatrices en Libye ont fait des milliers de blessés et de morts. En Libye, la situation difficile est aggravée par la guerre civile.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération :

– Est-ce que le Luxembourg participe à l'aide humanitaire internationale au Maroc et en Lybie ?
• Si oui, quel montant le Gouvernement met-il à la disposition des victimes au Maroc, respectivement en Lybie ?
• Si non, pour quelles raisons le Luxembourg ne participe-t-il pas à l'aide humanitaire internationale ?

– Le Gouvernement peut-il garantir qu'en Libye l'aide parviendra aux personnes qui en ont besoin ?

**Réponse** (09/10/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

En réponse aux appels d'urgence de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) pour la Libye et pour le Maroc, la Coopération luxembourgeoise a mis à disposition de celle-ci une contribution financière à hauteur de 600.000 EUR d'aide humanitaire, répartie à parts égales entre les deux contextes.

Dans les deux cas, l'aide sera acheminée à travers la FICR qui veillera à ce que l'aide parvienne aux personnes qui en ont besoin.

**Réglementation au sujet de la conservation des cendres d'un défunt** | Question **8324** (18/09/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Gesetz vum 1. August 1972 an den dozou gehéierende Reglementer ass festgehalen, dass d'Äsche vu Verstuerwenen nëmmen dierfen op ausgewisene Plazen opgehuewe ginn. De Gemengerot ka mam Averständnis vum Inneministère Plazen dofir op engem Gemengekierfecht designéieren. De Buergermeeschter/-esch huet d'Recht, fir d'Verstreeë vun den Äschen och op privatem Terrain ze erlaben. Et ass awer net erlaabt oder op d'mannst net gängeg, fir d'Äsche vun enger verstuerwener Persoun doheem an enger Urn ze halen, sou wéi dat a verschiddenen anere Länner de Fall ass. Fir vill Matmënschen, déi ee geléifte Mënsch verluer hunn, wier et wichteg, wa si de Choix géife kréien, fir d'Äsche vun hire geléifte Matmënsche bei sech doheem dierfen halen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a Justiz dës Froe stellen:

1. Am Artikel 3 vum Reglement vum 21. Juni 1978 (relatif à la dispersion des cendres) steet Follgendes dran:

„Nonobstant les dispositions de l'article 2, alinéa 1, le bourgmestre peut autoriser selon le vœu du défunt la dispersion des cendres sur une parcelle de terrain située dans la propriété d'un particulier ou à tout autre endroit."

Wéi sinn d'Termen „dispersion" an „tout autre endroit" vum Artikel 3 vum Reglement vun 1978 ze verstoen? Kann een dës Termen esou interpretéieren, dass et méiglech wier, fir d'Äschen an enger Urn op engem Privatterrain ze halen?

Kann ee mam aktuellen Text d'Äsche vun enger verstuerwener Persoun an enger Urn behalen, falls ee Buergermeeschter/-esch d'Autorisatioun dofir gëtt?

2. An enger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3609 vun 2018 hunn déi deemoleg Ministeren Dan Kersch a Lydia Mutsch geschriwwen, dass d'Gesetzgeebung geschwë misst un d'Entwécklung vun der Gesellschaft ugepasst ginn. Et ass awer bis haut nach net zu enger Ännerung vun de Reegele komm.

Gëtt et scho konkreet Aarbechte bannent de Ministèren, fir d'Gesetz vun 1972 respektiv d'Reglementer vun 1972 an 1978 ze änneren?
– Wa jo, wéi eng Ännerunge si virgesinn, wéini goufe schonn Aarbechten dozou ofgehalen, wat sinn d'Fortschrëtter a wéi eng Zäitschinn hunn d'Ministere ginn?
– Wann nee, sinn d'Ministeren net méi der Meenung, dass d'Gesetz misst moderniséiert ginn?

**Réponse** (09/11/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

D'Begruewe vun den Äschen um Kierfecht, grad wéi den Depot an engem Kolumbarium an d'Verstreeën op enger Parzell um Kierfecht, sinn duerch d'Gesetz vum 1. August 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles gereegelt. D'Verstreeë vun den Äschen op enger Parzell, déi speziell dofir virgesinn ass, ass per Règlement grand-ducal gereegelt ginn. Laut dem Règlement grand-ducal vum 21. Juni 1978 iwwert d'Verstreeë vun den Äschen ass déi Parzell am Prinzipp um Kierfecht, mä de Buergermeeschter kann d'Verstreeë vun den Äschen och op enger privater Proprietéit oder op all anerer Plaz autoriséieren.

Déi aktuell Legislatioun erlaabt et net, fir eng Urn op engem Privatterrain ze halen.

**Ligne de bus RGTR 305 Luxembourg–Saarburg** | Question **8327** (19/09/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Mat der Aktualiséierung vun de Farpläng am Dezember d'lescht Joer gouf d'Buslinn 305 (fréier 157) vu Saarbuerg an d'Stad de Weekend komplett agestallt. Et steet keng alternativ Verbindung mam éffentlechen Transport zur Verfügung. Dës Decisioun betrëfft grad an den däitschen Dierfer op där Streck esouwuel ganz vill Lëtzebuerger, déi hire Wunnuert déi Säit vun der Musel verluecht hunn, well si sech déi héich Logementspräisser hei am Land net méi leeschte kënnen, ewéi och Grenzgänger, déi zu Lëtzebuerg schaffen. Duerch d'Sträiche vun der Buslinn gouf dëse Leit all Méiglechkeet geholl, de Weekend nach ouni Auto op Lëtzebuerg schaffen ze kommen, Bekannter ze besichen oder och nëmmen akafen ze goen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi begrënnt den Här Minister seng Decisioun, fir dës Leit de Weekend komplett vum éffentlechen Transport ofzeschneiden? Gouf alternativ d'Méiglechkeet gepréift, den Takt unzepassen, respektiv déi grouss Bussen duerch Minibussen ze ersetzen? Falls jo, firwat gouf keng vun dësen Optiounen zeréckbehalen? Falls net, firwat net?

2. Kann den Här Minister begrënnen, wéi dës Decisioun sech mat deem gréngen Zil verbënnt, d'Leit ze motivéieren, méi op den éffentlechen Transport zeréckzegräifen?

3. Ass den Här Minister net der Meenung, datt déi Leit a ländleche Géigenden duerch seng Verkéierspolitick gläich duebel gestrooft ginn, well si iwwert hir Steieren den éffentlechen Transport matbezuelen, deen si selwer net notze kënnen, a parallell nach vun der Steierpolitick, déi op méi héich Bensinnspräisser ofziilt, mat betraff sinn?

**Réponse** (23/10/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Offer vum éffentlechen Transport muss a Relatioun mat der Nofro stoen. Déi grenziwwerschreidend Linnen hu primär d'Zil, fir de Frontalieren eng Méiglechkeet ze bidden, op hir Aarbecht ze kommen. Sou och d'Linn 305 vu Saarburg op Lëtzebuerg.

Aus de Comptagen ass kloer ervirgaangen, dass de Weekend d'Demande ganz niddreg war. An deem Sënn fuere mir op de grenziwwerschreidende Linnen haaptsächlech just wiertes an et gouf decidéiert, net méi de Weekend ze fueren.

ad 2. Fir Leit ze motivéieren, méi op den ëffentlechen Transport zréckzegräifen, ass a bleift et wichteg, e performanten ëffentlechen Transport unzebidden ënner Berücksichtegung vun der Nofro, de Käschten an der Strategie vun der Organisatioun vun der Mobilitéit.

ad 3. Den éierewäerten Deputéierte behaapt, datt déi ländlech Géigende „bestrooft" géifen. Mee de ländleche Raum kann een net mat engem urbane Raum vergläichen. Alleng d'Densitéit vun der Populatioun ass net déi selwecht.

Ënner menger Verantwortung als Transportminister ass den ëffentlechen Transport am ländleche Raum massiv ausgebaut ginn. Dat mat engem kohärente flächendeckenden Takt, enger besserer Offer am RGTR an dat bis owes spéit an och um Weekend. Zudeem ass och d'Rullmaterial der Demande ugepasst ginn. Wann een d'Offer am Kilometervolume géif mat der Populatioun a Relatioun stellen, gesäit een dat aus engem anere Bléckwénkel. Steierpolitick gëtt iwwregens net vum Transportminister gemaach.

**Mobibus** | Question **8328** (19/09/2023) de **M. Paul Galles** (CSV)

Eis ass zougedroe ginn, dass et mat der Schoulrentrée zu enger ganzer Partie Komplikatioune beim Mobibus komm ass. Laut dem Mobibus sinn d'Informatiounen iwwert d'Passagéier vum leschte Schouljoer op dëst Joer iwwerdroe ginn, an der Praxis schéngt dat awer net de Fall ze sinn. De 15. September 2023 koum et zu immens ville Probleemer beim Transport vun de Passagéier vum Mobibus. Deemno hunn eis concernéiert Leit matgedeelt, dass Befestegungsgurter fir Rollstill an engem Mobibus gefeelt hunn, net genuch Plazen an engem anere Bus waren, et zu Verspéidunge vun deelweis iwwer 4 Stonne komm ass, d'Horairë vum Depart net gestëmmt hunn, bei engem Bus d'Batterie eidel war, ee Kand guer net ofgeholl ginn ass a beim Retour stoung ee Bus op der falscher Adress.

Den 18. Abrëll 2023 ass de Minister a senger Äntwert op d'Fro N° 0423 op aner Mëssstänn beim Mobibus agaangen an huet an deem Zesummenhang d'Probleemer mat der neier Software ugeschwat, d'Penurie u Chauffeuren an den neie Centre de compétence.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Sinn dem Minister déi genannten Tëschefäll vum 15. September 2023 bekannt?

2. Sinn dem Minister rezent nach weider Mëssstänn beim Mobibus zougedroe ginn?
Wa jo, wéi enger Natur sinn dës?

3. Sinn d'Probleemer mat der neier Software vum Mobibus entre-temps behuewen?

4. Wéi gesäit den Outcome vum neie Centre de compétence aus?

5. Ass d'Penurie u Chauffeure bei Mobibus behuewe ginn?

6. Wat gedenkt d'Regierung kuerz-, mëttel-, a laangfristeg ze ënnerhuelen, fir ee méi sécheren an zouverlässege Mobibustransport ze garantéieren?

**Réponse** (18/10/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierte werft de Sujet Mobibus op, wou et zejoert eng Partie Komplikatioune gouf, déi ënner anerem duerch d'Zentralisatioun an d'Digitalisatioun vun der Gestioun vun dësen Transporter entstane sinn.

Déi betraffe Software gouf komplett iwwerschafft. Am Summer 2023 goufen d'Daten an en neien Environnement iwwerdroen, zanterhier gëtt mat deem geplangt a gefuer.

ad 1. Ewéi bei all Rentrée, säit et iwwerhaapt e spezifeschen Transport fir Kanner mat enger Beanträchtegung gëtt, koum et och bei dëser Rentrée zu verschiddenen Tëschefäll. Déi gi menge Servicer och zougedroen, entweeder vun de betraffene Kompetenzzentre wéi och vu Busfirmen.

Ech weisen drop hin, dass de Mobibus am August schonn, also virun der Rentrée, mat der neier Software fonctionéiert huet. Am Summer fonctionéiere jo d'Ateliers protégés an aner Strukturen, déi keng Vakanz hunn, an dëst huet ouni nennenswäert Tëschefäll geklappt. Dat weist drop hin, dass d'Ufuerderungen am Schoulberäich weesentlech méi héich sinn ewéi am professionellen oder therapeutesche Beräich.

ad 2. Déi meescht Mëssstänn kommen aus dem Beräich fir an d'Kompetenzzentren, manner fir an déi aner Strukturen.

A vereenzelte Busse waren net iwwerall déi richteg Fixatiounsgurten. Ursaach: Bei der Migratioun vun den Date waren net direkt all Elementer eriwwergedroe ginn, dëse Problem gouf awer direkt mat den néidegen Zousazinformatiounen un d'Busbetriber behuewen. Verschiddentlech koum et trotzdeem nach zu Onstëmmegkeeten, déi awer éischter op mënschlech Inadvertancen zréckzeféiere sinn.

Verspéidunge goufen och gemellt, mee och déi tauche bei all Rentrée op. D'Ursaache sinn ënnerschiddlech (Verkéier, ze laang Trajeten, mënschlech Feeler) an d'Léisunge musse jee no Ursaach ëmgesat ginn.

Verschidde Famillje kloen och iwwer ze laang Trajete fir e Kand, oder dass hiert Kand ze fréi ofgeholl gëtt; anerer fannen hiert Kand géif ze spéit ofgeholl ginn, well se wëlle schaffe fueren. Bei engem kollektiven Transport, deen nach un esouvill aner Contraintë gebonnen ass, kritt een dat schwéier ënnert en Hutt.

ad 3. Jo.

Wéi schonn erwäänt, sinn déi méi reegelméisseg Faarte virun der Rentrée gutt gelaf. Wann et elo nach Problemer gëtt, da läit dat net un der Software, mee dorunner, dass een eigentlech reegelméissege Schoultransport engersäits mat engem garantéierten a stabelen Horaire soll fueren, an anerersäits, ëmmer méi op Mooss soll fonctionéieren an eng grouss Flexibilitéit a Reaktivitéit bidden. Dat ass en enormen Challenge, well deem enge Schüler seng Flexibilitéit kann op engem anere Schüler seng Käschte goen.

Ech erënneren drun, dass:

– am Gesetz vum 20. Juli 2018 iwwer d'Kompetenzzentre rieds geet vun engem „transport scolaire", deen ze assuréiere wier, ouni weider Prezisiounen, wat dat bedeit, an deemno Interpretatiounsspillraum léisst,
– de Mobibus laut Gesetz vum 5. Februar 2021 iwwer den ëffentlechen Transport ënnert d'Definitioun vun engem Service „régulier", „spécialisé" a „spécifique" fält an net ënner e Service „à la demande",
– am Gesetzesprojet 8005 iwwer d'Spezialtransporter déi betraffe Schüler sollen esou e „service de transports spécifiques réguliers spécialisés" zegutt hunn.

ad 4. Et ass net ersichtlech, wéi ee Centre a wat mat Outcome gemengt ass.

ad 5. Neen. D'Ressourcen, wat souwuel Chauffeuren ewéi och Minibussen ugeet, sinn un hire Limitten ukomm. Dat féiert elo schonn zu punktuelle Problemer. Nach ganz rezent, Ufank Oktober, huet eng Busfirma ugekënnegt, datt se fir den Dag drop muss 2 Tier zesummeleeën, well fir deen Dag net genuch Chauffeuren disponibel waren.

ad 6. Déi Fro muss sech déi zukünfteg nei Regierung stellen.

A mengen Ae schéngt et mir onerlässlech:

– sech iwwer méi prezis Krittären a Reegele Gedanken ze maachen,
– wéi vill Flexibilitéit en zentral organiséierten Transport iwwerhaapt kann zouverlässeg bidden,
– a wéi engen Delaien Ännerunge vu geplangte Buslinne kënnen ëmgesat ginn,
– wéi eng Moyenen een dofir brauch (Leit bei den diversen Entitéiten, Logiciellen, Bussen a Chaufferen).

Och sollt een iwwer eng dezentraliséiert Organisatioun nodenken, esou wéi dat am Ausland oft üblech ass, falls iwwerhaapt en Transport zur Verfügung gestallt gëtt. Do gëtt et Beispiller, wou deen z. B. vun de Behindertenwerkstätten oder Förderschulen organiséiert gëtt, an net esou en zentral organiséierten Transport ewéi zu Lëtzebuerg. De Virdeel dovunner ass, dass d'Centrë vill besser wëssen, wat d'Bedürfnisser vun de betraffene Persoune sinn.

**SMA (Service moyens accessoires)** | Question **8329** (19/09/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Mir ass zu Ouere komm, datt eng Fra mat ageschränkter Mobilitéit, op engem Freide bei der SMA (Service moyens accessoires) Bescheed ginn huet, datt hiren Apparat, fir Persounen ze hiewen, futtigaangen ass. Doropshin huet d'SMA gesot, datt si réischt méindes ee laanschtschécke kënnen, fir sech de Problem unzekucken. Op Nofro, firwat dat sou wier, sot d'SMA, déi ënnert der Krankekeess ugegliddert ass, datt d'Krankekeess kee Budget zur Verfügung stellt, fir Permanencen iwwert de Weekend oder Feierdeeg ze garantéieren.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Kann d'Regierung elaboréieren, firwat d'Krankekeess der SMA kee Budget fir Permanencen iwwert de Weekend a Feierdeeg zoukomme léisst an op wéi eng Manéier an deem Zäitraum wärend enger Urgence kann intervenéiert ginn?

2. Gesäit d'Regierung vir, sou Situatiounen an Zukunft ze vermeiden? Falls jo, op wéi eng Manéier? Falls net, firwat net?

**Réponse** (10/11/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

D'Relatiounen tëschent der Gesondheetskeess (CNS) an dem Service moyens accessoires (SMA) ASBL, sinn duerch eng Konventioun gereegelt. D'CNS hat op Ufro vum SMA hin hiert Averständnis fir eng Permanence ausserhalb vun den Ëffnungszäite vum SMA a wärend de Weekender fir den Depannage vun de Sauerstoffkonzentratore ginn.

No der Feststellung, dass de Volume vun dëser Aktivitéit ganz limitéiert bliwwen ass, ass d'Entscheedung geholl ginn, dass dëse Volet un d'Firma Dussmann soll sous-traitéiert ginn. Aktuell besteet also eng Permanence fir déi besote Sauerstoffkonzentratoren, och

wann se net direkt vum SMA assuréiert gëtt, mee vun enger externer Firma.

Doriwwer eraus huet d'CNS keng Demande fir e Budget fir d'Erweiderung vum Permanenceservice op weider technesch Hëllefe kritt. Allerdéngs ass d'CNS oppen, fir eng Diskussioun zu dësem Sujet ze féieren.

**Pénurie d'antibiotiques** | Question **8330** (19/09/2023) de **M. Gilles Baum** | **M. Gusty Graas** (DP)

La pénurie de médicaments préoccupe les systèmes de santé à l'échelle mondiale. La France veut désormais lutter contre la pénurie d'antibiotiques. Il serait question de lier l'obtention d'antibiotiques à la réalisation d'un test rapide d'orientation diagnostique (TROD) en pharmacie. Ce test permet de déterminer s'il s'agit d'une infection bactérienne ou virale. Ce n'est qu'après confirmation d'une infection bactérienne que les patients reçoivent les antibiotiques prescrits. L'objectif est d'une part de réduire la pénurie d'antibiotiques et d'autre part de lutter contre la résistance aux antibiotiques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Combien d'antibiotiques ont été prescrits au Luxembourg au cours des cinq dernières années ?

2) À notre connaissance, des tests rapides d'orientation diagnostique ne sont pas utilisés au Luxembourg en cas de suspicion d'infection bactérienne. Madame la Ministre envisage-t-elle une telle approche pour le Luxembourg ?

3) Madame la Ministre est-elle d'avis qu'il faut sensibiliser les médecins à prescrire de tels tests ?

**Réponse** (17/11/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Il convient de préciser d'abord que le projet français auquel les honorables Députés font allusion concerne uniquement la délivrance d'antibiotiques sans ordonnance médicale par le pharmacien afin de désengorger les services d'urgence. Ainsi, la délivrance d'antibiotiques ne pourra se faire que pour deux types d'infections mineures (angines/pharyngites et infections urinaires) et après test d'orientation rapide positif (TROD) réalisé en pharmacie.

À ce titre, il faut insister sur le fait que la délivrance d'antibiotiques reste soumise à la prescription médicale au Luxembourg.

ad 1) Les données du dernier rapport du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) sur la consommation d'antimicrobiens dans l'UE/EEE (ESAC-Net) fournissent des informations sur les dix dernières années.

En 2021, la consommation totale moyenne (secteurs ambulatoire et hospitalier confondus) d'antibactériens à usage systémique dans l'UE/EEE était de 16,4 DDD pour 1.000 habitants par jour[32], soit le même qu'en 2020. Au Luxembourg, la consommation était de 15,9 DDD pour 1.000 habitants par jour.

Au cours de la période 2012-2021, une diminution significative a été observée pour l'ensemble de l'UE/EEE. Des tendances à la baisse statistiquement significative ont été observées pour 13 pays. La baisse observée pour le Luxembourg est visible en chiffres absolus, mais n'a pas pu être validée statistiquement, en raison d'un changement du processus de traitement des données en 2020.

ad 2) En médecine générale et en pédiatrie, la plupart des antibiotiques sont prescrits pour des infections respiratoires pendant la période hivernale. Or, nous savons qu'environ 80 % des infections sont d'origines virales et ne nécessitent donc pas de prime abord un traitement antibiotique.

Le premier test d'orientation diagnostique (TROD) pour la détection de streptocoques du groupe A (Streptococcus pyogenes) en cas d'angine ou de pharyngite a été recommandé au Luxembourg depuis au moins une douzaine d'années (cf. publication du Conseil scientifique du domaine de la santé en date du 21 juillet 2010, version 2.1 : la laryngite aigue). Initialement, afin d'en promouvoir son utilisation, le test a été même distribué gratuitement aux médecins par la Direction de la santé.

Par la suite d'autres TROD ont été mis sur le marché, notamment pour le dépistage rapide de certaines infections virales aiguës et chroniques (HIV, HCV, HBV, Covid-19, grippe ...). Ces tests permettent d'orienter le diagnostic vers une infection virale, et donc d'éviter potentiellement une antibiothérapie (surtout pour Covid-19 et grippe).

Un autre type de tests rapides d'orientation sont des tests qui recherchent des paramètres inflammatoires comme la protéine C-réactive (CRP) ou la procalcitonine (PCT) dans le sang. Une augmentation de ces paramètres est le plus souvent associée à une infection bactérienne, alors que lors d'infections virales ces paramètres ont tendance à rester normaux. De larges études sur l'utilité pratique de ces tests donnent des résultats parfois contradictoires avec cependant une tendance en faveur de leur utilisation.[33]

Finalement, des tests rapides pour prédire la réponse aux antibiotiques sont également en développement et seront probablement utilisés en médecine dans les années à venir.

Il convient enfin de mentionner que l'automatisation et la digitalisation des laboratoires d'analyses médicales avec présence de centres de prélèvements dans presque tous les villages, ou des prélèvements ambulatoires au lieu choisi par le patient, combinés aux nouvelles méthodes de détection des pathogènes, comme la biologie moléculaire et la spectrométrie de masse, permettent actuellement une très forte réduction du temps nécessaire pour obtenir un résultat d'une analyse bactériologique ou virologique. Or, ces nouvelles technologies sont largement disponibles dans les laboratoires d'analyses médicales au Luxembourg. Sauf vrai cas d'urgence médicale, une mise en route retardée d'une antibiothérapie en attendant le résultat de l'analyse de laboratoire constitue une alternative à la prescription immédiate d'un antibiotique.

ad 3) La stratégie de la Direction de la santé pour réduire la consommation excessive des antibiotiques ne se limite pas simplement à recommander l'un ou l'autre test, mais est nettement plus large et peut être consultée sur le site sante.lu dans le document « Plan national antibiotiques 2018-2022 (prolongé jusque 2024) ». Ce plan national associe de multiples actions et mesures d'information et de prévention dans une optique « one health » (donc en associant également la médecine vétérinaire) et met l'accent notamment sur une démarche communément utilisée dans tous les pays, appelée « antibiotic stewardship ». Le plan national s'inscrit dans des programmes similaires par l'Union européenne (ECDC et DG-Santé) ainsi que de l'OMS. Les TROD peuvent évidemment faire partie d'une telle démarche de réduction d'utilisation des antibiotiques.

Par ailleurs, le Conseil scientifique du domaine de la santé a comme mission de tenir à jour ses recommandations thérapeutiques et inclura, si scientifiquement justifié, l'utilisation des TROD dans les prochaines mises à jour concernant les infections les plus fréquentes.

**Droits de cabaretage** | Question **8332** (20/09/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Geschäfter, déi zu Lëtzebuerg wëllen Alkohol verkafen, brauchen dofir eng Schanklizenz (Licence de cabaretage). D'Gesetz vum 29. Juni 1989 portant réforme du régime des cabarets reegelt de System esou, dass d'Unzuel u Schanklizenze begrenzt ass un d'Awunnerzuel vun enger Gemeng. D'Lizenze kënnen, soubal se am Besëtz vun enger Firma sinn, fräi um Marché verlount ginn. D'Reegel huet awer de perversen Effekt, dass verschidde Firmen sech konnten iwwer Joerzéngten ee lukrative Quasimonopol sécheren, well se där Schanklizenzen a Massen horden.

Scho viru 17 Joer gouf an enger parlamentarescher Fro (N° 1032) kritiséiert, dass dës Reegel vill Leit dovunner ofhält, fir eegestänneg ze ginn, well d'Ausléine vun de Konzessioune vill Geld kascht an d'Caféë meeschtens vum Grousshändler, deen am Besëtz vun der Lizenz ass, virgeschriwwe kréien, wéi eng Produkter si ze verkafen hunn. Dem fräien Unternehmertum sinn esou Grenze gesat. Domadder stäerkt d'Gesetz grouss Monopoler, wat och dem deemolege Justizminister Luc Frieden a senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro net entgaangen ass, mee wougéint bis haut awer vu kenger Regierung eppes ënnerholl gouf:

„C'est ainsi que bon nombre de droits de cabaretage, qui avaient originairement été accordés à des particuliers ou à des sociétés ont été rachetés par les brasseries locales."

Begrënnt gëtt d'Reegel vum Gesetz doduerch, dass ee mam Lizenzsystem den exzessiven Alkoholkonsum wéilt aschränken an esou d'Gesondheet vun de Leit wéilt schützen. Oder, wéi den deemolege Justizminister geschriwwen huet: „La ratio legis de cette législation spécifique était et continue d'être la protection contre l'abus de boissons alcooliques." Den Donnéeë* vun der Weltgesondheetsorganisatioun (WHO) no loung den Alkoholkonsum pro Persoun hei am Land

1988 bei 15,11 Liter;
1990 bei 15,08 Liter (nom Akraafttriede vum Gesetz vun 1989);
2006 bei 12,5 Liter (Aféiere vum Verbuet, fir a Restauranten ze fëmmen);
2014 bei 11,42 Liter (Aféiere vum Verbuet, fir a Caféen ze fëmmen);
2019 bei 11 Liter.

Als Vergläich, eis Noperen an der Belsch weisen dës Zuele vir:

1988 bei 12,52 Liter;
1990 bei 12,08 Liter;
2006 bei 10,94 Liter;
2014 bei 10,57 Liter;
2019 bei 9,15 Liter.

Tëschent 1988 an 2019 ass de Konsum souwuel zu Lëtzebuerg wéi och an der Belsch ëm ronn 27 %

[32] L'indicateur « doses journalières définies (DDD) pour 1.000 habitants par jour » est utilisé comme principal indicateur pour rendre compte de la consommation d'antimicrobiens. Il fournit une estimation approximative de la proportion de la population traitée quotidiennement avec des antimicrobiens. La consommation totale (secteurs ambulatoire et hospitalier) d'antibactériens à usage systémique (groupe ATC J01) exprimée en « DDD pour 1.000 habitants par jour » a été choisie comme principal indicateur de résultat harmonisé par l'ECDC, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et l'Agence européenne des médicaments (EMA).

[33] Clinician-targeted interventions to influence antibiotic prescribing behaviour for acute respiratory infections in primary care: an overview of systematic reviews. SK Tonkin-Crine et al. Cochrane Database Syst Rev 2017, Sep7;9(9).

erofgaangen. Et kann een deemno also net behaapten, dass d'Aféiere vun de Schanklizenzen een Impakt op den Alkoholkonsum gehat hätt.

* https://www.who.int/data/gho/data/indicators/indicator-details/GHO/alcohol-recorded-per-capita-(15-)-consumption-(in-litres-of-pure-alcohol

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mëttelstand a Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Schanklizenze sinn aktuell hei am Land am Ëmlaf, opgelëscht no Gemeng, a wéi huet sech d'Zuel am Laf vun der Zäit (1989, 1990, 2006, 2014, 2019 an 2022) entwéckelt?

2. Wéi gesäit et mat de Besëtzverhältnisser bei de Schanklizenzen aus: Wéi enge 5 Firme gehéieren déi meeschte Schanklizenzen (opgelëscht pro Firma, anonymiséiert, falls d'Firmennimm net wëlle genannt ginn)?

3. Wéi eng Moossnamen huet d'Regierung an de leschten 10 Joer ëmgesat, fir den „abus de boissons alcooliques" ze reduzéieren? Ab wéi engem Moment schwätzt ee vun engem Abus?

**Réponse** (24/10/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Am Tableau heidrënner sinn d'Zuele vun de Schanklizenzen opgelëscht, déi an de Joren 2006, 2014, 2019 an 2022 am Ëmlaf waren. Fir d'Joren 1989 an 1990 sinn Zuelen ënnert där Form net disponibel.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Am 2. Tableau sinn déi 5 Gesellschafte mat de meeschte Schanklizenzen op den 31.12.2022 opgelëscht:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Am Januar 2020 huet d'Regierung den éischte „Plan d'action luxembourgeois de réduction du mésusage de l'alcool (PALMA)" ugeholl.

Dëse Plang huet als Zil, de Mëssbrauch vum Alkohol ze reduzéieren an en Ëmfeld ze schafen, dat et erlaabt, e gesonden a raisonnabelen Ëmgang vis-à-vis vum Alkoholkonsum ze förderen a virun allem déi jonk Leit ze schützen. Et geet hei och drëm, eng koordinéiert Prise en charge vun de Persounen ze organiséieren, déi therapeutesch Hëllef brauchen, fir vun enger Alkoholsucht lasszekommen an hir Famillen an deem Kampf mat ze ënnerstëtzen.

Do dernieft lancéiert de Santésministère reegelméisseg Sensibiliséierungscampagnë fir de grousse Public a schafft an Zesummenaarbecht mam konventionéierte Secteur.

Wann ee vun Abus schwätzt, muss ee verschidde Facteure berécksiichtegen. Dat si gesellschaftlech Komponenten oder och nach d'Offer an d'Accessibilitéit vun alkoholesche Produiten, déi um Marché ugebuede ginn. Dozou kommen nach individuell Facteure wéi den Alter, d'Geschlecht, dat familiäert Ëmfeld oder nach de sozioekonomesche Kontext vun der Persoun.

Fir déi gesondheetlech Risiken, déi vum Alkoholkonsum ausginn, ze reduzéieren, réit d'Santé de Fraen, net méi wéi e Glas Béier (25 cl) oder Wäin (10 cl) den Dag ze drénken. Männer sollen net méi wéi zwee Glieser den Dag consomméieren. Jonk Leit tëscht 18 an 20 Joer solle manner drénke wéi Erwuessener, well d'Entwécklung vum Gehier bis dohinner nach net ofgeschloss ass. Et soll een och op d'mannst 2 Deeg an der Woch guer keen Alkohol consomméieren.

**Accès aux mines** | Question **8335** (20/09/2023) de **M. Georges Mischo** (CSV)

Depuis un certain temps, les entrées des mines suscitent un intérêt grandissant auprès de groupes organisés, qui s'introduisent dans les galeries pour des raisons récréatives. Sur base d'un échange avec les communes françaises frontalières, une réunion a eu lieu avec des représentants d'ArcelorMittal, propriétaire des terrains. Lors de cette réunion, plusieurs questions et remarques ont été soulevées afin de pouvoir résoudre cette problématique.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Environnement, à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre à la Grande Région :

1) Est-ce que la législation environnementale limite le propriétaire des terrains dans ses moyens afin de sécuriser les entrées en mine ?

2) Est-ce que vous pouvez me confirmer qu'un projet de loi sur les mines est en cours de rédaction par les services de l'ITM ?

3) Dans l'affirmative, les communes concernées pourront-elles être impliquées dans la rédaction de ce projet de loi ?

4) Étant donné que la problématique est de nature transfrontalière, est-ce que le ministre en charge prendra-t-il contact avec les autorités françaises afin de se concerter ?

**Réponse** (24/10/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **Mme Corinne Cahen,** Ministre à la Grande Région | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) La législation environnementale ne constitue nullement un frein aux mesures de sécurisation des mines visant à interdire au public l'accès des sites miniers. Les ouvertures, telles que les entrées ou sorties, peuvent et doivent faire l'objet d'une sécurisation empêchant l'accès du public, telle que l'utilisation de clôtures anti-intrusion.

En revanche, les mesures et dispositifs techniques à mettre en œuvre pour la sécurisation des sites miniers doivent, à l'instar de tous autres travaux, tenir compte des dispositions légales et règlementaires existantes en matière environnementale le cas échéant applicables, dont la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

ad 2) Les services de l'ITM sont à présent bien en charge de rédiger un premier avant-projet, en tant que document de base pour l'élaboration d'un futur projet de loi, lequel impliquera encore des discus -.sions avec les ministères concernés et autres parties prenantes.

Cette réforme est importante, alors que la fin de l'industrie extractive des mines dans notre pays laisse entiers nombre de problèmes résultant des anciennes exploitations, dans cette nouvelle ère dite de « l'après-mine ».

La fermeture des anciennes exploitations minières n'induit pas en effet la disparition définitive des risques et des nuisances qui en résultent. Même non exploités, ces anciens sites peuvent engendrer des désordres ou des nuisances susceptibles de porter atteinte à la sécurité des personnes et des biens situés dans l'emprise des travaux miniers, ou de perturber l'utilisation possible des terrains impactés.

Pour affronter ces défis contemporains, notre législation apparaît comme étant largement surannée. Héritage du droit napoléonien, notre législation minière n'a en effet quasiment pas évolué, au contraire du droit français notamment.

La loi modifiée du 21 avril 1810 concernant les mines, les minières et les carrières, reste la législation principale en la matière. La dernière loi importante intervenue remonte à 1975 et ne comporte que des aménagements de la loi du 12 juin 1874 sur le régime des mines et minières de fer.

Dans ce contexte, l'ITM a donc effectivement été chargée d'élaborer un avant-projet de loi ayant pour objet la rétrocession à l'État des concessions des mines et la sécurisation des sites miniers.

ad 3) Dans le cadre de l'élaboration du projet de loi, des consultations sont prévues pour enrichir le texte portant la réforme souhaitée, recueillir les avis et réflexions, et anticiper l'application concrète sur le terrain de la loi en gestation. À ce titre, les communes concernées seront bien entendu consultées, et également plus largement au travers du Syvicol.

Cet aspect est d'autant plus important que l'un des volets du projet de loi en préparation est celui de la gestion et de la prévention des risques miniers, impliquant une coopération accrue des autorités publiques concernées afin d'établir un plan d'action et de coordonner leurs interventions.

À noter que pour le cas où les représentants de l'ITM auraient été invités à la réunion qui a eu lieu entre les représentants des communes respectives et d'ArcelorMittal, ceux-ci auraient également participé à ladite réunion.

ad 4) L'ITM a déjà eu l'occasion d'avoir des échanges avec les autorités françaises et il est confirmé qu'un dialogue sera mené entre les services du ministre et les autorités françaises dans le contexte de l'élaboration d'une législation sur « l'après-mine ». De plus, cette question pourrait être abordée, si besoin est, dans le cadre des travaux de la Commission intergouvernementale pour le renforcement de la coopération transfrontalière franco-luxembourgeoise.

Il est en particulier important que la mise en sécurité des ouvertures et des orifices des mines s'applique également dans le cadre des zones frontières souterraines, afin d'empêcher tout accès non autorisé en direction ou en provenance de galeries situées sur les territoires des États voisins du Grand-Duché de Luxembourg.

**Système de facturation électronique Peppol** | Question **8336** (21/09/2023) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

Mam neie Bezuelsystem Peppol soll op de Gemengen den administrativen Opwand verréngert, a soumat insgesamt d'Aarbecht vun dem Gemengepersonal vereinfacht ginn. D'Fournisseure brauchen dann och keng Rechnunge méi a Pabeierform eranzeschécken. Et ass awer esou, dass all déi Rechnunge mussen op de Gemengen erausgedréckt ginn, fir hannert de Mandat de paiement ze heften, an dat, obwuel se am Gescom all digital hannerluecht sinn. Dëst ass, laut mengen Informatiounen, eng Demande vum Contrôle financier vum Inneminister a bedeit e grousse Pabeierverbrauch a vill administrativen Opwand.

An dësem Zesummenhang géif ech der Madamm Inneministesch gären eng Rei Froe stellen:

– Kann d'Madamm Ministesch meng Informatioune confirméieren?

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

– Wa jo – firwat mussen all dës Rechnungen op de Gemengen erausgedréckt ginn?

– Wa jo – kéint een hei net op d'Erausdrécke verzichten, dat am Sënn vum Naturschutz an engem verréngerten administrativen Opwand?

**Réponse** (23/10/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

D'Fro vun der Presentatioun vun de Pièces comptables stellt sech allerdéngs net just um Niveau vum Contrôle, mee och bei de Schäfferéit.

Fir d'Schäfferéit ass et onëmgänglech, dass si beim Ënnerschreiwe vun de Mandats de paiement an den Titres de recettes Accès op d'Rechnungen an aner Pièces justificatives hunn. Si selwer mussen zu deem Moment novollzéie kënnen, wat fir Ausgabe si mat hirer Ënnerschrëft veruerdnen a wat fir eng Recetten si andreiwe loossen.

Wat dono de Contrôle vun de Gemengekonten ugeet, do ass et weesentlech, dass déi digital Presentatioun vun de Pièces comptables de Contrôle op d'mannst genee esou gutt erméiglecht, wéi dat aktuell bei der Pabeierdokumentatioun de Fall ass. Dofir muss et méiglech sinn, fir all Budgetsartikel d'Mandats de paiement an déi entspriechend Rechnungen an aner Pièces justificatives fortlafend op engem Bildschierm ze gesinn. Dat gëllt selbstverständlech och fir d'Titres de recettes vun de Gemengen.

De System Peppol kann awer just richteg funktionéieren, wann déi informatesch Systemer am Gemengesecteur esou konfiguréiert sinn, dass d'Consultatioun vu sämtleche Rechnungen an alle Pièces justificatives méiglech ass, souwuel beim Ënnerschreiwe vun de Mandats de paiement an den Titres de recettes, wéi och beim Contrôle vun der Comptabilitéit duerch d'Agente vum Inneministère.

E weidere Bausteen an deem Sënn ass déi gesetzlech Aféierung vun der elektronescher Ënnerschrëft, déi am Ablack nach um Instanzewee ass.

**Enfants ukrainiens déportés en Russie** | Question **8337** (21/09/2023) de **M. Claude Wiseler** (CSV)

Dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies le Président ukrainien Volodymyr Zelensky a thématisé, une fois de plus, le destin tragique des enfants ukrainiens déportés en Russie. Dans son discours il a accusé la Russie de commettre un « génocide » en Ukraine.

Dans ce contexte que je désire poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

– De quelle façon le Luxembourg compte-t-il intervenir auprès des instances internationales, afin de trouver le plus rapidement possible une solution qui permet de ramener les enfants ukrainiens déportés en Russie dans leur pays d'origine ?

**Réponse** (19/10/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

Le Luxembourg a fermement et à de multiples occasions dénoncé dans les organisations internationales le programme de déportation d'enfants ukrainiens vers la Russie et d'adoption forcée d'enfants ukrainiens par des familles russes, en particulier au sein des Nations Unies, du Conseil de l'Europe et de l'OSCE. Le Luxembourg restera résolument engagé aux côtés de l'Ukraine et des Ukrainiens, de ses partenaires internationaux ainsi que des juridictions internationales pour lutter contre l'impunité des auteurs de ces crimes et intensifier les efforts visant à garantir la protection effective des droits des enfants d'Ukraine.

À cette fin, le Luxembourg est notamment très engagé au niveau du Conseil de l'Europe, pour lequel la déportation des enfants ukrainiens vers la Russie constitue une violation flagrante des droits humains et une forte priorité dans le cadre de son soutien à l'Ukraine. Ceci a été rappelé lors du sommet du Conseil de l'Europe de Reykjavik par les 46 chefs d'État et de Gouvernement avec la Déclaration sur la situation des enfants d'Ukraine, adoptée le 16 mai 2023. Le Luxembourg soutient pleinement la mise en œuvre de cette déclaration.

Afin d'aider à documenter et à enquêter sur un large éventail de violations et d'exactions perpétrées par la Russie sur le territoire de l'Ukraine au préjudice d'enfants ukrainiens, le Luxembourg a aussi apporté son soutien à l'invocation du mécanisme de Moscou de l'OSCE portant sur le transfert et l'expulsion forcés d'enfants ukrainiens vers la Russie, ainsi qu'aux travaux de la commission d'enquête sur l'Ukraine mandatée par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Le Luxembourg apporte également un soutien politique et financier au mandat de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les enfants et les conflits armés, Madame Virginia Gamba, dont les équipes documentent les violations des droits des enfants dans les conflits armés, y compris en Ukraine. Le Luxembourg continuera d'appuyer tout mécanisme et organisation internationale en vue d'enquêter sur le sort des enfants ukrainiens déportés en Russie, ceci afin de garantir le droit à la vérité, à la justice et à la réparation pour les victimes.

La Cour pénale internationale a délivré, le 17 mars 2023, des mandats d'arrêt à l'encontre du Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, et de la Commissaire aux droits de l'enfant au sein du cabinet du Président de la Fédération de Russie, Maria Lvova-Belova, en estimant qu'il existe des motifs raisonnables de croire que la responsabilité de chacun des suspects est engagée pour le crime de guerre de déportation illégale de population et du crime de guerre de transfert illégal de population depuis certaines zones occupées de l'Ukraine vers la Fédération de Russie, ces crimes ayant été commis à l'encontre d'enfants ukrainiens. Le Luxembourg continue d'appuyer les travaux menés par le Bureau du procureur de la Cour pénale internationale en Ukraine. Le Luxembourg a fait une contribution volontaire de 100.000 euros au Bureau du procureur de la Cour pénale internationale dans ce contexte.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

**Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis**

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

**Ech abonéiere mech:**

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

**Ech desabonéiere mech:**

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.


1848




# Exposition prolongée jusqu'au 24 février 2024

**Archives nationales – Plateau du Saint-Esprit**

**Lundi à vendredi 08h30 – 17h30**
**Samedi 08h30 – 11h30**

**Exposition en langues allemande et française**
**Entrée et visites guidées gratuites**

Informations



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |



PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen


Actualité parlementaire p. 03-07

Nouvelles lois p. 08-11

Séances publiques nos 6 et 7 p. 12-81

Questions au Gouvernement p. 82-99



2023-2028

n° 3




# Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-07

Nouvelles lois ..... p. 08-11

Séances ..... p. 12-81

6e séance du jeudi 14 décembre 2023 p. 12-36

7e séance du mardi 19 décembre 2023 p. 37-81

Questions au Gouvernement ..... p. 82-99

# Chambre des Députés

## Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

**Concept et layout :**
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

**Impression :**
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**
24/01/2024

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

# Le Président de la Chambre des Députés en visite à Bruxelles : les moments clés

## Rencontre avec la Présidente du Parlement européen

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a rencontré Mme Roberta Metsola, Présidente de nationalité maltaise du Parlement européen, le 11 janvier 2024 à Bruxelles dans le cadre de ses efforts pour placer les enjeux de politique européenne au centre du travail de la Chambre des Députés.

« Ce déplacement à Bruxelles, sous le signe de l'Europe, est très important pour moi et figure parmi mes premières visites en tant que Président de la Chambre des Députés ». Le suivi et le positionnement concernant les questions de politique européenne sont au cœur des préoccupations du nouveau Président de la Chambre. Ce dernier a réitéré plusieurs fois, lors de son déplacement dans la capitale belge, l'importance qu'il accorde aux dossiers européens.




*Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a été reçu par son homologue européen, Mme Roberta Metsola.*

Ces dossiers ont également été parmi les points abordés par la Présidente du Parlement européen. M. Wiseler a renchéri en disant qu'il accorde une importance capitale à ce que les dossiers européens, tels que les directives et les règlements, soient mieux compris et traités politiquement au sein du Parlement luxembourgeois. Le Président de la Chambre des Députés a eu un entretien en tête-à-tête avec Mme Metsola dans les bureaux de la Présidente du Parlement européen qui a porté sur le renforcement du dialogue politique et législatif entre le Parlement européen et les parlements nationaux ainsi que sur les manifestations interparlementaires. Il s'agissait essentiellement de voir quelles formes de collaboration pourraient être mises en place permettant au Parlement luxembourgeois de subvenir à ses besoins d'information en matière de travail législatif en cours au Parlement européen. Les deux Présidents ont réaffirmé leur volonté de s'engager pour la défense de l'État de droit et des valeurs qui sont à la base de l'Union européenne.

## Entretien avec le Premier Vice-Président du Parlement européen

À l'occasion de son déplacement au Parlement européen, le Président de la Chambre des Députés s'est également entretenu en tête-à-tête avec le Premier Vice-Président du Parlement, l'Autrichien Othmar Karas.

Parmi les autres sujets abordés lors des échanges du Président de la Chambre et de ses interlocuteurs européens figuraient la question de la révision des traités européens, des listes électorales transnationales ou encore la Conférence sur l'avenir de l'Europe.



*M. Claude Wiseler a eu l'occasion de s'entretenir avec le Premier Vice-Président du Parlement européen, M. Othmar Karas.*

## Visite de courtoisie chez la Présidente de la Chambre des Représentants de Belgique

Les questions d'égalité des genres, le rapport entre les parlements nationaux et la politique européenne et la participation citoyenne ont été les sujets de discussions entre Mme Éliane Tillieux, Présidente de la Chambre des Représentants de Belgique, et M. Claude Wiseler.



*La Présidente de la Chambre des Représentants de Belgique, Mme Éliane Tillieux, a reçu M. Claude Wiseler lors d'un petit-déjeuner de travail.*

Les sujets de conversation étaient nombreux lors du petit-déjeuner de travail entre Mme Tillieux et M. Wiseler. Le Président de la Chambre a souhaité aborder plusieurs thèmes avec son homologue belge, première femme à présider, depuis octobre 2020, la Chambre des Représentants de Belgique.

### L'égalité passe par un ensemble de mesures

L'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans les parlements a été le premier sujet abordé. Mme Tillieux a parlé d'un problème de société plus profond qu'on ne le pense et informé M. Wiseler sur les initiatives entreprises dans son parlement. Pour elle, la question passe par des éléments de langage et d'aménagement de l'environnement de travail, comme le fait de féminiser son titre ou de mettre en avant des profils de femmes de responsabilité.

Parmi les mesures évoquées, la création d'un poste de « référent genre » au sein de la Chambre des Représentants ainsi que la prise en compte du genre dans le cadre des recrutements pour le personnel en donnant, à compétences égales, un avantage au genre sous-représenté.

### Comment amener plus d'Europe dans les parlements nationaux ?

Le second sujet de conversation, d'autant plus important pour M. Wiseler qui souhaite en faire un des axes forts de sa présidence, a été le traitement par les parlements nationaux des enjeux politiques européens.

Cela concerne par exemple le travail sur les directives européennes, qui sont « souvent traitées de façon trop tardive » à la Chambre des Députés, a relevé M. Claude Wiseler. Les deux dirigeants ont partagé leurs expériences en la matière et comparé les modèles appliqués ou envisagés dans leurs institutions respectives, mais également les modèles appliqués dans d'autres États européens. Mme Tillieux a notamment signalé que, parmi les mesures appliquées par la Chambre des Représentants de Belgique, il existait une priorité donnée aux directives européennes dans l'organisation des débats.

Les deux Présidents ont encore abordé le sujet de la participation citoyenne au travail parlementaire. Parmi les formats appliqués à la Chambre des Représentants figurent celui des commissions mixtes entre citoyens et parlementaires ou encore celui des commissions entièrement citoyennes, notamment dans le cadre des systèmes de pétitions. M. Wiseler a quant à lui présenté le concept des propositions motivées aux fins de légiférer (PML), système récemment introduit au Luxembourg qui doit permettre aux citoyens de rédiger et proposer directement des textes législatifs.

## Déjeuner de travail avec les députés européens luxembourgeois

Réunis à Bruxelles sur invitation du Président de la Chambre des Députés, les députés européens luxembourgeois ont mené un échange sur les modalités d'un potentiel renforcement de leurs interactions avec la Chambre des Députés.

Mmes Tilly Metz (2e à droite sur la photo ci-dessous), Isabel Wiseler-Lima (4e à gauche), Monica Semedo (3e à gauche) et Martine Kemp (3e à droite), ainsi que M. Charles Goerens (1er à droite) ont répondu à l'invitation du nouveau Président de la Chambre des Députés lors de son déplacement à Bruxelles (M. Marc Angel s'était fait excuser). M. Wiseler a affiché clairement son intention d'améliorer le traitement des dossiers européens à la Chambre des Députés et les députés européens ont, pour le nouveau Président, toute leur place dans le dispositif qu'il envisage.



*M. Wiseler a rencontré les députés européens luxembourgeois lors de son déplacement à Bruxelles, qui se sont montrés ouverts à un renforcement de la collaboration avec la Chambre des Députés. Il a également pu s'échanger avec la Représentante permanente, Mme Sylvie Lucas (2e à gauche).*

Les députés européens étaient convaincus du bienfondé d'une telle initiative et se sont, lors de l'entretien, globalement montrés intéressés par un renforcement de leur collaboration avec la Chambre des Députés et ont spontanément fait des suggestions pour améliorer leurs interactions avec le Parlement du Luxembourg.

**« Créer des automatismes européens »**

Introduction d'une commission des affaires européennes, répartition des dossiers européens dans les commissions compétentes, modalités et timing pour une plus grande participation des députés basés à Bruxelles, choix des dossiers européens à traiter en priorité, implication de l'Administration parlementaire : les questions à éclaircir restent nombreuses.

Globalement, M. Wiseler a fait part aux députés européens de sa volonté de « mettre en place des automatismes » afin que le travail sur les dossiers européens soit pleinement intégré dans les usages et le calendrier du Parlement luxembourgeois.

Il a également souligné qu'il était essentiel de réussir ce changement de mode de travail dès le départ, de trouver les « bons automatismes », car une fois que des habitudes se sont installées et que des procédures sont fixées d'un point de vue réglementaire, il serait très difficile de les modifier.

**Réunion à la Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'UE**

Le Président de la Chambre des Députés s'est encore rendu dans les locaux de la Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne. Il y a notamment retrouvé la Représentante permanente, Mme Sylvie Lucas, qui l'a informé des enjeux européens et de ceux liés à la Belgique.

# Quelles perspectives en 2024 pour la Chambre des Députés ?



*La désormais traditionnelle réception de Nouvel An s'est déroulée le 8 janvier 2024 à l'Hôtel de la Chambre.*

« Le Parlement doit redevenir le centre du débat politique. » C'est un des objectifs que le nouveau Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a annoncés lors de la traditionnelle réception de Nouvel An qui s'est déroulée le 8 janvier 2024 à l'Hôtel de la Chambre. M. Wiseler, les membres du Bureau et de la Conférence des Présidents ainsi que le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Laurent Scheeck, ont exprimé leurs vœux aux représentants du Gouvernement, du Conseil d'État et du Service central de législation (SCL), à la presse, aux représentants des organes rattachés au Parlement, à savoir l'Ombudsman, l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu) et le Centre pour l'égalité de traitement (CET), ainsi qu'à l'ensemble des personnels des groupes et sensibilités politiques et de l'Administration parlementaire.

La réception était l'occasion de retracer les temps forts de 2023, une année marquée par le commencement d'une nouvelle législature et l'entrée en vigueur d'une nouvelle Constitution, et de donner des perspectives pour l'année 2024. D'un point de vue politique, « 2023 était l'année des promesses et des engagements, 2024 est l'année pour les réaliser », a déclaré M. Wiseler.

Dans son tout premier discours de Nouvel An, le nouveau Président a souligné le rôle symbolique de la Chambre des Députés en tant que « maison de la démocratie ». « Le devoir des députés est de reconstruire la confiance dans la démocratie et les institutions démocratiques, en constante diminution dans le monde entier, et également au Luxembourg », a rappelé M. Wiseler. Les membres de la Chambre doivent, toujours selon lui, assurer une exemplarité dans l'exercice de leur mandat, convaincre par le contenu de leur travail et garantir que les débats essentiels pour la société aient lieu à la Chambre.

Le Président a avancé plusieurs pistes pour adapter le cadre du travail et du débat parlementaire afin d'augmenter leur impact. Ces adaptations devraient concerner les temps de parole en séance publique, la publicité des réunions des commissions parlementaires, les rapports des commissions sur le travail législatif ou encore la communication. « Nous devons mener des débats nuancés à la hauteur de la complexité des sujets. Rien n'est noir et blanc. Un parlement doit pouvoir discuter des détails pour être en mesure de prendre des décisions valables sur le long terme. » Trop vouloir s'aligner sur la tendance actuelle de communiquer de plus en plus par des messages simples serait un piège, selon M. Wiseler : « Ne pas devenir un parlement des réseaux sociaux, c'est ce que nous devons aux citoyens. » L'institution est bien préparée à affronter des changements, a encore constaté le Président de la Chambre devant la presse et les autres invités.

Les députés peuvent s'appuyer dans leur travail sur l'Administration parlementaire, qui a vécu une transformation profonde ces dernières années. Le Secrétaire général et donc chef de l'Administration parlementaire a expliqué comment les réformes ont contribué à améliorer la qualité du travail législatif, à développer l'expertise scientifique et à donner plus d'importance à la diplomatie parlementaire. Il est revenu sur des moments forts de l'année passée, comme les festivités pour les 175 ans de la Constitution luxembourgeoise, l'organisation d'événements d'envergure tels que la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN avec quelque 600 participants du monde entier ou encore une journée portes ouvertes. L'Administration parlementaire compte 162 collaborateurs travaillant au sein de 17 services.


## L'Administration parlementaire recrute :

**un assistant (m/f/d) pour les besoins du service des commissions sous le régime du salarié de droit privé (CDD 1 an)**

**En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant :**
**https://www.chd.lu/fr/offres_emploi**

# Programme de travail pour 2024 de la Commission européenne

À six mois des élections européennes, la Commission européenne affirme avoir réalisé 90 % de son travail pour cette législature. Pourtant, toutes les initiatives n'ont pas encore abouti et 18 nouvelles initiatives stratégiques sont annoncées pour 2024. C'est ce qui ressort de l'échange de vues des députés et des eurodéputés luxembourgeois avec le Commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux et ancien ministre luxembourgeois, M. Nicolas Schmit, sur le programme de travail de la Commission européenne pour l'année 2024, qui a eu lieu le 18 décembre 2023 à la Chambre des Députés.

« Il est important que les députés connaissent dès que possible le programme de travail de la Commission européenne », a constaté d'emblée le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, « car nous, députés nationaux, serons forcément saisis de ces dossiers dans les mois à venir pour légiférer au Luxembourg », a-t-il ajouté.

## Garantir l'aide à l'Ukraine

Les dossiers d'actualité européenne ont dominé l'échange de vues. Un des plus grands chantiers sera celui de la révision du budget à long terme. Celui-ci inclut par ailleurs une enveloppe de quelque 50 milliards d'euros destinée à soutenir l'Ukraine sur le chemin de l'intégration européenne. Cette aide financière avait été bloquée par le véto de la Hongrie lors du Conseil européen, a déploré M. Schmit devant les députés. « Il faudra réunir les moyens nécessaires pour accompagner l'Ukraine dans son adhésion à l'Union européenne », selon le Commissaire européen.

L'ancien ministre luxembourgeois a également souligné l'importance de faire aboutir en début d'année le paquet migration et d'établir de nouvelles règles pour gérer la gouvernance économique européenne. Aux yeux de M. Schmit, il est nécessaire que l'Union européenne se dote de règles qui lui permettent de se positionner en tant qu'acteur économique compétitif face aux États-Unis ou la Chine. Il s'agit de libérer plusieurs centaines de milliards d'euros pour « assurer des investissements massifs dans la transition numérique et écologique ».

Certains députés se sont intéressés à l'orientation potentielle de ces règles ainsi qu'aux possibilités d'accentuer le rôle des acteurs comme la Banque centrale européenne ou encore la Banque européenne d'investissement dans cette démarche d'investissement.

« Le monde ne s'arrête pas parce qu'il y a des élections en Europe. Nous devons rester en mesure d'évoluer face aux défis qui se présentent et dans un contexte où de nouvelles crises ne sont pas exclues », a expliqué M. Schmit. La pandémie a montré, selon le Commissaire européen, que la Commission européenne était capable de réagir vite, comme cela a été le cas pour l'approvisionnement des vaccins contre la Covid-19, de sorte à réduire les potentiels impacts sur l'économie européenne. Les députés se sont renseignés dans ce contexte si une suite était prévue pour prolonger l'instrument « SURE » créé dans l'urgence pour sauver les entreprises en difficulté. M. Schmit a répondu par la négative en affirmant que cet instrument était un « atout » et « une expérience », mais qui resterait sans suite à l'heure actuelle.

## Règles européennes pour le travail des plateformes, le télétravail, le chômage, les stages ?

Les députés ont interrogé le Commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux sur des sujets qui concernent son portefeuille et qui revêtent une certaine importance pour le Luxembourg. M. Schmit a ainsi salué l'accord politique trouvé visant à mettre en place un cadre pour le droit des travailleurs des plateformes numériques. Il espère néanmoins que les colégislateurs arriveront à faire aboutir le texte.

Pour ce qui est de la directive sur le salaire minimum et le dialogue social, M. Schmit a estimé que l'existence de ce texte était en elle-même un succès : « Si vous m'aviez demandé il y a 10 ans [...] comment j'évaluerais la possibilité d'un cadre européen pour le salaire minimum, je vous aurais répondu qu'on peut toujours rêver. » Il a par ailleurs recommandé au Luxembourg de « regarder le contenu de cette directive de plus près ». Un des objectifs est que 80 % des salariés soient couverts par une convention collective.

Les députés se sont également intéressés à l'avancement du dossier concernant le paiement des indemnités de chômage, en discussion depuis des années, et pour lequel une nouvelle proposition est attendue début 2024, selon le Commissaire européen. Tout changement du principe actuel pourrait avoir un impact financier important pour l'État luxembourgeois. Il s'agit de clarifier si le pays de résidence ou le pays de travail indemnise un travailleur frontalier au chômage.

Les préparatifs pour un cadre européen concernant les stages, le devoir de diligence des entreprises ou encore le télétravail et le droit à la déconnexion ont attiré l'attention des députés. Pour ce qui est des règles homogènes pour le télétravail, le Commissaire européen a rappelé que la fiscalité restait une compétence réservée aux États membres, ce qui réduit la marge de manœuvre de la Commission européenne. Les règles pour les travailleurs frontaliers doivent dès lors passer par des accords bilatéraux, « même si nous sommes conscients qu'il existe une discrimination dans les faits pour les frontaliers », a déploré M. Schmit.



*Le Commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux, M. Nicolas Schmit, a été reçu à la Chambre des Députés pour y présenter le programme de travail pour 2024 de la Commission européenne.*

Recherche scientifique au Parlement

# Efficacité de la taxe carbone pour limiter les dommages sociaux et environnementaux liés aux émissions de gaz à effet de serre au Luxembourg et dans le monde

Il est à présent admis que le changement climatique planétaire est directement lié aux émissions anthropiques de gaz à effet de serre (GES). Afin d'atténuer ses effets, plusieurs mesures politiques sont entreprises au Luxembourg et à travers le monde.

La principale avancée au niveau global a eu lieu fin 2015 par l'approbation de l'Accord de Paris, un traité international ambitieux juridiquement contraignant. Il vise entre autres à maintenir « l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2° C par rapport aux niveaux préindustriels et à poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5° C par rapport aux niveaux préindustriels ».

Au niveau de l'Union européenne fin 2019, le « European Green Deal » a fixé comme objectif de réduire de 55 % les émissions de $CO_2$ à l'horizon 2030 par rapport au niveau de 1990 dans l'UE. Chaque État membre a l'obligation légale de contribuer à cette étape essentielle dans la poursuite de l'objectif long terme de neutralité carbone pour 2050.

Le Luxembourg s'est aligné sur ces mesures via la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat. Des objectifs par secteur ont été définis par le règlement grand-ducal du 22 juin 2022. Il faut noter que les émissions de $CO_2$ visées par les mesures politiques concernent uniquement les émissions produites/territoriales (directes), et non consommées (indirectes, biens d'importation).

Pour atteindre ces objectifs, le Conseil de Gouvernement a adopté en mai 2020 (et mis à jour en juillet 2023) le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC). Une de ses mesures principales consiste à introduire une taxe carbone. Celle-ci consiste à transférer la charge des dommages sociaux et environnementaux causés par les émissions de GES à leurs responsables et à corriger les impacts de la pollution. En 2021, une taxe carbone de 20 €/t$CO_2$eq a été fixée selon la valeur moyenne de la tarification du carbone dans les pays voisins. Cette taxe augmente annuellement de 5 €/t$CO_2$eq, au moins jusqu'en 2026. Actuellement en 2024, elle est donc de 35 €/t$CO_2$eq.

La taxe carbone porte sur la consommation de produits énergétiques d'origine fossile et est fondée sur les GES émis par les produits fossiles destinés au transport (p. ex. l'essence) ou à des installations fixes (p. ex. le mazout, le gaz naturel, le charbon). Cette taxe est entre autres justifiée par le fait qu'au Luxembourg, les actions ciblées sur le transport (en particulier le transport routier, représentant 69 % des émissions du secteur et dont 70 % des carburants sont vendus à des véhicules immatriculés à l'étranger) ont le plus grand potentiel de contribution aux objectifs nationaux d'atténuation du changement climatique, étant donné qu'il s'agit du secteur émettant le plus de $CO_2$ : il représentait plus de 57 % des émissions totales en 2022.

Afin de quantifier et d'évaluer l'impact des mesures politiques sur les émissions de GES, le Statec propose des projections à l'horizon 2050 sur base de différents scénarios de montants de taxe carbone au Luxembourg et à l'étranger. Les objectifs de la loi climat seront atteints rapidement dans le cas d'une augmentation annuelle constante, mais pas dans le cas d'une augmentation des prix carbone à l'étranger supérieure à celle du Luxembourg. De plus, la taxe n'est pas suffisante pour l'atteinte de la neutralité climatique en 2050. Le Statec montre également que la taxe carbone aura un impact majeur sur les ventes de carburants (et donc sur les GES) aux véhicules non immatriculés au Luxembourg, alors que les ventes de carburants aux résidents du Luxembourg connaîtront une diminution lente et linéaire.

Les recettes fiscales sont également dépendantes du montant de la taxe. Selon le PNEC, elles seront affectées de façon équitable aux investissements dans la transition énergétique et aux mesures de protection du climat, et pour l'autre moitié à des mesures de compensation sociale. En effet, la taxe carbone étant régressive (i.e. les ménages plus modestes dépensent une plus grande part de leurs revenus pour les combustibles domestiques que les ménages plus aisés, moins pénalisés), des instruments tels que le crédit d'impôt climat et autres subventions sont mis en place pour la rendre plus équitable.

Le document identifie dès lors le besoin d'analyses économétriques plus détaillées de l'impact social et environnemental des subventions actuelles et futures. Il relève également l'importance de considérer une échelle globale dans les débats concernant les tarifications du carbone et le changement climatique au sens large.

Note de recherche scientifique par E. Mennicken, M. Pauly et C. Penny : « Efficacité de la taxe carbone pour limiter les dommages sociaux et environnementaux liés aux émissions de gaz à effet de serre au Luxembourg et dans le monde », Luxembourg, Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 29 novembre 2023.

***Note de recherche scientifique par E. Mennicken, M. Pauly et C. Penny : « Efficacité de la taxe carbone pour limiter les dommages sociaux et environnementaux liés aux émissions de gaz à effet de serre au Luxembourg et dans le monde »,*** *Luxembourg, Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 29 novembre 2023.*

**Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :**

# La COP28 « a un impact direct sur notre travail législatif »

Les députés ont débattu le 14 décembre 2023 en séance publique des résultats de la 28e Conférence des parties (COP28) à la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. MM. Franz Fayot et Paul Galles ont participé au forum parlementaire de la COP28 à Dubaï pour y représenter la Chambre des Députés. Témoignages.

**Vous avez participé à la 28e édition de la COP. Avez-vous l'impression que le cadre est adapté pour traiter l'urgence climatique ?**

M. Franz Fayot : Une telle action collective est nécessaire pour résoudre une crise qui nous concerne tous. Il faut que le monde entier soit dans le même bateau. C'est la diplomatie environnementale. À vrai dire, c'est une expérience frustrante. En Europe, nos pays sont ambitieux. Mais pour nous, la lutte contre le changement climatique n'avance pas assez vite.

M. Paul Galles : J'ai beaucoup réfléchi à cette question. D'un côté, le modèle de la COP présente une opportunité d'échanges pour les députés. Mais on pourrait le rendre plus efficace. Certes, il faut un endroit pour se rencontrer physiquement comme c'était le cas cette année à Dubaï. Je pense que les échanges ne devraient pas se faire par visioconférence. 100.000 personnes étaient accréditées, mais il faut faire en sorte que les délégations des différents pays ne deviennent pas un moyen pour cacher des lobbyistes du pétrole.

**Pourquoi la présence de parlementaires présente-t-elle une plus-value ?**

M. Galles : Nous étions à Dubaï pour remplir notre mission de parlementaires qui consiste à contrôler nos gouvernements, à accompagner la démarche de notre pays de manière critique et constructive. Le fait que la première ébauche de la déclaration finale ait créé un tollé pareil montre que l'on procède selon des règles démocratiques.

M. Fayot : Les discussions sur place et les contacts que nous établissons nous permettent de découvrir des initiatives à mettre en place chez nous. Il peut également s'agir d'initiatives que le Luxembourg pourra soutenir. Nous, députés, pouvons faire pression sur nos gouvernements. Nous pouvons également faire fonction de porte-paroles de la société civile. De toute façon, au point où on en est, la pression doit venir de tous les fronts pour accélérer le mouvement.

**Quel est l'impact de cette visite sur votre travail parlementaire au Luxembourg ?**

M. Fayot : Les débats à la COP sont des discussions globales qui ont un impact direct sur les lois et règlementations. Le message est clair : on ne pourra pas revenir dans 30 ans pour constater que rien n'aura changé. Nous, députés, nous avons une responsabilité spécifique parce que nous sommes les législateurs. Nous devons créer les règles dans le but de décarboniser nos sociétés et atténuer la crise climatique. Nous ramenons la dynamique de la COP à la Chambre.

Les grands sujets discutés à Dubaï comme le « phasing out » des énergies fossiles, les questions autour du financement nous concernent directement dans notre travail législatif. Le changement climatique est le sujet prédominant. Rien que cette semaine, nous avions deux projets à l'ordre du jour des commissions parlementaires à la Chambre qui sont directement liés aux questions de changement climatique : la bonification des investissements qui doivent inciter les entreprises à investir dans la transition énergétique ou encore la taxe $CO_2$. À nous de poser constamment les bonnes questions : Quel est l'impact de la taxe $CO_2$ ? La taxe est-elle juste ? Il faudra accélérer son impact parce qu'il y a une urgence absolue.

M. Galles : C'est pour cette raison que j'ai demandé un avis scientifique sur la question. D'autres idées concrètes concernent par exemple l'aménagement de nos villes. Comme il s'agit de modèles à suivre au niveau local, les communes ont également un rôle important à jouer.




*MM. Paul Galles et Franz Fayot (à droite) ont participé au forum parlementaire de la COP28 à Dubaï.*

# Commémoration annuelle au « Schumann's Eck »




*Le Président de la Chambre lors de son discours au Mémorial Schumann's Eck.*

Le devoir de mémoire et de soutien de ceux qui souffrent des guerres d'aujourd'hui était au cœur du discours que le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a prononcé le 16 décembre 2023 lors de la cérémonie de commémoration annuelle au « Schumann's Eck » près de Nothum.

Jadis théâtre des combats de la « Bataille des Ardennes », le « Schumann's Eck » est devenu un lieu de mémoire national. Des tranchées et des cratères de bombes sont toujours visibles sur ce site où des milliers de soldats américains et quelques centaines de civils ont laissé leur vie pour la liberté du Grand-Duché entre décembre 1944 et fin janvier 1945.

**« Nous avons la responsabilité d'aider d'autres pays à conserver leur liberté »**

Lors de son discours à l'occasion de la cérémonie de commémoration pour les 79 ans des événements, M. Wiseler a rappelé que le Luxembourg a aujourd'hui le devoir d'apporter son soutien à des pays qui souhaitent garder leur indépendance. « Nous avons aujourd'hui la responsabilité d'aider d'autres pays à conserver leur liberté. De nos jours, une telle cérémonie de commémoration est donc un signe fort. »

La cérémonie de cette année a accordé une attention particulière à l'implication des jeunes générations dans le travail de mémoire. Ainsi, des élèves du Lycée du Nord ont pris le micro pour présenter leur travail de mémoire effectué dans le cadre d'activités scolaires. Un élève ayant dû fuir l'Afghanistan ainsi qu'une jeune Ukrainienne ont témoigné de leur vécu.




*Les élèves du Lycée du Nord ont présenté leur travail de mémoire effectué dans le cadre d'activités scolaires.*

# Visite des locaux de la « Stëmm vun der Strooss »



Sur invitation des responsables de l'association « Stëmm vun der Strooss », le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a visité le 10 janvier 2024 les locaux de l'ASBL à Hollerich, au numéro 7, rue de la Fonderie.

La Directrice de l'association, Mme Alexandra Oxacelay, et des membres du Conseil d'administration lui ont montré les différents services installés sur le site de Hollerich, dont le restaurant social, la rédaction, la Kleederstuff ou la blanchisserie. Le Président a pu rencontrer différents collaborateurs et des clients et se faire une idée de leur situation.

Lors d'un échange de vues, la directrice a expliqué le fonctionnement concret de la « Stëmm ». Elle a également sensibilisé le Président aux problèmes quotidiens et expliqué les défis de l'ASBL.

Le Président a remercié tous les responsables, les collaborateurs et les bénévoles pour leur engagement précieux en faveur des plus démunis.

## Engagement du Luxembourg auprès de l'Association internationale de développement

**8257 – Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID)**

L'objet du projet de loi consiste en l'actualisation des engagements du Grand-Duché du Luxembourg auprès de l'Association internationale de développement (AID), et ce à concurrence de 61.210.000 euros.

L'AID est l'institution de la Banque mondiale qui aide les 74 pays les plus pauvres du monde.

L'AID a toujours été principalement financée par les contributions des États membres. Les donateurs se réunissent tous les trois ans pour reconstituer les ressources de l'AID et examiner son cadre d'action.

Les négociations pour la vingtième reconstitution des ressources de l'AID (AID-20) se sont conclues en mars 2022 par une reconstitution record de 93 milliards de dollars américains pour le financement de projets sur la période de trois ans se terminant le 30 juin 2025.

Le thème général d'AID-20 est « Reconstruire en mieux après la crise : vers un avenir vert, résilient et inclusif ». Le financement aidera ainsi les pays à faible revenu à reconstruire leur économie dans un contexte de crises en cascade : changement climatique, Covid-19, conflits, inflation, augmentation de la dette et insécurité alimentaire.

Le paquet de 93 milliards de dollars américains a été rendu possible grâce aux contributions des donateurs de 52 pays à revenu élevé et intermédiaire. Les pays contributeurs se sont engagés à apporter 23,5 milliards de dollars qui viennent s'ajouter aux financements supplémentaires levés sur les marchés de capitaux ainsi qu'aux remboursements sur les crédits antérieurs et aux contributions de la Banque mondiale elle-même.

Le Luxembourg, qui a pris part aux dix-neuf reconstitutions précédentes, a annoncé qu'il contribuera 61,21 millions d'euros à la vingtième reconstitution de l'AID, laquelle maintient sa part de 0,21 % de l'enveloppe globale de l'AID. Depuis sa création, l'AID s'est vue octroyer une contribution cumulative du Luxembourg de l'ordre de 466 millions de dollars américains. La contribution du Luxembourg s'opère par l'émission d'un billet à ordre (« promissory note ») de 61.210.000 euros.

L'amortissement de ce billet et l'impact budgétaire sont prévus d'après l'échéancier suivant :

| Année | Montant en EUR | Pourcentage d'encaissement (arrondi au centième près) |
|---|---|---|
| 2024 | 15.185.000 € | 24,81 % |
| 2025 | 10.740.000 € | 17,55 % |
| 2026 | 9.945.000 € | 16,25 % |
| 2027 | 8.660.000 € | 14,15 % |
| 2028 | 7.130.000 € | 11,65 % |
| 2029 | 5.260.000 € | 8,59 % |
| 2030 | 3.215.000 € | 5,25 % |
| 2031 | 1.075.000 € | 1,76 % |
| **Total** | **61.210.000 €** | **100,00 %** |

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 29/06/2023
Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
05/12/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
08/12/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/12/2023
Loi du 22 décembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 834, page 1

## Bonification d'impôt pour investissement

**8276 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu**

Le projet de loi envisage de mettre en place certains éléments de l'accord dit « Solidaritéitspak 2.0 » conclu à l'issue des réunions du Comité de coordination tripartite des 18, 19 et 20 septembre 2022. Il vise à reformer la bonification d'impôt pour investissement en élargissant le champ d'application notamment aux investissements et aux dépenses effectués par les entreprises dans le cadre de la transformation digitale et de projets de transition écologique et énergétique. Le nouveau régime de la bonification d'impôt pour investissement est applicable à partir de l'année d'imposition 2024.

Le cadre légal existant se limite aux investissements dans des biens amortissables corporels et exclut les dépenses d'exploitation de manière générale, y compris les dépenses effectuées par les entreprises dans le cadre de la transformation digitale ou de la transition écologique et énergétique.

Afin de favoriser et d'accélérer la transition écologique et énergétique ainsi que la transformation digitale au niveau des entreprises, le projet de loi entend entre autres étendre le champ d'application de la bonification d'impôt pour investissement en visant spécifiquement les investissements et dépenses effectués par les entreprises luxembourgeoises dans le cadre de projets de transformation digitale ou de transition écologique et énergétique. Il contribue en outre à la réalisation des objectifs nationaux ambitieux du plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), adopté par le Conseil de Gouvernement le 21 juillet 2023.

La modification principale prévue par le projet de loi est la suppression de la bonification d'impôt complémentaire et l'introduction d'une nouvelle bonification d'impôt sur le revenu en raison des investissements effectués dans le cadre de la transformation digitale ou de la transition écologique et énergétique de l'entreprise.

La nouvelle bonification d'impôt sera également accordée pour des dépenses d'exploitation en relation avec ces investissements, ce qui n'est pas permis à l'heure actuelle.

Le taux de la nouvelle bonification d'impôt applicable aux investissements et aux dépenses d'exploitation dans le digital, l'écologie ou l'énergie s'élève à 18 %.

Vu que la nature des investissements peut être très diversifiée englobant tant des dépenses d'exploitation que des investissements en relation avec la transformation digitale ou la transition écologique et énergétique, le projet de loi propose de mettre en place un système d'attestation et de certification.

La deuxième modification proposée par le projet de loi concerne la bonification d'impôt pour investissement global. Le taux de base de la bonification d'impôt pour investissement global dans des biens corporels amortissables autres que les bâtiments, le cheptel vif agricole et les gisements minéraux et fossiles sera augmenté de 8 % à 12 % et la condition de la tranche d'investissement de 150.000 euros est supprimée. Les dépenses et les investissements engagés dans le cadre d'un projet de digitalisation ou d'un projet de transition écologique et énergétique profiteront de taux spécifiques. En ce sens, il est proposé que des investissements en biens amortissables corporels réalisés dans le cadre d'une transformation digitale ou d'une transition écologique et énergétique seront éligibles à une bonification d'impôt supplémentaire de 6 %. Ainsi, un tel investissement aura droit à une bonification d'impôt totale de 18 %.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 13/07/2023
Rapportrice : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
12/12/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
15/12/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2023
Loi du 22 décembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 836, page 1

## Financement des gardes et astreintes des médecins hospitaliers

**8277 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière en**

**vue d'autoriser l'État à participer au financement des gardes et astreintes des médecins hospitaliers dans les centres hospitaliers et les établissements hospitaliers spécialisés**

Le présent projet de loi poursuit trois objectifs différents.

En premier lieu, il crée une base légale pour le système national d'indemnisation des gardes et astreintes des médecins hospitaliers dans les centres hospitaliers et les établissements hospitaliers spécialisés qui, pour l'année 2023, était réglé dans le cadre d'un projet pilote par une convention entre l'État et la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (ci-après « FHL »).

La consécration légale dudit financement par le budget de l'État se situe dans la lignée du projet de loi 8080 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 et l'avis afférent du Conseil d'État.

L'ancrage légal du système d'indemnisation dans la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière et plus particulièrement dans son article 24 tient au fait que les établissements hospitaliers concernés sont responsables pour garantir la continuité de service conformément à la loi précitée et aux règlements d'exécution afférents. Alors que, d'une part, l'organisme gestionnaire est responsable pour définir l'organisation médicale et donc pour planifier les gardes et astreintes des services hospitaliers dont il a demandé l'autorisation d'exploitation et que, d'autre part, ces gardes et astreintes sont effectuées par les médecins hospitaliers de l'établissement en question, l'indemnisation est versée à l'organisme gestionnaire pour être reversée aux médecins hospitaliers en raison de leur disponibilité médicale au sein des services hospitaliers mêmes ou sur appel.

Les coûts prévisibles des gardes et astreintes à charge du budget de l'État s'élèvent à 60,5 millions d'euros pour l'année 2024.

Le volume horaire pris en charge par le budget de l'État reste inchangé par rapport au projet pilote.

Ainsi, les astreintes sont indemnisées sur un créneau horaire allant de 18 heures du soir à 7 heures du lendemain matin (13 heures au total) les jours ouvrables et 24 heures sur 24 les week-ends et jours fériés.

Les gardes sont indemnisées tous les jours, 24 heures sur 24.

Les taux horaires des gardes et des astreintes sont fixés respectivement à 10,95 euros et à 4,56 euros (cote 100 de l'indice des prix à la consommation au 1er janvier 1948).

Le projet de loi procède, en second lieu, à une augmentation des nombres de lits maximaux autorisés par la loi hospitalière dans son annexe 2 pour les services de gériatrie aiguë, de pédiatrie de proximité et de psychiatrie juvénile.

Il est en même temps profité de l'occasion pour rectifier une erreur qui s'est glissée dans le nombre maximal total de lits de moyen séjour pouvant être autorisé suivant l'annexe 1 de la loi modifiée du 8 mars 2018 précitée.

En troisième lieu, le projet de loi revoit à la hausse le nombre de certains équipements soumis à planification nationale.

Il s'agit d'abord d'une augmentation du nombre de tomographes à émission de positrons, encore appelés « PET-CT », d'une unité à deux en raison de la progression notable de passages au Centre national PET passant de 2.233 passages en 2010 à 6.478 examens réalisés en 2022 et du taux d'occupation de l'équipement PET-CT proche de 100 %, le but étant d'éviter de longs délais d'attente. Puis, le nombre d'équipements pour mesure de la densité osseuse selon le procédé DXA est augmenté de 1 à 3 unités pour diminuer les délais d'attente existants et en même temps tenir compte de l'augmentation progressive de la population âgée.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 17/07/2023
Rapporteur : M. Max Hengel

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Président : M. Max Hengel) :
06/12/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des avis du Conseil d'État
13/12/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2023
Loi du 22 décembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 839, page 1

## Émission de titres de créance par la Commission européenne

**8289 – Projet de loi relative à l'émission de titres de créance par la Commission européenne dans le cadre de la stratégie de financement diversifiée**

Le présent projet de loi a pour objet de clarifier les conditions et modalités de l'émission par la Commission européenne de titres de créance de l'Union européenne ou la Communauté européenne de l'énergie atomique dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de financement diversifiée et soumise au droit luxembourgeois, sans remise à un tiers et sans contrepartie au moment de leur création.

Il vise ainsi à soutenir la Commission dans sa quête de rendre plus efficaces les opérations d'emprunts et de gestion de la dette dans le cadre du financement des programmes et instruments de l'UE et de l'Euratom. Le texte du projet de loi est étroitement inspiré du texte de l'article 2 de la loi du 21 juillet 2021 portant approbation de l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021, qui a clarifié de manière similaire que les titres de créance créés par le mécanisme de stabilité européen qui sont soumis au droit luxembourgeois peuvent valablement être émis sans contrepartie.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 04/08/2023
Rapportrice : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
30/11/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
08/12/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/12/2023
Loi du 22 décembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 831, page 1

## Relèvement de la taxe $CO_2$

**8290 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de relever pour les années à venir les taux maximums du droit d'accise autonome additionnel sur les produits énergétiques, dénommé « Taxe $CO_2$ », pour atteindre un prix de 45 euros la tonne de $CO_2$ en 2026. De plus, le projet de loi prévoit une augmentation du « crédit d'impôt $CO_2$ » afin d'atténuer l'impact de cette augmentation progressive sur les ménages à revenu faible ou moyen.

Pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, l'Union européenne dispose d'un système d'échange de quotas d'émission pour les installations industrielles. Il s'applique aux grandes installations, y compris celles qui opèrent dans l'industrie, la production d'électricité et l'aviation.

Outre ce système, la tarification du carbone joue un rôle important dans de nombreux pays en tant qu'outil supplémentaire pour limiter les émissions de gaz à effet de serre. Au Luxembourg, une telle taxe $CO_2$ a été introduite en 2021. Actuellement, elle s'élève à 30 euros par tonne de $CO_2$.

La mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), adoptée par le Conseil de Gouvernement le 21 juillet 2023, prévoit que le prix du carbone continuera à être majoré annuellement de 5 euros par tonne de $CO_2$ pour atteindre en 2026 un niveau de 45 euros par tonne de $CO_2$.

Le projet sous rubrique augmente le seuil maximal des taux du droit d'accise autonome additionnel dénommé « Taxe $CO_2$ » pour atteindre le prix de 45 euros la tonne de $CO_2$ en 2026. Cette mesure est ainsi conforme au PNEC, prévoyant une augmentation du prix du carbone à 35 euros par tonne de $CO_2$ en 2024, à 40 euros par tonne de $CO_2$ en 2025 et à 45 euros par tonne de $CO_2$ en 2026.

Lors de la mise en place de la taxe sur les émissions de $CO_2$ en 2021, les crédits d'impôt destinés aux salariés, pensionnés et travailleurs indépendants ont été majorés de 96 euros afin de compenser socialement l'impact de la taxe $CO_2$ pour ces contribuables.

Suite à l'accord tripartite du 3 mars 2023, la somme de 96 euros attribuée pour la compensation de la taxe $CO_2$ a été dissociée des crédits d'impôt susmentionnés pour constituer un crédit d'impôt $CO_2$ à part entière (CI-$CO_2$).

La loi du 5 juillet 2023 a augmenté le crédit d'impôt $CO_2$ de 48 euros supplémentaires, pour former un CI-$CO_2$ plein de 144 euros à partir du 1er janvier 2024. Celui-ci est applicable pour un revenu salarial brut ou un bénéfice net de 936 euros ou une pension de 300 euros jusqu'à un revenu annuel de 40.000 euros. Le crédit d'impôt

diminue progressivement jusqu'à un revenu de 80.000 euros par an. Au-delà de ce montant, il n'est plus applicable.

Suite à l'augmentation de la taxe $CO_2$ de 5 euros par tonne de $CO_2$ à partir du 1er janvier 2024, le présent projet de loi propose d'augmenter le CI-$CO_2$ de 24 euros afin que ce dernier s'élève à un montant plein de 168 euros.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 04/08/2023
Rapportrice : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
30/11/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
08/12/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/12/2023
Loi du 22 décembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 832, page 1

## Convention de non double imposition avec l'Allemagne

**8311 – Projet de loi portant approbation de l'avenant modifiant la Convention du 23 avril 2012 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, fait à Berlin, le 6 juillet 2023**

Le projet de loi a pour objet d'approuver un avenant à la Convention du 23 avril 2012 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, fait à Berlin, le 6 juillet 2023.

L'avenant a plusieurs objectifs. Il vise d'abord à intégrer dans la Convention fiscale précitée les standards minima prévus par les travaux BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) ainsi que certaines dispositions figurant dans les accords amiables signés en 2011 concernant le traitement fiscal des salaires des frontaliers ainsi que l'imposition des indemnités telles que des indemnités payées suite à un licenciement et/ou un plan social et des indemnités de chômage. Seront également intégrées dans la Convention fiscale les dispositions issues desdits accords relatifs à l'imposition des salaires des chauffeurs routiers, des conducteurs de locomotives ainsi que du personnel accompagnant qui sont des résidents d'un des États contractants et employés par une entreprise résidente de l'autre État contractant.

L'avenant propose en particulier de relever le seuil de tolérance de 19 jours à 34 jours dans le cadre de l'application de l'article 14 de la Convention relatif aux revenus d'emploi concernant l'imposition des revenus provenant des activités salariées. Ainsi, les personnes résidant en Allemagne et qui travaillent au Luxembourg ont désormais le droit d'exercer leur activité salariée pendant 34 jours au maximum en dehors du Luxembourg tout en demeurant soumis à l'impôt au Luxembourg. Avec cette modification, le seuil sera identique à celui en vigueur entre le Luxembourg et la Belgique et celui en vigueur entre le Luxembourg et la France.

De plus, ce nouveau seuil de tolérance a également été étendu à certaines situations mentionnées à l'article 18 de la Convention relatif aux rémunérations tombant dans le champ d'application de la fonction publique.

L'avenant contient également des dispositions qui ont pour objet de régler des divergences d'interprétation entre les autorités compétentes en ce qui concerne l'application de certains éléments des accords amiables signés en 2011. Il s'agit notamment du droit d'imposition des primes d'astreinte ainsi que des salaires et rémunérations touchés par un salarié durant la période de préavis en cas de licenciement avec dispense de travail.

Les dispositions de l'avenant seront applicables conformément aux règles de l'article 14 relatives à l'entrée en vigueur de l'avenant dans les deux États contractants.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20/09/2023
Rapporteur : M. Marc Spautz

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
30/11/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
08/12/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/12/2023
Loi du 22 décembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 842, page 1

## Financement de la deuxième phase du projet Elmen

**8327 – Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 2020 autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen**

Le projet de loi sous rubrique vise à autoriser l'État à participer à la réalisation de la deuxième phase du projet Elmen, en modifiant la loi du 25 novembre 2020 autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen. Le maître d'ouvrage, la Société nationale des habitations à bon marché (ci-après « SNHBM »), promoteur public, réalise sur le site d'Elmen, dans la commune de Kehlen, environ 800 logements permettant d'accueillir plus de 2.000 personnes.

La réalisation du projet se faisant en trois phases, le plan d'aménagement particulier (PAP) 2 (« Village Est ») permet de construire 51 maisons unifamiliales, 103 appartements dans dix résidences et la Maison pour tous, qui sera le noyau du développement sociétal du nouveau quartier.

L'enveloppe initiale du budget, telle que fixée dans la loi précitée du 25 novembre 2020, s'élevait à 76.000.000 euros, correspondant à la valeur 821,57 de l'indice semestriel des prix de la construction d'octobre 2019. Rapporté à la valeur 1.127,38 de l'indice semestriel des prix de la construction d'avril 2023, ce montant correspond à 104.026.267 euros.

La présente loi en projet prévoit d'augmenter l'enveloppe budgétaire pour atteindre 188.000.000 euros, dont 83.632.242 euros pour la réalisation du deuxième PAP en question.

Les concepts particuliers développés pour le PAP 1 d'Elmen sont maintenus lors de la réalisation des PAP 2 et 3. Toutefois, une série d'efforts de densification ont été entrepris pour rendre le projet plus économique en améliorant le ratio des coûts induits par les espaces publics en relation à la surface habitable créée.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 12/10/2023
Rapporteur : M. Luc Emering

Travaux de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. Gilles Baum) :
12/12/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
15/12/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2023
Loi du 22 décembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 845, page 1

## Financement du projet « Itzigerknupp »

**8328 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du projet de logements abordables dénommé « Itzigerknupp » à Bonnevoie, Ville de Luxembourg**

L'objectif du projet de loi consiste à autoriser l'État à participer à la réalisation du projet « Itzigerknupp » à Bonnevoie, à la périphérie sud-est de la ville de Luxembourg, prévoyant la construction de 786 logements pour environ 2.000 habitants.

La SNHBM est le maître d'ouvrage pour une partie des lots, l'autre partie étant réalisée par des acteurs privés. Selon les planifications du promoteur public, la réalisation du projet « Itzigerknupp » s'étendra sur une période d'environ dix ans, avec le début des premiers travaux en 2023-25 et une fin estimée des travaux en 2034-35.

L'enveloppe budgétaire accordée ne peut pas dépasser le montant de 193.000.000 euros pour le financement des dépenses en lien avec la réalisation du projet.

Le projet « Itzigerknupp », conçu selon les principes du développement durable, bénéficie d'arrêts des transports publics, d'infrastructures publiques et scolaires, de services et d'espaces verts à proximité.

Avec une densité de logement de soixante logements par hectare, le PAP propose 786 logements pouvant être développés, dont 108 maisons unifamiliales et 32 maisons plurifamiliales distribuées sur quatorze lots. Ces maisons plurifamiliales représenteront au total 678 appartements.

La SNHBM réalisera 74 maisons unifamiliales destinées à la vente abordable et 484 unités dans les maisons plurifamiliales, dont 289 destinées à la location abordable et 195 à la vente abordable, correspondant à près de 59 pour cent du nombre total de logements. Les 228 unités de logement restantes seront réalisées par des acteurs privés.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 12/10/2023
Rapportrice : Mme Lydie Polfer

Travaux de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. Gilles Baum) :
12/12/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
15/12/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2023
Loi du 22 décembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 846, page 1

## Transfert du siège de l'OIV de Paris à Dijon

**8337 – Projet de loi portant approbation du Protocole d'amendement à l'Accord portant création de l'Organisation internationale de la vigne et du vin, signé à Paris, le 3 avril 2001**

Le projet de loi, qui se compose d'un article unique, entend ratifier le Protocole d'amendement de l'Accord portant création de l'Organisation internationale de la vigne et du vin (ci-après : l'OIV) qui vise à transférer le siège de l'OIV de Paris à Dijon à partir du printemps 2024 et qui a été proposé par la France.

Pour rappel, l'Accord portant création de l'OIV, signé à Paris, le 3 avril 2001, a été approuvé par une loi du 22 juillet 2003. En date du 21 mai 2022, l'assemblée générale de l'organisation a adopté par consensus le Protocole d'amendement à l'accord susmentionné, afin de transférer le siège de l'organisation de Paris à Dijon.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26/10/2023
Rapportrice : Mme Stéphanie Weydert

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture
(Président : M. Jeff Boonen) :
14/12/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2023
Loi du 22 décembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 841, page 1

## Augmentation de la part des biocarburants

**8344 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques**

Le présent projet de loi a pour objet d'augmenter à partir du 1er janvier 2024 la part des biocarburants à incorporer dans les carburants mis à la consommation. À l'origine, cette modification faisait partie du projet de loi 8338 relatif au budget provisoire pour la période du 1er janvier au 30 avril 2024. Afin de tenir compte de l'avis du Conseil d'État, ce point est traité dans le présent projet de loi distinct.

Le plan national intégré en matière d'énergie et de climat (ci-après « PNEC ») a été mis à jour au courant de l'année 2023. Il met l'accent sur l'amélioration de l'efficacité énergétique de 44 % à l'horizon 2030 (par rapport à la référence EU PRIMES (2007) européenne pour l'année 2030, exprimée en énergie finale) et sur l'augmentation conséquente de la part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie par rapport au PNEC initial de 2020 qui passe à 35-37 % en 2030.

Dans le secteur des transports, le Luxembourg prévoit un objectif de 18 % d'énergies renouvelables dans sa consommation finale brute d'énergie en 2030, avec une part « physique » de 10 % de biocarburants.

Ainsi, le PNEC prévoit, pour la période de 2021 à 2030, une augmentation progressive des biocarburants dans le secteur des transports afin d'atteindre les objectifs intermédiaires.

Le pourcentage des biocarburants à additionner dans l'essence et le gasoil routier mis à la consommation est actuellement fixé à 8 %. Pour 2024, il est prévu de fixer ce pourcentage à 8,4 % en vue de l'augmenter graduellement pour l'objectif à atteindre en 2030. La possibilité de réduire le pourcentage en cas de circonstances exceptionnelles est maintenue.

La part des biocarburants repris à l'annexe IX, partie A, de la directive 2018/2001/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables devra être augmentée et atteindre au minimum 1 % en 2025 et 3,5 % en 2030. Ainsi, il est proposé d'élever ce taux actuel de 0,2 % à 0,4 % en 2024.

La directive 2018/2001/UE précitée exige encore que la part des biocarburants et bioliquides ainsi que des combustibles issus de la biomasse, consommés dans le secteur des transports et produits à partir de cultures destinées à l'alimentation humaine ou animale dans un État membre, soit limitée à une part inférieure à 7 %. Les États membres peuvent décider de limiter davantage ce pourcentage. Au Luxembourg, ce seuil est actuellement fixé à 5 % et est gardé constant. À compter du 31 décembre 2023 et jusqu'au 31 décembre 2030 au plus tard, les biocarburants, qui ont une haute incidence sur les changements indirects dans l'affectation des sols, devront progressivement diminuer et atteindre 0 % en 2030, raison pour laquelle un seuil de 2 % est désormais introduit pour l'année 2024.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 01/12/2023
Rapportrice : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
05/12/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
15/12/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2023
Loi du 22 décembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 837, page 1

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 13
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Communications** p. 13
   M. Claude Wiseler, Président
3. **Ordre du jour** p. 14
   M. Claude Wiseler, Président
4. **Hommage à la mémoire de Mme Ferny Nicklaus-Faber, Députée honoraire** p. 14
   M. Claude Wiseler, Président
5. **Changements de composition de délégations luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales** p. 15
   M. Claude Wiseler, Président
6. **Désignation d'un membre du Conseil national des finances publiques (CNFP)** p. 15
   M. Claude Wiseler, Président
7. **8257 – Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID)** p. 15
   Rapport de la Commission des Finances : M. Maurice Bauer
   Discussion générale : M. André Bauler | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8257 et dispense du second vote constitutionnel
8. **8289 – Projet de loi relative à l'émission de titres de créance par la Commission européenne dans le cadre de la stratégie de financement diversifiée** p. 17
   Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm
   Discussion générale : M. André Bauler | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8289 et dispense du second vote constitutionnel
9. **8290 – Projet de loi portant modification :**
   **1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;**
   **2° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques** p. 18
   Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm
   Discussion générale : Mme Corinne Cahen | M. Franz Fayot (dépôt de la motion 1) | M. Fred Keup (dépôt de la motion 2) | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement (dépôt de la motion 3) | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8290 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : M. Franz Fayot | M. David Wagner | M. Gilles Baum | M. Sven Clement (intervention de M. Marc Goergen) | Mme Sam Tanson | Mme Diane Adehm | M. Fred Keup | M. Gilles Baum (parole pour fait personnel) | M. Sven Clement
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
   Motion 2 : Mme Diane Adehm
   Vote sur la motion 2 (rejetée)
   Motion 3 : M. Sven Clement | M. Franz Fayot | M. Gilles Baum | Mme Sam Tanson | Mme Diane Adehm | M. Sven Clement | M. Michel Wolter
   Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission (rejeté) (interventions de M. François Bausch et M. Sven Clement)
   Vote sur la motion 3 (rejetée)
10. **8311 – Projet de loi portant approbation de l'Avenant modifiant la Convention du 23 avril 2012 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, fait à Berlin, le 6 juillet 2023** p. 25
    Rapport de la Commission des Finances : M. Marc Spautz
    Discussion générale : M. Guy Arendt | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement (dépôt de la motion 1) | M. David Wagner
    Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8311 et dispense du second vote constitutionnel
    Motion 1 : M. Marc Spautz | M. Franz Fayot | Mme Sam Tanson (intervention de M. Gilles Baum) | M. David Wagner | M. Fred Keup | M. Sven Clement | M. Gilles Roth, Ministre des Finances
    Vote sur la motion 1 (rejetée)
11. **Heure d'actualité de la sensibilité déi gréng au sujet de la conférence sur les changements climatiques à Dubaï – COP28** p. 28
    Exposé : Mme Joëlle Welfring (dépôt de la motion 1)
    Débat : M. Paul Galles (intervention de Mme Joëlle Welfring) (dépôt de la motion 2) | M. Luc Emering | M. Franz Fayot (dépôt des motions 4 et 3 et de la résolution 1) | M. Jeff Engelen | M. Ben Polidori | M. David Wagner
    Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
    Motions : Mme Joëlle Welfring | M. Franz Fayot | M. Michel Wolter
    Vote sur le renvoi des motions 1 à 4 en commission (adopté)
    Résolution 1 : M. Franz Fayot | M. Marc Spautz | M. Fernand Kartheiser
    Vote sur la résolution 1 (adoptée) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)


Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Gilles Roth,** Ministre | Nee, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci.

## 2. Communications

Ech hunn e puer Kommunikatiounen ze maachen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn oder zréckgezu gi sinn, ass och verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass och verdeelt ginn.

***Communications du Président – séance publique du 14 décembre 2023***

*1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

*Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.*

*2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :*

*8342 – Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés et portant modification de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises*

*Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 24/11/2023*

*8343 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu*

*Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 27/11/2023*

*8344 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques*

*Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 01/12/2023*

*8345 – Projet de loi modifiant la loi du 5 février 2021 relative à l'interopérabilité ferroviaire, à la sécurité ferroviaire et à la certification des conducteurs de train*

*Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 06/12/2023*

*8346 – Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2022*

*Dépôt : Commission des Comptes, le 07/12/2023*

*3) Les propositions de loi suivantes ont été retirées du rôle des affaires :*

*7556 – Proposition de loi instituant des dispositions transitoires concernant les contrats de crédits à la consommation dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19*

*Dépôt : M. Sven Clement, Député, le 08/04/2020*

*Retrait du rôle des affaires : 24/11/2023*

*4979 – Proposition de loi relative à la protection contre le harcèlement moral à l'occasion des relations de travail*

*Dépôt : Mme Taina Bofferding, Députée, le 04/07/2002*

*Retrait du rôle des affaires : 30/11/2023*

*6486 – Proposition de loi modifiant la loi électorale du 18 février 2003 et visant à établir des directives de mise en place pour les enseignes publicitaires électorales*

*Dépôt : M. François Bausch, Député, le 11/10/2012*

*Retrait du rôle des affaires : 30/11/2023*

*6538 – Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu*

*Dépôt : M. François Bausch, Député, M. Camille Gira, Député, le 31/01/2013*

*Retrait du rôle des affaires : 30/11/2023*

*7392 – Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif*

*Dépôt : M. Sven Clement, Député, M. Marc Goergen, Député, le 18/12/2018*

*Retrait du rôle des affaires : 30/11/2023*

*7482 – Proposition de loi concernant le reboisement en milieu urbain*

*Dépôt : M. Sven Clement, Député, le 09/10/2019*

*Retrait du rôle des affaires : 30/11/2023*

*7797 – Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19*

*Dépôt : M. Sven Clement, Député, le 01/04/2021*

*Retrait du rôle des affaires : 30/11/2023*

*5553 – Proposition de loi portant réforme du droit de la filiation et instituant l'exercice conjoint de l'autorité parentale*

*Dépôt : M. Laurent Mosar, Député, Mme Marie-Josée Frank, Députée, le 14/03/2006*

*Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023*

*7013 – Proposition de loi sur les sportifs d'élite de niveau mondial et modifiant la loi du 3 août 2005 concernant le sport*

*Dépôt : Mme Nancy Arendt épouse Kemp, Députée, le 07/07/2016*

*Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023*

*7174 – Proposition de loi portant sur la zone de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et le droit de préemption des communes en matière commerciale et artisanale et modifiant la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain*

*Dépôt : M. Serge Wilmes, Député, le 01/09/2017*

*Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023*

*7308 – Proposition de loi portant modification de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État*

*Dépôt : M. Claude Wiseler, Député, M. Léon Gloden, Député, M. Paul-Henri Meyers, Député, le 15/05/2018*

*Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023*

*7435 – Proposition de loi portant modification de loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse*

*Dépôt : M. Marc Spautz, Député, le 25/04/2019*

*Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023*

*7436 – Proposition de loi portant extension du cercle des bénéficiaires du congé pour raisons familiales aux grands-parents et modifiant le Code du travail*

*Dépôt : M. Marc Spautz, Député, le 25/04/2019*

*Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023*

*7551 – Proposition de loi portant suspension pendant la durée de l'état de crise des loyers relatifs aux baux commerciaux et à usage professionnel et modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu*

*Dépôt : M. Léon Gloden, Député, M. Laurent Mosar, Député, M. Gilles Roth, Député, le 06/04/2020*

*Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023*

*7552 – Proposition de loi ayant pour objet de déclarer irrecevable pendant la durée de l'état de crise et les deux mois qui suivent, les demandes en faillite sur assignation à l'égard des entreprises en difficultés financières en raison de la pandémie du Covid-19*

*Dépôt : M. Léon Gloden, Député, M. Laurent Mosar, Député, M. Gilles Roth, Député, le 06/04/2020*

*Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023*

*7553 – Proposition de loi portant introduction d'une indemnité d'urgence certifiée en faveur des micro-entreprises et indépendants dans le cadre de la pandémie du Covid-19*

*Dépôt : M. Léon Gloden, Député, M. Laurent Mosar, Député, M. Gilles Roth, Député, le 06/04/2020*

*Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023*

*7554 – Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu*

*Dépôt : M. Gilles Roth, Député, M. Marc Spautz, Député, le 06/04/2020*

*Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023*

*7564 – Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales*

*Dépôt : M. Léon Gloden, Député, le 18/04/2020*

*Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023*

*7687 – Proposition de loi portant modification de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État*

*Dépôt : M. Léon Gloden, Député, le 21/10/2020*

*Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023*

*7754 – Proposition de loi portant modification de*
*1. la loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises et*
*2. la loi du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de :*
*1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;*
*2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ;*
*3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique*

*Dépôt : M. Marc Spautz, Député, le 27/01/2021*

*Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023*

*7766 – Proposition de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime temporaire de revenu de remplacement en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19*

*Dépôt : M. Marc Spautz, Député, le 10/02/2021*

*Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023*

*8149 – Proposition de loi visant à redynamiser le marché immobilier*

*Dépôt : M. Gilles Roth, Député, M. Marc Lies, Député, Mme Elisabeth Margue, Députée, le 08/02/2023*

*Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023*

*8261 – Proposition de loi 1. portant modification de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes et 2. portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux*

*Dépôt : M. Aly Kaes, Député, le 29/06/2023*

*Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023*

*7921 – Proposition de loi portant modification de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental*

*Dépôt : Mme Françoise Hetto-Gaasch, Députée, M. Serge Wilmes, Député, le 01/12/2021*

*Retrait du rôle des affaires : 04/12/2023*

*3699 – Proposition de loi ayant pour objet le silence de l'Administration*

*Dépôt : M. Henri Grethen, Député, le 24/11/1992*

*Retrait du rôle des affaires : 08/12/2023*

*4548 – Proposition de loi portant modification de l'article 105 de la loi électorale du 31 juillet 1924*

*Dépôt : Mme Lydie Polfer, Députée, M. Henri Grethen, Député, le 11/03/1999*

*Retrait du rôle des affaires : 08/12/2023*

*5746 – Proposition de loi*
*– modifiant la loi communale du 13 décembre 1988 ;*
*– modifiant la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux*

*Dépôt : M. François Bausch, Député, M. Camille Gira, Député, M. Claude Meisch, Député, M. Paul Helminger, Député, le 10/07/2007*

*Retrait du rôle des affaires : 08/12/2023*

*6450 – Proposition de loi*
*– portant abrogation de la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat ;*
*– portant abrogation de l'article XIV de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998*

*Dépôt : M. André Bauler, Député, le 10/07/2012*

*Retrait du rôle des affaires : 08/12/2023*

*6509 – Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes*

*Dépôt : Mme Anne Brasseur, Députée, le 04/12/2012*

*Retrait du rôle des affaires : 08/12/2023*

*6621 – Proposition de loi relative au statut des représentants du Grand-Duché de Luxembourg au Parlement européen et modifiant la loi électorale du 18 février 2003*

*Dépôt : M. François Bausch, Député, M. Lucien Lux, Député, M. Claude Meisch, Député, M. Laurent Mosar, Député, M. Gilles Roth, Député, le 01/10/2013*

*Retrait du rôle des affaires : 08/12/2023*

*6621 – Proposition de révision portant instauration d'une nouvelle Constitution*

*Dépôt : M. Paul-Henri Meyers, Député, le 21/04/2009*

*Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023*

*4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

*2956 – Demande de pétition publique : Syndic de copropriété – Renforcement de l'encadrement réglementaire / Property managers – Strengthening the regulatory framework*

*Dépôt : M. Benjamin Crivelli, le 21/11/2023*

*2957 – Demande de pétition publique : Violences faites aux enfants / Agir autrement ! / Renforcer la prévention contre toutes formes de violence / Assurer la protection des victimes / Assurer de punir les auteurs*

*Dépôt : Mme Estelle Massé, le 21/11/2023*

*2958 – Demande de pétition publique : Demande d'exception à la politique de stationnement P+R des CFL pour les étudiants de l'Université du Luxembourg*

*Dépôt : M. Alen Prasevic, le 22/11/2023*

*2959 – Demande de pétition publique : Augmentation 6,5 % salaire minimum national*

*Dépôt : M. Luis Pinto, le 22/11/2023*

*2960 – Demande de pétition publique : Sécurité sur les pistes cyclables*

*Dépôt : M. Patrick Guillaume, le 23/11/2023*

*2961 – Demande de pétition publique : Uniformes scolaires*

*Dépôt : M. Ricardo Jorge Cristina Alves, le 24/11/2023*

*2962 – Demande de pétition publique : Suspendre automatiquement les droits parentaux des pédophiles lorsqu'ils sont condamnés et augmenter les peines pour ces délits, créer un registre public afin de protéger les enfants*

*Dépôt : Mme Sanida Babic-Pranjic, le 24/11/2023*

*2963 – Demande de pétition publique : Fëmmverbuet op Terrassen, wou et eppes ze iesse gëtt*

*Dépôt : M. Pierre Karges, le 27/11/2023*

*2964 – Demande de pétition publique : Für die Abschaffung von Restopolis an Schulen*

*Dépôt : M. Chris Zeimes, le 28/11/2023*

*2965 – Demande de pétition publique : Die Mieten sollen an die individuelle Situation des Mieters angepasst werden, um die Armut durch überteuerte Mietwohnungen zu bekämpfen*

*Dépôt : M. Joe Schmit, le 28/11/2023*

*2966 – Demande de pétition publique : (FR) Vignette pour les véhicules étrangers / (DE) Vignette für ausländische Fahrzeuge*

*Dépôt : M. Eduardo Maiello, le 29/11/2023*

*2967 – Demande de pétition publique : Remboursement total de lunettes par la CNS*

*Dépôt : Mme Jade Emini, le 30/11/2023*

*2968 – Demande de pétition publique : Améliorer les services d'urgences dans les hôpitaux et surtout le temps d'attente. Le temps d'attente de 5-6h n'est malheureusement pas une exception. Les services sont trop souvent débordés. Il faudrait soit une structure différente (maison médicale 7j/7 24/24) pour les cas moins urgents, soit plus de personnel*

*Dépôt : M. Pascal Radermecker, le 02/12/2023*

*2969 – Demande de pétition publique : Appel à l'aide – Secteur AEF*

*Dépôt : M. Mike Marques, le 05/12/2023*

*2970 – Demande de pétition publique : Une excursion pour toutes les classes de l'enseignement secondaire à la fin de l'année scolaire pour que le climat de classe devienne meilleur*

*Dépôt : Mme Celia Goergen, le 06/12/2023*

*2971 – Demande de pétition publique : Car-free Sunday in Luxembourg-City / Dimanche sans voiture en Luxembourg-Ville / Autofreier Sonntag in Luxemburg Stadt*

*Dépôt : M. Timothy Eastwood, le 08/12/2023*

*2972 – Demande de pétition publique : Petitioun géint den absolut iwwerdriwwenen, konstante Wan no neien, sënnlose Petitiounen*

*Dépôt : M. Charles Trufelli, le 08/12/2023*

*2973 – Demande de pétition publique : Nëmmen nach 2 Wochendeeg a 5 Deeg Weekend. Déi 3 lescht Wochendeeg (Mëttwoch, Donneschden a Freiden) mat an de Weekend abezéien*

*Dépôt : M. Mick Majerus, le 10/12/2023*

*2974 – Demande de pétition ordinaire : „Fallout shelter" fir all Awunner*

*Dépôt : M. Leon Daenen, le 10/12/2023*

*2975 – Demande de pétition publique : Pour plus de crèches publiques dans les communes du pays*

*Dépôt : Mme Meryem Carrat, le 11/12/2023*

*2976 – Demande de pétition publique : Am Tram extra Waggone fir d'Fraen a Meedercher reservéieren*

*Dépôt : Mme Denise Dostert, le 12/12/2023*

*N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.*

*(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)*

## 3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech och zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 4. Hommage à la mémoire de Mme Ferny Nicklaus-Faber, Députée honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Woch krute mer d'Nouvelle vum Doud vun eiser fréierer Kolleegin, der Éierendeputéierter Ferny Nicklaus-Faber. Si ass am Alter vu 86 Joer gestuerwen. D'Ferny Nicklaus-Faber war 10 Joer Member vun dësem Haus.

D'Madamm Nicklaus-Faber gouf den 2. November 1937 an der Stad Lëtzebuerg gebuer. 1958 ass si Member an der CSV ginn. Si war duerch déi politesch Aktivitéite vun hirem Mann Albert Nicklaus staark an d'Politick agebonnen. Nom Doud vun hirem Mann 1987 ass si selwer politesch aktiv gi mam Zil, fir mat der politescher Aarbecht vun hirem Mann weiderzefueren.

1993 ass d'Ferny Nicklaus-Faber an de Staater Gemengerot an ee Joer dorops eng éischte Kéier am Bezierk Zentrum an d'Chamber gewielt ginn.

An der Chamber war d'CSV-Deputéiert eng ganz engagéiert Presidentin vun der Kommissioun fir Chancëgläichheet tëschent Fraen a Männer. D'Familljen- an d'Sozialpolitick louchen hir ëmmer um Häerz. Si huet sech ëmmer fir eng Politick, wou de Mënsch am Mëttelpunkt steet, staarkgemaach.

No de Wale vun 1999 an nom Doud vum deemolegen CSV-Deputéierten Alphonse Theis ass d'Madamm Nicklaus-Faber am November 1999 erëm an d'Chamber nogeréckelt.

Ech hunn d'Madamm Nicklaus kannt als eng Fra, déi sech net nëmme fir Sozial- a Familljefroen agesat huet, mee déi och ëmmer interesséiert war, ze hëllefen, notamment jonke Politiker, déi hir éischt Schrëtt an der Politick gemaach hunn an deene si Rotschléi ginn huet iwwer all déi Saachen, déi een esou an der Politick alt muss léieren. A wann een eng Suerg, e Problem oder einfach eng Fro hat, da wousst een, datt ee bei hir konnt eng Äntwert kréien an och eng Hëllefstellung, wann et dann noutwendeg war.

Eis Kolleegin Ferny Nicklaus-Faber ass de 4. Dezember am Alter vu 86 Joer gestuerwen. Hirer ganzer Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déift Matgefill ausdrécken. Ech géif Iech bieden, ee Moment opzestoen, fir der Verstuerwener eng lescht Éier ze erweisen.

*(Respect d'une minute de silence)*

Ech soen Iech Merci.

## 5. Changements de composition de délégations luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ersetzt d'Madamm Stéphanie Weydert den Här Max Hengel als Membre suppléant.

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée ersetzt den Här Max Hengel d'Madamm Stéphanie Weydert als Membre suppléant.

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée interparlementaire Benelux ersetzt d'Madamm Claire Delcourt d'Madamm Liz Braz als Membre suppléant.

An der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional ass den Här Jeff Boonen net méi Membre suppléant.

A schliisslech an der Délégation auprès de la Conférence interparlementaire pour la PESC et la PSDC gëtt d'Madamm Barbara Agostino effektive Member.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

*(Négation)*

Ech gesinn, dat ass net de Fall. Dann ass dat och esou decidéiert.

## 6. Désignation d'un membre du Conseil national des finances publiques (CNFP)

Mir designéieren haut de Mëtten och e Member fir de Conseil national des finances publiques. Laut Artikel 157 vum Chambersreglement ginn d'Membere vun der Chamber op Propos vun der Conférence des Présidents hin designéiert. D'Presidentekonferenz proposéiert d'Madamm Isabelle Goubin als Kandidatin. D'Reglement gesäit vir, datt den Artikel 7 (5) kann ugewannt ginn, ausser et freet een Deputéierten e Vott heibannen.

Well mir ee Kandidat fir de Posten hunn, kann den Artikel 7 (5) vum Chamberreglement applizéiert ginn. De Paragraf 5 vum Artikel 7 gesäit vir, datt, wann et sou vill Kandidate gëtt, wéi Posten ze vergi sinn, d'Chamber op eng Ofstëmmung verzichte kann. Deemno géif d'Kandidatin zum Member vum Conseil national des finances publiques proklaméiert ginn.

Ass d'Chamber domat averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chamberreglement ze applizéieren? Ech géif déi bieden, déi domat averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

An d'Géigeprouf: eng Abstentioun?

Dann ass déi Saach kloer: Domat ass dann d'Madamm Isabelle Goubin zum Member vum Conseil national des finances publiques proklaméiert.

## 7. 8257 – Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID)

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 8257 iwwert d'Aktualiséierung vun de Lëtzebuerger Engagementer bei der AID. An AID heescht „Association internationale de développement". D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet zéng Minutten, déi verschidde Fraktioune respektiv Sensibilitéiten hunn alleguer fënnef Minutten an d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här André Bauler, den Här Franz Fayot an d'Madamm Sam Tanson. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Maurice Bauer. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission des Finances***

**M. Maurice Bauer** (CSV), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mer haut eng ganz grouss Éier a Freed, fir dierfen als Rapporteur den éischte Projet de loi vun dëser Legislaturperiod ze presentéieren; e Projet, wou Lëtzebuerg sech vu senger schéinster Säit weist, nämlech andeems eist Land sech solidaresch weist an deenen äermste Länner vun der Welt hëlleft. Et geet dobäi ëm de Projet de loi 8257, wou et drëms geet, fir Lëtzebuerg bei der 20. Reconstitutioun vun de Ressourcë vun der Association internationale de développement, kuerz AID, matzemaachen duerch eng Contributioun vun 61,21 Milliounen Euro via d'Emissioun vun engem sougenanntene „billet à ordre" oder „promissory note".

An Zäite vu grousse geopoliteschen Onrouen an Onsécherheet ass et ëmsou méi wichteg, an dëser Situatioun enger sou wichteger internationaler Organisatioun wéi der AID ze hëllefen an esou hir Ressourcen ze stäerken. Déi international Entwécklungsassociatioun AID ass zesumme mat der Banque internationale pour la reconstruction et le développement Deel vun der Weltbank. Si gouf 1960 gegrënnt mat dem Zil, déi 76 äermste Länner op der Welt bei hirer wirtschaftlecher a gesellschaftlecher Entwécklung ze ënnerstëtzen.

Wat elo speziell d'Reconstitutioun AID-20 ugeet, esou steet dës ënnert dem globalen Theema vun „Reconstruire en mieux après la crise : vers un avenir vert, résilient et inclusif". Déi rezent Reconstitutioun AID-20 ass am Mäerz 2022 ofgeschloss ginn an huet en neie Rekordvolume vun insgesamt 93 Milliarden Dollar mobiliséiert, 11 Milliarde méi wéi bei der leschter Reconstitutioun vun 2020. Déi 93 Milliarde setze sech zesummen aus de Contributioune vun den eenzelne Länner fir e Montant vun 23,5 Milliarden, Eegecontributioune vun der Weltbank, Remboursementer an dem weidere Finanzement iwwert d'Kapitalmäert, wou et interessant ass ze notéieren, dass all d'Emissiounen, déi d'AID bis elo gemaach huet, op der Lëtzebuerger Bourse cotéiert sinn – eng gutt Noriicht fir d'Lëtzebuerger Finanzplaz!

Dank dësem innovativen an hybride Finanzéierungmodell vun der AID, deen der Organisatioun den Triple-A an niddereg Zenssätz garantéiert, ass et méiglech, méi wéi dräi Euro ze mobiliséiere pro investéiertem Euro vun deene Länner, déi bei dëser Reconstitutioun matmaachen.

Mat dësem Programm soll de Finanzement vu Projeten assuréiert ginn iwwert d'Period vu Juli 2022 bis Juni 2025, deen et den äermste Länner vun dëser Welt erlaabt, hir Wirtschaft erëm opzebaue par rapport zu deenen diverse Krisen, mat deene si konfrontéiert sinn: Klimawandel, Covid-19, Konflikter, Inflatioun, Erhéijung vun der Schold a Crise alimentaire.

A fir en Equiliber ze fannen tëscht der Kontinuitéit vun der AID-19 an enger weiderer Innovatioun mat neien Theemen, gouf fir dës AID-20 decidéiert, op där enger Säit déi véier Spezialtheeme vun der AID-19 ze iwwerhuelen, an zwar de Klimawandel, d'Fragilitéit, Konflikter a Gewalt, de Genre an d'Egalitéit tëschent de Geschlechter an d'Beschäftegung a wirtschaftlech Transformatioun. Op där anerer Säit gouf als neie Spezialtheema de Capital humain mat ënner anerem och dem Handicap identifizéiert.

Lëtzebuerg huet bei allen 19 Reconstitutioune vun der AID bis elo matgemaach an op dësem Wee der AID am Ganze schonns eng 466 Milliounen Dollar Mëttel zur Verfügung gestallt. Dëse laangjäregen Engagement vu Lëtzebuerg weist d'Vertrauen an d'AID an d'Weltbank, fir deenen äermste Länner op der Welt op eng effikass, séier an adaptéiert Manéier ze hëllefen, an de Wëlle vun eisem Land, fir och weiderhi Responsabilitéit ze iwwerhuelen am Kampf géint d'Aarmut an der Welt.

Mat dësem Projet de loi 8257 gëtt d'Regierung autoriséiert, sech un der 20. Reconstitutioun vun der AID hire finanzielle Ressourcen ze bedeelegen. Lëtzebuerg hat sech an deem Zesummenhang engagéiert, fir e Montant vun 61,21 Milliounen Euro ze iwwerhuelen. Domadder hält Lëtzebuerg seng Participatioun op engem Niveau vun 0,21 % vun der globaler Enveloppe vun der AID. Dat ass e Plus vu ronn 140.000 Euro am Verglach mat der leschter Reconstitutioun, déi d'Chamber den 8. Juni 2020 (veuillez lire: de 7. Juli 2020) guttgeheescht huet. Dëse Montant vun 61,21 Millioune wäert iwwert d'Period vun 2024 bis 2031 ausbezuelt ginn.

Här President, Dir Dammen, Dir Häre, de Staatsrot huet a sengem Avis vum 13. Juli 2023 keng Bemierkungen zum Fong gemaach, en huet just proposéiert, d'Ofkierzung AID bäizesetzen, fir méi kohärent am Text ze sinn, an huet säin Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum 3. Juli 2023 de Gesetzesprojet approuvéiert an ënnersträicht den Engagement vum Grand-Duché am Kampf géint d'Aarmut an der Welt. Fir weider Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport.

Ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vun der Fraktioun vun der CSV erlaben ech mer gläichzäiteg, eisen Accord zu dësem Projet de loi ze ginn. Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci, Här Bauer. Ech soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi schréftlechen an exzellente mëndleche Rapport. An ech maachen dat am Numm vun Iech alleguer, da brauch dat elo net siwemol repetéiert ze ginn.

*(Hilarité)*

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Als éischte Riedner ass den honorabelen Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Ech hunn direkt verstanen.

*(Hilarité)*

Zënter Mäerz 2022 sinn d'Erausfuerderungen an eiser Welt nach méi komplex a schwiereg ginn. Mir liewen effektiv an engem Zenario vu multiple Krisen. Ech

brauch se wierklech net all opzezielen, Dir kennt se. An dës Krisen treffen natierlech och besonnesch déi Ärmst op dëser Welt. Et heescht also, mat dësem Aktiounsplang, dem AID-20, eng Rëtsch Akzenter ze setzen, wéi zum Beispill d'Investissementer an d'Mënschen, deenen eng Prioritéit ze ginn, also weider an d'Gesondheet, an d'Widderstandsfäegkeet vun den Ernärungssystemer an an d'Educatioun vun de betraffene Leit ze investéieren.

Wichteg ass och an deem Kontext déi multilateral Approche, déi hei agesat gëtt, déi et eeben erlaabt, fir Synergien ze erreechen a vu Skaleneffekter ze profitéieren. Dës sollen et jo erlaben, fir ze vermeiden, datt Gelder, ëffentlech Gelder, verbëtzt ginn. Et soll also zesumme geschafft ginn an domadder soll eng besser Koordinatioun erreecht ginn.

Eis DP-Fraktioun freet et, datt besonnesch hei an dësem Kontext laangfristeg Ziler sollen erreecht ginn, wéi zum Beispill och, déi digital Fraktur ze reduzéieren an déi sozial respektiv wirtschaftlech Transformatioun ze begënschtegen.

Schlussendlech begréisse mer, datt Lëtzebuerg sech hei erëm op e puer Joer engagéiert, bis d'Joer 2031, an dat mat eebe ronn 61 Milliounen Euro. Grad dëst kontinuéierlecht Engagement gëtt der AID – der Internationaler Entwécklungsassociatioun, fir dat emol op Lëtzebuergesch ze formuléieren – déi néideg Planungssécherheet, fir hir Aktivitéite kënnen duerchzeféieren.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauler. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech ka mech ganz kuerz faassen. Mir droen dëse Projet de loi och mat. D'AID ass effektiv eng wichteg Institutioun. Et ass och en Deel vum Finanzministère senger APD, senger Aide publique au développement. An ech mengen, et ass wichteg, fir hei an der Kontinuitéit ze bleiwe vun deem, wat mer scho säit Jore maachen, soudass mer hei kënnen eisen Accord ginn. Pour le reste ass alles gesot gi vum Rapporter an och elo nach vum André Bauler.

Merci villmools.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup agedroen. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Ech mengen, hei gëtt et jo am Fong dräi Äntwerten drop. Entweeder et seet een: „Mir ginn ze vill." Oder et seet een: „Et ass richteg esou." Oder et seet een: „Mir ginn net genuch."

Hei waren elo all d'Riedner der Meenung, dass dat heite richteg ass, dass mer dat maachen. An där Meenung si mir och, well mir sinn der Meenung, dass et muss eng Solidaritéit ginn an dass dat heiten eng Saach ass, déi elo scho ganz laang leeft an och gutt leeft. An duerfir gi mer eisen Accord heifir.

Allerdéngs si mir jo och der Meenung, dass dat soll ugerechent gi bei eiser Entwécklungshëllef, d'Kooperatiounshëllef, an dass mer dann do awer trotzdeem och mussen oppassen, dass eise Budget dat ka stemmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Sam Tanson ageschriwwen. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, ech ka mech och ganz kuerz faassen. Ech mengen, dat gefält Iech, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Mir fannen natierlech och, dass dat heiten en extreem wichtege Projet ass a begréissen d'Kontinuitéit, déi hei un den Dag geluecht gëtt, a wäerten deen heite Projet och matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement ageschriwwen. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Ech mengen, d'AID huet ee grousse Virdeel zu enger ganzer Rëtsch anere Fongen, an dat ass, datt se konkreet hir Resultater moossen. A genau dowéinst ass et esou wichteg, datt mer och no 19 Kéiere bei der 20. Kéier derbäi sinn, well eebe grad déi Resultater, déi gemooss goufen, och gewisen hunn, datt se bei de Leit ukommen. Et ass net eppes, wat iergendwou am Elfenbeintuerm gemaach gëtt, mee et sinn Hëllefen, déi ganz konkreet um Terrain ukommen a wou déi Successstories och beleebar sinn. An ech mengen, grad dowéinster ass dat heiten e Projet phare vun eiser Entwécklungshëllef a mir sollten deen och weiderhin esou ënnerstëtzen, wéi mer dat maachen.

An dofir ginn d'Piraten och hiren Accord, fir déi 61 Milliounen elo an dee Fong dranzestiechen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här David Wagner ageschriwwen. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Och ganz kuerz: Mir wäerten dann och derzou bäidroen, datt deen heite Projet de loi unanime ugeholl gëtt. Mir stëmmen deem zou. A wéi och scho gesot gouf, ass d'AID bekannt derfir, fir awer ganz seriö ze schaffen a verschiddenen Domäner: Enseignement a Landwirtschaft, Santé et cetera. Also eisen Accord hutt Der. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass et elo un der Regierung. Här Finanzminister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci, Här President. Merci jiddwerengem, a virun allem dem Maurice Bauer, deem säin éischte Rapport an dësem héijen Haus et war, fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Virtrag.

Ech soe jiddwerengem Merci fir déi breet Zoustëmmung.

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Loosst Iech net stéieren, Här Finanzminister.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Kee Problem. Ech soen och jiddwerengem Merci fir déi grouss Zoustëmmung. Dat hei ass, wéi et ënnerstrach gouf, en Akt vu Solidaritéit vu Lëtzebuerg mat deenen ärmste vun deenen ärmste Länner op der Welt. An et ass besonnesch op der COP déi lescht Deeg ënnerstrach ginn, dass Postcovid, Klimawandel an aner Erausfuerderungen an deene Länner natierlech vill méi e groussen Challenge sinn, wéi dat bei eis zu Lëtzebuerg ass. Dofir sinn déi Suen hei richteg a gutt investéiert.

A fir keen Zweifel opkommen ze loossen a fir och op dat anzegoen, wat den Här Fayot gesot huet: Jo, och déi nei Regierung wäert zu deem Engagement um Niveau vun der Entwécklungshëllef stoen, souwuel wat d'Zilsetzung ubelaangt wéi och, wat de Montant vun deenen Engagementer ubelaangt! An duerfir och dëse Gesetzesprojet. Dat steet also net zur Diskussioun.

Dee Punkt, deen ech nach wéilt ënnersträichen, dat ass, dass dat hei och en Engagement ass, an e weideren Engagement vu Lëtzebuerg um Niveau vun dem Multilateralismus. Firwat? Well mir maachen dat Investissement hei iwwert d'Weltbank, iwwer en Organ vun der Weltbank. Dat ënnersträicht och dat Engagement, dat Lëtzebuerg scho ganz fréi geholl huet, iwwregens no dem Zweete Weltkrich, fir och um Niveau vun internationalen Institutioune seng Engagementer als klengt Land ze iwwerhuelen an och déi Solidaritéit ze weisen, déi néideg ass.

Duerfir merci fir déi grouss Zoustëmmung. Et war och mäin éischte Gesetzesprojet vun dëser Säit an ech hoffen, dass et an där ganzer Serenitéit an deem gudden Dialog esou weidergeet. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Regierung villmools Merci.

An éier mer zum Vott kommen, wollt ech Iech just drun erënneren, datt Der Iech op Ärem Poste sollt aloggen, fir kënne mat ofzestëmmen, soss geet dat nämlech net.

Wann dat elo vu jiddwerengem gemaach ass, da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8257. Den Text steet am Document parlementaire 8257[3].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8257 et dispense du second vote constitutionnel***

An d'Ofstëmmung fänkt elo un. Voilà, mir hunn de Quorum erreecht. De Vote par procuration ass och gemaach. Dann ass de Vott heimat ofgeschloss.

An d'Resultat ass dat follgend: present 60, Participants au vote 60. Hei steet: Jo-Stëmmen: 50, Nee-Stëmmen: 4, an Abstentiounen: 6. Sou hunn ech op mengem Ecran stoen.

*(Brouhaha)*

Do ass beim Ecran manifestement eppes schifgaangen.

*(Brouhaha)*

Ok, ech verifiéieren op deem aneren Ecran. Do steet eppes anescht wéi bei mir um Ecran.

Do steet: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm a keng Enthalung. An ech denken, datt dee Vott, wann ech Iech all virdru richteg héieren hunn, déi richteg Ofstëmmung ass. Also, mir huelen déi richteg Ofstëmmung, an dat ass déi, datt de Projet de loi mat 60 Stëmmen, also eestëmmeg, ugeholl ginn ass.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 8. 8289 – Projet de loi relative à l'émission de titres de créance par la Commission européenne dans le cadre de la stratégie de financement diversifiée

Mir kommen also elo zum Projet de loi 8289, deen d'Konditiounen an d'Modalitéite fir d'Emissioun vu Scholdtitelen duerch d'EU-Kommissioun kläert. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 10 Minutten, déi verschidde Fraktiounen a Sensibilitéite jeeweils 5 Minutten an d'Regierung 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här André Bauler, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission des Finances***

**Mme Diane Adehm** (CSV), rapportrice | Merci, Här President. An dësem Gesetzesprojet geet et ëm d'Konditiounen an d'Modalitéiten, wann d'Europäesch Kommissioun Titres de créance erausgëtt vun der Europäescher Unioun oder vun der Europäescher Communautéit fir Atomenergie.

Dës Titres de créance ginn erausginn am Kader vun der Stratégie de financement diversifiée a si ënnerleien dem Lëtzebuerger Recht. D'Titrë bleiwen am Besëtz vun der Europäescher Kommissioun a si hu keng Konterpartie, wa se geschafe ginn. Dëse Gesetzesprojet ënnerstëtzt d'Europäesch Kommissioun, fir hir Emprunten an hir Gestioun vun der Schold méi effikass ze maachen.

Doriwwer eraus konsolidéiert dëse Gesetzesprojet awer och d'Roll vum Lëtzebuerger Recht am Kader vun der Emissioun vun europäeschen Titre-de-créancen. Lëtzebuerg als Finanzplaz an als Sëtz vun den europäeschen Institutioune gëtt domadder gestäerkt.

Wann Der mer et erlaabt, géif ech direkt op de Commentaire vum eenzegen Artikel vun dësem Gesetzesprojet agoen.

Mir ginn der Europäescher Kommissioun hei déi néideg juristesch Sécherheet, fir hir eegen Titren ze halen ab deem Moment, wou se geschafe ginn.

Den Artikel 1300 Paragraf 2 aus dem Lëtzebuerger Code civil gëtt hei ugewannt. Normalerweis erläscht eng Schold, wann eng an déi selwecht Persoun Creancier an Debiteur vun dëser Schold ass. Wann awer d'Schold aus engem Titre besteet, da ginn d'Rechter, déi un dësem Titre hänken, suspendéiert, an dat esou laang, wéi den Debiteur selwer am Besëtz vun dësem Titre ass. Wann den Titre de Besëtzer wiesselt, dann hält d'Suspendéierung vun de Rechter op.

Et gëtt keng Restriktioun op der Form oder dem Contenu vun dësen Titren.

Dëse Gesetzesprojet ass wichteg, fir dass d'Europäesch Kommissioun kann hirer Missioun nokommen, fir déi néideg finanziell Fongen ze mobiliséieren.

Här President, dëse Gesetzesprojet gouf nach vun der viregter Finanzministesch de 4. August 2023 deposéiert. Den Avis vun der Chambre de Commerce ass op de 15. September datéiert a si approuvéiert dëse Gesetzesprojet.

De Staatsrot huet säin Avis den 10. Oktober erausginn an huet just eng Observation d'ordre légistique a bemängelt, datt d'europäescht Reglement, op dat dëse Gesetzesprojet sech berifft, net komplett ausgeschriwwe gouf.

Den 30. November gouf de Gesetzesprojet an der zoustänneger Chamberskommissioun virgestallt an ech gouf als Rapporter genannt. De Rapport selwer gouf den 8. Dezember 2023 ugeholl.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport an déi verschidden Avisen, déi virleien, soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Mir soen Iech Merci, Madamm Adehm, fir deen exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. An dat maachen ech aus dem selwechte Grond wéi virdrun.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. André Bauler** (DP) | Jo, merci, Här President. E vollstännege rechtleche Kader a puncto Finanzen ass eng vun de grousse Stäerkte vu Lëtzebuerg. Dowéinst ass et och begréissenswäert, datt duerch dëse Gesetzesprojet en zousätzlecht Puzzlesték derbäikënnt.

Andeems dës Titres de créance iwwer Lëtzebuerger Recht ofgewéckelt ginn, gewënnt natierlech och ons Finanzplaz u Stellewäert. Et ass e Schratt, e wichtege Schratt a Richtung vun enger méi diversifizéierter an unerkannter, jo, renomméierter Finanzplaz.

Dat gesot, wollt ech nach den Accord vu menger Fraktioun, der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, zu dësem Projet ginn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauler. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot agedroen. Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech kann hei effektiv och ganz, ganz kuerz sinn an och heizou den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun.

Dat ass, mengen ech, eng Applikatioun vun der Konfusioun oder éischter eng Aussetzung vun der Konfusioun am Code civil. Dat ass, mengen ech, scho gemaach ginn an der Vergaangenheet, an dat hei ass also en techneschen, awer trotzdeem wichtege Projet. Dofir gi mer heizou eisen Accord.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup agedroen. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | De Mikro geet net. Dach, ok. Merci.

Merci, Här President. Jo, engersäits hu mer hei en Text, deen ageet op europäesch Scholden. An ech mengen, als ADR hu mer gesot, dass mer keng europäesch Scholde wëllen a mir halen dat och bäi. D'Tendenz zu méi europäesche Scholden, déi gëtt et a mir wëllen eis dogéint wieren an dofir géife mer hei am Fong an deem Sënn dergéint stëmmen. Dat maache mer awer net, well dat hei ass och eppes, wat eiser Finanzplaz zeguttkënnt. An als ADR si mer ëmmer do, fir eis Finanzplaz ze verteidegen. An dofir wäerte mer eis hei am Endeffekt enthalen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Sam Tanson agedroen. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, mir ënnerstëtzen dee Projet hei a ginn och dowéinst eis Zoustëmmung. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement agedroen. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Et gëtt Texter, do geet et ëm grouss Politick, do reiwe mer eis u politeschen Differenzen. An da gëtt et Texter, déi hunn esou Technicitéit, déi sinn esou technesch, datt u sech, also warscheinlech, vun eis 60 heibannen net jiddweree genau versteet, wat mer elo genau maachen.

Dofir war et immens spannend, dat an der Kommissioun ze diskutéieren, well mir hunn immens vill bäigeléiert dee Moment, wéi mer do souzen. A mir si souguer bis zréck an Artikele vum Code civil wulle gaangen, déi mer an der Finanzkommissioun éischter rar kucken. An dofir fannen ech et ëmmer ganz flott, och déi technesch Dossieren awer zumindest unzeschneiden heibannen.

Vum Fong hier gouf schonn alles gesot, ech kann Iech just soen: Och technesch Dossiere sinn heiansdo wichteg, fir datt mer weiderkommen. An dofir ginn ech mat Pleséier den Accord vun eis dräi Piraten. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här David Wagner agedroen. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir wäerten hei och eisen Accord zu dësem Projet de loi ginn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

D'Regierung, den Här Finanzminister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Jo, merci, Här President. Merci fir d'éischt der Presidentin vun der Finanzkommissioun an der Rapportrice, dem Diane Adehm, fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. A virun allem och merci fir déi der breet Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet.

Et ass richteg gesot ginn: Et ass en technesche Gesetzesprojet! Mee d'Konfusioun am Code civil, dat ass e weesentleche Prinzipp vun den Obligatiounen, dat heescht, vum Obligatiounsrecht. A wat hei geschitt, dat ass, dass mir eng Ausnam maachen zu deem Prinzipp, fir der Europäescher Kommissioun an doriwwer eraus der Europäescher Gemeinschaft et ze erlaben, fir Scholdtitren ze emettéieren, ouni dass se muss engem Drëtten déi aushändegen. Well, wéi d'Konfusioun dat virgesäit, kann een net selwer Schold maachen an als Creancier déi Schold selwer halen. Dat wier am Business e bëssen ze einfach.

Ech wëll awer drop agoen, dass iwwert dat eraus, wat jo eng technesch Approche ass, et hei ëm Weesentleches geet. Hei geet et drëm, dass d'Europäesch Unioun kann e sougenannte „Plan de relance" opleeë vu 750 Milliarden Euro. Ech wëll dat eng Kéier soen: 750 Milliarden Euro! Dat geet bis zur Ënnerstëtzung vun all deene Mëttelen, déi breet parteilech – zumindest hei zu Lëtzebuerg – gedroe ginn an an der internationaler Staategemeinschaft, fir ënner anerem der Ukrain kënnen ze hëllefen an och fir déi Dynamik ze kréien an der Relance no Covid, no Energiekris, fir de Marché an der Europäescher Unioun erëm un d'Lafen

ze kréien. Et ass awer och en Engagement vu Lëtzebuerg par rapport zu senger Sëtzpolitick um Niveau vun der Europäescher Unioun.

Dir wësst, dass mir niewent Bréissel a Stroossbuerg en drëtte Pilier si vun de Sëtzer. A genau déi Direction générale vun dem Budget, déi déi heite Scholdtitren emettéiert, déi huet hire Sëtz op der Cloche d'Or an engem Gebai. Duerfir ass et och en Engagement par rapport dozou. An de Franz Fayot hat et richteg ugeschnidden. Et ass net déi éischte Kéier, dass mer déi Exceptioun hei maachen, wou och de Conseil d'État gesot huet: „Dat geet." Firwat? Well et an engem héijeren ëffentlechen Interessi ass. An dat selwecht ass geschitt, wéi deemools den Europäesche Stabilitéitsmechanismus opgeluecht gi war, wouvunner e fréiere Virgänger vu mir, den Här Pierre Gramegna, de Chef ass. An deemools ass och do déi Ausnam gemaach ginn, soudass et kee Precedent ass, mee dass et e sënnvolle Gesetzestext ass, d'autant plus wou déi Titren och nach op der Lëtzebuerger Bourse quotéiert ginn, also eng Win-win-Situatioun, wou mer frou sinn als Regierung, dass dat hei ka mat enger breeder Zoustëmmung am Parlament guttgeheescht ginn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Finanzminister villmools Merci. An dann ass d'Diskussioun domat ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8289. Den Text steet am Document parlementaire 8289[3].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8289 et dispense du second vote constitutionnel***

An d'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass dat follgend: Jo-Stëmmen: 55, Nee-Stëmmen: keng, an Enthalungen: 5. De Projet ass also domat mat 55 Jo-Stëmmen a 5 Enthalungen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 9. 8290 – Projet de loi portant modification :

### 1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

### 2° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

Mir kommen elo zum Projet de loi 8290 iwwert d'Erhéijung vum maximalen Taux vun der $CO_2$-Tax bis 2026, esou wéi vum Crédit d'impôt $CO_2$. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, déi verschidde Fraktiounen a Sensibilitéite jeeweils fënnef Minutten, d'Regierung zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Corinne Cahen, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

***Rapport de la Commission des Finances***

**Mme Diane Adehm** (CSV), rapportrice | Merci, Här President. De Gesetzesprojet, iwwert dee mir elo diskutéieren, gesäit vir, de maximalen Taux vun de sougenannten „Droits d'accises autonomes additionnels" op den energeetesche Produiten eropzesetzen. Déi sougenannten „Taxe $CO_2$" also, soll an den nächste Joren eropgesat ginn, fir 2026 op de Präis vu 45 Euro pro Tonn $CO_2$ ze kommen.

Op den 1. Januar 2024 geet also dës Tax ëm 5 Euro pro Tonn $CO_2$ erop, fir sech dann op 35 Euro ze belafen. Fir deene Leit mat méi klenge Revenuen awer weiderhi kënnen ënnert d'Äerm ze gräifen, gëtt mat dësem Gesetzesprojet och de Crédit d'impôt $CO_2$ ëm 24 Euro ugehuewen, fir vun 144 op 168 Euro ze klammen. Hei geet et ëm de sozialen Ausgläich.

Dëse Gesetzesprojet ass ze gesinn am Kader vum sougenannte PNEC, dem Plan national intégré en matière d'énergie et de climat, dee vun der viregter Regierung den 21. Juli 2023 aktualiséiert gouf.

De 4. August 2023 gouf dëse Gesetzesprojet nach vun der viregter Finanzministesch deposéiert.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet hiren Avis de 25. Oktober eraginn. Si widderhëlt nach eng Kéier, dass si géint d'$CO_2$-Tax ass. Och wa si approuvéiert, dass de Betrag vum Crédit d'impôt $CO_2$ eropgeet, esou fënnt si, dass dat nach laang net duergeet.

D'Chambre de Commerce weist sech mam Gesetzesprojet averstanen an hirem Avis vum 2. November 2023. Si weist awer op de Secteur vum Giddertransport hin, dee riskéiert, Problemer ze kréie mat der Erhéijung vun der $CO_2$-Tax.

D'Chambre des Salariés stellt an hirem Avis vum 16. November fest, dass d'Regierung hirer Demande nokomm ass, fir de Crédit d'impôt $CO_2$ unzehiewen.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 28. November och keng fundamental Problemer mam Gesetzesprojet, mee huet just verschidden Observations d'ordre légistique gemaach. Dës Observatioune goufen all iwwerholl, mat der Ausnam vum aktuellen Artikel 3 respektiv dem urspréngleche Artikel 6. Hei proposéiert de Staatsrot, d'Wierder „à l'exception des articles 1er à 3 qui sont applicables à partir de l'année d'imposition 2024" ewechzeloossen, an dëst mat der Begrënnung, dass dëse Gesetzesprojet nëmmen ab dem Steierjoer 2024 applikabel ass, wann en den 1. Januar 2024 a Kraaft trëtt.

Well awer net all Steierzueler en Exercice d'exploitation huet, deen den 1. Januar ufänkt, huet déi zoustänneg Kommissioun decidéiert, dëse Bezuch op d'Année d'imposition stoen ze loossen. Fir all weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport esou wéi op déi verschidden Avisen.

Ofschléissend soen ech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Madamm Adehm villmools Merci fir hire schréftlechen an hire mëndleche Rapport. Ech maachen dat am Numm vun deenen eenzelne Fraktiounen an der Chamber an ech wollt et, ouni d'Prerogative vun der Regierung ze beschneiden, och am Numm vun der Regierung maachen. Da brauche mer dat net alles ze widderhuelen, wann d'Regierung domat d'accord ass.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Corinne Cahen agedroen. D'Madamm Cahen huet d'Wuert.

***Discussion générale***

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen et direkt: D'Weiderféierung vun der $CO_2$-Steier ass fir eis als Demokratesch Partei déi eenzeg logesch Konsequenz.

Allerdéngs, an dat soen ech och elo direkt, si muss sozial kompenséiert ginn, fir dass déi, déi net esou gutt do stinn, net drënner leiden.

D'$CO_2$-Steier gouf 2021 agefouert mat zwee Ziler: Déi, déi polluéieren, déi sollen natierlech och bezuelen. Dat ass de Prinzipp vum Pollueur-payeur, wat den Ausstouss vu klimaschiedlechen Emissioune betrëfft. Dat muss natierlech esou gëllen. An da geet et natierlech och drëms, de Gebrauch vu fossille Brennstoffer ze reduzéieren.

De Gros vun eisen Emissiounen zu Lëtzebuerg kënnt vum Transportsecteur, an do virun allem vum Tanktourismus. Wa mer eis Klimaziler erreeche wëllen, da musse mer d'Tanken zu Lëtzebuerg progressiv ëmmer manner attraktiv maachen.

Am Kader vun der Aktualiséierung vum PNEC huet de Statec kloer gewisen, dass och an Zukunft d'$CO_2$-Steier e wichtegen Hiewel bleift, fir op deem Wee weiderzefueren an eis Emissiounen ze reduzéieren.

Aus deem Grond huet déi viregt Regierung och decidéiert, d'Trajectoire vun de leschte Jore weiderzefëieren, dat heescht, dass de Präis fir eng Tonn $CO_2$ pro Joer ëm fënnef Euro klëmmt. Ech erënneren drun, dass dat ronn ee bis zwee Cent de Liter Bensinn oder Diesel sinn.

Beim Präis fir eng Tonn $CO_2$ hu mer 2021 bei 20 Euro ugefaangen, d'Rapportrice huet dat grad gesot. Mir géifen d'nächst Joer fir eng Tonn $CO_2$ bei 35 Euro leien, fir dann 2026 op 45 Euro ze kommen.

Doduerch, dass mer dëse Projet stëmmen, deen nach vum Här Roth senger Virgängerin, der Madamm Yuriko Backes deposéiert gouf, bleiwe mer an der Kontinuitéit vun der Klimapolitick vun der leschter Regierung. Et ass evident, dass mir do als DP weiderhin och voll dohannert stinn.

Ech hat et ugangs scho gesot: Fir ons als DP war a bleift déi sozial Gerechtegkeet en essentielt Element hei an dësem Projet de loi. Et ass an onsen Aen essentiel, dass d'Leit matmaachen, dass mer se mat an d'Boot huele bei der energeetescher Transitioun. Et kann een dat net géint d'Leit maachen, mee mer mussen do all zesummen un engem Strang zéien.

Zousätzlech Belaaschtunge musse sozial ofgefiedert ginn, fir besonnesch deene Stéit, déi manner gutt do stinn, dann ënnert d'Äerm ze gräifen.

Mir begréissen dowéinst, dass den aktuelle System bäibehale gëtt, dee virgesäit, dass d'Recetten aus der $CO_2$-Steier zur Hallschent a Sozialmesüre fléissen an zu der anerer Hallschent dann an de Klimafong, fir d'Klimasubsiden ze finanzéieren.

De Statec hat bei der Aféierung vun der $CO_2$-Steier kloer gewisen, dass deen neie Steierkreditt seng Funktioun voll a ganz erfëllt an den Impakt op déi ënnescht Decillen effikass offiedert. Dass mat der Progressioun vun der $CO_2$-Steier och de Steierkreditt weider no uewen ugepasst gëtt, kënne mer an deem Kader also nëmme begréissen.

Wa mer eng Akzeptanz vun der Klimapolitick bei de Leit wëlle schafen, dann dierf se net als Bestrofung wouergeholl ginn – am Géigendeel. Mir mussen d'Leit mathuelen an hinne viabel Alternativen ubidden, besonnesch och duerch attraktiv a cibléiert Subsiden.

Här President, erlaabt mer, nach ganz kuerz op e leschte wichtege Punkt anzegoen. Opgrond vum europäesche Kader, an deem mer eis hei beweegen, wäert den Emissiounshandel an den nächste Jore sou oder sou op d'Secteure vum Transport, dem Logement a sou weider ausgeweit ginn.

Elo ass et d'Decisioun vun de Memberstaaten, ob se bei deem europäesche System matmaache wëllen an ob d'Recetten dann aus dem Emissiounshandel op Bréissel solle goen, oder ob se en nationale System aféieren an da selwer iwwert déi Sue verfüge kënnen. Wa mir de Choix hunn, da liicht et, mengen ech, jidderengem an, dass mir déi Sue léiwer hei zu Lëtzebuerg géifen halen an domadder eeben da Politick hei am Land fir d'Leit hei am Land maachen, andeems mer notamment, wéi bis elo, generéis Klimasubside finanzéieren.

Här President, ech hätt jo elo Merci gesot. Ech maachen dat dann elo net, mee ech géif Iech awer soen, dass ech heimadder och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei gi fir dëse Projet. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci, Madamm Cahen. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wäerten duerno nach hei an der Chamber iwwert d'COP28 schwätzen, mee et ass elo scho kloer, wann een de Wëssenschaftler nolauschtert, dass d'Joer 2023 dat wäermst Joer ass säit d'Temperature gemooss ginn, säit dem industriellen Zäitalter.

Am Oktober dëst Joer sinn d'Temperaturen am Duerchschnëtt schonn 1,6 Grad méi héich gewiescht wéi am preindustriellen Zäitalter. Dat ass dat grousst Theema gewiescht op der COP28: dem Phasing-out endlech e Signal ze ginn, dass mer aus de fossillen Energien erausklammen. Do ass natierlech d'$CO_2$-Bepräisung e Schlëssselelement an där Diskussioun.

De Gesetzestext, iwwert dee mer haut befannen, setzt am Endeffekt eng politesch Decisioun vun der viregter Regierung aus dem aktualiséierte PNEC ëm. Mir fuere weider mat der Trajectoire vun der $CO_2$-Steier, fir um Horizont 2026 op en Niveau vun 45 Euro pro Tonn $CO_2$ ze kommen. Gläichzäiteg féiere mer en eegestännegen $CO_2$-Steierkreditt an an adaptéieren iwwert dee Wee déi sozial Kompensatioun vun der $CO_2$-Steier.

Déi zwou Komponenten – d'Bepräisung an hir sozial Kompensatioun – sinn immens wichteg, well se ouni Alternativ sinn. Mir mussen der Pollutioun e Präis ginn, fir dass déi immens Käschten, déi se verursaacht an ëmmer méi verursaache wäert, net eleng vun der Kollektivitéit gedroe ginn. Gläichzäiteg ass eng sozial Kompensatioun onverzichtbar, wa mer déi gesellschaftlech Adhesioun an Akzeptanz zur Lutte géint de Klimawandel behale wëllen.

De Kampf géint de Klimawandel musse mer als e kollektiven Effort ugesinn, als e Gesellschaftsprojet. Mir maachen dat natierlech aus Léift zur Ëmwelt, well dat ass eisen Habitat, eis Grondlag. Mir maachen dës Efforten awer och aus Léift zu eis selwer an zu zukünftege Generatiounen, well et sinn eis eege Grondlagen, mat deene mer hei spillen.

Dofir musse mer och éierlech si mat eis selwer. Mir mussen eis d'Fro stellen, ob mer am Moment ambitiéis genuch sinn. Mir mussen eis notamment och éierlech d'Fro stellen, ob dat duergeet, wat mer mat eiser $CO_2$-Steier wëlles hunn am Hibléck op d'Vitess vun der Transitioun, ob mam Phasing-out oder – fir de Language vun der COP28 ze huelen – mat der Transitioun eraus aus de fossillen Energien.

Dat ass déi Diskussioun, déi mer och hei an der Chamber wäerten an deenen nächste Méint a Jore kréien. Mir hunn do en Avis virleie vun der Cellule scientifique vun der Chamber, deen och eng Rei Konklusiounen an Analyse mécht zu der $CO_2$-Steier, wéi mer se fir de Moment hunn. An ech mengen, mir mussen eis als Chamber a verschiddene Kommissioune mat deem Avis ausenanersetzen an och do vis-à-vis vun der Regierung Force de proposition sinn, wéi mer déi $CO_2$-Steier, och hisiichtlech der Ëmsetzung vun der Decisioun vun der COP28, wëllen an Zukunft ëmsetzen.

D'Bepräisung vum $CO_2$ – ech hunn dat gesot – ass den Haaptfacteur, fir fossill Energie manner attraktiv ze maache wéi erneierbar Energien. Déi gutt Nouvelle ass, dass de Point d'inflexion elo schonn erreecht ass. Mee wat mer den $CO_2$ méi staark bepräisen, wat mer natierlech méi séier virukommen. Schweden huet hir $CO_2$-Bepräisung schonn 1991 agefouert an zielt mat engem Präis vun 117 Euro pro Tonn $CO_2$ zu de Virreider an der Lutte géint de Klimawandel.

**Une voix** | Bravo!

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, bravo, effektiv.

Den Avis vum Observatoire de la politique climatique par rapport zur Mise à jour vum PNEC huet sech fir eng $CO_2$-Steier vun 200 Euro ausgeschwat. Och de Klimabiergerrot huet a sengem finale Rapport eng Hausse vun der $CO_2$-Steier op 200 Euro – an Etappe – proposéiert. D'OECD huet sech eis Situatioun zu Lëtzebuerg méi genee ugekuckt a kënnt zur Konklusioun, dass, wa mer d'Vitess vun eiser Trajectoire géife verduebelen – dat heescht, mat Etappen, mat Schrëtt vun 10 Euro alljoers géifen dropleeën, amplaz vu 5 Euro –, dass mer eleng doduerch eis Emissioune géifen ëm 50 % reduzéiere kënne bis Horizont 2050.

Natierlech kléngt dat alles immens ambitiéis, mee wann een awer dat Signal net gëtt, da beweegt sech och näischt. D'Politick soll een och ëmmer ausriichten no der Realitéit, wéi se ass. Wa mer als Weltgemeinschaft op där Schinn weiderfueren, op där mer ënnerwee sinn, da wäerte mer plus 3 Grad Äerderwiermung um Enn vun dësem Joerhonnert erreecht hunn. Dat ass justement dat, wat mer net wëllen. An dat ass och dat positiivt Signal, wat aus der COP28 elo erausgoung.

Här President, ech géif gäre fir ofzeschléissen heizou natierlech soen, dass mer dee Projet de loi hei ënnerstëtzen. Et ass, wéi gesot, an der Kontinuitéit, wat mer an deene leschte Legislaturen decidéiert hunn. An, ech mengen, dat ass och sou, wéi mer et sollte maachen. Mee, wéi gesot, nach eng Kéier: Mir mussen eis froen, ob mer ambitiéis genuch sinn, am Sënn och vun enger juster Transitioun, an där mer dra sinn.

Här President, ech géif och nach gären eng Motioun hei ofgi bei Iech am Numm vun der LSAP-Fraktioun. Et ass jo sou, dass d'Recettë vun der $CO_2$-Steier sollen opgedeelt ginn, engersäits fir Mesüre géint de Klimawandel an anerersäits och fir sozial Mesüren ze finanzéieren. A mir hätte gär, dass d'Regierung eis géif och transparent weisen oder soen, wéi déi Opdeelung do effektiv gemaach gëtt, an och kucken, dass an Zukunft déi Enveloppe fir déi sozial Kompensatiounsmesüren effektiv och der Hallschent vun deene Recetten, déi duerch d'$CO_2$-Steier generéiert ginn, weiderhi soll korrespondéieren, an dann natierlech och weiderhin déi $CO_2$-Kompensatioun ënner Form vu Crédit d'impôt och allkéiers revaloriséieren – allkéiers wann d'$CO_2$-Steier dann och ugehuewe gëtt.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*– rappelant la nécessité de répondre à l'urgence climatique ;*

*– soulignant que les mesures prises pour remédier au réchauffement climatique doivent faire l'objet d'une adhésion large au sein de la population pour être efficaces ;*

*– considérant que la taxe $CO_2$ introduite en 2021 représente un outil indispensable pour mettre en œuvre le principe « pollueur-payeur » et pour favoriser la transition énergétique ;*

*– rappelant que le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg pour la période 2021-2030 (PNEC), actualisé en 2023, retient que « les recettes générées par la taxe $CO_2$ sont utilisées de façon équitable pour financer des mesures climatiques et de transition énergétique et des mesures de compensation sociales en faveur des ménages à faible revenu »,*

*invite le Gouvernement*

*– à chiffrer de manière transparente les moyens budgétaires alloués pour les mesures de compensation sociales en faveur des ménages à faible revenu ;*

*– à veiller à ce que l'enveloppe budgétaire relative aux mesures de compensation sociales équivaut à la moitié des recettes générées par la taxe $CO_2$ ;*

*– à revaloriser systématiquement le crédit d'impôt $CO_2$ chaque fois que la taxe $CO_2$ augmente.*

*(s.) Franz Fayot, Georges Engel.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Voilà, villmools merci. An da soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci.

Ech maachen Iech just drop opmierksam, datt normalerweis d'Motiounen net an der Riedezäit explizéiert ginn, wann Der schonn iwwert d'Riedezäit ewech sidd, mee Der duerno nach Zäit hutt, fir se ze explizéieren. Ech denken, datt mer d'Prozeduren och solle strikt anhalen, da komme mer besser an eisen Diskussioune virun.

Ech soen Iech Merci, Här Fayot. An deen nächste Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup, deen agedroen ass. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, mir stelle fest: Eng Regierung oder, besser gesot, eng Partei, déi ugetrueden ass, mam Motto „manner Steieren, méi Kafkraaft", mécht also elo als quasi éischt Amtshandlung eng Steiererhéijung.

Eng Steiererhéijung, well dat ass d'$CO_2$-Steier. Dat ass dat, wat hei gestëmmt gëtt. A mat der ADR géif et dat net ginn. A sou wéi et ausgesäit, schénge mir déi Eenzeg haut hei ze sinn, déi géint déi Steiererhéijung stëmmen.

An dat ass de richtege Wee, well et geet ëm d'Kafkraaft. Mir hunn héich Energiepräisser, mir hunn héich Zënsen, mir hunn eng ëmmer méi grouss Aarmut. An et geet ville Leit schlecht. An dat Lescht, wat ee ka maachen, wann et ville Leit schlecht geet, dat ass eng Steiererhéijung. An dat gëtt hei gemaach.

*(Interruption)*

Parallell dozou muss ee soen, dass et e gewëssenen double Emploi ass. Mir hu schonn eng $CO_2$-Steier, an zwar d'Autossteier. Och déi ass virun e puer Joer esou geännert ginn, dass se op den $CO_2$ gerechent gëtt. Also gëtt een zweemol op den $CO_2$ gerechent. Och do stelle mer eis déi Froen.

Et ass eng Mesür, déi ongerecht ass. Et ass ongerecht, well si hëlt net a Consideratioun, wou d'Leit zum Beispill wunnen. An et ass ganz evident, dass wann ee méi wäit ewech wunnt, aus deene groussen Zentren, wann ee méi grouss Weeër muss zréckleeën, wann een am ländleche Raum wunnt, wann een ugewisen ass op den Auto aus verschiddene Grënn, well een zum Beispill Kanner huet, déi ee muss féieren oder well een eng Behënnerung huet, wou een den Auto brauch, da kënnt een hei bei dësem Gesetz schlecht ewech. Et ass ongerecht an dat misst een a Consideratioun huelen. Ech kommen dorobber zréck.

Et ass iwwert den Tanktourismus geschwat ginn. Ech kann et net oft genuch soen: Den Tanktourismus bréngt eisem Land, eisem Staatsbudget alljoers eng Milliard Euro. Wann een dorobber wëll verzichten, da muss e mir awer och erklären, wou dann déi Sue sollen hierkommen. Mir brauchen déi eng Milliard an eisem Budget, fir sozial Moossnamen, fir Infrastrukturen an esou weider ze finanzéieren. An den Tanktourismus ass am Fong eppes, wou mer ouni grouss Aarbecht – dat muss een esou soen – dach awer vill Suen erakréien, déi mer brauchen. Et ass eng fantastesch Saach an deem Sënn. A mir hätten duerfir gär, dass de Bensinn an den Diesel hei am Land ëmmer däitlech méi bëlleg ass wéi am Ausland.

Doriwwer eraus ass et jo och ganz egal, ob de Camion, deen duerch Lëtzebuerg fiert, elo zu Lëtzebuerg tankt oder zu Diddenuewen – egal am Sënn vun $CO_2$-Emissiounen, well dat ass dat selwecht, wat duerno erauskënnt. Mee et ass awer net egal fir eise Staatsbudget. An duerfir wëlle mer onbedéngt den Tanktourismus bäibehalen.

E Wuert zum Index – a mir soe ganz kloer, dass mer och der Meenung sinn, dass et e Feeler war, fir déi $CO_2$-Steier aus dem Index erauszehuelen, well mer der Meenung waren a weiderhi sinn, dass de Leit hir Kafkraaft muss erhale bleiwen. A wann Der eigentlech dat doten a Fro stellt, da stellt Der dee ganzen Indexsystem a Fro; den Indexmechanismus am Sënn vun der sozialer Kohäsioun, deen d'Kafkraaft vun alle Bierger – vun deenen, déi manner verdéngen, an och vun deenen, déi méi verdéngen – soll ausgläichen. Deen Index gëtt am Fong hei manipuléiert. Komescherweis reegt et awer net ze vill Leit op.

Da kommen ech zu der Kilomeeterpauschal – an dat ass dee richtege Punkt. Mir wëssen, dass et fir de Moment mat dëser Zesummesetzung hei am Parlament schwéier wäert sinn, déi $CO_2$-Steier ofzeschafen. Mir hunn dat virdrun héieren. Duerfir proposéiere mer hei eng Alternativ.

An ech hunn och eng Motioun do matbruecht derzou. Här President, wannechgelift.

***Motion 2***

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*stellt fest, datt*

*– d'Sprittpräisser zu Lëtzebuerg säit geschwënn dräi Joer op engem héijen Niveau leien;*

*– déi reegelméisseg Erhéijung vun de Steiere wärend de leschte Joren zu där Entwécklung bäigedroen huet;*

*– vill Leit aktuell ënner finanziellem Drock stinn,*

*ass sech bewosst, datt*

*– vill Leit net kënnen als Alternativ op de gratis ëffentlechen Transport zeréckgräifen, a besonnesch Leit, déi Fréi- oder Spéitschichte schaffen, vun där Méiglechkeet ausgeschloss sinn, ëmsou méi a ländlechen Deeler vum Land, déi dacks wäit ewech vun der Aarbechtsplaz leien;*

*– d'Kilomeeterpauschal, déi ee vun de Steiere kann ofsetzen, zënter dem Gesetz vum 6. Dezember 1990 net méi ugepasst gouf,*

*fuerdert d'Regierung op,*

*– gläichzäiteg zu der Erhéijung vun der $CO_2$-Steier eng Adaptatioun vun der Kilomeeterpauschal, déi ee vun de Steiere kann ofsetzen, ze ënnerhuelen, an dëst no geografeschen a sozioprofessionelle Krittären.*

*(s.) Fred Keup.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Mir sinn der Meenung, dass ee parallell zu enger weiderer Erhéijung vun der $CO_2$-Steier, déi elo geplangt ass fir 2024, eng Ëmgestaltung virhuele soll vun der sougenannter Kilomeeterpauschal, an dat no soziale Krittären, no professionelle Krittären an dann och no geografesche Krittären. Mir sinn der Meenung, dass et keng Schan ass, wann een enger Persoun, engem Stot, déi méi wäit ewech wunnt, déi net d'Méiglechkeet huet, fir sech op de gratis Transport ze raccordéieren, méi Kilomeeterpauschal gëtt, dass een hinnen d'Chance gëtt, méi ofzesetze bei de Steieren.

An ech zitéieren am Fong do den aktuelle Finanzminister a fréieren Deputéierten Här Roth, firwat dass mer dat wëlle maachen. Ma déi Kilomeeterpauschal, déi ass 1990 bei der Steierreform agefouert ginn. Dat waren 99 Euro. Dat waren 3.900 Frang, déi ëmgewandelt goufen. Dat heescht, déi Kilomeeterpauschal ass zënter 1990, also wärend geschloenen 30 Joer, guer net méi ugepasst ginn, soudass deen Avantage, deen een iwwert d'Kilomeeterpauschal kritt, sech natierlech praktesch halbéiert huet.

Den Här Roth hat dat deemools och ëmgerechent par rapport zum Index, wéi en 1990 war. Déi 99 Euro, dat wieren haut 182 Euro. An duerfir wëlle mer proposéieren, dass déi Leit, déi méi wäit ewech wunnen an doduerch méi Belaaschtungen hunn, doduerch solle kompenséiert ginn.

Ech kommen nach zur Konklusioun, an ech widderhuelen dat, wat mer schonn ëmmer gesot hunn: D'$CO_2$-Steier belaascht d'Familljе besonnesch staark. An et geet op d'Käschte vu méi Schwaachen, vu méi Aarmen, och wa Kompensatiounsmoossnamen do sinn, well och net jiddweree kritt se, a si sinn ongerecht verdeelt. Fir deen, deen zu Wäiswampech wunnt ..., jo, dee kuckt dann eeben domm dran.

An däers si mer eis och bewosst, dass dee wierklechen Impakt vun där Zäregassteier, deen hei ass, dee wierklechen Impakt op wierklech den Zäregas – d'Emissioune weltwäit, an Europa – wierklech keng Roll spillt. An duerfir soll ee sech och bei esou engem Gesetz elo net hei an d'Vitrinn stellen a soen, wéi wann een d'Welt géif retten. Mat dësem Gesetz geschitt dat net!

A mir fuerderen duerfir hei d'Regierung op, an alleguer d'Parteien, fir d'Zäregassteier op Masutt fir ze hëtzen an op Brennstoffer fir d'Gefierer op den Datum vum 1. Januar 2024 am beschten auslafen ze loossen. An natierlech stëmme mer hei géint dat Gesetz. Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Sam Tanson ageschriwwen. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, mir kréie jo duerno nach d'Geleeënheet, fir iwwert den Ausstig aus de fossillen Energien ze diskutéieren am Kader vun der Heure d'actualité iwwert d'COP, mee dat ass awer ganz enk liéiert mat där Diskussioun hei.

2023 – et ass schonn ugeklongen – ass dat wäermst Joer zënter 125.000 Joer! Plus 0,4 Grad am Verglach zum viregte Rekord 2016. An de Grond fir d'Äerderwärmung, dat sinn ons Emissiounen, an alle virop den $CO_2$. An ee vun de Lenkungseffekter – et ass sécherlech net deen eenzegen, mee et ass e wichtegen, fir hei ze agéieren – ass d'$CO_2$-Steier. Et geet drëms, iwwer eng Steier d'Consommatioun vu méi schiedleche Quellen ze reduzéieren an e weideren Incentive unzebidden, fir op erneierbar Energien zréckzegräifen – kuerz: dem $CO_2$ e Präis ze ginn. An et wierkt!

Dass Lëtzebuerg déi lescht Jore seng Klimaziler erreecht huet, kënnt net vun ongeféier. Den $CO_2$-Präis ass eent vun deenen Instrumenter, dat dozou bäigedroen huet. An dat bestätegt och de Statec, dee ganz kloer seet, dass duerch den $CO_2$-Präis eis Emissioune konnte reduzéiert ginn. Duerfir begréisse mer och, dass d'Regierung, déi am Klimaplang vun der viregter Regierung festgeluechten Erhéijung ëm 5 Euro d'Joer bis 2026 weiderféiere wëll.

Duerch den $CO_2$-Präis ginn déi verstoppte Käschte vun den Emissiounen, déi bei der Verbrennung vu fossille Brennstoffer entstinn, mat an de Präis integréiert. Fossill Brennstoffer verléieren domat hiren onfaire Kompetitivitéitsvirdeel par rapport zu méi nohaltegen Alternativen. Oder anescht ausgedréckt: Et gëtt finanziell méi attraktiv fir d'Stéit an d'Betriber, amplaz fir a klimaschiedlech fossill Technologien a bestoend nohalteg Alternativen ze investéieren. Oder nach méi einfach ausgedréckt: Ouni $CO_2$-Präis ass et, wéi wann een a sengem Stammcafé just all siwente Patt géif bezuelen, all déi aner opschreiwe géif loossen. Dat kann een natierlech maachen, mee um Enn vum Joer gëtt d'Rechnung da richteg deier.

D'Besteierung vun Emissiounen ass mëttlerweil näischt Aussergewéinleches méi. Den $CO_2$-Präis gëtt scho säit den 1960er-Joren diskutéiert. An 1990 huet Finnland als éischt Land eng eegen $CO_2$-Steier agefouert, mam Resultat, dass se haut op engem wierklech substanziellen Niveau sinn. An dat ass jo och dat, wat wichteg ass: dass ee lues a progressiv kann op en héijen Niveau hikommen. An der EU hu mëttlerweil 20 Länner eng eegen $CO_2$-Steier. An och d'EU verfüügt elo iwwert de sougenannten „ETS“, den Emissiounszertifikatenhandel, fir verschidde Secteuren.

Wat d'Evolutioun vum $CO_2$-Präis ugeet, leet de Klimaplang elo mol de Wee bis 2026 vir. An et wier wënschenswäert, dass d'Regierung och matzäite kommunizéiere géif, wéi se no 2026 wëll weiderfueren. Dat schaaft Planungssécherheet – fir d'Entreprisen an d'Stéit gläichermoossen. Wat op alle Fall kloer schéngt, ass, dass se weider muss an d'Luucht goen, fir den néidege Bäitrag zum Erreeche vun de Klimaziler och ze leeschten.

Eng Analys vum Statec, där no mer d'Klimaziler bis 2050 mat de Mesüren aus dem Klima- an Energieplang – d'Klimaneutralitéit – ganz knapp erreechen, huet als Hypothees, dass d'$CO_2$-Steier och no 2026 all Joer ëm 5 Euro pro Tonn klëmmt. Aner Instanze fuerdere souguer nach vill méi héich Tauxen, fir d'Ziler ze erreechen.

Beim $CO_2$-Präis geet et net drëm, d'Leit ze bestrofen. Et geet ëm en Ureiz a Richtung vun enger méi nohalteger Gesellschaft, sief dat an der Mobilitéit, wou net just den Elektroauto, mee och den ëffentlechen Transport doduerch méi attraktiv gëtt, oder beim Choix vun enger neier Heizung, wou och hei déi nohalteg Alternativen doduerch un Attraktivitéit gewannen.

Ma mam $CO_2$-Präis eleng, wäerte mer d'Klimaziler net erreechen. Et muss en Deel vun engem Gesamtpackage sinn. Den $CO_2$-Präis ass virun allem do effikass, wou d'Alternative schonn do sinn a sech just de Choix stellt tëscht der fossiller an der nohalteger Alternativ. Ech ginn Iech e Beispill: Wann ech op enger Plaz wunnen, déi gutt ugebonnen ass mam ëffentlechen Transport, dann ass e méi héijen $CO_2$-Präis e gudden Incentive, de fossillen Auto stoen ze loossen an eeben op eng aner Alternativ ëmzeklammen.

Ouni eng staark Sozial- an Investitiounspolitick, déi nohalteg Alternative schaaft a gläichzäiteg sozial verträglech ass, wäerte mer déi ökologesch Transitioun net packen. Dofir ass et essenziell, niewent engem méi héijen $CO_2$-Präis engersäits, d'Alternativen zu de fossillen Energië massiv auszebauen. Do dernieft ass et awer och extreem wichteg, dass mer an dësem Projet de loi, wéi och schonn an deene viregten Decisiounen, de Crédit d'impôt climat elo hunn, dee grad deene klengen a mëttele Revenuen zegutt kënnt. Dëse Mechanismus muss och déi Joren duerno mat all Erhéijung vum $CO_2$-Präis automatesch virugefouert ginn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Madamm Tanson villmools Merci. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement ageschriwwen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Projet soll also d'$CO_2$-Steier no uewen ugepasst ginn a gläichzäiteg awer och de Steierkreditt, fir dat auszegläichen. Dat huet awer dräi Joer gedauert, well virun dräi Joer hu mer dee Steierkreditt fir d'lescht ugepasst.

Also, als Éischt emol zum Steierkreditt: Mir Piraten fannen et als Éischt emol gutt, datt de Steierkreditt dann, deen d'$CO_2$-Steier soll ausgläichen, ugepasst gëtt. Dat wëll ech ganz virewech soen, dat ass nämlech wichteg. Wa mer dovunner schwätzen, datt mer d'Kafkraaftverloschter wëllen ausgläichen, da kënne mer net op där enger Säit eppes eropsetzen an den Ausgläich net eropsetzen.

Säit senger Aféierung sinn nämlech schonn eng Rei Indextranchë gefall, an domat gëtt et ëmmer manner Leit, déi de Steierkreditt och kruten, respektiv si krute manner oder si kréien haut manner wéi nach 2020. An deementspriechend misst een u sech nach eng aner Upassung maachen, net nëmmen de Steierkreditt upassen, mee et misst een och d'Barèmen upasse vun deem Steierkreditt . Mir haten eng Diskussioun dozou an der Kommissioun.

Et ass nämlech esou, datt – an dat huet d'Salariatskummer am Avis zu engem anere Gesetz geschriwwen – zënter 2017 ronn 10 % vun de Leit aus dem Steierkreditt fir Salariéen erausgefall sinn; dat aleng doduerjer, datt se duerch Indextranchë méi kruten – wat jo de Kafkraaftverloscht ass – a gläichzäiteg awer d'Barèmë vun de Steierkreditter sech net geännert hunn. A genau den nämmlechte Problem, nieft dem Montant vum Steierkreditt, hu mer och hei. Dat heescht, datt ëmmer manner Leit de maximale Montant kréien, obwuel se ausser dem Index keng Lounerhéijung kruten. An dat ass an eisen Aen net gerecht an dofir, Här President, hunn ech dann eng Motioun matbruecht, déi freet, datt dës Barèmë vun de Steierkreditter an Zukunft indexéiert solle ginn. Wannechgelift.

***Motion 3***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,*

*– datt et eng Rei Steierkreditter ginn, vun deenen d'Leit dobaussen am Moment profitéiere kënnen, dorënner den CI-$CO_2$;*

*– datt säit dem 1.01.2020 6 Index-Tranchen erfall sinn, déi fir eng nominativ Erhéijung vun de Paien a Pensioune gesuergt hunn, déi awer néideg waren, fir d'Präisdeierecht ze kompenséieren an dofir net zu engem Plus u Kafkraaft gefouert hunn. D'Leit, déi d'Steierkreditter deemools gebraucht hunn, brauche se also haut och nach;*

*– datt d'Chambre des Salariés an hirem Avis zum Projet de loi 8290 erkläert huet, dass zum Beispill beim Crédit d'impôt salarié säit 2017 10 % vun de Leit duerch eng Net-Indexéierung vum Steierkreditt dëse reduzéiert krute respektiv verluer hunn;*

*– datt d'Regierung mat der Berengegung vun der Steiertabell ëm 4 Index-Tranchen zum 1.01.2024 unerkannt huet, dass et zu enger kaler Progressioun kënnt, wann ee Steieroutilen net indexéiert.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*1. de Barème vun der Eligibilitéit vun de Steierkreditter ze indexéieren.*

*(s.) Sven Clement.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Zréck dann zur Steier per se: Mir Piraten si bekanntlech fir en anere Modell. Mir setzen op e Belounungsprinzipp duerch de Klimabonus an net op e Bestrofungsprinzipp reng duerch d'Steier, och wa se dann ex post erëm iwwer e Steierkreditt kompenséiert gëtt – wa se da kompenséiert gëtt, well eebe genau do Leit onbewosst erausgefall sinn.

Mir Piraten wëllen e Klimabonus, fir all d'Leit mat an de Kampf géint de Klimawandel anzebannen. Mir mussen d'Bierger/inne virun allem mat positiven Ureizer zu enger méi ekologescher Liewensweis motivéieren. Leit, déi am Respekt mat der Natur a mam Klima liewen, sollen dofir belount ginn. Den aktuelle Prinzipp vun der $CO_2$-Steier bestrooft awer nëmmen d'Leit, ouni se zur Reduktioun vun hirem $CO_2$-Ausstouss ze motivéieren.

All Persoun kritt mat eisem Klimabonus all Mount eng Direkthëllef op hire Salaire, hir Rent oder anert Akommes ausbezuelt, an dës gëtt, änlech wéi d'Kannergeld, ouni vill Bürokratie u jiddereen ausbezuelt. Esou kéint ee jidderengem an enger Ufanksphas zum Beispill 50 Euro de Mount ginn an no e puer Joer kéint een dat erhéijen a gläichzäiteg dann och d'$CO_2$-Steier als Lenkungsoutil erhéijen.

Op der anerer Säit wëlle mer virun allem d'$CO_2$-Steier op verschiddene Produiten, grad deene mat engem héijen $CO_2$-Footprint, upassen. Produite mat laangen Transportweeër, déi net aus enger lokaler Ekonomie kommen, zum Beispill. Déi wären dann e bësse méi deier wéi lokal Produiten, déi eebe grad lokal, an der Géigend produzéiert ginn, an hoffentlech och nach nohalteg. Och domadder géife mer zum Beispill eis Agrikultur kënnen ënnerstëtzen. An doduerch, datt d'Leit awer de Mount vun Ufank un déi 50 Euro méi an der Täsch hätten, géife se dovunner näischt spieren, wa se net iwwerméisseg consomméieren, an déi, déi eebe verbëtzen, de Pollueur-payeur souzesoen, géife bezuelen. D'Leit hätten de Choix iwwert de Präis vun de Produiten.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten sinn also bei der Zilsetzung mat der leschter an och mat dëser Regierung op enger Linn, mee bei der Ëmsetzung ginn dann awer d'Visiounen auserneen. Mir wëllen d'Leit belounen, déi am Kampf géint de Klimawandel mathëllefen, a se net bestrofen an dofir wäerte mer eis och bei deem heite Projet enthalen. Et ass nämlech esou, datt mer der Meenung sinn, datt et zwar déi richteg Zilsetzung ass, awer de Wee dohinner definitiv en anere kéint sinn.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Ganz gutt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Clement Merci. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir hate mat der viregter Regierung eng Klimapolitick, déi hätt sollen d'Leit matrappen oder begeeschteren. Mat dëser Regierung krute mer gesot, mir géifen eng Klimapolitick kréien, déi d'Leit net soll nerven. Komescherweis hu mir elo nach ëmmer Schwieregkeeten, fir den Ënnerscheed ze mierken, a mir fäerte ganz, datt déi heite Regierung sou weiderfuere wäert, wéi eebe liberal Regierungen dat haut esou maachen: Si hoffen emol drop, datt de fräie Marché de Problem léist, e bësse sou, wéi d'Regierung och drop hofft, datt de fräie Marché d'Wunnengskris géif léisen.

D'Resultat ass dann och dat selwecht wéi am Logement, nämlecht datt de Won ëmmer méi déif an den Dreck geréit. Well wie sech d'Zuele méi genee ukuckt, mierkt schnell, datt mir bei der Energietransitioun net vum Fleck kommen, op alle Fall bei Wäitem net sou schnell, wéi et néideg wier – trotz deem flotte grénge Kapitalismus, dee mer hei esou virbildhaft ëmsetzen. An datt d'$CO_2$-Steier ënner hirer aktueller Form derzou bäidréit, datt eis Emissiounen erof géife goen, ass op alle Fall néierens wierklech ze erkennen, an dat misst jo d'Zilsetzung sinn.

Wouzou d'$CO_2$-Steier awer bäidréit, dat ass, de soziale Gruef hei am Land nach ze vergréisseren: op där enger Säit den Aarbechter, deen och zolidd op säi Crédit d'impôt dropbezilt, well en all Dag 50 Kilomeeter mat sengem ale Ford muss op d'Schicht fueren an an enger schlecht isoléierter Mietwunneng mat Masuttheizung wunnt, an op der anerer Säit de gutt situéierte Bourgeois, deem d'$CO_2$-Steier häerzlech egal ass, dee säin Tesla vum Staat subventionéiert krut an deen dofir elo gudde Gewëssens och dräimol d'Joer op d'Malediven an d'Vakanz fléie kann – esou laang et déi nach gëtt!

Eng Klimapolitick, déi dem Eescht vun der Situatioun gerecht gëtt, gesäit ganz aneschters aus. De Staat muss seng Responsabilitéit selwer huelen, amplaz se de Biergerinnen a Bierger an d'Schong ze schiben. Mir brauche massiv ëffentlech Investitioune mat Suen, déi een duerch eng progressiv Steierpolitick bei deene siche geet, déi bei Wäitem déi meeschten Emissiounen hunn, nämlech bei den ieweschten 10 %.

Firwat sinn net scho längstens op allen ëffentlechen Diecher Fotovoltaikanlagen installéiert? Firwat stinn op der anerer Säit vun der Musel méi Wandrieder wéi op eiser Säit? Firwat ass nach ëmmer e groussen Deel vun den Albauwunnenge schlecht isoléiert? Firwat investéiert de Fonds de compensation nach ëmmer Honnerte Milliounen a Pëtrolskonzerner? Amplaz sech deene Froen ze stellen an haart Brieder ze bueren, wielt d'Regierung d'Facilitéit: einfach eng Tax an e puer Subventiounen aféieren an dann ass et gedoen.

An elo nach e bësse méi konkreet zu dësem Projet de loi a wat et do ze kritizéiere gëtt. Éischtens: D'$CO_2$-Steier späert, wéi gesot, d'Leit mat wéineg Revenu an enger Energiefal an, well se sech d'Investitiounen net leeschte kënnen, fir sech der Steier ze entzéien.

Zweetens: D'$CO_2$-Steier ass ze bezuelen um reale Verbrauch, wärend de Crédit d'impôt jo just op eng Moyenne gerechent gëtt. Dat féiert justement derzou, datt déi Leit an der Energiefal besonnesch ofgestrooft ginn.

Drëttens: D'$CO_2$-Steier ass am Indexkuerf neutraliséiert an dat bedeit onweigerlech e reale Kafkraaftverloscht fir d'Leit.

Véiertens: De Montant vun der $CO_2$-Steier gëtt net automatesch ugepasst an en ass jo och tatsächlech zwee Joer laang net ugepasst ginn. Dat verstäerkt den Effekt vun enger Strofsteier.

Fënneftens: D'Seuile vum Crédit d'impôt ginn net ugepasst, soudatt mat der Zäit ëmmer manner Leit ëmmer manner vum Crédit d'impôt hunn.

Sechstens: Mat der $CO_2$-Steier hutt Dir et fäerdegbruecht, ganz Deeler vun der Gesellschaft innerhalb kierzester Zäit géint de Klimaschutz opzebréngen – net nëmmen Dir, Dir sidd nei, mee Dir fuert weider!

Dobäi kënnt, datt vun de Suen, déi duerch d'Steier erakommen, just e klengen Deel tatsächlech an d'Energietransitioun investéiert gëtt. Laut dem Pluriannuel 2023 sollen d'nächst Joer 268 Milliounen un $CO_2$-Steier erakommen. Dovunner fléissen awer just 60 Milliounen an de Klimafong, an dovunner just knapps 35 Milliounen an national Moossname fir d'Energietransitioun.

Här President, déi liberal a marktkonform Klimapolitick mat $CO_2$-Tax, Green Finance a Subventiounen ass eng Sakgaass. Klimaschutz, deen um sozialen A blann ass, wäert net funktionéieren. Eréischt wann d'Leit gesinn, datt de Klimaschutz hiert Liewe méi abordabel, méi confortabel a méi sécher mécht, wäerte mer kënne real Fortschrëtter maachen. D'$CO_2$-Steier lenkt just of vun deene wichtegen Entscheedungen, déi eigentlech misste geholl ginn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass et elo un der Regierung. Här Finanzminister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech soen och Merci fir déi ganz engagéiert an animéiert Debatt, déi mer haten, wou jiddwereen eenzel Fuerderunge gestallt huet, déi och zum groussen Deel argumentativ ënnermauert waren. Ech soe Merci, dass eng grouss Majoritéit an dëser Chamber ass, fir dëse Gesetzesprojet ze stëmmen.

An ech soen och ganz kloer: Och déi nei Regierung steet zu deenen Engagementer, wat de PNEC ubelaangt, zu den Engagementer, wat d'Fortféierung an d'Eropsetze vun der $CO_2$-Steier ubelaangt, a parallell och zu der Upassung vun den entspriechende Steierkreditter, déi, wéi gesot, sozial cibléiert sinn an och sozial cibléiert bleiwen.

Ech wëll duerfir soen, dass déi $CO_2$-Steier, déi an d'Luucht gesat gëtt – an dat gëtt net geännert –, op deene Berechnunge berout, déi seinerzeit vum Statec gemaach goufen, wat den Impakt ass op den eenzelne Menage, op déi eenzel Persoun an no den ënnerschiddleche Quintilë vun enger Erhéijung vun der $CO_2$-Steier ëm fënnef Euro d'Tonn. Dat heescht fir deen Eenzelnen – ech mengen, dat soll een och eng Kéier soen, d'Madamm Cahen war kuerz dorobber agaangen – op der Pompel ee bis zwee Cent méi op dem Liter, wann een dat erofbrécht.

Da wëll ech och soen, dass dës Regierung net a Fro gestallt huet, fir dëse Steierkreditt $CO_2$ separat ze consideréieren an net an de Steierkreditter, déi fir d'Salariéen, déi fir d'Pensionnairen a virun allem och fir d'Independantë sollten dra sinn. Mir hunn also Steierkreditter, déi fir déi dräi Kategorien, déi ech genannt hunn, weiderhi bleiwen. An dat hei ass e separaten $CO_2$-Steierkreditt, deen, wéi gesot gëtt, an dem nächste Joer vun 144 op 168 Euro an d'Luucht geet.

Ech wëll awer och preziséieren, dass dee Steierkreditt vun 168 Euro natierlech net fir jiddwereen zielt, mee en ass sozial cibléiert. Wat heescht dat? Mee dass e voll spillt bis 40.000 Euro versteierbaart Joresakommes an da geet en degressiv erof bis zu engem Akommes vun 80.000 Euro.

Ech wëll awer och ganz kloer am Sënn vun der Transparenz, an do ännert dës Regierung näischt, dass parallell deen urspréngleche Steierkreditt, deen nach gezielt huet, vu 696 Euro maximal – zum Beispill fir d'Salariéen – op 600 zréckgefuer gëtt. Also och do ännert sech näischt.

Da gëtt gesot: Wéi ass et mat der Kafkraaft vun de Leit? Abee, déi nächst Woch, e Mëttwoch, wann ech mech net ieren an den Ordre du jour zumindest provisoresch vun der nächster Woch virleien hunn, wäert de Steierbarème ëm véier Indextranchen ugepasst ginn. An eng Upassung vum Steierbarème, jo dat ass eng Stäerkung vun der Kafkraaft fir all Steierflichtegen. An domat gëtt och fir den 1. Januar, esou wéi dat an der Regierungserklärung virgesinn ass, d'Kafkraaft an deem Sënn weesentlech gesteigert.

Da komme mer zu dem Punkt: Wéi ass et mat der Nobesserung? Ech mengen, den Här Clement huet dat evoquéiert. Wéi geet et mat den Upassunge vun deene Seuil-de-revenuen, nodeems een an de Genoss vun dëse Steierkreditter kënnt?

An der Virbereedung op dës Sitzung wëll ech e konkreet Beispill ginn. Eng Persoun, déi zum Beispill bis elo oder virdrun 39.500 Euro verdéngt huet, kritt op d'Upassung vun eenzelnen Indextranchen dann e Revenu, loosse mer soen, deen iwwer 40.000 Euro läit. Wat mécht dat um Niveau vum Steierkreditt aus? Well dat ass d'Äntwert op dem Här Clement seng Fro. Déi hätt, well se ënner 40.000 Euro versteierbarem Joresakommes louch, 168 Euro de Mount kritt, an dat gëtt erofgefuer op 164,5 Euro. Dat ass also de konkreeten Impakt vun deem, wat den Här Clement gesot huet.

Ech soen Iech och: Ech sinn elo dräi Wochen am Amt, ech si Finanzminister, mir huelen dat do mat u Bord. Mee ech schéissen net aus der Hëft fir ze soen: Mir maachen dat do elo an ënner wat fir enger Form. Ech mengen, do musse Berechnunge kommen, wat de budgetären Impakt ass. Et musse Berechnunge kommen, wéi een dat sozial och richteg ausliicht. An ech hunn awer absolutt kee Problem, fir mat deene Berechnungen eng Kéier an d'Finanzkommissioun ze kommen, fir de konkreeten Impakt dovunner ze ënnersträichen.

Dat selwecht ass zu der Kilomeeterpauschal ze soen, déi den Här Keup virdrun ugeschwat huet. Abee, de Regierungsprogramm gesäit vir – an un e Regierungsprogramm huet jiddwereen, och de Finanzminister, sech ze halen –, dass à ce stade net dru geduecht gëtt, d'Kilomeeterpauschal ze änneren. Dozou stinn ech och a menger neier Funktioun. Dat ass heiansdo esou, mee alles ass e Kompromëss. An och e Regierungsprogramm ass e Kompromëss an dat behale mer an deem Sënn esou zréck.

Dann ass déi Fro vun dem Här Fayot komm: „Wéi gëtt dat opgedeelt, dat heescht déi Recetten, déi iwwert d'$CO_2$-Steier erakommen?" Ech kann Iech just doriwwer berichten, wat ënner Virgängerregierungen do geschitt ass. An ech mengen, dass dës Regierung sech och drun hält, dass, esou wéi et am PNEC festgehalen ass, „les recettes générées par [la taxe $CO_2$ sont] utilisées de façon équitable : pour financer des mesures [...] climatiques" et de „transition énergétique" et „des mesures de compensation sociale". Dat ass dat, wat ech Iech à ce stade dozou ka soen. Alles anescht muss am Detail gekuckt ginn no deene Berechnungen, déi da vun der Verwaltung respektiv an de Ministèren dozou gemaach ginn.

Op jidde Fall wëll ech Iech nach eng Kéier soen, dass ech frou sinn, dass dëse Gesetzesprojet, och wann e keng Unanimitéit kritt, eng breet Zoustëmmung an der Chamber kritt. An dat beweist eis dach, dass déi Engagementer, déi geholl goufen, elo schonns op Propositioun ..., an ech gesinn, en ass elo agelaf, en ass zweemol schonn zréckkomm vun der COP, ... Dir wësst och, dass virun allem de Privathaushalter, ...

*(Brouhaha)*

... jo, dat sinn international Engagementer vun de Privathaushalter. Op Propositioun vum Serge Wilmes gouf gëschter am Regierungsrot zréckbehalen, dass déi Aiden, dat heescht déi sougenannt Top-up-Aiden – sief dat bei energeetescher Sanéierung, sief dat um Niveau vun der Fotovoltaik, sief dat bei anere Punkten –, elo emol ëm sechs Méint verlängert ginn, soudass och dës Regierung „allen Unkenrufen zum Trotz" un deenen Engagementer festhält, wéi se ënnert der viregter Regierung gemaach goufen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci dem Finanzminister. Dann ass d'Diskussioun elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8290. Den Text steet am Document parlementaire 8290[5].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8290 et dispense du second vote constitutionnel***

An d'Ofstëmme fänkt un. Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 50 Jo-Stëmmen, 7 Nee-Stëmmen an 3 Abstentiounen. De Projet de loi ass also mat 50 Jo-Stëmme géint 7 Nee-Stëmmen an 3 Enthalungen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Se sont abstenus : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 8311, en Avenant tëschent Lëtzebuerg an Däitschland.

*(Interruptions)*

A pardon! Dir hutt ganz Recht, mech dorunner ze erënneren.

***Motions***

Da komme mer zu den dräi Motiounen, déi nach hei um Dësch leien, eng vun der LSAP, eng vun der ADR an eng vun de Piraten.

***Motion 1***

Mir fänke mat der éischter Motioun vum Här Franz Fayot vun der LSAP un. Här Fayot, Dir hutt se scho méi oder wéineger explizéiert. Wëllt Der nach eng Kéier Stellung dozou huelen?

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Nee, Här President. Ech hu se effektiv explizéiert. Ech hat zwar och gemengt, wéi mer dat soss gemaach hunn, am Uschloss u meng Ried kënnen ze presentéieren an deenen zwou Minutten, wou ech dann awer trotzdeem „dans les temps" war mat menger Riedezäit. Mee ech constatéieren, dass dat dann elo anescht geet an dass mer eis mussen da sëtze goen an da vläicht erëmkommen, fir d'Motioun ze presentéieren. Dont acte. Da maachen ech dat an Zukunft esou.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Ech probéieren d'Reglement strikt ze applizéieren. Da komme mer och a keng Diskussiounen an deenen nächste Méint a Joren. Dat ass d'Zilsetzung vun deem, wat ech probéieren, hei ze maachen.

Wëllt een zu där Motioun Stellung huelen? Ech gesinn den David Wagner. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir wäerten déi Motioun matstëmme vun den Häre Fayot an Engel, allerdéngs well mer mat den Invitten och averstane sinn. Mir fannen déi richteg. Mir hunn e puer Schwieregkeete mat de Consideranten, soss wiere mer och an enger gewëssener Kontradiktioun par rapport zu deem, wat ech elo virdrun zur $CO_2$-Steier gesot hunn, well mer net mengen, datt dat wierklech en Outil indispensable ass. Mee bon, dat ass e Considerant, mee d'Invitte ginn awer an eisen Aen an déi richteg Richtung. An dofir wäerte mer dann och net chipotéieren a matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Den Här Baum huet sech zu Wuert gemellt.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech hunn, an den Här Minister huet et virdru gesot … Den éischten Invite, wou d'Kolleege vun der LSAP eng transparent Evaluatioun froen, ech mengen, mir hunn déi kritt iwwert de Statec, deen et an de Quintilen duergeluecht huet. Dat heescht, deen Invite do bräicht een net ze stëmmen.

An dann ass et esou, dass mer hei awer déi $CO_2$-Steier degressiv huelen. Dat heescht, si spillt ganz vu 40.000 Euro un a si geet progressiv erof op 80.000 Euro. Do géife mer elo näischt drun änneren. An ech wëll drun erënneren, an den Här Minister huet et gesot: Mir wäerten d'nächst Woch e Gesetz stëmmen, wou mer awer véier Indextranchen upassen. Ech mengen, dass dat awer substanziell ass, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken. Ech géif et an dësem Moment dobäi beloossen, och well mer wierklech an enger Phas sinn, wou och den Här Minister sech muss eraschaffen. Och wann en eng grouss Kenntnis huet vun de Finanzen – dat huet hien déi lescht Jore bewisen, mengen ech –, gëtt et nach ëmmer Saachen, déi hie warscheinlech, esou wéi mir, och entdeckt. An dofir géif ech menge Kolleege proposéieren, déi heite Motioun net matzedroen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Ech hunn nach eng Wuertmeldung vum Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, Merci, Här President. Et ass e ganz neien Toun vum Här Baum. Hien huet elo fënnef Joer laang dem Här Roth gesot, en hätt keng Anung vu Finanzen. Elo seet en de Contraire.

*(Hilarité)*

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Voilà. Motioun ofgeleent!

*(Interruption par M. Gilles Baum)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir kënnt duerno, Här Baum.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Et ass … Spaass beiséit. Dat ass jo de bonne guerre an der Politick, wann d'Koalitiounspartner wiesselen.

Eis ass déi Motioun sympathesch, och wa mer, wéi ech virdru gesot hunn, u sech en anere Modell géife virzéien. Eis wär et just am zweeten Invite wichteg gewiescht, ze soen, datt mindestens d'Hallschent vun de Recettë géif fir sozial Kompensatiounen ausgi ginn an net genau d'Hallschent, well mer der Meenung sinn, datt ee vläicht och heiansdo eng Situatioun kritt, wou ee méi bräicht.

A wat fir eis ganz kloer ass, dat hunn ech virdrun an der Ried gesot, ass, datt mer dee Crédit d'impôt systematesch revaloriséieren. Mee et geet net nëmmen duer, de Crédit d'impôt ze revaloriséieren. Den Här Roth huet et selwer virdrun illustréiert, an do kommen ech nach eng Kéier bei eiser Motioun drop zeréck, datt een och bei de Barèmë vun de Crédit-d'impôte muss drop schaffen. Mee mir wäerten dat heite matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Da maachen ech den Tour hei fäerdeg: d'Madamm Tanson an dann d'Madamm Adehm.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Mir ënnerstëtzen déi heite Motioun. D'autant plus well se villes vun deem erëmhëlt, wat schonn am PNEC steet. Dofir sinn ech ëmsou méi erstaunt iwwert dem Här Baum seng Deklaratioun elo grad, well et strictement näischt mam Här Roth senge Kompetenzen oder sengem Eraschaffen ze dinn huet, mee et einfach drëms geet, op der enger Säit ze soen, datt et soll transparent beluecht ginn, wat jo souwisou gemaach gëtt, op der anerer Säit ze soen, dass d'Hallschent dovunner soll …, „l'enveloppe budgétaire relative aux mesures de compensation sociales équivaut à la moitié des recettes". Dat ass jo och eppes, mengen ech, wou mer schonn en Acquis déi lescht Joren driwwer haten, wat och am PNEC esou d'Zilsetzung erëmgëtt. An dann eeben och, dass de Crédit d'impôt ëmmer erëm soll revaloriséiert ginn, wann d'Taxe $CO_2$ an d'Luucht geet. Och dat eppes, wat aus dem PNEC decolléiert. Dofir, ech ënnerstëtzen dat, mir ënnerstëtzen dat, mee ech wollt awer hei nach eng Kéier d'Fro stellen, wéi …, also, bon, ech stellen net d'Fro, mee eng Kéier ervirsträichen, dass dem Här Baum seng Positioun mech e bëssen interpelléiert huet. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Dann huet d'Madamm Adehm d'Wuert gefrot.

**Mme Diane Adehm** (CSV), rapportrice | Jo, merci, Här President. Ech mengen, ech sinn e bëssen am falsche Film hei haut de Mëtteg. Hei hu mer fréier Regierungsparteien, déi eng Transparenz froen. Si selwer hunn dee PNEC sengerzäit mat en place gesat. Déi Chifferen, déi misste jo awer transparent iergendwou ze fanne sinn. Oder gesinn ech dat elo iergendwéi falsch an där doter Saach?

An da wéilt ech nach just soen zum leschte Punkt, „revaloriser systématiquement le crédit d'impôt": Et ass awer genee dat, wat mer mat deem heite Projet de loi vun haut de Mëtteg maachen.

**Plusieurs voix** | Nee.

**Mme Diane Adehm** (CSV), rapportrice | De Crédit d'impôt gëtt eropgesat.

**Une voix** | Eeben net.

**Mme Diane Adehm** (CSV), rapportrice | Jo, dës Kéier.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, sot Dir Äre Punkt, Madamm Adehm.

**Mme Diane Adehm** (CSV), rapportrice | Mee mir setze jo haut och d'$CO_2$-Steier fir ee Joer erop an dann duerno komme mer mat engem neie Projet de loi an dann ass mat Sécherheet am PNEC virgesinn, fir dat nach eng Kéier ze maachen, an da gëtt dat dee Moment nach eng Kéier gemaach. Dofir, also mir gesinn net an, firwat dass mir déi heite Motioun sollen ënnerstëtzen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Adehm. Elo hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Keup. An dann hu mer nach den Här Baum an den Här Clement, déi sech fir d'zweet gemellt hunn. Dir wësst, dass Der zweemol zu engem Sujet däerft schwätzen an net dräimol. Här Keup, elo hutt Dir d'Wuert.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Ech mengen, dës Motioun ass gutt geduecht, mee vu dass mer géint d'$CO_2$-Steier sinn, kënne mer kaum matstëmmen a wäerten eis enthalen. Mee wa mer alleguer géint d'$CO_2$-Steier wieren, da kéinte mer eis souwisou dat ganzt Gedeessems an déi ganz Gespréicher hei spueren. Dat wier och net schlecht.

Erlaabt mer, nach e Wuert ze soen. Et ass elo geschwat gi vun der nächster Woch, vun deene véier Tranchen, wou den Index dann ugepasst gëtt un d'Inflatioun.

**Une voix** | Annerhallef.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, annerhallef. Also et ass richteg: zwee an eng halleft plus annerhallef. Ech mengen, et soll een d'Saachen net vermëschen. Et huet näischt mat dëser Saach ze dinn, ne?

Wann Der op der enger Säit Steieren aféiert, dann heescht et net, wann een op anerer Plaz de Leit eppes – endlech – zeréckgëtt, wat een hinne laang ewechgeholl huet, wat hinnen am Fong laang zougestanen hätt, dass een dann domadder eppes guttmécht. Dat ass net de Fall an dat soll een dofir net vermëschen. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Den Här Baum huet kuerz d'Wuert nach.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci, Här President. Et huet zéng Joer gedauert, lo mellen ech mech fir déi éischt Kéier fir e Fait personnel, deen den Här Clement virdru gesot huet. Den Här Clement huet gesot, ech hätt an der leschter Legislaturperiod oft gesot, den Här Roth hätt keng Anung vu Finanzen. Dat ass absolutt falsch, ech hunn dat zu kengem Moment gesot.

Wat mir zwee gemaach hunn: den Här Roth war Fraktiounschef, ech war Fraktiounschef, Majoritéit,

Oppositioun. Mir hunn eis bei de Budgetsdebatten ausgetosch, heiansdo och méi hefteg ausgetosch.

*(Hilarité)*

Mir waren och oft a Punkten net enger Meenung, mee ech wëll ënnerstréichen, dass ech zu kengem Moment gesot hunn, den Här Roth ..., an et si jo ganz vill Kolleegen heibannen, déi och schonn déi lescht fënnef Joer hei waren. Ech hunn zu kengem Moment dat gesot, wat mer elo vum Här Clement ënnerstallt ginn ass.

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat war kloer. Den Här Clement. Kuerz, Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Ech entschëllege mech formell beim Här Baum, ... datt en ni gesot hätt, den Här Roth hätt keng Anung, mee en huet just gesot, et wär absolutt net seng Meenung. Do gi mer eis, mengen ech, eens.

Ech wëll awer do nach der Madamm Adehm soen, datt se elo grad hei eppes Falsches gesot huet an dat wëll ech awer richtegstellen. Mat deem heite Gesetz erhéije mer net d'$CO_2$-Steier fir d'nächst Joer a mir hunn eis och keng Clause de rendez-vous ginn, fir d'nächst Joer nach eng Kéier erëmzekommen. Mir erhéijen heimadder den Taux maximal, dee per Règlement grand-ducal da ka festgeluecht gi vun der Regierung. An dat heescht, d'Regierung muss fir déi nächst Erhéijungen net zeréckkommen, well wann een dat richteg duerchrechent, erhéije mer u sech mat deem heite Gesetz, wat jo scho gestëmmt ass, ... kann an Zukunft pro Liter Bensinn, also pro Tonn, déi duerch Litere Bensinn entsteet, u sech eng theoreetesch $CO_2$-Steier vu 56 Euro pro Tonn applizéiert ginn, well sou héich hu mer den Taux maximal u sech gehuewen, wat mer elo mam Gesetz gemaach hunn. Dat ass eng einfach Règle de trois. Wann een eng Kéier sech d'Méi mécht, déi eenzel Montante mat den Dausend Literen ze rechnen, kënnt een op dee Montant. Dat heescht, et ass falsch, hei ze soen, mir géifen et haut just ëm 5 Euro erhéijen. Mir hunn der Regierung hei d'Carte blanche ginn, fir bis op 56 Euro d'Tonn eropzegoen, an dat ass mat ee vun de Grënn, firwat mir eis enthalen hunn an ech wollt dat awer nach kloerstellen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Ech gesinn elo keng Wuertmeldung a jiddwereen huet säi Punkt zu dëser Motioun gemaach, sou datt mer se elo kënnen zur Ofstëmmung bréngen.

***Vote sur la motion 1***

De Vott iwwert d'Motioun vum Här Fayot fänkt elo un. D'Procuratiounen.

Déi Motioun ass ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiounen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

***Motion 2***

Domat komme mer zur nächster Motioun, der Motioun 2 vun der ADR. Wëllt den Auteur, den Här Keup, nach eng Kéier kuerz Stellung dozou huelen? Dat ass net de Fall.

Wie freet d'Wuert, fir zu dëser Motioun Stellung ze huelen? Keen? D'Madamm Adehm freet d'Wuert. Madamm Adehm.

**Mme Diane Adehm** (CSV), rapportrice | Jo, ech wollt nach eng Kéier kuerz drop zréckkommen, fir ze soen, datt mir dat hei net unhuelen. Ech mengen, et ass ugeklongen: Et ass virgesinn, an den nächste Joren eng global Steierreform oder zumindest emol e Projet virzeleeën. Den éischte Pak hu mer d'nächst Woch mat enger Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun a mir halen eis un dat, wat am Koalitiounsaccord virgesinn ass.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Adehm. Ass soss nach eng Wuertmeldung am Sall? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da géife mer och zum Vott iwwert d'Motioun 2 vum Här Fred Keup kommen.

***Vote sur la motion 2***

De Vott fänkt un. D'Procuratiounen. A Schluss vum Vott.

Ech checke léiwer d'Resultater no, well mäin Ecran am Ufank net gaange war, mee et schéngt awer elo ze funktionéieren.

Dës Motioun ass ofgeleent mat 52 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmmen an 3 Abstentiounen.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Se sont abstenus : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

***Motion 3***

Da komme mer zur nächster Motioun, der Motioun 3 vun de Piraten. Här Clement, wëllt Dir nach eng Kéier kuerz explizéieren?

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz kuerz, Här President, merci. Ech hunn et virdru gesot, an den Här Roth huet jo och duerch e Rechebeispill nach eng Kéier gewisen, wou de Problem ass. Dat ass elo beim Crédit d'impôt $CO_2$ de Fall. Dat ass awer och bei all deenen anere Crédit-d'impôten de Fall. Ech si mer ganz bewosst, datt een dat heiten net kann haut oder muer ëmsetzen. Mir sinn och um Enn vun engem Budgetsjoer, mir fänken elo dat nächst un. Dat doten ass net eppes, wat fir muer kann ëmgesat ginn. Ech wär also ganz frou, wa mer dat an der Kommissioun kéinten diskutéieren. Dat géif eis largement lo mol duergoen, mee et ass wichteg, datt mer deen Impuls awer setzen, haut ze soen, datt mer déi Barèmen zumindest eng Kéier op de Leescht huelen an dann och kucken, wat dat géif kaschten, datt een dat och en connaissance de cause kéint maachen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Hu mer dozou eng Wuertmeldung? Den Här Fayot freet d'Wuert.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, merci Här President. Ech muss soen, also mir hunn duerchaus Sympathie fir déi Motioun hei, mee ech mengen effektiv, dass ee sech eng Kéier misst domadder ausernanersetzen, och kucken, wat d'Interaktioun ass mat deem Gesetz, wat nach soll virun Enn des Joers gestëmmt ginn, wou jo d'Barèmen, de Barème allgemeng ugepasst gëtt un déi véier Indextranchen a kucken, wéi dat zesumme funktionéiert. Ech mengen, dat sinn technesch Froen, déi sech stellen, wou ee muss kucken och natierlech, wat den Opwand dovunner ass, mee am Prinzipp fanne mer dat hei am Fong eng interessant Motioun a géife proposéieren, dass mir dat dann an d'Kommissioun géifen huelen, an d'Finanzkommissioun, fir dat weider ze analyséieren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Effektiv wär et eng Kéier interessant, well mer jo awer och ganz vill Kolleegen heibannen hunn, déi nei sinn, wann ee mol eng Kéier géif kucken: Wat gëtt et alles vu Steierkreditter? An déi richteg Plaz do, déi wier natierlech an der Finanzkommissioun, fir eng Kéier ze kucken: Wou sti mer lo? Wéi vill gëtt ausbezuelt? Wat géif dat ausmaachen, wa mer se effektiv géifen upassen? Dass ee mol eng Kéier géif ee globalen Iwwerbléck kréien. An dofir kënne mir als Demokratesch Partei dermat averstane sinn, wa mer géife soen: Mir huelen déi heiten an d'Finanzkommissioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. D'Madamm Tanson huet nach d'Wuert gefrot.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, et geet mir änlech wéi dem Här Fayot. Mir fannen och, dass déi Demarche sympathesch ass. Mir haten eeben och gesinn am Avis vun der Chambre des Salariés zu dem Projet 8290 ... Et geet jo net nëmmen ëm deen heite Crédit d'impôt, raison de plus, fir et wierklech an der Kommissioun ze diskutéieren. Net fir en Iwwerbléck iwwer all d'Crédit-d'impôten ze kréien, mee fir ze gesinn, wat et effektiv beim Eenzelnen ausmécht an u wéi enge Schrauwen ee kéint dréien a wat och kéint herno den Impact financier vu verschiddene Mesüre sinn. Dofir ënnerstëtze mir, fir et an d'Kommissioun ze huelen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. D'Madamm Adehm huet d'Wuert gefrot.

**Mme Diane Adehm** (CSV), rapportrice | Jo, ech géif dann einfach proposéieren, wann den Här Clement domadder d'accord wier, se zréckzezéien, well de Minister huet jo säin Accord ginn, fir eng Kéier an der Kommissioun doriwwer ze diskutéieren.

*(Hilarité)*

Dach!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Clement, Dir sidd hei ugeschwat.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, dat wär lo awer eng ganz nei Prozedur.

*(Hilarité)*

Also, mir bleiwe schonn dobäi: Wann hei eng grouss Majoritéit sech weist, fir se an der Kommissioun ze thematiséieren, dann hätte mer se och gären do thematiséiert.

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Wolter huet d'Wuert gefrot.

**M. Michel Wolter** (CSV) | Här President, ech fannen dat guer net, datt d'Interventioun vun der Madamm Adehm hei zu där grousser Hilaritéit sollt féieren, déi lo hei geschitt ass, well dat, wat elo proposéiert gëtt, ass eppes anescht, wéi dat, wat hei an der Motioun steet. Wann de Minister sech d'accord erkläert, fir an der Chamberskommissioun eng Kéier iwwert déi Problematik hei ze diskutéieren, dann heescht dat nach laang net, datt, wann een dat elo an d'Kommissioun hélt, dass een domadder d'accord ass, dass een de Barème géif upassen. An dowéinst géif ech eigentlech den Här Clement froen, fir sech vläicht mat der Äntwert vun der Regierung zefridden ze ginn, déi hei vun alle Bänke gedeelt gëtt, fir de Punkt op den Ordre du jour ze huelen. Ech soen Iech och firwat: Well dës Motioun dem Reglement vun der Chamber no no dräi Méint muss erëmkommen. Wa mir se also tel quel an d'Kommissioun ginn, da muss se innerhalb vun dräi Méint erëmkommen. Ech gleewen awer net, dass mer innerhalb vun dräi Méint hei eng Solutioun op d'Fro hunn. Dat heescht, da kéint ee se eigentlech direkt ofleenen a soen: Mir diskutéieren awer an der Kommissioun driwwer. Mee déi Prozedur, fir eigentlech eng Opfuerderungen un d'Regierung an eng Debatt vun der Chamberskommissioun ëmzewandelen, ouni dass een eigentlech seng Finalitéit ännert, hunn ech ëmmer schonn eng schlecht Prozedur fonnt a fannen ech och nach ëmmer eng schlecht Prozedur.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wolter. Kommt, mir maache lo hei keng zwee Gespréicher. Ech hunn hei eng Motioun vun de Piraten leie mat enger Demande, fir se zréckzezéien an um Ordre du jour an der Kommissioun eng Kéier de Punkt ze abordéieren. Den Här Clement ass net bereet, dës Motioun zréckzezéien. Ech hunn eng aner Propositioun hei leien, fir se an d'Kommissioun ze iwwerweisen. Ech géif déi Propositioun zum Vott stellen, ob se an d'Kommissioun soll iwwerwise ginn. Wann dat net de Fall ass, géife mer driwwer ofstëmmen.

Kënne mer dee Vott par main levée maachen?

**Une voix** | An d'Kommissioun?

**M. Claude Wiseler,** Président | De Vott ass, ob mer se an d'Kommissioun zréck renvoyéieren. Kënne mer dee Vott par main levée maachen oder ass een, deen e Vote électronique wëllt?

*(Brouhaha)*

Haalt emol Är Fanger, Är Äerm erof. Meng Fro ass elo: Ass een, deen e Vote électronique freet?

**Une voix** | Nee.

**M. Claude Wiseler,** Président | Wann dat net de Fall ass, kënne mer se par main levée ofstëmmen.

***Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission***

Wien ass d'accord, fir se an d'Kommissioun ze iwwerweisen?

*(Hilarité et brouhaha)*

**M. François Bausch** (déi gréng) | ... Dir hutt et dach selwer proposéiert!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här Baum!

**Une voix** | Wat ass hei lass?

**M. Sven Clement** (Piraten) | Awer wéinstens Dir ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou. Ech gesinn, datt d'Oppositioun bereet ass, se an d'Kommissioun ze iwwerweisen. Dat ass ...

Wien ass dergéint, fir se an d'Kommissioun ze iwwerweisen?

Dat schéngt mer d'Majoritéit hei ze sinn, sou datt se net an d'Kommissioun iwwerwise gëtt.

An deem Fall gëtt se hei ofgestëmmt. Mir procedéieren also elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 3 vun de Piraten.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Déi nächste Kéier frot Dir fir d'éischt, éier Dir esou eppes sot, Här Baum!

**Une voix** | Gelift?

***Vote sur la motion 3***

**M. Claude Wiseler,** Président | De Vott fänkt elo un.

*(Brouhaha)*

De Vott ass ofgeschloss.

*(Brouhaha)*

Dës Motioun ass ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 14 Jo-Stëmmen an 11 Abstentiounen.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.*

*Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding).*

## 10. 8311 – Projet de loi portant approbation de l'Avenant modifiant la Convention du 23 avril 2012 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, fait à Berlin, le 6 juillet 2023

Voilà, domat komme mer dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, also dem Projet 8311, engem Avenant tëschent Lëtzebuerg an Däitschland, dee souwuel d'Duebelbesteierung wéi och d'Steierflucht an d'Steierhannerzéiung soll verhënneren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet zéng Minutten, déi verschidde Fraktiounen a Sensibilitéite jeeweils fënnef Minutten an d'Regierung huet zéng Minutten. Et si schonn ageschriwwen: den Här Guy Arendt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission des Finances***

**M. Marc Spautz** (CSV), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si frou, Iech hei kënnen e mëndleche Rapport ze maachen iwwert de Projet de loi 8311. Virun e puer Joer hätte mer vill méi laang iwwert dat geschwat, wat an dësem Projet dran ass. Do geet et nämlech ëm d'Duebelbesteierungsofkommesse mat Däitschland, wou et ganz wichteg ass, dass mer do déi néideg Akzenter setzen. An ech hu mer erlaabt, Här President ...

*(M. Marc Spautz montre un journal.)*

De leschte Sonnde stoung an enger däitscher Zeitung ganz grouss am Kader vum Homeoffice, wéi wichteg et ass, dass deen Accord tëschent Lëtzebuerg an Däitschland, deen am Juni 2023 vun der Madamm Yuriko Backes an dem Här Christian Lindner ënnerschriwwe ginn ass ..., wéi wichteg deen ass als Akzent och am europäesche Volet.

Ech wëll drun erënneren: Mir schwätzen hei iwwert d'Upassung wéinst dem Teletravail, mee et ass net nëmmen den Teletravail, deen an dësem Kader geännert ginn ass. Et ass eng Ännerung vun der Konventioun vun 2012, déi zwëschent Lëtzebuerg an Däitschland gemaach ginn ass. Hei geet et och drëm, fir d'Mindeststandarde vun de BEPS an de Steierreegele vun der OECD ..., dass dat alles mat opgeholl gëtt. Hei geet et och drëm, alleguerten deene Saache Rechnung ze droen, déi säit 2012 komm sin. An ech muss och soen, mir haten och an der Kommissioun doriwwer rieds, och fir eis ass et wichteg, dass dat, wat am Kader vun de Plan-sociallen a vun de Licenciementer ass, och an Zukunft aneschters berücksichtegt gëtt am Kader vun dësem Steierofkommes.

Et muss een och drun erënneren, wéi wichteg et och war am Teletravail – an dat hu mer grad wärend der Covidzäit gemierkt –, dass mer et do fäerdegbréngen, eenheetlech Reegelen ze hu mat eisen dräi Nopeschlänner. Mat deenen zwee anere Länner ware mer schonn op 34 Deeg, et war just Däitschland, déi nach op 19 Deeg waren. A mat dësem Gesetz wäerte mer och do op 34 kommen, woumadder et kloer ass, dass eis dräi Nopeschlänner déi selwescht Behandlung hu fir déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen.

Ech wëll dann elo och op déi eenzel Avisen agoen, déi dozou komm sinn.

Et ass en Avis komm vum Conseil d'État, deen näischt Extraes ze soen huet.

Et ass och nach en Avis komm vun der Chambre des Salariés, déi och nach eng Kéier drun erënnert, dass dat nach ëmmer wäit ewech ass vun deenen 49,9 %, déi an der europäescher Direktiv, wou den deemolege Sozialminister, den Här Haagen, mat dru geschafft huet, festgehale goufen, fir dass d'Sozialversécherungsbeiträg op 49,9 % vun der Gesamtaarbechtszäit géife kommen. Wa mer do géifen eropgoen, da wiere mer iwwer 100 Deeg. Dat ass nach wäit ewech dovunner.

D'Chambre des Salariés seet, dass et awer fir si wichteg wier, dass mer et vläicht géife fäerdegbréngen, op 25 % vun der Aarbechtszäit ze kommen. 25 % vun der Aarbechtszäit, dat géif ausmaachen, dass mer awer iwwert déi 34 Deeg missten erausgoen. An dat ass jo an engem europäesche Reglement, an an den Diskussiounen ass virgesinn, dass mer och eng Kéier spéiderhin dozou géife kommen. D'Chambre de Commerce, déi huet extra dëse Punkt begréisst.

Ech wëll awer och nach eng Kéier soulignéieren, dass och dee Problem, dee mer kannt hu wärend dem Teletravail, fir déi Leit aus der Fonction publique, déi an Däitschland gewunnt hunn, mat dësem duebele Besteierungsofkommes gekläert ass an dass déi an Zukunft och kënne bis 34 Deeg bei där Besteierung maachen.

Dat gesot, dréien ech mech dann eng Kéier, Här President, net als Rapporter, mee als Spriecher vun der CSV. D'CSV gëtt selbstverständlech d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz. Ech soen Iech villmools Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Spautz villmools Merci fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport.

An den éischte Riedner, deen hei ageschriwwen ass, ass den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Guy Arendt** (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, ech ka mech ganz kuerz halen. De Rapporter huet quasi alles gesot: de Seuil de tolérance vun 19 op 34 Deeg, d'Fonction publique ass mat dran, d'Work-Life-Balance vun de Leit huet hei och Prioritéit, si kënnen op den Teletravail zréckgräifen, méi Flexibilitéit, d'BEPS-Reegele si respektéiert ginn.

Ech sinn och frou, dass duerch dee Projet de loi hei an duerch d'Gesetz, wat dann hoffentlech votéiert gëtt, mer fir dee Projet vun der Madamm Backes, dee si ugeleiert huet, hei en Ofschloss fannen. An ech kann nëmmen den Accord vun der DP zu dësem Projet de loi ginn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Arendt. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Mir begréissen dëse Projet och a mir wäerten en och matstëmmen aus zwee Grënn. Éischtens, well Däitschland den Haapthandelspartner ass vu Lëtzebuerg a well et wichteg ass, dass mer ëmmer eng Condi (ndlr: Convention de non double imposition) hunn, déi à jour ass, déi aktuell ass. An dat maache mer mat där heite Konventioun iwwert d'Duebelbesteierung. An zweetens, well och effektiv den Teletravail zu engem Kompetitivitéitsfacteur ginn ass.

Mir brauchen den Teletravail. Den Teletravail ass e Facteur d'attractivité vun eisem Land. An dofir ass et ze begréissen, dass mer effektiv elo hei op 34 Deeg eropgaange sinn am Kader vun deem Duebelbesteierungsofkommes. An dofir wäerte mer dat hei matstëmmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Fayot Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Jo, mir begréissen och dëse Projet a wäerten e matstëmmen. Mir géifen eis och freeën, wann déi Unzuel vun den Deeg nach weider erweidert géif ginn an den nächste Joren.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Och déi gréng ginn hiren Accord zu dësem Projet de loi. Et ass e wichtege Projet, well en och déi Inegalitéite fir Residenten aus Däitschland e bësse manner grouss mécht a se op dee selwechten Niveau setzt wéi déi aner Nopeschlänner, fir kënne méi vun doheem aus ze schaffen, eppes, wat extreem wichteg ass. Mir sinn ugewisen dorobber, dass mer Leit vun iwwerall hier aus der Groussregioun hei zu Lëtzebuerg schaffen hunn, an déi mussen dat och kënne vun doheem aus maachen. Duerfir ass dat wierklech e gudde Schrëtt an déi richteg Richtung.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Däitschland war bis elo d'Nopeschland mat deene mannsten Deeg, wou ee konnt vun doheem aus schaffen an dat wäert elo gläich en Enn hunn. Mir setzen d'Deeg also vun 19 op 34 Deeg erop an dat ass e gudden Ufank.

Mee ech soen et ganz kloer: Et ass u sech en Ufank. Et kann net de Schluss sinn! Et muss eis kloer sinn, datt dat net duergeet. Well och bei 34 Deeg bleift nach ëmmer e groussen Ënnerscheed zwëschent dem Resident an dem Frontalier, an dat op där nämmlechter Aarbechtsplaz. Dat heescht, genau déi nämmlecht Tätegkeet gëtt ënnerschiddlech behandelt, ob ech dann elo an Däitschland liewen oder ob ech zu Lëtzebuerg liewen. Dat kënnen e puer Meeter Ënnerscheed maachen, jee nodeem, wou un der Grenz ech wunnen.

Fir eis Piraten gëtt Teletravail de Leit ganz kloer d'Flexibilitéit an d'Zäit, fir virun an no der Aarbecht, och emol dertëschent mat méi kuerzen Ënnerbriechungen, nach hir Work-Life-Balance wierklech an de Grëff ze kréien a wierklech an der Balance ze halen.

An zousätzlech huet den Teletravail e positiven Afloss op de Verkéier. Mir hu virdrun iwwert d'$CO_2$-Steier geschwat. Ma wien am Teletravail ass, dee muss manner $CO_2$-Steier bezuelen, well e manner mat sengem Auto muss fueren.

Gläichzäiteg kann een den Teletravail natierlech och notzen, andeem een net forcement op de Siège muss kommen. Mee dofir kéint een iwwer grenziwwerschreidend Geschäftszonen, Büroszone schwätzen, mat engem klore legalen a steierrechtleche Kader dee Moment.

Mir vergiessen awer och net déi Leit, déi net kënnen am Teletravail sinn. An do muss een, och wann d'Regierung anerer Meenung ass, nach eng Kéier iwwert d'Kilomeeterpauschal schwätzen. Zumindest en Deel, e groussen Deel vun de Regierungsfraktiounen huet jo awer an deene vergaangene fënnef Joer reegelméisseg fir eng méi héich Kilomeeterpauschal plädéiert.

Mir musse weider mat eisen Nopeschlänner verhandelen, fir datt d'Inegalitéiten tëschent Residenten a Frontalieren erofginn. Datt dat net einfach ass, jo, dat wësse mer. Datt dat eppes kaschte wäert, also net gratis wäert sinn, dat wësse mer och. Mee et ass awer wichteg fir de sozialen Zesummenhalt an de Betriber, datt jidderee ka vum Patron d'nämmlecht behandelt ginn.

An, Här President, da wëll ech awer op eppes hiweisen, wat haut guer net ugeschwat gouf, wat awer ganz verstoppt e bëssen am Rapport drasteet. An dat ass de Problem vun den Astreinten. Well laut dem Accord mat Däitschland gëtt eng bezuelten Astreinte als Aarbecht consideréiert an ass domadder Deel vun deene 34 Deeg, déi een dierf ausserhalb vu Lëtzebuerg schaffen. Den Accord mat der Belsch gesäit vir, datt déi Deeg, wou een eng Astreinte mécht, dann och ënnert déi 34 Deeg falen.

An och mat Frankräich ass de System net gutt, well de franséische Staat huet … Also, Dir mierkt, souguer d'Press huet sech scho fir den Theema interesséiert. A wéi d'Lëtzebuerger Press sech souwuel bei der lëtzebuergescher Steierverwaltung wéi bei der franséischer Direction des finances gemellt huet, konnt keen de Journalisten eng Äntwert drop ginn, wéi et dann a Frankräich de Fall ass. Ëmmerhi kommen do 52 % vun eise Frontalieren hier. Et wär also wichteg, datt mer zumindest kloer wéissten, wat bei enger Astreinte de fiskaleschen Impakt ass, well e Risiko ass, vu datt mir zu Lëtzebuerg Astreinten net als Aarbechtszäite rechnen, datt vill Betriber d'Reegel vläicht guer net richteg applizéieren. An dat bréngt da mat sech, datt den eenzelne Salarié herno bei enger eventueller Steierkontroll a sengem Heemechtsland deen ass, dee muss erklären, firwat en eppes falsch deklaréiert huet, obwuel en et guer net besser wousst.

Dat ass de Problem, dee mer am Moment mat där Onkloerheet bei den Astreinten hunn. An dofir wäre mer frou, grad well Astreinten awer e beléiften Outil sinn an de Kommunikatiounsbetriber, ech denken un d'Informatik, awer och zum Beispill an der Santé – mir stëmmen nach e Gesetz iwwert d'Astreinten an der Santé –, datt een do awer misst Kloerheet schafen.

An dofir, Här President, hunn ech eng Motioun matbruecht, déi d'Regierung opfuerdert, fir bei deem spezielle Punkt nach eng Kéier nozebesseren an nach eng Kéier Verhandlunge mat eisen Nopeschlänner ze féieren, fir eebe grad déi speziell Fro vun den Astreintë kloer ze reegelen. Wannechgelift.

***Motion 1***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

*– Am Prinzipp gëtt d'Astreinte net als Aarbechtszäit gezielt. D'Astreinte zeechent sech doduerch aus, dass d:e Salarié:e net op enger bestëmmter Plaz muss sinn, mee just muss zu all Moment erreechbar sinn, fir dass en, wann néideg, seng Aarbecht kann ophuelen. D:e Salarié:e ka sech also fräi deplacéieren a sengem Privatliewen an där Zäit nogoen.*

*– D'Duebelbesteierungs- an Homeoffice-Accorden, déi Lëtzebuerg mat sengen Nopeschlänner getraff huet, gesi vir, dass d'Astreinten zur Aarbechtszäit am Wunnland zielen an dës deemno vun den erlaabte 34 Deeg Homeoffice ofgerechent ginn;*

*– deemno ka just d'Disponibilitéit fir ze schaffen déi Betraffen ee ganzen Dag Homeoffice kaschten.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*– nei Verhandlunge mat den Nopeschlänner ze féieren, mam Zil, dass d'Astreinten net méi an de Seuil vun de 34 Deeg falen.*

*(s.) Sven Clement.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn eis bewosst, datt et keng einfach Aufgab ass, an, och wa mer elo erëm nei Verhandlunge fir e spezifeschen Deel maachen, datt dat sécherlech näischt ass, wat vun haut op muer geschitt.

Mir denken awer, datt et wichteg ass, der Regierung hei e kloert Mandat vum Parlament mat op de Wee ze ginn, well et sech hei ëm systeemrelevant Secteuren handelt. Mir kënnen net d'nächst Woch e Gesetz

stëmmen, fir eng Base légale fir d'Astreinten an de Santésberuffer ze huelen, a gläichzäiteg rechtlech Onkloerheeten hunn, wat d'Besteierung vu genau deenen Astreintë bei de Frontalieren ugeet. Well mir däerfen net vergiessen – ech hunn et op alle Fall net vergiess aus de Covidjoren –, dass mer ganz, ganz vill Leit aus deem Secteur iwwert der Grenz wunnen hunn an déi deementspriechend och dovunner betraff wären. An et wär desastréis, wann déi just kéinten op 34 Deeg Astreinte zréckgräifen am Joer.

Ech soen Iech dofir Merci fir d'Nolauschteren an ech hoffen op e konstruktiven Austausch zu där Motioun. Villmools merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir si gewéinlech relativ skeptesch, wann et ëm fiskal Konventioune geet, well dat oft och dozou benotzt gëtt, fir d'Steierlaascht erofzesetzen. An dësem Fall ass et awer eendeiteg méi interessant, well et awer och géint Abuse soll goen an och Richtlinne vun dem BEPS soll ëmsetzen an och géint Abuse vun den Immobiliefonge soll goen an do och d'Besteierung eropsetzt.

An eisen Ae geet u sech an deem Fall deen Avenant an déi richteg Richtung an dofir wäerte mer en och matdroen. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci, Här President. Och merci fir deen Debat.

Dat hei ass e wichtege Projet an dat ass net einfach en Avenant zu engem Duebelbesteierungsofkommes, wat een dann einfach esou duerchwénkt. An et ass ugeklongen, dass et eng Zäitche gedauert huet, bis dass dat hei konnt zustane kommen. Déi éischt Diskussioune ginn nach op 2012 – jo, 2012 – zréck.

Ech wëll och e puer Prezisioune ginn. Et ass richteg, dee wichtegste Punkt: Et si 50.000 – 50.000! – Frontalieren, déi vun dëser Konventioun concernéiert sinn. Also dat ass net näischt! Dir hutt also e gréisseren Impakt och op de Lëtzebuerger Aarbechtsmarché.

Et geet awer doriwwer eraus, iwwert de sougenannten „Homeoffice" oder wivill Deeg ech da kann a mengem Heemechtsland schaffen, ouni dass do e Besteierungsrecht ufält. Et geet och ëm e Besteierungsrecht am Fall vun Indemnitéite bei enger Entloossung. Et geet ëm d'Besteierungsrecht vu professionelle Chaufferen oder Lokfürer, déi jo dann hin- an hierfueren. An et gëtt och niewent dem steierlechen Traitement vun de Pendler Prezisiounen um Niveau vun deene Leit, déi zum Beispill an Däitschland wunnen a beim Lëtzebuerger Staat schaffen. Och där gëtt et der net manner.

Ech wëll eppes kloer soen, wann elo gesot gëtt, dee Seuil vu 34 Deeg sollt an d'Luucht gefouert ginn. Also, éischtens sinn ech emol frou, dass mer elo bei deenen dräi Nopeschlänner, nämlech der Belsch, Frankräich an Däitschland, op deem selwechte Seuil vu 34 ukomm sinn. A bei Däitschland hu mer dee gréisste Sprong gemaach, well bei de Fransouse si mer ëm fënnef Deeg an d'Luucht gaangen a bei den Däitsche gi mer elo vun 19 op 34, also ëm ganzer 15 Deeg an d'Luucht!

Et ass och esou, dass net dat eent Land kann diktéieren: „Mir géifen elo gär bis dohinner kommen an dann hutt Der dat ze akzeptéieren!" Neen! Eng Steierkonventioun ass e bilateralen Accord. An déi Däitsch schwätze jo bei deene 34 Deeg Toleranz vun enger „Bagatellgrenze". An ech wëll dat wuelverstanen hunn.

Firwat? Mee et ass esou: Wann en däitsche Resident op Lëtzebuerg schaffe geet, dann huet e jo am Prinzipp d'Lëtzebuerger Besteierungsrecht op säi Salaire. Wann ech elo mat deene 34 Deeg an d'Luucht fueren, da verzicht eigentlech Däitschland méi op d'Besteierungsrecht, well theoreetesch fir déi Aarbechtszäit, déi an Däitschland verbruecht gëtt, ab dem éischten Dag u sech déi Däitsch d'Besteierungsrecht hätten.

Dann den zweete Punkt: Et kann een elo schonns op 50 Deeg eropgoen. Dat erlaabt déi Konventioun. Blouss ass et dann esou, dass ech da fir déi 50 Deeg net zu Lëtzebuerg, mee fir déi 50 Deeg an Däitschland besteiert ginn. Duerfir nach eng Kéier: Bagatellgrenze. Mee déi kann een net endlos eegemächteg einfach esou an d'Luucht féieren. Och dat muss ee mat bedenken.

Ech wëll och soen, dass dat heiten Duebelbesteierungsofkommes zustane kënnt, ouni dass et Kompensatiounszalunge gëtt vis-à-vis vun däitsche Gemengen. Och dat muss ee mat a Betruecht zéien.

An e lescht Argument géintiwwer vun deenen, déi soen: „Dir musst elo nach an d'Luucht fueren, zum Beispill op déi 25 %." Déi 25 %, dat entsprécht 55 Aarbechtsdeeg. Wéi gesot, mir leie mat dëser Konventioun elo grad ewéi mat der Belsch a mat Frankräich op 34 Deeg. Duerfir wëll ech, bei allem Enthusiasmus – wat ech och kann novollzéien – drop hiweisen, wat fir eng aner Auswierkungen dat am Konkreete kann hunn. Et ass esou, dass d'Duebelbesteierungsofkommes e bilateraalt Ofkommes ass. Dat, wat um Niveau vun der Sécurité sociale, also bei de Sozialversécherungen, gemaach gëtt, dat ass eng europäesch Reglementéierung. Duerfir muss een dat, mengen ech, an deem globale Kontext kucken.

An da wëll ech nach eppes soen, dat ass: Och wann déi Nopeschlänner mat Lëtzebuerg opgrond vun enger Spezifissitéit vun dem Pendel vu Frontalieren natierlech eng aner Dimensioun hunn, ass dat jo net nëmme Lëtzebuerg, dat sinn och aner Nopeschlänner vun Däitschland, an ech kann novollzéien, dass dat fir déi däitsch Autoritéiten, fir déi däitsch Regierung, och an deem Kontext muss beliicht ginn. Duerfir, jo, wann et sollt bilateral – well et geet nëmme bilateral – zu enger Erhéijung vun där sougenannter „Bagatellgrenze" oder dem Seuil de tolérance vu 34 Deeg kommen, ass d'Regierung selbstverständlech bereet. Ech wëll awer just nuancéieren, dass mir dat net kënnen eleng an eegemächteg maachen, mee dass dat och mat Zoustëmmung vun den däitschen Autoritéiten an dësem Fall muss geschéien.

Fir de Rescht, géif ech soen, ass dat hei e gudden Accord, deen am Sënn ass vun eisem Aarbechtsmarché, deen den Aarbechtsmarché och weiderhi fërdert a sécherstellt, dass mat deene 34 Deeg weiderhin déi Betribsstätten, déi zu Lëtzebuerg sinn, net a Fro gestallt sinn. Well wat heescht et, wann e Salarié wärend 50 a méi Deeg eleng vun Däitschland aus schafft? Da kéint dat ugesi gi vun den däitschen Autoritéiten, wéi wann dat eng Betribsstätte wär an dass mer dann net nëmmen d'Besteierungsrecht um Niveau vum Salarié senge Salairë géife verléieren, mee och nach dat vun der Betribsstätte, déi kéint zu Lëtzebuerg abhande kommen.

Ech wollt dat eng Kéier gesot hunn, dass déi Decisioun vun deene 34 Deeg – a kuckt, dass Der nach weidergitt! – vill Facetten huet an dass een déi och muss am Kapp hunn, ier een hei weider Schrëtt ënnerhëlt, déi, wéi gesot, an engem bilaterale Kontext wäerte musse geschéien.

Ech kann Iech op jidde Fall soen – an dat steet an dem Regierungsprogramm –, dass Lëtzebuerg éischtens d'Netz vun den Duebelbesteierungsofkommesse weltwäit wëllt ausbauen, an zweetens wëll ech och kloer soen, dass, wa sech weider Opportunitéite géife ginn am Interessi vun eisem Land, am Interessi vum Aarbechtsmaart bei eis am Land, am Interessi vun deene 50.000 Frontalieren, d'Lëtzebuerger Regierung selbstverständlech dofir op ass.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci och dem Finanzminister. Domat wär d'Diskussioun dann ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8311. Den Text steet am Document parlementaire 8311[4].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8311 et dispense du second vote constitutionnel***

An d'Ofstëmmung fänkt un. Mir kommen elo zu dem Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen an dann natierlech keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. De Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

***Motion 1***

An dann hunn ech hei op mengem Pult nach eng Motioun leie vun de Piraten. Här Clement, Dir hutt se schonn erkläert, wëllt Der nach e Wuert dozou soen?

*(Négation)*

Dat ass net de Fall. Wie wëllt zu der Motioun vum Här Clement Stellung huelen? Den Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Och merci dem Här Clement. Déi Motioun, dat kléngt ganz sympathesch fir ze soen: Mir mussen do nach an d'Luucht fueren. Mee mir sinn eis allegueerte bewosst, dass mer an deenen nächsten dräi Méint keen Accord fannen, weeder mat Däitschland nach mat Frankräich nach mat der Belsch – innerhalb vun dräi Méint en Accord –, fir vu 34 an d'Luucht ze

fueren. An dofir, mengen ech, ass zu dësem Zäitpunkt déi Motioun do verfréit, an ech proposéieren eise Kolleegen, déi Motioun ofzeleenen, well et ass superfetatoire de Moment, fir dat elo schonn an dës Richtung ze maachen.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. Hunn ech nach eng Wuertmeldung? Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo. Also bon, déi Motioun ... Ech soen, mir hunn dat effektiv elo net recherchéiert, an do schéngt jo effektiv e gewëssene Flou juridique ze herrschen. Dir sot och: „Am Prinzipp gëtt d'Astreinte net als Aarbechtszäit gezielt." Et muss een effektiv eng gewëssen Disponibilitéit hunn. Et ass ee jo „de garde", dat heescht, et schafft een a priori net. Dat heescht, effektiv géif et Sënn maachen, déi Deeg auszeschléissen. Bon, muss een dee ganzen Dag am Homeoffice sinn? Ech weess et net. Do stelle sech eng Rei juristesch Froen, déi een, mengen ech, awer sollt préiwen, well ech mengen, et ass awer effektiv eng justifiéiert Fro.

An dofir wäre mir am Fong der Meenung, dass een déi Motioun hei eng Kéier kéint an der Kommissioun diskutéieren, och mat de Beamten, fir ze kucken, wéi effektiv d'Rechtslag ass a wéi ee mat där Situatioun hei wëllt ëmgoen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, also de Grondgedanke gefält eis och, fir ze soen, dass eng Astreinte, wou ee souwisou net heihinner komm wär, net géif an déi 34 Deeg kontabiliséiert ginn. Mir wëssen natierlech awer och, dass et net evident ass, fir dat elo einfach nozeverhandelen, well soss kéint ee jo och nach ganz aner Saachen hei fuerderen, notamment och d'Zuel vun den Deeg an d'Luucht setzen. An et stelle sech och eng Rei technesch Froen, soudass mir eigentlech och léiwer hätten, dat doten nach eng Kéier a Rou ze diskutéieren. Well mir hunn elo jo schonn héieren, wéi dat mat dem Verweisen an d'Kommissioun geet. Ech hoffen, dass d'DP dann dës Kéier och gekläert huet mam Koalitiounspartner, wéi een domadder ëmgeet.

*(Hilarité)*

**M. Gilles Baum** (DP) | Et ass gutt, dass dat do elo an der éischter Sëtzung ass, well fir de Rescht vun der Legislaturperiod ...

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Très bien, Här Baum. Notéiert, notéiert.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Op alle Fall, bon, mir hätten natierlech léiwer, mir kéinten dat do eng Kéier diskutéieren. Mee egal, wat elo mat der Motioun geschitt, froe mer dann, dass mer déi Fro awer kënnen eng Kéier an der Kommissioun thematiséieren.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, mir mengen och, datt een déi heite Motioun awer misst an der Kommissioun diskutéieren. Et wier schued, déi einfach esou net unzehuelen, well d'Froestellung ass awer ganz berechtegt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Den Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, ganz kuerz. Merci, Här President. Ech wëll mech deem och uschléissen. An ech mengen, et wier och wichteg, wa mer eng Kéier kéinten an aller Rou an der Kommissioun doriwwer diskutéieren. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Den Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Jo, et kéint een och an der Kommissioun driwwer diskutéieren. Mee u sech, wat gefuerdert gëtt an der Motioun, ass jo, datt nei Verhandlunge sollen ugefaange gi mam Zil ... Dat heescht net, datt déi an dräi Méint missten ofgeschloss sinn, Här Spautz. Esou naiv sinn ech net, datt, nodeem mer eelef Joer gebraucht hunn, fir deen heiten Accord ze fannen, ech géif mengen, datt dat no dräi Méint ofgeschloss wär.

Ech mengen, et wär scho gutt, wann déi Motioun hei zumindest zum Nodenken ugereegt hätt, fir déi Fro eng Kéier ze klären, wéi mat den Astreintë vun eise Frontalieren an deenen dräi verschiddenen Nopeschlänner fiskalrechtlech ëmgaange gëtt. Well wann d'Steierverwaltunge vun zwee Länner op eng Fro vun engem Journalist net kënnen äntwerten oder net wëllen äntwerten, dann ass do méi wéi nëmmen e Flou juridique. An deementspriechend kënnt Der Iech ... Mir stëmmen dat elo of, d'Majoritéit refuséiert et. Da kënnt de Bréif, datt mer dat an enger Kommissioun dann eng Kéier diskutéieren. Dann diskutéiere mer et eng Kéier an enger Kommissioun. Mee et wär awer gutt, datt mer entre-temps awer eng rechtlech Kloerstellung hätten, wéi domadder ëmzegoen ass. Well dat ass dat, wat mir awer haut am meeschte Suerge mécht, datt mer do Leit hunn, déi am gudde Glawen hir Astreinten unhuelen, hir Astreinten dann och disponibel bleiwen a wann dann an dräi, véier, fënnef Joer eng Kéier eng Steierkontroll kënnt an hirem Residenzland, se déi sinn, déi da gesot kréien: „Dir waart am Feeler, well Der et falsch gemaach hutt." Dat géif ech ganz schued fannen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Doropshin huet de Finanzminister nach d'Wuert gefrot. Här Finanzminister.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech mengen, och dës Regierung brauch keng Motioune fir ze wëssen, wéi se soll regéieren. Ech soen hei am Kloertext ...

*(Interruptions)*

Ech soen hei am Kloertext dat hei, dass d'Regierung sech engagéiert. Wat ech virdru gesot hunn: Mir engagéieren eis, fir déi néideg Klarifikatiounen ze bréngen. Dat ass dat Éischt. An dat Zweet, ech soe ganz kloer och: Mir kënnen net, nodeems dat hei elo ofgestëmmt ass, erëm eng Kéier nei Negociatiounen ufänken. An do ass dat, wat den Här Spautz gesot huet, vollkomme richteg.

Nach eng Kéier: d'Engagement, wann den Här Clement do kéint dermat d'accord sinn, fir déi néideg Klarifikatiounen an der Chamberskommissioun ze bréngen. An Noutfalls, soen ech, bleift jo nach ëmmer d'Méiglechkeet um Niveau vun de Steiersaachen, dass et eng Circulaire gëtt, déi déi doten Explikatioune gëtt, esou wéi dat sollt sinn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Finanzminister.

Esou wéi den Här Clement et gefrot huet, stëmme mer elo iwwert dës Motioun of.

***Vote sur la motion 1***

An de Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

Et si 5 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen an 19 Abstentiounen. Domat ass dës Motioun mat 35 Nee-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.*

*Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.*

## 11. Heure d'actualité de la sensibilité déi gréng au sujet de la conférence sur les changements climatiques à Dubaï – COP28

Da komme mer zum nächste Punkt. D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'COP28 zu Dubai, déi déi politesch Sensibilitéit vun déi gréng ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet 10 Minutten, all Fraktioune respektiv Sensibilitéiten hunn duerno 5 Minutten an d'Regierung huet 15 Minutte fir ze äntweren. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Luc Emering, den Här Franz Fayot an den Här Ben Polidori. Ech ginn dovunner aus, datt nach deen een oder deen aneren derbäikënnt. D'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Joëlle Welfring als Vertriederin vun där politescher Sensibilitéit vun déi gréng.

***Exposé***

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, säit bal 30 Joer kuckt d'Welt all Joer wärend e puer Deeg op en Evenement, zu deem sech, wéi et schéngt, ëmmer méi Leit treffen. Jo, et ginn hei bal alljoers Rekorder gebrach op en Neits, wat d'Zuel vun de Participanten ugeet, dëst fir am Kader vun der Weltklimakonventiioun e gemeinsame Wee aus der Klimakris ze verhandelen.

Déi eng waarde gespaant oder éischter verzweifelt op konkreet Schrëtt an Engagementer, iwwert déi sech déi politesch Responsabel eens solle ginn, fir eis Emissiounen an de Grëff ze kréien. An déi aner hunn et opginn a gesinn dat Ganzt als eng Aart Farce un, dat virun allem als Bün fir Politiker, Lobbyisten a Schaulusteger déngt, an dat och nach an engem Land, dat selwer Pëtrol exportéiert, mat engem President, dee selwer am Handel mam Pëtrol involvéiert ass.

Ech hat d'lescht Joer d'Geleeënheet, fir selwer derbäi ze sinn. An och d'lescht Joer hu mer eis duerno hei op dëser Plaz gesinn, fir am Kader vun enger

Aktualitéitsstonn de Point iwwert d'Resultater ze maachen. Erlaabt mer wannechgelift trotzdeem, kuerz op dës Andréck zréckzekommen.

Ech hat deemools d'Éier, fir als Member vun der Verhandlungsekipp vun der EU matzewierken a koum och mat ganz gemëschte Gefiller heem. Ech war engersäits, esou wéi vill anerer, enttäuscht driwwer, dass eng Rei Erwaardungen net erfëllt goufen. Zum Beispill konnt sech och do net op e staarkt Engagement zum Ausstig aus de fossille Brennstoffer gëeenegt ginn, dat op Awierkung vu Länner, déi um Export vu Pëtrol interesséiert sinn.

Ech war awer positiv gestëmmt wéinst der Decisioun zur Schafung vum Fong fir Verloschter a Schied. Dëse Fong war säit ville Joren an Diskussioun a gouf och vu verschiddenen EU-Memberstaaten eng laang Zäit ëmmer nees verworf aus Angscht, hei eng Zort Faass ouni Buedem ze kreéieren, e weidert Instrument, un deem jorelaang misst gedoktert ginn, ier jee en Dollar oder en Euro géif bei de vulnerabelen Entwécklungslänner ukommen. No deeglaangen Diskussiounen op der COP27 huet ee sech fir d'éischt innerhalb vun der EU heirop gëeenegt, ier och aner Länner konnten heivun iwwerzeegt ginn, wat gehollef hat, fir weider Verhandlungspunkten zum Deel ze deblockéieren. Et war e Revirement, jo eng Zort Duerchbroch, deen do och op der COP28 zum Droe koum.

Esou eng Dynamik kann nëmmen opkommen, wa sech Leit physesch treffen, déi e Verhandlungsmandat hu souwéi e gewëssene Spillraum, fir dëst ze notzen.

Et fonctionéiert och besser, wann ee mat Partner verhandelt, deenen hir Positioun kloer ass, och wa se engem net ëmmer gefält, an déi et zu engem gewëssene Mooss gewinnt sinn, Kompromësser anzegoen. Och dat gëtt méi einfach, wann ee sech reegelméisseg trëfft an austauscht.

Eng COP ass dofir a mengen Ae méi wéi en eenzelt Event. Et ass e Prozess, engersäits, well tëschent deene järleche Reuniounen eng Hellewull vun Echangen a Reuniounen tëschent enger Villzuel vun Experte stattfannen, fir d'Decisiounen ze preparéieren, an anerersäits, well op all COP Entscheedunge falen, déi op deene viregte Konferenzen heiansdo iwwer Joren an d'Weeër geleet goufen.

Och dëst Joer – iwwregens, an et gouf schonn elo eng Kéier gesot, am wäermste Joer säit Laangem, och säit de klimatologeschen Opzeechnungen, an dat si keng vereenzelt Wiederphenomeener, mee en Effekt vum Klimawandel, eng wëssenschaftlech validéiert Tatsaach – kucken ech mat gemëschten Andréck op d'Resultater vun der COP28.

Et ass jo evident, jo, quasi banal: D'Wuerzel vum Klimaproblem ass d'Verbrenne vu fossille Brennstoffer. Dass dëst Joer nees keng konkreet Formulatioun iwwert den Ausstig aus de fossillen Energien an der finaler Decisioun steet, ass eng Defaite fir all déi, déi sech drëm beméit hunn, fir dëst als Prioritéit an en Text ze kréien, virop d'EU, mee och fir all d'Aktivisten aus der Zivillgesellschaft.

Et ass awer virun allem e Schlag an d'Gesiicht fir déi vulnerabel Länner, zum Beispill Inselstaaten, deenen d'Waasser fërmlech scho bis un den Hals steet. Och si setze sech op all dëse Konferenze ganz staark fir ambitiéis Klimaziler an.

Trotzdeem ass et wichteg, dass den Term „Transitioun ewech vu fossille Brennstoffer an Energiesystemer op eng gerecht, geuerdent an eng equilibréiert Manéier" – Zitat Enn – et endlech a fir d'éischt an e finalen Text gepackt huet. Et ass en neit Kapitel an de Verhandlungen an eng nei Basis, fir d'Verhandlungen an Zukunft op dësem Punkt weiderzedreiwen. Mee et ass wichteg, an Zukunft e kloert a staarkt Signal mat engem konkreeten Zildatum vun engem Ausstig ze hunn, fir weider Investissementer a fossill Infrastrukturen ofzewenden a soumat eis Ofhängegkeet vun dësen Energieformen an déi domat verbonnen Emissiounen zäitno ze reduzéieren, statt se fir an Zukunft a fir Joerzéngten ze zementéieren.

Och dass d'Atomenergie nieft den Erneierbaren als sougenannte Léisung opgezielt gëtt, ass sécher net richtungsweisend fir eng nohalteg a sécher Energieversuergung.

Zu de gudden Neierunge kann een awer och kloer dat gemeinsaamt Bekenntnis zum néidege Peak vun den Emissioune virun 2025 zielen, och wann d'Erreechen heivu mat all neier Buerung, fir Äerdueleg ze gewannen, ëmmer méi wäit an d'Zukunft réckelt.

Dann ass et sécher positiv ze wäerten, dass och direkt um éischten Dag sech konnt drop gëeenegt ginn, fir de Fong fir Verloschter a Schied mat Liewen oder éischter mat finanzielle Mëttelen ze fëllen. Laut Medie si mer elo bei 800 Milliounen Dollar, oder bal, an dat, fir déi besonnesch vulnerabel Länner ze ënnerstëtzen, déi elo scho staark ënnert dem Klimawandel musse leiden, obwuel si selwer awer quasi näischt dozou bäigedroen hunn.

Et gi sécher nach vill aner Theemen an Decisioune vun dëser COP, op déi ech nach kéint agoen, wéi zum Beispill dat chiffréiert Zil, fir d'erneierbar Energië fir 2030 ze verdräifachen. An dat ass och e Beispill, wat dank der Mobiliséierung vu progressive Staaten a Beweegunge vu jonke Mënschen elo decidéiert gouf. An nach vill Weideres. Mee ech zielen do op meng Noriedner/innen.

Mee wat mer virun allem um Häerz läit, dat sinn déi nächst Schrëtt, déi mer heiheem wäerten ënnerhuelen, fir eisen Deel derzou bäizedroen, fir eng gesond Zukunft mat engem funktionéierende Klima ze erméiglechen.

Déi lescht Regierung huet an der Klimaschutzpolitick wichteg Grondsteng geluecht souwuel mat ambitiéisen a gesetzlech verankerten Ziler, déi warscheinlech dëst Joer déi drëtt Kéier hannereneen erreecht ginn, mat Strategien, Pläng, konkreete Moossnamen, fir eis Emissiounen an de Gréff ze kréien, jo mat Pakten, fir mat Gemengen als wichtege Partner um lokale Plang de Klimaschutz an de proaktiven Naturschutz an d'Realitéit ëmzesetzen. Well Klimaschutz – ech ënnersträichen – an Naturschutz sinn déi zwou Säite vun där selwechter Medail.

Och eis staatlech Bäihëllefe fir Privatleit goufen an de leschte Jore staark ugekuerbelt. A wann een d'Zuele gesäit, da si se och gutt ugeholl ginn.

Mee wann ee weess, dass mer eis national Reduktiounsziler och an Zukunft just mat villen Ustrengunge wäerten erreechen an och dass mer a verschiddene Beräicher, wéi zum Beispill am Gebaiberäich, iwwer eis sektoriell Ziler erausschéissen, dann ass et kloer, dass elo sécher net de Moment ass, fir labberzeloossen.

Den nationale Klimaplang ass kee Selbstleefer a gesäit e ganzt Arsenal u Mesüre vir, déi musse weidergedriwwe ginn.

Här President, an dësem Sënn deposéieren ech heimat eng Motioun – wannechgelift –, …

***Motion 1***

*« relative à l'accélération des efforts dans la lutte contre la crise climatique »*

*La Chambre des Députés,*

*considérant que la décision de la vingt-huitième Conférence des parties des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28)*

*– reconnaît la nécessité de réductions marquées, rapides et durables des émissions de gaz à effet de serre conformément aux trajectoires axées sur le scénario des 1,5 °C ;*

*– souligne la primordialité d'accélérer l'action pour abandonner progressivement les combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques au cours de cette décennie critique, afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 ;*

*– demande le triplement de la capacité mondiale en matière d'énergies renouvelables et le doublement du taux annuel moyen mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici 2030 ;*

*– souligne que la planification à long terme et la mise en œuvre accélérée de l'adaptation, en particulier au cours de cette décennie, sont essentielles pour combler les écarts en matière d'adaptation et pour créer de nombreuses opportunités ;*

*– reconnaît les lacunes importantes, notamment financières, qui subsistent pour répondre à l'ampleur et à la fréquence croissantes des pertes et des dommages, ainsi qu'aux pertes économiques et non économiques qui en découlent,*

*invite le Gouvernement*

*– à veiller à la mise à disposition des moyens financiers et personnels nécessaires pour garantir une mise en œuvre accélérée du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg pour la période 2021-2030 (PNEC) ;*

*– dans ce contexte, à présenter ses priorités et un calendrier détaillé de mise en œuvre des priorités du Plan national d'énergie au plus tard en janvier 2024 ;*

*– à maintenir les aides financières pour la rénovation énergétique, la valorisation des sources d'énergie renouvelables et la mobilité durable à un niveau élevé au-delà de juin 2024 et à prévoir des mécanismes de soutien supplémentaires pour les ménages à revenu modeste ;*

*– plus particulièrement, à intensifier les efforts de décarbonation des bâtiments existants et à développer des dispositifs complémentaires permettant l'accès des ménages à revenu modeste au logement durable ;*

*– à présenter sous peu l'approche choisie pour établir au niveau national le plan social pour le climat, impliquant les acteurs clés, sachant que ce plan devrait entre autres avoir pour objectif d'assurer les ressources nécessaires aux ménages et entreprises les plus vulnérables pour financer la décarbonation ;*

*– à entamer les travaux pour déterminer la poursuite du mécanisme du prix du carbone après 2026 ainsi que sa compensation sociale et à communiquer les conclusions y relatives en temps utile ;*

*– à renforcer l'adaptation du Luxembourg aux conséquences climatiques inévitables dans tous les domaines et, pour ce faire, présenter la mise à jour de la stratégie nationale d'adaptation au plus tard en janvier 2024 à la Chambre des Députés, ainsi que doter la stratégie d'objectifs mesurables, d'une gouvernance solide et d'un mécanisme de révision clair ;*

*– à inclure dans le projet de budget pluriannuel 2024-2028 un engagement financier pour le financement des « pertes et préjudices » ;*

*– dans ce contexte, à fournir et présenter à la Chambre des Députés une vue d'ensemble des engagements financiers d'ores et déjà conclus voire planifiés par l'État dans les domaines de l'atténuation, de l'adaptation et des pertes et dommages au niveau national ainsi qu'international.*

*(s.) Joëlle Welfring, Franz Fayot, Ben Polidori, David Wagner.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | ... déi gedroe gëtt vun de Kolleege vun der LSAP, de Piraten an déi Lénk, an där mer d'Regierung ënner anerem dozou opruffen, fir déi néideg Moyene fir d'Ëmsetzung vum Energie- a Klimaplang virzegesinn an eis hire Kalenner an hir Prioritéiten, zum Beispill fir d'thermesch Isolatioun vu Wunngebaier, ze presentéieren.

Mir begréissen ausdrécklech, dass d'Regierung mat Hëllef vum Drock aus der Zivillgesellschaft an der Politick zum Schluss komm ass, dass den Top-up vun de Klimaaiden net ouni Weideres auslafe gelooss gëtt. An dëser Motioun fuerdere mer d'Regierung duerfir ausserdeem dozou op, fir och nom Juni 2024 d'Aiden op engem héijen Niveau ze halen, well dës Transitioun wäert eis nëmme geléngen, wa méiglechst vill Leit matmaachen. A fir vulnerabel Stéit brauche mer zousätzlech nach méi geziilt Ënnerstëtzung.

Och wat d'Weiderentwécklung vum $CO_2$-Präis ugeet, fuerdere mer mat eiser Motioun d'Regierung op, fir sech ze iwwerleeën an eis matzäiten ze kommunizéieren, wéi se no 2026 wëll weidermaachen.

Mat eisem Liewensstil an deenen domat verbonnenen, sougenannte konsumbaséierten Emissiounen – ech erënneren hei un den Overshoot Day, deen all Joer éischter fält –, mat eiser Finanzplaz, déi trotz verschiddene positiven Usätz, wéi zum Beispill Luxembourg Sustainable Finance Initiative, déi nach e wäite Wee viru sech huet, fir hir Ausriichtungen dem 1,5-Grad-Zil unzegläichen, jo, mat dësen an aneren Eegenaarte steet eis eng gewësse Bescheidenheet, gekoppelt mat enger wierklech staarker Ambitioun a Saache Klimaschutz, gutt zu Gesiicht.

Mir sinn net op der gewonnener Säit a mir hunn och als klengt Land eng grouss Verantwortung um internationale Plang an och heiheem.

Multilateral Prozesser si méi lues, wéi mir eis et géife wënschen. An am Fall vun dëser COP devoiléiere se och staark finanziell Interessen, déi ëmmer nees probéieren, d'Succèsen ze torpedéieren. Mee et soll een net an den Defaitismus verfalen. Den Emissions Gap Report vum UNEP weist eis och, dass d'Welt grad säit dem Paräisser Accord Fortschrëtter gemaach huet. Wou et weltwäit virun zéng Joer nach a Richtung plus 4 Grad gaangen ass, leie mer elo éischter bei enger 2,5-Grad-Erwäermung. Mee och dat geet nach laang net duer an et geet och just zesummen.

D'Regierung muss an der Klimapolitick och heiheem Faarf bekennen, well eis Zukunft ass näischt Figéiertes. Et läit un hir an un eis alleguer, fir se esou ze gestalten, dass se fir déi kommend Generatiounen nach liewenswäert bleift.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

***Débat***

**M. Paul Galles** (CSV) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, et deet mer leed fir meng e bësse beluechte Stëmm. Ech probéieren dofir, et net ze laang ze maachen. Et ass eng Traditioun elo ginn, dass mer hei an der Chamber eeben alljoers no der COP eng Heure d'actualité doriwwer ofhalen. Dofir och merci, dass dat och dëst Joer esou ass.

Ech hat am Ufank selwer d'COP28 aus ganz kriteschen Ae gekuckt, an dat hat haaptsächlech dräi Grënn. Den éischte Grond ass deen, dass mer alleguerte wëssen, dass d'Vereenegt Arabesch Emirater selwer hire Geschäftsmodell um Pëtrol opgebaut hunn an dat se natierlech an en Interessekonflikt féiert, wann een eng COP28 organiséiert.

D'nächst Joer ass se héchstwarscheinlech am Aserbaidjan, ginn ech emol dovun aus. Da wiessele mer vum Pëtrol eriwwer bei de Gas. Da si mer bei engem aneren Theema, awer ëmmer nach am selwechte Fall.

Deen zweete Grond war deen, dass de President vun der COP dëst Joer och a sech selwer e gewëssenen Interessekonflikt einfach dran huet, en ass och nach CEO vun der ADNOC, also vun der Abu Dhabi National Oil Company. Dat heescht, och dat war net ganz kloer, wat dee Mann dann eigentlech géif wëllen. An am Ufank vun der COP huet en och direkt duerch e puer Aussoe gewisen, dass et net ganz kloer ass, a wat fir eng Richtung dass e wierklech wëll goen an dass en ambitionéiert ass.

An deen drëtte Grond ass deen, dass ech mer awer och d'Fro gestallt hu vun der Form vun esou enger COP, well ech denken, dass se trotzdeem och u gewësse Grenze stéisst. Mir haten dëst Joer iwwer 100.000 Akkreditéierungen. Mir haten ongeféier 2.500 Lobbyiste vun der Pëtrolslobby, déi sech zu engem groussen Deel ageschlach haten, well se Member ware vun Delegatiounen, wou se dann net gelabelt sinn als dat, wat se sinn, dat heescht an Delegatiounen da kënnen hire Message och ënnerschwelleg weiderginn an duerfir och heiansdo da sech dertëschent filtréieren. An ech mengen, déi Fro ass oft opkomm och elo an der Gesellschaft: Wéi soll esou eng COP organiséiert ginn?

Ech sinn der Meenung, dass eng Visiokonferenz do héchstwarscheinlech schwéier wäert sinn, besonnesch an de leschten Deeg, wann d'Verhandlunge stattfannen. Mee héchstwarscheinlech gëtt et awer trotzdeem gutt Iwwerleeungen, fir dat Ganzt e bëssen ze straffen oder méi effikass ze organiséieren.

Wat mer erlieft hunn zesumme mam Franz Fayot um Parlamentarierdag, wéi mer dunn do waren, awer och am Austausch mat den Aktivisten, mat Journalisten, mat der Delegatioun vun der Lëtzebuerger Regierung, awer och mat Leit, déi ech selwer iwwert déi lescht Joren elo kennegeléiert hunn, dat war, dass e puer Theemen erausgestach hunn.

Dat éischt Theema war zum Beispill eeben, dass dee Loss-and-Damages-Fong do endlech och mat Sue gefëllt ginn ass. Ech mengen, Dir hat elo 8 Milliarden Dollar genannt als Zomm.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | 800 Milliounen.

**M. Paul Galles** (CSV) | Milliounen, ok. Well et gëtt nämlech Berechnungen, déi soen, dass een awer misst bis bei 350 Milliarde goen. Dat heescht, dat sinn onheemlech héich Zuelen, fir dee Loss-and–Damages-Fong do ze fëllen. Dat heescht, hei si mer nach wäit, wäit ewech vun deem, wat wierklech gebraucht gëtt.

Ech mengen, ech hat och schonn aner Zuelen héieren, déi e gutt Stéck nach méi héich sinn. Awer et ass e Virdeel an et ass e groussen Avantage, dass ugefaange ginn ass, en ze fëllen. E war deemools zu Glasgow entscheet ginn, elo ass ugefaang ginn, en ze fëllen.

Da war eeben déi ganz grouss Fro déi vum Phasing-out oder vum Phasing-down. Gottseidank ass et net einfach nëmme bei der Diskussioun bliwwen. Ech bedaueren, dass mer herno just bei engem Phasing-down sinn, dass mer net bei de Phasing-out komm sinn. Dat ass ganz schued. Dat ass, mengen ech, hei e Verloscht vun de Méiglechkeeten, déi mer haten op dëser COP.

An dat drëtt Theema war iwwert déi Carbon-Capture-and-Storage-Thematik, ob een dat just notzt fir déi $CO_2$-Emissiounen, déi net vermeidbar sinn, zum Beispill bei der Zementproduktioun, oder ob ee méi wäit geet. An ech mengen, déi COP-Presidence hei, déi wollt vill méi wäit goen an herno ganz vill $CO_2$-Emissiounen nach zouloossen an der Hoffnung, dass déi Technologie géif do eng Wonnerwierkung bréngen. An dat ka se awer net bréngen.

De Schlusspabeier ass net den Optimum, mee e stëmmt mech perséinlech awer relativ optimistesch. An zwar huet een engersäits gesinn, dass d'EU wierklech eng staark Virreiderroll gespillt huet. Si hat sech och staark Ziler gesat, si huet gutt funktionéiert, vill Verhandlunge gefouert. Lëtzebuerg huet an deem Verbond vun der EU eng ganz staark an eng gutt Roll gespillt. An et gesäit een och, dass an esou Verhandlungen dann eeben esou Partner, Verhandlungspartner, eeben net nëmme bremsen – dat hate mer d'lescht Joer virun allem bezéiungsweis och zu Glasgow –, mee och kënne pushen an och kënne méi wäit féieren. An d'EU huet do eng ganz gutt Roll gespillt.

Ech begréissen, dass den CCS, de Carbon Capture and Storage, just nach do virgesinn ass, wou et wierklech néideg ass, an net déi grouss Wonnerléisung, déi technologesch Wonnerléisung op dësem Pabeier ass.

Mir begréissen och, dass den Energiemix net elo nëmmen nach formuléiert war wéi um Ufank: „majoritairement net fossill", mee dass elo all fossill Energië genannt ginn, dass de Phasing-down fir all fossill Energien elo zielt. An ech begréissen och – ech hunn dee Pabeier gelies vun der Evaluatioun vum Global Stocktake –, wéi staark och do d'Roll vun de Finanzen dës Kéier erausgestach ass, well mer mengen, dass dat wierklech elo e Wee ass, deen immens interessant ass, och grad mat Privatfinanzéierungen zesummenzeschaffen. Dat Kapitel ass an deem Rapport nach vill méi staark wéi dat technologescht.

D'COP28 ass eng Dier, déi wäit opgeet. Elo musse mer just nach derduerchtrëppelen. An ech deposéieren och hei eng Motioun, zesumme mat de Kolleeginnen a Kolleege vun der DP, och ënnerschriwwe vum Luc Emering a vu mir selwer, déi Lëtzebuerg opfuerdert, genau dat ze maachen, nämlech duerch déi Dier do ze goen, déi elo wäit opgaangen ass.

***Motion 2***

*La Chambre des Députés,*

*– rappelant l'importance de la COP28 dans le renforcement de nos objectifs de lutte contre le réchauffement climatique, tels que définis dans l'Accord de Paris ;*

*– rappelant que l'Union européenne a adopté une réglementation exigeant une réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 ;*

*– rappelant le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) du Luxembourg qui constitue la stratégie-cadre en matière de politique de l'énergie et de l'action pour le climat ;*

*– saluant que pour la première fois, une sortie progressive de toutes les énergies fossiles a été explicitement retenue dans les conclusions de la COP28 ;*

*– saluant les avancées qui ont été atteintes à la COP28 en matière de suivi des pays développés dans leur contribution au fonds pour les pertes et dommages, créé en 2022 ;*

*– regrettant que dans la déclaration finale de la COP28, un plan de « sortie » des énergies fossiles fait défaut, mais qu'un éloignement de ces fossiles fût arrêté ;*

*– estimant que l'ambition de réduire progressivement, voire d'éliminer à terme, la consommation de combustibles fossiles au niveau mondial est impérative afin de respecter les objectifs de l'Accord de Paris,*

*invite le Gouvernement*

*– à continuer à s'engager au sein de l'Union européenne pour garder une politique ambitieuse en matière de réduction des gaz à effet de serre ;*

*– à poursuivre les efforts afin d'atteindre les objectifs définis dans l'Accord de Paris ;*

*– à mettre en œuvre au plus vite les mesures prévues par le PNEC.*

*(s.) Paul Galles, Luc Emering.*

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Galles. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

**M. Luc Emering** (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann déi anonym Alkoholiker sech géife Rendez-vous an enger Wiertschaft ginn, fir driwwer ze schwätzen, wéi se ophale kënne mat drénken, da géifen déi meescht de Kapp réselen.

Et ass also verständlech, dass et am Virfeld vun der COP28 schonn eng Rei Kriticken un der Organisatioun vum Evenement gouf. Schliisslech huet dës Kéier de weltwäit siwentgréisste Pëtrolsproduzent, d'Vereenegt Arabesch Emirater, op d'Konferenz zu Dubai invitéiert. De President vun der COP ass och an engems den Direkter vun der staatlecher Pëtrolsfirma Abu Dhabi National Oil Company an ass déi lescht Deeg mat Aussoen opgefall wéi dass d'Erausklammen aus de fossille Brennstoffer net onbedéngt noutwendeg wier, fir d'Paräisser Klimaziler ze respektéieren.

Déi initial Skepsis un der COP28 ass also duerchaus nozevollzéien a berechtegt. Grad elo sinn ambitiéis Mesüren an eng séier Reduktioun vun den Emissiounen op der Welt sou dréngend néideg wéi ni virdrun. 2023 – et ass haut schonn e puermol gesot ginn – wäert als dat wäermstent Joer an d'Geschicht agoen zënter dass gemooss gëtt.

*(M. Fernand Etgen prend la présidence.)*

Et ass entre-temps bal all Joer dat selwecht: op där enger Plaz Dréchenten, Canicullen, Bëschbränn, op där anerer Plaz Iwwerschwemmungen, Héichwasser, Äerdrutscher. De Moment, entschloss ze handelen an de Kurs ze korrigéieren, ass elo! D'autant plus, well mer mat där aktueller Trajectoire éischter zwëschent 2,5 bis 2,9 – wann net 3 Grad – landen.

Dofir ass et ëmsou méi dramatesch, wann ee gesäit, dass verschidde Länner et nach ëmmer net verstan hunn, oder net verstoe wëllen, a riicht weider Ueleg, Gas a Kuel pushen. Et ass doweinst ëmsou méi wichteg, dass Lëtzebuerg an d'EU eng staark Positioun vertrieden an international Allianze schmidden, fir e méiglechst kloert Bekenntnis vun alle Staaten ze erreechen, aus de fossille Brennstoffer erauszeklammen.

Fir eis als DP ass et evident, dass nëmmen e séiert Ëmklammen op erneierbar Energien eng Léisung ass. An deem Sënn gesi mir den Opruff vu verschiddene Länner, d'Atomenergie massiv auszebauen, méi wéi kritesch. Souguer wann et net déi riseg Probleemer mat der Endlagerung vum Atommüll géif ginn, d'Erfarung weist eis méi wéi däitlech, dass eng Atomzentral, déi haut geplangt gëtt, mindestens an 10 bis 15 Joer a Betrib geet. Derbäi kommen déi enorm Käschten, fir dës Zentralen ze bauen, an déi fatal Konsequenze fir Mënsch an Ëmwelt, wann dann tatsächlech awer eng Kéier eppes geschitt.

Mir begréissen et doweinst, dass déi zwee Ziler vun, engersäits, der Verdräifachung vun den erneierbaren Energien an, anerersäits, der Verdueblung vun der Energieeffizienz bis 2030 et an d'Schlussdeklaratioun gepackt hunn.

Fir dass esou Absichtserklärungen net just eidel Wierder bleiwen, sinn déi eenzel Länner gefuerdert, hir Hausaufgabe bei sech doheem ze maachen. Lëtzebuerg huet et déi lescht Jore fäerdegbruecht, seng Klimaziler ze respektéieren. Och fir 2022 gesäit et sou aus, wéi wa mer däitlech ënnert den Emissiounsallocatioune léichen, déi virgesi waren. D'Leeschtung vun den erneierbaren Energien huet sech méi wéi verdräifacht a mir erliewen och, dass vill Leit mat op de Wee wëlle goen, hiert Doheem ze sanéieren, op d'Elektromobilitéit ëmzeklammen a sou weider.

Mee et bleift awer nach vill ze dinn. D'Efforte vun de leschte Jore musse konsequent virugefouert ginn an et muss besonnesch drop opgepasst ginn, dass mer d'Leit dobäi mathuelen an net nerven. Dat geet an eisen Ae virun allem doduerch, dass mer d'Méiglechkeete schafen, fir op klimafrëndlech Alternativen ëmzeklammen, sief et an der Mobilitéit, sief et bei den erneierbaren Energien oder am Logement.

Här President, direkt um Ufank vun der COP gouf et dann awer och eng aner positiv Nouvelle: D'Memberstaate si sech eens ginn, fir e Kompensatiounsfong ze schafen, e sougenannte „Loss and Damage Fund", fir d'Länner aus dem globale Süden ze ënnerstëtzen, déi elo schonn am meeschten ënnert dem Klimawandel leiden. Och wann déi 700 Milliounen Euro, déi virgesi sinn, net duerginn, fir d'Schied ze behiewen, déi duerch d'Suitte vun der Äerderwiermung an deene Länner verursaacht gi sinn, ass et awer e Schrëtt an déi richteg Richtung.

Hei zu Lëtzebuerg bleiwen och weiderhin nach vill Hausaufgaben ze maachen. Et gëtt haut vill iwwert d'COP geschwat. Ech wëll just hei soen, dass een déi lescht Joren och erlieft huet, dass mer duerch eege Reglementatiounen oder Interpretatioune vu beispillsweis dem Naturschutzgesetz oft klimafrëndlech Transitiounen ausgebremst hunn.

Grad an där doter Diskussioun ass zum Beispill och d'Landwirtschaft e wichtege Partner als eenzege Secteur, dee fäeg ass, aktiv Kuelestoff dauerhaft am Buedem ze späicheren, mee do muss ech dach dann awer feststellen, dass grad déi Betriber, déi alternativ Produktioune gesicht hunn oder nach sichen, déi manner véilasteg sinn, manner Ammoniak ausstoussen, manner Lachgas fräisetzen, dach awer déi sinn, déi jorelaang ëm Autorisatioune kämpfen an ee Steen nom anere virun d'Féiss geluecht kréien.

Dat nämmlecht trëfft zou bei energeetesche Sanéierunge vun Haiser, wou et an der Vergaangenheet dach awer eng hallef Éiwegkeet gedauert huet, bis de Bierger en Euro vum Subsid um Kont hat a soumat dann dach léiwer d'Isolatioun vum Daach oder der Fassad do gelooss huet, wou se war.

Dës si just zwee Beispiller. Wat als Konklusioun ze soen ass: Wa mer hei zu Lëtzebuerg wëllen am Klimaschutz virukommen – an do sinn ech ganz beim Wording vun eisem Premier, dem Här Frieden –, da brauche mer ganz kloer e Changement vum État d'esprit vun enger ganzer Rei Leit an deene concernéierte Verwaltungen. Ech sinn awer do ganz zouversichtlech, dass den Här Wilmes hei déi richteg Akzenter wäert setzen. Dat gesot, hoffe mir als DP, dass et net bei eidele Versprieche bleift an datt déi verschidden Ukënnegunge séier an effikass ëmgesat ginn.

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci Här Emering. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Merci, Här President. Wéi ech zu Dubai war virun enger Woch, war deemools nach alles an der Schwief, mee trotzdeem war d'Stëmmung iergendwéi optimistesch, virsichteg optimistesch.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

Natierlech kann een, wéi no all COP, d'Glas hallef voll an hallef eidel gesinn, dat ass och scho vu Virriedner gesot ginn, mee fir eis als LSAP ass trotzdeem d'Decisioun, déi den Dënschde verëffentlecht gouf, dach in globo positiv. An dat, obwuel effektiv d'Virzeechen net gutt waren: Eng COP an den Emirater zu Dubai, mat engem President, dee Chef vum Uelegproduzent war, dat war alles effektiv am Virfeld net positiv. Mee heiansdo hëlleft et vläicht, wann den Elefant am Raum därmoosse grouss ass, dass een en net méi doraus erauskritt.

Dee grousse Schrëtt, trotz schwierege Premissen, wéi gesot, ass éischter eng positiv Decisioun. Éischtens ass et e Succès vun der EU-Delegatioun, déi sech effektiv staark agesat huet fir eng ganz ambitiéis Decisioun. An ech géif an deem Kontext och wierklech gär dem Minister, och haaptsächlech senge Beamten, Merci soen, déi sech wärend zwou Woche wierklech staark agesat hunn am Kader vun der EU-Delegatioun, fir an deenen Negociatiounen do weiderzekommen.

Et ass awer och eng Victoire vum Multilateralismus an enger Zäit, wou oft gesot gëtt, dass de Multilateralismus futti ass, dass d'UNO futti ass. An ech mengen, doriwwer soll een och frou sinn. Well dat heiten ass en Challenge fir d'ganz Mënschheet, wou jiddweree muss zesummekommen, an et ass kloer, dass eng COP ëmmer just e „plus petit dénominateur commun" ass. Mee, ech mengen, an dëse schwieregen Zäiten, wou et ëmmer méi polariséiert ass, ass dat heiten en éischter gutt Resultat.

**Une voix** | Très bien!

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Trotz alle Reserven, déi een also kann hu par rapport zu dëser Decisioun, ass et positiv. Et gëtt eng ganz Rei positiv Saachen. Et ass – an, ech mengen, dat ass den Haaptschrëtt – e staarke Fokus op dat 1,5-Grad-Zil aus dem Paräisser Klimaaccord. An et ass och jiddwerengem kloer, dass et, fir dat ze erreechen, net anescht geet, wéi eng Transitioun – mir hätte léiwer e Phasing-out gehat – eraus aus de fossillen Energien ze maachen. An de Fait, dass d'fossil Energië fir d'éischte Kéier an esou enger Decisioun vun enger COP zweemol mentionéiert sinn, ass aleng schonn nëmmen eng Victoire vun dëser COP28 an et ass e kloert Signal un d'Economie, un d'Banken, un d'Finanzwelt, dass an Zukunft fossill Projete keng Daseinsberechtegung méi hunn an och an Zukunft ëmmer méi Schwieregkeete wäerten hunn, fir nach bankable ze ginn, dat heescht, fir kënne finanzéiert ze ginn. Och e kloert Signal un d'Industrie, un d'Ekonomie insgesamt, dass déi Transitioun hei elo kloer ënnerwee ass.

Eng aner positiv Saach ass de Loss and Damage Fund, deen effektiv direkt um éischten Dag operationaliséiert ginn ass. Awer och um Niveau vun der Adaptatioun ass ganz villes geschitt mat engem Finanzement, deen och elo au rendez-vous ass. Awer och eppes, wat wichteg ass an där Decisioun, dat ass de Fokus op d'Inklusivitéit. Mir wäerten eis Klimaobjektiver net erreechen, wa mer net eng Gendergerechtegkeet hunn, wa mer net indigène Vëlker mathuelen, mir wäerte mussen déi Jonk mathuelen. Hei ass eng grouss Fro vun intergenerationeller Gerechtegkeet, déi matspillt. An alles dat gëtt och ënnerstrach an där Decisioun, déi elo virläit. An, ech mengen, och dat soll ee begréissen.

Här President, mir musse gemeinsam handelen a mir hunn net méi vill Zäit. Dat ass de Message vun der Wëssenschaft an, ech mengen, dee Message ass och gehéiert ginn op der COP28. Mir mussen ambitiéis

sinn an et als e Gesellschaftsprojet ugesinn, fir eis Klimaziler ze erreechen. An dofir muss d'Klimapolitick am Zentrum stoe vun all de Politicken, déi mer heizuland maachen, an net just als eng Kompetitivitéitsbrems ugesi ginn. An ech hoffen och wierklech, dass d'Regierung an déi Richtung wäert handelen an déi néideg Ambitioun wäert dozou weisen.

Här President, ech hunn dofir zwou Motiounen an eng Resolutioun, déi ech hei nach gäre géif eraginn am Kader vun dëser Diskussioun.

Déi éischt Motioun, déi och ënnerstëtzt gëtt vun de Kolleege vun deene Gréngen, de Lénken an och de Piraten, ass eng Motioun, wou mer u sech d'Regierung opfuerderen, fir och d'Finanzplaz transitéieren ze doen. Mir wëssen, dass eng ganz Rei positiv Elementer do si fir eng méi gréng Finanzplaz an och eng méi inklusiv Finanzplaz, mee et ass e Message vun der Decisioun fir ze soen, dass d'Finanzen allgemeng musse méi gréng ginn. A mir wëssen, dass do nach ganz vill Wee ze maachen ass, och hei zu Lëtzebuerg. An dofir géife mer d'Regierung opfuerderen, d'Lëtzebuerger Finanzplaz transitéieren ze doen an an Zukunft och fossill Projeten ze decouragéieren. A mir géifen d'Regierung och opfuerderen, d'Chamber schnell ze informéieren, op wat fir eng Aart a Weis se déi Ziler vun dëser Decisioun vun der COP28 wëll ëmsetzen.

***Motion 4***

*La Chambre des Députés,*

*saluant*

*– la décision de la 28e Conférence des parties des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28),*

*considérant que la décision*

*– a, pour la première fois dans l'histoire des conférences climatiques, reconnu la nécessité de transition vers la sortie des énergies fossiles, nécessaire pour préserver le but de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C ;*

*– prévoit une feuille de route ambitieuse pour la décarbonation au moyen du triplement des énergies renouvelables et le doublement de l'effort d'améliorer l'efficacité énergétique d'ici 2030 ;*

*– opérationnalise le fonds « Loss and Damage », avec d'ores et déjà une dotation de quelque 700 millions de dollars ;*

*– invite à une réforme de l'architecture financière internationale afin de l'aligner sur les objectifs de la transition climatique,*

*invite le Gouvernement*

*– à veiller à une transition rapide de la place financière luxembourgeoise vers une finance conforme aux objectifs climatiques et à décourager dorénavant les investissements par les banques et les fonds luxembourgeois dans des projets fossiles ;*

*– à informer rapidement la Chambre des Députés sur la manière dont elle compte mettre en œuvre, au Luxembourg, la décision de la 28e Conférence des parties des Nations Unies sur les changements climatiques.*

*(s.) Franz Fayot, Ben Polidori, David Wagner, Joëlle Welfring.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Dann hunn ech eng zweet Motioun, Här President, déi ze dinn huet mat engem Prinzipp vu Justice climatique intergénérationnelle. Ech hat sur place eng Entrevue mat World's Youth for Climate Justice, déi en Avis vun der internationaler Cour de Justice ënnerstëtzen, deen op eng Resolutioun vu Vanuatu zréckgeet vum Mäerz dëst Joer, wat jo ee vun deene Small Island Developing States ass, déi direkt bedrot si vum Klimawandel, an do geet et drëm, beim internationale Geriichtshaff en Avis ze kréien, ob et am Korpus vum internationale Recht e Prinzipp gëtt vun intergenerationeller Klimagerechtegkeet. An ech géif d'Regierung opfuerderen, un där Prozedur do ze participéieren a fir och eng schréftlech Resolutioun do eranzeginn.

***Motion 3***

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– la résolution 77/276 adoptée par consensus le 29 mars 2023 par l'Assemblée générale des Nations Unies ;*

*– l'impact du changement climatique sur les futures générations,*

*rappelant*

*– que le Gouvernement luxembourgeois peut intervenir auprès de la Cour internationale de justice par l'intermédiaire d'une soumission écrite ou orale,*

*invite le Gouvernement*

*– à s'engager, au moyen d'une soumission écrite auprès de la Cour internationale de justice en faveur de la reconnaissance d'un principe de justice climatique et intergénérationnelle.*

*(s.) Franz Fayot, Ben Polidori, David Wagner, Joëlle Welfring.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | An da schlussendlech eng Resolutioun, déi mer hei selwer un eis, un d'Chamber riichten. Den Här Galles an ech, mir hate geschwat, fir vläicht mam Vëlo op Dubai ze fueren. Dat ass leider net gaang. Dat heescht, dofir hu mer missen de Fliger huelen. An do hunn ech dee Vol lo selwer kompenséiert, sou gutt wéi dat geet. Mir wëssen alleguer, dass och dat natierlech net déi bescht Léisung ass. Déi bescht Léisung ass, dass ee guer net flitt, mee hei war dat lo net anescht méiglech. An do hunn ech erausfonnt, dass hei an der Chamber eis Vollen, déi mer maachen als Parlementairen, net kompenséiert ginn. An dofir géif ech d'Chamber gären invitéieren, sech dat unzekucken. Bei der Regierung a bei de Beamte gëtt dat elo gemaach. An ech mengen, et géif eis gutt zu Gesiicht stoen, wa mer och als Deputéiert déi Vollen, déi mer musse maachen an eisen internationalen Deplacementer, géife kompenséieren, an dat de préférence mat engem Projet vun der Kooperatioun – well d'Kooperatioun huet Projeten, wou se Karbonkreditter mécht, zum Beispill mat Reforestatiounsprojeten an eise Partnerlänner –, awer och eis selwer opruffen, fir, wa méiglech, méi durabel Transportmëttelen ze privilegiéieren.

***Résolution 1***

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– les efforts entrepris par la Chambre des Députés dans le cadre de la résolution 4057, et notamment l'engagement d'atteindre la neutralité climatique de la Chambre des Députés jusqu'à l'horizon 2030 ;*

*– l'accord de coalition et son objectif d'atteindre la neutralité climatique de toutes les administrations publiques au plus tard en 2030 ;*

*– l'urgence climatique,*

*constatant*

*– que dans le cadre de certaines missions parlementaires, l'avion reste un moyen de transport indispensable ;*

*– que les vols parlementaires se trouvent en contradiction avec les objectifs climatiques,*

*s'engage*

*– à mettre en place un système de compensation climatique pour les vols parlementaires ;*

*– à lier le système de compensation climatique à une collaboration étroite avec l'Agence luxembourgeoise pour la coopération au développement ;*

*– de manière générale, à privilégier les modes de transport durables aux vols dans le cadre des missions parlementaires.*

*(s.) Franz Fayot, Ben Polidori, Joëlle Welfring.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, et ass un Iech.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir unzefänken der Madamm Joëlle Welfring dann och en häerzleche Merci soe fir d'Ufroe vun dëser Aktualitéitsstonn, zu där mer gäre Stellung huelen.

Eng 70.000 Leit sinn op der UN-Klimakonferenz beieneekomm, fir no Léisungen ze sichen am Hibléck op d'Erausfuerderung vum Klimawandel. Eleng iwwert d'Organisatioun an den Oflaf vun der ëmstriddener COP28 kéint ee laang diskutéieren. Onverständlech ass fir vill Leit, datt e Mann zum President vun dëser Konferenz ernannt gouf, dee gläichzäiteg eng vun de gréissten Ueleg- a Gasfirmaen op der Welt leet. Dobäi komme mangelnd Transparenz an onkloer Grenzen tëschent wirtschaftlechen a politeschen Interessen.

Den ofschléissenden Accord vun dëser Konferenz hat den Här Ëmweltminister als Schrack an déi richteg Richtung bezeechent. Gefuerdert gëtt ënner anerem, déi weltwäit Capacitéit un erneierbaren Energien ze verdräifachen. Allerdéngs stéiert eis, datt eng wichteg Erkenntnis, déi vu féierenden Industrielänner gedroe gëtt, medial manner ze fannen ass. Erlaabt mir dofir, dass ech op dee Punkt vu menger kuerzer Ried e bësselchen aginn.

Féierend Industrienatioune wéi d'USA, Frankräich, England, Japan a Kanada a weider 70 Länner hunn e gemeinsamen Opruff gemaach, fir verstäerkt op nuklear Energie ze setzen. Am Hibléck op déi ugestrieften Energieneutralitéit soll d'Energie aus nukleare Quelle bis 2050 verdräifacht ginn. Ënnert der Leedung vum belsche Premierminister, dem Här De Croo, sollen duerfir 2024 zu Bréissel eng 30 Natioune beieneekommen, fir iwwert den Ausbau vun der Nuklearenergie ze debattéieren. Froen zu Sécherheet a Fuerschung stinn dobäi am Mëttelpunkt.

De Grond fir dës Entwécklung ass einfach an novollzéibar. Déi dräi wichtegst Energiequelle bleiwe weiderhin d'Alternativenergien, d'Kuelenenergie an Nuklearenergie. Alternativenergië ginn aktuell eleng nach net duer, fir de Bedarf ze decken. Kuelenenergie ass desastréis fir de Schutz vun der Ëmwelt a vum Klima. D'Fachzäitschréft „Deutsches Ärzteblatt" geet dovun aus, datt an der EU eleng duerch Feinstaubbelastung vun de Kuelekraaftwierker de Mënsch am Duerchschnëtt en halleft Joer manner laang lieft.

Drëttens, Nuklearenergie bleift also weiderhin e grousse Facteur, op dee gesat gëtt. Mam néidege Realismus sinn déi féierend Käpp an deem Beräich zur Konklusioun komm, datt d'Nuklearenergie de Moment dee beschte Wee ass, fir de Klimawandel ze bekämpfen. Richteg ass op alle Fall an där Situatioun, wou mer eis elo befannen, dass mer wichteg Zäit gewannen, wa mer weiderhi Fuerschung an d'Sécherheet vun der Nuklearenergie ënnerstëtzen (veuillez lire: wa mer weiderhin d'Fuerschung zur Sécherheet vun der Nuklearenergie ënnerstëtzen). Wa mer nieft den Alternativenergien och op eng sécher a

verlässlech Nuklearenergie kënne setzen, ass dat och fir de Wirtschaftsstanduert Europa ganz wichteg. Hei spillt och d'Kompetitivitéit eng Roll. Eng staark Wirtschaft ass iwwregens d'Basis, fir kënnen innovativ no natur- a klimafrëndlechen Technologien ze sichen.

Virun allem bréngt dëst awer ee weidere wichtege Virdeel: Mir gewannen Zäit. Zäit, fir besser a méi sécher nuklear Technologien ze entwéckelen. Et gëtt ënner Héichdrock gefuerscht, fir de Problem vun den nuklearen Offäll ze léisen, awer och fir datt dat vill méi ëmweltfrëndlech soll ginn.

Och am Beräich vun der Alternativenergie muss weider gefuerscht ginn no méi effizienten Technologien. Bei der Elektromobilitéit gewanne mer Zäit, fir besser Batterien ze entwéckelen. Och déi desastréis Situatioun vun de Mënscherechter beim Ofbau vu Sielenen Äerde muss ophalen, d'Naturzerstéierung, déi sech duerch den Ofbau vu Sielenen Äerden ergëtt, muss behuewe ginn. Wat déi kruzial Energiefro ugeet, bleiwe mir als ADR realistesch an technologieoppen.

D'Gretchefro bleift elo awer, wéi sech eis nei CSV-DP-Koalitioun an deem Punkt positionéiert. Duerfir meng Fro un d'Regierung: Wéi steet Lëtzebuerg ganz konkreet zum ufanks genannte Virstouss vun de féierenden Industrienatiounen, fir d'Fuerschung an den Ausbau vun der Nuklearenergie ze förderen?

An deem Sënn soen ech Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet an och fir eng Äntwert vum Här Minister. Merci.

**Une voix** | Très bien.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engelen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Klima op der Äerd verännert sech. Planzen, Déieren a Mënsche stierwen all Dag, well mir d'Loft, d'Waasser an d'Bëscher verschmotzen. Mir liewen iwwer eis Verhältnisser. Lëtzebuerg ass nom Katar op der zweetschlechtster Plaz. Mee d'Äerd gehéiert eis net!

De President vum Europäesche Rot, de Charles Michel, huet et gutt gemengt, wéi en a senger Ried op der COP28 sot, dass d'Äerd net eis, mee eise Kanner gehéiert a mir dofir oppasse mussen, wat mir maachen.

Mee wann een éierlech ass, da muss een awer soen: D'Äerd gehéiert och net eise Kanner, d'Äerd gehéiert kengem, Punkt a fäerdeg! Mir mussen ophalen, iwwer eise Planéit hierzefale wéi e Parasitt. An dat bedeit, dass weltwäit Efforte musse gemaach ginn. Dofir ass d'COP28 e wichtege Forum, an dat eleng schonn, well mir keen aneren hunn.

Et gëtt ganz berechtegt Kriticken un der COP. Natierlech richt et staark no Greenwashing, wann esou e Forum an engem Land ofgehale gëtt, dat vun Ueleg lieft a ganz bewosst international Reklamm mécht fir de Liewensstil vun de Räichen a Schéinen, dee jo net grad fir säi klengen ökologesche Foussofdrock bekannt ass.

Mee mir hunn aktuell keng aner, besser Alternativ. Kee Land kann aleng de Klimawandel stoppen. An dofir musse mir déi Foren notzen, déi mir eeben hunn. Grad dofir ass et fir eis onverständlech, dass den neie Premier entscheet huet, sech net selwer op der COP fir de Klimaschutz staarkzemaachen a Lëtzebuerg duerch de Grand-Duc an den Ëmweltminister vertriede gelooss huet. E Regierungschef huet op der COP schliisslech aner Méiglechkeete wéi de Grand-Duc an e Minister. De Grand-Duc däerf keng politesch Entscheedungen treffen an de Minister kënnt a Verhandlungsronne vu Staats- a Regierungscheffe guer net emol eran.

Wéi mir an der Kommissioun bestätegt kruten, huet Lëtzebuerg matten an der Klimakris also bewosst drop verzicht, op der COP28 esou vill Afloss ze huele wéi méiglech, wärend aner Staats- a Regierungscheffen aus eisen Nopeschlänner awer do waren. Dat ass méi wéi schued an dat stellt d'Fro an de Raum, wat Lëtzebuerg op der COP28 iwwerhaapt gemaach huet. Hat eis Presenz wierklech en Impakt? Hu mir éierlech drëms gekämpft, dass eis Klimaziler erreecht ginn? Ech muss soen: Ech weess et net. Aus deem, wat ech aus der Press gelies hunn, hat ech mol net dat Gefill. A jo, mir waren do. Souguer zweemol. Mee finalement si mir jo mol net bis zum Schluss bliwwen.

Huet eis sporadesch Presenz also tatsächlech eppes bruecht? Wéi vill Wuertmeldungen a Bilaterallen hat ons Delegatioun? An dobäi huet ee jo awer um Enn gesinn, wéi wichteg et ass, fir e verbindleche Phase-out vun de fossille Brennstoffer ze kämpfen, well en huet et jo och dës Kéier nees net an den Ofschlosstext gepackt.

Mir freeën eis natierlech, dass d'Opfuerderung, aus de fossille Brennstoffer erauszeklammen, am Text steet, mee mir wëssen dach awer all, dass déi vill Schlupflächer, déi opbliwwe sinn, och benotzt wäerte ginn, an dat op d'Käschte vum Klima.

Dobäi misst eigentlech kloer sinn, dass mir Veränerung brauchen, wa mir net wëllen, dass d'Klimaschied ëmmer méi grouss ginn. Natierlech ass et gutt, de Kompensatiounsfong fir Klimaschied ze fëllen an déi Entscheedung begréisse mir och explizitt. Mee nach besser, wéi fir eppes ze bezuelen, wat ee futti gemaach huet, ass et, et guer net futti ze maachen. Mir brauchen eng ambitiéis Klima- an Ëmweltpolitick a mir Piraten wäerten eis weiderhi fir dës staarkmaachen.

Zum Schluss wollt ech och nach der Madamm Welfring Merci soe fir dës wichteg Aktualitéitsstonn. Ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

*(Brouhaha)*

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och der Madamm Welfring fir d'Demande vun dëser Heure d'actualité, déi wichteg ass. An där kuerzer Zäit, déi ech dann eeben zur Verfügung hunn, wéi och all déi aner, wéilt ech op e puer Aspekter agoen, notamment, an dat wier den éischten Deel, dee vun den Illusiounen, d'Illusiounen an den aktuelle Mechanismen. Do muss ee scho mat engem Mëssverständnis opraumen. Den Ausbau vun den erneierbaren Energien ersetzt net d'Verflichtung, den $CO_2$ erofzesetzen. Zurzäit si mer weltwäit an der Situatioun, datt zwar de Gebrauch vun den erneierbaren Energien eropgeet, mee gläichzäiteg geet och de Verbrauch vun de fossillen Energien erop! An dobäi misst et aneschters sinn: déi erneierbar erop an déi fossill erof! Soss hu mer näischt geschafft.

Mir hunn zum Beispill dann och Pëtrolsfirmen, déi soen: „Jo, mir investéiere staark a Miereswandmillen." Mee dat ass soss näischt wéi d'Excuse, fir weider no Ueleg ze bueren an ergo weiderhin $CO_2$ an d'Loft ze puchen. Firwat maache se dat? Mee well d'Finanzmäert hinne verbidden, op déi déck Profitter vun de fossillen Energien ze verzichten.

An da komme mer och bei déi aner Illusioun, déi vun der Kompenséierung vum $CO_2$. En gros heescht dat soss näischt wéi d'Rechter, déi déi räich, industrialiséiert Länner oder grouss Firmen, déi vill mat hirem $CO_2$ d'Welt verpeschten, sech bei deene méi aarme Länner akafen. Dat huet zwou negativ Auswierkungen: Déi industrialiséiert Länner kënne weiderhi verpeschten an déi ënnerindustrialiséiert Länner wäerten ekonomesch ënnerentwéckelt bleiwen. Well doduerch, dass d'Länner aus dem Norden – fir déi mol esou ze nennen – hiert Recht op Verpeschten esou kompenséieren, mussen d'Länner aus dem Süden op hir $CO_2$-Wäerter verzichten. Dat heescht, mir hunn esou eng Pyramid: Innerhalb vun de räiche Länner verpeschten déi räichsten am meeschten, an op Weltniveau verpeschten déi räich Länner och méi wéi déi aarm Länner. Dee System vu Kompensatioun ass also net nëmmen ineffikass an ongerecht, en ass och pervers!

Do gëtt et zum Beispill och dee System vu REDD a REDD+, wou da grouss Firmen a sougenannt „$CO_2$-Pëtzer" investéiere kënnen, also zum Beispill an en Tropebësch, fir datt deen net ofgeholzt gëtt. Dat si Firmen, déi haaptsächlech am Pëtrol oder an der industrieller Landwirtschaft aktiv sinn an déi innerhalb vun deene Projete sech och mol net un d'Mënscherechter halen. D'Pëtrolsindustrie an d'Agrarindustrie zielen zu deene gréisste Verbriecher géint Mënscherechter, wou a ville Länner – Latäinamerika notamment – Ëmweltaktiviste vu private Milizen ëmbruecht ginn, Frae vergewaltegt ginn oder ganz Bevëlkerunge manu militari vun hire Lännereien ewechgedriwwe ginn.

Op der COP an hei och e bësse gouf vill op déi Länner geklappt, déi Pëtrol produzéieren, haaptsächlech vu Länner aus dem Norden. Firwat net? Dat kann ee maachen. Norwegen ass zwar och bësse vergiess ginn, well déi stelle sech och ëmmer wéi de schéine Männchen do, mee dat ass och eng Pëtrolsnatioun. Mee ech mengen, et ass awer och e bësse staark hypokritesch, sech nëmmen op déi ze fokaliséieren. Et sinn nämlech och d'Länner aus dem Norden, déi mat hire Pensiounsfonge fossill Energien a Milliounenhéicht finanzéieren. Esou huet zum Beispill och eise Pensiounsfong weiderhi laut Greenpeace iwwer 800 Milliounen Euro an déi klimaschiedlechst Entreprisen op der Welt investéiert.

A fir rëm och bei d'COP zréckzekommen an awer och zu Lëtzebuerg ze bleiwen, musse mer iwwert de Fonds pertes et dommages schwätzen. Den Här Minister sot, e géif en ënnerstëtzen, wat och ganz gutt ass. Dee Fong, dee muss gefëllt ginn. Bei deem Prinzipp, bei deem Fong, dee jo zejoert beschloss gouf, geet et jo drëms, datt Länner nom Prinzipp Responsabilités communes mais différenciées bäidroe sollen. Dat heescht, do spille jo déi zwee Facteure mat: den Undeel un $CO_2$, dee vun engem Land produzéiert gëtt – Lëtzebuerg läit do ganz, ganz héich – an dann och seng Bezuelkapazitéiten. Do läit Lëtzebuerg natierlech och ganz héich. An deementspriechend misste mer laut dem Instrument „Climate Equity Reference Calculator" ëm déi 320 Milliounen Euro pro Joer bezuelen. Do misste mer och eng konkreet Ausso kréien. Déi 700 Milliounen, vun deene geschwat gëtt, dat entsprécht warscheinlech der Jorespai vun deene fënnef beschtbezuelte Futtballer op der Welt. An ech mengen, de räichste Mann op der Welt, den Här Bernard Arnault, dee gesäit dat als Täschegeld un. Dat ass d'Situatioun. Dobäi bräichte mer bis 2030 warscheinlech bal 600 Milliarden Dollar, fir iwwerhaapt all d'Konsequenze vum Klimachaos ze bezuelen.

An zu allerlescht: Virun dräi Joer hate mir, den Här Baum an ech selwer, eng Motioun deposéiert, déi mat 56 Stëmmen ugeholl gouf, wou gesot gouf, oder d'Regierung opgefuerdert gouf, fir all Joer an der Chamber iwwert déi konkreet Accomplissementer innerhalb vum Klimaplang hei zu Lëtzebuerg ze debattéieren. Ee Joer drop gouf dat nach ëmmer net gemaach an dunn haten eis Nofollgerinnen, d'Madamm Cecchetti an d'Madamm Oberweis, Äre Virgänger, Här President, ugeschriwwe fir ze froen, wou mer dru sinn. An et ass weiderhin näischt geschitt.

Et ass eng Motioun, déi nach ëmmer gëllt, an ech hoffen, dass mer se wierklech dës Kéier och kënnen ëmsetzen, well mer si jo net just e Poterklub, hoffen ech.

Hei, wannechgelift, pour information, Här President.

*(M. David Wagner dépose une documentation.)*

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Ëmweltminister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'éischt der Madamm Welfring Merci soe fir d'Initiativ, déi si geholl huet, fir hei iwwert déi wichteg Konferenz, déi dat nun emol ass, ze diskutéieren. Dat ass e ganz normalen, fir mech selbstverständleche Prozess, fir heihinner ze kommen an Iech do och Ried an Äntwert ze stoen. Ech soen och all deene Kolleegen Deputéierte Merci, déi heizou Stellung geholl hunn.

Éier ech awer elo eng Kéier kuerz an deenen zéng Minutten, déi ech hunn, dann nach op déi Impressiounen, op déi COP selwer, wëll agoen, mengen ech, ass et wichteg, e puer Saachen ze soen iwwert dee ganze Prozess, well den Här Polidori e puer Remarken dozou gemaach huet a well dat och net iwwerall ëmmer esou bewosst ass.

Ech muss éierlech soen, ech war mir och net bewosst, wéi ech dohinner gaange sinn, wéi genau dee ganzen UNO-Prozess u sech organiséiert gëtt. Fir d'éischt emol, wéi déi Länner iwwerhaapt erausgesicht ginn, déi esou eng COP organiséieren. D'Welt gëtt vun der UNO a fënnef grouss geografesch Bléck agedeelt, an all déi Länner, déi an deene geografesche Bléck dra sinn, kënnen eng Kandidatur stellen, fir d'COP ze organiséieren.

Dëst Joer war et um Block Asien. An do hunn eeben dann d'Vereenegt Arabesch Emirater eng Kandidatur gestallt. An all déi Länner, déi do dra sinn, déi mussen d'accord sinn, an déi hu sech dorop gëeenegt, datt et do sollt sinn. Dofir ass et dann elo d'nächst Joer den Aserbaidjan. Dat ass de Block Zentralasien an Osteuropa. Do hat Bulgarien eng Kandidatur gestallt, déi awer blockéiert ginn ass vu Russland. An d'Russe sinn hannert Aserbaidjan gaangen an hu probéiert ze vermëttele mat Armenien, an dat ass hinnen och gelongen, esoudatt et d'nächst Joer am Aserbaidjan wäert stattfannen. An da kënnt déi Kéier drop, well dann eebe Latäinamerika drun ass, Brasilien drun, well deenen hir Kandidatur akzeptéiert ginn ass. Dowéinst déi Plaz.

Bon, hei ass vill Kritesches gesot ginn. Mir kënnen effektiv och kritesch gesinn, datt et d'Vereenegt Arabesch Emirater waren, déi et dëst Joer organiséiert hunn, mee d'Madamm Welfring huet dat, mengen ech, awer och ganz richteg gesot: Et muss een awer dohinner goen, well nëmme wann ee sech physesch iergendwou trëfft, kann ee matenee schwätzen. An et ass dat Matenee schwätzen, wat nun emol determinant ass, wann ee sech gär wëllt eens ginn, an dat ass jo och d'Viraussetzung. Et kann hei nëmmen à l'unanimité en Text ugeholl ginn.

Dir hutt d'Fro gestallt, wat Lëtzebuerg do fir eng Roll gespillt huet. Och do muss een eng Kéier preziséieren: Net Lëtzebuerg féiert d'Negociatiounen, mee d'Europäesch Unioun féiert d'Negociatiounen, am Numm vun deene 27 Memberstaaten. Dat ass ëmmer deejéinegen, deen d'Presidence huet. Dat waren hei d'Spuenier, an dat war déi spuenesch Ëmweltministesch, an de Kommissär fir d'Klima, den Här Hoekstra, déi hu se gefouert.

Déi 27 Memberstaate gesi sech awer all Dag, wann dee Segment drun ass, wou d'Ministeren eeben zesummekommen – dat ass de Schluss dovunner –, fir sech ofzestëmmen. Éischtens gi mer informéiert iwwert de Stand vun den Negociatiounen, déi déi zwee Verhandlungsféierer fir ons gefouert hunn, a mir hunn eis dann ofgestëmmt.

An da sinn nach ganz vill bilateral Gespréicher, woubäi et och esou ass, datt verschidde Ministere vun der Presidence gefrot ginn, fir eng Roll ze spillen, fir do aktiv matzemaachen, fir zum Beispill da Gespréicher ze deblockéiere mat anere Partnerstaaten oder mat anere Staaten, déi do vertruede sinn. Dat ass awer net esou, datt een dat einfach esou kritt. Do gëtt normalerweis gekuckt, fir op Ministeren zréckzegräifen, déi e bësse méi eng laang Erfarung hunn. Ech si ganz nei derbäi. Ech war knapps dräi Wochen am Amt, wéi ech dohinner komm sinn, ech konnt net déi Roll do schonn zougewise kréien.

An awer ware mer net inaktiv. Ech hunn eng ronn 32 Gespréicher gefouert, virun allem mat verschiddenen UNO-Agencë respektiv verschiddenen internationale Gremien an och mat Partnerlänner, wou Lëtzebuerg och ganz konkreet Projete finanzéiert am Beräich vun der Entwécklungshëllef respektiv am Beräich vun der internationaler Finanzéierung. An dat waren also wierklech Reunioune vu moies bis owes. An déi sinn och ganz wichteg, fir eis Partnerlänner ze rassuréieren a fir och mat hinnen zesummen ze kucken, wéi mer weidermaachen.

Mir hunn awer och zesummen als EU-Ministere grad mat deene vulnerabelste Länner geschwat, de Pazifikstaaten zum Beispill, och mat afrikanesche Staaten, déi haut schonn am meeschten ënnert dem Klimawandel leiden. An och do hunn ech matgehollef gehat, déi Gespréicher ze féieren. Also, et ass schonn esou, dass een eng aktiv Roll spillt, mee déi Haaptverhandlungsféierunge gi gemaach vun der Europäescher Unioun, der Presidence an der Kommissioun.

Zum Text selwer. Ech mengen, wéi och verschidde Riedner et scho gesot hunn, dass een awer muss fir d'éischt emol unerkennen, datt 200 Länner et fäerdegbréngen, fir sech op een Text ze eenegen. 200 Länner, déi ganz ënnerschiddlech an hirer Entwécklungsphas sinn, der wirtschaftlecher Entwécklungsphas, déi ganz ënnerschiddlech geografesch leien, déi also d'Auswierkunge vun deem Klimawandel och ganz ënnerschiddlech ze spiere kréien. An datt déi et trotzdeem fäerdegbruecht hunn, sech op en Text ze eenegen, dat ass – an den Här Fayot huet et gesot, ech hunn et och gesot gehat, ech ginn him ganz Recht – e Succès vum Multilateralismus. An et ass och de Beweis, dass an där Welt vun haut, déi ganz polariséiert ass, wou ganz vill Spannunge sinn, Kricher sinn, Krise sinn, et trotzdeem nach méiglech ass, als Weltgemeinschaft sech kënnen zesummen op en Text ze eenegen.

Jo, et ass ëm all Komma, ëm all Wuert do gekämpft ginn, nuechtelaang Sëtzunge sinn do gefouert ginn. An awer huet d'Weltgemeinschaft et fäerdegbruecht, sech drop ze eenegen. Dat ass trotzdeem e Risesuccès an e grousse Schratt no vir.

An zum Contenu dodranner: Och wann d'Europäesch Unioun an déi sougenannt „High Ambition Coalition", déi et gëtt vun deene Länner, déi déi héchst Ambitiounen hunn an dem Klimaschutz an an der Klimaupassung, gewollt hätten, dass d'Sortie aus de fossillen Energië géif drastoen, dee „phase-out" op Englesch, a mer elo mat engem „transitioning away", engem Fortkommen, eis gëeenegt hunn, ass et awer den Ufank vum Enn vun de fossillen Energien, deen hei op der COP zu Dubai decidéiert ginn ass. Et ass awer eréischt den Ufank dovunner, do sinn ech mer och eens mat de Kolleegen, déi dat kommentéiert hunn. Well selbstverständlech ass elo dat nächst Joer déi nächst COP an dann déi COPen, déi nach duerno kommen, do, fir dat mussen elo am Detail och ëmzesetzen.

D'Europäesch Unioun, d'Europäesch Kommissioun besser gesot, huet elo zum Beispill sechs Méint Zäit, fir eng nei Propos ze maachen dem Parlament an och dem Conseil, de Memberlänner, fir och déi nei Phas anzelaude vun 2030 bis 2040. Do mussen nei Klimaziler vun de Memberstaaten ugeholl ginn. Dat heescht, och eisen nationale Klima- an Energieplang muss spéitstens dann aner Ziler erreechen, an zwar ëmmer méi ambitionéiert Ziler. Et gëtt kee Wee méi zréck. Dat ass och ee vun de Grondmechanisme vum Paräisser Accord gewiescht, datt et einfach figéiert ass. Et kann net méi no hanne goen, et kann nëmme méi no vir goen. D'Ambitioune mussen eropgeschrauft ginn, fir datt mer aus de fossillen Energieträger erauskommen an hikommen op eng Verdräifachung, wéi elo hei eebe festgehal ginn ass emol bis 2030, vun den erneierbaren Energien, an enger Verdueblung vun der Energieeffizienz.

Mee no 2030 muss dat nach vill méi eropgoen. Wat hei elo festgehal ginn ass, ass bis 2030 minus 43 % vun den Zäregasen a bis 2040 minus 60 % vun den Zäregasen, an da bis 2050 déi sougenannt „Net Zero", also „Net Zero Carbon", also $CO_2$-Emissiounen. Dat sinn awer schonn ambitionéiert Ziler! An do gëtt et och kee Wee méi zréck. An och wann elo net de Phase-out dra steet, dann huet den Här Fayot dat richteg gesot, ass awer d'Signal erausgaangen un d'Privatwirtschaft an och un d'Finanzwelt, datt et sech u sech net méi lount, fir nach dodranner ze investéieren op laang Zäit.

Mee mer mussen eeben elo higoen an déi Finanzéierungsstréim – an do huet d'Finanzplaz Lëtzebuerg hir Roll ze spillen, däers si mer eis ganz bewosst, mat der Expertis, déi hei ass, an och d'Lëtzebuerger Regierung, déi jo gutt Relatiounen dozou huet, an och mir selwer hunn eis Verantwortung ze iwwerhuelen – och elo an déi nohalteg Projeten op der ganzer Welt mat investéieren, natierlech och hei zu Lëtzebuerg. A mir wäerten do als nei Regierung och eis Verantwortung voll a ganz iwwerhuelen.

Virun allem hu mer och Solidaritéit a Responsabilitéit ze droe mat deene Länner op der Welt, déi elo aktuell schonn am meeschten ënnert dem Klimawandel leiden. Dat maache mer. A mir wäerten och als Lëtzebuerger Regierung nach de genaue Montant festleeën, wat mir wäerten an dee Loss and Damage Fund ginn. Dat wäert awer e substanzielle Bäitrag pro Kapp sinn, well mer eis och eiser grousser Responsabilitéit bewosst sinn.

Ech ginn Iech awer eng Gréisstenuerdnung, wat aner Länner maachen. Zum Beispill huet Holland decidéiert, 16 Milliounen Euro dran ze investéieren, dat si 17 Milliounen Awunner, dat ass mol net grad een Euro pro Kapp, dee si de Moment doranner ginn. Mir wäerte wäit doriwwer goen. Mee ech wäert nach mat de Kolleegen aus der Regierung doriwwer diskutéieren, wat eis Contributioun wäert sinn. Elo scho sinn awer an deem Segment – alles, wat Loss and Damages ass, zesummegezielt – vun der viregter Regierung, déi dat och richteg gemaach huet, ronn 13 Milliounen Euro aus dem grousse Klimafong schon dodranner investéiert ginn. Loss and Damage, nëmme Loss and Damage! D'Gesamtenveloppe ass eng vun 220 Milliounë fir déi ganz international Klimafinanzéierung bis 2025, déi

natierlech och nach weiderhin herno muss fir deen Zäitraum duerno ugepasst ginn.

Wat mech am meeschte markéiert huet, sinn awer zwou Saachen. Dat eent ass déi grouss Solidaritéit an d'Ambitioun, déi d'Europäesch Unioun entwéckelt huet fir de Klimaschutz an d'Klimaupassung. Wann eng Kéier ee sollt Zweifel un der Plus-value vun der Europäescher Unioun hunn, hätt ech mer gewënscht, datt en hätt kënne mat mer do si fir ze gesinn, wéi d'Europäesch Unioun un engem Strang gezunn huet an och richteg higaangen ass an Drock gemaach huet, fir datt mer wierklech ambitiéis Ziler erreechen. Jo, zesumme mat aneren ambitionéierte Länner wéi Amerika, déi dat och ganz kloer matënnerstëtzt hunn. Mee eleng op ons gestallt wiere besonnesch och Länner, déi sech selwer nach fir grouss halen, wéi eis franséisch oder och däitsch Noperen, Zwerge gewiescht, déi net an d'Gewiicht gefall wieren.

Mee d'Europäesch Unioun konnt do Drock ausüben an huet et eebe fäerdegbruecht, datt deen éischten Text, mat de Partner zesummen, dee sou schwaach war, nach eng Kéier ugepasst ginn ass an datt mer wäitaus méi héich Ziler kënnen erreechen a mer Minimum deen Transitioning Away kruten. Dat ass och dank der Europäescher Unioun.

An, wéi gesot, all déi, déi heiansdo zweifelen: „Wat huet d'Europäesch Unioun fir eng Plus-value?" – mat esou Momenter gesäit een dat ganz gutt. An ech war och frou, fir dat och do kënne matzegesinn.

A wat mech immens markéiert huet, war och déi Begéinung mat … also déi Treffe mat deene Representantë vun deenen Inselstaaten am Pazifik respektiv amerikanesche Staaten, déi elo scho sou dorënner leiden. An de Representant vu Samoa huet zum Beispill ganz kloer och an där Ronn gesot, wéi den éischten Text presentéiert gi war a wéi doriwwer konnt diskutéiert ginn, datt hien net prett wier, fir säin Doudesurteel ze ënnerschreiwen, well deene Länner wierklech carrement d'Waasser bis zum Hals steet. A mer kënnen natierlech net akzeptéieren, datt dat geschitt.

Dat ass eeben elo och déi ganz grouss Erausfuerderung: dee Fong, deen elo alimentéiert gëtt, an nach aner Fongen, déi deene Länner zur Säit stinn, fir datt se sech upasse kënnen, datt se sech besser schütze kënne mat Fréiwarnsystemer, mat technologeschen Transferten, déi mer hinnen och musse mat zur Verfügung stellen, datt déi sech do besser un de Klimawandel upasse kënnen, fir datt si net vun der Äerdfläch verschwannen.

A mir hunn och eis Contributioun do ze maachen an och allgemeng, wéi ech virdrun och gesot hunn, de Wëssensstand an den Knowhow, déi et hei zu Lëtzebuerg bei der Finanzplaz gëtt, matzenotzen, datt och méi dodran investéiert gëtt, mat eeben de Garantien, déi gi ginn, mat och De-Risking, fir datt eeben och méi privat Investoren dohiginn, well – däers musse mer eis och bewosst sinn – eleng mat ëffentleche Gelder kréie mer deen Effort net gestemmt.

Hei muss och d'Privatwirtschaft mathëllefen. Privatkapital muss matinvestéiert ginn, well mir brauchen Honnerte Milliarden – Dausende Milliarde ginn et warscheinlech herno, deen Ëmfang –, fir déi ganz Schied an och d'Upassung an och d'Dekarboniséierung vun eiser Wirtschaft kënnen ze maachen, fir deene Länner alleguerten op der Welt och kënnen ze hëllefen.

E ganz wichtege Message, dee mer och kruten, ass deen, datt een net soll déi zwou aner COPe vergiessen. Well et gëtt net nëmmen eng COP: déi, iwwert déi am meeschte geschwat gëtt, déi iwwert de Klima, mee et gëtt och eng iwwert d'Biodiversitéit. An et gëtt eng iwwert de sougenannte „Kampf géint d'Wüstebildung", wou et haaptsächlech ëm d'Landnotzung geet, well jo awer och vill Géigenden op der Welt amgaange sinn, massiv dorënner ze leiden: Deforestatioun, Dürren, déi do entstinn.

An déi gëtt et och! An déi sinn net sou um Ecran, déi sinn net esou um Radar. Mir denken ëmmer nëmmen, wa mir u COP denken, un déi Klima-COP. Mee et hänkt awer alles zesummen. Et ass e Ganzt! Et ass Ëmwelt, Natur a Klima. An dat eent an dat anert gëtt beaflosst. An dofir musse mer dat och zesumme gesinn. An et muss een och méi iwwert déi COPe schwätzen an déi heiansdo méi zesummeféieren, well et, wéi gesot, e Ganzt ass.

Mir gesinn dat och als Ganzt hei als nei Regierung. Dat huet jo och déi viregt Regierung gemaach. Dofir musse mer och do méi de Fokus op déi Biodiversitéit an och, wéi mer d'Land, de Buedem notzen, setzen an dodriwwer schwätzen.

D'nächst Joer ass et am Aserbaidjan. Wéi gesot, ech hunn erkläert, firwat. Mee do kënnt et drop un, datt dann – wat elo decidéiert ginn ass – besonnesch de ganze Finanzdeel och méi am Detail ausgeschafft gëtt, an datt mol all déi Decisiounen, déi elo geholl gi sinn, eeben eng gewësse Roadmap och kréien, fir datt mer no vir kommen. An dat wäert also dann och erëm ganz spannend ginn.

An dann nach e Wuert och zu den Deplacementer. Och déi viregt Regierung, och viregt Ëmweltministeren, sinn zweemol – net all –, mee se sinn awer och zweemol op eng COP gaangen, well sou eng COP huet och ëmmer zwee Momenter: en Ufank, wou meeschtens d'Staats- a Regierungscheffen zesummekommen. An déi verhandelen net. Dat ass net richteg – déi verhandelen net. Déi kommen zesummen, fir sech ze gesinn, fir de Start ze ginn, fir natierlech ënner sech ze schwätzen, mee fir dat Ganzt ze lancéieren.

An da fänken d'Verhandlungen u sech um technesche Niveau un, wou eis Beamte sinn. An do soen ech och dem Här Fayot Merci, datt hien dat erwäänt huet. Well dat wollt ech och nach eng Kéier vun dëser Plaz aus soen: Merci eiser Delegatioun, onse Beamten, déi do mat waren, déi eng exemplaresch Aarbecht gemaach hunn, déi sou engagéiert sinn an déi déi technesch Verhandlunge féieren. Wat u sech déi sinn, déi och herno mussen hëllefen, déi Texter ze iwwerpréiwen, mat Berechnunge maachen. Déi hunn do wierklech eng remarkabel Aarbecht geleescht. An déi bleiwen och déi zwou Wochen do.

An dann ass déi Schlussphas vun esou enger COP, wou dann eeben d'Ministeren zesummekommen, vun der ganzer Welt, fir sech dann op en Text ze eenegen. An do ass eeben och ëmmer Flichtprogramm, datt een do ass. Mee fir dann zwou Wochen eleng do ze sinn, do mengen ech net, datt dat gerechtfertegt ass, well mir hunn och heiheem eis Verantwortung ze iwerhuelen.

Wann eng Chamber hei rifft, fir virun enger Chamberskommissioun kënnen de Regierungsprogramm ze erklären iwwert deen Deel, fir deen ee verantwortlech ass, da mengen ech, datt ee Ried an Äntwert sollt stoen. Wa mer Regierungsrot hunn, mengen ech och, datt ee soll dohinner goen, fir do wichteg Decisiounen unzehuelen oder driwwer ze diskutéieren, wéi zum Beispill déi mat deem Subsid.

An do wollt ech just nach op eng Remark vun der Madamm Welfring agoen. Et ass net ënnert dem Drock vun der Zivillgesellschaft, wou mer decidéiert hunn, dat ze verlängeren. Mir waren eis scho bewosst, dass do iwwert déi Subside muss tranchéiert ginn. Mee mir sinn awer eng nei Regierung! Mir si réischt dräi Wochen am Amt gewiescht, oder knapps zwou Wochen.

Et ass gesot ginn: „100 Deeg huet een Zäit, fir sech kënnen ze beweisen, fir kënne mol a Rou Saachen ze maachen." Mee mir kruten net emol zwou Wochen, dunn hu mer scho misse wichteg Decisiounen do huelen, obwuel mer nach net woussten, wat dee genaue finanziellen Impakt ass. Mir wëllen dat awer och gär seriö ugoen. Dowéinst wollte mer eis eng Kéier Zäit huele fir ze wëssen: Wéi vill Subside si bis elo ausbezuelt ginn? Wat ass d'Gesamtenveloppe dovunner gewiescht? Fir dann en toute connaissance de cause kënnen och eng Decisioun ze huelen. Wat mer jo dës Woch gemaach hunn – also bannent mol knapps da véier Wochen, wou mer do waren.

Mee et ass net, well een Drock op eis ausgeüübt huet – mee aus eegener Iwwerzeegung. A wat mer jo wëlle maachen, ass: net einfach weiderfuere mat deene Subsiden, mee se op de Leescht huelen a se grad méi sozialfäeg ze staffelen, fir datt och déi, déi et am meeschte brauchen, gehollef ze kréien, déi ganz Energietransitioun matzemaachen, datt déi eeben och méi kënnen ënnert d'Äerm gegraff kréien. An dat wäerte mer maachen.

Da wollt ech nach just ee leschte Punkt … Ech weess, d'Zäit ass ofgelaf. Et steet mer och vläicht net onbedéngt zou, mee ech wollt awer e Virschlag maachen. Hei sinn elo dräi Motiounen deposéiert ginn, oder véier. Ech wollt virschloen, datt mer se an d'Kommissioun huelen an datt mer géife versichen, vläicht een Text draus ze maachen. Well wann 200 Länner vun der COP et fäerdegbréngen, sech op een Text gemeinsam ze eenegen, …

*(Interruptions)*

… dann, mengen ech, misste mer och kënne bei esou engem Theema eis als 60 Deputéiert eens ginn. Dann hätte mer e staarkt Zeechen no bausse gesent.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Hoffentlech kënnt net e schlechte Kompromëss eraus.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Domat ass d'Debatt dann ofgeschloss.

***Motions et résolution***

Wéi de Minister et elo gesot huet, sinn effektiv véier Motiounen an eng Resolutioun hei um Büro ofgi ginn. A mir wäerten dann elo kucken, wéi mer domadder eens ginn.

***Motions***

Ech wëll vläicht fir d'éischt der Auteure vun der éischter Motioun nach eng Kéier d'Wuert ginn, wa se wëllt Stellung huelen, …

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Här President …

**M. Claude Wiseler,** Président | … och zu deem, wat de Minister proposéiert huet. Wann Der wëllt.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Jo, ech kann dozou eppes soen. Also zu menger eegener Motioun muss ech näischt méi soen. Ech mengen, ech hunn dat a menger Ried gemaach.

D'Propositioun, fir do eng Fusioun vun all de Motiounen an de Resolutiounen ze maachen, fannen ech elo manner sënnvoll, wéi dass een den Inhalt diskutéiert. Ech mengen, et ass net ëmmer dat selwecht. Et sinn eenzel Froen, déi net genau déi selwecht sinn. Et si verschiddener … Déi meescht si complementaire, an dofir fannen ech elo manner d'Form interessant, éischter den Inhalt. Also, ech fanne schonn, dass een an der Kommissioun sollt doriwwer diskutéieren, awer, ech fannen, elo manner doriwwer, fir een Text

ze maachen, mee iwwert d'Inhalter an d'Froen. Dat sollt ee wierklech zesumme verdéiwen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. Wann ech Iech elo richteg verstanen hunn, sidd Der bereet, dës Motioun an d'Kommissioun ze iwwerweisen.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ok. Solle mer dann doriwwer schwätzen? Wie wëllt nach d'Wuert?

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Wann den Här Wolter averstanen ass.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Fayot.

*(Hilarité)*

**Une voix** | Här President, Dir musst jo awer do nofroen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Also wann Dir provozéiert, da kritt Der et och.

*(Hilarité)*

Den Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Ech mengen effektiv och, et sinn zum Deel Motiounen, déi sech regroupéieren, mee awer och mat aneren Usätz zum Deel a mat e bëssen anere Prioritéiten dran. An ech mengen, et kéint effektiv interessant sinn, fir dat ze diskutéieren an och e bëssen déi Orientatioun vun deene Motiounen, plutôt wéi elo e gemeinsamen Text ze maachen, deen e bëssen alles zesummegeheit. Dat heescht, ech hätt am Fong och d'Sympathie, fir d'Motiounen an d'Kommissioun ze verweisen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Ech hunn nach aner Wuertmeldungen. Den Här Wolter.

**M. Michel Wolter** (CSV) | Ech weess net … War et den Här Goergen virdrun, dee mäin Numm do an de Raum geheit huet?

**M. Claude Wiseler,** Président | Et war elo zwar kee Fait personnel, wëll ech soen.

*(Hilarité)*

Dir kritt awer d'Wuert, fir hei Stellung ze huelen.

**M. Michel Wolter** (CSV) | Nee, ech wollt soen, datt et an dësem Fall ganz vill Sënn mécht, fir et an d'Kommissioun ze ginn, fir eng inhaltlech Diskussioun kënnen ze féieren, déi och zilfürend ass. Zilfürend, sou wéi Dir et wëllt maachen, sou hunn ech dat verstanen. An d'Reglement vun der Chamber applizéiere besteet doranner, datt eng Motioun, déi an eng Chamberskommissioun verwise gëtt, no dräi Méint spéitstens am Plenum nees zur Debatt soll kommen.

Wann ech dat doten dann … Ouni en Expert ze sinn an der Matière, an ech hunn dem Minister nogelauschtert an deenen aneren Orateuren nogelauschtert, schéngt et mer scho ganz sënnvoll, dass een dat diskutéiert. Ob dat elo herno een Text gëtt oder dräi Texter, dat ass mir, muss ech soen, relativ egal. Mee se ass op jidde Fall esou zilfürend, dass et innerhalb vun den nächsten dräi Méint hei kéint zu eppes kommen, wat eng Diskussioun misst ausléisen.

Dofir, fir mech – ech hunn elo mat kengem bei eis hei geschwat – absolutt, …

*(Hilarité)*

… well ech ernimmt gi sinn, kéint ech zum Beispill ganz gutt domadder liewen, dass d'Chamberskommissioun sech mat deene verschiddene Motiounen do ausernanersetzt an dass mer déi dann zu gegeebener Zäit, dat wäert jo dann am Januar sinn, ginn ech emol dovunner aus, nach eng Kéier an de Plenum vun der Chamber huelen.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen Iech och Merci, Här Wolter.

Wann ech dat elo richteg verstanen hunn an elo resüméieren, dann hu mer den Accord vun der Madamm Welfring, vun der CSV iwwert den Här Fayot, an ech ginn dovunner aus, datt den Här Galles déi selwecht Meenung huet, a vun dem Här Fayot, fir seng zwou Motiounen, also fir déi véier Motiounen an d'Kommissioun ze iwwerweisen.

Ech géif Iech froen, ob mer dat kënnen an engem Vote à main levée ofstëmmen.

*(Assentiment)*

***Vote sur le renvoi des motions 1 à 4 en commission***

Wien ass mat där Prozedur d'accord?

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

An dann ass dat à l'unanimité esou ugeholl an d'Kommissioun soll sech dann drëm bekëmmeren, datt mer se innerhalb vu spéitstens den nächsten dräi Méint hei an de Plenum zréckkréien, entweeder déi, déi hei deposéiert gi sinn, oder dann eng aner, déi eventuell vun der Kommissioun ausgehandelt ginn ass.

*(Les motions 1 à 4 sont renvoyées à la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité.)*

***Résolution 1***

Dann hu mer nach eng Resolutioun hei leien. Fir d'éischt … Ass et den Auteur, deen nach eppes wëllt dozou soen? Hien huet se schonn explizéiert, kann awer nach eng Kéier dozou schwätzen.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, ech mengen effektiv, ech hunn alles dozou gesot.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann hunn ech Wuertmeldungen. Den Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo, merci, Här President. Déi Resolutioun ass ganz sympathesch. Ech si just der Meenung, dass de Bureau soll e Reglement dofir ausschaffen, dass een ëmmer weess, wéi et ass. Net dass deen een, den Här Fayot hat et gesot, mam Vëlo anzwousch hifiert an deen anere mam Fliger, mee dass mer eis do Prinzippie festleeën, wéi dat soll oflafen an ënner wat fir enger Form mer do ëmmer reesen. Dofir kënne mer där Resolutioun zoustëmmen, mat där Remark, déi ech gesot hunn, dass mer am Bureau solle festleeën an engem Reglement, wéi dat soll goen.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Spautz, wann ech elo richteg verstanen hunn: Dat do ass keng Propositioun, fir se tel quel an de Bureau ze renvoyéieren, mee Dir sollt se hei ofstëmmen an da schwätze mer am Bureau iwwert d'Detailer dovunner.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Wëllt nach een aneren dozou Stellung huelen? Den Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Also mir kënnen dat selbstverständlech gär an de Bureau huelen, dat ass bestëmmt interessant.

Ech wollt just drop opmierksam maachen, datt et do och grouss Diskussioune gëtt. Et ass zum Beispill esou, a mir wëssen dat alleguer heibannen, datt zum Beispill Greenpeace jo dat do kritiséiert, dee Kompensatiounsmechanismus. Déi soen, dat wär Greenwashing. Hei géifen eis also den Här Fayot, d'Madamm Welfring an den Här Polidori eppes proposéieren, wat elo Greenpeace als Greenwashing bezeechent, wat eis ëmmer Suerge mécht, wa mer dat Wuert héieren.

*(Interruptions)*

An dofir géif ech just vläicht drun erënneren, Här President, datt et ee Mëttel gëtt, fir sou Emissiounen ze evitéieren, dat ass: iwwerhaapt net dohi fueren. A wann d'Parlamentarier mengen, et soll kompenséiert ginn, ass déi besser Method, einfach d'Emissiounen ze reduzéieren, amplaz se fir d'éischt ze verursaachen an da mat Jore Retard deelweis ze kompenséieren. An dofir wär et vläicht eng Iddi, datt déi Leit, déi op esou Konferenze ginn, sech dat virdrun iwwerleeën: Wann 100.000 Leit op sou enger Konferenz sinn oder 100.000 Akkreditatiounen, wéi mer haut héieren hunn, wat ass d'Valeur ajoutée heiansdo vun der enger oder anerer Presenz?

Ech soen Iech Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Ass nach eng Wuertmeldung zu dëser Resolutioun do?

*(Négation)*

Wann dat net de Fall ass, da géife mer iwwert déi Resolutioun hei ofstëmmen. Ech géif déi also zum Vott stellen.

***Vote sur la résolution 1***

An de Vott fänkt heimadder un. D'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

*(Brouhaha)*

Dës Resolutioun ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen a 5 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Eng?

**M. Claude Wiseler,** Président | A kenger Abstentioun. 55 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen a keng Abstentioun. Dat ass d'Resultat.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Paul Galles), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

Domat ass och dëse Punkt ofgeschloss an domat si mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 19. an den 20. Dezember virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 17.15 heures.)*

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 38
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Communications** p. 38
   M. Claude Wiseler, Président
3. **Ordre du jour** p. 39
   M. Claude Wiseler, Président
4. **Changement de composition d'une commission parlementaire** p. 39
   M. Claude Wiseler, Président
5. **Heure de questions au Gouvernement** p. 39

   **Question n° 1 du 19 décembre 2023 de M. Christophe Hansen relative au douzième paquet de sanctions contre la Russie, adopté par l'Union européenne le 18 décembre 2023, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur** p. 39
   M. Christophe Hansen | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

   **Question n° 2 du 18 décembre 2023 de M. Dan Biancalana relative à l'étude « Racisme et Discriminations au Luxembourg – À l'écoute des victimes » du CEFIS, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil** p. 39
   M. Dan Biancalana | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

   **Question n° 3 du 19 décembre 2023 de Mme Corinne Cahen relative à la sécurité au quartier Luxembourg-Gare et l'organisation de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 40
   Mme Corinne Cahen | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures (intervention de Mme Corinne Cahen)

   **Question n° 4 du 18 décembre 2023 de M. Tom Weidig relative aux activités de l'ASBL „Stroossenengelen", adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil** p. 40
   M. Tom Weidig | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

   **Question n° 5 du 19 décembre 2023 de Mme Françoise Kemp relative à l'évolution actuelle des infections, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 41
   Mme Françoise Kemp | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

   **Question n° 6 du 14 décembre 2023 de M. François Bausch relative aux faits survenus et à la situation auprès de l'entreprise Ampacet et aux implications pour le dialogue social, adressée à M. le Ministre du Travail**

   **Question écrite n° 36 du 23 novembre 2023 de M. Dan Biancalana relative au risque de grève chez Ampacet**

   **Question écrite n° 38 du 23 novembre 2023 de M. Marc Baum relative aux négociations sociales dans l'entreprise Ampacet** p. 41
   M. François Bausch | M. Dan Biancalana | M. Marc Baum | M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

   **Question n° 7 du 19 décembre 2023 de M. Sven Clement relative au paiement immédiat direct, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 42
   M. Sven Clement | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

   **Question n° 8 du 18 décembre 2023 de M. Franz Fayot relative à la position du Gouvernement par rapport aux conséquences des opérations militaires menées par le gouvernement israélien à Gaza, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**

   **Question écrite n° 97 du 12 décembre 2023 de M. Franz Fayot relative à la résolution appelant Israël à un cessez-le-feu immédiat à Gaza** p. 43
   M. Franz Fayot | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
6. **8327 – Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 2020 autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen** p. 44
   Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire : M. Luc Emering
   Discussion générale : M. Félix Eischen | Mme Taina Bofferding | Mme Alexandra Schoos | M. François Bausch | M. Marc Goergen | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire
   Mme Simone Beissel
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8327 et dispense du second vote constitutionnel
7. **8328 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du projet de logements abordables dénommé « Itzigerknupp » à Bonnevoie, Ville de Luxembourg** p. 47
   Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire : Mme Lydie Polfer (interventions de M. François Bausch)
   Discussion générale : M. Alex Donnersbach | Mme Taina Bofferding | M. Tom Weidig | M. François Bausch | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8328 et dispense du second vote constitutionnel
8. **8327 – Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 2020 autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen (suite)** p. 49
   M. Claude Wiseler, Président | Mme Lydie Polfer
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8327 et dispense du second vote constitutionnel
9. **8276 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu** p. 50
   Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm
   Discussion générale : Mme Diane Adehm (dépôt de la motion 1) | M. Patrick Goldschmidt | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Franz Fayot (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8276 et dispense du second vote constitutionnel
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
10. **8344 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques** p. 56
    Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm
    Discussion générale : M. Patrick Goldschmidt | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement (intervention de M. Christophe Hansen) | M. David Wagner
    Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8344 et dispense du second vote constitutionnel
11. **8277 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière en vue d'autoriser l'État à participer au financement des gardes et astreintes des médecins hospitaliers dans les centres hospitaliers et les établissements hospitaliers spécialisés** p. 57
    Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale : M. Max Hengel
    Discussion générale : M. Gérard Schockmel | Mme Paulette Lenert | Mme Alexandra Schoos | M. François Bausch | M. Sven Clement | M. Marc Baum
    Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8277 et dispense du second vote constitutionnel

**12. 8337 – Projet de loi portant approbation du Protocole d'amendement à l'Accord portant création de l'Organisation internationale de la vigne et du vin, signé à Paris, le 3 avril 2001** p. 62

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture : Mme Stéphanie Weydert (intervention de M. Sven Clement)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8337 et dispense du second vote constitutionnel

**13. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'interdiction de la mendicité au Luxembourg** p. 62

Exposé : Mme Taina Bofferding | M. Dan Biancalana (dépôt de la motion 1)

Débat : M. Laurent Mosar (interventions de Mme Sam Tanson et Mme Taina Bofferding) | Mme Lydie Polfer (interventions de M. Sven Clement, Mme Sam Tanson, M. Marc Goergen, Mme Paulette Lenert et M. François Bausch) | M. Fernand Kartheiser | M. Meris Sehovic (dépôt de la motion 2) (interventions de Mme Lydie Polfer et Mme Sam Tanson) | Mme Sam Tanson (parole pour fait personnel) | M. Marc Goergen (dépôt de la motion 3) | M. Marc Baum | M. Claude Haagen (parole pour fait personnel)

M. Maurice Bauer, Mme Lydie Polfer (intervention de M. Sven Clement)

Prise de position du Gouvernement : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures (interventions de M. Sven Clement, Mme Sam Tanson, M. Claude Haagen, M. Marc Goergen et M. Marc Baum) | Mme Paulette Lenert (parole après ministre) | M. le Ministre Léon Gloden (intervention de Mme Paulette Lenert) | M. Sven Clement (parole après ministre) | M. le Ministre Léon Gloden (intervention de M. Sven Clement) | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. le Ministre Léon Gloden (interventions de M. Marc Goergen et M. Claude Haagen et Mme Sam Tanson) | M. Marc Baum (parole après ministre) | M. le Ministre Léon Gloden | M. Claude Haagen (parole après ministe) | M. le Ministre Léon Gloden | M. Meris Sehovic (parole pour fait personnel) | M. le Ministre Léon Gloden (intervention de Mme Taina Bofferding) | M. Dan Biancalana (parole pour fait personnel) | M. le Ministre Léon Gloden | Sam Tanson (parole pour fait personnel) (interventions de M. le Ministre Léon Gloden) | Mme Lydie Polfer (parole après ministre)

Motion 1 : M. Dan Biancalana | M. Laurent Mosar | M. Marc Goergen | Mme Paulette Lenert | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Baum | M. Dan Biancalana (intervention de M. Yves Cruchten) | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures (intervention de M. Yves Cruchten) | M. Sven Clement | M. Yves Cruchten

Vote sur la motion 1 (rejetée) (interventions de M. François Bausch et Mme Françoise Kemp)

Motion 2 : M. Meris Sehovic | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | M. Marc Goergen | M. Fernand Kartheiser | M. Meris Sehovic | M. le Ministre Max Hahn

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Motion 3 : M. Marc Goergen | Mme Corinne Cahen | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Baum | Mme Corinne Cahen | M. Marc Goergen

Vote sur la motion 3 (rejetée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Lex Delles, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez et M. Léon Gloden, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Xavier Bettel,** Vice-Premier ministre | Nee.

**M. Max Hahn,** Ministre | Dat ass net de Fall.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat ass net de Fall.

## 2. Communications

Da kommen ech zu de Kommunikatiounen.

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

***Communications du Président – séance publique du 19 décembre 2023***

*1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

*Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.*

*2) La proposition de loi suivante a été retirée du rôle des affaires :*

*6092 – Proposition de loi visant*
*– à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés,*
*– à promouvoir la modernisation de la gestion publique,*
*et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999*
*a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;*
*b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;*
*c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)*

*Dépôt : M. Roger Negri, Député, le 09/12/2009*

*Retrait du rôle des affaires : 18/12/2023*

*3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

*2977 – Demande de pétition publique : [FR] Permis cyclomoteur – catégorie AM – à partir de 14 ans / [DE] AM-Führerschein – ab 14 Jahren*

*Dépôt : M. Eduardo Maiello, le 13/12/2023*

*2978 – Demande de pétition publique : Libre choix du statut après le divorce*

*Dépôt : M. Philippe Cravatte, le 13/12/2023*

*2979 – Demande de pétition publique : Les transports publics payants. Et non à la suppression des lignes*

*Dépôt : M. Luis Carlos Gomes Faria, le 13/12/2023*

*2980 – Demande de pétition publique : Améliorer la sécurité routière en hiver vu que les pneus hiver sont obligatoires au Luxembourg. Obligation aux garagistes : lors de la vente d'un nouveau véhicule un kit pneus hiver et un kit été devraient être obligatoires*

*Dépôt : M. Henrique Barrela, le 13/12/2023*

*2981 – Demande de pétition publique : Système de récupération d'eau de pluie obligatoire à la construction de nouvelles résidences, écoles, bâtiments, ...*

*Dépôt : M. Filipe Constantino, le 13/12/2023*

*2982 – Demande de pétition ordinaire : Accord de double imposition entre le Luxembourg et l'Allemagne concernant une succession*

*Dépôt : M. Robert Schroeder, le 14/12/2023*

*2983 – Demande de pétition publique : Ophiewe vun der politescher Entscheedung a Reouverture vun der Garer Policeunitéit esou wéi si virum 1.11.2023 fonctionéiert huet fir méi Schutz vun de Bierger an d'Anhale vun de Gesetzer an der ëffentlecher Uerdnung*

*Dépôt : M. André Steffen, le 14/12/2023*

*2984 – Demande de pétition publique : Petits animaux de compagnie autorisés en tant que locataire par la loi*

*Dépôt : M. David Da Silva, le 14/12/2023*

*2985 – Demande de pétition publique : Nationalité luxembourgeoise par option à partir de 12 ans, à la personne née au Luxembourg (cas n° 4). / Revoir le terme de « précédant immédiatement » de la condition de résidence légale au Luxembourg pendant au moins 5 années consécutives et précédant immédiatement la déclaration d'option*

*Dépôt : M. Ahmed Amrani, le 15/12/2023*

*2986 – Demande de pétition publique : Duerch de Pacs autoriséiert sinn, eng Verbrennung vum verstuerwene Partner ze ënnerschreiwen*

*Dépôt : M. Misch Hendrickx, le 15/12/2023*

*2987 – Demande de pétition publique : Abschaffung der $CO_2$-Steuer.*

*Dépôt : M. Marc Bier, le 15/12/2023*

*2988 – Demande de pétition publique : Pétition pour une publicité responsable : Restreindre la publicité pour les produits alcoolisés et le CBD*

*Dépôt : M. Jhang Chaussy, le 17/12/2023*

*2989 – Demande de pétition publique : Augmentation du chèque service à 7,30 EUR. Les crèches augmentent tous selon l'index, à partir de janvier 2024 les crèches sont à 8,30 EUR et le chèque service reste avec ses 6 EUR de l'aide. Si cela continue, nous les parents on paye cher même avec l'aide de l'État et cela ne suffit plus à survivre même avec 2 salaires entrants*

*Dépôt : Mme Ana Lourenço Lopes, le 18/12/2023*

*2990 – Demande de pétition publique : Augmenter le taux de chèque service*

*Dépôt : Mme Catarina Coimbra, le 18/12/2023*

*2991 – Demande de pétition publique : D'Heeschen zu all Zäit an iwwerall erlaabt loossen!*

*Dépôt : M. Marc Faramelli, le 18/12/2023*

*N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.*

*(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)*

## 3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour d'accord?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 4. Changement de composition d'une commission parlementaire

Wat d'Zesummesetzung vun der Commission des Comptes ugeet, huet d'LSAP-Fraktioun follgend Ännerunge matgedeelt: D'Madamm Taina Bofferding ersetzt d'Madamm Claire Delcourt an den Här Yves Cruchten ersetzt den Här Claude Haagen.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass och dat esou decidéiert.

## 5. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 1 vum Här Christophe Hansen un den Här Ausseminister iwwert den zwielefte EU-Sanktiounspak géint Russland. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Ech hunn d'Éier, Här President, déi éischt an déi lescht Fro ze beäntwerten.

**M. Claude Wiseler,** Président | À tout seigneur, tout honneur.

*(Hilarité)*

**– Question n° 1 du 19 décembre 2023 de M. Christophe Hansen relative au douzième paquet de sanctions contre la Russie, adopté par l'Union européenne le 18 décembre 2023, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, Här Ausseminister, wéi den Här Chamberspresident et grad gesot huet, ass den 18. Dezember deen zwielefte EU-Sanktiounspak géint Russland a Kraaft getrueden, e Sanktiounspak, deen a mengen Ae wichteg ass, mee trotzdeem e Sanktiounspak, deen och gewësse Lacunne weist, notamment well eng ganz Rëtsch vun deene Mesüren och Derogatioune virausgesinn, notamment e Phase-in a verschiddene Sanktiounen, zum Beispill am Beräich Stol.

A meng Fro do un den Här Ausseminister wier: Wéini ass déi Deadline fir dee Phase-in zum Beispill beim Stol, mee awer och bei anere Produkter, well dat natierlech ganz wäit an der Zukunft ass? A mir wëlle jo natierlech elo en Impact direct hunn. Dat heescht, wéini ass deen Datum a wéi kënne mer dat dote méi effikass gestalten?

Eng zweet Fro, déi direkt domat zesummenhänkt: Mir wëssen, datt ganz vill Gidder laanscht eis Sanktioune ginn, notamment iwwer China. A wa mer dann de Listing vun den Entreprisë gesinn, gesi mer, datt virun allem Betriber a Firme viséiert sinn am Listing, déi alt zu Hongkong, déi zu Singapur baséiert sinn, awer ganz séier ganz wéineg, déi och chineesesch Betriber direkt sinn. Wat ass do machbar, fir datt mer och déi chineesesch Entreprisen an d'Visière kréien? A virun allem: Wéi kënne mer do verhënneren, datt eis Sanktiounen eigentlech laanscht d'Zil ginn an datt se ganz einfach contournéiert ginn, besonnesch am Beispill China?

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hansen. Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

**M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, e grousse Merci. Ech wëll awer fir d'éischt dem Här Hansen Merci soen, well e mech och haut de Mëtteg prezis informéiert huet, wat d'Froe sinn. Ech wëll just soen, hei steet dran: iwwert den zwielefte Paquet de sanctions. Ech weess, dass dat Usus ass. Ech hunn dat déi lescht zéng Joer gesot an enger anerer Fonctioun, ech soen dat och hei: Et ass schwéier, wann een einfach schreift „den zwielefte Pak Sanktiounen", wann een duerno prezis Froe gestallt kritt, wéi zum Beispill Stol oder wéi et elo ass mam Contournement. Dowéinster wär et schwéier, prezis Detailer ze ginn, wann den honorabelen Deputéierten net hei och sech d'Méi ginn hätt, fir Kontakt mat eis ze sichen.

Den neie Pak vu Sanktiounen ass ëmmer e Kompromëss, Här Hansen. An Dir wësst, dass dat unanime muss duerno och gestëmmt ginn. An dowéinster, déi Derogatioune mat där Période transitoire – ech mengen, déi geet bis 2028 souguer fir verschidde Stolprodukter – ass op d'Demande vun dräi Länner. Ech zitéiere se elo net, well, ech mengen, ech wëll keen Namedropping maachen, mee et sinn dräi Länner, déi gesot hunn, soss wiere se iwwerhaapt net averstanen. An dowéinst ass dann de Kompromëss, deen erauskomm ass, dass een do dann eng Période transitoire bis 2028 sollt hunn.

Et si bei de Gel-d'avoiren – an ech ginn elo hei net den Aperçu exhaustif – eng 140 Leit, wou och e Gel vun den Avoiren do ass. Et ass och e Verbuet vu russeschen Diamanten, wat och ganz laang eng Diskussioun war, wou verschidde Länner aner Interêten haten, och fir déi net drop ze hunn, wat awer elo drop komm ass.

Et ass eeben och d'Importatioun vun deem Stol, wéi Der et gesot hutt, an dann awer och zum Beispill verschidde Verboter vu Capacité-industriellen, déi och d'Russe kéinte gebrauchen.

An dann och nach d'Interdictioun vu Locigiels d'entreprise an och de conceptioun un déi russesch Regierung oder russesch Betriber (veuillez lire: An dann ass och eng nei Interdictioun agfouert ginn, verschidde Logiciels d'entreprise souwéi Software fir industriellen Design a Fabrikatioun un déi russesch Regierung oder russesch Betriber ze verkafen oder ze liwweren).

Beim Contournement, deen Der och gesot hutt, spezifesch mat China, do lafen nämlech och Echangen. An do sinn d'Contacts diplomatiques eeben och amgaang, fir China weider drop ze sensibiliséieren. An dofir ass eeben decidéiert ginn, China elo net namentlech och hei an dësem Fall ze ernimmen.

Déi Obligatioun fir den Anticontournement ass eng, déi méi strikt ass, fir dass een am Fong och de manière proactive den Traçage mécht vum Suivi, wann de Produit kënnt, well soss ass eeben de Contournement deen, deen en ass. Dat heescht, dass den Enndestinataire och sollt bekannt sinn an dass och d'Vente vu Petroliers un Drëttstaate muss gekuckt ginn, well dat ass dann och eeben duerch Plattforme contournéiert ginn, am Fong duerch déi, wat genannt ginn ass ... Flottes fantômes sinn déi genannt ginn, déi d'Russen dann och benotzt hunn, fir eeben de Contournement vun dëse Sanktiounen och ze maachen.

Et ass och e Verbot fir d'europäesch Exploitanten, an dat contractuellement, fir d'Reexportatioun vu verschiddene Kategorië vu Gidder vis-à-vis vu Russland. Dat ass och eebe kontraktuell elo virgesinn. An eeben och d'Inscriptioun vun de russeschen Entitéiten op d'Lëscht vun Entitéiten, déi an engem Complexe militaro-industriel sinn, och vun Entités vun États tiers, déi eeben impliquéiert sinn an deem Contournement vun de Sanktiounen, déi enregistréiert gi sinn. Dat ass am Usbekistan an a Singapur och de Fall gewiescht.

Bei verschiddene Biens à usage strictement personnel, wéi d'Articles d'hygiène personnelle ou les vêtements portés par les voyageurs, do gëtt autoriséiert, fir verschidde Saachen och kënnen eranzehuelen. Dat ass eeben och nei.

Fir eis war et wichteg, dass och Klarifikatioune géife kommen, fir dass do evitéiert gëtt, dass Sanktioune geholl ginn an dass dann aner Länner se contournéieren. Mee hei nach eng Kéier, nei Saachen, déi drop komm sinn, esou wéi Der et gesot hutt, mat eeben enger Unanimitéit, déi heiansdo da Période-transitoirë mat sech bréngt.

Merci. A bis duerno, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci, Här Ausseminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 2 vum Här Dan Biancalana un den Här Familljeminister iwwert d'Rassismus- an Diskriminatiounsetüd vum CEFIS. Här Biancalana, et ass un Iech.

**– Question n° 2 du 18 décembre 2023 de M. Dan Biancalana relative à l'étude « Racisme et Discriminations au Luxembourg – À l'écoute des victimes » du CEFIS, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil**

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Jo, an der Schoul, bei der Aarbecht, um Wunnengsmaart, beim Sport oder ganz allgemeng am Alldag, an all dëse Beräicher erliewe Mënschen hei zu Lëtzebuerg reegelméisseg Rassismus an Diskriminéierung. Den zweeten Deel vun der Etüd vum CEFIS, dem Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales, liwwert eis do en erschreckende Bilan iwwert d'Ausmooss vun dësem Problem hei zu Lëtzebuerg; Lëtzebuerg, mat senger EU-Haaptstad, dat mir ganz gären och als oppent a multikulturellt Land gesinn. Mir hunn e Rassismusproblem, a kee klengen. Eng Feststellung, déi sech iwwregens och mat de Resultater vun der Etüd „Being Black in the EU" vun der Europäescher Agentur fir d'Grondrechter, wat Lëtzebuerg betrëfft, deckt.

Am Kader vun der Etüd goufen deels ganz, jo, schockéierend, deels awer och ganz touchant Temoignagë vu Betraffene gesammelt, déi och weisen, wat Rassismus an Diskriminatioun mat den Affer maachen, wéi eng psychesch Belaaschtung dat fir si bedeit oder wéi en Impakt dat op hiren Alldag, hir Liewensqualitéit an och op hire Liewenswee huet. De CEFIS formuléiert och eng Rei vu Recommandatiounen, fir geschützte Raim anzeriichten, fir d'Affer oder potenziell Affer besser iwwer hir Rechter ze informéieren, och fir géint Stereotyppen a Virurteeler virzegoen. A virun deem Hannergrond wollt ech den zoustännege Minister och froen, wéi hien op d'Resultater vun dëser Etüd wëll reagéieren, éischtens.

Zweetens: Wéi eng Mesüren dass hie plangt an effektiv wéi hien zu de Recommandatioune vum CEFIS steet.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Biancalana. Den Här Familljeminister huet d'Wuert.

**M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Merci, Här President. Och merci dem Deputéierten Dan Biancalana fir déi ganz pertinent Fro, déi en hei stellt.

Et ass esou, dass sech an dësem Haus spéitstens no dem Rapport iwwer Being Black in Europe an duerno Being Black in Luxembourg och seriö Froe gestallt gi sinn, wat zur Konklusioun oder zum Fazit hat, dass dës Chamber eng Motioun, mengen ech, souguer eestëmmeg gestëmmt huet, fir der Saach op de Fong ze goen. Mir wunnen hei zu Lëtzebuerg an engem Land: 47 % Net-Lëtzebuerger, 175 Nationalitéiten, 22.000 Fronalieren, déi 45 % vun eisen Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg ofdecken; en, jo, ganz sécher plurikulturellt Land, op dat mer all ganz gären – an ech och – ganz houfreg sinn. Och wa mer mol am Ausland ënnerwee sinn, ziele mer ganz gären dovunner. An awer gëtt et och hei zu Lëtzebuerg Rassismus.

An et ass eis drëm gaangen, wéi déi Etüd hei am Haus gefrot ginn ass an duerno am Ministère ausgeschafft ginn ass mam CEFIS a mam LISER, fir mol Zuelematerial ze hunn, fir faktebaséiert kënnen ze diskutéieren a fir dodropshi kënnen Iwwerleeungen ze maachen, wou eis Politicken, déi mer bis elo gemaach hunn, gräifen, wéi eng Forme vu Rassismus et gëtt, a virun allem: Wéi musse mer eis Politicken ausriichten, och déi nächst Joeren, fir – an, ech mengen, do si mer alleguerten hei bannen eens – dem Rassismus keng Plaz ze loossen.

Mir hunn null Toleranz fir Rassismus, an dat huet dat heiten Haus och nach eng Kéier gewisen am Juli, wéi dat neit Gesetz gestëmmt ginn ass iwwert de Vivre ensemble interculturel, wou ee ganz wichtege Volet och dodranner besteet, fir dem Rassismus entgéintzewierken, och an de Gemengen, wou dann och an de Kommissiounen eng gutt Aarbecht geleescht ka ginn. Dat ass Bestanddeel vum Gesetz, an dat Gesetz wäert elo am nationalen Aktiounsplang, dee geschaaft gëtt, fir de Vivre ensemble interculturel hei zu Lëtzebuerg ze schafen, och konkreet Pisten a konkreet Prioritéiten an och Moossname kréien.

Do dernieft ass et esou, dass et e Plan d'action national gëtt iwwert d'Integratioun, wou bis elo Diskriminatiounen opgrond vun eethnesch-rassiale Grënn mat ofgedeckt waren. Et ass awer sou, dass d'Acteure vum Terrain d'Demande haten, fir spezifesch en Aktiounsplang auszeschaffen, fir ganz konkreet dem Rassismus an den domat verbonnen Diskriminatiounen op de Fong ze goen. An do huet eis natierlech den éischten Deel vun der Etüd gehollef.

Et ass awer sou, dass deemols der Regierung an och dem Parlament nach eppes gefeelt huet, an dat war den zweeten Deel vun der Etüd, déi Dir elo hei ugeschwat hutt, nämlech, fir och mat den Affer selwer ze schwätzen, fir vun hinnen ze héieren, wat si da wierklech erlieft hunn. Do hu mer ganz vill Iwwerschneidunge mat der éischter Etüd, zum Beispill, dass et och opgrond vu Logement, Educatioun, Travail ganz vill Benodeelegunge gëtt, Diskriminatioune gëtt. An dofir huet de Familljeministère sech och zesumme mat deenen anere Ministèrë konsultéiert, fir deen nationalen Aktiounsplang auszeschaffen, fir konkreet Mesüren auszeschaffen, an deen Aktiounsplang denke mer, ugangs d'nächst Joer kënnen ze presentéieren. Et ass eppes, wou mer net vill Zäit wëlle verléieren.

Et ass och esou, dass d'Acteure vum Terrain sech och hei mat abruecht hunn an d'Etüd, déi Dir ugeschwat hutt, wou et drëms gaangen ass, Temoignagë Plaz ze ginn.

Ech hat och d'Chance, derbäi ze si bei der Presentatioun vum CEFIS, déi gemaach ginn ass. Ech kann Iech soen, dat ass ganz touchant – Dir hutt dat richteg gesot –, wat een do héiert. An do musse mer konkreet virgoen an dat ministèreiwwergräifend, well Rassismus huet hei zu Lëtzebuerg keng Plaz.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hahn.

Mir kommen zur Fro Nummer 3 vun der Madamm Corinne Cahen un den Här Inneminister iwwert d'Sécherheet am Garer Quartier. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 3 du 19 décembre 2023 de Mme Corinne Cahen relative à la sécurité au quartier Luxembourg-Gare et l'organisation de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Minister, deem wäert meng Fro bekannt virkommen, déi ech elo stellen, well ech mengen, en huet se selwer dacks gestallt, an ech wollt him se dann elo a senger neier Funktioun direkt mol awer eng Kéier stellen.

An enger schréftlecher Fro géif ee soen: „Il me revient que …", an ech géif da soen: Il me revient que …, dass d'Leit am Stater Garer Quartier sech bekloen, dass se scho laang keng Poliziste méi gesinn hunn, dass ganz vill Leit do sinn, déi illegal Substanze verkafen, dass ganz vill Leit do sinn, déi och illegal Substanze consommëieren, mee dass awer keng Polizisten do sinn. An dofir wollt ech den Här Minister mol froen, wat hie lo virhuet, fir dee Garer Quartier. Sinn do méi Poliziste virgesinn? Ass do virgesinn, dass de Kommissariat an der Gliesener Strooss méi laang opmécht? Well do soen déi Polizisten, mat deenen ech konnt schwätzen, selwer, dass do d'Ëffnungszäiten einfach net laang genuch sinn. Ob Dir virhutt, dass awer opgestockt gëtt a puncto Personal an engem Quartier, deen et wierklech néideg hätt. Hutt Dir vläicht wëlles, oder ass et iwwerhaapt méiglech, och Leit an Zivill mol duerch de Quartier ze schécken, fir ze kucken, wat do genau lass ass an an deem Quartier?

Well d'Leit am Quartier fille sech am Stach gelooss. Si soen dat. An dofir wollt ech Iech mol d'Fro stellen, well ech mengen, Dir kennt d'Problematik ganz gutt, well Dir selwer ganz vill Question-parlementairë gestallt hutt mam Kolleeg Laurent Mosar. An ech wollt Iech dann elo mol als Minister d'Fro weiderginn, net well dat mer Spaass mécht, mee well ech mengen, dass wierklech eppes muss geschéien an deem Quartier.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Cahen. An den Här Inneminister huet d'Wuert. Här Gloden.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci der Madamm Cahen fir déi Fro. Si huet Recht, a menger fréierer Qualitéit als Deputéierten hunn ech vill Froen iwwert d'Sécherheet gestallt.

Ech wëll mol fir d'éischt hei betounen, datt et mer als Policeminister dru läit, datt mer Rou an de Policecorps kréien, datt mer déi Zesummenaarbecht mat de Gemengen och verbesseren, an Dir wësst: En Donneschden hu mer eng Reunioun mat de Vertrieder vun der Stad Lëtzebuerg, wou Dir och selwer ugemellt sidd, mat der Police, fir iwwert déi do Punkten och ënner anerem ze schwätzen. Ech hu mer d'Zuele gi gelooss iwwert d'Abrécher elo, well ech elo …, dat war net preziséiert, iwwert d'Drogen. Dat heescht, d'nächst Kéier musst Dir mer dat awer e bësse besser preziséieren, fir datt ech och geziilt kann op Är Fro äntwerten.

Vu September bis Dezember hate mer 137 enregistréiert Faiten, wat Vol par infraction war, an ee Cambriolage de voiture. Am September waren et der 41, am Oktober 35 an am November 31, a bis elo am Dezember si mer bei 30 Virfäll. Dat sinn der nach ze vill, mee et geet awer liicht erof.

Par rapport zu der Presenz am Garer Quartier, sinn ech och der Meenung, datt mer mussen, net nëmmen am Garer Quartier, mee generell d'Presenz verstäerken.

Wéi funktionéiert dee Büro op der Gare? Do si Leit am Büro an et si Patrullen, déi och …, also Leit, déi do am Büro schaffen, déi dann och op Patrull ginn, a si ginn och ënnerstëtzt vu Patrullen aus dem Büro vun der Gare/Hollerech an och vu Bouneweg. Owes sinn da separat Patrullen.

Mee dat, wat Dir mir sot, hunn ech och vu Leit gesot kritt, an ech wäert och dofir suergen, an Zesummenaarbecht och mat der Stad Lëtzebuerg, datt dat an Zukunft sech wäert verbesseren. Dir wësst, am Koalitiounsaccord hu mer och déi Unité de police locale stoen, op déi ech grouss Stécker setzen, och an der Preventioun. Well hei geet et jo och ëm d'Preventioun, och am Garer Quartier.

Ech wëll awer och zugläich soen, opgrond vun deenen Zuelen, déi ech kritt hunn: A verschiddenen anere Quartieren an der Stad Lëtzebuerg ass et anscheinend méi schlëmm. De Garer Quartier kënnt op Plaz Nummer fënnef. Dat gesot …

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Net bei den Drogen!

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Net bei den Drogen, awer bei den Abréch zum Beispill, do … An egal, wou et geschitt, dat schüürt en Onsécherheetsgefill, a mir wäerten am Kader vun den eenzelne Mesüren, déi mer am Koalitiounsaccord virgesinn hunn, dat do verbesseren. Well d'Proximitéitsaarbecht um Terrain ass den A an O vun enger effektiver Policeaarbecht, an ech si frou, en Donneschde kënnen déi Punkte mat Iech a mat der Buergermeeschtesch a mat de Vertrieder vun der Police ze beschwätzen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Inneminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 4 vum Här Tom Weidig un den Här Familljeminister iwwert d'Aktivitéit vun der ASBL Stroossenengelen. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 4 du 18 décembre 2023 de M. Tom Weidig relative aux activités de l'ASBL „Stroossenengelen", adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil**

**M. Tom Weidig** (ADR) | Merci, Här Chamberspresident. Här Minister, virun zwee Méint hu mir Iech e Bréif geschriwwen, fir ze froen, ob Dir bereet wäert, perséinlech mat de Stroossenengelen ze schwätzen, fir ze kucken, ob een hinnen hëllefe kann. Bis elo hu weeder mir nach d'Stroossenengelen eng Äntwert kritt.

D'Stroossenengelen si viru fënnef Joer op Privatinitiativ hi gegrënnt ginn, a si hu leider ëmmer méi Aarbecht, well de Besoin do ass. Si versuergen e puer Honnert Familljen an eenzel Persoune mat deem Néidegsten, an dat reng mat Hëllef vu privaten Donen. Duerch déi grouss Demande stousse si elo un hir

Grenzen a riskéieren, net méi kënne weiderzemaachen.

Duerfir nach eng Kéier eis Fro: Wäert Dir bereet, perséinlech mat de Stroossenengelen ze schwätzen, fir ze kucken, ob een hinnen hëllefe kann?

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. Den Här Familljeminister huet d'Wuert.

**M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Sou, merci, Här Weidig.

Ech krut dohanne gesot: „Du kéints et jo ganz kuerz maachen, du kéints Jo oder Nee äntweren." Mee ech mengen awer, dass dat méi Äntwert verdéngt. Ech géif virun allem gär all deene Leit, déi sech benevoll oder professionell engagéieren, fir deenen Äermsten ze hëllefen, vun dëser Plaz e ganz grousse Merci soen. Op där anerer Säit wëll ech Iech soen, dass mäi Ministère d'Stroossenengelen dëst Joer zweemol gesinn huet, hinnen och erklärt huet, dass, wa se systematesch Hëllefe wéilten hunn, si sech dann un d'Konditioune mussen halen, déi d'ASFT-Gesetz virgesäit, dass et dann och zu enger Konventioun ka kommen. Dat krute se erzielt. An doriwwer eraus, wa se punktuell Subside fir konkreet Projete wëllen, da kënne se och do Demandë maachen, wéi aner Acteure vum Terrain dat och maachen.

Doriwwer eraus ass et esou, dass d'Stroossenengelen och vu mengem Haus, vum ONIS, vum Office national d'inclusion sociale, dräi Posten zur Verfügung gestallt kréien, sougenannt „TUC-Mesüren". Dat sinn Travail-d'utilité-collectiffen, déi se dann zur Verfügung gestallt kréie fir haaptsächlech hir Livreuren, déi da mat de Camionettë kënne fueren, déi kréie se da vum ONIS zur Verfügung gestallt.

Fir Iech elo konkreet op Är Fro ze äntweren: Soubal ech eng Demande hunn, wa si mech nach eng Kéier wéilte gesinn – ech war der Meenung, dass all dat ofgedeckt wier, well se all déi Informatiounen, déi normalerweis ASBLe brauchen, fir eebe kënne vun Hëllefen ze profitéieren, vu menge Mataarbechter gesot krute wärend zwou Entrevuen –, wann do de Minister awer nach eng Kéier sollt gebraucht ginn, da steet deen natierlech ganz gär zur Verfügung.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Familljeminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 5 vun der Madamm Françoise Kemp un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert déi aktuell Evolutioun vun den Infektiounen. Madamm Kemp, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 5 du 19 décembre 2023 de Mme Françoise Kemp relative à l'évolution actuelle des infections, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**Mme Françoise Kemp** (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, kuerz virun de Chrëschtdeeg sinn erëm méi Leit krank. An der lo kaler Joreszäit sinn d'Bedingunge fir d'Iwwerdroung vun den Otemweeerkrankunge wéi Sars-CoV-2, Influenzaviren oder RSV besser wéi am Summer. Laut dem Rapport 173 vum LIST ass e kloren Opwäertstrend ze gesinn.

Dowéinst wollt ech d'Madamm Gesondheetsministesch froen, wéi déi aktuell Infektiounslag a puncto Otemweeerkrankungen ausgesäit. Wéi huet d'Situatioun sech an deene leschte Woche verännert? Wéi ass den aktuellen Taux de positivité fir Sars-CoV-2?

Merci villmools.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci. Dann ass et un der Madamm Gesondheetsministesch. Madamm Deprez, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Merci der Madamm Kemp fir hir Fro.

Jo, effektiv sinn an de leschte Wochen d'Infektioune geklommen. Wann der de Site list.lu consultéiere gitt, fannt der fir d'Woch 47, 48, 49 follgend Zuelen: D'Covidinfektioune si gaange vun 319 op 460 op 658 an der Woch, d'Gripp, d'Influenza, vun 41 op 49 op 134 an d'Otemweeinfektioun Bronchiolite vun 100 op 116 op 134.

Dat heescht, bei dem Covid hu mer eng Multiplikatioun mat 2 a bei der Gripp eng Multiplikatioun mat 3. Dat huet och d'Inspektioun vun der Santé, d'Direktioun vun der Santé veranlasst, nach eng Kéier e grousse Rappell ze maachen, datt ee sech soll impfe loossen, an d'Recommandatioune fir déi verschidde Kategorië sinn nach ëmmer public um Santéssite affichéiert.

Well mer déi Infektiounszuele matgedeelt kruten, hu mer och esou séier wéi méiglech probéiert, den Tour vun de Spideeler ze maachen, fir d'Situatioun an de Spideeler ze recenséieren. Do war jo een Dispositif d'lescht Joer am Abrëll opgehale ginn, dat heescht, si ginn net méi reegelméisseg hir Donnéeën eran. Net méi spéit wéi de Moien hu mer awer vun deene véier Centre-hospitalierë gesot kritt, datt d'Bettenzuel nach ëmmer normal ass fir d'Saison. Do ass keng Recrudescence vun akute Fäll opgezeechent ginn. Wat awer net heescht, datt een net soll vigilent bleiwen! Dofir e groussen Appell vu menger Säit, fir d'Geste-barrièren anzehalen.

An dann nach eng kleng Info on the top: D'Teleconsulatioun, déi agesat gi war zu Covidzäiten, sollt den 31. Dezember oflafen. Och do si mer mam Direkter vun der Santé iwwerenee komm, datt déi elo mol weiderlafe gelooss gëtt bis de Juni, bis mer prett sinn, d'Telemedezinn definitiv an d'Nomenclature anzeschreiwen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Gesondheetsministesch.

Da komme mer zur mëndlecher Fro Nummer 6 vum Här François Bausch un den Här Aarbechtsminister iwwert d'Situatioun bei Ampacet an d'Implikatioune fir de sozialen Dialog. Mir behandelen awer an engems och zwou schréftlech Froen iwwert dee selwechte Sujet, déi un den Här Aarbechtsminister an un den Här Wirtschaftsminister geriicht sinn, an dat sinn d'Froen Nummer 36 vum Här Dan Biancalana iwwert de Streikrisiko bei Ampacet an duerno d'Fro Nummer 38 vum Här Marc Baum iwwert d'Sozialverhandlunge bei Ampacet. Dat mam Accord, zweemol, vun den Auteuren. Mee elo ass et um Här Bausch. Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 6 du 14 décembre 2023 de M. François Bausch relative aux faits survenus et à la situation auprès de l'entreprise Ampacet et aux implications pour le dialogue social, adressée à M. le Ministre du Travail**

**– Question écrite n° 36 du 23 novembre 2023 de M. Dan Biancalana relative au risque de grève chez Ampacet**

**– Question écrite n° 38 du 23 novembre 2023 de M. Marc Baum relative aux négociations sociales dans l'entreprise Ampacet**

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President. An ech wëll direkt virausschécken, datt ech e grousse Fervent dervunner sinn, an och bleiwen, datt weeder eng Regierung nach eng Chamber sech sollen amëschen an eng Kollektivvertragsverhandlung, dat heescht, datt se net op eemol géifen ufänken, matzediskutéieren, wéi de Kollektivvertrag soll ausgesinn an esou weider.

Ech sinn awer genausou e Fervent dervunner, datt, wann an eiser Gesellschaft en haarde Streik stattfënnt, dann d'Regierung muss vigilent sinn, well de soziale Fridden ass eppes, wat wichteg ass an engem Land, och fir den ekonomesche Site vu Lëtzebuerg an natierlech och wéinst deene Leit, déi do betraff sinn. Do deet dann d'Regierung gutt dorunner, relativ séier, wann e Streik haart an exzeptionell ass, sech anzeschalten an ze versichen ze mediéieren.

An dee Streik bei Ampacet, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ass een esou. Et ass e Streik, deen en Novum zu Lëtzebuerg ass, well op eng Aart a Weis d'Kollektivvertragsrecht a Fro gestallt ginn ass, wat bis elo an där Form nach net do war. An ech muss soen, Här President, ech sinn iwwerzeegt, datt, wann et sech net géif ëm eng Firma handelen, wou wéineg Leit schaffen, wou mol keng 100 Leit schaffen, mee wann et sech zum Beispill hei géif ëm e Streik handele vun där Envergure, mat dem nämmlechten Hannergrond, an enger gréisserer Entreprise, wéi zum Beispill ArcelorMittal, oder och an anere Beräicher, da wär d'Regierung scho laang aktiv.

An dat kann net sinn! Et ka jo net sinn, datt d'Regierung herno an der Mediatioun versicht, d'Leit ronderëm en Dësch ze kréien, mee eréischt aktiv gëtt, wa se gesäit, datt de soziale Fridden net nëmme fir d'Land a Fro gestallt ass, a virun allem och d'Rou vun der Regierung méi a Fro gestallt ass, wéi wann dat an engem méi klenge Betrib geschitt. An duerfir sinn ech iwwerzeegt, datt hei den Aarbechtsminister hätt missen eng Initiativ huelen a probéieren, hei vill méi ze agéieren als Mediateur an ze versichen, déi un en Dësch ze kréien.

Dee Streik dauert scho vill ze vill laang an dee vergëft dee ganze Klima zu Lëtzebuerg. An duerfir ass meng Fro och un den Aarbechtsminister, ob hien dann net gedenkt, wierklech ze léieren aus deem heite Konflikt an an Zukunft sech méi séier anzeschalten an ze versichen, déi sozial Konflikter ze entschäerfen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Ech wëll dem Här Aarbechtsminister soen, datt mer déi dräi Froen, mengen ech, zesummen huelen, da braucht Der just eng Kéier ze äntweren.

Dofir géif ech elo dem Här Biancalana d'Wuert ginn, datt hie seng Fro ka stellen, an duerno och dem Här Baum d'Wuert ginn, datt hien d'Fro ka stellen. An dann, Här Aarbechtsminister, kritt Dir d'Wuert fir ze äntweren, well et ass de selwechte Sujet. Här Biancalana.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Här Minister, jo, d'Situatioun bei Ampacet zu Diddeleng, wou säit gutt dräi Woche gestreikt gëtt – och wann ee jo héieren huet, dass d'Verhandlunge ganz rezent opgeholl goufen –, suergt fir vill Roserei bei de 60 Salariéen. Mee net nëmme bei hinnen!

An effektiv, kuerz viru Chrëschtdag ass nach déck Loft mat ville Froen am Raum. Et si Froen, déi sech d'Salariéen zu hirer Zukunft, zu hirem eventuell – hoffentlech! – neie Kollektivvertrag stellen, ma et geet awer mëttlerweil och ëm d'Fro ronderëm déi sozial Gerechtegkeet an och ëm de sozialen Dialog hei am Land. An effektiv, wéi mäi Virriedner et och gesot huet, et geet hei ëm e Prezedenzfall!

Mir wëssen och, dass mer et hei mat engem Betrib ze dinn hunn, deen e puer Milliounen Euro Benefiss gemaach huet. Mee bon, op där anerer Säit huet awer och d'Regierung derfir ze suergen, dass de soziale Fridde garantéiert ass. Dass den Aarbechtsminister net soll a lafend Kollektivvertragsverhandlungen

agräifen, ass evident. Mee et gëtt Beispiller, wéi zum Beispill Husky, DuPont a Guardian, wou de viregten Aarbechtsminister proaktiv d'Sozialpartner zesummebruecht huet, fir de Sozialdialog um Liewen ze halen an net ofgewaart huet, dass et zu engem grousse Konflikt koum, esou wéi dat effektiv och elo de Fait bei Ampacet ass. Et geet also och anescht!

Et ass um Enn och um Staat, ze garantéieren, dass d'Leit op hirer Aarbecht effektiv gerecht behandelt ginn. An et huet een op alle Fall ganz kloer den Androck, dass d'Regierung sech hei wëllt ganz bewosst a resolutt eraushalen, och wann ee weess, dass elo anscheinend effektiv béid Parteien endlech haut geruff goufen, esou wéi ech mol d'Informatioune kritt hunn. Virun allem ass et schued, ze gesinn, dass d'Regierung net mat där néideger Determinatioun effektiv hannert hinne steet, esou ass op d'mannst den Androck.

An dofir hei och meng Froen un den Aarbechtsminister: Wat ass dann elo, Här Minister, Är Positioun zu dësem Streik? A wéi engem Rôle gesitt Dir Iech? Wat ass Ären Handlungsspillraum? Wéi eng Optioune stinn Iech zur Verfügung a wéi eng konkreet Moossname sinn dann elo no dräi Woche virgesinn? Bon, mir wëssen, d'Verhandlunge lafen zwar, wat positiv ass. A wat huet de Minister bis elo, fir an dësem soziale Konflikt anzewierken, fir Léisunge skizzéiert, fir dat dann ze bewierken?

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Biancalana. Dann ass et um Här Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Wéi meng Virriedner wëll ech och ënnersträichen, datt dee Konflikt, dee bei Ampacet ass, en ausseruerdentlechen ass. En ass ausseruerdentlech doduerch, datt d'Patronat quasi eesäiteg de Sozialdialog ofgebrach huet an et doduerch och zu engem Streik huet misse kommen.

D'Fro geet an déi selwecht Richtung wéi déi vum Här Biancalana an och vum Här Bausch, déi éischt op jidde Fall: Wéi gesäit d'Regierung hir Roll am Sozialdialog? Natierlech soll e Minister sech aus Verhandlungen eraushalen. Mee de Sozialdialog zu Lëtzebuerg huet och Prozeduren. A wann déi Verhandlungen echouéieren, da gëtt den Office national de conciliation ageschalt an zumindest nom Artikel 163-3 gëtt deen Office national de conciliation vum Minister presidéiert. Dat heescht, d'Aktioun vun der Regierung ass am Code du travail virgesinn.

An dësem konkreete Fall huet de Minister dorobber verzicht, dës Roll anzehuelen. Duerfir wier d'Fro, wéi en dat an Zukunft gedenkt ze maache bei Sozialkonflikter, déi vun änlecher Natur eventuell sinn a wou d'Aktioun vun der Regierung awer gefuerdert wier.

Déi zweet Fro riicht sech och un den Aarbechtsminister. Et betrëfft generell d'Kollektivvertragswiesen, wéi mer et zu Lëtzebuerg kannt hunn, wat duerch déi doten Aktioun vun Ampacet awer riskéiert, a Fro gestallt ze ginn. Gëtt et d'Intentioun vun der Regierung, do eventuell néideg legistesch Verbesserunge virzehuelen am Code du travail, wat Kollektivverträg ugeet? Wuel wëssend, datt mer gëschter nach den Nicolas Schmit hei sëtzen haten, laut deem als Europäesch Direktiv 80 % vun de Beschäftegten a Kollektivverträg sollen als Zil virgesi sinn.

Déi leschte Fro, déi hat ech schrëftlech och un de Minister vun der Ekonomie gestallt, dat war d'Fro vun den Hëllefen. Ech mengen, do kann e mer entweeder nach schrëftlech drop äntwerten oder wann en et direkt weess, da wier ech och frou, wann en déi Äntwert kéint ginn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. An elo ass et um Aarbechtsminister, deen dann direkt déi dräi Froe ka matenee beäntweren.

**M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | Jo, merci, Här President. Merci och dem François Bausch, dass hien déi Fro gestallt huet, dass een endlech elo mol kann opraume mat Gerüchter, dass näischt geschafft gi wier oder dass näischt gemaach gi wier.

Dofir wëll ech awer dann op den Historique zréckkommen, dee laang viru menger Zäit als Aarbechtsminister ugefaangen huet. Dat war nämlech am September 2022, wéi d'Kollektivvertragsverhandlungen tëschent Ampacet an dem OGBL ugefaangen hunn.

Et war dunn e Blockage am Juni 2023 vun dëse Verhandlungen. An de 14. Juli 2023 huet Ampacet de Kollektivvertrag denoncéiert. Duerno waren nach zwou Reunioune bei der Conciliatioun an am Oktober 2023 ass Ampacet mam OGBL nach dräimol a Reuniounen zesummekomm, ier dann den 13. November Ampacet no der Non-Conciliatioun gefrot huet, wat richteg en Novum ass an och ongewéinlech ass fir eise Sozialdialog.

De 27. November sinn dunn zwee Drëttel vun der Beleegschaft vun Ampacet an de Streik gaangen. Si hunn dat esou decidéiert. Den 28. November, also den Dag drop, hunn ech déi éischte Kéier mam OGBL iwwert d'Situatioun bei Ampacet geschwat, wou ech déi verschidde Sozialpartner um Ministère empfaangen hunn.

Den Dag drop huet den OGBL e Bréif geschéckt, fir eeben eng Kéier iwwert d'Situatioun vun Ampacet ze schwätzen, deen de 4. Dezember bei mir am Ministère ukommt ass. An de 6. Dezember hunn de Minister Delles an ech selwer dunn e Bréif geschriwwen un déi zwee Partner, dat heescht un den OGBL an och un Ampacet, fir sech nach eng Kéier un den Dësch ze setzen, fir de Sozialdialog nach eng Kéier opzehuelen, fir net einfach de Kapp an de Sand ze stiechen an näischt ze maachen.

De 7. Dezember, also den Dag drop, huet d'Direktioun vun Ampacet den OGBL invitéiert, fir weider Gespréicher ze féieren. An do hu mir am Fong geholl als Ministere keng weider Noriichte kritt. Dunn hunn ech e Freiden d'Initiativ geholl, zesummen an Ofsprooch mam Minister Delles, fir déi zwee Partner fir haut nach eng Kéier ze ruffen. Dunn hu mer de Moie souwuel d'Direktioun vun Ampacet, d'Fedil, awer och den OGBL empfaangen an och mat hinne geschwat.

Dem Minister Delles, mir, awer och der ganzer Regierung ass de Sozialmodell an de Sozialdialog immens wichteg. An et ass schonn e puermol elo gesot ginn, dass d'Regierung, de Minister sech net soll a Kollektivvertragsverhandlungen amëschen. Dat ass genau déi Positioun, déi mer bis elo geholl hunn an déi och op enger Linn ass mam OGBL, mat deenen ech dat beschwat hunn a Reuniounen, awer och um Protestpiquet virun der Chamberkommissioun Travail.

Well ech mengen, wann d'Regierung oder den Aarbechtsminister sech deementsprechend a Kollektivvertragsverhandlungen amëscht, dann ass et d'Politick, déi herno decidéiert. Dat wëlle mer net. Dat wëllen d'Gewerkschaften och net. An dann ass de Sozialdialog fäerdeg. Dann ass de Sozialdialog dout. Dat, mengen ech, huet de François Bausch virdru gesot an dat hat en och schonn am Mee 2023 zu de Kollektivvertragsverhandlunge vun der Cargolux deementsprechend gesot. Do war nach eng aner Situatioun, well de Staat do mat Aktionär ass bei der Cargolux, also nach eng ganz aner wéi elo bei Ampacet.

Och de Verglach mat deenen zwee Streike vun de Plätterchersleeër an de Convoyeure loossen ech net gëllen, well dat war am Fong geholl e sektorielle Streik an hei ass am Fong geholl elo just eng eenzeg Firma, déi dann elo bestreikt ginn ass déi lescht Deeg.

Mee de Moien hate mer dee ganze Moien dräi Reuniounen, wou mer extreem vill, ganz intensiv an och ganz konstruktiv mat deene verschiddene Partner geschwat hunn. An et ass dobäi – wéi soll ech soen? – d'Stëmmung opkomm, dass déi dote Situatioun deblockéiert wier an dass eng Léisung ganz no wier, wat eis natierlech als Minister vun der Ekonomie an als Aarbechtsminister ganz vill freet.

Fir nach op dem Här Baum seng Fro zréckzekommen zu de Kollektivverträg, hat ech och schonn an der Chamberskommissioun gesot, dass d'Kollektivvertragsgesetz op de Leescht geholl gëtt an dass do Adaptatioune wäerte gemaach ginn elo an der Legislaturperiod, an dat wäert och geschéien.

Voilà, fir déi weider aner Äntwerte géif ech dann un de Kolleeg Lex Delles verweisen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Vu datt et dräi Froe waren, déi hei gestallt gi sinn, mengen ech, gi mer der Regierung e wéineg méi Zäit, fir och kënne korrekt drop ze äntweren. Här Delles, wann Dir nach wëllt eppes soen, hutt Dir d'Wuert.

**M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Jo, Här President, merci villmools. Zu der Fro vun den Aiden: Et ass esou, dass d'Aiden, déi un d'Betriber ginn, och um Transparenzregister vun der EU public sinn. Et ass en Total iwwert déi lescht fënnef Joer, esou wéi et an der Question parlementaire gefrot ginn ass, vu ronn 2,2 Milliounen Euro un de Betrib ausbezuelt ginn. Dat sinn Aiden am Kader vun der Recherche. Dat sinn Aiden am Kader vun Investitiounen. An et sinn Aiden, an dat ass dee gréisste Block, vu ronn 1,9 Millioune vun den Energieaiden, déi de Betrib kritt huet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Delles. Domat sinn dann och d'Froe 36 an 38 beäntwert a brauchen net méi schréftlech beäntwert ze ginn, well se hei mëndlech beäntwert gi sinn.

Mir kommen elo un d'Fro Nummer 7 vum Här Sven Clement un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert de Paiement immédiat direct. Här Clement.

**– Question n° 7 du 19 décembre 2023 de M. Sven Clement relative au paiement immédiat direct, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Am September huet de viregte Minister fir Sozialversécherung ugekënnegt, datt de PID endlech géif kommen. Dunn hat ech ganz rezent schonn eng éischt Question parlementaire dozou gestallt, fir erauszefannen, wou mer dann dru wären, wéi wäit mer dann do wären a wéi wäit et géif goen. An do ass erauskomm, datt ganzer 3 % vun de Generalisten innerhalb vun den éischten zwee an en hallwe Méint dann dorobber zréckgegraff hätten an datt virun allem och net d'Doktere selwer en Ureiz géife geschafe kréien, fir de PID ëmzesetzen, mee just d'Installateure vun de Logiciellen an net, wéi nach eng Kéier gesot, d'Dokteren.

Ech fannen, datt bei esou engem grousse Projet, deen esou wichteg ass …, an ech weess, datt d'Madamm Ministesch elo ganz rezent eréischt op deem Posten ass. Ech weess awer och, datt hir Partei déi lescht Joren immens Drock gemaach huet, datt dee PID géif séier ëmgesat ginn. Duerfir hunn ech mer d'Fro gestallt: Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir datt dat méi séier deployéiert gëtt? Et ass jo net nëmmen esou, datt et … Et betrëfft elo mol just d'Generalisten.

D'Zänndoktere sinn nach guer net dran. Vun de Spezialiste schwätze mer nach guer net. A scho bei de Generaliste couact et. Mir kommen net wierklech weider.

Et ass e Projet, deen awer grad, wa mer dovunner schwätzen, datt et Leit ginn, déi eebe grad net kënnen d'Sue fir eng Rechnung virstrecken an déi deelweis drop ugewise sinn, awer bei den Dokter ze goen ... Mir wäerten haut nach eng Kéier iwwer Aarmut hei am Haus schwätzen. Mee ech mengen, datt et wierklech wichteg wär, datt mer de Leit endlech dat Verspriechen aléisen, datt bei den Dokter goen net heescht, der Krankekeess e Prêt maachen. An dat ass eeben, wat haut de Fall ass. An dofir wollt ech froen: Wat gedenkt Der ze maachen, datt endlech méi Patientinnen a Patiente kënne profitéieren a méi Dokteren dee System installéieren?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. An d'Wuert huet d'Madamm Gesondheetsministesch.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Dat heiten ass eigentlech kee Gesondheetsproblem, mee e Problem um Niveau vun der Sécurité sociale, an dofir äntwert d'Gesondheets- an d'Sécurité-sociales-Ministesch.

**M. Claude Wiseler,** Président | Très bien.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | An der Question parlementaire, effektiv, ass erauskomm bei der Beäntwertung, datt just 15 Dokteren ongeféier de Moment dee System en place gesat hunn. Dat huet awer näischt mam Ureiz ze dinn, fir dee System en place ze setzen.

Och wann ech elo eréischt ee Mount do sinn, hunn ech mer deen Dossier ganz genau ugekuckt. Et gëtt souwuel technesch Problemer wéi mënschlech Problemer. Net méi spéit wéi de Moien hat ech d'AMMD op eng Entrevue agelueden, well si hunn déi aner Hallschent, déi bei de PID passt, mat entwéckelt. An deen Dossier ass an d'Stocke komm.

Dat heescht, mir hunn de PID en place gesat vun der Sécurité sociale aus. Dee fonctionéiert och, wann ee wëllt dermat schaffen. Mee dat mécht net vill Sënn. Ech erklären Iech firwat.

De PID ass déi iewescht Hallschent vum Krees. A wann ee „Krees" seet, da feelt déi ënnescht Hallschent. An déi ënnescht Hallschent ass en Outil, dee wéi den DHN (ndlr: Digital Health Network) fonctionéiert, oder eng aner Alternativ, déi diskutéiert ginn um Terrain a wou mer awer de Moment nach net wëssen, wéi mer wéi séier do erauskommen.

Also, de PID fonctionéiert. Dat heescht, wann d'Leit bei den Dokter ginn, kënne se roueg froen, ob deen dat net wëll en place setzen. Vläicht geet et dann och besser, wann d'Leit froen: „Däerf ech dat net benotzen?"

An dat ass just fir d'Ofrechnung mat der Keess. Mee dann huet de Patient seng Dokumenter awer nach net elektronesch. Dat heescht, dee kritt dann ëmmer nach e Mémoire d'honoraires erausgedréckt a kritt iwwer säi Guichet.lu d'Ofrechnung geschéckt. Hie brauch awer just de Montant ze avancéieren, deen op seng Kap geet. Dat heescht, den Dokter kritt déi aner Suen direkt erëm.

De Moien hu mer de Point gemaach mat der AMMD, a mir gesinn eis ugangs Januar nach eng Kéier. A soubal mer dann dee Krees komplett hunn, denken ech, datt den Ureiz, fir dee ganze System ze installéieren, bei de Generaliste vill méi grouss gëtt, well dann hu se e Rundum-Package, wou se eigentlech kee Mémoire d'honoraires méi musse erausdrécken, mee wou de Mémoire d'honoraires direkt an enger Boîte eDelivery beim Patient wäert landen.

Also, gitt mer nach e puer Wochen! Dir hutt jo scho gesot: Ech sinn eréischt véier Wochen am Amt. Gitt mer nach e puer Wochen an da kommen ech d'nächst Joer erëm! Mee ech zielen, wéi mir weidergefuer sinn. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Ministesch vun der Sécurité sociale Merci.

An da komme mer zu der nächster mëndlecher Fro Nummer 8 an zur schréftlecher Fro Nummer 97. Alle béid vum Här Franz Fayot iwwert d'Positioun vun der Regierung géintiwwer de Militäroperatioune vun Israel an der Gazasträif an iwwer eng Resolutioun fir eng Wafferou an der Gazasträif. Déi zwou Froe sinn un den Här Ausseminister gestallt a ginn zesumme behandelt. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 8 du 18 décembre 2023 de M. Franz Fayot relative à la position du Gouvernement par rapport aux conséquences des opérations militaires menées par le gouvernement israélien à Gaza, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**

**– Question écrite n° 97 du 12 décembre 2023 de M. Franz Fayot relative à la résolution appelant Israël à un cessez-le-feu immédiat à Gaza**

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo merci, Här President. No de schrecklechen terroristeschen Attacke vun der Hamas an Israel de 7. Oktober ass d'israeelesch Arméi elo säit zwee an engem hallwe Mount, a mat Ausnam vun e puer Trêvë wärend Geiselechangen am November, amgaang, Gaza ze bombardéieren an huet och de 27. Oktober eng gréisser Grondoffensiv do gestart.

De mënschleche Bilan geet Dag fir Dag an d'Luucht. Laut dem Hamas-kontrolléierte Gesondheetsministère wiere mëttlerweil ronn 19.000 Zivilisten ëm d'Liewe komm, dovun iwwer 70 % Fraen a Kanner. Dee Chiffer ass tel quel net ze iwwerpréiwen, gëtt awer vun der UNO als glafwierdeg ageschat. Eng ONG, Euro-Med Monitor, geet souguer vun 21.700 Doudegen aus, dovun 8.700 Kanner. Viru Kuerzem sinn och dräi Geiselen an enger Offensiv vun der israeelescher Arméi ëm d'Liewe komm, an d'lescht Woch gouf d'Kamal-Adwan-Spidol zu Bait Lahiya an Nordgaza zerstéiert, wat vun der WHO gëschter verurteelt gouf.

D'Leed vun de Mënschen a Gaza, deenen hir Liewensgrondlag wuel definitiv zerstéiert gëtt an deenen et un alles feelt, ass immens.

Dës Attacke gi vun der israeelescher Regierung trotz ëmmer méi staarke Kriticken, och vun hiren onkonditionellen Alliéierte wéi den USA, Dag fir Dag weidergefouert ënner staarkem Protest och vun der internationaler humanitärer Communautéit. Den Dënschden, 12. Dezember, gouf d'UNO-Resolutioun GA/12572 mat 153 Stëmmen ugeholl – och där vu Lëtzebuerg –, déi Israel zu engem humanitäre Cessez-le-feu opfuerdert, nodeem freides, den 8. Dezember, eng Resolutioun vum Sécherheetsrot – just mat engem Veto vun den USA – konnt rejetéiert ginn. Haut ass zu New York eng weider Resolutioun, déi am Sécherheetsrot ofgestëmmt gëtt iwwer e Cessez-le-feu.

Déi ganz Operatioun gläicht ëmmer méi enger kollektiver Bestrofung vun de Palästinenser a Gaza an der Haaptsaach, mee och ëmmer méi an de besatenen Territoiren.

Dofir wollt ech den Här Ausseminister froen, éischtens, wat d'Positioun vun der Regierung géintiwwer dem Refus vun Israel ass, e Cessez-le-feu unzehuelen an, am Géigendeel, seng Attacken nach ze verschäerfen, an zweetens, ob hien an d'Regierung dës erbaarmungslos Attacken op Gaza, mat all hire Konsequenze fir d'Zivillpopulatioun, verurteelt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

**M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et gëtt keen Dag, wou een net déi schrecklech Biller vum Gaza och gesäit. An ech hunn och keng Reuniounen déi lescht Woche gehat, wou net de Sujet selbstverständlech Nummer 1 op der Dagesuerdnung war, obwuel – ech widderhuelen et – d'Ukrain net dierf vergiess ginn.

Mir hunn dës Attacke vum 7. Oktober ... E et gëtt e „Virun-dem-7.-Oktober" an et gëtt en „No-dem-7.-Oktober". Et sinn Diskussioune lassgaangen, ob e Land d'Recht huet, sech selwer ze verteidegen oder net. E Land huet selbstverständlech, wann dausend Leit ëmbruecht ginn ... D'Awunner hunn eng Reaktioun erwaart vun Israel. Eng Reaktioun, fir den Hamas wëllen ze suppriméieren.

Ech muss Iech soen: Wann ee vu Krichsrecht schwätzt – an et ass een awer an engem Krich –, da muss och eng Proportionalitéit do sinn. Ass zwee Méint derno nach eng Proportionalitéit do? Ass et denkbar, dass am Fong probéiert gëtt, eng Ideologie ze eradiquéieren? Dass een enger Ideologie d'Moyenen net méi gëtt, se sou kleng wéi méiglech kritt, ass e But! Mee fir ze mengen, dass een eng Ideologie eradiquéiert kritt, ass eppes, wat wierklech bal onméiglech ass.

Dass een ... An den Här Fayot huet et ganz richteg gesot: Déi 70 % sinn net contestéiert. 70 % vun de Victimme si Fraen a Kanner. Dat wëllt net heeschen, dass déi aner 30 % nëmme Militär sinn. Et sinn och Männer derbäi, déi net Militär sinn – zivill. Dat heescht, dass den Impakt op d'Population civile awer ganz, ganz grouss ass.

Dee Waffestëllstand ... Ech hunn et schonn zu Bréissel gesot: Et ass mir egal, wéi en heescht. An ech souz an engem leschte Conseil européen, nach als Premierminister, wou mer stonnelaang diskutéiert hunn, wéi et soll heeschen: ob et eng „Waffepaus" wier, „Wafferou" wier, „humanitär", „Peace" et cetera, et cetera. Och iwwer en „S" hu mer stonnelaang diskutéiert: ob et „ceasefires" oder „ceasefire" wier oder „human ceasefire".

Mir ass et egal, wéi et heescht! Mir hu just bis elo gesinn, dass déi eenzeg Geiselen, déi fräikomm sinn, dat war wärend engem Cessez-le-feu! Dat heescht, wärend engem Cessez-le-feu, deen negociéiert ginn ass, hu Länner et fäerdegbruecht, dass den Hamas Geisele fräigelooss huet. Dat ass net de Fall gewiescht säit dem leschte Cessez-le-feu.

Mir gesinn, dass Spideeler an der Gazasträif net méi kënne fonctionéieren, dass Leit net nëmme stierwen, well se bombardéiert ginn, mee och, well se d'Soins net kënne kréien an deene verschiddene Spideeler!

Dowéinsder, erwaart net vu mir, Här President, dass ech Iech soen, dass ech fir Palästina sinn a géint Israel sinn! Erwaart och net vu mir, dass ech Iech soen, dass ech géint Israel sinn a fir Palästina sinn! Hei geet et ëm de Fridden, hei geet et ëm d'zivill Populatiounen! Et soll een net an déi Fal tappen, fir ze soen, dass ee géint deen een a fir deen aneren ass! Ech sinn hei weeder géint Israel nach géint Palästina. Ech si géint den Hamas! A mir sollen och net de Feeler maachen, dass een den Hamas verwiesselt mat de Palästinenser, sou wéi ee mengt, datt déi Attacke vun Israel vun all Israeeli och ënnerstëtzt ginn.

An dofir sinn déi Diskussiounen, déi um internationalen Niveau stattfannen, wichteg. Lëtzebuerg huet sech am Moment engagéiert fir déi Wafferou ..., dat hu mer zu New York ..., dat wäerte mer och haut ... Ech hunn och dee Mot d'ordre weiderginn. Ech hat

eng Reunioun zu Barcelona mam EUROMED. Ech hat eng Reunioun zu Oslo mam jordaneschen, mam katareschen, mam palästinenseschen, mam türkeschen a mam saudeschen Ausseminister. Ech hat eng Reunioun mam israeeleschen Ausseminister. Ech hat eng Reunioun mam palästinenseschen Ausseminister. Ech hunn och zu Paräis eng Konferenz – eng Kéier als Premier an eng Kéier elo als Kooperatiounsminister –, wou mer kucken, wéi mer kënnen der Gazasträif hëllefen.

Déi eenzeg Solutioun ass, Här President, en Zweestaatesystem. Et gëtt keng aner Léisung! An dat ass do, wou mer mussen alleguerten drécken, fir dass dat och Realitéit gëtt. All Doudegen – egal, vu wou en ass! –, ass een Doudegen ze vill. Well d'Politicker huelen d'Decisiounen, mee et sinn d'Zivilisten, et si Leit, déi näischt mam Krich ze dinn hunn, déi déi éischt Victimme sinn – hei Kanner a Fraen. Dofir maacht de Feeler net, condamnéiert net deen een oder deen aneren! Condamnéiert déi Responsabel!

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Merci, Här Ausseminister. Domat wäre mer um Schluss vun eiser Froestonn ukomm.

## 6. 8327 – Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 2020 autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen

An den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 8327 iwwert d'Bedeelegung vum Staat un der Finanzéierung vum Elmen-Projet. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 10 Minutten, all Fraktioune respektiv all d'Sensibilitéiten hu 5 Minutten an duerno huet d'Regierung 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Félix Eischen, d'Madamm Taina Bofferding, d'Madamm Lexy Schoos an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire***

**M. Luc Emering** (DP), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet de loi 8327 ännere mir d'Gesetz vum 25. November 2020, dat et dem Staat erlaabt huet, sech um éischte Plan d'aménagement particulier, PAP, also dem Deel „Village central" vum Projet Elmen, ze bedeelegen.

Eemol schwätze mir elo net méi vum „Logements subventionnés" mee vu „Logements abordables". Den Total vun den Depensë gëtt vu 76 Milliounen Euro op 188 Milliounen Euro no uewen ajustéiert.

A bedéngt duerch d'Gréisst vun dësem Projet Elmen gëtt e véierten Artikel bäigesat, deen et erlaabt, dass déi ganz Kontrakter, déi un d'Aarbechten, d'Material an alles gebonne sinn, dierfen iwwert d'Dauer vun zéng Joer erausgoen – onofhängeg vun deem, wat am Gesetz vun 2018 iwwert d'Marchés publics festgehalen ass.

Wat heeschen dës Ännerungen am Gesetz elo genau? Wéi déi meescht vun Iech wëssen, ass de Projet Elmen an der Gemeng Kielen zu Ollem lokaliséiert. Et ass praktesch eng nei Uertschaft, déi hei entsteet. D'SNHBM als Bauhär soll um Enn ronn 800 Wunnenge fir eng 2.000 Leit bereetstellen. De gesamte Projet ass a Phase geplangt. Déi éischt Phas, de „Village central", huet, wéi gesot, schonn ugefaangen.

Mam Projet de loi 8327 maache mir elo de Wee fräi fir déi zweet vun insgesamt dräi Phasen, fir dass de Staat och den zweete PAP, den Deel „Village Est", matfinanzéiere kann.

Dëse Projet de loi couvréiert dobäi och nach déi sougenannte „Maison pour tous", déi praktesch als Kär vun dësem neie Quartier soll funktionéieren. Ech ginn duerno nach eemol kuerz op dëst Haus an.

De PAP 2 erméiglecht de Bau vun 51 Eefamilljenhaiser an 103 Appartementer an 10 Residenzen. Allgemeng gëtt d'Konzept, wéi et och scho beim PAP 1 festgehale war, weidergefouert, allerdéngs sinn Efforte gemaach ginn, fir eng besser Densitéit ze erreechen an de Projet sou méi rentabel ze maachen.

Et sinn och Léisunge gesicht ginn, fir de Contrainten a Probleemer, déi an der éischter Phas identifizéiert goufen, entgéintzewierke respektiv Léisungen ze fannen: D'Densitéit vun de Logementer ass op 41 Wunnenge pro Hektar amplaz op 35 gehéicht ginn; de Gemengenterrain, deen als Sportskomplex déngt, gouf als Zon fir ëffentlech Gebaier an Ekippementer an net als Zone d'habitation ausgewisen; et gëtt evitéiert, fir isoléiert Haiser ze bauen an amplaz gëtt op Jumeléeën oder Haisergruppe gesat. Dëst, fir e puer Beispiller ze nennen.

Et gëtt eng Reduktioun bei den Eefamilljenhaiser vu 5 amplaz vun 9. Méi Haiser ginn „en bande", also uneneen, gebaut. Et kommen 10 bis 12 Unitéiten a Méifamilljenhaiser. Et gi méi grouss Parkméiglechkeete gebaut. An d'Gemeng kritt en Terrain zur Verfügung gestallt, fir e Sportskomplex ze erriichten.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zu deene verschiddene Phasen an dem Planning: D'Prozedur soll Enn 2023 bis 2024 ufänken. D'Infrastrukture vum PAP 2 solle zwëschent 2026 an 2027 gebaut ginn. Déi éischt Wunnenge sollen 2028 bis 2029 ugefaange gi mat bauen, fir dass d'Phas vum PAP 2 dann 2032 bis 2033 kéint ofgeschloss ginn.

Ganz kuerz nach zu der Maison pour tous: D'Maison pour tous, déi am Projet de loi, also am PAP 2, mat virgesinn ass, ass am Prinzipp eng Plaz, wou ee sech begéint. Et ass ugeduecht als eng Plaz, wou Duerfliewen oder Quartiersliewe soll entstoen a wou de Vivre ensemble, genee ewéi och déi ekologesch a gesellschaftlech Transitioun soll gefërdert ginn. D'Maison pour tous soll de Leit zu enger besserer Liewensqualitéit verhëllefen, de Lien maachen zwëschent deene verschiddene Quartieren. Et soll eng Plaz sinn, déi Nohaltegkeet fërdert an déi – als innovativ Iddi – och als Basis fir aner Projeten zu Lëtzebuerg soll agéieren.

Här President, bei där éischter Phas war eng budgetär Enveloppe vu 76 Milliounen Euro virgesinn. D'Bedeelegung fir de PAP 2 läit bei engen 83.600.000, wat eeben d'Gesamtparticipatioun vum Staat aktuell op 188 Milliounen Euro bréngt. Dëse Chiffer gouf deemno an dësem neie Projet de loi ersat.

Zu den Avisen: De Staatsrot hat säin Avis am November dëst Joer eraginn. Si haten awer bezüglech dësem Projet de loi keng Oppositiounen an och keng Remarken.

All weider Detailer fannt Dir, wéi ëmmer, am schréftleche Rapport.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn dann heimat och den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Emering villmools Merci fir säi schréftlechen a fir säi mëndleche Rapport.

An den éischte Riedner, deen elo ageschriwwen ass, ass den honorabelen Här Félix Eischen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Félix Eischen** (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut stëmme mer iwwert déi zweet Phas vun dem Projet Elmen an der Gemeng Kielen of, wou nach eng Kéier zousätzlech 150 Wunnunitéiten derbäikomme bei déi bal 400 aus der Phas 1, wou ronn zwee Drëttel scho fäerdeg gebaut sinn.

Um Dag vu gëschter ware schonn 381 Leit zu Elmen wunnhaft oder op Elmen. Dat sinn am Ganzen 127 Stéit. Et ass séier gaangen. 2018 sinn d'Bauaarbechte fir d'Infrastrukturen ugaangen, 2019 fir d'Haiser, an Enn des leschte Joers sinn dann déi éischt Leit agezunn.

Lo ginn – an dat soll ënnerstrach ginn – awer net nëmme Wunnenge gebaut, mee och eng Schoul mat enger Maison relais, enger Crèche; eng sougenannt „Maison pour tous" – de Virriedner hat schonn dovunner rieds – mat Brasserie a Versammlungsraim, engem Supermarché an zentrale Parkhaiser.

Déi Honnerte Leit, déi lo schonn do wunnen, sinn e kloert Zeechen, dass de Projet richteg ass, dass et net vu Muttwëll war an ass, an zoustätzlechen abordabele Wunnraum ze investéieren; obschonn et och elo do Leit gëtt, déi keng Sue geléint kréien, och wa se sech eppes op Elmen wëlle kafen. Also, déi ugespaant Situatioun am Beräich vum Wunnengsbau huet och Elmen erfaasst.

Sécher richteg ass et dann, dass vun dësen neien 150 Wunnunitéiten 100 Appartementer sinn – dovunner der dann och 50 fir d'Locatioun. Och am Kontext vun der aktueller Wunnengsnout gëtt an dëser Phas 2 méi dense gebaut: vu 26 Unitéiten op 41 um Hektar. Iwwer 50 Biene sinn de Moment am Bau an nach net verkaaft, souwuel Haiser wéi och Appartementer. All déi Logementer, déi nach fräi sinn, kommen dann elo am Januar op de Site vun der SNHBM, an da kënnen d'Leit hiren Dossier ofginn.

Léif Kolleegen, et war deemols bal eng eemoleg Chance, dass d'SNHBM beienee konnt 27 Hektar kafen. Et ass och der Wäitsiicht an dem politesche Courage vun den deemolege Gemengeverantwortleche geschëllt, dass dëse Projet iwwerhaapt konnt an d'Ausaarbechtung kommen.

Ech wëll hei wierklech de Courage ënnersträichen, well dat war jo deemols eppes, wat et an deem Mooss nach ni gouf, a scho guer net an enger mëttelgrousser Gemeng mat knapp 5.000 Awunner. Allerdéngs ass et wéi iwwerall: Um Pabeier mécht sech villes, mee wann da bis d'Wierklechkeet kënnt, dann heescht et bäihalen, souwuel fir deen, an dësem Fall, staatleche Promoteur wéi och fir d'Gemeng.

Als Gemengepapp vun do erlaabt mer just ze soen, dass mir immens houfreg sinn op dëse Projet an dass d'Zesummenaarbecht tëscht der SNHBM an der Gemeng ëmmer exemplaresch war.

Et muss ee sech allerdéngs och bewosst sinn, wann op eemol a kuerzer Zäit 300, 400, 500 Leit bäikommen, dass dës natierlech och alleguer gär déi Servicer hätten, déi eng Gemeng ze bidden huet. An deem Kontext spillt den Neibau vun der Schoul mat Maison relais eng extreem wichteg Roll. E Projet vu 45 Milliounen zulaaschte vun der Gemeng, wou d'Diere fir d'Rentrée 2025 wäerten opgoen, a wou d'Leit elo schonn ongedëlleg drop waarden. Déi genannt Maison pour tous mat Brasserie, dem Supermarché an esou weider, jo, do kënnt eréicht richtegt Liewen dran, wann d'Schoul och bis funktionéiert.

An der zweeter Phas, iwwert déi mer haut ofstëmmen, ass dann och eng Sportshal geplangt, fir dass d'Kanner net all mussen op Kiele bruecht ginn. An et gëtt och dru geduecht, eventuell eng Piscine ze bauen – eventuell eng regional mat enger anerer Gemeng zesummen. Och do leie mer herno iwwer 30 Milliounen Euro.

Déi finanziell Erausfuerderung op Gemengenniveau ass ganz einfach enorm. Ech verheemlechen net, dass mir als Verantwortlech méi wéi eemol gesot hunn: „Léiwe Staat, dat doten, dat ass e Projet d'envergure, mat deem sech wäit iwwert d'Gemengegrenzen eraus gäre gewise gëtt, och profiléiert gëtt, mat schonn engem liicht atypesche Wuesstum." Fir eis als Gemeng misst dann u sech och méi dra sinn, wéi wa se normal géif wuessen.

Dat waren Diskussiounen, déi waren heiansdo spannend, och mat Momenter erniichterend. Mee schlussendlech konnte mer virun e puer Méint schonn en Accord fannen, och mam deemolege Minister Henri Kox, fir dass de Staat nach méi finanziell Verantwortung iwwerhëlt a Form vum Finanzement vun der sougenannter „Maison pour tous", wat, wéi den Numm et jo seet, en Haus wäert gi fir jiddwereen.

Et geet hei ëmmerhin ëm 10 Milliounen, déi an dem Gesetz natierlech mat dra sinn.

Ganz frou si mir och an deem Kontext, dass d'Ligue HMC, wat eisen Noper zur Caper Säit hin ass, mat hirer Theaterekipp do Raimlechkeete wäert fannen.

Mee et ass net nëmmen déi finanziell Fro respektiv de finanziellen Opwand fir d'Gemeng, deen hei spillt. Honnerte Leit, a kuerzer Zäit mateneen, hunn natierlech, ech géif bal soen, Honnerte Froen. An déi riichte se un d'Gemeng. Dat heescht, do mussen dann och Leit sëtzen, déi sech där Saach unhuelen, fir de Bierger zefriddenzestellen, esou wéi se dat dann och fir déi aner Awunner mécht. Ech erspueren Iech elo d'Rechnungen, déi mer gemaach hunn, wou zousätzlech Ressourcen erfuerdert sinn, fir Elmen richteg un d'Dréien ze kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stinn zesumme mat dem staatleche Promoteur zu 100 % hannert dem Projet Elmen. Et ass eng Form fir ze liewen, déi zukunftsweisend ass, déi Modellcharakter huet a wou sécher och op anere Plazen hei am Land kann a soll an dës Richtung geduecht ginn.

Elmen an och eng Rëtsch aner Projeten – mir schwätzen haut nach vun engem – si méi wéi eng Drëps op de gliddege Stee vun der Wunnengsnout. Dofir géif ech menge Confrèren am Grand-Duché soen: Wann Der d'Méiglechkeet hutt, an déi dote Richtung ze plangen, dann huelt de Courage an de Grapp a maacht et! Et muss jo net ëmmer esou grouss si wéi Elmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Eischen. An elo huet déi nächst ageschriwwe Riednerin, d'Madamm Taina Bofferding, d'Wuert. Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Här President, fir d'LSAP ass dat heiten e ganz wichtegen Dossier. A virun allem si mer frou, dass weiderhin an esou Projeten investéiert gëtt, dat, well mer doduerch den Undeel u bezuelbarem Wunnraum vergréisseren.

Souwuel de Projet Elmen wéi och Izeger Knupp weisen, dass déi ëffentlech Bauträger duerchaus an der Lag sinn, esou Projete mat ganz ville Wunnunitéite virunzebréngen. A grad och an dësen Zäiten, wou awer déi privat Investisseuren éischter méi zréckhalend sinn, ass et wichteg, dass de Staat, an dat zesumme mat de Gemengen, all d'Efforte mécht, fir eeben nach zousätzlechen ëffentleche Wunnraum ze schafen.

Mir begréissen et och, dass bei der zweeter Phas vum Projet d'Zuel vun de Logementer duerch eng méi grouss Baudichte konnt erhéicht ginn. A mir hoffen, dass an Zukunft nach weider esou Projete kommen. Da wëll ech Iech och soen, dass mir als LSAP och d'Regierung op dësem Punkt hei wäerte weiderhin ënnerstëtzen. Wéi gesot: Et ass wichteg, dass hei d'ëffentlech Bauträger nach méi bezuelbare Wunnraum schafen.

Ee Punkt, deen ech awer nach onbedéngt wëll uschwätzen, dat ass dee vum Präis vun dëse Wunnengen, wéi och d'Krittären, déi d'Leit mussen erfëllen, fir iwwerhaapt an de Genoss vun esou enger Wunneng ze kommen. Och wann de Präis vun esou enger Wunneng elo ënnert dem Marchéspräis läit, sou bedeit dat awer net automatesch, dass alleguerten d'Leit sech dann och esou eng Wunneng da kënne leeschten, wa se zum Deel awer och d'Krittäre eeben erfëllen.

D'SNHBM mécht sécherlech hei hiert Bescht, fir kënne méiglechst – wéi soll ech soen? – rational käschtegënschteg ze bauen; dat mat och enger uerdentlecher Qualitéit, déi och muss da garantéiert ginn. Esou ka se awer net onbedéngt herno d'Wunnenge verkafe mat engem Verlosch. A soulaang d'Zënsen – an dat ass och de Punkt – héich bleiwen, wäerten et ëmmer méi Leit ginn, déi eeben déi Krittären och net kënnen erfëllen, respektiv déi drop ugewise sinn, ëmmer méi mussen an d'Locatioun eriwwerzegoen.

A wéi gesot, dat ass de Punkt, op deen ech eraus sinn: Wann ëmmer méi ëffentlech Bauträger eebe wéi d'SNHBM, soe mer emol, Schwieregkeete kréien, fir déi Wunnengen ze verkafen, dann, mengen ech, sollt een driwwer nodenken, dass ee méi an déi Richtung geet: eeben och méi an d'Locatioun eranzegoen, fir dass nach méi Leit eeben esou eng Wunneng kënne kréien.

Mir wieren zum Beispill och averstane mat esou enger Aart vu Mietkauf, fir dass d'Leit, déi an der Lag sinn, soe mer emol, méi en héije Loyer ze bezuelen, awer kee Bankkreditt kréien, kéinten eeben op dës Manéier eng Méiglechkeet kréien, fir, soe mer emol, iwwert d'Zäit zu enger Wunneng ze kommen. Dat, mengen ech, ass e Modell, deen ee weiderhi kéint ustriewen, fir eeben esou de Leit ze hëllefen, dass se eng bezuelbar Wunneng kréien.

Voilà, dëst gesot, wäert meng Fraktioun souwuel de Projet vun Elmen wéi natierlech och de Projet vun der Izeger Knupp matstëmmen. A wéi gesot, mir hoffen, dass weiderhin esou Projete wäerten an Zukunft realiséiert ginn. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Lexy Schoos agedroen. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'ADR begréisst och dee Projet natierlech fir den abordabele Wunnraum. Mir brauchen en. Mir wëllen awer op e puer Punkten opmierksam maachen, déi elo grad och scho vu mengen zwee Virriedner ugeschwat gi sinn.

Et dierf op kee Fall op Käschten an zu Laaschte vun de Gemenge sinn. Mir hunn et grad héieren: Do komme ganz vill Käschten op eng Gemeng zou, fir och d'Infrastruktur en place ze setzen, wéi zum Beispill Schoulen oder Sportshalen. Mir hunn héieren: D'Gemeng kritt en Terrain zur Verfügung gestallt, fir e Sportskomplex ze bauen, mee d'Gemeng muss en nach selwer bauen.

Ech hu mech also elo gefreet, ze héieren, dass awer d'Gemenge finanziell Ënnerstëtzung kréien, fir déi gewëssen Infrastrukturen en place ze setzen. Well déi Leit, déi elo dohinner kommen, wéi den Här Eischen och richteg gesot huet, déi hätte gär eppes, déi mussen zerwéiert ginn.

Een anere Punkt ass am Moment och: Déi Leit, déi 381 – ech hat nach vun der Kommissioun 380 a mengen Notte stoen –, déi elo do wunnen, déi wunnen, soe mer, nach op engem Chantier. Dat heescht, et ass net wierklech déi beschte Liewensqualitéit. An déi jonk Familljen, déi do wunne mat hire Kanner, mussen hir Kanner am Moment an d'Schoul vun der Gemeng Kiele schécken. Dat heescht, do ass eng Iwwerlaaschtung och vun deene Schoulen. Dat ass nach net en place.

Dat heescht, fir d'Zukunft wier et wënschenswäert, wann ee géif probéieren, d'Infrastrukturen, wéi zum Beispill Schoulen haaptsächlech a Maison-relaisen, zäitgläich mat de Logementer op d'Been ze stellen, fir deem Problem e bëssen aus dem Wee ze goen; op jidde Fall net mat engem groussen zäitlechen Delai.

En anere Punkt och, dee grad och d'Madamm Bofferding ugeschwat huet, dass net méi jiddweree sech et hautzudaags ka leeschten, och den abordabele Wunnraum ze kafen – do wëllt d'ADR op en Neits hir Propositioun opgräifen, wat mer scho säit e puer Joer soen, ob mer net vun enger Staatsgarantie fir de Keefer solle schwätzen. Dann hätten d'Banken engersäits eng Garantie, an de Keefer géif eventuell méi liicht dann de Prêt kréien. Dat ass eppes, wat d'ADR scho laang fuerdert.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Schoos. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Bausch. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här President, ech hat am Fong wëlles, e bësse méi kuerz ze schwätzen, mee et si mer awer elo e puer Saachen hei opgefall an där Diskussioun, déi mech awer op de Plang geruff huet, fir awer e bësselche méi wäit zréckzegoen a fir den Historique ze maache vun dësem Projet.

Awer och wann dat dann elo esou gutt an esou schéi kléngt, wat hei alles gezielt gëtt a gemaach gëtt, wéi wann et fir jiddweree selbstverständlech gewiescht wär, datt esou e grousse Projet wéi deen heite géif gebaut ginn, da war dat an der Geschicht vun deem Projet nach laang net ëmmer de Fall. Well dee Projet hei, dee geet zréck … En huet schonn, wéi den Här Eischen et gesot huet, e laange Baart. E geet op schonn eng ganz Rei Joren zréck.

An deemools, wéi d'Iddi komm ass a wéi de Staat déi Terraine kaaft huet, do wëll ech drop hiweisen, datt deemools de Landesplanungsministère komplett géint dee Projet war, an zwar, well gesot ginn ass, well argumentéiert ginn ass deemools vum Landesplanungsministère, datt dee Projet op enger Plaz géif gebaut ginn, wou am Fong d'Accessibilitéit vun de Leit, déi do wunnen, fir op hir Aarbechtsplazen ze kommen, net extreem gutt wier. Et wier schlecht ugebonnen un den ëffentlechen Transport, fir net ze soe guer net. Et wier och esou, datt d'Belaaschtung fir d'Gemeng Kielen immens grouss géif ginn. Mee net nëmme fir d'Gemeng Kielen, well ech wollt och drun erënneren, datt et eng Biergerinitiativ ginn ass vun anere Gemenge ronderëm, déi deemools géint dee Projet war.

An et muss ee soen: All déi Argumenter, déi deemools virgedroe gi sinn, déi sinn alleguerte richteg. A firwat wëll ech déi hei widderhuelen? Mee well ech well drop hiweisen, datt dee Projet hei am Fong am Ufank

Widderstänn hat, déi louchen net bei der Natur a bei de Fliedermais, mee déi louche bei de Mënschen – nämlech bei all deene Leit, déi ronderëm gewunnt hunn an déi am Fong dee Projet aus verschiddene berechtegten, vläicht och nach manner berechtegte Grënn net onbedéngt esou wollten.

An duerfir wëll ech nach eng Kéier drop hiweisen, wa mer iwwert de Logement schwätzen, datt et eise grondsätzleche Problem ass hei zu Lëtzebuerg de Moment, datt Problemer sinn tëschent de Gemengen. Hei waren et zwou Gemengen oder souguer méi Gemengen eng Zäit, wou Problemer waren ënnereneen, well deen ee gefaart huet, e kréich Verkéier duerch deen aneren, déi hunn da provozéiert, well verschidden anerer dat net wéilten, respektiv well och domadder alles ausgenotzt ginn ass vu prozedurale Méiglechkeeten, déi et gëtt, fir kënnen drop hinzewierken, datt dee Projet esou laang gedauert huet, wéi en nun emol gedauert huet!

An ech soen dat hei bewosst, well ech nach ëmmer erëm héieren, och elo rezent um Radio, vun engem eminente Premierminister, datt anscheinend den Naturschutz un allem Schold wier, wann et drëms géif goen, wann ze lues gebaut gëtt respektiv verschidde Saachen net séier genuch géife goen.

Hei ass en typesche Projet an en typescht Beispill, dat beleet, datt et net wouer ass an datt just ganz aner Saachen hannendrustiechen oft, firwat datt esou grouss Projete wéi déi heiten net realiséiert ginn.

Dat ännert awer näischt drun, datt ech frou sinn, datt mäi Kolleeg Henri Kox sech vill engagéiert huet, fir dee Projet an deene leschte Joer weiderzebréngen. Ech sinn och frou, datt deen neie Minister e relativ séier an d'Chamber bruecht huet, fir datt mer deen erschwéngleche Wunnraum kréien, dee mer brauchen, datt mer dee Projet hei kënne séier realiséieren.

An dofir ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun dozou. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Och mir Piraten wäerten hei eisen Accord ginn. All bezuelbare Wunnraum, dee geschaaft gëtt ..., a jo, dat ass e groussen, mee den Drock um Marché ass och grouss. Et sinn immens vill Leit, déi hir Wunneng sichen an ech sinn immens frou, dass hei och un d'Locatioun geduecht gëtt. An der leschter Logementskommissioun hat ech do mam Minister nach eng Diskussioun driwwer, dass eeben d'Locatioun am Moment um Marché explodéiert, wann een d'Präisser kuckt, an dass do am Moment net vill gemaach gëtt, fir dass d'Leit hir Wunneng fannen.

Et ass virdru schonn ugeklongen: Ech si frou, dass de Mietkauf bei ëmmer méi Parteien Uklang kritt. Ech mengen, ech hu mech hei wondgeschwat fënnef Joer laang, mat 10 Euro de Meeterkaree a mam Mietkauf. An ...

**Une voix** | Mir hunn dat nei entdeckt hei.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ech weess net, ob Der et nei entdeckt hutt bei der LSAP, mee zumindest ...

*(Hilarité)*

Ech mengen, et war den Här Lies, deen et och schonn e puermol hei ugedeit huet ...

*(Interruptions)*

... wärend deene fënnef Joer. An du war fir d'LSAP dee Mietkauf net sou wëllkomm, well soss hätte mer dee Mietkauf nämlech scho gehat. An dann hätten déi Leit, wéi Der et haut ugedeit hutt, haut schonn dëse Mietkauf kënnen an der Formule huelen. Ech wollt eigentlech just soen, dass de Mietkauf eng gutt Formule ass an ech och frou sinn, dass Dir dat och mat ënnerstëtzt.

Mir wäerten zu dësem Projet eisen Accord ginn. An, ech kann och scho virgräifen, och zum nächste Projet vun der Madamm Lydie Polfer, dee si wäert presentéieren, wäerte mer eisen Accord ginn. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Goergen villmools Merci. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir wäerten dee Projet och mat ënnerstëtzen, genausou wéi mer och deen nächste Projet, d'Izeger Knupp, wäerte mat ënnerstëtzen. Allerdéngs hu mer awer och eng Partie Saachen ze soen, déi mer och hei repetéieren, ausserhalb vun der Logementskommissioun, well et ass jo och net esou, wéi wann alles total am Botter wier. An ech begréissen och déi Aussoe vum François Bausch virdrun.

Mir hu permanent Schwieregkeeten, och wann et drëms geet, um Net-profittorientéierte-Marché ze bauen. Do gëtt et Resistenzen hei zu Lëtzebuerg. Et gëtt Resistenzen op verschiddenen Niveauen: an der Chamber. Et kënnen och Resistenze ginn um Niveau vun der Regierung. Et kënnen och Resistenze ginn an engem ongewielten Organ wéi dem Staatsrot zum Beispill, wou dann awer och d'Privatproprietéit ëmmer u sech an éischter Linn steet. Dofir ënnerstëtze mer och deen heite Projet de loi, well et ëmmerhin an déi Richtung geet, fir op den Net-profittorientéierte-Marché ze goen.

Et wier och net schlecht gewiescht – dat adresséiert sech net onbedéngt un déi heite Regierung –, wann een och vun der Baukris profitéiert hätt, fir weiderhin och nach ëffentlech Bauprojeten an deene leschte Méint massiv ze ënnerstëtzen. Mir si souwisou der Meenung, datt Lëtzebuerg eng ëffentlech Wunnengsbaugesellschaft bräicht, fir och Projete vill méi séier op d'Been ze bréngen, well mer net mengen, datt de private Marché dat eleng ka bewältegen.

An da si mer och der Meenung – an dat ass en Haaptproblem, mir hunn och driwwer diskutéiert an der Logementskommissioun –, datt weiderhin och déi ëffentlech Träger eendeiteg méi op d'Vente setzen, wéi op d'Locatioun setzen. An der aktueller Situatioun, déi mer hunn hei zu Lëtzebuerg, déi mer erliewen, si mer der Meenung, datt eendeiteg méi op d'Locatioun misst gesat ginn, fir datt iwwerhaapt d'Leit kënnen an de Genoss komme vun enger Wunneng.

Mir wëssen, wéi ugespaant de Marché ass. An och wann et heescht, et wier Vente abordable, hu mer et nach ëmmer weiderhin net fir modest Foyere mat Abordabilitéit ze dinn. Am leschte Projet de loi, an der éischter Phas vun 2020, deen do gestëmmt ginn ass, do goufen nach Präisser genannt: bei Haiser 700.000 Euro a bei Appartementer tëschent 400.000 a 500.000 Euro. Hei ass et net sou chiffréiert, mee et kann ee sech virstelle mat den héijen Zënstauxen, datt mer locker op d'Millioun ropkommen, wou Leit misste léine goen – an dobäi hu se natierlech net den Terrain.

Dat heescht, dat sinn awer nach ëmmer beträchtlech Zommen. A mir musse weiderhin eendeiteg méi op de Locatiounsmarché goen. Dat huet den Här Meisch och ugedeit an der Kommissioun. A mir wäerten op jidde Fall weiderhin drop drängen, datt mer awer méi a Richtung gi vu Locatioun – zumools an der aktueller Situatioun.

Dann nach zum Schluss eng Saach: Mir erfreeën eis awer och trotzdeem dorun, datt fir d'Infrastrukture gesuergt gëtt, notamment och datt eng Buslinn kënnt. Et ass jo net onbedéngt eng Plaz, déi äussert zentral ass. Et komme jo ganz vill Leit duer wunnen. Et ass e richtegen neie Quartier, deen do entsteet. An d'Leit wäerten net op der Plaz schaffen. Ech mengen awer och, datt déi ëffentlech Träger eng gutt Aarbecht maachen an do och op deem Niveau eng gutt Aarbecht geleescht hunn duerno, vun deenen anere Kriticken ofgesinn.

Wat d'Mobilitéit ugeet: Bei deem anere Projet wäert ech duerno ganz kuerz do nach dorobber zeréckkommen. Mee mir wäerten dat heiten natierlech mat ënnerstëtzen. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

Da wär et elo un der Regierung. Här Logementsminister, Dir hutt d'Wuert.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, merci fir d'allerëischt fir déi breet Zoustëmmung. Merci a Felicitatiounen awer och un de Rapporter, de Luc Emering. Ech denken, et ass säin éischte Rapport, deen en hei presentéiert huet a sécherlech net säi leschten.

**Une voix** | Très bien!

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ok.

*(Interruptions et hilarité)*

**M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Och wa mer haut hei eng breet Zoustëmmung gesinn zu dësem wichtege Projet, d'Extensioun vun engem Projet, och wa mer haut hei den Historique gemaach kritt hunn, wësse mer, datt nach munches virun eis läit. Ech wëll drun erënneren, datt et bal bis an d'Mëtt vum nächste Joerzéngt wäert daueren, bis déi lescht Haiser respektiv Appartementer da fäerdeggestallt sinn an do dann déi Locatairen oder Proprietären de Schlëssel wäerte kënnen iwwerreecht kréien. Dat weist, datt vill Ustrengungen noutwendeg sinn, datt heiansdo e laangen Otem noutwendeg ass an datt een natierlech och, wann et ëm d'Bekämpfe vun der Wunnengsbaukris geet, net vun haut op muer ka reagéieren.

Mir hunn awer och haut hei an där kuerzer Debatt festgestallt, datt vill Acteuren noutwendeg sinn, fir datt Projete wéi deen heite kënnen aboutéieren, an hei virun allem natierlech och d'Gemengen. D'Gemengen, déi decidéieren, wou a wéi an ob iwwerhaapt an hire Gemenge gebaut gëtt. D'Gemengen – an dat huet den Deputé-maire Félix Eischen, mengen ech, hei och nach eng Kéier flott dokumentéiert –, déi awer och musse bereet sinn, déi Projeten do net nëmme mat ze begleeden, net nëmmen ze autoriséieren, mee awer och duerno am Alldeeglechen dann och déi Leit ze accueilléieren an ze kucken, datt hir Infrastrukturen deem Plus u Populatioun dann awer och gewuess sinn.

An dat bedeit dann hei net nëmmen e staatlechen Invest, dee mer haut hei decidéieren, mee dat bedeit dann awer och nach eng Kéier en Invest vun de Gemengenautoritéiten an d'Entwécklung vun deene Quartieren, an awer gläichzäiteg, denken ech, och domadder an hir eegen Zukunft. Wa mer insgesamt méi wëlle bauen, wa mer méi schnell och wëlle bauen, wa mer och méi abordabele Wunnraum wëlle schafen hei zu Lëtzebuerg, da gëtt et ee Partner Nummer 1: Dat sinn d'Gemengen, déi mer dofir brauchen.

Et sinn eng ganz Rei vu berechtegte Remarken heizou nach gemaach ginn, trotz der absolutt breeder

Grondzoustëmmung zu sou engem Projet, wéi deem heiten. Mir wëssen, datt mer an enger Phas momentan sinn, wou d'Bauzënsen nach ganz héich sinn. An dat féiert dann och derzou – obschonn hei ee sech dach awer nach zu räsonabele Präisser kann en Appartement oder eng Wunneng kafen –, datt net alles fortgaangen ass bis elo, well déi Prêten net alleguerten autoriséiert goufe vun de Banken. Dat soll eis ze denke ginn.

Jo, am Regierungsprogramm stinn och Iwwerleeunge wéi de Mietkauf. Ech denken, do sollte mer e Modell entwéckelen, deen d'Strooss hält. Ob dat d'Äntwert ass fir dëse Projet oder fir déi Haiser, déi elo am Bau sinn, gleewen ech awer kaum.

Ech wëll awer och der ADR soen: D'Staatsgarantie hu mer schon. Déi brauche mer net nei ze erfannen. Dat gëtt et schonn, och zanter enger ganzer Rei vu Joren. Ech denken, datt een elo kuerzfristeg nach eng Kéier iwwert d'Krittäre sollt nodenken, wie bei der SNHBM ka kafen, fir ze kucken, datt dat, wat do an der Produktioun ass, dann och wierklech awer duerno ka bewunnt ginn. Well mir hätten zesummen iergendanzwousch eppes falsch gemaach, wa mer Haiser do stoen hätten, Appartementer do stoen hätten, déi eis aus iergendengem Grond net herno géife bewunnt ginn.

Jo, ech denken, datt mer sensibel sollte si fir den Hiweis, deen hei gemaach ginn ass, och vun der Säit vun deene Lénken, datt mer och méi Mietwunnenge brauchen. Ech wëll awer drop hiweisen, datt mer de Fonds du logement hunn, deen e grousse Schwéierpunkt dorobber leet, fir Mietwunnengen ze schafen, datt mer eng SNHBM hunn, déi éischter traditionell ëmmer d'Wunnenge verkaaft huet, awer den Terrain zanter enger ganzer Rei vu Joere jo och gehalen huet, soudatt déi Wunnengen ëmmer nees deem selwechten Zweck kënnen zougefouert ginn. D'SNHBM ka se zeréckkafen a weiderverkafen. An ech wëll awer och drun erënneren, dass d'SNHBM déi lescht Joeren och en Deel vun hirem Park opgemaach huet an hirer Produktioun opgemaach huet fir d'Locatioun, an datt dat awer och schonn an déi dote Richtung geet.

An insgesamt musse mer ënnert dem Stréch, denken ech, herno jo och méi bauen, virun allem och fir méi abordabel Mietwunnengen op eisem Marché ze hunn, fir engem groussen Zil, bei deem mer eis alleguerten eens sinn heibannen, kënne méi nozekommen: nämlech datt jiddereen zu respektabele Konditiounen hei am Land ka wunnen.

Fir dësen éischte Projet haut de Mëtte lo mol Är Zoustëmmung. An ech géif einfach soen: Bis gläich!

*(Hilarité)*

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

Domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss an, wéi üblech, maachen ech Iech drop opmierksam, datt, éier mer lo zum Vott kommen, Der Iech wannechgelift sollt op Ärem Posten aloggen, fir datt Der kënnt mat ofstëmmen. Soss gëtt dat näischt.

**Mme Simone Beissel** (DP) | Här President?

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Beissel.

**Mme Simone Beissel** (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll Iech just informéieren, dass ech weeder de Projet Elmen nach de Projet Izeger Stee matstëmme wäert duerch mäi Mandat am Conseil d'administration vun der SNHBM. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Madamm Beissel villmools Merci fir déi Prezisioun.

Da kënne mer zur Ofstëmmung vun dem Projet de loi 8327 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8327[2].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8327 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmmung fänkt elo un. De Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass dat follgend: Jo-Stëmmen: 59, keng Nee-Stëmm, keng Enthalung. De Projet de loi ass also mat 59 Jo-Stëmme géint keng Nee-Stëmm a keng Enthalung ugeholl ginn, dat heescht, eestëmmeg ugeholl ginn.

*Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8327 est adopté par 59 voix pour et 1 abstention.*

*(Ndlr: Ce vote sera annulé et répété ultérieurement.)*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 7. 8328 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du projet de logements abordables dénommé « Itzigerknupp » à Bonnevoie, Ville de Luxembourg

Mir kommen elo zum Projet de loi 8328 iwwert d'Bedeelegung vum Staat un der Finanzéierung vum Projet Izeger Knupp. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 10 Minutten, jiddwer Fraktioun a jiddwer Sensibilitéit 5 Minutten an d'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Tom Weidig an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Lydie Polfer. Madamm Polfer.

***Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire***

**Mme Lydie Polfer** (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Finanzéierungsgesetz, iwwert dat mer also haut befannen, erlaabt dem Staat, mat 193 Milliounen um Finanzement vum Projet Izeger Knupp deelzehuelen. Hei sinn am Ganze 786 Logementer virgesinn, ongeféier also – wann ee mat eppes méi wéi zwee Leit rechent an engem Appartement – iwwer 2.000 Awunner, déi zu Bouneweg kënne bäikommen.

An ech mengen, dat Gesetz hei, esou wéi dat virdrun, kënnt zu engem Moment, wou mer et wierklech brauchen: duerch d'Kris am Wunnengsbau, awer virun allem och duerch d'Kris am Secteur vun der Konstruktioun.

D'Société nationale des habitations à bon marché ass de Bauhär fir en Deel vun dëse Loten, an zwar ganz genau fir 558 Wunnengen. Wärend deen aneren Deel – 228 – vu privaten Acteure realiséiert gëtt. Déi éischt Aarbechten hunn d'ailleurs elo am Oktober ugefaangen, mee et ass virgesinn, datt déi ganz Aarbechten eng zéng Joer wäerten daueren, bis also 2034/2035.

Beim Projet Izeger Knupp gouf ganz grousse Wäert op nohalteg Entwécklung geluecht. Et läit, wéi Der wësst, am Süde vum Bouneweger Quartier, direkt op der Limitt mat der Gemeng Hesper, an ass mat verschiddenen Arrêten un den ëffentlechen Transport ugebonnen. An nobäi sinn och déi Infrastrukturen, iwwert déi virdrun elo scho geschwat ginn ass, wéi Schoul, wéi sportlech Infrastrukturen. An et si souguer nach zousätzlech sportlech Infrastrukturen niewendrun och geplangt.

Bei enger Wunndicht vu 60 Logementer pro Hektar sollen also 786 Logementer gebaut ginn, an zwar: 108 Eefamilljenhaiser an 32 Méifamilljenhaiser a Residenzen. An deene Méifamilljenhaiser wäerten am Ganze 678 Appartementer dra sinn. De Projet gesäit och eng Plaz vir, fir eng Schoul ze bauen. An deen Terrain kënnt am Kader vun der Mise en oeuvre un d'Stad Lëtzebuerg.

D'SNHBM realiséiert am Ganze 74 Eefamilljenhaiser, déi fir de Verkaf zu erschwéngleche Präisser geduecht sinn. An zousätzlech realiséiert d'SNHBM 484 Wunnunitéiten an de Méifamilljenhaiser. Dovu sinn der 289 geduecht fir d'Locatioun zu erschwéngleche Präisser an 195 fir de Verkaf zu erschwéngleche Präisser. Déi verbleiwend 228, wéi scho gesot, Logementsunitéite gi vu privaten Acteure realiséiert.

D'urbanistescht Konzept vum Projet gesäit vir, dass d'Densitéit vun der Konstruktioun degressiv méi niddereg zu deenen net urbaniséierte Limitte vum Projet higeet. Et gëtt vermeit, dass ze vill massiv Konstruktioune gebaut ginn op der Limitt tëschent dem Quartier an der Zone verte, an et gi ganz vill Schneise virgesinn, déi garantéieren, dass een d'Silhouette vun der Stad an d'Gréngfläche weider ka gesinn.

E wichtegen Aspekt vum Projet ass och déi duuss an aktiv Mobilitéit an d'Vernetzung mat deenen natierleche Liewensraim an der Ëmgéigend. Et sinn also Foussgängerweeër a Velosweeër duerch d'Lotissementer geplangt.

Verschidde Strukture vu Gréngflächen a Plantatiounen, ergänzt duerch e Reseau vu Foussgängerweeër, schafen eng Verbindung mat den existéierenden ëffentleche Gréngflächen. Op dës Manéier gëtt derfir gesuergt, datt eng harmonesch Transitioun zwëschent deem besteeënden an deem neie Quartier soll geschéien.

Wat elo d'ekologesch Konzeptioun ubelaangt, ginn all d'Gebaier am Respekt vum Regelement vum 9. Juni 2021 iwwert d'energeetesch Performance vun de Gebaier gebaut. Et ginn Net-Zero-Energy-Gebaier gebaut, souwuel fir de funktionellen Deel wéi fir den Deel, wou d'Leit dra wunne wäerten. D'Installatioun vu Fotovoltaikpannoen ass och virgesinn.

Wat d'Gestioun vum Reewaasser ubelaangt, ass eng Trennung vum Ofwaasser an dem Reewaasser virgesinn. E Reenréckhaltebecken ass och am nërdlechen Deel vum Site virgesinn.

Wat elo den Zäitplang vum Projet ubelaangt, soll, wéi scho gesot, d'Konstruktioun sech iwwer zéng Joer zéien. An dat wäert an dräi Phasen oflafen.

An där éischter Phas gëtt den nërdlechen Deel, deen, deen un d'Rue Anatole France – fir déi, déi zu Bouneweg e bësse méi doheem sinn – ustéisst, gebaut. Dat ass d'Rue Lily Unden. D'Verbindung gëtt och nach zur Anatole France virgestallt duerch eng aner Strooss, an dat ass d'Rue Simone Veil.

Ech wëll also dorop hiweisen – an dat mécht hoffentlech Verschiddenen heibanne Freed –, datt mer fir dëse ganze Quartier, fir déi sechs Stroossen, déi et gëtt, sechs Nimm vu Fraen erausgesicht hunn, déi fir Lëtzebuerg eng Bedeitung hunn; Lëtzebuerg an awer och international. Wéi gesot: Lily Unden, Simone Veil, Lise Rischard-Meyer, Helen Buchholtz, Marie-Paule Molitor-Peffer a Pearl Mesta.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Lydie Polfer** (DP), rapportrice | Voilà! Erlaabt mer, dat mat menger Kap als Buergermeeschter ze soen.

Wéi gesot, déi zweet Phas, dat ass dann den östlechen Deel, deen ass zwëschent 2025 a 2026 virgesinn.

An déi drëtt Phas ass déi, déi am méi südlechen Deel ass.

Ee Wuert nach zu dem Käschtepunkt. Et sinn also 193 Millioune virgesinn, an dat zum Indice semestriel des prix de la construction vum Mount Abrëll 2023. Dëse Montant wäert aus dem Fonds spécial de soutien au développement du logement kommen.

De Staatsrot hat a sengem Avis keng Opposition formelle virgeluecht an huet säin Accord zum Gesetz ginn. Weider Explikatioune sinn och nach am schréftleche Rapport.

Erlaabt mer awer vläicht hei, e puer Wierder ze soen, well ech sinn dat e puermol gefrot ginn, firwat datt dat zéng Joer dauert, vun deem Moment un, wou mer de PAP am Gemengerot ugeholl hunn, iert d'Aarbechte konnten ugoen. Et gëtt der eng Rei. Mir hunn dee PAP ugeholl – also d'Stad Lëtzebuerg huet en ugeholl – den 28. Januar 2013 an engem Moment, wou den Här Bausch nach am Schäfferot war. E gudde Projet also.

**M. François Bausch** (déi gréng) | 2013 war ech awer net méi am Schäfferot.

*(Hilarité)*

Ausser et war Ufank Februar.

**Mme Lydie Polfer** (DP), rapportrice | Et war den 28. Januar.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Du war ech nach do.

**Mme Lydie Polfer** (DP), rapportrice | Ech hat gutt gekuckt.

*(Hilarité)*

Mir kruten do och …

Nee, ech wollt Iech berouegen, datt et e gudden urbanistesche Projet ass.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ech hunn net gesot, et wär keen.

*(Hilarité)*

**Mme Lydie Polfer** (DP), rapportrice | Mir kruten dunn och d'Autorisatioun am Abrëll 2013. Dann ass och den Accord vun der Administration de la gestion de l'eau gefrot ginn. Deen ass den 8. Dezember 2015 gefrot ginn. Dee krute mer och dat Joer drop. Mir schreiwen also elo schonn 2016. Dunn 2020 vun der ANF, do ass dann eng MOPO (ndlr: modification ponctuelle) gemaach ginn. An dunn hu mer festgestallt, datt eng Haselmaus do ass. Do hu mer fir déi missen en neit Heem sichen. Dat hu mer och gemaach. Dat ass och 2021 geschitt.

D'Ponts et chaussées hunn hir Autorisatioun de 16. August 2022 ginn.

An dunn ufangs vun dësem Joer waren awer och nach Sondagë vun eisem Service archéologique. Déi waren awer relativ schnell gemaach.

*(Interruption)*

Dee gréisste Problem awer bei deem Ganzen – dat muss ech awer soen –, dat war de Remembrement.

*(Interruption)*

Jo, majo, ech kommen dozou. Dofir halen ech mer dat Bescht zum Schluss.

*(Hilarité)*

Dee gréisste Problem war de Remembrement, well eeben hei ganz vill eenzel Proprietäre waren. An ech ka mech dofir nëmme freeën an dem Här Minister et mat op de Wee ginn, well … Ech mengen, hei huet dee viregte Logementsminister scho gutt Preparative gemaach, fir de Remembrement ministériel kënnen ze maachen. Dat hätt ons an dësem Fall d'Saach wierklech verein…, net vereinfacht, mee méi schnell gemaach. An dat hu mer eis jo virgeholl, fir dat och nach op anere Plazen ze maachen.

Dat alles gesot, kann ech Iech nëmme recommandéieren, dee Projet – wat e gudden a flotte Projet ass, een, dee mer brauchen – ze stëmmen. Ech ginn heimat och den Accord vun der Demokratescher Partei. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Madamm Rapportrice villmools Merci fir hire schréftlechen a fir hire mëndleche Rapport.

Als éischte Riedner ass elo den honorabelen Här Alex Donnersbach agedroen. Här Donnersbach.

***Discussion générale***

**M. Alex Donnersbach** (CSV) | Här President, am Numm vun der CSV wëll ech och ganz gär den Accord fir dëse groussen a wichtege Logementsprojet ginn op der Izeger Knupp, wou, wéi elo grad gesot ginn ass, 786 Wunnenge fir 2.000 Leit iwwert déi nächst zéng Joer wäerten entstoen.

Dat si Wunnengen, déi dréngend gebraucht ginn, souwuel fir de Bausecteur wéi och fir d'Leit dobaussen. Laut Eurobarometer, deen d'EU-Kommissioun elo viru Kuerzem virgestallt huet, ass fir 53 % vun de Leit hei zu Lëtzebuerg de Logement nach ëmmer dee gréisste Problem. Et kann also och net bei deenen zwee Projeten hei bleiwen, mee wa mer wëllen, datt d'Offer hei zu Lëtzebuerg substanziell an d'Luucht geet, da mussen nach weider Projete kommen.

D'Madamm Polfer als Rapporterin huet Iech all d'Detailer ginn an ass och bëssen op dee Punkt agaangen, op deen ech elo wollt agoen. Et ass e bëssen den Historique vun deem Projet. Den Historique ass interessant, well en eng Rei Problemer weist, déi net nëmmen eis ëffentlech Promoteuren, mee och privat Promoteure reegelméisseg begéinen an un deenen et gëllt ze schaffen.

Et ass e Projet, deen, wann ee mat den Acteure schwätzt, schonn an den 80er, 90er diskutéiert ginn ass. An de grousse Problem war de Problem mat den Terrainen. Den Direkter vun der SNHBM … Wéi de Projet 2006 erakomm ass, dunn huet et geheescht: „Dat ass e Projet, do geet et elo gläich lass."

Bon, et ass net direkt lassgaangen. 2013 ass jo emol de PAP gestëmmt ginn, wéi elo och gesot gouf. Mee de Problem vun de Verhältnisser vun der Proprietéit war nach ëmmer net geléist. De Remembrement huet sech higezunn an et huet Jore gedauert, bis dat endlech komm ass. Dowéinst och d'Wichtegkeet vum Remembrement ministériel, datt deen endlech kënnt. Ech mengen, dat ass eppes, wat villen hei bewosst ass. An dee muss och elo absolutt kommen, fir datt all déi Projete kënne méi séier weidergoen!

Da gëtt et natierlech och prozedural Problemer. Et si wuelverstan mënschlech Problemer bei all Logementsproblem, mee et gëtt och Prozedurproblemer – an och am Naturschutz. An hei ass e gutt Beispill, wéi eng kleng Haselmaus, déi entdeckt ginn ass, e Projet e puer Joer no hanne geschloen huet, bis dann endlech d'Stad Lëtzebuerg, wéi mer an der Kommissioun erklärt kruten, en Terrain fonnt huet, deen a Proximitéit war. Well déi konnt net iergendwou ëmgeplanzt ginn, mee déi huet missen innerhalb vun engem ganz klengen Ëmkrees ronderëm deen hei Projet ëmgeplanzt ginn.

*(Interruption)*

Grad bei esou Reegelunge musse mer an Zukunft anescht denken.

**Une voix** | Très bien!

**M. Alex Donnersbach** (CSV) | D'SNHBM hat d'Gefill, wann eng Hürd ëmgeluecht gouf, ass déi nächst erausgesprongen. Als Anekdot: De Geomeeter, deen an dësem Projet ugefaangen huet, hat 30 Joer, wéi en ugefaangen huet, déi éischt Moossungen ze maachen. Hien ass elo an d'Pensioun. De Projet ass nach net gebaut.

Et ass dowéinst gutt, datt dës Regierung ugekënnegt huet, all déi Saachen do eng Grëtz ze acceleréieren an ze kucken, datt mer do méi séier weiderkommen. Well nëmmen esou komme mer och eisem Zil méi no, méi Wunnengen hei zu Lëtzebuerg ze bauen, wa mer wëllen, datt mer der Demande gerecht ginn.

Nëmme mat méi Projeten, déi méi séier ginn, kënne mer also de Logementsprojet ugoen. An dowéinst hoffen ech, datt mer dat an der Zukunft och wäerte maachen. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Donnersbach Merci. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Taina Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Ech ginn heimat dann den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Meng zwee Virriedner hu grad vum Remembrement ministériel geschwat. Ech gesinn dat genausou. Et ass ganz wichteg. A genau aus dësem Grond hunn ech dat jo och selwer an de Projet de loi erabruecht.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen Deputéiert, als Stater Gemengerot begréissen ech och dëse Logementsprojet op der Izeger Knupp, fir datt méi Leit et sech leeschte kënnen, an der Stad, an hirer Stad, wunnen ze bleiwen.

Mee datt mir iwwerhaapt esou e Projet brauchen, ass ee vun den negative Symptomer vum onkontrolléierte Wuesstum an enger Laisser-faire-Politick iwwert déi lescht 20 Joer vun de Gambia-Parteien DP, déi gréng, LSAP, an elo och nees vun der CSV.

**Une voix** | Très bien!

**M. Tom Weidig** (ADR) | Dësen Turbowuesstum huet Wuelstand bruecht, mee elo fänke mir un, fir de Wuesstum deier ze bezuelen. Oder op d'mannst déi, déi net esou vill Suen hunn, mussen deier derfir bezuelen. Dat si virun allem Leit, déi all Dag schaffe ginn a produktiv un eiser Ekonomie deelhuelen, mee eeben net eng esou gutt Pai hunn – de Mindestloun oder e bësse méi –, mee awer och keng Sozialwunneng kréien.

Wärend dem Gemengewalkampf sinn ëmmer nees Bierger bei eis komm, Stater, déi hei gebuer sinn, hei an d'Schoul gaange sinn an hei gelieft hunn, mee elo net méi an hirer Stad wunne kënnen.

80 % vun de Salariéë vun der Gemeng wunnen och net méi an hirer Gemeng. Si gi vun den héije Wunnengspräisser ekonomesch verdrängt. Dat ass net nëmme perséinlech, mee och kulturell eng Katastroph, well doduerch vill vum Stater aktive Clubliewen an der Identitéit verschwonnen ass a fir ëmmer verschwanne wäert. D'Stad huet e schéine Patrimoine, mee ouni

d'Awunner mat hirer Sprooch an Traditioun gi mir eng Aart Disneyland oder griicheschen Tempel ouni Griichen.

Dofir begréisse mir dës Initiativ.

*(Interruptions)*

Si ass zéng Joer ze spéit. Mee besser elo wéi ni. Mir brauchen nees eng Stad, mee och e Land, wou déi Lëtzebuerger schaffend Mëttelschicht liewe kann oder nees zréck am Land wunne kann.

An nach e wichtege Punkt: All dës gutt Moossname fir méi bezuelbare Wunnraum bréngen näischt, wann déi Massenimmigratioun iwwert déi lescht 20 Joer weidergeet. Mir als ADR si fir qualitative Wuesstum.

Firwat wëllt Der nach méi Awunner an domat nach méi héich Wunnengspräisser? Dir kënnt net de Problem vum Wuesstum mat nach méi Wuesstum léisen. Dobäi ass awer grad de Wuesstum de Problem. Et kann een net de Problem mam Problem léisen, wat d'Regierungen an d'Gemengen déi lescht 30 Joer probéiert hunn – mam Resultat, datt de Problem net méi kleng ginn ass, mee en nach ëmmer méi grouss gëtt.

Mir verstinn net, firwat datt dës Schinn weider gefuer soll ginn an net gesot gëtt: „De Buttek ass zou, a mir mussen elo mol déi nei Awunner integréieren a méi bezuelbare Wunnraum schafen!"

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Weidig Merci. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här François Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President. Ech wëll weeder op eng Wuesstumsdebatt agoen nach op d'Logementsdebatt. Do kréie mer nach genuch Geleeënheet, mam zoustännege Minister, mat der Regierung driwwer ze diskutéieren an ze streiden. An ech wëll mech duerfir reduzéieren op deen ee Projet hei. Ech mengen, et ass alles gesot ginn.

Ech wëll dem Rapporter Merci soe fir de Rapport. An ech wëll och soen: Ech si frou, datt … Virdrun hat ech méi den Accent geluecht op dat, wou ech mengen, dass ëmmer de Gros vun de Problemer sinn, wann et ëm Logementsprojete geet. Dat ass d'Angscht virun der Mobilitéit a virun de Verkéiersbeweegungen. D'Madamm Polfer huet et hei richteg ënnerstrach: Hei ass et de Remembrement, also den Accès zum Terrain, deen de Probleem ass. An dat sinn och zwee vun den, menger Meenung no, Grondproblemer zu Lëtzebuerg, wann et drëms geet, de Logementsproblem ze léisen, wou mer och ëmmer erëm Diskussioune kréien.

Fir de Rescht soen ech hei och mengem Kolleeg Henri Kox Merci fir säin Engagement an dem Claude Meisch, well en de Projet esou séier an d'Chamber bruecht huet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Bausch villmools Merci. Vu datt den Här Goergen schonn den Accord ginn hat, ass elo deen nächsten ageschriwwene Riedner den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir ginn dësem Projet de loi och eisen Accord. Et ass och gutt, datt dee Projet och endlech an der Haaptstad weiderhin nach realiséiert gëtt. Bis repetita: Et wier natierlech besser gewiescht, wann ee méi Locatioun hätt wéi Vente – well do hu mer erëm eng Kéier dee selwechte Problem wéi beim viregte Projet, mee trotzdeem ass e begréissenswäert.

Mir bräichte méi Locatioun, well mir brauchen och a grad an der Haaptstad … Grad an der Stad, déi am deiersten ass am Land musse mer och kënnen deene Leit, déi manner Revenuen hunn, d'Méiglechkeet ginn ze wunnen, wéi dat och iwwer Joerzéngten de Fall war a wéi meng Elteren a meng Grousselteren haaptsächlech sech dat konnte leeschten an dëser Stad. Dat war guer kee Probleem. Och wann een en Aarbechter war an net vill Revenuen hat.

Hautzudaags ass dat e bësse méi schwéier. Dat huet näischt mam Wuesstum ze dinn, an anere Wierder mat den Auslänner, well … Ech iwwersetzen d'ADR-Sprooch e bëssen.

*(Hilarité)*

Et huet näischt domadder ze dinn.

Et huet domadder ze dinn, datt d'Promoteuren an deene leschte Joerzéngte konnte maachen, wat se wollten – eng Saach, déi d'ADR och ëmmer weiderhin ënnerstëtzt –, an datt d'Proprietéit sech konzentréiert an e puer Hänn. An dat ass de Problem, dee mer hei hunn.

Dofir brauche mer méi ëffentlech Wunnengen. Mir brauchen och méi strikt Reegelen, wat d'Loyeren ugeet an esou weider. An da wäerte mer dat scho packen an der Stad. An der Stad si mer gewinnt, relativ kosmopolitt ze liewen. Dat mécht eis e bëssen aus. Dat soen ech als Stackstater. Mir si relativ stolz drop.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass et elo un der Regierung. Den Här Logementsminister huet d'Wuert.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, hei och merci der Rapportrice, der Députée-maire, fir déi interessant Explikatiounen an den Historique vun deem ganzen Dossier. Den Historique, nach eng Kéier, deen hei och erëm gewisen huet, wéi vill Etappen noutwendeg waren, an och heiansdo wéi vill Kolleege vun eis heibannen op ënnerschiddleche Plazen dann derzou bäigedroen hunn, datt déi doten Dossiere weidergaange sinn. An och hei ass et d'Remark, datt et natierlech nach eng Zäitchen dauert, bis gebaut ass. Awer merci fir déi breet Zoustëmmung.

Ech stellen och fest de Mëtteg an där kuerzer Debatt, déi mer hei iwwert de Logement haten – mir wäerte sécherlech d'Geleeëngeet kréien, eis nach méi ausgibeg mat deem Sujet ze befaassen –, datt et awer eng Rei vu Mesüre gëtt, déi méi e breede Konsens och maachen: hei de Remembrement ministériel. Also alles dat, wat mer zesumme kënne maachen, fir datt Projete wéi deen dote méi schnell zum Zil kommen, datt se gutt ginn, mee datt mer se awer och an d'Realiséierung erakréien, datt mer d'Rechter vu jidderengem hei – och vun ënnerschiddleche Proprietären – kënne garantéieren. Dat ass jo och d'Iddi vum Remembrement ministériel. Mee awer och vun deenen, déi eppes wëlle maachen, déi eppes wëlle weiderdreiwen, déi hir Terraine wëllen enger Bebauung zouféieren, datt och déi hir Rechter kënnen exekutéieren.

An da gläichzäiteg och nach d'Recht vun där ëmmer méi prominenter Hieselmaus, …

*(Hilarité)*

… déi de Mëtteg och nach eng Kéier zitéiert ginn ass. Datt dat natierlech och en Aspekt ass vun deene dote Prozesser a Prozeduren, dat ass eis alleguerte bewosst.

Dofir merci fir déi schnell Zoustëmmung, och déi schnell Aarbecht hei an der Chamber. Soudatt dat heiten ee vun deene leschte Projete war, deen duerch de Regierungsrot vun der leschter Regierung gaangen ass, an ee vun deenen éischte Projeten ass, dee vun där neier Chamber kann ugeholl ginn. Dat weist nach eng Kéier de gemeinsamen Interêt um Sujet Logement.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Regierung Merci. Domat ass d'Diskussioun iwwert dëse Projet elo ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8328. Den Text steet am Document parlementaire 8328[2].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8328 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. Mir kommen elo zum Vote par procuration. Domat ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat ass dat follgend: Jo-Stëmmen: 59, Nee-Stëmmen: keng, an Abstentioun: keng. Domat ass de Projet de loi eestëmmeg ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Max Hengel), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 8. 8327 – Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 2020 autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen (suite)

Ech kommen zréck op dee Projet de loi vu virdrun, den 8327. Deen hu mer esou schnell ofgestëmmt, …

*(Interruption)*

… datt d'Madamm Beissel, nodeem datt se hire Conflit d'intérêts hei en bonne et due forme a korrekt ugemellt hat, keng Zäit hat fir erauszegoen, wat awer no eisem Reglement misst als Abstentioun agedroe ginn. Dofir géif ech einfach proposéieren, datt mer dee Vott hei widderhuelen. Da si mer korrekt an der ganzer Prozedur.

*(Interruption par Mme Lydie Polfer)*

Madamm Polfer.

**Mme Lydie Polfer** (DP), rapportrice | Jo, Här President, ech hätt gären hei en Avis juridique, well ech mengen net, datt dat do richteg ass. Ech soen Iech och firwat.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ok.

**Mme Lydie Polfer** (DP), rapportrice | Well hei ass jo kee Conflit personnel. Hei ass jo kee perséinleche Konflikt. Soss ka keen heibannen, dee Staatsbeamten ass, nach eng Kéier matstëmmen, wann de Punktwäert gehéicht gëtt!

*(Brouhaha)*

Da ka keen, deen am Conseil d'administration ...

*(Interruptions)*

Nee. Ech ginn Iech e puer Beispiller.

Luxtram ass eng SA, déi zu zwee Drëttel Staat, een Drëttel d'Stad Lëtzebuerg ass, wou e puer eminent Membere vun dëser Chamber drasëtzen, wou keen e perséinlechen Interêt drun huet. An am Conflit d'intérêts gëtt jo – an deene Jurisprudenzen, déi ech kennen an un déi ech mech erënneren – ganz kloer den Ënnerscheed gemaach, wann een e Conflit d'intérêts personnel hätt.

Ech huelen elo dat heite Beispill: Wann d'Madamm Beissel géif à titre personnel an dem Conseil d'administration vun der SNHBM sëtzen, da wier dat natierlech wouer. Mee si sëtzt net do an hirem perséinlechen Numm! Et ass net d'Madamm Simone Beissel, déi do sëtzt. Et ass de Vertrieder vun der Stad Lëtzebuerg, deen do sëtzt! Sou wéi a villen anere Gremien!

Dofir – mäi Gott! –, maacht et elo sou! Mee ech fannen dat do ..., well dat do geet vill, vill, vill méi wäit! Dat sinn der immens vill: Syvicol, CGEDIS ... Dat si lo mol déi éischt, déi mer an de Kapp kommen – awer nach vill anerer.

Also, wann een den ëffentlechen Interêt vertrëtt an net e perséinlechen, da kann dat do net stëmmen! Mee kommt, mir ginn eis en Avis juridique! Kommt, mir ginn eis en Avis juridique, an aller Rou!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Madamm Polfer villmools Merci. Dat ass effektiv fir eise gudde Funktionement heibannen eng wichteg Fro. A mir wäerte fir déi nächst Sëtzung vum Bureau en Avis juridique ufroen, datt mer sécher sinn, wat mer alles maachen en matière de conflit d'intérêts, well domat spille mer net!

Par contre proposéieren ech awer elo hei, datt mer dee Vott widderhuelen, schonn eleng fir kloer an däitlech op dësem Projet ze sinn, an datt mer keng Schwieregkeet maachen, weeder eis nach der Madamm Beissel.

Da géif ech proposéieren, datt mer déi Ofstëmmung elo widderhuelen. Da si mer op jidde Fall korrekt. Den Avis juridique, dee kritt Dir dann, an da wësse mer sécher Bescheed fir déi nächst Sëtzung. Ech maachen domat de Vott op.

*(Interruptions)*

Mir klären dat, datt mer sécher sinn. Dofir brauche mer lo net hei driwwer ze diskutéieren.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8327 et dispense du second vote constitutionnel***

Ech maachen de Vott nach eng Kéier op.

*(Interruption)*

Dir hutt keen Accès? Ok.

Dann ass d'Resultat: 58 Jo-Stëmmen, mat engem Apparat, deen do net funktionéiert. Dat heescht, 59 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm a keng Enthalung. Domat ass de Projet eestëmmeg ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Max Hengel), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

An ech ginn dovunner aus, dass d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel gëtt.

*(Assentiment)*

Dann ass dat decidéiert.

Ech soen Iech Merci, datt mer dat elo en bonne et due forme konnte maachen. An, wéi gesot, mir kommen op déi juristesch Fro nach eng Kéier zesummen zréck.

## 9. 8276 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten. Dat ass de Projet de loi 8276, eng Ofännerung vun der Steierbonifikatioun am Kader vun der digitaler, ekologescher an energeetescher Transitioun vun de Betriber. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht, an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 15 Minutten, d'CSV huet 31 Minutten, d'DP 24, d'LSAP 21, d'ADR 15, déi gréng 10, d'Piraten 10, déi Lénk 10 an d'Regierung huet 15 Minutten. Et hu sech elo schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här Patrick Goldschmidt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, et ass un Iech.

***Rapport de la Commission des Finances***

**Mme Diane Adehm** (CSV), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmmen, geet zeréck op de Solidaritéitspak 2.0 aus der Tripartitt vum September 2022. Et geet drëm, fir Betriber ze ënnerstëtzen an der ekologescher an energeetescher Transitioun an an der digitaler Transformatioun. Fir dëst Zil ze erreechen, gëtt d'Bonification d'impôt pour investissement reforméiert.

Dëse Gesetzesprojet huet net nëmmen e groussen Impakt op PMEen a grouss Betriber, en ass och wichteg fir d'Erreeche vun eisen nationale Klimaziler, sou wéi se am PNEC arrêtéiert sinn. Am Koalitiounsaccord fir d'Joren 2023 bis 2028 ass virgesinn, d'Betriber ze ënnerstëtzen, wa se an d'nohalteg an digital Transitioun investéieren. An dofir soll de Regimm vun de Steierbonifikatiounen iwwerschafft ginn.

Den aktuelle System vun der Bonification d'impôt gesäit Follgendes vir:

Et gëtt engersäits eng Steierbonifikatioun pour investissement complémentaire. Hei gëtt gekuckt, wat e Betrib am Duerchschnëtt an de leschte fënnef Joer investéiert huet. Op dësem Betrag kritt dee Betrib, dee méi investéiert huet wéi dësen Duerchschnëtt, eng Steierbonifikatioun vun 13 %.

Dës Bonification pour investissement complémentaire gëtt awer mat dësem Gesetzesprojet ofgeschaaft.

An da gëtt et anersäits eng Steierbonifikatioun fir Investissement global. An dës Bonifikatioun gëtt reforméiert.

Aktuell kritt e Betrib 8 % Steierbonifikatioun op engem Betrag bis 150.000 Euro, wann en a Biens amortissables corporels investéiert. Fir e Betrag iwwer 150.000 Euro gëtt et just nach 2 %. Alles, wat Betribskäschte sinn, also Dépenses d'exploitation, sinn ausgeschloss vun der Steierbonifikatioun.

An dës Bonification pour investissement global gëtt, wéi gesot, reforméiert.

Beim neie System falen Tranchen ënner an iwwer 150.000 Euro ewech an et gëtt nach just de ganze Betrag gekuckt.

D'Steierbonifikatioun geet och vun 8 % op 12 % erop. Am Fall vun Investissementer an Immobilisatiounen, déi ënnert den Amortissement spécial vum Artikel 32bis vum Steiergesetz falen, geet d'Steierbonifikatioun op 14 % erop. A wann a Logicieller investéiert gëtt, gëtt et an Zukunft och 12 % Steierbonifikatioun.

Déi grouss Neierung mat dësem Gesetzesprojet ass, wann e Betrib an d'digital Transformatioun oder d'ekologesch an energeetesch Transistioun investéiert, a sougenannt Biens amortissables corporels, da kënnt zu den 12 % de base nach eng Kéier zousätzlech eng Steierbonifikatioun vu 6 % derbäi. Deemno kann e Betrib duerch dat neit Gesetz eng Steierbonifikatioun vu bis zu 18 % kréien.

Zousätzlech kann e Betrib an Zukunft och d'Dépenses d'exploitation, also d'Betribskäschten, geltend maachen. Dëst ass awer nëmmen de Fall, wann dës Dépenses d'exploitation a Relatioun sti mat den Investissementer an d'digital Transformatioun oder d'ekologesch an energeetesch Transitioun.

Am Gesetzesprojet ass och definéiert, wat genee ënnert dës digital Transformatioun oder ënnert d'ekologesch an energeetesch Transitioun fält.

Fir et just ganz kuerz ze soen: Digital Transformatioun bedeit, dass e Betrib muss entweeder eng nei oder weesentlech verbessert Produktiouns- an Distributiounsmethod a Plaz setzen oder d'Organisatioun vum Betrib muss ëmgeännert ginn. Dat Ganzt soll natierlech duerch d'Implementatioun an d'Benotze vun numeereschen Technologië stattfannen.

Fir dës Steierbonifikatioun eeben an der digitaler Transformatioun oder an der ekologescher an energeetescher Transitioun ze begleeden, gëtt e System vun enger Certificatioun en place gesat; an dat ënnert dem Lead vum Wirtschaftsminister. Am Virfeld mussen d'Betriber beim Wirtschaftsminister eng Attestation d'éligibilité vun den Investissementer an den Dépenses d'exploitation ufroen, déi si wëllen an

dësem Kader maachen. De Wirtschaftsminister stellt da pro Exercice d'exploitation e Certificat aus, deen dem Betrib Urecht gëtt op d'Steierbonifikatioun fir d'digital Transformatioun oder d'ekologesch an energeetesch Transitioun.

Här President, den Detail vun de Konditiounen, fir d'Steierbonifikatioun ze kréien, a wat eligibel ass respektiv wéi een d'Steierbonifikatioun ka geltend maachen, dat kann een a mengem schréftleche Rapport noliesen. Et ass mir awer wichteg, drop hinzeweisen, dass dës Steierbonifikatioun keen Abattement ass, mee datt se vun de Steieren, déi ufalen, ofgezu gëtt. Falls an engem Steierjoer méi Steierbonifikatioun ufält, wéi Steieren ze bezuele sinn, da kann d'Steierbonifikatioun iwwert déi follgend zéng Steierjore vun de Steieren ofgezu ginn.

Ech wéilt dann och zu den Avise vun de Beruffskummere kommen.

D'Chambre de Commerce steet dësem Gesetzesprojet positiv géintiwwer a betount, dass en ënner anerem noutwenneg ass, fir d'Klimaneutralitéit am Joer 2050 ze erreechen. Si freet awer och, dass solle verschidde Prezisiounen a Klarifikatiounen a Circulairen oder groussherzogleche Reglementer ageschriwwe ginn. Zousätzlech weist si drop hin, datt am Kader vum Gesetzesprojet 8292 iwwert d'Minimalbesteierung vun de Betriber, iwwert déi mir muer ofstëmme wäerten, d'Steierbonifikatioun aus dem haitege Gesetzesprojet en negativen Impakt kann hunn op den Taux d'imposition effectif, andeems si den Taux effectif erofsetzt, mam Risiko, dass dësen dann ënner 15 % fält.

D'Chambre des Métiers begréisst och dëse Gesetzesprojet. Si freet awer, fir d'Prozedur mat der Attestation sur l'éligibilité des investissements et des dépenses d'exploitation souwéi de Certificat, déi alle béid vum Wirtschaftsministère ausgestallt ginn, esou einfach wéi méiglech ze maachen.

D'Chambre des Salariés erkennt d'Noutwennegkeet vun dësem Gesetzesprojet un, mee si ass awer net domadder averstanen. Si wéisst gären, wéi vill den Déchet fiscal ass, an ob dee méi héich oder méi niddereg ass, wéi den Déchet fiscal aus dem aktuelle System vun der Steierbonifikatioun. Ausserdeem hätt si gär eng Evaluatioun vum Impakt vun dësem Gesetzesprojet op d'Investissementer vun de Betriber an d'digital, ekologesch an energeetesch Transistioun.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis verschidden Oppositions formelles gemaach. Ier ech awer op déi aginn, wéilt ech drop hiweisen, dass de Staatsrot allgemeng begréisst, datt mat dësem Gesetzesprojet e System agefouert gëtt, bei deem all d'Experten aus de verschiddene Beräicher, déi d'digital Transformatioun an d'ekologesch an d'energeetesch Transitioun, mee awer och d'Steiere betreffen, an enger interministerieller Kommissioun zesummeschaffen. Dës Kommissioun analyséiert d'Demanden, déi vun de Betriber kommen.

Op der Basis vun der neier Verfassung, déi zënter dem 1. Juli vun dësem Joer a Kraaft ass, gëtt dës Kommissioun awer net méi iwwer e Gesetz geschaaft, mee iwwert de Règlement interne vun der Regierung. Domadder gëtt der Opposition formelle vum Staatsrot Rechnung gedroen.

Des Weidere ginn d'Certificaten, déi vum Wirtschaftsminister augestallt ginn, an Zukunft bindend fir de Steierbüro. Och dëst war eng Opposition formelle vum Staatsrot.

Falls e Betrib e Certificat vum Wirtschaftsminister sollt refuséiert kréien an dowéinst virun d'Verwaltungsgeriicht geet, da gëtt de Betrib provisoresch besteiert, bis d'Verwaltungsgeriicht trancheiert huet. Heimadder gouf och dem Staatsrot senger Opposition formelle Rechnung gedroen.

Eng lescht Opposition formelle huet de Montant vun 20.000 Euro betraff, deen am ursprünglechen Text als Mindestbetrag virgesi war, fir kënnen an de Genoss vun dëser Steierbonifikatioun ze kommen, am Kader vun der digitaler Transformatioun an der energeetescher an ekologescher Transitioun. De Staatsrot huet keen objektive Grond gesinn, fir dës Limitt anzeféieren. An dëse Mindestbetrag gouf aus dem Gesetzesprojet gestrach. Och beim Avis vum Staatsrot verweisen ech fir weider Detailer op mäi schréftleche Rapport.

Ofschléissend soen ech alle Bedeelegten e grousse Merci, dass mir dëse Gesetzesprojet haut stëmme kënnen a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech wéilt awer nach ee Moment stoe bleiwen, well ech wéilt nach eng Motioun ofginn. Dat ass …

*(Interruption)*

Jo, ech si fäerdeg mat mengem Rapport.

*(Hilarité)*

Ech hunn den Accord vu menger Fraktioun ginn. Voilà, dat ass domadder ofgeschloss.

Dann dinn ech net d'Kap of, well ech di keng Kap un, mee ech wiesselen dann eng Kéier.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, mee lo huet d'Madamm Adehm dann d'Wuert als Riednerin vun der CSV. An ech obligéiere se net, sech nach eng Kéier setzen ze goen an dann zréck ze kommen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir hutt also elo d'Wuert als Riednerin vun der CSV-Fraktioun.

***Discussion générale***

**Mme Diane Adehm** (CSV) | Voilà! Dofir soen ech och: Ech ginn den Accord. Ech soen Iech alleguerte Merci an ech ginn den Accord vu menger Fraktioun. Dat hunn ech jo dann domadder gemaach.

An da wéilt ech awer als mandatéiert Spriecherin vun der CSV nach eng Motioun ofginn, déi och vu sämtleche Fraktiounen hei an der Chamber ënnerschriwwe ginn ass, ausser vun déi Lénk. Déi hu se elo net matënnerschriwwen.

Ëm wat geet an där Motioun? Et geet ganz einfach drëm, fir d'Regierung opzefuerderen, fir innerhalb vun dräi Joer, eng Evaluatioun vun dëser neier Steierbonifikatioun ze maachen, fir einfach ze kucken, wat se bréngt, wat se net bréngt. Well dat och a verschiddenen Avisen ugeklongen ass an de Minister och gesot hat, dass e bereet wier, fir op deen dote Wee ze goen. Duerfir wëlle mer en da mat där heiter Motioun drun erënneren, dass en dat och net vergësst.

Voilà, merci.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant le projet de loi n° 8276 qui prévoit la réforme du régime de la bonification d'impôt pour investissement ;*

*– saluant que le projet de loi envisage de favoriser les investissements des entreprises dans la transformation digitale ainsi que dans la transition énergétique et écologique ;*

*– constatant qu'il résulte de la fiche financière accompagnant le projet de loi n° 8276 que :*
*• l'impact budgétaire général de la bonification d'impôt pour investissement devrait rester constant, d'une part, et*
*• pour le cas où des éventuelles répercussions budgétaires se présenteraient néanmoins, celles-ci ne se matérialiseraient qu'à partir de l'année budgétaire 2025, d'autre part,*

*invite le Gouvernement*

*– à présenter à la Chambre des Députés au plus tard 3 ans après la mise en vigueur de la loi une évaluation du nouveau système de la bonification d'impôt pour investissement ;*

*– à analyser les effets du nouveau régime fiscal sur le budget de l'État et sur l'évolution du nombre d'entreprises ayant bénéficié de ce régime.*

*(s.) Diane Adehm, Sven Clement, Franz Fayot, Patrick Goldschmidt, Fred Keup, Sam Tanson.*

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Adehm, fir Äre schréftlechen a mëndleche Rapport. An domat hutt Der dann och als Riednerin vun der CSV scho geschwat. Da kommen ech also op deen nächste Riedner. Dat ass den Här Patrick Goldschmidt. Här Goldschmidt, Dir hutt d'Wuert.

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an der Politick muss ee Prioritéite fixéieren. Et muss ee sech als Gemeng oder als Staat decidéieren, wéi eng Sujete méi dringend sinn, an da muss een och handelen. Dat geschitt mat dësem Gesetzesprojet, deen um Solidaritéitspak 2.0 berout, also eng breet Zoustëmmung fonnt huet, an dee gläichzäiteg dem Energie- a Klimaplang gerecht gëtt.

*(M. Fernand Etgen prend la présidence.)*

D'Demokratesch Partei huet sech fir dës Ännerungen och am Kader vun de Walen engagéiert. Mir sinn nämlech der Iwwerzeegung, dass den ëffentleche Secteur déi grouss Erausfuerderunge vun onser Zäit net eleng ka meeschteren. Dofir musse mir d'Betriber, de private Secteur, mathuelen. Mat steierleche Mesüren, wéi der Bonification d'impôt, vun där mir hei schwätzen, suergt d'Politick dofir, dass substanziell a strukturell méi an déi Domäner investéiert gëtt, déi noutwendeg sinn, fir Lëtzebuerg fit fir d'Zukunft ze maachen.

**M. Gilles Baum** (DP) | Très bien!

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | Jo, Investitiounen an d'Digitaliséierung, d'Energie an d'Ëmwelt sinn onëmgänglech, fir Lëtzebuerg op d'Zukunft virzebereeden. Wa mir steierlech Mesüre proposéieren, dann ass dat net just, fir déi bestoend Betriber am Land ze ënnerstëtzen, nee, eis Steierlandschaft ass och e wichtegen – bei Wäitem net deen eenzegen, mee e wichtegen – Deel vun der Attraktivitéit vun onsem Land.

Wa mir d'Steieren op den Aktivitéiten, déi mir encouragéiere wëllen, erofsetzen, da kënne mir sou och konkreet nei Entreprisen op Lëtzebuerg unzéien: Entreprisen, déi qualitativ héichwäerteg Aarbechtsplaze schafen; Entreprisen, déi eis erlaben, eis ambitiéis Ziler ze erreechen; Entreprisen, déi Steiere bezuelen an onsen Tissu économique diversifiéieren.

Ech wäert d'Erklärunge vun der Madamm Rapporterin net nach eng Kéier widderhuelen, ma erlaabt mir ze soen, dass meng Fraktioun et ausdrécklech begréisst, dass elo och Betribskäschte vun der Bonification d'impôt couvréiert ginn. Dat ass e ganz wichtege Schratt, fir d'Betriber an der Transitioun matzehuelen an och wierklech iwwergräifend ze stäipen.

An dësem Sënn wëll ech och ënnersträichen a begréissen, dass déi nei Bonification d'impôt op d'Investitiounen an d'Betribskäschten, betreffend dat Digitaalt, d'Energie an d'Ekologie, op 18 % eropgesat gëtt.

Ech hu virdru gesot, datt d'Mesüren aus dësem Projet de loi op engem Konsens berouen, vu dass se am Solidaritéitspak 2.0 mat abegraff sinn. Doriwwer

eraus wëll ech awer och ënnersträichen, dass, wéi et scho gesot ginn ass, d'Chambre de Commerce de Projet de loi begréisst. Si gesäit dës Initiativ effektiv als ee Schlësselstéck, fir déi digital, ekologesch an energeetesch Transistioun ze realiséieren. D'Chambre des Métiers huet hir Ënnerstëtzung jo och ginn. An d'Chambre des Salariés erkennt d'Noutwendegkeet un, d'Wirtschaft op déi grouss Erausfuerderunge vun dëser Zäit virzebereeden. Si stellt awer d'Fro vum Déchet fiscal.

Erlaabt mir awer, hei op dëser Plaz nach eng Kéier ze widderhuelen, dass een an der Politick muss Prioritéiten definéieren a se dann och ëmsetze muss. Jo, a wann een dat wëllt maachen, dat kascht, mee d'Konsequenze vun engem onkontrolléierte Klimawandel an enger geschiedegter Ëmwelt kaschten nach vill méi.

**M. Gilles Baum** (DP) | Très bien!

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | An dësem Zesummenhang muss ech awer fairerweis vis-à-vis vun de Betriber soen, datt duerch d'Ewechfale vun der Bonification d'impôt pour investissement complémentaire eng Partie Betriber wäerten am neie System manner Bonifikatioune kréien. Dofir ass et och wichteg, fir zousätzlech steierlech Erliichterunge fir d'Betriber an Zukunft virzegesinn.

Eng lescht Remark betrëfft d'Simplification administrative; och am Avis vum Staatsrot ugeschwat. Do gëllt et opzepassen an an Zukunft ze evaluéieren, ob d'Betriber net ze vill administrativ Hürden ze erfëllen hunn, éier se an de Genoss vun dëser Bonifikatioun kënne kommen.

Déi breet gesellschaftlech a politesch Zoustëmmung ronderëm d'Tripartittmesüre sinn eendeiteg. Ech freeë mech, dass dëse wichtege Projet déi néideg Zoustëmmung fënnt an dass mir an deem selwechten Esprit weider konkreet kënnen derfir suergen, dass den ëffentlechen an de Privatsecteur a puncto Digitales, Energie an Ekologie un engem Strang zéien.

Ofschléissend ginn ech dann den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Gesetzesprojet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Gilles Baum** (DP) | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Goldschmidt. An da wier et um honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Merci, Här President. Jo, also, ech géif gären ufänken domat, fir dëse Projet hei ze begréissen. Et ass effektiv e Projet, deen ech nach d'Éier hat, selwer am Summer mat der fréierer Finanzministesch ze presentéieren. E Projet, deen effektiv op d'Tripartitt vu September 2022 zeréckgeet a wou mer am Fong effektiv d'Betriber encouragéieren, fir an déi duebel Transitioun ze investéieren iwwert dës Bonification d'impôt pour investissement.

Mir hunn d'lescht Woch hei iwwert d'COP28 geschwat. Mir hate gëschter en Echange mam Kommissär Nicolas Schmit iwwert de Programme de travail vun der Europäescher Kommissioun fir dat kommend Joer. An et ass kloer, dass mer effektiv mëttendra sinn an där Transitioun – déi een allgemeng „déi duebel Transitioun" nennt: ekologesch an digital – an dass mer an deem Kontext all d'Instrumenter mussen aktivéieren, fir déi Transitioun och ze acceleréieren. Well – an dat ass eng vun deene grousse Konklusioune vun der COP28 – d'Zäit leeft eis e bësse fort. An dofir ass effektiv all Instrument gutt, mat deem mer dee Mouvement do kënnen acceleréieren.

Dat ass och hei bei dësem Instrument sou. D'Rapportrice huet dat gutt erkläert. Mir simplifiéieren et engersäits, a mir maachen et méi cibléiert op déi duebel Transitioun: ekologesch an digital. Dat Eenzegt, mengen ech, wat wichteg ass – et soll een et och nach eng Kéier soen a mir haten déi Diskussioun och schonn an der Kommissioun –, dat ass, dass mer dat hei wierklech och reegelméisseg musse justéieren. Mir musse kucken, wéi dat Instrument hei gräift. An deem Kontext begréissen ech och déi Motioun, déi hei eragi ginn ass, déi ech och mat ënnerschriwwen hunn, dass mer dat hei, wéi gesot, evaluéieren an och adaptéieren, wann et muss adaptéiert ginn.

Et gëtt eng Rei Beräicher vun eiser Ekonomie, déi fir de Moment net hei dra sinn. Ech hat d'Logistik genannt. Dat ass och ee Secteur, wou et e risege Besoin gëtt vun Investissementer, wou d'Technologien evoluéieren, a wou ee sech, mengen ech, an Zukunft soll froen, ob een do net d'Bonification d'investissement méi grouss soll opmaachen, fir och de Logistiksecteur méi staark nach ze bezouschossen a fir och deen ze accompagnéieren an där Transitioun, wou en och dran ass. An et gëtt sécher och nach anerer, déi een an Zukunft vläicht hei wëll mat eranhuelen a wou een déi Bonification d'impôt méi breet wëll opmaachen. An dofir géif ech de Finanzminister och invitéieren, dat ze maachen.

Mir hunn national Instrumenter, wéi d'Bonification d'impôt. Mir hunn och natierlech europäesch Instrumenter wéi déi europäesch IPCEIen, Important Projects of Common European Interest, wou mer eis mat abréngen. Mir hunn natierlech och eng Rei aner Instrumenter, déi iwwert déi lescht Jore verabschit gi sinn: den Net Zero Industry Act – d'Äntwert op den amerikaneschen IRA –, awer och natierlech all déi Mesüren, déi no der Pandemie geholl gi sinn, wou och Investissmenter dra virgesi sinn.

Mir hunn och an deem Kontext – an ech géif dat hei och gär mentionéieren – e weidere Projet de loi, deen ënnerwee ass. Dat ass de Projet de loi 8314, wou et geet ëm deen neie Régime d'aides environnement a Régime d'aides RDI. Dat ass eng Adaptatioun op déi europäesch Block Exemption. Do si mer an deem selwechte Kontext, well am Endeffekt geet et drëm, fir d'Betriber dozou ze kréien, ze investéieren an Innovatioun, a Recherche, awer och an déi ekologesch Transitioun.

An dësem Projet de loi gi mer och nei Weeër, notamment iwwer Appels à projets, wou mer kënnen a strateegesche Beräicher, déi wichteg si fir eis Diversification économique, wéi zum Beispill d'Decarbonisatioun, d'Kreeslafwirtschaft, d'Industrie 4.0, Santéstechnologien, méi cibléiert Appel-à-projete maachen an dann eeben och op eng méi effikass Aart a Weis ëffentlech Gelder an déi Secteuren do hindrainéieren.

Do kënnen och Cofinanzementer gemaach gi mat Rechercheinstituter. Et kënnen Infrastrukture gebaut gi fir Essaien an Experimentéierung, och fir Kleng- a Mëttelentreprisen. An an deem Projet de loi gëtt et och méi eng héich Intensitéit vun Aidë fir verschidde Projeten, déi an déi Richtung ginn, wou mer se gär hätten – nach eng Kéier: Kreeslafwirtschaft, Efficacité énergétique, Digitaliséierung.

Wéi gesot, dat ass e Projet, dee sech an dee selwechte Beräich wéi déi Bonification d'impôt pour investissement hei areit an deen och scho vun der viregter Regierung lancéiert gouf. Ech mengen, hei si mer eis eens, dass mer dee Mouvement musse weider maachen, dass mer och do mussen nach méi an Zukunft maachen, well d'Besoinen, wéi gesot, enorm sinn.

An, Här Minister, wann et an déi Richtung geet, da kënnt Der och do op de Support vun der LSAP-Fraktioun zielen an deem Kontext. Voilà, dat gesot, géif ech gären heizou och den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Fayot. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fred Keup** (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et huet och wéineg Wäert, elo alles dat ze widderhuelen, wat hei gesot ginn ass, wat ganz richteg ass. Domadder langweile mer d'Leit just. D'Zäit, déi ass wäertvoll, dofir maache mer schnell.

Mir begréissen dëse Projet, deen zeréckgeet op e Konsens an der Tripartitt, deen an der Chamber hei esou ofgestëmmt ginn ass.

An elo erlaabt mer do eng kleng Remark ze maachen. Ech wëll am Fong dorun erënneren, dass déi Decisiounen, déi am Solidaritéitspak ëmgesat gi sinn, déi Resultater vun der Tripartitt, déi sinn ugeholl ginn. Dat ass net eng Decisioun gewiescht vun der Regierung, mee dat ass eng Decisioun vun der Chamber! Dat gëtt oft dobausse vergiess. An ech mengen, et muss een dat kloer dobaussen de Leit och soen: D'Chamber decidéiert dat, an d'Chamber hëlt dat un.

Mir hunn dat hei matgestëmmt. Natierlech stëmme mer dann och dat heite mat. De Sënn dovunner ass jo och gutt. A bei enger Tripartitt, do solle jo och net nëmmen déi schaffend Leit gutt derbäi ewechkommen, mee och d'Betriber solle sou wäit wéi méiglech gutt derbäi ewechkommen. An da fuere mer gutt zesummen hei am Land.

Ech soen Iech alleguerte Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Keup. An d'Wuert ass elo fir déi honorabel Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Merci, Här President. Et ass schonn ugeklongen: Et handelt sech hei ëm en extreem wichtege Bausteen an der digitaler an an der nohalteger Transformatioun vun eiser Ekonomie. Dësen Text geet, wéi gesot, op déi viregt Regierung zeréck, op de Solidaritéitspakt 2.0. A mir wäerten deen natierlech och matdroen.

Wisou ass evident. Mir hunn eis nach ëmmer staarkgemaach fir Investitiounen an d'Zukunft vun eisem Land an, natierlech virop, wann et drëms geet, eng klimapositiv Politick ze maachen, eis Klimaziler ze erreechen. Dofir brauche mer d'Biergerinnen an d'Bierger hei am Land an naiterlech och ons Entreprisen.

An de Projet hei erweidert d'Méiglechkeeten, fir vu Steiervirdeeler ze profitéieren, wann een nohalteg oder digital Investitiounen tätegt oder eeben Exploitatiounsfraisen huet. Dat ass nei. Meng Virriedner sinn dorobber agaangen. An dat ass natierlech och positiv.

Mir wëllen op där enger Säit ons Betriber, déi an d'Digitaliséierung an an d'Nohaltegkeet investéieren, stäerken, an op där anerer Säit soll dat Ganzt awer och e positiven Impakt hunn op déi Wirtschaftssecteuren hei am Land, déi grad an deenen dote Secteuren täteg sinn an déi sech eeben op d'Entwécklung vun der Nohaltegkeet, vun der Digitaliséierung och spezialiséiert hunn.

A laut Eurostat, dat kann een och am Avis vun der Chambre des Salariés noliesen, gesäit een, datt mer awer net grad zu de Virreider gehéieren en termes

vun Investitioune vun eisen Entreprisen hei am Land. Dat musse mer änneren. Et ass e Kompetitiviéitsfacteur, et ass en Nohaltegkeetsfacteur. An dofir ass dat hei eng extreem gutt Mesür.

Ech komme vläicht och nach kuerz och op déi Opposition formelle vum Staatsrot zréck, dee jo gesot huet, dass déi Limitt vun 20.000 Euro, déi ausgeklammert waren ..., also all d'Investitiounen ënner 20.000 Euro, déi ausgeklammert waren am initialen Text, wat den ongläichen Traitement sollt duerleeën ...

D'Erklärung, déi ursprünglech vun der Regierung beim Depot gi war, dat war, dass doduerch eeben d'Verwaltungsenvergure, d'Chargen ze héich wären. An dat huet de Staatsrot zu Recht, géif ech soen, net gëlle gelooss, mam Argument, datt et jo grad géif drëms goen, dass hei all d'Betriber an deen Transformatiounsprozess solle matgeholl ginn. D'Regierung huet dann och de Choix gemaach, dës Ongläichheeten erauszesträichen. Dat ass extreem positiv, well et nämlech och grad klenge Betriber erlaabt, méi kleng Investitioune steierlech ofzesetzen.

Natierlech ass dat awer och elo annexéiert mat enger méi grousser Erausfuerderung, déi dann déi ass, datt och genuch Manpower zur Verfügung gestallt gëtt, fir datt all déi Dossieren – an där kéinten et der elo bedeitend méi ginn, duerch eeben d'Ophiewe vun där Limitt vun 20.000 Euro – awer nawell séier kënnen traitéiert ginn. Et ass och ugeklongen: Et ass en neie Mechanismus, deen eeben elo agefouert gëtt mat enger Certificatioun, déi da ka bei der Steiererklärung bäigefüügt ginn.

Mee fir dass et fonctionéiert, muss och deen Accord séier kommen. An d'Entreprise muss séier wëssen, wou se dann och drun ass. Dofir, Dir hutt Iech ..., d'Ministèren hu sech engagéiert, fir, wann et misst sinn, déi néideg Manpower zur Verfügung ze stellen. An alternativ kënnt Der jo hei vläicht schonn Äre Prinzipp vum „Silence vaut accord" aféieren, wann et soss net séier genuch géif goen.

D'Fro, déi sech natierlech elo stellt, ass déi vum Käschtepunkt vun der Mesür insgesamt, an dem Zousazkäschtepuntk natierlech och vun deem Opmaache vun den Investitiounen an den Exploitatiounsfraisen ënner 20.000 Euro.

De Projet ass awer och d'Geleeënheet, an ech hat d'Fro an der Kommissioun opgeworf – ech sinn och frou, dass dat elo vun de Majoritéitsparteien als Motioun opgegraff ginn ass –, wéi dat heiten och analyséiert gëtt. An dofir droen ech déi Motioun och mat ..., droe mir se mat.

Ech hat och eng änlech Motioun preparéiert. Ech hat allerdéngs do proposéiert, dass mer géifen eng Evaluatioun no zwee Joer maachen, sou wéi Der Iech engagéiert hat an der Kommissioun. D'Madamm Adehm huet mer elo erkläert, firwat dräi Joer besser wären. Et gëtt Iech genuch Zäit, fir dat dann ze kucken. Mir hunn och domadder kee Problem. Dofir droe mer dann déi Motioun och mat.

D'Chambre des Salariés freet an hirem Avis, dass insgesamt déi eenzel Steierbonifikatiounsmechanismen, déi mer hunn, sollen op de Leescht geholl ginn a soll gekuckt ginn, wat den Impakt dovunner ass. An ech fannen et eng ganz gutt Demarche, dass dat heiten elo bei engem ..., et ass net e ganz neie Mechanimus, mee en iwwerschafftene Mechanimus eng éischt Kéier dann och esou gemaach gëtt, well et eis wierklech soll weisen, wat de reellen Impakt do dervunner ass.

Ech hoffen och, dass et iwwert déi reng Gréisstenuerdnungsanalys erausgeet, dass mer eis effektiv och Gedanke maachen, ob dat Zil, wat mer eis hei setzen – nämlech dass massiv an eng Digitaliséierung, an eng nohalteg Verbesserung vun den Entreprisë gesat gëtt –, och erreecht gëtt duerch sou Mesüre wéi déi heiten.

An ech erënneren och nach un d'Aschätzung vun der Chambre des Salariés, dass et insgesamt utile wier, eng grouss Transparenz iwwert den Déchet fiscal vun den eenzele Steiermesüren hei ze hunn.

Et ass e gudde Projet. Dir hutt den Accord vun deene Gréngen. Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci, Madamm Tanson. An als nächste Riedner steet den Här Sven Clement prett.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Et ass e bësse wéi en Déjà-vu bal, Iech erëm hanner mer sëtzen ze hunn.

*(Hilarité)*

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst Gesetz ass, wéi d'Kolleeginnen an d'Kolleegen et virdru gesot hunn, nach en Deel vum Tripartitt-Accord an domat vum Solidaritéitspak 2.0. Ech hunn extra nogekuckt, déi wivillt Versioun dovunner et ass; et verléiert ee jo e bëssen den Iwwerbléck. Mee et ass en Deel vum Accord, dee mer definitiv ënnerstëtze kënnen, dat kann ech Iech direkt soen.

Et ass en Deel, deen eis Firme soll fir d'Zukunft staarkmaachen. Déi Mesüren, déi geholl ginn, déi – an ech schwätze bewosst vun de Mesüren, déi geholl ginn – begréisse mer. Mee: Si komme relativ spéit! Et sinn, wéi gesot, wichteg Mesüren, déi d'Firme prett maache fir d'Zukunft.

Et muss een awer och soen, datt hei muss verhënnert ginn, datt eng weider onproportionell Charge op déi Firmen zoukënnt. Well déi Firmen, déi eppes wëlle maachen, sollen net éiweg amgaange sinn, fir deen Dossier zesummenzestellen, deen dann herno hoffentlech approuvéiert gëtt vum Wirtschaftsministère.

An ech kann Iech soen: Et ass heiansdo wierklech en ustrengende Wee, fir Dossiere fäerdeg ze maachen, wann een et mam Wirtschaftsministère ze dinn huet, wann et ëm Subside geet. Hei geet et elo ëm e Certificat. Bon, et wär also gutt, wa mer de Firmen, sou wäit et geet, géifen entgéintkommen, fir dann och sou mann wéi méiglech administrativ Aarbecht op béide Säiten ze hunn. Well et brëngt näischt, wa mer heimat eng Aarbechtsbeschafungsmoossnam fir Comptabele maachen – och wann déi natierlech frou wäre fir all Stonn, déi se méi facturéiere kéinten.

*(Hilarité)*

Hei war jo dann awer och ganz kloer e Versprieche vun der Regierung – an ech wäert se dorunner festhalen –, fir d'administrativ Demarchen ze vereinfachen, fir datt d'Firme gradwéi d'Biergerinnen an d'Bierger manner am Pabeier ënnerginn, wa se gären Hëllefe vum Staat hätten.

Jo, da kréie mer gesot, dat soll dann iwwer MyGuichet goen oder iwwer guichet.lu goen, an da freet een de Vertrieder vum Wirtschaftsministère an der Kommissioun an da kritt een als Äntwert: „Jo, also, mir kënne sécher de Formulaire online setzen, fir d'Demande ze maachen, mee den Traitement hannendrun, dat ass dann awer näischt anescht, wéi wa mer e Bréif géifen erakréien, well bis dat hei elo a Kraaft trëtt, sou séier si mer da jo awer och net prett." Bis wéini, dat konnt en eis awer och net soen. Dat heescht, hei ass e bësse sou ... D'Biergerinnen an d'Bierger kréie virgegaukelt, datt et schonn digital géif goen, mee hannendru sëtzt e Beamten, deen et ausprint an da warscheinlech an en anere Computersystem erëm aklappt. Dat ass net, wéi ech mer Digitaliséierung a Simplification administrative virstellen! Dat heescht, hei wär eng Zouso, wéi laang et dauert, bis déi Systemer dann och ginn, sécherlech vu Virdeel gewiescht.

Mir halen dann och drop, dass dës Regierung dat Verspriechen aléist an net bei deem bleift, wat hir Virgängerinne gemaach hunn. A vläicht – dat heiten ass jo e Projet, dee soll incitéieren, d'Digitaliséierung an de Betriber weiderzedreiwen –, vläicht motivéiert den nämmlechte Projet da jo och d'Regierung, dat nämmlecht ze maachen, wat se vun de Betriber gären hätt, nämlech méi séier ze digitaliséieren, d'digital Transitioun bei sech selwer usetzen ze loossen an ëmzesetzen. Et wär op alle Fall e flotte Gedanken, wann dat géif elo kuerz viru Chrëschtdag dann ugestouss ginn.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

Här President – deen, deen dann elo do sëtzt –, da wëlle mer als Piraten awer ausdrécklech begréissen, datt mat dësem Projet och de Carbon Capture e Finanzéierungswee kritt; en éischte Finanzéierungswee kritt, muss ee soen, well mir, d'Piraten, géifen eis wënschen, datt een do méi wäit géif goen. Mir hunn och dofir eng Proposition de loi deposéiert, déi dat ganz kloer an e Kader setzt, wou pro Tonn $CO_2$, déi agefaange gëtt, déi u sech recycléiert ka ginn, géif subventionéiert ginn. Domat géife mer en neie Wirtschaftssecteur op Lëtzebuerg bréngen an et ass gutt, datt mer hei en éischte Schratt maachen, datt esou Projete kënnen zu Lëtzebuerg subventionéiert ginn, well dat sécherlech e Wee ass, fir eng méi nohalteg Wirtschaftsplaz ze schafen.

D'Regierung huet jo och de Carbon Capture an hirem Koalitiounsaccord ugeschwat a mir hoffen, datt dat heiten dann nëmmen en éischte Schratt an net dee leschten an déi Richtung ass an datt och weider Initiative wäerte kommen. Wéi gesot, Dir kënnt gären och eis Proposition de loi nach eng Kéier kucken a vläicht méi positiv aviséiere wéi d'Virgängerregierung.

Dat gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ginn ech eisen Accord an ech hoffen, datt d'digital Transitioun net nëmme bei de Betriber, mee och bei de staatlechen Administratiounen ukënnt. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Clement Merci. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Also, et gouf e puermol gesot haut, datt deen heite Projet de loi ..., deen entspréngt jo engem Accord tripartite, deen zustane komm ass a wou e Projet de loi deposéiert gouf vun der viregter Regierung a wou elo en neie Projet de loi opgrond vun deem viregte Projet de loi deposéiert gouf. Et gouf dann e puermol gesot: „Jo, deen entspréngt engem Accord tripartite." Ech muss awer feststellen, datt d'Chambre des Salariés, dat ass jo och scho gesot gi vun der Madamm Rapportrice, u sech géint deen heite Projet de loi ass. Si ënnerstëtzen deen net. Dat heescht, d'Chambre des Salariés, dat sinn d'Gewerkschaften, an ech mengen, datt si am Prinzipp och en Deel vun der Tripartitt sinn. Dat heescht, dat muss een awer och feststellen, datt deen heite Projet de loi u sech net den Accord, wann ee sou wëll, vun der Tripartitt huet. An ech sinn e bëssen erstaunt, datt mer awer esou e groussen Enthusiasmus hu par rapport zu dësem Projet de loi, dee mir net wäerte matstëmmen.

Mir mengen och, datt mer vläicht e bëssen ze vill liichtfankeg a relativ séier mat Steierausfäll hei ëmginn. Et gëtt gesot ..., an et ass jo och eng Motioun deposéiert gi vun der CSV, déi mir zwar net ënnerschriwwen hunn – dat huet éischter mat den Invitten

ze dinn, well mir dee Projet de loi net saluéieren –, mee mir wäerten déi Motioun awer mat ënnerstëtzen, well mir net géint eng Evaluatioun sinn duerno vun deem Projet de loi, vun dem Gesetz, wann dee bis jo gestëmmt ginn ass. Mee mir haten och eng Diskussioun an der Finanzkommissioun: Et ass zur Zäit onméiglech, virauszegesinn, wat fir en Déchet fiscal do erauskomme wäert. Beim aktuelle Bonifikatiounssystem krute mer vun der Steierverwaltung gesot, datt mer bei engem Ordre de grandeur vun 200 Milliounen d'Joer géife leien. Bon, warscheinlech geet et hei elo e bëssen driwwer, vläicht och drënner, dat muss een nach kucken.

Mee op jiddwer Fall, d'Fro, déi sech stellt – well et gouf gesot, den Här Goldschmidt huet dat zurecht gesot, datt ee muss Prioritéite setzen am Liewen an an der Politick och an datt de Kampf géint de Klimawandel ganz wichteg ass; där Meenung si mer och –: Muss dat systematesch iwwer Bonifikatioune fir d'Betriber gemaach ginn? Kann dat net och aneschters gemaach ginn? Déi 200 Milliounen Déchet fiscal oder méi oder wat och ëmmer, déi Milliounen Déchet fiscal, déi mer hunn, kënnen déi net aneschters agesat ginn, och wat d'Betriber ugeet, iwwert Hëllefen, déi méi geziilt sinn, haaptsächlech fir méi kleng Betriber, déi wëllen tatsächlech eng Transitioun maachen, eng méi durabel Transitioun maachen? Kann een deenen net ënnert d'Äerm gräifen iwwert en anere Wee?

Ech mengen, mir soen dat och, an ënnert anerem, well awer de Soupçon vun Abusen net komplett ausgeklammert ass mat dësem System vu Bonifikatiounen. Mir hunn och an der Kommissioun driwwer geschwat. Muer wäerte mer och nach déi Ëmsetzung ..., iwwert déi Minimalbesteierung vu 15 % diskutéieren an ofstëmmen, wou een och net richteg weess, a wat fir eng Direktioun dat geet. Doriwwer wäerte mer muer diskutéieren. A prinzipiell soll deen heite System vu Bonifikatioune jo net derzou féieren, datt mer ënnert déi 15 % wäerte falen.

Et ass awer gesot ginn, et kéinten Extreemfäll entstoen, mee et gouf gesot: „Mee dat kann een nach net sou richteg aschätzen", an déi Extreemfäll kënne sech vläicht och reduzéieren op een, zwee, dräi Gruppen, déi extreem grouss sinn. Dat heescht, do muss ee ganz gutt oppassen. Mir ginn e bëssen ..., on va un peu vite en besogne.

Duerno, wann ech och liesen, wat d'Chambre des Métiers seet – well mir schwätzen hei vu Klima, also Transition climatique, Transition énergétique –, d'Chambre des Métiers huet zum Beispill bedauert oder seet, warnt, datt een zum Beispill och net muss all Véhicules automoteurs ausschléissen. Dorënner kann ee sech virstellen – ech weess net, wat d'Chambre des Métiers sech wierklech dorënner virstellt –, et kann ee sech virstellen, datt d'Chambre des Métiers mengt, datt zum Beispill Elektroautoen an esou weider net sollen ausgeschloss gi fir d'Bonifikatiounen. Mee da komme mer an d'Diskussioun, ob dat tatsächlech och eng Mesure climatique ass. Dat heescht, mir kënnen och an eng Richtung goe vu Greenwashing oder datt gewësse Saachen, déi net a Wierklechkeet a Richtung vun Energietransitioun ginn, duerno als Energietransitioun ugesi ginn an datt duerno eng Bonifikatioun dorauser entsteet.

An nach zuallerlescht, muss een awer och oppassen: Mir schwätze vun digitaler Transitioun, vun Energietransitioun, vu Klimatransitioun – ech géif dat net onbedéngt ëmmer am selwechten Otemzuch nennen. D'digital Transitioun an och den $CO_2$-Impakt vun der Digitaliséierung sinn och eng Diskussioun, an déi zwou Saachen hunn net onbedéngt eppes mateneen ze dinn. Dat heescht, doriwwer misst een och eng Kéier diskutéieren.

Voilà, dat gesot, wäerte mer géint dëse Projet de loi stëmmen, well mer der Meenung sinn, datt mer e bëssen ze séier hei zu Lëtzebuerg ginn. Et ass immens schwéier zu Lëtzebuerg, fir wierklech iwwer de PNEC ze diskutéieren, fir richteg Envergure-Planifikatiounen ze maachen, fir d'energeetesch Transitioun, fir d'Klimatransitioun. Et ass ... Zu Lëtzebuerg geet et ëmmer relativ séier, fir duerno Bonifikatioune fir Betriber ze maachen, fir datt se manner Steiere bezuelen, an dat gëtt dann och duergestallt, wéi wann dat eppes domadder ze dinn hätt, an do si mer relativ skeptesch, genausou wéi d'CSL och skeptesch ass, a mir wäerte jo dann och an zwee, dräi Joer gesinn, wat dat alles bruecht huet. Op jiddwer Fall si mer léiwer dergéint.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Wagner villmools Merci.

An dann ass et elo un der Regierung. D'Regierung huet d'Wuert.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech soen der ganzer Chamber villmools Merci fir déi breet Zoustëmmung, och wann déi lescht Wierder vum Här Wagner e bësse manner positiv ware par rapport zu dem Gesetzesprojet. Dat hei ass, wéi vu ville Virriedner ënnerstrach ginn ass, e wierklech wichtege Gesetzesprojet.

Richteg ass, dass en op den Accord tripartite zeréckgeet, deen, wéi och richteg ënnerstrach gouf, e largë Support hei hat an der Chamber, nämlech vun der fréierer Majoritéit, mee och vun der deemoleger Oppositioun. An duerfir hu sech eng ganz Rei Moossnamen aus deem Tripartitt-Accord och an dem Regierungsaccord erëmfonnt. An dat hei ass eng vun deene weesentlechen. An d'Ursaach ass déi, well déi Investissementer, déi geschéie fir d'Erreeche vun der Klimaneutralitéit, dass de Staat déi net kann eleng bewerkstellegen. An den Här Goldschmidt huet dat goldrichteg ënnerstrach, ...

*(Hilarité)*

... jo, dass alles dat, wat an dat Digitaalt geet, alles dat, wat an d'Ekologescht erageet, an alles dat, wat an déi energeetesch Transitioun erageet, de Staat net eleng ka maachen, mee dass dat muss en Effort commun sinn, deen de Staat zesumme mat de Partner, an dat sinn an dësem Fall d'Betriber, realiséiert. Dat ass eng Approche, déi dës Regierung sech op de Fändel geschriwwen huet, dat Zesummespill vun dem Staat zesumme mat den Entreprisen, fir déi Zilsetzungen, déi mer eis gemeinsam ginn hunn, kënnen ze erreechen.

Richteg ass awer och, dass all Efforten, souwuel vun der Chamber wéi och vun dem Staatsrot wéi och vun der Regierung gemaach goufen. An den Här Clement huet gesot: „Dat huet mer ze laang gedauert." Also, ech wëll soen, ech sinn elo knapps véier Wochen am Amt, ech war, mengen ech, néngmol an der Finanzkommissioun, an déi Finanzkommissiounen hu méi wéi annerhallef Stonne gedauert. Mir setzen all d'Servicer a Beweegung um Niveau vun dem Finanzministère, fir ënnert der Regie vun der Chamber kënnen am Interessi vum Land schnell reaktiv ze sinn, a wa mer dat hikréie bis muer, mengen ech, dann hu mer net manner wéi aacht oder néng Gesetzesprojeten, déi schonns aus dem Finanzberäich an dëser Legislaturperiod ëmgesat goufen.

Et huet awer och eng aner Ursaach, firwat dass mer drop gedrängt hunn, och als Regierung, fir dee Gesetzesprojet hei eranzebréngen. Firwat? Fir den Entreprisen Incitatiffen ze ginn, an dat Digitaalt, an dat Ekologescht an an dat Energeetescht ze investéieren, fir den Entreprisë Previsibilitéit ze ginn, well déi Dispositioune si ganz kloer geschriwwen, fir dass ee weess, firwat dass een déi Bonifikatioun kritt a firwat dass ee se och net kritt.

An dann ass mäin Tour, fir ze soen: Jo, et ass richteg, et ass vun eenzele Vertrieder ënnerstrach ginn, fir Investissementer, déi net an déi spezifesch Krittäre vun dësem Gesetzesprojet falen, ass den Traitement fiscal liicht, mee sécher manner favorabel. Well et konnt ee fir eenzel Investissementer, Stand haut, 15 % Bonifikatioun kréien, a fir déi Investissementer kritt een an Zukunft nëmme méi 12 %. A well dat also en Traitement fiscal ass, dee manner favorabel ass, muss een, wann een dat wëllt applizéieren op e Steierjoer, dat ab dem 1. Januar a Kraaft hunn.

Op déi eenzel Prezisiounen aus dem Gesetzestext ginn ech net méi an. D'Madamm Rapportrice huet dat am Detail erkläert. Ech wëll just kloer soen, dass séchergestallt ass mat dësem Gesetzesprojet, dass net nëmmen Entreprisen, déi sech ënnert der Form vun enger Gesellschaft organiséiert hunn, iwwert dës Steierbonifikatioune kënne profitéieren, mee och zum Beispill en eenzelen Entrepreneur, en eenzele Geschäftsmann, deen dat mécht en nom personnel, dat heescht, ouni dass en eng Gesellschaftsform ugeholl huet.

Et muss een och ganz kloer soen – an ech soen dat an aller Transparenz! –: Déi Investissementer, déi vun enger Lëtzebuerger Entreprise, vun engem Lëtzebuerger Geschäftsmann gemaach ginn, dat sinn net nëmmen déi Investissementer, déi zu Lëtzebuerg gemaach ginn, mee opgrond vun der europäescher Rechtssprechung a vun der libre Circulation vun de Servicer, Libre prestation de services an och libre Circulation vun de Kapitaler, fält heidrënner och eng Lëtzebuerger Entreprise, déi zum Beispill en Investissement an den europäesche Memberstaate mécht. Ech mengen, och dat soll een hei an aller Transparenz soen.

Dann ass déi Fro opgeworf ginn, ënnert anerem vun der Chambre des Salariés – den David Wagner huet sech Firspriecher dovu gemaach –: Wat ass dee budgetären Impakt do dervun? Ech wëll mech hei net op eng konkreet Zuel avancéieren. Ech well just soen, an dat hunn ech och an der Finanzkommissioun schonn indiquéiert, dass opgrond vun dem aktuelle System den Impakt vun der Steierbonifikatioun op ronn 200 Milliounen Euro pro Joer am Duerchschnëtt ze chiffréieren ass. Dat heescht, dat ass deen, wann ee seet, Steierausfall, deen een huet, wéi wann dee System hei net géif fonctionéieren, da wieren dat ronn 200 Milliounen Euro pro Joer. Elo muss een natierlech och wëssen, dass opgrond vun deenen Incitatiffen, déi bestinn, fir dass d'Leit ënnerstëtzt ginn, an dat Digitaalt ze investéieren, an dat Ekologescht oder an dat Energeetescht, natierlech vill méi Investissementer gemaach ginn. Dat ass also déi Konterpartie, déi jo e Wëllen ass, net nëmme vun enger Regierung, mee en Ausdrock vun dëser Chamber.

Wéi vill Entreprisë falen ongefëier heidrënner? Concernéiert sinn opgrond vun de Schätzungen, déi an der Vergaangenheet gemaach goufen, 7.800 Entreprisen. Et kéint sinn, dass hei dee Montant an d'Luucht geet, dat muss een einfach soen, an deementspriechend kéint dann och sinn, dass de budgetären Impakt méi substanziell wier wéi déi 200 Milliounen, déi virgesi waren.

Dem Här Fayot seng Fro – ech soen him Merci fir déi Ënnerstëtzung, hien ass och méi wäit nach dodriwwer erausgaangen – iwwert d'Evaluatioun: Jo, ganz kloer, mir maachen eng Evaluatioun. An der Motioun, déi d'Chamber, mengen ech, iwwer verschidde

Fraktiounen dréit, sinn déi dräi Joer virgesinn. Déi dräi Joer, firwat si se virgesinn? Majo, wann dat elo 2024 a Kraaft trëtt, da gi jo 2025 emol déi Steiererklärunge gemaach vun deem Joer 2024, an dann dauert dat jo nach eng Zäit, bis dass déi gepréift sinn a bis dann all Entreprise hir Steiererklärung eraginn huet.

Ech wëll Iech ganz kloer soe vu menger Säit hier – an ech mengen, de Wirtschaftsminister stellt dat net a Fro –: Sollten eenzel Ajustementer gemaach ginn en cours de route, si mir déi Éischt, déi éischter an d'Chamber kommen, fir ze kucken, wou eventuell Nobesserungen um System musse gemaach ginn. Dann ass den Här Fayot agaangen op de System vun der Logistik – wat richteg ass. Ech wëll awer och soen, dass d'Logistik hei net vu vireran ausgeschloss ass, well zum Beispill an der Logistik selwer, do kann och de Fuerpark ënnerstëtzt ginn, wann en eenzelne Krittären entsprécht, mat bis zu 12 %. Et ass awer d'Logistik selwer, dat heescht d'Gestioun vun engem Entrepôt, wann déi iwwert déi digital Manéier geschitt, wann déi Gestioun de ganzen Entrepôt wëllt aneschters organiséieren, jo, da kann ee bis zu 18 % kréien. An ech wëll Iech emol eng Kéier soen, wat dat ausmécht. Wann een zum Beispill e Projet hätt, sief dat en Direktinvestissement oder Betribsausgabe vu 500.000 Euro, dann ass dat eng Steierbonifikatioun vun 18 % vu 500.000 Euro, dat heescht, dat sinn 90.000 Euro pro Joer fir déi Entreprise, déi se net als sougenannten Abattement …, dat heescht, wat se vun de Steiere kann ofsetzen, mee datt se carrement vun där Cote vu Steieren, déi se bezilt, kann ofzéien. Dat heescht, wann déi Entreprise zum Beispill eng Steiercote vun 200.000 Euro hätt, da ka se hei e Steierkreditt geltend maache vun 90.000 Euro. Da bezilt déi also praktesch nach just d'Hallschent vun deene Steieren, déi hir ugefall sinn.

Den Här Clement huet gefrot: „Wéi séier geet dat elo vonstatten?" Abee, Dir hutt an der Kommissioun d'Engagement vun de Leit aus dem Wirtschaftsministère héieren, dass si prett sinn, fir déi Certificatiounen en place ze setze fir all Investissement, wat ab dem 1. Januar sollt realiséiert ginn. Mir wäerten eis do selwer testen, fir d'Digitalisatioun beim Staat, bei sou engem konkreete Projet wéi deem hei, virunzedreiwen. Ech kéint mer virstellen, vu dass déi De-minimis-Reegel vun den 20.000 Euro opgrond vun der Remark, mengen ech, vun dem Conseil d'État, ewechfält, dass ganz vill Dossieren erakommen. Abee, da muss de Staat kucken, selwer deenen Usprëch, déi e sech gestallt huet, gerecht ze ginn. An ech mengen, dat muss een zesumme maache mat deem Ministère, deen d'Digitalisatioun en charge huet, an dat ass an dësem Fall – d'Nobeaarbechtung, déi geschitt iwwer de CTIE –, dat heescht, de fréieren oder och nach ëmmer jëtzege Centre informatique de l'État. Dat zur administrativer Vereinfachung.

Ech mengen, op de Gros vun deene Froen, déi gestallt goufen, sinn ech agaangen. Sollte weider Prezisiounen en cours de route néideg sinn, wäerte mer dat iwwert eng legislativ Nobesserung kënne maachen oder, wat jo och geet am steierleche Beräich, dat ass iwwer Circulairë vun dem Steierdirekter.

Och fir déi Froen zum Beispill, wou den Här Fayot drop agaangen ass vun der Logistik zum Beispill. Et muss ee wëssen, dass an engem Cargozenter d'Gestioun vun dem Zenter heivunner ka profitéieren, mee et kënnen och zum Beispill Aeroneffen, dat heescht zum Beispill e Fliger, och heivunner kënne profitéieren. An Dir wësst, dass dat natierlech bei de Käschte vun engem Fliger, déi vun 100 bis 200 Millioune ginn, e gréisseren Impakt huet, an dofir och en Impakt fir d'Wirtschaftsleeschtung ingesamt hei am Land.

Dofir nach eng Kéier Merci gesot fir déi breet Zoustëmmung! An op jidde Fall vu menger Säit engagéieren ech mech, och onofhängeg vun der Motioun. An ech weess, dass ech mech un d'Motiounen – a gären u Motiounen, déi eng Majoritéit an der Chamber kréien – wäert halen, mee och en cours de route reegelméisseg Bericht mat de Servicer maachen, wat den Impakt vun dëser Moossnam ass.

Duerfir nach eng Kéier merci, Här President. Entschëllegt, dass ech e bësse méi laang war, mee ech war a menger Zäit.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir sidd an Ärer Zäit an et ass gutt, datt Der Iech un d'Motiounen haalt. Dat hunn ech mat Pleséier hei héieren. Domat ass dann elo d'Diskussioun nach net ofgeschloss, well den Här Fayot nach d'Wuert freet, d'LSAP huet och nach Riedezäit.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, merci, Här President, och merci dem Minister, dass en op all déi Observatiounen a Froe vun den Deputéierten agaangen ass. Ech fannen dat e flotte Stil. Ech hätt just eng – ech hunn Iech gutt nogelauschtert –, just eng Nofro. Dir hutt bei den Entitéiten, déi méiglecherweis heivunner kënne beneficéieren, dat op 7.800 geschat. Ech froe mech, ob dat …, well mir haten d'Diskussioun an der Finanzkommissioun och iwwert de Pilier 2 an do hat Der op eng fréier Question parlementaire verwisen, wou effektiv de Chiffer vu 7.500 ugi gouf, an ech froe mech, ob … Schwätze mer hei vun där selwechter Saach? Well hei, ech mengen, hei si mer jo am Kader vun der Bonification d'impôt, ech froe mech och, wéi Der dat kënnt wëssen de prime abord, wat fir eng Entreprisen elo heivunner kënne beneficéieren. Gëtt et do elo keng Confusioun zwëschent deenen zwee Projeten? Well ech ka mech erënneren, dass Der an der Diskussioun iwwert de Pilier 2 de Chiffer vu 7.500 Entreprisë ginn hat, baséierend op enger Äntwert op eng Question parlementaire zum Pilier 2. An ech wollt just kloer sinn, ob mer hei vun der selwechter Saach schwätzen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. An ech ginn dovunner aus, datt de Finanzminster wëllt eppes dozou soen.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Jo, et ass wéi am Examen. Merci, Här Fayot. Dir hutt dat ganz richteg gesot: De Pilier 2, fir déi Leit, déi net alles am Detail an der Finanzkommissioun suivéieren, dat ass d'Mindestbesteierung vun de multinationalen Entreprisen, wourop mer muer zréckkommen, wat en extreem wichtege Gesetzesprojet ass. Do steet an dem Exposé des motifs an och an deene Prezisiounen, déi, ech mengen, souguer d'Chambre des Salariés ginn huet – an déi stëmmen –, dass do ronn 7.500 Entreprisen oder Entitéite vun Entreprisë concernéiert wieren zu Lëtzebuerg. Dat ass de Pilier 2.

Hei, déi 7.800, wat e Chiffre sensiblement similaire ass, dat ass een, dee sech eenzeg an eleng op d'Steierbonifikatioun bezitt, an dat sinn Informatiounen, déi ech net einfach sou avancéieren, mee dat ass op Base vun deene Préiwungen – well ech hunn dat och selwer nogefrot – vun der Steierverwaltung. Wann e Projet eligibel ass, ass et en fin de compte, dat wësst Der, herno d'Steierverwaltung, déi, wa se de Bulletin emettéiert, an et ass eng Steierbonifikatioun, déi ee ka geltend maachen, kann eigentlech, mengen ech, statistesch relativ novollzéien, wéi vill Entreprisen dovunner beneficiéieren. Wéi gesot, déi 7.800 Entreprisen, dat ass d'Schätzung, also dat sinn d'Statistiken, déi iwwert déi vergaange Besteierungsjoren opgelaf sinn.

Ob et der elo mat dësem System méi oder manner ginn, dat weess ech net, duerfir kënne mer och net de genaue Steierimpakt schätzen. Mee géif ee sech op déi selwecht Mossname berouen, da kënnt een op déi ronn 200 Milliounen Euro steierlechen Impakt, déi och an der Finanzkommissoun vun der Steierverwaltung genannt goufen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8276. Den Text steet am Document parlementaire 8276[7].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8276 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmmung fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass dat follgend: Jo-Stëmmen: 58, Nee-Stëmmen: 2, an Abstentiounen: keng. De Projet de loi ass also mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par M. Max Hengel), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

*Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

***Motion 1***

Elo hunn ech nach eng Motioun hei um Büro leien, vun der Madamm Adehm ofginn, mee ech mengen, Madamm Adehm, Dir hutt se schonn erklärt, Dir wëllt jo net nach eng Kéier erklären. Wëllt een dozou Stellung huelen?

Wann dat net de Fall ass, ginn ech dovunner aus, datt mer e Vote électronique maachen, well mer hei net an der Eestëmmegkeet sinn. Da maache mer de Vote électronique doriwwer.

***Vote sur la motion 1***

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

An d'Resultat vum Vott ass 60 Jo-Stëmmen an natierlech domat keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dann hätte mer och kee Vote électronique gebraucht, mee soumat ass d'Preuve dann awer ganz kloer.

D'Motioun ass also mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl ginn.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par M. Marc Lies), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

## 10. 8344 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

Elo komme mer dann zum nächste Punkt um Ordre du jour vun dëser Sëtzung, zum Projet de loi 8344 iwwer d'Accisen an d'Taxen, fir den Undeel u Biokraaftstoffer a Brennstoffer an d'Luucht ze setzen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoosen opgedeelt: d'Rapportrice huet 10 Minutten, all Fraktiounen an all Sensibilitéit hu jeeweils 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech schonns ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här Patrick Goldschmidt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

***Rapport de la Commission des Finances***

**Mme Diane Adehm** (CSV), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet soll den Undeel vu Biocarburants am Treibstoff eropsetzen. Ursprünglech stoung dësen Text am Gesetzesprojet vun den Douzièmes provisoires fir d'nächst Joer. Well de Staatsrot sech awer dorunner gestouss huet, gouf beschloss, en eegene Gesetzesprojet fir dës Upassung vum Undeel vun de Biocarburants ze maachen.

Dës Upassung geet och op de Plan national intégré en matière d'énergie et de climat zréck, de sougenanntene PNEC. Dëse PNEC gouf vun der viregter Regierung am Summer vun dësem Joer ugepasst. Den Transportsecteur soll zu Lëtzebuerg bis 2030 18 % erneierbar Energien a sengem gesamten Energieverbrauch hunn. Den Undeel vu Biocarburants soll 2030 bei 10 % leien. Fir op der richteger Trajectoire ze bleiwen, gesäit dëse Gesetzesprojet Follgendes vir:

Den Undeel vu Biocarburant soll vun 8 op 8,4 % eropgesat gi fir den 1. Januar 2024. Den Undeel vu sougenannten avancéierte Biocarburants soll vun 0,2 % op 0,4 % eropgesat ginn. Hei ass d'Trajectoire 1 % fir 2025 an 3,5 % fir 2030. Den Undeel vu Biocarburanten, deenen hir Produktioun en Impakt huet op d'Affektatioun vum Buedem, soll op 2 % begrenzt ginn.

Här President, de Staatsrot huet keng Remarken zu dësem Gesetzesprojet gemaach. D'Chambre de Commerce hat an hirem Avis zu dem Douzièmes provisoires drop higewisen, dass duerch dëse Gesetzesprojet den Treibstoff méi deier gëtt, an doduercher och d'Mobilitéit an den Transport vun de Gidder. Mee si versteet awer och, dass d'Trajectoire bis 2030, esou wéi vum PNEC virgesinn, soll agehale ginn.

Voilà, an domadder wier ech scho fäerdeg. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Adehm, fir Äre schréftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An d'Wuert huet elo deen nächsten ageschriwwene Riedner an dat ass den Här Patrick Goldschmidt.

***Discussion générale***

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | Här President, et ass ganz am Sënn vun enger geuerdenter Transitioun, dass mat reegelméissegen a previsibelen a maachbaren Etappen a Richtung null Nettoemissioune geet. An d'Rapporterin huet alles am Detail erkläert, déi dräi Tauxen, déi geännert ginn. An an deem Sënn gëtt ons Fraktioun hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goldschmidt. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech ka mech och ganz kuerz faassen: Eis Fraktioun ënnerstëtzt dëse Projet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Den Undeel u Biotreibstoff soll eropgoen op 8,4 % beim Bensinn, beim Diesel. An dat huet net nëmme gutt Suitten. Et muss ee soen, dass en Deel vun deem Undeel, deen dann do beim Spritt soll bäigemëscht ginn, och zum Beispill aus der Liewensmëttelproduktioun kënnt. An ech mengen – fir do e Slogan vu Greenpeace ze widderhuelen, déi gesot hunn –: „Liewensmëttel gehéieren net an en Tank!"

Ech mengen, bei sou Problemer kann ee sech dach awer e bësse froen, firwat dat heite sou staark begréisst gëtt. Och wann ee wierklech de Bilan kuckt vum $CO_2$, da falen engem eng Partie Saachen op. Elo kann een natierlech soen, mir planzen eng Planz un, déi wiisst, déi speichert $CO_2$, an déi gëtt deen $CO_2$ dann erëm fräi, wa se verbrannt gëtt, dann hu mer eng Null-auf-Null-Rechnung, déi dann opgeet.

Dat kann ee sou soen, mee et muss een awer och bedenken, dass dat, fir dass déi Planze wuessen, guer net sou einfach ass, dass een do eng ganz Produktiounskette brauch vun der Planz bis un d'Tankstell. Dat sinn déi Maschinnen, déi an der Landwirtschaft gebraucht ginn, dat ass d'Produktioun vu Stéckstoffdünger an aner Dünger a sou weider. Alles dat produzéiert och vill $CO_2$, sollt een net vergiessen. An dann och d'Weiderveraarbechtung da vun der Planz bis et dann zu Ethanol gëtt, och dat verursaacht vill $CO_2$, soudass Greenpeace dann och seet: „De positive Bäitrag vu Biospritt ass ganz, ganz, ganz geréng!"

Dann hu mer nach do derbäi d'Zerstéierung vum Urwald a soss natierlech Landschaften, eebe grad fir den Ubau. A wa mer den Ubau net grad do maachen, wou fréier Urwald war, dann ass et awer oft sou, dass aner Produktiounen da verluecht ginn an den Urwald, wann traditionell Felder benotzt ginn, eebe fir Biotreibstoff ze produzéieren.

Letztendlech kann een also soen, dass d'Risike beim Biospritt oder beim Agrarspritt net ganz geréng sinn: Mir hu Risiken, dass d'Präisser vun de Liewensmëttel eropginn; mir hunn e Risiko, dass d'Präisser fir de Spritt eropginn; mir hunn e Risiko, dass d'Natur zerstéiert gëtt, an d'Aspuere vun $CO_2$ ass ganz geréng. An dofir kënne mir hei als ADR dësem Projet net zoustëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Keup Merci. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Sam Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, et ass scho schéin, ze gesinn, dass d'Aspuere vum $CO_2$ mëttlerweil hei jiddwerengem am Sall Gedanke mécht. Mir wäerten dee Projet natierlech matstëmmen, et ass en Deel vun der Ëmsetzung vum PNEC. Ech wollt och dem Finanz- an dem Wirtschaftsminister Merci soen, datt se dat awer nach séier elo aus dem Budget provisoire erausgeholl hunn an hei eragesat hunn no där Remark vum Staatsrot. Well u sech de PNEC et esou gerechent huet, dass et vum 1. Januar u sollt gëllen. Dat heescht, wa mer elo hei e Retard kritt hätten, da wier dat Zil vläicht e bëssen a Fro gestallt. Dofir ass dat heiten elo eng gutt Saach, dass dat sou séier konnt iwwer d'Bün goen. Merci dofir an d'Zoustëmmung deene Gréngen hutt Der och. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, am nächste Joer soll de Prozentsaz u Biodreifstoffer am normale Bensinn oder Diesel op 8,4 % eropgoe vun 8 %. Also, et muss een dat ëmmer a Relatioun setzen. An éischter Linn héiert sech dat emol e bësse positiv un, et ass jo am PNEC virgeschriwwen, virgeschloe ginn. Et setzt een och manner op fossill Brennstoffer, och dat grondsätzlech gutt. Mee déi Biodreifstoffer, déi stinn awer zum Deel – an och zum Deel zu Recht! – an der Kritick.

Biodreifstoff gëtt als Alternativ zu de fossille Brennstoffer gesinn, d'Hierstellung vu Bioethanol ass awer contestéiert, well ee fir d'Hierstellung Planze wéi Raps, Soja oder och Palmueleg brauch – an dat net a gerénge Mengen, mee a grousse Mengen! D'Kommissioun huet 2019 dofir decidéiert, datt den Asaz vum Palmueleg, fir Bioethanol ze maachen, bis 2030 op Null soll gefuer ginn. Si huet festgehalen, datt d'Palmuelegproduktioun zu enger Ofholzung vu Bëscher féiert. Also, dat soen net ech, ech soen et zwar och, mee dat huet d'Kommissioun gesot – an d'Kommissioun ass net grad dofir bekannt, datt se ëmmer déi ambitiéiste Klimaziler an der rezenter Vergaangenheet gesat huet.

An dofir, seet d'Kommissioun, däerf en net als Wee fir d'Ëmsetze vun de Klimaziler benotzt ginn. Ok. Dann denkt ee sech, Lëtzebuerg, mir si First Mover, mir sinn e gudde Schüler, wann et ëm d'Klimaziler geet, mir si besser wéi de Rescht. Schonns haut ass Lëtzebuerg – an do si mer richteg – méi streng wéi déi aner Länner an der EU. Mir hunn nämlech am Moment e

maximalen Taux vu 5 % vum sougenannten agroalimentäre Biospritt, deen aus der éischter Generatioun. Dat begréissen ech. De Biodreifstoff, also dee spezifeschen agroalimentäre Biodreifstoff, huet nämlech de Risiko vun der Ofholzung vun de Bëscher a kann zu Monokulture féieren. Dat erkenne mer un an do dergéint gëllt et ze schaffen, mat dem Schutz vu Bëscher an dem Verbuet, fir Iessplanzen unzebauen, just fir fir Biodreifstoff ze produzéieren.

Mee e gëtt eis och d'Méiglechkeet, onofhängeg vun Exportlänner vu fossille Dreifstoffer ze sinn, gläichzäiteg tausche mer u sech eng Ofhängegkeet géint eng aner an. Ob dat elo wierklech besser ass, ech stellen dat emol an de Raum.

An deem Sënn gëtt jo och de Biospritt aus der zweeter Generatioun, dee besseren, aus Offäll vun der Agrar- a Liewensmëttelbranche, also aus Produiten, déi net als Konkurrenz zu eiser Liewensmëttelproduktioun stinn, hiergestallt. En ass also méi nohalteg. Dann hätt ech mer elo gewënscht, datt Lëtzebuerg net nëmmen haut besser ass wéi déi aner Länner, mee och an Zukunft seet: „Mir wëlle méi séier wéi déi aner Länner op Null kommen, net bis 2030."

Jo, virun de Walen hat de Kolleeg Marc Goergen eng Fro gestallt un d'Regierung, wéi se dat da wéilt evaluéiere loossen. An du krut en als Äntwert, datt dës Fro an den Zoustännegkeetsberäich vun der nächster Regierung géif falen.

*(Interruption)*

Bon, elo si mer bei der nächster Regierung an dann hunn ech an der Kommissioun nogefrot, an do ass et dann awer nach ëmmer sou, datt mer ab dem 1. Januar elo, wa mer dat hei gestëmmt hunn, weiderhin 2 % Dreifstoff aus der éischter Generatioun däerfen am Spritt hunn. Et ass besser wéi 5 %, certes. Et ass awer nach ëmmer net super. A virun allem hätt ech mer gewënscht, datt mer e klore Plang hätten, virun 2030 op Null ze kommen. Op Nofro hi gëtt et dee Plang awer net. Mir hätten eis do méi Ambitioun gewënscht.

Dat ëmzesetzen, ass net einfach, well mir hänke jo vun der Belsch of. Mir importéieren eise ganze Spritt iwwer d'Ausland, mir hu keng eege Sprittproduktioun, et ass also elo net sou einfach, fir ze soen: „Mir ginn op Null", an et ass gemaach. Mir hätten eis et awer gewënscht, datt mer wéinstens d'Ambitioun géife weisen. An anere Beräicher ass dës Regierung jo ganz staark, fir einfach emol ze dekretéieren, datt et eppes net méi gëtt. Bon, hei hätt ee jo och kënnen dekretéieren, datt mer wéilten op 0 % Palmueleg am Spritt kommen. Dat ass net gemaach ginn, dat ass deen ee grousse Kritickpunkt un deem heite Projet.

Fir de Rescht: Jo, et ass gutt, datt mer méi Biodreifstoffer an eise Spritt mëschen – ob elo 8,4 % sou substanziell besser ass wéi 8 %, dat stellen ech emol an de Raum, mee et ass e klengen, minimale Schrëtt an déi richteg Richtung. An dofir gi mer eisen Accord.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci. Ech hunn elo den Här Hansen, deen d'Wuert gefrot huet. Här Hansen, wollt Dir Iech aschreiwen oder wollt Dir dem Här Clement eng Fro stellen?

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Ech wollt dem Här Clement eng Fro stellen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Clement, erlaabt Dir, datt den Här Hansen Iech eng Fro stellt? Dann ass et um Här Hansen.

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Merci, Här President. Ech wollt dem Här Clement eng Fro stellen. Palmueleg ..., ech mengen, mir sinn eis bewosst, mir wëllen net, datt iergendwou Bëscher ofgeholzt ginn, fir Palmueleg ze produzéieren, deen dann duerno an eisem Tank soll landen. Ech mengen, do si mer eis all eens. Ech wollt Iech just froen, ob Der Iech bewosst sidd, datt mer am Europaparlament a mam Conseil zesummen – ech war de Rapporter derfir – e Reglement gestëmmt hunn an duerchbruecht hunn, dee justement sou Produkter ..., siwe Produkter sinn am Champ d'application dran, déi ab dem Stéchdatum 2020 ..., dat heescht, alles wat no 2020 ofgeholzt gi war fir ze produzéieren ... Palmueleg ass am Champ d'application dran, dat heescht, de facto ass Är Remark a mengen Aen net méi relevant, vu datt mer keng Produkter méi eranhuelen, déi op Deforestatioun baséieren. Sidd Der Iech däers bewosst, datt mer dat Reglement hunn?

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Clement?

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, ech si mer bewosst, datt mer dat Reglement hunn. Ech stelle just fest, datt Palmueleg nach ëmmer Monokulture sinn an datt Monokulturen definitiv net derzou bäidroen, eis Klimaziler méi séier ze erreechen. An deementspriechend wäert ech mech och weiderhin derfir asetzen, datt an eisem Spritt kee Palmueleg, ob 2 % oder 5 %, dra soll sinn. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, den nächsten ageschriwwene Riedner ass dann den Här David Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci. Merci, Här President. Mir wäerten dat Gesetz och net matstëmmen. Mir gesinn och an, souguer opgrond vun dëser Diskussioun vum Biospritt vun zweeter Generatioun, datt mer deen och kënne weiderhi limitéieren ..., si mer ëmmer nach der Meenung, datt u sech och d'Produktioun selwer vu Biospritt nach ëmmer och op fossill Energië muss zréckgräifen, datt d'Produktioun vu Biospritt och nach ëmmer e groussen Emetteur vun $CO_2$ weiderhin ass. An de Problem ass jo deen, datt mer u sech mussen an eng aner Logik kommen, amplaz wëllen einfach esou dat eent géint dat anert ze ersetzen, wat erëm op dat selwecht erauskënnt.

Et muss een u sech den Energieverbrauch selwer reduzéieren, den Energieverbrauch op de Stroossen, an den ëffentlech Transport massiv ausbauen, d'Elektrifizéierung massiv ausbauen. Aus deene verschiddenen Ursaache wäerte mer deen heite Projet de loi och net mat ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass et elo un der Regierung. D'Regierung huet d'Wuert.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech kann hei och kuerz sinn. Ech soen och nach eng Kéier Merci fir déi breet Zoustëmmung, mat eenzelnen Ofstrécher. Ech wëll awer just dräi Preziséune ginn.

Dat hei, dat ass keng Erfindung vum Lëtzebuerger Staat, dat geet zréck op eng Direktiv vun 2009. Ech wëll och scho soen, dass mer bei der Bäimëschung vun de Biocarburanten, oder Biodreifstoffer, wéi dat da vläicht méi lëtzebuergesch kléngt, vun 2 % am Joer 2011 eropgaange si bis 8 % am Joer 2022. 2023 hat déi fréier Regierung decidéiert, dass een näischt géif zousetzen, an elo 2024 gi mer dann op 8,4 %, fir bis 2030 weiderzefuere bis op 10 % Bäimësche vu Biodreifstoffer am Kontext vun dem Carburant. Dat Ganzt, fir dann déi Ziler vun dem PNEC, nämlech 18 % erneierbar Energie um Niveau vum Transport, ze erreechen.

Nach eng Kéier: Dës Regierung wäert wéi hir Virgängerregierung un den Ziler vun dem PNEC festhalen, an dofir sinn ech och frou, dass dëse Projet eng grouss Zoustëmmung kritt. Ech wëll awer och an aller Transparenz hei soen: Den Ennclient kascht dat natierlech och eppes! An dat ass an dësem Fall ëmgerechent – ech mengen, dat soll ee soen – 1 Cent pro Liter verbrauchtem Bensinn oder Diesel.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8344. Den Text steet am Document parlementaire 8344[2].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8344 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. De Vott ass elo ofgeschloss.

D'Resultat ass dat follgend: Jo-Stëmmen: 53, Nee-Stëmmen: 6, Abstentioun: 0. De Projet de loi ass also mat 53 Jo-Stëmme géint 6 Nee-Stëmmen ugeholl.

*Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8344 est adopté par 53 voix pour et 7 voix contre.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par M. Max Hengel), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Jo? Dann ass dat esou ugeholl. Dann ass dat esou decidéiert.

## 11. 8277 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière en vue d'autoriser l'État à participer au financement des gardes et astreintes des médecins hospitaliers dans les centres hospitaliers et les établissements hospitaliers spécialisés

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun haut steet de Projet de loi 8277 iwwert d'Bezuelung vun de Garden an den Astreintë fir Spidolsdokteren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporter huet 10 Minutten, d'Fraktiounen an d'Sensibilitéiten hu jeeweils 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten.

Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Max Hengel, den Här Gérard Schockmel, d'Madamm Paulette Lenert, d'Madamm Lexy Schoos, den Här François Bausch, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum.

D'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Max Hengel. Här Hengel, et ass un Iech.

***Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale***

**M. Max Hengel** (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Mir schwätzen éreischt duerno iwwert de Wäin, soulaang drénken ech dann nach gutt Wasser vun der Sauer.

Här President, dir Dammen an dir Hären, Madamm Minister, de Projet, deen ech haut virstellen, de President huet et scho gesot, reegelt fir d'Joer 2024 de Finanzement vun de Garden a vun den Astreintë vun de Spidolsdokteren an ännert och d'Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018 of.

Op de Contenu vum Text ginn ech duerno nach eng Kéier kuerz an. Ech wëll awer direkt am Ufank jiddwerengem Merci soen, dee souwuel beim Rapport wéi och bei deem ganzen Text matgehollef huet.

Et ass e ganz witzegen Exercice, deen ech hei grad maachen, well ech si Rapporter vun engem Gesetz, dat nach vun der viregter Regierung duerch d'Gesondheetsministesch Paulette Lenert deposéiert gouf, an zwar de 17. Juli 2023. Den 2. Oktober ass den Text an déi deemoleg Commission de la Santé et des Sports renvoyéiert ginn.

Den 10. Oktober huet de Staatsrot säin éischten Avis zum Text ofginn. A well do Opposition-formellen dra waren, waren d'Madamm Lenert an hir Léit och esou fein a frëndlech, fir eng Serie vun Amendements gouvernementaux ze preparéieren, déi dann de 24. November onverännert vun der neier Gesondheetsministesch, déi grad hannert dem Finanzminister sëtzt, der Martine Deprez, un d'Chamber geschéckt goufen.

Et war och gutt a richteg, datt dës Amendementer scho preparéiert waren, well, ech hunn et virdru scho gesot, dësen Text muss den 1. Januar 2024 a Kraaft trieden, fir datt d'Spidolsdokteren hir Garden an Astreinten och am neie Joer bezuelt kréien. De 24. November ass de Projet de loi och un déi nei Kommissioun, déi jo dann elo Commission de la Santé et de la Sécurité sociale heescht, verwise ginn.

De 5. Dezember 2023 huet de Staatsrot säin Avis complémentaire ofginn, an de 6. Dezember sinn de Projet de loi gradwéi d'Avise vum Staatsrot an der Kommissioun presentéiert an och diskutéiert ginn, gradwéi och d'Avise vum Collège médical a vun der Chambre des Salariés.

De selwechten Dag huet d'Kommissioun mech dann och zum Rapporter ernannt. Mäi Rapport konnt den 13. Dezember 2023 eestëmmeg vun der Kommissioun ugeholl ginn.

Fir komplett ze sinn, weisen ech nach drop hin, datt de Collège médical den 20. September 2023 en Avis zum Text ofginn huet, an de 6. Dezember en Avis complémentaire zu den Amendementer.

D'Chambre des Salariés huet en éischte Avis den 19. Oktober ofginn, an den 11. Dezember en Avis complémentaire.

Souvill zum Oflaf vun den Aarbechten un dësem Text.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn et scho gesot: Wéinst engem Volet vun dësem Projet de loi besteet Urgence, nämlech deem vun …

*(Brouhaha)*

Et ass relativ vill Kaméidi, dat ass heiansdo relativ ustrengend.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir hutt Recht, Här Hengel. Ech géif Iech ëm e bësse Rou bieden.

**M. Max Hengel** (CSV), rapporteur | Ech drénken an där Zäit eng Kéier.

Wéinst engem Volet vun dësem Projet de loi besteet eng Urgence, fir dësen Text ze stëmmen, nämlech de Volet, deen de Finanzement vun de Garden an Astreintë vun de Spidolsdoktere reegelt. Firwat ass do eng Urgence? Et ass esou, datt de besote Finanzement fir d'Joer 2023 duerch e Pilotprojet per Konventioun tëscht dem Staat an der Fédération des hôpitaux luxembourgois gereegelt war. Dëse Projet leeft awer elo den 31. Dezember aus.

Den éischten Objet vun dësem Text ass et also, dem nationale System vun der Indemnisatioun vun de Garden an Astreintë vun de Spidolsdokteren eng legal Basis ze ginn. Wat d'Organisatioun vun de Garden an Astreinten ugeet, esou mussen dës, wéi et am Artikel 24 vum Spidolsgesetz vun 2018 virgesinn ass, vun de Spideeler organiséiert ginn, well si den Organisme gestionnaire sinn an eeben och responsabel si fir d'Continuité des services, an d'Organisation médicale musse si definéieren, an dorënner fält d'Planifikatioun vun de Garden an Astreinten. Dowéinst ginn d'Indemnisatiounen un d'Spideeler iwwerwisen, a si gi se dann un d'Dokteren, déi Garden an Astreintë geleescht hunn, weider.

D'Käschten, déi virgesi sinn an à charge vum Staatsbudget sinn, belafe sech fir 2024 op geschate 60,5 Milliounen Euro.

Wat d'Zäiten ugeet, déi indemniséiert ginn, ass et esou, datt d'Astreinten, also d'Disponibilitéit vun den Dokteren, vun 6.00 Auer owes bis 7.00 Auer moies an der Woch indemniséiert ginn. Op Feierdeeg a weekends gi se 24 op 24 Stonne bezuelt. Den Taux horaire hei ass 4,56 Euro cote 100 vum Indice des prix à la consommation, dat si ronn 43 Euro.

D'Gardë ginn all Dag 24 Stonnen op 24 indemniséiert zu engem Taux horaire vun 10,95 Euro cote 100, dat entsprécht ronn 103 Euro. Souvill zum éischten Objet vum Text.

En zweeten Aspekt vum Projet de loi ass d'Unhiewe vun der maximaler Bettenzuel, esou wéi et an der Annex 2 vum Spidolsgesetz virgesinn ass.

Déi virgesinne Bettenzuel gëtt engersäits fir d'Gériatrie aiguë vun 120 op 195 ugehuewen. Dëst ass néideg, well eis Populatioun ëmmer méi al gëtt an och ëmmer méi enger Polymorbiditéit ausgesat ass. D'Unhiewe vun de Geriatriebetter muss eng medezinnesch Versuergung garantéieren, déi de besonnesche Besoine vun dëse méi vulnerabele Leit och ugepasst ass, och duerch eng méi holistesch Prise en charge. Et ass och wichteg, mat dëser Upassung net nach ze waarden, well d'Geriatrieservicer si momentan schonn zu 95 % ausgelaascht.

Wat d'Pédiatrie de proximité am CHEM, am CHdN an an den HRS ugeet, esou gi momentan scho méi Better genotzt, wéi der am Fong geneemegt sinn. Dëse Bettemangel gouf d'lescht Joer – ech mengen, Dir erënnert Iech alleguerten drun – scho relativ evident duerch déi ganz vill Fäll vu Bronchiolitte bei klenge Kanner, an dofir ass et wichteg, dass mer hei d'Bettenzuel vun 12 op 40 unhiewe fir d'Pédiatrie de proximité.

Da komme mer bei de Service national vun der Psychiatrie juvénile an den HRS. Dee muss och opgestockt ginn, well engersäits ass eis Gesamtbevëlkerung gewuess an anerersäits spiere mer awer nach ëmmer den Impakt vun der Pandemie op d'mental Gesondheet vun de Jonken. An dowéinst gëtt eeben hei d'Bettenzuel vu 35 op 45 ugehuewen.

Da kommen ech zum drëtten Objet vun dësem Projet de loi, an dee betrëfft verschidden Ekipementer, déi der nationaler Planifikatioun ënnerleien.

Do ass et eng Kéier de PET Scan, ech mengen, do ass eng ganz grouss Progressioun u Patientenzuelen: Do sinn d'Zuele vun 2.233 am Joer 2010 op 6.478 Ënnersichungen am Joer 2022 geklomm; d'Auslaaschtung läit quasi bei 100 %. Ech mengen, hei ass et wichteg, datt d'Leit net laang musse waarden, an dowéinst gëtt dann eeben och d'Unzuel vun de PET Scannere vun engem op zwee ugehuewen.

Fir dann och där ëmmer eeleerer Gesellschaft Rechnung ze droen, gëtt d'Unzuel vun de sougenannten „DXA-Geräter", déi d'Knachendicht moossen, vun engem op dräi ugehuewen.

Souvill zum Contenu vum Text. Erlaabt mer just nach ganz kuerz e puer Wierder – ech hunn nach e bëssen Zäit Rescht – zu den Avisen zum Text respektiv zu den Amendementer.

Am éischten Avis vum Staatsrot huet déi héich Kierperschaft sous peine d'opposition formelle drop higewisen, datt eng Rei prezis Definitioune feelen, wat zum Beispill d'Terme „Garde", „Astreinte, „Temps de présence effective" an „Temps de disponibilité" ugeet.

Dann huet de Staatsrot och nach gefuerdert, datt d'Zuel vun de geleeschte Stonnen, déi indemniséiert ginn, och soll am Projet de loi integréiert ginn.

De Staatsrot war och am éischten Avis der Meenung, datt deen éischten Artikel vum Projet de loi superfetatoire wär, aus deem Grond, datt am Fong den Artikel 3 initial, elo Artikel 2 nouveau, d'Krittäre fir d'Mise en place vun engem staatleche Finanzement vun der Indemnisatioun vun de Garden an Astreintë festhält, an dowéinst wär den Artikel 1 superfetatoire.

An den Amendements gouvernementaux, déi jo, wéi ech virdru gesot hunn, nach vun der Madamm Lenert virbereet goufen, gouf den Artikel 1 awer bäibehalen, mam Argument, datt déi nei Regierung, déi aus de Wale vum 8. Oktober géif ervirgoen, sollt de maximale Montant fir d'Joren no 2024 fixéieren. Am Avis complémentaire vum 5. Dezember huet de Staatsrot och all seng Opposition-formellen opgehuewen.

Dann nach kuerz e puer Wierder zum Avis vum Collège médical. Dee weist sech averstane mam Unhiewe vun de Better gradsou wéi mam Uschafe vun engem zweete PET Scan. Hei wëll ech nach dervu profitéieren, fir ze soen, datt am Fong d'Uschafe vun den zwee zousätzlechen DXA-Geräter eréischt duerch d'Amendementer am Text integréiert ginn ass.

Méi kritesch huet de Collège médical sech beim Choix vun de Ligne-de-garden, déi indemniséiert ginn, gewisen, gradsou wéi beim Volume horaire. An des Weideren hu se sech och nach Gedanken iwwert de Statut vun den Doktere gemaach. Am Avis complémentaire vum 6. Dezember ass de Collège médical awer mat den Amendementer averstanen, verweist awer nach eemol op seng Kriticke vum éischten Avis.

D'Chambre des Salariés begréisst an hirem Avis vum 19. Oktober de Projet de loi, ass awer der Meenung, datt d'Regierung de Besoin u Better géif ënnerschätzen, an donieft weist se drop hin, datt dëse

Projet d'Ursaache vun der Penurie vun de Gesondheetsberuffer net géif bekämpfen. Am Avis complémentaire vum 11. Dezember ass d'Chambre des Salariés awer averstane mat den Amendementer, verweist awer och nach eemol op hir Remarken aus dem éischten Avis.

Kolleeginnen a Kolleegen, souvill zu mengem Rapport. Ech doen dann elo … Ech weess net, ech doen da meng Rapporterhoer aus, déi hunn ech schonn ausgedoen, dann doen ech elo meng Kap vum Fraktiounssprecher un a ginn dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hengel, fir Äre schréftlechen an Äre méndleche Rapport.

An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gérard Schockmel. Här Schockmel, et ass un Iech.

***Discussion générale***

**M. Gérard Schockmel** (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zu engem fonctionéierende Gesondheetssystem gehéiert et, datt Garden an Astreintë geleescht ginn, an dat 7 Deeg an der Woch a 24 Stonnen all Dag.

An dem Spidolsgesetz vun 2018 steet dann och, datt d'Doktere Garden an Astreinten ze leeschten hunn, an dat hunn eis Dokteren och gemaach. E Problem war allerdéngs, datt si dofir net bezuelt goufen. Dat féiert och zu engem Akommesverloscht, well en Dokter, dee Garden an Astreintë mécht, kann natierlech keng Operatioune plangen oder Rendez-vouse festleeën, an en Dokter, deen déi ganz Nuecht iwwer geschafft huet an den Dag drop moies seng Praxis zoumécht, huet och keen Akommes.

Fir dëst Joer gouf et dann dee Pilotprojet, eng Konventioun zwëschent dem Gesondheetsministère an der FHL fir eng Indemnisatioun vun de Garden an Astreintë fir d'Dokteren. Mee dee leeft natierlech elo aus um Enn vum Mount. Haut stëmme mer iwwer e Gesetzesprojet of, deen déi Indemnisatioun dann elo definitiv am Gesetz festschreiwe soll. Fir d'éischt fir 2024, mee dat soll duerno natierlech verlängert ginn, an och de Montant kann ugepasst ginn, jee nodeem, wéi d'budgetär Verhandlungen a wéi d'Bedürfnisser sinn.

Et bleiwen oppe Froen, zum Beispill bei der Astreinte. Eng Astreinte op 24 Stonnen, dovunner ginn nëmmen 13 Stonne bezuelt, déi vu 18.00 Auer owes bis 7.00 Auer moies. Dat heescht, 11 Stonne vun den Astreintë wärend der Woch ginn net bezuelt. Dat ass natierlech net zefriddestellend. An da muss natierlech och opgepasst ginn, datt, wa gewësse Spezialitéiten elo nach keng Indemnitéit kréien, an enger zweeter Phas esou séier wéi méiglech nogebessert gëtt, soudatt jiddwereen, dee Garden an Astreintë prestéiert, dat och bezuelt kritt.

An zwee Joer soll de Spidolsplang reforméiert ginn, iwwerschafft ginn, an dat ass natierlech e gudde Moment, fir op Basis vun deenen Erfarungen, déi mer bis dann hunn, Adaptatiounen ze maachen, wat d'Garden an Astreinten ubelaangt.

Här President, och d'Bettenzuel gëtt erhéicht an dat begréisse mir natierlech ganz ausdrécklech als DP. Dat betrëfft jo dann d'Akutbette Geriatrie, dat betrëfft d'Pediatrie, och déi juvenill Psychiatrie um Kierchberg. Baséierend op de Chifferen 2022–2024 soll erëm eng Analys duerchgeféiert ginn a fir eis, fir d'DP, ass et ganz wichteg, datt déi Bettenzuel reegelméisseg ugepasst gëtt un d'demografesch Entwécklung hei am Land.

An der Gesondheetskommissioun hat ech dann och e puer Prezisioune gefrot an op e puer Problemer higewisen. D'Indemnitéite ginn net un den Dokter bezuelt, mee un d'Spidol. Hei muss natierlech séchergestallt sinn, datt den Dokter och den integrale Montant kritt, wéi et virgesinn ass, an doraus dierf och keen Ugestallteverhältnis ofgeleet gi fir liberal praktizéierend Dokteren.

Eppes, wat och oppe steet, dat ass d'Haftflichtversécherung. Den Dokter huet eng, d'Spidol huet eng, an am Moment muss dann an all eenzele Fall gekläert ginn, wéi déi zwou intervenéieren. Et wier méi einfach, zum Beispill ze soen, datt d'office déi zwou Haftflichtversécherungen, déi vum Dokter an déi vum Spidol, zu gläichen Deeler intervenéieren, wann e Versécherungsfall antrëtt.

An dann hunn d'Dokteren och wärend de Garden Honorairen, déi net bezuelt ginn, an do hu mer elo d'Versécherung kritt, datt awer an de Spideeler d'Sozialservicer sech wäerte beméien, fir datt déi Situatioun regulariséiert gëtt.

Här President, Garden an Astreintë si weesentlech fir eng gutt Versuergung vun eise Patienten, Dag an Nuecht, wärend der Woch, de Weekend, de Feierdeeg, an et ass gutt, datt d'Indemnitéit, also d'Entschiedegung, d'Finanzéierung vun deene Garden an Astreinten, elo gesetzlech verankert gëtt.

Mir wëllen als DP eis Unerkenunng net nëmmen den Dokteren ausspriechen, mee allen anere Gesondheetsberuffer och. A bei hinnen ass besonnesch drop ze uechten, datt d'Reform vun hiren Attributiounen elo ouni Verzögerung an Ugréff geholl gëtt.

Meng Fraktioun gëtt heimat hiren Accord fir dëse Gesetzesprojet, an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Schockmel. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Paulette Lenert. Madamm Lenert.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Merci, Här President, a merci och dem Rapporter fir deen ausféierleche Rapport zu engem Projet, deen, wéi Der ënnerstrach hutt, mir elo net onbekannt ass. Et ass e Projet, wou vill dran investéiert ginn ass. Et ass och e Meilesteen, kann ee soen, am Beräich vun der Spidolsmedezinn hei zu Lëtzebuerg, wéi den Dokter Schockmel et scho richteg gesot huet.

Historesch gesinn, sinn ëmmer Garde gemaach ginn an ofgehale ginn, d'Bereetschaftsdéngschter sinn net eréischt elo erfonnt ginn. Mee et sinn zwee nei Momenter. Dat war ni eng Virschréft vusäite vum Gesetzgeeber an et ass ee sech iergendwéi eens ginn. Dat war am Géigenzuch zu enger gratis Bereetstellung vun de Plateau-techniquen, et sinn Éischt-Klass-Tariffer ageféiert ginn, bref, et war eppes, awer net dat Richtegt.

Deen neie Moment, dee komm ass, dat ass, datt de Legislateur, dat Haus hei, verlaangt huet, wéi déi Garden an Astreintë sollen ofgehale ginn, och mat Strofbestëmmungen, déi drop sinn, dat heescht, eng Verflichtung fir d'Dokteren. An am Géigenzuch schéngt et normal, dass een dat dann och remuneréiert als Gesellschaft.

D'Spidolsmedezinn fuerdert vill vun den Dokteren. Dat ass e ganz spezielle Kontext, wou Imprevue sinn, wou ee muss nuets Déngscht halen, wou een ni weess, wat genau usteet. An dat soll een och honoréieren, dat soll honoréiert ginn. Op där Toile de fond sinn déi Diskussioune lassgaangen.

Ech hat d'Éier, wéi ech ugefaangen hunn als Gesondheetsministesch, effektiv op deem doten Dossier direkt zesumme mat der AMMD ze schaffen, a mir sinn och als LSAP der Meenung, dass dat eng Selbstverständlechkeet ass, dass déi geleescht Aarbecht, déi verlaangt gëtt iwwert d'Gesetz, och remuneréiert gëtt duerno. Natierlech sinn Diskussioune komm iwwert de Scope, wéi ëmmer, wann eppes nei ass. Wien ass couvréiert, wien net? Dat muss sech fannen. Dofir och déi Approche vun engem Pilotprojet, fir erauszefannen, ob dat de Realitéiten entsprécht, dat Ganzt am Dialog.

Dat ass och dat, wat mir eis fir d'Zukunft wënschen: dass deen Dialog oprechtgehale gëtt. E Gesetz ass ni a Stee gemeesselt, dat ass do fir ze liewen a mir kënnen nëmmen encouragéieren, dass och weider den Dialog gesicht gëtt, fir ze kucken, ob dat doten dat ass, wat et brauch.

Déi budgetär Envelopp, natierlech, dat ass ëmmer eng Fro vu Verhandlungen. Déi si geféiert ginn a relativ schnell och op en Enn bruecht ginn, bon, aus zwee Grënn.

Et war wichteg, hei ze remuneréieren, fir dass mer aus de Startlächer kommen. Dat heescht, do konnt een net onendlech laang, jorelaang verhandelen, well mer wierklech wollten, dass déi Gelder sollte fléissen, dass se deene Leit sollten zeguttkommen.

An dat anert ass, dass ee sech natierlech och als Ressortminister muss no där Decke strecken, déi engem accordéiert gëtt. Dat ware schwiereg Diskussiounen. Natierlech hu mer en Accord fonnt op engem Montant, deen eebe konnt zu enger Ënnerschréft féieren, wat een och elo hei zréckfënnt. An ech sinn och frou, dass deen Text tel quel iwwerholl ginn ass vun där neier Regierung, mat enger Enveloppe, déi dach considerabel ass, déi sécher elo net genau den Usprëch entsprécht, déi ugeféiert gi sinn, mee ëmmerhin ass en Accord mat der FHL fonnt ginn. A vun eiser Säit aus kënne mir dat nëmme begréissen.

Och den zweete Volet vun dësem Projet, d'Better, ass ugeschwat ginn. Mir sinn an engem Land, wou d'Bevëlkerung extreem gewuess ass iwwert déi lescht Joren. Et muss ee sech bewosst sinn, dass dat vill Previsioune gesprengt huet. Ech géif gären nach eng Kéier ënnersträichen, dass keng Better ofgebaut gi sinn, och wann dat gären ëmmer erëm widderholl ginn ass, grad wärend der Walcampagne. Dat ass net richteg!

Et sinn néierens Better ofgebaut ginn. Mir si just als Bevëlkerung natierlech immens gewuess. An et ass och wichteg gewiescht an eisen Aen – an dofir sinn ech och ganz frou, dass dat doten elo opgegraff gouf an och tel quel vun der neier Regierung guttgeheescht ginn ass –, elo kuerzfristeg do, wou et wierklech brennt, schonn d'Better an d'Luucht ze setzen, wëssend, dass déi richteg Echeance fir déi nächst Evaluatioun d'nächst Joer wäert sinn, wou een opgrond vun der Documentation hospitalière Projektioune ka maachen, déi dann och hoffentlech hei zu Debatte wäerte féieren. Dat ass net ze ënnerschätzen! Et muss ee vorausschauend sinn. Mee déi Better, déi hei eropgefuer gi sinn, eebe grad an der Jugendpsychiatrie, an der Geriatrie, bei den Eeleren an och an der Pédiatrie de proximité, dat war absolutt noutwendeg, wann een d'Situatioun kuckt, wéi se war!

Am Moment stéisst dat Ganzt natierlech och un d'Grenze vun den Infrastrukturen, mee et ass eng Saach, déi sécherlech gutt ass, an op alle Fall wäert Der vun eiser Säit aus eisen Accord kréien zu dësem Projet, den Accord vu menger Fraktioun. Mir begréissen, dass de Projet ganz schnell esou weidergereecht ginn ass, wéi e preparéiert war. Dat ass am Sënn vum System.

An ech kann ofschléissend nëmme meng Nofollgerin, d'Gesondheetsministesch, encouragéieren, fir och standhaft ze bleiwen an den Negociatiounen. Et ass net ëmmer einfach an et soll ee sech d'Gesondheet eppes kaschte loossen. Do muss ee ferm bleiwen, och wann dat heiansdo schwiereg Diskussioune sinn an enger Koalitioun. Et ass wichteg, dass weider an d'Gesondheet investéiert gëtt. Eis Ënnerstëtzung hutt Der op alle Fall an där Hisiicht.

Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Lenert. Déi nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Lexy Schoos.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi alleguer meng Virriedner begréissen och mir de Gesetzesprojet vum Finanzement vun de Garden an Astreintë souwéi d'Erhéijung vun der Unzuel u Better an déi dräi zousätzlech Apparater, déi ugeschaaft ginn.

Ech wäert mech hei a menger Ried haaptsächlech op den éischte Volet, op de Finanzement, bezéien, oder ausschliisslech souguer. Ech fannen et, oder mir fannen et ganz normal, dass, wann op eemol – bon, net op eemol – eng Regulatioun vu Garden an Astreinten an e Gesetz opgeholl gëtt, dann och eng Remuneratioun do muss matgoen. A wann een dann och nach vu Strofbestëmmunge schwätzt, ëmsou méi! Virdrun huet dat och ëmmer geklappt, d'Dokteren hunn dat organiséiert, an et ass elo an d'Gesetz komm. Dat heescht, mir mussen eng Remuneratioun do virgesinn.

Wéi d'Madamm Lenert grad gesot huet, gëtt vill gefuerdert vun eisen Dokteren. Dofir empfannen ech et ëmsou méi – an ech zitéieren do d'Dokteren, mat deenen ech geschwat hunn – als e Schlag an d'Gesiicht, dass déi budgetär Envelopp un d'Organismes gestionnaires soll iwwerwise ginn. Mir hu grad héiere vum Här Hengel, datt dat ass, well den Organisme gestionnaire déi ganz Organisatioun vun deene Garden an Astreintë soll iwwerhuelen. Souwäit ech informéiert sinn, ass Pabeier gedëlleg an um Terrain leeft dat e bëssen anescht of. Et sinn am Fong d'Dokteren direkt, déi an de spezifesche Servicer hir Garden an Astreinten organiséieren. Och wa mol een ausfält, kucke si, dass si sech organiséiert kréien, an et geet keen erop bei d'Direktioun kräischen, dass se elo e Mangel hunn.

Am Kader vun deem Organisme gestionnaire sinn nach e puer aner Problemer. Dat heescht, am Fong sinn déi Suen an der Hand vun de Spideeler. Eiser Meenung no kann domat e gewëssenen Drock op d'Dokteren ausgeüübt ginn an och Sanktiounen als Konsequenz hunn, wéi et jo och am Gesetz virgesinn ass.

Anererséits stelle mer eis och d'Fro, wien dann decidéiert, wie Garden oder Astreinten – wann ech just vun deem enge schwätzen, mengen ech och ëmmer dat anert – dierf maachen a wie remuneréiert gëtt. Well mir wëssen och: D'Zuel ass limitéiert fir dee Budget. Am Total waren et 60,5 Milliioune fir 34 Garde plus 4 als Backup. Wat ass, wann déi Unzuel Garden iwwerschratt gëtt? Wien decidéiert dann, wéi een Dokter elo ausbezuelt gëtt a wéi een net? A wien ass schlussendlech wierklech responsabel fir d'Garantie vun deene Garden a vun deenen Astreinten?

Dann, am Koalitiounsaccord – et zitt sech vun Ufank bis zum Enn – schwätze mer vun enger Simplification administrative. Hei brauche jo awer elo d'Organismes gestionnaires, d'Spideeler, eng zousätzlech Verwaltungsstruktur, fir déi ganz Verwaltung vun de Garden an Astreinten auszeféieren. Mir hoffen, dass déi Leit, déi dann elo do vläicht agestallt ginn an de Spideeler, déi dat dann organiséiere sollen, wann dat da wierklech esou ass, net vun där Enveloppe budgétaire bezuelt ginn, déi am Fong fir d'Garden an d'Astreintë vun den Doktere virgesinn ass.

Dann hat och de Collège médical e Commentaire gemaach zu den Ongläichheten, wat d'Steiere betrëfft, tëscht de Salariéen a Prestataire-de-servicen, well mir hunn déi zwee Fäll bei den Dokteren hei am Land. Hei stelle mir och d'Fro am Fong: Wann e Spidol Gestionnaire ass, ass dann den Dokter eventuell dach an engem Salariésverhältnis a muss dann och esou besteiert ginn, an net an als Prestataire de service? A wien decidéiert dat? Och d'Spidol oder een aneren?

Wa mer vun de Salariéë schwätzen, ass et ganz interessant, ob d'Astreinten an d'Garden iwwereneekomme mam Aarbechtsgesetz, oder kënnen iwwerenee kommen, well mer e Manktem hu vun Dokteren. D'Aarbechtsgesetz schreift vir: am Ugestallteverhältnis net méi wéi 48 Stonnen. Mir hu schonn e Manktem un Dokteren, bei zwou Astreintë komme mer op 26 Stonnen, a wa mer vu Garde schwätzen, da schwätze mer scho vun 48 Stonnen. Da si mer schonn um Enn. En Dokter, deen zwou Garde mécht an der Woch, deen ass fäerdeg an där Woch, wann en am Salariatsverhältnis ass, fir nach weider ze schaffen. Do hat jo och schonn den Här Clement d'lescht Woch déi Remark gemaach, an och, wéi et bei den Astreinten ass, wa se am Ausland sinn. Zielt dat als Aarbechtszäit? Dat muss ganz kloer gekläert ginn, wéi déi Astreinten unzegesi sinn.

Ech wëll awer net nëmme vusäite vun den Doktere schwätzen, mee et ass och e Problem, dee sech vläicht fir den Organisme gestionnaire stellt: Wéini kritt deen déi Enveloppe budgétaire? Muss deen a Virleeschtung trieden an déi Garden an Astreinten ausbezuelen?

An dann nach ganz kuerz – meng Zäit ass ofgelaf, ech gesinn dat grad –, den Här Schockmel hat et scho gesot: Et sinn net all d'Dokteren erfaasst! Ech wollt just soen: D'Zänndoktere falen net an dee Garde- an Astreintësystem eran. Dat heescht, do musse mer onbedéngt kucken, dass sech och mat deenen auserneegesat gëtt, d'nämmlecht wéi d'Déierendokteren.

Also, mir stëmmen elo derfir, mir hoffen awer, dass, wa mer an engem Joer de Bilan zéien, mer do och nach ëmmer derfir kënne stëmmen, wann déi Suen och wierklech bei den Dokteren ukomm sinn.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Schoos. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och dem Rapporter fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech mengen, et ass relativ kloer. Wéi de Rapporter et gesot huet, sinn et dräi Elementer, déi an dësem Gesetzesprojet dra sinn, an dat sinn och dräi Elementer, déi wichteg si fir d'Qualitéit vun de Servicer, déi sollen ugebuede ginn. Hei geet et zwar an dësem Fall am Haaptdeel ëm d'Garden an ëm d'Remuneratioun vun deene Leit, déi d'Garde mussen assuréieren, mee et sinn och Froen dran iwwert d'Qualitéit am Zesummenhang mat de Better am Spidol, an de Spideeler, déi eropgesat gi sinn, respektiv vun Apparater, déi ugeschaaft gi sinn.

Dat alles si wichteg Elementer, mee leider gëtt et nach en anert wichtegt Element, iwwert dat ass nach net vill de Mëtteg hei geschwat ginn: Fir datt dat Ganzt fonctionéiert, muss een och Personal hunn! Et ass natierlech wichteg, datt d'medezinnescht Personal gutt bezuelt gëtt, wann et eng Déngschtleeschtung bréngt. Mee et kann een nach esou vill Apparater a Better hunn an nach esou vill Remuneratiounsméiglechkeeten, wann et u Leit feelt, un Dokteren oder u medezinneschem Personal en général, dann ass et natierlech schwiereg, fir déi Leeschtunge kënnen unzebidden. An dat ass ee vun de grousse Problemer, dee mer, mengen ech, hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer hunn.

An ech wëll och do soen, wann ech heiansdo hei Rieden héieren: „Mir mussen d'Immigratioun stoppen, mir musse kucken, dass mer eis éischter méi zou maachen, mir dierfe manner op d'Ausland setzen!", da stellen ech mer d'Fro, virun allem am Gesondheetsberäich, wéi dat géif goen, wëssend, datt, wa mer dat géifen uwennen, mer relativ séier zu Lëtzebuerg géife verhéngeren an eise Spideeler, an eise Gesondheetsinfrastrukture generell, well mer de Moment iwwerhaapt guer net d'Potenzial am Land hunn, fir kënnen aus eegener Kraaft déi néideg Qualitéitsservicer unzebidden.

An duerfir brauche mer Oppenheet. Mir musse kucken, wéi mer d'Formatioun duerfir ausbauen, virun allem op der Uni ausbauen, fir datt mer déi néideg Fachleit op Lëtzebuerg unzéien. Iwwerhaapt, dat gesamt Gesondheetspersonal ass extreem wichteg, wa mer gären all déi Problemer, déi et reell gëtt an eisem Gesondheetswiesen, déi net ze niéiere sinn, geléist hätten.

An do brauche mer eng gesamtheetlech Strategie, wéi een dat kann ugoen. An déi gesi mer de Moment nach ëmmer net ganz. Et gëtt zwar effektiv en Zénggjoresplang, deen ënnert där leschter Regierung ausgeschafft ginn ass, mee et feelt eis nach un Detailer vun der Gesamtstrategie, wat d'Formatioun ubelaangt.

An da kommen ech och bei d'Fro vun der Attraktivitéit vum Dokteschberuff, virun allem an deem heite Kontext a virun allem och am Kontext, wou mer dann iwwert de Virage ambulatoire schwätzen. D'Ministesch huet zu Recht an der Kommissioun gesot: „Dat hei huet jo am Fong net direkt eppes domadder ze dinn." Et ass eng indirekt Konnotatioun sécherlech do, mee dee Virage ambulatoire, dat ass vill méi komplex a vill méi komplizéiert, an do stelle sech ganz aner Froen.

A virun allem stelle sech zum Beispill Froen am Zesummenhang mat der Attraktivitéit vun de Spideeler fir d'Dokteren. An ech muss soen, ech hunn de Moien de Jean Reuter um Radio héieren. Eigentlech brauch ech deem näischt bäizefügen. Ech géif jiddwerengem uroden, em entweeder nozelauschteren oder op RTL ze liesen, wat am Resümmee steet, wat en do seet. Menger Meenung no trëfft dat den Nol op de Kapp. An da gesäit een awer och schonn, wéi komplex datt dat wäert ginn, wa mer an Zukunft alleguerten zesumme wëllen e Gesondheetssystem opstellen, deen eng héich Qualitéit huet.

Fir de Rescht gi mir natierlech d'Zoustëmmung zu dësem Projet. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir eis geet deen heite Projet de loi an déi richteg Richtung. Datt d'Garden an d'Astreinten an de Spideeler bezuelt musse ginn, dat ass u sech jiddwerengem kloer. Datt mer dat elo an d'Gesetz schreiwen, ass u sech och – an dat hunn d'Virriednerinnen an d'Virriedner jo erklärt – historesch gewuess. An elo maache mer de Point. Wann een dat bezuele wëllt, da muss een och d'Geld an de Grapp huelen, an duerfir ass dee betreffende Montant jo och an d'Gesetz geschriwwe ginn.

Dat heiten ass also eng Mesür, déi am Interêt ass vun der Attraktivitéit vum Gesondheetswiesen, fir datt mer d'Attraktivitéit héichhalen a fir datt mer déi Attraktivitéit och weider förderen. Mee fir géint d'Penurie vum Personal an de Spideeler virzegoen, mussen awer nach vill aner Mesüre matergraff ginn. Dat ass awer haut net d'Theema an ech wäert elo net e groussen Exkurs doriwwer maachen; mir wäerten, mengen ech, an den nächste Méint a Joren nach oft genuch doriwwer schwätzen.

Wat fir eis Piraten dann awer ganz besonnesch wichteg ass, au-delà vun den Astreinten a vun de Garden, dat ass, datt mat dësem Projet de loi d'Unzuel vu Better, déi maximal hei am Land a verschiddene Spezialitéite respektiv Servicer erlaabt sinn, an d'Luucht geet.

Déi Lëtzebuerger Populatioun ass an deene leschte Jore massiv gewuess, an net nëmmen d'Populatioun, mee och d'Leit, déi hei schaffen, déi heihinner schaffe kommen, déi awer op där anerer Säit vun der Grenz wunnen, eis Frontalieren, déi an d'lëtzebuergesch Krankekeess cotiséieren an domadder och hei zu Lëtzebuerg däerfe Soinen an Usproch huelen. An deem muss natierlech an eise Spideeler Rechnung gedroe ginn.

Dat aalt Gesetz ass vun 2018. Deemools hat Lëtzebuerg 607.950 Awunner. Op den 1. Januar 2023 waren et der 660.809. Dat sinn der bal 53.000 méi, dat sinn 9 %. Waren an der Pédiatrie de proximité 2018 nach maximal zwielef Better méiglech – dat war ee Bett op 50.662 Awunner! –, sinn et der 2023, wa mer dat heiten dann elo gestëmmt hunn – an ech mierke jo, datt eng ganz breet Zoustëmmung do ass –, maximal 40, an domadder ee Bett op 16.520. Dat ass e Quantesprong, an dat geet an déi richteg Richtung!

Gläichzäiteg muss een awer dobäi bedenken, datt dat net automatesch heescht, datt et déi Better och an der Realitéit gëtt. Mir erlabe se, a mir hunn an deene leschte Joren oft gemierkt, datt et zwëschent Erlaben, Bauen an dann och d'Personal dofir fannen, awer heiansdo e Couac gëtt. Déi Leit fale jo net vum Himmel! An ech mengen, dat hu mer och déi lescht Jore gemierkt.

An da begréisse mer trotzdeem, datt hei eng Croissance ass, grad déi zéng zousätzlech Better an der Psychiatrie juvénile. Mir schwätze vill iwwer Mental Health. Et ass also wichteg, datt mer net nëmmen driwwer schwätzen, mee eis och tatsächlech d'Moyene ginn, fir de Leit ze hëllefen.

Mir mussen awer och derfir suergen, datt dës Better dann och an der Realitéit bei de Spideeler ukommen. Wéi maache mer dat? Do ass et erëm d'Attraktivitéit vum Gesondheetsberuff, dat ass: Duerfir suergen, datt mer optiméieren, duerfir suergen, datt de Beruff attraktiv bleift duerch d'Remuneratioun, duerch d'Aarbechtszäiten, duerch d'Aarbechtskonditiounen. Bref, et geet drëm, datt mer méi Leit kënne rekrutéieren, fir déi Aarbecht ze maachen.

Wa mer eis dat Ganzt ukucken ... Ech ginn elo net op dat onsäglecht Theema vun der Knochendichtemessung an, dat hu mer hei och schonn déi lescht Méint laang a breet diskutéiert. Et ass gutt, datt mer déi zwee Geräter bäikréien. Och do geet et hoffentlech dohin, datt déi Delaien dann erofginn. Normalerweis misste mat zwee Geräter méi jo dann d'Delaien erofgoen.

Mir mussen eis einfach bewosst sinn, datt dat heiten erëm, wéi esou oft, en éischte Schrëtt ass, fir deelweis Retarden, déi mer iwwert déi lescht Joren e bëssen accumuléiert hunn, opzeschaffen.

Dat ass awer elo d'Infrastruktur. Elo musse mer dat mat Liewe fëllen. An dat, mengen ech, Madamm Ministesch, gëtt Ären Challenge fir déi nächst fënnef Joer, fir déi Better, déi mer elo schafen, dann och reell ukommen ze loossen a mat dem néidege Personal ze ekipéieren, fir datt se och fir Patientinnen a Patienten disponibel sinn.

Mir stëmmen dat heite mat. Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci dem Här Clement. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech kann et och relativ kuerz maachen. Als Lénk ënnerstëtze mir deen heite Projet natierlech och. An ouni alles dat ze widderhuelen, wat meng Virriednerinnen a Virriedner scho gesot hunn, géif ech vläicht just op dräi Elementer agoen.

Ech mengen, datt d'Fro vun der Finanzéierung eng wichteg ass an datt eng nohalteg Finanzéierung vun de Garde muss eng sinn, déi och laangfristeg geplangt ass. An dëse Projet de loi geet an där heiter Fro sécher an déi richteg Richtung. Mee iwwert déi staatlech Finanzéierung eraus misst garantéiert ginn, datt et, éischtens, en Evaluatiouns- an Adaptatiounssystem gëtt, fir op Dauer reegelméisseg kënnen déi finanziell Moyenen unzepassen un d'Besoine vum Terrain an, zweetens, och sécherstellen, datt d'Finanzéierung vun de Garden an Astreinten net spéiderhin eventuell eng Kéier kéint op d'Krankekeess iwwerdroe ginn an domadder aner Problemer schafe géif, also méi Problemer eventuell schafe géif, wéi se kéint léisen.

D'Fro stellt sech awer och méi generell bei der Fro vun de Better: Wat sinn déi Instrumenter, fir Evaluatiounen a Statistiken ze maachen, wéi d'Besoine sech an Zukunft wäerten entwéckelen? Sinn déi Moyenen, déi mer do hunn, adaptéiert? Musse mer net och dat selwer nach eng Kéier hannerfroen? Also, anescht gesot, wéi ass d'Verhältnis tëschent Offer an Demande an engem Spidolssystem, dee selwer awer och an enger permanenter Evaluatioun ass? Dat ass net evident. An dat huet jo och derzou gefouert, datt notamment d'Salariatskummer gesot huet: „Mir sinn eigentlech net à même, fir kënnen anzeschätzen, ob déi doten Zuel genuch ass, ob dat duergeet oder net."

An déi drëtt Remark, déi ech maache wollt, ass déi, datt d'Fro vun de Garden natierlech och indirekt d'Fro stellt vun der Entlaaschtung vun den Urgencen. An d'Maison-médicallen, do stellt sech déi grouss Fro, awéiwäit déi et wierklech fäerdegbruecht hunn an der Vergaangenheet, zur Entlaaschtung vun den Urgencë bäizedroen. Eng Evaluatioun, mengen ech, wier och hei gefrot, an et wier och wichteg, sech Gedanken ze maachen, wéi do d'Entwécklung kéint sinn.

Effektiv, ëmmer dee groussen Elefant am Raum an deenen Diskussiounen ass d'Personal. Et geet net nëmmen duer, anstänneg ze bezuelen. Dat ass sécherlech och wichteg, mee et muss een et virun allem och fannen, fir déi Aarbecht kënnen ze maachen.

Wéi gesot, dëse Projet de loi ass e klengt Puzzlestéck doranner, a mir ënnerstëtzen en.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum.

Dann huet elo d'Gesondheets- a Sécurité-sociales-Ministesch d'Wuert.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Et ass déi éischte Kéier, dass ech hei e Rapport vun engem Projet de loi begleeden. Ech soe fir d'éischt mol dem Rapporter Max Hengel villmools Merci fir déi gutt Ënnerstëtzung an der Kommissiounssitzung a fir dee komplette Rapport. Villmools merci un de Max. Ech hoffen, datt mer esou viruschaffen.

Da soen ech och Merci all de Kontributiounen, déi hei gemaach gi sinn. Dir hutt am Fong geholl scho bal dee ganze Programm fir déi nächst fënnef Joer opgesot, dee mer zwar muer an der Chamberskommissioun eréischt ofschléissen, d'Presentatioun vum Accord de coalition. Mee Dir hutt schonn alles mat op de Wee ginn, wat mer an deenen nächste fënnef Joer um Plang stoen hunn.

Merci och der viregter Gesondheetsministesch fir de Relais, dee se organiséiert huet. Dat hei war ganz einfach, d'Amendementer ware geschriwwen. Ech hunn net vill musse maachen, ech hu just musse begleeden.

An ech si frou, datt ech bei menger éischter Interventioun zu engem Projet de loi kann op 100 % Zoustëmmung hei aus dem Haus zielen. A mäi Wonsch wier, datt dat déi nächst fënnef Joer esou géif weidergoen.

*(Hilarité)*

Mee ech sinn awer net ganz blauäugeg. Ech mengen, mir kréien nach ganz interessant Diskussiounen, an ech freeë mech op all déi Diskussiounen. A merci elo mol dofir, de Mëtten deen heite Projet ze stëmmen.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun ofgeschloss.

A mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8277. Den Text steet am Document parlementaire 8277[9].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8277 et dispense du second vote constitutionnel***

An d'Ofstëmme fänkt elo un. D'Votes par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass dat follgend: Jo-Stëmmen: 60. Follgendermoosse keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun.

De Projet de loi ass also eestëmmeg ugeholl ginn.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Marc Lies), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par Mme Corinne Cahen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat also esou decidéiert.

## 12. 8337 – Projet de loi portant approbation du Protocole d'amendement à l'Accord portant création de l'Organisation internationale de la vigne et du vin, signé à Paris, le 3 avril 2001

Mir kommen elo zum Projet de loi 8337 iwwert d'Verlagerung vum OIV-Sëtz vu Paräis op Dijon. Op Propositioun vun der Kommissioun – an ech ënnersträichen dat nach eng Kéier! –, gëtt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. Follgendermoossen huet och kee sech ageschriwwen, fir heiriwwer ze diskutéieren. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture***

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Gesetzesprojet 8337 geet et drëms, e Protocole d'amendement zum Accord iwwert d'Grënnung vun der Internationaler Organisatioun fir d'Rief an de Wäin, kuerz OIV, ze ratifizéieren. D'OIV wäert hire Sëtz ab dem Fréijoer 2024 vu Paräis op Dijon verleeën, wat den Objet vun dësem Amendement ass.

Esou wéi et am Accord iwwert d'OIV virgesinn ass, kann all Memberland vun der OIV Ännerungen zum Accord proposéieren. Dës Ännerung gouf vu Frankräich proposéiert, an déi vum Accord virgesinne Prozedur, déi gouf och à la lettre ugewannt.

Et muss ee wëssen, dass de Bail vum Sekretariat vun der OIV zu Paräis schonn 2019 ofgelaf war an d'OIV zënterhier provisoresch an engem anere Gebai zu Paräis ënnerbruecht ass.

Dräi franséisch Stied a renomméiert Wäiregiounen hu kandidéiert, fir den neie Siège vun der OIV ze stellen: Dat ware Bordeaux, Reims an Dijon, déi och allen dräi d'Krittäre vun der OIV erfëllt hunn.

D'Decisioun, de Sëtz op Dijon ze verleeën, gouf den 21. Mee 2022 an der Generalversammlung vun der OIV approuvéiert vun allen 39 Memberen, déi deemools an der Generalversammlung present waren.

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | E bësse méi roueg. Wann ech ëm Calme kéint bieden, fir datt d'Rapportrice och kann hire Rapport maachen.

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV), rapportrice | Merci, Här President. D'OIV wäert soumat am Fréijoer d'nächst Joer an den Hôtel Bouchu d'Esterno, en Härenhaus aus dem 17. Joerhonnert am Häerze vun Dijon, plënneren. Et ass eng flott Location, wou een och eng Kéier kéint mat der Kommissioun hifueren.

*(Hilarité)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mat der ganzer Chamber, Madamm Weydert.

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Weydert, maacht Äre Rapport.

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV), rapportrice | Pardon. 1924 ass als Reaktioun op déi international Wäibaukris de Virgänger vun der OIV, dat Internationaalt Wäinamt, gegrënnt ginn, fir d'weltwäit Situatioun vum Wäibau ze harmoniséieren.

Den erneierten Accord iwwert d'Grënnung vun der OIV gouf den 3. Abrëll 2021 (veuillez lire: 2001) zu Paräis ënnerschriwwen an duerch e Gesetz vum 22. Juli 2003 vu Lëtzebuerg approuvéiert.

D'OIV huet aktuell 50 Memberlänner op fënnef Kontinenter, déi representativ fir d'Produktioun an de Konsum vum Wäi sinn. Aus de Memberlänner stamen nämlech 86 % vun der weltwäiter Wäiproduktioun, an 71 % vum weltwäit produzéierte Wäin gëtt an dëse Länner consomméiert.

D'OIV huet verschidde Kärmissiounen am Wäibau, déi am Konsens mat de Memberlänner festgeluecht ginn. D'Haaptmissioun vun der OIV ass et, international unerkannten a kohärent Standarde festzeleeë fir d'Hierstellung vun de Produkter aus dem Wäibau. Dëst geet vum Hierstellungsprozess, der Liewensdauer bis bei d'Etikettéierung vun de Produkter, sou wéi se um Enn an de Verkaf kommen. Donieft bedreift d'OIV Fuerschung an diverse Beräicher, fir de Wäibau no vir ze bréngen, sammelt a senge Memberlänner Daten a stellt Statistiken an Analysen zu spezifeschen Theemen aus dem Wäibausecteur op.

D'OIV ass also eng Plus-value fir Lëtzebuerg, fir eise Wäibau hei, well mer eis zesumme mat de wichtegste Länner, déi aktiv am Wäibau sinn, weltwäit déi selwecht Standarde ginn an esou och kompetitiv um Weltmarché bleiwen.

De Gesetzesprojet gouf de 26. Oktober 2023 an der Chamber vum deemolegen Ausseminister deposéiert an den 30. November 2023 gouf en an d'Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture renvoyéiert.

De Staatsrot huet de Gesetzesprojet den 28. November 2023 ouni Observatiounen um Fong aviséiert an hat awer zwou Bemierkungen d'ordre légistique: Dat war, datt zum Schluss vum Intitulé e Punkt war an datt den Text vum Protocole d'amendement mam Intitulé „Annexe" direkt huet missen hannert d'Approbatioun kommen.

D'Chambre de Commerce huet dunn den 1. Dezember 2023 och dëse Projet favorabel aviséiert.

An hirer Sëtzung vum 14. Dezember 2023 gouf de Gesetzesprojet vun der Madamm Ministesch Martine Hansen an der zoustänneger Kommissioun virgestallt an den Avis vum Staatsrot a vun der Chambre de Commerce goufen analyséiert. An der selwechter Sitzung sinn ech zur Rapportrice ernannt ginn an de schréftleche Rapport ass unanime ugeholl ginn.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport an déi verschidden Avisen, déi virleien. Ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Madamm Weydert …

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV), rapportrice | Am Numm vun der …

**M. Claude Wiseler,** Président | A, pardon.

**Plusieurs voix** | Nee, nee!

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV), rapportrice | Pardon?

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat braucht Der net ze soen, well mer hei a sech an engem Modell sinn, wou mer keng Diskussioun hunn a wou och keng Fraktioun da muss eppes soen. Da brauch Är Fraktioun och elo net hei …

*(Hilarité)*

… e Kommentar doriwwer ofzeginn.

A wann d'Regierung elo och näischt ze soen hätt oder net géif insistéieren, eppes ze soen, da kéinte mer direkt zum Vott eriwwergoen.

D'Diskussioun ass ofgeschloss.

A mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8337. Den Text steet am Document parlementaire 8337[3].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8337 et dispense du second vote constitutionnel***

An d'Ofstëmme fänkt un. D'Votes par procuration. An de Vott ass elo ofgeschloss.

D'Resultat ass dat follgend: Jo-Stëmmen: 60. Nee-Stëmmen: 0. An Enthalunge selbstverständlech dann och keng.

Domat ass de Projet de loi eestëmmeg ugeholl ginn.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par M. Marc Lies), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat elo esou decidéiert.

## 13. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'interdiction de la mendicité au Luxembourg

D'Chamber féiert haut de Mëtten – oder plutôt schonn haut den Owend – eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Heescheverbuet, déi vun der LSAP-Fraktioun ugefrot gouf.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalen. D'Auteure vun der Aktualitéitsstonn hunn zéng Minutten. D'Fraktiounen an d'Sensibilitéiten hu jeeweils fënnef Minutten. D'Regierung huet 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, d'Madamm Lydie Polfer, den Här Fernand Kartheiser, den Här Meris Sehovic, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. D'LSAP-Fraktioun huet decidéiert, datt se d'Riedezäit vun den Auteuren, déi zéng Minutten, déi se huet, ënner zwee Auteuren deelt, der Madamm Bofferding an dem Här Biancalana. A wéi ech gesinn, fänkt d'Madamm Bofferding un. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

***Exposé***

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Här President, mir hunn dës Aktualitéitsstonn ugefrot, well mer et net

bei eiser Pressekonferenz wollte beloossen a well mer och gären hätten, dass dëse Sujet weiderhin op der politescher Agenda bleift. A mir hoffen, haut och eng sachlech Debatt heibanne kënnen ze féieren.

D'Mendicitéit ass e Sujet, deen eis net kal léisst. Mir gesinn et och als eis Flicht, grad deene Leit, déi keng Stëmm hunn, eng Stëmm ze ginn. An a mengen Ausféierunge wäert ech elo net op déi juristesch Elementer weider agoe vun där juristesch fundéierter Analys, déi deemools derzou gefouert huet, dass ech den Artikel als deemoleg Inneministesch refuséiert hunn. Ech hunn op ville Plaze schonn erkläert, wat de Bestanddeel vun deem Contrôle de légalité ass, deen een dee Moment als Ministesch huet.

Vill méi wichteg ass eeben, dass mer kucken, wéi et elo weidergeet, respektiv wëll ech och hei an deem Kontext nach eng Kéier soen, dass ech et wierklech bedaueren, datt d'Decisioun vum Verwaltungsgeriicht net ofgewaart gouf, well dann hätte mer nämlech eng kloer Rechtssécherheet kritt, amplaz elo hei d'Decisioun ze huelen, fir dass e Riichter net kann tranchéieren. Ech mengen, do hätte mer méi Kloerheet gehat an domadder wär eis alleguerte gehollef. Bon, mir dréien hei weider am Krees.

Genausou ass et och ze bedaueren – oder besser gesot ass et eigentlech och e Skandal –, dass grad dat Éischt, wat dës Regierung ëmsetzt, dat, wat se mécht, eigentlech déi Schwächste vun eiser Gesellschaft viséiert. Déi, déi näischt hunn, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn, déi kee Su an der Täsch hunn, déi ginn direkt hei weiderhi bestrooft.

„Knaschtsak", „Lidderhanes", „Wouscht": Dat si Begréffer, déi een an de leschten Deeg ëmmer erëm an der Debatt héieren huet, wuel wëssend, dass mer hei vu Mënsche schwätzen. Ech hu selwer viru Joren eng Persoun, déi ech aus menger Kandheet kannt hunn, op der Gare sëtze gesi mat engem Becher, fir Suen ze sammelen. Wéi ech erausfonnt hunn, war déi Persoun och drogéiert an ech hu mer ëmmer erëm d'Fro gestallt, wat do geschitt ass, dass se esou déif gefall ass.

Leit, déi reegelméisseg an den Interieur gaange sinn, déi si sécherlech op d'Lilu getraff. Dat ass eng Fra, déi all Dag virum Ministère souz, déi Bicher gelies huet an déi ëmmer ganz frëndlech war, wann een hir e Su an hire Becher ginn huet. Viller hu gemengt, dass et sech net gehéiert, dass eng Persoun virun engem Ministère sëtzt. Bon, ech hunn dat aneschters gesinn, well all Dag, wa se do war, wosst ech, dass déi Persoun nach lieft. Am Eck, wou se souz, war se protegéiert a si gouf och mat Iessen a Gedrénks versuergt. Méi dramatesch gouf et, wéi déi Persoun krank gouf an nach méi déif gefall ass.

Den Adalbert Boros, dat ass wuel dee bekanntste Strummert. Ech selwer hunn en net kennegeléiert, mee ech kenne ganz vill Anekdoten, virun allem – voilà, do grinst schonn een – wann e bei de Mathesaufgabe vun de Leit gehollef huet.

Ech nenne just dës puer Beispiller, einfach fir den Term „heesche" kënnen ze vermënschlechen an einfach ze weisen, dass dat Persoune sinn, jo, déi sech zum Deel vläicht och schonn opginn hunn, mee trotzdeem steet et eis net zou, fir deene Leit nach hire leschte Fonken u Würd an hire leschte Fonken u Selbstbestëmmung ewechzehuelen. Genausou wéi et eis och net zousteet, deenen Äermsten an der Gesellschaft d'Méiglechkeet ze huelen, en Appell un d'Generositéit vun hire Matmënschen ze maachen.

Elo kéint vläicht deen een oder anere soen: „Bon, d'Stater Policereglement verbitt jo elo net déi einfach Form vun der Mendicitéit. Et ass jo just déi aggressiv an déi organiséiert Form gemengt." Ben, dat ass net ganz richteg, wann dat ëmmer gesot gëtt. Well kucke mer eis eng Kéier déi Plazen an déi Zäiten un, déi am Reglement definéiert sinn, déi do festgeschriwwe sinn, sou ass festzestellen, dass grad op deene Plazen a grad zu deenen Zäiten, wou een iwwerhaapt Leit untrëfft, déi kéinte spenden …, dass genau déi Plaze gemengt sinn.

Déi consultativ Mënscherechtskommissioun huet dat och nach eng Kéier ganz kloer an hirem Communiqué vu gëschter preziséiert an och Leit wéi de Mënscherechtsspezialist Frank Wies schwätzen hei och ganz kloer de facto vun engem generelle Verbuet.

Duerfir stellt sech also d'Fro grondsätzlech: Wat seet dat iwwer eis als Gesellschaft aus, wann esou e Verbuet geholl gëtt? Ben, et weist virun allem, wéi mer mat deenen Äermsten a mat deene Vulnerabelsten ëmginn. Mënschen, déi elo schonn ausgebeut ginn, ginn nach méi bestrooft. An enger fräier, an enger oppener Gesellschaft dogéint gehéiert et dozou, dass déi Äermst ënner eis, och wann hiren Ubléck vläicht muncher stéiert, wann dat net ëmmer schéin ass ze kucken oder einfach als stéierend empfonnt gëtt, trotzdeem zu eiser Gesellschaft gehéieren a mir si net einfach aus der Ëffentlechkeet verbanne kënnen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Well spille mer och eng Kéier déi praktesch Handhabung vun deem Verbuet duerch, wat dat da ganz genau an der Realitéit elo bréngt. Ben, gi mer dervun aus, den Heeschert gëtt dann op der Plaz do vum Polizist protokolléiert. Da gëtt e PV ausgestallt, dee geet bei de Parquet. Eventuell kënnt d'Affär och nach viru Geriicht an den Heeschert, déi concernéiert Persoun, kritt dann eng Strof vu 25 bis 250 Euro, déi en natierlech net ka bezuelen. Vläicht taucht den Heeschert och ni viru Geriicht op an déi Amende an d'Strof erreechen en, wéi gesot, iwwerhaapt net. Och dat huet d'Presidentin vun der Policegewerkschaft SNPGL ugefouert, Zitat: „Wéi de Riichter awer mat Persounen ouni Kont an ouni Wunnsëtz verfuere soll, dat ass net gewosst." A schlussendlech – an dat ass de sprangende Punkt – bleift déi Persoun op der Strooss, hei oder éierens anescht. A mat „éierens anescht" mengen ech ganz kloer, dass et dee Moment zur Verlagerung kënnt.

Well déi Persounen, déi verschwanne jo net einfach, déi léise sech jo och net einfach a Loft op. An interessant ass och an deem Kontext den Escher Buergermeeschter, dee ganz kloer gesot huet: „Vun eis aus wäert et keen Heescheverbuet ginn." Wou also sollen déi Leit higoen, wann d'Stad Lëtzebuerg dann elo hiert Reglement do en vigueur huet respektiv wat ass eigentlech déi Strategie, dee Plang hannendrunner, wou déi Leit sollen higoen? Well kucke mer d'Uewerstad, wou jo dee ganze Verbuet ausgeschwat gouf, ben, do ass déi nächst Plaz, wou déi Leit da kënnen op hir Matmënschen treffen, zum Beispill um Belair virun engem Supermarché, zu Märel bei engem Supermarché oder bei der Fondation Pescatore.

De Wonsch vu Verschiddenen, „aus den Augen, aus dem Sinn", dee geet hei net op. Nach eng Kéier: Déi Leit, déi gehéieren zur Gesellschaft. Och wann net jidderee wëll déi Nout gesinn, si ass do a mir kënnen net einfach maachen, wéi wann déi Leit net géifen existéieren, a se eeben op aner Plaze verdrängen.

An dofir ass et och net fair a virun allem ass et och Gëft fir d'Debatt, wann ëmmer erëm déi verschidde Forme vun der Heescherei an een Dëppe geheit ginn. Mee warscheinlech gëtt dat och bewosst gemaach, well esou léisst sech Law and Order och besser verkafen.

An nee – well dat ass jo ëmmer déi Kritick, déi mer dann direkt ze héiere kréien –, nee, mir sinn net naiv. A wann et Problemer gëtt, da soll een och d'Kand beim Numm nennen. A wann een net déi néideg Moyenen huet, da soll ee sech déi néideg Moyene ginn.

An dofir verstinn ech och net, wann et vum Inneminister – dat muss bei engem Interview um 100,7 gewiescht sinn – dann heescht, et géif genuch Preuvë ginn, Zitat: „déi déck däitsch Limousinne mat de belsche Plackennummeren, déi all Moien um Boulevard Royal hir Banden erausloossen". Bon, d'Fro direkt un Iech: Wann Der dat wësst, firwat gëtt net intervenéiert? Firwat geschitt dann do näischt?

*(Interruption)*

**Une voix** | Très bien!

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Déi organiséiert Mendicitéit ass jo ënner Strof gestallt respektiv hu mer och nach am Strofrecht Artikelen zu der Traite humaine, wou een eebe genau dës ka verbidden – wann déi Preuvë schlussendlech do sinn, well soss huet et ëmmer am Debat geheescht, et géif keng Preuvë ginn. Wa se do sinn, firwat intervenéiert Der net an Dir huelt och hei déi richteg Kriminell, fir se eeben der Justiz ze presentéieren?

Da gouf och vun der Säit vun der Gemeng ëmmer erëm betount, dass se en Artikel brauch, well se soss net noweise kéint, wéini déi einfach a wéini déi kriminell Mendicitéit stattfënnt. An esou hätt een dann ëmmer eng Base légale, dat heescht, déi einfach verséchert, dass just déi Kriminell domadder viséiert wären an net déi aner. Ben, wou wéi mer matkritt hunn, säit d'Reglement dann elo en vigueur ass, ginn alleguerten déi Leit, déi op der Strooss sëtzen, sensibiliséiert. A mir gesinn hei schonn, dass keen Ënnerscheed gemaach gëtt, dass hei all Mënsch domadder viséiert gëtt. An dat weist ganz kloer, a wéi eng Richtung et geet.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg de Sproch „Du bass emol net méi gutt genuch, fir heeschen ze goen". Ben, Dir sidd amgaangen, genau dat doten a Realitéit ëmzesetzen. Dir weist hei erëm, dass Der op komplex Problemer just mat einfache Léisunge reagéiert. Dir sicht hei déi einfachsten Optioun, fir dat unzegoen, an eng reng repressiv Äntwert kann net de Problem sinn (veuillez lire: kann net d'Äntwert op de Problem sinn). Et brauch weesentlech méi Facetten, fir déi dote Problematike kënnen unzegoen. An dofir si mer mat där Approche, déi Der do gewielt hutt, definitiv net averstanen. Et gräift einfach vill ze vill kuerz. An dofir géif ech gären elo déi verbleiwend Riedezäit mengem …

*(Brouhaha et hilarité)*

… Fraktiounskolleeg ginn, fir nach op deen Aspekt eng Kéier anzegoen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Madamm Bofferding. Här President, et kann eng kloer politesch affichéiert Volontéit sinn, déi Aarm – an d'Heescherte gehéieren dozou – auszegrenzen. Domadder verschwënnt awer nach laang net d'Aarmut. Ech mengen, hei gëtt op restriktiv Mesüre gesat, déi géint Mënschen a prekäre Situatioune geriicht sinn. An ech mengen, d'Aarmut an d'Prekaritéit am ëffentleche Raum wäerte vläicht manner visibel ginn duerch dës Decisioun, mee si wäerte sécher net verschwannen. An et weess een awer och, dass eng repressiv Approche ëmmer méi visibel ass wéi eng preventiv a sozial, och fir dann déi gewënschte Resultater um soziale Plang ze kréien, an dat trëfft och deementspriechend hei zou.

D'Commission consultative des droits de l'homme huet ganz kloer och dës Decisioun kritiséiert. An

doropshin hu mer och als LSAP d'Cellule scientifique, wéi gesot, saiséiert, fir där Saach och nach eng Kéier nozegoen.

Dofir, mengen ech, och vun dëser Plaz aus mat Nodrock en Appell vun der LSAP, Här Inneminister, Är Decisioun am Numm vum Respekt vun de Mënscherechter an de Libertés publiques – mat deene Leit, mat deene mer hei ze dinn hunn; dat si keng Pariaen –, réckgängeg ze maachen. An déi Motioun deposéieren ech hei am Numm vun der LSAP a si gëtt ënnerstëtzt – merci och – vun de Kolleege vun deene Gréngen, vun de Piraten a vun deene Lénken.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– la décision récente du ministre des Affaires intérieures relative à l'interdiction de la mendicité à Luxembourg-ville ;*

*– que lors du deuxième recensement des personnes sans-abri à Luxembourg-ville réalisé le 14 juin 2023, un total de 193 personnes ont été recensées ;*

*– que le fait d'interdire la mendicité à certaines heures à des endroits définis par la Ville de Luxembourg n'est de nul secours pour les personnes réduites à devoir mendier pour subvenir à leurs besoins ;*

*– que la mendicité est à considérer comme une problématique globale et qu'elle nécessite dès lors une réponse de type holistique ;*

*– que des mesures sociales visant des effets durables sont nécessaires afin de lutter contre la pauvreté en général et la mendicité en particulier,*

*vu*

*– la prise de position de la Commission consultative des droits de l'homme du Grand-Duché du Luxembourg du 18 décembre 2023 selon laquelle l'interdiction de la mendicité constitue « une violation des droits humains des plus vulnérables »,*

*invite le Gouvernement*

*1) à consacrer une partie des acquisitions dites VEFA[1], réalisées récemment afin de contrer les effets de la crise du bâtiment, à des projets de Housing First ;*

*2) à doter au plus vite le projet de Couverture universelle des soins de santé (CUSS) de la base légale nécessaire ;*

*3) à présenter un projet de décentralisation des offres et des fonctions de la structure Abrigado au courant de l'année 2024 ;*

*4) à revenir sur sa décision concernant l'interdiction de la mendicité à Luxembourg-ville.*

[1] *vente en l'état futur d'achèvement*

*(s.) Dan Biancalana, Marc Baum, Taina Bofferding, Marc Goergen, Meris Sehovic.*

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Biancalana.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Villmools merci. A wéi de Schwäizer Pedagog sot, de Pestalozzi: „Wer die Armut erniedrigt, der erhöht das Unrecht."

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Biancalana.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

***Débat***

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Här President, léif Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen der sozialistescher Fraktioun Merci fir hir Initiativ, och wann ech dach e gewëssent Erstaunen heiriwwer net ka verstoppen. Ech wëll zu där ganzer Thematik Heescherei fënnef kuerz Remarke maachen.

Deen Éischten, dee laang virun der Stad Lëtzebuerg en deelweist Heescherteverbuet a senger Gemeng duerchgesat huet, ass de fréiere Buergermeeschter vun der Gemeng Dikrech gewiescht, dee bekanntlecherweis weeder a menger Partei nach an der DP ass.

*(Interruption)*

Genau dat selwecht Heescheverbuet ass iwwregens duerno an der Gemeng Ettelbréck agefouert ginn, wou meng Partei niewent der LSAP an der Majoritéit ass.

An deenen zwou Gemenge sinn déi Decisioune par ailleurs à l'unanimité geholl ginn, dat heescht och mat de Stëmme vu Parteien, déi hei an der Chamber sëtzen an déi am Moment dergéint Stuerm lafen.

Ech hunn iwwregens och festgestallt, datt säit der Decisioun vun der Madamm Bofferding deemools am Mäerz (veuillez lire: am Mee) dëst Joer keent vun deenen zwee Reglementer zréckgeholl ginn ass, weeder dat vun Dikrech nach dat vun Ettelbréck.

Zweet Remark: D'Madamm Bofferding, fréier Inneministesch – si huet dat de Mëtteg net méi gemaach, dat gestinn ech hir gär zou –, huet awer an der Pressekonferenz dem aktuellen Inneminister Léon Gloden virgeworf, hie géif hei Riichter spillen. Madamm Bofferding, wéi Dir deemools eng Decisioun fir d'Stad Lëtzebuerg geholl hutt, déi mat grousser Majoritéit am Gemengerot geholl ginn ass, hutt Dir och Riichter gespillt, andeem der en Arrêt vun der Europäescher Cour interpretéiert hutt an op Base vun deem, zumindest deelweis, déi Decisioun vun der Stad Lëtzebuerg annuléiert hutt. Wat aneschters war dat, wéi och Riichter ze spillen? Allerdéngs muss ech soen: Dat, wat den Här Gloden elo gemaach huet, ... Hien huet nämlech och nach eng Kéier déi Interpretatioun vun dem Arrêt Lacatus gemaach an hien huet se richteg gemaach.

*(Hilarité)*

Well deen Arrêt Lacatus huet nämlech eng ganz aner Situatioun beschriwwe wéi déi, déi mer elo an der Stad hunn. Do geet et ëm e generellt Heescheverbuet, Här Baum, e generellt, wat geholl ginn ass, wat net de Fall vun der Stad Lëtzebuerg ass, well hei geet et just ëm en deelweist Heescheverbuet, wat sech op eng Rei vu Stroosse limitéiert. A wann ech dat mol vun der Surface hier kucken, an ech géif all deene Leit, déi net ëmmer duerch d'Stad ginn, vläicht soen, sech dat emol eng Kéier unzekucken, dat mécht emol net een Zéngtel ...

*(Interruption)*

... vun der Surface vun der Gemeng Lëtzebuerg aus, a grouss Quartiere sinn ...

*(Interruptions)*

... Här President!

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo. Dir sidd et eenzeg an eleng, deen d'Wuert huet.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Grouss Quartieren, wéi zum Beispill de Kierchbierg, wat ee vun deene Quartieren ass, wou am meeschte Leit am Dag zirkuléieren, si vun deem Verbuet ausgeholl, gradewéi Bouneweg, dee Quartier, deen am meeschte peupléiert ass an der Stad.

Drëtt Remark. D'Regierung an d'Stad kréien elo reprochéiert, si géifen hei Mesüre géint déi Aarm a géint d'Aarmut huelen a se géifen net genuch a puncto Preventioun a generell an der Sozialpolitick maachen.

Léif Kolleeginnen a Kolleege vun der LSAP, ech muss Iech soen: Weeder Dir nach soss een huet de Monopol vun der Generositéit an dësem Haus oder och soss enzwousch! A wann ech kucken, wat souwuel meng Partei – an dat gesäit een och am Koalitiounsaccord – wéi och d'Stad Lëtzebuerg um Niveau vun der Sozialpolitick an deene leschte Jore gemaach hunn, mengen ech, brauche mir eis wierklech net ze schummen.

An erlaabt mer just eng Zuel ze ginn, an ech schwätzen hei och ënnert dem Contrôle vun deenen zwee exzellente Sozialschäffen, fir d'éischt dem Maurice Bauer an elo dem Corinne Cahen: Mir haten am Budget 2021 27 Milliounen an eisem Sozialbudget, mir hunn der elo am Joer 2024 67 Milliounen. Bal eng Verdräifachung vun deem, wat um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg gemaach gëtt! Duerfir, mengen ech, brauche mer hei ons wierklech keng Reprochen ze maachen.

Eng lescht Remark, Här President, an da sinn ech fäerdeg. D'Decisioun vun der Stad Lëtzebuerg, déi vum Inneminister confirméiert ginn ass, leeft net drop eraus, generell d'Heescherei am ëffentleche Raum ze verbidden. Jiddwer Mënsch ka weider a ville Stroosse vun dëser Stad heesche goen. Allerdéngs – a lauschtert gutt no, och hei op menger rietser Säit – ass och d'Fräiheet fir heeschen ze goe keng onbegrenzt a kann net op d'Käschte vun de Fräiheete vun anere Mënsche goen, déi sech duerch eng aggressiv an organiséiert Heescherei och an hirer Beweegungsfräiheet agegrenzt an ugegraff fillen.

Eis Regierung huet sech de Respekt virum Rechtsstaat op de Fändel geschriwwen.

**Une voix** | O Mamm!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Och de Respekt, och de Respekt vun de Fräiheete vun de Mënschen, an zu deene gehéiert nun emol d'Recht op d'Sécherheet an och dëse Respekt virum Rechtsstaat.

Mat dëser Decisioun, mengen ech, hunn d'Regierung an den Inneminister gewisen, wéi wichteg hinnen dëse Respekt virum Rechtsstaat ass. An duerfir ënnerstëtze mir 100%eg déi Decisioun.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Mosar. D'Wuert ass fir d'Madamm Polfer. Madamm Polfer, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Här President.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Wollt Dir mir nach eng Fro stellen?

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, ech hätt eng Fro, wann ech däerf.

**M. Claude Wiseler,** Président | Selbstverständlech, wann den Här Mosar d'accord ass, däerf d'Madamm Tanson eng Fro stellen.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Also, et géif elo vill ze soe ginn, mee do hu mer nach e Riedner herno. Mee well Der Iech op den Arrêt vun der Cour européenne des droits de l'homme baséiert: Dat ass e ganz interessanten Arrêt, a wat notamment ganz pertinent ass, ass déi Opinioun, déi de Riichter Ravarani dozou geschriwwen huet, wou en am Fong op dee Punkt, deen Der elo grad gesot hutt, extreem gutt ageet, dat heescht d'Fro vun der Limitatioun vun der Fräiheet fir ze heesche par rapport zu der Fräiheet vun all deenen aneren.

An ech hu mech gefrot, wat dann elo d'Aschränkung vun der Fräiheet vun der Allgemengheet ass, wann einfach ee just do sëtzt, wann en net aggressiv ass, wann e mol näischt proaktiv mécht, mee wann e just an der Strooss sëtzt, wat jo duerch Äert Reglement verbueden ass. Wou ass do d'Aschränkung vun iergendengem aneren? Dat ass meng Fro.

**M. Claude Wiseler,** Président | Eng kuerz Äntwert, Här Mosar.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Madamm Tanson, ech mengen, et ass elo e puermol gesot ginn, ech widderhuelen et nach eng Kéier: Et geet an deem Reglement vun der Stad Lëtzebuerg ëm dat aggressiivt ...

*(Interruptions)*

Jo, Dir liest dat, Dir liest dat dann aneschters, Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Et steet net dran!

*(Interruptions et coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Mosar huet d'Wuert an den Här Mosar gëtt eng Äntwert op eng Fro, déi e gestallt krut.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Et ass schwéier, Här President, wann ee permanent hei ënnerbrach gëtt.

Ech soen dat nach eng Kéier: Dat ass fir eis ganz kloer hei fir déi aggressiv an organiséiert Heescherei! An ech mengen, ech ka ganz gutt novollzéien, datt vill Mënschen, an ech begéinen der all Dag, sech duerch dat Verhalen an hirer perséinlecher Beweegungsfräiheet ageschränkt fillen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Elo huet d'Madamm Bofferding nach eng Fro ze stellen. Här Mosar, huelt Der déi Fro un?

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Ech huelen all d'Froen un, hoffen awer, datt ech Zäit hunn, drop ze äntweren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Am Fong geholl ass et keng direkt Fro. Ech wëll just e klenge Faktencheck maachen, well ëmmer esou ënnerstallt gëtt, ech hätt aner Reglementer duerchgewonk an hätt fir d'éischt bei der Stad Lëtzebuerg e Refus ausgeschwat. Ech wëll just soen, dass et eréischt säit dem Januar dëst Joer d'Approbatioun op de Policereglementer gëtt. Virdrun ass et dat net ginn. A wann ech duerno schonn aner Dossieren um Dësch leie gehat hätt, mengen ech, wär déi Konklusioun déi selwecht gewiescht opgrond vun där juristescher Analys.

Duerfir, wannechgelift, haalt op, ëmmer ze ënnerstellen, ech hätt bei de Sozialisten duerch d'Fangere gekuckt. Do hat ech nach guer näischt ze kucken!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Léif Madamm Bofferding, ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Mosar.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | ... ech kann Iech just soen, souwäit ech ...

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift, den Här Mosar huet d'Wuert ganz eleng!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Souwäit ech d'Kompetenze vum Inneminister kennen, muss den Inneminister ëmmer d'Konformitéit mat der Legalitéit vun all Decisioun, déi vun engem Gemengerot geholl gëtt, kontrolléieren. Dat steet am Gemengegesetz.

Dir hätt also parfaitement, wéi deemools déi Reglementer vun Dikrech respektiv vun Ettelbréck geholl gi waren, kënnen do eng Kontroll maachen an dann hätt Der déi och kënnen annuléieren. Dat Recht huet en Inneminister ëmmer.

Zweetens wëll ech och soen: Ech sinn awer elo e bësselchen erstaunt. Dir sot jo awer net, Dir hätt net gewosst, datt Äre Kolleeg Claude Haagen 2020 dat Gemengereglement geholl huet! Wann ech an der CSV mat esou engem Gemengereglement konfrontéiert gi wier, dann hätt ech dat awer a menger Fraktioun virbruecht, an da wär et zu enger – an Dir kennt mech! – méi hefteger Diskussioun do komm. Ech muss awer soen, ech war jo och déizäit schonn an der Chamber: Ech hunn do eigentlech ganz wéineg Opreegung an de sozialistesche Reie verspuert!

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, ech wëll Iech just drop opmierksam maachen, Madamm Tanson, datt kee méi wéi zweemol d'Wuert däerf huelen. Wann Der et elo huelt, da war dat et, wann den Här Mosar Är Fro unhëlt.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Ech ka se nach eng Kéier unhuelen, Här President, mee ech fannen, et ass och elo net gutt, datt d'Madamm Tanson mat mir en Dialog hei féiert.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann huelt d'Fro net un.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Ech féiere mat jiddwerengem gären en Dialog, mee ech mengen, dat ass eigentlech net den Zweck vun enger Heure d'actualité.

**M. Claude Wiseler,** Président | Do hutt Der absolutt Recht. Dir braucht jo d'Fro net unzehuelen, Här Mosar. Da kann déi gréng Fraktioun déi Froen duerno stellen. Si huet jo nach Riedezäit.

*(Interruption)*

Si huet nach Riedezäit. An als nächste Riedner ass d'Madamm Polfer ageschriwwen. Madamm Polfer, elo hutt Dir d'Wuert.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech muss soen, ech sinn erschreckt iwwert d'Duplicitéit an d'Onverfruerenheet hei vun onse sozialistesche Kolleegen, déi awer och vun deene Grénge gedeelt ze gi schéngt.

Hei gëtt wierklech, hei gëtt wierklech en „double standard" applizéiert, an et gëtt keng Erklärung dofir! D'Madamm Bofferding huet ons elo just virgelies, wéi schrecklech et wier, dat Reglement, dat d'Stad Lëtzebuerg do geholl huet. Et mengt een, mir hätten d'Doudesstrof ageféiert! A si berifft sech op d'Mendicité simple. Ech liesen Iech – an ech kommen dann op dat, oder ech fueren do weider, wou den Här Mosar elo just opgehalen huet – den Artikel 54bis vun Dikrech vir: „Pour des raisons de sécurité et de salubrité, la mendicité est interdite", an da kommen all déi Stroossen an och d'Zäiten, wou et ass. Genau dat nämmlecht fannt Der, mat deenen nämmlechten Termen, dat ass dann den Artikel 45 (veuillez lire: den Artikel 42), zu Ettelbréck: „Pour des raisons de sécurité et de salubrité, la mendicité est interdite pendant la période estivale", an da kommen d'Zäiten an da kommen d'Stroossen. Genau wuertwiertlech deen nämmlechten Text!

Wann Der ons wëllt e Reproche maachen, da sot, mir hätten ofgeschriwwen!

*(Hilarité)*

An dann, ...

*(Brouhaha)*

... an da soen ech Iech: „Dir hutt net Onrecht!" Da soen ech Iech: „Dir hutt net Onrecht!" Well wéi koume mir dozou? Wéi koume mir dozou, am Mäerz dëst Joer, 2023, effektiv eist Reglement ...

Mir schwätzen elo mol guer net vun Diddeleng. Ech mengen, déi hu sech laang, vill méi laang scho géint d'Mendicitéit gewiert an esou schéi Flyere gemaach.

*(Mme Lydie Polfer montre un des flyers mentionnés.)*

Ech soen Iech just: Eise gëtt besser!

*(Hilarité)*

Wéi koume mir effektiv dozou? Mee well mer zënter Joren, zënter Joren an x – méi wéi zéng – Reunioune mat der Regierung, a wann ech soen d'Regierung, da war et d'Police an da war et d'Justice, op déi onhaltbar Zoustänn higewisen hunn, déi mer an eise Stroosse kannt hunn an déi an deene leschte Joren effektiv ëmmer méi schlëmm gi sinn.

Mir haten x Debaten am Gemengerot an hei an der Chamber. Ech muss soen, dat Eenzegt, wat op all dat erfollegt ass, dat ass dat Gesetz, wat mer d'lescht Joer, am Juli 2022, ugeholl hunn, dee Platzverweis, wéinstens do, wou d'Leit an den Entréesagäng sinn, wou d'Kanner mussen iwwert d'Sprëtzen trëppele fir erauszekommen. An ech muss do dem Här Bausch nach eng Kéier Merci soen, well hien hat gesot: „Dat do kann net sinn!" An dunn ass do effektiv deen Text komm. Bon, den Här Kox hat e virbruecht. Dat war mat dat Eenzegt.

Mir souze mam Parquet zesummen a mer souze mam Procureur d'État zesummen, a wat krute mer ëmmer gesot? Well datt d'Mendicité organisée vum Code pénal verbueden ass, dat wësse mer alleguer. Dat wësse mer alleguer! Mir soten a mir hunn nëmmen dorop higewisen: „Ma da maacht eppes!" An da war ëmmer d'Äntwert: „Jo, mee et ass ganz schwéier, fir dat ze beweisen. Dat ass ganz schwéier. Wéi solle mer dat beweisen?" Dat hunn ech de Moien, also den Owend, hei och schonn nees héieren, datt dat esou schwéier ass, ...

**Une voix** | Dir wësst jo Bescheed, wéi et geet.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | ... datt dat esou schwéier ass, dat ze beweisen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift!

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Ech muss soen, mir ware wierklech, also, mir woussten eiser Hänn kee Rot méi! An dunn hu mer héieren effektiv, an da kommen ech do derbäi, dunn hu mer héieren, datt Dikrech an Ettelbréck dat do ageschriwwen hätten an hirem Reglement. An effektiv: keng Reaktioun!

Mir hunn och nogefrot, jo. Sou. An du hu mer gemengt, mir kéinten dat och, et wier vläicht eng gutt Iddi, well da kéinte se eis wéinstens ... Well d'Police an d'Justice wëssen, wat mir mengen a wou de Problem ass. An et ass effektiv net, Madamm Tanson, bei deenen, déi roueg um Buedem sëtzen a sech net aggressiv verhalen.

*(Interruption par Mme Sam Tanson)*

Jo, mee wannechgelift. Et ass net do, et ass bei deenen Aggressiven! An ech kann Iech soen: Mir hunn – kommt, ech maachen der Rei no –, mir hunn also dat nämmlecht geholl, wéi Dikrech an Ettelbréck haten. An ech muss Iech soen, mir waren effektiv immens erstaunt, wéi dunn de 15. Mee d'Madamm Bofferding déi zwee Artikelen, déi dorëm ginn, net approuvéiert huet.

Ee Wuert just, Madamm Bofferding: Et ass wouer, datt eng nei Prozedur ass fir d'Reglementer. Dir braucht se elo net méi tel quel ze approuvéieren. Mee, an den Här Mosar hat 100%eg Recht, Dir kënnt ëmmer d'Legalitéit vun engem Text iwwerpréiwen. Fazit! Fazit!

Sou, mir waren also immens erstaunt, datt mir dat do refuséiert kruten, woubäi déi aner kee Problem

schéngen duerzestellen. A mir hunn do direkt, den Dag drop hu mer dat och annoncéiert, e Recours en annulation gemaach. Mir hunn dee Recours en annulation am August Ärem Ministère iwwerginn. Et ass e Recours en annulation vun 48 Säiten. En ass extreem explizitt an e geet op all déi Punkten an, déi Dir opgeworf hutt fir ze soen, Dir géift dat net approuvéieren. An ech kann Iech soen: E widderleet dat an alle Punkten, souwuel deene juristeschen … An ech gesinn elo, d'Zäit mat de fënnef Minutten, déi ass scho bal fäerdeg. Dierf ech awer nach weiderschwätzen?

**M. Claude Wiseler,** Président | Déi si schonn iwwerschratt, Madamm Polfer.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Jo, ech mierken. Mee dee geet op all déi Punkten an an e widderleet se ganz, ganz kloer.

*(Interruption)*

An och den Artikel vun der Konventioun vun dem Mënscherechtsurteel vu Stroossbuerg, ech ginn elo net méi dorop an. Ech wëll nëmme just hei nach eng Kéier eppes soen: An dem Communiqué vun der Commission consultative des droits de l'homme – an ech war wierklech frou, fir dat ze liesen, fir déi, déi sech nëmmen drop konzentréiert hu fir eis ze soen, wat hei legal wier, do legal wier oder net richteg –, do steet dran: „La traite dans le contexte de la mendicité forcée existe au Luxembourg", an: „Lutter contre la traite des êtres humains, y inclus la mendicité forcée, devrait être une priorité politique" fir d'Regierung. Ech kann nëmme soen: ganz d'accord!

*(Interruption par M. Marc Baum)*

Ganz, ganz d'accord. Mee entschëllegt, …

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir misst zur Konklusioun kommen, Madamm Polfer.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | … Här Baum, Dir kennt jo eise System, do muss effektiv fir d'éischt eng Instruktioun gemaach ginn. Dat ass d'Police. An déi aner ass dann d'Justice. Wéi vill PVe sinn an deene leschte Joren, vun 2020 bis haut, gemaach ginn am Kader vun der Mendicitéit?

Eng 120. Wéi vill sinn der sanctionéiert ginn? Een! Een! Dat sinn déi Situatiounen, déi effektiv net méi tolerabel sinn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Polfer.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Mir hëllefen de Leit, d'Stad Lëtzebuerg, a mir sinn déi éischt! Jo, et ass natierlech an et ass normal, datt mer Mënschen, déi an Nout sinn, wëllen hëllefen. A mir als Gemeng, den Här Mosar huet et scho gesot, maachen et. Ech weess net, ob et eng Gemeng gëtt, déi och esou vill mécht. Dat maache mer, an dat maache mer och weider! An dat maache mer nach méi, och mat dem Housing First. Mee firwat mir awer och verantwortlech sinn, dat ass, datt d'Leit sech an hirer Stad nach sécher spieren an datt se net, wa se an der Strooss sinn, …

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Polfer, Dir musst elo zum Schluss kommen, wannechgelift!

**Mme Lydie Polfer** (DP) | … belästegt ginn, harceléiert ginn, ugespaut ginn, jo, ugespaut ginn, wa se näischt ginn! Dat sinn alles Situatiounen, déi an eisem Recours mat Biller a mat de Bréiwer vun de Leit festgehale ginn. An dofir kann ech nëmme soen: Mir ware frou – mir ware frou! –, wéi de Minister op déi Decisioun vun der Madamm Bofferding zréckkomm ass.

A mir wäerten an deene kommenden Deeg en Depliant gi jiddwerengem, …

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | … net nëmmen deene Leit, …

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Polfer.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | … mee jiddwerengem, mat allem dran, wat mer maachen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Polfer. Et sinn nach zwou Wuertmeldungen elo. Madamm Polfer, huelt Der vum Här Clement a vun der Madamm Tanson eng Fro un?

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Gären, gären. Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Da ginn ech dem Här Clement d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Ech kann et ganz kuerz maachen. Den Här Mosar an och d'Madamm Polfer hunn elo grad ganz vill vun der Mendicité aggressive geschwat.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Jo.

**M. Sven Clement** (Piraten) | An den Här Mosar huet gesot, datt et net wär, datt d'Mendicité simple verbuede wär an Ärem Policereglement. Ass et dann esou, an ech stellen Iech d'Fro als Buergermeeschtesch an Deputéiert, datt am Artikel 42 dra steet, ech zitéieren: „Toute autre forme de mendicité est également interdite"?

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Jo. Ech hunn …

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo. Ben.

**M. Claude Wiseler,** Président | Eng kuerz Äntwert, Madamm Polfer.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Et ass esou, ech hunn Iech d'Äntwert virdru ginn: Mir hunn deen nämmlechten Text geholl wéi Dikrech a wéi Ettelbréck!

*(Interruption)*

Ma firwat hu mer et gemaach? Mee wann een natierlech net wëllt verstoen! Firwat hu mer et gemaach? Mee well mer virdru souwuel vun der Police wéi vun der Justice ëmmer gesot kruten: „Jo, déi Mendicité organisée, dat ass schwéier festzestellen."

*(Interruptions)*

Woubäi, woubäi, …

*(Interruption)*

… da soen ech Iech, dat ass ons … Wien huet vun dem Auto geschwat? D'Madamm Bofferding huet vum Auto geschwat. Ech kann Iech dovu schwätzen: Wann ech mat der Police owes duerch d'Groussgaass gaange sinn, wou bal bei all Geschäft a bei all Residenz Leit louchen – do war ech dann eng Kéier en Tour maache mat e puer Polizisten – a wa mer bei deem engen ugefaangen hunn a mir koume bei deen zweeten, da koum direkt ee gefuer, direkt, d'ailleurs mat engem Vëlo, dee koum direkt an huet mat deene Leit geschwat. En huet mat deene Leit geschwat … Ech erzielen Iech dat einfach, dat do ass eng Saach, déi ech erlieft hunn.

Mir kruten ëmmer gesot: „Dat ass schwéier ze beweisen, déi Mendicitéit." Mee da soen ech et hei kloer, an den Här Minister huet jo och nach d'Chance, drop anzegoen: Mir si jo och mat der Police zesumme komm. Et ass evident, et ass evident, datt déi Persounen, wéi d'Madamm Tanson se elo genannt huet, déi do sëtzen, déi roueg sinn a kee belästegen, net déi sinn, déi am Viséier vun der Police sinn an och net vun der Justice. An ech vertrauen, …

*(Interruptions)*

… an ech vertrauen op d'Police, fir deen Ënnerscheed ze maachen.

*(Interruptions)*

An da soen ech Iech eppes. Soll ech Iech eppes soen? Wa mir opgrond vun der Mendicité organisée, vun der Traite des êtres humains, deen éischten – deen éischten! – Arrêt eng Kéier kréien, wou versicht gëtt, déi an de Grëff ze kréien, dann huele mer dat do eraus!

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Madamm Polfer huet hire Punkt gemaach. Et ass d'Madamm Tanson, déi nach wollt eng Fro stellen.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, et ass esou. Merci, Här Clement, dass Dir elo déi Fro gestallt hutt, déi den Här Mosar virdrun net vu mir wollt ophuelen. Well dat war jo genau de Punkt. Hei gëtt souwuel vum Här Mosar wéi och scho vun der Regierung an och der Madamm Polfer mir elo erëm eppes an de Mond geluecht, wéi se gesot hunn, et géif jo elo hei net ëm déi Leit goen, vun deenen ech elo géif schwätzen, déi roueg géifen do sëtzen. Fair enough. Firwat schreift Der dat dann net an Äert Reglement, dass et ëm déi do Leit geet?

**Une voix** | Genau!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | An do ass jo jiddweree mat Iech d'accord. An dat ass jo och haut schonn net erlaabt, dass een d'Leit belästegt, dass een op se späizt, dass een aggressiv mat deenen anere Leit ass. Firwat, …

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Mee Madamm Tanson, et ass awer ni eppes geschitt!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | … Madamm Polfer, …

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Net Dir als Minister, als Justizminister, an och net de Polizeiminister hutt eppes am Kader vun deenen Artikelen, déi am Code pénal sinn, gemaach.

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Madamm Tanson stellt hir Fro fäerdeg. Madamm Tanson, Dir stellt Är Fro an d'Madamm Polfer äntwert Iech.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, also ech mengen, Madamm Polfer, d'Séparation des pouvoirs hunn ech Iech scho méi wéi eng Kéier duergeluecht.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Merci, ech kenne se.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Et ass net um Justiz… Ma ech sinn e bëssen dubitativ grad. Et ass net um Justizminister, …

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Tanson, wannechgelift, stellt Är Fro!

**Plusieurs voix** | O!

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Also, mir kënnen elo gären iwwert den Artikel 5 (63) schwätzen.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | … et ass net um Justizminister, fir der Justice ze erklären, wéi d'Decisiounen ze huele sinn, déi se ze huelen huet. Dat wësst Dir, mengen ech, ganz gutt.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Mir kënne gären iwwert den Artikel 5 (63) schwätzen, wou d'Justice dat awer gemaach huet a wou se awer gottseidank, nodeem ech mam Minister Braz geschwat hunn, drop zréckkomm ass.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Et ass eng Interpretatioun, et ass eng Interpretatioun …

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Tanson, kënnt Dir wannechgelift Är Fro elo stellen?

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, d'Madamm Polfer kann hei soen, wat se wëllt an ech net!

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee, nee. Dir stellt elo Är Fro an dann äntwert d'Madamm Polfer drop.

*(Interruptions)*

**Une voix** | D'Madamm Polfer ënnerbriecht Der ni!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech ënnerbriechen d'Madamm Polfer och. Elo wannechgelift, d'Madamm Tanson stellt hir Fro a si huet elo eleng d'Wuert.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Meng Fro ass ganz prezis. Firwat hutt Der dat Reglement net op dat limitéiert, wat Der elo hei sot, wat Der gären hätt? Well firwat mécht een eng Interdictioun an e Reglement, wann een herno seet: „Ech vertrauen drop, dass d'Police dat awer ganz aneschters kuckt, wéi et am Fong am Reglement steet."

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Polfer, gitt eng kuerz Äntwert!

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Ma allerléifst Madamm Tanson, Dir erënnert Iech vläicht – nee, Dir erënnert Iech vläicht net, soss hätt Der dat do elo net gesot –, mir hu schonn 2015 eist Gemengereglement ugepasst. Et war den Här Mathis Prost, deen en Artikel an d'Gemengereglement bruecht huet. Do hu mer nach zesummen an och ganz gutt geschafft, dat soen ech gären. An do hu mer eeben en Artikel an eisem Reglement gehat, dat war den Artikel 41, wou mer gesot hunn, nach virdrun, datt et defendu ass, d'Leit unzegoen an d'Leit eeben ze harceléieren. Dat hu mer 2015 scho gemaach.

*(Interruption)*

Mee et ass awer näischt geschitt, Här ...

*(Exclamations)*

Mee et ass awer näischt geschitt!

**Une voix** | Dat ass d'Regierung jo awer da mat der Police!

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift, d'Madamm Polfer huet d'Wuert. Gitt elo eng kuerz Äntwert an da fuere mer weider.

*(Interruption)*

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Nee, also ech war an esou ville Sitzungen, wou mer zesummesouze mat der Regierung. D'Regierung, dat heescht Policeminister, Justizminister, de Procureur a mir, d'Gemeng, wou mer alleguer festgestallt hunn, datt déi Situatiounen, déi mer all Dag erliewen an der Stad, net méi tolerabel sinn! All Mënsch war d'accord.

An nach! An nach, egal wéi eng Texter iwwert d'Traite des êtres humains, do, wou een d'Leit op d'Strooss schéckt, an dat ass ganz kloer, ass de Code pénal net applizéiert ginn. Dat huet ons jo eeben op eemol ... Wéi mer gesinn hunn, wéi dat eeben zu Dikrech ass, an zu Dikrech, hunn ech héieren, mécht d'Police dat och oder huet d'Police dat och gemaach, an och zu Ettelbréck, hu mer gemengt, da kéinte mir eeben deen nämmlechte Wee goen, wëssend, datt et net ass fir déi Leit, an ech wollt Iech net ze no trieden, mee fir déi Leit, déi ... Ma Dir hat gesot, déi Leit, déi elo roueg sinn. Dir hat den Här Mosar gefrot: „Déi Leit, déi roueg do sëtzen, ass et dann och fir déi?" Nee, et ass net fir déi!

*(Interruptions et hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Mee mir hunn elo...

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Ech mengen, ech weess just, datt ...

*(Brouhaha)*

Et steet esou do. Et steet ...

*(Interruptions)*

Ma et steet esou do. Mee wann een et net wëllt verstoen, da versteet een et net!

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Polfer, ...

*(Interruptions et hilarité)*

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Et steet eent zu eent esou am Text.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Jo. Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Polfer, wannechgelift, et ass elo ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dat doten ass awer scho bal eng Beleidegung fir eisen Intellekt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Elo hu mer déi Argumenter op där enger an op där anerer Säit. Ech hunn nach eng Fro, huelt Der déi un?

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Jo, natierlech.

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Lenert.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Merci, Här President. Dann nach eng Kéier just ofschléissend: Den Text seet „tout autre type de mendicité", dat couvréiert och een, deen einfach do sëtzt an harmlos frëndlech heescht.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Vun dem Text hier, jo, vum Text hier, jo.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Vum Text hier. Mir schwätzen hei iwwert den Text!

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Majo, mir si jo net domm, mir si jo net blöd. Vum Text hier jo, vum Text hier jo.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Jo, genau.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Mee och déi Texter, déi extreem kloer sinn an déi elo scho Joerzéngten – Joerzéngten! – am Code pénal sinn, do ass näischt geschitt! A mir waren effektiv ...

*(Interruption)*

Majo ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Mee ech mengen, Madamm Polfer, ...

**M. François Bausch** (déi gréng) | Mee et ass d'Police, déi d'Responsabilitéit huet.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Nee, et ass net nëmmen d'Police.

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift, d'Madamm Polfer huet elo d'Wuert.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Fir d'éischt ass et d'Police an duerno ass et d'Justice.

*(Interruption par M. François Bausch)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Bausch, ...

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Nee, et ass de Polizist, deen aarme Polizist, dee muss den Ënnerscheed maachen.

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Madamm Polfer schléisst of.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech mengen, mir dréien elo hei am Krees.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Ech mengen och.

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Oppositioun huet hire Punkt gemaach, d'Madamm Polfer huet hire Punkt gemaach. Do sinn Ënnerscheeder an déi hélt jiddwereen zur Kenntnis.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Deen nächste Riedner, dat ass elo den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, merci, et ass eng wierklech ganz lieweg an interessant Debatt. Eist Land an eis Stied hu ganz vill Problemer. Ech mengen, mir kennen dee vun der Kriminalitéit, dee vläicht dee schlëmmsten ass, mee och dee vun der Mendicitéit. An ech soen dat och ganz bewosst, et ass och vun anere Kolleege scho gesot ginn: Zemools an der Chrëschtzäit sollte mer mat grousser Verantwortung a Sensibilitéit iwwert déi Sujete schwätzen.

An ech wëll Iech elo mol zwou Perspektiven offréieren. Déi éischt ass emol déi allgemeng vum Bild vun der Haaptstad, ier ech un déi méi wichteg kommen, nämlech déi sozial Problemer derhannert.

Mee eis Haaptstad mécht och no baussen e ganz gemëschten Androck, well déi Heescherei, déi mer hei hunn, ass keng gutt Visittekaart. Wann Der an aner Stied gitt, do ass dat net, dat ass zum Deel verbuede ginn. Et ass schonn esou, datt Lëtzebuerg do eng Ausnam ass.

Et ass och net normal, datt et Geschäftsleit hei an der Stad gëtt, déi verschidde sougenannte „Strummerten" engagéieren, fir datt déi derfir suergen, ...

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... datt hir Kolleegen net virun hire Geschäfter sinn, well dat kéint Clienten ofhalen. Och dat ass Deel vun der Realitéit vun der Stad Lëtzebuerg. An dat ass net normal a mir wëllen dat net. An dofir begréisse mir, datt dës Initiativ an dës Debatt elo mol komm sinn.

Mee ech wëll nach eng Kéier betounen – dat ass ganz wichteg fir d'Suite vum Exposé – datt ee muss ganz kloer ënnerscheeden tëschent deene Leit, déi duerch e Schicksalsschlag oder duerch Krankheet oder soss op der Strooss gelant sinn, duerch hir Fragilitéit eigentlech, Drogen, Laangzäitaarbechtslosegkeet, Iwwerverschëldung an esou weider. Well firwat ass dat wichteg? Ma well dat Saache sinn, déi u sech zu engem groussen Deel duerch Moossnamen an der nationaler Politick kéinte geléist ginn. An dann hutt Der déi aner Kategorie, dat ass déi organiséiert Mendicitéit, an dat ass eppes, wat vu bausse meeschtens hei erakënnt a wat an engem ganz anere Kontext muss gesi ginn, an et gëtt och esou gesinn, nämlech strofrechtlech. An dat sinn zwou verschidde Saachen. Ech kommen dorobber zréck.

Elo huet den Här Gloden dat Policereglement autoriséiert. Mir ënnerstëtzen dat ausdrécklech. Dat hu mer och schonn am Conseil vun der Stad Lëtzebuerg iwwert den Här Weidig gesot. Mir hätten och gär, datt e Bilan no enger gewëssener Zäit gemaach gëtt.

Awer mir mussen zwou wichteg Bemierkunge maachen. Déi éischt ass: Dat do muss duerchgesat ginn! Well elo ass d'Situatioun déi: Entweeder d'Regierung setzt sech duerch oder déi organiséiert Bande setze sech duerch! Dat ass déi Situatioun, an déi mer elo kommen. An do ass et un der Regierung ze kucken, datt de Rechtsstaat sech hei duerchsetzt. An dofir mussen dann natierlech och déi néideg Moyenen definéiert ginn.

An do ass déi zweet Kritick, déi mer maachen. Et ass am Virfeld net mat der Justizministesch ofgestëmmt ginn. Mir haten d'Madamm Justizminister hei sëtzen. Si wousst dat net, obschonn et am Regierungsaccord och an hirem Kapitel steet: „Lutte contre la mendicité

organisée“. Déi Koordinatioun hätt misse gemaach ginn a si muss elo onbedéngt gemaach ginn!

Well u sech kann ee sech jo froen, wann een hei déi ganz Debatte lauschtert: Firwat stinn eigentlech hei véier Parteien, wat stellen déi sech eigentlech laangfristeg vir? Well hiert Virgoe géint dat, wat elo gemaach ginn ass, d'LSAP, déi gréng an esou weider, d'Piraten, ...

*(Interruption)*

... dat féiert jo eigentlech, dat féiert derzou, ...

*(Interruption)*

... dat féiert schlussendlech derzou, datt se d'Mendicité organisée ënnerstëtzen. An dat kann net a Fro kommen!

*(Interruption)*

Ech wëll de Kolleege vun der LSAP a vun deene Gréngen awer och déi politesch Appreciatioun mat op de Wee ginn, well et schockéiert, an dofir hunn ech virdrun déi Ursaache rappeléiert, firwat Leit op der Strooss landen: Si waren zéng Joer an der Regierung a si hunn näischt gemaach! Si schwätze vun enger kaler Politick, enger Politick ouni Häerz, mee Si kommen aus enger Regierung eraus. Zéng Joer laang hätte se d'Geleeënheet gehat, den Housing First ze maachen. Zéng Joer laang hätte se d'Geleeënheet gehat, e Foyer ze baue fir déi Leit, fir Assistants sociaux, déi mer fir aner Zwecker mobiliséieren ... Wou war dann Är „Politick vum waarmen Häerz“ fir déi Leit, déi duerch e Schicksalsschlag op der Strooss landen?

Dat Eenzegt, wat Dir haut hei maacht, ass: Dir verdeedegt hiert Recht, weider op der Strooss sëtzen ze bleiwen, wou Der zéng Joer d'Geleeënheet hat, deene Leit ze hëllefen, fir datt se aus där Situatioun erauskommen! An Dir hutt näischt gemaach als sozialistesch Partei fir déi kleng an déi schwaach Leit. Dir hutt näischt gemaach! An haut kommt Der heihinner, elo wou mer d'Thematik hunn, an Dir verdeedegt nach – iwwer en Ëmwee, ech ginn et zou – déi organiséiert Mendicitéit, am Endresultat. Et ass eng ganz traureg Politick!

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Mir hätten erwaart, datt déi Regierung, déi deemools do war, de Leit hëlleft, fir net mussen heeschen ze goen. Dat ass Politick vu geliefter Solidaritéit, déi mir gär hätten!

An da gëtt iwwer legal Ursaachen hei geschwat. Do gëtt gesot: „Jo, mir mussen dann ..., dass se hiert Recht, heeschen ze goen, ...“ Et ginn Arrêten zitéiert an esou weider an esou virun. Dat ass ze kuerz geduecht! Et geet net ëm Legalismus. Et geet ëm Notioune vu Gerechtegkeet. Och do ass „Recht“ dran. Et geet drëm, fir de Leit, wéi gesot, ze hëllefen. An engem Sënn vu Libertés publiques kann een dach net soen: „D'Libertés publiques, dat ass och da schlussendlech d'Grondrecht. D'Grondrecht, do gehéiert Heeschegoen ...“ Jo dat ass alles wouer. Awer zu de Grondrechter gehéiert och d'Notioun vun der Dignité humaine!

*(Exclamations)*

Mir hätte solle kucken an deene leschte Joren, wou Dir an der Regierung waart, datt déi Definitioun an dee Commitment zu der Dignité humaine eeben dora bestinn, déi Leit aus där Situatioun erauszehuelen, an net, hei derfir ze plädéieren, datt se kënne weider do an der Aarmut existéieren!

Et musse sechs Saache gemaach ginn, Här President, an domadder halen ech op. Well dat si sechs oder siwe Recommandatiounen, déi mir wëllen nennen.

Déi éischt ass: Et mussen Interpretatiounsonkloerheeten aus de Gesetzer erausgeholl ginn. Dat ass eng Responsabilitéit vun der Madamm Justizminister.

Zweetens muss de Code pénal applizéiert ginn, den Artikel 342 géint déi organiséiert Heescherei.

Drëttens: Et ass eng grenziwwerschreidend Dimensioun an deem Ganzen. Schengen: selbstverständlech. Mee D'Fräizügegkeet vum Persouneverkéier an der Europäescher Unioun gouf net ageféiert, fir datt Leit iwwert d'Grenz kënne kommen, fir do organiséiert ze heeschen!

*(Interruption par la présidence)*

Ech halen direkt op, Här President.

Véiertens: D'Gesetzer mussen iwwerkuckt ginn, fir datt mer do, wou mer kënne preventiv sinn, kënnen aktiv sinn.

Fënneftens: Mir mussen deene Leit, déi keng Adress hunn, eng Adress ginn, well dat ass dacks d'Ursaach vun hirem Misär.

Sechstens: Mir mussen d'Modalitéiten, fir an Noutsituatioune kënne méi laang sozial verséchert ze bleiwen, iwwerkucken. Den Här Familljeminister, d'Madamm Minister vun der Sécurité sociale kënne sech dorëm këmmeren. A mir mussen d'Modalitéiten iwwerpréiwen, fir kënnen an de Genoss vum REVIS ze kommen – och eng komplizéiert Debatt, wat den Alter ugeet an esou weider.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Déi Debatt musse mer awer féieren!

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir sidd scho wäit iwwert d'Zäit.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Well et sinn net, Här President, an ech halen domadder op, d'Geriichter, déi dat do sollen tranchéieren. Et ass eng politesch Fro. Mir als Politiker stinn an der Verantwortung, fir deene Leit ze hëllefen, déi op der Strooss sinn, a mir brauchen net op iergendwellech Prozesser oder Geriichtsurteeler ze waarden. Kommt, mir maachen eis Aarbecht a mir hëllefen deene Leit an Nout!

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Meris Sehovic. Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Stater Policereglement an notamment den Artikel 42 ass schonn zënter méi Laangem an der Diskussioun.

Virun e puer Wochen, do wollt den neien Inneminister séier Neel mat Käpp maachen. Seng Virgängerin hat Bedenken ugemellt, dass den Artikel 42 am Kader vum Contrôle de légalité eeben net konform wär mat der europäescher Mënscherechtscharta an och net konform wär mat eiser Verfassung, an huet dowéinst och den Artikel 42 fir ongülteg erkläert. Elo also mécht den neie Minister kuerze Prozess a mécht déi Decisioun réckgängeg.

D'Regierung wëll domadder e kloert Zeeche setzen, dovunner ginn ech aus. Abee: vu Kloerheet keng Spuer! Froen iwwer Froen, op déi d'Regierung an och de Stater Schäfferot bis elo nach keng Äntwert konnte liwweren.

Geet et der Regierung drëms, effektiv géint déi sougenannten aggressiv an organiséiert Mendicitéit virzegoen? Dës Fro ass ganz däitlech mat Nee ze beäntwerten. An ech erlabe mer awer nach eng Kéier, den Artikel 42 aus dem Policereglement dann hei ze zitéieren. Pour rappel: Den Artikel 41, do geet et ëm d'Mendicité organisée. An dann heescht et am Artikel 42: „Dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique, toute autre forme“ – „toute autre forme“! – „de mendicité est également interdite“.

Här Inneminister, dat heescht also an der Konklusioun, dass och déi Madamm an der Groussgaass, vun där Der scho mol geschwat hutt um Radio, déi just do sëtzt mat hirem Becher a kee stéiert, mee och déi Madamm ass an der Illegalitéit mat där Decisioun, déi Der approuvéiert hutt!

Geet et der neier Regierung drëms, Rechtssécherheet ze schafen? Offensichtlech net. Well dann hätt se ofgewaart, bis den Tribunal administratif Kloerheet, Rechtskloerheet, geschaf hätt an där Affär, déi scho genannt ginn ass. Dann hätt se vläicht och emol en Avis juridique an Optrag ginn, fir sech juristesch ofzesécheren. Här Minister, gëtt et esou en Avis juridique? A wa jo, kann d'Chamber e gesinn?

En absence vun all deem schwieft also d'Fro vun der Constitutionnalitéit wéi en Damoklesschwäert iwwert dem Policereglement an och der Decisioun vum Inneminister.

Well déi nei Verfassung an hirem Artikel 37 ass jo ganz kloer: „Toute limitation de l'exercice des libertés publiques doit être prévue par la loi et respecter leur contenu essentiel.“ Dës sougenannte Clause transversale ass och hei am héijen Haus virun net allze laanger Zäit debattéiert ginn.

Am Mäerz 2022, wéi hei iwwert d'Verfassung geschwat ginn ass, do huet déi honorabel Deputéiert Simone Beissel op dëser Tribün zum konstitutionelle Schutz vun de Grondfräiheete Folgendes gesot – Zitat; et geet ëm den Artikel 37: „Mir hunn an den Artikele virdru scho ganz oft stoen: ‚sauf les exceptions prévues par la loi'. Hei hu mer dat nach eng Kéier bestäerkt.“ An da weider, ëmmer nach Zitat: „Deen Artikel, dee seet, dass eeben d'éffentlech Fräiheeten nëmmen ënner ganz strikte Konditiounen ..., dass d'Proportionalitéit, de Contenu essentiel muss gewaart ginn, den Intérêt général muss gewaart ginn. All déi Konditioune mussen erfëllt sinn, fir dass de Gesetzgeeber – an de Gesetzgeeber aleng – ..., dat heescht, nëmmen duerch d'Gesetz kann hei iergendeppes dru geännert ginn an haaptsächlech ageschränkt ginn.“ An ech kann der Madamm Beissel hei nëmme Recht ginn!

*(Interruption)*

Nëmmen de Legislateur, nëmmen d'Chamber, kann ënner ganz strikte Konditiounen Aschränkunge vun de Grondfräiheete legiferéieren! An duerfir stellen ech elo hei och nach eng Kéier d'Fro, déi ech schonn an der Kommissioun gestallt hunn: Mat wéi engem Argument setzt Dir e kommunaalt Policereglement mat engem Gesetz gläich?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Regierung huet mat dëser Decisioun ganz sécher och keng Rücksicht op d'Police geholl. A wann ech héieren, dass mer elo op där enger Säit en Text hunn an dass een da grousst Vertrauen huet an d'Police, dass d'Polizistinnen an d'Polizisten an hirem Alldag da sollen tranchéieren, en absence vu Kloerheet, dann ass dat, ...

*(Interruption)*

... dann ass dat eng Katastroph fir all Polizist an all Polizistin, well si ginn aleng gelooss, si ginn am Ree stoe gelooss ...

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | ... vun de politesche Responsabelen.

Et gëtt keng Rücksicht op d'Police geholl, well anescht kéint ech mer net erklären, wisou fir d'éischt d'Decisioun geholl gëtt – annoncéiert gëtt! – an eréischt fir den Dag

drop eng Reuniouun aberuff gëtt mat der Policedirektiouun. A wéi ass et soss ze erklären, dass bis haut eigentlech net kloer ass, wéi dat, wat d'Stad Lëtzebuerg an d'Regierung plangen, ëmgesat soll ginn? Dat soen net nëmmen ech, dat soen d'Leit um Terrain, dat seet och d'Presidentin vun der Policegewerkschaft SNPGL.

De Minister huet eis erkläert, dass an enger éischter Phas d'Sensibiliséierungsaarbecht bei de Concernéierte soll stattfannen an dass Polizistinnen a Polizisten um Terrain eréischt an enger zweeter Phas duerchgräife wäerten. Léif Regierung, wat bedeit dat konkreet? Wéi soll dat hei sanktionéiert ginn? Wéi wëllt Dir ee bestrofen, deen näischt méi huet? Wëllt Dir him déi puer Euro aus sengem Kartrongsbecher nach huelen?

An der Lescht ass ëmmer erëm de Geescht vu Senneng beschwuer ginn. Zu Senneng hunn d'Koalitionären ënner anerem d'Sozialverbänn getraff a se hunn eis versprach, d'Aarmutsbekämpfung a -preventioun zu absolutte Prioritéiten ze maachen. Abee, wou bleift da Konkreetes zu dëse Prioritéiten?

Wéi wëllt d'Regierung beispillsweis d'Offer un Housing First séier ausbauen? Wou bleiwen d'Detailer zu den annoncéierte Plans d'action nationaux pour la prévention et la lutte contre la pauvreté? Wat mécht d'Regierung dann, fir géint Mënschenhandel virzegoen?

An dësem Sënn, Här President, deposéieren ech am Numm vun der grénger Fraktioun, mat Ënnerstëtzung vun de Piraten a vun der LSAP an deene Lénken, eng Motioun, wou mer do weider Erklärungen a Fuerderungen opstellen an deem Kontext.

***Motion 2***

*« relative au sujet de la prévention et de lutte contre la pauvreté »*

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– l'approbation ministérielle de l'interdiction de la mendicité par le Règlement général de police de la Ville de Luxembourg ;*

*– que le Gouvernement a déclaré la lutte contre la pauvreté comme une priorité absolue dans son Accord de coalition 2023-2028 ;*

*– les récents propos du Premier ministre sur la motivation du Gouvernement concernant l'interdiction de la mendicité ;*

*– que l'accord de coalition fasse un amalgame entre le sujet de la mendicité, la traite et le sans-abrisme, également regretté par la Commission consultative des droits de l'homme du Grand-Duché de Luxembourg (CCDH) dans son communiqué de presse du 18 décembre 2023,*

*invite le Gouvernement*

*– à collecter des données statistiques concernant le phénomène social multidimensionnel et les origines de la mendicité, complémentaires au recensement des personnes sans-abri, afin d'élaborer une approche plus nuancée et efficace pour aider les personnes dans le besoin, qu'elles soient sans abri ou qu'elles mendient pour d'autres raisons ;*

*– à faire un maximum d'effort dans sa politique de prévention et de lutte contre la pauvreté et à accélérer la mise en œuvre des mesures de l'accord de coalition 2023-2028 concernées, notamment :*
*• l'élaboration d'une stratégie transversale et d'un plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la pauvreté avec les partenaires sociaux et les acteurs du terrain ;*
*• la conception d'une stratégie coordonnée, transversale et inclusive contre le sans-abrisme ;*
*• la mise en place de plus de structures « Housing first » et de logements pour des personnes en situation de précarité ;*
*• une augmentation, diversification et décentralisation du suivi social au bénéfice de la personne en situation de précarité ;*
*• et la création d'une équipe d'intervention mobile composée de différents profils de professionnels de santé, pour garantir une prise en charge médicopsychologique des personnes sans-abri ;*

*– à communiquer le calendrier actuel envisagé pour la mise en œuvre des différentes mesures mentionnées.*

*(s.) Meris Sehovic, Marc Baum, Dan Biancalana, Taina Bofferding, Marc Goergen, Sam Tanson.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | D'Fakte schwätzen also eng kloer Sprooch.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir misst zur Konklusioun kommen, Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Jo, Här President, direkt.

D'Regierung seet, se wéilt Aarmut bekämpfen. An der Realitéit bekämpft se aarm Leit.

De Minister an d'Regierung wollte kuerze Prozess maachen, fir séier Sécherheet ze schafen. A wat bleift elo?

*(Interruption)*

Mee au contraire: keng Sécherheet, mee méi Onsécherheet – méi Rechtsonsécherheet, méi Onsécherheet fir d'Polizistinnen an d'Polizisten, déi um Terrain dat heite mussen applizéieren. A finalement, an dat ass am schlëmmsten: méi Onsécherheet fir déi vulnerabelst Mënschen an eiser Gesellschaft, déi elo an d'Illegalitéit, nach méi an d'Illegalitéit gedriwwe ginn. Dat setzt den Toun, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir e kale Wanter.

Merci.

Et gëtt eng Fro.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic. Ech gesinn, datt eng Fro vun der Madamm Polfer un Iech gestallt gëtt. Huelt Der se un?

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Gären.

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Polfer.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Här Sehovic, ech huelen un, datt Der den Artikel 563, Punkt 6 kennt.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Jo. Dir wësst jo, dass de sechsten Tiret abrogéiert ginn ass an deem Artikel, Madamm Polfer.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Nee, nee, eebe just net, eebe just net!

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | A, da géif ech awer eng Kéier op Legilux kucke goen.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Ech liesen Iech, Här Sehovic, ...

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Entschëllegt, Madamm Polfer, ech sinn nach nei.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Dofir, ech soen et jo och dofir. Et muss awer den Owend ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Loosst d'Madamm Polfer hir Fro stellen an dann äntwert Der drop.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | An ech sinn do esou frou, datt d'Madamm Tanson effektiv op eng Fro vun der Madamm Oberweis elo am Mäerz dëst Joer och eng ganz, ganz kloer Äntwert ginn huet, wou eebe gefrot ginn ass ..., well eng Zäit, an zwar bis 2015, hate se effektiv de ganze Punkt 6 ewechgeholl. Et war awer ni – ni! – de Wëlle vum Legislateur, fir deen éischten Alinea ewechzehuelen.

An deen éischten Alinea, dee seet jo eebe ganz kloer, Punkt 6: „les vagabonds et ceux qui auront été trouvés mendiants". Dat steet och haut nees am Code pénal, well ech effektiv 2015 bei deem deemolege Ministre de la Justice mat de Procureurs d'État intervenéiert sinn. Well hei ass sech op eng Jurisprudenz vun Dikrech beruff ginn, wou gesot ginn ass: „O, ma nee, ma et ass de ganze Punkt 6, dee fort ass, déi zwee Alineaen."

Wann Der awer nokuckt – an dat steet jiddwerengem zou, nozekucken –, war dat ni de Wëlle vum Legislateur. A wie war dee Moment an der Regierung? Net déi „Kalhäerzeg" wéi mir dann. Enfin dach, d'CSV war dran. Mee mir sinn awer net kal.

*(Hilarité et brouhaha)*

Mee d'Sozialisten ...

**Une voix** | Ech fannen et awer léif, datt Der et zougitt.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Madamm Polfer, et ass konstant Juri...

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Mee d'Sozialiste waren eeben och do, an d'Madamm Tanson ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir musst zum Schluss kommen, Madamm Polfer, wannechgelift.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | ... äntwert do ganz kloer: „„Il n'a jamais existé d'alinéa 2 à l'article 563. Il se dégage des travaux préparatoires de la loi que le législateur voulait en réalité non pas abolir le point 6 de l'alinéa 2, mais l'alinéa 2 du point 6.' Le commentaire des articles de la loi susmentionnée explique en effet que ‚les références à la reconduite à la frontière des étrangers prévues aux articles [sou a sou] sont supprimées, alors qu'elles ne cadrent [pas] avec la terminologie et l'esprit de la [...] loi'."

Dat heescht, et war deen zweeten Alinea, dee sollt gestrach ginn, awer net deen éischten. An opgrond vun där Jurisprudenz vun Dikrech – dat ass, mengen ech, 2009 gewiescht – huet dunn effektiv d'Justice gesot: „O, ma dat ass alles fort." Deem ass awer net esou!

A mat allem Respekt vis-à-vis vun der Justice ass et net u Geriichter, d'Volontéit vum Legislateur ...

*(Interruption)*

... anescht ze interpretéieren. Jo, dach. An Dir wësst et ganz gutt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, wannechgelift. Ech maachen elo e wéineg Uerdnung hei. D'Madamm Polfer huet de Kommentar gemaach an eng Fro gestallt.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Kann ech pour fait personnel ...?

**M. Claude Wiseler,** Président | Et ass den Här Sehovic, deen hei steet fir ze äntweren.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo. Ech hätt och gär duerno d'Wuert pour fait personnel, wannechgelift.

**M. Claude Wiseler,** Président | Deen äntwert elo drop. Dann ass et esou, datt mer net hei Diskussiounen ufänken tëschent Deputéierten. Wann e Fait personnel gefrot gëtt, dann erkläert Der ganz kuerz duerno Äre Fait personnel. An da fuere mer weider. Mee elo ass et fir d'éischt um Här Sehovic, fir Stellung ze huelen.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Här President, ech hunn d'Fro net genau matkritt.

*(Hilarité)*

Ech mengen och, dass dat net wichteg ass.

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Mee Dir äntwert awer elo drop.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Et ass konstant Jurisprudenz zu Lëtzebuerg. Et ass konstant Jurisprudenz zu Lëtzebuerg!

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Dach, d'Fro war, ob Der Iech bewosst waart, datt de 563 vum Code pénal nach ëmmer dran ass.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Et ass europäescht Recht.

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Polfer, den Här Sehovic huet eleng d'Wuert. Setzt Iech duerch, Här Sehovic!

*(Interruption par M. François Bausch)*

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Dach, deen ass nach ëmmer dran.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Et ass konstant Jurisprudenz zu Lëtzebuerg!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Bausch, wannechgelift, Äre Parteikolleeg, den Här Sehovic, huet elo d'Wuert. Setzt Iech duerch!

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci. Merci, Här President. Ganz kuerz: Et ass konstant Jurisprudenz zu Lëtzebuerg, Madamm Polfer. Et ass europäescht Recht, et ass internationaalt Recht. Also d'Rechtslag ass méi wéi kloer. Ech soen Iech Merci.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | O! Dat ass jo net wouer!

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou. Merci, Här Sehovic. Fir e Fait personnel an eng kuerz Richtegstellung – net fir eng ganz Ried, fir eng kuerz Richtegstellung –, d'Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Nee, mee ech wäert awer kënnen op d'mannst sou laang dann dorobber agoe wéi d'Madamm Polfer elo grad.

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee, d'Madamm Polfer huet eng Fro gestallt, Dir maacht elo eng Richtegstellung.

*(Exclamations)*

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Si huet keng Fro gestallt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift, Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Si huet en Deel vun enger Question parlementaire zitéiert, awer natierlech nëmmen en Deel. Well éischtens: Dat, wat se zitéiert huet, dat ass net dat, wat ech schreiwen. Ech zitéieren dat, wat am Code pénal als Note de bas de page ënne steet. An da geet et awer weider an där Reponse op d'Question parlementaire.

**Plusieurs voix** | A!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | „Cependant, …"

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, wannechgelift. D'Madamm Tanson mécht hir Rektifikatioun.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | „Cependant, comme le précise la note de bas de page précitée, ‚les autorités judiciaires considèrent que le point 6 a été abrogé dans son intégralité'."

**Plusieurs voix** | A!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | An da geet et nach weider: „Rappelons également que l'interdiction de la mendicité simple risque d'être contraire à la Convention européenne des droits de l'homme."

**Plusieurs voix** | A!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Well de deux choses l'une, Madamm Polfer: Entweeder hu mer eng Interdiction générale vun der Mendicité simple an dann applizéiert sech den Arrêt vun der Cour européenne des droits de l'homme, iwwert dee mer déi ganzen Zäit schwätzen, well dee seet, dass dat net geet, oder mir hu keng Interdiction générale vun der Mendicité simple an dann applizéiert sech vläicht deen Arrêt net, mee da spillt awer déi Reegel, déi den Här Sehovic virdru genannt huet, déi seet, dass nëmmen eis Gesetzgeebung kann eng Liberté fondamentale aschränken.

An dann nach eng kleng Klamer: Natierlech kënnen d'Geriichter, a si sinn dofir do, interpretéieren, wat mir hei decidéieren. An et kann een och par mégarde …

*(Brouhaha)*

… eppes ofschafen, och wann et vläicht net sou gewollt war. Et kann een och par mégarde en Artikel am Code pénal ofschafen. An ech wëll just drun erënneren, dass d'Madamm Margue an der Justizkommissioun och gesot huet, si géif net drun denken, dat erëm anzeféieren an de Code pénal, well dat wier jo dann … Wa se der Meenung wier, …

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm …

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | … dat wier dee richtege Wee … Esou kéint ee jo dann all Problem aus der Welt schafen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou Madamm Tanson, elo hutt Der Är Rektifikatioun gemaach. Ech autoriséieren elo net, datt hei Diskussiounen zwëschent Deputéierte kommen. Elo ass et um nächsten ageschriwwene Riedner, dem Här Marc Goergen, deen elo d'Wuert huet.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Wësst Der, et ass net einfach, fir meng éischt Ried ënnert där nach neier Majoritéit hei am Haus unzefänke mat esou engem häerzlosen Theema. Ech hat mer en anert Theema erhofft déi Woch virun Hellegowend.

Bis zum Accord vun dem CSV-Minister zum Verbuet hat ech jo och nach e bessert Bild vun där neier CSV-DP-Majoritéit. An déi Entscheedung wäert wuel net just mäi Bild, mee d'Bild vu ville Leit fir déi nächst fënnef Joer prägen.

Ongeféier dës Woch viru ronn 2.023 Joer waren eng Fra an e Mann ënnerwee, déi keng Méiglechkeet fonnt hu fir ze iwwernuechten, keen Iwwerdaach. Se sinn dunn an eng Scheier gaangen, well d'Fra schwanger war. Dat Gefill, keen Iwwerdaach ze hunn, ofgewisen ze ginn, hunn och si erlieft. De Jong ass an enger Fudderkrëpp op d'Welt komm. Wéi d'Geschicht weidergaangen ass, wësst Dir alleguer, besonnesch déi mat dem „C".

Déi kal Aart a Weis hätt wuel kee sech ronn 2.000 Joer méi spéit erwaart, scho guer net, wann eng vun de Parteien am Numm den „C" nach ëmmer dréit – net just e Buschtaf, mee eng Liewensaart, a sech e Grondsaz, deen ee sech gëtt.

D'Leed vun de Leit ass awer haut fir déi Partei zum Instrument ginn, fir fir Stëmmung ze suergen. Virun de Wale konnt een déi Strategie bei der CSV schonn erkennen. Mat onzielege Pressekonferenzen hunn d'CSV-Politiker iwwer Méint d'Angscht an de Raum geheit virun der Heescherei. Et ass hinne gelongen. Si sinn un hirem Zil ukomm.

Ënnert dem neien – dat kann een dann emol hannerfroen – Luc Frieden ass dat éischt wierklech Grousst, wat déi nei Regierung fäerdegbruecht huet, déi Äermsten am Land nach eng Kéier méi aarm ze maachen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ob Dir als Regierung oder als Majoritéitsdeputéiert domat liewe kënnt esou e puer Deeg viru Chrëschtdag, dat musst Dir mat Iech selwer ausmaachen. Ech kéint et net.

„Méi an der Täsch" – dat waren d'Plakater vun der CSV – ass wuel manner an der Täsch fir déi, déi schonn näischt hunn. Dir wëllt propper Luxusgeschäfter an der Uewerstad, do dierf jo och kee stéieren, deen et am Liewe vläicht net esou gutt hat. Et ass dach keen, an do si mer ganz éierlech, dee fräiwëlleg mat allem, wat en huet, op der Strooss sëtzt mat engem Becher, fir op e puer Cent hoffen ze mussen a sech den erniddregende Blécker auszesetzen.

Dir wëllt, dass déi, déi hei hir iwwerdeiert onnëtz Luxusposche souwéi -aueren an der Stad kafen, net solle gesinn, wéi déi Leit leider liewe mussen. Zu deem Präis, wou déi Butteker hir Artikele verkafen, kéinten déi Leit hire Loyer méintelaang bezuelen.

Déi Partei mam „C" gëtt och net midd ze soen, et wär kee komplett Verbuet. Nee, si erlaben et jo awer nach vun 22.00 bis 7.00 Auer – wat sinn déi guttmiddeg! –, dann, wa keen an der Stad ass, dann, wann et am Wanter am keelsten ass. Dat heescht, Dir schéckt se och nach bei Minustemperaturen nuets eraus. Et däerf ee jo vun 22.00 bis 7.00 Auer. Dat ass jo eng weider Fauscht an de Mo vun de Leit, déi schonn näischt z'iessen hunn! Hinne virzegaukelen, nuets dierfte se, heescht, se och nach fir blöd ze verkafen!

Si missten och nach hir sécher Schlofplaz an enger Wanteraktioun an anere Strukture verloossen, well se da jo dierfte fir e puer Cent froe goen.

Zur organiséierter Heescherei als Argument: Pff, Dir setzt d'Police da jo awer net géint se an. An ech si frou, dass d'Madamm Polfer, déi awer zéng Joer elo och an enger Majoritéit ass, dat bestätegt huet, dass déi viregt Majoritéit komplett op deem Punkt versot huet. Well et ass schonn zënter Jore verbuede gewiescht, also braucht Der Iech elo guer net opzereegen! Et ass just virdrun net ëmgesat ginn.

Mee bei der organiséierter Heescherei, vergiesst awer och do net, wien d'Affer sinn! Well d'Affer sinn déi, déi mam Becher do sëtzen an déi owes dann d'Geld un hire Boss ofginn. Also musst Der beim Boss usetzen an net bei den Affer, déi op der Strooss sëtzen!

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Mee Dir gitt jo alt nees géint jiddereen. Am Reglement steet nämlech ganz kloer, Artikel 42, Dir hutt et virdru gesot kritt: All Heescherei ass verbueden. Dat ass moralesch ganz fragwürdeg, fir et brav auszedrécken!

Also all déi Leit, déi sech näischt zu Schold komme gelooss hunn, huelt Dir mat eran. Dat ass d'kaalt Häerz vun der neier Regierung! Duerch déi nei Moossnam gëtt riskéiert, dass méi Leit, fir un e puer Suen ze kommen, an d'Geschäft mat Drogen oder Géigestänn eraklammen. Si ginn einfach Fudder fir Dealer, déi hinnen eng ondankbar Alternativ kéinten ubidde fir ze iwwerliewen.

Och eisem Policecorps maacht Dir en ondankbare Kaddo. Viru Chrëschtdag mussen eis Beamtinnen a Beamte géint déi Schwächste virgoen, dat ouni dass de Policecorps dëst iwwerhaapt wëll. Dir notzt si, Dir forcéiert si fir Är Zwecker a gitt hinnen och nach keng kloer Reegel mat.

Wien ass déi nächst Grupp vu schwaache Matbierger, géint déi dës Regierung wäert ugoen? Dat sollt sech all Bierger froen. Jidderee kann d'Keelt vun der CSV an der DP treffen.

Déi Leit op der Strooss, déi hu keng Lobby. Si hu keng Méiglechkeet, sech ze wieren. Just d'Chamber ass hir lescht Rettung. Déi Politiker hei, déi, egal wéi eng Partei, dem Spuk en Enn setze wëllen a sech fir d'Leit asetzen, kënnen hinnen elo nach hëllefen.

Déi Leit op der Strooss konnten net d'CSV an d'DP op eng Luxus-Summerparty op Monnerech invitéieren a sech do fir hir Interessen asetzen, d'Politiker beaflossen, wéi d'Promoteuren et maachen a wéi dës Regierung brav liwwert. Wien op der Strooss lieft, ass scho gestrooft genuch duerch eng jorelaang falsch Logementspolitick, déi Leit, déi hiren Daach iwwert dem Kapp ewechgeholl kruten. Oder mengt Dir, dat wär flott, do ze liewen? Dat ass net fräiwëlleg, mee gezwongen!

Fir mech ass et de schlechtste Start, deen eng Regierung kann hunn, wann een als Éischt un déi Schwächst an der Gesellschaft geet, un déi, déi sech net wiere kënnen. Aarmut verschwënnt net op Uso oder mat engem Verbuetstext! Aarm ze sinn an no Hëllef ze froen ass kee Verbriechen! Mee deenen Äermsten d'Recht ze huelen, ëm dës Hëllef ze froen, ass e Verstouss géint d'Mënscherechter.

Merci, Här President.

An ech hunn Iech nach eng Motioun matbruecht, déi ech Iech herno nach wäert am Detail erklären. Mee do geet et drëm, fir de Leit ze hëllefen – well Dir verbitt hinne jo elo, dass se hire Cent kënne verdéngen –, dass d'Wanteraktioun op ganzjäreg ëmgestallt gëtt, dass Der wéinstens dat Häerz hutt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir erklärt se duerno, Här Goergen. Villmools merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ech erkläre se herno nach eng Kéier gäre méi laang.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech zweifelen net drun.

*(Hilarité)*

***Motion 3***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

*– Vill Mënschen, déi op der Strooss liewen, hu wéineg Méiglechkeeten, en Ënnerdaach ze fannen, wou se geschützt sinn a sech ausroue kënnen. Extreem héich Temperaturen am Summer, äiskal Wanteren an Zäite vu kuerzem, heftegen Nidderschlag treffe virun allem déi Schwächst an eiser Gesellschaft.*

*– Duerch d'Heescheverbuet, wat elo a verschiddene Gemengen applizéiert gëtt, hëlt een dëse Leit eng Méiglechkeet, fir selwer Sue fir en Ënnerdaach, Iessen an Drénken ze sammelen.*

*– Et gëtt laut dem Familljeministère zwar schonn eng ganz Rei Hëllefsmesüren, mee dës si punktuell a mat groussen zousätzleche Belaaschtunge fir d'Leit um Terrain verbonnen.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung:*

*1. d'Wanteraktioun duerch eng Ganzjoresaktioun ze ergänzen. Et soll dat ganz Joer iwwer eng Struktur fir Sans-abrien opgemaach ginn. Hei soll hinnen och eppes Klenges z'iessen an ze drénken zur Verfügung gestallt ginn.*

*(s.) Marc Goergen.*

Merci, Här Goergen. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Datt mer haut iwwert d'Verbuet vum Heesche schwätze mussen, empfannen ech als Schan. Et ass eng Schan, well et net nëmmen en Ugréff op fundamental Mënscherechter ass, mee och, well et e groussen a fir déi Betraffen existenzielle soziale Problem net léist, mee verlagert an am Contraire souguer nach verschlëmmert. A mir ass et egal, ob dat an der Stad Lëtzebuerg ass, zu Ettelbréck, zu Dikrech oder wou och ëmmer.

A well dat esou ass, ass et kee Wonner, datt souwuel déi national Mënscherechtskommissioun wéi och d'FEDAS, also d'Federatioun vun alle sozialen Acteuren hei am Land, sech schockéiert, jo, indignéiert weisen! Heeschen ass näischt anescht wéi den Ausdrock vun extreemer Prekaritéit, vun extreemer Nout a vun extreemer Aarmut. Heeschen ze verbidde bedeit, déi Leit, déi guer näischt hunn, nach weider ze kujenéieren.

Wourëms et hei geet, ass beängschtegend kloer: Dat Heescheverbuet ass contraire zur Mënscherechtskonventioun. D'Heescheverbuet ass contraire zu eiser Verfassung, well et keng gesetzlech Basis duerfir gëtt. An et ass contraire zur bestoender Jurisprudenz.

Am rosenste mécht een awer d'Hypokrisie, mat där de Minister, awer net nëmmen hien, wéi een haut héieren huet, dës aarmefeindlech a liberticide Decisioun versicht ze rechtfertegen. Et ass schonn zitéiert ginn, jidderee géif dach déi déck däitsch Limousinne mat belsche Plackennummere kennen, déi all Dag Heescherten um Boulevard Royal oflueden, esou de Minister. Ma wann de Minister déi Limousinne gesinn huet, dann hätt e sollen hir Plackennummeren opschreiwen, se der Police mellen oder beim Parquet denoncéieren.

**Une voix** | Ganz gutt!

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Well effektiv: Dat ass verbueden! Dat ass eng Affär fir Police a Justice. Duerfir brauche mer keng nei Reglementer, mee d'Applikatioun vun deene Reglementer, déi elo schonn do sinn!

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | En plus hu mer um Boulevard Royal, wou jo anscheinend jiddwereen dat gesäit, Videoiwwerwaachung. Dat heescht, och do kéint een nach nodréiglech, well den Här Gloden eventuell kee Bic a kee Bläistëft derbäi hat, …

*(Hilarité)*

… kucken, wien déi Leit da sinn an deene Limousinnen. Mee et gëtt een d'Gefill net lass, datt d'Profiteure vum Mënschenhandel iergendwéi kee Mënsch interesséieren. Mee et sinn d'Affer vum Mënschenhandel, déi hei bestrooft ginn.

Esou zimmlech all Organisatiounen, déi mat Mënscherechter oder mat Sozialaarbecht ze dinn hunn, lafe Stuerm bei esou enger Ausso. Well all seriöt Virgoe géint Mënschenhandel däerf eeben net bei der Kriminaliséierung vun den Affer ufänken, mee genau dat geschitt hei.

A bei allem Respekt, Madamm Polfer, wann Dir de fënnefte Punkt vum Avis vun der nationaler Mënscherechtskommissioun zitéiert, muss een awer soen, dee fänkt u mat, als Titel: „Un amalgame dangereux entre traite des êtres humains et mendicité". Och dat geschitt hei weider, andeem Dir just ee Saz aus deem fënnefte Punkt aus sengem Kontext erausrappt. Well: „S'il y a véritablement des indices de traite, il faut protéger et soutenir ces personnes et punir les auteurs et non les victimes." Hei, mat Ärem Reglement an der Zoustëmmung vum Minister, ginn d'Affer bestrooft.

An dat zweet Argument, wat ëmmer erëm ervirbruecht gëtt – och do: egal, vu wéi enger Gemeng, an dësem Fall awer vun der Stad Lëtzebuerg –, ass, datt dach esou vill gemaach géif gi fir déi aarm Leit. Jo, ech stellen awer fest, datt d'Zuel vun deenen Aarmen net ophält mat klammen! Ech stelle fest, datt eis Strukturen zum Baschte voll sinn an aus den Néit platzen. Esou dichteg vill kann also net gemaach ginn, wann et der ëmmer méi gëtt, déi näischt méi hunn!

An da si mer iwwerhaapt bei den Zuelen. Mir wësse ganz wéineg hei am Land iwwer extreem Aarmut, weeder quantitativ nach qualitativ. Et gëtt elo zënter Juni éischt Zuelen, wat d'Obdachlosegkeet an der Stad Lëtzebuerg ugeet. Et gëtt awer kaum qualitativ Analysen iwwert de Phenomeen vun der Mendicitéit, keng Analysen doriwwer, wéi d'Evolutioun dovunner ass, a scho guer net, wat d'Parcourse vun deene Leit sinn. Jo, wann een dat net alles huet, wat soll een dann dergéint maachen? Do misst ee jo ufänken, wann een e seriö wéilt ugoen, de Problem! Dorauser misst een d'Konklusiounen zéien an en Aktiounsplang entwéckelen, amplaz déi Schwächsten nach weider ze marginaliséieren an an d'Faubourge vun der Stad ze verdreiwen.

Mir hunn zu Lëtzebuerg e gesellschaftleche Problem mat extreemer Aarmut. A fir dee brauche mer sozial Léisungen. Da misste mer endlech ufänken, d'Aarmut ze bekämpfen an net déi Aarm. A genee dat geschitt hei awer net. An dat ass et och, wat ech als Schan empfannen.

Här President, de Premierminister Luc Frieden huet am Walkampf gesot, den „C" am Numm vun der CSV géif net méi fir Relioun stoen, mee fir ons Grondwäerter. Eppes ass sécher: D'Heeschen ze verbidden ass net chrëschtlech, well all Chrëscht géif de Bic aus den Hänn fléien, wann en esou eppes ënnerschreiwe misst. An et ass nach eppes net: Et trëppelt nämlech eis Grondwäerter, wat d'Mënscherechter sinn, mat Féiss!

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Dir waart de leschten ageschriwwene Riedner. An dann huet elo d'Regierung d'Wuert … Här Haagen, Dir musst mer just erklären, firwat Der d'Wuert frot.

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Ganz gären, Här President: Fait personnel.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech hunn deen awer elo net héieren.

**M. Claude Haagen** (LSAP) | O, mäin Numm ass dräimol gefall, „Buergermeeschter vun Dikrech" ass gefall, „Reglement" ass gefall.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir wëllt e Rectificatif dozou ginn?

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Gelift?

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir wëllt just e Rectificatif dozou ginn? Zu deem, wat iwwer Iech gesot ginn ass?

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Nee, Fait personnel. Hei ass mäin Numm gefall an där heiter Diskussioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ok. Dat ass e Rectificatif zu deem, wat iwwer Iech gesot ginn ass. Dir haalt net nach eng Ried.

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Et ass eng Erklärung.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir gitt eng Erklärung.

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Ech denken, dat wier awer dat mannst, wat ee kéint maachen, oder net?

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir hutt d'Wuert. Fuert lass.

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Ech sinn e bëssen erstaunt doriwwer: Ech mengen, hei ass d'Reglement ernimmt ginn, hei ass Dikrech, hei ass Ettelbréck zitéiert ginn, mäin Numm ass zweemol gefall – „fréiere

Buergermeeschter". Da misst ech scho bal d'Recht hunn, awer vläicht Explikatiounen ze ginn, fir dat ze maachen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat ass absolutt richteg. Mee dat war virun enger Rei Riedner.

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Soss verstinn ech, Här President, de modus vivendi mat engem Fait personnel net.

**M. Claude Wiseler,** Président | Fuert lass!

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Gutt. Ech mengen, et ass ugeklongen: Aarmut bekämpfen an net déi Aarm. An dat war am Fong den Ausgangspunkt vun der Iwwerleeung vun der Stad Dikrech. Lo kann een natierlech dräi an en halleft Joer doriwwer diskutéieren, ob dat erfollegt ass oder net erfollegt ass.

Mee d'Stad Dikrech ass net unanime dohinnergaang fir ze soen: „Elo probéiere mer dat doten emol aus an elo schikanéiere mer déi Leit", well d'Mendicitéit bis zu engem gewëssenen Dag zu Dikrech guer kee Problem war an an den Alentouren och net, well keng Heescherten op der Plaz waren.

Ech sinn och bëssen, staark erstaunt, datt een dann hei e Reglement vun Dikrech applizéiert op d'Situatioun vun der Stad Lëtzebuerg. Ech mengen, dass déi zwou Uertschafte mat 7.500 Awunner a grosso modo 130.000 Awunner net mateneen ze vergläiche sinn, et sief dann, ... Op eng Manéier lueft et e bëssen d'Stad Dikrech, datt d'Stad Lëtzebuerg dräi an en halleft Joer gebraucht huet, fir e Reglement auszeschaffen, wat dann zur Diskussioun soll stoen.

Mee bon, mir hunn dat heiten, an do schwätzen ech fir d'Kolleegen aus dem Gemengerot mat. An et ass jo den aktuelle Buergermeeschter och hei, deen dat matgestëmmt huet déizäit, fir eeben och déi Leit, déi zu Dikrech heeschen, wa se d'Mendicité simple gemaach hätten, a sozial Strukturen ze kréien, fir se sozial ze begleeden, fir iwwert d'Assistant-sociallen dat doten ze maachen. Dat war d'Iddi vun der Stad Dikrech do dohannert.

Wat ass awer geschitt? An dat denken ech, wësst Der alleguerten: Wéi déi éischt Demandeurs de protection internationale op Lëtzebuerg komm sinn, sinn tëschent 300 a 600 Leit an d'Infrastrukturen, déi hu misse gebaut ginn, op den Härebierg komm. A wann an enger Uertschaft vu 7.500 Awunner déizäit, oder 7.000, ronn 8 % Awunner bäikommen op ee Schlag, da bréngt dat vill Diskussioune mat sech. Dat weess all politesch Interesséierten.

An zu Dikrech ass et vill Hëllef ginn. Et war keng Oppositioun do vu kengem. An déi Leit, déi sinn do waarm empfaange ginn an déi sinn och betreit ginn an déi sinn an déi sozial Strukture komm, déi sinn an d'Schoul komm. Déi sinn och duerno betreit ginn. Awer een, zwee Méint duerno ware Leit zu Dikrech, déi op eemol ugefaangen hu mat heeschen a wou et ganz kloer drop higewisen huet, datt et eng Mendicité organisée war, ganz kloer.

An ouni elo an d'Schoul wëllen ze goen an doriwwer ze schwätzen, huet dat Polizeireglement, wat déizäit en vigueur war, dat net hierginn, fir dogéint virzegoen. Elo kann ee soen: „Et ass e penale Fait." Mir krute vun der Police gesot, op jidde Fall ech déizäit: „Mir kënnen dat dote maachen. Dir musst Äert Reglement änneren."

Jo, jo, jo, Här Mosar, ech kommen nach zu Iech.

*(Interruption)*

Wann dat geännert ginn ass, dann ass dat jo och geännert ginn, fir eeben déi Leit a sozial Strukturen ze kréien, fir se ze begleeden, fir, an dat ass mer dat Wichtegst awer heirun, an enger Uertschaft vu 7.500 Awunner d'DPIen an d'Bénéficiaires de protection internationale ze schützen, well d'Leit alleguerte gemengt hunn: „Elo kommen déi Leit, déi wierklech am äermsten an och wierklech betraff waren, déi traumatiséiert waren, op Dikrech, fir och nach hei ze heeschen!" Dat war den Ursprungspunkt. An dat soll een net matenee vermëschen, datt, wann Demandeurs de protection internationale a soziale Strukture wunnen, wou hir Kanner an d'Schoul ginn, dann op eemol Bande kommen an dovunner profitéieren ...

Sou, an dunn ass dat Reglement vun Dikrech ëmgeännert ginn an et ass och ëmgeännert ginn, fir e juristeschen Avis ze maachen. Ech schwätzen hei vum August 2020. An do ass och en Avis bei der Police gefrot ginn: „Wéi musse mer dat da maachen, fir datt Der, wann Der organiséiert Kriminalitéit, an deem Fall bei der Mendicitéit, gesitt ..., wéi kënnt Der dann do virgoen?"

Bon, et si verschidde Punkten erkläert ginn. An do ass och en Avis gefrot ginn, juristesch, vum deemolege Procureur d'État vum Dikrecher Geriicht. D'Stad Dikrech huet kee Jurist bei sech schaffen. Mir hätte kënnen Avise froen. Mee vu datt dat jo herno huet missen och weider un d'Geriicht goen, wat mécht een aneschters, wéi dann den Avis do ze froe beim Procureur selwer, ob dat d'Strooss hält oder net?

Esou ass dat Ganzt gemaach ginn zu Dikrech. An et ass och nach eppes, wou ech haut dozou stinn, well mer d'Demandeurs de protection internationale an och d'Bénéficiaires de protection internationale geschützt hunn.

Iwwregens hu mer se och mat Wunnengen ..., déi sinn a Wunnengen zu Dikrech komm. Dat heescht, och d'Populatioun fir abordabele Wunnraum huet appreciéiert, datt d'Demandeurs de protection, wa se herno Bénéficiaires de protection internationale sinn, an déi Wunnenge kommen, well si eeben déi selwecht Rechter hunn.

An dat ass also wichteg, datt mer net hei – wéi soll ech soen? – en Duerchernee vu verschiddenen Iwwerleeunge maachen.

Wat mech an der Diskussioun hei stéiert, dat ass, datt mer hei, an ech ënnerstelle kengem dat, d'Mendicitéit mam Platzverweis zesumme vermëschen. Fir mech sinn dat zwou verschidde Saachen. D'Mendicitéit ass eppes aneres wéi Platzverweis, ganz kloer, op jidde Fall a menger perséinlecher Iwwerleeung.

Dofir nach eng Kéier, vu datt Dikrech hei e puermol zitéiert ginn ass an och gesot ginn ass, dat Reglement wier geholl ginn an d'Policereglement: Dat mag sinn. Ech hunn dat Reglement selwer gehollef mat auszeschaffen. An dat ass den Ursprong dovun. An ech muss Iech nach ëmmer soen, datt haut all Demandeurs de protection internationale a Bénéficiaires de protection internationale, ech mengen dat kann ech Iech soen, zu Dikrech op jidde Fall wëllkomm sinn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Haagen, e Fait personnel huet fënnef Minutten. Déi hutt Der elo ausgenotzt. Elo ass keng Wuertmeldung méi do, da gi mer der Regierung d'Wuert. Dach, den Här Bauer huet nach d'Wuert gefrot. Firwat hutt Dir d'Wuert gefrot, Här Bauer?

*(Interruption)*

**M. Maurice Bauer** (CSV) | Fir hei ze äntwerten, fir ze soen, dass mir ...

*(Brouhaha et hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee, nee. Et ass elo kee Fait personnel hei gewiescht. Ech mengen, dat passt elo net hei an déi ganz Diskussioun eran. Et deet mir leed, Här Bauer, mee elo komme mer bei d'Regierung. An et ass un der Regierung, eng Äntwert ze ginn. Mir mussen elo hei virukommen. Ech hu kee Fait personnel hei kënne feststellen. Här Gloden.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Den Här Bauer ass ernimmt ginn. Den Här Bauer ass ernimmt ginn, entschëllegt. Dem Här Bauer säin Numm ass ernimmt ginn.

*(Interruption)*

Jo. Voilà.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech mengen, e war gelueft gi vum Här Mosar.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Gelift? Nee, en ass vum Här ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Gloden huet elo d'Wuert. Wann duerno nach eppes nom Minister ze soen ass, kritt den Här Bauer d'Wuert nom Minister mat Parole après ministre. Wann en dat da freet, kann e sech do ausschwätzen.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci. Merci, Här President. Hei steet net der Däiwel virun Iech.

*(Brouhaha)*

Hei steet och kee Mann ouni Häerz virun Iech. Hei steet den Inneminister virun Iech, deen e Contrôle de légalité fir Gemengereglementer mécht. Dat ass als Inneminister säin Job.

Dës Regierung steet fir e staarke Sozialstaat. Dës Regierung steet fir d'Aarmutsbekämpfung. An dës Regierung steet fir e staarke Rechtsstaat. Dat eent schléisst net dat anert aus. Si ginn zesummen. Well wa mer wëllen zesummeliewen, musse mer eis och Reegele ginn, déi dat Zesummeliewe kënne méiglech maachen.

An déi Leit, déi mech besser kennen, déi wëssen, wat ech als fréiere Buergermeeschter vun der Stad Gréiwemaacher am Sozialberäich an d'Liewe geruff hunn. An och wéi den Här Haagen hu mer zu Gréiwemaacher eng Rei DPIen a BPIen a Sozialwunnengen opgeholl a gekuckt, datt se bei Privatleit ënnerkommen. An och perséinlech hëllefen ech oft sozial schwaache Leit, fir datt se e bëssen iwwert d'Ronne kommen.

An et ass och net akzeptabel hei zu Lëtzebuerg, an de Premier ...

*(Interruption par M. Sven Clement)*

Dir schwätzt permanent dran. Sidd Der opgereegt, Här Clement?

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift.

*(Interruption)*

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Jo, mee lauschtert no, Dir kënnt eppes léieren, Dir kënnt eppes bäiléieren!

**Plusieurs voix** | O!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Gloden, Dir hutt d'Wuert. An et huet keen aneren d'Wuert wéi den Här Gloden elo.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Also d'Piraten reege mech scho laang net méi op, Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Also ech mengen, Dir sidd opgereegt, Här Gloden. Esou e kaalt Häerz huet heibannen nach kee gewisen.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | D'Piraten reege mech scho laang net méi op, Här Clement.

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Mir féiere keng Dialogen. Här Gloden.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | An de Premier huet et och gesot: Wat gehéiert zum Respekt vun der Vie privée an zur Dignitéit vun engem Mënsch? Mee datt een net muss krank op enger Strooss oder an enger Gaass iwwernuechten! Well zum Droit de la vie privée, zu dem Droit humain gehéiert och Droit à la santé. Et ass eng Komponent vum Artikel 8 vun der europäescher Mënscherechtskonventioun an d'Regierung wéi och d'Stad Lëtzebuerg wéi och vill aner Gemenge maache ganz vill, fir datt dat geschitt. Mee, ech mengen, et ass emol wichteg, datt mer fir d'éischt zur Faktelag kommen, éier ech dann op déi juristesch Argumenter kommen.

Fir d'éischt wëll ech emol ënnersträichen: Et ass eng Decisioun vum Stater Gemengerot. Also et ass eng Decisioun vun engem demokrateschen Organ opgrond vun der lokaler Autonomie. D'Policereglement vun Dikrech ass elo schonn e puermol hei ernimmt ginn. Ech wëll net méi dorop agoen. Fakt ass: Dat Reglement ass net vu menger Virgängerin annuléiert ginn. Si hätt et theoreetesch kënne maachen. D'Reglement vun der Stad Ettelbréck, wat genau …

*(Interruption par M. Claude Haagen)*

Dach, Här Haagen! D'Reglement vun der Stad Ettelbréck vum 7. Juni 2023 ass expressis verbis vu menger Virgängerin autoriséiert ginn.

An da komme mer zum Reglement vun der Stad Diddeleng, wou jo de Kolleeg Biancalana Buergermeeschter ass a President vun der LSAP. Do stoung säit 2010 en Artikel dran: „La mendicité peut être limitée par le bourgmestre à certains endroits du territoire de la ville de Dudelange et à certaines époques afin de garantir la sécurité, la tranquilité et la salubrité publique. Les conditions et les modalités en sont fixées par le bourgmestre." Also, wat falsch drun ass, ass, datt de Buergermeeschter déi Konditioune ka festsetzen. Dat heescht, den Här Biancalana hat sech all d'Pouvoiren ugerappt, fir do aleng iwwert de Gemengerot esou Decisioune kënnen ze huelen.

Du kënnt de Projet vum Policereglement vun der Stad Diddeleng 2023 an den Inneministère an do ass en Artikel bäikomm: „Toute forme de mendicité organisée ou en bande est interdite. La mendicité est interdite aux mineurs de moins de 18 ans ainsi qu'aux majeurs accompagnés de mineurs de moins de 18 ans qui pratiquent ou ne pratiquent pas la mendicité." Dunn, a well du jo déi Diskussioun mat der Stad Lëtzebuerg war, ass gesot ginn: „Dir musst dat abrogéieren!" Also den Här Biancalana selwer wollt eng absolutt Interdictioun vun der Mendicitéit op sengem Territoire, a well dunn déi Diskussioun mat der Stad Lëtzebuerg war, ass gesot ginn am Inneministère: „Huelt dat eraus!" Wat dunn och finalement vum Gemengerot vun der Stad Diddeleng gemaach ginn ass.

*(Brouhaha)*

Da gëtt sou gemaach, wéi wann ech soss näischt am Kapp gehat hätt, wéi ech an d'Beaumontsgaass komm sinn, wéi dat Reglement do zréckzezéien. Ech sinn an d'Beaumontsgaass gaang, ech hu meng Mataarbechter kennegeléiert a knapps 14 Deeg no der Vereedegung kënnt e Mataarbechter bei mech a seet: „Leo, mir hunn hei deen Dossier. Mir missten en elo bis de 15. Dezember concluéieren." Du sot ech: „Da gëff mer mol den Dossier. Ech kucke mer mol gär den Dossier un." An ech hunn den Dossier och gelies. An ech hunn de Recours gelies. An ech hunn d'Decisioune gelies. Souwuel vum europäesche Geriichtshaff. Ech hunn déi Decisioune vum franséischen a vum belsche Staatsrot gelies. Ech weess net, ob Dir se gelies hutt am Detail, Madamm Bofferding.

An ech hunn du meng legal Analys gemaach, well dat ass meng Missioun. Dat ass meng Missioun als Inneminister. A mir hu keen Avis gefrot, well duerch mäi fréiert Liewe kann ech de Code pénal a juristesch Argumenter verstoen. Fakt ass: All Gemeng baséiert nach hire Règlement de police op den Dekreet vu 1789 a vu 1790. Ech sinn d'accord, datt dat en alen Dekreet ass, mee dat huet Valeur de loi. An effektiv sollte mer kucken, dat an eng modern Form vun engem Gesetz anzefügen.

Dunn hunn ech mer nach eng Kéier de Refus vu menger Virgängerin ugekuckt. An d'Haaptmotiv vu menger Virgängerin war, datt keng Preuve vun der Stad Lëtzebuerg virbruecht gi wier, fir dee Passus do anzesetzen. An ech zitéiere meng Virgängerin, oder besser gesot en Deel vum Refus: „Partant il convient de relever que ni la délibération visée ni le règlement de police général ne précise aucune motivation. Plus encore, le conseil communal omet de présenter les motifs qui démontreraient que la mendicité avait des conséquences négatives sur la sécurité ou la tranquilité publique."

Ech kucke mer de Recours un, réimesche Punkt I, Punkt C, d'Säit 11 et suivantes: eng Hellewull vu Preuven, E-Mailen, Bréiwer vu Leit, déi do wunnen, déi do spadséiere gi mat hire Kanner, déi do e Commerce hunn, d'ailleurs och Bréiwer, ee Bréif op d'mannst, vun enger Ambassade. An ech kommen zur Konklusioun opgrond vun där Preuve, datt d'Faiten etabléiert sinn. Dat ass den éischte Punkt.

Da komme mer zu där Diskussioun, an ech kann elo wéinst der Zäit hei net an den Detail goen, ob e Règlement de police kann eng Libertéit begrenzen. Mee Här President, et ass e falschen Debat! De Code pénal begrenzt d'Libertéiten. Mir hunn elo hei den Artikel 563 schonn zitéiert. Et gëtt eng Rei aner Artikelen am Code pénal iwwert d'Mendicité agressive an esou virun. Et ass also de Code pénal, also de Legislateur, deen decidéiert huet: „Dat do geet net, dat do geet net an dat do geet net." An ech si vollkommen d'accord mat der Madamm Buergermeeschtesch um juristesche Plang. Leider ass d'Mendicité simple haut nach am Code pénal. Mee dat viséiert keen. Dat huet jiddwereen hei dräimol ënnerstrach. An ech sinn domadder total d'accord. Mee wann Der et hätt wëlle sträichen, Madamm Tanson, Dir waart Justizministesch, …

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Et ass gestrach ginn!

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | … et ass net gestrach.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dach!

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Et ass eng Nott, eng Note de bas de page am Code pénal vun enger Autorité judiciaire, déi seet: „Mir applizéieren et net." On ne peut pas être législateur et juge, wann Der scho wëllt de Leit eng Lektioun ginn!

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Interruptions)*

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Ech kommen … Ech fuere virun. Ech fuere virun. Da gëtt gesot, den Artikel 45, an et ass net méi den Artikel 36/37 aus der Verfassung, et ass den Artikel 45 aus der Verfassung, dee seet, datt e Pouvoir règlementaire nëmme kann Decisiounen huelen, …

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Gloden, d'Madamm Lenert wollt Iech eng Fro stellen. Wëllt Dir déi elo direkt …?

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Nee, ech wëll elo meng juristesch Argumentatioun fäerdeg maachen an duerno ka jiddweree Froe stellen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Gutt.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | … eppes decidéieren, wann d'Gesetz kloer de Kader gëtt. Mir sinn do am Pouvoir règlementaire vum Grand-Duc. Dat ass guer net den Theema hei, well de Grand-Duc huet hei mat der Saach absolutt näischt ze dinn.

Da gëtt et och keen Avis, Här Sehovic, mee ech soen Iech awer och, Här Sehovic: Zënter Dir Schäffen an der Gemeng Esch sidd, ass d'Sozialpolitick net zum Beschten an der Press, ne! Da komme mer …

**M. Sven Clement** (Piraten) | Wien ass dann de Koalitiounspartner?

*(Interruption par M. Marc Baum)*

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Jo, mee ech schwätzen hei, ech schwätzen hei vum Här Sehovic. Ech schwätzen hei vum Här Sehovic …

*(Interruptions par M. Marc Goergen et M. Marc Baum)*

Keng Opreegung op der rietser Säit, keng Opreegung!

**Une voix** | Mir reegen eis net op, mir setzen eis fir déi Aarm an.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Dann: Urteel. Da komme mer zu dem berüümten Urteel. Da komme mer zum berüümten Urteel vum Europäesche Mënscherechtshaff, Lacatus géint d'Schwäiz. Also, ech hunn déi Decisioun gelies. Ech weess net, ob meng Virgängerin se am Detail gelies huet. Éischte Punkt: D'Gemeng …

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Firwat sot Der dat ëmmer?

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Ma well …

*(Brouhaha)*

Mee et war meng Virgängerin!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Gloden, Dir hutt d'Wuert. Loosst Iech net …

*(Interruption par M. Claude Haagen)*

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Et geet, et geet …

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Gloden huet eleng d'Wuert! Loosst Iech net stéieren.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Här Haagen, …

*(Interruptions par M. Georges Engel et Mme Taina Bofferding)*

Ech gi staark dovunner aus. Voilà.

*(Interruption par M. Georges Engel)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Gloden!

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Dann, éischte Punkt: Dat Urteel ënnersträicht, datt et éischtens e Reglement vun der Stad Genève war, zweetens, datt e et e generellt Verbuet war, drëttens, datt déi Leit keng Hëllef kruten, weeder vun der Stad nach vum Staat. Also war deen eenzege Moyen fir déi Persoun, heeschen ze goen.

An da kommen ech op déi Opinion dissidente zum Deel vum Här Ravarani, wou ech jo gesot kréien, ech hätt dat net richteg verstan. Den Här Ravarani ënnersträicht, datt dat Urteel esou gefall ass wéi et gefall ass, well – ech zitéieren –: „Les faits de l'espèce sont très importants puisque le raisonnement de

l'arrêt repose pour l'essentiel sur le constat factuel", dat heescht, et waren déi prezis Fakten, déi zu deem Dispositif vun deem Urteel gefouert hunn.

Da kommen ech awer op d'Opinion dissidente vum Här Ravarani, well e war eeben net mat där Analyse des faits d'accord. Op der Säit 44, ech zitéieren, Punkt 6: „La majorité ne répond pas à l'argument du Gouvernement lorsque celui-ci expose que la Constitution suisse prévoit que personne ne doit être laissé dans la pauvreté et que la loi genevoise assure à toute personne qui se trouve sur le territoire du canton une aide sociale, alors même qu'elle n'y est pas résidente. Elle balaie d'un revers de main la supposition que la réquérante puisse avoir été membre ou victime d'un réseau. Elle n'analyse pas cette possibilité dans le cadre de raisonnement sur l'applicabilité de l'article 8 et sur le fond, et elle se borne à énoncer que la criminalisation des victimes de réseaux ne constitue pas une solution."

Des Weidere gëtt geschriwwen, op der Säit 46, Punkt 13: „Le dénominateur commun de la légitimité des limitations est à rechercher, bien classiquement, dans la liberté d'autrui. Ainsi, dès qu'elle est active, agressive ou insistante, la mendicité peut être encadrée, limitée ou interdite." A mir sinn eis jo all eens, datt hei keen déi einfach Mendicitéit viséiert.

*(Hilarité et interruptions)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Et steet esou am Text!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Et steet esou am Text am Artikel 42!

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, wannechgelift.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Wat ech der viregter Regierung awer wierklech da reprochéieren: Éischtens ass net richteg gelies ginn, zweetens hat déi fréier Justizministesch och all Pouvoir, fir déi Ambiguitéit dann aus der Welt ze schafen, fir deen Artikel oder dee Paragraf/Tiret kënnen ze sträichen.

Dann nach e Punkt. Dann héieren ech: Et kann ee kengem Plakegen eppes aus der Täsch huelen! Also, dat do Argument zielt fir ganz vill Infraktiounen. Mee dat ass awer eng Kapitulatioun virum Rechtsstaat! A fir dat vun enger fréierer Justizministesch ze héieren, muss ech soen, ...

*(Interruptions)*

... ass scho staarken Tubak.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dat hunn ech net gesot!

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Dir hutt et gesot. Et ass an der Press zitéiert ginn, datt Dir dat gesot hätt! Ech muss soen: Dat ass staarken Tubak! Mir liewen an engem Rechtsstaat...

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Da weist mer, wou ech dat gesot hunn, Här Gloden! Dat stëmmt net.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Mir liewen an engem Rechtsstaat an et ass de Rechtsstaat. D'Reegelen ...

*(Interruptions)*

... d'Reegelen an engem Rechtsstaat sinn applikabel.

Sou. Ech kommen zu der Konklusioun.

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir kënnt fir Fait personnel duerno d'Wuert kréien.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Ech kommen zu der Konklusioun vum éischte Punkt. Dat heescht, déi Decisioun ass faktuell fondéiert, déi Decisioun ass juristesch fondéiert an déi Decisioun ass proportionell. Also kommen ech legal zur Konklusioun, datt et richteg ass, déi Decisioun zréckzezéien.

Meng Zäit ass elo ofgelaf. Ech wollt nach zwee Wierder soen, wéi et geet.

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir hutt nach eng Minutt Zäit.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci. Wéi gëtt et kontrolléiert? Ech hat eng Reunioun mat der Stad Lëtzebuerg a mat der Police d'lescht Woch, wou eebe gesot ginn ass, datt d'Servicer vun der Stad Lëtzebuerg an enger éischter Phas sensibiliséieren an datt an enger zweeter Phas d'Police dat kontrolléiert. Wann eeben do eng Mendicité agressive stattfënnt, da verbaliséiert d'Police dat a gëtt dat un d'Justiz virun.

Zu de Motiounen, Här President, huelen ech herno dann nach Stellung mam Kolleeg Max Hahn. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci, Här Gloden. Elo hunn ech eng ganz Rei Wuertmeldungen. Elo musse mer e wéineg Uerdnung an déi Wuertmeldungen erakréien. Et sinn eng Rei Froen un de Minister ze stellen. Wie wëllt dem Minister eng Fro stellen? Ech muss mer dat elo alles hei notéieren, well soss geet dat do guer net.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Hei huet ee säin Handy vergiess.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, dat sinn ech.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift, wannechgelift! Sou, den Här Baum huet säin Handy erëm. Dat ass scho mol net schlecht. Dann huet d'Madamm Paulette Lenert als Éischt d'Wuert gefrot, duerno den Här Sven Clement, dann den Här Marc Goergen an d'Madamm Tanson fir Fait personnel, an den Här Sehovic och fir Fait personnel, huelen ech un, an den Här Biancalana och fir Fait personnel.

*(Hilarité)*

Sou, dat wär et elo. Den Här Haagen nach eng Kéier fir Fait personnel.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | An d'Madamm Polfer.

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou. Gutt. Dat gëtt awer elo kuerz gehalen. Mir hunn Zäiten, déi an eisem Reglement virgesi sinn, déi och net iwwerschratt wäerte ginn. Sou, éischtens eng kuerz Fro vun der Madamm Paulette Lenert.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Merci, Här President. Ech probéieren, se kuerz ze faassen. Ech hunn dräi kuerz Froen. Déi éischt ass iwwert dem Minister säi Verständnis vun deem franséische Saz „toute autre forme de mendicité". Bedeit dat fir Iech op franséisch „agressiv Mendicitéit"? Ech mengen, mir haten dat elo e puermol hei héieren. Fir mech bedeit et dat net. Dat ass dat éischt.

Déi zweet Fro, déi ech stellen: Wat mécht fir Iech foi? De Code pénal? Den Text, dee gëllt, ass deen, deen am Memorial ass. Dat ass net eng Foussnout, déi iergendeen derbäischreift. Den Text hei am Land, dee gëllt, ass deen, deen am Memorial ass. An deen Artikel, dee Punkt 6 vum Artikel 563, deen ass erausgeflunn aus dem Gesetz. Dat hunn d'Geriichter analyséiert. Dat ass och hir Roll. Si hu gekuckt: Wat war d'Intentioun? Et ass gesot ginn: „Jo, dat war vläicht en Iertum." Mee d'Jurisprudenz ass konstant. Si considéréieren, dass et dee Punkt 6 net méi gëtt. Dat ass Fakt. Dat ass d'Jurisprudenz. An deen Text, dee gëllt, ass deen, deen am Memorial ass. Ass dat fir Iech anescht?

Dann eng Fro: Dir hutt gesot, Dir hätt déi Argumentairë gelies vum Recours. Ech hu keng Kenntnis vum Recours. Dir sot, do si Beweiser dran. Déi Beweiser, ginn déi an d'Richtung, dass een, deen eng Mendicité simple mécht, deen net agressiv ass, deen do sëtzt, aner Leit an hirer Sécherheet contrariéiert? Well dat ass déi Proportionalitéit, ëm déi et hei geet. Dat ass de „Stein des Anstoßes". Mir schwätzen hei net vun der organiséierter Mendicitéit, mir schwätzen net vun der agressiver Mendicitéit. Mir schwätze vun deem Saz, an dat war meng éischt Fro, wou mir anscheinend eng aner Interpretatioun hu vun deem franséische Saz, wat einfach eng Mendicité simple ass: „toute autre forme de mendicité". Dat ass fir mäi Verständnis alles. Fir Äert Verständnis bedeit dat agressiv Mendicitéit. Ass dat esou? Dat ass meng Fro.

**M. Claude Wiseler,** Président | Elo äntwert den Här Gloden nach eng Kéier op déi do Fro, an da stelle mer se net nach eng Kéier hannendrun. Den Här Gloden äntwert elo.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Ech fänke mat där leschter Fro un, well dat, wat Dir sot, datt et just par rapport zur Sécurité publique gekuckt gëtt, ass net richteg. Well de Buergermeeschter oder de Gemengerot hunn d'Obligatioun, souwuel d'Sécurité wéi d'Tranquilité an d'Salubrité publique ze assuréieren. Do gëtt et masseg Jurisprudenz driwwer.

Zu der éischter Fro, dat ass elo e puermol hei undiskutéiert ginn, et ass vun der Madamm Polfer gesot ginn, et ass vu mir gesot ginn: D'Mendicité simple soll net poursuivéiert ginn! Ech sinn awer net d'accord mat der Argumentatioun, datt se aus dem Code pénal gestrach ginn ass. Ech hunn Iech dat och gesot, an ech sinn net d'accord, datt an enger Nott vun enger Autorité judiciaire eppes, wat dëst Haus decidéiert huet, net agehal gëtt, wann eng Incoherence hei ass. D'ailleurs hunn ech selwer als Deputéierten, dat kann een noliesen, a Kommissiounen ëmmer erëm gesot: „Mir mussen dat do klären!" D'Justizministesch wollt dat awer net klären.

*(Interruption)*

Voilà, jo, ech ginn Iech Recht, mee dat war nach net.

An déi Nott gëtt et, déi ass offiziell publizéiert am Code pénal. Déi ass offiziell publizéiert am Code pénal. Wat hat der nach, déi zweet Fro?

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Ech hu gefrot, ob et de Code pénal ass oder ob et de Memorial ass, deen an deem Land hei gëllt. Mengem Verständnis no ass et de Memorial, dee foi mécht. An Ärem Verständnis no ass et dat net, wann ech dat richteg verstinn.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Et ass de Memorial, wou d'Gesetzer publizéiert ginn, mee déi Nott ass awer offiziell an engem Code pénal de codification publizéiert ginn, an dir sot selwer, d'Geriichter hunn déi do Nott applizéiert. Voilà.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, ech mengen, déi Fro do, déi hu mer elo puermol gestallt. Do sinn einfach aner Äntwerten, déi eng an déi aner, dat hu mer elo ganz kloer gesinn. Mir brauchen déi Fro also net nach eng Kéier ze stellen. Den Här Sven Clement huet d'Wuert gefrot fir eng aner Fro.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, ech hunn eng aner Fro. Ech gi guer net op déi Fro an, ob et rechtlech richteg ass, well ech mengen net, datt et eis, an och net engem Minister, zousteet, iwwert d'Rechtméissegkeet dovunner ze jugéieren, mee dat sinn d'Geriichter. Dat ass, mengen ech, d'Trennung vun de Pouvoiren.

Mee de Minister huet gesot, hie wär der Meenung, et wär rechtlech richteg. Ech froe mech awer, mäi Kolleeg Marc Goergen huet do virdrun, mengen ech, extensiv ausgeholl: Ass et dann eethesch a moralesch richteg, an den Ae vum Minister, fir an e Policereglement ze schreiwen „toute autre forme de mendicité est également interdite"? Ass dat moralesch oder eethesch richteg? Meng Äntwert hu mer, mengen ech, kloer gemaach, mee mech géif Är Äntwert dorop interesséieren.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Also, ech mengen, ech an aner Leit hunn elo oft genuch iwwert déi do Expressioun hei Explikatioune ginn. An nach eng Kéier: Als Ministre de tutelle exercéieren ech e Contrôle de légalité, well wann Der...

*(Interruptions)*

Nee! Ma nee! Ma ech äntweren Iech: Et ass e Contrôle de légalité! Well géif ech eppes aneres maachen, géif ech d'Verfassung violéieren, well ech géif iwwer meng Pouvoire goen. An d'Gemengen ...

*(Interruption)*

A firwat ass dee Contrôle de légalité do? Nee! Dach, dat ass d'Fro. Dir wëllt just d'Äntwert net verstoen. De Contrôle de légalité ass do, fir datt eebe keen esou oder esou eng Decisioun kritt, mee mir diskutéieren iwwert d'Moyens légaux. Dat ass an engem Rechtsstaat esou! Dat ass an engem Rechtsstaat esou, Här Clement. Ech weess, d'Piraten ..., bei de Piraten ass ëmmer d'Rechtsstaatlechkeet e bësse méi komplizéiert.

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Clement huet eng Fro gestallt, den Här Gloden huet him seng Äntwert ginn.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech constatéieren, Dir wëllt net äntwerten!

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Wat Dir constatéiert, Här Clement, ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Deen nächsten, deen hei Parole après ministre ugefrot huet, ass den Här Marc Goergen. Kuerz Froestellung, Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President, ech maachen dat och ganz onopgereegt. Et beréiert mech zwar, wann ee géint déi Äermsten am Land geet, mee ech maachen et ganz onopgereegt.

**Plusieurs voix** | O!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Mir sinn eis jo elo eens, Dir hutt och den Artikel 42 elo puermol interpretéiert, dofir stellen ech och keng Fro zum Artikel selwer. Mee ech stellen awer d'Fro, wat Der Äre Policebeamten dann elo mat op de Wee gitt. Wat sot Der deenen? Wéini muss dann dee Beamten do entscheeden: „U! Dat dat doten ass awer elo ..., nee, hei komm, dee muss ewech! Déi doten net!" Wann ech d'Interpretatioun virdru richteg héieren hunn, wëllt Dir jo flexibel sinn. Dat kënnt Dir Iech e bëssen esou virstelle wéi bei enger Vitesskontroll, wann een do flexibel wär: „U, 90, u 95, u 93. O! 100. Ech kann deen awer besser leiden, mat 100." Dat ass dat, wat Dir hei wëllt maache mat eisem Policecorps.

Wat hutt Dir dem Policecorps elo konkreet mat op de Wee ginn? Wéi sollen déi dat iwwerhaapt ëmsetzen, d'Beamten? Wat ass, wann do een e Recours aleet? Wéi stitt Dir dann zum Beamten, wann deen eng Entscheedung geholl huet, déi vläicht net richteg war? Well dee muss dat jo sur place maachen. Wat hutt Dir dem Policecorps matginn?

Merci.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Mir hunn der Police gesot, datt d'Mendicité simple net ze poursuivéieren ass. Dat ass eng kloer Instruktioun!

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, dat war ...

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Dat heescht, mir mussen haut net diskutéieren, well et gëtt souwisou net decidéiert.

*(Brouhaha)*

An d'Madamm Polfer wäert keng Léisung kréien.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir hutt eng Fro gestallt, Dir hutt eng Äntwert kritt. Den Här Haagen huet elo d'Wuert. Den Här Haagen huet d'Wuert, fir nach eng kuerz Fro ze stellen. Här Haagen.

*(Brouhaha)*

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Jo, Merci, ech wollt e bëssen ...

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, wannechgelift, den Här Haagen huet ganz eleng d'Wuert, fir eng Fro ze stellen.

*(Interruption par Mme Diane Adehm)*

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Parole après ministre, Madamm Adehm. Fënnef Minutten.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här ...; nee, nee!

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Just fir dat kloerzestellen!

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee, den Här Gloden huet akzeptéiert, op eng Rei Froen ze äntweren. Dir stellt him elo eng Fro ...

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Ech maachen d'Prozedur Parole après ministre.

**M. Claude Wiseler,** Président | Da muss Dir dat ufroen. Ech hunn ...

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Dat hunn ech jo gemaach elo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, jo, ech hunn eng Rei Froen. Ech hunn elo gefrot, wien dem Här Minister wëllt eng Fro stellen, an op déi Froen ass e bereet ze äntwerten. Dat heescht, wann Dir Parole après ministre wëllt, dann huele mer dat elo an der nächster Etapp. Also, ass nach ...

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech hat nach Fait personnel!

**M. Claude Wiseler,** Président | ... iergendeen, deen dem Här Gloden, deen esou gentil ass, déi Froen ze beäntweren, eng Fro wëllt stellen? Elo huele mer nach eng Fro.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech hat e Fait personnel.

**M. Claude Wiseler,** Président | Gutt! Dat kënnt alles dono. Ech muss dat hei uerdnen a schéi propper der Rei no maachen, soss komme mer net zu engem Schluss. Elo sinn d'Froen drun. Dir hutt nach eng Fro, Här Baum?

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, ech hu virdrun héieren, datt den Här Gloden sech ganz kritesch iwwert déi Escher Sozialpolitick geäussert huet an ech wollt e froen, wat e genau domadder gemengt huet.

*(Hilarité)*

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Ma anscheinend ass Chaos bei der Bongeverdeelung.

**Une voix** | A?

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Esou. Elo kritt nach ...

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Den Här Sehovic huet mech ugeschwat an den Här Sehovic ass Member vum Schäfferot vun der Stad Esch.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, den Här Sehovic kritt duerno fir Fait personnel d'Wuert. Här Gloden, elo hutt Dir all d'Froe beäntwert. Dir kënnt hei stoe bleiwen, Dir kënnt Iech awer och sëtze goen. Elo komme mer zu de Parole-après-ministeren. A wann Dir dann nach wëllt Stellung huelen, kënnt Dir dat vun do oder vun dohanne maachen. Et ass elo um Här Haagen.

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Merci, Här President. Här Minister, ech wollt Iech just, well Dir geschwat hutt iwwert de Contrôle de légalité, soen, well dat oft gesot ginn ass: Ech mengen net, datt hei den Uschäin ass, wéi wann d'Stad Dikrech deemols d'Prozeduren net respektéiert hätt. Deemools ass dee Vott geholl ginn, dee war virun der Erweiderung vun de Kompetenze vun den Agent-municipallen. Do ass also e Vott geholl ginn, an dat ass direkt public gemaach ginn. Dat huet een also net brauchen an den Interieur ze schécken.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Nee. Mir sinn eis eens. Ech si jo d'accord mat Ärem Text, Här Haagen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Gutt, ...

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Ech wollt dat just preziséieren, ob Dir d'accord sidd oder net.

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Haagen huet elo Parole après ministre exercéiert. Mir sinn net an der Dialogprozedur. Mir sinn net an enger Dialogprozedur, déi et am Reglement net gëtt.

Ech hunn hei dräi Fait-personnellen: den Här Sehovic, den Här Biancalana an d'Madamm Tanson. Elo huele mer déi och nach duerch. Dat ass also fir d'éischt den Här Sehovic. Dir hutt d'Wuert fir Fait personnel, kuerz.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, meng Heemechtsstad ass ugeschwat ginn an d'Politick, déi mer am Escher Schäfferot maachen. Dofir erlaabt mir awer ganz kuerz, e puer Richtegstellungen ze maachen.

Här Minister, d'Stad Esch, an dovunner sinn ech déif iwwerzeegt, ass Virreider a Saache Sozialpolitick. An ech wëll et ganz kloer soen: Et ass net mäi Meritt! Ech sinn nämlech net Sozialschäffen. Et ass de Meritt vum fréiere Sozialschäffen an haitege Buergermeeschter, Ärem Parteikolleeg Christian Weis. Et ass de Meritt vun dem fréiere Buergermeeschter an dem neie Minister Georges Mischo, deen en exzellente Plan local sécurité presentéiert huet, deen enorm eeben dat mécht, wat wichteg ass: den Akzent ze setzen op d'Preventioun, op den Urbanismus, op d'Sozialpolitick.

Mir sinn an der Stad mat der Aarbecht, déi d'Coordination sociale mécht, déi den Office social mécht, déi eise Logementsservice mécht, Virreider, och beim Schafe vum abordabele Wunnraum. Mir hunn en exzellente Streetwork-Service an, wéi gesot, e Plan local sécurité, deen exzellent ass an dee mer ëmsetzen. An dat, nach eng Kéier, ass net mäi Meritt, dat soen ech ganz unerkennend, dat sinn d'Kolleeginnen an d'Kolleege vun der CSV mat mir am Schäfferot, déi eng exzellent Aarbecht maachen. Dat wëll ech hei ënnersträichen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat war eng Rektifikatioun, dat brauch elo net onbedéngt eng Äntwert.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här Sehovic. Dir hutt jo dann de Beweis bruecht, datt wierklech vill Gemengen, ënner anerem d'Gemeng Esch, eppes maachen, fir géint d'Mendicitéit virzegoen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Gloden, dat war elo eng Rektifikatioun vum Här Sehovic.

*(Brouhaha)*

Dat war elo eng Rektifikatioun vum Här Sehovic. Deen nächste Fait personnel ass beim Här Biancalana.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President, ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Ee Moment. D'Madamm Bofferding freet och nach d'Wuert. Firwat frot Dir d'Wuert?

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Ech mengen, ech sinn awer wuel déi Persoun, déi am meeschten elo zitéiert ginn ass.

*(Hilarité)*

Ech mengen, do hunn ech och d'Recht, eng Kéier drop ze reagéieren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, et geet net duer, datt een zitéiert ginn ass. Et geet drëm: Fait personnel ass, wann Dir eng Rektifikatioun wëllt maache vun eppes, wat iwwert Iech gesot ass a wat net stëmmt. Wann Dir dat wëllt ufroen, da musst Dir och dozou schwätzen an zu näischt anerem. Elo huet den Här Biancalana d'Wuert, deen ugeschwat ginn ass als Diddelenger Buergermeeschter an deen domat wëllt eng Rektifikatioun maachen. Här Biancalana.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Den Här Minister huet richtegerweis gesot, dass am Polizeireglement vun der Stad Diddeleng vun 2010, dat vum Gemengerot gestëmmt gouf, eng Dispositioun dra war, déi dem Buergermeeschter e gewëssenen Ermiessensraum ginn huet, fir d'Mendicitéit um Territoire vun der Stad effektiv ze refuséiere respektiv ze limitéieren.

Mir hu säit Juli 2023 en neit Polizeireglement. Da muss ee wëssen, datt an där doter Zäitspan vun 13 Joer – ech si säit 2014 Buergermeeschter vun der Stad – weeder mäi Virgänger nach ech selwer déi doten Dispositiounen applizéiert hunn, well mer der Meenung waren, dass effektiv d'Latitude, déi de Buergermeeschter hei huet, an och de Pouvoir, deen de Buergermeeschter huet, vill ze vill grouss ass. An dat war jo och an Zäiten, wou d'Polizeireglementer net hu misse vum Interieur approuvéiert ginn. Éischtens.

Zweetens: Natierlech, wéi mer dat neit Polizeireglement adoptéiert, hunn, hate mer déi proaktiv Approche geholl, als Stad Diddeleng mam Interieur eng Diskussioun ze féieren, wéi déi Mouture kéint gi vun deem neie Polizeireglement, dat unhand vun deem neie Gesetz, dat mer gestëmmt hu ronderëm d'Sanctions administratives communales. An do war natierlech och, no Avisen, déi mer eis erageholl hunn, an effektiv och no der Lektür vum arrêt Lacatus, d'Diskussioun, wéi ee mat der Mendicitéit soll ëmgoen. A compte tenu vun de Gegeebenheete si mer zur Konklusioun an och zu der Decisioun komm, dass d'Mendicitéit am neie Polizeireglement vun der Stad Diddeleng, contrairement zu deem, wat mer 2010 haten, deementspriechend net méi sollt drakommen. Also hei ze insinuéieren, dass déi politesch Volontéit vun der Féierung vun der Stad Diddeleng do war, fir d'Mendicitéit rëm mat an d'Polizeireglement eranzehuelen, ass net richteg.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat war eng Rektifikatioun ...

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Dat ass net richteg. Dir hat e spezielle Paragraf bäigesat am Projet, ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, ...

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | ... ech hunn dat extra kontrolléiere gelooss am Haus, an dunn hutt Dir e gestrach, dee ganze Paragraf. Dir hutt et fir d'éischt verschäerft!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech géif elo den Här Gloden bieden, mir sinn hei bei de Rektifikatiounen.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Ma duerfir grad!

**M. Claude Wiseler,** Président | Elo gi mer d'Wuert un d'Madamm Tanson.

*(Interruption par M. François Bausch)*

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Genau, Här Bausch.

**M. Claude Wiseler,** Président | An da probéiere mer, déi Diskussioun hei ofzeschléissen.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo. Merci, Här President. Ech muss feststellen, den Här Gloden brécht bei senger éischter Interventioun hei schonn all Rekorder fir Fait-personnellen. Kee Wonner och, well mer fir d'éischt mussen nolauschtere fir ze léieren, well verschidde Leit net schreiwen oder liese kënnen.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Dat hunn ech net gesot!

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Tanson, wannechgelift.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | A well mer nëmme kënne méi gescheit hei ginn.

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Maacht wannechgelift d'Rektifikatioun vum Fait personnel a keng aner Remarken.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Voilà, bon. Zwou Saachen, déi gesot gi sinn. Dat eent ass, ech hätt hei iergendeppes deklaréiert – an ech wier immens frou, dann deen Artikel ze gesinn, wou ech dat soll deklaréiert hunn, well ech mengen, dass Dir Iech iert, Här Gloden –, ech hätt deklaréiert, ...

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Da war et déi aner Säit.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Watgelift?

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Da war et déi aner Säit. Op jidde Fall stoung iergendwou an der Press, datt entweeder déi gréng oder d'Sozialisten dat gesot hunn.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Déi aner Säit? Wien, wat ass déi aner Säit?

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Wann Dir et net gesot hutt, huelen ech et zréck. Mee et stoung an der Press! Et ass esou vill geschriwwe ginn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Also Är Rektifikatioun ass: Dir hutt dat net gesot, Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo. Ech hunn dat esou net gesot!

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, wannechgelift, d'Madamm Tanson huet d'Wuert.

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Dat ass esou e Koup Artikelen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, Här Gloden, d'Madamm Tanson huet d'Wuert.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech hunn dat esou net gesot. Mee ech wollt awer dann dervu profitéiere fir ze soen, dass et e groussen Ënnerscheed ass, ob een ee bestrooft, well e fir Suen heescht an en dann dowéinst soll eng Strof kréien, déi e soll finanziell bezuelen, oder fir iergendeng aner Infraktioun. Dir hutt jo elo hei de Parallelismus gezunn, wou Der gesot hutt, da kéint ee jo kee méi belaangen, dee méi aarm wär. Ech mengen, dass dat net ganz kohärent ass.

Dat anert, wat Dir gesot hutt, dat ass: Ech hätt jo kënnen de Code pénal änneren! Nee! Well ech si fundamental net mat Iech averstan. An d'ailleurs, e ganz eminente Jurist, den Här François Biltgen – wa mer scho bei de Citatioune vun de Questions parlementaires sinn –, huet bei enger Question parlementaire am Joer 2012 – ech hunn déi och schonn der Justizkommissioun zitéiert – gesot: „Le législateur a adopté le 29 août 2008 une loi par laquelle l'infraction de mendicité simple a été supprimée." Voilà! „Il n'est dès lors que normal, du moins dans un État de droit, qu'il n'y a ni poursuites ni condamnations pour des faits qui ne constituent pas (ou plus) une infraction pénale."

Dat heescht: Ech ginn dann net hin an ech änneren de Code pénal fir eppes, wou ech der Meenung sinn, datt et net am Code pénal drasteet. Fir elo hei ze probéieren, mer dat ze ënnerstellen, fannen ech e bësse schwiereg.

*(Brouhaha et interruption)*

An da wëll ech just awer ënnersträichen – an och dat weist jo rëm déi Vermëschung, déi hei gemaach gëtt –: Op där enger Säit sot Der, et géif jo déi Infraktioun vun der Mendicité simple am Code pénal ginn, an op där anerer Säit sot Der déi ganzen Zäit, mir géifen iwwerhaapt net vun der Mendicité simple schwätzen.

Dofir froen ech mech wierklech, wat déi Vermëschung vun der Diskussioun soll. Ech weess, dass Dir just hei d'Approbatioun vun engem Reglement communal ginn hutt, mee ech fannen et schwiereg, dass Der argumentéiert, andeem Der déi ganzen Zäit vun der Mendicité organisée oder agressive schwätzt. Voilà!

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Tanson, lo komme mer erëm op dee selwechte Punkt zréck, wéi mer e scho fënnefmol diskutéiert hunn. Den Här Gloden huet doriwwer seng Meenung gesot. An ech mengen, dat wär gutt esou. Et ass déi eng an et ass déi aner Meenung. Sou ass dat an der Demokratie.

*(Interruption par Madame Lydie Polfer)*

Madamm Polfer, firwat frot Dir d'Wuert, wannechgelift?

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Parole après ministre.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann hutt Dir d'Wuert Madamm Polfer.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Merci.

Ech bleiwe sëtzen, mengen ech. Nee.

Ech wollt fir d'éischt dem Minister Merci soe fir déi ganz kloer Duerstellung, well ech kann och nëmmen déi, déi sech hei gefrot hunn, ob en Avis juridique ... Jo, mir hu fir dee Recours, dee mir gemaach hunn – dee Recours en annulation –, natierlech eis e ganz fondéierte Avis ginn an, ech hunn et virdru gesot, 48 Säiten, wou all déi Argumenter, fir déi d'Madamm Bofferding et net ugeholl huet, duerchgaang sinn.

Wat ech awer nach eng Kéier ... An et deet mer elo wierklech leed, mee ech muss et awer soen ..., besonnesch, wann d'Madamm Tanson elo den Här Biltgen zitéiert huet. Also: Souguer den Här Biltgen ka sech ieren!

*(Hilarité et brouhaha)*

Well ..., well ..., well ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, wannechgelift!

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Kee vun eis ass onfeelbar!

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Madamm Polfer huet d'Wuert ganz eleng.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Merci villmools.

*(Brouhaha)*

An ech wëll dat ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift!

**Mme Lydie Polfer** (DP) | An ech wëll dat och der Madamm Lenert soen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift!

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Well ...

**Une voix** | Well?!

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Well dat, wat effektiv am Gesetz festgehale ginn ass, dat ass eppes, wat inapplikabel ass, well et et net gëtt! Am Gesetz ...

Jo, nee, et ass net, fir mam Kapp ze rëselen! Dat ass esou!

Do steet: „[...] à l'article 563 du Code pénal, le point 6 du deuxième alinéa est supprimé." Or, et gëtt keen „deuxième alinéa" an deem Artikel! Also beschtefalls hätt ee misse soen: „Et ass näischt geännert an deem do." Mee fir net wëllen ze verstoen, wat de Legislateur an all de Viraarbechten awer gesot huet, dat geet e bësse wäit. Dat wollt ech soen.

An dann nach ee Wuert ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Just ee Wuert, Madamm Polfer.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Nach just ee Wuert. Ech si bannent de fënnef Minutten.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Ech gleewe mol dem Här Mangen (veuillez lire: dem Här Haagen).

**M. Claude Wiseler,** Président | Mee mir hunn d'Argumenter awer lo schonn alleguer gesot.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | An ech muss soen ...

Nee, ech hunn nach eppes bäizefügen.

Ech fannen éischtens d'Dikrecher Explikatioune ganz richteg, also ganz gutt, an ech hu se och gutt verstanen.

Ech wollt awer just soen, an och nodeem ech dem Här Sehovic nogelauschtert hunn – mir koum et e bëssen ze kuerz; den Här Bauer wollt et am Fong soen –: Mir als Stad Lëtzebuerg, mir ënnerstëtze 16 Infrastrukturen, déi nëmme fir déi Leit do sinn, deenen et net gutt geet! Wann eppes eis um Häerz läit, da sinn et déi!

Keen – awer keen! – muss fäerten, fir dohinner ze goen! Mir, eleng d'Stad Lëtzebuerg, hunn 22 Streetworkeren, déi all Dag mat deene Leit zesumme sinn, déi all Dag mat deene schwätzen! An an deenen Infrastrukturen, déi mer ënnerstëtzen, si 67 Plein-temps-Leit, déi dofir schaffen.

Also, fir hei sou ze maachen an ze versichen, dat Märchen ze zielen, hei wieren déi Leit mat kalem Häerz, déi géint déi Äermste wëlle virgoen: Mir sinn do fir all déi! A mir hunn ni – ni! – iergendeng Méi gescheit a keen Effort, weeder an der Aarbecht nach an de Suen.

Ech wollt awer, well op de Sozialschäffen an déi jëtzeg Sozialschäffin higewise ginn ass, dat awer nach e bësse méi kloer soen. An dem Här Minister nach eng Kéier merci fir déi kloer Wierder.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Also, et ass esou, datt den Här Minister elo näischt gesot huet. Et ass och elo net, fir Parole après un député ze huelen.

*(Hilarité)*

Sorry, mee dat hu mer net. An ausserdeem seet d'Reglement, datt jiddweree just zweemol d'Wuert huet bei enger Diskussioun. Do sinn elo scho vill Leit, déi wäit iwwert där Reegel sinn.

***Motions***

Dofir schléisse mer elo hei mat dësem Punkt of a mir kommen zum Vott iwwert d'Motiounen, wou Der Iech och nach kënnt äusseren. An déi, déi wëllen do nach eppes soen, hu jo dann d'Geleeënheet, fir dat ze maachen.

***Motion 1***

Ech kommen zur Motioun Nummer 1. Dat ass d'Motioun vun dem Här Dan Biancalana. An ech wollt den Här Biancalana froen, ob en nach kuerz wëllt Stellung dozou huelen.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Jo, ganz gären. Merci, Här President. Jo, déi Motioun, déi mer hei effektiv eraginn hunn, do, mengen ech, invitéiere mer hei d'Regierung – an, ech mengen, Dir hutt et jo kloer eraushéieren, och an de Positiounen, déi mer geholl hunn –, natierlech d'Decisioun engersäits réckgängeg ze maachen, well mer ganz kloer och der Meenung sinn, an et ass och méi wéi eng Kéier hei ugefouert ginn, wa mer eng Decisioun vum Verwaltungsgeriicht hätten, dass dat eis méi Kloerheet an och Rechtssécherheet ginn hätt.

Da maache mer awer och, mengen ech, hei zousätzlech den Invite, dass een natierlech déi Efforten, déi och déi viregt Regierung gemaach huet, fir 114 Logementer an der Héicht vun 69 Milliounen Acquisitioun ze maachen am Kader vun de VEFAen, ganz kloer och kéint huele fir sozial Projeten, notamment effektiv ronderëm den Housing First. Also, mengen ech, och hei eng Attributioun un de Logementsminister.

An dann natierlech och dee Projet vun der CUSS, vun der Couverture universelle des soins de santé, dass dat esou schnell wéi méiglech och e Gesetz soll ginn an aus dem Stadium vum Projet pilote eraus soll goen. Mir wëssen, dass iwwer 1.000 Leit effektiv déi Couverture universelle de Moment och kënnen an Usproch huelen.

An natierlech, um Niveau vun der Sozialpolitick och weider Dezentralisatioun vun den Offeren ze maachen am Kader vum Joer 2024, d'Strukture ronderëm den Abrigado, fir effektiv där sozialer Aarmut hei deementspriechend och kënne Rechnung ze droen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Biancalana. Elo wësse mer, ëm wat et geet, ganz genau. Wie wëllt dozou Stellung huelen? Ech gesinn den Här Mosar.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Merci, Här President. Och merci fir déi Motiounen.

Ech huelen hei Stellung zu der Motioun 1. Do si besonnesch zwee Punkten, wou ech iwwer ee ganz staark erstaunt sinn. Dat muss ech awer soen. Hei gëtt nämlech dës Regierung opgefuerdert – ech liesen dat nach eng Kéier vir –, „à présenter un projet de décentralisation des offres et des fonctions de la structure Abrigado au courant de l'année 2024".

Ech wollt lo mol soen: Dat ass jo d'Kompetenz vun der Santé. Wien hat wärend 20 Minutt..., eh Joer – Joer! – ...

*(Interruptions et hilarité)*

... de Santésministère? Wien huet do kee Millimeeter a Richtung ënnerholl, fir effektiv iwwert d'ganzt Land déi ...

**Une voix** | Dat ass falsch!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo, mee dat gëtt gefrot. Hei gëtt gefrot „à présenter un projet de décentralisation". Ech stelle just fest: Mir hate virdru Regierungen, a besonnesch sozialistesch Gesondheetsministeren a -ministeschen, déi hei kee Millimeeter virukomm sinn. Da fannen ech et awer trotzdeem e bëssen – erlaabt mer, dat ze soen – affrontéiert, elo ze froen, datt an engem Joer dës Regierung an dës Gesondheetsministesch esou e Projet solle presentéieren.

Dir verstitt natierlech och, datt mir als CSV net d'accord sinn, datt mer op déi Interdictioun vun der Mendicitéitdecisioun vum Polizeiminister zeréckkommen. Dofir verstitt Der och, datt mir dës Motioun net kënne matstëmmen.

**Une voix** | Bravo!

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, elo huet den Här Goergen d'Wuert gefrot, an duerno huet d'Madamm Lenert d'Wuert gefrot.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Ech bezéie mech op de véierte Punkt, wou ... wéi ech matënnerschriwwen hunn, dass eigentlech d'Verbuet misst zréckgezu ginn. Wéi ech se ënnerschriwwen hunn, hat ech eng aner Optik. Dat muss ech éierlech soen.

Wann ech elo kucken, wat de Minister eis hei geäntwert huet, da wäert dat Verbuet jo souwisou net duerchgesat ginn.

*(Hilarité)*

Dat heescht, mir sinn an engem Modell, wou all déi Dreem vun der Madamm Polfer an dem Här Mosar net wäerte stattfannen, ...

**Une voix** | Jo.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | ... well d'Policebeamte krute gesot, an dat huet de Minister eis viru fënnef Minutten hei gesot, dass se näischt wäerte maachen.

Dat heescht, déi Méi an déi ..., dat hätt Der Iech alles kënne spueren, Här Mosar a Madamm Polfer. Är Reglementer ginn net duerchgesat! Dat huet de Minister hei gesot. D'Stad Lëtzebuerg hëlt Reglementer – déi kënnt Der elo an eng Vitrinn hänken. D'Police wäert se net ëmsetzen. Merci.

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Goergen Merci. Ech ginn der Madamm Lenert d'Wuert. D'Sozialistesch Partei huet vun deene fënnef Minutten nëmmen der zwou an eng hallef benotzt, also huet d'Madamm Lenert nach zwou an eng hallef Minutt fir ze schwätzen.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Merci, Här President. Ech wär frou, och eng Kéier d'Reegele richteg ze verstoen, ob ech kann op en Deputéierte reagéieren, wann ech direkt ugeschwat gi sinn.

Ech wollt just ... Zwee Wuert zum Abrigado. Do ass ganz villes gemaach. An et ass ganz richteg, dass et eng Kompetenz vun der Santé ass. Mee et kann awer nëmme gemeinsam um Terrain vun der Stad Lëtzebuerg geschéien. Do si mer op verschiddene Punkte weiderkomm, op aneren nach net. Et ass en Zesummespill. Also, dat kënnt Der net esou vereinfacht an de Raum setzen.

A wann Der déi Politick an Ärer Gemeng suivéiert, da wësst Dir dat och! Et ass also absolutt de mauvaise foi, wat Der hei maacht! Et ass eng gemeinsam Saach. A mir si bei der Renovatioun vun deem Gebai nieft dem Abrigado gescheitert. Do war dee leschte Stand, fir dat mat Bâtiments publics ze maachen, well d'Gemeng et net wollt maachen. Dat schleeft a schleeft.

Mee ech hunn hei kee Stee gehäit an Är Richtung. An ech fannen dat do absolutt onfair! Déi Leit, déi um Dossier schaffen, wëssen, dass ech op alle Fall vum éischten Dag un, wou ech am Amt war, reegelméisseg op deem Dossier mat der Gemeng zesummegeschafft hunn, fir e weiderzekréien. Mir sinn aus diversen Ursaachen net weiderkomm. Ech verdéiwen dat net. Mee dat do ass absolutt onfair! Et ass eng Aart a Weis, déi ech net kann akzeptéieren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Lenert. Lo huet den Här Kartheiser d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Ech mengen, hei sinn e puer Saachen, déi ee muss soen.

Éischtens: Natierlech wëlle mer dem Här Dan Biancalana Merci soe fir deen Text, deen en eis presentéiert. E proposéiert, déi Decisioun vum Här Minister Gloden réckgängeg ze maachen. Ech mengen, do musse mer awer ganz kloer gesinn, an de Minister huet dat och ausgefouert, datt en e Contrôle de légalité gemaach huet mat deenen Argumenter, déi en eis duergeluecht huet. An ech mengen, datt dat och déi Basis ass, op där mer dat musse jugéieren. Ech gesi lo kee Grond, fir dee Contrôle de légalité, sou wéi en eis vum Minister an och vun der Madamm Polfer presentéiert ginn ass, an Zweifel ze stellen. Dofir kënne mer dat heiten net matdroen.

Awer zwou aner Bemierkungen och.

Dat Éischt ass: An dësem Text, an dat ass och ganz interessant, gëtt mat kengem Wuert iwwert d'Mendicité organisée geschwat. An et kéint ee sech jo awer erwaarden, datt och vun der Säit vun eise sozialisteschen an anere lénke Kolleegen hei besonnesch d'Mendicité organisée kritiséiert gëtt, well déi Leit, déi an deene Reseauen exploitéiert ginn, si warscheinlech ënnert deene Schwaachen déi Schwächst. An dofir: Fir d'Kredibilitéit vun deem Exercice, fir d'Kredibilitéit vun Ärer Demarche hei ze ënnermaueren, wär et néideg gewiescht, iwwert deen Aspekt besonnesch ze schwätzen.

*(Interruptions)*

An eng lescht Bemierkung, Här President, dat ass, datt mer hei en Amalgam hunn. En Amalgam vun Iddie vu sozialer Natur, wou der e puer derbäi sinn, déi een absolutt kann diskutéieren. Selbstverständlech! Mee, ech mengen, déi verdéngen eng eegen Diskussioun: Wéi maache mer et mat dem Abrigado? Wéi maache mer et mat der Couverture universelle sociale?

Den Här Mosar hat jo gesot: „Dat eent ass an dem Kompetenzberäich vun der Santé", an esou wieder. An, ech mengen, mir sollten eis awer zu Häerz huelen, datt mat deene Paragrafen awer op sozial Problemer higewise gëtt, déi mer onbedéngt sollten diskutéieren a kucken, ob mer Léisunge fannen. Mee si passen net richteg an dëse Kontext eran.

D'ADR, mengen ech ... Dat Wichtegst ass: De Contrôle de légalité vum Minister ass valabel. An dofir wäerte mir dat heiten net matdroen. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Baum huet d'Wuert gefrot.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci Här President. Mir wäerten dat hei selbstverständlech matdroen, well d'Heure d'actualité ass jo och gefrot ginn, fir Alternativen ze entwéckelen. Hei ass eng Motioun, wou Alternativen an Äntwerten op Froen opgeworf ginn. Genau dat, wat den Här Kartheiser jo déi ganzen Zäit a Fro stellt.

Et ass ëm Mendicité simple gaangen. Mir hunn et elo héieren, an ech joignéieren déi Wierder vum Här Goergen, datt et jo anscheinend net ëm d'Mendicité simple geet. Dat steet awer dann am Text dran. Bon, dat ass dann e Problem, deen den Inneminister selwer ka léisen oder ka mat sech selwer ausmaachen.

Mee bei deem, ëm wat et geet – wat geschitt mat deene Leit? –, ass dat hei an deenen dräi éischte Punkten op jidde Fall eng seriö Propositioun. A wann et ëm Dezentraliséierung geet, da wëll ech och nach eng Kéier hei drun erënneren, och wann ech a kenger Majoritéit sinn, datt et och eng Stad Esch gëtt, déi Opfangstrukturen huet, déi Opfangstrukturen huet fir Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn: Abrisud. A mir hunn och eng Fixerstuff. Mir huelen och ... Et gëtt och aner Stied zu Lëtzebuerg, déi hir Verantwortung wouerhuelen. Leider net genuch, leider net genuch! An dofir ass dat hei richteg. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Biancalana, Dir ...

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Ech wollt just eng Kéier kuerz dem Här Kartheiser äntwerten. Laut dem Code pénal kann d'Mendicité organisée poursuivéiert ginn a vun de Juridictioune sanctionéiert ginn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou!

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Et ass kloer ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Gutt! Lo si mer um Schluss vun der Debatt iwwert d'Motioun 1 ukomm.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Här President?

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee, d'sozialistesch Partei huet awer elo schonn e puermol op déi hei Saachen ... Här Cruchten, a wat fir engem Kontext wëllt Dir elo d'Wuert huelen?

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Zu där Motioun.

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, mee zu der Motioun ... Da waart!

*(Interruptions)*

Pardon, ech muss do kloer sinn: Zu der Motioun war et esou, datt jiddwer Fraktioun fënnef Minutten huet an datt d'Sensibilitéiten zwou Minutten hunn. Bei Iech hunn elo schonn dräi Leit driwwer geschwat. Dofir, mengen ech, komme mer elo zum Vott iwwert d'Motioun. A wann Der dono wëllt bei enger anerer Motioun nach Stellung huelen, fir dat ze soen, wat Iech um Häerz läit, kënnt Der dat ganz gäre maachen.

Ech géif also elo gär de Vott iwwert d'Motioun Nummer 1 ufänken.

**Une voix** | Nach den Här Minister.

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Minister wëllt nach d'Wuert huelen. Ok.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci fir d'Wuert. Also, ech hu jo lo héieren, mir hu lauter ...

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Nach een.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Jo, d'Regierung hëlt jo awer ... Hutt Dir ni zu der Motioun geschwat, déi presentéiert ginn ass?

**Une voix** | Den Här Cruchten sécher net!

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech géif soen, Här Gloden, Dir maacht elo Äre Punkt.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Also, et ass e juristesche Feeler hei dran. Dofir ass déi Motioun irrecevabel, fir dann am Langage juridique ze sinn, well: Du kanns net d'Regierung opfuerderen, eng Decisioun zréckzehuelen, déi en Inneminister geholl huet. Dat heescht, wann de Minister d'Decisioun geholl huet, da kann och just de Minister se zréckhuelen.

*(Interruption)*

Dat hu mer jo lo hei dran. Dofir, dat geet net.

An ech muss awer och eng Kéier soen, datt politesch ... Dat hei ass ...

**Une voix** | Mee si sinn net an der Regierung.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Hei ass d'Bankrotterklärung vun der Politick vun de Virgänger – vun de grénge fréiere Ministeren a vun de sozialistesche fréiere Ministeren –, well si haten d'Méiglechkeet, wärend zéng Joer, dat do alles ze maachen. Dofir proposéieren ech der Chamber, dës Motioun net unzehuelen. Merci.

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Gloden, Dir hutt elo geschwat. Dat heescht, datt no Iech kënnen Deputéiert schwätzen. Ech sinn also obligéiert eisem Reglement no, dem Här Clement d'Wuert ze ginn an dem Här Cruchten d'Wuert ze ginn als Parole après ministre.

*(Brouhaha)*

Et deet mer leed, mee dat ass eist Reglement an dat gëtt applizéiert.

*(Brouhaha)*

Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Ech bleiwe beim Reglement. Ech fannen et ganz, ganz staarken Tubak, wann e Minister hei wëllt der Chamber soen, wat fir Motioune recevabel oder irrecevabel sinn! Ech hätt mer vun engem fréieren Deputéierten hei däitlech méi Respekt virun der Chamber erwaart!

**Plusieurs voix** | O!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech fannen dat staarken Tubak!

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Clement huet säi Punkt gemaach.

*(Brouhaha général)*

Elo huet den ... Sou!

*(Coups de cloche de la présidence)*

Den Här Cruchten huet d'Wuert ganz eleng. Här Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Här President, ech verspriechen och, ech maachen et kuerz an ech ... Et deet mir och leed, dass mir Iech haut esou ploen.

*(Hilarité et brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat ass mäi Beruff, Här Cruchten. Maacht Äre Punkt!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Ech wëll just zu där Motioun soen: Eigentlech misste mer eis bei deenen dräi éischte Punkten, wou mer Wunnenge froen, wou mer d'Couverture universelle froen a sou weider, jo alleguerten eens sinn. An eigentlech missten no där Debatt hei, nodeems mer annerhallef Stonn, bal zwou Stonnen doriwwer gestridden hunn, iwwer juristesch Feinheeten – deen ee liest dat eent, deen

aneren dat anert, interpretéiert sou oder interpretéiert sou, geet en Arrêt vun enger Cours sichen an hei an do –, missten eigentlech all 60 Deputéiert och deem véierte Punkt zoustëmmen.

Well dat géif et nämlech erlaben, dass dann déi Decisioun, de Recours, deen d'Stad Lëtzebuerg geholl huet, och bei e Geriicht kënnt an dass e Geriicht eng Kéier tranchéiert. An da géife mer gewuer ginn, wien da lo Recht hat. Ob mir Recht haten oder ob d'Regierung oder ob d'Stad Lëtzebuerg Recht haten.

An dofir géif ech wierklech nach eng Kéier alleguerten d'Deputéiert bieden, sech ze iwwerleeën, ob se dat heiten net sollte matdroen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Cruchten.

Elo komme mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 1 vum Här Dan Biancalana.

***Vote sur la motion 1***

Ech maachen de Vott op. D'Procuratiounen.

*(Interruption)*

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ech hunn awer näischt dermat ze dinn.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Wat ass de Problem?

*(Interruptions)*

Madamm Kemp, wat ass de Problem?

**Mme Françoise Kemp** (CSV) | Den Ecran.

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Ecran geet net. Ok.

*(Interruptions et hilarité)*

De Vott ass ofgeschloss.

59 Leit hu participéiert. Also, Madamm Kemp, Dir gitt derbäigerechent. Jo hunn 20 Deputéiert gestëmmt, Nee 39 Deputéiert. Dës Motioun ass also mat 39 Stëmmen, also warscheinlech 40 – wann Der dat confirméiert, Madamm Kemp –, géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

*Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 20 voix pour et 40 voix contre.*

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Taina Bofferding), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

***Motion 2***

Da komme mer zur nächster Motioun. Dat ass d'Motioun 2 vum Här Meris Sehovic. Här Sehovic, wëllt Dir nach e puer Wuert driwwer soen?

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Jo. Merci, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Da maacht et!

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Mir hu versicht, an engem konstruktive Geescht an der Motioun de Fokus ze setzen op d'Aarmutsbekämpfung an op d'Preventioun, also op d'Sozialpolitick. Mir hunn e Constat gemaach, nämlech dass et wuel Statistike gëtt iwwert ... eng statistesch Erfaassung vum Sans-abrisme, mee dass d'statistesch Datelag bei der Fro vun der Mendicitéit, vum Kontext, vun de Grënn, voilà, vun de Circonstancen dovunner, dass do d'Datelag weesentlech manner gutt ass. Dowéinst invitéiere mer d'Regierung, fir do méi ze maachen am Interêt vun engem méi sereinen Debat a vu méi Objektivitéit an deem Ganzen.

Do dernieft, an do wëll ech och direkt soen – ech mengen, dat war virdru schonn ugeklongen –: Net mäi Meritt! Do hu mer e Copy-Paste gemaach. Eng ganz Rei vu Mesüren, déi am Koalitiounsaccord vun der Majoritéit stinn ënnert deem Kapitel „Lutte contre la pauvreté", mat der Fuerderung, mat der Invitatioun, fir déi Saachen ze acceleréieren.

An drëttens, op engem drëtte Punkt, wou mer einfach froen, fir en Zäitplang, fir e Kalenner ze kréien, fir déi Mesüren och ëmzesetzen.

Ech bieden dofir ëm d'Ënnerstëtzung och vu béide Säite vun der Chamber. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic. Ech hunn elo puer Wuertmeldungen: Den Här Hahn als Regierung huet fir d'éischt d'Wuert gefrot. Da kritt hien et.

**M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Jo, villmools merci, Här President. Jo, dës Heures – an der Mehrzahl – d'actualité dann, et sinn der jo lo mëttlerweil zwou, hannerloosse bei mir zwou Saachen, déi ech vläicht e bësse bedaueren.

Dat eent ass, dass e bëssen en Amalgam gemaach gëtt tëscht der aggressiver Heescherei, ...

*(Interruptions)*

... déi hei viséiert ass, an op där anerer Säit den obdachlose Mënschen. Op där anerer Säit bedaueren ech, dass vu Verschiddene gesot ginn ass, dass net vill geschitt wier déi lescht Joren, weeder an de Gemengen nach beim Staat. Ech wëll just soen: Hei si ganz vill Vertrieder, déi an de Gemenge Responsabilitéit hunn, beim Staat Responsabilitéit hunn oder déi virun allem och a Kontakt si mat de sozialen Träger. Ech hunn op d'mannst déi lescht Wochen a Méint ganz vill Echangen um Terrain gehat. Ech kann Iech soen: Et sinn immens vill Leit dobaussen, well politesch d'Decideuren um Gemengenniveau vun alle Faarwen an och um Landesniveau vun alle Faarwen Decisioune geholl hu fir de Kampf géint d'Aarmut a virun allem och fir de Kampf géint d'Obdachlosegkeet!

Eppes, wat ech awer begréisse bei dëser Diskussioun, wat ech positiv zréckbehalen ..., an da kommen ech op Är Motioun, Här Sehovic, wou Der en nationalen Aktiounsplang fuerdert, deen ... Majo, Dir hutt et selwer gesot, ech widderhuelen et trotzdeem, verzeit mer. D'Madamm Polfer huet virdru gesot, si hätt geknäipt, also d'Stad Lëtzebuerg hätt geknäipt, si hätten sech inspiréiert un anere Gemengentexter, wéi et ëm dee faméisen Artikel, iwwert deen de Mëtten hei, oder den Owend villméi, diskutéiert ginn ass. Et ass esou, dass bal alles, wat hei drasteet, bal integral – huele mer mol d'Consideranten ewech, am Koalitiounsaccord sti se – sécherlech superfetatoire ass. Ech wëll Iech awer soen: Grad deen éischte Punkt, deen Der elo ugeschwat hutt, wou Der drop agaang sidd, wou Der sot: „Ma mir musse méi Fakte kréien, mir mussen op den Terrain goen, mir musse Recensement ...", dat ass eppes, dat ass 2022 ugefaang ginn, am Juni an am Oktober, wann ech mech net schwéier ieren, an d'lescht Woch hat ech d'Chance, beim neiste Recensement derbäi ze sinn, deen da fir d'éischte Kéier net nëmmen an der Stad Lëtzebuerg gemaach gouf. Also de Recensement vun obdachlose Persounen. Pardon, ech hat mech net ganz kloer ausgedréckt.

Ech hat dovu profitéiert, fir als zoustännege Minister do derbäi ze sinn. Dat war de leschten Donneschden den Owend. Dat war vu 17.00 Auer bis an d'Nuecht eran, wou hei an der Stad ëm 60 Leit um Terrain waren. An zu Esch waren et der, mengen ech, ëm 30, déi och do Bestandsopname gemaach hunn. An do ass et net drëms gaang, ze zielen: „Wéi vill sinn et der elo?", an dann alt Strécher ze maachen. Mee et ass virun allem drëms gaang – an dat hutt Dir hei ugeschwat, Dir fuerdert eppes, wat et gëtt –, eis Politicke kënnen ze steieren, andeems mer wëssen: Firwat sinn dann déi Leit op der Strooss? A besonnesch elo, an dat ass nei, dat ass am Dezember gemaach ginn, wou eng Wanteraktioun op ass, wou en Abrigado do ass: Firwat profitéieren d'Leit net vun deene Strukturen? Firwat sinn d'Leit an déi Situatiounen erakomm, an deenen se sinn? An ech kann Iech soen oder ech muss Iech soen: Ech hunn do bei deenen, allez hopp, 20 bis 30 Sondagen, wou ech derbäi war, just an deem Quartier – ech war am Quartier vun der Gare derbäi – ware mer um Terrain, vu kengem déi selwecht Geschicht héieren.

Ech hunn awer vu ganz villen héieren, dass se Drogeproblematiken hunn, dass se psychesch Stéierungen hunn, dass se vläicht och einfach eng Kéier Pech am Liewen haten, en Accident de la vie, wéi mer dat dann nennen, de Partner verluer, e Stierffall oder d'Aarbecht verluer an doduerch an déi Situatioun erakomm sinn. An et gëtt – an dat wëll ech eigentlech domat soen –, et gëtt net eng Léisung fir all déi eenzel Fäll, déi mer dobausse gesinn, wa mer vun Obdachlosegkeet schwätzen. An dofir sinn dee soziale Suivi an all déi Leit, déi Dag fir Dag an nueteweis um Terrain aktiv sinn, fir dee soziale Suivi ze maachen, sou wichteg.

An dofir ass et och net sënnvoll – da kommen ech scho bei dem Här Goergen seng Motioun, ech wäert dann och herno net derzou schwätzen, wann Der erlaabt –, fir d'Wanteraktioun d'ganzt Joer opzemaachen. Mir hu Strukturen hei zu Lëtzebuerg, Halte-de-nuiten, mir hu Foyer-d'urgencen, wou et grad drëms geet ..., a jo, Här Baum, Dir hutt Recht, net nëmmen hei an der Stad Lëtzebuerg, och doriwwer eraus, Dir hutt d'Stad Esch ugeschwat, wou Gemengeresponsabel sech staarkmaachen an ech freeë mech och doriwwer an ech si frou doriwwer, wou et wichteg ass, an deene klenge Strukturen, wou ee wéineg Leit beieneen huet, wou een Zäit fir soziale Suivi huet, d'Leit ze begleeden, fir se opzefänken an se aus där Situatioun erauszehuelen, an där se sinn. A sorry, dat kritt een an der Wanteraktioun net hin! D'Wanteraktioun ass e ganz aneren Objectif, deen do derhannert steet. Do geet et drëms, wärend de kale Méint, wärend de Wanterméint, obdachlos Persounen opzefänken, derfir ze suergen, dass keen dobaussen erfréiert.

*(Interruption par la présidence)*

Dat ass e Modell, fir deen d'Wanteraktioun geschaf ginn ass. Dofir brauch een och d'Wanteraktioun net

d'ganzt Joer ze schafen, well do kann een net déi individuell Betreiung maachen, wourëms et eis geet. Bei der Wanteraktioun geet et drëms, primär Besoinen ze erfëllen, an eist Zil ass et eeben, d'Leit ze stabiliséieren, an dat geet a klenge Projete besser. Dofir hunn ech dann elo – Här President, verzeit mer, ech sinn iwwert d'Zäit – probéiert, déi zwou Saache beieneen ze maachen, déi zwou Motioune beieneen ze maachen. Dofir géif ech der Chamber proposéieren, dann och déi zweet Motioun net unzehuelen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Très bien. Dir hutt effektiv nëmme fënnef Minutten an elo ginn ech dovunner aus, dass Der bei der nächster effektiv dann d'Wuert net méi huelt. Dann ass dat alt gemaach heimadder. Elo hunn ech nach dräi aner Wuertmeldungen: den Här Goergen, den Här Kartheiser an den Här Sehovic. Mir fänke mam Här Goergen un.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Also, ech ka ganz villes, wat den Här Hahn elo gesot huet, an der Analys deelen, wéi een zur Aarmut kënnt an dass et net déi eng Léisung gëtt. Mee, ech mengen, dat war awer och – zumindest hei an do am Eck – dat, wat mer elo an all eise Riede gesot hunn: dass een dat eeben net vermësche sollt. An dat ass jo eis Kritick um Stater Gemengerot, un deem Reglement, dat de Minister ugeholl huet, dass eebe genau déi Vermëschung stattfonnt huet, dass net déi eenzel Fäll respektéiert ginn, mee jiddereen et verbuede kritt. An dofir kann ech déi Motioun vun deene Grénge just ënnerstëtzen, fir dass mer hei déi Date kréien, fir dass mer e weidere Wee ginn, dass mer an engem konstruktiven Austausch hei erauskommen. Well Dir hutt vollkomme Recht an ech mengen, dee Message muss een och eng Kéier dann dem Stater Schäfferot matginn: Et däerf een net alles vermëschen! Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. An och dem Här Sehovic merci fir dësen Text. Mir wëllen elo net hei ufänken, Hoer ze splécke bei de Consideranten. Do kéint een iwwert dëst oder dat diskutéieren. Mee ech wëll Iech soen, Här Sehovic, an deenen anere Kolleegen heibannen, datt dat, wat Der opgezielt hutt, alles gutt Initiative sinn. A wa se och am Regierungsprogramm scho stinn, ëmsou besser. A wat Dir jo wëllt maachen, de Sënn vun Ärer Initiativ, dat ass, d'Regierung ze encouragéieren, séier mat deem virunzemaachen, wat mer, mengen ech, all heibannen deelen, nämlech en éierlechen Interessi, fir deene Leit, deenen et schlecht geet, ze hëllefen. An ech mengen, d'Regierung sollt sech eigentlech doriwwer freeën, datt mer hei eng Rei vun deene Saachen approuvéieren, déi an hirem Koalitiounsprogramm stinn. Mir als ADR wëllen op jidde Fall op deem Wee matgoen, fir deene Schwaachen ze hëllefen, an déi Initiativen, déi Dir hei opgezielt hutt, déi droe mir alleguer mat an dowéinst och deen Text, deen eis proposéiert ginn ass. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Elo huet den Auteur vun der Motioun nach ganz kuerz d'Wuert.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Här President, just ganz kuerz, fir ze soen, dass ech effektiv och déi Vermëschung bedaueren, mee d'Cause vun där Vermëschung sinn eeben déi Mesüren, déi d'Regierung bezéiungsweis de Stater Gemengerot majoritairement geholl hunn.

Par rapport zu deem Recensement, wou et effektiv super ass, déi Aarbecht, déi mer scho maachen, mee wat ganz wichteg ass an der Motioun, dat ass eeben, dass mer net nëmmen dee Recensement am Sansabrisme fuerderen, mee dass mer parallell dozou, complementaire dozou, eeben dee selwechten Exercice, déi selwecht Datenerhiewung sollte maachen och am Kontext vun der Mendicitéit, fir dee Phenomeen besser ze verstoen a fir méi Objektivitéit an de Kontext vun deem Phenomeen och ze hunn. An dowéinst, dat maache mer nach net an dat wär e groussen Encouragement, fir awer op dee Wee ze goen. An dann nach eng Kéier: Ech bieden ëm Ënnerstëtzung, well ech mengen, dass dat heiten, wat hei steet an där Motioun, eigentlech misst vu 60 Fraen a Männer kënne gedroe ginn. Ech bieden ëm Ënnerstëtzung.

**M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Just vläicht, Här President, wann Dir erlaabt, well et, mengen ech, interessant ass. Et dauert och wierklech just 30 Sekonnen. An deem Questionnaire, deen ofgefrot gëtt, …

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Hahn, éischtens musst Der opstoen!

**M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | … ass ënner anerem dovun …

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Hahn, wann Dir d'Wuert hutt, stitt Dir op, wannechgelift! Dir hutt 30 Sekonnen.

**M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Ma villmools merci, da maachen ech et ganz kuerz. Ma dee Questionnaire, deen ofgefrot gëtt mat deenen obdachlose Leit, freet ënner anerem: Wou kommt Dir u Revenuen? Wéi kommt Dir u Geld? Do ass ënner anerem dat ofgefrot, wat Der sot, wou eebe grad och dee Volet vun der Heescherei mat couvréiert ass.

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, domat wär déi Diskussioun dann ofgeschloss.

***Vote sur la motion 2***

Da géif ech d'Motioun Nummer 2 vum Här Sehovic zum Vott stellen. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Vott: Jo-Stëmmen: 25, Nee-Stëmmen: 35. Dës Motioun ass also mat 35 Stëmme géint 25 ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.*

***Motion 3***

An da komme mer zur drëtter Motioun vun de Piraten. Dat ass d'Motioun vum Här Goergen. Här Goergen, Dir hat ugekënnegt, datt Der d'Wuert nach eng Kéier wéilt.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Ech erklären Iech just ganz kuerz d'Iddi derhannert. D'Iddi derhannert ass eigentlech ganz banal. Mat deem neie Reglement gouf de Leit d'Méiglechkeet geholl, e puer Euro ze sammelen, fir dass se kënnen iwwernuechten. Da wär et eigentlech moralesch verflichtend, dass mer soen, wa mer hinnen d'Méiglechkeet huelen, fir dass se bësse Geld sammele fir ze iwwernuechten, sief dat an enger Jugendherberg oder anzwousch anescht – well dee Moyen huelt Dir hinne jo, Dir loosst déi Leit jo do quasi am Ree stoen –, dass mer higinn a mir soen, dat Gebai, wat mer hu fir eng Wanteraktioun, dass mer dat opmaachen op d'ganzt Joer. Dat heescht, dee Schued, deen der ugeriicht hutt, dass mer deen op d'mannst e bësse begrenzen an de Leit en Iwwerdaach ginn.

Ech mengen, et war den Här Gloden, deen hei gesot huet, dass et onmënschlech wär, wann ee misst nuets op der Strooss schlofen. Hei ass e Gebai, hei ass eng Méiglechkeet, wou Dir als Regierung direkt kéint soen: „Mir maachen et net nëmmen am Wanter op, mee mir maachen et d'ganzt Joer op." An dat géif Iech net an de Budget falen.

De Finanzminister sëtzt do. Et sinn haut a muer aner Budgete mat Steiererliichterungen, déi Der diskutéiert, amplaz dass der de Leit géift hëllefen, deenen Der elo d'Méiglechkeet geholl hutt, dass se sech en Iwwerdaach kënnen zesummesammelen!

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Elo hunn ech eng Wuertmeldung vun der Madamm Cahen.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Also, fir d'éischt emol, Här Goergen, fir Iech ze rassuréieren: Déi Wanteraktioun, déi war d'ganzt Joer op. Dat heescht, et ass net sou, dass do e Gebai eidel steet, mee dat war d'ganzt Joer effektiv op, well mer Plaze gebraucht hunn, fir Leit ënnerdaach ze bréngen, an déi ass och dofir geduecht.

Zweetens: Dir schéngt d'Wanteraktioun net ze kennen, obwuel mer awer an der Vergaangenheet scho mat der Kommissioun e puer Visitten dohinner gemaach hunn. Dat ka keng nohalteg Léisung sinn, d'Wanteraktioun. D'Wanteraktioun ass geduecht, fir dass Leit net erfréieren am Wanter – dofir heescht se „Wanteraktioun"! A si ass de Rescht vum Joer dofir do, fir Leit ze hebergéieren, wann zum Beispill, wat gottseidank bis elo nach net de Fall war, e Brand ass. Mir haten zum Beispill d'Wanteraktioun ganz kuerzfristeg opgeriicht, wéi déi ganz schlëmm Iwwerschwemmungen am Summer waren, wéi dunn och Foyeren iwwerschwemmt waren uechtert d'ganzt Land. Mir hunn de Foyer, d'Wanteraktioun, opgemaach, wéi ganz vill Flüchtlinge koumen, fir dass genuch Plaz wär, wou dunn den Ausseministère d'Struktur da fir d'Summerméint iwwerholl huet.

Dat heescht just emol, fir Iech ze rassuréieren: Déi Wanteraktioun, déi steet net eidel bis elo – leider. Well, ech mengen, ech hätt léiwer, si géif eidel stoen. Déi Wanteraktioun ass keng nohalteg Léisung an am Regierungsprogramm steet ganz kloer, dass mer wëlle méi an den Housing First nach investéieren. Housing First, dat ass awer, wéi den Numm et seet, fir d'éischt emol en Doheem hunn, egal wéi eng Addictiounen een huet, egal wéi eng Problemer een huet. Mee dat muss och en Encadrement mat sech bréngen. Déi eng brauchen e bësse méi Encadrement an déi aner e bësselche manner Encadrement. Dat sinn nohalteg Léisungen, wou een e Schlëssel huet vu bei sech doheem, wou ee kann d'Dier zoumaachen a wou ee bei sech doheem dee Moment ass.

An da géif ech hei profitéieren, well jo hei vill iwwert de Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg geschwat ginn ass: Mir maache grouss Efforten a mir wäerten an der Zukunft och nach weider grouss Efforte maachen. Mee hei sëtzen an der Chamber nach ganz vill Leit aus ganz villen anere Gemengen. Wann Der d'Méiglechkeet hutt, wann Der eppes baut, wann e Gebai fräi ass, wann Der an Äre Gemengen d'Gebaier eidel hutt, mee da consideréiert wannechgelift, och emol Housing First ze maachen, well éischtens ass et, mengen ech, net sënnvoll, wann d'Leit alleguerte beienee wunnen, mee et ass scho besser, wann dat e bëssen delokaliséiert ass.

An dofir wëll ech hei just eng Kéier den Opruff maachen, och un all déi aner Gemengen: Den Housing First ass net eng Saach vun der Stad Lëtzebuerg. Den Housing First ass och eng Saach vun der Stad Lëtzebuerg, mee et ass och eng Responsabilitéit vum Rescht vum Land. An ech mengen, an deem Sënn solle mer och dorunner erugoen. Mir solle weider dorunner schaffen, mee d'Wanteraktioun mat Dortoiren, wou 50, 60, 70 Leit an engem Dortoir leien, dat kann nëmmen eng provisoresch Léisung sinn, fir effektiv net ze erfréieren nuets, mee dat ka keng Léisung si fir d'ganzt Joer!

Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Kartheiser huet nach d'Wuert gefrot. Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, villmools merci an och merci un d'Kolleege vun de Piraten fir dësen Text. D'Madamm Cahen huet Recht, mir waren déi Wanteraktioun kucken, a si huet eng ganz Rei vun deene Considératiounen opgezielt, déi een da mécht, wann een dat gesäit. Mir hunn och de Problem – oder einfach en Zoustand –, datt och Leit aus anere Länner kommen, well se bei hinnen déi Méiglechkeet net hunn an da komme se eeben op Lëtzebuerg wärend där Zäit, well se hei da kënne waarm leien.

Mee de Problem ass effektiv richteg gesinn: Et ass keng definitiv Léisung. A mir hunn haut, mengen ech, den Androck kritt bei deenen Diskussiounen iwwert déi Heescherei, wou Leit, déi an enger Noutsituatioun sinn, duerch en Accident de la vie, wéi den Här Hahn gesot hat ..., datt mer eigentlech elo Statistike maachen, datt mer wëssen, datt de Phenomeen kann iwwerdroe ginn iwwer Iwwerverschëldung, iwwer Krankheet, iwwer vill verschidden Ursaache ka kommen. Mee wat feelt, ass nach déi Decisioun, dee feste Wëllen, fir dann dat alles ëmzesetzen an e Konzept. Wat maache mer da mat deene Statistiken, wa mer se hunn? Wat maache mer da mat där Beschreiwung vun de Liewensweeër, fir dat wierklech da kënnen ëmzesetzen? Dofir hu mir proposéiert als ADR, datt een national schonn eng Strategie mécht oder e Rehabilitatiounszentrum, mee d'Zil muss et sinn, d'Leit aus där Situatioun erauszeféieren.

Mir hunn iwwert d'Land eng ganz Rei vun Initiativen, déi alleguer luewenswäert sinn, ob dat elo zu Esch ass oder an der Stad. Mir hunn héieren, wéi d'Gemengen sech investéieren an déi sozial Aarbecht. Mee, ech mengen, mir sollten dat doten, déi Reflexioun, einfach e Stadium méi wäit dreiwen. A mir wësse jo: Zumools wa mer déi Statistiken hunn an déi Ëmfroen, mengen ech, hu mer e gutt Bild iwwert déi Form vun Aarmut, déi spezifesch Form vun Aarmut an da musse mer dat probéieren, zesummen an e Konzept ze bréngen an dat ze verbesseren.

Wéi gesot, de kloren Ënnerscheed: organiséiert Heescherei, Code pénal; déi Leit, déi an eng Noutsituatioun geroden, well d'Liewen se dohibréngt, déi musse mer ënnerstëtzen. An dat ass, mengen ech, déi Aufgab, déi mer eis sollte fixéieren an dëser Debatt. Wat elo déi Motioun hei ugeet, ech mengen, d'Madamm Cahen huet et beschriwwen, si mir och där Meenung: Dat kann net déi definitiv Léisung sinn. Wann et awer sollt den Ufank vun deem sinn, wat mer eis wënschen, nämlech e Rehabilitatiounszentrum, da wiere mer méi wéi glécklech, fir sou eppes kënnen ze ënnerstëtzen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Baum, vum Här Marc Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Et ass sécher richteg, datt d'Wanteraktioun keng Léisung ass. Also, déi beschte Wanteraktioun wier déi, déi een iwwerhaapt net géif brauchen. Et ass awer nun emol d'Realitéit, datt mer se brauchen. A wann een awer och sech e bëssen erënnert, wéi et virun Ufank Dezember war, datt Leit ënnert der Adolphesbréck ënner fräiem Himmel hu misse schlofen, da mengen ech, datt zumindest d'Philosophie vun där Iddi do déi ass, ze soen: „Mee mir mussen eis zumindest Gedanke maachen, fir eng Struktur ze hunn, déi och a sou Fäll ka wierken", datt dat eppes ass, wat een awer, mengen ech, ënnerstëtze sollt, an duerfir, och wann ee vläit iwwert de ganz genaue Wording schwätze kéint, menge mer, datt dat hei eng gutt Initiativ ass.

**M. Claude Wiseler,** Président | Esou. Elo hunn ech nach eng lescht Wuertmeldung vun der ..., net eng lescht, eng zweetlescht. D'Madamm Cahen huet nach 30 Sekonne vun deene fënnef Minutten, déi d'DP hat, fir op déi Motioun hei ze äntweren.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Jo, da ganz séier. Ech wëll just den Här Kartheiser rassuréieren: Mir ginn net nëmme kucken, firwat d'Leit op der Strooss sinn, fir Statistiken ze hunn, mee souwuel déi viregt Regierung wéi hoffentlech och elo déi jëtzeg Regierung – an et steet op jidde Fall mol am Accord de coalition – wäert och Strukturen opmaachen, justement ganz spezifesch fir déi Leit. Sou hu mer zum Beispill elo am Januar eng Struktur fir Sans-abri-vieillissanten. Mir wäerten zesummen och kucken, d'Stad Lëtzebuerg zesumme mat der Regierung, fir eng Struktur opzemaache fir Leit, déi psychiatresch oder psychesch Problemer hunn, well mer där ganz vill op der Strooss hunn. Also Dir braucht Iech do keng Suergen ze maachen, mir wäerte schonn do kucken, adequat ze reagéieren an de Leit ze hëllefen, déi Hëllef brauchen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, an eng lescht Wuertmeldung ass vum Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Jo, Madamm Cahen, ech war mat Iech d'Wanteraktioun kucken. Deemools war Dir jo nach Ministesch. Ech ginn Iech och Recht, dass et keng nohalteg Léisung ass – mee dat ass d'Heeschverbuet och net!

*(Interruption)*

Et ass awer eng Léisung, fir d'Leit op d'mannst ënnerdaach ze kréien. A mäin Text seet jo dofir ganz kloer: „D'Wanteraktioun duerch eng Ganzjoresaktioun ze ergänzen." Dat kéint dat Gebai sinn, wou ech elo nach ëmmer net verstan hunn, ob et dann elo eidel ass am Summer oder net, well d'Sans-abrie kënne jo net eran. Dat heescht, déi, déi elo d'Heeschverbuet betrëfft, kënne jo net eran, well Dir hutt et fir Noutfäll bereetgehal, wann ech elo richteg verstanen hunn, a fir Flüchtlingen – wat schlëmm genuch ass, dass d'Regierung net genuch Flüchtingsinfrastrukturen huet, mee do kéinte mer dräi Stonnen driwwer schwätzen.

*(Brouhaha)*

Dat heescht, de Projet hei ass, fir d'Ganzjoresaktioun ze ergänzen, ob Dir dat herno an där Wanteraktioun géift ëmsetzen oder anzwousch anescht. Et geet drëm, deene Leit, déi elo net méi ëm e puer Cent froen, en Iwwerdaach ze ginn dat d'ganzt Joer iwwer, och am Summer, wann et reent, wann et waarm ass oder och kal ass. An dat ass dat Häerz, wat mer eis gewënscht hätten: dass d'Leit ganz einfach nom Modell vun enger Wanteraktioun de Summer iwwer kéinten dohinnergoen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech mengen, elo musse mer ...

*(Brouhaha)*

De Punkt ass kloer, souwuel vun der Madamm Cahen wéi vun dem Här Goergen...

*(Interruption)*

Hei gëtt et net Parole après ministre, well den Här Goergen net Minister ass.

*(Hilarité)*

An dofir komme mer elo zum Vott iwwert dës Motioun.

***Vote sur la motion 3***

Ech fänke mam Vott un. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass ...

*(Brouhaha)*

Wannechgelift, mir sinn nach net grad fäerdeg! D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 35, a 5 Abstentiounen. Hei ass dës Motioun also mat 35 Stëmme géint 20 a 5 Abstentiounen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

Ech maachen Iech just d'Propositiouun, datt mer bei der nächster Reglementskommissioun den Titel vun „Heure d'actualité" an „Discussion d'actualité" ëmwandelen.

*(Hilarité)*

Dat entsprécht zumindest méi der Realitéit. An domat ass dëse Punkt ofgeschloss.

An domat si mer och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 20.51 heures.)*

## Sommaire


| Objet | N° | Auteur | Page |
|---|---|---|---|
| **Session ordinaire 2022-2023** | | | |
| Produits psychotropes dits « gouttes KO » | 8098 | Myriam Cecchetti | 82 |
| Accidents de la route mortels en hausse | 8100 | Nancy Arendt épouse Kemp | 82 |
| Intelligence artificielle | 8128 | Fernand Kartheiser | 83 |
| Décentralisation de l'offre bas-seuil pour personnes toxicomanes | 8212 | François Benoy | 86 |
| Études dans le domaine forestier | 8283 | Gusty Graas, Guy Arendt | 87 |
| Contrôle médical dans la fonction publique | 8285 | Sven Clement | 88 |
| Amendes infligées par l'ITM concernant l'absence de visite médicale d'embauche dans le délai imposé | 8297 | Myriam Cecchetti | 88 |
| Exposition à des substances et produits chimiques au Luxembourg | 8323 | Marc Goergen | 89 |
| Caméras pour animaux | 8325 | Marc Goergen | 90 |
| Importation de pétrole russe | 8326 | Marc Goergen | 90 |
| Pénurie d'antibiotiques | 8330 | Gilles Baum, Gusty Graas | 90 |
| Indemnités dans le cadre du Covid-19 | 8331 | Jeff Engelen | 91 |
| Psychothérapie | 8333 | Max Hengel | 92 |
| Incident en marge d'une manifestation d'opposants au régime syrien | 8338 | Fernand Kartheiser | 92 |
| Propositions de la Commission européenne relative au permis de conduire | 8339 | Fernand Kartheiser | 92 |
| Audit de l'IGP concernant la réorganisation territoriale de la Police grand-ducale | 8340 | Dan Biancalana | 92 |
| Relations transfrontalières entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française | 8342 | Georges Mischo | 93 |
| Déviation d'un vol Luxair | 8343 | Serge Wilmes | 93 |
| Abrogation de la circulaire L.I.R. n° 46/2 du 23 mars 1998 | 8344 | Laurent Mosar, Martine Hansen | 93 |
| Coup d'État au Niger | 8345 | Nathalie Oberweis | 94 |
| Policiers recrutés depuis 2020 | 8346 | Fernand Kartheiser | 94 |
| Rites funéraires des différents cultes | 8347 | Fernand Kartheiser | 94 |
| Conflit d'intérêts potentiel au LNS | 8348 | Diane Adehm | 95 |
| Subside qualité+ pour les associations sportives | 8349 | Sven Clement | 95 |
| Sauvetage d'animaux | 8351 | Claude Lamberty | 96 |
| Location d'un appartement au Trump World Tower à New York par l'État luxembourgeois | 8352 | Sven Clement | 96 |
| Examen du permis de conduire | 8353 | Marc Lies | 97 |
| Locaux de l'Administration des ponts et chaussées à Clervaux | 8354 | Carlo Weber | 97 |
| Accidents mortels sur des sites de la branche kazakhe d'ArcelorMittal | 8355 | Nathalie Oberweis | 97 |
| Loyer du Stade de Luxembourg | 8357 | Laurent Mosar, Georges Mischo | 98 |
| Promotion des ministères à l'aide des médias sociaux | 8358 | Marc Goergen | 98 |
| **Législature 2023-2028** | | | |
| Taxe sur les véhicules agricoles | 0149 urgente | Alexandra Schoos, Fred Keup | 98 |
| Taxe sur les véhicules agricoles | 0150 urgente | Octavie Modert | 98 |
| Difficultés financières dans le secteur sportif | 0174 urgente | Sven Clement | 99 |


**Produits psychotropes dits « gouttes KO »** | Question **8098** (21/06/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

La Police grand-ducale informe sur son site Internet sur la prévention et la protection en matière des produits psychotropes dits « gouttes KO » (GHB). À côté des gestes de prudence à respecter, la police conseille aux personnes victimes ou soupçonnées d'avoir été victimes de « gouttes KO » de s'adresser immédiatement à la police.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 7370 Monsieur le Ministre indique pourtant que la police ne tiendrait pas de statistiques en matière d'infractions liées à l'administration de « gouttes KO » du fait que ces substances ne seraient détectables que pendant une très courte période. J'en déduis que la police ne soumet donc pas systématiquement les personnes victimes ou potentiellement victimes de « gouttes KO » à un contrôle médical pouvant confirmer ou infirmer l'administration d'une substance du type « gouttes KO ».

De plus et selon mes informations, les hôpitaux ne feraient pas systématiquement un prélèvement de sang ou un test de l'urine de personnes potentiellement victimes de « gouttes KO ». De tels contrôles médicaux ne seraient effectués que sur demande de la police ou en cas de danger immédiat.

Au vu de ce qui précède je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'un contrôle médical de personnes soupçonnées d'avoir été victimes de « gouttes KO » devrait être effectué obligatoirement ?

2) Monsieur le Ministre est-il conscient du fait que des analyses des cheveux permettent de détecter les gouttes KO jusqu'à trois mois après la prise ?

3) Dans l'affirmative, de telles analyses sont-elles effectuées dans les cas où d'autres infractions (viol, vols, etc.) ont été commises ?

**Réponse** (20/07/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Remarque introductive :

Dans la réponse à la QP 7370 invoquée par l'honorable Députée, il est expliqué que la banque de données de la police ne permet pas d'isoler le nombre de plaintes enregistrées basées sur le soupçon d'avoir été victime de « gouttes KO ». Il n'est pas correct d'en déduire que des analyses ne sont pas faites en cas de suspicion.

ad 1) La police ne peut pas forcer une personne à se soumettre à des tests, comme suggéré dans la présente question.

ad 2) Oui.

ad 3) Jusqu'à présent, la police n'était confrontée à ce type d'analyse qu'en cas de suspicion d'infraction sexuelle.

**Accidents de la route mortels en hausse** | Question **8100** (22/06/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Op enger Pressekonferenz vum 22. Juni 2023 huet den Här Minister fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten erkläert, dass et am Joer 2022 op eise Stroosse 35 déidlech Verkéiersaccidenter gouf. De Radiosender „100,7" mellt dobäi 36 Verkéiersdoudeger fir d'Joer 2022. Dat ass eng Hausse vu 67 % par rapport zum Joer virdrun. Des Weidere louch d'Zuel vun de Schwéierblesséierten d'lescht Joer bei 267 Persounen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechte stellen:

1. Wéi eng Ursaache gesäit d'Regierung fir déi signifikant Hausse un déidleche Verkéiersaccidenter?
– Wéi vill vun deenen Accidenter si bedéngt duerch aner motoriséiert Gefierer wéi Autoe geschitt?
– Wéi eng Konsequenzen zitt d'Regierung aus dëse Resultater?
– Gedenkt d'Regierung, hir Preventiounspolitick samt de Campagnen nei ze iwwerdenken?

2. Wéi effektiv sinn d'Radaren, d'Alkoholkontrollen an d'Vitesslimitatiounen op eise Stroossen?
– Kann d'Regierung heifir quantifizéierbar Erklärunge virweisen?

– Kann d'Regierung een detailléierte Bilan mat den Ursaache vun de schwéieren an déidlechen Accidenter dresséieren?

**Réponse** (27/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stellt sech eng Rei Froen am Zesummenhang mam Bilan fir d'Verkéierssécherheet op eise Stroosse fir 2022.

2022 war effektiv kee gutt Joer, wat d'Verkéierssécherheet ugeet. Et gouf eng signifikant Hausse, wat déi Doudeg op eise Stroossen ugeet. Lëtzebuerg bleift domadder net vum sougenannte „Post-Covideffekt" verschount, deen och a villen anere Länner festgestallt ginn ass. Esou sinn d'Zuele vun de Verkéiersaffer a ville Länner, och a Länner, déi soss zu deene Beschte gehéiere wéi zum Beispill Dänemark oder Schweden, an d'Luucht gaangen. Fir Lëtzebuerg, wéi bei deenen anere klenge Länner och, muss een awer bedenken, datt mir, opgrond vun eise statistesch klengen Zuelen, enger staarker Fluktuatioun vun eisen Zuelen ausgesat sinn. Dofir muss een d'Zuelen iwwert e längeren Zäitraum kucken, fir Aussoen iwwert en Trend maachen ze kënnen. Hei ass et dann awer d'Erkenntnis, datt Lëtzebuerg zanter 2013 eng Reduktioun vun 20 % vun de Verkéiersaffer ze verzeechnen huet. Vergläicht een dann och eis Zuele mat deenen aus dem europäeschen Ausland, esou läit Lëtzebuerg, op 1 Millioun Awunner gekuckt, op der 9. Plaz am europäesche Verglach.

Wann een sech d'Bild vun de Verkéiersaccidenter méi genee ukuckt, esou ergëtt sech fir 2022 follgend Bild, wat d'Ursaache vun den Accidenter ugeet:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Aus dëser Statistik ass also ze erkennen, datt, esouwéi déi lescht Joren och, d'Haaptgrënn fir schwéier an déidlech Accidenter op eise Stroossen d'Vitess an den Alkohol sinn.

Wat d'Accidenter vun anere motoriséierte Gefierer wéi Autoen ugeet, esou waren dat 8 déidlech Accidenter mat Motorrieder an eent mat enger Camionnette. Hei ass ze konstatéieren, datt d'Accidenter mat Motorrieder säit Joren e gewësse konstanten Deel vun de Verkéiersaffer ausmaachen. Dofir ass zesumme mat der Police e Konzept op d'Bee gestallt ginn, wou speziell an de Summerméint spezifesch Motoskontrollen op deene vu Motocycliste beléifte Strecken am Land gemaach ginn.

Dës Zuele weisen awer och, datt bei deene meeschten Accidenter mat Persouneschued ëmmer nach 2 Autoen implizéiert waren.

Wat d'Kontrollen ugeet, esou sinn déi ordonéiert Alkoholkontrolle vum Parquet e wichtegt Element, fir géint den Alkoholmëssbrauch um Steier ze kämpfen. Bei der Vitess sinn déi automatesch Radaren am effektiivsten. Virun allem bei de Streckeradare kann een déi beschte Resultater konstatéieren. Esou gouf et op der N11 am Beräich vum Radar kee schwéiert Accident méi, säit en a Betrib geholl ginn ass. Dofir gouf dëse Modell vu Radar och no an no op anere besonnesch gefäierleche Plazen am Land installéiert wéi zum Beispill an den Autobunnstunnellen.

Generell ass et awer esou, datt, fir laangfristeg Resultater an der Verkéierssécherheet kënnen ze erreechen, een op kontinuéierlech Mesurë muss setzen, déi e Mix aus Ausbildung, Präventioun an awer och Repressioun duerstelle mussen. Dofir ass et wichteg, d'Leit ëmmer nees fir d'Geforen am Strooseverkéier ze sensibiliséieren. Fir op d'Gefore vun der ze héijer Vitess opmierksam ze maachen, wäert dofir zum Beispill déi nächst Campagne vum Ministère an der Sécurité routière sech mat dësem Sujet am Hierscht befaassen. Des Weidere muss awer trotzdeem och op permanent Verkéierskontrollen zeréckgegraff ginn, souwuel wat d'Vitess an den Alkohol ugeet, awer och zum Beispill, wat d'Benotze vum Handy um Steier ugeet, wat och e grousse Problem duerstellt.

**Intelligence artificielle** | Question **8128** (05/07/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Den 31. Mäerz 2023 hat déi italienesch Regierung den Zougang zur kënschtlecher Intelligenz-(KI)-Plattform ChatGPT vun Open AI an Italien gespaart. Ee vun den Haaptgrënn fir dës Spär war, datt Open AI onrechtméisseg persounebezunn Date veraarbecht huet. Duerch Feeler an enger Open-Source-Bibliothéik ass et dozou komm, datt eng Asiicht an d'Informatioune vu frieme Benotzer ewéi och vun hire Bezeuldonnéeë méiglech war. Nodeems déi italienesch Autoritéit fir den Dateschutz awer gewëss Bedéngunge fir d'Fräigi vun ChatGPT gesat hat an déi och ëmgesat goufen, ass ChatGPT an Italien elo erëm erlaabt. De 14. Juni huet dat Europäescht Parlament mat enger iwwerwältegender Majoritéit de Standpunkt vun der EU-Kommissioun ugeholl an domat de Wee fir interinstitutionell Verhandlungen opgemaach, déi zum Ofschloss vum weltwäit éischten ëmfaassende Gesetz iwwer kënschtlech Intelligenz (EU AI Act) féiere sollen. Sollten dës Verhandlungen zu enger endgülteger Reguléierung féieren, da géif déi fréistens am Joer 2026 agefouert ginn.

An deem Zesummenhang géif ech gär der Regierung dës Froe stellen:

1. An der Äntwert vum Här Minister fir d'Digitaliséierung op déi parlamentaresch Fro Nr. 7646 stoung, datt et der Regierung wichteg ass, fir am Kader vun der KI Risiken an Opportunitéiten ze identifizéieren. Wat fir eng konkreet Risiken an Opportunitéite gesäit d'Regierung?

2. Wéi wäert sech Lëtzebuerg bei de Verhandlunge vum EU AI Act positionéieren?

3. Google ewéi och Microsoft an Open AI asw. bidden de Benotzer Chatboots fir d'Beäntwerte vu Froen. Dës „Tools" beäntwerte Froen awer zum Deel falsch, wat natierlech ka Risiken a Gefore mat sech bréngen. Wat fir eng preventiv oder begleedend Moossname ginn hei getraff? Wéi eng Garantië kann e Client vun enger KI erwaarden a wéi kann hie sech wieren, wann him duerch eng Falschinformatioun Schued entstanen ass? Wéi eng Haftflichtreegele gëlle beim Benotze vun der kënschtlecher Intelligenz? Wéi bereet sech d'Justiz op eventuell Kloe vir?

4. D'Regierung huet vir, am Kader vun der Initiativ AI4GOV mat Hëllef vun der KI den ADEM-Profiling ze ënnerstëtzen. Am „woxx"-Artikel vum 13.3.2023 mam Titel „Künstliche Intelligenz: Regulierung statt Hype" gouf drop opmierksam gemaach, ewéi grad bei der Sich no enger Aarbecht eng Diskriminatioun vu Kandidaten duerch eng KI optriede kann. Och ee vun de Fondateure vun der Open AI, den Elon Musk, huet scho méi dacks op dës Problematik opmierksam gemaach. Wat mécht d'Regierung, fir esou Risiken auszeschléissen?

5. Am „Quotidien" vum 20.4.2023 steet am Artikel mam Titel „Ma Langue au Chat GPT", datt verschidde lëtzebuergesch Ministeren d'Applikatioun ChatGPT benotzt hätten, fir hir Äntwerten op parlamentaresch Froen ze redigéieren. Stëmmt dat? A wa jo, wat fir eng parlamentaresch Froe goufe mat Hëllef vun enger KI-Applikatioun geschriwwen?

6. Wéi stellt de Staat sécher, datt KI-Systemer, déi hie selwer schaaft oder benotzt, sécher, robust a resilient sinn, an net ufälleg fir e Mëssbrauch sinn? Mat wat fir enge KI-Applikatiounen/Technologien/LLMe schafft d'Regierung bei der Entwécklung vun AI4GOV-Projeten? Wat fir Entwécklungen an der Uwendung vu KI-Systemer fir Regierungszwecker erwaart d'Regierung sech an den nächste fënnef bis zéng Joer?

7. Wéi huet d'Regierung vir, eis Ekonomie an eis Bierger viru méiglecher Spionage duerch KI-Plattformen oder Applikatiounen ze schützen?

8. Wéi eng Projete bestinn aktuell fir den Asaz vu KI-Systemer am Gesondheetsberäich? Wéi eng legal Grondlage gëtt et dofir a wéi kann den Dateschutz garantéiert ginn?

9. Bedeelegt sech Lëtzebuerg un internationale Projete fir d'Entwécklung vun Normen am Beräich vun der KI?

10. Wëll d'Regierung aus Grënn vun der Transparenz reegelméisseg all Prozesser publizéieren, déi am ëffentlechen Déngscht mat Hëllef vu KI oflafen? Sollen dofir vläicht legal Grondlage geschaf ginn, déi och fir de private Secteur solle gëllen, fir de Leit matzedeelen, ob hir Uleies mat Hëllef vu KI oder Algorithme beaarbecht ginn?

11. Sollen d'Leit e Recht dorop hunn, vun engem Mënsch beroden ze ginn, ouni Hëllef vun enger KI?

12. Wat hält d'Regierung vun enger onofhängeger Préifinstanz fir d'Kontroll vun Uwendunge vun der KI no hirer Opportunitéit, Funktionalitéit, Sécherheet, Ethik an hirer Konformitéit mat rechtleche Grondlagen? Wéi eng Instanze kéimen a Fro, fir déi Roll ze iwwerhuelen?

13. Op der Internetsäit vum Ministère fir Digitaliséierung ass ze liesen: „De Premierminister, Minister fir Digitaliséierung, huet a senger Deklaratioun an der Chamber de Wëlle vun der Regierung betount, hir Efforte virunzefëiere fir eng méi grouss Transparenz, a fir de Bierger verstäerkt anzebezéien. Deemno setzt de Ministère fir Digitaliséierung a verschiddene vu senge Projeten op eng Approche, déi ‚Open Innovation' oder ‚oppen Innovatioun' genannt gëtt, déi gewéinlech definéiert gëtt als ‚bewosst Agäng an Ausgäng vu Kenntnisser, fir d'intern Innovatioun ze beschleunegen'." Wéi ginn déi Moossnamen ëmgesat, respektiv wéi huet d'Regierung vir, dësem Usproch eventuell mat Hëllef vun der KI gerecht ze ginn?

14. Et ass och ze bemierken, datt ChatGPT vun Open AI dacks net neutral ass, an dëst zu berechtegte Bedenke bei der Uwendung féiert. E vill zitéiert Beispill dofir ass dëst: Bei der Fro, fir e Witz iwwert e Mann ze schreiwen, äntwert d'Software positiv. Bei der Fro, fir e Witz iwwert eng Fra ze schreiwen, ass d'Äntwert awer negativ. Wéi wëll d'Regierung bei enger méiglecher Reguléierung virgoen, fir esou Phänomena bei der Benotzung vun der AI ze ënnerbannen? Wéi wëll d'Regierung virgoen, fir datt d'KI-Applikatioune faktuell argumentéieren ouni ze jugéieren?

15. Wéi eng Moossname wëll d'Regierung huelen, fir den Dateschutz am Beräich vun der KI ze garantéieren?

16. Vu wéi engen ëffentlechen a privaten Instanze léisst sech d'Regierung bei der Implementatioun vun der KI a Regierungsprojete beroden? Gouf et an deem Beräich schonn ëffentlech Ausschreiwungen, a wéi héich waren d'Depensë fir dee Beräich?

17. Déi eethesch Froen, déi d'KI betreffen, si bei militäreschen Applikatioune besonnesch wichteg. Enn November 2021 goufen am Kader vun de Verhandlungen iwwer d'Weiderentwécklung vu konventionelle Waffen (Convention on Certain Conventional Weapons, CCW) vun 193 Regierungen, dorënner och där lëtzebuergescher, eng Rei vu Prinzippien ugeholl. An deem

Dokument steet, datt keng vital Entscheedungen duerch eng KI däerfe geholl ginn (Punkt 36) an datt de Mënsch net däerf zu engem rengen Objet vun enger maschineller Berechnung ginn. KI muss tëschent der militärescher Noutwennegkeet an der humanitärer Erwägung e Gläichgewiicht fannen. Sou Prinzippie sinn awer warscheinlech onrealistesch, well schwéier ëmzesetzen. Aus enger Etüd mam Titel „Advanced artificial agents intervene in the provision of reward" (AI Magazine, Volume 43, Issue 3, pp. 282–293), engem bekannten Interview mam Elon Musk, oder och aus engem Interview ënnert dem Titel „Faktor Mensch: Akteur oder Sündenbock" mam fréieren US-Army-Ranger Paul Scharre iwwer automatesch Waffesystemer („Tageblatt") loosse sech ganz geféierlech Entwécklunge fir de Mënsch erausliesen. Et wäert ee wuel mussen dovun ausgoen, datt d'KI selwer Entscheedungen trëfft, mat alle Geforen, déi dat mat sech bréngt. Dohier ass et och wichteg, fir d'Krichsrecht an deem Beräich weiderzeentwéckelen. Wéi steet Lëtzebuerg zur Entwécklung vun autonome Waffe mat der Hëllef vun LLMen? Wéi gesäit d'Regierung eng méiglech Reguléierung vun de Krichstechnologien an eng Weiderentwécklung vum „jus in bello"?

18. Schliisslech ass och d'Benotzen oder d'Verbidde vun ChatGPT an de Schoulen en Theema. Wéi ass d'Positioun vun der Regierung an deem Beräich?

19. Ass den Här Educatiounsminister der Meenung, datt den Ëmgank mat KI soll an der Schoul thematiséiert ginn an datt eng Zort „KI-Fürerschäin" sollt kënne gemaach ginn?

20. Am Artikel mam Titel „KI: Chance und Risiko", deen den 1.6.2023 am „d'handwierk" publizéiert gouf, gëtt drop higewisen, datt d'KI eng Rei vu repetitiven a kierperlechen Akten ersetze kéint. Et gëtt awer och behaapt, datt déi grouss Handwierksfirmen en däitleche Wettbewerbsvirdeel géintiwwer mëttelstännege Betriber hätten, well déi iwwer déi néideg Infrastruktur verfügen, fir dës KI-Systemer ze implementéieren. Kéint d'Regierung soen, wat fir eng handwierklech Aufgaben duerch KI kéinten ersat ginn? Wéi geet d'Regierung vir, fir och déi méi kleng Betriber a punkto Datesammlung a KI ze ënnerstëtzen? Ginn do speziell Coursen ugebueden?

21. Zu Lëtzebuerg schaffen um Europäesche Geriichtshaff ëm déi 600 juristesch Linguisten. An deenen europäeschen Institutioune schaffen och vill Iwwersetzer/Dolmetscher. Lëtzebuerg ass och de Siège vum Office des publications. Mat der Entwécklung vun den automatesche kënschtleche Stëmmen ewéi och der integraler Entwécklung vun der KI seet d'Zeitung „Politico", datt geschwënn vill vun dësen Iwwersetzungsberuffer duerch d'KI ersat kéinte ginn. Eleng an de leschten zéng Joer ass d'Unzuel vun den EU-Iwwersetzer ëm 17 Prozent zeréckgaangen, woubäi d'Unzuel un iwwersaten Dokumenter ëm 28,3 Prozent eropgaangen ass. Wéi gesäit d'Regierung d'Konsequenze fir de Standuert Lëtzebuerg?

22. Am Artikel „Wie die Justiz schneller werden soll" vum September 2021 gouf drop opmierksam gemaach, datt eise Justizapparat däitlech iwwerlaascht ass. Wou gesäit d'Regierung Méiglechkeeten a Grenze fir den Asaz vu KI am Beräich vun der Justiz?

23. Wéi ka Lëtzebuerg erreechen, datt mir géintiwwer anere Länner méi kompetitiv am Beräich vun der KI sinn?

24. Wéi wëll d'Regierung erreechen, datt d'Méiglechkeete vun der KI am Finanzsecteur optimal agesat kënne ginn an datt dobäi d'Intressie vun de Clientë protegéiert ginn?

**Réponse** (15/11/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre de la Digitalisation, Ministre des Communications et des Médias | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. François Bausch,** Ministre de la Défense | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Lex Delles,** Ministre des Classes moyennes | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. Kënschtlech Intelligenz (KI) bréngt vill Opportunitéite mat sech, mee och Risiken. Am Verlaf vun der Äntwert op dës parlamentaresch Fro gi mir méi am Detail op verschidde Risiken awer och op d'Opportunitéiten an, déi jee no Asazberäich ganz ënnerschiddlech kënne sinn.

ad 2. Lëtzebuerg huet d'Textproposen an hir grondleeënd Prinzippie säit dem Ufank vun de Verhandlungen ënnerstëtzt a sech am Laf vun den Diskussiounen am EU-Ministerrot ë. a. fir eng realitéitsno Ëmsetzung vun de Reportingobligatiounen agesat. Dëst, fir et och klengen a mëttelstännege Betriber ze erméiglechen, KI ze benotzen, ze entwéckelen an ze verkafen. Der sougenannter „approche générale", déi déi éischt Lecture am EU-Ministerrot am Dezember 2022 ofgeschloss huet, konnt Lëtzebuerg sech uschléissen. D'Verhandlunge vum AI Act si mëttlerweil am Stadium vun den Trilogen, dëst ënnert der Leedung vun der spuenescher Presidence vum EU-Ministerrot. Lëtzebuerg wäert dës Diskussioune weiderhin am EU-Ministerrot begleeden.

ad 3. Abléicklech gëtt et keng spezifesch Reegele fir d'Haftflicht beim Benotze vun der KI. Et applizéiere sech déi allgemeng Reegele vun der Haftflicht vum Code civil.

Lëtzebuerg verfollegt d'Evolutioun vun der Doktrinn betreffend d'KI souwuel heiheem wéi och am Ausland. Donieft behält se och déi europäesch Legislatioun am An, déi amgaangen ass, ausgeschafft ze ginn, wéi uewe scho gesot, den AI Act, souwéi och den Direktivvirschlag vun der Europäescher Kommissioun iwwert d'Haftflichtreegelen am Domaine vun der KI, deen och eng legislativ Ëmsetzung an der nationaler Legislatioun wäert verlaangen.

ad 4. D'Initiativ AI4GOV ënnerstëtzt en aktuelle Pilotprojet vun der ADEM, wou et drëms geet, e statistesche Modell ze entwéckelen, deen eng Probabilitéit ausrechent, dass en Demandeur d'emploi e Laangzäitchômeur gëtt (also méi wéi 12 Méint Chômage). Dee Modell gëtt trainéiert op den historeschen Donnéeë vun der ADEM vun de leschte 5 Joer, also d'Dauer vun der Aarbechtssich am Zesummenhang mat de Charakteristike vun den Demandeurs d'emploi, wéi zum Beispill hirem Diplom, Sproochenniveau, Fürerschäin, Alter oder Secteur, an deem se sichen.

De But vum Profiling ass et, déi richteg Intensitéit vum Encadrement vun der ADEM ze proposéiere souwéi cibléiert Mesuren an Aidë fir déi Persounen, déi méi en héije Risiko hunn. Esou e Profiling ass och schonn haut Deel vum Aschreiwungsprozess bei der ADEM; dëse baséiert sech op fix Reegelen zu de Charakteristike vum Demandeur d'emploi. De Virdeel vu Methode vu KI ass, dass se vun der Realitéit vum Marché léiere kënnen a komplex Zesummenhäng tëschent verschiddene Variabele kënnen erkennen. Zum Beispill ass den Impakt dovun, kee Fürerschäin ze hunn, en anere jee no Beruff oder deemno, wou ee wunnt.

D'ADEM ass sech bewosst, dass verschidde Variabele wéi zum Beispill den Alter, d'Geschlecht oder d'Nationalitéit e Lien hu mat Biaisen, déi et um Aarbechtsmaart ka ginn. Et ass awer grad wichteg, d'Realitéit vum Marché ze reflektéieren an och den Impakt vun dëse Variabelen ze moossen, fir eebe grad kënnen déi Persounen, déi engem méi héije Risiko vu Laangzäitchômage ausgesat sinn, cibléiert ze ënnerstëtzen. Et gëtt besonnesch drop opgepasst, dass déi Biaisen, déi et eventuell um Aarbechtsmaart gëtt, korrekt vum Modell erfaasst ginn an dass de Modell net seng eege Biaisen huet.

D'ADEM rappeléiert, datt dës Resultater och just genotzt ginn, fir en Typ vun Encadrement bei der ADEM ze bestëmmen, an net mat an de Matching tëschent Demandeurs d'emploi an Offres d'emploi fléissen.

D'ADEM ass och virbereet op d'Implicatioune vum AI Act, deen et wäert verbidden, dass eng Decisioun vum Encadrement automatesch vum IT-System getraff gëtt, ouni dass et eng mënschlech Kontroll gëtt. Dee Modell, deen hei entwéckelt gëtt, falls en da sollt implementéiert ginn, soll just eng Entscheedungshëllef sinn. D'final Decisioun iwwert den Encadrement vum Demandeur d'emploi trëfft nach ëmmer de Conseiller vun der ADEM.

D'ADEM passt och drop op, dass de Modell, deen hei entwéckelt gëtt, zu honnert Prozent erklärbar ass, dat heescht, dass bei all Prediktioun ka gekuckt ginn, wéi eng Variabel wéi een Impakt op d'Prediktioun hat.

Last but not least ënnerstäicht d'ADEM, dass de Kontakt mam Conseiller iwwert déi ganz Period, an där eng Persoun bei der ADEM ageschriwwen ass, bestoe bleift.

Nieft der technescher Ënnerstëtzung gëtt am Kader vun den AI4GOV-Projeten och de juristeschen an eetheschen Aspekt duerch en interministeriellen Aarbechtsgrupp analyséiert. Dëse Grupp setzt sech aus Mataarbechter aus dem Ministère fir Digitaliséierung, dem Departement fir Medien, Connectivitéit an digitalen Agenda (SMC), dem Informatiouns- a Pressedéngscht vun der Regierung (SIP) an dem „Commissariat du Gouvernement à la protection des données auprès de l'État" zesummen. Am Dialog mat de Verwaltunge kënnen Ännerunge proposéiert ginn, fir eventuell Risiken ze minimiséieren. Et handelt sech ëm eng éischt Grondlag fir eng risikobaséiert Gouvernance-Approche vum ëffentleche Secteur a punkto KI.

ad 5. Am Kontext vun der parlamentarescher Ufro N° 7757 hat den delegéierte Minister fir Digitaliséierung ChatGPT net genotzt, fir d'Ufro selwer ze beäntweren, mee fir ënnert anerem ze demonstréieren, wat ChatGPT maache kann. Deemools gouf ChatGPT gefrot, fir eng Appreciatioun vu sengem Potenzial ze ginn. Weider Informatioune kënnen an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 7757 fonnt ginn.

ad 6. KI-Applikatioune sinn ëmmer fallspezifesch an dohier kann ee keng allgemeng Äntwert ginn iwwert „wéi eng KI-Applikatiounen/Technologien agesat ginn". Bei den AI4GOV-Projete gëtt recommandéiert op lokal Léisungen zeréckzegräifen, esou dass d'Sécherheet ka maximiséiert ginn. Dëst fir de Verwaltungen d'Kontroll iwwert hir Donnéeën, de KI-Modell an d'Resultater ze ginn.

D'Zilsetzung vum AI4GOV-Kommitee ass et, d'Ministèren an d'Verwaltungen ze encouragéieren, d'KI an d'Datewëssenschaft anzesetzen, fir Servicer méi effizient ze gestalten an z. B. dem Bierger nei Déngschtleeschtungen unzebidden. D'AI4GOV-Initiativ soll de Staatsbeamten déi néideg praktesch Erfarung ginn, fir nei KI-Technologien ze beherrschen, a laangfristeg eng Expertise innerhalb vum Staat opzestellen, fir déi ëffentlech Verwaltung als Innovatiounsmotor ze positionéieren.

Dësen Innovatiounsmotor fir KI-Technologien erlaabt et eis, an den nächste Joren nei Methoden a Servicer

dem Bierger ze proposéieren, fir besteeënd Problemer ze léisen, notamment andeems mer och nei Kommunikatiounskanäl kënne proposéieren, an anererséits d'Effikassitéit vun der Dateveraarbechtung ze erhéijen an esou de Verwaltungen hir Servicer a Prozedure kënnen optimiséieren.

KI spillt eng ënnerstëtzend Roll an ass en Hëllefsmëttel fir d'Beamten. Eng mënschlech Kontroll iwwer d'KI muss ëmmer garantéiert bleiwen, wéi dat vun der „human-centric approach" a punkto KI vun der Regierung gefuerdert gëtt.

ad 7. D'Efforten an Investissementer vun der Regierung aus de leschte Joren an d'Cybersécherheet erlaben et och, d'Protektioun vu Bierger a Betriber beim Ëmgang mat KI-Plattformen an -Applikatiounen ze stäerken.

De Wirtschaftsministère huet scho virun 20 Joer ugefaangen, an d'Cybersécherheet ze investéieren. Sou ass Securitymadein.lu, d'Cybersécherheet-Agence fir d'Lëtzebuerger Wirtschaft a Gemengen, entstanen, grad wéi den Nofollger dovun, d'Luxembourg House of Cybersecurity (LHC), an e ganze Beräich mat ënnerschiddlechsten Aktivitéite ronderëm d'Cybersécherheet huet sech no an no entwéckelt.

ad 8. Et gëtt keng spezifesch Gesetzer, wat de Gebrauch vu KI am Gesondheetsberäich ugeet. Dëst gëllt och fir d'Meldeflicht vun esou Projeten. De Gesondheetsministère weess Bescheed, datt op verschiddene Plazen esou Systemer evaluéiert ginn, wéi zum Beispill am Kader vun der Mammographie. Dës Systemer sinn awer natierlech just eng Ënnerstëtzung fir den Dokter. Den Dokter selwer bleift weiderhi responsabel fir all Entscheedung.

Och beim Benotze vu KI-Systemer muss de legale Kader vum Dateschutz vum „responsable de traitement" agehale ginn.

ad 9. Lëtzebuerg bedeelegt sech ë. a. un de KI-zentréierte Standardisatiounsaarbechte vum CEN-CENELEC, déi besonnesch fir den europäesche Marché wäerten u Bedeitung gewannen, an ass och aktiv an der technescher Normaliséierung vum Beräich „Artificial Intelligence and Big Data" bedeelegt. De Grand-Duché ass en deelhuelende Member vum techneschen Ënnercomité „ISO/IEC JTC 1/SC 42 Artificial intelligence" an dréit aktiv zur Aarbecht vun der „CEN-CLC JTC 21 Artificial Intelligence" bäi. Och déi normativ Entwécklunge vun ETSI (European Telecommunications Standards Institute) an ITU-T (International Telecommunications Union) gi suivéiert. Méi Detailer zu dësem Theema fënnt een um „portail de la qualité" vum ILNAS (Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services): https://portail-qualite.public.lu/fr/normes-normalisation/secteurs/tic/artificial-intelligence.html.

Et ass och wichteg ervirzehiewen, dass den ILNAS 2021 e „White Paper Artificial Intelligence and Technical Standardization" publizéiert huet, deen ënnert follgendem Link erofgeluede ka ginn: https://portail-qualite.public.lu/fr/publications/normes-normalisation/etudes/ilnas-white-paper-artificial-intelligence-and-technical-standardization.html.

ad 10. Et ass wichteg ze betounen, datt den AI Act essenziell legal Grondlage schaaft, déi zu engem staarke Kader, souwuel fir ëffentlech wéi fir privat Acteuren, féieren. Konkreet bedeit dëst fir Héich-Risiko-Applikatiounen, datt néideg Transparenzgarantië festgehale ginn, déi d'Benotze vu KI-baséierte Servicer encadréieren, an z. B. festschreiwen, wéi eng Informatioune musse vun engem KI-Service gespäichert ginn, fir seng Resultater kënnen nozevollzéien an esou zouen techneschen Systemer ze verhënneren.

D'Regierung gesäit deemno den Ament kee Besoin deem virauszegräifen, bezéiungsweis zousätzlech Instrumenter ze kreéieren. De Grondprinzipp vun der KI-Notzung am ëffentleche Secteur bleift dee vun der Transparenz. Dozou musse weiderhin d'Prinzippie vum RGPD respektéiert ginn (transparency by design, data minimisation etc.).

ad 11. KI gëtt prinzipiell als Decisiounsënnerstëtzung benotzt, fir der Administratioun e bessere Service um Bierger ze erméiglechen. D'Regierung garantéiert, datt all Bierger den Echange mat der Administratioun och muss kënnen um traditionelle Wee erméiglechen. De mënschleche Jugement wäert och weiderhi priméieren.

ad 12. KI gëtt als horizontal Technologie bezeechent, well se a ganz villen existéierende Secteuren agesat ka ginn. Dëst bedeit, datt an Zukunft KI-baséiert Produiten a Servicer vu verschiddene secteurspezifeschen Autoritéite kontrolléiert wäerte ginn. An der aktueller Situatioun wëll d'Regierung sécherstellen, datt déi existéierend Autoritéiten (z. B. d'CNPD oder den ILNAS) déi néideg Ressourcen hunn, fir hir Aufgaben, och a Präsenz vu KI-baséierte Servicer a Produiten, kënnen optimal ze exekutéieren.

ad 13. De Ministère fir Digitaliséierung an de staatlechen Zenter fir Informatiounstechnologien (CTIE) hunn am November 2020 de GovTech Lab kreéiert. De GovTech Lab verbënnt GovTech an oppen Innovatioun, fir d'Entwécklung an d'Verbesserung vun den digitalen ëffentleche Servicer ze beschleunegen an eng Kultur vun Innovatioun a Verännerung beim Staat ze encouragéieren an ze ënnerstëtzen.

De GovTech Lab huet definéiert Missiounen, fir dës Ziler ëmzesetzen, fir d'Innovatioun beim Staat ze beschleunegen. De Ministère veröffentlecht dofir reegelméisseg „calls for solutions". D'Zil ass, mat externen Acteure wéi Start-uppen, Fuerscher, Selbstännegen, Betriber oder och Studenten zesummenzeschaffen, fir innovativ Léisungen ze entwéckelen. Déi Léisunge kënnen op verschiddenen Technologië baséieren, ewéi z. B. KI oder Blockchain.

ad 14. Den AI ACT adresséiert d'Grondproblematik vun der Diskriminatioun an „agebaute" Biaisen a KI-Systemer wéi och d'Notze vu KI-Servicer fir Zwecker, déi net mat den europäesche Wäerter iwwerteneestëmmen. Dëst andeems en z. B. am Héich-Risiko-Beräich Bestëmmungen zu der Transparenz, der Date-Gouvernance oder och nach der Qualitéit vun de KI-Servicer festleet, déi garantéieren, datt e KI-Service, deen diskriminatoresch Biaisen enthält, net an der EU op de Marché komme kann.

D'Regierung wäert kontinuéierlech iwwert d'Risiken an Opportunitéite vu KI-Servicer informéieren an d'Kompetenz vun de Bierger par rapport zu dëser neier Technologie ënnerstëtzen.

ad 15. De GDPR, dee säit dem 25. Mee 2018 an allen EU-Memberstaten a Kraaft ass, ass als technologesch neutral konzipéiert ginn, andeems en op allgemenge Prinzippie baséiert. Dëst erlaabt et dem GDPR nei Technologien ze couvréieren, fir déi déi selwecht allgemeng Prinzippie gëllen. Dëst schléisst natierlech net d'Noutwendegkeet aus, kontinuéierlech d'Relatioun tëschent technologescher Entwécklung an dem GDPR ze analyséieren. An deem Sënn huet den „European Data Protection Board" (an deem all déi europäesch Dateschutzautoritéiten, inklusiv der CNPD, vertruede sinn) am Abrëll eng Task Force zum Theema „general purpose AI" lancéiert.

ad 16. Am Prinzipp entwéckelt de CTIE seng Projete selwer a gräift eventuell op en externe Partner zou. Et gëtt, wéi an der Fro 4 erwäänt, am Kader vun der Initiativ AI4GOV, den „AI Legal & Ethics Working Group", deen den ausgesichte Projeten eng juristesch an eethesch Ënnerstëtzung bitt.

ad 17. Dat ëmfaassend a komplext Theema vun der Benotzung vu KI am militäresche Secteur ass an de leschte Joren ëmmer méi wichteg ginn, och am Hibléck op déi aktuell geopolitesch Situatioun an de rezente KI-Hype, gedriwwe vu KI-baséierte Systemer wéi ChatGPT, déi d'Interessien um Theema duerch d'Allgemengheet vergréissert.

Fir déi reell Auswierkunge vun der KI an ënner anerem d'Entwécklung mat Hëllef vun z. B. LLMe méi präzis ze identifizéieren, gouf 2022 op Initiativ vum Verdeedegungsminister, ënnert der Leedung vun der Direction de la défense, en interministeriellen Aarbechtsgrupp „groupe de travail interministériel sur les systèmes d'armes létales autonomes (SALA)" aberuff. Vertrieder vu verschiddene Ministèren hunn deelgeholl. Déi eenzel Aspekter vum Theema goufen ëmfaassend analyséiert. Dorënner waren déi eethesch Aspekter, déi aktuell national an international Definitiounen, Positiounen an Entwécklunge souwéi déi verbonne Risike beim Asaz vu kënschtlecher Intelligenz am militäresche Secteur. Den Aarbechtsgrupp huet säi Rapport Enn vum zweeten Trimester 2023 ofginn. Zousätzlech zu enger detailléierter Analys vum Theema beinhalt dëse Rapport 8 Empfeelunge fir den Ëmgang mat automatiséierten déidleche Waffesystemer op nationalem an internationalem Niveau. D'Regierung bereet am Moment eng méi detailléiert Positioun iwwer autonom Waffen op Basis vun dësem Rapport vir. D'Lëtzebuerger Regierung huet awer schonn e puermol op internationalem Niveau Positiounen zur Regulatioun vun autonome Waffesystemer ënnerstëtzt a sech virun allem géint den Asaz vun déidlechen autonome Waffesystemer ausgeschwat, sou z. B. an enger rezenter gemeinsamer Deklaratioun am Kader vun der éischter Kommissioun vun der Generalversammlung den 21. Oktober 2022 (Appel à l'interdiction des systèmes d'armes létaux autonomes en l'absence de cadre normatif limitant leur impact humanitaire).

Nieft dësem interministeriellen Aarbechtsgrupp huet d'Direction de la défense d'Konferenz „Luxembourg Autonomous Weapon Systems" organiséiert, déi am Abrëll 2023 um Universitéitscampus zu Esch-Belval stattfonnt huet. Mat der Bedeelegung vun nationalen an internationalen Experte souwéi politesche Vertrieder goufen déi eenzel Aspekter am Ëmgang mat automatiséierte fatale Waffesystemer diskutéiert. Des Weideren ass d'Direction de la défense och a reegelméissegem Kontakt mat nationalen an internationalen Experten an Organisatiounen, fir d'Weiderentwécklung vum Gebrauch vun der KI am militäresche Secteur ze iwwerwaachen.

ad 18. Wéi et schonn aus der Äntwert vum Educatiounsminister Claude Meisch op d'parlamentaresch Fro Nr. 7495 vum 14. Februar 2023 vun der honorabeler Deputéierte Francine Closener ervirgeet, ass d'Regierung fest dovun iwwerzeegt, datt et absolut net ubruecht wier, déi nei Technologien aus dem Beräich vun der KI, vun deenen ChatGPT nëmmen eng ass, an de Schoulen ze verbidden, well ee sech domat enger Realitéit géif verschléissen, déi definitiv am Alldag vun de Schüler a vun eis all existéiert an déi groussen Afloss op eist Liewe kann hunn. Villméi huet d'Schoul d'Missioun, déi Jonk staark fir d'Zukunft ze maachen, an där den technologesche Fortschrëtt ganz sécher net wäert opzehale sinn. A well dozou och KI gehéiert, muss och déi an de Schoulen thematiséiert ginn, fir datt d'Schüler mat de Risike kënnen ëmgoen an awer och léieren, d'Chancë vun der KI ze erkennen an ze notzen, do wou et sënnvoll ass.

ad 19. Et ass elo schonn esou, datt der Schoul hiren Optrag, d'Schüler op den Ëmgank mat der KI

virzebereeden, an dediéierte Coursë wouergeholl gëtt, wéi am Cours Digital Sciences, wou eng Achs sech mat der KI befaasst, awer och fächeriwwergräifend gëtt d'Thematik behandelt, sief et an de Sproochecoursen, an der VieSo, an der Philosophie, an der Mathé, an der Ekonomie oder an der Konscht. Donieft ginn d'Schüler och duerch d'Interventioune vu BEE SECURE am Enseignement fondamental a secondaire op de Sujet KI sensibiliséiert.

Den Educatiounsministère schafft zanter enger Rei Joren drun, fir d'Schoulprogrammer esou ze entwéckelen, datt d'Kanner an déi Jonk op eng Welt, an där KI eng ëmmer méi wichteg Roll spillt, virbereet sinn. Ze nenne sinn an deem Kontext d'Aféieren an d'algorithmescht Denken an der Grondschoul, d'Aféierung vum neie Fach Digital Sciences am Secondaire, spezialiséierend Filièren am Secondaire an am Héichschoulberäich (BTS). Zousätzlech gëtt an Initiativen investéiert, wéi de Projet AI4T (AI for and by teachers), an deem et ëm d'Aschätzung vun der Relevanz an der Nëtzlechkeet vu KI-baséierte Ressourcen an engem pädagogesche Kader geet, oder de Projet DALI4US (Data Literacy for Upper Primary Schools), en Erasmus +-Projet, deen nach an der Validatiounsphas ass an an deem en Outil soll entwéckelt ginn, fir Kanner an de Grondschoulen d'Basics vu KI nozebréngen.

ad 20. KI-Systemer hu sech an deene leschte Jore staark entwéckelt, wouduerch den Impakt an de Betriber am Kader vun den Digitalisatiounsprozesser gewuess ass. D'KI-Systemer sollen dobäi hëllefen, fir d'Produktivitéit vun de Betriber ze hiewen, zum Beispill duerch eng Optimiséierung vun de Prozesser.

Den Impakt vun der KI variéiert jee no Secteur an no Aktivitéit. Aufgaben, déi haaptsächlech dovu betraff sinn, sinn éischter repetitiv Aufgaben. Dëst kann d'Mataarbechter entlaaschten, esou dass si sech op aner Aktivitéite konzentréiere kënnen. Dofir ass et wichteg an d'Mataarbechter ze investéieren, fir datt dës gutt mat de KI-Systemer schaffe kënnen.

Aktuell gëtt et scho Workshoppen a Formatiounen, déi vun de Partner aus dem Ekosystem ugebuede ginn, fir deene klenge Betriber dobäi ze hëllefen, d'KI-Systemer besser kennenzeléieren an ze gesinn, wéi si dës an hirem Betrib ëmsetze kënnen.

ad 21. D'KI ass een Outil, deen den Iwwersetzungsservicer vun der Europäescher Unioun, déi hire Standuert zu Lëtzebuerg hunn, hëlleft, fir méi schnell an effizient ze schaffen. Och wa KI e wäertvollt Hëllefsmëttel fir d'Iwwersetzungsservicer ass, sou bleift d'mënschlecht Fachwësse weiderhin onverzichtbar, besonnesch wann et ëm technesch komplex Nuancen oder kontextspezifescht Verständnis geet. D'KI wäert net kënnen all d'Tâchë vun den Iwwersetzer an Dolmetscher iwwerhuelen, wéi zum Beispill d'Korrekturliesen. Wéinst der ëmmer méi grousser Demande vun Iwwersetzunge vun Dokumenter fir d'Servicer vun der Europäescher Unioun wäert déi mënschlech Komponent och an Zukunft en integralen Deel vun dëser Aarbecht bleiwen. D'KI erméiglecht den Iwwersetzungsservicer Zäit ze spueren, hir Produktivitéit ze stäerken an och Käschten ze reduzéieren, an de Standuert Lëtzebuerg wäert och weiderhin eng wichteg Roll fir d'Iwwersetzungsservicer vun der Europäescher Unioun spillen.

ad 22. Aktuell gëtt op de Geriichter eng KI-Software benotzt am Kader vun der Pseudonymisatioun vun den Urteeler. Déi pseudonymiséiert Urteeler ginn dann op der Internetsäit vun der Justiz publizéiert.

D'Funktioun vum Riichter kann net vun enger KI-Léisung ersat ginn, well all eenzel Prozedur spezifesch Situatiounen opweist souwéi perséinlech Elementer vun all Partei. Et gëtt ganz wéineg Prozeduren, déi engem Standardtyp entspriechen. De Riichter muss vu Fall zu Fall d'Faiten an d'Beweiser appreciéieren, wat een enger KI-Léisung net uvertraue kann. Deelweis hëlt de Riichter och seng Entscheedung mat enger gewësse Portioun Mënschlechkeet, natierlech am Kader, deen him vun de Gesetzer festgeluecht gëtt.

ad 23. Lëtzebuerg begleet an ënnerstëtzt déi digital Transitioun vun der nationaler Wirtschaft aktiv, ënnert anerem mat Infrastrukture wéi dem Supercomputer MeluXina an dem Luxembourg Digital Innovation Hub (L-DIH) souwéi dem House of Cybersecurity. Do derbäi komme spezifesch finanziell Hëllefe vum Wirtschaftsministère, wann e Betrib a seng Digitaliséierung investéiert. Dëst kënnt der Kompetitivitéit vum Land am Beräich vun den digitalen Technologien zegutt, zu deenen och d'künschtlech Intelligenz gehéiert.

Et sief och drop higewisen, dass etabléiert Betriber souwuel eréi Start-uppen, déi am Beräich vun der künschtlecher Intelligenz Fuerschung, Entwécklung an Innovatioun bedreiwen, reegelméisseg vum Wirtschaftsministère mat Bäihëllefe fir Fuerschung, Entwécklung an Innovatioun (RDI – Recherche, développement, innovation) ënnerstëtzt ginn.

ad 24. Laut enger globaler Studie vu Gartner[1] hunn 53 % vun de globale Finanzinstitutioune schonn eng KI-Applikatioun implementéiert oder plangen eng Implementatioun an de kommenden 12 Méint. D'Studie nennt follgend Haaptgrënn fir eng Aféierung vun dëser Technologie:

– d'Verbesserung vun de Servicer an den Erfarunge vum Notzer (zum Beispill duerch d'Personaliséieren an d'Segmentéiere vu Clienten oder d'Prediktioun vu Clientsverloschter);
– d'Käschtesenkung (zum Beispill duerch d'Optimiséieren an d'Analyséiere vu Kontrakter, en intelligente Scholdenausgläich, d'Optimiséiere vu Kredittrisiken a Portefeuillen);
– d'Verbesserung vum Risikomanagement (zum Beispill duerch d'Prediktioun vun Defaute bei der Bezuelung, d'Analys AML, d'Prediktioun vu Bedruch, d'Investigatioun vu Bedroungen an der Cyber Security, de Credit Scoring).

Déi selwecht Grënn goufen an enger gemeinsamer Studie vun der BCL an der CSSF[2] iwwert d'Aféiere vun der KI a Kredittinstitutiounen, Zuelungsinstitutiounen an Institutioune fir elektronesch Suen um Lëtzebuerger Marché[3] constatéiert. Laut där Studie benotze schonn 30 % vun de mentionéierten Institutioune KI-Applikatiounen.

Follgend Initiative sollen d'Aféiere vun dëser Technologie am Finanzsecteur iwwerwaachen an optiméieren, a gläichzäiteg d'Interesse vun de Verbraucher schützen:

a. D'CSSF huet Enn 2018 e „Livre blanc"[4] publizéiert, deen d'Opportunitéite vun der Notzung vun der KI-Technologie am Finanzsecteur, mee och d'Risiken (Gouvernance, Ethik, Technologie, Outsourcing) a Recommandatioune fir déi Risiken ze adresséieren opweist.
b. Déi gemeinsam Studie vun der BCL an der CSSF analyséiert och Mesuren, déi vu Lëtzebuerger Entitéiten ergraff goufen, fir KI-Risken ze adresséieren.
c. International Organisatiounen, wéi IOSCO[5], hu spezifesch Richtlinne fir de Risikomanagement vu KI publizéiert, déi d'CSSF analyséiert fir an hir Circulairen ze integréieren.
d. Expertegruppe wéi d'ISACA[6] hu „Livres blancs" iwwert den Audit vu KI-Systemer publizéiert, déi d'CSSF analyséiert an an hir Kontrollprogammer um Site integréiert.

De Finanzministère suivéiert d'Developpementer am Beräich KI. Wann noutwenneg géif dru geschafft ginn de Gesetzeskader ze adaptéieren, fir Rechtssécherheet ze schafen an de Konsument ze schützen.

**Décentralisation de l'offre bas-seuil pour personnes toxicomanes** | Question **8212** (04/08/2023) de **M. François Benoy** (déi gréng)

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 3882 du 18 mars 2021 relative à la décentralisation de l'offre à bas seuil pour toxicomanes, Madame la Ministre a annoncé vouloir mener des réflexions sur une potentielle délocalisation du centre d'accueil pour toxicomanes Abrigado ainsi que de mettre en place une nouvelle structure destinée exclusivement aux femmes toxicodépendantes.

Sachant que la « Stratégie nationale en matière d'addictions et plan d'action gouvernemental 2020-2024 en matière de drogues d'acquisition illicite et de leurs corollaires », de même que le « National Drug Report 2022 » recommandent de poursuivre les efforts pour décentraliser les offres de bas seuil pour la prise en charge des personnes toxicomanes, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de la Santé :

1) Quel est l'état d'avancement des réflexions menées au sujet de la décentralisation des centres d'accueil à bas seuil pour toxicomanes ?

2) Quelles pistes sont actuellement étudiées afin de décentraliser davantage l'offre à destination des personnes toxicodépendantes aussi bien dans la ville de Luxembourg que dans le reste du pays ? Quels projets pourraient être implémentés dans un futur proche ?

3) Sachant que la structure « Abrigado » se trouve dans un mauvais état, quels sont les plans pour rénover voire remplacer la structure modulaire actuellement en place ? Comment la continuité de l'offre sera-t-elle garantie durant les travaux ?

4) Quand et endéans quel délai la structure dédiée exclusivement aux femmes toxicomanes pourra-t-elle voir le jour ? Sur quel site cette nouvelle offre sera-t-elle accueillie et combien de femmes pourront y être encadrées ?

**Réponse** (12/10/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) et 2) Conformément aux recommandations de l'évaluation externe de la stratégie nationale et du plan d'action national drogues par le Trimbos Instituut (NL), le Ministère de la Santé poursuit ses efforts pour décentraliser l'ensemble des offres de prise en charge et d'encadrement pour personnes toxicodépendantes et notamment la décentralisation nationale des offres bas-seuil ainsi que la décentralisation de ces offres au niveau de la capitale du Luxembourg, qui fait face à des besoins spécifiques.

Le Plan d'action gouvernemental 2020-2024 en matière de drogues, d'acquisition illicite et de leurs corollaires prévoit la création d'une structure « Housing First » pour personnes toxicodépendantes à besoins médicaux accrus (logement bas-seuil pour usagers de drogues en détresse médicale). En effet, nombre de personnes qui

[1] 2022 Gartner CIO and Technology Executive Survey, 22 November 2021
[2] CSSF and BCL: Thematic review on the use of Artificial Intelligence in the Luxembourg Financial sector
[3] CSSF and BCL: Thematic review on the use of Artificial Intelligence in the Luxembourg Financial sector
[4] CSSF : Livre blanc – Intelligence artificielle : Opportunités, risques et recommandations pour le secteur financier
[5] IOSCO (International Organization Of Securities Commissions): The use of artificial intelligence and machine learning by market intermediaies and asset managers
[6] ISACA (Information Systems Audit and Control Association): Auditing Artificial Intelligence

profitent de l'offre d'Abrigado à Luxembourg-ville présentent des problèmes de santé connexes et ne disposent pas de logement, ce qui est une des raisons pour lesquelles elles continuent à fréquenter la structure Abrigado et ses alentours. Bien que la recherche d'un objet immobilier approprié se soit révélée difficile, un immeuble approprié a pu être trouvé à Esch-sur-Alzette au mois de juin. La structure offrira 11 places et un encadrement psychosocial et médical à des bénéficiaires masculins et féminins et sera gérée par la Croix-Rouge luxembourgeoise. Cette offre, conventionnée par le Ministère de la Santé, permettra d'offrir une vraie alternative notamment à différents clients de longue date d'Abrigado, en contribuant à leur stabilisation et en leur offrant une nouvelle perspective, un logement et un encadrement médico-psychosocial afin d'initier un processus de réintégration. Actuellement, les travaux de transformation et d'aménagement sont en cours et l'ouverture de la structure est prévue pour le troisième trimestre de cette année.

Dans cette même visée, suite à l'ouverture d'une deuxième salle de consommation à moindres risques à Esch-sur-Alzette, les travaux se poursuivent afin de pouvoir également proposer des traitements assistés à l'héroïne (TADIAM) à Esch-sur-Alzette dans un avenir proche.

Grâce aux efforts continus de régionalisation, des offres bas-seuil pour personnes toxicodépendantes existent entre-temps dans le centre et les régions sud et nord du pays. En ce qui concerne la dernière, les heures d'ouverture du CONTACT Nord, géré par la fondation Jugend- an Drogenhëllef, sont en train d'être élargies suite à l'octroi des moyens nécessaires par le Ministère de la Santé en 2023.

Par ailleurs, les démarches de la fondation Jugend- an Drogenhëllef se poursuivent afin d'offrir également des traitements de substitution à Ettelbruck, en rappelant toutefois que des traitements de substitution sont actuellement déjà assurés par quelque 150 médecins agréés à cette fin sur l'ensemble du territoire du Luxembourg.

À noter que l'offre de traitement de substitution bas-seuil de première ligne, mise en place au sein d'Abrigado au moment de la pandémie Covid-19, a pu être consolidée ensemble avec l'équipe du Comité national de défense sociale (CNDS) pour faciliter tant que faire se peut l'accès aux soins de personnes dépendantes vivant le plus souvent dans la précarité et la marginalité. Cette offre connaît à ce jour un franc succès au sens d'une (ré)entrée de nombre de bénéficiaires dans le système de soins et de leur distanciation de la scène de drogues ainsi que de leur orientation vers d'autres services à plus haut seuil.

L'offre outreach à bas seuil MOPUD/Xchange (Mobile de prévention pour usagers de drogues) qui va à la rencontre des usagers de drogues dans différentes villes et qui a débuté à Luxembourg-ville, a été étendue dans un esprit de décentralisation aux villes d'Esch-sur-Alzette et Differdange. Par ailleurs, des pourparlers avec les villes d'Ettelbruck, de Clervaux et de Wiltz ont déjà eu lieu afin de pouvoir déployer l'offre en question également au nord du pays. L'accueil favorable des communes concernées permet de viser l'inclusion de ces dernières dans les tournées MOPUD/Xchange d'ici la fin d'année. Suite à l'augmentation des moyens mis à disposition par le Ministère de la Santé au Comité national de défense sociale (CNDS) en 2022, les heures d'ouverture de l'offre TABA (Activités structurantes et occupationnelles pour personnes toxicodépendantes) ont pu être élargies. À ajouter que des moyens supplémentaires ont été octroyés au CNDS en 2023 pour mettre en place une deuxième structure régionalisée du même type (TABA II). La recherche d'un site approprié est actuellement en cours.

Le déploiement d'une antenne de la Stëmm vun der Strooss au nord du pays a eu lieu en 2023. Cette offre accueille également un nombre de personnes souffrant de problèmes d'addictions. À noter que la Stëmm vun der Strooss dispose ainsi actuellement d'antennes dans le centre, dans le sud et dans le nord du pays.

Il convient également de citer la Couverture universelle des soins de santé (CUSS) mise en place en 2022. Cette dernière peut également être considérée comme une mesure de décentralisation étant donné qu'elle permet aux bénéficiaires un meilleur accès aux soins médicaux de tous genres indépendamment de leur région de séjour.

ad 3) Alors que le CNDS, l'organisme gestionnaire d'Abrigado, est le mieux placé pour connaître les problèmes et besoins des usagers ainsi que les adaptations nécessaires et améliorations potentielles au niveau d'une nouvelle structure, il est actuellement occupé à esquisser les contours d'une restructuration de l'offre Abrigado, qui, faut-il le rappeler, a dû être adaptée déjà à plusieurs reprises par le passé et le devra certainement encore à l'avenir en fonction notamment des tendances de consommation émergentes et des besoins des usagers.

Dans ce contexte, le Ministère de la Santé ensemble avec le CNDS ont déjà eu plusieurs réunions préliminaires avec l'Administration des bâtiments publics. Ceci afin de présenter les analyses et avis élaborés par les experts du CNDS et discuter des adaptations nécessaires et améliorations potentielles au niveau d'une nouvelle structure. La continuité de l'offre et sa garantie durant les travaux fait partie des discussions qui sont en cours.

ad 4) Une mesure supplémentaire de décentralisation sur le territoire de la capitale est la création d'une structure intégrée et spécialisée pour femmes toxicodépendantes au vu des besoins spécifiques et en guise de protection de cette population cible particulièrement vulnérable. Un objet immobilier adéquat a pu être identifié, ensemble avec la Ville de Luxembourg. Cette mesure est entièrement financée par le Ministère de la Santé et les moyens nécessaires ont été accordés au Comité national de défense sociale, qui figure en tant que gestionnaire de l'offre en question. Outre les services de jour pouvant accueillir une quinzaine d'usagères et de soins médicaux/infirmiers, 5 lits d'hébergement de nuit y seront aménagés. Actuellement, les procédures d'autorisation pour les travaux de transformation et d'aménagement sont en cours et, sauf imprévus, la structure pourrait ouvrir ses portes à la fin de cette année. Il s'agit ici d'une mesure additionnelle de décentralisation locale de l'offre Abrigado sur le territoire de la ville de Luxembourg étant donné qu'elle propose une offre dédiée notamment aux femmes usagères qui fréquentent actuellement Abrigado, faute d'alternative.

---

**Études dans le domaine forestier** | Question **8283** (05/09/2023) de **M. Gusty Graas** | **M. Guy Arendt** (DP)

Am Editorial vum leschte „Fëscher, Jeeër an Hondsfrënn" (Nr. 4, August 2023, S. 5) huet de President vun der Jeeërfederatioun op Problemer am Kontext vun Etüden, déi uechter d'Land gemaach ginn, higewisen. Nuechtelaang géinge Leit mam Accord vum Ministère mat Täscheluuchten duerch Bëscher lafen. De Juegdpiechter géing net informéiert ginn, a scho guer net gefrot ginn. Déi Leit vun de Bureaux d'études géinge sech op Privatterraine breetmaachen, wéi wann se bei sech doheem wieren.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister déi Aussoe confirméieren?

2. Wa jo, ëm wéi eng Etüden handelt et sech?

3. Wéi vill där Etüde sinn an de leschten zwee Joer gemaach ginn?

4. Firwat ginn d'Juegdpiechter net doriwwer informéiert?

5. Wat ass den Impakt vun deene Leit hirem Virgoen an de Bëscher op d'Fauna an d'Flora?

6. Mussen déi Leit net eventuell och fir Wëldschued opkommen?

**Réponse** (13/11/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Den Artikel 29 vum modifizéierten Naturschutzgesetz vun 2018 schreift vir, datt dee fir d'Ëmwelt zoustännege Minister d'Iwwerwaachung vum Erhalungszoustand vun de wëllen Aarten an hire Liewensraim sécherstelle muss. Fir dëser Obligatioun nozekommen, musse reegelméisseg Erhiewungen um Terrain duerchgefouert ginn. Dës Erhiewungen déngen och dozou, den europäesche Reporting-Obligatiounen am Kader vun der Vulleschutzdirektiv (2009/147/CE – Art. 12) an der Habitatdirektiv (92/43/CEE – Art. 17), awer och vun der Waasser-Kader-Direktiv (2000/60/CE) nozekommen. Des Weidere gi verschidde Monitoringsaarbechte gemaach, fir d'Effikassitéit vu Gestiounsmesuren, besonnesch an Naturschutzgebidder, awer och soss an Naturräim, ze kontrolléieren. Och dës Informatioune sinn Deel vun eisen europäeschen Obligatiounen aus deenen Direktiven. D'Majoritéit vun den Erhiewunge gëtt dobäi am Dag ausgefouert an net an der Nuecht. Fir verschidden nuetsaktiv Aarten, notamment fir d'Fliedermais, sinn Aarbechten an der Nuecht allerdéngs onëmgänglech.

ad 1. Dës Ausso kann nëmme bedéngt confirméiert ginn, wéi an den Äntwerten heidrënner präziséiert gëtt.

ad 2. Wéi an der Introduktioun beschriwwen handelt et sech bei den Erhiewungen, déi vum Ëmweltministère an Optrag gestallt ginn, ëm Etuden, déi am Kader vum Biodiversitéitsmonitoring respektiv fir de Suivi vu Gestiounsmesuren um Terrain duerchgefouert ginn.

Doriwwer eraus ginn awer och vill weider Etuden duerchgefouert, déi net am Optrag vum Ëmweltministère ausgefouert ginn. Dëst sinn Etuden, déi am Kader vu verschiddenen Impaktstudië gefuerdert gi sinn. Déi Etudë ginn am Optrag vum respektive Porteur de projet gemaach.

ad 3. Am Optrag vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung goufen an de leschten zwee Joer 35 där Etuden duerchgefouert, wou och Erhiewungen nuets verlaangt waren.

D'Informatioun zur Unzuel, wéi vill aner Etudë gemaach goufe fir Impaktstudië fir aner Projete läit dem Ëmweltministère net vir, well d'Interventiounen op der Plaz an den doraus entstoende Rapport zäitversat sinn.

ad 4. Iwwer den Agrement vun de Bureaux d'études, Organisatiounen an Instituter, déi am Optrag vum Ëmweltministère op den Terrain ginn, sinn dës Persounen dru gehalen, am Virfeld vun hirer Visitt den zoustännege Fierschter ze informéieren.

Et gëtt a kenger Legislatioun eng Obligatioun, fir d'Juegdpiechter iwwer sou Begehungen ze informéieren. De Juegdpiechter ass (meeschtens) och net

de Besëtzer vum Terrain, mee huet eenzeg an aleng d'Juegdrecht gepacht. Et ass also net un engem Juegdpiechter, anere Mënschen den Accès op den Terrain ze erlaben oder net.

ad 5. a 6. D'Fachleit, déi sou Etudë maachen, sinn sech der Sensibilitéit vum Bësch an sengen Aarte bewosst a ginn ëmmer a besonnesch an deem Kontext ëmsiichteg vir. Jee no Fall kéinten Onopmierksamkeeten och déi envisagéiert Erkenntnisser verfälschen. Deemno kann een Impakt duerch eng Begehung quasi ausgeschloss ginn.

Am Fall, wou ee Schued géing entstoen, géif deen an alle Fäll ënnert d'Zivillrecht falen an huet näischt mat der Legislatioun ronderëm d'Juegd an de Wëldschued ze dinn.

**Contrôle médical dans la fonction publique** | Question **8285** (05/09/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Fall vun engem Krankeschäi ka bei de Mataarbechter:inne beim Staat de Kontrolldokter saiséiert ginn, deen eng Evaluatioun vum Gesondheetszoustand vun der betraffener Persoun ka maachen. Dëse kann dann d'Incapacité de travail bestätegen oder als net justifiéiert ugesinn. An deem Fall gëtt CGPO saiséiert, fir d'Paie fir dës Zäit zréckzefroe respektiv zréckzehalen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt de Mataarbechter:inne vum Staat eng Decisioun vum Kontrolldokter matgedeelt?

2. A wat fir engem Delai muss dës Decisioun de Betraffene matgedeelt ginn?

3. Wat fir Méiglechkeeten huet een dee Moment, fir Recours géint dës Decisioun anzeleeën? Gëtt et hei Ënnerscheeder tëscht Salarié, Employé a Fonctionnaire de l'État? Wa jo, wéi eng?

4. Huet den/déi Betraffen Accès op hir Dossiere vum Aarbechtsdokter?

**Réponse** (14/12/2023) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

An alle Fäll, wou en Agent aus gesondheetleche Grënn feelt, ob dat mat oder ouni Certificat médical ass, kann de Verwaltungschef de Kontrolldokter saiséieren. De Kontrolldokter convoquéiert den Agent fir eng Untersuchung a kuckt, ob et gesondheetlech Grënn gëtt fir dem Agent seng Absence. Wann de Kontrolldokter zur Conclusioun kënnt, dass dëst net de Fall ass, gëtt den Agent aarbechtsfäeg erklärt a muss dee Moment seng Aarbecht nees direkt ophuelen. De Kontrolldokter deelt dem Agent um Enn vun der Untersuchung mat, ob hien aarbechtsfäeg ass oder net, an informéiert parallell de Verwaltungschef. D'Texter gesinn hei kee spezifeschen Delai vir. Weiderhi, gesinn d'Texter och kee spezifesche Recours vir, deen den Agent ënnerhuele kéint, wann de Kontrolldokter den Agent aarbechtsfäeg erklärt, an hie seng Aarbecht nees muss ophuelen.

Wann den Agent der Meenung ass, dass seng statutaresch Rechter net respektéiert goufen, da kann hie säin „droit de réclamation" geltend maachen. Am Fall, wou den Agent vun enger individueller administrativer Decisioun betraff ass, kann hien e Recours beim Verwaltungsgeriicht maachen.

D'Bestëmmungen, déi an der uewe genannter Situatioun gëllen, si follgend:

– fir Beamten a Staatsemployéen applizéiert sech de Beamtestatut an déi groussherzoglech Veruerdnung vum 5. Mäerz 2004 iwwer d'Gesondheet an d'Sécherheet op der Aarbecht. Am Fall, wou den Agent d'Aarbecht net erëm ophëlt oder refuséiert, sech vum Kontrolldokter ënnersichen ze loossen, ass dat nom Beamtestatut een onerlaabt Feelen (Article 12 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État). No der selwechter Dispositioun vum Beamtestatut verléiert den Agent, deen onerlaabt feelt, „de plein droit" seng Pai fir déi entspriechend Zäit;
– fir Staatsaarbechter applizéiert sech de Staatsaarbechterkollektivvertrag. De Salarié verléiert fir déi Zäit, wou en onerlaabt gefeelt huet, entweeder Congé oder een Deel vu senger Pai. De Staatsaarbechterkollektivvertrag gesäit weiderhi vir, dass d'Conclusioune vum Kontrolldokter de Verwaltungschef wéi och den Agent liéieren.

Et sief nach präziséiert, dass den Aarbechtsdokter an der hei beschriwwener Prozedur net intervenéiert, sou dass hien och keen Dossier iwwert den Agent huet. Den Agent huet awer selbstverständlech zu all Moment Accès op säin Dossier personnel esouwéi all gängeg Rechter, wéi se am Dateschutz virgesi sinn.

**Amendes infligées par l'ITM concernant l'absence de visite médicale d'embauche dans le délai imposé** | Question **8297** (08/09/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Le Code du travail prévoit que la visite médicale d'embauche doit être faite dans un délai de deux mois après l'embauche. Cependant, et selon mes informations, le Service de santé au travail multisectoriel (STM) fixerait les rendez-vous souvent plusieurs mois après le traitement de la demande faite par les employeurs. Il deviendrait ainsi impossible de respecter le délai imposé par le Code du travail de deux mois et ce non-respect entrainerait désormais la fixation d'amendes par l'ITM suite aux contrôles effectués dans les entreprises.

Or, le dernier rapport annuel du STM démontre que ce service manque cruellement de médecins ce qui explique très probablement les délais d'attente plus longs. Le STM disposerait ainsi actuellement de 42,7 médecins (équivalent temps plein) mais en aurait besoin de 60 pour pouvoir fonctionner de manière efficace.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Quel est le temps d'attente moyen entre l'enregistrement de la demande pour une visite médicale d'embauche et la fixation du rendez-vous par le STM ? Comment ce temps d'attente a-t-il évolué au fil des années ?

2) Comment Monsieur le Ministre entend-il augmenter le nombre de médecins du STM afin d'améliorer l'efficacité du service dans l'intérêt des salarié.e.s et des employeur.e.s ?

3) Monsieur le Ministre prévoit-il d'autres mesures pouvant réduire le temps d'attente tout en garantissant la qualité des examens médicaux ? Si oui, lesquelles ?

4) À combien de reprises l'ITM a-t-elle fixé des amendes pour le non-respect du délai imposé par le Code du travail concernant la visite médicale d'embauche ? Dans combien de ces cas l'absence de l'examen médical d'embauche était-elle due à une fixation tardive du rendez-vous par le STM ?

5) Quel est le montant total des amendes que l'ITM a infligées aux entreprises pour les deux cas de figure cités dans la question précédente ?

**Réponse** (26/10/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée au sujet de la médecine du travail, il y a tout d'abord lieu de préciser que, suivant les dispositions du Code du travail, tout employeur est obligé d'assurer la sécurité et la santé des salariés dans tous les aspects liés au travail. Tout employeur est tenu d'organiser ou de s'affilier à un service de santé au travail tel que prévu à l'article L. 321-1 du Code du travail. À l'heure actuelle, le Luxembourg compte trois services de santé au travail d'entreprises, trois services de santé au travail interentreprises et le Service au travail multisectoriel (STM). Les employeurs qui n'organisent pas de service de santé au travail à l'intérieur de leur entreprise ou qui ne participent pas à un service interentreprises doivent s'affilier obligatoirement au STM.

Ensuite, chaque personne prétendant à un poste de travail doit passer un examen médical d'embauche effectué par un médecin du travail faisant partie d'un service de santé au travail. Pour ce qui est tout particulièrement des examens d'embauche réalisés par un médecin du travail relevant du STM, le délai d'attente moyen entre l'enregistrement de la demande pour une visite médicale d'embauche et la fixation du rendez-vous par le STM dépend de la nature du poste pour lequel un salarié doit être examiné dans la mesure où les prises de rendez-vous des examens d'embauche sont organisées suivant un système de priorisation.

Actuellement, le temps d'attente pour un examen d'embauche pour des postes à grand risque, comme par exemple grutier et chauffeur de bus est à Luxembourg-ville, Ettelbruck et Grevenmacher d'environ 2 à 3 semaines, à Esch/Alzette par contre d'environ 6 semaines.

Les salariés travaillant sur un poste à moyen risque, comme par exemple les maçons, doivent patienter environ 2 mois à Luxembourg-ville, Ettelbruck et Grevenmacher, le temps d'attente à Esch/Alzette étant supérieur à 2 mois.

Le temps d'attente pour les salariés du secteur tertiaire est relativement court, vu la possibilité d'établir une fiche d'aptitude qui est basée sur un questionnaire médical. Cette possibilité a été introduite durant le confinement par différents services de santé au travail.

Il n'y a pas de statistiques sur l'évolution du temps d'attente au fil des années. La situation est en évolution constante, tout dépend du nombre des médecins du travail disponibles. À noter que le délai des examens pour femmes enceintes se situe aux alentours de 7 jours.

ad 2) Le Luxembourg, à l'instar de beaucoup de pays européens, doit faire face à une pénurie chronique de médecins du travail disponibles sur le marché du travail. Pour augmenter le nombre de médecins du travail dans les services de santé au travail, il faut continuer à travailler sur l'attractivité et la valorisation de la profession et garantir une rémunération adéquate.

Comme pour d'autres professionnels de santé où il existe un besoin accru au Luxembourg, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le Ministère de la Santé ont entamé des démarches pour analyser la faisabilité d'offrir un cursus en médecine du travail à l'Université du Luxembourg. Offrir une formation spécialisée au Luxembourg est certainement une possibilité pour lutter contre cette pénurie chronique.

De même, avec l'appui du Ministère de la Santé, le STM est actuellement le seul service agréé au Luxembourg à pouvoir encadrer des jeunes médecins en vue d'accéder à une formation de médecins spécialistes. Le

Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire soutient financièrement cette mesure qui permet d'accroître le nombre de médecins du travail dans ce service.

ad 3) Afin de réduire le temps d'attente, un certain nombre de services de santé au travail ont mis en place une possibilité d'établir une fiche d'aptitude à l'embauche, basée sur un questionnaire, pour les salariés du secteur tertiaire non soumis à un poste à risques. Cette possibilité, instaurée durant le confinement, comme par ailleurs la téléconsultation, ont fait leurs preuves et ont permis aux services de santé au travail de réduire le temps d'attente pour les catégories de postes où un examen s'impose comme par exemple postes à risques, femmes enceintes, reclassements et à la demande de l'employeur ou du salarié. Tous les salariés sont naturellement examinés par un médecin du travail sur demande du salarié, de l'employeur ou après évaluation du questionnaire médical.

De même, le STM a optimisé les procédures pour diminuer le nombre de rendez-vous annulés ou non respectés afin de réduire le temps d'attente. En cas de besoin, le STM oriente les salariés vers une autre antenne du STM pour qu'un examen puisse se faire plus rapidement.

ad 4) et 5) L'article L. 326-1 du Code du travail dispose que toute personne briguant un poste de travail est soumise en vue de l'embauchage à un examen médical effectué par le médecin du travail.

Pour les salariés de nuit visés à l'article L. 326-3, point 4, et pour les postes à risques dont question à l'article L. 326-4 du même code, l'examen doit être fait avant l'embauchage. Pour les autres postes, l'examen doit être fait dans les deux mois de l'embauchage. Au cas où l'examen médical d'embauche a lieu après l'embauchage, le contrat de travail est conclu sous condition résolutoire.

En 2022, l'ITM a effectué 10.072 contrôles en matière de conditions de travail, de sécurité et santé au travail et d'établissements classés. Le montant global des amendes administratives qui ont été infligées cette année s'élève à 10.426.800 euros.

Dans le cadre de ces contrôles, l'ITM a constaté que 570 employeurs n'avaient pas soumis 930 de leurs salariés à un examen médical d'embauche.

À noter qu'en cas de constations d'infractions, l'ITM enjoint en premier lieu l'employeur de mettre fin endéans un délai imparti aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de travail et de sécurité et santé au travail.

Ce n'est qu'en cas de non-respect des injonctions du directeur ou des membres de l'inspectorat du travail endéans le délai imparti, que le directeur de l'ITM est en droit d'infliger à l'employeur une amende administrative conformément à l'article L. 614-13 du même code.

En 2022, 273 des 570 employeurs ont régularisé leur situation et pour 297 employeurs une amende administrative leur a été infligée.

Actuellement, en ce qui concerne les 297 dossiers, pour 229 de ces dossiers l'amende administrative est devenue définitive suite à l'épuisement des voies de recours, 2 dossiers sont en cours de procédure administrative suite à un recours gracieux, 5 dossiers sont pendants devant les juridictions administratives et 61 dossiers peuvent encore faire l'objet d'un recours devant ces mêmes juridictions.

Dès épuisement des voies de recours, ces 61 dossiers précités pourront également être transmis pour recouvrement à l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA.

À noter que dans le cadre des 229 dossiers, 61 amendes ont été infligées uniquement pour des infractions en matière d'examens médicaux d'embauche, alors que pour les 168 autres dossiers les amendes administratives ont été infligées également en raison d'autres infractions.

Le montant des 61 amendes, qui ne concernent qu'uniquement les infractions en matière d'examens médicaux d'embauche, s'élève à 105.500 euros, ce qui représente 1 % du montant total des amendes infligées en 2022.

**Exposition à des substances et produits chimiques au Luxembourg** | Question **8323** (18/09/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Fuerschungsdate vun der Europäescher Ëmweltagence (EEA) weisen, dass d'Bierger an der EU ze ville Chemikalien ausgesat sinn. Ënnert den 3 Länner, wou d'Bierger dee gesondheetsschiedleche Seuil vu Bisphenol A iwwerschratt hunn, ass och Lëtzebuerg. Bisphenol A gëtt normalerweis fir d'Hierstellung vu Plastik genotzt. D'Follge vun enger ze héijer Expositioun vu Bisphenol A kënnen ee geschwächten Immunsystem, Onfruchtbarkeet an Hautirritatioune sinn.

Am Juli d'lescht Joer hat de Luxembourg Institute for Health (LIH) schonn an enger Studie vu Kanner festgestallt, dass all ënnersichtend Kand am Duerchschnëtt 61 cheemesch Verbindungen a sengen Hoer hat. Am meeschte virkomm ass och hei de Bisphenol A.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi reagéiert d'Ministesch op d'Resultater vun der EEA?

2. Wat wäert gemaach ginn, fir d'Expositioun vun de Leit ze reduzéieren?

3. Wat fir Schrëtt hat d'Regierung no de Resultater vum LIH vum Juli 2022 geholl?
Wat si bis ewell ëmgesate Mesuren?
Gesäit ee schonn éischt Resultater?

**Réponse** (25/10/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Virop e puer Informatiounen iwwert déi vum honorabelen Deputéierten ugeschwate Substanz Bisphenol A a Perturbateur endocrinien:

An all de Länner ass d'Expositioun zum Bisphenol A (ee Perturbateur endocrinien) héich. Déi europäesch Agence fir Liewensmëttelsécherheet (EFSA) huet am Abrëll 2023 eng nei TDI (Tolerable Daily Intake) proposéiert an d'Echantillonen aus der Etude vun der Europäescher Ëmweltagence (EEA) leien alleguer dodriwwer. Iwwert eng europawäit Unerkennung vun dëser TDI gëtt aktuell nach diskutéiert. Et muss een awer soen, dass et ganz schwiereg ass, e Grenzwäert fir d'Expositioun vun engem Perturbateur endocrinien festzesetzen.

Et ass esou, dass d'Relatioun tëschent Dosis a Wierkung net ëmmer lineaire ass bei de Perturbateurs endocriniens an d'Latenzperiod tëschent Expositioun an dem Effekt op d'Gesondheet ka laang sinn.

Et kënnt derbäi, dass kleng Kanner a schwanger Fraen (Konzept vu les 1.000 premiers jours, wou d'Période de gestation dobäi gehéiert) speziell vulnerabel sinn, wat d'Expositioun vu Perturbateurs endocriniens ugeet.

Et ass allgemeng schwiereg, fir eng korrekt valabel Limite d'exposition fir eng Substanz festzesetzen, an et muss een och a Betruecht zéien, dass d'Populatioun konstant engem Cocktail vu Substanzen ausgesat ass an dass et dozou wéineg toxikologesch Etudë gëtt.

Et ass also am Allgemenge gewollt, och vun der WHO (Environmental Health Task Force an der EEA), dass cheemesch Substanzen, déi um Marché sinn, solle „save by design" sinn an dass Substanzen, déi potentiell een Impakt op d'Gesondheet kënnen hunn, sënnvoll solle substituéiert/ersat ginn.

Och wann et schwiereg ass konkreet Limitte festzeleeën, ass et wichteg, dës Expositiounen ze iwwerwaachen. Gemäss dem Principe de précaution ass et wënschenswäert, d'Expositioun zu esou Substanzen esou niddereg wéi méiglech ze halen.

ad 2. D'Alimentatioun ass eng vun den Haaptexpositiounsquellen. D'Gesondheetsdirektioun schafft intensiv un engem allgemengen Aktiounsplang zur Ëmweltgesondheet. An deem Kader ass och eng Sensibilisatiounsstrategie ugeduecht, fir d'Populatioun besser ze informéieren, wéi een zum Beispill Substanze wéi de Bisphenol A an senger Ernärung optimal evitéiere kann.

E Fokus soll och op schwanger Fraen a ganz kleng Kanner gesat ginn, fir déi vulnerabelst Populatioun ze schützen. Wärend der Schwangerschaft an an den éischten 2 Liewensjore soll d'Expositioun zu potentiell schiedleche Substanzen esou niddereg wéi méiglech gehale ginn, fir d'Gesondheet vum Kand ze schützen.

Et ass och virgesinn, fir weider Biomonitoring Etuden zu Lëtzebuerg ze maachen, dëst fir nach e besseren Iwwerbléck ze kréien, wéi enge potentiell gesondheetsschiedleche cheemesche Substanzen d'Populatioun ausgesat ass.

ad 3. Et ass wichteg, dass Lëtzebuerg bei den europäesche Projete matmécht, wéi beim HBM4EU, wou déi zitéiert Etude dran abegraff war. Dëst erlaabt eis, en Iwwerbléck iwwert d'Expositioun vun der Populatioun zu verschiddene cheemesche Substanzen ze kréien an eventuell dëst mat anere Länner ze vergläichen.

Lëtzebuerg ass och beim „follow up"-Projet vum HBM4EU an dem PARC-Projet mat derbäi, wou ënnert anerem eng Etude mat 300 Kanner wäert gemaach ginn.

An der Gesondheetsdirektioun ass en onofhängege Service santé environnementale gegrënnt ginn, deen d'Ausschaffen an d'Realisatioun vum éischte Plan national santé environnementale geréiert.

Wat d'Expositioun vun de Kanner an der Schoul an an de Crèchen ugeet, sou sinn zum Beispill 2 Projeten um Lafen:

– eng gesond Loft fir d'Kanner an der Schoul, wou d'Banneloftqualitéit a Schoulgebaier analyséiert gëtt;
– e gesond Ëmfeld fir déi kleng Kanner an der Crèche, wou et dorëms geet, zesumme mat de Professionellen um Terrain Expositiounsquellen ze detektéieren a Léisungen ze proposéieren, wéi een d'Expositioun vun de klenge Kanner ka limitéieren.

D'Resultater vun dësen 2 Projete wäerte genotzt ginn, fir speziell Guiden auszeschaffen, fir déi responsabel Leit ze sensibiliséieren, ze informéieren an ze beroden.

Éischt Resultater leie vir; et schielen sech dobäi Tendenzen eraus. Soubal d'Gesondheetsdirektioun déi éischt Campagne ofgeschloss huet, wäerten dës Resultater dann och der Ëffentlechkeet zougänglech gemaach ginn.

**Caméras pour animaux** | Question **8325** (19/09/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wëldkamerae gi vu Jeeër, awer och zum Deel vu Wëssenschaftler:inne benotzt, fir Informatiounen iwwert d'Wëld ze sammelen. Dës Kamerae si mat engem Beweegungsmelder ausgestatt a ginn duerch Beweegungen ausgeléist. D'Fotoen an d'Videoen, déi vu sou Kameraen opgeholl ginn, ginn op enger Carte-mémoire gespäichert. Verschidde Kameraen erlaben et och, d'Informatiounen direkt op e Computer oder Handy ze iwwerdroen.

Well dës Kamerae virun allem am Bësch opgestallt ginn, kann et virkommen, datt Naturfrënn, Spadséiergänger:innen, Jogger:innen oder och Aarbechter:inne vun der Forstverwaltung vu sou Kamerae gefilmt ginn, ouni datt se sech däers iwwerhaapt bewosst sinn. Deemno stellt sech d'Fro no hiren „droits à l'image".

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Ënnerläit den Asaz vu sou Kameraen dem RGPD?
– Wa jo, mussen dës Kamerae bei der CNPD ugemellt ginn? Wat sinn d'Bestëmmunge fir den Asaz vu sou Kameraen, notamment, wat d'Plaz, wou se opgestallt ginn, an d'Ausriichtung betrëfft?
– Wann nee, ass den Asaz vu sou Kameraen iwwert aner gesetzlech Bestëmmungen, zum Beispill d'Juegdgesetz, reglementéiert a wéi eng sinn dat? Wéi gëtt séchergestallt, datt Persounen net ouni hiert Wësse gefilmt an hir Billerrechter respektéiert ginn?

2. Wat fir eng Méiglechkeeten hu Persounen, déi feststellen, datt se vu sou enger Kamera gefilmt goufen, fir de Proprietaire vun der Kamera ze identifizéieren an ze verlaangen, datt hir Biller geläscht ginn?

3. Sinn d'Ministeren der Meenung, dass dës Kameraen obligatoresch doriwwer misste renseignéieren, wiem se gehéieren, zu wat fir engem Zweck se agesat ginn, an u wien een sech wende kann, wann ee Froen zu hirem Asaz huet?

4. Wéi stinn d'Ministeren zu enger Kenntlechmaachung vun de Plazen, op deenen d'Kameraen hänken, esou wéi et an der Belsch de Fall ass?

**Réponse** (14/11/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Den Zougang zum Bësch gëtt vum 1. Oktober 2023 un duerch dat neit Bëschgesetz vum 23. August 2023 gereegelt. Generell applizéiert sech de Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données („RGPD") an dësem Kontext, soubal d'Kamera esou positionéiert ass, datt Leit, déi sech legal laut dem Bëschgesetz am Bësch ophalen, op den Opnamen ze erkenne sinn.

Wat d'Umelle vun de Kameraen am Bësch bei der CNPD ugeet, gëllt et ze bemierken, datt säit dem Akraafttriede vum RGPD, de System vun de prealabelen Notifikatiounen an Autorisatiounen net méi existéiert. Den neie Regime gesäit vir, datt de Responsabele vum Traitement, also am Prinzipp deejéinegen, deen d'Kamera ophänkt an d'Opname benotzt, d'Konformitéit zum RGPD muss assuréieren a kënne beweisen.

Bezüglech der Plaz an der Ausriichtung vun der Kamera ass de Prinzipp vun der Dateminimiséierung ze respektéieren. Fir datt den Traitement RGPD-konform ass, dierf nëmmen dat gefilmt ginn, wat strikt néideg ass, fir déi gewënschte Finalitéit ze erreechen. Am Kontext vu Wëldkamerae suggeréiert d'CNPD, d'Kamera op Héfthéicht ze installéieren an de Wénkel esou anzestellen, datt haaptsächlech de Buedem viséiert gëtt, dëst fir ze evitéieren, datt Persounen, déi an de Bléckfeld vun der Kamera geroden, ze erkenne sinn. Zousätzlech sollte Wëldkameraen net an direkter Ëmgéigend vun engem Wee, op deem jidderee spadséiere goe kann, installéiert ginn.

Ausserdeem gesäit den RGPD vir, datt all Persounen, déi susceptibel si gefilmt ze ginn, am Viraus iwwer d'Präsenz vun de Kameraen informéiert musse ginn.

Et ass ze erwänen, datt d'CNPD an de Joren 2017 an 2018 een Austausch mat der Naturverwaltung (ANF) zu dësem Theema hat. Am Kader vun der Aféierung vum RGPD huet d'CNPD d'Mataarbechter vun der ANF iwwert d'Prinzippie vum RGPD informéiert a Recommandatiounen zur Benotzung vu Wëldkamerae ginn.

ad 2. Wéi an der Äntwert op déi éischt Fro beschriwwen, muss laut dem Transparenzprinzipp all Persoun, déi susceptibel ass am Bléckfeld vun enger Kamera opzetrieden, am Viraus iwwer dësen Traitement informéiert ginn. Dës Informatiounsflicht kann, zum Beispill, unhand vum Ophänke vun engem Panneau oder engem Piktogramm an direkter Ëmgéigend vun der iwwerwaachter Zon realiséiert ginn a muss e Minimum un Informatiounen enthalen, ënner anerem d'Identitéit an d'Kontaktinformatioune vum Responsabele vum Traitement a fir wat fir eng Finalitéit d'Kamera genotzt gëtt.

Zudeem mussen déi betraffe Persounen iwwert hir Rechter am Bezuch op den Dateschutz informéiert ginn. Dës Informatioun kann sech direkt um Panneau befannen. Et besteet awer och d'Méiglechkeet, op eng méi detailléiert Informatiounsnotiz ze verweisen, déi beispillsweis op engem Internetsite publizéiert ass.

ad 3. Wéi an den Äntwerten op déi zwou éischt Froen erkläert, ass dëst esou vum RGPD virgesinn.

ad 4. Den Ament ass net virgesinn, iwwert déi hei driwwer beschriwwen RGPD-Ufuerderunge mat anere gesetzleche Verflichtungen erauszegoen.

**Importation de pétrole russe** | Question **8326** (19/09/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Als politesch Reaktioun op d'militäresch Invasioun vun der Ukrain duerch Russland, hunn d'EU-Staate wirtschaftlech Bestrofunge géint Russland decidéiert, dorënner een Importverbuet vu Pëtrol.

D'Plattform tagesschau.de bericht, dass trotz den EU-Sanktioune weiderhi russesche Pëtrol op den europäesche Maart gelaangt:

„Zahlen des Statistischen Bundesamts lassen den Schluss zu, dass Deutschland über Indien weiterhin größere Mengen russisches Öl importiert. Die Einfuhren aus Indien haben sich vervielfacht."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a fir Energie dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung ausschléissen oder bestätegen, dass och Lëtzebuerg nach ëmmer russesche Pëtrol importéiert oder indirekt notzt an deemno nach ëmmer russesche Pëtrol am Tank vu Lëtzebuerger Autoe lnt?

2. Wéi d'Plattform weider schreift:

„Nach Untersuchungen des KSE Institute der Kyiv School of Economics wurde russisches Öl in den wichtigsten Exporthäfen des Landes aber zu deutlich höheren Preisen verkauft, zuletzt für mehr als 70 Dollar pro Barrel. Die von den westlichen Staaten erdachte Regelung könne nur funktionieren, ‚wenn Regierungen den Firmen glaubwürdig demonstrieren, dass sie diese auch durchsetzen werden', hatte Benjamin Hilgenstock vom KSE Institute dem ‚Spiegel' gesagt."

Wéi eng Moossname sinn op europäeschem Niveau geplangt, fir d'Sanktioune géint Russland konkreet ëmzesetzen, soudass een d'EU tatsächlech komplett vu russeschem Pëtrol ofschott?

3. Gëtt et op EU-Niveau Iwwerleeungen, fir Handelspartnerlänner wéi Indien, déi russesche Pëtrol un d'EU weiderverkafen, ze sanktionéieren? Wéi steet déi lëtzebuergesch Regierung zu esou Proposen?

**Réponse** (25/10/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. Lëtzebuerg importéiert just Pëtrolsprodukter aus der Belsch, Frankräich, Däitschland an Holland. Deementspriechend kann ausgeschloss ginn, datt op engem direkte Wee russesche Pëtrol op Lëtzebuerg importéiert gëtt.

Indirekt Importer op Lëtzebuerg, wann de russesche Réiueleg an engem Net-EU-Land raffinéiert gëtt an dann als Endprodukt nees an d'EU importéiert gëtt, kënnen awer net ausgeschloss ginn. Dës Importer si laut den EU-Texter net verbueden, well dat raffinéiert Endprodukt net vu russescher Origine ass.

ad 2. De Fokus vum 11. Sanktiounspak, deen den 23. Juni 2023 ugeholl gouf, ass op de Kampf géint d'Ëmgoe vun EU-Sanktiounen ausgeluecht an huet de Sanktiounsregime allgemeng weider ausgebaut; sou ass och zum Beispill an de Sanktiounstexter festgehal, dass Däitschland a Polen ab deem Datum kee russesche Pëtrol méi iwwer „pipelines" importéieren dierfen.

ad 3. D'EU-Sanktiounen applizéieren sech op EU-Territoire. Dës Sanktioune gesi vir, dass et verbueden ass, iwwert d'Mier russesche Pëtrol an d'EU ze importéieren, wann en aus Russland kënnt oder aus Russland exportéiert ginn ass. D'Lëtzebuerger Regierung ënnerstëtzt eng effikass Ëmsetzung vun de Sanktiounen.

**Pénurie d'antibiotiques** | Question **8330** (19/09/2023) de **M. Gilles Baum** | **M. Gusty Graas** (DP)

La pénurie de médicaments préoccupe les systèmes de santé à l'échelle mondiale. La France veut désormais lutter contre la pénurie d'antibiotiques. Il serait question de lier l'obtention d'antibiotiques à la réalisation d'un test rapide d'orientation diagnostique (TROD) en pharmacie. Ce test permet de déterminer s'il s'agit d'une infection bactérienne ou virale. Ce n'est qu'après confirmation d'une infection bactérienne que les patients reçoivent les antibiotiques prescrits. L'objectif est d'une part de réduire la pénurie d'antibiotiques et d'autre part de lutter contre la résistance aux antibiotiques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Combien d'antibiotiques ont été prescrits au Luxembourg au cours des cinq dernières années ?

2) À notre connaissance, des tests rapides d'orientation diagnostique ne sont pas utilisés au Luxembourg en cas de suspicion d'infection bactérienne. Madame la Ministre envisage-t-elle une telle approche pour le Luxembourg ?

3) Madame la Ministre est-elle d'avis qu'il faut sensibiliser les médecins à prescrire de tels tests ?

**Réponse** (17/11/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Il convient de préciser d'abord que le projet français auquel les honorables Députés font allusion concerne uniquement la délivrance d'antibiotiques sans ordonnance médicale par le pharmacien afin de désengorger les services d'urgence. Ainsi, la délivrance d'antibiotiques ne pourra se faire que pour deux types d'infections mineures (angines/pharyngites et infections urinaires) et après test d'orientation rapide positif (TROD) réalisé en pharmacie.

À ce titre, il faut insister sur le fait que la délivrance d'antibiotiques reste soumise à la prescription médicale au Luxembourg.

ad 1) Les données du dernier rapport du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) sur la consommation d'antimicrobiens dans l'UE/EEE (ESAC-Net) fournissent des informations sur les dix dernières années.

En 2021, la consommation totale moyenne (secteurs ambulatoire et hospitalier confondus) d'antibactériens à usage systémique dans l'UE/EEE était de 16,4 DDD pour 1.000 habitants par jour[7], soit le même qu'en 2020. Au Luxembourg, la consommation était de 15,9 DDD pour 1.000 habitants par jour.

Au cours de la période 2012-2021, une diminution significative a été observée pour l'ensemble de l'UE/EEE. Des tendances à la baisse statistiquement significative ont été observées pour 13 pays. La baisse observée pour le Luxembourg est visible en chiffres absolus, mais n'a pas pu être validée statistiquement, en raison d'un changement du processus de traitement des données en 2020.

ad 2) En médecine générale et en pédiatrie, la plupart des antibiotiques sont prescrits pour des infections respiratoires pendant la période hivernale. Or, nous savons qu'environ 80 % des infections sont d'origines virales et ne nécessitent donc pas de prime abord un traitement antibiotique.

Le premier test d'orientation diagnostique (TROD) pour la détection de streptocoques du groupe A (Streptococcus pyogenes) en cas d'angine ou de pharyngite a été recommandé au Luxembourg depuis au moins une douzaine d'années (cf. publication du Conseil scientifique du domaine de la santé en date du 21 juillet 2010, version 2.1 : la laryngite aiguë). Initialement, afin d'en promouvoir son utilisation, le test a été même distribué gratuitement aux médecins par la Direction de la santé.

Par la suite d'autres TROD ont été mis sur le marché, notamment pour le dépistage rapide de certaines infections virales aiguës et chroniques (HIV, HCV, HBV, Covid-19, grippe, ...). Ces tests permettent d'orienter le diagnostic vers une infection virale, et donc d'éviter potentiellement une antibiothérapie (surtout pour Covid-19 et grippe).

Un autre type de tests rapides d'orientation sont des tests qui recherchent des paramètres inflammatoires comme la protéine C-réactive (CRP) ou la procalcitonine (PCT) dans le sang. Une augmentation de ces paramètres est le plus souvent associée à une infection bactérienne, alors que lors d'infections virales ces paramètres ont tendance à rester normaux. De larges études sur l'utilité pratique de ces tests donnent des résultats parfois contradictoires avec cependant une tendance en faveur de leur utilisation.[8]

Finalement, des tests rapides pour prédire la réponse aux antibiotiques sont également en développement et seront probablement utilisés en médecine dans les années à venir.

Il convient enfin de mentionner que l'automatisation et la digitalisation des laboratoires d'analyses médicales avec présence de centres de prélèvements dans presque tous les villages, ou des prélèvements ambulatoires au lieu choisi par le patient, combinées aux nouvelles méthodes de détection des pathogènes, comme la biologie moléculaire et la spectrométrie de masse, permettent actuellement une très forte réduction du temps nécessaire pour obtenir un résultat d'une analyse bactériologique ou virologique. Or, ces nouvelles technologies sont largement disponibles dans les laboratoires d'analyses médicales au Luxembourg. Sauf vrai cas d'urgence médicale, une mise en route retardée d'une antibiothérapie en attendant le résultat de l'analyse de laboratoire constitue une alternative à la prescription immédiate d'un antibiotique.

ad 3) La stratégie de la Direction de la santé pour réduire la consommation excessive des antibiotiques ne se limite pas simplement à recommander l'un ou l'autre test, mais est nettement plus large et peut être consultée sur le site sante.lu dans le document « Plan national antibiotiques 2018-2022 (prolongé jusque 2024) ». Ce plan national associe de multiples actions et mesures d'information et de prévention dans une optique « one health » (donc en associant également la médecine vétérinaire) et met l'accent notamment sur une démarche communément utilisée dans tous les pays, appelée « antibiotic stewardship ». Le plan national s'inscrit dans des programmes similaires par l'Union européenne (ECDC et DG-Santé) ainsi que de l'OMS. Les TROD peuvent évidemment faire partie d'une telle démarche de réduction d'utilisation des antibiotiques.

Par ailleurs, le Conseil scientifique du domaine de la santé a comme mission de tenir à jour ses recommandations thérapeutiques et inclura, si scientifiquement justifié, l'utilisation des TROD dans les prochaines mises à jour concernant les infections les plus fréquentes.

**Indemnités dans le cadre du Covid-19** | Question **8331** (20/09/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Bei der sozialer Ofsécherung vu Patronen – grad och am Hibléck op déi vergaange Covidpandemie – schéngen eng Rei Problemer ze bestoen. Esou ass mir zougedroe ginn, datt e Patron, deen en Horeca-Betrib féiert, an dee krankheetsbedéngt hätt misse fir eng gewëss Zäit zoumaachen, mat engem Berechnungsschlëssel entschiedegt gouf, deen sech op d'Duerchschnëttsgehalt vun deenen zwee Jore virdru bezitt. Well de Patron, covidbedéngt, awer déi zwee entspriechend Jore quasi kee Revenu hat, krut hien am Krankeschäi bal näischt ausbezuelt.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung déi uewe beschriwwe Faite confirméieren?

2. Wa jo, wéi ass et an den Ae vun der Regierung ze veräntwerten, datt e Patron, deen eng gewëssen Zäit am Krankeschäi war, quasi kee Krankegeld kritt, well hie pandemiebedéngt jo déi zwee entspriechend Jore virdru keen Akommes hat?

3. Wéi gedenkt d'Regierung deem Mëssstand entgéintzewierken?

4. Kënnen d'Patronen, déi an deem nämmlechten oder an engem änleche Fall sinn, retroaktiv mat enger finanzieller Ënnerstëtzung rechnen?

**Réponse** (16/11/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **M. Lex Delles,** Ministre des Classes moyennes

ad 1. an 2. D'Berechnung vum Krankegeld vun engem Fräiberuffler gëtt op Basis vum Artikel 12 vum Code vun der sozialer Sécherheet etabléiert, dee Follgendes beseet:

„Pour les non-salariés, l'indemnité pécuniaire est calculée sur la base du revenu professionnel défini aux articles 35 et 36 relatif aux affiliations en cours au moment de la survenance de l'incapacité de travail et respectant les limites définies à l'article 39. Si la période indemnisée est inférieure à un mois, chaque jour est compté uniformément pour un trentième du mois. Toute modification du revenu professionnel implique le recalcul de l'indemnité pécuniaire.

L'indemnité pécuniaire ne peut dépasser le quintuple du salaire social minimum.

L'indemnité pécuniaire accordée aux non-salariés reste suspendue jusqu'à la fin du mois de calendrier au cours duquel se situe le soixante-dix-septième jour d'incapacité de travail pendant une période de référence de dix-huit mois 5) de calendrier successifs. L'indemnité pécuniaire est de nouveau suspendue au début du mois suivant celui pour lequel cette limite n'est plus atteinte."

Falls de betraffene Fräiberuffler bei der Mutualité des employeurs affiliéiert ass, wéi vum Artikel 52 vum Code vun der sozialer Sécherheet viséiert, kann dës d'Ausbezuele vun der finanzieller Entschiedegung während der legaler Konservatiounsperiod assuréieren, esou wéi et laut Artikel L. 121-6 Paragraph 3 Alinea 2 vum Aarbechtsgesetzbuch virgesinn ass. D'Affiliatioun bei der Mutualité des employeurs ass fir e Fräiberuffler fräiwëlleg.

D'Agräife vun der Mutualité des employeurs trëtt dem Artikel 15 vun hire Statuten no, an dee beseet, dass:

„Les personnes exerçant l'activité professionnelle pour leur propre compte sont indemnisées à quatre-vingts pour cent de l'assiette cotisable appliquée au moment de la survenance de l'incapacité de travail. Toute période d'incapacité de travail doit être justifiée par un certificat médical. Si la période indemnisée est inférieure à un mois, chaque jour est compté uniformément pour un trentième du mois. Toute modification de l'assiette cotisable implique le recalcul de l'indemnité pécuniaire.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, l'indemnisation est intégrale pour les périodes d'incapacité de travail correspondant à une mesure de mise en quarantaine ou une mesure de mise en isolement par le directeur de la santé ou son délégué."

ad 3. a 4. De Mëttelstandsministère huet am Kader vum Covid-19 dräi verschidden Aidë[9] bezuelt, fir de

[7] L'indicateur « doses journalières définies (DDD) pour 1.000 habitants par jour » est utilisé comme principal indicateur pour rendre compte de la consommation d'antimicrobiens. Il fournit une estimation approximative de la proportion de la population traitée quotidiennement avec des antimicrobiens. La consommation totale (secteurs ambulatoire et hospitalier) d'antibactériens à usage systémique (groupe ATC J01) exprimée en « DDD pour 1.000 habitants par jour » a été choisie comme principal indicateur de résultat harmonisé par l'ECDC, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et l'Agence européenne des médicaments (EMA).

[8] Clinician-targeted interventions to influence antibiotic prescribing behaviour for acute respiratory infections in primary care: an overview of systematic reviews. SK Tonkin-Crine et al. Cochrane Database Syst Rev 2017, Sep7;9(9).

[9] – Indemnité d'urgence certifiée en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19
– Nouvelle indemnité d'urgence certifiée en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19 (mise en place par le règlement grand-ducal du 6 mai 2020)
– Nouveau régime temporaire d'aide de minimis en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19.

Patronen ze hëllefen, well se déi Zäit net esou vill Revenu erakruten.

Et ass net virgesinn, nach weider Aiden auszebezuelen.

Wann awer elo d'Revenuen, bzw. d'Aidë vum Staat, net vum Fräiberuffler un de CCSS gemellt goufen, oder dës nach net iwwer d'Steierverwaltung konnten un de CCSS iwwermëttelt ginn, well déi nach net disponibel waren (iwwer d'Steiererklärung), esou kann sech déi betraffe Persoun beim CCSS mellen, fir déi Donnéeën ze ginn, fir datt säi Revenu ugepasst gëtt. Bei der Mutualité des employeurs gräift dës awer just, wann d'Persoun och affiliéiert ass, anerefalls kann d'Mutualité keng Leeschtungen ausbezuelen.

**Psychothérapie** | Question **8333** (20/09/2023) de **M. Max Hengel** (CSV)

Zanter dem 1. Februar gi psychotherapeutesch Behandlunge vun der CNS rembourséiert. Allerdéngs ass et schwéier, fir zäitno e Rendez-vous ze kréien, well et un unerkannte Psychotherapeute feelt.

An dem Zesummenhang wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Minister fir Soziales stellen:

1. Wéi vill unerkannte Psychotherapeute gëtt et zu Lëtzebuerg?

2. Wéi vill Persounen hunn zanter dem 1. Januar 2023 eng Demande beim Gesondheetsministère gemaach, fir de Beruff vum Psychotherapeut hei zu Lëtzebuerg kënnen auszeüben?

3. Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis esou eng Demande beäntwert gëtt?

**Réponse** (15/11/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. D'Unzuel vun de Psychotherapeuten, déi e Code prestataire kritt hunn am Kader vun der Krankeversécherung, bezitt sech aktuell op 217. Dovunner hunn 169 Prestatairen am Joer 2023 och ee vun den 3 Akten an der Nomenclature (SP01, SP02 oder SP03) verrechent, fir déi d'Krankeversécherung och schonn e Mémoire d'honoraires iwwer d'Assuréen erakrut.

ad 2. Säit Januar 2023 sinn eng 40 Demandë fir eng nei Autorisation d'exercer fir de Beruff vum Psychotherapeut erakomm.

ad 3. An der Reegel dauert et tëschent 3 Woche bis 3 Méint fir den Traitement vun engem Dossier, jee no senger Komplexitéit. Dësen Delai kann awer variéieren, wa Piècen am Dossier feelen a mussen nogeliwwert ginn. De Gesondheetsministère probéiert, all Demande schnellstméiglech ze traitéieren.

**Incident en marge d'une manifestation d'opposants au régime syrien** | Question **8338** (21/09/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

De 17. September huet RTL a Bezuch op eng Demonstratioun op der Paräisser Plaz dat hei geschriwwen: „Bei enger Demonstratioun vun der syrescher Communautéit géint den aktuelle Regime a Syrien, koum et zu Provokatioune vu Leit ausserhalb der Demo. Déi Provokatioune sinn eskaléiert, wouropshin 2 Persounen op engem Motorrad duerch d'Leit gefuer sinn an dobäi eng eeler Damm liicht verwonnt hunn. Dat huet zu Handgräiflechkeete gefouert, woubäi de presuméierten Täter eng Persoun mat engem Messer verwonnt huet. Déi huet musse medezinnesch behandelt ginn. D'Leit, déi fir d'Provokatioune gesuergt hunn, konnten ermëttelt a protokolléiert ginn."

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. War d'Eskalatioun bei där genannter Demonstratioun op e politeschen Hannergrond zeréckzeféieren a wa jo, wéi een? Wéi eng Nationalitéit haten déi Leit, déi fir d'Eskalatioun verantwortlech waren?

2. A leschter Zäit liest een an der internationaler Press ëmmer rëm, datt et a Länner wéi beispillsweis Däitschland a Schwede verstäerkt zu importéierte Konflikter tëschent Migrante kënnt. Laangfristeg ass e klengt Land wéi Lëtzebuerg heifir natierlech besonnesch ufälleg. Wéi eng Moossnamen hëlt d'Regierung, fir en Zesummestouss vun an hiren Hierkonftslänner politesch verfeinte Gruppe sou fréi wéi méiglech ze ënnerbannen? Wéi wäit gehéiert dozou och de Refus vun engem Openthaltsstatus fir Membere vu bestëmmte politesche Gruppéierungen?

**Réponse** (19/10/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Fir de Moment besteet nach kee konkreeten Hiweis, deen op ee politesch motivéierten Akt hiweist. Ee vun den Auteuren huet déi syresch Nationalitéit. D'Police kann aus prozeduralrechtleche Grënn keng Angab iwwer den zweeten Auteur liwweren.

ad 2. Sou wéi am Immigratiounsgesetz vun 2008 virgesinn, ass ee Refus vum Openthaltsstatus just méiglech, wann déi gesetzlech Krittären dofir erfëllt sinn an no enger individueller Iwwerpréiwung vun der Situatioun vun der concernéierter Persoun.

**Propositions de la Commission européenne relative au permis de conduire** | Question **8339** (21/09/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Am EU-Parlament gëtt aktuell, ënner anerem am Kader vun engem Projet fir eng nei Führerschäinsdirektiv, e Moossnamepak fir méi Verkéierssécherheet diskutéiert, deen ënnert der aktueller Form kéint staark an d'Fräiheets-, d'Eegentums- an d'Selbstbestëmmungsrechter vun allen, awer besonnesch vun deenen eeleren, Automobilisten agräifen. Zu dëse Moossnamen zielen ënner anerem d'Vitesslimitt vun 90 km/h fir Leit, déi de Fürerschäin nei gemaach hunn, en extra Exame fir Autoen iwwer 1.800 Kilo, souwéi eng Reduktioun vun de Periode vun der Erneierung vum Fürerschäin.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

– Wéi steet déi Lëtzebuerger Regierung zu dëse Fuerderungen? Huet si vläicht schonn dozou am Virfeld vun dësen Diskussiounen oder och elo rezent Positioun op europäeschem Niveau geholl?

**Réponse** (23/10/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt sech eng Rei Froen am Zesummenhang mat der neier Führerschäinsdirektiv.

Déi vum honorabelen Deputéierten opgefouerten Ännerunge si keng Ännerungen, déi sech am Dokument befannen, wat aktuell am Conseil verhandelt gëtt. Dës Propositioune si Virschléi, déi d'Madame Karima Delli, Rapportrice am Europaparlament fir d'Führerschäinsdirektiv, gemaach huet, déi awer och an dëser Form nach net an der zoustänneger Kommissioun am Europaparlament verhandelt gi sinn.

Och wa sech dës Froen also aktuell op Conseilsniveau net stellen, esou steet Lëtzebuerg der Aféierung vu Vitesslimitatioune fir nei Chaufferen esou wéi der Aféierung vun enger neier Fürerschäinskategorie bis 1,8 Tonne ganz kritesch géintiwwer. Och eng Verkierzung vun der Gültegkeet vun de Fürerschäiner leent Lëtzebuerg of.

**Audit de l'IGP concernant la réorganisation territoriale de la Police grand-ducale** | Question **8340** (21/09/2023) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

En date du 19 mai 2020, la Chambre des Députés a mené un débat de consultation au sujet des effets de la réorganisation territoriale de la Police grand-ducale depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018. Dans ce cadre, les différents partis politiques ont pu exposer leurs pistes de réflexion, leurs critiques et leurs recommandations. Depuis ce débat, plusieurs projets de lois ont été votés pour renforcer l'effectif et les dispositifs de la Police grand-ducale comme celui relatif à l'utilisation des caméras-piétons ou celui relatif aux fichiers centraux de police. En outre, plusieurs débats au sein de la Chambre ainsi qu'une interpellation du 7 mars 2023 sur les défis de la Police grand-ducale montrent combien la thématique était au cœur de l'actualité politique.

Actuellement, l'Inspection générale de la police (IGP) est en train de procéder à un audit concernant l'impact de cette réorganisation sur le citoyen. Pour ce faire, l'IGP procède à des entrevues avec différents acteurs dont la Police grand-ducale elle-même, le Syvicol et différents responsables communaux.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

– Quand l'IGP a-t-elle été mandatée pour réaliser cet audit ? À quelle date l'audit sera-t-il clôturé et son rapport finalisé ?

– Comment et par qui le contenu de l'audit a-t-il été défini ?

– Dans le cadre de l'audit, quels acteurs ont été interrogés aux différents niveaux (communal, étatique, etc.) ? Le rapport final de l'audit sera-t-il transmis aux acteurs sollicités ? Sera-t-il aussi transmis à la Chambre des Députés ?

– De quelle manière les conclusions et recommandations dudit audit seront-elles communiquées ?

**Réponse** (25/10/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

L'accord de coalition prévoit que l'IGP pourra « étudier la mise en place de la réforme de la police et ses retombées concrètes pour le citoyen ».

Dans ce contexte, l'IGP a été chargée par le ministre en date du 7 mars 2023, sur base de l'article 7 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la police, d'un audit concernant l'impact sur le citoyen de la réorganisation territoriale consacrée par la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale. La remise du projet de rapport avait été fixée pour le 1er octobre 2023.

Eu égard aux nombreux entretiens à mener, au contexte politique lié aux élections communales de juin 2023, à la période des congés estivaux, l'IGP n'était pas en mesure de finaliser le projet de rapport dans le délai imparti. Actuellement, elle est en train de terminer la phase de terrain avec les interviews des divers intervenants. S'en suivra la phase de conclusion, consistant dans l'analyse des informations recueillies et l'établissement d'un projet de rapport d'audit contenant d'éventuels constats et recommandations.

Selon la procédure arrêtée en matière d'audit et en fonction de l'avancement des travaux, ce projet de

rapport pourrait être soumis à la Direction générale de la police prévisiblement pour fin janvier 2024 pour lui permettre d'exprimer ses observations et d'établir son plan d'action. Après cela, le projet de rapport deviendra rapport final. Conformément à l'article 7 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'IGP, le rapport final de l'IGP sera transmis au ministre compétent.

Les sujets à aborder par l'audit ont été définis dans une lettre de mission adressée par le Ministre de la Sécurité intérieure à la direction générale de l'IGP. Les démarches relatives à l'audit ont été préparées par l'IGP et validées par le Ministère de la Sécurité intérieure. Avant le lancement de l'audit, l'IGP avait organisé une réunion d'ouverture avec les membres de la Direction générale de la police en vue de leur exposer les objectifs, les conditions de déroulement et les limites de l'audit mais également de recueillir leurs remarques et suggestions.

L'IGP mène, entre autres, des entretiens avec des membres de la police, du groupe de travail « Réorganisation territoriale » constitué en vue de préparer le travail législatif devant aboutir à la loi sur la police, des chefs et adjoints de commissariats de police établis en milieu rural et urbain, différents bourgmestres et membres des collèges échevinaux ou encore le Syvicol.

Je renvoie au dernier alinéa de la réponse précédente. Le cercle de diffusion du rapport d'audit n'a pas encore été arrêté. Relevons que l'IGP publie sur son site Internet un résumé du résultat de ses missions d'études et d'audits.

**Relations transfrontalières entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française** | Question **8342** (22/09/2023) de **M. Georges Mischo** (CSV)

Les relations transfrontalières entre le Grand-Duché du Luxembourg et la République française se définissent au niveau gouvernemental par l'organisation de réunions plus ou moins régulières de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière.

À côté des entités telle que le « Groupement européen de coopération territoriale » (GECT) Alzette-Belval, le réseau « tonicités » ou « Quatropole » entretiennent des relations régulières au niveau communal, intercommunal et régional.

Depuis quelques mois, le « Pôle métropolitain frontalier (PMF), syndicat mixte regroupant 8 intercommunalités le long des frontières belges, luxembourgeoises et allemandes, entretient des relations avec le syndicat intercommunal ProSud.

Le périmètre du PMF, de ProSud et du GECT Alzette-Belval a été retenu par la DG REGIO de la Commission européenne, afin de se soumettre à une analyse sur la multigouvernance et des stratégies de codéveloppement transfrontalières, menées par l'OCDE.

Le président du PMF est membre de la délégation française lors des réunions de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre à la Grande Région :

– Est-ce que Monsieur le Ministre, dans un souci de cohérence, pourrait intégrer le président du syndicat intercommunal ProSud dans la délégation luxembourgeoise lors des réunions de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière ?

– Me référant à ma question parlementaire n° 5379 et la réponse de votre prédécesseur, serait-il possible d'associer des fonctionnaires des communes et syndicats impliqués dans les groupes de travail préparant les réunions de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière ?

**Réponse** (17/10/2023) de **M. Max Hahn,** Ministre à la Grande Région

La Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière (CIG) et ses groupes de travail sont des enceintes de nature intergouvernementale. Une éventuelle révision du processus de concertation devrait faire l'objet de consultations au sein du prochain Gouvernement luxembourgeois.

**Déviation d'un vol Luxair** | Question **8343** (22/09/2023) de **M. Serge Wilmes** (CSV)

An der Nuecht vum 21. op den 22. September 2023 ass et zu engem ongewéinleche Virfall um Findel komm. Ee Luxair Fluch vu Malaga, deen zu Lëtzebuerg lande sollt, ass nom Usetzen zur Landung kuerzerhand op Léck ëmgeleet ginn. De Grond heivir waren Aarbechten, déi ab Mëtternuecht op der Landebunn vum Findel geplangt waren. Duerch ongënschteg Wiederverhältnisser wier de Fliger vu Malaga réischt ëm 0.04 Auer gelant, also 4 Minutten ze spéit. Obwuel d'Besatzung Drock gemaach huet, wëssend, dass 171 Passagéier, dorënner 4 Puppelcher a vill eeler Persounen u Bord waren, huet d'Flughafeleedung d'Landung refuséiert. Doropshin ass d'Maschinn op Léck ëmgeleet ginn, wou d'Passagéier mat 6 Stonne Retard mat Bussen op Lëtzebuerg bruecht gi sinn.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechte stellen:

– Wat ass d'Begrënnung fir dës Decisioun vun der Flughafeleedung vum Findel?

– Wéi gesäit déi generell Prozedur an esou Fäll aus?

– Wéi ginn déi concernéiert Passagéier entschiedegt?

**Réponse** (23/10/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Op Nofro bei lux-Airport SA an der Luxair kann ech Iech follgend Informatioune liwweren:

Déi deeglech Ouvertureszäite vum Fluchhafe si vu 6.00 bis 23.00 Auer. Den 21. September 2023 hunn Aarbechten un der Pist stattfonnt, déi scho geplangt an ugekënnegt waren. Bedéngt duerch schlecht Wiederkonditiounen an Deeler vun Europa, si verschidde Flich mat Verspéidung gestart, wat dozou gefouert huet, datt déi no 23.00 Auer hu missen um Findel landen.

Dowéinst hunn d'Aarbechten, déi de selwechten Dag fir 23.00 Auer geplangt waren, méi spéit missen ufänken. Dräi Luxair-Fligeren (LG8904, LG3838, LG886) gouf esou erméiglecht, och no 23.00 Auer nach ze landen, an dës Flich hunn net missen ëmgeleet ginn.

Well de Fluch LG662 vu Malaga op Lëtzebuerg awer réischt no Mëtternuecht sollt landen, war seng Ëmleedung leider net ze evitéieren.

Et war deemno keng „Landeverweigerung" wéinst enger Verspéidung vun e puer Minutten, mee wéinst enger Verspéidung vu méi wéi enger Stonn, déi zu der Ëmleedung op de Fluchhafe vu Léck gefouert huet.

Luxair huet awer natierlech no de Passagéier gekuckt an een alternativen Transport bis op Lëtzebuerg organiséiert. De Passagéier hir Rechter sinn duerch d'europäesch Reglementatioun EC 261/2004 ofgedeckt.

**Abrogation de la circulaire L.I.R. n° 46/2 du 23 mars 1998** | Question **8344** (22/09/2023) de **M. Laurent Mosar** | **Mme Martine Hansen** (CSV)

Le 26 juillet 2023, la circulaire L.I.R. n° 46/2 du 23 mars 1998 a été abrogée avec effet immédiat. Cette circulaire avait pour objet la déductibilité au titre de dépenses d'exploitation des cotisations sociales légalement obligatoires d'associés ou d'actionnaires de collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités.

D'après nos informations, le fait d'avoir abrogé cette circulaire a des conséquences non négligeables pour les revenus des associés ou actionnaires de collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités. Avant abrogation de la circulaire en question, certaines collectivités pouvaient passer les paiements des cotisations sociales dues par leurs associés ou actionnaires par un compte de charges et les déduire. Alors que les paiements des cotisations sociales obligatoires doivent dorénavant s'effectuer via des fonds privés des associés ou actionnaires.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Pourquoi la circulaire L.I.R. n° 46/2 du 23 mars 1998 a-t-elle été abrogée ?

– Quelles sont les conséquences de l'abrogation de la circulaire en question ?

– D'après nos informations, il semblerait que l'abrogation de la circulaire en question pourrait avoir des répercussions négatives pour les personnes travaillant sous le statut d'indépendant. Est-ce que Madame la Ministre peut expliquer les répercussions de cette situation pour les personnes travaillant sous le statut d'indépendant ?

– Est-ce que l'abrogation de la circulaire L.I.R. n° 46/2 du 23 mars 1998 a un effet rétroactif ? Dans l'affirmative, sur quelle période ?

**Réponse** (06/11/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

La circulaire du directeur des contributions L.I.R. n° 46/2 du 23 mars 1998 concernant la déductibilité au titre de dépenses d'exploitation des cotisations sociales légalement obligatoires d'associés ou d'actionnaires de collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités a été abrogée du fait notamment qu'elle a coexisté avec la circulaire du directeur des contributions L.I.R. n° 104/1 du 16 juillet 2018 ayant trait à l'évaluation de certains avantages accordés par l'employeur à ses salariés.

Cette abrogation produit ses conséquences par rapport aux cotisations sociales payées par une collectivité pour le compte de l'associé ou actionnaire à partir du 27 juillet 2023.

À relever d'abord que les cotisations sociales légalement obligatoires font l'objet de l'article 110 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) sachant que le numéro 1er dudit article 110 L.I.R. traite des cotisations versées en raison de l'affiliation obligatoire des salariés, tandis que le numéro 2 dudit article 110 L.I.R. traite des cotisations versées en raison de l'affiliation obligatoire des non-salariés. Dans les deux cas de figure, les cotisations sociales légalement obligatoires, rangeant fiscalement parmi les dépenses spéciales au sens de l'article 109 L.I.R., sont déductibles dans le chef de la personne physique qui les a personnellement subies, et ce indépendamment du fait qu'il s'agit d'un salarié ou d'un non-salarié.

Les cotisations personnelles sociales légalement obligatoires à charge des associés ou actionnaires de collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités ayant en principe le caractère de dépenses privées, celles-ci n'interviennent partant pas dans la détermination du bénéfice commercial de la collectivité.

En ce qui concerne les cotisations personnelles sociales légalement obligatoires à charge des associés ou actionnaires de collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités, la démarche et procédure régulière est donc que l'affilié paie lui-même le montant des cotisations sociales dues.

Or, il s'avère que certaines collectivités dérogent aux principes généraux spécifiés ci-dessus en passant les paiements des cotisations sociales dues par leurs associés ou actionnaires par un compte de charges. Il s'agit de situations qui en principe ne devraient pas se présenter.

En effet, dans ce cas de figure, l'affilié ne paie justement pas lui-même les cotisations qui, tout de même, lui sont personnellement réclamées par le Centre commun de la sécurité sociale, mais il procède au règlement de ces dernières par le biais de « sa » société, sachant que cette dernière constitue une entité juridiquement disjointe de la personne de son associé, de sorte qu'ils doivent agir entre eux comme des parties tierces, non liées l'une à l'autre.

Suite à l'abrogation de la circulaire L.I.R. n° 46/2 du 23 mars 1998, il convient dorénavant, en cas d'une telle intervention de la collectivité dans le paiement des cotisations sociales incombant aux associés ou actionnaires, de se référer, outre aux dispositions légales en vigueur, tel notamment l'article 164, alinéa 3 L.I.R., à l'approche retenue, pour ce qui est d'avantages accordés à des actionnaires de sociétés de capitaux, par la circulaire précitée du directeur des contributions L.I.R. n° 104/1 du 16 juillet 2018.

**Coup d'État au Niger** | Question **8345** (25/09/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Le 26 juillet 2023 le Gouvernement démocratique du Niger a été renversé par la junte militaire. Le président Mohamed Bazoum est détenu par les putschistes. Le chef de la garde présidentielle, le général Abdourahamane Tchiani, s'est déclaré chef de l'État.

Je me permets de poser au Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire des questions concernant les projets de l'agence de coopération Lux-Development et les salariés au Niger sachant que le Niger constitue un des pays les plus pauvres au monde, que le Niger est un pays cible de la coopération au développement luxembourgeoise et que les salariés locaux de LuxDev au Niger se trouvent face à des incertitudes graves.

1) Quel est l'état des projets de LuxDev au Niger ? Quels sont les scénarios possibles concernant l'avenir des projets ?

2) Est-ce qu'actuellement les employés locaux de LuxDev continuent de bénéficier de leur salaire ?

3) Si les projets de LuxDev devront s'arrêter, est-ce que les employés locaux bénéficieront de droits à une pension ?

**Réponse** (26/10/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) La coopération bilatérale au Niger, dont font partie les projets et programmes de la Coopération luxembourgeoise mis en œuvre via l'agence LuxDev, est actuellement suspendue. Le soutien à travers les organisations non gouvernementales et les agences et organes multilatéraux tout comme l'aide humanitaire n'ont pas été suspendus. L'avenir des projets bilatéraux, mis en œuvre étroitement avec et à travers des instances étatiques, sera tributaire de l'évolution de la situation à la fois politique et sécuritaire dans ce pays et se fera en concertation avec nos partenaires européens sur place. À ce stade il n'est pas encore possible de se prononcer sur l'évolution précise de la situation.

ad 2) Oui, actuellement les employés de l'agence LuxDev continuent de bénéficier de leur salaire.

ad 3) Le système de retraite au Niger est régi par le décret n° 67 025 du 2 février 1967 portant détermination des règles de gestion du régime des retraites de la Caisse nationale de sécurité sociale. Conformément à ce décret, l'agence LuxDev verse les cotisations au titre des contrats de travail de ses employés locaux trimestriellement à la Caisse nationale de sécurité sociale.

**Policiers recrutés depuis 2020** | Question **8346** (25/09/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Op enger Pressekonferenz huet den Här Minister den 21. September 2023 betount, datt zanter 2020 insgesamt 780 Leit bei der Police agestallt goufen. Fir d'nächst Joer, sou sot den Här Minister, ass virgesinn, 160 weider Persounen ze rekrutéieren an ze formiéieren.

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un den Här Policeminister:

1. Kann den Här Minister déi 780 rekrutéiert Persounen opgliddere no Alter, Ofschlossdiplom, Geschlecht, sportlechem Niveau a linguistesche Kenntnesser, déi iwwer eis dräi Verwaltungssproochen erausginn?

2. Wat de sportlechen Niveau ugeet, deen erfuerderlech ass, fir bei der Police opgeholl ze ginn: Wéi verhält sech deen am Verglach zum sportlechen Niveau, dee fir d'Opnam an d'Arméi verlaangt gëtt?

**Réponse** (20/10/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Bei de genannten Zuele vum honorabelen Deputéierten handelt et sech net ëm d'Rekrutementer, mee ëm d'Augmentatioun vum Effectif, deen d'Police tëscht dem 1. Januar 2020 an dem 1. Juli 2023 erreecht huet. Konkreet heescht dëst, datt op den 1. Juli 2023, wann een d'Departe vun den Neizougäng ofrechent, 781 méi Leit bei der Police schaffen. Dëst ass eng netto Hausse vun 33 % an dräi an engem hallwe Joer. Dëst geet och esou aus dem Communiqué ervir, deen een um Internetsite vun der Regierung kann noliesen: https://gouvernement.lu/fr/gouvernement/koxhenri/actualites.gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Btoutes_actualites%2Bcommuniques%2B2023%2 B09-septembre%2B21-kox-msi.html.

D'Situatioun vum Alter a vum Geschlecht stellt sech follgendermoossen duer bei de Stagiairen, déi hir Ausbildung jeeweils am Mee 2021, 2022 an 2023 op der Policeschoul ugefaangen hunn:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Wat de schouleschen Niveau betrëfft, gëtt iwwerpréift, ob d'Kandidaten den néidegen Diplom hunn, fir kënnen am jeeweilegen Traitementsgrupp ugestallt ze ginn. Dëst ass eng Troisième fir den C1 an eng Première fir de B1. Eng Differenz tëscht deenen eenzelen Diplomer (Secondaire, Secondaire technique, DAEU ...) gëtt iwwerdeems net gemaach, an och de Fait, ob d'Kandidate weiderféierend Studien ofgeschloss hunn, gëtt net erfaasst.

Sproochlech Kenntnisser, déi iwwer déi dräi Verwaltungssproochen erausginn, gi weeder getest, nach systematesch erfaasst.

ad 2. Wat de sportlechen Niveau ugeet, muss all zukünftege Polizist de Sportstest packen, deen am modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 29. Juli 2020 festgehalen ass. Männlech Kandidaten hu fir dee Parcours 1 Minutt an 10 Sekonnen Zäit, iwwerdeems et bei de Fraen 1 Minutt an 20 Sekonne sinn. Andeems dëse Parcours speziell op Situatiounen ausgeriicht gouf, déi sech an änlecher Form kënnen am Alldag vun engem Polizist erëmfannen, kann iwwerdeems keen direkte Verglach mam Sportstest vun der Arméi gemaach ginn.

**Rites funéraires des différents cultes** | Question **8347** (25/09/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Eng Rei vu Reliounsgemeinschaften hei am Land hu Problemer domat, fir hir Verstuerwe kënnen op engem Kierfecht ze begruewen, dee konform zu den Exigenze vun hirem Glawen ass. Dëst schéngt besonnesch bei de jiddeschen a muslimesche Communautéiten de Fall ze sinn, awer och z. B. bei de Bahá'í. Och bei de Begriefnisrite selwer kann et Problemer ginn, well d'Hygiènesbestëmmunge verschidde Gesten net zouloossen.

Dowéinst wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Reliounsgemeinschafte froen am Ablack, fir Parzellen ze kréien, op deene si hir Verstuerwe kéinte konform zu hire Glawensbestëmmunge begruewen? Wéi eng Kierfechter gëtt et scho fir déi Communautéiten a wat wëll d'Regierung maachen, fir datt genuch Parzelle fir si zur Verfügung gestallt ginn? Ass si an där Fro am Dialog mat de Gemengen? Envisagéiert d'Regierung, datt fir déi gréisser Communautéite regional Léisunge kéinte fonnt ginn?

2. Verschidde Reliounen hu speziell Riten, eréi z. B. wat d'Delaie vum Begriefnis ugeet oder, datt dee verstuerwene Mënsch muss gewäsch ginn, wat awer no de Bestëmmungen hei am Land net ëmmer geet. Wéi eng Problemer stelle sech konkreet an deem Kontext a wat envisagéiert d'Regierung ze maachen, fir Léisungen ze fannen?

**Réponse** (26/10/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Cultes | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Et gëtt am Ablack keng offiziell Ufro vun enger Reliounsgemeinschaft, fir eng Parzell ze kréien, op där d'Reliounsgemeinschaft kann hir Verstuerwe konform zu hire Glawensbestëmmunge begruewen. De Kultusminister huet reegelméisseg Echangë mat de verschiddene Reliounsgemeinschaften, déi vun der Problematik betraff sinn, fir si mat anzebannen. Déi lescht Reunioun war de 24. Oktober 2023.

Op där anerer Säit gouf et och Echangen tëschent de Vertrieder vum Staat an dem Syvicol.

Dowéinst huet d'Regierung schonn en techneschen Aarbechtsgrupp um Niveau vun de Ministèren aberuff, deen als Missioun kritt hat, fir all d'Bestëmmungen (um Niveau vum Staat), déi mat der Bestattung ze dinn hunn, inklusiv wat den Amenagement vun de Kierfechter ugeet, op de Leescht ze huelen.

Dat betrëfft zemools d'sanitär Mesuren, mee och Froe vu Geologie, Hydrologie, Naturschutz an déi kulturell respektiv kultuell Aspekter, déi alleguer zesummenhänken an och ee vun deem aneren ofhänken.

Säit dem Gesetz vum 1. August 1972 leien d'Kierfechter an der Kompetenz vun de Gemengen a sinn esou, wéi all aneren ëffentleche Service, neutral.

D'Neutralitéit vun engem Kierfecht verhënnert net, datt d'Bierger, wa se dat wëllen, sech no hiren eegene reliéise Convictioune kënne begruewe loossen.

Fir dat adequat kënnen ze garantéieren, strieft d'Regierung eng holistesch Approche un a viséiert, op där enger Säit, de Gemenge respektiv de Gemengesyndikater e Katalog u moderniséierten techneschen a sanitäre Standarden a Prozeduren ze proposéieren, déi eng modern Gestioun vun engem Kierfecht duerch d'Gemenge kënne garantéieren, an op där anerer Säit, et de Bierger ze erméiglechen, hir reliéis Bestattungsriten am neutrale Kader vun engem Kierfecht kënnen ze vollzéien.

An dësem Kontext schafft d'Regierung och u regionale Léisungen, déi den Doleancë vu verschiddene Reliounsgemeinschafte Rechnung droen.

Des Weidere gëtt vun dësen Aarbechte profitéiert, fir d'Demarchen, déi d'Familljе mussen/kënnen nom Doud vun engem Familljemember maachen, ze vereinfachen.

**Conflit d'intérêts potentiel au LNS** | Question **8348** (26/09/2023) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

D'Madamm Evelin Schröck ass zanter dem 1. Dezember 2019 Präsidentin vum Verwaltungsrot vum Laboratoire national de santé (LNS). An der Funktioun ass si och fir de Geneetikdepartement vum LNS, den National Center of Genetics (NCG), responsabel.

Am Handelsregëster vum Amtsgeriicht Dresden ass d'Madamm Schröck als 1 vun 3 Gerantë vun der Firma „GePaDo – Softwarelösungen für Genetik – GmbH" opgefouert. Dës Informatioun ass och op der Internetsäit vun der Entreprise ze fannen. D'Firma GePaDo ass op d'Entwécklung an d'Vermaartung vu Praxis- a Laborinformatiounssystemer z. B. fir Geneetik a Pathologie spezialiséiert.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Ass der Regierung bekannt, datt d'Präsidentin vum LNS-Verwaltungsrot, d'Madamm Evelin Schröck, Geschäftsführerin vun der däitscher Firma „GePaDo – Softwarelösungen für Genetik – GmbH" ass?
– Wa jo, féiert dës Duebelfunktioun net zu Interessekonflikter?

2. Schafft de Laboratoire national de santé respektiv den National Center of Genetics mat Software vun der Firma GePaDo?
– Wa jo, ëm wat fir Programmer handelt et sech?
– War dës Software Géigestand vun enger offizieller Ausschreiwung?
– Wat huet déi Software kascht?

3. Lafen am Moment nach weider Ausschreiwunge fir spezifesch Software?

**Réponse** (17/11/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. D'Presidentin vum LNS-Verwaltungsrot ass haaptberufflech Direktesch vun engem groussen akadeemeschen Institut vun Humangeneetik op enger Universitéit an Däitschland. Donieft war si effektiv bedeelegt un der Grënnung vun enger Spin-off-Gesellschaft, déi Software fir Geneetik entwéckelt. D'Presidentin hat dëst an aller Transparenz dem Verwaltungsrot deklaréiert.

ad 2. Den LNS benotzt eng ganz Rei verschidde spezialiséiert Software-Léisungen, fir seng Missiounen an de verschiddene medezinneschen Departementer esouwéi an der Administratioun ze erfëllen.

Am Joer 2021 huet den LNS eng Demoversioun vun der GEPADO-Software kaaft fir 17.000 Euro. D'Zil war deemools, d'Fäegkeete vun dëser Software am diagnostesche Betrib vum Lëtzebuerger Geneetikzentrum ze evaluéieren. Bis haut ass awer nach keng definitiv Decisioun gefall, an et gouf nach keng Software a Routineproduktioun geholl.

Am Fréijoer 2023 huet dunn den LNS decidéiert, eng definitiv Software-Léisung fir déi geneetesch Berodung ze sichen. Dobäi huet den LNS mat enger Consultance-Firma zu Lëtzebuerg zesummegeschafft, fir de komplexe Selektiouns- an Evaluatiounsprozess ze ënnerstëtzen.

Als Éischt gouf eng Lëscht vu Bedierfnesser, Ufuerderungen an Evaluatiounscritèren entwéckelt an déi potentiell Ubidder identifizéiert.

No enger éischter Iwwerpréiwung vun de Léisunge mat de verschiddene Fournisseuren, gouf d'Decisioun geholl, fir eng Ausschreiwung mat op d'mannst dräi Offeren opzemaachen. Den deemolegen Informatiounen no ass sech erwaart ginn, dass déi dräi Offeren ënnert dem Seuil vun engem Marché public géife bleiwen.

Den LNS huet dunn och dräi Offeren erakritt. Déi grëndlech Evaluatioun vun de medezinneschen, techneschen a finanziellen Aspekter huet zu engem Ranking vun de verschiddene Léisunge gefouert, woubäi d'GEPADO-Software sech als éischt placéiert huet. Dës Offer war och ënnert dem Seuil vum Marché public, mee wann een d'Offer vun 2023 zesumme mat dem Kaf vun 2021 an de Maintenancekäschten zesummenzielt, gouf de Seuil depasséiert. Aus dësem Gronn ass den LNS am Moment amgaangen, eng ëffentlech Ausschreiwung fir eng „genetic counseling"-Software ze preparéieren, déi nach virun Enn des Joers publizéiert soll ginn.

ad 3. An den nächsten zwee Joer si viraussiichtlech nach ëffentlech Ausschreiwunge fir ee Laboratory Information Management System (LIMS) an een Enterprise Resource Planning (ERP) System geplangt.

**Subside qualité+ pour les associations sportives** | Question **8349** (26/09/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Juli 2023 hat ech dem Minister e puer Froen zum Subside de qualité+ an dem Règlement grand-ducal vum 23. Dezember 2016 gestallt (Fro N° 8152).

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Wéi eng kleng Upassunge goufen um Programm geholl, wëssend, datt am Règlement grand-ducal vum 23. Dezember 2016 keng Ännerunge gemaach goufen an datt d'Demanden all Joer gläichzäiteg sollen agereecht ginn, an dat net méi spéit wéi den Termin vum 30. September?

2. An der Äntwert op d'Fro, wou den Delai vum 1. Januar festgehalen ass, huet de Minister gesot: „An Zesummenaarbecht mat der ENEPS, hu mir dofir den Datum vum 1. Januar 2024 an der Circulaire fixéiert fir ze garantéieren, datt d'Veräiner d'Homologatioun den 1. Mäerz hunn." Ass de Minister net der Meenung, dass dat eng Insécurité juridique kéint duerstellen? Op wéi enger reglementarescher Basis gi „verspéiten" Ufroen an deem Sënn refuséiert? Huet de Minister wëlles, den Datum vum 1. Januar an dem Reglement festzehalen?

3. De Minister huet a sengen Äntwerten och erkläert, dass d'ENEPS mat villen Ufroe konfrontéiert ass. Wat fir Schrëtt wäerten an Zukunft geholl gi fir sécherzestellen, dass d'ENEPS all d'Ufroe bis den 1. Mäerz traitéiert huet?

4. Ass de Minister der Meenung, dass d'Reglement vun 2016 an d'Reglement vum 1. Juli 2021 kohärent sinn?

5. Stëmmt et, datt zënter Kuerzem Traineren, déi zum Beispill am Volleyball een EQ5-Klassement hunn, och automatesch d'Konditioune fir en EQ5-Klassement an engem Fussballveräin erfëllen? Ass dëst am Aklang mam Reglement iwwert d'Formatioun an d'Weiderbildung vun den techneschen an administrative Responsabele vun de Sportsveräiner?

6. An hirem Programm vun 2018 huet sech d'Regierung follgendermoosse geäussert: „Le relèvement de la qualité de l'encadrement à travers l'octroi du subside ‚qualité+' s'opérera en cohérence avec les nouveaux règlements grand-ducaux sur la structuration des formations des entraîneurs dans l'intérêt des fédérations et sociétés sportives."
Wat ass an deem Sënn konkreet un de groussherzogleche Reglementer gemaach ginn?

**Réponse** (17/11/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

ad 1. Et goufe kleng Upassungen technescher respektiv informatescher Natur gemaach. Reglementaire Upassunge goufen net gemaach.

D'Demandë mussen och net all gläichzäiteg agereecht ginn. D'Federatiounen haten 2023 vum 6. Juni 2023 un, deen Dag wou d'Circulaire verschéckt ginn ass, bis den 30. September 2023 Zäit.

ad 2. D'Homologatiounsdemande vun engem Trainerschäin ass eng Prozedur, déi onofhängeg vun der Demande fir de Subsid Qualité+ muss gemaach ginn, wann een een Trainer beschäftegt, deen säin Trainerschäin net hei zu Lëtzebuerg gemaach huet. Aus deem Grond ass et net néideg, den 1. Januar als Delai an dem Reglement festzehalen. Juristesch ass a bleift den 1. Mäerz de Stéchdatum.

Den INAPS brauch eng gewëssen Zäit, fir dës Demanden ze analyséieren, ier eng administrativ Decisioun ka geholl ginn. An deem Sënn war an ass et mir als Minister wichteg, ee räsonabelen Datum an d'Circulaire dranzeschreiwen, wou ech ka garantéieren, nach kënnen eng administrativ Decisioun virum Delai vum 1. Mäerz ze huelen.

A besoter Circulaire hunn ech och probéiert, d'Veräiner ze sensibiliséieren, dass d'Trainer hir Homologatiounen direkt am Ufank vun der Saison ufroen – also an deene meeschte Fäll 16 Méint viru besotem Delai vum 1. Januar. Dëst virun allem, fir d'Sportsveräiner viru béisen Iwwerraschungen ze schütze bezüglech dem Formatiounsniveau vum Trainer, dee vläicht net deem entsprécht, wat de Veräin sech virstellt. Ausserdeem hu mir et an der Vergaangenheet méi wéi eng Kéier erlieft, dass een Trainer dem Veräin säin Homologatiounsdokument net méi wollt aushännegen, wann de Kontrakt no der Saison net méi erneiert ginn ass.

ad 3. An der Fiche financière vum neien INAPS Gesetz ass eng Persoun virgesinn, déi sech prioritär ëm d'Homologatioune wäert këmmeren. Dës Persoun ass allerdéngs nach net agestallt ginn. Trotzdeem declenchéiert eng Homologatiounsdemande ëmmer ee Prozess, vun der Etude vum Dossier, vum Schäin, vun den Inhalter, vum Volume vun der Formatioun, vun engem Verglach mat de Lëtzebuerger Schäiner, mat deenen d'Formatioun ka gläichgestallt ginn. Le cas échéant gëtt eng sportaartspezifesch Programmkommissioun consultéiert, iert dann d'Homologatiounskommissioun dem Minister een Avis proposéiert, deen dann déi final Decisioun mat enger administrativer Decisioun aktéiert.

Mir hoffen, d'Delaien zukünfteg erofzesetzen, mee grad zu gewësse Stousszäite kréie mir et net garantéiert, dass d'Waardezäite bedeitend wäerten erofgoen.

An deem Sënn hoffe mir, wéi an der Fro 2 detailléiert beschriwwen, duerch Sensibiliséierung an Informatioun vun de Veräiner, d'Stousszäiten ze verréngeren, fir dass si déi am Prinzipp 18 Méint virum 1. Mäerz notzen, fir fréizäiteg eng Homologatioun unzefroen.

ad 4. D'Zilsetzunge vu béide Reglementer si kohärent an deem Sënn, dass béid Reglementer doropper hinzilen, dass d'Qualitéit vun den Traineren an hirer Aarbecht um Terrain verbessert gëtt. Op där anerer Säit stellt de Règlement grand-ducal vum 20. Mee 2021 eng grouss Reform an der Ausbildung vun den techneschen an administrative Kaderen duer, sou dass et virun allem an der Nomenclature Ënnerscheeder a béiden Texter gëtt.

Dës Ënnerscheeder hunn awer keen Impakt op d'Praxis, well via d'Circulaire erkläert gëtt, wéi déi nei Breveten a Brevet-d'Étaten am Kader vun der Berechnung vum Subsid Qualité+ unerkannt ginn.

ad 5. Am Kader vun enger Demande fir de Subsid Qualité+ gëtt effektiv keen Ënnerscheed tëscht de Sportaarten an der Spezialisatioun gemaach, wann et drëms geet, fir Schäiner unzeerkennen. Effektiv geet et an der Kohärenz zum RGD vum 23. Dezember 2016, dem RGD vum 20. Mee 2021 an dem Rahmenkonzept LTAD–Lëtzebuerg lieft Sport am jonken Alter an de Veräiner net dorëms, d'Kanner ze fréi an enger Sportaart ze spezialiséieren, mee breetgefächert hir physesch, motoresch a sportlech Kompetenzen an engem holisteschen Usaz ze förderen an ze entwéckelen. Entspriechend ass dës Praxis am Aklang mam Reglement iwwert d'Formatiounen an d'Weiderbildung vun den techneschen an administrative Kadere vun de Sportveräiner.

ad 6. An enger Analys vum Conseil supérieur des sports vum aktuelle Reglement vum Qualité+ ass erauskomm, dass de RGD qualité+ enger déifgräifender Reform misst ënnerzu ginn.

Dës Reform misst villméi wäit goe wéi dat, wat am Koalitiounsaccord vun 2018 virgesi war. Entspriechend hu mir dovunner ofgesinn, den aktuellen Text marginal unzepassen, mee et gëtt un enger wäitgräifender Reform vum RGD fir d'Subside fir d'Sportsveräiner geschafft.

**Sauvetage d'animaux** | Question **8351** (27/09/2023) de **M. Claude Lamberty** (DP)

De Veräin „Sichhënn.lu" gouf 2017 gegrënnt an hëlleft säitdeem Privatleit, vermëssten Déieren ze sichen an ze sécheren. Iwwert d'Joren ass de Veräin awer och schonn éfters vun Autoritéiten aus Lëtzebuerg, der Belsch an aus Frankräich kontaktéiert ginn, fir si beim „mantrailing", also bei der Sich no vermësste Persounen, ze ënnerstëtzen. Och Asyller, den 113 an aner Servicer vun der Police hu schonn op d'Hëllef vum Veräin zeréckgegraff.

D'Nofro no den Déngschter vun de Sichhënn, déi sech aktuell duerch Spende finanzéieren, ass an de leschte Joren ëmmer weider geklommen. Fir gutt Hëllef kënnen ze leeschten an hir Existenz ze sécheren, sinn dës Veräiner op Lokalitéiten an e gudde Materialbestand ugewisen.

An deem Kader wëll ech der Madamm Inneministesch, dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung an dem Här Policeminister folgend Froe stellen:

– Wie këmmert sech ëm d'Déiererettung, wann en Noutruff erakënnt, bei deem och Déiere betraff sinn?

– Wat passéiert mat dësen Déieren?

– Huet de Staat Uspriechpartner, déi direkt mat kontaktéiert ginn, wann en Déier aus engem accidentéierten Auto verletzt oder fortgelaf ass?

– Wie sinn si?

– Wéi vill Asätz haten dës Ekippen iwwer déi lescht 10 Joer?

– Wéi oft sinn d'„Sichhënn.lu" säit hirer Grënnung vun offiziellen Autoritéite wéi Police oder dem CGDIS scho fir Hëllef kontaktéiert ginn?

– Wéi vill Associatiounen a Veräiner sinn offiziell Partner, déi vum Staat an esou Fäll fir Hëllef ugefrot ginn?

– Kréien dës Veräiner finanziell a logistesch Hëllef vum Staat oder de Gemengen?

– Falls nee, wisou net?

**Réponse** (09/11/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Den honorabelen Deputéierten informéiert sech iwwert d'Déiererettung hei zu Lëtzebuerg an iwwert d'Roll vun der ASBL „Sichhënn.lu" an dësem Kontext.

Am Fall, wou d'Police een Noutruff erakritt, bei deem och Déiere betraff sinn, maachen d'Beamten déi éischt Feststellungen op der Plaz an handele jee no Situatioun. D'Missioune vun der Police variéiere jee no Fall, ob d'Déier entweeder fortgelaf ass oder blessiert oder dout opfonnt ginn ass.

Et ass och ganz punktuell virkomm, dass d'Police engem Bierger, deen am Kontext vu fortgelafenen Hënn no Hëllef gefrot huet, d'ASBL „Sichhënn.lu" als Kontakt uginn huet.

D'Sich no vermëssten Déieren ass keng Missioun vum CGDIS, an dofir huet hien déi genannten ASBL och nach net ëm Hëllef gefrot. De CGDIS intervenéiert bei der technescher Rettung vun Haus- an Notzdéieren, déi an enger Noutlag sinn, aus där se selwer net méi erauskommen (z. B. e Päerd, dat an eng Fosse gefall ass). An dëse Fäll kënnt gemengerhand de Groupe de sauvetage animalier zum Asaz. Am Joer 2022 gouf et 23 Asätz wéinst Déiererettung beim CGDIS.

Am spezifesche Fall, deen den Deputéierten uschwätzt, wou en Déier aus engem accidentéierten Auto gerett muss ginn oder fortgelaf ass, huet de Staat verschidden Uspriechpartner, ënner anerem d'Administration des ponts et chaussées, d'Gemengeservicer, d'Naturverwaltung, Veterinären oder déi betraffe Proprietären.

Bei Bedarf gëtt och an esou engem Fall e Veterinär vum Groupe de sauvetage animalier vum CGDIS op d'Asazplaz geruff.

En Déier, wat gebuerge gouf an nach lieft, gëtt entweeder dem „Wëlldéier Drop-off" iwwergi respektiv dem Proprietär, engem Déierenasyl oder dem „Centre de soins pour la faune sauvage".

**Location d'un appartement au Trump World Tower à New York par l'État luxembourgeois** | Question **8352** (28/09/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Leschte Mount hunn ech de Minister zur Ënnerbréngung vum Ambassadeur zu New York befrot. De Bausseminister huet erkläert, dass den Ambassadeur a permanente Vertrieder am Trump World Tower wunnt, esoulaang d'Gebailechkeete vu Lëtzebuerg renovéiert ginn.

De Minister seet dann a senger Äntwert:

„Anescht eméi den ‚Trump Tower' op der Fënnefter Avenue, ass den Donald Trump net Proprietaire vun dësem Gebai."

Wann een awer um Site vum Trump World Tower no den Appartementer kuckt, gesäit een, dass hei „Trump International Realty" als Immosagence zoustänneg ze si schéngt. D'Jonge vum Donald Trump, den Donald Trump Jr. an den Eric Trump sinn „Executive Vice Presidents" vun der Firma, een Executive President schéngt et net ze ginn. De Copyright vun der Websäit vum „Trump World Tower" gehéiert dann och der Trump Organization.

Reuters huet dann och 2019 Follgendes bericht:

„[...] Trump does earn income through the Trump Corporation, a Trump-owned company that manages Trump World Tower and draws its income from fees paid by unit owners, according to the building's financial records.

In 2017, the president earned more than $ 15 million in management and related fees through the properties managed by the Trump Corporation, according to the president's financial disclosure. The document did not reveal how much of that sum came from Trump World Tower."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Kann de Ministère ausschléissen, dass hei Gelder vum Lëtzebuerger Staat un eng Firma gefloss sinn, déi ganz oder zum Deel dem Donald Trump gehéiert?

2. Huet de Staat dës Wunneng duerch Trump International Realty gelount? Wa jo, wat waren d'Kommissiounskäschten?

3. Irak, Kuwait, Malaysien, Saudi-Arabien a Russland loune respektiv besëtzen Appartementer am Trump World Tower. Wéi ass séchergestallt, dass d'Appartementer, déi vu Lëtzebuerg gelount ginn, sécher si viru Cyberkriminalitéit oder soss Spionage?

4. Ass de Minister der Meenung, dass et moralesch ze vertrieden ass, dass am Trump World Tower eng Wunneng gelount gouf?

5. Wat fir een Afloss op d'Aschätzung huet an deem Kader d'Urteel vum Letitia James, New York State's attorney general, géint den Donald Trump? https://www.nytimes.com/2023/09/27/nyregion/trump-fraud-trial-ny-ruling.html

6. Ass de Minister der Meenung, dass d'Loune vum Appartement am Trump World Tower een diplomatesche Faux pas duerstellt?

7. Wéi stellt de Minister sécher, datt an Zukunft Äntwerten op parlamentaresch Froen déi ganz Wourecht ofbilden?

**Réponse** (26/10/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

D'Appartement, an deem den Ambassadeur a permanente Vertrieder vu Lëtzebuerg bei de Vereenten Natiounen zu New York mat senger Famill wärend der Renovatioun vun der Residenz vun der Lëtzebuerger permanenter Vertriedung wunnt, ass am Juli 2021 vermëttelt ginn iwwert d'Immobilienagence „Compass". Et si keng Kommissiounskäschte fir de Lëtzebuerger Staat ugefall, well dës Käschten direkt vum Proprietaire vun der Wunneng iwwerholl gi sinn.

D'Wunneng lount de Lëtzebuerger Staat vun engem Affekot a privaten Investisseur, dem Warren A. Estis, dee selwer, bis zu sengem Verscheeden am Abrëll

2022, am Trump World Tower gewunnt huet. Zënterhier ginn de Loyer an d'Chargë fir d'Wunneng iwwert eng Société de gestion immobilière, Akam, un d'Entitéit „Estis Investor Condo Portfolio" bezuelt.

Déi eenzeg Käschten, déi un eng Firma iwwerwise gi sinn, déi dem Donald Trump gehéiert, sinn administrativ Käschten an Héicht vu 1.500 Dollar, well déi Firma zoustänneg ass fir d'Gestioun vum Trump World Tower. Déi Käschte sinn am Juli 2021 bezuelt ginn.

Wat d'Sécherheet ugeet, esou ass ze bemierken, dass d'Equipementer, déi d'Diplomaten am Kader vun hirer Aarbecht gebrauchen, adäquat geséchert sinn.

D'Urteel vum 26. September 2023 am Prozess vum Staat New York géint den Här Trump huet keen Afloss op eis Aschätzung.

Ech wëll ofschléissend dorop hiweisen, dass ech op all parlamentaresch Fro äntweren op Basis vun alle Fakten, vun deenen de Ministère Kenntnis huet.

**Examen du permis de conduire** | Question **8353** (28/09/2023) de **M. Marc Lies** (CSV)

No engem net bestanene Führerschäinsexame kann et zu Interpretatiounsdivergenze bei de Grënn kommen, déi um „bulletin d'examen pratique" vum Examinateur vun der „Société nationale de la circulation automobile" (SNCA) ugekräizt respektiv opgeschriwwe gi sinn. Een Diskussiounspunkt kann hei de Reproche vun enger „intervention de secours de l'instructeur" sinn, déi direkt zum Echec féiert: Heifir ginn 20 vu 60 Punkten ofgezunn, a fir den Examen ze packen, muss ee mindestens 45 vu 60 Punkten hunn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte riichten:

– Kann den Här Minister mech driwwer informéieren, wéi eng „intervention de secours de l'instructeur" am Führerschäinsexamen definéiert gëtt?

– Wéi eng Recoursméiglechkeeten huet e Kandidat, fir den Echec vun engem prakteschen Examen ze contestéieren?

– Wéi eng Recoursméiglechkeeten huet e Fahrlehrer, fir de Virworf vun enger „intervention de secours de l'instructeur" ze contestéieren?

**Réponse** (23/10/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt sech eng Rei Froen am Zesummenhang mam praktesche Führerschäinsexamen.

Eng sougenannten „intervention de secours" ass eng Handlung vum Fahrlehrer wärend engem Führerschäinsexamen, egal ob proaktiv oder reaktiv, déi néideg ass, fir e schwéiere Feeler oder eng onmëttelbar Gefor op der Strooss ze vermeiden. De Fahrlehrer kann entweeder direkt agräifen, z. B. bremsen oder an d'Steierrad gräifen oder och verbal agräifen. Dëst kann eng Interventioun sinn, fir eng Kollisioun mat anere Stroossennotzer oder awer och Obstakelen ze vermeiden, den Trottoir ze beréieren, den Netrespekt vun engem Verkéiersschëld (enger Virfaart zum Beispill) ze vermeiden oder een anert geféierlecht Verhalen ze ënnerbannen. D'Haaptzil vun esou enger Interventioun ass et, fir d'Sécherheet vun alle Bedeelegten ze garantéieren.

Wann e Kandidat oder Fahrlehrer eng Decisioun, déi wärend dem Exame geholl gouf, contestéiere wëll, da kann hien eng schrëftlech Reklamatioun bei der SNCA maachen. De Chef vum Departement Führerschäin an de Chef d'équipe vun den Examinateuren analyséieren dann zesummen dëse Fall. Opgrond vun dëser Analys gëtt dann eng schrëftlech Äntwert un de Kandidat oder Fahrlehrer gemaach, an där eng detailléiert Erklärung iwwert den Oflaf vum Examen an de contestéierte Punkte steet. Sollt sech am Kader vun dëser Analys erausstellen, dass den Examinateur e Feeler gemaach huet, gëtt dann natierlech den Examen annuléiert an de Kandidat kann den Exame mat engem aneren Examinateur nach emol nei maachen.

**Locaux de l'Administration des ponts et chaussées à Clervaux** | Question **8354** (28/09/2023) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

De schlechten Zoustand vun de Gebailechkeete vun der Stroossebauverwaltung zu Clierf ass säit Jore bekannt. Zousätzlech ass mir och zougedroe ginn, datt déi bestoend Capacitéiten net méi duerginn, fir all déi betraffe Servicer ënnert een Dag ze bréngen.

An deem Zesummenhang wëll ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Ass ee passenden Terrain fonnt ginn, fir d'Gebailechkeete vun der Stroossebauverwaltung ze erweidere respektiv auszebauen?

2. Wat ass de leschte Stand vum Projet?

3. Ass en Zäitfënster fir dëse Projet definéiert?

**Réponse** (23/10/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Am Moment ass nach kee gëeegenten Terrain fir de Bau vun neie Gebailechkeete fir d'Stroossebauverwaltung am Raum Clierf fonnt ginn.

ad 2. Dat neit Zentralgebai vun de verschiddene Brigade vun der Stroossebauverwaltung zu Clierf soll net nëmmen de Besoine vum Personal Rechnung droen, mee och deem fir d'Material an d'Maschinnen, souwéi den aktuelle Sécherheetsvirschréften entspriechen.

Et gëtt awer zu dësem Zäitpunkt nach kee Projet vun engem Neibau fir d'Stroossebauverwaltung am Raum Clierf, well nach no engem gëeegenten Terrain gesicht gëtt.

ad 3. Aus de virdru genannte Grënn, ass et am Moment net méiglech, en Zäitraum fir de Projet ze nennen.

**Accidents mortels sur des sites de la branche kazakhe d'ArcelorMittal** | Question **8355** (28/09/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Récemment, l'agence de presse internationale AFP a diffusé des informations sur des accidents mortels au Kazakhstan dans les mines d'ArcelorMittal Temirtau, la branche locale du géant de l'acier ArcelorMittal. Il y aurait eu 10 morts parmi les ouvriers lors de deux accidents en moins de 12 mois. Ces accidents seraient, selon des témoignages locaux, la conséquence de la politique de la branche locale d'ArcelorMittal qui investirait trop peu dans les équipements. Un ancien ouvrier est cité par France 24 avec les mots : « Ces accidents mortels arrivent à cause de la cupidité des dirigeants de l'entreprise. Les investissements dans les nouveaux équipements et les règles de sécurité sont insuffisants, et il manque de personnel. [...] Dans cette entreprise, on nous traite comme des esclaves et voilà les conséquences, les gens meurent et vont continuer à mourir. »

Sachant que le siège social d'ArcelorMittal est installé au Luxembourg, que l'État luxembourgeois détient des participations de la société et qu'un représentant de l'État siège au sein de son conseil d'administration, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Est-ce que vous détenez de plus amples informations sur les accidents mortels et autres incidents sur des sites miniers et/ou industriels de la filiale kazakhe d'ArcelorMittal ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me faire part des informations dont vous disposez ?

2) Est-ce que vous avez essayé de vous procurer de plus amples informations sur les accidents susmentionnés et sur les conditions de travail chez la société en question, que ce soit auprès des responsables de l'entreprise, du Gouvernement kazakhe ou d'acteurs locaux comme les syndicats ou associations en contact avec les ouvriers locaux ?

3) Est-ce que vous détenez des informations sur des accidents, des incidents ou des pratiques semblables impliquant d'autres filiales d'ArcelorMittal dans d'autres pays ?

4) Jugez-vous que les accidents et incidents au Kazakhstan sont en violation avec les principes directeurs internationaux, lesquels, quoique juridiquement non contraignants, forment un cadre internationalement reconnu en matière de responsabilité sociale et environnementale des entreprises ?

5) Quelles démarches le Gouvernement luxembourgeois propose-t-il d'entreprendre afin de favoriser le respect des droits de l'homme, des normes sociales et des normes environnementales par l'ensemble du groupe ArcelorMittal ?

6) À la lumière des incidents décrits, le Gouvernement ne juge-t-il pas nécessaire la rapide mise en place d'une loi nationale contraignante relative au devoir de vigilance des entreprises ?

**Réponse** (13/11/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Concernant les accidents sur les sites de production d'ArcelorMittal Temirtau, y compris le récent accident suite à un feu dans une mine de la région de Karaganda, le Luxembourg dispose des informations relayées par les médias et de celles qui lui ont été communiquées par le Gouvernement du Kazakhstan et l'entreprise concernée. Notons qu'ArcelorMittal a communiqué qu'elle était en négociations depuis plusieurs mois avec le Gouvernement du Kazakhstan pour lui transférer la propriété d'ArcelorMittal Temirtau et qu'un accord préliminaire a été trouvé la semaine précédant l'accident tragique du samedi 28 octobre. Par ailleurs, ArcelorMittal a publié un communiqué en date du 30 octobre (consultable sous https://corporate.arcelormittal.com/media/news-articles/update-regarding-kostenkomining-tragedy) qui annonce une compensation financière considérable aux familles endeuillées. Ce communiqué fait suite à la communication initiale susmentionnée de l'entreprise du 28 octobre (consultable sous https://corporate.arcelormittal.com/media/pressreleases/statement-regarding-tragic-accident-in-kazakhstan) et au message du CEO du 29 octobre (consultable sous https://corporate.arcelormittal.com/media/casesstudies/message-from-our-ceo-aditya-mittal-regarding-tragic-accident-in-kazakhstan).

ad 2) Le Luxembourg a eu des échanges au sujet des accidents susmentionnés aussi bien avec les responsables du groupe ArcelorMittal au Luxembourg qu'avec des représentants du Gouvernement du Kazakhstan. Il n'est pas habituel pour un ministère d'entrer directement en contact avec des syndicats d'un autre pays ou avec des ouvriers locaux.

Le Point de contact national luxembourgeois de l'OCDE (PCN) a en outre pris contact avec ses homologues au

PCN au Kazakhstan pour savoir s'ils possèdent des informations supplémentaires concernant les incidents allégués, ou plus généralement, concernant les conditions de travail dans la mine susmentionnée. Il n'y a jusqu'à présent pas eu de retour.

ad 3) Non.

ad 4) Le Gouvernement luxembourgeois s'engage sans réserve en faveur de la mise en œuvre des lignes directrices des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme. Il ne dispose actuellement pas des éléments nécessaires pour évaluer la situation entourant les accidents survenus au Kazakhstan, et a fortiori ne peut se prononcer au sujet de conjectures dans ce contexte.

ad 5) Le Luxembourg encourage toutes les entreprises établies au Luxembourg, y compris ArcelorMittal, à prendre les mesures nécessaires afin qu'elles, ainsi que leurs filiales, respectent pleinement les normes sécuritaires, sociales et environnementales en vigueur dans les pays où elles mènent leurs activités.

ad 6) L'accord de coalition actuel prévoit que le Luxembourg appuiera toute initiative législative européenne visant à créer un « level playing field » pour les entreprises en matière de devoir de vigilance. Le Luxembourg s'investit ainsi au niveau européen dans les travaux en cours sur une proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité, qui sera transposée après son adoption en droit national.

**Loyer du Stade de Luxembourg** | Question **8357** (28/09/2023) de **M. Laurent Mosar** | **M. Georges Mischo** (CSV)

„Le stade étant censé accueillir des matchs de rugby et de football, la surface de jeux permet l'aménagement d'un terrain de jeu de football (105 m x 68 m) et d'un terrain de rugby (115 m x 70 m)", steet op der Websäit vum neie „Stade de Luxembourg" op der Cloche d'Or ze liesen. An der Praxis ass et awer esou, dass de Stadion net vill vun der Rugbyfederatioun genotzt gëtt. De Grond dofir sinn déi héich Loyerskäschten.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Sportminister riichten:

1. Wéi eng Léisung proposéiert den Här Minister, fir der Rugbyfederatioun bei de Loyerskäschte fir de Stadion entgéintzekommen?

2. Gesäit den Här Minister eng Méiglechkeet, entweder de Loyer ze adaptéieren oder der Federatioun en entspriechende Subsid zoukommen ze loossen?

3. Ganz allgemeng, awéiwäit hält den Här Minister et fir legitimm, d'Rugbyfederatioun méi staark ze ënnerstëtzen?

**Réponse** (26/10/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

ad 1. Wéi schonn aus menger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6588 vum 1. August 2022 ervirgaangen ass, ginn d'Tariffer, wat d'Benotze vun de verschiddenen Infrastrukturen am Stade de Luxembourg betrëfft, vun der Stad Lëtzebuerg, a senger Qualitéit als Proprietär vum Stade de Luxembourg, fixéiert. Donieft ginn d'Konditioune vun der Bereetstellung vum Stade de Luxembourg un d'Federatioune respektiv un d'Veräiner per Konventioun tëschent dem „Exploitant", der Stad Lëtzebuerg an dem „Organisateur", der Federatioun oder dem Veräin, festgehalen.

Aus der selwechter Äntwert geet och ervir, dass d'Tariffer vun der Gemeng Lëtzebuerg bei Wäitem net käschtendeckend sinn.

Ech rappeléieren och nach eng Kéier gär, dass déi entspriechend Verbänn een aussergewéinleche Subsid beim Sportsministère ufroe kënnen op Basis vun engem detailléierten Decompte, deen déi do Käschten abegräift.

ad 2. Nieft den Erklärungen op d'Fro 1 wëll ech informéieren, datt aktuell un enger liichter Adaptatioun vun der Präisstruktur fir d'Locatioun vum Stade de Luxembourg tëscht Vertrieder vun der Stad Lëtzebuerg an dem Sportsministère geschafft gëtt. Donieft gëllt et ze betounen, dass de Loyer vum Stade de Luxembourg fir déi betraffe Federatioune finanziell wuel ze stemmen ass, mee d'Anhale vum, vun Experten ausgeschafften, Sécherheetskonzept vum Stade de Luxembourg e grousse finanziellen Opwand bedeit. Dëst Sécherheetskonzept ass allerdéngs d'Conditio sine qua non, fir dass iwwerhaapt e Match kann am Stadion gespillt ginn.

ad 3. Aus logesche Grënn vu Gläichbehandlung, huet d'Rugbyfederatioun déi selwecht finanziell Hëllefen zegutt wéi déi aner Sportfederatiounen.

**Promotion des ministères à l'aide des médias sociaux** | Question **8358** (28/09/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Walkampfofkommes ass festgehale ginn, dass Ministeren a Ministeschen an der Ausübung vun hirem Mandat wärend der Period vum Walkampf keng bezuelte Reklammen iwwert Ministèren akafen, déi net direkt eppes mat hiren Informatiouns- an Opklärungsflichten ze dinn hunn. Dëst fir ze evitéieren, dass ëffentlech Steiergelder, déi fir d'Aarbecht vum Ministère geduecht sinn, net fir de Walkampf méssbraucht ginn. Op Social Media gesäit een aktuell vill gesponsert Bäiträg vun de Ministèrë mat Fotoe vun de Ministeren a Ministeschen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien, Cultes, Digitalisatioun, administrativ Reform, bannenzeg Sécherheet, Aussenugeleeënheeten an Europa, Immigratioun an Asyl, Verdeedegung, Mobilitéit, Bildung, Héichschoul a Fuerschung, ëffentlechen Déngscht, Landesplanung, Energie, Konsumenteschutz, Kultur, Gläichheet tëscht Fraen a Männer, Interieur, Mëttelstand, Tourismus, ëffentlech Aarbechten, Gesondheet, Justiz, Wirtschaft, Kooperatioun, Finanzen, Aarbecht, Sport, Sozialversécherung, Landwirtschaft, Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, Wunnengsbau, Famill an Integratioun a Groussregioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Social-Media-Bäiträg hunn d'Ministèrë säit dem 4. September publizéiert an dës mat bezueltener Werbung op de Plattforme gepusht?

2. Ëm wéi ee Geldbetrag handelt et sech insgesamt?

**Réponse** (30/10/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias, Ministre des Cultes, Ministre de la Digitalisation, Ministre de la Réforme administrative | **M. Henri Kox,** Ministre du Logement, Ministre de la Sécurité intérieure | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | **M. François Bausch,** Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Aménagement du territoire, Ministre de l'Énergie | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé, Ministre de la Protection des consommateurs | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice, Ministre de la Culture | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | **M. Lex Delles,** Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, Ministre des Sports | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région

ad 1. Zanter dem 4. September hunn 9 Ministèren am Ganzen 89 gepushte Social-Media-Bäiträg publizéiert.

Den Informatiounen no, déi der Regierung virleien, ass et wichteg ze präziséieren, datt dës Bäiträg sech op Campagnë vun de Ministèrë bezéien, déi direkt eppes mat hiren Informatiouns- an Opklärungsflichten ze dinn hunn.

ad 2. Et handelt sech am Ganzen ëm e Geldbetrag vun 13.632,67 Euro HTVA.

**Taxe sur les véhicules agricoles** | Question urgente **0149** (03/01/2024) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Fred Keup** (ADR)

Gëschter (2.1.2024) krute vill landwirtschaftlech Betriber iertemlecherweis e Bréif vun der Administration des douanes et accises, fir Cotisatioune vun hire landwirtschaftleche Gefierer ze bezuelen, obwuel dës zu Lëtzebuerg gesetzlech vun där entspriechender Steier ausgeholl sinn. Esou Feeler bedeite fir d'Betriber eng zousätzlech zäitlech Belaaschtung an deemno wéi feelen d'Suen och temporär am Betrib, falls si der Opfuerderung guddem Wëllens nokomm sinn. Schlussendlech droen se och net dozou bäi, dat allgemengt Vertraue vun de Bierger an d'Verwaltungen ze stäerken.

An deem Kontext géife mir dem Här Finanzminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill landwirtschaftlech Betriber si vun dëser Pann betraff?

2. Si sämtlech landwirtschaftlech Betriber offiziell doriwwer informéiert ginn, dass dës Cotisatiounsopfuerderung iertemlecherweis verschéckt gouf, fir sämtlech weider Rechtsonsécherheeten ze vermeiden?

3. Kann den Här Minister matdeelen, ob séchergestallt ass, datt déi landwirtschaftlech Betriber, déi scho bezuelt hunn, hir Suen onmëttelbar zeréckkréien? Falls net, firwat net?

4. Wéi koum et dozou, dass dës Opfuerderung iertemlecherweis verschéckt ginn ass? Gesäit den Här Minister no dësem Tëschefall eng intern Evaluatioun vun den entspriechenden Aarbechtsofleef vir? Kann den Här Minister an deem Sënn och preziséieren, ob et sech hei ëm eng intern Simulatioun vun zousätzleche Recettë gehandelt huet? Falls jo, kann den Här Minister der Chamber, als Souverän vun der Steierpolitik, déi entspriechend Resultater zoukomme loossen?

**Taxe sur les véhicules agricoles** | Question urgente **0150** (04/01/2024) de **Mme Octavie Modert** (CSV)

Virum Joreswiessel kruten d'Bauere vun der Douanesan Akziseverwaltung eng Opfuerderung geschéckt, fir d'Steiere fir hir Trakteren ze bezuelen, dat, obwuel landwirtschaftlech Maschinnen net steierflichteg

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

sinn. Eisen Informatiounen no soll et sech dobäi ëm en Iertum vun enger Déngschtstell, der SNCA, handelen. Wéi et an deem Schreiwes heesche géif, wär d'Tax bis den 12. Januar 2024 ze bezuelen.

Dofir wollt ech follgend Froen un d'Madamm Transportminister an un den Här Finanzminister stellen:

– Stëmmt et, datt d'Traktersbesëtzer eng Opfuerderung kruten, fir Steieren op hiren Trakteren ze bezuelen?
• Wa jo, wéi vill Formulairë si verschéckt ginn?

– Kënnt Dir eis Informatioune bestätegen, datt et sech dobäi ëm en Iertum handelt?

– Wéini a ggf. wéi wäert déi zoustänneg Verwaltung déi betraffe Besëtzer informéieren an hinnen offiziell matdeelen, wat ze maachen ass?

– Wann et en Iertum ass, a well den Datum vum Verschécken an dee vum Bezuele ganz no beienee leien, an dat iwwer d'Feierdeeg, fënnt d'Regierung et net ubruecht, fir am Virfeld eng offiziell Kommunikatioun, eventuell a Form vun engem Communiqué o. ä. ze maachen, fir déi Betraffe vum richtege Sachverhalt ze informéieren?

**Réponse** (05/01/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Verschidden Traktersbesëtzer krute virum Joreswiessel fälschlecherweis vun der Douanes- an Akziseverwaltung eng Opfuerderung geschéckt, fir d'Autossteier op hir Trakteren ze bezuelen.

Dësen Iertum ass op e Feeler an engem Informatiksprogramm vun der Douanes- an Akziseverwaltung zeréckzeféieren. De Feeler gouf zanterhier behuewen.

346 Traktersbesëtzer si vun dëser falscher Opfuerderung betraff.

D'Douanes- an Akziseverwaltung mécht e Communiqué, fir all concernéiert Leit a Betriber iwwert den Iertum ze informéieren.

All déi Concernéiert, déi scho bezuelt hunn, ginn eenzel ugeschriwwen, fir dass si hir Suen direkt kënne rembourséiert kréien.

Dësen onglécklech Virfall ass reng nëmmen engem Feeler an engem Informatiksprogramm geschëlt. Et handelt sech deemno net ëm eng Simulatioun vu Recetten.

**Difficultés financières dans le secteur sportif** | Question urgente **0174** (15/01/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Sportsecteur ka vu staatleche finanziellen Hëllefe profitéieren. Eng Rei Federatiounen an Organisme bedaueren zurzäit awer, dass déi staatlech Gelder, mat deene geplangt gouf, Verspéidung hunn. Weeder d'Sue vum 2. Decompte vun 2023 sollen iwwerwise gi sinn, nach d'Avancë säit Januar 2024. Obwuel virauszegesi war, dass iwwert en Douzième provisoire Budget gefuer géif ginn, steet de Sportsecteur, wou Paie bezuelt a lafend Käschte gedeckt musse ginn, aktuell dowéinst ënnert engem onerwaarte finanziellen Drock.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Firwat koum et zu de Verzögerunge beim Ausbezuele vun den Aiden a wat gëtt gemaach, fir de Problem esou séier wéi méiglech ze behiewen?

2. Bis wéini kann de Secteur mam Ausbezuele vun de Sue vum 2. Decompte vun 2023 rechnen?

3. Bis wéini kann de Secteur mam Ausbezuele vun de Sue vun den Avancë fir 2024 rechnen?

**Réponse** (16/01/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. Ech ka confirméieren, datt et keng Retarde gëtt beim Ausbezuele vun den Aiden. Weeder fir d'Decomptë vun 2023, nach fir d'Avancë vun 2024.

ad 2. D'Solde vun 2023 ginn, sou wéi dat schonn déi lescht Joren de Fall wor, tëscht Mëtt Januar a Mëtt Mäerz 2024 ausbezuelt.

ad 3. D'Avancë fir 2024 ginn tëscht Mëtt Januar an Ufank Februar ausbezuelt. Och dës Delaie sinn déi selwecht wéi an de leschte Joren.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

**Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis**

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

**Ech abonéiere mech:**

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

**Ech desabonéiere mech:**

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.


1848




# Exposition prolongée jusqu'au 24 février 2024

**Archives nationales – Plateau du Saint-Esprit**

**Lundi à vendredi 08h30 – 17h30**
**Samedi 08h30 – 11h30**

**Exposition en langues allemande et française**
**Entrée et visites guidées gratuites**

Informations



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |



PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen


Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-09

Séances publiques nos 8 et 9 p. 09-58

Questions au Gouvernement p. 58-99



2023-2028

n°4




# Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-06

Nouvelles lois ..... p. 07-09

Séances ..... p. 09-58

8e séance du mercredi 20 décembre 2023 p. 09-33

9e séance du mardi 16 janvier 2024 p. 33-58

Questions au Gouvernement ..... p. 58-99

# Chambre des Députés

## Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

**Concept et layout :**
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

**Impression :**
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**
07/02/2024

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

# D'Chamber erënnert un d'Affer vun der Shoah




*D'Chamber gedenkt am Kader vum Internationalen Holocaust-Gedenkdag der Liberatioun vum Konzentratiounslager Auschwitz-Birkenau de 27. Januar 1945. Schätzungen no koumen am KZ Auschwitz-Birkenau iwwer eng Millioun Mënschen ëm d'Liewen. Eng 1.300 lëtzebuergesch Judde si vun den Nazien ëmbruecht ginn.*

## L'Administration parlementaire recrute :

**un gestionnaire des ressources humaines (m/f/d) sous le régime du fonctionnaire (par la voie du changement d'administration)**

**En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : https://www.chd.lu/fr/offres_emploi**

Visite de la Présidente du Parlement européen

# « Les élections européennes, un investissement dans notre avenir commun »



*La Présidente du Parlement européen, Mme Roberta Metsola, a été reçue au Luxembourg dans le cadre de sa « tournée européenne » en vue des élections européennes du mois de juin 2024.*

Dans le cadre de sa « tournée européenne » en vue des élections européennes qui auront lieu du 6 au 9 juin 2024, Mme Roberta Metsola a été accueillie à la Chambre des Députés le 24 janvier 2024 pour un échange de vues avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, ainsi que les députés européens luxembourgeois.

L'objectif de la visite de travail de la Présidente du Parlement européen au Grand-Duché était clair : sensibiliser les citoyens à voter aux prochaines élections européennes. Devant les parlementaires luxembourgeois réunis en salle plénière, la Présidente a précisé qu' « elles ne doivent pas être considérées comme une obligation ou un exercice forcé, mais comme un investissement dans notre futur commun ». Mme Metsola a poursuivi en affirmant que si « nous ne nous engageons pas maintenant, nous ne ferons pas passer le message ».

La Présidente de nationalité maltaise du Parlement européen a souligné l'importance de mettre en avant le travail réalisé par les institutions européennes afin que les citoyens européens puissent prendre conscience de l'impact direct des décisions prises au sein de ces institutions sur leur vie quotidienne. Revenant sur ce qu'elle considère comme étant des réussites européennes, Mme Metsola a rappelé que, ces dernières années, l'Union européenne a dû faire face à des défis exceptionnels, tels que la crise sanitaire, l'invasion russe en Ukraine ou encore le conflit au Proche-Orient. Sur le plan législatif, elle a mis en avant le fait que le Parlement européen aura validé, d'ici la fin de la législature, quelque 1.000 textes législatifs. « Ceux-ci faciliteront la vie des citoyens européens », a-t-elle encore souligné face aux parlementaires.

## La relation des jeunes face à la politique

Interrogée par un membre luxembourgeois du Parlement européen sur la manière dont les hommes et les femmes politiques devraient réagir au désintérêt des jeunes pour la politique, la Présidente du Parlement européen a relevé la nécessité pour les responsables politiques de mener des campagnes ciblées lors des élections européennes, particulièrement parmi les jeunes. Elle a insisté dans ce contexte sur l'importance de la lutte contre la désinformation en ligne. Une autre approche efficace pour sensibiliser les jeunes à la politique européenne consisterait à engager un dialogue direct en visitant les établissements scolaires. De plus, il serait essentiel de rappeler aux citoyens européens, en particulier aux jeunes, que certaines opportunités ne seraient pas possibles sans l'UE. Mme Metsola a exprimé des regrets quant à la tendance de considérer de nombreux acquis comme allant de soi. Au cours des discussions avec les parlementaires, la Présidente a également signalé les difficultés rencontrées pour recruter des jeunes et des femmes candidats.

## La politique d'élargissement de l'UE

Dans le cadre des discussions sur la politique d'élargissement de l'UE, un député a exprimé le souhait de connaître les préparatifs du Parlement européen pour accueillir de nouveaux pays candidats. Mme Metsola a souligné l'importance de la décision des 27 chefs d'État et de Gouvernement en décembre 2023 d'entamer des négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie. Cependant, elle a également appelé à « ne pas être naïfs, car les Balkans occidentaux patientent depuis 20 ans pour entrer dans l'Union ». En termes d'attribution de sièges supplémentaires au sein du Parlement européen, la Présidente a rassuré les députés que l'institution était prête à « s'adapter ».

Les députés luxembourgeois ont sollicité l'avis de la Présidente du Parlement européen sur la manière de réduire la distance entre Bruxelles et les citoyens européens. Mme Metsola a reconnu qu'il s'agissait d'un phénomène auquel est confrontée la politique en général, ce qui explique également la montée de l'extrémisme, car « les citoyens expriment leur frustration en votant pour des partis qui proposent des solutions simplistes à des questions complexes ». Dans cette optique, elle a appelé tous ceux qui s'investissent politiquement à assumer leur responsabilité en ne détournant pas le regard des problèmes et se poser la question cruciale en quels domaines l'UE a échoué.

## Le traitement des dossiers européens à la Chambre

Les députés ont informé la Présidente du Parlement européen que la Chambre des Députés prévoit prochainement la mise en place d'une sous-commission des affaires européennes afin d'améliorer le suivi des directives et règlements européens. Dans ce contexte, ils ont souhaité savoir comment les parlements nationaux pouvaient améliorer leur relation avec le Parlement européen. Mme Metsola a salué cette initiative et encouragé les parlementaires à recourir plus fréquemment au mécanisme de contrôle du principe de subsidiarité. Selon elle, il s'agit d'un « instrument sous-estimé » par les parlements nationaux dans son potentiel effet sur la procédure législative européenne.



*Les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes ont reçu la Présidente du Parlement européen à la Chambre. Les députés européens luxembourgeois ont fait le déplacement au Luxembourg pour participer à cet échange.*

# Trois questions à Roberta Metsola



**Quel message souhaitez-vous faire passer aux députés luxembourgeois ?**

Dans un peu moins de cinq mois, les citoyens européens, y compris tous les Luxembourgeois, participeront aux élections européennes pour choisir leurs représentants pour les cinq années à venir. Ces cinq années seront un grand défi pour l'Europe et nous aurons besoin de chaque député, y compris au Luxembourg, pour faire transmettre ce message.

Les citoyens doivent voter pour décider qui les représentera pour les décisions que nous prendrons sur l'immigration, sur le climat, sur la sécurité ou sur le digital, des thématiques qui ont un impact sur la vie quotidienne de tous les citoyens luxembourgeois. Ce sont des décisions qui sont prises aussi bien au niveau européen qu'au Luxembourg. Si nous travaillons ensemble, nous pouvons arriver à surmonter les grands défis de la distance, du soi-disant déficit démocratique, que nous avons connus pendant les dernières décennies.

**Les décisions au niveau européen doivent-elles être prises à l'unanimité de tous les États membres ou à la majorité ?**

Le Parlement européen est clair sur le fait que le système actuel ne peut pas continuer à fonctionner en l'état, tout d'abord en ce qui concerne l'attribution de plus de compétences au niveau européen, pour surmonter ce qui semblerait être des situations impossibles à cause des vétos, ou encore pour essayer de trouver des solutions au fait que les décisions qui sont actuellement prises à 27 seront prises à 32, 33 ou même 35. Cela nécessitera une grande réforme de la manière dont nous prenons les décisions. Mais ne vous méprenez pas, nous avons eu les moyens de prendre des décisions à la majorité depuis de nombreuses années et parfois, il n'y a pas eu la volonté politique de le faire. Nous avons surmonté ce manque de volonté politique, que ce soit pendant la pandémie ou pendant l'invasion russe illégale en Ukraine.

Je pense que nous pouvons continuer dans cet élan qui consiste à améliorer la vie de nos citoyens européens.

**En 2024, près de 50 % de la population du monde participeront à une élection. Comment appréhendez-vous cette situation ?**

C'est effectivement une méga année électorale avec un exercice démocratique très large aux États-Unis et une absence d'exercice démocratique en Russie où des élections auront également lieu.

En ce qui me concerne, je m'engagerai toujours contre la désinformation pour que les électeurs aient un vrai choix en ce qui concerne les personnes qu'ils peuvent élire pour les représenter. C'est un droit fondamental et il ne faut pas le considérer comme un acquis, parce que trop de millions de personnes dans le monde n'ont pas ce droit. Je dirais : « Utilisez votre vote, choisissez de manière avisée afin de vous sentir représentés après les élections ! »



# Ausstellung op der Chantiersclôture vum Wiltheim-Gebai

D'Clôture vum Chantier vum Wiltheim-Gebai ass gläichzäiteg Raum vun enger temporärer Ausstellung. De Fotograf Marc Schoentgen huet dem Chamberpresident Claude Wiseler Erklärunge ginn zu senge Fotoen, déi architektonesch Elementer vum historeschen Haaptgebai weisen.

# Comment sauver des documents menacés lors de sinistres ?

Les bons réflexes pour sauver des documents et des ouvrages, par exemple en cas d'inondation, ont fait l'objet d'une formation à la Chambre des Députés. Elle est en effet responsable de 1,45 kilomètres de documents d'archives, certes stockés dans des conditions optimales, mais une catastrophe n'est jamais entièrement exclue. Une formation a ainsi été animée par des experts en conservation préventive et restauration de collections patrimoniales à destination des membres de l'Administration parlementaire.

L'objectif était d'acquérir, comme cela serait le cas pour du secourisme, les bons gestes pour préserver au maximum des documents mis en péril. Cela consiste entre autres à mettre en place rapidement une chaîne de traitement d'urgence post-sinistre consistant à documenter le sinistre, évaluer et constater l'état du document, évacuer et trier les documents, identifier la bonne technique de nettoyage ou encore à emballer les ouvrages selon les normes afin de les stocker ensuite dans un environnement réfrigéré.

Après une introduction théorique, les membres de l'Administration parlementaire ont pu pratiquer les différentes techniques directement dans les locaux de la Chambre des Députés et sont désormais prêts à prendre une part active dans la résilience de la Chambre face aux sinistres.



Visite du Commissaire européen à la Justice

# « L'État de droit au Luxembourg fonctionne de manière efficace »



*Le Commissaire européen à la Justice, M. Didier Reynders (au premier plan), s'est rendu au Grand-Duché pour présenter le rapport de la Commission européenne sur l'État de droit.*

Le Luxembourg est un bon élève en matière d'État de droit, mais il doit fournir des efforts supplémentaires concernant le registre de transparence et l'encadrement du « lobbying ». Le Commissaire européen à la Justice, M. Didier Reynders, a présenté le 22 janvier 2024 son rapport sur l'État de droit aux députés réunis en salle plénière.

Pour la quatrième année consécutive, le Commissaire européen à la Justice s'est rendu au Grand-Duché pour présenter son rapport sur l'État de droit. D'emblée, le Commissaire européen a qualifié le Luxembourg de « partenaire fort et fiable de la Commission européenne dans ses efforts pour promouvoir et défendre l'État de droit au sein de l'Union européenne ». Selon lui, « l'État de droit au Luxembourg fonctionne de manière efficace ».

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a souligné que ce rapport est un « instrument de travail d'une importance primordiale – aussi bien au niveau européen qu'au niveau national ». Il a encore mis en avant le fait que les députés utilisent régulièrement les recommandations émises dans le rapport dans le cadre de leur travail législatif. Un exemple concret est celui des travaux législatifs qui ont mené à l'adoption d'une nouvelle Constitution, a précisé M. Wiseler. Le Président de la Chambre a encore souligné le fait « qu'à l'époque où l'Union européenne et ses valeurs sont mises à dure épreuve et que certains États membres s'éloignent toujours plus des principes de l'État de droit, nous devons faire preuve – maintenant plus que jamais – de fermeté dans la protection de l'État de droit et de nos valeurs fondamentales ».

## Les efforts qui restent à réaliser au Luxembourg

De manière générale, le Commissaire européen a salué les efforts entamés par le Grand-Duché pour adopter toutes les réformes constitutionnelles prévues. La création du Conseil national de la justice, les réformes législatives concernant la composition du Conseil national de la justice – avec un alignement sur les normes européennes – et le renforcement de l'indépendance du ministère public sont plusieurs points positifs soulevés par le Commissaire européen. M. Reynders a notamment mis en avant le fait que le Luxembourg est régulièrement cité en tant que modèle par d'autres États membres de l'UE.

En 2022, la Commission européenne a émis pour la première fois des recommandations aux États membres dans le cadre du rapport sur l'État de droit. Dans son rapport de 2023, la Commission a ainsi pu mener pour la première fois une évaluation quant à la mise en œuvre de ses recommandations. Le Luxembourg a pleinement mis en œuvre ou a accompli des progrès significatifs quant à l'adoption de la réforme des pouvoirs du Conseil national de la justice et la garantie de ressources adéquates pour les services de poursuites chargés de la criminalité économique et financière. Il doit cependant fournir davantage d'efforts dans la poursuite de la mise en œuvre et de l'évaluation de la nouvelle législation sur le lobbying au Parlement, y compris le registre de transparence.

Lors de sa présentation, M. Reynders a relevé que le Luxembourg n'a pas réalisé de progrès concernant la réforme visant à rendre l'aide juridique plus accessible. De plus, la Commission européenne n'a observé aucun développement supplémentaire en ce qui concerne l'amélioration du processus de prise de décision législative, en offrant aux parties prenantes des possibilités plus larges de participer aux débats publics.

Dans ce contexte, le Président de la Chambre des Députés a souligné que des efforts ont d'ores et déjà été mis en œuvre qui n'ont pas pu être inclus dans le rapport de 2023, mais il espère que ces évolutions seront prises en compte dans le rapport de 2024. Il s'agit notamment de la transparence et de l'accessibilité du travail parlementaire avec la publicité de certaines séances de commissions parlementaires et de la révision du code de conduite des députés en précisant les règles de déontologie (notamment les relations avec les lobbyistes). Concernant la recommandation relative à l'assistance judiciaire, M. Wiseler a mentionné que les députés ont approuvé, lors de la législature précédente, un projet de loi visant à réformer ce mécanisme.

De manière générale, les députés et les députés luxembourgeois siégeant au Parlement européen ont profité de l'occasion pour aborder les relations entre Bruxelles et Budapest, notamment la décision de la Commission européenne du mois de décembre 2023 ayant abouti au déblocage d'une enveloppe de 10 milliards d'euros en faveur de Budapest sur les quelque 30 milliards qu'elle avait auparavant suspendus en raison des manquements de la Hongrie en matière d'État de droit.

Un autre sujet évoqué par les députés a été celui de la situation des médias et des journalistes, qui, selon l'avis de certains députés, se dégrade partout en Europe. Un constat partagé par M. Reynders qui met en avant que le « Media Freedom Act » – sur lequel s'est accordée l'UE en décembre 2023 – permettra de mieux protéger l'indépendance éditoriale et le pluralisme des médias. En outre, ces règles prévoient des garanties sans précédent pour permettre aux journalistes d'accomplir leur travail librement et en toute sécurité.



*Le Commissaire européen s'est livré aux questions des députés et députés européens luxembourgeois.*

## Échange et protection d'informations classifiées avec la France

**8161 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection des informations classifiées, fait à Paris, le 1er juillet 2022**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver un accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection des informations classifiées, fait à Paris, le 1er juillet 2022.

L'accord visé par le projet de loi sous rubrique remplace l'accord général de sécurité du 24 février 2006 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française.

Une réforme de la réglementation relative à la protection du secret de la défense nationale et des changements apportés au système de classification français, entrée en vigueur le 1er juillet 2021, a imposé la négociation et la signature d'un nouvel accord concernant l'échange et la protection des informations classifiées entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24/02/2023
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région
(Président : M. Gusty Graas) :
21/12/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
08/01/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/01/2024

## Échange et protection d'informations classifiées avec la Lituanie

**8162 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Bruxelles, le 7 décembre 2020**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver un accord concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées entre les Gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg et de la République de Lituanie, fait à Bruxelles, le 7 décembre 2020.

L'accord visé par le projet de loi s'inscrit dans une série d'autres accords bilatéraux que le Luxembourg a déjà conclus en la matière avec d'autres États. Il a pour but de garantir la protection des informations classifiées échangées ou produites dans le cadre de la coopération des deux pays et d'établir un ensemble de règles et de procédures régissant leur protection réciproque.

L'échange et la protection réciproque d'informations classifiées entre le Gouvernement de la République de Lituanie et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg seront désormais régis par cet accord, ainsi que par les lois nationales respectives en vigueur. Il est fait exception des pièces classifiées tombant sous l'empire d'un régime de protection qui leur est propre.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24/02/2023
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région
(Président : M. Gusty Graas) :
21/12/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
08/01/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/01/2024

## Jours fériés tombant sur un même jour

**8266 – Projet de loi portant modification : 1° du livre II, titre III, chapitre II, du Code du travail ; 2° de l'article 28-4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État**

Le présent projet de loi entend compléter le libellé de l'article L. 232-3 et apporter des modifications aux articles L. 232-6 à L. 232-9 du Code du travail pour tenir compte expressément de l'hypothèse dans laquelle deux des onze jours fériés légaux énumérés à l'article L. 232-2 tombent sur un même jour de calendrier. Par la même occasion et dans un but identique, une précision en ce sens sera insérée à l'article 28-4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 25 avril 2019 portant modification : 1) des articles L. 232-2 et L. 233-4 du Code du travail ; 2) de l'article 28-1 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, chaque travailleur tombant sous le Code du travail ou le statut général des fonctionnaires de l'État a dès lors droit à onze jours fériés légaux par année de calendrier.

En 2024, deux de ces onze jours, à savoir l'Ascension et la journée de l'Europe, tombent sur le 9 mai alors qu'un tel cas de figure n'est actuellement pas expressément réglementé par les dispositions légales.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 30/06/2023
Rapporteur : M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Travail
(Président : M. Marc Spautz) :
10/01/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des avis des chambres professionnelles
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/01/2024

## Imposition minimale effective des sociétés

**8292 – Projet de loi relative à l'imposition minimale effective en vue de la transposition de la directive (UE) 2022/2523 du Conseil du 15 décembre 2022 visant à assurer un niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union**

Le projet de loi 8292 vise à assurer un niveau minimal d'imposition de 15 % pour tous les groupes d'entreprises multinationales réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 750 millions d'euros. Cette initiative (communément appelée « Pilier Deux »), qui repose sur un accord politique conclu en 2021 au niveau de l'OCDE, a été rendue juridiquement contraignante pour les États membres de l'UE avec la publication de la directive (UE) 2022/2523 du Conseil du 14 décembre 2022 visant à assurer un niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union (ci-après « directive 2022/2523 »). Le présent projet de loi vise donc à transposer la directive 2022/2523, dont le délai de transposition est fixé pour le 31 décembre 2023.

Le projet de loi introduit trois mécanismes correctifs fiscaux, qui visent, en fonction de la situation d'un groupe d'entreprises multinational donné, à garantir qu'in fine un niveau minimal d'imposition de 15 % lui est appliqué. Ces mesures se résument comme suit :

– Si un groupe d'entreprises, dont le siège social est à Luxembourg, n'atteint pas un niveau d'imposition minimal de 15 % au niveau d'une juridiction déterminée, alors la société mère se verra prélever par le Luxembourg un impôt complémentaire « top-up » correspondant à la différence entre le taux minimum de 15 % et le taux effectif appliqué aux entités constitutives faiblement imposées situées dans cette juridiction (règle d'inclusion du revenu, ci-après « RIR ») ;

– Si le siège d'un groupe d'entreprises se trouve dans une juridiction qui n'applique pas la règle d'inclusion du revenu, alors les entités constitutives de ce groupe situées

au Luxembourg (indépendamment du fait qu'elles soient faiblement imposées ou pas) doivent payer un impôt complémentaire correspondant à la différence entre le taux minimum de 15 % et le taux effectif appliqué à toutes les entités faiblement imposées de ce groupe et pour lesquelles une RIR ne s'applique pas (règle relative aux bénéfices insuffisamment imposés, ci-après « RBII »).

Les juridictions des entités constitutives faiblement imposées ont le droit de leur appliquer prioritairement un taux minimum d'imposition de 15 %, avant que le Luxembourg applique la RIR ou bien la RBII pour les groupes, respectivement les entités constitutives qui se trouvent sur son territoire (application d'un impôt national complémentaire qualifié).

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 04/08/2023
Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
05/12/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Présentation des amendements gouvernementaux
15/12/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation d'un projet de rapport
18/12/2023 Présentation (suite) et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/12/2023
Loi du 22 décembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 864, page 1

## Budget provisoire de l'État

**8338 – Projet de loi relative au budget provisoire pour la période du 1er janvier au 30 avril 2024**

Le présent projet de loi a pour objet d'ouvrir des crédits provisoires pour les quatre premiers mois de l'année 2024, à valoir ultérieurement sur le budget voté de l'État pour l'ensemble de l'exercice 2024. Il vise en outre à autoriser la perception des impôts directs et indirects existants au 31 décembre 2023 et à proroger certaines dispositions de la loi budgétaire de l'exercice 2023. Il permet d'assurer le fonctionnement des services publics au-delà de la fin de l'année budgétaire en cours ainsi que de permettre au Gouvernement issu des élections du 8 octobre 2023 de préparer le projet de Budget de l'État pour l'exercice 2024.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 27/10/2023
Rapportrice : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
28/11/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
08/12/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/12/2023
Loi du 22 décembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 829, page 1

## Autoliquidation de la taxe sur la valeur ajoutée

**8339 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée**

Le projet de loi sous avis a pour objectif de modifier l'article 61 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (loi TVA) afin de modifier les dispositions relatives à l'autoliquidation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Le champ d'application des opérations à soumettre au mécanisme d'autoliquidation est étendu aux livraisons de téléphones mobiles, de tablettes informatiques, d'ordinateurs portables, de consoles de jeu et de circuits intégrés, ainsi qu'aux livraisons de métaux bruts ou semi-finis.

L'article 61 de la loi TVA définit la personne qui est redevable, à l'égard du Trésor public, de la TVA en raison d'une livraison de biens ou d'une prestation de services effectuées. En principe, cette personne est l'assujetti qui effectue la livraison de ces biens ou la prestation de ces services.

En raison de fraudes à la TVA, notamment de « fraudes carrousel », l'article 199bis de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée offre aux États membres la faculté de mettre en œuvre un mécanisme d'autoliquidation. Les États membres peuvent ainsi désigner, pour des livraisons de biens et des prestations de services, prédéfinies, qui présentent un risque de fraude, l'acquéreur comme redevable de la TVA due.

Certaines facultés offertes par l'article 199bis de la directive 2006/112/CE ont été transposées au paragraphe 3 de l'article 61 de la loi TVA. Le Luxembourg a mis en place un mécanisme d'autoliquidation en cas de cessions de certificats d'émission de gaz à effet de serre, d'électricité ou de gaz entre deux assujettis établis à l'intérieur du pays.

L'application des dispositions basées sur l'article 199bis de la directive 2006/112/CE est limitée dans le temps. La période d'application a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2026.

La prolongation de la période d'application du mécanisme d'autoliquidation résulte de la conviction que le risque en la matière est toujours d'actualité et relève souvent de la criminalité organisée, voire du financement du terrorisme. Il est donc fort probable que la directive 2006/112/CE sera à nouveau adaptée au niveau des règles en matière de TVA. Or, jusqu'à l'adoption d'un nouveau texte les faiblesses subsisteront en la matière.

Pour éviter de s'exposer à un tel risque financier majeur, le projet de loi entend parfaire la législation nationale en étendant le champ d'application des opérations à soumettre au mécanisme d'autoliquidation.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 03/11/2023
Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
30/11/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
15/12/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/12/2023
Loi du 22 décembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 838, page 1

## Impôt sur le revenu des personnes physiques

**8343 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu**

Le présent projet de loi a pour objet d'adapter le barème d'imposition de l'impôt sur le revenu des personnes physiques à hauteur de 4 tranches indiciaires dès l'année d'imposition 2024. Il introduit par ailleurs une adaptation à l'évolution de l'indice des prix à la consommation des coefficients de réévaluation prévus à l'article 102, alinéa 6 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R).

Le renforcement du pouvoir d'achat des ménages constitue l'une des priorités du nouveau Gouvernement. Ainsi, l'accord de coalition 2023-2028 prévoit, entre autres, qu'au 1er janvier 2024, le barème d'imposition des personnes physiques sera adapté de 4 tranches indiciaires, y compris l'adaptation du barème de 2,5 tranches indiciaires déjà arrêtée par la loi du 5 juillet 2023 portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. Le présent projet de loi vise donc à rajouter 1,5 tranches indiciaires supplémentaires dès l'année d'imposition 2024. Concrètement, les limites des tranches sont adaptées de 10,38 % par rapport au tarif applicable depuis 2017.

Cette mesure se comprend comme une première étape d'une démarche plus générale pour réduire la charge fiscale des petits et moyens revenus.

Le déchet fiscal de cette modification du tarif de 4 tranches indiciaires est estimé à un total de 480 millions d'euros.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 27/11/2023
Rapportrice : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
30/11/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
12/12/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État

15/12/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/12/2023
Loi du 22 décembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 826, page 1

# 8e séance

## Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 10
M. Claude Wiseler, Président

2. **Changement de composition d'une délégation luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale** p. 10
M. Claude Wiseler, Président

3. **8343 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu** p. 10
Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm
Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Patrick Goldschmidt | M. Franz Fayot (dépôt des amendements 1 et 2) | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson (dépôt de la motion 1) | M. Sven Clement (dépôt de la motion 2) | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
M. François Bausch | M. Marc Spautz
Vote sur l'amendement 1 (rejeté)
Vote sur l'amendement 2 (rejeté)
Vote sur une proposition de priorité pour une motion conformément à l'article 41, point 4, du Règlement de la Chambre des Députés (adoptée)
Motion 1 : M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mme Sam Tanson | Mme Taina Bofferding | M. Patrick Goldschmidt | M. Sven Clement | M. Marc Spautz | M. Fred Keup | M. David Wagner
Vote sur la motion 1 (rejetée)
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8343 et dispense du second vote constitutionnel
Motion 2 : M. Sven Clement | M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mme Taina Bofferding | Mme Sam Tanson | M. Marc Spautz | M. Patrick Goldschmidt | M. Fred Keup
Vote sur la motion 2 (rejetée)

4. **8338 – Projet de loi relative au budget provisoire pour la période du 1er janvier au 30 avril 2024** p. 20
Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm
Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. André Bauler | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Ben Polidori | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Fred Keup (parole après ministre)
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8338 et dispense du second vote constitutionnel

5. **8292 – Projet de loi relative à l'imposition minimale effective en vue de la transposition de la directive (UE) 2022/2523 du Conseil du 15 décembre 2022 visant à assurer un niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union** p. 25
Rapport de la Commission des Finances : M. Laurent Mosar
Discussion générale : M. Patrick Goldschmidt | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Sven Clement)
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8292 et dispense du second vote constitutionnel

6. **8339 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée** p. 31
Rapport de la Commission des Finances : M. Laurent Mosar
Discussion générale : M. Patrick Goldschmidt | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8339 et dispense du second vote constitutionnel

7. **Discours de M. le Président** p. 32
M. Claude Wiseler, Président | M. Marc Spautz | Mme Taina Bofferding | M. Gilles Baum (intervention de M. Claude Wiseler, Président) | Mme Sam Tanson | M. Fred Keup | M. Sven Clement | M. David Wagner | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre

*(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Gilles Roth,** Ministre | Nee, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

## 2. Changement de composition d'une délégation luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt: An der EISC, dat heescht der European Interparliamentary Space Conference, ersetzt den Här Gérard Schockmel d'Madamm Carole Hartmann als effektive Member an d'Madamm Hartmann gëtt Membre suppléant. Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

*(Négation)*

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 3. 8343 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Mir fänken d'Sëtzung vun de Mëtte mam Projet de loi 8343 iwwert d'Upassung vum Steierbarème u véier Indextranchen un. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 15 Minutten, d'CSV 31, d'DP 24, d'LSAP 21, d'ADR 15, déi gréng 10, d'Piraten 10, déi Lénk 10 an d'Regierung 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här Patrick Goldschmidt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission des Finances***

**Mme Diane Adehm** (CSV), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet, iwwert dee mir elo ofstëmme wäerten, beinhalt zwee wichteg Punkten. Den éischte Punkt ass d'Adaptatioun un d'Präisdeierecht vun de Coefficients de réévaluation vum Prix d'acquisition oder vum Prix de revient vun den Immobilien, esou wéi se am Artikel 102 Alinea 6 vum Steiergesetz virgesinn ass. Dës Adaptatioun gëtt all zwee Joer gemaach.

Dësen éischte Punkt stoung ursprünglech am Gesetzesprojet iwwert d'Douzièmes provisoires, mee gouf op Urode vum Staatsrot aus deem Text erausgeholl an an dësen Text integréiert.

Den zweete Punkt aus dem Projet de loi vun haut de Mëtteg, an dat ass de weesentleche Punkt vun dësem Gesetzesprojet, gesäit d'Adaptatioun vum Steierbarème vun de Privatpersounen ëm véier Indextranchë vir, an dat ab dem 1. Januar 2024.

D'Kafkraaft vun de Stéit stäerken ass eng vun de Prioritéite vun der neier Regierung. Duerfir huet si an hirem Koalitiounsofkommes festgehalen, op den 1. Januar 2024 d'Steiertabell vun de Privatpersounen ëm véier Indextranchen unzepassen.

Dozou ass awer ze soen, dass d'Gesetz vum 5. Juli 2023, dat d'Steiergesetz vum Dezember 1967 ofännert, schonn eng Adaptatioun vum Barème ëm 2,5 Indextranchë virgesinn huet. Mat dësem Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmmen, kommen also nach eng Kéier 1,5 Indextranchë bäi. Esou ginn d'Limitte vun den eenzelen Tranchen aus der Steiertabell jeeweils ëm ronn 10,38 % ugepasst par rapport zu 2017.

Bis elo huet e Steierzueler an der Steierklass 1 ab engem Joresakommes vun 11.265 Euro ugefaangen, Steieren ze bezuelen. Ab dem 1. Januar 2024 ginn eréischt ab engem Joresakommes vun 12.438 Euro Steiere bezuelt. D'steierfräit Joresakommes geet also ëm ronn 1.200 Euro pro Joer erop.

D'Upassung vun der Steiertabell kënnt alle Steierzueler zegutt. Deementspriechend gräift och de Spëtzesteiersaz méi spéit. Goufe bis elo 42 % Steieren ab 200.004 Euro an der Steierklass 1 bezuelt, esou fänkt elo de Spëtzesteiersaz eréischt ab 220.788 Euro un ze gräifen.

Mir hunn an der zoustänneger Chamberkommissioun och verschidde Rechebeispiller virgestallt kritt. Ech huele just eent, ech mengen, déi aner kënnt der noliesen. Ech huelen d'Famill mat zwee Kanner, déi e järlecht Bruttoakommes vu 75.000 Euro huet. Dës Famill bezilt aktuell 5.252 Euro Steieren. Ab dem 1. Januar 2024 bezilt dës Famill just nach 4.468 Euro u Steieren. Dat si 784 Euro manner.

Fir komplett ze sinn, muss awer heizou gesot ginn, dass am Gesetz vum 5. Juli 2023 e Crédit d'impôt conjoncture fir d'Joer 2023 agefouert gouf. D'Zil vun dësem Crédit d'impôt conjoncture ass, fir de Steierzueler direkt an de Genoss vun der Adaptatioun vum Steierbarème un zwou Indextranchë kommen ze loossen. An dësem Gesetz ass virgesinn, dass Enn vun dësem Joer dëse Crédit d'impôt conjoncture ausleeft. Aus dësem Grond huet dës Famill aus dem zitéierte Beispill ab dem 1. Januar 2024 net déi theoreetesch 784 Euro, mee 250 Euro weider.

De Minister huet eis awer och matgedeelt, dass am Kader vun der Ausaarbechtung vun dësem Gesetzesprojet festgestallt gouf, dass verschidde Steierzueler duerch d'Ewechfale vum Crédit d'impôt conjoncture bei der Adaptatioun vun der Steiertabell un d'Inflatioun e gewëssene Manque à gagner hunn. De Finanzminister huet eis zougeséchert, dass géif dru geschafft ginn, fir e Genre „Crédit d'impôt barème" fir dës Steierzueler ze schafen. Laut provisoresche Rechnunge léich de Käschtepunkt vun dëser Mesür tëschent 3,5 a 5 Milliounen Euro.

De Käschtepunkt vun deem Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmmen, gëtt op 480 Milliounen Euro geschat. Dat sinn also 180 Millioune méi wéi déi, déi schonn am Gesetz vum 5. Juli 2023 virgesi sinn.

Fir komplett ze sinn, wéilt ech awer och drop hiweisen, dass d'LSAP an der zoustänneger Chamberkommissioun en Amendement deposéiert huet, dee virgesäit, dass d'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun soll duerch en Eropsetze vum Crédit d'impôt salariés, pensionnés an indépendants ersat ginn. D'LSAP wëll awer um Gesetz vum 5. Juli 2023 festhalen, dat d'Berengegung vun der Steiertabell ëm 2,5 Indextranchen ab dem 1. Januar 2024 virgesäit. Dësen Amendement gouf an der Finanzkommissioun ofgewisen, well e contraire zum Koalitiounsofkommes vun der aktueller Regierung ass.

Här President, de Staatsrot huet keng Awänn zu dësem Gesetzesprojet gemaach.

D'Chambre des Salariés begréisst dës Adaptatioun vum Steierbarème un d'Inflatioun. Si rechent aus, dass dës Mesür haaptsächlech de klenge Revenuen entgéintkënnt, mee an hiren Ae geet et net duer, ënner anerem och well zënter der Steierreform vun 2017 am Ganzen aacht Indextranchen erfall sinn. Duerfir freet si, fir de Steierbarème reegelméisseg un d'Inflatioun unzepassen.

Des Weidere weist d'Chambre des Salariés op e Problem um Niveau vun de Crédits d'impôt hin. Wann nämlech de Seuil, bis deen eng Persoun kann e Crédit d'impôt kréien, net reegelméisseg un d'Inflatioun ugepasst gëtt, da geet d'Zuel vun de Leit, déi an de Genoss vun engem Crédit d'impôt kommen, duerch d'Inflatioun erof. Wann op der anerer Säit de Seuil, bis deen een e Crédit d'impôt kritt, ugepasst gëtt, mee de Betrag vum Crédit d'impôt gëtt net ugepasst, da geet de reelle Wäert vum Crédit d'impôt erof. Laut der Chambre des Salariés hunn duerch dëse Phenomeen ronn 10 % vun de Salariéë keen Urecht méi op de Crédit d'impôt salarial. Fir d'Chambre des Salariés mussen also souwuel de Betrag vum Crédit d'impôt wéi och de Seuil, bis wéini eng Persoun eligibel ass, reegelméisseg un d'Inflatioun ugepasst ginn.

D'Chambre des Métiers huet keng Observatiounen zum Gesetzesprojet a geet dervunner aus, dass duerch dëse Gesetzesprojet de Leit hir Kafkraaft gestäerkt gëtt an dass d'Betriber dat positiv ze spiere kréien.

Fir all weider Detailer zu dësem Gesetzesprojet verweisen ech op mäi schréftleche Rapport an all aner Dokumenter, déi virleien. Ofschléissend soen ech alle Bedeelegte Merci.

Voilà, Här President, domadder wier ech fäerdeg mat mengem Rapport an ech géif Iech vläicht bieden, meng Auer erëm op Null ze stellen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech kann dat elo net selwer hei maachen, mee ech ginn dervunner aus, datt d'Regie Iech héieren huet.

**Mme Diane Adehm** (CSV), rapportrice | Voilà, merci, et ass geschitt. Voilà, an ech géif dann elo weiderfueren als mandatéierte Spriecher vun der CSV.

***Discussion générale***

Här President, versprach ass versprach. Mat dësem Gesetzesprojet léist d'CSV eent vun hire Walverspriechen an. An dëst geschitt elo schonns, nodeems déi nei CSV/DP-Regierung nëmme knapp ee Mount am Amt ass! All Steierzueler gëtt ab Januar 2024 entlaascht an huet dann um Enn vum Mount méi Netto vum Brutto. An den Ae vun der CSV a vun der jëtzeger Regierung ass et wichteg, d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken, well dëst kënnt eiser Wirtschaft zegutt. Dëse Gesetzesprojet ass e wichtegen éischte Schratt an d'Richtung, fir de Leit weider Steiererliichterungen zeguttkommen ze loossen.

Am Koalitiounsaccord ass virgesinn, dass och déi aner véier Indextranchen, déi zënter 2017 erfall sinn, am Steierbarème neutraliséiert ginn, wann d'Staatsfinanzen et zouloossen. D'Zil ass, fir am Joer 2026 e Projet virzeleeë mat enger eenzeger Steierklass fir all Steierzueler.

Här President, wéi scho gesot, d'Leit brauche Kafkraaft. Duerch d'Netupasse vun der Steiertabell un aacht Indextranchen zënter 2017 hunn d'Leit vill Steiere weider bezuelt. Vun der Steierverwaltung gëtt dëse Betrag u Meereinname vum Staat op ronn 1,8 Milliarde geschat. Dozou muss awer gesot ginn, dass duerch de Crédit d'impôt conjoncture – 260 Milliounen –, de Crédit d'impôt énergie – 500 Milliounen – an duerch d'Eropsetzung vum Crédit d'impôt salariés, pensionnés an indépendants – 110 Milliounen – dës Meereinname vum Staat erofgedréckt ginn op ongefëier eng Milliard

Euro. Et kann een och soen, dass d'Leit eng Milliard Euro manner Kafkraaft zur Verfügung haten.

Et ass mir awer och wichteg ze soen, dass duerch déi aacht Indextranchen, déi zënter 2017 erfall sinn, dem Staat seng Ausgaben och eropgaange sinn.

Mat deem Gesetzesprojet, dee mir haut stëmmen, ginn d'Steierzueler also ëm 480 Milliounen Euro entlaascht. Dat sinn 180 Millioune méi wéi déi 300 Milliounen, déi schonn am Gesetz vum 5. Juli 2023 virgesi waren.

Komme mir dann zum Amendement, dee vun der LSAP d'lescht Woch an der Chamberkommissioun proposéiert gouf. Amplaz d'Leit weider steierlech ze entlaaschten, wëll d'LSAP just un der Inflatiounsberengegung vun 2,5 Indextranchë vun der Steiertabell festhalen, esou wéi se am Gesetz vum 5. Juli 2023 virgesinn ass. Si wëllen déi 1,5 supplementär Tranchen aus dësem Gesetzesprojet net matdroen. Hir Propos ass, fir de Crédit d'impôt salariés, pensionnés an indépendants eropzesetze vun 300 op 725 respektiv vu 600 op 1.025 Euro.

D'Steierverwaltung huet ausgerechent, dass dës Propos vun der LSAP géif d'Recettë vum Staat ëm 230 bis 240 Milliounen Euro no ënnen drécken – pro Joer! Dat wier däitlech méi wéi den aktuelle Gesetzesprojet mat 180 Milliounen Euro. Ech si gespaant op de mandatéierten LSAP-Spriecher, well ech wéisst gären, wou si déi zousätzlech Milliounen hierhuelen, déi hir Propos weider kascht.

*(Interruption)*

En plus stelle mir fest, dass d'Propos vun der LSAP just en Deel vun de Leit entlaascht. Déi Leit, déi e méi héicht Joresakommes hu wéi 80.000 Euro, kréiche bei de Sozialisten also näischt bäi. Mee och dës Leit brauche Kafkraaft.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Très bien!

*(Interruption)*

**Mme Diane Adehm** (CSV) | Mat der LSAP hirer Propos bleift déi breet Mëttelschicht außen vor. Si musse weiderhi kucken, an dësen Zäiten iwwert d'Ronnen ze kommen. Ech soen dobäi just dat Stéchwuert Logement. An ech mengen, domadder ass alles gesot. Am Kloertext kascht d'LSAP-Propos vill méi deier an et gëtt net jiddereen entlaascht, mol net déi breet Mëttelschicht.

Als CSV kënne mir net domadder averstane sinn an hunn dowéinst dës Proposen ofgeleent. En plus ass dës Propos net am Aklang mam Koalitiounsaccord vun der CSV/DP-Regierung.

Här President, méi Netto vum Brutto, manner Steiere fir jiddereen, steierlech Entlaaschtung fir d'Leit, ech hunn et ugangs gesot: Dat war eent vun den zentrale Walversprieche vun der CSV. D'Regierung huet alle Kriticken zum Trotz hiert Wuert gehalen. Ab dem 1. Januar 2024 hunn all d'Leit méi an der Täsch.

Dofir ginn ech den Accord vun der CSV zum Gesetzesprojet iwwert d'Upassung vun der Steiertabell u véier Indextranchen a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Madamm Adehm villmools Merci an hirer éischter Qualitéit als Rapportrice fir hire schréftlechen an hire mëndleche Rapport. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Patrick Goldschmidt. Här Goldschmidt, Dir hutt d'Wuert.

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den internationale Kontext, multipel Krisen, d'Inflatioun, méi héich Zënsen, fir d'Inflatioun an de Grëff ze kréien, hu mat sech bruecht, dass d'Kafkraaft vun de Bierger massiv negativ impaktéiert gouf. Dëst mécht et a mengen Aen onëmgänglech, datt mir all déi virgesinnen Adaptatioune vun dësem Projet de loi ënnerstëtzen.

Dowéinst wëll ech och direkt iwwergoen zu de Moossnamen, déi d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei matdréit, fir d'Kafkraaft vun de Leit substanziell ze stäerken.

Jo, d'Kafkraaft vun de Leit ass eng vun de Prioritéiten och vun der Demokratescher Partei. An de leschte Joren huet d'Demokratesch Partei derfir gesuergt, dass konkreet Mesüre geholl goufen, fir d'Leit ze entlaaschten. An och dëse Gesetzesprojet steet ganz am Zeeche vun den Tripartitt-Negociatiounen, déi d'DP mat verhandelt an ënnerstëtzt huet.

Haut steet d'Upassung vum Barème ëm véier Indextranchen zum Vott. Dat ass en Equiliber tëscht der Prioritéit, d'Leit ze entlaaschten, op der enger Säit, awer op der anerer Säit och den Auswierkungen op d'Staatsfinanzen. Mëttelfristeg wäert de Steierbarème integral un d'Inflatioun, wéi scho vu menger Virriednerin gesot ginn ass, ugepasst ginn.

Och wann et ëm e Projet zu der Akommessteier fir Privatpersoune geet, wëll ech ervirhiewen, dass mir mat dëser Approche och der Ekonomie insgesamt erëm neie Schwong ginn, dëst net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och an der Groussregioun. Dës Steierentlaaschtung kënnt och de Betriber zegutt, well d'Demande gestäerkt gëtt, sprëch, d'Leit wäerten erëm méi akafen.

Dofir begréisst d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei de Gesetzesprojet, fir de Steierbarème ëm véier Indextranchen op den 1. Januar unzepassen.

Dat heescht, d'Steiertabell gëtt ëm 10,38 % no ënnen ugepasst. 10,38, fir déi, déi sech froen, wéi mer dorop kommen, mee dat ass 1,025 héich 4 oder 4-mol 1,025 an dann ëmmer matenee multiplizéiert, da kommt Der op dee Prozentsaz. An dëst ass nëmmen d'Hallschent vun deem, wat mer misste säit 2017 adaptéieren.

Jo, de Lëtzebuerger Modell beinhalt eeben eng automatesch Indexatioun vun de Salairen, an dozou steet och d'Demokratesch Partei. Dëst bedeit op der enger Säit, datt d'Geld, den Euro, manner wäert gëtt, awer och dass d'Leit duerch déi Augmentatioune vun hirem Akommes, déi se kréien, och méi Steiere musse bezuelen. Dëst nenne mer déi kal Progressioun an dëst gëllt et, eeben an dësem Gesetzesprojet ze adaptéieren an ze kompenséieren.

Fir kloer ze sinn a fir dass mer all hei vun dem selwechte schwätzen: Dës Adaptatioun vum Steierbarème betrëfft d'Steieren oder d'Steierzueler, also d'Leit, déi haut Steiere bezuelen. Et gëtt awer och vill Leit, déi net vill verdéngen an net vun dëser Adaptatioun wäerte profitéieren. Dofir sinn an de leschte Joren eng Partie Steierkreditter agefouert ginn, sougenannt negativ Steieren, op déi ech spéider eng Kéier kuerz zréckkommen.

Soulaang déi grouss ugekënnegt Steierreform net do ass, ass et onëmgänglech, fir d'Steiertabell un d'Inflatioun unzepassen, an dëst huet déi aktuell Majoritéit och wëlles, elo an engem éischte Schratt eeben, wéi gesot, mat der Hallschent vun der Upassung.

Ech géif och gären der Kritick virgräifen, et géif een net wäit genuch goen oder bei den aneren ze wäit, well déi viregt Regierung hat jo 2,5 Tranchë mat de Sozialpartner decidéiert. Wéi Der all matkritt hutt – an et ass schonn de Mëtte gesot ginn –, sinn an de leschte Joren eng Partie Steierkreditter agefouert ginn, ob dat elo de Crédit d'impôt salariés ass, ob dat de Crédit d'impôt salaire social minimum ass, ob dat de Crédit d'impôt $CO_2$ ass, ob dat de Crédit d'impôt énergie ass oder elo de Crédit d'impôt conjoncture. Jo, all déi Steierkreditter, déi, mengen ech, och schonn déi eng oder aner Kéier vum Staatsrot a Fro gestallt gi sinn.

Ech kommen awer elo op zwee Steierkreditter zréck. Dat eent ass de Crédit d'impôt énergie, dee vun Abrëll 2022 bis Mäerz 2023 agefouert ginn ass an deen haaptsächlech deene schwaache Revenuen zegutt-komm ass, wou d'Leit maximal 84 Euro de Mount kritt hunn. An dëst war, fir eng Indextranche ëm ee Joer ze verréckelen, mee awer och virun allem, wéi gesot, fir déi kleng Revenuen direkt mat enger negativer Steier ze entlaaschten. Am Juli 2023, nodeems dass dann dräi Méint d'Leit déi 84 Euro manner haten, ass réckwierkend op den 1. Januar de Crédit d'impôt conjoncture agefouert ginn, maximal 54,25 Euro, Maximum awer op den héije Salairen, dësen, fir zwou Indextranchen ze kompenséieren. Dëse Kreditt leeft, wéi och scho vu menger Virriednerin gesot ginn ass, den 31. Dezember 2023 aus. Dat heescht zwee Kreditter, déi a sech dëst Joer oder Enn dëst Joer zumindest net méi do sinn an an deem Sënn net kompenséiert gi sinn.

Dir verstitt elo hoffentlech, wou ech wëll erauskomme: Falls mer d'Steiertabell nëmmen un 2,5 Indextranchë géifen upassen, da géifen d'Leit dobaussen am Januar maximum d'Kompensatioun vun enger hallwer Indextranche spieren.

Dofir huet dës Majoritéit, vu déi schwiereg ekonomesch Zäite fir all d'Stéit – oder vill Stéit zumindest –, decidéiert, véier Indextranchen an der Steiertabell unzepassen. An de Finanzministère huet och ugekënnegt, d'nächst Joer en neie Steierkreditt auszeschaffen, fir och deene Schwächsten hire Kafkraaftverloscht ze kompenséieren. Dofir ass dat heiten de richtege Wee.

D'DP ass mat enger Haaptambitioun an dës Chamberwale gaangen: d'Leit steierlech ze entlaaschten, fir hir Kafkraaft ze stäerken. An dës Visioun gëtt duerch dëse Gesetzesprojet Realitéit. Ech ginn domadder schlussendlech den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Gesetzesprojet.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goldschmidt. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir si weiderhin an enger ugespaanter wirtschaftlecher Lag, wéi de Statec eis dat a senger leschter Note de conjoncture dëse Mount gesot huet. D'Inflatioun geet zwar erof ënnert dem Effet vun der restriktiver Geldpolitick vun der Europäescher Zentralbank – d'nächst Joer ginn 2,6 % virausgesot –, mee d'Ekonomie dréit méi lues, wat jo natierlech och gewollt ass, wann een esou eng Geldpolitick mécht, fir alles e bëssen erofzefueren. An och d'nächst Joer wäerte mer net vill Wuesstem hunn. Mir sinn also weiderhin an enger schwiereger wirtschaftlecher Lag.

An deem Kontext huet d'Regierung annoncéiert, dass se wëll d'Kafkraaft stäerken. An d'Regierung ass also hei, wéi déi viregt Regierung och, beméit, de Leit méi Kafkraaft ze ginn, wat – dat wëll ech och direkt soen – mir als LSAP begréissen.

Et ass awer u sech kee ganz neie Moment par rapport zu där Politick, déi vun der viregter Regierung gemaach gouf, well och déi huet schonn eng ganz Rei Mesüre geholl, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken. An ech wëll just pour rappel nach eng Kéier soen, dass mer zum Beispill de 25. Abrëll dëst Joer e Gesetz gestëmmt hunn hei an der Chamber, dat de bëllegen Akt ëm 10.000 Euro gehéicht huet, an zwar eestëmmeg.

E weideren Deel vun den Tripartitt-Mesüren zur Stäerkung vun der Kafkraaft ass den 29. Juni ugeholl ginn,

och hei eestëmmeg: eng direkt Adaptatioun vum Steierbarème ëm zwou Indextranchen iwwert de Wee vum Konjunktursteierkreditt, deen de Patrick Goldschmidt elo nach eng Kéier rappeléiert huet; d'Adaptatioun vum Barème ëm 2,5 Indextranchë vun nächstem Joer un; den neien, eegestännegen $CO_2$-Steierkreditt an Héicht vu bis zu 144 Euro och vum nächste Joer un an dann och nach weider iwwer e Règlement grand-ducal d'Erhéijung ëm 50 % vum Plaffong vun den ofsetzbaren Zënsen op engem Immobilieprêt.

Mir hunn also net ganz op dës nei Regierung gewaart, fir d'Kafkraaft ze stäerken, dat ass och schonn an der leschter Regierung geschitt. Mir wëssen, dass d'Leit weiderhi konfrontéiert si mat héijen Zënsen, mat Deierecht op enger ganzer Rei Produits de base, déi se brauchen an hirem Wuerekuerf all Dag, an dass mer eis dowéinst eens sinn, dass mer d'Kafkraaft musse stäerken.

Déi grouss Fro allerdéngs ass déi, ob een dat, virun allem wann een eng méi kleng budgetär Marge huet an dësen Zäiten, soll bei alle Revenue maachen, bei all Niveau de revenu quer duerch d'Bänk, also och bei deene Leit, déi ganz vill verdéngen. Dat ass eng Diskussioun, déi mer iwwert déi lescht zwee Joer des Ëfteren haten an Tripartitten a wou mer oft fonnt hunn, och an der viregter Regierung, dass et sënnvoll wier, iwwer Steierkreditter geziilt a sozial differenzéiert anzegräifen, haaptsächlech bei deene Revenusklassen, bei deene Quintillen, wou de Schong am meeschte gedréckt huet.

An hei ginn dann och eis Meenung an déi vun der Regierung bei dësem Gesetzesprojet dach relativ wäit ausenaner. Et ass nämlech kloer, dass net jiddwereen d'selwecht leit ënnert der Deierecht an deene méi héijen Zënsen. Natierlech leiden déi kleng an déi méttel Revenue vill méi drënner wéi déi mat enger décker Pai.

Wann een elo higeet an de Barème nach eng Kéier ëm 1,5 Indextranchë berengegt, da kritt jiddwereen, en apparence nëmmen, eng „Tournée générale", wéi de Marc Baum dat d'lescht Kéier genannt huet a senger Ried. Mee awer nëmmen op éischt Siicht, well a Realitéit kënnt deejéinege vill besser dobäi ewech, dee vill huet, wéi deen, dee wéineg huet, bei där Tournée générale. Et kann een allerdéngs … Dat kann een iwwregens och gutt mat Botter illustréieren, dat kënnt op de selwechte Räsonement eraus.

Eise Wee ass hei ganz kloer en aneren, Här President. De Premier huet a senger Regierungserklärung gesot, seng Regierung wier net de Vertrieder vun enger Grupp, mee vum Intérêt général. Abee, bei dësem éischte Steierprojet vun der Regierung schwätzen déi plakeg Zuelen eng aner Sprooch: E Jonggesell mat engem Bruttoakommes vun 150.000 Euro kritt 662 Euro Steiererliichterung, ee mat engem Bruttoakommes vu 37.000 Euro huet just 189 Euro méi an der Täsch iwwert dës Steierreform. Also deen, dee ronn véiermol sou vill huet, kritt nach eng Kéier dräi an en halleft Mol sou vill Steiererliichterungen derbäi. Dat ass net eis Iddi vu Steiergerechtegkeet.

Déi dote Politick passt allerdéngs och e bësse bei de Verglach, deen Dir, Här Finanzminister, beméit, wann Der vun de Bierger/inne schwätzt als „Aktionäre" vun dësem Land. Här Finanzminister, fir eis ass d'Lëtzebuerger Land keng Aktiegesellschaft. An nee, an eisen Ae soll och deen, dee méi Steiere bezuele kann, dofir net besser behandelt gi bei enger Steierreform.

Ech hunn et gesot, eise Wee ass hei ganz kloer en aneren. De Barème ass natierlech eng Méiglechkeet, fir Steiererliichterungen ze maachen. En ondifferenzéierten, wéi ech dat elo just gewisen hunn, deen deenen, déi méi verdéngen, vill verdéngen, disproportionéiert méi zeguttkënnt wéi deenen, déi kleng voire mëttel Paien hunn. Dofir huet eis Léisung am Fong dee wichtegen Avantage, dass d'Suen an eisen Ae besser verdeelt ginn. De Steierkreditt ass e wäertvollt Instrument, och haaptsächlech well ee ka selektiv bei deene Leit d'Steierlaascht erofsetzen, wou den zousätzleche Sputt am meeschte gebraucht gëtt.

De Steierkreditt, dat sinn, vereinfacht gesot, Sue cash an d'Täsch op der Paitut um Enn vum Mount, déi d'Steierlaascht direkt erofsetzen. Zanter 2017 ass de Steierkreditt sozial gestaffelt. Wie manner verdéngt, kritt méi Entlaaschtung, bis zu engem Bruttoakommes vun 80.000 Euro, wou dann de Steierkreditt ausleeft. De Steierkreditt huet och praktesch Virdeeler: E bedeit par rapport zu anere Steiermesüren administrativ och manner Opwand fir d'Steierverwaltung.

Mir ginn och mat deem Amendement, dee mer proposéiert hunn, op eng Suggestioun vum Direkter vun der Salariatskummer an, deen nach eng Kéier en Appell gemaach hat un d'Politick, fir de Steierkreditt ze revaloriséieren. Méi wéi zwee Drëttel vun de Salariéen heizuland profitéiere vum Steierkreditt. Mat de successiven Indextranchen allerdéngs hu se awer schrëttweis ëmmer manner dovunner kritt.

Här President, eng aner Deklaratioun, déi d'Regierung gemaach huet, dat war, dass se gären hätt, dass de Gruef tëscht Aarm a Räich sollt manner grouss ginn. Eis Ambitioun geet an déi selwecht Richtung. Mir wëllen och, dass dee Gruef net nëmme manner grouss gëtt, mee virun allem dass d'Schéier tëscht Aarm a Räich och erëm méi kleng gëtt, méi zesummekënnt. An aus deem Grond hu mer scho bei där Steierdebatt, déi d'lescht Joer am Summer hei stattfonnt huet, an och an eisem Walprogramm u sech d'Propositioun gemaach, dass mer eng ambitiéis Steierreform brauchen, bei där de Mindestloun steierfräi gemaach gëtt, wou d'Progressioun ënnen am Barème méi lues eropgeet an och en contrepartie zwou zousätzlech Tranchen uewe solle bäigesat ginn, fir dat Ganzt géigenzefinanzéieren.

Ech géif gär soen an dësem Kontext, dass mer gespaant sinn op Är Proposen, déi jo bis 2026 solle kommen, wou Der wëllt eng Individualiséierung vun eisem Steiersystem maache mat enger eenzeger Steierklass. Ech wëll Iech och soen, dass mer prett sinn, bei där Diskussioun matzemaachen, dass mer do wëlle konstruktiv matschaffen, well ech mengen, et ass evident, wann een eng Steierreform mécht, ass dat net nëmmen eng Steierreform, mee dat ass och eng Gesellschaftsreform, wou jiddwereen, mengen ech, dru gewënnt, wann een do e breede politesche Konsens huet.

Här President, e weidere Kritickpunkt an eisen Ae bei dësem Projet de loi an och an deem ugekënnegte Plang, fir aacht Tranchë ganz am Barème ze adaptéieren, dat ass effektiv, dass dat heiten all Joer e strukturelle Käschtepunkt wäert gi vun enger Milliard Euro, just fir eng Inflatiounsberengegung, wou dann nach keng Spuer vun iergendenger politescher Visioun ass a wou och virun allem an eisen Aen an dëse schwieregen Zäite wéineg Sputt wäert bleiwe fir all déi Saachen, déi musse gemaach ginn hei am Land, all déi vill Investitiounen, déi op eis duerkommen, sief et Infrastruktur, sief et Logement, sief et an der Defense, Kooperatioun – ass d'APD um selwechten Niveau? –, mir mussen an eis Ekonomie investéieren. Bref, mir hunn x Beräicher, wou mer riseg Besoine wäerten hunn a wou mer net kënne stoe bleiwen. A mir hunn hei e bëssen d'Gefill, dass d'Regierung sech mat dëser, dach, jo, automatescher Upassung un den Index déi Marge de manoeuvre a ganz schwieregen Zäiten hëlt. An dat fanne mer net gutt.

Mir gesinn och net wierklech déi Géigefinanzéierung duerch d'Croissance. Mir wëssen, dass dat de Credo ass vun dëser Regierung, dass u sech duerch déi Steiererliichterungen, duerch déi aner Mesüren, déi geholl ginn, zum Beispill am Beräich vum Logement, d'Croissance géif ugekuerbelt ginn an dass déi Croissance och erëm géif integral dann an d'Ekonomie zréckfléissen. Mir hunn Iech schonn e puermol international Experten, och international Organisatiounen zitéiert, déi dat invalidéieren, haaptsächlech an enger klenger Ekonomie, déi immens op ass a wou ganz vill vun eisem Wuesstem an d'Ausland geet, well mer och natierlech sou vill hei importéieren, a wou just e klengen Deel finalement hei am Land bleift. An och do, mengen ech, ass eis Propos an eisen Ae méi pertinent, well et ass och erwisen – och dat soen eng ganz Rei vun internationalen Organisatiounen –, dass méi Suen an de Circuit zréckkommen, wann d'Entlaaschtung effektiv ënnen ukënnt. An an eisen Aen ass eis Propos eng, wou d'Suen effektiv do ukommen, wou se gebraucht ginn, a wou dann och géif méi zréck an eis Ekonomie fléissen.

Här President, mir stinn als LSAP fir e gesonden Equiliber vu Mesüren, déi e Ganzt erginn. Mir stinn zu där Adaptatioun ëm 2,5 Indextranchen aus dem Tripartitt-Accord, deem, wat mer natierlech matgedroen hunn, och zu den anere Steiermesüre vun der viregter Regierung, notamment am Beräich vum Logement, der zousätzlecher Ëmverdeelung, déi mer proposéieren duerch eng Revalorisatioun vum Steierkreditt ëm bis zu 425 Euro a wou eng Persoun mat engem qualifizéierte Mindestloun bei eiser Propos 236 Euro méi géif erauskréie wéi mat der Adaptatioun ëm annerhallef Indextranchë vun der Regierung.

An, Här President, ech ginn Iech hei och elo nach eng Kéier deen Amendement eran, dee mer an der Kommissioun proposéiert hunn. Deen Amendement ass am Fong ëmgeännert, fir déi effektiv 50 Milliounе Surcoût erauszehuelen, well dat war effektiv e Feeler, well mer ausgaange si vun där Base ouni deen $CO_2$-Steierkreditt. Mir hunn deen elo erausgeholl an domat ass am Fong eisen Amendement an eis Propos, fir iwwert de Steierkreditt ze fueren, wat den Déchet fiscal ugeet, wat de Coût ugeet, dee selwechte wéi dee vun Ärer Propos, fir déi zousätzlech annerhallef Tranchen iwwert de Barème ze huelen. Här President, ech ginn Iech dann heimadder den Amendement.

***Amendement 1***

*L'article 2 est remplacé par la disposition suivante :*

*« Art. 2. La loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu est modifiée comme suit :*

*À l'article 152ter, paragraphe 2, 1er alinéa, premier tiret, le montant de « 300 » est remplacé par celui de « 725 », le montant de « 600 », figurant au second et au troisième tiret, est remplacé à chaque fois par celui de « 1.025 » et le coefficient de « 0,015 » au troisième tiret est remplacé par celui de « 0,025625 ».*

*À l'article 154quater, paragraphe 2, 1er alinéa, premier tiret, le montant de « 300 » est remplacé par celui de « 725 », le montant de « 600 », figurant au second et au troisième tiret, est remplacé à chaque fois par celui de « 1.025 » et le coefficient de « 0,015 » au troisième tiret est remplacé par celui de « 0,025625 ».*

*À l'article 154quinquies, paragraphe 2, 1er alinéa, le montant de « 300 » est remplacé par celui de « 725 », le montant de « 600 », figurant au troisième et au quatrième tiret, est remplacé à chaque fois par celui de « 1.025 » et le coefficient de « 0,015 » au quatrième tiret est remplacé par celui de « 0,025625 ». »*

*Commentaire de l'amendement de l'article 2*

*L'amendement de l'article 2 a pour objet de recourir à une revalorisation du crédit d'impôt pour indépendants, du*

*crédit d'impôt pour salariés ainsi que du crédit d'impôt pour pensionnés d'un montant maximal de 425 euros à partir de l'année d'imposition 2024. Une telle revalorisation permet d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages de manière plus ciblée qu'une adaptation supplémentaire du barème d'imposition de l'impôt sur le revenu à hauteur de 1,5 tranches indiciaires. L'accord entre le Gouvernement, l'Union des Entreprises Luxembourgeoises et les organisations syndicales LCGB, CGFP et OGBL à l'issue de la réunion du Comité de coordination tripartite du 3 mars 2023, prévoit déjà une adaptation du barème à hauteur de 2,5 tranches indiciaires. Cette adaptation du barème d'imposition a été consacrée par la loi du 5 juillet 2023 portant modification 1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° de la loi modifiée du 12 mai 2022 instaurant une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers. Les auteurs de l'amendement sous rubrique tiennent à confirmer leur adhésion à l'adaptation de 2,5 tranches indiciaires prévue par cette loi. Par rapport aux montants du CII, CIS et CIP, il convient d'appliquer le principe lex posteriori derogat lex priori. La baisse des montants du CII, CIS et CIP, prévue par ladite loi du 5 juillet 2023, est donc implicitement abrogée.*

*(s.) Franz Fayot, Taina Bofferding, Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel.*

***Amendement 2***

*L'article 3 est supprimé.*

*Commentaire de l'amendement de l'article 3*

*L'adaptation supplémentaire du tarif de l'impôt ayant été remplacée par une revalorisation du CII, du CIS et du CIP, il convient de supprimer la modification de l'article 120bis L.I.R. étant donné que la modification s'avère superflue.*

*(s.) Franz Fayot, Taina Bofferding, Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Här President, ofschléissend géif ech gären nach eng Kéier soen, dass mer der Meenung sinn, dass mat der Regierung hirer zousätzlecher Adaptatioun déi 180 Milliounen net do ukommen, wou se wierklech gebraucht ginn, fir alldeeglech Ausgaben ze decken. Mir sinn och der Meenung, dass d'Schéier tëscht Aarm a Räich weider wäert auserneegoen an d'Ongläichheeten an eisem Land wäerten zouhuelen, mat alle Problemer, déi dëst fir eise sozialen Zesummenhalt bedeit. Drëttens si mer och der Meenung, dass d'Regierung hei den einfachste Wee hëlt an et u sech bei der Gestaltung vum Barème, mat all sengen Ongerechtegkeeten, beim Ale bleift. D'Chancen, fir hei och e bësse méi Steiergerechtegkeet materanzebréngen, si verpasst ginn.

Aus dëse Grënn wäert d'LSAP dësen Text net matstëmmen. Mir sinn awer och net der Meenung, dass mer elo hei blann wëlle géint deen Text stëmmen. Mir hunn och, mengen ech, eng konstruktiv Propos gemaach fir en Amendement, fir en anere Wee, a mir hoffen, dass deen Zoustëmmung fënnt, mee mir wäerten eis bei dësem Projet de loi enthalen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Léif Dammen, léif Hären, léif Kolleegen, d'Steiertabell soll also elo endlech ugepasst ginn un den Index, méi genee u véier Indextranchen, un déi se ni ugepasst ginn ass. Am Ganzen ass d'Steiertabell net un aacht Indextranchen ugepasst ginn. Aacht Indextranchen, dat ass de Verloscht, deen de Steierzueler ze bekloen huet, well d'Regierungsparteie sech geweigert hunn, eng automatesch Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun ze ënnerhuelen, soudass d'Kafkraaft, also dat, wat d'Leit an der Täsch hunn, bei all Indextranche zréckgaangen ass. Et ass eigentlech näischt anescht wéi eng verstoppte Steiererhéijung. Oder wéi de Mann am Bistro géif soen: „Si hunn eis beklaut!"

Et handelt sech also hei net ëm e Kaddo, dee mir als Chamber de Leit maachen, mee mir ginn hinnen dat, wat hinnen eigentlech zousteet. An dat ass och néideg. Dat mierkt een dorunner, dass vill Leit an enger schlechter finanzieller Situatioun sinn, Leit an d'Aarmut rutschen, Leit um Enn vum Mount d'Enner net méi beieneekréien. Dat ass nämlech de Fall hei am Land ëmmer méi – Lëtzebuerg 2023.

Dofir ass net nëmmen déi verstoppte Steiererhéijung hei verantwortlech – mee awer och! Ech erënneren drun, dass dës Regierung als quasi éischte Projet eng Steiererhéijung virgeholl huet, an zwar d'$CO_2$-Steier, duerch déi och d'Kafkraaft erofgeet. Manner Cash an der Täsch. Mir als ADR hätten eis eng Aussetzung vun der $CO_2$-Steier gewënscht.

Wat elo d'Zukunft vun der Steiertabell ugeet, sou wier et elo ubruecht, fir sou schnell wéi méiglech déi ganz Upassung vun aacht Tranchë virzehuelen an dann eng reegelméisseg automatesch Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun virzehuelen. Gëtt dat net gemaach, da si mer nach ëmmer am System vun enger verstoppter Steiererhéijung, wou d'Leit net dat kréien, wat hinnen eigentlech zousteet.

Här President, mir als ADR stëmmen hei kloer fir dëse Projet vun der Upassung u véier Indextranchen, well déi schaffend Leit an déi Pensionéiert hei méi Geld iwwreg wäerten hunn. D'Chamber hat hei schonn decidéiert no den Tripartitt-Accorden – an ech betounen och, dass d'Chamber dat decidéiert hat, net d'Regierung! –, fir zwou an eng hallef Tranchen unzepassen.

Mir hoffen dann elo, dass d'Chamber haut ofstëmmt, fir weider 1,5 Tranchen unzepassen. Dat ass och eng Entscheedung vun der Chamber an do soe mir als ADR kloer Jo. Et war en zentraalt Theema am Walprogramm vun der ADR a mir kënnen hei e flotten Deel vum ADR-Walprogramm zum Wuel vun de Leit erfëllen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, mir diskutéieren also elo haut iwwert déi éischt legislativ Mesür, déi d'Walverspriechen, haaptsächlech vun der CSV, soll ëmsetzen. Et ass net déi éischt richteg Mesür, déi a Kraaft trëtt – iwwert déi hu mer gëschter diskutéiert; dat war den Accord vum Verbuet vun alle Forme vum Heeschen an der Stad Lëtzebuerg –, mee et ass dann dat éischt Gesetz, wat wierklech de Stempel vun der CSV dréit.

Contrairement awer zu deem, wat am Walkampf versprach gouf, nämlech datt grad déi Kleng- a Mëttelverdénger an d'Mënschen an der Steierklass 1a sollen entlaascht ginn, ass et en fin de compte eng Mesür, déi virun allem Leit mat engem méi héije Verdéngscht méi entlaascht. Ech kommen nach drop zréck.

Fir d'éischt awer emol zur Kommunikatioun ronderëm dës Mesür: Am Kader vun der Tripartitt war schonn eng Upassung vun zwee an en halleft Mol vun der Steiertabell un d'Inflatioun decidéiert ginn. Dat war e Kompromëss tëscht de Sozialpartner, deen den Indextranchen, déi gefall sinn zënter der leschter Upassung, sollt Rechnung droen, sachant, datt – an dat gëtt hei dacks a gär vergiess – d'Ofschafe vun deem Automatismus bei den Indexupassungen net an de leschten zéng Joer decidéiert gouf, mee 2012, an dat vum deemolege Finanzminister Luc Frieden an Zesummenaarbecht mam Rapporter Gilles Roth.

Den Text, deen 2012 ofgeschaaft gouf, war schonn 1996 ëmgeännert ginn. Ob dat elo eng Ofschwächung oder eng Verbesserung war, do sinn d'Meenungen deemools ausenanergaangen. Fakt ass jiddwerfalls, datt zënter 2012 néierens méi esou eng automatesch Upassung virgesinn ass. Ech fannen et also pour le moins ulkeg, datt ënner anerem déi Partei, déi de ganze System ofgeschaaft huet, hei elo e bësse mécht, wéi wann de Staat zéng Joer laang dem Bierger e bëssen d'Suen aus der Täsch gezunn hätt, mat deene Rechnungen, déi mer an der Kommissioun diskutéiert hunn, déi elo nach eng Kéier virbruecht gi sinn. Well d'Gronddecisioun, fir net méi automatesch d'Steiertabell unzepassen, déi geet op d'CSV zréck.

An och d'CSV hat deemools hir Grënn, dat ze maachen. Am Exposé des motifs steet lapidaresch: „Dans le contexte actuel, les considérations de politique budgétaire ne permettent pas de maintenir [...] une disposition en matière de l'impôt sur le revenu qui renferme l'adaptation du tarif à la variation de l'indice pondéré des prix à la consommation".

Wéi mer an de leschte Méint d'Inflatiounsberengegunge vun der Steiertabell diskutéiert hunn – den honorabele Franz Fayot ass schonn dorobber agaangen op déi Diskussiounen, déi waren –, do ass awer och vill gesot ginn, dass net méi Sputt do wär wéi déi zwou an eng hallef Upassunge plus de ganze Pak un anere Mesüren, déi decidéiert goufen. Miraculeusement ass dat elo de Fall, obwuel déi zousätzlech Mesür, déi Der jo elo decidéiert hutt, 180 Millioune kascht a mer ons an enger Phas vu wirtschaftlechem Ralentissement befannen, wéi de Statec eis nach gëschter confirméiert huet.

Wéi dëst géigefinanzéiert soll ginn, wësse mer net, a wat och den Impakt vun dësen 180 Milliounen op zukünfteg Investitiounen, noutwenneg Investitiounen, wäert sinn, och dat ass à ce stade net bekannt. Dofir fannen ech et bal sarkastesch, wann elo d'Riednerin vun der CSV d'LSAP freet, wéi si dann hir Mesür wëlle géigefinanzéieren, well mir wësse bis haut nach net, wéi déi 180 Millioune solle finanzéiert ginn.

*(Interruption)*

Wat awer gewosst ass, dat ass, ween am meeschten heivu profitéiert. Natierlech kann een dat, wéi Der dat gemaach hutt, a Prozenter ausdrécken a soen, datt prozentual gesinn ee mat engem méi klenge Revenu méi doduerch gewënnt. Wann een awer déi absolutt Zuelen hëlt, da gesäit een, datt déi Prozenter fir Klengverdénger relativ moer an absolutten Zuele sinn. Zuelen awer, déi leider net sou veröffentlecht goufen – ech hat dat och gefrot an der Kommissioun –, mee just de Gesamtpak gouf an d'Vitrinn gestallt, vun deem allerdéngs de Gros, also 2,5 Tranchen, schonn decidéiert war.

Just dann als Rappell: Eng Persoun, déi 3.000 Euro de Mount verdéngt, wäert duerch dës zousätzlech Mesür 14 Euro de Mount méi hunn. Eng Persoun, déi 12.000 Euro de Mount verdéngt, kritt schonn 41 Euro de Mount bäi. Sozial gerecht ass anescht! A mer wësse jo awer, datt grad déi, déi net esou vill hunn, déi meescht Problemer hunn, d'Enner beieneenzekréien, virun allem eeben an Zäite vun engem zolitten Inflatiounsdrock.

Fir e Pak, deen 180 Millioune kascht, ass dat net grad gerecht. Wa mer schonn a méi komplizéierten Zäiten esou vill Suen an de Grapp huelen, da wier et gutt gewiescht, dat méi cibléiert ze maachen. Duerch déi éischt Decisioun gouf jo en Deel vun der Tabell

ugepasst, fir jiddwerengem entgéintzekommen, also déi Decisioun aus der Tripartitt. Et wier elo d'Geleeënheet gewiescht, séier eppes prioritär fir déi ze maachen, déi et am meeschte brauchen an déi am meeschten ënnert der héijer Inflatioun leiden.

Wat mech awer fundamental stéiert, ass déi Diskussioun, déi mer an der Kommissioun haten an déi och hei elo erëm ugeklongen ass, wann et duergestallt gëtt, wéi wann iwwert déi lescht Joren d'Bierger d'Sue quasi aus der Täsch gezu kritt hätten. Déi Debatt geet komplett laanscht de Fait, datt Steiere bezuelen net eng Strof ass, mee eng Bedeelegung vum Eenzelnen en fonction vu senge Méiglechkeeten zur Allgemengheet, grad eeben och a méi komplizéierten Zäiten.

Natierlech kann een der Meenung sinn, et bräicht een e schlanke Staat, de Staat sollt sou mann wéi méiglech agräifen an ergo bräicht een och net vill Steieren anzedreiwen. Wa mer awer visionär an d'Zukunft vum Land investéiere wëllen, an ons Schoulen, an ons Klinicken, an ons Mobilitéit, da brauche mer e staarke Staat. A wa mer wëllen, datt déi, déi manner hunn, déi, déi am Besoin sinn oder méi Hëllef brauche wéi anerer, wa mer gär hätten, datt déi kënne vum Staat ënnerstëtzt ginn, brauche mer dofir och Steierrecetten. Dat klaut de Staat net, e verdeelt ëm, en hëlleft, Ongerechtegkeeten aus der Welt ze schafen.

Duerfir brauch de Staat och Flexibilitéit bei der Festleeung vu Steieren, och grad an Zäite vun héijer Inflatioun. Dat hat de Legislateur 2012 ënnert dem Impuls vum CSV-Finanzminister deemools zu Recht decidéiert. Déi Contraintes budgétaires, déi 2012 richteg waren, déi sinn och haut pertinent.

Mir hoffe jiddwerfalls, datt dat hei elo net ausschlaggeebend gëtt fir d'Steierpolitick vun den nächste fënnef Joer. Mir hoffen, datt en attendant déi grouss Steierreform, an där d'Steierklassen ofgeschaaft solle ginn an eng eenzeg fir jiddweree geschaf soll ginn, eppes, wat absolutt luewenswäert, noutwendeg ass a wat mer ënnerstëtzen, kënnt, och eppes fir déi Kleng- a Mëttelverdénger geschitt, sou wéi dat am Walkampf an am Koalitiounsaccord versprach gi war, genee wéi och fir d'Mënschen, iwwert déi mer scho ganz laang hei schwätzen, an der Steierklass 1a. Dat hätt een och elo scho relativ onkomplizéiert kënne maachen, et ass nach net geschitt.

Dowéinst awer meng zwou Froen un Iech, Här Finanzminister: Dir sidd elo e bësse méi wéi ee Mount am Amt. Mir hunn all scho gemierkt, Dir hutt Iech schonn intensiv ageschafft. A wéi enger Echeance maacht Der eppes fir d'Steierklass 1a? An ass geplangt, ausserhalb a virun allem virun där grousser Steierreform, mat där d'Steierklasse sollen ofgeschaaft ginn, och eppes méi geziilt ze maache fir Kleng- a Mëttelverdénger?

Mir hunn och an deem Sënn eng Motioun preparéiert a froen, datt iwwert déi als Question préalable virum Vott zu dësem Projet de loi ofgestëmmt gëtt, konform zum Artikel 41 vum Chamberreglement. Mir froen heiran, datt bei zukünftegen Adaptatioune vum Barème méi sozial cibléiert virgaange gëtt, datt en Allègement bannent 12 Méint proposéiert gëtt fir d'Persounen aus der Steierklass 1a an datt mer alles maachen, fir déi nächst Joren och genügend Steierrecetten ze hunn.

Mir wäerten onst Ofstëmme bei dësem Text vun där Motioun hei ofhängeg maachen. Mir sinn nämlech der Meenung, datt dat hei zu engem groussen Deel nach op den Accord mat de Sozialpartner zréckgeet, deen an der viregter Regierung ausgehandelt gouf, mee et geet eebe méi wäit. Et stellt d'Fro vun der Géigefinanzéierung an et verstäerkt d'Ongerechtegkeeten. Wa sech elo bei nächsten Adaptatiounen awer méi zolidd ëm déi méi Schwaach gekëmmert gëtt, da kënne mer dëst hei matdroen. Wann dat net de Fall sollt sinn an et just en éischte Schratt ass an, wéi schonn ugeklongen, an den nächste Méint dann déi nächst véier Tranchen decidéiert ginn, ouni datt e méi staarken Akzent op déi méi Schwaach geluecht gëtt, op déi, déi et am meeschte brauchen, dann enthale mer ons bei dësem Text.

Wann d'Regierungsmajoritéit sech mat engem Jo zu dëser Motioun elo haut derzou engagéiert, fir an den nächste Joren eng verantwortungsvoll a sozial gerecht Steierpolitick ze maachen, da kënne mer dëse Projet de loi matdroen. Wann dat net de Fall sollt sinn an et just en éischte Schratt ass vun enger genereller Politick vu manner Steieren, vun där an der éischter Linn déi Räichst profitéieren an déi riskéiert, op laang Siicht zu enger Spuerpolitick bei Investitiounen a Sozialtransferten ze féieren, da kënne mer dat hei net matdroen an dann enthale mer eis bei dësem Text.

Merci.

***Motion 1***

*« relative à l'adaptation du barème d'imposition »*

*La Chambre des Députés,*

*– notant la proposition d'adaptation générale du barème d'imposition à l'inflation de 1,5 tranches indiciaires de la part du Gouvernement, venant s'ajouter à l'adaptation du barème de 2,5 tranches indiciaires déjà votée par la Chambre des Députés ;*

*– considérant que l'accord de coalition du Gouvernement prévoit, « à moins que la trajectoire budgétaire ne le permette pas », que « les autres tranches indiciaires échues depuis le 1er janvier 2017 ou à échoir seront neutralisées dans le barème au courant de la présente législature » et que « parallèlement, le Gouvernement s'engagera pour réduire la charge fiscale des petits et moyens revenus » ;*

*– soulignant l'importance de soutenir fiscalement les ménages à bas et moyens revenus pour lutter contre le risque de pauvreté et stimuler la consommation des ménages en temps de ralentissement économique selon le principe du « trickle-up » ;*

*– considérant l'incertitude entourant le développement de la situation économique et par conséquent des finances publiques dans leur globalité ;*

*– soulignant l'importance de continuer voire accroître les investissement publics dans les années à venir afin de faire face aux crises multiples actuelles,*

*invite le Gouvernement*

*– à mettre l'accent à l'occasion de la prochaine modification du barème sur des mesures socialement plus ciblées en allégeant la charge fiscale prioritairement pour les revenus bas et moyens ;*

*– à proposer endéans les 12 prochains mois un allègement temporaire – en attendant la réforme promise pour 2026 – des personnes imposées dans la classe 1a ;*

*– à garantir les recettes fiscales nécessaires pour garantir le financement de dépenses et d'investissements publics indispensables dans les années à venir.*

*(s.) Sam Tanson, François Bausch, Joëlle Welfring.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen: „Mat all Indextranche kritt een 2,5 % um Bruttoloun bäi. Netto bleiwen awer keng 2,5 % iwwreg, well ee mat méi Bruttoloun och méi Steiere muss bezuelen. All Indextranche kënnt deemno mat enger Steiererhéijung an doduerch geet d'Kafkraaft vun de Leit" zwar op den éischte Bléck erop, mee gläichzäiteg awer och erëm erof. All Index bréngt engem Mindestlounempfänger – aktuelle Mindestloun – ronn 65 Euro méi brutto a kascht en direkt ëm déi 16 Euro Steieren – 15,9, fir genau ze sinn. An de Staat hëlt sech also déi direkt erëm.

„Fir déi Situatioun ze änneren, muss de Steierbarème mat indexéiert ginn." Dat kompenséiert dat zumindest zum Deel. „D'Piraten wäerte sech [weiderhi] fir eng järlech Indexéierung vum Steierbarème asetzen. Dat awer mat enger Deckelung op den héchsten Tranchë vum Barème. Richteg gesi kascht dës Moossnam de Staat näischt, well bei de Steierrecetten alles esou bleift, wéi et der aktueller Realitéit entsprécht, an d'Leit behalen d'Indextranche vun 2,5 % [...]. Domadder gëtt d'Kafkraaft [...] gestäerkt."

Dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, war en Extrait aus eisem Walprogramm, eent zu eent zitéiert. An dat ass eppes, zu deem mer och weiderhi wäerte stoen. Mir begréissen also, datt dës Upassunge kommen. Et ass och gutt, datt mer a Richtung Automatismus wëlle goen, wat d'Upassung ugeet, well d'Regierung der Chamber ab elo all zwee Joer wëll d'Donnéeë fir eng eventuell Upassung virleeën.

Mee dat geet eis net duer. Nëmmen duerch eng järlech Upassung kann een dës indirekt Steiererhéijung duerch gefallen Indextranchen op e Minimum reduzéieren. Well och dann nach kann eng Indextranche, soe mer, am Februar falen an d'Leit bezuelen zéng Méint laang op déi 2,5 % méi Pai Steieren.

Wann een déi momentan Situatioun kuckt, da sinn zanter Januar 2022 véier Tranchë gefall. Do sinn zwee Joer da scho ganz laang fir eng Upassung. An och wann et nëmmen eng eenzeg Tranche wär, déi mer no 20 Méint kompenséieren, hätten d'Leit 20 Méint indirekt eng Steiererhéijung bezuelt. Dofir, Här President, wäert ech ganz um Schluss nach eng Motioun deposéieren, fir datt de Steierbarème all Joer amplaz all zwee Joer ugepasst soll ginn.

An de leschte fënnef Joer huet de Lëtzebuerger Staat ronn 2 Milliarden Euro Steieren duerch eeben dës Indextranchë méi kritt. Mir ginn also de Leit just dat Geld zréck, wat se u sech dem Staat geléint hunn. Et ass eng Neutralisatioun, keng Erliichterung an deem Sënn.

Well, Här President, fairerweis muss ee jo soen, datt dës Kéier net véier Tranchen ugepasst ginn, mee datt mer annerhallef Tranchen derbäisetzen, well dës Chamber huet schonn dëst Joer zwou an eng hallef Tranchen ugepasst. Dat war am Summer, a sou laang geet mäi Gediechtnes nach zréck, datt ech mech ganz gutt kann drun erënneren, datt mer dat hei gemaach hunn. Dat heescht, u sech mécht dës Regierung net véier Tranchen, se mécht annerhallef Tranchen, well dat anert hu mer virdru scho gestëmmt.

*(Interruptions)*

Déi al wéi déi nei Regierung hunn hei also ee Schratt an déi richteg Richtung gemaach, mee se sinn nach net do, wou mir hiwëllen.

Här President, ech wëll awer och ganz kuerz op den Amendement vun der LSAP agoen. Generell ass et ëmmer gutt, wann Oppositiounsparteien am Parlament Gesetzesännerunge proposéieren oder och Amendementer proposéieren. Mir hunn eis d'Alternativ awer ugekuckt an ech wëll ganz kloer soen: Mir wären derfir gewiescht, datt de Staatsrot hätt kënnen en amont aviséieren, well ech mengen, datt dat zu de gudde Gepflogenheete vum Parlamentarismus gehéiert, datt mer zumindest en Avis froen.

Um Fong, wa mer da vun der Form ofgesinn, si mer awer net ganz averstane mam Amendement, well wann een dat eng Kéier duerchrechent, da fänkt et ab 4.000 Euro brutto de Mount un, datt d'Leit eppes

verléiere par rapport zu der aktueller Propos. 4.000 Euro de Mount brutto, dat ass ongeféier d'Medianakommes pro Personne adulte an engem Menage. Dat heescht ganz konkreet, datt den Amendement vun der LSAP d'Hallschent vun de Steierzueler méi schlecht géif stelle wéi d'Propos, iwwert déi mer kënnen ofstëmmen. Dat ass fir eis net akzeptabel an deementspriechend kënne mer déi Amendementer och am Fong net matdroen.

Wann ee méi sozial Steierpolitick wëll maachen, da muss een déi breet Mëttelschicht mathuelen. Da musse mer definitiv iwwert d'Medianakommes erausgoen. Da musse mer driwwer schwätzen, datt mer bei 70 %, 75 % mindestens vun de Steierzueler derbäi sinn. Ech géif souguer soen, 80 % bis 85 %, well dat ass déi breet Mëttelschicht, déi mer mussen abannen, net just déi Leit, déi bis d'Medianakommes verdéngen, wat ganz konkreet heescht, datt d'Hallschent vun de Steierzuelerinnen a Steierzueler méi schlecht ewech géif kommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten wäerten dofir éischter d'Propos vun der Regierung ënnerstëtzen, well och wann déi net dat ass, wat mer wëllen, well et keen Automatismus ass, well et och kee Plaffong fir d'Groussverdénger gëtt – ech denken, datt déi iewescht 20 % vun de Steierzueler zum Beispill net misste voll berengegt ginn –, esou ass et besser wéi näischt oder just d'Upassung vum Steierkreditt.

Mir rappeléieren awer nach eng Kéier, datt et hei drëms geet, de Leit dat zréckzeginn, wat hinnen zousteet, an datt dat heite kee Chrëschtdagskaddo ass. Oder anescht: Deen heite Kaddo – wann Der et da Kaddo wëllt nennen –, deen hunn d'Leit sech selwer gemaach.

Ech soen Iech Merci. An Dir kritt nach eng Motioun.

***Motion 2***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

*– Mat all Indextranche kritt een 2,5 % um Bruttoloun bäi, mee netto bleiwe keng 2,5 % Kafkraaft iwwreg, well eng Persoun mat all Erhéijung méi Steiere muss bezuelen (= kal Progressioun).*

*– Zënter der leschter Steierreform 2017 sinn aacht Indextranchë gefall a mam Gesetzesprojet 8342 gëtt de Steierbarème vun der Akommessteier ëm véier Indextranchen ugepasst.*

*– Fir ze verhënneren, dass d'Upassunge Joren ze spéit duerchgefouert ginn, misst de Steierbarème an Zukunft järlech un d'Indextranchen ugepasst ginn.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*1. an dëser Legislatur ee Gesetzesprojet op de Wee ze bréngen, fir d'Indexéierung vum Steierbarème ze automatiséieren, mam Zil, dass de Barème ufanks vun all Joer um Stand vum leschten Index um 31.12 ugepasst gëtt.*

*(s.) Sven Clement, Marc Goergen, Ben Polidori.*

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci dann zweemol, Här Clement. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, den Här Clement huet et grad gesot – an ech mengen, et ass wichteg, dat ze soen, a mir wollten och nach eng Kéier dorun erënneren –, datt d'Regierung sech et e bëssen einfach mécht, wa se seet, se géif elo véier Tranchë berengegen. Dobäi sinn tatsächlech 2,5 Tranchë scho gestëmmt ginn. Ech hu se leider net matgestëmmt, well ech dee Moment net an der Chamber war, hätt dat awer gemaach. Mee elo stëmme mer 1,5 Tranchen. Dat ass en Deel vun de Walversprieche vun der CSV, déi ëmgesat ginn. Warscheinlech ass et och ee Walversprieche vun der CSV, wou ech nach domadder ka liewen, deen ëmgesat gëtt, well déi aner Walversprieche si vläicht net onbedéngt sou agreabel fir d'Leit. Ech mengen, et wäert och warscheinlech dobäi bleiwen.

Mee natierlech, mir sinn der Meenung, datt dat eng Steiererliichterung fir d'Salariat bedeit. Dobäi gëtt et Kriticken, déi gemaach gi sinn an op déi ech och wäert zréckkommen. Mee nodeems awer och no der leschter Tripartitt – däerf een och net vergiessen – immens vill Kaddoe gemaach gi si fir d'Betriber, war et och un der Zäit, fir eppes fir d'Salariat ze maachen.

Am grousse Ganzen huet d'Salariat 8 Tranchë verluer. Et kritt dann elo 2,5 plus 1,5 bäi. Hätte mer déi 8 Tranchen adaptéiert, hätt zum Beispill eng Persoun an der Kategorie 1, déi 5.000 Euro brutto verdéngt, ongeféier 100 Euro Steiere manner bezuelt de Mount, also quasi 1.200 Euro manner d'Joer.

De Problem ass tatsächlech deen – dee gouf och vu jidderengem oder e puer Leit ugeschwat –, datt mer trotzdeem och mat dëser Adaptatioun e bësse mat der Géisskan fueren an datt u sech all d'Tranchë wäerten an de Genoss dovunner kommen, och déi Räichst. An d'CSV huet vun enger breeder Mëttelschicht geschwat. Ech weess net, wéi breet déi Mëttelschicht geet an den Ae vun der CSV, mee et muss een awer och trotzdeem bedenken, wann et eis och drëms geet, datt d'Salariat erëm Konsumfäegkeet kritt, nodeems et Konsum verluer huet duerch d'Inflatioun, an datt en Deel elo berengegt gëtt, datt u sech awer och déi iewescht Klassen, déi, déi och am meeschte verdéngen, och wann déi duerno méi wäerte kréien, nodeems mer dat heite gestëmmt hunn ..., datt dee Surplus net onbedéngt an de Konsum erageet. Dee geet op aner Plazen. Doriwwer kënne mer och nach diskutéieren herno bei den Douzièmes provisoires, dozou gëtt et nach villes ze soen, mee u sech iergendeng Kéier, ab iergendengem Niveau geet de Surplus net an de Konsum an ass an deem Sënn och net onbedéngt berechtegt.

Mir maachen eis awer och eng Partie Suergen, wa mer schonn dobäi sinn, well et geet jo drëms, datt de Steierbarème inflatiounsberengegt gëtt. De Problem ass jo och deen, datt den Automatismus vum Index a Fro gestallt ginn ass, an dee gëtt och vun deem heite Koalitiounsaccord a Fro gestallt, well am Koalitiounsaccord steet dran: Sécher ass eng Tranche pro Joer. Déi ass sécher. Déi ass sécher. Déi aner Tranchen, déi géifen erfalen, wann d'Inflatioun – wee weess? – erëm eng Kéier an d'Héicht géif goen. Déi aner Tranchen, do gëtt driwwer diskutéiert innerhalb vun der Tripartitt an do kucke mer, wat mer maachen. Dat ass sou, wéi mir dat gelies hunn. Dat heescht, dat stëmmt eis awer och nach net ganz positiv u sech, déi heiten Ausso.

D'Madamm Adehm huet sech gewonnert, well si huet vun der Propos vun den Amendementer vun der LSAP geschwat, huet sech gewonnert, wou mer deen Déchet fiscal vun 230 Milliioune kéinte siche goen. Et ass eng legitimm Fro. Et ass ëmmer eng legitimm Fro, sech d'Fro ze stellen, wou een en Déchet fiscal siche geet. Dorobber gëtt et awer och Äntwerten. An do wiere mer erëm beim Steierbarème iwwerhaapt a bei enger Steierreform.

An dat ass jo och vläicht de Problem, dee mer elo hei hu mat der Upassung un d'Inflatioun vum Steierbarème, datt een dat aneschters misst upaken, fir datt et och méi gerecht gëtt. Dat heescht, datt ee fir d'éischt emol eng Steierreform mécht an datt een och de Spëtzesteiersaz an d'Luucht setzt an deen, wéi mir et proposéieren, wéi d'Chambre des Salariés et d'ailleurs och proposéiert, bis 50 % eropgeet an enger éischter Phas. A mengen Ae kéint et roueg driwwer goen. An den 80er-Jore ware mer op 56 % an ech mengen net, datt d'Liewen deemools sou problematesch war. An datt een och iwwert d'Palieren, iwwert d'Seuilen diskutéiert, well iergendeng Kéier déi héijer ... Beim Mëttelstandsbockel geet et jo relativ séier, fält ee relativ séier an eng aner Tranche, mee duerno déi iewescht, wou et duerno och bei 200.000 Euro ophält, 42 %, do gëtt et awer nach vill Sputt no uewen.

Dat heescht, mir sinn der Meenung, fir d'éischt emol misst de Steierbarème reforméiert ginn an dann hätte mer och un enger gerechter Upassung un d'Inflatioun geschafft. Dat gëtt elo net gemaach an elo hu mer e Problem. A Wierklechkeet, wou mer ... Géife mer deen heite Projet de loi net matstëmmen, géif et awer och bedeiten, datt déi ënnescht Schichten net ugepasst géife ginn. A mir sinn awer trotzdeem der Meenung als Lénk, datt dat awer misst geschéien. D'autant plus, datt et schlussendlech dann nëmme 4 Tranchë sinn, also 1,5 fir dëse Coup, mee schlussendlech nëmme 4 Tranchë sinn amplaz vun 8. Anerersäits natierlech kritt jiddereen d'Tournée générale. Dat ass e Problem och an eisen Aen. An eisen Aen ass dat awer keen Argument, fir ze soen, datt mer dee Projet de loi net géife matstëmmen, quitte datt mer et léiwer aneschters gestalt hätten.

Mir kënnen och an deem Sënn d'Amendementer vun der LSAP matdroen an, ech mengen, warscheinlech déi Motioun vun de Grénge och. Ech muss déi nach liesen, mee ech mengen, déi ginn an déi richteg Richtung. Ech mengen, datt et kohärent ass, déi zwee Amendementer vun der LSAP matzestëmmen, déi warscheinlech net ugeholl ginn. Souwäit ech verstanen hunn, géife se net ugeholl ginn. Ech weess et net.

Trotzdeem géife mer deen heite Projet de loi awer matstëmmen, well et gëtt nach nozebesseren. A wee weess, vläicht wäert dës Majoritéit duerno nach eng gréisser Steierreform maachen, wou déi héijer Revenue méi misste bäidroen. Ech hunn d'Hoffnung nach net komplett opginn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen Iech Merci, Här Wagner.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt Iech villmools Merci soen, dass mer dëse wichtege Gesetzesprojet kënnen elo virum Enn vum Joer stëmmen. E Merci dofir un déi ganz vill Aarbecht, déi geleescht gouf an deene leschte véier Wochen no Untrëtt vun dëser Regierung, souwuel um Niveau vun dem Ministère, um Niveau vun der Steierverwaltung, awer och um Niveau vun der Chamber. Mir haten eng Rei vu gudde Meenungsaustauschen iwwert dëse Gesetzesprojet an der Chamberskommissioun, an der Finanzkommissioun. An ech wëll Iech och ganz opriichteg Merci soe fir déi flott an argumentéiert Debatt, déi mer elo déi leschte Stonn hei haten.

An ech géif eigentlech soen, wann ech héieren, wat argumentéiert a gesot gouf – an ech wëll dat wierklech ënnersträichen, ech appreciéieren dat! – souwuel vun der LSAP, vun der DP, vun der CSV, vun der ADR, de Piraten, deene Lénken an déi gréng: Dëse Gesetzesprojet ass eigentlech da bëssen de goldene Mëttelwee vun deene Meenungen, déi am Parlament ausgedréckt goufen.

Dëse Gesetzesprojet dréit eppes Rechnung – an ech mengen, dat ass net a Fro gestallt –, nämlech dass

d'Leit méi Kafkraaft kréien ab dem 1. Januar vum nächste Joer. Dat ass sou virgesinn, net an engem Koalitiounsaccord eleng, mee et ass virgesinn an engem Regierungsprogramm, deen hei an der Chamber mat enger grousser Majoritéit gestëmmt gouf. Et ass och dat, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Gewerkschaften an anerer dobaussen am Virfeld vun de Chamberwalen gefuerdert hunn an och elo nach mat Nodrock fuerderen.

Et ass virun allem eng Entlaaschtung vun all de Steierzueler iwwert de Barème. Et ass eng strukturell Moossnam, déi bewierkt, dass d'Leit ab dem Januar 2024 méi Netto vum Brutto hunn, déi bewierkt, dass d'Leit méi Suen an der Täsch hunn, well all Netupassung – an et ass op ville Plazen, an och haut erëm an dëser Debatt, ënnerstrach ginn – vun der Steiertabell, dat ass de facto eng verstoppte Steiererhéijung. An dat wëlle mer verhënneren, well eng verstoppte Steiererhéijung, Dir Dammen an Hären, dat ass Gëft an enger Zäit, wou d'Leit méi Kafkraaft brauchen!

Et ass richteg, dass mer eng ugespaante Situatioun hunn, den Här Fayot ass drop agaangen. Et ass haut och nach eng Kéier de Bericht vun dem Statec komm. Mee grad dann, Dir Dammen an Dir Hären, muss een de Leit ënnert d'Äerm gräifen. Et muss een de Leit hëllefen, fir méi Kafkraaft um Enn vum Mount ze hunn, sief dat fir d'Konsumausgaben … An den Här Goldschmidt huet dat richteg gesot, de Konsum hëlleft jo och der Geschäftswelt, dat hëlleft de Kleng- a Mëttelbetriber, dass d'Leit weider de Konsum hunn, an et hëlleft och de Leit bei héijen Zënsen, déi se mussen op hir Prête bezuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, déi véier Indextranchen, déi sech ab dem 1. Januar 2024 strukturell wäerten am Steierbarème erëmfannen – par rapport zu dem Steierbarème 2023, och dat ass e Fakt –, dat ass dat eng Entlaaschtung vun iwwer 10 % vun der Steierlaascht, déi d'Leit am Duerchschnëtt ze droen hunn. An et si besonnesch déi Kleng- a Mëttelverdénger, déi am meeschten dervu profitéieren. Ech kommen herno nach dorobber zréck. Et si besonnesch déi Leit, déi an der Steierklass 1a sinn, déi am meeschten entlaascht ginn an zu Recht entlaascht ginn.

Well kuckt emol, bei engem versteierbaren Akommes vu 50.000 Euro brutto an der Steierklass 1a mécht dat ëmmerhin 1.160 Euro aus par rapport zum Barème, wéi en haut applikabel ass. A wann een de Crédit d'impôt conjoncture, dee jo just op dëst Joer limitéiert ass, ewechhëlt, da mécht dat nach ëmmer e Plus vu 709 Euro aus. Dat ass net näischt!

Bei engem versteierbare Bruttoakommes vun enger Famill, d'Madamm Adehm huet dat ugefouert, vun 125.000 Euro an der Steierklass 2 sinn dat ëmmerhin 2.189 Euro. Hëlt een de Crédit d'impôt conjoncture ewech, dann ass dat nach ëmmer e Plus vun 1.333 Euro Steieren, déi déi Famill muss manner bezuelen. Aner Rechebeispiller sinn an der Presentatioun, déi de Finanzministère gemaach huet, déi ëffentlech zougänglech war, opgefouert.

Dëse Projet dréit och enger laangjäreger Fuerderung Rechnung, nämlech där, dass de steierbefreiten Agangsmontant, dat heescht dee Montant, ab deem een iwwerhaapt Steiere bezilt, natierlech doduerch, a berechtegterweis, an d'Luucht geet. An ech wëll Iech just ee Beispill ginn: Dee läit de Moment bei 11.265 Euro an der Steierklass 1. Dee geet erop mat dëser Upassung, op 12.438 Euro geet deen an d'Luucht.

An ech wëll just alleguerten deene Leit eppes soen, déi soen: „Ma dat ass eng einfach automatesch Applikatioun vun engem Steierbarème." Nee! Et ass en Entgéintwierke géint déi kal Progressioun, wou an Däitschland d'Bundesregierung gesetzlech verflicht ass, fir där besonnesch bei dem Agangsmontant Rechnung ze droen. Ech wëll Iech just soen, Madamm Tanson, dass an Däitschland aktuell de Betrag, ab deem ee Steiere bezilt, wäert ab dem 1. Januar 2024 op 11.604 Euro an d'Luucht goen. Dat heescht am Umkehrschluss: Hätte mer déi Adaptatioun hei net gemaach, da géif een an Däitschland ab dem 1. Januar méi spéit Steiere bezuele wéi dat, wat haut aktuell zu Lëtzebuerg ass.

E weidere Punkt ass deen, dass d'Steiertranchë verbreedert ginn. Dat ass eng arithmeetesch Applikatioun, mee bréngt awer och mat sech, dass de berüümte Seuil vun de 40 %, dat heescht déi 39 % aus dem Barème plus d'Solidaritéitssteier, plus d'Contributioun zu der Fleegeversécherung … Domadder kënnt een nämlech da schonn iwwer 40 %, wat awer net näischt ass – ouni mol dat, wat zousätzlech d'Soziallaaschten derbäimaachen. Dann heescht dat am Kloertext, dass ee bis haut an der Steierklass 1 ab 45.000 Euro iwwert déi 40 %, also global, komm ass fir all 100 Euro, déi ee méi verdéngt. Ab dem 1. Januar wäert dee Montant op iwwer 50.000 Euro an d'Luucht goen, a fir Leit an enger Steierklass 2 ass dat iwwer 100.000 Euro.

Ech wëll och ganz kloer soen, dass de Regierungsprogramm virgesäit, dass dat hei eng éischt Upassung vun dem Steierbarème ass. D'Hallschent vun deenen aacht Indextranchen, déi opgelaf sinn zanter 2017 duerch eng Netupassung vun der Steiertabell, déi gëtt heimat berengegt.

Jo, et sinn Eenzelner, déi hu méi gefrot. Dat hei ass dat, wat à ce stade am Regierungsprogramm festgeluecht gouf. An ech mengen och, wann ech déi verschidden Intervenanten héieren, ass dat effektiv net nëmmen d'Hallschent vun aacht, mee et ass och de goldene Mëttelwee, wann ech déi eenzel Intervenanten hei héieren.

Ech wëll awer ganz kloer ënnersträichen, well dat ass jo och vu Verschiddene gefrot ginn, berechtegt gefrot ginn, fir net ze soen och duerch Motioune gefuerdert ginn: Jo, de Regierungsprogramm gesäit och vir, dass an Zukunft – an ech hoffen, dass dat ka sou schnell wéi méiglech bewerkstellegt ginn – deenen Indextranchen, déi nach opstinn, nämlech deene véier reschtleche plus deenen, déi eventuell nach erfalen en cours de route – a wann ech richteg gelies hunn, huet de Statec haut gesot, dass um Enn vum Joer 2024 kéint nach eng weider Indextranche erfalen –, muss a wäert natierlech och a weidere Schrëtt vun der Upassung vun dem Steierbarème Rechnung gedroe ginn.

Dat ass also en éischte Schrëtt, anerer kommen no. Ech hoffen, dass déi finanziell a budgetär Méiglechkeete vum Staat erlaben, fir datt deem sou schnell wéi méiglech – och am Interessi vun der Kafkraaft an am Interessi, dass d'Leit net permanent steierlech méi belaascht ginn – Rechnung gedroe gëtt. Et ass also e Punkt aus engem Gesamtpak.

Eng weider Moossnam wäert zäitno an de Méint Januar, Februar kommen – an ech hoffen och an engem Konsens; dat ass net ëmmer en unanimmen Accord, wat mer musse maachen – am Wunnengsbau, well Dir wësst, déi, déi fréier an der Regierung waren, déi do héich Verantwortung, besonnesch am Wirtschaftsberäich, gedroen hunn, dass de Wunnengsbaumaart ugespaant ass. A mir mussen alles drusetzen, dës Regierung muss a wäert och alles drusetzen, fir dass de Wunnengsbaumaart erëm eng Kéier ugekuerbelt gëtt, fir dass, jo, virun allem och séchergestallt gëtt, dass déi vill Leit, déi am Constructiounssecteur beschäftegt sinn – an ech mengen, do si mer eis alleguerten eens –, sech net, wa se aus hirem wuelverdéngte Kollektivurlaub zréckkommen, dann herno op der Strooss erëmfannen.

An ech komme bei eng weider Moossnam, dat ass déi, déi d'Madamm Tanson ugeschnidden hat. Dat ass déi vun der Steierklass 1a. Ech bannen dat, wann Der erlaabt, Här President, a meng Ried mat an, well dann ass dat …

*(Interruption)*

… e ganze Pak. Dass Der mech do net ze vill sanctionéiert op menger Riedezäit. Wann Der sot: „Ech hale strikt un der Riedezäit fest!", da wier dat entgéint deem, wat Der gëschter gemaach hutt, mee dann halen ech mech un d'Riedezäit. Also, dat musst Der mer just elo soen.

*(Hilarité)*

**Une voix** | Dir hutt nach e bëssen Zäit.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Ok.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech géif elo mol déi Zäit ausnotzen, déi Der hutt, Här Roth. Dir hutt der nach vill.

*(Hilarité)*

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Ok. Also, puncto Steierklass 1a: De Regierungsprogramm gesäit ganz kloer vir, dass mëttelfristeg – an do ass jo eng Zäitschinn dragesat: 2026 – de Finanzminister invitéiert ass, no Consultatioun e Projet op den Dësch ze leeën, dass mer net méi ënnerscheeden, ob mer gepacst, gekummert, gescheet, bestuet sinn, mee dass all Mënsch iwwert déi selwecht Steierklass gefouert gëtt. Dat heescht, dass de facto déi Steierklassen 1, 1a an 2 ofgeschaaft ginn.

Dir wësst awer alleguerten, déi, déi fréier Regierungsverantwortung gedroen hunn, déi, déi fréier an de Majoritéitsparteie waren, dass dat net ka vun haut op muer bewerkstellegt ginn. Och dee System vun enger eenzeger Steierklass oder vun der Individualiséierung vun der Steier, dee muss een, och scho fir verfassungsrechtleche Problemer aus dem Wee ze goen, op eng gewësse Période transitoire strecken.

De Regierungsprogramm hélt awer en attendant – an dat steet och ganz kloer dran – d'Engagement, dass an där Transitiounsphas d'Leit an der Steierklass 1a schonns virdru weider a verstäerkt entlaascht ginn. Dat kann ee maachen iwwer eng Adaptatioun vun der berüümter Formel, wou ee vun der Steierklass 1 an d'Steierklass 1a kënnt. An et ass virgesinn, fir dat am Laf vum nächste Joer ze maachen, fir dass ab 2025 déi Entlaaschtunge kënne gemaach ginn. Dat zu deene Punkten.

Ech wëll nach kuerz agoen op déi Amendementer, déi vun der LSAP an der Finanzkommissioun virgeluecht goufen an déi haut an der Substanz nach eng Kéier reiteréiert goufen, nämlech dass een déi Steierkreditter fir déi niddregst Akommessen sollt erhéijen. An d'LSAP huet gesot: „Mir wëllen duerfir net, dass véier Indextranchë berengegt ginn, mee dass nëmmen zwou an eng hallef berengegt ginn an déi aner Sue sollen da verwent ginn, fir déi Steierkreditter an d'Luucht ze setzen."

Ech begréissen et ëmmer, well dat ass eng héich komplex Matière, wann eng Fraktioun, ob dat vun der Majoritéit oder vun der Oppositioun ass, sech eege Gedanke mécht an och kuckt, fir déi an en Text ze couléieren. Dat ass eng technesch schwiereg Aufgab. Mir hunn net déi Moyenen, d'Parteien zu Lëtzebuerg, wéi dat an anere grousse Länner ass, fir dat ze bewerkstellegen. Ech hunn dat selwer gesinn an deenen zéng Joer, wou ech an der Oppositioun war. Duerfir merci fir alleguerten déi Efforten. Et kann een eng aner Meenung hunn. An dësem Fall huet d'Regierung eng aner Meenung. Déi ass och argumentéiert

ginn. Mee ech soe Merci, fir deen intellektuellen Input gemaach ze hunn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | D'Regierung gesäit heivun of, net well dat net an engem Koalitiounsaccord steet. Also, wa mer eis esou anengen, da komme mer un e Punkt, wou mer praktesch net méi handlungsfäeg sinn. Mir sinn an engem liewegen Debat an ech mengen, besonnesch a weesentleche Punkte wéi deem vun der Steierpolitick, wat oft an d'Gesellschaftspolitick erageet, do muss een och kucken, e gréisstméigleche Konsens ze hunn, quitte dass ee sech ëmmer op eng Majoritéit an enger Chamber muss kënne baséieren.

An duerfir wëll ech och soen – an dat hunn ech an der Finanzkommissioun gesot an ech stinn derzou an ech soen et och hei eng Kéier an enger ëffentlecher Sitzung –: Déi Ëmuerdnungen um Niveau vun der Steierklass 1a wäert ech, op jidde Fall vu mengem Point de vue, kucken, mat engem gréisstméigleche Konsens ze maachen, soudass verschidde Modellen op den Dësch geluecht ginn an dass mer déi an der Finanzkommissioun offen diskutéieren. An dann op Base vun där Diskussioun muss d'Regierung eng Kéier d'Verantwortung iwwerhuelen an dat an e Projet de loi acalculéieren.

Hei ass de weesentleche Punkt, dass de Regierungsprogramm virgesinn huet, dass mer gären hätten à ce stade, fir d'Kafkraaft vun all Steierzueler ze stäerken, dass mer dat wëllen duerchzéien duerch de ganzen Tariff. An den Här Clement – wou ass en; deen ass kuerz eraus – huet dat eigentlech gesot: Mir sinn der Meenung, dass och Leit, déi iwwer méi wéi de Medianakommes verfügen, zu enger Mëttelschicht gehéieren an dass een net hei sollt higoen, dass déi an dëser Zäit sollte steierlech méi belaascht ginn, wat de facto géif geschéien, wa mer se net géifen iwwert d'Inflatiounsberengegung an der Steiertabell berücksichtegen. An dat soen ech och nach eng Kéier ganz kloer: Dat ass eigentlech dat Argument, firwat dës Regierung plädéiert, fir deem do net Rechnung ze droen.

An da wëll ech ofschléissend, Här President – ech maachen dat méi kuerz –, soen, dass d'Gewerkschaften, a besonnesch d'Chambre des Salariés an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, iwwregens och fannen, dass dat hei e Schrëtt an déi richteg Richtung ass, dass déi och eng Äntwert dorobber ginn. An do sinn ech mat der Madamm Tanson – mee ech respektéieren Är Meenung – net d'accord, dass hei éischter d'Spëtzeverdénger géife méi entlaascht ginn. Nee, déi ginn eebe prozentual manner entlaascht. Elo sot … Jo, Dir kënnt elo eng Kéier laachen, mee et sinn och déi breet Schëlleren, déi richtegerweis an enger Solidargemeinschaft, meeschtens och am Montant absolu, méi Steiere bezuelen. Dat muss een och esou unerkennen.

Also, wéi gesot, hei seet d'Chambre des Salariés … an ech liesen Iech nach eng Kéier dee Saz. Et ass zwar op Franséisch, mee dat hëlt dat dann erëm, wat ech Iech elo op Lëtzebuergesch gesot hunn. D'Chambre des Salariés, net d'Regierung, seet: „En vertu de la progressivité fiscale, le premier contribuable paie davantage", dat ass also deen, dee méi vedéngt, „d'impôts que le second et, de ce fait, le premier se fait donc rembourser davantage que le second en cas d'allègement linéaire et proportionnel des contributions fiscales. Proportionnellement", an dat ass fett gedruckt, „cependant, cette mesure bénéficie davantage aux petits revenus." Hei ass den Avis vun der Chambre des Salariés zu deem Punkt.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Dat gesot, Här President, wëll ech Merci soe fir all déi konstruktiv Abréngunge vu Meenungen, déi ënnerschiddlecher Natur sinn. Ech mengen, dovunner lieft eng Demokratie. An d'Demokratie lieft och dovunner, dass eng Majoritéit iwwer e Projet de loi decidéiert.

Ech soen Iech Merci. Ech hu 50 Sekonne méi geschwat an ech hu mech fir de Rescht awer un Är Zäit gehalen. De Rescht maachen ech vun donidden. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Finanzminister. Gesitt Der, et ass souguer mat Amendemente bal gaangen. Voilà, domat hätte mer dann d'Diskussioun ofgeschloss.

An da komme mer zum Vott. An ech widderhuelen nach eng Kéier wéi ëmmer: Déi Leit, déi wëlle matstëmmen, hu vläicht besser, sech anzeloggen, well soss geet dat net.

Mir kommen also fir d'éischt zu der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8343, mee awer fir d'éischt iwwert d'Amendementen.

*(Interruption)*

Fir d'éischt iwwert d'Amendementen. An dat, wat ech ofgi krut oder um Büro läit, ass zwar een Ziedel, mee zwee Amendementen. An dofir musse mer separat iwwert deen éischten an duerno iwwert deen zweeten ofstëmmen. Här Bausch, Dir frot nach d'Wuert.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, Här President. D'Madamm Tanson hat gefrot, fir laut dem Artikel 41 eng Question préalable ze stellen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat ass alles … Dat maache mer, Här Bausch. Do komme mer duerno drop. Mee fir d'éischt stëmme mer d'Amendementen. D'Madamm Tanson huet gefrot, fir iwwer hir Motioun als Question préalable virum Vott vum Projet de loi ofstëmmen ze loossen. An deen ass no den Amendementen. Also fir d'éischt d'Amendementen.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Dann entschëllegt mech.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat ass guer kee Problem. Da weess och jiddwereen, ëm wat et elo geet. Den Här Spautz huet nach d'Wuert gefrot.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Et ass zwar net, fir zu den Amendementen ze schwätzen, Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Nee, ech wollt just soen, dass mir déi Amendementen ofleenen.

*(Hilarité)*

Mee et éiert awer d'LSAP – dat ass scho gesot ginn –, dass se sech d'Aarbecht gemaach huet, et auszeschaffen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Mee et geet net mat deem iwwereneen, wéi mir et gesinn. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. Mee trotzdeem nach eng Kéier: Bei den Amendementen ass a sech keng Riedezäit virgesinn. Dat soll am Prinzipp gemaach ginn an der Discussion générale selwer.

***Amendements***

An dofir komme mer och elo zu der Ofstëmmung iwwert den Amendement 1.

***Vote sur l'amendement 1***

An ech maachen de Vott op. D'Procuratiounen. An dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat ass: Jo: 17, Nee: 43, Abstentioun: keng. An domat ass den Amendement Nummer 1 mat 43-Nee-Stëmme géint 17 Jo-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen (par M. Sven Clement) et Ben Polidori.*

Den Artikel 2 vum Projet de loi bleift also ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Da komme mer bei de Vott zum Amendement 2 vun der LSAP, deen als Objet huet, den Artikel 3 ofzeschafen.

***Vote sur l'amendement 2***

Och do maachen ech de Vott op. D'Procuratiounen. An da schléisse mer de Vott of.

D'Resultat vum Vott: Jo: 17, Nee: 43, Abstentioun: keng. An domat ass den Amendement Nummer 2 mat 43-Nee-Stëmme géint 17 Jo-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Luc Emering), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen (par M. Sven Clement) et Ben Polidori.*

Den Artikel 3 vum Projet de loi bleift also ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

***Vote sur une proposition de priorité pour une motion conformément à l'article 41, point 4, du Règlement de la Chambre des Députés***

An éier mer zum Vott iwwert de ganzen Text kommen, hu mer eng Motioun vun deene Gréngen, d'Motioun Nummer 1, hei kritt, wou gefrot ginn ass op Basis vum Artikel 41 iwwert d'Question-préalablen, de Punkt Nummer 4, fir eng Proposition de priorité pour une résolution ou une motion ze froen. Normalerweis hu mer dat ëmmer nëmme gefrot, wa mer bei Propositiounen oder Motioune waren, fir eng virzehuelen. Et gesäit awer näischt am Reglement vir, datt et net kann och virun engem Gesetzestext gemaach ginn. Mee well et eng Propositioun ass, géif ech d'Chamber froen, ob se mat där Propositioun d'accord ass.

A wien domat d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ech maachen d'Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dat ass also unanimement ugeholl, soudatt mer elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun 1 vun der Madamm Sam Tanson kommen.

***Motions***

***Motion 1***

An ech wollt do froen, ob et nach Wuertmeldungen dozou gëtt. Här Minister.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci, Här President. Fir dass mer eis op de klore Wuertlaut vun der Motioun vun der Madamm Tanson ..., d'Meenung vun dem Finanzminister oder vun der Regierung, dass déi kloer ass. Et gëtt éischtens gefrot, dass een an enger „prochaine modification du barème" den Akzent op „mesures socialement plus ciblées en allégeant la charge fiscale prioritairement pour les revenus bas et moyens" setze soll. Bon, dat hänkt natierlech dervun of, wéi een dat bewäert.

Ech hunn Iech virdru gesot, wat, mengen ech, och richteg ass: dass, wann een eng Adaptatioun vum Barème mécht, dann natierlech besonnesch déi Kleng- a Mëttelrevenuen automatesch duerch d'Inflatiounsberengegung vum Barème méi entlaascht ginn. Ech mengen, dat ass dat, wat ech Iech dozou ka soen.

Ech kann Iech och weider soen, ouni dass ech mech dozou kann – well do musse jo Berechnunge gemaach ginn – engagéieren: Mir haten an der Finanzkommissioun d'Fro: Wéi ass et mat dem Echelonnement vun de Steierkreditter? Dat heescht: Wéi wäit gräifen déi? Ech hu mech engagéiert ... Dat war d'Motioun, déi mer d'lescht Woch vum Här Clement haten. Do hunn ech mech engagéiert, dass ech géif déi Berechnunge mat der Steierverwaltung – ech kann déi net maachen – zesumme kucken, an da géif ech der Finanzkommissioun ënnerbreeden, wat een do ka maachen a wat dann den entspriechenden, ech soen, estiméierten Déchet fiscal dovunner ass.

Mee ech ka mech net méi prezis zu Saachen elo engagéieren. Well wann Dir zu mer sot: „Jo, eng Adaptatioun vum Barème ass fir eis keng Mesure socialement ciblée an Dir hutt Iech awer deemools engagéiert, fir Mesures socialement plus ciblées ze maachen", jo, da si mer eis op der Form do net eens.

Ech hunn Iech och virdrun op der Chamberstribün gesot, Madamm Tanson, dass de Regierungsprogramm virgesäit, dass ee géif en attendant déi Individualiséierung vun der Steierlandschaft fir d'Privatpersounen un der Schrauf dréien, fir dass een déi Leit, déi an der Steierklass 1a sinn – dat sinn also Leit, déi verwitwet sinn; dat si Leit, déi Elengerzéier sinn, oder Leit, déi 65 Joer sinn an eleng sinn –, transitoire, also kuerzfristeg, dann ab dem 1. Januar 2026 géif entlaaschten. Wéi wäit ee se entlaascht, dat muss ech Iech an der Chamberskommissioun no Berechnunge matdeelen.

An deen drëtte Punkt ass deen: Jo, all Staat huet natierlech d'Obligatioun, fir ze kucken, fir méiglechst vill Steieren eranzekréien, fir Investissementer kënnen ze maachen. Ech soen Iech awer och – an dat gëtt jo och ëmmer gefrot –, dass et muss e gesonden Equiliber sinn zwëschent deene Leit, déi d'Investissementer finanzéieren. Dat sinn op där enger Säit d'Privatpersounen an op där anerer Säit sinn dat och d'Betriber. An dat muss ee kucken an enger Globalitéit. Et muss ee kucken, fir d'Kompetitivitéit vun de Betriber generell ze erhalen. Well et kann een natierlech bei de Betriber nëmmen dropschloen, mee wa se herno anzwousch aneschters ginn, jo da stitt Der mam Fanger am Mond do, well da si keng Sue méi do. An dat selwecht zielt och nun eeben emol bei der Steierlaascht, déi den eenzele Privatpersounen entsprécht, well wa mer do ze vill dropdrécken, da si besonnesch déi Leit, déi natierlech de Choix hunn, ob se zu Lëtzebuerg schaffen oder ob se zu Lëtzebuerg hir Steiere bezuelen oder soss an aneren europäesche Memberstaaten oder doriwwer eraus, och net do. Et ass also e gesonden Equiliber.

An der Zilsetzung hunn ech kee Problem mat där Motioun, mee ech loosse mech awer och net gären esou festleeën, dass ech keng Marge de manoeuvre méi hunn. A virun allem d'Regierung, déi handelt am Kader vun hirem Regierungsprogramm als Ensemble, als Unitéit. Dat huet se bis elo gemaach an ech hätt och gären, dass se an deem Ensemble, an där Unitéit kéint weiderfueren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Roth. Ech hunn eng Rei Wuertmeldungen. Ech fänke mat der Auteure vun dëser Motioun un, der Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Merci, Här Finanzminister, fir d'Explikatiounen. Also, fir den éischten Tiret, dat ass och dee Punkt, wou ech u sech keng Äntwert op meng Fro krut, weeder elo haut nach an der Kommissioun. Dat baséiert sech eigentlech op Äre Koalitiounsaccord, well do beschreift Der, op der Säit 33 sot Der, dass Der eeben de Barème neutraliséiere wëllt. Dat ass jo elo hei eng Etapp. Dir hutt och ugekënnegt, Dir maacht déi nächst Tranchen och nach.

An da steet dee Saz hannendrun, dee mech scho méi wéi eng Kéier interpelléiert huet: „Parallèlement, le Gouvernement s'engagera pour réduire la charge fiscale des petits et moyens revenus." An dat ass jo meng Fro, dat heescht: Ass dat onofhängeg vun där grousser Reform, déi Der fir 2026 maacht? Dat heescht, Dir maacht nach eppes virun 2026, virun där grousser Reform, wat fir déi Kleng- a Mëttelrevenue soll gëllen?

Bis elo huet kee mer confirméiert, dass dat och effektiv wäert sinn. An ech schwätzen net vun der Steierklass 1a an ech schwätzen net vun der automatescher oder vun der Upassung vun der Steiertabell, dat heescht nach eng drëtt Variant. An dat ass dat, wat mer hei mengen. Maacht Der onofhängeg vun den Adaptatiounen ... Mir froen Iech am Fong, dass Der dat maacht, zu deem Der Iech engagéiert an Ärem Koalitiounsaccord, dass Der méi cibléiert eppes maacht, esou wéi och den Amendement vun de Kolleege vun der LSAP zum Beispill, fir déi, déi et am allermeeschte brauchen.

Natierlech bezuelen déi méi Steieren, déi méi verdéngen. Mee mir wëssen, dass grad – an ech mengen, Dir hutt dat am Walkampf vertrueden a vill anerer och – bei deenen, déi wierklech ënnen an där Tabell sinn, de Besoin am gréissten ass, fir nach zousätzlech eppes ze maache wéi just déi Upassung. Dat ass et am Fong, méi froe mer net.

An dat anert, deen zweeten Tiret, ass jo dat, wou Der Iech engagéiert hutt. Dir hutt dat elo hei haart gesot, dass der am Laf vum nächste Joer dat géift proposéieren, den 1a.

An den drëtten, do sidd Der souwisou och d'accord, wann ech Iech richteg verstinn. Dat heescht, dat ass am Fong net eng Anengung an e Carcan, dat ass eppes, wou Der mer elo eigentlech confirméiert hutt, dass Der et wëllt maachen. An den éischten Tiret steet am Koalitiounsaccord. Duerfir sinn ech e bëssen erstaunt, dass Der elo an der Logik sidd: „Mir stëmmen dat do net mat. Mir sinn do dergéint!"

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vun der Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Här President, de Finanzminister huet grad gesot, dass vun him e preziist Engagement verlaangt gëtt. Bon, grad dat fanne mer ganz gutt. D'Madamm Tanson huet grad erklärt, am Kader vun där Upassung vum Steierbarème, dass een do méi cibléiert soll virgoen, an huet och direkt gesot, dass eisen Amendement do kann eng Äntwert drop sinn, fir eeben déi Revalorisatioun vum Steierkreditt ze maachen. Genau duerfir stëmme mer deem heiten zou, bis eeben d'Konzept vun der eenzeger Steierklass 2026 um Dësch läit.

Et kann een duerchaus Initiativen huelen. Ech mengen, do kann ee kuerzfristeg och scho méi sozial equilibréiert Moossnamen huelen. Mir hunn do jo e Steierpositiounspabeier ausgeschafft, do kann ee sech gären drun inspiréieren, wat ee kuerzfristeg do ka maachen. An dann, jo, selbstverständlech brauch een déi néideg Recetten, fir och kënne weiderhin ze investéieren.

Wéi gesot, dofir stëmme mer dat heite gäre mat.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Nächst Demande de parole ass vum Här Goldschmidt.

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | Merci, Här President. Zu dëser Motioun kann ech soen, dass mir als Demokratesch Partei déi net kënne matdroen. Ech sinn e bëssen iwwerrascht: Mir schwätzen hei vun enger Adaptatioun vum Steierbarème. Dat ass dat, wat mer haut wäerte stëmmen. An an deem Kader gi mer da gefrot, fir bei der nächster Modifikatioun vum Barème cibléiert Allègementer ze maachen, wat a sech näischt domadder ze dinn huet. Eng Adaptatioun vum Steierbarème, déi kënnt duerch d'Indextranchen, duerch den Indexsystem, dee mer jo alleguerten hei vertrieden. An den Indexsystem, dee bréngt eebe mat sech, dass effektiv méi héich Revenue méi bäikréie wéi déi méi niddreg. An dofir huet de Finanzminister jo och gesot, dass e kuckt, fir do Adaptatiounen ze maachen, dass mat negative Steieren aner Kreditter géife kommen.

Mee méi cibléiert bei enger nächster Modifikatioun vum Barème, déi vläicht net kënnt, géifen also keng Mesüre méi kommen, wann de Barème elo an deenen nächsten zwee Joer aus iergendengem Grond net kéint adaptéiert ginn. Dofir geet den éischten Tiret schonn net.

Den zweeten Tiret, majo, do huet d'Regierung jo gesot, se géif dat maachen an deenen nächsten zwielef Méint. Do gesinn ech net an, firwat mer dat elo hei sollen nach eng Kéier stëmmen. Ech wëll Iech drun erënneren: 1a, dat si vill méi Leit. Dat sinn déi iwwer 65, dat sinn der, déi zesummeliewen a Kanner hunn. Do muss ee genee oppassen, wann der zwee an engem Stot sinn, déi zwee Kanner hunn an eent an eent opdeelen, da si se an der 1a, dass een do net

besser ewechkënnt wéi an enger 2. Dofir ass jo déi Individualiséierung wichteg.

An deen drëtten, d'Recette-fiscallen. Jo, mir hunn de Leit a sech déi lescht Jore vill Recetten ewechgeholl, déi hinnen zoustoungen. Dofir sinn ech der Meenung, dass dat elo hei net erapasst, „garantir les recettes fiscales". Déi kënne mer nëmme garantéieren, falls mer e gutt ekonomescht Ëmfeld hunn a wa vill Leit op Lëtzebuerg kommen. Déi, déi Interessi hunn, sollen e bësse googele goen, wat a Frankräich Leit mat héije Revenuen u Steiere bezuelen. Komescherweis ass dat bei ganz héije Revenuen deelweis manner wéi hei, well mir sinn hei, wann ee bei iwwer 200.000 oder iwwer 150.000 ass, mengen ech, bei 47 %, ouni d'Sécurité sociale mat bäizerechnen. Also, se sollen ophalen, hei elo ze soen, dat muss nach eropgoen, quitte dass dat elo net an där heiter Motioun derbäisteet. Mee awer dee leschte Punkt, „garantir les recettes fiscales", huet fir mech elo näischt mat der Adaptatioun vum Steierbarème ze dinn.

Dofir wäert d'DP-Fraktioun dës Motioun net matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goldschmidt. Ech hunn nach dräi Wuertmeldungen. Dat ass den Här Clement, den Här Spautz an duerno den Här Keup. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Eis ass déi Motioun ganz sympathesch. Ech muss awer och soen: Den éischten Tiret, wéi en elo interpretéiert gouf vusäite vun der Majoritéit, interpretéieren ech net esou. Ech interpretéieren deen éischter esou, datt mer Allègementer fir déi ënnescht Akommestranchë musse maachen. A wann Der mer virdrun nogelauschtert hutt, do hunn ech Iech gesot: Bei enger Indextranche kritt een um Mindestloun haut 64 Euro bäi an et bezilt ee 16 Euro méi Steieren. Dat si 25 % Steierlaascht op där Indextranche, also ouni d'Sécurité sociale. Um Mindestloun gëtt eng Indextranche mat 25 % besteiert.

Wann ech dat nämmlecht maachen um Plafond cotisable – dat ass fënnefmol de Mindestloun; ech hunn einfach iergendee Montant missen huele fir e Besserverdénger –, da bezilt ee 45 % op seng Indextranche. Dat heescht, et ass eng Progressivitéit dran. Mee eis Meenung ass, datt déi Progressivitéit am Ufank vill ze héich ass. 25 % scho mussen ze bezuelen, wann ech eng Indextranche bäikréie beim Mindestloun! An eisen Ae misst dee steierfräi sinn! An dofir mengen ech, datt een dat genau iwwert de Barème reegele kann, andeem een de Barème modifiéiert – net adaptéiert, mee wierklech modifiéiert. Dofir huet deen éischte Punkt, esou wéi en hei geschriwwen ass, eise vollste Support.

An déi zwee aner Punkten, dat si jo souwisou Fuerderungen, déi genannt goufen. Déi kënne mer tel quel ënnerstëtzen. Mee ech mengen, dat Beispill, datt eng Indextranche um Mindestloun mat 25 % besteiert gëtt, dat misst eis awer alleguerten d'Aen opmaachen, datt mer do definitiv de Barème eng Kéier mussen upassen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Den Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll nach eng Kéier drop agoen. Hei gëtt ëmmer elo gläichzäiteg Index- a Steierpolitick matenee vermëscht. An der Indexpolitick ass gesot ginn: „Mir maache gären, dass d'Inflatioun ugepasst gëtt un d'Steiertabell." Elo gi véier Indextranchen ugepasst. Duerno sollen der och nach eng Kéier véier ugepasst ginn, wann de Moyen besteet. A wann et ze laang dauert, eventuell souguer fënnef, wann d'nächst Joer dann, wéi de Statec et gerechent huet, nach eng Indextranche géif bäikommen. Ech hunn dëser Deeg eng Botterfra gesinn, déi erkläert huet, wéi den Index hei zu Lëtzebuerg fonctionéiert.

*(Hilarité)*

An dee fonctionéiert schéi propper, queesch duerch de Gaart.

*(Interruptions)*

Mee dat war e bëssen eng Mëllechmeedcherechnung, déi do gemaach ginn ass, well eng Adaptatioun ass keng Modifikatioun. A mir maachen hei eng Adaptatioun vun de Steiertabellen, vun deem, woufir mer eis engagéiert hunn. Mir hu gesot: Déi éischte Kéier déi zwou an eng hallef, déi schonn an der Tripartitt ofgemaach gi sinn. Dunn huet et geheescht, et gëtt der elo op den 1. Januar véier. An duerno huet de Minister nach eng Kéier drun erënnert, datt der nach eng Kéier véier respektiv fënnef bäikommen.

Mir hunn hei net geschwat vun enger Modifikatioun. An dem Invite steet dran: „eng Modifikatioun vum Barème". A fir eng Modifikatioun kënnen ze maachen – dat huet de Minister ënnerstrach an der Finanzkommissioun, och elo nach eng Kéier heibannen –, musse kënne Berechnunge gemaach ginn, déi an den Detail ginn. An et kann een net aus der Hëft eraus elo einfach soen: „Mir maache Modifikatiounen."

Déi Adaptatiounen, déi kommen, an dofir ass et fir eis net méiglech, dës Motioun esou, wéi se hei formuléiert ass vun deene Gréngen, unzehuelen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. Elo huet den Här Keup d'Wuert.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Jo, et geet e bëssen an déi selwecht Richtung. Wéi ech dat hei gelies hunn, hunn ech mer geduecht: „Hei ginn awer zwou Saache matenee vermëscht." Engersäits schwätze mer hei dervun, fir eeben eng verstoppte Steiererhéijung, déi leider do ass wärend e puer Joer, erëm riichtzebéien a fir de Leit am Fong dat ze ginn, wat hinnen zousteet.

A wann ech dat heiten esou liesen, da kënnt dat mer esou vir – den éischten Alinea bei den Invitten –, wéi wann et do am Fong drëms geet, fir dat déi nächste Kéier aneschters ze maachen a fir also souzesoen deenen engen dat net méi ze ginn, wat hinnen am Fong awer zousteet, wat am Fong op näischt aneschters erauskënnt wéi eng Steiererhéijung fir verschidde Leit.

Mee ech mengen, wann een dat wëllt maachen, wann déi gréng dat wëlle maachen an och anerer, da solle se heihinnerkommen an eng Steiererhéijung fir en Deel vun der Populatioun konkreet hei virschloen. Dann ass dat méi éierlech.

*(Interruption par M. François Bausch)*

Well et kënnt op dat eraus.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Bausch, wannechgelift.

**M. Fred Keup** (ADR) | Dat anert, dat ass, dass mer hei och e bëssen eng Aart vun Deckelung hunn, déi jo dohinner geet, datt een dat Ganzt jo wëllt deckelen an allkéiers ab engem gewëssene Loun de Leit dat net méi wëllt zougestoen. Do komme mer an eng Logik era wéi bei der Deckelung vum Index, wat ëmmer zur Diskussioun steet, wat awer eng ganz geféierlech Saach ass a wat näischt anescht ass wéi eng Manipulatioun vum Index.

A wann een hei ufänkt, esou Saache gär ze deckelen, dann ass de Wee net méi wäit bei d'Deckelung vum Index. An do géif ech soen, grad déi Parteie vu lénks, déi sollen do ganz virsiichteg sinn. Mir maachen op jidde Fall esou eppes net mat a mir stëmmen dofir och déi Motioun hei net mat.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Dann huet den Här Wagner d'Wuert.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech verstinn elo d'Argumentatioun vun der CSV manner, nodeems den Här Spautz d'Wuert ergraff huet.

*(Hilarité)*

**Une voix** | Dir net aleng.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Well u sech, esou komplizéiert ass et jo net. Mir hunn zurzäit eng Steierstruktur, e Steierbarème, dee justement net en faveur ass vun den ënneschte Schichten. Et geet jo relativ séier bis zu 39 %. Do si mer eréischt bei Leit, déi bei 45.000 Euro d'Joer leien. An dono waart ee laang. 40 %, do muss ee schonn 100.000 Euro d'Joer verdéngen et cetera. An et hält relativ fréi op. Et geet elo net drëms, bis an de leschten Detail ze goen.

Et muss een elo keng grouss Etüd maachen, wéi dat elo vun der CSV gefuerdert gëtt, fir ze wëssen, datt ee muss de Steierbarème esou änneren, datt déi, déi duerno um Enn kommen, also an den ieweschte Schichten, méi besteiert ginn an datt déi allegéiert ginn, déi relativ wéineg verdéngen oder am Mëttelstand sinn.

Iwwert d'Detailer kann een natierlech diskutéieren, iwwert de Komma kann een natierlech och diskutéieren, mee ech verstinn elo net, wat do esou komplizéiert soll sinn, fir dee Prinzipp iwwerhaapt kënnen unzehuelen a fir déi Motioun dann deementspriechend net wëllen unzehuelen. Also, mir wäerte se op jidde Fall matstëmmen. An dat ass net aus der Hëft geschoss, dat ass eng laang Diskussioun.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Ech mengen, domat sinn elo d'Positiounen alleguer kloer.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun 1 vun der Madamm Tanson.

***Vote sur la motion 1***

Ech maachen de Vott op. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen a keng Abstentioun. Domat ass dës Motioun ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen (par M. Sven Clement) et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick*

*Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

An da kënne mer zum nächste Punkt kommen, an dat ass d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8343. Den Text steet am Document parlementaire 8343[4].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8343 et dispense du second vote constitutionnel***

An d'Ofstëmme kann elo ufänken. De Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 45 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm a 15 Abstentiounen. Domat ass dee Projet de loi mat 45 Jo-Stëmmen a 15 Enthalungen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen (par M. Sven Clement) et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

Als zweete Punkt um Ordre du jour kënnt de Projet de loi 8338 iwwert ...

*(Interruption par M. Sven Clement)*

***Motions (suite)***

***Motion 2***

Mir hunn nach eng Motioun. Mir hate schonn eng Motioun, dofir hat ech d'Motiounen ofgeschloss. Mee selbstverständlech huet den Här Clement Recht an d'Piraten hunn och d'Recht, fir datt hir Motioun ofgestëmmt gëtt. Dofir wollt ech den Här Clement froen, ob en nach eppes dozou wëllt soen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Wierklech ganz kuerz. Ech mengen, ech hunn et virdrun an der Ried ugeschwat: Dat heiten ass eng Motioun, déi u sech d'Regierung just invitéiert, fir an abseebarer Zäit ze legiferéieren, fir déi Upassung net all zwee Joer ze proposéieren, mee all Joer. Ech hunn och a menger Ried virgerechent, wat dat fir en Impakt kann hunn. Dat kann zéng Méint haut schonn hu mat deem, wat mir proposéieren. An deem System, deen d'Regierung huet, kann dat och gäre mol véier Indextranchen ausmaachen. Deementspriechend ass dat einfach eng Motioun mat engem fromme Wonsch un d'Regierung, datt een dat méi séier ausgläicht an Zukunft, soubal déi véier Indextranchen, déi elo nach ausstinn, dann och ausgeglach sinn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Wie freet d'Wuert zu dëser Motioun? Ech fänken u mat dem Här Finanzminister.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Jo, Här President. Ech wëll kloer soen, dass d'Regierung zu deem steet, wat am Regierungsprogramm steet, an dass d'Engagement och do festgehalen ass, dass iwwert déi nächst Joren déi Indexupassunge kommen.

Hei gëtt gefrot, dass praktesch, wann eng Indextranche kënnt – loosse mer soen am Oktober d'nächst Joer –, automatesch d'Steiertabell dann dat Joer drop schonns ugepasst gëtt. Dat ass an der Vergaangenheet och net de Fall gewiescht. Wat awer net ausschléisst, dass ee sech Gedanke ka maachen, fir erëm eng Kéier op dee System ze kommen, deen, wéi richtegerweis drop higewise ginn ass, 2012 ofgeschaaft gouf. Dat war nämlech de berüümten Artikel 125 aus der Akommessteier, nämlech dass, wann eng gewëssen Inflatioun ugestaut ass, d'Regierung dann obligéiert ass, fir e Gesetzesprojet ze deposéieren, fir där Rechnung ze droen. Dat ass an der Vergaangenheet net ëmmer genau esou gemaach ginn, mee et ass an der Vergaangenheet ëmmer esou gewiescht, dass dat awer no enger Rei vu Joren, an der Reegel ëmmer mindestens eng Kéier an enger Legislaturperiod, ënner verschiddene Regierungskonstellatiounen, gemaach gouf. Dat war mat der CSV/LSAP sou, dat war och virdru mat der CSV/DP sou.

Meng perséinlech Meenung ass déi, dass dat e System ass, op deen ee lues, mee sécher erëm eng Kéier sollt histeieren, ouni dass ech awer hei dat Engagement wëll konkreet huelen, dass, wann eng Indextranche erfält, een dann direkt dat Joer drop automatesch déi voll Adaptatioun an dem Barème soll erëmfannen. Dat ass d'Positioun vun der Regierung. Mee selbstverständlech, mir fügen eis enger Majoritéit, déi déi Motioun entweeder unhélt oder ofleent.

*(Interruption et hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat ass och gutt esou. An elo kucke mer, ob se dann ugeholl gëtt oder net ugeholl gëtt. Ech hunn dräi Wuertmeldungen zu deem Sujet ganz genau. Dat sinn d'Madamm Bofferding, d'Madamm Tanson an den Här Spautz. Ech fänke mat der Madamm Bofferding un.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Bon, grondsätzlech si mer jo ëmmer frou, wann den Index spillt. Hei ass awer elo de Punkt, dass mir fir e ganz anere Barème stinn. Ech mengen, do hate mer scho ganz kloer Propositiounen ausgeschafft, déi méi sozial gerecht, méi sozial equilibréiert sinn. Dat ass fir eis de bessere Wee wéi eeben elo eng automatesch Indexéierung a fir och déi Ongerechtegkeeten, déi mam aktuelle Barème bestinn, weiderzefëieren. An duerfir wäerte mer dëser Motioun net zoustëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci. Also, wéi schonn a menger Interventioun virdru gesot, mir halen et mam Finanzminister vun 2012, dee fënnt, dass de Staat, d'Regierung, sech soll den néidege budgetäre Spillraum loossen an dass een dat eeben net iwwer e Gesetz soll imposéieren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Dann huet den Här Spautz d'Wuert an duerno den Här Goldschmidt.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo, also mir leenen déi Motioun och of. Ech mengen, den Här Finanzminister huet kloer duergeluecht, firwat a wisou. An dofir wäert d'CSV dëser Motioun och keng Zoustëmmung ginn. Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. Här Goldschmidt, et ass un Iech.

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | Merci, Här President. D'Demokratesch Partei leent déi Motioun och of. An d'Argumenter sinn elo all vum Här Minister scho virbruecht ginn. Ech soen Iech Merci.

*(Interruption par Mme Sam Tanson)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift, Madamm Tanson. D'Saache si kloer. D'Wuert ass elo fir den Här Keup. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Jo, wann ech mech net ieren, sinn et schonn esou Motioune ginn an de leschte Joren, déi dann och vun enger ganzer Partie Oppositiounsparteie matgestëmmt gi sinn. An deemools war dat alles kee Problem. Also, ech géif soen, dass dat hei awer eng positiv Saach ass. A mir wäerten dat hei op jidde Fall, esou wéi d'leschte Kéier, dann och dës Kéier matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, domat ass dann d'Diskussioun iwwert dës Motioun ofgeschloss an ech géif déi Motioun zum Vott stellen.

***Vote sur la motion 2***

De Vote par procuration. An ech schléissen elo de Vott of. De Vott ass ofgeschloss.

Jo-Stëmmen: 10, Nee-Stëmmen: 48, Abstentiounen: 2. An domat ass dann dës Motioun vun de Piraten ofgeleent mat 48-Nee-Stëmme géint 10 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen.

*Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 8 voix pour, 50 voix contre et 2 abstentions.*

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen (par M. Sven Clement) et Ben Polidori.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.*

*Se sont abstenus : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

## 4. 8338 – Projet de loi relative au budget provisoire pour la période du 1er janvier au 30 avril 2024

Da komme mer zum zweete Punkt vum Ordre du jour, an zwar dem Projet 8338 iwwert de provisoresche

Budget fir d'Period vum 1. Januar bis den 30. Abrëll 2024, déi sougenannten „Douzièmes provisoires". D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 15 Minutten, d'CSV 31, d'DP 24, d'LSAP 21, d'ADR 15, déi gréng 10, d'Piraten 10, déi Lénk 10 an duerno d'Regierung 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm duerno fir d'CSV, den Här André Bauler, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

***Rapport de la Commission des Finances***

**Mme Diane Adehm** (CSV), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an dësem Gesetzesprojet geet et ëm déi sougenannten „Douzièmes provisoires". Säit 2014 ass dës Prozedur an eiser Gesetzgeebung verankert. Genee wéi et schonn 2013 an 2018 de Fall war, gëtt mat deem heite Gesetzesprojet e provisoresche Budget gestëmmt, an dëse provisoresche Budget gëllt, wéi säin Numm et seet, fir déi éischt véier Méint vum Joer 2024.

Dëse Budget ass wichteg, well en erlaabt et dem Staat, fir säi Fonctionnement sécherzestellen. Dat bedeit u sech, dass domadder kënnen d'Ministèren an d'Verwaltungen an all d'Organer vum Staat fonctionéieren an dass och d'Paie vun de Leit, déi beim Staat schaffen, kënne bezuelt ginn. Dëst ass iwwregens och déi gesetzlech Basis, fir dem Staat et ze erlaben, Steieren anzedreiwen.

Technesch gesinn, fir deen heite Budget opzestellen – oder déi Douzièmes provisoires –, baséiere mir eis op de Budget vum Joer 2023 a mir huele véier Zwieleftel dovunner fir déi éischt véier Méint vun 2024.

Et gëtt awer eng ganz Partie Ausnamen zu dësem generelle Prinzipp vun de véier Zwieleftel. Do gëtt et zum Beispill engersäits Ausgaben, déi een net pauschal kann duerch zwielef dividéieren an da mat véier multiplizéieren, well et Ausgabe sinn, déi entweeder éischter am Joer integral ufalen, oder et sinn aner Ausgaben, déi net gläichméisseg iwwert déi véier Méint verdeelt sinn. Dës Ausgabe sinn am Gesetzesprojet ganz detailléiert opgelëscht. Ausserdeem dréit de Prinzipp vun den Douzièmes provisoires der Entwécklung vun der Échelle mobile des salaires net Rechnung.

Här President, ech kommen zu den Avisen. De Staatsrot begréisst a sengem Avis, dass et eng gesetzlech Basis gëtt fir de Gesetzesprojet iwwert d'Douzièmes provisoires. Urspréinglech war an dësem Projet de loi och nach eng Upassung vum Steiergesetz virgesinn. Et geet ëm d'Adaptatioun un d'Präisdeierecht vun de Coefficients de réévaluation vum Prix d'acquisition oder Prix de revient vun den Immobilien, esou wéi et am Artikel 102 Alinea 6 vum Steiergesetz virgesinn ass. Dës Adaptatioun gëtt all zwee Joer gemaach. No enger Remark vum Staatsrot gouf dës Upassung an de Gesetzesprojet iwwert d'Upassung vun der Steiertabell iwwerholl. Dat ass dee Gesetzesprojet, iwwert dee mer elo grad ofgestëmmt hunn.

De Staatsrot huet och virgeschloen, d'Upassung vum Taux vun de Biocarburanten an Treibstoffer am Gesetz iwwert d'Accises separat ze maachen. An dat war och urspréinglech an dësem Gesetzesprojet virgesinn. Och dëser Remark vum Staatsrot gouf Rechnung gedroen a mir hunn dës Upassung gëschter Mëtteg gestëmmt.

D'Chambre de Commerce huet keng Observatioun zu den Douzièmes provisoires en tant que tel, mee si huet awer vun der Geleeënheet profitéiert, fir hir Revendicatiounen zum Theema Index ze rappeléieren.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet och keng Remarken zu den Douzièmes provisoires.

Nodeems de schréftleche Rapport iwwert dëse Gesetzesprojet den 8. Dezember an der Finanzkommissioun ugeholl gouf, sinn och nach Avise vun der Chambre des Salariés, der Chambre des Métiers an dem Syvicol erakomm. Duerfir komme si net a mengem schréftleche Rapport vir. Ech wéilt awer ganz kuerz a mengem mëndleche Rapport drop agoen.

D'Chambre des Salariés huet hir generell Analys virgeluecht iwwert déi wirtschaftlech Situatioun vum Land an huet Recommandatioune virgestallt zu Sujete wéi Aarmutsbekämpfung, Logement a Steieren.

D'Chambre des Métiers notzt och dëse Projet de loi, fir hir Revendicatiounen un d'Regierung a puncto budgetärer Politick vun der Regierung ze maachen an op hir Fuerderungen a puncto Wunnengsbau hinzeweisen.

De Syvicol huet a sengem Avis keng speziell Observatioun zu den Douzièmes provisoires.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domadder wier ech fäerdeg mat mengem Rapport zu den Douzièmes provisoires an ech géif nach just e puer Wuert als Message am Numm vum mandatéierte Spriecher vu menger Partei mat op de Wee ginn.

Ech waarden dann, bis d'Auer erëm op null ass. Voilà, merci.

***Discussion générale***

Als Spriecher vun der CSV wollt ech der viregter Regierung Merci soen, datt si dëse Projet de loi deposéiert huet. Genee wéi 2013, wou mir och de Budget provisoire deposéiert haten, dréit dëst zum richtege Fonctionnement vum Staat bäi, an dat ass och gutt esou. Dëst gehéiert zu enger geuerdenter Transitioun vum Pouvoir an och zum richtege Fonctionnement vum Rechtsstaat.

Ech wéilt nach eng Kéier ënnersträichen, dass dëse Gesetzesprojet vun den Douzièmes provisoires e reng techneschen Text ass. En dréit der neier Opdeelung vun de Ministèren net Rechnung an en erlaabt och net, Réckschlëss ze zéien op d'zukünfteg Regierungspolitick. Dëse provisoresche Budget gëtt der neier Regierung déi néideg Zäit, e komplette Budget fir 2024 ze deposéieren. An eis als Chamber gëtt en déi néideg Zäit, dësen ze analyséieren a virum 30. Abrëll unzehuelen.

Domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV fir dëse Projet de loi.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Adehm, och fir Äre schréftlechen a mëndleche Rapport. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler.

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, an e puer Woche geet dëst Joer op en Enn an domadder och de Budgetsexercice vum Joer 2023. Et ass virdrun och ugeklongen: Genau wéi am Hierscht vun de Joren 2013 an 2018 – déi zwee Joer also, wou och Landeswale waren – läit keen detailléierte Budgetsprojet vir, well et der neier Regierungsekipp eeben aus verständleche Grënn nach net méiglech war, dësen am Detail opzestellen.

All déi Deputéiert heibannen, déi schonn eemol d'Éier haten, dierfen de Budgetsrapporter ze sinn, an un den Aarbechte vun der Finanzkommissioun deelgeholl hunn, wëssen, datt dat natierlech eng opwändeg Aufgab ass. D'Regierung brauch also och hei déi néideg Zäit, fir de Staatsbudget vum Joer 2024 a Rou opzestellen.

De klassesche Budgetskalenner kann dofir also net agehale ginn an dowéinst géife mer, wéi d'Rapportrice gesot huet, op d'Douzièmes provisoires zréckgräifen, fir eeben dem Här Finanzminister a sengem Ministère a senge Beamten déi néideg Zäit ze ginn, fir de Budget vum kommende Joer auszeschaffen.

Ech wëll nach drun erënneren, datt d'Douzièmes provisoires keng parlamentaresch Ausnam sinn. Tëschent de Joren 1945 an 1969 gouf de Staatsbudget och eréischt eng Rei Méint nom Ufank vum Budgetsexercice gestëmmt. De Grond fir dëse Retard vum Budget war an der Zäit nom Zweete Weltkrich, dass iwwer all eenzelne Punkt an der Chamber ofgestëmmt an diskutéiert gouf an et dowéinst méi laang gedauert huet.

Och eis Noperen Däitschland an d'Belsch hu schonn esou Mesüre geholl am Fall, wou hir nei Regierung nach keng Zäit hat, fir de genaue Budget opzestellen. Déi ganz Debatt, déi Der elo an de leschte Wochen a Méint an Däitschland konnt suivéieren, iwwert déi sougenannt „Scholdebrems", huet elo derzou gefouert, datt et och bei hinne virum 31. Dezember dëses Joers keen definitive Budgetsrapport fir 2024 wäert ginn. Dofir wäerten och si mat engem sougenannten „Iwwergangsbudget" schaffen. Ech hunn extra nogekuckt, an der Bundesrepublick nenne si dat „vorläufige Haushaltsführung". Voilà.

Et kënnt also och net zu engem Shutdown, wéi mer dat aus Amerika kennen, aus de Vereenegte Staaten. Och den däitsche Staat sengersäits bleift voll handlungsfäeg a ka seng Leit bezuelen.

Mir heiheem fueren also mat den Douzièmes provisoires. Domadder ass de Fonctionnement vum Staat zu all Moment garantéiert a gläichzäiteg huet déi nei Regierung genuch Handlungsfräiheet respektiv Spillraum, fir de Budget, den neie Budget, auszeschaffen, deen op de Prioritéite vun der neier Koalitioun baséiert.

Et dierft och keen heibanne verwonneren, datt ech als mandatéierte Spriecher vu menger Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn. Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauler. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Taina Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Här President, dat heiten ass effektiv éischter en techneschen Exercice, esou wéi d'Rapportrice dat och ganz gutt erkläert huet, a vu datt et och e Budget ass, deen nach ënnert der viregter Regierung souzesoen opgestallt ginn ass, wäert d'LSAP dëse Projet de loi och matstëmmen. Well et eeben haaptsächlech déi lafend Käschten deckt, wäert ech och elo net spezifesch op déi Detailer do agoen.

Ech géif awer gäre vun deem Iwwergangsbudget op de Budget 2024 eriwwergoen, well niewent der Presentatioun vum Koalitiounsaccord ass awer den nächste Budget, mengen ech, dee grousse Moment vun dëser neier Regierung. Mäi Rot, deen ech Iech nämlech wëll mat op de Wee ginn, Här Finanzminister, zesumme mat Ärer Regierung, ass: Verpasst d'Chancen net! Huelt net fir déi komplex Schwieregkeeten, déi mer elo hunn, ëmmer déi einfachsten Optiounen! A virun allem: Reagéiert net op d'Defien, d'Erausfuerderungen, déi sech stellen, mat Äntwerten, déi mer scho gëschter haten, wou mer wëssen, dass se net déi Léisunge kënne sinn!

An ech hat och scho bei der Presentatioun vum Koalitiounsprogramm gesot: Mir wëllen e Lëtzebuerg, wou de Staat méi ass wéi just e Businesscenter fir

d'Entreprisen. Mir wëllen e Staat, dee solidaresch ass a keen op der Streck leie léisst.

A wa mer nach eis Debatt gëschter kucken, déi mer am Kader vum Verbuet vun der Mendicitéit haten, wou mer jo och ganz vill iwwert d'Aarmutsbekämpfung geschwat hunn, do huet effektiv d'Regierung och gesot, dass d'Aarmutsbekämpfung eng vun hire Prioritéiten ass, an et ass wichteg, dass hei weider Mesüre geholl ginn.

Den entscheedenden Ënnerscheed awer tëschent – soen ech emol – Iech an eis ass: Dir sot, dass d'Schéier tëschent Aarm a Räich net weider duerf auserneegoen. Ben, mir soen, dass d'Schéier tëschent Aarm a Räich muss erëm méi enk zesummekommen. An dofir ass et wichteg, dass eebe Mesüren nach kommen. A mir hoffen, dass am Budget 2024 do eebe Moossnamen erëmzefanne sinn. Ech denken, gëschter ass d'Housing-First-Konzept e puermol am Debat genannt ginn. Do wäre mir frou, wa mer déi géifen, wéi gesot, am kommende Budget erëmfannen.

A wann ech scho beim Theema Logement sinn, dem Problem Nummer 1 hei am Land: Och do hate mer gëschter nach d'Projeten Elmen an Izegerknupp gestëmmt. Do ass et och wichteg, dass weider déi Investitioune gemaach ginn, grad esou grouss Projete vun esou enger grousser Envergure. An hei wëll ech just drop hiweisen, dass am Fonds spécial fir den Developpement vum Logement elo 2023 ronn 200 Milliounen virgesi waren, also festgeschriwwe waren, an am Pluriannuel sollt deen op 300 Milliounen eropgoen. Am Koalitiounsprogramm steet, dass weider Investitioune solle gemaach ginn. Et ass net ganz kloer, wéi eng. Mir hoffen natierlech, dass domadder awer de Fong gemengt ass. A mir wäerten eis natierlech och net deem verschléissen, wann Der wëlles hutt, deen nach weider mat finanzielle Moyenen opzestocken.

Wat allerdéngs scho bekannt ass, ass den Amortissement accéléré an och de bëllegen Akt fir d'Investisseuren – wa mer elo beim Theema Logement bleiwen. Do si mer der Meenung, dass et déi falsch Akzenter sinn. Mir hätte léiwer, mir géifen dat net am nächste Budget begéinen. Virun allem hoffe mer, dass awer net nach nei Mesüre bäikommen, Iwwerraschungen, déi nëmmen d'Säit vun der Offer bedénge respektiv doduerch och manner Recettë generéieren. A wéi ech grad gesot hunn, ass et wichteg, dass mer d'Recettë kréien, fir eeben déi grouss Investissementer kënnen ze tätegen.

Dann nach eng Remark allgemeng zur Steierpolitick. Dat ass jo awer och dee Sujet, deen eis dës Woch an der Chamber bei ganz ville Projet-de-loie beschäftegt. Et ass haut scho gesot ginn: 2026 wëll d'Regierung gären eng Reform, also e Konzept fir eng eenzeg Steierklass, virleeën. An och haut ass scho gesot gi vum Här Fayot, dass mer dat absolutt begréissen. Allerdéngs heescht dat net – an dat hu mer och scho virdrun an der Debatt bei de Motioune gesot –, dass een net awer scho kann Initiativen huelen, bis déi grouss Reform steet. An och hei hat ech schonn op eise Positiounspabeier higewisen. Also, näischt steet am Wee, dass een awer kuerzfristeg zum Beispill de soziale Mindestloun géif steierfräi maache respektiv och ka kucken, do nach weider Initiativen ze huele respektiv och elo eng direkt Erhéijung vum Mindestloun, wéi mer dat emol gefuerdert hunn.

En anere Punkt ass …, an ech mengen, och do musse mer – wäerte mer – e bësse méi opmierksam sinn, an zwar ass dat de Punkt: Wann d'Steierrecetten net esou wäerte spruddelen, wéi d'Regierung dat hofft, ben, da besteet de Risiko, dass natierlech herno op verschiddene Plazen am Budget wäert gestrach ginn. Well déi Equatioun, déi ëmmer sou gutt presentéiert gëtt, d'Equatioun „Steiererliichterunge fir alleguerte bedeit méi Recettë fir de Staat", ben, dat ass eng Theorie, déi relativ al ass, déi net ëmmer opgaangen ass. A virun allem, mengen ech, ass d'Finanzpolitick méi komplizéiert wéi dat. An dofir ass et wichteg, trotzdeem och do de berüümtene Plang B ze hunn, well dat alles net esou opgeet, fir eeben dem fräie Marché hei all d'Problemer ze iwwerloossen an eeben ze kucken, dass de Staat hei eng ënnergeuerdent Roll spillt.

Eng Mesür, déi wuel net am Budget wäert optauchen, wou mer eis awer géife wënschen, dass se am Budget optaucht, dat ass d'Verlängerung vum Congé parental vu sechs op néng Méint wéi och de sougenanntenen „Temps partiel familial", deen Der wëllt aféieren. Firwat soen ech „net optauchen"? Ben, well e jo wäert onbezuelt ginn. Dat ass eng Mesür, déi sech jo nëmmen déi Leit eigentlech kënnen herno leeschten, déi genuch verdéngen. A mir wäre frou, wann déi Mesüren herno am Budget wären, well dat géif nämlech bedeiten, dass de Staat géif do eeben Depensë fir d'Familljen tätegen, zum Beispill en Deel vun de Cotisatiounen iwwerhuelen, wéi mir et gefuerdert hunn. Duerfir hoffe mer natierlech, dass déi Mesüren do optauchen. Mee esou, wéi Der et natierlech schonn uklénge gelooss hutt, wäert et net op deem Punkt sinn.

Dann, fir ofzeschléissen nach e Wuert zur Santé, well dat fir eis och e Beräich ass, wou an den nächste Joren nach ganz vill muss investéiert ginn, net nëmmen a Material an a Gebaier, mee virun allem och an de Formatiounen. Ech erënneren drun, dass méi wéi eemol hei am Haus gesot ginn ass, dass mer méi Gesondheetspersonal brauchen, méi Dokteschen, méi Dokteren, Medezinner. Ben, déi fale jo net einfach vum Himmel erof. Ech mengen, och do muss een investéieren. Do muss ee kucken, dass et attraktiv genuch ass, dass Leit sech hei wëllen ausbilde loossen. Hei muss een och kucken, dass een dat mat der Uni Lëtzebuerg nach weider kann ausbauen.

Wéi gesot, dat bedeit Investitiounen, genausou wéi och de Preventiounsprogramm, eppes, wat fir eis, d'LSAP, enorm wichteg ass, an och den Ausbau vun de Strukturen an der Santé sociale, fir eeben och esou d'Suchtverhalen …, och dat war jo e bëssen d'Diskussioun gëschter an eiser Debatt, an och fir Leit mat psychesche Problemer kënnen ze hëllefen.

Dann ee Punkt, deen ech mer nach opgeschriwwen hunn, well ech nämlech net weess, ob de Finanzminister doriwwer a Kenntnis ass, dat war eng Ausso vum Inneminister an der zoustänneger Chamberskommissioun, dee gesot huet, dass ee sech kéint virstellen, dass eventuell an Zukunft de Staat géif d'Pensioune vun de Gemengebeamtinnen a -beamten iwwerhuelen. Ech erkläre mech. Dir hutt warscheinlech matkritt … Op d'mannst déi Leit, déi an de Gemengen aktiv sinn, wëssen, dass d'CPFEC – dat ass d'Caisse de prévoyance vun de Fonctionnaires an Employés communaux – ab dësem Joer defizitär ass. Ech hat och deemools als Inneministesch en Arrêté ministériel geholl, fir dass awer genuch Liquiditéiten do sinn.

Mee trotzdeem, et ass e Punkt, deen ech hei wëll uschwätzen, well dat eis natierlech frappéiert huet, wéi den Inneminister gesot huet, dass an Zukunft d'Pensioune fir d'Gemengepersonal kéinten iwwert de Staatsbudget, jo, ausbezuelt ginn, wuel wëssend, dass d'Gemengen nach ëmmer déi Zoustänneg sinn, déi d'Leit astellen. Dofir froe mer eis, wéi dat herno sollt kommen.

A just fir Iech hei awer och nach eng Info mat op de Wee ze ginn: Deemools hate mer och am Pluriannuel gekuckt, dass fir 2026 en Defizit vu 87 Millioune virgesi wär. Also, wann Der dat Lach herno sollt an Ärem Budget hunn, dann ass dat schonn awer e gudde Montant.

Dofir wollt ech just matginn, fir dass Der einfach Bescheed wësst, wat den Inneminister do versprach huet, wat eng Léisung kéint sinn. An ech mengen, do musse mir nach eng Kéier driwwer diskutéieren, tout en sachant, dass et souwisou eng Reform vun där Keess brauch. Mee wann dann an Zukunft sollen d'Pensioune vum Gemengepersonal iwwert de Staatsbudget finanzéiert ginn, mengen ech, kréie mer nach gutt Diskussiounen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. An als nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup agedroen. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat hei ass wierklech en aussergewéinlechen Exercice, dee mer elo fir d'drëtt Kéier an de leschten zéng, eelef Joer hei virhuelen. Et ass sécherlech net vergläichbar mat enger normaler Budgetsdebatt. Et ass kloer, datt de Staat och vum 1. Januar u muss fonctionéieren, souwuel op där enger Säit, wat d'Recetten ubelaangt, wéi och op där anerer Säit, wat d'Depensen ubelaangt. An dofir versteet een och, datt d'Chamber an dëser Situatioun eeben elo esou ee Gesetz muss hei stëmmen, fir iwwert déi berüümten Douzièmes provisoires eeben déi Méiglechkeeten ze schafen, fir datt de Staat sengen Obligatiounen an deenen zwou Richtungen nokënnt.

Et ass natierlech fir déi eng Parteien heibanne méi liicht a fir déi aner méi schwéier, esou engem Projet zouzestëmmen. Fir Parteie wéi d'LSAP an déi gréng, déi vun der Majoritéit an d'Oppositioun gaange sinn, ass et méi liicht. Si hunn éischtens de Projet gemaach, zweetens stëmme se also elo engem Drëttel vun hirem eegene Budget vum leschte Joer nach eng Kéier nodréiglech zou – aus hirer Siicht, well deen esou gutt war. An op där anerer Säit ass natierlech eng Partei, déi an d'Majoritéit komm ass, d'CSV, déi d'lescht Joer wéi déi gesamt Oppositioun am Kader vun der Budgetsdebatt vum Budget vun 2023 am Fong kee gutt Hoer un deem Budget gelooss huet. Déi kommen dann heihinner, mussen elo noutgedrongen awer een Drëttel vun deem Budget nodréiglech guttheeschen an deem zoustëmmen.

Fir eis als ADR ass d'Situatioun vill méi liicht. Mir kënne konsequent an eiser Positioun bleiwen. Dee Budget war 2023 am Ganzen näischt an aus eiser Siicht ass en dofir och zu engem Drëttel net besser. An duerfir kënne mir net zoustëmmen a wäerten dergéint stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Dat war elo ganz séier gaang. Ech hunn elo séier missen heihinner kommen. Also, et geet, wéi schonn ugeklongen ass, jo bei deem Gesetz hei drëm, datt de Staat ka weider fonctionéieren, bis d'Regierung dann den definitive Budget fir 2024 virgeluecht huet. Deementspriechend enthält natierlech de Projet elo keng nei politesch Akzenter. Dat ass normal. En ass an der Kontinuitéit ze gesi vun deem, wat déi viregt Regierung am Budget 2023 decidéiert hat. A mir droen also duerfir dësen Text och mat.

Mee wéi och schonn dem Taina Bofferding seng Approche ass och fir mech déi Debatt hei eng gutt

Geleeënheet, e bësse méi wäit no vir ze kucken – net ganz wäit, well ech ka mer virstellen, dass Der ganz geschwënn ufänkt, de Budget vum nächste Joer dann och richteg ze preparéieren. A mir hunn an de vergaangene Woche jo schonn déi eng oder déi aner Saach vun dëser Koalitioun gelies oder héieren. Ganz villes ass nach vag, wat jo och zum Deel normal ass, Dir sidd en décke Mount am Amt.

Den definitive Budget 2024 wäert dofir nom Koalitiounsaccord dann deen éischte richtege Praxistest fir d'Regierung ginn, wou mer dann och wäerte méi doriwwer gewuer ginn, wéi d'CSV an d'DP dann d'Roll vum Staat an Zukunft nach gesinn.

Dat, wat mer bis elo héieren hunn – och de Projet vu virdru war jo schonn d'Geleeënheet, doriwwer ze diskutéieren –, ass, dass de Staat soll méi schlank ginn, d'Prozedure solle vereinfacht ginn, d'Steieren erofgesat. Wéi ass et mat Investitiounen? Wéi ass et mat de Sozialausgaben? Duerfir vläicht e puer Deeg viru Chrëschtdag esou eppes wéi eng Wonschlëscht fir de Budget 2024, wou Der jo bestëmmt schonn amgaange sidd, drun ze schaffen.

Mir wënschen ons, datt d'Onsécherheet ëm d'Verlängerung vun de Subside fir energeetesch Renovéierung a Fotovoltaik, wou jo glécklecherweis elo decidéiert gouf, se emol fir sechs Méint ze verlängeren, just op normal Startschwieregkeeten zréckzefeieren ass an datt mer awer och an Zukunft net erliewen, wéi d'Regierung zwar verséchert, hir wier de Klimaschutz wichteg, se awer gläichzäiteg probéiert, Klimaschutzmesüren an Hëllefe fir jiddwereen zréckzefueren.

Mir hoffen och, datt d'Duerchwénke vum Heescherteverbuet um Réck vun deene Vulnerabelsten net d'Aarmutsbekämpfung zu Lëtzebuerg symboliséiert, an där et drëms geet, dem Grand public d'Gefill ze ginn, et géif ee sech ëm d'Sécherheet suergen. Mir wënschen ons eng koordinéiert Aktioun vun der Regierung an dësem Beräich a prioritär hei an deem Beräich eng Simplification administrative, fir datt grad déi Leit, déi et am meeschte brauchen, onkomplizéiert déi Hëllefe kréien, déi se brauchen. Mir héieren ëmmer nees, datt mer vill manner Aarmut zu Lëtzebuerg hätten, wann déi Aiden, déi existéieren, vu jiddwerengem genotzt géife ginn. Dat muss eng absolutt Prioritéit sinn an dat muss sech och am Budget 2024, deem definitiven, erëmspigelen.

Mir wënschen ons och, datt d'Steierkaddoen, déi dës Koalitioun elo kuerzfristeg verdeele wëll a vun deene virun allem déi mat den héije Paie profitéieren, just d'Aléise vun engem Walversprieche kuerz no de Chamberwalen sinn a sech net do hannendrun den Ufank vun enger allgemenger Politick vu Steierreduktioune verstoppt, quitte datt Der jo virdrun net d'accord waart, meng Motioun matzestëmmen. Duerfir gesi mer dann do am Budget 2024, wéi et wäert ausgesinn.

Mir wënschen ons och, datt am Wunnengsbau prioritär un de Logement abordable geduecht gëtt an net just blannemännches eng Politick aus den 1990er-Jore gemaach gëtt, andeem just privat Promoteure gestäerkt ginn. Dobäi wësse mer, datt grad beim erschwéngleche Wunnraum de gréisste Besoin ass.

Mir hoffen, datt mer den Äntwerten op dës Wënsch beim Depot vum Budget an e puer Wochen e gutt Stéck méi no kommen. A mir hoffen och, dass mer am Interêt vum Land a senge Bierger a Biergerinnen an och deenen nächste Generatiounen op all dës Froe kënnen déi berouegend Äntwert ginn, datt dës nei Regierung fir e staarke Staat steet.

Well wann déi lescht Joren eppes gewisen hunn, dann datt, eis Zukunft eleng an d'Kraaft vum private Marché ze setzen, de falsche Wee ass. Au contraire, mir brauchen e staarke Staat, deen de richtege Kader setzt, deen investéiere kann a bezuelbare Wunnraum, an erneierbar Energien, an eng kamoud an nohalteg Mobilitéit a gutt Infrastruktur, deen ëmverdeelt, déi Äermst a Vulnerabelst an eiser Gesellschaft schützt an domat och de sozialen Zesummenhalt héichhält.

Jo, mir brauchen e Staat, deen net just passive Spectateur ass, mee deen och an Zukunft handlungsfäeg bleift. Alles dat si Jalonen, déi grad a Krisenzäiten fir deen Eenzelne gradesou wéi och fir d'Betriber noutwenneg sinn. An duerfir wäerte mer da mat Spannung op de Budget vum nächste Joer kucken. An deen heiten, dee stëmme mer elo mol mat.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. A wann ech elo richteg verstanen hunn, ass den nächsten ageschriwwene Riedner den Här Ben Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Projet schaaft déi nei Regierung sech Zäit, fir e Budget fir 2024 opzesetzen. En Iwwergangsbudget ass wichteg, fir sécherzestellen, dass d'Paie bezuelt kënne ginn, nei Leit agestallt kënne ginn a Projete weiderlafe kënnen. Mir Piraten haten de Budget 2023 lescht Joer op dëser Plaz net matgestëmmt. Mir haten en net matgestëmmt, well mer gradewéi déi Jore virdrun eis méi vum Budget erhofft hunn haten. D'Logements-, d'Energie- an d'Klimakris sinn déi Theemen, déi eist Land an d'Bevëlkerung am meeschte beschäftegen. Leider huet de Budget 2023 keng Léisunge fir déi Krise gewisen an dësen Iwwergangsbudget logescherweis och net.

Mir fäerten, dass bis op d'mannst nach Enn Abrëll weider mat der Géisskan iwwert d'Land geschott gëtt. Mir haten eis dofir a ville Punkte méi cibléiert Hëllefe gewënscht, méi sozial Mesüren, déi déi Schwächsten an eiser Gesellschaft an dësen Zäite schützen: Elengerzéiend, Kanner, d'Leit, déi ënner oder un der Aarmutsgrenz liewen an net wëssen, wéi se mat den héijen Energiepräisser nach sollen iwwert d'Ronne kommen. Dat gouf mat dem Budget vun 2023 an och mam Iwwergangsbudget fir 2024 net gemaach. Dat hätt an eisen Aen awer missen de Kär vun dësem Iwwergangsbudget sinn.

Op dëser Plaz hat den Här Clement virun engem Joer gesot, dass net alles schlecht ass, wat am Budget virgesi war. Mee mir Piraten wollten a wëllen nei Prioritéiten. Mir hoffen, dass déi nei Regierung hei méi Courage weist a méi cibléiert schafft. Dofir hoffe mir och, dass déi nei Regierung sech net Zäit bis Enn Abrëll hëlt, well dee Moment schonn 10 % vun hirer Amtszäit ëm sinn, mee éischter mat engem Projet fir e Budget an d'Chamber kënnt.

Här President, mir wëllen dann och hei drop opmierksam maachen, dass mat dësem neie Budget och eng Hëllef fir d'Leit auslafe gelooss gëtt. D'TVA wäert den nächste Mount erëm ëm 1 % klammen. Wann d'Betriber sech dann alleguerten un der Reduktioun bedeelegt hunn, da wäerten also d'Präisser ëm 1 % klammen. Mir Piraten sinn der Meenung, dass d'Inflatioun nach net genuch ofgeflaacht ass, fir dass et responsabel wier, déi TVA-Reduktioun elo ofzeschafen. D'Leit leiden nach ëmmer ënnert der Präisdeierecht. Dat huet och déi rezent Ëmfro vun Eurostat nach eng Kéier gewisen. Mir hunn un d'Regierung appelléiert, fir déi Reduktioun vun 1 % weiderlafen ze loossen. Dat gëtt awer elo net gemaach. D'Leit kämpfen nach ëmmer mat de Präisser. Mir Piraten si ganz kloer géint eng Erhéijung vun der TVA!

Här President, da wëll ech och hei eng kleng Klammer maachen a soen, dass mir eis vun der neier Regierung dann eng besser juristesch Aarbecht erhoffe wéi vun der aler Regierung. Well och an dësem Dossier – dat ass scho bal Traditioun an de Budgetsgesetzer – ass versicht ginn, Gesetzer ëmzesetzen, déi näischt am Budget ze sichen hunn. Dës Kéier war et dann d'Treibstoffsgesetz. Wéi gesot, mir hoffen, an den nächste Budgetsgesetzer keng esou Saache méi ze gesinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, no deene Kriticke wäert et Iech net iwwerraschen, dass mir Piraten dësen Iwwergangsbudget net wäerte matstëmmen. E baséiert op dem Text vum Budget 2023, dee mir net matgestëmmt hunn, well en net den Erausfuerderunge vun haut gerecht gëtt. D'TVA klëmmt erëm op 17 %, an dat ass net am Sënn vun all Biergerinnen a Bierger dobaussen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir wäerten dës Douzièmes provisoires matstëmmen, net well mer mat der Ausriichtung vum auslafende Budget averstane wieren, mee well mer och mengen, datt de Staat fir déi nächst véier Méint funktiounsfäeg soll bleiwen. An den USA géif esou eng Situatioun, also datt kee Budget um Enn vum Joer gestëmmt gouf, zu deem berüchtegte Shutdown féieren, wou Beamten net méi géife bezuelt ginn. An dat wëlle mer jo net a mir si jo och net an den USA. An ech hoffen och, datt mer um Enn vun dëser Legislaturperiod, am Prinzipp a fënnef Joer, keng US-amerikanesch Verhältnisser kréien nach an aneren Domäner.

Ier dës Regierung awer am Amt war, do, wou déi zwou biergerlech Parteie matenee verhandelt hunn, huet den Här Frieden den Toun uginn, déi ekonomesch Situatioun wier „ganz komplizéiert". Also, mir si jo net naiv a mir wëssen, op wat et histeiert, wa biergerlech Regierungen erzielen, mir wieren an enger komplizéierter Situatioun. Mee d'Fro stellt sech: komplizéiert fir wien?

Wann ee sech d'Zuelen ukuckt, da schéngt et awer net onbedéngt esou komplizéiert fir jiddereen ze sinn. Mir mengen och, datt zu Senneng deemools de Formateur Luc Frieden net ganz éierlech op deem Niveau war. Mir hu jo och Zuelen. Et gëtt Zuele vun der Comptabilité nationale, an do schneiden déi verschidde Secteure vun der Lëtzebuerger Wirtschaft guer net sou schlecht of, wat d'Profitter ugeet. Wann een de Volume vum PIB kuckt, deen net wierklech ausschlaggeebend ass, da kéint ee mengen, datt et der Wirtschaft schlecht oder immens schlecht géif goen. Mee dat ass net de Fall, wann een de reale PIB kuckt, also do, wou d'Profitter gemaach ginn a gemooss ginn.

Well wie gëtt besteiert? D'Besteierung geschitt op der Valeur, op dem Meerwäert, dee geschafe gëtt, also och op de Profitter, net op dem Volume vum PIB, mee um Wäert, dee geschafe gëtt. An deen eenzege Secteur, wou et wierklech staark biergof gaangen ass – an am Wäert souguer méi wéi am Volumen –, ass dee vum Transport a vum Entreposage. An dat erkläert sech och doduerch, datt dee Secteur wärend dem Covid iwwerperformant war. Zum Bausecteur wäert ech och nach eppes soen.

Fir de Finanzsecteur ass d'Situatioun och net onbedéngt sou komplizéiert. Am Volume geet et natierlech fir d'Banken zréck, wat jo och kee Wonner ass. A mir wësse jo och all firwat: Well d'Zënse sinn eropgaangen an et goufe manner Kreditter accordéiert. Mee d'Margë vun de Banken, déi sinn net erofgaangen. D'Gewënner op den Zënse si souguer zolidd eropgaangen: Fir déi éischt sechs Méint vun dësem Joer

si se op 5,1 Milliarden eropgeklommen, 2,1 Milliarde méi wéi déi sechs éischt Méint vum leschte Joer. Natierlech hunn déi héich Zënsen en Impakt op déi wirtschaftlech Aktivitéit. D'Banke profitéieren natierlech dovunner a sanen of an d'Wirtschaft trëppelt dann deementspriechend e bësse méi lues. Mee dat heescht bei Wäitem net, datt hei keng Profitter gemaach ginn, ganz am Contraire.

An dat seet och d'Europäesch Kommissioun d'ailleurs: D'Realprofitter vun de Betriber zu Lëtzebuerg sinn dëst Joer ëm 4,71 % eropgaangen. Dat ass méi wéi d'Léin. D'Léin sinn nëmmen ëm 3,68 % eropgaangen, also manner wéi d'Profitter. An dat hu mer glécklecherweis och dem Index ze verdanken, deen d'Deierecht nach relativ opgeholl huet. Dat war d'lescht Joer nach net esou. Do sinn d'Realprofitter ëm 0,38 % eropgaangen, wärenddeems d'Realléin awer ëm 2,76 % erofgaange sinn. Dat ass souwisou eng europawäit Tendenz.

An obwuel d'Profitter vum Patronat eropginn, wat seet d'Regierung dann? D'Steiere vun de Betriber mussen erofgesat ginn. Den Här Finanzminister huet versicht, eis dat e bëssen als eng antizyklesch Mesür ze verkafen, mee ech mengen, manner Steiere fir d'Betriber, zemools wa se Profitter maachen, dat ass bei Wäitem keng antizyklesch Politick. Et ass souguer éischter de Géigendeel. Well wat heescht antizyklesch? Dat heescht u sech, géint d'Tendenz vun der Wirtschaft ze goen. Wann et der Wirtschaft schlecht geet, da gräift de Staat an. An de Staat ass – aneschters, wéi oft och den Här Bettel ëmmer gesot huet –, net e Stot. Wann ech 4.000 Euro de Mount verdéngen an ech ginn all Mount 5.000 Euro aus, da kommen ech ganz séier an d'Laberenten.

Mee de Staat, dee funktionéiert jo aneschters. Dee kann investéieren, ka sech souguer verscholden, wann en och richteg investéiert, wann en zum Beispill massiv Wunnenge baue léisst oder den ëffentlechen Transport ausbaut oder ëffentlech Crèchë baut oder an ëmweltfrëndlech Energien investéiert. Da gi Leit beschäftegt an dat schaaft Aarbechtsplazen. Dat gëtt Paien, op déi och Steieren a Cotisatioune bezuelt ginn. An dat gëtt Recettë fir de Staat an et mécht och d'Liewe fir jidderee méi agreabel.

Mee d'Regierung mengt, en anere Wee goen ze mussen, a wëll d'Kapital manner besteieren. A woumadder finanzéiert sech de Staat? Dat krute mer och nach net gesot. Mir wësse just, datt de Räichtum, dee schonn do ass, sech weiderhi wäert unhäufen, datt déi puer Räich a Glécklech – enfin, glécklech weess ech net, mee op jidde Fall räich – nach méi räich wäerte ginn.

D'Regierung seet awer: „Jo, mee wann d'Betriber manner Steiere bezuelen, dann investéiere se méi." Dat gëllt vläicht fir kleng Betriber – vläicht. Mee a Wierklechkeet gi Steiererliichterungen an Dividenden oder Renditten investéiert. An dat si Suen, déi de Staat a mir all dann och verléieren!

Mir si vläicht an enger komplizéierter Situatioun, mee mir mengen net onbedéngt dat selwecht. De Bau ass jo ee vun de Secteuren, wou et tatsächlech och komplizéiert ass. Allerdéngs mécht dee Secteur och nach Profitter, och wann de Volumen erofgaangen ass. A wa manner gebaut gëtt, wa manner kaaft gëtt, dann huet dat mat zwou Saachen ze dinn: d'Zënsen, déi ze héich sinn an déi zu décke Profittmargen am Bankesecteur bäidroen, an d'Präisser, déi ze héich sinn. A wann Dir dohinnergitt an Dir setzt d'Steieren nach weider erof iwwert den Amortissement accéléré, iwwert d'Meerwäertsteier, dann erreecht Dir nëmmen eng Saach: De Secteur wäert weider Profitter maachen, mee d'Präisser wäerte weiderhi fir Normalstierflecher onerreechbar bleiwen!

An Dir wäert eis nach froen: „Wat soll een da maachen?" A mir mengen, datt een de Géigendeel muss maachen. Ech hunn dat scho virdrun ugedeit: investéieren. Kommt, mir maachen dat, wat och an anere Länner funktionéiert, wat och gemaach gëtt, an da funktionéiert et och: ëffentlech bauen an investéieren, iwwer eng ëffentlech Wunnengsbaugesellschaft zum Beispill. Mir brauchen 30.000 ëffentlech Wunnengen. An da gëtt gesot: „Jo, mee dat kascht!" Jo, dat kascht, mee wann een d'Betribssteier erofsetzt, wann een déi Villverdénger aus hirer Verantwortung bäizedroe léisst, da kritt een natierlech keng Recetten.

Dofir, wa mir soen, datt déi Räichst méi Steiere bezuele sollen, dann ass dat net aus Jalousie. Eis geet et drëms, esou vill materiell Gläichheet wéi méiglech ze schafen, engersäits, well dat besser fir d'Gesellschaft ass a besser fir d'Ëmwelt souguer, mee och, fir fir déi néideg Finanzementer ze suergen.

An do stellt sech dann och d'Fro, wou een d'Sue siche geet, wann ee weess, datt d'Personnes physiques, also d'Leit, eendeiteg méi zu de Recettë bäidroe wéi d'Personnes morales, also d'Betriber. A fir méi genau ze sinn: Tëscht 2000 an 2022 hu sech d'Recettë vun de Steieren, déi d'Leit bezuelen, verfënneffacht, wärenddeems d'Recettë vun de Steieren, déi d'Betriber bezuelen, sech nëmmen e bësse méi wéi verzweefacht hunn.

An dann, wa mer scho bei der Besteierung vun de Leit sinn, da kann et och net sinn, datt de Gros vun der Steierlaascht beim Mëttelstand läit an datt de Spëtzesteiersaz bei 42 % läit an och an der Tranche vun 200.000 Euro d'Joer ophält. Dat heescht, datt déi, déi 400.000, 500.000, 600.000 d'Joer an driwwer verdéngen, net méi Steieren ze bezuele brauchen.

Mir sinn net méi an den 80er-Joren, wou de Gros vun der Regierung och nach jonk war, wou ech e Kand war a wou quasi jiddereen Aarbechtsperspektiven an Zukunftsperspektiven hat, och ouni vill Schoule gemaach ze hunn. D'Leit, zemools déi méi jonk, maache sech hautzudaags ëmmer méi Suergen ëm hir Zukunft. An dat Éischt, wat se vun dëser Regierung matkréien, ass, datt déck Promoteuren a Patronen nach manner Steiere wäerte bezuele mussen – fir dann herno ze behaapten am Koalitiounsaccord, datt Aarbecht sech erëm soll lounen, wat e bëssen eng Frechheet ass, well et si grad déi, déi schaffen, déi ënnerbezuelt sinn! Et si grad déi, déi 4.000 Euro de Mount oder drënner bis zum Mindestloun verdéngen, déi am meeschte schaffen. An de Gros vun hirer Pai musse se dann och de Proprietären iwwerweisen, de Proprietären, déi vun dëser Regierung nach weider Steierkaddoe gemaach kréien.

Déi heite Regierung, Här President, soll eis also net erzielen, se géif iergendeppes maachen, fir datt Schaffe sech erëm lount! Mee wie vill huet an dofir net vill muss schaffen, dee wäert vun dëser Regierung belount ginn. Dat ass op jidde Fall den Trend, dee mir an deenen nächste Méint oder Jore wäerte bekämpfen.

Dat gesot, wäerte mer awer déi Douzièmes provisoires matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass et elo un der Regierung. Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir déi eenzel Beiträg, déi gemaach goufen. Ech mengen, et ass richteggestallt ginn, souwuel vun der Rapportrice wéi och vun deem éischte Spriecher, dem Här Bauler, dass et sech hei ëm en Iwwergangsbudget handelt mat de sougenannten Douzièmes provisoires, deen eenzeg an eleng dorobber zréckzefëieren ass, dass d'Walen am Oktober waren an dass et an der Reegel fir eng nei Regierung schwiereg ass, a manner wéi zwee Méint e funktionelle Budget opzestellen, dee seng Globalitéit beinhalt, an dat an där kuerzer Zäit, déi zur Verfügung steet.

Duerfir ass dat hei e Budget, dee virgesinn ass an dem Kontabilitéitsgesetz an deem vun de sougenannten Douzièmes provisoires, an deen u sech näischt aneschters virgesäit, wéi dass engersäits de Staat d'Autorisatioun kritt, fir Steieren ze erhiewen, an anersäits och, fir déi Investissementsausgaben, déi en cours sinn, weiderzefëieren, a virun allem och de Staatsbeamten emol d'Pai ze ginn. Dat sinn déi sougenannten Dépenses obligatoires, déi hei virgesi sinn.

Duerfir soen ech Merci, dass och partei- a koalitiounsiwwergräifend hei eng, mengen ech, breet Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet ass. Also, wa mer hei mat Jo stëmmen oder wa mat Jo gestëmmt gëtt, da kréien d'Leit aus dem ëffentlechen Déngscht emol hir Pai. D'Pensioune lafe virun, wat jo och emol eng gutt Saach ass.

Ech weess awer och, dass doriwwer eraus eng Rei vu politeschen Debaten ugefouert goufen. Ech géif dozou soen: Dës Koalitioun, och wann dat wëllt esou klischeehaft duergestallt ginn, ass net déi vum kalen Häerz. An dës Koalitioun ass och déi – d'Madamm Bofferding huet et ugefouert –, déi wäert d'Schéier zwëschent Aarm a Räich, wann déi elo breet ass, zesummeféieren. Dat sinn Engagementer, déi sinn an dem Regierungsofkommes gemaach ginn. Dat sinn Engagementer, déi hei och an der Chamber eng breet Majoritéit fonnt hunn.

An ech soen awer och gradesou däitlech, dass dës Regierung net déi ass vum Kulturkampf oder vum Klassekampf. Mee et ass eng Regierung, déi ass ugetrueden, fir alle Facettë vu Lëtzebuerg Rechnung ze droen, vun engem kompetitive Lëtzebuerg fir d'Entreprisen, vun engem attraktive Lëtzebuerg, wat de Finanzsecteur ubelaangt, a vun engem Lëtzebuerg, wou déi breet Mëttelschicht soll déi néideg Kafkraaft kréien, déi se brauch an dësen Zäiten, fir och kënnen déi Investissementer ze tätegen, fir déi Konsumausgaben ze tätegen. An dozou steet dës Regierung an duerfir huet se och e klore Plang A, dee se duerchzitt, a se brauch duerfir och net Plan-Ben, wann ënnerstallt gëtt, mee dat géif alles net opgoen.

Dann ass et och net hei, dass mer grouss Steierkaddoe verdeelen. Nee, mir maachen dat, wat an deem Projet virdru gesot gouf a wat e breede Konsens, mengen ech, hei awer fonnt huet, zumindest eng breet Majoritéit: dass mer de Leit déi néideg Kafkraaft ginn an dass mer d'Leit net permanent mat méi Steiere belaaschten. Dat ass dat, wou dës Regierung wëllt drop erausgoen.

Da wëll se och deen néidege Spillraum hunn – ech soen dat och ganz kloer –, fir op d'Erausfuerderunge vun der Zäit anzegoen. An zu den Erausfuerunge vun der Zäit gehéiert natierlech – ech mengen, dat stellt keen heibannen a Fro – de Wunnengsbau, wou de Premierminister ugekënnegt huet, dass en an den éischten zwee Méint géif e klore Programm op den Dësch leeën, deen net nëmme Steiermoossname beinhalt, deen och Investitiounsausgabe beinhalt an dee virun allem all Acteure vun deem Secteur ouni Beréierungsängscht wëll zesummeféieren. Och dat wëll ech eng Kéier kloer soen: Dat ass de Staat, dat

sinn d'Gemengen, dat sinn och d'privat Promoteuren, dat sinn d'Leit, déi an dem Bau schaffen, an dat sinn och déi Leit, déi sech derzou bereet fillen, fir Investissementer als Privatpersoun um Niveau vun dem Wunnengsbau ze maachen.

Well et ass nëmmen duerch e kollektiven Effort an et ass nëmmen duerch en Effort, deen op déi éischt Zäit strikt gemooss ass, dass een dee Kick erëm eng Kéier an deem Bausecteur gëtt, fir dass dee Bausecteur, deen immens wichteg ass fir eis Ekonomie, deen immens wichteg ass fir eist Land, erëm eng Kéier un d'Fuere kënnt. Duerfir muss ee souwuel Moossname maachen um Niveau vun der Offer, mee et muss ee se och kuerzfristeg maachen um Niveau vun der Demande.

Da kommen ech op weider Punkten, wou gefrot gouf: „Wéi ass et mat den Infrastrukturen?" Mee selbstverständlech wäert dës Regierungskoalitioun, dës Regierung, dofir Suerg droen, dass d'Infrastrukture weider héichgehal ginn. Mir wäerte kucken, dass déi néideg Investissementer an d'Mobilitéit wäerte gemaach ginn. Mir wäerten derfir suergen – an ech mengen, dat hu mer ënnerstrach, och wann dat vläicht haut e bëssen a Fro gestallt gëtt.

Déi Engagementer, déi gemaach goufe fir eng nohalteg Gestaltung vum Land, déi Engagementer, déi gemaach goufen zum PNEC, déi sinn net a Fro gestallt. An déi Gesetzer, déi bis elo hei an der Chamber gestëmmt goufen, déi hunn dat och alleguerte ganz konkreet ënnerstrach. Klimaschutz wäert och ënnert dëser Regierung eng weesentlech Erausfuerderung bleiwen. Dat steet am Regierungsofkommes, dat steet an dem Regierungsprogramm an dat hu mer och ënner Beweis gestallt bei deene Gesetzer, déi déi lescht Deeg hei gestëmmt goufen.

Dann ass déi Fro ... Ech hunn awer eng Kéier – dat musst Der mer erlaben, Madamm Bofferding, als fréier Inneministesch – missen e bëssen driwwer schmunzelen: Dir waart nach Inneministesch bis virun engem Mount an do gitt Der eis gutt Rotschléi, wat alles op eis géif zoukomme bei dem Finanzement vun de Pensioune vun de Gemengebeamten. Bon, ech mengen, dee Problem – dat soen ech Iech awer riichteraus, well ech awer bis virun engem Mount och nach Buergermeeschter vun enger gréisserer Gemeng am Land war an e bësse weess, wat am Gemengesecteur ass –, dee Problem, deen ass net nei. Also, deen huet sech am Laf vun der Zäit opgestockt.

A wann Dir sot: „Dir musst oppassen, et komme 67 Milliounen Euro (veuillez lire: 87 Milliounen Euro), déi op Iech duerkommen, a si kommen net vun haut op muer", bewäerten ech dat net, Är Ausso, mee ech soen: Selbstverständlech wäert dës Regierung derfir suergen, dass och fir d'Gemengebeamten, déi an der Pensioun sinn, a fir déi Gemengebeamten, déi wäerten an d'Pensioun goen, déi Verspriechen, déi se gemaach kruten, wéi se Beiträg bezuelt hunn, ofgeséchert sinn. Mee schiibt awer wannechgelift elo net dee Problem eenzeg an eleng op déi Regierung, déi elo zënter engem Mount am Amt ass. Ech wëll dat eng Kéier kloer gesot hunn: Jo, mir stinn zu deenen Engagementer, mee dréckt net alles op déi, déi elo am Amt sinn!

Da wëll ech och soen zum Här Polidori – ech soen Iech Merci, ech verstinn och, dass Dir sot: „Mir bleiwen eis trei. Mir hunn de Budget net gestëmmt, duerfir stëmme mer och net déi Douzièmes provisoires." –: Mir suergen awer derfir, dass d'Paie vun de Staatsbeamte weidergefouert ginn an dass Är Pai – entschëllegt, mee déi hutt Der zegutt – och weider kann assuréiert ginn.

Dir hutt awer eng konkreet Saach opgegraff, dat ass déi vun der TVA. Jo, et ass richteg, dass gemääss den Tripartitt-Ofkommessen ... An déi huet – bon, ech däerf et elo net soen – déi fréier Chamber an enger Globalitéit gestëmmt, wat och richteg war. Mee Dir wësst, an dat soll een eng Kéier konkreet soen, dass déi Reduktioun vun 1 % vun der TVA, nämlech vu 17 % op 16 % an dann déi intermediaire Tauxen, ab dem 1. Januar ophält. Jo, déi hält op, well d'Tripartitt gesot huet: „Dat ass eng Ënnerstëtzungsmoossnam vun den Entreprisen, mee déi ass zäitlech begrenzt."

Wat ass den Impakt, dee budgetären Impakt, gewiescht op dat lescht Joer? Dir wësst, dass mer an der Finanzkommissioun driwwer rieds haten an dass d'Vertrieder vum Enregistrement gesot hunn, dat kann een iwwert den Domm mat ronn 150 Milliounen Euro Belaaschtung fir de Staatsbudget op d'Joer 2023 bewäerten.

Elo wëll ech awer soen, dass net alles méi deier gëtt. Mee d'Marge vun de Betriber geet ënner Ëmstänn ëm 1 % – verhältnisméisseg, muss ee soen, 1 % verhältnisméisseg; vu 16 % op 17 % ass fir e Betrib méi – fir Verschiddener erof. Dat ass net fir den normale Konsum, well alles dat, wat d'Leit an de Supermarchéë kafen, läit an der Reegel mol net bei de 16 % oder 17 %.

Den zweete Punkt ass deen, dass natierlech fir grouss international Gruppen ..., do kascht d'Jeansbox – fir dat vereinfacht ze soen – zu Arel, zu Metz oder zu Lëtzebuerg an der Reegel dat selwecht, well dat einfach international Präisser sinn, déi fixéiert sinn. An d'Marge ass dann eebe vu Land zu Land ënnerschiddlech. Dat ass de reellen Impakt. Ech mengen net, dass, wann elo d'TVA erëm vu 16 % op 17 % eropgeet, doduerch géifen all d'Präisser duerchschloend och deementspriechend an d'Luucht goen.

Dat war also eng zäitlech begrenzte Moossnam. Déi Moossnam war och an der Tripartitt festgehalen, déi huet och hei an der Chamber e largë Konsens fonnt.

Fir de Rescht géif ech soen: Déi Wonschlëscht, déi vu Verschiddenen ausgedréckt gouf, déi huet d'Regierung zur Kenntnis geholl. Den Detail, dee wäert den nächste Budget an enger gewëssener Mooss schonns erëmspigelen. Et ass och esou, ech soen Iech et nach eng Kéier ganz kloer: Dës Regierung stellt net alles a Fro, wat an der Vergaangenheet geleescht gouf. Duerfir wäert et och 2024 en – ech soen – Iwwergangsbudget si mat liichten Adaptatiounen, mat neie Moossnamen, déi natierlech an dem Regierungsprogramm och stinn.

An ech wéilt soen, dass deen Zäitraum – an duerfir géif ech domadder ofschléissen – och fir de Budget 2024 relativ sportlech gëtt. Well Dir wësst, mir mussen dat bis den 30. Abrëll stoen hunn. Et ass och eng Ouschtervakanz do. An ech hu mat eenzelne Vertrieder vun der Finanzkommissioun rieds gehat, dass dat, soubal de Budget deposéiert ass, dann hoffentlech zäitno kann a ville Sitzungen, déi sech kënnen op méi wéi zwou pro Woch ausdeenen, analyséiert ginn, sou wéi sech dat gehéiert. Déi néideg Budgetscirculaire, déi war e Méindeg am Regierungsrot an déi ass och e Méindeg de Mëtten, mengen ech, mat menger Signature un déi eenzel Departementer geschéckt ginn.

Duerfir nach eng Kéier merci fir de largë Support. Och 2024 wäert d'Vergaangenheet net total a Fro gestallt ginn. Mir wäerten zesummen, hoffentlech mat engem breede Konsens, hei an der Chamber am Interessi vum Land déi Erausfuerderungen ugoen, déi ustinn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Finanzminister. Ech hunn nach eng Wuertmeldung. A wat fir engem Propos?

**M. Fred Keup** (ADR) | Parole après ministre. Jo, den Här Minister huet hei gesot, wéi och virdru scho verschidde Leit ugedeit haten, dass, wann een elo hei déi Verlängerung vum Budget net mat Jo géif stëmmen, dann d'Staatsbeamte keng Pai méi kriten. Dat kann een e bësse relativéieren, well bis dohinner kéint ee jo och nach eppes aneschters maachen, fir dass se awer hir Pai géife kréien.

Ech wëll awer hei ganz einfach Follgendes soen: De Budget, dee mer d'lescht Joer gestëmmt hunn, also virun engem gudde Joer, engem Joer an – wéini war dat? – zwee Méint, wa mer deen net gestëmmt hätten, dann hätte se och keng Pai kritt. Also déi Parteien, déi géint e Budget stëmmen, déi stëmme jo dann an där Logik och dergéint, dass d'Staatsbeamten hir Paie kréien. Duerfir géif ech do e bësse méi virsiichteg sinn. Also weeder do nach hei sinn d'Staatsbeamtepaien, mengen ech, a Fro gestallt.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, dat war elo keng Fro, Här Keup, soudatt mer op keng Fro och keng Äntwert brauchen. An domat géif ech also d'Diskussioun ëm dëse Projet de loi ofschléissen.

A mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8338. Den Text steet am Document parlementaire 8338[4].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8338 et dispense du second vote constitutionnel***

An d'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat ass dat follgend: Jo: 52, Nee: 8, Abstentioun: keng. De Projet de loi ass also mat 52-Jo-Stëmme géint 8 Nee-Stëmmen ugeholl ginn.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Mars Di Bartolomeo), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen (par M. Sven Clement) et Ben Polidori.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 5. 8292 – Projet de loi relative à l'imposition minimale effective en vue de la transposition de la directive (UE) 2022/2523 du Conseil du 15 décembre 2022 visant à assurer un niveau minimum

## d'imposition mondial pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union

A vu datt mer keng Motioun a keng Resolutioun hunn, komme mer dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour: Dat ass de Projet de loi 8292, d'Upassung vun der Pilier-2-Initiativ, déi fir e minimale Steierniveau vu 15 % soll suerge fir all multinational Firma, déi en Ëmsaz vun iwwer 750 Milliounen Euro mécht. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 10 Minutten. All Fraktioun an all Sensibilitéit huet 5 Minutten. D'Regierung huet 10 Minutten. Et ass mer gesot ginn, datt d'Kommissioun decidéiert hätt, datt de Rapporteur vläicht eng oder zwou Minutte kéint méi hunn. Ech ginn also och Akt dovunner. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Patrick Goldschmidt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. Den Här Rapporteur huet elo d'Wuert. Här Mosar.

***Rapport de la Commission des Finances***

**M. Laurent Mosar** (CSV), rapporteur | Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Finanzminister, de Projet de loi, deen d'Direktiv iwwert d'Mindestbesteierung vu groussen Entreprisen transposéiert, ass sécherlech ee vun deene wichtegste Projet-de-loien, deen an de leschte Joren am Kontext vu méi Steiergerechtegkeet weltwäit, EU-wäit, awer och an eisem Land wäert gestëmmt ginn.

Erlaabt mer, Här President, iert ech op de Projet selwer aginn, eng generell Remark zu den Aarbechte vun eiser Kommissioun zu dësem Projet ze maachen. De Projet, dee mer haut an hei diskutéieren, ass net nëmmen en extreem wichtege Projet, mee en ass och vun enger extreem grousser Technicitéit an esouguer Spezialisten, déi behaapten, vun dëser Thematik eppes ze kennen – an dozou zielen ech mech net –, hu Problemer, fir sech an dëser komplexer Matière erëmzefannen.

Mir sinn, Här President, am Ufank vun enger Legislaturperiod a mir sinn eis warscheinlech op alle Säiten hei eens, datt mir als éischte Pouvoir vun dësem Land net nëmme wëllen eng Caisse enregistreuse sinn, mee datt mer au contraire och versichen, eise parlamentareschen Input an d'Gesetzestexter, sou wéi se eis da vun der Regierung presentéiert ginn, materanzebréngen.

*(M. Fernand Etgen prend la présidence.)*

Dat setzt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, viraus, datt mer eis besonnesch bei komplizéierten Texter wéi deem heiten och déi néideg Zäit ginn, fir se am Detail kënnen ze studéieren, awer och op alle wichtege Punkte kënnen d'Regierung ze hannerfroen, wat zum Beispill dës Texter och fir Repercussioune fir eis Entreprisen hei am Land wäerten hunn.

Mir haten duerfir als Finanzkommissioun an der éischter Sitzung, wou mer dëse Projet virgestallt kritt haten, eigentlech decidéiert, eis hei déi néideg Zäit ze ginn, déi noutwendeg ass, fir dee komplexen Text och kënnen a Rou an am Detail ze analyséieren, a gesot, et kéint ee sech och virstellen, datt een deen Text eréischt géif am Ufank vum nächste Joer stëmmen.

Mir sinn eis dunn awer de leschte Freiden an der Kommissioun eens ginn, datt mer dat net géife maachen, dat aus verschiddene Grënn, op déi ech elo kuerz wëll nach eng Kéier agoen.

Dës Direktiv gesäit vir, datt se muss vun alle Memberslänner bis den 31. Dezember vun dësem Joer transposéiert ginn, fir datt se och kann den 1. Januar 2024 a Kraaft trieden. Et si bis haut nëmme fënnef Länner, déi et warscheinlech net wäerte fäerdegbréngen – zum Deel och aus verständlechen innerpolitesche Grënn, well se grad Walen haten –, fir dës Direktiv an de virgeschriwwenen Delaien ëmzesetzen.

Et hätt eisem Land net gutt zu Gesiicht gestanen, wa mir an esou engem sensibelen Theemeberäich wéi der Besteierung vu ganz groussen Entreprisen net an de virgesinnenen Delaien transposéiert hätten, a mir wären och domadder de Risk agaangen, vun der Kommissioun virun den Europäesche Geriichtshaff zitéiert ze ginn.

Et kënnt awer och derbäi, datt an dëser extreem wichteger Thematik elo scho ganz vill Länner transposéiert hunn an déi nei Reegele vun der Mindestbesteierung also vum nächsten 1. Januar u wäerten uwenden, wa mir déi Reegelen net d'nächst Joer oder eventuell mat enger Retroaktivitéit ugewannt hätten (veuillez lire: Et kënnt awer och derbäi, datt mir an dëser extreem wichteger Thematik, wou elo scho ganz vill Länner transposéiert hunn an déi nei Reegele vun der Mindestbesteierung also vum nächsten 1. Januar u wäerten uwenden, d'nächst Joer nach déi besteeënd Reegelen ugewannt hätten). Dëst wär net am Interessi vun deene concernéierten Entreprisë gewiescht an hätt kënne fir Rechtsonsécherheet an Netprevisibilitéit suergen. Och aus deem Grond ass et duerfir eminent wichteg, datt de Projet de loi nach virum 31. Dezember wäert adoptéiert ginn an och kann den nächsten 1. Januar a Kraaft trieden.

Dëst, léif Kolleeginnen a Kolleegen, soll awer an deenen nächste Méint a Joren net d'Reegel ginn, an duerfir géif ech och en Appell un eis alleguerte riichten, natierlech fir d'éischt och un d'Regierung, mee awer och un eis, och un de Staatsrot, datt mer versichen, besonnesch bei esou technesch schwierege Projeten éischter mat eisen Aarbechten unzekommen, an eis ouni Zäitdrock och kënnen eist Bild oder e komplett Bild iwwert déi Projete maachen. Dëst wär op jidde Fall e Wonsch, deen ech och als Rapporteur vun dësem Projet, ech mengen, och am Numm vun alle Kolleeginnen a Kolleegen aus der Finanzkommissioun, wëll artikuléieren.

Dat gesot, Här President, erlaabt mer dann awer elo, op de Fong vum Projet de loi anzegoen. Wéi ech scho kuerz a menger Introductioun ausgeféiert hunn, geet et hei also ëm eng Initiativ, déi den 8. Oktober 2021 vun 135 Membere vun der OECD geholl ginn ass an déi eng Mindestbesteierung vu multinationalen Entreprisë virgesäit, déi mindestens 750 Millioune Joresëmsaz maachen.

Et geet hei virun allem drëm, datt dës multinational Entreprisen iwwerall do e gerechten Deel u Steiere bezuelen, egal wou se hir Aktivitéiten ausüben an egal wou se hir Benefisser generéieren.

Op dëser Base a mat deenen Objektiven huet d'OECD de 14. Oktober 2021 e Rapport ugeholl iwwer Steiererausfuerderungen, déi duerch d'Numerisatioun vun der Wirtschaft soulevéiert ginn, an hunn do e Modell vu globale Reegele vun der Besteierungsbase festgeschriwwen, déi als sougenannten „zweete Peiler" elo qualifizéiert ginn.

Wat sinn elo d'Objektiver vun dësen neie Reegelen? Hei geet et virun allem drëm, datt elo mol soll e sougenannte „Seuil-plancher" fixéiert ginn, op Base vun deem d'Steiertauxen op de Benefisser vun de Gesellschaften an deem eng weltwäit Mindestbesteierung fixéiert gëtt (veuillez lire: Hei geet et virun allem drëm, datt elo mol soll e sougenannte „Seuil-plancher" fixéiert ginn, op Base vun deem d'Steiertauxen op de Benefisser vun de Gesellschaften harmoniséiert ginn, andeem eng weltwäit Mindestbesteierung fixéiert gëtt).

Fir dat Objektiv ze erreechen, baséiert sech de sougenanntenen „zweete Peiler" op d'Festleeung vun enger sougenannter „Zousazsteier" op de Benefissen, déi an enger Juridictioun realiséiert ginn, wann den Taux effectif vun der Besteierung vun engem multinationale Grupp an dëser Juridictioun ënnert der Mindestbesteierung vu 15 % läit.

Déi Prinzippien, déi ech elo hei kuerz virgestallt hunn, sinn dann och relativ schnell vun der Europäescher Unioun an enger Direktiv ficeléiert ginn, déi den 22. Dezember 2021 vun der Kommissioun och definitiv presentéiert an zréckbehal ginn ass. Am Dezember 2022 huet dann och de Conseil déi Direktiv, déi mer dann och haut sollen transposéieren, definitiv ugeholl.

Här President, wat elo relativ einfach kléngt, huet awer zu enger „Gebrauchsanweisung" – wann ech déi mol sou kann nennen – geféiert vun engem Text vun iwwer 200 Säiten, dee mir dann och elo integral an eis Gesetzgeebung iwwerhuelen.

Här President, eng relativ komplex Gebrauchsanweisung vun engem a sech einfache Prinzipp.

Am Dezember, genau de 15. Dezember 2022, huet de Conseil vun der Europäescher Unioun duerfir déi Direktiv verabschit, déi eebe genau dës minimal Besteierung och op all déi Groupes d'entreprises multinationales an aner grouss Gruppen an der Europäescher Unioun applizéiert.

D'Direktiv alignéiert sech och hei méiglechst genee op de Contenu, awer och un d'Struktur vun de Reegele vun der OECD.

Fir an Zukunft d'Exigenze vun dësen neie Bestëmmungen ze respektéieren, wäerten also all déi Gruppen, déi déi Envergure vun engem Chiffre d'affaires vu 750 Milliounen erfëllen, och hei zu Lëtzebuerg integral ënnert déi nei Bestëmmunge falen.

Wat heescht dat elo ganz konkreet? Fir déi minimal Besteierung vu 15 % anzeféieren, ginn a sech an eisem Steierrecht zwou nei Steieren agefouert, déi op zwou verschiddenen, onofhängege Reegele baséieren: op där enger Säit de sougenannten RIR, dat heescht dann op Franséisch Règle d'inclusion du revenu, an dat anert de sougenannten RBII, an dat ass déi Règle relative aux bénéfices insuffisamment imposés. Kléngt alles ganz komplizéiert, et ass awer nach méi komplizéiert, wéi et kléngt. Méi generell wäert deen RIR sech op d'Entités mères applizéiere par rapport zu engem Montant vun Zousazsteier, deen am Virfeld determinéiert gëtt, vun allen Entitéiten, déi direkt oder indirekt vun dëser Entité mère gehale ginn.

Nom Depot, Här President, vum Projet de loi sinn awer den 10. November vun dësem Joer vun der Regierung eng ganz Rei vun Amendementer adoptéiert ginn, déi a sech och schonn am Laf vun dem Avancement vun den Aarbechten eng Rei vu Klarifikatioune mat sech bruecht hunn.

An ech maachen och direkt hei eng Klammer: D'Aarbechte vum Pilier 2 sinn a sech e permanente Prozess, an deem och ëmmer erëm déi sougenannten „administrativ Instruktiounen", op Englesch „agreed administrative guidance", mat solle verschafft ginn, eng Rei vu Punkten, déi dann och de Fonctionnement a sech solle veränneren, awer och an deene meeschte Fäll preziséieren. Dofir ass et och net ausgeschloss – an dat huet esouwuel d'Kommissioun och an hirem schréftleche Rapport zréckbehale wéi ech et dann och elo

nach eng Kéier a mengem mëndleche soen –, dass dës Gesetzgeebung och muss am Laf vun deenen nächste Méint oder Joren nach eng Kéier amendéiert ginn.

Wat elo d'Avise betrëfft, fir unzefänke mam Avis vum Staatsrot, ass deen eigentlech äusserst positiv an huet ausser enger klenger Opposition formelle, déi éischter mat der Terminologie vun enger Notioun ze dinn hat, eigentlech just eng Rei vu legisteschen Ännerungsvirschléi materabruecht, ouni datt awer hei substanziell Kriticken um Contenu vum Projet artikuléiert gi sinn.

Den Avis vun der Chambre des Salariés begréisst de Projet an ënnersträicht och nach eng Kéier d'Wichtegkeet vun esou enger minimaler Besteierung, suggeréiert allerdéngs, den Taux vu 15 % op 25 % eropzesetzen.

D'Chambre de Commerce huet an engem éischten Avis de Projet och begréisst, weist awer op eng Rei vu Risiken hin, notamment wat d'Kompatibilitéit vun dësem Projet mat anere Projete betrëfft, a gëtt entre autres do d'Beispill vun der Bonification d'investissement vun den Entreprisen. D'Chambre de Commerce huet dann och kritizéiert, datt d'Regierung net genuch op Optiounen zréckgegraff hätt, déi eigentlech an deem zweete Peiler virgesi wieren. Entre-temps sinn allerdéngs eng Rei vun deenen Optioune gezu ginn iwwert de Wee vun deenen Amendementen, déi d'Regierung jo den 10. November heizou agereecht huet.

Déi Thematik vun der Netkompatibilitéit ass och eng, wou d'Kommissioun sech bewosst ass, datt do eventuell muss nach eng Kéier nogebessert ginn, natierlech – an dat wëll ech och nach eng Kéier hei preziséieren – mat der ganz klorer Oplag, datt d'Objektiv vun deene minimal 15 % Besteierung net dierf op déi eng oder aner Manéier ënnerhielegt oder contournéiert ginn.

An hirem zweeten Avis, dee mer leider e bësse kuerzfristeg kritt hunn, ass d'Chambre de Commerce dann nach eng Kéier op eng Rei vun Interpretatiounsschwieregkeeten agaangen, notamment wat d'Fonge betrëfft, an haaptsächlech op d'Entitéiten, déi vun dëse Fongen direkt oder indirekt gehale ginn an déi net consolidéiert sinn.

Eng lescht Kritick, déi och an eenzelnen Avisen erëmkomm ass, ass déi, datt et keng kloer Fiche financière géif fir dëse Projet ginn, mee dorobber huet de Finanzminister an der zoustänneger Kommissioun jo scho méi wéi kloer geäntwert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder zum Schluss vu mengen Ausféierungen, andeem ech hei nach eng Kéier ënnersträichen, datt dat Gesetz, wat mer dann hoffentlech elo mat grousser Majoritéit an deenen nächste Minutte wäerte stëmmen, e Meilesteen um Wee vun enger méi gerechter Besteierung, ganz besonnesch vu grousse multinationalen Entreprisë weltwäit, an der Europäescher Unioun, awer och bei eis ass.

Et bleiwe sécherlech nach ganz vill praktesch Froen op, wat déi konkreet Ëmsetzung betrëfft, an et kann een elo scho soen, datt an den nächste Joren nach wäerten oft Modifikatiounen zu deene grousse Prinzippie kommen.

D'Kommissioun ass op jidde Fall der Meenung, datt dëse Gesetzestext am Interêt vun enger méi grousser Sécherheet an awer och Previsibilitéit fir d'Entreprisen och bei eis am Land ass, soudatt mir Iech alleguerte suggeréieren, dëse Projet och nach haut ze stëmmen.

An dann, Här President, dréien ech mech eng Kéier ëm, fir Iech och ze soen, datt meng Fraktioun, d'CSV, dëse Projet mat grousser Begeeschterung wäert stëmmen. An ech soen Iech Merci fir Är ganz laang Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | An ech soen dem Här Rapporter Laurent Mosar Merci a ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Patrick Goldschmidt. Här Goldschmidt, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech profitéieren dovunner, fir dës Kéier awer dem Rapporter Merci ze soen, fir dass en et fäerdegbruecht huet, dëse komplexe Projet all de Memberen hei, all de Kolleegen a Kolleeginnen, gutt erklläert ze hunn, dass se et elo och alleguerte ganz gutt verstinn. A sech hätt ech net méi vill dozou ze soen, mee ech hoffen awer, dass trotzdeem déi Professionell dobaussen an deenen nächste Wochen, net an deenen nächste Joren, vläicht nach déi eng oder déi aner Circulaire kréien, wou verschidde Saachen awer nach e bësse méi kloer sinn, wéi dat dann duerno ze handhaben ass.

Haut stëmme mer iwwer en immens wichtege Gesetzesprojet of: d'Minimalbesteierung vun de grousse Societéiten. Et ass e Constat, deen net nei ass: An enger globaliséierter Welt mussen d'Staaten zesummeschaffen, fir eng effikass a fair Besteierung vun de multinationalen a grousse Gruppen ze garantéieren. Fir dat Zil ze erreechen, mussen d'Staate sech also zesummefannen an no Léisunge sichen. Dat ass an deene leschte Jore geschitt, wéi de Rapporter et scho gesot huet: Um OECD-Niveau hunn 135 Staaten dorunner geschafft a sinn och zu gudde Konklusioune komm.

Duerch déi enk Zesummenaarbecht ass eng effikass a gerecht Besteierung hautzudaags méiglech, dofir begréisse mir de Progrès, an ech si frou, dass déi Direktiv, déi mer haut an e Gesetz stëmmen, an dëse laangjärege Prozess domadder a Musek ëmgesat kënne ginn.

Fir d'Demokratesch Partei steet fest: Lëtzebuerg muss sech weiderhin un déi international Reegelen a Standarden halen. Just esou kënne mer d'Vertrauen an eis Finanzplaz garantéieren an esou och fir déi nächst Joren a Joerzéngten zolidd opstellen. Säit 2013 schonn hunn d'Finanzministere vun der DP sech konsequent derfir agesat, fir Lëtzebuerg am internationale Verglach méi kooperativ an transparent opzestellen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | Et war eng bewosst Decisioun an déi nei Politick gouf och konsequent ugewannt, mam Resultat, dass ons Finanzplaz haut eng staark opgewäerte Renommée huet.

Mat dëser Direktiv kënnt elo eng ganz nei Etapp derbäi. Dës Direktiv huet als Zil, de Pilier 2, deen am Oktober 2021, wéi scho gesot, op OECD-Niveau approuvéiert gouf, ëmzesetzen. Am Prinzipp gëtt e Seuil fixéiert, a wann an enger Juridictioun e Grupp ze wéineg Steiere bezilt, da muss dëse Grupp an enger anerer Juridictioun déi Differenz bezuelen. Dëse Seuil, déi effektiv Mindestbesteierung, gëtt an enger éischter Etapp op 15 % ugesat. Ënnert dëse Champ d'application fält e Grupp also ab 750 Milliounen Euro Ëmsaz. Dat bedeit, dass déi kleng a mëttelgrouss Entreprisen, eise Mëttelstand, vun dësem Gesetzesprojet, wéi en hei virläit, net betraff sinn.

Fir eis Fraktioun ass et evident, dass de Level-Playingfield zu all Moment muss garantéiert sinn. Mir brauchen also déi selwecht Reegele fir jiddereen.

Dat ass keng nei Fuerderung. De fréiere Steierdirekter vun der OECD, den Här Pascal Saint-Amans, huet alt gesot, de Level-Playingfield wier e lëtzebuergescht Wuert, vu dass ons Politiker sou staark drop insistéieren.

Effektiv ass Lëtzebuerg eng kleng an oppen Ekonomie an dowéinst si mir nach e gutt Stéck méi vum internationale Kontext ofhängeg. Mir mussen also derfir suergen, dass dëse Level-Playingfield och an Zukunft vu jiddwerengem respektéiert gëtt.

Niewent dem Risiko, dass dat eent oder anert Land sech kéint Virdeeler verschafe par rapport zu deenen aneren, kënne sech nach aner Risike manifestéieren. Dofir ass et och fir ons Fraktioun immens wichteg, dass d'Risike fir ons Finanzplaz konstant evaluéiert ginn, soudass mir och eise Méiglechkeeten no an Zukunft besser opgestallt kënne ginn.

Ech hu virdru gesot, dass Lëtzebuerg sech un international Standarde muss halen. Wann ech op déi nächst Jore kucken, da wëll ech awer insistéieren, dass Lëtzebuerg sech och proaktiv un den Initiative fir méi Kooperatioun an Transparenz bedeelege muss, sief dat op EU-Niveau oder och um OECD-Niveau.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

Fir dëst ze garantéieren an eeben och fir dass kee Land benodeelegt gëtt, hunn d'Koalitiounspartner sech déi Ambitioun ginn, dass méi Lëtzebuerger an den europäeschen an internationalen Institutioune solle vertruede sinn. Detachementer sollen also encouragéiert ginn.

Här President, léif alleguer, d'Demokratesch Partei steet kloer zu méi Transparenz an internationaler Kooperatioun, e Choix, fir dee mir eis konkreet säit Joren asetzen. A gläichzäiteg musse mir kucken, wat d'Auswierkungen op eist Land kënne sinn, an eis deementspriechend opstellen. An dësem Sënn gëtt d'DP-Fraktioun och hiren Accord zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech all Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goldschmidt. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Merci, Här President. Mat dësem Projet de loi iwwert de sougenannte Pilier 2 féiere mer hei direkt dräi nei Steieren an. Dat kann der neier Regierung net schmaachen, déi sech jo virgeholl hat, guer keng nei Steieren opzehiewen oder anzeféieren. An de Rapporter, dat ass de Laurent Mosar. Dir kënnt Iech awer, mengen ech, drun tréischten, dass dat heiten effektiv en internationalen Accord ass an eng Ëmsetzung vun enger Direktiv vun Dezember 2022.

Mir begréissen als LSAP dëse Projet de loi. Et ass e Gesetzesprojet, deen um Enn vu jorelaangen Efforte fir méi Steiergerechtegkeet, Transparenz a Fairness um internationale Plang steet. Et ass e Projet de loi, dee sech och areit an eng méi breet Diskussioun iwwer international Steiergerechtegkeet, déi heimat ganz sécher net eriwwer ass, och wann een d'Besoine kuckt, déi d'Staaten hunn. A mir schwätze jo elo säit e puer Deeg iwwer Steierprojeten an iwwert d'Finanzéierung vun der Regierung, och elo mat den Douzièmes provisoires. Wann een déi enorm Besoine gesäit, déi d'Staaten hunn, fir d'Transitioun ze finanzéieren, fir d'Besoinen an Infrastruktur an esou weider, all déi Saachen, iwwert déi mer scho geschwat hunn, dat ass also net eriwwer. An hei sinn natierlech och nach aner Steieren, déi diskutéiert ginn um internationale Plang, wéi zum Beispill d'Finanztransaktiounssteier, wéi d'Iddi vun engem Impôt sur la fortune op ganz grousse Fortunnen, déi notamment vum Observatoire européen

de la fiscalité an engem rezente Rapport och presentéiert gouf.

Här President, mir begréissen dëse Projet de loi. Mir begréissen och de Fait, dass en nach dëst Joer ka gestëmmt ginn an dass en och kann den 1. Januar 2024 a Kraaft trieden. An ech si frou iwwert d'Begeeschterung, déi nei Begeeschterung vum Laurent Mosar iwwert dëse Projet de loi. Et huet ee Moment esou ausgesinn an der Finanzkommissioun, dass do ausgerechent aus dem Finanzminister senger Partei Géigewand zu dësem Projet de loi war, fir deen elo nach am Dezember ze stëmmen. Justement am Numm vum Level-Playingfield sinn do ganz vill Bedenken ugemellt ginn. An dunn ass awer e bëssen op eng verwonnerlech Aart a Weis dat heiten an d'Rei gaangen, soudass mer haut alleguerte begeeschtert dann dëse Projet de loi hei kënne stëmmen.

Doriwwer sinn ech frou a meng Fraktioun och, aus dräi Grënn haaptsächlech: éischtens wéinst der juristescher Onsécherheet, déi bestanen hätt, wa mer dat heite gäre retroaktiv applikabel gemaach hätten. Zweetens, och ganz einfach, well et de Staat géif Sue kaschten. Wann zum Beispill e franséische Grupp zu Lëtzebuerg 2024 misst eng complementaire Steier bezuelen, well se an hiren Operatiounen net op déi 15 % Besteierung komm wären, dann hätte se, à défaut vun enger Base légale zu Lëtzebuerg, missen dee Complement un de franséische Fisk bezuelen. Mat aller Léift zu eise franséische Frënn wär dat schued gewiescht. Dofir ass et gutt, dass mer dat Gesetz effektiv elo hei direkt kréien. An dann drëttens och aus Reputatiounsgrënn. Ech mengen, et hätt eis net gutt zu Gesiicht gestanen, wa mer dat heiten als Lëtzebuerg, als e grousse Finanzzentrum, elo net an den Delaien ëmgesat hätten.

Den Impakt: Mir hunn och iwwert den Impakt vun dësem Gesetz geschwat an der Kommissioun. Et ass, wéi gesot, e komplexen Text, deen och nach evolutiv ass. Do hänken OCDE-Normen drun, och Norme vum International Accounting Standards Board, déi hei eraspillen an deen Text. Et gëtt geschat, dass ongeféier 7.500 Gesellschaften zu Lëtzebuerg kéinten heivunner concernéiert sinn. Ech mengen, et muss een net erwaarden, dass der elo vill heiwéinst fortginn, mee et ass kloer, dass bei verschiddene Finanzgesellschafte vläicht awer sech d'Fro gestallt gëtt, ob et dann nach derwäert ass, fir d'Presenz hei zu Lëtzebuerg ze behalen, wann een natierlech och nach aner Coûte vun der Presenz heizuland dann derbäirechent. Mee ech mengen, grosso modo muss een net fäerten, dass mer elo heimadder e Kompetitivitéitsdesavantage kréien. Et muss een, hoffen ech, domadder rechnen, dass et awer e positive budgetären Impakt kritt; eppes, wou mer da mol e bësse Suen domat kënne verdéngen – dat ass jo och schéin – a wou een dann, mengen ech, och, wéi gesot, grosso modo e positiven Impakt kritt.

Et sinn effektiv zwou Froen, déi vill diskutéiert goufen an déi eis och als LSAP immens wichteg sinn an där Diskussioun. Déi éischt, dat ass, dass déi Mindestbesteierung net ka contournéiert ginn oder ausgehielegt ginn duerch national Steierinstrumenter wéi zum Beispill d'Bonification d'impôt. Dat ass eis zougeséchert ginn. Dat ass och am Rapport sou verankert, dass dat net ka stattfannen. An dann ass et awer esou, dass et hei effektiv och eng Partie Inkompatibilitéite gëtt mam nationale Steierrecht, déi mussen an deenen nächste Méint och dann ausgebigelt ginn.

Mee, wéi gesot, dat hei ass definitiv fir eis e grousse Schrëtt an déi richteg Richtung. Et ass kee perfekten Text. Et gëtt awer nach … En ass e bësse verwässert ginn, och an deene villen Diskussiounen, mee et ass awer e ganz wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung, an dofir wäerte mer deen Text hei och matstëmmen.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Ech wäert et och fëx maachen hei. Ech héieren hei jo vill Begeeschterung fir dëst Gesetz, vum Här Mosar, och den Här Fayot huet sech an déi Richtung geäussert, woubäi mir dat heiten och elo matstëmmen. Mee esou begeeschtert si mer awer net sou richteg, well mer och net genee wëssen, wéi alleguerten déi aner Leit heibannen, wat dat dote wäert an Zukunft bedeiten.

Kloer ass, dass mer en internationalen Accord hei ëmsetze vu ganz ville Länner op der Welt. Dat ass jo mol prinzipiell eppes Guddes, och well dat natierlech zu enger gewëssener Gerechtegkeet féiert a verhënnert, dass Betriber, ouni Steieren ze bezuelen, dervukommen, wat och eng gutt Saach ass.

Mir soen och ëmmer: Wat gutt fir d'Finanzplaz ass, dat ass gutt fir Lëtzebuerg. An dofir steet d'ADR och ëmmer do fir d'Finanzplaz. An ech mengen, dat hei ass och eppes, wat der Finanzplaz, wa mer dat elo ëmsetzen, wäert zeguttkommen.

Allgemeng muss een awer oppassen, wann een esou Steierugläichunge mécht tëscht de Länner, well et ass awer och esou, dass eng Steierkonkurrenz och gewësse positiv Säiten huet. An een Haaptpunkt, dee gutt ass bei enger Steierkonkurrenz, ass am Fong deen, dass d'Steierkonkurrenz de Staat och derzou zwéngt, fir gewëssenhaft mat de Steieren ëmzegoen, an en net ëmmer erëm Steieren doduerch kann erhéijen. Et ass also eng ganz effizient Manéier, d'Steierkonkurrenz, fir dass d'Staaten effizient ëmgi mat hiren Ausgaben.

Wat dat hei elo genee fir d'Zukunft bedeit, dat schéngt jo da kee sou richteg nach ze wëssen. Wat genee et fir eise Budget vum Lëtzebuerger Land bedeit – méi Einnamen, manner Einnamen –, schéngt och kee sou ganz genau ze wëssen. Ech hoffen dann och emol, dass et gutt geet. Bei sou villen Onsécherheete wier dat ubruecht, fir positiv ze denken, optimistesch, an da stëmme mer dat heiten an enger gudder Laun mat.

Merci.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Très bien.

Merci, Här Keup. Dann ass den nächsten ageschriwene Riedner déi honorabel Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci, Här President.

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Madamm Tanson huet d'Wuert!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Den Text, et ass schonn ugeklongen, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ass e ganz wichtegen Text. En ass sécherlech net perfekt, wat elo näischt mam Lëtzebuerger Finanzministère ze dinn huet, mee mat den internationalen Negociatiounen. Déi ganz Demarche awer hannendrun, déi laangwiereg Negociatiounen um Niveau vun der OCDE, déi schliisslech an déi Direktiv an dann an dat Gesetz hei eragefloss sinn, déi weisen awer, datt et méiglech ass, datt weltwäit eng 140 Staate sech zesummendinn, fir géint d'Steierflucht virzegoen.

A bon, d'Diskussioun zitt sech e bësse wéi e roude Fuedem iwwert de ganzen Nomëtten, mee grad bei der Betribsbesteierung a bei der Besteierung vun de ganz Räichen an onser Gesellschaft huet een heiansdo d'Impressioun, et wier esou en heikele Sujet, eng Zoumuddung quasi an et misst een alles Méigleches maachen, fir datt se sou mann wéi nëmmen néideg misste bezuelen.

Dobäi wësse mer, datt grad Mënsche mat manner Revenu wéi och méi kleng a mëttel Betriber vill manner Auswäichméiglechkeeten hunn, wann et drëms geet, Steieren ze bezuelen, an déi Agilitéit, fir Steieren ze evitéieren, duerch d'Globaliséierung verschäerft gëtt. An dat dréit derzou bäi, datt grad Milliardären an international Konzerner am beschte wëssen, wéi se op 0 % Steiere kommen.

An do ass natierlech d'Gerechtegkeetsfro an d'Fro vun der sozialer Kohäsioun enk domat verbonnen. Wéi soll ee Mënschen an och Betriber mat manner Revenu vun der Wichtegkeet iwwerzeegen, Steieren ze bezuelen, wa se gesinn, datt de Billionär oder déi Multinationale niewendrun nëmmen do contribuéiert, wou et hir och wierklech an de Krom passt?

Mee d'Steierflucht ass keng Fatalitéit. Mir heibannen, gradesou wéi ons Pairen an anere Länner, sinn déi, déi derfir suerge kënnen, datt d'Steierflucht agedämmt gëtt. Et sinn d'Gesetzer, déi maache kënnen, datt dat net geschitt, a virun allem, wann déi Reegelen international änlech sinn, sou wéi dat hei de Fall ass, hu se e groussen Impakt.

Ech ginn elo net nach eng Kéier dorobber an, wisou et wichteg ass, dass mer Steiere bezuelen, mee wéi aneschters sollen d'Staate kënnen Investitiounen an d'Zukunft tätegen, wann net iwwer Steieren? An esou coordonéiert Aktioune wéi dës, andeem esou vill Länner un engem Strang zéien, sinn dowéinst en extreem wichtege Schratt a Richtung méi Gerechtegkeet op villen Niveauen.

Jo, et gëtt nach ëmmer Schlupflöcher, Kompromësser, ouni déi den Text hei iwwerhaapt net zustane komm wier. A jo, den Taux kéint méi héich leien, zum Beispill bei 20 %, wéi ursprünglech geplangt. E kéint awer och méi niddereg sinn, wéi aner Länner dat wollten. Dofir ass dat heiten eppes, wat e wichtegt Instrument ass, wou ech ganz frou sinn, datt dat elo schlussendlech awer nach virum Enn vun dësem Joer gestëmmt ka ginn. Et hätt natierlech juristesch Onsécherheete ginn. Et hätt awer och grad Lëtzebuerg wierklech net gutt zu Gesiicht gestanen, wa mer do der Saach hannendrugelaf wären an dëse fundamentalen Text net matzäit ëmgesat hätten.

An da kënnt natierlech nach derbäi: De Mechanismus ass jo scho vum Rapporter duergeluecht ginn, mee wa mir den Text net ëmsetzen, dann heescht dat net, dass déi Steieren net vun engem anere Land agedriwwe ginn, soudass mer en plus dann nach op wäertvoll Steierrecettë verzicht hätten. Dowéinst ginn ech hei den Accord vun der grénger … Sensibilité politique.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet muss ee jo als Éischt – an dat hunn d'Virriednerinnen an d'Virriedner jo och gemaach zu engem groussen Deel – iwwert d'Objektiv vum Gesetz schwätzen an duerno méi an den Detail mat den Zuele goen.

Mir Piraten setzen eis a fir Steiergerechtegkeet – Punkt! Dëst tëscht de Bierger/innen duerch eng Steierreform, déi mer nach ëmmer fuerderen, mee och tëscht dem Staat an de Firmen. Lëtzebuerg huet

an der Vergaangenheet drop verzicht, fir de groussen, den internationale Firmen déi Steieren ze froen, déi se eis u sech schëlleg gewiescht wären. Mir hunn zougelooss, datt Amazon 250 Milliounen net muss u Steiere bezuelen. Ech kéint elo nach op aner Urteeler agoen, wou de Lëtzebuerger Staat bis op den Europäesche Geriichtshaff gaangen ass, fir derfir ze suergen, datt d'Firme Steieren net musse bezuelen, obwuel d'Europäesch Kommissioun gesot huet, déi misste se bezuelen.

Et kann ee ganz laang doriwwer diskutéieren, ob dat sënnvoll ass oder net. Mir hunn dat op alle Fall kritiséiert, an dat maache mer nach haut. Mat dëser Véierelsmilliard Euro hätt ee vill Projete fir eist Land, d'Biergerinnen an d'Bierger, kënne finanzéieren. Ech erënneren och drun, datt d'Ofschafe vun der Steierklass 1a domat hätt kënne méi wéi bezuelt ginn. Esou Zäite sollen dann elo mat dësem zweete Pilier eriwwer sinn – an dat ass nëmme richteg esou!

Mir hunn an den 2000er-Jore vill vun deem ominéisen engleschen Term „Level-Playingfield" héieren. Also, een, dee Fussball spillt – an ech kucken op mäi Kolleeg, de Ben Polidori, deen dat laang gemaach huet –, dee weess, datt et sech am beschte spillt op engem Fussballsterrain, dee flaach ass, wou net de Ball automatesch an ouni datt een dra rennt an de géigneresche oder an den eegene Gol géif lafen. Deementspriechend ass dee Level-Playingfield net ganz onwichteg, och wann et ëm eis Ekonomie geet, …

*(Interruption)*

… an dofir ass et e Wuert, dat Verschiddener hei gebetsmühlenaarteg ëmmer an ëmmer erëm widderhuelen. An ech mengen, bei deem heite Projet erreeche mer genau dat: Mir erreechen en eebenen Terrain, mir erreechen dee Level-Playingfield a mir kommen ewech vum Gromperenacker, op deem an der internationaler Ekonomie vill ze laang gespillt gouf. Mir maachen also e grousse Schrëtt a Richtung vun enger gerechter Besteierung.

Bon, dat zum Fong. Da gëtt et awer och nach e puer Zuelen. Et gouf geschat, datt 2012 eleng d'Länner an der EU eng Billioun Euro u Recettë verluer hunn duerch Taxevasioun an Taxreduktioun. 55 % vun eiser Betribsbesteierung gëtt vu Multinationalle bezuelt. Am „Lëtzebuerger Land" konnt een eng Analys iwwer 287 Multinationalle liesen. Dës Firme bezuelen an Däitschland 12,9 % Steieren, an Irland 3,4 % an hei zu Lëtzebuerg 5,47 %. Do si mer wäit ewech vun den affichéierte 24,9 % hei am Land, déi kleng Betriber musse bezuelen.

A laut der leschter Finanzministesch wäerten zu Lëtzebuerg vun deem heite Projet, mat enger Mindestbesteierung vu 15 %, bis zu 7.500 Firme betraff sinn. Wéi vill se eis abréngen oder kaschte wäert, dat wësse mer net. Dat ass awer e bësse schlëmm, wann et hei ëm de Bifdeck vum Lëtzebuerger Budget soll goen a mir wëssen net, wat déi Ännerung hei bréngt. An et ass jo keng Ännerung, déi eréischt gëschter sou op eemol vum Himmel gefall ass an op eemol ënnert dem Beemche louch, och wann de Rapport ganz séier huet misse gestëmmt ginn, och wann d'parlamentaresch Aarbechte ganz séier hu misse gemaach ginn. Deen Debat ronderëm déi Mindestbesteierung gëtt et elo scho säit Joren.

An aner Länner hunn et jo och fäerdegbruecht, fir Studien ze maachen. D'Belsch geet vun 360 Milliounе méi aus fir de Budget, Frankräich huet 1,1 Milliarden, Däitschland huet 2,2 Milliarden. A Lëtzebuerg? Mir wëssen et net. Nogefrot bei Ärem Virgänger, bei Iech, bei Äre Beamten: „Mir wëssen et net. Mir hu keng Studie gemaach." Firwat? „Ze komplizéiert." Majo, mat där Excuse hunn ech och an der Schoul ëmmer probéiert, laanscht d'Prüfungen ze kommen, meng Proffen hu mer et awer ni ofkaf. Dat heescht, ech hu se awer misse schreiwen. A genausou hätt ech mer hei och erwaart, datt u sech d'Regierung hir Hausaufgabe gemaach hätt an eis eng Studie geliwwert hätt.

Mee bis dohinner baséiere mer eis dann op d'Zuele vun der OECD an dem FMI, déi vun 9 % méi Recetten oder 5,7 % méi Recettë schwätzen. Do schwätze mer vu Milliarden un Euro, an ech géif mer wënschen, datt dat antrëtt. Wann, dann däerft et op alle Fall einfach gi mat deenen anere Verspriechen, déi dës Regierung gemaach huet, well da wier op alle Fall d'Steierreform fir d'Personnes physiques méi wéi géigefinanzéiert a mir missten eis net allze vill Gedanke maachen. Falls et anescht kënnt, musse mer ganz séier dergéintsteieren, well soss ass de Bifdeck, vun deem Lëtzebuerg sech sou laang erniert huet, op eemol ganz, ganz kleng a ganz séier fort, an dat géif dann och geféierlech gi fir d'Persounebesteierung.

Dat gesot, gi mer den Accord zu dësem Projet. Ech soen Iech Merci.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Bon, mir begréissen natierlech, datt no Joerzéngte Course no ënnen, wou ee Land probéiert huet, dat anert mat nach méi niddrege Steiersätz fir Multinationallen ze ënnerbidden, elo mol eng rout Linn gezu gëtt. An dat ass tatsächlech e Paradigmewiessel.

Dat heiten ass jo eng Ëmsetzung vu Richtlinnen an der BEPS-Prozedur vun der OCDE, wou et u sech ëm zwou Saache geet: e gemeinsame Besteierungstaux ze fannen, an anerersäits – et gouf e bësse manner gesot hei – soll et och drëms goen, datt d'Steiere vun de Multien do bezuelt ginn, wou och – et si jo d'Prinzippie gewiescht – u sech de Meerwäert produzéiert gouf. An dat ass oft och an extraeuropäesche Länner. An do hu mer vläicht e puer Problemer.

Et gouf och e puermol gesot … Ech kommen dorobber zréck, mee et gouf och elo e puermol iwwert d'Komplexitéit vun deem Projet de loi geschwat. Also, wann den Här Fayot seet, et wier komplizéiert, wann den Här Mosar seet, et wier komplizéiert, dann ass et bestëmmt komplizéiert.

*(Hilarité)*

A wann och eis Steierbeamten, déi wierklech gutt sinn – also, ech mengen net, datt keen et versteet –, selwer zouginn, datt et fierchterlech komplizéiert ass, dann hu mer e Problem.

*(Hilarité)*

A wa souguer am „Paperjam" e Fiskalist vun der Plaz och nach seet, et wier komplizéiert, an ech zitéieren – et ass op Franséisch, maacht kee Malaise, …

*(Hilarité)*

**Une voix** | O! O! O!

**M. David Wagner** (déi Lénk) | … et geet séier –: „Au regard de la complexité, je crois que la plupart des administrations fiscales de par le monde seront dans l'incapacité de vérifier la juste application de ces règles."

Wa just Experte vun de Big Four den Duerchbléck hunn, klëmmt natierlech och de Risiko, datt nees nei Strategien entworf ginn, fir d'Reegelwierk auszehiewelen an nei Schlupflächer ze fannen. A mir kommen och an en demokratesche Problem, wa mer hei an der Chamber selwer zouginn, datt u sech quasi kee Mënsch wierklech versteet, wat mer hei stëmmen.

*(Hilarité)*

Mee et ass d'Realitéit. An ech weess net – dat kéint ee souguer verfassungsméisseg eng Kéier diskutéieren –, wéi wäit mer kënne Saachen … Also, e Gesetz misst jo zumindest kloer sinn. An hei ass et ganz kloer, datt et jo net méi kloer ass.

Bon, duerno ass awer och de Problem vum Seuil vu 15 %. Deen ass zimmlech niddreg. Deen ass ze vill niddreg.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Da maacht eng Proposition de loi.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, fir datt alles kloer ass.

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Wagner, loosst Iech haaptsächlech net stéieren!

*(Hilarité)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Très bien!

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo. Den Här Di Bartolomeo stéiert ni. En ass ëmmer konstruktiv.

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Eng Proposition de loi, fir datt ech et och verstinn, dat ass …

Nee! Dann zum Seuil vu 15 %: Deen ass eendeiteg ze niddreg. Dat ass natierlech eng Kompromëssléisung an et ass geckeg, wann ee bedenkt, datt nach virun 30 Joer d'Moyenne bei 40 % louch.

Bon, dat heescht, domadder riskéiert dee Projet och, an enger éischter Phas weider Steiersenkunge fir d'Betriber auszeléisen u sech, well d'Länner elo en Ureiz kréien, och hir normal Betribssteiersätz op 15 % erofzesetzen. An zu Lëtzebuerg gëtt et déi Ambiance jo och schonn.

Drëttens ass de Projet wärend de Verhandlungen immens verwässert gi mat verschiddenen Iwwergangsreegelen, mat Exemptiounen, mat Mesures de sauvegarde. An doduerch ginn net just déi erhoffte Recettë staark erof. Et besteet och d'Gefor, datt sech de Steierwettbewerb elo vläicht och op aner Niveaue verlagert. D'Länner wäerte sech net méi mam Taux ënnerbidde kënnen, mee se wäerte vläicht probéieren, iwwer aner Weeër Multinationallen unzezéien, zum Beispill iwwer Steierkreditter, iwwer Subventiounen, iwwer Preferenze fir Ultraräicher bis hin zu laxe Kontrollen.

An da wäert sech och d'Verdeelung vun de Besteierungsrechter tëscht de Länner net fundamental änneren. An dat ass en Haaptproblem, well dat entsprécht jo net méi dem Gedanke vun dem BEPS. Déi Länner, déi bis elo vun den Optimiséierungsstrategië vun de Multinationalle profitéiert hunn, wéi mir ënner anerem, wäerten och weiderhin dovunner profitéieren. An déi Länner, déi bis elo eidel ausgaange sinn, virun allem d'Entwécklungslänner, wäerten och weiderhin eidel ausgoen.

An et ass net fir näischt, datt jo och an der UNO-Generalversammlung kierzlech derfir gestëmmt gouf, datt d'Ausschaffe vun internationale Steierreegelen zukünfteg op UN-, also op Weltniveau soll gereegelt ginn an net méi am Club vun de Räichen, also vun der OCDE. A Lëtzebuerg, mengen ech, huet dergéint gestëmmt. Ech hunn eng Question parlementaire d'ailleurs gestallt un den Här Ausseminister an ech mengen, en huet Iech se weiderginn, Här Roth. Et deet mer leed, mee do wollt e sech d'Fangere vläicht net verbrennen.

*(Hilarité)*

An ech wollt dat awer och soen, well déi afrikanesch Tax Association, déi ass elo guer net méi frou iwwert d'Ëmsetzung a verschiddenen europäesche Länner vun deenen Direktiven.

*(Interruption par la présidence)*

Ënner anerem d'Schwäiz huet et ëmgesat mam Resultat, datt, éischtens, u sech d'Steieren net dohin zréckginn, wou se missten, dat heescht do, wou d'Profitter erschafe ginn, dat heescht an diversen afrikanesche Länner. An zweetens huet déi Schwäizer Gesetzgeebung derfir gesuergt, datt se u sech déi Steieren, déi dann déi Multinational der Schwäiz misste bezuelen, iwwer aner Weeër erëm zréckkréien.

*(Interruption par la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Wagner, kommt zu Äre Konklusiounen, wannechgelift!

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Meng Konklusioun ass: D'Schwäizer, dat sinn awer kleng Filouen.

*(Hilarité)*

An ech hoffen, datt net jiddereen dat esou mécht. An deementspriechend, mir sinn u sech fir dee Prinzipp, mee fir eis … Mir wëllen net dergéint stëmmen. Mir wäerten och net derfir stëmmen. Mir wäerten eis enthalen, well et ze vill grouss Inconnuë gëtt, a mir hunn Angscht, datt et och net an déi Richtung geet, wéi et initialement geduecht war.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner epuiséiert.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister, et ass un Iech.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll Iech ausdrécklech Merci soen, dass mer dëse Projet de loi nach elo um Enn vum Joer kënne stëmmen. Ech soen awer riichteraus: Jo, dat war keng glécklech parlamentaresch Prozedur, fir dozou ze kommen, huet awer dermat ze dinn, dass déi Contrainte de temps, déi och vun der Europäescher Unioun gesat gouf, ganz enk war.

Et ass richteg bemierkt ginn: Dat Ganzt ass e Kader, dee vun der OECD geschafe gouf, vu Paräis. Dunn huet d'Europäesch Unioun en Instrument, nämlech eng europäesch Direktiv, geschaf, fir dass zumindest um Niveau vun der Europäescher Unioun et eenheetlech Reegele géif ginn, wéi dee Kader vun der OECD géif ëmgesat ginn. An dee Kader ass zréckbehale gi virun engem gudde Joer, nämlech am Dezember 2022, fir da mussen ëmgesat ze si fir den 1. Januar 2024.

Dir wësst och, dass mer Walen zu Lëtzebuerg haten – dat ass en demokratesche Virgang – an dass eng exzellent an extreem gutt Aarbecht geleescht gouf mat engem Text, deen iwwer 200 Säiten huet, iwwer 200 Säite vun enger Steierverwaltung, vun engem Finanzministère vun engem dach klenge Land. An ech wëll och – une fois n'est pas coutume – all deene Leit villmools Merci soen, fir dat bewerkstellegt ze hunn. Ech wëll och duerfir den Deputéierte fir déi Flexibilitéit Merci soen. Ech wëll och dem Conseil d'État Merci soen, well wann eppes 220 Säiten huet, da muss och een oder méi Leit am Conseil d'État dozou en Avis ginn. A wann dat eng héich komplex Matière ass, da muss een och deen Knowhow hunn, fir doriwwer e fundéierten Avis ze maachen.

Dat hei huet misse riichtgebéit gi virun dem 1. Januar 2024 an de Rapporter, den Här Mosar, ass drop agaang. Et wier fir Lëtzebuerg, den Här Fayot huet et gesot, fir eis Reputatioun sécherlech net gutt gewiescht, wa mir an esou engem weesentlechen, fundamentalen Text, dee mer haut ofstëmmen, net bei deene gewiescht wieren, déi dat fristgerecht wéi anerer ëmgesat hätten.

Et ass zum Beispill Spuenien, zum Beispill Polen, zum Beispill Portugal, déi dat net fir den 1. Januar ëmgesat kréien. Mee Dir wësst, dass an deene Länner um Niveau vun der Regierung keng handlungsfäeg Regierung oder d'Majoritéit net vollends do ass. Mir hunn awer eng handlungsfäeg Regierung no Walen, déi stattfonnt hunn am Oktober. An duerfir, mengen ech, ass et och eis Flicht aus deem Grond an als internationale Finanzzentrum a Businesszentrum, fir dat esou ëmzesetzen.

Ech soen awer gradesou riichteraus: Dat hei wäert net déi leschte legislativ Upassung si vun deem Text. Dat wäert souwuel misse gemaach ginn um Niveau vun dem Gesetz oder iwwer Prezisiounen, souwäit dat méiglech ass, déi iwwer Instruktioune vun der Steierdirektioun kommen.

An den Här Fayot huet och e juristescht Element, gradewéi d'Madamm Tanson, genannt: Wa mir deen Text hei net ugepasst hätte virun dem 1. Januar 2024, dann hätte mer fir eng Rei vun Entreprisen, déi heidrënner falen – an et ass jo de Chiffer genannt gi vu 7.500 potenziell méiglechen Entreprisen –, ënner Ëmstänn eng méi héich Steierlaascht fir Eenzelner bewierkt. An Dir wësst alleguerten, dass dee Prinzipp net réckwierkend um Niveau vun der Steiergesetzgeebung gaange wier. Dat heescht, dat Eenzegt, wat mer hätte kënne maachen, dat wier, dass mer eréischt 2025 operationell gewiescht wieren, mat alle Konsequenzen niewent der Reputatioun, niewent och eventuell dem Uleiere vu Sanktiounsmechanisme vun der Europäescher Kommissioun.

Et huet och e grousse Virdeel, well mer heimat Rechtssécherheet schafen a mir schafe Vorausseebarkeet fir déi Leit, déi mat deem Instrument hei musse schaffen. Dat sinn engersäits d'Entreprisen an zweetens, wéi Der mat Recht gesot hutt, alleguerten déi Cabineten, sief dat Affekotenetüden, sief dat och Big-Fouren, dat heescht grouss Kontabilitéitsentreprisen, déi domat mussen ëmgoen.

Jo, et ass richteg, hei kënnt eng Mindestbesteierung vu 15 %, an et sinn eng Rei vun Entreprisë bei eis, déi heidrënner falen, déi ënner 15 % bezuelen, an et sinn och eng Rei vun Entreprisen, déi net heidrënner falen, déi an Zukunft och warscheinlech eng duerchschnëttlech Besteierung hunn, déi nach weiderhin ënner 15 % wäert leien.

Ech mengen, dat muss een och an aller Transparenz soen.

Et muss een och an aller Transparenz soen, dass et sech hei, fir op déi 15 % ze kommen, souwuel ëm d'Betribssteier handelt, dat heescht den Impôt sur le revenu des collectivités, wéi ëm d'Gewerbesteier – déi fält och dran an de Berechnungsmodus –, gradewéi ëm d'Verméigenssteier, déi, wéi gesot, och vun den Entreprisë bezuelt gëtt. Dat sinn also déi dräi Steieren, déi a Betruecht gezu ginn, fir op déi 15 % par rapport zu dem Bénéfice d'exploitation ze kommen.

Dann ass déi Fro opgeworf gi vun der Madamm Tanson a vun dem Här Fayot: Wéi verhält dat sech an där Interaktivitéit mat deem Gesetzesprojet, dee mer gëschter ofgestëmmt hunn, nämlech deem vun der sougenannter Steierbonifikatioun, wann een Investissementer mécht? Ech hunn och do ganz kloer gesot, ech soen dat och hei op der Chamberstribün: De Seuil vu 15 %, do kann een och mat allem Awierke vun der Bonification à l'investissement net drënner kommen. Dat ass esou. Dat ass e Plancher minimum, dee muss also garantéiert ginn.

Drënner fale 7.500 Entreprisen. Elo ass déi Fro: Jo, de Finanzminister, weeder dee viregten nach dee jëtzegen nach d'Steierverwaltung kënne soen, wat den Impakt ass, deen herno op de Budget dovunner kënnt, sprécht méi oder manner Steierrecetten. Ech soen Iech haut riichteraus an aller Éierlechkeet: Ech kann dat haut net soen. An et sinn eng Rei vu Facteuren, déi sinn awer och genannt ginn, firwat dass dat net méiglech ass.

Firwat? Mir hunn de System, dass eng Entitéit vun engem Grupp, dee méi wéi 750 Milliounen Euro Benefiss, also Ëmsaz, pro Joer mécht, wann déi zu Lëtzebuerg ass an déi fält ënner 15 %, jo da kréie mer méi Steiere vun där eran, wa mer soen: „Dir leit ënnert deem Seuil vu 15 %."

Et kéint awer och sinn, dass an engem anere Land esou eng Entitéit wier, déi net op 15 % géif kommen, a mir hätten d'Mammegesellschaft hei. Och där Strukture gëtt et. Da gëtt déi upgegrade mat enger Top-up-Steier, fir op déi 15 % ze kommen. Also géife mer do och méi Steiere kréien.

Da gëtt et nach en drëtte Fall. Wann d'Mammegesellschaft an engem anere Land ass plus eenzel Entitéite vun där Mammegesellschaft an engem anere Land sinn, wou déi allkéiers net op déi 15 % kommen, da kënne mer, wa mer iergendeng aner Entitéit zu Lëtzebuerg hunn, déi och nach upgraden, fir op déi 15 % ze kommen.

Mee! Mee – an dat ass groussen M – déi aner Länner hunn och déi Méiglechkeeten. An dat ass dat, wat et esou schwéier mécht, fir ze evaluéieren, jee nodeems, wat an deenen anere Juridictioune geschitt, wat dann am Endeffekt den Impakt konkreet op Lëtzebuerg ass.

An dann ass geschwat ginn – do ginn ech Iech net ganz Recht, Här Wagner – vum Impakt op Drëttlänner. Mee och Drëttstaaten hunn d'Méiglechkeeten, wann an hirem Land Entitéite wieren, déi net op déi 15 % géife kommen, fir do en Impôt complémentaire ze verlaangen, souwäit se dëst Instrument applizéieren.

Also, et ass d'Wiesselwierkung vun deem Instrument hei, dat jo a villen anere Länner sech och applizéiert, déi mécht, dass een als Lëtzebuerger Finanzminister, als Lëtzebuerger Verwaltung haut keng konkreet Indicatioune ka maachen, wivill dat méi Steiere wäert generéieren oder net.

Ech engagéiere mech awer – an dat hunn ech an der Finanzkommissioun gesot –, dass mer, soubal mer éischt Erfarungswäerter hunn – an dat wäert da fréistens 2025 sinn, well déi betreffend Entreprisen, déi gi jo hir Steiererklärung fir 2024, dat heescht 2025, of an da muss ee kucken, dass déi zäitno gepréift ginn –, an d'Finanzkommissioun kommen an dann e Rapport intermédiaire maachen, wéi dat sech ausgewierkt huet. Dat kann de Finanzminister … Dat ass keng politesch Decisioun, mee ech mengen, dat wësst Der alleguerten, et gëtt e Steiergeheimnis an dat muss dann eng Steierverwaltung jee no Méiglechkeeten erklären.

Dat gesot, wëll ech Iech villmools Merci soen an ech sinn, éierlech gesot, houfreg drop, dass mer et als klengt Land zesumme fäerdegbréngen, an esou weesentleche Froe wéi där doter, souwuel vun eise Verwaltungen … An Dir hutt déi Beamte gesinn, déi kennen déi Matière aus dem Effeff, wat extreem

schwiereg ass. Ech weess och, dass der vill vun de Big Four, dat heescht vun deene grousse Cabineten, op d'Steierverwaltung ugeruff hunn, op de Ministère ugeruff hunn a soen: „Wéi verhält dat sech? Well mir hu selwer Problemer ze wëssen, wéi dat konkreet ëmgesat gëtt." An ech mengen, dat sinn net déi Eenzeg.

A virun allem sinn ech frou, dass mer déi Flexibilitéit – mat allen Ofstrécher, déi ech gären op meng Kap dann huelen, och wann ech net eleng derfir kann – bei der Chamber fonnt hunn, fir dee Projet hei – ech soen, net onbedéngt gemääss de Gepflogenheeten, wéi e Gesetzesprojet am Detail sollt analyséiert ginn – iwwert d'Bün ze kréien. An duerfir soen ech Iech wierklech vill, villmools Merci fir d'Zoustëmmung zu dësem Projet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Finanzminister. Domat ass d'Diskussioun dann ofgeschloss.

A mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8292. Den Text steet am Document parlementaire 8292[7].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8292 et dispense du second vote constitutionnel***

An d'Ofstëmme fänkt un. D'Votes par procuration. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

D'Resultat ass: Jo-Stëmmen: 58, Neen: keng, an 2 Abstentiounen. De Projet de loi ass also mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Enthalungen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen (par M. Ben Polidori) et Ben Polidori.*

*Se sont abstenus : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 6. 8339 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

An da komme mer zum leschte Projet vum Ordre du jour vun de Mëtten. Mir hunn de Projet de loi 8339 um Ordre du jour, also eng Ofännerung vum TVA-Gesetz am Kader vum Autoliquidatiounsmechanismus. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: zéng Minutte fir de Rapporteur, jeeweils fënnef Minutte fir all Fraktioun an all Sensibilitéit an d'Regierung huet zéng Minutten. Et sinn elo schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Patrick Goldschmidt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här David Wagner. An elo huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar, d'Wuert. Här Mosar, et ass un Iech.

***Rapport de la Commission des Finances***

**M. Laurent Mosar** (CSV), rapporteur | Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, mam virleiende Projet de loi gëtt eng weider Upassung am Beräich vun der TVA virgeholl. Et geet hei drëms, Steierbedruch ze evitéieren an déi sougenannten „TVA-Karussellsinfraktiounen" ze bekämpfen.

An der Vergaangenheet ass des Ëftere versicht ginn, iwwert dës sougenannte „fraudes carrousel" u Steiergelder erunzekommen, an déi europäesch TVA-Direktiv huet deem virgegraff. An och eist Land huet natierlech dorobber reagéiert an zënter Längerem de Mechanismus vun der sougenannter „autoliquidation" agefouert. Dëse gëtt aktuell am Beräich vun den $CO_2$-Zertifikater am Emissiounshandel, wéi awer och beim Kaf vu Gas- an Elektreschzertifikater ugewannt. Einfach ausgedréckt muss de Keefer vun dësen Zertifikater dem Staat d'TVA iwwerweisen an net de Verkeefer.

Mat dësem Gesetz gëtt elo den Uwendungsberäich vun dësem Mechanismus vun der Autoliquidation op de Verkaf vun Handyen, Laptoppen, Computeren an esou weider an awer och op Eedelmetaller a Metaller ausgeweit. Fir dës Produite gëtt elo och eng Autoliquidation virgesinn, wat a sech eng Exceptioun ass.

Am Projet ass awer eng kloer Limitt dran. Dat heescht, d'Autoliquidatioun spillt nëmme bei Rechnunge vun iwwer 10.000 Euro. An dëse Fäll ass et de Keefer, deen duerno d'TVA bezilt. Domadder ass séchergestallt, dass alles, wat virun der Chaîne de vente geschitt, wou keng TVA opgefouert ginn ass, och net als Fraude ka benotzt ginn.

De Staatsrot huet a sengem Avis keng Bedenken zum Projet de loi geäussert an drop higewisen, datt déi europäesch Direktiv virgesäit, datt en änleche Mechanismus och fir Livraisounen a Servicer am Beräich vun der Konstruktioun kéint agefouert ginn.

Léiwen Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och dëst ass erëm eng komplizéiert, technesch Thematik. Duerfir géif ech mer och nach eng Kéier erlaben, fir fir all déi zalreich Froen, déi Der sécherlech hutt, op mäi schréftleche Rapport hinzeweisen an haaptsächlech och op de Commentaire des articles.

Dat gesot, Här President, dréien ech mech nach eng Kéier ëm a wëll och hei den Accord vun eiser Fraktioun ginn. A well et de leschte Projet de loi vun haut a vun dëser Woch ass, wënschen ech och direkt schéi Feierdeeg. Merci.

**Plusieurs voix** | A!

**Une voix** | Villmools merci!

**Une autre voix** | Merci gläichfalls!

**M. Claude Wiseler,** Président | Léiwen Här Mosar, dat ass ganz léif vun Iech. Ech soen Iech Merci fir Äre schréftlechen a mëndleche Rapport.

An als éischte Riedner ass den Här Patrick Goldschmidt ageschriwwen.

***Discussion générale***

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | Merci, Här President. Ech hunn de Message verstane vum Rapporteur, dofir wollt ech och just dervu profitéieren an den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi ginn a Merci fir dee gudde Rapport soen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goldschmidt. Den nächste Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Effektiv, déi Fraudë bei der TVA sinn net just eng abstrakt Anekdot, mee dat si Fraudë mat ganz reellen a ganz substanziellen Ausfäll fir de Budget.

Zum Beispill déi sougenannte „fraude carrousel" bei den $CO_2$-Zertifikater, déi 2009 un d'Dagesliicht komm ass, wou u sech an engem éischte Land e Kont opgemaach ginn ass, fir an engem zweete Land $CO_2$-Zertifikater opzekafen, déi vun der TVA fräigestallt gi sinn, déi dann duerno mat der TVA weiderverkaaft gi sinn. Dat war op EU-Niveau e Steierausfall vun net manner wéi 5 Milliarden Euro. Dat heescht, hei si mer an engem Beräich, wou mer wierklech mussen handelen. Lëtzebuerg huet schonn eppes gemaach bei der Autoliquidation, mee deen hei Text mécht dat nach weider. An dofir ass dat e gudden Text, dee mer och mat wäerte stëmmen.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz: Mir stëmmen hei mat Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Här President, och mir wäerten deen Text hei matdroen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass et um Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Fir et ganz kuerz ze maachen, kéint ech soen: „Mir droen et mat." Ech erlabe mer awer eng kleng Remark, well et hei awer, mengen ech, ëm eppes Wichteges geet. An der Vergaangenheet si wierklech fiktiv Geschäfter gemaach gi mat Handyen, Laptoppen an aneren, ënner anerem den ETS-Zertifikaten. An datt mer dat heiten elo maachen, ass, mengen ech, e Schlupflach zoumaachen, wou och bis elo net wierklech bekannt ass, wéi grouss de Schued fir Lëtzebuerg war.

Wat awer elo wichteg ass – an ech mengen, dat war am Rapport jo och ugeklongen –, ass, datt mer déi Grenz vun deenen 10.000 Euro halen. An dat wëll ech nach eng Kéier reiteréieren, wéi wichteg et ass, datt mer d'Grenz héich genuch usetzen, awer och niddreg genuch usetzen, fir datt déi Fraude effektiv ka bekämpft ginn. An ech hoffe wierklech, datt mer hei de „juste milieu" getraff hunn. Wann net, wäerte mer dat an engem oder zwee Joer vläicht nach eng Kéier mussen nobesseren.

Dat gesot, ginn ech eisen Accord.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat war bal ganz kuerz, Här Clement. Merci.

*(Interruption par M. Sven Clement)*

An d'Wuert huet elo den Här David Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, den Här Clement huet absolutt Recht a mir stëmmen dee Projet de loi mat.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

D'Regierung.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | D'Regierung ass net Spillverdierwer a seet Merci fir déi breet Zoustëmmung.

*(Hilarité)*

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss.

A mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8339. Den Text steet am Document parlementaire 8339[2].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8339 et dispense du second vote constitutionnel***

An d'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass fäerdeg.

D'Resultat ass dat follgend: 60 Jo-Stëmmen, deemgemääss keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. An de Projet de loi ass domat eestëmmeg ugeholl ginn.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Octavie Modert), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig (par M. Jeff Engelen) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen (par M. Ben Polidori) et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner*.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 7. Discours de M. le Président

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Enn vun der leschter ëffentlecher Sëtzung fir dëst Joer ukomm. D'Traditioun wëllt et, datt de Chamberpresident e puer Wuert un d'Chamber riicht, an déi Traditioun huelen ech natierlech ganz gären un.

A fir unzefänke wëll ech ganz kuerz e puer Leit Merci soen. Éischtens dem Generalsekretär, dem Laurent Scheeck, a sengen zwee Adjointen, dem Benoît Reiter an dem Isabelle Barra; alle Mataarbechter aus der Verwaltung, déi ech an deene leschte Woche konnt kenneléieren, an och deenen, déi ech nach net kennegeléiert hunn – mee déi meescht kennen ech awer esou lues –; de Fraktiounen an de Sensibilitéiten. An all déi Leit, déi hunn eis an deene leschte Wochen duerch hir ganz wäertvoll Aarbecht ënnerstëtzt. An ouni si kéinte mer dëse Betrib oder dës venerabel Institutioun net un d'Fonctionéiere kréien a mir kéinten heibannen och net esou gutt schaffen, wéi mer schaffen. Merci och der parlamentarescher Press, déi mat derzou bäidréit, fir d'Bierger iwwer eis Aarbechten ze informéieren.

Et war fir eis alleguer, mengen ech, e komplizéiert Joer – oder fir déi meescht vun eis op jidde Fall –, e Joer mat zwou Walen. Dat hëlt mat, dat hëlt heiansdo physesch mat, dat hëlt heiansdo och mental mat. An dofir hu mer alleguer nom Ufankspurt hei an der Chamber eis e puer Deeg Rou, mengen ech, verdéngt.

Mee ech wëll Iech awer soen: Och wann d'Walcampagne heiansdo méi haart war – et heescht jo net „Walkampf" fir näischt –, dann huet de Wieler elo geschwat an de Wieler huet eis alleguer, esou wéi mer hei sëtzen, en Optrag heibanne ginn. En huet eis den Optrag ginn, hien ze vertriede mat eisen Iddien, mee op eng Aart a Weis, déi déi ass vun engem respektvollen Dialog vun den Iddien, am Nolauschteren, am Verstoen an am Decidéieren heibannen.

An enger Zäit, wou an der Welt, wou an Europa d'Demokratie op ville Plazen a Fro gestallt gëtt, wou Krich och souguer an Europa present ass, agezunn ass, ass et, mengen ech, ganz einfach wichteg, datt mir heibannen op eis Aart a Weis weisen, datt d'Demokratie och eng grouss Iddi vun der Zukunft ass.

Ech wënsche ganz einfach Iech alleguer, Äre Familljen an deenen, déi Der gär hutt, e puer Deeg Rou, schéi Feierdeeg an e flotte Joreswiessel. Ech freeë mech drop, am neie Joer mat Iech kënne weiderzeschaffen. Maacht et gutt!

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Applaudissements)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Spautz huet d'Wuert gefrot.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Här President, léif Kolleegen, oder Kolleeg aus der Regierung – virun e puer Méint souz en nach hei op dëser Säit –, léif Kolleegen aus der Chamber, léif alleguer, fir d'éischt wëll ech dem President an eiser aller Numm villmools Merci soe fir seng léif a perséinlech Wierder.

Ech mengen, e Joer geet zu Enn, wat wirtschaftlech, ekonomesch schwiereg war – kuckt, wat lass ass weltwäit mam Fridden. An et huet och fir verschidde Leit politesch Ännerunge mat sech bruecht. Déi eng si frou doriwwer, déi aner si manner frou doriwwer.

Mir haten e Joer mat zwou Walen, zwou Walen, enger am Juni, wou d'Gemengen nei gewielt gi sinn – d'Basis vun eiser Demokratie, déi an de Gemenge läit –, an am Oktober Walen hei an der Chamber, wou et deenen enge Kolleege besser ergaangen ass wéi deenen aneren. Verschidde Kolleegen hunn de Wee net méi heihinner erëmfonnt, anerer sinn nach ëmmer hei. Dofir war et e ganz intensiivt Joer fir eis alleguerten an och en intensiivt Joer fir de President.

Ech wëll ganz besonnesch all de Kolleegen heibanne Merci soen, och wa mer net ëmmer enger Meenung sinn, och wann een heiansdo matenee streit. Et ass awer wichteg – an de President huet et ënnerstrach –, dass een dann awer och nach ëmmer gutt ka matenee schwätzen an et och fäerdegbréngt, wann d'Theema eriwwer ass, och nach wéi normal an erwuesse Leit mateneen ze diskutéieren. Ech mengen, dass dat wichteg ass an dass dat eng grouss Chance ass, déi mer hei am Parlament hunn.

Här President, Iech merci, Dir hat et dës Woch net einfach mat eis alleguerten.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Mat Iech, jo.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Ech hoffen, dass et déi nächst Wochen a Méint, déi op eis zoukommen, déi sécherlech och net vill méi einfach ginn, awer dann e bësse méi gemässegt heibannen erofgeet. An ier dat awer alles kënnt, wëll ech och der Regierung Merci soen an alles Guddes wënschen an Iech alleguerte schéi Chrëschtdeeg a virun allem, dass Der och kënnt no deenen zwou ustrengende Walen e bëssen erofkommen an dass Der alleguerten zesumme mat Ärer Famill kënnt gemittlech Deeg verbréngen an d'Joer 2024 bei beschter Gesondheet ufänken, well d'Gesondheet ass dat Eenzegt, wat wierklech richteg zielt, well ouni eng gutt Gesondheet ass alles näischt. Villmools merci a schéi Feierdeeg!

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Applaudissements)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci. Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Jo, wann d'Ronn dann op ass, schléissen ech mech deene Wierder un.

*(Hilarité)*

Et ass grad gesot ginn, et war en intensiivt Joer. Esou wéi ech eis kennen, sinn ech ganz sécher, dass et intensiv weidergeet. Am Numm vun der LSAP wënschen ech Iech alleguerte schéi Feierdeeg an da freeë mer eis op dat kommend Joer fir déi nächst Erausfuerderungen. An Iech alleguerten e grousse Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Marc huet dat esou androcksvoll scho gesot. Ech wëll awer vläicht Leit Merci soen, déi ganz oft vergiess ginn, an dat ass d'Administratioun hannendrun. Ech mengen, mir hunn eng Administratioun vun ëm déi 140 Leit.

**M. Claude Wiseler,** Président | 160.

**M. Gilles Baum** (DP) | Vill vun deenen heibannen, mengen ech, besonnesch déi jonk Kolleegen, kennen déi net. Vill Leit sëtzen uewen am informatesche Service. Déi gesäit een och net all Dag. Mee ech wëll vun dëser Plaz aus hinnen alleguerten e ganz, ganz grousse Merci soen.

Ech géif mer fir dat nächst Joer wënschen, dass mer esou, wéi mer et elo fäerdegbruecht hunn, a Kollegialitéit kënne weider zesummeschaffen. An et ass wichteg, dass ee sech och no engem Debat nach ka riicht an d'Ae kucken an dass een och nach kann zesummen e Patt huele goen.

**Plusieurs voix** | A!

**M. Gilles Baum** (DP) | Doropshin géif ech jiddwerengem vun Iech ... Jo, ech weess, dass ech bal ëmmer dee leschte sinn, deen heemgeet.

*(Hilarité)*

Ech géif jiddwerengem besënnlech Deeg wënschen, e gudde Rutsch an haaptsächlech eis alleguerten eng gutt Gesondheet!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Ech mengen, d'Madamm Tanson huet nach d'Wuert gefrot.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Also, ech weess, déi eng wëllen heem an déi aner hunn awer elo d'Wuert gefrot, fir eppes ze soen. An och am Numm

vun deene Grénge wënschen ech natierlech jiddwerengem heibanne ganz schéi Feierdeeg an e gudde Rutsch an dat nächst Joer an dass Der mat gudder Energie a Gesondheet zréckkommt.

An ech wollt natierlech awer och, Här President, Iech scho felicitéiere fir Ären Ufank. Dir hutt dës Woch scho vill missen duerhalen. Ech sinn op alle Fall der Meenung, dass Der dat extreem gutt gemeeschtert hutt. An och wann et vläicht hefteg war gëschter, mir hunn dat awer, mengen ech, op engem ganz intensiven, mee fairen Niveau gemaach. A wa mer dat esou equilibréiert kënnen iwwert déi nächst fënnef Joer weidermaachen, da kënne mer hei e gudden Job maachen. An duerfir elo scho merci. An ech freeë mech, Iech dann all am nächste Joer erëmzegesinn – oder muer an der Kommissioun.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Den Här Keup nach.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, da muss ech jo och. Den …

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir däerft och.

**M. Fred Keup** (ADR) | Am Fong wollt ech elo schnell heemfueren, mee den Här Baum huet mech effektiv op eng grandios Iddi bruecht. Elo gi mer emol ee Gudden huelen. Mee ech wënschen Iech alleguerten och vun eis aus schéi Chrëschtdeeg, e gudde Rutsch an d'neit Joer an ech freeë mech, fir Iech alleguerte gesond a monter am nächste Joer hei erëmzegesinn. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Clement an dann den Här Wagner, dann hu mer den Tour gemaach.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ob Der dann elo heemfuert oder ob Der op de Patt gitt, ech wënschen Iech alleguerten och vun de Piraten e ganz gudde Rutsch a ganz schéi Feierdeeg.

Ech mengen, de Gilles Baum huet mat engem Merci ugefaangen un d'Verwaltung. Et gëtt nach eng Kéier ronn 120, 130 aner Leit, déi ronderëm eis schwirren an déi derfir suergen, datt mer gutt preparéiert an eis Debaten eraginn, déi derfir suergen, datt d'Texter iwwerlies ginn, déi derfir suergen, datt dat Ganzt preparéiert gëtt, an dat sinn natierlech d'Mataarbechterinnen an d'Mataarbechter an de Fraktiounen an an de Sensibilitéiten. Och deenen e grousse Merci.

Fir Verschiddener ass et eng nei Tâche, fir anerer war et leider no de Walen, genausou wéi fir d'Kolleeginnen an d'Kolleegen, déi net erëmgewielt goufen, e Schluss. Ech wënschen all deene vill Erfolleg op hirem weidere Wee. An ech hoffe wierklech, datt mer och mat deene weiderhi kënne gutt zesummeschaffen, well och dat gehéiert zu der parlamentarescher Aarbecht derzou.

Dat gesot, schéi Feierdeeg an e gudde Rutsch!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. An dann den Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Ganz séier. Ech wënschen Iech natierlech och schéi Feierdeeg, Iech, Här President, Iech all hei am Sall, dem ganze Personal hei an och de Leit, déi et bis elo ausgehalen hunn, déi eis nokucken, an och deenen, déi net nokucken, deenen, déi d'Méiglechkeet haten, …

*(Hilarité)*

… deenen, déi d'Méiglechkeet haten, eis am Oktober ze wielen, awer och deenen, déi hei liewen an déi d'Méiglechkeet net haten, eis am Oktober ze wielen. Hoffe mer, datt dat sech eng Kéier ännert. Deenen och alles Guddes!

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Très bien, Här Wagner. An den Här Roth am Numm vun der Regierung.

*(Hilarité)*

**Une voix** | Dir musst!

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Jo, merci, Här President. Och am Numm vun der Regierung an a mengem perséinlechen Numm merci fir Är léif Wënsch. Ech wëll virun allem dat ophuelen, wat d'Virriedner gesot hunn, dass ee sech no engem ustrengende Waljoer, nom Juni an nom Oktober, an no allen Divergenzen, déi waren, op Aenhéicht a virun allem mat Respekt begéint, egal op wat fir enger Plaz ee sëtzt, op dëser Säit, op där Säit, op dëser Säit oder douewen. Dat ass dat Wichtegst fir eis an engem klenge Land, well mir sollen zesummeschaffen, Regierung, Chamber an aner Institutiounen, am Interessi vum Land. A fir dass dat geet, wënschen ech Iech alleguerten an Äre Familljen dat Bescht a frou a besënnlech Chrëschtdeeg a virun allem e gudde Rutsch an dat neit Joer. Merci.

*(Applaudissements)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci. Villmools merci Iech alleguer. A mat deene gudde Virsätz si mer dann elo um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir de 16., 17. an 18. Januar 2024 virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 17.55 heures.)*

# 9e séance

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 34
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Communications** p. 34
   M. Claude Wiseler, Président
3. **Ordre du jour** p. 35
   M. Claude Wiseler, Président
4. **Octroi d'un titre honorifique à d'anciens députés** p. 35
   M. Claude Wiseler, Président
5. **Octroi d'un titre honorifique à deux anciens fonctionnaires de l'Administration parlementaire** p. 35
   M. Claude Wiseler, Président
6. **Changements de composition de commissions parlementaires** p. 35
   M. Claude Wiseler, Président
7. **Changement de composition d'une délégation luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale** p. 35
   M. Claude Wiseler, Président
8. **Heure de questions au Gouvernement** p. 35
   **Question n° 9 du 16 janvier 2024 de M. Jeff Boonen relative au « Landwirtschaftsdësch », adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture** p. 35
   M. Jeff Boonen | Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture
   **Question n° 10 du 15 janvier 2024 de Mme Paulette Lenert relative à qualification de la mendicité simple comme infraction de par son ancrage dans le code pénal, adressée à Mme la Ministre de la Justice** p. 36
   Mme Paulette Lenert | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice (interventions de M. Georges Engel, Mme Sam Tanson et Mme Octavie Modert)
   **Question n° 11 du 15 janvier 2024 de M. André Bauler relative au projet « Schlasskéier » à Wiltz, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 37
   M. André Bauler | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
   **Question n° 12 du 16 janvier 2024 de M. Fernand Kartheiser relative à la situation des droits de l'homme et et à la confiscation éventuelle de biens de l'État russe en Ukraine, adressée à M. Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur** p. 37
   M. Fernand Kartheiser | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
   **Question n° 13 du 16 janvier 2024 de Mme Nathalie Morgenthaler relative à la Journée internationale du sport féminin (JISF), adressée à M. le Ministre des Sports** p. 38
   Mme Nathalie Morgenthaler | M. Georges Mischo, Ministre des Sports
   **Question n° 14 du 15 januar 2024 de M. François Bausch relative à la législation sur le contrôle des concentrations entre entreprises dans le contexte de la fusion annoncée de deux grandes sociétés du**

**secteur de distribution de boissons au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme** p. 38

M. François Bausch | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

**Question n° 15 du 15 janvier 2024 de M. Gérard Schockmel relative au service d'ePrescription dans le secteur de la santé, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 39

M. Gérard Schockmel | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

**Question n° 16 du 16 janvier 2024 de M. Marc Goergen relative à l'interdiction de la mendicité dans la capitale et plus précisément sur l'opération de contrôle, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**Question n° 17 du 15 janvier 2024 de M. Marc Baum relative à l'interdiction de la mendicité dans la capitale et plus précisément sur l'opération de contrôle, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**Question n° 18 du 15 janvier 2024 de Mme Taina Bofferding relative à l'interdiction de la mendicité dans la capitale et plus précisément sur l'opération de contrôle, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**Question urgente n° 176 du 15 janvier 2024 de M. Sven Clement et de M. Marc Goergen relative aux directives dans le cadre du contrôle de l'interdiction de la mendicité dans la capitale** p. 40

M. Marc Goergen | M. Marc Baum | Mme Taina Bofferding | M. Sven Clement | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures (interventions de M. Marc Goergen et M. Sven Clement) | M. Sven Clement (parole pour fait personnel) (intervention de Mme Sam Tanson)

**Question n° 19 du 16 janvier 2024 de Mme Paulette Lenert relative au projet d'ouverture d'une maison médicale dans la région Est, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 42

Mme Paulette Lenert | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

9. **8266 – Projet de loi portant modification :**
**1° du livre II, titre III, chapitre II, du Code du travail ;**
**2° de l'article 28-4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État** p. 42

Rapport de la Commission du Travail : M. Marc Spautz

Discussion générale : M. André Bauler | M. Claude Haagen | M. Jeff Engelen | M. François Bausch | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : M. Georges Mischo, Ministre du Travail

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8266 et dispense du second vote constitutionnel

10. **8161 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection des informations classifiées, fait à Paris, le 1er juillet 2022**
**8162 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Bruxelles, le 7 décembre 2020** p. 44

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région : M. Gusty Graas

Discussion générale : M. Christophe Hansen | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8161 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8162 et dispense du second vote constitutionnel

11. **Heure d'actualité du groupe politique déi Lénk au sujet du conflit au Proche-Orient** p. 46

Exposé : M. David Wagner (dépôt de la résolution 1 et de la motion 1)

Débat : M. Christophe Hansen | M. Gusty Graas (dépôt de la motion 2) | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Claude Wiseler, Président | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Motion 1 : M. Gusty Graas | M. Franz Fayot | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser | M. Christophe Hansen | M. David Wagner

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : M. Fernand Kartheiser | M. Yves Cruchten | M. David Wagner | Mme Sam Tanson

Vote sur la motion 2 (adoptée) (interventions de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, et M. Gilles Baum)

Résolution 1 : M. Gusty Graas | M. David Wagner (interventions de M. François Bausch et M. Meris Sehovic) | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement | M. Christophe Hansen

Vote sur la résolution 1 modifiée (adoptée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Lex Delles, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, M. Georges Mischo, Mme Elisabeth Margue, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Xavier Bettel,** Vice-Premier ministre | Dat ass net de Fall, Här President.

## 2. Communications

Da maachen ech e puer Kommunikatiounen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn oder zréckgezu gi sinn, ass och verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

***Communications du Président – séance publique du 16 janvier 2024***

*1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

*Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.*

*2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :*

*8347 – Projet de loi portant approbation du quatrième Protocole portant amendement à la Convention du 27 octobre 1956 entre la République fédérale d'Allemagne, la République française et le Grand-Duché de Luxembourg au sujet de la canalisation de la Moselle, fait à Schengen, le 18 septembre 2023*

*Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 11/01/2024*

*8348 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine*

*Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 11/01/2024*

*3) La proposition de loi suivante a été retirée du rôle des affaires :*

*6092 – Proposition de loi visant*
*– à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés,*
*– à promouvoir la modernisation de la gestion publique,*
*et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999*
*a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;*
*b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;*
*c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État,*

*de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)*

*Dépôt : M. Roger Negri, Député, le 09/12/2009*

*Retrait du rôle des affaires : 18/12/2024*

*4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

*2992 – Demande de pétition publique : Pour une revue, voire l'abolition du plafond de l'indemnité de congé parental*

*Dépôt : Mme Chiara Biondi, le 19/12/2023*

*2993 – Demande de pétition publique : Pour une meilleure protection des professionnels contre les non-paiements et les retards de paiement*

*Dépôt : M. Nicolas Ribeiro, le 25/12/2023*

*2994 – Demande de pétition publique : Pétition pour lutter contre le mobbing et le cybermobbing dans les écoles*

*Dépôt : Mme Sara Cardoso Jorge, le 01/01/2024*

*2995 – Demande de pétition publique : Silvester feieren, ewéi sech dat gehéiert, Feierwierk iwwerall!*

*Dépôt : Mme Belma Joldic, le 01/01/2024*

*2996 – Demande de pétition publique : [FR] Augmenter la limite des chèques-repas utilisés par jour. (minimum 10/jour) / [DE] Erhöhung der täglich genutzten Essensgutscheine (mindestens 10/Tag)*

*Dépôt : M. Eduardo Maiello, le 02/01/2024*

*2997 – Demande de pétition publique : Transports publics de nouveau payants*

*Dépôt : M. Mike Schmit, le 03/01/2024*

*2998 – Demande de pétition publique : Obligatioun, fir Lëtzebuergesch ze beherrschen an oder ze léieren*

*Dépôt : M. Angelo Gusty Winandy, le 07/01/2024*

*2999 – Demande de pétition ordinaire : Garantéiere vun enger Policegarde zu Péiteng 24/7*

*Dépôt : M. Bob Walisch, le 26/12/2023*

*3000 – Demande de pétition publique : Prime (chef de famille) pour toute la population ayant des enfants à charge au Luxembourg*

*Dépôt : Mme Dara Miranda, le 08/01/2024*

*3001 – Demande de pétition publique : Annulatioun vun der Konventioun tëschent Staat an der CLT-UFA an Ofschafe vun alle staatleche Subventiounen un RTL*

*Dépôt : M. Carlo Kirsch, le 08/01/2024*

*3002 – Demande de pétition publique : L'adoption plénière : Un droit pour les célibataires*

*Dépôt : M. João António Da Conceição Nunes, le 10/01/2024*

*3003 – Demande de pétition publique : Für die Abschaffung des Geschichtsunterrichts*

*Dépôt : M. Marc Kintgen, le 11/01/2024*

*3004 – Demande de pétition ordinaire : Assurancë vun de Gefierer sollten dem Alter ugepasst ginn an net ëmmer op den Neipräis*

*Dépôt : M. Carlo Luck, le 12/01/2024*

*3005 – Demande de pétition publique : Besteierung vu Ministeren an Députés-Maires*

*Dépôt : M. Théophile Schickes, le 12/01/2024*

*3006 – Demande de pétition publique : Congé maternité en cas d'un accouchement prématuré plus de 6 semaines. / Qu'on a droit d'un repos supplémentaire si l'enfant est né plus de 6 semaines avant la date prévue et que son hospitalisation est obligatoire. / Dans ce cas, le congé maternité commence seulement le jour de la date prévue de l'accouchement. / Et la durée du congé maternité (prénatal et postnatal) reste indentique de 6 semaines.*

*Dépôt : Mme Sabrina Persico, le 13/01/2024*

*3007 – Demande de pétition publique : Revoir l'accueil et l'assistance aux urgences dans les hôpitaux au Grand Duché de Luxembourg. Même en cas de situation grave, il n'y a pas d'assistance aux urgences, pour la raison qu'il n'y a pas de médecins. Clinique Bohler, Hôpitaux Robert Schuman, CHL, etc.*

*Dépôt : M. Igor Djouhou, le 14/01/2024*

*3008 – Demande de pétition ordinaire : Délai des voies de recours suite au décompte d'impôts*

*Dépôt : Mme Sonia Badna, le 15/01/2024*

*3009 – Demande de pétition publique : Soutenez la pétition pour une semaine de travail de quatre jours !*

*Dépôt : Mme Vanessa Defive, le 15/01/2024*

*3010 – Demande de pétition publique : Remplacement des jours fériés catholiques par des jours de congé mobiles*

*Dépôt : M. Jean-Christophe Demoors, le 15/01/2024*

*N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.*

*(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)*

## 3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech och zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

**Plusieurs voix** | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann ass dat esou decidéiert.

## 4. Octroi d'un titre honorifique à d'anciens députés

De Bureau huet den 20. Dezember 2023 opgrond vun den Artikelen 195 an 197 vum Chamberreglement virgeschloen, follgende fréieren Deputéierten den Éierentitel vun hirer Fonctioun zouzeerkennen: der Madamm Semiray Ahmedova, dem Här Jean Asselborn, der Madamm Simone Asselborn-Bintz, der Madamm Tess Burton, dem Här Frank Colabianchi, dem Här Jean-Marie Halsdorf, dem Här Aly Kaes, dem Här Henri Kox, dem Här Charles Margue, der Madamm Lydia Mutsch, dem Här Roy Reding an dem Här Jean-Paul Schaaf. Ass d'Chamber mat dëse Virschléi averstanen?

**Plusieurs voix** | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann ass dat och esou decidéiert. Den neien Éierendeputéierten eis häerzlech Felicitatiounen!

## 5. Octroi d'un titre honorifique à deux anciens fonctionnaires de l'Administration parlementaire

Opgrond vun der Decisioun vum Bureau vun der Chamber an nom Artikel 43 vum Beamtestatut vun der Chamber gëtt der Madamm Gabrielle Fischbach, Redakter, an dem Här Patrick Nacciareti, Expéditionnaire dirigeant, déi d'Administration parlementaire pensiounshalber verlooss hunn, den Éierentitel vun hirer Fonctioun zouerkannt. Felicitatiounen un Iech!

*(Applaudissements)*

An eng schéi Pensioun vun eis alleguer!

## 6. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, si follgend Ännerunge matgedeelt ginn:

An der Commission des Comptes ersetzt d'Madamm Claire Delcourt d'Madamm Taina Bofferding an den Här Claude Haagen ersetzt den Här Yves Cruchten.

An der Commission des Sports ersetzt d'Madamm Joëlle Welfring d'Madamm Sam Tanson.

An der Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture ersetzt den Här Marc Goergen den Här Ben Polidori fir de Volet Déiereschutz.

An an der Commission de la Justice ersetzt den Här Sven Clement den Här Marc Goergen, ausser fir de Volet Penal.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi? Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

**Plusieurs voix** | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann ass dat esou decidéiert.

## 7. Changement de composition d'une délégation luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerung matgedeelt kritt:

An der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional (CPI) ersetzt den Här Maurice Bauer den Här Charel Weiler als effektive Member an den Här Charel Weiler gëtt Membre suppléant.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

**Plusieurs voix** | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann ass dat esou decidéiert.

## 8. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 9 vum Här Jeff Boonen un d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau iwwert de Landwirtschaftsdësch. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 9 du 16 janvier 2024 de M. Jeff Boonen relative au « Landwirtschaftsdësch », adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture**

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen. An Däitschland demonstréieren d'Baueren. Zanter enger gudder Woch si si mat hiren Trakteren ënnerwee a blockéieren d'Stroossen iwwer Land an an de Stied. Eis Lëtzebuerger Bauerenorganisatioune weise Verständnis fir hir däitsch Kolleegen, soen awer och, dass d'Situatioun hei am Land nach méi entspaant ass.

Am Koalitiounsaccord ass e Landwirtschaftsdësch virgesinn, deen a reegelméissegen Ofstänn stattfanne soll. Ech mengen, dass dës Versammlunge mam Secteur wichteg sinn, fir engersäits de Bols ze fillen an anersäits gemeinsam Léisunge fir déi ënnerschiddlech Erausfuerderungen ze sichen. Et ass besser, mat de Leit a mam Secteur ze schwätze wéi iwwert d'Leit.

Dofir wollt ech op dëser Plaz d'Madamm Landwirtschaftsminister froen, wéi et mat der Organisatioun vu sou Treffe steet. Ass schonn e Landwirtschaftsdësch virgesinn? A wat kéinten zu dësem Zäitpunkt Theeme sinn, déi ugeschwat ginn?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Boonen. D'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau huet d'Wuert. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Merci, Här President, an och merci fir déi Fro. Effektiv hu mer am Koalitiounsaccord drastoen, an dat hu mer eis och fest virgeholl, datt mer den Dialog mat de Leit vum Terrain gäre wëlle verstäerken an datt mer u sech och de Landwirtschaftsdësch reegelméisseg aberuffen, sou wéi den Här Deputéierten Boonen dat gesot huet. Mir hunn och schonn en éischten Datum fest, an dat ass de 4. Mäerz, wou mer also den éischte Landwirtschaftsdësch wäerte maachen.

Mir hunn och schonn d'Sujete souzesoe fest: Een Haaptsujet wäert d'Bauen an der Gréngzon sinn, wou aktuell nach ëmmer immens vill Diskussioune sinn. Een zweete Sujet wäerten d'Emissioune sinn, do geet et virun allem ëm den Ammoniak. An een drëtte Sujet wäert d'Aktualitéit sinn, well et sinn ëmmer erëm aktuell Sujeten, aktuell Probleemer, déi och mussen a sollen diskutéiert gi mat den Acteure vum Terrain. Also déi dräi Sujeten de 4. Mäerz.

A vu datt mer hei och e gudden Deel Ëmwelt dran hunn, wäerte mer den éischte Landwirtschaftsdësch dann net nëmmen zesumme mat de Bauere maachen, mee och zesumme mam Ëmweltminister, deen do wäert deelhuelen. Mir wäerten dee Landwirtschaftsdësch awer och institutionaliséieren. Dat däerf kee One-shot sinn an en däerf och net nëmmen dann zesummekommen, wa grad e Probleem ass. Nee, mir hu festgehal, datt mer de Landwirtschaftsdësch reegelméisseg all sechs Méint wäerte maachen, organiséieren.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch.

Mir kommen zur Fro Nummer 10 vun der Madamm Paulette Lenert un d'Madamm Justizministesch iwwert de Verbuet vun der einfacher Heescherei wéinst senger Verankerung am Code pénal. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 10 du 15 janvier 2024 de Mme Paulette Lenert relative à qualification de la mendicité simple comme infraction de par son ancrage dans le code pénal, adressée à Mme la Ministre de la Justice**

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Merci, Här President, a merci fir d'Wuert och. Mir wëssen, dass am Moment eng grouss Debatt lassgetrëppelt ginn ass ronderëm déi „einfach Heescherei", wéi een dat nennt. Dat ass dat, wat Stein des Anstoßes ass, well sech do d'Geeschter scheeden, wéi ee sou schéi seet, ob dat rechtens ass oder net hei am Land. Dat entsprëngt dem Reglement vun der Gemeng Lëtzebuerg an dat, wat an der Debatt ass, ass d'Positioun vun der Regierung dozou, déi geäussert ginn ass duerch den Inneminister, de Léon Gloden.

An d'Fro, déi opkënnt a wou lo keng kloer Äntwert am Raum ass, ass déi: Hu mer eng Base légale am Code pénal oder net – wat, Madamm Minister, Ären Zoustännegkeetsberäich ass –, fir déi einfach Heescherei hei zu Lëtzebuerg ze verbidden? Dat ass 2008 op eng sécherlech onglécklech Aart a Weis verschwonnen aus dem Code pénale. Dat sinn déi eng Stëmmen, déi dat soen. Mir hunn awer den Inneminister, dee ganz kloer a beharrlech behaapt, dass dat am Code pénal verankert bliwwen ass. E berifft sech dobäi op eng Foussnout.

Haut, an dat ass déi Fro, déi ech Iech stellen, ech mengen, dat ass dat, wat Land a Leit interesséiert: Wéi ass d'Positioun vun der haiteger, neier Justizministesch zu dësem Punkt?

Mir wëssen, dass, historesch gesinn, eng Rei Leit sech prononcéiert hunn. Dat sinn net nëmme Regierungsmembere gewiescht. Dat war 2009 schonn den deemolege Staatsanwalt, dee ganz kloer Instruktiounen un d'Police ginn huet, dass dat net méi am Code pénal verankert wär. Et waren duerno successiv de François Biltgen an de Jean-Marie Halsdorf, deemools als Inneminister, déi déi selwescht Positioun schréftlech bezunn hunn. Mir hunn d'Madamm Tanson, déi sech geäussert huet, a mir hunn entretemps och Geriichtsurteeler, déi eng ganz kloer Sprooch schwätzen, op déi och an där Foussnout verwise gëtt.

Mir wëssen, dass an engem Rechtsstaat d'Trennung vun de Gewalten eppes extreem Wäertvolles ass. Eng fräi Justiz, dat ass d'Réckgrat vun engem Rechtsstaat an dat däerf kee Pabeiertiger sinn. Mengem Verständnis no gehéiert dozou och, dass dat, wat e Geriicht schwätzt, respektéiert gëtt vun der Exekutiv. Wéi stitt Dir zu der Trennung vun de Gewalten? Wat ass Är Interpretatioun vum Code pénal? Dat ass déi Fro, déi haut un Iech adresséiert ass.

Ech soe Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Lenert. D'Madamm Justizministesch huet d'Wuert. Madamm Ministesch.

**Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | Merci, Här President an och merci der Madamm Lenert fir dës Fro. Ech mengen, datt et e bëssen e faux Débat ass, well mer net mussen dervun ausgoen, datt eppes muss am Code pénal stoen, fir datt mer dat kënnen an engem Gemengereglement aschränken.

Ech mengen, datt mer kënnen ... Fräiheete gi per Gesetz ageschränkt, mee et gëtt eng large Interpretatioun, notamment vum Conseil de l'Europe. Wat heescht dat, e Gesetz, wat kann eng Fräiheet aschränken? Wann Der mech awer elo frot: „Steet et nach am Code pénal?", da muss ech Iech soen: reng legistesch, technesch, wann een den Text kuckt ... Effektiv, mir schwätzen, wéi gesot, vun deem faméisen Artikel Artikel 563 Punkt 6 vum Code pénal, deen eeben d'Mendicité simple als Contraventioun vun der véierter Klass virgesäit, a wéi Der richteg sot, säit 2008 hu mer am Fong déi Diskussioun, ob dee Punkt net u sech ofgeschaf ginn ass duerch d'Immigratiounsgesetz.

Dat Immigratiounsgesetz, do ass et guer net ëm d'Heesche gaangen. Do ass et ëm d'Libre circulation des personnes gaangen an ëm d'Immigratioun. An do war virgesinn, datt den zweeten Alinea vun dem Punkt 6 vum Artikel 563, dee virgesinn huet, datt auslännesch Heescherten iwwert d'Grenz gefouert ginn, ofgeschaaft gëtt, well dat effektiv net méi zäitgeméiss war säit Schengen.

Do war kloer och am Artikel, also am Commentaire des articles, virgesinn, datt et guer net drëm geet, de Punkt 6 en tant que tel ofzeschafen. An dunn ass natierlech dee Mëssel komm, datt d'Zuelen do duerchernee geheit gi sinn an datt rieds war vum Alinea 2 vum Punkt 6. Et gëtt awer keen Alinea 2 an deem Artikel 563, soudatt et fir mech kloer ass, datt een eppes, wat et net gëtt, net kann ofschafen. A reng legistesch gesinn ass en an deem Sënn net ofgeschaaft. Et ass awer richteg, wéi Der sot, datt d'Justizautoritéiten en net applizéieren. Dat ass eng Realitéit.

An deem Sënn ass eng gewëssen Onkloerheet am Moment, mee genau wéi déi Justizministesch viru mir gesinn ech elo kee Besoin, fir do ze legiferéieren, fir dee Punkt ze klarifiéieren. Ech hunn ...

*(Interruptions)*

Ech kann dat gären eng Kéier an engem Gesetz maachen, genau wéi d'Madamm Tanson dat geäntwert hat op eng Fro vum Mäerz, an engem Kontext vun enger méi genereller Reform vum Code pénal, mee et ass elo net virgesi vun dëser Regierung, do ze legiferéieren op deem Punkt. Et ass och net d'Iddi, fir national d'Heescherei ze verbidden. Ech mengen, dat verhënnert awer net, wéi den Här Gloden et gesot huet, datt d'Gemenge kënnen temporär an zäitlech begrenzt d'Heeschen aschränken, wa se da mengen, se hätten e Besoin dofir.

An dobäi wëll ech och soen, datt dës Regierung sech deem Problem iwwerhaapt mol unhëlt. Dës Regierung erkennt, datt mer e Problem op verschiddene Plazen hunn a si wëllt Léisunge bidden iwwert déi nächst fënnef Joer, fir datt vläicht d'Gemengen an Zukunft dat do net méi musse virgesinn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Interruptions)*

**M. Georges Engel** (LSAP) | Dir loosst den Doute bestoen!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Justizministesch.

*(Brouhaha)*

Nee, mir sinn net hei am Fall vun engem Fait personnel elo. Mir sinn hei am Fall vun ...

*(Interruption par Mme Sam Tanson)*

Nee. Lauschtert mol, mir sinn hei an enger Question Time.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, mee ...

**M. Claude Wiseler,** Président | An enger Question Time gi Froe gestallt un d'Regierung an Äntwerten ...

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Mäin Numm ass gefall, Här President, an ech wëll gär eppes rectifiéieren, wat gesot ginn ass.

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee. Et huet och näischt mat Ärem ... an et ass och net ...

*(Interruptions et brouhaha)*

**Mme Octavie Modert** (CSV) | D'Reglement ass explizitt an der Heure de questions ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Et deet mer leed, Madamm Lenert. Et ass net virgesinn an enger Question Time, ...

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dat do ass awer net an der Rei, dat ass net dat, wat am Reglement steet!

**M. Claude Wiseler,** Président | ... fir Zousazfroen ze stellen. Dat kënnt Der bei der Question ...

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Et ass keng Fro!

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat kënnt Der bei der Question élargie maachen. Dat kënnt Der net an der Question Time maachen. Wann Der jugéiert, datt d'Fro net beäntwert ginn ass, dann hutt Der nach

aner Moyen-parlementairen, fir nozefroen a fir Är Prezisiounen ze kréien. Hei stellt Dir Froen, Dir kritt d'Äntwerten. D'Äntwerte gefalen Iech oder gefalen Iech net, mee dat ass d'Reegel, no där mir hei fueren.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Här President, ech hu keng Fro gestallt, mäin Numm ass gefall an et ass eppes gesot ginn, wat ech wëll rectifiéieren.

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, et geet net duer, ...

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo dach!

**M. Claude Wiseler,** Président | ... datt Ären Numm gefall ass, ...

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | A sou?

**M. Claude Wiseler,** Président | ... datt Der ...

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Et steet am Reglement, wann een eppes wéilt rectifiéieren, da kéint een de Fait personnel ufroen. An ech wëll dat elo gär maachen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee, et steet am Reglement, datt, wann eppes gesot ginn ass, wat falsch ass oder wat Iech concernéiert, Der et kënnt rektifizéieren. Hei si mer elo an enger normaler Prozedur vun ...

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Mäin Numm ass gefall an et ass eppes gesot ginn, wat net stëmmt. Dat heescht, ech muss awer d'Recht kënnen hunn, dat ze rectifiéieren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo.

*(Interruptions)*

Kommt, elo fuere mer weider!

Mir kommen elo zur Fro Nummer 11 vum Här André Bauler ...

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dat hei ass wierklech net an der Rei, Här President!

**M. Claude Wiseler,** Président | ... un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert de Projet ...

**Mme Octavie Modert** (CSV) | An der Heure de questions ass et kloer dat, wat am Reglement steet, a soss näischt!

**M. Claude Wiseler,** Président | ... „Schlasskéier" zu Wolz. An den Här Bauler huet elo d'Wuert.

**– Question n° 11 du 15 janvier 2024 de M. André Bauler relative au projet « Schlasskéier » à Wiltz, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Nieft dem Spidol zu Wolz soll an Zukunft e medezinneschen Zenter entstoen, deen den Numm „Schlasskéier" dréit. De Maître d'ouvrage ass d'Gemeng Wolz. De Moment schéngt et awer nach net ganz kloer ze sinn, wat dëse Projet kaschte wäert.

Do wollt ech der Madamm Gesondheetsministesch follgend Froe stellen:

Wat kann d'Madamm Ministesch eis iwwert déi rezent Entwécklung an dësem Dossier soen?

Gëtt et do och méi Kloerheeten, wat de Käschtepunkt ugeet? A wéi engem Mooss wäert de Gesondheetsministère zum Finanzement vun dësem Projet bäidroen?

A wéi stellt d'Madamm Ministesch sech d'Zukunft vum Klinickstanduert Wolz vir, wuelwëssend, dass d'Bevëlkerung an der Stad Wolz, am Kanton Wolz an doriwwer eraus an den nächste Joren zolidd wäert wuessen?

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauler. D'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet huet d'Wuert.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci dem Här Bauler fir dës Fro. De Projet „Schlassgaart" (veuillez lire: „Schlasskéier") huet seng Originnen am Joer 2022. Do ass en offiziell ugeduecht ginn. Partner sinn d'Gemeng vu Wolz an de Centre Hospitalier du Nord. D'Commission permanente pour le secteur hospitalier huet elo den definitive Go ginn, fir déi nächst Phas vun der Planifikatioun no deenen éischte Pläng, an dat hu se gemaach de 27. Oktober an hirer Sitzung. Den 8. Dezember hunn ech d'Informatioun doriwwer viruginn un de CHdN.

Wat ass elo do geplangt? Ma d'Gemeng ass fir den Terrain zoustänneg, fir d'Gréisst vum Gebai, fir d'Architektur, an de Centre Hospitalier du Nord mécht d'Strategie vun der Spezialisatioun an der Diversifikatioun par rapport zu sengen zwee Sitten. Et muss een dozou soen, datt dee Site „Schlasskéier" manner wéi 250 Meeter vum Site vu Wolz ewech ass, also ass dat elo keng Antenn „Nei Generatioun", dat heescht dat ass Partie intégrante vum Site vu Wolz.

D'Strategie 2024–2029 vum Ettelbréicker Spidol gesäit vir, datt den Haaptsite zu Wolz an Zukunft méi Rééducation gériatrique a Gériatrie aigue mécht, e behält vläicht eng kleng Radio, fir Leit, déi falen, direkt an d'Radiologie kënnen ze huelen, an de Site „Schlasskéier" kritt eng Intervention chirurgicale ambulatoire, dat heescht, déi kritt OPen, wou d'Leit kënne moies ragoen an owes eraus. An e kritt ee grousse Centre de radiologie. An deem Centre de radiologie gëtt en IRM installéiert, et gëtt en Osteo-Densitometer installéiert an déi gängeg Radiologieapparaten.

Et kënnt keng Mammografie op Wolz, déi bleift zu Ettelbréck, a fir de Rescht ass d'Fläch 3.700 Meeterkaree. Et kënnt Parking derbäi. Alles ass op engem Stack an et gëtt eng liicht Augmentatioun vun de Ressources humaines benéidegt. Fir d'Käschte vum Site sinn 38,3 Milliounen Euro ugesat, wouvunner 80 % iwwert de Fonds hospitalier bezuelt ginn, an déi 20 %, déi bleiwen, iwwert d'CNS.

Wann doriwwer raus nach Froe sinn, da kënnt der eng nächst Kéier drop zréckkommen. Dat ass alles, wat ech Iech de Moment wollt mat op de Wee ginn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 12 vun dem Här Fernand Kartheiser un den Här Minister fir auswäerteg Ugeleeënheeten an Aussenhandel iwwert d'Mënscherechtssituatioun an der Ukrain an déi eventuell Konfiskatioun vu Wäertsaachen, déi dem russesche Staat gehéieren. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 12 du 16 janvier 2024 de M. Fernand Kartheiser relative à la situation des droits de l'homme et à la confiscation éventuelle de biens de l'État russe en Ukraine, adressée à M. Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, villmools merci. Ech sinn och frou, datt den Här Minister haut hei ass, fir mol iwwert d'Ukrain ze schwätzen. Mir schwätze jo herno nach, op d'Initiativ vun deene lénke Kolleegen, iwwert de Moyen-Orient, mee mir hunn eebe leider déi zwee grouss Konflikter, mat deene mer elo konfrontéiert sinn.

Den Här Minister weess, datt d'Lëtzebuerger Regierung sech als en noen Alliéierte vun der Regierung zu Kiew consideréiert, an do ass natierlech d'Mënscherechtsproblematik och eng, déi mer musse kucken. Mir haten elo nach rezent de Fall vum Här Gonzalo Lira, dat ass en amerikanesche Journalist, dee gestuerwen ass. E wollt an Ungarn goen. En huet e Video gemaach, fir politeschen Asyl an Ungarn ze froen. En huet an der Ukrain gelieft, ass awer verhaft ginn a kuerz drop, wéi et heescht, un enger Longenentzündung an engem ukrainesche Prisong gestuerwen.

Et gëtt och vill aner Suergen, déi ee kann hunn. Selbstverständlech kënne mer hei nëmmen iwwert déi Situatioun diskutéieren an deenen Territoiren, déi och effektiv vun der Ukrain kontrolléiert ginn. Fir de Rescht kënne se jo net verantwortlech sinn. Mee et sinn awer eng ganz Rei Suergen, wat d'Mënscherechtssituatioun och an deem Deel vun der Ukrain ugeet, wou Kiew nach eng effektiv Kontroll huet.

An d'Fro un d'Regierung ass: Gëtt dat och thematiséiert vun der Lëtzebuerger Regierung? Ech mengen, dem Här Selenskyj seng Regierung ass jo eng, déi dem Här Bettel och ganz no steet. Ass dat en Theema, wat do diskutéiert gëtt, d'Mënscherechtssituatioun och an deem Deel vun der Ukrain?

Deen anere Sujet betrëfft eigentlech déi Problemer – ursächlech kënnt dat och dohier –, datt et ëmmer méi schwéier ass, och an Amerika, fir eng finanziell Ënnerstëtzung fir d'Ukrain ze sécheren. Dir kennt déi Problemer mam amerikanesche Kongress. Dofir ass och méi Drock vun der Administratioun vum Här Biden, fir eng Finanzéierung iwwert d'Saisie vun de russesche Gidder, déi a verschiddene Länner sinn ..., fir déi der Ukrain zur Verfügung ze stellen. Dat ass u sech d'Iddi, an d'Belsch ass concernéiert, och Lëtzebuerg ass concernéiert, och Frankräich, an dat ass elo e Problem an deem Sënn – och vun alle politesche Consideratiounen ofgesinn –, well et un d'Staatenimmunitéit erugeet.

U sech ass dat do net zoulässeg, ausser et ass een am Krich mat engem Land – a mir sinn net am Krich mat Russland! – oder et huet een e Mandat vum UNO-Sécherheetsrot, fir dat ze maachen, wéi et, mengen ech, nach beim Irak de Fall war. Déi Konditioune sinn net erfëllt.

Dofir stelle sech da Froen, wa mer et sollte maachen, wann d'Europäesch Unioun oder eng aner Instanz esou eng Decisioun géif huelen, awéiwäit dat legal ass, well déi üblech legal Basen, Krichserklärung oder UNO-Sécherheetsmandat, also déi Motiver, déi ee kann hunn, fir d'Staatenimmunitéit ze verletzen, net gi sinn.

Ass et net e Prezedenzfall, wou dann eventuell och westlech Gidder an anere Länner kënne saiséiert ginn? Ass et net e Problem fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg, déi politiséiert ka ginn an den Ae vu Leit, déi baussent der EU vläicht eng Finanzplaz sichen, a Konkurrenz zu Singapur, zu Hongkong, déi scho gesot hunn, datt se dat net géife maachen? An do sinn also eng ganz Rei vu Suergen, déi ee kann hunn an deem Kongress, ob mer esou wäit solle goen.

Ech weess, datt a Frankräich an och a villen anere Länner Hesitatioune sinn. An dowéinst wär et ganz gutt ze wëssen – well och Lëtzebuerg eng grouss Finanzplaz huet, wou awer eng grouss Zuel vu russeschen Avoiren am Ableck, wéi et heescht, „gefreezet" sinn, mee net „geseizet" –, wéi d'Lëtzebuerger Regierung dann dozou steet, fir eventuell vum „freezen" op „seizen" ze goen, fir am englesche Jargon ze bleiwen. Et ass eng wichteg Fro, mengen ech, souwuel wat de Respekt virum internationale Recht wéi och virun der Finanzplaz Lëtzebuerg ugeet.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. An d'Wuert huet den Här Minister fir auswäerteg Ugeleeënheeten an Aussenhandel.

**M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här President. Ech wëll net polemiséieren, mee ech wëll drun erënneren, dass den Aggresseur am Ukrain-Krich Russland ass an dass mer awer net sollen eng Inversion des rôles maachen. An dass all Dag Honnerte vu Leit hiert Doheem verléieren, blesséiert ginn, aner Leit stierwen! A mir sollen elo net mengen, et wier eng ëmgedréite Situatioun, d'Ukrainer wieren am Fong déi Béis.

De Fall awer, deen den Här Kartheiser zitéiert huet, ass e Fall, wou ech elo keng genau Informatiounen hunn. Wann ech mech net ieren, war et e prorussesche Blogger, an dee wier vun anere Prisonéier maltraitéiert ginn, wann dat déi richteg Informatioune sinn, déi ech hunn. Wann dat de Fall ass, wann esou Fäll sinn, da soll ee selbstverständlech och mat den ukraineschen Autoritéiten driwwer diskutéiere kënnen. Mais j'insiste: On n'inverse pas les rôles! Den Aggresseur ass Russland an net d'Ukrain!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Zu deem zweete Punkt: Bei dem Gel vun den Avoire gehéiere mir zu deene Länner, déi éischter virsiichteg wëlle virgoen. Mir sinn der Meenung, dass et net gutt wier – an et wier souguer eng dramatesch Situatioun –, wa mer se géifen allouéieren an et géif eng Décision de justice kommen, dass dat falsch wär an dass se missten zréckbezuelt ginn. Well wie bezilt se duerno zréck?

Dowéinst: Am Moment si mir der Meenung, dass se solle weider gefreezed sinn. An esou laang keng international Decisioun gefall ass vun engem Organ, dat och déi Kompetenzen huet, fir esou eppes kënnen ze allouéieren, solle mer do ganz virsiichteg sinn. Et ass Drock do, Drock vun enger Rëtsch vu Länner, déi der Meenung sinn, mir sollte se direkt allouéieren. Mir sinn der Meenung, soulaang mer keng international Decisioun hunn, solle mer se freezen. D'Interête vun deene gefreezte Sue ginn attribuéiert un d'Ukrain, mee awer de Produit, de Fruit selwer, de Montant vun deene „frozen assets", soll an onsen Aen nach net allouéiert ginn. Well et wier eng dramatesch Situatioun, wa se duerno missten zréckbezuelt ginn, a wa méiglech dann och nach vun deem, dee se kritt huet, an d'Ukrain se och net kéint zréckbezuelen! Dat wier en décke Problem, dee mer géifen hunn.

Dowéinster, bei där éischter: Ech kucken do no, mee ech géif wierklech net d'Rollen inverséieren.

A bei där zweeter: „Prudence", mengen ech, ass hei e Maître-mot, dee muss geholl ginn. Et sinn net eis! A soulaang keng Justizdecisioun gesot huet, dass et engem anere seng sinn, sinn et nach ëmmer deem seng, deem se gehéieren. Voilà!

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Aussenminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 13 vun der Madamm Nathalie Morgenthaler un den Här Sportsminister iwwert den internationale Fraesportdag. Madamm Morgenthaler, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 13 du 16 janvier 2024 de Mme Nathalie Morgenthaler relative à la Journée internationale du sport féminin (JISF), adressée à M. le Ministre des Sports**

**Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV) | Merci, Här President. De 24. Januar ass den internationalen Dag vun de Fraen am Sport. D'Iddi, esou en Dag an d'Liewen ze ruffen, ass viru genee zéng Joer a Frankräich entstanen, nodeem de Conseil supérieur de l'audiovisuel festgestallt huet, dass de Fraesport an de Medien ënnerrepresentéiert ass. Hien huet sech doropshi mam franséischen olympesche Kommitee zesummegesat, fir deem entgéintzewierken.

Aner Ziler waren donieft awer och zum Beispill, méi Fraen an de Sport ze kréien an hir Unzuel an der Direktioun vun de Veräiner oder de Federatiounen eropzeschrauwen. Dëst Joer fënnt dësen Dag dann eng éischte Kéier och zu Lëtzebuerg statt an den Här Sportsminister weess et selwer am beschten, well et eng Initiativ vun der Stad Esch war, där weider zéng Gemenge sech fir eng éischt Editioun ugeschloss hunn.

An dësem Kontext wéilt ech dem Sportsminister gären zwou Froe stellen:

Nodeems d'Gemenge sech elo schonn eens gi sinn, dësen Dag an Zukunft all Joer ze organiséieren, an dëst mat der Mathëllef vum CNFL, dem nationale Fraerot also, an hoffentlech och erëm ënnert dem Patronage vum Sportsministère, awer och dem Gläichstellungs- an dem Diversitéitsministère, ass et eventuell ugeduecht, dësen Dag bei nächsten Editiounen och finanziell ze ënnerstëtzen?

An zweet Fro: Wéi gedenken déi zwee Ministèren, d'Ziler vum Regierungsprogramm, wat d'Gläichstellung tëschent de Geschlechter am Sport ugeet, ëmzesetzen? Wat kann ee konkreet ënner „mesures spécifiques pour la promotion de l'égalité des genres dans le sport" verstoen?

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Morgenthaler. An den Här Sportsminister huet elo d'Wuert.

**M. Georges Mischo,** Ministre des Sports | Merci, Här President. Merci, Madamm Deputéiert, fir Är Fro zum enorm wichtege Sujet vun der Gläichstellung tëschent Fraen a Männer am Sport.

Fir mech perséinlech missten am Joer 2024 déi dote Froen iwwerflësseg sinn. Se sinn et awer leider net, an dat aus véier Grënn: dass nach ëmmer manner Frae Sport maache wéi Männer; dass de Fraesport, wéi d'Madamm Morgenthaler et schonn erwäänt huet, manner mediatiséiert gëtt wéi den Häresport; dass an CAen nach ëmmer mat 79 % méi Männer wéi Frae sinn; an dass nach ëmmer Stereotyppen, dass Frae kee Rugby oder kee Boxe solle maachen, bestinn.

D'Stad Esch war effektiv Virreider op deem Gebitt hei zu Lëtzebuerg an huet d'Thematik 2019 schonn opgegraff an den Debat mat verschiddenen Aktiounen och lancéiert.

Wann ech gesinn, dass dës éischter lokal Aktioun zwëschenzäitlech eng national Envergure kritt huet, sinn ech houfreg op meng al Ekipp vum Service des sports vun der Escher Gemeng, an ech sinn iwwerzeegt dervun, dass och déi dësjäreg Editioun en Erfolleg wäert ginn.

Ech sinn als Sportsminister awer och ganz frou, dass elo insgesamt eelef Gemenge sech der Thematik ugeholl hunn an Initiativen ergraff hunn. 2022 ass d'Thematik och verstäerkt am Sportsministère opgegraff ginn, an zesumme mam INAPS an dem deemolege Ministère fir Gläichstellung tëschent Fraen a Männer ass den 23. September 2023 op der Uni Lëtzebuerg e grousse Symposium „Women in sports" organiséiert ginn.

Wéi Der et gesot hutt, Madamm Deputéiert, sinn ech immens frou driwwer, dass d'Thematik vun der Gläichstellung tëschent Mann a Fra am Sport och am Koalitiounsaccord zréckbehale ginn ass.

Da konkreet Äntwerten op Är Froen: Wéinst all deem, wat ech elo gesot hunn, ass et fir mech opportun an och eng Evidenz, dass de Sportsministère, wann dat gewënscht ass, d'Organisatioun vun esou engem Event zukünfteg chaperonéiert an och finanziell, logistesch matënnerstëtzt.

Fir de Regierungsprogramm ëmzesetzen, wäerte mir a véier Beräicher Akzenter setzen.

Deen éischte Beräich besteet doranner, dass mer am Kader vun enger Reform fir d'Subside fir d'Sportveräiner – wat iwwregens mäin Zil ass, wat eng vu mengen éischte Prioritéiten ass – wäerte Krittären afléisse loossen, déi d'Veräiner motivéieren, hir Offer esou weider ze entwéckelen, dass mer der Egalitéit däitlech méi no kommen.

Den zweete Beräich ass dee vun der Formatioun. Mir wäerten d'Thematik verstäerkt via den INAPS an de Formatiounen am Sport verankeren, an dëst souwuel am Beräich vun der Trainerausbildung wéi och an där vun den Dirigeantë vun de Sportsveräiner an de Federatiounen.

Duerch Formatiounen a béide Beräicher kann engersäits sensibiliséiert ginn, gläichzäiteg kënnen de Kandidate konkreet Tools an d'Hand gi ginn, wéi dës d'Egalitéit op allen Niveauen an hire Strukture kënne förderen: den Dirigeant an der Gouvernance an an der Verwaltung vum Veräin, an den Trainer mat senge Coaching Skills, an och op sportwëssenschaftlechem Performanceniveau, wou een déi physiologesch Ënnerscheeder als Dammentrainer op kee Fall däerf ignoréieren.

Weiderhi wäert den INAPS d'Federatiounen an hire Konzeptaarbechten duerch d'Expertis ënnerstëtzen, fir dass op allen Niveauen déi néideg Qualitéitsentwécklung gefërdert gëtt. Akzenter sollen och net nëmmen an der Formation initiale gesat ginn, mee och an der Formation continue via Symposien, Workshops, Ateliereien, Seminären a Konferenzen.

Déi drëtt Achs si gréisser Sensibilisatiounscampagnen, wou mir mat Hëllef vun Ambassadricen an Ambassadeure vun innerhalb an ausserhalb der Sportswelt de Message breetflächeg an eiser gesamter Populatioun verankeren. Mir wëllen domadder net nëmmen de Secteur erreechen, mee och d'Elteren, d'Léierpersonal, d'Educateuren an d'Dirigeantë vun all de Strukturen, déi Afloss op eis Kanner a Jugendlecher hunn. Etüden hu gewisen, dass den Dropout aus dem Sport bei de Meedercher wärend der Pubertéit méi héich ass wéi bei de Jongen. Hei musse mer also alleguerten zesummen Efforte maachen.

Déi véiert a lescht Achs ass eng fest a prioritär Verankerung vun der Thematik an eisem nationale Strategieplang fir d'Entwécklung vum Sport an der Beweegung hei zu Lëtzebuerg, déi mer eis wärend dëser Legislaturperiod wäerte ginn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sportsminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 14 vum Här François Bausch un den Här Minister fir Wirtschaft, PMEen, Energie an Tourismus iwwert d'Gesetzgeebung, déi d'Konzentratioun vu Betriber kontrolléiert am Kader vun der ugekënnegter Fusioun vun zwee Betriber vum Secteur vun der Gedrénksverdeelung. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 14 du 15 januar 2024 de M. François Bausch relative à la législation sur le**

**contrôle des concentrations entre entreprises dans le contexte de la fusion annoncée de deux grandes sociétés du secteur de distribution de boissons au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme**

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Et ass an engem gewëssene Sënn och e bëssen, datt ech déi Geleeënheet hei wëll notzen, fir op eppes opmierksam ze maachen, wou zu Lëtzebuerg eng Lacune an der Gesetzgeebung ass, wou jo och eppes am Koalitiounsofkommes, wéi ech gelies hunn, vun der Regierung steet. Mee ech mengen, datt dat hei e gudden Ulass ass, fir eis eng Kéier doriwwer ze ënnerhalen an ze lauschteren, wat d'Regierung dozou mengt.

Ech mengen, Dir wësst, datt zwee gréisser Acteuren aus dem Gedrénksbusiness zu Lëtzebuerg fusionéieren, also sech zesummendinn, an déi Fro, déi sech natierlech stellt, ass, ob dat net herno derzou féiert, datt déi eng Position dominante um Marché kéinte kréien. Am Moment ass et sou, datt d'Autorité de concurrence keng Befugnisser huet, weeder fir Fusiounen ze verhënneren nach fir déi direkt ze jugéieren. An et muss een och soen: Mir sinn dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun, wou et keng Kontrollinstanz duerfir gëtt. A wann ee weess, wéi staark den Trend vun de Konzentratiounen haut an eiser Gesellschaft an an eiser Ekonomie ass, dann ass dat awer sécherlech noutwendeg.

De viregte Minister, den Här Fayot, huet zwar am August 2023 nach e Gesetz deposéiert. Et ass och nach keen Avis vum Staatsrot do. Do geet et ënner anerem ëm Concentratioune vun Entreprisefusiounen an -acquisitiounen oder och d'Kreatioun vu „certaines entreprises communes dans le droit national", wou déi solle reevaluéiert ginn. An duerfir meng Fro – well dat dann natierlech och am Regierungsaccord säin Nidderschlag fonnt huet, datt d'Regierung dat wéilt iwwerschaffen – un de Minister, wat en zu deem heite Sujet spezifesch wëll soen, mee virun allem awer och zu der Gesetzgeebung, an a wéi eng Richtung datt d'Regierung do wëll goen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Dann huet den Här Minister fir Wirtschaft, PMEen, Energie an Tourismus d'Wuert.

**M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools. Loosst mech och dem Här Bausch villmools Merci soe fir dës Fro, well se wierklech eng Kéier d'Geleeënheet gëtt, iwwert dee Punkt am Koalitiounsaccord ze schwätzen. Dir hutt et gesot: Et ass e Gesetz deposéiert ginn, e Projet de loi, den 23. August, also viru 6 Méint. Dir kënnt Iech virstellen, dass do nach keen Avis vum Staatsrot do ass, soudass et, souguer wann dat do net géif am Koalitiounsaccord stoen, dass mer dat Gesetz do nach eng Kéier géifen iwwerschaffen, och an deem konkreete Fall hei näischt ännere géif.

Jo, Dir hutt mech gefrot, wéi meng Meenung zu där Fusioun ass. Et ass net mäi Rôle, eng Meenung zu där Fusioun ze hunn. Op där enger Säit kennen ech net den Detail dovun, ech hu just en Zeitungsartikel gesinn, wou dat opbruecht ginn ass. Op där anerer Säit hunn ech also keng Elementer, fir mer kënnen doriwwer e Jugement ze maachen.

Dat, wat an deem Gesetz iwwert de Contrôle steet, dee Contrôle de concentration, dat ass jo am Fong dee Volet … A jo, dat ass richteg. Dat eenzegt Land, wat an der OECD nach kee sou ee Gesetz iwwert dee Contrôle huet, ass Lëtzebuerg. Dofir ass et och wichteg, dass dat Gesetz deposéiert ginn ass an dass mer dann och domat eng Base légale ginn. Well dat Gesetz gesäit eebe vir, de Contrôle virun der Konzentratioun ze maachen.

Wéi Dir jo wësst, ass elo déi eenzeg Méiglechkeet, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, eng onofhängeg Autoritéit ass, d'Konkurrenzautoritéit, déi dat doten onofhängeg eréischt no enger Konzentratioun vu Betriber ka kucken, wat awer natierlech verschidde Problemer mat sech bréngt. Ech mengen, et huet een och schonn an aneren europäesche Länner gesinn, dass, wann e Contrôle duerno gemaach gëtt an et géifen Irregularitéiten duerno opfalen, dat ganz grouss Problemer mat sech bréngt, well dat setzt nämlech da viraus, dass déi ganz Transaktioun, déi virdru gelaf ass, annuléiert gëtt, wat ganz grouss Käschte mat sech bréngt, sou wéi dat och schonn an anere Länner an Europa war. Dofir steet déi Regierung hei ganz kloer zu deem Contrôle, dee soll virdru gemaach ginn.

Mir wäerten awer nach mat deene verschiddenen Acteuren eng Kéier en Tour dréien, notamment vum Point de vue vun der Simplification administrative, well dat och ee Punkt ass, dee bei deemno wéi enge Betriber ganz schwiereg ass. Dofir wäerte mer nach eng Kéier do en Tour dréien an dann déi néideg Amendementer maachen. Mee déi Regierung hei steet ganz kloer zu deem Gesetz, fir de Contrôle virdru kënnen ze maachen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 15 vum Här Gérard Schockmel un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert den ePrescriptiouns-Service am Santéssecteur. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 15 du 15 janvier 2024 de M. Gérard Schockmel relative au service d'ePrescription dans le secteur de la santé, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**M. Gérard Schockmel** (DP) | Här President, zënter dem 1. Juli 2022 kënnen d'Dokteren Ordonnancen elektronesch ausstellen a se ginn dann och digital un d'Apdikte weidergeleet. An zu dësem Sujet hätt ech e puer Froen un d'Madamm Gesondheetsminister.

Déi éischt Fro ass: Madamm Minister, kënnt Dir eis eng Kéier de genaue Verlaf erkläre vun esou enger elektronescher Preskriptioun? Wellech Ekipementer sinn dozou noutwendeg?

Dann: Wéi vill Dokteren hunn esou Preskriptioune bis elo ausgefëllt? Wéi vill elektronesch Preskriptioune goufen insgesamt säit dem 1. Juli 2022 ausgefëllt?

An dann: An enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro vu Mee 2022 ass gesot ginn, datt déi elektronesch Preskriptioune vu Medikamenter eng éischt Phas wier an datt an enger zweeter Phas och virgesi wier, datt elektronesch Preskriptioune gemaach géife gi fir Radiologieënnersichungen oder fir medezinnesch Déngschtleeschtungen, zum Beispill Kinesitherapie. Hei ass einfach d'Fro: Wou sti mer, wat déi zweet Phas ubelaangt? Wa se ugelaf ass: Wéi vill radiologesch Preskriptioune goufen ausgefëllt? Wéi vill Preskriptioune fir aner Déngschtleeschtunge goufen ausgefëllt? A falls dat nach net ugelaf wier, dann ass natierlech d'Fro, wéini d'Ëmsetzung vun dëser zweeter Phas dann ugeduecht wier.

Ech soen Iech villmools Merci.

**M. Gilles Baum** (DP) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Schockmel. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci och heifir. Déi éischt Fro: Wéi gëtt dat ausgestallt? Wéi eng Ekipementer brauch een? Ma den Dokter, dee stellt iwwer säin Outil logiciel, deen en huet, eng kodifizéiert, strukturéiert elektronesch Preskriptioun aus. Wat heescht dat? Ma do ass op deem Pabeier, deen en ausstellt, e QR-Code drop an déi Donnéeë kënne strukturéiert hannerluecht ginn. Dat kann awer och herno op engem PDF hannerluecht ginn.

Wichteg ass, datt de Patient op senger Ordonnance e QR-Code drop huet, a mat deem QR-Code kann en da bei de Prestataire goen, deen dee liest, och mat engem Outil, an da gëtt d'Ordonnance iwwersat. Alles dat ass mam Dateschutz konform. À terme soll och d'Dispensatioun vu Medikamenter, dat heescht d'Ausstellung mat der Posologie, drakommen, mee dat ass de Moment nach net virgesinn.

Wéi eng Ekipementer brauch den Dokter dann, fir dat ze maachen? Ma d'Software vum Dokter a vum Apdikter respektiv vun anere Prestatairen, déi dann och iergendwann eng Kéier d'ePrescriptioun kënne liesen, musse mam zentrale Serveur vun der ePrescriptioun verbonne ginn a kompatibel gemaach ginn. An déi Kompatibilitéit geet iwwer e Label, deen d'Agence eSanté ausstellt. Alles dat sinn extreem technesch Detailer, déi de Moment nach an Diskussioun sinn.

Wéi vill Doktere bidden de Moment d'ePrescriptioun un? Ma, dat ass dann déi nächst logesch Konsequenz, wann ech soen, do sinn nach vill Detailer ze klären: De Moment keen eenzegen. Mee wärend der Covidkris ass dat awer scho mol partiell gemaach ginn, fir ze probéieren am Kader vun der Teleconsultatioun.

Am Mäerz lo dëst Joer, 2024, wäert dann deen éischte Pilotprojet ulafe mat ongefeier zéng Dokteren. Dat heescht, zéng Dokteren hu sech fräiwëlleg erklärt, dat doten ze teste fir d'Verschreiwung, awer just vun de Labosanalysen.

Wéi vill elektronesch Preskriptioune goufen dann zënter dem éischte Juli 2022 ausgestallt? Ma nach keng, well et nach vill Froen, Aktiounen, Elementer vun de verschiddenen Acteure ginn: De legale Kader muss adaptéiert ginn, et gëtt keen Interfaçage mat den Editeuren, d'Gestioun vum Consentement vum Patient muss nach diskutéiert ginn.

Dann, am Kader vun där zweeter Phas: Dir hutt gefrot, ob déi zweet Phas schonn ëmgesat ginn ass. Ma natierlech net, well déi éischt Phas ass nach net ëmgesat. De Projet vum Ausschaffe vun op d'mannst zwee Referentielle fir d'Radiologie ass nach net fäerdeg an dofir mussen eng ganz Partie Entitéiten zesummeschaffen, fir déi fäerdeg ze maachen. Jo, radiologesch Preskriptioune sinn dann och nach keng ausgestallt ginn. Dat heescht, ech äntwerten op den Deel: „Falls net, ma wéini gi mer dann an déi zweet Phas?" Ma, wéi ech virdrunner gesot hunn: All déi Aarbechten, déi elo nach net gemaach sinn, kënnen net zäitlech chiffréiert ginn. Dofir kënne mer och nach net soen, wéini mer an déi zweet Phas ginn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zu enger Serie vu Froen iwwert dee selwechte Sujet, d'Mendicitéit an d'Opération-de-contrôlen. Do géif ech proposéieren, datt mer se lo zesumme behandelen. Also d'mëndlech Fro Nummer 16 vum Här Marc Goergen, déi mëndlech Fro Nummer 17 vum Här Marc Baum an déi mëndlech Fro Nummer 18 vun der Madamm Taina Bofferding sinn allen dräi un den Inneminister geriicht a betreffen d'Policekontrollen an der Stad am Kader vum Heescheverbuet. Ech proposéieren och, datt mer déi

Fro Nummer 176 vun den Häre Sven Clement a Marc Goergen behandelen – do ass d'Urgence unerkannt ginn, soudatt mer déi och haut kënnen op den Ordre du jour huelen an direkt matbehandele loossen –, déi a sech dee selwechten Inhalt oder en änlechen Inhalt huet, mat all den Nuancen, déi dann do an enger Fro kënnen ausgedréckt ginn. Mir halen och déi Uerdnung bäi, sou wéi se a sech den Tablo normal géif beinhalten a mir huelen d'urgent Fro hannendrun.

Elo huet dann d'Wuert: den Här Goergen.

**– Question n° 16 du 16 janvier 2024 de M. Marc Goergen relative à l'interdiction de la mendicité dans la capitale et plus précisément sur l'opération de contrôle, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**– Question n° 17 du 15 janvier 2024 de M. Marc Baum relative à l'interdiction de la mendicité dans la capitale et plus précisément sur l'opération de contrôle, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**– Question n° 18 du 15 janvier 2024 de Mme Taina Bofferding relative à l'interdiction de la mendicité dans la capitale et plus précisément sur l'opération de contrôle, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**– Question urgente n° 176 du 15 janvier 2024 de M. Sven Clement et de M. Marc Goergen relative aux directives dans le cadre du contrôle de l'interdiction de la mendicité dans la capitale**

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Meng Fro geet un de Policeminister.

Et ass jo esou, dass den Inneminister a sengem schéine waarme Büro decidéiert huet, d'Heescheverbuet ze ënnerschreiwen, mee et muss jo awer och een dat um Terrain ëmsetzen. An ech mengen, et war Är Fraktioun, déi jorelaang hei stoung, et wären net genuch Beamten do. Ech héieren nach ëmmer d'Policegewerkschaft mat den Iwwerstonnen an dass et net méiglech wär, normal Kontrollen duerchzeféieren. Elo hutt Dir jo nach eppes bäigesat. An du war ech gëschter Owend, jo, scho bal erschreckt, wéi ech dann am „Wort" gelies hunn, dass Dir dann elo aus anere Policebüroen, fir Äert Heescheverbuet ëmzesetzen, géift Leit ofzéien. An dofir bréngen ech dann elo mol d'Fro mat. Ech huele jo un, Dir wësst, aus wéi enge Büroen Der dann elo déi Beamten ofgezunn hutt, well menges Wëssens ass et och nach esou, dass de Problem vun den Iwwerstonnen, déi ëmmer kritiséiert gi si virun dräi, véier Méint, wéi Der nach déi aner Säit souzt, nach ëmmer do ass an nach ëmmer net genuch Beamten do sinn.

Mee wann Dir awer elo a vereenzelte Kommissariater nach Beamten ofgezunn hutt, fir Är Politick elo duerchzesetzen an der Haaptstad, da stellen ech mer awer d'Fro, wéi et mat der Sécherheet am Land ass.

An dofir hunn ech Iech konkreet Froe matbruecht, wéi vill Polizisten Der dann elo ageplangt hutt gëschter an och an den nächsten Deeg. Dann, a wéi enge Servicer dass Der déi ofgezunn hutt. An dann eng ganz wichteg Fro: Wéi eng Gemengen hunn dann elo den Nodeel? Aus wéi enge Gemengen hutt Der déi Beamten dann elo zesummegezunn, fir dass Der Äert Heescheverbuet an der Stad kënnt ëmsetzen? A wéi een Impakt huet dat? Well d'Iwwerstonne sinn nach ëmmer do. Dir hutt méi Aufgabe ginn, well d'Poliziste setzen dat elo fir Iech ëm, déi eng manner gären. Ech hunn nach kee getraff, deen et gären ëmsetzt. Si setzen et ëm, well Dir hinnen déi Instruktioun ginn hutt. An do wäert de Sven herno nach drop agoen. Well déi zweet Fro wäert sinn: Wéi genau hutt Der de Polizisten de Message weiderginn?

Duerfir elo emol d'Informatioun, wéi enge Gemengen dass Der d'Polizisten ewechgeholl hutt, fir Är Dreem an der Stad ëmzesetzen. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Här Baum, et ass elo un Iech.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Gëschter, Méindeg, de 15. Januar, ass dat méi wéi ëmstriddent Heescheverbuet an déi sougenannte Repressivphas agetrueden.

An deem Kontext wollt ech den Inneminister froen, wéi vill Polizisten da bei dëser Aktioun mobiliséiert goufen. Ëmmerhi gouf et ugekënnegt mat engem „großes Polizeiaufgebot", konnt een an der Press liesen. Wéi eng genee Consignë kruten d'Polizisten, wat hiert Virgoen ugeet? Gëtt et ee Bilan, wivill Leit kontrolléiert respektiv eventuell verbaliséiert gi sinn? Mécht d'Police d'Differenz tëschent aggressiver an organiséierter Mendicitéit an där einfacher, also dat, wat an der leschter ..., virum leschte Mount hei versprach ginn ass, souwuel vum Inneminister wéi vun der Stater Buergermeeschtesch?

Eng weider Fro ass: Ass et bei dëser Aktioun zu Platzverweiser komm? Ëmmerhi konnt een haut an der gréisster Dageszeitung follgend Zeen beschriwwe liesen: Eng jonk Koppel gouf gëschter Moien an hire Schlofsäck vun der Police waakreg gemaach, well se e Kartrongsschëld viru sech stoen hat, op deem se beschriwwen huet, datt se obdachlos wier an Hëllef bräicht. D'Polizisten, esou den Artikel, hätten déi zwee waakreg gemaach, hinne gesot, datt dat verbuede wier, a se opgefuerdert, d'Plaz ze verloossen.

Ech wéilt an dësem Fall also wëssen, opgrond vu wéi enger juristescher Basis hei e Platzverweis ausgeschwat ginn ass. Opgrond vum Artikel 5bis vum Policegesetz kann et jo wuel kaum sinn. Hunn d'Polizisten eventuell Instruktioune kritt, fir dëst ze maachen? Mir wëssen, Här Gloden, datt Iech dat aktuellt Platzverbot net wäit genuch geet. Nawell ass et esou, datt mer an engem Rechtsstaat sinn an datt et d'Chamber ass, déi driwwer decidéiert, wat d'Reegele sinn, fir e Platzverweis auszeschwätzen, an net anerer.

An dat féiert dann zu menger leschter a méi genereller Fro: Wéi wëllt Der den Ënnerscheed maachen tëschent Heescherten an Obdachlosen? Oder wëllt Der an der Praxis d'Heescheverbuet ausweiden, soudatt et an der Praxis dozou féiert, datt generell Leit ouni Daach iwwert dem Kapp op deene Plazen hei an der Stad kujenéiert ginn? Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Dann ass et un der Madamm Bofferding. Dir hutt d'Wuert.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Meng Froe bezéie sech och op deen éischten Asaz, deen da gëschter vun der Police duerchgefouert ginn ass eeben. Wéi vill Leit waren do am Asaz, aus wéi enge Kommissariater sinn déi Leit zesummegestallt ginn? An notamment och, wéi eeben déi Differenz zwëschent der einfacher Form vum Heeschen an der organiséierter, aggressiver Form soll gemaach ginn. Mir hunn nach de Moien déi Stater Buergermeeschtesch héieren, déi nach eng Kéier kloer gesot huet, dass et net ëm déi einfach Form vun der Heescherei geet, wuel wëssend, dass am Reglement awer alleguerten d'Forme viséiert sinn. A mir wëssen och, dass d'Police gehalen ass, sech un d'Texter ze halen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Interesséieren deet eis och: Wéi geet et elo weider? Wat hutt Der elo wëlles? Wat sinn do déi nächst Etappen? Déi Leit, déi gëschter eeben ugesprach gi si respektiv deenen hir Nimm opgeschriwwe gi sinn, wat ass, wann déi elo op där selwechter Plaz nach eng Kéier sëtzen – ganz roueg, friddlech – mat hirem Becher fir ze heeschen? Ginn déi elo an Zukunft protokolléiert? Sinn do vläicht schonn Aktiounen Enn der Woch virgesinn?

Wat bedeit dat och, wann eng Persoun protokolléiert gëtt a vläicht souguer e puer Protokoller kritt, déi se net ka bezuelen? Wat ass do genau de Suivi, tout en sachant, dass déi Leit jo oft kee feste Wunnsëtz hunn? Wéi sollen déi Strofe si dann erreechen?

An een Aspekt géif ech nach gär mat an d'Diskussioun bréngen, dat opgrond vun der Ausso vun der Presidentin vun der Policegewerkschaft, déi an engem Zeitungsartikel an engem Interview gesot huet, dass eventuell och d'Agent-municipallen hei kéinten an den Asaz kommen, dat duerch d'Kompetenzerweiderung, déi se jo kritt hunn, dass se elo déi kleng Incivilitéiten, déi aus engem Policereglement kommen, kënne bestrofe respektiv se och bei de Sanctionadministrativë kënnen agesat ginn. Ech denken net, dass dat esou méiglech ass, mee ech géif och gären hei d'Stellung vum Minister dozou héieren.

A wann ech scho bei den Agent-municipalle sinn, wëll ech just drop hiweisen, an dat hu mer jo och am Gesetz deemools esou virgesinn, dass si duerchaus eng aktiv Roll och an der Sécherheetsfro kënnen iwwerhuelen, dat am net repressive Beräich. Do ass jo d'Méiglechkeet vun de Gemengen, dass se kënnen esou e Service de proximité aféieren, eebe grad, wou déi Agente kéinten aktiv agesat ginn, fir eeben derfir ze suergen, dass déi ëffentlech Uerdnung agehale gëtt, an déi och duerno kucken, dass d'Leit sech och méi sécher spieren. Doduerch – wëll ech just soen – sinn och Méiglechkeeten haut scho ginn, wou een déi nach kann asetzen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann ass et elo un dem Här Clement. Den Här Clement stellt seng Fro am Kader vun enger Question écrite, wou d'Urgence unerkannt ginn ass. En huet also fënnef Minutten, fir seng Ausféierung ze maachen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Gëschter, de 15. Januar, huet d'Police dann ugefaangen, wéi meng Virriednerin a meng Virriedner et gesot hunn, an der Stad dat an der Seance vum 14. Dezember an der Chamber dach staark kontrovers – an ech mengen, dat ass nach fein ausgedréckt – diskutéiert Heescheverbuet ëmzesetzen an éischt Persounen ze protokolléieren oder zumindest hir Nimm opzeschreiwen. Esou ganz kloer ass jo aus de Presserapporten net ervirgaangen, wat dann elo tatsächlech gëschter bei där „action coup-de-poing", wéi se genannt gouf, gemaach gouf.

Esou wéi an der Chamber an der genannter Seance, huet et och an de Medien, zum Beispill vun der Presidentin vun der Policegewerkschaft, Aussoen dozou ginn, datt, entgéint den Erklärunge vum Minister hei an der Chamber, hei op der Tribün, keen Ënnerscheed dierf a ka gemaach ginn tëscht aggressiven an net aggressiven Heescherten, voire organiséierten oder net organiséierten Heescherten.

De Minister war a sengen Aussoen an der Chamber de 14. Dezember kloer, an ech zitéieren aus dem Verbatim: „A mir sinn eis jo all eens, datt hei keen déi einfach Mendicitéit viséiert." Zitat Léon Gloden, Interieurs- oder Policeminister hei an der Chamber.

Seng eege Policegewerkschaft seet, dat kéinte se guer net ëmsetzen. Verschidden Utilisateuren op de soziale Medie ginn esouguer esou wäit an nennen de Minister Gloden dowéinst e Ligener, soen, en hätt d'Chamber belunn.

Ech géif nach net esou wäit goen. Dofir stellen ech jo déi Froen haut. Et geet mer nämlech drëm, erauszefannen, wat de Minister dann der Police gesot huet. Well d'Madamm Presidentin vun der Policegewerkschaft huet ganz kloergemaach, se hätte keng Instruktioune kritt. Se hätte weeder gesot kritt, wéi se dat sollen ëmsetzen, nach wéi se dat kéinten ëmsetzen. An dofir stellt sech dann nach ganz konkreet d'Fro, wéi de Minister seng Ausso „mir sinn eis jo all eens, datt hei keen déi einfach Mendicitéit viséiert" dann um Terrain ëmgesat wëll gesinn.

Déi éischt Fro wär also: Huet et säitens vum Här Minister da schréftlech an/oder mëndlech Direktive ginn, wat d'Ëmsetze vum Reglement säitens de Policeagenten ugeet? Falls jo, kann den Här Minister preziséieren, wat dës Direktiven dann och waren?

An da stellt sech jo awer d'Fro: Wann déi Direktiven existéieren, op wat fir enger Base légale an engem État de droit – a mir sinn eis alleguerten eens, datt mer hei an engem État de droit liewen, et gouf virdrunner eng Kéier vun der Justizministesch ervirgestrach –, e Minister der Police seet, wéi eng Infraktiounen ze protokolléiere sinn oder net? Well och déi Fro stellt sech jo. D'Argumentatioun ass: D'Mendicité simple ka verbuede ginn, mee de Policeminister kann awer der Police soen: „Protokolléiert dat net!"

Also e Méindeg kënnt den Här Reynders an d'Chamber, fir eis de Rapport iwwert den État de droit virzestellen. Glécklecherweis ass déi heiten Episod nach net an dee Rapport drakomm, well ech mengen, soss hätte mer interessant Diskussiounen.

Ceci dit kann de Minister eis jo vläicht erklären, wat dann déi Base légale wär. Ech hunn op alle Fall d'Gefill, datt d'Police hei hänke gelooss gëtt, hänke gelooss an enger Onkloerheet, wou se net weess, wéi se dat, wat hire Minister decidéiert huet, wéi en d'Kap vum Inneminister unhat, dann elo soll ëmsetzen. A genau déi Onkloerheet wäert sech iwwert déi nächst Wochen a Méint weider zéien a wäert derfir suergen, datt virun allem och Decisiounen ongläich applizéiert wäerte ginn.

Déi eng Heescherte ginn erwächt, well se e Pabeiersschëld viru sech stoen hunn, a kréie gesot, se missten d'Plaz verloossen. Anerer gi guer net réischt gestéiert, well déi Beamten dat, wat de Minister hei an der Chamber gesot huet, fir boer Mënz geholl hunn, an um Enn vum Dag féiert dat zu Ongerechtegkeeten, Ongläichheeten an zu engem System, enger Situatioun, déi eisem État de droit net wierdeg ass an dofir, Här Minister, wär ech frou, wann Der kéint hei der Chamber dann awer ganz kloer emol soen, ob Der dann elo Direktive ginn hutt, a wa jo, wéi déi ausgesinn, a virun allem, op wat fir enger Base légale Der dat gemaach hutt. Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. D'Wuert huet elo den Inneminister. Här Inneminister.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci fir déi verschidde Froen. Fir unzefänke wëll ech soen, datt mer déi Policepresenz, déi gëschter ugefaang huet an an den nächsten Deeg a Wochen eropgefuer gëtt, mat der Stad Lëtzebuerg a mat der Police ofgemaach hunn, fir eng gréisser Presenz um Terrain ze weisen, fir géint den Drogekampf virzegoen, fir déi illegal Immigratioun ze bekämpfen, fir d'Mendicité agressive an harcelante ze bekämpfen a fir d'Salubrité publique um Terrain hierzestellen, do, wou et muss sinn.

Generell Remark zu der éischter Fro vum Här Goergen: Wéi vill Poliziste ware gëschter um Terrain? Et ware sechs uniforméiert Agenten an zwee Agente vun der Police judiciaire an Zivill um Terrain, an ech wäert hei net en séance publique strateegesch-operationell Informatioune ginn. Muer ass jo eng Commission jointe vun der Justizkommissioun a vun den Affaires intérieures, an ech sinn do gär bereet, wann deen Deel à huis clos ass, doriwwer Auskunft ze ginn.

Dann zu der Fro vum Kolleeg Marc Baum. Hien huet mer do eng Rei Froe gestallt. Déi éischt Fro hunn ech beäntwert mat der Presenz vu gëschter. Wéi gesot, graduell gëtt d'Presenz ropgefuer, mee da kritt Der muer déi Infoen, déi der gefrot hutt iwwert déi zukünfteg Opstellung vun de Patrullen. Zu de Consignen: Ech hat mat der Madamm Buergermeeschtesch, mat Vertrieder vum Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg, mat Vertrieder vun der Police d'lescht Woch eng Reunioun bei mir am Ministère, wou mer gekuckt hunn, wéi mer eeben déi Presenz kënnen um Terrain verstäerken am Sënn vun deem, wat ech elo grad gesot hunn.

Et ass do ganz kloer festgehal ginn, datt d'Police um Terrain sech soll e Lagebild maachen, datt se mat deene Leit soll schwätzen, fir och ze verstoen, firwat se do sëtzen. Et ass och ganz kloer gesot ginn, datt d'Mendicité agressive an harcelante soll bekämpft ginn an och do, wou et néideg ass, d'Salubritéit soll hiergestallt ginn.

Et ass kee PV bis elo gemaach ginn. Et ass och keng Geldstrof prononcéiert ginn. Dat kënne Poliziste guer net an duerfir, all déi, déi hei vun État de droit schwätzen, Här Clement, ... well dat muss an engem Text virgesi sinn, dat heescht hei ka guer keng Geldstrof vun engem Polizist ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech hunn Iech déi Fro guer net gestallt, Här Gloden.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Generell vum État de droit. Ech erklären Iech d'Reegele vum État de droit.

*(Exclamations)*

**Une voix** | Här Gloden, wannechgelift. Wannechgelift.

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Gloden huet d'Wuert.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | D'Poliziste kënnen hei guer net eng Geldstrof prononcéieren. D'Prozedur wier, déi PVe virunzeginn un de Parquet, an de Parquet muss dann decidéieren opgrond vum Principe d'opportunité des poursuites, fir eng Action judiciaire ze lancéieren an, le cas échéant, géif de Riichter dann am Fong eng Geldstrof prononcéieren.

Et gëtt och drop higewisen nach eng Kéier, an dat steet jo och ganz kloer um Flyer vun der Stad Lëtzebuerg, wat fir eng Méiglechkeeten et gëtt, fir datt déi Leit kënne waarm ënnerkommen, an ech hunn haut de Moien nach mat engem vun der Police geschwat, an dee sot mer, datt d'Polizisten och d'Leit nach eng Kéier drop hiweisen, wéi zum Beispill op d'Wanteraktioun, an datt do och vereenzelter Merci gesot hu fir déi Info, déi dat awer, trotz der grouss ugeluechter Infoscampagne, bis elo net matkritt hunn.

Dunn ass gefrot ginn: Wat maacht Der géint d'Sansabrien? Näischt, well déi si jo net viséiert. An nach eng Kéier ganz kloer: D'Agente si sensibiliséiert ginn, an déi Responsabel vun der Police ginn och mat op den Terrain, fir eebe kloerzestellen, datt hei d'Mendicité agressive viséiert ass. D'Leit kréien och Froe gestallt, fir eeben erauszefannen, ob et – entre guillemets – „einfach Heescherte" sinn oder ob et Leit sinn, déi exploitéiert ginn, an datt d'Polizisten och do Informatioune kréien.

Dann zu der Fro vun der Madamm Bofferding. Ech mengen, déi war ganz generell gehal. Op déi meescht Froen, déi Der elo hei mëndlech gestallt hutt, hunn ech Iech geäntwert, op déi Fro vun den Agents municipaux. Menger Meenung no ass dat net hir Aufgab opgrond vun deene 17 – ech mengen, et si 17 – Aufgabeberäicher, déi mer am Gesetz festgehal hunn.

Da wëll ech awer och soen, quitte datt deen elo hei net mentionéiert ass, datt ech dem Här Engel och nach eng Kéier schréftlech drop äntwerte wäert, mee dat passt elo an de Kontext. Här Engel, wann Der erlaabt, soen ech Iech d'Äntwert, déi Der da schréftlech kritt op déi Froen, déi der de 15. Januar gestallt hutt mat de Limousinnen. Ech hunn nogefrot. De Parquet huet d'Police judiciaire beoptraagt, eng Enquête ze maachen, a vu datt ech mech net an eng Enquête amëschen, kann ech Iech net méi soen.

Dann zu der Fro vun de Kolleege vun de Piraten: mëndlech Direktiven. Bon, ech hunn am Fong elo op d'Question urgente geäntwert. Ech wëll och nach derbäisoen: Et gëtt eng Note régionale. Déi ass amgaang, finaliséiert ze ginn, fir eeben déi Leit, déi aus deenen anere Kommissariater hei op Lëtzebuerg elo an d'Stad komme fir ze hëllefen. Ech wëll och dorop insistéieren, datt och allkéiers e Rappel vun den Instruktioune gemaach gëtt an datt och en Debriefing gemaach gëtt, fir eebe sécherzestellen, datt just déi Saachen observéiert ginn, déi ech a menger Introductioun gesot hunn. Voilà, merci.

**Une voix** | Platzverweis!

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Zum Platzverweis: Ech hunn net matgedeelt kritt, datt een opgrond vu Platzverweis ewechgeholl gi wier.

*(Interruption)*

An der Zeitung steet och „coup-de-poing". Dat ass keng Expressioun vu mir.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | An Dir wëllt net soen, wéi eng Gemenge Beamten ewechgeholl kruten?

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Inneminister.

*(Interruption par M. Sven Clement)*

Dir musst mir erklären, wat de Fait personnel ass.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Dir hutt selwer esou Question-parlementairë gestallt.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo. Ech wëll just kloerstellen, datt ech hei net insinuéiert hunn, datt Poliziste géife Geldstrofe verhänken. Dat huet de Minister mir an de Mond geluecht.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ok, mee dat ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech wëll kloerstellen, datt dat net esou war.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat hutt Der scho virdru gesot gehat. Villmools merci, Här Clement. Da sinn d'Saachen elo kloer. Elo ass et ...

*(Interruption)*

Elo hu mer eng Stonn hei eriwwer, mee vu datt mer d'Question urgente ...

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Et ass awer en „deux poids, deux mesures", Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo. Ok. Vu datt ...

*(Interruption)*

Also, et ass eng Stonn eriwwer, mee selbstverständlech, vu datt mer eng Question urgente haten, huele mer déi Fro vun der Madamm Paulette Lenert, déi nach um Ordre du jour steet, elo nach. Dat ass d'Fro Nummer 19 un d'Ministesch fir d'Gesondheet a sozial

Sécherheet iwwert de Projet vun enger Maison médicale am Osten. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 19 du 16 janvier 2024 de Mme Paulette Lenert relative au projet d'ouverture d'une maison médicale dans la région Est, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Merci, Här President, fir mir déi Geleeënheet nach ze ginn. Ech géif gären drun erënneren, hei am Haus war de Sujet vun enger Maison médicale am Oste ganz oft um Ordre du jour. Ech hat oft d'Geleeënheet a menge fréiere Fonctiounen, hei ze erklären, firwat et net esou wäit komm ass. Dat war ni schlechte Wëllen – och a viregte Regierungen net –, mee et war e Problem vun Démographie médicale.

Nichtsdestotrotz erënnere mer eis, et ass net laang hier, dass an der Walcampagne grad vun de Regierungsparteie ganz grouss ugeféiert ginn ass, dass esou eng Maison médicale soll kommen am Oste, ganz kloer, an natierlech och am Norden, esou ass vun der Madamm Hansen ëmmer erëm taktéiert ginn.

Deemno war ech ganz erstaunt ..., bon, éischtens emol war ech interesséiert, ze wëssen, wéi Der Iech dat da virstellt. Well mer jo vill Echangen haten iwwert déi Problemer, déi gemaach hunn, dass et net esou wäit komm ass, war ech eigentlech gespaant, wat dann d'Wonnerléisung wär, fir dat esou schnell aus dem Steen ze schneiden. Ech war awer nach méi erstaunt, wéi ech gelies hunn, Madamm Minister, dass Der déi selwecht Constaten elo maacht, dass dat net esou séier wäert goen, dass Der eng Étude de faisabilité wëllt maachen, eebe grad och well d'Démographie médicale et am Moment net esou richteg hiergëtt – dee selwechte Constat also, dee mer scho säit Joren awer virleien hunn, dee gewosst war!

An d'Fro, déi ech Iech stellen: Wat wäert déi Étude de faisabilité sinn? Mengem Verständnis no ass et eng Rechnung, déi ze maachen ass. Eng Maison médicale brauch x Leit, fir bedriwwen ze ginn. Hu mer déi? Hu mer se net? Jo, et erënnert mech eigentlech un den Opnameexamen fréier, fir op Septième ze kommen, wou een dat hätt kënne ginn. Ech sinn awer ganz gespaant, wat Der virhutt als Étude de faisabilité a wat Der Iech erwaart a wat den Timing ass a wat d'Problemer sinn, déi Dir elo no esou kuerzer Zäit scho gesitt, déi net hei am Haus bekannt ware virun de Walen, wéi mer alleguerte lassgezu sinn, fir d'Leit ze iwwerzeegen, wat mer alles wäerte maachen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Lenert. An d'Wuert ass elo fir d'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Minister.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. A merci fir d'Froestellung. Ech war net an der Walcampagne. Ech hu keng esou Aussoe gemaach. Ech ka mech just beruffen op dat, wat am Koalitiounsprogramm steet. Am Koalitiounsprogramm steet textuel: „Après une analyse de faisabilité, le Gouvernement se prononce pour l'ouverture d'une maison médicale dans la région Est et d'une deuxième maison médicale dans la région du Grand Nord du pays dès que la démographie médicale le permettra."

Dat heescht, et muss eng Analys gemaach ginn a mir maachen näischt aneschters, wéi de Regierungsprogramm auszeféieren. Duerfir hunn ech en éischt Gespréich gehat mat de Servicer an der Santé, wéi déi sech dat virstellen. Hir éischt Reaktioun war net „Juppi, jo, mir maachen eng!", mee se hu confirméiert, datt eng Étude de faisabilité muss gemaach ginn, awer net nëmme mam Osten, mee och mam Norden an och mam Westen, an deementspriechend hunn ech och an deem Interview, deen Der uschwätzt an Ärer Fro, geäntwert.

An deem hunn ech elo näischt bäizefügen. Ech kommen dorobber zréck, wa mer d'Étude de faisabilité da gemaach hunn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen Iech Merci, Madamm Ministesch. An domat hu mer dann eis Froestonn vun haut ofgeschloss.

## 9. 8266 – Projet de loi portant modification :

### 1° du livre II, titre III, chapitre II, du Code du travail ;

### 2° de l'article 28-4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

A mir kommen op den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten, an dat ass de Projet de loi 8266 iwwert d'Aféierung vun engem Ersatzcongésdag wéinst den zwee Feierdeeg, déi op den 9. Mee falen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporter huet zéng Minutten, d'Fraktiounen a Sensibilitéite jeeweils fënnef Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et sinn ageschriwwen hei op menger Lëscht: den Här André Bauler, den Här Claude Haagen, den Här Jeff Engelen, den Här François Bausch, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. D'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission du Travail***

**M. Marc Spautz** (CSV), rapporteur | Merci, Här President. De Projet de loi, dee virläit, do geet et drëm, wa mer Feierdeeg hunn, déi openeefalen, dass déi géife verréckelt ginn. Ier den 11. Dag agefouert ginn ass, den Europadag, hate mer dat hei zu Lëtzebuerg weider ni, dass zwee Feierdeeg openeegefall sinn. Wat mer awer haten, dat ass, dass e Feierdag mat engem Sonndeg openeegefall ass. An do war och ëmmer d'Reegelung, wann e Feierdag op e Sonndeg fält, dass deen dann innerhalb vun dräi Méint géif erageholl ginn.

Ganz fréier, dorunner kënnen déi e bësse méi stänneg Kolleegen heibanne sech nach erënneren, ass deen direkt op den Dag drop geluecht ginn. Mee dat ass ofgeschaaft gi virun 20 Joer, wéi et geheescht huet, e géif net op den Dag drop geréckelt, mee e géif innerhalb vun dräi Méint erageholl ginn.

Dëse Projet de loi ass den 30. Juni 2023 vum Aarbechtsminister Georges Engel deposéiert ginn. An déi éischte Kéier ass an der Kommissioun ..., ass och e Renvoi gemaach ginn de 7. Juli 2023. Duerno sinn d'Avise komm vun de Beruffschamberen. Dee vun der Chambre de Travail koum de 24. November (veuillez lire: vun der Chambre des Salariés koum den 19. Oktober), dee vun der Chambre des Métiers den 22. Dezember an dee vum Conseil d'État och den 22. Dezember 2023.

An do wëll ech soen, do huet d'Kommissioun eppes gemaach, wat net grad üblech ass. Ech wëll dat direkt virewechhuelen an ech wëll och dofir ganz besonnesch all Mënsch, dee Member ass vun där Kommissioun, villmools Merci soen.

Mir hunn an där selwechter Kommissioun d'Avise gekuckt. Mir hunn de Rapport gemaach. Mir hunn de Rapport ugeholl, fir dass mer haut kënnen am Plenum iwwert dat Gesetz ofstëmmen, well et nämlech wichteg ass, an dat geet och aus verschiddenen Avisen ervir, dass d'Leit gär Rechtssécherheet hätten, wéi dee Problem ass. Well bei der Interpretatioun ware mer eis scho méi laang eens, dass dat esou misst gereegelt ginn, mee dass elo endlech en definitiven Text virläit fir dat. An dofir wëll ech alleguerten deene Leit, déi an der Commission du Travail sinn, e grousse Merci soen, dass mer dat esou konnte maachen.

Ech wëll och ënnersträichen, dass kee Feierdag bäikënnt. Et bleift nach ëmmer bei deenen eelef legale Feierdeeg, déi mer hunn. A wéini dat elo nach eng Kéier ka geschéien, dass der zwee openeefale wéi den Europadag a Christi Himmelfaart, dat huet och mam Kalenner ze dinn. Dir wësst, dass mer am Kalenner Feierdeeg hunn, déi ëmmer fest sinn, déi ëmmer op deem selwechten Dag sinn. An Dir wësst, dass mer Feierdeeg hunn, déi ëmmer 40 Deeg no anere Feierdeeg erfalen. An doduerch ass dat net alljoers d'selwecht, och net all siwe Joer d'selwecht, well och déi Kalennere wanderen. Dofir ass dat iwwerhaapt och méiglech gewiescht.

De Conseil d'État huet drop higewisen, dass et e Problem géif gi fir de Secteur communal, notamment dee vun de Musekschoulen, well et do Problemer gëtt. Mir hunn e Gesetz gestëmmt, Dir kënnt Iech alleguerten erënneren, de 26. Juli 2023 hu mer hei a voller Begeeschterung e Gesetz gestëmmt iwwert d'Musekschoulen. An do huet de Conseil d'État ënnerstrach, dass et awer och wichteg wier, dass déi Situatioun vun deene Leit géif gekläert ginn an dass och de Ministère de l'Intérieur sech wäert dorëmmer bekëmmeren.

Well aneschters wéi am Privatsecteur, ginn déi Dispositiounen ëmmer ..., all dräi Joer hält de Conseil de Gouvernement fest, wéini d'Vakanzen an d'Fräizäit an der Educatioun sinn. An do falen all Schoulen drënner. An do war d'Diskussioun, ob och d'Musekschoulen drënnerfalen oder net. Déi Interpretatioun ass esou ugeholl ginn. Mee do muss den Interieur nach déi entspriechend Dispositiounen huelen.

An den Avise vun de Chambre-professionellen ass ënnerstrach ginn, dass domadder endlech eng Clarification an eng Sécurité juridique kënnt. D'Chambre des Salariés huet och nach eng Kéier drun erënnert, dass een och nach hätt kënnen aner Dispositioune mat eranhuelen, mee an der Vitess, wéi et eis drëm gaangen ass, déi Legalitéit ze schafen, hu mer eis op dat beschränkt, wat do war.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet och drun erënnert, dass et wichteg ass, dass dat och fir d'Congéë vun de Fonctionnaire-communalle gemaach ginn ass. Déi Leit, déi heibannen och kommunalpolitesch Verantwortung droen, déi wëssen, dass do schonn d'lescht Joer am November eppes komm ass, wou festgehale ginn ass, dass déi Deeg och esou rattrappéiert ginn, dass deen een Dag erfält an dass deen aneren innerhalb vun dräi Méint misst erageholl ginn.

Et ass och d'Diskussioun geféiert ginn, firwat déi Diskussioun wier mat deenen dräi Méint. Firwat net einfach en Dag Congé derbäi? Do huet den Aarbechtsminister an der Sitzung vum 10. Januar ënnerstrach, dass et eebe wichteg ass, dass deen net einfach wéi laang opgeschobe gëtt, mee dass dee wierklech muss an engem Delai, wéi zum Beispill vun deenen dräi Méint, och erageholl ginn.

Dann hate mer nach den Avis vun der Chambre des Métiers, déi sech d'Fro gestallt huet, ob dat hei eng Solution politique wier, déi mer hei géifen huelen, déi dat e bësse méi kritesch gesinn huet, mee dass

et awer par hasard ëmmer emol kéint virkommen, dass zwee Deeg openeefalen. Ech wëll dobäi ënnersträichen: De Punkt ass, wéi ech virdru gesot hunn, dass dat eent fix Feierdeeg sinn an dat anert Feierdeeg sinn, déi net op engem festen Datum leien.

Duerno hu mer déi verschidde Positioune gekuckt. Mir hunn och elo verschidde Cas-de-figuren. Mir hunn ..., wann zwee Deeg ..., wa Leit op deem Dag schaffen, wou de Feierdag erfält, wéi do d'Dispositioune sinn, wéi déi dann erageholl ginn, dass deen deen Dag, wou e schafft, zegutt huet plus dann och nach eng Kéier deen Ausfall, deen en huet. Mir hunn d'Situatioun vun deene Leit, déi net géifen drop schaffen. Déi hu jo deen ee Feierdag, esou wéi en erfält, an deen anere kënne se innerhalb vun dräi Méint eranhuelen. An da muss een och nach eng Kéier soen, dass et och Leit gëtt, déi do nëmmen hallefdaags schaffen, well déi nëmme Kontrakter hunn, déi op hallefdaags ginn, wéi och do déi Kompensatioun géif gemaach ginn.

Dat sinn déi Positiounen, déi mer festgehalen hunn, déi och elo deementspriechend am Gesetz agefouert gi sinn, a woumadder et, wann ech richteg gekuckt hunn, awer elo nach wäert méi wéi zéng Joer daueren, bis dat do nach eng Kéier geschitt, well duerch d'Schaltjore kënnt jo och ëmmer eng Verschibung all véier Joer vun deenen Deeg. Mee da misst déi Problematik awer och definitiv am Code du travail gekläert sinn, fir dass een net méi drop zréckkënnt.

Dat gesot, nach eng Kéier alleguerten de Kolleege villmools merci fir déi konstruktiv Aart a Weis. An och versprach: Dat dote maache mer net méi op déi doten Aart a Weis, dass mer dat esou séier maachen. Mee et war dës Kéier am Interêt vun de Salariéen a vun de Betriber, dass jiddweree weess, wat d'Rechtslag ass mat dësem 9. Mee. Villmools merci. An ech ginn dann och, Här President – ech huelen dann eng Sekonn vun där anerer Zäit –, den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz, och fir Ären exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. André Bauler** (DP) | Jo, merci, Här President. Och wann ech heihinner kommen, wëll ech Iech direkt soen, datt ech et net ze laang wäert maachen. Ech wollt Iech jiddefalls Merci soen, datt Dir an eiser aller Numm dem Rapporteur Merci gesot hutt.

*(Hilarité)*

Datt zwee Feierdeeg op dee selwechten Dag falen, ass eng Situatioun, déi sou rar virkënnt, datt se bis ewell nach net gesetzlech gereegelt war. Haut leeë mer also fest, datt kee Feierdag verluer geet, mee datt deen zweete Feierdag mat engem zousätzleche Congésdag soll kompenséiert ginn.

Feierdeeg sinn nämlech net nëmmen Deeg, op deenen net geschafft gëtt, also aarbechtsfräi Deeg, mee si hunn dacks eng symbolesch Valeur. Si erënneren eis un Evenementer, déi eng Gesellschaft kollektiv erlieft huet oder déi sech aus der kultureller oder reliéiser Geschicht vun engem Land erginn a vu Bedeitung sinn oder als erënnerungswierdeg empfonnt ginn.

Christi Himmelfaart oder „Christi-klamm-op", wéi verschidde Lëtzebuerger soen, fält wéinst dem variabelen Datum vun Ouschtere vu Joer zu Joer op en aneren Datum. Et ass en ale Feierdag, deen eebe 40 Deeg no Ouschtere stattfënnt.

Den 9. Mee ass e gesetzleche Feierdag, deen 2019 vun der leschter Regierung agefouert gouf. Dësen Dag erënnert un d'Deklaratioun Schuman vun 1950, déi eng éischte Kéier eng enk Zesummenaarbecht tëschent den europäesche Länner virgezeechent huet. Den 9. Mee gëllt domadder souzesoen als „Grënnungsdag" vum Europa, wat mir haut kennen, an deem mir haut liewen. Als Grënnungsmember vun der Europäescher Gemeinschaft huet Lëtzebuerg der EU vill ze verdanken, virun allem eise Wuelstand, eis Sécherheet an eis Beweegungsfräiheet. Aus dëser Iwwerzeegung eraus huet déi lescht Regierung ënnert dem deemolege Premier- a Staatsminister Xavier Bettel, engem bekennenden Europäer, den 9. Mee zum Feierdag gemaach.

**M. Fernand Etgen** (DP) | Très bien!

**M. André Bauler** (DP) | Dës Entscheedung soll awer net derzou féieren, datt de Leit dëst Joer en anere Feierdag, nämlech Christi Himmelfaart, verluer geet. All Feierdag huet eebe seng eege Bedeitung a säin eegene Wäert. An dofir soll dëse Gesetzesprojet jo dann haut vun eis gestëmmt ginn.

**Une voix** | Très bien!

**M. André Bauler** (DP) | Dat gesot, ginn ech natierlech gären den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet a soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

**M. Fernand Etgen** (DP) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Haagen.

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Merci, Här President. D'LSAP-Fraktioun gëtt den Accord zu dësem Projet de loi, dee vum fréieren Aarbechtsminister, dem Här Engel, deposéiert ginn ass an deen d'Problematik natierlech och léist mat deenen zwee Feierdeeg, wa se op een Dag falen. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Très bien, Här Haagen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech wëll dem Här Marc Spautz dann en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport zu dësem „Turbogesetz", wann een esou wëllt soen. Ech hoffe jo net, datt et ëmmer virkënnt. Den Här Spautz huet et jo gesot: Et war ausnamsweis am Sënn vun der Saach.

Ech mengen, et muss jo och iergendwéi Rechtssécherheet do si fir d'Leit dobaussen. An dat kann ee jo net besser maache wéi am Ufank vum Joer mat dësem Gesetz hei. Ech mengen, dat ass jo ganz kloer, well am Ufank vum Joer gi jo déi eenzel Congésdeeg festgeluecht an och de Betrib muss dat jo kënnen organiséieren.

Erlaabt mer awer vläicht eng ganz kleng Remark zum Schluss vu menger Interventiount. Wéi deemools de Feierdag agefouert ginn ass, do hu mir virgeschloen, mir sollten et den 10. Oktober maachen. Dann hätte mer dee Problem haut net gehat. Mee dat gesot, wollt ech awer drop opmierksam maachen, datt ech dat deemools gesot hunn. Dat wier jo dann d'Journée de commémoration. Dann hätte mer dat du gehat, da wier dee Problem haut net komm.

An an deem Sënn ginn ech den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz an ech soen dem Här Spautz nach eng Kéier Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engelen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här François Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här President, ech wollt dem Här Spautz Merci soe fir säi Rapport.

*(Hilarité)*

An och wann haut kee Feierdag ass, stëmme mer dat Gesetz mat.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, dat weist, datt et méi einfach wär, wann all d'Feierdeeg no engem gereegelte Kalenner géife stattfannen an net 40 Deeg no engem aneren Evenement, wat och nach vun iergendengem Moundkalenner erëm ofhänkt. Bon, mir hunn awer elo nach déi Feierdeeg an deementspriechend ass et wichteg, datt mer hei eng Léisung hunn, déi vläicht dann an deenen nächsten 30, 40 Joer nach eng Kéier gebraucht gëtt. Dofir stëmme mer dat heiten och mat am Interêt vun de schaffende Leit.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. An dann ass et um Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Den 9. Mee hu mer dann dëst Joer de Christi-klamm-op-/Europadag.

*(Hilarité)*

A well dat esou ass, datt zwee Feierdeeg openeentreffen, ass eeben een zousätzlechen Dag, deen a Congé verwandelt gëtt, deen innerhalb vun dräi Méint ze huelen ass. Et ass also net esou, datt e Congésdag einfach esou bäikënnt, mee et ass e Feierdag, deen an e Congésdag verwandelt gëtt.

Dozou dräi kuerz Bemierkungen: Déi eng ass – den Här Spautz huet et gesot –, dass mer a ganz séierem Tempo do derduerch gaange sinn, wat awer an dësem Fall, mengen ech, richteg war, fir Sécherheet ze ginn de Salariéen an awer och den Entreprisen, wat op se duerkënnt. Duerfir ass et och wichteg, datt mer dat hei elo votéieren.

Déi Remark mat deenen dräi Méint huet eigentlech dorobber ofgeziilt, datt et awer zwee Regimmer gëtt: deen ee vun der Fonction publique, wou deen Dag einfach bäigesat gëtt, an dee vun de Salariéen, de Privatugestallten, déi en innerhalb vun dräi Méint mussen huelen. Dat ass e klengt Hoer an der Zopp, mee mer loossen et an dësem Fall dann och do, wou et ass, nämlech an der Zopp, a waarden drop, datt endlech d'Congésdeeg eropgesat gi vu 26 op 30 an datt mer endlech eng Kéier eng sechste Congéswoch kréien.

Merci.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum.

An dann ass et elo un der Regierung.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | Merci, Här President. Ech wollt de Membere vun der Kommissioun och nach eng Kéier e grousse Merci soe fir déi Flexibilitéit, déi se un den Dag geluecht hunn, fir dat doten esou séier wéi méiglech kënnen ze evakuéieren. An ech mengen, et ass soss alles gesot ginn. Och dem Rapporter nach eng Kéier villmools merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, d'Diskussioun ass also elo ofgeschloss.

An dann, éier mer zum Vott kommen, erënneren ech wéi üblech drun, datt Der Iech misst aloggen, wann Der wëllt matstëmmen. An dat wär gutt, wann Der géift matstëmmen.

Sou, da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8266. Den Text steet am Document parlementaire 8266[6].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8266 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. D'Votes par procuration sinn och gemaach. An de Vott ass dann heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass dat follgend: Jo-Stëmmen: 59, Nee-Stëmmen: keng, an Abstentioun: keng. De Projet de loi ass also mat 59 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl ginn.

*Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8266 est adopté à l'unanimité des 60 votants.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat also esou decidéiert.

## 10. 8161 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection des informations classifiées, fait à Paris, le 1er juillet 2022

## 8162 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Bruxelles, le 7 décembre 2020

Mir kommen elo zum Projet de loi 8161, engem Accord tëscht Lëtzebuerg a Frankräich, an zum Projet de loi 8162, engem Accord tëschent Lëtzebuerg a Litauen, béid iwwert den Austausch an de Schutz vu géigesäiteg klassifizéierten Informatiounen. D'gemeinsam Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet zéng Minutten, déi jeeweileg Sensibilitéiten a Fraktioune fënnef Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Christophe Hansen, den Här Yves Cruchten, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement.

Ech krut virdru gesot, datt verschidde vun de Riedner net onbedéngt misste schwätzen. A wa se net géife schwätzen, géif dat heeschen, datt se den Accord vun hirer Fraktioun oder Sensibilitéit géife ginn, wat eng positiv Haltung zu eiser Zäitorganisatioun ass. D'Wuert huet also elo de Rapporteur vun deenen zwee Projet-de-loien, den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région***

**M. Gusty Graas** (DP), rapporteur | Merci, Här President. Mir liewe leider an enger Welt vun enger gewëssener Onsécherheet. Mir stellen all Dag permanent Konflikter fest, sief dat um militäresche Plang; mir hunn terroristesch Uschléi; déi organiséiert Kriminalitéit hëlt ëmmer aner Dimensiounen un; an da gëtt et och d'Industriespionage an dann déi nei, modern Waff, dat ass jo déi sougenannte „Cyberattack". Et heescht also da besonnesch an deenen demokratesch gesënnte Länner, Preventioune festzehalen, fir all déi Attacken kënnen awer dee Moment ze evitéieren.

Dowéinst gëtt et schonn zënter méi Laangem eng Rei vun Accorden, fir sougenannte klassifizéiert Informatiounen auszetauschen. Dat heescht, hei geet et ëm de Schutz vu vitalen nationalen Interesse vun deenen eenzelne Staaten. Duerfir muss och versicht ginn, datt wichteg Informatiounen net einfach kënnen esou divulguéiert ginn, a fir datt net aner Staate kënne versichen, eenzel Staaten ze destabiliséieren. A jee no Grad vun deenen Informatioune ginn och da gewësse Kategorië festgehalen.

Et ass och nach vläicht hei ze bemierken, datt et awer och spezifesch Informatioune gëtt, déi engem spezielle Protektiounsregimm ënnerleien, da schwätze mer vun engem sougenannte multilaterale Kader. Ech nennen hei d'NATO. Ech nennen natierlech och d'Europäesch Unioun. An an deenen eenzele Länner gëtt et dann awer erëm eng Kéier spezifesch Gesetzer, fir am Fong geholl och eng Base légale ze schafen, fir datt deen Informatiounsaustausch do ka stattfannen. Hei zu Lëtzebuerg ass dat d'modifizéiert Gesetz vum 15. Juni 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.

Op Basis vun dësem Gesetz gëtt et hei zu Lëtzebuerg u sech véier Kategorië vun Informatiounen. Dat heescht fir d'éischt emol déi, déi streng geheim sinn, da sinn et déi, déi geheim sinn, da sinn et déi, déi vertraulech sinn, an dann och déi, déi enger limitéierter Verdeelung ënnerleien.

Et dierft wuel keen iwwerraschen, datt déi Informatiounen, déi streng geheim sinn, datt déi just vun de Membere vun der Regierung, vum Chef d'état-major vun der Arméi respektiv vum Direkter vum Geheimdéngscht souwéi och eenzele Fonctionnairë kënnen natierlech agesi ginn.

Do gëtt et natierlech eng ganz spezifesch Prozedur, op déi ech elo am Detail net wäert agoen.

Haut stëmme mer zwee Accorden. Deen een ass mat Frankräich, deen aneren ass mat Litauen. Mat Frankräich ass elo vläicht e bëssen den éischte Moment liicht iwwerraschend, well ee seet: Ma wéi ass et da méiglech, datt mer mat deem Land nach keen Accord ënnerschriwwen hunn? Dat stëmmt awer nëmmen zum Deel. Mir hu selbstverständlech mat Frankräich schonn eng Kéier esou en Accord ënnerschriwwen, an dat war am Joer 2004. Mee vu datt Frankräich entretemps hir Legislatioun ugepasst huet, mussen och eis Accorde mat hinnen nei verhandelt gi respektiv och dee Moment zréckgehale ginn.

Ech behandelen elo am Fong geholl déi zwee Gesetzesprojeten och hei zesummen aus deem ganz einfache Grond, well se inhaltlech u sech dat selwecht erëmginn, soudatt et a sech net noutwendeg wär, dann zweemol getrennt iwwert déi eenzel Projet-de-loien ze schwätzen.

Dës Projet-de-loie respectivement den Inhalt dervu sinn natierlech och direkt liéiert un de Geheimdéngscht hei zu Lëtzebuerg. Dat erkläert och, firwat, wéi mer déi Projeten an der Kommissioun presentéiert respektiv och diskutéiert hunn, datt do och Membere vum Geheimdéngscht natierlech uwiesend waren. Just entre parenthèses: De Geheimdéngscht besteet zënter 1960 hei zu Lëtzebuerg.

Wat wichteg ass an deem Accord, dat ass, datt déi jeeweileg Parteie sech dozou verflichten, u sech déi ausgetoschen Informatiounen op deem selwechten Niveau ze behandelen an deenen zwee verschiddene Länner.

Da ginn natierlech och gewësse Reegelen opgestallt, wat d'Reproduktioun an d'Zerstéierung vun deenen Informatiounen ubelaangt. Wat och wichteg ass ze ënnersträichen, ass, datt déi Informatiounen nëmme kënnen um diplomatesche Wee ausgetosch ginn. Et ass also net esou, datt een dat dann iwwer, wéi mir dat jo esou reegelméisseg maachen, eng E-Mail oder sou …, esou einfach ass et natierlech net. Ech mengen, dat ass ganz kloer, datt do scho mussen extreem streng Reegele gëllen.

Ech wëll och dann hei drun erënneren, datt déi zwee Projete keen Impakt op de Staatsbudget hunn. Bis elo sinn eng ronn 31 Accorden esou mat enger Rei Länner ënnerschriwwe ginn. An d'Absicht vun der Regierung ass, fir doriwwer eraus natierlech och nach mat Länner aus der Europäescher Unioun, wou mer nach keen esou en Accord hunn, dann esou Accorden ze ënnerschreiwen. A firwat och net mat Länner, déi net onbedéngt Member vun der Europäescher Unioun sinn. Ech denken hei natierlech virun allem an éischter Linn un NATO-Memberstaaten.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, déi zwee Accorde goufen de 24. Februar 2023 vum fréieren Ausseminister, vum Här Jean Asselborn, hei deposéiert. An den 21. Dezember gouf de President vun der aussepolitescher Kommissioun dann och zum Rapporter vun deenen zwee Gesetzesprojeten hei designéiert.

Dann nach e Wuert vläicht iwwert d'Avisen. Déi zwee Avise vum Conseil d'État si vum 21. Juli 2023 respektiv 10. Oktober 2023. Zum Fong hat u sech déi héich Kierperschaft näischt zu deenen zwee Projeten ze soen. Ech wëll allerdéngs op een Aspekt nach hei hiweisen aus dem Avis vum Staatsrot (ndlr. aus dem Avis vum Staatsrot zum Accord mat Frankräich). Dee betrëfft den Artikel 16.2., dee gesäit zum Beispill vir, datt „en tant que de besoin, les […] Autorités de sécurité compétentes des Parties se consultent au sujet des aspects techniques spécifiques concernant l'application du présent Accord." De Conseil d'État huet dorauser beschloss, well et sech dann nëmmen ëm technesch Mesüren handelt, datt déi u sech net méi misste vun der Chamber approuvéiert ginn, mee se missten awer am Journal officiel publizéiert ginn.

D'Avise vun der Chambre de Commerce, déi datéiere vum 18. Abrëll 2023 respektiv 25. Abrëll 2023. An

zweemol hat och d'Chambre de Commerce déi Projet-de-loien approuvéiert.

Wat elo d'Commentairë vun den Artikelen ubelaangt, sou hu mer als Kommissioun eng Remark ze maachen. U sech bestinn déi zwee Gesetzesprojete just aus engem eenzegen Artikel. Da bräichte mer u sech nëmmen e Commentaire zu engem eenzegen Artikel ze maachen. Mir waren allerdéngs der Meenung, wéinst der Transparenz a fir awer och e bësse méi den Inhalt no bausse bekannt ze maachen, datt een awer och de Commentaire des articles aus dem Exposé des motifs zu dem Accord selwer géif iwwerhuelen. Ech ginn natierlech elo net op déi eenzel Artikelen hei an, mee et ass awer wichteg, datt an deem Projet de loi dann och emol den Inhalt vum Accord méi bekannt gemaach gëtt.

Ech wëll drop hiweisen, datt zum Beispill den Accord mat Litauen 13 Artikelen hat, an dee mat Frankräich, deen hat der 17.

Just, ëm wat ass et inhaltlech do gaang? Ganz kuerz déi wichtegst Theemen hei nach eng Kéier an Erënnerung bruecht: d'Sécherheetsprinzippien an d'Equivalenzen zwëschent deene verschiddenen nationale Klassifikatiounen, awer och d'Visitte vun den Echangen, well, wéi gesot, och do kënnen déi Länner mutuel Visitte maachen, fir ze kucken, wéi d'Entwécklung vun dem Echange vun deenen Informatiounen ass.

Voilà. Déi zwee Rapporte goufen eestëmmeg de leschten 8. Januar ugeholl. Ech weess, dat hei ass elo e bësselche méi en technesche Projet, mee en ass awer mat Sécherheet net onwichteg, well et geet hei virun allem och ëm d'Sécherheet a vital Interesse vun eisem Land. An ech géif jo dovun ausgoen, datt keen heibannen ass, deen dat wëll a Fro stellen.

Dofir bréngen ech och ofschléissend den Accord vun der Demokratescher Partei a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Graas, fir Äre mëndlechen a schréftleche Rapport.

An d'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Christophe Hansen.

***Discussion générale***

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. An de Rapporteur Gusty Graas war immens komplett. Dat erlaabt mir dann och, immens kuerz ze sinn.

Ech mengen, déi zwee Gesetzestexter, déi mer hei haut stëmmen, sinn immens wichteg. Et geet hei ëm déi national Sécherheet, zum Beispill bei Menacë vun Terrorismus, bei Cyberkriminalitéit, Proliferatioun vu Waffen an änleche Bedroungen. Et geet ëm eng verbessert international Zesummenaarbecht an enger méi vernetzter Welt tëschent verschiddene Länner. An et geet natierlech och ëm d'Optimisatioun vu Ressourcen. Well wann Experten esou Donnéeën, déi klassifizéiert sinn, mussen traitéieren, wa se dat op béide Säite vun enger Grenz musse maachen, kascht dat natierlech méi Ressourcë vun dem Point de vue Ressource humaine, awer och vun der Aarbecht. Dat heescht, et ass zwar hei elo käschtenneutral, wat mer votéieren, mee et spuert awer och Käschten. An ech mengen, dat ass wichteg, eng Kéier ze ënnersträichen.

Mir wäerte bei Krisen a Menacen, wéi ech se genannt hunn, méi reaktiv kënne sinn a besser anticipéiere kënnen. Dat erlaabt eis och, Risiken ze minimiséieren. An dat kann am schlëmmste Fall dann eeben och, oder am beschte Fall, Liewe retten. An dofir sinn dat heiten zwee wichteg Texter, déi mer da wäerten ofstëmmen.

Ech mengen, déi Ofkommessen, déi zwee, sinn awer och en Zeeche vun engem staarke géigesäitege Vertrauen tëschent Länner. An ech mengen, et ass och e Beweis, dass eis Diplomatie funktionéiert. An dofir kann d'CSV hei och mat zwou Hänn mat ënnerschreiwen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hansen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten. En huet mir matgedeelt, e misst net onbedéngt dozou schwätzen, dat géif awer heeschen, datt den Accord vun der LSAP-Fraktioun ofgeséchert wier.

Dann huelen ech den nächsten ageschriwwene Riedner, dat ass den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. E puer Kommentare vun eiser Säit vläicht. Dat Éischt ass, datt mer eis scho méi dacks gewonnert hunn, wéi laang et dauert, bis esou Accorden dem Parlament virgeluecht ginn.

Mir haten am Joer 2016 eng Nott kritt aus dem Staatsministère, datt den Accord mat Litauen „en voie de finalisation" wär „en 2016". 2016 hu mer dat gesot kritt, 2020 ass en dunn ënnerschriwwe ginn. 2023 ass en an de legislative Prozess komm an 2024 hu mer en elo hei leien. Dat ass ganz laang.

An deemools krute mer och gesot, et wär mat Italien, Malta, Rumänien an Ungarn, déi wären och … Ech weess elo net, wou déi dru sinn. Mee d'Fro ass net nëmmen, ob mer elo geschwënn do sinn, wou mer hiwëllen, nämlech datt mer mat all NATO-Staat an all EU-Staat esou en Accord hunn, mee och, wéi déi Delaie sinn, datt dat vläicht ka méi séier goen. Mir liewen an enger onsécherer Welt, och aner Kolleegen hunn dat gesot, a mir wären op jidde Fall frou, wann déi Aarbechte kéinte séier virugoen.

Eng zweet Bemierkung betrëfft déi Habilitations de sécurité. Fir d'nächst Kéier, wa mer eng Plenière hunn, huet d'ADR eng Question élargie gestallt. Den Här Frieden ass dann d'nächst Kéier do, Enn Januar, da wäerte mer doriwwer schwätzen.

Et ass eis Suerg, datt déi Habilitations de sécurité net deem Niveau entspriechen, dee se missten hunn. Mir haten och schonn e puermol dem Här Staatsminister – dat war dunn an der Vergaangenheet den Här Bettel – eng Question parlementaire gestallt. Den Här Bettel huet eis geäntwert, datt hien déi Suergen net géif deelen. Mir hu se awer nach a mir wäerten elo dem neien Här Staatsminister och déi Froe stellen, och mat eiser Argumentatioun. Et ass fir eis ganz wichteg, datt Lëtzebuerg e kredibele Partner ass an datt déi Habilitations de sécurité esou ausgestallt kënne ginn, datt se effektiv och zouverlässeg eng gewësse Sécherheet kënne bidden.

Deen drëtte Punkt ass de Kommentar vum Staatsrot, dee mer gesinn hunn an deem Gesetz, wat eis mat Frankräich elo esou en Accord gëtt. Den Här Graas hat doriwwer geschwat. An do ass eigentlech gesot ginn, datt den Artikel 37 vun der Verfassung géif virgesinn, datt eebe just – an dat ass och richteg esou, mir haten en Avis juridique virun e puer Joer gehat am Kader vun der Defense – Accorden net der Ratifizéierung vum Parlament hu misse virgeluecht ginn, déi reng en Echange vun techneschen Donnéeë géife betreffen, zum Beispill d'Telefonsnummere vu verantwortleche Beamten an iergendengem Dossier. Sou Saache brauchen natierlech net am Parlament behandelt ze ginn. Alles anescht awer schonn!

Elo ass et awer esou, datt deen Artikel 37 an där Form net méi existéiert, well mir haten an der Tëschenzäit eng Verfassungsrevisioun. Am Artikel 46, deen elo d'Traitéë concernéiert an där neier Verfassung, feelt ee wichtege Saz an eisen Aen, deen am Artikel 37 vun där fréierer Versioun vun der Verfassung awer do war, an dee Saz ass: „Les traités secrets sont abolis." Esou huet et fréier geheescht an der Verfassung. An eisen Ae vollkommen zurecht. An där neier ass dee Saz net zréckbehale ginn, wat mir bedaueren.

Elo ass et awer esou, datt domadder och eng Rei Konsequenze kënne verbonne sinn, an et ass natierlech d'Interpretatioun, wéi och de Staatsrot gesot huet, datt an Zukunft och weider alles soll dem Parlament virgeluecht ginn, ausser deene ganz techneschen Accorden.

An d'Fro un d'Regierung ass natierlech: Ass dat och d'Intentioun vun der Regierung, fir weiderhin all Accord, egal wéi en heescht, ob dat e Mémoire d'entente ass oder en Traité oder soss iergendeen internationaalt Ofkommes, wéi et och d'Jurisprudenz preziséiert, dem Parlament zur Ratifizéierung virzeleeën? Wa jo, an dat hoffe mer jo, datt dat d'Linn vun der Regierung ass, dann ass natierlech och d'Fro un d'Regierung: Gëllt dat dann an Zukunft och fir d'Programmes indicatifs de coopération, déi bis elo, an eisen Ae fälschlecherweis, net dem Parlament virgeluecht goufen, wou mir awer ëmmer insistéiert hunn als ADR, datt mer och déi Accorde mussen hei an der Plenière kënnen diskutéieren en vue vun enger Ratifizéierung, sou wéi all aneren internationalen Accord och?

Dat ass eng Fro, déi mer alt bei dëser Geleeënheet dann och un d'Regierung wéilte riichten, a mir soe villmools Merci fir d'Äntwert. Mir droen als ADR selbstverständlech och déi zwee Accorde mat. Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Wann ech richteg verstanen hunn, wëllt d'Madamm Tanson d'Wuert elo net huelen. Dat heescht dann och, datt si den Accord vun der grénger Sensibilitéit ginn hätt, wa se geschwat hätt. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass dann den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Ech probéieren, et ganz kuerz ze maachen. A virewech: Mir ginn den Accord fir déi zwee Texter. Ech mengen, datt et ganz kloer ass, datt mer eis do musse mat eise Partner concertéieren an och eis mat eise Partner mussen eens sinn, wéi mer dat géigesäiteg maachen, wann et ëm de Geheimnisschutz geet.

Elo maachen ech awer e bëssen deen nämmlechte Constat wéi mäi Virriedner. Mir hunn an e puer Question-parlementairen an der Vergaangenheet ëmmer rëm déi „security clearances", wéi se genannt ginn, kritesch begleet, well eeben och schonn an der internationaler Press awer doriwwer geschwat gëtt a Lëtzebuerg u sech do ëmmer mat engem bloen Aen ewechkënnt.

Et gëtt ëmmer erëm, ënner anerem och elo rezent an der europäescher Press, awer och schonn an der lëtzebuergescher Press, doriwwer geschwat – „Reporter" huet do ënner anerem zitéiert –, a souguer d'Regierung huet an engem Projet de loi, nämlech am 7741, gesot, datt d'ANS (ndlr: Autorité nationale de sécurité) zum Beispill op verschidden Datebanke wéi de Fichier central – do fillt ee sech dann op eemol rëm fënnef Joer méi jonk – keen Accès méi hätt. An – an dat ass da ganz witzeg – an den Amendementer zum Projet de loi 7741 steet dann dran, vun der Regierungshand geschriwwen, datt déi ANS, déi mam Gesetz 6961 – nach ëmmer um Instanzewee zënter 2016! – ze kreéiere wär,

da rëm géif Accès kréien, well mer et an deem Gesetz géife verankeren.

Jo, mir hunn dat Gesetz awer nach ëmmer net gestëmmt! Dat heescht, mir hunn nach ëmmer esou e Couac dran, datt dat eent Gesetz zwar een Accès rëm erméiglecht, dat anert Gesetz awer nach net gestëmmt ass, wat deen Accès operationaliséiert, soudatt zumindest en Deel vun deene Kritickpunkten, déi u Lëtzebuerg erugedroe gi vun der internationaler Press, fir mech net ausgeraumt sinn.

An deementspriechend sinn ech frou, wann d'Regierung do nach eng Kéier wäert an deenen nächste Woche kloer Stellung huelen. Mir waarden op alle Fall mat Nodrock drop, datt och dat ANS-Gesetz weidergeet um Instanzewee. Ech stelle just fest, datt do scheinbar keng Prioritéit ass, well wann dat zënter 2016 do läit an nach ëmmer do läit ...

*(Interruption)*

... dann ass dat net ganz, ganz séier. Déi lescht Amendementer vun der Regierung si vum 25. Abrëll 2023.

Dat gesot, dat hunn ech scho virdru gesot, gi mir eisen Accord fir dee Projet hei, fir déi zwee Projeten. Nichtsdestotrotz wär et awer gutt, wa mer och géifen eis Hausaufgabe maachen an net nëmmen eis Accorde géife stëmmen, mee och géifen déi Security Clearances rëm op e stabillt Fundament setzen.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Domadder ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här President. Ech soen dem Rapporter Gusty Graas Merci. Ech mengen, e war a sengem Rapport méi wéi kloer.

Ech wëll mech hei net amëschen an d'Aarbecht vun der Chamber, mee ech wëll just drun erënneren, dass et och Revendicatioune vu Primmen et cetera, et cetera gi sinn, déi d'Saache mat an d'Längt gezunn hu bei verschiddenen Texter. Ech ginn elo net an den Detail, Dir wësst ganz genau, vu wat ech schwätzen.

Déi zweet Saach ass: Et gëtt och e Contentieux! Dofir ginn ech och net op de Fong an. Mee ech si selbstverständlech frou, als fréiere Responsabele vun der ANS, wann dat neit Gesetz esou séier wéi méiglech gestëmmt ka ginn, mee ech sinn net méi responsabel iwwert deen Dossier.

Dofir beschränken ech mech op deen heite Punkt, fir just dem Rapporter Merci ze soen a fir och ze soen, dass et selbstverständlech wichteg ass, mat Partner en Echange ze hunn an och Vertrauenspartner ze sinn. Wa mer keng Vertrauenspartner wieren, géifen d'Leit och net mat eis Accorden ënnerschreiwen, dat wëll ech och just soen. Mee mir sinn och nach net fäerdeg, well hei ass d'Informatioun ...

*(Brouhaha)*

Ass de Kaffiskränzche fäerdeg hei oder net?

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Also, wann Diskussioune sinn, géif ech bieden, déi dobaussen ze féieren. Ansonste lauschtere mer dem Ausseminister no, deen d'Wuert huet.

*(Interruptions)*

**M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Just ... Nee, mee et ass kee Problem, de Stater Schäfferot hat eng wichteg Reunioun.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Ausseminister, zum Sujet.

**M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Just, Här President, et ass wichteg, dass mer net hei d'Gefill ginn, mir wiere kee vertrauensvolle Partner, soss géife mer och net haut déi zwee Texter stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Regierung Merci.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung vun de Projets de loi, well d'Diskussioun ofgeschloss ass. Mir haten zwar eng gemeinsam Diskussioun iwwert déi zwee Gesetzestexter, mussen awer selbstverständlech zwee separat Votte maachen.

An déi éischt Ofstëmmung geet iwwert de Projet de loi 8161. Deen Text steet am Document parlementaire 8161[3].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8161 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Mir kommen zum Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass dat follgend: Jo-Stëmmen: 58, Nee-Stëmmen: 2, a keng Enthalung. De Projet de loi ass also mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch (par M. Meris Sehovic), Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

*Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8162. Den Text steet am Document parlementaire 8162[3].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8162 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass dat follgend: Jo-Stëmmen: 57, Nee-Stëmmen: 2, a keng Enthalung. De Projet de loi ass also mat 57 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch (par M. Meris Sehovic), Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

*Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 11. Heure d'actualité du groupe politique déi Lénk au sujet du conflit au Proche-Orient

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert de Konflikt am Noen Osten, déi déi politesch Sensibilitéit déi Lénk ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalen an d'Riedezäite sinn déi follgend: Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet zéng Minutten, jiddwer Fraktioun a Sensibilitéit huet jeeweils fënnef Minutten, d'Regierung huet fofzéng Minutten. Et hu sech elo schonn ageschriwwen: déi Häre Christophe Hansen, Gusty Graas, Yves Cruchten, Fernand Kartheiser, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo den honorabelen Här David Wagner als Vertrieder vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk. Här Wagner.

***Exposé***

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci villmools, Här President. Zanter de mäerderesche a grujelege Krichsverbriechen, déi d'Hamas géint eng 1.200 Zivilisten, also géint eng 900 Ziviliste plus 300 Membere vun de Sécherheetsdéngschter, am Süde vun Israel de 7. Oktober begaangen huet a wouropshin och eng 700 Geisele festgeholl goufen, wouvunner der en Deel fräi gelooss goufen, huet déi humanitär a mënschlech Situatioun am Noen Oste katastrophal Proportiounen ugeholl.

Doropshin huet Israel eng militäresch Offensiv gestart, déi e katastrophaalt Ausmooss ugeholl huet. Et ass schwéier ze soen, wéi vill Leit an der Gazaträif bis elo der israeelescher Arméi zum Affer gefall sinn, well souwuel d'Press wéi och d'ONGen an d'UNO-Agencen net richteg schaffe kënnen oder beschoss ginn. Mee et kann een dervunner ausgoen, datt wéinstens

23.000 Leit, dorënner ëm déi 10.000 Kanner, ermuert gi sinn an eng 60.000 verwonnt.

Mee net nëmmen dat! Fir déi, déi net ënnert de Bomme stierwen, do suergt de Staat Israel derfir, d'Gazasträif onliefbar ze maachen, andeems Schoulen, Spideeler, Drénkwaasser, Liewensmëttel, Medikamenter an all liewenswichteg Infrastrukturen zerstéiert ginn. D'israeelesch Regierung erkläert, dat wär alles wichteg, fir d'Hamas ze zerstéieren.

Mee et gëtt vun Dag zu Dag méi kloer, datt de Krich géint d'Hamas zum Virwand geholl gëtt, fir d'Palästinenser aus Gaza ewechzedreiwen. Méi wéi eng Kéier hunn héichrangeg Regierungsmembere vun Israel kloergestallt, d'Palästinenser wiere „mënschlech Déieren". Esou de Verdeedegungsminister Joaw Galant oder de Sécherheetsminister Itamar Ben-Gvir oder och de Finanzminister Bezalel Smotrich, déi der Meenung sinn, et wier besser, d'Palästinenser géifen hir Heemecht verloossen. Net ze vergiessen de Premierminister Benjamin Netanjahu, deen och d'Aalt Testament zitéiert, fir e Massemuerd ze justifizéieren.

Natierlech sinn esou Aussoen net representativ fir déi gesamt Bevëlkerung an Israel a bestëmmt och minoritär. A genausou wéineg, wéi et falsch ass, déi palästinensesch Bevëlkerung mat der Hamas gläichzestellen, esou wéi déi israeelesch Regierung et mécht, ass et falsch, d'Judde mam israeelesche Staat gläichzestellen, iwwerhaapt israeelesch Bierger mat hirem eegene Staat gläichzesetzen.

En anere Feeler, deen een net begoe soll, ass, eng Symmetrie tëscht den zwou Partien ze schafen. Mir hunn et hei net ze di mat engem Konflikt tëschent zwee Staaten, déi an territorialer Konkurrenz wieren an déi iwwer vergläichbar Verdeedegungsmëttele verfüge géifen. Mir hunn et mat enger kolonialer Situatioun ze dinn, wou een dominante Staat, Israel, enger Bevëlkerung, der palästinensescher, d'Recht op Selbstbestëmmung verneint. An net nëmme verneint, mee lues a lues, Stéck fir Stéck, déi unerkannte palästinensesch Territoirë besidelt. D'Kolonien am Westjordanland sinn net just moralesch verwerflech, mee och juristesch illegal.

Dës Heure d'actualité hate mer de 14. Dezember ugefrot an an der Tëschenzäit huet sech d'Situatioun weiderhi staark entwéckelt. Den Zoufall huet et awer esou gewollt, datt dës Debatt zum richtegen Zäitpunkt stattfënnt, nämlech e puer Deeg nodeems den Här Ausseminister sech d'Situatioun op der Plaz ugekuckt huet a sech mat ville Responsabele vun der Palästinensescher Autoritéit, de Vereenten Natiounen an der israeelescher Regierung ausgetosch huet. An dës Initiativ ass och ausdrécklech ze begréissen. Si ass ëmsou méi ze begréissen, well den Här Ausseminister kloer Wierder geschwat huet an ënner anerem de Stopp vun der Koloniséierung vum Westjordan gefuerdert huet a sech fir en humanitäre Waffestëllstand ausgeschwat huet.

Esou Aussoe sinn net extravagant. Si schreiwe sech an de Respekt vum internationale Recht an, deem sech all Natioun op dëser Welt ze verflichten huet.

Här President, ech muss awer och zouginn, datt d'Ausso vum Premierminister a sengem Neijoerschinterview op RTL mech relativ staark schockéiert huet. An ech war bei Wäitem net deen Eenzegen, deen an deem Fall war.

*(Interruption)*

D'Ausso vum Här Frieden war, ech zitéieren: „Ech verbidde mer total ze jugéieren, wéini ee muss ophale mat reagéieren oder net!" Ech mengen, Här President, jiddereen, deen e bëssen eppes vum internationale Recht hält, deem mussen d'Ouere spatz gi bei esou enger Ausso, déi all Form vu kricherescher Aggressioun legitiméiert an d'internationaalt Recht total aushiewelt. Esou eng Ausso dréit och derzou bäi, Lëtzebuerg international ze isoléieren.

Här President, souwuel de Massaker an der Gazasträif wéi och de Fakt, datt Israel zënter iwwer 70 Joer eng illegal Siidlungs- a Besatzungspolitick bedreift, gëtt fir ëmmer méi Leit op der Welt als ondrobar wouergeholl. Dat erkläert och, firwat zanter elo dräi Méint all Woch op der ganzer Welt Solidaritéitsdemonstratioune stattfannen.

De Versuch vun der israeelescher Regierung, dës Demonstratiounen als antisemittesch oder als vun der Hamas manipuléiert duerzestellen, ass gréisstendeels gescheitert. D'Leit loosse sech net beieren. An dat mierkt een zemools an den USA, wou Milliounë Leit reegelméisseg op d'Strooss ginn, fir hir Solidaritéit mat der palästinensescher Bevëlkerung auszedrécken. Dat sinn dacks jonk Leit, mee net nëmmen. Dat sinn dacks Leit, déi ekonomesch net privilegiéiert sinn. Dat sinn dacks Leit, déi selwer wéinst hiren Originnen ënnerdréckt ginn oder goufen, Latäinamerikaner, Natives, Afroamerikaner, Araber an och Judden. An dat gëllt souguer net just fir d'USA.

Zréck bei den Droit international: Dee gëtt et! An e kennt Reegelen, déi fir all Staat gëllen. Allerdéngs ass et esou, datt d'Mënschen am sougenannte „globale Süden", also Afrika, Latäinamerika oder Asien, ëmmer méi den Androck hunn, d'internationaalt Recht géif ni fir déi räich Länner vun Europa, Nordamerika oder Australien, Japan an eeben och Israel gëllen. A leider gouf dat och an der Vergaangenheet méi wéi eng Kéier bestätegt.

An dat ass de Problem. De Weste gëtt sech gären als moraleschen an zivilisatoresche Kompass vun der Welt, verflicht sech a Sonndesrieden der internationaler Rechtsuerdnung. Mee wann et drëms geet, ass e bereet, seng Interessen ouni Rücksicht ze verdeedegen, a wann et muss sinn, bis an den Hindukusch.

Mee si mer eis sécher, ob de Rescht vun der Welt eis als moraleschen an zivilisatoresche Kompass ugesäit? Ech schwätzen emol net vun de Regierungen, mee vun der Bevëlkerung. Ech mengen net.

An der Politick ass et wéi am Liewen. Et sinn d'Doten, déi zielen, net d'Parolen. A wann d'Doten net follgen, wann d'Hypokrisie iwwerhand hëlt, dann ass et gläich eriwwer mat der internationaler Rechtsuerdnung. Da komme vläicht och aner opstriewend Welt- oder Regionalmuechten op d'Iddi, fir hir Interessen, wann néideg, mat Gewalt duerchzesetzen. An dat ass jo och scho souguer hei an Europa de Fall.

Här President, d'Hamas ass eng reaktionär Organisatioun, an déi meescht Palästinenser wëssen dat och. Déi Organisatioun ass jo eréischt 1987, 1988 entstanen. D'Hamas ass net um Ursprong vun der palästinensescher Befreiungsbeweegung. Au contraire! Si ass haaptsächlech vu fortschrëttlechen, net reliéisen an emanzipatoresche Beweegunge gedroe ginn, déi vu Mëtt lénks bis ganz lénks gaange sinn. An déi goufe bekämpft. Si goufe bekämpft, an, wat vläicht nach méi schlëmm ass, si goufen diskreditéiert. Zemools d'Partei vum aktuelle President Mahmoud Abbas a sengem Virgänger, dem Jassir Arafat, also d'Fatah. Si goufen diskreditéiert, well se zu Kompromësser gezwonge goufen, déi vu ville Palästinenser als net akzeptabel ugesi gi sinn, zum Beispill iwwert d'Zesummenaarbecht mat der Besatzungsmuecht. Déi endeemesch a vläicht och gewollte Korruptioun vun engem Deel vun de palästinenseschen Elitten huet och net gehollef.

Datt 2006 d'Hamas d'Wale gewonnen huet an herno och geputscht huet – mee datt se awer d'Wale gewonnen huet, och mat Stëmme vu Chrëschten! –, war méi e Protestvott géintiwwer enger diskreditéierter Féierung. Et hätt kënnen aneschters kommen.

Déi katastrophal Situatioun an der Gazasträif ass also net vum Himmel gefall an et soll ee sech hidden ze mengen, d'Hamas wier den natierlechen Ausdrock vun enger réckwäerts gewanter arabescher Populatioun. Ech mengen, si wéilten a Wierklechkeet vun der Hamas befreit ginn, mee si wéilten dat warscheinlech och selwer maachen.

Wien also mengt, d'Hamas kéint ee mat Bomme bekämpfen, deen iert. Et gëtt aner Weeër, fir der palästinensescher Bevëlkerung ze hëllefen, derfir ze suergen, datt den Zyklus vun der Gewalt, deen onnéideg Zivilisten d'Liewe kascht, ophält. Déi bestinn an der Schafung vun engem liefbare Staat a senger voller Integritéit a Souveränitéit an dem Ofbau vun de Siidlungen. An dofir ass an enger éischter Phas e Cessez-le-feu unabdéngbar.

An do kommen ech, Här President, dann un d'Enn vu menger Riedezäit. Mir wollten eng Resolutioun an eng Motioun presentéieren. Ech wollt awer just soen: Ech hat e klenge Mëssel elo mam Ausdrécke vun der Motioun, déi ech elo awer hei krut.

An ech géif ufänke mat der Presentatioun vun der Resolutioun, eng Resolutioun, déi an Zesummenaarbecht geschriwwe ginn ass mat der LSAP-Fraktioun a mat de Gréngen, déi och vun hinne gedroe gëtt, an ech wollt hinnen och ausdrécklech Merci soen.

Mir hu festgestallt, datt d'Lëtzebuerger Parlament warscheinlech eent vun de wéinegen an Europa ass, dat sech zum Konflikt nach net ausgedréckt huet, obwuel e schonn zanter iwwer zwee Méint amgaangen ass. Ech wëll dofir op d'Haaptlinne vun dëser Resolutioun agoen. An de Considerante gi mer engersäits op dee grauenhaften Attentat vum 7. Oktober am Süde vun Israel an, deen iwwer 1.200 Mënschen d'Liewe kascht huet, wou 3.400 blesséiert goufen an och eeben, wéi ech virdru gesot hunn, 700 Leit entfouert goufen.

D'Resolutioun rifft och dozou op, sämtlech Geiselen direkt fräizeloossen.

Dës Resolutioun wëll och an deem Sënn mat grousser Fermetéit dat terroristescht Attentat vum 7. Oktober condamnéieren.

Genausou ferm wëlle mer déi israeelesch Reaktioun an der Gazasträif condamnéieren, déi an eisen Aen an engem Bluttbad vun der Zivillbevëlkerung resultéiert.

Mir erkennen dem israeelesche Staat dat selwecht Recht wéi all Staat op dëser Welt zou: d'Recht, sech ze verdeedegen. Mee dat Recht, sech ze verdeedegen, schwieft net an engem loftleere Raum, mee ass strikt encadréiert vum internationalen an humanitäre Recht. Dat, wat elo an der Gazasträif geschitt, entsprécht deem net. D'Attacken hu bis elo iwwer 23.000 Mënscheliewe gefuerdert, dovunner iwwer 10.000 Kanner. A wéi ech och virdru gesot hunn, kënnt derbäi, datt sämtlech iwwerliewenswichteg Infrastrukturen och zerstéiert ginn.

Dat geschitt alles an engem Kontext, wou ranghéich israeelesch Regierungsmemberen offen zouginn, d'Bevëlkerung vu Gaza op e Minimum reduzéieren ze wëllen.

Dofir soll d'Chamber sech och ausdrécklech fir en direkte Waffestëllstand ausdrécken, all Acteur opfuerderen, der ziviller Bevëlkerung ze hëllefen an e Friddensplang auszeschaffen, deen op enger Zweestaateléisung baséiert.

Mir géifen dann dofir och de Chamberspresident bieden, dës Resolutioun de kompetenten israeeleschen a palästinenseschen Autoritéiten ze iwwerreechen. Voilà, ech iwwerreechen Iech an deem Sënn och eis Resolutioun. Wannechgelift.

***Résolution 1***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant que, le 7 octobre 2023, le groupe terroriste Hamas a commis un attentat terroriste abject d'une cruauté sans précédent en Israël faisant plus de 1.200 victimes dont une grande partie de civils dont au moins 75 ressortissants étrangers dont des citoyens de l'Union européenne, y compris des actes de torture et des viols ; qu'au moins 3.400 personnes ont été blessées ; que le groupe terroriste Hamas a enlevé, selon les estimations, quelque 200 personnes dont une grande partie est toujours tenue en otage à Gaza ;*

*– considérant que le 7 octobre 2023 a été le jour le plus meurtrier pour le peuple juif depuis la Shoah et qu'il est à l'origine du plus grand nombre de décès en une seule journée de l'histoire d'Israël ;*

*– considérant que l'organisation terroriste du Hamas ne représente pas le peuple palestinien ni ses aspirations légitimes ;*

*– reconnaissant à l'État d'Israël le droit légitime de se défendre, dans les conditions strictes définies par le droit humanitaire et international et en protégeant la population civile des dommages collatéraux de son intervention ;*

*– considérant la résurgence et l'aggravation de violences par l'armée israélienne et les colons extrémistes en Cisjordanie en parallèle avec l'opération militaire à Gaza ;*

*– notant avec inquiétude les déclarations convergentes de membres du Gouvernement israélien actuel tendant à qualifier les habitants de Gaza d'« animaux humains » et à vouloir « réduire la population de Gaza à son minimum » ;*

*– considérant que le Gouvernement israélien a procédé à un siège complet de la bande de Gaza, en coupant notamment la fourniture d'électricité, de nourriture et d'eau sur le territoire ; que les forces de défense israéliennes ont demandé l'évacuation irréalisable d'environ 1,1 million de Palestiniens vivant dans la ville de Gaza et dans le nord de la bande de Gaza vers le sud de la zone ; considérant que les forces armées israéliennes procèdent également à des bombardements de la zone sud ; que la suspension de la fourniture d'électricité, de nourriture, d'eau et de carburant à la bande de Gaza entraîne une nouvelle détérioration grave de la situation humanitaire dans la région ; que selon les autorités palestiniennes, les représailles militaires israéliennes ont depuis causé la mort de plus de 23.000 personnes dont la plupart des personnes civiles ;*

*– s'interrogeant sur la proportionnalité des interventions militaires israéliennes par rapport aux objectifs déclarés d'éradiquer le Hamas du territoire de Gaza ;*

*– considérant que la Cour de justice internationale a été saisie en urgence à l'initiative de la République d'Afrique du Sud afin qu'elle statue sur le caractère génocidaire de l'intervention dans la bande de Gaza (entre-temps soutenue par un certain nombre de d'États) et afin qu'elle enjoigne à Israël de suspendre immédiatement ses opérations militaires ;*

*– vu la résolution adoptée par l'assemblée générale de l'ONU en date du 12 décembre 2023 et soutenue par le Luxembourg, réclamant un cessez-le-feu humanitaire immédiat, la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages et la garantie de l'accès humanitaire ;*

*– vu la résolution du Parlement européen du 18 octobre 2023 sur les attaques terroristes abjectes du Hamas contre Israël, le droit d'Israël de se défendre conformément au droit humanitaire et international et la situation humanitaire à Gaza ;*

*– rappelant ses motions et résolutions précédemment adoptées et son soutien à la solution dite « à deux États » :*

*– condamne avec la plus grande fermeté les attentats terroristes et les meurtres abjects commis par le Hamas contre Israël et sa population le 7 octobre 2023 ;*

*– condamne avec la plus grande fermeté la réaction militaire du Gouvernement israélien comme étant démesurée et disproportionnée et que celle-ci résulte en un carnage de la population civile dans la bande de Gaza ;*

*– réclame un cessez-le-feu immédiat afin de permettre un accès humanitaire sans entrave et sûr dans la bande de Gaza ;*

*– demande la libération immédiate et inconditionnelle de l'ensemble des personnes prises en otage par le groupe terroriste Hamas et le rapatriement des dépouilles des otages décédés ;*

*– exige des parties belligérantes, ainsi que de tous les acteurs internationaux, à entreprendre tous les efforts possibles pour venir en aide aux populations civiles en souffrance et notamment pour rétablir des conditions de vie dignes dans la bande de Gaza ;*

*– exhorte les parties belligérantes, ainsi que tous les acteurs internationaux, à relancer un nouveau processus de négociation ambitieux pour conclure une paix durable basée sur la solution à deux États ;*

*– demande au Président de la Chambre des Députés de faire parvenir la présente résolution aux autorités israéliennes et palestiniennes compétentes.*

*(s.) David Wagner, Yves Cruchten, Sam Tanson.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Wat d'Motioun ugeet, Här President, wollt ech wëssen, ob ech déi duerno nach kéint presentéieren? Ass dat méiglech? Ech hunn nach Zäit warscheinlech.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir hutt am Prinzipp elo keng Zäit méi.

**Une voix** | Zwou an eng hallef Minutt.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Zwou an eng hallef Minutt. Ech mengen, et war ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Wëllt Der dat duerno maachen?

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, duerno, wann dat méiglech ass.

**M. Claude Wiseler,** Président | Da kënnt Der Är Motioun duerno theoreetesch presentéieren.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Ok. Ech soen Iech villmools Merci, Här President.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*– rappelant le soutien historique et constant du Luxembourg à la justice internationale en général et à la Cour permanente de justice internationale et sa successeure, la Cour internationale de justice, en particulier ;*

*– considérant les obligations découlant pour le Luxembourg de la Charte des Nations Unies et du Statut de la Cour internationale de justice, qui en fait partie intégrante et dont l'article 2 assure l'indépendance de cette juridiction en tant qu'organe judiciaire principal des Nations Unies ;*

*– considérant les obligations découlant pour le Luxembourg de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, en particulier de son article Ier, qui impose aux États, entre autres, de « prévenir » et de « punir » ce crime ;*

*– considérant les obligations découlant pour le Luxembourg du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et du Titre I bis de son Code pénal qui transpose en droit national les crimes définis par ce Statut ;*

*– notant qu'en vertu de l'article IX de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, la République d'Afrique du Sud a saisi le 29 décembre 2023 la Cour internationale de justice d'un litige contre l'État d'Israël en raison de la violation potentielle par celui-ci de ses obligations au titre de ladite Convention ;*

*– rappelant que le Statut de la Cour internationale de justice permet aux États parties de ladite Convention d'intervenir ;*

*– condamnant par ailleurs solennellement l'ensemble des violations du droit international humanitaire commises par les belligérants dans le cadre du conflit au Proche-Orient et rappelant la compétence de la Cour pénale internationale et des juridictions nationales, y compris luxembourgeoises, d'en connaître et d'en punir les responsables,*

*invite le Gouvernement*

*– à évaluer, en temps opportun, une intervention du Luxembourg en soutien à la procédure initiée par la République d'Afrique du Sud contre Israël pour des actes de ou préparant à un génocide contre les Palestiniens ;*

*– à déclarer que le Luxembourg soutiendra l'exécution d'éventuelles mesures provisoires prononcées par la Cour internationale de Justice dans cette affaire en attendant le jugement de l'affaire sur le fond ;*

*– à intervenir le cas échéant dans cette procédure, comme le permet le Statut de la Cour, par des observations.*

*(s.) David Wagner, Yves Cruchten, Sam Tanson.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ok, merci. Ech soen dem Här Wagner Merci.

Dann ass den éischten ageschriwwene Riedner den Här Christophe Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

***Débat***

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. Dann och merci den Initiateure vun dësem Debat. Ech mengen, et ass e Konflikt, den Nooskonflikt, dee sécherlech net fir d'éischt um Ordre du jour vun dësem Haus steet an héchstwarscheinlech och nach net fir d'lescht hei steet. An ech mengen, fir d'éischt muss ee kloerstellen: Déi terroristesch Attack vun der Hamas vum 7. Oktober verurteele mir op dat Schäerfst. An ech mengen, dat muss jidderengem heibanne bewosst sinn.

An egal wéi eng politesch Motivatioun ee kann hunn, et gëtt kee Grond, dee rechtfertegt, Zivilisten, Kanner, Fraen ze vergewaltegen, lieweg ze verbrennen, ze zerstéckelen oder ze entféieren. An déi aktuell Situatioun ass dramatesch. Verschidden Zuele si scho genannt ginn. No 100 Deeg vun deem Konflikt huet d'UNO Zuele publizéiert: an Israel 1.200 Doudeger, dovunner 36 Kanner a ronn 7.500 Blesséierter, an an der Gazaträif 23.357 Doudeger, dovunner ganz vill Kanner a Fraen, an 59.000 Blesséierter. Dat ass natierlech dramatesch, wann ee weess, datt déi meescht Spideeler dohannen net méi richteg fonctionéieren.

Et geet awer elo net drëms, fir hei ze determinéieren, wien deem aneren elo am meeschte wéigedoen huet oder net, wou déi meeschten onschëlleg Leit an Zivilisten an deem Konflikt sinn. An ech mengen, et geet och net ëm Scholdzouweisungen, wien à la base schold un deem Konflikt ass, deen et gëtt.

*(M. Fernand Etgen prend la présidence.)*

Fakt ass awer, dass onschëlleg Zivilisten, Fraen a Kanner, déi sinn, déi am Moment am meeschten ënnert dësem grausame Krich ze leiden hunn. A Fakt ass och, dass déi grouss Majoritéit vun de Palästinenserinnen a Palästinenser keng Hamas-Terroriste sinn an dass eng ëmmer méi grouss Majoritéit och an Israel Ofstand vun den Aktioune vun hirer Regierung a vun hirem Militär hëlt.

Soulaang Kugelen, Bommen a Rakéite fléien, wäert et keng seriö Verhandlunge ginn, fir Fridden oder op

d'mannst eng Wafferou an der Kris ze kréien. A wat méi laang geschoss gëtt, wat méi verbrannt gëtt, wat et méi schwéier gëtt, herno och erëm eng Kéier e Schratt zréckzemaachen. An do musse mer elo definitiv usetzen. A wat méi laang Kugelen, Bommen a Rakéite fléien, wat et méi warscheinlech gëtt, dass déi nächst Generatioun un Terroristen erugezillt gëtt. An ech mengen, dat kann a kengem sengem Interêt sinn. A wann dat sollt de Fall sinn, dann, muss ech Iech soen, ass dat wierklech de Combel vum Zynismus an eng extreem bluddeg Ierfschaft an eng mäerderesch Ierfschaft fir déi nächst Generatioun.

Well wann den Israel-Palästina-Konflikt weider opflaamt, kënnt et och zu Spillover-Effekter a Konsequenzen an enger Regioun, déi wäit méi grouss ass wéi d'Gazasträif, d'Westjordanland oder Israel. Als Beweis, mengen ech, mussen d'Situatioun am Libanon mat der Hisbollah an d'Attacke vun den Huthien op Handelsschëffer am Roude Mier als Beweis definitiv duergoen. Well 12 % vum Welthandel lafen duerch de Suezkanal. A wann elo Schëffer alternativ mussen ëm ganz Afrika kuerven – dat dauert 20 Deeg méi laang –, huet dat natierlech och en Impakt op de Präis vun de Gidder, déi an der Europäescher Unioun ukommen, an natierlech och en indirekten Impakt op d'Inflatioun. Dat heescht, ech mengen, do ass nach vill méi hannendrun a mir mussen eis och bewosst sinn, datt déi do terroristesch islamistesch Organisatiounen och direkt an indirekt vum aktuellen iranesche Regimm ënnerstëtzt ginn.

Mir brauchen elo direkt eng Wafferou. Mir brauchen eng humanitär Offensiv. Mir brauchen d'Fräiloossung vun alle Geiselen. Mir brauchen e Stopp vun der Koloniséierung. A mir brauchen endlech déi berüümten Zweestaateléisung. A wat mer net brauchen, ass eng Zwangsdeportatioun vun der Populatioun an der Gazasträif. Dat ass fir eis en absolutten No-Go.

An do musse mir och elo als EU eis Responsabilitéiten iwwerhuelen. Mir sinn als EU dee gréisste Geldgeeber, och fir d'Palästinenser, finanzieller, awer och humanitärer Natur. Mee mir mussen eng Etapp méi wäit goen. An ech mengen, do ass et och um Service européen pour l'action extérieure ënnert der Leedung vum Josep Borrell a sengem Nofollger, fir do wierklech dat doten als Proufsteen ze benotzen. Mir mussen do wierklech och diplomatesch en Impakt huele kënnen. An ech mengen, d'EU hëlleft dem palästinensesche Vollek, wéi gesot, finanziell an humanitär, mee mir mussen ophalen, just eng Bank ze sinn. Mir mussen och endlech zu engem diplomateschen Acteur an der Regioun ginn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Hansen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Leider ass dat heiten e Konflikt mat enger ganz laanger Vergaangenheet. Ech mengen, spéitstens d'Balfour-Deklaratioun vun 1917 huet derzou bäigedroen, datt mer haut an där Situatioun sinn, déi mer kennen. Déi huet u sech de Grondsteen, kann ee soen, fir deen eternelle Sträit geluecht. Deemools ass zréckbehale ginn, datt d'jüddesch Bevëlkerung Urecht hätt op en eegene Staat, mat gläichzäiteger Ausso awer, datt och déi Leit, déi op deem Territoire liewen, déi net jüddesch sinn, hir Rechter géife behalen.

Déi definitiv Grënnung vum jüddesche Staat, dat war de 6. Ijjar 5708 (veuillez lire: de 5. Ijjar 5708). An eisem Sproochgebrauch war dat de 15. Mee 1948 (veuillez lire: de 14. Mee 1948). An zënterhier ass dat Land net zu Rou komm. Ech wëll net hei erëm déi eenzel Etappen opzielen, just 1967 de Sechsdageskrich, 1973 de Jom-Kippur-Krich an, wéi gesot, zënter dem 7. Oktober elo dee grausame Krich, déi grausam terroristesch Attack, muss een hei soen, vun dem Hamas.

Evident ass et – an ech mengen, do si mer eis och alleguer heibannen eens –, wann e Land attackéiert gëtt, datt et e Recht huet op Verteidegung. Natierlech muss een awer och eng Kéier d'Fro stellen, wéi wäit déi Verteidegung ka goen, wéini se ufänkt, op eemol disproportional ze ginn.

Dat, wat de Moment an der Gazasträif geschitt, dat ass onvirstellbar. Déi Informatiounen, déi mir kréien, loossen drop schléissen, datt hei extreemt mënschlecht Leed geschitt. A wat ganz besonnesch schlëmm ass, besonnesch extreem dramatesch, ass, datt vill Kanner, vill Fraen hei hiert Liewe musse loossen. Ech mengen, dëse Krich, kann ee roueg soen, iwwerschreit praktesch all d'Grenze vun der Barbarei.

An Israel huet jo och ugekënnegt, dee Konflikt weiderzeféieren, bis se am Fong geholl hir gréisser Feinden, dat heescht d'Toppterroriste vun Hamas – entschëllegt den Ausdrock –, eliminéiert hunn, virun allem hire Chef, de Yahya Sinwar.

Et huet een d'Gefill, datt de Moment den Dialog am Fong geholl nach just duerch den Haass animéiert gëtt, an dat ass natierlech ni gutt an dat ass och ganz kloer eng Ausso, datt e Fridden de Moment jiddefalls net méiglech ze si schéngt.

Déi international Communautéit muss sech allerdéngs bewosst sinn, wat hei wierklech amgaangen ass ze entstoen, datt sech hei wierklech kann e Flächebrand entwéckelen, wat kéint mat ganz negative Konsequenze behaft sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wéi kann dann elo an deem Konflikt hei eng dauerhaft Léisung fonnt ginn? An ech wëll direkt hei op déi Visitt vun eisem Ausseminister, dem Xavier Bettel, zréckkommen. Ech wëll dem Här Bettel och e ganz grousse Merci ausspriechen, datt seng éischt offiziell Visitt grad an där doter Regioun war, wat och beweist, wat fir eng Sensibilitéit e fir déi Problematik do weist. An ech ka mer och virstellen, datt en eis herno a senger Positioun och déi eng oder déi aner wichteg Informatioune wäert iwwer seng Ënnerriedungen hei matdeelen.

Dann natierlech ass et ganz kloer, an ech mengen, et ass och scho vu menge Virriedner hei gefuerdert ginn, datt e Cessez-le-feu immédiat muss hei gefuerdert ginn, dat ass ganz kloer – ouni dat ka keng weider Entwécklung, gutt Entwécklung, vun deem Konflikt entstoen –, an natierlech gläichzäiteg mat Fräiloossung vun deenen eenzelne Geiselen.

De Problem kann natierlech nëmme mat Wëlle vun deenen zwou Säite geléist ginn. Da si mer ganz séier och bei der Zweestaateléisung. Och do muss een awer éierlech soen: Dat ass natierlech keen neie Virschlag. Dat ass e Virschlag, dee scho Joerzéngten dorëmmer diskutéiert gëtt.

Ech wëll drun erënneren, datt zum Beispill de fréiere Ministerpresident, den Ehud Olmert, schonn 2006 konkreet Propositioune gemaach hat, zum Beispill datt 94 % vum Westjordanland sollen an d'palästinensesch Hänn kommen, Ostjerusalem sollt ënner Protektioun dann och vun de Palästinenser kommen an d'ganz Alstad Jerusalem sollt ënner eng international Verwaltung kommen. Ech wëll net weider an d'Detailer agoen. Mee deemools war natierlech de Mahmoud Abbas awer géint déi Propositiounen.

D'Fro ass natierlech och: Wéi soll den Territoire dann opgedeelt ginn? An dat ass warscheinlech de sprangende Punkt, ass och deen delikaatste Punkt, well da si mer natierlech ganz séier och bei der Fro vun der Siidlungspolitick vun Israel. An och do muss een awer dann dach d'Ausso hei maachen, ob dat net eng Provokatioun ass, eng permanent Provokatioun vis-à-vis vun de Palästinenser.

Eppes ass ganz kloer: Et ka kee Fridden hei erreecht ginn an där Regioun ouni Interventioun och vun der internationaler Communautéit an an éischter Linn natierlech och den den USA, den Amerikaner, déi hei warscheinlech dee gréissten Afloss hunn, souwuel op Israel wéi vläicht och op d'Palästinenser. Ech denken awer och u gewëssen arabesch Staaten, déi hei och kéinten eng ganz wichteg Roll spillen.

Dann däerf een awer och net déi innepolitesch Situatioun ënnerschätzen de Moment. Den Här Netanjahu, dee steet jo awer, kann ee scho bal soen, mam Réck zur Wand. En huet och extreem intern Problemer. Déi lescht Deeg ware vill Demonstratiounen zu Tel Aviv, déi och souguer de Récktrëtt vum Här Netanjahu gefuerdert hunn. An et kënnt een ëmmer méi och bal zur Konklusioun, datt d'Hamas besonnesch elo d'Situatioun ausgenotzt huet, fir grad elo déi Attack ze lancéieren, well mer jo wëssen, datt och déi aktuell israeelesch Regierung do awer d'Intentioun hat, fir eng Réforme judiciaire ze maachen, déi awer och elo gestoppt ginn ass vun dem Ieweschte Geriichtshaff vun Israel, soudatt mer do an enger Situatioun sinn, wou ganz kloer erkennbar ass, datt Israel och intern extreem Problemer huet.

Als Konklusioun ass festzehalen, datt et natierlech immens schwéier ass ze tranchéieren. An ech soen dat ganz éierlech: Et ass mat Sécherheet net richteg, sech reng op eng Säit festzeleeën. Wa mer den historesche Kontext kucken, da muss een awer feststellen, dass souwuel déi eng Säit wéi och déi aner Säit Feeler gemaach huet, provokativ virgaangen ass. An doweinst – an dat ass, géif ech och soen, eng Attitüd, déi meng Partei vertrëtt – versiche mer, sachlech un déi Problematik erunzegoen, awer wierklech mat aller Determinatioun, fir datt mer esou séier wéi méiglech dee Problem do geléist kréien.

Wa mer dat net fäerdegbréngen, da riskéiere mer och, wéi gesot, iwwert dee ganzen Territoire eraus do nach zousätzlech antisemittesch Reaktiounen duerch d'ganz Welt ze kréien. Mir wëssen, wat dat bedeit.

Här President, wann et mer erlaabt ass, dann awer och kuerz nach op eng Motioun anzegoen, déi ech och hei am Numm vun de Regierungsparteie wollt deposéieren, wou ech och frou sinn, datt se entretemps och souwuel vun de Kolleege vun deene Gréngen wéi och vun de Piraten ënnerschriwwe ginn ass. Et ass mer och mëndlech zougesot ginn, datt souwuel d'Kolleege vun der ADR wéi och d'Kolleege vun der LSAP bereet wären, déi hei matzeënnerschreiwen. Ech hu se och de Kolleege vun de Lénken zur Verfügung gestallt, hunn awer Verständnis, datt se se nach net konnten esou am Detail hei kucken.

Ech ginn och nëmme ganz kuerz drop an. Ech mengen, dat sinn eng Rei Fuerderungen, déi souwuel ..., mengen ech, wann ech dem Här Wagner hei nogelauschtert hunn, deem ech Merci soe fir d'Demande vun där Heure d'actualité, déi ganz wichteg ass, datt ech, wéi gesot, do d'Gefill hunn, datt awer eng Rei Iwwerschneidungen do sinn, déi mer alleguer gläichermoosse wëllen hei vertrieden. Fir d'éischt natierlech ganz kloer eng Libération immédiate vun den Otagen, dann natierlech de Cessez-le-feu immédiat an dann natierlech awer och, datt Israel muss déi néideg Konditioune schafen, datt awer humanitär Hëllef an Zukunft ka garantéiert ginn.

An dann, wéi gesot, nach e wichtege Punkt och, deen ech awer wëll hei ënnersträichen, dat ass, datt mer

am Fong déi Kolonisatiounspolitick vun Israel hei awer och méi wéi kritesch gesinn an am Fong geholl och si opfuerderen, hei awer iwwert de Wee vun diplomateschen Diskussiounen, Relatiounen ze versichen, hei där Politick en Enn ze setzen.

Dat kéint awer vläicht derzou bäidroen, datt mer zu engem eternelle Fridden an där Géigend kommen. Dat wier dee ganz grousse Wonsch net nëmme vun eisem Parlament hei zu Lëtzebuerg, vun eis alleguerten. Well wa mer dat net fäerdegbrénge, da riskéiert d'Welt awer, hei en nach méi e grousse Problem an Zukunft ze kréien.

Ech soen Iech Merci.

***Motion 2***

*La Chambre des Députés,*

*– condamnant l'attaque brutale par le Hamas contre Israël en date du 7 octobre 2023 au cours de laquelle plus de 1.200 personnes ont été tuées et environ 250 personnes ont été prises en otage selon le Gouvernement israélien ;*

*– soulignant qu'un cessez-le-feu en novembre 2023 a conduit à la libération de 105 otages par le Hamas en sorte qu'Israël compte toujours 132 otages ;*

*– notant que chaque État a le droit de défendre ses citoyens contre des attaques terroristes, et ce dans les limites de la proportionnalité tout comme dans le respect du droit international humanitaire ;*

*– constatant que la guerre déclarée par Israël à la suite des attaques susmentionnées a fait au moins 24.000 morts dans la bande de Gaza selon le ministère de la Santé de Gaza ;*

*– considérant que le Luxembourg a récemment fourni des contributions d'un montant total de 3,5 millions d'euros à l'aide humanitaire d'urgence dans la bande de Gaza et la région ;*

*– affirmant que la résolution du conflit israélo-palestinien passe invariablement par la solution des deux États, soutenue de manière constante par le Luxembourg et l'Union européenne, impliquant la coexistence et la reconnaissance mutuelle de deux États démocratiques et souverains, à savoir l'État d'Israël et l'État de Palestine ;*

*– considérant que la politique de colonisation menée par le Gouvernement israélien est contraire au droit international et constitue une entrave majeure au processus de paix dans la région,*

*invite le Gouvernement*

*– à continuer de soutenir les efforts de médiation afin de permettre la libération immédiate de tous les otages détenus par le Hamas ;*

*– à œuvrer en faveur d'un cessez-le-feu immédiat ;*

*– à persister dans la demande adressée à Israël, l'exhortant à mettre en œuvre des mesures renforcées, absolument nécessaires, en vue de garantir la protection des populations civiles à Gaza ;*

*– à soutenir la mise en œuvre de toutes les mesures nécessaires afin d'assurer un acheminement sans entrave de l'aide humanitaire à toutes les populations dans le besoin ;*

*– à continuer ses propres contributions à l'aide humanitaire d'urgence à Gaza et dans la région ;*

*– à maintenir son attachement à la solution des deux États comme seul moyen de garantir une paix juste au Moyen-Orient en rendant justice aux aspirations légitimes de tous les peuples de la région ;*

*– à réitérer sa condamnation de la politique de colonisation du Gouvernement israélien et de continuer à soutenir les efforts diplomatiques de la communauté internationale pour mettre fin à cette politique.*

*(s.) Gusty Graas, Sven Clement, Christophe Hansen, Sam Tanson.*

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Graas. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Jo, et ass wichteg, datt och mir als e klengt Land no deene schrecklechen Attentater vun der Hamas eis Verantwortung huelen an déi richteg Wierder fannen, fir eng kloer Positioun ze bezéien. Mir hate bis haut jo nach keng Geleeënheet, fir dat hei an der Chamber ze maachen, an dofir soen ech de Kolleege vun deene Lénken villmools Merci fir déi Aktualitéitsstonn.

Dat terroristescht Attentat vun der Hamas géint onschëlleg Israeelien de 7. Oktober wäert als eent vun den allerschlëmmsten an d'Geschicht agoen: 1.200 Doudeger, 240 Geiselen. Op dëser Plaz wëlle mer eis grouss Solidaritéit mam israeelesche Vollek ausdrécken. De Jean Asselborn hat dës brutal Attacke vun der Hamas direkt op dat Allerschäerfst verurteelt, an deem kann d'LSAP-Fraktioun sech nëmmen uschléissen.

Mir fuerderen och, datt d'Geiselen, déi nach ëmmer festgehale ginn, direkt fräizeloosse sinn.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

Nom 7. Oktober huet Israel du reagéiert. An den éischten Deeg nom Attentat stoungen d'Befreiung vun de Geiselen, de Schutz vun der israeelescher Populatioun an d'Eliminatioun vun der Hamas am Mëttelpunkt. Wéinstens huet et esou geschéngt.

Ma relativ séier huet d'Weltgemeinschaft misse feststellen, dass déi israeelesch Arméi wéineg bis guer keng Rücksicht op d'Zivilisten hélt. Zivill Infrastrukturen, Klinicken, jo, ganz Wunnquartiere ginn all Dag ënner Beschoss geholl. Mir hunn et scho gesot: Iwwer 23.000 Mënsche sinn zanterhier ëm d'Liewe komm, dovunner anscheinend 10.000 Kanner. Hei ass ganz kloer, datt déi israeelesch Regierung net cibléiert géint Hamas-Terroriste virgeet, mee déi onschëlleg Populatioun vu Gaza reegelrecht massakréiert gëtt!

Et gëtt natierlech och fir Israel e Recht op Selbstverteidegung. Mee dat Recht huet Limitten a muss am strenge Kader vum humanitären an internationale Recht ausgeübt ginn. No dräi Méint Bombardementer an där graver humanitärer Kris, déi entstanen ass, sinn dës Limitte wäit iwwerschratt. Eenzel israeelesch Regierungsmemberen zécken och net méi, haart ze soen, wat se wierklech wëllen, nämlech déi ganz palästinensesch Populatioun aus der Gazasträif ze verdreiwen.

An den Noriichten hunn ech gelies, dass Lëtzebuerg géif eng neutral Positioun anhuelen an dësem Konflikt. Mee a mengen Ae kann een hei net neutral sinn! Et kann een net neutral sinn, wann een engersäits Biller gesäit, wou israeelesch Ziviliste vergewaltegt, geschloen an ëmbruecht ginn! An et kann een och net neutral sinn, wann ee gesäit, datt ganz Wunnquartieren, Spideeler a Schoulen zu Gaza plattgemaach ginn! Et kann een net neutral sinn, et muss een dat alles kloer denoncéieren! An dat ass haut eng Geleeënheet.

Den Här Ausseminister sot, et soll een net géint deen een oder deen aneren an dësem Konflikt sinn. An do huet e jo och am Prinzipp Recht. Mir sollen net géint ee sinn, mee mir solle fir ee sinn! Mir solle fir de Schutz vun Ziviliste sinn, fir de Schutz vun de Mammen an de Kanner, fir e laangfristege Fridden an där doter Regioun!

D'LSAP verurteelt op ganzer Linn déi ondifferenzéiert militäresch Attacken op d'Zivillpopulatioun vu Gaza an dat palästinensesch Vollek als Ganzt. D'Gewalt vun den israeeleschen Autoritéite limitéiert sech och net méi op d'Gazasträif. Och an de besate Gebidder an am Westjordanland si Palästinenser der Gewalt ausgesat. Et gëllt awer onbedéngt, den Ënnerscheed ze maachen tëschent enger terroristescher Hamas an engem ganze Vollek, de Palästinenser.

Ech brauch net méi am Detail drop anzegoen, wéi batter dréngend déi humanitär Hëllef ass. Ma eréischt leschte Freiden huet den humanitäre Büro vun der UNO deklaréiert, datt déi israeelesch Autoritéiten hinne systematesch den Accès zum Norde vun der Gazasträif blockéieren. Do muss een also feststellen, datt déi israeelesch Autoritéiten humanitär Operatioune carrement verhënneren!

Fir d'LSAP ass kloer, datt et e bedéngungslose Waffestëllstand muss ginn an en direkten humanitären Accès. A mir fuerderen, datt eis Regierung sech derfir asetzt vis-à-vis vun der israeelescher Regierung a bei eisen europäeschen an internationale Partner!

Här President, déi systematesch Gewalt vun den israeeleschen Autoritéite géint dat palästinensesch Vollek geet jo vill méi wäit zréck wéi Oktober zejoert. Mir kéinte Joerzéngten zréckgoen. Mee ech gi just zréck op den 1. Februar 2022. Do hat Amnesty International e Rapport publizéiert, an deem duergeluecht gëtt, wéi déi systematesch Oppressioun an Dominatioun vum israeelesche Staat géint d'Palästinenser all d'Konditioune vun der Definitioun vun Apartheid nom internationale Recht erfëllen.

Mir schwätze vu systematescher Diskriminatioun, Gewalt, Enteegnungen an Trennunge vu Familljen a villem méi. An der aussepolitescher Debatt virzejoert war ech méi genee op dee Rapport agaangen an hat derfir plädéiert, datt d'Cour pénale internationale sech d'Situatioun aus der Perspektiv vum internationalen humanitäre Recht soll genee ukucken, notamment an deem Kontext vun der Apartheid. Haut ass d'Situatioun nach vill méi schro, wéi ee sech dat hätt deemools kënne virstellen.

D'LSAP ënnerstëtzt selbstverständlech weiderhin eng Zweestaateléisung mat engem séchere Staat Israel an engem onofhängegen a liewensfäege palästinensesche Staat mat de Grenze vun 1967. Mee den Ament ass d'Zweestaateléisung ganz, ganz wäit ewech.

Elo ass Haltung gefrot vun der internationaler Communautéit, och vun der Europäescher Unioun, déi ee kaum héiert den Ament. Wéinstens seet de Josep Borrell de Moien am „Monde", datt et dräi Prioritéite muss ginn. Éischtens: verhënneren, datt sech de Konflikt op de Libanon ausbreet. Zweetens: déi katastrophal Situatioun zu Gaza verbessere mat gläichzäitege Verhandlunge fir d'Fräiloossung vum Rescht vun de Geiselen. An drëttens: Weeër opmaache fir eng Léisung vum Konflikt, andeems d'Gewalt géint d'Palästinenser am Westjordan direkt ophéiert.

Wa mir wëllen, datt déi zukünfteg Generatioune jeemools do sollen als gutt Nopere kënnen zesummeliewen, dann däerfe mer haut net de Bak halen!

Ech soen Iech Merci.

**M. Georges Engel** (LSAP) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Cruchten villmools Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Här President. A mir soen och deene lénke Kolleege Merci, datt se d'Initiativ geholl hunn. Mir si frou, datt mer endlech kënnen och iwwert d'Situatioun am Noen Osten hei schwätzen.

De 7. Oktober ass d'Hamas op israeelescht Staatsgebitt agedrongen an huet op eng grausam an

indiskriminéierend Manéier iwwer 1.200 Zivilisten ëmbruecht. D'ADR verurteelt dëst schrecklecht Verbriechen.

Doropshin huet Israel am Kader vu sengem onzweifelhafte Recht op Selwerverdeedegung eng militäresch Campagne an der Gazaträif lancéiert, fir esou vill wéi nëmme méiglech vun der Hamas ze zerstéieren.

Haut nach sinn iwwer 132 israeelesch Geiselen an der Gewalt vun der Hamas. Si an hir Familllje maache Schreckleches mat. D'ADR verlaangt, datt si direkt an ouni Konditioune fräigelooss ginn.

Mir wëssen awer, och e bëssen als Reaktioun op dat, wat hei scho gesot ginn ass, datt déi israeelesch Arméi och grouss Ustrengunge gemaach huet, fir dat humanitäert Krichsrecht anzehalen. Wa Spideeler, déi hei genannt gi sinn, als militäresch Base vun der Hamas benotzt ginn, ass dat natierlech eng besonnesch schwiereg Situatioun.

Trotzdeem sinn an der Gazaträif Dausende vun zivillen Affer ze bekloen. Dacks sinn d'Zivilisten tëschent zwee Feieren Affer vu massive Bombardementer an där Regioun. An et ass ganz schwéier, sech dat ganzt Leed wierklech virzestellen.

D'ADR géif dowéinst nach weider Efforte begréissen, fir et ze erlaben, déi humanitär Noutlag vun der zivller Populatioun an der Gazaträif opzefänken an d'Situatioun ze verbesseren. Dëst kann och a Form vun humanitäre Pause geschéien.

D'ADR rifft d'Regierung dozou op, der palästinensescher ziviller Populatioun an der Gazaträif massiv a generéis humanitär Hëllef ze leeschten. Et ass schonn eppes gemaach ginn. Mir wiere frou, wann dat och kéint virugefouert ginn.

Mir waarden op d'Stellungnam vum Internationale Geriichtshaff an der Saach Südafrika géint Israel, fir d'Situatioun kënne juristesch besser anzeschätzen an doduerch och politesch nei ze evaluéieren.

Et muss alles gemaach ginn, fir de Krich – oder besser gesot: d'Kricher – am Noen Osten op en Enn ze brëngen an endlech zu enger ëmfaassender Friddensléisung ze kommen.

D'ADR begréisst, datt den Här Ausseminister Bettel op Jerusalem an op Ramallah gefuer ass. Si hofft, datt déi Lëtzebuerger Regierung an Zukunft net méi esou pauschal a generell israelfeindlech optrëtt wéi ënner fréiere Regierungen, esouwuel an der EU ewéi och an der UNO, mee datt si et fäerdegbréngt, eng frëndschaftlech, intensiv a vertrauensvoll Relatioun souwuel mam Staat Israel wéi och mat enger demokratesch legitiméierter Palästinensescher Autoritéit opzebauen.

Här President, mir brauche politesch Léisunge fir d'Zukunft vun der Regioun a speziell vun de Palästinenser, dorënner och eng palästinensesch Autoritéit fir d'Westjordanland a fir de Gaza, déi d'Existenzrecht vun Israel unerkennt. Esou gëtt et méiglech, zu Verhandlungen ze kommen, déi déi Zweestaateléisung an unerkannten a séchere Grenze fir jidderee méiglech maachen. Wann dat geschitt ass, soll Lëtzebuerg selbstverständlech deen nei geschafene palästinensesche Staat diplomatesch unerkennen.

D'ADR wëll, datt déi multilateral Diplomatie an de Respekt vum internationalen ëffentleche Recht nees méi zur Geltung kommen. Den UNO-Sécherheetsrot soll d'Méiglechkeet kréien, sengen Aufgabe gerecht ze ginn.

D'ADR wëll keng Ausweitung vum Konflikt a rifft all Parteien an där Regioun derzou op, sech zréckzehalen a mat Verantwortung a guddem Wëllen u friddleche Léisunge matzeschaffen. An deem Kontext schéngt eis och e Waffestëllstand an der Gazaregioun e wichtegt Element ze sinn. Eng diplomatesch Léisung muss esouwuel vun Israel wéi och vun den islamesche Staaten als dee méi vernünftege Wee kënnen akzeptéiert ginn. Si rifft besonnesch den Iran an all bedeelegt Fraktiounen am Jemen derzou op, d'Sécherheet vun de maritimme Verbindungen ze garantéieren an eng weider Eskalatioun ze verhënneren.

Här President, d'ADR mécht sech besonnesch Suergen ëm déi jüddesch Communautéit zu Lëtzebuerg an ëm den Antisemitismus, dee mir leider och an eisem Land musse bekloen. Si war entsat iwwert dee rezenten Tëschefall um Bazar international, wou Israel kee Stand hat.

D'ADR akzeptéiert keen Antisemitismus, weeder vu riets nach vu lénks nach aus den islamesche Communautéiten. Eis jüddesch Matbierger musse kënnen an aller Sécherheet hei liewen. D'ADR fuerdert de Staat op, alles ze maachen, fir dat ze garantéieren. Si hofft och, datt d'Schura e moderéierenden Afloss huet.

D'ADR ënnerstëtzt déi Fuerderung vum RIAL, datt besonnesch Organisatiounen, déi vun der Regierung finanziell ënnerstëtzt ginn, keng antisemittesch Propaganda däerfe maachen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dir Dammen an Häre, 100 Deeg ass de Konflikt elo al, deen eng ganz Regioun nees op en Neits destabiliséiert. Eent virop: Dat, wat de 7. Oktober geschitt ass, déi Massakeren, déi do waren, sinn terribel gewiescht. Et gëtt heifir keng Justifikatioun an och keng Legitimatioun.

Onschëlleg Fraen, Männer a Kanner sinn op déi brutaalst Aart a Weis ermuert ginn oder verschleeft ginn. Ech weess net, wéi et Iech geet, mee mir perséinlech geet ee Bild net aus dem Kapp vun enger jonker Fra, déi wéi e Stéck Véi op e Camion gehäit gouf an esou duerch d'Géigend transportéiert gouf, hallef plakeg. An dobäi sinn nach vill méi schlëmm Saache geschitt, déi zum Deel dokumentéiert goufen. Mee et kann ee soen, datt dat, wat deen Dag geschitt ass, total onmënschlech ass.

Vun dohier ass et absolutt novollzéibar, datt Israel reagéiert huet. D'israeelesch Regierung wollt dat net esou hinhuelen a wollt géint déi virgoen, déi dat verursaacht hunn. D'israeelesch Regierung wollt a wëll natierlech och d'Geiselen aus den Hänn vum Hamas befreien an erëmkréien.

Mee déi Reaktioun vun Israel, déi erlaabt et net, eng ganz Zivillbevëlkerung och an eng onmënschlech Situatioun ze setzen. Se erlaabt et net, Dausende vu palästinenseschen Zivilisten als Affer a Kaf ze huelen, fir géint den Hamas virzegoen. Se entschëllegt net, datt d'Palästinenser net méi genuch z'iessen an ze drénken hunn a se net kënne medezinnesch versuergt ginn. Och dëst sinn onschëlleg zivill Affer an dësem Konflikt.

Mir begréisse grondsätzlech de Positionnement vum Ausseminister am Kader vu senger Visitt an der Regioun, mee mir hätten ons méi zolidd Wierder och vum Premierminister an dësem Fall erwaart, grad och – et ass schonn ugeklongen – am Neijoerschinterview op RTL. Et ass vläicht bedéngt duerch déi fréi Opnam, mee en huet jiddwerfalls refuséiert, kloer Wierder hei géint déi Ripost vun der israeelescher Regierung ze benotzen.

Den Ausseminister huet Recht, wann e seet, datt d'Argumenter vun der Proportionalitéit a vun der legitimmer Selbstverdeedegung ëmmer méi schwéier oprechtzeerhale sinn, jee méi zivill Affer d'Virgoe vun der israeelescher Arméi fuerdert a jee méi zivill Infrastruktur och doduerch zerstéiert gëtt.

Mir begréissen och d'Verurteelung vun den illegale Siidlungsaktivitéiten, déi vun der israeelescher Regierung ënnerstëtzt ginn. Dës Aktivitéite sinn eent vun de ganz groussen Hindernisser fir eng Zweestaateléisung, déi längerfristeg deen eenzegen Auswee aus dësem Kreeslaf vun Aggressioun a Reaktioun ka sinn, mee déi – et ass och schonn ugeklongen – ëmmer méi wäit ewech vun eis réckelt.

Mee domat geet et net duer. All Dag kommen nei Entwécklungen derbäi. Esou hunn den 12. Januar d'UN-Mënscherechtsagence an hiren Héichkommissär festgestallt, datt verschidden Attacke vun der israeelescher Arméi géint d'humanitäert Vëlkerrecht verstoussen.

Mat der Klo vu Südafrika ass et elo um Internationale Geriichtshaff, fir Stellung ze huelen. Et ass vu baussen esou wäit fort, schwiereg ze soen, wéi déi Faite juristesch ze qualifizéiere sinn. Dowéinst ass et och gutt, datt an dëser Urgenceprozedur den Internationale Geriichtshaff elo emol eng éischt méi juristesch Meenung, Analys, ka maachen an, souwäit et geet à ce stade, Kloerheet schafe kann.

Mee onofhängeg vun där juristescher Definitioun ass et net erdrobar, datt iwwer 20.000 Palästinenser gestuerwe sinn, dorënner vill Kanner, datt 80 % vun der Populatioun an der Gazaträif deplacéiert goufen, datt iwwert d'Hallschent vun den Haiser zerstéiert oder beschiedegt gouf, datt et keng sécher Plaz méi an der Gazaträif gëtt.

Natierlech weist Israel sech schockéiert iwwert de Virworf vum Genozid. Déi bescht Aart a Weis awer, fir do dergéint virzegoen, fir deem entgéintzewierken, ass et, opzehalen, d'palästinensesch Populatioun ënner Beschoss ze huelen, ass et, humanitär Hëllef zouzeloossen, ass et, mat deem sënnlose Krich opzehéieren.

Et bleift ofzewaarden, wéi Israel mat där zukünfteger Decisioun vum Geriichtshaff wäert ëmgoen. Et ass jiddefalls ze hoffen, datt, egal wéi déi Decisioun ausfält, e Waffestëllstand kënnt an deen och aktiv vun der internationaler Communautéit gefuerdert gëtt.

An dësem ganzen Debat däerf een eng wichteg Gefor net ignoréieren, dat ass d'Gefor vun der Radikaliséierung vun extreem ville Jonken am Noen Osten.

Vill Observateure gesinn d'Aktioun vum Hamas als genee dat: Eng Provokatioun, fir zur Radikalisatioun vun der Populatioun ze féieren! Dass dee Plang net opgeet an d'Eskalatioun vu Gewalt an Haass gestoppt gëtt, dat muss d'Zil sinn, natierlech an éischter Linn vun de Konfliktparteien, mee och doriwwer eraus vun der internationaler Communautéit. Et muss elo schonn den Terrain preparéiert gi fir d'Zukunft, eng Zukunft, an där d'Palästinenser onofhängeg an a Fridde kënnen an hirem eegene Staat liewen an och d'Israeelien a Sécherheet an a Fridden an hirem eegene Land sinn.

Mir erwaarden ons vun onser Regierung, hei net just d'Roll vun engem Observateur ze spillen a mat enger oder zwou Woche Verspéidung d'Positioune vun europäesche Partner ze widderhuelen. Grad als Member vum UN-Mënscherechtsrot ass Lëtzebuerg hei an der Verantwortung.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dat ass ëmsou méi wouer, wéi mer alleguer all Dag mat Biller an Neiegkeeten aus Gaza konfrontéiert sinn. Ons politesch Decideure si gefuerdert, fir de Bierger/inne bei der Anuerdnung vun deem ze hëllefen, wat si an Echtzäit op hire Bildschiermer gesinn. An dësem Fall muss d'palästinensesch Populatioun Gehéier fannen a gehollef kréien. Dat geet nëmmen iwwer e Waffestëllstand. Deen aktiv bei Israel anzefuerderen a sech gläichzäiteg derfir anzesetzen, datt d'Geisele vum Hamas fräigelooss ginn, ass fir ons de richtege Wee.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. An als leschten ageschriwwene Riedner huet elo den Här Sven Clement d'Wuert. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 7. Oktober sinn d'Terroriste vun der Hamas an Israel agefall an hunn de Mënschen, déi do ronderëm gelieft, gefeiert oder geschafft hunn, Schreckleches ugedoen. 1.139 Mënschen hunn hiert Liewen deen Dag gelooss. Anerer goufe verschleeft an eng 200 bis 250 Geisele sinn haut nach an den Hänn vun den Terroristen. Israel war an ass am Schockzoustand no dëser Attack.

Et dierf een dat, wat de 7. Oktober geschitt ass, net verharmlosen. An Israel, an dat huet glécklecherweis heibanne bis elo jiddweree gesot, huet kloer d'Recht, fir géint dës Terroriste virzegoen.

Mënsche sinn ëmbruecht ginn, zerstéckelt, vergewaltegt a vun hire Famillje fortgerappt. Kee vun hinnen oder hire Familljen huet dat Schicksal verdéngt. An näischt rechtfertegt dës onmënschlech Doten!

Et ass net ganz kloer, wéi vill Geiselen nach am Gaza verschleeft sinn a wéi et hinne geet, mee kloer ass, datt et d'Zil vun der internationaler Communautéit muss sinn, dës Leit, dës Elteren, Geschwëster a Kanner fräizekréien.

Kloer fir eis Piraten ass och: D'Hamas ass net Palästina! D'Hamas steet net fir d'palästinensesch Zivillbevëlkerung. Och si sinn nämlech Affer vun den Terroriste vun der Hamas, duerch déi elo hir Haiser zerstéiert gi sinn a si an hir Famill a Liewensgefor schwiewen. D'Affer vum Kampf géint d'Hamas ass d'Zivillbevëlkerung op béide Säite vun der Grenzmauer, an onofhängeg vum Pass.

Mir Piraten fuerderen eis Regierung op, fir weider humanitär Hëllef ze leeschten, well d'Mënschen do am Moment a ganz kriteschen Zoustänn ouni genuch Stroum, medezinnesch Versuergung a villes méi mussen ëm d'Iwwerliewe kämpfen. A wa mer Mënsche soen, da menge mer zum gréissten Deel Kanner, well 2020 war all Zweeten an der Gazasträif ënner 18 Joer al. All Zweeten!

Mir Piraten fuerderen och, datt d'israeelesch Regierung an hir Zaldoten a soss Leit am Asaz sech kloer un internationaalt Recht halen. Jo, u sech ass dat eng Fuerderung, déi sou vum selwe kënnt, déi jiddwereen, deen an engem Konflikt dran ass, wann de Konflikt dann onausweichlech gëtt, sollt anhalen, well all Attack muss eng proportional Äntwert fannen.

D'Zivillbevëlkerung am Gaza ass net de Feind an dierf net als Feind consideréiert ginn. Am Gaza sinn et d'Zivilisten, déi sech net kënnen a Sécherheet bréngen, well et gëtt kee Wee eraus a se kënne kengem trauen. Zegdausenden hu schonn duerch d'Attack vun der Hamas mussen hiert Liewe loossen. Et kann net esou weidergoen!

Här President, d'Piratepartei huet sech nach ëmmer fir eng Zweestaateléisung ausgeschwat. An dëser Positioun bleiwe mer weiderhin trei. D'Grenze vun 1967 misste laangfristeg erëm hiergestallt ginn. Dofir brauch een natierlech och en demokratesch gewielten Uspriechpartner, deen d'Mënscherechter respektéiert, och op palästinensescher Säit. An deen hu mer nach net.

Wat dann d'Klo vu Südafrika zu Den Haag ugeet, esou si mir Piraten der Meenung, datt een d'Riichteren hir Aarbecht soll maache loossen. Et steet jiddwerengem fräi, fir esou eng Plainte ze deposéieren, an dat gouf jo gemaach. Et ass un de Geriichter ze entscheeden, ob dës begrënnt ass a wat d'Konsequenze vun esou enger Plainte sinn. Ech halen et awer fir verfréit, datt mir heibanne géifen engem Urteel oder anere Mesüre virgräifen. Mir si Signataire an deementspriechend decouléieren eis Obligatioune ganz kloer dorauser.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bis elo kennt dëse Kampf géint d'Hamas keng Gewënner. Bis elo huet Israel net gewonnen an d'Zivillbevëlkerung am Gaza ass definitiv de Verléierer an dësem Konflikt.

D'Piraten an Europa hunn dann och hire Support no den Hamas-Attacke gewisen an ee vun deenen éischten europäeschen Ausseminister war e Pirat, deen an Israel gereest ass, fir Support an Hëllef unzebidden.

Um Enn gëllt fir eis all: Et muss ee Versteesdemech an Empathie a sengem Kapp an a sengem Häerz fir béid Säiten hunn, fir d'Zivillbevëlkerung op deenen zwou Säiten, well et sinn déi, déi am meeschte leiden. Et sinn déi, déi als Éischt de 7. Oktober gelidden hunn. An et sinn déi, déi och elo op där anerer Säit vun der Grenzmauer am meeschte leiden. A genau dowéinster brauche mer ganz dréngend e Cessez-le-feu. Genau dowéinster brauche mer endlech eng Resolutioun vun deem Joerdausenden ale Konflikt. Ech mengen net, datt mer dat an enger Stonn Heure d'actualité hei an der Chamber wäerten hikréien. Mee all Drëps kann derzou féieren, datt d'Faass iergendwann eng Kéier voll ass a mir eng Léisung fannen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Ech ginn dann elo – géint d'Reegele vun der normaler Heure d'actualité, mee well mer virdrun eng Rei technesch Problemer haten, ënner anerem, fir d'Motioun erauszedrécken – dem Här David Wagner ganz kuerz d'Wuert, fir seng Motioun ze presentéieren.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, kuerz. Ech wäert eng Motioun presentéieren, déi ech schonn deposéiert hunn an déi och schonn ausgedeelt gouf. Ech hoffen, datt jidderee se konnt liesen. Wéi Der wësst – dat ass schonn e puermol gesot ginn –, hunn zu Den Haag och iwwert dëse Weekend dann eeben déi Plaidoirië stattfonnt iwwert d'Requête vu Südafrika opgrond vum Artikel 9 vun der Konventioun fir d'Preventioun an d'Repressioun vum Crime de génocide, där Lëtzebuerg och ugehéiert. Do huet Südafrika dat dann eebe virun der Cour de justice internationale deposéiert.

Et soll drëms goen, festzeleeën, ob d'Aktioun vun Israel an der Gazasträif als Genozid ka qualifizéiert ginn. An der Tëschenzäit hunn eng ganz Partie Länner déi südafrikanesch Initiativ ënnerstëtzt. Lëtzebuerg huet natierlech d'Konventioun vun der Repressioun vum Crime de génocide ratifizéiert. Dat heescht och, datt Lëtzebuerg, wéi all Partie prenante vun där Konventioun, Obligatiounen huet, déi och am éischten Artikel festgeluecht goufen an déi follgendermoosse klëngen: „Les parties contractantes confirment que le génocide, qu'il soit commis en temps de paix ou en temps de guerre, est un crime du droit des gens, qu'elles s'engagent à prévenir et à punir."

Ech wollt awer och den zweeten Artikel vun dëser Konventioun kuerz zitéieren, deen de Genozid definéiert. Well den Haaptkrittär ass net dee vun der Unzuel, mee dee vun der Intentionalitéit: „commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel," an da gi fënnef Fäll opgezielt. Ech zielen déi elo net méi op, mee se sinn net cumulativ.

Mir mengen – dat ass op jiddwer Fall d'Meenung vun déi Lénk –, datt leider warscheinlech d'Definitioun misst getraff ginn. Dat ass „Meurtre de membres du groupe", „Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe", „Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre" an esou weider.

Mir sinn der Meenung – an déi gréng an d'LSAP hunn dës Motioun och matënnerschriwwen –, datt mer géifen awer d'Regierung opfuerderen, en temps opportun déi südafrikanesch Prozedur ze ënnerstëtzen an och deemno wéi an der Prozedur Observatiounen ze maachen, an datt Lëtzebuerg och soll provisoresch Mesüren ënnerstëtzen, wéi zum Beispill e Waffestëllstand, well mir wësse jo net, wéi laang dat kann daueren, bis en Urteel gefällt gëtt.

Voilà, ech soen Iech Merci, Här President, a pardon nach fir dee klenge Mëssel. Voilà, mee ech hoffen, datt mer vläicht nach op e gréngen Zweig kommen. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Mir hunn de Mëssel jo elo opgehuewe kritt. Ech gesinn, et sinn direkt Wuertmeldungen do. Ech géif elo proposéieren, datt mer et esou maachen, datt mer erëm déi normal Uerdnung drakréien.

Mir ginn der Regierung d'Wuert an duerno huele mer déi eenzel Motiounen an da kënne selbstverständlech déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéiten dozou Stellung huelen. Da si mer erëm am normalen Oflaf dran. Här Ausseminister, et ass un Iech.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, e grousse Merci. Et kënnt jo net oft vir, datt ech och dem Här David Wagner e grousse Merci soen, mee ech mengen, dass d'Agenda et fäerdegbruecht huet, dass et méi wichteg wéi jee ass, deen Debat haut an dëser Chamber och kënnen iwwert dëse Sujet ze hunn.

Dir hutt et alleguerte gesot: Ech war d'lescht Woch a Palästina. Ech war zu Ramallah an ech war och zu Jerusalem. An et ass am Fong meng éischt Auslandsmissioun gewiescht. Ech hat jo bilateral Visitten zu Berlin an zu Paräis. Dat ware Visites de courtoisie bei den Noperen, mee dëst ass déi éischt Visitt, déi ech gemaach hunn. An dat beweist och fir mech selwer an och fir d'Regierung, wéi wichteg dëse Sujet ass.

Mir sinn op béide Säiten empfaange gi vun héichrangege Politiker: a Palästina vum Premierminister, och vum Ausseminister an awer och vun der Zivillgesellschaft, vum President vun enger ganzer Medezinnsorganisatioun, an och enger Fra – déi eenzeg Fra, déi bis elo am Comité vun der OLP war, hate mer och d'Chance, kënnen ze gesinn –, an op israeelescher Säit vum Staatschef, dem Isaac Herzog, iwwert de Chamberspresident, och den Ausseminister konnte mer gesinn an och eng Vertriederin vun enger ONG. An a Palästina hate mer och d'UNRWA, den Här Lazzarini, begéint.

Erlaabt mer fir d'éischt, Här President, vun enger … An et war eng Missioun – pardon, ier ech et vergiessen – zesumme mat menger Ekipp aus den Affaires étrangères an och vun der Kooperatioun an dorops wäert ech och agoen. Här President, den éischten Deel war dee vun der Desolatioun. Mir sinn

ukomm, wéi mer de Kibbuz a Südisrael besiche gaang sinn, deen attackéiert ginn ass de 7. Oktober ... an ech sinn och frou, dass jiddwereen déi Attack vum Hamas condamnéiert huet. Et ass gräisslech, wat do geschitt ass. Et war Feierdag an Israel. D'Leit sinn do erschoss ginn, d'Leit si verbrannt ginn, d'Leit si lieweg verbrannt ginn, an et ass eng ... Ce sont des scènes de désolation, wou ee gesäit, wou jonk Leit, wou Kanner, wou Fraen, wou Leit ëmbruecht gi sinn duerch Terrorattacken, déi vum Hamas begaange gi sinn. Et war eng ganz komesch Situatioun, well mir waren do – an dir hutt jo och d'Fotoe gesinn – a mir konnten héieren, wéi Rakéite gefall sinn a wéi d'Mitrailletten op e puer Honnert Meeter fonctionéiert hunn. An ech kann Iech soen: Dat si Situatiounen – mir waren op där enger Säit, wou mer wéineg Geforen haten –, déi ee sech schwéier ka virstellen. An ech kann Iech soen: D'Biller, déi wäert ech och net vergiessen.

Desolatioun awer och, Här President, déi Deeg drop, wéi ech a Palästina war, wéi ech gesinn hunn, wéi do ... Et ass eng „prison à ciel ouvert". Et ass eng Mauer ronderëm. Ech war e Camp vu Refugiéë besichen: déi Desolatioun, dee Manque de perspectives, dee Manque d'avenir, déi Situation d'hygiène. An dat war dann nach zu Ramallah, wou ech gesinn hunn, wou ee sech dann net ka virstellen, wéi zu Gaza d'Situatioun ass; zu Gaza, eng Situatioun, wou wierklech – an ech ginn duerno méi an den Detail och an iwwert d'Responsabilitéiten – d'ganz Regioun do am Moment amgaangen ass, futti gemaach ze ginn. Dat ass ee Constat: d'Destructioun vun enger Regioun.

Zur Situation humanitaire muss ech Iech soen, dass déi dramatesch ass, mee och d'Situation economique. An ech kann de Risk net vun der Hand weisen ..., dass och e Risk vun ekonomeschem Kollaps vu Palästina besteet, well déi gréisst Rentrées financières, déi se kréien, sinn eeben duerch den Echange mat Israel, duerch Taxen, déi bezuelt ginn, duerch Steieren, déi bezuelt ginn. A wann do d'Grenzen zou sinn, da besteet de Risk, dass et op eng Kéier do, wou elo nach ..., net Gaza, mee dat heescht zum Beispill am Westjordanland an op deenen anere Plazen, och zu Meutereie kënnt. D'Leit hunn déi lescht Woche keng Pai kritt. An déi lescht Pai, déi se kritt hunn, dat ass e puer Méint hier, dat war eng hallef Pai – juste pour vous dire. Dat heescht, dass och nach de Risk besteet vun engem Collapse économique an der Gazasträif.

Wann ee vu Responsabilitéite schwätzt, ech hunn Iech et virdru gesot: Den Hamas ass e Fait déclencheur gewiescht, mee d'Situatioun war net einfach virdrun. Mee de 7. Oktober ass en neie Moment gewiescht, wou wierklech eng Attack komm ass vun enger terroristescher Organisatioun. Dat, wat een awer muss wëssen, ass, dass den Haass ganz déif sëtzt. An et ass och eng Etüd gemaach gi vum Palestinian Center for Policy and Survey Research. Déi seet am Fong, dass 72 % vun der Populatioun dat vum Hamas net condamnéieren. An ech waarden haut nach – an ech hunn dat selbstverständlech och mengen Interlocuteuren a Palästina gesot – op eng Condamnatioun vun den Attacke vum 7. Oktober, ob déi awer géif weisen, dass de Fatah an déi net dat cautionéieren, wat den Hamas gemaach huet.

Mee et muss een d'Situatioun gutt kennen, fir ze wëssen, dass den Hamas awer och eng politesch Partei ass an dass et eng Partei ass, déi am Moment an den Ëmfroen net déi lescht ass. Dat heescht, dass et scho kritesch ass. Mee et ass eng Haine, déi grouss ass, a mer mussen onbedéngt verhënneren, dass am Fong déi Jonk ... Bal all Riedner huet et gesot: Et dierf ee Palästina net mat Hamas vergläichen. Dat wier dee gréisste Feeler. Mee de Risk ass, dass, wann déi jonk Leit, déi am Moment do sinn, keng Perspektive gesinn, am Fong d'Bildung, déi se hunn, d'Bildung vum Hamas ass an de Support och vum Hamas ka sinn, well den Haass ... an déi Leit, déi Beamten, déi och mat mer do waren, soen, dass den Haass ee vis-à-vis vun deem aneren nach méi grouss ass wéi virum 7. Oktober an dass et d'Vertrauen am Fong guer net méi gëtt tëschent den Israeelien an de Palästinenser.

Hei si vill Zuele gefall. Huelt mer et net iwwel, Här President, ech wäert keng Zuelen nennen. Ech weess haut net, wéi vill Geisele lieweg sinn. Ech weess haut net, wéi vill Dausende vu Leit ënnert den Trümmere leien an der Gazasträif, déi mer nach net konnte fannen. Dowéinster, ech wëll ... D'Zuele si sécher, op déi géif ech agoen: iwwer 20.000 Leit – iwwer 20.000 Leit; mir si bei 23.000 Leit –, déi gestuerwe sinn. An awer – Zuelen, dat si Fakten –: 70 % vun deene si Fraen a Kanner. An et wäert kee mir erklären, dass dat alles Terroriste si vum Hamas! Dat si keng Terroriste vum Hamas. Et war vläicht deen een oder deen aneren, deen e Sympathisant war, mee fir do ze soen, dass déi 23.000 Leit Terroriste vum Hamas wieren, wier falsch.

Et ass eng Reconstructioun, déi muss ganz opgebaut ginn. Gaza ass amgaangen, plattgemaach ze ginn. An Dir hutt am Moment ... De ganzen Norde gëtt am Fong evakuéiert an do sinn am Moment schonn iwwer 1,9 Millioune Leit, déi deplacéiert gi sinn. Stellt Iech vir, déi puer Meeterkaree – et sinn 30 Meeter (veuillez lire: 30 Kilomeeter), also an der Längt, wéi grouss et ass –, wéi vill Millioune Leit elo an 1,9 Milliounen, déi just an de Süde verfracht ginn, wat fir eng Situatioun mer do hunn, eng desolat Situatioun, eng humanitär, eng sanitär Situatioun. Déi wäert sech och net vill verbesseren.

An och déi Kolonisatioun, déi Siidlungen: Do ass jo am Moment nach puer Provokatioun an där Situatioun, déi schonn esou brenzeleg ass. An et sinn Aussoe komm. Ech ginn och net op déi Aussoen an. Ech hunn déi awer zitéiert, well Dir hutt se net all zitéiert. Et ass souguer e Minister, dee gesot huet, Gaza misst et ginn ouni Gaza-Awunner. Et ass souguer vun engem gesot ginn, et misst eng nuklear Bomm benotzt ginn. Vun där anerer Säit wësse mer awer och, dass verschidde Leit soen, dass d'Enn vum Staat Israel en Zil muss sinn, dass d'Israeelie mussen och verschwannen. Dat heescht, vun deenen zwou Säite gëtt et Proposen, déi inakzeptabel sinn an déi och ze condamnéiere sinn!

Här President, mir hunn och säit dem 7. Oktober Hëllefe gehat, direkt fir an d'Gazasträif. An erlaabt mer, fir dass ... Mailt se einfach de Kolleegen hei an der Chamber weider ..., mee einfach d'Zuelen, wee wat kritt huet, och vun där Hëllef, déi mer gemaach hunn, vun 3.250.000 Euro, déi komm si fir am Gaza. An et ass och nach eng Kéier eng materiell Hëllef vun 142.000 Euro. Ech si ganz transparent. Ech ginn Iech déi of, wann Der se just de Kolleege kënnt mailen, dann hu se och déi Zuelen, wou elo och direkt gekuckt ginn ass, fir do déi humanitär Hëllef kënnen ze hunn.

*(M. Xavier Bettel dépose une documentation.)*

Eng Léisung, Här President, well mir schwätzen oft dovun, ass den Zweestaatesystem. Mee de Problem ass: Am Moment si mer nach net esou wäit. A mir kréie se och net direkt. D'Vertrauen ass wierklech ze vill fort, fir déi Zweestaateléisung am Moment kënnen op den Dësch ze setzen, fir se direkt kënnen ënnerschriwwen ze kréien. Dat wier den Dram, well Fridde bei deem engen ass dee beschte Garant fir Fridde bei deem aneren. Dat ass eng Realitéit, et huet een et och heibanne gesot, dat ass d'Realitéit! Wann deen ee Fridden huet, huet deen aneren en och. Well déi eng soen Iech: „Mir hunn Angscht vis-à-vis vun der Hamas, mir kënnen hei net als Bierger liewen, wärenddeems mer wëssen, dass mer terroristesch Aktivitéiten niewendrun hunn." An, selbstverständlech, d'Gaza-Awunner, déi si jo och net op Aenhéicht vis-à-vis vum Staat Israel, hunn och Angscht. D'Palästinenser hunn Angscht vis-à-vis vun de Siidlungen oder vis-à-vis vun Aktioune vun der israeelescher Arméi.

Dofir, wat fir eis wichteg ass am Moment, ass d'Fräiloossung vun de Geiselen. Déi Geisele sinn déi éischt wichteg Etapp. An et ass gesot ginn: „Jo, mee hält dann Israel op, wann d'Geiselen all fräi sinn?" Op jidde Fall ass e groussen Argumentaire vun der Justificatioun vun de Bombardementer vum Gaza da fort. Ech wëll awer just drun erënneren, fir deen een oder aneren, deen et nach net matkritt huet, dass déi israeelesch Regierung awer gesot huet, dass dat net duergeet, dass se wëllen am Fong den Hamas lassginn.

Ech hunn och op menger Rees, Här President, insistéiert, dass den Hamas eng Ideologie ass. Eng Ideologie kritt Dir net aus dem Kapp esou geläscht! Ech wëll Iech just drun erënneren, dass nach viru puer Joren d'Aube dorée, eng Nazipartei a Griicheland, bal 10 Prozent vun de Stëmme gemaach huet – eng Nazipartei! Mir hu jo alleguerte gemengt, nom zweete Weltkrich géif een net méi vun Nazie schwätzen. Just fir Iech drun ze erënneren, dass se mengen, et géif een eng Pensée lassginn, wat eppes ass, wat net méiglech ass. Mee tatsächlech ass et am Interêt vun der Regioun, dass den Impact matériel, d'Finanzméiglechkeete vum Hamas esou kleng sinn, dass se och keng Gefor méi si fir hiren Noper.

Mir brauchen e Waffestëllstand. Här President, ech war nach Premier, wéi ech an engem Conseil européen souz zu Bréissel, wou mer stonnelaang driwwer geschwat hunn, ob et e „Cessez-le-feu" ass mat „s", ouni „s", ob et „humanitaire" sollt sinn oder net „humanitaire" – et ass mir esou laang wéi breet, Här President, wéi et heescht!

Mir hu just gemierkt, dass dee Moment, wou d'Geisele fräikomm sinn, wärend engem Waffestëllstand war. Mir hu just gemierkt, dass wa mer wëlle Corridors humanitaires maachen, fir dass d'Leit aus dem Süden nees kënnen an den Norden erop goe mat de Familljen, dat och just geet, wann e Waffestëllstand do ass. Dofir: Et ass mer egal, wéi Dir e wëllt nennen, mee et brauch een e Cessez-le-feu. Da kritt Dir d'Argument: „Jo, mee mat engem Cessez-le-feu gëtt nees den Hamas gestäerkt, da kënne se sech nees opbauen." Ech kann Iech just soen, dass wa kee Waffestëllstand kënnt, déi Situatioun sech do net verbessert. An déi eenzeg Momenter, wou mer Geisele fräikritt hunn, waren och wärend engem Waffestëllstand. Déi Siidlunge mussen och ophalen. Si gi géint d'internationaalt Recht. Do si mer eis och alleguerten eens.

Ech hat e Message, Här President, deen ech eriwwerginn hunn, an deem mer och gesot hunn, dass déi Situatioun am Moment, déi do ass, um europäeschen Niveau ..., dass een d'Gefill huet, et misst een d'Frënn vu Palästina sinn oder d'Frënn vun Israel sinn, et misst ee säi Camp eraussichen. Dir musst fir déi eng a géint déi aner sinn oder ëmgedréint.

Ech kann Iech just soen – an ech hunn dat och scho gesot –: Mir si Frënn vum Fridden! Mir sinn der Meenung, dass hei jiddwereen en Deel Responsabilitéit huet. Mir sinn der Meenung hei, dass et awer virun allem am Moment Generatioune gëtt vu jonke Leit, déi, wa se keng Perspektive kréien, riskéieren, fir eng Doktrinn vun enger politescher Organisatioun mëssbraucht ze ginn, dass se keng Chancen hunn, sech kënnen ze entwéckelen, wann net Fridde fir si garantéiert gëtt.

Dir hutt jo och Motiounen a Resolutiounen an ech fannen, ... Ech muss Iech ganz éierlech soen, Här President, ech weess, et ass Séparation des pouvoirs, ech hunn näischt dozou ze soen, mee déi Resolutioun an déi Motiounen – dat si verschidden Termen, do musst Dir driwwer kënnen diskutéieren – fannen ech, sinn akzeptabel. Ech ginn Iech meng perséinlech Meenung, well se awer räsonabel sinn. Mir ginn net ..., andeem mer soen: Deen doten huet honnertprozenteg Recht an deen doten huet honnertprozenteg Onrecht. Well hei huet keen honnertprozenteg Recht, keen!

Dat, wat och ass: Dir hutt och gefrot bei der CPI an d'Madamm Tanson an den Här Wagner sinn och drop agaang iwwert d'CPI. Dir wësst – mir hunn dat jo och schonn ëffentlech gemaach –, dass mer der Meenung sinn, dass mer elo sollen d'Hearingen ofwaarden an d'Konklusioun ofwaarden. Et war jo schonn Drock gemaach ginn, ob mer net wéilten och schonn dès le départ matmaachen. Nee, mir waarden do of, bis d'Etüde gemaach gi sinn. Déi zweet Motioun, déi dréckt e bëssen an eng Richtung, wéi wa scho Konklusioune misste gezu ginn. Ech kann Iech just hei d'Garantie ginn, Här President, dass dës Regierung déi ofwaart an dann och hir Konklusioun wäert hunn. An ech géif Iech proposéieren, dass mer eis och dee Rendez-vous ginn, dass, soubal d'Urteel – oder d'Decisioun – getraff gëtt vun der CPI, mer eis och an der Kommissioun kënnen treffen, fir doriwwer ze diskutéieren a gemeinsam eng Positioun ze hunn.

Ech fannen, d'Stäerkt vun eisem Land, Här President, ass, wa mer et fäerdegbréngen, hei an dëser Chamber net eng Droite géint eng Gauche ze hunn, net eng proisraeelesch géint eng propalästinensesch Politick ze maachen, mee dass mir eis bewosst sinn, wat de Fridde fir e Wäert huet. An dass mer eis bewosst sinn, dass et net la loi du plus fort ass, mee dass et awer och net ka sinn, dass een a Gefor lieft.

Et ass och an onsem Interêt, dass am Noen Osten Stabilisatioun kënnt. An ech kann Iech just soen, dass mir et net eleng wäerte fäerdegbréngen – well hei ass gesot ginn, mir hätte Responsabilitéit –, mir wäerten et net eleng fäerdegbréngen! Wa mer wëllen eng Léisung fannen, kënne mer nach 56 Friddenskonferenzen organiséieren – wann Israel net mat um Dësch ass, fanne mer och keng Léisung! An dofir géif ech wierklech insistéieren, fir ze soen, dass weeder d'Frënn vu Palästina nach d'Frënn vun Israel sech sollen zesummesetzen, mee d'Frënn vum Fridden. Et ass an hirem Interêt an och an onsem.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Ausseminister villmools Merci. Domat wär d'Diskussioun ofgeschloss.

***Motions et résolution***

Mir kommen dann zu de Motiounen. Ech hunn hei um Büro zwou Motiounen an eng Resolutioun leien.

***Motion 1***

Ech proposéieren, datt mer mat de Motiounen a mat där éischter Motioun – quitte datt se méi spéit presentéiert ginn ass – vun dem Initiateur vun der Heure d'actualité ufänken. Den Här Wagner, mengen ech, huet seng Motioun schonn erkläert, ech géif also froen: Wie wëllt zu der Motioun 1 nach d'Wuert huelen? Ech gesinn den Här Graas, den Här Fayot. Ok. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Jo, zu där Motioun ass allerdéngs elo nach déi eng oder aner Ausso ze maachen. Fir d'éischt muss ech natierlech emol d'Fro stellen: Wat ass e Genozid? An d'Fro och ze stellen: Si mer de Moment schonn an enger Situatioun, wou ee ka vun engem Genozid schwätzen? Dorobber eng Äntwert ze ginn ass zu dësem Zäitpunkt, mengen ech, ganz schwiereg.

Da gëtt hei gefrot, datt mir eis als Lëtzebuerg sollen do ralliéieren, datt mer „en soutien à la procédure initiée par la République d'Afrique du Sud contre Israël" ... Ech mengen, den Ausseminister huet elo am Fong schonn eng Äntwert dorobber ginn, datt mer elo emol sollen ofwaarden, bis datt déi Instruktioun vun der CPI fäerdeg ass, datt mer da gesinn, wat fir eng Resultater do erauskomm sinn an datt sech duerno Lëtzebuerg dann och ka positionéieren. Duerfir fanne mir et prematuréiert, fir zu dësem Zäitpunkt elo am Fong geholl schonn d'Regierung opzefuerderen, an déi Richtung ze goen. Aus deem Grond géif ech da menger Fraktioun – oder eiser Fraktioun – proposéieren, dës Motioun ofzeleenen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Graas. Dann hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Jo, also mir als LSAP, mir sinn der Meenung, dass dës Motioun eng gutt Motioun ass, dass mer déi ënnerstëtzen. Mir sinn iwwerhaapt der Meenung, dass mer dee Recours, dee Südafrika gemaacht huet géint Israel, sollen eescht huelen. Mir sinn e Land, wat sech zum Multilateralismus bekennt an och ëmmer e staarke Supporter vun der Cour internationale de justice ass.

Mir sinn eis natierlech och der Gravitéit vun dësem Recours bewosst. Et geet hei ëm Genozid, eng Infractioun, déi erfonnt gouf 1944 vum Raphael Lemkin, engem polnesche jüddeschen Affekot, deen déi Infractioun erfonnt huet mat Bléck op d'Shoah. An dass déi haut géint Israel invoquéiert gëtt, huet natierlech eng ganz besonnesch Gravitéit.

Nawell si mer der Meenung, dass mer eis elo hei net einfach kënnen do eraushalen. Mir kënnen net, mengen ech, wéi de Premier dat expriméiert huet a sengem Interview, einfach hei Israel gewäerde loossen, ouni eis mat där Fro ausernanerzesetzen. Mir hunn Obligatiounen ënnert der Convention sur le génocide, déi eis verpflichten, dat do ganz enk am Bléck ze behalen.

Ech war och am September 2022 an den Territoires occupés. Ech hunn och dee Kontext gesinn, deen deemools schonn do virgeherrscht huet, déi Apartheid, wéi den Yves Cruchten dat genannt huet, déi schrecklech Konditiounen, ënnert deenen d'Palästinenser do diskriminéiert ginn. A mat aller Vehemenz an och mat aller Rigueur, mat deenen ee muss de 7. Oktober condamnéieren, ass dat net an engem Vakuum geschitt. An dofir, mengen ech, muss een, ouni hei Säiten ze huelen, trotzdeem wierklech ganz genee nokucken, wat do geschitt. Et sinn Deklaratioune gemaach gi vun israeelesche Regierungsmemberen, déi weisen, wat hei de Geescht ass vun deenen Interventiounen, déi elo säit méi wéi 100 Deeg undaueren.

An dofir menge mer wierklech, dass mer, wéi gesot, eis heimadder sollen ausernanersetzen, dass mer dat sollen evaluéieren a le moment venu dann och net zécken, fir do eventuell ze intervenéieren an där Prozedur, déi do ugefaangen huet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Ech hunn nach d'Wuertmeldung vun der Madamm Tanson, dem Här Clement, dem Här Kartheiser an dem Här Hansen. An ech ginn der Madamm Tanson d'Wuert.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo. Ech hänke bësse mech drun un dat, wat de Franz Fayot elo grad gesot huet. Et geet hei net drëm, ech mengen, definitiv Positioun ze huelen. Dass deen Term Genozid hei puermol virkënnt, ass absolutt normal, well et ass déi Konventioun, ëm déi et geet a wou d'Fro gestallt gëtt, vu ville Leit d'ailleurs, och vun den Experten, wou kontrovers diskutéiert gëtt, ob een hei an deem Cas de figure ass oder net. An dat wat d'Cour de justice internationale elo muss decidéieren, dat ass virun allem och emol verschidde méi provisoresch Mesüren, wou dann och gesot gëtt oder ka ginn, zum Beispill zu Israel, se sollten ophalen. Se sollen e Waffestëllstand elo emol applizéieren.

A wat mir u sech froen, dat ass, dass Lëtzebuerg net einfach just ofwaart, mee dass eng Analys gemaach gëtt vun där Requête, déi Südafrika gemaach huet an dann, wéi dat och schonn emol gemaach gouf, Positioun geholl gëtt zu där Requête. Dat muss jo net eng honnertprozenteg Ënnerstëtzung sinn, mee dat kann awer eng Ënnerstëtzung vum internationale Recht sinn, zu deem mir eis ëmmer haut et fort bekennen an dat ass jo och richteg esou.

Wat mer awer och fuerderen, an dat fannen ech awer och elo scho preventiv ganz wichteg, dat ass, egal, wat herno déi Decisioun ass vun der Cour de justice internationale, dat ass, dass Lëtzebuerg dat ënnerstëtzt, dass déi och ëmgesat gëtt. Do ass e Risk, dass se net ëmgesat gëtt, well coercitiv Moossnamen huet d'Cour net, fir déi Decisioun herno ze renforcéieren, soudass dowéinter mir mat där Motioun hei vun deene Lénke ganz gutt kënne liewen an déi och ënnerstëtzen, well se u sech just eng Affirmatioun vun deem ass, wat Lëtzebuerg säit Joerzéngte lieft a plädéiert: dat ass déi vun der Ënnerstëtzung vun der internationaler Rechtsstaatlechkeet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement, et ass un Iech.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Erlaabt mer, et liicht anescht ze gesi wéi meng zwee Virriedner.

Ech fannen d'Motioun interessant. Et ass en Debat, dee mer féiere mussen. Et ass awer, mengen ech, wéi ech och a menger Ried gesot hunn, verfréit, fir elo hei u sech d'Regierung opzefuerderen, eng Prise de position ze huelen.

Ech mengen, datt déi Motioun hei ganz gutt gedoen hätt, perséinlech, wa se sech op den zweeten Tiret, op den zweeten Invite, limitéiert hätt. Den 2. Invite ass nämlech deen, deen, mengen ech, kruzial ass. Dat ass, wann de CPI zu provisoresche Moossname kënnt, dovunner ginn, mengen ech, déi meeschte Länner aus, och déi, déi d'Mesüren net ... déi, déi Prozedur net ënnerstëtzen oder net direkt ënnerstëtzen, datt Lëtzebuerg déi ënnerstëtzt, mee u sech decouléiert dat och direkt dorauser, datt mir Deel vun der Konventioun sinn.

Dat heescht u sech, wa mer géife soen, mir géife se net ënnerstëtzen, géife mer soen, mer géifen eis eegen Engagementer briechen an dat, mengen ech, wëll jo heibanne keen an dofir hätt ech mam Punkt 2 ganz gutt liewe kënnen. Mam Punkt 1 a mam Punkt 3 hunn ech awer meng Problemer. Dat gouf zum Deel schonn och vun anere Leit heibannen erzielt, mee ech mengen, et ass wierklech wichteg, datt mer eis um Punkt 2 eens si vun dëser Motioun, wou kloer drasteet, datt Lëtzebuerg d'Exekutioun vun esou provisoresche Moossnamen ënnerstëtzt, wat awer net heescht, datt Lëtzebuerg Partie prenante vun enger Plainte, wéi se elo deposéiert ass, gëtt oder datt Lëtzebuerg do Partei ergräift. Well ech mengen, datt mir guer net d'Moyenen hunn, dat ze evaluéieren. A fir elo sech unzereien un all déi Leit, déi schonn eng Kéier zu Jerusalem an zu Ramallah waren: Ech hat d'Chance, virun zwee Joer och do ze sinn an ech muss Iech ganz éierlech soen, et ass

bedréckend, zu Ramallah ze sinn. Et ass bedréckend, wann een do gesot kritt: „Dir musst de Bus wiesselen, fir iwwerhaapt kënne mat Äre palästinenseschen Homologen ze schwätzen." Ech hunn dat immens bedréckend empfonnt an dat ass, wéi mat den Auslänner ëmgaange gëtt. Da schwätze mer nach guer net dovun, wéi mat der Zivilbevëlkerung sur place ëmgaange gëtt.

Mee ech kann Iech soen, dat heescht awer nach laang net, datt mer hei direkt vu Genozid musse schwätzen, mee wann d'CPI dat fënnt, da muss Lëtzebuerg dat och ënnerstëtzen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Et ass elo um Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, villmools Merci. Mir soen och deene Lénke Merci, well et ass natierlech e Sujet, wéi mer et haut och gesinn hunn, deen eis alleguer ganz déif beréiert an deen eng ganz grouss politesch a moralesch Dimensioun huet. Dofir ass dat hei, mengen ech, méi wéi legitimm, fir sech déi Fro ze stellen, ob Lëtzebuerg an esou engem Prozess soll intervenéieren oder net. Ech mengen, mir mussen dat kucken no zwee Krittären.

Deen éischten: Ass dat néideg? An deen zweeten: Ass et opportun? Ass et néideg? Nee, well Südafrika huet jo déi Fro gestallt dem internationale Geriichtshaff a mir kréie jo eng Äntwert vum internationale Geriichtshaff onofhängeg dovunner, ob Lëtzebuerg sech elo an eng Prozedur amëscht, déi souwisou amgaang ass. Mir brauchen eigentlech, fir déi Äntwert ze kréien, nëmmen ofzewaarden, ouni, wéi d'Virriedner gesot hunn, do onbedéngt musse Partei ze ergräifen. Also et ass net néideg, datt mer intervenéieren, fir déi Äntwert ze kréien op déi Fro, déi hei gestallt ginn ass.

Ass et opportun? Nee an ech wëll och do kuerz soe firwat, well mir hunn an dëser Situatioun einfach de Bedarf, datt mer géintiwwer Israel a géintiwwer de Palästinenser kënnen als Verhandlungspartner, als Europäesch Unioun an Zukunft optrieden.

Et ass dacks beklot ginn an an eisen Ae vollkommen zu Recht, datt déi Europäesch Unioun kee politesche Profill, op jidde Fall net genuch politesche Profill, net genuch Eenheet konnt weisen an dësem Dossier an et läit eis awer ganz um Häerz, datt mer musse méi wäit denke wéi déi Kris, an där mer am Ableck sinn, an dee Prozess och, deen hei vum Här Wagner ugeschwat ginn ass.

Mir mussen als Verhandlungspartner, als kredibel Verhandlungspartner fir déi zwou Säiten och no dem Enn vun dëser akuter Kris zur Verfügung stoen. Dofir ass et wichteg, datt mer an der Europäescher Unioun verhënneren, datt deen een oder deen aneren … Jidderee kann natierlech maache wéi e wëll, awer u sech solle mer politesch an eng Richtung schaffen, datt mer e méiglechst breede Konsens hunn, datt mer an Zukunft géintiwwer vun deenen zwou Säiten als Verhandlungspartner, als Mediateur, als e kredibelen Interlocuteur kënnen optrieden.

Wa mer dat hei géife maachen, géife mer d'Unitéit an der Unioun a Fro stellen, well keen anere warscheinlech oder net vill anerer an der Unioun wäre bereet, esou e Schrëtt ze maachen. Mir géifen also deem Ganze schueden an och der Zukunft vun engem Friddensprozess, an deem Europa kéint e Profill weisen. Aus all deene Grënn kënne mer dat hei wuel an der Intentioun unerkennen, datt dat sécher gutt gemengt ass, fir esou eng Initiativ ze proposéieren, mee no der Krittäre vun der Noutwendegkeet an der Opportunitéit géife mir dat hei net ënnerstëtzen. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Dann ass nach eng Wuertmeldung vum Här Christophe Hansen do. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Jo, villmools Merci, Här President. An ech géif just nach eng Kéier ganz kuerz un de Virtrag vum Här Ausseminister Xavier Bettel erënneren, wou e gesot huet, wéi wichteg et ass, datt mer elo net mengen, mir misste Schwaarzwäiss-Molerei maachen oder fir ee Partei ergräifen.

Ech mengen, dat ass dat Allerwichtegst, wa mer wëlle kredibel als Negociateur iergendwann eng Kéier optrieden an, ech mengen, dat géife mer och am beschten zesumme mat eisen aneren europäesche Memberstaate maachen, datt mer do eng gëeente Positioun hunn, dann hu mer déi beschte Chance.

Wann elo jidderee seng Saach mécht, wäerte mer déi Positioun an den Negociatioune schwächen. Dat, mengen ech, wier e Problem an ech mengen, evaluéiert gëtt et. Den Här Ausseminister huet et gesot an ech mengen, dat ass och richteg esou. À ce stade géife mir do awer als CSV déi heite Motioun elo net matdroen aus deene Grënn, déi och den Här Bettel genannt huet. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hansen. Dann huet den Auteur vun der Motioun nach gefrot, fir kuerz Stellung ze huelen.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo. Merci, Här President. Ech mengen, et soll net den Androck entstoen, datt mer hei esou an enger klassescher Geriichtsprozedur wieren, wéi mer dat kennen a wéi jiddereen dat kennt, dat heescht wéi wann elo d'Chamber sech misst iwwert iergendeng Prozedur um Civil oder um Pénal ausschwätzen.

Do si mer an enger ganz anerer Prozedur, déi gängeg ass, wou Lëtzebuerg dat d'ailleurs och scho gemaach huet, en cours de route, datt et intervenéiert huet. Dat ass den Usus. Ech si keen Expert am Droit international, mee ech hu mech awer a leschter Zäit e bësse renseignéiert an och vun Experte conseilléiere gelooss an et ass immens spannend, wat do ass, an do muss een och soen, Lëtzebuerg huet justement déi Konventioun géint de Genozid ratifizéiert an déi seet awer ganz kloer Saachen an u sech, de Choix, dee mer géife maachen, wa mer déi Motioun géifen unhuelen, fir ze soen, datt, le temps emportant en plus …, also d'Regierung kritt eng gewësse Latitüd.

Et hätt ee kënnen dat ewechloossen, mee d'Regierung kritt eng gewësse Latitüd, fir op Säite vun der Requête och kënnen ze intervenéieren, et entsprécht awer och dem éischten Artikel iwwerhaapt vun dëser Konventioun, déi ganz kloer seet, datt Partie-contraignanteë mussen „non seulement punir" den Auteur vun engem Genozid, mee och „prévenir", an dat ass net einfach esou gratis – ech mengen, et ass scho gesot ginn och vu Virriedner , dat heescht an deem Sënn, am Fall justement, datt Lëtzebuerg, als klenge Staat en plus, deen dat matgedroen huet, … well mer all Interêt drun hunn, datt mir gesot hunn: „Mir ënnerschreiwen dat." An dat gëtt eisem Staat och eng Obligatioun, fir justement e Genozid ze prevenéieren, an déi heite Requête kann och esou interpretéiert ginn, datt se justement e Genozid prevenéiert, well scho Mesures provisoires kënne geholl ginn, déi derzou féieren, datt e Cessez-le-feu immédiat, also en Enn vum Doutmaachen an der Gazaträif kéint imposéiert ginn. Dat heescht, u sech respektéiere mer eng Konventioun, déi mir ratifizéiert hunn. Et ass an deem Geescht, wou een dat misst gesinn. Voilà.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Domat wär déi lescht Stellungnam zu dëser Motioun ofgeschloss.

Mir géifen dann zum Vott iwwert d'Motioun 1 kommen, déi vum Här David Wagner deposéiert gouf.

***Vote sur la motion 1***

Ech maachen de Vott op. Vote par procuration. De Quorum ass erreecht an de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 17 Stëmmen, Nee: 43 Stëmmen, Abstentiounen: 0. Dës Motioun ass also mat 43 Stëmme géint 17 Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

***Motion 2***

Mir kommen zur zweeter Motioun, déi deposéiert ginn ass vun dem honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt scho Stellung geholl. Wëllt Dir nach eng Kéier? Da froen ech, wien zu dëser Motioun wëllt d'Wuert huelen. Den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, mir soen Iech villmools Merci. Mir hunn als ADR dem Här Graas gesot …, a mir soen och deenen anere villmools Merci, datt se déi Initiativ hei geholl hunn. Mir hunn deen Text hei, déi Motioun, net matënnerschriwwen, mir droe se awer mat. Firwat hu mer net matënnerschriwwen? Well eenzel Aspekter heivunner awer vläicht e bëssche kënnen diskutéiert ginn. Ech wäert dat elo net maachen. Mir hunn et zum Deel scho virdrun an der Interventioun gesot.

Et ass awer eng Saach, déi ech wéilt ervirsträichen an dat ass déi Diskussioun ronderëm d'Kolonien. Et ass vollkomme richteg, a mir deelen dat als ADR, datt dat absolutt diskutabel ass, datt Aspekter vun der Koloniséierung och géint internationaalt Recht verstoussen. Net alles, mee awer e gudden Deel. Et ass eng ganz komplex Fro. A mir mussen op jidde Fall och géintiwwer eisen israeelesche Frënn ëmmer erëm insistéieren: dat internationaalt Recht muss respektéiert ginn, och an dem Kontext vun de Koloniséierungen am Westjordanland! Dat ass net bestridden.

Wat awer de Punkt ass, an et ass vläicht net ganz glécklech, datt mer dat haut esou vill ervirsträichen, et ass awer schonn e bësschen en anere Sujet: Wa mer net wëllen den Androck ginn, datt d'Kolonisatioun am Westjordanland kann iergendwéi eng

Justifikatioun si fir deen Terroruschlag, deen d'Hamas de 7. Oktober ugefeiert huet, dann hätte mer eis u sech gewënscht, datt dat separat diskutéiert gëtt, souwäit et kritikabel ass. Mir stellen dat net a Fro. Wéi gesot, d'Koloniséierungspolitick muss ee kënne kritiséieren. Awer mir gesinn et schlecht an dem Zesummenhang hei vun esou enger Motioun, well fir eis ass déi Attack egal wéi ze condamnéieren, absolutt ze condamnéieren, mat Koloniséierungspolitick oder ouni!

Et ass vläicht e klenge Schéinheetsfeeler an dësem Text. Wéi gesot, mir droen et mat, awer mir ënnerschreiwen et net sou, wéi et hei steet.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Sinn nach aner Wuertmeldungen? Ech hunn den Här Cruchten, duerno den Här Wagner. Här Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Auteur vun där Motioun. Mir wäerten déi Motioun och matdroen. Et sinn e puer Formulatiounen dran, wou ech mer e bësse Froe stellen, mee en général geet se awer an déi richteg Richtung. A virun allem steet hei dran, dass mer d'Regierung opfuerderen, fir en direkte Waffestëllstand ze plädéieren. Dat huet den Här Ausseminister och kloer an däitlech haut hei op der Tribün gesot an ech mengen, dass dat wichteg war, dass et do keng Ambiguitéite gëtt an dass et och do keng verschidden Nuancë gëtt, mee dass et ganz kloer ass, dass mer gären hätten, dass d'Waffe solle rouen.

An dann ass eng Saach, déi mech e bëssen interpelléiert huet an den Invitten. Hei steet: „à continuer ses propres contributions à l'aide humanitaire d'urgence à Gaza et dans la région". Ech hoffen – ech hoffe jo wierklech –, dass kee Mënsch eis Aide humanitaire a Fro gestallt huet an der Vergaangenheet! Mee bon, selbstverständlech wäerte mir deen Text matdroen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci, Här Cruchten. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir hu se net matënnerschriwwen. Dat war éischter eng Fro vun Timing, mengen ech. Mee mir kënnen ... Voilà. Mee mir hunn eis se awer duerchgelies an u sech mécht se och e bëssen Echo an engem gewëssene Mooss och mat der Resolutioun, déi mir deposéiert hunn. Mee eng Motioun ass eng Motioun an eng Resolutioun ass eng Resolutioun an et ass jo och wichteg, datt souwuel d'Chamber d'Regierung invitéiert, Saachen ze ënnerhuelen, wéi och datt d'Chamber sech selwer prononcéiert. Mir gesi keng gréisser Schwieregkeete mat dëser Motioun. Deementspriechend: Also mir fannen, datt se an déi richteg Richtung geet. An dat berouegt eis och an deementspriechend wäerte mir se matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. D'Madamm Tanson huet d'Wuert nach gefrot.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech gesinn dat sou wéi meng zwee Virriedner: dass et extreem wichteg ass, dass mer eis hei net just eeben als Chamber selwer eng Positioun ginn, mee och d'Regierung opfuerderen. An dat geet definitiv an déi richteg Richtung. Ech sinn och frou, dass de Wording elo dee ganz kloren ass. Ech hat dat och esou gefrot, dass wierklech „un cessez-le-feu immédiat" géif gefrot ginn. Ech hunn de Premier – pardon, ech sinn nach ëmmer net am richtege Film: den Ausseminister – héiere soen, dass vill natierlech diskutéiert gëtt iwwer „cessez-le-feu", „cessez-le-feu humanitaire" oder wéi ee „cessez-le-feu" dann och géif schreiwen.

Ech weess net, ob dat esou eng Diskussioun ass, mee op alle Fall: Et ass scho wichteg, dass een do keng Nuancë mat erëmbréngt, mee dass et drëms geet, dass einfach elo e Waffestëllstand kënnt an deen net nach en Adjektiv hannendrugehaange kritt, dee kéint och mëssverstane ginn. Dofir geet dat hei och fir eis absolutt an déi richteg Richtung an natierlech ass et extreem wichteg, d'Aide humanitaire weiderzefëieren an och eebe fir eng Zweestaateléisung anzetrieden.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Ech hunn elo keng aner Wuertmeldung gesinn.

Da géife mer zum Vott iwwert dës Motioun, also d'Motioun vum Här Gusty Graas, kommen. Mir kënnen doriwwer par main levée ofstëmmen, wann Dir domat d'accord sidd. Ass een, deen e Vote électronique freet? Dat ass net de Fall.

***Vote sur la motion 2***

Da proposéieren ech de Vote par main levée. An domat d'Géigeprouf, dat froen ech awer aus Sécherheetsgrënn:

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

An domat ass dës Motioun à l'unanimité ugeholl. Da komme mer zum leschte Punkt.

**M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Et ass net Usus, mee ech wollt Iech just Merci soen. Dir weist Grandeur als Chamber, dass mer et fäerdegbréngen, eng Unanimitéit ze hu bei dëser Fro! Ech wollt Iech just als Regierungsmember Merci soen.

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Chamber huet ëmmer gär, wa se Merci gesot kritt.

*(Hilarité)*

Merci, Här Premier. An da komme mer zum leschte Punkt vum ...

*(Hilarité, brouhaha et interruption par Mme Sam Tanson)*

Madamm Tanson, ech hunn déi selwecht Problemer wéi Dir!

**M. Gilles Baum** (DP) | Dat dauert nach e puer Joer!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Ausseminister. Mir gewinnen eis awer nach drun. Et war déi leschte Kéier, jo. Ok.

***Résolution 1***

Also, komme mer elo zur Resolutioun Nummer 1, déi vum Här Wagner hei erabruecht ginn ass. Här Wagner, ech mengen, déi hat Dir schonn explizéiert. Dofir: Sinn zu dëser Resolutioun Wuertmeldungen? Den Här Graas, den Här Kartheiser, den Här Clement an den Här Hansen. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gusty Graas** (DP) | Jo, merci, Här President. Also, a priori muss ech soen, datt déi Resolutioun hei eis och sympathesch ass. Mir mierke jo, datt et eng ganz Rei Interferenze gëtt mat där Motioun, déi d'Majoritéit virgeluecht huet, ouni elo erëm an den Detail ze goen. Mee, ech mengen, déi grouss Fuerderungen, déi an eiser Motioun dann enthale sinn, déi fënnt een och hei an dëser Resolutioun erëm, soudatt mir a priori déi kënnen esou matdroen.

Allerdéngs wollt ech zwou Remarke maachen, déi awer méi textueller Natur sinn. Ech wier och frou, vläicht, wann den Auteur, den Här Wagner, géif sech dozou bereeterklären. An zum Beispill ass dat elo am sechste Paragraf vun de Consideranten: „notant avec inquiétude", hat Dir geschriwwen, „les déclarations convergentes de membres du Gouvernement", do wiere mer frou, wann Dir géift schreiwen: „notant avec inquiétude certaines déclarations de membres du Gouvernement." Ech gesinn un Ärer Mimik an un Ärer Reaktioun, dass der domat d'accord sidd. Merci.

An dann direkt deen zweete Punkt, wou mer liicht Problemer hunn, géife mer Iech och bieden, vläicht e bëssen ofzeschwächen. Dat ass dann, wou een dann d'Froe stellt a Fuerderunge stellt bei „condamne avec la plus grande fermeté la réaction militaire du Gouvernement israélien comme étant démesurée et disproportionnée et que celle-ci résulte en un carnage de la population civile dans la bande de Gaza". Do géif ech Iech proposéieren: „condamne avec fermeté la réaction militaire du Gouvernement israélien comme étant démesurée". Bon, ech hat awer, ech mengen, Här Hansen, sidd mer net béis, wann ech Äre Virschlag direkt hei mat iwwerhuelen. Dat ass dat, wat vum Här Hansen kënnt: „étant démesurée dans le temps et disproportionnée d'envergure", an dann e Punkt. Dat heescht, da géife mer dee Schluss vun deem Saz do sträichen: „et que celle-ci résulte en un carnage de la population civile de la bande de Gaza".

Här Wagner, wann Der domadden d'accord wiert – ech mengen, dat dierft Iech jo net allze schwéierfalen –, da géife mer selbstverständlech dat do matdroen. Sidd Der domat d'accord? Ma dat ass léif. Da géif ech proposéieren, datt dee Moment den Här President ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Normalerweis stellen ech déi Fro, ob den Här Wagner domat d'accord ass. Mee ech mengen ...

*(Hilarité)*

**M. Gusty Graas** (DP) | Entschëllegt, Här President, datt ech meng Kompetenzen iwwerschratt hunn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee, Dir hutt ... Et ass kee Problem. Se ass gutt gestallt.

Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Bon, eng Saach: Ech sinn ee vun de Signatairë vun dëser Resolutioun, mee et sinn zwee aner Signatairë vun dëser Resolutioun, d'Madamm Tanson an den Här Cruchten. Inwiefern ech elo am Numm vu jidderengem ka schwätzen, ass eng aner Fro.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Mir sinn d'accord.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Jo.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Dir sidd d'accord? Jo. Ech weess net, ob et an der LSAP ...

Ech kann och prinzipiell mat den Ännerunge vum Här Graas liewen. Mir hu bei den Invitten, bei de Condamnatiounen, do hu mer u sech dee selwechte Wording benotzt: „Condamne avec la plus grande fermeté les attentats terroristes", an duerno: „Condamne avec la plus grande fermeté la réaction militaire". Ech wëll elo och net op de Wierder spillen. Et geet drëms, dat ze condamnéieren. Mee déi zwou mussen d'selwecht condamnéiert ginn. Ech mengen, dat ass schonn emol wichteg, fir ze soe „condamne", ob mat der „plus grande fermeté" oder just „avec fermeté", mee da muss et richteg si fir déi zwee. Et ass just dat a mengen Aen awer e Prinzipp. Mee soss si mer averstan.

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Auteur ass also mat deenen Ännerungsvirschléi averstanen. Bei deenen nächste Wuertmeldunge schwätze mer also iwwert déi Versioun, wou den Auteur averstanen ass mat den Ännerungen. Här Cruchten. Ech hat zwar elo ... Pardon, et deet mer leed, Här Cruchten. Ech hat den Här Kartheiser, den Här Clement an den Här Hansen, mee Dir wollt vläicht iwwert d'Ännerungsvirschléi eppes soen?

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Jo, jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Mee da kritt Dir virdrun d'Wuert. Ech mengen, dat ass méi richteg.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Also ech wëll hei déi Harmonie, déi hei entsteet, och elo net briechen, dofir

wäert ech och selbstverständlech déi Propos do unhuelen.

Ech wëll awer nach eng Kéier soen, dass dat net esou onschëlleg ass, wat mer hei drageschriwwen hunn. Mir hunn hei drageschriwwen, dass et eigentlech, op Franséisch, e „carnage de la population civile" gëtt an der Gazasträif. An dat ass op Däitsch iwwersat e „Blutbad" oder e „Gemetzel", fir eeben net den Term vum Genozid ze huelen.

Bon, Dir wëllt dat elo alles eraus hunn. Ech mengen, mir hunn eis alleguerte kloer ausgedréckt hei op der Tribün, wat mir vun der iwwerdriwwener militärescher Reaktioun halen. Dofir sinn ech frou, dass dat alles an de Minutte vun der Chamber festgehalen ass. Dowéinst kann ech domadder liewen. Mee ech halen och ganz staark dorobber, dass d'Terminologie bei der Verurteelung souwuel vun den terroristeschen Attentater vun der Hamas wéi och bei der Réaction militaire, dass dat eent an dat selwecht ass, fir do keng aner Gewiichtung eranzebréngen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Cruchten. Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, villmools merci. An och hei e Merci un d'Auteuren, d'Signatairë vun dësem Text, deen eis erlaabt, iwwert dës wichteg Froen ze diskutéieren.

Mir wäerten eis hei enthalen an ech wéilt Iech soen, aus wéi enge Grënn. Dat Éischt ass, datt wuel hei vollkommen zu Recht, muss ech soen, eng Rei vu Kommentare vu Membere vun der israeelescher Regierung zitéiert ginn, déi revoltéieren. Mir haten dat hei e puermol diskutéiert. Verschidde Kolleegen hunn dat an hire Rieden ervirgestrach. Do sinn Terme gefall a Methode gefuerdert ginn, déi wierklech baussent engem ziviliséierten Ëmgang ënner Staate leien. An dat ass eppes, dat muss ee ganz kloer soen.

Et ass awer eppes, wat ganz wichteg ass, wat och feelt hei, dat ass, datt den israeelesche Staatspresident sech dovunner kloer distanzéiert huet an ënnerstrach huet, datt dat absolutt net d'Positioun vun Israel ass.

Wann een also seet, datt hei verschidden israeelesch Politiker en Term gebraucht hunn, an dat hu se, dee fir eis net akzeptabel ass, mengen ech, géif et awer d'Éierlechkeet verlaangen, fir och ze soen, datt den israeelesche Staatspresident dat kloergestallt huet, datt dat net kann als israeelesch Positioun consideréiert ginn.

A mir sollen dat hei als Resolutioun och den israeeleschen Autoritéite matdeelen. Et wär also falsch, wa mer da géifen higoen an den israeeleschen Autoritéiten en Text iwwerreechen, wou mer de Propos vun hirem Staatspresident einfach ignoréieren.

Dat Zweet ass, an dat ass dee groussen Ënnerscheed mat där Motioun, déi den Här Graas an d'Regierungsparteie proposéiert haten, dat ass d'Artikulatioun an der Zäit.

Den Här Graas hat an där Motioun, déi si proposéiert haten als Regierungspartei, gesot, „œuvrer" fir dee „cessez-le-feu". Dat ass e wichtegt zäitlecht Element. An hei froe mer „immédiat". Mee do feelt dach d'Artikulatioun. An do wëll ech erëm insistéieren, datt jiddereen, deen an der internationaler Staategemeinschaft am Abléck probéiert ze negociéieren, net de „cessez-le-feu immédiat" als realistesch Optioun ka gesinn, well einfach d'Artikulatioun ass: Wéini ginn d'Geisele fräigelooss, ënner wéi enge Konditiounen? Wéi gëtt mat den Huthi verhandelt? Well d'Huthi am Jeme jo soen, datt si dat maachen als Reaktioun op d'Repressioun géigeniwwer de Palästinenser an der Gazasträif.

Dat heescht, mir hunn eng ganz Rei vu komplizéierten Negociatiounen, déi mer onbedéngt musse féieren, fir dat Resultat ze erreechen, dat mer wëllen erreechen, nämlech souwuel eng Berouegung an de maritimme Kommunikatioune wéi prioritär selbstverständlech déi humanitär Situatioun am Gaza reegelen. Mir brauchen also eng zäitlech Artikulatioun, obschonn eist Zil ass, fir dat Ganzt esou séier wéi méiglech op en Enn ze bréngen.

Dofir ass dee groussen Ënnerscheed, an dowéinst hu mer och dem Här Graas säin Text matgestëmmt, „œuvrer en faveur de", well dat ass dat Zäitlecht, genau déi Zäit, déi mer brauchen, fir déi Verhandlung ze féieren. De „cessez-le-feu immédiat" ouni Konditiounen, Geiselen – „immédiat" –, dat ass alles gutt gemengt. Et ass awer net dee realistesche Wee.

Dowéinst, zu deenen zwou Considératiounen, déi praktesch, datt mer eng Artikulatioun brauchen, datt mer eis och hei als Lëtzebuerg net sollen isoléiere géigeniwwer eise Partner an der Europäescher Unioun, an der Transatlantescher Allianz, well mer eng Negociatioun musse kohärent féieren, wou mer als Westen och solle méiglechst geschloss optrieden, fir iwwerhaapt deen Afloss nach kënnen an där Regioun auszeüben, virun allem als Europäesch Unioun, déi mer awer hoffen, kënnen als Mediateur ze erfëllen. E bëssen dee Räsonement, dee mer och virdru geféiert hunn.

Dat hei wär e gutt gemengt Signal, ganz kloer. Mee et wär alt nees eng Kéier e bëssen inopportun, notamment géigeniwwer den israeeleschen Autoritéiten, wa mer och dat ignoréieren, wat de Staatspresident gesot huet.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci, Här Kartheiser. D'Wuert huet den Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Ech si frou, datt mer net méi iwwer eenzel Wierder streide mussen, nodeem déi Ännerungen ugeholl goufen. Ech fannen, datt den initiale Wording, wann en och am Sënn ganz kloer war, an der Wuertwal, an den Yves Cruchten huet dat herno nach eng Kéier bestätegt, vläicht immens wäit gaangen ass.

Mir kënnen net op där enger Säit soen …, an ech mengen, datt och do et wichteg ass, datt mer ganz kloer qualifizéieren, datt déi zwou Attacken inakzeptabel sinn, terroristesch Attacken inakzeptabel si wéi d'Reaktioun disproportionéiert ass. Dat hu mer an eise Riede gesot. Datt mer elo driwwer schwätzen, ob „abject" oder „carnage" méi schlëmm oder manner schlëmm ass, ech fannen, datt dat e bëssen e geféierlecht Signal wär an u sech d'Unitéit, déi mer heibannen hunn an deenen heite Froen, géif a Fro stellen.

Ech ka mech ganz gutt domadder identifizéieren, hei e „cessez-le-feu immédiat" ze fuerderen, ze reklaméieren. Well et ass en Ënnerscheed, ob d'Chamber eppes fuerdert oder ob mer d'Regierung invitéieren, en vue vun eppes ze schaffen. An ech mengen, genau do ass déi Nuance, déi esou wichteg ass. Mir hu virdrun an der Motioun d'Regierung invitéiert, fir op de „cessez-le-feu" hinzewierken. An d'Chamber als éischte Pouvoir geet hin a seet: „Mir fuerderen deen!" Ma dat ass nëmme kohärent mat deem, wat mer viru fënnef, zéng Minutte gestëmmt hunn. Et ass kohärent mat der Fuerderung, mat deem Invite, dee mer der Regierung ausgedréckt hunn. An datt direkt hannendru steet, datt d'Otagë mussen ouni Konditioun fräikommen an och ouni e Cessez-le-feu musse fräikommen, ass, mengen ech, genausou wichteg. A genau dofir wäerte mir déi Resolutioun hei matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. An dann ass et um Här Christophe Hansen.

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Merci, Här President. De Gusty Graas huet scho meng Modifikatioun am zweeten Tiret presentéiert. Mir kënnen awer och domat liewen, aus Kohärenzgrënn, datt mer „condamne avec la plus grande fermeté", wéi den Här Cruchten et och gesot huet, esou do stoenzeloossen. An da kënne mir den Text matstëmmen, dee ganz gutt ass. An d'CSV, wéi gesot, steet do och ganz derhannert. An ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà. Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung. Da proposéieren ech, déi Resolutioun vum Här David Wagner, déi op zwou Plazen ofgeännert ginn ass, esou wéi et proposéiert ginn ass an den Ofännerungen, zum Vott ze bréngen. Do kënne mer elo kee Vote à main levée maachen. Mir mussen e Vote électronique maachen. Dovu ginn ech aus.

*(Assentiment)*

Ok. Da froen ech, datt de Vott lancéiert gëtt.

***Résolution 1 modifiée***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant que, le 7 octobre 2023, le groupe terroriste Hamas a commis un attentat terroriste abject d'une cruauté sans précédent en Israël faisant plus de 1.200 victimes dont une grande partie de civils dont au moins 75 ressortissants étrangers dont des citoyens de l'Union européenne, y compris des actes de torture et des viols ; qu'au moins 3.400 personnes ont été blessées ; que le groupe terroriste Hamas a enlevé, selon les estimations, quelque 200 personnes dont une grande partie est toujours tenue en otage à Gaza ;*

*– considérant que le 7 octobre 2023 a été le jour le plus meurtrier pour le peuple juif depuis la Shoah et qu'il est à l'origine du plus grand nombre de décès en une seule journée de l'histoire d'Israël ;*

*– considérant que l'organisation terroriste du Hamas ne représente pas le peuple palestinien ni ses aspirations légitimes ;*

*– reconnaissant à l'État d'Israël le droit légitime de se défendre, dans les conditions strictes définies par le droit humanitaire et international et en protégeant la population civile des dommages collatéraux de son intervention ;*

*– considérant la résurgence et l'aggravation de violences par l'armée israélienne et les colons extrémistes en Cisjordanie en parallèle avec l'opération militaire à Gaza ;*

*– notant avec inquiétude certaines déclarations convergentes de membres du Gouvernement israélien actuel tendant à qualifier les habitants de Gaza d'« animaux humains » et à vouloir « réduire la population de Gaza à son minimum » ;*

*– considérant que le Gouvernement israélien a procédé à un siège complet de la bande de Gaza, en coupant notamment la fourniture d'électricité, de nourriture et d'eau sur le territoire ; que les forces de défense israéliennes ont demandé l'évacuation irréalisable d'environ 1,1 million de Palestiniens vivant dans la ville de Gaza et dans le nord de la bande de Gaza vers le sud de la zone ; considérant que les forces armées israéliennes procèdent également à des bombardements de la zone sud ; que la suspension de la fourniture d'électricité, de nourriture, d'eau et de carburant à la bande de Gaza entraîne une nouvelle détérioration grave de la situation humanitaire dans la région ; que selon les autorités palestiniennes, les représailles militaires israéliennes ont depuis causé la mort de plus de 23.000 personnes dont la plupart des personnes civiles ;*

*– s'interrogeant sur la proportionnalité des interventions militaires israéliennes par rapport aux objectifs déclarés d'éradiquer le Hamas du territoire de Gaza ;*

*– considérant que la Cour de justice internationale a été saisie en urgence à l'initiative de la République d'Afrique du Sud afin qu'elle statue sur le caractère génocidaire de l'intervention dans la bande de Gaza (entre-temps soutenue par un certain nombre d'États) et afin qu'elle enjoigne à Israël de suspendre immédiatement ses opérations militaires ;*

*– vu la résolution adoptée par l'assemblée générale de l'ONU en date du 12 décembre 2023 et soutenue par le Luxembourg, réclamant un cessez-le-feu humanitaire immédiat, la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages et la garantie de l'accès humanitaire ;*

*– vu la résolution du Parlement européen du 18 octobre 2023 sur les attaques terroristes abjectes du Hamas contre Israël, le droit d'Israël de se défendre conformément au droit humanitaire et international et la situation humanitaire à Gaza ;*

*– rappelant ses motions et résolutions précédemment adoptées et son soutien à la solution dite « à deux États » :*

*– condamne avec la plus grande fermeté les attentats terroristes et les meurtres abjects commis par le Hamas contre Israël et sa population le 7 octobre 2023 ;*

*– condamne avec la plus grande fermeté la réaction militaire du Gouvernement israélien comme étant démesurée dans le temps et disproportionnée dans l'envergure ;*

*– réclame un cessez-le-feu immédiat afin de permettre un accès humanitaire sans entrave et sûr dans la bande de Gaza ;*

*– demande la libération immédiate et inconditionnelle de l'ensemble des personnes prises en otage par le groupe terroriste Hamas et le rapatriement des dépouilles des otages décédés ;*

*– exige des parties belligérantes, ainsi que de tous les acteurs internationaux, à entreprendre tous les efforts possibles pour venir en aide aux populations civiles en souffrance et notamment pour rétablir des conditions de vie dignes dans la bande de Gaza ;*

*– exhorte les parties belligérantes, ainsi que tous les acteurs internationaux, à relancer un nouveau processus de négociation ambitieux pour conclure une paix durable basée sur la solution à deux États ;*

*– demande au Président de la Chambre des Députés de faire parvenir la présente résolution aux autorités israéliennes et palestiniennes compétentes.*

*(s.) David Wagner, Yves Cruchten, Sam Tanson.*

***Vote sur la résolution 1 modifiée***

De Vott fänkt un. D'Procuratiounen. De Quorum ass erreecht. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 55, an Abstentiounen: 5, soudatt dës Resolutioun mat 55 Jo-Stëmme a 5 Abstentiounen ugeholl ginn ass.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, M. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 30. an 31. Januar souwéi fir den 1. Februar virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 17.50 heures.)*

# Questions au Gouvernement

## Sommaire


| Objet | N° | Auteur | Page |
|---|---|---|---|
| **Session ordinaire 2022-2023** | | | |
| Facturation électronique | 8242 | Marc Spautz | 60 |
| Projet de pont pour piétons et cyclistes entre Machtum et Nittel (DE) | 8341 | Chantal Gary | 60 |
| Formation professionnelle des conducteurs d'autobus | 8359 | Gusty Graas, Barbara Agostino | 60 |
| État d'avancement des projets de construction de logements publics | 8360 | Nathalie Oberweis | 61 |
| Courrier envoyé par le Ministère de la Santé à des personnes décédées | 8361 | Gusty Graas | 61 |
| Concert organisé par le chef d'état-major de l'armée | 8362 | Marc Goergen | 61 |
| Site du « Château de Schimpach » | 8363 | Martine Hansen | 61 |
| Licenciement du directeur de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI) | 8364 | Laurent Mosar | 62 |
| Systèmes de défense antimissile | 8365 | Marc Goergen | 62 |
| Relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan | 8366 | Claude Wiseler | 62 |
| Évolution du football féminin | 8367 | Jeff Engelen | 63 |
| Nouveaux OGM | 8368 | Gusty Graas | 63 |
| Bronchiolite | 8369 | Léon Gloden | 64 |
| Nouvelle loi agraire | 8370 | Martine Hansen | 64 |
| Situation de l'ASBL BENU | 8371 | Marc Goergen | 64 |
| Structures d'accueil et d'éducation pour enfants | 8372 | Fred Keup, Fernand Kartheiser | 65 |
| Lettre d'accompagnement du « diplôme de technicien » | 8373 | Fred Keup | 66 |
| Banque luxembourgeoise Fortuna Banque | 8374 | Max Hengel, Laurent Mosar, Marc Spautz | 66 |
| Soins à domicile | 8375 | Fernand Kartheiser, Jeff Engelen | 66 |
| Vote lors d'un conseil communal | 8376 | Jeff Engelen | 67 |
| Attaques par phishing | 8377 | Marc Goergen | 67 |
| Examen du secteur communal | 8378 | Marc Goergen | 67 |
| Gaspillage d'énergie auprès de l'Inspection générale des finances | 8379 | Marc Goergen | 68 |
| Familles d'accueil hébergeant des réfugiés ukrainiens | 8380 | Nathalie Oberweis | 68 |
| Parc locatif de l'Université du Luxembourg | 8381 | Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti | 68 |
| Risque de génocide dans la bande de Gaza | 8382 | Nathalie Oberweis | 69 |
| Déclarations d'impôt 2022 | 8383 | Sven Clement | 70 |
| Aide de l'Union européenne à Gaza | 8384 | Sven Clement | 70 |
| Donations aux communautés religieuses | 8386 | Sven Clement | 70 |
| Aides financières Covid-19 pour le secteur de la construction | 8387 | Sven Clement, Marc Goergen | 70 |
| Réduction du service provisoire dans le secteur communal | 8388 | Sven Clement | 71 |

**Législature 2023-2028**


| | | | |
|---|---|---|---|
| Plaintes de personnes privées contre des promoteurs | 0001 | Sven Clement, Marc Goergen | 71 |
| Transparence relative à la composition des délégations dans le cadre des négociations de coalition | 0002 | Meris Sehovic | 72 |
| Programme « Lëtzebuerger am Ausland » | 0003 | Sven Clement | 72 |
| Marchés publics de l'Administration de la nature et des forêts | 0004 | Ben Polidori | 73 |
| Imposition des jetons de présence au niveau communal | 0005 | Marc Goergen | 73 |
| Accès aux documents des Archives nationales | 0007 | Sven Clement | 73 |
| Situation des personnes dites « Dubliners » | 0008 | Corinne Cahen, Gusty Graas | 74 |
| Surfaces de bureaux de l'État | 0009 | Sven Clement | 74 |
| Payement immédiat direct | 0010 | Sven Clement | 75 |
| Baisse de la TVA pour l'année 2023 | 0011 | Marc Baum | 75 |
| Qualité du cannabis médicinal | 0012 | Sven Clement | 75 |
| Délais dans le cadre d'une demande en obtention d'une mesure exceptionnelle pour le soutien intensif extrahospitalier en vue de garantir le maintien à domicile | 0013 | Sven Clement | 75 |
| Propreté dans les transports en commun | 0014 | Marc Goergen | 76 |
| Traités concernant les armes nucléaires | 0015 | Sven Clement | 76 |
| Gestion du numéro d'identification à la TVA via MyGuichet | 0016 | Sven Clement | 77 |
| Structures d'hébergement pour les demandeurs de protection internationale | 0017 | Meris Sehovic | 77 |
| Licences accordées par la CSSF | 0018 | Sven Clement | 77 |
| Protection des données dans le cadre d'une affaire juridique | 0019 | Sven Clement | 77 |
| Participation à une séance communale par visioconférence | 0020 | Sven Clement | 78 |
| Estimation d'un bien immobilier par un algorithme | 0021 | Sven Clement | 78 |
| Liaison aérienne Luxembourg–Chine | 0022 | Marc Goergen | 78 |
| Promotion de l'image du Luxembourg | 0023 | Sven Clement | 79 |
| Bornes d'appel d'urgence sur les autoroutes | 0024 | Marc Goergen | 79 |
| Ostéodensitométrie | 0025 | Jeff Engelen | 79 |
| Accès pour personnes à mobilité réduite | 0026 | Jeff Engelen | 80 |
| Prolongation annoncée de l'autorisation du glyphosate dans l'Union européenne | 0027 | David Wagner | 80 |
| Décision de la Commission européenne de renouveler l'autorisation d'utilisation du glyphosate | 0028 | Joëlle Welfring | 81 |
| Remboursement du REVIS | 0029 | Jeff Engelen | 81 |
| Financement du film « Where is Anne Frank » | 0030 | Octavie Modert | 82 |
| Dissolution de l'ASBL Benu | 0031 | Marc Goergen | 82 |
| Changement de direction au Service de renseignement de l'État | 0032 | Sam Tanson | 82 |
| Licenciement en cas de congé de maladie de longue durée | 0033 | Ben Polidori | 83 |
| Format du document mis à disposition du conseil communal dans le cadre du vote du budget communal | 0034 | Marc Goergen | 83 |
| Arrêt récent de la Cour constitutionnelle concernant l'impôt sur la fortune | 0040 | David Wagner | 83 |
| Réseau téléphonique du personnel des infrastructures critiques | 0041 | Marc Goergen | 84 |
| Rejet d'un projet visant à réduire l'usage des pesticides dans l'Union européenne | 0042 | Marc Goergen, Ben Polidori | 84 |
| Bazar international | 0043 | Marc Goergen | 84 |
| Fräiraim Festival 2024 | 0044 | Ben Polidori | 85 |
| Prime à responsabilité pour le coordinateur de cycle dans l'enseignement | 0045 | Sven Clement, Ben Polidori | 85 |
| Demande pour le congé parental | 0046 | Sven Clement | 86 |
| Problèmes auprès du Service de renseignement de l'État | 0047 | Sven Clement | 86 |
| Vols directs Luxembourg–Chine | 0049 | Sven Clement, Marc Goergen | 86 |
| Salarié handicapé | 0050 | Alexandra Schoos, Jeff Engelen | 87 |
| Pension de survie | 0052 | Alexandra Schoos | 87 |
| Accès au cannabis médicinal | 0053 | Sven Clement | 87 |
| Raccordement d'une installation photovoltaïque | 0054 | Sven Clement, Marc Goergen | 88 |
| Adaptation des taux de la TVA | 0055 | Sven Clement | 88 |
| Promotion du réseau ferroviaire au niveau européen | 0056 | Marc Goergen | 88 |
| Licences pour le Cargocenter Luxembourg | 0057 | Francine Closener, Yves Cruchten | 89 |
| Plateforme « Letzshop » | 0059 | Laurent Mosar | 89 |
| Plateforme « Letzshop » | 0071 | Francine Closener, Dan Biancalana | 89 |
| Lutte contre le tabac | 0060 | Gusty Graas | 89 |
| Option « Forfait bloqué » | 0061 | Marc Goergen | 90 |
| Bureaux pour les juges d'instruction au Centre pénitentiaire « Ueschterhaff » | 0063 | Sven Clement, Marc Goergen | 90 |
| Échanges de données entre le Statec et l'OCDE | 0064 | Sven Clement | 90 |
| Absence d'Israël au Bazar international | 0065 | Fernand Kartheiser | 91 |
| Prolongation des aides supplémentaires de l'accord tripartite pour accélérer la transition énergétique | 0066 | Sam Tanson, François Bausch | 91 |
| Autorisations environnementales pour les installations photovoltaïques | 0067 | Joëlle Welfring | 91 |
| Conclusions des campagnes de vaccination contre la Covid-19 | 0068 | Alexandra Schoos | 92 |
| Rénovation du domaine thermal à Mondorf-les-Bains | 0069 | Jeff Engelen, Alexandra Schoos | 93 |
| Imposition des sociétés de participations financières | 0070 | Sam Tanson | 93 |
| Réforme du cadre de gouvernance économique | 0072 | Taina Bofferding, Franz Fayot | 93 |
| Résolution des Nations Unies sur la mise en place d'une convention fiscale | 0073 | David Wagner | 94 |
| Arrêté en matière de finances communales | 0075 | Fernand Kartheiser | 94 |
| Situation de Liberty Steel à Dudelange | 0076 | Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo | 94 |
| P&R à Rodange | 0077 | Marc Goergen | 95 |
| Émissions et nuisances en relation avec le site de production d'acier à Esch-Belval | 0079 | Marc Baum, David Wagner | 95 |
| Extension du réseau de tramway | 0080 | Meris Sehovic | 96 |
| Déclaration commune à la COP28 par rapport aux capacités de l'énergie nucléaire dans le monde | 0081 | François Bausch | 96 |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Digitalisation de l'info trafic | 0083 | Marc Goergen | 96 | Chômage de longue durée | 0086 | Dan Biancalana, Yves Cruchten | 98 |
| Conséquences de quatre arrêts de la Cour constitutionnelle en matière de finances communales | 0084 | Meris Sehovic | 97 | Vaccins contre la Covid-19 | 0090 | Sven Clement | 98 |
| Fête Sainte Barbe | 0085 | Marc Goergen | 97 | Déneigement des trottoirs | 0193 urgente | Fernand Kartheiser | 99 |


**Facturation électronique** | Question **8242** (21/08/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Aus diverse Gemenge gouf mir bericht, dass et Problemer an der Facturation électronique gëtt, déi op de Prestataire vun dëser Facturatioun zeréckzefëiere sinn. D'Opérateurs économiques hunn ugefaangen, de Gemengen héich Fraisen ze verrechnen, déi se begrënne mat de Käschten, déi een Abonnement beim Prestataire fir d'Facturation électronique mat sech bréngt. Eng Mesure, déi hätt solle Vereinfachunge bréngen, fëiert zu méi Käschte fir Betriber, déi am Endeffekt vun der Allgemengheet gedroe ginn.

Dowéinst hunn ech follgend Froen un d'Madamm Inneministesch an den Här delegéierte Minister fir Digitaliséierung:

– Sinn der Madamm Ministesch an dem Här delegéierte Minister dës Problemer bekannt?

– Wa jo, wat gedenken d'Madamm Ministesch an den Här delegéierte Minister dogéint ze ënnerhuelen?

– Wéi sollen d'Gemengen sech verhalen, wann se déi Fraise verrechent kréien?

**Réponse** (17/10/2023) de **M. Marc Hansen,** Ministre délégué à la Digitalisation | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Duerch d'Gesetz vum 13. Dezember 2021 hunn all d'Opérateurs économiques säit spéitstens dem 18. Mäerz 2023 eng rechtlech Obligatioun, fir den ëffentlechen Entitéiten, dat heescht och déi aus dem Gemengesecteur, Rechnungen am Kader vun engem Marché public oder engem Contrat de concession, elektronesch auszestellen.

D'Gesetz gesäit keng Dispositiounen zum Verrechne vu Fraise fir d'Erstelle vun elektronesche Rechnunge vir. Eng elektronesch Rechnung ass d'nämmlecht ze behandele wéi eng Rechnung um Pabeier.

Am Kader vun der Gemengenautonomie an den Attributioune vun den Exekutivorganer am Gemengesecteur kënnen d'Entitéiten aus dem Gemengesecteur hir Kontrakter mat externe Fournisseure fräi negociéieren. Fakt ass, datt e Fournisseur nëmmen dat ka verrechnen, wat tëschent him an der Entitéit ausdrécklech ausgemaach gouf – idealerweis iwwer eng schréftlech Offer, déi vun der Entitéit am viraus akzeptéiert gouf.

**Projet de pont pour piétons et cyclistes entre Machtum et Nittel (DE)** | Question **8341** (22/09/2023) de **Mme Chantal Gary** (déi gréng)

Lors du « Deutsch-luxemburgisches Weinhappening » de 2022, à Machtum et Nittel (DE), l'idée de la construction d'un pont pour piétons et cyclistes traversant la Moselle et reliant les deux villages a été présentée au public. Il s'agit d'une initiative locale qui vise à redynamiser les relations amicales entre les villages voisins, qui, par le passé, étaient reliés par une liaison en ferry.

Selon les informations diffusées par la presse nationale en 2022, le projet aurait été accueilli favorablement par des représentants communaux des deux communes concernées, ces derniers estimant que le projet pourrait créer une valeur ajoutée pour le tourisme et permettrait en outre la connexion des résidents de Machtum au réseau ferroviaire allemand. Dans le même article de presse, le maire de la commune de Wormeldange entendait demander un entretien avec les ministres compétents en 2023 pour présenter le projet.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Aménagement du Territoire :

1) Monsieur le Ministre a-t-il eu des échanges avec des représentants communaux voire les initiateurs du projet au sujet de la construction d'un pont reliant Machtum et Nittel ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre serait-il en mesure de partager ses réflexions sur le projet ?

2) Encore dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur les éventuelles suites données au projet voire sur son état d'avancement ?

3) Un des objectifs politiques du Plan directeur de l'aménagement du territoire étant le renforcement de la coopération des communes luxembourgeoises avec les territoires voisins, Monsieur le Ministre estime-t-il qu'un tel projet pourrait profiter d'un soutien financier du Ministère de l'Aménagement du territoire ?

**Réponse** (04/10/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Aménagement du territoire

ad 1) Le Département de l'aménagement du territoire (DATer) est impliqué dans le projet à travers le management régional pour la mise en œuvre du concept transfrontalier de développement et de planification territoriale autour de la vallée de la Moselle (Entwicklungskonzept Oberes Moseltal – EOM) que le DATer cofinance. Le management régional est en contact avec les communes initiatrices, à savoir Wormeldange du côté luxembourgeois et Nittel (Konz) du côté rhénan-palatin, pour accompagner le projet. En effet, le projet correspond aux objectifs de la stratégie de l'EOM, dont l'amélioration du réseau transfrontalier de mobilité (douce), des structures et coopérations touristiques transfrontalières, de l'accès transfrontalier des citoyens locaux à des services et commerces ainsi que le soutien de la coopération transfrontalière en général. Le DATer ne peut donc que saluer l'initiative prise pour lancer ce projet.

ad 2) Sur base des premiers plans et visualisations effectués par les communes initiatrices, la prochaine étape est une étude de faisabilité. En tant que zone fonctionnelle transfrontalière, l'EOM profite d'un soutien financier du programme européen de coopération territoriale Interreg VI Grande Région pour la période 2021-2027 qui, pour la première fois, soutient la mise en œuvre de stratégies intégrées transfrontalières par un axe dédié (axe 3 – Une Grande Région plus proche des citoyens). Dans ce contexte, les communes initiatrices, avec le soutien du management régional de l'EOM, sont en train de préparer un projet Interreg pour pouvoir profiter des subventions européennes pour l'étude de faisabilité. En outre, du côté rhénan-palatin, la commune de Nittel/Konz est en contact avec le Ministerium für Wirtschaft, Verkehr, Landwirtschaft und Weinbau du Land de Rhénanie-Palatinat, qui compte parmi ses responsabilités le tourisme ainsi que la mobilité.

Du côté luxembourgeois, les échanges avec les ministères potentiellement concernés seront concrétisés après les élections législatives. Par analogie aux premières démarches prises en Allemagne, les ministères potentiellement concernés seront les ministères qui comptent parmi leurs compétences le tourisme ainsi que la mobilité.

ad 3) Le Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) souligne effectivement l'importance de la coopération transfrontalière pour faire face ensemble à des défis que ni le Grand-Duché, ni les pays voisins ne sauraient aborder seuls. Voilà pourquoi, en 2020, le DATer a mis en place et cofinance le management régional pour la mise en œuvre du concept transfrontalier de développement et de planification territoriale autour de la vallée de la Moselle (EOM) et continuera à soutenir le projet sous objet par son implication dans et son cofinancement dudit management régional.

**Formation professionnelle des conducteurs d'autobus** | Question **8359** (28/09/2023) de **M. Gusty Graas** | **Mme Barbara Agostino** (DP)

Le secteur des autobus est actuellement touché par une pénurie de chauffeurs importante. Dans ce cadre, il nous revient que les temps d'attente auprès du Centre de formation pour conducteurs (CFC), sis à Sanem, qui organise la formation professionnelle (code 95) que les conducteurs de bus professionnels sont obligés de suivre, serait actuellement d'environ 10 mois.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 7569 du 9 février 2023, Monsieur le Ministre avait évoqué une éventuelle réforme de la formation professionnelle.

Ainsi, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Monsieur le Ministre peut-il confirmer les temps d'attente prolongés actuels ?

– Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ? Quelles mesures sont prévues afin de réduire le temps d'attente auprès du CFC ?

– Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails quant à une éventuelle réforme de la formation professionnelle des conducteurs d'autobus ? Où en sont les discussions y relatives ?

**Réponse** (23/10/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les honorables Députés se posent des questions en relation avec la formation professionnelle de conducteurs de bus. Le délai d'attente au Centre de formation pour conducteurs pour les cours de qualification initiale (code 95) pour les chauffeurs de bus a effectivement, temporairement, été de 6 à 8 mois. Ceci était notamment dû à une réduction du nombre de cours dispensés pendant les années de la pandémie (2020-2022). Depuis la fin de la pandémie, le Centre de formation pour conducteurs a continuellement mis en place des mesures pour remédier à cette situation des temps d'attente prolongés, en augmentant considérablement les ressources de personnel, de véhicules et

de salles de classe. Suite aux investissements, et à l'accomplissement des formations internes du personnel embauché, le Centre de formation pour conducteurs a, depuis le 18 septembre 2023, augmenté la capacité de cours de formations de qualification initiale bus de 50 % pour ramener le délai d'attente à 4 mois en moyenne actuellement. Afin de réduire encore davantage ce délai, à partir de janvier 2024, une augmentation supplémentaire du nombre de cours va être mise en place pour arriver à une capacité doublée vis-à-vis de janvier 2023. Avec ces augmentations de quantités de cours dispensés, les listes d'attente vont être résorbées complètement d'ici l'été 2024.

En ce qui concerne une réforme de la formation actuelle, il y a lieu de noter que la formation visée dans la question parlementaire n° 7569 évoquée par les honorables Députés n'était pas la formation professionnelle (qui elle découle d'une directive européenne) du code 95, mais celle de l'apprentissage pour accéder à la fonction d'agent de transport.

**État d'avancement des projets de construction de logements publics** | Question **8360** (02/10/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Récemment, les entreprises de construction et de l'artisanat ont appelé le Gouvernement à accélérer la réalisation voire avancer la mise en travaux des projets de construction de logements publics afin de maintenir un certain niveau d'activités et d'éviter des licenciements économiques dans lesdits secteurs mis en difficultés à cause de la baisse de la demande sur le marché immobilier privé.

Sachant que la Chambre des Députés a voté une série de projets immobiliers d'envergure au cours des mois et des années passés, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Monsieur le Ministre estime-t-il que le ralentissement des activités dans le secteur immobilier privé peut permettre une accélération de la réalisation de logements des promoteurs publics ?

2) Monsieur le Ministre est-il déjà entré en discussion avec les promoteurs publics notamment le Fonds du logement et la SNHBM pour évaluer la possibilité d'une accélération voire d'un avancement dans le temps de projets de construction ?

3) Dans l'affirmative, quels projets de construction en cours ou planifiés pourraient être priorisés ou accélérés ?

4) Dans la négative, quelles sont les raisons budgétaires, économiques, procédurales ou autres qui empêcheraient dans la situation actuelle l'accélération ou l'avancement dans le temps de projets immobiliers publics ?

**Réponse** (02/11/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Face au ralentissement des activités dans le secteur immobilier privé l'on pourrait en effet réfléchir à une accélération de la réalisation de logements des promoteurs publics.

Or depuis 2018 l'accélération des activités de promoteurs publics se présente de la façon suivante : pour la Société nationale des habitations à bon marché, le personnel a été augmenté de 55 % et le chiffre d'affaires en relation avec la construction de logements a été augmenté de 88 %, soit de 17 % en moyenne par an.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Pour le Fonds du Logement, les dépenses de construction ont connu sur la même période un accroissement de 60 % voire de +130 % en y incluant les acquisitions foncières. Le personnel a augmenté de 80 %.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

En d'autres termes, depuis 5 ans les deux entités ont mis tout en œuvre pour accélérer la production de logements abordables.

Ils sont ainsi en train de réaliser notamment les projets d'envergure suivants :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

**Courrier envoyé par le Ministère de la Santé à des personnes décédées** | Question **8361** (02/10/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Après le décès d'une personne, la commune compétente, ainsi que différentes administrations, doivent être informées de son décès. Le décès de la personne concernée est inscrit dans le registre communal et est ensuite mentionné dans le registre national.

On m'a cependant rapporté qu'il arrive parfois que des lettres du Ministère de la Santé soient envoyées aux personnes décédées, et ce même après plusieurs années. C'est une expérience supplémentaire inutile et douloureuse pour les membres de la famille qui sont déjà accablés par de nombreuses procédures administratives après le décès d'un être cher.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

– Madame la Ministre, comment se fait-il que des personnes décédées reçoivent encore des lettres du Ministère de la Santé des années après leur décès ?

– Madame la Ministre, que compte-t-elle faire pour éviter que de tels événements se reproduisent à l'avenir ?

**Réponse** (08/11/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Les lettres mentionnées par l'honorable Député concernent probablement les envois réalisés dans le cadre des programmes de dépistage. L'envoi des invitations pour les différents programmes se fait exclusivement sur base des données du Registre national des personnes physiques (RNPP) et dépend ainsi de la mise à jour de ce registre.

D'autre part, l'envoi des invitations est automatisé et se fait en général un mois à l'avance de la date de la période de participation. Ceci peut avoir comme conséquence qu'une personne décédée au cours de ce mois, reçoive encore la lettre d'invitation.

Ces contretemps sont effectivement déplorables et il n'est nullement dans l'intention du Ministère de la Santé d'aggraver le chagrin des familles traversant une période difficile suite à la perte d'un être cher.

**Concert organisé par le chef d'état-major de l'armée** | Question **8362** (02/10/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den 18. Oktober invitéiert de Chef d'état-major vun der Arméi op ee Concert mam Titel „Fënnef Joer Engagement fir d'Arméi". Dësen Owend, zu Éiere vum amtéierende Verdeedegungsminister, gëtt organiséiert am Trifolion zu Iechternach. D'Lëtzebuerger Militärmusek spillt zesumme mat renommëierte Soliste Film- an Jazzmusek.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Wéi vill wäert d'Verwaltung sech dëse Concert kaschte loossen? Wéi vill kascht d'Locatioun vum Sall, den Engagement vun de Solisten, d'Technik fir de Concert an och de Catering wärend an nom Concert?

2. Ass et üblech, dass ee Minister um Enn vun enger Legislaturperiod zu sengen Éiere vu senger Verwaltung ee Concert organiséiert kritt? Gouf et dat an der Vergaangenheet scho bei Arméi a Police oder och anere Verwaltungen a falls jo, kann d'Regierung e puer Beispiller nennen? Wosst de Minister vun dësem Concert Bescheed?

3. Kréien déi Leit, déi als Zuschauer dem Concert bäiwunnen, iergendeng Form vun Indemnitéit (pécuniaire an/oder en nature) oder gi si fir de Concert fräigestallt? Wa jo, wéi vill?

4. Wéi steet den zoustännege Minister dozou, dass de Chef d'état-major eng Mail an Optrag ginn huet, dass jidder Militär, ausser fir „raisons impérieuses", an Uniform soll deelhuelen? Fält d'Bäiwunnen an Uniform vum Concert an déi regulär Aarbechtsstonne vum Zaldot? Wäert de Minister deenen Zaldoten, déi dem Concert musse bäiwunnen, Iwwerstonnen accordéieren?

**Réponse** (19/10/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Défense

D'Arméi huet d'Initiativ geholl, fir bei Geleeënheet vum Enn vu sengem Mandat e Concert zu Éiere vum Verdeedegungsminister ze organiséieren.

Änleches ass am Ausland üblech.

De Verdeedegungsminister fillt sech geéiert a seet der Arméi Merci.

**Site du « Château de Schimpach »** | Question **8363** (03/10/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Zu deem ale „Château de Schimpach" zu Schëmpech zielt haut ee fréiert Gebai vun der Protection civile, eng al Gierwerei an ee grousse Park. Eisen Informatiounen no steet déi fréier Schoul vun der Protex zënter méi wéi 2 Joer eidel. De Park an d'Grénganlag ronderëm, déi fréier vun engem Portier vun der Protex ënnerhal gi sinn, si verwahrlost. Déi al Gierwerei ass mat engem grousse Reuniounssall schéi reamenagéiert ginn, steet awer och säit Joren eidel.

Virun 2 Joer hat d'Regierung annoncéiert, Demandeure vun enger Protection internationale op dem Site ënnerzebréngen. D'Wëntger Schoul huet sech doropshi preparéiert, fir eng Klass d'intégration opzemaachen, wou d'Kanner vun dëse Familllje sollen opgeholl ginn. Bis haut sinn awer weeder Leit an d'Schëmpecher Schlass relogéiert ginn, nach si Kanner vun dësem Site an d'Schoul op Wëntger komm.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an un den Här Ausseminister a Minister fir d'Immigratioun stellen:

1. Wat plangt d'Regierung laangfristeg mat deem gesamte Site ze ënnerhuelen?
– Wat soll mam Übungstuerm vun der Protex geschéien?
– Wat ass konkreet fir déi al eidelstoend Gierwerei geplangt?
– Ween ass zoustänneg fir d'Ënnerhale vum Park a vun der Grénganlag?

2. Gedenkt d'Regierung, de Site iwwergangsweis anescht ze notzen, bis DPIen dohinner wunne kommen? Wa jo, wéi?
– Kéint de Site der Gemeng zur Verfügung gestallt ginn?

**Réponse** (31/10/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Jean**

**Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1. De gesamte Site ass dem Office national de l'accueil (ONA) affektéiert. Fir Demandeure vun enger Protection internationale (DPI) am Haaptgebai an op den Dortoire kënnen ënnerzebréngen, sinn Aarbechten noutwendeg, déi viraussiichtlech Ufank 2024 ofgeschloss kënne ginn.

Mam Tuerm ass de Moment näischt vum ONA geplangt.

An d'Gierwerei soll e Formatiounssall komme fir d'DPIen, déi um Site wunnen, oder eng Schoulklass fir d'Kanner, déi um Site liewen (falls et fir si keng Plazen an de Schoule vun der Gemeng gëtt).

D'Ënnerhale vum Park a vun der Grénganlag sinn Deel vun der Gestioun vum Site, déi dem ONA ënnerläit.

ad 2. Eng Iwwergaangsnotzung vum Site ass net virgesinn, bedéngt duerch d'Aarbechten, déi amgaange sinn, fir DPIen do kënnen ënnerzebréngen.

**Licenciement du directeur de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI)** | Question **8364** (03/10/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

D'après une information relayée récemment par la station de radio 100,7, la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI) s'est séparée de son directeur Monsieur Marc Niederkorn pour le 1er octobre 2023. L'intéressé aurait confirmé cette information, tout en contestant le motif pour lequel son contrat de travail a été résilié. De manière générale, il regrette n'avoir pu mettre en œuvre ses projets pour la SNCI dans le financement de projets de transition énergétique notamment. Il aurait été empêché de mettre en œuvre les réformes internes confiées par le Gouvernement et, toujours selon ses dires, la SNCI ne serait plus conforme aux exigences nationales et européennes.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Monsieur Marc Niederkorn n'aura été en poste qu'un an. Pour quelles raisons est-ce que son contrat de travail a été résilié ? Qui a pris cette décision ?

– Qui assure le remplacement de Monsieur Marc Niederkorn ?

– Quelles réformes internes le Gouvernement voulait-il voir mises en œuvre au sein de la SNCI ? Pourquoi est-ce que ces réformes internes n'ont pas pu être mises en place ?

– À quelles exigences nationales et européennes la SNCI ne serait-elle plus conforme ? Est-ce que Madame la Ministre partage cette impression ?

– De manière générale, est-ce que Madame la Ministre estime que la SNCI remplit correctement sa mission de financement à moyen et à long terme des entreprises luxembourgeoises ?

**Réponse** (13/11/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

La SNCI est un établissement bancaire public dont la mission d'intérêt général est de promouvoir le développement et la diversification économiques du Luxembourg, et ce de façon durable. En tant qu'établissement bancaire de droit public, elle agit de concert avec les banques commerciales et d'autres partenaires.

Les ressources financières de la SNCI constituent un patrimoine public qui doit être géré avec prudence et clairvoyance. Depuis plus de 45 ans, la SNCI joue un rôle clef pour accompagner les entreprises de toutes tailles : PME des secteurs de l'artisanat, du commerce et de l'hôtellerie/restauration ainsi que grandes entreprises industrielles.

La SNCI a toujours œuvré pour financer le développement de secteurs industriels stratégiques, tout comme l'industrie traditionnelle, en passant par les secteurs des télécommunications et des satellites ou encore d'autres domaines relevant du secteur spatial. La SNCI et sa gouvernance se fondent sur la loi du 2 août 1977 telle que modifiée. La SNCI est administrée par un conseil d'administration qui est de composition tripartite. Y siègent des représentants des chambres professionnelles, des syndicats ainsi que du Gouvernement. Les ministres compétents, au titre de la loi organique de la SNCI, font le suivi de l'établissement public, par le biais de la gouvernance de la banque et notamment via leurs représentants au conseil d'administration.

Lors de sa réunion du 20 juillet 2023, le conseil d'administration de la SNCI a décidé de se séparer du directeur avec effet au 1er octobre 2023. Le caractère confidentiel d'une relation employeur-employé ne permet pas de s'exprimer sur les motifs du licenciement.

Le comité de direction en place assure la direction de la SNCI. Le processus pour repourvoir le poste de directeur est en cours. Dans le cadre de cette procédure de sélection publique, l'annonce pour le poste vacant a été publiée dans la presse et peut être consultée sur le site Internet de la SNCI.

De par sa mission publique, la SNCI a une approche stratégique à long terme. Ainsi, elle joue un rôle de facilitateur pour les défis de financement liés à la double transition verte et digitale. Elle a d'ailleurs participé au financement de projets d'éoliennes dès la fin des années 90. La SNCI accompagne les efforts de transition énergétique des entreprises, notamment par le financement de projets d'installation de cellules photovoltaïques sur des sites industriels ou des surfaces agricoles, ainsi que de projets d'énergie hydraulique et de biométhanisation.

Dans ce contexte, la SNCI continuera d'adapter, voire de développer, des instruments de prêt répondant aux besoins des entreprises luxembourgeoises, de concert avec tous les acteurs de la place luxembourgeoise (ministères compétents, banques partenaires, chambres professionnelles, Luxinnovation) et en synergie avec tous les autres acteurs œuvrant au support des entreprises luxembourgeoises.

Les premiers fruits de la réforme des instruments financiers se sont matérialisés à travers le développement de nouveaux produits bancaires : (1) l'élaboration d'un projet de PPA (Power Purchase Agreement) dans le domaine des énergies de source renouvelables, (2) le prêt de relance afin de stimuler la demande dans le secteur de de la construction, (3) le prêt crise pour financer les besoins du secteur de la construction. Le développement d'autres produits visant notamment la finance verte est en cours.

La SNCI est un établissement de crédit. Sa conformité aux règles européennes et nationales, qui évoluent constamment, est régulièrement contrôlée par les organes de direction de la banque, la fonction compliance, l'audit interne, le réviseur d'entreprises agréé externe nommé par la Chambre des Députés et la CSSF.

La SNCI contribue au développement et à la diversification économiques du Luxembourg. Ainsi, elle a décidé en 2022 des cofinancements globaux, tous instruments confondus, pour un montant total de plus de 426 millions d'euros. Elle a déroulé depuis 2021 un programme pour démarcher activement les clients potentiels, se traduisant par quelque 300 contacts par an. Cet effort des équipes en place, tout comme la conjoncture économique et la hausse des taux d'intérêts, contribuent actuellement à un nouvel essor de l'activité de financement de la SNCI.

Afin de renforcer le développement et l'attraction d'entreprises technologiques spin-off, start-up et scale-up au Luxembourg, le développement de l'écosystème de fonds de capital à risque via la SNCI se poursuit notamment avec les participations de la SNCI dans le nouveau compartiment du Digital Tech Fund (DTF) et Orbital Ventures SCA ainsi que le lancement du Luxembourg Future Fund LFF II, successeur du LFF I lancé en 2015, pour lequel l'engagement financier de la SNCI s'élève à 160 millions d'euros (complété par 40 millions venant du Fonds européen d'investissement).

**Systèmes de défense antimissile** | Question **8365** (03/10/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Däitsch Medie mellen, dass Däitschland een Accord mat Israel fonnt huet, fir Rakéitenofwiersystemer vum Typ „Arrow 3" ze kafen. Laut Berichter sollen dës Ofwiersystemer och dofir genotzt ginn, fir d'Nopeschlänner vun Däitschland ze schützen, dorënner Lëtzebuerg.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Huet Lëtzebuerg dës Systemer zum Deel mat finanzéiert?

2. Huet Lëtzebuerg och esou Kafverträg ofgeschloss? Wa jo, wat soll kaaft ginn?

**Réponse** (11/10/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Défense

ad 1. Nee.

ad 2. Nee.

**Relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan** | Question **8366** (03/10/2023) de **M. Claude Wiseler** (CSV)

Après une politique d'isolement, le Gouvernement azerbaïdjanais a lancé le 19 septembre une offensive militaire dans le Haut-Karabakh, enclave située en Azerbaïdjan presque exclusivement peuplée d'Arméniens. Craignant des répressions, plus de 100.000 personnes ont dû quitter leur pays d'origine afin de chercher refuge en Arménie. Pour Erevan, l'accueil de cet afflux de réfugiés est un défi majeur.

Les Nations Unies ont annoncé l'envoi d'une mission au Haut-Karabakh pour évaluer principalement les besoins humanitaires. Le Gouvernement luxembourgeois a annoncé de faire une contribution de 200.000 euros au Comité international de la Croix-Rouge.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Que compte faire le Gouvernement luxembourgeois au niveau européen pour améliorer la situation des personnes qui ont dû quitter leur pays et se réfugier en Arménie ?

2) Que compte faire le Gouvernement au niveau international pour contribuer à la normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ?

3) Le Gouvernement luxembourgeois serait-il favorable, le cas échéant, à soutenir des sanctions au niveau européen contre les responsables de Bakou ?

4) Le Gouvernement est-il prêt, le cas échéant, à augmenter l'aide humanitaire accordée au Comité international de la Croix-Rouge ?

**Réponse** (31/10/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Franz**

**Fayot,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) Le Luxembourg continue de suivre la situation sur le terrain avec grande attention et d'encourager l'action de l'Union européenne dans la région. Le Luxembourg a condamné avec la plus grande fermeté l'opération militaire menée par l'Azerbaïdjan au Haut-Karabakh. L'action militaire, en particulier dans les zones peuplées, et le recours à la force pour résoudre les différends sont inacceptables. La vie des civils doit toujours être protégée. Prenant note des termes de l'accord de cessez-le-feu, le Luxembourg souligne que l'Azerbaïdjan ne peut se soustraire à la responsabilité de garantir et d'assurer le plein respect des droits et de la sécurité des Arméniens du Haut-Karabakh, en particulier leur droit de vivre dignement dans leur région ancestrale et le droit de retour des personnes déplacées, si elles le souhaitent. L'Azerbaïdjan doit en outre respecter tous ses engagements internationaux, permettre le cas échéant un accès humanitaire sans entrave et veiller à la sauvegarde du patrimoine culturel dans la région.

ad 2) Le Luxembourg soutient pleinement et sans équivoque la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie et attend de tous les acteurs qu'ils fassent de même. Le Luxembourg soutient la médiation du président du Conseil européen Charles Michel, en vue de faciliter le dialogue entre toutes les parties afin d'assurer une paix globale et durable dans l'intérêt de tous les habitants de la région.

ad 3) Cette question n'est à ce stade pas à l'ordre du jour au niveau européen.

ad 4) En réponse aux conséquences humanitaires dévastatrices suite à l'escalade des hostilités le 19 septembre 2023, la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire du Ministère des Affaires étrangères et européennes a décidé de faire une contribution financière additionnelle à hauteur de 200.000 euros pour la réponse opérationnelle du Comité international de la Croix-Rouge en Arménie.

Dans le cadre du mécanisme européen de protection civile et sous la coordination de la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire du Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE), du Ministère de l'Intérieur et du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), le Luxembourg a également procédé à trois évacuations médicales de blessés (MEDEVAC) vers l'Espagne. Cofinancés par le MAEE et l'Union européenne et opérés par Luxembourg Air Ambulance, les vols ont été effectués en utilisant des ressources réservées aux évacuations sanitaires (MEDEVAC) du dispositif emergency.lu, afin de fournir des traitements adéquats aux personnes déplacées ayant subi des blessures et brûlures graves à la suite des violences du conflit dans le Haut-Karabakh.

**Évolution du football féminin** | Question **8367** (04/10/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

De Sport zu Lëtzebuerg entwéckelt sech permanent, souwuel national wéi international. Besonnesch de Leeschtungssport erfuerdert vun den Athleeten en honnertprozentegen Engagement a bréngt ëmmer nees ganz bemierkenswäert Resultater. A bestëmmte Sportaarte kéinten awer nach Progrèse gemaach ginn, fir e kontinuéierlechen Training op héchstméiglechem Niveau ze erméiglechen.

Zu dësen Disziplinne gehéieren och verschidden Dammesportaarten, an deenen et wuel Fortschrëtter gouf, awer nach méi kéint gemaach ginn, fir méi Fraen zu dem Schrëtt a Richtung Professionaliséierung ze encouragéieren.

An deem Kontext hätt ech follgend Fro un den Här Sportminister:

– Wéi gesäit den Här Minister d'Zukunft vum Dammefussball zu Lëtzebuerg? Wat sinn déi nächst Schrëtt fir d'Professionaliséierung vun de Fraen am Fussball a wéi ass d'Zesummenaarbecht mat de Veräiner? Gëtt et finanziell Hëllef fir dës Disziplinn? Wa jo, wéi eng?

**Réponse** (26/10/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

De Sportministère gesäit den Dammefussball net lassgekoppelt vum Fussball am Generellen an och net ewéi eng eegen Disziplinn. Als Sportminister läit d'Gläichberechtegung mir ganz besonnesch um Häerz an et gëllt keen Ënnerscheed ze maachen tëscht Dammen an Hären, an dëst egal a wéi enger Sportaart.

D'Ënnerstëtzung vun de Federatioune gëtt bei eis onofhängeg vum Geschlecht, no de festgeluechte Krittäre gemaach. Et läit dono un de jeeweilege Federatiounen, an dësem Fall der FLF, fir de beschtméiglechen Encadrement vu senge Spiller*innen, op Basis vum LTAD-Konzept an zesumme mat hire Memberen, de Veräiner, auszeschaffen.

**Nouveaux OGM** | Question **8368** (04/10/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Dans un récent communiqué d'une organisation internationale de protection de l'environnement, j'ai pris connaissance d'un nouveau projet de loi envisagé par la Commission européenne. Celui-ci vise à déréglementer une partie des « nouveaux OGM », obtenus grâce aux Nouvelles techniques génomiques (NGT). Si cette proposition de loi venait à être adoptée, les NTMG ne feraient plus l'objet d'étiquetage ni de contrôle des risques.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quelle est la position de Madame la Ministre concernant ce nouveau projet de loi envisagé par la Commission européenne ?

2) Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'il serait nécessaire de poursuivre les efforts contre l'usage des OGM et de rejeter la proposition de la Commission européenne ?

**Réponse** (10/11/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1) Un arrêt de la Cour européenne de justice (C-528/16), datant de 2018, a conclu que la mutagenèse dirigée est à considérer comme modification génétique et est soumise aux mêmes obligations concernant les procédures d'autorisation et d'étiquetage que les OGM conventionnels dans l'UE.

La mutagenèse dirigée induit une ou plusieurs mutations ciblées moyennant un ensemble de techniques permettant d'insérer, remplacer, inhiber ou retirer un ou plusieurs morceaux d'ADN d'un génome, de façon précise et volontaire. Elle réduit le risque de mutations parallèles non désirées. La plus connue de ces techniques d'édition du génome est le CRISPR, encore appelé « ciseaux génétiques ».

Contrairement aux OGM classiques, obtenus par transgenèse avec introduction de gènes étrangers, il est impossible de distinguer une modification obtenue par mutagenèse aléatoire d'une modification obtenue par mutagenèse ciblée lors d'une analyse en laboratoire. Théoriquement, la même mutation pourrait ainsi apparaître de façon naturelle ou de façon dirigée par des techniques de modification génétique classique. Ces plantes ne se distinguent donc en rien de leur équivalent obtenu de manière conventionnelle. Ceci cause donc un souci majeur aux autorités compétentes des États membres de l'Union européenne et des laboratoires de référence, car ils ne disposent d'aucun moyen pour détecter les variantes issues de techniques de modification génétique dirigées de ces organismes.

Voilà pourquoi le Conseil des ministres a demandé unanimement à la Commission européenne en 2019[1] de modifier le cadre législatif européen des plantes issues de la mutagenèse dirigée.

En juillet 2023, la Commission européenne a donc présenté sa nouvelle proposition pour un cadre législatif concernant les Nouvelles techniques génomiques (NGT).

La proposition classe les plantes issues de ces techniques en deux catégories.

Les plantes NGT qui pourraient également être produites naturellement ou par sélection conventionnelle (« plantes NGT de catégorie 1 ») feraient l'objet d'une procédure de vérification, sur la base de critères définis dans la proposition. Les plantes NGT répondant à ces critères seraient traitées comme des plantes conventionnelles et exemptées des exigences de la législation sur les OGM. Les informations sur les plantes NGT de la catégorie 1 seraient fournies par le biais de l'étiquetage des semences, d'une base de données publique et des catalogues pertinents sur les variétés végétales.

Pour toutes les autres plantes NGT (« plantes NGT de catégorie 2 »), les exigences de la législation actuelle sur les OGM s'appliqueraient. Elles feraient l'objet d'une évaluation des risques et d'une autorisation avant d'être mises sur le marché. Elles seraient tracées et étiquetées en tant qu'OGM, avec la possibilité d'une étiquette facultative indiquant l'objectif de la modification génétique. L'évaluation des risques, la méthode de détection et les exigences en matière de surveillance seraient adaptées aux différents profils de risque et des incitations réglementaires seraient prévues pour les plantes génétiquement modifiées présentant des caractéristiques susceptibles de contribuer à la réalisation des objectifs de durabilité.

Les deux catégories sont interdites dans l'agriculture biologique.

Suite à la décision du Conseil de 2019, le Luxembourg a ainsi accueilli avec intérêt la proposition de la Commission européenne.

Nous avons pris connaissance des études intéressantes du Joint Research Center de l'Union européenne qui prévoient une réduction potentielle de l'utilisation des pesticides de 80 % notamment pour les nouvelles sortes de pommes de terre issues de ces techniques. Par ailleurs, le développement d'un blé ayant une teneur réduite en gluten pourra constituer un progrès notable pour les personnes intolérantes ou allergiques

Ces techniques promettent aussi des solutions au risque croissant de sécheresse dans l'Union européenne, qui devient une préoccupation aussi au Luxembourg comme l'indique l'Observatoire européen des sécheresses dans son rapport de juin 2023.

Plusieurs éléments doivent cependant encore être analysés en détail par nos experts. Notamment, le principe de précaution devra être garanti pour les deux catégories NGT. L'information des agriculteurs et des consommateurs, à travers un étiquetage adapté, devra permettre à tous un choix éclairé. La coexistence de la culture de ces nouvelles semences avec l'agriculture biologique devra être assurée. Des

[1] http://data.europa.eu/eli/dec/2019/1904/oj

mesures devront être établies au niveau national sur base d'un registre des semences. Par ailleurs, le maintien du système des droits d'obtention devra être garanti.

ad 2) La position critique face aux OGM du Luxembourg est clairement établie de longue date.

Concernant ces nouvelles techniques génomiques, la Commission européenne évoque le fait que sa proposition constitue une contribution importante aux objectifs de la stratégie « De la ferme à la table » et en faveur de la biodiversité, notamment ceux relatifs à l'amélioration de la résistance aux nuisibles, à la tolérance au changement climatique et au stress environnemental ainsi que l'objectif visant à renforcer l'efficacité de l'utilisation des nutriments et de l'eau et la séquestration du carbone. Cette innovation permettrait à l'agriculture européenne d'opérer avec succès la transition vers davantage de résilience et de durabilité.

La Commission environnement du Parlement européen, dans son projet de rapport datant du 16 octobre 2023[2], amende la proposition de la Commission en n'interdisant pas l'utilisation des NGT de catégorie 1 dans l'agriculture biologique en évoquant le fait qu'une telle interdiction ne serait pas basée sur la science.

Notre position définitive sur la proposition de la Commission sera établie par le prochain Gouvernement en se basant sur les connaissances scientifiques et en évaluant les avantages et désavantages de ces nouvelles techniques pour l'agriculture, l'environnement et les citoyens au Luxembourg.

**Bronchiolite** | Question **8369** (05/10/2023) de **M. Léon Gloden** (CSV)

Den 28. September huet de Gesondheetsministère en Opruff gemaach, fir datt d'Elteren hir Kanner solle géint Bronchiolite impfe loossen. An de Maternitéen ass d'Impfcampagne fir déi Neigebuere mëttlerweil ugelaf.

An deem Kontext wëll ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Wéi vill Dosen Nirsevimab sinn disponibel?

2. Wéi vill Dose sinn insgesamt bestallt ginn?

3. Geet dat duer, fir nieft den Neigebuerenen och all d'Kanner, déi tëschent dem 1. Januar an dem 30. September 2023 gebuer sinn, ze impfen?

4. Ass den Impfstoff och bei de Kannerdokteren disponibel?
– Wann nee, firwat net?
– Ab wéini kënnen och d'Pediateren d'Kanner impfen?

**Réponse** (16/10/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Am Kader vun der Impfcampagne fir kleng Kanner géint d'Bronchiolite sinn den 21. September 4.500 Dosen (dovunner 2.500 Dose vun 100 mg an 2.000 Dose vu 50 mg) Nirsevimab geliwwert ginn. Déi geliwwert Dose goufen un déi 4 Maternitéë verdeelt, fir Neigebuerener ze impfen, an och eng Quot Dosen u privat Praxissen.

ad 2. Fir 2023/2024, sinn am Ganze 14.200 Dose bestallt ginn, dovu ginn 8.000 Dose bis Enn vum Joer geliwwert fir déi Neigebueren an d'Puppelcher, déi 2023 op d'Welt kommen, ze schützen.

ad 3. Wann ee vun de Statistike vun de Gebuerte vun deene leschte Joren ausgeet, ginn déi jeeweileg Dosen, déi bis Enn vum Joer geliwwert ginn, duer fir Puppelcher, déi an där vum honorabelen Deputéierten ugeschwate Period gebuer goufen. Et ass awer ze bemierken, datt, ofhängeg vun hirem Gewiicht am Moment vun der Impfung, verschidde Puppelcher, déi tëscht Juli a September 2023 gebuer sinn, de 50 mg Dosage wäerte kréien.

ad 4. D'Kannerdokteren hunn d'Méiglechkeet, déi zwee Dosagen am Kader vum Programme de vaccination national iwwert déi vun den Doktere bekannten Impfstoffbestellungsprozedur ze bestellen.

D'Liwwerungen un d'Kannerdokteren hu freides den 29. September 2023 ugefaang an ab deem Dag ass et méiglech, säi Kand bei engem Pediater impfen ze loossen.

**Nouvelle loi agraire** | Question **8370** (05/10/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Den 13. Juli huet d'Chamber dat neit Agrargesetz gestëmmt. Den Text gesäit eng ganz Rei groussherzoglech Reglementer vir, déi awer leider ëmmer nach net alleguer am Memorial publizéiert goufen.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Wéi vill groussherzoglech Reglementer si bis den 1. September publizéiert ginn?

2. Wéi vill groussherzoglech Reglementer stinn nach aus?
– Wéini gi se publizéiert?

3 Kann den Här Minister ausschléissen, datt et zu Retarde beim Ausbezuele vun de Primme kënnt, well déi entspriechend groussherzoglech Reglementer feelen?

**Réponse** (16/10/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Keen.

ad 2. Follgend Projete sinn um Instanzewee, respektiv sinn nom 1. September 2023 publizéiert ginn:

règlement grand-ducal du 26 septembre 2023 relatif aux régimes d'aides prévus au titre 2 de la loi du 2 août 2023 concernant le soutien au développement durable des zones rurales
• projet de règlement grand-ducal portant application de règles relatives aux paiements directs prévus par la loi du xx concernant le soutien au développement durable des zones rurales
• projet de règlement grand-ducal relatif à la prise en charge par l'État des primes d'assurance contre certains risques agricoles
• projet de règlement grand-ducal instituant un régime d'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles
• projet de règlement grand-ducal instituant des régimes d'aide pour des engagements en matière d'environnement et de climat et d'autres engagements en matière de gestion
• projet de règlement grand-ducal fixant les modalités d'application de l'indemnité compensatoire destinée à indemniser une partie ou la totalité des coûts supplémentaires et des pertes de revenus résultant des contraintes naturelles ou d'autres contraintes spécifiques à une zone
• projet de règlement grand-ducal fixant les modalités d'application d'une aide sur les parcelles agricoles situées dans les zones de protection des eaux
• projet de règlement grand-ducal portant introduction de règles communes à certaines interventions financières prévues par la loi du xx concernant le soutien au développement durable des zones rurales
• projet de règlement grand-ducal relatif aux aides aux investissements et à l'aide à l'installation dans le secteur agricole
• projet de règlement grand-ducal portant exécution des dispositions du « chapitre 9 – Transfert de connaissances, recherche et innovation » de la loi du xxyy0000 concernant le soutien au développement durable des zones rurales
• projet de règlement grand-ducal instituant des aides en faveur de la sauvegarde de la biodiversité en milieu rural.

D'Projete vum Recensement an iwwert d'Limitatioun vum Cheptel sinn nach amgaangen ausgeschafft ze ginn.

– Nodeems de Staatsrot säin Avis ofginn huet.

ad 3. Zu dësem Zäitpunkt ass kee Retard beim Ausbezuele vun de Primmen ze erwaarden.

**Situation de l'ASBL BENU** | Question **8371** (05/10/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi d'„Tageblatt" an d'„Wort" mellen, steet d'ASBL BENU vun Esch, déi sech op Kreeslafwirtschaft spezialiséiert huet, mat hire 40 Mataarbechter kuerz virun der Insolvenz. Et gouf Konventioune mat der Stad Esch an dem Ëmweltministère, mee duerch Kommunikatiounsfeeler schéngt et, wéi wann net kloer gewiescht wier, wie BENU hätt solle mat wéi vill Geld ënnerstëtzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi eng änlech Projete wéi de BENU existéieren nach am Land? Ass de Staat och an dëse Projeten implizéiert? Wa jo, wat fir finanziell Mëttel stellt de Staat hei zur Verfügung?

2. Wéi vill Mataarbechter bei BENU sinn direkt iwwert d'ASBL agestallt? Wéi vill sinn iwwert Aarbechtsmoossname bei der ADEM agestallt?

Falls sech beim BENU d'Situatioun finanziell net verbessert an den nächsten Deeg a Wochen, wäerten d'Ministere versécheren, dass aner Initiativen dës Mataarbechter iwwerhuelen?

3. Wéi evaluéiert d'Ministesch d'Resultater vum Projet BENU no 5 Joer?

4. Hunn, ausser dem Ëmweltministère an der Gemeng Esch, nach aner Acteuren an de Projet BENU investéiert? Wa jo, wien a wéi een Undeel?

**Réponse** (16/11/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

ad 1. De Ministërë si keng änlech Projete wéi BENU bekannt.

ad 2. An de rezenten Echangë mat der ASBL ass matgedeelt ginn, dass um Stand 8. Oktober 2023 45 Persounen op verschiddene Kontrakter bei der ASBL geschafft hunn. Aktuell schaffen zwou Persounen iwwert eng Aarbechtsmoossnam vun der ADEM bei der ASBL (1x „Contrat d'appui-emploi" (CAE) an 1x „Emploi d'insertion" (EMI)).

Et kann net garantéiert ginn, dass aner Initiativen dës Mataarbechter iwwerhuelen, falls sech bei BENU déi finanziell Situatioun an den nächste Wochen net verbessert.

Zu kengem Zäitpunkt gouf et Obligatiounen, Accorden oder aner Zousoe vu staatlecher Säit, fir an

[2] ENVI-PR-754658_EN.pdf

d'Richtung vun dëser elo bekannter enormer perso-neller Opstockung ze goen. Dës Responsabilitéit läit eenzeg an eleng beim Verwaltungsrot vu BENU, dee Leit agestallt huet, ouni eng finanziell Zouso ze hu wat de laangfristege Finanzement vun den Aktivitéi-ten ugeet.

De Verwaltungsrot an d'Direktioun si fir déi finanziell an organisatoresch Ofleef responsabel. De Staat ass am Moment amgaangen, d'Finanzlag vun der ASBL ze analyséieren, fir dass déi ëffentlech Fonge geset-zeskonform agesat ginn. An engem Pressecommu-niqué vum 14. November 2023 huet de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung Informatiou-nen zu dëser Analys matgedeelt.

ad 3. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Ent-wécklung huet d'ASBL BENU bis elo net direkt finan-zéiert, mee 2017 an enger éischter Phas d'Escher Gemeng, deemolegen Träger vum Projet, mat enger finanzieller Kontributioun ënnerstëtzt, fir de Projet op d'Been ze stellen. Dës Phas vum Projet ass of-geschloss.

Déi weider Phase sinn iwwert d'Gemeng finanzéiert ginn. Eng Kontributioun vun der Säit vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung war net méiglech, well déi rechtlech Grondlag gefeelt huet. Deemno läit dem Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung och keng detailléiert Doku-mentatioun vir, déi et géif erméiglechen, eng präzis Evaluatioun vun de Resultater duerchzeféieren.

Als Acteur am Beräich vun der Kreeslafwirtschaft gouf de Projet BENU, deen sech och an d'Promotioun vun enger sozial an ekologesch gerechter Ekonomie aschreift, vum Wirtschaftsministère mat enger „aide de minimis" ënnerstëtzt.

Et sief drun erënnert, datt et réischt zanter dem 4. September 2023 iwwerhaapt legal méiglech ass, enger ASBL am Beräich vun der Kreeslafwirtschaft eng Subventioun iwwert den Ëmweltschutzfong ze ac-cordéieren, deen an dësem Fall géif a Fro komme fir eng finanziell Participatioun.

Am Fall wou eng Konventioun mat de concernéierten Acteuren op d'Bee gestallt géif ginn, wäert et dee Moment och Obligatioune fir BENU ginn, an dat op allen Niveauen, notamment an der Gestioun vun dem Personal an de Finanze souwéi engem Monitoring vun de geleeschten Aarbechten a Relatioun mat den Objektiver. Dëse Kader géif dann dem Staat d'Méig-lechkeet ginn, d'Resultater par rapport zu den envi-sagéierten Ziler ze evaluéieren.

ad 4. Wat eventuell aner finanziell Ënnerstëtzungen ugeet, vu kommunaler Säit oder anere karitativen Zwecker, leie just deelweis Informatioune vir.

**Structures d'accueil et d'éducation pour enfants** | Question **8372** (05/10/2023) de **M. Fred Keup** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Am System vun de Strukture fir Kanner gëtt et eng ganz Rei vu Phenomeener, déi bei ville Leit fir Irrita-tioune suergen.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un den Här Familljeminister an den Här Schoulminister:

1. Ee vun deene grousse Problemer ass, datt vill Crè-chen nëmmen Aschreiwunge fir pauschal 30 oder 60 Stonnen erlaben, och wann hir Déngschter eigent-lech net an deem Mooss gebraucht ginn. Konkreet heescht dat jo och, datt fir vill Elteren an de Staat zum Deel ganz héich Käschten entstinn, fir déi awer op där anerer Säit keng Leeschtung erbruecht gëtt. An de Crèchen a Foyere ginn dat ganzt Joer iwwer Presenze verrechent, och wann d'Struktur zou ass, d'Kand krank oder mat den Elteren an d'Vakanz ass, obschonn do keng Leeschtung stattfënnt. Sollten d'Aschreiwungen an d'Crèchen oder aner Strukture gesetzlech net esou encadréiert ginn, datt si méi flexi-bel musse ginn oder awer datt nëmme Presenzstonne vun de Kanner kënne verrechent ginn?

2. Nom „congé parental" si vill jonk Elteren, déi hir Kanner wëllen an eng Struktur ginn, domat konfrontéi-ert, datt déi zwanzeg Gratisstonne fir de plurilinguale Programm eréischt de Mount nom Alter vun engem (1) Joer un applizéiert ginn. Dowéinst mussen déi jonk Elteren dann dräi oder sechs Méint laang op déi 20 Gratisstonne verzichten, a si fale wärend där Zäit an déi deier Tranche horaire a kréien och den Depassement op déi voll Stonnenzuel verrechent (den Depassement gëtt net op déi 20 Gratisstonne vum plurilinguale Pro-gramm verrechent). Wëll d'Regierung d'Gesetz esou änneren, datt déi 20 Gratisstonnen z. B. scho vun engem Liewensalter vun néng Méint u kënne gräifen?

3. Bei den Dageseltere gëtt et keng Gratisstonnen, wann si och Lëtzebuergesch mat de Kanner schwät-zen (also e plurilinguale Programm offréieren). Wëll d'Regierung op de Wee goen, fir och bei der Betreiung duerch Dageselteren, déi eng plurilingual Betreiung ubidden, zwanzeg Gratisstonnen ze verrechnen?

4. De facto schéngt et esou ze sinn, datt a ville Crèchen, déi behaapten, et géif och Lëtzebuergesch mat de Kan-ner geschwat ginn, dat an der Praxis net geschitt. De Staat bezilt de Crèchen awer e Supplement pro Stonn a pro Kand fir de plurilinguale Programm. An engem ge-wësse Mooss schéngt esouguer eng Praxis ze bestoen, datt bei „portes ouvertes", bei der Aschreiwung vun de Kanner oder bei ugemellte Kontrollen zwar lëtzebuer-geschsproochegt Personal present ass, dat awer dono ofgezu gëtt an op anere Plazen „gewise" gëtt. Weess d'Regierung vun esou Praktiken? Wëll d'Regierung d'Gesetz esou änneren, datt an Zukunft och net uge-mellte Kontrolle vum plurilinguale Programm kënnen duerchgefouert ginn? Wéi vill net ugemellte Kontrolle goufen an deene leschte Jore gemaach, a mat wéi enge Resultater?

5. Net all Kand kritt eng Plaz an enger Maison relais, wat fir déi betraffen Eltere vill zousätzlech Käschte mat sech bréngt. Si mussen dann dacks den Depassement a Foyeren oder Crèchë bezuelen, och wärend deene Méint, wou Schoul ass a wou d'Kannerbetreiung jo am Prinzipp soll gratis sinn. Och wärend de Schoulperio-den, an deenen d'Kanner jo 26 Stonnen an der Schoul sinn, gëllt fir vill Strukturen, datt si nëmme Kontrakter ubidden, déi wäit iwwer deene reelle Besoine vun den Eltere leien. Wéi wëll d'Regierung fir Gerechtegkeet tëschent deenen Eltere suergen, déi fir hiert Kand eng Plaz an enger Maison relais konnte kréien, an deenen, déi déi Chance net haten? Ass et akzeptabel, datt Kon-trakter vu Strukturen ugebuede ginn, déi finanziell oder temporär Dispositiounen hunn, déi u sech eng Ex-ploitatioun von deenen Eltere bedeiten, déi hir Kanner net konnten an enger Maison relais ënnerbréngen?

6. Bei der Berechnung vun den Tariffer an de Vakanze vun net schoulflichtege Kanner kënnt et duerch de Plaffong vun den 100 €/Woch bei engem Akommes vun > 2,5-mol de Mindestloun zu sozialen Ongerech-tegkeeten. Wärend de Schoulzäiten an iwwer d'ganzt Joer gerechent ass dës ongerecht Tarifikatioun souguer schonns vun 2-mol de Mindestloun u bemierkbar. Wëll d'Regierung un där aktueller Tariffstruktur festhalen (Erhéijunge pro Echelon SSM, Limitatioun op 100 Euro/Woch wärend de Vakanze respektiv Ophiewe vum Plaf-fong vun 100 Euro fir Kanner vu 4–12 Joer)?

7. Verschidde Crèchë
– froen no Dokumenter (Chèque-service accueil, Kon-trakter, …), aus deenen d'Akommes vun den Eltere kann ofgeleet ginn;
– verlaangen, datt d'Kanner laang am Viraus uge-mellt ginn, a froen dann och scho Sue fir déi Perioden tëschent der Umeldung an där effektiver Presenz vun de Kanner.
Kennt d'Regierung esou Praktiken, a wa jo, wat wëll si dogéint ënnerhuelen?

**Réponse** (17/11/2023) de **M. Claude Meisch,** Minis-tre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeu-nesse

ad 1. Eng Reform vum Finanzement vun de Bildungs- a Betreiungsstrukture war an der leschter Legisla-turperiod ugeduecht ginn, mee konnt awer net méi agefouert ginn. D'Verrechne vun de Stonnen duerch déi verschidden Träger aus der nonformaler Bildung soll am Kader vun enger Finanzreform iwwerduecht ginn.

ad 2. a 5. Déi 20 Gratisstonne fir de plurilinguale Pro-gramm gëllen net eréischt fir Kanner am Alter vun engem Joer an engem Mount, mee ab dem Mount, wou d'Kand 1 Joer kritt. Och dës Elementer wäerte Géigestand vun enger Reform vum Finanzement vun de Bildungs- a Betreiungsstrukture sinn.

ad 3. Och dës Elementer wäerte Géigestand vun enger Reform vum Finanzement vun de Bildungs- a Betreiungsstrukture sinn.

ad 4. Dem Service, dee fir d'Reklamatiounen am Sec-teur vun der nonformaler Bildung zoustänneg ass, si keng esou Doleancen zougedroe ginn.

De Programm vun der Méisproochegkeet (EPL) ass verflichtend fir all Crèche, déi eligibel Kanner enca-dréiert. Et gi Kontrolle gemaach, ier d'Unerkennung fir de Prestataire Chèque-service accueil (CSA) accor-déiert gëtt. Den Träger muss beleeën, datt all déi ge-setzlech Konditiounen erfëllt sinn.

Net ugekënnegt Kontrollen, ënner anerem vum EPL, ginn elo scho vum zoustännege Service duerchgefou-ert. Hei gëtt net aleng d'Méisproochegkeet, mee am Allgemengen d'Konformitéit zu de Gesetzer a Regle-menter iwwerpréift. Um Niveau vum Personal, ginn an der Reegel all d'Servicer vun engem Gestionnaire/Grupp zesumme gekuckt fir ze vermeiden, datt d'Per-sonal z. B. den C1 op méi Plazen deklaréiert.

Am Joer 2023 si bis elo 115 administrativ Kontrollen an/oder Inspektiounen duerchgefouert ginn. Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7856 preziséiert gouf, sinn an de leschte Jore ronn 335 net ugekënnegt Kontrollen an de Bildungs- a Betreiungs-servicer duerchgefouert ginn.

Fir sech par rapport zu de festgestallte Verstéiss ze konformëieren, gouf de jeeweilegen Träger eng pre-definéiert Frist accordéiert. An zwee Fäll kruten d'Trä-ger d'finanziell Hëllef vun der EPL gestrach, well si net konform waren. Zwou Suspensioune vun der Hëllef fir d'Méisproochegkeet sinn ausgeschwat ginn. Eng Rei Träger hunn dem Staat missen d'Suen erëmbezuelen, well hire Service net konform war.

ad 6. Och dës Elementer wäerte Géigestand vun enger Reform vum Finanzement vun de Bildungs- a Betreiungsstrukture sinn.

ad 7. Wat d'Areeche vun Dokumenter, aus deenen d'Akommes vun den Eltere kann ofgeleet ginn, ube-laangt, esou ass dës Praxis den Agente vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend net bekannt. D'Eltere ginn op d'Gemeng respektiv op d'Zukunftskeess, fir de CSA-Kontrakt ze ënnerschreiwen a ginn dee Moment Dokumenter zum Akommes of. Fir den Träger vun enger Crèche sinn dës Informatiounen net relevant, weeder fir seng Facturatioun am CSA nach fir de Kon-trakt mat den Elteren.

Wat d'Umeldung vun de Kanner betrëfft, sou muss ee wëssen, datt d'Aschreiwung vun de Kanner ënnert d'Responsabilitéit vum Träger vun enger Betreiungsstruktur fält. Den Träger ass verflicht, d'Kapazitéit, déi hie via Agrement accordéiert krut, ze respektéieren. Den Träger dierf net méi Kanner ophuelen, wéi hie Plazen huet an ass gläichzäiteg drun interesséiert, all seng Plaze besat ze hunn. Dofir ass et sënnvoll fir d'Elteren, fir hir Kanner sou frei wéi méiglech an enger Betreiungsstruktur unzemellen. Fir eng Plaz kënne garantéiert ze kréien, froe verschidde Betreiungsstrukture bei den Elteren eng Kautioun, déi net vum Staat iwwerholl gëtt, dëst ënner anerem och fir ze vermeiden, datt d'Eltere kuerzfristeg ofsprangen an den Träger seng Plazen net besat huet. Doriwwer eraus si keng aner Praktiken an dësem Kontext bekannt.

**Lettre d'accompagnement du « diplôme de technicien »** | Question **8373** (05/10/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Eis ass do e Fall zougedroe gi vun enger Schülerin, déi dëst Joer am LTAM en Diplom als Elektrotechnikerin am Beräich „Smart Technologies" krut. Dësen „Diplôme de technicien", ënnerschriwwe vum Direkter vun der Chambre de Commerce, vun der Presidentin vun der Chambre des Salariés a vum Direkter vun der Beruffsausbildung an ausgestallt vun der Regierung, ass an dräi Sproochen (Franséisch, Däitsch an Englesch) ofgefaasst. Allerdéngs ass de Begleetbréif vum Ministère, mam „relevé pour la mention pour élève XY", deen iwwer d'Modullen informéiert, déi d'Schülerin am Laf vun hirer Ausbildung absolvéiert huet an déi fir d'Berechnung vun der Mentioun consideréiert goufen, just op Franséisch. Well d'Meedchen an Däitschland weiderstudéiere wëll an d'Héichschoul eng Iwwersetzung vum Begleetbréif verlaangt huet, huet d'Schülerin missen en Iwwersetzer engagéieren, fir dëst Dokument iwwersetzen ze loossen, wat net nëmmen eng zousätzlech finanziell Belaaschtung fir d'Schülerin duergestallt huet, mee och dozou gefouert huet, datt d'Schülerin hir Ënnerlagen net fristgerecht un d'Héichschoul schécke konnt an si elo riskéiert, ee Semester ze verléieren.

Wéi eis zu Ouere komm ass, handelt et sech dobäi net ëm en Eenzelfall.

Dofir géif ech gär dem Här Héichschoulminister folgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt de Begleetbréif vum „diplôme de technicien" grondsätzlech just op Franséisch ofgefaasst gëtt? Wa jo, aus wéi enge Grënn gëtt dat Dokument just an där Sprooch ausgestallt?

2. Wier den Här Minister bereet, sech bei deene betreffenden auslänneschen Héichschoule fir Studenten anzesetzen, déi duerch dësen Ëmstand riskéieren, e Semester ze verléieren?

**Réponse** (17/11/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Ech reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat dëse Prezisiounen.

Et ass richteg, datt deen zitéierte Relevé pour la mention nëmmen op Franséisch bis ewell ausgestallt gëtt. Dëst wäert awer bis de Summer 2024 geännert ginn. Effektiv ass de Service vun der Beruffsausbildung zanter enger Zäit amgaangen, all d'Dokumenter, déi mam Ofschlossdiplom a Verbindung sinn, ze iwwersetzen. Esou gëtt et haut schonn den Diplom selwer, d'Certification des modules préparatoires (ouni d'Annex), d'Note moyenne globale (op Demande an ouni d'Annex) an den dräi Sproochen. Des Weidere gëtt de Supplément descriptif au diplôme op Däitsch a Franséisch ausgestallt. Nieft dem Relevé pour la mention wäert dann och de Relevé des modules réussis ab Summer 2024 op dräi Sprooche verfügbar sinn.

Am Prinzipp sinn d'Universitéiten an Héichschoulen autonom, wat d'Admissioun vu Studenten ubelaangt.

**Banque luxembourgeoise Fortuna Banque** | Question **8374** (05/10/2023) de **M. Max Hengel** | **M. Laurent Mosar** | **M. Marc Spautz** (CSV)

Am September an am November 2022 hate mir 2 parlamentaresch Froe mat den Nummere 6921 a 7118 zum Stopp vun den Aktivitéite vun der Fortuna Bank gestallt. Mir wollten deemools wëssen, wat mat de Clienten an de Salariéë vun der Bank géif geschéien. Ee Joer méi spéit wëlle mir op dësen Dossier zeréckkommen, well nach eng Rei Onkloerheete bestinn.

Dowéinst wollt ech follgend Froen un d'Madamm Finanzministesch stellen:

– Huet d'Fortuna Bank hir Aktivitéiten definitiv agestallt?

– Gouf ee Plan social fir d'Salariéë vun der Fortuna Bank gemaach?

– Wéi vill Salariéë goufe vun der BCEE iwwerholl?

– Sinn d'Cliente vun der Fortuna vun der BCEE wéi annoncéiert iwwerholl ginn an/oder bei enger anerer Bank op der Finanzplaz ënnerkomm?

**Réponse** (06/11/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Den 12. Oktober 2023 huet den Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg d'Liquidatioun vun der Fortuna Bank decidéiert. Dëst Urteel gouf am Kontext vun der Cessatioun vun den Aktivitéite vun der Bank, déi schonn am August 2022 ëffentlech gemaach gouf, geholl. Säitdeem konnt d'Bilanszomm vun der Bank ëm 85 % reduzéiert ginn an d'Bank hat zum Schluss och nach just 5 Employéen. Et ass dem Finanzministère net bekannt, wéi vill vun deene fréiere Fortuna-Employéen haut bei der BCEE schaffen.

Am August 2022 hat d'BCEE eng vereinfacht a séier Onboarding-Prozedur fir Fortuna-Clientë lancéiert. Am Kader vun der Liquidatioun ginn d'Depote vun de Fortuna-Clienten, déi vun dëser Prozedur net Gebrauch gemaach hunn, an déi hir Konten och net bei eng aner Bank transferéiert hunn, vum Fonds de garantie des dépôts (FGDL) bis zu engem Montant vun 100.000 Euro rembourséiert.

**Soins à domicile** | Question **8375** (06/10/2023) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

Ee vun de wichtegste Piliere vun der Fleegeversécherung sinn d'„soins à domicile". Ëmmer méi Persoune benotzen dëse Service, wat natierlech entspriechend Käschte mat sech bréngt. Am Intressi vun de concernéierte Leit an der Qualitéit vum Service, awer och am Sënn vun enger responsabeler Finanzgestioun, ass et wichteg, datt genuch Kontrollen an deem Domän gemaach ginn.

An deem Zesummenhang géife mir dem Här Minister fir sozial Sécherheet gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill Qualitéitskontrolle goufen am Beräich vun de „soins à domicile" an der leschter Legislaturperiod duerchgefouert? Wéi eng Resultater hunn déi Kontrolle bruecht?

2. Wéi eng Konsequenze fir déi eenzel privat Prestatairë kënne geholl ginn, wann eng Qualitéitskontroll net zefriddestellend ausfält?

3. Wéi gesäit et mat de Sproochekenntnesser vun deene Leit aus, déi an deem Secteur schaffen? Wéi eng Exigenze gëtt et a wéi ginn déi kontrolléiert?

**Réponse** (31/10/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. Am groussherzogleche Reglement vum 13. Dezember 2017[3] sinn d'Critèrë festgehalen, wat den Inhalt vun der Fleegedokumentatioun ubelaangt, déi de Prestataire muss assuréieren, grad wéi och d'Qualitéitsindicateuren an der Prise en charge vun de fleegebedierftege Persounen.

Fir kënnen nozevollzéien, ob déi fleegebedierfteg Persounen all d'Leeschtungen, déi se zegutt hunn, och kruten, gëtt d'Dokumentatioun vun de realiséierte Leeschtungen iwwerpréift. Esou eng Kontroll ass just méiglech, wann den Inhalt vun der Dokumentatioun standardiséiert, vollstänneg an elektronesch zougänglech ass. Dës indirekt Mesure erméiglecht et ze iwwerpréiwen, ob de Prestataire déi adequat Moyenen asetzt, fir eng qualitativ gutt Prise en charge ze assuréieren an domadder esouwuel d'Sécherheet wéi d'Integritéit vun der fleegebedierfteger Persoun ze garantéieren.

Déi eenzel Indicateure fir d'Qualitéit an der Fleeg (z. B. d'Erfaassung vun de Chutten oder Escarren, de Suivi vum Gewiicht) erméiglechen et, e konkreeten Unhaltspunkt ze hunn, wat déi vum Prestataire agesaten Hëllefs- a Fleegemoossnamen am Kader vun der Fleegeversécherung ubelaangt.

Am Ganze goufen an der leschter Legislaturperiod tëschent 2018 an 2023 (Stand bis Oktober 2023) 148 Kontrollvisitten duerchgefouert, déi all d'Gestionnairen ofdecken, och d'Établissements à séjour continu an d'Établissements à séjour intermittent. Dovunner sinn 42 Kontrollvisitte bei de verschiddene Fleegedéngschter, déi doheem intervenéieren, duerchgefouert ginn.

D'Qualitéit war och bei der Reform vun der Fleegeversécherung, déi den 1. Januar 2018 a Kraaft getrueden ass, en zentrale Punkt. Dofir gouf ënner anerem och am Code vun der sozialer Sécherheet festgeschriwwen, datt d'AEC all 2 Joer muss eng Analys vun der Qualitéit vun den erbruechte Leeschtunge maachen. Dës Analys gëtt an engem Rapport vun der AEC detailléiert duergestallt an och der zoustänneger Chamberskommissioun virgestallt.

Déi integral Rapporte mat all de Resultater, wéi och de Resumé an de Pressecommuniqué kënnen um Internetsite vun der AEC nogelies ginn (Rapport biennal 2020 a Rapport biennal 2022[4]):

https://aec.gouvernement.lu/fr/docetchiffres/rapportbiennalqualite.html

ad 2. D'Kontrollvisitte gi 14 Deeg am Viraus annoncéiert. Allerdéngs wëssen d'Prestatairen net am Viraus, wat fir eng Dossiere vu wéi enge Beneficiairë vun der AEC kontrolléiert ginn. Dëst gëtt de Responsabelen eréischt sur place, am Moment selwer, vun der AEC matgedeelt.

[3] Règlement grand-ducal du 13 décembre 2017 déterminant le contenu de la documentation de la prise en charge et les indicateurs de qualité de la prise en charge

[4] « [...] L'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance établit un rapport biennal relatif aux contrôles effectués, qu'elle transmet au comité directeur de la Caisse nationale de santé, aux ministres ayant la Sécurité sociale et la Santé dans leurs attributions et aux ministres compétents en vertu de la législation réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique. »

Wärend der Visitt analyséiert a kontrolléiert d'AEC déi verschidden Dokumentatioune vun den ausgewielte Beneficiairë vun der Fleegeversécherung. Den Debriefing gëtt direkt duerno mat de Responsabele realiséiert. An all Fall gëtt och e schréftleche Rapport vun der AEC un de Prestataire verschéckt. Dëse Rapport hält fest, ob all d'Informatiounen disponibel waren a gëtt e Feedback iwwert déi adequat Fleegepraktiken an iwwert déi Beräicher, déi musse verbessert ginn. Ofhängeg vun dëse Constate gëtt eng nächst Kontrollvisitt vun der AEC bei deem jeeweilege Prestataire ageplangt.

An der nächster Kontrollvisitt kuckt d'AEC, ob déi Verbesserungen, déi an deene verschiddene Punkte festgehale goufen, gemaach goufen. D'AEC huet och d'Méiglechkeet, hir Visitte méi heefeg ze maache fir ze assuréieren, dass bestoend Schwieregkeete behuewe ginn an d'Qualitéit verbessert gëtt.

Déi verschidde Prestatairë sinn sech der permanenter Qualitéitsverbesserung bewosst a benotzen d'Constaten, fir déi néideg Aktiounen ze ënnerhuelen. Aus deenen zwee vergaangene Rapports biennaux geet eng Qualitéitsverbesserung ervir, wéi z. B. d'Erfaassen an d'Dokumentatioun vun den Dekubitus, Stierz oder de Suivi vum Gewiicht.

ad 3. D'Sproochekenntnisser vun de Mataarbechter vun de mobillen Hëllefs- a Fleegedéngschter gi beim Erstelle vum Agrement an duerno am Kader vun den Agrementsvisitte kontrolléiert.

Dat modifizéiert groussherzoglecht Reglement vum 10. Dezember 2009 gesäit a sengen Artikelen 10 an 13 vir, dass souwuel de Chargé de direction wéi och d'Betreiungspersonal vun engem mobillen Hëllefs- a Fleegedéngscht attestéiere mussen, 2 gängeg Sproochen aus dem Land, dorënner Lëtzebuergesch, ze verstoen an sech och kënnen auszedrécken. Wann dëst net ginn ass, kann de Familljeminister am Kader vum Agrement eng Klausel betreffend d'Weiderbildung erabréngen.

De Gestionnaire attestéiert, dass d'Sproochekonditioune fir säi Personal erfëllt sinn. De Gestionnaire suergt och duerfir, dass säi Personal un deenen néidege Weiderbildunge kann deelhuelen.

Sinn d'Sproochekonditiounen net erfëllt, gëtt den Agrement op eng limitéiert Zäit ausgestallt (an der Reegel 1 Joer), an där de Gestionnaire Zäit huet, sech zum Reglement konforméieren.

**Vote lors d'un conseil communal** | Question **8376** (09/10/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Den Artikel 34 vum Gemengegesetz schreift vir:

„Nul n'est admis au premier tour de scrutin s'il ne réunit plus de la moitié des votes valables.

Si aucun des candidats ne réunit la majorité absolue des suffrages, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux personnes qui ont le plus de voix, et la nomination a lieu à la majorité des votes.

Si le premier tour de scrutin donne à plus de deux candidats le plus de voix et en nombre égal, un second scrutin est ouvert entre eux, et les deux candidats qui obtiennent à ce scrutin le plus de voix, sont seuls soumis au ballottage. Au cas d'une nouvelle parité de suffrages dans le second scrutin, le sort désigne les candidats à soumettre au ballottage."

Am Gemengerot huet een normalerweis bei där genannter Wiel vun zwee Kandidaten dräi Méiglechkeete fir unzekräizen: Nieft deenen zwee Kandidaten huet een nämlech nach déi drëtt Méiglechkeet, fir kee vun deenen zwee Kandidaten ze wielen – dës drëtt Optioun ass gekennzeechent mat „Niemand".

An dësem Kontext hätt ech follgend Fro un d'Madamm Banneminister:

– Am Fall wou déi zwee Kandidaten am Hibléck op déi dräi Wielméiglechkeeten (also ee vun den zwee Kandidaten oder „Niemand") op genee déi selwecht Unzuel u Stëmme kommen: Muss dës Wal an deem Fall widderholl ginn oder kann et direkt zum Lousentsscheed kommen?

**Réponse** (11/10/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Den honorabelen Deputéierten informéiert sech iwwert d'Reegele fir d'Ofstëmmungen am Gemengerot.

An der Fro gëtt den Artikel 34 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 net vollstänneg zitéiert. Et feelt den 2. Alinea: „En cas de partage de toutes les voix entre deux candidats, le sort décide." Dat heescht, wann all d'Stëmme vun de Gemengerotsmemberen op zwee Kandidate gläich verdeelt sinn, entscheet d'Lous.

Falls den Deputéierten eng rezent Ofstëmmung vum Wëntger Gemengerot viséiert, wëll ech nach präziséieren, dass ech informéiert gi sinn, dass zwee Kandidate bei der Ofstëmmung fir ee Posten als Delegéierten an engem Syndikat jeeweils 5 Stëmme kritt hunn, an dass et eng Stëmm géint déi zwee Kandidate ginn ass. An dësem Fall sinn d'Konditiounen, fir d'Lous ze zéien, net erfëllt, well déi zwee Kandidaten net alleguer d'Stëmme vun de Gemengerotsmembere kritt hunn. An deem Fall muss e Ballottage op Basis vum Artikel 34 3. Alinea vum Gemengegesetz gemaach ginn.

Ech wëll och nach präziséieren, dass, wa méi wéi ee Kandidat sech presentéiert, all Member vum Gemengerot dräi Méiglechkeete muss hunn:

– fir ee vun de Kandidaten ze stëmmen;
– géint alleguerten d'Kandidaten ze stëmmen;
– sech ze enthalen[5].

Aus deem Grond mussen op all Bulletin separat Casë mat de jeeweilegen Nimm vun de Kandidaten an zousätzlech eng Case, déi „Aucun des candidats" heescht, stoen.

**Attaques par phishing** | Question **8377** (10/10/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ëmmer méi heefeg kënnt et vir, dass Krimineller Websäiten erstellen, déi ausgesinn, wéi wann se vun engem Geschäft oder enger Bank wieren. Mat falschen E-Mailen oder SMSen, an deene behaapt gëtt, de Client misst dréngend seng Bankdonnéeën aginn, ginn d'Leit op esou Websäite gelackelt a kréien do hir Zougangsdate geklaut. Per Webbanking kënnen déi Kriminell dann op d'Konte vun de Betraffenen zougräifen a maachen se net seelen eidel.

D'Gesetz vum 10. November 2009 gesäit zwar vir, dass eng Bank hire Clienten d'Sue vun engem net autoriséierte Payement muss zeréck iwwerweisen, mee dëst trëfft awer nëmmen zou, wann de Client net duerch eegent Feelverhale selwer eng Matschold dréit.

Rezent waren och Clientë vum POST-Service Eboo betraff.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet, Konsumenteschutz, Wirtschaft a Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Utilisateure si vum rezente Phishing-Versuch bei POST betraff?

2. Wéi ee Gesamtmontant gouf geklaut?

3. Wäert POST de Betraffenen en Deel oder d'Gesamtheet vun de geklaute Suen zeréckginn an eventuell gemaache Scholden net zeréckfroen?

4. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Erafalen op eng Phishing-Mesure e perséinlecht Feelverhalen duerstellt, wat geméiss dem Gesetz vum 10. November 2009 dozou féiert, dass ee kee Remboursement zegutt huet?

Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Konsumenten no der aktueller Gesetzgeebung gutt genuch geschützt sinn am Fall vu Phishing?

**Réponse** (13/11/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Protection des consommateurs

An de leschte Méint sinn effektiv eng Rei Phishing-Versich, déi Clientë vu verschiddene Banken zu Lëtzebuerg viséiert hunn, observéiert ginn.

POST Finance weist drop hin, dass se aus Sécherheetsgrënn net iwwert d'Detailer vun dësen Attacke kommunizéiert.

A ville Fäll konnten déi frauduléis Payementer nach gestoppt ginn, oder d'Sue konnte vun der Bank vum Beneficiaire zeréckgefuerdert ginn. Dëst ass allerdéngs just méiglech, wann de betraffene Client d'Fraude a kierzter Zäit mellt an esou eng Fuerderung bei der Empfängerbank zäitno ka gemaach ginn. POST Finance recommandéiert dofir, hire Clientë méiglech Frauden direkt ze deklaréieren an eng Plainte bei der Police ze maachen.

Allgemeng hunn d'Banke wéi och POST Finance eng gesetzlech Obligatioun, Clienten ze dedommagéieren, wa Payementer ausgefouert goufen, déi net vum Client autoriséiert goufen. An dëse Fäll hunn d'Clienten hir E-Banking-Coordonnéeën a LuxTrust-Ënnerschréften awer selwer uginn an ausgefouert, op frauduléise Websäiten, mat deenen d'Banken näischt ze dinn hunn. Deemno besteet hei aktuell kee gesetzlecht Recht op Entschiedegung duerch d'Bank.

Um EU-Niveau lafen Aarbechten, fir den europäesche Gesetzeskader weider ze stäerken an sech eng harmoniséiert Approche ze ginn, déi de Konsument och a sou Fäll besser schütze géif. Esou gëtt aktuell un der Revisioun vun der Payment Services Directive 2 (ëmgesat um nationale Plang an dem ofgeännerte Gesetz vum 10. November 2009) geschafft. Ee Schwéierpunkt ass d'Stäerkung vun den Antifraude-Mesuren, sou ewéi d'Berécksiichtege vun neien Typpe vu Fraude wéi dem Phishing.

Et ass an dësem Kontext wichteg, wéi schonns an der Question parlementaire 7703 drop hinzeweisen, dass säit ville Joren an d'Cybersécherheet investéiert gëtt. Duerfir hei och den Appell un d'Konsumenten, ganz allgemeng virsiichteg ze sinn, wann se online ënnerwee sinn, an och sech ze informéieren, sief et zum Beispill iwwert d'Helpline vu BEE SECURE (www.bee-secure.lu) oder um nationale Cybersecuritéitportal (www.cybersecurity.lu).

**Examen du secteur communal** | Question **8378** (10/10/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Fir dierfen am Gemengesecteur ze schaffen, muss een als éischt d'Épreuve d'aptitude générale packen an duerno den Examen d'admissibilité. Fir dës Sessioun waren d'Examens d'admissibilité fir d'Leit am Grupp B1, C1 an D1 awer virun deene fir d'Épreuve générale. Wat bedeit, dass dës Leit nëmmen den 1. Exame kënne maachen, an dann een halleft Joer musse waarde fir den 2. Deel. Dëst kascht net nëmmen d'Leit Zäit, mee suergt och dofir, dass d'Gemenge Posten eréischt méi spéit kënne mat dëse Kandidate besetzen.

[5] Pierre Lambert, Manuel de droit communal, Bruylant 1998, p. 139

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir ëffentlechen Déngscht a fir Interieur dës Froe stellen:

1. Firwat goufen dës Delaien esou festgehalen?

2. Firwat betreffen dës ënnerschiddlech Delaien nëmmen een Deel vun de Gruppen?

3. Wäert an Zukunft drop gekuckt ginn, dass ee béid Examen op allen Niveaue kann an enger Sessioun maachen? Wann nee, firwat net?

**Réponse** (26/10/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique

De Projet de règlement grand-ducal modifiant : 1° le règlement grand-ducal modifié du 20 décembre 1990 portant fixation des conditions d'admission et d'examen des fonctionnaires communaux ; 2° le règlement grand-ducal modifié du 23 avril 2021 portant organisation de la formation pendant le service provisoire des fonctionnaires communaux ainsi que du cycle de formation de début de carrière des employés communaux[6], deen d'Konditioun vun der Reussite bei der Épreuve d'aptitude générale fir d'Participatioun um Admissibilitéitsexame fir de Gemengesecteur ofschaaft, ass den 21. Juni 2023 vum Regierungsrot ugeholl ginn.

Dës Modifikatioun huet dat duebelt Zil, fir engersäits d'Prozedur fir d'KandidatInnen ze vereinfachen an ze acceleréieren an anerersäits de Pool vu KandidatInnen, déi sech op ee Fonctionnairesposten am Gemengesecteur mellen, ze vergréisseren.

Vun deem Moment un, wou dës Dispositiounen a Kraaft trieden, wäert sech d'Fro vun der zäitlecher Koordinatioun tëschent den zwou Epreuven net méi stellen.

De Projet ass säit dem 27. Juni 2023 beim Staatsrot.

**Gaspillage d'énergie auprès de l'Inspection générale des finances** | Question **8379** (12/10/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Un eis ass erugedroe ginn, dass bei der Inspection générale des finances Wäert drop geluecht gëtt, dass d'Luuchten an de Pièces communes zu all Moment vum Dag mussen u sinn. Dëst widdersprécht awer der Circulaire N° 4168, déi zum Energiespueren oprifft.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Firwat mussen dës Pièces communes zu all Moment vum Dag beliicht sinn?

2. Wat ass den zousätzlechen Energieverbrauch duerch dësen Appell vun der Direktioun vun der IGF?

**Réponse** (06/11/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Am Kader vun der Energiespuercampagne „Zesumme spueren – Zesummenhalen" sinn och fir staatlech Acteuren am September 2022 Moossname fir d'Reduzéierung vum Energieverbrauch ugeholl ginn an eng „note d'instruction aux responsables techniques" fir staatlech Gebaier ass un all Ministèren a Verwaltunge weidergeleet ginn.

De Regierungsrot huet doriwwer eraus de 14. Juli 2023 decidéiert, dës Mesurë weiderzefeieren. All d'Regierungsmembere sinn an engem Bréif vum Staatsminister ugehale ginn, fir déi entspriechend Note d'instruction weiderhin an alle Ministèren a Verwaltungen ze applizéieren. Dës gesäit vir, dass d'bannenzeg Beliichtung op den néidege Minimum ze limitéieren ass, fir d'Sécherheet vun den Agenten a Visiteuren ze garantéieren, esou wéi dat och am Gebai vun der Generalinspektioun vun de Finanzen ëmgesat gëtt.

[6] https://legilux.public.lu/eli/etat/projet/pr/20230123

**Familles d'accueil hébergeant des réfugiés ukrainiens** | Question **8380** (13/10/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Suite à l'agression militaire russe contre l'Ukraine en février 2022, de nombreux ressortissants ukrainiens ont été obligés de fuir leur pays et de chercher refuge dans d'autres pays européens. Au Luxembourg, des centaines de familles résidentes se sont spontanément proposées à héberger des personnes fuyant la guerre dans leur domicile privé. Les familles d'accueil ont pour cela signé un contrat avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration, lequel portait initialement sur une période de trois mois et qui stipule notamment que l'hébergement proposé consiste en un acte de solidarité dans le cadre d'une crise humanitaire sans contrepartie financière.

Étant donné que le conflit en Ukraine perdure depuis lors, certaines familles d'accueil semblent avoir de plus en plus de peine à supporter la charge financière liée à l'hébergement des réfugiés. C'est en tout cas ce que certains représentants des familles d'accueil ont fait savoir à travers une lettre envoyée au partis politiques. Dans ce courrier, ils se plaignent surtout du manque de soutien par l'État, alors que leur engagement a considérablement aidé à décharger les structures de l'ONA (Office national de l'accueil).

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile et Monsieur le Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Pouvez-vous me dire combien de ménages privés au Luxembourg accueillent des réfugiés ukrainiens, quelle est l'évolution de la situation et quel soutien leur a été fourni par l'État ?

2) N'êtes-vous pas d'avis qu'il conviendrait de mettre en place une compensation financière au profit des familles d'accueil ? Dans l'affirmative, cette compensation ne devrait-elle pas couvrir également les efforts financiers déjà fournis par les familles d'accueil ?

3) Pouvez-vous me dire de quel soutien étatique les familles d'accueil de réfugiés ukrainiens bénéficient dans nos pays voisins ?

4) Quels efforts sont entrepris par le Gouvernement afin de faciliter l'intégration des réfugiés ukrainiens dans la société luxembourgeoise, particulièrement en ce qui concerne la recherche d'un logement et l'intégration sur le marché du travail ?

**Réponse** (13/11/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre de l'Immigration et de l'Asile | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

Début novembre, 4.199 personnes étaient bénéficiaires de protection temporaire (BPT), dont 1.430 étaient hébergées par l'Office national de l'accueil (ONA). L'ONA ne dispose pas de chiffres détaillés quant au nombre de ménages privés accueillant des BPT. Les BPT hébergés en privé ou par l'État ont droit aux mêmes aides[7] que les demandeurs de protection internationale (DPI), dont notamment :

– une allocation pécuniaire de 31,22 € par mois ;
– une aide pour l'alimentation de 243,67 € par mois ;
– une aide pour l'hygiène de 46,48 € par mois.

[7] Montants conformes à la loi (art. 12 et 13 de la loi du 18.12.2015 relative à l'accueil des DPI et des BPT telle que modifiée par les art. 39 et 40 de la loi du 07.08.2023)/montants indexés au 1er septembre 2023.

L'ONA propose également un suivi social régulier aux BPT hébergés en privé.

Les BPT ont droit aux aides matérielles de l'Office national de l'accueil à condition de ne pas disposer de moyens de subsistance suffisants, ni de prise en charge par une personne privée.

C'est un honneur pour la société luxembourgeoise qu'il y ait encore autant de familles d'accueil qui accueillent – par conviction et par solidarité – des personnes ayant fui la guerre.

Selon nos informations, les familles d'accueil de réfugiés ukrainiens ne bénéficient pas de soutien financier étatique dans nos pays voisins. Le Luxembourg a pris la même décision.

Les mesures d'intégration du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (MIFA) s'adressent à toutes les personnes de nationalité étrangère qui résident sur le territoire du Grand-Duché. À la mi-septembre 2022, et afin de fournir un support administratif simple et efficace aux personnes fuyant la guerre en Ukraine, le MIFA a mis en ligne une plateforme d'orientation virtuelle InfoLux.lu.

Cette plateforme, qui a été pérennisée et qui s'adresse maintenant à toutes les personnes nouvellement arrivées sur le territoire, propose des informations et des webinaires sur des thèmes « pertinents » pour faciliter l'intégration des personnes arrivées au Luxembourg. Depuis septembre 2023, des sessions en ligne du webinaire « Welcome » sont également disponibles en ukrainien, à côté des langues anglaise et française.

Pour ce qui est du logement, le MIFA avait mis en place, dès l'arrivée des premiers réfugiés ukrainiens et en collaboration avec des organisations de la société civile (ASTI, Caritas, Croix-Rouge luxembourgeoise) et l'Office national de l'accueil, une plateforme en ligne permettant à des résidents d'héberger des réfugiés ukrainiens chez eux ou de mettre des logements à leur disposition. Dans le même ordre d'idées, le MIFA avait mis en ligne, en collaboration avec des organisations de la société civile (ASTI, Caritas, Croix-Rouge luxembourgeoise), une base de données dans laquelle ont été enregistrées les personnes privées qui souhaitaient s'engager bénévolement pour les réfugiés ukrainiens au Luxembourg. Les deux plateformes ont été désactivées ; les personnes intéressées à un engagement bénévole au service des réfugiés ukrainiens sont automatiquement redirigées vers la plateforme www.benevolat.lu de l'Agence du bénévolat.

**Parc locatif de l'Université du Luxembourg** | Question **8381** (13/10/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** | **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

L'Université du Luxembourg gère actuellement un parc locatif de 1.000 unités de logements étudiants ne parvenant qu'à couvrir 17 % des demandes. L'université compte actuellement 6.000 étudiant.e.s inscrit.e.s. Face à la nouvelle hausse des loyers sur le marché privé et la situation de crise générale sur le marché de l'immobilier, de nombreux étudiant.e.s surtout celles et ceux venu.e.s de l'étranger ont de plus en plus de mal à trouver des alternatives de logement sur le marché privé. L'université a par ailleurs changé ses critères de durée du contrat de bail, en limitant la durée de location à la durée légale du parcours d'études dans lequel l'étudiant.e est inscrit.e. L'université n'étant elle-même pas propriétaire du parc locatif étudiant, dépend fortement de l'action des communes et de bailleurs sociaux et privés ainsi que des fluctuations sur le marché de l'immobilier privé.

Face à l'urgence de la situation je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du

Logement ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Combien de logements ont été inaugurés par l'Université du Luxembourg au cours des 20 dernières années ?

2) Combien de logements ont dû être abandonnés par l'Université du Luxembourg au cours des 20 dernières années ? Quelles en sont les raisons ?

3) Combien de nouveaux logements sont en phase d'inauguration ?

4) L'université devra-t-elle à l'avenir abandonner d'autres logements pour étudiant.e.s ? Si oui, pour quelles raisons ?

5) Messieurs les Ministres comptent-ils intervenir auprès des communes afin de les pousser à augmenter leur offre de logements étudiants ?

6) Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche compte-t-il s'engager en faveur d'une allocation budgétaire spécifique pour permettre à l'université d'acheter et de gérer son propre lot de logements étudiants ?

7) Quelles sont les conditions impliquées par un contrat de location entre le bailleur privé ou public et l'université ?

8) Quels sont les frais actuellement impliqués par la gestion du parc locatif de logements étudiants par l'université en tant que locataire ?

**Réponse** (13/11/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

En réponse à la question parlementaire des honorables Députées Nathalie Oberweis et Myriam Cecchetti concernant le parc locatif de l'Université du Luxembourg, nous avons l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

Depuis 2008, date de création du parc locatif de l'Université du Luxembourg, 1.280 logements ont été inaugurés et 208 logements ont été abandonnés pour des raisons de sécurité, de mise aux normes, de vétusté ou encore de fin de bail non renouvelé (volonté du propriétaire).

Plusieurs nouveaux projets de construction sont en discussion, ou bien en cours de préparation :

– le projet « Porte de France » à Belval, avec 130 unités de logement, devrait être achevé en 2027 ;
– des discussions sont en cours avec le groupe CFL pour la construction d'une résidence d'environ 150 à 170 unités au centre-ville d'Esch-sur-Alzette ;
– des unités de logement à proximité du campus de Kirchberg sont en discussion ;
– la reprise de 23 logements actuellement gérés par le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) à Belval est également prévue.

À ce jour, aucun abandon de logements n'est acté. Néanmoins, en fonction de l'engagement contractuel vis-à-vis de ses différents bailleurs, l'université étudiera, au cas par cas, les prochaines échéances de contrat.

L'université cible, de préférence, des projets ou logements situés à proximité de ses campus en intégrant différents paramètres :

– financement de l'opération ou de l'exploitation d'une résidence ;
– clauses contractuelles (durée d'engagement, loyer, etc.) ;
– conditions administratives de la commune concernée (enregistrement des étudiants) ;
– capacité d'hébergement ;
– conditions d'exploitation de la résidence (maintenance et attribution des logements) ;
– état, configuration et équipements de la résidence ;
– respect des normes en vigueur ;
– présence de moyens de transport à proximité.

Les projets soutenus par les partenaires publics sont privilégiés.

Les frais pour les loyers et charges de l'université pour le parc locatif de logements étudiants étaient de 0,6 million d'euros en 2022 (4,6 millions d'euros de frais, partiellement compensés par 4 millions d'euros de revenus locatifs), et de 1 million d'euros pour les coûts du personnel impliqué dans la gestion du parc locatif, frais qui sont pris en charge par la dotation de l'État.

**Risque de génocide dans la bande de Gaza** | Question **8382** (17/10/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Après les attaques criminelles du Hamas sur le sud d'Israël, qui ont causé la mort de centaines de civils, nous assistons aujourd'hui à une escalade de la violence sans précédent dans la région. La situation est particulièrement dramatique dans la bande de Gaza, où le Gouvernement israélien a décidé de répondre aux attaques illégales du Hamas par des représailles tout aussi illégales au regard du droit international humanitaire.

Monsieur le Ministre n'est pas sans connaître la situation humanitaire dramatique qui existait à Gaza avant cette nouvelle vague de violence. Déjà en 2012, les Nations Unies avaient prédit que Gaza deviendrait invivable à partir de 2020[8]. Aujourd'hui, en raison de la punition collective décidée par les autorités israéliennes, l'enclave est au bord d'une catastrophe.

Ainsi, je voudrais rappeler à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères les éléments suivants :

– la bande de Gaza compte plus de 2 millions d'habitants sur une superficie de 360 km$^2$, soit environ 1/7 de la superficie du Luxembourg ;
– la bande de Gaza est aujourd'hui soumise à un blocus total, comprenant notamment l'interruption de l'approvisionnement en eau, en nourriture, en médicaments et en carburant, qui constitue non seulement une punition collective de la population civile gazaouie totalement incompatible avec le principe de distinction entre civils et combattants en droit international humanitaire, mais expose également cette population au risque de sa destruction totale ou partielle ;
– la bande de Gaza subit des bombardements d'une intensité inouïe (6.000 bombes en 6 jours, soit plus que la moyenne mensuelle des États-Unis en Syrie et en Irak pendant la guerre contre Daech[9]), qui violent tantôt le principe de distinction, tantôt le principe de proportionnalité en droit international humanitaire, et rajoutent à la surmortalité de masse dans l'enclave ;
– les habitants de la bande de Gaza font l'objet de sommations totalement illégales de la part des autorités militaires israéliennes, comme celle demandant à 1,1 million de Gazaouis de quitter la ville de Gaza en 24 heures, dont le caractère matériellement impossible et inhumain a été relevé par le Gouvernement luxembourgeois lui-même ;
– les hauts responsables israéliens, dont une grande partie sont issus d'une extrême droite revendiquant l'objectif d'un « nettoyage ethnique » de la région, multiplient aujourd'hui les affirmations à caractère déshumanisant à l'égard des Palestiniens (« we are fighting human animals »[10]), remettant en cause la distinction entre combattants et civils palestiniens (« It's not true this rhetoric about civilians [being] not aware, not involved. It's absolutely not true »[11]), voire ouvertement génocidaires (« They will not receive a drop of water or a single battery until they leave the world »[12]).

Au regard de ces éléments, de plus en plus de chercheurs, juristes et spécialistes en droit international parlent de risque de génocide à Gaza[13]. Cette qualification n'est pas simplement rhétorique. La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide du 9 décembre 1948, à laquelle tant le Luxembourg qu'Israël font partie, cite en effet cinq types d'actes qui tombent sous la définition de génocide lorsqu'ils sont « commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux ». Sont visés en particulier le meurtre de membres du groupe, l'atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe, ainsi que la soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle.

Sachant que la Convention impose aux États parties non seulement l'obligation de punir le crime de génocide une fois qu'il a eu lieu mais aussi de le prévenir avant qu'il ne soit trop tard, je voudrais poser à Monsieur le Ministre les questions urgentes suivantes :

1) Est-ce que vous envisagez d'émettre une déclaration selon laquelle le Luxembourg, vivement préoccupé par le risque de génocide dans les territoires palestiniens occupés, ne manquera pas de dénoncer de tels crimes auprès de la CPI en vertu de l'article 14 du Statut de Rome au cas où ils seraient commis ?

2) Quelles sont les autres actions que vous pourriez envisager d'entreprendre pour prévenir le risque d'un génocide à Gaza ?

3) Ne pensez-vous pas qu'au regard de la menace existentielle à laquelle fait aujourd'hui face le peuple palestinien, le moment est enfin venu de reconnaître l'État de Palestine, tel qu'il avait été prévu par la Chambre des Députés dans une motion adoptée le 17 décembre 2014, dans laquelle le Gouvernement est invité à « reconnaître formellement l'État de Palestine dans les frontières de 1967 uniquement modifiées moyennant accord des deux parties, au moment qui sera jugé le plus opportun » ?

**Réponse** (26/10/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Nous partageons votre inquiétude quant à la situation humanitaire très grave dans la bande de Gaza.

Le Luxembourg soutient pleinement les travaux déjà en cours de la Cour pénale internationale. Le procureur de la CPI a ouvert une enquête en mars 2021 sur des crimes relevant de la compétence de la Cour qui auraient été commis dans le cadre de la situation depuis le 13 juin 2014, sur le territoire de Gaza, de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est.

8 Voir : https://www.unrwa.org/userfiles/file/publications/gaza/Gaza%20in%202020.pdf.

9 Voir : https://www.washingtonpost.com/world/2023/10/13/israel-rhetoric-gaza-response-retribution-punishment.

10 Déclaration du Ministre de la Défense Yoav Gallant le 9 octobre 2023, https://www.timesofisrael.com/liveblog_entry/defense-ministerannounces-complete-siege-of-gaza-no-power-food-or-fuel

11 Déclaration du Président de l'État d'Israël, Isaac Herzog, le 13 octobre 2023, https://news.yahoo.com/israeli-president-says-no-innocent154330724.html?guccounter=2&guce_referrer=aHR0cHM6Ly90aGV3aXJlLmluL3dvcmxkL25vcnRoZXJuLWdhemEtaXNyYWVsLXBhbGVzdGluZS1jb25mbGljdA&guce_referrer_sig=AQAAAL_7FvvOhFYr6VYg_6eMO5qGgzl89cHFLbCZw3_63qYmi7_8t45huFs_F7u8VfI1c7yS8twYHzRnjc7R0iKQKm0sQyLlgoJcl6io4aysXmEdLBhzK3rY7Y7S-BhDUYcNVF-tGZfAmNZkCeS3fK8Lzu59wYKI1oJk9-4- qacyxvd7Z.

12 Tweet du Ministre de l'Énergie et des Infrastructures, Israel Katz, https://twitter.com/Israel_katz/status/1712876230762967222

13 Voir, p. ex. : https://jewishcurrents.org/a-textbook-case-of-genocide ; https://www.anbamed.it/2023/10/16/public-statement-scholars-warnof-potential-genocide-in-gaza.

ad 2) Le Ministre des Affaires étrangères et européennes a exprimé à plusieurs reprises sans équivoque que le droit d'Israël de se défendre doit être conforme au droit international et au droit international humanitaire.

Le ministre a également appelé à une désescalade et à un cessez-le-feu humanitaire, afin d'acheminer en toute sécurité une assistance humanitaire vitale aux 2,3 millions d'habitants de Gaza assiégés. Ces communications ont été diffusées dans des interviews, par communiqué de presse et publication sur les médias sociaux. Le ministre a fait plusieurs déclarations lors de réunions au niveau de l'Union européenne et des Nations Unies.

ad 3) Le Gouvernement a accordé une importance particulière à cette question comme en témoigne sa demande en date du 9 décembre 2019 pour un débat au niveau de l'Union européenne sur la reconnaissance du statut d'État palestinien. Toutefois, le Gouvernement considère qu'une décision de cette ampleur ne doit pas être prise par un seul pays, mais qu'il importe que l'Union européenne se mette d'accord sur une position commune, consciente qu'une fragmentation des positions serait plus susceptible de nuire à la cause de l'État palestinien que de la servir. En ce sens, le Gouvernement maintient qu'un plaidoyer actif au sein de l'Union européenne est la voie la plus prometteuse pour la reconnaissance d'un État de Palestine.

**Déclarations d'impôt 2022** | Question **8383** (17/10/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wéi all Joers gëtt och dëst Joer bei der Steierverwaltung op déi lescht Steiererklärunge gewaart. Mengen Informatiounen no, si Stand Mëtt Oktober awer manner Steiererklärunge bis elo erakomm wéi déi Jore virdrun.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Steiererklärungen huet d'Steierverwaltung bis elo fir d'Joer 2022 kritt? Wéi vill waren et der bei de Personnes physiques? Wéi vill bei den Entreprisen?

2. Wéi vill Prozent vun de Steiererklärungen denkt d'Steierverwaltung, dass am Moment nach feele fir d'Joer 2022?

3. Falls bis elo manner Steiererklärungen erakomm si wéi déi Jore virdrun, hat dëst een Impakt op d'Opschaffe vu Retarden?

4. Wéini wäert dëst Joer ee Rappell erausgoen, fir d'Steiererklärung ze maachen?

**Réponse** (10/11/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Knapp zwee an en hallwe Méint virum Oflaf vum legalen Delai vum 31. Dezember 2023 fir d'Erareeche vun de Steiererklärungen, wore bei de physesche Persounen 168.357 a bei de Kollektivitéiten 41.239 Steiererklärunge vum Steierjoer 2022 erakomm. Dat heescht, datt ronn 48 % bei de physesche Persoune respektiv ëm déi 65 % vun de Steiererklärunge bei de Kollektivitéite vum Steierjoer 2022 nach net dobanne woren.

Doduerch, datt de legalen Delai vum 31. Mäerz op den 31. Dezember no hanne verréckelt ginn ass, huet sech d'Verhale vum Steierflichtegen, wann och nëmme liicht, verännert. Et si wuel manner Steiererklärungen erakomm wéi soss zu dësem Zäitpunkt am Hierscht, mee de Steierflichtegen huet jo och nach Zäit, fir deem nozekommen.

D'Steierverwaltung huet ee gudden Deel vun de Steiererklärunge vum Steierjoer 2022 scho besteiert a konnt och hir Retarde besser opschaffe wéi d'Jore virdrun, dëst awer och bedéngt doduerch, datt d'Steierverwaltung duerch Personal opgestockt ginn ass.

De 15. November 2023 kréien all d'Contribuabelen, déi bis dohinner hirer Steierflicht nach net nokomm sinn, ee Rappell geschéckt, wou d'Steierverwaltung si drop hiweist an drun erënnert, datt den Delai fir d'Erareeche vun hirer Steiererklärung den 31. Dezember 2023 ass.

**Aide de l'Union européenne à Gaza** | Question **8384** (17/10/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'UNRWA freet dréngend 104 Milliounen US-Dollar fir hir humanitär Aarbecht an der Gazaträif. Déi Fonge gi gebraucht, fir op déi direkt Liewensmëttel-, Gesondheets-, Ënnerdaachs- a Schutzbedürfnisser vu bis zu 250.000 Persounen ze reagéieren, déi Sécherheet an UNRWA-Strukturen a Gaza sichen an aner 250.000 Palästina-Flüchtlingen an der Gemeinschaft. D'Bedierfnesser vu spezifesche vulnerabele Gruppe si berécksiichtegt ginn, dorënner Fraen, Kanner, Leit mat Behënnerungen an eeler Leit. Dëst Geld soll fir déi nächst 90 Deeg de Leit a Gaza hëllefen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a Kooperatioun dës Froe stellen:

1. Wäert Lëtzebuerg sech un dësem Hëllefsruff bedeelegen?

2. Wa jo, wéi vill Geld wäert Lëtzebuerg zur Verfügung stellen?

**Réponse** (30/10/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1. D'Direktioun fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheete vum Aussen- an Europaministère verfollegt d'humanitär Situatioun an der Gazaträif ganz enk. Déi zoustänneg Servicer hunn d'Opriff fir Noutënnerstëtzung vu verschiddenen internationalen Organisatiounen, dorënner och déi vun der UNRWA, analyséiert.

Wéi de 24. Oktober annoncéiert, wäert Lëtzebuerg eng finanziell Ënnerstëtzung fir déi humanitär Hëllef an der Regioun ginn, déi vun der UNRWA, mee awer och vun aneren internationalen Organisatiounen, wéi dem Internationale Kommitee vum Roude Kräiz (CICR), dem Welternierungsprogramm vun de Vereenten Natiounen (PAM), dem Koordinatiounsbüro fir humanitär Ugeleeënheeten (OCHA) an dem Norwegian Refugee Council (NRC) geleescht gëtt.

Et ass och virgesinn, déi zwou lëtzebuergesch ONGen Handicap International Luxembourg a Caritas Luxembourg bei hiren humanitären Interventiounen am Libanon an am Westjordanland ze ënnerstëtzen.

ad 2. Als Reaktioun op d'Opriff fir Noutënnerstëtzung, ënnerstëtzt d'Lëtzebuerger Kooperatioun déi humanitär Hëllef fir Gaza an der Regioun mat engem Gesamtmontant vun 2,5 Milliounen Euro. Dës Contributioun dréit virun allem dozou bäi, Noutënnerkënft, Liewensmëttel a psychologesch, gesondheetlech a schoulesch Ënnerstëtzung bereetzestellen.

Dëse Montant beinhalt eng Contributioun vun 1,2 Milliounen Euro un d'Aktivitéite vun der UNRWA an der Gazaträif.

**Donations aux communautés religieuses** | Question **8386** (19/10/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

ASBLen a Fondatiounen, déi Ierfschaften oder Schenkungen iwwer 30.000 Euro erhalen, musse beim Justizminister eng Geneemegung ufroen, fir dës Suen dierfen unzehuelen.

Am Artikel 10 vun der Konventioun tëscht dem Lëtzebuerger Staat an de reliéise Communautéiten heescht et: „Chaque organe représentatif de la communauté religieuse concernée pourra, sous sa responsabilité, créer une fondation d'utilité publique à autoriser par le Ministre de la Justice."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Cultes a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Hunn all d'konventionéiert Reliounsgemeinschaften am Land sech dofir entscheet, eng Fondatioun ze ginn?
Falls net: Wéi ënnerscheet sech de Statut vun de verschiddene Reliounsgemeinschaften?
Wéi eng Alternativen zur Form vun der Fondatioun wiere fir d'Reliounsgemeinschafte méiglech?

2. Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis de Justizministère eng agereechten Demande fir eng Schenkung oder Ierwschaft iwwer 30.000 Euro un eng Reliounsgemeinschaft autoriséiert oder ofleent?
Falls dës Informatioun net bekannt ass: Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis de Justizministère eng agereechten Demande fir eng Schenkung oder Ierfschaft iwwer 30.000 Euro un eng Fondatioun autoriséiert oder ofleent?

**Réponse** (15/11/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Cultes | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. Et ass net esou, dass verschidde Reliounsgemeinschaften sech entscheet hunn eng Fondatioun ze ginn.

Den Artikel 10 dréckt aus, dass déi konventionéiert Reliounsgemeinschaften, als eegestänneg Personne juridique, ënnert hirer Responsabilitéit, eng Fondatioun als eng separat eegestänneg Personne juridique kënne constituéieren.

Vun de konventionéierte Reliounsgemeinschaften hu follgend eng Fondatioun constituéiert:

De Consistoire israélite huet d'Fondation du judaïsme luxembourgeois constituéiert (groussherzoglechen Arrêté vum 11.09.2018); an

d'Shoura huet d'Fondation Waqf constituéiert (groussherzoglechen Arrêté vum 28.01.2019).

Net konventionéiert Reliounsgemeinschafte kënne soss d'Form vun enger ASBL unhuelen, wann se dat wëllen.

Wéi eng Form Reliounsgemeinschaften am Endeffekt unhuelen, hänkt vu verschiddene Faktoren of, wéi zum Beispill hiren Ziler, hirer Struktur an hire Bedierfnisser.

ad 2. Et dauert an der Moyenne 3–5 Wochen, vun deem Moment un, wou d'Demande komplett ass, bis dass de Justizministère eng Schenkung oder Ierfschaft iwwer 30.000 Euro un eng Reliounsgemeinschaft, déi als ASBL oder als Fondatioun constituéiert ass, autoriséiert respektiv ofleent.

Den Delai ass ëmmer d'nämmlecht laang, onofhängeg dovun, ob d'Demande vun enger Fondatioun oder enger ASBL gemaach gëtt.

**Aides financières Covid-19 pour le secteur de la construction** | Question **8387** (20/10/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Dezember 2020 huet de Bausecteur mat der Regierung verhandelt, fir Covid-19-Aiden ze kréien. Et gouf decidéiert, eng „indemnité pour perte d'efficience" auszebezuelen. De Minister huet mer an enger éischter

Äntwert verschidden Informatioune ginn, aner Froen awer onbeäntwert gelooss.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Bis wéini soll dës „indemnité pour perte d'efficience" un all d'Betriber ausbezuelt sinn?

2. Wéi vill Dossiere si schonn ofgeschloss, bei deenen d'Indemnitéite schonn ausbezuelt goufen?

Wéi vill waren der zum Zäitpunkt vun der Fro N° 8293 ausbezuelt?

3. Kann de Minister den zäitlechen Zesummenhang erklären, deen zu dëser Verspéidung vun 3 Joer gefouert huet?

**Réponse** (15/11/2023) de **M. Lex Delles,** Ministre des Classes moyennes

Am Regierungsrot gouf am Dezember 2020 festgehalen, datt d'Ënnerstëtzung fir d'Entreprisen aus dem Konstruktiounssecteur d'Form vun enger fiskaler Mesure sollt kréien, fir d'Fraise vun de strenge sanitäre Mesuren ze kompenséieren am Kader vun der Reouverture vun de Chantieren am Abrëll 2020. Well déi fiskal Mesure allerdéngs net ëmsetzbar war, ass et zu Verzögerunge komm an et gouf den 21. Juli 2023 am Regierungsrot eng direkt Ausbezuelung vun der Indemnitéit decidéiert.

Op den Datum vum 23. Oktober 2023 hunn 1.601 Betriber en Dossier bei der Chambre des Métiers eragereecht, fir d'„indemnité pour perte d'efficience" an Usproch ze huelen, dëst fir e Montant global vun 9.286.038 Euro. Dës Indemnitéit ass en bloc, ausser bei vereenzelten Exceptioune bei deenen den Dossier nach net komplett ass, de 27. Oktober 2023 ausbezuelt ginn.

**Réduction du service provisoire dans le secteur communal** | Question **8388** (20/10/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Modalitéiten, fir eng Stagereduktioun als Gemengenemployé:e oder -fonctionnaire ze kréien, gi vum Règlement grand-ducal vum 14. August 2017 gereegelt. Den 1. Juli 2023 gouf den Artikel 2 vun dësem Reglement ëm follgende Saz ergänzt: „L'agent bénéficie d'une réduction du service provisoire à condition que sa formation puisse être accomplie au cours du service provisoire."

An der Circulaire N° 2023-091 huet de Ministère d'Gemengen den 20. Juli 2023 iwwert dës Ännerung informéiert a kloergestallt, dass an Zukunft keng retroaktiv Nominatioune méi méiglech wäerte sinn. Konkreet heescht et am Schreiwes: „Je tiens à préciser qu'une éventuelle nomination définitive future ne pourra, le cas échéant, pas avoir d'effet rétroactif."

Och fir Gemengenemployé:en a -fonctionnairen, déi virum 1. Juli 2023 an den Déngscht vun de Gemenge getruede sinn a schonn eng Réduction du service provisoire accordéiert kruten, sollen déi nei Reegele gëllen. Dëst ass dowéinst problematesch, well net all déi concernéiert Gemengenemployé:en a -fonctionnairë wärend hirer reduzéierter Stagezäit d'Méiglechkeet kruten, déi gefrote Formatiounen ze maachen, well et net genuch Formatiounsplaze gouf. Dës Persoune mussen – anescht wéi et beim Untriede vun hirem Poste geheescht huet – hire Stage elo ouni d'Méiglechkeet vun enger Nomination définitive mat Effet rétroactif verlängeren a verléieren esou en Deel vun hirem Akommes.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Firwat gouf decidéiert, op eng Iwwergangsreegelung ze verzichte fir Persounen, déi virum 1. Juli 2023 per Arrêté agestallt goufen an och virun dësem Datum hir Reduktioun vum Service provisoire accordéiert kruten?

Hält d'Regierung dru fest, hei keng Iwwergangsreegelungen ze huelen?

2. Wéi vill Persounen, déi virum 1. Juli 2023 per Arrêté agestallt goufen an och hir Réduction du service provisoire virun dësem Datum accordéiert kruten, waren den 1. Juli 2023 bei de Gemengen am Service provisoire?

3. Bei wéi ville Formatiounen/Coursë fir Gemengenemployé:en a -fonctionnairë war an de leschten 3 Joer d'Unzuel vun den Umeldunge méi héich wéi d'Unzuel u fräie Formatiounsplazen?

4. Wéi gesinn d'Pläng aus, fir d'Offer u Formatiounsplazen ze verbesseren?

**Réponse** (27/10/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

E Règlement grand-ducal vum 25. Mee 2023[14] gesäit vir, dass Gemengebeamte vum 1. Juli 2023 un eng Reduktioun vun hirem Service provisoire nëmmen da kënne kréien, wann et hinne méiglech ass, wärend hirem Service provisoire hir Formatiounen ze suivéieren an déi dozou gehéiereg Examen ze maachen. Eng änlech Dispositioun applizéiert sech schonn zënter enger Zäit fir d'Stagiairë beim Staat.

Dat Reglement gesäit keng Iwwerganksbestëmmung fir déi Persoune vir, déi virum 1. Juni 2023 eng Reduktioun vun hirem Service provisoire accordéiert kruten. Déi nei Bestëmmung betrëfft nëmmen déi Reduktiounen, déi säit dem 1. Juli 2023 decidéiert gi sinn.

De Gemengebeamtestatut gesäit net vir, dass eng definitiv Nominatioun ka retroaktiv applizéiert ginn. Opgrond vun der Pandemie an der Reform vun der Ausbildung vum Gemengebeamten am Joer 2021, déi en Impakt op d'Aschreiwungsdelaien haten, hat den Inneministère de Gemengenautoritéiten duerch d'Circulaire N° 4149 vum 13. Juni 2022 erlaabt, hire Fonctionnairen a verschiddene Situatioune retroaktiv eng definitiv Nominatioun ze ginn. Dës temporär Derogatioun ass den 31. Juli 2023 ausgelaf an huet näischt mat der Ännerung vum uewen ernimmte Reglement ze dinn.

De Saz, deen den Deputéierten aus der Circulaire N° 2023-091 vum 21. Juli 2023 zitéiert, a laut deem eng eventuell zukünfteg definitiv Nominatioun kee retroaktiven Effekt kann hunn, bezitt sech op dee Fall, an deem e Gemengebeamten eng Reduktioun vum Service provisoire accordéiert krut, um Enn vu sengem Service provisoire d'Konditiounen, fir definitiv genannt ze ginn, awer net erfëllt an aus deem Grond vum Gemengerot de Service provisoire verlängert kritt. Wann de Gemengerot dem Beamten dono eng definitiv Nominatioun gëtt, kann dës sech net retroaktiv applizéieren.

Den Inneministère féiert keng Statistik iwwert d'Zuel vu Gemengebeamten, déi eng Reduktioun vun hirem Service provisoire accordéiert kréien.

All Gemengebeamte muss wärend sengem Service provisoire eng Formation générale an eng Formation spéciale suivéieren. Fir d'Employés communaux ass just eng Formation générale obligatoresch. D'Formation générale besteet aus engem „tronc commun" vu 60 Stonnen, dee praktesch all Mount vum Institut national d'administration publique (INAP) organiséiert gëtt, esou dass all Agent, deen am Service provisoire ass, an engem raisonnabelen Delai zu dëser Formatioun kann zougelooss ginn. Dobäi kommen nach Formations au choix vun am Ganzen 30 Stonnen, déi de Beamten, jee no senger Disponibilitéit, ka suivéieren.

[14] https://www.legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2023/05/25/a292/jo

D'Formation spéciale gëtt vum Inneministère organiséiert an a Form vu Modullen ugebueden, woubäi all Fonctionnaire am Service provisoire 60 Stonne Coursë maache muss. An deene seelene Fäll, wou e Beamten net konnt an e Cours ageschriwwe ginn, well net genuch fräi Plazen zur Verfügung waren, hunn d'Servicer vum Inneministère probéiert, eng Léisung ze fannen, andeems se mat dëser Persoun zesummen no engem alternative Cours gesicht hunn. D'Formation spéciale gëtt all Joer an zwou Sessiounen ugebueden. Wa Coursen iwwerbeluecht sinn, gëtt probéiert, an deene Matièren zousätzlech Formatiounen ze organiséieren.

Déi aktuell Offer u Formatioun wärend dem Service provisoire vu Gemengenagenten erlaabt et, d'Demande aus dem Secteur ofzedecken.

**Plaintes de personnes privées contre des promoteurs** | Question **0001** (24/10/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Bauentreprisen am Land stinn no der Covidkris, der Energiekris an den elo falende Präisser a Verkafszuelen um Wunnengsmaart viru groussen Erausfuerderungen. Retarde bei der Liwwerung vu Matière-premièren a bei der Fäerdegstellung vu Projete sinn net seelen. Och Faillitten a Verzögerunge bei der Bezuelung komme vir. Rezent war beispillsweis de Wunnprojet an der Cité Ouschterbuer zu Uewerkuer an de Medien thematiséiert ginn, well de Promoteur d'Bauentreprisen zäitweileg net bezuele konnt an d'Chantieren dofir net méi weidergoungen. Fir d'Cliente kënnen esou Problemer mat héije Käschte verbonne sinn, wann si d'Zäit bis zur Fäerdegstellung vun hire Projeten iwwerbrécke mussen. Ëmmer nees kënnt et vir, dass Clientë Bauentreprisen an/oder Promoteure souguer virun d'Geriicht huelen, well si keng aner Léisung méi gesinn.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Konsumenteschutz a Justiz dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung Zuelen doriwwer, wéi oft et virkënnt, dass Privatleit géint Promoteuren/Maître-d'ouvragë kloen? Falls jo: Wéi hunn dës Zuelen an de leschten 10 Joer evoluéiert:
– Wéi vill Fäll waren et pro Joer?
– Wéi oft hunn d'Clientë géint de Promoteur/Maître d'ouvrage pro Joer gewonnen?

2. Wéi gesinn der Regierung hir Pläng aus, fir de Bausecteur an d'Clienten duerch déi aktuell schwéier Zäiten ze begleeden?

**Réponse** (20/12/2023) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Weeder d'Qualitéit, an där eng Persoun viru Geriicht klot, nach d'Qualitéit, an där eng Persoun sech viru Geriicht verdeedegt, gi statistesch erfaasst. Aus dësem Grond huet d'Regierung keng Zuelen doriwwer, wéi oft Acquereure géint Promoteure respektiv Persounen, déi fir de Maître de l'ouvrage schaffen, eng Klo viru Geriicht areechen.

Vu ministerieller Säit kann de Konsumenteschutz follgend Zuele virleeën:

– d'Unzuel vun Dossieren, déi Reklamatioune géint Immobiliefirmen oder Promoteure betreffen, läit ënnert 5 % (116 vun 2.429 Dossieren);
– Entwécklung iwwert déi lescht 3 Joer:

- 2020 – 33 Dossieren
- 2021 – 14 Dossieren
- 2022 – 45 Dossieren
- 2023 – 24 Dossieren

– déi heefegst Ursaach bei der Ouverture vun engem Dossier si Retarden, Präiserhéijungen oder Penurie vu Materialien;
– generell gouf och festgestallt, dass Reklamatioune meeschtens am Gudden, d. h. aussergeriichtlech gereegelt ginn, sief dat duerch eenzel Transaktiounen oder Mediatioun.

De Centre européen des consommateurs Luxembourg huet sengersäits beim Traitement vu grenziwwerschreidenden Dossiere betreffend Immobiliefirmen oder Promoteure follgend Entwécklung:

• 2020: 11 Dossieren
• 2021: 22 Dossieren
• 2022: 42 Dossieren
• 2023: 35 Dossieren

D'Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC), déi an der Reegel mat Dossiere befaasst gëtt, déi Lëtzebuerger Entreprisë betreffen, kann am Kontext vun der parlamentarescher Ufro follgend Informatioun matdeelen:

– Malfaçons et questions sur la garantie décennale

• 2020: 71 Dossieren
• 2021: 91 Dossieren
• 2022: 64 Dossieren
• 2023: 72 Dossieren

– Délais de construction, retards de construction (Covid-19 ou pénurie de matériaux et questions sur indemnité de retard)

• 2020: 87 Dossieren
• 2021: 63 Dossieren
• 2022: 106 Dossieren
• 2023: 93 Dossieren

– Révision des prix (application de l'indice sur salaires ou augmentation du prix du matériel)

• 2020: 10 Dossieren
• 2021: 19 Dossieren
• 2022: 45 Dossieren
• 2023: 27 Dossieren

– Questions relatives à la garantie d'achèvement

• 2020: 4 Dossieren
• 2021: 0 Dossieren
• 2022: 0 Dossieren
• 2023: 0 Dossieren

– Faillite du promoteur ou constructeur

• 2020: 2 Dossieren
• 2021: 5 Dossieren
• 2022: 5 Dossieren
• 2023: 5 Dossieren

– Problèmes facturation (tranches ou suppléments)

• 2020: 20 Dossieren
• 2021: 20 Dossieren
• 2022: 16 Dossieren
• 2023: 16 Dossieren

– Questions sur cahier de charge, réception de construction, réserves

• 2020: 8 Dossieren
• 2021: 77 Dossieren
• 2022: 46 Dossieren
• 2023: 46 Dossieren

– Questions d'ordre général sur contrats de réservation et actes notariés

• 2020: 13 Dossieren
• 2021: 72 Dossieren
• 2022: 43 Dossieren
• 2023: 52 Dossieren

– Total des demandes relatives aux constructions et promoteurs

• 2020: 215 Dossieren
• 2021: 347 Dossieren
• 2022: 325 Dossieren
• 2023: 311 Dossieren

ad 2. Am Koalitiounsaccord sinn all d'Mesuren opgelëscht, déi zum aktuellen Zäitpunkt virgesi sinn, fir de Marché vum Wunnengsbau kuerzfristeg ze relancéieren.

Pour rappel, hei e puer vun den Haaptmesuren:

– zäitno gëtt e „Logementsdësch" aberuff, fir sech séier e breet Bild ze maachen an eventuell zousätzlech Mesuren auszeschaffen;
– déi aktuell schwiereg Situatioun am Bausecteur concernéiert och eng Rei aner Ministèren. Esou falen déi am Koalitiounsaccord genannte fiskal an an der Zäit limitéiert Mesuren, déi virgesi sinn, fir de Bausecteur ze relancéieren, an d'Kompetenz vum Finanzministère, wéi:

1. d'Erhéijung vum Taux vum Amortissement accéléré a vun der Period vum Amortissement bei gebaute Wunnengen, déi fir d'Locatioun virgesi sinn; woubäi de Gesamtmontant vum steierlechen Avantage plafonéiert gëtt;
2. den Taux d'imposition vu Plus-valuë beim Verkaf vun Immobilie soll erofgesat ginn;
3. d'Aféierung vun engem Steierkreditt („Bëllegen Akt") fir Investissementer an de Logement locatif duerch privat Persounen;
4. d'Montante fir Zënsofschreiwunge vun Immobiliekreditter fir Wunnengen, an deenen de Proprietär selwer wunnt oder wäert wunnen, gi gehéicht.

Fir eng ausféierlech Oplëschtung vun alle Mesuren an de méi detailléierten Erklärungen dozou verweise mir den honorabelen Deputéierten op de Koalitiounsaccord.

**Transparence relative à la composition des délégations dans le cadre des négociations de coalition** | Question **0002** (24/10/2023) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Le Service information et presse du Gouvernement a publié, en date du 20 octobre, la composition des délégations des 12 groupes de travail dans le contexte des négociations de coalition en vue de la formation d'un nouveau Gouvernement.

Or, selon les informations véhiculées dans la presse, des expert-e-s qui ne sont pas renseigné-e-s sur ce document participent également aux réunions des groupes de travail.

L'article 5 de l'arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement stipule que « le Gouvernement tient un registre des entrevues ayant eu lieu entre les membres du Gouvernement et des représentants d'intérêts ou des tiers, tant pour les entrevues sollicitées sur initiative des membres du Gouvernement que sur l'initiative des représentants d'intérêts ou des tiers, pour autant que ces entrevues aient eu comme objet la recherche d'une prise d'influence sur les activités législatives ou réglementaires du Gouvernement ».

Étant donné que les délégations des 12 groupes de travail intègrent aussi bien des membres tant de l'actuel que du futur Gouvernement, et que l'objectif des réunions est clairement la définition de la future activité législative et réglementaire du Gouvernement, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre d'État :

1) Toutes les personnes participant aux réunions des groupes de travail dans le cadre des négociations de coalition ne devraient-elles pas être renseignées sur le document en question ? Dans la négative, quelles sont les raisons qui justifient ce manque de transparence ?

2) Monsieur le Ministre d'État n'estime-t-il pas que les citoyen-ne-s méritent de connaître l'identité de toutes les personnes qui participent actuellement au processus de définition du prochain programme gouvernemental ?

3) La liste de tout-e-s les expert-e-s participant aux réunions des groupes de travail sera-t-elle publiée dans les meilleurs délais ?

4) D'une manière générale, l'arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement ne devrait-il pas être mis à jour afin d'inclure expressément les négociations de coalition en vue de la formation d'un nouveau Gouvernement, dans la section concernant le registre des entrevues ?

**Réponse** (23/11/2023) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

ad 1) à 3) Comme l'accord de coalition l'énonce, le Gouvernement met un accent particulier sur le principe de transparence dans la fonction publique.

Un dossier complet au sujet des négociations de coalition et de la formation du Gouvernement est publié sur le site du Gouvernement, incluant les dates et documents y afférents et renseignant les interlocuteurs des groupes de travail : La formation du Gouvernement 2023 – gouvernement.lu//Le Gouvernement luxembourgeois.

ad 4) Les négociations de coalition représentent un processus politique mené par les délégations des partis rencontrant la majorité parlementaire et les membres de ces délégations représentent leurs partis respectifs. Par conséquent, le Gouvernement considère que les règles déontologiques s'appliquent exclusivement aux membres du Gouvernement assermentés suite à la signature des arrêtés grand-ducaux relatifs à la formation du nouveau Gouvernement.

**Programme « Lëtzebuerger am Ausland »** | Question **0003** (24/10/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mam „Lëtzebuerger am Ausland"-Programm – kuerz LamA – kënne Residentë Bescheed soen, ier se eng Auslandsrees maachen oder ier se an d'Ausland plënneren. Am Fall, wou Schwieregkeeten op der Plaz géifen optrieden (zum Beispill Konflikter oder Naturkatastrophen), soll de Lëtzebuerger Staat esou méi séier wëssen, wou d'Residenten dru sinn, an hinnen iwwert d'Netzwierk aus Ambassaden a Konsulater besser hëllefe kënnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Wéi vill Leit sinn am Moment op der Lëscht vum Ausseministère agedroen? Wat sinn hei déi heefegsten 3 Länner, déi d'Leit uginn hunn?

2. Wéi hunn dës Zuelen an de leschte 5 Joer (opgelëscht no Mount) evoluéiert? Wat waren, iwwert déi lescht 5 Joer gekuckt, déi heefegste Länner, déi d'Leit uginn hunn?

3. Ass de Ministère der Meenung, dass de LamA bekannt genuch ass zu Lëtzebuerg? Oder mussen hei nach Efforte gemaach ginn, fir dass méi Leit dësen notzen – virun allem wann se an d'Net-EU-Ausland reesen?

**Réponse** (16/11/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Momentan sinn 1.082 Leit am „Lëtzebuerger am Ausland" (LamA) agedroen. Déi 3 heefegste Länner, déi d'Leit uginn hunn, si follgend: Däitschland, Frankräich an d'Belsch.

ad 2. *(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

De Graphique weist, dass déi meescht Leit sech am Summer umellen (an de Méint Juli an August).

Déi heefegste Länner, déi d'Leit uginn hunn, op der LamA-Plattform, sinn d'Vereenegt Staate vun Amerika, Thailand, Frankräich, Italien a Spuenien.

ad 3. De LamA fänkt un ëmmer méi bekannt ze ginn an de Ministère schafft weider drun, fir der Plattform nach méi Visibilitéit ze ginn duerch ënner anerem méi Kommunikatioun op de soziale Medien. Et ass och esou, datt, wa Leit en neie Pass siche ginn, da kréien si en Depliant vum LamA mat den néidegen Explikatiounen ausgehännegt.

**Marchés publics de l'Administration de la nature et des forêts** | Question **0004** (24/10/2023) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

D'Administration de la nature et des forêts (ANF) këmmert sech ënnert anerem ëm verschidden Aspekter vum Natur- an Ëmweltschutz an ëm eng nohalteg Gestioun vun de Bëscher. Dobäi muss si a verschiddene Fäll op d'Aarbecht vu private Firmen zeréckgräifen. Fir Projeten, déi méi ëmfangräich sinn, ginn dofir ëffentlech Ausschreiwunge gemaach, esou wéi déi europäesch Reegelen iwwert d'Marchés publics an déi national Gesetzer et virgesinn. Bei méi klenge Projete si keng Ausschreiwungen néideg.

An deem Zesummenhang wéilt ech der d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Bei wéi ville Projeten, déi d'ANF an Optrag ginn huet, goufen an de leschte fënnef Joer ëffentlech Ausschreiwunge gemaach?

Wéi vill dovu waren national a wéi vill europäesch Prozeduren?

2. Bei wéi ville Projeten, déi d'ANF an Optrag ginn huet, goufen an de leschte fënnef Joer keng ëffentlech Ausschreiwunge gemaach?

Wéi vill dovu ware jeeweils Procédures négociées avec ou sans publication d'avis, procédures restreintes sans publication d'avis oder Marchéën, déi fräi vergi goufen?

3. Wéi eng Entreprisë waren an de leschte fënnef Joer déi fënnef gréissten Optragsneemer vu Projeten ouni ëffentlech Ausschreiwungen?

Wéi vill Opträg hunn déi fënnef gréissten Optragsneemer krut a wéi vill Euro sinn un déi eenzel Firmen ausbezuelt ginn?

**Réponse** (13/12/2023) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Wärend de Joren 2019–2023 goufen am Ganzen 10 ëffentlech Ausschreiwunge fir Projete vun der Naturverwaltung (ANF) iwwert de Portail des marchés publics gemaach. Heibäi huet et sech ausschliisslech ëm „procédures ouvertes" gehandelt. Dovu waren 2 Ausschreiwungen europäesch Prozeduren an 8 Ausschreiwunge national Prozeduren. Zwou vun deenen nationalen Ausschreiwungen sinn nach am Lafen.

ad 2. D'ANF gräift reegelméisseg fir verschidde Projete mat engem geschätzte Montant iwwer 60.000 € HTVA op „procédures restreintes sans publication d'avis" a „procédures négociées" laut Artikel 20 vun der Loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics (LMP) zeréck, souwéi op „procédures négociées sans publication préalable" laut Artikel 64 LMP.

Wärend de Joren 2019–2023 goufe fir 33 Projeten an där Gréisstenuerdnung keng ëffentlech Ausschreiwunge gemaach, dovu waren 23 „procédures restreintes sans publication d'avis" an 10 „procédures négociées".

ad 3. Déi fënnef Optragsneemer vun der ANF mat der héchster Ausbezuelung vu Projeten, wou „procédures restreintes" oder „procédures négociées" ofgeschloss goufen, ware fir d'Joren 2019–2023:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

**Imposition des jetons de présence au niveau communal** | Question **0005** (27/10/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op Basis vum Artikel 27 vum Gemengegesetz bestëmmt all Gemengerot selwer doriwwer, ob d'Memberen aus dem Gemengerot an d'Leit an de consultative Kommissioune fir hiert Engagement eng Indemnitéit a Form vu Präsenzjetonen ausbezuelt kréien. Dës Jetone variéieren deemno vu Gemeng zu Gemeng. Wat och variéiert, ass d'Prozedur bei der Besteierung vun de Jetonen duerch d'Gemeng an d'Steierverwaltung. Verschidde Gemenge bezuelen de Bruttomontant direkt un d'Leit aus, wärend aner Gemenge schonn eng Retenue um Paiziedel duerchféieren. D'Steierbüroen agéiere mengen Informatiounen no och ënnerschiddlech, wann d'Beneficiairen hir Jetonen un d'Parteien oftrieden.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi eng Reegele betreffend d'Besteierung vun de Präsenzjetone fir d'Gemengeréit an d'Memberen aus de Gemengekommissioune goufen an der Vergaangenheet vun der Steierverwaltung an/oder dem Inneministère opgestallt (Circulairen, Reglementer, Arrêtéen etc.)? Ginn dës Reegelen uniform vun alle Steierbüroen ëmgesat?

2. Kënnen d'Ministeren eng Kéier erklären, wéi d'Besteierung vun de Präsenzjetone fir d'Gemengeréit an d'Memberen aus de Gemengekommissioune muss oflafen?

**Réponse** (27/11/2023) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

D'Reegelen, no deenen d'Presenzjetone besteiert ginn, sinn an der Circulaire L.I.R. N° 91/1 vum 26. September 2003 festgehalen.

Presenzjetonen, déi u Memberen aus dem Gemengerot bezuelt ginn, fale generell ënnert d'Kategorie vun de Fräiberuffler no Artikel 91 L.I.R.

Ausnamen heizou si Presenzjetonen, déi un d'Memberen aus de Gemengekommissioune bezuelt ginn, wou de Jeton entweeder un eng Persoun bezuelt gëtt, déi net zum Déngschtpersonal gehéiert, an dës Persoun awer an der Ausféierung vun hire Flichten a Missiounen un de Sëtzungen deelhëlt, oder wann de Jeton vum Employeur u säi Personal bezuelt gëtt. Dës Jetone ginn an der Kategorie vun de Salairen no Artikel 95 L.I.R. besteiert.

Am éischte Fall gëtt et eng Dispens fir d'Lounsteier, an deemno mussen dës Jetonen iwwert de Wee vun der Steiererklärung besteiert ginn, am zweete Fall, wou den Employeur de Jeton u säi Personal bezilt, gëtt Lounsteier drop behuewen.

Wann de Beneficiaire vum Jeton keng effektiv Käschten huet, kann de Steierzueler ee pauschale Fräibetrag ufroen, dee sech op 15 € pro Seance beleeft, ouni 45 € pro Mount respektiv 540 € pro Joer ze iwwerschreiden.

De Fräibetrag gëllt net fir déi Jetonen, déi vum Employeur u säi Personal bezuelt ginn. De Fräibetrag kritt de Steierzueler am Prinzipp am Kader vun der Steiererklärung ugerechent. Bei deene Jetonen awer, déi der Lounsteier ënnerleien, kann de Fräibetrag och direkt vun der Gemeng ofgerechent ginn.

Et leie keng Informatioune vir iwwer verschidden Traitementer an deenen eenzelne Büroen.

**Accès aux documents des Archives nationales** | Question **0007** (31/10/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Historiker:innen, déi sech fir d'Geschicht vu Lëtzebuerg a sengen Awunner:innen interesséieren, kënne bei den Nationalarchiven eng Demande maachen, fir am Kader vun hirer Recherche Asiicht an nach net ëffentlech zougänglech Dokumenter ze kréien. D'Demande ka vum Direkter vum Nationalarchiv accordéiert ginn, wann d'Autorité versante hiren Accord gëtt a wann d'Asiicht keng „atteinte excessive à la vie privée de la personne concernée" mat sech bréngt, esou wéi et mam Gesetz vum 17. August 2018 iwwert den Archivage festgeschriwwe gouf. Kritt eng Persoun e Refus op esou eng Demande, da steet et hir op, dem Artikel 17 (7) entspriechend, de Conseil des archives ze saiséieren, deen dann nach emol mat der Autorité versante a Kontakt trëtt.

Rezent soll et zu Fäll komm sinn, wou Persoune just partiell Zougang zu Dossiere kruten, obwuel d'Autorité versante den Accès net ofgeleent hat. Villméi hätt d'Nationalarchiv selwer decidéiert, d'Dokumenter just an anonymiséierter Form zougänglech ze maachen, obwuel keng „atteinte excessive à la vie privée de la personne concernée" virlouch.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wéi definéiert d'Nationalarchiv eng „atteinte excessive à la vie privée de la personne concernée"?

2. Ass et richteg, dass d'Nationalarchiv an dësem Kontext decidéiert huet, Wëssenschaftler:innen insgesamt just nach Zougang zu anonymiséierte Quellen ze ginn, onofhängeg dovun, ob eng „atteinte excessive à la vie privée de la personne concernée" virläit oder net? Falls jo: Firwat gouf dës Entscheedung geholl?

3. Gëtt et eng gesetzlech Basis dofir, dass d'Nationalarchiv onofhängeg vun der Autorité versante entscheet, ob a wéi Wëssenschaftler:innen Zougang zu Quelle kréien?

4. D'Gesetz vum 17. August 2018 gesäit vir, dass Wëssenschaftler:inne bei engem Refus vun hirer Demande de Conseil des archives kënne saiséieren, fir dass dëse mat der Autorité versante a Kontakt trëtt. U wie kënne sech Wëssenschaftler:inne wenden, wann de Refus awer net vun der Autorité versante, mee vum Nationalarchiv selwer koum?

**Réponse** (15/11/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

ad 1. D'Bestoe vun engem iwwerméissegen Agréff an d'Privatliewe vun enger betraffener Persoun oder vu betraffene Persoune muss vu Fall zu Fall unhand vu verschiddene Facteuren analyséiert ginn, dorënner d'Empfindlechkeet vun de perséinlechen Donnéeën, de Lien vun de perséinlechen Donnéeë mat der

wëssenschaftlecher Aarbecht, d'Aart a Weis vun der Veröffentlechung vun den Donnéeën oder déi ze erwaardend Konsequenze vun enger Veröffentlechung fir déi betraffe Persounen.

ad 2. D'Nationalarchiv huet net decidéiert, Wëssenschaftler/innen insgesamt just nach Zougang zu anonymiséierte Quellen ze ginn. Wéi scho virdrun ugedeit, gëtt all Demande vu Fall zu Fall gekuckt. Fir e Gläichgewiicht tëschent dem Schutz vu perséinlechen Donnéeën an dem Respekt vum Archivgesetz ze assuréieren, kritt den Demandeur ab elo déi gefroten öffentlech Archiven ënnert net anonymiséierter Form iwwermëttelt, am Fall wou d'Entité versante dës Anonymisation net gefrot huet. Falls d'Entité versante dës Anonymisatioun spezifesch gefrot huet, kritt den Demandeur déi gefroten öffentlech Archiven ënnert anonymiséierter Form iwwermëttelt. An dësem Fall informéiert d'Nationalarchiv den Demandeur, datt fir en Zougang zu net anonymiséierten Dokumenter d'Erlabnis vun der Entité versante muss ageholl ginn.

ad 3. Am Fall vun enger Zougangsufro zu Archive virum Oflafe vun de Schutzfristen, gesäit d'Archivgesetz vun 2018 vir, datt den Direkter vum Nationalarchiv, nom Accord vun der Entité versante, dës Kommunikatioun autoriséiert, awer nëmmen ënnert der Konditioun, datt dës Kommunikatioun néideg ass fir d'Realisatioun vun der wëssenschaftlecher Recherche, déi am öffentlechen Interessi gemaach gëtt a weeder eng „atteinte excessive à la vie privée de la personne concernée", nach eng „atteinte excessive aux intérêts protégés par la loi" mat sech bréngt. Niewent dem Archivgesetz spillen och den RGPD an d'Gesetz vun der Dateschutzkommissioun vun 2018.

ad 4. Et sief ze präziséieren, datt d'Archivgesetz virgesäit, datt et den Direkter vum Nationalarchiv ass, deen, nom Accord vun der Entité versante, den Zougang zu den Archivdokumenter autoriséiert respektiv refuséiert. D'Archivgesetz gesäit vir, datt am Fall vun esou engem Refus de Wëssenschaftler oder d'Wëssenschaftlerin (oder all aneren Demandeur) de Conseil des archives saisiére kann. E Recours virum Tribunal administratif ass och méiglech.

**Situation des personnes dites « Dubliners »** | Question **0008** (03/11/2023) de **Mme Corinne Cahen** | **M. Gusty Graas** (DP)

En date du 20 octobre 2023, Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile a tenu une conférence de presse annonçant que les réfugiés hommes célibataires arrivant dans le cadre du système de Dublin et, par conséquent, ayant déjà entamé une procédure d'asile dans un autre pays européen, ne seraient plus automatiquement admis dans les structures d'accueil de l'État. Il s'avère que malgré les efforts mis en œuvre pour assurer un accueil de réfugiés, le nombre croissant d'arrivants se heurte au manque de capacités d'hébergement et les structures existantes ont atteint leurs limites. Dans ce contexte, RTL Télé Lëtzebuerg a diffusé fin octobre un reportage montrant des personnes vivant actuellement dans des tentes à Luxembourg-ville.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Combien de personnes dites « Dubliners » sont actuellement au Luxembourg ?

2) Combien de « Dubliners » ont été interdits de séjour sur le territoire luxembourgeois au cours des cinq dernières années ?

3) Combien de personnes sont actuellement placées au centre de rétention ? Quels sont les profils de ces personnes (provenance, statut) et les raisons de leur détention ?

4) Combien de personnes n'ayant pas obtenu le statut de protection internationale ont été expulsées du Grand-Duché au cours des cinq dernières années ? Quelles étaient leurs origines et vers où ont-elles été expulsées ?

5) Combien de personnes déboutées vivent actuellement dans les structures d'hébergement au Luxembourg ?

6) Depuis les annonces récentes de Monsieur le Ministre, est-ce qu'une première diminution de personnes dites « Dubliners » arrivant au Luxembourg a pu être constatée ?

**Réponse** (16/11/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1) Une procédure de détermination de la responsabilité de l'État pour le traitement d'une demande de protection internationale (dite « procédure Dublin ») est en cours pour 318 demandeurs de protection internationale et pour 6 personnes en séjour irrégulier (qui n'ont pas introduit une demande de protection internationale au Luxembourg). Ce chiffre tient compte uniquement des personnes qui sont présumées séjourner encore au Luxembourg.

S'y ajoutent quelque 90 demandeurs de protection internationale pour lesquels la procédure Dublin n'est pas encore formellement lancée, mais qui sont susceptibles de tomber sous cette procédure au vu de forts indices qu'un autre État membre soit responsable du traitement de leur demande de protection internationale (notamment à cause d'un « hit » dans la base de données européenne Eurodac).

Il convient de préciser dans ce contexte que la procédure Dublin débute avec une prise de contact formelle avec le(s) autre(s) État(s) susceptible(s) d'être responsable(s) en vue d'établir la responsabilité conformément aux critères prévus par le règlement Dublin III. Les délais prévus par le règlement précité pour ces consultations entre États font en sorte que la procédure dure plusieurs semaines. Ce n'est qu'à l'issue de cette procédure que l'État responsable pour le traitement d'une demande est formellement établi et qu'une décision de transfert (actant l'incompétence du Luxembourg pour le traitement d'une procédure de protection internationale et l'obligation pour la personne de quitter le Luxembourg) est prise.

ad 2) Entre 2018 et novembre 2023, un total de 2.920 décisions de transfert, formalisant l'obligation pour les personnes concernées de quitter le Luxembourg vers l'État responsable en vertu du règlement Dublin III, ont été prises en application du règlement Dublin III, dont 2.487 décisions envers de personnes ayant introduit une demande de protection internationale au Luxembourg.

Voici le détail par année :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Il convient de rappeler qu'au vu des délais inhérents à la procédure Dublin (voir réponse précédente), il y a forcément un décalage temporel entre le moment de constatation d'indices en vue d'une procédure Dublin et le moment où une décision de transfert peut être prise.

ad 3) Le Centre de rétention compte 39 retenus (hommes seuls seulement) au 6 novembre 2023. Les concernés sont majoritairement originaires du Maghreb (23), de l'Afrique subsaharienne (9) et des pays de l'Est (5). Ils sont placés en rétention administrative sur base soit de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire (8 personnes concernées), soit de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration (31 personnes concernées) dans l'optique d'un retour dans leur pays d'origine ou d'un transfert vers leur pays de provenance.

ad 4) Depuis 2018, 697 personnes issues de la procédure de protection internationale sont retournées dans leur pays d'origine ou de provenance, soit par retour volontaire, soit par retour forcé.

*(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Aux retours enregistrés par la Direction de l'immigration peuvent s'ajouter des retours de personnes qui ont quitté le Luxembourg sans en informer les autorités.

ad 5) L'Office national de l'accueil (ONA) héberge 274 personnes déboutées dont 84 n'ont pas de titre de séjour ou autre document autorisant leur séjour au Luxembourg au 6 novembre 2023.

ad 6) Au cours du mois d'octobre 2023, 294 demandes de protection internationale ont été introduites auprès de la Direction de l'immigration, par rapport à 243 demandes en septembre 2023. Entre le 1er novembre et le 14 novembre 2023, 95 demandes de protection internationale ont été introduites. On constate donc une diminution du nombre de demandeurs de protection internationale pour les deux premières semaines de novembre par rapport aux deux mois précédents. On constate également que le taux de demandeurs qui ont été enregistrés auparavant par un autre État dans la base de données Eurodac – indication que la personne est susceptible de tomber sous la procédure Dublin – a été de 53,4 % en octobre 2023 et qu'il est de 41 % pour les deux premières semaines du mois de novembre 2023.

Il convient de noter toutefois qu'il y a toujours des fluctuations dans les flux des arrivées, tant au niveau de la répartition des arrivées journalières qu'au niveau de la provenance des demandeurs, et que les raisons pour ces fluctuations ne sont pas toujours clairement identifiables.

**Surfaces de bureaux de l'État** | Question **0009** (08/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Lëtzebuerg affichéiert am europäesche Vergläich, wat den Taux de vacance vu Bürosflächen ugeet, mat déi schlechtsten Zuelen. Och de Staat huet Efforten ënnerholl a fir seng Servicer beispillsweis op der Kalchesbréck an zu Schieren zousätzlech Espacë kaf oder gelount. Hei ass et an der Vergaangenheet och dozou komm, dass initial als Wunnfläch klasséiert Surfacen nei affektéiert gi sinn. An Zäite vun Digitalisatioun, neie Léisungen, wat d'Work-Life-Balance ugeet (z. B. Teletravail), an enger Logementskris sollt een och hei iwwerleeën, wéi eng nei Affektatiounen haut nach Sënn maachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Betreffend d'Surfacen, déi dem Staat gehéieren, respektiv déi gelount ginn an déi aktuell als Büroséiche genotzt ginn: A wéi vill vun dëse Surfacen (Proprietéit a Locatioun) ass et an de leschten 10 Joer zu Reaffektatioune komm?

2. Wéi vill Meeterkaree stellen dës Fäll u Reaffektatiounen insgesamt duer?

3. Bei wéi vill vun dëse Fäll handelt et sech ëm Proprietéite vum Stat (an net ëm Locatiounen)?

**Réponse** (06/12/2023) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

De Staat lount keng Surfacen, fir se ze reaffektéieren. Dozou kënnt, dass an de Locatiounskontrakter, déi de Staat ofschléisst, d'Proprietären sech och ëmmer dozou engagéiere mussen, d'Surfacë konform zu den applikabele Reegelen an d'Locatioun ze ginn („La bailleresse confirme que l'utilisation prévue du bâtiment en vue de la location est conforme aux prescriptions en matière d'urbanisme de la commune de xxx").

Wat Proprietéite vum Staat ugeet, bei deenen et zu Reaffektatioune koum, handelt et sech ëm fréier Déngschtwunnengen. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro 6026 explizéiert gouf, ass d'Majoritéit vun dësen Déngschtwunnengen iwwert déi leschte Joren a Sozialwunnengen ëmfunktionéiert ginn. Déi eenzeg Surfacen, déi net konnte fir Wunnzwecker reaffektéiert ginn, sinn déi Flächen, bei deenen et net méiglech war, se vun de Bürosflächen ofzetrennen.

Et gëtt keng Statistiken a Meeterkaree vun de betraffene Surfacen.

**Payement immédiat direct** | Question **0010** (08/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am September huet de Minister ugekënnegt, dass d'Software fir de PID, de Payement immédiat direct, mat deem d'Patient:innen hei am Land just nach hiren Deel vun der Rechnung iwwerhuele mussen, prett fir d'Installatioun wier. An enger éischter Linn soll de Programm bei de Generalisten installéiert ginn, éiert duerno d'Zänndokteren an d'Spezialisten un d'Rei kommen. Gläichzäiteg goufe 625 € pro Installatioun an Aussiicht gestallt, fir den Dokteren ee finanziellen Incentive-Ureiz unzebidden.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Bei wéi ville Generalisten ass de Programm fir de Payement immédiat direct bis elo installéiert ginn?

2. Wéi vill Prozent vun alle Generalisten hei am Land sinn antëscht mat dem Programm ekipéiert ginn?

3. Wéini ka mat enger Installatioun bei den Zänndokteren an anere Spezialisten ugefaange ginn?

4. Fir wéi ee Montant goufe bis elo déi fir d'Installatioun proposéiert finanziell Ureizer un Dokteren ausbezuelt?

**Réponse** (12/12/2023) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Zu dësem Zäitpunkt sinn eng 15 Generaliste mam System vum Paiement immédiat direkt equipéiert.

ad 2. Am Joer 2022 si 523 Generaliste bei der Gesondheetskeess konventionéiert, déi eng bedeitend Aktivitéit hunn. Dat heescht, datt aktuell 3 % ekipéiert sinn.

ad 3. D'Aféierung vum Paiement immédiat direct bei den Zänndokteren an anere Spezialisatiounen ass virgesinn am Laf vum éischten Trimester 2024.

ad 4. Als Éischt ass ze präziséieren, dass déi direkt finanziell Ureizer fir d'Installatioun vum Paiement immédiat direkt net un d'Dokteren ausbezuelt ginn, mee un d'Softwarehiersteller, déi dësen Developpement an hirem System integréieren, an dono beim Dokter am Cabinet pro Aarbechtsplaz installéieren. Am Kader vum Paiement immédiat direkt ass bis dato nach keen eenzege finanziellen Ureiz ausbezuelt ginn, well déi éischt Installatioune réischt viru Kuerzem realiséiert goufen.

**Baisse de la TVA pour l'année 2023** | Question **0011** (08/11/2023) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Suivant une décision du Comité de coordination tripartite de septembre 2022, le Parlement a voté en octobre de la même année à l'unanimité une baisse des taux de TVA pour l'année 2023. Ainsi, pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023, le taux de TVA normal a été ramené de 17 % à 16 %, le taux intermédiaire de 14 % à 13 % et le taux réduit de 8 % à 7 %. Cette mesure avait été prise principalement en vue de réduire la poussée inflationniste. Notons que dans la loi correspondante, aucun mécanisme de surveillance formalisé n'a été prévu pour vérifier l'application de la réduction de la TVA pour le consommateur final par les entreprises.

Partant, je voudrais poser à Monsieur le Ministre de l'Économie les questions suivantes :

1) Disposez-vous d'éléments objectifs (sondages, échantillons ou autres analyses) pour évaluer en quelle mesure la baisse des taux de TVA pour l'année 2023 a été transmise par les entreprises aux consommateurs ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me donner les détails de votre évaluation ?

2) Pouvez-vous déjà tirer un bilan de l'impact réel de la baisse des taux de TVA sur le niveau d'inflation en 2023 ?

3) Pouvez-vous me faire part des projections de vos services concernant l'impact de la fin de cette mesure sur le niveau d'inflation à partir de janvier 2024 ?

**Réponse** (06/12/2023) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Les informations demandées par l'honorable Député sont en grande partie disponibles dans la publication « Regards » n° 8 de juin 2023 du Statec qui peut être consultée sous le lien suivant : https://statistiques.public.lu/fr/publications/series/regards/2023/regards-08-23.html.

ad 1) Ainsi, dans ce « Regards » n° 8 le Statec constate que : « L'analyse des données relevées pour le calcul de l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023 montre des réactions différentes face à la réduction des différents taux de TVA. » Un graphique afférent et plus de détails sont disponibles dans le « Regards » n° 8.

Par ailleurs, les agents du Ministère de la Protection des consommateurs ont interviewé début 2023 des commerçants à travers tout le pays sur le sujet. Ainsi, 20 % des personnes interrogées ont déclaré que leur commerce avait répercuté entièrement ou partiellement la baisse de la TVA. Une réponse récurrente sur les obstacles rencontrés pour l'application de la mesure était notamment que les produits sont souvent livrés préétiquetés avec le prix TTC par la centrale de distribution ou le fournisseur. À noter que les conclusions de cette enquête non représentative ont été présentées au Conseil de la consommation du 21 mars 2023 en présence, entre autres, des représentants des fédérations et des chambres professionnelles.

ad 2) La publication du Statec mentionnée ci-dessus indique également que : « Entre janvier 2023 et mars 2023, la réduction de la TVA a freiné l'inflation de 0,2 point de %. »

ad 3) Le Statec évalue que la fin de cette mesure de baisse de la TVA aurait un impact sur l'inflation de +0,3 point de %.

**Qualité du cannabis médicinal** | Question **0012** (09/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mir sinn Informatiounen zougedroe gi vu Patiente vu medezinneschem Cannabis, déi nom leschte Fournisseurswiessel Problemer bei der Qualitéit vun de Bléie feststellen. D'Patiente bekloen ënnert anerem Bléien, wou d'Wierkung ofgeschwächt ass an déi vum Goût hier onangeneem sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Krut de Gesondheetsministère schonn zougedroen, dass Problemer bei der Qualitéit vum medezinnesche Cannabis sinn? Wa jo, wéi huet de Ministère drop reagéiert?

2. Wäert de Ministère Konsequenzen zéien a beim Fournisseur intervenéiere respektiv de Fournisseur wiesselen?

3. De Problem vun der Ofhängegkeet vun engem Fournisseur hunn ech schonn a fréiere Froen thematiséiert, well am Fall wou ee Problem wier, et laang dauert, fir een Ersatz ze fannen. Wëll de Ministère an Zukunft op eng Villzuel u Fournisseure setzen?

**Réponse** (12/12/2023) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Remarquë betreffend d'Qualitéit vum medezinnesche Cannabis vum neie Fournisseur (Schroll Medical) goufen dem Gesondheetsministère zougedroen. Dëse Retour vun de Patiente gouf vun der Division de la Pharmacie et des médicaments (DPM) vun der Gesondheetsdirektioun ugeholl als „quality defect" an un de Fournisseur weidergeleet.

ad 2. Dem Fournisseur goufen dës Problemer matgedeelt. Falls dësen net reagéiert, respektiv de Problem sollt bestoen bleiwen, muss ee kuerzfristeg weider Schrëtt envisagéieren.

Et sief erwäänt, dass dëse Qualitéitsproblem keen negativen Impakt op d'Gesondheet an och net op d'Wierkung vum Produit huet.

ad 3. D'Gesondheetsdirektioun hält sech un d'Gesetzgeebung[15] betreffend d'Marchés publics. Fir de Cannabis gouf deementspriechend en „appel d'offre" gemaach, mat engem Fournisseur pro Marché (1 Marché „Bléien", an 1 Marché „Ueleg").

Säit August sinn dat:

– Tilray Medical fir d'Cannabis-Ueleg-Extrakter
– Schroll Medical fir d'Cannabis-Bléien.

Dës Virgoensweis erlaabt och potentielle Fournisseuren, méi attraktiv Präisser ze proposéieren, wann e Marché exklusiv fir eng Dauer vun ongefëier 2 Joer un 1 Fournisseur geet.

**Délais dans le cadre d'une demande en obtention d'une mesure exceptionnelle pour le soutien intensif extrahospitalier en vue de garantir le maintien à domicile** | Question **0013** (09/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wann een als Persoun doheem muss gefleegt ginn, kann een eng „demande en obtention d'une mesure exceptionnelle pour le soutien intensif extrahospitalier en vue de garantir le maintien à

[15] Loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics

domicile“ bei der interministerieller Plattform vum Gesondheetsministère maache, fir finanziell Ënnerstëtzung ze kréien.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi laang si Stand haut Delaie fir bei enger „demande en obtention d'une mesure exceptionnelle pour le soutien intensif extrahospitalier en vue de garantir le maintien à domicile“ eng Acceptatioun oder ee Refus ze kréien?

2. Wéi laang dauert et no enger Akzeptatioun am Schnëtt, bis d'Geld iwwerwise gëtt?

3. Wéi vill Demandë fir d'Joer 2021 sinn nach net ofgeschloss?

4. Wéi vill Demandë fir d'Joer 2022 sinn nach net ofgeschloss?

5. Wéi vill Demandë vun 2021 sinn acceptéiert ginn a Gelder un déi Betraffe geschéckt ginn?

6. Wéi laang waren d'Delaie Stand Juli 2022, fir eng Demande ofzeschléissen (mat Akzeptatioun oder Refus)?

**Réponse** (12/12/2023) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. a 6. D'Plateforme interministérielle kënnt esou oft zesummen, wéi d'Dossieren, déi ze traitéiere sinn, et verlaangen, si gesäit sech awer minimum zweemol d'Joer, sou wéi et am ROI virgesinn ass. Den exzeptionelle Charakter vun dësen Demandë mécht se och inhaltlech komplex, esou dass oft e puer Sitzunge vun der Plateforme pro Demande néideg kënne sinn. Heiansdo sinn och Réckfroen a Reunioune mat de Betraffenen néideg, éier d'Plateforme e motivéierten Avis kann ofginn, wat och erkläert, firwat et bei eenzel Demandë méi laang kann daueren.

Wat elo déi eenzel Dossiere betrëfft, sou sinn am Joer 2021 am Ganzen 4 Demanden erakomm an den Delai, fir dës ze traitéieren, läit do an der Moyenne bei 4,5 Méint.

Fir d'Joer 2022 (Stand Juli) sinn 3 Demanden un d'Plateforme geriicht ginn, wou den Delai vum Traitement vun der Demande an der Moyenne bei 10,3 Méint läit.

Dës Delaien erklären sech engersäits duerch d'Komplexitéit vun de Fäll, mee op der anerer Säit och, well d'Prozeduren hu missen ugepasst ginn, wat den Traitement, de finanziellen Engagement an och d'Paiement ubelaangt, an dat och, fir den Traitement ze beschleunegen. An deem Kader gëtt och eenzel mat de Leit an de Reseaue gekuckt, fir dass d'Demande vu vireran esou komplett wéi méiglech ass.

Doduerch sollt an der Zukunft den Delai, ausser a ganz komplizéierte Fäll, bedeitend erofgoen.

ad 2. Wann d'Plateforme interministérielle hiren Avis ofginn huet an d'Decisioun geholl ass, muss d'Engagement preparéiert a vum Finanzkontroller viséiert ginn, éier déi ministeriell Decisioun kann ënnerschriwwe ginn. D'Geld gëtt fréistens nom Oflafe vun der Rechtsfrist, fir a Recours ze goen, iwwerwisen (ab Receptioun vun der Decisioun). Wann de Beneficiaire éischter säin Accord zu der Decisioun gëtt, kënnen d'Paiementer éischter stattfannen.

ad 3. Aktuell ass 1 Demande fir e Remboursement fir d'Joer 2021, déi am August 2022 un d'Plateforme adresséiert gouf, nach net finaliséiert. Dës Demande gouf och bei verschiddenen Echangë mam Beneficiaire, sengem Entourage an dem Prestataire (Réseau d'aides et de soins) méi am Detail diskutéiert, och am Joer 2023, well verschidde Punkten opstoungen. Dës Demande ass vun der Plateforme aviséiert ginn an d'Engagement gëtt an den nächsten Deeg preparéiert.

ad 4. Aktuell stinn 2 Demande fir e Remboursement fir d'Joer 2022 op, déi am Juli 2023 un d'Plateforme adresséiert goufen. Dës Demandë si vun der Plateforme aviséiert ginn. An den nächsten Deeg ginn d'Engagementer preparéiert.

ad 5. Vun de 4 Demanden, déi am Joer 2021 un d'Plateforme gestallt goufen, sinn der 4 accordéiert ginn. An 2 Fäll ass de Montant direkt un de professionellen Déngschtleeschter op Basis vu monatleche Rechnungen iwwerwise ginn. An deenen 2 anere Fäll handelt et sech ëm e järleche Remboursement vum Joer N-1, op Basis vun engem Decompte vun den ufalende Käschten.

Insgesamt huet de Gesondheetsministère am Joer 2021 EUR 889.331,76 u Subsiden ausbezuelt fir déi 4 Demanden.

**Propreté dans les transports en commun** | Question **0014** (10/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Coronapandemie huet eis an der Gesellschaft villes iwwer Gestë bäibruecht, déi jiddereen ënnerhuele kann, fir Infektiounskrankheeten auszebremsen. Ee wichtegen Aspekt dovunner ass sécherlech d'reegelméissegt Botzen an Desinfizéieren. Wärend der Covidpandemie konnt ee feststellen, dass d'Busser an d'Zich am ëffentlechen Transport ronderëm d'Auer propper waren an dass permanent d'Disponibilitéit vun Desinfizéierungsmëttel garantéiert war. Dat war virun der Coronapandemie net ëmmer de Fall an ass och haut, wann een a verschiddenen Zuch- oder Buslinnen ënnerwee ass, net méi de Fall.

An den Äntwerten op déi parlamentaresch Froen N° 2083 an 2285 hat de Mobilitéitsminister Auskonft doriwwer ginn, wéi Desinfizéierung vum Fuermaterial am ëffentlechen Transport säit dem Ausbroch vun der Coronapandemie assuréiert gëtt a wat dat zousätzlech géif kaschten.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Op d'Joren 2019 bis 2023 gekuckt, opgelëscht no Joer, wéi vill Sue ginn all Joer fir d'Botze vun den Zich a Busser bei den CFL ausginn?

2. Wéi oft ginn d'Sëtzplazen am ëffentlechen Transport, bei Bus an Zuch, pro Woch gebotzt an eventuell och desinfizéiert?

3. Wéi vill Aarbechtsopwand a -stonne brauch et am Duerchschnëtt, fir ee Bus oder ee Waggon bei den CFL ze botzen?

4. Wéi eng intern Servicer an extern Societéite këmmeren sech bei den CFL dorëms, dass d'Propretéit am Bus oder Waggon garantéiert ass? Wéi vill Persoune sinn hei, opgedeelt no CFL-intern an externe Societéiten, aktiv?

**Réponse** (07/12/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Op d'Joren 2019 bis 2023 gekuckt, belafen sech d'Ausgabe fir d'Botze vun den Zich a Busser bei den CFL op déi follgend Montanten (€):

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Déi méi héich Zuelen an de Joren 2020 an 2021 sinn op d'Tatsaach zeréckzeféieren, dass wärend der Pandemie vum Covid-19 méi Desinfektiounsproduite benotzt goufen.

Niewent de reegelméissege Propretéitskontrollen an Eidelmaache vun de Poubellen, ginn d'Sëtzplazen an den CFL-Busser all 14 Deeg mam Staubsauger ofgesaugt an all 6 Méint mat engem speziellen Extraktiouns-Nassstaubsauger ofgesaugt.

Beim Zuchmaterial gëtt all Dag eng Sichtprüfung gemaach a bei Bedarf gebotzt. A Funktioun vum Trafic, gi systematesch Sëtzplazen all Woch oder all zweet Woch gestaubsaugt. 5-mol am Joer ginn d'Sëtzer am Fong gemaach, also naass opgebotzt. Vu moies 6.00 Auer bis Mëtternuecht ginn och all Dag bei deenen Zich mat méi engem laangen Openthalt an der Gare Lëtzebuerg, esouvill ewéi méiglech, d'Kontaktpunkte gebotzt.

Betreffend den Aarbechtsopwand an d'Zäit, brauch ee fir ee CFL-Bus vun 12 Meeter an ee CFL-Bus vun 13,7 Meeter ongeféier 55 Minutten. Fir ee grousse CFL-Bus vu 15 Meeter oder ee CFL-Gelenkwon vun 18,75 Meeter brauch een ongeféier 1h15. All 6 Méint gëtt bei den CFL eng grouss Botz gemaach, do gëtt alles ofgewäsch an déi dauert tëschent 3h30–4h30 jee no Bustyp.

Beim Zuchmaterial versteet een als Waggon eng Unitéit, déi +/- 27 Meeter huet, deementspriechend besteet eng Automotrice aus 3 Unitéiten. D'Zäite kënne jee no Typ vum Gefier a Botzoperatioun variéieren, woubäi d'Botzdauer sech dann tëschent 10–15 Minutten (all Dag) an tëschent 75–90 Minutten (1-mol pro Joer) beleeft.

Beim CFL-Busbetrib kommen all Dag 3–4 Leit vun enger externer Botzfirma an den Asaz.

Beim Zuchmaterial këmmert sech den CFL-Service Nettoyage mat 10 ETPen (Équivalent temps plein) ëm d'Baussewäsch vun de Gefierer an d'Koordinatioun vun der externer Botzfirma. Fir d'Bannebotz vun den CFL-Gefierer ass eng extern Botzfirma beoptraagt, déi, fir kënnen hirer Missioun nozekommen, ca. 65 Persoune brauch.

**Traités concernant les armes nucléaires** | Question **0015** (10/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Lescht Woch komm d'Nouvelle, dass Russland nees Nuklearwaffen teste wëll. De Wladimir Putin huet den internationale Vertrag gekënnegt, deen Tester vun Atomrakéite verbitt. Lëtzebuerg huet den Atomwaffeverbuetsvertrag (TPNW) bis haut net ënnerschriwwen a ratifizéiert. Lëtzebuerg huet d'UN-Resolutioun „Addressing the legacy of nuclear weapons: providing victim assistance and environmental remediation to Member States affected by the use or testing of nuclear weapons“ vum 12.10.2023 23-19839 matgestëmmt. Lëtzebuerg huet den Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT) ratifizéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Mengen Informatiounen no sinn ëmmer méi NATO-Länner drun intresséiert, op d'mannst als Observateuren op d'Meetings of State Parties vum TPNW ze goen. Wäert Lëtzebuerg och ee Vertrieder op déi nächst Meetinge schécken?

2. Huet Lëtzebuerg an der Vergaangenheet Vertrieder op dës Meetinge geschéckt? Wa jo, wat war de Fazit vum leschte Meeting, un deem mir deelgeholl hunn?

3. Am August war déi éischt Conference of the Parties to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT), déi soll déi grouss Konferenz vun 2026 preparéieren. Laut Speaking List huet sech Lëtzebuerg hei net zu Wuert gemellt (https://meetings.unoda.org/npt-/treaty-on-the-nonproliferation-of-nuclear-wea-

pons-preparatory-committee-for-the-eleventh-review-conference-firstsession-2023).
– War Lëtzebuerg bei dësem Treffen dobäi?
– Wann nee, firwat net?
– Wäert Lëtzebuerg beim nächsten Treffen dobäi sinn?

**Réponse** (01/12/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

ad 1. Nee, Lëtzebuerg wäert net als Observateur bei den nächste Meetinge vum Atomwaffeverbuetsvertrag (TPNW) deelhuelen.

ad 2. Nee, Lëtzebuerg huet bis elo kee Vertrieder op dës Meetinge vum TPNW geschéckt.

ad 3. Lëtzebuerg huet am August 2023 um Preparatory Committee for the 2026 Review Conference of the Parties to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT) deelgeholl, souwéi och um Working group on further strengthening the review process of the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons, deen Enn Juli stattfonnt huet. An dësem Kontext huet Lëtzebuerg un EU-Koordinatiounsmeetingen deelgeholl, an sech och op de Statement vun der EU alignéiert.

**Gestion du numéro d'identification à la TVA via MyGuichet** | Question **0016** (10/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Fro N° 5005 hunn ech mech driwwer informéiert, ob och d'Ofmelle vun der TVA-Nummer soll geschwë kënne via MyGuichet gemaach ginn. Deemools huet d'Ministesch erklärt:

„Et ass virgesinn, och am Kader vun enger Cessatioun dës TVA-Nummer iwwert eng Demarche bei myguichet.lu erëm kënnen ofzemellen. Dës Prozedur soll am Laf vum Joer 2022 operationell sinn."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Fro stellen:

– Ass et mëttlerweil méiglech, fir d'TVA-Nummer via MyGuichet ofzemellen? Wann nee, bis wéini soll et méiglech sinn a firwat ass dëse Projet a Verzuch geroden?

**Réponse** (08/12/2023) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Et ass zu dësem Zäitpunkt nach net méiglech, eng Betribsofmeldung an der TVA iwwer MyGuichet ze maachen. Den Enregistrement ass awer zouversiichtlech, dass déi Prozedur an der éischter Hallschent vum Joer 2024 operationell wäert sinn.

Dëse Projet war beim Staat a Verzuch geroden aus Grënn vum Novirzéie vun aneren digitalen Demarchen, déi Prioritéit kruten, am Zesummenhank mat verschiddene geopolitesche Krisen, wéi dem Krich an der Ukrain, a mat sanitäre Moossnamen.

**Structures d'hébergement pour les demandeurs de protection internationale** | Question **0017** (10/11/2023) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Depuis une décision de Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile du 23 octobre 2023, les hommes célibataires et cherchant protection au Luxembourg dans le cadre du système Dublin ne sont plus accueillis automatiquement dans un centre de primo-accueil. Les conséquences sont connues, un certain nombre de personnes sont contraintes de passer leurs journées aussi bien que les nuits dans la rue et les premiers campements improvisés voient le jour. La raison indiquée étant la surpopulation des centres de primo-accueil ainsi que des autres structures d'hébergement pour les demandeurs de protection internationale.

Il n'est pas certain que l'ouverture de la Wanteraktioun puisse à elle seule résoudre le problème. Or, dans une interview accordée en date du 7 novembre au « Luxemburger Wort », le président du Syvicol explique que les communes ne pourraient pas simplement se charger de mettre en place des structures pour accueillir les demandeurs de protection internationale. Il dit néanmoins que: « der Staat besitzt zum Beispiel viele Gebäude, die nicht bewohnt sind, wo in der Zwischenzeit nicht viel vorangekommen ist [...]. Kleine und Mittelbetriebe suchen verzweifelt nach Arbeit. Das könnte deren Lage zumindest ein wenig entschärfen. » L'interview se réfère également à une « liste » énumérant les structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale par commune.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Existe-t-il un relevé qui recense tous les terrains et bâtiments en possession de l'État et qui sont mobilisables à court terme pour créer des capacités d'accueil supplémentaires ? Quels sont les terrains et bâtiments en question et où se situent-ils ?

2) Lesquels de ces terrains et bâtiments entrent en ligne de compte pour y aménager des structures d'hébergement provisoires ?

3) Quelles sont les communes qui disposent actuellement de structures d'hébergement pour les demandeurs de protection internationale ? Quelle est la capacité des différentes structures et leur degré d'occupation actuel ?

**Réponse** (11/12/2023) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Au 30 novembre 2023, les structures d'hébergement temporaire pour demandeurs de protection internationale de l'ONA (SHTDPI) sont reparties sur 30 communes et ont une capacité maximale de 4.653 lits. Les SHTDPI hébergent actuellement 4.232 personnes tous statuts confondus (DPI, BPI, autres statuts administratifs), hors bénéficiaires de protection temporaire (BPT).

À ceci viennent s'ajouter les centres de primo-accueil et primo-accueil d'urgence composés de 1.325 lits. Seul le SHU Kirchberg peut encore accueillir de nouveaux arrivants en disposant au 29 novembre 2023 que de 106 lits libres.

Il est à noter que l'écart entre la capacité d'accueil des structures et les lits disponibles est lié en très grande partie à la structure familiale des personnes accueillies (taille des familles, personnes seules, etc.).

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Le relevé des terrains et bâtiments en possession de l'État ne renseigne actuellement pas sur le classement PAG. Une analyse est en cours pour déterminer les diverses structures susceptibles d'être aménagées à court terme pour créer des capacités d'accueil supplémentaires.

**Licences accordées par la CSSF** | Question **0018** (13/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

All Dag kommen Investisseuren op Lëtzebuerg a froe Lizenzen un, fir hire Business ze starten. Net jidderee kritt eng Lizenz, net jidderee brengt d'Prozdur op een Enn. Zuele vun den Tentativen, déi ofgebrach gi sinn, kënnen Auskonft ginn zur Schwieregkeet vun der Prozedur.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Fro stellen:

– Kann de Ministère d'Zuele gi fir d'Joren 2021, 2022 an 2023 (bis Oktober) op monatlecher Basis an opgedeelt no Zort Lizenz (PI, EMI, AIFM, Bank, PSF, Kreditt-instituter etc.):

• Unzuel vu Lizenzen, déi ausgestallt gi sinn;
• Unzuel u Lizenzen, déi refuséiert gi sinn;
• Unzuel vu Demanden, wou een onkompletten Dossier no dem Oflaf vum Delai clôturéiert ginn ass?

**Réponse** (13/12/2023) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Den éierbaren Deputéierte fënnt heidrënner d'Tabell mat der Unzuel u Lizenzen, déi iwwert d'Period 2021–Oktober 2023 vun der CSSF accordéiert goufen. D'CSSF hält keng monatlech Zuelen. Dofir gëtt hei d'Gesamtzuel fir déi ganz Period zesummegeholl ausgewisen.

Et muss een dobäi verstoen, dass eng statistesch Erfaassung vu Refusen net aussokräfteg wier, well eng ganz Rei un Entreprisen aus diverse Grënn hir Lizenzenufro am Laf vun der Prozedur zeréckzeien. An der Tabell fënnt een awer d'Unzuel vun den Demanden, déi aus diverse Grënn net zu enger Lizenz gefouert hunn.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Protection des données dans le cadre d'une affaire juridique** | Question **0019** (13/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Oft ass et esou, dass eng Affär, trotz dass se um Geriicht jugéiert an entscheet gouf, fir d'Affer trotzdeem nach net fäerdeg ass, grad wann Harcèlement am Spill ass. Heiansdo kënnt et souguer vir, dass d'Beschlëss vum Riichter, doduerch, dass perséinlech Donnéeën enthale sinn, d'Affer a weider Problemer brénge kënnen.

An engem Fall vu psycheschem Harcèlement gëtt bei enger Decisioun vum zoustännege Riichter och eng Kopie vum Beschloss un déi betraffen Acteure geschéckt. Hei ass et esou, dass d'Adresse vun de Persounen Deel op dësem Beschloss dropstinn an domat och dem Täter zur Verfügung stinn.

Een aneren, méi extreeme Fall, fënnt een am Jugendschutzgesetz vum 10. August 1992. Ee Kand gëtt am Prinzipp vu senge biologeschen Eltere versuergt a groussgezunn. Leider existéieren an all Gesellschaft Fäll, wou een d'Kanner virun hire biologeschen Eltere schütze muss a wou et besser ass, dass d'Kanner net bei hiren Eltere liewen, grad wa Gewalt am Spill ass oder d'Kanner staark vernoléissegt ginn. An dësen Extremfäll ginn d'Kanner duerch ee Riichterbeschloss vum Jugendriichter, op Basis vum Jugendschutzgesetz, placéiert. An dësem Riichterbeschloss ginn opbauend um Jugendschutzgesetz d'Konditioune vun Placement festgeluecht. Eng Kopie vun dësem Beschloss, deen och d'Adress vun allen Acteuren enthält, gëtt och un d'biologesch Eltere geschéckt.

A béide Fäll entstinn doduerch potenziell Risiken. Eng Fleegefamill an d'Kand, dat geschützt soll ginn, zum Beispill, ginn duerch de Beschloss exposéiert, dass eventuell déi psychesch erkrankte biologesch Elteren hire Wunnuert matgedeelt kréien. Een Harcèlement-Affer gesäit seng perséinlech Adress un den Täter ausgeliwwert.

Grad wann et ëm de Schutz vun den Affer geet, stellen sech eiser Meenung no fundamental Froen, déi den Dateschutz an och de Schutz vun de betraffene Leit betreffen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Op wéi eng Dispositiounen a Jurisprudenz (souwuel am Fall vum Droit pénal als och beim Jugendschutzgesetz) geet d'Decisioun zeréck, déi d'Vermëttlung vu perséinlechen Adressen un all net institutionell Acteuren noutwenneg mécht?

2. Gëtt et Iwwerleeungen, wéi een eng beschriwwen Transmissioun vun den Adressen un net institutionell Acteuren evitéiere kéint?

3. Wéi eng Mesurë gi geholl oder zukünfteg envisagéiert, fir déi beschriwwen, aus de Situatiounen entstoend Risiken ze minimiséieren an domat déi betraffe Leit ze schützen?

**Réponse** (14/12/2023) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Et sief bemierkt, dass all geriichtlech Prozedur am Prinzipp muss kontradiktoresch sinn („principe du contradictoire"), wat heescht, dass all Partei muss viru Geriicht convoquéiert ginn an dass all Partei muss d'Méiglechkeet hunn, hir Argumenter a Rechter viru Geriicht duerzeleeën.

D'Exigenz vun enger kontradiktorescher Prozedur viru Geriicht ass an enger Rei internationale Konventioune festgeschriwwen, esou zum Beispill an der Europäescher Mënscherechtskonventioun, un déi och Lëtzebuerg gebonnen ass.

D'Coordonnéeë vun de convoquéierte Parteie sinn en Deel vun der Decisioun vum Geriicht.

Et gëtt eng Ausnam zu der Exigenz, d'Nimm an d'Adress vun de Parteien an enger Decisioun unzeginn, nämlech am Fall vun enger „élection de domicile" op enger anerer Adress.

Et ginn aktuell Iwwerleeunge gefouert, fir en institutionaliséierten Affer- an Zeieschutzprogramm opzestellen, fir Affer an Zeie vu Strofdote besser ze beschützen.

Och wäert am Kader vun der Reform vum Jugendschutz dofir gesuergt ginn, dass eng Transmissioun vu geriichtlechen Donnéeë vun de betraffene Kanner un aner Administratiounen am Respekt vum Dateschutz stattfënnt. De Gesetzesprojet N° 7994 gesäit och vir, dass d'Jugendgeriicht d'Méiglechkeet kritt, am Fall vun engem Placement vun engem Kand d'Anonymitéit vum Wunnuert vum Kand ze decidéieren. D'Jugendgeriicht soll dëst maache kënnen, wann d'Anonymitéit vum Wunnuert am Interessi vum Kand ass. Falls d'Anonymitéit vum Riichter decidéiert gëtt, ass et verbueden, dem Titulaire vun der Autorité parentale de Wunnuert vum Kand matzedeelen.

De Gesetzesprojet iwwert d'Rechter vun de Kanner, déi Affer oder Zeie vun enger Strofdot sinn, gesäit eng Rei Schutzmesurë fir dës Kanner vir, ënnert anerem och d'Méiglechkeet vun enger „élection de domicile".

**Participation à une séance communale par visioconférence** | Question **0020** (14/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wärend der Covid-19-Pandemie goufen och fir d'Sëtzunge vun de Gemengeréit hei am Land eng Rei Mesurë geholl. Esou war et méiglech, dass e Mandataire per Visio konnt un enger Sëtzung deelhuelen. Dës Mesure sollt just bis den 1. Abrëll 2023 gëllen. Duerno sollt dann nees op d'Reegele vu virun der Pandemie zréckgegraff ginn an eng Participatioun iwwert Visio net méi méiglech sinn. Et ass antëscht och esou, dass, wann e Mandataire net un enger Sëtzung vum Gemengerot kann deelhuelen, en engem anere Member vum Gemengerot eng Procuratioun fir e Vote ka ginn. Bei dëser Procuratioun handelt et sech allerdéngs net ëm eng Procuratioun mat enger Précision du vote à prendre. De Mandataire, deen eng Procuratioun vun engem anere Mandataire krut, kann also no senger eegener Iwwerzeegung oder och willkürlech ofstëmmen, an eng Decisioun huelen, déi net am Interêt vum anere Mandatairë war. Grad Mandatairen, déi als eenzeg:e Vertrieder:in vun enger Partei an engem Gemengerot vertruede sinn, hunn domat ee groussen Desavantage par rapport zu Mandatairen aus Parteien, déi mat méi Persoune vertruede sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Gouf dësen Desavantage bei den Iwwerleeungen, fir just eng einfach Procuratioun, awer keng Procuratioun mat enger Précision du vote à prendre ze erlaben, beduecht? Falls jo, mat wéi engen Argumenter begrënnt d'Ministesch hir Decisioun, obwuel dës vill Mandatairen uechtert d'Land benodeelegt? Falls nee, gëtt envisagéiert, fir an Zukunft och eng Procuratioun mat enger Précision du vote à prendre virzegesinn?

2. Wärend der Covid-19-Pandemie goufen d'Gemengen obligéiert, fir dat entspriechend Material, fir d'Gemengerotssëtzunge per Videokonferenz ofzehalen, zur Verfügung ze stellen. All Gemeng hei am Land misst also iwwert dat entspriechend Ekipement verfügen, fir och weiderhin eng Participatioun iwwert Visio kënnen ze garantéieren. Firwat ass et trotzdeem zënter dem 1. Abrëll 2023 net méi méiglech, fir am Fall vun enger Verhënnerung per Visio un enger Gemengerotssëtzung deelzehuelen?

**Réponse** (29/11/2023) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Den Deputéierte freet, wéisou et am Gemengegesetz keng Procuratioune mat Instruction de vote gëtt. D'Chamberskommissioun huet de Projet de loi N° 7514 den 23. November 2021 amendéiert an ënner anerem d'Instruction de vote bei der Procuratioun virgesinn. De Staatsrot hat a sengem Avis complémentaire N° 60.104 follgend Observatiounen dozou gemaach: „L'instruction de vote doit-elle comporter des indications précises ou peut-elle être générale ? Qui décide de la conformité du vote aux instructions ? Le Conseil d'État estime que les contours du vote lié sont insuffisamment précisés, ce qui entraîne une insécurité juridique et amène le Conseil d'État à s'opposer formellement à la disposition sous revue." Well et net méiglech war, déi Froen ze léisen, déi de Conseil d'État opgeworf hat, huet sech d'Chamber op de franséische Regime vun der einfacher Procuratioun ouni Instruction de vote alignéiert.

D'Méiglechkeet, fir iwwert d'Zäit vun der Covid-19-Pandemie eraus d'Visiokonferenz weider ze benotzen, ass net vun der Chamber zréckbehale ginn, an de Projet de loi N° 7514 ass unanime gestëmmt ginn.

**Estimation d'un bien immobilier par un algorithme** | Question **0021** (14/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

A Washington DC kënnt et laut Medieberichter zu enger Geriichtsaffär géint grouss Wunnengsbesëtzer a géint eng Firma. D'Firma soll Software verkaaft hunn, mat där een als Besëtzer konnt via Algorithmus gewuer ginn, wéi vill Loyer ee fir seng Wunneng oder säin Haus ka froen. Doduerch koum et anscheinend zu Präisofsproochen, déi elo gekläert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Ass dem Logementsministère bekannt, ob et och zu Lëtzebuerg Firmen oder Apps gëtt, déi Servicer zur Präissbestëmmung vu Wunnengen ubidden?
Wa jo, wéi eng sinn dat a wéi ginn dës kontrolléiert, fir Präisofsproochen an d'kënschtlecht Eropdreiwe vu Präisser ze verhënneren?

2. Wéi géif de Ministère reagéieren, wann esou Softwaren zu Lëtzebuerg géifen optrieden? Wat fir eng Roll kéint hei zum Beispill eng Autorité de la concurrence spillen?

3. Wéi den Observatoire de l'habitat an de LISER viru Kuerzem geschriwwen an enger Nott nach eng Kéier erkläert hunn, gëtt et zu Lëtzebuerg eng staark Konzentratioun vu Bauland. Wéi de Fall an Amerika wéisst, sinn esou Algorithmen virun allem intressant op enger méi begrenzter Fläch, wou d'geografesch Krittären änlech bleiwen (hei zu Lëtzebuerg wier dat zum Beispill d'Proximitéit zur Stad).

« Les 1.000 personnes physiques avec le plus de foncier résidentiel détiennent entre 1.135 et 1.288 hectares (selon la méthode utilisée), soit plus de 40 % du foncier détenu par l'ensemble des personnes physiques. Les 10 groupes de sociétés aux surfaces constructibles pour l'habitat les plus étendues concentrent 391,3 hectares, soit près de la moitié (47,9 %) de tout ce que détiennent les 1.140 sociétés avec du foncier résidentiel. »

Dofir wier et an deem Kontext wichteg ze wëssen, wéi sech d'Konzentratioun vu Bauland op lokalem Gemengenniveau presentéiert. Huet de Ministère hei Zuelen dozou?

**Réponse** (14/12/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. an 2. Hëllef zur Präisbestëmmung vu Wunnengen ass u sech e Service, deen all Immobilienagence ubitt. Doriwwer eraus gëtt et vum Justizministère unerkannten Experten am Beräich Immobilien, déi och Wäertevaluatioune vun Immobilie maachen. D'Lëscht vun dësen Experte fënnt een um Site vum Justizministère.

Et ass dem Logementsministère net bekannt, awéiwäit dës Acteuren op informatesch Applikatiounen zréckgräifen, fir esou Präisbestëmmungen ze maachen.

ad 3. Dozou huet de Ministère keng Statistik.

**Liaison aérienne Luxembourg–Chine** | Question **0022** (14/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'„Wort" bericht an engem Artikel vun haut, dass d'Airline China Southern ab dem 21. Dezember eng nei Fluchverbindung Guangzhou–Zhengzhou–Luxembourg géif opmaachen. Dat wier deen éischten Direktvol tëschent Lëtzebuerg a China.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit an Tourismus dës Froe stellen:

1. War iergendeng Verwaltung direkt oder indirekt bedeelegt, fir déi Fluchverbindung op Lëtzebuerg ze kréien oder handelt et sech ëm eng reng privat Initiativ?
Falls dat net de Fall war, kann d'Regierung bestätegen, dass am Virfeld vun der Decisioun vu China Southern keng Gespréicher tëschent dem Staat an Interessegruppe gefouert goufen?

2. War d'Regierung schonn am Virfeld vun dëser Ukënnegung iwwert déi nei Fluchverbindung informéiert? Falls jo, zënter wéini?

3. Wéi oft wäerte Fligere vum Findel op Guangzhou an op Zhengzhou fléien?

**Réponse** (15/12/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Dëse Fluch wäert op Basis vum „Air Services Agreement" (ASA) tëscht China a Lëtzebuerg vum 18. November 2002 duerchgefouert ginn, deen déi lëtzebuergesch Autoritéite mat hire chineeseschen Homologen ausgehandelt hunn. De „Memorandum of Understanding" iwwer „air services" tëscht China a Lëtzebuerg vum 29. August 2018 erlaabt eng gewëssen Unzuel vu wéchentleche Frequenze fir Passagéierflich op feste Routen tëscht deenen zwee Länner.

Der Regierung si keng Gespréicher mat „Interessegruppe" bekannt am Kader vun der Entscheedung vu China Southern Airlines, fir dës Fluchverbindung duerchzeféieren.

ad 2. Déi concernéiert Lëtzebuerger Autoritéite wousste vun der Intentioun vu China Southern Airlines, fir vum 21. Dezember 2023 un ee wéchentleche Passagéierfluch tëscht de Fluchhäfe vu Guangzhou a Lëtzebuerg ze operéieren.

ad 3. No de leschten Informatiounen ass aktuell eng Rotatioun Lëtzebuerg–Zhengzhou–Guangzhou pro Woch virgesinn.

**Promotion de l'image du Luxembourg** | Question **0023** (15/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Oktober 2023 huet erëm de järleche Luxembourg Tennis Masters Tournoi stattfonnt. D'Event ass eent vu villen, dat am Kader vum Nation Branding ënnerstëtzt gëtt. Aner Beispiller sinn den Tour de Luxembourg oder och d'Expogast. Wéi Reporter.lu 2019 festgehalen huet, stellen sech Froen zur Verdeelung vun dem Budget fir d'„promotion de l'image du Luxembourg". Am Ufank sollt dëse Budgetsposten eleng dem Ausseministère ënnerstoen. Bei der LTM huet awer och de Finanzministère 200.000 € bis 300.000 € aus dem Budgetsposten „Manifestations culturelles ou sportives à portée internationale" u Gelder ginn.

Wann een d'Budgetsposte vum Finanzministère kuckt, gesäit een, dass et grouss Ënnnerscheeder tëscht der Zäit ënnert dem Minister Gramegna an duerno gëtt. De Budgetsposte fir kulturell Manifestatiounen ass 2018 entstanen. War am Budget 2018 vum Finanzministère fir Manifestatiounen nach ee Budget vun 1.500.000 € virgesinn, gesäit een am Budget vun 2020 fir d'Period 2020–2023 alljoers eng Millioun € vir. Am November 2021 ass de Pierre Gramegna aus der Regierung ausgetratt. D'Ministerin Yuriko Backes schéngt de Poste gekierzt ze hunn, well am Budget 2023 steet, dass 2022 eng hallef amplaz eng ganz Millioun genotzt ginn ass, an de Budgetsposten ass am Joer 2023 ofgeschaaft ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi eng Ministèren hunn am Moment Budgetsposten, déi der „promotion de l'image du Luxembourg" sollen zeguttkommen?

2. Wéi héich waren d'Ausgabe vun de jeeweilege Posten an de leschte 5 Joer (no Joer opgezielt)?

3. Wéi héich waren d'Budgetsposte fir déi Joren initial ugesat?
Firwat goufen dës Budgetsposte jeeweils iwwer- respektiv ënnerschratt?

4. Wéi eng Projete si mam Budget aus dem Finanzministère an der Period 2018–2022 ënnerstëtzt ginn?

5. Wéi eng Projete si mam Budget aus dem Ausseministère an der Period 2018–2023 ënnerstëtzt ginn?

6. Wäerten d'Budgetsposte „Promotion de l'image du Luxembourg" an Zukunft erëm just ënnert engem Ministère gebündelt ginn?

**Réponse** (19/12/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. Den Ausseministère, Cellule vun der „promotion de l'image de marque"/Let's make it happen (LMIH) hat vun 2018 bis November 2023 e Budgetsposte mam Libellé: „Promotion de l'image du Luxembourg". Säit 2020 huet de Sportsministère e Budgetsposte mam Libellé: „Promotion de l'image du Luxembourg dans le sport".

ad 2. an 3. Déi entspriechend Informatioune sinn am Budget respektiv am Compte général vun deene Joren transparent opgefouert. Si sinn am Tableau heidrënner och nach emol zesummegestallt.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 4. Well et sech erausgestallt huet, dass an eenzele Fäll Manifestatioune mat internationaler Portée gläichzäiteg vu verschiddene Ministèren ënnerstëtzt gi sinn, gouf 2018 een Artikel „Participation financière à des manifestations culturelles ou sportives à portée internationale" ënnert dem Finanzministère geschaf, fir eng besser Iwwersiicht iwwer d'Gesamtkontributioun vum Staat an esou Fäll ze erlaben.

Den Tennis-Tournoi „BGL BNP Paribas Tennis Open" (haut: „Luxembourg Ladies Tennis Masters") ass an deem Sënn iwwer deen Artikel finanzéiert ginn.

Aus praktesche Grënn ass dës Approche awer erëm fale gelooss ginn, an et gouf ee spezifeschen Artikel „Promotion de l'image du Luxembourg dans le Sport" beim Sportsministère geschaf.

ad 5. D'Cellule vun der „promotion de l'image de marque" ënnerstëtzt eng ganz Rei Evenementer oder Projeten, déi eng staark international Visibilitéit versprieche an d'Krittäre vu Kreativitéit, Diversitéit an Durabilitéit erfëllen. Dës Ënnerstëtzung kann a Form vu Cofinanzementer (dat mussen obligatoresch Kommunikatiounskäschte sinn) geschéien oder awer a Form vu „matériel de prêt" a Promotiounsmaterial.

D'Cellule vun der „promotion de l'image de marque" vum Ausseministère war bis November 2023 zoustänneg fir déi finanziell Ënnerstëtzung vun all aneren Evenementer oder Projeten a Secteure wéi Kultur, Gastronomie oder Innovatioun.

D'„promotion de l'image de marque" ënnerstëtzt och Evenementer an anere Secteuren, andeem si „matériel de prêt"/Kommunikatiounsmaterial zur Verfügung stellen oder Promotiounsmaterial mat der Signature vu Lëtzebuerg.

ad 6. D'„promotion de l'image de marque du Luxembourg à l'étranger" ass zanter November 2023 an den Attributioune vum Wirtschaftsministère, an d'„promotion de l'image de marque dans le secteur du sport" bleift weiderhin an den Attributioune vum Sportsministère.

Fir déi 4 éischt Méint vum Joer 2024 gëtt beim Budget op de System vun den „douzièmes provisoires" zeréckgegraff. Dëse provisoresche Budget ass berechent ginn op Basis vum Budget, dee fir d'Joer 2023 gestëmmt gi war. D'Budgetsposten am finale Budget fir 2024 wäerten déi aktuell Attributioune vun de verschiddene Ministèrë berécksiichtegen.

**Bornes d'appel d'urgence sur les autoroutes** | Question **0024** (16/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op den Autobunne fënnt een nach ëmmer Telefonsbornen, déi am Noutfall benotzt kënne ginn, wann een zum Beispill eng Pann op der Autobunn hat. Fréier, wou et nach kee Mobilfunknetz gouf an déi meeschte Leit keen Handy haten, waren dës Borne sécherlech méi am Asaz, ewéi haut am digitalen Zäitalter.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Sinn d'Telefonsbornen op den Autobunnen nach alleguerten aktiv?

2. Wat kascht den Entretien dovunner?

3. Wéivillmol sinn dës Telefonen an deene leschte 5 Jore benotzt ginn?

**Réponse** (18/12/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Virop, verweise mir den honorabelen Deputéierten op d'Äntwert zur parlamentarescher Fro N° 6665 vum 17. August 2022, wou op änlech Froe geäntwert ginn ass.

ad 1. Aktuell gëtt et 245 Nouttelefonen um Lëtzebuerger Autobunnsreseau, déi och alleguerten aktiv sinn.

De Moment lafen awer Moderniséierungsaarbechten, soudatt eng geréng Unzuel u Bornen zäitweis kënnen ausser Betrib sinn.

ad 2. D'Entretienskäschte vun deenen 245 Bornë belafe sech op ronn 10.000 Euro am Joer. Ze bemierken ass, datt d'Borne mat Solarzellen equipéiert sinn an deementspriechend autark funktionéieren, also keen zousätzlechen Uschloss un de Stroumreseau erfuerderlech ass.

Doduerch, dass POST Luxembourg den 2G- an 3G-Reseau zäitno wäert ausser Betrib huelen, ass aktuell eng Migratioun op de 4G-Reseau noutwenneg. Heiduerch entstinn eemoleg Käschte vu ronn 375.000 Euro.

ad 3. Säit 2018 sinn am Ganzen 1.126 Appeller enregistréiert ginn:

– 2018: 217
– 2019: 223
– 2020: 209
– 2021: 224
– 2022: 253

Et stellt ee fest, datt dës Appeller, déi zum Beispill 2021 ronn 0,6 % vun allen Noutriff ausgemaach hunn, iwwert déi lescht 5 Joer konstant bliwwe sinn.

Déi grouss Majoritéit vun den Uriff op den 112, déi vun enger Born aus gemaach gi sinn, ware Meldunge vun enger Pann. Am Joer 2021 goufen awer och 6 Accidenter, 3 Bränn an 2 medezinnesch Noutfäll iwwer eng Born gemellt. 213-mol gouf also eng Pann gemellt oder et huet sech ëm en Test oder en techneschen Defekt gehandelt. D'Pannemeldunge leet den 112 un de CITA weider.

**Ostéodensitométrie** | Question **0025** (16/11/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Persounen, déi un Osteoporos oder anere Knachestoffkrankheete leiden, sinn drop ugewisen, reegelméisseg eng sougenannte „Knochendichtemessung" virzehuelen. D'Zoustänn, fir hei am Land – Lëtzebuerg

huet just 1 (!) Gerät – esou eng Ënnersichung virzehuelen – en Termin fir esou eng Ënnersichung ze kréien – , si leider dramatesch. Esou gouf de Patiente matgedeelt, datt en éischte fräien Termin, fir eng „Knochendichtemessung" virzehuelen, eréischt am Januar 2025 (!) méiglech ass. Vill Lëtzebuerger ginn deemno an dat not Grenzgebitt. An der Belsch zu St. Vith – e klengt Stiedche mat grad emol 10.000 Awunner – kréien si innerhalb vun e puer Deeg direkt en Termin.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës Fro stellen:

1. Wéi ass et an den Ae vun der Madamm Minister ze veräntwerten, datt Leit, déi un Osteoporos oder anere Knachestoffkrankheete leiden, zu Lëtzebuerg bis 2025 waarde mussen, fir en Termin fir eng „Knochendichtemessung" ze kréien?

2. Wéi laang sinn der Madamm Minister dës inakzeptabel Delaie scho bekannt? Goufe bis dato schonn Ustrengungen ënnerholl, fir där Situatioun entgéintzewierken?

3. Ass et an den Ae vun der Madamm Minister elo net dréngend noutwenneg, fir de Gesondheetssecteur an deem Beräich ze reforméieren? Wéi sollen dës Ustrengunge konkreet ausgesinn an ass elo virgesinn, weider Geräter unzeschafen, fir esou eng Diagnos ze erméiglechen?

4. Kann d'Madamm Minister präziséieren, no wéi engem Berechnungsschlëssel gepréift gëtt, wéi vill Geräter noutwenneg sinn, fir datt Patienten an engem akzeptabelen Delai kënnen esou eng „Knochendichtemessung" virhuelen?

5. Sinn der Madamm Minister weider Fäll bekannt, wou Patiente mat inakzeptabelen Delaie konfrontéiert sinn, fir eng medezinnesch Ënnersichung kënne virzehuelen? Wa jo, a wéi engem medezinnesche Beräich trieden dës Delaien op a wat sinn d'Ursaachen (z. B. Personalmanktem, Manktem un techneschem Ekipement etc.) fir dës Delaien?

**Réponse** (06/12/2023) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. bis 3. Dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet ass de beschriwwene Problem bekannt. Et sief awer gesot, dass dringend Terminer kuerzfristeg zougedeelt ginn, wann d'Ordonnance dat esou ausweist.

Am Kader vum Projet de loi vun de Gardes et astreintes[16] ass eng Erhéijung vun der maximaler Unzuel vum medezinneschen Equipement, wat noutwenneg ass fir eng „Knochendichtemessung", vun 1 op 3 Unitéite virgesinn a misst erlaben, den Delai fir net dréngend Terminer erofzesetzen. D'Unzuel ass determinéiert ginn am Sënn vun enger regionaler verbesserter Disponibilitéit vun Apparater.

ad 4. Am Kader vun den Dispositioune vum Artikel 3 vum Spidolsgesetz wäert am Joer 2024 eng Mise à jour vun der Evaluatioun vun de Besoins sanitaires virgeholl ginn. Op dëser Basis gëtt déi national Planung och vun Equipementer an Apparater no den Dispositioune vum Artikel 14 vum Spidolsgesetz determinéiert.

ad 5. Dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet sinn niewent der Situatioun bei der uewe beschriwwener Knochendichtemessung och punktuell Delaie bei dem Accès zu dem Plateau médico-technique vun der Radiologie, notamment bei den IRM, an och an der Mammographie bekannt.

Wéi an der QP 7582 zu der Mammographie an an der QP 7978 zu der Radiologie vun der deemoleger Gesondheetsministesch erkläert, goufen Aktioune vum Ministère fir Gesondheet zesumme mat de Spideeler ënnerholl, fir dës Situatioun ze verbesseren.

Generell kann ee soen, dass dringend Ënnersichungen ee Rendez-vous séier zougewise kréien, wann d'Ordonnance vum Dokter d'Drénglechkeet vun der Ënnersichung kloer uweist a motivéiert. An dësem Sënn si verbessert Organisatioune vun de Sekretariater vun dem Radiologieservice duerch déi eenzel Spideeler en place gesat ginn an erlaben, d'Zoudeelung vum Rendez-vous, deels mat telefonescher Callcenterstruktur an deels mat engem digitalen Zougang, zu den Servicer ze verbesseren.

An der Mammographie huet de Ministère fir Gesondheet mat der Gesondheetsdirektioun eng Hotline en place gesat, fir dem Dokter ze erlaben, Hëllef ze kréien, wann hie kee Rendez-vous fir säi Patient kuerzfristeg kann zougedeelt kréien.

**Accès pour personnes à mobilité réduite** | Question **0026** (16/11/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Et ass evident, datt mir als Gesellschaft verflicht sinn, och Persoune mat ageschränkter Mobilitéit e gudden Accès zu eisen Infrastrukturen ze erméiglechen. An deem Kontext ass mir e Fall zougedroe ginn, wou et enger Persoun zu Mäerzeg, déi op de Rollstull ugewisen ass, (Strooss N° 21, déi Nidderfeelen a Mäerzeg verbënnt) onméiglech ass, de lokalen Tankstelleshop ze erreechen, fir alldeeglech Akeef ze maachen, well den Trottoir ze héich ass, fir datt e Rollstull kéint passéieren. Dëst wär relativ liicht ze behiewen, wann een op där genannter Plaz eng Verschrägung vum Trottoir géif virhuelen, esou datt e behënnertegerechten Accès méiglech wier. Am genannte Fall schéngt awer net ganz kloer ze sinn, ob hei d'Verantwortung beim Staat oder bei der Gemeng läit.

Et wier an deem Kontext bedauernswäert, wann de Staat an d'Gemeng sech géigesäiteg d'Verantwortung gi fir esou e Mëssel a letztendlech näischt géif passéieren.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister präziséieren, ob d'Verantwortung an deem genannte Fall beim Staat oder bei der Gemeng läit?

2. Sinn dem Här Minister – am Beräich vu senger Responsabilitéit – weider esou Fäll bekannt, wou duerch eng einfach ze behiewend Verschrägung vum Trottoir e méi behënnertegerechten Accès ze erméigleche wier?

3. Am Fall, wou d'Verantwortung bei der Gemeng géif leien: Wéi kann am Hibléck op d'Kommunikatioun tëscht dem Staat an de Gemenge séchergestallt ginn, datt d'Gemengen och zu all Moment wëssen, datt et an hirem Kompetenzberäich läit, fir e behënnertegerechten Accès zu allen Infrastrukture sécherzestellen?

4. Wéi kann an deem Kontext an Zukunft ausgeschloss ginn, datt e behënnertegerechten Accès zu den Infrastrukturen net realiséiert gëtt, well net kloer ass, ob dëst an de Kompetenzberäich vum Staat oder vun de Gemenge fält?

**Réponse** (21/12/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Am Kader vun der Gemeng hirer allgemenger Verantwortung fir déi ëffentlech Sécherheet, dat no den Dekreeter vum 14. Dezember 1789 an deene vum 16. a 24. August 1790, huet d'Gemeng Mäerzeg sech déi lescht Woch (Woch 50) ëm d'Adaptatioun/Ofsenkung vum Trottoir bekëmmert, sou datt dee vum Här Deputéierte genannten Tankstelleshop elo allgemeng méi liicht an och fir Persoune mat ageschränkter Mobilitéit erreechbar ass.

ad 2. Aktuell si keng weider Fäll wéi dëse bekannt. Allgemeng sief awer ze betounen, datt all neie Projet nom Gesetz vum 7. Januar 2022 iwwert d'Accessibilitéit vun ëffentlech zougängleche Plazen (Loi du 7 janvier 2022 portant sur l'accessibilité à tous des lieux ouverts au public, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs) amenagéiert gëtt.

Sollt een Amenagement fir Persoune mat ageschränkter Mobilitéit net méiglech sinn, géif, wéi fir a sou Fäll definéiert, eng Derogatioun bei der zoustänneger Kommissioun ugefrot ginn.

ad 3. a 4. An dëser parlamentarescher Fro geet et ëm d'Thematik vun der ageschränkter Mobilitéit (PMR) vun Infrastrukturen, wou e spezifesche Fall zu Mäerzeg ugeschwat gëtt.

Fir dat komplext Theema besser duerzeleeën, muss een awer fir d'éischt op déi allgemeng gesetzlech Basis agoen an dëst dann op de spezifesche Fall transposéieren.

Mam Gesetz vum 7. Januar 2022 ass festgeluecht ginn, datt ënner anerem all neien Infrastrukturprojet PMR-gerecht amenagéiert muss ginn. Zousätzlech muss no 120 Méint och de Bestand PMR-gerecht ëmgebaut sinn. Et schéngt evident, datt dëst am Kader vum Stroossebau natierlech eng ambitiéis Aufgab ass.

Mam Wëssen, datt et keng allgemenggëlteg Standarde fir all déi méiglech Amenagementer gouf, huet d'Stroossebauverwaltung sech an der Tëschenzäit éischt technesch Reegele fir de Stroossebau ginn, fir kënne bei neie Projeten op déi Demande ze reagéieren.

Och sief ze betounen, datt déi lescht Jore scho vill Projete vun der Stroossebauverwaltung, der Administratioun fir ëffentlech Bauten, mee awer och vun de Gemengen als ëffentleche Bauträger PMR-gerecht amenagéiert goufen.

Allgemeng ass et sou, datt bannent der Uertschaft d'Gemenge sech ëm de ganzen Amenagement vun de Busarrêten, Trottoiren, Zebrastraifen an de PMR-Moossname bekëmmere mussen, a baussent den Uertschaften.

**Prolongation annoncée de l'autorisation du glyphosate dans l'Union européenne** | Question **0027** (20/11/2023) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

La Commission européenne a annoncé le renouvellement de l'autorisation du glyphosate dans l'Union européenne pour dix ans à la suite d'un vote des États membres qui n'a pas permis de dégager de majorité pour une telle prolongation. La décision de la Commission européenne interviendra en principe avant le 15 décembre 2023 puisque l'approbation actuelle du glyphosate expirera à cette date.

Le Gouvernement luxembourgeois précédent comptait parmi les opposants à une prolongation de ladite autorisation et avait introduit une interdiction de l'herbicide en janvier 2021 qu'il était pourtant contraint d'annuler en 2023 à la suite d'une décision de la Cour administrative.

[16] Amendements gouvernementaux au projet de loi n° 8277 portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière en vue d'autoriser l'État à participer au financement des gardes et astreintes des médecins hospitaliers dans les centres hospitaliers et les établissements hospitaliers spécialisés

Dans son communiqué suite à la réunion du Conseil du 16 novembre, Monsieur le Ministre Claude Haagen annonçait que « … le Luxembourg, œuvrant pour une agriculture durable, continue par le biais de la loi agraire à encourager à renoncer aux produits phytopharmaceutiques et notamment au glyphosate ».

Face à cette évolution, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Madame la Ministre soutient-elle la décision de la Commission européenne visant à prolonger l'autorisation du glyphosate dans l'Union européenne d'ici la fin 2033 ?

2) Le Gouvernement s'engagera-t-il en faveur d'une élimination du glyphosate au niveau européen ? Si oui, par quels moyens ?

3) Madame la Ministre envisage-t-elle de nouvelles mesures de soutien aux entreprises agricoles visant à favoriser l'abandon volontaire du glyphosate au vu de la prolongation annoncée de l'autorisation de celui-ci ?

4) Dans l'affirmative à la question précédente, Madame la Ministre envisagera-t-elle également des aides supplémentaires en faveur de l'agriculture biologique qui renonce de toute façon à l'utilisation de produits chimiques de synthèse dont notamment le glyphosate ?

**Réponse** (20/12/2023) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Le Gouvernement, n'ayant pas soutenu la prolongation de l'autorisation du glyphosate, prend note du renouvellement de son approbation par la Commission européenne.

ad 2) Le Gouvernement analysera les actions possibles dans le cadre réglementaire communautaire.

ad 3) Oui.

À partir de l'année culturale 2024-2025, une aide supplémentaire pour soutenir la renonciation au glyphosate sera introduite. Il s'agira d'un paiement additionnel alloué dans le cadre de la prime pour l'instauration d'une agriculture durable et respectueuse de l'environnement.

ad 4) La justification économique du montant de l'aide en faveur de l'agriculture biologique (prime « bio ») prend en compte la renonciation à tous les produits phytopharmaceutiques de synthèse, y inclus le glyphosate. Les surfaces éligibles à la prime « bio » ne peuvent ainsi pas être prises en considération pour le versement d'une aide supplémentaire soutenant spécifiquement la renonciation au glyphosate.

Néanmoins le programme gouvernemental prévoit une évaluation en profondeur du Plan d'action national – Bio 2025, y inclus, le cas échéant, des aides à la surface en faveur de l'agriculture biologique.

**Décision de la Commission européenne de renouveler l'autorisation d'utilisation du glyphosate** | Question **0028** (22/11/2023) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

En l'absence d'une majorité des États membres en faveur d'une interdiction du glyphosate, la Commission européenne a renouvelé, en date du 16 novembre 2023, l'autorisation d'utilisation de la substance au sein de l'Union européenne pour une durée de 10 ans.

En avril, suite à la confirmation de la décision de la Cour administrative luxembourgeoise de lever l'interdiction du glyphosate au Grand-Duché, le Ministre de l'Agriculture avait annoncé vouloir maintenir les objectifs du « Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques » qui prévoit une baisse d'utilisation des « big movers » – dont fait partie le glyphosate – de 30 % jusqu'en 2025.

Selon l'accord de coalition 2023-2028, le Gouvernement s'engagera en faveur de l'élimination progressive du glyphosate au niveau européen. L'accord de coalition ne se prononce pas sur la mise en œuvre du « Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Quelle est la position du Gouvernement par rapport à la précitée décision de la Commission européenne ?

2) Étant donné que le Gouvernement entend s'engager en faveur de l'élimination progressive du glyphosate au niveau européen, Madame la Ministre peut-elle nous éclairer sur les points essentiels de la position luxembourgeoise à cet égard (délai de sortie du glyphosate visé, modalités de sortie, …) ?

3) Quelles sont les mesures supplémentaires que Madame la Ministre compte implémenter au niveau national afin de soutenir par le biais de subventions l'abandon volontaire du glyphosate et afin d'éviter que les produits à base de glyphosate ne soient remplacés par des produits aussi dangereux, voire plus dangereux ?

4) Madame la Ministre entend-elle mettre en œuvre le « Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques » dans sa version actuelle ?

5) Les objectifs de réduction à l'horizon 2025 de ce plan pourront-ils encore être atteints ?

**Réponse** (20/12/2023) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Le Gouvernement, n'ayant pas soutenu la prolongation de l'autorisation du glyphosate, prend note du renouvellement de son approbation par la Commission européenne.

ad 2) Le Gouvernement analysera les actions possibles dans le cadre réglementaire communautaire.

ad 3) À partir de l'année culturale 2024-2025, une aide supplémentaire pour soutenir la renonciation au glyphosate sera introduite. Il s'agira d'un paiement additionnel alloué dans le cadre de la prime pour l'instauration d'une agriculture durable et respectueuse de l'environnement.

Finalement, l'utilisation de certains produits phytopharmaceutiques, y inclus tous ceux contenant du glyphosate, par des personnes ne disposant pas du certificat dit « Sprëtzpass » ne sera plus possible au Luxembourg à partir de 2024 en raison de l'entrée en vigueur d'une nouvelle disposition réglementaire nationale.

ad 4) Dans un premier temps, le Gouvernement mettra en œuvre le PAN dans sa version actuelle, tel que décidé lors du Conseil de Gouvernement du 15 juillet 2022. Une prochaine évaluation est prévue pour 2027. En fonction des résultats de cette évaluation, le Gouvernement procédera éventuellement à des adaptions du PAN.

ad 5) Les dernières données disponibles sur l'utilisation des produits phytopharmaceutiques dans l'agriculture luxembourgeoise portant sur l'année 2020-2021, indiquent une réduction de 37 % pour la catégorie des « big movers » par rapport à la période de référence 2017-2018. L'objectif de réduction fixé à 30 % est donc atteint.

Par ailleurs, la réduction globale de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques chimiques au Luxembourg a atteint, selon les données et la méthodologie de calcul de la Commission européenne, la valeur de 50 % en 2020-2021.

**Remboursement du REVIS** | Question **0029** (22/11/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am REVIS-Gesetz sinn an den Artikelen 30, 31 an 32 d'Bestëmmungen opgelëscht, ënner wéi enge Konditiounen een de REVIS respektiv en Deel vum REVIS muss zeréckbezuelen un de Fong.

Op där anerer Säit ënnerläit de REVIS awer och der Steiergesetzgeebung.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Am Fall, wou Persounen de REVIS respektiv en Deel vum REVIS mussen zeréckbezuelen: Gëtt dem Fait, datt dës Leit op dem REVIS scho Steiere bezuelt hunn, am Hibléck op d'Gesamtzomm, déi dës Leit musse remboursëieren, Rechnung gedroen?

2. Wa jo, wéi gesäit hei déi genee Prozedur aus, wéi de Staat dëst berechent: Gëtt d'Zesummespill vun de bezuelte Steieren am Hibléck op d'Gesamtzomm, wat ee vum REVIS muss remboursëieren, automatesch berechent oder muss de Betraffene selwer en Antrag stellen, fir dëst berechnen ze loossen?

3. Wéi gesinn déi genee Prozeduren aus, fir esou en Antrag ze stellen?

**Réponse** (22/12/2023) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

D'Besteierung vum „Revenu d'inclusion sociale" (REVIS) ergëtt sech aus den Dispositioune vum Artikel 96, 1. Abschnitt, Nummer 3 L.I.R. Doduerch ënnerläit de REVIS kenger Loun- oder anerer Quellesteier. Ee Beneficiaire vum REVIS oder vum Complement ass gebonnen, souwäit eng vun de Limitten, déi am Règlement grand-ducal vum 13. Mäerz 1970 betreffend d'Exekutioun vum Artikel 116 an am Artikel 153 L.I.R. definéiert sinn, depasséiert ass, dësen iwwert de Wee vun enger Akommessteierdeklaratioun ze versteieren.

Dem Prinzipp vun der Annualitéit vun der Steier no gëtt de REVIS, gradesou wéi de Complement, als Rent no Artikel 96, 1. Abschnitt, Nummer 3 L.I.R. an no Artikel 108, 1. Abschnitt, Nummer 1 L.I.R., a Bezuch op dat Steierjoer besteiert, wou d'Payementer zugonschte vum Berechtegte gemaach ginn.

Sollt de Berechtegte méi spéit de REVIS oder de Complement deelweis oder integral mussen zeréckbezuelen, esou ass dës Réckbezuelung, nom genannte Prinzipp, am Joer vum Remboursement ze considéréieren. De Remboursement gëtt als negative Revenu mat Revenuen, primär aus där nämmlechter Akommeskategorie, kompenséiert, oder awer an enger zweeter Phas mat positive Revenuen aus enger anerer Kategorie.

Dobäi sief bemierkt, dass de Prinzipp an d'Héicht vun engem méigleche Remboursement vum Fonds national de la solidarité (FNS) bestëmmt ginn.

Eng Regularisatioun fënnt statt, wann de betraffene Contribuabel de Remboursement iwwert de Wee vun enger Akommessteierdeklaratioun vum Joer vum Remboursement an de virgeschriwwenen Delaien deklaréiert.

Wéinst dem Prinzipp vun der Annualitéit vun der Steier gëtt d'Besteierung net réckgängeg gemaach, oder déi an de betraffene Jore geschëllten

Akommessteier net mat engem dësem Montant entspriechende Steierkreditt kompenséiert. D'Akommessteier gëtt opgrond vun där Capacité contributive festgesat, déi de Contribuabel an engem bestëmmte Joer tatsächlech hat. An deene Joren, wou de Berechtegten de REVIS respektiv de Complement krut, entsprécht seng Capacité contributive der Héicht vu senge gesamte Revenuen. Am Joer oder an de Jore vun engem spéidere Remboursement entsprécht seng Capacité contributive der Héicht vun de Revenuen, déi en dat Joer hat, gekierzt ëm d'Remboursementer, déi en un den FNS misst bezuelen.

Wéinst dem Effekt vun der Progressivitéit vun der Steier esouwuel ewéi eventuellen Upassunge vum Barème, kann ee keen exakte Montant vun der Steier erausrechnen, déi en exklusive Lien mam zréckbezuelte REVIS hätt. Dëst ass de Fall, well d'Steier selwer net als Ponctioun vum REVIS eleng ze gesinn, mä als Contributioun, déi sech aus der Capacité contributive ergëtt, déi op dat gesamt Akommes vum Berechtegten, an eventuell sengem Stot, berechent gëtt.

**Financement du film « Where is Anne Frank »** | Question **0030** (23/11/2023) de **Mme Octavie Modert** (CSV)

L'origine du financement du film « Where is Anne Frank », une coproduction luxembourgeoise qui s'est vu décerner un prix au « Lëtzebuerger Filmpräis », a été remise en cause dans la presse récemment.

D'après un article publié sur Reporter.lu, « Der stille Filminvestor », le film aurait notamment profité de financements de la part du Film Fund Luxembourg à hauteur de 1,8 million d'euros, mais aussi de financements d'oligarques russes à hauteur de 3,5 millions d'euros. Ce dernier apport s'est fait au travers de différentes sociétés qui pouvaient cacher à première vue l'origine des fonds. Ces financements sont à voir en rapport avec l'enquête journalistique « Cyprus Confidential », qui a révélé récemment comment les sociétés de services financiers basées à Chypre ont permis à certains oligarques russes de protéger leur fortune contre la menace des sanctions financières dans le contexte de la guerre en Ukraine.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre déléguée auprès du Premier ministre chargée des Médias et des Communications :

1) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer les informations sur l'origine des financements obtenus pour la coproduction luxembourgeoise « Where is Anne Frank » ? Quelle est son appréciation de la situation ?

2) D'après l'article de reporter.lu, le Film Fund Luxembourg ne contrôle que les financements du partenaire direct avec lequel un accord est trouvé pour la production d'un film. Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer cet état de fait ?

3) Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'il serait judicieux de trouver de nouveaux mécanismes de contrôle ?

**Réponse** (20/12/2023) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

ad 1) Le film « Where is Anne Frank » est une coproduction multilatérale de la société de production belge Purple Whale Films, coproduit entre autres avec la société de production luxembourgeoise Samsa Film.

Le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle (ci-après le Film Fund) a accordé dans ses réunions du 8 février 2018 et du 15 février 2020 à la société luxembourgeoise Samsa Film une aide financière sélective (AFS) à la production à hauteur totale de 1.700.000 euros, ce qui représentait une participation de 9,97 % du financement de l'œuvre en question.

Le 17 août 2020 le Film Fund a signé avec Samsa Film une convention gouvernant les conditions de l'aide accordée à la production du film « Where is Anne Frank ». Le plan de financement à ce moment prévoyait que Purple Whale Films avait, entre autres moyens de financement, un accord avec une société des Îles Vierges britanniques (BVI), Ronero Investments Limited.

Le Film Fund n'était pas informé qui était le bénéficiaire effectif de la société Ronero Investments Limited avec laquelle le Film Fund n'avait aucune relation directe. Toutefois le contrat stipulait que l'investissement de Ronero serait financé par un escrow account auprès d'une banque européenne, soumise aux obligations européennes en matière de KYC et de législation anti-blanchiment.

Le reste du financement du film a été assuré entre autres à travers divers organismes et incitants fiscaux et gouvernementaux belges (screen.flanders, screen.brussels, Taxshelter), par le Fonds Eurimages du Conseil de l'Europe, par la Fondation Anne Frank et par des investissements privés.

Il est par ailleurs à noter que l'invasion russe en Ukraine a commencé le 24 février 2022 et que donc, au moment où le Film Fund a pris les décisions relatives au financement du film, les sanctions financières mentionnées par l'honorable Députée, n'étaient pas en vigueur.

ad 2) Le Film Fund n'a aucune obligation légale de contrôler qui sont les bénéficiaires effectifs des investisseurs privés qui accordent des financements à un coproducteur étranger d'un producteur luxembourgeois auquel les aides du Film Fund sont accordées.

Le Film Fund ne peut effectivement contrôler que les financements du partenaire direct auquel il accorde des aides pour la production d'un film et qui sont calculées sur base des investissements faits en économie audiovisuelle luxembourgeoise.

ad 3) Même si le Film Fund était doté de nouvelles obligations dans le cadre d'un contrôle à exercer sur l'origine de financements privés accordés à une coproduction internationale, il n'est pas certain que le Film Fund aurait les moyens légaux et les ressources humaines nécessaires pour effectuer ces contrôles de manière efficace à l'égard de coproducteurs et de leurs investisseurs provenant de pays de l'Union européenne et également de pays tiers non membres de l'Union européenne.

**Dissolution de l'ASBL Benu** | Question **0031** (23/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De 15. November huet d'Associatioun hanner dem Ökoduerf BENU hir Opléisung an d'Weeër geleet. Dee Moment hunn 42 Persoune fir d'ASBL geschafft. An der Äntwert op d'Fro 8371 hunn d'Ëmweltministesch an den Aarbechtsminister erkläert, dass net ka garantéiert ginn, dass aner Initiativen dës Mataarbechter iwwerhuelen, falls sech bei BENU déi finanziell Situatioun an den nächste Wochen net verbessert.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht an Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung dorun intresséiert, fir de Projet BENU ze iwwerhuelen?

2. Wat wäert gemaach ginn, fir d'Mataarbechter ze ënnerstëtzen, déi duerch d'Opléisung elo musse fäerten, ouni Job an deelweis och ouni Chômage dozestoen?

**Réponse** (12/01/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. De Moment sinn d'Servicer vum Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit (MECB) a Kontakt mat der Stad Esch fir ze kucken, ob a wéi d'Gemeng de Projet weiderféiere wëll. Déi Gespréicher ginn elo mol ofgewaart.

ad 2. All d'Servicer vun der „Agence pour le développement de l'emploi" (ADEM), déi sech un Aarbechtssichender adresséieren, sti selbstverständlech och den impaktéierte Salariéë vun der ASBL „Benu Village" zur Verfügung – ëmmer mam Zil, dëse Persoune schnellstméiglech eng adequat Astellungsméiglechkeet ze vermëttelen.

Prinzipiell engagéiert d'ADEM sech, all Demandeur d'emploi perséinlech ze betreien. D'Objektiv ass eng komplett an individuell Ënnerstëtzung, fir den Demandeurs d'emploi ze hëllefen, hir Plaz um lëtzebuergeschen Aarbechtsmaart erëmzefannen. All Demandeur d'emploi huet deemno säi perséinleche Beroder, deen sech engagéiert, d'Situatioun, d'Kompetenzen, d'Aarbechtserfarung an d'Wënsch vum Demandeur d'emploi ze verstoen.

Dëse Beroder informéiert zousätzlech iwwert déi verschidden individuell Finanzbäihëllefen, déi iwwert de Beschäftegungsfonds kënne finanzéiert ginn.

Op Basis vun de Kompetenzen an de Wënsch vun deenen hei betraffene Leit hëllefen d'Beroder, déi Secteuren ze identifizéieren, wou Leit agestallt ginn. De Beroder gëtt hinnen och Informatiounen iwwert aktuell Astellungsméiglechkeeten an iwwert déi allgemeng Tendenzen um Aarbechtsmaart.

Des Weidere kann d'ADEM hinne Servicer ubidden, fir hir Integratioun um Aarbechtsmaart ze vereinfachen. Dozou gehéiert, en cas de besoin, eng Hëllef beim Schreiwe vu Liewensleef a Motivatiounsschreiwen, esouwéi Simulatioune vu Virstellungsgespréicher, Coachingen, Formatiounen a Beschäftegungsmoossnamen. All dës Mesuren hunn als Zil, d'Chancen op eng nei Aarbecht ze maximiséieren.

**Changement de direction au Service de renseignement de l'État** | Question **0032** (23/11/2023) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Selon des reports dans la presse nationale, la directrice actuelle du Service de renseignement de l'État (SREL) partira en retraite le 1er juin 2024, alors que son mandat avait été prolongé de 7 ans en novembre 2022.

Notons que la directrice actuelle du SREL a mis en place au cours des dernières années des réformes importantes du service.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Monsieur le Premier ministre peut-il fournir des explications concernant le départ à court terme de la directrice actuelle du SREL ?

2) Sur la base de quels critères Monsieur le Premier ministre choisira-t-il un.e nouveau.elle directeur.trice du SREL ? Quelles sont, selon lui, les compétences que le ou la futur.e directeur.trice devra apporter ?

**Réponse** (27/11/2023) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

ad 1) Début novembre 2023, la directrice actuelle du SRE a informé le Premier ministre sortant de son intention de faire valoir ses droits à la retraite en juin 2024. Cette demande – qui relève d'un choix personnel de la directrice – a été formellement accordée par le

Gouvernement sortant lors du Conseil de Gouvernement du 15 novembre dernier.

ad 2) Le profil du nouveau directeur du SRE devra correspondre aux exigences de l'article 18 de la loi modifiée du 5 juillet 2016 qui prévoit, concernant la direction du SRE, que « pour être nommé aux fonctions de directeur ou de directeur adjoint du SRE, le candidat doit remplir les conditions d'accès aux fonctions administratives de la carrière supérieure auprès des administrations de l'État prévues par la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et avoir l'honorabilité professionnelle nécessaire ainsi que l'expérience adéquate pour l'exercice de ces fonctions.

Le directeur et les directeurs adjoints doivent justifier d'une habilitation de sécurité du niveau "très secret".

Le directeur ou l'un des directeurs adjoints doit être titulaire d'un diplôme de master sanctionnant un cycle d'études universitaires complet en droit. »

**Licenciement en cas de congé de maladie de longue durée** | Question **0033** (23/11/2023) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Am Fall vu schwéiere Krankheeten oder Accidenter kann een als Aarbechter:in ganz séier vill Deeg a Woche Krankeschäi sammelen. Momentan gëllt, dass d'CNS bis zu 1,5 Joer Krankeschäin op enger Referenzperiod vun 2 Joer bezilt. Duerno erfält beim Staat eng Kënnegung. Eppes, wat zum Beispill d'AEE kritiséiert, well et dozou féiert, dass dës Persounen net méi kënnen zréck bei de Staat schaffe kommen, wann se erëm gesond sinn. D'Regierung kënnegt an hirem Accord fir 2023–2028 un, dëst Gesetz reforméieren ze wëllen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir ëffentlechen Déngscht dës Fro stellen:

– Wéi vill Persoune sinn an deene leschten 10 Joer beim Staat entlooss ginn opgrond vun der 52- an duerno 78-Woche-Reegel? Wéi vill Leit waren et am ale Regimm vun den 52 Wochen? Wéi vill an deem vun 78 Wochen?

**Réponse** (10/01/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

A senger parlamentarescher Fro, wëll den honorabelen Deputéierte wëssen, wéi vill Persounen „an deene leschten 10 Joer beim Staat entlooss gi sinn opgrond vun der 52- an duerno 78-Woche-Reegel".

Déi sougenannten „52- oder 78-Woche-Reegel" betrëfft beim Staat déi Agenten, déi ënnert dem Regimm vum Staatsaarbechter agestallt sinn. Do applizéiert sech dann de Code du travail an de Kollektivvertrag vun de Staatsaarbechter. Duerch déi Laangzäit-Krankmeldunge gëtt den Aarbechtskontrakt net gekënnegt (Licenciement), mee en hält op (Cessation).

Well et sech net ëm eng Kënnegung handelt, kënnen déi betraffe Persounen erëm beim Staat agestallt ginn.

Zanter 2013 huet bei ongeféier 80 Persounen de Kontrakt op der Basis vun där Reegel opgehal.

Wann een d'Aleedung vum honorabelen Deputéierte senger Fro liest, wou en de Kontext beschreift, schéngt et awer esou ze sinn, dass et net ëm d'Staatsaarbechter geet, wou déi sougenannten „52- oder 78-Woche-Reegel" spillt, mee dass et u sech ëm d'Staatsemployéé geet, déi no längerer oder ville Krankmeldungen de Kontrakt kënne gekënnegt kréien.

Bei de Staatsemployéé gëtt et déi sougenannten „52- oder 78-Woche-Reegel" net.

D'Gesetz iwwert de Regimm vun de Staatsemployéé gesäit vir, dass, wann en Employé, deen nach net am Pensiounsregimm vun de Fonctionnairen ass, iwwert eng Period vun engem Joer gekuckt, méi wéi 6 Méint krankgemellt ass, säi Kontrakt ka gekënnegt ginn. Deen Delai vu 6 Méint kann op Basis vun engem ausféierleche medezinnesche Rapport ëm 3 Méint verlängert ginn. Duerno gëtt d'Pensiounskeess (CNAP) saisiéiert, déi den Dossier da weidergëtt un de Contrôle médical. Op Basis vun de Conclusioune vun engem Kontrolldokter, gëtt dann decidéiert, ob déi betraffe Persoun eng Invaliderent kritt oder net. Wann net, da kann et eventuell sinn, dass déi zoustänneg Kommissioun fir Reklassementer saisiéiert gëtt an den Agent en interne Reklassement kritt (eng aner Plaz oder eng Reduzéierung vun der Aarbechtszäit). Wann et net zu enger Invaliderent oder engem interne Reklassement kënnt, da kann de Kontrakt gekënnegt ginn.

D'Konsequenz vun enger Entloossung ass effektiv esou, dass een net méi beim Staat als Fonctionnaire oder Employé kann agestallt ginn.

Well am Gestiounsprogramm vun de Paie vum CGPO keen Ënnerscheed gemaach gëtt, aus wéi engem Grond de Kontrakt gekënnegt gouf, kann ech dem honorabelen Deputéierte keng genee Zuelen dozou ginn. Et kann een awer dovun ausgoen, dass an der Moyenne e Grappvoll Leit pro Joer betraff ass.

**Format du document mis à disposition du conseil communal dans le cadre du vote du budget communal** | Question **0034** (23/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Gestioun vun ëffentleche Gelder an dem domat zesummenhänkende Vott vum Budget gehéieren zu de fundamentalen Aufgabe vun engem Gemengerot zu Lëtzebuerg. Fir dëser wichteger Aufgab kënnen nozegoen, mussen dem Gemengerot am Viraus vun engem Vott sämtlech Ressourcen, Donnéeën a Proposen zur Verfügung gestallt ginn.

A Gemengeréit, wou d'Piraten present sinn, ass opgefall, dass d'Budgetspropositioun de Membere vum Gemengerot als PDF-Dokument zur Verfügung gestallt gëtt. Ee PDF ass per Definitioun en Dokument, wou den Auteur vum initialen Dokument festleet, a wéi enger Form d'Dokument betruecht gëtt. An anere Wierder ass et, ouni e gewëssen techneschen Knowhow an Zousazprogrammer, de weidere Lecteuren net méiglech, fir d'Dokument no hirem Besoin ze traitéieren. Ee Member vum Gemengerot muss d'Zuelen traitéieren, analyséieren, vergläichen oder an enger anerer Form betruechten an dëst ass am PDF-Format esou net méiglech.

Idealerweis sollten dës Donnéeën an engem Open Source Format zur Verfügung gestallt ginn, esoudass all Gemengeconseiller dës Donnéeë kann analyséieren, onofhängeg vum techneschen Equipement an der finanzieller Situatioun. Et geet hei awer manner ëm d'Format vun engem Dokument, mee dorëms, dass een d'Dokument kann traitéieren an editéieren.

An engem zweete Schrëtt kann een dës Donnéeën dann och national op den ëffentleche Portaler publizéieren a fir weider Analyse vun Administratiounen an interesséierte Bierger:innen an aller Transparenz zur Verfügung stellen.

Et ass am Interêt vum Schäfferot, vum Gemengerot an och vun der Bevëlkerung, dass e Vott vun engem Budget nom beschte Wëssen erfollegt an dofir brauche Membere vun engem Gemengerot och en Zuelendokument, wat et hinnen erlaabt, fir hir eegen Analysen a Berechnungen ze maachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi positionéiert sech den Här Minister zu dëser Problematik?

2. Gëtt et Iwwerleeungen, de Gemengeréit op nationalem Niveau e Recht op en editéierbaart Format zouzegestoen?

3. Falls net, wat schwätzt géint esou Iwwerleeungen?

**Réponse** (15/12/2023) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Aus der Kombinatioun vun den Artikelen 13 Alinea 4 an 122 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 geet ervir, dass de Schäfferot dem Gemengerot de Budget presentéiert, an dass all Conseiller d'Dokumenter, Akten a Piècen, déi den Ordre du jour vun enger Gemengerotssëtzung betreffen, am Gemengenhaus consultéiere kann. De Règlement d'ordre intérieur (ROI) vum Gemengerot kann, zousätzlech dozou, aner Forme virgesinn, ënnert deenen de Budgetsprojet oder aner Dokumenter, Akten a Piècen de Conseillere kënnen zur Verfügung gestallt ginn.

De Projet de loi N° 8218 proposéiert eng Modifikatioun vum Artikel 13 Alinea 4 vum Gemengegesetz, déi de Schäfferot an Zukunft obligéiert, Dokumenter, Akten a Piècen zousätzlech elektronesch zur Verfügung ze stellen. Dofir soll all Conseiller eng perséinlech E-Mail-Adress vun der Gemeng kréien.

ad 2. Et gëtt keng Iwwerleeungen, fir per Gesetz op nationalem Plang en editéierbaart Format ze imposéieren, well et an der Gemeng hirer Autonomie läit, dat am ROI individuell ze reegelen. Déi Demarche huet de Virdeel, dass d'Gemenge méi séier a flexibel op d'Evolutiounen an d'Changementer am IT-Beräich kënne reagéieren.

ad 3. Ech verweisen op d'Äntwerten op d'Froen 1 an 2.

**Arrêt récent de la Cour constitutionnelle concernant l'impôt sur la fortune** | Question **0040** (24/11/2023) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

La Cour constitutionnelle a récemment jugé que certaines dispositions de la loi concernant l'impôt sur la fortune sont contraires à la constitution (arrêt n° 00185 du 10 novembre 2023). Cela a été thématisé aujourd'hui sur la radio 100,7. Selon cet arrêt, le paragraphe 8 de la loi entraîne une différence de traitement entre personnes morales dont la situation est comparable. Cette différence de traitement n'aurait pas pu être justifiée suffisamment par les autorités publiques, violant par ce fait le principe constitutionnel de l'égalité.

Dans les faits, certaines sociétés et principalement les sociétés à participation financière (SOPARFI), auraient été soumises à une imposition trop élevée en comparaison avec d'autres sociétés dans une situation semblable. Puisque dans son arrêt la Cour constitutionnelle demande, en attendant une réforme législative à intervenir, à ce que soit appliqué aux contribuables concernés un impôt sur la fortune minimum plus favorable, cela risque d'entraîner une perte de recettes fiscales importante pour l'État.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) À quelle hauteur estimez-vous la perte fiscale annuelle résultant de l'arrêt susmentionné sans modification de la législation ?

2) Envisagez-vous de modifier la loi concernant l'impôt sur la fortune de façon à neutraliser les effets

budgétaires de l'arrêt ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me donner des détails sur la façon dont vous comptez procéder ? Dans la négative, pouvez-vous m'en donner les raisons ?

**Réponse** (22/12/2023) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Suite à l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 00185 du 10 novembre 2023, un contribuable qui remplit les conditions qualificatives du § 8, alinéa 2, point a) VStG et dont le total du bilan ne dépasse pas 2 millions d'euros, tombera désormais sous la coupe plus favorable du § 8, alinéa 2, point b) VStG lequel prévoit un impôt sur la fortune minimum de 1.605 euros au lieu de 4.815 euros prévus par le point a) du même alinéa.

Il s'ensuit que, sans modification législative, le manque à gagner en termes de recettes fiscales que chaque SOPARFI, qui dispose d'un total du bilan supérieur à 350.000 euros, mais inférieur à 2 millions d'euros, engendrerait, s'élèverait à 3.210 euros au titre de l'impôt sur la fortune minimum.

Sur base des données de l'année 2021, le nombre de SOPARFI, qui rempliraient les conditions de bilan visé à l'alinéa précédent, s'élèverait à 5.000 entités. La perte annuelle en termes de recettes fiscales se chiffrerait dès lors à un peu plus de 16 millions d'euros.

Étant donné la dynamique propre au secteur des SOPARFI, il n'est cependant pas à exclure que le nombre de 5.000 entités pourrait être revu à la hausse pour l'année 2023. La détermination du déchet fiscal effectif au titre de l'année 2023 ne pourra dès lors avoir lieu qu'au moment où les données pour l'année en question seront complètes et disponibles.

À ce stade, le dispositif du § 8 VStG fait l'objet d'une analyse approfondie dans l'optique de proposer une modification législative à la lumière de l'argumentation retenue par l'arrêt de la Cour constitutionnelle.

Dans la mesure où l'analyse précitée n'est pas encore achevée, il n'est pas possible de se prononcer dans l'abstrait sur d'éventuels déchets fiscaux qui résulteraient d'une modification législative à proposer.

**Réseau téléphonique du personnel des infrastructures critiques** | Question **0041** (27/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Kënnt et, esou wéi z. B. um 24.11.2023, zu engem gréisseren Netzausfall bei engem vun den nationalen Handy-Ubidder, huet eng grouss Unzuel u Clientë keng Méiglechkeet méi, mobill ze telefonéieren. Grad wann et ëm d'Personal vun den Infrastructures critiques geet, kann dëst sécherheetsrelevant Konsequenzen hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt garantéiert, dass d'Personal vun den Infrastructures critiques zu all Moment erreechbar bleift?

2. Bleiwen d'Déngschthandye vun z. B. der Police oder anerem wichtege Personal operationell a Momenter, wou et partiell oder komplett Netzausfäll gëtt?

**Réponse** (28/11/2023) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Bedreiwer vun de kriteschen Infrastrukturen identifizéieren, analyséieren an evaluéieren an hire Sécherheets- a Kontinuitéitspläng d'Risiken, deenen hir Aktivitéiten ausgesat sinn, an, deementspriechend, d'Moossnamen, déi geholl ginn, fir dem jeeweilege Risiko ze entgoen oder fir de Risiko ze reduzéieren. Dorënner fält och, datt si evaluéieren, wou si vulnerabel sinn a wéi ofhängeg hir kritesch Infrastruktur vu verschiddene Ressourcen, wéi zum Beispill dem Personal oder der mobiller Telekommunikatioun, ass.

Fir de Fall vun engem gréisseren Netzausfall bei engem nationalen Handy-Ubidder hunn d'Bedreiwer vun de kriteschen Infrastrukturen ënnerschiddlech Moossname geholl. Dës Moossname variéiere ganz staark mat der Ofhängegkeet vun der kritescher Infrastruktur par rapport zu der Disponibilitéit vun hirem Personal respektiv par rapport zu der mobiller Telekommunikatioun. Verschidde Moossnamen, déi Bedreiwer vu kriteschen Infrastrukture geholl hunn a bei engem Netzausfall gräifen, begräifen zum Beispill:

– d'Personal gëtt iwwert d'Festnetz kontaktéiert;
– de mobille Reseau vun engem aneren nationalen Operateur gëtt benotzt;
– d'Personal krut zwou SIM-Kaarte vu verschiddenen Operateuren ausgedeelt;
– d'Personal krut eng zousätzlech SIM-Kaart vun engem belschen an/oder franséischen Operateur ausgedeelt;
– de Bedreiwer gebraucht en eegenen Telekommunikatiounsreseau, am Alldag oder am Fall vum Netzausfall;
– verschidde Collaboratiounsplattformen (zum Beispill Microsoft Teams, Webex) gi gebraucht;
– d'hausintern Kommunikatioun geet iwwer d'DECT-Telefonie (Digital Enhanced Cordless Telecommunications);
– Pläng a Prozedure sinn do, fir determinéiert Personal automatesch oder manuell zeréckzeruffen, mat oder ouni Bereetschaftsdéngscht;
– d'Déngschtpläng gi wochelaang am Viraus opgestallt.

D'Personal vun der Police a vum CGDIS bleift iwwer Funk erreechbar.

ad 2. Den Haaptkommunikatiounswee vum CGDIS a vun der Police ass de Funk, dee 24/7 genotzt gëtt. Am Fall vun engem Netzausfall vun den Handy-Ubidder, ass den Impakt op de CGDIS an op d'Police dofir ganz limitéiert. All Servicer vum CGDIS a vun der Police kënnen och nach op weider alternativ Méiglechkeeten zeréckgräife wéi Festnetz (Videokonferenz, Telefon, E-Mail) oder sech wann néideg nei organiséieren.

**Rejet d'un projet visant à réduire l'usage des pesticides dans l'Union européenne** | Question **0042** (27/11/2023) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Den 22. November 2023 huet dat Europäescht Parlament per Vott e Projet refuséiert, deen de Gebrauch vu cheemesche phytopharmazeutesche Produiten an der Agrikultur bis 2030 staark reduzéiere wollt. Och sollt den Asaz vu cheemesche Pestiziden an Natura-2000-Gebidder an ausgewisene Grénzone verbuede ginn. Allgemeng sollten eis Natur a Planzen iwwert den Asaz vu méi nohaltege Produite besser geschützt ginn.

Och Lëtzebuerg huet iwwert de Vott vu senge 5 Representantë géint dëse Projet gestëmmt. Offiziell, laut den Informatioune vun dem ëffentleche Sender 100,7, well vereenzelt Representanten net d'accord ware mat der ofgeschwächter Versioun vum Gesetzestext. Schlussendlech huet dëst awer mat dozou gefouert, dass d'Zukunft elo ganz ongewëss ass, well den Text och net méi an déi europäesch Ëmweltkommissioun zeréckgeet.

Contraire zu dëser Entwécklung schwätzt déi nei Regierung am Koalitiounsaccord vun enger systematescher a konsequenter Ënnerstëtzung vun der Bioproduktioun, och am Sënn vun engem Schutz vun der Natur an engem méi nohaltegen Ëmgang mat eise Ressourcen. Et gëtt hei an dësem Kontext och vu Mesurë geschwat, fir déi biologesch Produktioun ze ënnerstëtzen. Gläichzäiteg gëtt awer och vu Proportionalitéit bei däraartege Mesurë geschwat, wou de genauen Equiliber net kloer ass, wat ëmmer Interpretatiounsspillraum zouléisst. Am Kapitel zur Durabilitéit an der Resilienz steet dann och: „le Gouvernement promouvra une utilisation durable des produits phytosanitaires afin de garantir la préservation de la biodiversité et la protection de nos eaux de surface ainsi que de nos sources. La formation initiale et continue dans le cadre de la réduction des produits phytosanitaires sera développée et la sensibilisation à ce sujet sera renforcée."

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau dës Froe stellen:

1. Wéi steet déi nei Ministesch zu dem Vott vu Lëtzebuerg an dem genannten europäeschen Dossier?

2. Wéi eng konkreet Mesuren, nieft der Formatioun an der Sensibilisatioun, sinn zu Lëtzebuerg an dësem Kontext geplangt?

3. Wäert Lëtzebuerg sech onofhängeg vun der europäescher Entwécklung an dësem Sujet quantifizéierbar Ziler ginn?

**Réponse** (20/12/2023) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Déi Lëtzebuerger Regierung kommentéiert allgemeng net d'Entscheedunge vum Europaparlament, an och net vun de Lëtzebuerger Europadeputéierten, déi onofhängeg vun der Regierung sinn. Op Conseilsniveau ënnerstëtzen de Landwirtschaftsministère an d'Regierung prinzipiell weiderhin de genannte Projet, och wa Modifikatiounen am Text vum Projet néideg sinn.

ad 2. Iwwert d'Agrargesetz ginn eng Rei fräiwëlleg Mesuren zum Verzicht oder zur Reduktioun vu Sprëtzmëttel finanzéiert. Am „Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques" si weider Mesurë genannt.

https://agriculture.public.lu/de/pflanzen-boeden/pflanzenschutz-gesundheit/pflanzenschutzmittelaktionsplan.html

Eng vun de Mesuren aus dem Plan d'action national ass d'Aschränkung vun de Sprëtzmëttel, déi fir d'Notzung duerch Amateuren zougelooss sinn. Dës Aschränkung gouf per Règlement grand-ducal festgeluecht an trëtt den 1.1.2024 a Kraaft.

ad 3. Lëtzebuerg huet sech 2017 mam Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques schonns esou Ziler ginn.

**Bazar international** | Question **0043** (27/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Israel hat dëst Joer kee Stand um Bazar international. Als Grond, firwat si kee Stand haten, gëtt de Responsabele fir den israeelesche Stand un, dass si, opgrond vun dem bewaffnete Konflikt an der aktuell ugespaanter Situatioun, ze grouss Sécherheetsbedenken haten. De Responsabele fir den israeelesche Stand sot weider, dass si ee Bréif un d'Police geschéckt haten, an deem si froen, ob d'Police mat Beamte bannen am Gebai kéint Präsenz weisen. Op hire Bréif hätten si awer keng Äntwert kritt, soudass si d'Entscheedung hu missen huelen, fir dëst Joer net matzemaachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass esou e Bréif bei der Police agaangen ass?

2. Falls jo, kann de Minister soen, firwat et vusäite vun der Police keng Äntwert op dee Bréif gouf?

**Réponse** (27/12/2023) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Weeder op der Direction générale, nach an der Direction des opérations oder op der Direction de la région capitale ass e Bréif vum Responsabele fir den israeelesche Stand um Bazar bekannt.

D'Police hat awer Kontakt iwwer E-Mail an Telefon mat den Organisateuren. Am Kader vun der Visitt vum israeelesche Ambassadeur um Bazar international, huet d'Police den Organisateure vum Bazar international geroden, fir zousätzlech zum erhéichten Dispositif vun der Police, och selwer weider Sécherheetsmoossnamen ze huelen, déi ënnert d'Responsabilitéit vum Organisateur falen.

**Fräiraim Festival 2024** | Question **0044** (27/11/2023) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Vum 28. bis den 30. Juni 2024 gëtt vun der Philharmonie déi zweet Editioun vum Fräiraim Festival organiséiert. Et leeft ënnert dem Motto „E Fest fir déi national Musekszeen" a soll Acteuren aus Lëtzebuerg souwéi och aus der Groussregioun d'Geleeënheet ginn, sech an engem professionelle Kader ze presentéieren. Well et sech net ëm e kommerziellt Event handelt, brauch de Public keen Entréesbilljee an den Zougang ass fir d'Leit gratis. D'Philharmonie wäert de Kënschtler:innen all néideg Raimlechkeeten zur Verfügung stellen an och eng temporär Bün op der Place de l'Europe opriichten, mee d'Kënschtler:innen erhale keng Remuneratioun fir hir Aarbecht, obwuel d'Event mat hirer Participatioun steet a fält. Dat gëtt besonnesch ze denken, well et sech bei der Philharmonie ëm een Établissement public handelt, dat vum Staat ënnerstëtzt gëtt an dat och d'Charte de déontologie ënnerschriwwen huet, an där et heescht: „La structure culturelle valorise le travail de ses agent/es et des artistes qu'elle engage. Elle assure la reconnaissance du travail réalisé par ses agent/es et l'artiste en leur allouant une rémunération juste et équitable."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Firwat erhalen d'Kënschtler:innen, déi bei dësem Event optrieden, keng Remuneratioun fir hir Aarbecht, obwuel d'Philharmonie en Établissement public ass an d'Charte de déontologie ënnerschriwwen huet, an där si sech engagéiert, den engagéierten Artist:innen eng fair Remuneratioun ze bezuelen?

2. Organiséiert d'Philharmonie nach aner Evenementer, bei deenen d'Kënschtler:innen net bezuelt ginn?
Falls jo: Wéi eng?

**Réponse** (20/12/2023) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

ad 1. Nieft hirer Missioun als nationaalt Concertshaus, dat dem Lëtzebuerger Publikum an deem aus der Groussregioun déi beschte Museker, Musekerinnen an Orchesteren ubitt, gesäit d'Philharmonie sech och als Plaz, déi d'Leidenschaft vun der Musek vermëttelt, an dat op allen Niveauen. Dozou gehéieren och d'Fräizäitmuseker – Leit vun all Alter an all musikalescher Ausbildung, fir déi Musek spillen eng Passioun ass, ouni datt et hire Beruff ass. Dacks prouwen dës Harmonien, Fanfaren, Chéier oder Bands a Gemengesäll oder Garagen a spillen a Kierchen oder a lokale Kulturhaiser, ouni Aussiicht, eemol kënnen op esou prestigiéise Büne wéi déi vun der Place de l'Europe opzetrieden. Der Philharmonie leien dës Fräizäitmuseker/inne besonnesch um Häerz, well et op dësem Niveau ass, wou den Enthusiasmus an d'Passioun fir d'Musek als éischt gefërdert an encouragéiert ginn – dofir dës Initiativ vun engem Fräiraim Festival. Doduerch, datt dës Museker/innen hei net nëmme Bünen, mee och déi ganz Begleedung vu Personal, Technik a Kommunikatioun zur Verfügung gestallt kréien, kréie si eng eemoleg Geleeënheet vun engem Ableck an déi international professionell Musekswelt. Déi bal 800 Museker/innen, déi bei der 1. Editioun 2022 matgemaach hunn an och e ganz anere Publikum matbruecht hunn, ginn dëser Approche Recht.

Deemno grenzt sech dëst Evenement och fir seng zweet Oplo 2024 kloer vun deenen anere Concerten, Festivaller oder pedagogesche Manifestatiounen am Joresprogramm vun der Philharmonie of. Dat oppent Konzept vun dësem Festival gouf och esou am Appell formuléiert, mat deem all Museker/innen, Fanfaren, Harmonien, Schülerensembelen an Amateurgruppen ageluede ginn, sech unzemellen a matzemaachen, ouni datt hei déi professionell oder semiprofessionell Museker/innen ausgeschloss ginn. D'Gratuitéit vun der Participatioun gouf am Appell, souwéi an der Kommunikatioun ronderëm de Festival vu vireran annoncéiert. Mat all Participant gëtt eng Participatiounskonventioun ofgeschloss, an där d'Konditiounen nach emol opgefouert ginn. Vu datt et sech ëm e Festival fir Amateuren handelt, gëtt och an der Konventioun d'Gratuitéit vun der Participatioun vun de Museker/innen nach emol ënnerstrach.

ad 2. Wéi schonn uewen ugedeit, besteet de Joresprogramm vun der Philharmonie virun allem aus Manifestatiounen, bei deene Professioneller aus dem Museks- a Kultursecteur engagéiert a remuneréiert ginn. Nieft dem Fräiraim Festival, kann een nach dräi Voleten ernimmen, bei deenen d'Philharmonie mat net professionelle Museker/innen zesummeschafft, a wou keng Remuneratioun stattfënnt:

– D'Philharmonie organiséiert a leet den „Orchestre de la Place de l'Europe" (OPE), dee sech exklusiv aus Fräizäitmuseker zesummesetzt, fir déi Musek maachen net e Beruff, mee eng Passioun ass. D'Philharmonie gëtt hinnen d'Méiglechkeet, zesummen als Orchester ze prouwen an ee- bis zweemol d'Joer Concerten an der Philharmonie an ausserhalb ze spillen. Den OPE steet an der Traditioun vun de „civic orchestras", déi et an all gréisser Stad uechter d'Welt gëtt. Am Géigesaz zu deene meeschten Orchesteren, verlaangt den OPE keng Frais de participation vu senge Memberen.

– Déi participativ Projeten, déi zum Bildungsprogramm vun der Philharmonie gehéieren, ginn de Participanten d'Méiglechkeet, sech wärend dëse Workshops weiderzebilde mam Zil, zum Schluss vum Projet op enger Bün opzetrieden.

– D'Philharmonie realiséiert och Kooperatiounsprojete mat de Conservatoirë vu Lëtzebuerg, bei deenen d'Conservatoiresschüler/innen d'Méiglechkeet kréien, zesumme mat de Museker/innen aus dem Luxembourg Philharmonic ze musizéieren, dëst besonnesch am Kader vum „Side by Side" Projet a bei Concerten, wéi dem järleche Chrëschtconcert.

**Prime à responsabilité pour le coordinateur de cycle dans l'enseignement** | Question **0045** (27/11/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Am Enseignement gëtt et sougenannte Coordinateurs de cycle. Zu hiren Tâchë gehéiert zum Beispill d'Organisatioun vu wéchentleche Versammlungen, déi an der Reegel 1,5 Stonn sollen daueren. Do dernieft mussen si zum Beispill och d'Versammlunge leeden, si si fir den Ordre du jour verantwortlech a schreiwen uschléissend déi entspriechend Rapporten. Well et sech beim Coordinateur de cycle ëm e Poste à responsabilité particulière handelt, kréie betraffe Persounen ënnert anerem e Supplement, eng sougenannte Prime de responsabilité. Do dernieft ginn hinnen dës Posten dann och mat Punkten am Echelon ugerechent.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi vill Coordinateurs de cycle kréien hei am Land eng Prime de responsabilité?

2. Wéi eng Posten am Fondamental si fir dës Primm eligibel a wéi eng Poste sinn dofir net eligibel?

3. No wat fir enge Krittäre ginn d'Persounen, déi dës Primm kréien, ausgesicht respektiv wat fir eng Facteure spille beim Choix vun de Persounen eng Roll?

4. Wéi vill Posten am Organigramm gëtt et, déi dës Primm kréien?

**Réponse** (06/12/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Am Enseignement fondamental gëtt et kloer definéiert Funktiounen, deenen ee Poste à responsabilités particulières zougedeelt gëtt. Des Weidere gëtt et an dësem Zesummenhang eng Reiefolleg vun den eenzele Funktiounen am Organigramm, deene Rechnung gedroe gëtt. Esou falen am Sous-groupe Enseignement follgend Funktiounen ënnert d'Postes à responsabilités particulières fir déi concernéiert Agenten aus dem Enseignement fondamental:

a) le collaborateur au service scolaire communal avec une demi-tâche administrative au moins ;
b) le président du comité d'école et le responsable d'école ;
c) l'agent remplissant la fonction d'instituteur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS) aussi longtemps qu'il est déchargé au SCRIPT et rémunéré au grade A2 ;
d) le secrétaire CI ;
e) le conseiller pédagogique sous condition qu'il encadre au moins trois stagiaires-fonctionnaires et qu'il suit une formation continue pour pouvoir assurer cette fonction ; la personne de référence des employés pendant la période d'initiation sous condition qu'elle encadre au moins trois employés ;
f) le membre de la Commission nationale de l'enseignement fondamental ;
g) le coordinateur de cycle dans l'enseignement fondamental.

Fir de Sous-groupe vum sozioedukative Personal aus dem Personalkader vum Enseignement fondamental si follgend Funktioune fir d'Attributioun vun engem Poste à responsabilités particulières festgeluecht:

a) l'agent qui assure la coordination avec la/les structure(s) d'accueil ;
b) l'agent responsable d'école ;
c) le conseiller pédagogique (statut fonctionnaire) sous condition qu'il encadre au moins trois stagiaires-fonctionnaires et/ou employés et qu'il suit une formation continue pour pouvoir assurer cette fonction ; la personne de référence (statut : employé) des employés pendant la période d'initiation sous condition qu'elle encadre au moins trois employés ;

d) le coordinateur de cycle dans l'enseignement fondamental.

Fir d'Schouljoer 2023/2024 gëtt et insgesamt 989 Membere vum Schoulpersonal, déi e Poste à responsabilités particulières ausüben. Vun dësen 989 Agenten hunn der 702 d'Funktioun vum Coordinateur de cycle. Fir d'Schouljoer 2023/2024 hunn alleguerten d'Agenten, déi eng vun den uewe genannte Funktiounen aus dem Organigramm ausüben, e Poste à responsabilités particulières.

**Demande pour le congé parental** | Question **0046** (27/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Fro N° 2848 hat ech schonn eng Rei Froen zu der Obligation légale de tampon gestallt. Eis gouf rezent zougedroen, dass eng Persoun hir Demande fir de Congé parental refuséiert krut, well si nach an der Proufzäit wier, obwuel dës Proufzäit scho virum Ufank vum Congé de maternité op en Enn geet. Dowéinst soll de Patron ee Bréif erareechen, dass d'Proufzäit fréizäiteg gestoppt gouf, fir dass déi betraffe Persoun hire Congé parental accordéiert ka kréien. Dëse Bréif soll mat enger Ënnerschrëft an engem Stempel vum Patron beglaubegt ginn. Vill Entreprisen hunn awer haut keng Stempele méi. Dowéinst soll am Bréif vun der Demande drageschriwwe ginn, dass de Patron kee Stempel huet a just mat senger Ënnerschrëft säin Accord gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Kann e Congé parental refuséiert ginn, well déi betraffe Persoun nach zum Moment vun der Demande an der Proufzäit ass, dëst, obwuel d'Proufzäit virum Ufank vum Congé de maternité op en Enn geet?

2. Goufen zënter 2020 Demandë fir Congé parental refuséiert, well op der Demande kee Stempel vum Patron war? Wa jo, wéi vill waren et der?

3. Huet zënter menger leschter Fro (N° 2848) zu dësem Theema d'Base légale geännert oder wat sinn d'Grënn dofir, dass d'Zukunftskeess nach ëmmer ee Stempel freet?

**Réponse** (20/12/2023) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Wat de Congé parental wärend enger Période d'essai ugeet, ass d'Gesetz kloer: „Art. L. 234-48. Dans le cas d'un salarié lié par un contrat à durée indéterminée comportant une clause d'essai, le droit au congé parental ne peut prendre effet et le congé ne peut être demandé qu'après l'expiration de la période d'essai." Dat heescht, dass een an enger Période d'essai kee Congé parental kann ufroen a kréien. Sollt d'Période d'essai éischter op en Enn komm sinn, da muss den Employeur dat zertifiéieren.

ad 2. Zënter 2020 goufe keng Demandë fir de Congé parental refuséiert, well e Stempel gefeelt huet.

ad 3. D'Zukunftskeess freet e Stempel aus Sécherheetsgrënn, ouni awer an iergendenger Form ze insistéieren, wann deen een oder anere Patron keen huet, wat awer d'Ausnam ass.

**Problèmes auprès du Service de renseignement de l'État** | Question **0047** (27/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mam Arrêté grand-ducal vum 16. November 2023 ass d'Demissioun vun der Direktesch vum staatlechen Noriichtendéngscht (SRE) ugeholl ginn. Obwuel virum Récktrëtt an der internationaler Press eng Rei Uschëllegunge vis-à-vis vun der Directrice hirer Aarbechtsweis gemaach goufen, soll d'Demissioun net op e Feelverhalen zeréckgoen, mee just dem Wonsch op Pensionéierung vun der Directrice entspriechen. Trotzdeem stellt den Timing eng Rei Froen an de Raum an och d'Uschëllegungen aus der Press verlaangen no Äntwerten. Konkreet hu Quelle vun der Press z. B. a Fro gestallt, ob Lëtzebuerg d'Geheimhaltung vun EU- an NATO-Informatiounen ënnert der Leedung vun der deemoleger Directrice konnt garantéieren, a kritiséiert, dass net genuch gemaach gi wier, fir russesch Spionageaktivitéiten ofzewieren. Och d'Bezéiungen an d'Zesummenaarbecht mam Ausland sollen an der Vergaangenheet gelidden hunn, an zwar esou staark, dass Lëtzebuerg vun enger Rei internationalen Informatiounskanäl net méi profitéiere kéint.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Huet de Minister Kenntnis vun der Berichterstattung vum EUobserver?
Falls jo: Wéi eng Konsequenzen zitt d'Regierung?

2. Ass et richteg, dass et Problemer gouf, d'Geheimhaltung vun internationalen Informatiounen/Dokumenter (z. B. vun der EU an/oder NATO) ze garantéieren?
Falls jo: Wat plangt d'Regierung ze maachen (oder wat gouf schonns gemaach), fir dëse Problem ze léisen?

3. Ass et richteg, dass Lëtzebuerg op mindestens ee Kanal fir den internationalen Informatiounsaustausch net méi zougräife kann, op deen an der Vergaangenheet zougegraff konnt ginn, well et Spannungen tëscht Lëtzebuerg an den USA gouf?
Falls jo: Awéifern ass dëst fir Lëtzebuerg e sécherheetspoliteschen Nodeel a wat huet zu den ugespaante Bezéiunge gefouert?

**Réponse** (22/12/2023) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

ad 1. D'Regierung huet Kenntnis vun der Berichterstattung vum EUobserver, weist awer déi doran enthalen Aussoen zeréck.

Am Kader vun de reegelméissegen Echangë mat sengen internationale Partner huet den SRE och selwer op déi Berichterstattung opmierksam gemaach, am Sënn vun enger enker a vertrauensvoller Zesummenaarbecht. Dës ass a bleift ganz gutt.

D'Regierung ka sech net zu disziplinaresche Prozedure géint eenzel Beamten äusseren, déi virun de kompetenten Autoritéiten nach net definitiv ofgeschloss sinn.

D'Regierung verweist fir de Rescht och op d'Äntwerte vun der viregter Regierung op déi parlamentaresch Froen 8193 vum 27. Juli 2023, 8199 vum 31. Juli 2023, 8257 vum 23. August 2023 an 8292 vum 7. September 2023 zum nämmlechte Sujet.

ad 2. Neen, dat ass net richteg.

ad 3. Neen, dat ass net richteg. Den SRE huet, op ënnerschiddlechen Niveauen, ganz gutt Relatioune mat sengen amerikaneschen Homologen.

**Vols directs Luxembourg–Chine** | Question **0049** (28/11/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Rezent gouf ugekënnegt, dass ab dem 21. Dezember d'Gesellschaft China Southern plangt, eng Kéier d'Woch mat engem Airbus 350-900-Fliger vun de Stied Guangzhou a Zhengzhou aus op Lëtzebuerg ze fléien. Mat engem vun dëse Volle kënne bis zu 314 Passagéier gläichzäiteg ukommen, déi duerno natierlech duerch d'Kontrolle vun der Police an der Douane mussen. Dës Passagéierzuele géifen als an déi Dausende goen a si mat engem ganz groussen Aarbechtsopwand verbonnen, well de Findel just iwwert e klengen Net-Schenge-Beräich verfüügt.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt sech um lux-Airport op dës nei grouss Kapazitéit u Passagéier preparéiert?

2. Sinn d'Ekippe vun der Police um Flughafen op déi méi héich Belaaschtungen duerch dës zousätzlech Vollen aus China preparéiert?

3. Sinn d'Ekippe bei der Douane um Flughafen op déi méi héich Belaaschtungen duerch dës zousätzlech Vollen aus China preparéiert, wëssend, dass am Passagéierberäich aktuell verschidden Ekippen ënnerbesat sinn?

4. Wéi vill Taxe kritt lux-Airport duerch dës Direktvollen tëscht Lëtzebuerg a China eran?

5. Wéi vill Taxen a Recettë soll de Lëtzebuerger Staat duerch dës Direktvollen tëscht Lëtzebuerg a China erakréien?

**Réponse** (29/12/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1. Aktuell ass op Basis vun den entspriechende Slotreservéierunge vun enger Rotatioun an der Woch auszegoen, mat Arrivée donneschdes owes an Depart freides am fréien Nomëtteg. Annoncéiert ass den Asaz vun engem Airbus A350-900 mat enger maximaler Kapazitéit vun 314 Passagéier. Zum Vergläich, déi aktuell gréisste Passagéiermaschinnen, déi um Findel agesat ginn, hunn eng Kapazitéit vu ronn 200 Passagéier. Dobäi ginn aktuell schonn am Non-Schenge-Beräich zäitweileg méi Maschinne parallell ofgefäerdegt.

De Fluch ass operativ a Konzertatioun mat dem „Groundhandler", souwéi mat der Police an der Douane virbereet ginn. Fir d'Offäerdegung si weeder zousätzlecht Personal, nach Investitiounen an d'Infrastruktur virgesinn.

ad 2. D'Grenzkontrolle sinn esou opgestallt, dass d'Operationalitéit vun de Guichets bei Arrivéeën an Departe vun de geplangte Vollen aus China ka garantéiert ginn, am Respekt vun den Dispositioune vum Schengen Border Code.

D'Unitéit UPA vun der Police, lux-Airport an China Southern Airlines hunn sech méimoleg concertéiert, fir de groussen Impakt op Net-Schengen-Operatiounen ze präparéieren.

D'Gestioun vun de Volle läit an der Verantwortung vu lux-Airport.

ad 3. D'Ekippe bei der Douane um Flughafe sinn op déi potentiell Méibelaaschtungen duerch déi direkt Vollen aus China preparéiert. Wéi bei all nei Drëttlandsvollen üblech, sinn d'Ekippen an dëser éischter Phas, an där de Flux nach nei ass, renforcéiert. An enger zweeter Phas, baséierend op deenen éischten Erfarungswäerter, ginn d'Ekippe gegeebenefalls ugepasst. Dëst natierlech am Aklang mat de weideren Attributioune vun der Douanesverwaltung.

ad 4. a 5. Et falen, wéi fir all aner Fluchbeweegungen, déi reguléiert a publizéiert „Airport Charges" un. (https://www.lux-airport.lu/corporate/business-partners/airport-fees-and-charges/)

Am Fall vun de „Landing Charges" sinn dës onofhängeg vum benotzte Fligertyp. Vusäite vu lux-Airport

gëtt et keng „Incentives“ a Form vu reduzéierten „Airport Charges“. Nieft dësen „Airport Charges“ kritt lux-Airport och nach indirekt Recetten duerch d'Parkingsgelder an d'Revenue vun de Commercen, also de Konsum vun de Passagéier vun den China Southern Flich um Fluchhafen.

**Salarié handicapé** | Question **0050** (28/11/2023) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

Aus der Broschür iwwert „Le salarié handicapé“ vum Februar 2023 vun der Chambre des Salariés Luxembourg (https://www.csl.lu/app/uploads/2023/02/salarie_handicape_fr_web.pdf) geet am Kapitel 2 (Les spécificités du contrat de travail) ervir, dass:

2.1. Les droits et devoirs : [...] l'engagement de l'atelier protégé à assurer au salarié handicapé une mise au travail dans des conditions d'emploi adaptées à ses besoins et possibilités. [...]

2.2. Les horaires de travail : La durée hebdomadaire normale du travail dans les ateliers protégés est de 40 heures, à moins que la durée effective de travail dans les organismes et structures concernés ne soit fixée différemment par une disposition légale, réglementaire ou par convention. [...]

2.3. Le salaire : Le salarié handicapé bénéficie dans l'atelier protégé d'un salaire dont le montant est au moins égal au taux horaire du salaire social minimum (note : salaire social minimum mensuel, au 1er février 2023, indice 898,93 : 2.447,07 euros pour une personne adulte non qualifiée et 2.936,48 euros pour une personne adulte qualifiée) multiplié par le nombre des heures de travail fixé dans le contrat de travail conclu entre le salarié handicapé et l'atelier protégé. [...]

An dësem Kontext géif ech gär follgend Froen un den Här Aarbechtsminister stellen:

1. Gëtt et eng Statistik (Moyenne, Min., Max., Verdeelung), wéi vill Stonnen e „salarié handicapé“ ugestallt ass an den Ateliers protégés? Wa jo, wou kann een déi fannen?
Wann nee, gedenkt de Ministère, dat an Zukunft ze maachen?

2. Wéi gëtt de Quantum un Aarbechtsstonne festgeluecht, wann se net de 40 Stonne pro Woch entspriechen? Medezinnesch? No de Bedierfnisser vun den Ateliers protégés?

3. Wat ass den Duerchschnëttsrevenu vun engem Salarié handicapé an den Ateliers protégés?

4. Vu dass déi Persoune souwisou schonn zu der vulnerabeler Populatioun gehéieren, kënne si mat dem Revenu, deen se hunn, adequat hei zu Lëtzebuerg liewen? Oder ëmgekéiert gefrot: Wéi vill Prozent vun de Salariés handicapés liewen un oder ënnert der Aarmutsgrenz hei zu Lëtzebuerg?

**Réponse** (18/12/2023) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1. An der Moyenne fir 2023 huet e Salarié handicapé eng Tâche vun 93,83 %, wat enger 37,53-Stonne-Woch entsprécht.

ad 2. D'Aptitude fir ze schaffe gëtt vum Aarbechtsdokter festgeluecht, a wann eng Persoun an en Atelier protégé schaffe geet, gëtt de Posten op d'Persoun an hir spezifesch Bedürfnisser ugepasst.

Am Artikel L. 563-4 vum Code du travail ass festgehalen, dass fir e Salarié handicapé, deen an engem Atelier protegé schafft an duerch den Transport déi regulär Aarbechtszäit net respektéiere kann, dës zousätzlech Zäit, déi duerch den Transport verluer gaangen ass, als Schaffzäit ugerechent gëtt.

Dat selwecht gëllt fir Persounen, déi wärend der Aarbechtszäit un therapeuteschen oder soziopädagogeschen Aktivitéiten deelhuelen; och hei huet dës Zäit keen Afloss op déi üblech Aarbechtsdauer.

ad 3. E Salarié handicapé verdéngt am Atelier protégé de soziale Mindestloun, dee säit der leschter Indextranche (944,43) den 1. September 2023 bei 2.570,93 € läit.

Falls eng Persoun mat Handicap, déi am Atelier protégé schafft, eng Qualifikatioun oder eng Experienz an deem spezifesche Beruff vun iwwer 10 Joer noweise kann, dierf eng Demande beim Aarbechtsministère gemaach ginn, fir de qualifizéierte Mindestloun ausbezuelt kënnen ze kréien. De qualifizéierte Mindestloun läit säit dem 1. September 2023 bei 3.085,11 €.

ad 4. Persoune mam Statut vum Salarié handicapé, déi an engem Atelier protégé ënner Kontrakt sinn, bezéien de gesetzleche Mindestloun respektiv de qualifizéierte Mindestloun. Et ass engem Atelier protégé, genau wéi all anerem Patron, fräigestallt, fir e méi héije Salaire wéi de gesetzleche Mindestloun auszebezuelen.
Dëst ass och am Code du travail festgehalen:

Art. L. 563-5.
(2) L'atelier protégé peut payer au salarié handicapé une prime ou un autre avantage en espèces, en dehors du salaire qui est dû au salarié en application du livre II, titre II, chapitre II. La prime ou l'avantage en espèces est à financer par l'atelier protégé.

Fir Salariés handicapés, déi um Marché ordinaire schaffen, gëllt, wéi och fir all anere Salarié, d'Égalité de traitement, wou de Patron un d'Gesetzgeebung oder bestoend Konventioune gebonnen ass.

**Pension de survie** | Question **0052** (28/11/2023) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Ech si kontaktéiert gi vun enger Madamm, well si keen Usproch huet op eng Hannerbliwwenerent. D'Grënn dofir si follgend laut Artikel 196 Kapitel 2 Buch 3 vun der Pensiounsversécherung:

– de verstuerwene Partner hat bei der Hochzäit schonn d'Pensioun
– d'Koppel hat méi wéi 15 Joer Altersënnerscheed a si war nëmme 7 Joer bestuet.

De Mann ass am Alter vu 74 Joer verstuerwen, een Alter, deen nach wäit ënnert der duerchschnëttlecher Liewenserwaardung hei zu Lëtzebuerg läit (Männer: 80,06 Joer, 2023; Quell: https://de.statista.com/statistik/daten/studie/18657/umfrage/lebenserwartung-in-luxemburg/). Hien hat sech mat 67 Joer rëm bestuet, engem Alter, an deem een dacks grad an d'Pensioun start a säi Liewen nach wëll genéissen an engem eng erneiten Hochzäit dierf zougestane sinn. Et wëll ee sécher sinn, dass de Partner/d'Partnerin finanziell ofgesécher ass, am Doudesfall. Et stellt sech eraus, dass ee bei engem Altersënnerscheed vun > 15 Joer mindestens 10 Joer bestuet muss sinn/am Partenariat gelieft muss hunn. Hätt de Mann nach 3 Joer méi laang gelieft, hätt seng hannerbliwwe Fra en Usproch op d'Hannerbliwwenerent gehat.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wat ass d'Rationale hannert der Festleeung vun der Unzuel Joren, déi ee muss bestuet gewiescht sinn? Wat ass den Ënnerscheed, ob eng Koppel 5, 10 oder 15 Joer bestuet ass, fir en Urecht op eng Hannerbliwwenerent ze kréien (bei Altersënnerscheed > 15 Joer)?

2. Wat ass d'Rationale hannert der Festleeung vun der Héicht vum Altersënnerscheed?

3. Wat gedenkt d'Ministesch an der Hisiicht ze maachen, dass et sech heibäi ganz kloer ëm eng sozial Diskriminéierung a finanziell Benodeelegung vu Koppele mat engem gewëssen Altersënnerscheed handelt (an Däitschland hunn 8,3 % vun de Koppelen > 10 Joer Altersënnerscheed, Quell: https://de.statista.com/statistik/daten/studie/1004551/umfrage/altersunterschied-der-paare-inlebensgemeinschaften-in-deutschland/)?

**Réponse** (20/12/2023) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Den Text vum Artikel 196 aus dem Code vun der sozialer Sécherheet (CSS) baséiert op deem Text, deen duerch d'Gesetz vum 27. Juli 1987 iwwert d'Pensiounsversécherung agefouert gouf.

De Legislateur wollt duerch dësen Text e klore Kader setzen, fir géint Spekulatiounen an Abusen a Relatioun mat der Hannerbliwwenepensioun virzegoen.

Dobäi ass ze bemierken, datt eng Hannerbliwwenepensioun een „droit dérivé“ duerstellt an et sech heibäi net ëm eng eege Versécherung vum Hannerbliwwenen handelt. Den Artikel 196 gesäit awer virun allem am zweeten Abschnitt eng Rei Exceptioune vir, fir déi all Fro vu Spekulatioun kann ausgeschloss ginn.

D'Cour constitutionnelle huet an engem Arrêt vum 7. Juli 2017 etabléiert, datt den Altersënnerscheed an d'Dauer vum Bestietnis am Artikel 196 CSS keng Diskriminéierung duerstellen, mee „[qu'ils] se trouve[nt] dans un rapport raisonnable de proportionnalité avec le but poursuivi“.

**Accès au cannabis médicinal** | Question **0053** (28/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Patienten, déi medezinnesche Cannabis brauchen, musse perséinlech an eng Klinicksapdikt goen, fir hire medezinnesche Cannabis ze kréien. D'Rezepter fir de Cannabis ginn dann och, anescht wéi bei normalen Ordonnancen, iwwer Carnets à souche un d'Doktere verdeelt, déi si och mussen zréckschécken un d'Division de la pharmacie et des médicaments, fir een neie Block ze kréien.

An der Äntwert op d'Fro 7876 hat déi deemoleg Ministesch erkläert:

„Laut dem Gesetz vum 19. Februar 1973 an sengem Artikel 30-1, dierfe Betäubungsmëttel nëmmen u Patiente verdeelt ginn, wann dës op engem Carnet à souches verschriwwe gi sinn. Well de Cannabis ënnert d'Betäubungsmëttel fält, ass de System mat dem Carnet à souches bäibehale ginn.“

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

– Wäert déi nei Regierung hei Ännerunge virhuelen, fir den Accès zum medezinnesche Cannabis fir d'Patienten, déi e verschriwwe kréien, ze vereinfachen? Wäerten Ännerungen um Gesetz vun 1973 virgeholl ginn?

**Réponse** (27/12/2023) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Op Basis vun der Evaluatioun vum 2-järege Pilotprojet fir den Accès zum medezinnesche Cannabis, lafen aktuell Reflexioune fir ze kucken, awéiwäit d'Prozedur, fir medezinnesche Cannabis verschriwwen ze kréien, adaptéiert ka ginn. Eventuell Ännerunge wäerten zäitno kommunizéiert ginn.

**Raccordement d'une installation photovoltaïque** | Question **0054** (28/11/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Vill Leit maachen sech eng Fotovoltaikanlag op den Daach, fir selwer Energie hierzestellen. Nodeems d'Anlag um Daach installéiert ginn ass, muss een awer e Rendez-vous mat der Creos maachen, fir dass eng Verbindung zum Stroumreseau gemaach gëtt. Et gouf un eis erugedroen, dass et dacks awer extreem laang Delaie gëtt, bis d'Anlag finalement un de Stroumreseau kann ugeschloss ginn, obwuel domat längst Stroum kéint produzéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Wéi laang dauert et an der Moyenne tëscht der Fäerdegstellung vun der Fotovoltaikanlag an der Verbindung un de Stroumreseau duerch d'Creos?

2. Wat sinn d'Grënn, dass et deelweis e puer Méint dauert, bis d'Fotovoltaikanlag un de Stroumreseau ugeschloss gëtt?

3. Wat kéint gemaach ginn, fir dass den Uschloss un de Stroumreseau méi séier geet?

**Réponse** (28/12/2023) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Dëst dauert laut der Creos „ongeféier zwou Wochen". Wéinst enger rezenter reglementarescher Ännerung erlaben ech mir, Iech nach zousätzlech Präzisiounen ze ginn.

Mam „règlement grand-ducal du 30 juin 2023 établissant des méthodes statistiques pour la détermination de la production de certaines installations photovoltaïques" ass de Client résidentiel net méi – ënnert verschiddene Bedéngungen – obligéiert, bei enger Fotovoltaikanlag, déi am Eegeverbrauch bedriwwe gëtt, – an dat ass mëttlerweil déi ganz grouss Majoritéit (> 90 %) vun den neien Anlagen –, e separaten (zweeten) Compteur zousätzlech zum bestoende Consommatiounszieler am Haus ze installéieren.

Säit dem 1. September kënnen d'Clientë bei hirer Demande bei der Creos och vun dëser Ännerung profitéieren. De Virdeel ass, datt de Client a säin Elektriker och fir d'Mise en service vun der Anlag kee Rendez-vous mat der Creos méi muss maachen. Säit dem Aféiere vun dëser Neierung sinn dann och 85 % vun den Demandë bei der Creos vum Typ „1-Stroumzieler". Dëst bedeit dann och, datt et keen Delai méi gëtt tëschent der Fäerdegstellung vun der Anlag an dem Uschloss un de bestoende Stroumzieler.

Fir dës Aktivéierung vun der Anlag ouni Delai gëtt et zwou Bedéngungen: De Client huet seng Verträg mat der Creos (Contrat de raccordement, contrat d'utilisation) ënnerschriwwen an zeréckgeschéckt. Dës Etapp gouf dëst Joer vun der Creos integral digitaliséiert (E-Mail, elektronesch Ënnerschrëft). Des Weideren ass e Vertrag mat engem Fournisseur néideg, deen och virleie muss. De Client muss nämlech bei engem Fournisseur vu senger Wiel e Vertrag fir d'Opkafe vun deem Stroum, deen nom Eegeverbrauch eventuell nach iwwreg bleift an an d'Netz agespeist gëtt, ofschléissen. Ouni dëse Vertrag kritt den Netzbedreiwer (d'Creos) vum Fournisseur net déi néideg elektronesch Noriicht, déi et erméiglecht, de Stroumzieler fräizeschalten. D'Creos weist scho bei der Demande op dëse wichtege Schratt hin a rappeléiert dës Konditioun an allen Dokumenter, déi mam Client echangéiert ginn. Och um Site vun der Klima-Agence gëtt dës Etapp explizéiert.

No der Mise en service muss dem Client säin Elektriker der Creos déi sougenannten „notification de fin de travaux" schécken, woumadder hie confirméiert, datt d'Aarbechten uerdnungsgeméiss a konform zu den TABen (Technische Anschlussbedingungen) vun de Lëtzebuerger Netzbedreiwer ausgefouert gi sinn. Och déi Etapp gouf dëst Joer vun der Creos integral digitaliséiert (App).

Et gëtt awer och nach Demanden, wou de Client en zweete Compteur freet, respektiv en zweete Compteur muss hunn. An deem Fall kontrolléiert d'Creos d'Installatioun nom Erhalt vun der „notification de fin de travaux" vum Elektriker. Dofir muss effektiv e Rendez-vous vereinbaart ginn, bei deem den Agent vun der Creos préift, ob alles fachgerecht vum Elektriker installéiert ginn ass. Wann dat de Fall ass, da kann a ville Fäll och gläich de Compteur installéiert ginn, an domadder geet d'Anlag a Betrib. Am Moment dauert et an der Moyenne ongeféier zwou Wochen, fir esou e Rendez-vous ze kréien. Bis Joresenn sinn och nach Rendez-vouse fräi, a bei dringende Fäll gëtt zesumme mam Client no enger Léisung gesicht.

ad 2. En normalen Delai läit aktuell bei circa zwou Wochen. Am Fall vun „1-Stroumzieler"-Anlage gëtt et guer keen Delai – dëst ëmmer ënnert der duebeler Viraussetzung, datt d'Anlag technesch an der Rei ass an och all Verträg ënnerschriwwe virleien.

Ausnamsweis kann et laut Creos zu méi laangen Delaie kommen, wann de Client (respektiv säin Elektriker) seng Demande bei der Creos eréischt erareecht, wann d'Anlag scho gebaut ginn ass, oder awer, wann déi technesch Virgaben net agehale goufen an d'Installatioun muss verbessert ginn. D'Creos kontrolléiert déi Aarbechten an dat bedeit, datt de Client en 2. Rendez-vous sur place muss huelen.

Wéinst der Neierung vum „1-Stroumzieler"-Modell war et rezent esou, datt eng Rei Clienten, déi hir Demande scho méi laang gemaach haten (wou nach zwee Zieler obligatoresch waren), fräiwëlleg gewaart hunn, bis datt d'Netzbedreiwer den „1-Stroumzieler"-Modell entspriechend dem neie Règlement grand-ducal en place gesat haten. Wéinst der dofir néideger Upassung vun der Creos hiren IT-Systemer huet et effektiv zwee Méint gedauert tëscht der Méiglechkeet, d'Demandë fir 1-Zieler eranzereechen (dat war ab dem 1. September 2023 méiglech), bis zur Aktivéierung vun deenen Anlagen, déi fréistens ab dem 1. November 2023 méiglech war.

ad 3. Als gréissten Netzbedreiwer ass d'Creos sech hirer Roll als Facilitateur vun der Energietransitioun bewosst an huet 2021 mat engem ambitiéise Programm ugefaange mam Zil, d'Clientsprozesser ze digitaliséieren an eng beschtméiglech „expérience client" ze bidden. Konkreet ass de Clientsportail mycreos.net en place gesat ginn, wou de Client einfach, séier an digital all seng Demandë kann erareechen.

Mëtt 2023 huet d'Creos hir Verträg digitaliséiert, esou dass d'Verträg elo per E-Mail un de Client geschéckt ginn an de Client se elektronesch ënnerschreiwe kann. Dëst spuert net nëmme Pabeier, mee och Zäit. Fir d'Elektriker huet d'Creos am Laf vum Joer 2023 déi digital Fertigmeldung fir PV-Anlagen an och fir Borne fir d'Elektroautoen doheem agefouert – e weidere Schrëtt an der Vereinfachung vun de Prozesser.

**Adaptation des taux de la TVA** | Question **0055** (28/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An enger Sëtzung vun der Commission des Finances ass eisem Representant op Nofro confirméiert ginn, dass déi temporär Baisse vun der TVA zum 1. Januar 2024 opgehuewen an den Taux erëm op 17 % ugehuewe gëtt. Natierlech huet esou eng Adaptéierung, bei der Hypothees vun enger normaler Consommatioun iwwert e Joer gekuckt, e positiven Effekt op d'Recettë vum Staat.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Fro stellen:

– Huet de Ministère Previsioune virleien, wéi vill zousätzlech Recetten dës Adaptéierung vum Taux vun der TVA viraussiichtlech wäert generéieren? A falls jo, wéi héich sinn dës Recetten?

**Réponse** (22/12/2023) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

D'Auslafe vun der temporairer Baisse vun 1 % vun den normalen, reduzéierten an intermediairen TVA-Sätz gouf am Kader vum Staatsbudget 2023, geneesou wéi am Stabilitéitsprogramm 2023 an och bei de Viraarbechte vum Staatsbudget fir 2024 antizipéiert. De „positiven" Effekt fir de Staatsbudget ass deementspriechend an de leschten Zuele scho mat berücksichtegt. D'Enregistrementsverwaltung schätzt aktuell den Effekt vum Auslafe vun der temporairer Mesure op den TVA-Sätz op 245 Millioune Recetten. Et soll hei ënnerstrach ginn, dass et sech ëm Estimatiounen handelt, déi ganz staark vun der Konjunktur a vun der Kafkraaft vun de Leit beaflosst ginn. Dës zwee Facteure spille sécherlech eng méi grouss Roll an der Previsioun vun de Gesamtrecetten ewéi d'Zrécksetze vum normale Steiersaz vu 16 % op 17 %.

**Promotion du réseau ferroviaire au niveau européen** | Question **0056** (28/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Europäesch Kommissioun huet am Dezember 2021 en Aktiounsplang adoptéiert, deen d'Promotioun vun Zuchtrajeten iwwer laang Distanzen an domat eng méi nohalteg Mobilitéit virgesäit (Action Plan: boosting long-distance and cross-border passenger rail). De Schinnereseau soll an Zukunft vill besser a méi schnell kënnen op de Marché an d'Besoine vun der Bevëlkerung reagéieren. An dësem Kontext huet d'Kommissioun déi national Bedreiwer (ob staatlech oder privat) dozou opgeruff, Pläng vu Pilotprojeten eranzegi vun neie Verbindungen oder Verbesserunge vun existente Linnen. Aus all dëse Projeten huet d'Europäesch Kommissioun 10 Projeten ausgewielt, déi staark promouvéiert, begleet an ënnerstëtzt solle ginn. An der Lëscht vun de Projete fënnt ee Verbindunge queesch duerch Europa, vu Schweden iwwer Däitschland, Frankräich an zum Beispill och Spuenien an Italien. E Lëtzebuerger Projet ass hei net ausgewielt ginn. Lëtzebuerg spillt an eisen Aen duerch seng zentral geographesch Positioun an Europa awer eng zentral Roll an der Promotioun vu laangen Trajeten a vum intraeuropäeschen Zuchreseau.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi positionéiert sech déi nei Regierung betreffend den Ausbau vun der Offer vu laangen Trajeten an Nuetszich?

2. Hu mir iwwert eisen nationale Bedreiwer am Kader vum Opruff vun der Europäescher Kommissioun eng Propositioun agereecht?

3. Falls eng Propositioun agereecht ginn ass: Wéi eng Proposen oder Propositiounen a Verbindunge sinn hei agereecht ginn?

4. Falls eng Propositioun agereecht ginn ass: Gëtt et Iwwerleeungen, dës Pläng onofhängeg vun dem Choix op europäeschem Niveau awer ëmzesetzen?

5. Falls keng Propositioun agereecht gouf: Wéi eng Iwwerleeungen hunn dozou gefouert, hei keng Proposen anzereechen?

**Réponse** (06/12/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Lëtzebuerg ass drun interesséiert, gutt un international Verbindungen – am Dag an an der Nuecht – ugebonnen ze sinn. Allerdéngs bréngt eng Aféierung vun Nuetszich héich finanziell Käschte mat sech, déi eisen nationale Bedreiwer net eleng stemme kann. Am Géigesaz zu den Dageszich gëtt fir Nuetszich speziellt Material gebraucht, dat op d'Besoine vun de Clientë vun den Nuetszich ugepasst ass. All Plaz ka beispillsweis nëmmen eemol wärend der ganzer Faart vum Zuch beluecht ginn, wat d'Käschte pro Plaz an d'Luucht dreift. Well dës Zich duerch méi Länner fueren, mussen d'Sécherheetsmoossname vun all dëse Länner respektéiert ginn an et mussen extra adaptéiert Lokomotiven agesat ginn.

D'Europäesch Kommissioun hat en Opruff gemaach, fir verschidde Verbindungen duerch d'Nuecht ze proposéieren. Bei dëse Pilotprojete geet et drëms, fir eventuell technesch an operationell Barrièren aus dem Wee ze raumen. Sou Barrièrë goufen an der Vergaangenheet schonn tëschent Lëtzebuerg a sengen Nopeschlänner eliminéiert. Eng finanziell Ënnerstëtzung vun der Europäescher Kommissioun ass net virgesinn.

Lëtzebuerg ass an engem Aarbechtsgrupp vertrueden, wou et ëm Nuetszich geet, mee kann eleng ouni Kooperatioun mat aneren Eisebunnsfirme keen eegenen Nuetszuch op d'Bee stellen. Verschidde Méiglechkeete sinn iwwerluecht ginn, mee Lëtzebuerg ass vum Wëlle vun aneren Eisebunnsgesellschaften ofhängeg, déi wëlle Lëtzebuerg mat ubannen.

Prioritéit ass den Ament, gutt un d'Nopeschlänner an driwwer eraus ugebonnen ze sinn, wouduerch et sech spéider wuel ergëtt, un en Nuetszuchreseau ugebonnen ze ginn.

**Licences pour le Cargocenter Luxembourg** | Question **0057** (28/11/2023) de **Mme Francine Closener** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Säit dem 31. Oktober 2023 ass den Delai fir d'Ausschreiwung vun den Handling-Lizenzen am Cargoberäich ofgelaf, mee nach ass net gewosst, wéi eng Gesellschaft den neie Gestionnaire vum Cargocenter um Findel wäert ginn.

An deem Zesummenhang wëlle mir der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

– Wéi vill Gesellschaften hu sech un dëser Ausschreiwungsprozedur bedeelegt?

– Ass eng Decisioun iwwert den neie Gestionnaire gefall? Wa jo, wéi eng Gesellschaft wäert sech an Zukunft ëm den Handling vum Cargocenter këmmeren?

– Wéi vill Investitioune mussen an de Cargocenter getätegt ginn? Wäerten dës Investitiounen integral vum neie Gestionnaire iwwerholl ginn?

**Réponse** (28/12/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Un der Ausschreiwungsprozedur fir d'Handling-Lizenzen am Cargoberäich hu sech am Ganze fënnef Gesellschafte bedeelegt an et hunn der zwou eng Kandidatur ofginn.

No der Auswäertung vun de Kandidaturen an der Consultatioun vum „Comité des usagers" vum Fluchhafen huet de Fluchhafebedreiwer lux-Airport SA mir als zoustänneg Ministesch eng Propositioun gemaach. Op dëser Basis goufen zwou Lizenzen attribuéiert: eng un d'Firma Luxcargo Handling SA an eng un d'Firma Goldair Handling SA.

Am Moment lafen Etüden iwwert den Zoustand an den Investitiounsbesoin am Cargocenter. Fir e genaue Montant kënnen ze nennen, ass et am Moment nach ze fréi, allerdéngs erwaart ee sech aleng wéinst der Gréisst vum Areal e substanzielle Montant.

D'Investissementer ginn am Prinzipp an de Loyer dragerechent.

**Plateforme « Letzshop »** | Question **0059** (29/11/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

D'après une enquête d'opinion qui a fait l'objet d'un article publié récemment sur Paperjam.lu, « Letzshop, le sondage qui jette "un doute" », la plateforme d'achats en ligne Letzshop serait un échec. Les résultats de cette enquête d'opinion pointent vers un manque de notoriété et, plus inquiétant, vers un nombre important de visiteurs n'ayant pas concrétisé leur intention d'achat.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– D'après l'article de Paperjam.lu, des conclusions portant sur la notoriété de la plateforme Letzshop ont été communiquées « aux autorités compétentes ». Est-ce que Monsieur le Ministre peut donner de plus amples informations sur le contenu des conclusions en question ?

– Quelles sont les dernières statistiques disponibles concernant l'utilisation de la plateforme Letzshop (nombre de visiteurs, nombre de produits, nombre de commerçants) ? Comment pourrait-on caractériser l'évolution de ces chiffres sur les trois dernières années ?

– Est-ce que Monsieur le Ministre est globalement satisfait de l'évolution de la plateforme Letzshop ? Ou est-ce qu'il voit du potentiel d'amélioration ?

**Plateforme « Letzshop »** | Question **0071** (30/11/2023) de **Mme Francine Closener** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Le développement du commerce en ligne présente un défi majeur pour le commerce physique. C'est notamment pour cette raison que la plateforme « Letzshop », lancée en 2018, vise à soutenir le commerce local. Après avoir connu du succès en période de pandémie, un article de presse récent cite une enquête d'opinion de « Quest », qui tire pourtant un bilan plutôt négatif pour « Letzshop ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il a reçu une note de synthèse sur les conclusions de cette étude ? Le cas échéant, quelles seraient les conséquences à tirer ?

– Est-ce que Monsieur le Ministre peut chiffrer les dépenses de l'État et des communes en faveur de « Letzshop » ?

– Combien de personnes sont chargées de l'exploitation de la plateforme « Letzshop » ?

– Est-ce que le Gouvernement vise à soutenir la plateforme ? Le cas échéant, quelles mesures sont envisagées pour développer davantage « Letzshop », afin de lui conférer plus de notoriété ?

**Réponse** (22/12/2023) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs

L'étude en question présente certains éléments d'ores et déjà connus sur le fonctionnement de Letzshop et certains éléments ne sont pas alignés avec d'autres analyses et études thématisant les activités de Letzshop, notamment avec l'enquête intitulée « Consommation et besoins des consommateurs[17] », lancée à l'initiative du Ministère de la Protection des consommateurs en avril 2022. Selon les résultats de cette enquête, 948 personnes, soit près de 46 % de l'échantillon représentatif composé de 2.057 participations valides, utilisent régulièrement la plateforme Letzshop.

L'objectif de Letzshop, qui occupe actuellement 4 personnes, n'est pas et n'a jamais été de concurrencer une plateforme de commerce électronique d'envergure mondiale, ni de réaliser uniquement des transactions en ligne notamment avec des produits aux prix bradés, mais plutôt :

– de proposer au commerce de détail luxembourgeois une solution de commerce en ligne facile pour un coût raisonnable ;
– de sensibiliser les commerçants à la digitalisation et au commerce en ligne tout en leur proposant un accompagnement pour leurs premiers pas dans le commerce en ligne pour diversifier leurs canaux de distribution ;
– d'augmenter la visibilité du commerce de détail dans les centres-villes et d'attirer les clients vers les magasins physiques en présentant en ligne la diversité de leur offre. Le nombre de ventes réalisées sur Letzshop qui promeut également le principe de « rechercher en ligne et acheter sur place » ne reflète pas la clientèle drainée physiquement vers les commerces ;
– d'accroître la visibilité en ligne des commerçants et de les doter d'une vitrine digitale avec des photos professionnelles. Pour de nombreux commerces de détail, Letzshop est la première et la seule présence Internet, ils deviennent ainsi plus faciles à trouver lors de recherches par des clients potentiels.

Letzshop remplit ces missions et suit sur base de données analytiques et d'enquêtes auprès d'utilisateurs la composition, le ressenti et le potentiel de développement de sa clientèle ainsi que les améliorations possibles. Une mesure prise récemment suite à ces analyses était par exemple la traduction du site en anglais afin de correspondre aux besoins d'une clientèle de résidents non luxembourgeois intéressée par les achats en ligne et ayant les moyens financiers correspondants.

Le tableau suivant illustre l'évolution de Letzshop au cours des 3 dernières années :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Le tableau ci-dessous reprend les cotisations des partenaires du GIE Letzshop pour 2023 :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

**Lutte contre le tabac** | Question **0060** (29/11/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

La France compte à ce jour plus de 7.200 espaces sans tabac à travers plus de 73 départements. Lors de la présentation à la presse du programme national de lutte contre le tabac, le Ministre de la Santé français a

[17] L'étude est disponible en ligne sous : https://mpc.gouvernement.lu/dam-assets/leministère/inteco/report-survey-digital.pdf

annoncé que le « sans tabac » deviendra désormais la norme en France.

Les espaces sans tabac seront donc généralisés à toutes les plages, parcs publics, forêts, et aux abords de certains lieux publics, tels que les établissements scolaires.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre, quel est son avis sur l'extension des espaces sans tabac en France ?

2) Une mesure similaire serait-elle envisageable pour le Luxembourg afin de lutter contre le tabagisme ?

La France interdira également la vente des cigarettes électroniques jetables (« puffs »), en raison des risques qu'elles présentent pour la santé publique ainsi que pour l'environnement.

3) Madame la Ministre, serait-il opportun d'envisager une interdiction des « puffs » également pour le Luxembourg ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

**Réponse** (28/12/2023) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Dans sa question, le parlementaire se fait l'écho de différentes mesures prévues par le Programme national français de lutte contre le tabagisme (PNLT) 2023-2027, présenté fin novembre 2023 par le Ministre français de la Santé et de la Prévention. Il va sans dire qu'il s'agit de mesures que le Gouvernement français envisage de mettre en œuvre au courant des années à venir. Mes services suivent de très près l'évolution de chaque produit du tabac tant au niveau national que dans chacun de nos pays limitrophes. Ce suivi englobe également les mesures en projet afin de renforcer la lutte contre le tabagisme en France.

Actuellement, la Chambre des Députés est saisie du projet de loi n° 8333 qui vise à modifier la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac, déposé en date du 20 octobre 2023. Ledit projet de loi a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive 2022/2100/UE de la Commission du 29 juin 2022 modifiant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le retrait de certaines exemptions pour les produits du tabac chauffés. Ainsi, ce projet de loi introduit d'une part une obligation pour les nouveaux produits du tabac de porter les avertissements sanitaires sur les unités de conditionnements et les emballages extérieurs, et d'autre part une interdiction des arômes et additifs pour les nouveaux produits du tabac, ceci à l'instar de ce qui s'applique déjà actuellement pour les cigarettes.

Dans le cadre des travaux parlementaires relatifs à l'examen du projet de loi précité, la Chambre des Députés aura certainement l'occasion de s'exprimer par rapport à d'éventuelles mesures additionnelles permettant, le cas échéant, de renforcer le dispositif légal pour lutter contre le tabagisme.

En ce qui concerne plus particulièrement la mesure visant à interdire la vente des cigarettes électroniques jetables (puffs), force est de préciser que la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014[18], transposée dans le droit national par loi du 13 juin 2017 (article 24) prévoit qu'un « État membre peut également interdire une certaine catégorie de produits du tabac ou de produits connexes pour des motifs relatifs à la situation spécifique dudit État membre et à condition que ces dispositions soient justifiées par la nécessité de protéger la santé publique, compte tenu du niveau élevé de protection de la santé humaine qu'assure la présente directive ».

Cela étant, une telle mesure, qui doit être notifiée par l'État membre concerné à la Commission européenne, devrait encore être approuvée par celle-ci. Toujours est-il que dans le cadre d'une disposition visant à interdire les cigarettes électroniques jetables, celle-ci ne saurait, en exécution de l'article 24 précité, porter sur des arguments environnementaux mais devrait relever d'arguments de protection de la santé publique.

[18] relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac et des produits connexes

**Option « Forfait bloqué »** | Question **0061** (30/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ee Client, deen zu Lëtzebuerg een Abonnement fir Telefon an Internet kafe wëll, huet de Choix tëschent verschiddenen Ubidder a verschiddene Flatraten, déi jeeweils verschidde Servicer beinhalten.

Esou existéieren Abonnementer, bei deenen de Konsument kann illimitéiert uruffen, SMSe verschécken an am Internet surfen. Et gëtt awer och Flatraten, bei deenen dës Servicer op ee fixe Montant begrenzt sinn, wou et dem Konsument awer fräi iwwerlooss ass, méi Donnéeën ze verbrauchen de Moment, wou hien d'Limitt vu sengem Abo erreecht. Dës Zousazleeschtunge kritt de Client dann um Enn vum Mount verrechent.

Verschidden Telekomsentreprisë bidden hire Clienten an dësem Zesummenhang eng Spärfunktioun un, déi dofir suergt, dass de Client net méi Uriff maache kann an och keng weider Online-Donnéeë ka verbrauchen, wéi a sengem Kontrakt virgesi sinn. Dës Spär gëtt vun de Firmen awer als Service verrechent an deemno muss de Client bezuelen, wann hie wëll, dass dës automatesch Spär gräift.

Déi deemoleg Regierung hat op meng parlamentaresch Froen N° 1662 an N° 4842 geäntwert, dass et um Konsument wier, dës Entscheedung ze huelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Ass dës Regierung der Meenung, dass dës Aart vu Spären dem Client käschtefräi missten ugebuede ginn?

2. Wär et net am Sënn vum Client, dass hien der Telekomsentreprise säin explizitten Accord misst ginn, am Fall wou hien seng Daten iwwerschreit, an hien och an dem Moment iwwert déi méiglech ufalend Käschten direkt informéiert gëtt?

**Réponse** (22/12/2023) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs

Déi gesetzlech Basis huet sech zanter der QP N° 1662 vum 7. Januar 2020 an der QP N° 4842 vum 12. August 2021 mam Akraafttriede vum Gesetz vum 17. Dezember 2021 iwwer elektronesch Kommunikatiounsnetzwierker a Servicer („loi du 17 décembre 2021 sur les réseaux et les services de communications électroniques") geännert.

Déi nei Bestëmmunge féiere Moossnamen an, déi et dem Konsument erlaben, seng Ausgabe besser ze kontrolléieren.

Esou gesäit den Artikel 113, an de Paragrafe 5 a 6, vir, datt den Telekommunikatiounsoperateur dem Konsument eng Funktioun (wei z. B. eng App) offréiere muss, déi et him erlaabt, säi Konsommatiounsniveau ze suivéieren.

Ausserdeem muss de Konsument notifiéiert ginn, wann ee bestëmmte Seuil vu sengem Forfait erreecht gëtt. An dësem Kontext huet den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) am Reglement ILR/T23/10 dëse Seuil op 80 % fixéiert.

Wann de Konsument 50 EUR iwwert sengem Forfait ass, muss den Telekommunikatiounsoperateur dem Konsument all verfügbar Mëttele kommunizéieren, déi eng temporär Spär oder Verhënnerung vun enger weiderer Notzung erméiglechen.

Déi nei Bestëmmunge vum Gesetz a vum Reglement vum ILR stäerken also d'Informatioun an de Schutz vum Konsument.

Dës Servicer kënne vum Operateur gratis offréiert ginn, mä mussen et net. Dat gëllt och fir d'Méiglechkeet vun der Spär, wann een seng Limitt erreecht huet. D'Regierung ass der Meenung, dass dëst ze vertrieden ass, well de Konsument selwer d'Méiglechkeet huet, fir säi Verbrauch ze suivéieren.

**Bureaux pour les juges d'instruction au Centre pénitentiaire « Ueschterhaff »** | Question **0063** (29/11/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff ass zoustänneg fir d'Leit, déi an Untersuchungshaft sinn. Eisen Informatiounen no, si beim Bau vum Uerschterhaff och Büroe fir Untersuchungsriichter virgesi gewiescht. Dës Büroe géifen et erméiglechen, dass d'Untersuchungsriichter d'Leit kéinten op der Plaz gesinn an dass kee Gefaangenentransport méi misst bis bei d'Geriichter organiséiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Firwat ginn dës Büroen am Moment genotzt? A wéi ville Fäll hu Riichter dës Büroe genotzt?

2. Wéi eng Deeg si se besat a wéi vill Stonne waren se zënter der Ouverture besat?

3. Wéi vill Arrestantentransporter goufen trotzdeem säit der Fäerdegstellung vum Uerschterhaff tëschent dem Prisong an dem Geriicht organiséiert?

**Réponse** (02/01/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1. an 2. Déi betreffend Raim vum Prisong Uerschterhaff sinn esou amenagéiert ginn, dass si souwuel fir Videokonferenze wéi och am Presentiel kënne vun de Justizautoritéite genotzt ginn. Sou ginn dës Raim zum Beispill fir Videokonferenze vun der „Chambre du Conseil" vum Bezierksgeriicht Lëtzebuerg a vun der Cour d'appel genotzt, fir Audienzen ofzehalen, wann et ëm eng „mise en liberté provisoire" vun engem Prisonéier geet. Zu dësem Zweck ginn dës Raim ongefeier 10 bis 15 Stonnen d'Woch genotzt. Et gi keng Statistiken doriwwer gefouert, a wéi ville Fäll, wéi eng Deeg a wéi vill Stonnen déi Raim säit der Ouverture vum Prisong Uerschterhaff vun den Untersuchungsriichter gebraucht gi sinn.

ad 3. Säit der Ouverture vum Prisong Uerschterhaff de 5. Dezember 2022 bis op de 4. Dezember 2023 sinn 1.419 Prisonéier op d'Bezierksgeriicht Lëtzebuerg an op d'Cour d'appel gefouert ginn, an 265 Prisonéier op d'Bezierksgeriicht op Dikrech. Statistiken iwwer d'Zuel vun den Transporter selwer ginn net gefouert.

**Échanges de données entre le Statec et l'OCDE** | Question **0064** (29/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 6 huet de Minister geäntwert, dass de Statec a „verschiddene spezifesche Fäll" en „Data Handling Agreement" mat der OECD ofschléisst.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. A wéi enge Fäll gëtt en Data Handling Agreement gemaach?

2. Wéi oft gouf schonns en Data Handling Agreement vum Statec gemaach?

3. Wat enthält dësen Agreement vu Fuerderungen?

4. D'Gesetz vum 10. Juli 2011 iwwert d'Organisatioun vum Institut national de la statistique et des études économiques hält net fest, wéini a wéi esou een „Data Handling Agreement" gemaach ka ginn. Op wéi enger gesetzlecher Basis ginn dës Accorde gemaach?

5. Goufe schonns Daten, déi net no de primären a secondairë Reegele vun der Confidentialitéit ugepasst goufen, iwwermëttelt, wann en Data Handling Agreement virlouch? Falls jo, wéi oft?

**Réponse** (20/12/2023) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Bis ewell gouf just een Data Handling Agreement tëschent dem Statec an der OECD ofgeschloss. Deen ass gemaach ginn, fir déi praktesch Aspekter vun där Datentransmissioun an Dateveraarbechtung ze reegelen. Et ass also en ad hoc Instrument, dat bis dato just an engem Fall benotzt ginn ass.

Deen Data Handling Agreement enthält Fuerderungen zu den Ziler vum Projet, zum Oflaf an den Eegenschafte vun der Dateveraarbechtung, zum Iwwermëttele vum Output an zu de Sécherheetsmoossname fir d'Späicheren an den Zougréff op den Output.

Am Kader vun deem Data Handling Agreement huet de Statec Resultater vun Analysen, also keng Daten um Niveau vu Betriber, iwwermëttelt. Et goufe Parameetere vu Regressiounen an deskriptiv Statistikresultater geschéckt, déi streng no de primäre Confidentialitéitsreegele kontrolléiert gi sinn. Den Data Handling Agreement erméiglecht dem Statec eng komplett Kontroll zu der Veröffentlechung vun de Resultater duerch d'OECD, et schéngt also ausgeschloss, dass et Problemer mat der secondairer Confidentialitéit gëtt.

Och wann d'Gesetz vum 10. Juli 2011, an deem d'Organisatioun vum nationale Statistikinstitut Statec an seng Missioune festgehale sinn, net explizitt festhält, wéini a wéi en Data Handling Agreement gemaach ka ginn, gesäit et vir, dass de Statec d'Sécherheet vun den Date garantéiert.

**Absence d'Israël au Bazar international** | Question **0065** (29/11/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Déi Verantwortlech fir d'Organisatioun vum „Bazar international" vu leschtem Weekend (24.–26. November) hu Vertrieder vum israeelesche Stand ausgelueden – dëst, wéi et heescht, aus „organisatoresche Grënn". Op Nofro vun der Press, wat genee dës „organisatoresch Grënn" da gewiescht wären, bleiwen déi Responsabel vum „Bazar international" awer eng konkreet Äntwert schëlleg. Ënnert anerem heescht et, et hätt ee Sécherheetsbedenke gehat. D'Police huet allerdéngs matgedeelt, datt een d'Sécherheetssituatioun analyséiert hätt a keng konkreet Gefor gesinn hätt.

Evidenterweis hunn déi genannte Faiten zu Lëtzebuerg fir Opreegung gesuergt. D'Ausluedung vum israeelesche Stand gouf vu Vertrieder vun der jüddescher Communautéit, awer och zum Deel vun der Zivillgesellschaft, am Hibléck op de wuessenden Antisemitismus als Signal un déi jüddesch Bevëlkerung interpretéiert, sech ze verstoppen. Besonnesch brisant war an deem Kontext, datt d'Grande-Duchesse an d'Regierung de Basar besicht hunn, wuel wëssend, datt et dem israeelesche Stand onméiglech gemaach gouf, Presenz ze weisen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Nodeems d'Police d'Sécherheetssituatioun analyséiert huet a keng konkreet Gefor fir den israeelesche Stand gesinn huet, huet si dëst och den Organisateure vum „Bazar international" matgedeelt? Gouf et am Virfeld vum Event en Austausch tëscht Vertrieder vun der Police an den Organisateure vum Event? Wa jo, wat gouf hei beschwat respektiv decidéiert? Wär den Här Minister bereet gewiescht, fir den israeelesche Stand ënner Polizeischutz ze stellen? Wéi eng „Sécherheetsbedenke" goufe konkreet diskutéiert? Vu weem wären déi Geforen ausgaangen?

2. Ass et an den Ae vum Här Bausseminister net skandaléis, datt den israeelesche Stand um „Bazar international", dee jo der Vëlkerverstännegung soll déngen, ausgeluede gouf?

3. Wéi ass et an den Ae vum Här Staatsminister ze veräntwerten, datt d'Grande-Duchesse offiziell Presenz weist op engem Event, bei där d'Organisateuren et der israeelescher Vertriedung onméiglech gemaach hunn, hiert Land duerch e Stand ze vertrieden?

4. Wéi reagéiert d'Regierung op d'Ausluedung vum israeelesche Stand géintiwwer den Organisateure vum „Bazar international"? Gi Konsequenze gefuerdert, ewéi z. B. eng offiziell Entschëllegung? Wéi eng Léiere gi fir d'Zukunft gezunn?

**Réponse** (02/01/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. Wéi bei all gréisserem Evenement huet d'Police am Virfeld vum Bazar international eng Risikoevaluatioun duerchgefouert, a Fonctioun vun där si hire Sécherheetsdispositiff opstellt. D'Police hat am Virfeld vum Bazar en Austausch mat den Organisateuren iwwert e Sécherheetskonzept.

ad 2. D'Regierung ënnerstëtzt allgemeng d'Wäerter vum interkulturellen Echange an dem Multikulturalismus a fënnt et begréissenswäert, wann e Maximum u Länner a Kulturen um Bazar international vertruede sinn.

ad 3. Datt den israeelesche Stand um Bazar international net vertruede war, ass net op Grënn oder Handlungen zréckzeféieren, déi der Regierung oder der Grande-Duchesse zouzeschreiwe sinn. Wéi och an der Vergaangenheet huet d'Grande-Duchesse duerch hir Presenz um Bazar och déi aner Stänn a vill Fräiwëlleger ënnerstëtzt, déi hir Zäit an Energie fir luewenswäert humanitär Zwecker asetzen.

ad 4. D'Regierung ass net den Organisateur vun dësem Evenement a mëscht sech net an d'Organisatioun vu privaten Initiativen an.

**Prolongation des aides supplémentaires de l'accord tripartite pour accélérer la transition énergétique** | Question **0066** (29/11/2023) de **Mme Sam Tanson** | **M. François Bausch** (déi gréng)

Dans le contexte de la crise énergétique, l'ancien Gouvernement, ensemble avec les partenaires sociaux, a décidé un paquet de mesures permettant de freiner l'inflation, d'aider les ménages et les entreprises par des mesures spécifiques et de favoriser et accélérer la transition énergétique et digitale (« Solidaritéitspak 2.0 », signé le 28 septembre 2022).

Alors qu'une partie des mesures de l'accord « Solidaritéitspak 2.0 », a été prolongée d'une année jusqu'au 31 décembre 2024, les aides supplémentaires pour favoriser la transition vers les énergies renouvelables et la rénovation énergétique, concernant entre autres le remplacement d'une chaudière alimentée au combustible fossile existante par une installation de chauffage basée sur de l'énergie renouvelable, les installations solaires photovoltaïques ou l'assainissement énergétique durable, vont écouler le 31 décembre 2023.

Considérant la primordialité de soutenir la transition vers une économie décarbonée, de renforcer les perspectives des PME du secteur de la construction ainsi que l'artisanat, nous nous permettons de poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre des Finances concernant la prolongation des aides supplémentaires de l'accord tripartite pour accélérer la transition énergétique :

1) Messieurs les Ministres envisagent-ils de prolonger les aides financières supplémentaires introduites lors de l'accord « Solidaritéitspak 2.0 » ?

2) Dans la négative, quelles sont les raisons d'un défaut de prolongation ?

**Réponse** (12/01/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Lors de sa séance du 13 décembre 2023, le Conseil de Gouvernement a décidé de reconduire jusque fin juin 2024 le régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement (les subventions majorées « Klimabonus Wunnen »), de même que le régime d'aides pour la promotion des véhicules routiers à zéro émissions de $CO_2$ (« Klimabonus Mobilitéit »), en attendant la révision des régimes d'aides existants dans le sens d'un ciblage social accru de celles-ci.

S'y ajoute que la Chambre des Députés a adopté, en date du 19 décembre 2023, le projet de loi réformant le régime de la bonification d'impôt pour investissement visant à favoriser la transition écologique et énergétique ainsi que la transformation digitale des entreprises. Ce dispositif fiscal adapté convenu dans le cadre du « Solidaritéitspak 2.0 » sera applicable à partir de l'année d'imposition 2024.

**Autorisations environnementales pour les installations photovoltaïques** | Question **0067** (29/11/2023) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Lors d'une interview récente dans un média national, Monsieur le Premier ministre a affirmé avoir émis la consigne à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité de déclencher un « changement d'esprit » au sein de ses administrations afin de chercher des solutions plutôt que de « bloquer des projets », notamment dans le domaine du photovoltaïque.

Il est à noter qu'actuellement, les installations photovoltaïques ne nécessitent pas d'autorisation commodo pour le volet environnemental, ni d'autorisation

« protection de la nature » si les panneaux sont posés à plat sur les toitures de constructions existantes en zone verte. Elles ne tombent pas non plus sous le champ d'application de la loi EIE si elles ne sont pas considérées comme des installations industrielles de production d'énergie électrique.

Étant donné que le développement du photovoltaïque jouera certainement un rôle primordial dans la production énergétique dans les années à venir et que le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) actuel accorde d'ores et déjà une priorité à « l'installation du photovoltaïque sur des surfaces déjà construites, imperméables ou impactées par des infrastructures », je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Au niveau des autorisations requises de la part du Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité pour l'installation de panneaux photovoltaïques, quels sont les « blocages » concrets auxquels il est fait allusion et sur lesquels Monsieur le Ministre compte agir ?

2) Dans ce contexte, Monsieur le Ministre peut-il me fournir les éléments essentiels des réformes envisagées au niveau des autorisations environnementales pour l'installation de panneaux photovoltaïques ?

**Réponse** (22/12/2023) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Il arrive que des projets envisagés, que ce soit en matière d'énergie renouvelable ou autres, ne sont pas réalisables puisqu'ils ne remplissent pas les critères environnementaux et ne peuvent ainsi pas être autorisés.

Comme il existe des maîtres d'ouvrages qui ne lancent les procédures environnementales qu'en dernier lieu et seulement après que tous les autres aspects de leur projet (p. ex. de productivité) auront été analysés, il arrive que la durée nécessaire au déroulement de ladite procédure soit perçue comme étant un élément « bloquant » ou un « obstacle » dans la réalisation du projet.

Or, il serait de bon aloi que les aspects environnementaux soient attaqués à un stade précoce du développement du projet, ceci d'autant plus que les procédures d'évaluation ou d'autorisation sont définies de manière précise et bien connues par les bureaux d'études et experts agréés travaillant dans ce domaine.

De telles situations de « blocage » peuvent être évitées si le maître d'ouvrage se renseigne au début du processus de développement du projet auprès des services publics compétents ou auprès de bureaux d'experts et d'études spécialisés, qui sauront le conseiller et le rendre attentif aux aspects à considérer et aux points critiques en relation avec son projet et l'emplacement choisi.

Il importe en effet de choisir tout emplacement de manière judicieuse avant de développer les aspects techniques détaillés d'un projet. À rappeler aussi que les impacts potentiels d'un projet sur son voisinage peuvent différer d'un cas à l'autre, chaque projet et chaque emplacement présentant des caractéristiques singulières.

Il est par ailleurs prévu de publier une « FAQ – Photovoltaïque – Volet environnemental », similaire à celle déjà publiée pour les éoliennes et ayant pour but d'informer et de sensibiliser autant le public que les maîtres d'ouvrage à ce sujet.

Toujours est-il que dans certains cas les dispositions législatives découlant directement d'obligations supranationales ne permettront pas en fin de compte la réalisation d'un projet ou d'une partie d'un projet.

**Conclusions des campagnes de vaccination contre la Covid-19** | Question **0068** (29/11/2023) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

An der Pressekonferenz vum 1. September 2021 huet d'Regierung deklaréiert, dass d'Impfung dat bescht Mëttel ass, fir eis Matmënschen ze schützen. Et ass gesot ginn, dass eng Impfung net nëmmen zum Eegeschutz, mee och Friemschutz gutt ass. Dëst huet en immense politeschen an emotionalen Drock (Solidaritéit) op d'Bevëlkerung ausgeübt, fir sech impfen ze loossen. Mir wëssen, dass d'Pharmaindustrie d'Tester fir déi sougenannten „transmission control" guer net duerchgeféiert huet, an d'Impfstoffer och ausschliisslech eng Autorisatioun am Kontext vun der „personal protection", dem sougenannten Eegeschutz, haten (cf. Bréif vum 18. Oktober 2023 vun der EMA un d'EU-Parlament). D'Impfstoffer waren also zu kengem Zäitpunkt fir den epidemiologesche Schutz zougelooss an e Grond fir grouss Impfcampagnë vu gesonde Mënsche gouf et net. Et ass och seele vun Niewewierkunge geschwat ginn op de Pressekonferenzen. Hei wësse mir och mëttlerweil, dass et zu Impfniewewierkunge komme kann (874 Resultater bei PubMed mat der Sich „side effects of covid-19 vaccine").

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Conclusiounen zitt d'Madamm Gesondheetsminister a fir sozial Sécherheet fir déi zukünfteg Informatiounspolitick vun der Regierung an deem Zesummenhang?
– Wéi gëtt d'Transparenz vis-à-vis vum Bierger am Krisefall verbessert?
– Wéi gëtt eng besser Kontroll vu wëssenschaftleche Quelle gemaach?
– Sinn an deem Zesummenhang Prozeduren opgestallt gi fir eng zukünfteg Pandemie?

2. Wéi erkläert d'Regierung, dass si eng riseg Impfcampagne lancéiert huet, obwuel den epidemiologesche Schutz net getest gi war?

3. Wéi erkläert d'Regierung eng Legitimiséierung vun deem psychologeschen Drock op d'Mënschen, sech impfen ze loossen?

4. Gëtt et Statistiken oder Rapporten (fir Lëtzebuerg) iwwert d'Niewewierkunge vun der Impfung? Wa jo, wou sinn déi ze fannen? Wann nee, wéi ginn déi Donnéeën erhuewen zu Lëtzebuerg a wéi dono verschafft?

5. Gëtt eng Indemnitéit consideréiert fir entstane gesondheetlech a wirtschaftlech Schied am Zesummenhang mat der Coronaimpfung? Wa jo, wéi soll déi ausgesinn? Wat sinn do d'Prozeduren? Wéi gëtt d'Héicht vun der Indemnitéit evaluéiert?

6. Gëtt et ëmmer nach eng Impfflicht fir d'Coronaimpfung bei der Lëtzebuerger Arméi? Wa jo, a mat allem Wëssen, dat mir haut hunn, muss déi Impfflicht net ofgeschaaft ginn?

**Réponse** (27/12/2023) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

Et ass korrekt, dass d'Europäesch Medikamentenagence (EMA) hire positiven Avis fir d'Zouloossung vun de Covid-19-Impfstoffer ëmmer op de Schutz vun der geimpfter Persoun baséiert. E Medikament (an deemno och e Vaccin) gëtt primär dorop evaluéiert, wat fir e Benefice et fir d'Persoun selwer bréngt. Dëst schléisst awer op kee Fall aus, dass et doriwwer eraus ee weidere Benefice fir d'Bevëlkerung gëtt (de sougenannten epidemiologesche Schutz).

Et ass falsch ze behaapten, dass dësen epidemiologesche Schutz net nogewise ginn ass. Et gëtt mëttlerweil eng ganz Rei vu wëssenschaftlechen Etüden[19], déi kloer beweisen, dass et dëse Schutz gëtt, an et besteet keen Zweifel drun, dass dëst och zur Kontroll vun der Pandemie bäigedroen huet.

Et ass och initial erwaart ginn, dass dësen Effekt länger géif unhalen. Dëst ass awer leider net de Fall: Mir wëssen haut, dass, och wann den individuelle Schutz géint schwéier Krankheetsverleef an Doud länger unhält, an nëmme lues iwwert d'Zäit noléisst, dëst net de Fall ass fir de Schutz géint d'Infektioun an domat de Risk, de Virus weider ze iwwerdroen, déi béid relativ schnell zréckginn[20]. Well mir dëse Fakt mam Wësse vun haut verstinn, mécht et och elo, besonnesch an der Situatioun vun enger wéineg pathogeener Virusvariant, kee Sënn méi, systematesch déi ganz Populatioun ze impfen, mee et gëtt weider recommandéiert, vulnerabel an eeler Leit ze impfen, déi jo een héije Risk fir Komplikatioune vum Covid-19 hunn. Leschten Informatiounen no, gesäit et awer esou aus, wéi wann d'Impfung och de Risiko vu Long-Covid géif erofsetzen.

Wat eng zukünfteg Informatiounspolitick bei enger nächster Gesondheetskris betrëfft, huet een aus der Covidpandemie geléiert, dass d'Wëssen ëm eng nei Krankheet sech progressiv iwwert d'Zäit opbaut, an dass d'Informatiounen, déi un d'Populatioun iwwermëttelt ginn, nëmmen déi kënne sinn, déi zu engem bestëmmten Zäitpunkt disponibel sinn. Réckbléckend weess een natierlech ëmmer méi, mee zum Zäitpunkt, wou déi generell Impfcampagne lancéiert gouf, hat Lëtzebuerg et nach mat méi pathogeene Virusvarianten ze dinn, an et gouf déi berechtegt Erwaardung, dass d'Impfung, nieft dem direkten Effekt fir déi individuell Persounen, och e längeren Effekt op d'Iwwerdroung kéint hunn. An deem Sënn kann een net soen, dass wärend der Pandemie net transparent kommunizéiert gi wier, oder wëssenschaftlech Quellen – déi deemools disponibel waren – net gepréift gi wieren.

Wat d'Evaluatioun vu wëssenschaftleche Quelle betrëfft, huet d'Regierung an den ëffentlechen Administratiounen eng Rei Leit mat der néideger Kompetenz, fir esou Publikatioune kritesch ze hannerfroen a kann och – wéi dëst wärend der Covidkris reegelméisseg geschitt ass – op d'Kompetenze vun der Uni Lëtzebuerg, dem Laboratoire national de santé, an den ëffentleche Fuerschungszentren (LIH, LIST, LISER) zeréckgräifen.

Wärend der Impfcampagne gouf och kee psychologeschen Drock op d'Mënsche gemaach, mee nëmmen déi Informatioune kommunizéiert, déi zu deem Zäitpunkt disponibel waren.

Wat d'Froen iwwert d'Niewewierkunge vun der Impfung an d'Indemnitéiten, an déi betreffend Prozedure betrëfft, verweisen ech d'honorabel Deputéiert op déi ganz detailléiert Äntwerte vun der deemoleger Gesondheetsministesch op d'parlamentaresch Froen

[19] E puer Referenzen als Beispiller: 1. Effect of vaccination on household transmission of Sars-CoV-2 in England. RJ Harris et al. N Engl J Med 2021;385(8):759-760. 2. Effect of vaccination on transmission of Sars-CoV-2. ASV Shah et al. N Engl J Med 2021;385:;1718-20. 3. The indirect effect of an RNA-based Covid-19 vaccination of healthcare workers' unvaccinated household members. J. Salo et al. Nature Communications 2022, 13, 1162. 4. Effect of vaccination on household transmission of Sars-CoV-2 Delta variant of concern. FP Lyngse et al. Nature Communications 2022, 13, 3764.

[20] Och hei zwou Referenzen, als Beispill vu villen: 1. Duration of effectiveness of vaccines against Sars-CoV-2 infection and Covid-19 disease: results of a systematic review and meta-regression. DR Feikin et al. Lancet 2022;399(10328):924-44. 2. Association between Covid-19 vaccination status, time elapsed since last vaccine dose, morbidity, and absenteeism among health care personnel: a prospective, multicenter study. HC Maltezou et al. Vaccine 2022;40(52):7660-66.

Nummer 7844 (30. Mäerz 2023) an 8046 (31. Mee 2023) vun den Häre Jeff Engelen a Fernand Kartheiser. Et gëtt zu dëse Punkte keng nei Elementer.

Betreffend d'Fro vun der Covidimpfflicht bei der Arméi ass et esou, datt d'Arméi weiderhin eng Impfflicht géint Covid-19 an hiren Opnamebedéngungen, fir zum Militärdéngscht zougelooss ze ginn, huet. Dës Impfflicht huet sech bewäert, well d'Arméi esou Infektiounsketten ënnerbannen a schwéier Krankheetsverleef verhënnere konnt. Effektiv gouf et keng schwéier Krankheetsverleef opgrond vu Covid-19 beim militäresche Personal an d'Arméi war esou no der Aféierung vun der Impfflicht mat kengen operationelle Beanträchtegunge konfrontéiert.

D'Impfflicht bleift weiderhin aktuell am Kontext vun der Bedeelegung vun der Lëtzebuerger Arméi un internationale Missiounen am Ausland, wou d'Partnerarméien, notamment d'Belsch, Däitschland a Frankräich, an déi d'lëtzebuergesch Detachementer integréiert sinn, weiderhin eng Impfflicht hunn. En fonction vun der Aschätzung vun der sanitärer Lag an de Missiounsgebidder an der Praxis vun de Partnerarméien, kann d'Impfflicht zu all Moment nei evaluéiert ginn.

**Rénovation du domaine thermal à Mondorf-les-Bains** | Question **0069** (30/11/2023) de **M. Jeff Engelen** | **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 8298 aus der Legislaturperiod 2018–2023 huet d'Regierung zum Stand vun de Renovatiounsaarbechte vum Thermalbad vu Munneref ënner anerem dat hei geschriwwen: „D'Renovatiounsaarbechte vum Thermalbad vu Mondorf hunn entre-temps ugefaangen. An enger éischter Phas sinn dat Preparatiounsaarbechten. [...] Aktuell ass d'Baugeneemegung betreffend d'Renovatiounsaarbechte respektiv den Neibau vum Gebai ‚Les Sources' awer nach net ausgestallt." An engem RTL-Reportage vum 27. November zu der selwechter Thematik heescht et weider, datt verschidde „juristesch Probleemer" wéinst „dem Parking" nach net geklärt wieren. D'Direktioun vum Thermalbad erklärt iwwerdeems am selwechte Reportage, datt de Chantier soll an Etappe virgeholl ginn, fir kee Member vum Personal missen ze entloossen. Zousätzlech zu deem vun der Chamber schonn accordéierte Budget vun 133 Milliounen Euro, soll de Projet elo op d'mannst nach eng Kéier 57 Milliounen Euro méi deier ginn.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Nofroe stellen:

1. Kann d'Regierung elaboréieren, ewéi eng Autorisatiounen op Staats- an/oder Gemengenniveau nach ausstinn a wéi eng Ëmstänn zu dëser laangwiereger Prozedur gefouert hunn?

2. Kann d'Regierung elaboréieren, ewéi eng juristesch Probleemer par rapport zu wéi engen Institutiounen am Bezuch op de Parking aktuell nach um Dësch leien a wéi eng Propose vun de Responsabele bis ewell gemaach goufen, fir dës méiglechst séier ze léisen?

3. D'Initiativ, fir kee Mataarbechter wëllen ze entloossen, ass natierlech ze begréissen. Kann d'Regierung an deem Zesummenhang allerdéngs matdeelen, ob a wéi eng aarbechtsrechtlech Méiglechkeete géife bestoen, fir d'Personal vum Thermalbad am Kader vun der ëffentlecher Finanzéierung vum Projet bei vollem Lounausgläich am Roulement ze halen? Kann d'Regierung dozou gegeebenefalls eng Käschten-Notze-Rechnung presentéieren, déi weist, ewéi eng zousätzlech Laaschten der ëffentlecher Hand duerch esou eng Moossnam géifen entstoen, an awéiwäit d'Baukäschten sech op där anerer Säit géife reduzéiere loossen?

**Réponse** (03/01/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Op Staatsniveau muss eng Verlängerung vun der Kommodo-Inkommodo-Geneemegung fir d'Exploitatioun ugefrot ginn. Des Weidere muss en neie Kommodo-Inkommodo-Dossier fir d'Terrassementsaarbechte vum Gebai „Les Sources" agereecht ginn.

Op Gemengenniveau stinn aktuell d'Baugeneemegunge betreffend d'Renovatiounsaarbechte vum Thermalbad an den Neibau vum Gebai „Les Sources" nach aus. Op Nofro gouf eis matgedeelt, dass d'Baugeneemegunge kuerzfristeg erdeelt ginn.

D'Geneemegunge fir d'Renovatiounsaarbechten an den Neibau vum Gebai „Les Sources" goufen den 8. Februar 2017 respektiv 9. August 2019 vun der Verwaltung fir ëffentlech Baute bei der Gemeng Munneref ugefrot.

Am Juni 2021 gouf vusäite vun der Verwaltung fir ëffentlech Bauten eng Aktualiséierung vun den uewe genannte Baugeneemegungen agereecht op Basis vun aktualiséierte Pläng.

ad 2. Vu staatlecher Säit gëtt et keng juristesch Problemer a Bezuch op de Parking.

Am Kader vum Gesetzesprojet betreffend d'Renovatioun vum Thermalbad, deen de 24. Abrëll 2020 gestëmmt gouf, si keng zousätzlech Parkplaze virgesinn.

Well d'Gemeng Munneref am Kader vum Renovatiounsprojet laut gültegem Bautereglement fir d'Erdeele vun der Baugeneemegung zousätzlech Parkplaze freet, ass virgesinn, eng global an detailléiert Etude vun de Fluxen um Site ze maachen. Déi Etude ass liéiert un eng urbanistesch Analys vum Entwécklungspotential vum Site, fir engersäits kënnen ze bestëmmen, wéi vill Parkplazen an Zukunft fir dee ganze Site noutwendeg sinn an anererséits déi beschte Plaz fir d'Parkingszonen ze definéieren.

Fir net mussen op d'Resultat vun der genannter Etude ze waarden, huet d'Verwaltung fir ëffentlech Bauten der Munnerefer Gemeng eng Propositioun fir e provisoresche Parking ënnerbreet, déi et erlabe sollt, d'Baugeneemegung ze accordéieren, an domat de Projet vun der Renovatioun vum Thermalbad ze deblockéieren.

ad 3. Ee Renovatiounsprojet bei lafendem Betrib ass komplizéiert mee néideg a bedeit, dass op Basis vun der Evolutioun vum Chantier eenzel Aktivitéitsberäicher vum Domaine thermal Mondorf temporär Aboussen am Ëmsaz wäerten hunn. Duerch Moossnamen am Beräich vun de Personalkäschten (Planung an Ersatz fir Ofgäng a Pensiounen), der Weiderbildung beim Personal an duerch Realiséierung vun Aspuermoossname wäerten d'Käschte wärend der selwechter Zäit souwäit wéi méiglech reduzéiert ginn. Wann den detailléierte Phasage vum Chantier bekannt ass, wäert eng méi präzis Berechnung kënnen erstallt ginn.

**Imposition des sociétés de participations financières** | Question **0070** (30/11/2023) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Dans sa réunion d'hier, la Commission des Finances a abordé le récent arrêt de la Cour constitutionnelle sur la discrimination en matière d'impôts entre les entreprises et les sociétés financières. Dans ce contexte, Monsieur le Ministre des Finances a précisé que quelque 5.000 entreprises devront être régularisées, engendrant un déchet fiscal qui resterait à être chiffré.

Dans un article de presse d'aujourd'hui, il est fait état d'une remise en question plus générale, par un député membre de la Commission des Finances, de la conformité de l'imposition des sociétés de participations financières (SOPARFI).

Au vu de ces questionnements, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis dudit député qu'une analyse de l'arrêt de la Cour constitutionnelle laisse présager d'autres discriminations dans le cadre de l'imposition des sociétés financières ?

2) Dans l'affirmative, de quelles discriminations s'agit-il ?

3) Toujours dans l'affirmative, quand Monsieur le Ministre sera-t-il en mesure de fournir une estimation quant aux nouveaux déchets fiscaux qui en résulteraient ?

**Réponse** (22/12/2023) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

L'arrêt de la Cour constitutionnelle constate une discrimination qui résulte de la distinction légale opérée par les points a) et b) de l'alinéa 2 du §8 VStG et dont l'articulation mène à une différence de traitement entre contribuables se trouvant dans une situation comparable.

L'arrêt en question pose le constat que la condition liée au dépassement du seuil bilantaire de 350.000 euros (§8, alinéa 2, point a), VStG) n'est rationnellement pas justifiée.

À ce stade, le dispositif du §8 VStG fait l'objet d'une analyse approfondie dans l'optique de proposer une modification législative à la lumière de l'argumentation retenue par l'arrêt de la Cour constitutionnelle.

Dans la mesure où l'analyse précitée n'est pas encore achevée, il n'est pas possible de se prononcer dans l'abstrait sur d'éventuels déchets fiscaux qui résulteraient d'une modification législative à proposer.

**Réforme du cadre de gouvernance économique** | Question **0072** (30/11/2023) de **Mme Taina Bofferding** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

En février 2020, la Commission européenne avait lancé un débat public sur le réexamen du cadre de gouvernance économique afin de dégager un consensus sur l'avenir dudit cadre.

En novembre 2022, la Commission a adopté une communication définissant des orientations pour une réforme du cadre de gouvernance économique. Ces orientations visent à établir un cadre mieux adapté aux spécificités des États membres, permettant de promouvoir une croissance durable au moyen de réformes et d'investissements judicieux qui répondent à la nécessité de construire une Union numérique, verte et stratégiquement autonome.

Suivant plusieurs articles de presse, les positions entre le camp dit « frugal » et le camp désireux de davantage de flexibilité se seraient récemment rapprochées.

Dès lors, à l'approche du prochain Conseil « Ecofin », nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à la réforme du cadre de gouvernance économique ?

– Monsieur le Ministre soutient-il l'introduction de plans budgétaires et structurels nationaux à moyen terme ? Dans l'affirmative, quels types d'investissements devraient permettre aux yeux du ministre de rallonger la période de mise en œuvre dudit plan budgétaire de 4 à 7 ans ?

– Quel objectif minimal moyen de réduction de la dette publique à l'issue du plan budgétaire Monsieur le Ministre juge-t-il approprié ?

**Réponse** (02/01/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Le Gouvernement a activement participé aux discussions autour de la réforme du cadre de gouvernance économique et salue le compromis qui a pu être trouvé entre les 27 États membres de l'UE lors d'une réunion informelle des ministres de l'économie et des finances décisive qui s'est tenue par vidéoconférence sous la présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne, le 20 décembre 2023.

Le compromis trouvé entre les 27 États membres vise à établir un cadre pour des règles budgétaires prudentes qui laisse une marge de manœuvre pour les investissements du futur. L'accord permettra d'assurer des finances publiques solides et ainsi renforcera la résilience de nos économies, au niveau tant européen que national. Il est en ligne avec les aspirations du Gouvernement de mener une politique budgétaire responsable et soutenable.

**Résolution des Nations Unies sur la mise en place d'une convention fiscale** | Question **0073** (30/11/2023) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Le 22 novembre 2023, l'Assemblée générale des Nations Unies a voté en faveur d'une résolution qui vise la promotion d'une coopération internationale inclusive et efficace en matière fiscale à l'organisation des Nations Unies (A/C.2/78/L.18/Rev.1). La résolution, introduite par le Nigeria, crée un « comité intergouvernemental spécial à composition non limitée, chargé, sous la direction des États membres, d'élaborer un mandat pour une convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale », cette dernière devant « renforcer la coopération internationale en matière fiscale et la rendre pleinement inclusive et plus efficace ».

Ce vote reflète la frustration grandissante d'un nombre important de pays avec le rôle dominant joué par l'OCDE dans l'élaboration des règles régissant la fiscalité internationale. Le reproche principal est que cette instance, composée principalement de pays riches, ne prenne pas suffisamment en compte les besoins, les intérêts et les capacités des pays en développement. L'idée centrale est donc de transférer l'élaboration des règles internationales en matière fiscale sous l'égide des Nations Unies.

125 pays ont voté pour la résolution, 45 pays ont voté contre la résolution et 9 pays se sont abstenus. Parmi les opposants se trouvent presque tous les pays de l'OCDE et notamment tous les pays membres de l'Union européenne, dont le Luxembourg. Selon de nombreux observateurs, les pays à haut revenu se seraient beaucoup mobilisés en amont pour empêcher le vote de la résolution.

Connaissant l'attachement du Gouvernement luxembourgeois au cadre multilatéral et à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région :

1) Pouvez-vous m'expliquer les raisons qui ont amené les pays de l'UE et plus particulièrement le Luxembourg à voter contre la résolution susmentionnée ?

2) Quelle attitude le Luxembourg adoptera-t-il face au processus lancé par le vote de la résolution susmentionnée ? Est-ce que le Luxembourg participera de manière constructive aux travaux et si oui sous quelle forme et avec quels objectifs ?

**Réponse** (02/01/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

La résolution évoquée par l'honorable Député, intitulée « Promotion d'une coopération internationale inclusive et efficace en matière fiscale à l'Organisation des Nations Unies » (document A/C.2/78/L.18/Rev.1), a été adoptée au niveau de la Deuxième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies le 22 novembre 2023. La résolution a ensuite été adoptée de manière formelle par l'Assemblée générale des Nations Unies en séance plénière le 22 décembre 2023. Le Luxembourg, à l'instar de tous ses partenaires de l'Union européenne, a voté contre la résolution au niveau de la Deuxième Commission et au niveau de l'Assemblée générale réunie en séance plénière.

L'Union européenne et ses États membres ont salué l'occasion de poursuivre les discussions sur les meilleurs moyens de promouvoir une coopération fiscale internationale inclusive et efficace, et se sont engagés de manière ouverte et constructive tout au long des négociations afin de trouver une voie acceptable pour tous concernant l'approche à suivre au niveau mondial.

La position de l'Union européenne et de ses États membres pendant le processus de négociations était basée sur une position commune sur la coopération en matière fiscale à l'Organisation des Nations Unies, qui a été préparée par le groupe de travail sur les questions fiscales au sein de l'Union européenne à Bruxelles. Cette position a été adoptée en amont des négociations à l'ONU au niveau du Comité des représentants permanents (COREPER) le 27 septembre 2023 et au Conseil Justice et affaires intérieures (JAI) le 28 septembre 2023 (https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST12967-2023-INIT/fr/pdf). L'unité de l'Union européenne était un aspect primordial tout au long du processus.

Tout en reconnaissant l'importance de trouver un résultat consensuel, les États membres de l'Union européenne ont participé de manière active aux négociations à l'ONU, en cherchant le dialogue avec les autres États membres des Nations Unies, notamment le groupe des États africains, qui a initié le projet de résolution. Les États membres de l'Union européenne ont fait des propositions concrètes en vue de renforcer le rôle des Nations Unies en matière de coopération fiscale internationale, en reconnaissant le besoin d'inclusion et d'efficacité. Les propositions des États membres de l'Union européenne ont été conçues en prenant en compte la nécessité de ne pas faire double emploi avec les travaux en cours dans d'autres enceintes en matière de coopération fiscale internationale, notamment au niveau de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

En dépit des efforts européens, soutenus par d'autres États membres des Nations Unies, le projet de résolution final soumis au vote ne reflétait pas les différents points de vue ni les propositions de compromis faites par de nombreuses délégations au cours des négociations. Le projet a en particulier souligné qu'il est « nécessaire d'élaborer une convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale pour renforcer la coopération internationale en matière fiscale et la rendre pleinement inclusive et plus efficace ». Ceci a amené les États membres de l'Union européenne à voter contre le projet de résolution.

Les États membres de l'Union européenne (donc aussi le Luxembourg) se concerteront pour définir l'approche constructive à suivre dans les mois à venir sans faire double emploi avec les efforts poursuivis au niveau de l'OCDE, auxquels participent de nombreux pays en développement.

**Arrêté en matière de finances communales** | Question **0075** (30/11/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

A sengem Arrêté Nummer 00187 vum 17. November 2023 huet d'Verfassungsgeriicht festgehalen, datt den Artikel 3 Paragraph 2 Punkt 2 a) vum Gesetz vum 14. Dezember 2016 iwwert d'Gemengefinanzéierung net konform zum Artikel 107 vun der aler Verfassung (Artikel 122 no der neier Verfassung) steet. Dat aktuellt Urteel bezitt sech op d'Joren 2017 an 2018. RTL weist an engem Reportage zum selwechten Theema awer doropshin, datt och fir d'Joren 2019 an 2020 nach Geriichtsurteeler ausstinn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Bannemínister gär dës Froe stellen:

1. Wéi reagéiert den Här Minister op dëst Urteel?

2. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi eng potentiell Konsequenzen sech retroaktiv aus dësem Urteel fir d'Finanzéierung vun de Gemengen erginn? Kann den Här Minister matdeelen, ob hien eventuell betraffe Gemengen onmëttelbar doriwwer informéiert, falls si domat musse rechnen, Fongen ze rembourséieren, fir den entspriechende Risiko bei der Opstellung vun hirem aktuelle Budget berécksiichtegen ze kënnen?

**Réponse** (22/12/2023) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Urteel N° 187 stellt fest, dass de Krittär vun der „population ajustée" fir d'Steierjoer 2017 net präzis genuch am Gesetz definéiert gouf. Ergänzungen zum Krittär ware virun 2019 an engem Règlement grand-ducal festgehale ginn, soudatt den deemolegen Artikel 3 Paragraf 2 Punkt 2 Buschtaf a) vum geännerte Gesetz vum 14. Dezember 2016 iwwert d'Gemengefinanzéierung net konform zum alen Artikel 107 vun der Verfassung war.

D'Effekter a Konsequenze vun engem Urteel vum Verfassungsgeriicht ginn an der Verfassung am neien Artikel 112 Paragraf 8 festgehalen. Dësen Artikel gesäit nämlech vir, dass d'legal Auswierkunge vum Gesetzartikel, dee géint d'Verfassung verstéisst, den Dag nom Urteel ophalen. An dësem Fall ass et awer sou, dass den deemolegen Artikel 3 Paragraf 2 Punkt 2 Buschtaf a) vum geännerte Gesetz vum 14. Dezember 2016 iwwert d'Gemengefinanzéierung duerch d'Gesetz vum 26. Abrëll 2019 geännert gouf, soudass d'Dispositioun, déi d'Verfassungsgeriicht als net konform zum alen Artikel 107 vun der Verfassung deklaréiert huet, souwisou säit 2019 keng Auswierkunge méi huet.

ad 2. Zu de konkreete budgetäre Konsequenzen an Auswierkunge kann eréischt Positioun geholl ginn, nodeems en Urteel vum administrative Riichter geholl ginn ass. Selbstverständlech wäerten d'Gemengen och onmëttelbar informéiert ginn.

**Situation de Liberty Steel à Dudelange** | Question **0076** (01/12/2023) de **M. Dan Biancalana** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

L'usine de Liberty Steel à Dudelange se trouve actuellement dans une situation dramatique. Les quatre dernières années ont été marquées par l'incertitude pour ses salariés. Un article de presse récent note que le nombre d'employés de l'aciérie en question est passé de 280 à 160 depuis 2019. En 2017, l'usine d'ArcelorMittal, qui se portait bien, a été vendue à Liberty Steel pour se mettre en conformité avec les règles de concurrence.

Cependant, quelques années plus tard, le nouvel employeur a connu des difficultés financières. Depuis, les salariés craignent pour leur emploi, même si leurs salaires ont continué à être versés jusqu'à présent. L'usine est toujours à l'arrêt et aucun nouvel investissement n'a été réalisé. C'est d'autant plus déconcertant qu'il existe toujours une réelle demande pour les produits de l'usine de Dudelange.

Dès lors, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Travail :

– Comment et par quels moyens Messieurs les Ministres projettent-ils d'intervenir si la situation de l'usine de Liberty Steel à Dudelange se détériore encore davantage ?

– Messieurs les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur les moyens à leur disposition et ce qu'ils comptent entreprendre pour assurer les emplois ?

– Quelles sont les pistes actuellement en cours pour redynamiser la production sur le site de Dudelange ?

**Réponse** (22/12/2023) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

Les efforts du Gouvernement continuent à se concentrer sur le maintien d'emplois et d'activités industrielles sur le site de Dudelange.

Suite à des entrevues avec les syndicats ainsi qu'avec la direction de Liberty Liège-Dudelange (LU) SA afin de faire le point concernant les développements récents, le Gouvernement entend tirer profit des possibilités désormais offertes par la loi du 7 août 2023 relative à la préservation des entreprises et portant modernisation des droits de la faillite, entrée en vigueur en date du 1er novembre 2023, afin de structurer les prochaines étapes. Un courrier y relatif a été adressé à la direction de l'entreprise début du mois de décembre.

**P&R à Rodange** | Question **0077** (01/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Dëst Joer gouf zu Rodange ee Park&Ride mat iwwer 1.500 Parkplazen opgemaach.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Am Koalitiounsaccord ass festgehalen, dass Parkingsfläche solle mat Solaranlagen equipéiert ginn. Ass dëst bei dësem Parking schonn de Fall?
– Falls jo, wéi vill Stroum kann hei am Joer hiergestallt ginn?
– Falls nee, bis wéini wäert dës Fläch mat Solaranlagen equipéiert ginn?

2. Op wéi engen aneren CFL-Parkingen a Gebaier si Solaranlagen installéiert a wéi vill Stroum kann hei am Joer produzéiert ginn?

3. D'Beliichtung vun dësem Parking zu Rodange ass och nuets un. Kann d'Ministesch bestätegen, dass d'Luuchten aus Sécherheetsgrënn ugelooss ginn? Falls jo, wéi vill Stroum gëtt dofir pro Nuecht verbraucht?

**Réponse** (02/01/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Betreffend d'Solaranlagen op de Parkingsflächen, esou eléi am Koalitiounsaccord festgehalen, ass d'Gebai vum P&R zu Rodange zanter Ufank 2023 mat enger Fotovoltaikanlag equipéiert. Déi viraussichtlech Joresproduktioun beleeft sech op 216.000 kWh.

Och op dem Gebai vum P&R zu Miersch ass zanter Ufank 2023 eng Fotovoltaikanlag a Betrib. Dës viraussichtlech Joresproduktioun beleeft sech op 216.000 kWh.

Eng zousätzlech Fotovoltaikanlag ass op der Hal 4 um Site vum Centre de remisage et de maintenance installéiert a produzéiert 140.620 kWh pro Joer.

Bezüglech der Beliichtung vum Parking zu Rodange sinn eng normal Beliichtung an eng Sécherheetsbeliichtung installéiert. Déi normal Beliichtung gëtt tëschent 20.00 a 5.00 Auer iwwer Präsenzmelder aktivéiert.

Déi installéiert Leeschtung vun der normaler Beliichtung ass 53 kW. Den Energieverbrauch ergëtt sech aus der Benotzung vum Parking an ass deemno variabel.

**Émissions et nuisances en relation avec le site de production d'acier à Esch-Belval** | Question **0079** (01/12/2023) de **M. Marc Baum** | **M. David Wagner** (déi Lénk)

Une réunion d'information publique initiée par une association de résident.e.s d'un quartier d'Esch-sur-Alzette avoisinant un site de production d'acier a fait apparaître de nombreuses doléances en relation avec des pollutions environnementales émanent du site en question. Ainsi, ce quartier serait concerné par des bruits excessifs, de la pollution lumineuse et des nuisances olfactives importantes. De plus, le quartier serait exposé à des retombées de poussières blanches et noires potentiellement nocives.

Les inspections environnementales les plus récentes effectuées par l'Administration de l'environnement montrent des non-conformités significatives. Ainsi l'inspection effectuée en 2022 du four électrique a montré que les valeurs limites d'immission sonore ont été dépassées. Vos services ont obligé l'exploitant du site d'introduire un plan d'action avec échéancier au plus tard pour le 31/12/2023 afin de se conformer aux valeurs limites fixées dans l'autorisation d'exploitation.

Un autre rapport d'une inspection effectuée en 2022 au niveau des trains de laminage a par ailleurs fait apparaître des non-conformités significatives en matière d'émissions à l'air (dioxyde d'azote) et d'émissions à l'air de poussières.

L'exploitant a été incité par vos services à réaliser un recontrôle avant le 31 juillet 2021 pour les dépassements au niveau des immissions sonores et d'installer des mesures en continu des paramètres $NO_2$, $O_2$ et $SO_2$ et de transmettre les premiers résultats d'analyse au courant du 2e semestre 2021.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) L'exploitant du site en question a-t-il entre-temps introduit un plan d'action pour répondre aux non-conformités significatives en matière d'immissions sonores ? Dans l'affirmative, quelles mesures prévoit-il pour réduire les valeurs d'immissions sonores au niveau du four électrique ? Ces mesures permettront-elles à l'exploitant de se conformer aux valeurs limites fixées dans l'autorisation d'exploitation ?

2) Le recontrôle concernant les non-conformités significatives en matière d'émissions à l'air prévu pour l'année 2021 a-t-il bien eu lieu ?

3) Dans l'affirmative, les valeurs mesurées lors de ce contrôle étaient-elles inférieures aux valeurs limites ? Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer les valeurs mesurées depuis le début des mesures en continu ?

4) Dans la négative à la question 3), quelles mesures supplémentaires vos services ont-ils imposées à l'exploitant pour faire baisser les émissions à l'air ? Dans quel délai ces mesures devraient-elles être mises en place ?

5) Quel a été le résultat du recontrôle exigé pour 2021 concernant le dépassement des valeurs limites en matière d'émissions à l'air de poussières ? Des mesures afin de faire baisser ces émissions ont-elles été réalisées ? Si oui, lesquelles ?

6) Les poussières en question sont-elles régulièrement analysées ? Dans l'affirmative, quelle est leur composition chimique ? Sont-elles nocives pour la santé humaine ? Sont-elles en relation avec les nuisances olfactives témoignées par les résident.e.s du quartier ? Dans la négative, d'où proviennent ces nuisances olfactives ?

7) Vos services effectuent-ils également des inspections au niveau de la pollution lumineuse émanant du site industriel en question ? Dans l'affirmative, quels en ont été les résultats ?

**Réponse** (11/01/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) L'étude acoustique, ayant comme but de définir les mesures nécessaires afin de se conformer aux valeurs limites acoustiques, mentionnée dans le rapport définitif de l'inspection environnementale de l'aciérie du 3 mars 2023 est une étude préliminaire.

Pour compléter cette étude l'Administration de l'environnement a demandé des mesurages acoustiques par une personne agréée à des points récepteurs dans le voisinage dont notamment celui dans le quartier Bruch. Ces mesures acoustiques sont censées identifier entre autres les sources de bruit gênantes dans ce quartier, qui ont été constatées par l'association des résidents et ArcelorMittal lors d'une visite sur le site.

En outre, différentes questions techniques doivent encore être clarifiées dans cette étude.

La version finale ainsi qu'une prise de position, comprenant un échéancier de mise en œuvre des différentes mesures antibruit, doivent être introduites par ArcelorMittal pour le 31 mars 2024.

ad 2) et 3) Le recontrôle a bien eu lieu en 2021 ainsi que 3 autres contrôles en 2021, 2022 et 2023. Pendant ces 4 contrôles, réalisés par une personne agréée, la valeur limite de 280 mg/Nm³ $NO_x$ était respectée :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 4) n. a.

ad 5) Le contrôle en 2021 avait encore montré un dépassement de la valeur limite. Lors des contrôles en 2022 et 2023, la valeur limite des poussières était respectée.

Les mesures réalisées afin de faire baisser les émissions de poussières au four à longerons Train 2, étaient le remplacement de la voute du four et du récupérateur de chaleur qui est installé dans la cheminée de ce four ainsi que la remise en état du moteur de ventilation de l'air de combustion.

ad 6) Les poussières en question ne sont pas régulièrement analysées. Ces poussières proviennent de la combustion du gaz naturel dans le four à longerons et des demi-produits en fer qui y sont réchauffés. Dès lors, ces poussières ne sont pas supposées contenir des composants nocifs pour la santé humaine et être en relation avec les nuisances olfactives.

Avant celles introduites en août et en septembre cette année, la dernière plainte que l'Administration de l'environnement a reçue concernant l'odeur datait de l'année 2017.

Une source pour des nuisances olfactives hors commun pourrait être la cheminée du four électrique. ArcelorMittal avait fait des investigations sur cette cheminée à l'époque qui n'ont pas révélé d'anomalies. Il est à noter que sur cette cheminée certains polluants sont mesurés en continu, 24h/24. En outre, une personne agréée procède à des mesures ponctuelles deux fois par année. De nouvelles investigations seront à réaliser lors de nouveaux signalements de nuisances olfactives. Il est recommandé d'adresser ces signalements rapidement (à court terme) directement à ArcelorMittal via son numéro vert (tél : +352 8002 2014) ou par courriel (elp.seeim-ebcomplaint@arcelormittal.com) et en parallèle à l'AEV via le formulaire de plainte administrative mis à disposition (https://guichet.public.lu/fr/citoyens/justice/voies-recours-reglement-litiges/plaintesadministratives/plainte-aev.html), un signalement rapide permettant en règle générale une meilleure identification des raisons et des sources de ces nuisances.

ad 7) Cet aspect n'est pas vérifié lors des inspections environnementales obligatoires en vertu des dispositions de la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles.

Les sources à l'origine de pollution lumineuse ne se réduisent d'ailleurs pas aux activités industrielles : elles sont indépendantes de l'utilisation du terrain dont l'éclairage émane. Il importe dès lors de l'éviter au mieux sur l'ensemble du terrain.

Les documents « Pollution lumineuse – préserver l'environnement nocturne pour la biodiversité » (https://environnement.public.lu/dam-assets/fr/conserv_nature/publications/2021/pollutionlumineuse-GDL-2021.pdf) et « Leitfaden "Gutes Licht" im Außenraum für das Großherzogtum Luxemburg ») (https://environnement.public.lu/dam-assets/actualites/2018/06/Leitfaden-furgutes- Licht-im-Aussenraum.pdf) ont été développés par mes services en 2018 : ils fournissent des recommandations concrètes pour différents domaines d'application ainsi que des exemples « best practice » et peut servir dans la planification de l'éclairage. Il va de soi qu'en ce qui concerne les activités pour lesquelles un éclairage nocturne est nécessaire pour des raisons de sécurité et de protection des salariés, il est indiqué de trouver un bon équilibre entre ces enjeux et des enjeux pour la biodiversité.

**Extension du réseau de tramway** | Question **0080** (04/12/2023) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Selon le 1er Plan national de mobilité, pour l'horizon 2035 (PNM 2035), présenté en avril 2022, trois nouvelles lignes de tramway devront s'ajouter d'ici 2035 à la première ligne, actuellement en phase de finalisation entre le Findel et la Cloche d'Or.

Outre la ligne de tram rapide vers Esch et les deux extensions dont le projet de loi de financement a été déposé par le Gouvernement précédent (Kirchberg et Hollerich), le PNM 2035 prévoit également de prolonger le réseau au-delà du P&R Bouillon le long de l'autoroute A6 et de nouveaux boulevards de Merl et de Cessange en direction du futur P&R Ouest, avant de rejoindre une autre extension qui vise à raccorder le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) au centre-ville via la route d'Arlon et de former ainsi une boucle parfaite.

Ce dernier projet d'extension vers la route d'Arlon est particulièrement important et prévoit également un raccordement plus direct du centre-ville en quittant le tracé actuel du tram au rond-point Schuman pour tourner à gauche vers le boulevard Royal. Ce raccordement est indispensable pour assurer la qualité du service et pour éviter le passage obligé de la totalité des tramways par la place de l'Etoile et l'obligation, le cas échéant, pour les passagers d'y changer de ligne. Il fonctionnera comme raccourci vers Hamilius et permettra d'assurer une fiabilité et une fréquence de transport élevées au cœur du réseau, face à la multiplication des lignes.

L'accord de coalition 2023-2028 se doit de constater que « le tramway, en tant que moyen de transport public dans l'espace urbain, connaît un succès incontestable » et le Gouvernement s'y engage en conséquence « à développer davantage le tramway outre des lignes actuellement prévues au niveau de la ville de Luxembourg. » Tandis que le développement du réseau de tramway présenté par le PNM 2035 ne semble donc pas remis en cause, l'accord de coalition ne fournit aucune information sur l'ordre de priorité politique des nombreuses extensions prévues.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Le Gouvernement partage-t-il la conviction que l'extension vers le CHL et le raccourci afférent entre le rond-point Schuman et Hamilius sont des éléments essentiels pour le futur réseau de tramway, voire une précondition à la réalisation d'autres extensions ?

2) Les études techniques ayant déjà été réalisées, le Gouvernement prévoit-il de traiter l'extension vers le CHL comme prioritaire et d'adopter rapidement l'avant-projet de loi de financement afférent ?

3) Dans l'affirmative, quand est-ce que Madame la Ministre prévoit de déposer ce projet de loi à la Chambre des Députés ?

**Réponse** (14/12/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député demande des renseignements au sujet de l'extension du tramway vers le CHL, y inclus la liaison entre le rond-point Schuman et le boulevard Royal.

Tout d'abord, je tiens à rectifier que le tramway sur le futur contournement de Cessange n'était pas prévu avant 2035 dans le Plan national de mobilité. Il s'agit d'une extension proposée « post-2035 » comme indiqué sur l'illustration à la page 56 du PNM 2035.

Incontestablement, le site du Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) sur la route d'Arlon, ainsi que le futur « Wunnquartier Stade » devraient être reliés au tramway dès que l'avancement du PAP de la place de l'Étoile permettra une pose des rails et un embranchement sur la ligne de tram existante.

Dans ce contexte, j'ai l'intention de présenter au Conseil de Gouvernement un avant-projet de loi de financement le plus tôt possible.

De manière générale, le Gouvernement reconnaît le succès incontestable du tram et s'engage à développer de nouvelles lignes. Cela nous obligera de trouver des tracés qui permettront d'éviter un goulot d'étranglement de ces nouvelles lignes au centre-ville.

C'est pourquoi j'ai l'intention de me concerter en janvier avec la Ville de Luxembourg pour trouver des solutions à ce défi, prioriser de façon claire les projets de nouvelles lignes et poursuivre ensemble le succès du tram.

**Déclaration commune à la COP28 par rapport aux capacités de l'énergie nucléaire dans le monde** | Question **0081** (04/12/2023) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Dans une déclaration commune à la COP28, une vingtaine de pays dont les États-Unis, la France et les Émirats arabes unis ont appelé, ce samedi, à tripler les capacités de l'énergie nucléaire dans le monde d'ici 2050. Ceci avec l'argument de vouloir réduire la dépendance au charbon et au gaz, qui est le grand enjeu de cette COP.

Dans ce contexte, je voudrais avoir le renseignement suivant de la part de Monsieur le Ministre Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– Quel est le positionnement du Gouvernement luxembourgeois par rapport à cette déclaration ?

**Réponse** (22/12/2023) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Le Gouvernement luxembourgeois a pris note de la déclaration commune à laquelle fait référence l'honorable Député. Le Luxembourg n'a pas l'intention de se joindre à cette déclaration.

À noter qu'à l'occasion de la COP28, le Luxembourg était un des 195 pays cosignataires de l'accord qui a réuni pour la première fois le monde entier autour d'un langage clair concernant la sortie des énergies fossiles, les objectifs mondiaux de réduction des émissions de $CO_2$, la transition vers les énergies renouvelables, l'adaptation aux changements climatiques ainsi que les questions de financement dans les pays les plus exposés à ces changements.

**Digitalisation de l'info trafic** | Question **0083** (04/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Verkéiersmeldungen erhalen déi meescht Leit am Auto ëmmer nach iwwert de Radio. Wien en neien Auto huet, kritt awer och vun Zäit zu Zäit Meldunge vum Auto selwer, dee mat engem Piipstoun an enger Textannonce viru kommende Baustellen oder Accidenter warnt, wann dës a senger Datebank verzeechent goufen. De Virdeel vun dësem neie System ass, dass d'Warnungen net allgemeng sinn, mee konkreet op eng Gefor hiweisen, op déi een amgaangen ass, zouzefueren. Wéi gutt d'Qualitéit vun de Meldungen, déi ee kritt, ass, hänkt dobäi natierlech vun den Daten of, mat deenen den Auto schaffe kann. Wat méi Verkéiersmeldungen disponibel sinn, wat d'Warnunge méi prezis an aktuell sinn. An aneren EU-Länner ginn d'Autobunnen dofir elo mat Systemer ausgestatt, mat deenen d'Autoen sech beim Laanschtfuere connectéiere kënnen, fir déi aktuellste Verkéiersinformatiounen ze erhalen, déi vun der Verkéierszentral à jour gehale ginn. Laangfristeg sollen d'Autoen zousätzlech dozou am Fall vun engem Accident souguer selbststänneg eng Warnung erausginn, déi vum System erfaasst an dann un déi aner Persounen am Verkéier iwwermëttelt ka ginn. Accidenter kéinten esou ouni gréisser Verzögerung gemellt ginn an de Risiko fir zousätzlech Onfäll duerch Autoen, déi an déi accidentéiert Gefierer erafueren, géif staark reduzéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun a Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Gëtt et Pläng, fir och zu Lëtzebuerg am Stroossennetz Punkten ze erriichten, wou Autoe beim Laanschtfueren aktuell Verkéiersmeldunge kréien?

2. Falls jo:
Wéi wäit sinn d'Aarbechten?
Mat wéi engem System wäert geschafft ginn/gëtt scho geschafft?
Wéi gëtt garantéiert, dass d'Autoen Daten iwwermëttelt kréien, mee keng Date vun den Autoen, déi sech connectéieren, gespäichert ginn?

3. Falls nee:
Wäert d'Regierung sech an Zukunft mam Sujet befaassen, fir e Plang auszeschaffen oder besteet fir dësen Infrastrukturausbau keen Interessi?

**Réponse** (28/12/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. De Moment existéiere keng Pläng, fir op spezifesch definéierte Punkten am Stroossereseau eng Verkéiersmeldung direkt iwwer sougenannte „Road Site Units" (RSU) u Gefierer, déi eng Optioun hunn, dat technesch ze interpretéieren, ze schécken.

ad 2. an 3. D'Stroossebauverwaltung verfollegt déi Thematik, dëst awer an engem weesentlech méi grousse Kader, fir eng national Architektur matzeplangen, déi laangfristeg op Lëtzebuerg passt an net nëmmen eng lokal oder punktuell Investitioun duerstellt. Wéi wäit et sënnvoll ass, engem bestëmmten Infrastrukturausbau nozegoen, kann haut nach net definitiv gesot ginn. D'Prioritéit läit haut op der lokaler Chantiers- an Accidentswarnung vun de Stroossennotzer*innen duerch déi schonns am Asaz befannend Ofsécherungsgefierer vun der Verwaltung.

**Conséquences de quatre arrêts de la Cour constitutionnelle en matière de finances communales** | Question **0084** (04/12/2023) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Par les arrêts n° 186, n° 187, n° 188 et n° 189 du 17 novembre 2023, la Cour constitutionnelle vient de déclarer non conforme à l'article 107, paragraphe 1 de la Constitution, dans son libellé antérieur au 1er juillet 2023, l'article 3, paragraphe 2, point 2., lettre a) de la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation général des communes et l'article 8, paragraphe 2, de la loi du 30 juin 1976 portant création d'un fonds du chômage, tels qu'applicables pour l'année 2017 et 2018.

Sur base de questions préjudicielles soumises séparément pour les exercices fiscaux de 2017 et de 2018 par la commune de Niederanven et la commune de Leudelange, la cour se devait de constater que le critère de la « population ajustée » auquel se réfèrent les lois susmentionnées, n'était pas déterminable sur base de conditions et modalités suffisamment précises fixées dans la loi elle-même.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Le Gouvernement estime-t-il que l'inconstitutionnalité du dispositif mis en cause pourrait également conduire, au-delà du probable octroi de fonds supplémentaires aux deux communes pour les exercices 2017 et 2018, à la réduction subséquente des fonds attribués aux autres communes au vu de l'enveloppe globale fixée ?

2) Quel est le calendrier prévu pour la réalisation de l'analyse et de l'évaluation de la réforme des finances communales de 2017 prévue dans l'accord de coalition du Gouvernement ? Quels seront les principaux indicateurs et critères utilisés dans l'analyse et l'évaluation ? Quelles mesures concrètes sont envisagées pour garantir une collaboration efficace entre le Gouvernement et les communes dans le cadre de cette initiative ?

**Réponse** (22/12/2023) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Les arrêts n° 186, n° 187, n° 188 et n° 189 constatent que le critère de la « population ajustée » pour les années fiscales 2017 et 2018 n'a pas été suffisamment défini dans la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes. Des compléments au critère avaient été fixés dans un règlement grand-ducal, de sorte que l'ancien article 3, paragraphe 2, point 2, lettre a), de la loi précitée du 14 décembre 2016 n'était pas conforme à l'ancien article 107 de la Constitution.

À cet égard, il y a lieu de constater que les effets et les conséquences d'un jugement de la Cour constitutionnelle sont établis dans le nouvel article 112, paragraphe 8, de la Constitution. Cet article prévoit notamment que les conséquences juridiques de l'article de loi qui enfreint la Constitution cessent d'avoir un effet juridique le lendemain de la publication des arrêts concernés. Cependant, à l'article 3, paragraphe 2, point 2, de la loi précitée du 14 décembre 2016, la lettre a) a été modifiée par la loi du 26 avril 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 de manière à ce que la disposition déclarée non conforme à l'ancien article 107 de la Constitution par la Cour constitutionnelle a été changée depuis 2019[21].

Ceci étant, les conséquences budgétaires et les répercussions concrètes ne pourront être prises en compte qu'après le jugement du juge administratif.

ad 2) En définitive, et pour ce qui concerne les changements mentionnés dans l'accord de coalition, le Gouvernement réalisera, en collaboration avec les communes, une analyse et une évaluation de la réforme des finances communales mise en place en 2017. Dans cette optique et en vue d'une collaboration fructueuse, un calendrier sera mis sur pied en temps utile. C'est dans ce contexte que le Gouvernement prendra en compte les critères et indicateurs permettant d'offrir aux communes une plus grande flexibilité financière.

**Fête Sainte Barbe** | Question **0085** (05/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De 4. Dezember gëtt a ville Südgemenge Bärbelendag gefeiert. Et ass den Dag vun der Schutzpatréinesch vun de Mineuren an dofir ass de Feierdag virun allem a Géigenden, wou et ee Minettofbau gouf, Traditioun. Um Site vum immaterielle Kulturierwen zu Lëtzebuerg, dem iki.lu, heescht et zum Bärbelendag:

„D'Traditioun vu Bärbelendag ass den 30. November 2022 vun der Kulturministesch Sam Tanson op den nationalen Inventar vum immaterielle Kulturierwe gesat ginn. [...] Well Bärbelendag awer och an anere Länner, ewéi, zum Beispill, a Polen oder Éisträich eng déif verwuerzelt Traditioun ass, kéint geschwënn eng multinational Demande gemaach ginn, fir d'Fest vun der helleger Bärbel och op d'Unesco-Representativlëscht vun der Mënschheet ze setzen."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wäert den neie Kulturminister d'Beméiung fir d'Klassifizéierung vum Bärbelendag als Kulturierwen op Unesco-Niveau weiderféieren?

2. Wou sinn d'Beméiunge fir eng multinational Demande drun?

**Réponse** (16/01/2024) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

Wéi schonn an der parlamentarescher Ufro vum honorabelen Deputéierte vermierkt, ass d'Feier vum Bärbelendag net eng reng Lëtzebuerger Traditioun, mee soll souguer iwwer Biergaarbechter aus Schlesien am haitege Polen op Lëtzebuerg komm sinn.

Esou ass et och net erstaunlech, datt Pole Bestriewungen opgeholl hat, fir bei der Unesco eng Kandidatur ze stellen, fir Bärbelendag op d'Repräsentativlëscht vum immaterielle Kulturierwe vun der Mënschheet opzehuelen. Bekräftegt duerch de Fait, datt Bärbelendag am November 2022 vum Kulturministère op den nationalen Inventar vum immaterielle Kulturierwe geholl ginn ass (eng vun de grondleeënde Bedéngungen, fir kënne bei der Unesco eng Kandidatur ze stellen), an duerch de positiven Avis vun der Lëtzebuerger Unesco-Kommissioun am November 2022, en faveur vun der Lëtzebuerger Participatioun bei enger multinationaler Kandidatur bei der Unesco, huet Lëtzebuerg sech dem polnesche Projet fir d'Aschreiwung vum Bärbelendag op der Repräsentativlëscht vum immaterielle Kulturierwe vun der Mënschheet ugeschloss.

Zënterhier sinn, ënnert der Leedung vu Polen, Lëtzebuerg an Éisträich amgaangen, dës multinational Kandidatur fir Bärbelendag an déi entspriechend Gebräicher vun de Biergleit auszeschaffen. Esou wéi d'Unesco dat virgesäit, schafft de Kulturministère heifir ganz enk mat den Trägergemeinschaften hei am Land zesummen. De Comité Sainte Barbe vun Téiteng ass momentan amgaangen, bei allen Trägergemeinschaften, déi d'hellegt Bärbel als Schutzpatréinesch vun de Biergleit hei am Land feieren, déi verlaangten Averständneserklärunge fir d'Unesco-Kandidatur unzefroen. Do derniewent schafft de Kulturministère ganz enk mat PRO-SUD zesummen, fir Dokumentatiounsmaterial iwwert Bärbelendag am Süde vum Land ze kréien, esouwéi och mat dem Schifermusée vun Uewermaartel fir den Norde vum Land. Parallell dozou huet de Kulturministère 2022 an 2023 och eegent audiovisuellt Dokumentatiounsmaterial iwwert d'Feier vu Bärbelendag am Minett an zu Uewermaartel produzéiert an am Kader vun der Unesco-Kandidatur u Pole weidergeleet.

Dës gemeinsam Beméiunge solle sech am Laf vum Joer 2024 an enger gemeinsamer Unesco-Ufro fir d'Aschreiwung vum Bärbelendag op der Repräsentativlëscht vum immaterielle Kulturierwe vun der Mënschheet konkretiséieren.

[21] Art. 3. (1) ...
(2) Le Fonds de dotation globale des communes est réparti suivant les règles suivantes :
1. Une dotation forfaitaire graduelle en fonction de la population est allouée aux communes à raison de 0 euros pour les communes comptant moins de 1.000 habitants et à raison de 300.000 euros pour les communes comptant au moins 3.000 habitants. Pour les communes dont la population se situe entre 1.000 et 2.999 habitants, la dotation augmente graduellement de 150 euros par habitant supplémentaire à partir d'une population de 1.000 habitants.
2. Le solde est réparti à raison de :
a) 82 pour cent entre les communes d'après la population ajustée, l'ajustement étant défini en fonction de critères d'aménagement du territoire et de densité et effectué avec la somme des pourcentages définis comme suit :
i) Quant aux critères d'aménagement du territoire, la population de la ville de Luxembourg est augmentée à raison de 45 pour cent, celle de la ville d'Esch-sur-Alzette à raison de 25 pour cent et celles des villes de Differdange, de Dudelange, d'Echternach, de Grevenmacher, de Remich, de Vianden et de Wiltz, de même que celle des communes de Clervaux, de Junglinster, de Mersch, de Redange-sur-Attert et de Steinfort à raison de 5 pour cent.
ii) Quant à la densité, l'ajustement de la population se situe dans un intervalle de -5 pour cent à 5 pour cent en appliquant une progression linéaire sur l'intervalle de densité allant de 0 à 2.000 habitants par km². Pour les communes où la densité dépasse les 2.000 habitants par km², l'ajustement est effectué avec 5 pour cent. Aux termes de la présente loi, on entend par « densité », le ratio entre la population et la superficie totale de la commune en km². [...]

**Chômage de longue durée** | Question **0086** (05/12/2023) de **M. Dan Biancalana** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Les chiffres du chômage sont actuellement en hausse. Dans ce contexte, nous nous intéressons au chômage de longue durée. La loi du juillet 2017 portant modification du Code du travail en vue de l'introduction d'un nouveau dispositif de lutte contre le chômage de longue durée est un outil qui permet de faire sortir les demandeurs d'emploi du chômage de longue durée. Ce dispositif de lutte contre le chômage de longue durée vise à soutenir la création de nouveaux emplois dans le secteur communal, parapublic ou social. En 2021, une motion a été adoptée à la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à évaluer ce dispositif et adaptations y relatives pour aboutir à une baisse des demandeurs d'emploi inactifs. De plus, une étude intitulée « Le chômage de longue durée au Luxembourg : Mesure, contours et déterminants du phénomène » a été réalisée récemment par le Gouvernement sortant.

Dès lors, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Comment la structure d'âge des chômeurs de longue durée a-t-elle évolué au cours des cinq dernières années ?

2) – Combien de chômeurs de longue durée ont trouvé un emploi auprès de la fonction publique ou des communes au cours des cinq dernières années ?
– Quelles sont les communes et les associations sans but lucratif qui ont embauché le plus de chômeurs de longue durée au cours des cinq dernières années ?

3) L'économie sociale et solidaire devrait jouer un rôle dans la lutte contre le chômage de longue durée. Néanmoins, l'économie sociale et solidaire n'est pas mentionnée dans l'accord de coalition. Compte tenu de l'importance du sujet, la question se pose de savoir si le Gouvernement a l'intention d'accorder une place à l'économie sociale et solidaire dans la lutte contre le chômage de longue durée. Dans l'affirmative, que prévoit-il concrètement ?

**Réponse** (28/12/2023) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1) *(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

À la date du 31 octobre 2023, la catégorie des chômeurs de longue durée, définie comme les demandeurs d'emploi inscrits depuis au moins 12 mois, représente 37 % du total des demandeurs d'emploi résidents disponibles, ce qui équivaut à 6.288 personnes. La part des chômeurs de longue durée est en baisse depuis quelques années.

*(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Au cours des cinq dernières années, la répartition des chômeurs de longue durée par tranche d'âge n'a pas connu d'évolutions significatives.

ad 2) – *(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Ce graphique présente l'évolution du nombre de sorties vers l'emploi[22] vers le secteur de l'administration publique (catégorie O du code NACE : État et communes) de 2019 à 2022. En 2022, les sorties vers l'administration publique ont représenté 2,6 % de l'ensemble des sorties vers l'emploi des chômeurs de longue durée. Cela représente 133 personnes. Les secteurs principaux ayant embauché des chômeurs de longue durée étaient les activités de services administratifs et de soutien (catégorie N ; nettoyage et jardinage), l'hébergement et la restauration (catégorie I), ainsi que le commerce (catégorie G).

*(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

La répartition par tranche d'âge révèle une relative stabilité des sorties vers l'emploi au sein des administrations publiques au cours des dernières années.

– Les communes et les associations sans but lucratif (ASBL) ayant recruté le plus de chômeurs de longue durée au cours des cinq dernières années sont, par ordre d'importance :

1. Commune de la ville de Luxembourg
2. Forum pour l'emploi ASBL
3. Commune de la ville d'Esch-sur-Alzette
4. Commune de Differdange
5. Commune de Dudelange
6. Stëftung Hëllef Doheem
7. Arcus Kanner, Jugend a Famill ASBL
8. CIGL Esch/Alzette ASBL
9. Commune de Sanem
10. Proactif ASBL C/O.

ad 3) Promouvoir le développement durable et encourager voire faciliter la transition en se mobilisant pour une justice sociale et une responsabilité écologique, telles sont les missions principales de l'économie sociale et solidaire.

Au vu de sa transversalité, l'économie sociale et solidaire concerne tous les domaines et se retrouve à la lecture de l'accord de coalition à plusieurs endroits. L'investissement à impact social, l'évaluation et les adaptations de la loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal ou le volet éducation n'en constituent que des exemples.

Comme par le passé, les sociétés agréées en tant que sociétés d'impact sociétal dont le capital social est composé à 100 % de parts d'impact, les fondations et les associations sans but lucratif pourront continuer à bénéficier des mesures proposées par l'ADEM dans le cadre de la lutte contre le chômage de longue durée.

**Vaccins contre la Covid-19** | Question **0090** (08/12/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Vill Impfstoffer, déi am Kader vun der Covid-19-Pandemie akaf oder bestallt goufen, hunn um Enn missen zerstéiert ginn, well d'Demande net méi esou grouss war, wéi ufangs gefaart. Wéinst lafende Laangzäitkontrakter, déi ënnerschriwwe goufen, si méi Vaccinen hiergestallt a verkaf ginn, wéi néideg. Dat war weeder nohalteg um Ressourcen- an Emissiounsniveau, nach gutt fir d'Staatsfinanzen. Trotzdeem erwaarden d'Hiersteller, dass déi iwwerflëssteg Vaccinen ofkaf ginn, och wann d'Wuer net méi gebraucht gëtt. Dat huet sech och rezent nach emol gewisen an der Geriichtsaffär tëscht Pfizer an Ungarn, wou Pfizer geklot hat, well Ungarn 2022 refuséiert hat, fir déi bestallten, mee net méi gebrauchte Vaccinen, ze bezuelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. – Wéi vill Impfstoffdosen hu säit menger leschter Fro vum Oktober 2023 zousätzlech zu de scho bekannten Dose missen zerstéiert ginn?
Wéi vill Vaccinen huet d'Regierung bis elo missen insgesamt zerstéieren? Kann d'Regierung oplëschten, ëm wéi vill Flacone vu wéi engen Hiersteller et sech heibäi handelt?
– Wéi héich war de Käschtepunkt bis elo insgesamt vun deenen zerstéierte Flaconen (Präis fir d'Impfstoffer)?
– Wéi héich war de Käschtepunkt vun der Entsuergung vun deenen zerstéierte Flaconen insgesamt (Präis fir eng konform Entsuergung)?

2. Wéi vill Dose vu wéi engen Hiersteller muss Lëtzebuerg nach akafen, well nach eng kontraktuell Verflichtung dofir besteet?

3. Kann d'Ministesch eis d'Oflafdatumer grad ewéi déi verbleiwend Unzuel u Flacone vun all deene verschiddenen Impfstoffer ginn, déi Lëtzebuerg am Moment op Stock huet?

4. Erwaart Lëtzebuerg nach Impfstoffliwwerungen?
Falls jo: Ass geplangt, vollstänneg fir dës Liwwerungen ze bezuelen, oder gëtt et Pläng fir Renegociatiounen?
Wéi héich ass de Montant?

**Réponse** (09/01/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. – Wéi schonn den 18. Oktober 2023 an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8206 vum 3. August vum honorabelen Deputéierte präziséiert, huet Lëtzebuerg sech um gemeinsamen Akaf vun Impfdose vun der Europäescher Unioun (EU) bedeelegt, fir soumat eng besser Positioun an den Negociatioune mat de Produzenten ze hunn. Doduerch ass Lëtzebuerg, genau esou wéi all anert Land aus der EU, kontraktuell gebonnen, eng proportionell Unzuel un Dose mat anzekafen. Deemno ass et och zu Lëtzebuerg, genau wéi an deenen anere Länner vun der EU, net méiglech ze verhënneren, dass eng gewëssen Unzuel vu Flaconen aus diverse Grënn hu missen zerstéiert ginn.

Tëschent dem 18. Oktober 2023 an dem 8. Januar 2024 goufen 349.942 Dosen zu Lëtzebuerg zerstéiert.

Op den 8. Januar 2024 goufen insgesamt 1.105.182 Dosen zu Lëtzebuerg zerstéiert respektiv fortgeschéckt fir zerstéiert ze ginn, dorënner:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

– De Gesamtkäschtepunkt vun den zerstéierten Dose gëtt op EUR 23.487.499,15 geschat, wuel wëssend, dass d'applizéiert Wiesselcoursen zum Zäitpunkt vun de Paiementer vun de verschiddene Rechnungen de Gesamttotal liicht ännere kënnen.

– Op den 19. Dezember 2023 huet d'Zerstéierung selwer EUR 13.810,84 kascht. Enn Dezember sinn nach eemol 36.340 Dose verschéckt gi fir entsuergt ze ginn. Dës Entsuergung ass nach net a Rechnung gestallt ginn, am Duerchschnëtt kascht d'Zerstéierung vun enger Dosis allerdéngs ëm déi 0,014 EUR.

ad 2. Et ginn nach 464.354 Dose Comirnaty (BioNTech-Pfizer) erwaart. D'Liwwerunge sinn iwwer 3 Joer verdeelt an dat op d'Joren 2024 bis 2026. Dat entsprécht ongefeier 154.785 Dose pro Joer.

ad 3. De follgenden Tableau liwwert d'Unzuel vum Stock op den 8. Januar 2023.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 4. Déi nach erwaarte Liwwerunge sinn an der Äntwert op d'Fro 2 präziséiert.

D'Verhandlunge mat de Produzenten hunn et méiglech gemaach, déi reschtlech Liwwerquantitéiten un Impfdosen op déi nächst Joren ze verdeelen a beim initiale Präis ze bleiwen (EUR 19,50 € pro Dos) bis zum Enn vum Kontrakt. De Gesamtkäschtepunkt bis Enn 2026 läit bei EUR 9.054.903 HTVA.

[22] Nombre de demandeurs d'emploi qui ont occupé un emploi salarié ou non salarié au Luxembourg, trois mois après clôture de leur dossier à l'ADEM.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

**Déneigement des trottoirs** | Question urgente **0193** (17/01/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Uechter d'Land sinn d'Servicer vu Staat a Gemengen an och d'Leit mat enger akuter Erausfuerderung duerch Schnéi a Glatäis konfrontéiert. Vill Proprietäre vu Privathaiser a Geschäfter stellen sech wéi sou dacks an där Situatioun d'Fro, wéi eng Responsabilitéite fir d'Garantie vun der Sécherheet um Trottoir laanscht hir Gebaier dëst fir si mat sech bréngt.

Fir hei Informatiounen ze ginn, hat RTL ënnert dem Titel „Wien ass responsabel fir den Trottoir, wann ech net doheem sinn?" de 16. Januar en Artikel mat engem Iwwerbléck iwwert déi wichtegst Modalitéite publizéiert. Um Enn vun deem genannten Artikel gëtt allerdéngs och de Maître Krieger mat follgender Ausso zitéiert: „No der Publikatioun vun eisem Artikel huet de Maître Krieger preziséiert, datt en Trottoir zu der Voie publique gehéiert an d'Securité publique op dësen deemno gesetzlech ënnert d'Responsabilitéit vun der Gemeng fält. Zwar géife vill Gemengen an hire Reglementer festhalen, datt d'Bierger fir d'Sécherheet op den Trottoire responsabel sinn, ma d'Gesetz stéing allerdéngs ëmmer nach iwwer de Gemengereglementer."

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Bannenminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. Deelt den Här Minister déi juristesch Interpretatioun vum Maître Krieger? Falls net, firwat net? Wéi eng gesetzlech Texter reegelen déi Matière?

2. Gesäit den Här Minister vir, d'Gemengereglementer, déi d'Responsabilitéit vun der Sécherheet op den Trottoiren un d'Bierger delegéieren, op hir Legalitéit ze préiwen an se opzefuerderen, dës ze revidéieren, fir eng kloer Rechtssécherheet fir all d'Bierger hei am Land ze schafen? Falls net, firwat net?

**Réponse** (24/01/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Den Trottoir gehéiert dem Code de la route no zur Voie publique[23] an doduerch sinn d'Gemengen och Proprietaire vun den Trottoiren, déi op hirem Territoire leien. D'Gemengen hunn also d'Garde iwwert hir Trottoiren a sinn, als Gardien, zoustänneg fir den Entretien vun den Trottoiren, dëst op Basis vum Artikel 1384 Alinea 1 vum Code civil[24].

Dëst verhënnert awer net, dass eng Gemeng, iwwert de Wee vun engem Gemengereglement, d'Obligatioun vum Entretien un d'Bierger weidergëtt, net nëmmen op Basis vun den Dekreter vu 1789 a 1790, mee och op Basis vum Code pénal, Artikel 551 Punkt 3, dee beseet: „Seront punis d'une amende de 25 euros à 250 euros : [...] Ceux qui auront négligé de nettoyer les rues ou passages, dans les communes où ce soin est mis à la charge des habitants ; [...]." D'Gemengereglementer, déi dem Bierger d'Obligatioun octroyéieren, fir d'Trottoiren ze botzen, exekutéieren an deem Sënn eng Virgab vum Code pénal um lokalen Niveau.

Gëtt et an enger Gemeng keen esou ee Reglement, bedeit dat awer net, dass d'Bierger dispenséiert sinn, den Trottoir virun hirer Hausdier ze botzen. D'Jurisprudenz[25] präziséiert, dass all Bierger, als „personne prudente et diligente" op Basis vun den Artikelen 1382 an 1383[26] den Trottoir vu Schnéi, Glatäis a Laf muss fräimaachen.

D'Gemengen an d'Bierger sinn also zesummen dofir zoustänneg, dass d'Trottoire gebotzt ginn.

ad 2. Op Basis vun der Äntwert zur Fro 1 ass et net néideg, d'Gemengereglementer op hir Legalitéit ze préiwen.

---

[23] Arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, art. 2. [...] 1.1. Voie publique : Toute l'emprise d'une route ou d'un chemin ouverts à la circulation publique comprenant la chaussée, les trottoirs, les accotements et les dépendances, y inclus les talus, les buttes antibruit et les chemins d'exploitation nécessaires à l'entretien de ces dépendances ; les places publiques, les pistes cyclables et les chemins pour piétons font également partie de la voie publique

[24] Art. 1384. On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde.
Les parents, en tant qu'ils exercent l'autorité parentale, sont solidairement responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux.
Les maîtres et les commettants, du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés.
Les artisans, du dommage causé par leurs apprentis, pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance.
La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les parents et les artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.

[25] TA de Luxembourg, 06.05.2011, n° du rôle 132711, CA, 30.04.2003, n° 26545 du rôle : « [...] ; on ne saurait non plus, compte tenu des chutes de neige et du gel subséquent, reprocher à la commune Y de ne pas avoir immédiatement nettoyé routes et trottoirs dès la survenance du verglas étant donné qu'on ne saurait la contraindre de combattre le gel en même temps sur l'ensemble du territoire de la commune dès son apparition et de maintenir de façon permanente toutes les routes et tous les trottoirs dans un état parfaitement dégagé et entretenu. ».

[26] Art. 1382. Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer.
Art. 1383. Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

**Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis**

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

**Ech abonéiere mech:**

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

**Ech desabonéiere mech:**

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



## Invitation to the lecture

# "King William II (1792-1849) and the House of Orange in the Age of Revolution"

**When?** Thursday, 22 February 2024 at 6 p.m.

**Where?** Maison du Savoir
2, place de l'Université
L-4365 Esch-sur-Alzette
Auditoire 3.530

1848 Revolutioun zu Lëtzebuerg

**Registration:** relations.publiques@an.etat.lu

The lecture is being organised as part of the exhibition **"1848 Revolutioun zu Lëtzebuerg"** at the Luxembourg National Archives.

**Jeroen Koch** is Senior Lecturer of Modern European History at Utrecht University, The Netherlands. He is co-author of *The House of Orange in Revolution and War. A European History, 1772-1890* (London 2022).

LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Archives nationales

Chambre des Députés GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

IHIST. uni.lu

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |


PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen


Actualité parlementaire p. 03-07

Nouvelles lois p. 08-09

Séances publiques nos 10 et 11 p. 09-66

Questions au Gouvernement p. 66-99



2023-2028

n° 5




# Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-07

Nouvelles lois ..... p. 08-09

Séances plénières ..... p. 09-66

10e séance du mardi 30 janvier 2024 p. 09-32

11e séance du jeudi 1er février 2024 p. 33-66

Questions au Gouvernement ..... p. 66-99

# Chambre des Députés

## Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

**Concept et layout :**
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

**Impression :**
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**
29/02/2024

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

# Deux ans de guerre en Ukraine



*M. Christophe Hansen (deuxième rangée, 3e à droite) a fait le déplacement jusqu'à Kyiv pour y rencontrer ses homologues dans le cadre de l'initiative parlementaire « United for Ukraine ».*

## Un député à Kyiv pour les deux ans du début de l'agression russe

Le député Christophe Hansen a représenté le Parlement luxembourgeois à Kyiv les 23 et 24 février 2024 dans le cadre d'une initiative parlementaire dénommée « United for Ukraine », qui a rassemblé 26 Présidents et Vice-Présidents des commissions des affaires étrangères d'une vingtaine de pays membres de l'Union européenne et de l'OTAN.

Le déplacement était hautement symbolique aux yeux de M. Hansen. « Il est important de manifester notre solidarité en ce 24 février. Il est primordial de faire preuve de notre soutien humanitaire et militaire et de montrer aux Ukrainiens que nous sommes de leur côté », a-t-il déclaré.

Le député a participé au voyage en sa qualité de Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région de la Chambre des Députés.

À Kyiv, les 26 parlementaires ont rencontré les représentants politiques clés de l'Ukraine, membres du Gouvernement et du Parlement. Ils ont notamment pu s'échanger avec M. Ruslan Stefanchuk, Président du Parlement ukrainien, la Verkhovna Rada.

« Nous sommes convaincus que la victoire de l'Ukraine est décisive pour garantir la sécurité de l'Europe et du monde entier. Tous les efforts nécessaires en termes d'assistance militaire, économique, politique et humanitaire doivent être fournis dans le but de permettre à l'Ukraine de gagner cette guerre le plus rapidement possible », ont affirmé les parlementaires dans une déclaration commune. « Jusqu'à présent, le soutien militaire des pays occidentaux a permis à l'Ukraine de ne pas perdre la guerre, mais n'a pas été suffisant pour lui permettre de la gagner. »

Dans leur déclaration, ils réclament également que l'Union européenne revoie son aide financière et militaire en faveur de l'Ukraine. Ils demandent par ailleurs à la communauté internationale d'intensifier les sanctions à l'encontre de la Russie et de faire avancer la mise en place d'un tribunal spécial pour poursuivre des crimes de guerre. Enfin, ils demandent à leurs gouvernements d'adhérer au plan de paix proposé par le Président ukrainien, M. Volodymyr Zelensky.

Les parlementaires ont eu l'occasion de rencontrer des victimes qui ont été blessées en conséquence de la guerre lors d'une visite dans un centre de réhabilitation. M. Hansen y a eu l'occasion d'échanger avec des actifs de l'association luxembourgeoise de soutien LUkraine.

## « Le Parlement luxembourgeois soutiendra toujours l'Ukraine »

Le jour du deuxième anniversaire de l'invasion russe en Ukraine, une marche solidaire a été organisée à Luxembourg-ville. Lors d'un discours sur la Place de Clairefontaine, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a réaffirmé le soutien indéfectible des Luxembourgeois aux Ukrainiens.

« Le Parlement luxembourgeois soutiendra toujours l'Ukraine, indépendamment de la majorité en place », a affirmé le Président de la Chambre devant les membres de la communauté ukrainienne au Luxembourg et les représentants de l'association LUkraine, plusieurs députés et députés européens, des membres du corps diplomatique et des personnes manifestant leur solidarité.

« La guerre d'agression contre l'Ukraine est une attaque contre la démocratie. Nous allons lutter contre le fait que les gens s'habituent à la guerre ou se fatiguent de la guerre. C'est un objectif de la propagande russe, mais elle n'aura pas gain de cause », a assuré M. Wiseler. Le Président de la Chambre a rappelé que « la lutte des Ukrainiens n'est pas seulement une lutte pour l'Ukraine, mais également pour la démocratie, pour la liberté, pour les droits humains et pour nos valeurs ».



*Le Président de la Chambre des Députés a exprimé son soutien au peuple ukrainien au nom des Luxembourgeois.*

Retrouvez la déclaration commune (en anglais) de l'initiative parlementaire « United for Ukraine » en scannant le code QR suivant :

# Commemoratiounsdag fir d'Resistenz

Virun 80 Joer goufen 23 Lëtzebuerger Resistenzler am Konzentratiounslager zu Hinzert an der Géigend vun Tréier ëmbruecht.

Am Kader vun enger Gedenkzeremonie de 25. Februar 2024 um nationale Commemoratiounsdag fir d'Resistenz huet de Chamberpresident Claude Wiseler beim Hinzerter Kräiz eng Gerbe niddergeluecht a Schüler vum Atert-Lycée Réiden begéint.



# Visite du Ministre arménien des Affaires étrangères



*Le Ministre arménien des Affaires étrangères, M. Ararat Mirzoyan, a été reçu à la Chambre des Députés dans le contexte du conflit opposant son pays à l'Azerbaïdjan.*

Fin 2023, l'Azerbaïdjan a pris le contrôle de l'enclave arménienne Nagorny Karabakh en usant de la force. Plus de 106.000 Arméniens ont été contraints de fuir la région pour se réfugier en Arménie et les tensions du conflit restent d'actualité. C'est dans ce contexte que le Ministre arménien des Affaires étrangères, M. Ararat Mirzoyan, était en visite à la Chambre des Députés le 14 février 2024, le même jour où l'Arménie a inauguré son ambassade au Grand-Duché.

« Nous soutenons l'Arménie par les moyens de la diplomatie parlementaire et nous partageons les mêmes valeurs » : c'est ainsi que le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a salué l'invité de la République d'Arménie qui avait déjà été en visite à la Chambre en janvier 2022. « Nous apprécions votre soutien », a répondu ce dernier, en soulignant que les jeunes démocraties auraient besoin de support et la situation en Ukraine montrerait bien les dangers qui existent.

Le Ministre arménien des Affaires étrangères a présenté la situation telle qu'elle se présente dans la région à l'heure actuelle. Selon lui, l'Azerbaïdjan ne montrerait pas de vraie volonté de paix et voudrait relier les deux parties de son pays par une route traversant l'Arménie, sans respecter la souveraineté et l'intégrité arméniennes. Il aurait déjà violé les frontières et traités en envahissant le Nagorny Karabakh.

L'Arménie n'a pas été seule dans ses efforts pour accueillir les réfugiés ayant fui l'enclave, mais a trouvé du soutien auprès de ses partenaires internationaux, dont le Luxembourg. Selon le ministre, un rôle important incombe à l'Union européenne. Au moment de sa visite au Luxembourg, M. Mirzoyan venait de rencontrer le Haut Représentant de l'UE pour les Affaires étrangères, M. Josep Borrell, à Bruxelles. Lors de cet entretien, il avait été convenu que l'Union européenne et l'Arménie renforceraient leur partenariat.

Les prisonniers politiques arméniens retenus par l'Azerbaïdjan sont au nombre de 23, a encore précisé le Ministre arménien des Affaires étrangères. Il a par ailleurs regretté que la Russie, dont une force de maintien de la paix se trouve en Arménie, n'ait pas réagi aux agressions de l'Azerbaïdjan. « Nous sommes de votre côté », ont souligné plusieurs députés luxembourgeois.

Au mois de mai 2024, une délégation de la Chambre des Députés se rendra en Arménie en visite officielle sur invitation du parlement d'Erevan.

## Visite de travail du Premier ministre du Monténégro

# « Nous voulons rejoindre la famille européenne »

C'était le but affiché par le Premier ministre du Monténégro, M. Milojko Spajić, accueilli le 29 janvier 2024 à la Chambre des Députés pour un échange de vues avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région. Les députés se sont renseignés sur les avancées du Monténégro dans son processus d'adhésion à l'Union européenne. Le Premier ministre monténégrin a assuré aux députés que son pays a intégralement aligné sa politique étrangère et de sécurité sur celle de l'Union européenne.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a remarqué que le nom du parti politique du Premier ministre monténégrin exprime clairement son engagement européen avec la dénomination « Europe maintenant ». En effet, le Premier ministre a affirmé devant les parlementaires luxembourgeois que son pays dispose actuellement d'une majorité politique véritablement orientée vers les réformes nécessaires pour aboutir à son adhésion en tant que 28e État membre de l'Union européenne.

Les députés ont salué le plan ambitieux du Premier ministre visant à accélérer le processus d'adhésion de son pays à l'UE. Les députés et le Premier ministre monténégrin ont identifié des réformes prioritaires liées à l'État de droit, au fonctionnement des principales instances judiciaires ainsi qu'aux domaines de la lutte contre la corruption et la criminalité organisée. Le Premier ministre a exprimé le souhait de les concrétiser avant la fin de l'année.

En réponse à la question d'un député concernant la position du Monténégro à l'égard d'éventuels changements dans les traités de l'UE, notamment en ce qui concerne la majorité ou l'unanimité pour les décisions au sein du Conseil, M. Spajić a souligné que le Monténégro soutient toutes les réformes de l'UE, pourvu qu'elles soient avantageuses pour les citoyens européens. Dans ce contexte, le Premier ministre a insisté sur le fait que son pays aspire à rejoindre la grande famille européenne, partageant les mêmes valeurs, et à avoir également accès au marché unique européen. Il a souligné la volonté du Monténégro d'apporter une contribution positive à l'UE, sans être un « fauteur de troubles ».

### Le Monténégro : un partenaire « fiable » pour l'UE

Au cours des discussions avec les députés, notamment sur les relations entre la Russie et le Monténégro, M. Spajić a souligné que, malgré d'importants investissements russes dans le secteur touristique, son pays a été le premier des Balkans à mettre en œuvre les sanctions à l'égard de la Russie et ceci sans solliciter d'aides financières de l'UE. Selon le Premier ministre, le Monténégro se positionne en tant que « partenaire fiable en ces temps difficiles ».

Les députés se sont encore intéressés à la volonté du Monténégro de réformer son système de santé et son régime des retraites. Dans ce contexte, le Premier ministre a mis en avant l'importance de « retenir les jeunes Monténégrins dans le pays » en leur offrant des perspectives. Il s'est par ailleurs réjoui de la réussite de l'intégration de la diaspora monténégrine au Grand-Duché, soulignant les liens forts entre les deux pays.

Un autre député a souhaité obtenir des informations sur les progrès du Monténégro en matière d'environnement et de développement durable. M. Spajić a précisé que son pays figure parmi les premiers au monde à avoir inscrit la protection de l'environnement dans sa Constitution. Il a ainsi souligné que la Constitution oblige le pays « à prendre en compte l'impact sur l'environnement », en admettant toutefois que le Monténégro doit encore surmonter des défis écologiques hérités de l'époque communiste, notamment liés à une centrale thermique et aux mines de charbon. Le Premier ministre a exprimé sa volonté de décarboniser le pays et d'investir dans les énergies renouvelables, tout en reconnaissant que cette transition énergétique nécessitera probablement une dizaine d'années. Finalement, il a mis en avant que, malgré les défis, l'utilisation du charbon a contribué à maintenir l'indépendance énergétique du pays et à maintenir l'inflation basse, en particulier après l'agression russe en Ukraine et la crise énergétique qui en a résulté.



*Le Premier ministre du Monténégro, M. Milojko Spajić, accueilli à la Chambre des Députés pour un échange de vues avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes.*

# Visite de travail en République démocratique du Laos




*Les députés luxembourgeois ont pu visiter l'école hôtelière « The Academy », construite avec le soutien du Grand-Duché de Luxembourg.*

MM. Gusty Graas et Sven Clement ont accompagné le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, M. Xavier Bettel, lors de sa visite de travail en République démocratique du Laos.

À Vientiane, M. Gusty Graas, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, ainsi que M. Sven Clement ont eu un échange de vues avec leurs homologues de l'Assemblée nationale du Laos, la « Sapha Heng Xat ». Les deux parlementaires ont par ailleurs visité une série de projets soutenus par la coopération luxembourgeoise.

### Visite d'un site de déminage

Une des visites a été celle, particulièrement marquante, du site de déminage situé dans la région de Luang Prabang. Au Laos, environ un tiers des bombes larguées pendant la deuxième guerre d'Indochine n'ont pas explosé. Par conséquent, le Laos demeure le pays le plus gravement affecté au monde par la présence de munitions non explosées.

### Visite de projets prioritaires de la coopération luxembourgeoise

Les députés ont également visité plusieurs projets prioritaires de la coopération luxembourgeoise au Laos, axée principalement sur les domaines de la santé et du développement local. Ils se sont notamment rendus à l'hôpital Maria Teresa à Phonhong, au sein duquel ils ont pu voir différentes unités et discuter avec le personnel soignant. Cet établissement a été construit avec le soutien du Luxembourg.

À Vang Vieng, les deux parlementaires ont visité, conjointement avec le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, le « Vientiane Province Technical College » et l'école hôtelière « The Academy ». Les députés ont profité de l'occasion pour s'entretenir avec le personnel et les étudiants.

# Traditionelle Valentinsëmzuch an der Chamber

De 7. Februar 2024 si Vertrieder vun der Gäertnerfederatioun (FHL) an d'Chamber komm an hunn de Membere vum Bureau an der Presidentekonferenz e Blummebouquet iwwerreecht.

Et war och eng Geleeënheet, fir d'Erausfuerderunge wéi och d'Besoine vun hirem Secteur virzedroen.



# Trois députés en mission d'observation électorale à Bakou

MM. Fernand Etgen et Claude Haagen ainsi que Mme Liz Braz ont participé à la mission d'observation de l'élection présidentielle en Azerbaïdjan du 7 février 2024, organisée par l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE).

Les trois députés luxembourgeois ont fait partie des quelque 80 observateurs de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE envoyés en Azerbaïdjan pour l'élection présidentielle anticipée. Il s'agit de la dixième fois depuis 1995 que l'Assemblée parlementaire observe des élections dans ce pays.

Les journées des 5 et 6 février étaient consacrées à des sessions d'information et de formation. La véritable mission d'observation a débuté le 7 février. Les députés luxembourgeois ont été assignés aux alentours de la capitale Bakou.



### 5.000 parlementaires en mission d'observation électorale depuis 1993

Plus de 5.000 parlementaires de l'AP-OSCE ont observé quelque 170 élections depuis 1993, contribuant ainsi à établir l'OSCE en tant que modèle d'excellence en matière d'observation électorale. Le Luxembourg participe régulièrement aux missions d'observation des élections. Une délégation luxembourgeoise a récemment pris part à des missions d'observation électorale en Hongrie, en Serbie et en Ouzbékistan.

*MM. Fernand Etgen et Claude Haagen ainsi que Mme Liz Braz ont participé à la mission d'observation de l'élection présidentielle en Azerbaïdjan.*



# Aarbechtsvisitt vun enger Delegatioun vum wallounesche Parlament

Eng Delegatioun vun der Kommissioun fir Ekonomie, Landesplanung a Landwirtschaft vum wallounesche Parlament ass den 13. Februar 2024 fir eng Entrevue mat Deputéierte vun der Landwirtschafts-, Ernärungs- a Wäibaukommissioun op Lëtzebuerg komm.

# Session d'hiver de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe



*De gauche à droite : M. Paul Galles, Mme Octavie Modert, Mme Stéphanie Weydert et M. Yves Cruchten*

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) s'est réunie une nouvelle fois à Strasbourg du 22 au 26 janvier 2024 pour sa session d'hiver. M. Gusty Graas, Mme Octavie Modert, M. Fernand Kartheiser, M. Paul Galles et Mme Stéphanie Weydert se sont déplacés à Strasbourg pour y représenter la Chambre des Députés.

La première partie de la session a été particulièrement riche en élections. Seul candidat à la présidence, M. Theódoros Roussópoulos, parlementaire grec, a été élu au poste de Président de l'assemblée par acclamation. Sa principale priorité pour l'année 2024 sera l'Ukraine et la reddition de comptes de la part de la Fédération de Russie. L'Irlandais Michael O'Flaherty a comptabilisé le plus de votes et endossera pour un mandat non renouvelable de six ans la fonction de Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe. Les parlementaires ont par ailleurs élu en la personne de M. Stéphane Pisani un nouveau juge luxembourgeois à la Cour européenne des droits de l'homme. Il succédera à M. Georges Ravarani, qui au 1er mai 2024 atteindra l'âge limite de 70 ans.

## Contestation des pouvoirs de la délégation azerbaïdjanaise

Pour motif de non-respect du pays quant à ses engagements relevant de son adhésion au Conseil de l'Europe en 2001, la délégation de l'Azerbaïdjan s'est vu contester ses pouvoirs à l'ouverture de la session. La contestation a fait l'objet d'un examen en commission de suivi et une résolution a été déposée décidant de ne pas ratifier les pouvoirs de la délégation. La séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice, le développement de la situation au Haut-Karabagh ou encore la non-invitation du Conseil de l'Europe à observer les prochaines élections sont quelques éléments substantiels de cette contestation. À ce titre, M. Yves Cruchten a souligné qu'il n'y avait pas eu le moindre progrès depuis les vingt dernières années. Le député luxembourgeois a appelé à voter en faveur de cette résolution parce que la crédibilité de l'assemblée était en jeu : les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et les ONG se retrouveraient en effet dans une incapacité de travailler en toute liberté. Il a précisé que la porte du Conseil de l'Europe resterait ouverte, mais ces problèmes devraient être abordés par les autorités azerbaïdjanaises. La résolution a été adoptée par 76 voix contre 10 et 4 abstentions.

## L'avenir démocratique du Bélarus

En présence de Mme Sviatlana Tsikhanouskaya, leader de l'opposition du Bélarus en exil, l'APCE a voté en faveur de l'instauration d'une délégation représentative des forces démocratiques du Bélarus. Cette dernière aura la possibilité d'assister aux travaux des commissions et des réseaux de l'assemblée. Le député Paul Galles est intervenu à ce sujet en mettant en exergue trois points du rapport de son collègue Kimmo Kiljunen. Tout d'abord, il a mis le régime de Minsk devant sa propre responsabilité par rapport à ses crimes, entre autres celui des tentatives de russification de « la langue, de la culture et de l'identité bélarussiennes ». Ensuite, il a mis en avant le progrès de l'ancrage réseautique de l'opposition bélarussienne dans le Conseil de l'Europe par le biais d'un nouveau rapporteur général pour un Bélarus démocratique. Enfin, le parlementaire a souligné la nécessité de renforcer le soutien tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays pour « toutes les aspirations démocratiques des Bélarussiens ». Il a d'ailleurs salué l'intention des forces démocratiques d'organiser des élections véritablement démocratiques en parallèle aux prochaines élections officielles au Bélarus.

## La sécurité des journalistes

Les poursuites-bâillons, communément appelées SLAPP (« Strategic Lawsuit Against Public Participation »), ont fait, avec les normes en matière de liberté des médias, l'objet d'un débat conjoint dans l'hémicycle. Lors des échanges, les parlementaires ont fait allusion à la campagne du Conseil de l'Europe pour la sécurité des journalistes lancée le 5 octobre 2023 à Riga. Le président de la délégation luxembourgeoise, M. Gusty Graas, est intervenu à ce sujet en regrettant la détention de journalistes, notamment en Azerbaïdjan et en Turquie, deux pays membres du Conseil de l'Europe.

Le parlementaire a déploré que « les droits à la liberté d'expression, à la liberté des médias et à la sécurité des journalistes ne sont aucunement acquis » et qu'il était nécessaire de sensibiliser davantage sur ces droits. Il a encore dressé une illustration du paysage médiatique du Luxembourg, qui se positionne à la 20e place du dernier classement de Reporters sans frontières. Finalement, il a précisé que l'assemblée dispose d'un rôle normatif considérable, par le biais de la fonction de législateur national qu'endossent les élus dans leur État membre respectif.

Mme Octavie Modert a été élue Présidente de la Sous-commission des droits de l'homme. La Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, à laquelle cette sous-commission est rattachée, participe à la procédure d'élection du Commissaire aux droits de l'homme ainsi que des membres du Comité européen pour la prévention de la torture.






# Entrevue mat der Vertriederin vun der Europäescher Kommissioun zu Lëtzebuerg

Eng méi déifgräifend Zesummenaarbecht tëscht der EU an der Chamber fir e bessere Suivi vun den EU-Dossieren, dat war den Haapttheema an der Entrevue tëscht der Vertriederin vun der Europäescher Kommissioun zu Lëtzebuerg Anne Calteux, dem Chamberpresident Claude Wiseler an dem President vun der aussepolitescher Kommissioun Gusty Graas.

D'Europäesch Kommissioun huet Vertriedungen an allen Haaptstied vun de 27 EU-Memberstaaten.

Bureau intersessionnel de l'Assemblée parlementaire de la francophonie

# Le point sur les différentes situations politiques francophones




*M. Mars Di Bartolomeo lors de son intervention sur le budget de l'APF*

La section du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a convoqué les membres du Bureau de l'APF à Bruxelles les 26 et 27 janvier 2024. M. Mars Di Bartolomeo est, en sa qualité de trésorier de l'APF, également membre du Bureau. Il s'agit d'un rendez-vous annuel au cours duquel le député luxembourgeois a présenté son projet de budget pour l'année à venir. Il a notamment insisté sur la pertinence, la nécessité et les résultats des missions de diplomatie parlementaire, ceci dans la perspective de s'impliquer dans des démarches de médiation politique internationale.

## Une situation financière saine

Comme à l'accoutumée, il revient au trésorier de présenter les comptes qui permettent à l'assemblée d'envisager « l'avenir avec sérénité et ambition ». M. Di Bartolomeo a souligné le support financier que peuvent apporter les sections sous forme de détachement de fonctionnaires. Dans ce contexte, il a rappelé que la Chambre des Députés a envoyé pour la première fois une agente à Paris pour une durée déterminée afin d'épauler le secrétariat général de l'assemblée. Pour ce qui est du budget, celui-ci est à la fois « ambitieux et réaliste ». En effet, les enjeux géopolitiques ont rendu nécessaire l'intensification ponctuelle des activités relevant de la diplomatie parlementaire.

## Le Gabon – une exception ?

L'assemblée est actuellement en train de revoir de fond en comble ses mécanismes de vigilance démocratiques, c'est-à-dire les outils dont disposent les parlementaires pour réagir aux diverses situations de crise à travers le monde francophone. À cet égard, le député luxembourgeois a insisté sur le fait que pour bien réagir, l'assemblée devrait se doter d'une certaine flexibilité. Or, selon lui, toute « flexibilité présuppose une veille permanente ». Actuellement, l'APF compte un total de sept sections suspendues : la Syrie, le Mali, le Tchad, la Guinée, la Tunisie, le Burkina Faso et Haïti. Le Gabon, dernier État d'Afrique subsaharienne à avoir connu un coup d'État le 30 août 2023, ne figure pas parmi cette liste. En effet, à la suite de deux missions sur le terrain, l'APF préfère accompagner la transition du pays alors que les nouvelles autorités gabonaises ne sont pas reconnues par les instances géopolitiques régionales telles que la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC). Par rapport à cette non-reconnaissance, l'élu luxembourgeois a insisté sur le caractère transitoire de la situation politique actuelle dans ce pays d'Afrique centrale. Il a par ailleurs souligné l'importance de respecter l'implémentation du calendrier de la transition avec la tenue d'élections en août 2025. D'autres messages à retenir de son intervention ont été la non-légitimation de la junte au pouvoir ainsi que l'importance de la trajectoire démocratique et pacifique du pays.

Les membres du Bureau ont encore renvoyé en examen les demandes d'adhésion de l'Angola, de Chypre et de Pondichéry, ainsi que la demande de changement de statut pour la section andorrane à la commission politique. Un corpus législatif sur les changements climatiques a aussi été présenté. Il s'agit d'un recueil de lois et de bonnes pratiques, servant de sources d'inspiration aux États membres de l'espace francophone. Finalement, les parlementaires ont tenu un débat sur le sujet « Résister aux ingérences hostiles dans les démocraties francophones ».

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne

# Échange sur la gouvernance économique et financière de l'UE

« Pour que l'Union européenne fonctionne, il faut la compétition qui stimule, la solidarité qui unit et la coopération qui renforce. » La Vice-Présidente du Parlement européen, Mme Dita Charanzová, a eu recours à cette citation de M. Jacques Delors, figure clé dans la construction européenne, pour ouvrir la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance dans l'Union européenne (SCEG).

Les députés nationaux et européens se sont donné rendez-vous les 12 et 13 février 2024 au Parlement européen à Bruxelles afin d'échanger sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne. La délégation luxembourgeoise était composée de MM. Franz Fayot et Tom Weidig.

La première journée de conférence était consacrée aux réunions en commission. MM. Fayot et Weidig ont participé à la réunion de la Commission des affaires économiques et monétaires, respectivement à la Commission des budgets. M. Weidig a notamment insisté sur la nécessité de respecter les traités européens. Il a encore remis en question le principe d'une dette commune européenne dans le contexte de « NextGenerationEU », le plan de relance européen de 2020. Il était, entre autres, question des perspectives nationales et européennes sur la façon dont le budget de l'UE peut réagir en temps de crise.

Le lendemain, les 129 députés présents se sont réunis à l'occasion de la séance plénière. Les investissements stratégiques et réformes en vue de renforcer le



*La délégation luxembourgeoise auprès de la Conférence interparlementaire sur la SCEG était composée de MM. Franz Fayot et Tom Weidig.*

potentiel de croissance de l'UE, l'avenir du marché unique de l'UE et la fiscalité étaient au cœur des discussions. M. Fayot a pris la parole pour mettre en avant l'importance du marché unique européen et la nécessité de lutter en permanence contre la fraude fiscale, un sujet auquel le Luxembourg a dédié un travail considérable.

Les thématiques abordées s'inscrivent directement dans le programme de la présidence belge du Conseil de l'Union européenne. Concernant les affaires économiques et financières, elle entend, en effet, favoriser une réponse européenne efficace aux différents défis auxquels les États membres doivent faire face. Cette priorité est en lien avec l'agression russe contre l'Ukraine et les incertitudes présentes sur le plan de l'économie internationale qui impactent directement l'avenir socio-économique de l'UE.

Chaque État membre exerce la présidence du Conseil de l'Union européenne pendant six mois à tour de rôle. Depuis le 1er janvier 2024, ce rôle est assumé par la Belgique, succédant ainsi à l'Espagne. Six mois plus tard, le 1er juillet 2024, la présidence reviendra à la Hongrie.

Pendant sa présidence, le pays en question dirige les réunions du Conseil de l'Union européenne. Celui-ci réunit les ministres des États membres en fonction de leurs domaines de compétence. Il partage le pouvoir législatif et budgétaire avec le Parlement européen.

La présidence est également revêtue d'une dimension parlementaire, c'est-à-dire que le parlement national du pays assurant la présidence devra prendre en charge l'organisation des cinq conférences interparlementaires européennes permanentes, dont fait partie la SCEG, et trois conférences sectorielles, avec la participation de députés des États membres de l'UE, du Parlement européen et des pays candidats à l'UE, d'observateurs et d'invités.

## Extension de la ligne de tramway

**8224 – Projet de loi portant sur la construction des extensions de la ligne de tramway à Luxembourg entre les stations Rout Bréck-Pafendall et Laangfur au Kirchberg et entre les stations Gare Centrale et Hollerich**

L'objet de la présente loi en projet consiste à autoriser l'État à participer au financement de l'extension du réseau de tramway à Luxembourg entre les stations Rout Bréck-Pafendall et Laangfur au Kirchberg et entre les stations Gare Centrale et Hollerich à hauteur de 90.000.000 euros correspondant à la valeur 1071,67 de l'indice semestriel des prix de la construction d'octobre 2022.

Jusqu'à présent, cinq différents tronçons ont fait l'objet d'une loi de financement et se trouvent actuellement soit en exploitation, soit en construction :

– Tronçon A : Stäreplaz–Étoile/Luxexpo (en cours d'exploitation) ;
– Tronçon B : Gare Centrale/Stäreplaz (en cours d'exploitation) ;
– Tronçon C : Lycée Bouneweg/Gare Centrale (en cours d'exploitation) ;
– Tronçon D : Stadion/Lycée Bouneweg (mise en service durant 2024) ;
– Tronçon E : Luxexpo/Findel Aéroport (mise en service durant 2025).

Il est ainsi prévu de développer le réseau du tramway sur différents axes. Parallèlement au développement du plateau du Kirchberg et de la porte de Hollerich, deux extensions du tram y seront construites en fonction du développement des nouveaux quartiers : K2 et HO.

La ligne K2 s'embranche sur la ligne existante à proximité de la station Rout Bréck-Pafendall, parcourt les quartiers existants du boulevard Adenauer, puis traverse les quartiers de Laangfur et Kuebebierg avant de rejoindre, via le boulevard Pierre Frieden, le pôle d'échange Luxexpo. La finalisation de l'ensemble du tracé est projetée pour 2033.

La ligne HO, également projetée à horizon 2033, s'embranche sur la ligne existante après la station Gare Centrale au niveau de la rampe du pont Buchler, parcourt le quartier Nei Hollerich, croise la route d'Esch, puis se prolonge jusqu'à la Porte de Hollerich.

Le coût total de la construction des tronçons K2A et HOA s'élève à 135.000.000 euros, dont 90.000.000 euros seront financés par l'État, la partie restante incombant à la ville de Luxembourg.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 23/05/2023
Rapportrice : Mme Corinne Cahen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

| | |
|---|---|
| 11/01/2024 | Désignation d'un rapporteur |
| | Examen du projet de loi |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 18/01/2024 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 01/02/2024

## Modification des dispositions du mandat d'arrêt européen

**8287 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne**

Dans l'objectif de se conformer aux conclusions de la Commission européenne dans le cadre de la procédure d'infraction INFR(2022)2018 ouverte à l'encontre du Grand-Duché de Luxembourg pour transposition incorrecte en droit national de certaines dispositions de la décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres, modifiée par la décision-cadre 2009/299/JAI du Conseil du 26 février 2009 portant modification des décisions-cadres 2002/584/JAI, 2005/214/JAI, 2006/783/JAI, 2008/909/JAI et 2008/947/JAI, le projet de loi sous rubrique vise à insérer un nouvel alinéa 2 à l'article 12 de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne.

Dans une lettre de mise en demeure du 19 mai 2022, la Commission européenne a demandé au Luxembourg de présenter ses observations quant à la transposition incorrecte de certaines dispositions de la décision-cadre 2002/584/JAI. Dans le courrier précité, la Commission européenne estimait que le Luxembourg avait manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 15, paragraphe 1er, et l'article 17, paragraphes 2 et 4, de la décision-cadre 2002/584/JAI concernant les délais pour prendre une décision sur l'exécution du mandat d'arrêt européen ainsi qu'à ses obligations d'informer sans délai l'autorité judiciaire de l'État qui a émis le mandat d'arrêt européen.

En réponse aux observations formulées par le Gouvernement luxembourgeois par lettre du 20 juin 2022, la Commission européenne a adressé un avis motivé au Grand-Duché de Luxembourg le 1er juin 2023, conformément à l'article 258 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. L'avis susmentionné constate que le Luxembourg a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 15, paragraphe 1er, et de l'article 17, paragraphe 4, de la décision-cadre 2002/584/JAI en transposant de manière incorrecte la possibilité de prolonger, dans certains cas, les délais pour statuer sur l'exécution d'un mandat d'arrêt européen ainsi que l'obligation ultérieure d'en informer immédiatement l'autorité judiciaire d'émission en indiquant les raisons ayant mené au retard.

Le constat de la transposition incorrecte de l'article 17, paragraphe 2, relatif aux délais d'adoption d'une décision sur l'exécution d'un mandat d'arrêt européen après le consentement de la personne recherchée à sa remise, a été retiré à la suite des observations formulées par le Luxembourg. Conformément à l'avis motivé susmentionné, le Luxembourg dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de l'avis pour prendre les mesures nécessaires afin de remédier aux manquements constatés par la Commission européenne. En cas de non-conformité à la décision-cadre dans le délai fixé, la Commission européenne pourrait saisir la Cour de justice de l'Union européenne d'un recours en manquement à l'encontre du Grand-Duché de Luxembourg.

La Commission européenne a donc recommandé au Luxembourg d'élaborer une disposition légale permettant une application conforme et plus littérale du droit européen, afin de renforcer l'État de droit et les droits de la défense au Grand-Duché de Luxembourg. Par conséquent, le présent projet de loi vise à remédier aux manquements constatés.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 28/07/2023
Rapporteur : M. Charel Weiler

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :

| | |
|---|---|
| 21/12/2023 | Désignation d'un rapporteur |
| | Présentation et examen du projet de loi |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 25/01/2024 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 30/01/2024

## Attaques contre les systèmes d'information

**8316 – Projet de loi portant modification du Code pénal en vue de la transposition de la directive 2013/40/UE du Parlement et du Conseil du 12 août 2013 relative aux attaques visant les systèmes d'information et remplaçant la décision-cadre 2005/222/JAI du Conseil**

Des systèmes d'information performants sont tout aussi indispensables à la liberté, à la sécurité et à la justice d'un État qu'à la lutte contre la cybercriminalité. Afin de garantir un niveau de protection adéquat des systèmes d'information des États membres de l'Union européenne, le Parlement européen et le Conseil ont adopté en date du 12 août 2013 la directive 2013/40/UE relative aux attaques contre les systèmes d'information et remplaçant la décision-cadre 2005/222/JAI du Conseil.

Au plan national, cette directive a été transposée par la loi du 18 juillet 2014 portant 1) approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité, ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001, 2) approbation du Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination des actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques, fait à Strasbourg le 28 janvier 2003, 3) modification du Code pénal, 4) modification du Code d'instruction criminelle, 5) modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques.

La Commission européenne a toutefois constaté que le Luxembourg avait transposé de manière incorrecte l'article 9, paragraphe 4, notamment le point b), de la directive, lequel impose aux États membres de prendre les mesures nécessaires pour que les infractions d'atteinte à l'intégrité d'un système d'information et à l'intégrité des données visées aux articles 4 et 5 de la directive soient passibles d'une peine maximale d'au moins cinq ans d'emprisonnement lorsqu'elles sont commises dans le cadre d'une organisation criminelle, qu'elles causent un préjudice grave ou qu'elles sont commises contre un système d'information d'une infrastructure critique.

Il a donc été recommandé au Luxembourg d'élaborer une disposition légale permettant une application conforme et plus littérale du droit européen. De ce fait, ce projet

de loi prévoit ainsi d'inclure les circonstances aggravantes prévues par la directive, tout en y appliquant une sanction efficace, proportionnée et dissuasive. In fine, il appartient aux autorités judiciaires d'apprécier au cas par cas s'il s'agit ou non d'une circonstance aggravante.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 28/09/2023
Rapporteur : M. Alex Donnersbach

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :
21/12/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
25/01/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30/01/2024

# 10e séance

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 10
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Communications** p. 10
   M. Claude Wiseler, Président
3. **Ordre du jour** p. 11
   M. Claude Wiseler, Président
4. **Octroi d'un titre honorifique à d'anciens députés** p. 11
   M. Claude Wiseler, Président
5. **Changements de composition de commissions parlementaires** p. 11
   M. Claude Wiseler, Président
6. **Heure de questions au Gouvernement** p. 11

**Question n° 20 du 30 janvier 2024 de Mme Stéphanie Weydert relative au statut et au congé politique des bourgmestres, échevins et conseillers communaux, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 11
Mme Stéphanie Weydert | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

**Question n° 21 du 29 janvier 2024 de M. Franz Fayot relative aux allégations d'Israël contre des employés d'UNRWA en rapport avec les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**

**Question n° 22 du 30 janvier 2024 de M. Laurent Mosar relative aux allégations d'Israël contre des employés d'UNRWA en rapport avec les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**

**Question n° 23 du 30 janvier 2024 de M. Fernand Kartheiser relative aux allégations d'Israël contre des employés d'UNRWA en rapport avec les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur** p. 12
M. Franz Fayot | M. Laurent Mosar | M. Fernand Kartheiser | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

**Question n° 24 du 30 janvier 2024 de M. Gusty Graas relative au financement des fonds de pension des fonctionnaires communaux, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 13
M. Gusty Graas | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

**Question n° 25 du 30 janvier 2024 de M. Tom Weidig relative à la production industrielle, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme** p. 13
M. Tom Weidig | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

**Question n° 26 du 30 janvier 2024 de M. Christophe Hansen relative au prolongement des avantages commerciaux accordés à l'Ukraine par l'Union européenne, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur** p. 14
M. Christophe Hansen | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

**Question n° 27 du 30 janvier 2024 de M. François Bausch relative au « Logementsdësch », adressée à M. le Premier ministre** p. 14
M. François Bausch | M. Luc Frieden, Premier ministre

**Question n° 28 du 30 janvier 2024 de Mme Carole Hartmann relative aux terrains et installations utilisés par les scouts en zone verte, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité** p. 15
Mme Carole Hartmann | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

**Question n° 29 du 30 janvier 2024 de M. Sven Clement relative à l'avis juridique concernant l'interdiction de la mendicité entre 7.00 et 22.00 heures dans différentes zones de la capitale, adressée à M. le Premier ministre** p. 15
M. Sven Clement | M. Luc Frieden, Premier ministre

**Question n° 30 du 30 janvier 2024 de M. David Wagner relative à la taxe sur les véhicules routiers, adressée à M. le Ministre des Finances** p. 16
M. David Wagner | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

**Question n° 31 du 29 janvier 2024 de M. Dan Biancalana relative à la phase répressive de l'interdiction de la mendicité entre 7.00 et 22.00 heures dans différentes zones de la capitale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 16
M. Dan Biancalana | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

**Question n° 32 du 29 janvier 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative au système de pension, adressée à M. le Premier ministre** p. 17
M. Mars Di Bartolomeo | M. Luc Frieden, Premier ministre

7. **Question élargie n° 1 de M. Fernand Kartheiser relative à la « Clearance » du Service de renseignement de l'État** p. 17
   M. Fernand Kartheiser | M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Fernand Kartheiser | M. le Premier ministre Luc Frieden
8. **Question élargie n° 2 de M. Laurent Mosar relative à la proposition de directive ATAD 3** p. 18
   M. Laurent Mosar | M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Laurent Mosar | M. le Ministre Gilles Roth
9. **Résolution de Mme Sam Tanson relative à la publicité des réunions des commissions parlementaires** p. 20
   Dépôt et exposé : Mme Sam Tanson
   Vote sur la résolution (adoptée)
10. **Heure d'actualité du groupe politique ADR au sujet de la diminution du nombre de personnes parlant le luxembourgeois** p. 20
    Exposé : M. Fred Keup (interventions de Mme Corinne Cahen, M. Georges Engel et M. Meris Sehovic) (dépôt des motions 1 et 2)
    Débat : Mme Françoise Kemp | M. André Bauler (dépôt de la motion 3) | Mme Liz Braz (interventions de M. Fred Keup) | Mme Sam Tanson (intervention de M. Fred Keup) | M. Ben Polidori | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : M. Eric Thill, Ministre de la Culture (intervention de M. Fred Keup)

Motion 1 : M. Fred Keup | Mme Liz Braz | Mme Sam Tanson | M. Ben Polidori | M. Marc Baum | M. Fred Keup

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. André Bauler | M. Marc Baum | M. Ben Polidori

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Motion 3 : M. André Bauler | M. Fred Keup

Vote sur la motion 3 (adoptée)

**11. 8287 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne** **p. 30**

Rapport de la Commission de la Justice : M. Charel Weiler

Discussion générale : Mme Simone Beissel | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8287 et dispense du second vote constitutionnel

**12. 8316 – Projet de loi portant modification du Code pénal en vue de la transposition de la directive 2013/40/UE du Parlement et du Conseil du 12 août 2013 relative aux attaques visant les systèmes d'information et remplaçant la décision-cadre 2005/222/JAI du Conseil** **p. 31**

Rapport de la Commission de la Justice : M. Alex Donnersbach

Discussion générale : Mme Carole Hartmann | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8316 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; M. Lex Delles, M. Gilles Roth, M. Léon Gloden, M. Serge Wilmes et Mme Elisabeth Margue, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Xavier Bettel,** Vice-Premier ministre | Nee, Här President.

## 2. Communications

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech hunn e puer Kommunikatiounen ze maachen.

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert oder gestrach gi sinn, ass och verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

***Communications du Président – séance publique du 30 janvier 2024***

*1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

*Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.*

*2) Les projets et propositions suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :*

*8349 – Projet de loi portant modification des articles 6, 101 et 106 de la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées*

*Dépôt : M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, le 22/01/2024*

*8350 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement*

*Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 24/01/2024*

*8351 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la publicité des réunions des commissions parlementaires*

*Dépôt : M. Gilles Baum, Député, M. Marc Baum, Député, Mme Taina Bofferding, Députée, M. Sven Clement, Député, M. Fred Keup, Député, Mme Sam Tanson, Députée, M. Marc Spautz, Député, le 25/01/2024*

*8352 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au temps de parole*

*Dépôt : M. Gilles Baum, Député, M. Marc Baum, Député, Mme Taina Bofferding, Députée, M. Sven Clement, Député, M. Fred Keup, Député, M. Marc Spautz, Député, Mme Sam Tanson, Députée, le 25/01/2024*

*3) Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires :*

*7807 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles*

*Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 22/04/2021*

*Retrait du rôle des affaires : 24/01/2024*

*4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

*3011 – Demande de pétition publique : Abolir la classe d'impôt 1a et le transfert vers la classe d'impôt 2*

*Dépôt : Mme Amel Meftah, le 16/01/2024*

*3012 – Demande de pétition publique : Retour à l'ancien plafond pour les chèques repas*

*Dépôt : M. Frédéric Nicolas, le 16/01/2024*

*3013 – Demande de pétition publique : Zusätzlicher Feiertag auch für Schulen wegen des Überschneidens von Christi Himmelfahrt und dem Europatag (9. Mai)*

*Dépôt : M. Leo Spiridigliozzi, le 16/01/2024*

*3014 – Demande de pétition publique : Méi Sécherheet a Schutz fir schwanger Fraen an engem Gesondheetsberuff oder Beruff mat kierperlecher Aarbecht! Dispensen direkt nodeems de Gynekolog eng Schwangerschaftsbestätegung ausgestallt huet*

*Dépôt : Mme Nina Kliska, le 16/01/2024*

*3015 – Demande de pétition publique : Interdiction des activités Auchan, qui soutient la Russie dans la guerre en Ukraine*

*Dépôt : Mme Olga Orlovskaya, le 17/01/2024*

*3016 – Demande de pétition publique : Interdiction de vendre des marchandises à la société Knauf, qui sponsorise la Russie dans la guerre contre l'Ukraine*

*Dépôt : Mme Olga Orlovskaya, le 17/01/2024*

*3017 – Demande de pétition publique : Der Staat muss auch RTL1 finanzieren*

*Dépôt : M. Marc Kintgen, le 17/01/2024*

*3018 – Demande de pétition publique : Einführung eines regelmäßigen Winterstreudienstes mit Sand zwischen 4 & 7h morgens durch die Kommunen gegen eine monatliche Gebühr in den Wintermonaten verteilt auf alle Haushalte*

*Dépôt : Mme Maria Tzanidakis, le 17/01/2024*

*3019 – Demande de pétition publique : Avoir plus d'aide pour les enfants et adolescents qui souffrent de mobbing dans les écoles. / Avoir un droit, une loi pour que la souffrance des enfants se termine positivement. Égalité pour tous !*

*Dépôt : Mme Filipa Andreia Teodoro Martins, le 17/01/2024*

*3020 – Demande de pétition publique : Vollständige Erstattung von Zahnimplantaten und Zahnbrücken durch die Krankenkasse*

*Dépôt : M. Théophile Schickes, le 18/01/2024*

*3021 – Demande de pétition publique : Suppression/modification du plafond des chèques repas; removal/modification of meal voucher limits; Ewechhuelen/Ännerung vum Plaffong vun Iessensbongen*

*Dépôt : M. Maxim Grauwmans, le 18/01/2024*

*3022 – Demande de pétition publique : Classe d'impôt pour veufs*

*Dépôt : Mme Sandrine Ferretti, le 19/01/2024*

*3023 – Demande de pétition publique : Unerkennung vum palästinensesche Staat / Reconnaissance de l'État palestinien / Recognition of the Palestinian state / Anerkennung des palästinensischen Staates*

*Dépôt : M. Halid Karajbic, le 19/01/2024*

*3024 – Demande de pétition publique : Man hat B-Führerschein seit Jahren, mit B-100, an der Grenze hört doch nicht alles auf. Wir sind Europa, was soll das? Man kann Quad fahren ohne Restriktionen, 3-Rad (piaggio) ohne Restriktionen, aber B-100 ist nach der Grenze nicht erlaubt. Man hat ja mit B-Führerschein genug Erfahrung. Es soll legalisiert werden*

*Dépôt : Mme Danielle Streff, le 20/01/2024*

*3025 – Demande de pétition publique : Pétition afin de pouvoir garder les urnes de défunts à la maison*

*Dépôt : M. Thierry Roland, le 21/01/2024*

*3026 – Demande de pétition publique : Mietverträge*

*Dépôt : Mme Myriam Jung, le 21/01/2024*

*3027 – Demande de pétition publique : Le gouvernement luxembourgeois doit renconnaître l'État de Palestine et contribuer par cela à l'instauration d'une paix juste au Proche-Orient, le plus vite possible*

*Dépôt : Mme Fatima Kurtic, le 21/01/2024*

*3028 – Demande de pétition publique : Suppression de la limite de 5 tickets/cartes repas par jour*

*Dépôt : M. Yann Wachowiak, le 23/01/2024*

*3029 – Demande de pétition publique : Le Luxembourg doit reconnaître la fibromyalgie comme une maladie réelle et handicapante*

*Dépôt : Mme Ann Clémentine Geismar, le 23/01/2024*

*3030 – Demande de pétition publique : Indemnisation des travailleurs sans possibilité de télétravail. / Entschädigung für Arbeitnehmer ohne Möglichkeit zur Telearbeit*

*Dépôt : Mme Sabrina Seyler, le 26/01/2024*

*3031 – Demande de pétition publique : Améliorer la visibilité des pétitions ouvertes en créant un système de notification automatisé*

*Dépôt : M. Eugenio Frisetti Carpani, le 26/01/2024*

*3032 – Demande de pétition ordinaire : Net gutt, dass Lëtzebuergesch op de Klasse 7e, 6e a 5e ofgeschaaft gouf*

*Dépôt : M. Loris Stankovic, le 25/01/2024*

*3033 – Demande de pétition ordinaire : Sécherheet, Mobbing, Lycéeën*

*Dépôt : Mme Thérèse Ricquier, le 24/01/2024*

*3034 – Demande de pétition ordinaire : Gegen die Subventionierung des Wohnungsbauprojekts in Altrier, wenn es den Abriss der ehemaligen Schule beinhaltet*

*Dépôt : M. Romain Reiter, le 27/01/2024*

*3035 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour la mise en place d'un leasing social pour les voitures électriques au Luxembourg*

*Dépôt : M. Adnan Cindrak, le 27/01/2024*

*3036 – Demande de pétition publique : Méi Hëllef fir Fussballveräiner*

*Dépôt : M. Steve Seyler, le 28/01/2024*

*3037 – Demande de pétition publique : Primm fir Elektromobilitéit stoppen*

*Dépôt : M. Martin Ronck, le 30/01/2024*

*3038 – Demande de pétition publique : Un chemin piéton entre Sandweiler et la prison de Schrassig*

*Dépôt : M. Georges Bonkoua, le 30/01/2024*

*N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.*

*(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)*

## 3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 4. Octroi d'un titre honorifique à d'anciens députés

De Bureau huet de 17. Januar 2024 opgrond vun den Artikelen 195 an 197 vum Chambersreglement virgeschloen, follgende fréieren Deputéierten den Éierentitel vun hirer Fonctioun zouzeerkennen: dem Här François Benoy, der Madamm Cécile Hemmen an der Madamm Josée Lorsché.

Ass d'Chamber mat dëse Virschléi averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass och dat esou decidéiert. Den neien Éierendeputéierten eis Felicitatiounen!

*(Applaudissements)*

## 5. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, si follgend Ännerunge matgedeelt ginn:

An der Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme ersetzt den Här Sven Clement den Här Marc Baum all Kéier fir de Punkt iwwert d'Gesetzespropositioun 8008, an dat bis zum Enn vun der Prozedur vun dëser Gesetzespropositioun. An den Här Laurent Mosar ersetzt den Här Félix Eischen fir de Volet Economie.

An der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ersetzt den Här Sven Clement den Här Marc Baum all Kéier fir de Punkt iwwert d'Gesetzespropositioun 7966, an dat bis zum Enn vun der Prozedur vun dëser Gesetzespropositioun.

An der Commission du Travail ersetzt den Här Georges Engel den Här Yves Cruchten.

An der Commission de l'Exécution budgétaire ersetzt d'Madamm Françoise Kemp den Här Maurice Bauer an den Här Félix Eischen ersetzt den Här Laurent Mosar.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

*(Négation)*

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass och dat esou decidéiert.

## 6. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 20 vun der Madamm Stéphanie Weydert un den Här Inneminister iwwert de Statut an de Congé politique vun de Buergermeeschteren, Schäffen a Conseilleren. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 20 du 30 janvier 2024 de Mme Stéphanie Weydert relative au statut et au congé politique des bourgmestres, échevins et conseillers communaux, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV) | Här President, merci fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt dem Här Inneminister eng Fro iwwert de Congé politique stellen. Een Objektiv am Koalitiounsaccord war et, d'Gemengemandater, also déi vun de lokale Politiker, méi attraktiv ze gestalten. Mir wëssen alleguerten, datt op d'Kommunalpolitiker an deene leschte Joren ëmmer méi Aarbecht duerkomm ass an dës ëmmer méi villfälteg an usprochsvoll ginn ass.

Konkreet wollt ech dofir vun Iech wëssen, wéi eng Ännerungen Dir am Kader vum Congé politique, deen aktuell besteet, virgesinn hutt a wat Der wëllt afféieren. A wéini wäerten déi 40 Stonne Congé politique fir déi Buergermeeschteren a Buergermeeschtesche vun deene Gemengen, déi méi wéi 6.000 Awunner hunn, agefouert ginn, esou wéi dat am Koalitiounsaccord virgesinn ass? A wéini wäert Der den Dialog mat de Gemengepolitiker sichen? Dat war och eppes, wat Iech um Häerz louch.

Des Weidere wéilt ech nach wëssen, wéi et ausgesäit a puncto Exemptioun vun de Cotisatioune vun der Sécurité sociale, vun den Indemnitéiten a Jetons de présence vun de Gemengepolitiker, déi se kréie fir d'Vertriedung an de Gemengesyndicater oder an anere Verwaltungsréit vun aneren Entitéiten, wou se am Kader vun hirem Gemengemandat sëtzen. Sinn Iech do Schwieregkeete bekannt? A wéi wëllt Der dergéint virgoen?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Weydert. Den Här Inneminister huet d'Wuert. Här Inneminister.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Fir d'éischt och der Madamm Weydert merci fir déi Fro. An op dëser Plaz, an ech mengen, do kann ech am Numm vum ganzen Haus hei schwätzen, e grousse Merci fir den Asaz vun alle Gemengepolitiker, déi sech dagdeeglech an der Gemeng fir d'Wuel vun de Bierger a Biergerinnen asetzen.

Déi viregt Regierung hat e Projet vun engem Règlement grand-ducal deponéiert den 22. Juli 2022, wou schonn eng Rei Adaptatioune beim Congé politique fir d'Buergermeeschteren, d'Schäffen, bei de Conseillere vu Gemengen iwwer 20.000 Awunner virgesi waren, wéi och de Contingent, dat heescht déi Stonnen, déi ee kann ënnert dem Schäfferot verdeelen, fir zum Beispill a Syndicater ze siegéieren, vun 9 op 15 sollt eropgesat ginn.

An der Regierungserklärung, am Accord de coalition steet, datt bei Gemenge vu 6.000 Awunner un, de Congé politique op 40 Stonnen eropgesat soll ginn. Dat géif 18 Gemenge betreffe wéi zum Beispill Dikrech, Jonglënster oder Nidderaanwen.

Fir d'Prozedur ze acceleréieren, hunn ech decidéiert, de Projet vum 22. Juli zréckzezéien. En neie Projet wäert ech an de Regierungsrot erabréngen, wou déi Modifikatiounen drakommen, déi déi viregt Regierung virgesinn huet, plus de Congé politique op 40 Stonnen eropzesetze fir Gemenge vu 6.000 Awunner un.

Et ass och vun der viregter Regierung e Projet de loi schonn deponéiert ginn, och am Juli 2022, wou et ënner aneren ëm de Statut vum Élu local geet an och ëm d'Deontologie. Hei war virgesi ginn, datt de Congé politique soll anescht genannt ginn, nämlech „décharge pour activités politiques". Ech si mat där Expressioun, Denominatioun, net d'accord. Mir wäerte beim Congé politique bleiwen. Mir waarden elo op den Avis vum Staatsrot an da wäerte mer do zu dësem Projet déi néideg Amendementer erabréngen.

Betreffend Är Fro iwwert d'Exemptioun vun der Cotisation sociale op den Indemnitéite respektiv de Jetone vun de Membere vum Schäfferot a vum Gemengerot sinn ech amgaang, mat der Ministesch fir d'Sécurité sociale en Text auszeschaffen, fir datt mer déi Exemptioun afféieren; dat heescht, datt dorobber keng Sécurité sociale soll bezuelt ginn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | An dann nach zum Schluss wëll ech soen, datt ech am Laf vun dësem Joer wäert den Tour duerch d'Land maachen an déi véier Bezierker, mam Syvicol zesummen, fir mat de Gemengen aus deene verschiddene Bezierker en Dialog ze féieren, wéi mer hinne kënne weider Hëllefstellung ginn a wéi mer kënnen och besonnesch d'Situatioun vun den Élus locaux an och wéi se mat eis, mam Ministère, an Zukunft zesummeschaffen, wäerte kënne verbesseren.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Inneminister Merci.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 21 vum Här Franz Fayot, zur Fro Nummer 22 vum Här Laurent Mosar an zur Fro Nummer 23 vum Här Fernand Kartheiser un den Här Minister fir auswäerteg Ugeleeënheeten an Aussenhandel iwwert d'Reprochë géint d'UNRWA-Mataarbechter am Kader vun den Hamas-Attentater vum 7. Oktober. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 21 du 29 janvier 2024 de M. Franz Fayot relative aux allégations d'Israël contre des employés d'UNRWA en rapport avec les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**

**– Question n° 22 du 30 janvier 2024 de M. Laurent Mosar relative aux allégations d'Israël contre des employés d'UNRWA en rapport avec les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**

**– Question n° 23 du 30 janvier 2024 de M. Fernand Kartheiser relative aux allégations d'Israël contre des employés d'UNRWA en rapport avec les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Merci, Här President. Et ass ze begréissen, dass de Commissaire général vun der UNRWA, dem UNO-Flüchtlingswierk fir Palästinenser am Noen Osten, direkt eng intern Enquête opgemaach huet zu den Accusatiounen, déi eng zwielef Mataarbechter betreffen, déi bei den Attacke vum 7. Oktober vun der Hamas solle matgewierkt hunn an dës och direkt suspendéiert huet.

Nawell stelle sech eng Rei Froen an dësem Kontext. Éischtens stellt sech d'Fro vun der Verhältnismëssegkeet, wann elo enger Organisatioun wéi der UNRWA solle Finanzementer gestrach ginn, wëssend, dass d'UNRWA aktuell déi bei Wäitem wichtegst humanitär Organisatioun a Gaza ass, déi ëmmer nach mat 3.000 Mataarbechter ronn 2 Milliounë Mënschen a schlëmmste Konditiounen tant bien que mal iwwer Waasser hält. Dëst gëtt och vun der UNRWA selwer a vun der UNO ënnerstrach.

Zweetens si mer hei ëmmer nach am Beräich vu Behaaptungen, déi nach net bewise sinn an déi laut engem Artikel an „Associated Press" vum 29. Januar aus engem israeeleschen Dokument ervirginn, dat net onofhängeg confirméiert konnt ginn. Wann een déi laangjäreg Tensioune kennt tëschent Israel an der UNRWA, da muss een dat hei also insbesonnesch an deem extreem ugespaanten aktuelle Kontext an och géint de Background vun der Decisioun vum Internationale Geriichtshaff mat ganz vill Virsiicht kucken.

Dofir meng Froen un Iech, Här Ausseminister, wëssend, dass Lëtzebuerg e laangjäregen a verléissleche Partner vun der UNRWA ass, dass mer e Cadre pluriannuel hu mat der UNRWA an dass mer och, mengen ech, per capita ee vun den Haaptdonateure si vun där Organisatioun: Ass Ären Tweet vum 28. Januar effektiv esou ze deiten, dass Lëtzebuerg säi pluriannuelle Finanzéierungskader mat UNRWA géif suspendéieren oder souguer stoppen, wann aus der Enquête géif eng Implikatioun vun e puer Mataarbechter an den Attacke vun der Hamas vum 7. Oktober ervirgoen?

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. An d'Wuert huet elo den Här Mosar.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Här Fayot huet schonn de Kontext gesat, soudatt ech et ganz kuerz kann halen.

Ech wollt awer zousätzlech zu deem, wat den Här Fayot gesot huet, mech op en Artikel referéieren, dee gëschter Owend oder de Moien am „Wall Street Journal", wat jo awer eng ganz seriös Zeitung ass, erschéngen ass, wou dervu rieds geet, datt et sech hei net nëmme géif ëm zwielef Mataarbechter handelen, mee datt et sech kéint ëm bis zu 10 % vun de ganzen Effektive vum UNRWA handelen. Dat wär natierlech nach eng ganz aner Envergure wéi déi, déi elo mol um Dësch läit.

Ech mengen, ech si mam Här Fayot d'accord, fir ze soen: Hei spillt natierlech eng Présomption d'innocence. Nach muss een awer wëssen: Wann dat déi Ausmoossen hätt, wéi dann elo dee „Wall Street Journal" do behaapt, da géif dat effektiv méi wéi ëm eng Dose Leit goen an da géif sech effektiv d'Fro stellen, wéi et hei virugeet.

Dofir och meng Froen, déi änlech si wéi déi vum Här Fayot. Mir hunn och de Moie schonn den Ausseminister an der zoustänneger Kommissioun héieren, wou en eis gesot huet, wat do am Moment d'Positioun vun der Regierung wier. Eis a mech géif et awer och interesséieren, sollt sech erausstellen, datt do effektiv grav Dysfonctionnementer wieren – fir et mol net aneschters ze qualifizéieren –, wat och d'Positioun vun der Regierung wier, an, pour le reste natierlech och, wéi mir mat deenen Hëllefen, fir déi mer eis engagéiert hunn, och mëttel- a laangfristeg wäerten ëmgoen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Mosar. An elo huet den Här Kartheiser d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Wann een als Drëtte schwätzt, dann huet een alt dee Virdeel, datt een net alles muss widderhuelen.

Ech wollt awer d'Regierung e bësse méi wäit féieren an dëser Diskussioun ronderëm d'UNRWA, well mer jo och an der Vergaangenheet schonn ëmmer erëm Problemer hate mat dëser Organisatioun. Ech wëll just drun erënneren, datt se – anescht wéi d'UNHCR zum Beispill – aner Reegelen huet fir d'Definitioun vun engem Refugié.

Et ass a Palästina, an där Géigend, ierflech – an anere Géigenden op der Welt net! Mir schwätzen haut bei deene jonken Däitschen, deenen hir Grousseltere vläicht aus Osteuropa verdriwwe goufen, net méi vu Refugiéen. A Palästina gëtt dat anescht gehandhaabt. Dofir ass dat emol e Problem, deen och an der Politick ëmmer rëm diskutéiert gëtt: Ass et iwwerhaapt legitimm, Leit als Refugié ze bezeechnen, deenen hir Grousseltere verdriwwe goufen?

Dat Zweet ass, datt bei der UNRWA ëmmer rëm Schoulbicher-Problemer opgedaucht sinn: antisemitesch an antiisraeelesch Inhalter. Elo goufe Puzzele fir Kanner fonnt mat Iwwerfäll op Israel an esou weider. Och do muss een ëmmer soen, an dat ass net nei, datt mer am Kader vun der UNRWA ëmmer rëm Problemer hate mat Antizionismus, Antisemitismus.

Mir hate souguer de Problem, datt an UNO-Infrastrukturen am Gazagebitt, a Schoulen notamment, och an deene leschte Jore scho Waffe fonnt goufen, an dat och ëmmer nees thematiséiert gouf. Et ass also absolutt keen neie Problem, och wann dat hei elo an enger Dimensioun ass, déi mer bis elo net kannt hunn.

D'Lëtzebuerger Regierung bezilt awer virun, wärend vill anerer vun eise Partner an Alliéierten dat net méi maachen. D'Vereenegt Kinnekräich, Däitschland, d'USA, Australien, Kanada, Frankräich, Japan, Éisträich, Italien, Finnland an anerer hunn opgehalen ze finanzéieren – mir maachen et virun.

Ass dat sënnvoll? D'Regierung seet: „Jo, well et ass wichteg déi Leit humanitär ze ënnerstëtzen." Dorunner zweifelt kee Mënsch, a mir bestëmmt och net, mee et gëtt och aner Organisatiounen: de Rouden Hallefmound … An et kéint een och der UNHCR déi Verantwortung fir déi Regioun iwwerdroen, déi elo am Abléck am Kompetenzberäich vun der UNRWA läit.

Et gëtt also Alternativen. An d'Fro un d'Regierung ass ganz kloer: Solle mer net op Alternativen zu der UNRWA zréckgräifen? A brauche mer iwwerhaapt eng UNRWA, wann et jo eng UNHCR gëtt?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. An d'Wuert huet elo den Här Minister fir auswäerteg Ugeleeënheeten an Aussenhandel. Här Ausseminister.

**M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här President. Och merci deenen dräi Orateuren, déi elo just d'Wuert ergraff hunn.

D'Fro … – ganz kloer: Jo, mir brauchen eng UNRWA! Déi Fro stellt sech net, ob een eng UNRWA brauch oder net. Mir hunn hautdesdaags eng 30.000 Leit, déi fir d'UNRWA schaffen. An ech muss Iech soen, dass dat déi Hëllefsorganisatioun am Fong ass, och wann et eng Agence ass, déi awer all Dag kuckt, dass Soin-de-santéen, Educatioun an och Iesswueren, am Moment, ukommen. Dat heescht, d'Fro, ob een d'UNRWA brauch oder net: Am Moment ass et …

An ech wëll just drun erënneren, dass et eng Agence ass, déi all dräi Joer frësch bestëmmt gëtt! Dat ass e „provisoire qui dure, qui dure, qui dure", well am Moment och nach keen anere kapabel ass, déi Aarbecht, déi d'UNRWA iwwerhëlt, do och ze iwwerhuelen.

Jo, bei deenen 30.000 Leit, déi fir d'UNRWA schaffen, sinn, „selon les informations" vun israeelescher Säit, eng Rëtsch vu Leit, déi bedeelegt gewiescht wieren un den Attacke vum 7. Oktober. An et ass den Här Lazzarini selwer, deen als Kommissär erausgaangen ass a gesot huet: „Mir mussen direkt Konsequenzen dorauser zéien."

Ech kann Iech soen: Fir ons Lëtzebuerger Regierung wëlle mer och déi Enquête ofwaarden. An am Fong hu mer déi selwecht Positioun wéi d'Kommissioun.

Den Här Fayot huet eis gefrot, ob mer géifen ophalen oder net. Mir waarden op d'Enquête, bis déi fäerdeg ass –, wat eeben d'Envergure ass, wat fir Konsequenzen ze zéie sinn, an dass och d'Impunitéit net dierf hei op eng Kéier zielen an dass déi Leit, wa se eppes gemaach hunn, och musse bestrooft ginn, an dat mat strofrechtleche Moyenen.

Mir hunn Engagementer geholl mat der UNRWA. Mir kéinte selbstverständlech soen: „Elo hale mer

op vun haut op muer, der UNRWA egal wéi eng Hëllef ze ginn.“ Et si jo verschidde Länner, déi dat esou ugekënnegt hunn. Ech kann Iech just soen, dass mer riskéieren, eng Crise alimentaire – mais aiguë! –, ze kréien an der Gazaträif, wou d'Leit net nëmme wéinst Rakéiten ëm d'Liewe kommen, mee well se näischt méi z'iessen hunn. D'UNRWA sinn déi, déi sech am Moment drëms këmmeren, dass iwwerhaapt och Iessen an déi Géigend kënnt.

D'Regierung huet Engagementer geholl. Do si Pluriannuellen – ech mengen, den Här Fayot weess et, well e se och selwer ënnerschriwwen huet –, déi geholl gi sinn. Mir wëllen do am Moment näischt drun änneren. Mir wëllen awer och elo net méi maachen, wéi dat, wat elo virgesinn ass. Mir wëssen, dass verschidde Länner sech elo net méi engagéieren an dass da bei der UNRWA wäert och e Choix ze treffe sinn an e Manque ka kommen.

Mir waarde bis déi Enquête fäerdeg ass op jidde Fall. Mee „on continue les engagements que l'on a pris“. Do gëtt näischt gestoppt. Mee wa bis d'Enquête gemaach ass, wäert d'Regierung och zesummen déi Decisiounen huelen, déi néideg sinn. Ech wëll just soen, dass bei deenen 30.000 Leit a bei där ganzer Hëllef, déi elo geschitt ass, een net eng ganz Organisatioun och dofir ka condamnéieren.

Wann hei Schëlleger sinn, sollen déi zur Rechenschaft gezu ginn. Mir sollen awer och net vergiessen, dass et hei drëms geet, deenen Äermsten an deenen, déi am schwächste sinn, an dëser Regioun vun der Welt och e bëssen Hëllef ze ginn. A gleeft mer: Ouni déi hätte mer nach aner Desasteren. A mir riskéieren, nach méi Onstabilitéit ze kréien, wann et d'UNRWA net méi géif ginn!

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Ausseminister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 24 vum Här Gusty Graas un den Här Inneminister iwwert d'Finanzéierung vun de Pensiounsfonge vun de Gemengebeamten. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 24 du 30 janvier 2024 de M. Gusty Graas relative au financement des fonds de pension des fonctionnaires communaux, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, et ass jo en oppent Geheimnis, datt d'Pensiounskeess vun de Gemengebeamten an de Gemengenugestallten zënter Joren eng Rei Problemer kennt. D'Schéier zwëschent deenen, déi Pensioun kréien, respektiv de Cotisatiounen, déi ass ëmmer méi auserneegaangen. 2011 ass zum Beispill nach 1,80 Aktiven op ee Pensionnaire komm. 2022 war dat nach 1,43. An et gëtt och gerechent, datt bis zum Joer 2026 en Defizit vu 87,7 Milliounë wäert entstoen.

Bis elo waren d'Haaptrecetten 8 % vun de Bruttoléin, déi opgehuewe ginn als Cotisatioun. Dat war jo deemools op Basis vun deem Gesetz aus dem Joer 1999. Den Här Wolter ass elo net heibannen, deen hätt dat nach besser kënnen ënnerstraichen. An d'Gemengen hunn 20,3 % an de Staat 14,7 % bäigedroen.

Elo sollen déi Tauxe jo progressiv bis d'Joer 2026 op 50 % cumuléiert ugehuewe ginn. An d'Gemenge goufe jo och iwwer eng Circulaire ministérielle vum 26. Oktober informéiert, datt den Taux fir d'Joer 2024 fir d'Gemenge schonn op 28,01 % gehuewe gëtt an de staatleche Fong op 20,28 %. Dobäi muss ee jo och wëssen, datt déi 20,28 % direkt vum Fong „dotation communale“ ofgezweigt ginn.

Dowéinst wollt ech an deem Kontext e puer Froe stellen. Ech ginn och ganz éierlech zou: Déi Zuelen hunn ech aus engem Artikel vum „Lëtzebuerger Wort“ gëschter. Duerfir déi éischt Fro natierlech, ob Dir dat kënnt confirméieren, ob déi Situatioun, esou, wéi se do geschriwwe gëtt, tatsächlech der Wierklechkeet och entsprécht.

Wa jo: Wéi kann dann elo mëttel- bis laangfristeg awer dee Problem do geléist ginn? Besteet net awer och d'Gefor, an ech denke virun allem un eng Rei méi kleng Gemengen, datt déi awer elo vläicht iwwerbelaascht gi mat deenen zousätzleche Cotisatiounen.

Dann ass och monéiert ginn an deem Artikel – an ech kucken do op de President vum Syvicol, dee weess dat besser wéi ech –, datt an deem Verwaltungsrot vun der Pensiounskeess kee Vertrieder vun de Gemengen dran ass. An, ech mengen, véier Assuréë sinn dran, an dräi vum Inneministère genannte Beamten. An d'Fro, déi sech awer effektiv do opdrängt: ob net awer vläicht och d'Gemenge solle gegeebenefalls an deem Verwaltungsrot vertruede sinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwert.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Graas. An dann huet den Inneminister d'Wuert fir d'Äntwert.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci dem Här Graas fir dës Fro. Ech wëll hei ganz kloer soen, datt d'Pensioune wäerte weider bezuelt ginn an datt déi garantéiert sinn. Mir mussen awer, opgrond vun der politescher Inaktivitéit vun de leschten zéng Joer, eis mat der Fro auserneesetzen.

*(Interruptions)*

Vläicht zu den Zuelen, Här Graas. Den Defizit, dee virgesinn ass fir 2025, läit bei 73,4 Milliounen. 2026 géif e bei 82,8 Millioune leien an 2027 bei 95,2 Milliounen. Wa mer näischt géife changéieren, da missten d'Gemengen elo fir 2024 – dat musse se jo maachen – 28,01 % bäisteieren, 2025: 28,75 %, 2026: 29,56 %, an 2027: 30,56 %.

Jo, et gëtt am Fong net méi genuch Beamten, fir an déi Pensiounskeess ze cotiséieren. Duerfir dréit de System net méi esou wéi fréier. D'Gemenge stellen och ëmmer méi Employés communaux an oder souguer Employés oder Salariés à tâche intellectuelle. Vill Fonctionnairë sinn an de leschte Joren och an d'Pensioun gaangen. An duerfir wëll ech eng Taskforce opstellen, wou Vertrieder aus dem Interieur, aus dem Finanzministère, aus dem Syvicol, aus der Pensiounskeess an aus de Gewerkschaften dra sinn, fir eis Gedanken ze maachen – och well generell ëmmer méi finanziell Laaschten op d'Gemengen zoukomme mat hire villen Attributiounen, déi se hunn –, fir deen do Problem kënnen ze léisen.

Ech wëll och, datt de Syvicol Vertrieder am Verwaltungsrot vun där Mutuelle huet. Dir hutt et richteg gesot: Dat ass bis dato net de Fall. Ech fannen dat net normal. An ech denken, datt mer, wa mer alleguer do um selwechte Strang zéien, och kënnen eng konkreet Léisung fannen, fir deem do entgéintzewierken.

Ech kann Iech haut net konkreet soen, wat déi verschidden Optioune sinn. Bei mir an der Beaumontsgaass schaffe mer elo drun. A wéi gesot, déi Taskforce huet dann als Missioun, dat do och ze begleeden.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Inneminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 25 vum Här Tom Weidig un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus iwwert déi industriell Produktioun. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 25 du 30 janvier 2024 de M. Tom Weidig relative à la production industrielle, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme**

**M. Tom Weidig** (ADR) | Merci, Här President. Här Minister, no den Zuele vum Statec, déi gëschter verëffentlecht gi sinn, ass d'Industrieproduktioun zu Lëtzebuerg d'lescht Joer staark erofgaangen ëm bal 6 %, méi wéi an deene meeschten anere Länner. A Frankräich ass se awer ëm bal 1 % geklommen.

Duerfir hunn ech dräi kuerz Froen un Iech. Éischtens: Firwat ass d'Produktioun zu Lëtzebuerg esou staark gefall, och par rapport zu anere Länner? Zweetens: Wësst Dir, firwat datt d'Produktioun a Frankräich souguer eropgaangen ass par rapport zu anere Länner? Ass et wéinst de méi bëllegen Energiepräiser? An drëttens: Wéi gesitt Dir d'Entwécklung an den nächsten zwee Joer?

Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. An d'Wuert huet den Här Wirtschaftsminister.

**M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här Weidig, fir déi Fro. Jo, d'Zuele vum Statec sinn erauskomm an et ass e ganz wichtegen Indicateur fir d'Regierung, fir ze gesinn, wéi den Developpement vun der Industrie hei zu Lëtzebuerg ass. Mir gesinn, dass mer an der ganzer Eurozon eng Diminutioun vun der Aktivitéit an der Industrie hunn. Mir schwätzen hei vu ronn minus 3 %. Zu Lëtzebuerg ass se méi héich mat ronn minus 5,9 %.

Et gëtt eng Panoplie vun Ursaachen, déi dat dote mat sech bréngen. Ech mengen, natierlech ass d'Aktivitéit an der Baubranche e ganz wichtege Volet dovun, well déi Materialien, déi produzéiert ginn, natierlech, och wa se net ofkaf ginn, en Impakt hunn op d'Produktioun. Op där anerer Säit wësse mer awer och, dass eisen Ökosystem vun der Industrie hei zu Lëtzebuerg en Tissu ass, dee relativ kleng ass. Mir hate verschidde grouss Industrien, déi zu engem gewëssene Moment net produzéiert hunn d'lescht Joer, well se zum Beispill en neien Uewe kruten, wat doduerch dann och mat sech bruecht huet, dass do déi Zifferen erofginn.

Wat awer berouegend ass, festzestellen, dat ass, dass den Emploi an der Industrie stabill bliwwen ass, d'nämmlecht wéi d'Valeur ajoutée a Chiffres absolus stabill bliwwen ass, an dat net nëmmen iwwert déi lescht zwee, dräi Joer, mee iwwert déi lescht zéng Joer. Natierlech, prozentual par rapport zum PIB gesäit een, well aner Secteuren eropgaange sinn an d'Industrie stabill bliwwen ass, dass d'Industrie do prozentual gesinn ofhëlt par rapport zu der Valeur ajoutée, zum Räichtum vum Land. Wéi gesot, berouegend ass awer, festzestellen, dass den Emploi an d'Chiffre absolu stabill bleiwen.

Grad dofir ass et wichteg, dass déi Mesüren, wéi mer se als Regierung am Koalitiounsaccord festgehalen hunn, och schnellstméiglech ëmgesat ginn. Sief et d'Simplification administrative, fir dass mer och muer eng Industrie 2.0 hunn, där mer hëllefen um Wee vun der Dekarbonisatioun am Sënn vun der Recherche et développement natierlech, awer och am Sënn vum grénge Stol oder vun anere Mesüren, déi ëmgesat ginn, fir kënnen eis Industrie an deenen nächste Joren nach fit ze maachen, dass mer och iwwermuer nach eng Industrie hei zu Lëtzebuerg hunn.

*(Interruption par la présidence)*

Hydrogeen: e ganz wichtege Volet, wou mer och musse virukommen, net nëmme mat eiser Strategie,

mee ze gesinn, wéi mer den Hydrogeen eiser Industrie kënnen zur Verfügung stellen, fir dass mer d'Industrie vu muer och nach kënnen hunn.

*(Interruption par la présidence)*

Déi héich Energiepräisser bréngen natierlech mat sech, dass verschidden Industrien och hei zu Lëtzebuerg hir Produktioun gedrosselt, also erofgesat hunn. Dofir gesi mer déi Zuelen do och. Dat ass eng vun de weideren Erklärungen dozou. Awer och d'Energieproduktiounsbetriber fale mat an déi Kategorie vun der Industrie, vu dass mer do eng Diminutioun hunn, wat och nach eng Kéier Repercussiounen op déi Zuelen huet, ...

*(Interruption par la présidence)*

... wéi se vum Statec presentéiert gi sinn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wirtschaftsminister. Ech weess, datt et eng wichteg Fro war, dofir e wéineg méi Zäit, fir se ze beäntweren, well et ass schwiereg, esou vast Froen a véier Minutten hinzekréien. Dat liicht jiddwerengem an.

An déi nächst Fro ass dann d'Nummer 26 vum Här Christophe Hansen un den Här Minister fir auswäerteg Ugeleeënheeten an Aussenhandel iwwert d'Verlängerung vun de kommerzielle Virdeeler, déi der Ukrain duerch d'EU accordéiert goufen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 26 du 30 janvier 2024 de M. Christophe Hansen relative au prolongement des avantages commerciaux accordés à l'Ukraine par l'Union européenne, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. Wéi Der wësst, ass um Conseil européen nächsten Donneschden e Punkt um Ordre du jour, wou et ëm en Hëllefspak fir d'Ukrain geet, deen awer leider vun engem eenzege Land en otage geholl gëtt. Dat ass regrettabel. Mee trotzdeem musse mer eis Hëllefen un d'Ukrain weiderféieren. Dofir gouf et an der Vergaangenheet eng Handelsliberalisatioun. Dat heescht, d'Tariffer sinn ofgebaut ginn op enger ganzer Rëtsch Produkter, déi an d'Europäesch Unioun zollfräi oder mat engem minimiséierten Zoll kënnen erakommen.

D'Kommissioun huet elo proposéiert oder wäert proposéieren, déi Handelspreferenzen ze verlängeren. Dat ass, mengen ech, richteg esou. Meng Fro dozou, Här Bettel: Wéi ass d'Lëtzebuerger Positioun zu deem Dossier, zu där Verlängerung? Dat ass déi éischt Fro. An déi zweet Fro wär: Dat huet natierlech och en direkten Impakt op eis landwirtschaftlech Produkter. Mir wëssen, datt an den Nopeschlänner d'Baueren op d'Strooss ginn, an, ech mengen, och mat Recht. Dat heescht, och an deem dote Pak musse mer virgesinn, datt mer gewësse Sauvegardë fir eise Secteur agricole virgesinn. Wat schwieft Iech do vir, wat mer missten an deem Pak virgesinn, fir och eis Landwirtschaft ze schützen?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hansen. An dann huet den Ausseminister d'Wuert. Här Ausseminister.

**M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här President. Och merci dem Här Hansen fir déi Fro, déi e gestallt huet iwwer tatsächlech favoriséiert Accorden, déi d'Europäesch Unioun zesumme mat der Ukrain hat. Well op där enger Säit hu se Krich, mee op där anerer Säit musse se eng Ökonomie hunn, déi nach iergendwéi e bësse fonctionéiert. A virun allem d'Exportatioune vun der Ukrain bei der EU sinn och 2022 am Verglach zu 2021 ëm 15 % an d'Luucht gaangen. Dat heescht, dass et och schonn en Impakt hat.

Déi Liberatiounsmesüre si bis 2023 och verlängert ginn an dann nach ee Joer bis de 5. Juni 2024. Dir wësst, Ungarn, Polen an och d'Slowakei hunn unilateral Restriktioune geholl vis-à-vis vun ukraineschen Importer, eeben och fir déi Concurrence, déi si als „déloyale" bezeechent hunn, do kënnen ze bremsen. Mir solle wëssen, dass mer och Lëtzebuerger Interêten an der Ukrain hunn. Dat heescht, et ass och an eisem Interêt, dass an der Ukrain d'Ökonomie iergendwéi nach probéiert, ech wëll net soen, gutt ze fonctionéieren, mee ze iwwerliewen, fir dass, wann eng Kéier de Krich bis fäerdeg ass, net alles vun Null nees muss ugefaange ginn.

Bei Är Fro: Am Moment ass de Gros vun deem Export, dee gemaach ginn ass, op Zocker, op Kären, wéi een dat op Lëtzebuergesch seet, an och op Poulet. An do muss ee soen, dass et lo net an direkter grousser Konkurrenz ass mat der Lëtzebuerger Landwirtschaft. D'Kommissioun ass amgaang, ze kucken, eeben an deem neien Text den Equiliber ze fanne vis-à-vis vun enger Concurrence, dass se net soll „déloyale" ginn, an eeben och vis-à-vis vum Marché européen, net dass mer do eng Situatioun kréien, déi duerno ganz schwéier gëtt, fir de Baueren hei an Europa ze erklären.

An Dir wësst jo schonn, dass mer keng einfach Momenter hei an den Nopeschlänner an och hei zu Lëtzebuerg, mengen ech, hunn. An doweinster, mengen ech, ass et wichteg, dass een do de richtegen Equiliber fënnt an net seet, dass et engem egal ass. Well och wa mer d'Ukrain mussen ënnerstëtzen, dierfe mer net vergiessen, dass mer hei mussen oppassen op d'Landwirtschaft an och d'Zukunft vun onser Landwirtschaft.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Ausseminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 27 vum Här François Bausch un den Här Premierminister iwwert de Logementsdësch. Här Bausch.

**– Question n° 27 du 30 janvier 2024 de M. François Bausch relative au « Logementsdësch », adressée à M. le Premier ministre**

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Et ass esou, datt déi hei Regierung, wéi iwwregens schonn déi sechs Regierunge virun där hei Regierung, deklaréiert huet, datt d'Logementspolitick eng grouss Prioritéit soll gi fir dëst Land. An ech wënschen dann där hei Regierung méi Succès wéi deene sechs Regierunge virdrun, datt se och do reusséiert.

An deementspriechend war dat jo och ganz grouss ugekënnegt gi beim Accord de coalition. De Premierminister huet souguer gesot, hie géif dat e bëssen als Chefsaach ugesinn, datt hei eng Reussite kënnt. An do ass e groussen Dësch ugekënnegt ginn, e sougenannte „Logementsdësch", deen da soll stattfannen, an zwar relativ zügeg. Dee sollt opgebaut ginn op bilateral Sëtzunge virdrun, fir datt déi dat solle virbereeden.

An duerfir hunn ech eng Rei Froen un de Premierminister als deen, dee jo dat zur Chefsaach gemaach huet. Éischtens emol: Déi bilateral Sëtzungen, hunn där scho stattfonnt oder hunn nach keng stattfonnt? Ech hu mer d'Méi gemaach, op de Registre vun den Entrevuë vun der Regierung kucken ze goen, an ech war e bëssen iwwerrascht, well ech hu gesinn, datt an der Period 2023–2028 keng eng – keng eng! – Reunioun bis elo agedroen ass vun der Regierung. Or, de Regëster an d'Gesetzgeebung, also den Text, deen d'Regierung sech selwer ginn huet, gesi vir, datt déi an engem gewëssenen Delai – ech mengen, et si sechs Wochen, wa meng Erënnerung elo gutt ass, wou d'Regierung Zäit huet, dat anzedroen – mussen agedroe ginn.

Also duerfir ass meng Fro: Hat d'Regierung nach keng Entrevuen entre-temps, déi an Zesummenhang mat legislative Prozesser waren, déi se hätt do missen adroen? Wann der awer solle gewiescht sinn – Dir sidd nach ëmmer an der, wéi soll ech soen, Gedold vun den 100 Deeg dran –, da géif ech Iech bieden, dat nozehuelen an an Zukunft awer méi dorobber opzepassen, datt déi Saachen ageschriwwe ginn. Mee da kënnt Der eis elo mol matdeelen, wat fir Entrevuen datt scho waren.

An da wollt ech wëssen, virun allem well ech do e bësse widderspréchlech Saachen héieren hunn a leschter Zäit oder net kloer genuch Saachen héieren hunn a letzter Zäit vu verschiddenste Ministeren: Ass nach ëmmer esou e grousse Renten ...

Pardon, e Rentendësch kënnt jo och nach.

*(Hilarité)*

**Une voix** | Dee kënnt och nach!

**M. François Bausch** (déi gréng) | ... e grousse Logementsdësch geplangt, wéi dat sou virgesi war, wéi dat deklaréiert ginn ass, oder fënnt dat elo alles just bilateral statt? Well et ass jo en Dossier, wou mer gär alleguer zesumme séier weiderkommen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Dann huet de Premierminister d'Wuert. Här Premierminister.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Merci, Här President. Ech géif dem Här Bausch gäre soen, datt selbstverständlech dat, wat mer am Regierungsprogramm ugekënnegt hunn, och no aacht, néng Wochen, wou d'Regierung am Amt ass, nach ëmmer alles richteg ass.

Ech mengen net, datt ech gesot hunn, ech géif dat zu enger „Chefsaach" erklären, well et ass eng kollektiv Aarbecht vun der Regierung, fir datt mer hei an deem Logement virukommen. An duerfir hu mer och eng Rei Saache gemaach. Ech hu gesot: Éier mer déi national Reunioun iwwert de Logement maachen, mécht et Sënn, datt déi Moossnamen, déi mer am Koalitionsaccord festgehalen hunn, vun de Fachministere mat enger Rei vun Interlocuteuren duerchdiskutéiert ginn.

Déi Reuniounen hunn zu engem groussen Deel stattfonnt an déi zoustänneg Ministeren – Wirtschaft, Finanzen, Logement, Interieur –, déi soe mer och, datt déi Saachen ageschriwwe goufen oder géifen ageschriwwe ginn. Ech hunn dat selwer net verifiéiert. Dat sinn iwwregens Reegelen, déi jo an deene leschte Joren eréischt komm sinn. Ech hat där Reunioune bis elo nach keng, mee et ass e gudde Rappell, Här Bausch, fir ze kucken, ob déi Saachen agedroe gi sinn. Mee ech gesinn op der Regierungsbänk, datt dat op d'mannst ënnerwee ass, fir gemaach ze ginn. Déi éischt Äntwert ass also: Jo, déi Reuniounen hu stattfonnt.

Déi zweet ass, datt mer eng national Logementsreunioun tëscht dem 20. an dem 29. Februar maachen, bei där d'Intentioun ass – an déi Lëscht ass elo net onbedéngt exhaustiv –, datt d'Gemengen, d'Bauhandwierk, d'Banken, déi Hypothekarkreditter ginn, an de Staat drun deelhuelen. Do geet et drëm, d'Ëmsetzung vun deem, wat mer als Koalitioun wëlle maachen, ze kucken. Wéi kréie mer dat schnell

ëmgesat? Well do brauch een eng Rei Acteuren, déi net un der Regierungsbildung deelgeholl hunn.

Dat Drëtt, dat ass, datt mer, well mer wëssen, datt Urgence ass, net nëmmen am Logement, mee och am Bau, muer a spéitstens déi Woch duerno eng Rei Moossname fiskalescher Natur an der Regierung wäerten decidéieren an eng Rei vun Aidë fir d'Leit, déi wëllen eppes kafen oder lounen, fir deenen ënnert d'Äerm ze gräifen, fir datt mer erëm Schwong an dee Wunnengsbau kréien, fir souwuel d'Baukris, déi do ass, wéi d'Logementskris, déi do ass, kënne méi schnell, esou schnell wéi méiglech e bësse méi kleng ze maachen. An do wäerte mer Iech an deenen nächsten Deeg, souwuel d'Chamber wéi d'Ëffentlechkeet, driwwer informéieren, wa mer déi Decisiounen da geholl hunn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Premierminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 28 vun der Madamm Carole Hartmann un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit iwwert d'Terrainen an d'Ariichtungen, déi vun de Scouten an enger Gréngzon benotzt ginn. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 28 du 30 janvier 2024 de Mme Carole Hartmann relative aux terrains et installations utilisés par les scouts en zone verte, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. Här Minister, vill Scoutschaleten a Scoutssitte leien hei zu Lëtzebuerg an enger Gréngzon. Duerch déi generell Restriktiounen, déi et awer gëtt, fir Constructiounen ze maachen oder och verschidden Aktivitéiten an enger Gréngzon ze hunn, hu mer do, wat och d'Scoutsliewen ugeet, u sech eng gewësse Grozon.

Wéi ass dat aktuell geléist? Mir hunn de Misärshaff vun der FNEL am Norden, wou eng Konventioun ass, fir do de Camping ze bedreiwen. De Site, deen ass och als Monument national klasséiert. Mir hunn eng änlech Prozedur aktuell och zu Iechternach lafen, wou och esou eng Klasséierung soll kommen. Et ass awer och, hunn ech gesinn, an enger Stad wéi Esch, wou an dem PAG eng spezifesch Zone de loisirs fir Scoutsaktivitéite geschaf ginn ass, wou dann am Fong iwwert de PAG verschidden Aktivitéiten zougelooss sinn an deenen Zonen.

An dann ass och d'lescht Joer am Juli nach eng Modifikatioun vun dem Gesetz iwwert d'Protection de la nature virgeholl ginn, wou eng Rei Vereinfachunge komm sinn, déi ënner anerem zouloossen, dass och energeetesch Sanéierunge gemaach ginn an der Zone verte, dass zum Beispill en Daach kann ënner verschiddene Konditiounen ausgebaut ginn oder Securisatiounsmesüre kënne geholl ginn.

D'Fro un Iech: Wéi gesitt Dir generell d'Constructiounen oder Aktivitéiten op Scoutssitte respektiv bei Scoutschaleten, déi an enger Zone verte leien? Sidd Der eventuell schonn a Kontakt mat enger FNEL oder enger LGS, fir iwwert dëse Sujet ze schwätzen? Wa jo: Wat ass bei deenen Diskussiounen erauskomm? Wann net: Hutt Der virgesinn, fir esou Kontakter opzehuelen? A wär et vläicht eng Iwwerleeung, fir hei eng Approche commune ze fannen, fir vläicht eng global Léisung fir déi verschidde Scoutssitten, déi mer an enger Zone verte hunn, ze fannen?

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann huet den Här Ëmweltminister d'Wuert. Här Ëmweltminister.

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President. Villmools merci och der Madamm Hartmann fir hir Fro. Fir d'éischt: Nee, ech hunn nach net mat de Scoute geschwat, weeder mat der FNEL, nach mat der LGS. Mee dat wäert ech awer maachen. Dat steet och nach op menger Lëscht vu ganz villen Acteuren, déi nach ze gesi sinn.

Ech sinn awer frou, datt Der trotzdeem de Sujet hei thematiséiert, well wéi dat neit Naturschutzgesetz 2018 agefouert ginn ass, hu sech speziell eeben d'Scoute ganz vill Froe gestallt. Mee vun der viregter Regierung ass jo och mat hinne geschwat ginn an et ass versicht ginn, och do esou mol an enger éischter Phas eng pragmatesch Approche ze fannen, andeems esou Richtlinnen, FAQs, erstallt gi sinn.

An déi Richtlinnen, déi soe verschidde Saachen. Déi loosse verschidde Saachen dann och do zou. Zum Beispill gëtt et en FAQ fir ëmweltpedagogesch Gruppenaktivitéiten an der Natur. An dat ass eeben zesumme mat de Scouten erstallt ginn an dat gesäit eebe bestëmmte Richtlinne vir, wéi zum Beispill fir Terrainen an der Gréngzon. Do leet deen FAQ kloer fest, datt keng Geneemegung néideg ass fir Aktivitéite vu maximal dräi Nuechten um Terrain vu Scoutshomen.

Bei den Installatiounen, do gëtt preziséiert bei deene Richtlinnen, datt keng Geneemegung néideg ass fir déi typesch kleng Installatiounen, déi just fir eng definéierten Zäitspan opgeriicht ginn an net fest verschrauft sinn. An a Fäll vu grousse Campe recommandéiert en, all d'Constructiounen an der Gréngzon – alles, wat Kichen, Sanitäranlagen ass – mat unzefroen an och geneemegen ze loossen.

Gebaier a fix Installatiounen an der Gréngzon: Et ass jo esou, wéi Der gesot hutt: Vill Scoutsheemer si mëttlerweil am Perimeeter klasséiert. Vereenzelter awer leien nach an der Gréngzon, well se en e bësse méi isoléierte Standuert hunn. Gebaier an der Gréngzon, gradesou wéi fix Installatiounen, falen ënnert d'Artikele 6 a 7 vun dem Naturschutzgesetz.

D'Scoute sinn hei och eng privat Organisatioun an ënnerleien de selwechte Reegelen an der Gréngzon wéi all aner Acteur och. Mee bestoend legal Konstruktiounen an der Gréngzon dierfen no de Krittäre vum Artikel 7 och nei opgeriicht a vergréissert ginn. An zu deem Artikel 7, do gëtt et iwwregens och Richtlinnen, déi eenzel Fäll solle klären. Et ass awer net méiglech, duerch Konventioune fir d'Scouten aner Reegelen an der Gréngzon festzeleeë wéi fir aner Acteuren och.

Zesumme mat de Scouten ass eng Lëscht gemaach ginn, fir fir si prioritär Sitten ze definéieren, wou och an Zukunft déi grouss a reegelméisseg Aktivitéite solle stattfannen. A fir déi zwee wichteg Sitten, Neihaischen a Misärshaff, sinn zesumme Léisunge fonnt ginn, entweeder duerch e Klassement am Bauperimeeter oder duerch Erstelle vun ofgestëmmten Autorisatiounen am Waasser- an Naturschutzberäich.

Wéi gesot, ech gesi se an da kucke mer eeben zesumme vläicht nach, wéi mer kënne méi eng pragmatesch oder méi eng global Approche do fanne par rapport zu deene spezifeschen Attentë respektiv Situatiounen, déi si nun emol hunn am Kader vun deem Naturschutzgesetz.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Ëmweltminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 29 vum Här Sven Clement un den Här Premierminister iwwert den Avis juridique, deen d'Heeschen tëschent 7.00 an 22.00 Auer an der Stad verbitt. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 29 du 30 janvier 2024 de M. Sven Clement relative à l'avis juridique concernant l'interdiction de la mendicité entre 07.00 et 22.00 heures dans différentes zones de la capitale, adressée à M. le Premier ministre**

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Heescheverbuet deelt am Moment den Exekutiv- an de Justizpouvoir. Dat ass de Minimum, deen ee soe kann. Vertrieder vun der Justiz hunn an de leschte Woche kloer gesot, datt fir si de Punkt vum allgemengen Heescheverbuet net méi am Code pénal steet. Vill Deputéierter aus der Oppositioun deelen déi Meenung, deelen déi Liesaart. D'Regierungsmemberen an d'Deputéiert aus der Majoritéit hunn eng aner Positioun.

D'Argumenter sinn ausgetosch, d'Positioune verhäert an awer ass keng Léisung, déi engem Rechtsstaat wierdeg ass, fonnt ginn. Et seet een ëmmer: „Nul n'est censé ignorer la loi." An dat ass richteg a wichteg esou. Mee wat steet dann am Gesetz? Mir sinn eis net eens.

Den Executif ass sech net eens mat der Justiz, de Legislateur ass sech och net eens an et traut kee sech, e positive Vott an déi eng oder an aner Richtung ze huelen, fir Kloerheet ze schafen, an dat zënter 15 Joer. A wann dann elo Oneenegkeet besteet, majo, da musse mer dat vläicht tranchéieren, da musse mer eng Léisung fannen, well et ass richteg: „Nul n'est censé ignorer la loi." Mee dofir muss ee wëssen, wat am Gesetz steet, an et muss och Eenheet doriwwer bestoen.

Wann also Justiz an Executif mengen, datt ënnerschiddlech Saachen am Gesetz stinn, da si mer an enger institutioneller Kris. Op alle Fall kann ee sou eng institutionell Kris net mat engem Interview clôturéieren, an deem ee seet, datt largement ze vill driwwer geschwat gi wär, mee et misst ee Léisungen offréieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dann dem Premier awer d'Fro stellen: Huet d'Regierung en Avis juridique zum Artikel 563 vum Code pénal erstelle gelooss? Wa jo: Wat gouf an dësem Avis festgehalen? A wann nee: Wéi wëll d'Regierung d'Fro da soss klären? De Staatsrot froen – eng Méiglechkeet an der Verfassung –, d'Cour constitutionnelle uruffen, fir eng Interpretatioun ze kréien?

Wat sinn der Regierung hir Proposen, fir déi institutionell Kris an dee Vertrauensbroch tëscht Executif an der Justiz, déi hei beim Heescheverbuet erbäigefouert gouf, ze léisen?

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Clement Merci an dann huet d'Wuert den Här Premierminister.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Här President, ech deelen d'Meenung vum Här Clement net, datt mer hei eng institutionell Kris tëscht der Exekutiv an der Justiz hunn.

D'Regierung an ech als Regierungschef, mir wäerten ëmmer alles maachen, fir datt de Lëtzebuerger Rechtsstaat gutt fonctionéiert. An d'Regierung wäert ëmmer d'Urteeler vun deenen héchste Juridictiounen – der Cour constitutionnelle, der Cour de cassation – an alle Matièrë voll a ganz respektéieren.

Duerfir kritt Der hei nach eng Kéier virun dem Parlament mäi formellt Engagement. An déi, déi mech kennen, wëssen, datt ech déi Attitüd vis-à-vis vun den Institutiounen a virun allem och virun där onofhängeger Justiz ëmmer hat an ëmmer wäert hunn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Menges Wëssens gëtt et keng Decisioun vun der Cour constitutionnelle oder der Cour de cassation zu dëse Froen.

Den Inneminister huet eis informéiert, datt hien zu dëser Fro, wou hien e Polizeireglement vun der Stad Lëtzebuerg approuvéiert huet, e juristeschen Avis gefrot huet. An dee juristeschen Avis oder déi juristesch Avisen, déi deelen déi Interpretatioun, déi hien a sengem Amt an a senger Kompetenz gemaach huet. Ech hunn den Inneminister gefrot, ob en déi Avise géif der Chamber zoustellen, an en huet mer gesot, datt en d'Intentioun huet, nach dës Woch den zoustännege Kommissioune vun der Chamber déi Avisen, déi en huet, zouzestellen.

A wann ech richteg gelies hunn, huet och d'Stad Lëtzebuerg Avis-juridiquë gefrot, soudatt mer hei eng Fro hu vun enger Interpretatioun vun engem Gesetz, wat eigentlech an enger Demokratie och näischt Ongewinntes ass, bis déi héchste Juridictiounen entscheet hunn.

An duerfir hunn ech gesot: Wann Interpretatiounsschwieregkeeten och duerno nach bleiwen, da kann d'Parlament natierlech ëmmer do am Kader vun enger Reform vum Code pénal eng Klarifikatioun bäidroen. Mee dorausser ze liesen, datt mer eng institutionell Kris hätten, wann et schlussendlech just eng Interpretatiounsfro ass vun engem juristeschen Text – wat iwwregens am Droit ganz heefeg ass –, dann, mengen ech, ass dat ze wäit gegraff. Déi gëtt et net an déi wäert et och ënnert dëser Regierung net ginn.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Premierminister Merci.

An da komme mer zur Fro Nummer 30 vum Här David Wagner un den Här Finanzminister iwwert d'Taxe sur les véhicules routiers. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 30 du 30 janvier 2024 de M. David Wagner relative à la taxe sur les véhicules routiers, adressée à M. le Ministre des Finances**

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Wann et ëm d'Ëmweltpolitick geet, da gëtt et eng Partie Saachen, déi de Leit op d'Nerve ginn. An eng vun dëse Saachen, déi de Leit op d'Nerve ginn, an dat gesi mer och elo beim Autosfestival, dat ass den Trend zu Autoen, déi ëmmer méi déck ginn an ëmsou méi d'Ëmwelt, de Klima an eis Infrastrukture belaaschten, dat sinn déi sougenannte SUVen. Natierlech gëtt et Fäll, wou de Gebrauch vu gréissere Ween néideg ass, zum Beispill bei gréissere Familllen. Mee do misst ee spezifesch Reegelunge kënne fannen.

Et si schonn e puer Länner, wéi Frankräich, d'Belsch oder Holland, déi de Wee gaange sinn, fir onnéideg an ëmweltbelaaschtend déck Autoen iwwert de Wee vun der Taxatioun anzeschränken. Dat geschitt op Ween mat héijem Verbrauch, sief et Spritt wéi och Elektro, well d'Produktioun vu Stroum jo och $CO_2$-lasteg ass. Déi Taxatioun ass och sozial gerecht, well se déi trëfft, déi sech déck Ween leeschte kënnen an net Leit mat klenge Paien. A Frankräich geet et och esou wäit, datt e Bonus-Malus-System agefouert gouf, datt méi polluant Autoe méi deier a méi propper Autoen och méi bëlleg ginn.

Dofir meng Fro: Gedenkt d'Regierung esou e Bonus-Malus-System anzeféiere bei der Immatrikulatiounstax?

Meng zweet Fro betrëfft d'Déngschtween. Lëtzebuerg huet jo e ganz grousse Fuerpark un Déngschtween an déi gi jo och subventionéiert. De Fuerpark misst engersäits natierlech reduzéiert ginn, well do wierklech vill Abuse geschéien, mee anerersäits misst en och méi propper gestalt ginn.

Dofir meng Fro: Gedenkt d'Regierung bei der Subventionéierung vun Déngschtween méi staark ekologesch Krittären anzeféieren?

An da meng lescht Fro: A Frankräich gëtt et och e System vu sozialem Leasing, deen et Leit mat klenge Revenuen erlaabt, méi propper Elektroautoe kënnen ze fueren. Domadder sinn natierlech keng Elektro-SUVe gemengt. Gedenkt also d'Regierung, den Zougang zu Elektroautoen ze vereinfache fir Leit mat niddregem Revenu? A wa jo, op wéi eng Manéier?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. An dann huet den Här Finanzminister d'Wuert. Här Finanzminister.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci, Här President. Merci och dem David Wagner fir déi dräi Froen.

Den 1. Januar 2007 gouf effektiv zu Lëtzebuerg d'Autossteier esou ausgeluecht, dass se den $CO_2$-Emissioune Rechnung gedroen huet. De fréieren Transportminister Lux, dee kann Iech dovunner e Lidd sangen.

*(Hilarité)*

Dee System, deen ass awer dunn en place bliwwe bis den 1. Januar 2021. An dunn ass ënner engem vu senge Successeuren, nämlech dem François Bausch, en neie System agefouert ginn, deen och d'$CO_2$-Emissiounen als Basis hëlt, mee déi ginn aneschters berechent.

Mir haten deemools relativ vill Diskussiounen an der Kommissioun. An dat ass déi sougenannte WLTP-Norm. Dat ass och déi, déi op europäeschem Plang Stand haut als Direktiv virgesinn ass, wéi d'Autossteier an den eenzelne Memberstaate berechent sollt ginn.

Dir frot elo: Wëllt Der doriwwer erauskommen? Richteg ass, dass am PNEC, esou wéi en haut virgesinn ass, effektiv ugeduecht ass, de „système d'immatriculation sur base des régimes existant dans d'autres États membres, en vue d'une mise en œuvre éventuelle à partir de 2025" ze studéieren. Dat ass dat, wat am PNEC steet. Dës Regierung, déi ass elo zwee Méint an eppes am Amt. D'Aarbechten op deem Punkt sinn, dat muss ech Iech soen, net ofgeschloss.

Déi zweete Fro, ech huele se dann esou, dat ass déi vum sougenannte „Leasing social". De Leasing social, dat sot Der richteg, och dat ass an dem PNEC ugefouert, dat ass fir Leit mat bescheidenem Akommes an engem Stot derbäi ze hëllefen, fir vu Verbrennungsautoen op Elektroautoen iwwerzegoen. Dat geet also iwwert dat eraus, wéi de System de Moment ass.

Dir wësst, dass Der eng Primm kritt vun 8.000 Euro, fir vollelektresch Ween ze kafen. Dee System sollt normalerweis den 1. Januar dëst Joer auslafen. D'Regierung huet awer beschloss, dee weiderzeféiere bis den 30.06. Wat duerno geschitt, do sinn d'Diskussiounen nach net ofgeschloss. Et kéint awer sinn, dass déi Bezuschussung geschéie géif, och wéi aner Moossnamen, no soziale Krittären.

An déi drëtte Fro, dat ass déi Fro vun de sougenannten „Déngschtween". Dir hutt an Ärer Fro d'Voitures de fonction mentionéiert. Also, ech wëll net beléieren, mee just, et muss een en Ënnerscheed maachen zwëschent enger Voiture de service, dat sinn déi, woufir mir an der Reegel „Déngschtween" soen, an enger Voiture de fonction, dat ass eng, déi reng enger Funktioun zougewisen ass, wou eng Rei vu Krittäre spille vun der Maison grand-ducale, wat och Sécherheetsbestëmmunge betrëfft, wann dat eng Voiture blindée ass oder net.

Den Avantage, deen ee steierlech huet bei engem sougenannte „klasseschen Déngschtwon", Voiture de service, dee gëtt nämlech erfaasst op Base vun zwee Krittäre vun där fréierer Regierung. An ech fannen, dass dee System gutt ass an och gutt funktionéiert. Deen ass adaptéiert ginn an dee gëtt geholl no zwee Krittären: éischtens: d'Valeur vun deem Auto, wat richteg ass, an zweetens: d'$CO_2$-Emissiounen.

Dat heescht, wann ech en Auto hunn, dee méi deier ass an dee méi $CO_2$-Emissiounen huet – da kommen ech bei Är SUVen –, da gëtt den Avantage en nature, deen där Persoun zougerechent gëtt, méi grouss. Also bezilt déi doropshi méi Steieren. Wann een also en Auto huet, dee méi emissiounsaarm ass, respektiv en Auto, deen och méi bescheiden am Uschafungspräis ass, dann hëlt dat of.

Ech soen, als Finanzminister fannen ech et richteg, och am Sënn vun der Ekologie, dass déi Autoe vu steierleche Moossname beneficiéieren, well dat awer weesentlech derzou bäidréit, dass déi Elektrifikatioun vun dem Fuerpark staark weidergedriwwe ginn ass. Mir mussen dat nach an der Regierung kucken. Mee et géif eis net schlecht zu Gesiicht stoen, wann déi Autoen, déi am Staatspark sinn, respektiv déi och vun de Beamten aus dem ëffentlechen Déngscht gefuer ginn, wann een do och géif e Saz bäisetzen, fir dass déi méi elektresch géife fueren. Mee alles dat muss studéiert ginn. Gegeebenefalls kënnt jo um Enn vum Joer och en Accord salarial, deen erëm zur Diskussioun steet.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Finanzminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 31 vum Här Dan Biancalana un den Här Inneminister iwwert déi repressiv Phas vum Heescheverbuet. Här Biancalana.

**– Question n° 31 du 29 janvier 2024 de M. Dan Biancalana relative à la phase répressive de l'interdiction de la mendicité entre 07.00 et 22.00 heures dans différentes zones de la capitale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Här President, den Inneminister huet dat Stater Policereglement approuvéiert an domadder och den Artikel 42, deen all Zort vun Heeschen tëschent 7.00 Auer moies an 10.00 Auer owes a verschiddenen Deeler vun der Stad verbitt. A säit gëschter, dem 29. Januar, gëllt och all repressiivt Virgoe géint d'Heeschen.

An duerfir hunn ech am Fong follgend Froen un den Inneminister: Wéi vill Leit goufen an de leschten zwou Wochen am Kader vum Heescheverbuet vun der Police kontrolléiert? Gëtt et do konkreet Zuelen, déi virleien? An déi zweet Fro: Wat fir Konklusioune kënnt Der als Inneminister zéien um éischte repressiven Dag? Wéi vill Leit si gëschter protokolléiert ginn an hunn och Leit misste mat op de Policebüro goen? Drëtt Fro: Waart Dir och selwer mat um Terrain, fir Iech e Bild sur place ze maachen? A vläicht déi véiert a lescht Fro: Kënnt Der eis a Kenntnis setzen, ob d'Police eng Verlagerung vum Heeschen an aner Deeler, an aner Stroosse vun der Stad constatéiert huet? A wa jo: Wat fir Stroosse wären dat?

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Biancalana. An d'Wuert huet elo den Här Inneminister. Här Inneminister.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci un den Deputéierte Biancalana fir déi Fro. Fir d'éischt: Ech sinn am reegelméissegen Austausch mat der Police. Zweetens erënneren ech drun, datt déi Patrulle souwuel d'Drogekriminalitéit kucken, wéi och einfach Presenz weisen. Et geet och ëm d'generell Salubritéit, et geet och ëm d'Bekämpfung vun der Immigration illégale an et geet ëm d'Mendicité agressive oder en bande organisée. Richteg, an ech hat dat jo och schonn op e puer Plaze gesot, och an der Kommissioun, datt säit gëschter méi Patrullen do sinn, och an der Uniform. Weider gëtt et Patrulle mat Hënn an och weider gëtt et Patrullen an Zivill.

Ech ka lo keng konkreet Zuele soen, déi hunn ech net, mee et sinn eng Rei PVe scho gemaach ginn am Kader vun der illegaler Immigratioun an am Kader vun der Drogebekämpfung. Et sinn och eng Rei Leit no hirer Identitéit gefrot gi sur place. D'Leit hunn d'Carte d'identité konnte weisen oder eng Pièce d'identité, dat war alles kee Problem. Mengen Informatiounen no ass nach kee mat op e Büro geholl ginn.

Ech wëll awer och drop insistéieren, nach eng Kéier, datt och d'Police mat de sozialen Institutioune vun der Stad Lëtzebuerg zesummeschafft. Si huelen och weiderhin de Flyer mat, fir en de Leit auszedeelen, fir drop hinzeweisen, wou déi Leit kënnen Hëllef kréien a wou se kënnen temporaire ënnerdaach kommen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Inneminister Merci.

An da komme mer un déi lescht Fro vun der Question Time vun haut. Dat ass d'Fro Nummer 32 vum Här Mars Di Bartolomeo un den Här Premierminister iwwert de Pensiounssystem. Här Di Bartolomeo.

**– Question n° 32 du 29 janvier 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative au système de pension, adressée à M. le Premier ministre**

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci, Här President. An hirem Programm fir déi lafend Legislaturperiod huet d'Regierung eng breet Consultatioun, ënner anerem mat der Zivillgesellschaft, iwwert déi laangfristeg Ofsécherung vun eisem allgemenge Pensiounssystem ugekënnegt. Si huet gläichzäiteg d'Förderung vu private Pensiounsversécherungen, zweeten an drëtte Pilier, an Aussiicht gestallt.

An engem Interview huet de Premier verséchert, datt dee breet ugeluechten Debat näischt un der Situatioun vun de Pensionéierte vun haut an deenen, déi kuerz virun der Pensioun stinn, soll änneren, mee datt déi, déi elo ufänke mat schaffen, wësse sollten, wat op se zoukënnt.

Wëssend elo, datt de Gemengesecteur elo schonn a Saache Pensioune virun engem risege strukturelle Problem steet – fir 2026 gëtt en Defizit vu 86 Milliounen Euro erwaart, seet de Kolleeg Emile Eicher, President vum Syvicol – an och de Staat, am Géigesaz zum Privatsecteur, iwwer keng Reserve verfüügt, géif ech gär vum Här Premierminister wëssen, éischtens, ob, wéi vum Syvicol-President gefuerdert gëtt, et bei där grousser Renteconsultatioun net nëmmen ëm d'Renten am Privatsecteur geet, mee och de Gemengesecteur an den ëffentleche Secteur insgesamt an déi Diskussioun sollen agebonne ginn, an zweetens, wie schlussendlech un deem Rentendësch sëtze soll.

De Premier huet elo ugekënnegt, datt déi politesch Parteien, d'Parlament, sollen derbäi sinn a wéini d'Diskussioune sollen ufänken. Also ënnert dem Strëch: Soll et eng global Rentendiskussioun ginn oder soll et eng saucissonéiert ginn?

Merci, Här President. A merci, Här Premierminister.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An dann huet den Här Premierminister d'Wuert. Här Premierminister.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Merci, Här President. Ech kann dem honorabelen Här Di Bartolomeo soen, datt déi zwee Sujeten net direkt eppes mateneen ze doen hunn, well den Här Inneminister huet virdrun an der Äntwert op d'Fro vun, ech mengen, dem Här Deputéierte Gusty Graas, gesot, datt déi Fro vun de Fonctionnaires communaux an déi Finanzsituatioun, déi do entstanen ass, verlaangt, datt eng Léisung gesicht gëtt, eng kuerzfristeg Léisung, déi dee Problem léist. An duerfir huet den Här Inneminister virdru gesot, datt en duerfir eng Taskforce op d'Bee setzt.

Déi Diskussioun iwwert de gesamte Pensiounssystem ass eng ganz aner, eng vill méi breet. Mir wëssen, mengen ech, all, als Parteien an all d'Leit am Land, datt à la longue eise Pensiounssystem eng Rei Iwwerleeunge verlaangt, well e baséiert op enger ganz staarker Croissance, soss kann en net iwwerliewen. E muss deem Rechnung droen, datt an deene leschten 10, 15 Joer ganz vill zousätzlech Leit op Lëtzebuerg schaffe komm sinn, déi enges Daags och a Pensioun ginn. Vill vun deene wäerten erëm an d'Ausland goen.

Drëttens, a gottseidank, géif ech soen, ginn d'Leit haut vill méi al, soudatt eng ganz Rei Leit bal grad esou laang an der Pensioun sinn, wéi se schaffen. Alles dat huet déi nei Regierung, déi nei Koalitioun derzou gefëiert, fir ze soen: Déi Thematik do, déi musse mer breet diskutéieren! Well och an der Vergaangenheet ass seelen iwwert déi notwendeg Konsequenze vun der Croissance diskutéiert ginn. An duerfir hätte mer gären e breeden Debat.

No enger Analys, déi mer fir d'éischt nach eng Kéier faktuell musse maachen, déi am Laf vun dësem Joer gemaach gëtt, ginn ech dervun aus, datt mer deen Debat d'nächst Joer kënnen ufänken. Dat ass en Debat, deen engersäits natierlech mat de Sozialpartner muss gefëiert ginn, mee anerersäits och mat villen aneren. Ech denken notamment un d'Jugendmouvementer vun de Parteien, un d'Jugendmouvementer generell, d'Jugendparlament, well ech ganz vill Jonker och an der Walcampagne d'lescht Joer begéint hunn, déi gesot hunn: „Wéi wëllt Der dat doten, mat deene Croissancetauxen do, à la longue weiderfinanzéieren?"

Et ass also eng breet Debatt, déi mer mussen hunn, e Jugendparlament, eng ACEL, wéi gesot, d'Jugendorganisatioune vun de Parteien, mee och mat de Parteie selwer an natierlech och mam Parlament muss déi gefëiert ginn. Dat ass also kee klasseschen Dësch, wou mer eis eng Kéier zu Senneng treffen an dann decidéiere mer eppes. Ech mengen, fir dat Kuerzfristegt si Léisungen do, déi sinn och virun 10, 15 Joer ofgemaach ginn, iwwregens un Dëscher, wou ech zesumme mam Här Di Bartolomeo souz. Mee déi grouss Diskussioun: „Wéi finanzéiere mer deene Leit, déi elo ufänke mat schaffen, hir Pensiounen?", déi verlaangt eng Rei fundamental Froen. A mir mengen, datt et net verantwortlech wier, wa mer dee Sujet ëmmer géife virun eis hischiben, an duerfir hätte mer gär déi Diskussioun, an déi Diskussioun wäerte mer breet féieren.

Et wäert schwiereg ginn, en Accord ze fannen, well et do ënnerschiddlech Sensibilitéite gëtt a wäert ginn, mee einfach de Sujet net diskutéieren an net enger Léisung zoufëieren, wär net verantwortlech. An duerfir wëlle mir als Koalitioun dat maachen an ech hoffen, datt mer dat net just an der Koalitioun maachen, mee datt mer duerfir och eng breet Zoustëmmung vun alle politesche Forcë kréien, op d'mannst fir deen Debat a vläicht fir d'Léisung.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Premierminister. An domat wär dann eis Froestonn och an der Zäit, déi virginn ass, ofgeschloss.

## 7. Question élargie n° 1 de M. Fernand Kartheiser relative à la « Clearance » du Service de renseignement de l'État

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 1 vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Clearance vum SRE. SRE heescht an dësem Fall Service de renseignement de l'État. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro ze stellen, also am Total fënnef Minutten, an d'Regierung huet zéng Minutte fir hir Äntwert. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Här President. Här Staatsminister, Lëtzebuerg huet a ville Beräicher net nëmmen eng Reputatioun, déi et muss verdeedegen, mee och international Obligatiounen, déi et muss anhalen. Eng dovun, déi naturgeméiss manner an der Ëffentlechkeet ass, mee awer dofir net manner wichteg ass, ass déi vun där sougenannter „Clearance", der Habilitation de sécurité, déi déi national Sécherheetsautoritéit ANS deene physeschen a moralesche Persounen – also Mënschen an Entreprisen – ausstellt, déi a Kontakt mat nationalen an internationale vertraulechen Informatioune kënne kommen. Si soll esou wäit wéi méiglech sécherstellen, datt déi betreffend Persoune kee Mëssbrauch mat deenen Donnéeë maachen.

Fir déi Clearance auszestelle gëtt et natierlech rechtlech a logesch Viraussetzungen. An et gëtt och international ganz kloer definéiert Krittären, zum Beispill am Kader vun der NATO, wéi an u wien esou eng Habilitatioun kann ausgestallt ginn. Fir hir Aarbecht also kënne glafwierdeg an zouverlässeg ze maachen, misst d'ANS e méiglechst séieren, onkomplizéierten Zougang zu zum Beispill alle pertinente Fichiere vun der Police an de Justizautoritéiten hunn, déi iwwert déi betreffend Persoun existéieren. Iwwerraschenderweis ass dat awer net de Fall.

Dir, Här Staatsminister, sidd deen dofir verantwortleche Minister an dowéinst wëlle mir Iech haut mat där Thematik konfrontéieren. Mir hoffen, datt déi nei Regierung sech dëser Problematik unhëlt. Obschonns d'Regierung an der Vergaangenheet ëmmer nees behaapt huet, de Problem géif net existéieren, esou zum Beispill nach rezent an der Äntwert op eng parlamentaresch Fro vum 7. September 2023, ass en awer ganz reell. De Fait ass beluecht, ënner anerem duerch e Communiqué vun der Personalvertriedung vum SREL, duerch de Projet de loi – vum Här Staatsminister Bettel nach – 6961, dee seet: „L'autorité nationale de sécurité n'est donc actuellement pas en mesure […] d'apprécier objectivement et en connaissance de cause si le demandeur présente toutes les garanties nécessaires à l'obtention d'une habilitation de sécurité." De Rapport vun der Institutiounekommissioun ass vum 25. Abrëll 2023 an e Bréif vum OGBL vum 18. Dezember 2023.

Et ass an eisen Aen onbestreitbar, datt Lëtzebuerg wëssentlech, an dat schonn zënter 2015, also schonn néng Joer laang, Clearancen ausgestallt huet, déi deenen nationalen an internationalen Usprëch net entspriechen an doduerch eist Land an eis Alliéiert potenzielle Geforen ausgesat huet. Verantwortlech dofir ass wuelverstanen net oder nach net dës Regierung, mee déi Regierunge Gambia 1 a Gambia 2. Eng vun de Konsequenzen dovun ass de Risiko, datt Lëtzebuerg net méi Zougang zu all deenen Informatioune kritt, déi et bräicht. Och kann dës Negligence vun der Lëtzebuerger Regierung – deene virdrun – derzou

bäidroen, datt Lëtzebuerger Firmen net déi selwecht Chancen eméi hir auslännesch Konkurrenz bei verschiddene méi sensibelen Ausschreiwungen hunn.

Dowéinst dës Froen un Iech, Här Staatsminister: Ass déi nei Regierung bereet, zouzeginn, datt de Problem iwwerhaapt existéiert? An datt, am Interessi vun der Glafwierdegkeet vum Land als internationale Partner, muss eng séier Léisung fonnt ginn? Wa jo: Wéi eng Léisung wëllt si envisagéieren?

Ass d'Regierung eventuell bereet, de Projet de loi 6961 zréckzezéien an dem SREL d'Verantwortung fir d'Clearancen – déi Enquêtes de sécurité – ze iwwerdroen, wat vläicht déi einfachst Léisung wär? Et géif dofir duergoen, e Saz am SREL-Gesetz derbäizeschreiwen an eng Textpropositioun huet d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an hirem Avis zum Projet de loi 7281 vum 13. Juni 2018 scho gemaach.

Oder, alternativ: Ass d'Regierung bereet, fir séier um Projet de loi, mat der Chamber zesumme selbstverständlech, iwwert d'Autorité nationale de sécurité virunzeschaffen an der ANS all déi néideg Kompetenzen ze ginn, fir hir Aarbecht kënne korrekt ze maachen? Wa jo: A wéi engen Delaien?

Ech soen Iech villmools Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. An dann huet d'Regierung d'Wuert. Ech maachen den Här Kartheiser drop opmierksam, datt e vu senge fënnef Minutten der véier gebraucht huet, a wéilt en nach eng Zousazfro no der Regierung stellen, dann hätt en nach eng Minutt zegutt dofir. Voilà. Här Premierminister.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Här President, ech si bekanntermoosse Staatsminister oder Premierminister vun dësem Land eréischt zënter néng Wochen. An ech muss Iech soen, datt ech an där Zäit schonn déi eng oder aner Autorisatioun vun der ANS ënnerschriwwen hunn. Mee ech hunn an deenen néng Wochen, och op Nofro hin, keng Informatioune kritt, wéi wann déi Enquêten, déi wichteg sinn an déi do gemaach gi sinn, net géifen den internationalen Normen entspriechen. Et ass och wichteg, datt déi seriö gemaach ginn. Mee alles dat, wat ech gewise kréien, wat ech erklären kréien, weist drop hin, datt, zwar mat ënnerschiddleche Moyen-juridiquen, d'Autorité nationale de sécurité, ANS, déi Enquêtë ka maachen.

Dat ass an deene leschte Jore fir d'éischt via de Parquet général gaangen an, nodeem et eng ganz Rei Diskussioune gi sinn iwwert den Zougang zu de Polizeidatebanken – Debatten, déi hei an der Chamber intensiv geféiert gi sinn, zu enger Zäit, wou ech weeder an der Regierung nach an der Chamber war –, gouf et aner Weeër, fir déi Donnéeën ze kréien, notamment iwwert d'Gesetz vun 2018 iwwert den Échange de données à caractère personnel en matière policière.

Ech mengen awer, datt grad fir d'Zukunft an engem neie Gesetz, wat Dir gestëmmt hutt an dëser Chamber just virun de Walen, nämlech d'Gesetz vum 29. Juli 2023 iwwert d'Police, wat och Ännerungen am Gesetz iwwert de Geheimdéngscht mat sech gezunn huet, en Artikel dran ass, deen ausdrécklech seet, wéi d'ANS Accès kritt zu de Polizeidatebanken. An dat Gesetz ..., et geet ëm den Artikel 3 vun deem Gesetz, deen trëtt den 1. Mäerz 2024 a Kraaft. Duerfir am Resümmee: Bis elo gouf et schonn en Accès mat verschiddenen Ännerungen iwwert d'Zäit an dee gëtt elo nach méi gekläert, méi kloer duerch dat Gesetz vum Juli 2023, dat, wéi gesot, op deem spezifeschen Artikel den 1. Mäerz a Kraaft trëtt, well do war eng Dispositioun dran, datt et sechs Méint, nodeem d'Gesetz gestëmmt ass, a Kraaft trëtt.

Duerfir mengen ech, datt sech déi Froen net esou stellen. Ech stellen och fest, datt souwuel d'NATO wéi d'Europäesch Unioun reegelméisseg Inspektioune vu Lëtzebuerg maachen – déi lescht war, mengen ech, 2019 – an datt dat net opgeworf ginn ass. Ech muss och soen, datt ech en Untrëttsbesuch bei der NATO hat, wou de Generalsekretär vun der NATO iwwer villes geschwat huet, mee net iwwert dat do. An en huet en plus gesot, datt mer eng ganz gutt Kooperatioun mat Lëtzebuerg op alle Pläng hätten. Wär dat also e grousse Problem, huelen ech un, datt dat mentionéiert gi wär.

Zum Schluss géif ech wëllen dem Här Kartheiser soen, datt ech festgestallt hunn, wéi hien och, datt et e Projet de loi gëtt, deen hei an der Chamber läit iwwert d'ANS, wou ech erstaunt war, festzestellen, datt deen zënter aacht Joer hei an der Chamber läit, wat natierlech net fir de Projet onbedéngt an all senge Facettë schwätzt. An duerfir wëll ech Iech soen, datt ech dee Projet, deen ech eréischt am Kader vun dëser Question parlementaire, muss ech zouginn, entdeckt hunn, wëll iwwerschaffen, datt ech dee wëll iwwerkucken, datt ech och net onbedéngt där Meenung sinn, datt een d'ANS soll aus dem Geheimdéngscht eraushuelen, wat do initialement geplangt war, well et erschaaft een erëm eng Organisatioun niewendrun, an datt ech mer och ka virstellen ..., mee ech wëll dat weider préiwen, ob een d'ANS net am Geheimdéngscht léisst an hir dann och do weider Kompetenze gëtt.

Ech mengen, dat wär eng Pist, wou mer vläicht méi schnell kéinte virukommen an dee Projet dann och op deem dote Punkt méi schnell kéinte klarifiéieren. Dat wëll ech mer an deenen nächste Wochen ukucken an dat, mengen ech, misste mer dann och hikréien. Well et ass net gutt, wann e Projet de loi op esou enger Fro aacht Joer hei am Parlament läit. Mee gitt mer duerfir e bëssen Zäit, fir dat kënne mat Rou a Seriö ze maachen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Premierminister. Ech wollt den Här Kartheiser froen, ob en nach eng Zousazfro huet. Da kënnt Der, Här Premierminister, vläicht entweeder dohannen oder hei op déi Zousazfro äntwerten. Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Et ass ganz kuerz. Ech mengen, dat heiten, dat war awer elo wierklech also eng erfrëschend Äntwert. Ech muss dem Här Staatsminister Merci soen. No laange Joren, wou einfach de Problem negéiert gouf, gouf awer hei, mengen ech, Kloertext geschwat. Also dofir e grousse Merci.

Ech wollt awer trotzdeem soen, Här Staatsminister, am Ufank vun Ären Ausféierungen hutt Der selwer d'Komplexitéit vun der Situatioun ënnerstrach. Ech mengen, et si Weeër geschafe ginn iwwer Hëllefsbrécken. Elo kënnt dat Gesetz, wat 2024 soll a Kraaft trieden, dat anert Gesetz läit aacht Joer hei. Dat ass en Zoustand, wéi et en net sollt ginn.

Ech wollt Iech proposéieren, datt mer vläicht eng Institutiounekommissioun aberuffen an Ärer Presenz, wou mer eng Kéier den Istzoustand kucken zesummen, wou mer elo kënne Reformen usetzen. Well wann Dir bereet wiert, dat mat eis zesummen ze maachen, mengen ech, wär dat sécher, ganz sécher also eng Méiglechkeet, fir séier virunzekommen an och mat Resultater ze rechnen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Premierminister.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Här President, ech wëll der Chamber soen, datt ech selbstverständlech domat d'accord sinn, datt ech och generell fannen, datt d'Froe vun nationaler Sécherheet eigentlech am Detail net kënnen am Plenum vun der Chamber diskutéiert ginn. An duerfir: Soit d'Institutiounskommissioun, soit d'Kommissioun, déi d'Kontroll vum Geheimdéngscht mécht, sinn déi adequat Plazen, fir dat ze maachen.

Duerfir sinn ech selbstverständlech bereet, dat an deenen nächste Wochen ze maachen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà. Merci, Här Premierminister.

## 8. Question élargie n° 2 de M. Laurent Mosar relative à la proposition de directive ATAD 3

Da komme mer elo zur erweiderter Fro Nummer 2 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Direktivpropos ATAD 3. Den Auteur, gradesou wéi virdrun, huet fënnef Minutten Zäit, fir souwuel seng Haaptfro wéi seng Zousazfro virzedroen, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit. Den Här Mosar huet d'Wuert.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo, merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwert de Sujet ATAD 3 oder an anere Wierder d'Unshell Direktiv ass och schonn an der leschter Mandatsperiod oft souwuel hei am Plenum wéi och an der zoustänneger Finanzkommissioun diskutéiert ginn.

Ech wollt nach eng Kéier kuerz an Erënnerung ruffen, datt déi Unshell Direktiv eng Suite ass vun der deemoleger Panama-Papers-Affär, wou et a sech drëm geet – an ech fannen, dat ass eigentlech och en Objektiv, wat ee soll ënnerstëtzen –, géint Steieroptimiséierung virzegoen.

Elo ass et esou, datt hei en Text virläit oder virlouch, deen Text awer net ouni Froen ass, déi en opwerft, notamment wat eis Finanzplaz betrëfft. Et muss een nämlech wëssen, datt, wann déi Direktiv an där Form géif duerchgoen, wéi se elo emol am Ursprong virlouch, datt do déi 45.000 SOPARFIen, fréier „Holdinge" genannt, eventuell géife riskéieren, dovu betraff ze ginn. Fir Iech och einfach emol de budgetären Impakt ze soen, dat gëtt oft vergiess, datt déi SOPARFIe ronn 2 Milliarde Steieren abréngen. Et ass also net näischt, et ass och en Aktivitéitsberäich, wou ganz vill Entreprisen, klenger a manner klenger, dovun ofhängeg sinn.

Et besteet awer och e Risk, datt eventuell d'Fongenindustrie kéint an engem gewëssene Mooss betraff sinn. An duerfir ass et scho wichteg, datt d'Regierung hei en An drop behält. Ech muss soen, déi viregt Regierung – an dat ass mer net oft virkomm – hunn ech ëmmer do eigentlech misse luewen, well se a sech eng ganz kritesch Attitüd och par rapport zu där Unshell Direktiv hat, ob dat den Här Gramegna oder herno d'Madamm Backes war, déi hunn dat jo och ëmmer hei op der Chambertribün ënnerstrach.

Ech wollt eigentlech haut vun der Geleeënheet profitéieren, well mer emol éischtens eng nei Regierung an en neie Finanzminister hunn, fir nach eng Kéier dee Sujet ze evoquéieren, awer och, well ech héieren hunn, datt zu Bréissel déi Direktiv net méi richteg géif virukommen, well et grouss Meenungsdivergenzen zwëschent deene grousse Länner, notamment Däitschland a Frankräich, gëtt. Ech kréien awer och gesot, wat e bëssen erstaunlech ass, mee tant mieux, datt souguer d'Europaparlament, wat jo elo net bekannt ass, e grousse Verteideger vu Finanzplazen ze sinn, och ganz skeptesch wier par rapport zu där heiter Direktiv.

An et gëtt mer och gesot, datt déi belsch Presidence net ganz vill géif drop drécken, fir hei virunzekommen.

A sech sollt déi Direktiv schonn en place sinn. Dat schéngt awer net de Fall ze sinn. Duerfir eng Rei Froen, déi ech wollt un de Finanzminister an un d'Regierung stellen.

Éischtens: Wat ass d'Positioun vun der aktueller Regierung a vum aktuelle Finanzminister par rapport zur där Direktiv?

Zweetens: Wou si mer zu Bréissel drun? Wat ass do de leschte Stand vun den Diskussiounen?

Drëttens: Wat ass do d'Meenung vum Finanzminister? Ass en der Meenung, datt et iwwerhaapt nach am Laf vun dësem Joer do zu engem Accord kënnt, deen eventuell da kéint den 1. Januar 2025 a Kraaft trieden?

A riskéiert – an dat ass meng nächst Fro – net och eventuell d'Resultat vun deenen nächsten Europawalen en Impakt op déi doten Direktiv ze hunn?

An da schlussendlech, an dat ass eng lescht Fro: Wéi ass och d'Aschätzung vum Finanzminister, wat eventuell d'Kompetitivitéit vun eiser Finanzindustrie par rapport zu där doter Demarche ugeet?

Ech soen am Viraus schonn en décke Merci fir d'Äntwerten.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Mosar. Dann huet elo den Här Finanzminister d'Wuert.

Ech wëll och den Här Mosar drop opmierksam maachen, datt en e bësse méi wéi véier Minutte geschwat huet. En hätt also nach liicht manner wéi eng Minutt zur Verfügung, wéilt en dann eng Zousazfro stellen.

Här Finanzminister.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Merci.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech gesinn, dat geet richteg héiflech haut hei erof.

**M. Claude Wiseler,** Président | Tant mieux.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Mee mir sinn nach net fäerdeg.

*(Hilarité et interruption)*

Duerfir wéilt ech dem Här Mosar Merci soe fir déi Fro à plusieurs titres. Éischtens: Et gëtt ëmmer vun Unshell Direktiv, ATAD 3 geschwat. Also mäin Uleies als Finanzminister, souwäit dat mer eventuell geléngt, ass et, dass een déi Finanzlegislatioun, e bësse méi vulgariséiert an de Leit och op Lëtzebuergesch kann ... oder versicht ze erklären, wat do dohannert ass.

Also déi ATAD oder Unshell Direktiv, déi ass effektiv am Dezember 2021 vun der Europäescher Kommissioun presentéiert ginn. An ATAD, dat ass eigentlech näischt aneschtes wéi d'Ofkierzung fir Anti-Tax Avoidance Directive. Dat heescht, et soll ëmgesat gi mat där Direktiv, dass sougenannte Gesellschaften ouni eigentlech Substanz, dat heescht ouni richteg wirtschaftlech Aktivitéit, dass een déi kann an der Europäescher Unioun identifizéieren. An duerfir ass och dee Kierzel „Unshell". Dat sinn eigentlech sougenannte „sociétés écrans" oder „Scheingesellschaften". An d'Zilsetzung vun där ganzer Direktiv, Här Mosar, dat wësst Der, dat ass, de Mëssbrauch vun esou Direktiven a vun esou Strukture fir Steierzwecker ze evitéieren.

An Dir frot: Wat ass d'Positioun vu Lëtzebuerg? Ma mir begréissen d'Zilsetzung vun där Propositioun. Ech soen awer gradesou kloer – an dat ass deen anere Punkt vun Ärer Fro –, dass hei fir eis, och am Interessi vun der Kompetitivitéit vun eisem Land – well Dir hutt et richteg ënnerstrach, de Finanzsecteur bréngt awer nach ëmmer ganz vill Suen – net iwwert d'Zil däerf erausgeschoss ginn.

A mir wëllen och duerfir zu Lëtzebuerg, dass deen Text, deen de Moment an eisen Aen onverhältnismëisseg ass, der Realitéit ugepasst gëtt, well dat concernéiert engersäits déi sougenannte SOPARFIen, also Bedeelegungsgesellschaften, fir déi dat natierlech en enorme Verwaltungsopwand ass, fir all déi Interaktioune mat der Steierverwaltung ze hunn. An dat, wat do nach wäit driwwer erausgeet, dat ass, dass d'Fongenindustrie och dovunner kéint beréiert sinn.

Mir hu 5.000 Milliarden Euro ënner Management vu Lëtzebuerger Fongen. Dat ass enorm. An do stellt sech d'Fro: Falen déi ënnert déi Direktiv hei oder net? D'Meenung vu Lëtzebuerg ass déi, dass mer soen: Déi Fongen, déi hunn alleguerten eng ekonomesch Aktivitéit zu Lëtzebuerg an där muss een och Rechnung droen. Wat heescht dat konkreet? Mee dat heescht, dass een dem Krittär vun der „Substanz", sou wéi en an der Direktiv steet, muss deementspriechend och Rechnung droen. Nach eng Kéier: d'Verhältnismëissegkeet.

Da muss een deen Text och kucken am Sënn vun de Spezifissitéite vun eiser Finanzplaz. An ech soe kloer als Finanzminister: Mir wëllen net, dass duerch déi doten Direktiv Lëtzebuerg e Standortnodeel huet oder sollt kréien. Ech kann Iech och d'Rechnung aneschters soen: Op 75 % vun der Kierperschaftssteier, dat sinn iwwer 2,6 Milliarden Euro, déi déi insgesamt 2023 – dat hate mer d'leschte Kéier an der Finanzkommissioun – erabréngt, kann een net einfach esou verzichten.

Dann ass deen anere Punkt: Wou sinn déi Verhandlungen drun? Also, d'Positioune vun den eenzelne Memberstaaten, déi leie wäit auserneen. Dat huet och deen zoustännege Kommissär, den Här Gentiloni, mir viru 14 Deeg zu Bréissel selwer confirméiert. Ech hunn iwwregens vis-à-vis vun deem déi selwecht Positioun vertrueden, wéi ech se hei an der Chamber soen. Zum Beispill Däitschland, déi wëllen, dass an enger éischter Phas déi Unshell-Direktiv just op den Austausch vun Informatioune mat de jeeweilege Steierverwaltunge limitéiert ass.

Da muss een och kucken, wat den Uwendungsberäich vun där Direktiv ass. An ech soen nach eng Kéier: Fir Lëtzebuerg ass do weesentlech, dass consideréiert gëtt, dass d'Fongen eng wirtschaftlech Aktivitéit hunn, an duerfir an de sougenannte „Substanzreegelen" deem och Rechnung gedroe gëtt. Duerfir kann een net soen, wéi wäit dass deen Text à ce stade gedeit.

Är nächste Froe waren déi: Kënnt et dëst Joer nach zu engem Ofschloss vun där Direktiv? Ech gi perséinlech net dervun aus. Déi belsch Presidence, déi huet dat net zu hirer Prioritéit gemaach. Dir wësst och, dass am Juni Europawale sinn, wat awer gewëssen Ëmwälzunge ka mat sech bréngen. An der zweeter Hallschent vun dësem Semester hunn d'Ungaren d'Presidence vun der Europäescher Unioun.

Elo ass d'Fro ... Anscheinend géif et eng Oppositioun och an dem Europaparlament dergéint ginn. Dir wësst, dass mer eis hei ... D'Europaparlament huet natierlech zu allem eng fräi Meenung. Et ass awer esou, dass mir eis, reng rechtlech gesinn, hei net an dem Prozess vun enger totaler Bedeelegung vun dem Europaparlament beweegen. Firwat? Ma well mer hei am Steierberäich sinn, wou op dem Conseilsniveau, dat heescht an der Zesummekunft vun de jeeweilege Ministeren, natierlech d'Unanimitéit spillt. Dat heescht net, dass een do einfach blockéiert fir ze blockéieren, mee Dir wësst, dass déi Unanimitéit, zumindest wéi mir déi als Lëtzebuerger ëmmer gesinn hunn, soll hëllefen, wa mer e richteg seriöe Problem hunn – hei ass eng Direktiv, déi kann e gréisseren Impakt hunn –, fir e Konsens ze erwierken, wou de sougenannte Standuertnodeel fir Lëtzebuerg sech net däerft stellen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Finanzminister. Da froen ech den Här Mosar, ob en nach eng Zousazfro huet.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Also, den Här Mosar ass, wat selte virkënnt, bal wonschlos glécklech ...

*(Hilarité et exclamations)*

... iwwert d'Aussoe vum Här Finanzminister, besonnesch iwwert dee ganz klore Positionnement.

Ech hat awer ganz zum Schluss nach eng Fro gestallt, déi zwar och nëmmen indirekt domadder ze dinn huet, mee déi awer net onwichteg ass. Dat ass déi – an Dir hutt et selwer gesot, Här Finanzminister –, wéi wichteg fir Iech och d'Kompetitivitéit vun der lëtzebuergescher Finanzplaz ass. Do sinn och eng Rei aner Direktiven, déi och nach am Moment „am Tirang leien" – kommt, mir soe mol esou. Kënnt Der eis vläicht just soen, awer ganz en gros, wou Der eventuell nach vläicht gesitt, datt eventuell kéint déi eng oder aner Direktiv kommen, wou mer misste ganz gutt oppassen.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci. Ech kucke just, wéi vill Minutten dass ech nach hunn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir hutt nach véier Minutten.

**Une voix** | Eventuell geet et nach duer.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Eventuell geet et nach duer. Här Mosar, Dir hutt, gradewéi déi 60 Deputéierten heibannen a wéi vill Leit dobaussen, matkritt, dass natierlech weesentlech Punkte vun dem Regierungsprogramm, déi am Speziellen de Finanzministèresberäich concernéieren, vu weesentlecher Wichtegkeet sinn. Mir sinn eigentlech der Meenung, dass d'Kompetitivitéit vun de Betriber muss gestäerkt ginn, dass och d'Attraktivitéit vun der Finanzplaz generell muss ausgebaut ginn. Firwat? Well mer do déi néideg Ressourcen hu fir de Finanzement vun de Sozialleeschtungen an do steet dës Regierung ohne Wenn und Aber hannendrun, fir dass déi kënne finanzéiert ginn.

Richteg ass, dass eng Rei vu Moossnamen d'Leit concernéieren, dat heescht, dass mer d'Kafkraaft vun de Leit stäerken. Do hu mer en éischte Schrëtt virum Dezember gemaach. Zweetens heescht dat och – an dat héiere mer ëmmer méi dobaussen –: Wa mer hei vun esou komplexe Legislatiounen héieren, da musse mer natierlech och d'Leit fanne respektiv déi, déi mer hunn, musse mer och behalen. An duerfir steet am Regierungsprogramm, dass mer déi sougenannten „Talentförderung" wëllen an d'Luucht setzen an dass mer dat och mat Steiermoossname wëlle positiv begleeden. Ech kéint mer virstellen, dass an den nächsten Deeg oder an den nächsten zéng Deeg do déi eng oder aner Moossnam kéint konkreet virgestallt ginn.

Dann ass et awer och ganz kloer, dass mer musse kucken, déi Betriber, déi hei sinn, zum Beispill an der Fongenindustrie, net am Ree stoen ze loossen. Dir wësst, dass do eng grouss Konkurrenz ass. Mir wëllen eigentlech, dass de Fongeberäich ka weider ausgebaut ginn. An duerfir wëlle mer bei de sougenannten ETF-Fongen, déi aktiv sinn, kucken, ob een do net d'Taxe d'abonnement vläicht no ënne kéint upassen oder ofschafe fir dee Beräich, dat heescht, net fir de gesamte Fongeberäich.

An da gëtt et natierlech eng Rei vun europäeschen Direktiven, déi de Moment negociéiert ginn, déi och en Impakt hunn. Ech hat gëschter nach en Telefonsgespréich mat dem Paschal Donohoe, dat ass de

President vun dem Eurogroupe, an do gëtt et eng Direktiv iwwert déi europäesch Kapitalmäert. An de Christophe Hansen als ausgewisenen EU-Spezialist, dee weess, dass dat e gréisseren Impakt op Lëtzebuerg kéint hunn. Ech erklären Iech: Mir sti selbstverständlech derzou als Lëtzebuerg, dass mer iwwert d'Grenzen eraus – mir si Grënnungsmember vun der Europäescher Unioun – den Zougang zu Kapital förderen. Firwat? Ma well mer déi digital Transitioun, déi energeetesch Transitioun zu Lëtzebuerg an doriwwer eraus nëmmen domat kënne finanzéieren. Jo zu dem Zougang zu Kapital, mee – mee! – dat heescht awer och, dass mer d'Interessie vu Lëtzebuerg an deem Kontext musse förderen an dass mer sécherstelle mussen, dass déi Industrien, déi mer zu Lëtzebuerg hunn – dozou zielt virun allem och d'Fongenindustrie –, net an aner EU-Memberstaaten ofwanderen.

Do stellt sech zum Beispill d'Fro iwwert d'Surveillance vun de Finanzmäert. Mir si ganz kloer der Meenung – mir sinn net déi Eenzeg –, dass mir gutt Iwwerwaachungsinstitutiounen zu Lëtzebuerg hunn. Dozou gehéiert d'CSSF, déi hir Roll en toute indépendance spillt, mee déi eng proaktiv Roll hëlt. Déi spillen net nëmme Gendaarm, mee si kucken, dass se, wa se Gendaarm spillen, och Léisunge sichen, fir dass déi Finanzplaz hei mat proppere Reegele kann oflafen. An do ass et selbstverständlech, dass mir de Standuertvirdeel fir Lëtzebuerg och wëlle spillen a soen: Wa mer déi Exzellenz zu Lëtzebuerg hunn, da solle mer déi och notzen, fir dass net op eemol, wa mer just nach eng Autoritéit fir ganz Europa hätten, dat géif bedeiten, dass verschidden Aktivitéite géife vu Lëtzebuerg ausgelagert ginn.

Ech kéint nach weiderfueren, mee ech hunn nach genau aacht Sekonnen, duerfir soen ech Merci an ech wënschen Iech e ganz schéine Mëtteg!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Finanzminister, Dir waart, wéi Der gesitt, tipptopp an der Zäit nach.

## 9. Résolution de Mme Sam Tanson relative à la publicité des réunions des commissions parlementaires

Mir kommen elo zur Resolutioun vun der Madamm Sam Tanson iwwert d'Publicitéit vun de Kommissiounssëtzungen. D'Auteure huet fënnef Minutten Zäit. Ech hunn zwar e puer Leit hei ageschriwwe gehat fir duerno, mee esou vill ech verstanen hunn, verzichten déi eenzel Fraktiounen all op hir Zäit duerno, well et hei och eng Resolutioun ass, déi mer gemeinsam am Bureau mat der Madamm Tanson ausgeschafft hunn.

Hunn ech dat richteg verstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass et elo un der Madamm Tanson.

***Dépôt et exposé***

**Mme Sam Tanson** (déi gréng), auteure | Jo, merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si ganz frou, dass mer haut nach eng Kéier kënne mat där Resolutioun hei erëmkommen. Dir wësst, dass mer am November esou eng Resolutioun hei deposéiert haten, déi baséiert huet op enger quasi textuell identescher Resolutioun vun der CSV-Fraktioun aus dem Joer 2019, an déi och sech baséiert op d'Ausféierunge vum Chamberspresident hei bei senger éischter Ried.

Ëm wat geet et? Et geet drëm, dass mer e wichtege Schratt a Richtung méi eng transparent Chamber maachen, an zwar mat der Ëffentlechkeet, der Transmissioun vun de Chamberskommissiounen. Hei hutt Der déi fënnef opgelëscht, op déi mer eis gëeenegt hunn, elo an enger éischter Phas, wuelverstane mat enger Evaluatioun, déi soll gemaach gi bis 2025. Parallell hu mer och eng Propositioun vun engem Changement vum Reglement deposéiert, wou mer dann och wäerten dat verankeren an onsem Reglement. An da sinn ech gudder Déng, dass mer ganz séier nach méi breet wäerte kënnen opmaachen. Et ass op alle Fall e wichtege Schratt, fir dass d'Biergerinnen an d'Bierger an eis Press och kënnen zu all Moment suivéieren, wéi eng Diskussiounen a wéi mer déi Diskussioune féieren.

An ech sinn och iwwerzeegt, dass wa mer dat an der Praxis liewen an ausliewen, dass dann déi Suergen, déi virdrun do existéiert hunn, och ganz séier kënnen aus dem Wee geraumt ginn. Duerfir hei eeben nach eng Kéier dann déi Resolutioun, mat der Ënnerschréft vun alle Parteien, déi hei an der Chamber vertruede sinn.

***Résolution***

*« relative à la publicité des réunions des commissions parlementaires »*

*La Chambre des Députés,*

*– vu la résolution de la sensibilité politique déi gréng déposée en date du 23 novembre 2023 et renvoyée au Bureau et à la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés ;*

*– rappelant la résolution relative à la publicité des commissions parlementaires déposée par le groupe parlementaire chrétien-social en date du 9 octobre 2019 ;*

*– constatant que les échanges au sujet de la publicité des commissions au Bureau et à la Conférence des Présidents ont permis de dégager un consensus entre les groupes et sensibilités politiques représentés à la Chambre des Députés,*

*décide*

*– de retransmettre, à partir de la mi-avril 2024, cinq commissions parlementaires en direct en streaming, en l'occurrence*

*• la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture ;*
*• la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire ;*
*• la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité ;*
*• la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ;*
*• la Commission des Médias et des Communications ;*

*– de mettre les vidéos des réunions de ces cinq commissions à disposition en replay via www.chd.lu ;*

*– de procéder à une évaluation des expériences acquises début 2025 ;*

*– d'élargir, le cas échéant, la publicité à toutes les commissions parlementaires rentrant en ligne de compte pour le nouveau régime ;*

*– de continuer à réserver le huis clos aux réunions portant sur des dossiers sensibles ;*

*– d'élaborer un règlement de la Conférence des Présidents à annexer au Règlement de la Chambre des Députés qui fixe les critères et conditions de la publicité de ces réunions.*

*(s.) Sam Tanson, Gilles Baum, Marc Baum, Sven Clement, Fred Keup, Paulette Lenert, Marc Spautz.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson.

Ech hu se zwar elo eréischt offiziell ënnerschriwwen iwwerreecht kritt, mee ech mengen, déi Fraktiounen alleguer haten Zäit, sech an d'Kenntnis ze setzen, wat den Inhalt dovunner ass. Vu datt d'Fraktiounen an d'Sensibilitéiten alleguer op hir Riedezäit verzichten an d'Regierung och net zu enger Resolutioun, déi d'Chamber en interne betrëfft, schwätze wäert, ass d'Diskussioun domadder ofgeschloss.

A mir géifen direkt zum Vott iwwert déi Motioun kommen. Wéi ëmmer, well et eisen éischte Vott haut de Mëtten ass, erënneren ech drun, Iech fir d'éischt anzeloggen, well soss kënnt Der natierlech net matstëmmen.

An ech géif elo de Vote électronique froen, datt Der …

*(Interruption)*

Mir kënne se och à main levée ofstëmmen. Dat ass am Fong hei an dësem Fall eng ganz gutt Iddi, wa mer alleguer d'accord sinn.

*(Assentiment)*

***Vote sur la résolution***

Da géif ech froen: Wie mat dëser Resolutioun averstan ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen. Merci. An da maache mer d'Géigeprouf.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Très bien! Dann ass dës Motioun à l'unanimité ugeholl an dofir soen ech Iech villmools Merci.

## 10. Heure d'actualité du groupe politique ADR au sujet de la diminution du nombre de personnes parlant le luxembourgeois

Den nächste Punkt op eisem Ordre du jour ass eng Aktualitéitsstonn iwwert de Réckgang vun der Unzuel u Leit, déi Lëtzebuergesch schwätzen, déi d'ADR-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet zéng Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéiten hu fënnef Minutten an duerno huet d'Regierung 15 Minutte fir ze äntweren. Et hu sech elo schonn ageschriwwen: d'Madamm Françoise Kemp, den Här André Bauler, d'Madamm Liz Braz, d'Madamm Sam Tanson an den Här Ben Polidori. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Fred Keup als Vertrieder vun der ADR-Fraktioun. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

***Exposé***

**M. Fred Keup** (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech wëll och fir d'éischt deene Leit Merci soen, déi hei op der Tribün sinn, zum Beispill dem Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch, wéi och dem Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch, déi ganz sécherlech vill derzou bäidroen, eiser Sprooch eng besser Situatioun ze gi wéi déi, an där se am Moment ass.

Mir hunn dann och als ADR dës Aktualitéitsdebatt iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch ugefrot, well mer viru Kuerzem schlecht Noriichten iwwer eis Sprooch matgedeelt kruten. D'schlecht Noriichten, déi ware vum Statec, deen eng Etüd gemaach huet, bei där ee mat Hëllef vun de Resultater vun der Vollekszielung vun 2021 de Gebrauch vum Lëtzebuergeschen analyséiert huet. Dëst ass elo fir d'zweet geschitt no 2011 an dat erlaabt natierlech och, e Verglach ze maachen iwwer en Zäitraum vun zéng Joer.

Analyséiert ginn ass de reelle Gebrauch vum Lëtzebuergeschen am Alldag am ëffentleche Raum. An eng vun den Aussoe vun der Etüd ass dann, an ech zitéieren elo de Statec op Franséisch: „Par rapport au recensement de 2011, l'utilisation du luxembourgeois diminue en nombre de locuteurs passant de 323.000

à 292.000 et en pourcentage passant de 71 % à 61 %." Also nach eng Kéier, op Lëtzebuergesch seet de Statec hei: Am Verglach zu 2011 hélt d'Lëtzebuerger Sprooch of bei der Zuel vu Spriecher. Dat heescht, trotz dem enorme Bevëlkerungswuesstum, sou ville Leit, déi bäikomm sinn an de leschten zéng Joer, geet nawell d'Zuel vu Leit, déi Lëtzebuerg schwätzen, erof ëm minus 30.000 Persounen.

An eigentlech ass dat nach ze vill optimistesch, wéi de Statec selwer schreift, well – an hei ass de Statec och kloer an däitlech – et gëtt jo och Leit, déi maachen net mat bei der Vollekszielung. An do hu si festgestallt, dass déi Leit, déi net matmaache bei der Vollekszielung, ganz oft eebe Leit sinn, déi nach net laang am Land sinn, also déi sinn, déi och kee Lëtzebuergesch schwätzen. Si schreiwen: „on peut supposer que les locuteurs allophones", also déi, déi kee Lëtzebuergesch kënnen, „sont probablement surreprésentés parmi les non-répondants". Dat heescht also, dass et a Wierklechkeet – an dat seet de Statec – ganz warscheinlech ass, dass nach manner Leit Lëtzebuergesch schwätze wéi dat, wat si hei an der Etüd feststellen.

De „Quotidien" titelt dann och doropshin: „En dix ans, la lente chute de la langue luxembourgeoise", de luesen Niddergang vun der Lëtzebuerger Sprooch. A weider: „De mois en mois parlée, la langue luxembourgeoise [subit] une lente érosion au fil des années. C'est le constat que dresse le Statec dans un rapport." Ëmmer manner, an de Statec schwätzt effektiv vun „Erosioun" vun der Lëtzebuerger Sprooch.

Et ass also kloer an däitlech – an dat soen elo net ech hei einfach, well ech et erfannen, mee dat ass de Statec, deen et seet –: De Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch geet zeréck! Et gëtt ëmmer manner Lëtzebuergesch geschwat. Dat seet de Statec.

An och d'Zukunft gesäit düster aus, well, wéi de Statec och analyséiert, bei den iwwer 80-Järegen ass den Undeel vun deenen, déi Lëtzebuergesch schwätzen, nach relativ héich, am héchsten. Allerdéngs bei deene Leit, déi aktiv sinn, déi schaffen, déi am Alter sinn zwëschent 30 a 60 Joer, do si mer bei manner wéi 50 % vun de Leit, déi Lëtzebuergesch schwätzen. An et ass deemno also kloer, dass an Zukunft nach manner Leit wäerte Lëtzebuergesch schwätzen.

Duerfir schreift de Statec dann och vun der „érosion", an dat steet am Rapport e puermol dran, „de la langue luxembourgeoise". Et wäert also ëmmer manner geschwat ginn an eis Sprooch wäert weider verschwanne respektiv verdrängt ginn aus dem ëffentleche Raum, aus dem Alldag.

Geografesch gesäit een et och – an dat ass eppes, wat een och iwwerall op der Welt ka feststellen, wou Sproochen a Konkurrenz stinn, wéi a Kanada, an der Schwäiz an esou weider, an zu Lëtzebuerg sti Sprooche jo och a Konkurrenz all Dag –, an zwar, dass d'Lëtzebuergesch fir d'éischt an de gréissere Stied, am urbane Raum, verschwënnt an da lues a lues och an de méi klenge Gemengen an Uertschaften. An der Reegel kënne sech nach eng Partie Sproochinselen eng länger Zäit halen, awer – an dat weisen d'Beispiller aus dem Ausland – och si wäerte lues a lues verschwannen.

Alles dat hunn ech net erfonnt, wéi ech grad gesot hunn. Dat seet de Statec. Dat sinn also, wann Der esou wëllt, d'Fakten.

Mee et ass awer näischt Neits. Zënter 30, 40 Joer gëtt et och hei am Land Leit a Gruppen aus der Zivillgesellschaft, déi op de Réckgang vum Lëtzebuergeschen opmierksam maachen. Och d'ADR an ech selwer maachen dat scho ganz laang. Ech hunn och e Buch mam Tom Weidig doriwwer geschriwwen, wou mer an zwee Kapitelen dorop aginn …

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Op Däitsch.

**M. Fred Keup** (ADR) | … a mat x verschiddene Beispiller dat Ganzt ënnermaueren.

*(Interruptions)*

Ech ginn Iech elo zwee … Jo, ech gesinn, hei si Verschiddener, déi trotz där seriöer Situatioun, an där eis Sprooch ass, dat immens witzeg fannen. Ech fannen dat surprenant!

*(Brouhaha)*

**M. Georges Engel** (LSAP) | Dir hutt Ärt Buch op Däitsch geschriwwen. Dir hutt Ärt Buch op Däitsch geschriwwen!

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Dat ass total falsch, wat Dir hei erzielt! Falsch!

*(Brouhaha)*

**M. Fred Keup** (ADR) | Ech fannen dat ganz, ganz interessant.

**Une voix** | Et ass ëm d'Sprooch an Ärem Buch gaangen an ëm soss näischt!

*(Interruption par M. Tom Weidig)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Weidig!

*(Brouhaha)*

**M. Fred Keup** (ADR) | Ech fannen dat ganz interessant, wéi Verschiddener hei de Geck maache mat eiser Sprooch!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Keup, Dir hutt ganz eleng d'Wuert!

**M. Fred Keup** (ADR) | Ech fannen dat ganz interessant. Impressionnant, bravo!

**Une voix** | Très bien!

**M. Fred Keup** (ADR) | Bravo! Dat seet vill iwwer Iech aus!

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Här President, duerf ech dem Här Keup eng Fro stellen?

**M. Fred Keup** (ADR) | Also, déi déi elo gelaacht hunn … Et si se net alleguerten, mee déi, déi gelaacht hunn elo hei, déi dräi, véier … Et seet vill iwwert déi aus. Ech wëll dat just soen. Alleguerten déi, déi elo hei nokucken, déi kënnen dat kucken. Sou!

Et gëtt zwee, zwee konkreet Beispiller, déi mer an eisem Buch beschriwwen hunn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Keup …

**M. Fred Keup** (ADR) | An ech wëll déi hei kuerz …

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Keup, den Här Sehovic wëllt Iech eng Fro stellen. Huelt Der déi un, oder …?

**M. Fred Keup** (ADR) | Ma jo gären, jo.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Här Keup, just eng Fro, ech si mer net méi sécher, a wéi enger Sprooch war Ärt Buch scho méi iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch?

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, dat do ass zum Beispill esou e gudde Punkt. Eist Buch, dat mer geschriwwen hunn, war aus verschiddene Grënn op Däitsch. Dat ass absolutt richteg.

**Plusieurs voix** | Aa!

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, domat hu mer och guer kee Problem. Domat huet iwwerhaapt keen e Problem.

*(Interruption)*

Hutt Der eppes géint Däitsch?

*(Interruption par M. Sven Clement)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, den Här Keup äntwert op déi Fro an da fiert en a senger Ried weider.

**M. Fred Keup** (ADR) | Schreift Dir mol, …

**M. Claude Wiseler,** Président | Alles mat Uerdnung heibannen!

**M. Fred Keup** (ADR) | … schreift Dir mol Bicher, an da kucke mer weider!

*(Hilarité)*

Sou, ech wëll Iech elo hei zwee Beispiller nennen iwwert eis Sprooch. Dat Éischt, dat ass de Buergermeeschter vu Stroossen, de Gast Greiveldinger – elo ass en et net méi –, deen huet 2017 gesot: „Mir stelle fest, dass een hei zu Stroosse bal kee Lëtzebuergesch méi schwätze kann. Wann ech Lëtzebuergesch schwätzen, da versti mech déi meescht net." D'Konklusioun dovunner, ganz einfach: Lëtzebuergesch war fréier do, elo ass et fort.

Um Findel: Lëtzebuergesch ass als Informatiounssprooch bei Lautsprecherannoncen um Findel ofgeschaaft ginn – verdrängt vum Franséischen an Engleschen, dat huet eis de Minister deemools confirméiert. Konklusioun: Lëtzebuergesch war fréier do, et ass elo fort. Dat ass den Trend. An et gëtt Dausende Beispiller, wou d'Lëtzebuergescht lues a lues aus dem Alldag verdrängt gëtt: beim Akafen, am Spidol, op der Aarbecht, op Eltereversammlungen an de Schoulen, Quartiersversammlungen, bei Reunioune mat den Noperen, am Sport, bei de Massen an der Kierch, beim Fürerschäin an esou weider. Deelweis gëtt Lëtzebuergesch souguer verbueden, wéi bei Syndikatsreuniounen an Appartementshaiser an och op anere Plazen – verbueden!

Et gëtt quasi iwwerall manner Lëtzebuergesch geschwat wéi fréier, seet de Statec. An de grousse Problem ass: Do, wou et bis verschwonnen ass, do kënnt et och net méi erëm! Mir kënnen hei iwwer aner Saache schwätzen, ech ginn Iech e Beispill: D'Heescheverbuet, dat kënnt Der elo afëieren, mee Dir kënnt et a véier Joer erëm ofschafen. Mee d'Sprooch, wann dat bis fort ass, da kënnt et net méi erëm. Dir kënnt dat net an zéng Joer erëm zack dohinnersetzen. Dat geet net!

Wat ee muss wëssen – e bësse Geschicht –, dat ass, dass mer aus enger Zäit kommen, dat ass net esou laang hier, wou Lëtzebuergesch hei d'Ëmgangssprooch war vu quasi der gesamter Bevëlkerung. Virun 150 Joer, an esou och zum Beispill 1950 nom Krich, deemools hu wäit iwwer 90 % vun de Leit Lëtzebuergesch geschwat. Franséisch an aner Sprooche si praktesch guer net zu Lëtzebuerg geschwat ginn.

Historesch gesi kënnt eis Sprooch vun de Franken, déi virun 1.500 Joer heihinner komm sinn. Si hunn déi Sprooch matbruecht, déi sech natierlech lues a lues gewandelt a verännert huet an aus där eist Lëtzebuergescht vun haut ginn ass. En éischt Schréftstéck gëtt et vun 1320, de Codex Mariendalensis, deen op Muselfränkesch geschriwwe war, dem Virleefer vun der haiteger Lëtzebuerger Sprooch.

An den Expert Alain Atten schätzt, dass eis Sprooch, sou wéi mer se haut kennen, zënter ronn 600 Joer hei geschwat gëtt. Dat soen ech, well et gëtt jo tatsächlech Leit, déi mengen, Lëtzebuergesch wier eng rezent Erfindung, oder déi mengen, dass d'Bevëlkerung op eisem Territoire ëmmer méisprooocheg gewiescht wier.

A vergiesse mer do net den 10. Oktober 1941, Kommemoratiounsdag, d'Personenstandsaufnahme vun de Preisen, dräimol Lëtzebuergesch, wou wäit iwwer 90 % vun der Bevëlkerung op d'Fro, wat hir Sprooch wier, mat „Lëtzebuergesch" geäntwert hunn.

Den offizielle Statutt vun der Sprooch ass dann och kloer: Lëtzebuergesch ass d'Landessprooch vun eisem Land. Et gëtt eng, dat ass Lëtzebuergesch. Et gëtt dräi administrativ Sproochen. D'Gesetzer sinn op Franséisch an an der Verfassung steet och hautzudaags: „D'Sprooch vu Lëtzebuerg ass Lëtzebuergesch." Et ass kloer.

Haut awer elo déi Situatioun, déi de Statec beschreift: Lëtzebuergesch geet zréck, eng Erosioun vum Lëtzebuergeschen. Wat kann ee maachen a wie kann eppes maachen?

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Keup, ech mengen, d'Madamm Cahen wëllt Iech eng Fro stellen. Dir kënnt se akzeptéieren oder duerno ...

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, ech akzeptéiere se, wann ech just duerno déi zwou Minutten, oder wat et ass, ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir kritt dann dat, wat et ass, derbäi.

**M. Fred Keup** (ADR) | ... jo, bäigerechent kréien. Merci.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Jo, merci, Här President. Här Keup, Dir sot, d'lëtzebuergesch Sprooch géif zréckgoen, hätt de Statec gesot.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Kënnt Der da confirméieren, dass de Statec gefrot huet, wéi eng Sprooch d'Leit haaptsächlech doheem schwätzen an dass de Statec net gefrot huet, ob d'Leit Lëtzebuergesch kënne schwätzen an dat dann awer gebrauchen? Well ech mengen, esou war et richteg, an net, dass d'Leit kee Lëtzebuergesch méi schwätzen, mee vläicht dass hir Haaptsprooch doheem vläicht net Lëtzebuergesch ass. Dat heescht awer net, dass se kee Lëtzebuergesch kënnen a kee Lëtzebuergesch schwätzen. Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Ech mengen, dass Dir d'Etüd net gutt gelies hutt, well dat do ass nämlech net esou. An der Etüd steet ganz kloer, dass se hei déi Sproochen, déi d'Leit an hirem Alldag schwätzen, op der Aarbecht, an der Schoul an doheem, gekuckt hunn. Et sinn also déi verschidde Beräicher an an deene verschiddene Beräicher zesummen ass festgestallt ginn, an dat schreiwe se jo och, „diminue", Lëtzebuergesch geet erof. Dat kann een net aneschters soen. Dat kann een net schéischwätzen.

Sou. Wat kann ee maachen? A wie kann eppes maachen? Eppes maache kënne mir hei. Wa mir näischt maachen, da wäert et esou weidergoen a Lëtzebuergesch wäert lues a lues ëmmer méi verschwannen. De Statec seet et. Et ass och evident: An engem oppene Konkurrenzkampf tëschent Sproochen – an deen hu mer hei am Land! – setze sech déi stäerkst duerch an dat ass nun emol net Lëtzebuergesch.

Ausser, d'Politick gräift an an dëse Konkurrenzkampf, wéi et jo och deelweis gemaach gëtt. A wa mir hei wëllen, da kënne mir eppes maachen, fir eis Sprooch ze erhalen an hir erëm déi Plaz ginn hei am Land, déi se verdéngt huet. Dat ass eise Choix heibannen. A mir si verantwortlech, ob eis Sprooch sech erkritt oder ob se weiderhi verschwënnt.

Als ADR wëlle mir iwwerall esou wäit wéi méiglech eis Lëtzebuerger Sprooch benotzen an dat ganz einfach, well et d'Sprooch vu Lëtzebuerg a vun de Lëtzebuerger ass. An éier elo ee kënnt a seet: „Dir hutt eppes géint aner Sproochen": Nee, mir hunn näischt géint aner Sproochen! Mir hunn näischt géint Däitsch, Franséisch, Englesch an aner Sproochen. Mir wëllen awer eis kleng Sprooch, déi eis um Häerz läit, déi wëlle mer hei an eisem klenge Land erhalen, net méi an net manner!

Konkreet gëtt et vill Moossnamen, déi ee kéint ergräifen, déi méi wäit ginn an déi ganz harmlos sinn, harmlos an einfach an awer vill brëngen. An ech hunn der elo hei zwou matbruecht, zwou konkreet Moossnamen, fir eis Sprooch ze stäerken. Si di kengem wéi, se sinn absolutt positiv. Dat sinn zwou Motiounen. An déi eng Motioun, do geet et ëm d'Visibilitéit vum Lëtzebuergeschen am ëffentleche Raum. Dat, wat hei an der Motioun steet, ass dat, wat d'Actioun Lëtzebuergesch Iech als Parteie gefrot hat virun de Walen, wou Der konnt äntwerten, ob Der dermat d'accord wiert oder net. Hei kënnt Der da lo kucken, ob Der sou äntwert, wéi deemools virun de Walen.

Et geet drëms, fir d'Lëtzebuergescht erëm méi an den Alldag ze brëngen. Wat d'Sprooch am Alldag méi dacks ze gesinn ass, wat de Virwëtz an den Interessi och bei den auslännesche Matbierger eropgeet. A virun allem hëlleft et deenen, déi Lëtzebuergeschcoursë gemaach hunn an elo d'Sprooch och üben an notze wëllen. A wann et nëmmen ass, fir se ze gesinn a se liesen ze kënnen. Et ass och e wichtegt Signal, datt d'Lëtzebuerger hir Sprooch héichhalen.

An déi zweet Motioun, déi ech matbruecht hunn, dat ass en Theema säit Joren an d'Parteie sinn alt emol derfir, alt emol dergéint. Haut géife mer och emol eng Äntwert gäre kréien. Do geet et drëms, fir ze proposéieren, Lëtzebuergesch endlech zu enger offizieller Sprooch vun der Europäescher Unioun ze maachen. An zwar net esou, dass alles iwwersat misst ginn, mee no Modell, wéi och d'Irescht eng offiziell Sprooch ginn ass am Joer 2007, also Amtssprooch ouni komplett Iwwersetzungsflicht.

Ech géif Iech bieden, dat matzestëmmen, fir eis Sprooch. Ech soen Iech Merci.

***Motion 1***

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*stellt fest, datt*

*– et an der EU eng grouss Villfalt u Kulturen a Sprooche gëtt an datt d'Sprooche vun der EU e wichtege Pilier vum gemeinsame kulturelle Patrimoine vun Europa sinn;*

*– d'EU aktuell 24 offiziell Amtssproochen huet, dorënner och (wat d'Zuel vun de betreffende Mammesproochler ugeet) relativ „kleng" Sprooche wéi Malteesesch oder Iresch;*

*– Lëtzebuergesch zu Lëtzebuerg der Verfassung no d'Sprooch vum Land ass an nom Gesetz vun 1984 souwuel Nationalsprooch wéi och administrativ Sprooch ass,*

*ass sech bewosst, datt*

*– d'Roll vun eiser Nationalsprooch an der EU sech aktuell dorop limitéiert, datt europäesch Institutioune mam Lëtzebuerger Staat senger Hëllef op Lëtzebuergesch äntweren, wa si e Bréif oder eng Demande an eiser Nationalsprooch kréien,*

*fuerdert d'Regierung op,*

*– sech aktiv, a méi wéi bis elo, fir d'Unerkennung vun der Lëtzebuerger Sprooch als offiziell Sprooch vun der Europäescher Unioun anzesetzen, an dëst nom Virbild vum Ireschen, dat 2007 Amtssprooch gouf ouni komplett Iwwersetzungsflicht.*

*(s.) Fred Keup.*

***Motion 2***

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*stellt fest, datt*

*– d'Visibilitéit vum Lëtzebuergeschen am ëffentleche Raum vu grousser Bedeitung ass: „Wat d'Sprooch am Alldag méi dacks ze gesinn ass, wat de Virwëtz an den Interessi och bei den auslännesche Matbierger eropgeet. A virun allem hëlleft et deenen, déi Lëtzebuergesch-Course gemaach hunn an elo d'Sprooch och üben an notze wëllen, a wann et nëmmen ass, fir se ze gesinn a se liesen ze kënnen. Et ass och e wichtegt Signal, datt d'Lëtzebuerger hir Sprooch héichhalen" (Actioun Lëtzebuergesch),*

*ass sech bewosst, datt*

*– et am ëffentleche Raum ëmmer nach eng Predominanz vum Franséische géintiwwer dem Lëtzebuergesche gëtt, wat een hu Begréffer wéi „Maison relais" (amplaz „Kannerhaus" oder „Kannernascht") oder „Stade de Luxembourg" (amplaz „Stadion vu Lëtzebuerg") erkennt,*

*fuerdert d'Regierung op,*

*– sech fir eng méi grouss Visibilitéit vum Lëtzebuergeschen am ëffentleche Raum anzesetzen, „z. B. bei der Begréissung op der Grenz, um Flughafen, op den touristesche Schëlter op den Autobunnen, de Websäiten, op de soziale Medien, un de Gebaier, bei de Publikatiounen, de Formulären, op de Schëlter, Timberen, bei de Bus-, Zuch- an Tramstatiounen, op de Plazen an de Stroossen" (Actioun Lëtzebuergesch).*

*(s.) Fred Keup.*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup.

Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madamm Françoise Kemp agedroen. Madamm Kemp, Dir hutt d'Wuert.

***Débat***

**Mme Françoise Kemp** (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi Lëtzebuerger Sprooch stellt fir d'CSV e Band duer, dat ons all verbënnt: eis Integratiounssprooch. Am Sproochegesetz vun 1984 ass Lëtzebuergesch iwwer Gesetz als offiziell Landessprooch definéiert ginn. D'Lëtzebuerger Sprooch ass am Verbond mat der Méisproochegkeet an der Verfassung, déi den 1. Juli 2023 a Kraaft getrueden ass, verankert ginn.

An der Etüd „Recensement de la population – une diversité linguistique en forte hausse", publizéiert vum Statec, steet, datt déi absolutt Zuel vun de Residenten, déi Lëtzebuergesch als hir Haaptsprooch uginn, an d'Luucht gaangen ass, dëst par rapport zu 2011 vun 265.000 op 275.000, mä hiert d'Gewiicht relativ zur Bevëlkerung erofgaangen ass. Dat erkläert sech doduerch, datt eis Bevëlkerung e Wuesstum tëschent 2011 an 2021 vu 25,7 % hat. Deen Zouwuess ass haaptsächlech duerch d'Zouwanderung zustane komm, an dowéinst muss de Verglach mat Virsiicht gemaach ginn.

En plus steet an der Note méthodologique vun där Etüd, datt de Prozentsaz, deen erofgeet, net bedeit, datt de Gebrauch vun der Sprooch erofgeet. D'Lëtzebuergescht ass mat Ofstand déi éischt Sprooch vun 49 % vun der Gesamtbevëlkerung. Lëtzebuerg zeechent sech gläichzäiteg duerch seng Méisproochegkeet aus a laut der Etüd ass d'Sproochevillfalt staark an d'Luucht gaang. Mir gesinn d'Situatioun vum Lëtzebuergeschen net esou schwaarz wéi eise Virriedner.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Stellewäert vum Lëtzebuergeschen ass esou ze gesinn: Et soll Brécke bauen, e Lien schafen, deen eis Gesellschaft verbënnt. Eis Sprooch soll Mënsche mat verschiddene Kulturen a Liewensgeschichte verbannen an net trennen a splécken. Si dréit zum gesellschaftlechen Zesummenhalt bäi. Dofir spillt eis Sprooch eng zentral Roll bei der Integratioun. Lëtzebuergesch ass fir eis eng Integratiouns- a Kommunikatiounssprooch. Si ass en Deel vun eiser Identitéit an dem kulturelle Patrimoine. Duerch eis Sprooch ginn eis Kultur an eis Traditioune vermëttelt. Mir wëllen eise

Matbierger duerch besser Lëtzebuergeschkenntnisser d'Integratioun erliichteren an d'Zesummeliewe förderen. Laut dem Institut national des langues ass Lëtzebuergesch déi heefegst gefrote Sprooch, an 61.000 Persoune sinn um llo.lu ageschriwwen. Dës Offer muss weider ausgebaut an ënnerstëtzt ginn.

Déi Lëtzebuerger Sprooch war laang Zäit éischter eng geschwate Sprooch. Duerch déi digital Medien a sozial Medie gëtt ëmmer méi Lëtzebuergesch geschriwwen. Lëtzebuergesch ass eng dynamesch Sprooch, déi sech stänneg weiderentwéckelt, wéi zum Beispill de Wuertschatz, dee wiisst. Eis Sprooch ass lieweg, wann een déi sëlleg Texter gesäit, ob Prosa, Poesie, Museksstécker oder all aner Forme vum kulturellen Ausdrock, déi an eiser Sprooch verfaasst ginn.

De Stellewäert vum Lëtzebuergeschen ass dee vun enger lieweger, geschwater, geschriwwener, gesongener Sprooch an der Mëtt vun enger oppener multikultureller méisproocheger Gesellschaft. Mir ënnerstëtzen d'Fuerschung am Beräich vun der Lëtzebuerger Sprooch a wëllen dës Recherche ausbauen. Et solle reegelméisseg Etüden iwwer, zum Beispill, d'Léiere vun der lëtzebuergescher Sprooch gemaach ginn. Och muss den Zentrum vun der Lëtzebuerger Sprooch gestäerkt ginn an ënnerstëtzt gi beim Ausschaffe vu verschiddenen thematesche Glossairen.

An de Crèchen an an de Maison-relaise léieren d'Kanner d'Lëtzebuergescht. Doduerch, dass d'Kanner, deenen hir Mammesprooch eng aner ass, heemkommen a Lëtzebuergesch schwätzen, motivéiert dat hir Elteren ëmmer méi oft, och Lëtzebuergesch ze léieren. D'Léiere vum Lëtzebuergeschen op alle schouleschen Niveaue soll weider ënnerstëtzt ginn. Et ass wichteg, dass d'Lëtzebuergescht an anere Fächer a bei ausserschouleschen Aktivitéite geschwat gëtt, well d'Konzept „learning by doing" déi bescht Method ass, fir eng Sprooch ze léieren.

Mir mussen och derfir suergen, datt an de privaten internationale Schoule Lëtzebuergesch geléiert gëtt. Mir als CSV wëllen den Aktiounsplang fir d'Lëtzebuerger Sprooch ëmsetzen an ausbauen. Den Asaz fir d'Lëtzebuerger Sprooch ass fir d'CSV evident. A well et evident ass fir d'CSV, setze mir eis fir d'Förderung vun eiser Sprooch an. Mir bekennen eis zur lëtzebuergescher Sprooch als Ausdrock vun enger inklusiver Identitéit, déi d'Land an d'Leit verbënnt an net spléckt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Kemp. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler, et ass un Iech.

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Ech sinn engersäits frou, datt déi rezent Etüd vum Statec iwwert d'Sproochesituatioun hei am Land de wichtege Sujet vun der Promotioun vum Lëtzebuergeschen erëm eng Kéier ervirhieft. Anerersäits fannen ech et allerdéngs schued, wann eenzel Zuelen aus esou enger Etüd erausgefëscht an deelweis net ganz richteg interpretéiert ginn.

Wat de Statec erausfonnt huet, an dat ass och vu menger Virgängerin ënnerstrach ginn, dat ass, dass déi relativ Zuel u Leit, déi doheem oder op der Aarbecht reegelméisseg Lëtzebuergesch schwätzen, erofgaangen ass. Wéi de Statec et selwer op der Säit 10 vu sengem Bericht erwäänt, heescht dat net, datt 39 Prozent vun den Awunner d'Lëtzebuerger Sprooch guer net beherrschen, ma just, datt si dës Sprooch net reegelméisseg doheem oder op der Aarbecht schwätzen.

**Une voix** | Très bien!

**M. André Bauler** (DP) | Wa mir kucken, wéi vill Leit all Joer nei op Lëtzebuerg kommen, dann ass et nëmmen normal, datt de prozentualen Undeel vun der Bevëlkerung, deen doheem Lëtzebuergesch schwätzt, erofgeet. Dat heescht net, datt déi ausländnesch Awunner kee Lëtzebuergesch kënne schwätzen oder verstoen. Am Géigendeel! Mir gesinn, datt den Interêt um Lëtzebuergeschen ëmmer méi grouss gëtt. Bannent zéng Joer huet d'Zuel vun den Aschreiwungen an d'Lëtzebuergeschcoursen am INL sech méi wéi verduebelt. An de leschte fënnef Joer waren iwwer 68.000 Leit a Lëtzebuergeschcoursen ageschriwwen – esou vill wéi nach ni virdrunner!

A fir der grousser Nofro un dëse Coursen nozekommen, huet den Institut national des langues sech an de leschte Jore méi breet opgestallt an dräi nei Antennen opgemaach. Zejoert gouf dann och d'Gesetz iwwert den INL moderniséiert, fir sengen neien Erausfuerderungen eng nei gesetzlech Basis an déi néideg Strukturen ze ginn. Nieft dem INL bitt och de Service vun der Erwuessenebildung e sëllege Coursen am Lëtzebuergeschen un. An dës Offer gouf an de leschte Jore weider ausgebaut, och a punkto Orthografie. D'Reegele kann ee sech och selwer bäibrénge mat den neien Tutorials, déi den Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch zesumme mam SCRIPT ausgeschafft huet.

Och am Ausland förderd d'Regierung d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch. Leit aus de Grenzregiounen, déi op Lëtzebuerg wëlle schaffe kommen, kréie schonn am Virfeld d'Méiglechkeet gebueden, fir sech bei eis am Land eis Sprooch unzëeegnen. Déi viregt Regierung huet och verschidden Accorde mat Partner an Däitschland an a Frankräich ofgeschloss. Sou zum Beispill d'Konventioun mat der Académie de Nancy-Metz, an där festgeluecht gouf, datt d'Studente vun de Beruffsschoulen am noe franséische Grenzgebitt optional un enger Aféierung an d'Lëtzebuerger Sprooch kënnen deelhuelen. Hei ginn am Moment virun allem d'Beräicher Fleeg, Gastronomie a Sécherheet viséiert, also strateegesch gesinn déi Beräicher, an deene mir zu Lëtzebuerg immens vill Grenzgänger astellen. En änlecht Ofkommes gëtt et iwwregens mam Saarland a mat Rheinland-Pfalz.

Zanter 2015 erstellt den INL dann och didaktescht Material fir d'Léiere vun eiser Sprooch. Méi wéi 97.000 Exemplairë vum Buch „Schwätzt Dir Lëtzebuergesch?" goufe bis ewell verkaaft. Den Educatiounsministère huet och eng Onlineplattform an d'Liewe geruff, déi den Notzer weltwäit gratis Zougréff op Lëtzebuergeschcoursë bitt.

All dës Moossname sinn Deel vum Aktiounsplang fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch. An Zukunft soll dësen Aktiounsplang reegelméisseg un d'Bedierfnesser vum Terrain ugepasst ginn, fir den Zougang zur Lëtzebuerger Sprooch weider ze verbesseren. D'Stäerkung vun der Sprooch gouf nämlech och am neie Koalitiounsaccord als e wichtegt Zil festgehalen. Deemno sollen ënner anerem weider digital Instrumenter ausgeschafft ginn, déi den aktive Gebrauch vun eiser Sprooch ënnerstëtzen.

Zu gudder Lescht wéilt ech allerdéngs nach soen, datt et d'Verantwortung vun eis alleguer ass, fir eisen ausländnesche Matbierger eis Sprooch méi no ze bréngen. Wéi dacks gi mer an e Buttek a mir schwätze mat de Verkeeferinnen an de Verkeefer direkt Franséisch amplaz als Éischt emol op Lëtzebuergesch unzefänken? Dobäi wësse mir jo guer net, ob déi Persoun kee Lëtzebuergesch versteet, a ginn hir emol net d'Chance, fir eis Sprooch ze schwätzen. Sou maache mer hinnen also d'Dier fir an eis Sprooch vun Ufank un direkt zou.

A kuerze Wierder: Lëtzebuergesch ass a soll och an Zukunft d'Integratiounssprooch hei am Land bleiwen. An dofir musse mer all zesummen e gënschtegt Ëmfeld fir d'Léieren an d'Schwätze vun eiser Sprooch schafen.

An an deem Sënn géif ech och eng Motioun deposéieren an Iech Merci soe fir d'Nolauschteren. An dat war eng Punktlandung, Här President.

***Motion 3***

*D'Chamber,*

*vu*

*– datt et ee politesche Konsens iwwer d'Wichtegkeet an d'Noutwendegkeet vun der Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch gëtt;*

*– déi rezent konstitutionell Verankerung vum Lëtzebuergeschen als Landessprooch,*

*bekennt sech weiderhin*

*– zur Lëtzebuerger Sprooch als Kommunikatiouns- an Integratiounssprooch;*

*– zur Méisproochegkeet;*

*– zur Lëtzebuerger Sprooch als Ausdrock vun enger inklusiver Identitéit, déi Land a Leit verbënnt an net spléckt,*

*begréisst*

*– déi rezent Efforte vun der Regierung, fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch ze verbesseren;*

*– d'Schafe vum Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch (ZLS) a vum Institut national des langues Luxembourg (INLL);*

*– d'Ëmsetzung vun enger Hellewull vu Moossnamen aus dem Aktiounsplang fir d'Lëtzebuerger Sprooch;*

*– datt d'Stäerkung vun der Lëtzebuerger Sprooch am Koalitiounsaccord fir d'Legislaturperiod 2023–2028 festgehale gouf,*

*invitéiert d'Regierung*

*– den Aktiounsplang fir d'Lëtzebuerger Sprooch permanent un nei Realitéiten unzepassen a reegelméisseg ze evaluéieren, dat virun allem duerch d'Ausschaffe vun digitalen Outilen op Lëtzebuergesch;*

*– den Zougang zur Lëtzebuerger Sprooch weider ze verbesseren, dat virun allem och mat Coursen, déi méi op den aktive Gebrauch setzen a manner op d'Schréftsprooch an d'Grammatik.*

*(s.) André Bauler, Barbara Agostino, Françoise Kemp, Mandy Minella, Stéphanie Weydert.*

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci, Här Bauler. An da komme mer zur nächster Riednerin. Dat ass d'Madamm Liz Braz. Madamm Braz, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Här President, Kolleegen a Kolleeginnen: „Die Grenzen meiner Sprache bedeuten die Grenzen meiner Welt", huet eng Kéier en éistréichesche Philosoph gesot. Den Här Keup huet haut gesot: „Déi lëtzebuergesch Sprooch verschwënnt." Hien hätt dat esou an deem Statec-Rapport gelies, deen ech och gelies hunn. Ech hunn dee Saz d'ailleurs néierens esou fonnt!

Et huet een nach ni eng Sprooch doduerch geschützt, datt een se forcéiert huet. Genau esou sollt een d'Argument vun der Sprooch net benotzen, fir falsch Ängschten iwwer d'Ausstierwe vun de Lëtzebuerger ze verbreeden an domat eng ënnerschwelleg Ausländerfeindlechkeet an déi politesch Debatt ze bréngen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Eis Sprooch war ni manner vum Ausstierwe bedrot ewéi haut, an dat och duerch de grousse Verdéngscht vum Lëtzebuerger Kultursecteur, eiser Musek an der Lëtzebuerger Literatur – och, wann den Häre Weidig a Keup hiert Buch bedauerlecherweis jo net dozou gehéiert –, an esou räich wéi haut war d'Lëtzebuerger Sprooch an eiser Geschicht nach ni.

Wien haut net mat Scheiklappen duerch d'Liewe leeft, dee weess, dass eng vun de Stäerkte vun onsem Land ons Méisproochegkeet ass. Lëtzebuergesch hat a behält dobäi deen héchste Stellewäert zu Lëtzebuerg, an dat weist och de Rapport, op deen d'ADR sech haut hei baséiert. Dee Rapport ënnersträicht nämlech, dass an absolutten Zuele méi Leit ewéi jee déi lëtzebuergesch Sprooch als Haaptsprooch schwätzen.

*(Interruption)*

Da schwätzen ech weider.

Dass eis ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Keup, wann d'Madamm Braz erlaabt ...

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Ech schwätze fir d'éischt fäerdeg, an dann iwwerleeën ech mer et nach eng Kéier.

*(Hilarité)*

Dass eis gesellschaftlech Diversitéit sech an dësem Rapport feststelle léisst, ass sécherlech e Fakt. Et ass awer ignorant, dëst wëllen als Schwächt vun eisem Land duerzestellen a vu schlechten Noriichten hei ze schwätzen.

Eis Sprooch ass en Deel vun eiser nationaler Identitéit a gouf dofir och d'lescht Joer als Sprooch vun eisem Land an onser Verfassung verankert.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Gradesou gehéieren awer och d'Franséischt an dat Däitscht zu onse Sproochen an de Rapport vum Statec hält wuel fest, dass och déi englesch Sprooch ëmmer méi u Popularitéit zu Lëtzebuerg zouhëlt. Déi Mëschung mécht d'Méisproochegkeet hei am Land aus.

An dës Méisproochegkeet ass e grousse Räichtum fir eist Land. Et ass e Räichtum fir d'Zesummeliewen, awer och fir den Aarbechtsmarché, fir eis Finanzplaz an eis Wirtschaftsplaz. Déi bedeitend Stäerkt vun eiser Méisproochegkeet ass aussergewéinlech an et ass zu engem gudden Deel eis sproochlech Situatioun, déi eis eenzegaarteg op dëser Welt mécht an déi eis als klengt Lëtzebuerg och erlaabt, e wichtege Spiller ze sinn, souwuel um europäesche Parquet wéi och um internationalen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Dat stellt eis selbstverständlech virun eng Rei Erausfuerderungen an et ass immens wichteg, dass mir do sachlech an ouni grouss Poleemik an ouni ze iwwerdreiwen iwwert déi sproochlech Realitéiten an Defien debattéieren.

Eng Erausfuerderung vun der Méisproochegkeet gesi mir an eisem Educatiounssystem, deen eng zentral Roll spillt fir d'Promotioun vun onser Sprooch. D'Sproochen, déi d'Schüler doheem schwätzen, ginn ëmmer méi divers an de Sproochenniveau variéiert bei der Aschoulung staark vun engem Kand op dat anert. E Schoulsystem, deen dës Schwieregkeeten net auszegläiche weess, dat ass e Schoulsystem, deen op Diskriminatioune baséiert. Fir eis als LSAP dierfen d'Sprooche keng schoulesch Barriär sinn. Dofir fuerdere mer och, dass den Educatiounssystem ugepasst gëtt, fir de sproochleche Realitéite vun eisem Land gerecht ze ginn, a jiddereen eng reell Chance ka kréien.

Trotz den Erausfuerderunge stelle mer awer fest, dass den Interessi un der Lëtzebuerger Sprooch esou grouss ass wéi nach ni. D'Leit wëlle Lëtzebuergesch schwätzen. Hei hunn och d'Gemengen eng Roll ze spillen. Ausgebuchte Sproochecoursen, laang Waardelëschten, eng limitéiert Offer, wéineg Flexibilitéit bei den Horairen, soudass et fir schaffend Leit trotz engem Congé linguistique oft schwiereg ass, deelzehuelen, elengerzéiend Elteren, déi keng Méiglechkeet hunn, owes d'Haus ze verloossen an en Owescours ze besichen, alles dat si Realitéiten.

D'Leit wëllen eis Sprooch léieren, mee si kréie keng Offer, déi hire Besoinen entsprécht. Hei musse léiwer méi fréi wéi méi spéit zousätzlech Hiewelen ëmgeluecht ginn, fir der Demande entgéintzekommen.

Wéinst eiser eenzegaarteger Situatioun kënne mir net bei anere Länner knäipen. Mir musse selwer Léisunge fannen. An d'Zil muss sinn, esou gutt et geet zu eiser Sprooch ze motivéieren an eng ugepassten Offer ze proposéieren. Et ass dofir an dëser Debatt wichteg a vill méi sënnvoll, sech op déi sëlleg positiv Effekter an Aspekter vun eiser Méisproochegkeet ze konzentréieren an ze kucken, wéi mer déi kënne verbesseren.

Här President, déi lëtzebuergesch Sprooch spillt selbstverständlech eng wichteg Roll, grad fir eist gesellschaftlecht Zesummeliewen. An dësem Kader sinn déi lescht Joren och schonn eng ganz Rei Mesüre geholl ginn, déi iwwert déi nächst Jore solle gräifen an hoffentlech beim nächste Bilan och hir Friichte wäerten droen. Ech schwätzen hei, wéi scho meng Virgänger, ënner anerem vum neie Gesetz vum interkulturellen Zesummeliewen a vum Aktiounsplang fir d'Lëtzebuerger Sprooch.

Am Kader vum Aktiounsplang rappeléieren ech och hei un d'Decisioun vum Regierungsrot vum 22. Juli d'lescht Joer, wou festgehale gouf, d'Lëtzebuerger Verfassung an den europäeschen Traité op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen, europäesch Subsiden unzestriewe fir d'Recherche an d'Educatioun an och fir weider administrativ Arrangementer ze fannen.

Här President, et stellt keen a Fro, dass d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch wichteg ass. Wat mir als LSAP awer a Fro stellen, ass, dass eis Sprooch vu vëlkeschem Gehabe benotzt gëtt, fir eng nationalistesch Politick wëllen ze promouvéieren.

*(Interruption)*

Lëtzebuerg ass oppen. Lëtzebuerg ass tolerant. Lëtzebuerg ass international. Eist Land ass a bleift e méisproochegt Land. An et ass un eis, derfir ze suergen, dass all d'Bierger d'Méiglechkeeten hunn, sech um gudden Zesummeliewen an eiser Gesellschaft ze bedeelegen, egal vu wou si kommen!

Ënnerschriwwe vun engem Portugis aus der zweeter Generatioun.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Une voix** | Ganz gutt! Ganz, ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Braz. Erlaabt Der, datt den Här Keup Iech eng Fro stellt?

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Dajee alt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Wann Der dat erlaabt. Här Keup, kuerz.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Et ass am Fong ganz kuerz. Dir hutt geschwat vun den absoluten Zuelen a vun de relativen Zuelen. Dir hutt gesot, d'absolutt Zuelen, déi géifen ...

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Ech hu just vun absoluten Zuele geschwat, jo.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo. Vun deenen hutt Der geschwat?

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Net vu relativen. Dat waart Dir.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, bei den absolutten Zuelen, do ass et esou, dass mer 2011 323.000 Leit haten, déi Lëtzebuergesch geschwat hunn am Alldag, an elo sinn et der 292.000. Also minus ...

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Ech hu vun deene geschwat, déi Lëtzebuergesch als Haaptsprooch uginn hunn. Do gi mer erop.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, jo, mee elo hei dës Fro. Dat ass elo de Statec, deen dat seet, an duerfir seet e jo „érosion", duerfir seet en „diminué", déi absolutt Zuelen: minus 31.500 an Zäit vun zéng Joer. Dat ass déi Sprooch, déi d'Leit am Alldag benotzen – net nëmmen doheem, mee am Alldag och. A meng Fro ass: Ass dat da lo eropgaang oder ass dat erofgaang?

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Ben, mir krute staark Fluxmigratoiren iwwert déi lescht Joerzéngten. Dat ass kee Geheimnis. An dass dat déi dote Statistik sécher och beaflosst, ...

**M. Fred Keup** (ADR) | D'absolutt Zuelen.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | ... dat ass och kee Geheimnis.

**M. Fred Keup** (ADR) | Dach, d'absolutt Zuele sinn net ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift! Dir hutt eng Fro gestallt, d'Madamm Braz gëtt eng Äntwert.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | D'absolutt Zuele bleiwen awer ...

**Une voix** | Als Haaptsprooch, Här Keup.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | D'absolutt Zuele widderleeën awer Är grouss Angscht, dass d'Lëtzebuerger Sprooch amgaangen ass, auszestierwen, well déi soe ganz kloer: D'Lëtzebuerger Sprooch gëtt haut vu méi Leit als éischt Sprooch geschwat wéi virun zéng Joer. Domadder ass Är Behaaptung falsch.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, merci Madamm Braz.

**M. Fred Keup** (ADR) | Dat heescht, de Statec läit falsch?

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Elo schléisse mer dat Zwigespréich hei of. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Oh là là!

*(Hilarité)*

„Zwou Säiten. Vun éiwegen Zäiten huet alles wéinstens zwou Säiten. Well jiddereen nun all Saach gesäit vu senger Säit, duerfir sinn d'Leit vun no a wäit sou vill gehäit mat Sträit an Näid." Wéi den Dicks dat do geschriwwen huet, eppes, wat d'ailleurs haut wuel nach all seng Wourecht huet, war Lëtzebuergesch weeder am Gesetz nach am kollektive Bewosstsäin eng vollwäerteg „Sprooch". An der Schoul goufe laut Gesetz vun 1843 zwou Sprooche geléiert: Franséisch an Däitsch. Doheem an an de Relatiounen tëscht de Mënschen huet sech du lues a lues eng vereente Versioun vun dem moselfränkeschen Dialekt breetgemaach, deen haut d'Lëtzebuergescht ass. An zu deene Geschichtsverfälschunge vu virdrun: Ech hunn elo keng Zäit, Iech hei ...

*(Interruption par M. Fred Keup)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift! Madamm Tanson, et ass un Iech.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | ... dat virzeliesen, mee do kënnt Der och noliesen, dass et absolutt contestéiert ass, dass Lëtzebuergesch schonn iwwerall geschwat ginn ass bei der Grënnung vun eisem

Land. Dat Eenzegt, wat net contestéiert ass, ass, dass Lëtzebuerg vun Ufank u virun allem eppes war, an zwar méisproocheg!

Et huet bal 150 Joer no der Grënnung vum Lëtzebuerger Staat gebraucht, bis datt nieft deenen zwou Sprooche Franséisch an Däitsch och d'Lëtzebuergesch gesetzlech verankert gouf, an zwar – an duerfir ass et eigentlech en excellente Moment, fir heiriwwer ze diskutéieren – de 24. Februar 1984, dat Gesetz also, dat elo säi 40. Anniversaire feiert.

Dir kennt vläicht mëttlerweil meng Virléift fir al Documents parlementaires. Op alle Fall huet de Staatsrot 1981 nom Depot vun deem Gesetzesprojet beim Premierminister nogefrot – schonn awer e relativ interessanten Akt – per Bréif, ob de Gesetzesprojet wierklech soll duerchgezu ginn, wou Lëtzebuergesch soll zur Nationalsprooch erklärt ginn. Déi zoustänneg Kommissioun hat Angscht, ech zitéieren: „d'exposer le pays au ridicule", well dach ons Gesetzestexter weider op Franséisch géife geschriwwe ginn.

Dëst, fir a ganz kuerze Wierder – well ech hunn net vill Zäit – ze verbildlechen, wéi eng Evolutioun ons Sprooch zënter der Grënnung vum Lëtzebuerger Staat matgemaach huet, net nëmmen an hirem Gebrauch, mee och an der institutioneller Opfaassung. Zënter Juli 2023 seet ons Verfassung an hirem Artikel 4 klipp a kloer – a wann ee wëll, souguer och op Lëtzebuergesch –: „D'Sprooch vum Grand-Duché vu Lëtzebuerg ass Lëtzebuergesch."

Nieft dem rechtleche Schutz, deen nach ni esou staark war wéi elo, kënnt nach eng ganz aner Evolutioun mat derbäi. Ons Literatur, de Kino, d'Televisiounsserien op Lëtzebuergesch hu sech an deene leschte Joren exponentiell entwéckelt. De Film- an de Buchpräis zejoert goungen u Wierker a Lëtzebuerger Sprooch. Am Alldag gëtt op Facebook, WhatsApp et cetera op Lëtzebuergesch geschriwwen an et kann ee souguer Minecraft op Lëtzebuergesch spillen. Ons Lëtzebuerger Sprooch entwéckelt sech stänneg weider. Si ass esou lieweg wéi ni virdrun.

Se gëtt och net vu manner Leit als Haaptsprooch hei am Land geschwat wéi nach virun zéng Joer, mee vun 10.000 Leit méi. Ma den Undeel vun Awanderer ass an de leschten zéng Joer stänneg an d'Luucht gaangen. Et koume 25 % vun der Populatioun bäi, soudatt et verständlech ass, datt als Prozentsaz ausgedréckt de Gebrauch vum Lëtzebuergeschen als éischt Sprooch zréckgoung.

Här President, mir wëllen ons weiderhi staark fir d'Lëtzebuergescht asetzen, op kulturellem, gesellschaftlechem an institutionellem Plang. Mir gesinn eis Sprooch awer net a Gefor, well nach aner Sprooche geschwat ginn. Am Géigendeel: D'Méisproochegkeet ass en elementaren Deel vun onser sproochlecher a kultureller Identitéit. Et ass duerch si, datt mer d'Sprooch vu villen anere kënnen, datt mer domat Brécke bauen a Mënsche bei ons ophuelen, déi sech extreem séier bei ons kënnen zurechtfannen, datt mer op ville Plazen an der Welt gutt eens gi mat onse sëllege Sproochekenntnisser. All dat verhënnert net, datt a wichtege Servicer jiddwerengem a senger éischter Sprooch soll kënne gehollef ginn, mee et verhënnert d'Ausgrenzung iwwert d'Sprooch.

Dat ass nämlech scho méi wéi eng Kéier an onser Geschicht probéiert ginn. Sou huet d'extreem Riets zu Lëtzebuerg nom Zweete Weltkrich an Associatiounen iwwerwantert, déi sech den Asaz fir d'Lëtzebuerger Sprooch op de Fändel geschriwwen haten. D'Sprooch gëtt aus dësen Ecker gär als en trojanescht Päerd benotzt, fir net salonfäeg Theemen an Aussoen an eise politeschen a gesellschaftlechen Debat ze bréngen.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Très bien!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Se gëtt alt emol mëssbraucht an engem politesche Versteesdemech, dat d'Stabilitéit vun engem Land net un der Stäerkt vu sengen Institutioune moosst, mee un de kulturellen a letztlech eethnesche Gemeinsamkeete vun den Awunner. De Sproochentheema muss also hierhalen als Stellvertrieder fir dat, wouriwwer een net oppe schwätze kann oder wëll. Dat ass eng Strategie, bei där et zwar vierdergrënneg ëm d'Sprooch geet, mee am Fong dorëmmer, wien hei am Land derzougehéiert.

Esou gi Sprooch a Kultur vun deene selwechte gär mëssbraucht, fir ons Gesellschaft ze splécken, fir Ängschten a Feindbiller ze schüren, amplaz déi permanent Weiderentwécklung vun onser Gesellschaft a Sprooch op eng éierlech Aart a Weis ze thematiséieren. Deem widdersetze mer eis!

Mir gesinn d'Lëtzebuerger Sprooch als en Integratiouns- an net als en Exklusiounsfacteur a mir wäerten ons och ëmmer dergéint wieren, datt se benotzt gëtt, fir Deeler vun eiser Bevëlkerung auszegrenzen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. An den Här Keup huet gefrot, ob en Iech kann eng Fro stellen, Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Nee, ech mengen, et ass déi selwecht wéi virdrun …

*(Brouhaha)*

**M. Fred Keup** (ADR) | Nee, et ass eng aner.

**M. Claude Wiseler,** Président | Wann d'Madamm Tanson d'Fro net akzeptéiert, dann ass dat …

*(Interruption)*

**Une voix** | Keng Diskussioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà! Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut wëll ech iwwer eis Nationalsprooch schwätzen, Lëtzebuergesch, wat méi ass wéi just e Kommunikatiounsmëttel. Et ass en Deel vun eisem Patrimoine an eiser lëtzebuergescher Identitéit. Fir eis ass d'Lëtzebuerger Sprooch nach ëmmer wichteg an op der éischter Plaz vun alle Sproochen, déi hei am Land geschwat ginn. Dëst weist eis, dass trotz der Presenz vun anere Sproochen d'Lëtzebuergesch wichteg bleift a sech an eisem multikulturelle Kontext weiderentwéckelt. D'Lëtzebuergesch war nach ëmmer wichteg a wäert dat och an Zukunft bleiwen.

Et ass en ontrennbaren Deel vun eisem Alldag, vun eiser Kultur an eiser Identitéit als Land. Elo kann ee soen, dass jo awer vill Leit hei am Land guer kee Lëtzebuergesch kënnen. Jo, dat ass net ganz falsch. Awer hei gëtt et e grousse Mee, well et ass gutt, dass déi Leit hei am Land sinn, och wa se kee Lëtzebuergesch schwätzen, well si schafen de Räichtum vu Lëtzebuerg, deen eise Liewensstandard erméiglecht. D'Piraten verstinn d'Suerg, dass d'Presenz vum Lëtzebuergeschen a verschiddene Beruffssecteuren net esou grouss ass. Et muss een awer och realistesch bleiwen. Et wär schwéier, all Posten ze besetzen, wann een elo géif ufänken, fir eng Kandidatur an alle Beräicher Lëtzebuergesch virauszesetzen. Dat géif eis virun onstemmbar Erausfuerderunge stellen. Mir sinn op auslännescht Personal ugewisen.

Mir Piraten verstinn awer och déi Leit, déi zum Beispill beim Dokter mat enger Sprooch, déi se net verstinn, konfrontéiert ginn. Vill Leit leeën am Alldag Wäert drop, sief et op der Aarbecht, am Buttek oder eebe beim Dokter, fir Lëtzebuergesch schwätzen ze kënnen a verstanen ze ginn. Jo, grad wann et ëm déi eege Gesondheet geet, da wëll ee sécher sinn, verstanen ze ginn an ze verstoen, wat fir e gesondheetleche Problem een huet a wéi dat och sollt traitéiert ginn.

Fir eis ass et dofir wichteg, dass d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch an Zukunft nach méi gefërdert gëtt. Mir mussen derfir suergen, dass d'Offer, fir Lëtzebuergesch ze léieren, iwwerall am Land assuréiert ass an d'Leit motivéiert ginn, fir sech derfir unzemellen, ouni dass et zu engem Zwang gëtt.

Hei kënnen d'Betriber an den Ae vun de Piraten nach besser ënnerstëtzt ginn, fir dass och si nach méi a verstäerkt hir Salariéé proaktiv dozou motivéieren, fir sech fir Lëtzebuergeschcoursen anzeschreiwen an dat och als Gewënn ze gesinn.

Hei musse virun allem och déi Leit viséiert ginn, déi am professionellen Alldag mat Clienten a Kontakt sinn. Mir mussen dann natierlech och derfir suergen, dass et genuch Plazen an de Coursë gëtt. D'Regierung muss hei endlech hir Verantwortung huelen, well grad bei de Coursë beim INLL gëtt et enorm grouss Waardelëschten. An de Congé linguistique existéiert zwar, mee et ass en administrativen Albdram fir all Patron.

Et ass och wichteg, d'Digitaliséierung ze notzen, fir d'Sprooch méi zougänglech ze maachen. Den llo.lu ass do e gudde Schratt, mee et muss weider ausgebaut ginn. Mir ënnerstëtzen, dass eis dräi Amtssproochen an der Fonction publique obligatoresch bleiwen a mir gesinn d'Méisproochegkeet als ee vun eise gréissten Atouten am europäesche Kader. Mir verstinn d'Suergen an d'Empfanne vun de Leit a mussen zesummen un neie Weeër schaffen, fir d'Leit fir eis Sprooch ze begeeschteren.

Eis Méisproochegkeet ass e Garant fir eise Wuelstand, fir e gutt Zesummeliewen an e staarkt Mateneen. D'Valoriséierung vum Lëtzebuergesche beräichert eis Gesellschaft. Feiere mir a benotze mir eis Sprooch, net nëmmen als Ierwen, mee och als Pilier vun eiser Zukunft. Mir halen d'Lëtzebuergesch lieweg an zentral an eisem Alldag.

Zum Schluss wëll ech awer nach soen, dass hei am Haus virun enger Zäit nach Franséisch geschwat gouf an dëst awer elo op Lëtzebuergesch ass, wat mir Piraten nëmme richteg fannen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Dann ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner …

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Pardon.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ok. Dir sidd net ageschriwwen, mee Dir kritt selbstverständlech d'Wuert, well et un Ärem Tour ass, Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Villmools merci, Här President. Jo, ech kommen iergendwéi aus dem Staunen net richteg eraus, well d'ADR-Fraktioun eng Aktualitéitsstonn ugefrot huet, fir eng – Zitat – „éierlech Analys vun der reeller Situatioun" ze maachen opgrond vun engem Rapport vum Statec. An déi Aktualitéitsstonn huet dann den Titel: „D'Zuel vun deenen, déi Lëtzebuergesch schwätzen, hëlt of". Mee dat geet iwwerhaapt net aus dësem Rapport ervir. Hei sinn aner Saache gefrot ginn. Hei ass virun allem gefrot ginn, wat d'Leit als hir Haaptsprooch uginn, an et ass gefrot ginn, wéi eng Sprooch se doheem respektiv op der Aarbecht habituellement schwätzen. An d'Äntwert op déi éischt Fro, an dat ass och déi fiabelst, ass, datt d'Zuel vun deenen, déi uginn, Lëtzebuergesch als

Haaptsprooch ze hunn, dat heescht, déi Sprooch, an där se denken, vun 265.000 op 275.000 an d'Luucht gaangen ass. Also 10.000 méi wéi virun 10 Joer. Dat sinn 1.000 Leit pro Joer méi, déi vu sech soen, datt Lëtzebuergesch hir Haaptsprooch ass.

An dat Konzept ass awer net onproblematesch, an dat hu mer och gesinn, well vill Leit aus der zweeter Generatioun, déi zu Lëtzebuerg gebuer sinn, deenen hir Elteren awer eng aner Nationalitéit hunn, dat heescht, déi op Lëtzebuerg komm sinn, sech ganz schwéier gedoen hu mat där Fro. Just zwee Drëttel vun deene Leit hunn déi Fro iwwerhaapt kënne beäntwerten, wat dann hir Haaptsprooch ass, an dat ass jo och novollzéibar. E portugisescht Kand, dat zu Lëtzebuerg grouss ginn ass, dat zu Lëtzebuerg an d'Schoul gaangen ass, dat awer doheem Portugisesch geschwat huet, dat elo zu Lëtzebuerg schafft an och perfekt Lëtzebuergesch schwätzt, wat soll dat dann uginn, wat seng Haaptsprooch ass? Ass et Lëtzebuergesch? Ass et Portugisesch? Dat ass eng onheemlech Gefillssaach. Duerfir muss een och déi Notioun, mengen ech, hannerfroen, ëm déi et hei geet. Mee op jidde Fall schwätzt déi Persoun awer Lëtzebuergesch. An dat ass jo awer dat, ëm wat et geet.

An an der zweeter an der drëtter Fro geet et eeben drëm, wat habituellement geschwat gëtt, an dat och just op zwou Plazen, nämlech doheem an op der Aarbecht. An do kommen dann effektiv déi Zuelen eraus, datt an absolutten Zuelen an och relativen Zuele bësse manner Leit Lëtzebuergesch doheem an op der Aarbecht schwätzen. Mee et muss een dann awer och soen, déi Zuele ginn och absolutt a relativ zréck, wat d'Franséischt ugeet, déi ginn och zréck, wat dat Däitscht ugeet, a se gi massiv an d'Luucht, wat dat Englescht ugeet. Dat heescht, dee Verdrängungskampf an dee Kampf vun de Kulturen, wéi en hei ëmmer duergestallt ginn ass, dee muss een awer och ganz staark relativéieren.

An et muss ee jo och soen, an dat ass e Fall, deen ech kennen aus menger indirekter Noperschaft: E portugisesche Kach, éischt Generatioun Migratioun, deen zënter zéng Joer hei am Land ass, dee schafft an op senger Aarbecht ass déi habituell Sprooch Franséisch, doheem ass d'Sprooch Portugisesch, mee mat mir schwätzt e Lëtzebuergesch. Dee konnt dat an dëser Etüd iwwerhaapt net uginn, datt e Lëtzebuergesch kann. Duerfir ass de Saz: „D'Zuel vun deenen, déi Lëtzebuergesch schwätzen", objektiv falsch, well dat net aus dëser Etüd ervirgeet. Dat, wat ervirgeet, dat sinn Erkenntnisser, déi mer eigentlech awer och scho méi laang hunn, datt déi zweet Generatioun, déi Leit, déi also zu Lëtzebuerg gebuer sinn, vill méi Facilitéiten hunn, fir Lëtzebuergesch ze schwätzen an och Lëtzebuergesch zu hirer Haaptsprooch ze maachen. Dat heescht, datt och d'Schoul weiderhin e ganz wichtegen Integratiounsfacteur ass.

An et geet och aus där Etüd ervir, datt souguer an der éischter Generatioun Immigratioun, wat d'Dauer méi laang ass, wou een zu Lëtzebuerg ass, wat och lues a lues ëmmer méi déi Zuel an d'Luucht geet vu Leit, déi soen, Lëtzebuergesch wier hir Haaptsprooch respektiv se géife Lëtzebuergesch doheem oder op der Aarbecht schwätzen. Och dat sinn éischter Phenomeener, déi de Géigendeel vun deem beweisen, wéi dat, wat d'ADR-Fraktioun hei eis probéiert ze erzielen: Den Ënnergang vum Abendland, d'Ausstierwe vun der lëtzebuergescher Sprooch. De Géigendeel ass nämlech de Fall.

A verschiddener vun de Virriedner sinn och richtegerweis agaangen op d'Geschicht vun der Lëtzebuerger Sprooch an dorop, datt se ëmmer weider u Bedeitung gewonnen huet an deene leschte Joren, well d'Lëtzebuerger Sprooch grad eng Integratiounssprooch ass a ka sinn an och eiser Meenung no weider soll ausgebaut ginn. Et ass eng räich Sprooch. Se ass net rigid an dat mécht hir Stäerkt aus. Dat ass déi Capacitéit, déi d'Lëtzebuerger Sprooch huet an déi se um Liewen hält an déi, mengen ech, de Géigendeel dovunner ass, datt eng Sprooch sollt ausstierwen.

Lëtzebuergesch gëtt ëmmer méi an ëmmer weider verschréftlecht an et gëtt onheemlech vill lëtzebuergesch Publikatioune vun Auteuren an der Literatur, an der Musek, am Theater, am Film, ëmmer weider hélt d'Bedeitung vum Lëtzebuergeschen och am kulturellen Ausdrock zou.

Lëtzebuergesch ass eng Integratiounssprooch an dat soll se och bleiwen. D'Sprooch soll do sinn, fir Leit mateneen ze verbannen an net auszegrenzen oder auszeschléissen. Den Titel vun der Analys vum Statec ass „Une diversité linguistique en forte hausse". Dës linguistesch Diversitéit, déi an d'Luucht geet, ass a war a wäert och ëmmer sinn: de Räichtum vun eisem Land, op dee mer houfreg kënne sinn!

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Domat wär dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Kulturminister, Dir hutt d'Wuert.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | Voilà. Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, ech wëll ufänken, menge Virriedner an och Virriednerinnen op dëser Plaz e grousse Merci ze soe fir hir Interventiounen an hiren Input zu dësem ganz, ganz wichtege Sujet. Ech stelle fest, dass mer hei am héijen Haus e grousse politesche Konsens hunn, fir eis Sprooch, eis Lëtzebuerger Sprooch, weider ze promouvéieren an hire Stellewäert och an eiser Gesellschaft weider ze stäerken. Dat freet mech, well et genau dat ass, wat sech och déi nei Regierung virgeholl huet. Mir fänke ganz kloer net bei Null un, mee kënnen op deem opbauen, wat iwwert déi lescht Jore lancéiert an un d'Rulle bruecht ginn ass.

Här President, ech soen et ganz däitlech: Jo, ech war schonn e bësse verwonnert, wéi ech d'Demande fir dës Heure d'actualité gelies hunn. Net iwwert d'Demande u sech, mee iwwert d'Argumentatioun. Aus der Vollekszielung 2021 vum Statec zu der Sproochesituatioun hei am Land gouf vum Auteur just eng Donnée erausgepickt an aner wichteg Informatiounen einfach emol ewechgelooss.

**Une voix** | Et hat en net arrangéiert!

**M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | Ech hat spontan d'Bild vun engem Jongleur virun Aen, dee just een eenzege Ball duerch d'Loft gehäit. Dat mécht d'Jongléieren zwar méi einfach, mee richtegt Jongléieren ass et awer net. Ech erlabe mer dofir op dëser Plaz, e puer Zuele méi aus der Etüd an de Grapp ze huelen an déi reell Sproochesituatioun hei am Land méi nuancéiert ze beliichten. Dat mécht menger Meenung no eng seriö Analys och aus.

Ech wëll dofir op dëser Plaz dräi Punkten ervirhiewen:

Éischtens: A senger éischter Fro zu der Sprooch huet de Statec de Leit hir Haaptsprooch gefrot. Am Verglach zu 2011 kann een déi Statec-Zuelen duerchaus encourageant fannen. Hei geet déi absolutt Zuel vun 265.731 op 275.361 am Joer 2021 souguer ëm ronn 10.000 Leit erop. Proportional geet deen Undeel 7 % zeréck, wat bei engem Solde migratoire an deenen zéng Joer vun 130.000 Leit wuel ze erwaarde war. Eis Populatioun, an dat ass och hei schonns ugeschwat ginn, ass an där Zäit, jo, ëm 25,7 % gewuess a vun deene Leit, déi nei op Lëtzebuerg kommen, ka wuel keen – oder déi allermannst – Lëtzebuergesch, scho guer net als Haaptsprooch. Nawell kënnt de Statec zur Konklusioun an ech zitéieren: „Le luxembourgeois est de loin la première langue principale".

Zweetens: Et ass net vu Muttwëll, wann een och d'Virwuert vun esou enger Etüd liest. Hei gi Statec an och d'Uni Lëtzebuerg op d'Methodologie vun der Erhiewung an, déi bei der Schwäiz ofgekuckt gouf, engem Land mat regionaler Méisproochegkeet. Am Virwuert schreiwen elo d'Auteuren, an ech zitéieren nach eng Kéier: „[La méthode] ne correspond pas vraiment au Luxembourg, qui se considère comme un pays avec une seule communauté linguistique, dont les membres sont tous multilingues et maîtrisent généralement les trois langues administratives du pays, voire l'anglais ou d'autres langues". Effektiv gouf nëmmen no enger Haaptsprooch gefrot, déi d'Leit am meeschte benotzen an och an där si denken. Et gouf net gefrot, wéi de Leit hire sproochleche Repertoire ausgesäit oder wat fir eng Sprooch si nach kënne schwätzen.

Drëttens: D'Etüd vum Statec a vun der Uni Lëtzebuerg weist ganz kloer déi wellefërmeg Entwécklung vum Lëtzebuergesche jee no Dauer vun Integratioun op. Mir kennen déi Entwécklung hei zu Lëtzebuerg allze gutt.

Virun honnert Joer gouf et hei am Land esouguer munch Plazen, wou guer kee Lëtzebuergesch opgrond vun der Awanderung geschwat gouf. Ma lues a lues, mat der zweeter an der drëtter Generatioun, setzt sech d'Lëtzebuergescht duerch a mir mussen, jo, ganz kloer derfir suergen, dass dat och esou bleift. An deem Kontext sinn ech awer optimistesch. Dir wäert och gesinn, firwat.

D'Etüd vum Statec ass interessant an och gutt. Mir wäerten eis als Kulturministère nach ëm weider Analysen an eventuell Aktiounen, Enquêten, froen, fir dorauser dann déi richteg an déi néideg Aktiounen op de richtege Plazen ze lancéieren. Zu där Fro, op déi den Auteur sech eleng fokusséiert, wéilt ech awer nach soen, datt mer mussen derfir suergen – an och dat ass schonns ugeschwat ginn –, dass jiddereen am Alldag an deenen ënnerschiddlechste Situatiounen op Lëtzebuergesch verstane soll ginn a sech och op Lëtzebuergesch soll kënnen ausdrécken. Dat gëllt besonnesch fir d'Beräicher Gesondheet, Fleeg, Commerce oder och Sécherheet.

Jo, ech weess, dat ass ambitiéis, mee éischt d'Projete lafen an deem Kontext. Schonns den Aktiounsplang 2022 vun der Regierung gesäit ënner anerem zwou spezifesch Mesüre vir, nämlech d'Schafe vun engem sproochleche Mediateur fir d'Santé an d'Fleeg a fir de soziale Secteur a spezifesch flexibel Coursë fir d'Gesondheets- an och d'Fleegepersonal.

An deem Sënn sinn och grouss Efforte gemaach ginn, fir d'Lëtzebuergeschcoursen am noe Grenzgebitt unzebidden. Mir hunn zum Beispill eng gutt Zesummenaarbecht mat der Académie de Nancy-Metz, wou an Tëschenzäit an de Lycée-professionellë laanscht d'Grenz bei dëse Beruffer Lëtzebuergesch ugebuede gëtt.

Här President, d'Zuele vum Statec kommen net vum Himmel gefall. Jiddereen hei am Land huet matkritt, datt d'Immigratioun an deene leschte Joren zu engem Wuesstum vun der sproochlecher Diversitéit gefouert huet. Dës Zuele goufen zënter Laangem anticipéiert an déi viregt Chamber an och Regierung hunn, wéi gesot, grouss Efforte gemaach, fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze stäerken.

Op legaler Basis goufen hei am Haus follgend dräi wichteg Decisioune geholl, déi ech hei nach eng Kéier wéilt ervirhiewen.

Éischtens: Mam Gesetz vum Juli 2018 iwwert d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch goufen ënner anerem den Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch, den ZLS, an och de Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch an d'Liewe geruff.

Zweetens: D'Gesetz vum 8. Mäerz iwwert d'Schafe vum Institut national des langues Luxembourg leet e grousse Schwéierpunkt op dat Lëtzebuergescht. Den INLL schafft Programmer, Materialien a Formatiounen aus an ass zoustänneg fir d'Zertifikatioun vun de Kenntnisser vun der Lëtzebuerger Sprooch.

Drëttens: Viru bal op den Dag genau – dat hunn ech recherchéiert – 40 Joer, nämlech de 24. Februar 1984, krute mer e Sproochegesetz hei zu Lëtzebuerg, an deem d'Lëtzebuergescht als Nationalsprooch vun eisem Lëtzebuerger Land festgehale gouf.

D'lescht Joer, och dat ass ugeschwat ginn, den 1. Juli 2023, gouf d'Lëtzebuerger Sprooch an eiser Constitutioun verankert, zesumme mat der Méisproochegkeet. Fir et op dëser Plaz nach eng Kéier kloer an däitlech ze soen: Den Asaz fir d'Lëtzebuerger Sprooch an och d'Méisproochegkeet schléisse sech net aus. Au contraire, si ginn Hand an Hand a sinn alle béid Piliere vun eisem kulturelle Räichtum.

Och op Regierungsniveau gouf d'Sproochesituatioun wouergeholl an d'Noutwendegkeet vun diverse Mesüren anticipéiert. Schonn 2017 huet d'Regierung eng éischt Strategie fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch decidéiert. Fir den uschléissenden Aktiounsplang goufe Sproocheronnen 2018 an och 2022 uechtert dat ganzt Land lancéiert. Dësen Aktiounsplang geet, menger Meenung no, mat senge 50 proposéierte Mesüre genee op dës Besoinen an, déi sech aus der Etüd vum Statec sengen Donnéeën och erausschielen.

20 vun dëse 50 Mesüre bezéie sech op d'Theema „Lëtzebuergesch léiere fir jiddereen", dat vu jonkem Alter bis d'Erwuessenebildung. Véier dovunner bezéie sech besonnesch op d'Aarbechtswelt. Ech ernimmen hei just eng Mesür, dat ass d'Mesür 18: D'Coursen an de Betriber differenzéiert an och sur place organiséieren. 14 vun dëse 50 Mesüre betreffen d'Visibilitéit vum Lëtzebuergeschen esouwuel hei am Land wéi ganz kloer awer och um internationalen Niveau. A jo, och dat ass schonn ugeschwat ginn, hei freeën ech mech als Kulturminister, datt besonnesch hei an deem Secteur, an der Kultur, iwwert d'Förderung vu Literatur, Musek, Film an Theater d'Lëtzebuerger Sprooch e gréissere Stellewäert kritt huet iwwert déi lescht Joren.

An dann, last but not least, bei 16 Mesüre geet et ëm d'Virundreiwe vun eiser Lëtzebuerger Sprooch an dat an der Wëssenschaft, ma virun allem och am digitale Beräich.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass ganz villes um Lafen, jo, et ass ganz villes iwwert déi lescht Jore geschitt an et muss ee bei allem Respekt scho schlechte Wëllens sinn, fir dat ze ignoréieren. D'Lëtzebuerger Sprooch ass attraktiv, se ass visibel, se ass respektéiert, interessant, lieweg an och modern.

Ech erkläre mech. Éischtens: D'Lëtzebuerger Sprooch ass attraktiv a respektéiert. D'Aschreiwunge fir d'Lëtzebuergeschcoursë vum Institut national des langues Luxembourg a vum Service de la formation des adultes sinn enorm héich. 2022 bis 2023 gouf et, jo, 14.951 Aschreiwungen. Derbäi kommen nach déi Leit, déi online d'Lëtzebuerger Sprooch léieren. Den LLO huet 69.397 Apprenanten, dovunner wunnen der 39.562 hei zu Lëtzebuerg.

Dës Zuele weisen de Respekt vis-à-vis vun eiser Landessprooch. Ëmmer méi Coursen, ëmmer méi Leit, déi d'Lëtzebuerger Sprooch wëlle léieren. Awer et geet och ëm dat aktiivt Schwätzen. Mir mussen deene Leit och d'Chance ginn, eis Sprooch ze benotzen am Alldag, sief dat op der Aarbecht, am Veräinsliewen oder wou och soss. Duerfir lancéieren ech och heibannen e waarmen Appell u jiddereen dobaussen: Mir hëllefen dëse Leit net, wa mer an eng aner Sprooch wiesselen, well mer mengen, hinnen domadder entgéintzekommen.

Zweetens: D'Lëtzebuerger Sprooch ass interessant. Et gëtt vill iwwert d'Lëtzebuergescht gefuerscht a publizéiert an och den allgemengen Interessi gëtt an engem Stéck méi grouss. D'Reegelwierk zu der Lëtzebuerger Ortografie gouf zënter 2019 mat ronn 20.000 Exemplairë verdeelt. Bei der Hotline fir linguistesch Froen am ZLS gouf et zejoert eng 1.600 Ufroen. Des Weidere si Publikatioune vum ZLS wéi d'Serie „Lëtzebuerger Wuertschatz" an och de „Lëtzebuerger Sproochatlas 1900" richteg Bestseller.

An dann drëttens: D'Lëtzebuerger Sprooch ass lieweg an och modern. Mat den neien elektronesche Medie gëtt esou vill Lëtzebuergesch geschriwwe wéi nach ni. Op wéi enger Sprooch schreiwe mer, wa mer Whats-App oder Luxchat benotzen oder och op de soziale Medien? Souwäit ech informéiert sinn, ass dat gréisstendeels d'Lëtzebuerger Sprooch.

D'Lëtzebuergescht ass zudeem present a ville Beräicher vun der Kultur, der Literatur, der Lëtzebuerger Musekszeen oder och am Web.

Et gëtt och eng Jugendsprooch, déi nei Wierder kreéiert, Friemwierder integréiert. Dozou gëtt et och säit Neistem e Fuerschungsprojet op der Uni.lu.

Et ginn des Weideren digital Outilen ausgeschafft, déi e groussen Afloss op d'Sproochebenotzung wäerten hunn. De Lëtzebuerger Online Dictionnaire, LOD, huet aktuell ronn 33.000 Artikelen, déi an de leschten zwielef Méint am Ganze méi wéi 10 Milliioune Mol opgeruff goufen.

De Spellchecker, e weidere ganz interessanten, wichtegen, beléifte Korrekturprogramm fir d'Lëtzebuerger Sprooch, huet all Dag ronn 6.500 User a Userinnen.

Ech kann Iech garantéieren, an deenen nächste Méint wäerte sech eisen alldeeglechen Ëmgang mat an de Gebrauch vun eiser Lëtzebuerger Sprooch och nach veränneren. Mir kréie fiabel digital Outilen, déi e groussen Impakt op d'Sproochebenotzung wäerten hunn. Ech kann op dëser Plaz mat grousser Freed ukënnegen, datt mer an engem Joer eng performant Schreifmaschinn Speech-to-Text wäerte kënne presentéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, amplaz d'Angscht virun der sproochlecher Diversitéit ze stäerken, setzen ech mech derfir an, d'Vertrauen an d'Lëtzebuerger Sprooch ze förderen, a seng Attraktivitéit an och a seng Integratiounskraaft.

Ech hu mir d'Responsabilitéit iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch bewosst fir dës Legislaturperiod gefrot, fir d'Promotioun vun eiser Sprooch gutt um Rullen ze halen, ëmmer um neiste Stand, mat den néidegen humanen a finanzielle Ressourcen, verstänneg, och am Aklang mat eiser Méisproochegkeet, ouni Poleemik, reng am Interessi vun eiser Sprooch an där Kultur, déi se dréit.

Zesumme mat der Méisproochegkeet ass d'Lëtzebuergescht am Alldag geliefte Patrimoine vun eis alleguerten. D'Lëtzebuerger Sprooch mécht hire Wee als Kommunikatiouns-, Integratiouns- an och als Kultursprooch.

Deemno soen ech Iech op dëser Plaz Merci fir d'Heure d'actualité, well ech op dëser Plaz d'Geleeënheet kritt hunn, e puer Zuele méi an de Grapp ze huelen a villes vun deem opzezielen, wat alles ronderëm an och fir eis Sprooch geschafft gëtt.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen Iech Merci, Här Minister.

**M. Fred Keup** (ADR) | Här President, Parole après ministre.

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee. Parole après ministre ass a sech hei net virgesinn. Wann Der eng Fro wëllt stellen, an den Här Minister hëlt se un, da kënnt Der dat gär maachen, mee ansonsten ass net nach eng Kéier hannendrun eng Diskussioun.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, da géif ech och eng Fro stellen. Also villmools merci, Här Minister. An ech sinn allgemeng och frou, dass heibannen awer e Konsens ass, mengen ech, ënnert deenen allermeeschten, dass eppes muss fir d'Lëtzebuerger Sprooch gemaach ginn. A wann d'Aktualitéit schonn eppes bruecht huet, dann ass et jo awer dat. An ech mengen, Dir hutt dat jo och ernimmt.

Ganz konkreet géif ech elo froen, wat d'Regierung vläicht an hirer Kommunikatioun no baussen, souwuel dat Schrëftlecht wéi och dat Mëndlecht, gewëllt ass ze maachen an den nächste Méint, fir méi Lëtzebuergesch ze gebrauchen, fir d'Lëtzebuergescht méi an d'Vitrinn ze stellen.

*(Interruptions et brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Minister, ganz kuerz.

**M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | Et ass gesot ginn. Merci fir dës Fro an ech äntweren och ganz gären op déi Fro. Ech hat elo 15 Minutten Zäit, do hunn ech probéiert, an enger kuerzer Zäit e bëssen dat opzelëschten, wat aktuell gemaach gëtt, wat d'Iddie si vun dëser Regierung, fir an enger gewëssener Kontinuitéit och d'Lëtzebuerger Sprooch weider ze stäerken. Ech mengen, do si mer um gudde Wee. Ech hoffen och do op Är Ënnerstëtzung.

Ech wëll Iech awer och nach eng Kéier drop hiweisen, an dat erlaben ech mer dann op dëser Plaz: Ech hunn elo grad nach eng Kéier Är Motioun gelies, wou Der d'Regierung opfuerdert, dass d'Lëtzebuerger Sprooch als offiziell Sprooch vun der Europäescher Unioun soll ugeholl ginn. Ech verweisen do – an dat ass och virdrun, mengen ech, vun der Madamm Braz schonn ugeschwat ginn – op d'Mesür 25 vun deem Aktiounsplang, dee mer 2022 lancéiert hunn. Do geet et ganz genau an déi dote Richtung, wou mer och amgaange sinn, verschidden Outilen auszeschaffen, wou een op Lëtzebuergesch ka mat deenen europäeschen Instanze kommunizéieren. An do si mer op der leschter Ligne droite, fir dann Iech och do dat awer konkreet ze soen, dass mer do an deem Sënn schaffen. An do wäerten och nach weider Efforte gemaach ginn, fir d'Lëtzebuerger Sprooch weider ze stäerken. Do bieden ech ëm Är Ënnerstëtzung. An ech mengen, mir sinn eis eens, dass et drëms geet, fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze stäerken. Voilà.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun dann ofgeschloss.

***Motions***

Mir hunn dräi Motiounen hei um Dësch leien. Normalerweis ass et am Fong net virgesinn, datt an enger Aktualitéitsstonn nach Zäit fir Motiounen hannendrun ass. Et ass awer natierlech méiglech, an enger Aktualitéitsstonn eng Motioun ze deposéieren, an et ass dann un der Chamber, ze decidéieren, ob se

elo direkt dorobber ageet oder ob se se op en anere Punkt vum Ordre du jour en aneren Dag wëll stellen. Ech proposéieren der Chamber, datt mer se schnell evakuéieren, well se gehéieren heizou. Mee ech wollt Iech just eng Kéier d'Reegelwierk rappeléieren. Et ass vläicht fir aner Geleeënheete gutt, datt mer et alleguer wëssen.

***Motion 1***

Also, wann Der domat d'accord sidd, da géife mer zu där Motioun Nummer 1 vum Här Keup kommen. Här Keup, wëllt Dir nach eng Kéier driwwer schwätzen? Dir hutt se scho wärend Ärer Ried kuerz explizéiert.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo. Merci, Här President. Vläicht ganz kuerz. Also, hei geet et drëms, dass mer Lëtzebuergesch e Statutt gi wéi och deene 24 aner Sproochen, déi et offiziell gëtt bei der Europäescher Unioun, allerdéngs eebe mat deem Ënnerscheed, dass eng Iwwersetzungsflicht vun allen Dokumenter – an dat ass jo evident, dass dat net méiglech ass –, dass dat net muss gemaach ginn.

Irland hat 2007 en änleche Wee ageschloen. Malteesesch ass och eng offiziell Amtssprooch vun der Europäescher Unioun. Ech mengen, et ass elo méi wéi just eng Kéier eppes iwwersat. Et ass einfach e Statutt, deen een huet, ech mengen, dee wichteg ass als Symbolkraaft.

An interessant ass, dass an deene Länner grad och d'Regierungen immens houfreg waren, wéi endlech hir Sprooch eng offiziell Amtssprooch ginn ass. An ech géif mech freeën, wa mer dee Wee och hei als Lëtzebuerg géifen aschloen. An ech mengen, dass et dat och flott wier, wa mer hei dat geschlosse géife maachen an d'Regierung dann och houfreg dorobber wier.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Wie wëll dozou Stellung huelen? Madamm Braz.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Mir sinn eis eens, dass dat symbolesch ganz sécher e grousse Schratt wier. Et muss ee just zu dësem Moment bedenken: Et gëtt iwwer 60 Sproochen an der EU fir de Moment. An et ass nach keen halleft Joer hier, do hunn d'Spuenier probéiert, Baskesch, Katalanesch a Galizesch duerchzekréien. Dat ass awer souguer a Spuenie selwer net esou evident. A virun allem hunn all déi aner EU-Länner net positiv dorobber reagéiert. Dat huet notamment mam Käschtepunkt ze dinn. Mir hunn natierlech kee genaue Käschtepunkt fir déi Lëtzebuerger Sprooch elo. Mir wëssen awer, dass fir Spuenien, fir déi dräi Sproochen, e Käschtepunkt vun 140 Milliounen am Moment viséiert ass. An dat muss Spuenie respektiv an eisem Fall da Lëtzebuerg selwer droen.

Wann Dir eis kënnt soen, vu wou déi Suen hierkommen, da kann ee bestëmmt och nach eng Kéier driwwer schwätzen. Do kommen nämlech souwuel d'Traductionsfraisen derbäi, do kommen d'Jurislegisten derbäi. Dat ass e Risekäschtepunkt, dee mir am Moment net hunn.

Ceci dit, d'Représentation permanente vun der Kommissioun hei zu Lëtzebuerg, déi erlaabt et elo schonn, dass ee sech souguer op Lëtzebuergesch kann u si wenden, mat all Zorte Sproochen. Si äntwerten engem an där Sprooch, an där ee sech u si went.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Jo.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Mir hunn och Europe-Direct-Infozenteren, dräi Stéck hei am Land. Dat ass eemol Schengen, eemol Uni.lu an eemol Munshausen, wann ech mech net ieren. An do kann ee sech och schonn informéieren iwwert d'EU op Lëtzebuergesch. Dat heescht, an deem Sënn gëtt et schonn eng Rei Demarchen. Wann een eng Kéier iwwer eng méi grouss global europäesch Sproochereform schwätzt, well och dat wäert iergendwann kommen, si mer awer ganz sécher der Meenung, dass ee Lëtzebuergesch do muss no vir bréngen. Fir de Moment ass dat awer näischt, wat an eisen Ae realistesch ëmzesetzen ass.

Merci. Dofir droe mir dat och net mat.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Hunn ech zu dëser Motioun nach eng Wuertmeldung? D'Madamm Tanson, dann den Här Polidori an dann den Här Baum.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, also de Prinzipp vun der Motioun ass eis absolutt sympathesch. Et ass eppes, wat fir eis wichteg schéngt. Dat Eenzegt, wat mer e bësse problematesch gesinn, dat ass, dass hei steet: „an dëst nom Virbild vum Ireschen, dat 2007 Amtssprooch gouf ouni komplett Iwwersetzungsflicht", well souwäit ech elo informéiert sinn, ech ka mech awer ieren, ass dat mëttlerweil awer och eng komplett Iwwersetzungsflicht. An do gesi mer dat elo net. Ech mengen, dass do deen Opwand effektiv vill ze vill grouss wär.

Dat heescht, wann ee sech dofir méi aktiv géif asetzen, dass d'Lëtzebuerger Sprooch als offiziell Sprooch unerkannt gëtt, awer ouni eng komplett Iwwersetzungsflicht, domadder hätte mer kee Problem.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Dann den Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Bon, wéi och scho vun der Madamm Braz an och elo vun der Madamm Tanson gesot gouf: Dat eent ass natierlech dat, wat vun den Iwwersetzungen, den Institutiounen ... Wann ee sech haut un d'Institutioune wende kann op Lëtzebuergesch, da kritt een och deementspriechend do eng Äntwert drop.

Dat anert ass och, dass Europadeputéiert och kéinten op Lëtzebuergesch am Europaparlament schwätzen. Bon, et gëtt haut net gemaach, dat natierlech och aus Käschtegrënn.

Den anere Volet ass, wat hei natierlech och elo steet, dat ass och scho gesot ginn: No onse Recherchen ass den Text, wéi en hei steet, net méi esou richteg. Bon, ass hei elo eis Recherche eng aner wéi déi vun der ADR? Wéi gesot, säit dem 01.01.2022 ass Iresch eng offiziell Amtssprooch (veuillez lire: eng offiziell EU-Aarbechtssprooch).

Et ass eng sympathesch Motioun, mee bei dëser wäerte mer eis enthalen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. An dann huet den Här Baum nach d'Wuert gefrot.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Nodeem ech d'Debatten hei an der Chamber an deene leschte fënnef, sechs Woche gelauschtert hunn, hunn ech mer effektiv d'Fro gestallt, ob et net kéint sënnvoll sinn, d'Gesetzer op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Vläicht géif dann och d'Regierung de Code pénal mol verstoen ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Très bien!

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | ... an och d'ADR. Mee nieft deem Witz op der Säit ass mäin Haaptproblem heimadder: Et ass reng Symbolpolitick! Et geet guer net ëm d'Lëtzebuerger Sprooch. Et geet guer net drëm, datt d'Leit, déi hei sinn, méi – anescht – solle matenee schwätzen. Et ass reng Symbolpolitick. An do muss ech Iech soen, dat fannen ech awer schued par rapport zu all deem, wat awer bis elo och scho gesot a gemaach ginn ass an der Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch an an der Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch als Instrument vun engem interkulturellen Zesummeliewen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Soss gesinn ech elo am Sall keng aner Wuertmeldung. Här Keup, Dir kënnt elo fir d'lescht d'Wuert dozou huelen.

**M. Fred Keup** (ADR) | Ganz kuerz just.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ganz kuerz.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, ech wollt nach eng Kéier drop opmierksam maachen, well dat hei awer elo e Punkt ass, wouriwwer driwwer geschwat ginn ass. Also, hei geet et jo ganz kloer an der Motioun drëm, fir net déi Iwwersetzungsflicht anzeféieren, mee de Statutt, deen d'Irescht 2007 hat. Effektiv hu si elo säit 2022 eng Ännerung an elo gëtt alles iwwersat, an dat ass net dat, wat mir wëllen, mat deenen 140 Milliounen an esou. Hei ass dat, wat 2007 gemaach ginn ass fir d'Irescht, wat mer hei wëlle fir d'Lëtzebuergescht, an net dat, wat 2022 bäikomm ass.

*(Interruption par M. Sven Clement)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup.

Elo stëmme mer iwwert d'Motioun 1 vum Här Fred Keup of. An ech ginn dovunner aus, datt de Vote électronique gefrot ass.

***Vote sur la motion 1***

An da lancéiere mer de Vott. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 5 Jo-Stëmmen, 47 Nee-Stëmmen a 7 Abstentiounen. D'Motioun 1 ass also mat 47 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmmen a 7 Abstentiounen ofgeleent.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Yves Cruchten), Liz Braz, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Se sont abstenus : MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

***Motion 2***

An da komme mer zur zweeter Motioun, och vum Här Keup. Här Keup, wëllt Der nach e puer Wuert doriwwer soen?

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo. Ech géif och nach hei e puer Wierder soen. Ech hat virdrun ugedeit, et geet jo hei drëms, d'Lëtzebuerger Sprooch méi visibel ze maachen am ëffentleche Raum. Dat ass eppes, wat

kengem Mënsch géif schueden. Dat géif och net d'Méisproochegkeet a Fro stellen. Et ass einfach, dass een zum Beispill higeet an do, wou een e franséischen Numm huet vun iergendenger Instanz oder vun enger Strooss, dass een e lëtzebuergeschen zum Beispill géif derbäimaachen.

Verschidde Gemenge maachen dat zum Beispill. Op anere Plaze gëtt et och gemaach, mee am grousse Ganzen awer recht wéineg. An duerfir gesäit een d'Lëtzebuerger Sprooch eigentlech net genuch. An ech mengen, dass dat schued ass, engersäits fir d'Lëtzebuerger selwer, anerersäits fir déi Leit, déi wëlle Lëtzebuergesch léieren an och nach, ech mengen, fir déi Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, zum Beispill als Touristen, well se eigentlech net vill Kontakt hu mat der Sprooch vum Land.

Déi Saachen, déi hei drastinn an dëser Motioun, hunn ech hei aus dëser Broschür vun der Actioun Lëtzebuergesch.

*(M. Fred Keup montre une documentation.)*

Déi hate Froe gestallt un déi verschidde Parteie virun de Walen, „D'Äntwerte vun de Parteien a Wal-Lëschten op eis 6 Froen", a bei der Fro Nummero dräi „Méi Lëtzebuergesch am ëffentleche Raum" op der Säit Nummero sechs, a mir hu genau dee Wuertlaut iwwerholl, do huet deemools d'DP gesot, jo, si géifen dat maachen. D'CSV huet gesot, jo, si géifen dat maachen. déi gréng hu gesot, jo, si géifen et maachen. An d'Piratepartei och. An déi Lénk hunn net geäntwert. An d'LSAP huet deemools Nee gesot.

Ech géif Iech bieden, hei einfach konsequent ze sinn an dat, wat Der vertrueden hutt virun de Walen, och no de Walen ze vertrieden. Ech mengen, dat hëlleft eis, d'Politick dobausse méi glaubhaft ze maachen. Wann Der dat net maacht, ech mengen, dann huet dat Ganzt ëmmer eng relativ negativ Konsonanz dobaussen. Net nëmme bei de Leit vun der Actioun Lëtzebuergesch, mee allgemeng bei de Leit, mengen ech, wier et wichteg, dass ee seng Versprieche, déi ee virun de Wale mécht, och hält an dann derzou steet. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Ginn et dozou Wuertmeldungen? Ech hunn d'Madamm Tanson, den Här Bauler, den Här Baum. An da fänke mer mat der Madamm Tanson un an den Här Polidori duerno. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo. Esou eng Motioun ass jo net just dann de leschten Tiret. Dat ass jo de ganzen Text an ech huelen un, Dir hutt dat och vläicht e bësse bewosst gemaach. Mam leschten Tiret hu mer iwwerhaapt kee Problem. Et sief nach derbäi bemierkt, dass dat – an Dir hutt et jo selwer och scho gesot – och schonn zu engem groussen Deel gemaach gëtt. Mee et kann ee sech ëmmer fir eng méi grouss Visibilitéit asetzen.

Woumat ech awer e Problem hunn, dat ass mat deem, wat virdru steet: „ass sech bewosst, datt", an do komme mer dann erëm bei dee Grondtenor, „et am ëffentleche Raum ëmmer nach eng Predominanz vum Franséische géintiwwer dem Lëtzebuergesche gëtt". Franséisch ass eng vun eise Sproochen hei am Land. Also gesinn ech kee Problem dermat, wann déi franséisch Sprooch am ëffentleche Raum ass. An da kommt Der mat Beispiller: „wat een u Begréffer wéi ‚Maison relais'", entschëllegt, mir hunn immens vill privat Maison-relaisen, „amplaz ‚Kannerhaus' oder ‚Kannernascht' oder ‚Stade de Luxembourg' (amplaz ‚Stadion vu Lëtzebuerg') erkennt".

Wou mir der Meenung sinn, dass et richteg ass, dat ass fir ze soen, et soll ee sech fir méi eng grouss Visibilitéit am ëffentleche Raum asetzen. Mee dat, wat do virdru steet, do hu mer e Problem domadder, mat deem Ënnertoun, deen an deem Tiret ass. An duerfir kënne mer dat esou, wéi et elo hei steet, net matdroen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass et um Här Bauler.

**M. André Bauler** (DP) | Jo. Merci, Här President. Ech wëll dorop opmierksam maachen, datt hei an dësem Kontext schonn, wat d'Sprooch ugeet, dat wësse mer alleguer, zënter Joren eng ganz Rei Ustrengunge gemaach gi sinn. Ech denken do un d'Schëlder vu Stroossennimm. Rezent sinn eng ganz Rei Gemengen, déi am Fong geholl just op hiren Dierfer d'Haiser nummerotéiert haten, déi emol iwwerhaapt verschiddene Stroossen en Numm ginn hunn. Déi hunn natierlech e Lëtzebuerger Numm gebraucht.

Wann een an d'Éislek doropper fiert – ech hunn nach gëschter extra gekuckt am Kontext vun dëser Debatt –, da gesäit een natierlech e Panno, dee mir perséinlech net schrecklech gefält, deen och vläicht net op der richteger Plaz steet. E kéint bësse méi erop stoen nach, mee do steet awer „Éislek" drop. Also dat ass dat éischt Wuert, wat ee gesäit.

*(Interruptions)*

Also e Lëtzebuerger Wuert, souwäit ech richteg informéiert sinn.

**Une voix** | Steet dat Schëld zu Walfer?

**M. André Bauler** (DP) | Et gëtt och eng Rei ëffentlech Plazen, touristesch Pannoen an esou weider, déi no engem Lëtzebuerger oder no engem Lëtzebuerger Numm benannt sinn. Bref, et ass hei, wann een déi Motioun hei liest, huet een d'Impressioun, datt awer d'ADR hei offen Dieren arennt. Et ass wierklech de Wëlle vun der Regierung, fir an dësem Beräich aktiv ze sinn, aktiv ze bleiwen, weider Efforten ze maachen.

Jo, ech denken ... „Maison relais", huet elo hei d'Spezialistin nieft mer gesot, kann een net automatesch iwwersetze mat Kannerhaus. Do géif et en Ënnerscheed ginn. Ech muss och soen, vill Lëtzebuerger soe „Maison-relaisen". Dat ass scho bal e Lëtzebuerger Wuert ginn duerch dee Sproochgebrauch, deen et initialement hat. Jo. An och déi privat Veräiner, zum Beispill, déi annoncéieren all hir Aktivitéiten op der Strooss, am ëffentleche Raum, op Lëtzebuergesch, ob dat Nuetsmaart, Huesebal oder Zipperleinsbal heescht.

*(Hilarité)*

Bref, jiddweree gëtt sech do Méi an ech denken, d'Regierung ass um gudde Wee, an dofir ass dës Motioun an eisen Aen, et soll een net soe „superfetatoire", mee iwwerflësseg. Merci.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauler. Dann ass et um Här Marc Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Den Här Keup huet ganz zu Recht drop opmierksam gemaach, datt mir och der Actioun Lëtzebuergesch am Walkampf gesot hunn, datt mer dat doten, an där Absolutthet, datt mer do keng Äntwert dorobber ginn, keng positiv Äntwert. Mir hunn awer gesot, datt mer, evidenterweis, net grondsätzlech dergéint sinn, d'Lëtzebuerger Sprooch am ëffentleche Raum weider ze promouvéieren, mee mir plädéiere fir e pragmateschen Ëmgang domadder.

Et muss een also vu Fall zu Fall kucken an dat ass och, mengen ech, dat, wat an dësem Fall hei misst Sënn maachen.

Muss ee wierklech all Maison relais elo en aneren Numm ginn, deen immens kënschtlech kléngt an dee fir d'Lëtzebuerger och ganz kënschtlech kléngt, well effektiv „Maison relais" einfach e lëtzebuergesche Begréff ginn ass, an dat soll een, mengen ech, net vergiessen.

Awer den Haaptproblem ass wierklech den Tiret, wat den ëffentleche Raum ugeet, an datt et do eng Predominanz sollt ginn. Dat heescht, do gëtt erëm deen Discours geschüürt vun enger Hierarchiséierung vun deenen enge géint déi aner, vun engem Kulturkampf, an domadder di mir eis awer nu wierklech ganz schwéier a wäerten duerfir dat hei net matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Den Här Polidori huet nach d'Wuert gefrot.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Och mir gesinn hei net direkt déi Predominanz op Franséisch, dat heescht am Fong wierklech, deen Tiret, esou wéi en hei steet, kënne mer esou net matdroen. Och Begréffer wéi „Maison relais" ... „Maison relais" ass laut lod.lu Lëtzebuergesch, dat heescht, och dat ass kee Wuert, dat mer elo missten anescht deefen.

Natierlech hu mer awer och ganz kloer gesot – an dat hutt Der och gesot, Här Keup –, dass mer eis fir weider Efforten am Lëtzebuergeschen och staarkmaachen, wéi zum Beispill d'Begréissung op der Grenz. Bon, ech kann elo soen, allkéiers, wann ech op alle Fall um Flughafe sinn an ech gi laanscht den Douanier, da ginn ech ëmmer nach op Lëtzebuergesch begréisst!

Op alle Fall, esou wéi den zweeten Tiret am Moment hei steet, kënne mer en esou net matdroen an deementspriechend wäerte mer eis och bei dëser Motioun enthalen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Ech gesinn, et ass keng aner Wuertmeldung do.

Da komme mer zum Ofstëmmen iwwert dës Motioun, also d'Motioun Nummer 2 vun dem Här Fred Keup.

***Vote sur la motion 2***

An ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 5 Stëmmen, Nee: 52 Stëmmen, an Abstentioun: 3 Stëmmen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 52 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmmen an 3 Abstentiounen.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Mmes Octavie Modert (par Mme Diane Adehm), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Yves Cruchten), Liz Braz, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Se sont abstenus : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

***Motion 3***

An da komme mer zur leschter Motioun zu dësem Sujet. Dat ass d'Motioun 3, déi deposéiert ginn ass vum Här André Bauler. Här Bauler, wëllt Dir nach zwee Wuert dozou soen? Da kritt Dir d'Wuert.

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, déi ass esou kloer formuléiert, datt een alles versteet, an domat ass och alles gesot.

*(Hilarité)*

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ma très bien, Här Bauler. Sinn nach aner Wuertmeldungen? Här Keup?

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Ech mengen et ass ganz kloer, dass mir als ADR all Motioun an all Initiativ, déi iergendwéi d'Lëtzebuerger Sprooch no vir brëngt, och ënnerstëtze wäerten. An da wäerte mer och déi Motioun hei ënnerstëtzen, och wa se eis natierlech a verschiddene Beräicher elo vläicht net konkreet genuch ass, respektiv net wäit genuch geet.

Ech géif nach vläicht soen: Hei steet zum Schluss an den Invitten, datt virun allem duerch d'Ausschaffe vun digitalen Outilen op Lëtzebuergesch soll och eppes gemaach ginn. Jo, dat ass ëmmer schéin. Ech mengen, et ass och wichteg, all déi Saachen, dat wat digital ass. Mee ech mengen, dass mer och musse kucken, fir dobaussen ..., datt mer am ëffentleche Raum d'Realitéit dobaussen, wat dobausse geschwat gëtt, wat dobausse benotzt gëtt, net dierfen aus den Ae verléiere bei all deem Digitalen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup.

Kënne mer iwwer dës Motioun à main levée ofstëmmen?

*(Assentiment)*

Dat ass en Assentiment.

***Vote sur la motion 3***

Da froen ech: Wien ass mat dëser Motioun averstanen?

An d'Géigeprouf: Ass een, deen dergéint ass?

Ass een, dee sech enthält?

Dann ass dës Motioun à l'unanimité ugeholl.

## 11. 8287 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, an dat ass de Projet de loi 8287 iwwert den europäeschen Haftbefeel an d'Ausliwwerprozeduren tëscht den EU-Memberstaaten.

D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporter huet zéng Minutten, all Fraktioun an all Sensibilitéit huet fënnef Minutten an duerno huet d'Regierung zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, d'Madamm Simone Beissel, den Här Dan Biancalana, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Charel Weiler. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de la Justice***

**M. Charel Weiler** (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer als Rapporter vun dësem Projet de loi eng kuerz Zesummefaassung zum Text ze maachen.

Déi vireg Justizministesch Sam Tanson huet dëse Projet de loi zur Ännerung vum Gesetz vum 17. Mäerz 2004 bezüglech dem europäeschen Haftbefeel an de Prozeduren zur Ausliwwerung tëscht den EU-Memberstaaten den 28. Juli 2023 deposéiert. Den 21. Dezember 2023 huet d'Justizkommissioun de Projet analyséiert an ech sinn zum Rapporter bestëmmt ginn. De Parquet huet säin Avis den 22. August 2023 ofginn an de Staatsrot huet de Projet de 26. September 2023 aviséiert. Béid Autoritéiten hate keng Umierkungen zum Fong vum Text, soudass de Rapport de 25. Januar 2024 vun der Kommissioun ugeholl konnt ginn.

Wat elo de Fong vum Projet de loi ugeet: D'EU-Kommissioun huet am Mee 2022 d'Regierung opgefuerdert, Explikatiounen ze ginn hisiichtlech enger net korrekter Ëmsetzung an nationaalt Recht vu verschiddene Bestëmmunge vun enger Décision-cadre vum Conseil. Et gouf do bemängelt, dass Lëtzebuerg verschidden Artikele vun där Décision-cadre net korrekt transposéiert hätt. D'Regierung huet doropshin am Juni 2022 verschidden Explikatiounen an enger schréftlecher Stellungnam der Kommissioun weidergereecht.

An engem Avis motivé vum 1. Juni 2023 huet d'Kommissioun du schlussendlech festgehalen, dass d'Bestëmmunge vun der Décision-cadre bezüglech dem Delai, fir eng Decisioun ze huelen iwwert d'Vollstreckung vun engem europäeschen Haftbefeel, deen u Lëtzebuerg adresséiert ginn ass, net prezis genuch bezéiungsweis net korrekt transposéiert gi sinn.

A fir dem Avis motivé vun der Kommissioun Rechnung ze droen, gëtt elo en neien Alinea 2 am Artikel 12 an d'Gesetz vum 17. Mäerz 2004 bäigesat. Mat dësem Alinea gëtt an eisem nationalen Text elo festgehalen, dass a bestëmmte Fäll den Delai fir eng Decisioun zur Ausliwwerung vun enger Persoun, deen actuellement bei 20 Deeg läit, ëm 30 Deeg verlängert ka ginn. Den neien Alinea gesäit dann och vir, dass de Ministère public déi zoustänneg Autoritéiten aus dem Memberstaat, deen den Haftbefeel ausgestallt huet, iwwert d'Grënn vun där Verlängerung informéiere muss.

Mat dësem Text an dem neien Alinea ginn u sech d'Non-conformitéiten, déi vun der Kommissioun festgestallt gi sinn, behuewen. Et ass elo keng riseg Ännerung, mee awer eng, déi néideg ass an déi de Rechtsstaat souwéi d'Droits de la défense och stäerkt.

Här President, wann Der erlaabt, géif ech direkt nach zwee Wierder am Numm vun der CSV-Fraktioun soen: Mir sinn der Meenung, dass dës Modifikatioun a Prezisioun an eisem nationalen Text richteg a wichteg ass, notamment fir eis konform mat dem europäeschen Text ze setzen, wat den europäeschen Haftbefeel ugeet. Mir sinn der Meenung, datt effikass a virun allem prezis festgeluecht Prozeduren onerlässlech sinn am Kampf géint déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit an Europa.

Deemno ginn ech heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun. A merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Rapporter villmools Merci fir säi mëndlechen a fir säi schréftleche Rapport.

Ech stelle fest, datt d'CSV-Fraktioun och schonn hiren Accord ginn huet. Da kann ech den Här Donnersbach vun der Riednerlëscht hei sträichen. An da wär déi nächst Riednerin oder déi éischt Riednerin d'Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, et ass un Iech.

***Discussion générale***

**Mme Simone Beissel** (DP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Mandat d'arrêt européen ass en extreem wichtegt Instrument, net nëmmen an der EU-interner, mee och an der grenziwwerschreidender Bekämpfung vun der Kriminalitéit – an dat zesumme mat Europol oder ënnert der Egide vun Europol.

Mir hunn oppe Grenzen. An oppe Grenzen, dat brëngt mat sech, dass e ganze Koup gesicht a souguer deelweis verurteelt Krimineller, fir den „Homeland"-juristeschen Instanzen ze entkommen, sech an engem aneren EU-Land verstoppen.

Dofir kënnt dann direkt d'Fro op: Firwat ass et esou wichteg, dass et schnell geet? Dat heescht, d'Vitess ass an där ganzer Prozedur hei – déi u sech zwee Voleten huet: dat eent ass den Haftbefeel an dat anert ass d'Extraditioun – spillt eng signifikativ Roll a mécht d'Saachen och dofir net méi einfach. Well wann et net schnell geet, wann eng „Zilpersoun", wéi een dat nennt, bis lokaliséiert ass, dann ass ëmmer de Risiko, dass, wann d'Autoritéite kommen, si sech duerch d'Bascht gemaach huet.

Mir hunn hei u sech zwou Saachen oder souguer dräi Saachen, déi openeeprallen.

Déi eng Säit – an dofir ass et signifikativ schwiereg, fir dee Mandat d'arrêt européen gutt ze iwwersetzen –: Op där enger Säit hutt Der d'Contrainte vun der Vitess, déi ech Iech elo grad erkläert hunn. Op där anerer Säit hutt Der zwou oder eng duebel Contrainte.

Éischtens ass et eng Saach vu Sécurité juridique. Wann eng Ufro kënnt vum Homeland fir eeben en europäeschen Haftbefeel mat enger Extraditioun, da mussen d'national Autoritéiten, sprécht haaptsächlech emol de Ministère public, dat heescht de Parquet, akribesch préiwen, ob dat Mandat regulär a valid ass. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass, dass doniewent mussen Droits de la défense garantéiert ginn. Dat heescht, d'Zilpersoun muss d'Recht hunn, fir sech en Affekot ze procuréieren. Ganz oft, deemno, ëm wien et geet, muss eng Assistance juridique garantéiert sinn. Oft brauch een Interpreten, well d'Leit musse sech awer kënnen an hirer Sprooch bedéngt fillen.

Dat alles brëngt mat sech, dass wierklech Schwieregkeet ass an Drock – haaptsächlech Zäitdrock. An der Praxis ass et nämlech esou: Ganz oft kommen déi Demandë vun deene Mandats d'arrêt européens am spéiden Nomëtten oder souguer owes un. Da gëtt direkt d'Mobilisation générale gemaach: De Parquet mobiliséiert seng Leit, den Instruktiounsriichter muss mobiliséiert ginn, d'Chambre du Conseil muss zesummegeruff ginn, well deemno wéi kommen direkt Demandes de mise en liberté provisoire oder et komme Recourse géint Decisiounen, well dat ass eng Saach vu Rechtsfräiheet vun alleguerten de concernéierte Persounen.

An all Mënsch, deen domat ze doen huet, dee seet och: „Oh là là, deen Delai vun 20 Deeg, dee mer hunn, dee geet hannen a vir net duer." Also, et ass wierklech décke Stress.

Dofir ass et extreem wichteg, dass deen Delai elo verlängert gëtt. Dat heescht, bei déi 20 Deeg kommen der elo 30 derbäi, well et ass net nëmmen eng Saach vu Rechtssécherheet, et ass och eng Saach vun der Reputatioun a vun der Seriositéit vum Lëtzebuerger

System, vun eisem Ministère public, well mir mussen no bausse jo ëmmer Rechenschaft ofginn. Soubal iergendee Problem ass oder soubal en Delai ugefrot ginn ass, muss d'Homelandautorité direkt informéiert ginn, firwat dann e Problem ass a firwat den Delai net kann agehal ginn. An dat muss alles, Fall fir Fall, vum Parquet ganz genau gepréift ginn, dass dat seriö ass an, wéi gesot, dass och déi Persoun hir néideg Rechter ka bewaren.

Dofir, an deem ganze Kontext hei ass et elo wichteg, dass mer hei deen Ajout maachen: vun 20 op 50 Deeg. Dat ass am Interessi vun der Rechtssécherheet, et ass awer och am Interessi, fir viru matzehëllefen, fir international Kriminalitéit an och EU-Kriminalitéit ze bekämpfen. Mir sinn do op der Lëscht vun dem Terrorismus, der Cyberkriminalitéit an der klassescher Kriminalitéit ganz héich.

Mir maachen do mat a mir hunn de Moment eng gutt Reputatioun. An dat hei, dat hëlleft eis, fir dass mer nach besser dostinn. Aus all deenen Ursaachen – mir hunn dat all gepréift – fanne mer dat als DP terribel positiv an dofir ginn ech mat grousser Freed den Accord vun der DP-Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Beissel. An dann ass d'Wuert fir den nächsten ageschriwwene Riedner, den Här Dan Biancalana.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Ech wëll virop bekräftegen, dass mer als LSAP deen heite Gesetzesprojet matdroen, well mer op enger net korrekter Transpositioun ware vun der Kaderdecisioun fir den europäeschen Haftbefeel. Mir droen hei dëser Verlängerung absolutt Rechnung. Nieft deenen 20 Deeg kënne mer mat deenen 30 zousätzlechen Deeg – also 50 Deeg – effektiv sécherstellen, dass eis Justiz bei der Ausliwwerung en bonne et due forme dat exekutéiere kann, a sou dann och natierlech d'Rechter, souwéi d'Prozedurrechter – well, ech mengen, hei geet et och ëm d'Rechtsstaatlechkeet an och ëm d'Droits de la défense –, sou wäit wéi méiglech respektéiert ginn.

An dofir ginn ech dann och den Accord hei vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Biancalana. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, et ass un Iech.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, villmools Merci. Ech wollt soen, datt mer als ADR mam Contenu hei vun dësem Gesetz, wéi den Här Rapporteur et beschriwwen huet, wéi och d'Madamm Beissel et an engem Exposé hei beschriwwen huet, kee Problem hunn. Mee ech wollt awer zu der Prozedur hei eppes soen, wéi eis Relatioune mat der Europäescher Kommissioun an dësem Dossier sinn.

Mir hunn hei eng Décision-cadre. Eng Décision-cadre war en Instrument vun dem JAI – vum Conseil Justice et affaires intérieures, wéi dat am Fachjargon heescht – virum Traité de Lisbonne. Et ass also en Instrument, wat et an där Form net méi gëtt. An et ass awer, wat den Inhalt ugeet, u sech den Equivalent vun enger Direktiv gewiescht. D'Décision-cadre huet de Memberstaaten den Optrag ginn, fir europäescht Recht ëmzesetzen, wéi déi national Parlamenter et fir richteg fannen, mat engem gewëssenen Degré de liberté, fir dat an déi national Rechtsuerdnungen anzefügen. An dat huet Lëtzebuerg och gemaach.

Wat interessant ass, ass de Kalenner. 2002 gouf déi Décision-cadre hei geholl. 2002! 2004 gouf et dunn hei e Gesetz iwwert de Mandat d'arrêt européen. Dat ass also relativ séier gemaach ginn, déi Transpositioun a Lëtzebuerger Recht. An dunn ass 2022 den Avis motivé komm oder eng Mise en demeure vun der Europäescher Kommissioun – 2022, 20 Joer no där Décision-cadre! An do kann ee sech jo awer Froe stellen. Et kann ee sech éischtens d'Fro stellen: Firwat war et 20 Joer laang gutt? Da kann ee sech d'Fro stellen: Ass dann d'Kommissioun iwwerhaapt nach verflicht? Well mir hate jo och gesinn an engem aneren Dossier – d'Madamm Minister erënnert sech –, datt eigentlech d'Tendenz vun der Kommissioun ass, fir Länner ëmmer méi eigentlech un eng eenzeg textuell Ëmsetzung vun europäeschem Recht festzemaachen, an datt se ëmmer méi op reglementaresch Basis geet amplaz op Basis vun enger Direktiv oder wéi hei vun enger Ëmsetzung vun enger Décision-cadre mat enger gewëssener Latitude d'interprétation, déi dem Memberstaat iwwerlooss ass.

An hei steet och am Rapport, datt d'Europäesch Kommissioun eis gefrot huet, eng méi literal Ëmsetzung ze maache vun deem Text. Et ass also praktesch eng méi staark Emprise vun der Europäescher Kommissioun géintiwwer de Memberlänner, a Mëssuechtung eigentlech vun där ursprünglecher Absicht, wat eng Décision-cadre respektiv eng Direktiv soll sinn. Ëmmer méi Reglement, ëmmer méi uniform, ëmmer méi strikt, well d'Europäesch Kommissioun de Memberstaate manner Fräiheet wëll ginn, an dat hei an dësem Fall 20 Joer – 20 Joer! –, nodeem déi Décision-cadre ugeholl gouf!

Wéi gesot, mir hu kee Problem mam Contenu. D'Madamm Beissel an och den Här Rapporteur hu beschriwwen, wat de Sënn ass vun deem Ganzen. Domadder hu mer kee Problem. Mee och wat d'Qualitéit vun der Ëmsetzung ugeet, déi Lëtzebuerg scho gemaach hat, gëtt et jo och verschidde Vuen. Mir hu jo gelies, datt am Justizministère absolutt och déi Meenung vertruede gouf, datt déi Ëmsetzung, déi Lëtzebuerg deemools gemaach hat no beschtem Wëssen a Gewëssen, konform gewiescht wär.

Also, et ass eng Form vum Ëmgang vun der Kommissioun mat de Memberstaaten, déi awer eng Rei vu Froen opwerft par rapport zu den Delaien, par rapport zu de Contenuen. Mee wéi gesot, mir sinn all der Meenung, datt eng zäitno Ëmsetzung vun engem Mandat d'arrêt européen hire Sënn huet an dofir wäert och d'ADR dat hei matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Dann ass et un der Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, also ech ginn am Fong just den Accord vun deene Gréngen zu dësem Text. Merci, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | An ech ka mech der Madamm Tanson uschléissen an den Accord vun de Piraten ginn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Très bien.

Dann ass et elo un der Regierung. Madamm Justizministesch.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | Merci, Här President. Ech géif als Alleréischt dem Rapporter Merci soe fir säi ganz ausgibege Rapport an och deene Riedner duerno, déi d'Problematik erkläert hunn. Ech mengen, et ass evident, datt mer doduerjer, datt mer deen Alinea hei bäisetzen, deen Artikel ofänneren, d'Rechter stäerken. Et gëtt eis notamment d'Méiglechkeet, éier mer e Mandat d'arrêt européen exekutéieren, ze kucken, wéi d'Conditions de détention an deem Land sinn. An ech mengen, datt dat nëmme ka positiv sinn. An deem Sënn géif ech Merci soe fir déi grouss Ënnerstëtzung. An deem Sënn kënne mer déi Procédure d'infraction op en Enn bréngen, an dat ass wichteg. An ech mengen, datt d'Rechter vun de Bierger nëmme gestäerkt ginn doduerch.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch. Dann ass d'Diskussioun domat ofgeschloss.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8287. Den Text steet am Document parlementaire 8287[3].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8287 et dispense du second vote constitutionnel***

An d'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Votes par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

A mir hunn 59 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. An domat ass de Projet de loi mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Yves Cruchten), Liz Braz, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par Mme Liz Braz), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 12. 8316 – Projet de loi portant modification du Code pénal en vue de la transposition de la directive 2013/40/UE du Parlement et du Conseil du 12 août 2013 relative aux attaques visant les systèmes d'information et remplaçant la décision-cadre 2005/222/JAI du Conseil

Mir kommen elo zum Projet de loi 8316, der Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv iwwert de Schutz vun den Informatiounssystemer. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet zéng Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéiten hunn allkéiers fënnef Minutten an d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Carole Hartmann, den Här Dan Biancalana, den Här Fernand

Kartheiser, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de la Justice***

**M. Alex Donnersbach** (CSV), rapporteur | Här President, also zéng Minutte wäerten et net ginn. Am Projet de loi 8316 geet et dorëms, den Artikel 509-4 am Code pénal mat engem Saz ze ergänzen, fir Lëtzebuerg konform ze setze mat enger Direktiv betreffend Attacke géint informatesch Systemer vun der Europäescher Unioun, déi aus dem Joer 2013 kënnt.

De Cas ass e bëssen änlech wéi bei dem Projet de loi, dee mer elo grad haten. Déi Direktiv ass duerch e Gesetz vum 18. Juli 2014 an d'nationaalt Recht transposéiert ginn. Ma wéi bei dem Projet de loi virdrun ass bei der Analys vun der Europäescher Kommissioun opgefall, datt Lëtzebuerg dës Direktiv net ganz richteg ëmgesat huet. Dowéinst huet d'Europäesch Kommissioun recommandéiert, eng Dispositioun auszeschaffen, fir eis konform ze setzen a fir eng méi literal Ëmsetzung an d'Gesetz, an de Code pénal anzeschreiwen.

An deem Sënn huet déi eeëmoleg Justizministesch Sam Tanson den 28. September 2023 dëse Projet de loi an der Chamber deposéiert. Den Avis vum Staatsrot datéiert vum 24. Oktober an d'Justizkommissioun huet an hirer Sëtzung vum 25. Januar 2024 de Rapport ugeholl.

Konkreet geet et bei dësem Projet dorëm, e Paragraf bei den Artikel 509-4 derbäizesetzen, fir eng Circonstance aggravante anzeféiere fir den Auteur vun enger Attack op d'Integritéit vun engem Informatiounssystem oder op d'Integritéit vun Donnéeën, esou wéi se an den Artikele 509-1 bis 509-3 definéiert sinn.

Déi Circonstance aggravante besteet aus zwee verschiddenen Elementer. Dat ass engersäits, wann et eng Attack géint eng kritesch Infrastruktur ass, oder wann et eng Attack ass, déi e Préjudice grave verursaacht huet. An deem Fall geet dann d'Prisongsstrof vun aktuell zwee respektiv dräi Joer op maximal fënnef Joer erop an d'Geldstrof, déi ufält, geet vu maximal 12.500 Euro respektiv 25.000 Euro aktuell op 30.000 Euro erop.

De Staatsrot hat keng weider Observatioune bei dësem Projet de loi ze formuléieren, ausser enger Remark iwwert den Intitulé vum Gesetzesprojet selwer, an deen huet d'Justizkommissioun iwwerholl.

Domat ass mäi Rapport op en Enn komm an am Numm vun der – an ech huelen déi aner Kap – CSV-Fraktioun ginn ech d'Zoustëmmung fir dëse Projet. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Rapporter villmools Merci fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann.

***Discussion générale***

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. Et war ganz komplett, duerfir ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Hartmann. Den Här Dan Biancalana.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Här President. Och hei wéilte mer soen als ADR, datt mer mam Contenu vun deem, wat den Här Rapporteur eis virgestallt huet, u sech kee Problem hunn. Mee mir hu festgestallt, datt d'Regierung an hire Kommunikatiounen awer d'Funktioune weiblech benotzt, an dofir wollte mer kuerz op déi Problemer agoen, déi domadder verbonne sinn, an zwar wéi d'Académie française eis et iterativ rappeléiert.

Dir wësst, datt d'Académie française sech 1984, 2002, 2014 an och 2019 mat der Fro vun der Feminiséierung vun den Titelen ausernanergesat huet, wéi d'Lëtzebuerger Regierung déi gebraucht. An d'Académie française huet iterativ gesot: „Elle estime que les textes règlementaires doivent respecter strictement la règle de neutralité des fonctions. L'usage générique du masculin est une règle simple à laquelle il ne doit pas être dérogé dans les décrets, les instructions, les arrêtés et les avis de concours. [...] Il en va de même pour les grades de la fonction publique, distincts de leur détenteur et définis dans un statut, et ceux qui sont des désignations honorifiques exprimant une distinction de rang ou une dignité."

2019 huet d'Académie française e Groupe de travail gemaach, wou se nach eng Kéier rappeléiert huet, datt Funktiounen „indifférente[s] au sexe" an „impersonnelle[s]" sinn. An et gëtt eng Commission générale de terminologie et de néologie a Frankräich, „[qui] avait insisté sur la distance qui existe entre la fonction et l'individu qui l'exerce, et qui tient au caractère abstrait, général, permanent et impersonnel de celle-ci – une fonction n'appartient pas à l'intéressé : elle définit une charge dont il s'acquitte, un rôle social qu'il assume, une mission qu'il accomplit. On n'est pas sa fonction : on l'occupe."

An d'Académie française seet nach eppes, wat ganz wichteg ass, iwwert déi Feminiséierung, wa se soll acceptéiert ginn, an dat ass dat hei: „Une application systématique et rigide de la féminisation peut constituer en fait un obstacle à son acceptation par la société, faute d'une prise en compte des réserves de l'usage à l'égard de certaines innovations. L'usage ne s'y est pas trompé, qui hésite à étendre la féminisation à un certain nombre de fonctions – et c'est également en ce domaine que la résistance du corps social à toute tentative autoritaire de diriger les évolutions de la langue est la plus forte. Aucune contrainte imposée au langage ne suffirait à changer les pratiques sociales : forcer une évolution linguistique ne permet pas d'accélérer une mutation sociale." An da seet se nach : „Dans les textes juridiques [...] fortement contrainte par l'exigence de cohérence des normes et de respect des principes qui fondent nos institutions."

Mir hate grad eng Diskussioun iwwert d'Sproochen. Mir sinn eis eens, datt mer dräi administrativ Sproochen am Land hunn. Franséisch ass eng vun deenen dräi administrative Sproochen. D'Académie française ass nun emol déi Instanz, déi am meeschten Autoritéit huet, fir de Gebrauch vun der franséischer Sprooch ze reegelen, ze kommentéieren a virunzeféieren. An eis Suerg ass, datt mer sollen, wa mer déi franséisch Sprooch benotzen, wat mer jo an de Gesetzestexter maachen – eng wonnerschéi Sprooch! –, datt mer eis sollen un dat halen, wat d'Académie française eis recommandéiert a keng Ideologie an eis Gesetzestexter mat erabréngen.

Mir soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. An ech wollt u sech elo kee längeren Discours iwwert d'Académie de la langue française halen. Ech erspueren Iech deen dann och haut den Owend an ech ginn den Accord vun de Piraten fir dëse Projet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement.

Domadder ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss an elo huet d'Regierung d'Wuert.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | Merci, Här President. Och hei géif ech dem Rapporter Merci soe fir säi ganz detailléierte Rapport an alle Virriedner. Et ass, wéi gesot, och e ganz klenge Projet, deen nach vu menger Virgängerin staamt, an deen einfach eng méi literal Ëmsetzung vun der Direktiv vun 2013 virgesäit. Ech soen Iech Merci an och hei, wéi gesot, kënne mer d'Procédure d'infraction dann dee Moment ofschléissen. A voilà!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch. An da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8316. Den Text steet am Document parlementaire 8316[2].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8316 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmmung fänkt un. De Quorum ass erreecht. Mir kommen zum Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

An dësen Text ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Mmes Octavie Modert (par Mme Diane Adehm), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Yves Cruchten), Liz Braz, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

An da si mer domat um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt en Donneschden um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 17.53 heures.)*

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 33
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Goergen** p. 33
   Exposé : M. Marc Goergen
3. **Interpellation de Mme Claire Delcourt au sujet de la pauvreté des enfants** p. 34
   Exposé : Mme Claire Delcourt (dépôt des motions 1 et 2)
   Débat : M. Paul Galles | Mme Mandy Minella (dépôt de la motion 3) | Mme Francine Closener (dépôt de la motion 4) | M. Fred Keup | Mme Joëlle Welfring | M. Ben Polidori | M. Marc Baum
   Prises de position du Gouvernement : M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   Motion 1 : Mme Claire Delcourt | Mme Corinne Cahen | M. Paul Galles | M. Marc Baum | M. Ben Polidori
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
   Motion 2 : Mme Claire Delcourt | Mme Corinne Cahen | M. Fred Keup
   Vote sur la motion 2 (rejetée)
   Motion 3 : M. Fred Keup | M. Ben Polidori | M. Marc Baum | Mme Claire Delcourt | Mme Joëlle Welfring
   Vote sur la motion 3 (adoptée)
   Motion 4 : Mme Francine Closener | M. Gilles Baum | M. Paul Galles | M. Ben Polidori
   Vote sur la motion 4 (rejetée)
4. **8224 – Projet de loi portant sur la construction des extensions de la ligne de tramway à Luxembourg entre les stations Rout Bréck-Pafendall et Laangfur au Kirchberg et entre les stations Gare Centrale et Hollerich** p. 52
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Corinne Cahen
   Discussion générale : M. Paul Galles | Mme Claire Delcourt | M. Jeff Engelen | M. Meris Sehovic (dépôt de la motion 1) | M. Marc Goergen | M. David Wagner (interventions de M. Sven Clement et M. François Bausch) | Mme Lydie Polfer
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Marc Goergen (parole après ministre) (intervention de Mme Corinne Cahen)
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8224
   Motion 1 : M. Meris Sehovic | Mme Lydie Polfer | M. Marc Goergen | M. David Wagner (intervention de M. Marc Goergen) | M. François Bausch (intervention de Mme Lydie Polfer) | M. Jeff Engelen | M. Meris Sehovic (interventions de M. Gilles Baum et M. François Bausch) | M. François Bausch | M. Gilles Baum
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
   Dispense du second vote constitutionnel du projet de loi 8224
5. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de la règlementation des nouveaux OGM** p. 58
   Exposé : Mme Joëlle Welfring (dépôt de la motion 1)
   Débat : M. Jeff Boonen (dépôt de la motion 2) | M. Luc Emering | Mme Claire Delcourt | Mme Alexandra Schoos | M. Ben Polidori | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture (intervention de M. Sven Clement)
   Motion 1 : Mme Joëlle Welfring | Mme Claire Delcourt | M. Jeff Boonen | M. Ben Polidori | Mme Alexandra Schoos | M. Luc Emering
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
   Motion 2 : M. Jeff Boonen | Mme Joëlle Welfring | Mme Claire Delcourt | M. David Wagner
   Vote sur la motion 2 (adoptée)
6. **Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement** p. 64
   M. Claude Wiseler, Président (interventions de M. Sven Clement, M. Marc Goergen et Mme Paulette Lenert)
   Vote pour le poste de président du Centre pour l'égalité de traitement
   Vote pour le poste de premier membre du Centre pour l'égalité de traitement
   Vote pour le poste de deuxième membre du Centre pour l'égalité de traitement
   Vote pour le poste de troisième membre du Centre pour l'égalité de traitement
   Vote pour le poste de quatrième membre du Centre pour l'égalité de traitement


Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, Mme Yuriko Backes et M. Max Hahn, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Max Hahn,** Ministre | Dat ass net de Fall.

## 2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Goergen

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Goergen. Här Goergen, sot ...

**M. Marc Goergen** (Piraten), auteur | Ech hunn eng Proposition de loi.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir wëllt eng Proposition de loi deposéieren. Dann hutt Der d'Wuert.

***Exposé***

**M. Marc Goergen** (Piraten), auteur | Villmools merci, Här President. Meng Proposition de loi wäert Iech elo net iwwerraschen. Ech hu just de Moien nach eng Kéier d'Versammlung vun der Justizkommissioun ofgewaart. An zwar geet et do ëm d'Heescheverbuet, wou zwou verschidden Interpretatiounen am Raum stinn.

D'Majoritéit seet, am Code pénal steet et nach dran. D'Oppositioun, wann och net geschlossen, seet, et steet net méi dran. Elo hu mer de Moien dann e Schréftstéck zougestallt kritt vun der Etüd Thewes & Reuter am Optrag vun der Regierung. Ech muss ëmmer bei den Avisen oppassen, dass ech net dee vun der Stad Lëtzebuerg mat deem vun der Regierung verwiesselen, wou bei béiden awer drasteet, dass de Strofbestand vun der Heescherei am Code pénal „toujours en vigueur et n'a pas été abrogé" ass.

Dat huet eis als Piraten derzou gefouert, dass mer gesot hunn: „Ma da kommt, da musse mer dat schnell iwwer e Gesetz reegelen!" Well wann ech de Moien an der Kommissioun gutt nogelauschtert hunn, si mer eis an all de Parteien eens, dass keen déi einfach Heescherei verbidde wëllt.

Mee d'Interpretatioun vun der Regierung ass am Moment, dass dat am Code pénal nach esou géif stoen. Dat werft iwwregens aner Froen op, ob d'Gemengereglement dann iwwerhaapt nach méiglech ass, well d'Madamm Polfer jo elo nuets awer d'Heescherei erlaabt, déi am Code pénal laut der Regierung verbueden ass.

Dofir sinn do ganz vill Punkten, déi een elo eng Kéier muss klären. An dofir wollte mer elo, dass mer op de seriöe Wee gi vun enger Proposition de loi. An dat ass och eng ganz kuerz, dat heescht, ech hoffen, de Staatsrot – eenzel Memberen hu sech jo scho mam Theema befaasst – wäert elo ganz schnell kënnen domadder schaffen an och d'Chamber. Här President, ech bieden Iech, dass mer ganz schnell do wäerte virukommen an der Chamber, well et ass en Article unique.

An zwar geet et eis dorëm, dass mer einfach soen: „Le point 6° est supprimé" aus dem Code pénal. Dat heescht, dass alles gekläert ass, dass mer einfach hei an der Chamber, wou mer eis alleguerten eens sinn, eng Kéier soen, dass déi einfach Heescherei net méi am Code pénal soll verbuede sinn. Ech mengen, dat wär dat Bescht, wat mer am Moment kënne maachen, well et sinn esou vill Leit dobaussen, déi am Ongewësse sinn, an et ass d'Parlament, dat elo endlech soll seng Meenung soen an d'Gesetzer soll an

d'Hand huelen, fir dee Couac, deen do nach komm ass duerch e Feeler 2008, 2015, elo endlech ze behiewen, fir dass mer Kloerheet hu fir jiddereen.

Merci.

*8354 – Proposition de loi modifiant l'article 563 du Code pénal*

**Plusieurs voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Dat geet dann elo säi parlamentaresche Wee.

## 3. Interpellation de Mme Claire Delcourt au sujet de la pauvreté des enfants

Mir fänken dann u mam éischte Punkt vun der Sëtzung vun haut de Mëtten, an zwar mat der Interpellatioun vun der Madamm Claire Delcourt iwwert d'Kanneraarmut. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Interpellatrice huet 30 Minutten, d'CSV huet 31 Minutten, d'DP 24, d'LSAP 21, d'ADR 15, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk 10, an duerno d'Regierung 30 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, d'Madamm Mandy Minella, d'Madamm Francine Closener, den Här Fred Keup, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Ben Polidori an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Claire Delcourt als Auteur vun der Interpellatioun.

***Exposé***

**Mme Claire Delcourt** (LSAP), interpellatrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Schong, déi op eemol ze kleng sinn, e Besuch beim Zänndokter, wou eng méi speziell Behandlung néideg ass, e futtisse Brëll oder d'Wäschmaschinn, déi futti geet: Mënschen, déi en Aarmutsrisiko hunn, an ëmsou méi Familllje mat Kanner, liewe permanent mat engem Damoklesschwäert iwwert dem Kapp. Si struewelen all Dag, fir iergendwéi iwwert d'Ronnen ze kommen an d'Enner och beieneenzekréien, wat souwisou an Zäite vun der Präisdéierecht an den héijen Energiepräisser ëmmer méi schwéier gëtt. Gläichzäiteg si se sech zu all Moment bewosst, dass nëmmen eppes Klenges muss geschéien, fir dass d'Situatioun kippt.

Här President, mir fänken eis Chamberssëtzung haut mat engem trauregen, awer pertinenten Theema un, dat net dierf a Vergiessenheet geroden: d'Kanneraarmut zu Lëtzebuerg. Als Mamm läit mir dëst Theema immens um Häerz an dowéinst ass et mir wichteg, datt mir eis Zäit huelen, hei an der Chamber doriwwer ze schwätzen.

Lëtzebuerg ass eent vun deene räichste Länner an Europa an trotzdeem geet d'Schéier tëschent Aarm a Räich ëmmer méi auserneen. D'Kanneraarmut gëtt leider net eng eenzeg Kéier am Koalitiounsaccord ernimmt. Dat fannen ech immens bedauerlech an dat mécht mir Suergen. An esou engem Land ewéi Lëtzebuerg, wéi kann et do sinn, datt mer iwwerhaapt vu Kanneraarmut musse schwätzen?

De Rapport vun der Unicef vun Dezember 2023 weist erschreckend Zuelen: Eent vu véier Kanner zu Lëtzebuerg ënnerläit dem Aarmutsrisiko. Dëst sinn ongeféier 30.000 Kanner. A méi wéi d'Hallschent vun dëse Kanner befanne sech iwwer laang Zäit an enger Aarmutssituatioun. Et ass dat, wat ee „pauvreté persistante" nennt.

Den Alldag vun deene Kanner ass vun dëser Aarmut geprägt. Et kann ee sech nëmme schwéier virstellen, wat et mat Kanner mécht, wa si wëssen oder och just wa si spieren, dass all Imprevu kéint zu enger Katastroph ginn. Wa si matkréien, dass et e Lach an d'Familljekeess rappt oder datt d'Eltere mussen ëm Hëllef biedele goen, wann e Schoulausfluch usteet, bei deem eng Participatioun vun den Eltere gefrot ass.

Mee anscheinend gëtt et awer nach genuch Leit, déi allkéiers, wann nei Zuelen iwwert den Aarmutsrisiko veröffentlecht ginn, d'Methodologie selwer a Fro stellen. Als Erënnerung: Vum Aarmutsrisiko betraff ass een, wann ee manner wéi 60 % vum Revenu médian zur Verfügung huet. Dat wieren 2.266 Euro. An da gëtt eebe relativéiert a gesot, de Revenu médian wier awer zu Lëtzebuerg immens héich an dofir wieren déi Zuelen net wierklech eescht ze huelen.

Dozou ass ze soen, dass et sech hei ëm international festgeluechte Moossinstrumenter handelt an dass souwisou och den Unicef-Rapport d'Situatioun vun de Kanner an de räichste Länner vergläicht. Méi wichteg schéngt et mir, dass all d'Echoen, d'Stellungnamen an d'Rapporte vum Terrain beweisen, dass den Aarmutsrisiko an d'Luucht geet: D'Zuel vun de Leit, déi sech un d'Offices sociaux adresséieren, déi an d'Épiceries sociales mussen akafe goen, déi all méiglech Hëllefe froen, geet an d'Luucht.

Bei der Kanneraarmut gëtt esou iwwregens och net nëmmen déi finanziell Aarmut gemooss, mee och zum Beispill d'Privation matérielle. Och hei dréit et sech ëm eng Lëscht vu prezisen, wëssenschaftlech definéierten an internationale Krittären, wéi zum Beispill dem Zougang zu enger gesonder an equilibréierter Ernärung oder dass d'Kanner zwee Puer Schong an der passender Gréisst hunn, déi an engem uerdentlechen Zoustand sinn. An am räiche Lëtzebuerg sinn ëmmerhin 8,1 % vun de Kanner – dat sinn der ronn 10.000 – vu Privation matérielle betraff. Bei 3,7 % ass et esouguer eng Privation matérielle sévère. Suerge muss et engem och maachen, wann ee weess, dass bal 20 % vun de Kanner an enger Wunneng liewen, déi an engem schlechten Zoustand ass, wou et zum Beispill erareent oder wou sech plazeweis Schimmel forméiert.

D'Unicef ënnersträicht an hirem Rapport och generell, dass e gudde Wirtschaftswuesstum an de Wuelstand, deen eropgeet, net automatesch e positiven Afloss op d'Kanneraarmut hunn. Et ass esouguer esou, dass grad dann déi defavoriséiert Familljen an hir Kanner weider ofgehaange ginn an dass d'Ënnerscheeder an déi gesellschaftlech Ausgrenzung méi grouss ginn.

D'Unicef betount och, dass d'Kanneraarmut e ganz spezifesche Problem ass an net eleng als Ënnerkapitel zum Theema Aarmut ze gesinn ass. D'Kanner sinn nach eng Kéier anescht a méi betraff. Si leide besonnesch a méi staark ënnert der Aarmut, déi sech och a sozialer Exklusioun ausdréckt, an dat a ville Liewensberäicher: dem gesellschaftleche Liewen, der Bildung, der Kultur, dem Sport, der Gesondheet. Déi betraffe Kanner wuessen op ouni gesond Ernärung an a Konditiounen, déi Konsequenzen op hiert spéidert Liewen hunn. Déi Situatioun huet Auswierkungen op hir kierperlech a mental Gesondheet gradewéi op hir schoulesch a berufflech Chancen an Entwécklung – alles Saachen, déi Konsequenzen op hiert weidert Liewen als Erwuessener hunn. D'Resultat: D'Aarmut gëtt weiderverierft, d'Ongläichheete gi méi grouss a se ginn zementéiert.

Aus all deene Grënn schéngt et evident, dass d'Kanneraarmut ganz spezifesch muss ugaange ginn.

Elo ass et net esou, dass an deene vergaangene Joren näischt geschitt wier, fir de Kanner hir Situatioun generell ze verbesseren a fir och géint d'Kanneraarmut virzegoen: Mam REVIS gouf d'Ënnerstëtzung fir d'Kanner, a besonnesch nach eng Kéier déi fir Kanner vun Alengerzéier, gehéicht. De Chèque-service, d'gratis Kannerbetreiung, d'gratis Mëttegiesse wärend de Schoulwoche goufen agefouert, gradewéi d'gratis Schoulbicher am Secondaire. De Mindestloun gouf ëm 100 Euro netto an d'Luucht gesat a virum Hannergrond vun der Energiekris an der Präisdeierecht goufe verschidden Hëllefen ausgeweit a weider Ënnerstëtzungen agefouert.

Zu Lëtzebuerg fléisse 16,8 % vum PIB an d'Familljeleeschtungen, Prestations familiales en espèces. Dat ass esou vill wéi a kengem anere vun deenen 38 Länner, déi d'Unicef bei hirer Etüd ënnert d'Lupp geholl huet.

D'Unicef stellt och fest, dass ouni déi Transferts sociaux den Aarmutsrisiko bei de Kanner esou bei 38 % géif leien. An dobäi sinn net emol all déi net monetär Leeschtunge mat berücksichtegt ginn.

Dat heescht, mir maachen effektiv enorm vill fir eis Kanner, mee et bleift, dass d'Zuele vun der Unicef an d'Echoe vum Terrain eis weisen, dass all déi Leeschtungen an Hëllefen et net fäerdegbréngen, d'Situatioun vun de Kanner ze verbesseren. Déi rezent Tendenze weise souguer, datt sech d'Situatioun vun de Kanner verschlechtert huet.

Mir mussen eis also elo hei d'Fro stellen, wat mir kënnen a mussen anescht maachen, wat et brauch, fir d'Kanneraarmut effektiv a geziilt ze bekämpfen.

A wann ech hei vu „musse" schwätzen oder virun allem vu „musse maachen", da mengen ech dat och esou. Et ass e Grondrecht, datt d'Kanner a würdegen, adequate Konditiounen opwuesse kënnen, well d'Recht vun de Kanner op, an ech zitéieren, „un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social" steet an der Internationaler Kannerrechtsconventioun festgeschriwwen, déi Lëtzebuerg am Dezember 1993 ratifizéiert huet – also viru méi ewéi 30 Joer! Och an eiser neier Verfassung ass esou e Recht festgeschriwwen. Mir hunn deemno eng Obligation légale, fir derfir ze suergen, dass d'Kanner – an dat heescht all d'Kanner! – a Bedéngungen opwuessen, déi hinnen et erlaben, sech an all deene Beräicher kënnen ze entwéckelen an ze entfalen.

Ech wëll hoffen, dass mir dofir all un engem Strang zéien, fir déi Erausfuerderungen unzegoen!

Eng vun de Recommandatioune vun der Unicef betrëfft den nationalen Aktiounsplang fir déi europäesch Garantie pour l'enfance. Ech hu mat Freed festgestallt: Lëtzebuerg huet effektiv esou e Plan d'action national. An um Site vum MEN fënnt een en Dokument, wou eng Hellewull vu Mesüren opgezielt ginn. Dobäi gesinn ech allerdéngs zwee Problemer: De Plang huet kaum Visibilitéit an ass domat kaum bekannt an zweetens besteet dee Plang aus Mesüren, déi et souwisou scho gëtt a gouf. Dat geet vum Chèque-service an der Éducation plurilingue iwwert d'Diversifikatioun vun der Schouloffer mat ënner anerem der Alphabetiséierung op Franséisch an den ëffentlechen internationale Schoule bis zu der Hausaufgabenhëllef an de gratis Schoulbicher. Ernimmt ginn och eng sëlleg Subventiounen: d'Allocation de rentrée scolaire, Subventioune fir Ménages à faible revenu, den Office national de l'enfance a sou weider a sou virun.

Net dass déi Mesüren a Servicer schlecht oder net sënnvoll wieren – am Géigendeel, mir hu vill a gutt Mesüren. Mee als Deel vun engem neie Plang fir d'Garantie européenne pour l'enfance ass do wéineg Neies derbäi. Virun allem awer schéngt et mir, wéi wa mir d'Päerd hei vun hannen opsuedele géifen: Mir sollen e Plang op d'Bee stelle mam Zil, géint Kanneraarmut an Exklusioun virzegoen.

Mir feelen do: d'Definitioun vu konkreeten Ziler an Ënnerziler; d'Ausschaffe vun enger Gesamtstrategie mat enger transversaler Approche, wou Mesüren aus de verschiddene Beräicher openeen ofgestëmmt sinn; d'Definitioune vun Indicateuren, déi et erlaben ze moossen, wat mir maachen, ob eise Plang och

virukënnt, ob d'Moossnamen, déi mir huelen, an d'Mëttel, déi mir eis ginn, och zilfürend sinn a wierken oder wéi a wou eventuell muss nogebessert ginn.

An deem Kontext wéilt ech och eng éischt Motioun deposéieren. Dës gëtt och ënnerstëtzt vun deene Gréngen an de Piraten. Wannechgelift.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant que la lutte contre la pauvreté des enfants est une obligation légale découlant de la Convention internationale des droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989 et ratifiée par le Luxembourg en décembre 1993 ;*

*– considérant que l'article 15, paragraphe 5) de la Constitution du Grand-Duché de Luxembourg stipule que « Chaque enfant a droit à la protection, aux mesures et aux soins nécessaires à son bien-être et son développement. » ;*

*– considérant le bilan « Innocenti 18 » du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Unicef, sur la pauvreté des enfants dans les pays les plus riches du monde, qui fait état d'un taux de risque de pauvreté des enfants au Luxembourg de près de 25 % – les enfants vivant dans des ménages monoparentaux ayant un risque de pauvreté et d'exclusion sociale particulièrement élevé ;*

*– considérant que la pauvreté infantile est multidimensionnelle et qu'elle concerne des domaines de la vie très divers, dont la santé, l'éducation et la formation, le travail et l'emploi, le logement ou encore les loisirs ou la vie associative ;*

*– considérant que la pauvreté et l'exclusion sociale touchant les enfants risquent d'entraîner des répercussions sur leur développement et leur vie d'adulte ;*

*– saluant les mesures mises en place ou renforcées au cours des dernières années pour soutenir les familles, tant au niveau des prestations familiales, des transferts sociaux, des avantages en nature aux familles, qu'en ce qui concerne l'aide sociale et les mesures d'aides visant à réduire les effets de la crise énergétique et de l'inflation ;*

*– considérant que le Grand-Duché occupe la 35e place parmi les 39 pays les plus riches étudiés dans le bilan « Innocenti 18 » de l'Unicef,*

*invite le Gouvernement à*

*– mettre explicitement la lutte contre la pauvreté des enfants au cœur des priorités du Gouvernement ;*

*– évaluer, à l'aide d'indicateurs précis et pertinents, les mesures inscrites dans le plan d'action national de la garantie européenne pour l'enfance par rapport à leur efficacité en termes de réduction de la pauvreté infantile et de les adapter et compléter en conséquence ;*

*– intégrer ces mesures dans une stratégie globale traduisant une approche transversale de la lutte contre la pauvreté infantile et l'exclusion sociale permettant d'adresser leurs besoins spécifiques et de défendre leur intérêt supérieur ;*

*– prévoir, à échéances régulières, l'élaboration de rapports d'évaluation et l'organisation de débats y relatifs à la Chambre des Députés ;*

*– renforcer les efforts pour sensibiliser tous les acteurs et professionnels dans les divers domaines touchant l'enfance et la jeunesse aux problèmes de la pauvreté infantile et de l'exclusion sociale, notamment en veillant à une collaboration étroite et à une bonne information quant aux aides et mesures de soutien existantes.*

*(s.) Claire Delcourt, Francine Closener, Ben Polidori, Joëlle Welfring.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Delcourt.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP), interpellatrice | Voilà. Souwäit ech héieren hunn, ass de Ministère amgaangen, mat dem zoustännegen Unicef-Büro u prezisen Indicateuren ze schaffen. Ech wier frou, wa mir hei an der Chamber géife gewuer ginn, a welch Richtung dat hei géif goen.

Decisiv ass, datt ee weess, ob d'Hëllefen do ukommen, wou se gebraucht ginn, an ob se en Ënnerscheed maache fir Kanner a Familljen. Mir als LSAP ginn dervunner aus, datt mer nei, méi spezifesch a geziilt Mesüre brauchen, amplaz just nëmme mat der Strenz ze fueren. Dat gehéiert och zu de generelle Recommandatioune vun der Unicef, déi awer och seet, datt een d'Kanner soll selwer héieren, fir ze wëssen, wéi d'Aarmut hiert Liewe beaflosst. An et geet drëms, déi Vue vun de Kanner mat a Strategien a politesch Decisiounen afléissen ze loossen.

Et gëtt, wann een den Unicef-Rapport liest, eng Partie Länner, déi eng global a spezifesch Strategie ausgeschafft hunn, dëst mat Indicateuren, reegelméissegen Evaluatiounen a Rapporten, déi virum Parlament musse presentéiert ginn. Dat wier och zu Lëtzebuerg ubruecht. E gutt Beispill, un deem mir eis inspiréiere kéinten, ass Neuseeland, dat 2018 säin Child Poverty Reduction Act erstallt huet. Si maachen dat, wat och hei misst geschéien, nämlech dass all Ministèren am Kampf géint Kanneraarmut zesummeschaffen – dat wuel net nëmmen an engem interministerielle Grupp, mee bis an all déi zoustänneg Stellen, bei all d'Acteuren, déi mat a fir Kanner schaffen.

An enger vun hire Recommandatiounen ënnersträicht d'Unicef, dass d'Éducation formelle an non formelle sollt kënnen d'Roll vun engem soziale Lift spillen, fir de „cercle vicieux" vun der Aarmut ze duerchbriechen. Dat, esou weisen zënter Joerzéngten all Enquêten, ass de Moment net de Fall.

D'Chancëgerechtegkeet an der Schoul a wéi een déi ka verbesseren, dat ass e Sujet, deen eis als LSAP extreem um Häerz läit. A meng Kolleegin, d'Francine Closener, wäert an enger spéiderer Interventioun am Detail dorobber agoen an och Pisten opweisen, wat op deem Niveau misst geschéien.

D'gratis Kannerbetreiung ass schéin a gutt, mee keng geziilte Mesür, fir besonnesch defavoriséierte Kanner a Familljen ze hëllefen. Beim gratis Museksunterrecht stellt sech d'Fro, wéi zum Beispill d'Kanner aus Famillemonoparentallen dovunner profitéieren, well dacks deen eenzegen Elterendeel keng Geleeënheet huet, seng Kanner a Musekscoursen – gratis oder net – oder och nach a Sportsveräiner ze bréngen, well e muss Vollzäit schaffen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. E Service, fir d'Kanner aus de Maison-relaisen an hir Coursen oder op hir Trainingen ze bréngen, e „Kannerveräinsbus" souzesoen, esou wéi dat an deem leschte Koalitiounsaccord ugeduecht war, gëtt et nämlech nëmmen an eenzelne Gemengen. Déi gutt Offer vum gratis Museksunterrecht ass deemno fir eng Partie Kanner an Eltere wierklech e Plus. Fir vill anerer, a warscheinlech grad fir déi Kanner, ëm déi et eis haut geet, ass et eng Offer, déi un hinne laanschtgeet.

Dobäi ass d'Participatioun um gesellschaftlechen, kulturellen a sportleche Liewen e Mënschen- a Kannerrecht. Et geet ëm d'perséinlech Entwécklung an Erfarungen, déi beräicheren, an d'Entfale vu Capacitéiten an Talenter.

Fir Kanner an Eltere wier et sécher am beschten, méi Zäit zesummen ze hunn. Mee d'Mesüren, déi vun der Regierung fir méi Familljenzäit proposéiert ginn, de verlängerte Congé parental an den Temps partiel familial, kënne sech nëmmen Eltere leeschten, déi e gutt Akommes an eng komfortabel finanziell Situatioun hunn. Déi Kanner, déi vum Aarmutsrisiko a vun Exklusioun betraff sinn, ginn also och hei eidel aus!

Dofir meng Fro: Wat mécht d'Regierung, fir géint de Problem vun der Kanneraarmut an der sozialer Ausgrenzung virzegoen? Wat mécht d'Regierung fir méi Familljenzäit fir all Familljen a besonnesch fir Familljen a Kanner, déi ënnert dem Aarmutsrisiko leiden?

Wat d'Sozialhëllefen ugeet: Et stëmmt, dass mir vill Hëllefen hunn, bei deenen et och an de leschte Joren eng Partie Verbesserunge gouf. Dat stëmmt zum Beispill fir de REVIS, fir d'Allocation de vie chère, d'Subvention de loyer, net ze schwätze vun den Ënnerstëtzungen, déi derbäikomm si virum Hannergrond vun der Energiekris.

Jo, et ass wichteg a gutt, dass mir déi Hëllefen hunn. Mir als LSAP sinn awer der Meenung, dass an enger moderner a solidarescher Gesellschaft all Mënsch misst kënne vu sengem Akommes liewen an net sollt op d'Sozialhëllefen ugewise sinn. Mir hunn et schwaarz op wäiss am Rapport travail et cohésion sociale vun 2022: De Phenomeen vun de Working Poor gëtt et och zu Lëtzebuerg, virun allem bei Koppelen, déi net alle béid Vollzäit schaffen, mat dräi Kanner oder méi, an natierlech bei de Familles monoparentales.

Esouguer mat Kannergeld a steierleche Virdeeler, déi hinnen automatesch zeguttkommen, si se deels nach wäit vun deem Akommes ewech, dat ze brauchen, fir adequat kënnen ze liewen. Dat soen net just mir, mee och de Statec. Déi Stéit mussen dann all d'Demarchë maachen, fir d'Subvention de loyer, d'Allocation de vie chère an d'Allocation d'inclusion am Kader vum REVIS ze kréien. An anere Wierder: Déi niddereg Akommesse ginn net duer, fir dovunner ze liewen.

Logesch wier et deemno, déi Akommessen ze héijen: 2019 ass de Mindestloun ëm 100 Euro de Mount geklomm, well d'LSAP sech dofir agesat huet. Mee et goung eeben net duer an dofir wollten a wëlle mir eng weider Erhéijung ëm 100 Euro an natierlech eng Steierreform, déi deenen zeguttkënnt, déi et am meeschte brauchen.

Bei der Interpellatioun vum Deputéierte Paul Galles iwwert d'Aarmut de 4. Februar 2020 huet de fréieren Deputéierten an haitege Finanzminister Gilles Roth déi deemoleg Familljeministesch Corinne Cahen gefrot, ech zitéieren: „Sidd Der da bereet, d'steierbefreit Mindestakommes an d'Luucht ze setzen? Dat ass eng laangjäreg Fuerderung vun der CSV. Sidd Der bereet um Niveau vun der Besteierung vun de Monoparentallen? Well déi sinn an der Aarmut, an den Här Galles huet mat Recht gesot: ‚Wann net d'Sozialtransferten do wären, da wäre 47 % vun de Monoparentallen an der Aarmut.' Ee vun den Deeler ass deen, dass se steierlech iwwerbelaascht sinn. Sidd Der also bereet, fir op déi Propos anzegoen".

Ech froe mech also, wéi d'CSV haut derzou steet, fir kuerzfristeg, well dat jo eng laangjäreg Fuerderung vun der CSV ass, …

**Une voix** | Très bien!

*(Interruption)*

**Mme Claire Delcourt** (LSAP), interpellatrice | … dat steierbefreit Mindestakommes an d'Luucht ze setzen a fir um Niveau vun der Besteierung vun de Monoparentallen eppes ze maachen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Claire Delcourt** (LSAP), interpellatrice | Fir d'LSAP wier am Dezember schonns de Moment gewiescht, fir an déi Richtung ze goen, mee déi Chance huet d'Regierung verpasst.

Wat d'Monoparentallen ugeet, huet d'Regierung jo versprach, kuerzfristeg steierlech Erliichterunge fir d'Leit an der Steierklass 1a anzeféieren, also en

attendant dass se 2026 e Projet fir eng eenzeg Steierklass presentéiert. Fir eis ass dat eng absolutt Prioritéit. Déi Alengerzéiend waarde scho laang genuch.

Zréck dann awer bei d'Sozialhëllefen, Hëllefen, déi eebe vill vun de Leit mat klenge Paie mussen ufroen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Wann ee mol net weess, wat een zegutt huet, da geet een et och net ufroen. Vill Leit sinn iwwerfuerdert mat esou Demarchen oder si genéiere sech.

Mir ënnerstëtzen d'Regierung, wa si op de Wee geet, fir d'Demarchen ze vereinfachen, e Guichet social an en Dossier social partagé anzeféieren. D'Automatiséierung vun de Prozedure gëtt jo do och ernimmt. Mir wiere frou, haut iwwert den Timing informéiert ze ginn, wéini dëst alles soll en place gesat ginn.

Mir begréissen och, dass d'Regierung sech engagéiert, d'Montante vum REVIS reegelméisseg unzepassen. Bauchwéi hunn ech awer bei der Ausso, dass de Mindestloun ëmmer muss iwwert dem REVIS leien an dass d'Schaffe muss méi attraktiv bleiwe wéi déi verschidden Hëllefen. Dëse Saz strotzt nëmmen esou vu Virurteeler an e stigmatiséiert Mënschen, déi op Sozialhëllef ugewise sinn. E stellt d'REVIS-Empfänger duer als Leit, déi net wëlle schaffen a vum System profitéieren. Mee déi grouss Majoritéit vun de Leit, déi de REVIS kréien, schaffen – mee si leie mat hirer Pai ënnert dem Montant vum REVIS. A bei deenen aneren ass e groussen Deel, déi net kënne schaffen, zum Beispill aus gesondheetlechen oder familiäre Grënn.

D'REVIS-Evaluatioun d'lescht Joer huet gewisen, dass en zwar d'Situatioun vu ville Mënsche verbessert, ënner anerem déi vu Familllje mat Kanner, ob monoparental oder net. Allerdéngs beschreiwen d'Auteure vun der Evaluatioun, dass d'Situatioun vu Familllje mat Kanner weider schwiereg ass. Problematesch si virun allem d'Ufuerderunge vun der Aarbechtswelt, d'Schwieregkeeten, fir eng Betreiungsplaz fir Kanner ze fannen, den Drock an de Problem, fir mat Kanner onreegelméisseg oder atypesch Aarbechtszäiten ze schaffen, d'Surcharge émotionnelle an den Aarmutsrisiko.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Claire Delcourt** (LSAP), interpellatrice | Derbäi kënnt, dass eng Partie vun deene Problemer bei der Betreiung an Aktivéierung am Kader vum REVIS anscheinend net wierklech berücksichtegt ginn.

Wat d'Kanneraarmut ugeet, goufe bei dëser Evaluatioun eng Rei vu Punkten identifizéiert, Defien, wou misste Verbesserunge kommen. D'Fro no enger Reform vum REVIS-Gesetz stellt sech also an deem Kader ganz konkreet, ëmsou méi well d'Montanten, déi virgesi sinn, awer oft nach enk bemooss sinn an zum Beispill net Situatioune berücksichtegen, wou een aus verschiddene Grënn net oder net vill Stonne ka schaffen. D'Familllje ginn un, dass de REVIS wichteg ass, fir dass si hir Kanner kënnen ernären. Si soen awer och, dass d'Montante vun den Hëllefen net duergi vis-à-vis vun den héije Liewenskäschten a virun allem vum Präis, dee se mussen opbrénge fir ze wunnen.

Bei der Interpellatioun de 4. Februar 2020 huet och den Deputéierte Paul Galles ausgesot, et wier „däitlech, dass de REVIS net héich genuch ass". Hien huet gefuerdert, dass d'REVIS-Gesetz no der Evaluatioun iwwerschafft an nogebessert gëtt. Dofir meng Fro: Wat ass d'Positioun vun der Regierung a Saachen Nobesserung vum REVIS?

**Une voix** | Très bien!

**Mme Claire Delcourt** (LSAP), interpellatrice | Mir als LSAP fuerderen, dass de REVIS-Montant gehéicht gëtt, virun allem déi Beträg fir d'Kanner, mee och déi, déi fir alengerzéiend Eltere geduecht sinn. Zum Theema vum Mindestloun, de Mesüren a Saache Steieren a Sozialhëllefe wéilt ech dann nach eng weider Motioun deposéieren, déi eebefalls ënnerstëtzt gëtt vun deene Gréngen an de Piraten. Wannechgelift, Här President.

***Motion 2***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant le bilan « Innocenti 18 » du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Unicef, sur la pauvreté des enfants dans les pays les plus riches du monde, qui fait état d'un taux de risque de pauvreté des enfants au Luxembourg de près de 25 % – les enfants vivant dans des ménages monoparentaux ayant un risque de pauvreté et d'exclusion sociale particulièrement élevé ;*

*– considérant qu'en attendant la présentation d'un projet de réforme fiscale visant à mettre en place une classe d'impôt unique d'ici l'année 2026, l'accord de coalition prévoit une révision du traitement fiscal des personnes appartenant à la classe d'impôt 1a dans le sens d'un allègement fiscal ;*

*– considérant que, sans les transferts sociaux, le taux de risque de pauvreté des enfants s'élèverait à 38 % ;*

*– considérant que le Luxembourg dépense 16,8 % de son PIB en prestations familiales en espèces ;*

*– considérant que le Luxembourg a mis en place et renforcé au cours des dernières années différentes mesures d'aide et de soutien aux ménages et notamment aux familles et familles monoparentales ;*

*– considérant que, malgré les efforts entrepris, le Grand-Duché occupe la 35e place parmi les 39 pays les plus riches étudiés dans le bilan « Innocenti 18 » de l'Unicef ;*

*– considérant l'évaluation du revenu d'inclusion sociale (REVIS) et les défis qui y ont été identifiés ;*

*– considérant que près de 20 % des enfants vivent dans des logements de mauvaise qualité ;*

*– considérant que le taux élevé de risque de pauvreté des enfants est susceptible de mettre en péril la cohésion sociale au sein du pays,*

*invite le Gouvernement à*

*– procéder à une augmentation du salaire social minimum de 100 euros nets ;*

*– élaborer une réforme fiscale visant à alléger la charge fiscale pesant sur les revenus modestes et les ménages monoparentaux ;*

*– mettre en œuvre sans tarder les réformes de l'aide sociale et la simplification administrative annoncées dans l'accord de coalition dont la mise en place d'un guichet social ;*

*– prendre toutes les mesures nécessaires pour que les ménages à risque de pauvreté recourent effectivement à l'ensemble des aides existantes ;*

*– mettre en œuvre sans tarder l'augmentation de la majoration d'âge aux allocations familiales pour enfants de 12 ans et plus annoncée dans l'accord de coalition ;*

*– poursuivre et renforcer les efforts entrepris au cours des dernières années pour développer l'offre dans les domaines du logement social et du logement abordable ;*

*– procéder à une adaptation du dispositif du REVIS en tenant compte des défis identifiés lors de l'évaluation notamment en ce qui concerne les contraintes auxquelles sont confrontés les ménages monoparentaux ;*

*– réformer et améliorer le dispositif concernant l'avance et le recouvrement des pensions alimentaires en assouplissant les conditions d'accès aux prestations du Fonds national de solidarité.*

*(s.) Claire Delcourt, Francine Closener, Ben Polidori, Joëlle Welfring.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Delcourt.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP), interpellatrice | Ech géif gäre vun der Regierung wëssen, wat si dovunner hält, eng extra Ënnerstëtzung fir Alengerzéier anzeféieren, gestaffelt no Akommes, esou wéi et dat zum Beispill a Frankräich oder an der Belsch gëtt. A béide Länner, gradewéi an Däitschland, gëtt et och d'Méiglechkeet vun engem „Unterhaltsvorschuss", wann deen aneren Elterendeel keen Ënnerhalt bezilt. Déi zoustänneg Stelle këmmere sech dann och deelweis drëms, fir déi Suen nees anzedreiwen.

Zu Lëtzebuerg gëtt et zwar wuel d'Méiglechkeet vun enger Avance an dem Recouvrement vu Pensions alimentaires iwwert de Fonds national de solidarité, allerdéngs ass dat e Risenopwand an et ass net avantagéis vis-à-vis vun de Familles monoparentales.

E Sujet, deen och zum Theema Aarmutsbekämpfung, a méi spezifesch der Bekämpfung vu Kanneraarmut an Exklusioun, gehéiert, ass natierlech dee vum Logement. Et ass d'Wunnen, dat fir vill Familljen an hir Kanner den Aarmutsrisiko verstäerkt. De Rapport travail et cohésion sociale vun 2022 weist, dass d'Dépenses pré-engagées bis zu d'Hallschent vum Budget vun de Menagen opfriessen. Meeschtens ass dat de Fall bei de Locataire. Bei Menagë mat engem klengen Akommes bleift entspriechend manner iwwreg fir soss Ausgaben, ënner anerem fir d'Kanner, déi awer och oft ganz néideg sinn.

Derbäi kënnt, datt si kee gudden Zougang zum Locatiounsmaart hunn, sief et, well si kee festen Aarbechtskontrakt hunn oder eeben net déi néideg Sue fir eng Agence oder eng Garantie. Et ass kee Geheimnis: Dem soziale Wunnengsmaart feelt et nach ëmmer u Wunnengen an d'Waardelëschte si laang. Et ass kruzial, dass massiv sozial a bezuelbar Wunnenge geschafe ginn, dass d'Locatairë geschützt a massiv ënnerstëtzt ginn. Hoffentlech geet d'Regierung an déi Richtung, och wann déi meescht Moossnamen zugonschte vun den Investisseuren a Promoteuren ze si schéngen.

Här President, d'Kanner sinn eis Zukunft. Si determinéieren, wéi eis Gesellschaft vu muer ausgesäit. Ëmsou méi wichteg ass et, dass mir alles drusetzen, fir alle Kanner déi beschtméiglech Chancen ze bidden, fir a gudde Konditiounen opzewuessen a sech ze entwéckelen. Mir stellen domadder d'Weiche fir hiert spéidert Liewen. Ewéi meng Kolleegin Francine ëmmer seet: D'Kanner brauchen déi „dräi B": Bindung, Bildung a Beweegung.

Ech hoffen deemno, dass mir eis all heibanne kënnen eens ginn, fir an deem Sënn un engem Strang ze zéien, an dass mir eis déi néideg Mëttele ginn, fir d'Kanneraarmut och effektiv ze bekämpfen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Delcourt.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

***Débat***

**M. Paul Galles** (CSV) | Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kanner, eis Kanner, hunn d'Recht, net mussen aarm ze sinn. A wa mer haut den Nomëtteg hei vun der Kanneraarmut schwätzen, da schwätze mer a Géigepartie vun de Rechter, déi d'Kanner hunn, fir an hirem Liewe gutt ze liewen, fir würdeg ze liewen a fir an hirem Liewe gutt eens ze ginn. Da schwätze mer vun deene Rechter, déi an der Kannerrechtskonventioun néiergeschriwwe sinn.

An do sinn eng ganz Rei Rechter dran, wéi zum Beispill eng Rei, déi och d'Madamm Delcourt elo just genannt huet, déi awer trotzdeem interessant sinn an déi hypothekéiert ginn duerch de Problem vun der Kanneraarmut. Zum Beispill dat Recht op Fräizäit, op fräi Beweegung, op Spill, dat Recht op Iessen, en Doheem an op Sécherheet, dat Recht op eng beschtméiglech Bildung, dat Recht op Liewen an Entwécklung – an der Kannerrechtskonventioun steet souguer dran: dat Recht op „Iwwerliewen" –, dat Recht op Gesondheet an dorop, net diskriminéiert ze ginn, dat Recht op eng fräi Meenung an esou weider an esou virun – Rechter, déi eis Kanner hunn. A virun allem hunn doséinst eis Kanner dat Recht, net mussen aarm ze sinn.

Kanneraarmut, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass eng Aarmut, déi op eng besonnesch Aart a Weis belaaschtend ass, well Kanner eng Aarmut ierwen aus hirem Ëmfeld, aus hirer Famill, déi hir Elteren oder aner Leit, déi fir se zoustänneg sinn, betrëfft, an déi dann, déi Aarmut, mat eranhuelen an hiert eegent Liewen. Als Kanner si si selwer vill manner resilient, fir mat där Situatioun ëmzegoen, a mussen déi Situatioun erleiden, ouni kënne wierklech Moyenen ze entwéckelen, fir dergéint ze kämpfen.

An déi Kanneraarmut ass an deem Sënn och besonnesch belaaschtend, well se eebe genau dat iwwerhuelen, mathuelen an dann duerch hiert ganzt Liewe matschleefen als eng Laascht an eng Hypothéik. Dat heescht eigentlech, eng Aarmut, déi se indirekt erliewen, gëtt herno zu enger direkter an zu enger perséinlecher Aarmut.

D'Kanneraarmut ass och an deem Sënn besonnesch onfair, well et eigentlech an enger idealer Welt esou wär, dass all eis Kanner déi selwecht Startchancen am Liewe missten hunn, mee dat oft wéinst de soziale Schichten, dem Migratiounshannergrond, gewëssenen Aschränken oder anere Grënn net méiglech ass.

An dann ass d'Kanneraarmut eeben och besonnesch dramatesch, well se oft d'Kanner schonn a Bunne wërft, aus deene se an hirem ganze Liewen net méi richteg erauskommen.

Dofir ass et gutt – an ech soen der Madamm Delcourt och Merci dofir –, dass mer haut den Nomëtteg hei iwwert d'Kanneraarmut kënnen diskutéieren.

Zu Lëtzebuerg – dat huet se och scho gesot – sinn d'Zuelen eebe besonnesch dramatesch. Wann een den Aarmutsrisiko kuckt – a se huet och schonn e bësse beschriwwen, wéi den Aarmutsrisiko gerechent gëtt –, dann ass et tatsächlech esou, dass souguer méi wéi all véiert Kand hei zu Lëtzebuerg sech an deem Aarmutsrisiko befënnt.

A fir et nach eng Kéier ganz kuerz ze erklären: Den Indicateur vum Aarmutsrisiko, dee beschreift tatsächlech éischter, wéi sech eng Gesamtgesellschaft verhält a wat fir eng Leit an där Gesamtgesellschaft vis-à-vis vun all deenen aneren an enger onfairer Situatioun sinn a manner gutt weiderkommen. Dat heescht, de Montant vum Revenu médian spillt eigentlech emol net déi primordial Roll. Déi primordial Roll spillt, wéi dee Montant sech verhält vis-à-vis vun alle Méiglechkeeten, déi mir an eiser Gesellschaft hunn. An natierlech sinn déi insgesamt relativ héich.

Et ass och scho gesot ginn, dass d'Hallschent vun all deene Kanner, déi do betraff sinn, sech an enger Pauvreté persistante befënnt. An deen Innocenti-Rapport vun der OECD, deen och scho mentionéiert ginn ass, deen huet eeben erausfonnt, dass Lëtzebuerg bei 39 Länner, déi analyséiert gi sinn, tatsächlech op der 35. Plaz läit, also ganz schlecht ofschneit, an och dass et eng Grondléier ass vun der Situatioun, dass de Wuelstand vun engem Land bei Wäitem net automatesch bedeit, dass en eng Garantie ass fir de Kampf géint d'Kanneraarmut, dass déi op eng besonnesch Aart a Weis déif wär an deene Länner, wou et de Mënschen insgesamt besser geet.

Iwwregens gëtt deen Innocenti-Rapport och eng ganz Rei vu Best-Practice-Beispiller, besonnesch eeben opgrond vun deem, wat si „cash benefits" nennen, dat heescht finanzieller Ënnerstëtzung vun de Familljen, déi da bei de Kanner ukënnt, wou Länner et gepackt hunn, d'Kanneraarmut ze reduzéieren, virun allem opgrond vun deene „cash benefits".

Déi Rapporten, déi hei am Land eigentlech relevant sinn, fir Aarmut ze moossen an iwwer Aarmut ze schwätzen, nämlech de Panorama social vun der Chambre des Salariés an de Rapport travail et cohésion sociale vum Statec, déi soen eigentlech, wann een d'Situatioun genau kuckt: Wat ee méi Kanner huet, wat de Risiko méi grouss ass, am Aarmutsrisiko ze landen. A méi Kanner ze hunn, dat ass eeben de Fall a Familles nombreuses. An et ass natierlech och besonnesch de Fall fir Familles monoparentales, wou just een Elterendeel do ass, fir sech ëm déi Saachen ze këmmeren, déi finanziell, awer och déi mënschlech Hëllef fir d'Kanner, déi se eigentlech brauchen.

Den Taux vum Aarmutsrisiko ass hei zu Lëtzebuerg sou héich, well en insgesamt héich ass a well eeben hei d'monoparental Familljen an och d'Familles nombreuses insgesamt sou staark vum Aarmutsrisiko betraff sinn an dat sech dann op d'Kanner iwwerdréit. Dofir ass den Taux vum Kanneraarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg sou héich.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer eis d'Saach méi genau ukucken a mir froen eis – a mir stellen eis déi Fro –, wat ee ka maachen, fir géint d'Kanneraarmut virzegoen, da probéieren ech, sou wéi ech et deemools och an der Interpellatioun – Dir hutt et scho genannt – de 4. Februar 2020 probéiert hunn, Aarmut ëmmer multidimensional ze kucken. Dat geet och aus ganz ville Rapporten ervir. An ech mengen, do ass de Rapport travail et cohésion sociale deen, deen eis am meeschte léiert, Aarmut ëmmer multidimensional ze kucken.

Ech probéieren, et einfach emol eng Kéier aus dräi Richtungen ze kucken. Déi eng ass nämlech déi finanziell, monetär Richtung. Wat kann ee maachen, fir Familljen ze ënnerstëtzen, déi vill Kanner hunn? Déi zweet Fro ass déi vun der mënschlecher Säit. Dat heescht: Wat kënne mer maachen, fir de Kanner hir Entwécklung ze stäipen? Wéi kommen d'Kanner als Perséinlechkeet, als Mënsch, an hirem Liewe besser virun? An déi drëtt Dimensioun ass déi gesellschaftlech, nämlech déi: Wéi sinn d'gesellschaftlech Schichten organiséiert? An a wat fir enge Schichten, a wat fir enge virdefinéierte Bunne sinn d'Kanner oft agespaart a kommen do net méi ganz eraus?

Et gëtt nämlech eng ganz Rei vun Indicateure fir Kanneraarmut, an d'Madamm Delcourt huet der och schonn eng Rei genannt, nämlech zum Beispill d'Qualitéit vum Iessen, d'Hëtzes, dat een doheem huet, awer och d'Méiglechkeet, eng Kéier am Joer an d'Vakanz ze goen. An all déi Indicateuren – an et gëtt der eng ganz Rei –, déi kann een eeben andeelen an déi doten dräi Kategorien: finanziell Hëllefen, mënschlech Ënnerstëtzung a gesellschaftlech Verännerungen.

An dann ass et awer och wichteg, dass mer, wa mer iwwer Kanneraarmut schwätzen, eebe verstinn, dass et net duergeet, eleng vum PIB, also reng vun enger finanzieller Säit, hier ze kucken, mee vum PIB du bien-être, dee ganz vill Indicateure beschreift, wéi et de Kanner an eis alleguerten an eiser Gesellschaft gutt geet, an eebe vun deenen Indicateuren hier ze moossen, wou mer mat der Kanneraarmut dru sinn.

Erlaabt mer dofir, dass ech eng Kéier op déi dräi Dimensiounen, déi ech elo just genannt hunn, aginn an e bësse kucken, wat een do ka maachen. Monetär, finanziell gesinn ass et sécherlech richteg, wann een déi Situatioun relativ einfach beschreift. Op där enger Säit huet een eng Habenseite, dat, wat een huet, dat, wat ee kritt, och wat ee bäikritt. An do schwätzt een da vun de sozialen Hëllefen, et schwätzt ee vum Salaire, et schwätzt ee vun de steierlechen Erliichterungen. An op där anerer Säit, ass eeben d'Depensësäit, dat, wat ee muss ausginn.

Aarmut definéiert sech jo doriwwer, dass ee seet: Ech muss méi ausgi wéi dat, wat ech eigentlech zur Verfügung hu fir dat, wat ech brauch a mengem Liewen, fir kënnen ze liewen. An do hutt Der natierlech zu Recht de Logement als e grousse Problem genannt. An ech mengen, et ass wichteg, dass mer och grad an dësen Deeg dee Logementspak do diskutéieren an deen och positiv kucken, nämlech als Méiglechkeet, d'Aarmut an an deem Moment dann och d'Kanneraarmut ze reduzéieren. An de Rapport travail et cohésion sociale geet och grad op dee Problem vum Logement ganz intensiv an.

Bei de monetären, finanziellen Ënnerstëtzunge fir déi Familljen, déi besonnesch betraff sinn, do gëtt et eng Rei Saachen, déi och am Koalitiounsaccord zum Deel scho stinn, zum Beispill d'fiskal Mesüre fir Monoparentallen. An Dir hutt dat elo just genannt, Madamm Delcourt, dat hutt Der an de Raum gestallt: D'Monoparentalle mussen tatsächlech entlaascht ginn. Oder den Iwwergang vun enger Steierklass an déi aner muss méi laang gezu ginn, fir dass d'Méiglechkeet besteet, sech méi op déi Situatioun als Monoparental anzestellen.

Et gëtt zum Beispill och iwwerhaapt déi Méiglechkeet, wat Sozialhëllefen ugeet, vun enger Simplification administrative, vun deem Guichet unique. Dee soll nämlech derzou féieren, dass d'Leit, déi eng Sozialhëllef brauchen, méi einfach un déi Sozialhëllef erukommen. Well déi Sozialhëllef ass oft verstoppt hanner ganz villen Dokumenter, hanner ganz villem, wat ee muss ausfëllen, hanner Sproochen, déi een net ëmmer gutt versteet, an hanner ganz villen Hürden och soss en cours de route nach, wéi zum Beispill einfach digital Hürden, déi oft Leit, déi an der Aarmut sinn, awer zousätzlech zu deene Leit hunn, déi net an der Aarmut sinn.

Wann een do e Guichet unique géif schafen an och de Leit den Zougang zu deem Guichet unique méi einfach géif maachen, wier déi Simplification administrative scho mol eng éischt Hëllef, fir dass d'Leit méi séier un déi Hëllefe kommen, déi hinnen zoustinn.

An dann, mengen ech, ass et ganz wichteg, dass mer – an dat ass och am Koalitiounsaccord virgesinn – d'Leit opmierksam maachen op all déi Hëllefen, déi se iwwerhaapt zegutt hunn. Well et ass och eng vun eise Léieren aus deene leschte Joren, dass vill Leit déi Hëllefen, déi hinnen zoustinn, guer net an Usproch huelen, well se dat net wëssen a well se net dohinner kommen, wou se eigentlech missten hin, fir déi Informatiounen ze kréien. Deen Zougang zu all deenen Hëllefe muss natierlech méi einfach ginn. An dat ass, mengen ech, och virgesi fir déi nächst Joren.

A ganz wichteg ass dann natierlech, wat och am Koalitiounsaccord steet, déi reegelméisseg Indexéierung vun de sozialen Hëllefen. Déi reegelméisseg Indexéierung vun de sozialen Hëllefen erlaabt et, dass déi sozial Hëllefe matgi mat deem, wat ee brauch, de finanzielle Belaaschtungen, déi op d'Mënschen an dësem Land hei zoukommen.

Dir hutt och déi Fro gestallt, Madamm Delcourt, vum steierbefreite Mindestakommes. Ech hunn do och

nach eng Kéier nogefrot beim Finanzminister. Et ass tatsächlech virgesinn, dat an d'Luucht ze setzen. Natierlech stellt sech d'Fro, wéi déi budgetär Méiglechkeete sinn oder wéi d'Situatioun ass. Dat, mengen ech, ass eis alleguerte ganz kloer. Mee do krut ech op alle Fall eng positiv Äntwert. Dat ass déi éischt Dimensioun, déi monetär, finanziell Dimensioun.

An der mënschlecher Dimensioun gëtt et och eng ganz Rei vu Mesüren, déi ee ka bréngen, fir méi wäit ze goen. Wat brauche Kanner als Mënschen? Kanner als Mënsche brauche Bindung. Si brauche Mënschen, op déi se sech kënne bezéien, un deene se a mat deene se kënne wuessen an an hirem Liewe kënne virugoen. Idealerweis natierlech hir Elteren, awer dann och hir Tuteuren, all déi Mënschen, déi an hirem Liewe present sinn, an natierlech d'Betreiungspersonal an eise Betreiungsstrukturen.

An ech erliewe grad elo hei a menger Funktioun an der Stad op eng ganz besonnesch intensiv Aart a Weis, wéi wichteg déi Mënsche sinn, déi op där anerer Säit sinn, fir eis Kanner ze betreien, och an deenen éischte Jore vun hirem Liewen, fir dass se – an dat muss eist ultimativt Zil sinn – léieren, un hire Selbstwäert ze gleewen, léieren, dorun ze gleewen, dass se Mënsche si mat engem Wäert, déi an hirer Gesellschaft, an eiser Gesellschaft, hir Plaz hunn, an dass se kënnen an eiser Gesellschaft och zur Gesellschaft bäidroen. Dofir: Esou vill wéi méiglech Zäit mat deene Mënschen, déi hir Referenzpersoune sinn, mat der Famill, anere Persounen, a gutt Betreiungsstrukturen.

An och do hu mer am Koalitiounsaccord eng ganz Rei Saache stoen, vun deenen ech mengen, dass se hëllefen, genau déi doten Ziler ze erreechen, zum Beispill méi Zäit an der Famill, och dank enger Flexibiliséierung vun dem Congé parental, engem méi flexibele Congé de maternité, dem Temps partiel familial an engem Ausbau vun de Babyjoren. An dann – dat ass och scho genannt ginn, ech kommen nach eng Kéier kuerz drop zréck – de „rôle ascenseur" vun der formaler an der nonformaler Bildung. Gratis Betreiung hu mer. Mir hunn eng ganz Rei vu Méiglechkeeten, déi de Kanner d'Méiglechkeet ginn, fir eng Bindung opzebauen an aus där Bindung eraus hire Selbstwäert ze erkennen an och dorun ze gleewen an deen och an d'Liewe mat eranzuelen.

An der drëtter Dimensioun, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och Dir Häre Ministeren, an der gesellschaftlecher, sozialer, soziologescher Dimensioun, gëtt et eng Saach, déi mech scho säit e puer Joere beschäftegt – an do treffen ech mech ëmmer erëm mat der Madamm Closener, well mer doriwwer diskutéieren –: de Bildungsrapport, deen eis virun e puer Joer och eng Kéier kloer virun Ae gefouert huet, dass et kaum Passerelle gëtt tëschent de soziale Schichten. Also duerchaus en Domän, an deem mer an deenen nächste Joren nach ganz vill musse schaffen, well d'Schoul ganz oft de soziale Status vun engem Kand zementéiert. Et gëtt dat, wat si am Bildungsrapport „wéineg Duerchlässegkeet" tëschent deenen eenzelne Méiglechkeeten nennen, ausser bei deene Kanner, déi souwisou aus bessere Verhältnisser kommen an et dann iergendwéi packen, an eng aner Schoulkarriär eranzekommen. Awer bei Kanner, déi aus méi schwaache Verhältnisser kommen, passéiert dat praktesch net. Dofir ass et wichteg, dass mer den Zougang zur Bildung, zur Educatioun, also deem, wat d'Kanner mat op de Wee kréien, esou einfach wéi méiglech maachen.

Déi Bildungsongläichheeten, déi de Bildungsrapport thematiséiert, sinn der dräi. Si schwätzen eigentlech vun dräi Krittären, déi et méi schwéier maachen: déi sozial Herkonft, also dat, wat ee „Bildungsnähe" a „Bildungsferne" nennt, de Migratiounshannergrond an och d'Geschlechterzougehéieregkeet. An d'Propose vum Bildungsbericht sinn do ganz interessant. An ech ka mer gutt virstellen, dass et wierklech spannend wäert sinn, an den nächste Jore genau dorun ze schaffen.

Am soziale Beräich soe se, dass de Schoulformwiessel, de Wiessel tëschent de Schoulformen, eigentlech zu Lëtzebuerg an engem relativ fréien Alter passéiert. De Bildungsbericht leet eis no, och nach méi spéit Passerellen ze bilde fir déi sougenannte „late bloomers", dat heescht déi Kanner oder Jugendlecher, déi an engem méi fortgeschrattenen Alter entdecken, a wat fir eng Karriär an a wat fir eng Liewensplanung se wëllen eragoen.

Fir beim Migratiounshannergrond de Kanner déi selwecht Chancen ze ginn, schwätze se vun der Méiglechkeet – oder vun der Kraaft – vun der dualer Ausbildung, fir déi Systemschwell fir an de Secondaire net méi gradesou héich ze maachen, dat heescht, do och eng Méiglechkeet ze bidden, den Zougang an déi verschidde Karriäre méi einfach ze maachen, wat de Migratiounshannergrond ugeet.

Bei der Geschlechterzougehéieregkeet geet et dann drëms, besser Zäitpunkter ze wielen, méi Zäitpunkter och an der Schoulkarriär ze hunn, wou een déi verschidde Beruffer virgestallt kritt an da seng Karriär ka wielen.

Insgesamt wëlle se eng systeemesch Upak hunn, fir e méi einfachen Zougang ze kréien zu der Bildung an och e méi einfachen Zougang ze kréien zu deem, wat een am Liewen als Kompetenze brauch, fir als Kand an als Jugendleche virunzekommen. Dat ass déi formal Bildung, dat sinn d'Schoulen.

An der nonformaler Bildung geet de Bildungsrapport och nach eng Kéier op déi Bindungswichtegkeet vun der Betreiung an.

An an der informeller Bildung ass eis kloer – an d'Madamm Delcourt huet et och scho beschriwwen – deen Zougang zu de Veräiner, zu den Associatiounen, zu all deene Veräiner a Clibb wichteg, déi et méiglech maachen, dass Kanner sech begéinen, dass se matenaner eppes kënne maachen. An déi „wëll" Bildung, déi mir och ëmmer ganz gutt gefält, dat, wat Kanner erliewen an deem Moment, wou se einfach Kanner sinn, wou se ënnerwee sinn, wou se spillen, wou se anerer begéinen, ech mengen, do ass et och ganz wichteg, dass mer eppes maachen, wat och schonn ugefaange ginn ass, nämlech Noperschafte stäerken, d'Méiglechkeet stäerken, dass Kanner sech begéinen, matenaner a Kontakt kommen an och doduerch dann hir Perséinlechkeet kënnen entwéckelen.

Am Koalitiounsaccord stinn och eng Rei Saachen dran, déi ganz gutt sinn: méisprooche Educatioun zum Beispill oder d'Diversitéit vun eisen Accueilstrukturen, Bëschcrèchen oder Crèchen an den Entreprisen, d'Unnäerung vun der formaler an der nonformaler Bildung. An ech hunn och elo schonn an deenen éischte Wochen a Méint erlieft, dass dat guer net esou einfach ass, well et do ënnerschiddlech Schinne gëtt. An et ass sécherlech eng grouss Erausfuerderung, déi mer gemeinsam wëlle stemmen, och déi Unnäerung do ze packen. Dann ass och d'Adaptatioun vum Ratio vum Encadrement am Koalitiounsaccord virgesinn, well een eeben doduerch eng méi staark Bindung kann opbauen, an och d'Prioriséierung vum Bien-être an der Schoul.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech probéieren, et net ze laang ze maachen, well et ass ganz vill scho gesot ginn, an ech huelen un, dass de Mëtten nach ganz vill gesot gëtt. Ech hunn einfach probéiert, et dee Moment an déi dräi Dimensiounen anzepaken an och nach eng Kéier ze kucken, wat fir eng Mesüre schonn am Koalitiounsaccord stinn, a woufir ech och mengen a mir als CSV mengen, dass déi Mesüren och duerchaus schonn hëllefen, fir hei géint d'Kanneraarmut zu Lëtzebuerg virzegoen.

Dee grousse Wonsch, dee mir als CSV-Fraktioun wëllen ausdrécken, ass, dass an deem, wat och am Koalitiounsaccord virgesinn ass, nämlech dem Nationalen Aktiounsplang fir d'Preventioun a fir d'Aarmutsbekämpfung, dee mer ausdrécklech begréissen, d'Kanneraarmut e besonnesche Fokus kritt, dass se eng besonnesch Prioritéit huet an dass een do e besonneschen Aemierk drop werft, well eebe bei der Kanneraarmut ganz vill aner Forme vun Aarmut, déi spéider optauchen, schonn ufänken. A wat ee méi fréi ufänkt, d'Kanneraarmut oder Aarmut insgesamt ze bekämpfen, wat mer insgesamt an eiser Gesellschaft besser virukommen.

An ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen Iech Merci, Här Galles. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Mandy Minella. Madamm Minella, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Mandy Minella** (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Wuelbefanne vun eise Kanner läit eis alleguer um Häerz. All gutt Mamm an all gudde Papp wëll sengem Kand e schéint a gebuergent Liewen erméiglechen, mat gesondem Iessen, proppere Kleeder, flotte Spillsaachen.

Ma leider kann net all Famill hire Kanner dat Liewe bidden. Wann ee Méi huet, um Enn vum Mount d'Enner beieneenzekréien, kënnt onweigerlech eppes ze kuerz. Mee egal, wou ee sech aschränke muss, huet een en negativen Impakt op d'Kanner, souwuel op hir physesch wéi och op hir mental Gesondheet.

Si vergläiche sech mat anere Kanner a mierken, wann hir Schong méi ofgedroen, hir Spillsaache méi al sinn oder dass si manner oft – wann iwwerhaapt – an eng Vakanz kënne goen. Och Hobbye sinn oft keng Selbstverständlechkeet. Trainingskleeder, Sportausrüstung an Instrumenter kënne bei der Uschafung vill kaschten. A Kanner wuessen a brauche vill méi oft nei Kleeder oder Schong wéi en Erwuessenen.

Zuele vun Eurostat a vum LISER beleeën, datt ee Kand vun 20 hei am Land keng nei Kleeder kaaft oder Schoulausflich bezuelt ka kréien. Bal 8 % vun de Kanner liewen an engem Haushalt, dee sech keng Woch Vakanz am Joer ka leeschten. An 20 % vun de Kanner hunn Elteren, déi sech et net erlabe kënnen, hir gebraucht Miwwelen ze ersetzen.

Kuerz gesot: Et ass net schéin, wann ee schonn als Kand mierkt, datt d'Sue knapp sinn, an ee mengt, sech dowéinst bei de Frënn schummen ze mussen. Mee et ass ëmmer nach eis Gesellschaft, déi sech schumme muss, wa mir et net fäerdegbréngen, der Aarmut, a virop der Kanneraarmut, en Enn ze setzen.

Et ass nidderschmetternd, wann een héiert, datt all véiert Kand hei am Land vum Aarmutsrisiko betraff ass. An dat, obwuel an de leschte Jore vill Mesüren en place gesat goufen, fir der Kanneraarmut entgéintzewierken. Ech wëll do zum Beispill op d'Aféierung vum Revenu d'inclusion sociale hiweisen, deen 2019 de fréiere Revenu minimum garanti ersat huet.

D'lescht Joer gouf dësen neien Dispositif analyséiert, an eng vun de Konklusioune war ganz kloer, datt Familljе mat Kanner mam REVIS vill gehollef kréien. Si kréien 19 % bis 51 % méi finanziell Moyene mam REVIS wéi mam RMG. Grad bei de Monoparentalle mécht et vill aus, well souwuel d'Akommes wéi och d'Wunnsituatioun berécksiichtegt ginn.

Och mat der Steierreform vun 2017 si virop d'Stéit mat engem klengen a mëttlere Revenu zu Lëtzebuerg däitlech entlaascht ginn. Duerch d'Verduebele vum Crédit d'impôt monoparental vu maximal 750 op 1.500 Euro sinn och déi Alengerzéiend zousätzlech gestäerkt ginn.

Derbäi kënnt, dass de CIM mam Budget fir d'Joer 2023 nach emol erhéicht gouf op 2.505 Euro an och de Seuil, bis wéini een integral vum CIM profitéiere kann, op 60.000 Euro gehuewe gouf.

D'Kafkraaft ze erhalen an ze evitéieren, dass d'Leit an den Aarmutsrisiko ofrutschen, war d'Haaptuleies vun der leschter Regierung duerch déi sëlleg Krise wärend de leschte Joren. Souwuel an der Pandemie wéi och wärend der Energiekris huet d'Regierung keen am Ree stoe gelooss.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Mandy Minella** (DP) | Am Kader vun dräi Tripartitte si Montanten a Milliardenhéicht an a Form vu ville verschiddene Mesüre mobiliséiert ginn, fir de Leit ze hëllefen, duerch déi schwiereg Zäit ze kommen. D'Regierung huet an deem Kader ëmmer besonnesch derno gekuckt, fir grad deene sozial méi schwaache Stéit geziilt ënnert d'Äerm ze gräifen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Mandy Minella** (DP) | Ouni wëllen op all Mesüren anzegoen, wëll ech just drop hiweisen, dass d'Upassung vum Steierbarème op den 1. Januar ëm véier Indextranchë proportional déi niddreg Revenuen am meeschten entlaascht huet.

**Une voix** | Ganz richteg!

**Mme Mandy Minella** (DP) | De Congé parental ass duerch d'Reform 2016 ënnert der deemoleger Ministesch Corinne Cahen net nëmme méi flexibel, mee och finanziell besser remuneréiert. Jonk Famillje sinn esou engem manner héijen Aarmutsrisiko ausgesat, wat natierlech och de Kanner zeguttkënnt.

Net ze vergiessen ass ausserdeem d'Reindexéierung vum Kannergeld, dat zënter 2021 nees un d'Präisentwécklung ugepasst gëtt.

Och de Barème vun der Allocation de vie chère an hir Attributiounskrittäre goufen ugepasst, fir méi Persoune mat engem modeste Revenu ënnert d'Äerm ze gräifen. Wärend der Pandemie gouf d'AVC 2020 souguer verduebelt, fir der Krisesituatioun Rechnung ze droen, déi besonnesch d'Salariéen aus Secteure mat méi niddrege Revenue schwéier getraff huet.

Dann dierf een och d'Gesondheet net vergiessen. Mir hunn hei am Land eng grondsätzlech gutt Gesondheetsversuergung. Se huet natierlech hir Schwächten, op déi ech op dëser Plaz awer net wëll weider agoen. Wichteg ass awer, datt déi gesondheetlech Prise en charge vun de Kanner zu 100 % vun der CNS iwwerholl gëtt.

D'gratis Verhütungsmëttel sinn och e wichtege Facteur, dee virun allem fir d'Meedercher eng Entlaaschtung ass an hinnen eng gréisser Onofhängegkeet erlaabt. Ofzewaarden ass, ob d'gratis Verhütungsmëttel ongewollt Schwangerschafte verhënneren, déi jo och eng finanziell Belaaschtung duerstelle kënnen, virop wann ee jonk ass, eventuell nach an d'Schoul geet oder op d'Uni geet an nach net fest am Beruffsliewe steet.

Déi meescht Mesüre riichte sech nëmmen indirekt un d'Kanner. Ma andeems déi finanziell Situatioun vun de Famillje verbessert gëtt, hëlleft een natierlech och hire Kanner.

Dat gëllt och fir d'Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport. Duerch dës Mesür spuert een ëmmerhi 440 Euro am Joer, wann ee mam Bus oder Zuch op d'Aarbecht fiert. Och Kanner a Jugendlecher kënne sech méi einfach deplacéieren, fir sech mat Kolleegen ze treffen an eppes ze ënnerhuelen. Dat ass positiv fir d'Bedeelegung um gesellschaftleche Liewen, déi an Aarmutsverhältnisser oft ze kuerz kënnt.

An deem Kontext – der Bedeelegung um soziale Liewen – ass et och wichteg, déi Europäesch Garantie fir Kanner unzeschwätzen. D'Europäesch Kommissioun huet Recommandatioune fir d'EU-Memberstaaten ausgeschafft, déi der sozialer Ausgrenzung vun de Kanner entgéintwierke sollen. Dozou gehéieren ënner anerem gratis Bildungs- a Betreiungsariichtungen am Precoce, gratis Schoulbildung, eng accessibel Gesondheetsversuergung an en adequate Wunnraum.

Mat de gratis Maison-relaisen a Crèchë fir Schoulkanner wärend der Schoulzäit spueren d'Stéit mat Revenu médian ongefeier 860 Euro am Joer. 2019 huet eng Etüd vum Statec kënnen noweisen, datt den Aarmutsrisiko vun de Kanner esou ëm sechs Prozentpunkten zréckgoung.

Ma och Kanner, déi nach net ageschoult goufen, profitéiere vun 20 gratis Stonnen d'Woch an enger Structure d'accueil, onofhängeg vum Revenu vun den Elteren. Zousätzlech Avantagen, wou de Revenu consideréiert gëtt, gräifen ab der 21. Stonn, déi d'Kanner an enger Crèche oder Maison relais verbréngen.

D'Versuerge vun de Kanner erlaabt et engersäits béiden Eltere schaffen ze goen, wat d'finanziell Situatioun vun der Famill verbessert. Besonnesch Fraen droen e méi niddrege Risiko, bei enger Trennung an eng finanziell Misär ze falen, wa si aktiv am Beruffsliewe kënne bleiwen. An et ass och am Interêt vun de Kanner, wa béid Eltere finanziell esou onofhängeg wéi méiglech sinn.

Anerersäits kann de Besuch vun enger Crèche och förderlech fir d'Entwécklung vun de Kanner sinn. Esou ass et virdeelhaft fir hir Sozialisatioun, well si Kontakt mat Altersgenossen hunn, mat deene si zesumme spillen a léieren. Zousätzlech bidden d'Crèchen deene ganz klenge Kanner vun engem bis véier Joer eng plurilingual Bildung un. Kleng Kanner léieren noweislech vill méi séier Sproochen. Wa si scho fréi mat verschiddene Sproochen a Kontakt kommen, dann ass dat e groussen Avantage fir hir spéider Schoul- an och Beruffskarriär. An dat hëlleft natierlech derbäi, dem Aarmutsrisiko ze entgoen.

Och an der formaler Bildung goufe wichteg Reformen ëmgesat, déi d'Kanneraarmut bekämpfen. D'gratis Schoulbicher am Primaire an am Secondaire an e gratis waarmt Iesse vu gudder Qualitéit mëttes an der Kantin fir Kanner aus Famillje mat niddregem Revenu sinn do ze ernimmen.

D'Erweiderung vun der Schoulflicht schéngt wéineg mam Sujet vun der Kanneraarmut ze dinn ze hunn, mee och dës Reform, déi 2026 a Kraaft trëtt, kann hiren Deel bäidroen. Jonken, déi ze fréi d'Schoul verloossen, feelt et oft un den néidege Qualifikatiounen, fir eng gutt Aarbechtsplaz ze fannen. De Risiko, scho fréi an d'Aarmut ze falen, ass fir si méi héich. An hir Kanner wuesse spéider aller Warscheinlechkeet no zesumme mat hinnen an Aarmut op.

Mat der Schoulflicht bis 18 Joer verbessere mir d'Zukunftschancë vun eise Jonken a miniméieren den Aarmutsrisiko vun de Kanner. Och d'Mise en place vun enger nationaler Hausaufgabenhëllef leescht do e wichtege Beitrag.

D'Europäesch Garantie fir Kanner proposéiert och, dass ausserschoulesch Aktivitéite fir näischt ugebuede solle ginn, fir all Kand eng Bedeelegung um soziale Liewen ze erméiglechen. Zu Lëtzebuerg goufen ënnert dem Minister Claude Meisch zum Beispill d'Musekschoule gratis gemaach.

Wat d'Participatioun u sportlechen Aktivitéite betrëfft, sou ass et hei besonnesch op Gemengenniveau, wou Efforte gemaach ginn, fir de Kanner eng Panoplie u gratis Coursen unzebidden. Verstäerkt Iwwerleeunge sollten nach ugestrieft ginn, wéi déi néideg sportlech Ausrüstung käschtegënschteg zur Verfügung gestallt ka ginn, déi jee no Sport en déiwe Gréff an de Portmonni verlaangt.

Finalement gëtt bei der Europäescher Garantie fir d'Kanner och vum adequate Wunnraum geschwat. Mir sinn eis alleguer bewosst, datt de Logement bei Wäitem dee stäerksten Impakt op déi finanziell Situatioun vun engem Stot huet. De Loyer oder de Prêt mécht an der Reegel de gréissten Deel vun den Ausgaben aus.

De Logement an de Gréff ze kréien, war, ass a bleift fir d'Demokratesch Partei eng absolutt Prioritéit. All Mënsch soll sech kënne wierdeg zu Lëtzebuerg logéieren, a besonnesch déi Stéit mat engem méi bescheidenen Akommes mussen ënnerstëtzt ginn, well Logementspolitick ass Sozialpolitick!

A ville Fäll sinn déi Stéit, déi sech finanziell net esou gutt stinn, éischter Locatairen ewéi Proprietären. Aus deem Grond gouf bei der Subvention de loyer, dem sougenannte „Wunngeld", an de leschte Méint och däitlech nogebessert an d'Unzuel vun den eligibele Stéit erweidert. Haut sinn dowéinst méi wéi zwee Drëttel vun de Stéit, déi um Privatmarché lounen, eligibel, fir d'Wunngeld ze kréien. Dat sinn ëmmerhin tëschent 200 a 400 Euro de Mount, déi ee beim Loyer bäigeluecht ka kréien.

Wéi d'Regierung gëscht annoncéiert huet, wäerten an Zukunft Familljе mat Kanner nach eemol zousätzlech iwwert d'Wunngeld gehollef kréien. Amplaz 40 Euro kritt een an Zukunft 80 Euro pro Kand, dat a sengem Stot lieft. Dat si konkreet Mesüren, fir der Aarmut generell an der Kanneraarmut am Speziellen entgéintzewierken.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Mandy Minella** (DP) | Et kann een och nach d'Eropsetze vun den ofsetzbare Scholdzënsen ernimmen, déi jo scho mam Solidaritéitspak vum leschte Mäerz gehéicht goufen. Derbäi kënnt d'Eropsetze vum bëllegen Akt, gradewéi d'Eropsetze vun der Subvention d'intérêt. Alles dat si Moossnamen, duerch déi grad déi Familljen, déi Schwieregkeeten hunn, d'Enner beieneenzekréien, um Enn vum Mount méi an der Täsch hunn. An dat kënnt och de Kanner zegutt.

Et ass evident, dass och weiderhi vill Efforte wäerten néideg sinn, fir jidderengem e bezuelbaren Daach iwwert dem Kapp ze bidden an dee mam Logement verbonnenen Aarmutsrisiko ze minimiséieren.

Dozou gehéiert och, dass déi ëffentlech Hand hir Responsabilitéit iwwerhëlt a selwer um Logementsmarché aktiv gëtt. D'Zil ass et, mëttelfristeg en ëffentleche Parc immobilier un abordabele Wunnengen opzebauen, fir dass jiddereen, dee sech um Privatmarché näischt leeschte kann, en Ënnerdaach gebuede ka kréien.

D'Regierung ass dowéinst amgaang, eng ëmfaassend Bauoffensiv un abordabelem Wunnraum ze starten, déi all d'Acteuren – de Staat, d'Gemengen an de Privatsecteur – mat an d'Boot hëlt. Iwwert déi nächst Jore sinn net manner wéi 923 Milliounе virgesinn, fir bezuelbar Wunnengen ze schafen.

Derbäi kënnt, dass de Staat elo muss aktiv ginn a Projeten um private Marché opkafen. Domadder stäipt en net just d'Baubranche, déi och grad Schwieregkeeten huet, mee kënnt och séier u Wunnengen, déi e

selwer zu engem abordabele Präis verloune kann. An deem Sënn begréisse mir als DP dann och, dass net manner wéi 480 Milliounen iwwert déi nächst Joren dofir mobiliséiert ginn.

Schlussendlech soll och d'Gestion locative sociale weider gefërdert ginn. Andeems bis zu 90 % vun den Nettorevenuen aus esou enger sozialer Locatioun steierfräi wäerte ginn, solle méi eidel stoend Wunnenge mobiliséiert ginn an deenen zur Verfügung gestallt ginn, déi se dréngend brauchen.

Här President, de rezenten Unicef-Rapport iwwert d'Kanneraarmut a verschiddenen OECD-Länner zeechent op en Neits kee positiivt Bild fir eist Land. Ee Véierel vun de Kanner zu Lëtzebuerg ass vun Aarmut betraff – eng Situatioun, déi ouni déi vill sozial Mesüren, vun deenen ech just eng Partie ernimmt hunn, nach vill méi schlëmm wier.

An natierlech wäert och dës Regierung konsequent d'Aarmut bekämpfen. Et ass eng vun den absolutte Prioritéite vun dëser Legislatur, an de Koalitiounsaccord zeechent vill Pisten op, wéi d'Regierung plangt, dëst Zil ze erreechen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Mandy Minella** (DP) | En nationalen Aktiounsplang fir d'Preventioun vun Aarmut an hir Bekämpfung steet do ganz uewen op der Lëscht. Well de Problem vun der Aarmut e multidimensionale Problem ass, kann e just mat Hëllef vun enger transversaler Strategie geléist ginn, déi zesumme mat de Sozialpartner an den Acteuren um Terrain ausgeschafft wäert ginn. An anere Wierder: D'Problematik vum Aarmutsrisiko muss an hirer Globalitéit, an all hire Facetten, ugaange ginn.

Déi finanziell Hëllefen, wéi de REVIS, den RPGH an natierlech och de soziale Mindestloun, wäerte wéi an der Vergaangenheet och an Zukunft reegelméisseg un d'Entwécklung vun de Salairen ugepasst ginn. Dat selwecht gëllt och fir d'Allocation de vie chère.

Här President, all déi vill Hëllefen, déi existéieren, sinn eng gutt Saach. Mee si mussen natierlech och bei deene Leit ukommen, déi se brauchen. D'Prozeduren, fir all déi verschidden Hëllefen unzefroen, kënnen awer mat vill Méi verbonne sinn. Wann een awer mat finanzielle Problemer ze kämpfen huet, dann huet een net nach de Kapp, fir sech duerch e bürokrateschen Dschungel ze kämpfen, wou een déi selwecht Dokumenter bei verschiddene Verwaltungen ëmmer nees nei areeche muss. D'Prozedure mussen dréngend vereinfacht ginn. D'Demandë vun de verschiddenen Aidë mussen harmoniséiert a virun allem d'Erneierung vun enger Demande muss manner opwenneg ginn.

D'Iddi vun engem Guichet social unique ass e weidere wichtege Punkt, eng Plaz, wou Leit all déi verschidden Hëllefen ufroe kënnen, fir déi si eligibel sinn. Just als Beispill: Ongeféier 76 % vun de Leit, déi d'Subvention loyer ufroe kéinten, maachen et net. Dës Aide ass engersäits net bekannt genuch, anerersäits menge vill Leit, déi am Fong eligibel wieren, dass si keen Urecht op dës Hëllef hunn. Eng zentral Ulafstell kéint d'Leit besser doriwwer opklären, wéi eng Hëllefe si ufroe kënnen, an esou den Accès däitlech verbesseren – ganz dervun ofgesinn, datt d'Nerven och manner strapazéiert ginn.

Do dernieft muss eng Automatiséierung vun de Prozesser stattfannen an eng digital Plattform fir déi staatlech Verwaltungen en place gesat ginn, wou all déi néideg Informatiounen ënnerteneen echangéiert kënne ginn. Am selwechte Gedanke wäert dës Regierung d'Mise en place vun engem Dossier social partagé analyséieren, änlech wéi den DSP, deen et aktuell fir Patiente gëtt.

Esou recommandéiert zum Beispill den Observatoire des politiques sociales, dass d'Informatiounen iwwert déi verschidde Prestatioune vereinfacht, op méi Sproochen zougänglech gemaach an eng eenheetlech Definitioun vum „Revenu" ausgeschafft soll ginn.

Här President, ech hunn eng ganz Rei u Mesüren ernimmt, vun deenen een natierlech soe kann, dass de Gros sech net un d'Kanner per se riicht. Mee Kanneraarmut léisst sech natierlech am beschte bekämpfen, wann een d'Familljen aus der Aarmut eraushieft.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Mandy Minella** (DP) | Des Weidere wäert kontinuéierlech an d'Qualitéit vun der formaler a vun der nonformaler Bildung investéiert ginn, fir d'Chancëgläichheet fir all Kanner ze garantéieren a si beschtméiglech an hirer Entwécklung ze ënnerstëtzen. Esou léisst sech am beschten den Aarmutsrisiko verhënneren.

An obwuel se scho wärend der leschter Legislaturperiod ugeduecht war, mee wéinst der ekonomescher a finanzieller Situatioun am Land net ëmgesat konnt ginn, gëtt och weiderhin eng ëmfaassend Steierreform ugestrieft, déi déi méi gerecht Individualbesteierung aféiere wäert.

Här President, et gëtt keng einfach Léisung, fir d'Aarmut am Land ze bekämpfen. Et ass e Problem, deen een op ville verschiddenen Niveauen ugoe muss. D'Regierung ass sech däers bewosst a wäert dowéinst eng transversal Strategie ausschaffen.

Et geet engersäits drëm, deene vulnerabelste Bierger déi néideg Hëllefen ze ginn, fir datt si net an déi absolutt Prekaritéit falen. D'Wunne muss méi abordabel ginn an d'Kafkraaft muss de Leit méiglechst erhale bleiwen.

Am nohaltegste bekämpfe mir Aarmut awer, andeems mir de Kanner déi néideg Outilen an de Grapp ginn, fir sech eng sécher Zukunft opzebauen. Kanner, déi an Aarmut opwuessen, hu méi oft mat schoulesche Problemer ze kämpfen, riskéieren, d'Schoul ofzebriechen, fannen duerno keng gutt Aarbecht a riskéieren, an de Laangzäitchômage ze falen. Hir Kanner wuessen dann an deene selwechte Verhältnisser nees op.

Nieft de sëllege finanziellen Hëllefe suergen d'Schoulflicht bis 18 Joer, déi verbessert Offer u formaler an nonformaler Bildung an déi national Hausaufgabenhëllef fir eng gréisser Chancëgläichheet fir all eis Kanner an hunn d'Zil, den Däiwelskrees vun der Aarmut ze duerchbriechen.

Jo, Aarmut ass nach ëmmer eng Realitéit an eisem Land. Se ass mol méi a mol manner siichtbar. Mir verschléissen eis Aen awer net virun hir, mee iwwerhuelen eis Verantwortung, fir deene Vulnerabelsten ze hëllefen. D'Regierung huet e Plang a wäert dëse konsequent ëmsetzen, mam Zil, datt d'Kanneraarmut an d'Aarmut am Allgemengen eng Kéier net méi zum Alldag vun eiser Gesellschaft gehéieren.

Ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Mandy Minella** (DP) | Här President, ech hunn awer och nach eng Motioun, déi ech am Numm vun der DP mat de Kolleege vun der CSV wëll deposéieren. Wéi aus menger Ried ervirgaangen ass, läit eis d'Bekämpfung vun der Kanneraarmut wierklech um Häerz. An aus deem Grond wéilte mer d'Regierung opfuerderen, weider konsequent Mesüren an dësem Sënn ze ergräifen an notamment déi Pisten, déi ënner anerem am Koalitiounsaccord opgezeechent sinn, och esou séier wéi méiglech ëmzesetzen.

Villmools merci.

***Motion 3***

*La Chambre des Députés,*

*– consciente que la lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale demeure un réel défi au Luxembourg ;*

*– considérant que le risque de pauvreté des enfants est intimement lié au risque de pauvreté en général ;*

*– considérant que le logement constitue au Luxembourg un facteur central contribuant au risque de pauvreté ;*

*– considérant les efforts déployés par les gouvernements précédents dans le domaine de la politique sociale, dont notamment :*

*• l'introduction du nouveau dispositif du revenu d'inclusion sociale (REVIS) qui agit contre la pauvreté infantile et des familles monoparentales, tout en promouvant l'inclusion sociale,*

*• la mise en place d'un nouveau congé parental plus flexible qui réduit davantage le risque de tomber dans la pauvreté,*

*• la révision des critères d'éligibilité de la subvention loyer,*

*• l'adaptation du barème et des critères d'attribution de l'allocation de vie chère,*

*• la mise en œuvre de la réforme fiscale de 2017 qui a renforcé le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes et des classes moyennes,*

*• l'introduction de la gratuité des transports publics depuis le 1er mars 2020,*

*• l'introduction de la gratuité des manuels scolaires pour les élèves de l'enseignement secondaire,*

*• l'introduction de la gratuité de l'accueil dans le cadre de la mise en œuvre du programme de l'éducation plurilingue au niveau de la petite enfance,*

*• l'introduction de la gratuité de l'accueil et de l'encadrement des élèves du fondamental dans les maisons relais pendant les semaines scolaires,*

*• l'introduction de la gratuité des repas pour les élèves du fondamental pendant les semaines scolaires,*

*• l'élargissement de la gratuité des repas en faveur des élèves de l'enseignement secondaire issus de familles socialement défavorisées,*

*• l'indexation des allocations familiales depuis le 1er octobre 2021 ;*

*– considérant l'indexation continuée des traitements, salaires, pensions, rentes et autres indemnités, ainsi que l'ajustement des pensions et rentes ;*

*– notant la prolongation de l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de 18 ans à partir de la rentrée 2026 afin d'éviter le décrochage scolaire et d'améliorer les perspectives d'avenir des jeunes ;*

*– considérant que le Gouvernement s'est clairement prononcé, dans l'accord gouvernemental, pour le maintien de système actuel d'indexation automatique des traitements, salaires, pensions, rentes et autres indemnités, contribuant à garantir une revalorisation du pouvoir d'achat des ménages ;*

*– saluant que l'accord de coalition accorde de nouveau une priorité absolue aux mesures de lutte contre le risque de pauvreté, de précarité et de l'exclusion sociale ;*

*– saluant également le premier paquet de mesures du Gouvernement « Relancer le secteur de la construction immobilière – Un soutien aux personnes et à l'artisanat » du 31 janvier 2024 ;*

*– saluant en particulier l'annonce du Gouvernement d'augmenter le montant de la subvention de loyer en faveur des enfants,*

*invite le Gouvernement*

*– à poursuivre, d'une manière générale, ses efforts en faveur d'une politique sociale ambitieuse et à renforcer la lutte contre la pauvreté et l'exclusion ;*

*– à prendre en considération la gratuité de certaines prestations dans les indicateurs de la pauvreté et de l'exclusion sociale ;*

*– à poursuivre les efforts réalisés dans le domaine de l'éducation et de la formation pour réduire les inégalités à l'école et favoriser l'égalité des chances ;*

*– à continuer à développer l'offre en structures d'accueil ;*

*– à développer le chèque-service accueil (CSA) afin de garantir la gratuité de l'accueil au sein des SEA telle qu'introduite au cours des dernières années ;*

*– à élaborer et mettre en œuvre une nouvelle réforme fiscale ayant, entre autres, pour objectif d'alléger la charge fiscale des ménages à revenus modestes, des familles monoparentales et des classes moyennes ;*

*– à mettre en œuvre dans les meilleurs délais les mesures de lutte contre la pauvreté contenues dans le programme de coalition, dont notamment :*

*• l'élaboration d'un plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la pauvreté dans lequel la pauvreté des enfants doit être une priorité,*

*• l'adaptation régulière des aides financières, telles que le revenu d'inclusion sociale (REVIS) et le revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH), à l'évolution du niveau moyen des salaires,*

*• l'adaptation régulière de l'allocation de vie chère (AVC),*

*• l'adaptation des allocations familiales pour introduire une majoration d'âge pour les enfants de plus de 12 ans,*

*• l'analyse de la possibilité de mettre en place un guichet social unique,*

*• la simplification des procédures afin de faciliter et d'accélérer l'accès aux différentes prestations sociales,*

*• l'analyse de la possibilité de mettre en place un dossier social partagé,*

*• la réforme de la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité et de la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale,*

*• la création d'une plateforme digitale d'information afin de permettre à chacun de consulter les aides disponibles au niveau national et au niveau local ;*

*– à prévoir les moyens budgétaires nécessaires pour l'acquisition des terrains nécessaires au développement du logement à coût modéré et abordable et la création des infrastructures publiques répondant aux besoins des communes engagées dans une politique ambitieuse de création de logements abordables ;*

*– à renforcer la collaboration et la coopération entre les différents acteurs publics et privés dans la création de logements abordables ;*

*– à encourager davantage la gestion locative sociale ;*

*– à faire des efforts pour contenir la rétention et la spéculation foncières afin de limiter la hausse des prix et des loyers.*

*(s.) Mandy Minella, Paul Galles, Ben Polidori.*

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minella. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Wäert vun enger Gesellschaft erkennt een dorunner, wéi se mat de schwächste Membere vun där Gesellschaft ëmgeet, sot de Gustav Heinemann, fréieren däitsche Bundespresident. An och wann et Kannerrechter gëtt a villes fir d'Kanner a Jugendlecher gemaach gëtt, gehéiere Kanner a Jugendlecher zu deenen, déi sech net gutt oder guer net wiere kënnen, wa se vernoléissegt, ongerecht behandelt, vergiess oder ignoréiert ginn. Si sinn net schold drun, wa se aarm sinn. A virun allem kënne se selwer och näischt dorunner änneren a sinn drop ugewisen, datt anerer fir hir Rechter astinn an opstinn.

Dofir soen ech menger Kolleegin Claire Delcourt e grousse Merci, datt se d'Kanneraarmut haut hei thematiséiert. Dat ass ëmsou méi wichteg, well déi Thematik keng Plaz an der neier Regierung hirem Koalitiounsaccord fonnt huet – eigentlech jo awer e bëssen erstaunlech, well se de Kampf géint d'Aarmut wärend de Verhandlungen zu Senneng jo staark mediatiséiert hat an d'Kanneraarmut dann awer herno keen Theema méi war, wéi et ëm d'Definéierung vun de Prioritéiten am Regierungsprogramm goung. Dat war da wuel net am Geescht vu Senneng.

De Rapport vun der Unicef léisst keen Zweifel drun, datt d'Bildung eent vun de wichtegsten Instrumenter ass, fir d'Kanneraarmut ze bekämpfen. Den Accès zu héichwäerteger Bildung, formal oder nonformal, ass determinant. Dat ass evident. Mee leider ass et geneesou evident, datt d'Schoul zu Lëtzebuerg trotz deene ville Reformen an de leschte Joren – an et waren der wierklech vill! – als soziale Lift ganz einfach net fonctionéiert.

An dat seet net d'LSAP elo insbesondere, dat soen all d'Educatiounsexperten, sief et an de successive Bildungsberichter, sief et an de Rapporte vum Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire, sief et a villen anere Publikatiounen. Besonnesch am ONQS sengem Rapport vun 2022 iwwert den Impakt vun der sozialer Hierkonft ass de Message ganz kloer: D'Educatioun als soziale Lift ass „en panne". Dat ass en dramatesche Constat an et muss eis all interpelléieren, souguer alarméieren!

Natierlech ass munches en place gesat ginn. Huele mer emol déi ganz kleng: Kanner am Alter tëscht engem a véier Joer kréien am Kader vum Programme d'éducation plurilingue 20 Stonne gratis Betreiung wärend 46 Wochen am Joer, eng Mesür aus dem schonn zitéierten Aktiounsplang vun der Garantie pour l'enfance. Zënter Oktober 2017 muss all konventionéiert Crèche deemno e Konzept fir e méisproochegen Accueil virleeën. D'Zil ass déi sproochlech Fréiförderung vun de klenge Kanner, fir si un dat méisproochegt soziaalt Ëmfeld zu Lëtzebuerg erunzefëieren a se op e méiglechst gudde Schoulstart virzebereeden, wuel wëssend, datt d'Sprooche jo ganz dacks de sprangende Punkt sinn, wann et ëm d'Chancëgerechtegkeet geet.

Déi sproochlech Fréiförderung gëtt et awer net nëmmen an de Crèchen, mee bekanntlech och am Precoce. Dat ka jo awer alles nëmme klappen, wann och all Kand am Land eng Plaz am Precoce kritt. Bis haut ass dat jo bekanntlech net de Fall. An och d'Zesummenaarbecht tëscht de Crèchen an dem Precoce muss sech nach verbesseren, am Interessi vun de Kanner, déi deels an de Precoce ginn an deels an eng Crèche.

A wou ass dee Programme d'éducation plurilingue haut eigentlech drun? De Regierungsprogramm gesäit Evaluatioune vir. Wéini, Här Minister, kënne mer do mat Resultater rechnen?

De Personalschlëssel ass sécher eppes, woumat Der Iech och musst intensiv beschäftegen. Jiddereen, dee schonn eng hallef Stonn bei klenge Kanner an enger Crèche war, weess, datt eng gutt Betreiung – Stéchwuert „Bindung" – ganz zäitintensiv ass. A grad Kanner, déi vläicht doheem net oder net vill an hirer Entwécklung gehollef kréien, dacks aus aarme Familljen, brauche jo besonnesch vill Zäit an Opmierksamkeet. Wéi gëtt deem Besoin, dee jo vu Kand zu Kand verschidden ass, Rechnung gedroen?

Dann de Cycle 1, d'Spillschoul: Och hei brauche mer déi noutwendeg Ressourcë sur place, fir sécherzestellen, datt alleguerten d'Kanner, onofhängeg vun hirer sozialer Hierkonft, matgeholl ginn. Duerfir brauche mer en effet en zweeten Intervenant, en ausgebilten Educateur nieft dem Enseignant an der Spillschoul. A mir begréissen et ausdrécklech, datt d'Iddi vum zweeten Intervenant et och an de Regierungsprogramm gepackt huet. A mir géifen et nach méi begréissen, wann de Minister eis haut géif soen, wéi dat Konzept ganz genee ausgesäit, wien deen zweeten Intervenant ass a wéini et ugeet mat deem dote Programm.

Här President, e Kand, deem et net gutt geet, wou doheem Geldsuerge sinn, wou d'Eltere streiden, well se Existenzängscht hunn, wou et vir an hannen net opgeet, esou e Kand kann net gutt léieren. Dat ass mat ganz anere Froe beschäftegt wéi mat enger Mathésaufgab oder däitsche Vokabelen. Besonnesch an der Pandemie ass ganz vill vum Bien-être vun de Kanner an der Schoul a vun der Santé mentale vun deene Klenge geschwat ginn. Déi zwou haiteg Regierungsparteien haten deen Ament vill Iddien, fir de Kanner hire Bien-être ze verbesseren, grad a besonnesch an der Grondschoul.

Eigentlech misst et jo awer jidderengem aliichten, datt ee Ressourcen effektiv grad da muss asetzen, wann d'Kanner nach kleng sinn, an net eréischt am Lycée, well da läit d'Kand jo scho ganz dacks am Pëtz. A ville Länner ass et deemno scho längst Usus, d'Kanner am Prescolaire an am Fondamental net just mam Léierpersonal ze encadréieren, mee hinne qualifizéiert Erzéier, Psychologen a Sozialaarbechter zur Säit ze stellen, an zwar am Alldag sur place.

Wéinst deene ville gudden Iddie fir d'Santé mentale an de Bien-être ass et fir eis e wéineg iwwerraschend, datt déi et net an de Regierungsprogramm gepackt hunn. An all Schoul e SePAS, deen d'Kanner am Fondamental begleet an hir schoulesch a soziopsychologesch Entwécklung begleede kann: Dat hunn ech néierens fonnt, dobäi huet jo awer d'CSV dat ëmmer gefuerdert. En Erwuessenen, dee reegelméisseg mat Kanner a Kontakt ass, dee se kennt, dee mierkt, wa bei engem Kand eppes net stëmmt, dee ka fréizäiteg an onkomplizéiert agräifen, fir dem Kand ze hëllefen. Dat ass einfach e Must an eise Schoulen.

Aus deem Grond brauche mer net just e Psycholog, mee mir brauche multidisziplinär Ekippen an de Schoulen, wéi gesot, um Terrain, am Alldag, all Dag, en Aide-soignant oder en Infirmier, e Psycholog an en Educateur, déi jidderzäit preventiv oder proaktiv kënnen agräifen. D'LSAP ass iwwerzeegt, datt dat de Bien-être vun de Schülerinnen a Schüler verbessere géif an d'Enseignante wierklech géif entlaaschten. Laangfristeg géif dat sech natierlech dann och positiv op déi sozial Exklusioun auswierken. Et wär ganz schued, wann eis Regierungsparteien déi dote Prioritéit géife verkennen.

Wa mer vu Ressourcëverdeelung schwätzen, da wëll ech awer och op de Contingent tëscht de Gemengen ze schwätze kommen. Zanter 2010 gi jo d'Ressourcë fir de Fondamental tëscht de Gemengen ëmverdeelt op Basis vun der Berechnung vun engem Contingent, deen ënner anerem de sozioökonomeschen Hannergrond vun de Schüler berücksichtegt. Dat Instrument ass gutt a sënnvoll, mee et kéint een awer méi wäit goen, wann een dann d'Schoul als soziale Lift wéilt fonctionéieren dinn.

D'LSAP ass jiddefalls fir e Pilotprojet, fir d'Ressourcen och bannent de Gemenge besser a méi geziilt kënnen ëmzeverdeelen. Jee no Gemeng gëtt et jo – an dat wësst Der – considerabel Ënnerscheeder an der Schülerpopulatioun tëscht deene verschiddene Quartieren an deene verschiddene Schoulen. Dofir wier et absolutt sënnvoll, net nëmmen um Niveau vun de Gemengen, mee och vun de Schoulen an deenen eenzelne Gemengen eng méi cibléiert Ëmverdeelung anzeféieren. Do géife Schoule mat méi Schülerinnen a Schüler aus defavoriséierte Famillje systematesch méi Mëttele kréien, fir pedagogesch Konzepter opzestellen an de Kanner eng reell Chancëgerechtegkeet ze bidden.

Den Educatiounsministère mécht jo vill Pilotprojeten. Här Minister, dat hei wier e ganz sënnvollen, dee bestëmmt eppes géif bréngen am Kampf géint Ongerechtegkeet a géint Kanneraarmut.

Här President, e weidere Punkt, deen natierlech dréngend muss kommen, ass endlech eng qualifizéiert gratis Nohëllef. Kanner, déi doheem net kënne vun den Eltere gehollef kréien, déi sinn op Hëllef ugewisen. A wann den Appui wärend de Schoulstonne géif duergoen, dann hätte mer déi Problemer jo all net, déi mer haut diskutéieren!

Déi gratis Hausaufgabenhëllef an de Maison-relaisen ass, mat Verlab, awer net vill méi wéi just en Tape-à-l'oeil – e Silenz, eng Surveillance. Wann e Kand an engem Fach wierklech Schwieregkeeten huet, ass him heimat net gehollef. Déi aktuell Hausaufgabenhëllef gëtt de Besoine vun de Schülerinnen a Schüler net gerecht. Et gëtt héich Zäit, datt do eng aner Léisung fonnt gëtt. Et muss eng Offer ginn, fir Kanner geziilt Nohëllef unzebidden, wa si se brauchen – gratis.

An den Appui pédagogique muss op de Leescht geholl ginn. Mee wann ech mech richteg erënneren, huet de Minister dat jo och wëlles. Ech mengen, dass en dat an enger Kommissiounssëtzung esou annoncéiert hat.

Här President, aus dem Unicef-Rapport geet kloer ervir, datt den Accès zu Educatioun a Kannerbetreiung soll eng Prioritéit sinn, fir Kanneraarmut ze bekämpfen. Hei geet der Regierung hiert Versprieche vun enger Betreiungsplazgarantie net duer. Well wie muss dat Verspriechen herno aléisen? Majo, dat si jo natierlech d'Gemengen! A si brauchen dofir dréngend Ënnerstëtzung, fir hir Capacitéiten eropzeschrauwen, souwuel fir de Bau an d'Renovatioun vun den Infrastrukture vun den SEAe wéi och fir d'Personalkäschten.

A mir brauchen natierlech eng kloer Strategie, fir d'Educatiounsberuffer méi attraktiv ze gestalten, fir dem Personalmangel entgéintzewierken. Dobäi ass d'Qualitéit den A an den O vun der Kannerbetreiung, well et geet schliisslech net nëmmen drëm, d'Kanner gutt ze versuergen, mee d'Kannerbetreiung, esou wéi mir se jo eigentlech verstinn, ass jo eng nonformal Bildung, an déi huet jo den Usproch, d'Kanner och ze förderen.

Ech froe mech awer, ob dat net villméi e fromme Wonsch ass wéi Realitéit. De Bildungsbericht 2021 weist jiddefalls schwaarz op wäiss, datt déi individuell Förderung an d'Entwécklung vun de soziale Kompetenzen a grousse Maison-relaisen net esou ass, wéi dat misst sinn.

D'Personal vu Maison-relaisen huet selwer uginn, nëmme knapp 7 % vu senger Zäit mat pedagogescher Aarbecht ze verbréngen. 7 %! 30 % vun der Zäit geet drop mat Surveillance, 23 % mat der Organisatioun an administrativen Tâchen. A 7 % fir pedagogesch Aarbecht, si mer éierlech, dat ass jo awer eigentlech näischt! Bei engem Kand, dat 20 Stonnen d'Woch an d'Maison relais geet, entsprieche 7 % e bësse méi wéi enger Stonn. Do dierf ee sech awer net wonneren, datt vill Mënschen ufänken, d'Kannerbetreiung e bësse méi kritesch ze kucken.

Här President, Krisen accentuéieren d'Schwächte vun enger Gesellschaft. Dat hu mer wärend der Covidkris gesinn. Duerch d'Pandemie si bei ville Kanner Léierréckstänn entstanen. Do kann ee soen, d'Summerschool ass just zur Zäit komm, fir deem entgéintzewierken. De leschte Summer hunn och wierklech vill Schülerinnen a Schüler d'Summerschool besicht: iwwer 6.300. Fir de Fondamental hu ronn 73 Enseignante fräiwëlleg matgemaach an 178 Studenten hunn d'Coursen assuréiert.

Mee vill méi interessant ass jo d'Fro, wéi dann de Profill vun de Kanner ass, déi iwwerhaapt an der Summerschool ware wärend deenen zwou Wochen. Sinn et wierklech déi Kanner, déi déi Ënnerstëtzung am dréngendste brauchen? Oder sinn et villméi Schülerinnen a Schüler, déi eigentlech elo net déi grouss Schwieregkeeten hunn, mee wou d'Elteren awer fannen, datt et nach e Strapp besser kéint goen? Gouf dat scho gekuckt? A wat bréngt dann och eng Summerschool an de Resultater vun de Schüler? Mir wäre ganz frou, wa mer d'Chiffere vum Impakt kéinte kréie respektiv wann deen Impakt da géif emol gemooss ginn.

Net nëmme bei der Summerschool, mee generell bei villen Hëllefe mussen d'Eltere jo selwer d'Demarchë maachen, fir Informatiounen ze kréien an d'Hëllef unzefroen. Dat setzt viraus, datt d'Elteren iwwerhaapt emol wëssen, datt et esou Hëllefe gëtt. Mir hunn dat jo virdrun och schonn hei thematiséiert. Ganz dacks wëssen d'Leit guer net Bescheed iwwert déi Offer, déi hinnen zur Verfügung steet. Den Informatiounsfloss ass eeben net iwwerall dee selwechten. Leit a prekäre Situatioune sinn an éischter Linn jo och domadder beschäftegt, schaffen ze goen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, fir hire Kanner en Daach iwwert dem Kapp ze ginn. Si erreecht een net mat der Publikatioun vun engem Communiqué um Internetsite vun der Regierung.

Mir brauchen dofir eng méi proaktiv Approche. An dee Guichet unique social, deen d'Regierung wëlles huet ze installéieren, ass eng gutt Iddi. Eiser Meenung no spillen awer och déi Leit, déi am sozioedukative Beräich sinn, eng zentral Roll. Si si jo reegelméisseg am Kontakt mat de Betraffenen. Si sinn dacks déi éischt Ulafstell, wann d'Leit Froen hunn.

Dofir ass et wichteg, och d'Personal an deene Beruffer ze sensibiliséieren, ze responsabiliséieren, fir d'Familljen och weiderzeleeden, wa se Hëllef brauchen. D'Vernetzung tëscht deene verschiddene Servicer, déi muss onbedéngt verbessert ginn. E Parcours du combattant ass jiddefalls ze evitéieren, et gëtt en awer nach ganz, ganz dacks. Sécher sinn och d'Offices sociaux fir d'Begleedung vun de ville Leit essenziell, mee och net jidderee geet bei en Office social, aus deene bekannten Ursaachen.

Här President, all dës Punkten a Propose sinn an enger Motioun zesummegefaasst, déi ech ganz gär géif deposéieren, gedroe vun LSAP, deene Gréngen, de Piraten an déi Lénk. Voilà.

***Motion 4***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant le bilan « Innocenti 18 » du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Unicef, sur la pauvreté des enfants dans les pays les plus riches du monde, qui fait état d'un taux de risque de pauvreté des enfants au Luxembourg de près de 25 % ;*

*– considérant que le Luxembourg occupe la 35e place parmi les 39 pays les plus riches étudiés dans le bilan « Innocenti 18 » de l'Unicef ;*

*– considérant que le risque de pauvreté et l'exclusion sociale des enfants est susceptible d'impacter leur formation scolaire et professionnelle et, de ce fait, d'impacter considérablement leurs conditions de vie à l'âge adulte ;*

*– considérant que l'Unicef recommande de prendre les mesures nécessaires pour assurer que l'éducation formelle et non formelle puisse jouer un rôle d'ascenseur social pour briser le cercle vicieux de la pauvreté ;*

*– considérant les conclusions du « Rapport national sur l'éducation 2021 » ainsi que celles du « Rapport thématique : Orientations pour une réduction de l'impact des inégalités d'origine sociale dans le système éducatif » de l'Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire,*

*invite le Gouvernement à*

*– mener une évaluation du programme d'éducation plurilingue des services d'éducation et d'accueil et l'adapter le cas échéant ;*

*– évaluer et, le cas échéant, réformer les ratios d'encadrement du personnel dans les SEA ;*

*– présenter à la Chambre des Députés un bilan des « Summer Schools » ayant lieu avant la rentrée scolaire depuis 2020 et prévoir des adaptations en conséquence ;*

*– évaluer l'appui pédagogique et, le cas échéant, introduire une nouvelle forme de soutien ciblé pour les élèves de l'enseignement fondamental dans toutes les communes ;*

*– mettre en place des SePAS avec au moins un psychologue présent dans toutes les écoles de l'enseignement fondamental ;*

*– adapter – dans le cadre d'un projet pilote – le dispositif du contingent, qui assure une répartition plus équitable des ressources allouées aux communes et qui comprend un indice socio-économique de la situation des élèves, afin de permettre une répartition des ressources plus équitable non seulement entre les communes, mais également entre les différentes écoles au sein d'une commune.*

*(s.) Francine Closener, Marc Baum, Claire Delcourt, Ben Polidori, Joëlle Welfring.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | An da kéim ech och zum Schluss. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Kanneraarmut ass keng Fatalitéit! Et ass eng Fro vu politeschem Wëllen. An et ass un eis, fir alle Kanner zu Lëtzebuerg eng Chance ze ginn op e Liewen ouni sozial Humiliatioun.

Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Closener. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fred Keup** (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, wéi wichteg sinn eis d'Kanner? Wéi wichteg sinn eis d'Familljen? Well Familljen a Kanner kann een net getrennt kucken. Wa mer also vu Kanneraarmut schwätzen, dann ass dat eigentlech dat selwecht wéi Aarmut vun de Familljen.

Wann een déi Zuelen hei kuckt an och d'Entwécklung allgemeng, da kënnt een zur Konklusioun: Dat hei ass éischter keng kannerfrëndlech Welt. Et ass éischter eng familljefeindlech Welt, déi mer hei hunn. An dat ass am Fong eng Katastroph fir eis Gesellschaft. D'Famill ass d'Basis vun der Gesellschaft. Et ass d'Basis och hei vun eiser Gesellschaft. An d'Kanner an d'Famill missten eigentlech am Zentrum vun eisen Entscheedungen alleguerte stoen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fred Keup** (ADR) | Firwat maache mir dat Ganzt iwwerhaapt hei, wann et net fir eis Kanner ass? Firwat ass déi Situatioun dann elo esou schlecht, wéi se elo ass? Ma dëst huet zwee grouss Grënn. Den éischte Grond, fir dee si mir hei zu Lëtzebuerg net eleng schëlleg, fir den zweete Grond awer éischter wuel.

Den éischte Grond ass en allgemenge Verfall vun der Roll vun der Famill hei an och am Ausland. Jo, an der ganzer westlecher Welt an och zu Lëtzebuerg ass d'Famill an der Kris. De Stellewäert vun der Famill huet an de leschte Joerzéngten ofgeholl. De Wäert vun der Famill ass laang net méi deen, deen et war. An et geet esou wäit, dass ee souguer vun engem „traditionelle" Familljebild schwätzt, an engem modernen Zäitgeescht och oft pejorativ gemengt. An d'Kanner sinn am Fong déi Leidtragend vun där Entwécklung.

Dann den zweete Grond: Dat ass déi konkreet Politick, déi hei am Land besonnesch dann och déi lescht Joren an och ënnert der Gambia-Koalitioun gemaach gouf. Et ass eng Politick, déi ënnert dem Stréch – an dat weise jo och e bëssen déi Zuelen – net d'Kanner an och net d'Famill an den Zentrum setzt, mee, einfach ausgedréckt, d'Wirtschaft. Ech kommen dorobber zréck.

Werfe mer emol eng Kéier e Bléck och e bëssen an d'Vergaangenheet. Dat ass ganz interessant, et soll ee jo vergläichen. Wann ech einfach eng Situatioun huelen, wéi hei awer déi meescht, mengen ech, se och nach selwer erlieft hunn: Wa mer kucken, an den 80er-Joren hat Der eng Famill: Elteren, zwee Kanner. De Mann war, ech soe mol, Aarbechter. D'Fra huet emol net musse schaffe goen, trotzdeem konnte se sech en Haus leeschten – och vläicht elo kee risegt, mee si konnte sech en Haus leeschten. Si konnte sech och en Auto leeschten, si konnten och an d'Vakanz fueren. Dat war d'Situatioun virun 30, 40 Joer.

An haut si mer an enger ganz anerer Situatioun. Leit, déi an esou enger Situatioun si wéi déi, déi ech grad beschriwwen hunn, ma déi fannen hei am Land guer näischt méi. Déi gi sech hei an d'Rei stellen, fir eng Sozialwunneng ze fannen, oder déi plënneren an d'Ausland, wa se dann do eng Wunneng fannen. Dat ass d'Realitéit.

A mir hunn iwwert déi lescht Joerzéngten an deem Sënn, wéi ech jo elo grad erkläert hunn, en immense Kafkraaftverloscht erlieft. De Liewensstandard – an iwwregens och d'Liewensqualitéit vun engem gudden Deel vun der Bevëlkerung – ass iwwert déi lescht Joerzéngten hei am Land däitlech erofgaangen. Fir déi war et op jidde Fall fréier besser.

Eng grouss Konsequenz vun där ganzer Entwécklung ass dann d'Kanneraarmut. An do kommen ech eeben op ganz beonrouegend Zuelen zréck, och aus dem Panorama social, wou dat ëmmer erëm och gewise gëtt, eebe besonnesch wat d'Familljen ugeet.

A mir soe ganz kloer als ADR: Mir mussen d'Familljen ënnerstëtzen. Mir musse se héichhalen. Mir mussen d'Famill erëm méi wäertschätzen. An et kann net sinn, dass de Fakt, dass een zu Lëtzebuerg eng Famill grënnt a Kanner kritt, en Aarmutsrisiko bedeit. Dat kann net sinn, an do wëlle mer eis dergéint wieren!

Déi Statistike soe ganz kloer: Den Aarmutsrisiko läit bei Persounen ouni Kanner bei 12 %. Wann Der da méi Kanner hutt, da geet dat an d'Luucht. A fir Familleje mat dräi Kanner – wou d'Elteren nach zesumme sinn, wuelgemierkt – läit den Aarmutsrisiko scho bei 40 %. Dat ass aus dem Panorama social.

Dat, léif Kolleegen, mengen ech, dat ass awer fir eis hei, fir eist Land en Aarmutszeechnis. Dat ass dat, wat ee kann nennen eng Sënn an eng Schan, wann et bedeit, dass, wann ech Kanner kréien, ech mech dann engem Aarmutsrisiko aussetzen. Mee déi Zuelen hei, déi weisen dat op beandrockend Aart a Weis.

An dat trotz engem ganz staarke Wuesstem, dee mer iwwert déi leschte Joren a Joerzéngten haten, Bevëlkerungswuesstem, Wirtschaftswuesstem. A wann ech dat eng Kéier e bësse kritiséieren, da kréien ech als Äntwert: „Jo, mee de Wuesstem, dee bréngt eis awer Räichtum, wësst Der?", an esou weider an esou fort. Mee hei ass et jo awer ganz kloer, dass dee Räichtum och net fir jiddwereen da verdeelt gëtt. Trotz deem Wuesstem, dee mer dann also hunn, mat all senge schlechte Konsequenze sou niewelaanscht, sinn et jo awer da 25 % vun de Kanner, déi engem Aarmutsrisiko hei am Land ausgesat sinn. An ech mengen, dat kann net sinn, an do musse mer usetzen.

Ech wëll och hei kloer soen, dass et eng aner Wiel gëtt, fir och eng aner Politick ze maachen. Eng Politick, wou d'Familljen an d'Kanner eebe méi am Zentrum vun der Iwwerleeung stinn. Ech géif hei e puer Punkten einfach emol proposéieren.

Deen éischte Punkt, dat ass e méi héicht Kannergeld. Wann een emol kuckt: Wat kaschte Jonker, wat kaschten d'Kanner haut eng Famill? Ech si selwer Papp vun zwee Kanner. Ech kann Iech e bëssen e Lidd dovunner sangen. Mee ech hunn d'Statistik gekuckt vum Statec fir Teenager. De Statec hat dat virun dräi Joer analyséiert. An do si se dann derzou komm: E Kand vu 15 Joer kascht eng Famill am Mount 600 Euro, an e Kand vu 17 Joer 700 Euro. A wann Der elo d'Inflatioun mat arechent, da kommt Der nach eng Kéier op gutt méi wéi 100 Euro méi. Dat heescht, e Kand an deem Alter kascht eng Famill 700, 800 Euro.

An do huet de Statec nach just Saache gekuckt wéi Iessen, Kleeder, Fräizäit, Schoul, Multimedia a Mobilitéit, an zum Beispill net de Loyer! Well mir wësse jo och alleguerten, wann ee Kanner huet: Wat een der méi huet, da brauch een och méi Wunnraum. Da brauch ee méi Zëmmer, da gëtt de Loyer oder eeben de Prêt, wann een en Haus keeft, och vill méi deier. Dat ass mol net hei mat agerechent. Ech mengen, do mussen d'Elteren och eventuell méi grouss Autoe kafen. Si mussen och méi hin- an hierfueren, d'Kanner musse jo gefouert gi riets a lénks. Dat ass jo d'Realitéit.

Dat heescht, de reelle Käschtepunkt vun engem Kand fir eng Famill ass enorm! Do komme mer, wa mer dat heite mat arechnen, wäit iwwer 1.000 Euro pro Kand. A wa mer da kucken, wéi héich d'Kannergeld ass, läit dat ganz, ganz, ganz däitlech dorënner. An ech mengen, dass een dat dann och der Realitéit e bësse misst upassen, wa mer nach wëllen hei am Land d'Leit och ënnerstëtzen, fir Kanner ze kréien, an och déi, déi Kanner hunn.

Dofir si mer och der Meenung, dass ee misst d'Kannergeld erëm staffelen: méi Kannergeld fir dat zweet Kand, méi Kannergeld fir dat drëtt Kand, méi Kannergeld fir dat véiert Kand. Et sinn eng Partie Länner, déi dat maachen. Mir waren ëmmer dergéint, wéi dat ofgeschaaft ginn ass, a mir géifen dat erëm aféieren.

Drëtte Punkt: Mir géifen en Elteregeld aféieren, wéi ech Iech et och nach eng Kéier wäert erklären, wou d'Elteren, och déi, déi doheem bleiwen, eng finanziell Entschiedegung kréien a soumat also och eng besser finanziell Situatioun dann hunn.

*(Interruption)*

Wat d'Steieren ugeet: Mir si géint eng Individualiséierung an enger Steierreform, wa se zulaaschte vun de Famillje geet! Wann eng Steierreform kënnt – an déi ass jo geplangt –, da muss déi esou gemaach sinn, dass d'Familljen net verléieren, mee ënnerstëtzt ginn. Déi missten am Fong dobäi gewannen.

Fënneftens si mer och fir punktuell Erliichterunge fir Persounen, déi a schwierege Situatioune sinn. Dat gëllt zum Beispill fir Persounen, déi op eemol eleng mat Kanner dostinn. A grad déi si jo engem groussen Aarmutsrisiko ausgesat.

An da weider Hëllefen, déi een nach kéint aféieren. Ech denken zum Beispill u Familljen, déi dann e méi groussen Auto brauchen, fir zum Beispill och do ze hëllefen.

Als ADR wëlle mer eng Politick, déi d'Wuel vun de Kanner an den Zentrum vun eisen Entscheedunge stellt.

Nieft der Kanneraarmut, där materieller – an et geet jo och ëm d'Suen –, gëtt et awer och déi sozial, déi mënschlech Komponent, déi emotional. An ech mengen, mir mussen och eng méi kannerfrëndlech Gesellschaft ginn. A mir brauchen dat, well, wéi gesot, d'Famill ass d'Basis vun eiser Gesellschaft.

An hei hu mer eng Politick erlieft iwwert déi lescht zéng Joer ... Also, ech schwätzen am Fong elo vun der Regierung virdrun. Wéi dat elo genee déi nächst véier Joer geet, do loossen ech mech da gär iwwerraschen. Haut ass villes ugekënnegt ginn, mee Maachen zielt, an net Schwätzen. Mee wat ech déi lescht zéng Joer op jidde Fall festgestallt hunn, ass, dass se eng Politick gemaach hunn, déi manner d'Famill an den Zentrum vum Interessi stellt, mee éischter, wéi gesot, d'Wirtschaft. An et gëtt e Choix. Et gëtt e Choix, deen ee ka maachen. Dat ass e politesche Choix. Et kann een e Choix maachen, wou d'Kanner bei den Eltere kënne sinn, bei Papp oder Mamm. An et kann een e Choix maachen, wou d'Kanner éischter an enger Struktur kënne sinn an d'Elteren eeben der Wirtschaft zur Verfügung stinn. Dat ass e politesche Choix. An do ass eben hei déi lescht zéng Joer eng Politick gemaach ginn éischter an d'Richtung vun der Wirtschaft a manner a Richtung Elteren.

Mir fuerderen, säit Laangem an ëmmer erëm, eng Gerechtegkeet. Eng Gerechtegkeet, dass och déi Elteren, déi sech bereeterklären, hir Kanner selwer doheem ze erzéien an ze versuergen, finanziell genausou staark sollen ënnerstëtzt gi wéi déi Elteren, déi hir Kanner a Strukture ginn.

Dat wier e fräie Choix fir d'Elteren. An de Staat kéint jo higoen an zum Beispill déi Zomm, déi en hëlt, fir e Kand ze bezuelen, wann et an der Crèche ass – dat bezilt jo de Staat, wann dat dann 1.000, 1.500 Euro sinn –, huelen a soen: „Hei, mir ginn den Elteren déi, wann déi sech selwer doheem ëm d'Kand këmmeren." Dat natierlech gebonnen un d'Abezuelen an d'Pensiounskeess, fir dass déi Leit, wa se da pensiounsberechtegt sinn, net do an Aarmutsschwieregkeete kommen. Dat wier eng kannerfrëndlech an eng familljefrëndlech Politick.

Sou, lo hunn ech vill geschwat, och iwwert de Wäert vun der Famill, deen ofhëlt, an ech kommen och nach e bëssen zu engem Tabutheema, dat awer och net onweesentlech ass. Dat ass natierlech e bësse kriddeleg, mee ech wëll et awer hei uschwätzen. Dat si Scheedungen. Mir sinn eis jo all bewosst, dass de Fakt, dass een elengerzéiend ass, de Risiko vun der Aarmut extreem erhéicht. Mee mir schwätzen awer ni iwwert de Grond dovun, dass een elengerzéiend ass. An dat ass nun emol a bal all de Fäll eng Scheedung.

Wa mer d'Zuel vun de Scheedungen hei am Land kucken: Déi sinn drastesch an d'Luucht gaangen. Mir haten der 2010 1.000 am Joer, 2020 2.000 am Joer, also eng Verduebelung op zéng Joer. Dat gëtt am Fong hautdesdaags och net méi vill thematiséiert. Et sinn natierlech och ganz vill Leit betraff, mee ech ka mech awer erënneren, dass awer an den 90er-Joren nach Schlagzeilen an den Zeitunge waren, wou sech Suerge gemaach ginn ass iwwert déi steigend Unzuel u Scheedungen, déi mer hunn.

Mir alleguerten hei kenne Leit, déi duerch eng Scheedung a katastrophal finanziell Situatioune komm

sinn. An d'Kanner sinn déi gréisste Leidtragend derbäi. Net nëmmen, dass si um emotionalen, soziale Plang leiden, mee och um finanzielle Plang. An natierlech gëtt et sécher gutt Grënn fir Scheedungen an et gëtt sécher och vill Fäll, wou et de Kanner doduerch souguer besser geet, mee bei den allermeeschte Scheedunge sinn d'Kanner déi, déi am meeschte leiden, déi eng komplett Ruptur erliewen, sozial wéi och vum Wuelstand hier.

Dofir sollte mir eis mol fir d'Famill asetzen, dass se zesummebleift, an d'Famill, och déi sougenannt „traditionell Famill", als eppes ganz Positives duerstellen. Mir sollte Campagnë maachen, net iwwert d'Problemer, déi d'Famill bréngt, mee iwwert d'Virdeeler, déi d'Famill bréngt.

Ech wëll Iech just ee Beispill soen, eng konkreet Zuel, iwwer eng Studie, déi an Norwege gemaach ginn ass bei Kanner aus Familljen, wou et Scheedunge gi sinn. Do hutt Der bei ronn 40 % vun de Kanner doduerch Problemer bei hirer Gesondheet. Dat ass eng Studie aus Norwegen, déi awer zimmlech bekannt ass.

Also, mäi Message zu deem Ganzen: Mir sollten d'Famill ervirhiewen a mir sollten esou wäit wéi méiglech zesummebleiwen. Da kann een och vill erreechen.

Elo hu mer hei awer déi schwiereg Situatioun, an ech kommen zréck op déi Zuelen. A mir hunn hei d'Partei, d'LSAP, déi huet dann och déi Interpellatioun hei ugefrot. Jo, déi hunn dann och do vill kritiséiert. Se hunn och vill iwwert d'Schoul geschwat, wat elo net onbedéngt eppes direkt mam Theema – direkt mam Theema – ze dinn huet, wëll ech soen. Mee ech wëll awer och do eng Kéier trotzdeem dorop opmierksam maachen, dass d'LSAP awer, wann ech mech net ieren, zënter bal 20 Joer ... Jo, déi war elo säit 2004 an der Regierung. Praktesch mäi ganzt Liewe war d'LSAP an der Regierung. A wann ech 2003 kucken, du war den Aarmutsrisiko fir d'Kanner bei 11,6 %, a lo ass e bei 24,5 %. Also, Dir gesitt eng enorm Steigerung an deene leschten 20 Joer. Da fanne ech et awer zimmlech gewot, wann een dann heihinnerkënnt a seet, et wéilt een elo alles besser maachen, wann een 20 Joer virdrun an der Regierung war.

*(Interruption)*

Voilà, dat gesot, soen ech Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

An ech wëll nach soen: Och d'Madamm Mandy Minella huet jo hei villes am Fong gesot. Si huet am Numm vun der Regierung e bësse geschwat a Saachen hei gesot, déi dann d'Regierung wäert déi nächste Jore maachen. Ma dat ass ganz einfach: Dat kann ee jo liicht moossen. Dat heescht, mir gesinn eis jo bestëmmt hei erëm, fir iwwert dat Theema ze schwätzen, an zwee Joer, an dräi Joer, a véier Joer, an da kënne mer de Bilan zéien. A wann deen Aarmutsrisiko erofgaangen ass a véier Joer, da kënne mer soen: „Jo, Dir hutt gutt geschafft." Wann en awer d'selwecht ass oder eropgaangen ass, dann, ech mengen, si mer eis alleguerten eens, dass mer eis mussen heibanne soen, dass dann d'Moossname vun der Regierung net duergaange sinn an net déi richteg waren.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop der Madamm Claire Delcourt e grousse Merci fir dës Interpellatioun zur Kanneraarmut – e Sujet, dee mir besonnesch um Häerz läit. Lëtzebuerg huet sech mam Ënnerschreiwe vun der UN-Kannerrechtskonventioun virun 31 Joer derzou verflicht, Kanner e Liewen an Dignitéit an ouni Aarmut ze bidden. A wien u Kanneraarmut denkt, deen denkt warscheinlech net als Éischt u Lëtzebuerg, mee all véiert Kand zu Lëtzebuerg – et ass schonn ugeklongen – lieft un der Aarmutsgrenz, an dat sinn 30.000 Kanner. An dat sinn der och 30.000 ze vill!

Mir liewen an engem Land mat engem vun deenen héchste PIBe pro Awunner vun der Welt, mee mat engem Aarmutsrisiko a mat sozialen Ongläichheeten, déi ëmmer weider klammen. Gëschter krute mer vun der Stëmm vun der Strooss gesot, dass ëmmer méi Leit, déi eng Aarbecht hunn an och e Logement, bei si iesse kommen, well et einfach um Enn vum Mount net opgeet, an dass och anzwëschent reegelméisseg 170 Kanner mat hiren Eltere bei si iesse kommen. Dëst ënnersträicht, dass den Aarmutsrisiko net nëmmen eng statistesch Zuel ass, mee dass hanner all Zuel individuell Schicksaler, Dreem an och Potenzialer stinn, déi duerch finanziell Schwieregkeete staark benodeelegt sinn.

Net ëmsoss hu mir d'lescht Joer d'Kannerrechter als Mënscherechter an der Verfassung verankert. Ma domadder ass et awer net gedoen. Déi nei Regierung ass mam Verspriechen ugetrueden, d'Aarmutsbekämpfung zur Prioritéit ze maachen, an dobäi kënnt de Begréff Kanneraarmut mol net an dem Koalitiounsvertrag vir. Kënne mir zouloossen, dass an engem Land wéi Lëtzebuerg Kanner an Aarmut liewen? Hu mir net d'Verantwortung, Moossnamen ze ergräifen, fir sécherzestellen, dass all Kand déi selwecht Entwécklungs- a Bildungschancen huet, onofhängeg vun der finanzieller Situatioun vun den Elteren?

Kanner kënnen näischt fir d'Situatioun vun den Elteren, vun der Famill, an där se grouss ginn, mee d'Auswierkungen hunn en direkten Impakt op si. An Aarmut opwuesse bedeit ganz oft, dass een et am Laf vu sengem Liewen och méi schwéier huet wéi eng Persoun, déi am Wuelstand opwiisst.

Sozial a wirtschaftlech Ongläichheeten an der Kandheet erhéijen de Risiko, am Erwuessenenalter an d'Prekaritéit ze rutschen. Oft gëtt hei vun engem Däiwelskrees vun der Aarmut geschwat – deen ass schonn ugeklongen –, wou Aarmut vu Generatioun zu Generatioun weidergi gëtt, eppes, aus deem sech Mënsche meeschtens net eleng befreie kënnen. Aarmut schränkt deemno d'Zukunftschancen an.

Mir hunn dofir als Gesellschaft eng Verantwortung de betraffene Kanner géigeniwwer. Mir mussen derfir suergen, dass d'Kanner méiglechst suergefräi opwuessen, an hinnen eng finanziell Sécherheet ginn, well all Kand huet e Recht op e gudde Start an d'Liewen.

Wa mir Kanneraarmut als Sujet thematiséieren, setzt dat d'Grondverständnis viraus, dass Kanner net nëmme Kanner vun Eltere sinn, mee eng eegestänneg sozial Grupp mat Rechter, Interessen an Empfannungen. Hir Besoine betreffen alleguerten d'Liewensberäicher. Hei schwätze mer vu finanziellen a materiellen Elementer – et ass schonn ugeklongen –, Kleeder, gesondem Iessen, Wunnraum, mee och vu soziale Kontakter, Bildung, Fräizäit oder Gesondheet.

Den Observatoire de la santé huet gëschter e Rapport presentéiert, aus deem nach eng Kéier ervirgeet, dass de Gesondheetszoustand vu Kanner aus finanziell schwaache Familllje méi schlecht ass wéi dee vu Kanner aus finanziell besser opgestallte Familljen.

Doriwwer eraus ass et awer och wichteg, iwwert déi emotional Prekaritéit ze schwätzen a wat d'Aarmut mat der mentaler Gesondheet vu Kanner mécht. Kanner spieren de Stress an de finanziellen Drock, deen op hiren Eltere läit, schrauwen dofir oft hir Erwaardungen zréck. Aarmut huet deemno Follge fir d'Selbstbewosstsi vun de Kanner an et besteet de Risiko, dass hiert Selbstbild, dat si entwéckelen, net gutt ass fir si an dass si dowéinst an hire perséinlechen Entfalungs- an Entwécklungsméiglechkeeten ageschränkt sinn.

Och d'Krisen an deene leschte Joren, sief et d'Pandemie, d'Energiekris oder d'Logementskris, haten en immensen Impakt op déi betraffe Familljen. Dobäi kënnt och nach d'Klimakris, déi, wéi mer wëssen, haaptsächlech och déi Stéit a Kanner betreffe wäert, déi et elo schonn net einfach hunn.

All dës Elementer droen derzou bäi, dass d'Aarmut sech op vill Aart a Weisen op d'Liewensqualitéit, d'Zefriddenheet an awer och op d'Entwécklung vun de Kanner auswierkt. Mir mussen eis et leeschten, Kanneraarmut ze bekämpfen an eng Sozialpolitick ze maachen, déi op Kanner zougeschnidden ass. Dofir brauche mir e Mix vu Moossnamen niewent deenen, déi elo schonn ugeklong sinn, fir nohalteg Fortschrëtter ze maachen.

Fir eis ass déi ugekënnegt Strategie fir d'Aarmutsbekämpfung zu Lëtzebuerg, wéi mer se och scho laang fuerderen, eng absolutt Prioritéit a muss dëst Joer nach finaliséiert ginn. Mee do dernieft brauche mer eng méi cibléiert national Strategie, fir d'Kanner- an d'Jugendaarmut ze bekämpfen, eng Strategie, déi als Zil huet, Existenzen ze sécheren, an déi onofhängeg vun de Familljeformen a -situatiounen d'Kanner am Fokus huet, déi Chancëgläichheet a sozial Gerechtegkeet an de Vierdergrond setzt, well d'Kanneraarmut betrëfft d'Zukunft vun eisem Land.

Als Basis dofir brauche mir eng konkreet Analys vun der Evolutioun vun der Kanneraarmut zu Lëtzebuerg, eng Fuerderung, déi och am Rapport vu virun zwee Joer vum OKaJu ervirgehuewe ginn ass.

Fir sozial Gerechtegkeet ze förderen, brauche mir eng gerecht Verdeelung vun de Steierlaaschten. Mir fuerderen eng sozial geziilt Entlaaschtung vu Stéit mat niddregem a mëttlerem Akommes, ganz speziell Familljen a Kanner. Duerch d'Individualiséierung soll och d'Steierklass 1a ofgeschaf ginn, wat zu méi Gerechtegkeet fir Elengerzéiend féiert.

Am Kontext vun der Individualiséierung wëlle mir och kucken, dass Familllje mat Kanner zousätzlech entlaascht ginn. Et soll een net manner Steiere bezuelen, just well ee bestuet ass. Par konter soll d'Presenz vu Kanner am Stot berücksichtegt ginn, well dëst tatsächlech Méikäschten duerstellt.

Beim Wunnraum brauche mir bezuelbar Wunnengen an ëffentlecher Hand, déi zu soziale Präisser verlount ginn. Familllje mat niddregem bis mëttlerem Akommes brauchen e Garant, fir sech an Zukunft eng Wunneng leeschten ze kënnen.

D'Investitioune mussen dofir weiderhin héichgehale ginn. Allerdéngs maache mir eis Suergen, dass d'Steierreduzéierungspolitick vun dëser Regierung de Finanzement vum bezuelbare Wunnraum a Gefor bréngt. De private Marché soll mat aktivéiert ginn, mee en dierf net sengem Schicksal iwwerlooss ginn, well domat huele mir onbezuelbar Präisser mat a Kaf.

Och spillen déi néideg finanziell Hëllefe vum Staat a vun de Gemengen eng wichteg Roll an eisem Sozialstaat, well ouni staatlech Ënnerstëtzung wier den Aarmutsrisiko nach vill méi héich an d'Schéier tëschent Aarm a Räich nach méi wäit auserneen.

Leider ass et awer esou, dass vill Stéit dës Aidë guer net unhuelen, dee sougenannten „non-recours", a soumat d'Hëllefen net bei de Leit ukommen, déi se brauchen. Heifir gëtt et Grënn, déi och schonn zum Deel bekannt sinn: keng Iwwersiicht an d'Komplexitéit vun

den Aiden, Eligibilitéitskrittären, d'Netwëssen, dass d'Aiden iwwerhaapt existéieren, Sproochebarriären an och d'Angscht virun der Stigmatiséierung.

Dofir brauche mir eng Ulafstell mat Uspriechpartner fir all d'Ënnerstëtzungen am soziale Beräich, fir all d'Hëllefen ze zentraliséieren an den Zougang ze vereinfachen.

Als Gréng fuerde mir och d'Aféiere vun enger Kannergrondsécherung, déi all d'Leeschtungen an eng nei, eegestänneg Leeschtung zesummeféiert an déi sech um Budget de référence enfance orientéiert.

E weidert wichtegt Puzzlesték – an dat ass och schonn ugeklongen –, fir géint Kanneraarmut virzegoen, ass d'Bildung respektiv d'Förderung vum Kand no sengen individuelle Kompetenzen an Interessen. De sozialen Hannergrond huet oft e groussen Afloss op de schouleschen Erfolleg vum Kand, a Bildung ka laangfristeg hëllefen, fir sech aus dem Däiwelskrees vun der Aarmut ze befreien.

An de leschte Jore goufen eng Rei Moossnamen ergraff, wéi zum Beispill gratis Musekschoulen, gratis Iesse fir Kanner ab véier Joer, gratis Schoulbicher fir d'Lycéesschüler, gratis Transport, Crèchen, Maison relais an esou weider, mee trotzdeem – a mam Bléck op déi nächst Joren an déi ëmmer weider steigend Ongläichheeten – brauche mir méi a virun allem méi ganzheetlech Approchen.

D'Debatten ëm Kanneraarmut a Bildungsgerechtegkeet kënnen net getrennt vunenee geféiert ginn. Et bréngt net vill, just innovativ pedagogesch Konzepter ze fuerdere fir méi Bildungsgerechtegkeet, wann een net am Fong géint sozial Ongerechtegkeete virgeet.

Ofschléissend ass et mir wichteg, nach Follgendes lasszeginn: Et ass e Mythos ze gleewen, dass Mënsche fir hir Aarmut an den Ausbroch aus dëser Aarmut eleng a selwer verantwortlech sinn. De Staat spillt bei der Bekämpfung vun der Aarmut a bei der Reproduktioun vu sozialen Ongerechtegkeeten eng essenziell wichteg Roll, net zulescht well Kanneraarmut net nëmmen en Impakt op dat individuellt Liewen huet, mee och op déi gesamt Struktur vun der Gesellschaft a soumat op de sozialen Zesummenhalt a ganz einfach op d'Zukunft vun eisem Land.

Oft héiert ee Sätz wéi: „Jeder ist seines eigenen Glückes Schmied", dass een Erfolleg am Liewen huet, wann ee sech ganz besonnesch ustrengt a méi geleescht huet, kuerz, dass d'Mënschen hiert Schicksal selwer an der Hand hunn. Mee net all d'Mënschen hu vu Gebuert un déi selwecht Erfollegschancen am Liewen. Als Lëtzebuerg musse mir eis et leeschten, Kanneraarmut geziilt ze bekämpfen an déi Sozialpolitick ze maachen, déi op d'Kanner zougeschnidden ass. D'Rechter vun de Kanner si Mënscherechter an de Start an d'Liewe sollt an dierft keng Lotterie sinn.

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Ben Polidori. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Véierel vun de Kanner hei am Land lieft ënnert der Aarmutsrisikogrenz an e Fënneftel lieft an enger Famill, déi Problemer huet, en adequate Wunnraum ze bezuelen. Dat ass den traurege Bilan, deen aus enger Analys vun der Unicef ervirgeet. An dat ass och den traurege Bilan vun der Politick vun de leschte Joren.

Déi lescht Regierungen an d'Majoritéit hei an der Chamber konnten net verhënneren, dass d'Schéier tëschent Aarm a Räich weider auserneegeet. Wärend d'Kanneraarmut an de 40 räichste Länner vun der Welt an de leschten zéng Joer ëm 8 % erofgaangen ass, ass d'Aarmut zu Lëtzebuerg ëm 3,7 % gestigen.

Ëmmer méi Kanner hei am Land ginn a Familljе grouss, deenen et net nëmmen temporaire, mee iwwer Jore finanziell net gutt geet, an dat trotz den aktuelle Sozialhëllefen. Dat seet vill doriwwer aus, wéi ongerecht mir de Räichtum vun eisem Land aktuell verdeelen. D'Ongläichheete sinn an eisem Land esouguer esou frappant, dass d'Unzuel u Kanner, déi ënnert der Aarmutsrisikogrenz liewen, ouni Sozialhëllefe bei 37,7 % géif leien. Et ass also net esou, wéi wann d'Sozialpolitick iwwerhaapt näischt géif bréngen, mee d'Mesüre ginn einfach net duer.

D'Ongläichheeten an och domat d'Ongerechtegkeete sinn esou enorm, dass et nach méi éierlech Efforte brauch. Mir hu Kanner, déi an Haiser mat fiichte Mauere schlofen, well d'Eltere sech keng Renovatioun leeschte kënnen, Kanner, déi a Familljе grouss ginn, wou den Alldag vun der Aarmut geprääagt gëtt a wou och schonn d'Kannerzäit vun den Elteren an de Grousseltere vun Aarmut geprääagt war. Well d'Aarmut grenzt aus an dofir ass d'Aarmut och sozial verierfbar.

Wiem d'Sue feelen, fir esou um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen, wéi et déi meescht aner Leit maachen, ass manner visibel an zitt sech oft vu sech aus nach méi zeréck, well e sech fir seng Situatioun schummt. Dowéinst huele Kanner aus Familljen, deenen et finanziell net esou gutt geet, oft ganz anescht um gesellschaftleche Liewen deel wéi hir Kolleegen. Si hunn aner Ressourcen an dofir och oft aner Bildungschancen an eng méi schlecht Gesondheet. Dat féiert zu déiwe Grief tëschent de Gesellschaftsschichten an zu Ongerechtegkeeten, géint déi d'Politick virgoe muss.

An do falen natierlech d'Stéchwierder vun der Steierreform, vum Indexéiere vun Aiden, Subsiden a Steierkreditter a vum Héije vum Mindestloun. Mir wësse säit Laangem, dass d'Monoparentallen iwwerduerchschnëttlech oft vun der Aarmut betraff sinn, a mir wëssen och, dass eng Steierreform do hëllefe kéint. Et ass kloer, dass den Impakt vun de Sozialleeschtungen erofgeet, wann ee fix Montanten huet an dës net automatesch indexéiert ginn. An de Problem vun de Working Poor, dee vill Employéen zousetzt, ass jo och näischt Neies.

D'Problemer sinn also bekannt an et feelt net un Analysen, Strategien oder Iddien, et feelt virun allem un der Ëmsetzung. Mee amplaz vun enger staarker Sozialpolitick gesi mir am Moment jo éischter eng Regierung, déi léiwer géint déi Äermst mat der Police virgeet.

Dobäi wier et fir d'Kanner awer esou wichteg, dass endlech méi géint d'Aarmut géif gemaach ginn. Well d'Kanner mierken, wann hir Eltere Geldsuergen hunn. Si mierken, wann d'Eltere Problemer hunn, eng finanzéierbar Wunneng ze fannen, wann um Enn vum Mount genee muss gekuckt ginn, wéi eng Liewensmëttel nach kaf kënne ginn a wann d'Elteren nervös ginn, well dat eenzegt Puer Wanterschong, dat een hat, op eemol e Lach huet.

Wa finanziell Onsécherheeten den Alldag prägen, dann ass d'Situatioun doheem oft ugespaant. Dat spieren d'Kanner an dat beaflosst och hir Entwécklung. Aarmut ass eng Belaaschtung fir e Kand. Et grenzt d'Participatiounsméiglechkeeten an an huet oft och en Afloss op d'psychosozial Gesondheet.

Dofir brauche mir eng staark Sozialpolitick – eng, wéi mer se an de leschte Joren eeben nach net haten. Ech soen net, dass näischt gemaach gouf, mee et war einfach net genuch. Mir brauchen am Kampf géint d'Aarmut méi Initiativen, an dat esouwuel national wéi och um Gemengenniveau. Aktuell bestëmmt d'Gemeng, an där ee wunnt, ëmmer nach ze staark, wéi einfach een un Ënnerstëtzunge komme kann. D'Offer an d'Disponibilitéit vun Office-sociallen ass net an all Gemeng d'selwecht, an och net all Gemeng huet e Centbuttek, Secondhandshop oder e Jugendhaus.

Grad kleng ländlech Gemengen hunn oft keng grouss Offer un Ënnerstëtzungsmoossnamen, obwuel et grad dës Gemenge sinn, déi Persoune mat klengem Akommes an de leschte Jore verstäerkt unzéien, well d'Logementspräisser oft hei nach méi niddereg si wéi an de Stied. Mir mussen dësen Entwécklunge Rechnung droen an d'Hëllefen dohi bréngen, wou d'Leit sinn, dat heescht natierlech an d'Stied, mee eeben och an de ländleche Raum.

Well d'Zuele schwätzen eng kloer Sprooch: Lëtzebuerg huet sech verschlechtert. Mir mussen eis emol guer net mam Ausland vergläichen. Et geet duer, wa mir just op eis Zuelen hei zu Lëtzebuerg kucken. Hei am Land gouf et virun zéng Joer nach manner Kanner, déi vum Aarmutsrisiko bedrot waren, wéi haut. Wann ee sech dann de Rapport vun der Unicef ukuckt a gläichzäiteg virun Ae féiert, wéi vill Sozialleeschtunge mir hunn, déi net automatesch un déi ausbezuelt ginn, déi se brauchen, da kann ee sech dach nëmme wonneren.

De Crédit d'impôt monoparental an d'Allocation de vie chère goufe jo eigentlech an d'Liewe geruff, fir grad deene Leit ze hëllefen, déi et am dréngendste brauchen, mee trotzdeem gëtt ganz bewosst a Kaf geholl, dass en Deel vun de Leit, déi d'Hëllefe kéinte kréien, se net ufroen, well se net wëssen, wéi et geet oder dass se iwwerhaapt eligibel sinn. Et spuert een als Staat natierlech Suen, mee zu wéi engem soziale Präis?

Mir wëllen Hëllefen, déi och wierklech do ukommen, wou se gebraucht ginn. An dat bedeit fir eis och, dass Steierkreditter wéi de Crédit d'impôt monoparental an Aidë wéi zum Beispill d'Allocation de vie chère automatesch ausbezuelt an indexéiert musse ginn, fir ze verhënneren, dass Leit se net ufroen, déi se awer wierklech zegutt hätten. Hëllefen um Pabeier sinn zwar eng schéin a gutt Saach fir d'Bild vun der Regierung, mee si hëllefen de Familljе kee Schratt weider.

Mir brauchen Hëllefen, déi den Alldag vun de Kanner och wierklech veränneren. A mir brauchen am Kampf géint d'Aarmut Ënnerstëtzungen, déi de Familljen nees Loft fir ze ootme ginn an Zäiten, wou d'Wuerepräisser esou séier an d'Luucht ginn, dass ëmmer méi Haushalter ënner finanziellen Drock geroden. D'Schéier tëschent Aarm a Räich däerf net weider auserneegoen, mee muss au contraire zeréckgoen. D'sozial Gerechtegkeet muss eng Prioritéit sinn an déi scho laang geplangte Mesüre mussen esou séier wéi méiglech ëmgesat ginn. Mir dierfen net weider nokucken, wéi d'Ongerechtegkeeten nach weider wuessen!

Zum Schluss wëll ech der Madamm Delcourt e grousse Merci soe fir dës Interpellatioun an ech soen Iech och alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. An den nächsten a leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. An onreegelméissegen Ofstänn befaasse mer eis hei an der Chamber mat dem Phenomeen vun der Aarmut. An déi sëllege Kéieren, wou d'Parteie sech hei derzou geäussert hunn, ass et e Konsens ginn, datt een d'Aarmut bekämpfe misst, sinn et Beteuerunge gi vun de Majoritéitsparteien, datt een dat wéilt maachen, datt dat eng Prioritéit wier. A wat mer awer

feststellen – oder wat ech feststellen –: An deenen aacht Joer ass d'Aarmut net zeréckgaangen, mee am Géigesaz geklommen. Lëtzebuerg: sou räich, awer dach sou aarm!

Här President, dat ass dee Constat, deen ee leider maache muss. An d'Zuele schwätzen eng eendeiteg Sprooch. All wichteg Indicateure weisen no ënnen, an dat schonns zënter Joren. An dës grouss Tendenz, déi geet säit Joren ongebrach weider. Dëst gëllt fir déi ganz Bevëlkerung, mee besonnesch – an dat ass dramatesch! – gëllt dës Feststellung fir d'Zukunft vun eisem Land, fir eis Zukunft, fir déi Jonk a fir d'Kanner.

Wärend also op där enger Säit de Räichtum sech zu Lëtzebuerg ëmmer weider uewe konzentréiert, sou geet d'Zuel vun deene Stéit, déi schwéier struewelen, ëmmer weider an d'Luucht. D'Band tëschent Wuesstum a Wuelstand ass zu Lëtzebuerg iergendwéi zerrass. Déi sozial Schéier geet ëmmer weider auserneen an déi sozial Ongläichheete klammen.

An et stëmmt, datt de Staat eng direkt Verantwortung huet an der Bekämpfung vun der Reproduktioun vu sozialen Ongläichheeten an domadder och vu Prekaritéit. An déi Zuelen an déi Indicateuren, déi mer hunn, sinn eeben Indice dofir, awéiwäit de Staat där Aufgab nogeet, awéiwäit eise Sozialstaat funktionéiert.

Wann am scheinbar sou räiche Lëtzebuerg 16 % vun der Bevëlkerung, also wäit iwwer 100.000 Leit, dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn, sou sinn dat 25 % vun de Kanner ënner 18 Joer. Also lieft all véiert Kand ënner 18 an engem Stot, dee Schwieregkeeten huet, déi zwee Enner um Enn vum Mount zesummenzekréien. Dat wësse mer aus deene sëllege Rapporten, déi och schonn zitéiert gi sinn: Travail et cohésion sociale, de Panorama social vun der Salariatskummer an elo eeben dee Rapport vun der Unicef, deen a senger Etüd e spezielle Fokus stellt, fir de Verglach ze maachen eebe justement ënner industrialiséierten an entwéckelte Länner.

An de Verdikt vun deem Rapport, deen ass vernichtend a misst ee sinn, datt d'Alarmglacken iwwerall lassginn. Ech zitéieren: „Some countries – Greece, Ireland, Luxembourg and Spain – had lost 10 years or more of progress in reducing child poverty." Dat do misst interpelléieren.

Well wa mer vu Kanneraarmut schwätzen, da schwätze mer noutgedrongenerweis vun der Aarmut vun deenen, déi Kanner an hire Stéit hunn. A mer musse feststellen, datt d'Kannerkréie fir vill Leit en Aarmutsrisiko bedeit. Och dat weisen d'Zuelen.

Een Drëttel vun de Groussfamilljen an d'Hallschent vun den Alengerzéier kënne sech keng gréisser ongeplangten Depensë leeschten. Esouguer 13 % bis 14 % vun deene Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen, sinn dem Aarmutsrisiko ausgesat. An och domadder si mer bei Wäitem un der Spëtzt am europäesche Verglach, och am Verglach mat anere sougenannten „Héichlounlänner".

Dës Zuele kënne ganz abstrakt wierken, d'Bedeitung fir déi betraffe Leit ass awer ganz konkreet. Et sinn Elteren, déi beim Akaf vun Iessen, Bicher, Spillsaachen oder Kleedung fir hir Kanner all Euro e puermol ëmdréie mussen, déi sech all Dag Suerge maache mussen – Kann ech mer dat nach leeschten? Wäerte mir um Enn vum Mount nach genuch hunn? Wéi geet et virun? –, déi dauernd entscheede mussen tëschent hirem Häerz an hirem Kapp, tëschent deem, wat se fir hir Kanner maache wéilten, an deem, wat se tatsächlech maache kënnen. An dat ass eeben och e Phenomeen vun der Aarmut an am Spezielle vu Kanneraarmut, well et bedeit Ausgrenzung. Et ass en Deel vun Netparticipatioun, net méiglecher Participatioun um gesellschaftlechen a kulturelle Liewen.

Wëssenschaftlech Etüde weisen zudeem, dass Kanneraarmut eis Gesellschaft insgesamt weesentlech schwächt. Kanner fille sech vill ze dacks aleng. Déi emotional an intellektuell Entwécklung gëtt weesentlech beanträchtegt a schwächt hir Chancen am Liewen, e Problem, deen traditionell d'Politick nëmmen dann interesséiert, wann et herno ëm d'Schoulresultater geet. An och dat weist jo eisen nationale Bildungsrapport, datt eise Schoulsystem déi sozial Inegalitéiten eeben net ausgläicht, mee tendenziell esouguer nach verschlëmmert.

D'emotional an d'sozial Gesondheet vu Kanner gëtt allgemeng vu Fuerscher als „number one predictor" fir hiren Erfolleg an hiert Gléck als Erwuessener betruecht. An dofir huet den Unicef-Rapport, dee jo zu dëser Debatt gefouert huet – woufir ech der Madamm Delcourt och Merci soen –, à juste titre ënnerstrach, wéi staark den Niveau vu Kanneraarmut vun effikasse Regierungsmesüren ofhänkt, grondleeënde Mesüren. Do ginn och Beispiller genannt, wéi zum Beispill a Polen, wou déi weesentlech Erhéijung vun de Prestations familiales derzou gefouert huet, datt den Undeel vu Kanneraarmut zréckgeet, oder Slowenien, wou d'Erhéijung vum Mindestloun e staarken Effekt gewisen huet. Dat sinn déi Cash Benefits, déi och den Här Galles virdrun a senger Ried ernimmt huet.

An da stellt ee sech d'Fro: Mee wat ass da lass an eisem Land? Trotz dem Räichtum, trotz de Ressourcen, trotz den explizitten Aussoen a Deklaratiounen, trotz alle Sonndes- oder Donneschdesrieden: Firwat si mer da bei de schlechtste Schüler gelant, dem ënneschte Véierel an Europa, iergendwou tëschent Italien a Griicheland?

An da si mer bei den Ursaache vun der Aarmut zu Lëtzebuerg. An do ass natierlech als Alleréischt – wat och vill schonn hei genannt ginn ass – d'Logementskris, wou een u sech jo net méi vu „Logementskris" schwätze kann, mee vun enger „Logementskatastroph". An an deene leschten 20 Joer huet sech déi Situatioun ëmmer weider verschlechtert. Och déi Mëttelen, déi an deene leschte Joren, an deene leschte Joerzéngten ugewannt gi sinn, nämlech andauernd just op de private Marché ze setzen, hunn d'Saach net verbessert. Am Géigesaz: Si hu se verschlëmmert.

De Statec-Rapport vun 2021 weist, datt 45 % vun de Locataire dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn. Wat mécht d'Regierung? Se erfënnt eng Subvention loyer, déi eng Drëps op de waarme Steen ass. D'Montante lafen de Realitéiten ëmmer hannendrun a mussen duerfir och reegelméisseg ugepasst ginn, amplaz de Problem awer un der Wuerzel unzepaken an d'Loyeren effikass ze deckelen an och decidéiert Mesüren ze ënnerhuelen, fir dat ëffentlecht Ugebuet un Haiser an Appartementer zu abordabele Präisser an net nëmmen zu soziale Präisser fir Locataire ze erhéijen. Dat heescht, de ganze Wunnengsmaart dem private Marché ze iwwerloossen, ass, d'Aarmutsfal weider zouzespëtzen.

Dat Zweet, mat wat mer hei zu Lëtzebuerg e Problem hunn – an dat weisen och d'Indicateuren –, dat sinn d'Léin. Eise Mindestloun läit ënnert der Aarmutsgrenz. An ech wëll hei just un d'Recommandatioun vun der Europäescher Kommissioun erënneren, déi Mechanismen a Krittäre festsetzt, wéi déi eenzel Länner sollen hir Mindestléin festsetzen. A 60 % vum Medianloun als Basis, als Orientéierung fir de Mindestloun géif bedeiten, datt mer eise Mindestloun och weesentlech missten an d'Luucht setzen, och fir dem Phenomeen vun de Working Poor entgéintzewierken.

E weidert Element ass den niddregen Taux vu Kollektivverträg, dee mer zu Lëtzebuerg hunn. A mer wëssen, datt déi Leit, déi kee Kollektivvertrag hunn, oft Leit sinn, déi am Niddreglounsecteur schaffen.

Drëttens: sozial Transferten. Déi viregt Regierung huet d'Familljeprestatiounen an enger éischter Etapp an engem Austeritéitspak desindexéiert, iert se se da virun zwee Joer erëm indexéiert huet. Wat awer bleift, ass weiderhin e Verloscht. An duerfir géif ech och gär un eis Proposition de loi erënneren, déi genau seet, datt mer d'Familljeleeschtungen ëm 10 % missten erhéijen, fir d'Depreciatioun duerch d'Inflatioun, déi an der Tëschenzäit geschitt ass, iwwerhaapt nëmmen opzefänken. An dann hätte mer nach keng Erhéijung, mee mir hätte se op dem Niveau vu virun der Austeritéitspolitick.

Dann de REVIS, deen eigentlech sollt dat ënnescht Netz sinn, dat derfir suergt, fir Leit opzefänken. Do muss ee soen, datt déi Etüd vun der IGSS, déi an Optrag gi ginn ass, gewisen huet, datt de REVIS den Aarmutsrisiko zwar diminuéiert huet, mee just ëm ganzer 0,1 %. Dat heescht, de REVIS ass keen adaptéiert Mëttel an där doter Form, fir géint sozial Inegalitéiten a virun allem géint Aarmut kënne virzegoen.

D'Salariatskummer huet och beschriwwen, datt den Aarmutsrisiko ëm bis zu 30 % géif erofgoen, wann all déi Leit, déi Recht op Aiden hätten, se och géife kréien. Dëst steet effektiv – an dat ass eng vun deene ganz wéinege Mesüren, déi wierklech positiv ze bewäerte sinn – am Regierungsaccord. A mir wäerten all Initiativ ausdrécklech ënnerstëtzen, datt onbürokratesch Automatismen agefouert ginn, fir deene Leit direkt d'Sue kënnen zoukommen ze loossen, déi se och néideg hunn.

Här President, ech gesi schonn, datt meng Zäit iwwerzunn ass. Et géif ganz vill ze soe ginn och iwwer Aarmut am Beräich an a Verbindung mat Santé. Och de Rapport vum Observatoire de la santé, dee gëschter erauskomm ass, weist, datt och d'Gemengen an der Verantwortung sinn, fir iwwert d'Schoul géint Santésproblemer um Niveau vu Kanner kënne virzegoen, datt dat och eng Verantwortung ass, déi si missten droen.

Et géif iwwert d'Schoul selwer nach vill ze soe ginn, mee ech mengen, ech géif ofschléissend just dëst soen: Et gëtt an enger Gesellschaft ee grousst Versprieche, dat eng Gesellschaft zesummenhält, an dat ass de Wonsch, datt et de Kanner vläicht eng Kéier besser geet wéi engem selwer. Dat ass dat gréisst Versprieche an dee gréisste Kitt, deen eng Gesellschaft kann zesummenhalen. Mir sollen eis un dëst Verspriechen erënneren an duerfir alles maachen, fir genau dat dote kënnen ze realiséieren, nämlech e Recht op Zukunft an e Recht op Liewen ouni Angscht virun Aarmut.

Merci.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. An domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da géif ech der Regierung d'Wuert ginn. Dat ass den Här Familljeminister. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

***Prises de position du Gouvernement***

**M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Här President, fir d'Regierung ass de Kampf géint d'Aarmut eng absolutt Prioritéit. An ech soe bewosst „fir d'Regierung", well dat gëllt fir déi ganz Regierung. Mir wëssen, dass hei eng transversal Approche gefuerdert ass, sief et Santé, Travail, Educatioun, Logement, Finanzen an natierlech och Famille. Mir wëllen d'Aarmut souwuel preventiv wéi och aktiv bekämpfen an de Leit déi néideg Moyene ginn, fir dass se hir Situatioun verbessere kënnen.

Wa mer vun Aarmut schwätzen, da schwätze mer natierlech an alleréischter Linn vu finanzielle Moyenen. Fir de Kader ze setzen, vläicht just dräi Definitiounen, déi ganz wichteg sinn: Dat ass zum engen d'Medianakommes. D'Medianakommes ass dat Akommes, wou 50 % vun der Populatioun méi verfügbaart Akommes hunn a 50 % manner hunn. Dat Medianakommes läit bei 3.745 Euro. Wa mer vun Aarmutsrisiko schwätzen, da sinn et 60 % vun dësem Medianakommes. Wann een dodrënner läit, dann ass een am Risiko, vun der Aarmut betraff ze sinn. Dat läit bei 2.247 Euro. An de Prozentsaz vun der Populatioun, deen dodrënner läit, ass vun 18,1 % op elo 17,4 % erofgaang.

Wa mer vu Kanneraarmut schwätzen – woumat mer eis dank der Madamm Delcourt haut de Mëtten heibanne beschäftegen, woufir ech hir Merci soen –, da schwätze mer also vun deene Kanner, déi an engem Stot liewen, deen dem Aarmutsrisiko ausgesat ass.

Lëtzebuerg steet – an et ass e puermol gesot ginn de Mëtten – am internationale Verglach net gutt do. D'Zuele sinn net schéinzerieden an d'Zuelen invitéieren och zum Handelen. Et däerf een dës Zuelen och net relativéieren. An de Prozentsaz ass natierlech … Wat e méi déif ass, wat e besser ass, mee ech mengen, eis Motivatioun – an dat hunn ech och de Mëtten hei an der Chamber eraushéieren – ass déi selwecht: All Aarmen ass een Aarmen ze vill!

D'Berechnunge sinn – ech hunn et gesot – op d'monetär Dimensiounen ausgeriicht. Et ass awer vu verschiddene Riedner de Mëtteg gesot ginn: D'Aarmut huet awer nach ganz aner Facetten. Et däerf ee sech net op een eenzelne Facteur beruffen, mee et muss een d'Aarmut als multidimensionale Phenomeen analyséieren a Mesüren och op ënnerschiddlechen Niveauen ergräifen, fir eeben d'Ofrutschen an d'Aarmut ze verhënneren.

De Kampf géint d'Aarmut heescht nämlech och sécherzestellen, dass jidderee kann um aktive Gesellschaftsliewen deelhuelen, Accès zur Aarbecht, zu engem Logement an och zur Bildung huet. An all deene genannte Beräicher ass an de leschte Jore vill ëmgesat ginn, fir d'Leit ze ënnerstëtzen. Denke mer nëmmen un de REVIS, deen et méiglech gemaach huet, dass och an engem Stot, deen de REVIS kritt, eeben all Erwuessenen enger Aarbecht oder enger Aktivéierungsmesür kann nogoen.

Enger Aarbecht nogoen, dat ass nämlech déi beschten Aarmutsbekämpfung. D'Leit an d'Aarbecht ze kréien, d'Leit an der Aarbecht ze halen, ass nach ëmmer déi beschten Aarmutsbekämpfung. An dat war am viregte System, beim RMG, nach net méiglech, wann een dann an engem Stot zu méi aktivéiert ginn ass respektiv an den Aarbechtsmarché komm ass, soudass dat schonn eng däitlech Verbesserung ginn ass.

Eng änlech Philosophie oder Iwwerleeung war och hannert dem Congé parental, wou et drëms gaang ass, d'Leit am Aarbechtsliewen ze loossen an eeben och esou derfir ze suergen, dass d'Leit net an d'Aarmut ofrutschen.

D'Bildungspolitick – de Kolleeg Claude Meisch wäert herno méi op den Detail agoen – ass natierlech e weideren essenzielle Pilier, fir virun allem géint déi intergenerationell Aarmut virzegoen. Wa mer hei zu Lëtzebuerg vun Aarmut schwätzen, dann huet dat sécherlech och eppes … Et kann een driwwer schwätzen. Ech hat Iech virdrun d'Montante genannt vum Salaire médian, vum Taux, wou een ënnert den Aarmutsrisiko fält. Et kann ee laang diskutéieren – Sinn déi héich? Sinn déi net héich? –, mee ech mengen, mir wëssen alleguerten, dass d'Liewenskäschten hei zu Lëtzebuerg ganz anerer si wéi vläicht soss anzwousch op der Welt.

An dofir ass eeben och haaptsächlech ee Volet ganz essenziell. Dat ass natierlech och dee vun den deiere Logementskäschten, well mer eebe wëssen, dass dat och en héijen Undeel huet un den Ausgabe vun deenen eenzelne Menagen. Och hei wäert de Minister Claude Meisch herno nach eng Kéier drop agoen. Ech mengen, gëschter sinn och flott Mesüren ugekënnegt ginn, déi déi meescht heibanne sollte freeën, notamment och d'Eropsetzen nach eng Kéier vum Wunngeld, wat eeben och grad dem Facteur „Kand" Rechnung dréit.

Wat elo méi prezis de finanziellen Aspekt vun der Aarmutsbekämpfung ugeet: Loosst mech kuerz op eng Rei sozial Fangnetzer agoen, déi haut schonn en place sinn an déi sech gezielt u Familljen, sief et Monoparentallen oder och Koppele mat Kanner, riichten. Ugefaange mam Mindestakommes, also eisem Revenu d'inclusion sociale, dem REVIS, wou eebe grad probéiert ginn ass – eng vun den Haaptprioritéiten –, derfir ze suergen, dass mer grad de Leit, déi Kanner hunn, an notamment och de Monoparentallen, eng besonnesch Bedeitung zouschoustere bei der Upassung vum REVIS, wéi en agefouert ginn ass an den RMG ersat huet.

Et ass virdru vum Riedner vun déi Lénk ugeschwat ginn, dass eigentlech den Aarmutsrisiko just minimal erofgaang ass. Dir wësst awer och, dass grad erauskomm ass, dass een Haaptfokus, deen hei sollt viséiert ginn, nämlech deen, fir d'Kanneraarmut erofzekréien, deen ass awer hei … De Revenu, deen ee kritt, läit tëscht 19 % an 51 % méi héich, wéi mer dat virdrun am RMG kritt hunn, besonnesch eebe bei de Famillje respektiv bei de Stéit an och de Monoparentalle mat Kanner.

En anert Instrument, dat agefouert an ausgebaut ginn ass, dat ass de Crédit d'impôt monoparental, eebe grad fir och hei den elengerzéiende Familljen ënnert d'Äerm ze gräifen.

D'Kannergeld ass de Mëtten e puermol ugeschwat ginn. D'Kannergeld aktuell: 300 Euro bis sechs Joer, dodriwwer 326 Euro an 357 Euro de Mount fir Kanner iwwer zwielef Joer. De Statec koum ganz rezent an enger Etüd, „Compte et coût de l'enfant", zur Konklusioun, dass de Mindestbedarf vu Kanner an der fréier Kandheet gutt duerch d'Kannergeld ofgedeckt ass. Eng weider Konklusioun vun dësem Rapport war awer och, dass de Mindestbedarf vu méi grousse Kanner a vu Jugendlechen nëmmen zum Deel duerch d'Kannergeld ofgedeckt ka ginn. Fir deem entgéintzewierken, wäerte mer och d'Kannergeld ab dem zwielefte Liewensjoer erhéijen. Och d'Indexéierung vum Kannergeld, eppes, wat ganz wichteg ass a wat och weidergefouert soll ginn, fir eebe grad dës finanziell Ënnerstëtzung un d'Evolutioun vun de Liewenskäschten unzepassen.

Et gëtt och nach eng Rei generell Mesüren, déi Leit oder Familljen mat klengem Akommes ënnerstëtzen, déi iwwert déi lescht Jore sief et ausgebaut oder nei agefouert gi sinn. Ech denken hei ënner anerem un d'Energieprimm, den Équivalent crédit d'impôt, d'Subvention loyer oder och nach d'Allocation de vie chère. Dat sinn alles Mesüren, wou probéiert ginn ass, allkéiers och en Akzent drop ze setzen: Si Kanner am Menage oder net?

Och d'Gesetz iwwert d'Sozialhëllef – mer hu vill de Mëtten dervu geschwat –, och vun den Office-sociallen, déi éischt Ulafstell eigentlech fir d'Leit, wou mer musse kucken, dass mer se nach méi och dohinner kréien – ech wäert herno nach eng Kéier kuerz drop agoen –, wou och de Personalschlëssel hei schonn an d'Luucht gesat ginn ass.

An e weidere wichtege Pilier, denken ech, deen déi fënnef nächst Joer soll ugaange ginn, dat ass eeben och, fir de Personalschlëssel fir déi 30 Office-sociallen net nëmmen a Funktioun vun der Awunnerzuel erauszeginn, mee virun allem och e Facteur socio-économique anzebannen, well déi ënnerschiddlech Office-sociallen eeben och awer, jee no der Lag, wou se sech befannen, aner Populatiounen ofdecken.

Nieft de genannte Prestations en espèces, also de Finanzleeschtungen, gëtt et natierlech en anere Volet, op dee probéiert ginn ass déi lescht Joren, den Akzent ze setzen. Dat sinn d'Sachleeschtungen, déi agefouert gi sinn. Ech géif elo just de gratis ëffentlechen Transport hei nennen, mee et gëtt der ganz vill méi an ech mengen, de Claude Meisch kennt déi nach vill besser. An hie geet bestëmmt herno nach eng Kéier dorop an, a virun allem och op d'Bedeitung vun de gratis Sachleeschtungen, déi et awer de Familljen erlaabt hunn, dass se e groussen Deel vun hiren Ausgaben, déi se bis dohinner heifir haten, op anere Plazen zur Verfügung hunn.

Mir wëssen och, dass eeben d'Prestations en nature, also d'Sachleeschtungen, net afléissen, wa mer d'Rechnung vum Aarmutsrisiko maachen. De Statec huet awer a sengem leschte Rapport travail et cohésion sociale geschriwwen, dass den Aarmutsrisiko fir d'Kanner eleng ëm siwe Prozentpunkten erofgeet, wann een de Chèque-service accueil mat consideréiert.

Här President, de Staat huet also e vaste System en place gesat, fir de concernéierte Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, wa se eebe Problemer hunn, fir d'Enner beieneenzekréien. An de Koalitiounsaccord gesäit der och nach eng ganz Partie vir fir déi generell Aarmutsbekämpfung.

D'Kanneraarmut – an ech hunn et virdru gesot – ass natierlech een Deel an e ganz wichtegen Deel vun der Aarmutsbekämpfung. An andeems mir Mesüren ëmsetzen, déi den Elteren zeguttkommen, an andeems mir hinnen hëllefen, hiert Liewen autonom ze meeschteren, bekämpfe mir natierlech och d'Kanneraarmut.

Här President, déi beschte Fangnetzer déngen awer just eppes, wa se och tatsächlech genotzt ginn. An da si mer bei engem ganz wichtegen Dossier, wou mer eigentlech alleguerten zesumme mussen eis Iwwerleeungen, eis Gedanke beieneebréngen, fir besser ze ginn, wann et drëms geet, den Non-recours-Taux erofzekréien.

Ech war virun eppes iwwer enger Woch zu Bréissel op enger interministerieller Konferenz, wou et ëm de Minimum Income gaang ass, also net ëm de Mindestloun, mee ëm d'Mindestakommes, eise REVIS also. An do war och dann den zoustännege Kommissär, den Nicolas Schmit, op der Plaz. Do hu mer alleguerten déi selwecht Analys gemaach, dass mer net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee a bal alle Memberlänner bei ville soziale Leeschtungen dervun ausginn, dass den Taux vum Non-recours tëscht 30 % a 50 % ass.

D'IGSS geet dervun aus, dass et, zum Beispill wat de REVIS ugeet, 38 % sinn, déi net genotzt ginn. Mir wëssen, datt bei der Subvention loyer zum Beispill – fir och déi ze nennen – den Taux och ganz héich ass – eppes, wou mer mussen usetzen, well ech mengen, mir hunn eis als Politick rezent an och scho viru méi Laangem derfir ausgeschwat, sozial Fangnetzer ze strécken, fir déi sozial Schwaach opzefänken. An déi mussen dann natierlech och genotzt ginn. Do ass natierlech d'Informatioun emol wichteg. Natierlech ass och d'Simplification administrative hei e ganz, ganz groussen Dossier, deen ech zesumme mat menge Regierungskolleege wëll ugoen.

Eppes, wou ech mengen, wou mer och ganz vill Potenzial wäerten hunn, dat ass de sougenannten „digitalen Office social“, also eng digital Plattform, wou ee ganz einfach informéiert gëtt: „Ma wat gëtt et dann alles hei zu Lëtzebuerg vu soziale Leeschtungen?“, a wou ee virun allem emol op en einfache Bléck oder mat engem Rechner agi kann: „Ma wat ass meng Composition de ménage? Sinn ech bestuet? Celibataire? Hunn ech Kanner? Wat ass mäi Revenu?“, an dann nach verschidde Krittäre kann offroen a wou een dann herno soll ausgespaut kréien, vu wat een eigentlech alles kéint profitéieren. Dat ass dann nach net dat, wat een iwwerwise kritt, mee dat soll d'Leit eigentlech incitéieren, fir domadder dann de Wee sichen ze goe fir bei en Office social.

A virdrun ass bei den Office-sociallen doriwwer geschwat ginn, dass et Leit gëtt, déi sech nach vläicht schummen, bei den Office social ze goen, dass dat och kann zum Non-recours vun de Prestations sociales bäidroen. Ech kann Iech soen: Déi Office-socialle mat all deene Leit, déi ech do begéint hunn um Terrain, schaffen Dag fir Dag drun, fir genau dee Stempel lasszeginn an eigentlech eng Plaz ze ginn, wou ee gären hikënnt a kee sech ze schumme brauch, fir dohin ze kommen.

Déi digital sozial Plattform ass also eppes, wou mer probéieren, alleguerten déi Mesüren, fir de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, beieneenzekréien.

Mir mengen och, dass déi administrativ Demarchen, déi een nach ëmmer da muss maachen, oft awer nach – ben, wéi soll ech soen? – op d'mannst schwéierfälleg sinn a virun allem oft Saache gefrot gi vun deene verschiddene Verwaltungen, déi de Staat eigentlech misst hunn. An do ass d'Iddi – do kucke mer nach, wéi wäit mer kommen – vun dëser Regierung, en Dossier social partagé ze maachen, fir dass déi verschidden Administratioune vläicht iwwert de MyGuichet – an ech souz virun eppes iwwer enger Woch mat der Digitaliséierungsministesch zesummen – eigentlech och kéinten, natierlech mam Averständnis da vun der betraffener Persoun, vun deene Pièçë profitéieren – och eppes, wat derzou bäidréit, wéi gesot, d'Demarchë méi einfach ze maachen.

Eis sozial Fangnetzer, wéi gesot, mussen awer och de Liewenskäschten ugepasst sinn, sief et andeems se indexéiert ginn oder andeems se un d'Entwécklung vum duerchschnëttleche Lounniveau ugepasst ginn – och eppes, wat déi heite Regierung wëll weiderféieren.

En anert ganz interessant Instrument, wéi ech fannen, nieft där Mesür, déi ech agangs beschriwwen hunn – wéi gëtt dann d'Medianakommes berechent, wéi den Aarmutsrisiko? –, dat ass: De Statec mécht fir déi verschidde Kategorië Budget-de-références. Dat heescht, se ermëttelen eigentlech: „Ma wat sinn dann eigentlech déi verschidde Saachen, déi e Stot brauch, zum Beispill e Stot mat zwee Kanner?“ Da soen se och nach: „E Kand mat sechs Méint an e Kand mat 16 Joer, wat ass dann dat, wat dee Menage u Geldleeschtunge brauch, fir digne kënnen ze liewen?“

An do stelle mer da fest, dass eigentlech d'REVIS-Bezéier duerch déi sozial Fangnetzer, wa mer se alleguer notzen, ëmmer iwwert dësem Revenu de référence leien – wat eis op där enger Säit kéint positiv stëmmen, mee wa mer wëssen, dass den Taux de non-recours esou héich ass, wëll ech nach eng Kéier ënnermaueren, wéi wichteg et ass, dass mer grad un där heiter Stellschrauf dréien.

En anert ganz zentraalt, wichtegt Instrument fir déi heite Regierung, dat mer och schnellstméiglech wëllen ugoen, dat ass en nationalen Aktiounsplang, fir d'Aarmutsbekämpfung unzegoen. Mir wëssen, dass dat en Exercice ass, deen net nëmmen déi verschidde Ministèrë wäert fuerderen, mee wou virun allem och déi verschidde Partner dobaussen, d'Acteure vum Terrain, wäerte gebraucht ginn an hiren Avis mat consideréiert gëtt. An ech mengen, de Mëtten hei eraushéieren ze hunn, wéi wann och hei an der Chamber ganz flott Elementer sécherlech do kënnen op d'mannst mat an d'Diskussioun geholl ginn, fir deen nationalen Aktiounsplang da mat Liewen ze fëllen, well eist Zil ass dat selwecht, nämlech d'Aarmut ze bekämpfen, a besonnesch d'Kanneraarmut, vun där mer de Mëtteg schwätzen.

A wa mer de Mëtteg vun där geschwat hunn, dann ass dat de Meritt vun der Madamm Claire Delcourt. Ech géif hir dann dofir villmools Merci soen, dass se d'Kanneraarmut op den Ordre du jour gesat huet.

Ech hunn et nach eng Kéier gesot: Am Koalitiounsaccord steet d'Kanneraarmut vläicht net explizitt dran, mee fir eis ass dat e ganz wichtege Bestanddeel, sollt Der wëssen, Madamm Delcourt, vun der Aarmutsbekämpfung! An ech kann Iech versécheren, dass an deem nationalen Aktiounsplang, wou mer géint d'Kanneraarmut wëllen zesumme virgoen, natierlech och d'Kanneraarmut wäert e separat Kapitel fannen, well mer eis och der Wichtegkeet, genau wéi Dir et ënnerstrach hutt, absolutt bewosst sinn.

Dëst gesot, wéi gesot, géif ech Iech nach eng Kéier villmools Merci soe fir déi, wéi ech fannen, ganz interessant Diskussioun, déi mer de Mëtten hei an der Chamber konnten zesummen hunn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Goergen, Dir wëllt eng Fro stellen? Huelt Der d'Fro un, Här Hahn?

**M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Selbstverständlech.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här Hahn. Also, ech hunn Iech gutt nogelauschtert. A ganz villes, wat Der sot, kënne mir nëmmen ënnerstëtzen. Ech mierken, dass do en neien Elan ass, fir de Familljen an de Kanner ze hëllefen. Ech hunn awer zwou konkreet Froen.

Déi éischt ass: Am Office social hu mer heiansdo de Fall, dass een de REVIS op der ADEM gestrach kritt – wisou och ëmmer – an een herno awer iwwer all d'Recourse Recht kritt. Wärend där Zäit sëtzen dann awer oft d'Familljen a virun allem d'Kanner ouni iergendee Revenu do. Kann een do net iergendeng Bréck schafen? Well et ass elo esou, dass mir als Office bei eis an der Gemeng zwar hëllefen, mee et ass mer awer och gesot ginn, dass anerer sech da weigeren. An da sëtze wierklech d'Kanner an deem Misär. Et wär gutt, wann ee vläicht eng Kéier dorun denkt.

An déi zweet ass: Dir hutt vum Mëttegiesse geschwat, wat ech komplett ënnerstëtzen. Elo ass et awer esou, dass a verschiddene Gemenge keng Plazen an de Maison-relaise sinn. An déi Leit, déi scho keng Plaz an der Maison relais hunn, déi kommen och net derzou, dass d'Kanner dann zum gratis Mëttegiessen kommen. Soll een an der Zukunft net op dee Wee goen, dass ee fir déi Familljen, op d'mannst wa se keng Plaz an enger Maison relais kréien an e Salaire hunn, wou mer wierklech iwwer Aarmut kënnen diskutéieren – also, ech schwätzen elo net vun deene gréissere Salairen, wa se keng Plaz kréien, mee vun deenen, déi drënner sinn a wou de Kanner kéint gehollef ginn –, eng Formel fënnt, dass een, wa se kënne weisen, dass se keng Plaz an enger Maison relais kruten, deenen Elteren anescht hëlleft? Well herno sinn et awer erëm d'Kanner, déi dorënner gelidden hunn.

Merci.

**M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Ma ech géif vläicht op déi éischt Fro äntweren. Déi zweet géif ech dem Här Meisch vläicht iwwerloossen. Ech hat nämlech elo näischt vum Mëttegiesse gesot, ausser ech hätt et vergiess.

*(Interruption)*

Mee et ass awer egal. Et ass awer en interessante Punkt. Dir hat warscheinlech allgemeng iwwer Sachleeschtungen ..., wou Der dat do interpretéiert an ... Et ass awer ... Et ass net wichteg.

Dir hutt dervu geschwat, dass et verschidde Sozialleeschtunge gëtt, déi een och kann entzu kréien. Do ass et tatsächlech esou, notamment wann et ëm d'REVIS-Bezéier geet, dass et do e Kaartesystem gëtt. Dat heescht, wann een zum Beispill net op Rendezvouse geet, ouni Excusen, dass dat dann dat allerlescht Mëttel ass. An Dir hutt Recht, datt ... Zu wat féiert dat da ganz oft am Office social? Da geet ee vum AVIS, also vum Assistant de revenu d'inclusion sociale, e Stack méi déif, an da geet een erof bei d'Aide sociale an da kritt een dann do gehollef. Dat ass eppes, wat mer bewosst ass.

Ech hunn nach net déi 100 %-Léisung, fir Iech et hei esou ze soen. Ech denke schonn, dass mer do e Punktesystem brauchen, deen – a gleeft mer et – och vun de Sozialaarbechter – an Dir sidd jo och dann an engem Office social mat aktiv, wou Der et gesitt –, mengen ech, och allkéiers schwéieren Häerzens geholl gëtt. Mee ech mengen awer éischter, wa sech dann och wierklech net un déi elementaarst Reegele gehale gëtt. Dat ass op d'mannst dat, wat ech vum Terrain héieren.

An do, wéi gesot, gëtt och seele gesot: „Dat ass vun 100 op 0“, mee et muss een awer eng gewëssen Disziplinn dran hunn, well ech mengen, d'Zil vun zum Beispill dem REVIS, well Der deen ugeschwat huet, muss jo awer sinn, fir déi Leit, déi kënnen, ze aktivéieren a se och op den Aarbechtsmarché ze kréien, sief et um Ufank iwwer eng TUC-Mesür, dat heescht en Travail d'utilité collective, fir se dann un d'Aarbecht erunzekréien, vläicht och am Ufank just 10, 20, 30, 40 Stonnen. An da muss et duerno natierlech d'Zil sinn, fir se och op den éischten Aarbechtsmarché ze kréien. Do gëtt et natierlech och elementar Reegelen, wou mer eis, mengen ech, awer och eens wieren, fir ze soen, datt ee sech dodru muss halen.

Mee de Problem ass mer bekannt, dass een do eebe muss derfir suergen, dass dat natierlech net däerf au détriment si besonnesch vu Menagë mat Kanner, soudass ech dat doten um Radar hunn a wäert mat an d'Diskussiounen afléisse loossen, déi ech iwwregens mat der Entente des offices sociaux och hunn an deem ganzen Theemegebitt vum REVIS.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hahn. Ech gesinn, datt d'Regierung nach e Spriecher huet. Ech ginn dann d'Wuert un den Educatiounsminister. Ech wëll e just drun erënneren: Den Här Hahn huet 17 Minutte gebraucht. Et bleiwen Iech also nach ongeféier 13 Minutten an der Riedezäit. Här Meisch.

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir wësst, datt ech normalerweis net laang schwätzen.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech wollt Iech et awer just soen, Här Minister.

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Dofir sinn ech elo awer iwwerrascht iwwert déi dote Reaktioun.

*(Hilarité)*

Ech wëll, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischt der Madamm Claire Delcourt villmools Merci soe fir dës Interpellatioun, déi, ech fannen, eigentlech iwwert déi ganzen Zäit, wou mer elo hei zesummesouzen an driwwer geschwat hunn, ganz sachlech a positiv an no vir gekuckt gefouert gouf. An dat weist, mengen ech, awer och d'Bedeitung vun deem Theema, ëm dat et haut de Mëtteg hei geet, an awer och, jo, d'Erkenntnis, datt nach ëmmer vill ze maache bleift. Ech mengen, vun all Riedner – ob Majoritéit, Oppositioun, ob fréier Majoritéit, fréier Oppositioun, wéi och ëmmer – ass gesot ginn, wat schonn alles geschitt ass, mee mer wëssen, datt awer nach ëmmer e Wee virun eis läit.

Dir verstitt vläicht, datt ech ganz besonnesch op zwee Aspekter wëll agoen. De Paul Galles huet virdru gesot: „Kanneraarmut ass multidimensional, multifaktoriell." An ech denken, dat ass och an der Debatt hei kloer ginn. Mee zwee Ressorten, déi mir eebe besonnesch wichteg sinn – de Beräich vun der Bildung, de Beräich vum Logement –, hu sech awer och ganz kloer duerch eng ganz Rei vun Interventiounen de Mëtteg hei gezunn a weisen, datt et wichteg ass, datt mer e fräien Zougang zur Bildung hunn, zur formaler Bildung, zur nonformaler Bildung.

A grad och de fräien Zougang zur nonformaler Bildung, zu enger qualitativ gudder nonformaler Bildung, war jo eppes, wat iwwert déi lescht zéng Joer weiderentwéckelt ginn ass duerch eng ganz Rei vu Gratisleeschtungen – „Sachleeschtunge" kann een et nennen, „Bildungsleeschtunge" géif ech et awer och ganz gären nennen –, déi offréiert ginn: sief et eng Rei vu Stonnen an enger Crèche, sief et eng Rei vu Wochen an der Maison relais, sief et gratis Schoulbicher, sief et d'Gratuitéit vum Mëttegiessen, sief et e sozial gestaffelt Mëttegiessen an de Lycéeën an esou weider.

Dat huet sécherlech och säin Impakt gehat op de Kampf géint d'Kanneraarmut. A wa mer d'Statistike géife rechnen a kucken, wat dat dote bruecht huet, da wier dat schonn een Deel vun der Situatioun gewiescht, datt et net nach schlëmmer ass, haut nach schlëmmer ausgesäit.

An ech denken, datt op där anerer Säit natierlech och net nëmmen de fräien Zougang, d'Gratuitéit vu Bildungsleeschtunge wichteg ass am Kampf géint d'Kanneraarmut, mee och eng gutt Bildung, eng fair Bildung, eng gerecht Bildung, an datt dat e permanente Sujet ass an engem Land wéi Lëtzebuerg, wou mer esou vill ënnerschiddlech Kanner hunn, mat hiren ënnerschiddleche Sproochen, an datt dat eigentlech nach eng méi grouss Erausfuerderung hei zu Lëtzebuerg ass wéi op anere Plazen. Nun, dat hu mer jo och scho méi wéi eng Kéier hei diskutéiert.

D'Wëssenschaft seet – an ech mengen, datt mer op deenen zwou Piste wierklech drop sinn –, datt mer eigentlech zwee Vecteuren hunn, déi wierklech erfollegsverspriechend sinn. Dat eent, dat ass, méi fréi unzefänken, d'Kanner fréi ze ënnerstëtzen an hirer Entwécklung an doweinster eeben och gutt Bildungsleeschtungen an der fréier Kandheet, also gutt Crèchen, ze assuréieren. Ech mengen, et ass och vun deem engen oder aneren hei rappeléiert ginn, wat dës Regierung sech virgeholl huet, iwwert d'Verbesserung vum Personalschlëssel, ënner anerem och an de Crèchen, ze erreechen, iwwer en zweeten Intervenant och am Cycle 1 an der Grondschoul. Alles dat, denken ech, si Mesüren, déi sech an déi Richtung aschreiwen.

An deen anere Vecteur ass, bei enger Diversitéit vun der Schoulpopulatioun awer och eng Diversitéit vun der schoulescher Offer ze hunn, fir net all Kand mussen an eng Schoul eranzepressen, mee op där anerer Säit awer ze kucken, datt mer, jo, iergendzwousch Weeër hunn, wou all Kand sech kann iergendwou raccrochéieren an da säin Opstig do realiséieren – méi op jidde Fall, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Jo, et gëtt en drëtte Facteur. Et gëtt en drëtte Vecteur, dee wichteg ass. Dat ass, d'Familljen ze stäerken. An och do huet dës Regierung nach munches vir. De Regierungsprogramm seet, mir wëllen zum Beispill d'Schoul an den Office national de l'enfance méi enk beieneebrénge, datt do, wou d'Schoul mat hire Moyenen op Limitte stéisst, well se natierlech net ausserhalb vun der Schoulzäit intervenéiert, well se natierlech net ausserhalb vum Perimeeter vun der Schoul intervenéiert, eeben och d'Aide à l'enfance mat hiren Instrumenter, och heiansdo nidderschwelleg, kann d'Familllje stäerken, fir eeben och vun do aus e positiven Effet op d'Entwécklung vum Kand ze hunn.

Jo, et ass och gesot ginn, an ech ennersträichen et ausdrécklech: Eltere brauchen Zäit fir hir Kanner. Elteren, op där anerer Säit, wa mer vu Kanneraarmut schwätzen, Familljenaarmut schwätzen, brauchen dann awer och gutt Betreiungsstrukturen, fir datt se kënnen enger berufflecher Aktivitéit nogoen, fir datt se kënnen op eegene Féiss stoen, sech selwer e Revenu kënnen erschaffen. An et ass eeben do wichteg, de richtegen Equiliber ze fannen an ëmmer nees nei ze sichen – als Famill, als Koppel, als Mamm, als Papp, mat de Kanner, mee, denken ech, natierlech awer och als Gesellschaft – hei bei deenen Diskussiounen, déi mer féieren.

Kanneraarmut huet och zum Deel eppes mat Kannerrechter ze dinn. Kannerrechter hunn net nëmmen e finanziellen Aspekt, mee Kannerrechter kënnen awer nëmme gelieft ginn, wa Kanneraarmut eigentlech keng Realitéit ass, wa mer Kanner aus der Aarmut erauskréien, well dann déi ganz Panoplie vu Kannerrechter, déi et gëtt, eeben iwwerhaapt dann eréischt ze realiséieren ass. An Dir wësst, do hu mer en nationalen Aktiounsplang, deen an der Ëmsetzung ass.

Wat wichteg ass – an eenzel Riedner hunn et och gesot –, dat ass d'Participatioun vun de Kanner. A wa mer „Kanneraarmut" soen, ass dat multidimensional. Da geet et eeben net nëmmen ëm déi finanziell Dimensioun, mee da geet et och dorëms, ob d'Kanner participéieren, ob se an de Sportveräin ginn, ob se an der Musek matmaachen. Jo, mir hu gratis Musekunterrecht gemaach, fir datt jiddereen eebe kann matmaachen. A wann et Hürde gëtt, wou deen een oder deen aneren nach net dohinnerkënnt, dann, mengen ech och, sollte mer kucken, datt mer dorunner weider schaffen a weider doriwwer nodenken, wéi mer déi doten Aktivitéiten och méi no bei déi Jonk kënne bréngen. Well do wiisst och e Kand drun. Als Mënsch wiisst een dru bei all deenen doten Aktivitéiten.

Kanneraarmut huet dann och eppes, grad hei zu Lëtzebuerg, mat Logement ze dinn. Dat ass evident. Ech denken, datt fir e gudden Deel vun deene Familljen a vun deene Kanner, déi vu Kanneraarmut betraff sinn, dat deiert Wunnen hei zu Lëtzebuerg dach awer zumindest mat responsabel, wann net souguer haaptresponsabel ass. An dofir ass et wichteg, datt mer weider eng proaktiv, eng engagéiert Logementspolitick maachen, fir ze hëllefen, datt op Dauer d'Familllje sech kënnen zu akzeptable Präisser logéieren an och an enger Wunneng zu akzeptabele Konditiounen a mat enger akzeptabler Liewensqualitéit.

Dat, mengen ech, war d'Zil vun deene Regierunge virdrun. Dat bleift a muss onbedéngt d'Zil vun dëser Regierung bleiwen. An Dir wësst, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Regierung och gëschter nach eng Kéier decidéiert huet an annoncéiert huet: eng Rei vun Aiden, déi virun allem och de Familllje mat Kanner zeguttkommen, esou auszeweiden, datt méi Familllje mat Kanner kënnen dovunner profitéieren, virun allem Familllje mat Kanner méi staark dovunner kënne profitéieren.

Wéi zum Beispill bei der Subvention loyer: e Plus vun 39 %! Dat heescht, wa virdrun 100 Familllje konnte profitéieren, da sinn et der elo 139, déi kënne profitéieren. An dorobber nach eng Kéier en däitleche Plus, eng Verdueblung vun deem, wat dann e Kand bréngt an der Berechnung vun der Subvention de loyer, wat virdrun 40 Euro pro Kand war de Mount, dann elo op 80 Euro pro Kand de Mount. Ech denken, datt dat e wichtege Schratt ass, e méi wéi symbolesche Schratt, fir ze kucken, datt och déi Leit, déi mussen um Privatmarché lounen, hei méi staark vun der ëffentlecher Hand gehollef kréien.

Donieft natierlech awer och dee groussen Investitiounspak, deen decidéiert gouf, dee sech nach eng Kéier dropsetzt. Op dat, wat schonn decidéiert war – nämlech 900 Milliounen iwwert déi nächst véier Joer an abordabele Wunnraum ze investéieren; dat war schonn decidéiert an am Pluriannuel budgetiséiert –, komme lo nach eng Kéier, fir Immobilieprojeten opzekafen, iwwert déi nächst véier Joer 480 Milliounen derbäi.

Och deen impressionnante Chiffer weist nach eng Kéier d'Ambitioun vun dëser Regierung, fir wierklech e Schratt no vir ze maachen, ech géif soen, e puer Schrëtt no vir ze maachen, an der Schafung vun abordabelem Wunnraum, vun ëffentleche Wunnengen, déi virun allem eeben och Familljen aus sozial defavoriséierte Milieue kënnen zur Verfügung gestallt ginn, fir domat iwwerhaapt emol erëm eng Integratioun an d'Gesellschaft kënnen ze erméiglechen, fir datt dat, wat ech fir d'Wunne muss bezuelen, net alles aneschters onméiglech mécht. Dat ass leider haut nach ze vill dacks de Fall.

Ech soen Iech Merci, Här President an Dir Dammen an Dir Hären, fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Dann ass elo d'Diskussioun domat ofgeschloss.

***Motions***

Mir hu véier Motiounen hei um Büro leien. Ech wëll just nach eng Kéier drun erënneren: Mir sinn hei am Kader vun enger Interpellatioun am Modell 1, soudatt d'Riedezäiten dovunner fir sämtlech Motioune 5 Minutte fir d'Fraktiounen, 2,5 Minutte fir d'Sensibilitéiten a 5 Minutte fir d'Regierung sinn. Dir musst Iech, well et der véier sinn, kuerzfaassen an Ären Explikatiounen.

***Motion 1***

Ech huelen déi éischt Motioun. Dat ass déi vun der Madamm Claire Delcourt. Madamm Delcourt, wollt Dir nach e puer Explikatiounen doriwwer ginn? Dann ass d'Wuert fir Iech.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP), interpellatrice | Jo, merci, Här President. Merci fir all déi Interventiounen, déi haut gemaach goufen, an och d'Explikatioune vun de Ministeren. Ech wëll hei am Fong just nach eng Kéier kuerz soen: Ech mengen, d'Motioun ass relativ kloer. Mir wëllen, wéi och elo scho e puermol erwäänt, d'Regierung opfuerderen, dëse Problem zu hirer Prioritéit ze maachen, eng Stratégie globale auszeschaffen. A souwäit ech dat och e bësse konnt eraushéieren, si mer do jo um gudde Wee an och méi oder wéineger op enger Linn. Mir wéilten natierlech als Chamber och – dat froe mer och – méi abezu ginn, wat do virgesinn ass vun der Regierung, an do och um Lafende gehale ginn zu deene jeeweilege Punkten.

A wann Der erlaabt, géif ech och déi zweet Motioun einfach schonn direkt mathuelen. Oder solle mer dat ...? Mir kënnen dat awer och gären ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee, ech mengen, mir maachen dat eent nom aneren, dann ass dat méi transparent a kloer.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP), interpellatrice | Gutt. Jo, ok.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Delcourt. Wie wëllt heizou Stellung huelen? D'Madamm Cahen.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Merci och un d'Auteure vun der Motioun. Ech mengen, mir hunn et elo grad héiere vun de Ministeren aus der Regierung, dass se natierlech virhunn, e Plan national de lutte contre la pauvreté ze maachen. Dat ass um Radar. Dat heescht, alles, wat hei steet, wäert geschéien. An dofir wäerte mir och déi Motioun hei kënne matdroen. Merci.

**Une voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Galles huet d'Wuert gefrot an dann den Här Baum an dann den Här Polidori.

**M. Paul Galles** (CSV) | Merci villmools, Här President. Et ass jo elo sech net méi vill ze soen. Merci nach eng Kéier fir dës Motioun, déi eis ganz sympathesch ass. Si ass eng systematesch Approche un d'Problematik. Dat heescht, mir géifen et ganz staark ënnerstëtzen, eeben déi global Strategie auszeschaffen, dann och mat de Rapporten och d'Chamber anzebannen, mat Ziler, mat Tëschenziler, also esou wéi een eng Strategie, e Plan d'action, da wierklech och adequat opbaut. Dat ass eng Motioun, déi eis gutt gefält. Mir wëllen déi och ënnerstëtzen, natierlech zesumme mat eise Kolleeginnen a Kolleegen. Merci villmools.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Galles. Den Här Marc Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och der Madamm Delcourt fir d'Motioun, déi mer och ënnerstëtzen, och wa mer vläicht bei engem Tiret – „saluant les mesures mises en place" – mengen, datt een doriwwer kéint erausgoen. Dat ass awer elo wierklech just en Detail. A mir freeën eis besonnesch iwwert d'Rapports réguliers, déi sollte gefrot ginn, an datt an der Chamber reegelméisseg Debatten zu där Fro sollte gefouert ginn. Dat war eng Fuerderung, déi mir als Lénk ëmmer erëm, och a Motiounen, der Chamber presentéiert hunn. Virun enger Zäit war et nach esou, datt déi deemoleg Majoritéitsparteie Problemer domadder haten. Ech gesinn, datt dat dann elo net de Fall ass an datt et d'Wandlung vum Saulus zum Paulus gëtt, ...

*(Interruption)*

... déi mer an deem Fall da begréissen. Merci.

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Jo, och mir begréissen dës Motioun explizitt. Et sinn e ganze Koup Saachen dran, déi ... bon, verschidde Saachen dran, pardon, déi eis vläicht net wäit genuch ginn, mee awer och ganz, ganz interessant sinn. An ech sinn och frou, dass mer eng breet Majoritéit heibannen am Haus fannen, och bei de Majoritéitsparteien, déi dëst dann och wäerte mat ënnerstëtzen. An dat, mengen ech, weist och dee breede Konsens hei am héijen Haus. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Ech hu keng aner Wuertmeldungen. Opgrond vun deene Wuertmeldunge ginn ech dervun aus, datt mer kéinten eventuell à main levée iwwert déi Motioun ofstëmmen, à moins datt een de Vote électronique freet.

*(Négation)*

Dat ass net de Fall. Da stëmme mer iwwert dës Motioun à main levée of.

***Vote sur la motion 1***

Wien derfir ass, deen hieft d'Hand.

An da maache mer d'Géigeprouf: Ass een dergéint?

Ass een, dee sech enthält? Dat ass net de Fall.

Dann ass dës Motioun à l'unanimité ugeholl.

***Motion 2***

Da komme mer zu der zweeter Motioun. Madamm Delcourt, Dir wollt d'Wuert nach kuerz huelen.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP), interpellatrice | Jo, ech wollt zu dëser Motioun am Fong wierklech net nach vill bäifügen. Ech mengen, et ass relativ straightforward, soudass ... Voilà, merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat war och straightforward, dat do.

*(Hilarité)*

Wie wëllt dozou Stellung huelen? Madamm Cahen.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Jo, dann och straightforward: Also, ech mengen, e Koalitiounsaccord ass bekanntlech do, fir en ëmzesetzen. An dofir, mengen ech, brauche mer net an enger Motioun nach eng Kéier ze fuerderen, de Koalitiounsaccord ëmzesetzen, well dofir gëtt et de Koalitiounsaccord. Dat sinn d'Hausaufgabe vun der Regierung. Dat heescht, alles, wat do steet, dass d'Regierung den Accord de coalition soll ëmsetzen ... Also, do kann ech Iech berouegen: Natierlech wäert d'Regierung de Koalitiounsaccord ëmsetzen.

Dann hu mer och héieren, dass den digitalen Office social zum Beispill soll kommen. De Minister Hahn huet ganz kloer gesot, dass effektiv d'Leit nach besser sollen informéiert ginn iwwer hir Rechter, dass se e Recours hunn zu verschiddenen Hëllefen, wa se dann d'Recht drop hunn. An dofir wäerte mir dës Motioun net matstëmmen, well dat souwisou da wäert gemaach ginn. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Cahen. Ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Ech ka mech elo ieren ... Ech hunn dat Koalitiounsofkommes elo net ganz am Kapp, mee d'Madamm Cahen sot, dat hei stéing och alles am Koalitiounsofkommes. Et interesséiert mech awer elo, ob déi 100 Euro méi, déi et soll gi fir de Mindestloun, och elo esou virgesi sinn. Déi sinn hei virgesinn. Dat fanne mir och eng gutt Saach. Allerdéngs, mir wëllen elo net Ierbessenzieler hei sinn, mee hei steet „100 euros nets", an ech weess net, ob dat méiglech ass, ob een dat esou ka festleeën. Et misst ee bal soen „100 euros bruts" an der Motioun. Mee wann dat esou wier, da géife mir dat heiten op jidde Fall matstëmmen. Dat hei ass eng gutt Saach. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sinn nach aner Wuertmeldungen heizou?

Opgrond vun deene Wuertmeldunge ginn ech dervun aus, datt mer hei kee Vote par main levée kënne maache, also iwwert dës Motioun par vote électronique wäerten ofstëmmen.

***Vote sur la motion 2***

Ech fänken also mam Vott un. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 25, Nee: 35. Domat ass dës Motioun mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Dan Biancalana), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Max Hengel), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.*

***Motion 3***

Da komme mer zur Motioun Nummer 3. Déi ass vun der Madamm Mandy Minella. Madamm Minella, wëllt Dir nach Stellung dozou huelen? Dat ass net de Fall. Hunn ech soss aner Wuertmeldungen zu dëser Motioun? Den Här Keup, den Här Polidori an den Här Baum.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Jo, dat sinn natierlech Motiounen, wou relativ vill steet, dräi Säiten. An do fënnt een dann natierlech emol Saachen, déi engem net esou gefalen, an anerer, déi engem besser gefalen. Wat mir elo hei an d'A gesprongen ass, dat ass bei den Invitten, de sechsten Tiret. Do géif ech hei eng Kéier e bësse méi prezis eppes driwwer soen. Do steet nämlech: „élaborer et mettre en œuvre une nouvelle réforme fiscale", dat ass do geplangt, „ayant, entre autres, pour objectif d'alléger la charge fiscale des ménages à revenus modestes", dat sinn also déi, déi manner verdéngen, „des familles monoparentales", dat sinn all déi Elengerzéiend, dat sinn der jo och vill, „et des classes moyennes". Wann ech dat esou liesen, soen ech mer: Ënnert dem Strëch sinn dat do jo 90 % vun der Bevëlkerung. Déi Eenzeg, déi elo hei net drastinn, dat wiere räich Leit, déi net monoparental sinn.

Elo froen ech mech awer ... An ech géif dat begréissen. Ech mengen, jiddwereen hätt jo am léifsten, mir missten iwwerhaapt keng Steiere bezuelen an de Staat kéint sech esou finanzéieren.

*(Interruption)*

Ech froe mech awer elo, ob dat heiten iwwerhaapt esou méiglech wier, well dat hei géif jo bedeiten, dass d'Regierung elo invitéiert gëtt, eng Steierreform ze maachen, wou 90 % vun der Bevëlkerung – plus/minus – eppes bäikréien. Dat misst Der mer mol erklären, wéi dat soll fonctionéieren, och finanziell. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Ech hunn elo eng Wuertmeldung vun dem Här Polidori, dann den Här Baum an dann d'Madamm Delcourt.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Bon, et ass virdru gesot gi vun der Madamm Cahen, dass keng Saachen an enger Motioun musse stoen, déi an engem Koalitiounsaccord stinn. Ech mengen, hei sinn och e puer Saachen dran, déi do gefuerdert ginn. Bon, mir sinn net ernimmt ginn. Mir hunn déi heite Motioun mat ënnerschriwwen. Ech denken, och ech als neien Deputéierte wëll der Regierung an dësem Fall och eng Chance ginn. Mir wäerten dat kritesch begleeden an dann an den nächsten Méint a Joren och deementspriechend verfollegen an deementspriechend eise Retour ginn. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann den Här Marc Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Do weiderfuerend, wou den Här Polidori opgehalen huet, mengen ech och, datt et erstaunlech ass, datt d'DP dann déi heite Motioun presentéiert, well dat ass de Koalitiounsprogramm!

*(Hilarité)*

A wann an der Chamber keng Motioun zum Koalitiounsprogramm soll gemaach ginn, da misst d'DP eigentlech déi heite Motioun zeréckzéien.

Et ass awer, well et esou ass, datt et de Koalitiounsprogramm erëmgëtt, och awer e bësse fir eis e Problem, well verschidde Saachen dra sinn, déi awer schwiereg sinn. Wann een notamment seet, datt een d'Gratuitéit gär an d'Indicateure mat eranhëlt, fir d'Pauvretéit an d'Exclusion sociale ze moossen, da riskéiert dat, op eng verfälschten Aart a Weis derzou ze féieren, datt d'Tauxen einfach esou erofginn.

An ech hu mer awer effektiv och déi selwecht Froe gestallt wéi den Här Keup virdrun. Wann Der gär eng Réforme fiscale maacht, déi d'„classes moyennes" entlaascht, dann ass eng evident Fro: Wien ass dann d'„classes moyennes"? An ech erënneren do un eng Debatt, wou den aktuelle Finanzminister op der Tëlee sot, hie wier d'„classes moyennes".

*(Hilarité)*

Ech mengen, dat geet dann awer vläicht e bëssen ze wäit als Réforme fiscale. Dofir wäerte mer déi heite Motioun net matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Dann d'Madamm Delcourt an duerno d'Madamm Welfring.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP), interpellatrice | Jo, merci, Här President. Jo, mir hu jo eng Motioun ofginn, déi e bësse méi wäit geet wéi déi heiten, déi awer elo och ugeholl gouf, wat mer och begréissen. Mir géifen also hei och eisen Accord ginn, obwuel d'Motioun a verschiddene Punkten net esou wäit geet, wéi mir et dann nach an där zweeter gefuerdert hunn. Ech mengen, extra Hëllefe fir Monoparentallen, dat wär natierlech och gutt gewiescht oder, voilà, de Salaire social minimum oder eng spezifesch Approche fir Kanneraarmut an d'Iwwerschaffe vum PAN Garantie européenne, déi feelen. Mee mir géifen dës Motioun awer scho mol matstëmmen, well et geet an déi richteg Richtung. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci. D'Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, e bëssen änlech wéi verschiddener vu menge Virriedner kënne mer net alles matdroen, wat hei ernimmt ass. Grad bei de Consideranten, dat ass den zweetleschten Tiret, deen op de Mesürepak am Bauberäich vu gëschter verweist, wou mer der Meenung sinn, dass sécher e puer Mesüren, och vill Mesüre souguer, déi hei opgelëscht gi sinn, an déi richteg Richtung ginn an och wierklech eppes mat Kanneraarmut ze dinn hunn, anerer awer e bësse manner. A vun dohier hate mer proposéiert, dass mer et géifen anescht formuléieren, dass „certaines mesures" vun deem Paquet de mesures géifen an déi richteg Richtung goen. Dat hate mer proposéiert. Dat hätte mer och matgestëmmt, mee vu dass et esou formuléiert bliwwen ass a wann et esou bleift, da géife mer eis hei enthalen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci. Ech hunn elo keng aner Wuertmeldung.

Da géife mer zum Vott kommen. Hei ginn ech dervun aus, datt och e Vote électronique gefrot ass.

***Vote sur la motion 3***

Da fänke mer de Vott un. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. Ech schléissen elo de Vott of.

De Vott ass ofgeschloss an d'Resultat ass: 48 Jo-Stëmme géint 7 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ugeholl mat 48 Jo-Stëmme géint 7 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Max Hengel), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Dan Biancalana), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Se sont abstenus : MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.*

***Motion 4***

Da komme mer zur nächster Motioun, der Motioun Numero 4, déi hei vun der Madamm Francine Closener deposéiert ginn ass. Madamm Closener, wëllt Dir nach e Wuert driwwer soen? Da fuert lass.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Jo, villmools merci, Här President. Et steet net alles am Koalitiounsprogramm, wat an dëser Motioun drasteet, mee wéi ech de Minister awer kennen a wéi ech en och héieren hunn, hei, awer och schonn an de Kommissiounen, misst dat hei jo awer ganz a sengem Sënn sinn: ob dat eng Evaluatioun ass vu senge Programmer, de Personalschlëssel erhéijen an der Kannerbetreiung, de Bilan vun der Summerschool, den Appui pédagogique eng Kéier op de Leescht huelen an awer och d'Ressourcen an de Gemenge besser verdeelen, soudass d'Quartiersschoulen, wou Kanner sinn, déi méi defavoriséiert sinn, am Kader vun engem Projet pédagogique zu méi Chancëgerechtegkeet duerch Bildung kommen. Dat misst jo eigentlech alles am Sënn si vum Minister. Duerfir kann ech mer virstellen, dass d'Majoritéit dat hei kéint matdroen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Closener. Den Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. D'Madamm Closener huet effektiv e puer Punkten elo hei opgezielt, déi eis gefalen. Dat ass zum Beispill d'Evaluatioun vun der Summerschool, awer och d'Evaluatioun vum Accueil pédagogique.

Woumat mir awer net averstane sinn – an dofir wäert ech och menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei net ze stëmmen –, dat ass d'Asetze vun engem Psycholog an all Gemeng an an alle Schoulen. Dat do fonctionéiert am Moment iwwert d'Direction-régionallen. Déi Psychologe schaffen zesumme mat Educateuren, mat Éducateurs gradués, mat Schoulmeeschteren, mat IEBSen. Dat sinn déi, déi spezialiséiert sinn op Kanner à besoins spécifiques. An dofir menge mer, dass e Psycholog an all Schoul net zilfürend ass, well mer eis och d'Fro stellen, wann een an enger klenger Gemeng bass an ee vläicht all Klass nëmmen eng Kéier huet: Wat mécht dee Psycholog an där Schoul, wann e säin Diagnostic gemaach huet?

Dat Zweet ass de Contingent, fir do e Pilotprojet ze maachen. Do si mer och der Meenung, dass d'Direction-régionalle mat de Gemengen zesummen am beschte wëssen, wéi de Contingent soll weider verdeelt ginn.

An dofir, wéi gesot, géif ech menger Fraktioun proposéieren, déi heite Motioun net matzedroen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Dann huet den Här Galles d'Wuert gefrot.

**M. Paul Galles** (CSV) | Jo, merci nach eng Kéier, Här President. Ech ginn e bëssen an déi selwecht Richtung wéi de Kolleeg Gilles Baum. Déi Invitten, déi d'Madamm Closener op der éischter Säit geschriwwen huet, dat si ganz interessanter. Déi sinn eigentlech am Regierungsprogramm esou virgesinn, eeben och d'Evaluatioun vun all deenen neie Mesüren aus dem 2009er Gesetz vum Enseignement fondamental.

An op der zweeter Säit sinn tatsächlech genau déi Saachen ze soen, déi de Gilles Baum elo och gesot huet. Ech mengen, dass et kee Sënn mécht, e Psycholog an all Schoul ze hunn. E Psycholog mécht d'Diagnos, mécht d'Analys. Mir hunn e ganz breet opgestalltent Netzwierk, dat ech och elo selwer kenne geléiert hunn, vun eeben där Interventioun, déi do ka gemaach ginn, wat menger Meenung no och relativ gutt funktionéiert.

Wat de Contingent ugeet: Et ass wichteg, Zuelen ze hunn, ech mengen, fir dass een dat och gutt verdeele kann. Awer do ass och e gewëssent Vertrauen, denken ech, vis-à-vis vun de Gemenge wichteg, fir dass d'Gemenge sech dann esou kënnen organiséieren, wéi se mengen, dass et richteg ass. An der Stad Lëtzebuerg hu mer do och eisen eegenen Indice, mat deem mer kënne schaffen, fir dann eeben och an déi eenzel Schoulen dann de Contingent esou ze verdeelen, wéi mer mengen, dass et eebe grad an deem Joer dann och richteg wär.

Dofir muss ech menger Fraktioun och proposéieren, déi heiten net matzestëmmen. Ech soen Iech awer trotzdeem Merci dofir.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Galles. Ech hunn elo keng aner Wuertmeldung gesinn. Dach, den Här Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Ech gesinn hei, déi zwou Majoritéitsparteie ginn éischter op de Volet vum Psycholog an alle Gemengen an, dass dat och eent vun den Haaptargumenter wier, fir dëst net matzedroen. Et muss een awer soen, dass haut an den Direktiounen, wou d'Psychologe sëtzen,

net genuch sëtzen, well wann ee mat de Leit um Terrain schwätzt, da gëtt et am Moment ganz schwéier, fir do iwwerhaapt e Rendez-vous ze kréie respektiv mat esou enger Persoun ze schwätzen.

Dat heescht also wierklech d'Problematik, dass mer hei an deem Text, an deem Tiret, wierklech soen, dass mer an all Schoul ee wëllen ..., oder et wär eventuell eng Propositioun, ech geheien dat elo mol einfach hei an de Raum, ze soen, mir géife wierklech den Deel vum Psycholog verstäerken an deemno wierklech weider ausbauen, fir do de Kanner entgéintzekommen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Et ass keng aner Wuertmeldung am Sall.

Ech ginn dervun aus, datt och hei de Vote électronique gefrot ass.

***Vote sur la motion 4***

An da géife mer mam Vott ufänken. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Dan Biancalana), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Max Hengel), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

An domat hätte mer all eis Motiounen zu deem Sujet erleedegt.

## 4. 8224 – Projet de loi portant sur la construction des extensions de la ligne de tramway à Luxembourg entre les stations Rout Bréck–Pafendall et Laangfur au Kirchberg et entre les stations Gare Centrale et Hollerich

Mir kéinten dann zum zweete Punkt vum Ordre du jour kommen. Dat ass de Projet de loi 8224 iwwert d'finanziell Bedeelegung vum Staat bei der Verlängerung vun den Tramslinnen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéiten hu fënnef Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et si schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Jeff Engelen, den Här Meris Sehovic, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet dann elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen.

***Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics***

**Mme Corinne Cahen** (DP), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet de loi 8224 diskutéiere mer haut iwwer e weidert Finanzéierungsgesetz, fir de Reseau vum Tram auszebauen. No de Finanzéierungsgesetzer vun 2014 an 2017 ass dat hei dat véiert Gesetz an deem Genre. Déi dräi éischt Gesetzer hunn de Bau an den Ausbau vun der Linn 1 vum Tram finanzéiert: an enger éischter Etapp d'Streck tëschent der Luxexpo an der Stater Gare, duerno an enger zweeter Etapp eng Extensioun a Richtung Findel an eng op d'Cloche d'Or.

De Reseau vum Tram ass deemno zanter der Aweiung vum éischten Deelsték am Dezember 2017 permanent ausgebaut ginn, an dës Regierung wëll och op deem Wee weiderfueren.

Parallell zum Ausbau vum Reseau ass d'Unzuel vu Passagéier, déi all Dag den Tram huelen, och konstant an d'Luucht gaangen. Haut transportéiert den Tram eng 100.000 Leit den Dag – eng Zuel, déi an Zukunft nach ganz sécher weider wäert klammen.

Et kann een also zu Recht behaapten, dass den Tram eng Erfollegsgeschicht ass. Den Tram ass haut schonn d'Réckgrat vum ëffentlechen Transport an der Stad. En huet d'Mobilitéit vun de Leit däitlech verbessert.

Déi lescht Regierung huet mam Plan national de mobilité 2035 kloer Proposen op den Dësch geluecht, wéi de Reseau weiderentwéckelt ka ginn, dat mam Zil, d'Leit méi op den ëffentlechen Transport ze bréngen an och der Unzuel un Trajeten, déi jo iwwert déi nächst Jore wäert klammen, Meeschter ze ginn.

An et ass, wéi gesot, och dëser Regierung hir Absicht, d'Erfollegsgeschicht vum Tram konsequent weiderzeschreiwen, sief dat an der Stad oder och doriwwer eraus, wéi notamment duerch de séieren Tram tëschent der Stad an Esch.

Mat dësem Gesetzesprojet haut kritt den Tram elo eng zweet Linn. Déi éischt Linn fiert duerno, wa se bis ganz fäerdeg ass, vum Findel bis bei de Stadion. E klengt Wuert vläicht dann dozou: Den Tronçon op d'Cloche d'Or wäert dëse Summer fäerdeg sinn. A wat den Tronçon op de Findel betrëfft, musse mer eis nach e bësselche méi laang gedëllegen, nämlech bis Enn dëst Joer respektiv ugangs nächst Joer.

Déi zweet Linn, déi mer haut stëmmen, wäert sech a gudden Deeler d'Gleiser deele mat der éischter Linn, nämlech vun der Gare bis bei déi Rout Bréck. Allerdéngs béit den Tram dann engersäits no der Gare a Richtung Hollerecher Strooss of, anerersäits fiert en no der Rouder Bréck de Boulevard Konrad Adenauer erop bei d'Europaschoul an den zukünftege Quartier Laangfur.

Et handelt sech also ëm zwou Extensiounen, op déi ech elo natierlech e bësse méi am Detail wäert agoen. Déi zwou Extensiounen hunn alle béid gemeinsam, dass se nei Quartieren an der Stad, déi et bis elo nach net gëtt, wäerten desservéieren: Laangfur an de Kuebebierg op där enger Säit, d'Porte de Hollerich op där anerer Säit. Den ëffentlechen Transport gëtt also hei vun Ufank u bei der Konzeptioun vum Quartier matgeduecht an an de Projet integréiert.

Wa se ganz fäerdeg ass, soll d'Extensioun um Kierchbierg spéider eng Kéier iwwert de Boulevard Konrad Adenauer fueren, bis bei d'Europaschoul, dann duerch déi zukünfteg Quartiere Laangfur a Kuebebierg, fir dann iwwert de Boulevard Pierre Frieden bei der Luxexpo erauszekommen.

Dës Streck ass an dräi Deelstécker ënnerdeelt. Bei dësem Gesetzesprojet, dee mer haut stëmmen, geet et ëm den éischten Deel tëschent dem Arrêt Rout Bréck–Pafendal a Laangfur. Mat enger Längt vun 2,3 km an dräi Arrête kaschten d'Aarbechten un deem Stéck eng 106 Milliounen Euro a solle bis 2027 ofgeschloss sinn.

Am Kader vun dësen Aarbechte soll de Boulevard Konrad Adenauer op senger ganzer Breet nei amenagéiert ginn. Notamment ass virgesinn, eng Vëlospist do ze amenagéieren an och vill Gréngflächen, fir dës Verkéiersachs fir d'Leit vill méi agreabel ze gestalten.

Den Auto wäert an Zukunft eng e bësse manner grouss Roll spillen an eeben dem ëffentlechen Transport an och der duusser Mobilitéit méi Plaz maachen.

Déi zweet Extensioun, déi geet vun der Stater Gare d'Hollerecher Strooss erof, fir am zukünftege Quartier Porte de Hollerich erauszekommen. Och hei wäert den Tram an e puer Phase gebaut ginn. De Gesetzesprojet, ëm deen et haut geet, betrëfft den éischte vun am Ganzen zwee Deeler, an dee geet bis bei d'Hollerecher Kierch.

Anescht wéi bei der Extensioun um Kierchbierg ginn hei just d'Gleiser geluecht, ouni dass déi ganz Hollerecher Strooss nei amenagéiert gëtt. Den Tronçon ass 1,1 km laang, mat zwee Arrêten, an d'Aarbechte wäerten 29 Milliounen Euro kaschten. D'Mise en service ass fir 2028 virgesinn.

D'Gesamtkäschte vun dësen zwou Extensioune belafe sech op 135 Milliounen Euro. Dovunner iwwerhëlt de Staat der 90 Milliounen an d'Stad Lëtzebuerg iwwerhëlt de Rescht. Fir all weideren Detail verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Zum Schluss nach vläicht awer e puer Wierder zu den Aarbechten an der Kommissioun: De Gesetzesprojet ass den 23. Mee 2023 vum deemolege Minister François Bausch deposéiert ginn. De Staatsrot hat a sengem Avis vum 21. Juli 2023 ausser legisteschen Observatioune keng weider Remarken, soudass en dësem Projet Gréng Luucht konnt ginn. An der Reunioun vum 11. Januar dëst Joer gouf de Projet de loi vun der neier Ministesch Yuriko Backes an der zoustänneger Kommissioun presentéiert. An der selwechter Reunioun huet d'Mobilitéitskommissioun mech als Rapportrice designéiert. De schrëftleche Rapport ass den 18. Januar unanime ugeholl ginn.

Här President, ech géif gäre ganz speziell dem Tania an dem Yan e besonnesche Merci soe fir hir Aarbecht. Ech soen Iech all Merci fir d'Nolauschteren an ech géif dann hei och den Accord gi vun der Demokratescher Partei. Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen Iech Merci, Madamm Cahen, fir Äre schrëftlechen an Äre mëndleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Paul Galles. Här Galles.

***Discussion générale***

**M. Paul Galles** (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech maachen dat vun hei aus. Merci och fir d'Erklärungen. Déi sinn elo alleguerte ginn zu dësem Projet. Et sinn u sech dann déi zwou Linne K2A, dat heescht déi zweet Linn um Kierchbierg, den éischten Deel dovun, an HOA, also déi Linn op Hollerech, den éischten Deel dofir. Dat heescht, iwwert d'Linne K2B, K2C an HOB wäerte mer och an den nächste Joren nach vill mam Tram hei an der Chamber ze dinn hunn, wat gutt ass,

well den Tram ass engersäits natierlech e Symbol an eng Realiséierung vun der duusser Mobilitéit. Et ass immens staark, och wéi gutt dat funktionéiert an och wéi attraktiv et ass. An dat heiten ass eeben déi Méiglechkeet, fir déi Attraktivitéit och nach an aner Dimensiounen an op aner Plazen ze bréngen.

Et ass awer och geografesch gesinn interessant. D'Madamm Cahen huet elo just erkläert, dass et eeben hei an der Stad Lëtzebuerg dräi weider nei grouss Quartieren erschléisst: Porte de Hollerich engersäits an da Laangfur a Kuebebierg anerersäits. Et ass och national interessant, well an deene Quartiere leie ganz vill Schoulen. Dat heescht, do hu mer och ganz vill Flux vu Leit, déi op déi Plaze kommen. An dat wäert natierlech eng weider Méiglechkeet ginn, och aneren Transport ze entlaaschten op deene Plazen, wou dann den Tram dohinner fiert. An et muss een och derbäi soen, dass et wierklech gutt ass, dass bei deenen Tramslinnen hei de Vëlosreseau ausgebaut gëtt an dass do d'Geleeënheet genotzt gëtt, fir déi duuss Mobilitéit och weider virunzedreiwen.

Ech fannen et och ganz begréissenswäert – a mir fannen et ganz begréissenswäert –, dass hei am Projet de loi all déi Ëmweltoplagen, déi néideg sinn, och nach eng Kéier erwäänt sinn, de Bilan écologique, an dass och déi Nuisances sonores, déi um Boulevard Adenauer op eis duerkommen, alleguerte wäerten opgefaange ginn duerch Murs antibruit, fir bei de Chantieren eeben dorop opzepassen, datt d'Leit net ze vill déi Nuisancen hu vun engem Chantier, deen einfach néideg ass an op dee mer eis alleguerte freeën.

Voilà, an deem Sënn och dann den Accord vun eiser Fraktioun a merci fir d'Nolauschteren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Galles. Madamm Delcourt, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Merci, Här President. Jo, laang gouf eis den Tram vu Stater Responsabel als schreckleche Projet verkaf. Et gouf probéiert, Busser uneneenzestrécken. An haut hu mer elo d'Geleeënheet, fir den Tram auszestrécken – oder auszestrecken. Mir sinn also richteg frou, datt dës Leit e wäite Wee gemaach hunn an agesinn, datt den Tram e grousse Succès huet. An haut denken ech, dass mer eis eens sinn, dass de Bilan vun deem Tram ganz positiv ass an dass ee sech deen och net méi ewechdenke kann. An dowéinst gëtt d'LSAP natierlech och hiren Accord zu dësem Projet.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Delcourt. Dann ass et um Här Jeff Engelen. Här Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Et ass wichteg, datt mer den Tram ausbauen, well ech mengen, wa mer stoe bleiwen, wou en elo steet, da gi mer zréck. An ech mengen, et ass wichteg, datt mer lues a lues den Tram ëmmer méi an d'Stad ausbauen.

Et huet zwar näischt mam Tram ze dinn, mee erlaabt mer vläicht, op e Ladenhüter opmierksam ze maachen: Dat ass, datt mer op dem Findel nach ëmmer eng Gare hunn, déi ni ugefuer gëtt. A souwäit ech elo informéiert sinn, ass dat ewell 10, 15 Joer iergendwéi do nach e bëssen an der Versenkung. Et wier awer gutt, wann een dat eng Kéier géif aus der Versenkung eraushuelen, fir do mol eppes Sënnvolles dermat ze maachen. Ech wollt dat als Ureegung mat op de Wee ginn.

A selbstverständlech ginn ech den Accord zu dësem Projet, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engelen. Dann ass d'Wuert fir den Här Meris Sehovic. Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt wollt ech d'Ried ufänken a speziell zwee Leit eigentlech felicitéieren. Op där enger Säit dem François Bausch, deen, mengen ech, incontestabel de Papp ass vum Tram …

*(Exclamations et brouhaha)*

… an deen de virleiende Projet de loi virbereet huet an och deposéiert huet. Op där anerer Säit dann awer natierlech – an do, mengen ech, sinn dann d'Kolleegen och erëm méi derbäi – och der neier Ministesch …

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, wannechgelift, loosst den Här Sehovic schwätzen!

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President. Dann natierlech awer och der neier Ministesch, der Madamm Yuriko Backes.

Madamm Ministesch, Dir hat eigentlech zwee Choixen, wéi Der d'Amt ugeholl hutt. Dir hätt deen heite Projet de loi och kënnen an den Tirang leeën oder um Koup vun de Projet-de-loien a Finanzéierungsgesetzer, vun deenen et der e puer gëtt bei Iech am Ministère, hätt Der en och kënne méi wäit ënnen an de Koup leeën. Dat hutt Der net gemaach. An dass et eigentlech den éischte Projet de loi ass, deen Der an Ärer neier Fonctioun hei der Chamber virleet, éiert Iech a léisst natierlech och d'Hoffnung opkommen, dass Dir, gradesou wéi Äre Virgänger, déi noutwendeg finanziell, personell an och politesch Ressourcë wëllt opbréngen, fir den Ausbau vum Tramreseau an der selwechter Geschwindegkeet wéi an der Vergaangenheet och virunzedreiwen. Dofir wäerte mer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President – dat huelen ech direkt virewech –, dëse Projet de loi och als gréng Partei matstëmmen.

Den Tramreseau ass eng vun eise grousse Successstoryen an der Mobilitéitspolitick. En ass aus eisem Stadbild an och aus eise Mobilitéitsgewunnechten haut eigentlech net méi ewechzedenken. En ass en essentielt Puzzlesték an eisen Efforten, fir d'Verkéierssituatioun an der Stad Lëtzebuerg, mee och iwwert d'Stad Lëtzebuerg eraus ze verbesseren.

Am Regierungsprogramm steet dofir och – an dat ënnerstëtze mir –: „Le Gouvernement s'engage à développer davantage le tramway outre des lignes actuellement prévues au niveau de la ville de Luxembourg. Au-delà du projet de tramway rapide entre la ville de Luxembourg et Esch-sur-Alzette, la possibilité de créer d'autres liaisons de tramway rapide sera examinée en dialogue permanent avec les acteurs concernés."

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Regierung huet déi lescht zéng Joer eigentlech domadder verbruecht, Retarden an eiser Mobilitéitsplanung an och am Ausbau vun den Infrastrukturen opzehuelen a se fit fir d'21. Joerhonnert ze maachen. Mam Plan national de mobilité 2035 hu mer och de Grondstee geluecht, fir der demografescher an och der ekonomescher Entwécklung vum Land net méi hannendrunzelafen, mee se ze anticipéieren an och déi néideg Infrastrukturen dofir ze schafen.

Fir dass eis dat geléngt, ass et enorm wichteg, dass d'Regierung och an Zukunft um Ball bleift an nieft der Extensioun, iwwert déi mer haut diskutéieren an déi mer wäerte stëmmen, och déi nächst Extensiounen, sou wéi déi lescht Regierung se am Plan national de mobilité duergeluecht huet, virundreift an – natierlech och ganz wichteg – déi héich Vitesse de croisière, déi mer opgebaut hunn an deene leschte Joren, bäibehält.

D'Vitesse de croisière am Beräich vum Tramausbau bäibehalen, dat bedeit eigentlech konkreet bis 2035 Follgendes: Ubannung tëschent Esch an der Stad Lëtzebuerg mam séieren Tram; Ubannung vum Quartier Hollerech un den neie Pôle d'échange am Weste vun der Stad; Ubannung vun der Areler Strooss un den neie Pôle d'échange Bouillon, fir dee mer haut och déi finanziell Basis schafen an enger éischter Phas; an eng zweet Linn um Kierchbierg, déi de Quartier Laangfur an de Kuebebierg un de Reseau ubënnt.

Fir dat alles am versprachenen Zäitraum bis 2035 ze packen – dat ass gerechent ginn –, musse pro Joer zwee bis dräi Kilomeeter Reseau gebaut ginn. An de leschten zéng Joer hu mer et progressiv gepackt, déi Vitesse de croisière och ze erreechen.

En nächste wichtege Schrëtt ass d'Extensioun a Richtung Centre hospitalier mam Raccourci iwwert d'Avenue de la Porte-Neuve. Ech riichten hei e waarmen Appell un d'Ministesch an un déi ganz Regierung, fir dat entspriechend Finanzéierungsgesetz mat grousser Prioritéit op den Instanzewee ze bréngen. Dësen Ausbau ass carrement d'Prekonditioun fir all weideren Ausbau, dee jo och am Regierungsaccord annoncéiert ass. En ass wichteg, fir och an Zukunft eng héich Qualitéit an och eng héich Zouverlässegkeet am Tramsreseau bäizebehalen. Wa mer dës Extensioun net maachen, da riskéiere mer an Zukunft net nëmmen eng Iwwerlaaschtung vum Reseau, mee wierklech e Qualitéitsverloscht op d'Käschte vun den Utilisateuren.

An dësem Kontext erlaben ech mer och, der Ministesch eng Fro ze stellen. Mir haten an der Mobilitéitskommissioun jo scho rieds iwwert déi doten Extensioun. Dir hat eis erkläert, dass do déi Reunioun, déi mat der Stater Buergermeeschtesch virgesi war am Januar, huet missen no hanne verluecht ginn an de Februar. Gëtt et do mëttlerweil en neien Datum? Gëtt et do Neiegkeeten?

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | An deem Sënn … Ech sinn nach net ganz fäerdeg, Här President.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech hat gemengt, Dir wäert fäerdeg.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | An deem Sënn hoffen ech, an ech ginn och dovun aus, dass dëst wuel den éischte Projet de loi ass vun der neier Ministesch am Beräich vum Tram, mee sécherlech nach laang net dee leschten an deenen nächste Wochen, Méint a Joren. An an dëser Hoffnung oder villméi mat dësem Encouragement un d'Regierung, Här President, deposéieren ech och eng Motioun, mat der Ënnerstëtzung vun de Kolleeginnen a Kolleege vun der LSAP a vun déi Lénk, wou mer déi Opfuerderung nach eng Kéier verschréftlechen.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– le développement démographique et économique exceptionnel du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que le caractère multimodal de la mobilité au 21e siècle et le besoin d'offrir à la population et aux travailleurs frontaliers une mobilité de qualité dans un contexte de décarbonisation des transports ;*

*– le Plan national de mobilité 2035 (PNM) proposant un concept global capable de gérer 40 % de déplacements supplémentaires par rapport à 2017 ;*

*– les extensions planifiées à l'horizon 2035 fixées dans le Plan national de mobilité 2035 (PNM) visant à accélérer le développement du réseau à 2 à 3 kilomètres par an par rapport aux 1,5 à 2 kilomètres par an réalisées pendant la période 2016 à 2021 ;*

*– l'engagement du nouveau Gouvernement inscrit dans l'accord de coalition 2023–2028 « à développer davantage le tramway outre des lignes actuellement prévues au niveau de la ville de Luxembourg » et à reconnaître que « le tramway, en tant que moyen de transport public dans l'espace urbain, connaît un succès incontestable »,*

*invite le Gouvernement*

*– à suivre la stratégie du PNM pour le tramway, à savoir le maillage du réseau de tramway pour démultiplier les points de correspondance à proximité du centre-ville et pour éviter la convergence en un point unique d'un nombre important de passagers ;*

*– à maintenir le projet d'extension du réseau de tramway vers le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL), ainsi que le raccourci afférent entre le rond-point Schuman et Hamilius/Boulevard Royal, représentant un élément essentiel pour le futur réseau de tramway voire une précondition à la réalisation d'autres extensions ;*

*– à maintenir le calendrier de mise en service du tram rapide entre Esch-sur-Alzette et Luxembourg-ville, dont notamment le premier tronçon reliant la Cloche d'Or et Leudelange ;*

*– à traiter l'extension vers le CHL comme prioritaire et à adopter rapidement l'avant-projet de loi de financement afférent.*

*(s.) Meris Sehovic, Claire Delcourt, David Wagner.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Wannechgelift, Här President.

Merci Iech alleguerten. Ech si fäerdeg.

**M. Claude Wiseler,** Président | Et ass an der Rei. Merci nach eng Kéier. An da ginn ech d'Wuert un den Här Marc Goergen. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Och mir Piraten stinn dem Tram ganz positiv géigeniwwer. Ech hunn awer do nach e puer Froen un d'Ministesch oder e puer Remarken.

Mir si ganz frou, dass elo endlech Richtung Bouillon ausgebaut gëtt. Mir hätten eis awer do erhofft, dass ee vläicht schonn an dëser Etapp déi nächst Etapp matdenkt. Ech fannen et e bësse schued, wann de ganze Stater Schäfferot och an der Chamber sëtzt, dass mer an der Chamberskommissioun erklärt kruten, et géif un der Stad Lëtzebuerg leien, dass et net méiglech wär, do iergendee Kompromëss ze fannen, fir elo schonn ze soen: „Kommt, mir huelen dee Projet mat, well soss musse mer op eemol erëm nei ufänken." A sécherlech ass dat net vu Virdeel, wa mer den Tram gäre ganz schnell wëllen ausbaue Richtung Bouillon. Elo fuere mer jo emol bis bei d'Kierch an iergendeng Kéier fänke mer dann de Projet nach eng Kéier un.

An do stellt sech nämlech fir mech nach eng aner Fro: Wéi ass et herno mam séieren Tram an de Süden, dee warscheinlech och duerch genau déi Schneis wäert erakommen? Fänke mer dann en zweete Chantier un? Et ass an dësem Projet e bëssen … Jo, et ass flott, dass mer en elo maachen, mir stinn och ganz derzou, mir wäerten en och matstëmmen, mee hei hätt een an engem Worf direkt Richtung Bouillon vläicht och scho kënne kucken, wéi et herno mam séieren Tram an de Süde geet. Well de séieren Tram an de Süde kritt aner Maschinnen, et muss een op en anere Voltage, et muss een, bon, aner d'Certificaten hunn. Dat wäert net esou einfach ginn, dass deen einfach mol op deem Trajet fiert. An dann hätte mer nämlech den Awunner do zu Hollerech en zweete Chantier erspuert, an och Richtung Bouillon.

Wa mer bei de Chantiere sinn, an dat ass meng zweet Fro, ech hunn och do nach eng Kéier mat eisem Conseiller zu Hesper geschwat an ech weess och, dass den Hesper Buergermeeschter et schonn eng Kéier gesot hat: Och Richtung Houwald si vill Geschäftsleit, déi duerch de Chantier Verloschter haten. Déi Diskussioun war jo och schonn op der Gare deemools opkomm. Ech mengen, do war et jo och d'Corinne Cahen, déi deemools eng Positioun derzou geholl hat. An deementspriechend ass elo d'Fro, wéi et dann um Houwald ausgesäit.

Well eisen Informatiounen no, wou mir nogefrot hunn, si bis elo keng Entschiedegungen un d'Geschäftsleit bezuelt ginn, obwuel déi awer do Ausfäll haten an dat souguer esou am Ugangstext virgesi war. An do ass da meng Fro un d'Ministesch: Kënnen dann déi Geschäftsleit um Houwald elo dermat rechnen, dass se schnell Entschiedegunge kréien? Well déi brauchen et och duerch de Chantier. Et ass schéin, dass en herno bis bei de Stade fiert, mee wärend där Zäit hunn déi awer Ausfäll. Wäert d'Ministesch deene Geschäftsleit ënnert d'Äerm gräifen?

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Dann ass elo d'Wuert fir den Här David Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Den Här Sehovic huet gemengt, datt den Här Bausch warscheinlech de Papp vum Tram wier. Ech mengen, et kann een den Här Bausch derzouzielen. Wien nach derbäi war, weess ech net. Mee op jiddwer Fall …

*(Hilarité et brouhaha)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mir wëllen eis et vläicht guer net virstellen.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Et waren der vill, déi …

**M. François Bausch** (déi gréng) | De Grand-Duc war nach derbäi.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou wannechgelift, e wéineg seriö elo! Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Mee op jiddwer Fall war et awer trotzdeem eng schwéier Gebuert. Dat däerf een net vergiessen. Well elo ass et 33 Joer hier, dass d'Tram ASBL sech gegrënnt huet, 1991, wann ech mech net ieren – ech war net derbäi, ech war e bëssen ze kleng –, mee et huet laang gedauert, et ware vill Kämpf an et ass vill, vill Zäit verluer ginn.

Elo ass de Succès net méi a Fro ze stelle mat iwwer 30.000 Passagéier pro Dag (veuillez lire: mat ronn 100.000 Passagéier pro Dag). An elo eeben nach eng weider Extensioun, déi zwee Tronçonen, wéi schonn erkläert gouf, déi mer haut stëmmen, um Kierchbierg Richtung Laangfur an de Kuebebierg an duerno de Quartier Nei Hollerech, deen och desservéiert soll ginn. Et ass e richtege Succès.

Dobäi kënnt och nach d'Gratuitéit, déi fir de Bus, fir den Tram natierlech gëllt a fir den Zuch, dat mécht den ëffentlechen Transport ëmsou méi attraktiv. A mir sinn als Lénk ëmsou méi frou doriwwer, well mir awer och bei der Conceptioun derbäi ware vun der Gratuitéit vum ëffentlechen Transport duerch déi Debatt, déi mer 2017 ugestiwwelt haten, wou net jiddereen derfir war an duerno awer déi, déi dergéint waren, schlussendlech och derfir waren.

Ech wollt awer och nach zwou Reflexioune lassginn, déi eis awer net onwichteg sinn. Déi zwee Tronçonen, déi mer elo stëmmen an déi wäerte gebaut ginn, déi wäerten nei Quartiere mat villen neien Awunner desservéieren. Déi Quartieren um Kierchbierg, do ass virgesinn, datt 7.000 Leit bäikommen. An dann hu mer och Nei Hollerech, wou op dem Terrain vun den historesche Proprietairë vum Foncier do an der Géigend, dat heescht Heintz van Landewyck, Paul Wurth, awer och de Kompensatiounsfong, deen neie Quartier soll entstoen – an do si 5.500 Aarbechtsplazen ongeféier virgesinn – fir 4.500 bis 6.000 Awunner, déi do wäerte kommen. Virgesi sinn och 20.000 Meeterkaree vu Surface commerciale.

Do stellt sech awer och trotzdeem d'Fro vun engem risegen Desequiliber, dee mer an der Stad leider gewinnt sinn, wou u sech erëm eng Kéier souguer méi Aarbechtsplaze geschafe ginn, wéi iwwerhaapt Leit dohinner wunne kommen. Et stellt sech do souwisou och nach d'Fro vun der Abordabilitéit vun deenen neie Wunnengen an deene Quartieren, mee dat ass eng aner Saach, et mécht kee Sënn, elo driwwer ze diskutéieren. Mee de Problem ass och, datt den Tram an déi Tronçone jo och net fir näischt do gebaut ginn – mir stëmmen dat natierlech mat –; et kann net sinn, datt den Tram och nëmmen do ass, fir u sech de Mobilitéitsinfarkt vun der Stad allkéiers erëm opzefänken!

Mir hunn tatsächlech en Desequiliber, wat de Wirtschaftswuesstum ugeet hei an der Stad, wou sech alles hei konzentréiert. Mir sinn der Meenung … Ech si selwer Stater, mee ech si groussen Unhänger vun enger Dezentraliséierung, och vun den ekonomeschen Aktivitéiten. Dat ass souwuel gutt fir d'Stad wéi och fir de Rescht vum Land. An dat ass och u sech de Problem, deen een net däerf vergiessen.

Dat Zweet, an dat ass eis ganz wichteg a mir bleiwen derbäi: d'Gesellschaftsform vum Tram. Mir hu vill Initiativen ënnerholl, deemools souwuel am Stater Gemengerot wéi och hei an der Chamber. Dir wësst jo, Luxtram gehéiert zu 70 % dem Staat an zu 30 % der Stad Lëtzebuerg. Et ass awer eng privatrechtlech Gesellschaft an d'Aarbechtskonditiounen op allen Niveaue vun de Leit, déi fir den Tram schaffen, sinn einfach nach ëmmer net op der Héicht vun deenen zum Beispill vun de Buschauffere vun der Stad, vun der AVL, wou mir ëmmer der Meenung waren, déi, déi fir den Tram schaffen, missten doran integréiert ginn.

A mir hunn ëmmer derfir plädéiert, en Établissement public ze maachen oder den Tram u sech an den AVL ze integréieren. Ech hunn ni verstanen, firwat dat ëmmer refuséiert gouf. Wéi et lassgaangen ass, 2019, koum et zu gewerkschaftlechen Aktiounen, et koum zu engem Kollektivvertrag, deen e puer Errungenschafte bruecht huet: 4 % Gehaltserhéijung, 13. Mount et cetera, mee mir si ganz, ganz wäit ewech vun den Aarbechtskonditioune vun de Buschaufferen.

An et soll kee mir erzielen, datt et méi einfach ass, en Tram ze fuere wéi e Bus, wéi ech dat och schonn héieren hunn! An och wann et net genau dat selwecht ass, brauch een awer déi selwecht Konzentratioun, an dovunner ofgesi meritéieren déi Leit dat. An dat gëllt natierlech och fir all aner Projeten. Dozou wäert ech nach komme bei der Motioun vun de Gréngen. Mee dovunner ofgesi wäerte mir dat heiten natierlech matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Wann ech elo richteg verstanen hunn, huet d'Madamm Polfer sech nach ageschriwwen. Vu datt d'DP-Fraktioun virdrun net geschwat huet, huet d'Madamm Polfer nach déi fënnef Minutten, déi der DP-Fraktioun kënnen zougesprach ginn, wa se dat da géif wëllen.

*(Hilarité et interruption)*

Ech applizéieren hei d'Reglement.

*(Interruptions)*

Wannechgelift, d'Wuert ass fir d'Madamm Polfer.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Ech hat effektiv am Fong d'Wuert gefrot pour fait personnel, mee wann ech dann héieren, ech hätt awer fënnef Minutten, ma wonnerbar!

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee, deen hunn ech zwar elo net ... Ech ginn Iech ... Ech wëll elo keng Diskussioun iwwert de Fait personnel mat Iech féieren, dofir ginn ech Iech léiwer d'Wuert esou.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Nee, ech hat fir d'éischt ..., mee et ass an der Rei. Kommt, mir verléiere keng onnéideg Sekonnen.

Nee, ech hat wéinst Fait personnel gefrot, wéi ech d'Madamm Delcourt héieren hunn, mee et ass hir awer gär verzien. Ech mengen, si ka vun där Zäit nach net alles wëssen.

**Plusieurs voix** | O!

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Majo, ma wann ech héieren, datt un de Stater Verantwortlechen den Tram gescheitert wier – entschëllegt, deem ass net esou! An ech mengen, et weess keen dat besser heibanne wéi den Här François Bausch, dee vun 2005 un am Stater Schäfferot war an d'Mobilitéit hat an dee weess, datt vun 2006 un déi véier grouss Parteien all Motiounen – all Motiounen! –, souwuel an der Gemeng wéi eeben hei an der Chamber zesumme gestëmmt hunn.

Ech komme awer elo zu deem virdrun. Jo, an deene Jore virdrun ass vill polemiquéiert ginn a vill geschwat ginn. Firwat? Well et engersäits – an dat war effektiv dee Moment eng Prioritéit – absolutt noutwendeg war, de Contournement vun der Stad Lëtzebuerg, vun der Autobunn vun ënnen aus dem Süden op déi däitsch Säit, op de Kierchbierg ze maachen. A ween ass dogéint Stuerm gelaf? Mee souwuel de gréissten Deel vun der Sozialistescher Partei wéi natierlech och déi gréng!

*(Brouhaha)*

An ech kann nëmmen nodréiglech soen – an ech hunn dat op ville Plaze gesot an ech war dofir och um Begriefnis vum Marcel Schlechter –: Dank dem onwarscheinlech couragéierten Asaz vum Marcel Schlechter, an enger Koalitioun mat der CSV, konnt e sech duerchsetze géint seng eege Kolleegen an der Sozialistescher Partei, fir datt dee Contournement sollt gebaut ginn.

Jo, Mëtt an Enn vun den 80er-Jore waren eis Diskussioune virun allem doduerch geprääägt. Wéi dunn den Tram koum, war dat net den Tram am Ufank. Gewëss, d'ASBL Tram vum Här Bausch, jo, dat war den Tram. Mee dee Projet, dee mer virgeluecht kruten dee Moment als Gemeng, dat war de BTB (ndlr: Bus-Tram-Bahn). An ech brauch jo elo net ze soen, ween do federfürend war. Dat waren den Här Zanussi an nach en Här aus der sozialistescher Fraktioun, deen och nach haut e wichtege Rôle am Staatsrot spillt.

Dee BTB-Projet, dee war fir d'Stad net méiglech. An ech sinn effektiv dofir op d'Barrikade gaangen. De BTB, wat war dat nämlech? Dat war d'Iddi: Den Zuch kënnt iwwert d'Schinnen ënnen aus dem Süden op der Gare un, fiert mat deenen nämmlechte Rammen duerch d'Stad a kënnt ënnen zu Dummeldeng mat de Schinnen nees un a fiert op dem internationale Schinnewierk weider. Ech si keen Ingenieur, mee dat huet mir schonn dee Moment reng onméiglech geschéngt.

Den nämmlechte Bureau d'études, deen awer dee Moment gesot huet, dat kéint gemaach ginn, huet e puer Joer drop festgestallt, datt dat effektiv einfach technesch scho guer net méiglech gewiescht wier, well déi Zich, déi aus dem Süde kommen, elektresch ganz aneschters opgestallt ware wéi déi, déi hei fueren. Et war also reng onméiglech, jo, an dofir ware mer do absolutt dergéint. Dat ass richteg.

An dunn ass vun 2004, 2005 un deen Dossier aneschters ugepaakt ginn. A vun 2006 un – dat ka jiddwereen nokucken, all Motiounen – hu mer ganz intensiv doru geschafft. A vun deem Moment un, vun 2014 un, hu mer mat dem Här Bausch als responsabele Minister, mat der Verkéiersschäffen, der Madamm Tanson, a mat mir dee Moment eeben als Buergermeeschter Luxtram, d'SA, opgemaach – an ech sinn och ganz frou, datt haut de Mëtten déi Responsabel hei derbäi sinn – a mir hunn extra gutt a wierklech konstruktiv zesummegeschafft. An ech ka mer nëmme wënschen, datt déi gutt Zesummenaarbecht och esou weidergeet.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Polfer. Domat ass dann d'Lëscht vun de Contributeuren ofgeschloss.

An ech géif der Regierung d'Wuert ginn. Madamm Ministesch.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, léif Madamm Deputéiert Corinne Cahen, merci fir Ären éischte Rapport, en exzellente schréftlechen an orale Rapport. Et ass dann och mäin éischte Projet de loi ënnert dëser neier Regierung.

Effektiv, am Koalitiounsaccord steet, dass mer wäerten um Succès vum Tram festhalen. Dat maache mer och. Mir wëllen den Tram och weider ausbauen. Mir wëssen ënner anerem och, dass mer eng Kris am Bausecteur hunn. Dofir steet och am Koalitiounsaccord, dass mer eis Investissementer wëllen héichhalen. Dat heite sinn a bleiwen, och am Ausbau vum Tram, exzellent Investissementer fir eis Mobilitéit a fir eis Gesellschaft.

Dës Aarbechten, iwwert déi Dir haut ofstëmmt, kéinte mer schonn dëst Joer op de Marché bréngen. 2025, d'nächst Joer, kéinten d'Aarbechten dann och schonn ufänken.

D'Madamm Cahen huet et gesot: Mir schwätzen hei vun engem Finanzéierungspackage vun 135 Milliounen Euro. Ech mengen, wat och ganz wichteg ze mentionéieren ass, ass, dass déi zum gudden Deel och wierklech der Lëtzebuerger Ekonomie zegutt-kommen. Mir wëssen, dass sech mam Tram, sou wéi en iwwert déi lescht Jore gebaut ginn ass, och hei zu Lëtzebuerg e Savoir-faire vun Entreprisë gesammelt huet, soudass ëm déi 80 % vun deem Invest dann och a Lëtzebuerger Entreprisë ginn. Ech mengen, et ass ganz wichteg, dat ze ënnersträichen.

Ech mengen, mir wëssen och alleguerten, dass eisen Tram och eng international Unerkennung genéisst. Ech mengen, dat ass och gutt fir eis Standuertpolitick, an och dat wëlle mer weidermaachen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wëllen hei weider an eis Mobilitéit investéieren. Mir wëllen, dass d'Mobilitéit attraktiv ass a sech och weider esou entwéckelt. An dat maache mer genau mat deenen zwou neien Tramslinnen. Um Kierchbierg entstinn duerch den Ausbau vun der BEI, dem Quartier Laangfur an dem Kuebebierg vill nei Aarbechtsplazen an och Wunnengen, d'Madamm Cahen huet et gesot, an déi sollen da vun Ufank un hei mam Tram ugebonne ginn, dat selwecht bei Nei Hollerich.

Mat deenen néidegen Terraine fir dës zwou Extensiounen, mengen ech, misste mer och relativ séier weiderkommen, well e groussen Deel och schon dem Staat gehéiert respektiv am Laf vun de PAP-Prozeduren automatesch an déi ëffentlech Hand dann och wäert iwwergoen.

D'Aarbechte ginn alleguerte Luxtram confiéiert, déi, mengen ech, an deene leschte Joren och wierklech bewisen hunn, dass se souwuel mam Budget, deen hei vun der Chamber accordéiert gëtt, wéi och mat den Delaien, mee awer och mat dem urbanistesche Volet, der urbanistescher Integratioun vum Tram, exzellent ëmgoe kënnen.

Dofir ass och hei e wichtege Punkt: Jo, den Tram ass méi wéi just en Transportmëttel. Et ass och wierklech eng eemoleg Geleeënheet, am Kader vun den Aarbechten dann och den ëffentleche Raum nei ze gestalten. Dat maache mer och hei ganz konkreet mat neie Gréngflächen, och dat ass fir eis wichteg. Fir just e Beispill ze ginn: Um Boulevard Konrad Adenauer um Kierchbierg hu mir am Moment iwwer 9.000 Quadratmeter Gréngflächen. Mat dësem Projet gëtt dat verdräifacht, wat an eisen Aen eng exzellent Saach ass. An da wësse mer och, dass mer parallell natierlech hei Verbesserunge fir de Foussverkéier, Foussweeër, wéi och fir d'Vëlospiste kënne maachen.

Dëst Gesetz ass also de Startschoss fir en neit Kapitel vum Tram. Mir schwätzen net méi iwwer: „Maache mer en Tram?", ob mer en Tram maachen, mee mir schwätzen elo hei wierklech doriwwer – a mir wäerten och an Zukunft weider doriwwer schwätzen –, wou mer den Tram wéini a wéi bauen. An ech kann Iech och garantéieren, dass ech zesumme mat der Stad Lëtzebuerg natierlech do ganz vill a ganz intensiv Gespréicher wäert féieren.

Et ass d'Fro gestallt ginn – déi schéngt ganz wichteg ze sinn –: „Wéini fënnt dann elo déi Reunioun statt?" Et si ganz vill Reuniounen a ganz vill Gespréicher, mee effektiv fënnt muer dann déi éischt offiziell Reunioun do statt. Mir probéieren, do esou séier wéi méiglech weiderzekommen, mee fir mech ass dat heiten natierlech och en neie Ressort. Ech wëll mech do am Detail informéieren a briefe loossen. A mir wäerten déi Gespréicher op eng ganz konstruktiv Aart a Weis da weiderféieren.

An ech kann Iech och soen, dass et absolutt mäin Zil ass, dës Legislaturperiod och weider Gesetzesprojete fir d'Trams-Extensioun ze deposéieren. Ech mengen, dat ass wichteg fir eis Stad an et ass wichteg fir eist Land. Esou steet et och am Koalitiounsaccord. Dofir soen ech Iech Merci fir Är Ënnerstëtzung. D'Regierung wäert absolutt um Ball bleiwen.

Et ass eng Fro gestallt ginn iwwert d'Indemniséierung, ech mengen, elo hei vun de Geschäftsleit. Et gëtt elo hei mat dëser Extensioun keng Geschäfter um Boulevard Konrad Adenauer oder zu Hollerech, déi duerch d'Aarbechte vun dësem Gesetz impaktéiert ginn, soudass do elo och näischt virgesinn ass.

Voilà, ech soen Iech Merci fir Är Ënnerstëtzung. Ech mengen, et ass e ganz wichtege Projet, dee mer haut hei stëmmen, mee et ass den Ufank vun enger laanger Serie vu weidere Gespréicher, déi mer wäerte féieren a wou mer eis dann och hei nees wäerten an der Chamber erëmgesinn. Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch. Här Goergen, wollt Dir der Madamm Ministesch nach eng Fro stellen? Madamm Minister, huelt Der se un?

**Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Da fuert lass.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Madamm Minister. Ech hu wuel verstanen, dass et bei dësem Fall

esou ass, mee ech hat Iech jo explizitt d'Fro gestallt vun Hesper – well dat jo dee Projet ass, deen am Moment nach gebaut gëtt, an den Text géif et hierginn, fir de Geschäftsleit ze hëllefen –, ob Dir da gewëllt sidd als Regierung, deene Leit déi Entschiedegungsméiglechkeeten iwwerhaapt emol opzemaachen, fir dass déi déi Entschiedegung kéinte kréien, well déi eebe wärend der Bauphas och do deementspriechend hir Aboussen haten. Merci.

**Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci. Ech verstinn dat, dass dat theoreetesch méiglech ass, mee dat war bis elo net virgesinn an ech hunn elo och weider keng Decisioun an deem Sënn geholl.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch. Domat ass d'Diskussioun dann ofgeschloss.

*(Interruption)*

Wollt Dir och der Ministesch eng Fro stellen?

**Mme Corinne Cahen** (DP), rapportrice | Nee, ech wollt äntwerten.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech weess zwar elo net, ob et un den Deputéierten ass, aneren Deputéierten ze äntweren. Ech mengen, dat loosse mer elo léiwer sinn, well déi Diskussioune wëll ech net ufänken. Et war zwar ganz gentil vun Iech, Madamm Cahen.

*(Hilarité)*

Mir géifen zum Vott vun deem Projet de loi hei kommen, der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8224. Den Text steet am Document parlementaire 8224[2].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8224***

An d'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen an deemno och keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dëse Projet ass also à l'unanimité ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Max Hengel), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Octavie Modert), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Dan Biancalana), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

***Motion 1***

An dann hu mer nach eng Motioun hei um Büro leien, eng Motioun, déi vum Här Meris Sehovic ass. Här Sehovic, wëllt Dir nach e puer Wuert doriwwer soen?

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Jo, Här President, villmools merci. Et sinn en gros dräi Fuerderungen, déi mer hei an der Motioun formuléieren. Op där enger Säit, dass mer den Ausbau vum Reseau, esou wéi en am Plan national de mobilité virgesinn ass, virundreiwen an eebe sécherstellen, dass mer, soulaang mer deen Ausbau maachen, an Zukunft net Stau am Tramreseau hunn, dat heescht, den Tramreseau entflechten.

An domat zesummenhängend dann och déi zweet Fuerderung, nämlech dass mer wierklech prioritairement elo weiderginn an déi Extensioun a Richtung CHL virundreiwen, déi nämlech de Reseau an Zukunft wäert entlaaschten a sécherstelle wäert, dass de Confort an d'Zouverlässegkeet vum Tram héich bleiwen.

An dann drëttens eppes, wat natierlech och mir perséinlech ganz wichteg ass a villen Escherinnen an Escher, nämlech dee Projet an och dee Kalenner, deen d'Regierung presentéiert huet fir den Ausbau vum séieren Tram, fir d'Stad Esch mat der Stad Lëtzebuerg ze verbannen, bäizebehalen.

An an deem Sënn bieden ech ëm Är Ënnerstëtzung bei dëser Motioun. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic. Ech hu Wuertmeldunge vun der Madamm Polfer, vum Här Goergen a vum Här Wagner. Madamm Polfer.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Ech géif menger Fraktioun net recommandéieren, déi Motioun tel quel unzehuelen, well éischtens wichteg Extensiounen hei guer net ernimmt ginn, an dat ass eebe just eng, déi awer immens wichteg wier fir dee schnellen Tram, dee vun Esch kënnt, fir déi Leit sou schnell a sou confortabel wéi méiglech sou no wéi méiglech an den Zentrum an op de Kierchbierg ze bréngen. Dovu gëtt hei elo guer net geschwat.

Wann doriwwer muss ofgestëmmt ginn, da kann ech nëmme soen: „Net ofstëmmen!", well de Wëllen, hei weiderzemaachen, sou wéi mer et bis elo gemaach hunn, deen ass do. Dee steet och an der Schäfferot... Pardon, entschëllegt, e steet och an onser Schäfferotserklärung, effektiv.

*(Hilarité)*

Mee dee steet an der Regierungserklärung. Da géif ech soen, et wier sans objet. Mee d'Kommissioun wäert sech mat deenen heite Sujeten nach laang an oft am Detail missen ofginn.

D'Madamm Minister huet elo just selwer gesot, an dat wësse mer: Si ass nei an där doter Fonctioun. An net méi spéit wéi muer de Mëtten hu mer eng grouss Versammlung, wou mer ufänken, si an déi Dossieren, déi net esou einfach sinn, wéi dat heiansdo duergestallt gëtt ..., wou mer déi wäerten zesumme kucken.

Ech huelen do als Beispill nëmmen dee vun dem CHL bis op – loosse mer elo mol soen – d'Place de l'Étoile. Déi Pläng si fäerdeg. Dat weess den Här Bausch ganz gutt. Et si just zwou Méiglechkeeten do. Déi eng, déi ass méi deier, mee déi kéint méi schnell goen. Déi aner ass méi flott a mir waren éischter fir déi, an do ware mer enger Meenung, mee do hänke mer vu ville Privatleit of, déi mussen d'accord sinn, fir hir Virgäertercher hierzeginn. Nëmme fir ee Beispill ze ginn, firwat dat net esou einfach ass, wéi een dat mat e puer Wierder hei fuerdere kann.

Also, d'Kommissioun wäert sech heimat nach vill an oft beschäftegen, mee an deem do Fall a mat deene Sous-entenduen, déi a verschiddene Sätz hei sinn, kann ech menger Fraktioun op alle Fall net recommandéieren, déi do ze stëmmen.

**M. Gusty Graas** (DP) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Polfer. Dann hunn ech nach dräi Wuertmeldungen: den Här Goergen, den Här Wagner an den Här Bausch. An den Här Sehovic nach eng Kéier, ok. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Also, d'Motioun ass eis ganz sympathesch. Mir hunn och elo schnell ..., also de Sven huet schnell nach eng SMS gemaach un eise Stater Conseiller, fir nozefroen, wéi et ass mam éischte Punkt Richtung CHL. An do gesi mer awer e puer Problemer, wa mer net méi Infoen hunn, wéi dat genau soll ausgesinn. Wa mer elo einfach haut hei esou stëmmen, hunn eis Stater Leit och do e puer Bedenken. An deementspriechend wäerte mer eis hei enthalen.

Ech perséinlech gesinn awer nach de méi grousse Problem beim Punkt iwwert de schnellen Tram an de Süden. Bekanntlech si mir do der Meenung, wa mer e schnellen Tram bauen, soll dat och en aneren Operateur sinn. An dat ass ee vun de Krittäre, déi mir wëlle virdru gekläert hunn. Mir kënnen net en Operateur mat manner soziale Standarden dohinnersetze wéi eng CFL haut. Wa mer e schnellen Tram hunn, da muss deen Tram an eisen Aen och déi selwecht Gehälter an déi selwecht sozial Krittäre Richtung Esch herno erfëlle wéi haut eng CFL. An dat ass ee vun de kruziale Punkten.

Deen anere Punkt ass: Wann de schnellen Tram sollt op der Cloche d'Or erauskommen, dann ass een nach ëmmer mam Zuch méi schnell herno an der Stad oder um Kierchbierg, wéi wann een den Tram hëlt. A sech hu mer dann näischt geschafft. Dann hu mer immens vill Geld herno ausginn an da sëtzen eis Leit aus dem Süden op enger Cloche d'Or. Jo, wa se grad do de Büro hunn, ass et ganz praktesch, mee wa mer awer e Projet ausschaffen, da soll et esou sinn, dass ee schnell op der Gare ass, well et ass do, wou haut den Zuch och schnell hikënnt. Soss mécht et kee Sënn, fir e schnellen Tram ze baue vun Esch erop, wann herno den Zuch méi schnell ass.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Dann ass et um Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir hunn déi Motioun vum Här Sehovic mat ënnerschriwwen. Mir droe se och vollkomme mat. Mee ech wollt awer nach e Wuert soen zum séieren Tram, deen och Richtung Esch soll goen. Ech hat dat scho virdrun ugeschwat: Mir sinn der Meenung, datt en, wann dee kënnt – also, mir sinn natierlech prinzipiell fir de séieren Tram Richtung Esch –, och muss d'Grenzregioun matenglobéieren. Dat ass wichteg.

An dat Zweet, wat wichteg ass, dat ass tatsächlech de Statutt vun de Leit, déi do fir de séieren Tram wäerte schaffen. An et mécht e risegen Ënnerscheed, ob een en ëffentleche Statutt huet oder ob een an enger Gesellschaft vu privatem Recht ass. Wéi mer dat hei bei Luxtram gesinn, wäerte mer dat natierlech och do bei dem TICE esou fuerderen. Pardon ...

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Beim TICE?

*(Interruption par M. Sven Clement)*

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Mee mir si wierklech – an et ass och eng Fro a mir wéilten och eng Äntwert vun der Madamm Ministesch kréien – der Meenung, datt, dat gëllt da fir de séieren Tram, dee soll ëffentlech bedriwwe ginn: CFL, TICE – sou, elo si mer erëm beim TICE. Ech wier awer och frou, wann een awer erëm eng Kéier géif och iwwert de Stater Tram diskutéieren, ob een deen net och misst integréieren, AVL oder och CFL, ob een deem net och en ëffentleche Statutt kéint ginn.

Well mir sinn nach ganz wäit ewech. Ech mengen, et ka kengem hei egal sinn an och der Regierung net egal sinn, ënner wat fir enge Konditiounen, Aarbechtskonditiounen a Gehälterkonditiounen, d'Leit, déi mat dem Tram elo fueren a fir den Tram schaffen, zurzäit do schaffen. Dat ka kengem egal sinn. An ech wier frou, wa mer do kéinten awer iergendeng Kéier vun der Regierung Kloertext héieren.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Dann huet den Här Bausch d'Wuert gefrot.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech hat am Fong net wëlles, zu dësem Projet eppes ze soen, mee d'Madamm Polfer huet awer elo e puer Saache gesot, déi ech e bësse misst rektifiéieren, an zwar wann et ëm deen Tronçon vun dem Centre hospitalier op d'Stäreplaz an a Richtung Stad geet.

D'Madamm Polfer huet gesot: „Mir waren eis jo awer eens ënnert der leschter Regierung, datt et effektiv vun deem Deelstéck vum CHL op d'Stäreplaz zwou Méiglechkeete gëtt, a mir waren eis och am Fong eens, wat déi bescht wär." Mee deen Tronçon vun dem CHL Richtung Stad, deen endegt net op der Stäreplaz. Well wat hu mer do fir e Problem? Mir hunn éischtens e Problem, datt mer jo wëllen herno dann e Pôle d'échange baue beim CHL an dann domat d'Leit, déi aus dem Südweste vum Land kommen, do alleguerten doen ëmklamme vum Bus op den Tram.

Or musse mer deenen dann do eng Méiglechkeet ginn, datt se natierlech vun do, vum CHL, dann entweeder op de Kierchbierg oder op d'Gare kommen. A wann een déi Méiglechkeet wëllt ginn, dann ass et relativ kloer, da mussen déi Leit iwwert dat Stéck Boulevard Royal–Porte-Neuve kënne fueren, eng Direktverbindung op de Kierchbierg kréien, well soss doe mer se zweemol ëmsteigen no hirem Bus, vu wou se dann an d'Stad kommen, aus dem Westen, aus dem Kanton Réiden zum Beispill, vu Stengefort, vu wou och ëmmer, an dat ass net akzeptabel!

Den zweete Grond, dat ass, datt de Reseau, wa mer en esou wëllen ausbauen – wat jo anscheinend awer jiddweree wëllt maachen –, wa mer dat wëllen, datt en an dem Stadkär nach fonctionéiert herno, da kënne mer net alles op een eenzege Strank leeën. Well en Tramsreseau ass net anescht wéi en Zuchsreseau, wéi eng Strooss. Et ass eng Infrastruktur. Mir kënnen net onendlech Gefierer op eng Achs leeën, well dann op eemol fonctionéiert d'Achs net méi. Da kritt Der zum Beispill den Dräi-Minutten-Takt net méi gehalen an esou weider.

Dofir ass et schonn eng weesentlech Fro, eng zesummenhängend Fro, ob een herno dann och iwwert d'Porte-Neuve eropfiert oder net. An et kann een dat net lassgeléist kucken, wéi d'Madamm Polfer dat wëllt maachen, an dat weess se och, datt dat meng Meenung ass, dat war och an de leschte Jore meng Meenung. Si huet do eng aner Meenung, ech respektéieren déi, mee ech bleiwen derbäi, datt dat dann op d'Qualitéit geet vum Reseau. An dat musse mer onbedéngt verhënneren!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Ech géif elo bieden, datt mer awer zur Motioun erëm zréckkommen, well dat ass am Fong den Objet, iwwert dee mer elo amgaang sinn ze schwätzen, an dofir kritt den Auteur vun der Motioun …

**M. François Bausch** (déi gréng) | Da muss d'Madamm Polfer dat awer och gesot kréien, Här President, amplaz hei iwwer Saachen ze schwätzen …

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dat elo fir …

*(Interruptions)*

Här Bausch, dat war eng allgemeng Remark …

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Här President, kann ech dem Här Bausch just soen …

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee, ech géif mengen …

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Hien huet ganz Recht gehat mat deem, wat en elo gesot huet: Mir waren net enger Meenung!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech géif mengen, datt mer elo zréck zur Motioun kommen, Dir hat elo alleguerten d'Méiglechkeet ze schwätzen. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Motioun, den Här Sehovic, deen d'Recht huet, als Leschten iwwer seng Propositioun ze schwätzen.

**Une voix** | Den Här Engelen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann hu mer nach, wann Der erlaabt, den Här Engelen. Ech hat en net gesinn op menger lénkser Säit do.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Mir wäerten eis bei dëser Motioun enthalen. Si ass eis an eenzelne Punkten ze vag. Am Fong geholl misst een déi an d'Kommissioun huelen, fir do nach eng ganz Partie klärend Punkten ze diskutéieren, wéi dat kéint am Endeffekt ausgesinn. Mir hunn elo verschidden Orateuren, Spriecher, hei héieren, déi eng soen esou, déi aner soen esou. An ech mengen, wann een do awer emol eng Kéier géif Neel mat Käpp maachen, da wier dat awer méi kloer, well soss gi mer hei iergendwéi e Fräifaartsschäin, wou mer net wëssen, wou et higeet.

An ech mengen, et wier awer gutt, wann hei dat géif am Detail gekläert ginn, well et gëtt jo warscheinlech méi Méiglechkeeten, fir dat hei ëmzesetzen. Ech mengen, se ass eis sympathesch, se ass och net ganz falsch, mee et sinn awer verschidde Punkten, wou se eis ze vag gehalen ass, duerfir enthale mer eis.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Sehovic, elo krut Der och nach eng Fro gestallt.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President. Ech géif déi Offer unhuelen a proposéieren, dass mer d'Motioun an d'Kommissioun huelen, vläicht och mat de Verantwortleche vu Luxtram dann diskutéieren an dann eng Kéier en temps utile zréckkommen an d'Plenière mat där doter Propos.

Da wollt ech awer eng Saach nach wierklech richtegstellen, déi wichteg ass, par rapport zur Verbindung tëscht Esch an der Stad Lëtzebuerg. Et wäert och mam séieren Tram verschidde Cas-de-figurë ginn, wou den Zuch méi séier ass. Dat ass net iwwerraschend, dat ass och net schlecht, dat ass eeben, well mer de séieren Tram net dierfe gesinn als en Ersatz fir den Zuch, mee an enger multimodaler Kombinatioun mam Zuch, mam Busreseau a mat deene séiere Buskorridoren, déi mer amgaange sinn ze plangen an auszebauen.

An dofir geet et drëms, eeben net een Transportmëttel ze ersetzen, mee an där Multitude vun Transportmëttelen, vun ëffentlechen Transportmëttelen, en optimale Mix hierzestellen, fir dass mer sécherstellen, dass een, egal wou een zu Esch wunnt an egal wou een an d'Stad wëll higoen, eng gutt Offer kritt, entweeder mam Bus oder mam Zuch oder mam Tram.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic. Ech gesinn, datt dee Projet hei an déi Diskussioun vum Tram ganz vill Aspekter hu säit 20 Joer, an et ass schwiereg, alles an e puer Minutten ze resüméieren. Mee den Här Sehovic huet elo eng Propositioun ugeholl vum Här Engelen, fir dat hei an …

*(Interruptions et hilarité)*

Ok.

**Une voix** | Also, mir kënne gären an der Kommissioun doriwwer schwätzen.

**M. Gilles Baum** (DP) | Här President, mir kéinte mat der Propos liewen, déi Motioun hei an d'Kommissioun ze huelen, wann den Auteur vun der Motioun bereet wär, de Saz: „ainsi que le raccourci afférent entre le rond-point Schuman et Hamilius/Boulevard Royal", aus där Motioun hei erauszehuelen. Da wäre mir averstanen, se mat an d'Kommissioun ze huelen.

*(Interruption par M. François Bausch)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift, den Här Sehovic ass ugeschwat als Auteur vun der Motioun.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President. Här Baum, ech proposéieren, dass mer déi Diskussiounen eeben en présence da vun de Responsabele vu Luxtram a vun der Ministesch an der Kommissioun einfach féieren. Mir musse jo haut net ofstëmmen, dat ass jo dann d'Eleganz vun där Léisung.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här President …

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, also ech gesinn, datt mer hei fir d'éischt prealable mussen d'Fro stellen, ob d'Chamber d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, da musst Der elo Jo oder Nee soen. Wann Der net d'accord sidd, da sot Der Neen dozou.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Motion d'ordre. Här President, dat ass jo absurd, well mir kënne jo awer als Gréng selbstverständlech egal wéi, och wann Der dat elo ofleent, iwwermuer dat doten an d'Kommissioun bréngen, op den Ordre du jour setze loossen. Dozou hu mer d'Recht laut dem Reglement!

Also, ech mengen, dat heiten, dat ass awer elo eng absurd Diskussioun an ech muss och soen, ech sinn erstaunt, well d'Madamm Polfer huet et selwer proposéiert virdrun, fir et an d'Kommissioun ze huelen, an elo op eemol gëtt et ofgeleent!

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, elo kritt nach eng Kéier den Här Baum d'Wuert an da komme mer zur Decisioun.

**M. Gilles Baum** (DP) | Ech mengen, ech muss awer vläicht hei nach eng Kéier widderhuelen, wat ech gesot hunn. Mir wären d'accord, déi Motioun tel quel mat an d'Kommissioun ze huelen, wann de Saz: „ainsi que le raccourci afférent entre le rond-point Schuman et Hamilius/Boulevard Royal", erausgeholl gëtt.

*(Hilarité et interruptions)*

Sou, elo mierken ech, dass d'Auteure vun där Motioun hei dee Saz net wëllen eraushuelen. Dofir géif ech proposéieren, Här President, zum Vott ze kommen.

**Plusieurs voix** | Au vote!

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, ech wëll elo, well eng Propos …

*(Interruption)*

Da komme mer zum Vott iwwert dës Motioun.

***Vote sur la motion 1***

Ech géif de Vott lancéieren. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. Fin du vote.

An dës Motioun huet 17 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen an 8 Abstentiounen. Dat heescht, d'Motioun ass ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 17 Jo-Stëmmen an 8 Abstentiounen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Dan Biancalana), Liz Braz, Francine Closener,*

*M. Yves Cruchten (par Mme Paulette Lenert), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

***Dispense du second vote constitutionnel du projet de loi 8224***

Ech wollt, éier mer zum nächste Punkt kommen, nach eppes nohuelen – wann Der wéilt nolauschteren! –: Bei menger grousser Freed, dass dëse Projet 60 Stëmme kritt huet, hunn ech vergiess, Iech d'Dispens vum zweete Vott ze froen.

Sidd Der mat där Dispens d'accord?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 5. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de la règlementation des nouveaux OGM

An da kënne mer mat rouegem Gewëssen zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, an dat ass eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Reglementatioun am Kader vun den neie GMO, déi déi politesch Sensibilitéit vun déi gréng ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalen. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn oder d'Autrice vun der Aktualitéitsstonn huet zéng Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéite fënnef Minutten, d'Regierung duerno fofzéng Minutten. Et si schonn ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, den Här Luc Emering, d'Madamm Claire Delcourt, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. A Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

***Exposé***

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Madamm Ministesch, ...

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, wannechgelift!

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | ... d'Europäesch Kommissioun huet am Juli d'lescht Joer en neit Reglement proposéiert, fir den Ëmgang mat geentechnesch verännerte Planzen ze dereguléieren. D'Propos gëtt aktuell am EU-Parlament an am Conseil verhandelt a riskéiert, mat deem neien Text zu engem reegelrechten Dammbroch ze féieren, wat de Schutz vu Mënsch, Déier an Natur an d'Uwendung vum Principe de précaution ugeet.

Haut mussen all d'OGMen, och Planzen aus der neier Geentechnik, op hir Risike fir Mënsch an Ëmwelt gepréift ginn a kloer als Geentechnik gekennzeechent ginn. Dat huet den Europäesche Geriichtshaff nach 2018 confirméiert, notamment well an Europa de Precautiounsprinzipp gëllt an d'Risiken nach net kloer ofzeschätze sinn.

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Hei, wannechgelift, ech géif Iech bieden, d'Diskussiounen dobaussen ze féieren an der Madamm Welfring ansonsten nozelauschteren!

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Déi aktuell Propos ass en neie Versuch, dës héich Schutzufuerderungen ze ëmgoen.

Mee eent virop: Et geet mer bei der haiteger Debatt net drëms, nei Entwécklunge pauschal schlechtzerieden, mee mir fannen et beonrouegend, wéi dës Propos am Schnellduerchlaf duerch d'europäesch Institutioune geet, ouni dass d'Risiken heivun an d'Kriticken aus der Wëssenschaft, der Landwirtschaft, de Konsumentevertriedungen an Ëmweltverbänn kloer benannt an diskutéiert ginn.

Eebe grad aus dësem Grond ass et mer en Uleies, fir dës Diskussioun och hei am Haus ze féieren, ier d'politesch Verhandlungen op EU-Niveau ofgeschloss sinn.

Zur Propos: D'Propos gesäit vir, d'Planzen, déi aus der neier Geentechnik stamen, an zwou Kategorien opzedeelen. Déi éischt Kategorie, fir déi – a laut Aschätzunge vun offizielle Verwaltungen handelt et sech heibäi ëm ronn 90 % vun deenen aus der neier Geentechnik stamende Planzen – et keng Kennzeechnung méi wäert ginn, ausser fir de Som, keng Traçabilitéit, och keng Préiwung op d'Risike fir Mënsch, Déier an Ëmwelt.

Fir déi zweet Kategorie soll d'Kennzeechnung erhale bleiwen an och d'Risikopréiwung, och wann d'Envergure heivu méi kleng soll ginn.

Dës Opdeelung gëtt un der Unzuel an dem Ëmfang vun de geneetesche Veränneruge festgemaach. D'Argumentatioun ass, dass, wann ee bestëmmte Seuil vu Veränneruge net iwwerschratt gouf, d'Planzen, déi aus der neier Geentechnik stamen, net vu konventionell geziichte Planzen ze ënnerscheede wieren, an dofir also weeder Risikopréifung nach Kennzeechnung bräichten.

Wéi sécher kann ee sinn, dass d'Risike fir d'Allgemengheet an d'Ëmwelt negligeabel sinn? Ech hunn och ënner anerem mat Lëtzebuerger Fuerscher genau iwwert dëst Theema geschwat. Obwuel si de Potenzialer vun der Geentechnik duerchaus positiv géintiwwerstinn – eng Vue, déi ech deelen –, war hir Vue déi, dass d'Theema vun der Biosécherheet an der Gestioun vun de Risike méi an de Kär vun der Debatt misst réckelen.

Och d'Anses, déi franséisch Liewensmëttel- an Ëmweltsécherheetsagence, wéi och dat däitscht Bundesamt für Naturschutz – also keng Ëmwelt-ONGen – stelle fest, dass d'Risike fir Ëmwelt a Gesondheet bei der neier Geentechnik och bei minimalen Ännerungen net kënnen ausgeschloss ginn an dass dofir d'Basis vun der Kommissiounspropos onwëssenschaftlech ass.

Jo, och kleng Ännerungen, och wa se just mat Geenmaterial aus ënner sech kräizbaren Aarte gemaach ginn, kënne grouss Konsequenzen hunn. Si kënnen zum Beispill neiaarteg Allergeenen oder Toxinnen ausléisen, déi een ouni Risikopréiwung natierlech net erfaasst.

Ma och a puncto Ëmwelt gëtt et kloer Geforen, déi riskéieren, ignoréiert ze ginn. Zumools well sech d'Propos net just op landwirtschaftlech Kulturen applizéiert, mee op all Planzen, inklusiv Wëllplanzen, Beem, Algen, warnt d'Ekologesch Gesellschaft vun Däitschland, Éisträich an der Schwäiz, dass d'Fräisetzung vun der Geentechnik am grousse Stil negativ Effekter op wëll Populatioune vu Planzen an Ekosystemer wäert hunn.

Jo, schonn haut gëtt vill investéiert an d'Gestioun vun zum Beispill invasiven Aarten. Dësen Drock wäert mat der neier Dereguléierung weider steigen. Och neiaarteg Planze mat zum Beispill insektizider Wierkung riskéieren, negativ Effekter op Insektepopulatiounen ze hunn. Dës géifen ouni Risikobewäertung awer net erfaasst ginn.

*(M. Fernand Etgen prend la présidence.)*

Och d'EFSA, souguer si, déi europäesch Autoritéit fir Liewensmëttelsécherheet, war bei hirem Avis ganz virsiichteg an huet der Kommissioun an all Fall eng strukturéiert Risikobewäertung recommandéiert. Och dëst gouf net am Text berücksichtegt.

Dofir meng Froen: Huet d'Ministesch de Kontakt gesicht mam Ëmweltminister, fir d'Risike vun dëser Propos fir Ëmwelt ze diskutéieren? A wa jo, wat waren hei d'Retouren? Wat ass hir Analys vun deene genannte wëssenschaftleche Kriticken zur Equivalenz an zu de Risiken?

Jo, och fir d'Landwirtschaft steet mat dëser Propos vill um Spill, an och hei gëtt et nach vill oppe Froen. Déi alleréischt Fro ass déi vun de Patenter, déi iwwert dëser Diskussioun schwieft a riskéiert, d'Kontroll vun e puer Multinationalen an der Landwirtschaft weider ze stäerken, d'Villfalt vun de Kulturplanzen ze verréngeren an de Bauere weider un Autonomie ze huelen. Fir eis ass et kloer, dass et keng Patenter op Liewen däerf ginn!

Da stellt sech d'Fro, wéi ee verséchert, dass d'Baueren, egal ob bio oder konventionell, déi geentechnikfräi wëlle schaffen, dat nach kënnen, wann e groussen Deel vun de geenmodifizéierte Planzen, also och Fuddermëttel, net méi musse gelabelt ginn, ier se fräigesat respektiv als Planz verkaf ginn. D'Suerg vun der Kontaminatioun gouf notamment vun der Bauerenallianz, der Landjugend a Jongbaueren an der Biovereenegung opgeworf. An och déi aktuell Texter ginn heirobber keng Äntwert an assuréieren och keng eenheetlech europäesch Approche.

An dann: Wéi ass et mat der Haftbarkeet, wann et zu enger Kontaminatioun vu geentechnikfräie Felder mat Geentechnik sollt kommen? Si Versécherungsgesellschafte bereet, eventuell gesondheetlech an ëmwelttechnesch Risiken ze versécheren?

D'Versprieche vun der neier Geentechnik fir d'Landwirtschaft si grouss, ma se gläichen deene Versprieche, déi och virun 30 Joer bei der aler Geentechnik gemaach goufen: manner Waasserverbrauch, manner Pestizidgebrauch, manner Honger am globale Süden. Dës Versprieche goufen an der Vergaangenheet net ageléist. Au contraire: Et gesäit een eeben, dass a Länner, wou OGMen am grousse Stil ugebaut ginn, de Pestizidgebrauch eropgaangen ass, déi industriell landwirtschaftlech Praktike sech weider zougespëtzt hunn a grouss Konzerner weider gestäerkt goufen.

Och dierfe mer net vergiessen, dass duerch haut schonn erwise Methoden, wéi zum Beispill d'Upassung vun der landwirtschaftlecher Praxis – méiglidereg Fruchtfolleg oder Agroforstwirtschaft – oder d'Ubaue vu besser ugepassten Zorten, a mat der néideger Ënnerstëtzung wichteg Schrëtt a Richtung

Klimaupassung kënne gemaach ginn, déi net op Risikotechnik berouen.

Nach eng Fro: Wéi reagéiert d'Ministesch op d'Suerge vun de Baueren, déi wëllen an Zukunft geentechnikfräi schaffen?

An net zulescht zu de Konsument/innen: Duerch d'Ofschafung vun der Kennzeechnung hëlt een de Konsument/innen d'Fräiheet vum Choix, fir op Geentechnik ze verzichten. Wisou sollt een hei dës Fräiheet, déi an Europa zanter méi wéi 20 Joer mat Succès verdeedegt gouf, iwwer Bord geheien, zumools wann ee weess, dass laut Ëmfroen eng Majoritéit vun den Europäer der Geentechnik kritesch géigeniwwerstinn?

Och europäesch Acteuren am Secteur vun der Distributioun hunn hir Suergen an dësem Beräich public gemaach; notamment néng grouss däitsch an éisträichesch Supermarchéschaînë fuerderen, dass déi nei Geentechnik muss réckverfollegbar a gekennzeechent ginn.

Ouni Kennzeechnung a Réckverfollegbarkeet kann een och net reagéieren op eventuell negativ Konsequenzen, déi an der Natur oder bei de Mënschen entstinn, fir déi wëssenschaftlech ze suivéieren.

Och ech hu mech am Laf vu menge Studien ënner anerem och mat Geentechnik beschäftegt a weess ëm déi wichteg Fortschrëtter fir eis Gesellschaft, déi, zum Beispill am Beräich vun der Medezinn, duerch dëst Wëssen an hir Uwendung kënnen erziilt ginn, mee – an dat weess ech och aus mengen deemolegen Echangen op menger Uni souwéi och aus rezenten Diskussioune mat enger ganzer Rei vu Wëssenschaftler/innen oder Vertrieder/innen aus der lëtzebuergescher Landwirtschaft –, dass et net gëllt, dësen Technike blann ze vertrauen.

Mee et geet villméi drëms, technologieoffen, mee och mat der néideger Virsiicht un dës Entwécklungen erunzegoen, se duerch geziilte Fuerschung ze ënnerstëtzen, fir se duerno, sollt se sech bewären, kënne mat deenen néidege Virkéierungen a Sécherheeten op de Maart ze bréngen.

Dofir géif ech d'Landwirtschaftsministesch ofschléissend gäre froen, firwat si hir aktuell Retizenze fir dësen Text just nach op der Patentfro festmécht a sech bis elo net derfir agesat huet, fir wichteg Virkéierungen an den Text ze bréngen, déi déi besote Risike géifen hëllefen anzegrenzen, zum Beispill mat gesetzlech verflichteten adaptéierten a standardiséierte Préiwungen, och fir d'Kategorie 1, ier déi betreffend Planzen dierfe fräigesat ginn. Just als Beispill.

Läit et um Zäitdrock, deen hei vu baussen operluecht gëtt an dee mer net onbedéngt mussen akzeptéieren, oder eventuell un engem awer liichtfäerdegen Ëmgang mat engem Text, duerch dee mer an Zukunft ouni déi néideg Sécherheetsvirkéierunge riskéieren, en europawäite Feldversuch un enger Millioune Joren aler Evolutioun auszeléisen, an deem seng Konsequenzen nëmme schwéier réckgängeg ze maache sinn?

Mir plädéieren derfir, dass an dëser wichteger Thematik d'Regierung sech engagéiert, fir bei alle geentechnesch verännerte Planzen, éischtens d'Uwendung vum Precautiounsprinzipp ze respektéieren, eng adequat Risikobewäertung an dem Text ze verankeren, a mir froen och, eng kloer Kennzeechnung anzesetzen, soudass d'Leit am Buttek an d'Bauere kënnen op Geentechnik verzichten, wa se dat wëllen, an dass d'Regierung sech asetzt géint Patenter op d'Liewen.

An dësem Sënn deposéieren ech eng Motioun, déi gedroe gëtt vun der LSAP, vun de Piraten a vun deene Lénken.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

***Motion 1***

*« relative aux nouveaux OGM »*

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– que la Commission européenne a publié en juin 2023 une « Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les végétaux obtenus au moyen de certaines nouvelles techniques génomiques et les denrées alimentaires et aliments pour animaux qui en sont dérivés, et modifiant le règlement (UE) 2017/625 » visant à faciliter la vente et la culture de plantes obtenues à l'aide de nouvelles techniques génomiques (NTG) en les soustrayant au cadre légal européen actuellement applicable aux organismes génétiquement modifiés (OGM) ;*

*– que le respect du principe de précaution, intégré à l'acquis communautaire par le traité de Maastricht et repris aujourd'hui à l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, implique une prise en compte méticuleuse des risques afin d'éviter des dommages imprévisibles et incertains ;*

*– que l'application du principe de précaution est particulièrement importante en matière d'OGM et fut notamment à la base de la directive 2001/18/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2001 relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement,*

*invite le Gouvernement*

*– à veiller à l'application méticuleuse du principe de précaution dans le cadre des négociations de propositions de textes législatifs relatifs aux plantes issues de nouvelles techniques génomiques au niveau européen ;*

*– à revendiquer pour toutes les NGT une évaluation ex ante des risques permettant de détecter d'éventuels effets inattendus ou involontaires et garantissant tant la biosécurité des plantes que l'absence d'effets négatifs sur la santé humaine et l'environnement ;*

*– à s'engager pour l'information des consommateur.rice.s et des agriculteur.rice.s à travers un étiquetage clair pour toutes les plantes issues de NGT, permettant ainsi un choix éclairé ;*

*– à s'engager pour un étiquetage et une traçabilité tout au long de la chaîne de valeur afin d'éviter la contamination des filières agricoles « sans OGM » ;*

*– à veiller à la compatibilité de la nouvelle règlementation proposée en matière de modifications génétiques avec les obligations légales de la filière biologique ;*

*– à s'engager contre le recours aux brevets pour les NGT.*

*(s.) Joëlle Welfring, Claire Delcourt, Ben Polidori, David Wagner.*

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci, Madamm Welfring.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Boonen. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

***Débat***

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Merci, Här President. Merci der Madamm Welfring fir d'Opgräife vun dësem wichtegen an och komplexen Theema, mengen ech. Dat hu mer elo schonn héieren. Dat ass de Moment nach schwere Kost hei fir den Owend, mee awer ëmsou méi wichteg, fir driwwer ze schwätzen.

De Mënsch beschäftegt sech mat der Zuucht vu Planzen a vun Déieren, zanter dass e sesshaft ass. Bei der Zuucht huet en ëmmer Planzen, déi ënnerschiddlech sinn, déi e matenee kräizt a wou en da probéiert, eppes Besseres oder eppes, wat fir hie méi vun Avantage ass, erauszekréien.

Dat Ganzt baséiert drop, dass d'geneetesch Informatioun an der Planz ënnerschiddlech ass. A firwat ass déi ënnerschiddlech? Well Mutatiounen entstinn, well natierlech Verännerungen am Genom entstinn. An dorop huet déi klassesch Zuucht sech baséiert.

Déi lescht Joerzéngten ass dat e bëssen anescht – oder et sinn nei Methoden derbäikomm. Ënner anerem goufen zum Beispill bewosst Verännerungen am Genom ervirgeruff duerch ioniséiert Stralung, Gammastralung, jee fir Mutatiounen ze provozéieren an dann déi bescht adaptéierte Planz erauszesichen.

De ganze Prozess, fir eng Zort ze ziichten, brauch haut gutt 15 Joer. Dann ass d'Zort do, da muss se dee ganze Prozess nach vun der Sortepréiwung an de jeeweilege Länner duerchlafen. A wa se dann do ass, gëtt se och nach op hir Eegeschafte gepréift. Dat heescht, wa se onerwënschten Niewewierkungen huet, och an der klassescher Zuucht, musse mer deem Rechnung droen. Et gëtt d'Beispill vun enger Gromper an de 70er-Joren an den USA, d'Lenape-Gromper, konventionell geziicht, déi nawell perfekt war fir d'Industrie, mee bei där herno awer de Solaningehalt ze héich war, dat heescht, déi gëfteg war, a si ass och vum Marché geholl ginn.

An den 80er-Joren hu mer dunn déi klassesch OGMen entwéckelt, ech mengen, d'Madamm Welfring ass drop agaang. Mir halen do fest un deem Vorsorgeprinzipp – dat sinn déi OGMen, wou mer transgeen, friem Geenen an d'Planz setzen –, och well se déi grouss Ofhängegkeet vun der Landwirtschaft vis-à-vis vun e puer Firme kreéiert hunn.

Elo zanter 2013 huet d'Fuerschung déi nei Method, déi sougenannten „nei geneetesch Techniken", jo, entwéckelt, an et ass dat, wouriwwer mer haut schwätzen. D'Kommissioun gesäit jo elo an hirer Propos vir, net méi ze soen, dass dat klassesch OGMe sinn, mee et eeben an zwou Klassen opzedeelen. Déi éischt Klass, déi „nei genomesch Techniken 1", dat sinn déi Planzen, deenen hir geneetesch Ännerungen och hätte kënnen op natierlechem Wee an der Natur entstoe respektiv duerch konventionell Ziichtunge kënnen erbäigefouert ginn.

Fir einfach emol e Beispill ze nennen, wat gebraucht gëtt oder u wat geschafft gëtt: Wa mer eng Planz hunn, eng Weessplanz, déi relativ grouss ass, déi gutt Erträg huet, mee déi all Joer muss zréckgesprëtzt ginn, fir dass se dem Bauer net ëmfält, dass e se iwwerhaapt recoltéiert kritt, da kënne mer mat där hei Technik elo de Geen siche goe bei déi Planz, déi méi kleng ass, déi méi resistent ass an hirem Stand, a mir kënnen deen do eranziichten, an dat e bësse méi séier, wéi wa mer elo gekräizt, gekräizt hätten a gehofft hätten, dass mer de Geen eriwwerbréngen. Dorëms geet et.

Wat ass elo dee grousse Virdeel vun dëser Technik? D'Technologie ass méi schnell a mir kënne méi geziilt ziichten. Mir schwätzen nämlech dann net méi vu 15 bis 20 Joer, mee mir schwätze vu 5 bis 7 Joer.

Wien ass dann Demandeur vun dëser Technik? Den eenzele Bauer brauch d'Technik am Fong geholl net. Hie beweegt sech am selwechte Level-Playingfield wéi seng Kolleegen an et mécht eigentlech keen Ënnerscheed, ob e se huet oder net. Mee déi gesamt europäesch Landwirtschaft mat eisem Ernärungssystem, déi eigentlech ganz kuerzfristeg muss immens vill Ziler erreechen, déi mir alleguerte festgeluecht hunn. Mir schwätze vu 50 % Pestizidreduktioun bis 2030. Do kënne mir net 15 bis 20 Joer ziichten! Mir schwätze vun aneren Ziler, déi mir wëllen an den nächsten 10, 15 Joer erreechen. An ech denken, dass eis do grad bei deem Punkt déi hei Method – mir schwätze vun

NGT 1, also déi Ziichtung, déi Geentechnik, déi mer huelen, fir dat ze maachen, wat och an der Natur kéint erreecht ginn – kann hëllefen.

En anere wichtege Punkt ass d'Globaliséierung. D'Landwirtschaft mat hire Produktioune beweegt sech am globaliséierte Marché. Mir stelle fest, dass d'USA, Kanada, Japan, China alleguerten an där hei Technik ënnerwee sinn. An ech mengen, mir dierfen eis technologesch net komplett isoléieren.

Et ass wichteg, dass mer eis do mat hinne beweegen. Oder awer mir schwätzen hei driwwer, dass déi Importer, déi mir vun deene Kontinenter, aus deene Länner eranhuelen, och déi Normen erfëllen, déi mer hei an Europa hunn. Mee da féiere mer eng ganz aner Diskussioun.

Wichteg, an dat huet d'Madamm Welfring ugeschwat, och fir eis ass, net déi Ofhängegkeet ze kreéieren, déi bei den traditionellen OGMe war, an dass déi Planzen hei, déi och kéinten iwwer traditionell Zuucht geziicht ginn, net kënne patentéiert ginn. An et ass och an deem Sënn, wou ech eng Motioun hei deposéieren am Numm vun eiser Fraktioun a vun der DP, fir d'Regierung opzefuerderen, sech genau dofir anzesetzen, well dat erlaabt nämlech och de klengen Ziichter, dass se kënnen domat virunziichten.

***Motion 2***

*D'Chamber*

*– hëlt zur Kenntnis, datt d'Europäesch Kommissioun en neie legale Kader wëll schafen, fir Planzen, déi iwwer nei genomesch Techniken (NGT) geziicht gi sinn, ze reguléieren;*

*– begréisst, datt déi nei genomesch Techniken an 2 Klassen opgedeelt ginn:*

*• NGT 1: Planzen, deenen hir geentechnesch Veränneren och op natierlechem Wee oder duerch konventionell Ziichtung hätte kënnen entstoen;*

*• NGT 2: all aner geneetesch verännert Planzen, déi weiderhi wéi OGMen no der EU-Direktiv 2001/18 gehandhaabt ginn;*

*– stellt fest, datt Patenter och am Beräich vum NGT 1 virgesi sinn,*

*invitéiert d'Regierung,*

*– d'Propose vun der Klassifizéierung ze ënnerstëtzen an esou Lëtzebuerg een Opt-out am NGT 2 ze erlaben;*

*– eng Initiativ ze huelen, datt bei NGT 1-Planzen esou wéi bei de konventionellen Ziichtungsmethode keng Breveten erlaabt sinn, mee datt dës nei Technologie ënnert déi aktuell Reegele vum Sorteschutz soll falen;*

*– d'Kommissioun opzefuerderen, e méiglechen Impakt op d'Natur ze suivéieren.*

*(s.) Jeff Boonen, André Bauler, Luc Emering, Christophe Hansen, Octavie Modert, Stéphanie Weydert.*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci.

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Fir ofzeschléissen, wëll ech just soen, dass dat hei ee klenge Bausteen ass fir déi vill Ziler, déi mer mussen erreechen, an dass et dofir wichteg ass, dass mer an deem heite Kader legiferéieren.

Ech soe Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Boonen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

**M. Luc Emering** (DP) | Merci, Här President, ech mengen, et gouf elo scho ganz villes gesot vun der Madamm Welfring a vum Här Boonen, soudass ech mech elo hei relativ kuerz wëll halen an net méi op d'Detailer aginn, wéi elo eng Planz ka modifizéiert ginn oder wéi net. Dat heescht, ech géif just wëlle kuerz eng kleng Intro maachen.

Ech mengen, dass dat hei e Sujet ass, dee politesch, gesellschaftlech an awer och an der Wëssenschaft déi lescht Joerzéngten aus ënnerschiddlechste Bléckwénkele beliicht ginn ass, an ech mengen, dee Virschlag, dee mer elo hei leien hunn, ass effektiv e Virschlag, deen déi streng Reegelen, déi mer bis haut kannt hunn, e bësse wäert veränneren.

Zwou nei Kategorien, ech mengen, dat ass gesot ginn, soudatt ech do net méi vill wëll an den Detail goen: NGT 1, NGT 2. Eng éischt Kategorie, wou mer Planze consideréieren – an ech mengen, dat ass awer e ganz wichtegt Element –, déi duerch natierlech Kräizungen och hätte kënnen entstoen, dat heescht, dass mer eigentlech duerch den Asaz vun den neien Technike vun der Geenschéier just den Ziichtungsprozess enorm beschleunege kënnen. Allerdéngs, den Organismus, deen dobäi erauskënnt, hätt och esou an der Natur duerch natierlech Hybridatioun kënnen entstoen, eebe just iwwer vill méi e laangen Zäitraum.

An där zweeter Kategorie, do schwätze mer da ganz kloer iwwert déi Planzen, déi exklusiv duerch gréisser geneetesch Agréff an de Genom entstinn an déi kënne ganz schwéier duerch natierlech Kräizungen entstoen, soudass mer dat och skeptesch gesinn.

Fir d'DP si besonnesch zwee Prinzippe wichteg, déi net dierfen a Fro gestallt ginn. Dat ass engersäits d'Preventioun an anerersäits eng wëssenschaftlech fundéiert Risikoanalys, déi fir de Moment um Niveau vun der Kategorie 2 sécher keng Kloerheet souwuel fir de Bauer wéi fir de Konsument virgesäit.

Bei der Kategorie 1 gesi mir dëst méi nuancéiert, well effektiv dës nei Techniken en enormen Ziichtungsfortschrëtt garantéieren an dëst en Outil ass, fir d'Planze méi resilient ze maachen.

Nieft dësem Notze vun den neie genomeschen Technike gëtt et allerdéngs och potenziell Risken, déi elo och jo ugeschwat gi sinn, an déi soll een och net op d'liicht Schëller huelen. Ech mengen, Naturschutzorganisatioune schwätze vu méigleche Kräizkontaminatioune mat Wëllplanzen, allgemenge Risike fir de Mënsch duerch intransparent Zertifizéierung an esou weider.

Och an der Biobranche gëtt et beispillsweis grouss Skepsis, well am Fuddermëttel dat Ganzt net erëmzefannen ass. Wann zum Beispill Planze vun Iwwerséi am Fuddermëttel verschafft sinn, déi op Basis vun NGT 1-Planzen entstane sinn, ass dat net méi zréckzefannen.

Et muss een awer och ganz kloer soen, dass mer vill Bauerenorganisatiounen hunn, déi dat Ganzt och ganz positiv gesinn. An dat hat ech jo och schonn am Ufank gesot: Et ass eng immens kontrovers Diskussioun. An ech mengen, esou sollt een dee ganze Sujet och e bësse behandelen, änlech wéi bei der Atomenergie. Do hu mer jo och schonn des Éftere gesot, dass ee soll kucken: Esoulaang kruzial Froen opstinn, wou keng Äntwerten do sinn, wéi zum Beispill d'Endlagerung vum Atommüll, d'Sécherheet et cetera, ass et als kritesch ze bewäerten. An och hei bei der Geentechnik denken ech, dass déi Approche misst applizéiert ginn.

Dofir fuerdere mir als DP, dass mer déi Klassifizéierung vum NGT 1, NGT 2 ënnerstëtzen, esou wéi se virgesinn ass, datt mer eis ganz staark wëllen …, oder datt mer d'Ministesch encouragéieren, sech derfir anzesetzen, dass d'Problematik mat de Breveten an der Kategorie 1 geléist gëtt, esou wéi meng Virriedner dat och erklärt hunn.

A letztendlech ass et fir eis als Demokratesch Partei besonnesch wichteg – an dat ass och an där Motioun, déi den Här Boonen deposéiert huet, erëmzefannen –, d'Kommissioun opzefuerderen, den Impakt vun den NGT 1-Planzen op d'Natur, op d'Biodiversitéit an op d'Gesondheet vu Mënsch an Déieren ze préiwen an ze suivéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Emering. An da wier et un där honorabeler Madamm Claire Delcourt. Madamm Delcourt, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gouf hei elo scho vill op dëser Plaz gesot an ech probéieren, mech deemno kuerzzehalen.

Voilà, mir hunn elo och schonn héieren: D'Ziichte vu Planzen, déi méi Friichten droen a méi resistent géint Schädlinge sinn oder géint Krankheeten, huet eng laang Traditioun, an am Laf vun der Zäit huet d'Wëssenschaft eng ëmmer méi grouss Roll dobäi gespillt an e weesentleche Bäitrag zum mënschleche Fortschrëtt geleescht. D'Fuerschung an deem Beräich geet ëmmer virun an d'Geentechnik ass eng Weiderentwécklung vun den Efforten, déi iwwer Joerhonnerte gemaach goufen, fir geziilt Afloss op d'Eegeschafte vu Planzen an Déieren ze huelen.

Fir d'LSAP musse politesch Decisioune geleet si vu wëssenschaftlechen Erkenntnisser. Mir erhoffen eis och fir d'Zukunft, dass d'Wëssenschaft d'Liewe vun de Mënsche ka verbesseren a Léisunge fir Problemer bitt. Mir begréissen den technesche Fortschrëtt, dee muss kritesch begleet an am Interessi vun der Allgemengheet genotzt ginn. Wéi all aner Technologien huet d'Geentechnik d'Potenzial fir interessant Verbesserungen, bréngt awer och Risike mat sech. D'Aufgab vun der Politick ass et, dës Risiken anzeschätzen a géint de potenziellen Notzen ofzeweien.

D'EU-Kommissioun huet op Wonsch vun de Memberstaaten eng wëssenschaftlech Etüd dozou gemaach. Si kënnt zur Konklusioun, dass en Deel vun dëse Planzen, déi si an eng Kategorie, wéi mer elo schonn héieren hunn, NGT 1 wëll setzen, net weider sollte mat de geentechnesch verännerte Planze gläichgesat ginn, déi eng opwändeg Risikoevaluatioun mussen duerchlafen, ier se kënne geneemegt ginn. Si geet dovun aus, dass dës Planzen zum Deel hätten iwwer natierlech Mutatiounen oder normal Zuuchtverfare kënnen entstoen oder dee selwechte Risikoprofill hunn an dofir mat konventionelle Planze sollte gläichgesat ginn.

D'Virdeeler leien op der Hand. D'Eegeschafte vun de Planze kënne weesentlech méi schnell a geziilt verännert gi wéi iwwert déi normal Zuucht. Wa laang Geneemegungsverfaren ewechfalen, gëtt d'Entwécklung vun neien Zorte méi bëlleg a si kënne méi schnell op de Marché bruecht ginn. D'EU-Kommissioun gesäit hei virun allem de Potenzial, fir Planzen ze entwéckelen, déi am Kader vum Klimawandel schnell kënnen u verännert Konditiounen ugepasst ginn oder déi et erméiglechen, aner Ëmweltziler méi liicht ze erreechen. Als Beispiller wéilt ech hei just d'Reduktioun vu Pestiziden oder d'Resistenz géint d'Dréchent nennen.

Wann déi Planzenzorten aus der genannter Kategorie NGT 1 sech tatsächlech net vun normalen Ziichtungen ënnerscheeden, ass de Räsonement vun der

EU-Kommissioun absolutt novollzéibar. Manner logesch schéngt et op den éischte Bléck, firwat dës Zorten dann net am Bio sollten erlaabt sinn.

Mee och dat huet e gudde Grond: Net jiddereen ass iwwerzeegt, dass déi nei geentechnesch verännert Planzen tatsächlech vergläichbar si mat konventionellen Ziichtungen. Fakt ass, dass nëmme ganz wéineg Experten dat néidegt Fachwëssen hunn, fir d'Risike vun neien Technologië richteg kënnen anzeschätzen. A wa mir dorop vertrauen, dass d'EU-Kommissioun déi Evaluatioun seriö hëlt, ass d'Vertraue vun de Konsumenten an d'Liewensmëttelindustrie eng ganz aner Fro.

Et gëtt nun emol onheemlech vill Beispiller, wou Liewensmëttel geziilt sou hiergestallt ginn, dass d'Konsumenten, ouni et ze mierken, mannerwäerteg Produkter ugedréit kréien. D'Ofleenung vu geentechnesch verännerte Liewensmëttel ass enk verbonne mat engem generelle Mësstraue vis-à-vis vun deene grousse Konzerner. Besonnesch Leit, déi Bio kafen, probéieren, deem eppes entgéintzesetzen, a si bereet, dofir méi ze bezuelen. D'Biobauere kënne sech net erlaben, dat Vertrauen ze verspillen, andeem se d'Dier fir geentechnesch verännert Planzen opmaachen.

Wann et vereinfacht Zouloossungsverfare fir bestëmmt Kategorië vu geentechnesch verännerte Planze soll ginn, ass et absolutt weesentlech, dass d'Koexistenz mat Kulturen, déi noweisbar geentechnikfräi sinn, ka garantéiert ginn, an dat, ouni dass eng zousätzlech Beweislaascht op d'Biobauere fält. NGT-Planze musse kloer etikettéiert ginn, fir dass souwuel d'Bauere wéi och d'Konsumenten e fräie Choix hunn. D'Traçabilitéit muss garantéiert sinn.

Net zulescht spillt fir d'LSAP d'Fro vum Patentrecht eng immens wichteg Roll. Wa bestëmmt geentechnesch Verännerungen als vergläichbar mat konventionelle Planzen ugesi ginn, däerf et op dëse Planzen op kee Fall Patenter ginn. Besonnesch well dës Planzen zum Deel net méi vun normal geziichte Planzen ze ënnerscheede sinn, riskéiert dat, dee ganze Marché vum Geseems ze zerstéieren an och déi konventionell Landwirtschaft a Schwieregkeeten ze bréngen. Et ass un der Politick, fir sécherzestellen, dass den technologesche Fortschrëtt dem Interessi vun der Allgemengheet an net just dem Profitt vun e puer grousse Konzerner notzt.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Madamm Delcourt. An d'Tribün ass elo fräi fir d'Madamm Lexy Schoos. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou wéi et och am Walprogramm vun der ADR steet, verschléisse mir eis net enger Diskussioun iwwert d'geneetesch modifizéiert Planzen. D'Geentechnik kann eng Upak sinn, wéi mer et grad och schonn héieren hunn, fir Planze méi resistent géint Krankheeten a méi widderstandsfäeg vis-à-vis vu meteorologesche Verännerungen ze maachen.

Et ass dofir wichteg, dass d'Diskussioun ëm d'Geentechnik transparent a sachlech gefouert gëtt. A wa mer éierlech sinn, wende mer haut schonn Techniken un, an dat och am Bioberäich – den Här Emering ass grad eraus –, déi zu enger gewollter, awer onkontrolléierter Verännerung vun der DNA am Saatgut féieren, wéi och den Här Boonen schonn erwäänt hat, zum Beispill duerch ioniséierend Stralung oder den Asaz vu bestëmmte Chemikalien. Am Géigesaz dozou diskutéiere mer hei an haut iwwer eng EU-Reglementatioun, fir kontrolléiert geneetesch modifizéiert Saatgut zouzeloossen. Ech iwwersprangen den Abschnitt doriwwer, wat NGT 1 an NGT 2 sinn. Ech mengen, dat hu mer elo héieren. Ech weess net, ob jiddwereen et verstanen hutt, mee mir hunn et héieren.

*(Hilarité)*

Een Aspekt, dee ganz wichteg ass fir d'ADR an dee consideréiert gi muss an deem Kontext, ass d'Kennzeechnung vun deene Produkter. Mir dierfen hei d'Vertraue vum Konsument an d'Liewensmëttel an an de Produzent net verléieren. Allerdéngs muss ee sech op där anerer Säit och d'Fro stellen, ob et Sënn mécht, eppes ze kennzeechnen, wat mer am Labo net ënnerscheede kënne vun natierlechen Ännerungen, wat bei der Kategorie 1 de Fall ass.

Et kann ee soen: „Jo, et kann een et iergendwéi labelen." Mee dann hu mer eng zousätzlech geneetesch Verännerung erëm an dësem Saatgut a mir erhéijen de Risiko, iergendwéi schiedlech Wierkungen ervirzeruffen.

Dovun ofgesi kënne mir esou eng Kennzeechnung héchstens bannent der EU reglementéieren, wat mir eis als ADR och wënsche géifen. Leider si mir dobäi awer allen Drëttstaatenimporter ausgeliwwert. Och de landwirtschaftleche Secteur muss kënnen d'Kontroll iwwert säi Saatgut behalen. Dofir ass et an eisen Ae wichteg, datt op allen Niveauen transparent kommunizéiert gëtt an de Secteur zu all Zäit wësse muss, ob hie mat geentechnesch verännertem Saatgut schafft oder net.

Fir d'ADR ass kloer, datt d'Virschrëften iwwert d'Sécherheetskontrollen, d'Kennzeechnung an d'Traçabilitéit weeder däerfen opgehuewen nach verwässert ginn, genau esou wéi meng Virriedner dat och scho gesot hunn. Mee och hei si mer erëm den Drëttstaaten deelweis ausgeliwwert. Dowéinst hale mir et fir wichteg, datt mir do eng europäesch Reglementatioun hunn, fir op d'mannst kënne bannent der EU Transparenz an dësem Sujet ze hunn.

En zweete wichtegen Aspekt, deen och haut schonn ugeschwat ginn ass, ass justement d'Patentéiere vu geentechnesch verännertem Saatgut. Problematesch dobäi ass, datt d'EU-Kommissioun bis elo nach net konkreet Faarf dozou bekannt huet. Dee vun der EU-Kommissioun diskutéierten Amendement huet d'Fro vum Patent an dësem Deel nach net behandelt. Am Kader vun enger breeder Maartanalys wëll d'Kommissioun d'Auswierkunge vun de Patenter op de Maart genee ënnersichen, a si wäert bis 2026 iwwert hir Resultater berichten. Sou laang kënne mir awer net waarden!

Rezenten Diskussiounen no, wann ech richteg informéiert sinn, soll d'Saatgut vun der Kategorie 1 eventuell kenge Patentrechter ënnerleien, fir méi ee breede Konsens an der EU ze kréien. D'Rechter op dat geeschtegt Eegentum am Beräich vun der Saatgutziichtung si verständlecherweis e ganz ëmstriddent Theema. Et gëllt nämlech ze verhënneren, datt den Accès vun de landwirtschaftlechen Acteuren zu wichtege Komponente vun hirer Aarbecht irresponsabel ageschränkt gëtt. Et muss een dowéinst all Stufe vun der Entwécklung a Kommerzialisatioun vum Saatgut vun der éischter Kategorie patentrechtlech fräihalen. Déi gréisste Gefor hei läit beim Patentschutz vun de benotzte Geenschéieren.

Der ADR ass bewosst, datt e geziilt Patentéieren e wichtegen Incentive fir d'Wirtschaft wier, fir weider un innovativen Ziichtungstechniken ze fuerschen. D'Förderе vun innovativen Ziichtungstechnike soll awer esou transparent wéi méiglech an ënnert der Kontroll vun der ëffentlecher Hand sinn, fir domadder den Accès vun de landwirtschaftlechen Acteuren zu héichwäertegem Saatgut ze garantéieren, ouni direkt vum private Secteur ofhängeg ze sinn, bezéiungsweis dem net landwirtschaftleche Secteur de Monopol ze iwwerloossen.

Ofschléissend wëll ech soen, Här President: Mir dierfen den Uschloss an d'Kompetitivitéit vun eisem Agrarsecteur an Europa net verléieren. Als ADR si mir eis bewosst, datt eis Baueren op engem globale Marché benodeelegt wieren, wa mer eis hei an Europa dem technologesche Fortschrëtt entgéintstellen an eis der Illusioun higinn, datt mer eis ausschliisslech op eng klassesch Aart a Weis vum Planzenubau konzentréiere kënnen, ouni Aschränkungen an eise jëtzege Gewunnechten ze hunn an déi ganz ambitiéis gesaten Ëmweltziler ze erreechen.

Wéi am Ufank gesot, bleiwe mir als ADR technologieoppen. De landwirtschaftlechen Acteuren an de Konsumente géigeniwwer muss awer mat oppene Kaarte gespillt ginn an d'Gesondheet vum Konsument muss ëmmer un éischter Plaz stoen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Madamm Schoos. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Ben Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Uebst a Geméis, dat mat Strale behandelt gëtt, fir et haltbar ze maachen a geféierlech Keimen ze eliminéieren, dat ass haut a Länner wéi der Belsch erlaabt. Aner Länner sinn do méi restriktiv an erlaben et an hirem Land net, well si et jo net als ongeféierlech astufen.

Änlech ass et bei den NGTen. Jo, wann et ëm eis Liewensmëttel geet, da gëtt et och do verschidden Approchen. D'Geentechnik ass e ganz ëmstriddent Theema, dat ëmmer nees fir vill Poleemik suergt. Fir déi eng eng Noutwendegkeet, fir déi aner eng Gefor fir Mënsch, Gesondheet an Ëmwelt. A mir all kenne bestëmmt Horrorzenarien aus Science-Fiction-Filmer mat op eemol risegen, mutéierten Déieren a Geméis, déi d'Mënschheet ugräifen. Mee elo mol Spaass beiséit.

*(Hilarité)*

Jo, et ass verständlech, dass vill Leit sech Suerge maache wéinst der Geentechnik. A si huet och negativ Aspekter. E Beispill sinn d'Patenter, déi a Länner wéi den USA derfir suergen, dass eng eenzeg Firma quasi e Monopol beim Saatgut huet. Awer och onbekannt Nieweneffekter, déi laangfristeg kënnen entstoen, si wichteg.

Wat maache mir, wa mir duerch d'Geentechnik zwar nei Planze kreéieren, déi géint déi eng oder aner Saach resistent sinn, awer net fir d'Bestäubung duerch Beien ze gebrauche sinn? Da fléien eis Beien zwar vu Planz zu Planz, ouni dass et awer zu enger Bestäubung kënnt. An domadder verléiere mir Recolten.

Op där anerer Säit ass et awer wichteg, dass mir derfir suergen, dass mir ëmmer genuch Liewensmëttel fir jiddereen hunn a si och fir jidderee bezuelbar sinn. Grad de Krich an der Ukrain, enger wichteger Kornkammer vun Europa an Afrika, huet gewisen, wéi séier Recoltë kënnen ewechfalen. D'Präisser schéissen an d'Luucht an d'Liewensmëttel gi fir Leit mat niddregem Akommes séier onbezuelbar.

An deem Kontext ass natierlech och de Klimawandel eng grouss Bedroung. Mir gi mat ëmmer méi Wiederextreemer konfrontéiert, déi reegelméisseg fir Ausfäll bei Recoltë suergen. Eng Knappheet léisst d'Präisser explodéieren an déi äermste Leit sinn déi éischt, déi näischt ze iessen hunn. Mir mussen dowéinst e Wee fannen, fir eis Planzen zum Wuel vun eis all esou séier wéi méiglech un déi nei klimatesch Realitéiten unzepassen.

Awer och wann et ëm de Gebrauch vu Sprëtzmëttel geet, kënnen d'NGTen an Zukunft eng wichteg Roll spillen. Och wa Lëtzebuerg beim Verzicht op Sprëtzmëttel schonn op engem gudde Wee ass, esou gëllt dat awer nach net fir alleguerten d'Länner hei an Europa. Fir eis Natur a Biodiversitéit ze schützen, mussen hei nach ganz vill Efforte gemaach ginn. Wann de Gebrauch vu Sprëtzmëttel duerch d'NGTe kann ersat ginn, esou ass dat dann eng Pist, déi an der Fuerschung weidergefouert muss ginn.

Dann ass och d'Iddi reizvoll, mat der Hëllef vu Geentechnik nei Superfoods ze kreéieren. Mir kéinte mofe Räis, ugeräichert mat alle Vitaminnen, ubauen a mir bräichte just nach deen ze iessen, fir quasi eise ganzen Närstoffbedarf ofzedecken. Mee esou Iddie bréngen och Risike mat sech. Fir just e Beispill ze nennen: Eng schwanger Fra riskéiert duerch ze vill Vitaminn A grav Konsequenze fir hiert ongebuerent Kand.

Da gëtt och vill driwwer geschwat, dass mat engem neie Reglement grouss Konzerner vill Käschte kéinte spueren, zum Beispill bei Etüden iwwert d'Sécherheet vun engem Produit, déi dann ënner verschiddene Konditiounen esou net méi misste gemaach ginn. Hei sollte mer eis awer net falsch leede loossen an d'Approche vum Safety First bäibehalen a kee Risiko agoen, schliisslech geet et ëm d'Gesondheet vun eis all an de Schutz vun eisen Déieren an der Natur.

Et ass awer och eng Realitéit, an esou éierlech muss een an dësem Debat dann awer och sinn, dass a villen anere Länner op dëser Welt d'Geentechnik längst eng Realitéit ass an och um europäesche Marché iwwert den Import scho verkaf gëtt. Dowéinst ass et fir ons Piraten esou wichteg, dass all Produit, deen an iergendenger Form en NGT enthält, entspriechend gekennzeechent gëtt, fir dass alleguerten d'Konsumentinnen an d'Konsumenten et op ee Bléck erkenne kënnen.

Ech soen zum Schluss och nach eng Kéier der Madamm Welfring e grousse Merci fir dës interessant a wichteg Aktualitéitsstonn an Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Polidori. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Wa mer iwwert den Encadrement vun neien OGMe schwätzen, iwwer nei Techniken, déi sollen agesat ginn, da schwätze mer iwwert d'Zukunft vun der Landwirtschaft an der Alimentatioun. Respektiv fir et méi gräifbar ze maachen: Engersäits schwätze mer iwwert d'Rechter vun de Baueren, iwwer hir Souveränitéit vis-à-vis vun hirer Aarbecht, anerersäits schwätze mer iwwert d'Rechter vun de Leit, hir Ernärung fräi wielen ze kënnen, also iwwert d'Souveränitéit vun de Leit vis-à-vis vun hirer Liewensweis an hirem Kierper, hirer Gesondheet.

Déi nei proposéiert Reglementatioun vun der Kommissioun stellt dës Rechter a Fro. Esou gesinn d'Baueerenorganisatiounen dat zu engem Deel, mee och d'Ëmweltverbänn an d'Konsumenteschützer gesinn dat esou. A mir ginn hinnen och Recht.

Dass et aus der Recherche vu Rechercheinstituter och aner Téin gëtt, ass novollzéibar.

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Wannechgelift, e bësse méi roueg!

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Mir sinn och net der Meenung, dass et keng ... Et ass gläich eriwwer.

*(Hilarité)*

Mir sinn och net der Meenung, dass et keng Recherchë soll ginn an der Biotechnologie, an der Entwécklung vun neie Planzenzorten. Mir brauchen technologesche Fortschrëtt fir d'Landwirtschaft an d'Alimentatioun, fir eis op d'Erausfuerderungen, déi d'Klimadereguléierung an d'Ëmweltschied mat sech bréngen, iwwerhaapt virzebereeden. Well vill vun de Konsequenzen, sief et Dréchenten oder Waasserknappheet, sinn elo leider net méi ze verhënneren, souguer wann d'Welt haut all déi Klimaziler géif erreechen. Leider si mer esou wäit op deem Punkt ukomm.

Dat heescht, d'Upassung un de Klimawandel an eng méi ekologesch Landwirtschaft sinn awer hei net déi primär Zilsetzung bei deem, wat d'Kommissioun proposéiert. An dat schéngt och net der konservativ-liberaler Majoritéit am Europaparlament, déi ëmmer relativ séier der Lobbyaarbecht vun de Multie verfält, hir Zilsetzung ze sinn. Dat huet ee ganz konkreet gesi virun e puer Deeg, wéi dann eeben awer och d'Ëmweltkommissioun vum Europaparlament sech fir déi Zouloossung ausgeschwat huet.

Do gëtt ganz staark mam Feier gespillt, well d'Chancë si grouss, wéi d'Bundesamt für Naturschutz aus Däitschland et och seet, datt dës nei OGMen nach eng méi grouss Gefor kéinten duerstelle wéi déi méi klassesch. Hei geet et also net drëms, d'Technologie anzesetzen, fir domat de Konsequenze vun der Klimadereguléierung entgéintzewierken, mee et geet primär dorëms, fir engem Modell vun der Agrikultur en neien Otem ze ginn, deen op dereguléierter Konkurrenz tëscht Äerddeeler a Betriber berout an domadder d'Natur an d'Bauere futtimécht, andeem nei Produktivitéitsgewënner erausgepresst ginn an dat egal zu wéi engem Präis.

An dëse Modell ass awer um Enn. Dat weisen eis net zulescht d'Baueren, déi an eisen Nopeschlänner Stroossespären organiséieren, fir en anstännege Revenu ze verlaange fir déi vill a schwéier Aarbecht, déi se maachen. Och Klengbauere leiden dorënner, och wa se heiansdo mat gréissere Betriber net onbedéngt déi selwecht Fuerderungen deelen. Déi nei OGMen, ëm déi et hei geet, sinn an deem Zesummenhang awer eng Schimär, och wann et sécherlech och Bauere gëtt, déi hir Hoffnung doranner setzen.

Grouss Profiteure vun dëser Reglementatioun wieren, wéi soll et aneschters sinn, grouss Multinationaler an der Biotech wéi Bayer oder DowDuPont, déi zwee Drëttel vun de Brevete kontrolléieren. Déi nei Reglementatioun géif dëse Multien nach méi Muecht ginn, well dës nei OGMe vill manner bis guer net reglementéiert solle ginn. An dat géif et erméiglechen, esou nei OGMen onkontrolléiert ze verbreeden an och traditionelle Som mat ze brevetéieren.

Mir riskéieren also, dass dës Multie sech ëmmer méi Som uneegnen an dass d'Baueren de facto enteegent kënne ginn, well se keng Souveränitéit méi iwwer hiert Geseems an hir Planzen an domadder iwwer hiren eegene Betrib hunn. An den USA gëtt et esou Verhältnisser schonn. Et schwätzt een oft vun den net esou entwéckelte Länner, mee an den USA gëtt et ëmmer méi Baueren, déi guer net méi zefridde si mat den OGMen a versichen, dovunner ewechzekommen, well se elo wëssen a matkritt hunn, datt se ugeschmiert goufen an datt se eendeiteg méi musse bezuelen, datt se sech ruinéieren, datt se heiansdo och souguer vun deene Multinationalen iwwerholl ginn, enteegent ginn an esou weider an esou virun. Also do sinn der ganz vill, déi si guer net glécklech, och an der industrialiséierter Welt.

Dofir, déi Virgangsweis ass arbiträr an do gesäit een och, wat d'Verträg an europäesch Charte wäert sinn, wa gewësse Prinzippien an der europäescher Mënscherechtscharta net respektéiert ginn, wann Arrête vun der Cour de justice européenne iwwert de Koup geheit ginn an déi grondleeënd Norm am Beräich Ëmwelt a Gesondheet, nämlech d'Precautioun an d'Evaluatioun vum Risk einfach mëssuecht ginn. Alles dat passéiert mat dësem Reglement, wann et a Kraaft triede sollt. Dat weise juristesch Avisen, déi Ëmweltorganisatiounen ufäerdege gelooss hunn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci, Här Wagner.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Landwirtschaftsminister Martine Hansen.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Merci, Här President. Gutt, ech wëll fir d'éischt der Madamm Welfring Merci soe fir dës Heure d'actualité an da wëll ech einfach nach eng Kéier kloermaachen, iwwert wat mer schwätzen. Mir schwätzen iwwert déi nei genomesch Technologien, am Prinzipp d'Geenschéier, wou ee ganz geziilt an engem DNA-Strang Saachen erausschneide kann. Doriwwer schwätze mer.

Et ass en Nobelpräis dofir vergi ginn an den JRC, den Joint Research Centre am Kader vun der Kommissioun, huet och Recherchen dozou gemaach, wou déi Technologie Uwendung fënnt. An déi Technologie fënnt ënner anerem och ganz vill an der Medezinn Uwendung. Ech hunn en Artikel gelies, „Genome UK: The future of healthcare", wou eeben drasteet: „We will help people live longer, healthier lives by using [NGT]". Dofir wëll ech just soen: Mir schwätzen hei net iwwer e Monster. Mir schwätzen hei iwwer eng nei Technik, déi eis a ville Beräicher ka virunhëllefen.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

Sou, da kommen ech bei d'Landwirtschaft. An hei gëtt et ganz grouss Deeler vun der Welt, déi schonns Richtlinnen hunn, wéi ee mat deenen NGT-Planzen ëmgeet, respektiv déi schonn eng Regulatioun do hunn. D'EU huet eeben, wéi gesot, nach näischt. An doriwwer schwätze mer och elo.

D'Kommissioun huet 2018 u sech Etüden an Optrag ginn an dofir kann ech dat net akzeptéieren, wann ee seet: „Dat ass alles iwwert de Knéi gebrach ginn." 2018 ass trotzdeem awer scho fënnef Joer hier. Mir kënnen nach fënnef oder zéng Joer laang Etüde maachen, mee iergendwann eng Kéier muss een och soen: „Deene Wëssenschaftler, déi d'Kommissioun beoptraagt, gleewe mer dann och eng Kéier." An 2021 ass d'Kommissioun dunn eeben zur Konklusioun komm, datt NGT-Produkter wierklech d'Potenzial hunn, fir eng nohalteg Liewensmëttelproduktioun mat den Ziler vum Green Deal an dem Farm to Fork ze erreechen. Dat selwecht seet d'FAO, d'Food and Agriculture Organization vun den Nations Unies. A si hunn dunn eeben och als Schlussfollgerung gesot, et misst legiferéiert ginn, well eeben déi aktuell OGM-Legislatioun esou net méi zoutréfft an adaptéiert misst ginn.

Fir eis ass et ganz kloer, an déi Positioun hu mer och vertrueden am Conseil, datt et fir eis wichteg ass – an dat hate mer och an den Table-rondë virun de Walen diskutéiert –, datt mer déi zwou Kategorien hunn: NGT 1 an NGT 2. A wann ech hei d'Diskussioune verfollegen, da mengen ech, gëtt ganz dacks gemëscht tëschent deenen zwee. Fir eis ass et nämlech och kloer: NGT 2, do kënnen aacht friem Geenen agesat ginn, dat ass fir eis dat selwecht wéi OGM. Dat wëlle mer net. Do soll en Opt-out fir d'Länner méiglech sinn. Dofir hu mer eis agesat, Madamm ... Nee, ech

schwätze keen un, well ech hunn héieren, wann ee Leit uschwätzt, dann dauert et méi laang.

*(Hilarité)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mir hunn Zäit, Madamm Ministesch, mir hunn Zäit.

**Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Also, dofir hu mer eis am Conseil agesat, datt deen Opt-out-System kéim an deen ass och do, dat heescht, all Land ka genausou mat den NGT 2en ëmgoe wéi mat den OGMen. D'Saatgut an d'Material mussen hei gekennzeechent ginn, genausou wéi bei den OGMen.

Dat heescht, eis Positioun hei huet sech vis-à-vis vun den OGMen net geännert, mee d'Fro ass éischter: Wat ass en OGM? An do soe mer: Den NGT 1, dat ass an eisen Ae keen OGM, well et gëtt keen aartfrieme Geen agesat. Et huet extreem vill Virdeeler. Mat dem NGT 1, do kënnt e Produkt eraus – dat ass scho vu jiddwerengem eigentlech gesot ginn –, dat ech och duerch eng natierlech Ziichtung kéint erreechen oder dat och an der Natur einfach esou kéint virkommen. Also fält dat net ënnert d'OGM-Reegelen.

Wat fir eng Virdeeler huet et a firwat gëtt et gebraucht? Mee u sech … Ech hat och Ziichtungsmethoden op der Uni. Du ware se nach méi lues wéi elo, mee dunn hu mir geléiert: Dat dauert laang. Dat dauert 10, 15 Joer, ier do dat erauskënnt, wat ech vläicht gären hätt. Heimadder hunn ech eng méi séier an eng vill méi prezis Ziichtung. Ech kann d'Planze méi resistent maache géint Krankheeten an doduerch, datt ech se méi resistent ka maache géint Krankheeten, spueren ech op där anerer Säit Planzeschutzmëttel an.

Do ass och eng Etüd vun der EFSA, déi gesot huet, et kéinten 80 % Planzeschutz bei de Gromperen agespuert ginn. Also dat wär immens, well Gromperenubau ass e relativ intensiven Ubau. A wann ech keng Planzeschutzmëttel hunn, da sinn ech do richteg geplot. Also wär dat en immense Fortschrëtt, wa mer déi kéinten ëm 80 % reduzéieren.

Wat fir eis awer wichteg war, an dat hu mer och gesot am Conseil, dat ass: Mir wëlle keng Herbizidresistenz ziichten. Dat wëlle mer net! An dat ass och erausgeholl ginn. Dat gëtt et net beim NGT 1.

Mir hunn dann nach kloer gesot: Mir wëlle keng Breveten. An och dat – do si mer eis nach net eens – bleift fir eis e Cut-off-Krittär. Mir wëlle keng Brevete beim NGT 1, well mer fannen, datt déi kleng Ziichter och Material musse kënnen notzen. Mir wëllen net ofhängeg gi vun deene groussen Ziichter. Also wäerte mer eis och do weiderhin un dee Cut-off-Krittär halen. Wéi gesot, d'Saatgut muss och beim NGT 1 etikettéiert ginn. Dat sinn u sech déi ganz grouss Virdeeler an dofir soen ech: Mir mussen oder mir kënnen eis net deenen neie Methoden do verschléissen.

Ech wëll vläicht nach just op de Principe de précaution an op d'Analyse kuerz agoen. Ech kucken d'Auer, ech hunn nach e bëssen. Dem Principe de précaution gëtt u sech doduerch Rechnung gedroen, datt ech déi zwee hunn, den NGT 1 an den NGT 2. Den NGT 2 ass OGM, dat wëlle mer net hei zu Lëtzebuerg, mir hunn en Opt-out. Den NGT 2 wäert och enger kompletter Risikoanalys ënnerleien, sou wéi d'OGMen, also hu mer do d'Risikoanalys. Den NGT 1 wäert enger Notifikatioun ënnerleien, mee kenger kompletter Risikoanalys.

An do kucken ech erëm eng Kéier d'Wëssenschaft. D'Leopoldina seet, et wier e vergläichbare Risiko, wéi wann ech eng normal Ziichtung maachen oder wann ech Planzen an der Natur stoe loossen. D'EFSA seet – do hunn ech hei en Artikel –, dat wiere keng nei Geforen am Verglach zu konventioneller Ziichtung. Et gëtt kee wëssenschaftlech begrënnten Ulass zu Besuergnisser.

Et gëtt nämlech Mutatiounen – a gëschter hunn ech e Geneetikspezialist vereedegt an dunn huet dee mer et nach laang a breet erkläert –, et gëtt Mutatiounen, déi geschéien, wéi gesot, iwwerall. Ouni Mutatioun géif et u sech keng Evolutioun ginn. An d'Konsequenze vun deene geziilte Mutatioune sinn am Prinzipp méi kleng wéi déi vun deene Mutatiounen, déi an der Natur geschéien, well ech kann et hei jo ganz, ganz geziilt maachen. Mir schwätzen hei vu Modifikatiounen, déi am Prinzipp och op eng natierlech Aart a Weis kéinten entstoen, vun enger Generatioun op déi nächst. An der Natur gëtt et bis zu 150 Milliioune Base-pairen, DNA-Bausteng. An do ass iergendwou ganz dacks ee Feeler an engem Genom.

Wann ech d'Grompere kucken, gëtt et ongeféier sechs esou spontan, zoufälleg Ännerungen. Am Weess mat senge risege Genome gëtt et bis zu 200 där Ännerungen, déi an der Natur kënne virkommen, um Feld. Wann ee vun de Risike vun de geziilte Mutatioune schwätzt, däerf een dat wierklech net aus den Ae verléieren. A wann ech den NGT 1 kucken, da kann ech keng 200 esou Mutatioune maachen, mee ech kann der maximal 20 maachen. Also ass et hei begrenzt.

An och den NGT 1 kënnt an eng Prozedur. Den Demandeur muss duerch Studien oder Planzmaterial beweisen, datt d'Planz tatsächlech den NGT 1-Krittären entsprécht. D'Krittäre sinn dozou kloer definéiert an och wëssenschaftlech beluecht. Falls dann en État membre dann och nach Zweifel hätt, da gëtt deen Dossier nach eng Kéier un d'EFSA geschéckt. Dat heescht, och do hu mer awer eng Kontroll. Mir däerfen net soen, datt mer keng Kontroll do hunn.

Also nach eng Kéier: Mir brauchen eng kloer Reglementatioun – déi hu mer am Moment an der EU net –, awer eng kloer Reglementatioun, déi och Fortschrëtt zouléisst. Wa mer net legiferéieren, da riskéiere mer, wierklech vill Produkter aus Drëttstaaten ze kréien, wou mer keng Kontroll hunn. Et ka keen am Labo, an dat ass och nach eng Kéier ënnersicht ginn, eng NGT 1-Planz ënnerscheede vun iergendenger anerer Planz. Mir hunn do keng Kontroll.

An et sinn extreem vill Länner, wou et schonn zougelooss ass. D'Schwäiz: NGT-Planze solle künfteg net méi ënnert d'GVO-Verbot falen – also an der Schwäiz. Mir hunn awer och Japan, dat selwecht, Südkorea, dat selwecht, Nigeria, Kenia, Indien. Awer dann, Brasilien, Argentinien, Chile, Ecuador, Kolumbien, Kanada: NGT-Planze si fräi, ginn also net méi consideréiert als OGMen, wann et den NGT 1 ass. Also, och Kanada, d'USA: NGTe si mat konventionelle gläichgestallt. Russland, Norwegen – dat heescht, et gëtt extreem vill Länner. Dat riskéiert, bei eis op de Marché ze kommen a mir hu kee Moyen, ze kontrolléieren, ob dat modifizéiert ginn ass oder ob dat duerch soss iergendeng Ziichtungsmethod erreecht ginn ass.

An duerfir soen ech nach eng Kéier: NGT 2 ass fir eis OGM. Eis Positioun zu OGM huet sech net geännert, do si mer dergéint. Beim NGT 1, vergläichbar mat deenen aneren Ziichtungsmethoden, solle mer d'Chance notzen, fir och do weiderzekommen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister.

***Motions***

An da komme mer zu deenen zwou Motiounen, déi deposéiert gi sinn.

***Motion 1***

Déi éischt Motioun ass deposéiert gi vun der Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring, wëllt Dir nach d'Wuert dozou huelen? Wa jo, dann hutt Der et elo.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Merci. Jo, ech wëll nach eng Kéier dozou soen, dass mer effektiv der Meenung sinn, dass mer déi verschidden Elementer hei mussen am A behalen an dass mer am Moment an engem Zäitdrock sinn, deen eis emol net erlaabt …, souguer fir den NGT 1, fir deen nach ganz vill Froen op sinn. Ech stelle fest, dass d'Ministesch zwar ganz interessant Saache gesot huet, mee awer d'Froen, déi ech gestallt hunn, eigentlech net beäntwert huet an och déi Risikoiwwerleeungen iwwerhaapt net wierklech adresséiert huet, andeem se einfach gesot huet: „Déi Kategoriséierung, déi ass esou, well dat eent ass en Equivalent an dofir gëtt et och keng Risiken." E ganze Koup wëssenschaftlech Iwwerleeunge soen de Contraire!

Dofir sinn ech der Meenung, dass ee sech déi Zäit misst huelen, fir Kompromësser auszeschaffen op héijem Level. An do gëtt et och schonn Textbausteng, déi géife virschloen, dass ee méi eng einfach an awer eng gewësse Risikobewäertung sollt bei der Kategorie 1 maachen. Dat heescht, dat ass emol ganz wichteg, dass een dee Principe de précaution och sollt op den NGT 1 uwennen, wat am Moment net de Fall ass. Dofir war dat ee Punkt.

Deen zweete Punkt ass, dass eeben déi Risikobewäertung muss ex ante gemaach ginn, iert se erausginn. Dofir ass och de Vergläich mat der normaler Ziichtung net wierklech …, well déi ginn um Feld kontrolléiert. Hei wär et am Labo, wou se sollte kontrolléiert ginn. An dann och, dass d'Konsumente sollen informéiert ginn, dat geet natierlech net: Wann ee sech net d'Moyene gëtt, se ze detektéieren, da kann ee se herno och net kontrolléieren.

Mee déi Moyene kéint ee sech ginn. Dofir ass dat och eppes, wat sollt gemaach ginn, och fir den NGT 1. An och déi Traçabilitéit ass ganz wichteg, well een eebe sollt d'Fräiheet vum Choix loossen, fir kënnen de Konsumenten an de Baueren d'Méiglechkeet ze ginn, fir OGM-fräi ze schaffen. Dofir brauch een dat. An natierlech och d'Breveten, dat gouf elo schonn ugeschwat, dass déi Volontéit do wär.

Dofir sinn ech der Meenung, dass déi heite Motioun e wichtege Schrëtt wier an och e wichtegen Incentive an eng Recommandatioun fir d'Regierung, déi eis jo hei vertrëtt op europäeschem Level. Voilà!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Ech gesinn d'Madamm Delcourt, den Här Boonen, den Här Polidori, d'Madamm Schoos an den Här Emering, ok. D'Madamm Delcourt.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Merci, Här President. Jo, mir stëmmen natierlech dës Motioun vun deene Grénge mat. Och, wéi scho virdrun erwäänt, si fir eis déi Punkten, déi hei opgezielt gi fir den Etiquetage, d'Traçabilitéit, d'Breveten, eppes, wat mer ënnerstëtzen, an dofir bieden ech natierlech och d'Fraktioun, derfir ze stëmmen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Delcourt. Dann ass et um Här Boonen.

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Jo, merci. Am Fong geholl bréngt d'Motioun eis hei zréck an d'Joer 2018, wou mer keen Ënnerscheed gemaach hunn zwëschent dem NGT an den OGMen. Duerno huet jo d'Kommissioun e ganze Koup Etüde respektiv Considératiounen an Optrag ginn, fir ze kucken, ob eng Méiglechkeet do ass, fir d'NGTen anescht ze consideréieren, an

huet jo am Fong geholl du gesot, dass de Principe de précaution mat der neier Kategorie NGT 1 net a Fro gestallt ass.

Ech proposéieren, dass mer eis dorun halen, net fir séier virunzekommen, mee – mir hu jo eng Etapp hannert eis, wou mer déi zanter dräi, véier Joer maachen – fir do dee Wee elo ze goen, fir dat esou ze maachen, wéi et proposéiert ass. An dofir hu mer jo an eiser Motioun nach eng Propositioun, fir ze soen, et muss een awer iwwerwaachen, wat dobausse geschitt, mee et léisst een d'Planzen awer iwwert den normalen ziichteresche Wee op de Marché goen.

Da proposéieren ech, dass eis Fraktioun déi Motioun ofleent.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Boonen. Dann ass d'Wuert fir den Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Ech mengen, et si ganz vill Saachen an de Riede gesot ginn. Och mir hu Saachen, ganz vill wichteg Punkten, an eiser Ried gesot. Ech mengen, déi Punkten, déi d'Madamm Welfring elo explizitt erkläert huet, begréisse mir hei an dëser Motioun a mir wäerten déi dann och matstëmmen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. D'Madamm Schoos.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Villmools merci. Et si ganz gutt Punkten dran an där Motioun. Mee ech proposéieren och menger Fraktioun, dass mer dergéint stëmmen, aus deenen nämmlechte Grënn, déi elo schonn deelweis genannt gi sinn: de Principe de précaution, grad wat bei den NGT 1en ass. Ech mengen, dee ganze Sujet ass jo net eréischt säit gëschter um Dësch, och net bei der EFSA. Dat Ganzt ass schonn 2001 lancéiert ginn, dunn nach am Kader eebe vun OGMen.

Déi Kategorisatioun, justement NGT 1, NGT 2, ass jo elo gemaach ginn an evaluéiert ginn, fir dass mer do net nach eng Kéier ganz Risikoanalyse musse maachen. An theoreetesch, wa mer elo éierlech sinn, da misste mer jo vun allem, wat iergendwéi modifizéiert ass, ëmmer eng Risikoanalys maachen, och wou eng normal Modifikatioun an der Natur stattfënnt oder och, wat mer scho gesot hunn, wat et scho laang gëtt, duerch Stralung oder soss eppes, och do misste mer eng Analys maachen.

Dat nämmlecht, wou ech, wa mer éierlech sinn, eeben och an deem Kader, muss soen: Dee Punkt mat „contamination des filières agricoles ‚sans OGM'", ass dat dann, wa mer elo Stralung oder Chemikalie benotzen, och nach „sans OGM"? Oder musse mer dann do och déi mat eranhuelen?

Dowéinst géif ech menger Fraktioun proposéieren, dass mer do dergéint stëmmen. Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Schoos. Dann huet den Här Emering d'Wuert.

**M. Luc Emering** (DP) | Jo, ech mengen, fir eis ass et och kloer, den Här Boonen huet dat jo laang a breet erkläert. Den Haaptpunkt ass effektiv – wat géint déi Motioun schwätzt – d'OGM-Certificatioun, well mer eeben domat erëm déi ganz Kategorisiérung vun NGT 1, NGT 2 a Fro stellen. An ech mengen, dat kënnt jo … Et ass jo och vun der Ministesch erkläert ginn, firwat dat wichteg ass, soudass ech eiser Fraktioun géif proposéieren, dat dann och ofzeleenen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Emering. Et ass keng aner Wuertmeldung am Sall.

Da komme mer zum Vott vun dëser Motioun.

***Vote sur la motion 1***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. A Fin du vote.

D'Resultat vum Vott ass: 19 Jo-Stëmmen a 40 Nee-Stëmmen. Domat ass dës Motioun mat 40 Nee-Stëmme géint 19 Jo-Stëmmen ofgeleent.

*Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 20 voix pour et 40 voix contre.*

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par Mme Paulette Lenert), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher (par M. Max Hengel), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

***Motion 2***

An da komme mer zur Motioun Nummer 2 vum Här Jeff Boonen. Här Boonen, wëllt Dir nach e Wuert dozou soen?

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Jo, ech mengen, also, et ass vu jidderengem gesot ginn, dass déi Patentéierung eis alleguerten immens wichteg ass. Dofir soe mer dat nach eng Kéier hei, fir ze ënnerstëtzen, dass dat wierklech och en Opt-out-Krittär am Fong geholl ass, wa mer déi Patentéierung net hikréien.

Voilà, dat ass nach eng Kéier d'Haaptargument. An dann och fir ze soen, fir et awer net ganz lafen ze loossen, mee och d'Kommissioun opzefuerderen, awer och d'Impakter op d'Natur am An ze behalen. Well et kann een och nach a fënnef Joer, wann ee gesäit, dass e Problem ass, soen: „Ok, mir mussen hei eppes änneren." Voilà.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Boonen. Hunn ech nach Wuertmeldungen? Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Also, déi dote Motioun, déi beinhalt nach eng Kéier d'Basis vun deem, wat ech virdru wollt kloermachen, wisou et do nach Risike gëtt. An dofir kënne mir déi heite Motioun net matstëmmen, och well et ganz onméiglech ass, de méiglechen Impakt op d'Natur ze suivéieren, wann ee sech emol net d'Moyene gëtt, dann och déi geneetesch Modifizéiert nach iergendwéi ze markéieren. Dat heescht, et ass zwar e Wonsch, mee do leeft een natierlech ëmmer der Realitéit hannendrun. An et ass, menger Ansicht no, kee verantwortungsvollen Ëmgang mat deenen heite Risiken. Dofir wäerte mir déi heite Motioun net kënne matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. Sinn nach aner Wuertmeldungen? Madamm Delcourt.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Jo, mir hunn och e bëssen e Problem mat deem éischte Saz, well, esou wéi et virgesinn ass: „d'Propose vun der Klassifizéierung ze ënnerstëtzen an esou Lëtzebuerg een Opt-out am NGT 2 ze erlaben", dat ass esou guer net virgesinn an et ass och net erlaabt. Dowéinst, jo, fir eis mécht dat elo net wierklech vill Sënn, dee Saz oder déi Formuléierung. Dowéinst kënne mir hei och net matstëmmen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Delcourt. Den Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, ganz kuerz. Mir wäerten déi Motioun och net matdroen. Mir fannen d'Positioun, ze soen: „Et muss ee mol kucken a fënnef Joer, ob et Problemer gëtt", e bësse farlässeg par rapport zu dëser Diskussioun, déi mer elo haten. Also wäerte mer se net matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Soss gesinn ech elo keng Wuertmeldung méi am Sall.

Da komme mer zum Ofstëmmen iwwert d'Motioun Nummer 2.

***Vote sur la motion 2***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

An d'Resultat vum Vott ass: 39 Jo-Stëmmen an 21 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 39 Jo-Stëmme géint 21 Nee-Stëmmen ugeholl.

*Résultat définitif après redressement : la motion 2 est adoptée par 40 voix pour et 20 voix contre.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher (par M. Max Hengel), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Dan Biancalana), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Paulette Lenert), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

## 6. Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement

Dir Dammen an Dir Häre, da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, d'Designatioun vun engem President a vu véier Membere vum Centre pour l'égalité de traitement. Ech ginn Iech elo eng länger Explikatioun iwwert d'Prozedur vun dësem Vott, well dat ass alles net esou einfach. Ech géif just ëm Opmierksamkeet bieden, fir datt mer och

duerno alleguer richteg kënne stëmmen a mer virukommen an dësem Vott.

No den Dispositioune vun den Artikelen 138 an 139 vum Chambersreglement huet d'Presidentekonferenz eng Kandidatelëscht arrêtéiert, déi un d'Deputéiert verschéckt ginn ass an nach eng Kéier haut verdeelt ginn ass. D'Chambersreglement gesäit a sengem Artikel 140 vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däerf also net par procuration ofgestëmmt ginn. Nëmmen d'Votten iwwert déi offiziell deposéiert Kandidature si valabel.

D'Wal vum Kandidat erfollegt duerch eng absolutt Majoritéit vun de Stëmmen, woubäi déi blank an ongülteg Walziedelen net a Betracht gezu ginn, fir d'Majoritéit auszerechnen.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolutt Majoritéit krut, kënnt et zu engem Ballottage, an deem déi zwee Kandidate vertruede sinn, déi am éischten Tour déi meeschte Stëmme kritt hunn.

Bei Stëmmegläichheet am éischten Tour kënnt et zu engem Spezialtour, fir d'Kandidate fir de Ballottage ze designéieren. An dësem Spezialtour geet dann eng relativ Majoritéit duer.

Beim Ballottage gëtt et dräi Méiglechkeeten:

Entweeder e Kandidat kritt déi absolutt Majoritéit vun de Stëmmen an dann ass e gewielt.

Oder et ass Stëmmegläichheet an da kënnt et zu engem zousätzlechen Tour. Wa bei dësem Tour déi zwee Kandidaten nach ëmmer déi gläich Stëmmenzuel hunn, da muss d'Lous entscheeden.

Oder et kritt beim Ballottage kee vun de Kandidaten déi absolutt Majoritéit vun de Stëmmen an et ass keng Stëmmegläichheet, an an deem Fall muss en neien Appel à candidatures gemaach ginn.

Laut dem Artikel 142 vum Chambersreglement gëtt iwwer jiddwer Posten eenzel ofgestëmmt.

Ech weess, datt dat elo vill war, mee elo probéiere mer, derduerch ze kommen an enger geuerdenter Form.

Mir kommen dann elo fir d'éischt zur Designatioun vum President. Dir hutt eng Lëscht mat de Kandidature verdeelt kritt. Et si véier Kandidature fir de Poste vum President agereecht ginn, déi vum Här Joël Delvaux, déi vum Här Rigobert Rink, vum Här Jean-Marc Scheer an déi vun der Madamm Susanna Van Tonder.

Deelt wannechgelift elo d'Stëmmziedelen aus fir d'Designatioun vum President! Ech wëll d'Chamber drop opmierksam maachen, datt héchstens eng Kandidatur däerf ugekräizt ginn, soss ass de Stëmmziedel ongülteg. Et ass zwar kloer, mee ech hunn et léiwer gesot.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Wat ass, wa mer iwwert d'Këscht sinn?

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Nee, mer bleiwen an der Këscht!

**M. Claude Wiseler,** Président | Et sinn och Froen, déi een net brauch ze beäntwerten, Här Clement.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Wéi fale mer et dann? Ass dat egal?

***Vote pour le poste de président du Centre pour l'égalité de traitement***

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Walziedele sinn all ausgedeelt. Huet och jiddwereen ee kritt?

*(Assentiment)*

Da maachen ech den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

*(Appel nominal)*

Huet elo jiddweree säi Walziedel ofginn? Da géife mer d'Sëtzung ënnerbriechen, fir d'Auszielung ze maachen.

*(La séance publique est suspendue à 18.47 heures.)*

* * *

*(La séance publique est reprise à 18.52 heures.)*

D'Sëtzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 53, ongülteg Stëmmziedelen: keen, blank Stëmmziedelen: keen, gülteg Stëmmziedelen: 53, mat enger absolutter Majoritéit vun 28.

Ech kommen elo zur Verdeelung vun de Stëmmen: den Här Joël Delvaux: 3 Stëmmen, den Här Jean-Marc Scheer: 3 Stëmmen, an d'Madamm Susanna Van Tonder: 47 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger absolutter Majoritéit vu 47 Stëmmen decidéiert, datt d'Madamm Susanna Van Tonder als President vum Centre pour l'égalité de traitement designéiert ginn ass. Domat wär deen Deel da gemaach.

Da komme mer zur Designatioun vun de véier Memberen, wou mer een nom anere mussen huelen. Et ass eng laangwiereg Prozedur, ech weess dat, mee mir kommen awer net derlaanscht.

Mir hunn 11 Kandidate fir 4 Poste vum Member vum Centre pour l'égalité de traitement erakritt. Do war d'Madamm Susanna Van Tonder och derbäi. Dat heescht, vu datt mer déi elo designéiert hunn als Presidentin, fält déi natierlech aus dëser Lëscht eraus. Si kann net och nach Member ginn, wa se scho Presidentin ass. Mir hunn also d'Kandidature vun der Madamm Catia Fernandes Neves, der Madamm Sylvie Kerger, dem Här Max Lamesch, der Madamm Delfina Mendes, der Madamm Cidalia Monteiro, der Madamm Marie-Marthe Muller, dem Här Marc Rollinger, dem Här Rigobert Rink, dem Här Jean-Marc Scheer an der Madamm Madeleine Yougye.

Da géif ech Iech bieden, d'Stëmmziedele fir d'Designatioun vum éischte Member auszedeelen, falls se scho fotokopéiert sinn. Dat ass an der Rei. Villmools merci.

***Vote pour le poste de premier membre du Centre pour l'égalité de traitement***

Dir hutt jo alleguer just, wéi mer virdru gesot haten, eng Kandidatur ugekräizt? Soss ass den Ziedel nämlech ongülteg.

Ech maachen elo den Appell, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

*(Appel nominal)*

Dann huet jiddweree säi Stëmmziedel ofginn an dann ënnerbrieche mer erëm kuerz d'Sëtzung.

*(La séance publique est suspendue à 18.59 heures.)*

* * *

*(La séance publique est reprise à 19.03 heures.)*

D'Sëtzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 53, ongülteg Stëmmziedelen: keng, blank Stëmmziedelen: keng, gülteg Stëmmziedelen: 53, also absolutt Majoritéit: 28.

D'Verdeelung vun de Stëmmen ass déi follgend: d'Madamm Catia Fernandes Neves: 48 Stëmmen, d'Madamm Sylvie Kerger: 1 Stëmm, an den Här Marc Rollinger: 4 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger absolutter Majoritéit vun 48 Stëmmen decidéiert, datt d'Madamm Catia Fernandes Neves als Member vum Centre pour l'égalité de traitement designéiert ass.

An da komme mer elo zur Designatioun vun dem zweete Member. Ech wëll hei erëm d'Chamber drop opmierksam maachen, datt just een däerf ugekräizt ginn. Ech maachen dat elo net nach eng Kéier, mee Dir wësst et jo.

Ech maachen den Appel nominal fir ... Also fir d'éischt emol: Deelt d'Stëmmziedelen aus! An da maache mer den Appel nominal, fir se anzesammelen. Fir d'éischt musse se emol ausgedeelt ginn.

***Vote pour le poste de deuxième membre du Centre pour l'égalité de traitement***

D'Ziedele sinn all ausgedeelt.

Da komme mer elo zum Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

*(Appel nominal)*

An dann ass d'Sëtzung erëm ënnerbrach.

*(La séance publique est suspendue à 19.08 heures.)*

* * *

*(La séance publique est reprise à 19.12 heures.)*

D'Sëtzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 53, ongülteg: keen, blank: keen, gülteg Stëmmziedelen: 53, absolutt Majoritéit: 28.

D'Verdeelung vun de Stëmmen ass déi follgend: d'Madamm Sylvie Kerger huet 46 Stëmmen, d'Madamm Marie-Marthe Muller huet 3 Stëmmen an den Här Marc Rollinger huet 4 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger absolutter Majoritéit vu 46 Stëmmen decidéiert, datt d'Madamm Sylvie Kerger als Member vum Centre pour l'égalité de traitement designéiert ass.

An da komme mer zu der Designatioun vum drëtte Member.

Ech bieden Iech, d'Stëmmziedelen auszedeelen, wannechgelift. Merci.

***Vote pour le poste de troisième membre du Centre pour l'égalité de traitement***

Wann d'Stëmmziedelen all ausgedeelt sinn, da komme mer zum Ophiewe vun de Stëmmziedelen an zum Appel nominal.

*(Appel nominal)*

D'Sëtzung ass erëm ënnerbrach.

*(La séance publique est suspendue à 19.17 heures.)*

* * *

*(La séance publique est reprise à 19.20 heures.)*

D'Sëtzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 53, keen ongültegen, kee blanke Stëmmziedel, gülteg d'Stëmmziedelen: 53, absolutt Majoritéit: 28.

D'Verdeelung vun de Stëmmen ass déi follgend: den Här Max Lamesch: 2 Stëmmen, d'Madamm Marie-Marthe Muller: 3 Stëmmen, an den Här Marc Rollinger: 48 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger absolutter Majoritéit vun 48 Stëmmen decidéiert, datt den Här Marc Rollinger als Member vum Centre pour l'égalité de traitement designéiert ass.

An da komme mer elo zur Designatioun vum véierten a leschte Member vun deem Kommitee hei. Ech soen

Iech Merci fir Är Gedold. A fënnef Minutten hu mer et gepackt.

Ech géif Iech also bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen. Merci.

***Vote pour le poste de quatrième membre du Centre pour l'égalité de traitement***

Esou, wann d'Stëmmziedelen all ausgedeelt sinn, dann nach e bësse Konzentratioun an da si mer geschwënn derduerch.

Ech fänken u mat dem Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

*(Appel nominal)*

Voilà, d'Sëtzung ass erëm ënnerbrach.

*(La séance publique est suspendue à 19.25 heures.)*

* * *

*(La séance publique est reprise à 19.28 heures.)*

An d'Sëtzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele sinn dës Kéier follgendermoossen opgedeelt gewiescht:

Total vun de Stëmmziedelen: 52, keen ongülteg, kee blank, gülteg d'Stëmmziedelen: 52, absolutt Majoritéit also: 27.

Den Här Max Lamesch krut 1 Stëmm, den Här Rigobert Rink krut 1 Stëmm an den Här Jean-Marc Scheer krut 50 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger absolutter Majoritéit vu 50 Stëmmen decidéiert, datt den Här Jean-Marc Scheer als Member vum Centre pour l'égalité de traitement designéiert ass.

Domat si mer dann um Enn vun dëser Sëtzung ukomm. Ech soen Iech Merci fir Är Gedold. Déi nächst Sitzunge si fir de 27., 28. an 29. Februar 2024 virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 19.28 heures.)*

# Questions au Gouvernement

## Sommaire


| Objet | N° | Auteur | Page |
|---|---|---|---|
| Accès international aux données du Statec | 0006 | Sven Clement | 67 |
| Recettes fiscales sur les jeux d'argent | 0035 | Marc Goergen | 68 |
| Bruits émis par des véhicules | 0039 | Marc Goergen | 69 |
| Alternatives proposées aux personnes hébergées au Foyer Don Bosco | 0048 | Sven Clement, Ben Polidori | 69 |
| Fermeture du Foyer Don Bosco | 0058 | David Wagner | 70 |
| Gouvernance du « Luxembourg Science Center » | 0062 | Sven Clement | 70 |
| Centre d'intervention commun pour la police et le CGDIS entre Bascharage et Pétange | 0074 | Marc Goergen | 70 |
| Activité accessoire des fonctionnaires | 0082 | Georges Engel | 70 |
| Bâtiments publics équipés de panneaux photovoltaïques | 0087 | Marc Goergen, Ben Polidori | 71 |
| État de certaines structures d'accueil pour demandeurs d'asyl | 0088 | Ben Polidori | 73 |
| Recouvrement des dettes fiscales par les offices sociaux | 0089 | Marc Goergen | 73 |
| Nouvelles techniques génomiques | 0091 | Joëlle Welfring | 74 |
| Construction d'hôtel à Rodange | 0092 | Marc Goergen | 74 |
| Cadre réglementaire européen sur l'intelligence artificielle | 0093 | François Bausch | 74 |
| Pénurie du médicament Ozempic | 0094 | François Bausch | 75 |
| Contrôles policiers au piquet de grève d'Ampacet | 0095 | Marc Baum | 75 |
| Déclaration de succession auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA | 0096 | Carole Hartmann | 76 |
| Logements abordables | 0098 | Marc Goergen | 76 |
| Augmentation inquiétante des attaques d'hameçonnage | 0099 | Yves Cruchten | 76 |
| Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ | 0100 | Sven Clement, Ben Polidori | 77 |
| Structure d'hébergement pour demandeurs de protection internationale à Esch-sur-Alzette/ Neudorf | 0101 | Marc Baum | 78 |
| Approbation ministérielle de l'interdiction de la mendicité par le règlement général de police de la Ville de Luxembourg | 0102 | Meris Sehovic | 78 |
| Mineurs détenus au Centre pénitentiaire de Schrassig | 0103 | Marc Goergen | 79 |
| Sans-abrisme | 0104 | Marc Goergen | 79 |
| Nouvelles techniques génomiques | 0105 | Mars Di Bartolomeo | 80 |
| Soutien des personnes pour l'utilisation des nouvelles technologies | 0106 | Marc Goergen | 81 |
| Charge de travail élevée auprès de POST Luxembourg | 0107 | François Bausch | 82 |
| Projets dans le domaine du sport à Esch-sur-Alzette | 0108 | Georges Engel, Liz Braz | 83 |
| Installations photovoltaïques au-dessus des autoroutes | 0109 | Marc Goergen | 83 |
| Paiement des entraîneurs dans les centres de formation du Sportlycée | 0110 | Jeff Engelen | 83 |
| Épandage d'engrais organiques | 0111 | Jeff Boonen, Christophe Hansen, Félix Eischen | 84 |
| Mesures de compensation au lieu-dit « Wolficht » | 0112 | Marc Goergen, Ben Polidori | 84 |
| Révision majeure des règles de l'Union européenne relatives au permis de conduire | 0113 | Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo | 85 |
| Mineurs détenus au Centre pénitentiaire de Schrassig | 0114 | Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana | 86 |
| Projets d'infrastructure et immobilier de l'État | 0115 | Marc Goergen | 86 |
| Conventionnement des promoteurs sociaux avec l'État | 0116 | David Wagner | 86 |
| Programme politique en matière d'énergie nucléaire | 0117 | Joëlle Welfring, François Bausch | 87 |
| Établissement d'un casino au quartier de Luxembourg-gare | 0118 | Corinne Cahen | 87 |
| Implantation physique de l'Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux (AMLA) | 0119 | Dan Biancalana | 88 |
| Chantier permanent sur l'A1 | 0120 | Jeff Engelen | 88 |
| Panneaux d'entrée des localités | 0121 | Jeff Engelen | 88 |
| Évaluation de la pandémie Covid-19 | 0122 | Sven Clement | 89 |
| Musée ferroviaire à Pétange | 0123 | Marc Goergen | 89 |
| Directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises pour protéger les droits humains et l'environnement | 0124 | Mars Di Bartolomeo, Claude Haagen | 90 |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Château Bellevue situé au Limpertsberg | 0125 | André Bauler | 90 | Logements vacants du Fonds du logement | 0134 | Marc Goergen | 95 |
| Inclusion numérique | 0126 | André Bauler | 90 | Profession de l'assistant social | 0135 | Joëlle Welfring | 96 |
| Aides financières pour la promotion de la mobilité électrique et de la mobilité active, en particulier le régime d'aide « Clever fueren » | 0127 | Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo | 92 | Administrateurs indépendants d'une société de droit luxembourgeois | 0136 | Laurent Mosar, Diane Adehm | 97 |
| Norme Euro 7 | 0128 | Jeff Engelen | 92 | Demandes de classement d'un bien immeuble comme patrimoine culturel national | 0137 | Ben Polidori | 97 |
| Forfait éducation | 0130 | Marc Spautz | 93 | Parking de bus près du Lycée Mathias Adam à Pétange | 0138 | Marc Goergen | 98 |
| Risques liés au snus | 0131 | Nancy Arendt épouse Kemp | 94 | Émoluments des administrateurs représentant l'État dans une société anonyme | 0139 | Ben Polidori | 98 |
| Wanteraktioun | 0132 | Joëlle Welfring, Meris Sehovic | 94 | SuperDrecksKëscht | 0140 | Marc Goergen | 98 |
| Procédure du changement de résidence | 0133 | Sven Clement | 95 | Cell Broadcast | 0146 | Marc Goergen | 99 |


**Accès international aux données du Statec** | Question **0006** (30/10/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mam Gesetz vum 10. Juli 2011 iwwert d'Organisatioun vum Institut national de la statistique et des études économiques (Statec) gouf festgehalen, wéi de Statec mat vertraulechen Daten ëmgoe soll. Daten, déi direkt oder indirekt op eng Personne physique oder morale verweisen, dierfen net diffuséiert ginn. An engem klenge Land wéi Lëtzebuerg kann et ëmmer nees virkommen, dass beim Erhiewe vun Date gewësse Fäll esou seele virkommen oder esou speziell sinn, dass ee vun den Zuelen op Persounen, Gruppen oder Entreprisë schléisse kéint. Ass dat de Fall, ass de Statec verflicht, dës Date virun der Diffusioun esou unzepassen, dass keng Ofleedung méi méiglech ass. Konkreet heescht et am Gesetz:

Le Statec garantit la non-divulgation de données à caractère confidentiel lors de la diffusion de résultats statistiques, à l'exception de la statistique du commerce extérieur. Pour cette dernière, les données détaillées qui permettent l'identification indirecte d'un exportateur ou d'un importateur résidant ne sont rendues confidentielles qu'à la demande de l'opérateur économique concerné, adressée au Statec.

Les données utilisées pour la production de statistiques sont considérées comme confidentielles lorsqu'elles permettent l'identification, directe ou indirecte, d'une personne physique ou morale ou comportent un risque de divulgation d'informations individuelles. Pour déterminer si une personne physique ou morale est identifiable, il est tenu compte de tous les moyens dont on pourrait raisonnablement admettre qu'ils puissent être utilisés par un tiers pour identifier ladite personne.

Am digitalen Zäitalter, wou Datesätz a kierzter Zäit vu Computerprogrammer analyséiert kënne ginn, ass d'Garantie vun der Confidentialitéit net ëmmer einfach. Et muss net nëmme kontrolléiert ginn, ob d'Zuelen direkt op d'Identitéit vun enger Persoun, Grupp oder Firma verweisen, mee et muss och garantéiert ginn, dass een net iwwert eng Rechnung Zuelen erhale kéint, déi d'Identitéit oppeleeën. Dat ka mat engem héijen Aarbechtsopwand verbonne sinn.

Fir ze vermeiden, dass dës Aarbecht néideg gëtt bei all Demande, fir mat den Daten ze schaffen, gesäit d'Gesetz vir, dass confidentiel Daten och um Site vum Statec fir wëssenschaftlech Zwecker dierfe gekuckt a gebraucht ginn. Dat huet fir d'Wëssenschaftler:innen och de Virdeel, dass si mat den Originaldate schaffe kënnen, an net mat Datesätz, déi no de primären a secondairë Reegele vun der Confidentialitéit ugepasst goufen, an dofir eventuell net méi esou vill Informatiounen enthalen. Am Gesetz steet dozou:

Le Statec peut accorder, à des fins scientifiques, l'accès, dans ses locaux, à des données confidentielles. La recevabilité de la demande et l'autorisation d'accès à des fins scientifiques aux données confidentielles sont subordonnées à l'examen du bien-fondé et de l'intérêt scientifique des projets de recherche pour lesquels l'autorisation est sollicitée, ainsi qu'à l'examen de la qualification scientifique du ou des demandeurs.

Etuden a Resultater, déi iwwert dëse Wee entstinn, mussen dem Gesetz no virun hirer Publikatioun dann och nach emol vum Statec kontrolléiert ginn:

Les études et résultats des recherches susceptibles d'être publiés ou diffusés sont vérifiés par le Statec pour éviter la divulgation de données confidentielles.

Allerdéngs schaffen net just Wëssenschaftler:innen hei zu Lëtzebuerg mat de Statistike vum Statec. Och vun internationaler Säit gëtt Lëtzebuerg oft gebieden, Zuelen ze liwweren – z. B. fir Analysen um Niveau vun der EU oder OECD.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Gëtt de Statec bei Ufroen aus dem Ausland just Statistike weider, déi no de Reegele vun der primärer a secondairer Confidentialitéit ugepasst goufen?

2. Wéi oft huet de Statec an de leschte 5 Joer Datesätz/Statistiken an d'Ausland weiderginn (z. B. un d'OECD oder fir en EU-Projet, mee och un individuell Wëssenschaftler:innnen)?
Wéi vill Datesätz/Statistike sinn un individuell Wëssenschaftler:innnen erausgaangen a wéi vill jeeweils un d'EU, d'OECD oder eng aner Entitéit?

3. Wat geschitt, wann Datesätz/Statistiken, déi vum Ausland ugefrot ginn, aus Grënn vun der Vertraulechkeet missten esou ugepasst ginn, dass se manner Informatiounen enthalen an oder hir Upassung mat engem onproportional héijen Aarbechtsopwand verbonne wier?
Goufen dës Daten dann net weiderginn, esou dass se just sur place beim Statec consultéiert gi sinn?
Oder goufen d'Informatiounen dann trotzdeem weiderginn, obwuel keng oder keng vollstänneg Upassung no de Reegele vun der primärer a secondairer Confidentialitéit gemaach gouf?

4. Wéi oft huet de Statec an de leschte 5 Joer Datesätz/Statistike fir eng Consultatioun sur place fräiginn?
Wéi vill Datesätz/Statistike si vun individuelle Wëssenschaftler:innne consultéiert ginn a wéi vill jeeweils vun engem Representant vun der EU, der OECD oder enger anerer Entitéit?

5. Wat geschitt, wann z. B. Eurostat oder d'OECD eng Etude an Optrag ginn, déi no Date freet, bei deenen de Statec der Meenung ass, dass d'Confidentialitéit op primärem an/oder secondairem Niveau nëmme schwéier wäert garantéiert kënne ginn. Gëtt un dësen Etuden dann net deelgeholl, gi bestëmmten Daten dann net erhuewen, ginn d'Daten erhuewen, mee dann awer geschwäerzt (oder anescht ugepasst) oder ginn d'Daten einfach esou iwwermëttelt?
Gouf et esou Fäll an de leschte 5 Joer?
Falls jo: Wéi gouf entscheet?

6. Ass de Statec an de leschte 5 Joer Ufroen aus dem Ausland fir Donnéeën nokomm, déi net an Zesummenhang mat enger europäesch koordinéierter Etude stoungen?

**Réponse** (24/11/2023) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Jo, de Statec bestätegt, dass Ufroen aus dem Ausland analyséiert ginn, an déi gefrote Statistiken an Donnéeë just geliwwert ginn, wa ka garantéiert ginn, dass d'Donnéeën, déi erausginn, konform sinn, engersäits zum Gesetz vum 10. Juli 2011, an deem d'Organisatioun vum nationale Statistikinstitut Statec an seng Missioune festgehale sinn, an anerersäits zu der EU-Dateschutz-Grondveruerdnung (RGPD – Règlement (UE) 2016/679). Déi primär a secondaire Confidentialitéit, sou wéi se vun Eurostat definéiert ass[1], ergëtt sech mam Respekt vun de Gesetzer a Reglementer, deenen de Statec ënnerluecht ass.

ad 2. De Statec gëtt Datesätz a Statistiken un Eurostat (statistescht Amt vun der EU) weider, esou wéi et vun de verschiddenen europäesche Reglementer virgesinn ass. D'Periodizitéit ass jee no Enquête ënnerschiddlech an déi ganz Lëscht ass um Internetsite vun Eurostat disponibel[2].

Den Artikel 6 vum EU-Reglement N° 557/2013 gesäit vir, dass Fuerscher op agreéiert Donnéeën zougräife kënnen. De Statec stëmmt deenen Demandë fir geweinlech zou. An deem Kontext gi keng vertraulech Daten no baussen eraus oder publizéiert.

D'OECD freet de Statec net no Donnéeën, déi scho bei Eurostat disponibel sinn. De Statec schafft mat der OECD zesummen, mee féiert keng intern Statistik iwwert d'Unzuel un Datesätz a Statistiken, déi un d'OCDE geschéckt ginn. Doriwwer eraus huet de Statec a verschiddene spezifesche Fäll en „Data Handling Agreement" mat der OECD ofgeschloss.

Wat individuell Wëssenschaftler aus dem Ausland ugeet, déi sech direkt un de Statec gewant hunn, sinn et beim Statec tëscht 2020 an 2023 insgesamt

[1] https://ec.europa.eu/eurostat/documents/54610/7779382/Statistical-Disclosure-Control-in-businessstatistics.pdf
[2] https://ec.europa.eu/eurostat/web/european-statistical-system/programmes-andactivities/legislation-in-force

7 Demandë ginn, wou Donnéeë geliwwert gi sinn. Déi meescht Demandë lafen allerdéngs iwwert den europäesche Mechanismus, de Statec huet do keng Informatioun zu der Unzuel vun Demanden. De Statec ass generell favorabel zu esou Ufroen, an Eurostat ass de Garant vum korrekten Notzen an Auswäerte vun deenen Donnéeën, am Respekt vun de Confidentialitéitskennzeechen, déi de Statec un déi respektiv Date gebonnen huet.

ad 3. Bei Ufroen aus dem Ausland gëtt den Aarbechtsopwand ofgewien, a wann de Statec net direkt am Respekt vun der Vertraulechkeet vun den Date ka favorabel äntweren, ginn Upassungsvirschléi gemaach, wéi zum Beispill:

– en Echantillon mat nëmmen net vertraulechen agreéierten Date liwweren;
– de Statec iwwerdréit dem Wëssenschaftler eidel Fichieren, déi d'Struktur vun den originellen Daten erëmginn, wouropshin de Wëssenschaftler säin Traitement ka programméieren, dat de Statec dann op de richtegen Date lafe léisst an déi agreéiert Donnéeën un de Wëssenschaftler weidergëtt. De Statec respektéiert dobäi och de Prinzipp vun der Dateminiméierung, wéi et am RGPD virgesinn ass.
– d'Consultatioun vun Daten op engem vun all Reseau isoléierte Computer an de Büroe vum Statec, wou dono ausschliisslech agreéiert Resultater kënne mat erausgeholl ginn.

Wann dem Statec seng Propositioun net zefriddestellend op d'Demande äntwert, gëtt d'Ufro net weiderverfollegt.

ad 4. De Statec huet an de 5 leschte Joer 5 Consultatiounen op engem vum Reseau isoléierte Computer erfaasst, dorënner 4 vu Lëtzebuerger Institutiounen/Organismen an eng vun der OECD.

ad 5. Déi europäesch Reglementer gesi vir, dass de Statec d'Transmissioun vun Daten un Eurostat maache muss. De Statec kann Daten esou markéieren, dass dës zwar vun Eurostat ausgewäert kënne ginn, mee net publizéiert dierfe ginn.

All d'Tabelle gi primär un Eurostat geschéckt, doriwwer eraus gëtt et Ofkommes tëschent Eurostat an aneren internationalen Institutiounen (OECD, FMI, EZB ...) fir d'Iwwerdroe vun Donnéeën.

ad 6. De Statec ass esou Ufroen aus dem Ausland an de leschte 5 Joer nokomm, fir dës gëllen déi selwecht Reegelen, wéi an der Äntwert op d'Fro 3 erklärt.

Et sief bemierkt, dass am Kader vum europäesche statistesche System déi meescht Kollekte vun Daten op europäeschem Niveau koordinéiert sinn, haaptsächlech duerch Reglementer, an dass d'Kadergesetz vum Statec virgesäit, dass d'Statistiken, déi gefouert ginn, en „Intérêt général" mussen hunn.

**Recettes fiscales sur les jeux d'argent** | Question **0035** (23/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Online Glécksspiller a Wette sinn e legitimmen a milliardeschwéiere Maart, vun deem Lëtzebuerg kéint zousätzlech Steierrecettë generéieren. Verschidde Länner, wéi Malta, hunn eng attraktiv Gesetzgeebung, fir d'Glécksspillindustrie op hiren Territoire unzezéien. Och an der Belsch zum Beispill ass d'Glécksspill iwwert präzis Gesetzer streng encadréiert.

Lëtzebuerg fiert aktuell een anere Wee a garantéiert der Lotterie nationale ee Monopol fir all Zort vu Glécksspiller a Wetten hei am Land. Dëse Monopol funktionéiert net: Firme kommen iwwert d'Europäesch Unioun trotzdeem hei eran. Queesch duerch d'Land gesäit een a Caféen illegal Spillmaschinne stoen, wou vill Suen iwwert auslännesch Serveren (Malta, Brasilien etc.) verspillt ginn. An der Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 2927 hat de Justizministère d'Präsenz vun 2.000 illegalen Internetborne bestätegt. Et goufen an der Vergaangenheet keng nennenswäert Efforten ënnerholl, fir dës illegal Aktivitéiten ze stoppen oder dës Bornen iergendwéi juristesch ze encadréieren. Dëst soll elo geännert ginn, no engem entspriechende Passage am Koalitiounsaccord vun der neier Regierung.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a Justiz dës Froe stellen:

1. D'Glécksspillgesetz vun 1977 gesäit am Artikel 4 Punkt 3 fir Sportswetten eng Taxe vu maximal 25.000 Frang (600 €) souwéi ee Maximum vu 15 % Bäiträg op „les sommes engagées ainsi que ceux sur les prix à distribuer" vir. Dat entspriechend groussherzoglecht Reglement vum 7. September 1987 bezitt sech awer hei – iertemlecherweis (?) – nëmmen op d'Sommes entrantes. D'Dispositioun ëm dëse Gesetzesartikel a säin zougehéieregen RGD-Artikel suergen deemno fir Verwirrung, well net gewosst ass, ob sech dëse Prelevement op 15 % vun de Wettasätz plus 15 % vum Spillgewënn bezitt oder reng op d'Differenz tëscht Wettasaz an dem Spillgewënn.
– Bezitt de Steiersaz aus dem Artikel 4 Punkt 3 vum Glécksspillgesetz sech op déi 15 % vun de Wettasätz plus 15 % vum Spillgewënn oder op d'Differenz tëscht dem Wettasaz an dem Spillgewënn (also dem Benefice)?
– Kann d'Regierung erklären, firwat den „taux de prélèvement" vu 15 % nach ëmmer deen héchsten an der ganzer EU ass?
– Wäert déi nei Regierung den Taux de prélèvement op de Gewënn (Benefice) fixéieren?
– Wäert d'Regierung den aktuellen Taux vu 15 % reduzéieren?

2. D'Gesetz vum 17. August 1963 iwwert de Steieraccord tëscht Lëtzebuerg an der Belsch vum 30. August 1962 ayant pour but d'éviter la double imposition en matière de taxes perçues à l'occasion des concours de pronostics sur les matches de football erméiglecht et enger belscher Societéit, déi Wettaktivitéiten an der Belsch ubitt, ouni weider Autorisatioun um lëtzebuergesche Marché deelzehuelen an de lëtzebuergesche Steiertaux vu 15 % ze ëmgoen, well déi belsch Steier fir dës Entreprisë gëllt.
– Kënnen d'Ministere bestätegen oder widderleeën, dass eng a Wettspiller autoriséiert Firma an der Belsch hei am Land nom belsche Steiersaz besteiert gëtt? Falls jo, bezitt sech dëse Steiersaz eleng op Wette bei Fussballmatcher oder och op aner Sportaarten a Glécksspiller?

3. Wéi vill Steierrecettë goufen an deene leschten dräi Joer duerch d'Glécksspillgesetz ageholl, opgelëscht no Joer an no Dispositioun aus dem Glécksspillgesetz vun 1977?

4. D'Regierung huet am Koalitiounsaccord festgehalen, dass d'Glécksspillgesetz op de Leescht soll geholl ginn, mee dass Glécksspiller weiderhin nëmmen a Casinoen dierfen ugebuede ginn, obwuel ee groussen Deel vu Glécksspiller um Internet ugebuede gëtt.
Firwat ass d'Regierung net de Wee gaange vun enger Liberaliséierung vum Glécksspill?

**Réponse** (22/12/2023) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Den Artikel 17 vum modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 7. September 1987 betreffend Sportswette reegelt d'Fro vum Steiersaz follgendermoossen:

„(1) Le prélèvement sur les paris relatifs aux épreuves sportives est fixé à 15 % des sommes brutes engagées dans les paris.
(2) Sont à considérer comme sommes brutes engagées au sens des dispositions qui précèdent les mises et les enjeux se rapportant
a) à des paris sur les épreuves sportives luxembourgeoises ou étrangères dont les bulletins ont été remplis au Luxembourg et remis à des exploitants établis dans le pays ;
b) à des paris sur les épreuves sportives luxembourgeoises ou étrangères organisés par des personnes ou firmes étrangères disposant au Luxembourg d'un ou de plusieurs bureaux, agences ou filiales, chargés d'accepter des bulletins mis en circulation dans le pays ou dans les pays étrangers ainsi que les enjeux y afférents. (3) Ne sont pas compris dans les sommes brutes engagées dans les paris les prestations connexes facturées séparément et qui ne sont pas directement liées aux paris proprement dits."

Aus dem éischten an zweete Paragraph vum virgenannten Artikel 17 ergëtt sech, dass sech den Taux vu 15 % op d'Wettasätz („sommes brutes engagées") applizéiert. D'Notioun vun de „sommes brutes engagées" gëtt am zweeten an drëtte Paragraph weider definéiert als „les mises et les enjeux se rapportant à des paris [...]", wat bestätegt, dass sech deen Taux also hei op de Wettasaz applizéiert.

Et ass de Moment net virgesinn, eng Ännerung vum Taux de prélèvement virzehuelen. Dëse Steiersaz wäert sech och weiderhin op d'Sommes brutes engagées applizéieren.

Et ass weider unzemierken, dass laut dem Artikel 4 vum modifizéierte Glécksspillgesetz vum 20. Abrëll 1977 all Veranstaltung vu Sportswetten zu Lëtzebuerg der Autorisatioun vum Justizminister ënnerworf ass.

Dës gesetzlech Obligatioun gëtt net duerch den Accord iwwert d'Vermeidung vun der Duebelbesteierung am Beräich vun Taxe betreffend Wetten op Fussballmatcher vum 30. August 1962 tëscht Lëtzebuerg an der Belsch opgehuewen.

Op d'Froestellung, wéi ee Steiersaz fir een an der Belsch etabléierten Organisateur, am Fall vun der Applikatioun vum Accord, hei am Land op Wettasätz („sommes brutes engagées") op Fussballmatcher, déi zu Lëtzebuerg acceptéiert goufen, ufalen, fënnt sech d'Äntwert am Artikel 3 vum Accord:

„Les organisateurs établis en Belgique et autorisés à opérer également au Luxembourg, sont soumis dans ce dernier État, au prélèvement sur les sommes brutes y engagées [...]."

Den Artikel 17 vum modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 7. September 1987, deen een Taux vu 15 % virgesäit, ass an deem Fall ze applizéieren.

Wat Steierrecetten ubelaangt, goufen zënter dem Exercice 2013 keng Steierrecetten iwwer d'Lottosteier méi ageholl. Fir Sportswette goufen, fir d'Joren 2020 bis 2022, och keng Steierrecetten ageholl.

D'Steierrecettë fir de Spillcasino fir d'Joren 2020 bis 2022 kënne follgendermoossen opschlësselt ginn[3]:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Et ass ofschléissend ze bemierken, dass de Koalitiounsaccord keng weider Liberaliséierung vum Glécksspillgesetz virgesäit. Et ass, am Géigendeel, virgesinn, dass d'Kontrollen an d'Strofen op net autoriséierten

[3] Loi du 17 décembre 2021 portant règlement du compte général de l'exercice 2020
Loi du 23 décembre 2022 portant règlement du compte général de l'exercice 2021
Projet de loi n° 8258 portant règlement du compte général de l'exercice 2022

Acteuren, déi an hirem Betrib Glécksspiller bedreiwen, solle verschäerft ginn, besonnesch, fir dat illegaalt Glécksspill an de Caféen an aneren ëffentleche Plaze besser kënnen ze bekämpfen.

**Bruits émis par des véhicules** | Question **0039** (24/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Kaméidi beanträchtegt d'Liewensqualitéit a kann op Dauer krank maachen, wat vill Etüden aus de leschte Joerzéngte beleeën.

Am Code de la route ass an den Artikele 25 a 25bis virgeschriwwen, dass fir all Stroossegefierer, jee no Kategorie, eng Limitt gëllt fir d'Dezibel, déi se dierfe produzéieren. Europawäit gëllen duerch d'EU-Reglement N° 540/2014 änlech Reegelen, soudass u sech kee Gefier, dat zu Lëtzebuerg zirkuléiert, ze vill Kaméidi dierf maachen.

Et kënnt awer alt vir, dass verschidde Stroossegefierer, ob Autoen, Motoen, Busser oder Camionen, opfälleg haart ënnerwee sinn an immens vill Kaméidi maachen, wat fir d'Awunner zimmlech lästeg ka sinn, grad wa se nieft den Haaptachse wunnen. Am nationalen Aktiounsplang géint de Kaméidi si keng weider Moossname virgesinn, déi d'Gefierer selwer betreffen, mee am Plang konzentréiert een sech éischter op d'Stroosseninfrastrukturen. Et sinn awer virun allem déi Gefierer, déi opfälleg haart an den Dierfer ënnerwee sinn, déi zur Lärmbelästegung bäidroen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt de Kaméidi, deen déi verschidde Stroossegefierer hei am Land a virun allem innerorts produzéieren, gemooss?

2. Wéi oft gouf an de leschten zwee Joer géint d'Artikele 25, 25bis an 160 vum Code de la route verstouss?

3. Wéi eng technesch Equipementer benotzt d'Police, fir de Kaméidi vu Stroossegefierer ze kontrolléieren, a wéi oft gi Kontrolle vum Kaméidi am Joer vun der Police duerchgefouert?

4. Et kënnt vir, dass Persounen, nodeems hiert Gefier de Contrôle technique mat Bravour bestanen huet, Ännerungen um Gefier duerchféieren, soudass d'Gefier méi Kaméidi mécht wéi zougelooss ass, zum Beispill, andeems d'Drossel erofgeholl gëtt. Dës Ännerunge ginn da kuerz virum nächste Contrôle technique erëm réckgängeg gemaach, fir wärend der Kontroll konform ze sinn. Wéi eng weider Kontrolle ginn, ausserhalb vum Contrôle technique vum Gefier, hei am Land duerchgefouert, fir Verstéiss géint Kaméidisbegrenzunge festzestellen? Falls keng Kontrollen heizou gemaach ginn, wourunner läit dat?

**Réponse** (16/01/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Den honorabelen Deputéierten erwäänt an der Aleedung zu senger Fro den nationalen Aktiounsplang géint de Kaméidi a bemierkt, datt dodra keng weider Moossname géint de Kaméidi vun eenzele Gefierer virgesi sinn. Dofir fir d'éischt e puer Explikatiounen zu deem Plang:

Déi national Aktiounspläng géint de Kaméidi beschreiwen de Kaméidi groussflächeg an op Basis vun enger Joresmoyenne no den Ufuerderunge vun der europäescher Direktiv 2002/49/CE. Nieft dem berechente Kaméidi gëtt et geziilte Moosscampagnë fir d'Validéierung vun dëser Joresmoyenne op ausgewielte Plazen. Dës Donnéeë sinn d'Basis fir d'Moossnamen, déi an den Aktiounspläng ze fanne sinn. Donieft kënnen awer och Problematike behandelt ginn, déi iwwer dëse Kader erausginn, mee d'Bierger an hirem Alldag beschäftegen, wéi zum Beispill vereenzelt besonnesch haart Gefierer am Stroosseverkéier. An dësem Kontext huet d'Ëmweltverwaltung (AEV) d'Potential vu sougenannte Kaméidiradaren ënnersiche gelooss. D'Resultater dovunner sinn hei publizéiert: https://environnement.public.lu/fr/loft/bruit/surveillance-bruit/vehicules.html.

D'Police kann de Kaméidi vun eenzelne Gefierer duerch eng vereinfacht Miessung feststellen. Heibäi gëtt de Moossapparat (Schallmoossapparat) hannert dem Auspuff an engem definéierten Ofstand an an engem definéierte Wénkel opgestallt. Fir d'Miessung muss dann am Leerlauf op eng gewëssen Dréizuel acceleréiert ginn an de Gas spontan lassgelooss ginn. Mat dëser Form vu Miessung ass et der Police méiglech, Gefierer ze identifizéieren, bei deenen d'Schallemissiounen net konform sinn.

ad 2. Vum 1. Dezember 2021 op de 4. Dezember 2023 gouf 55-mol géint den Artikel 25 Paragraf 1[4], verstouss, 5-mol géint den Artikel 25 Paragraf 2[5], 29-mol géint den Artikel 25bis Alineaen 1 an 2[6], 354-mol géint den Artikel 25bis Alineaen 3 bis 5[7], a 74-mol géint den Artikel 160 Paragraf 1 Punkt e)[8], vum Code de la route verstouss.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3. Bezüglech dem technesche Volet gëtt op d'Äntwert zu der Fro 1 verwisen.

Well d'Referenzwäerter bis viru Kuerzem net op den Autospabeiere stoungen, sinn d'Kontrollen éischter a Kooperatioun mat der SNCA an hiren techneschen Déngschter gemaach ginn. Mat de Modifikatioune vum 24. Oktober 2023 vum Reglement vum 26. Januar 2016 iwwert d'Immatrikulatioun vun de Gefierer ass um „certificat d'immatriculation" elo een zousätzlecht Feld mat de Referenzwäerter an der Referenzdréizuel, bei där dës Moossung muss gemaach ginn, agefouert ginn. Well domadder all déi néideg Informatiounen direkt verfügbar sinn, ass d'Iwwerpréiwung duerch d'Police däitlech méi einfach.

D'Datebank vun der Police erméiglecht et net, ausschliisslech no Kontrolle vum Kaméidi vun de Gefierer ze sichen. Grondsätzlech gëllt awer, datt bei all Verkéierskontroll, déi d'Police duerchféiert, am Zweiwelsfall, och den techneschen Zoustand vum Gefier iwwerpréift gëtt. Heirënner fält och d'Auspuffanlag vun de Gefierer.

ad 4. Wann op engem Gefier ee Verstouss festgestallt gëtt, kann d'Police nieft der Verbalisatioun ee Rapport un de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte schreiwen, wouropshin dësen de Proprietär vum Gefier, bezéiungsweis den Titulaire vum „certificat d'immatriculation", schrëftlech dozou opfuerdere kann, innerhalb vu 6 Woche säi Gefier an eng technesch Kontroll ze bréngen oder dëst temporär oder ganz ofzemellen. Falls d'Gefier net an dësem Delai an d'Kontroll bruecht gëtt, gëtt d'Gefier vun der SNCA ofgemellt a muss virun enger neier Umeldung déi technesch Kontroll passéieren. D'Police kann dernieft och Gefierer immobiliséieren, déi net den Dispositioune vum „certificat d'immatriculation" entspriechen.

Wat d'Modifikatioune virun oder no enger technescher Kontroll ugeet, esou ass ze soen, datt déi Kontroll eng Momentopnam ass, ob ee Gefier konform zu de Bestëmmungen ass. Wa Modifikatiounen no dëser Kontroll gemaach ginn, ass et d'Aufgab vun der Police, duerch Kontrolle sécherzestellen, datt och am normale Betrib d'Gefier deem entsprécht, wéi et zougelooss gouf an d'technesch Kontroll bestanen huet. Am Fall, wou dëst net ginn ass, kënnen dann déi uewe beschriwwe Schrëtt ënnerholl ginn.

**Alternatives proposées aux personnes hébergées au Foyer Don Bosco** | Question **0048** (28/11/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

De 27. November war de Familljeminister Max Hahn Invité vun der Redaktioun um RTL. An dësem Interview huet de Minister gesot, dass verschiddene Persounen, déi aktuell am Foyer Don Bosco ënnerbruecht sinn, Alternativen ugebuede gi wieren, déi dës Persounen awer ofgeleent hätten.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Ëm wat fir eng Aart vun Ënnerbréngungen handelt et sech bei de proposéierten Alternativen, déi de betraffene Persounen ugebuede goufen?

2. Wéi ville Persoune goufen dës Alternativen ugebueden?

3. Wat sinn d'Grënn dofir, dass déi betraffe Persounen déi proposéiert Alternativen ofgeleent hunn?

**Réponse** (20/12/2023) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Am Kontext vun der geplangter Fermeture gouf e Groupe de travail gegrënnt, fir Léisungen an Alternativen ze fannen. Sou gouf, säit Februar 2023, mat follgende Partner geschafft:

– Ville de Luxembourg
– Office social de la Ville de Luxembourg
– Croix-Rouge Luxembourg
– Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande-Région
– Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
– Office national d'inclusion sociale.

ad 2. Déi kompetent sozial Servicer hunn d'Persoune bei hirer Wunnengssich ënnerstëtzt a verschiddener kruten och sozial Wunnengen ugebueden. Allerdéngs

[4] Art. 25. 1. Les véhicules automoteurs et les « cyclomoteurs » ne doivent pas provoquer des bruits susceptibles de causer une gêne aux usagers et aux riverains. L'échappement libre et toute opération tendant à supprimer ou à réduire l'efficacité du dispositif d'échappement silencieux sont interdits. Il est interdit de circuler avec un véhicule dont le moteur ou une partie de la carrosserie ou du châssis produit un bruit excessif qui serait évité par un entretien normal du véhicule.

[5] Le bruit produit par un véhicule neuf, mesuré d'après la méthode de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), ne doit pas excéder :
a) 75 dB(A) pour un cyclomoteur et pour un motocycle dont le moteur a une cylindrée ne dépassant pas 80 $cm^3$ ;
aa) 78 dB(A) pour un cycle à moteur auxiliaire ;
b) 77 dB(A) pour un motocycle dont le moteur a une cylindrée comprise entre 80 $cm^3$ et 175 $cm^3$ ; (...)

[6] Art. 25bis. Les véhicules automoteurs et les « cyclomoteurs » ne doivent pas émettre des fumées pouvant gêner à la circulation ou incommoder les autres usagers de la route. Ils doivent être munis d'un dispositif d'échappement. Les gaz d'échappement ne peuvent être évacués qu'au moyen de ce dispositif. Celui-ci doit être suffisamment silencieux, efficace et étanche, et ne doit être interrompu par le conducteur en cours de route.

[7] Ce dispositif doit être maintenu en parfait état d'entretien, de telle sorte que son efficacité demeure équivalente à celle d'un dispositif neuf. Il ne peut pas dépasser le gabarit du véhicule. En aucun cas, les gaz d'échappement ne peuvent pénétrer à l'intérieur du véhicule et causer une gêne ou un danger pour les occupants ou les animaux transportés. Sans préjudice des dispositions qui précèdent la tuyauterie d'échappement et le silencieux des voitures automobiles à personnes et véhicules utilitaires mis en circulation après le 1er octobre 1971 doivent être écartés d'au moins 10 cm de toute matière facilement inflammable, à moins d'être efficacement protégés. Si le véhicule est équipé d'un moteur à essence, la tuyauterie d'échappement doit se trouver totalement en dehors de l'habitacle.

[8] Art. 160. 1. (...) e) L'usage de l'échappement libre, la mise en marche bruyante ou l'essai bruyant du moteur sont interdits.

ass et ëmmer nach an der Responsabilitéit vun de Leit, sech och tatsächlech bei deene verschiddene Servicer ze mellen an sech anzeschreiwen oder d'Offeren, déi se kréien, unzehuelen oder net.

Et sief nach unzemierken, dass säit ugangs dësem Joer, 59 Persounen d'Struktur verlooss hunn. Dovunner hunn der 24 privat eng Wunneng fonnt, 35 anerer goufen innerhalb vun de Strukture vum ONA relogéiert. 3 si verschwonnen.

ad 3. D'Persounen, déi sou eng Offer kréien, kënnen aus perséinleche Grënn eng Wunneng, déi disponibel ass, an domadder e Relogement refuséieren.

**Fermeture du Foyer Don Bosco** | Question **0058** (28/12/2023) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Il est prévu que le Foyer Don Bosco fermera définitivement ses portes le 30 novembre 2023. Sachant que le foyer est toujours habité par des demandeurs de protection internationale (DPI) et des bénéficiaires de protection internationale (BPI), je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Qu'adviendra-t-il aux personnes DPI qui habitent actuellement encore le foyer ? Une solution a-t-elle été trouvée pour reloger toutes les personnes DPI en question dans d'autres structures de l'Office national de l'accueil ?

2) Qu'adviendra-t-il aux personnes BPI qui habitent actuellement encore le foyer ? Pouvez-vous m'assurer que ces personnes ne vont pas se retrouver à la rue sans abri après la fermeture du foyer ?

**Réponse** (20/12/2023) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Le manque de capacités d'accueil pour demandeurs de protection internationale ne permet actuellement pas de fermer définitivement la structure d'hébergement Don Bosco.

Les personnes qui y sont encore hébergées et qui ne bénéficient plus d'un droit à l'hébergement sont assistées dans leurs recherches de logement en dehors du réseau de l'ONA afin de libérer les lits nécessaires pour permettre à l'État de continuer à accueillir les demandeurs de protection internationale.

En règle générale, les fermetures programmées des structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale sont planifiées plusieurs mois en avance, de manière à ce que l'administration puisse reloger les demandeurs de protection internationale dans d'autres structures et à ce que les personnes qui ne bénéficient plus d'un droit à l'hébergement auprès de l'ONA soient informées plusieurs mois en avance qu'elles doivent trouver un autre hébergement. Dans ce deuxième cas, les bénéficiaires de protection internationale sont assistés dans leurs démarches par les services sociaux compétents, comme tout résident luxembourgeois.

**Gouvernance du « Luxembourg Science Center »** | Question **0062** (29/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mengen Informatiounen no gouf schonn 2019 eng Kéier en Ulaf geholl, fir eng nei Gouvernance fir de Luxembourg Science Center auszeschaffen. Dës wier vun de Responsabele vum LSC dem Bildungsministère proposéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Stëmmt et, dass 2019 scho verschidde Facteuren dozou gefouert hunn, dass een iwwert eng nei Gouvernance geschwat huet? Wa jo, wat waren dës Facteuren?

2. Falls dës Informatioune stëmmen, firwat ass dës Gouvernance deemools net zustane komm?

**Réponse** (16/01/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Ech erlabe mir, den honorabelen Deputéierten op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7707 aus der viregter Legislaturperiod ze verweisen, an där d'Gouvernance vum Luxembourg Science Center (LSC) an d'Problemer, déi domat verbonne waren, am Detail beschriwwe ginn.

Am Resumé ass et esou, datt et am Joer 2019 zu engem Echange tëscht dem MENJE an dem LSC komm ass, iwwert d'Ofrechnunge vun de Statiounen, déi den LSC baue gelooss huet. Zu dësem Zäitpunkt stoung d'Fro vun der Gouvernance net am Mëttelpunkt.

D'Situatioun ronderëm d'Facturatioun huet sech doropshi verbessert. 2022 huet sech aus bekannte Grënn d'Noutwendegkeet erginn, fir déi ganz Gouvernance am Sënn vun der Transparenz ze iwwerschaffen. Dee Prozess ass den Ament amgaangen a gouf an engem Protocole d'entente festgehalen, dee béid Säiten ënnerschriwwen hunn.

**Centre d'intervention commun pour la police et le CGDIS entre Bascharage et Pétange** | Question **0074** (30/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zënter Jore gëtt doriwwer diskutéiert, fir an der Rue de Linger op der Gemengegrenz tëschent Käerjeng a Péiteng ee gemeinsamen Zenter fir d'Police an de CGDIS entstoen ze loossen. A menge parlamentaresche Froen N° 3404, 5328 a 6362 hat ech deemools schonn Informatiounen zu dësem Projet gefrot. An der Äntwert op meng Fro N° 3404, waren zu deem Zäitpunkt nach keng Verhandlungen amgaangen, fir een neit Policekommissariat an d'Rue de Linger op der Grenz tëschent Péiteng a Käerjeng ze erriichten. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 6362 (am Juni 2022) gouf geschriwwen, dass den Dossier vum Comité d'acquisition beim Finanzministère traitéiert gëtt a beim CGDIS vu sengem Verwaltungsrot.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a Finanzen dës Froe stellen:

1. Hält de Minister weider dru fest, fir ee Policebüro an der Rue de Linger op der Gemengegrenz tëscht Käerjeng a Péiteng ze erriichten?

2. Gëtt et Fortschrëtter an dësem Dossier? Falls jo, wou sinn d'Diskussiounen drun?

**Réponse** (03/01/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1. D'Gebailechkeete vun der Police sinn zum Deel veraalt, ze kleng an och net méi adaptéiert un ee moderne Service public. Dëst ass och fir de Kommissariat Péiteng/Käerjeng de Fall.

Wéi am Programme gouvernemental steet, wëll dës Regierung zousätzlech Efforte maachen, fir der Police hir Infrastrukturen ze adaptéieren, sief et Kommissariater ze renovéieren oder nei Kommissariater ze bauen.

An deem Sënn gëtt och de Projet vum Bau vun engem neie Gebai fir d'Kommissariat Péiteng/Käerjeng weidergefouert.

Et lafen aktuell Diskussioune mat der Gemeng Péiteng iwwert en neie Site zu Lénger, deen d'Gemeng proposéiert huet an deen an ëffentlecher Hand ass.

ad 2. Et ass eng Reunioun geplangt mat der Gemeng Péiteng en vue vun der Ausschaffung vun engem Avant-projet sommaire op dësem Site.

**Activité accessoire des fonctionnaires** | Question **0082** (04/12/2023) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Le point 1. de l'article 14 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État dispose que :

« 1. Le fonctionnaire est tenu aux devoirs de disponibilité, d'indépendance et de neutralité.

Aucune activité accessoire au sens du présent article ne peut être exercée ou autorisée si elle ne se concilie pas avec l'accomplissement consciencieux et intégral des devoirs de la fonction ou s'il y a incompatibilité, de fait ou de droit, au regard de l'autorité, de l'indépendance ou de la dignité du fonctionnaire. »

Une activité accessoire du fonctionnaire peut être autorisée par le ministre du ressort sur avis préalable du Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

– Monsieur le Ministre de la Fonction publique peut-il me dire quels critères sont pris en compte pour l'avis prémentionné ? Est-ce que la disponibilité du fonctionnaire et les besoins du service font partie de ces critères ou est-ce qu'il appartient au ministre du ressort de juger si l'envergure de l'activité accessoire est conciliable avec les besoins du service ?

– Monsieur le Ministre est-il d'avis que certaines fonctions, notamment certains postes à responsabilité, ne peuvent être exercées qu'à temps plein et sont ainsi d'office incompatibles avec une activité accessoire régulière d'une certaine envergure ?

**Réponse** (12/01/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

D'après l'article 14 du statut général des fonctionnaires de l'État, une activité accessoire ne peut être exercée que si l'agent concerné dispose de l'autorisation préalable du ministre du ressort prise sur avis préalable conforme du Ministre de la Fonction publique.

Les agents doivent poser leur demande par la voie hiérarchique.

Le ministre du ressort transmet ensuite la demande pour avis au Ministre de la Fonction publique. Il y ajoute sa position dont notamment celle relative à l'impact de l'activité accessoire projetée sur la fonction de l'agent et l'intérêt du service.

Le Ministre de la Fonction publique émet son avis en tenant compte, d'une part, d'éventuels risques de conflits d'intérêts et, d'autre part, de l'impact de l'activité projetée sur l'intérêt du service et la disponibilité de l'agent.

En cas d'avis positif, l'agent est informé qu'il devra respecter les dispositions obligatoires en matière de temps de travail, telles que le repos journalier, le repos hebdomadaire, la durée maximale de travail par jour et par semaine ainsi que l'interdiction d'exercer son activité accessoire durant les congés de récréation. Ainsi, par exemple, un agent – peu importe son degré d'occupation auprès de l'État – ne sera pas autorisé à dépasser la durée de travail maximale de

quarante-huit heures par semaine, tout travail confondu (fonction principale et activité accessoire).

Comme les décisions sont prises individuellement en tenant compte, d'une part, des détails de l'activité accessoire envisagée et, d'autre part, de l'intérêt du service de l'administration concernée, voire des fonctions de l'agent concerné, une réponse générale à la question de savoir si certains postes sont d'office incompatibles avec une activité accessoire s'avère impossible.

**Bâtiments publics équipés de panneaux photovoltaïques** | Question **0087** (06/12/2023) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken. Dat geet nëmmen, wa Lëtzebuerg energiepolitesch esou onofhängeg wéi méiglech ass. Dofir muss virun allem de Staat mam gudde Beispill virgoen. Op Terrainen, déi a Staatshand sinn, muss d'Regierung den Ausbau vun erneierbaren Energië virundreiwen. Am Koalitiounsaccord ass zwar vu grousse Projete rieds, mee et feelt un Detailer. Nom leschte Stand vun eisen Informatiounen (Äntwert op QP N° 5500) sinn nëmme 4 % vu ronn 1.500 Gebaier vum Staat mat Solaranlagen equipéiert.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Energie a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi eng staatlech Gebaier an Terrainen (z. B. Parkingen) sinn aktuell mat enger Solaranlag equipéiert?

2. Op wéi enge staatleche Gebaier an Terraine ginn aktuell Solaranlagen equipéiert?

3. Wéi eng zousätzlech staatlech Gebaier an Terraine sollen elo als éischt mat Solaranlagen equipéiert ginn a bannent wéi vill Méint wäert dat gemaach ginn?

4. Wéi vill Kilowattstonne Stroum ginn aktuell duerch Solaranlagen op staatleche Gebaier an Terraine produzéiert?

5. Wéi vill Kilowattstonne Stroum sollen 2028 duerch Solaranlagen op staatleche Gebaier an Terraine produzéiert ginn?

**Réponse** (16/01/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Aktuell si 65 Gebaier vum Patrimoine vun der Verwaltung fir ëffentlech Baute mat enger Fotovoltaikanlag an 21 Gebaier mat enger thermescher Solaranlag equipéiert.

Dës entsprieche ronn 5 % vun de Gebaier vum Patrimoine; well et sech dobäi meeschtens ëm gréisser Anlagen handelt, mécht d'Daachfläch vun dëse Gebaier awer geschate 15 % vun der Gesamtdaachfläch vum Patrimoine aus.

Gebaier mat Fotovoltaikanlagen:

1) Lycée technique pour professions de santé à Bascharage
2) Police grand-ducale – Unité centrale de police de la route à Bertrange
3) Administration des ponts et chaussées – B à Bertrange
4) Administration des ponts et chaussées – CITA
5) Administration des ponts et chaussées – G – Garage DGT
6) Administration des ponts et chaussées – I – Hall camions SEP et DOA à Bertrange
7) Administration des ponts et chaussées – J – Hall camions DGT à Bertrange
8) Lycée Edward Steichen à Clervaux
9) Centre militaire – Hall de stationnement à Diekirch
10) Centre militaire – Hall logistique à Diekirch
11) Administration de la nature et des forêts à Diekirch
12) Administration des bâtiments publics à Diekirch
13) École internationale de Differdange et Esch-sur-Alzette
14) École internationale de Differdange et Esch-sur-Alzette – Lycée provisoire
15) Lycée Mathias Adam – Annexe Jenker à Differdange
16) Centre national de l'audiovisuel à Dudelange
17) Fondation Pro Familia – Internat sociofamilial à Dudelange
18) Laboratoire national de santé à Dudelange
19) Administration des ponts et chaussées/CFL à Echternach
20) Lycée technique de Lallange – Bâtiment principal à Esch-sur-Alzette
21) Lycée technique de Lallange – Hall sportif/piscine à Esch-sur-Alzette
22) Lycée Hubert Clément – Bâtiment principal à Esch-sur-Alzette
23) Lycée technique d'Ettelbruck – Bâtiment principal
24) Lycée technique d'Ettelbruck – Hall sportif/piscine
25) Lycée technique pour professions de santé à Ettelbruck
26) Foyer Wanteraktioun – Dräieck ASBL au Findel
27) ONA – Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale à Frisange
28) ONA – Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale à Frisange
29) Centre socio-éducatif de l'État – Ferme à Frisange
30) Lënster Lycée à Junglinster
31) Lycée Mathias Adam – Ateliers à Lamadelaine
32) Hall de stockage à Leudelange
33) Base nautique – Bâtiment principal à Lultzhausen
34) École européenne Luxembourg I – Cantine
35) École européenne Luxembourg I – Gymnase primaire
36) École européenne Luxembourg I – Maternelle
37) Athénée de Luxembourg à Luxembourg-ville
38) Lycée Aline Mayrisch à Luxembourg-ville
39) Centre national d'athlétisme à Luxembourg-ville
40) Philharmonie – Salle de concerts Grande-Duchesse Charlotte à Luxembourg-ville
41) Cour de justice de l'Union européenne – Anneau à Luxembourg-ville
42) Cour de justice de l'Union européenne – Tour 3 (CJ9) à Luxembourg-ville
43) Lycée des Arts et Métiers – Site Dommeldange à Luxembourg-ville
44) Bibliothèque nationale de Luxembourg à Luxembourg-ville
45) Chambre des Députés (maisons Printz/Richard) à Luxembourg-ville
46) Lycée technique du Centre – Hall sportif à Luxembourg-ville
47) Lycée technique du centre – Cantine à Luxembourg-ville
48) Administration des services techniques de l'agriculture à Marnach
49) Administration des ponts et chaussées – Centre d'intervention et d'entretien à Mersch
50) Administration des ponts et chaussées – Dépôt à Mersch
51) Atert-Lycée – Ateliers à Redange-sur-Attert
52) Atert-Lycée – Bâtiment principal à Redange-sur-Attert
53) Atert-Lycée – Internat à Redange-sur-Attert
54) Atert-Lycée – Piscine à Redange-sur-Attert
55) Institut viti-vinicole à Remich
56) Centre pénitentiaire – Bâtiment E – Administration à Sanem
57) Institut étatique d'aide à l'enfance et à la jeunesse à Schifflange
58) Lycée technique pour professions de santé – Internat à Strassen
59) Centre de logopédie à Strassen
60) Centre de logopédie – Hall sportif à Strassen
61) Lycée du Nord – Bâtiment principal à Wiltz
62) Lycée du Nord – Hall sportif à Wiltz
63) Lycée agricole à Gilsdorf – Bâtiment principal
64) Lycée agricole à Gilsdorf – Ateliers
65) Lycée agricole à Gilsdorf – Hall de stockage.

Gebaier mat thermesche Solaranlagen:

1) ONA – Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale à Bettembourg
2) Foyer d'urgence de nuit – Dräieck ASBL au Findel
3) Centre pénitentiaire – Bâtiment A – Cellules à Sanem
4) Centre pénitentiaire – Bâtiment B – Cellules à Sanem
5) Centre pénitentiaire – Bâtiment C – Cellules à Sanem
6) Centre pénitentiaire – Bâtiment D – Cellules à Sanem
7) Centre de communications du Gouvernement – Maison Geimer à Senningen
8) Justice de paix à Esch-sur-Alzette
9) Wunnengshëllef ASBL à Luxembourg-ville
10) ONA – Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale Don Bosco à Luxembourg-ville
11) Fondation Kannerschlass – Foyer Janosch à Belvaux
12) Institut étatique d'aide à l'enfance et à la jeunesse à Schifflange
13) Arcus ASBL – Foyer à Capellen
14) ONA – Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale à Luxembourg-ville
15) Lycée technique pour professions de santé à Ettelbruck
16) Lycée Nic Biever – Hall sportif à Dudelange
17) Administration des ponts et chaussées – Dépôt à Mersch
18) Institut national des sports – Hall sportif 2 à Luxembourg-ville
19) Campus Geesseknäppchen – Complexe sportif à Luxembourg-ville
20) Police grand-ducale – Centre d'intervention à Luxembourg-ville
21) Administration des ponts et chaussées – Service régional à Remich.

Betreffend d'Solaranlagen op de Parkingsfläche sinn d'Gebaier vun de P&R op de Garen zu Rodange an zu Miersch zanter Ufank 2023 mat enger Fotovoltaikanlag equipéiert.

ad 2. Aktuell ginn op 18 Gebaier vum Patrimoine vun der Verwaltung fir ëffentlech Baute Fotovoltaikanlagen an op 6 Gebaier thermesch Solaranlagen installéiert, respektiv sinn do d'Ausschreiwungen oder d'Demandes d'offres en cours.

Gebaier mat Fotovoltaikanlagen:

1) Administration des ponts et chaussées – Service électromécanique bâtiment 1 à Rosport
2) Administration des ponts et chaussées – Service électromécanique bâtiment 2 à Rosport
3) Administration des ponts et chaussées – Division des ouvrages d'art à Rosport
4) Administration des ponts et chaussées à Roodt-sur-Syre
5) Administration des ponts et chaussées à Remich – Service régional
6) Musée national d'archéologie, d'histoire et d'art/Musée national d'histoire naturelle à Schouweiler
7) Infrastructures communes à Pétange
8) Pouponnière nationale à Pétange
9) Lycée classique d'Echternach – Hall des sports

10) Lycée technique pour professions de santé à Strassen
11) ONA – Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale à Luxembourg
12) Police grand-ducale – Commissariat de proximité à Niederanven
13) Lycée Michel Rodange à Luxembourg
14) Maison de soins à Bascharage
15) Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale – bâtiment A à Bascharage
16) Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale – bâtiment B à Bascharage
17) École internationale Anne Beffort à Mersch
18) École internationale Anne Beffort – Internat à Mersch.

Gebaier mat thermesche Solaranlagen:

1) Logements pour parents en situation de handicap à Pétange
2) Logements pour personnes autistes – Bloc A à Pétange
3) Logements pour personnes autistes – Bloc B à Pétange
4) Logements pour personnes autistes – Bloc C à Pétange
5) Internat psychothérapeutique à Pétange
6) Infrastructures communes à Pétange.

ad 3. Zousätzlech si vun der Verwaltung fir ëffentlech Baute fir den Zäitraum vun 2025 bis 2028 Projete fir d'Installatioun vu Fotovoltaikanlagen op 83 Gebaier a vun thermesche Solaranlagen op 4 Gebaier geplangt. Ee geneeën Delai fir dës Aarbechte kann net bestëmmt ginn, well engersäits d'Etüde mussen ofgeschloss ginn a well anerersäits bei der aktueller Situatioun vum Marché net all Ausschreiwung oder Demande d'offres ee Resultat bréngt an d'Delaie vun de Fournisseuren net ëmmer agehal kënne ginn.

Gebaier mat Fotovoltaikanlagen:

1) École européenne Luxembourg I – Primaire/Administration à Luxembourg-ville
2) École européenne Luxembourg I – Secondaire à Luxembourg-ville
3) Police grand-ducale – Commissariat de proximité à Differdange
4) Lycée Guillaume Kroll – Bâtiment principal à Esch-sur-Alzette
5) Lycée Nic Biever – Bâtiment principal à Dudelange
6) Centre pénitentiaire – Bâtiment G – Police grand-ducale à Sanem
7) Administration de la nature et des forêts – Centre d'accueil Ellergronn (Atelier) à Esch-sur-Alzette
8) Administration des ponts et chaussées – Service régional – Bureau à Bettembourg
9) Administration des ponts et chaussées – Service régional – Atelier à Bettembourg
10) Administration des ponts et chaussées – Service régional – Dépôt à Bettembourg
11) Centre écologique et touristique „Parc Housen" à Hosingen
12) Police grand-ducale – Unité de la police de la route – Bureau à Hosingen
13) Police grand-ducale – Unité de la police de la route – Garage à Hosingen
14) Sportlycée à Luxembourg-ville
15) Lycée Mathias Adam – Bâtiment principal à Lamadelaine
16) Administration des douanes et accises – Direction à Luxembourg-ville
17) Police grand-ducale – Service de police judiciaire à Luxembourg-ville
18) Administration des bâtiments publics – Atelier à Bertange
19) Maacher Lycée – Bâtiment principal à Grevenmacher
20) Administration des ponts et chaussées à Walferdange
21) Bâtiment administratif Greenfinch à Luxembourg-ville
22) Hall 1A – Police grand-ducale à Beringen
23) Hall 1B – Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur/Cour grand-ducale à Beringen
24) Hall 2 – Administration des bâtiments publics/Cour grand-ducale à Beringen
25) Hall 3 – Administration des bâtiments publics à Beringen
26) Hall 4 – Administration des bâtiments publics/Institut national de recherches archéologiques à Beringen
27) Hall 5 – Institut national de recherches archéologiques à Beringen
28) ONA – Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale à Hesperange
29) Internat Jos Schmit à Diekirch
30) Administration de la nature et des forêts – Centre d'accueil Burfelt à Insenborn
31) Bâtiment Jean Monnet 2 pour la Commission européenne à Luxembourg-ville
32) Internat sociofamilial à Pétange
33) Logements pour parents en situation de handicap à Pétange
34) Logements pour personnes autistes – Bloc A à Pétange
35) Logements pour personnes autistes – Bloc B à Pétange
36) Logements pour personnes autistes – Bloc C à Pétange
37) Internat psychothérapeutique à Pétange
38) Centre thérapeutique et administratif à Pétange
39) Police grand-ducale à Wiltz
40) Philharmonie à Luxemburg-ville (projet d'extension)
41) Pavillon pour la Luga au Parc Dräi Eechelen à Luxembourg-ville
42) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 02 à Diekirch
43) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 03 à Diekirch
44) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 04 à Diekirch
45) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 05 à Diekirch
46) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 06 à Diekirch
47) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 07 à Diekirch
48) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 08 à Diekirch
49) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 09 à Diekirch
50) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 10 à Diekirch
51) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 11 à Diekirch
52) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 12 à Diekirch
53) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 13 à Diekirch
54) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 14 à Diekirch
55) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 15 à Diekirch
56) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 16 à Diekirch
57) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 17 à Diekirch
58) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 18 à Diekirch
59) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 19 à Diekirch
60) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 20 à Diekirch
61) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 21 à Diekirch
62) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 22 à Diekirch
63) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 23 à Diekirch
64) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 24 à Diekirch
65) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 25 à Diekirch
66) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 26 à Diekirch
67) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 27 à Diekirch
68) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 28 à Diekirch
69) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 33 à Diekirch
70) Centre militaire Herrenberg – Commandement à Diekirch
71) Centre militaire Herrenberg – Mess des officiers à Diekirch
72) Centre militaire Herrenberg – Mess des sous-officiers à Diekirch
73) Centre militaire Herrenberg – Hangar voitures
74) Police grand-ducale – Direction générale à Findel
75) Administration de la nature et des forêts, locaux administratifs et techniques à Dudelange
76) Structure d'urgence pour réfugiés à Batzendelt (Wiltz)
77) École internationale à Junglinster
78) Domaine thermal – Bâtiment services techniques et station traitement d'eau à Mondorf-les-Bains
79) Domaine thermal – Parc Hôtel à Mondorf-les-Bains
80) Domaine thermal – Les Sources à Mondorf-les-Bains
81) Lycée des Arts et Métiers – Ateliers à Luxembourg-ville
82) Lycée Michel Lucius – Internat à Luxembourg-ville
83) Centre SNJ Hollenfels – Auberge de jeunesse à Hollenfels.

Gebaier mat thermesche Solaranlagen:

1) Domaine thermal – Parc Hôtel à Mondorf-les-Bains: Solarthermie
2) Structure d'urgence pour réfugiés Batzendelt/Wiltz
3) Fondation Pro Familia à Dudelange
4) Sportlycée Luxembourg.

Allgemeng ass nach ze soen, datt bei all Neibau, Sanéierung an Daachrenovatioun d'Machbarkeet vun enger Fotovoltaik- oder Solarthermieanlag analyséiert gëtt. Wa méiglech soll keen neien Daach méi ouni Solaranlag gebaut ginn, ausser d'Daachfläch géif fir aner durabel oder sozial Zwecker benotzt ginn (Daachterrass, Urban Gardening asw.) oder wann eng Installatioun bei enger Renovatioun aus techneschen oder statesche Grënn net méiglech ass.

Zousätzlech zu den uewe genannte Projete gi bestoend Gebaier gepréift, bei deenen et relativ einfach méiglech ass, eng Fotovoltaikanlag ze installéieren. Ouni detailléiert Etüden ass et fir de Moment net méiglech ze soen, wéi eng Gebaier dat genee wäerte sinn. Verschidden Diech kënnen no Analys ewechfalen, well:

– d'Gebai um nationalen oder kommunale Plang protegéiert ass oder soss als historesch sensibel agestuuft gëtt an an deem Kontext keng zefriddestellend Léisung realiséierbar ass;

– d'Statik et net erlaabt, fir dat zousätzlecht Gewiicht ze installéieren oder well et soss technesch Ursaache gëtt, déi eng Fotovoltaikanlag verhënneren;
– keng gëeegent Plaz disponibel ass; zum Beispill bei Diech wou aner technesch Anlage wéi Klima- oder Lëftungsgeräter stinn;
– d'Diech schlecht orientéiert sinn oder well d'Verschattung um Daach ze grouss ass;
– d'Diech anescht benotzt ginn, wéi zum Beispill als Daachterrass;
– well um Gebai e Chantier geplangt ass oder well nach net decidéiert ass, wéi eng Funktioun oder Destinatioun d'Gebai soll kréien.

Zousätzlech Gebaier, un deenen d'Eisebunn plangt a wou eng Fotovoltaikanlag bis 2028 a Betrib geholl gëtt, sinn: de P&R zu Ëlwen, de BMS (technescht Gebai) zu Waasserbëlleg, de Centre routier sécurisé zu Beetebuerg, dat neit Gebai vum Service Maintenance an der Rue de la Déportation zu Lëtzebuerg, de P&R Ettelbréck an dat neit Gebai vum CLIF (Centre Logistique) zu Beetebuerg.

ad 4. Am Moment ginn ongeféier 11.000.000 kWh Stroum pro Joer op de Gebaier vum Patrimoine vun der Verwaltung fir ëffentlech Baute produzéiert.

Am Moment ginn ongeféier 432.000 kWh Stroum pro Joer op de Gebaier vum Patrimoine vum Fonds du rail produzéiert.

ad 5. 2028 solle geschaten 22.000.000 kWh Stroum op de Gebaier an Terraine vum Patrimoine vun der Verwaltung fir ëffentlech Baute produzéiert ginn.

2028 solle geschaten 3.000.000 kWh Stroum op de Gebaier an Terraine vum Patrimoine vum Fonds du rail produzéiert ginn (ënner der Viraussetzung vun de jeweilegen Uschlosskapazitéiten un déi ëffentlech Netzer).

**État de certaines structures d'accueil pour demandeurs d'asyl** | Question **0088** (06/12/2023) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

A mindestens engem Foyer fir DPIen a BPIe sinn elo am Wanter Zoustänn, déi esou fir Kanner an och Erwuessener net guttzeheesche sinn. Eisen Informatiounen no feelt et zum Beispill am Foyer vun der Turnhal zu Ettelbréck un Heizungsméiglechkeeten an un anstännegen Oftrennungen tëscht den eenzele Leit a Familljen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Asyl dës Froe stellen:

1. Kann de Minister dës Zoustänn bestätegen? Sinn et Zoustänn, déi kuerzfristeg entstinn, well eng Heizung net geet, oder laangfristeg, well net genuch Heizméiglechkeeten existéieren a verschiddene Foyeren?

2. Firwat ass et net méiglech, fir an de Foyeren, wou et néideg ass, mobill Heizungen zum Asaz ze bréngen?

3. Wat gëtt gemaach, fir dass d'Kanner an d'Erwuessener a Konditioune beherbergt ginn, déi den Engagementer, déi Lëtzebuerg international ënnerschriwwen huet, zum Beispill mat der Kannerrechtscharta, gerecht ginn?

4. Kann de Minister bestätegen, dass Alternativen, fir de Leit auszehëllefen a punkto Hëtzen, proposéiert gi sinn, déi awer net zréckbehale gi sinn? Wéi eng Alternative waren et a firwat si se net zréckbehale ginn?

5. Ass de Minister bereet, de Loyer fir dëse Foyer erofzesetzen, bis Léisunge fir d'Hëtze vun der Sportshal fonnt sinn?

**Réponse** (27/12/2023) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Et ass richteg, dass et an der Structure d'hébergement d'urgence Ettelbruck (SHU Ettelbruck) Problemer mat der Heizung gouf. Dës sinn elo behuewen. Den 8. Dezember 2023 gouf als Zousaz eng leeschtungsstaark mobill Heizung installéiert.

ad 2. Zousätzlech mobill Elektroheizungen hunn en héijen Energiebedarf (ca. 2.000–2.500 Watt pro Gerät) an dofir ass dat opgrond vum Stroumreseau an der jeeweileger Struktur net ëmmer méiglech.

ad 3. Den ONA mécht alles dofir, dass Kanner an Erwuessener a deene beschtméigleche Konditiounen ënnerbruecht ginn. Et gëtt och ëmmer prioritär no Fraen, Kanner, Familljen an de vulnerabele Leit gekuckt.

ad 4. Wann et an enger Struktur vum ONA ze kal géing ginn, gëtt natierlech no Léisunge gesicht. Wann dat net méiglech ass, wéi dat zum Beispill de Fall war am CPA Kierchbierg d'leschte Wanter, da ginn d'Leit an aner Strukture relogéiert.

ad 5. Een Erofsetze vun der Indemnité d'occupation ass net virgesinn. Et kënnen ëmmer technesch Problemer an enger Struktur optrieden, déi dann esou séier ewéi méiglech behuewe ginn.

**Recouvrement des dettes fiscales par les offices sociaux** | Question **0089** (07/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Office-sociallen hei am Land leeschten ee wichtegen Déngscht, fir deene Leit, déi et hei am Land finanziell net iwwert d'Ronne packen, ënnert d'Äerm ze gräifen. D'Unzuel u Persounen, déi op Hëllefen ugewise sinn, klëmmt alljoers an et ass am Interessi vum Zesummenhalt an eiser Gesellschaft, dass all Persoun, déi Hëllef brauch, och Hëllef kritt.

Am ofgeännerte Gesetz vum 18. Dezember 2009 ass d'Aide sociale gereegelt. Iwwert d'Offices sociaux kënnen d'Leit Hëllefe kréien, fir Waasser-, Stroum an Heizrechnungen an och Dokteschrechnungen ze bezuelen oder fir Iesswueren ze kréien.

Mir si Fäll vun Demandë bekannt, wou den Office social den Demandeure Geld iwwerwisen huet, fir Steierscholde bei der Steierverwaltung (ACD) ze bezuelen. Hei stellt sech d'Fro, ob dat nach wierklech an den Aufgabeberäich vun der Sozialhëllef fält. An anere Gesetzer ass et esou, dass d'Präsenz vu Steierscholden oder Scholde bei der Sécurité sociale dozou féiert, dass den Demandeur aus enger Prozedur kann ausgeschloss ginn. Als Beispill sierf den Artikel 29 (2) vum Gesetz iwwert ëffentlech Ausschreiwunge vun 2018 genannt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung, fir Finanzen a fir Asyl dës Froe stellen:

1. Ass et erlaabt, dass d'Office-sociallen asprangen, fir Steierscholde vu steierflichtege Persoune bei der Steierverwaltung ze bezuelen?
– Falls jo, op Basis vu wéi engem Artikel vum Gesetz kann dës Hëllef accordéiert ginn?

2. Muss den Demandeur d'Suen, déi hie fir d'Bezuele vun enger Steierschold kritt huet, zu engem spéideren Zäitpunkt zeréckbezuelen, esou wéi den Artikel 31 vum Gesetz vun 2009 dat virgesäit oder ass et de Gemengen op Basis vum Artikel 32 iwwerlooss, ob se d'Steierschold bezuele wëllen?

**Réponse** (27/12/2023) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. D'Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert Sozialhëllef etabléiert e grondsätzlecht Recht op Sozialhëllef fir den Eenzelnen. Den Office social informéiert a beréit d'Leit, ënnerstëtzt si an hiren Demarchen, fir datt si Accès zu de verschiddene soziale Mesuren a Prestatiounen hunn a kann de Leit och eng Aide matérielle accordéieren.

D'Gesetz definéiert déi generell Prinzippie vun der Sozialhëllef, ouni awer e Katalog u méigleche Leeschtungen opzestelle respektiv verschidden Ausgabe vum Beneficiaire auszeschléissen. Am deemolege Gesetzesprojet liest ee follgende Commentaire zum Artikel 7 : „Cet article énonce les principes de base des missions de l'office sans toutefois rentrer dans les détails. En effet, toute énumération risquerait de ne pas être exhaustive et par là, de limiter inutilement le champ des interventions possibles, voire nécessaires, dans une situation donnée. Comme il s'agit d'aides personnalisées, il ne sert à rien de les standardiser outre mesure, car elles auraient toutes les chances de rater leur objectif. (...)"

Et opläit dem Conseil d'administration, eng Decisioun ze huelen unhand vum Dossier, deen him vum zoustännegen Assistant social presentéiert gëtt. An der Enquête sociale, déi vum Assistant social duerchgefouert gëtt, ginn all d'Revenuen an d'Depensen/Scholde vum Stot opgelëscht; dorënner kënnen sech och Steierscholde befannen. Déi accordéiert Hëllef ass ëmmer eng individuell Äntwert op eng meeschtens komplex Situatioun vum betraffene Stot.

ad 2. Generell kann den Office social remboursabel Hëllefe ginn oder sougenannte „Secoursen", déi net remboursëiert musse ginn.

Den Artikel 7 Alinea 9 vum Gesetz erlaabt dem Office social, vum Beneficiaire en aktiivt Matschaffen anzefuerderen („En contrepartie de l'aide sociale accordée, l'office social est en droit de demander une participation active de la part des bénéficiaires aux mesures destinées à rétablir leur autonomie."). De Conseil d'administration decidéiert, ob an ënnert wéi enger Form hien eng Participatioun vum Beneficiaire afuerdert an tranchéiert och, ob d'Hëllef ënnert Form vun engem „secours financier" oder enger „avance remboursable" zougestane gëtt.

En aktiivt Matschaffe muss net onbedéngt e Remboursement vum Beneficiaire bedeiten. E rekurrent Beispill vun aktivem Matschaffen ass d'Fuerderung un de Betraffenen, d'Gestioun vu sengem Budget reegelméisseg mam Assistant social duerchzekucken.

D'Artikelen 31 an 32 vum Gesetz sinn nëmme bedéngt eng Äntwert op d'Fro vun engem méigleche Remboursement.

Den Artikel 31 fousst op zwou spezifesche Situatiounen:

– eng éischt, wou den Office social géif feststellen, datt de Beneficiaire net éierlech bei senger Demande war an net all relevant Informatiounen zu senger finanzieller Situatioun matgedeelt hätt;
– eng zweet, wou de Beneficiaire, nodeems hien eng Hëllef vum Office social kritt huet, zu eng substanzieller Verbesserung vu senger finanzieller Situatioun komm wier (zum Beispill duerch eng Ierfschaft).

Den Artikel 32 vum Gesetz geet iwwert déi regulär Sozialhëllef vum Gesetz eraus a gëtt de Gemengen d'Méiglechkeet, eege sozial Leeschtungen ze definéieren, déi den Office social, am Kader vun engem speziellen Arrangement, fir d'Gemeng(en) ausféiere géif. Am deemolege Gesetzprojet liest ee follgende Commentaire zum Artikel: „Liberté est laissée à l'autonomie communale de faire plus que le minimum contenu dans le projet de loi commenté ci-avant. Toutefois, il est retenu que si des actions supplémentaires étaient décidées, et qu'elles devraient être exécutées par

l'intermédiaire du service d'aide sociale, elles sont facturées par ce dernier à la, ou respectivement les communes impliquées."

**Nouvelles techniques génomiques** | Question **0091** (08/12/2023) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Les 10 et 11 décembre 2023 se tiendra le Conseil de l'Union européenne « Agriculture et pêche » lors duquel le Conseil entend, entre autres, dégager une position commune des États membres sur la proposition de règlement relatif aux nouvelles techniques génomiques (NGT).

En date du 20 octobre 2023, 10 organisations écologistes et agricoles ont fait part de leurs préoccupations concernant la précitée proposition de la Commission européenne, détaillant les effets néfastes potentiels de la proposition sur l'environnement et la santé humaine, ainsi que sur les droits des consommateur.trice.s et des agriculteur.trice.s. Soulignant l'importance du principe de précaution, de la transparence et de l'évaluation approfondie des risques, les organisations ont demandé que le Luxembourg s'exprime clairement contre la proposition de la Commission européenne.

Étant donné que le programme gouvernemental reste muet sur la question des organismes génétiquement modifiés et des nouvelles techniques génomiques, je me permets de poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture concernant la position du Gouvernement sur les nouvelles techniques génomiques :

– Comment Madame la Ministre se positionnera-t-elle sur la question des nouvelles techniques génomiques lors du Conseil « Agriculture et pêche » des 10 et 11 décembre ? Plus précisément, quelle sera la position de Madame la Ministre sur la répartition des NGT en deux catégories, l'analyse de risque détaillée pour tous les NGT, l'application du principe de précaution et l'étiquetage des NGT ?

**Réponse** (05/01/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Concernant la répartition des NGT en deux catégories, les modifications apportées à la proposition initiale par la présidence espagnole renforcent clairement le classement des nouvelles techniques génomiques en deux catégories. La première catégorie est proche des plantes conventionnelles alors que la deuxième catégorie a un statut similaire aux organismes génétiquement modifiés tels que nous les connaissons actuellement.

Cette approche est basée sur le fait que contrairement aux OGM « classiques », obtenus par transgenèse avec introduction de gènes étrangers, il est impossible de distinguer une modification obtenue par mutagenèse aléatoire d'une modification obtenue par mutagenèse ciblée lors d'une analyse en laboratoire. Théoriquement, la même mutation pourrait ainsi apparaître de façon naturelle ou de façon dirigée par des techniques de modification génétique classique. Ces plantes ne se distinguent donc en rien de leur équivalent obtenu de manière conventionnelle. Nous ne disposons pour l'heure d'aucun moyen pour détecter les variantes issues de techniques de modification génétique dirigées de ces organismes. Voilà d'ailleurs pourquoi le Conseil des ministres a demandé unanimement à la Commission européenne en 2019 (1) de modifier le cadre législatif européen des plantes issues de la mutagenèse dirigée.

Concernant l'analyse des risques, les plantes issues de la 2e catégorie sont soumises à une analyse des risques au cas par cas similaire à celle appliquée aux OGM « classiques ». Les plantes de catégorie 1, qui pourraient également être produites naturellement ou par sélection conventionnelle, feront l'objet d'une procédure de vérification simplifiée, sur la base de critères définis dans la proposition. Ce choix a été fait pour permettre une innovation rapide qui devrait permettre à l'agriculture de s'adapter notamment au changement climatique.

Le règlement sur les nouvelles techniques génomiques constitue une lex specialis de la réglementation sur les organismes génétiquement modifiés qui est elle régie par le principe de précaution. En effet les articles 1 et 4 ainsi que l'annexe II imposent des obligations aux EM dans ce sens.

Par ailleurs dans ce cadre, les modifications apportées par la présidence espagnole permettent aux États membres d'avoir recours pour la catégorie 2 aux dispositions de la directive (UE) 2015/412 en ce qui concerne la possibilité de restreindre ou d'interdire la culture d'organismes génétiquement modifiés sur leur territoire.

Les informations sur les plantes NGT de la catégorie 1 seraient fournies par le biais de l'étiquetage des semences, d'une base de données publique et des catalogues pertinents sur les variétés végétales. Pour toutes les autres plantes NGT c.-à-d. de catégorie 2, les exigences de la législation actuelle sur les OGM s'appliqueraient. Elles seront tracées et étiquetées en tant qu'OGM, avec la possibilité d'une étiquette facultative indiquant l'objectif de la modification génétique.

Les deux catégories sont interdites dans l'agriculture biologique.

Les discussions au Conseil Agriculture et pêche du 11 décembre 2023 n'ont pas permis d'aboutir à une orientation générale sur le dossier.

Le Luxembourg s'est abstenu lors de la procédure de vote, notamment en raison du recours aux brevets sur les nouvelles techniques de catégorie 1. En effet, nous considérons que pour cet aspect, les plantes de catégorie 1 doivent être traitées comme des plantes produites par des techniques conventionnelles. La brevabilité de ces plantes présente un risque de monopole et pourrait se faire au détriment des petits obtenteurs et agriculteurs.

**Construction d'hôtel à Rodange** | Question **0092** (08/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zu Rodange gëtt de Bau vun engem Jugend- a Familljenhotel geplangt. Dëse Projet stéisst op Widderstand vu Biergerinnen a Bierger aus der Gemeng, well een hei op der Grenz zu engem Natura-2000-Gebitt wäert eng gréisser Fläch versigelen, op Käschte vun der Natur. A menge viregte parlamentaresche Froen N° 7489 a 7758 hate mir eng Rëtsch Bedenken opgeworf, déi och vusäite vu lokale Biergerinitiativen opgefouert goufen, notamment, dass d'Etüd iwwert den Ëmweltimpakt eng Rëtsch Punkten net berécksiichtegt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Ass den neien Ëmweltminister der Meenung, dass den Dossier fir de Bau vum Hotel komplett genuch war an huet hie keng weider Bedenken zu dësem Projet a sengem Impakt op d'Fauna a Flora?

2. Wäert den neien Ëmweltminister eng nei Ëmweltimpaktetüd ausstellen?

**Réponse** (11/01/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Wéi den éierewäerten Deputéierte ganz richteg seet, gouf dee Sujet schonn a viregte parlamentaresche Froen thematiséiert. Fir d'Detailer verweisen ech op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro 7558 vum 7. Februar 2023.

Alleguerten déi néideg Informatioune louchen zum Zäitpunkt vun der Decisioun vum 3. Juli 2022 vir, dofir gëtt et keng Ursaach, déi Decisioun a Fro ze stellen.

**Cadre réglementaire européen sur l'intelligence artificielle** | Question **0093** (11/12/2023) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Du 6 au 8 décembre, la proposition de cadre réglementaire sur l'intelligence artificielle de la Commission européenne (« AI Act ») a fait l'objet d'un dernier trilogue à Bruxelles. Dans ce contexte, l'un des principaux points de contention entre les positions du Conseil et du Parlement européen porte sur la liste des systèmes d'IA interdits dans l'Union. Ainsi, le Parlement a, dans sa position de négociation, souhaité interdire l'utilisation des systèmes d'identification biométrique dans l'Union tant pour les utilisations en temps réel que pour un usage ex post (sauf en cas de criminalité grave et d'autorisation préjudicielle en vue d'un usage ex post) et pas seulement l'utilisation en temps réel, comme l'a proposé la Commission. En outre, le Parlement a souhaité interdire tous les systèmes de catégorisation biométrique utilisant des caractéristiques sensibles, les systèmes de police prédictive (fondés sur le profilage, la localisation ou le comportement criminel passé), les systèmes de reconnaissance des émotions et les systèmes d'IA utilisant l'extraction indiscriminée des données biométriques provenant des médias sociaux ou des séquences de vidéosurveillance.

Alors qu'il reste un certain nombre de détails techniques à clarifier, divers médias spécialisés estiment que les interdictions en matière d'utilisation des systèmes d'identification biométrique susvisés se sont vues limiter dans l'accord politique trouvé lors du trilogue susvisé. Ainsi, l'interdiction des systèmes de reconnaissance faciale et émotionnelle contiendrait des exceptions visant notamment l'utilisation par les autorités policières et pour le contrôle des flux migratoires. De même, l'utilisation de systèmes d'identification biométrique pour un usage ex post ne serait pas interdite, mais seulement catégorisée comme « à haut risque ». Enfin, l'utilisation de systèmes de police prédictive ne serait pas non plus prohibée.

Au vu de ce qui précède, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Justice et de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer que les interdictions en matière d'utilisation de systèmes d'identification biométrique ont été substantiellement affaiblies, dans le cadre du trilogue, par rapport à la position de négociation du Parlement européen ?

2) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à l'utilisation des systèmes d'identification biométriques telle que rendue possible par l'accord issu du trilogue ?

3) Le Gouvernement entend-il mettre en place ou étendre l'utilisation de tels systèmes au chef des administrations publiques et notamment des autorités policières luxembourgeoises ?

**Réponse** (15/01/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice, Ministre déléguée auprès du

Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Alors qu'un accord final a été annoncé le 9 décembre 2023 par la Présidence espagnole du Conseil de l'UE, les membres du Conseil ne disposent pas encore de texte consolidé. Ceci rend prématurée toute analyse détaillée des dispositions finalement retenues par les participants du trilogue. Dès que le texte consolidé sera disponible, le Gouvernement procèdera à l'analyse de ce dernier.

ad 2) et 3) Au vu de ce qui précède, le Gouvernement ne peut actuellement pas se prononcer sur une éventuelle utilisation de systèmes d'identification biométriques par les autorités policières luxembourgeoises.

**Pénurie du médicament Ozempic** | Question **0094** (11/12/2023) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Depuis fin 2022 l'Europe connaît une pénurie du médicament Ozempic, utilisé dans le traitement du diabète de type II. Cette pénurie, qui devrait se poursuivre en 2024, est due notamment à la prescription off label de plus en plus répandue de la molécule pour les patients souffrant d'obésité. Cette pratique aurait été grandement encouragée par la multiplication de vidéos sur les réseaux sociaux vantant les mérites du médicament pour la perte de poids.

Afin de garantir la disponibilité du médicament pour les patients diabétiques, le Ministère de la Santé a issu des circulaires en dates du 18 octobre et du 7 novembre, la première rappelant que l'Ozempic doit être prescrit prioritairement aux patients diabétiques et la seconde insistant que la molécule soit exclusivement prescrite aux patients souffrant de diabète type II.

Au vu de ce qui précède, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre est-elle d'avis que les mesures préconisées dans les deux circulaires sont suffisantes afin de garantir l'accès au médicament Ozempic aux personnes souffrant de diabète type II ?

2) Quelle est l'évolution en termes de disponibilité de l'Ozempic pour les patients diabétiques depuis la publication des circulaires en question ?

3) Sachant que la pénurie pousse les personnes à se procurer la molécule sur Internet, et que les contrefaçons sont de plus en plus fréquentes sur le territoire européen, quelles sont les mesures que le Ministère de la Santé compte prendre pour sensibiliser aux dangers relatifs aux médicaments achetés en ligne ?

Alors que la pénurie actuelle pousse les pays européens à limiter l'accès à l'Ozempic aux patients souffrant de diabète, des molécules similaires sont en train d'être étudiées pour leurs effets de réduction du poids. Ainsi, la France prévoit la mise sur le marché du Wegovy en 2024, une molécule qui devrait être réservée aux patients souffrant d'obésité.

L'accès à ce type de molécule permettrait non seulement de réduire l'engouement actuel pour l'Ozempic, mais pourrait jouer un rôle non négligeable dans la prévention de toute une série de maladies résultant de l'obésité.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre :

4) Quelle est la position de Madame la Ministre par rapport aux molécules similaires à l'Ozempic et destinées à traiter l'obésité ? Est-ce que leur mise sur le marché ainsi que leur remboursement selon des critères bien définis sont des pistes prises en considération ?

5) Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

**Réponse** (09/01/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Pour rappel, les circulaires du 18 octobre 2022 et du 7 novembre 2023 visaient à rappeler aux prescripteurs la nécessité de réserver Ozempic uniquement aux patients souffrant de diabète de type 2. Depuis lors, la CNS a décidé de ne rembourser ce médicament que s'il est prescrit, délivré et utilisé conformément à son indication. Le médecin rédigeant l'ordonnance doit désormais indiquer sur la prescription le périmètre d'utilisation conforme aux indications approuvées dans le cadre d'autorisation de mise sur le marché (AMM).

Cependant, nous constatons que malgré les recommandations faites aux médecins par les autorités de ne le prescrire que pour des patients diabétiques de type II et malgré des mesures plus coercitives mises en place dans d'autres pays, le phénomène continue et l'ampleur de la pénurie a atteint un niveau de criticité tel que les médecins qui traitent les patients diabétiques se voient contraints de prescrire des traitements alternatifs.

Face à la persistance des pénuries, il est indéniable que les recommandations ne suffisent pas et que des prescriptions et des délivrances abusives continuent. Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale prévoit dans ce sens d'émettre sous peu un arrêté ministériel limitant la prescription d'Ozempic uniquement aux patients souffrant de diabète type 2 et ce pour un délai de 6 mois.

ad 2) Nous constatons que malgré la diffusion des circulaires et malgré la mesure de remboursement conditionnel émise par la CNS, la disponibilité d'Ozempic est toujours restée problématique.

Ozempic fait l'objet de tensions d'approvisionnement depuis avril 2022 au niveau mondial et la situation actuelle de pénuries et de ruptures de stock fait suite à une demande globale accrue pour les médicaments de cette classe thérapeutique (agonistes injectables des récepteurs peptidiques de type GLP-1 du glucagon). Cette situation est associée aux difficultés des firmes à augmenter la capacité de fabrication pour répondre à la demande croissante.

Cette demande croissante reflète l'augmentation de son utilisation dans le traitement du diabète de type 2, mais elle reflète aussi, malheureusement, l'utilisation détournée à des fins d'amaigrissement, pratique largement véhiculée sur les réseaux sociaux.

ad 3) Le ministère publie régulièrement des informations à l'attention des citoyens sur le site sante.lu. En ce qui concerne l'achat de médicaments en ligne, un dossier thématique est accessible sur le site avec des mises en garde et conseils.

(https://sante.public.lu/fr/espace-citoyen/dossiers-thematiques/m/medicaments-humains/achat-medicament-internet.html).

ad 4) Le Wegovy est un médicament à base de semaglutide (comme Ozempic) qui possède une autorisation de mise sur le marché européenne suite à l'évaluation de l'Agence européenne des médicaments (EMA). La firme Novo Nordisk A/S qui fabrique les deux produits procède actuellement aux démarches permettant la commercialisation dans les différents pays de l'UE.

En ce qui concerne la mise sur le marché de ce médicament, elle se fera selon la législation nationale en vigueur[9] et selon l'indication autorisée. Wegovy est indiqué en complément d'un régime hypocalorique et d'une augmentation de l'activité physique dans le contrôle du poids, notamment pour la perte de poids et le maintien du poids, chez des adultes avec un indice de masse corporelle (IMC) initial de : ≥ 30 kg/m$^2$ (obésité), ou ≥ 27 kg/m$^2$ et < 30 kg/m$^2$ (surpoids) en présence d'au moins un facteur de comorbidité lié au poids tel qu'une dysglycémie (prédiabète ou diabète de type 2), une hypertension artérielle, une dyslipidémie, un syndrome d'apnée obstructive du sommeil ou une maladie cardiovasculaire.

En ce qui concerne le remboursement, il faudra effectivement tenir compte du service médical rendu et du coût pour notre système de sécurité sociale. Nous avons noté que la Haute autorité de santé en France émet un avis[10] favorable uniquement chez l'adulte ayant un indice de masse corporelle (IMC) initial ≥ 35 kg/m$^2$ et âgé ≤ 65 ans en cas d'échec de la prise en charge nutritionnelle bien conduite (< 5 % de perte de poids à six mois). Le maintien de cet avis est conditionné à la réévaluation de Wegovy dans un délai maximum de 2 ans sur la base des résultats de l'étude de phase III SELECT évaluant le risque d'évènements cardiovasculaires chez des patients en situation de surpoids ou d'obésité ayant déjà présenté des évènements cardiovasculaires.

Enfin, s'agissant de la même molécule (semaglutide) pour les deux médicaments (Ozempic et Wegovy) et qui sont fabriqués par la même firme (Novo Nordisk A/S), le positionnement du ministère suit la stratégie de l'Agence européenne des médicaments qui consiste à également identifier d'autres firmes aptes à fabriquer des médicaments similaires et à les encourager à entamer les démarches afin de les mettre rapidement sur le marché. Des discussions à ce sujet sont actuellement en cours au niveau des groupes européens de gestion des pénuries de médicaments, dont le Medicines Shortages Steering Group (MSSG) et le groupe de travail Medicines Shortages Single Point of Contact (SPOC), auxquels participe activement la Division de la pharmacie et des médicaments.

Le positionnement du ministère vise à réduire la dépendance vis-à-vis d'une firme unique et de permettre de diversifier le portefeuille de produits disponibles pour les patients.

ad 5) n. a.

**Contrôles policiers au piquet de grève d'Ampacet** | Question **0095** (11/12/2023) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Depuis le 27 novembre, une grande partie des salarié.e.s de l'entreprise Ampacet Luxembourg SARL à Dudelange est en grève. Un piquet de grève est installé à proximité de l'entrée de l'usine avec une permanence assurée par les salarié.e.s en grève et des membres du syndicat.

Selon mes informations, la Police grand-ducale a récemment procédé à la vérification des identités des personnes se trouvant au piquet de grève à l'écart de l'entrée de l'usine, sans que ces personnes ne soient

[9] Loi du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des « médicaments » (telle qu'elle a été modifiée) ; Règlement grand-ducal du 15 décembre 1992 relatif à la mise sur le marché des médicaments (tel qu'il a été modifié) ; Règlement grand-ducal du 29 avril 1983 fixant la composition et le fonctionnement de la commission d'experts chargée de donner son avis sur les demandes d'autorisation de mise sur le marché des « médicaments » (tel qu'il a été modifié). Explications sur les procédures disponibles ici : https://sante.public.lu/fr/espace-professionnel/domaines/pharmacies-et-medicaments/medicaments-humains/autorisation-mise-sur-le-marche.html

[10] https://www.has-sante.fr/upload/docs/evamed/CT-19927_WEGOVY_PIC_INS_AvisDef_CT19927.pdf

impliquées dans des actions d'obstruction de l'entrée. De tels contrôles n'ont pas été effectués durant les dix premiers jours de la grève et pourraient être interprétés comme des tentatives d'intimidation.

Dès lors, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Pouvez-vous confirmer que des membres de la Police grand-ducale ont procédé à des contrôles d'identité de personnes se trouvant au piquet de grève, sans que ces personnes ne soient impliquées dans des actions d'obstruction de l'entrée ?

2) Dans l'affirmative de la première question, pouvez-vous m'expliquer la raison de ces contrôles d'identité et me dire s'il s'agit d'un changement de pratique récent, respectivement si vous avez donné des consignes en ce sens ?

3) N'êtes-vous pas d'avis que de tels contrôles sont susceptibles d'affaiblir le droit de grève garanti par la Constitution ?

**Réponse** (11/01/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad1) et 2) La police confirme avoir procédé à des contrôles d'identité de personnes se trouvant au piquet de grève devant l'entrée de l'usine Ampacet.

Elle a dû intervenir à plusieurs reprises car l'accès au site avait été obstrué par des personnes participant au piquet de grève. Dans le cadre de ces interventions, des procès-verbaux ont dû être dressés, entre autres à cause d'un accident de la circulation provoqué par des personnes participant au piquet de grève, ou encore pour rébellion avec armes à l'encontre de personnes qui avaient jeté des pétards en direction des policiers.

Les contrôles d'identité ont été effectués dans l'exécution de la mission de police judiciaire, dans le cadre de laquelle la police a pour tâche de rechercher les crimes, les délits et contraventions, de les constater, d'en rassembler les preuves, d'en donner connaissance aux autorités judiciaires, de rechercher, saisir, arrêter et mettre à la disposition de l'autorité judiciaire les auteurs, dans les formes déterminées par la loi.

Je tiens en outre à préciser que, hormis le cas visé à l'article 5 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, où il existe un danger grave, concret et imminent pour la sécurité publique, le ministre ne peut pas donner instruction à la police de procéder à des contrôles d'identité. Ces contrôles relèvent des mesures de police administrative.

ad 3) Je ne vois pas en quoi les contrôles d'identité effectués par la police dans le contexte décrit ci-dessus seraient de nature à affaiblir le droit de grève.

**Déclaration de succession auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA** | Question **0096** (12/12/2023) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

Au Luxembourg, les héritiers en ligne non directe doivent déposer une déclaration de succession auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA endéans un délai de six mois à compter de la date du décès s'il intervient au Grand-Duché.

Il me revient que dans un certain nombre de cas, ce délai est dépassé. Une conséquence du dépôt tardif des déclarations est celle qu'une taxe de 10 % doit être payée à l'État, en supplément des droits de succession à payer.

Le cadre légal et notamment les délais en la matière sont issus d'une loi du 27 décembre 1817 sur la perception du droit de succession.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

– Madame et Monsieur les Ministres, y a-t-il déjà eu des réflexions concernant une adaptation des délais pour les déclarations de succession ?

– Est-ce qu'une réévaluation et une modernisation de la loi sous référence seraient concevables ?

**Réponse** (10/01/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Suivant l'article 9 de la loi modifiée du 27 décembre 1817 pour la perception du droit de succession, le délai pour déposer la déclaration de succession est de six mois, si le décès a lieu dans le territoire du Grand-Duché. Ce même article prévoit en outre que ce délai peut être prolongé par décision du directeur de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, suivant qu'il sera jugé nécessaire au vu d'une demande écrite présentée par un héritier présomptif. En vertu de l'article 10, alinéa 1er, de ladite loi, il est à payer au profit de l'État un droit en sus de 1/10e du droit dû, si les déclarations ne sont pas faites dans les délais prescrits ou prolongés par décision directoriale.

Avant de procéder à une telle sommation et donc à la mise en compte de l'amende précitée, l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA prend soin d'aviser les personnes concernées des déclarations à faire en la matière.

En considération de ce qui précède, il n'est à ce stade pas envisagé d'adapter les délais légaux. D'autres modifications ponctuelles de la loi de 1817 se font en cas de besoin.

**Logements abordables** | Question **0098** (12/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Koalitiounsaccord gëtt d'Penurie vun abordabelem Wunnraum als eng vun de prinzipiellen Erausfuerderunge vu Lëtzebuerg duergestallt. An dësem Kontext hu laut Regierung och d'Gemengen eng wichteg Roll a sollen zu méi abordabelem Wunnraum bäidroen. Et verwonnert also net, dass a ville budgetäre Propose vun de Schäfferéit an eisem Land Acquisitioune vun Terrainen, Projeten oder och konkreet Bauinitiative budgetéiert gi fir d'Joer 2024.

Et gëtt awer, wéi a ville Beräicher, och hei immens ënnerschiddlech Ausgankssituatiounen, jee no Gemeng. Et ass zum Beispill gewosst, dass d'Gemenge Stand 2021 534 Hektar Bauland zur Verfügung haten (Note 29 Observatoire de l'habitat), mee et ass net gewosst, wéi vill Wunnengen a Gemengenhand sinn oder Terrainen, wou eng Emphyteose um Terrain drop ass.

Fir kënnen an aller Transparenz den Impakt vun der Wunnengspolitick méi genau ze bewäerten, brauch et och offiziell Zuelen iwwert den aktuelle Bestand a Gemengenhand.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministeren eis matdeelen, wéi héich den aktuelle Stock u Wunnengen ass, déi am Besëtz vun den eenzele Gemenge sinn?

2. Wéi vill Wunnenge goufen an de leschten zwee Joer vun de Gemenge gebaut an duerch de Staat subventionéiert ënnert dem Regime vun den Aides à la pierre (Loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement)?

3. Kann d'Regierung eis matdeelen, wéi vill Wunnenge pro Gemeng aktuell ënnert déi follgend Kategorië falen an net vun der SNHBM oder dem Fonds du logement geréiert ginn?

– Logements en location abordable
– Logements en gestion locative sociale
– Logements en vente abordable
– Logements en vente à coût modéré

**Réponse** (15/01/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Déi aktuellst Zuelen, déi ons virleien, si vum Joer 2022.

Op den 31.12.2022 waren 1.461 locativ Wunnengen am Besëtz vu Gemengen, déi ënnert dem Regime vun den „aides à la pierre" subventionéiert goufen.

Eng méi detailléiert Oplëschtung vun de Wunnenge pro Gemeng ass am Rapport vum Fonds spécial de soutien au développement du logement nozeliesen (Annex 10.4).

Am Kader vum Rapport iwwer de Fonds spécial fir d'Joer 2023 sinn dës Zuelen amgaangen aktualiséiert ze ginn.

ad 2. Am Joer 2022 si vusäite vun de Gemengen 107 Wunnengen an der Location abordable fäerdeggestallt ginn. Am Joer 2021 waren et 59 nei locativ Wunnengen, déi bei de Gemenge fäerdeggestallt goufen.

Am Joer 2021 sinn 156 Wunnenge mat de Gemenge konventionéiert ginn (Annex 7.2 vum Rapport vum Fonds spécial de soutien au développement du logement fir 2021).

Am Joer 2022 si 35 Wunnenge mat de Gemenge konventionéiert ginn (Annex 10.2 vum Rapport vum Fonds spécial de soutien au développement du logement fir 2022).

Am Kader vum Rapport iwwer de Fonds spécial fir d'Joer 2023 sinn dës Zuelen amgaangen aktualiséiert ze ginn.

ad 3. Dës Kategorië sinn duerch dat neit Gesetz vum 7. August 2023 agefouert ginn. De Registre national des logements abordables (RENLA) ass aktuell an der Entwécklung a wäert et eis erlaben, an den nächste Jore präzis Statistiken ze erhiewen.

Aus dem Rapport iwwer de Fonds spécial fir d'Joer 2022 geet allerdéngs ervir, datt 2/3 vun den abordabele Wunnenge vun der SNHBM an dem Fonds du logement gebaut ginn. Zemools am Kader vun der Vente sinn dës Acteuren ausschlaggeebend, well d'Gemenge sech an der Reegel ganz staark op d'Locatioun konzentréieren.

**Augmentation inquiétante des attaques d'hameçonnage** | Question **0099** (13/12/2023) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Nous observons ces dernières années une augmentation inquiétante des attaques d'hameçonnage (phishing). De plus, ces attaques deviennent de plus en plus sophistiquées, de sorte qu'il est difficile de les déceler.

Citons par exemple le cas de la Caisse nationale de santé, victime d'une vaste campagne d'hameçonnage via SMS. Ou encore le cas d'appels téléphoniques frauduleux où les auteurs se sont fait passer pour des agents de la société LuxTrust SA. Cependant, le plus souvent, ces attaques sont opérées via des courriers électroniques. Dans tous les cas, cette pratique malveillante a pour but de tromper et d'escroquer les utilisateurs. L'objectif est d'amener les utilisateurs à révéler des informations financières, des informations d'identification ou d'autres données sensibles ou personnelles.

Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Est-ce qu'il existe des données statistiques sur ce phénomène ? Notamment sur le nombre d'attaques enregistrées ces dernières années ? Sur le nombre de plaintes reçues ou encore le nombre de personnes lésées ?

2) Est-il possible d'estimer les dommages causés par l'hameçonnage au Luxembourg ?

3) Dans combien de cas les poursuites judiciaires ont-elles abouti à des condamnations et à un dédommagement des personnes lésées ?

4) Combien de personnes au sein de la police et des services judiciaires sont en charge de ce dossier ?

5) Est-ce qu'il existe une coopération policière en la matière au niveau européen et international ?

6) Quelles sont les recommandations aux victimes ? Vers quels services peuvent-elles se tourner ?

7) Quelle est la responsabilité des opérateurs de télécommunications ?

8) Existe-t-il des obligations légales pour les opérateurs, notamment l'application de filtres pour minimiser le phénomène ?

9) Qu'est-ce que le Gouvernement entend entreprendre pour contrer ce phénomène ?

10) Ce sont souvent – mais pas exclusivement – des personnes âgées qui sont victimes de ces arnaques. Existe-t-il des campagnes de sensibilisation spécifiques, tant pour cette partie plus vulnérable de notre population que pour le grand public en général ?

**Réponse** (16/01/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Les cyberattaques et la cybercriminalité augmentent sensiblement en nombre et en sophistication au Luxembourg ainsi que dans toute l'Europe, avec une tendance qui devrait encore davantage s'accentuer à l'avenir.

Les attaques d'hameçonnage sont une forme d'escroquerie qui vise à voler les informations personnelles des utilisateurs. En ce qui concerne le nombre d'affaires en matière d'hameçonnage ou phishing au Luxembourg, celui-ci est passé de 28 affaires en 2020 à 1.310 affaires en 2023.

Les données ou statistiques en rapport avec la cybersécurité et les attaques informatiques sont publiées dans le rapport que l'Agence nationale de cybersécurité au service de l'économie luxembourgeoise et des communes, devenue la Luxembourg House of Cybersecurity (LHC), a récemment publié « A Comprehensive Market Study on Cybersecurity Challenges and Opportunities in Luxembourg's SME Sector » (https://observatory.nc3.lu/market-intelligence-library/report-2023/). De plus, le CIRCL et NC3 publient régulièrement des statistiques par rapport aux menaces, dont le phishing, sur leurs sites Internet (https://circl.lu/opendata/statistics/ et https://observatory.nc3.lu/observatory-bulletin/2023/2/).

Aussi, la Police grand-ducale publie chaque année les chiffres de la délinquance.

ad 2) La Police grand-ducale ne dispose ni de statistiques spécifiques ni d'estimations des dommages causés en lien avec ce phénomène spécifique.

ad 3) À l'heure actuelle aucune condamnation n'a été prononcée pour une affaire de phishing.

ad 4) Au sein de la Police grand-ducale chaque policier peut prendre en charge des plaintes dans le cadre d'une affaire de phishing.

Au sein des parquets Diekirch et Luxembourg, une équipe de 5 personnes au total est en charge de ces dossiers.

ad 5) Lorsque des liens internationaux entre diverses séries de phishing sont constatés, ceux-ci sont évidemment discutés, notamment au sein d'institutions européennes telles qu'Europol.

ad 6) La Police grand-ducale informe sur son site Internet et à travers les médias sur le sujet de l'hameçonnage et dirige les visiteurs via un lien sur le site Internet BEE SECURE avec des informations supplémentaires.

ad 7) et 8) Face à l'augmentation des appels frauduleux ayant recours à des numéros géographiques luxembourgeois en provenance de l'étranger constatée par les opérateurs de communications électroniques ces derniers temps, l'ILR a adopté le 8 janvier 2024 le règlement ILR/T24/1 relatif au blocage des appels provenant de numéros géographiques au départ d'un pays autre que le Grand-Duché de Luxembourg. Afin de protéger les clients finaux d'appels frauduleux, les opérateurs peuvent désormais bloquer les appels provenant de numéros géographiques luxembourgeois au départ d'un pays autre que le Grand-Duché de Luxembourg, s'ils disposent d'éléments suffisants qui leur permettent de déduire que ceux-ci poursuivent des objectifs frauduleux. En cas de blocage injustifié d'un numéro, une procédure de recours est prévue.

ad 9) Les efforts et les investissements du Gouvernement en matière de cybersécurité de ces dernières années renforcent la protection des citoyens et des entreprises face aux attaques informatiques de tout type. Le Ministère de l'Économie a commencé à investir dans la cybersécurité il y a 20 ans. C'est ainsi qu'un secteur aux activités diversifiées autour de la cybersécurité a progressivement vu le jour et qu'est née l'Agence nationale de cybersécurité au service de l'économie luxembourgeoise et des communes, initialement connue sous le nom Securitymadein.lu et désormais nommée Luxembourg House of Cybersecurity (LHC). Ceci s'inscrit dans l'exécution du programme gouvernemental dans lequel le Gouvernement s'engage à renforcer « les moyens techniques et humains pour lutter efficacement contre la cybercriminalité » (dans le chapitre digitalisation) et « lancera un programme SME Package Cyber Security pour accompagner les petites et moyennes entreprises (PME) dans la mise en place de mesures de sécurité informatique », comme inscrit sous le chapitre Cybersécurité, qui annonce également la création du « Luxembourg House of Cybersecurity » pour récolter « les données concernant les menaces et vulnérabilités [...] ». Le Gouvernement a également inscrit dans son programme sous le chapitre Renforcement de la sécurité d'approvisionnement qu'il allait fournir « un effort concerté au niveau des ministères concernés, du Haut-Commissariat à la protection nationale, des gestionnaires de réseau et d'autres acteurs concernés du secteur. Une attention particulière sera accordée à la cybersécurité, à l'interdépendance avec d'autres secteurs (dont par exemple les télécommunications) et aux exercices de crise. »

La LHC propose, entre autres, des lieux d'accueil pour les citoyens (initiative BEE SECURE), pour les acteurs de la recherche et de l'innovation (Digital Innovation Hub, Digital Learning Hub), ainsi que pour les startups dans le domaine de la cybersécurité. La LHC consolide ses activités sur 2 centres d'expertise :

– CIRCL (Computer Incident Response Centre Luxembourg), pour la gestion d'incidents et la promotion d'échanges et de renseignements sur la menace cyber,

– NC3 (National Cybersecurity Competence Centre), qui représente notamment le Luxembourg en tant que centre national de coordination au sein du réseau du Centre européen de compétences en matière de cybersécurité.

En ce qui concerne les entités de poursuite nationales, le Gouvernement leur mettra à disposition les ressources personnelles et matérielles requises pour lutter contre la cybercriminalité.

Enfin, la police continue de sensibiliser la population aux attaques et arnaques via son site Internet et les médias.

ad 10) La « Cybersecurity Week Luxembourg » est importante en vue de la sensibilisation. Celle-ci se déroule tous les ans pendant le mois dédié à la cybersécurité au niveau européen et des événements de sensibilisation sont organisés. L'écosystème public de la cybersécurité a publié en 2021 un outil antispam et antiphishing important pour combattre le hameçonnage nommé SPAMBEE (https://www.beesecure.lu/fr/tool/outil-anti-spam-et-anti-phishing/) ainsi que des conseils pratiques (https://www.beesecure.lu/wp-content/uploads/2023/09/153_risques-sur-internet_ua.pdf ou encore https://police.public.lu/fr/prevention/dangers-sur-internet/phishing.html).

De plus, la Police grand-ducale ainsi que BEE SECURE lancent régulièrement des campagnes de sensibilisation sur le sujet du phishing.

**Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ** | Question **0100** (13/12/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Am Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ vun 2018 gouf festgehalen, dass eng reegelméisseg Evaluatioun vun der Ëmsetzung vum Plang géif gemaach ginn. Konkreet heescht et am Dokument:

Afin de garantir la bonne mise en œuvre du présent plan d'action, un comité interministériel LGBTI sera créé, sous la présidence du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région. Ce comité aura pour mission le suivi de l'implémentation du présent plan, une évaluation régulière de ses objectifs et actions, ainsi que la proposition de nouvelles priorités, objectifs et actions. Un bilan intermédiaire externe aura lieu après trois ans, suivi d'une évaluation externe après cinq ans. Le comité pourra se faire aider dans ses tâches par des experts, notamment les institutions des droits humains, les représentants de la société civile ou des experts par expérience.

Am neie Koalitiounsaccord steet dann och, dass d'Regierung de Plan d'action national LGBTI+ adaptéiere wëll.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Gläichheet tëscht Geschlechter an Diversitéit dës Froe stellen:

1. Goufen 2021 an 2023, esou wéi et geplangt war, extern Evaluatiounen an Optrag ginn?

2. Wien huet den Optrag/d'Opträg erhalen, wéi vill hunn se kascht a wou sinn d'Aarbechten un den externen Evaluatiounen drun?

3. Sinn d'Resultater vun den/der Evaluatioun(en) der Regierung schonns iwwermëttelt ginn?
Falls jo: Kann d'Regierung d'Haaptresultater skizzéieren an oplëschten, wéi eng Gelder konkreet fir d'Ëmsetzung vum Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ ausgi goufen an u wien se gaange sinn?

4. Sinn d'Resultater vun den/der Evaluatioun(en) ganz oder deelweis ëffentlech zougänglech?
Falls jo: Wou?
Falls nee: Firwat net?

5. Wéi eng Projeten/Mesurë wäerten 2024 am Kader vum Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ ëmgesat oder ënnerstëtzt ginn?
Kann d'Regierung scho soen, wéi eng Gelder 2024 konkreet an d'Ëmsetzung vum Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ sollen investéiert ginn an u wien se wäerte goen?

**Réponse** (10/01/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

ad 1. Déi éischt Tëschenevaluatioun vum nationalen LGBTI-Aktiounsplang war 3 Joer nom Ulafe virgesinn, dat heescht ab Juli 2021. De Familljeministère, deen deemools zoustänneg vum Dossier war, huet am Februar 2022 e Kontrakt mat der Universitéit Lëtzebuerg ënnerschriwwen. Dës Aarbechten hu bis Enn 2023 gedauert, esou dass déi zweet Evaluatioun nach net an Optrag gi gouf.

ad 2. Den Optrag un d'Uni Lëtzebuerg bezitt sech op d'Budgetsjoren 2022 an 2023, an huet insgesamt 110.477,40 € kascht (94.890 HTVA). Déi lescht Validatioune sinn am Moment um Lafen.

ad 3. D'Resultater vun der Evaluatioun leien nach net ofschléissend vir.

Den Tëschebilan besteet aus zwee Deeler. Op där enger Säit gouf mat all de Ministèrë gekuckt, wéi eng vun den 93 Aktioune vum Aktiounsplang schonn ëmgesat goufen, aus wéi enge Grënn déi aner Aktiounen nach net ëmgesat goufen a wéi den Zäitplang fir dës Aktiounen ausgesäit. E groussen Deel vun den Aktioune sinn an der Ëmsetzungsphas oder konnte schonn ofgeschloss ginn. Op där anerer Säit gouf analyséiert, wéi eng nei Prioritéiten, Zilgruppen, Ziler an Aktiounen an de Plang sollen opgeholl ginn. Hei war den Optrag, fir op d'Zivillgesellschaft an op d'Mënscherechtsinstitutiounen duerzegoen, fir a Gespréicher nei Prioritéite fir de Plang ze identifizéieren.

De Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit koordinéiert zënter dem Regierungswiessel d'Politick am Beräich LGBTIQ+. Am Ganze sinn 10 Ministèren an eng ganz Rei aner Organisatiounen an Acteuren um Terrain aktiv un der Ëmsetzung vun de verschiddenen Aktioune bedeelegt. Aus dësem Grond gëtt et keng detailléiert Opschlësselung vun de finanziellen Ausgabe fir d'Ëmsetzung vum Plang.

ad 4. Well déi lescht Validatiounen nach ausstinn, sinn d'Resultater nach net ëffentlech zougänglech. Soubal d'Evaluatioun integral virläit, wäert de Ministère mat allen implizéierten Acteuren d'Konklusiounen diskutéieren an dës och der Ëffentlechkeet zougänglech maachen.

ad 5. Op Basis vun der Tëschenevaluatioun wäerte mir kucken, wéi mir den Aktiounsplang an eis gemeinsam Politick kënnen upassen, fir an den nächste Jore weider Fortschrëtter an alle Beräicher ze maachen. Hei brauche mir den Engagement vun der ganzer Regierung a mir wäerten och op eng weider Zesummenaarbecht mat der Zivillgesellschaft bauen.

**Structure d'hébergement pour demandeurs de protection internationale à Esch-sur-Alzette/Neudorf** | Question **0101** (13/12/2023) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Selon mes informations, les résidents d'une des deux unités d'habitation de la structure d'hébergement pour demandeurs de protection internationale à Esch-sur-Alzette/Neudorf ont dû quitter les lieux hier le 12 décembre. Apparemment, l'immeuble doit être rénové et a pour cela été évacué complètement. Environ 60 résidents sont concernés, parmi eux aussi bien des demandeurs de protection internationale (DPI) que des bénéficiaires de protection internationale (BPI). Ils auraient été informés de cette décision le vendredi 8 décembre, soit 4 jours avant l'évacuation.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Pouvez-vous me donner les raisons de la fermeture de l'unité d'habitation en question ? Quels travaux doivent être exécutés et quelle est la durée prévue des travaux ?

2) Quelle solution a été trouvée pour reloger les personnes DPI ?

3) Qu'est-ce qui est advenu aux personnes BPI qui ont dû quitter des lieux ? Est-ce qu'une solution de relogement a été trouvée pour les BPI ? Pouvez-vous m'assurer que ces personnes ne vont pas se retrouver sur la rue sans abri après la fermeture de leur structure d'hébergement ?

**Réponse** (16/01/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) La structure d'hébergement temporaire pour demandeurs de protection internationale (SHTDPI) Esch à Neudorf se voit actuellement confrontée à des problèmes d'humidité. Afin d'y remédier, des réunions avec l'administration des bâtiments publics ont abouti à l'élaboration d'un projet exhaustif d'assainissement des sanitaires, structuré en deux phases. Les bâtiments A et B seront remis en état l'un après l'autre. Les travaux concernent une rénovation complète des sanitaires, incluant les douches et les WC ainsi que la réfection des murs et plafonds endommagés, de même que la remise en état de l'étanchéité, le tout conformément aux règles et normes en vigueur. Durant cette période, le bâtiment A restera habité. La deuxième phase suivra le même processus de rénovation pour le bâtiment A, assurant ainsi une mise à niveau complète et uniforme de l'ensemble des installations sanitaires.

ad 2) Les personnes concernées ont toutes été relogées en urgence, que ce soit dans une autre structure d'hébergement, dans un autre bloc de la structure ou encore temporairement au centre d'urgence Kirchberg à la Luxexpo.

ad 3) Les relogements en urgence ont concerné tous les résidents hébergés, indépendamment de leur statut. L'évacuation temporaire a concerné tant des BPI que des DPI.

**Approbation ministérielle de l'interdiction de la mendicité par le règlement général de police de la Ville de Luxembourg** | Question **0102** (13/12/2023) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Le règlement général de police de la Ville de Luxembourg interdit depuis plusieurs années déjà toute mendicité organisée ou en bande ainsi que par des personnes accompagnées de mineurs. Lors de sa séance du 27 mars 2023, le conseil communal de la Ville de Luxembourg a adopté l'élargissement de cette interdiction « dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques » à « toute autre forme de mendicité » et ceci de 07.00 heures à 22.00 heures du lundi au dimanche inclus, pour l'intégralité du centre-ville, pour les grands axes du quartier de la gare, pour les aires de jeux et parkings publics, etc.

Le 15 mai 2023, la Ministre de l'Intérieur précédente a néanmoins refusé, suite au contrôle de légalité, d'approuver cette interdiction communale au motif de sa non-conformité avec la législation nationale et avec la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Or, Monsieur le Ministre des Affaires intérieures vient d'annuler le refus de la précédente ministre et a approuvé l'interdiction, pourtant jugée illégale il y a sept mois.

Se pose également la question de la conformité de ce simple règlement général de police communal à la nouvelle Constitution luxembourgeoise, en vigueur depuis le 1er juillet 2023. En effet, elle stipule que toute « limitation de l'exercice des libertés publiques doit être prévue par la loi et respecter leur contenu essentiel. Dans le respect du principe de proportionnalité, des limitations ne peuvent être apportées que si elles sont nécessaires dans une société démocratique et répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général ou au besoin de protection des droits et libertés d'autrui. » En l'absence d'une telle base légale explicite, le règlement général de police de la Ville de Luxembourg peut-il être conforme à la Constitution luxembourgeoise ?

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Sur quels arguments juridiques Monsieur le Ministre s'est-il basé pour estimer que l'interdiction communale de la mendicité prémentionnée soit légale en dépit du premier contrôle de légalité négatif ?

2) Sur quels arguments Monsieur le Ministre se base-t-il pour argumenter la conformité avec la nouvelle Constitution, considérant l'absence manifeste du cadre légal précis requis par la Constitution ?

**Réponse** (12/01/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Je me réfère aux extraits pertinents de ma décision de retrait du refus d'approbation du 11 septembre 2023 que j'avais d'ailleurs présentée et expliquée à la Commission des Affaires intérieures en date du 12 décembre 2023 et à la Chambre des Députés à l'occasion de l'heure d'actualité du 19 décembre 2023 :

« J'ai procédé à une réévaluation du refus d'approbation à la lumière du recours en annulation que votre commune a dirigé à l'encontre de la décision du 15 mai 2023, notifié au Ministre de l'Intérieur en date du 17 août 2023.

[…]

Le refus d'approbation de l'article 42 du règlement de police général quant à lui était principalement fondé sur l'absence de preuve quant à la réalité des troubles à l'ordre public résultant de la mendicité, sur la disproportionnalité de la mesure et sur la non-conformité à la législation nationale et le droit international.

Le recours fait état d'une série de réclamations et de plaintes écrites, adressées aux autorités de la Ville de Luxembourg, témoignant de faits dont des personnes mendiantes sont les auteurs : agressivité, menaces, injures, insultes, ivresse publique, atteintes à la moralité publique et autres, souvent accompagnés de bruits excessifs tant de jour que de nuit. Les récits des plaignants, étayés par des faits supplémentaires évoqués par le mandataire de la Ville de Luxembourg, prouvent que les troubles à la salubrité, la tranquillité et la sécurité publiques provenant des comportements des mendiants sont manifestes. Le trouble à l'ordre public étant démontré à suffisance, le conseil communal est non seulement en droit, mais aussi dans l'obligation d'agir tant par des mesures préventives que répressives de manière à maintenir, sinon de rétablir l'ordre public,

notamment par le biais de dispositions appropriées du règlement de police général.

Par ailleurs, et contrairement à l'appréciation en fait à laquelle s'est livré le Ministre de l'Intérieur de l'époque, je considère que l'interdiction de la mendicité dans la Ville de Luxembourg n'est ni générale, ni absolue, mais qu'elle est limitée à des circonstances de temps et de lieu, laissant aux personnes dans le besoin une liberté suffisante pour faire appel à la générosité de leurs concitoyens, afin de subvenir à leurs besoins, si nécessaire.

Je tiens encore à ajouter que la contravention de mendicité simple n'a effectivement pas été abrogée et continue d'exister à l'article 563, point 6°, du Code pénal. Par conséquent, l'interdiction de la mendicité simple par voie de règlement communal, bien que superfétatoire dans l'ordonnancement juridique luxembourgeois, considérant qu'elle est établie à un niveau hiérarchiquement supérieur, n'est pas contraire à la loi.

Finalement, je considère que la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme résultant de l'affaire Lacatus c. Suisse[11] concerne un cas particulier de mendicité, dont la situation personnelle de la personne mendiante en cause, les faits et la sévérité de la peine prononcée à son encontre ne sont pas comparables à l'interdiction de la mendicité que la Ville de Luxembourg entend opérer. En conséquence, il n'est pas possible de conclure à une violation des droits protégés par l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, à défaut d'une disproportion de la mesure d'interdiction prise par la Ville de Luxembourg. »

ad 2) Le député avait déjà posé une question identique lors de la Commission des Affaires intérieures du 12 décembre 2023, ainsi que lors de l'heure d'actualité à la Chambre des Députés une semaine plus tard, le 19 décembre 2023, en visant plus particulièrement la conformité de l'interdiction de différentes formes de mendicité prévue par le règlement de police général de la Ville de Luxembourg (RPG) à l'égard de l'article 37 de la Constitution.

Il y a lieu de distinguer les articles 41 et 42 du RPG.

L'article 41 était en vigueur avant la révision de la Constitution. Ainsi, la question de la conformité à l'article 37 de la Constitution ne se pose pas. À ce sujet, je renvoie le député à la circulaire du Ministre de l'Intérieur n° 2023-058 du 28 avril 2023 et à un article récent de doctrine luxembourgeoise[12].

En revanche, l'article 42 du RPG est entré en vigueur sous le régime de la Constitution révisée. Cependant, les formes de mendicité agressive réprimées par le RPG ne constituent pas des activités ou des comportements rentrant dans le champ d'application d'une liberté publique quelconque, de sorte que l'article 37 de la Constitution n'est tout simplement pas applicable. Ces formes de mendicité sont interdites par le Code pénal.

Pour le surplus je renvoie aux débats dans le cadre de l'heure d'actualité.

**Mineurs détenus au Centre pénitentiaire de Schrassig** | Question **0103** (13/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Joer 2019 huet déi deemoleg Justizministesch fir d'Gebuertsdagsfeier vun der Kannerrechtskonventioun virum Comité des droits de l'enfant de l'ONU deklaréiert, dass Lëtzebuerg sech géif e gesetzleche Kader ginn, dee verhënnert, dass Kanner a Prisonge fir Erwuessener ënnerbruecht ginn. Haut, véier Joer méi spéit, ass en entspriechend Gesetz nach net gestëmmt ginn.

Wéi de Presseservice vun der Justiz den 12. Dezember 2023 gemellt huet, gouf dofir rezent och nees e Mannerjärege vum Parquet vu Lëtzebuerg an de Prisong vu Schraasseg placéiert, well déi aktuell Gesetzgeebung dat nach erlaabt an an der Sécherheetsunitéit vun Dräibuer keng Plaz war. Den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher betount iwwerdeems ëmmer nees, dass Mannerjäreger net a Prisonge fir Erwuessener placéiert dierfte ginn an et fir eng Upassung vun de Gesetzer an den entspriechenden Infrastrukturen héich Zäit gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi vill Mannerjäreger goufen zu Lëtzebuerg säit 2019 an engem Prisong fir Erwuessener ënnerbruecht?

2. Wéi een zäitleche Kader huet sech déi nei Regierung ginn, fir d'Aarbechten un der neier Gesetzgeebung fir de Jugendschutz an d'Jugendstrofrecht endlech ofzeschléissen?

3. Hält déi aktuell Regierung un de Pläng vun der viregter fest, dass et e Centre pénitentiaire zu Dräibuer an eng Dezentraliséierung vum CSEE soll ginn? Falls jo: Bis wéini sollen all dës Infrastrukture fäerdeg an operationell sinn? Falls nee: Wéi gesinn der aktueller Regierung hir Pläng aus?

**Réponse** (16/01/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Déi gefroten Zuele befanne sech an der Tabell heidrënner:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

2021 war ee Mannerjäregen zweemol an engem Prisong fir Erwuessener an ass dofir och zweemol an der Tabell mat aberechent.

ad 2. Den zäitleche Kader fir d'Aarbechten un der neier Gesetzgeebung läit net aleng an der Hand vun der Regierung. Zil ass awer, esou wéi dat och am Regierungsprogramm virgesinn ass, déi Aarbechten esou schnell wéi méiglech ofzeschléissen.

ad 3. D'Regierung hält un dëse Pläng fest.

D'Planung vun dem neie Jugendprison (Centre pénitentiaire pour mineurs) kënnt gutt virun an éischt bautechnesch Mesurë missten direkt kënnen ufänken, soubal déi nei Gesetzgeebung bis do ass.

D'Dezentraliséierung vum CSEE ass ee Prozess, dee schonn amgaangen ass. 2020 ass an dësem Kontext eng wichteg Etapp mat der Ouverture vun engem Wunngrupp zu Buerglënster geholl ginn. Am Moment gëtt un engem weidere Projet geschafft, dee bis 2026 kéint realiséiert ginn. Dëse géif erlaben, weider Deeler vum CSEE ze dezentraliséieren.

**Sans-abrisme** | Question **0104** (13/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wärend de kale Wanterméint ass et fir Persounen, déi op der Strooss wunnen, besonnesch schwéier. Grad an den Nuechte kann et bei Minusgrade gefëierlech ginn. Zu Lëtzebuerg gëtt et dofir verschidde Plazen, wou Persounen ouni feste Wunnsëtz e Bett, eppes ze iessen an/oder en Zougang zu sanitären Anlage kréie kënnen. Mee d'Offer ass begrenzt an net all Persoun, déi op der Strooss lieft, profitéiert dovun. Dat gëllt och fir d'Méiglechkeet, iwwert en Office social eng Adress ze kréien, wann ee kee Wunnsëtz huet. Dofir gëtt et zu Lëtzebuerg Persounen, déi néirens ugemellt sinn a soumat keng legal Adress hunn. Dat werft besonnesch am Kontext vum sougenannten Heescheverbuet Froen op, dat ab e Freiden an der Stad Lëtzebuerg soll ëmgesat ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi vill Opfangbetter a Strukture gëtt et am ganze Land fir Persounen ouni feste Wunnsëtz?
Wéi vill Better bidden déi eenzel Strukturen, wéi verdeelen se sech iwwert d'Land an hunn se Better, déi spezifesch fir Persoune vun engem bestëmmte Geschlecht virgesi sinn?
Wéi vill Strukture kënne Persounen am Rollstull oder mat engem aneren Handicap ophuelen?

2. Wéi sinn dës Strukturen am Moment jeeweils ausgelaascht?

3. Wat geschitt mat Persounen ouni feste Wunnsëtz an ouni Pabeieren, déi vun der Police matgeholl ginn a sech weeder ausweisen nach eng Adress ugi kënnen?

4. Aktuell si Strofe vu 25 Euro bis 250 Euro virgesinn, wann eng Persoun géint dat sougenannten Heescheverbuet verstéisst. Persounen ouni Wunnsëtz verfügen oft net iwwert déi entspriechend finanziell Mëttel, fir esou eng Strof zäitno ze bezuelen.

Wat geschitt mat Persounen ouni feste Wunnsëtz, déi d'Strof länger Zäit net kënne bezuelen?

5. Wat geschitt mat de Suen, déi eng Persoun ouni feste Wunnsëtz duerch Heesche gesammelt huet, wann dës vun der Police opgegraff gëtt? Ginn dës Sue saiséiert?

**Réponse** (16/01/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. De Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil finanzéiert aktuell 7 nidderschwelleg Strukture fir obdachlos Mënsche mat enger Gesamtkapazitéit vu 416 Better. Dobäi kommen déi Strukture fir obdachlos Persounen, déi vun anere Ministèrë gedroe ginn.

Um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg sinn aktuell véier „haltes de nuit" verdeelt. Déi véiert „halte de nuit", geréiert vun Inter-Actions ASBL, ass rezent am Dezember 2023 opgaang. Déi véier Strukturen hunn insgesamt eng Kapazitéit vu 46 Better. Eng dovun ass exklusiv fir Frae reservéiert, mat enger Kapazitéit vun 10 Better; all déi aner empfänke souwuel Frae wéi Männer.

Dobäi kommen de Centre Ulysse an den Abrisud, zwee sougenannte „foyers d'urgence", mat enger Gesamtkapazitéit vu 70 Better, an deene souwuel Frae wéi Männer iwwernuechte kënnen.

Komplettéiert ginn déi permanent Offere vu Mëtt November bis Mëtt Abrëll duerch d'Wanteraktioun um Territoire vun der Gemeng Sandweiler, mat enger Kapazitéit vun 300 Better. Heivu sinn 18 Better exklusiv fir Frae reservéiert; dës Unzuel kann awer bei Bedarf ugepasst ginn.

Den Accès fir Persoune mat enger reduzéierter Mobilitéit ass garantéiert duerch d'Komplementaritéit vun den Offeren. Och wann net all Infrastruktur et erlaabt, Persoune mat engem physeschen Handicap

[11] CEDH, requête 14065/15, n° 31

[12] L'effet sur les règlements existants des nouvelles dispositions constitutionnelles réservant des matières à la loi. Patrick Kinsch, Journal des tribunaux Luxembourg, Juin 2023 /n° 87/15e année, p. 77

ze hebergéieren, sou ass awer séchergestallt, datt op d'mannst eng Struktur accessibel ass pro Kategorie vun Offer. Iwwert déi nächst Joren ass virgesinn, déi Gebaier, déi haut nach net accessibel sinn, ze amenagéieren, fir se konform zum Accessibilitéitsgesetz vum 7. Januar 2022 ze setzen.

Déi genannte Strukture ginn erweidert duerch Laangzäit-Wunnoffere fir vulnerabel Menagen. Esou huet de Familljeministère 2022 13 Servicer konventionéiert, déi insgesamt 4.471 Persounen an enger Wunnengsdetresse logéiert a begleet hunn. Erweidert gëtt d'Offer dëst Joer duerch d'Ouverture vun engem Altersheem zu Berbuerg fir fréier obdachlos Persounen.

ad 2. Laut den Zuelen, déi dem Ministère virleien, sinn d'„haltes de nuit" wéi och „foyers d'urgence" am Prinzipp all Nuecht ausgelaascht. Aus dësem Grond gëtt d'Offer och kontinuéierlech ausgebaut. Esou konnt d'Offer un „haltes de nuit" am Dezember 2023 duerch eng weider „halte de nuit" erweidert ginn; fir 2024 ass eng fënneft geplangt.

Am Mount Dezember 2023, hunn an der Moyenne all Owend 222 Persounen an der Wanteraktioun geschlof.

ad 3. Als éischt muss hei ugemierkt ginn, dass net all Persounen, déi kontrolléiert ginn, d'office op de Policebureau matgeholl ginn.

Persounen, déi sech net ausweise kënnen, kënnen enger Identitéitskontroll ënnerzu ginn. D'Konditiounen an d'Prozedure vun enger Identitéitskontroll stinn am Artikel 45 vum Code de procédure pénale. Déi bezitt sech och just op d'Identitéit an net op de Wunnsëtz.

Den Artikel 45 vum Code de procédure pénale gesäit Follgendes vir:

„(1) Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires concernant les pièces d'identité, l'entrée et le séjour des étrangers et les contrôles aux frontières du territoire national, les officiers et agents de police judiciaire peuvent inviter à justifier, par tout moyen, de son identité toute personne à l'égard de laquelle existe un indice faisant présumer
– qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction ;
– ou qu'elle se prépare à commettre un crime ou un délit ;
– ou qu'elle est susceptible de fournir des renseignements utiles à l'enquête en cas de crime ou de délit ;
– ou qu'elle fait objet de recherches ordonnées par une autorité judiciaire ou administrative.

(2) Si l'intéressé refuse ou se trouve dans l'impossibilité de prouver son identité, il peut être retenu sur place ou conduit au poste de police aux fins de vérifications de son identité.

Si la personne retenue est suspectée de dissimuler des objets utiles à la manifestation de la vérité ou des objets dangereux pour elle-même ou pour autrui, il peut être procédé à une fouille de sa personne, conformément à l'article 48-11bis.

(3) La vérification d'identité est faite par un officier de police judiciaire auquel l'intéressé est présenté sans délai. Celui-ci invite l'intéressé à fournir tous éléments permettant d'établir son identité et procède, s'il y a lieu, à toutes opérations de vérification nécessaires.

(4) Dès sa rétention, l'intéressé est informé, par écrit et contre récépissé, dans une langue qu'il comprend, sauf les cas d'impossibilité matérielle dûment constatés, de son droit de prévenir une personne de son choix et de faire aviser le procureur d'État. Un téléphone est mis à sa disposition à cet effet.

(5) La personne qui fait l'objet d'une vérification d'identité ne peut être retenue que pendant le temps strictement nécessaire à cette opération, sans que sa rétention ne puisse excéder six heures à compter du contrôle effectué en application du paragraphe premier. Le procureur d'État peut, à tout moment, mettre fin à la rétention.

(6) La prise d'empreintes digitales ou de photographies doit être impérativement nécessaire à l'établissement de l'identité de la personne interpellée.

Elle ne peut être pratiquée que dans le cadre d'une enquête pour crime ou délit flagrant ou d'une enquête préliminaire ou d'une commission rogatoire ou de l'exécution d'un ordre de recherche délivré par une autorité judiciaire.

Elle doit être autorisée soit par le procureur d'État, soit par le juge d'instruction.

Dans les cas prévus à l'alinéa 2 du présent paragraphe, le procureur d'État peut également ordonner qu'il soit procédé au prélèvement de cellules humaines afin d'établir un profil d'ADN, sous condition que cette mesure soit impérativement nécessaire à l'établissement de l'identité de la personne interpellée. Les dispositions des articles 48-3 à 48-6 et 48-8 sont alors applicables.

(7) La vérification d'identité opérée après rétention fait l'objet d'un procès-verbal dressé par l'officier de police judiciaire qui y a procédé. Ce procès-verbal mentionne notamment :

– les motifs de la vérification,
– le jour et l'heure du contrôle effectué,
– le jour et l'heure de sa présentation devant l'officier de police judiciaire,
– le jour et l'heure de sa remise en liberté,
– la déclaration de la personne contrôlée qu'elle a été informée de son droit d'avertir les personnes de son choix ainsi que toutes autres déclarations qu'elle désire faire acter.

Il est présenté à la signature de la personne contrôlée. Si celle-ci refuse de signer, mention est faite du refus et des motifs de celui-ci.

Le procès-verbal est transmis au procureur d'État et copie en est remise à l'intéressé dans le cas prévu par le paragraphe suivant.

(8) Les empreintes digitales et les photographies recueillies en application du présent article peuvent être traitées ultérieurement par la police à des fins de prévention, de recherche et de constatation des infractions pénales. Si la personne contrôlée ne fait l'objet d'aucune enquête judiciaire ou mesure d'exécution, le procès-verbal d'identification et toutes les pièces s'y rapportant ne peuvent faire l'objet d'aucune mesure de conservation et sont détruits dans un délai de six mois sous le contrôle du procureur d'État."

Dës Prozedur, déi, le cas échéant, och d'Interventioun vun engem Dolmetscher implizéiert, ass ouni Garantie, dass déi richteg Identitéit vun der betraffener Persoun festgestallt ka ginn, besonnesch well d'Identifikatiounsmëttel limitéiert sinn wat d'Verstéiss betrëfft. An deene Fäll sinn nämlech Fangerofdréck huelen, Fotoe maachen a d'Enthuele vu mënschlechen Zellen ausgeschloss.

Des Weidere muss laut dem Artikel 136 vum Gesetz vum 29. August 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration all Auslänner sech ausweise kënnen. Deemno kann d'Police d'Persoun enger Identitéitsiwwerpréiwung ënnerzéien, och wa keng Strofdot geschitt ass.

ad 4. D'Fro geet vun der Viraussetzung aus, datt eng Persoun verurteelt ass wéinst Verstouss géint e Policereglement betreffend d'Heescherei.

Am Fall vun enger definitiver Verurteelung, ass de Parquet général zoustänneg fir d'Exekutioun vun de Strofen. D'Exekutioun vun de Geldstrofe gëtt duerch den Enregistrement (Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA) gemaach.

Wann et net méiglech ass, fir d'Strof anzedreiwen, informéiert den Enregistrement de Parquet général, deen dann entscheet, ob d'Bestëmmunge vun den Artikelen 29[13] an 30[14] vum Code pénal iwwert „contrainte par corps" applizéiert ginn oder net. Den Artikel 30 gesäit vir, dass d'Dauer vun der Contrainte vun engem Dag pro 100 Euro Geldstrof ass, an een Dag fir Geldstrofe vu manner ewéi 100 Euro.

ad 5. D'Violatioun vun engem Policereglement ass eng Kontraventioun. Den Artikel 31[15] vum Code pénal gesäit vir, datt d'Confiscatioun bei Kontraventiounen nëmme ka gesprach ginn, wann d'Gesetz dat virgesäit.

Dorausser léisst sech schléissen, dass d'Suen, déi bei den Heescherte fonnt ginn, net kënnen zwecks spéiderer Confiscatioun saiséiert ginn.

Sollt de Parquet kontaktéiert ginn, well et sech bei der Strofdot ëm ee Vergehen handelt, resp. am Zesummenhang mat engem Vergehen oder Verbrieche steet, ënnerläit et de Justizautoritéiten, d'Saisie vun de Suen ze ordonéieren.

**Nouvelles techniques génomiques** | Question **0105** (13/12/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

La Commission de l'agriculture du Parlement européen a adopté, lundi 11 décembre, son avis sur la proposition encadrant l'utilisation des nouvelles techniques génomiques (NTG), prévoyant notamment d'alléger les mesures de traçabilité appliquées à ces plantes.

Le même jour, les ministres de l'Agriculture de l'UE ont échoué à définir une position commune sur ce dossier. Selon un article de presse, huit pays ont voté contre la proposition de la Commission européenne visant une déréglementation des nouveaux OGM. Le Luxembourg se serait abstenu lors de ce vote. Le Luxembourg a toujours adhéré au principe de précaution en exigeant que tous les OGM soient testés quant aux risques de leur dissémination et commercialisation. Il a également demandé un traçage et un étiquetage sans faille des OGM.

1) J'aimerais dès lors demander à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture les raisons pour lesquelles le Luxembourg s'est abstenu lors du vote prémentionné. Quels sont les arguments

[13] « Les jugements et arrêts prononçant une condamnation à l'amende par application du présent code ou de lois spéciales fixent en même temps la durée de la contrainte par corps applicable à défaut de paiement de l'amende. »

[14] « (1) La durée de la contrainte par corps est d'un jour par 100 euros d'amende. Pour les amendes inférieures à 100 euros, la contrainte par corps sera d'un jour.
(2) En aucun cas la durée de la contrainte par corps ne peut dépasser dix ans.
(3) La détention préventive subie s'impute de plein droit sur la durée de la contrainte par corps, dans la mesure où elle n'a pas déjà été imputée, conformément à l'article 33 sur la durée des peines emportant privation de la liberté.
(4) L'amende est divisible au regard de la contrainte par corps.
(5) Elle est éteinte par l'exécution de la contrainte par corps.
(6) La contrainte par corps n'est ni prononcée, ni mise à exécution, ni maintenue contre les condamnés qui ont atteint leur soixante-dixième année. »

[15] « (1) La confiscation spéciale est toujours prononcée pour crime, et pour les infractions visées aux articles 112-1, 135-1 à 135-6, 135-9, 135-11 à 135-16 et 506-1 à 506-8. Elle peut l'être pour les autres délits.
Elle n'est prononcée pour contravention que dans les cas déterminés par la loi. »

qui justifient à ses yeux un changement d'approche du Gouvernement au sujet des OGM ?

2) Est-ce qu'en général le Gouvernement entend maintenir une position critique face aux OGM au niveau international ?

3) Madame la Ministre continuera-t-elle à promouvoir les filières sans OGM au Luxembourg ?

**Réponse** (05/01/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Le Gouvernement luxembourgeois n'a pas changé son approche concernant les OGM. Le Luxembourg persiste à voter contre les autorisations de mise sur le marché et de dissémination volontaire des OGM lors des comités permanents de la chaîne alimentaire.

Concernant les nouvelles techniques génomiques, la position du Gouvernement est plus nuancée. En effet, les nouvelles techniques génomiques tel le CRISPR CAS sont considérées comme un progrès scientifique important. Le prix Nobel a été attribué en 2020 aux deux chercheuses ayant développé ces techniques. Ces techniques sont de plus en plus utilisées en médecine dans le cadre des thérapies géniques, des nouvelles immunothérapies contre le cancer et dans la fabrication de médicaments et de vaccins. Ainsi, le Luxturna® est un médicament commercialisé en Europe par le Groupe Novartis depuis janvier 2019 pour lutter contre la maladie oculaire de Leber.

Dans le cadre du projet de règlement, les plantes issues des nouvelles techniques génomiques sont réparties en deux catégories. La première catégorie est proche des plantes conventionnelles alors que la deuxième catégorie a un statut similaire aux organismes génétiquement modifiés tels que nous les connaissons actuellement.

Cette approche est basée sur le fait que contrairement aux OGM obtenus par transgenèse avec introduction de gènes étrangers, il est impossible de distinguer une modification obtenue par mutagenèse aléatoire d'une modification obtenue par mutagenèse ciblée lors d'une analyse en laboratoire. Théoriquement, la même mutation pourrait ainsi apparaître de façon naturelle ou de façon dirigée par des techniques de modification génétique classique. Ces plantes ne se distinguent donc en rien de leur équivalent obtenu de manière conventionnelle. Nous ne disposons pour l'heure d'aucun moyen pour détecter les variantes issues de techniques de modification génétique dirigées de ces organismes.

Voilà d'ailleurs pourquoi le Conseil des ministres a demandé unanimement à la Commission européenne en 2019 (1) de modifier le cadre législatif européen des plantes issues de la mutagenèse dirigée.

Concernant l'analyse des risques, les plantes issues de la 2e catégorie sont soumises à une analyse des risques au cas par cas similaire à celle appliquée aux OGM. Les plantes de catégorie 1, qui pourraient également être produites naturellement ou par sélection conventionnelle, feront l'objet d'une procédure de vérification simplifiée, sur la base de critères définis dans la proposition. Ce choix a été fait pour permettre une innovation rapide qui devrait permettre à l'agriculture de s'adapter notamment au changement climatique.

Le règlement sur les nouvelles techniques génomiques applique le principe de précaution. En effet, les articles 1 et 4 ainsi que l'annexe II imposent des obligations aux États membres dans ce sens.

Par ailleurs dans ce cadre, les modifications apportées par la présidence espagnole permettent aux États membres d'avoir recours pour la catégorie 2 aux dispositions de la directive (UE) 2015/412 en ce qui concerne la possibilité de restreindre ou d'interdire la culture d'organismes génétiquement modifiés sur leur territoire.

Les informations sur les plantes NGT de la catégorie 1 seraient fournies par le biais de l'étiquetage des semences, d'une base de données publique et des catalogues pertinents sur les variétés végétales. Pour toutes les autres plantes NGT c.-à-d. de catégorie 2, les exigences de la législation actuelle sur les OGM s'appliqueraient. Elles seront tracées et étiquetées en tant qu'OGM, avec la possibilité d'une étiquette facultative indiquant l'objectif de la modification génétique.

L'abstention lors de la procédure de vote est basée notamment sur le recours potentiel aux brevets pour les nouvelles techniques de catégorie 1. En effet, je considère que pour cet aspect, les plantes de catégorie 1 doivent être traitées comme des plantes produites par des techniques conventionnelles. La brevetabilité de ces plantes présente un risque de monopole et pourrait se faire au détriment des petits obtenteurs et agriculteurs.

ad 2) Cela restera effectivement le cas.

ad 3) Les organisations de producteurs proposant un cahier de charges basé sur une filière sans OGM pourront demander leur agrément dans le cadre de la loi du 3 juin 2022 relative à l'agrément d'un système de qualité ou de certification des produits agricoles et bénéficier alors des aides prévues pour la promotion de leurs produits.

**Soutien des personnes pour l'utilisation des nouvelles technologies** | Question **0106** (14/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Vill Banken hunn d'Unzuel un Agencen an de leschte Jore reduzéiert a promouvéieren éischter digital Léisunge fir déi finanztechnesch Operatiounen oder setzen op mobill Guicheten, déi fir e puer Stonnen eemol d'Woch op enger bestëmmter Plaz optauchen. Dësen Trend gëtt ënnerstëtzt duerch eng europäesch Direktiv (Directive européenne sur les services de paiement, DSP2), déi d'Banken zu Lëtzebuerg, dorënner och déi mat ëffentlecher Participatioun, dozou zwéngt, vu physesche Léisungen, wéi zum Beispill dem Lëtzebuerger Modell vum LuxTrust Token, op digital Léisungen ze wiesselen, wéi zum Beispill der LuxTrust Mobile App. Dës Entwécklunge suergen dofir, dass alldeeglech Operatioune fir technesch manner affin Leit ëmmer méi schwéier ze realiséiere sinn. Persounen ouni Smartphone ginn esou zum Beispill bei LuxTrust op aner Solutiounen higewisen, déi awer net wierklech manner technesch Expertis viraussetzen (LuxTrust Scan, eID ...). Vill Leit maachen sech Suergen, wéi se an Zukunft ouni Token nach hir Bankoperatioune realiséiere kënnen a fillen sech am Stach gelooss.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen, fir Digitalisatioun a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi positionéiert sech déi nei Regierung an dëser Problematik?

2. Wéi eng Mesurë si geplangt, fir den technesch manner affine Leit reell Hëllefsstellungen an Alternativen ze bidden?

3. Wäerten déi staatlech Representanten am Conseil d'administration vun der Spuerkeess sech dofir asetzen, dass den Onlinebanking och fir Persounen accessibel bleift, deenen digital Outilen éischter friem sinn an dofir méi Hëllefsstellungen an deem Beräich brauchen?

4. Wéi garantéiert déi nei Regierung, dass den Accès op MyGuichet.lu och fir Persounen accessibel bleift, deenen digital Outilen éischter friem sinn an dofir méi Hëllefsstellungen an deem Beräich brauchen?

5. Wéi eng technesch Léisung recommandéiert d'Regierung an deem Kontext, fir de LuxTrust Token ze ersetzen?

**Réponse** (16/01/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. D'Regierung ass sech bewosst, dass nei technesch Entwécklungen am Finanzberäich nei Erausfuerderunge fir d'Leit mat sech bréngen, an ënnersträicht, dass dës gläichzäiteg méi Sécherheet bréngen an d'Gefor, fir Affer vu Phishing ze ginn, reduzéieren. Der Regierung ass et dofir wichteg, all d'Bierger bei den Defie vum digitale Wandel an engem sécheren a vertrauenswierdegen Ëmfeld ze begleeden.

ad 2. D'Regierung setzt op d'Ëmsetzung vum nationalen Aktiounsplang fir digital Inklusioun, fir technesch manner affine Leit reell Hëllefsstellungen unzebidden. An deem Kontext gouf am Joer 2021 eng Formatioun iwwert den E-Banking ausgeschafft, wou och den Aspekt vun der digitaler Authentifizéierung behandelt gëtt. De Module E-Banking ass och Deel vum Internetführerschein 1.0 an 2.0, eng Formatioun, déi et erméiglecht, Basiskenntnisser a Kompetenzen a punkto nei Technologien ze kréien. Weiderhi gouf 2023 eng Formatioun iwwert de MyGuichet ausgeschafft a lancéiert, wou och déi digital Authentifizéierung fir den Accès behandelt gëtt.

Dës Formatioune goufen an Zesummenaarbecht mat der ASBL „ErwuesseBildung" ausgeschafft, engem vum Educatiounsministère agreéierten Zenter fir d'Formation des adultes, déi eng laang Erfarung an der Bildung vu Senioren huet. Dës Formatiounen, wéi och weider Formatiounen, stinn all den Acteuren am soziale Beräich gratis zur Verfügung an d'ErwuesseBildung bitt och potenzielle Formateuren eng „Train the Trainers"-Formatioun un. Momentan gëtt dës Formatioun och digitaliséiert, fir den Accès un d'Formatiounsmaterial an d'Aféierung nach méi einfach ze maachen.

Weider Initiativen aus dem Aktiounsplang fir digital Inklusioun bidden de Bierger Assistenz an Hëllef, fir sech mat digitalen Outile vertraut ze maachen, fir dës da bewosst kënnen ze notzen.

De momentanen Aktiounsplang wäert dëst Joer analyséiert ginn, an iwwert e multilateralen a kokreative Prozess an Zesummenaarbecht mat alle concernéierte Ministèren, Administratiounen, Associatiounen a weidere Partie-prenantë wäert en neien Aktiounsplang ausgeschafft ginn, fir d'digital Inklusioun vun alle Bierger zu Lëtzebuerg ze förderen.

De Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil wäert weiderhin op d'Informatioun, d'Sensibiliséierung an d'Formatioun vun den eelere Leit am Beräich Digitaliséierung, Ëmgang mat neie Medien a Cybersécherheet setzen. Den Ëmgang mat den digitale Medie souwéi d'Léiere vun neie Kompetenzen sinn e wichtege Bestanddeel, fir gutt al ze ginn. Dofir wäerte weiderhi Mesurë geplangt ginn, fir déi digital Kompetenze vun den eelere Leit ze stäerken a sou d'Inklusioun an d'Participatioun weider ze garantéieren.

Iwwert de Wee vun den aktuell 23 Club Aktiv+, a mat Ënnerstëtzung vu weideren agreéierten a konventionéierte Servicer bitt och de Familljeministère schonn

zënter 1999 eng kontinuéierlech Hëllefsstellung bei der digitaler Transitioun un. Dëst geschitt iwwert déi individuell Assistenz, a Form vun Atelieren a Coursen, duerch d'Verbreedung vun Informatiounen a Sensibiliséierung an och mat Hëllef vu Formatiounen. Sou soll och den Iwwergang vun de klasseschen op déi digital Bankgeschäfter begleet a vereinfacht ginn, andeems Ängschten ofgebaut ginn a Sécherheet vermëttelt gëtt.

D'Directive (UE) 2019/882 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services, kuerz genannt „European Accessibility Act" (EAA), déi duerch d'Loi modifiée du 8 mars 2023 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services transposéiert ginn ass, soll d'Accessibilitéit vu ganz spezifesche Produiten a Servicer, dorënner och verschidde Bank- an d'Finanzdéngschtleeschtungen, harmoniséieren. Duerch dëst Gesetz, wat den 28. Juni 2025 a Kraaft trëtt, wäerten d'Fournisseuren, déi Produiten an Déngschtleeschtungen op den europäesche Marché bréngen, eenheetlechen Ufuerderungen an der EU nokommen, an duerch hir Accessibilitéit eng méi inklusiv Gesellschaft schafen a Clienten, notamment déi mat engem Handicap, awer och eelere Clienten, et erméiglechen, esou autonom wéi méiglech ze liewen.

Zoustänneg fir d'Iwwerpréiwe vun den Ufuerderunge betreffend d'Accessibilitéit vun dëse Produiten an Déngschtleeschtunge wäert eng nei Administratioun sinn, den Office de la surveillance de l'accessibilité des produits et services (OSAPS), déi ënnert der Tutelle vum Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil wäert sinn. Am Kontext vum Opbau vun dëser neier Administratioun ass et och schonns éischt informell Kontakter mam Bankesecteur ginn.

Zousätzlech zu de virgenannten Initiativen iwwerhëlt och d'Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) e wichtege Rôle am Beräich vun der Finanzbildung an dem Verbraucherschutz. 2017 gouf an dësem Kontext eng national Strategie a punkto Finanzbildung op d'Bee gesat. E wichtege Bestanddeel vun der nationaler Strategie besteet an der Opsetzung vu Formatiounsoffere fir all Altersgruppen zu Lëtzebuerg. D'CSSF huet dës Formatiounen an aneren Outilen (wéi z. B. dem Portail „lëtzfin.lu", deen ënnert anerem op d'Sécherheetsaspekter bei Online-Banktransaktiounen ageet) an Zesummenaarbecht mat der „Fondation ABBL pour l'éducation financière", entwéckelt. Déi aktuell national Strategie a punkto Finanzbildung ass am Moment amgaang iwwerkuckt ze ginn, fir sou och de rezentsten Entwécklungen och am Onlinebanking Rechnung ze droen.

ad 3. Laut de Statistike vun der Spuerkeess ginn iwwer 95 % vun de gängege Bankoperatiounen zu dësem Zäitpunkt schonn iwwer den Internet gemaach. Fir deene Leit, déi net op Onlinesolutiounen zréckgräifen, beschtméiglech ze hëllefen, kruten d'Mataarbechter vun der Spuerkeess an den Agencen an um Helpdesk eng speziell Formatioun.

D'Bank organiséiert och Formatiounen an Evenementer, fir déi interesséiert Clientë mat den neien digitale Léisungen ze familiariséieren.

Onofhängeg dovunner steet den traditionellen Agencëreseau de Clienten natierlech weider zur Verfügung, fir hir Operatiounen op der Plaz ze maachen.

ad 4. Dem Zenter fir Informatiounstechnologië vum Staat (CTIE), deen d'Plattforme Guichet.lu a MyGuichet.lu entwéckelt a bedreift, ass d'Accessibilitéit vu sengen online Servicer zanter Laangem e wichtegt Uleies.

Zanter méi wéi 10 Joer stäipt de CTIE sech op seng eege Method – Renow –, déi den Utilisateur an de Mëttelpunkt vun den Developpementer stellt a garantéiert, dass déi staatlech online Servicer méiglechst einfach a vu jidderengem kënne benotzt ginn. Fir dëst Zil ze erreechen an den Notzer déi beschtméiglech Hëllefsstellung beim Benotze vu senge Servicer ze ginn, mécht de CTIE grouss Efforten op villen Niveauen.

Hei sief fir d'éischt déi technesch Accessibilitéit erwäänt. Dës erlaabt et och Leit, déi opgrond vun engem Handicap op spezialiséiert Hëllefsmëttel ugewise sinn (z. B. Screenreader), d'online Servicer vum Staat ze benotzen. Déi nei Versioun vu Guichet.lu geet nach e Schrëtt méi wäit an huet nei Astellungsméiglechkeeten, mat deene jidder Notzer mat engem Klick zum Beispill d'Schréftaart kann upassen oder de Kontrast vun der Websäit eropsetzen. Heivunner ka jidderee profitéieren, fir de Website u seng spezifesch Besoinen unzepassen.

Well d'Sprooch e wichtegen Inklusiounsfacteur ass, proposéiert de CTIE zanter ville Joren d'Interface vu Guichet.lu a MyGuichet.lu an 3 Sproochen. Esou gi Sproochebarrièrë beim Benotze vun digitale Servicer ofgebaut. D'Beschreiwungen an einfacher Sprooch („Leichte Sprache" a „Facile à lire et comprendre") hëllefen iwwerdeems deene Leit, fir déi komplex administrativ Ausdréck eng Barrière kënnen duerstellen.

Digital Inklusioun gëtt natierlech och duerch e konsequent Applizéiere vun enger Multi-Kanal-Approche erreecht. Hei geet et dem Ministère fir d'Digitaliséierung dorëms, dem Bierger de Choix ze loossen, op wéi engem Wee hie mam Staat wëll a Kontakt trieden. De Guichet.lu a MyGuichet.lu kënne souwuel um Computer wéi um Tablet an um Smartphone benotzt ginn. Sou huet jidder Bierger d'Méiglechkeet, deen Apparat ze benotzen, mat deem hien am beschte kann ëmgoen. D'App MyGuichet.lu erlaabt dem Notzer doriwwer eraus, säin Handy mat sengem Espace personnel ze koppelen an sech da mam Handy bei MyGuichet.lu ze authentifizéieren.

Fir déi Bierger, déi sech allgemeng mat den digitalen Outile méi schwéier doen, bitt de CTIE zwou Ulafstellen: De Guichet.lu-Helpdesk ass per Telefon erreechbar an d'Mataarbechter hëllefen de Bierger souwuel bei allgemenge Froen zu den Demarchen, wéi och bei den technesche Froe ronderëm MyGuichet.lu. Dëst betrëfft och all Froe ronderëm d'Benotze vun de LuxTrust Produiten op MyGuichet.lu. Déi nämmlecht Hëllef kënnen d'Bierger och sur place an Usproch huelen, am Bureau d'accueil vum Guichet.lu an der Rue Notre Dame an der Stad. Am Bureau d'accueil stinn och Computeren zur Verfügung fir déi Leit, déi selwer keen elektroneschen Apparat hunn an hir Demarchen trotzdeem gären elektronesch wëllen ofwéckelen.

Zousätzlech bitt de CTIE nieft der MyGuichet-Formatioun, déi et säit 2023 gëtt, déi, wéi uewen erwäänt, déi digital Authentifizéierung couvréiert, eng Rei vun Hëllefsstellungen, wéi Brochuren, Tutorials, Erklärtexter a Presenzen op diversen Evenementer un, fir de Leit den Accès op MyGuichet ze vereinfachen. Eng weider Aktioun aus dem nationalen Aktiounsplang fir digital Inklusioun ass d'Etüd iwwer d'rechtlech an technesch Machbarkeet fir eng eventuell Aféierung vun engem digitale Mandat, mat där eng Drëttpersoun Accès op de MyGuichet fir eng aner Persoun, an hir digital administrativ Demarchen duerchféiere kann.

ad 5. De CTIE wäert weiderhi sämtlech aner LuxTrust-Produkter ënnerstëtzen. Generell ass LuxTrust Mobile déi Solutioun, déi den aktuelle Benotzer vum LuxTrust Token recommandéiert gëtt. Fir Benotzer, déi kee Smartphone hunn oder LuxTrust Mobile net kënne benotzen, bitt LuxTrust de LuxTrust Scan un, een Apparat, deen déi selwecht Charakteristiken huet, wéi LuxTrust Mobile an op der selwechter technologescher Basis berout. Dësen Apparat kann an allen Applikatiounen zu Lëtzebuerg benotzt ginn a bitt de Konsumenten de selwechten Niveau vu Sécherheet wéi LuxTrust Mobile.

Fir Benotzer mat enger kierperlecher Aschränkung oder Behënnerung, déi et erschwéiert, LuxTrust Mobile ze notzen, schafft LuxTrust aktuell drun, fir LuxTrust Mobile deene spezifeschen Ufuerderungen entspriechend unzepassen.

Nieft de Luxtrust-Produkter ënnerstëtzt de CTIE och d'Authentifikatioun iwwert den nationalen eIDAS-Knuet, souwéi och d'Benotze vun der Carte d'identité, falls de concernéierte Bierger fir en Zertifikat optéiert huet. Zousätzlech wäert duerch déi nei eIDAS2-Reglementatioun, déi dëst Joer sollt votéiert ginn, et an Zukunft och méiglech sinn, sech iwwert säin E-Wallet am MyGuichet ze authentifizéieren.

**Charge de travail élevée auprès de POST Luxembourg** | Question **0107** (14/12/2023) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Dans l'éditorial du « De Bréifdréier » de décembre 2023, il est question de la charge de travail élevée auprès de l'établissement public POST Luxembourg. Selon l'article, les factrices et facteurs auraient été exposés à une charge de travail considérable au cours des derniers mois notamment à cause des élections communales et législatives en raison du nombre élevé de supports électoraux et de l'augmentation d'envois de bulletins de vote par correspondance.

Notons que l'accord de coalition 2023-2028 reste muet quant à la politique que le Gouvernement entend mener en ce qui concerne l'avenir de l'établissement public POST Luxembourg, alors que l'accord de coalition antérieur avait encore dédié un paragraphe à ce sujet.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) De manière générale, quelle est la vision de Monsieur le Ministre pour l'établissement public POST Luxembourg dans les années à venir ? Quel est selon lui le rôle que l'établissement public devrait jouer dans les années à venir dans l'économie luxembourgeoise ?

2) Monsieur le Ministre est-il au courant de la charge de travail élevée auprès de POST Luxembourg ? Sachant que les élections européennes à venir risquent de constituer à nouveau une charge de travail supplémentaire, compte-t-il chercher le dialogue avec des représentant.e.s de personnel ainsi que la direction à ce sujet et si oui, endéans quel délai ? Quelles solutions envisage-t-il, notamment en vue des élections européennes à venir ?

**Réponse** (05/01/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Le Gouvernement considère l'établissement public POST Luxembourg comme un acteur clé de l'économie luxembourgeoise et un des moteurs du développement d'une économie à la fois digitale et inclusive au Luxembourg.

Les investissements des dernières années de POST Luxembourg dans la modernisation des infrastructures télécom ont notamment concerné le déploiement d'un réseau de fibre optique qui assurera dans quelques années une couverture nationale, mais également la construction d'un réseau mobile de dernière génération et la mise en place de data centres de haut niveau.

Ces investissements permettent au Luxembourg de figurer dans le peloton de tête en termes de connectivité et d'infrastructure numérique.

POST Luxembourg propose et continuera à proposer des services de proximité et des solutions technologiques innovantes à sa clientèle et apporte ainsi un soutien important à l'économie luxembourgeoise.

Conformément à l'article 7. (1) a. de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications, il appartient au conseil d'administration de définir « la stratégie de l'entreprise, sur proposition du directeur général » et d'en assurer le suivi.

En ce qui concerne la charge de travail auprès de POST Courrier, celle-ci dépend évidemment du volume de courrier et de colis à acheminer. Depuis toujours, ce volume est sujet à des variations saisonnières (p. ex. : courrier de Noël et actions commerciales de fin d'année). Les campagnes électorales génèrent elles aussi du volume supplémentaire à acheminer, il en sera de même pour les élections européennes à venir.

La Direction de POST Luxembourg confirme qu'elle est en dialogue permanent avec les représentants du personnel afin de gérer au mieux cette saisonnalité qui reste une réalité inhérente à ce métier. Le déclin permanent et irréversible des volumes de courrier apporte de profondes mutations de ce métier et l'organisation du travail y évolue régulièrement, portée par la transformation digitale, l'automatisation de processus et la modernisation de l'équipement de tri et de l'infrastructure informatique. Dans ce contexte et de manière générale, le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme soutient résolument le dialogue social.

**Projets dans le domaine du sport à Esch-sur-Alzette** | Question **0108** (14/12/2023) de **M. Georges Engel** | **Mme Liz Braz** (LSAP)

Dans un article de presse publié récemment, le nouveau bourgmestre de la Ville d'Esch-sur-Alzette a déclaré qu'il avait l'intention de réaliser des économies notamment au niveau des grands projets prestigieux. À ses yeux, certains projets – tels le musée des sports ou la « Sportarena » – ne pourraient être réalisés qu'avec l'appui financier de l'État.

Or, pour les deux projets l'engagement de l'État était chose acquise, en ce qui concerne le projet de la « Sportarena » sur base de subventions accordées dans le cadre du programme quinquennal d'infrastructures sportives et pour le musée des sports sur base d'un accord entre la Ville d'Esch et l'État.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Alors que le programme gouvernemental manque de précisions à ce sujet, Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations quant à l'avenir des projets prémentionnés ?

2) La réalisation des deux projets est-elle remise en question ?

3) Est-ce que des adaptations sont envisagées ? Si oui, lesquelles ?

**Réponse** (16/01/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1) Le Ministère des Sports n'a, à ce jour, pas été notifié de modifications concernant les plans initiaux de la « Sportarena » par le porteur du projet, la Ville d'Esch-sur-Alzette.

Je tiens à souligner que le musée des sports demeure une priorité significative pour mon ministère. Nous sommes engagés à poursuivre les efforts nécessaires à sa réalisation et à son développement futur.

ad 2) La réalisation desdits projets n'est pas remise en question.

ad 3) À l'heure actuelle, aucune modification ou adaptation des projets susmentionnés n'est prévue.

**Installations photovoltaïques au-dessus des autoroutes** | Question **0109** (14/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Virun zwee Joer hat ech a menger parlamentarescher Fro 4324 gefrot, ob d'Regierung wéilt op de Wee goen, fir d'Autobunne mat Solardiecher ze iwwerdecken. Deemools gouf erkläert, dass eng ganz Rëtsch sécherheetsrelevant Aspekter misste berécksiichtegt ginn, déi zimmlech opwänneg wieren an dass et keng konkreet Projete géif ginn, fir Fotovoltaikanlagen op den Autobunnen ze installéieren.

An hirer Äntwert haten déi deemoleg Ministere geschriwwen:

„Ier iwwerhaapt emol eng Fotovoltaikanlag kann iwwert enger Autobunn installéiert ginn, ass also als éischt eng schwéier an deier Konstruktioun opzeriichten, dat, ier deen éischte Stroum ka produzéiert ginn. Et wier also méi sënnvoll, als éischt emol vu bestoenden Daachflächen ze profitéieren, ier een zousätzlech Daachflächen erschafe geet, fir Fotovoltaikanlage kënnen drop opzeriichten. [...] Ofschléissend kann ee festhalen, datt – nieft de ville sécherheetsrelevante Schwieregkeeten, den techneschen a finanziellen Opwand sou grouss ass, datt et net duerstellbar ass, sou deiere Fotovoltaikstroum an engem grousse Moossstaf ze produzéieren."

Déi heite Regierung huet awer an hirem Koalitiounsaccord ugekënnegt, dat wëllen ze „analyséieren".

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung konkreet Projeten am Kapp, op deenen ee Solaranlagen iwwert oder laanscht d'Autobunne wäert opstellen? Falls jo, wéi eng sinn dat?

2. Wéi positionéiert sech dës Regierung zu den Aussoe vun hire Virgänger, déi een éischter negativen Avis zu der Iwwerdaachung vun den Autobunnen haten?

**Réponse** (16/01/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Et goufen éischt Etuden duerchgefouert, fir laanscht d'Autobunn respektiv op iwwerdeckten Deeler Surfacen ze identifizéieren, fir eventuell Fotovoltaikanlagen opzestellen. Dës Aarbechte ginn elo weidergefouert. Éischt Gespréicher tëscht de concernéierte Verwaltungen a Servicer hu stattfonnt, et gëtt awer nach keng konkreet identifizéiert Terrainen oder Projeten.

Zurzäit ginn och Iwwerleeunge säitens der Stroossebauverwaltung gefouert, fir am Kader vun neie Park&Ride-Anlagen a Pôles-d'échanges-Projete Fotovoltaikanlage mat an d'Planung ze integréieren.

ad 2. Am Koalitiounsaccord ass d'Analys vun enger Iwwerdeckelung vu verschiddenen Autobunnssektioune virgesinn. Éischt Gespréicher an déi Richtung sinn och schonns entaméiert ginn.

An dësem Kontext sief awer nach ëmmer op déi an der parlamentarescher Fro N° 4324 vum 20. Mee 2021 beschriwwe Komplexitéit esouwéi den Opwand (de Bau, mee virun allem d'Maintenance) vun esou Installatiounen higewisen, déi sech bis haut net geännert hunn. Dës Schwieregkeet gëtt ënner anerem och an engem däitsch-éisträicheschen a Schwäizer (D-A-CH) Fuerschungsprojet dokumentéiert. Zu dësem Fuerschungsprojet huet déi däitsch „Bundesanstalt für Straßenwesen" (Bast) schonns duergeluecht, datt d'Iwwerdeckelung vun Autobunnen, fir doropshi Fotovoltaikanlagen ze installéieren, mëttelfristeg net ze erwaarde wier.

Deemno sinn esou Installatiounen an éischter Linn ausserhalb vun der Sécherheetszon vun der Autobunn virzegesinn, wéi zum Beispill op deenen ënnert der Fro 1 ernimmte Surfacen.

**Paiement des entraîneurs dans les centres de formation du Sportlycée** | Question **0110** (14/12/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Méintelaang goufen extern Mataarbechter vun der Sportsschoul net bezuelt, nodeems engem héije Beamten de Manktem vun enger legaler Basis fir dës Iwwerweisungen opgefall ass. Dem Artikel „Die Rolle rückwärts von Georges Engel" no, deen den 9. November vu reporter.lu veröffentlecht gouf, huet dem betreffende Beamten seng Aschätzung sech nodréiglech als richteg erausgestallt. Dës Situatioun war eng grouss Belaaschtung fir déi betraffe Mataarbechter vun der Sportsschoul.

En Deel vun dësem Problem huet d'Chamber mam Gesetz vum 29. Juli 2023 zur Schafung vun engem nationale Sportsinstitut geléist. Mee dat entspriechend groussherzoglecht Reglement, dat déi genee Montante fixéiert, gouf vum Staatsrot staark kritiséiert. Dëse weist a sengem Avis vum 11. Juli notamment op eng Rei Mängel an den normenhierarchesch méi héijen Texter hin, déi als legal Basis fir dat genannte Reglement déngen a warnt, datt de ganzen Text am Zesummespill mat dem Artikel 45 Paragraph 2, den Artikelen 102 an 112, an dem Artikel 117 Paragraph 5 vun där neier Verfassung riskéiert, seng Gültegkeet ze verléieren.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Sportminister:

1. Kann den Här Minister seng allgemeng Positioun zu deem Dossier elaboréieren a preziséieren, wéi hien zu deem uewen zitéierten Avis vum Staatsrot steet?

2. Wat gesäit den Här Minister vir, fir dës Situatioun méiglechst séier ze regulariséieren, fir eng Widderhuelung vun dëser onméiglecher Situatioun fir d'Sportspersonal onbedéngt ze vermeiden?

**Réponse** (16/01/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. Nodeems ech mir ee Bild vun deem Dossier gemaach hunn, kann ech net bestätegen, dass, sou wéi et am Ufank vun der parlamentarescher Fro affirméiert gëtt, déi extern Mataarbechter vum Sportlycée jorelaang ouni legal Basis bezuelt gi sinn. Wuel huet déi legal Basis mam Akraafttriede vun der Modifikatioun vum 2005er Sportsgesetz op de 15. September 2023 gewiesselt – dëst heescht awer net, dass et virum 15. September 2023 keng legal Basis gouf. Déi legal Basis, fir dass déi extern Mataarbechter vun de Formatiounszentere vun de Federatiounen zënter 2001 bezuelt konnte ginn, war effektiv den Artikel 13 vum 1988er Gesetz iwwert déi administrativ Struktur vum Sport hei zu Lëtzebuerg.

Well mat der Schafung vum INAPS duerch d'Gesetz vum 29. Juli 2023, den Artikel 13 vu besotem 1988er Gesetz op den 30. September 2023 awer abrogéiert

ginn ass, ass mat enger Modifikatioun vum 2005er Sportgesetz op de 15. September 2023 eng nei legal Basis geschaf ginn, fir déi extern Mataarbechter vun de Formatiounszentere vun de Federatioune weiderhi kënnen ze bezuelen.

Zum Zäitpunkt vun dem besoten Dossier wor ech nach net an der Funktioun vum Sportsminister, mee meng Mataarbechter respektiv d'Mataarbechter aus anere Ministèren, hu sech mat de Kompetenze vun der Direction du contrôle financier (DCF), déi laut dem Gesetz vum 8. Juni 1999 d'Kontroll vun de staatlechen Ausgabe sécherstellen, befaasst. Heiraus geet ervir, dass ënnert anerem d'Verifikatioun vun der Konformitéit vun den Ausgabe mat de Gesetzer, Reglementer, Konventiounen oder anere Regierungs- oder Ministerentscheedungen zu de Kompetenze vun engem „contrôleur financier" gehéiert.

Op Basis vun all deenen Elementer, schléissen ech, dass et zu all Moment eng legal Basis gouf, fir besote Mataarbechter ze bezuelen.

ad 2. Ech wëll op dëser Plaz ënnersträichen, dass de Staatsrot a sengem Avis wuel Remarquë gemaach huet – dës Remarquen awer net zu enger Opposition formelle gefouert hunn. An deem Sënn wäert d'Reform vum 2005er Gesetz och net iwwert de Knéi gebrach ginn an ech wäert mir déi néideg Zäit zougestoen, fir besote Projet mat där néideger Qualitéit op den Instanzewee ze schécken.

**Épandage d'engrais organiques** | Question **0111** (14/12/2023) de **M. Jeff Boonen** | **M. Christophe Hansen** | **M. Félix Eischen** (CSV)

D'Nitratreglement gesäit eng Sperrfrist fir d'Ausbrénge vun organeschem Dünger vum 15. November bis de 15. Februar vir. De ville Reen an de Méint Oktober an November huet et de Baueren net erlaabt, d'Gülle virun dëser Sperrfrist fachgerecht auszebrëngen. Elo besteet d'Gefor, datt mir an eng Situatioun kommen, wou vill Betriber de Problem kréien, datt hir Güllelager riskéieren, viru Mëtt Februar voll ze sinn.

Mir wollten dofir follgend Froen un d'Madamm Landwirtschaftsminister an un den Här Ëmweltminister stellen:

1. Sinn déi zoustänneg Ministeren sech der Problematik bewosst?

2. Si schonn Ufroe vu Baueren erakomm, déi Problemer mat der Lagerkapazitéit hu respektiv kréien?

3. Gedenken d'Ministeren, eng Derogatioun ze gi fir déi Betriber, déi Schwieregkeete mat der Lagerkapazitéit hunn?

4. Ënner wat fir Konditioune kéint eng Derogatioun méiglech sinn, fir den Impakt op d'Waasser esou niddreg wéi méiglech ze halen?

**Réponse** (15/01/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. E puer Dose Betriber hunn sech ab dem Mount November bei den zoustännege Servicer vun der Akerbauverwaltung (ASTA) manifestéiert, datt si méiglecherweis punkto Stockage net bis Mëtt Februar wäerten duerkommen. Déi concernéiert Servicer sinn informéiert an hunn sech och an deem Sënn concertéiert a preparéiert.

Den 2. Januar gouf e Communiqué an een Antragsformular zu dëser Problematik op den Internetportaler vum Landwirtschaftsministère a vun der Waasserverwaltung verëffentlecht (https://agriculture.public.lu/de/aktuelles/2024/januar/ausnahmegenehmigungen-guelle.html; https://eau.gouvernement.lu/fr/actualites/2024/01-janvier/ausnahmegenehmigungen-fur-dieausbringung-von-guelle-jauche-odergaerresten.html).

ad 2. Bis den 12. Januar 2024 si bei de Verwaltungen 18 Dossieren erakomm. Doduerch, datt verschidden Dossiere méi landwirtschaftlech Betriber ofdecken, kann een zeréckbehalen, datt gutt 30 Betriber eng offiziell Ufro fir eng Derogatioun gestallt hunn.

ad 3. D'Zil vun de Verbuetsperiode fir d'Ausbrénge vun organeschem Dünger ass et, fir eng Verschmotzung vu Baachen a Grondwaasser ze verhënneren. Dofir dierf esou eng Derogatioun just de leschten Auswee sinn. Virdru mussen all aner Méiglechkeeten a Betruecht gezu gi sinn, fir d'Material net mussen auszebrëngen. Dobäi muss zum Beispill gekuckt ginn, ob een net eidelstoend Lager an der Ëmgéigend notze kann.

Wann esou Méiglechkeeten net gi sinn, kënnen déi zwee Ministere vu Landwirtschaft an Ëmwelt gemeinsam eng Derogatioun zur Sperrfrist fir d'Ausbréngung vu flësseger Organik ginn.

ad 4. D'Konditioune vun enger méiglecher Derogatioun sinn detailléiert am Artikel 7 vum modifizéierten Nitratreglement vun 2000 opgelëscht a betreffen d'Fäll, an deene sou eng Derogatioun méiglech ass (Wieder, Accident), déi méiglech Kulturen, op deenen duerf ausbruecht ginn, d'Quantitéiten, déi kënne gefouert ginn, d'Topographie vun de Parzellen an d'Distanz zu de Gewässer, esou datt ka séchergestallt ginn, datt keng Pollutioune wärend der Ausbréngung innerhalb vun där Zäit, wou a priori laut Artikel 6 vun deem Reglement net dierf ausbruecht ginn, passéieren. Well net all Situatioun d'selwecht ass, mussen esou Demanden natierlech vu Fall zu Fall analyséiert ginn.

Fir Terrainen a Grondwaasserschutzzonen a fir Terrainen, déi an de Schutzzone ronderëm de Stausëi leien, sinn Derogatiounen d'office net méiglech.

Et sief och drun erënnert, datt Betriber laut Artikel 8 vum Nitratreglement mussen eng Mindestlagerkapazitéit vu 6 Méint op hirem Betrib oder bei engem Drëtten hunn.

**Mesures de compensation au lieu-dit « Wolficht »** | Question **0112** (15/12/2023) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

D'lescht Joer goufen ëmfangräich Terrassementsaarbechten op enger Parzell (Lëntgen, Gousseldeng a Prettingen (B), N° Cadastre 1001/1960), genannt „Millebaach" oder och „Wolficht" tëscht dem Autobunnsiwwergang an dem CR122 zu Luerenzweiler duerchgefouert. No eisen Informatiounen handelt et sech dobäi ëm sougenannte Kompensatiounsmooss-namen am Zesummenhang mat der Suppressioun vum PN20b zu Luerenzweiler. Konkreet goung et dorëms, de Volume, deen duerch de Bau vun enger Unterführung an engem Iwwerschwemmungsgebitt verluer goung, an der direkter Ëmgéigend ze kompenséieren.

Wéi een och op de Loftbiller op Geoportail erkenne kann, gouf groussfläcHEG Buedem ausgebaggert. Dono gouf dee Beräich mat Geotextil zougeluecht an neie Buedem dohi getippt.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wien huet déi Mesure prekoniséiert? Wat begrënnt de Choix vun der Plaz?

2. Gouf, éiert dësen Agrëff op der Parzell erfollegt ass, eng Ëmweltimpaktetüd duerchgefouert?
Falls net, aus wat fir engem Grond gouf op sou eng Etüd verzicht?

3. Wéi gliddert sech dës Mesure an déi geplangte Renaturéierung vun der Uelzecht tëscht Luerenzweiler a Lëntgen an? (https://environnement.public.lu/damassets/actualites/2018/09/comp_a7/Dossier-de-presse-14-septembre.pdf an https://www.stradalex.lu/fr/slu_src_publ_leg_mema/document/mema_etat-leg-dgc-2017-01-13- a194-jo?access_token=04566e51254f3142eb5c7fb6a19bbdc8c44ca25c)
Wéi wäit ass een am Projet Renaturéierung?

4. De Geotextil, deen op der Parzell benotzt ginn ass, schéngt ee syntheetesche Polymer ze sinn. Et ass e Friemkierper an net biologesch ofbaubar. E schaaft eng kënschtlech Barrière tëscht verschiddene Buedem- oder Materialschichten a verhënnert deemno och, datt Insekten, Wierm, Larven a Mikroorganismen, déi ënnert deem Vlies liewen, eropkommen. De Geotextil reagéiert op d'Hëtzt a kann sech zersetzen. D'Substanzen, aus deenen en sech zesummesetzt, kënnen „ausdünsten" a sou an d'Ëmwelt iwwergoen. E kann och duerch mechanesch Agrëffer ofnotzen a sech an der Ëmwelt verbreeden (ee Beispill: https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7866501/).

An enger Etüd, déi den däitsche Frauenhofer Institut fir d'Ëmweltorganisatioun NABU realiséiert huet, kann ee liesen: „Die Transportpfade der Emissionen sind komplex und in der Literatur kaum beschrieben. Es ist bspw. denkbar, dass die Fragmente aus Folien und Beschichtungen, wenn sie über das Abwassersystem abtransportiert werden, über den Klärschlamm zurück auf landwirtschaftliche Böden gelangen." an „Vertiefende empirische Untersuchungen zum Langzeitverhalten von Folien, Vliesen und Netzen in der Pflanzenproduktion, aus denen sich Emissionsraten ableiten lassen, existieren bisher nicht (Ausnahme China, s. o.). Die Berechnung aus Stoffbilanzen oder aus Bodengehalten ist analog zur Situation bei Folien in der Futtermittelproduktion aufgrund der Datenlage nicht möglich." (FrauenhoferUmsicht/Ökopol, Kunststoffe in der Umwelt: Emissionen in landwirtschaftlich genutzte Böden, Oberhausen/Hamburg, Mai 2021 (https://www.nabu.de/imperia/md/content/nabude/konsumressourcenmuell/210521-fraunhofer_oekopol_studie_plastik_landwirtschaft.pdf).

Zesummefaassend kéint een also soen, datt et kaum Etüden iwwert d'Ëmweltawierkunge vum Geotexil gëtt, mee datt een aus der Etüd, déi den NABU realiséiert huet, schléisse kann, datt säin Asaz net onbedenklech ass an datt et kaum méiglech ass, sou e Geotextil nees komplett aus der Ëmwelt erauszehuelen.
Firwat gouf dee Geotextil verluecht?

5. Am Rapport d'activité vun 2001 vum Ministère des Travaux publics kann ee liesen: Prettingen – „Wolficht" et „Wolfichtergewan" (Viaduc de Lorentzweiler): Forages et prises d'échantillons pour analyses paléoenvironnementales (palynologie, chimie, paléobotanique). Les premiers résultats palynologiques ont révélé un horizon préhistorique à -8 mètres.
Am Rapport vun 2002:
Prettingen – „Wolficht": prélèvements de tourbe lors du creusement de la déviation de l'Alzette.
Kann d'Ministesch méi zu de Resultater vun dëse Buedemprouwe soen? Sinn hei Pollutioune festgestallt ginn?

6. Am Fall, datt d'Notze vu Geotextil am Zesummenhang mat enger Pollutioun vun deem Site besteet, kann den Här Minister mir soen:

– Duerch wat ass dës Pollutioun entstanen?
– Gëtt et hei Liene mat dem Bau vun der Nordstrooss an der Décharge de matériel deemols duerch P&Ch?
– Wat fir eng Aart vu Pollutioun wier et dee Moment?
– A falls de Ministère vun esou enger Pollutioun weess, firwat ass dës net am Cadastre des sites potentiellement pollués (CASIPO) verzeechent?

7. Wéinst der Kompensatiounsmoossnam ass Buedem vun der Parzell ofgedroe ginn. Wat ass mat deem Buedem geschitt, deen oftransportéiert ginn ass? Wou ass en hin transportéiert ginn? Goufe bei där Geleeënheet oder am Viraus Buedemprouwe geholl a wat fir eng Wäerter goufen do festgestallt? Falls net, firwat gouf op sou Prouwe verzicht?

8. Wat ass de Gesamtkäschtepunkt vun deem Projet a wéi deckt en sech mam urspréinglech envisagéierte Betrag?

9. Wat fir eng längerfristeg Notzung ass fir dësen Terrain virgesinn? Wéi eng méiglech Notzunge goufen a Betruecht gezunn a firwat goufen dës finalement net zréckbehalen?

**Réponse** (22/01/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. an 2. Am Kader vum Bau vun der Ënnerféierung fir de Projet vun der Suppressioun vum PN20b zu Luerenzweiler hu misse Kompensatiounsmoossnamen ëmgesat ginn. Dës vun den Hären Deputéierten ernimmten Ausgläichsmoossnam gouf gemaach, fir de Verloscht vum Héichwaasserréckhalteverméige vun der Uelzecht ze kompenséieren (wéi an der Geneemegung vum Minister fir Ëmwelt gefuerdert). Dës Ausgläichsmoossnam gouf néideg duerch d'Buedemopschëddung fir de Bau vum 2 Meeter méi héijen neien Tracé vum CR122 am Iwwerschwemmungsgebitt vun der Uelzecht. An der direkter Ëmgéigend vum CR122 konnt keen Terrain fir dës Volumekompenséierung fonnt ginn.

Zesumme mam Office national de remembrement (ONR) an dem Waasserwirtschaftsamt (AGE) gouf dee vun den Hären Deputéierten ernimmten Terrain ronn 1 Kilomeeter ewech vum Projet, awer am direkten Anzuchsgebitt vun der Uelzecht fonnt. Den ONR an d'AGE hunn sech op deen Terrain gëeenegt. De Choix vun der Plaz fir d'Schafe vun engem Volume vu 7.316 $m^3$ baséiert op enger hydraulescher Etüd vun engem spezialiséierten Etüdebüro, op der Disponibilitéit vum dofir noutwennegen Terrain an der naturschutztechnescher Situatioun vum Terrain. Dësen Terrain gouf deemools am Kader vum Bau vun der Autobunn A7 vum Staat als Kompensatiounsfläch (Weidefläch) opkaaft.

Et ass keng Ëmweltimpaktetüd nom Artikel 59 Paragraf 4 vum modifizéierten Naturschutzgesetz gefrot ginn, well de Projet esou konzipéiert war, datt signifikant Auswierkungen op déi an deem Artikel genannte Schutzgidder net ze erwaarde waren. Ganz am Géigendeel kéint et esouguer zu enger Verbesserung vun der Situatioun kommen doduerch, datt nei Biotoper entstinn.

ad 3. D'Ëmsetzung vun der Kompensatiounsmoossnam ass onofhängeg vum Projet vun der Renaturéierung vun der Uelzecht tëschent Luerenzweiler a Lëntgen, mee gouf awer mat dësem ofgestëmmt.

D'Mesure gliddert sech allgemeng favorabel an déi geplangte Renaturéierung vun der Uelzecht an, well et eng permanent ekologesch Opwäertung ass a well zousätzleche Stauraum fir en 10- bis 100-järegt Héichwaasser entsteet. D'Buedemofdroung an dem genannte Beräich bitt der Uelzecht a sengem Zoufloss och no enger Renaturéierung wärend engem Héichwaasser méi eng grouss Retentiounsfläch, wat eng Plus-value duerstellt.

Well de Bau vun der neier Strooss ofgeschloss ass, ier d'Renaturéierung vun der Uelzecht ufänkt, konnt dës Renaturéierung net als Kompensatioun fir de Bau vum Projet zielen. Eng Stauraumkompensatioun muss nämlech ëmmer virun dem Ewechhuele vum Stauraum – hei de Bau vun der Strooss – hiergestallt ginn.

De Projet vun der Renaturéierung gëtt momentan am Detail ausgeschafft. Parallell dozou lafen d'Prozedure vum Office national de remembrement, fir datt fir d'Ëmsetzung vun dësem Projet déi noutwenneg Terrainen zur Verfügung stinn. De Projet vun der Renaturéierung vun der Uelzecht tëscht Luerenzweiler a Lëntge gëtt vun de responsabele Verwaltungen dëst Joer finaliséiert.

ad 4. Fir um Enn vun den Terrassementsaarbechten den neie Buedem vum gewuessene Buedem ze trennen, gouf ee Geotextil agebaut (dës Decisioun baséiert op enger Buedemexpertis vun engem international renomméierte Laboratoire).

ad 6. Am Laf vun den Terrassementsaarbechte gouf a knapp 10 Zentimeeter Déift festgestallt, datt an de 70er Joren eng illegal Entsuergung vu Baumaterialie stattfonnt huet. Dës Oflagerunge stinn also weeder a Verbindung mam Bau vun der Autobunn, nach mat enger Decharge vun der Stroossebauverwaltung. D'Pollutioun ass a Relatioun mat fréier übleche Baumaterialien, déi haut net méi erlaabt sinn. Buedemprouwe goufe geholl, wat dëst bestätegt huet.

ad 5. Déi an dëser Fro genannten Ausgruewungen a Buedemprouwe sinn deemools vun den Archeologen, déi fir d'Stroossebauverwaltung geschafft hunn, un der nërdlecher Limitt vun der Parzell gemaach respektiv geholl ginn, also wäit ausserhalb vun der Zon, wou déi rezent Terrassementsaarbechte gemaach gi sinn. Bei dëse Buedemprouwen huet et sech ëm reng archeologesch Stéchprouwe gehandelt, déi den Zoustand an den Alter vun der Fondatioun vum Viaduc vun der Uelzecht (A7) ermëttele sollen, an net ëm spezifesch Buedemprouwen, fir eng Pollutioun ze detektéieren. Bei dëse Buedemprouwe goufe polyzyklesch aromatesch Kuelewaasserstoffer, sougenannte PAKe festgestallt.

ad 7. De verseuchte Buedem, deen ofgedroe ginn ass, ass op eng Deponie vun der Klass DK1 an d'Belsch gefouert ginn, wou de Buedem traitéiert a recycléiert gëtt. Am Virfeld vun den Ofdroungen a virum Oftransport si Buedemprouwe gemaach ginn. Esou Analyse sinn néideg fir ze wëssen, wéi een de Buedem valoriséieren oder eliminéiere kann. De Suivi vun där Evakuatioun ass vun engem spezialiséierte Bureau gemaach ginn, deen och all déi néideg Prouwe gemaach huet.

ad 8. De Betrag vum Zouschlag vum Projet vum Bau vun der Ënnerféierung fir d'Suppressioun vum PN20b zu Luerenzweiler huet sech op 12.569.050,12 € TTC belaf. De Gesamtkäschtepunkt vum dësem Projet wäert sech op ongeféier 15.000.000,00 € TTC belafen, wou 50 % vum Fonds des routes a 50 % vum Fonds du rail gedroe ginn. D'Käschte fir d'Kompensatiounsmoossname vun dësem Projet belafen sech op 2.450.000,00 € TTC.

ad 9. Elo wou d'Kompensatiounsmoossnamen ofgeschloss sinn, wäert d'Stroossebauverwaltung nach een Ënnerstand fir d'Véi am Kader vun der künfteger Beweidung bauen, esou wéi dat am Kader vun de Kompensatiounsmoossname vun der A7 geplangt war.

Duerch d'Schafe vun der Retentiounsfläch entsteet mat grousser Warscheinlechkeet eng naass Wiss, dat heescht ee Biotop, deen duerch den Artikel 17 vum modifizéierten Naturschutzgesetz geschützt ass. Naass Wise kann ee just landwirtschaftlech notzen.

Dës lescht Moossnam gouf 2021 no hanne verréckelt, well d'Volumekompensatiounsmoossnamen am Kader vum Projet vun der Suppressioun vum PN 20b als éischt duerchgefouert hu misse ginn. Hei goufen déi erfuerderlech Geneemegungen ugefrot, esoubal déi virleien, ginn och dës Aarbechten ausgefouert.

**Révision majeure des règles de l'Union européenne relatives au permis de conduire** | Question **0113** (15/12/2023) de **M. Yves Cruchten** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

La Commission européenne a récemment proposé un paquet de mesures visant une révision majeure des règles de l'Union européenne relatives au permis de conduire. Un des objectifs consiste en l'introduction d'un permis de conduire numérique valable dans toute l'UE.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois concernant l'introduction d'un permis de conduire numérique commun tel que proposé par la Commission européenne ?

– Dans quelle mesure ce paquet de mesures sur le permis de conduire et l'échange transfrontalier d'informations représente-t-il une plus-value pour le Luxembourg ? Une harmonisation plus poussée au niveau européen sera-t-elle avantageuse pour le Luxembourg ?

– Quel sera l'impact sur la législation luxembourgeoise existante des articles 7 et 10 de la proposition de directive relative au permis de conduire, en particulier les dispositifs concernant l'abaissement de l'âge minimum pour la conduite d'un véhicule de la catégorie B et BE à 17 ans et la réduction de la durée de validité administrative réduite pour les personnes âgées de plus de 70 ans ?

– Quelle est la position du Luxembourg concernant la politique de tolérance zéro en matière d'alcool au volant envers les jeunes conducteurs, telle que prônée dans le paquet de mesures européennes ?

– Quelles nouvelles infractions en matière de sécurité routière sont envisagées par la Commission européenne, et quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois à ce sujet ?

**Réponse** (22/01/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les honorables Députés posent plusieurs questions concernant les nouvelles directives européennes sur les permis de conduire (Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur les permis de conduire, modifiant la directive (EU) 2022/2561 du Parlement européen et du Conseil, la régulation (EU) 2018/1724 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2006/126/EC du Parlement européen et du Conseil ainsi que la régulation (EU) N° 383/2012 de la Commission) et sur la poursuite transfrontalière d'infractions routières (Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive (EU) 2015/413 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière).

Lors du Conseil « Transport, télécommunications et énergie » dans sa formation « Transports » de l'Union

européenne du 4 décembre 2023, un accord politique a été trouvé pour ce qui concerne les deux propositions en question. Ces textes doivent toutefois encore être avisés par le Parlement européen et seront ensuite négociés lors du trilogue pour parvenir à un texte commun. Les textes tels qu'approuvés par le Conseil verront donc certainement encore des modifications avant leur finalisation.

Sur le fond, le Luxembourg salue explicitement la proposition de la Commission d'introduire un permis de conduire numérique. Les travaux de planification pour l'introduction de ce permis de conduire ont déjà débuté au niveau administratif. Avant de pouvoir entamer la mise en œuvre, il est nécessaire de développer une base légale au niveau national en conformité avec les règlements techniques européens actuellement encore en cours de négociation.

Concernant l'âge minimum pour passer le permis de conduire de la catégorie B (voiture), le texte de la directive fixe l'âge à 18 ans. Le texte prévoit néanmoins une certaine flexibilité, permettant aux États membres de baisser l'âge minimum à 17 ans. Toutefois, une telle modification s'appliquera uniquement au territoire national du pays émetteur. Étant donné qu'au Luxembourg l'apprentissage peut actuellement déjà se faire à l'âge de 17 ans dans le cadre de la conduite accompagnée, il n'est pour l'instant pas prévu de modifier ce point.

En ce qui concerne l'âge limite pour conduire, les honorables Députés semblent faire référence à la proposition initiale de la directive, qui fixait l'âge limite à 70 ans. Le texte modifié ne fait plus aucune référence à l'âge limite. En effet, l'article 10, dont question, a fait l'objet, notamment suite à l'intervention du Grand-Duché, de plusieurs modifications. Dans sa teneur actuelle, le système de renouvellement du permis de conduire à partir de 60 ans au Luxembourg ne sera pas impacté. Ceci bien évidemment sous réserve des négociations et d'éventuelles modifications du texte dans le cadre du trilogue.

En termes de tolérance zéro prévue pour les conducteurs novices, le Luxembourg a fait part de ses doutes quant à la faisabilité, étant donné que la consommation de certains médicaments risquerait de placer les personnes concernées dans l'illégalité. Afin d'éviter cette problématique, la législation nationale prévoit actuellement une limite de 0,2 % pour les conducteurs novices. Lors des négociations, le Luxembourg n'a cependant pas pu trouver une majorité soutenant ce point de vue. Partant, si le texte ne sera plus modifié sur ce point lors du trilogue, le taux se verra être ramené à zéro pour les conducteurs novices durant la période de stage.

En ce qui concerne la directive relative à l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière, en vigueur depuis 2014 maintenant déjà, celle-ci a mis en place un mécanisme visant à pallier l'impunité des infractions routières commises à l'étranger. L'expérience des dernières années a cependant démontré que bon nombre d'infractions routières commises à l'étranger restent toujours impunies. La proposition de texte de la Commission européenne pour réviser la directive en question prévoit notamment d'élargir la liste des infractions couvertes par cette directive en ajoutant à la liste des huit infractions routières actuelles dix nouvelles infractions routières pour lesquelles les autorités du pays où l'infraction a été commise ont un accès direct aux données du propriétaire du véhicule.

La proposition initiale de la Commission prévoit notamment d'ajouter les infractions suivantes :

– distance insuffisante par rapport au véhicule qui précède,
– dépassement dangereux,
– stationnement dangereux,
– franchissement de lignes continues,
– conduite dans la mauvaise direction,
– non-respect des allées de secours ou de la priorité aux services de secours,
– véhicule surchargé,
– non-respect des restrictions d'accès,
– délit de fuite et
– non-respect des règles aux passages à niveau.

Le Luxembourg reconnait l'importance de cette directive pour la sécurité routière dans son ensemble au sein de l'Union européenne, mais s'est opposé lors des négociations à certaines des nouvelles infractions proposées, sachant que celles-ci ne peuvent pas directement être liées au domaine de la sécurité routière. Les infractions relatives au stationnement ou à la conduite dans des zones à faibles émissions par exemple semblent en effet dépasser le champ d'application d'une directive relative à la sécurité routière. Bien que le texte ait été adopté par la majorité des États membres de l'UE, il est espéré que ces manques de précision pourront être revues lors du trilogue.

**Mineurs détenus au Centre pénitentiaire de Schrassig** | Question **0114** (15/12/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

En début de semaine, un jeune délinquant interpellé pour vol, a été placé au Centre pénitentiaire de Schrassig, ce qui est intolérable.

Ce placement a été expliqué dans un communiqué du parquet par un manque de place à l'unité de sécurité du Centre socio-éducatif de l'État pour jeunes à Dreiborn.

Or, le Grand-Duché avait déjà été à plusieurs reprises sévèrement critiqué par le comité anti-torture du Conseil de l'Europe pour sa pratique d'incarcérer des enfants ou adolescents dans des prisons pour adultes.

– Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de la Justice pour quelles raisons il n'a pas été envisagé de placer ce jeune dans l'unité spécialisée Orangerie 3 pour jeunes du CNHP qui est nettement préférable à une prison pour adultes.

– Finalement, est-ce que le jeune délinquant en question est toujours incarcéré ?

– Dans ce cas, le placement dans l'unité spécialisée du CHNP ne serait-il pas une bonne solution de rechange ?

**Réponse** (09/01/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Le mineur en cause ne se trouve plus au Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig depuis le 20 décembre 2023.

D'après les informations reçues du Parquet général, le mineur placé par mesure de garde provisoire du 11 décembre 2023 au Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig était déjà connu pour avoir commis par le passé de nombreux faits qualifiés d'infractions pénales sur le territoire luxembourgeois.

En l'absence du moindre élément que ce jeune présentait un besoin immédiat de nature thérapeutique, il n'y avait pas d'indication pour envisager le placement de ce mineur à l'unité « Orangerie 3 » du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique à Ettelbruck, alors que cette unité est spécialisée dans les soins psychiatriques et psychothérapeutiques pour adolescents.

Pour éviter dans le futur tout placement d'un mineur dans un centre pénitentiaire pour adultes, le projet de loi n° 7991 portant introduction d'un droit pénal pour mineurs prévoit la création d'un centre pénitentiaire pour mineurs.

**Projets d'infrastructure et immobilier de l'État** | Question **0115** (15/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De 27. September hat RTL een Artikel publizéiert mam Titel „Eng privat Soirée vum Marc Giorgetti mat DP an CSV". Schnell goungen d'Gerüchter ëm, dass béid Parteie wuel eng Wunnengsbaupolitick géife maachen, déi virun allem de grousse Promoteuren a Grousgrondbesëtzer géing an d'Hänn spillen. An effektiv weisen déi grouss Linnen am Koalitiounsaccord, dass virun allem Leit mat vill Geld a Besëtz am meeschte vun der Wunnengsbaupolitick kéinte profitéieren, wärend ëmmer méi Leit da loune mussen, wat déi Leit mat vill Geld a Besëtz alt nees méi räich mécht.

Grouss Bauentreprisen, déi breet genuch opgestallt sinn, hunn also an der aktueller Baukris manner Suergen, well se nieft Honnerten Hektar u Baulandreserven (siehe Note 29 Observatoire de l'habitat) duerch hir Gréisst och an anere Branchen am Bausecteur schaffen (Stroossebau, grouss staatlech Gebaier) a beschtens mat den Optraggeeber beim Staat vernetzt sinn. Eleng fir de Bau vu Stroossen a Renovéierungsaarbechte sinn am Budget 2023 340 Milliounen Euro virgesinn. Op de grousse Schantercher vum Staat fënnt een deemno oft déi selwecht bekannten Nimm vu grousse Baufirmen a Promoteuren erëm, déi bei ëffentlechen Ausschreiwungen d'Opträg meeschtens kréien.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wunnengsbau, fir Wirtschaft a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wie waren zënter 2018 déi zéng gréissten Optragnehmer fir de Bau vun Infrastrukturprojeten an Immobilieprojete vum Staat, opgelëscht no Firma?

2. Wéi vill Sue kruten dës Firmen an deenen eenzele Jore fir hir Servicer ausbezuelt?

**Réponse** (16/01/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

De follgenden Tableau lëscht déi zéng Optragnehmer op, déi tëscht 2018 an 2023 (Stand 19.12.2023) insgesamt déi héchste Beträg an Euro duerch hir Aarbechten/Déngschter am Kader vun ëffentleche Projeten ausbezuelt kruten. Dës Ausgabe bezéien sech op déi ëffentlech Projete vun der Stroossebauverwaltung an der Verwaltung fir ëffentlech Bauten.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Conventionnement des promoteurs sociaux avec l'État** | Question **0116** (15/12/2023) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

La nouvelle loi du 7 août 2023 sur le logement abordable prévoit de nouvelles modalités pour le calcul de la rémunération du capital investi par les promoteurs sociaux dans la viabilisation de terrains et la construction voire la rénovation de logements abordables.

Ainsi le montant de la rémunération du capital investi est déterminé pour chaque logement en fonction des taux de rémunération du capital investi en vigueur au moment de la signature de la convention prévue à l'article 21 de la loi. Ces taux de rémunération du capital investi ne figurent pourtant pas dans le texte de loi mais sont fixés par voie règlementaire.

Cependant, à ma connaissance, le règlement grand-ducal en question n'a pas encore été approuvé par le Gouvernement réuni en conseil. Par conséquent, nombre de promoteurs sociaux n'ont pas accès au crédit au vu de la non-fixation des taux de la rémunération du capital investi et se retrouvent dans l'incapacité de faire avancer leurs dossiers de convention.

De même les règlements grand-ducaux concernant la fixation des montants de la couverture des frais d'exploitation encourus par les promoteurs respectivement de la couverture des frais de gestion des logements subis par les bailleurs font toujours défaut.

Cette absence d'une base légale entrave une planification financière solide des projets des promoteurs et bailleurs sociaux et risque de bloquer voire de retarder leurs projets de création de logements abordables.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les règlements grand-ducaux en question n'ont toujours pas été à l'ordre du jour du Conseil de Gouvernement ? Dans l'affirmative, pour quelles raisons les règlements n'ont-ils pas encore été approuvés ?

2) Combien de promoteurs sociaux sont actuellement conventionnés avec le Ministère du Logement ? Combien de projets respectivement de logements sont couverts par ces conventions ?

3) Combien de promoteurs sociaux sont actuellement bloqués au niveau de leur demande de crédit auprès d'un établissement de crédit pour l'acquisition de logements conventionnés depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi à cause de l'absence d'une base légale en matière de taux de rémunération du capital investi respectivement des montants des frais d'exploitation et de gestion ? Combien de projets de construction respectivement de logement sont concernés ?

4) Monsieur le Ministre est-il déjà intervenu auprès des établissements de crédit pour faciliter l'accès au crédit de promoteurs sociaux actuellement bloqués dans leurs démarches à cause de l'absence de la base légale en matière de taux de rémunération du capital investi ?

À ma connaissance, les établissements de crédit auraient effectué des calculs qui montreraient que les promoteurs sociaux devraient, selon les dispositions prévues par la nouvelle loi, avoir recours aux forfaits de gestion pourtant destinés aux bailleurs sociaux pour être en mesure de supporter le remboursement des prêts contractés pour financer leur apport propre dans le cadre de la construction ou de l'acquisition de logements.

5) Monsieur le Ministre est-il au courant de ces calculs ? Dans l'affirmative, estime-t-il que de telles conditions liées à l'octroi d'un prêt seraient soutenables pour les promoteurs ainsi que pour les bailleurs sociaux ?

**Réponse** (15/01/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) Il est prévu que l'avant-projet de règlement grand-ducal sur la compensation de service public sera très prochainement à l'ordre du jour du Conseil de Gouvernement. Partant, le règlement grand-ducal devrait pouvoir entrer en vigueur relativement rapidement, pour toute convention aides à la pierre qui aurait été signée à partir du 1er octobre 2023.

ad 2) Actuellement il y a 60 promoteurs sociaux qui sont conventionnés avec le Ministère du Logement. Ces conventions couvrent un total de 265 projets représentant ensemble 3.881 logements abordables.

ad 3) Le Ministère du Logement n'a eu de retour que de la part d'un seul promoteur social qui serait bloqué au niveau de sa demande de crédit auprès d'un établissement de crédit.

ad 4) Il y a eu jusqu'à présent deux entrevues avec des établissements bancaires à cet égard. Il ne s'agissait néanmoins que de réunions techniques qui ont eu lieu entre collaborateurs.

À ma connaissance, les établissements de crédit auraient effectué des calculs qui montreraient que les promoteurs sociaux devraient, selon les dispositions prévues par la nouvelle loi, avoir recours aux forfaits de gestion pourtant destinés aux bailleurs sociaux pour être en mesure de supporter le remboursement des prêts contractés pour financer leur apport propre dans le cadre de la construction ou de l'acquisition de logements.

ad 5) Selon les échanges que le ministère a eu avec certains établissements de crédit et avec des acteurs représentatifs du secteur, le système de compensation de service public, tel que défini dans la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable, devrait permettre aux promoteurs sociaux de financer le capital qu'ils ont investi dans le cadre de la réalisation d'un projet de logements abordables, et ce sur toute la durée de la convention. Néanmoins, il faut que le projet faisant l'objet de la convention aides à la pierre réponde aux critères du cahier des charges pour le développement des logements abordables, notamment ledit projet doit se trouver en dessous du montant maximal éligible (MME).

**Programme politique en matière d'énergie nucléaire** | Question **0117** (18/12/2023) de **Mme Joëlle Welfring** | **M. François Bausch** (déi gréng)

Dans la continuité du Gouvernement précédent, le règlement interne du nouveau Gouvernement attribue les compétences ministérielles en matière nucléaire à quatre ministères. « La Coordination de la politique gouvernementale en matière d'énergie nucléaire, y inclus dans le cadre des WENRA, Euratom, ENSREG, OECD (AEN) et HERCA » est attachée au portefeuille ministériel de l'énergie, la responsabilité nucléaire au portefeuille ministériel de l'environnement, la « Surveillance et information relative aux rayonnements ionisants et non ionisants, à la sécurité nucléaire, ainsi qu'à la sécurité de la gestion des déchets radioactifs » au portefeuille de la santé et enfin le « Programme européen de recherche nucléaire Euratom » et le projet de fusion nucléaire « ITER » au portefeuille de la recherche. Le seul changement de compétence concerne l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui est passée du Ministère de l'Énergie au Ministère de la Santé. Ensuite, dans une interview publiée le 14 décembre 2023, Monsieur le Ministre de l'Environnement réagissait à l'accord de la COP28 et a entre autres répondu à la question sur le nucléaire (« Le Luxembourg ne change pas d'avis sur la question ? ») que « Nous allons tout faire pour sortir de notre mix énergétique le nucléaire produit dans les pays voisins ». Ceci constitue un élément intéressant, quoique nouveau dans la mesure où cet objectif ne figure pas dans l'accord de coalition.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et de Monsieur Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Est-ce que l'objectif politique de « tout faire pour sortir de notre mix énergétique le nucléaire » est partagé par l'ensemble du Gouvernement ou s'agit-il d'une déclaration personnelle du Ministre de l'Environnement ?

2) Si le Gouvernement partage cet objectif, quels sont les moyens d'action prévus pour atteindre cet objectif et à quelle échéance ?

**Réponse** (23/01/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Le Luxembourg mettra en œuvre le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), qui prévoit, entre autres, de renforcer les objectifs en matière d'énergies renouvelables par un développement ambitieux de l'énergie éolienne et solaire.

Conformément à l'accord de coalition, le Gouvernement s'engage à intervenir auprès des autorités françaises et belges pour obtenir la fermeture des centrales nucléaires à risque, notamment les sites de Cattenom, Tihange et Doel.

Dans le but de développer la production d'énergies renouvelables sur le territoire national, le Luxembourg soutiendra le développement des secteurs de l'énergie éolienne et photovoltaïque, notamment en maintenant les mécanismes de subsides et d'appels d'offres pour l'énergie photovoltaïque. Dans ce cadre, le volume des grandes installations photovoltaïques sera augmenté.

Le potentiel de production d'énergie étant cependant limité sur le territoire national, et comme le Luxembourg dépend d'importations d'énergie, le Gouvernement approfondira la coopération énergétique avec ses partenaires internationaux. Le Gouvernement continuera ainsi à investir dans des projets porteurs d'avenir au niveau international, tels que des parcs éoliens offshore, des installations photovoltaïques en Europe du Sud ou encore des projets de production d'hydrogène renouvelable.

**Établissement d'un casino au quartier de Luxembourg-gare** | Question **0118** (18/12/2023) de **Mme Corinne Cahen** (DP)

À Luxembourg-gare, plus précisément dans la rue Joseph Junck, il semble qu'un établissement de jeux de hasard ou une sorte de casino soit en train de s'établir. La loi du 20 avril 1977 relative à l´exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives détermine qu'est interdit sur la voie publique « tout appareil dont le fonctionnement repose sur l´adresse ou le hasard et qui est destiné à procurer un gain ou une consommation moyennant enjeu ». En effet, et par dérogation aux limitations déterminées par la loi, l'installation de casinos ou de locaux similaires est sujette à des conditions et mesures d'exécution définies, dont notamment l'obtention d'une autorisation de la part du Ministère de la Justice.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

– Madame et Monsieur les Ministres, pouvez-vous confirmer l'établissement d'un casino ou d'un local de type similaire à l'endroit précité au quartier de la gare ?

– Dans l'affirmative, Madame et Monsieur les Ministres, pouvez-vous confirmer que cet établissement dispose à ce stade d'une autorisation d'exploitation à cette fin ?

– Dans la négative, quelles en seraient les conséquences ?

– Est-ce que d'autres établissements similaires sont actuellement prévus ouvrir leurs portes au Luxembourg ?

**Réponse** (15/01/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Aucune demande pour l'établissement d'un casino ou d'une salle de jeux de hasard dans la rue Joseph Junck n'est parvenue, ni au Ministère de la Justice, ni au Ministère des Finances. Étant donné que l'exploitation, sans autorisation légale, en quelque lieu et sous quelque forme que ce soit, des jeux de hasard, est une infraction pénale en vertu de l'article 14 de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives, une dénonciation, sur base de l'article 23, paragraphe 2 du Code de procédure pénale, a été faite au procureur d'État de et à Luxembourg en date du 28 décembre 2023 sur base des informations que nous avons pu recueillir.

En ce qui concerne l'exploitation des jeux de hasard au Luxembourg, l'article 1er de la prédite loi du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives pose d'abord le principe de l'interdiction de l'exploitation des jeux de hasard. Il échet de préciser qu'en vertu de l'article 5 de la prédite loi du 20 avril 1977, il pourra, par dérogation aux interdictions légales, être accordé, sous conditions, aux casinos et établissements similaires, installés dans l'intérêt du tourisme, l'autorisation d'ouvrir au public des locaux spéciaux, distincts et séparés, où seront pratiqués certains jeux de hasard. Une telle autorisation est accordée par décision du Conseil de Gouvernement. Comme mentionné ci-avant, nous tenons à préciser qu'aucune demande en ce sens n'a été introduite à ce jour.

**Implantation physique de l'Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux (AMLA)** | Question **0119** (18/12/2023) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme représentent une grave menace pour l'intégrité de l'économie, pour le système financier de l'Union européenne ainsi que pour la sécurité de ses citoyens.

Dans ce contexte, la Commission européenne a publié en juillet 2021 un projet de règlement européen visant à créer une nouvelle autorité européenne, l'Anti-Money Laundering Authority (AMLA) ou Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux. L'AMLA disposera de pouvoirs de surveillance et de sanction et veillera à la mise en œuvre harmonisée de la réglementation applicable en la matière.

À l'heure actuelle, aucune décision relative à l'implantation physique de l'AMLA n'a été prise. Luxembourg candidate pour accueillir ladite autorité, aux côtés d'autres villes européennes comme Vienne, Francfort ou Paris, ville hôte de la première édition de la conférence internationale « No money for terror » en 2018.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Comment Monsieur le Ministre compte-t-il promouvoir le Luxembourg comme lieu d'implantation privilégié de l'AMLA ? Quel rôle jouera dans ce contexte le dernier rapport d'évaluation mutuelle du Groupe d'action financière (GAFI) publié en septembre ?

– Dans quelle mesure la candidature luxembourgeoise peut-elle se différencier de celle des villes concurrentes ?

– Quels sont les critères susceptibles de déterminer le choix de l'implantation physique de l'AMLA ?

**Réponse** (04/01/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Le Gouvernement précédent a finalement décidé de ne pas répondre à l'appel à candidatures officiel lancé par la Commission européenne entre le 28 septembre et le 10 novembre 2023.

**Chantier permanent sur l'A1** | Question **0120** (18/12/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Esou wéi et mir zougedroe gouf, gouf am Oktober op der A1, der wichtegster Verbindung mat eisem Nopeschland Däitschland, op der Bréck op Héicht vun Nidderaanwen e Chantier ugefaangen. Eng ëffentlech Affiche huet d'Enn vun den Aarbechte fir den 2. November ugekënnegt. Wéi Automobilisten, déi déi Streck reegelméisseg fueren, elo matdeelen, gouf dës Affiche mëttlerweil ewechgeholl. Weiderhi gëllt awer eng geännert Streckeféierung an d'Vitess ass op 70 Stonnekilometeer limitéiert, wat notamment zu Stousszäiten zu erhiefleche Verzögerunge féiert, ouni awer, datt erkennbar géifen Aarbechte virgeholl ginn. Amplaz gouf elo en dauerhafte Baustelleradar opgestallt.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister elaboréieren, firwat déi Aarbechten, déi urspréinglech bis den 2. November annoncéiert waren, sech lo op en ëffentlech net genannten Datum verzögeren a preziséieren, bis wéini genee den Trafic nees soll normaliséiert ginn?

2. Kann d'Madamm Minister elaboréieren, ob wärend dem Laf vun den Aarbechten zousätzlech technesch Erausfuerderungen identifizéiert goufen a wéi dës zu de Verzögerunge bäigedroen hunn?

3. Kann d'Madamm Minister elaboréieren, ewéi déi Decisioun motivéiert ass, iwwert e Mount nom ugekënnegten Enn e fixe Baustelleradar opstellen ze loossen? Falls op dëser Plaz effektiv opgrond vum Zoustand vun der Infrastruktur e Sécherheetsrisiko besteet, wier et dann net méi sënnvoll, den Ofschloss vun den Aarbechten ze prioriséieren?

**Réponse** (19/01/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Déi urspréinglech Aarbechten, déi wéinst engem Tëschefall un der Deenungsfou um Viaduc Mënsbech hu missen duerchgefouert ginn, waren zu dem annoncéierten Zäitpunkt ofgeschloss. Et huet sech bei dësen Aarbechten ëm eng provisoresch Léisung gehandelt, déi bis zum definitive Remplacement vun der Deenungsfou bestoe bleift. Duerch dës provisoresch Léisung sinn déi aktuell Spuerbreeten a Vitesslimitatiounen néideg ginn. Déi deementspriechend Etudë fir déi definitiv Léisung sinn um Lafen. Deemno wäert déi urspréinglech Situatioun viraussichtlech fréistens nom Summer 2024 rëm hiergestallt kënne ginn.

ad 2. Et goufe keng zousätzlech technesch Erausfuerderungen identifizéiert.

ad 3. Déi provisoresch installéiert Léisung ass, wéi schonn an der Fro 1 beschriwwen, op eng reduzéiert Geschwindegkeet ausgeluecht. Fir d'Sécherheet vun de Stroossennotzer*innen ze garantéieren, muss also déi maximal zoulässeg Geschwindegkeet op dëser Plaz limitéiert ginn. Fir d'Anhale vun der reduzéierter Geschwindegkeet ze garantéieren, gouf deemno e Baustelleradar installéiert.

De Joint fir déi definitiv Léisung muss op Mooss hiergestallt ginn, dowéinst war et net méiglech, an dem kuerzen Zäitraum déi ofschléissend Aarbechte fir d'Ersetze vun der Deenungsfou duerchzeféieren. Fir de Verkéier bis zum Ofschloss vun den definitiven Aarbechten awer op zwou Spuere kënne circuléieren ze loossen, gouf wéi ewell duergeluecht, eng provisoresch Léisung ëmgesat.

**Panneaux d'entrée des localités** | Question **0121** (18/12/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Et kënnt an eise Stied an Dierfer reegelméisseg vir, datt, z. B. am Kader vun Ännerunge vun der Vitesslimitatioun, duerch d'Administration des ponts et chaussées Uertschaftsschëlder verréckelt ginn. Opfälleg ass dobäi awer, datt et och virkënnt, datt Uertschaftsschëlder sech duerno net méi op där urspréngleche Plaz befannen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Minister fir Mobilitéit:

1. Gëtt et e Schlëssel respektiv e Berechnungsmodus (z. B. e Perimeeter, eng Linn etc.) dee festleet, wou genee an enger Stad oder engem Duerf d'Uertschaftsschëld ze stoen huet?

2. Am Fall, wou Uertschaftsschëlder verréckelt ginn a sech duerno net méi op där urspréngleche Plaz befannen: Wat sinn d'Grënn heifir?

3. Am Fall, wou sech Uertschaftsschëlder net méi op där urspréngleche Plaz befannen: Wéi ass hei d'Prozedur, fir dee genannte Problem ze léisen?

**Réponse** (19/01/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Déi aktuell Definitioun vun enger Agglomeratioun ass am Code de la route duerch dat grousherzoglecht Reglement vum 9. September 2019 (Règlement grand-ducal du 9 septembre 2019 modifiant l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques) festgehale ginn.

Dës Definitioun präziséiert, wou d'Uertschaftsschëlder (E,9a an E,9b) opzestelle sinn.

De geneeë Wuertlaut ass dee Follgenden:

[... „Agglomération : espace de fonds bâtis comprenant au moins dix maisons d'habitation rapprochées et disposant chacune d'au moins un accès individuel à la voie publique ; les limites de l'agglomération sont constituées par le premier et le dernier groupe d'au moins trois maisons d'habitation ou immeubles à vocation principalement résidentielle ou administrative, qui sont distants les uns des autres de moins de 100 mètres ; ces limites sont indiquées par les signaux E,9a et E,9b placés conformément à l'article 108 à l'entrée de l'agglomération à moins de 100 mètres du premier et du dernier groupe de maisons ou immeubles ayant un accès individuel à la voie publique, dans la mesure où la configuration des lieux le permet ; les lieux-dits qui répondent aux critères qui précèdent sont assimilés aux agglomérations."...].

ad 2. an 3. Uertschaftsschëlder ginn entspriechend de genannte legislativen Dispositioune gesat. Innerhalb vun dem duerch dës Dispositiounen definéierte Spillraum muss dann och de Standuert vun de Schëlder beschtméiglechst der Situatioun um Terrain an de Visibilitéiten ugepasst ginn.

Falls sech awer um Terrain Ännerungen erginn, eng Verbesserung vun der aktueller Situatioun néideg gëtt oder d'Agglomeratioun duerch nei Bauten zum Beispill méi grouss ginn ass, da mussen eventuell och d'Uertschaftsschëlder der neier Situatioun ugepasst ginn a verréckelt ginn.

Dës Ännerung zitt natierlech mat sech, datt, ausser et wier eng aner maximal erlaabte Geschwindegkeet affichéiert, ab dem neie Standuert vum Uertschaftsschëld d'Vitesslimitatioun vu 50 Kilometeer an der Stonn gëllt.

**Évaluation de la pandémie Covid-19** | Question **0122** (18/12/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Regierung huet sech am Koalitiounsaccord d'Zil gesat, Lëtzebuerg e Pandemiesgesetz ze ginn. D'Ausschaffe vun esou engem Gesetz erfuerdert natierlech eng Analys vun der vergaangener Covidkris, fir doraus ze léieren an eventuell Feeler net ze widderhuelen. Eng ganz Rei Elementer aus der Covidpandemie sollten dofir consideréiert ginn, wéi z. B. den Akaf vun Impfstoffer oder d'Aart a Weis an d'Inhalter vun der Gesetzgeebung, mee och de Personalmanagement – well ouni Mataarbechter:innen, déi all Dag hiert Bescht ginn hunn, hätt d'Pandemie nimools esou kënnen duerchgestane ginn, wéi et de Fall war.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Plangt d'Regierung, eng detailléiert (extern) Evaluatioun maachen ze loosse vun der Covidkris virum Finaliséiere vum neie Pandemiesgesetz?
Falls jo: Wéi eng Elementer wäerten analyséiert ginn?
Falls nee: Wéi gëtt garantéiert, dass sech Feeler net widderhuelen?

2. Ass der neier Ministesch bekannt, wéi de Personalmanagement beim Large Scale Testing (LST) ofgelaf ass?
– Wéi waren d'Aarbechtskonditioune vun de kuerzfristeg agestallte Mataarbechter:innen? Goufe Befrounge vun den Employé(e)ë gemaach (oder sinn der geplangt), fir hir Meenungen a Verbesserungsvirschléi ze ermëttelen?
– Wéi vill Persoune waren insgesamt fir den LST agestallt ginn?
Wéi vill Persoune waren an der leschter Phas virum Stopp vum LST nach agestallt?
– Sinn d'Kontrakter vun den Employé(e)ën nom Stopp vum LST nach weider gelaf oder krut d'Personal kuerzfristeg gekënnegt?
Falls d'Kontrakter weider gelaf sinn: Wéi laang goufen d'Leit weider beschäftegt, wou goufen se agesat a wéi e Montant u Salairë gouf fir dës Phas nom LST ausbezuelt?
– Op wéi ee Montant belafen sech d'Personalkäschte fir den LST insgesamt?

3. Ass der neier Ministesch bekannt, wéi de Personalmanagement an de Spideeler ofgelaf ass?
Wéi waren d'Aarbechtskonditioune vun de Mataarbechter:innen? Goufe Befrounge vun den Employé(e)ë gemaach (oder sinn der geplangt), fir hir Meenungen a Verbesserungsvirschléi ze ermëttelen?

4. Ass der neier Ministesch bekannt, wéi de Personalmanagement bei de vu staatlecher Säit aus ugebuedenen Hotlinen ofgelaf ass?
– Wéi waren d'Aarbechtskonditioune vun de kuerzfristeg agestallte Mataarbechter:innen?
Goufe Befrounge vun den Employé(e)ë gemaach (oder sinn der geplangt), fir hir Meenungen a Verbesserungsvirschléi ze ermëttelen?
– Wéi vill Persoune waren insgesamt fir dës Servicer agestallt ginn?
Wéi vill Persoune waren an der leschter Phas virum Stopp vun der Offer nach agestallt?
– Sinn d'Kontrakter vun den Employé(e)ën nom Stopp nach weider gelaf oder krut d'Personal kuerzfristeg gekënnegt?
Falls d'Kontrakter weider gelaf sinn: Wéi laang goufen d'Leit weider beschäftegt, wou goufen se agesat a wéi e Montant u Salairë gouf fir dës Phas nom Stopp ausbezuelt?
– Op wéi ee Montant belafen sech d'Personalkäschte fir d'Hotlinen insgesamt?

**Réponse** (22/01/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Déi viregt Regierung huet schonns eng éischt extern Evaluatioun vun der Gestioun vun der Covidkris zu Lëtzebuerg duerch d'OECD[16] duerchféiere gelooss.

Aktuell läit de Fokus op der Preparatioun fir eng eventuell nächst Kris fir sécherzestellen, dass mir do beschtméiglechst virbereet sinn. An deem Kontext huet Lëtzebuerg sech ganz fréi engagéiert, un der Pilotphas vun der sougenannter „Universal Health Preparedness Review (UHPR)" vun der Weltgesondheetsorganisatioun deelzehuelen. Do ass ugeduecht, datt all Land een nationale Rapport mécht iwwert d'Dispositiounen, déi geholl goufen als Virbereedung op eng Gesondheetskris. Dëse Rapport gëtt da vun dräi anere Länner onofhängeg analyséiert a kritesch hannerfrot. Dobäi gi Verbesserungsvirschléi gemaach, fir d'Preparatioun op eng nächst Kris besser ze anticipéieren. Et ass virgesinn, dass Lëtzebuerg am Laf vun dësem Joer säi Rapport presentéiert.

Eng aner Initiativ betrëfft eng extern Evaluatioun duerch d'ECDC (Europäeschen Zenter fir d'Preventioun an d'Kontroll vu Krankheeten) vun der Preventioun, der Preparatioun an dem Plange vun enger Äntwert op eng Gesondheetskris ënnert dem Europäesche Reglement 2022/2371 (ECDC Assessment of Prevention, Preparedness and Response Planning under Article 8 of Regulation (EU) 2022/2371 on Serious Cross-Border Threats to Health). Dës Evaluatioun ass am Géigesaz zu dem UHPR obligatoresch. D'Evaluatioun vu Lëtzebuerg duerch d'ECDC ass Enn vun dësem Joer virgesinn.

Donieft ass Lëtzebuerg och aktiv vertrueden an de multilaterale Verhandlunge vun zwee internationalen, komplementaren Instrumenter, déi zum Zil hunn, zukünfteg Pandemien ze verhënnere respektiv sech besser dorop virzebereeden. Dëst sinn zum engen d'Revisioun vun dem „Règlement sanitaire international (RSI)", en internationaalt Instrument, wat 2005 zulescht à jour gesat gouf, an zum aneren de sougenannten Accord Pandémies (Accord mondial sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies). Béid Verhandlunge solle bis Enn Mee 2024 ofgeschloss sinn.

ad 2. De Projet vum Large Scale Testing gouf duerch eng Sous-traitance realiséiert, wou een Appel d'offres um europäeschen Niveau lancéiert gouf. D'Kontrakter, déi vum Staat ofgeschloss goufen, haten all e konkreeten Ufanks- a Schlussdatum, un dee sech och strikt gehal gouf. Laut dem Cahier des charges an de Kontrakter war de Sous-traitant dozou verflicht, e gewëssenen Niveau u Service zu all Moment ze garantéieren (notamment eng 53.000 PCR-Tester pro Woch duerchféieren ze kënnen). Et war also dem Sous-traitant seng Responsabilitéit dofir ze suergen, dass dat néidegt Personal zur Verfügung stoung. Dëst ass och de Grond, wisou de Staat keng Informatiounen iwwert d'Aarbechtskonditioune vum Personal huet. De Staat huet vu senger Säit séchergestallt, datt all d'Gesondheetsberuffler, déi um LST bedeelegt waren, eng Autorisation d'exercer zu Lëtzebuerg haten.

ad 3. D'Aarbechtskonditioune vun de Mataarbechter:innen an de Spideeler si wärend der Covidkris am Kader vun der Convention collective vun de respektive Beruffsgruppen organiséiert ginn. An Ofsprooch mat de representativen Organer sinn Adaptatioune vun den Aarbechtszäite vun de betraffene Servicer virgeholl ginn. D'Organisatioun vun de Servicer huet missen den Impakt vun den noutwennegen Hygiènesmoossnamen an de verännerten Aarbechtsprozedure Rechnung droen. D'Ofleef sinn deemno un déi spezifesch Infrastrukture vun den Haiser ugepasst ginn. Eng psychologesch Ënnerstëtzung ënner verschiddene Formen ass zäitno ugebuede ginn. Spideeler hunn hiert Personal intensiv begleet bei der Gestioun, och um emotionale Plang, vun der ongewinnter Situatioun vun enger Pandemie.

Am Kader vun de Reunioune mat de representative Personalvertriedunge sinn d'Erfarungen aus der Kris diskutéiert ginn. Dës Erfarunge sinn och am Kontext vun der OECD-Etude berücksichtegt ginn, wou all Spidol mat abezunn an ëm en Input gefrot gouf. Eng Opaarbechtung vun de Verbesserungsvirschléi ass an d'Revisioun vum Plan d'urgence mat agefloss. Am Kader vu Qualitéitsdemarchë gi reegelméisseg Zefriddenheetsenquêtë beim Personal duerchgefouert.

ad 4. Am Ufank vun der Pandemie ass d'Hotline ënnert der Regie vum CGDIS gelaf an et goufe vill Benevollen engagéiert, fir eng Hand mat unzepaken. Méi spéit gouf dunn d'Personal am Kader vum Covidgesetz[17] engagéiert a war ënnert dem Statut vum Employé de l'État agestallt mat engem CDD vun enger Stonn pro Woch, dee reegelméisseg en fonction vun de Besoinen an der Kris ugepasst ginn ass. Dës Reegele goufe fir d'Personal vun der Hotline applizéiert. Et goufe keng Befrounge vun dësem Personal duerchgefouert.

An der Zäitspan vun Oktober 2020 bis Januar 2022 hate 16 Leit e CDD an hu fir d'Hotline geschafft. En fonction vun der Kris huet dëse Pool u Leit reegelméisseg konnten adaptéiert ginn. Ab Januar 2022 sinn d'Aktivitéite vun der Hotline duerch e Prestataire, deen iwwer e Marché public designéiert gouf, iwwerholl ginn, sou datt d'Personal anere Missiounen zougedeelt gouf a virun allem am Contacttracing agesat gouf. Et gouf keng Entloossunge vun dësem Personal.

D'Leit, déi ënner engem CDD beim Staat agestallt gi sinn, konnten hire Kontrakt no de Reegele vum Code du travail an no de Besoine vun der Covid-19-Kris erneiert kréien.

D'Gesamtkäschte vun dëse Kontrakter sinn dem Gesondheetsministère net bekannt, well d'Kontrakter alleguerten iwwer de Ministère fir den ëffentlechen Déngscht ofgewéckelt goufen.

**Musée ferroviaire à Pétange** | Question **0123** (18/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zu Péiteng soll een Eisebunnsmusée opgemaach ginn, an deem, nieft historeschem Fuermaterial, och verschidden historesch wäertvoll Deeler vun der Ettelbrécker Gare sollen agebaut ginn. D'Gemeng Péiteng huet sech dofir ee Virkafsrecht bis 2025 op een Terrain no vun der Gare geséchert, fir dass de Staat de Musée hei baue kann, wéi d'Plattform virgule.lu dat och 2022 bericht hat. De Ball läit also elo beim Kulturminister.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wäert de Kulturminister um Bau vum Eisebunnsmusée zu Péiteng festhalen?

2. Bis wéini wäert ee konkreete Projet fir de Site zu Péiteng virleien?

3. Wéi soll d'Käschtenopdeelung tëschent der Gemeng an dem Staat ausgesinn?

**Réponse** (01/02/2024) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

De Kulturministère an de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte si mam Projet vum Centre national du patrimoine ferrovaire – Zuchmusée befaasst. Den Institut national pour le patrimoine architectural – INPA an d'CFL – Société nationale des chemins

[16] Evaluation of Luxembourg's Covid-19 Response: Learning from the Crisis to increase Resiliance. OECD, published 20 Nov 2022.

[17] Loi du 21 juillet 2023 portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

de fer luxembourgeois sinn amgaangen, e Projet zesummen auszeschaffen.

Dëse Projet steet op der Lëscht vun zukünftege Bauprojeten, déi d'Regierung der Chamber am Juli 2023 virgeluecht huet. Do ass proposéiert, datt de Staat dëse Projet aus dem Fonds du rail géif finanzéieren.

**Directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises pour protéger les droits humains et l'environnement** | Question **0124** (19/12/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Claude Haagen** (LSAP)

Récemment, le Parlement européen et le Conseil se sont mis d'accord sur de nouvelles règles obligeant les entreprises à intégrer les droits humains et l'impact environnemental dans leurs systèmes de gestion. La directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises pour protéger les droits humains et l'environnement est attendue pour le printemps prochain et devra ensuite être adoptée par les parlements des États membres.

Dans ce contexte, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– Le Gouvernement entend-il proposer au Parlement luxembourgeois une transposition fidèle au texte européen ou entend-il élargir le champ d'application de la directive ? Dans le deuxième cas, dans quel domaine le Gouvernement entend-il étendre le champ d'application de la directive ?

– Quel sera l'impact de la nouvelle directive pour notre pays ?

**Réponse** (23/01/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Le Conseil et le Parlement européen ont conclu un accord provisoire sur la directive relative à la diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises (CSDDD) en date du 14 décembre 2023. Il s'agit d'un accord politique et des précisions seront apportées lors de réunions techniques de suivi.

Il n'est donc pas encore possible de se prononcer définitivement sur la transposition de la directive en droit luxembourgeois, néanmoins, le Gouvernement privilégie une harmonisation au niveau de l'Union européenne et de son marché intérieur, comme cela avait déjà été indiqué à plusieurs reprises par le Gouvernement dans les réponses à des questions parlementaires de la législature précédente. La directive a précisément pour objectif de favoriser une telle harmonisation au niveau de l'UE et prévoit d'ailleurs la mise en place d'un réseau de coordination européen des autorités nationales chargées de superviser la mise en œuvre du devoir de diligence des entreprises.

Les obligations prévues en matière de devoir de diligence sont assorties de mécanismes de contrôle et de sanctions – dont une autorité nationale de supervision de la mise en œuvre du devoir de vigilance par les entreprises à mettre en place – ainsi que d'un régime obligatoire de responsabilité civile et de protection des lanceurs d'alerte.

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont exclues de manière directe dans la directive, puisque sont concernées les entreprises et les groupes dont le nombre de salariés et le chiffre d'affaires dépasse 500 travailleurs et 150 millions de chiffre d'affaires, respectivement 250 travailleurs et 40 millions de chiffre d'affaires pour les secteurs à risque.

Comme le précise l'accord de coalition, puisque les coûts de la mise en œuvre de cette législation se répercuteront sur les entreprises, le Gouvernement veillera à la proportionnalité des mesures ainsi qu'au maintien de conditions équitables de concurrence à l'échelle globale, notamment en ce qui concerne l'introduction de nouvelles charges administratives. Dans le cadre de la simplification administrative, les entreprises devront pouvoir gérer les procédures de manière numérique et elles devront être soulagées là où la charge administrative ne permet pas d'atteindre les objectifs de la directive.

Il convient de noter que de nombreuses entreprises luxembourgeoises poursuivent déjà une démarche proactive en matière de devoir de vigilance, que ce soit en participant au Pacte national entreprises et droits de l'homme, en rejoignant des associations comme l'Union luxembourgeoise de l'économie sociale et solidaire (ULESS), ou encore en sollicitant le label Entreprise socialement responsable de l'INDR (Institut national pour le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises).

**Château Bellevue situé au Limpertsberg** | Question **0125** (20/12/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Le château Bellevue avec son jardin-parc, situé au Limpertsberg, bénéficie d'une protection nationale sur base de l'arrêté du Conseil de Gouvernement du 16 novembre 2018. Ce château, initialement conçu comme belvédère, a été construit pour Gaspard-Théodore-Ignace de la Fontaine, gouverneur du Grand-Duché de 1841 à 1848, père du poète Edmond de la Fontaine, dit « Dicks ». La légende veut que l'idée pour la création de l'ordre de la Couronne de chêne y aurait germé lorsque le gouverneur y reçut Guillaume II, roi des Pays-Bas et Grand-Duc de Luxembourg, en 1841.

Selon mes informations le bâtiment en question appartient toujours au patrimoine familial des descendants directs du gouverneur de la Fontaine, mais aurait été proposé à la location et à la vente depuis plusieurs années au cours desquelles le château est resté inoccupé.

Le château Bellevue constitue un bâtiment historique d'envergure nationale si bien que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Est-ce que l'acquisition par l'État du château Bellevue a été envisagée à un moment donné ?

– Dans l'affirmative, quels éléments ont fait en sorte que l'opération n'ait pas pu être conclue ?

– Dans la négative, une acquisition destinée à en faire un lieu accessible au public serait-elle envisageable ?

**Réponse** (22/01/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

Il n'est actuellement pas prévu que l'État se porte acquéreur du château Bellevue situé au Limpertsberg.

En tant que bâtiment classé, l'immeuble bénéficie par ailleurs d'une protection adéquate, laquelle inclut la possibilité de faire réaliser des travaux en partie pris en charge par l'État.

**Inclusion numérique** | Question **0126** (20/12/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Fin novembre a eu lieu le Forum interdisciplinaire sur l'inclusion numérique. Il constitue l'une des quarante initiatives prévues par le Plan d'action national d'inclusion numérique et réunit les acteurs de l'écosystème de l'inclusion numérique pour discuter différentes thématiques liées au sujet. À en croire le Ministère de la Digitalisation, la troisième édition de ce forum aurait connu un grand succès auprès des quelque 120 représentants d'associations et d'organismes dont les publics cibles sont ou risquent d'être confrontés au phénomène de l'exclusion numérique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Digitalisation :

– Madame la Ministre peut-elle définir ou préciser la notion d'inclusion numérique ?

– Madame la Ministre peut-elle dresser une liste des différents partenaires du ministère agissant dans le domaine de l'inclusion numérique ? Comment ce partenariat est-il organisé concrètement ? Quelles sont, le cas échéant, les modalités de financement ou de subsidiation en la matière ?

– Combien de personnes ont profité des formations continues liées à l'inclusion numérique et proposées par le ministère ?

–Dans quelle mesure le ministère a-t-il opté pour une approche de décentralisation géographique afin de sensibiliser et d'intégrer les citoyens vivant en milieu campagnard et demandeurs de formations spécifiques en relation avec l'inclusion numérique ? Quels sont les partenaires principaux du ministère dans les régions Est et Nord du pays ?

– Comment se présente l'offre spécifique de formations continues à l'intention des personnes âgées de plus de 60 ans ?

**Réponse** (09/01/2024) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation

Le premier Plan d'action national d'inclusion numérique a été élaboré par le Ministère de la Digitalisation en concertation étroite avec le groupe de travail interministériel dédié à l'inclusion numérique, des associations et divers acteurs non étatiques proches des populations éloignées du numérique. Il a été adopté par le Conseil de Gouvernement le 24 septembre 2021.

Dans le processus d'élaboration du plan d'action national, le Ministère de la Digitalisation a défini l'inclusion numérique comme étant le processus qui vise à donner à chaque individu des chances équivalentes de participer à la société en utilisant les technologies numériques. Pour y arriver, l'inclusion numérique considère les efforts à fournir pour combler le fossé numérique en donnant les moyens à tous les citoyens d'utiliser les services en ligne à bon escient, tout en développant leurs compétences numériques. Il s'agit de s'assurer que certaines populations ne deviennent pas victimes d'une fracture numérique dans le cadre de la digitalisation.

5 priorités pour favoriser l'inclusion numérique de tous les citoyens au Grand-Duché ont été définies :

– faciliter l'accès aux outils numériques ;
– favoriser le développement des compétences numériques ;
– contrecarrer les différences régionales en offres numériques ;
– sensibiliser sur la sécurité et la gestion d'informations en ligne ;
– motiver à l'utilisation du numérique.

Sur base de ces priorités, 3 leviers stratégiques ont été retenus. Ces 3 leviers regroupent un ensemble de 40 initiatives concrètes, dont 18 relèvent du Ministère de la Digitalisation.

Ces leviers stratégiques sont :

A. augmenter la motivation et susciter la confiance numérique ;
B. faciliter l'accès au numérique ;
C. développer les compétences numériques.

À travers la mise en œuvre du Plan d'action national d'inclusion numérique, le Ministère de la Digitalisation a réalisé et réalise toujours des initiatives qui visent à améliorer l'offre pour les citoyens vivant en milieu rural.

L'approche retenue est celle de soutenir les acteurs et les actions régionaux pour ainsi favoriser la création d'un effet multiplicateur d'acteurs promouvant l'inclusion numérique dans tout le pays. À côté de soutiens financiers pour différents projets, il a été mis en place des formations « Train the Trainers » pour former des formateurs pour les cours élaborés en collaboration avec l'ASBL ErwuesseBildung, et un site zesummendigital.lu qui regroupe toutes les informations concernant les acteurs et offres en matière d'inclusion numérique au Grand-Duché ainsi qu'une boîte à outils avec des ressources d'auto-assistance et vidéos.

De plus, une plateforme en ligne est en cours de développement avec des tutoriaux virtuels et avec un accès à tout le matériel didactique et supports de cours des formations en compétences numériques élaborées, pour faciliter l'accès gratuit aux cours et former plus de formateurs via la plateforme.

Afin de favoriser l'échange entre toutes les parties prenantes, le Ministère de la Digitalisation organise semestriellement le Forum interdisciplinaire sur l'inclusion numérique.

Par ailleurs il sera analysé dans les mois à venir comment et où l'on pourra organiser des antennes régionales du guichet physique de guichet.lu pour faciliter l'accès aux personnes habitant les régions éloignées de la ville de Luxembourg.

Depuis sa création en 2018, le Ministère de la Digitalisation a soutenu différents partenaires agissant dans le domaine de l'inclusion numérique à travers des subsides, des conventions de prestations de services, et, depuis 2022, à travers un appel à projets annuel. De plus, le Ministère de la Digitalisation a centralisé toutes les offres et acteurs en inclusion numérique au Grand-Duché sur son portail en ligne : www.zesummendigital.lu afin d'augmenter leur visibilité et faciliter l'accès aux informations nécessaires.

En 2019, le Ministère de la Digitalisation a soutenu le projet du développement de l'application mobile « Closer » par l'ASBL « JuKi » avec un subside pour l'intégration de certaines fonctionnalités qui garantissent l'accessibilité numérique de l'application pour tous les citoyens. Le projet était également soutenu par la fondation « Œuvre Grand-Duchesse Charlotte », l'ASBL « Femmes en détresse » et les communes de Steinfort, Kehlen et Koerich.

En 2020, le Ministère de la Digitalisation a subventionné le projet « E-Senior 2.0 » de l'ASBL « GoldenMe » en collaboration avec la Ville d'Esch-sur-Alzette.

Durant les années 2021 à 2023, le Ministère de la Digitalisation a signé des conventions de prestation de services avec l'ASBL « ErwuesseBildung », un centre de formation des adultes agréé par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse avec une grande expérience dans la formation des personnes âgées, pour le développement spécifique de formations en compétences numériques en différentes langues (allemand, français, anglais et portugais) et adaptées à différents niveaux. Les cours sont proposés sur les systèmes d'exploitation macOS et Windows.

Les formations concernées étaient les suivantes :

– un « Internetführerschein 1.0 » revu et mis à jour destiné aux débutants dans le domaine numérique ;
– un « Internetführerschein 2.0 » destiné à un public expérimenté, mais demandeur pour des formations avancées ;
– un module de préparation au e-banking, comme préparation à l'utilisation par le public des services bancaires en ligne ;
– une formation « Train the Trainers », destinée à des formateurs indépendants ou appartenant à des organisations intéressées ;
– une formation « MyGuichet.lu », accompagnée de vidéos tutoriaux, comme préparation à l'utilisation par le public des services administratifs en ligne ;
– une formation « Stay in Touch », comme préparation à l'utilisation des différentes applications de communication (Skype, Zoom, Whatsapp, ...) ;
– une formation « utilisation de base d'une tablette numérique » ;
– une formation « utilisation de base d'un smartphone » ;
– une formation « utilisation avancée d'un smartphone » ;
– un concept modulaire pour les cours « Internetführerschein 1.0 » et « Internetführerschein 2.0 » afin d'apporter un soutien conceptuel aux formateurs IT, de sorte que les cours relativement volumineux soient également divisés en modules plus courts ;
– un tutoriel en ligne destiné aux formateurs pour les différents modules des cours « Internetführerschein 1.0 » et « Internetführerschein 2.0 » ;
– une formation « Train the Trainers » révisée, accompagnée d'un espace de téléchargement en ligne du matériel du cours ;
– une formation « Atelier up-to-date », comme préparation aux mises à jour des appareils numériques.

Toutes ces formations sont mises à disposition gratuitement aux organisations œuvrant dans le domaine social afin d'être accessibles au plus grand nombre de citoyens à travers le Grand-Duché. Les organisations qui entendent profiter de cette mise à disposition gratuite du contenu pédagogique ou qui s'intéressent aux formations pour les formateurs, peuvent s'adresser directement à l'ASBL « ErwuesseBildung ».

Le nombre de personnes qui ont profité des formations continues en compétences numériques organisées par l'ASBL « ErwuesseBildung » est le suivant :

– participants en 2021 : 51 ;
– participants en 2022 : 162 ;
– participants en 2023 : 349.

Le nombre de formateurs potentiels qui ont profité des formations continues en compétences numériques organisées par l'ASBL « ErwuesseBildung » est le suivant :

– participants « Train the Trainers » en 2021 : 13 ;
– participants « Train the Trainers » en 2022 : 8 ;
– participants « Train the Trainers » en 2023 : 31.

En plus des formations mentionnées ci-dessus, il existe également d'autres offres dans le domaine des compétences numériques pour les personnes âgées, proposées par le Service formation des adultes du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et par le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil. Des programmes et projets de ces ministères visent à doter les seniors des compétences nécessaires pour naviguer efficacement dans le monde numérique en constante évolution.

En complément aux offres proposées par les ministères, certaines communes mettent également en place des programmes destinés à renforcer les compétences numériques des seniors. Ces initiatives locales sont conçues pour répondre aux besoins spécifiques de la communauté, offrant aux aînés des opportunités d'apprentissage adaptées à leur contexte quotidien.

Le Ministère de la Digitalisation organise annuellement la Journée nationale de l'inclusion numérique, vouée à augmenter la visibilité des acteurs et initiatives œuvrant en faveur de l'inclusion numérique au Luxembourg.

Pour la première édition en mai 2022, le Ministère de la Digitalisation a organisé des ateliers cocréatifs avec l'ASBL « GERO » et l'équipe MyGuichet.lu au GovTech Lab sur les services publics en ligne et leurs retours d'expérience. Par ailleurs des ateliers d'initiation aux tablettes et smartphones avec l'ASBL « Erwuessebildung » à Diekirch (17 mai 2022), Grevenmacher (17 mai 2022) et Esch-sur-Alzette (19 mai 2022) ont été initiés.

L'édition 2023 de la Journée nationale de l'inclusion numérique a eu lieu au Forum Geesseknäppchen. Elle s'est déroulée en plusieurs étapes : en matinée, les associations œuvrant dans le domaine de l'inclusion et leurs adhérents avaient été conviés à des ateliers participatifs portant sur des sujets tels que la citoyenneté numérique, les défis digitaux, la cybersécurité dans la vie quotidienne et l'apprentissage numérique. Ensuite, l'ensemble de la communauté de l'inclusion numérique a pu assister au Forum interdisciplinaire sur l'inclusion numérique lors duquel a eu lieu une table ronde réunissant plusieurs intervenants pour discuter des thématiques liées à l'inclusion numérique. La Journée nationale d'inclusion numérique s'est terminée par le premier Salon de l'inclusion numérique au Luxembourg. Un public nombreux s'est déplacé pour cet événement afin de rencontrer une vingtaine d'associations, sociétés et entités publiques venues répondre aux questions des utilisateurs et parler de leurs solutions numériques.

Le 17 mai 2022 a, par ailleurs, eu lieu la remise du premier Prix de l'inclusion numérique aux lauréats du premier appel à projets « inclusion numérique ».

Le Ministère de la Digitalisation a, dans ce contexte, pu signer des conventions de financement portant sur 12 mois, avec les lauréats suivants :

– « Autisme Luxembourg ASBL » pour la création d'une plateforme sociale pour des personnes atteintes d'autisme ;
– « Club Haus op der Heed » pour la mise à disposition de tablettes et un accompagnement individuel pour familiariser les personnes âgées des communes du nord du pays (toutes les communes du canton Clervaux sauf Vianden) aux nouveaux médias ;
– « GoldenMe ASBL » pour développer et renforcer un réseau de « smartphone-cafés » intergénérationnels dans différentes communes du Grand-Duché ;
– « Stëftung Hëllef Doheem » pour la promotion de la littératie numérique à travers des tablettes chez les personnes âgées vulnérables des 10 centres psychogériatriques (CPG) de leur réseau ;
– la Ville de Dudelange pour la création d'une « Internetstuff » afin de promouvoir et présenter le monde digital aux personnes âgées à l'aide d'échanges et de formations dans un cadre sûr, familier et amical ;
– « Wide ANDCO » pour offrir des « points de rencontres » dans différentes communes aux femmes ayant des questions liées à l'informatique et au numérique.

Les gagnants du deuxième appel à projets lancé 2023 étaient les suivants :

– Take the Lead – Self-promotion in a digital world (Touchpoints ASBL) ;
– Kritesch denken a respektvoll matdiskutéieren – Participer de façon respectueuse aux débats sur les réseaux sociaux (Respect.lu ASBL) ;
– Internetcafé fir Senioren (Doheem versuergt – Service d'aides et de soins de la Croix-Rouge luxembourgeoise) ;
– AutismConnect Luxembourg Building Inclusion – ALBI (RubixPotential SARL) ;
– Data Studio (LuxData SA) ;

– Video-Tutorials zur Förderung von digitalen Kompetenzen in der nachberuflichen Lebensphase (GoldenMe ASBL) ;
– Ateliers pratiques de programmation numérique – Prototypez des idées innovantes pour votre entreprise (House of Training/LIST).

Toutes les présentations de ces projets sont disponibles sous forme de vidéos sur le site https://zesummendigital.public.lu/fr/toolbox/videos.html.

La troisième édition de l'appel à projets sera lancée au courant de janvier 2024.

**Aides financières pour la promotion de la mobilité électrique et de la mobilité active, en particulier le régime d'aide « Clever fueren »** | Question **0127** (20/12/2023) de **M. Yves Cruchten** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Comme récemment annoncé par le Ministre de l'Environnement, les aides financières pour la promotion de la mobilité électrique et de la mobilité active, en particulier le régime d'aide « Clever fueren », seront prolongées jusqu'au 30 juin 2023.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Concernant le régime d'aide « Clever fueren » pour les subventions de voitures électriques, quels sont les types de véhicules qui ont bénéficié de ce régime pour les années 2021 et 2022 ? Dans quelles catégories de prix se situent ces voitures ?

2) Est-ce que le Ministre de l'Environnement envisage de maintenir le régime de subventions pour les voitures électriques moins efficaces en énergie, notamment celles dont la consommation dépasse le seuil de 180 Wh/km ? Quelle est la position du ministère à ce sujet ?

3) Quelle est la répartition des parts de marché des nouvelles immatriculations de véhicules par type de motorisation depuis 2019 jusqu'à la date la plus récente disponible ?

4) Quel a été le niveau des émissions de gaz à effet de serre du secteur du transport pour les années 2021 et 2022 ? La tendance actuelle est-elle conforme aux objectifs de réduction d'émissions fixés pour 2030 ?

5) Quelle a été l'évolution du parc automobile au Luxembourg au cours des cinq dernières années, en mettant l'accent sur les différents types de propulsion (thermique, électrique, hybride, etc.) ?

**Réponse** (23/01/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Les deux tableaux ci-dessous reprennent les données des demandes de subsides pour véhicules à faibles émissions de $CO_2$ introduites en 2021 et en 2022 et qui ont été avisées positivement jusqu'au 24 décembre 2023. Veuillez tout de même noter que les indications des prix d'achat sont uniquement disponibles pour les véhicules commandés après le 11 mai 2020.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Ainsi, 25 % des voitures à personnes électriques pour lesquelles une demande de subvention a été introduite en 2021 présentent un prix inférieur à 24.561 € ; 25 % des voitures présentent un prix supérieur à 44.361 €.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Ainsi, 25 % des voitures à personnes 100 % électriques pour lesquelles une demande de subvention a été introduite en 2022 présentent un prix inférieur à 26.665 € ; 25 % des voitures présentent un prix supérieur à 50.573 €.

ad 2) Alors que le Gouvernement a retenu de reconduire le régime d'aides financières existant de trois mois supplémentaires, à savoir jusqu'au 30 juin 2024 (date de commande du véhicule), il procédera début 2024 à une analyse plus approfondie des critères d'attribution et des montants des subventions pour la période subséquente.

ad 3) Le tableau ci-dessous illustre les parts de marché des nouvelles immatriculations de véhicules par type de motorisation pour les années 2019 à 2023. La part des voitures électriques, c'est-à-dire des hybrides rechargeables, couramment appelées « plug-in hybrides », et des 100 % électriques, parmi les nouvelles immatriculations a fortement augmenté au cours des cinq dernières années, à savoir de 3 % en 2019 jusqu'à plus de 30 % en 2023. Ainsi, la part des voitures électriques parmi les nouvelles immatriculations était en 2023 pour la première fois supérieure à celle des voitures diesel et hybrides au diesel.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 4) Le tableau ci-dessous compare les émissions de gaz à effet de serre du secteur des transports des années 2021 et 2022 (provisoire) aux objectifs fixés pour ces années par le règlement grand-ducal du 22 juin 2022 déterminant les allocations d'émissions de gaz à effet de serre annuelles pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2030 des secteurs visés à l'article 5 de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Les émissions du secteur du transport, en baisse en 2022 de 13,2 % par rapport à 2021, restent donc nettement en dessous des allocations annuelles d'émissions de ce secteur pour les deux années en question.

ad 5) Le tableau ci-dessous énumère la composition par motorisation du parc automobile de voitures immatriculées au premier janvier de chaque année.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Le tableau suivant reprend les mêmes chiffres en illustrant l'évolution de la part des motorisations au cours des cinq dernières années. On constate une électrification continue du parc automobile luxembourgeois, alors que la part des voitures électriques (plug-in hybrides et 100 % électriques) a augmenté de 0,76 % en janvier 2019 à 8,45 % en janvier 2024. Selon l'observatoire sur les carburants alternatifs de la Commission européenne[18], le taux d'électrification du Grand-Duché se situait fin juin 2023 à 7,52 % soit, à la deuxième place de l'Union européenne dépassé uniquement par la Suède (10,07 %).

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Norme Euro 7** | Question **0128** (20/12/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Den 19. Dezember war a verschiddenen nationalen an internationale Presseartikelen ze liesen, datt den EU-Ministerrot sech op e virleefegen Accord mam EU-Parlament iwwert d'Aféierung vun enger sougenannter Euro-7-Norm gëeenegt huet. D'Euro-Norme goufen urspréinglech agefouert, fir deen Ausstouss u Feinstëbs duerch Dieselautoen ze limitéieren. Et gehéiert allerdéngs zum erkläerten Zil vun der Lëtzebuerger Regierung, fir an den nächste Joren ëmmer méi Elektroautoen op d'Strooss ze bréngen. An dësem Sënn géif déi urspréinglech Zilsetzung vun der Euro-Norm also entfalen. Tatsächlech ass dann och lo ze liesen, datt déi nei Norm sech soll onofhängeg vun der Aart vum Motor och op d'Feinstëbsemissioune bezéien, déi duerch d'Reiwung vun de Pneuen an duerch de Bremsvirgang verursaacht ginn.

No engem vun der EU-Kommissioun publizéierte Pabeier zu deene wichtegsten Eckdate sollen dës besonnesch bei dichtem Stadverkéier beim sougenannte Stop-and-Go a bei Temperaturen iwwer 35 souwéi ënner minus 7 Grad Celsius entstoen, falls den Ausstouss vun de Gefierer nach no de klassesche Methoden am Labo amplaz ënnert de reelle Konditiounen op der Strooss (RDE) getest gouf. De Respekt vun de Wäerter soll duerch eng am Auto verbaute Software iwwerwaacht ginn. D'Schätzungen iwwer Zousazkäschte fir Automobiliste gi vun 90 bis 304 Euro aus. Béid Zuele gi vu respektiv mat Verweis op d'EU genannt. Fir Bussen a Camione ginn duerchschnëttlech Zousazkäschte vun 2.681 Euro ugeholl.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister d'Positioun vun der Regierung zu der Euro-7-Norm elaboréieren a preziséieren, ob schonn eng Decisioun geholl gouf, den endgültegen Text am EU-Ministerrot matzestëmmen? Falls jo, mat wéi engem spezifeschen nationalen Interessi/Notze begrënnt d'Madamm Minister déi Decisioun?

2. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi eng duerchschnëttlech Käschten duerch d'Euro-7-Norm zu Lëtzebuerg duerchschnëttlech op Keefer vun engem Neiwon, opgeschlësselt no Aart vum Motor, op Proprietäre vun aktuelle Gefierer, och hei opgeschlësselt no Aart vum Motor, op privat Bus- a Camionsfirme souwéi de Staat an d'Gemenge fir d'Upassung vun hire jeeweilege Fuerparken, duerkommen? Gëtt et Iwwerleeungen, fir dës Zousazkäschte fir Privatleit an Entreprisë steierlech auszegläichen?

3. D'EU-Kommissioun geet an deem uewen zitéierten Eckdatepabeier dovun aus, datt den Undeel vun $NO_x$-Emissiounen an der Loft bis 2030 amplaz wéi bis ewell ëm 77 Prozent vis-à-vis vun 2018, ëm 85 Prozent wäert erofgoen. An der däitscher Press ass zu deem Theema ze liesen, datt den Undeel vu Stéckoxiden a Feinstëbs an der Loft an hire Groussstied iwwert all déi lescht Jore kontinuéierlech erofgaangen ass an et zu kengerlee Iwwerschreidunge vun de Grenzwäerter méi kënnt. Weider heescht et, datt aus de Miessungen, déi wärend de Lockdownperiode vun der Covidkris erhuewe goufen, ervirgeet, datt den Afloss vum Verkéier op dës Loftwäerter warscheinlech vill méi kleng ass, wéi laang Zäit ugeholl gouf. Kann d'Madamm Minister an deem Sënn, d'Entwécklung vu Feinstëbs a Stéckoxiden zu Lëtzebuerg vum Joer 2015 bis 2022 presentéieren a preziséieren, op wéi eng Aflossfaktoren déi Entwécklungen zeréckgefouert ginn? Kann d'Madamm Minister dozou weiderféierend eng Berechnung presentéieren, wéi dës Wäerter sech mat an ouni Euro-7-Norm bis 2035 sollen entwéckelen?

4. Am Artikel „Zu teuer, kaum Umweltnutzen – Widerstand gegen neue EU-Abgasregeln wächst" vum 31. Mee dëst Joer schreift den däitsche Magasinn FOCUS iwwert den Afloss vum viru Kuerzem zeréckgetriedenen EU-Klimakommissär Frans Timmermanns dat hei: „Nach Informationen von FOCUS online hat Timmermans in Hintergrundgesprächen mit Managern großer deutscher Autohersteller bekräftigt, dass

[18] European Alternative Fuels Observatory https://alternative-fuels-observatory.ec.europa.eu/

er den Verbrenner so früh wie möglich beerdigen will – idealerweise schon 2026 durch entsprechende Abgasvorschriften, die die Zulassung von neuen Benzinern quasi unmöglich machen. Der Klimaagenda der EU sei alles unterzuordnen, letztlich auch der Verlust von Arbeitsplätzen, habe Timmermans in den Gesprächen deutlich gemacht." Falls dës Informatioun sech géif confirméieren, hätt den Här Timmermanns domat de grondleeënde Prinzipp vun der Rechtssécherheet fir Konsumenten an Entreprisen a Fro gestallt an eng entspriechend Moossnam géif riskéieren, géint d'Recht op Handelsfräiheet a Privatbesëtz ze verstoussen, esou wéi se an den Artikele 35 a 36 vun der neier Verfassung gereegelt sinn. Sinn der Madamm Minister dës Aussoe vum Här Timmermanns respektiv duerch aner Vertrieder vun der EU-Kommissioun bekannt? Wéi reagéiert si op dës Informatioun? Kann d'Madamm Minister garantéieren, datt d'Regierung zu Bréissel keng Moossname wäert ënnerstëtzen, déi scho virun 2035 zu engem inoffizielle Verbuet vum Verbrennungsmotor féieren oder déi individuell Mobilitéit allgemeng a Fro stelle géifen?

**Réponse** (29/01/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierte werft a senger parlamentarescher Fro verschidden Aspekter zu der geplangter Euro-7-Norm op a freet weider Erklärungen zu verschiddenen Elementer vun dëser Norm.

D'Propositioun zu der neier Euro-7-Norm gouf den 10. November 2022 vun der EU-Kommissioun dem EU-Parlament an den EU-Memberstaaten ënnerbreet. D'Zil vun der Propos war et, d'Komplexitéit vun de bestoenden EU-Emissiounsnorme bei den Autoen a Schwéiergefierer ze reduzéieren, d'Grenzwäerter dem aktuelle Wëssens- an Technologiestand unzepassen a Préifmethoden anzeféieren, déi méi realitéitsno sinn.

Fir d'Dekarboniséierung vum Stroossentransport ze beschleunegen, huet d'EU-Kommissioun am Juli 2021 eng Ännerung am Reglement iwwer $CO_2$ Emissiounsnorme fir Autoen a liicht kommerziell Gefierer proposéiert, fir esou ee klore Wee fir eng Dekarboniséierung vun der Mobilitéit virzeginn. Zousätzlech dozou huet d'EU-Kommissioun am Dezember 2020 d'Strategie fir nohalteg an intelligent Mobilitéit ugeholl an am Mee 2021 den Null-Emissiouns-Aktiounsplang validéiert. All dës Moossname sollen dozou bäidroen, datt de Stroosseverkéier däitlech manner klimaschiedlech Zäregasemissiounen a manner gesondheetsschiedlech Emissioune verursaacht. Dat Lescht ass virun allem wichteg, fir d'Loftqualitéit an den urbane Raim ze verbesseren. D'Euro-7-Norm spillt hei och eng wichteg Roll fir dësen Iwwergang op eng méi propper Mobilitéit.

Et ass eng Illusioun ze gleewen, datt 2035 Gefierer mat konventionellen Undriftechnologien, déi dann net méi dierfen immatrikuléiert ginn, vun engem Dag op deen anere vum Marché verschwannen. Tatsächlech läit den Duerchschnëttsalter vun M1 Gefierer (Autoen), déi an Europa immatrikuléiert sinn, bei 12 Joer. Dëst bedeit, datt all Gefier mat engem Verbrennungsmotor, wat bis 2035 nei ugemellt gëtt, duerno am Schnëtt nach 12 Joer wiert bedriwwe ginn. Et kann een deemno net soen, datt déi Gefierer keen Impakt méi hunn op d'Erreeche vun de gesetzten Ziler. Dowéinst ass et wichteg, datt weiderhi fir dës konventionell Undriftechnologien nach Verbesserunge fir déi nei Gefierer solle gemaach ginn.

Den Dossier Euro-7-Norm gëtt op EU-Niveau vun der Generaldirektioun „Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs" traitéiert. Zu Bréissel gouf den Dossier an der Formatioun vun den EU-Wirtschaftsministere verhandelt (Conseil compétitivité). An den EU-Aarbechtsgruppe souze souwuel Vertrieder aus mengem Ministère, well dës Dispositiounen an de Kader vun der Homologatioun falen, an aus dem Wirtschaftsministère, well et och ëm d'Surveillance du marché geet. Eis national Positioun gouf dofir tëscht deenen zwee Ministèrë preparéiert an ofgestëmmt, an duerno vum deemolege Wirtschaftsminister am Ministerrot presentéiert.

Wärend de Verhandlungen ass déi urspréinglech Propositioun, déi vun der EU-Kommissioun ausgeschafft gi war, ëmmer méi verwässert ginn. Dëst op Drock vu verschiddene Länner. Lëtzebuerg huet sech am Prinzipp ëmmer dofir ausgeschwat, datt déi nei Norm ee positiven Effekt op d'Ëmweltziler huet an huet sech esou de 25. September am EU-Ministerrot och géint déi verwässert Propositioun ausgeschwat an déi zeréckbehalen Orientation générale net ënnerstëtzt.

Op Basis vun dëser sinn d'Trilogen zënterhier gefouert ginn an d'EU-Parlament hat op ville Punkten änlech Bedenke wéi Lëtzebuerg. Doduerch si verschidden Elementer, déi ee positiven Effekt op d'Erreeche vun de Klimaziler hunn, erëm an den Text opgeholl ginn. Op Grondlag vun dëse Modifikatioune konnt Lëtzebuerg den 22. Dezember 2023 am COREPER de Kompromësstext matdroen, esou datt den 8. Januar 2024 den EU-Rot dem EU-Parlament dëse Kompromësstext ënnerbreet huet.

Wat Käschte vum Aféiere vun dësen neie Bestëmmungen ugeet, ka just op d'Impaktetude[19], déi vun der EU-Kommissioun gemaach ginn ass, verwise ginn. Hei ass allerdéngs drop hinzeweisen, datt dës Etude op Zenarie gemaach gouf, wéi den Text urspréinglech vun der EU-Kommissioun proposéiert gouf. An dësem Zesummenhang goufe verschidde méiglech Usätz, mat verschiddenen Ofstufunge vu Modifikatiounen, analyséiert.

Op Basis vun der Optioun, déi zeréckbehal gouf, ass d'EU-Kommissioun dovun ausgaangen, datt d'Hiersteller tatsächlech wäerte klammend Käschten hunn. Dëst bedéngt duerch nei Ausrüstunge fir Technologien, déi d'Emissioune reduzéieren an déi domadder verbonne Kalibréierungskäschten. An engem Zäitraum vun 2025 bis 2050 géifen dës Käschten sech op 35 Mrd. EUR fir kleng Gefierer an 18 Mrd. EUR fir schwéier Gefierer belafen. Dëst mécht am Schnëtt pro Auto ongeféier 304 € aus a fir schwéier Gefierer 2.681 €. Op der anerer Säit géif dësen Zenario awer och ee positiven Effekt op d'Gesondheetswiesen hunn an hei zu enger däitlecher Käschtereduzéierung féieren.

Duerch déi manner héich Emissiounen iwwert de selwechten Zäitraum géif awer ee monetäre Gesondheetsnotze vun insgesamt 190 Mrd. EUR, bedéngt duerch eng Reduktioun vu gesondheetleche Probleemer bei de Bierger aus der EU, déi direkt bezéiungsweis indirekt mat den Emissioune vun den Autoen zesummenhänken, entstoen. An dësem Zesummenhang kann op Longekrankheeten an awer och op eng erhéichte Gefor vun Häerzkreeslafkrankheete verwise ginn.

Schlussendlech, ass déi Optioun awer net zeréckbehale ginn an duerch d'Negociatiounen ass éischter ee manner ambitiéise Modell gewielt ginn. Doduerch sollten d'Käschte pro Gefier däitlech méi niddereg sinn. Mee och de positive monetären Effekt op d'Gesondheetswiese wäert net méi esou grouss sinn.

D'Evolutioun vun de Konzentratiounen u Stéckstoffdioxid ($NO_2$) a Feinstaub (PM10) op verschiddene fixe Miessplaze vun der Ëmweltverwaltung sinn an den zwou Grafiken heidrënner illustréiert.

[19] SWD_2022_359_1_EN_impact_assessment_part1_v4.pdf (europa.eu)

Säit 2015 ginn d'Joresmëttelwäerter vum Stéckstoffdioxid ($NO_2$) an der Bausseloft generell a kontinuéierlech erof mat enger besonnesch prononcéierter Baisse am Joer 2020 wéinst der Reduktioun am Stroosseverkéier bedéngt duerch d'Covid-19-Pandemie.

Déi generell a kontinuéierlech Baissë sinn notamment bedéngt duerch Modernisatioun vum Fuerpark mat der Progressioun vun den neien Euro-7-Normen an den elektresche Gefierer am Stroosseverkéier. Den europäesche Grenzwäert (Joresmëttelwäert) vu 40 µg/m³ ass aktuell net méi a Gefor fir iwwerschratt ze ginn. Trotzdeem bleift de Verbrennungsmotor am Stroosseverkéier déi Haaptursaach fir d'Expositioun vun der Bevëlkerung u Stéckoxiden.

An der iwwerschaffter Versioun vun der Loftqualitéitsdirektiv 2008/50/EU, déi momentan zu Bréissel verhandelt gëtt, ass virgesinn, de Grenzwäert op nëmmen nach 20 µg/m³ erofzesetzen, an dat vun 2030 aus un. Fir datt dëse verschäerfte Grenzwäert a ganz Lëtzebuerg bis 2030 kann agehale ginn, ouni datt mussen Ëmweltzonen agefouert ginn, ass et wichteg, datt de Fuerpark kontinuéierlech moderniséiert gëtt. Dëst gëtt ënner anerem séchergestallt duerch d'Verschäerfe vun der Euro-Ofgasnorm, an der Dekarboniséierung vum Transport duerch d'Elektromobilitéit.

Beim Feinstaub (PM10) ginn d'Joresmëttelwäerter och generell a kontinuéierlech erof, wann och net esou staark ewéi beim Stéckstoffdioxid. Hei ass och den Undeel un der Loftverschmotzung bedéngt duerch de sougenannte grenziwwerschreidende Ferntransport relativ héich. Effektiv ass den Ënnerscheed vun de Wäerter op de ländleche Miessstatiounen an deenen no un den Emissiounsquelle relativ geréng. Den europäesche Grenzwäert vu 40 µg/m³ (Joresmëttelwäert) ass awer sécher agehalen.

Duerch d'Aféierung vun der Ofgasnorm Euro-7 mussen och reng elektresch bedriwwe Gefierer d'Emissiounskrittäre beim Feinstaub erfëllen. Dëst mécht Sënn, well de Pneuen- a Bremsabrieb och hei fir signifikant Feinstaubemissioune verantwortlech ass.

*(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Wat d'Aussoe vum Här Timmermans betrëfft, kann ech net drop agoen, well dës mir net bekannt sinn. Dat selwecht gëllt fir Aussoe vun anere Vertrieder vun der EU-Kommissioun.

Wärend de ganze Verhandlunge war d'Zil vu Lëtzebuerg, datt den Text vun der Euro-7-Norm am Aklang mat den Ëmweltziler steet. Zousätzlech dozou huet d'Euro-7-Norm jo net nëmmen Elementer zu de Verbrennungsmotoren abruecht, mee och zu wichtegen Aspekter wéi de Feinstëbspartikele vu Pneuen a Bremsen, déi och weiderhi bei Gefierer ouni Verbrennungsmotoren entstoe wäerten. Zousätzlech dozou goufen och Minimalwäerter, wat Durabilitéit vun de Batterië fir Elektro-/Hybridgefierer ubelaangt, festgeluecht (wéi vill Energiekapazitéit se nach no enger Rei Joren oder enger gewësser Fuerdistanz mussen hunn).

**Forfait éducation** | Question **0130** (21/12/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Les paramètres sociaux renseignent au 1er septembre 2023 deux montants différents pour le forfait éducation, à savoir l'un s'élevant à 86,54 euros par enfant/par mois et l'autre à 144,52 euros par enfant/par mois.

Selon mes informations le premier montant est versé par le Fonds national de solidarité et n'est plus adapté

au nombre indice, alors que le deuxième forfait est celui intégré voire payé ensemble avec la pension de vieillesse du bénéficiaire. Ce dernier semble être régulièrement adapté à l'évolution du nombre indice et ajusté parallèlement au système applicable aux pensions.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que ces deux prestations de même nom et fixées au même montant lors de leur introduction ont évolué de façon différente au courant des dernières années ?
– Dans l'affirmative, quelle en est la raison ?

2) Ne serait-il pas opportun de revoir les dispositions d'adaptation du montant versé par le Fonds national de solidarité au moins à la lumière de la réintroduction de l'indexation des allocations familiales au 1er janvier 2022 opérée ?

**Réponse** (23/01/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Lors de l'introduction de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation, l'article 3 prévoyait de le fixer à hauteur de 10 euros par mois au nombre d'indice cent pondéré du coût de la vie au 1er janvier 1948 et défini pour l'année de base 1984 et qu'il serait adapté au coût de la vie et ajusté (ou revalorisé à partir de 2013) au niveau des salaires d'après les dispositions des articles 224 et 225 du Code de la sécurité sociale (anc. : Code des assurances sociales).

Le forfait d'éducation était accordé par le Fonds national de solidarité, dès l'âge de 60 ans ou à partir de l'octroi d'une pension personnelle, au parent qui s'est consacré à l'éducation d'un enfant à condition que sa pension ou celle de son conjoint ne comporte pas d'élément dit « baby year » du chef du même enfant. Le montant du forfait d'éducation était sensiblement équivalent au bénéfice du « baby year » – initialement introduit pour les enfants nés après le 31 décembre 1987 – qui était en outre adapté par la prédite loi pour les parents d'enfants nés avant le 1er janvier 1988 et qui n'étaient pas encore bénéficiaires d'une pension personnelle au 1er juillet 2002. L'article IX, 7° de la prédite loi prévoyait en conséquence l'introduction du forfait d'éducation pour les bénéficiaires d'une pension personnelle au 1er juillet 2002 en lieu du bénéfice du « baby year » afin d'éviter un recalcul des pensions échues depuis 1988.

Lors de l'adoption de la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation, il a été retenu de renoncer à l'adaptation automatique du forfait d'éducation à l'indice pondéré du coût de la vie et à son ajustement au niveau des salaires d'après les dispositions des articles 224 et 225 du Code de la sécurité sociale (ancien Code des assurances sociales). Le forfait d'éducation avait dès lors été fixé à 86,54 € par enfant par mois.

Afin d'éviter un recalcul des pensions échues avant le 1er juillet 2002 de parents d'enfants nés avant le 1er janvier 1988, pensions dans lesquelles le forfait d'éducation se substitue aux « baby years » alors qu'il représentait un montant sensiblement identique, la méthode de calcul du forfait d'éducation initialement prévue par la loi du 28 juin 2002, y inclus l'indexation et la revalorisation, a été maintenue pour ces cas de figure. De cette méthode de calcul résulte, au 1er septembre 2023, le montant de 144,52 € par enfant par mois.

Ainsi, il est vrai que depuis l'année 2006, les montants du forfait d'éducation ont évolué de manière différente pour s'élever actuellement soit à 86,54 € (art. 3) soit à 144,52 € (art. IX, point 7°).[20]

Cette différence résulte de la désindexation du montant du forfait d'éducation versé aux bénéficiaires qui ne touchent ni une pension de vieillesse, ni une pension de vieillesse anticipée, ni une pension d'invalidité (il s'agit ici en l'occurrence du montant de 86,54 € qui n'a plus changé depuis l'année 2006).

Cette mesure s'inscrivait à l'époque dans la politique d'équilibrage des finances publiques et de la compétitivité générale du pays qui a été mise en œuvre par la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements. Cette mesure de rééquilibrage ne visait que le forfait d'éducation versé aux personnes qui ne bénéficient pas d'une pension (cf. notamment doc. parl. 5580, p. 13).

---

**Risques liés au snus** | Question **0131** (21/12/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

An engem rezente Fernseereportage huet de Centre national de prévention des addictions (CNAPA) virun de Geforen duerch de Konsum vun Nikotinsäckelcher ouni Tubak gewarnt. Wéi et am Reportage heescht, bestéing eng héich Suchtgefor, well de sougenannte Snus Nikotin enthält an dofir eng Einstiegsdrog kéint sinn. Well de Säckelcher dacks séiss Goûte bäigemëscht sinn, stellen d'Säckelcher besonnesch fir jonk Leit eng Gefor duer. Zu Lëtzebuerg ass de Gebrauch vun Nikotinsäckelcher am Géigesaz zu aneren europäesche Länner awer am Moment nach net reglementéiert.

Ech wollt dofir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Ass sech d'Madamm Ministesch de Gefore fir d'Gesondheet bewosst, déi vun den Nikotinsäckelcher ausginn?

2. Deelt d'Madamm Ministesch d'Meenung, datt d'Nikotinsäckelcher eng Einstiegsdrog kënnen duerstellen?

3. Gëtt et Statistiken zum Konsum respektiv zur Vente vun Nikotinsäckelcher hei zu Lëtzebuerg?
– Wa jo, wéi gesäit d'Entwécklung an de leschte Joren aus?

4. Ass zu Lëtzebuerg eng Reglementatioun vun den Nikotinsäckelcher an absehbarer Zukunft geplangt?
– Wa jo, wéi kéint dës Reglementatioun ausgesinn?
– Ass e Verkafsverbuet u jonk Leit geplangt?

**Réponse** (22/01/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet ass sech de Gefore vun den Nikotinsäckelcher fir d'Gesondheet bewosst.

Nikotinsäckelcher, och nach „nicotine pouches" genannt, sinn een Nikotinproduit, déi dem Snus-Tubak staark gläichen, dëst souwuel an der Presentatioun vum Produit (a klenge Pouchen) wéi och am Mode de consommation, wou d'Absorbtioun vum Nikotin duerch d'Mondschläimhaut geschitt, genee ewéi beim Snus. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet rappeléiert, dass de Snus-Tubak an der ganzer EU mat Ausnam vu Schweden, schonns zënter 1992 verbueden ass.

D'Gefor bei Nikotinsäckelcher ass virun allem op d'Quantitéit vum Nikotin zeréckzeféieren, deen an héijen Dosen eng Vergëftung provozéiere kann. Doweinster muss genee gekuckt ginn, wéi d'Pouchen doséiert sinn, virun allem, well den Nikotingehalt ganz seele vum Fabrikant kloer op der Verpakung renseignéiert ass.

Besonnesch déi Jonk, bei deenen d'Gehier an den Nervesystem nach net vollständeg entwéckelt sinn, riskéieren duerch eng fréizäiteg a chronesch Expositioun zum Nikotin eng definitiv Alteratioun vun de kognitive Fäegkeeten. Dëse Constat gouf duerch verschidden international Studie beluecht. D'Konsequenzen dovunner sinn, datt méi spéit Konzentratiouns- oder Memorisëierungsstéierungen optriede kënnen, ënnert anerem och Schwieregkeete beim Léieren. Doriwwer eraus, wat déi Jonk méi fréi zum Nikotin exposéiert goufen, wat si spéider méi susceptibel sinn, eng dauerhaft Nikotinsucht ze entwéckelen.

ad 2. D'Nikotinsäckelcher ginn effektiv oft harmlos duergestallt doduerch, datt se a faarwegen Tute verkaaft ginn, déi éischter Kamellentitercher gläichen an et se a verschiddenen Aromae gëtt (fruchteg, mentholéiert etc.). Dobäi kënnt, datt hire Präis oft ganz abordabel ass.

Doriwwer eraus ginn oft Echantillonen op Eventer, déi besonnesch vu Jugendleche besicht ginn, verdeelt. Et gesäit sou aus, wéi wann dëse Ciblage vun den Nikotinsäckelcher vun de Fabrikanten oder de Verkeefer net un d'Erwuessener, déi scho fëmmen, geriicht ass, mee éischter un eng nei Clientèle wéi déi Jonk.

Et leie fiabel an zolidd Etudë vir, déi beleeën, datt den Nikotin an de Säckelcher staark an héich genuch ass, fir de Konsument rapid süchteg ze maachen oder eng Ofhängegkeet opzebauen[21] [22], a méi spéit d'Entréesdier ass, haaptsächlech fir Jonker, eventuell mam Fëmmen unzefänken oder een Astig an aner Tubaksproduiten ze provozéieren.

ad 3. Zuelen zu de Venten zu Lëtzebuerg leien dem Ministère fir d'Gesondheet a sozial Sécherheet aktuell nach net vir.

ad 4. D'Regierung wäert am Aklang mat deem, wat am noen Ausland op deem Gebitt reglementéiert gëtt, gegeebenefalls ee legale Kader ausschaffen.
– Aktuell ass nach keen Zäitrahme festgeluecht ginn.

---

**Wanteraktioun** | Question **0132** (21/12/2023) de **Mme Joëlle Welfring** | **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

La « Wanteraktioun », organisée par la Dräieck ASBL, en collaboration avec le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, a pour objectif de proposer aux personnes sans-abri un hébergement temporaire, un repas, un accès à des facilités sanitaires ainsi qu'à des permanences infirmières. L'Action Hiver a ouvert ses portes le 15 novembre 2023 pour la saison 2023/2024, disposant de 250 lits afin d'accueillir les personnes se trouvant à la rue pendant les mois de grand froid.

Selon un article de presse récent, la « Wanteraktioun » a accueilli en moyenne 180 personnes par nuit au cours de la saison passée, avec un pic de 219 personnes accueillies le 26 février 2023.

En octobre 2023, Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile a annoncé le durcissement de la politique d'accueil avec la suspension de l'accueil des hommes seuls demandeurs de protection internationale (dpi). Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil a affirmé vouloir maintenir cette suspension. Suite à cette décision, de nombreux demandeurs de protection internationale ont été mis sur une liste d'attente pour

[20] cf. tableau des paramètres sociaux de l'IGSS au 1er septembre 2023

[21] Beoordeling van het nicotinegehalte in nicotinezakjes waarbij de Acute Reference Dose niet overschreden wordt: https://www.rivm.nl/sites/default/files/2021-11/FO_nicotinezakjes%20tox_20211101_def_anon.pdf

[22] https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3543069/

personnes souhaitant être hébergées et se retrouvent depuis sans abri.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Depuis l'annonce du durcissement de la politique d'accueil, combien de demandeurs de protection internationale ont été mis sur la liste d'attente ? Combien de personnes dpi sont actuellement sur la liste d'attente ?

2) Combien de demandeurs de protection internationale sont accueillis en moyenne chaque nuit par la Wanteraktioun cette saison et quel a été le pic journalier jusqu'à présent ?

3) Jusqu'à présent, combien de lits ont été occupés en moyenne chaque nuit à la Wanteraktioun ? Quel est le taux maximal d'occupation cette saison ?

4) Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il le risque que la structure de la « Wanteraktioun » ne vienne à saturation et ne soit donc plus en mesure d'héberger toutes les personnes voulant y être accueillies ?

5) Monsieur le Ministre a-t-il d'ores et déjà lancé des préparatifs en vue d'une éventuelle saturation de la structure ? Dans l'affirmative, quelles sont les procédures préconisées en cas de saturation, voire les mesures envisagées pour éviter ce scénario (p. ex. extension de la structure) ?

**Réponse** (22/01/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) Depuis la mise en place d'une liste d'attente, 280 hommes voyageant seuls ont été mis sur la liste d'attente jusqu'au 18/01/2023. Au 18 janvier 2024, 60 hommes voyageant seuls ayant présenté une demande de protection internationale sont sur la liste d'attente.

ad 2) Pour la période du 15 novembre 2023 au 31 décembre 2023, l'Action Hiver a accueilli en moyenne 31 demandeurs de protection internationale par nuit, dénotant un pic de 59 personnes en date du 30 décembre 2023.

ad 3) Pour l'ensemble du mois de décembre 2023, la moyenne de fréquentation du foyer de nuit de l'Action Hiver s'est élevée à 222 personnes par nuit (demandeurs de protection internationale compris). Le pic de fréquentation du foyer de nuit a été atteint le 27 décembre 2023 et a compté 252 personnes.

ad 4) et 5) L'Action Hiver est une action humanitaire, mise en place par le Gouvernement depuis l'hiver 2001, visant à protéger les personnes majeures en situation de sans-abrisme en période de grand froid, en répondant à leurs besoins primaires : accueil de jour, hébergement de nuit, repas, hygiène corporelle et soutien social. Depuis le 1er janvier 2021, l'Action Hiver est gérée par la Dräieck ASBL.

Le bâtiment A de la structure d'urgence multifonctionnelle au Findel est annuellement mis à disposition de l'Action Hiver du 15 novembre au 15 avril. Jusqu'au mois de décembre 2023, le bâtiment A disposait d'une capacité de 250 places. En raison de l'augmentation des personnes cherchant à être hébergées au foyer de nuit et pour anticiper le risque que la structure ne vienne à saturation, la Dräieck ASBL a introduit une demande auprès de l'Inspection du travail et des mines pour voir la capacité d'accueil maximale augmentée de 50 places. Désormais, la Dräieck peut accueillir jusqu'à 300 personnes au bâtiment A de la structure d'urgence multifonctionnelle, ce qui a considérablement réduit le risque de saturation.

Par ailleurs, à l'initiative du Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et avec le soutien du Ministre de la Défense, l'Armée luxembourgeoise a récemment installé des tentes chauffées avec une vingtaine de places sur le site de l'Action Hiver en cas de nécessité supplémentaire pour faire face aux températures négatives et pour pouvoir réagir en cas d'urgence.

**Procédure du changement de résidence** | Question **0133** (21/12/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wann een innerhalb vum Land wëll vun enger Gemeng an déi aner plënneren, muss ee mat senger Carte d'identité bei der Gemeng virstelleg ginn. Verschidde Gemenge froen dann nach, dass een an der Gemeng virstelleg gëtt an nieft der Carte d'identité och den Acte oder de Contrat de bail matbréngt. Verschiddener hu mëttlerweil eng online Prozedur fir sech ëmzemellen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Gëtt et vum Inneministère hei Pläng, fir de Changement de résidence landeswäit ze harmoniséieren? Wa jo, wat soll déi landeswäit Prozedur ginn? Wéini soll dëst ëmgesat ginn?

2. Et ka virkommen, dass Leit sech op enger Plaz umellen, wou se entweeder net wunnen oder wou se net d'Erlabnis hunn ze wunnen. Wéi solle Proprietairë virgoen, wann se feststellen, dass eng Persoun sech ouni hir Erlabnis an hirer Wunneng ugemellt huet? Wéi kënne Proprietairen esou eng Umeldung feststellen?

**Réponse** (19/01/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Dat ofgeännert Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikatioun vu physesche Persoune gesäit detailléiert national Reegele vir fir d'Opstelle vum Populatiounsregëster vun de Gemengen, d'Definitioun vun der Résidence habituelle vun den Awunner, d'Conditioune fir d'Inscriptioun, d'Inscriptiounsprozedur, d'Radiatioun aus dem Regëster an d'Donnéeën, déi am Regëster opgeholl ginn. Et gëtt haut also schonn ee gesetzlech gereegelten, harmoniséierte Regime iwwert d'Populatiounsregësteren.

ad 2. An der grousser Majoritéit vun de Fäll mécht de Bierger bei der Inscriptioun an de Populatiounsregëster eng einfach Deklaratioun, dass en op enger bestëmmter Adress wunnt an déi d'Gemeng enregistréiert. Et ka virkommen, dass d'Gemengen, de Moment wou eng Persoun sech an de Populatiounsregëster aschreift, een Zweifel iwwert d'Realitéit vun engem deklaréierte Wunnsëtz kënnen hunn. An deem Fall gesäit d'Gesetz vir, dass de Buergermeeschter oder säin Delegéierten eng Inscriptioun op de Registre d'attente mécht an de Bierger freet, fir de Beweis ze bréngen, dass en tatsächlech op där Adress wunnt. Dee Beweis kann de Bierger op verschidde Manéiere bréngen, déi dat uewe genannte Gesetz am Detail, awer net exhaustiv virgesäit. D'Gesetz ass schonn 2016 geännert ginn. Säitdeem kann de Bierger, ënnert anerem, de Contrat de bail, den Accord vum Proprietaire oder vum Occupant vum Logement als Beweis fir d'Realitéit vum Wunnsëtz bréngen. An deem Kontext muss een erwänen, dass d'Loyersgesetz vun 2006 aktuell nach ëmmer virgesäit, dass e Loyerskontrakt och mëndlech ka gemaach ginn. An esou Fäll kéint de Locataire oder Souslocataire keng Kopie vum Loyerskontrakt virweisen.

Et gëtt och Situatiounen, wou Colocatairen oder Souslocatairen sech an enger Wunneng umellen, wou de Proprietaire näischt dovunner weess oder wou hien d'Colocatioun oder d'Souslocatioun am Contrat de bail ausgeschloss huet. De Proprietaire wennt sech dann un d'Gemeng fir gewuer ze ginn, wien op der betraffener Adress ugemellt ass. D'Gemeng däerf aus Dateschutzgrënn awer keng Informatioun iwwert d'Inscriptiounen am Populatiounsregëster erausginn[23].

**Logements vacants du Fonds du logement** | Question **0134** (22/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Fonds du logement ass en Établissement public autonome a gouf mam Gesetz vum 25. Februar 1979 an d'Liewe geruff. E steet ënnert der Tutelle vum Logementsminister an hëlleft Persounen, déi um fräie Marché Problemer hunn, d'Präisser fir Wunnraum ze bezuelen. Esou kann een iwwert de Fonds du logement Sozialwunnenge lounen, e Bail emphytéotique maachen oder och Wunnraum zu Präisser ënnert dem Marchéspräis kafen. Fir ze garantéieren, dass esou vill Leit wéi méiglech vun dëser Offer profitéiere kënnen, ass et wichteg, dass et méiglechst wéineg Leerstand beim Fonds du logement gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis fir e Locatiounsobjet, dee verlount gouf a wou de Locataire geplënnert oder verstuerwen ass, en neie Locataire fonnt gëtt an eraplënnert?

2. Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis fir en neie Locatiounsobjet en éischte Locataire fonnt gëtt an eraplënnert?

3. Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis fir e Verkafsobjet e Keefer fonnt gëtt an eraplënnert?

4. Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis fir en Objet mat Bail emphytéotique e Client fonnt gëtt an eraplënnert?

5. Wéi vill Leerstand gouf et beim Fonds du logement um Datum vum 1.1.2023, dem 1.3.2023, dem 1.6.2023, dem 1.9.2023 an dem 1.12.2023?

6. Ëm wéi eng Aart vun Objet handelt et sech dobäi jeeweils (Locatiounsobjet, Objet mat Bail emphytéotique, Verkafsobjet)?

7. Wat sinn d'Grënn fir en eventuelle Leerstand?

**Réponse** (19/01/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Dat hänkt dovun of, wat fir Renovatiounen an der betreffender Wunneng gemaach musse ginn. Wann de Service „Gestion du patrimoine" vum Fonds du logement matdeelt, datt d'Wunneng prett ass fir verlount ze ginn (nodeems se gebotzt, renovéiert a konform gesat gouf), da kann de Service „Location" d'Wunneng an der Reegel innerhalb vun 2–3 Méint erëm verlounen (ofhängeg vun der Disponibilitéit vum potenzielle Locataire, deen oft seng eege Verflichtungen huet).

ad 2. Wéi an der viregter Fro geäntwert: De Service „Location" kann am Prinzipp eng Wunneng bannent 2–3 Méint verlounen (ofhängeg vun der Disponibilitéit vum potenzielle Locataire). Deen Zäitraum ka verlängert ginn, wann e Locataire-Kandidat déi Offer net

[23] Ofgeännert Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikatioun vu physesche Persounen: „Art. 41. Les données ou listes de données figurant au registre national ou communal ne peuvent être communiquées à des tiers. Cette interdiction ne vise pas les autorités, administrations, services, institutions ou organismes habilités, par ou en vertu de la loi, à obtenir de telles données ou listes de données et ce pour les informations sur lesquelles porte cette habilitation."

géing acceptéieren an dann d'Wunneng un en anere Locataire-Kandidat misst proposéiert ginn.

ad 3. Am Duerchschnëtt dauert et tëscht 6 an 10 Méint, bis eng Verkafswunneng beluecht ass (beschtefalls: 2 Méint Prozedur fir d'Attributioun, plus 2 Méint Formalitéiten ëm de Kafvertrag, plus 2 Méint fir d'Eraplënneren). Dës Dauer ka variéiere jee no der Disponibilitéit vum Client (wéi z. B.: d'Ofschléisse vum Prêt, d'Erfëlle vun den Eligibilitéitskrittäre wärend der Prozedur ...).

ad 4. All d'Verkafsobjete vum Fonds du logement gi mat Bail emphytéotique verkaf. Do gëllt also déi selwecht Äntwert wéi an der Fro driwwer, wat d'Dauer betrëfft.

ad 5. De Fonds du logement huet kee Leerstand vu bewunnbare Wunnengen.

Et kënnen awer zu all Moment 100 net bewunnbar Wunnengen, vun engem Immobiliepark mat insgesamt méi wéi 2.000 Wunnengen, an deene verschiddene Kategorië vu Renovatioun sinn (Rénovation légère, Rénovation lourde, etc.). Dëst ass de Fall no der Sortie vun engem Locataire, engem Réckkaf, oder bei Objeten, déi de Fonds du logement an engem net bewunnbaren Zoustand krut oder zréckkritt huet no enger Locatioun.

Dëse Leerstand vun net bewunnbare Wunnenge variéiert permanent a gëtt iwwert eis Informatiounssystemer getracked. Soubal esou eng Wunneng bewunnbar ass, gëtt se iwwert déi klassesch Attributiounsprozedure vum Fonds du logement verginn (sief et an der Vente oder an der Locatioun).

ad 6. Verweis op d'Äntwerte vun de Froe virdrun.

All d'Verkafsobjete vum Fonds du logement gi mat Bail emphytéotique verkaf.

ad 7. Méiglech Grënn dofir, datt eng Wunneng net bewunnt ass, sinn:

– Fir all d'Wunnengen: d'Komplexitéit, fir d'Wunnenge konform ze setzen, d'Ausmooss vun de Renovatiounen, d'Prozedure vun der Kommerzialisatioun (fir an d'Vente oder an d'Locatioun ze ginn).
– Fir de Verkaf: d'Period vun der Kommerzialisatioun, d'Schwieregkeet vum potentielle Client, fir e Kreditt ze kréien, den Delai, bannent deem de potentielle Keefer all d'Konditiounen erfëllt.
– Fir d'Locatioun: de Preavis, deen den zukünftege Locataire muss anhalen, de repetéierte Refus vun enger selwechter Wunneng duerch e Locataire-Kandidat.

**Profession de l'assistant social** | Question **0135** (22/12/2023) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Dans son communiqué de presse du 28 novembre 2023, l'Association nationale des assistants d'hygiène sociale, des assistants sociaux et des infirmiers gradués du Luxembourg (ANASIG ASBL) souligne différents défis et problèmes auxquels les assistant.e.s sociaux.les sont confronté.e.s actuellement, tels que le fardeau administratif, un manque de collaboration interdisciplinaire et une pénurie, qui s'est installée durant les dernières années au niveau des assistant.e.s sociaux.les. Le métier a même été classifié comme « très en pénurie » par l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) en septembre 2023. Malheureusement, le Luxembourg ne possède pas de registre des professions de santé actualisé pour permettre une analyse adéquate de la situation actuelle du secteur.

Selon un article paru récemment dans la presse nationale, un défi supplémentaire du secteur concerne la formation des travailleurs sociaux. D'une part, les cours du cursus universitaire en « Sciences sociales et éducatives » actuellement proposés ne sont plus adaptés à la complexité des problèmes sociaux actuels et les exigences professionnelles croissantes, et d'autre part le nombre de places de formation est limité, ce qui entraîne un recours fréquent à des formations à l'étranger. Dans une lettre ouverte, les étudiant.e.s concerné.e.s mettent également en avant la difficulté de trouver des stages en raison de la récente loi imposant la rémunération des stagiaires, craignant ainsi de ne pas pouvoir compléter les heures de stage requises dans les délais prévus pour l'achèvement de leurs cursus.

Au vu de ces constats, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et à Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

1) Quelles mesures Monsieur le Ministre compte-t-il entreprendre afin de combattre la pénurie de main d'œuvre au niveau des assistant.e.s sociaux.les ?

2) Quelles mesures sont concrètement prévues pour simplifier les démarches administratives ?

3) Des problèmes sociaux complexes tels que la pauvreté, la migration, la santé mentale ou encore des questions liées à la famille, exigent des approches diversifiées. Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il introduire afin de garantir un accompagnement approfondi des personnes concernées ?

4) Monsieur le Ministre entamera-t-il des démarches afin d'actualiser les données enregistrées dans le registre des professions de santé ayant trait aux assistant.e.s sociaux.les ?

5) Comment Madame la Ministre entend-elle remédier à la situation où l'intérêt élevé pour la profession de travailleur social se heurte à une limitation du nombre de places de formation ?

6) Comment Madame la Ministre compte-t-elle répondre aux critiques portant sur l'adaptabilité des cours universitaires à la réalité de la profession du travailleur social ?

7) Madame la Ministre entend-elle aider les étudiant.e.s du Bachelor en sciences sociales et éducatives à trouver des stages ? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures concrètes à envisager ?

**Réponse** (25/01/2024) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

À ce jour, le registre professionnel compte 962 inscriptions d'assistants sociaux en activité. En ce qui concerne la pénurie alléguée par l'honorable Députée, il y a lieu de noter que la profession de l'assistant social a connu un essor considérable au cours des dernières années, ce dont témoigne l'évolution du nombre de professionnels autorisés à exercer actifs telle que retracée dans le tableau ci-après. En effet, ce nombre est passé de 673 en 2018 à 962 en 2023.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Ces chiffres sont extraits du registre professionnel entretenu par le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale en vertu de l'article 8 de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé. Outre de fournir des données quantitatives relatives aux professionnels de santé autorisés à exercer, ce registre fournit également des informations sur l'employeur de ces professionnels. Un projet destiné à optimiser la mise à jour des données du registre professionnel est en cours de développement au Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale.

Ainsi, l'allégation selon laquelle « le Luxembourg ne possède pas de registre des professions de santé actualisé » doit être réfutée, en ce que les professionnels de santé visés s'exposent à des sanctions disciplinaires s'ils n'informent pas le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale d'un changement dans leur situation professionnelle.

En ce qui concerne le nombre maximal d'étudiants pouvant s'inscrire dans la formation menant au Bachelor en sciences sociales et éducatives, filière assistant social, il y a lieu de relever que ce nombre ne peut pas simplement être augmenté de manière incontrôlée pour « produire » à volonté des assistants sociaux en guise de remède à un besoin croissant de professionnels du travail social.

En effet, il y a lieu de préserver la qualité du programme d'études et de garantir que les étudiants inscrits trouvent des places de stage afin qu'ils puissent bénéficier d'une formation respectant les principes nationaux et européens de l'assurance qualité en matière d'enseignement supérieur.

Afin de simplifier les démarches administratives en vue d'obtenir l'autorisation d'exercer, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale a notamment procédé à la digitalisation de la procédure de demande via MyGuichet ; ainsi les départements concernés reçoivent les demandes en temps réel et la prise en charge est garantie par les agents concernés directement.

Parallèlement, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale travaille sur la réforme des différentes professions de santé visées par la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé, y inclus l'assistant social. À travers cette réforme, le profil professionnel des différentes professions de santé sera adapté aux besoins et réalités du terrain, ce qui aura pour conséquence une adaptation concomitante de la formation.

En ce qui concerne les informations portées à la connaissance des futurs étudiants, il y a lieu de signaler les publications du Service information études supérieures du Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, qui sont disponibles sur le site mengstudien.lu et qui sont régulièrement mises à jour afin d'informer au mieux les futurs étudiants sur les voies de formation et les conditions d'accès aux professions de santé, y compris celle de l'assistant social[24].

De surcroît, il y a également lieu de relever que la loi du 21 juillet 2023 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur a modifié la législation en matière de stages, en étendant l'obligation d'indemnisation aux stages ayant une durée d'au moins quatre semaines et effectués auprès du même patron pendant une même année d'études dans le cadre des études préparant aux professions réglementées, y compris celle de l'assistant social.

Avant cette modification, les études préparant aux professions réglementées étaient exclues de l'obligation d'indemniser les étudiants stagiaires.

L'objectif primaire de cette mesure consiste à revaloriser les études préparant à des professions cruciales pour l'écosystème social et le système de santé et ayant des besoins en personnel croissant.

Conscient que ce changement de paradigme au niveau de l'indemnisation peut pendant une phase transitoire susciter certaines réticences de la part des organismes

[24] cf. https://mengstudien.public.lu/fr/etudes-metiers/medecine-professions-sante/assistant-social.html

d'accueil, le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur a lancé un groupe de travail avec les ministères ayant la Santé et la Famille dans leurs attributions afin d'élucider d'éventuelles pistes de soutien à l'adresse des organismes d'accueil issus du domaine social et de la santé tendant à amortir l'impact financier que l'obligation d'indemnisation des stages peut avoir sur les budgets respectifs de ces entités.

Dans ce contexte, il y a lieu de signaler que l'Université du Luxembourg s'efforce de soutenir au mieux les étudiants pour trouver des places de stage en conformité avec le changement législatif susvisé.

Signalons également que les modalités pratiques de la procédure de reconnaissance de qualifications professionnelles dans le domaine du travail social obtenues à l'étranger ont été revues afin d'accélérer l'accès au marché du travail des titulaires de telles qualifications. Ces modifications font suite à une entrevue du 11 octobre 2023 entre le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et l'Association nationale des assistant(e)s sociaux et infirmier(e)s gradués du Grand-Duché de Luxembourg. Par ailleurs, il convient de remarquer que la procédure de reconnaissance des qualifications professionnelles est également possible via MyGuichet.

Lors de l'entrevue précitée, à laquelle l'Université du Luxembourg était également représentée, la question de l'adéquation des cours et des contenus de la formation menant au Bachelor en sciences sociales et éducatives, filière assistant social, a été abordée par les représentants de la profession et le directeur du programme d'études concerné de l'Université du Luxembourg, sans que des lacunes n'aient été constatées.

Ainsi, les programmes de l'Université du Luxembourg s'orientent vers des normes de formation en travail social valables et pratiquées au niveau international, qui font l'objet d'un monitoring constant et d'adaptations curriculaires en cas de besoin. À cette fin, l'Université du Luxembourg alloue d'ailleurs les ressources humaines et infrastructurelles adéquates pour mener à bien cette mission.

De surcroît, le programme d'études prend en compte des spécificités liées au contexte du Grand-Duché de Luxembourg, comme actuellement le sujet de la migration. La détermination de ces thèmes se fait en concertation avec les acteurs du terrain, ce dont témoigne le lancement de la plateforme « Agora luxembourgeoise de l'intervention sociale » (ALICES) en 2023.

Finalement, l'implication de vacataires externes issus des milieux professionnels permet un enseignement lié à la pratique et aux réalités du terrain, visant à préparer ainsi au mieux les futurs assistants sociaux à leur entrée en fonction et leur travail sur le terrain.

**Administrateurs indépendants d'une société de droit luxembourgeois** | Question **0136** (27/12/2023) de **M. Laurent Mosar** | **Mme Diane Adehm (**CSV)

Dans son arrêt du 21 décembre 2023 dans l'affaire C228/22, la Cour de justice de l'Union européenne statue que « L'article 9, paragraphe 1, premier alinéa, de la directive 2006/112 doit être interprété en ce sens que : l'activité de membre du conseil d'administration d'une société anonyme de droit luxembourgeois n'est pas exercée d'une façon indépendante, au sens de cette disposition, lorsque, malgré le fait que ce membre organise librement les modalités d'exécution de son travail, perçoit lui-même les émoluments constituant ses revenus, agit en son nom propre et n'est pas soumis à un lien de subordination hiérarchique, il n'agit pas pour son compte ni sous sa propre responsabilité et ne supporte pas le risque économique lié à son activité ».

En conséquence, la CJUE conclut que les administrateurs indépendants d'une société de droit luxembourgeois ne sont pas assujettis à la TVA, ce qui constitue une interprétation contraire à circulaire 781 de l'Administration de l'enregistrement, des domaines (AED) du 30 septembre 2016. Nous constatons avec satisfaction que l'AED a réagi le 22 décembre 2023 en publiant la circulaire N° 781-1, qui suspend avec effet immédiat la circulaire 781 de 2016.

Faisant suite à cet arrêt de la CJUE et à cette circulaire de l'AED, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Le cas échéant, l'AED compte-t-elle organiser le remboursement de la TVA indûment percée ?

– Dans l'affirmative, entend-elle appliquer la rétroactivité, et sur combien d'années ?

– Comment seront traités les cas pour lesquels les administrateurs ont déjà récupéré la TVA indûment percée ?

– Quelles autres conséquences cet arrêt risque-t-il d'avoir au niveau de l'Administration des contributions directes ?

**Réponse** (22/01/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Il y a lieu de relever tout d'abord qu'en matière de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), il appartient en principe aux opérateurs économiques d'appliquer eux-mêmes à leurs opérations les règles objectivement applicables en matière de TVA en fonction des caractéristiques intrinsèques desdites opérations et des règles spécifiques qui les gouvernent, le législateur ayant institué une procédure d'imposition ex post à titre de contrôle, mise en œuvre par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (ci-après « l'AED »). Dès lors, dans la mesure où une personne s'estime concernée par l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne C-228/22, il lui appartient d'établir des factures rectificatives aux assujettis preneurs de ses services et de justifier à l'égard de l'administration un droit à restitution de la TVA indûment perçue. Tout solde en faveur d'un tel assujetti lui est remboursé par l'AED sur base de l'article 55 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée. Toutefois, lors de l'émission de sa circulaire n° 781-1 du 22 décembre 2023, l'AED a déjà indiqué, sur son site Internet, qu'elle envisage la mise en place d'une régularisation non bureaucratique de la taxe dans le chef des administrateurs. Celle-ci sera mise en œuvre moyennant une démarche en ligne spécifique, accessible le moment venu, via MyGuichet.

Conformément à l'article 82 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, tout droit à restitution de l'impôt se prescrit par cinq ans à compter du 31 décembre de l'année civile à laquelle se rapporte l'impôt à restituer. En raison de ce que le jugement de la CJUE n'a été pris que le 21 décembre 2023 et que dès lors, les personnes concernées par ce jugement n'ont pas disposé d'un délai adéquat pour faire valoir des droits quelconques découlant de l'application dudit arrêt, l'État, à titre exceptionnel, renonce à la prescription en ce qui concerne l'année fiscale 2018.

Enfin, pour les cas pour lesquels les administrateurs ont déjà récupéré la TVA indûment perçue, et qu'un administrateur a invoqué l'arrêt C-228/22 en sa faveur et a obtenu la restitution de la TVA perçue auprès de ses preneurs, puis versée au Trésor public, seul reste à vérifier, par l'AED, que le preneur du service de l'administrateur a régularisé cette taxe portée, dans son chef, en déduction.

En ce qui concerne les conséquences de cet arrêt au niveau de l'Administration des contributions directes, le remboursement de la TVA s'analyse comme suit en matière des impôts directs :

1. la facture initiale, TVA comprise, doit être extournée moyennant une note de crédit (aussi bien auprès de l'administrateur qu'auprès du débiteur des tantièmes) ;
2. l'administrateur reverse au débiteur des tantièmes le montant de la TVA qui lui aura été remboursé par l'AED ;
3. une facture rectificative doit être émise pour le montant initial des tantièmes hors TVA, et doit être prise en compte auprès de l'administrateur et du débiteur des tantièmes.

Auprès de l'administrateur, la régularisation en 2024 aura ainsi un impact sur son bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale de l'année d'imposition 2024 qui va néanmoins contrebalancer dans le sens inverse l'impact de la facture initiale, TVA comprise. Au total, la régularisation de la TVA sera neutre.

Dans l'hypothèse où la TVA en amont a été non déductible ou seulement partiellement déductible en tant que TVA en amont auprès du débiteur des tantièmes (p. ex. auprès d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurances) et que le montant a été déduit en tant que dépenses d'exploitation en matière des impôts directs, la régularisation de la TVA va augmenter dans le sens inverse le résultat au titre de l'année d'imposition de la régularisation. Au total, la régularisation de la TVA sera neutre.

**Demandes de classement d'un bien immeuble comme patrimoine culturel national** | Question **0137** (27/12/2023) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

De 25. Februar 2022 ass dat neit Denkmalschutzgesetz a Kraaft getrueden. Nom Artikel 18 vum Gesetz kann all Interesséierten an all Organisatioun eng Demande de classement fir ee Gebai un de Minister schécken.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Demandes de classement sinn an de leschte fënnef Joer beim Kulturministère agaangen? Wéi vill dovu koume vu Besëtzer vun de Gebaier, wéi vill vu Gemengen a wéi vill vun Drëttpersounen?

2. Wéi vill vun den Demanden hunn zu engem Klassement gefouert, opgeschlësselt no deem, vu wiem d'Demande agereecht gouf?

3. An der Äntwert op d'Fro 7511 krute mir d'Informatioun, dass eng Klassementsprozedur am Schnëtt tëschent 6 a 24 Méint dauert, jee no der Envergure vum Dossier. Wéi vill Demandë sinn aktuell en cours de traitement? Wéi vill waren et der zum Stand vum 31. Mäerz 2023?

4. Kann de Kulturmininister bestätegen, dass all Besëtzer, deem säi Gebai sollt klasséiert ginn, eng Intention de classement zoukomme gelooss krut, sou wéi den Artikel 19 vum Denkmalschutzgesetz dat virgesäit?

5. A wéi ville Fäll gouf d'Intention de classement virun engem Geriicht contestéiert a mat wat fir engem Effekt? Wéi vill Prozedure sinn aktuell virum Verwaltungsgeriicht?

6. Wéi vill Gebaier, fir déi eng Demande de classement virlouch, konnte besicht ginn a wéi vill konnten net besicht ginn an aus wéi enge Grënn? Wat gesäit d'Prozedur vir, wann ee Besëtzer net bereet ass, fir d'Experte vum INPA an d'Gebai eranzeloossen? Wéi oft ass dat an de vergaangene fënnef Joer virkomm?

7. Gëtt et aktuell Gebaier, déi vun den Experte vum Ministère an INPA als wäertvoll betruecht ginn an déi verfalen, well hir Besëtzer net un engem Erhalt interesséiert sinn? Wa jo, wat gëtt ënnerholl, fir de Verloscht vun deene Gebaier ze verhënneren?

8. Wéi eng Strofe si virgesinn, wann ee Besëtzer trotz enger Demande oder Intention de classement säi Gebai verfale léisst oder zerstéiert? Wéi vill Mol ass dëst an de vergaangene fënnef Joer virkomm?

**Réponse** (29/01/2024) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

ad 1. Tëschent Januar 2019 a Januar 2024 goufe 558 Demanden agereecht. Dovunner sinn der 159 vun de Besëtzer selwer ausgaangen (oder op d'mannst vun engem vun de Besëtzer am Fall vun enger Kopropriétéit), 279 vun Drëttpersounen an 120 vu Gemengen, woubäi d'Gemenge meeschtens och selwer Proprietaire vum Gebai sinn.

ad 2. 460 Dossieren hunn zu engem Klassement gefouert (60 vu Gemengen, 141 vun de Proprietairen an 259 vun Drëttpersounen).

ad 3. Am Moment sinn 318 Dossieren an enger Klassementsprozedur. Den 31. Mäerz 2023 waren 393 Dossieren an der Maach.

ad 4. Den Artikel 19 vum neien Denkmalschutzgesetz vum 25. Februar 2022 bezitt sech op de Patrimoine archéologique. Et sinn d'Artikele 25 an 131 vun dësem Gesetz, déi hei spillen.

Am Kader vun der Prozedur vum Inventaire scientifique (Art. 25) ginn d'Besëtzer iwwert eng Enquête publique informéiert.

Bei der Protektiounsprozedur vum Art. 131 (Chapitre 13 dispositions transitoires) gëtt e puer Méint virum Klassement eng „intention de classement" un all Besëtzer geschéckt. Zousätzlech dozou gëtt, e puer Woche virun dëser Intentioun, och nach eng „annonce d'intention de classement" un all Besëtzer verschéckt (ausser am Fall wou e Gebai extreem menacéiert wier). Dëst, well eng Intentioun schonn d'Effete vum Klassement mat sech bréngt a well dowéinst d'„procédure administrative non contentieuse" respektéiert muss ginn.

ad 5. Dräi Dossieren, bei deenen eng „intention de classement" contestéiert gëtt, si viru Geriicht.

ad 6. An deene meeschte Fäll kann eng Visitt vu banne duerchgefouert ginn. Zanter dem Akraafttriede vum neie Gesetz, hunn a ronn 30 Dossieren d'Proprietairen en Accès refuséiert, dat aus perséinleche Grënn.

D'Artikelen 23 an 131 vum Denkmalschutzgesetz vum 25. Februar 2022 gesi vir, datt de President vum Bezierksgeriicht den Accès kann autoriséieren, dat op Ufro vum Kulturminister. Bis haut ass nach keng Ufro gemaach ginn, dat virun allem, well scho genuch Grënn fir eng Protektioun vu bausse konnten zréckbehale ginn.

ad 7. Wa festgestallt gëtt, datt e klasséiert Gebai menacéiert ass, kënnen d'Artikelen 38 an 39 vum Denkmalschutzgesetz ugewannt ginn. D'Besëtzer gi vum Kulturminister ugeschriwwen a kréie matgedeelt, datt de Staat um Gebai kann intervenéieren, dat och géint hire Wëllen, mat enger Autorisatioun vum President vum Bezierksgeriicht.

Wa festgestallt gëtt, datt e schützenswäert Gebai amgaangen ass ze verfalen, kann de Kulturministère eng Protektiounsprozedur aleeden.

Am Moment sinn eng Rei Besëtzer a sou Fäll kontaktéiert ginn, an den INPA (Institut national pour le patrimoine architectural) ass am Austausch mat hinnen, fir eng konziliant Léisung ze fannen.

ad 8. D'„intention de classement" ass mam neien Denkmalschutzgesetz agefouert ginn, d. h. am Februar 2022. D'Dispositions pénales stinn an den Artikelen 115–120 vun dësem Gesetz.

Op Basis vun dem alen Denkmalschutzgesetz an den duerchgefouerte Protektiounen ënnert deem neie Gesetz koum et an de leschte fënnef Joer zu 10 Meldunge vum INPA un de Procureur général d'État. An engem Dossier huet de Parquet ugesicht.

**Parking de bus près du Lycée Mathias Adam à Pétange** | Question **0138** (28/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

A menger parlamentarescher Fro N° 6243 wollt ech wëssen, firwat de Busparking beim Lycée Mathias Adam (Kadasterparzell 933/4221) zu Péiteng ausserhalb vun de Schülertransportzäiten a Schoulstonnen dee gréissten Deel vum Dag an och weekends eidel steet a fir keng aner Zwecker genotzt gëtt. Grad fir den RGTR wier dës Plaz vu groussem Notzen, well wéineg Plazen an der Gemeng existéieren, wou d'Buschaufferen hir Pause kënne maachen.

An der Äntwert haten d'Ministere geschriwwen, dass de Busparking och eng Aire de rassemblement ass, fir 1.800 Schüler am Fall vun engem Feieralarm ze evakuéieren an dass et dofir net virstellbar wier, fir dës Plaz aneschters ze notzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie, fir Bildung, Kanner a Jugend a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Kënne sech d'Ministere virstellen, dass de Parking kéint genotzt ginn, wann déi 1.800 Schüler:inne keng Schoul hunn, zum Beispill 52 Weekender am Joer, 3 Méint Schoulvakanzen d'Joer, ausserhalb vun de Schoulzäiten etc.? A wier et virstellbar, fir dëst an enger Konventioun mat de betraffene Busfirmae festzehalen?

2. Ass ugeduecht, fir de Parking hei mat Solaranlagen ze iwwerdaachen? Falls jo, bis wéini soll dëse Projet realiséiert ginn?

**Réponse** (30/01/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Déi RGTR-Linnen, déi géifen a Fro kommen, fir bei de Lycée Mathias Adam waarden ze goen, hunn aktuell hiren Terminus op der Gare vu Rodange, déi aktuell fir 107,5 Milliounen Euro moderniséiert gëtt. Op dëser Plaz ass d'Infrastruktur dem Besoin u Waardeplazen ugepasst, déi gebraucht ginn. Zousätzlech Waardeplaze sinn aktuell also net néideg.

ad 2. Um Gebai vum Lycée Mathias Adam ass aktuell eng Fotovoltaikanlag mat enger Leeschtung vu 54 kWp installéiert. Well op deem Site awer nach Daachflächen disponibel sinn, huet d'Verwaltung fir ëffentlech Bauten eng Etude an Optrag gi fir ze analyséieren, ob een nach weider PV-Panneaue kéint installéieren. De Busparking ass awer net zeréckbehale ginn, well d'Verschattung vun de Beem op deem Parking ze grouss ass an déi Beem och aus ökologesche Grënn erhale bleiwe sollen.

Generell ënnerstëtzt d'Regierung d'Approche, fir versigelt Flächen (wéi zum Beispill Parkingen) mat Fotovoltaikpanneauen ze iwwerdecken an analyséiert schrëttweis d'staatlech Sitten, fir déi gëeegentste mat Fotovoltaikanlagen ze equipéieren.

**Émoluments des administrateurs représentant l'État dans une société anonyme** | Question **0139** (29/12/2023) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

De Staat ass Aktionär vu verschiddene Privatfirmen an dierf deemno hei am Verwaltungsrot sëtzen. D'Regierungsmembere ginn net selwer an déi Verwaltungsréit, mee schécken d'Staatsbeamten aus hire Ministèren dohinner, fir d'Decisiounen am Interessi vum Staat ze huelen.

Dat ofgeännert Gesetz vum 25. Juli 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme gesäit vir, dass d'Suen, déi dës Beamte kréien (= Émoluments) un de Staat mussen ausbezuelt ginn, éiert de Regierungsrot vu Fall zu Fall entscheet, wéi vill vun dëse Suen un de Beamten ausbezuelt ginn (= Indemnité).

De Gesetzestext gesäit Follgendes vir:

„Les émoluments leur revenant sous quelque forme que ce soit, sont touchés par l'État ou la personne morale de droit public qui les a fait désigner; il appartient au Gouvernement en conseil ou à l'organe dirigeant de la personne morale de droit public d'arrêter les indemnités à allouer à ces administrateurs, ou membres du directoire ou du conseil de surveillance, selon le cas, pour l'accomplissement de leur mission."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Versteet d'Regierung d'Prozedur, esou wéi se am Gesetzestext beschriwwen ass, och an där Reiefolleg, dass
– d'Emolumenter vun der Firma integral un de Staat iwwerwise ginn;
– doropshin de Regierungsrot decidéiert, wéi vill Indemnitéiten d'Beamten zegutt hunn;
– de Staat d'Indemnitéit op de Konto vum Staatsbeamten iwwerweist?
Falls jo, gëtt dës Prozedur och esou applizéiert?
Falls dat net de Fall ass, kann d'Regierung beschreiwen, wéi dës Prozedur vum Gesetz bis elo gehandhaabt gouf?

2. Ënnert wéi enge Budgetsposten am Staatsbudget si souwuel d'Emolumenter ewéi och d'Indemnitéite vun de Beamten aus de Verwaltungsréit ënnerbruecht?

3. An de leschten Äntwerte gouf verwisen op een Annuaire, deen 2017 zesummegestallt gi war mat alle wichtegen Informatiounen iwwert déi staatlech Participatiounen, wou all Gesellschaft mat hire Vertrieder an de Verwaltungsréit och extra ernimmt war. Existéiert 2023 een aktualiséierten Exemplaire vun dësem Annuaire a falls jo, wou ass dëse veröffentlecht?

**Réponse** (16/01/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

D'Regierung suivéiert déi Praxis a Prozedur, déi sech iwwert déi lescht 33 Joer am Kontext vun der Applikatioun vum Gesetz vun 1990 iwwert d'Indemnitéiten, déi staatlech Vertrieder an de Verwaltungsréit vu Kapitalgesellschafte kréien, etabléiert huet.

De Regierungsrot decidéiert, aus praktesche Grënn, dass d'Tantiemen direkt un déi betraffe staatlech Vertrieder am Verwaltungsrot vun der betreffender Firma ausbezuelt ginn, ouni virdrun nach iwwert de Staatsbudget ze transitéieren.

Den 10. Januar 2024 huet de Regierungsrot dës Decisioun fir déi aktuell Legislaturperiod confirméiert.

Dee vum honorabelen Deputéierten zitéierten Annuaire vun 2017 ass ënnert enger méi performanter a verbesserter Form ënnert follgendem Lien ze fannen: https://tresorerie.public.lu/fr/participations.html.

**SuperDrecksKëscht** | Question **0140** (29/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

2022 hat déi viregt Koalitioun an enger Schnellprozedur d'Finanzéierungsgesetz vun der SuperDrecksKëscht an der Chamber gestëmmt, wat zënter dem 15. Juli 2022 a Kraaft ass.

Dëst Gesetz war entstanen, nodeems 2022 eng Serie vun Artikelen op Reporter.lu verschidde verdächteg Dysfonctionnementer bei der SuperDrecksKëscht opgedeckt an d'Virwërf vu Favoritismus, Vetternwirtschaft a Korruptioun an de Raum gestallt hunn. Am weidere Verlaf hat d'Chamber opgedeckt, dass och de Finanzement vun der SuperDrecksKëscht iwwert déi lescht Joren net rechtens war, well ee Finanzéierungsgesetz dofir gefeelt hat. Den zweete Punkt gouf mam Gesetz gereegelt, mee déi bestoend Virwërf goufen ni aus dem Wee geraumt.

Bei der Aktioun SuperDrecksKëscht war opgefall, dass virun allem eng Firma mat engem Konstrukt un Ënnerfirme vun der Aktioun SuperDrecksKëscht a soumadder vu Steiergelder profitéiert hat. Déi deemoleg Ëmweltministesch hat deemools ee Pseudoaudit an Optrag ginn (dee keen offiziellen Audit war, esou wéi et am Dokument selwer drasteet), deen d'Situatioun vun der Aktioun SuperDrecksKëscht beliicht.

An der Chamberssitzung vum 16. Juni 2022 hate 27 Deputéierten, dovunner 21 vun der CSV, sech an zwou Motiounen dofir ausgeschwat, dass een neien onofhängegen Audit sollt opgestallt ginn an dass d'Aktioun vun der SuperDrecksKëscht sollt nei ausgeschriwwe ginn.

An enger weiderer Motioun hu mir Piraten iwwerdeems d'Opléisung vum Kontrakt tëschent dem Ëmweltministère an der Firma Oeko-Service Luxembourg SA souwéi d'Neiausschreiwung vun der ganzer Aktioun SuperDrecksKëscht gefuerdert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wäert den neien zoustännege Minister ee komplett onofhängegen Audit an Optrag ginn, deen den internationalen Normen entsprécht an deen déi ganz Aktioun SuperDrecksKëscht an d'Firmekonstrukter hannendrunner onofhängeg beliicht? Falls jo, bis wéini wäert dëst geschéien?

2. Wäert d'Regierung, ugesiichts vun de Virwërf, déi géint d'Aktioun SuperDrecksKëscht a sengem Prestataire Oeko-Service Luxembourg SA virleien, de Kontrakt mam Concessionnaire opléisen an eng Neiausschreiwung vun der Aktioun SuperDrecksKëscht an Optrag ginn? Falls jo, bis wéini soll dat geschéien?

**Réponse** (29/01/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Zur éischter Fro verweisen ech op d'Kommissiounssëtzung vum 30. November 2022. An der Sëtzung ass duergeluecht ginn, wat fir eng Méiglechkeeten de Staat huet, fir een Audit no engem internationale Standard ze maachen. Esou eméi deemools ugekënnegt, gouf eng „procédure convenue" ausgeschafft.

Zur zweeter Fro kann ech Iech matdeelen, datt de Ministère informéiert ginn ass, dass an der juristescher Prozedur souwuel géint de fréieren Direkter vun der Ëmweltverwaltung, wéi och géint den Direkter vun der Firma OSL, een „non-lieu" festgehale gouf an domat keng weider Poursuitte wäerte stattfannen. Et gëtt dohier och kee Grond, deen aktuelle Vertrag net bis zu senger Echeance weiderzeféieren.

---

**Cell Broadcast** | Question **0146** (03/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

No de massiven Iwwerschwemmungen am Joer 2021 hat déi deemoleg Inneministesch ugekënnegt, dass d'Warn-App GouvAlert wärend den Onwiederen un hir Grenze gestouss war an dass een an Zukunft wëll d'Handysbenotzer iwwert SMS (Cell Broadcast) warnen. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 4732 hat déi deemoleg Regierung erkläert:

„De Cell Broadcast huet de grousse Virdeel, datt d'Biergerinnen an d'Bierger näischt mussen eroflueden an d'Couverture vill méi grouss ass wéi bei enger App. An déi Richtung soll och de Warnsystem zu Lëtzebuerg evoluéieren, mam Fokus op eng Multikanalwarnung […]."

Kommunikatiounsexperten an Däitschland rode schonn zënter den 90er Joren, fir Warnunge per Cell Broadcast un d'Leit ze schécken. Een Artikel op tagesschau.de vum 20. Juli 2021 erkläert de Cell Broadcast a kuerze Wierder esou:

„Das ist wie ein Streuschuss an alle Geräte im Empfangsbereich eines Mobilfunkmastes." Auf diese Weise können Menschen in einer bestimmten Region zielgenau mit Warnhinweisen versorgt werden.

Dës Woch gouf et op verschiddene Plazen hei am Land erëm eng Rei Iwwerschwemmungen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Hunn d'SMS-Noutwarnungen iwwert Cell Broadcast wärend den aktuellen Iwwerschwemmungen op alle Plazen hei am Land funktionéiert? Falls nee, wou net?

2. Ass de System vum Cell Broadcast Stand haut komplett funktionell an entsprécht de Krittäre vun engem performante Warnsystem?

**Réponse** (31/01/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Virop ass ze präziséieren, dass d'Technologie vum „Cell Broadcast" eng komplett aner ass, wéi déi vum „SMS zonal" an et sech dobäi ëm 2 ënnerschiddlech Warnkanäl handelt. D'Méiglechkeet, fir iwwer „SMS zonal" ze warnen, ass scho länger operationell a gëtt säit Mee 2022 reegelméisseg getest.

ad 1. Wärend den Iwwerschwemmunge vu Januar 2024 gouf keen „SMS zonal" geschéckt, well d'Situatioun dëst net erfuerdert huet. D'Bevëlkerung gouf iwwer aner Warnkanäl informéiert (GouvAlert, staatlech Internetsitten, Facebook, Press).

ad 2. D'Zil ass, dass den zukünftege Warnkanal „Cell Broadcast" spéitstens am September 2024 operationell soll sinn. D'Handysoperateuren hunn Enn 2023 éischt intern Tester erfollegräich duerchgefouert. Et gëtt weider intensiivst un der Implementatioun geschafft.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

**Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis**

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

**Ech abonéiere mech:**

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

**Ech desabonéiere mech:**

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen


Actualité parlementaire p. 03-09

Nouvelles lois p. 10-11

Séances publiques nos 12 et 13 p. 11-66

Questions au Gouvernement p. 67-99



2023-2028

n° 6




# Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-09

Nouvelles lois ..... p. 10-11

Séances publiques ..... p. 11-66

12e séance du mardi 27 février 2024 p. 11-39

13e séance du mercredi 28 février 2024 p. 39-66

Questions au Gouvernement ..... p. 67-99

# Chambre des Députés

## Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

**Concept et layout :**
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

**Impression :**
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**
22/03/2024

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

# Journée internationale des droits des femmes 2024



*La Journée internationale des droits des femmes est l'occasion de se pencher sur la représentation des femmes au sein du Parlement luxembourgeois : 20 députées sur 60 élus sont des femmes (soit un député sur trois), 2 sont cheffes de fil d'un groupe ou d'une sensibilité politique, 8 assurent la présidence d'une commission parlementaire et 2 sont présidentes d'une délégation auprès d'une assemblée parlementaire internationale.*

## Réunion interparlementaire au sujet des femmes dans le sport

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, Mme Mandy Minella, Présidente de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité, et M. Georges Engel, membre de la commission, ont participé à une réunion interparlementaire organisée le 7 mars 2024 par le Parlement européen au sujet des femmes dans le sport.

Les échanges avec des membres des différents parlements nationaux et du Parlement européen furent enrichis par les interventions de plusieurs expertes, notamment des ex-athlètes partageant leur vécu, ainsi qu'une chercheuse spécialisée dans le domaine de l'égalité des genres.

Au fil des discours, les intervenantes et intervenants ont fait état de l'avancée considérable que l'on a pu observer ces dernières décennies en matière d'égalité des genres dans le sport. Les différentes interventions ont également montré que l'on est encore loin de l'égalité des genres dans les différents domaines du sport, que ce soit sur le terrain ou ailleurs.

Ont par exemple été cités la représentation des athlètes féminines dans les médias, la lutte contre les stéréotypes, l'absence de données objectives, l'implication des femmes dans la gouvernance, la question de la participation des personnes transgenres et intersexes et les budgets alloués.

Le sujet qui a suscité les réactions les plus vives était celui des violences et abus que vivent les filles, femmes, garçons et hommes dans le sport. Mme Charline Van Snick, lauréate de la médaille de bronze en judo aux Jeux olympiques de 2012, a souligné l'importance de mettre en place des organismes indépendants des fédérations auxquels pourront avoir recours les victimes de violences.

L'accent fut mis sur la relation de force entre le personnel encadrant et l'athlète souvent mineur, le pouvoir que détiennent les fédérations sportives et l'intérêt qu'ont ces dernières à ce qu'une telle affaire n'attire pas l'attention des médias.

La Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité se penche actuellement sur le projet de loi n° 8139 ayant pour objectif de créer un observatoire de l'égalité entre les genres et un conseil supérieur à l'égalité entre les genres qui vise à donner une assise légale à l'observatoire de l'égalité entre les genres.

Cet observatoire aura, entres autres, pour mission de fournir un ensemble de données objectives aidant les acteurs œuvrant dans le domaine de l'égalité à opérer les choix adéquats en matière de politiques d'égalité entre les genres.



*Mme Mandy Minella, Présidente de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité, et M. Georges Engel, membre de la commission*

## Vers un Parlement luxembourgeois plus sensible au genre

Accroître la sensibilité à l'égalité entre les genres – c'est dans ce but que la Chambre des Députés se dotera prochainement d'un plan d'action.

En amont de la Journée internationale des droits des femmes le 8 mars 2024, le Bureau de la Chambre des Députés, organe décisionnel du Parlement luxembourgeois, a décidé de créer un groupe de travail au sein de l'Administration parlementaire et de lui conférer trois missions :

– élaborer un concept stratégique pour la réalisation d'un audit en matière de sensibilité au genre ;

– dresser un état des lieux au sujet de l'égalité entre les femmes et les hommes, tout en ayant une vision large de la notion de genre ;

– élaborer des recommandations sur les marges de progression en matière de sensibilité au genre tant pour le niveau politique que le niveau administratif de la Chambre des Députés.

Le Parlement luxembourgeois compte s'inspirer de la « démarche systématique » que le Parlement fédéral belge a instaurée en matière d'égalité des genres. Une thématique qui était au cœur des échanges de vues lors de la visite officielle du Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, auprès de son homologue belge le 11 janvier 2024. « La Chambre veut pleinement prendre ses responsabilités pour promouvoir l'égalité des genres et montrer l'exemple dans ce domaine », a souligné M. Wiseler dans ce contexte.

Session conjointe de février de l'AP-OTAN

# Les parlementaires réaffirment leur soutien indéfectible à l'Ukraine




*De gauche à droite : M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Georges Engel, membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN, Mme Nancy Arendt, Présidente de la délégation, M. Sven Clement, membre de la délégation, et M. Yves Carl de l'Administration parlementaire*

Les membres de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) se sont retrouvés du 19 au 21 février 2024 à Bruxelles pour la traditionnelle session conjointe de février. Il s'agit d'un moment fort du calendrier de l'OTAN qui permet aux chefs de délégation d'avoir un échange avec les ambassadeurs auprès de l'OTAN ainsi qu'avec le Secrétaire général, M. Jens Stoltenberg.

Les parlementaires ont par ailleurs pu s'entretenir avec la Commissaire européenne à l'Énergie, Mme Kadri Simson, au sujet de la sécurité de l'énergie, avec l'Amiral Rob Bauer sur les priorités militaires de l'OTAN, ainsi qu'avec Mme Marie-Doha Besancenot, Secrétaire générale adjointe pour la diplomatie publique, au sujet de la valeur immuable de l'Alliance et ses principes démocratiques.

Les discussions se sont concentrées sur les engagements pris au Pays de Galles et renforcés en Lituanie visant à investir 2 % du PIB dans la défense. Il a été souligné que 18 pays membres consacreront cette année au moins 2 % de leur PIB aux dépenses de défense et que les autres pays avaient présenté auparavant des plans pour se conformer aux engagements. Il est à noter que lorsque les engagements ont été conclus, seuls trois États membres de l'OTAN consacraient au moins 2 % de leur PIB à la défense.

Alors que l'Alliance célébrera son 75e anniversaire au mois d'avril et qu'elle organisera un sommet essentiel à Washington au mois de juillet, le Président de l'Assemblée, M. Michał Szczerba, a déclaré lors de son intervention que « l'Assemblée plaidera instamment pour une adaptation plus poussée et concrète, fondée sur les valeurs démocratiques que nous partageons ». « Nous restons pleinement mobilisés. Nous devons fournir toute l'assistance militaire, politique et humanitaire essentielle à l'Ukraine pour vaincre l'agresseur aujourd'hui », a continué le Président, « autrement, le prix payé par l'OTAN sera beaucoup plus élevé demain. La Russie doit être vaincue. Nous devons nous tenir aux côtés de l'Ukraine jusqu'à la victoire. »

Les participants ont également porté un vif intérêt à l'éventuelle adhésion de la Suède et de l'Ukraine à l'OTAN. Au-delà des demandes d'adhésion, les parlementaires ont souligné l'importance des liens avec les pays partenaires et candidats des Balkans, d'Europe de l'Est, de la région indopacifique et du voisinage méridional.

## L'adhésion de la Suède à l'Alliance atlantique est désormais chose acquise

Les parlementaires hongrois ont donné leur feu vert à l'adhésion du pays scandinave à l'Alliance atlantique le 26 février 2024. La délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN se réjouit de cette avancée historique pour la Suède et l'Alliance. La Hongrie était le dernier pays membre de l'OTAN à devoir ratifier l'adhésion de la Suède. Cette décision met un terme à deux années de négociations difficiles et pave la voie à l'intégration du 32e membre au sein de l'Alliance.

C'est une étape historique pour la Suède, marquant la fin de deux siècles de neutralité et de non-alignement du pays. Le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jens Stoltenberg, a souligné que cette adhésion rendra l'OTAN « plus forte ». « La Suède dispose de forces très compétentes, d'une industrie de défense de premier ordre et elle consacre 2 % de son PIB à la défense. Cela démontre également que la porte de l'OTAN est ouverte, que le Président russe Vladimir Poutine n'a pas réussi dans sa tentative de sonner le glas de l'OTAN. »

Le Parlement luxembourgeois a été parmi les premiers à approuver l'adhésion de la Suède à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

8e Sommet des Présidents et 17e Session de l'Assemblée parlementaire de l'AP-UpM

# L'esprit de Rabat : l'espoir d'un consensus



*De gauche à droite : M. Marc Angel, Vice-Président du Parlement européen, Mme Simone Beissel, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-UpM, et M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre des Députés*

Plus de deux ans après la dernière assemblée plénière, les représentants de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM) ont été conviés par la Chambre des Représentants marocaine à Rabat les 15 et 16 février 2024. Ces deux jours ont eu comme trame la coopération euro-méditerranéenne au 21e siècle. Le conflit israélo-palestinien s'est retrouvé en plein cœur des discussions. M. Rawhi Fattouh, Président du Conseil national palestinien, a assisté aux échanges, tandis que la délégation israélienne a manqué au rendez-vous.

M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre des Députés, et Mme Simone Beissel, Présidente de la délégation luxembourgeoise, ont représenté la Chambre à cet événement. M. Marc Angel a coprésidé la réunion en sa qualité de Vice-Président du Parlement européen.

### La situation au Proche-Orient

L'ordre du jour de la commission des affaires politiques contenait une recommandation rédigée en 2022. Compte tenu de l'obsolescence du texte, la présidence a proposé de voter ce texte en l'état et de tenir un débat général sur les derniers développements géopolitiques dans la région. La délégation luxembourgeoise s'est abstenue lors du vote de la recommandation qui portait sur la coopération dans le domaine de l'énergie, de la sécurité alimentaire, de la paix et de la stabilité.

M. Di Bartolomeo, qui s'était récemment entretenu avec des familles de victimes israéliennes et palestiniennes en visite à la Chambre, a fait noter l'aspiration des deux peuples à vivre ensemble en paix. Il a condamné les attentats terroristes commis par le Hamas contre Israël en date du 7 octobre 2023 avec la plus grande fermeté, tout comme la réaction militaire israélienne qu'il a jugée disproportionnée.

Le député luxembourgeois a réclamé un cessez-le-feu immédiat et a demandé la libération inconditionnelle de l'ensemble des otages. Il a en outre déploré le blocage d'un port par les autorités israéliennes, un couloir destiné à l'aide humanitaire. Lors de son intervention, il a encore salué les efforts de médiation de certains pays voisins et a en même temps qualifié l'ingérence d'autres pays voisins de « complicité dans

le carnage ». Dans ses propos finaux, il a insisté sur la nécessité d'écarter toute langue de bois pour parvenir à la seule résolution viable et durable du conflit : celle d'une solution à deux États.

Les échanges autour d'une déclaration commune au Sommet des Présidents de l'AP-UpM ont été de longue haleine. En tant que dernier orateur, M. Di Bartolomeo s'est essayé à un travail de compromis en brandissant à plusieurs reprises un carton rouge symbolique pour condamner les attaques des deux parties du conflit israélo-palestinien.

Le Président de la Chambre des Représentants du Royaume du Maroc, M. Rachid Talbi El Alami, s'est félicité de ce qu'il a baptisé « l'esprit de Rabat », c'est-à-dire le déroulement à l'amiable des échanges.

L'élu luxembourgeois a été honoré pour son intervention et appelé à présenter la déclaration finale le lendemain lors de la plénière de l'Assemblée.

### Défis méditerranéens communs

Depuis le processus de Barcelone, engagé en 1995, l'Union pour la Méditerranée a pour mission de favoriser le dialogue politique et culturel entre les deux rives. La région méditerranéenne a, ces dernières années, particulièrement souffert de différents chocs. Ces crises ont révélé la fragilité de cet espace où il existe des enjeux communs. Le taux de chômage disproportionné des jeunes et la gestion des flux migratoires constituent des problèmes majeurs nécessitant une approche commune. Ce même esprit de coopération doit prévaloir dans la lutte contre les changements climatiques, puisque la Méditerranée en est le point névralgique.

D'autres efforts doivent encore être entrepris pour l'inclusion et la transition vers une société sans violence à l'égard du genre, de l'orientation sexuelle et de la race.

Une note conceptuelle a été présentée par la commission des droits des femmes visant plus spécifiquement l'accès des filles et des femmes aux disciplines et aux professions dites STIM (science, technologie, ingénierie, mathématiques).

Les échanges se sont clôturés par une note d'espoir du Vice-Président du Parlement européen en citant Albert Camus : « La paix est le seul combat qui vaille d'être mené. »

Après cette session plénière, la présidence est revenue au Parlement espagnol, qui assumera celle-ci jusqu'au 31 décembre 2024. La Chambre des Représentants égyptienne exercera la présidence ensuite pour l'année 2025. Celle-ci clôturera le quatuor de présidences tournantes formé par les membres du Bureau : le Parlement européen, le Maroc, l'Espagne et l'Égypte.

Le Parlement européen siège au sein de cette organisation en tant que membre permanent du Bureau. Un mandat est réservé à un État membre de l'Union européenne, tandis que deux autres reviennent à des pays de la rive Sud de la Méditerranée.

14e réunion du Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC)

# Europol comme pilier stratégique de sûreté

Pour la dernière fois pendant la législature européenne en cours, les représentants du Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC) se sont réunis les 18 et 19 février 2024 à Gand en Belgique.

Cette réunion est l'occasion pour les parlementaires d'évaluer les activités d'Europol dans la lutte contre les crimes de nature transnationale relevant de sa compétence.

Le contrôle politique des travaux prend la forme de questions adressées à la direction exécutive de l'agence européenne sur le semestre écoulé, c'est-à-dire depuis la tenue de la dernière réunion. Un autre moyen de suivi parlementaire est le rapport du Contrôleur européen de la protection des données, qui note que le traitement d'informations à caractère personnel devient davantage chronophage.

La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg y a été représentée par M. Guy Arendt, Président de la délégation luxembourgeoise, ainsi que MM. Dan Biancalana et Ben Polidori, membres de la délégation.

### Trafic illégal d'armes

La Ministre de l'Intérieur belge, Mme Annelies Verlinden, a tenu des propos liminaires à la première session de contrôle dédiée au trafic illégal d'armes au sein de l'Union européenne.

Elle a expliqué aux parlementaires que la disponibilité et la gamme d'armes à feu illicites et d'équipement pyrotechnique se sont élargies au cours des dernières années. Évoquant les attentats d'octobre 2023 à Bruxelles contre des supporters de football suédois, la ministre a affirmé que l'enquête avait permis aux autorités d'établir un lien entre les activités terroristes et le trafic d'armes et d'explosifs. Selon elle, les criminels tirent également parti du progrès technologique.

En effet, le trafic d'armes à feu demeure une menace croissante pour la société, d'autant plus si ces armes




*De gauche à droite : MM. Ben Polidori, Guy Arendt et Dan Biancalana*

peuvent être manufacturées à l'aide d'imprimantes 3D. Ces armes dites fantômes – ni homologuées, ni retraçables – échappent à Europol qui ne peut pas les répertorier dans ses bases de données.

Cette problématique représente une véritable lacune stratégique de l'agence qui, pour rester opérationnelle, devrait adapter son mode de fonctionnement et veiller à maintenir une longueur d'avance sur les nouvelles technologies.

### Lutte contre la traite des êtres humains

Le panel de la seconde session de contrôle était composé de Mme Diane Schmitt, Coordinatrice européenne de la lutte contre la traite des êtres humains, de nationalité luxembourgeoise, et de M. Jean-Philippe Lecouffe, Directeur général adjoint d'Europol.

Les deux orateurs ont déploré les tendances inquiétantes concernant la traite des êtres humains, tout en notant qu'Europol devient de plus en plus une agence d'appui opérationnelle qui permet une identification précoce du modus operandi.

D'après Mme Schmitt, l'UE assiste à une augmentation considérable du nombre de victimes identifiées en raison de l'intensificaion des enquêtes, mais aussi grâce à une meilleure sensibilisation à ce sujet.

Au sein de l'UE, les personnes qui sont victimes de l'exploitation par le travail dépasse celle de l'exploitation sexuelle. La citoyenneté des victimes se range principalement du côté de pays tiers, ceci à hauteur de 63 %. En 2022, l'Ukraine détenait la première place de ces pays tiers, dont 83 % des victimes étaient exploitées pour des tâches laborieuses et 17 % à des fins sexuelles.

### Un forum consultatif sur les droits fondamentaux

La dernière modification du règlement d'Europol vient renforcer les moyens d'action d'Europol par l'instauration d'un officier des droits fondamentaux.

À côté du délégué à la protection des données, cet officier inscrira ses missions dans le juste équilibre entre la sécurité et les droits de l'homme. Par conséquent, la dimension du contrôle parlementaire est à son tour accentuée. À cet effet, un groupe de travail a été mis en place pour élaborer dans ce contexte un addendum au règlement intérieur du GCPC.

Le seul paragraphe qui a donné lieu à des discussions était celui relatif aux ressources qui dispose que « les membres du forum consultatif agissent à titre gracieux ». Il s'agit là d'un compromis défendu par la présidence, et le texte a été adopté par consensus.

La prochaine étape consiste à lancer un appel à manifestation d'intérêt pour composer le forum nouvellement créé. La composition devrait être portée à l'ordre du jour de la prochaine réunion du GCPC, qui aura lieu au mois de novembre 2024 au sein du Parlement européen.

# Un plaidoyer pour venir en aide aux habitants de Gaza



*Des membres de la communauté palestinienne résidant au Luxembourg ont été reçus à la Chambre par les membres du Bureau et de la Conférence des Présidents.*

Les députés membres du Bureau et de la Conférence des Présidents ont rencontré le 26 février 2024 des membres de la communauté palestinienne résidant au Luxembourg et dont des proches vivent dans la bande de Gaza. Ils ont sollicité l'aide des parlementaires pour faciliter l'évacuation de leurs familles. S. E. M. Abdalrahim Alfarra, Ambassadeur de l'État de Palestine auprès du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et de l'Union européenne, a participé à l'entrevue.

D'emblée, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a présenté la position officielle de la Chambre des Députés exprimée dans une motion et dans une résolution adoptées suite à un débat en séance publique le 16 janvier 2024. M. Wiseler a précisé que les parlementaires condamnent fermement l'attaque brutale perpétrée par le Hamas en date du 7 octobre 2023. La Chambre condamne par ailleurs la réaction militaire du Gouvernement israélien, la qualifiant de démesurée dans le temps et disproportionnée en termes d'envergure sur le territoire de Gaza.

Tout en témoignant de leurs situations personnelles, les membres de la communauté palestinienne résidant au Luxembourg ont appelé les députés à intervenir. Ils souhaitaient que les 200 membres de leurs familles qui se retrouvaient bloqués dans la ville de Rafah et privés, selon eux, de nourriture et de médicaments puissent être évacués. Les membres du Bureau et de la Conférence des Présidents ont exprimé leur compassion pour les familles et ont avoué être démunis face à la douleur éprouvée par la communauté palestinienne. Ils ont également réitéré à plusieurs reprises la position du Gouvernement luxembourgeois et de la Chambre des Députés réclamant un cessez-le-feu immédiat afin de permettre un accès humanitaire sans entrave et en sécurité à la bande de Gaza.

Un membre de l'opposition a fait part de sa déception face au silence de la communauté internationale et à l'absence d'une position commune de l'Union européenne dans ce conflit. Selon lui, la solution à deux États – position officielle du Gouvernement luxembourgeois – ne peut être réalisée que par la reconnaissance de l'État de Palestine. Il est convaincu que cette question demeurera un sujet d'actualité dans les mois à venir. Une députée de l'opposition s'est également renseignée sur les raisons du rejet de la demande de regroupement familial soumise par une famille palestinienne résidant au Grand-Duché.

Pendant la discussion, plusieurs députés ont exhorté l'Ambassadeur à plaider en faveur de la libération des otages israéliens. Les députés se sont encore renseignés auprès de lui au sujet des relations avec l'Égypte, et en particulier sur les questions liées à la frontière commune.

En novembre dernier, les députés membres du Bureau et de la Conférence des Présidents avaient rencontré des membres de familles de personnes retenues en otage par le Hamas.

Présentation du projet de budget 2024

# Un budget « pour un nouvel élan »



*De gauche à droite : Mme Diane Adehm, rapportrice du projet de budget et Présidente de la Commission des Finances, M. Claude Wiseler, Président de la Chambre, et M. Gilles Roth, Ministre des Finances*

« Sortir de la crise » et « préparer l'avenir » : voilà les objectifs sous lesquels le Ministre des Finances, M. Gilles Roth, a placé la présentation du premier budget de l'État du Gouvernement CSV-DP le 6 mars 2024 à la Chambre des Députés. Ce dépôt officiel lance la procédure budgétaire à la Chambre des Députés.

Le budget 2024, le premier du Gouvernement en fonction depuis 110 jours, est un « budget atypique » et « transitoire », selon le Ministre des Finances. Il ne couvre en effet pas toute une année, mais la période entre le 1er mai 2024 et la fin de l'année. La période jusqu'au 30 avril est couverte par un budget provisoire, que l'on appelle communément les « douzièmes provisoires ».

## Un déficit de 1,9 milliard d'euros

Le premier budget de l'administration centrale du nouveau Gouvernement prévoit un déficit de 1,9 milliard d'euros selon la comptabilité européenne (SEC). Il table sur :

– des recettes à hauteur de 27,5 milliards d'euros, soit un plus de 1,8 milliard d'euros (+7,1 %) ;

– des dépenses à hauteur de 29,4 milliards, soit un plus de 2 milliards d'euros (+7,6 %).

Le Ministre des Finances a annoncé vouloir briser la dynamique des dépenses, notamment en faisant des efforts sur les dépenses courantes.

Pour ce qui est des autres composantes de l'administration publique, un solde positif de 62 millions d'euros est prévu pour le secteur communal et de 861 millions d'euros pour la sécurité sociale. L'excédent « habituel » de la sécurité sociale – qui se situait encore à 1,05 milliard d'euros en 2023 – connaît une tendance à la baisse et est estimé à 261 millions d'euros en 2027, a annoncé M. Roth. Les transferts sociaux constituent environ la moitié du budget, à savoir 47 %.

La dette publique devrait se chiffrer à 22,2 milliards d'euros, soit 26,5 % du PIB. Le Ministre des Finances s'est dit « confiant » de pouvoir respecter le seuil des 30 % sur toute la législature. Les projections tablent sur 27,3 % en 2027. Un dernier emprunt de 1,25 milliard d'euros a été contracté fin février 2024.

## Début des travaux parlementaires

Lors de la cérémonie traditionnelle de dépôt du budget, le Ministre des Finances a remis symboliquement le projet de budget 2024 entre les mains du Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et de la Présidente de la Commission des Finances, Mme Diane Adehm. En tant que rapportrice, elle chapeautera les travaux parlementaires sur le budget qui auront lieu dans les différentes commissions parlementaires et qui devraient se conclure à la fin du mois d'avril avec un débat et un vote à la Chambre.

Le budget se compose des projets de loi n° 8383 concernant le budget 2024 et n° 8384 concernant la programmation financière pluriannuelle pour la période de 2023 à 2027.

4e Rapport de la CCDH sur la traite des êtres humains

# 127 victimes de traite sur la période 2021-2022



*Le Président de la Commission consultative des droits de l'homme, M. Gilbert Pregno (au milieu), a remis un exemplaire du 4e Rapport de la CCDH sur la traite des êtres humains au Président de la Chambre.*

Tous les deux ans, la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) présente son rapport sur la traite des êtres humains à la Chambre des Députés. Le nombre total de victimes recensées dans le rapport 2021-2022, 127 victimes ou victimes potentielles, est en nette augmentation par rapport à la période 2019-2020, au cours de laquelle la CCDH a recensé 23 victimes.

Le Président de la CCDH, M. Gilbert Pregno, a expliqué le 29 février 2024 aux députés que ce changement important était explicable en partie par les difficultés liées à la recherche des victimes pendant la pandémie et par le démantèlement pendant la période observée d'un réseau de prostitution en appartement. De manière générale, M. Pregno regrette que « les coupables de la traite s'en sortent trop bien », notamment en se voyant infliger des sanctions qui ne correspondent pas, selon lui, à la gravité de leurs actes. Concernant les auteurs des faits, le rapport établit leur nombre à respectivement 21 femmes et 7 hommes. La nationalité la plus représentée chez les auteurs est la nationalité chinoise.

La plupart des cas concernent l'exploitation sexuelle (55 cas) et l'exploitation dans le monde du travail (55 cas, principalement dans les secteurs de l'Horeca et de la construction), répartis sur les années 2021 et 2022. La mendicité forcée représente quant à elle 12 cas en 2021 et aucun cas en 2022. Les nationalités les plus représentées parmi les victimes sont les nationalités roumaine, ukrainienne, russe et chinoise. La CCDH n'a pas relevé de cas de trafic d'enfants ou d'organes.

La CCDH note que la plupart des cas sont détectés par la police, mais souligne que l'Inspection du travail et des mines a mené des réformes positives et devient plus proactive dans la détection. Au sujet du travail de la police, la CCDH affirme que les moyens informatiques dont celle-ci dispose pour le traitement des données ne sont techniquement pas à la hauteur et appelle à une inclusion du Statec pour mettre en place de nouveaux outils.

### « Il faut un coordinateur national de la lutte contre la traite »

Dans le cadre de la présentation du chapitre du rapport consacré au cadre juridique, les représentants de la CCDH ont affirmé que la politique en matière de lutte contre la traite au Luxembourg manque de cohérence, ajoutant que « les acteurs travaillent dans leur coin » et sont confrontés à une surcharge de travail. Pour cette raison, la CCDH recommande de mettre en place un coordinateur national de la lutte contre la traite des êtres humains, proposition qui a été saluée par plusieurs députés.

Les représentants de la CCDH regrettent également que le Luxembourg soit un des rares pays qui ne disposent toujours pas de programme de protection des témoins, ce qui rend la prise de parole des victimes plus difficile.

Le rapport consacre un chapitre entier aux liens entre traite et immigration et s'intéresse entre autres aux risques auxquels sont exposés les mineurs non accompagnés. Les auteurs recommandent dans ce domaine de supprimer le lien qui peut exister entre la dénonciation de faits de traite par une victime et l'exposition potentielle de celle-ci à une procédure d'expulsion. Ils notent également une approche « trop passive » des administrations concernées en ce qui concerne la détection de cas de traite lors des procédures de protection internationale.

### « Revoir le cadre légal »

Les auteurs du rapport sont revenus sur les conséquences judiciaires pour les auteurs de la traite entre 2013 et 2022. Ils relèvent ainsi sur la période observée 48 peines de prison entre 6 et 48 mois et aucune condamnation criminelle. 43 amendes entre 500 et 20.000 euros auraient été prononcées.

Pour 135 victimes confirmées, seules 8 demandes d'indemnisation auraient été formulées, pour des montants allant de 3.500 à 120.000 euros. Les sommes allouées à ces victimes sont bien plus faibles, allant de 1.038 à 5.000 euros.

La CCDH parle globalement dans ses conclusions de « sanctions plutôt clémentes » et recommande par conséquent de « revoir le cadre légal et de prévoir des formations obligatoires, de haute qualité et continues pour les magistrats ».

Tout en insistant sur le fait qu'il n'incombe pas à la Chambre des Députés de se prononcer sur ce qui tombe sous la responsabilité des tribunaux, un député de la majorité a voulu savoir si les représentants de la CCDH avaient des contacts avec les autorités judiciaires pour exposer leur point de vue. Les représentants de la CCDH ont affirmé qu'il y existe un « comité traite » au sein duquel le Parquet est également représenté et où le rapport allait être présenté. M. Pregno a ajouté qu'il « souhaite que la magistrature lise notre rapport ».

Les députés ont également interrogé les membres de la CCDH au sujet de l'assouplissement du droit d'enquête sous pseudonyme, qui est une de leurs revendications. Ces derniers ont reconnu qu'il était difficile de trouver une solution équilibrée, mais que cette approche était nécessaire car les enquêteurs ne parviennent pas toujours à trouver les indices nécessaires, notamment sur les réseaux sociaux.

### Mendicité : il ne faut pas « punir les victimes »

Les auteurs du rapport se sont montrés critiques envers l'interdiction de la mendicité à Luxembourg-ville, notamment sous prétexte de lutte contre la traite, affirmant qu'il fallait, en cas de suspicion de traite, « protéger et soutenir ces personnes et punir les auteurs et non les victimes ».

## Visite de la Ministre de l'Intérieur de la République hellénique



La participation aux élections européennes de la communauté grecque vivant au Luxembourg ainsi que des dossiers concernant la coopération entre la Grèce et le Luxembourg ont fait l'objet d'une entrevue entre la Ministre de l'Intérieur de la République hellénique, Mme Niki Kerameus, et le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, le 23 février 2024.

Échange interinstitutionnel à Bruxelles

# Comment renforcer la coopération avec les institutions européennes ?

Une délégation composée de députés luxembourgeois s'est déplacée le 5 mars 2024 à Bruxelles pour un échange interinstitutionnel. La coopération entre la Commission européenne et les parlements nationaux était un des sujets centraux lors d'une réunion à la Commission européenne. La question de savoir dans quelle mesure les parlements nationaux peuvent contribuer au développement de propositions législatives par le biais de prises de position a été discutée.

Au vu des élections européennes qui s'approchent, que deviendront certaines propositions législatives européennes pour lesquelles les travaux sont encore en cours ? Lors d'un échange avec le Commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux, M. Nicolas Schmit, les députés se sont par exemple intéressés à la proposition de directive sur les droits des travailleurs de plateformes numériques ou la proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité. Un autre sujet abordé avec le Commissaire était celui de la rémunération de stages.

En outre, les députés se sont penchés sur la procédure législative européenne et les spécificités du travail au sein du Parlement européen. Les procédures régissant le travail et la prise de décisions au Conseil de l'Union européenne étaient au centre de la visite au Conseil.



*Les députés ont eu l'occasion de s'entretenir avec leurs homologues européens, MM. Charles Goerens (8e à gauche) et Marc Angel (9e à gauche).*

# Audienz am Palais



Am Kader vu senger Staatsvisitt zu Lëtzebuerg huet den tschechesche President Petr Pavel de Chamberspresident Claude Wiseler den 29. Februar 2024 am Palais an Audienz empfaangen.

# Reunioun vum Comité vun der Associatioun vun de fréieren Deputéierten

De 4. Mäerz 2024 hu sech d'Membere vum Comité vun der Association des anciens députés (AAD) an der Chamber getraff. De Chamberspresident Claude Wiseler war invitéiert, fir derbäi ze sinn a sech hir Doleancen unzehéieren.



# Réouverture du Musée national de la résistance et des droits humains

« Nous avons tous un devoir de mémoire et nous sommes tous architectes de l'avenir », a déclaré le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, lors de la réouverture du Musée national de la résistance et des droits humains qui s'est déroulée le 1er mars 2024 à Esch-sur-Alzette.

L'exposition permanente au Musée national de la résistance et des droits humains est consacrée à des événements marquants ayant eu lieu autour de la période de la Seconde Guerre mondiale. Une nouvelle section de l'exposition est dédiée aux droits humains et à des sujets d'actualité.

Lors de son discours, le Président de la Chambre a affirmé que l'espace qui a été créé, faisant passer la surface du musée du simple au triple, permet non seulement de réfléchir aux événements du passé, mais également d'engager des réflexions sur le présent et l'avenir. « Le travail de mémoire est essentiel », a-t-il constaté.

Selon M. Wiseler, le musée est un hommage à tous ceux qui ont sacrifié leur vie pendant la Seconde Guerre mondiale pour la liberté du Grand-Duché. Les contenus montreraient à quel point il est important de résister aujourd'hui aussi aux injustices, à l'intolérance et à toute sorte d'extrémisme, d'autant plus que « la majorité des personnes qui visiteront le musée n'ont pas vécu la guerre ».




*« Nous avons tous un devoir de mémoire et nous sommes tous architectes de l'avenir », a déclaré le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, lors de la réouverture du Musée national de la résistance et des droits humains.*

# Conférence sur le Roi Grand-Duc Guillaume II et l'année révolutionnaire 1848



*L'historien Jeroen Koch a dressé un portrait du Roi Grand-Duc Guillaume II dans le cadre de l'exposition « 1848 – Revolutioun zu Lëtzebuerg ».*

Quels étaient les défis qui se présentaient au Roi Grand-Duc Guillaume II (1792-1849) et à la maison d'Orange-Nassau pendant les révolutions du 19e siècle ? Lors d'une conférence coorganisée par la Chambre des Députés et les Archives nationales avec l'Institut d'histoire de l'Université du Luxembourg le 22 février 2024, l'historien Jeroen Koch a apporté des réponses à cette question. L'événement a clôturé l'exposition « 1848 – Revolutioun zu Lëtzebuerg ».

Après une carrière militaire qui fait qu'il est considéré encore aujourd'hui comme un héros militaire aux Pays-Bas, Guillaume II est confronté à une grave crise financière après son avènement au trône. Son attitude politique initialement libérale évolue vers le conservatisme avec pour conséquence qu'il refuse l'hypothèse d'une évolution libérale de la Constitution néerlandaise.

En 1848, la position du Roi Grand-Duc est fragilisée par sa vie privée agitée : victime de tentatives de chantage à cause de sa bisexualité, Guillaume II finit par ne plus être en mesure de s'opposer à la mise en place de nouvelles constitutions libérales aux Pays-Bas et au Luxembourg. Ces dernières limitent les pouvoirs du Roi Grand-Duc et renforcent le rôle du Parlement.

M. Jeroen Koch est professeur à l'Université d'Utrecht et auteur d'une biographie du Roi Grand-Duc Guillaume Ier ainsi que d'un ouvrage consacré à la maison d'Orange-Nassau au 19e siècle.

# Visitt vun der Finanzkommissioun beim Kadaster

Am Kader vun hirer Visitt beim Kadaster den 20. Februar 2024 kruten d'Membere vun der Finanzkommissioun ënnert anerem Informatiounen iwwert de Gebrauch vum Geoportail, d'Wichtegkeet vun de Geodonnéeën, d'Erausfuerderunge fir den zukünftegen Nationalregëster vum Logement souwéi d'Opstellung vum vertikale Kadaster.



## Interopérabilité des dispositifs électroniques

**8229 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques**

L'objet du présent projet de loi est de transposer la directive (UE) 2022/2380 du Parlement européen relative à l'harmonisation des dispositifs de charge sur le marché d'équipements radioélectriques européen en droit luxembourgeois.

La directive (UE) 2022/2380 introduit l'obligation de recourir au connecteur de type USB-C pour certains appareils radioélectriques et la possibilité pour les consommateurs d'acheter les appareils sans être obligés d'acquérir un chargeur.

L'interopérabilité entre différents dispositifs électroniques sera ainsi assurée. L'objectif est d'améliorer la commodité pour tous les usagers finaux et, outre une réduction des frais, de réduire les déchets électroniques.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 01/06/2023
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme
(Présidente : Mme Carole Hartmann) :
18/01/2024 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
22/02/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/02/2024
Loi du 18 mars 2024
Mémorial A : 2024, n° 122, page 1

## Qualifications relatives à l'enseignement supérieur

**8231 – Projet de loi portant approbation de la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur, faite à Paris, le 25 novembre 2019**

Le projet de loi 8231 a pour objet de porter approbation de la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur. Elle est entrée en vigueur le 5 mars 2023, c'est-à-dire trois mois après la date du dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

La Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur a été adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO lors de sa 40e session qui se tenait à Paris du 12 au 27 novembre 2019. Il s'agit du premier traité des Nations Unies sur l'enseignement supérieur de portée mondiale.

Elle vise à compléter les conventions régionales existantes en matière de qualifications relatives à l'enseignement supérieur, dont la Convention sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne, adoptée à Lisbonne en 1997, et ratifiée par le Grand-Duché de Luxembourg le 4 octobre 2000.

Par l'établissement de principes généraux, elle vise notamment à faciliter la mobilité internationale des étudiants et établit le droit des individus à faire évaluer les qualifications obtenues à l'étranger de manière équitable, transparente et non discriminatoire.

L'approbation de la Convention mondiale n'aura aucun impact sur les procédures de reconnaissances des qualifications de l'enseignement supérieur alors que ces dernières respectent déjà les principes de ladite convention. Seule une légère modification au niveau des procédures au niveau de l'éducation nationale sera nécessaire.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 02/06/2023
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation
(Président : M. Gérard Schockmel) :
06/02/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen des avis du Conseil d'État, de la Chambre des Salariés et de la Chambre de Commerce
20/02/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/02/2024

## Convention de non double imposition avec le Cabo Verde

**8282 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Cabo Verde pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 janvier 2022**

L'objet du présent projet de loi est d'approuver la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Cabo Verde pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et le Protocole y relatif.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20/07/2023
Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
19/01/2024 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
02/02/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/02/2024

## Prolongation des aides aux entreprises

**8348 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine**

Le présent dispositif modifie la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine.

Il s'agit de prolonger de six mois certaines subventions d'énergie prévues et d'augmenter le plafond des aides de 2 millions à 2,25 millions d'euros par groupe d'entreprises.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, le 11/01/2024
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme
(Présidente : Mme Carole Hartmann) :
01/02/2024 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
22/02/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/02/2024
Loi du 18 mars 2024
Mémorial A : 2024, n° 121, page 1

## Qualité des services pour personnes âgées

**8349 – Projet de loi portant modification des articles 6, 101 et 106 de la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées**

Le projet de loi sous rubrique vise à adapter les modalités selon lesquelles la présence minimale d'agents faisant partie du personnel d'encadrement est déterminée dans la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées afin qu'il soit dorénavant tenu compte du niveau de besoin hebdomadaire en aides et de soins des résidents d'une structure d'hébergement pour personnes âgées précise.

Au-delà, quelques redressements d'ordre matériel sont effectués au niveau des articles 101 et 106 de la loi précitée du 23 août 2023.

Dépôt par M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, le 22/01/2024
Rapportrice : Mme Mandy Minella

Travaux de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil
(Présidente : Mme Mandy Minella) :

| | |
|---|---|
| 08/02/2024 | Désignation d'un rapporteur<br>Présentation et examen du projet de loi<br>Examen des avis du Conseil d'État, de la Commission nationale pour la protection des données, de la Confédération des organismes prestataires d'aides et de soins et de la Chambre de Commerce |
| 20/02/2024 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 27/02/2024
Loi du 12 mars 2024
Mémorial A : 2024, n° 102, page 1

# 12e séance

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 12
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Communications** p. 12
   M. Claude Wiseler, Président
3. **Ordre du jour** p. 14
   M. Claude Wiseler, Président
4. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Goergen** p. 14
   Exposé : M. Marc Goergen
5. **Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas** p. 14
   Exposé : M. Gusty Graas
6. **Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas** p. 14
   Exposé : M. Gusty Graas
7. **Heure de questions au Gouvernement** p. 15

   **Question n° 33 du 27 février 2024 de M. Christophe Hansen relative à la situation en Ukraine deux ans après le début de l'agression et de l'invasion russe, adressée à M. le Premier ministre**

   **Question n° 34 du 27 février 2024 de M. Fernand Kartheiser relative à l'envoi de troupes occidentales en Ukraine, adressée à M. le Premier ministre** p. 15
   M. Christophe Hansen | M. Fernand Kartheiser | M. Luc Frieden, Premier ministre

   **Question n° 35 du 26 février 2024 de M. Dan Biancalana relative au non-recours aux aides sociales, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil** p. 16
   M. Dan Biancalana | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

   **Question n° 36 du 27 février 2024 de M. André Bauler relative à la domiciliation et l'enregistrement de personnes physiques en zone verte, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 17
   M. André Bauler | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

   **Question n° 37 du 27 février 2024 de Mme Joëlle Welfring relative au « Landwirtschaftsdësch », adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture** p. 17
   Mme Joëlle Welfring | Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

   **Question n° 38 du 27 février 2024 de M. Alex Donnersbach relative à la réunion nationale du logement du 22 février 2024, adressée à M. le Premier ministre**

   **Question n° 39 du 26 février 2024 de Mme Taina Bofferding relative à l'accélération des procédures dans le cadre de l'aménagement communal et du développement urbain, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 18
   M. Alex Donnersbach | Mme Taina Bofferding | M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

   **Question n° 40 du 27 février 2024 de M. Ben Polidori relative au financement du matériel informatique des écoles fondamentales, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 19
   M. Ben Polidori | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

   **Question n° 41 du 27 février 2024 de M. Guy Arendt relative au droit d'initiative d'un conseiller communal de porter un point à l'ordre du jour d'une séance du conseil communal, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 19
   M. Guy Arendt | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

   **Question n° 42 du 27 février 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'évolution du prix de l'énergie, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme** p. 20
   M. Mars Di Bartolomeo | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

   **Question n° 43 du 27 février 2024 de Mme Corinne Cahen relative à la reconnaissance de la musicothérapie, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 20
   Mme Corinne Cahen | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

   **Question n° 44 du 27 février 2024 de Mme Lydie Polfer relative au bilan intermédiaire depuis l'entrée en vigueur de nouveaux dispositifs relatifs aux différentes formes d'infractions, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 21
   Mme Lydie Polfer | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
8. **Résolution de M. Gusty Graas relative à la situation en Ukraine** p. 21
   Exposé : M. Gusty Graas

   Discussion générale : M. Christophe Hansen | M. François Bausch | M. David Wagner | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Sven Clement et M. François Bausch) | M. Yves Cruchten | M. Christophe Hansen (interventions de M. François Bausch)

   Vote sur la résolution (adoptée)

9. **Résolution de M. Gusty Graas relative à la mise en place d'une commission d'enquête sur les circonstances exactes de la mort d'Alexeï Navalny** p. 24

Exposé: M. Gusty Graas

Discussion générale : M. Fernand Kartheiser (interventions de M. François Bausch, M. Yves Cruchten et M. Sven Clement) | M. David Wagner | M. Sven Clement | M. François Bausch | M. Yves Cruchten | M. Christophe Hansen | M. Yves Cruchten

Vote sur la résolution (adoptée)

10. **8229 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques** p. 27

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : Mme Carole Hartmann

Discussion générale : Mme Octavie Modert | M. Georges Engel | M. Tom Weidig | M. François Bausch | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8229 et dispense du second vote constitutionnel

11. **8348 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine** p. 29

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : Mme Carole Hartmann

Discussion générale : Mme Octavie Modert | M. Georges Engel | M. Tom Weidig | M. François Bausch | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8348 et dispense du second vote constitutionnel

12. **8349 – Projet de loi portant modification des articles 6, 101 et 106 de la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées** p. 31

Rapport de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil : Mme Mandy Minella

Discussion générale : Mme Nathalie Morgenthaler | Mme Claire Delcourt (dépôt de la motion 1) | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Goergen (interventions de Mme Corinne Cahen) | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8349 et dispense du second vote constitutionnel (intervention de M. Sven Clement)

Motion 1 : Mme Claire Delcourt | M. Marc Goergen (interventions de M. Claude Haagen et M. Gilles Baum) | M. Tom Weidig | Mme Mandy Minella | Mme Nathalie Morgenthaler (intervention de M. Sven Clement) | M. Marc Baum | Mme Joëlle Welfring

Vote sur la motion 1 (rejetée)

13. **8282 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Cabo Verde pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 janvier 2022** p. 35

Rapport de la Commission des Finances : M. Laurent Mosar

Discussion générale : M. Guy Arendt | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8282 et dispense du second vote constitutionnel

14. **8231 – Projet de loi portant approbation de la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur, faite à Paris, le 25 novembre 2019** p. 37

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région : M. André Bauler

Discussion générale : Mme Octavie Modert | M. André Bauler | Mme Liz Braz | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8231 et dispense du second vote constitutionnel


Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Lex Delles, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden et Mme Stéphanie Obertin, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Nee, Här President.

## 2. Communications

**M. Claude Wiseler,** Président | Da maachen ech e puer Kommunikatiounen.

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert oder gestrach gi sinn, ass och verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

***Communications du Président – séance publique du 27 février 2024***

*1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

*Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.*

*2) Les projets de loi et la proposition de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :*

*8353 – Projet de loi portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement et portant modification*
*1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;*
*2° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;*
*3° de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement ;*
*4° de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable*

*Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 07/02/2024*

*8354 – Proposition de loi modifiant l'article 563 du Code pénal*

*Dépôt : M. Marc Goergen, Député, le 01/02/2024*

*8355 – Projet de loi portant modification*
*1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et*
*2° de la loi modifiée du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État*

*Dépôt : M. Luc Frieden, Premier ministre, le 23/02/2024*

*3) Les projets de loi suivants ont été retirés du rôle des affaires :*

*7062 – Projet de loi sur les établissements d'hébergement, modifiant*
*1. le Code civil ;*
*2. la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ;*
*3. la loi du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement ; et*
*4. la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales*
*et abrogeant*
*1. la loi du 11 juillet 1957 portant réglementation du camping ;*

*2. la loi modifiée du 17 juillet 1960 portant institution d'un statut de l'hôtellerie*

*Dépôt : M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 14/09/2016*

*Retrait du rôle des affaires : 30/01/2024*

*7708 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports*

*Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre des Sports, le 18/11/2020*

*Retrait du rôle des affaires : 08/02/2024*

*6804 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 13 mai 2008 portant création d'une école préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive*

*Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 20/04/2015*

*Retrait du rôle des affaires : 23/02/2024*

*7662 – Projet de loi du *** portant modification de :*
*1° la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ;*
*2° la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire*

*Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 07/09/2020*

*Retrait du rôle des affaires : 23/02/2024*

*4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

*3039 – Demande de pétition publique : Une seule convention collective pour le secteur d'aides et de soins, le secteur social et le secteur hospitalier au Luxembourg / Ein einziger Kollektivvertrag für Hilfs- und Pflege- sowie Sozialsektor und Krankenhaussektor in Luxemburg*

*Dépôt : M. Thierry Schoer, le 30/01/2024*

*3040 – Demande de pétition publique : Bourse de mobilité pour les étudiants*

*Dépôt : Mme Laurence Vassart, le 30/01/2024*

*3041 – Demande de pétition ordinaire : Pétition ordinaire concernant l'introduction d'un dispositif associant les prestations sociales à l'accomplissement de tâches d'intérêt commun*

*Dépôt : M. Filip Oller, le 22/01/2024*

*3042 – Demande de pétition ordinaire : Pétition ordinaire concernant l'introduction d'un dispositif assouplissant certains critères linguistiques pour les agents de la Police grand-ducale*

*Dépôt : M. Filip Oller, le 23/01/2024*

*3043 – Demande de pétition publique : Just Differenz beim Dokter bezuelen*

*Dépôt : M. Jim Bertrang, le 31/01/2024*

*3044 – Demande de pétition publique : Schüler, déi an de Stage ginn, sollen hire Stage zu 100 % bezuelt kréien!*

*Dépôt : Mme Svenja Hemmer, le 31/01/2024*

*3045 – Demande de pétition publique : I sign this petition (demande de pétition publique irrecevable car rédigée en anglais)*

*Dépôt : M. Charles David Stephenson John, le 01/02/2024*

*3046 – Demande de pétition publique : Conservation d'une place en maison relais pour un enfant pendant le congé maternité de sa maman*

*Dépôt : Mme Dunja Riedmüller, le 02/02/2024*

*3047 – Demande de pétition publique : Pétition pour aider le quartier d'Esch-sur-Alzette à obtenir aide et protection contre les voleurs et les braqueurs*

*Dépôt : M. Emir Bekteševi, le 02/02/2024*

*3048 – Demande de pétition publique : Égalité lors d'un divorce de la répartition des impôts et allocations familiales lors d'une garde partagée des enfants*

*Dépôt : M. Mirco Di Lenardo, le 02/02/2024*

*3049 – Demande de pétition publique : Fir eng besser Representativitéit vum Guttland an der Chambre des Députés ze hunn*

*Dépôt : M. Zacharie Thimmesch Oudar, le 02/02/2024*

*3050 – Demande de pétition publique : Getéinte Viséier fir Motorradhelmer*

*Dépôt : M. Steve Muller, le 03/02/2024*

*3051 – Demande de pétition publique : Fro, fir de Klappenauspuff op engem Auto an enger bewunnter Zone ze verbidden. Den onnëtze Kaméidi nervt d'Leit just an d'Police kann näischt man, soulaang et kengt Gesetz gëtt. / Däitschland huet et, firwat nik och Lëtzebuerg?*

*Dépôt : M. Alain Majerus, le 05/02/2024*

*3052 – Demande de pétition publique : Changer la couleur du passeport / Change passport color / Passfaarf änneren*

*Dépôt : M. Bowen Liu, le 05/02/2024*

*3053 – Demande de pétition publique : Keng Reduktioun vum „Congé parental" a vum „Congé pour raisons familiales" fir alengerzéiend Elteren, wann een Elterendeel stierft*

*Dépôt : Mme Sandra Merenne, le 06/02/2024*

*3054 – Demande de pétition publique : Changer la loi sur le harcèlement moral en se basant sur le modèle français*

*Dépôt : M. Vincenzo Sportelli, le 07/02/2024*

*3055 – Demande de pétition publique : Ouvriers qualifiés*

*Dépôt : M. Damien Dorso, le 07/02/2024*

*3056 – Demande de pétition publique : Plus de jours de congé familial pour des parents avec des enfants nés prématurés*

*Dépôt : M. Isidro Vareiro, le 08/02/2024*

*3057 – Demande de pétition publique : Baisser le prix des loyers*

*Dépôt : Mme Catarina Coimbra, le 08/02/2024*

*3058 – Demande de pétition publique : Präisdeckelung fir Stroum a Gas oprechterhalen*

*Dépôt : M. Steve Schmitz, le 08/02/2024*

*3059 – Demande de pétition publique : Établir, sauf menace à l'ordre public, le droit absolu de recevoir de la visite pour chaque résident quel que soit son établissement d'hospitalisation, de soins ou de santé*

*Dépôt : M. Jean-Pierre Yves Antoine Lazerges, le 09/02/2024*

*3060 – Demande de pétition publique : Créer un registre national des comptes et contrats financiers permettant à chacun de connaître les comptes à son nom (y compris en tant que bénéficiaire, mandataire, ...)*

*Dépôt : M. Pierre Trovato, le 09/02/2024*

*3061 – Demande de pétition publique : Soziale Präis fir Waasser*

*Dépôt : M. Marc Hemmer, le 10/02/2024*

*3062 – Demande de pétition publique : Autofueren testen ab engem bestëmmten Alter! Net nëmme bei den Dokter goen*

*Dépôt : Mme Dorothea Roos, le 10/02/2024*

*3063 – Demande de pétition publique : Eine Leerstandsteuer für leer stehende Geschäfte in Esch-sur-Alzette erhöhen*

*Dépôt : M. Akash Thapa, le 12/02/2024*

*3064 – Demande de pétition publique : Améliorer un paragraphe du statut de fonctionnaire d'État donnant plus de chance aux personnes atteintes de maladie*

*Dépôt : Mme Daniela Filipa Simões Domingues, le 07/02/2024*

*3065 – Demande de pétition publique : Anerkennung palästinensisches Land!*

*Dépôt : Mme Almina Krasniqi, le 13/02/2024*

*3066 – Demande de pétition publique : Introduction d'un congé dédié à la santé mentale*

*Dépôt : M. Stéphane Secco, le 13/02/2024*

*3067 – Demande de pétition publique : Téléphone portable*

*Dépôt : M. Pierre Wachs, le 14/02/2024*

*3068 – Demande de pétition publique : Augmenter le tonnage permis 3850 kg pour campingcar*

*Dépôt : M. Patrick Bredimus, le 14/02/2024*

*3069 – Demande de pétition publique : Anerkennung palästinensisches Land*

*Dépôt : M. Samir Krasniqi, le 14/02/2024*

*3070 – Demande de pétition publique : Unerkennung vum palästinensesche Staat!*

*Dépôt : Mme Selma Babačić, le 15/02/2024*

*3071 – Demande de pétition publique : Logement abordable pour tous*

*Dépôt : M. João Paulo Ferreira, le 15/02/2024*

*3072 – Demande de pétition ordinaire : Couverture de l'orthodontie*

*Dépôt : M. Gilles Jouniaux, le 15/02/2024*

*3073 – Demande de pétition publique : Risikoprämie für Pflegepersonal / Prime de risque pour le personnel soignant*

*Dépôt : Mme Mandy Hoffmann, le 15/02/2024*

*3074 – Demande de pétition publique : Interdire l'abus à l'incitation de jeux d'argent dans les cafés*

*Dépôt : M. Luis Marques Dos Santos, le 16/02/2024*

*3075 – Demande de pétition ordinaire : Etude: De Pensiounssystem ofsécheren, mat enger Indextranche, déi net ausbezuelt gëtt*

*Dépôt : M. Romain Reiter, le 16/02/2024*

*3076 – Demande de pétition publique : Enlever la limitation des 20 trajets pris en charge par la CNS pour les transports en taxi*

*Dépôt : M. Tony Gillenberg, le 19/02/2024*

*3077 – Demande de pétition publique : Petitioun, fir och den Token als Bezuelsystem ze lossen*

*Dépôt : M. Pietro Ficerai, le 20/02/2024*

*3078 – Demande de pétition publique : Améliorer la sécurité routière : abolir la priorité absolue pour les piétons pour traverser les routes même sur les passages piétons. Installer sur des points de haute densité de trafic des feux de passage pour piétons*

*Dépôt : M. Alain Berg, le 20/02/2024*

*3079 – Demande de pétition publique : All Mënsch muss Tesla fueren*

*Dépôt : M. David Loschetter, le 20/02/2024*

*3080 – Demande de pétition publique : Petition zur Rationierung von Medikamenten*

*Dépôt : M. Yannick Huss, le 20/02/2024*

*3081 – Demande de pétition publique : Permettre aux motos de circuler sans OPF et dB-Killer pour plus de sécurité sur nos routes*

*Dépôt : M. Daniel Carvalho Pereira, le 20/02/2024*

*3082 – Demande de pétition publique : Glasfaser am ganze Land*

*Dépôt : M. Antoine Blom-Peters, le 21/02/2024*

*3083 – Demande de pétition publique : Changement du nom « Rue de la Station » à Beggen en « Rue de Alexeï Navalny »*

*Dépôt : M. Michiel Cammeraat, le 22/02/2024*

*3084 – Demande de pétition publique : Les propriétaires doivent accepter les animaux. Les animaux sont nos amis*

*Dépôt : Mme Ana Claudia Correia de Jesus, le 24/02/2024*

*3085 – Demande de pétition publique : Lutter contre le manque d'expérience professionnelle des jeunes diplômés au Luxembourg. La mise en place d'un système de répartition des jeunes spécialistes*

*Dépôt : M. Zakhar Albits, le 25/02/2024*

*3086 – Demande de pétition publique : Chaque pays, peuple doit avoir la paix, la liberté, car la liberté commence là où s'arrête celle des autres*

*Dépôt : M. Boubacar Diallo, le 25/02/2024*

*3087 – Demande de pétition ordinaire : Monitoring an Iwwerwaachung vum Drogekonsum*

*Dépôt : M. Romain Reiter, le 27/02/2024*

*N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.*

*(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)*

## 3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 4. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Goergen

Ech gesinn eng Wuertmeldung. Här Goergen, …

**M. Marc Goergen** (Piraten), auteur | Fir eng Proposition de loi.

**M. Claude Wiseler,** Président | … fir eng Proposition de loi. Dir hutt d'Wuert.

***Exposé***

**M. Marc Goergen** (Piraten), auteur | Merci, Här President. Haut hunn ech eng Proposition de loi matbruecht, déi en e bësse méi trauregt Theema behandelt, an zwar d'Theema vum Doud. Ech hat a Question-parlementairen 2023 schonn d'Fro gestallt, ob een zu Lëtzebuerg kéint eng Urn, wann ee verbrannt gëtt, mat heem huelen, dat heescht, dass d'Famill herno, wann ee gestuerwen ass, déi Urn wéi an anere Länner kéint doheem opbewaren.

Ech krut leider eng negativ Äntwert, soudass ech mer geduecht hunn: „Dat doten ass awer e Punkt, deen immens vill Leit betrëfft." An och a Gespréicher mat Leit hunn ech gemierkt, dass et awer eng Häerzenssaach ass, dass een herno kann entscheeden, ob ee weiderhi wéilt um Kierfecht an där Urn sinn oder ob een herno bei der Famill oder Frënn kéint ënnerkommen.

An deementspriechend ass hei eng Proposition de loi, déi mir Piraten presentéieren, fir dës Méiglechkeet ze schafen, fir dass ee fräi nom Doud och nach kann entscheeden, wou een opbewaart gëtt.

Merci.

*8356 – Proposition de loi portant modification de l'article 1er de la loi du 1er août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen.

## 5. Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas

Da gesinn ech nach eng Wuertmeldung. Ech ginn dovunner aus, dass dat fir den Depot vun enger Resolutioun ass. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

*(Interruption par M. Gusty Graas)*

Vun zwou Resolutiounen, ok.

***Exposé***

**M. Gusty Graas** (DP), auteur | Merci, Här President. Effektiv, et geet ëm den Depot vun zwou verschiddene Resolutiounen. Fir d'éischt ëm déi iwwert den Doud vum Alexej Nawalny. Ech mengen, deen huet net nëmmen hei zu Lëtzebuerg e gewëssene Schock ausgeléist, mee queesch duerch d'ganz Welt. Doweinst wollt ech an deem Sënn och eng Resolutioun deposéieren, déi mer herno da vläicht kënne méi am Detail diskutéieren.

***Résolution***

*La Chambre des Députés,*

*– profondément préoccupée par la mort d'Alexeï Navalny le 16 février 2024 dans une prison russe située à l'intérieur du cercle polaire arctique ;*

*– considérant qu'Alexeï Navalny fut, pendant des années, le principal opposant au régime de Vladimir Poutine, et s'engagea pour la liberté et la démocratie en Russie ;*

*– considérant que la Fédération de Russie réprime toute forme d'opposition, par des mesures coercitives, en particulier l'emprisonnement, envers les opposants au régime ;*

*– considérant que l'emprisonnement d'Alexeï Navalny a dû précipiter sa mort soit en raison des conditions inhumaines et extrêmes, soit à cause d'un acte criminel direct ;*

*– rappelant qu'en août 2020, Alexeï Navalny a été empoisonné au moyen de l'agent neurotoxique Novichok par les services secrets russes,*

*– demande la mise en place d'une commission d'enquête afin de déterminer les circonstances exactes de la mort d'Alexeï Navalny ;*

*– condamne les conditions d'emprisonnement inhumaines ayant précipité la mort d'Alexeï Navalny ;*

*– condamne sans réserve la répression brutale du régime russe contre l'opposition politique ;*

*– condamne toute atteinte aux principes démocratiques en Russie ;*

*– exprime sa solidarité avec tous les prisonniers politiques actuellement détenus en Russie et exige leur libération.*

*(s.) Gusty Graas, Sven Clement, Yves Cruchten, Christophe Hansen.*

*(La motion a été signée ultérieurement par Mme Joëlle Welfring.)*

## 6. Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas

***Exposé***

Dann eng zweet Resolutioun: Leider hu mer e gewëssenen Anniversaire elo hannerun eis. Dat ass de Krich an der Ukrain, deen zwee Joer elo schonn undauert, eng Situatioun, déi inakzeptabel ass. Och dozou hunn ech eng Resolutioun hei preparéiert am Numm vun der Majoritéit, déi selbstverständlech och nach opsteet, fir ënnerschriwwen ze ginn. Ech muss soen, datt ech elo kuerzfristeg mat de Kolleege vun deene Lénken nach net d'Méiglechkeet hat. Ech hat dat zwar gëschter schonn an der Kommissioun vun den Affaires extérieures ugekënnegt.

An d'Kolleege vun der ADR hunn elo gesot, datt se déi vum Nawalny géifen ënnerstëtzen, awer net géife mat ënnerschreiwen, a mat där anerer hätte se e bësse méi Problemer. Ech mengen, och dat soll ee respektéieren. Mee selbstverständlech hunn all déi aner Sensibilités politiques an och Fraktiounen dat ënnerschriwwen. Wéi gesot, d'Offer gëllt awer nach un eis gréng Kolleegen, fir déi mat ze ënnerschreiwen.

Merci, Här President.

*(Interruption)*

An déi gréng selbstverständlech och. Ok, merci.

***Résolution***

*La Chambre des Députés,*

*– rappelant que la Russie lança une invasion violente, injustifiée et illégale contre l'Ukraine en date du 24 février 2022 ;*

*– considérant que la guerre de la Russie contre l'Ukraine a fait 30.457 victimes civiles depuis le 24 février 2022, dont 10.582 morts et 19.875 blessés, le nombre réel étant probablement beaucoup plus élevé, selon la mission de surveillance des droits de l'homme des Nations unies en Ukraine ;*

*– considérant que 19.546 enfants furent déportés voire déplacés de force par la Russie, selon les autorités ukrainiennes ;*

*– considérant que le déplacement et la déportation forcés d'enfants ukrainiens, ainsi que leur adoption forcée par des familles russes, sont contraires au droit international, en particulier à l'article 2 de la Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide ;*

*– saluant l'aide humanitaire et militaire accordée par le Grand-Duché de Luxembourg à l'Ukraine et l'accueil de réfugiés en provenance de l'Ukraine par le Luxembourg ;*

*– évoquant la motion au sujet du soutien à l'Ukraine adoptée le 2 juin 2022 en séance plénière,*

*– condamne avec la plus grande fermeté la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine ;*

*– exprime sa solidarité ininterrompue avec le peuple ukrainien ;*

*– souligne que cette invasion constitue une violation grave du droit international, en particulier de la convention de Genève et de ses protocoles additionnels et de la Charte des Nations Unies ;*

*– exige que la Russie cesse immédiatement toutes ses activités militaires en Ukraine et qu'elle retire sans condition l'intégralité de ses troupes du territoire ukrainien ;*

*– condamne sans équivoque les déportations et déplacements de force d'enfants ukrainiens par la Russie ;*

*– demande aux autorités de la Fédération de Russie d'accorder aux organisations internationales telles que le Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'homme (HCDH) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (United Nations Children's Fund – UNICEF) un accès immédiat à tous les enfants ukrainiens déportés de force dans les territoires occupés par la Russie et en Russie ;*

*– soutient tous les processus internationaux et nationaux légitimes d'enquête sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre commis en Ukraine ;*

*– exige que le régime russe et l'ensemble des auteurs de cette agression répondent des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, notamment du transfert forcé des enfants, du crime d'agression et de tous les autres crimes commis en Ukraine ;*

*– analysera la possibilité d'utiliser les intérêts générés par les avoirs russes gelés à des fins de reconstruction en Ukraine ;*

*– soutient l'invitation de l'Ukraine au prochain sommet de l'OTAN prévu du 9 au 11 juillet 2024 à Washington ;*

*– s'engage à poursuivre l'aide humanitaire et militaire du Luxembourg envers l'Ukraine ainsi que l'accueil de réfugiés ukrainiens.*

*(s.) Gusty Graas, Sven Clement, Yves Cruchten, Christophe Hansen.*

*(La motion a été signée ultérieurement par Mme Joëlle Welfring.)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir gitt nach d'Ënnerschréfte sichen, éier Der mer se gitt. Da kréien ech se mat den …

*(Interruption par M. Gusty Graas)*

Selbstverständlech geet dat. Dat ass prozedural ganz richteg. Maacht Dir dat, Här Graas.

## 7. Heure de questions au Gouvernement

Da géife mir alt an Zwëschenzäit zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour kommen. An zwar ass dat eng Froestonn, déi op eisem Ordre du jour steet. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorop ze äntwerten.

Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 33 vum Här Christophe Hansen a mir hänken do d'Fro Nummer 34 vum Här Fernand Kartheiser direkt hannendrun, well d'Sujeten änlech sinn, un den Här Premierminister, also éischtens iwwert d'Situatioun an der Ukrain zwee Joer nom Ufank vun der russescher Aggressioun an Invasioun an zweetens och iwwert d'Schécke vu westlechen Truppen an d'Ukrain. Ech ginn da fir d'éischt dem Här Hansen d'Wuert. Här Hansen.

**– Question n° 33 du 27 février 2024 de M. Christophe Hansen relative à la situation en Ukraine deux ans après le début de l'agression et de l'invasion russe, adressée à M. le Premier ministre**

**– Question n° 34 du 27 février 2024 de M. Fernand Kartheiser relative à l'envoi de troupes occidentales en Ukraine, adressée à M. le Premier ministre**

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Premierminister, mir hunn dëse Weekend un zwee Joer vum volle Krich an der Ukrain geduecht. Dat ass en trauregen Datum gewiescht. An ech duerft och als Vizepresident vun der aussepolitescher Kommissioun vun dësem Haus mat enger Delegatioun vu 26 Presidenten a Vizepresidenten aus NATO-Länner op Kiew reesen. A mir hunn eng ganz Rëtsch Reunioune gehat um politeschen Niveau, hu ganz vill Ministèrë begéint a mir hunn natierlech och d'Société civile dohanne begéint.

Ech muss Iech soen: D'Situatioun ass dramatesch! Et ass wierklech … Si kruten deelweis genuch geliwwert, fir ze verhënneren, dass Russland direkt mat der Dampwalz ganz iwwert d'Land fiert. Trotzdeem si se am Moment an enger Situatioun, wou dee ganzen Armement net duergeet. Wann Der bei der Artillerie kuckt, hu si eng Artillerie geschoss, wärend d'Russen der aacht hunn. Dat ass just eng Dimensioun, déi net méi tenabel ass. An et stierwe Leit, well se einfach net genuch hunn, ob et elo Loftofwier ass, wat natierlech dat Wichtegst ass, fir dat ofzefänken. Si hunn näischt méi a mir mussen elo ganz, ganz dréngend noleeën, well et ass wierklech elo, wou mer dee Krich do entweeder verléieren oder gewannen. Et ass eng decisiv Phas.

Här Premierminister, Dir waart gëschter zu Paräis op enger Konferenz vun den Donateuren op Initiativ vum Emmanuel Macron, wou och justement gekuckt gouf: Wat kënne mer lo kuerzfristeg deblockéieren? Well et gi ganz vill schéi Sätz a schéi Verspriechen dobausse gemaach, mee et ass elo, wou et zielt!

A meng Fro un Iech do: Wat ass Konkreetes zu Paräis do erauskomm? Wéi kënne mer déi verschidde Stocken, déi et an der Europäescher Unioun am Moment gëtt, direkt deblockéieren? Well all Dag, wou d'Saachen net dohinner ginn, hu mer och Leit mat um Gewëssen, well dohanne sinn Zaldoten, déi ginn an de Krich, déi sinn net méi geséchert duerch eng Artillerie. An déi aner Säit hu se einfach eppes ganz aneres. Si hunn do och zum Beispill ganz vill Munitioun, déi d'Russe kréien, déi iwwert den Iran a Russland kënnt, déi iwwer Nordkorea a Russland kënnt, an do gëtt massiv erageholl.

An do musse mer och notamment kucken, datt déi russesch Produktioun och iwwert d'Liwwerketten ënnerbrach gëtt. D'Sanctiounspaquete si wichteg. An dofir och meng zweet Fro: Wat kënne mer nach noleeën, fir ze verhënneren, datt och do weider d'Produktioun vun esou Waffen op russescher Säit méiglech ass? Et ass am Moment en onfaire Krich. Mir mussen dat änneren. An et gouf gesot: Dee Krich däerf net verluer ginn, well wann dee verluer gëtt, da gëtt et Noamer, an dat musse mer verhënneren!

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hansen. D'Wuert huet elo den Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, villmools merci. D'Fro geet un den Här Staatsminister. De franséische President, den Här Macron, huet gëschter envisagéiert, fir westlech Buedemtruppen um Territoire vun der Ukrain anzesetzen. Et gouf natierlech herno vill diskutéiert, wat kéint direkt gemengt sinn domadder. Et wär éischter sou e Genre „assistance militaire", „maintenance" huet een héieren, awer keng „troupes au combat".

Mee dat ass eppes, wat bis elo ausgeschloss gouf. Ech erënnere just un déi Diskussiounen, déi mer haten um Ufank vun där Krichssituatioun. Do ass direkt gesot ginn, et géife keng „no-fly zones" vun der NATO iwwert der Ukrain ageriicht ginn, well de Risk vun der Konfrontatioun tëschent westlechen Truppen a russeschen Truppe vill ze vill grouss wär. Mir sinn awer elo hei bei Buedemtruppen an déi Logik vun der Escalade an deem Krich, déi geet ëmmer virun.

Dir hutt gëschter gesot – op jidde Fall sidd Der an de Meedien zitéiert ginn –, dat wär fir Lëtzebuerg, an ech zitéiere lo hei e „Wort"-Artikel, „zurzeit keine Option". Bon, dat ass emol gutt, „zurzeit". Mee trotzdeem kommen dorauser eng ganz Rei Froen.

Dat Éischt ass: Här Staatsminister, kënnt Dir eis wannechgelift soen, wéi et dann ass mat enger Presenz vun der Lëtzebuerger Arméi an der Ukrain, wann „zurzeit" net méi „zurzeit" ass, mee vläicht no enger gewëssener Zäit? Kënnt Dir hei kloer soen, datt mir kee Lëtzebuerger Militär an der Ukrain asetzen, wéinstens net, soulaang eng Krichssituatioun do besteet?

Déi zweet Fro, dat ass: Wann dann elo Frankräich oder iergenden anere westleche Staat oder alliéierte Staat vun eis Truppen an der Ukrain hätt an déi géifen a Krichshandlunge mat russeschen Truppe verwéckelt ginn, wär dat fir Iech e Fall, wou den Artikel 5 vun der NATO géif a Fro kommen oder net?

Déi drëtt Fro: Ass do net eng Vermëschung zwëschent enger Krichs- a Friddenssituatioun ëmmer méi evident, gradesou wéi bei der Liwwerung vu Laangstreckerakéiten oder bei der Confisquatioun vu russesche Bienen?

*(Interruption par la présidence)*

Gesitt Der do, datt dat eventuell eng Vermëschung ass?

An ech schléissen of mat enger véierter Fro: Ass et dann net hei ganz kloer, datt mer d'Eestëmmegkeet an der Europäescher Unioun an der Baussen- a Sécherheetspolitick net däerfen opginn? Well soss sinn et op eemol den Här Macron oder den Här Scholz, déi decidéieren, …

*(Interruption par la présidence et exclamations)*

… wéini Lëtzebuerger Truppen agesat ginn!

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Dann huet elo d'Wuert: de Premierminister. Här Premierminister.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Här President, déi Konferenz, déi de franséische President kuerzfristeg, dat heescht e Freideg den Owend, aberuff huet, fir op Paräis ze goen, ass eng Initiativ, déi ech begréissen, well et war eng Konferenz, déi huet geheescht „Conférence de soutien à l'Ukraine", fir an engem méi breede Kader, wat weeder den EU-Kader war nach den NATO-Kader, tëschent Staats- a Regierungscheffen ze diskutéieren, wéi et an deem Konflikt do ka virugoen, mee virun allem, an dat ass e ganz wichtege Punkt, fir der Ukrain ze weisen, datt mer zu ganz ville gëeent hannert der Ukrain stinn.

Et ass d'Meenung vun deenen 21 Staats- a Regierungscheffen, déi do waren, datt Russland dee Krich net kann an net dierf gewannen. Wa Russland dee Krich gewënnt, dann ass dat eng Gefor fir eis kollektiv Sécherheet, an dat wëlle mer absolutt evitéieren. Et ass net d'Intentioun – vu kengem! –, datt mir, déi Netukrainer, déi d'Ukrain ënnerstëtzen, an e Krich mat Russland antrieden. Mee mir mussen op eis Wierder och Dote follege loossen, an duerfir ass gesot ginn: „Mir mussen, well d'Ukrain um Terrain muss gewannen, d'Ukrain weider a méi wéi bis elo a méi determinéiert wéi bis elo ënnerstëtzen."

Russland huet dee Krich bis elo net gewonnen. Russland ass net an der ganzer Ukrain duerchkomm, wéi et wollt. Russland huet, en fait, de Contraire och nach provozéiert, nämlech datt d'NATO erweidert ginn ass. A mir begréissen, datt mer elo zu 32 Länner sinn, datt also och Schweden a Finnland NATO-Membere gi

sinn, wat eis kollektiv stäerkt vis-à-vis vu potenzielle Géigner. Dat ass d'NATO als Verteidegungsbündnis vun Demokratie a Sécherheetsbündnis. Dozou sti mer.

D'Konferenz selwer war also e klore Message u Russland: „Mir stinn zesummen! Mir stinn op der Säit vun der Ukrain!" D'Konferenz hat net zum Zil – well se och an engem Kader stattfonnt huet, dee jo kee juristesche Kader vun enger internationaler Organisatioun war –, eppes ze decidéieren, och net all déi Saachen, déi elo grad vum Här Kartheiser hei an d'Diskussioun geworf gi sinn.

De franséische President – an ech sinn net säi Spriecher! – huet, mengen ech, och an der Sitzung gesot: „Mir mussen och elo kucken, wat geschitt da vläicht eng Kéier an engem Joer, an zwee Joer?" Mee elo kuerzfristeg, an do ware mer eis alleguerten eens, musse mer méi maachen, fir d'Ukrain ze ënnerstëtzen. A méi maachen heescht, der Ukrain virun allem méi Munitioun zur Verfügung ze stellen, well dat ass net genuch fir de Moment. Déi Saachen, déi versprach gi sinn, sinn nach net ganz geliwwert ginn. All Land muss do méi maachen.

Mir mussen der Ukrain och aner Typpe vu Waffe ginn. An duerfir soen ech och … Am Ufank ass gesot ginn: „Mir ginn Zelter an Helmer." Op eemol hu mer gesot: „Mir mussen aner Saache ginn, mir musse verschidden Typpe vu Waffe ginn." An duerfir ass da gëschter gesot ginn notamment, datt mer musse bei der Loftofwier méi zolidd Material zur Verfügung stellen. Mir musse méi Munitioun zur Verfügung stellen. A verschidde Länner mussen och Mëttel- a Laangstreckemissillen zur Verfügung stellen.

Déi, déi dat net hunn, wéi mir, déi mussen natierlech méi finanziell contribuéieren. An, ech mengen, dat ass eng Flicht, eng moralesch Flicht, vun eis, well bei deem Krich do, do geet et ëm d'Sécherheet, do geet et ëm d'Stabilitéit an Europa. An duerfir wäerte mer och a verschiddenen Initiativen an deenen nächste Wochen an enker Kooperatioun mat den zoustännege Ministeren, och dem Ausseminister, der Verteidegungsministerin a mir selwer, kucken, wat mer do nach méi kënne maachen.

Eng vun de Pisten ass eng Plattform, déi d'Tschechesch Republik opgebaut huet, fir kënne Munitioun bei Drëttstaaten ze kafen an dat do ze zentraliséieren. Dat ass eng Pist, déi mer amgaange sinn ze studéieren an déi ech a priori wëll ënnerstëtzen.

D'Lëtzebuerger Regierung huet net d'Intentioun zu dësem Zäitpunkt, Zaldoten an d'Ukrain ze schécken. An ech preziséieren dat och: Esou e Beschloss kéint souwisou nëmme vun enger internationaler Organisatioun op Basis vun engem juristesche Mandat geholl ginn. Dat wär am Kader vun der NATO, dat wär vläicht am Kader vun de Vereenten Natiounen oder der Europäescher Unioun.

Sou eng Decisioun läit fir de Moment iwwerhaapt net um Dësch. Mee kee kann haut soen, wat an e puer Méint de Fall ass. Wichteg ass awer, datt och dee Fall net antrëtt, wou mer missten untrieden, mir net eleng, mee all d'Länner; dat wär an enger Situatioun, déi kee sech wënscht. An duerfir gëllt et lo, méi finanziell Hëllef ze ginn, méi Material ze liwweren, fir datt d'Ukrainer an engem räsonabelen Delai hir Onofhängegkeet an hir Fräiheet kënnen zréckkréien. Dat ass dat, un dat mir eis halen.

Lëtzebuerg huet bis elo seng Solidaritéit gewisen, souwuel an der Ukrain wéi och heiheem vis-à-vis vun den ukrainesche Flüchtlingen. Mir hunn an deene leschten zwee Joer ronn 190 Milliounen u militäresche Hëllef ginn. Dat si 16 % vum Budget vun der Defense. Mir wäerten am Budget, deen an deenen nächsten Deeg deposéiert gëtt, nach eng Kéier eng substanziell finanziell Hëllef un d'Ukrain maachen. A mir wäerten, wéi gesot, an deem Kader och zousätzlecht Material, direkt an indirekt, liwweren. Dat ass noutwendeg.

An déi Hëllef vu Lëtzebuerg ass ganz kloer: Mir stinn op der Säit vun der Ukrain, well mir stinn op der Säit vun engem fräien an demokrateschen Europa, wou net Waffen d'Grenzen änneren, mee wou an der Diskussioun an am Respekt vu verschiddene Meenunge Problemer geléist ginn. Dat ass dee Modell, dee mer nom Zweete Weltkrich opgebaut hunn, un deem mir festhalen, an dorëms geet et och am Ukrain-Krich.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Premierminister villmools Merci. Ech explizéiere just, well d'Luucht scho laang rout ass: De Premierminister hat net eng Fro ze beäntwerten, mee zwou Froen ze beäntwerten, soudatt en aacht Minutten Zäit hat an domat largement a senger Zäit bliwwen ass, fir dat och kloerzestellen.

Da komme mer zur nächster Fro, d'Nummer 35 vum Här Dan Biancalana un den Här Minister fir d'Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen …

Ech gesinn, datt den Här Premierminister nach wëllt eppes soen. Ech huelen net un, datt dat zu der Fro fir den Här Hahn ass.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Nee, Här President, ech hunn ee ganz wichtege Punkt vergiess, …

**M. Claude Wiseler,** Président | Da si mer frou, dat ze héieren.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | … deen d'Parlament betrëfft. Dee Sujet vun der Ukrain an der Hëllef vu Lëtzebuerg un d'Ukrain ass vun enger äusserster, strateegescher Wichtegkeet fir Europa. Duerfir bieden ech drëm, invitéiert ze ginn an d'aussepolitesch Kommissioun, fir datt mer am Detail déi Saachen do och kënne mat deenen eenzelnen an der Chamber vertruedene Parteien diskutéieren, well ech mengen, datt dat och eng ganz Rei Sujete sinn, déi een net an der ëffentlecher Sitzung kann diskutéieren. An duerfir ass dat mäi Wonsch un d'Kommissioun, fir an deenen nächsten Deeg eng Kéier kënne vläicht och zesumme mat der Verteidegungsministerin an der aussepolitescher Kommissioun laanschtzekommen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen Iech Merci, Här Premier. An ech si sécher, datt d'aussepolitesch Kommissioun déi Offer wäert unhuelen. Ech gesinn, den Här Graas approuvéiert dat. Domat ass d'Äntwert scho kloer.

Da ginn ech d'Wuert un den Här Dan Biancalana.

**– Question n° 35 du 26 février 2024 de M. Dan Biancalana relative au non-recours aux aides sociales, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil**

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Schimmt, Onkenntnis, Angscht virun der Stigmatisatioun, mee dacks och déi komplizéiert Demarchen a bürokratesch Hürden, dat sinn d'Grënn, firwat d'Leit Sozialhëllefen net ufroen, obschonns se Recht drop hätten a se och bräichten.

Eng Etüd vum LISER an dem Statec am Optrag vun der Chambre des Salariés huet erginn, dass nëmme 60 % vun de Leit, déi Recht op eng Allocation de vie chère hunn, déi och effektiv ufroen. Bei de Subventions de loyer sinn et grad emol 20 %, déi se an Usproch huelen – also 80 % net. Dëst si Mënschen a Familljen, déi oft ënnert der Aarmutsgrenz liewen an all Dag struewelen, fir sech iergendwéi am Liewen duerchzeschloen, ouni d'Ënnerstëtzung vum Staat, déi hinnen eigentlech och zousteet.

An dobäi muss een och bedenken, dass un där staatlecher Allocation de vie chère dann oft déi hänkt vun eenzelne Gemengen. Dat heescht, wann ech déi eng net ufroen, kann ech och déi aner net ufroen.

D'Etüd analyséiert och am Detail, wourunner et läit, an och natierlech eng Partie Verbesserungen, déi proposéiert ginn, zum Beispill eng méi breet zougänglech a verständlech Informatioun an enger méi einfacher Sprooch; eng Vereinfachung vun de Prozeduren – Stéchwuert Guichet unique –; awer och d'Iddi, verschidden Hëllefen ze regruppéieren, fir et méi iwwersiichtlech ze maache fir den Demandeur; dann awer och Studenten Zougang zu den Hëllefen ze ginn an och Hëllefe méi degressiv ze staffelen. Verschidde vun dëse Moossname brauche vläicht eng méi laang Virbereedung, anerer kéinte relativ séier en place gesat ginn.

Dofir meng Fro hei un de Familljeminister, wéi eng Mesüren a wéi engem Zäitkader geplangt sinn, fir dass déi Leit, déi Hëllef brauchen, déi jo effektiv kréien an déi um nationale Plang a complementaire um kommunale Plang ufroen a kréie kënnen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Biancalana. Dann huet elo den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil d'Wuert.

**M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Merci, Här President, an och villmools merci dem honorabelen Deputéierten Dan Biancalana fir déi ganz pertinent Fro. Ech sinn dem LISER an dem Statec dankbar, dass si am Optrag vun der Chambre des Salariés eng weider Etüd gemaach hunn, déi eis op ville Plaze confirméiert an deene Politicken, déi mir als Regierung wëllen ënnerhuelen.

Mir wëssen, dass och dee beschte Sozialsystem näischt déngt, wann en net genotzt gëtt. An do ass den Non-recours – net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mer wëssen, dass dat e Phenomeen ass wäit iwwert d'Grenzen eraus – e Riseproblem. An dofir musse mer kucken, derfir ze suergen, dass d'Leit esou einfach wéi méiglech kënnen op déi Hëllefen zréckgräifen. Dat geet domat un, dass se emol wëssen, dass et se gëtt, an op där anerer Säit, dass se dann och probéieren, drop zréckzegräifen.

Do ass natierlech den digitalen Office social – oder eng digital Plattform, wéi een et och ëmmer wëll nennen – natierlech emol en éischten Outil, wou och dat Argument, wat Der ganz um Ufank genannt hutt, Här Biancalana, wou Der gesot hutt: „D'Schimmt ass och eppes …", dat ass zum Beispill, dass een op enger digitaler Plattform eng Kéier kann aginn: „Wat ass meng Composition de ménage, wat ass mäi Revenu, wat ass nach e supplementairë Revenu, deen ech hunn?", an dann duerno ka kréien: „Ma, Dir kéint eventuell vun dësen an dëse Mesüre Gebrauch maachen", souguer mat engem Montant derbäi an dann och mat den Adressen, wouhinner ee sech da ka wenden, an dat Ganzt – an Dir hutt och do Recht gehat – an enger einfacher Sprooch, fir dass een dat och versteet.

A wann ech soen: „an enger einfacher Sprooch", dann hunn ech ënnerdriwwen – mir mussen dat a ganz ville Sprooche maachen! Sou hu mer zum Beispill, kuerz nodeems ech d'Etüd iwwert de REVIS presentéiert hunn, eleng fir deen Dossier, also fir eng vun eise wichtegsten Hëllefen, nämlech dat minimaalt Akommes, wat een hei zu Lëtzebuerg soll hunn,

nämlech de REVIS, elo Deplianten ausgeschafft an aacht verschiddene Sproochen, Videoe gemaach, wou een erkläert, wéi genau de Prozess ass, fir et ze maachen, dat och an aacht Sproochen. Just fir Iech ze weisen – an do hutt Der och Recht, et gëtt Mesüren, déi gi méi séier, et sinn der, déi sinn e bësse méi schwiereg –, wéi een do kann derfir suergen, dass d'Leit net duerch de Raster falen, dass se vun de soziale Mesüre profitéieren.

Dat anert ass natierlech och d'Vereinfachung vun den Demarchen. Dat ass och e wichtegen Dossier, deen op den éischte Bléck ganz logesch kléngt, wou verschidde Saachen awer heiansdo an der Praxis méi schwiereg sinn. Trotzdeem probéiere mer, och hei weiderzekommen. An do geet et notamment drëms, dass ee fir déi verschidden Aiden net ëmmer erëm déi selwecht Pièçe muss nei liwweren. Wann de Staat se eng Kéier huet – oder se souwisou huet –, da musse mer iwwer en Dossier partagé kucken, dass de Staat sech dann automatesch Zougréff dodrop hëlt.

Do ass natierlech d'Protection des données – ech mengen, dat kenne mer alleguer, wéi mer heibanne sëtzen – ëmmer erëm e grousse Problem. Do si mer awer amgaangen, Léisungen ze sichen. Ënner anerem war ech och do mat der Digitaliséierungsministesch zesummen, fir eventuell kënnen ze kucken, iwwert de Guichet.lu zum Beispill, do iwwert den Dossier, dass een dee fräischalt, dass een, wann et fir Sozialleeschtungen ass, do kéint Zougréff hunn. Dat sinn awer Pisten, déi nach net ausgeräift sinn, fir Iech vill Detailer ze ginn. Mee op alle Fall ass dat eppes, wat mer och envisagéieren.

Ech hunn et ugangs gesot: dass ech der Chambre des Salariés fir déi Etüd da felicitéieren. Ech wäert se och froen, fir mir op dem Ministère, mat menge Leit, och déi Etüd hei kënne virstellen ze kommen. Ech hunn elo emol en gros ganz vill Saache gesinn, wou mer Iwwereneestëmmungen hunn. Mee, wéi gesot, dat hei ass eppes, wou mer alleguerte gefuerdert sinn, parteiiwwergräifend a mat den Acteure vum Terrain. An dofir sinn ech eigentlech ganz dankbar, dass déi Etüd do och ausgeschafft ginn ass, an ech wäert mer déi och dann am Ministère, wa si dat da wëllen, wouvun ech ausginn – ech stellen dat elo emol an de Raum –, nach eng Kéier virstelle loossen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 36 vum Här André Bauler un den Här Inneminister iwwert de Wunnsëtz an d'Umeldung vu Privatpersounen an der Gréngzon. Här Bauler.

**– Question n° 36 du 27 février 2024 de M. André Bauler relative à la domiciliation et l'enregistrement de personnes physiques en zone verte, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Et ass gewosst, datt d'Gemengen hei am Land d'Leit net méi an der Gréngzon umelden dierfen, soudatt dës Bierger keen Domicile do kënnen hunn. Leit, déi an alen Haiser wunnen, zum Beispill an isoléierte Bauerenhäff, déi scho Joerzéngten, jo souguer Joerhonnerten do stinn, oder fréieren Doléinerwunnengen, déi haut awer an enger Gréngzon klasséiert sinn, déi Leit trëfft et da ganz speziell.

Melle si sech zum Beispill of, fir an en Altersheim liewen ze goen, da kéinte si net méi an hirer aler Wunneng ugemellt sinn, am Fall wou si nees d'Altersheim wéilten oder misste verloossen. Och hir Kanner an Enkelen, déi an esou engem alen Haus wéilten domiciliéiert ginn, kënne sech net méi do umelden, wa si d'Wunneng vun enger eelerer Persoun wéilten iwwerhuelen. D'Leit, déi an engem Haus an der Gréngzon wunne wëllen, musse sech also dann zum Beispill bei enger Tatta oder engem anere Familljemember domiciliéieren, obwuel si guer net do residéieren – wunnen.

Et gëtt déi eng Gemengen, déi dat esou duerchzéien, also opgrond vun der aktueller Legislatioun keng physesch Persoun méi an der Gréngzon umelden. An da gëtt et awer och Gemengen, déi dat net esou strikt praktizéieren. Dat féiert natierlech zu Diskriminatiounen, besonnesch op steierlechem Plang. Betraff si besonnesch fräileiend Bauerenhäff, awer och eeler Haiser, déi zum Beispill op sougenannte Lieu-dite leien. Dat dierften hei am Land dann awer Honnerte vun Immobilie sinn, Immobilien, déi och wuel net méi interessant wäerte sinn, fir doranner vill ze investéieren, well eeben net méi kann do domiciliéiert ginn.

Aus deem Grond wollt ech den Här Inneminister Folgendes froen: Wéi kann een dës speziell Situatioun esou regulariséieren, datt et net weider zu Ongerechtegkeete kënnt? Ass den Här Minister der Meenung eventuell, datt d'Legislatioun an deem Beräich misst ugepasst oder anescht interpretéiert ginn? An dann: Gëtt et oder gouf et scho Kontakter tëschent dem Inneministère an dem Ëmweltministère, fir dës Problematik unzegoen an ze berengegen?

Ech soen Iech villmools Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauler. Dann huet den Här Inneminister d'Wuert. Här Inneminister.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci dem Deputéierte Bauler fir dës Fro. Am Prinzipp kënne Persounen nëmmen um Registre principal vun der Gemeng ageschriwwe ginn; esou gesäit et d'Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert de Regëster am Artikel 27 vir. Wann dat net méiglech ass, da kënnen d'Leit op de Registre d'attente ageschriwwe ginn, fir hir Situatioun ze regulariséieren.

Dir hutt richteg drop higewisen, Här Bauler: Et gëtt eng Rei Dispositiounen, wéi am Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal, wéi am Naturschutzgesetz oder wéi a verschiddene PAGen, wou dat da kloer gereegelt ass, datt dat keng Zone d'habitation ass, datt een dann och do konsequent net kann ugemellt ginn. An enger Zone verte ass am Prinzipp keng Habitatioun méiglech, ausser opgrond vum Naturschutzgesetz si Konstruktiounen erlaabt, wou een och da kann dra wunnen. Soss muss een op dem Registre d'attente ageschriwwe ginn.

Dëse Prinzipp ass och an engem rezenten Urteel vum 20. Mäerz 2023 vum Tribunal administratif confirméiert ginn. Déi aktuell Legislatioun ass esou, wéi se ass, an ech hunn Iech gutt nogelauschtert an ech verstinn och déi Problematik, besonnesch bei isoléierte Bauerenhäff, déi kënnen an enger Zone verte leien, déi och ganz oft al Gebaier sinn, déi eng flott Bausubstanz hunn, déi och zu der Architektur vun där Gemeng, vun där Uertschaft, vun deem Duerf gehéieren.

Jo, dat si Grenzfäll an ech wäert och do mat dem zoustännege Minister, mam Kolleeg Serge Wilmes, kucken, datt mer do eng Léisung fannen. Do muss awer dann dat eent oder dat anert Gesetz adaptéiert ginn. Dat brauch e bësse seng Zäit, mee mir wäerten duerno kucken.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Inneminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 37 vun der Madamm Joëlle Welfring un d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau iwwert de Landwirtschaftsdësch. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 37 du 27 février 2024 de Mme Joëlle Welfring relative au « Landwirtschaftsdësch », adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture**

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschte Wochen a Méint koum et ëmmer nees zu Protester vu Baueren duerch ganz Europa, zulescht un der polnescher Grenz, zu Paräis, awer och gëschter zu Bréissel, mat méi oder manner Vehemenz. Ech wëll elo net weider dorop agoen. Wichteg ass, dass mer déi ganz Rei Fuerderungen, déi Erausfuerderungen, déi sech hei stellen, zesummen an eeschthaft uginn.

Wéi bidde mer de Bauere fair Präisser, eng geséchert Existenz, Zukunftsperspektiven, Planungssécherheet an Innovatiounsméiglechkeeten, fir der e puer ze nennen? An awer och: Wéi erhale mer déi natierlech Ressourcen, déi d'Grondlag vum alldeegleche Schaffe vun de Baueren duerstellen?

Virun dësem Hannergrond ass d'Zesummenaarbecht vum Secteur méi wichteg wéi jee, awer och d'Abezéiung vun Interessevertrieder, déi de Schutz vun eisen natierleche Ressourcen als Zil hunn. Ech begréissen dofir ausdrécklech d'Organisatioun vum Landwirtschaftsdësch.

An der Landwirtschaftskommissioun hat ech Iech, Madamm Ministesch, d'Fro gestallt, ob Dir gedenkt, nieft de Vertrieder vum Landwirtschaftssecteur am enke Sënn, mat deenen Der jo quasi dagdeeglech am Austausch sidd, och déi ze invitéieren, déi de Schutz an déi nohalteg Notzung vun eisen natierleche Ressourcen als Zil hunn, respektiv Acteuren, zum Beispill aus der Biolandwirtschaft, aus der Recherche, der Innovatioun, déi jo och zu ganzheetleche Léisunge kënne bäidroen. Dir hat mer deemools geäntwert, dass d'Landwirtschaftskammer Ären Haaptinterlocuteur wier, mee dass jee no Sujet och aner Participantë kéinten invitéiert ginn.

Als Sujete goufe fir d'nächst Woch nieft Aktualitéitstheemen d'Bauen an der Gréngzon souwéi d'Ammoniaksemissiounen ugekënnegt, also kloer Ëmwelttheemen. Et gouf dowéinst och den Ëmweltminister invitéiert, mat deem Der jo laut eegenen Aussoen och reegelméisseg am Austausch sidd.

Dofir follgend Froen: Wéi eng aner Vertrieder, nieft deenen, déi der souwisou reegelméisseg trefft, sinn de 4. Mäerz fir e gemeinsamen Austausch zu ganzheetleche Léisungen invitéiert? Wéi eng Aktualitéitstheeme wäerten diskutéiert ginn? An drëttens: Wéi eng Léisungsusätz oder Piste gesäit d'Regierung vir a punkto Bauen an der Gréngzon an Ammoniaksemissiounen?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. Dann huet elo d'Wuert: d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Merci, Här President. An och merci der Madamm Welfring fir d'Fro. Fir d'éischt wëll ech soen, datt et fir eis extreem wichteg war, vun Ufank un den Dialog ze institutionaliséieren, an dat hu mer och gemaach. Mir gesinn, datt dat a verschiddenen anere Länner net gemaach ginn ass an dofir hu mer festgehalen, datt mer zweemol am Joer de Landwirtschaftsdësch maachen. Dee Moment hu mer eis natierlech och gefrot: Wien

invitéiere mer och u sech op dee Landwirtschaftsdësch? Well mir brauchen e kloren an transparente Kader.

Do hu mer festgeluecht, datt mer déi offiziell Vertriedung vun der Landwirtschaft, nämlech d'Landwirtschaftskammer, invitéieren. An do hu mer dann déi invitéiert, déi am Prinzipp d'Landwirtschaftskammer bilden, plus all Organisatioun, déi an der Landwirtschaftskammer vertrueden ass, ka mat zwee Representantë kommen. Dat ass dann eeben de Comité de direction vun der Landwirtschaftskammer, et ass d'Centrale paysanne, déi zwee Vertrieder ka matbréngen. Et ass d'Bauerenallianz, déi kann zwee Vertrieder matbréngen. Et ass de Fräie Lëtzebuerger Bauereverband, dee kann zwee Vertrieder matbréngen.

Da sinn et d'Wënzer, déi kënnen zwee Vertrieder matbréngen, an d'Gäertner an d'Uebstbaueren, déi zesummen dann och kënnen zu zwee kommen. Dann ass et an der Landwirtschaftskammer esou, datt d'Bauerenallianz u sech de jonke Baueren – de Jongbaueren, de Jongwënzer – ee Sëtz ginn huet, dat heescht, och si sinn hei vertrueden. An d'Bauerenzentral huet hirer Jugendorganisatioun och ee Sëtz ginn, dat heescht, och de Service Jeunesse ass mat zwee Leit vertrueden.

A mir halen eis och strikt un dëse Kader, well wa mer dee Kader bis opmaachen, da kréie mer, mengen ech, net méi konstruktiv an zilorientéiert diskutéiert. Ech soen Iech: Ech krut Ufroe vun de Jongwënzer vun der Biovereenegung. Gëschter krut ech en E-Mail – deen hu se de Moie beäntwert kritt – vu Greenpeace, Luxembourg Dairy Board, vun de Schwéngsbaueren, vu CONVIS an esou weider. Dat heescht, wa mer alles opmaachen, dann hu mer zwar e Risendësch, mee mir kréien, mengen ech, net méi zilorientéiert diskutéiert. An d'Landwirtschaftskammer vertrëtt alleguer d'Baueren. Hei geet et ëm d'Landwirtschaft an do sinn och Biobaueren derbäi. Ech hoffen, datt och Schwéngsbaueren derbäi sinn. Dat heescht, wien déi eenzel Gewerkschafte mathuelen, dat bestëmmen net ech.

D'Sujeten – déi, déi wichteg sinn – sinn d'Bauen an der Gréngzon, de Waasserschutz, et ass den Ammoniak an et ass awer och de Plan stratégique, wat do eventuell fir kuerzfristeg Upassunge kommen an do wäerte mir als Regierung elo net deem Dësch virgräifen. Mir hu jo den Dësch, fir u sech mam Secteur ze diskutéieren, a mir wäerten dann och no deem Dësch eng Pressekonferenz maachen, wou mer d'Konklusioune festhalen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch.

Da komme mer elo zu zwou Froen, déi och e parallelle Sujet hunn, an zwar d'Fro Nummer 38 vum Här Alex Donnersbach an d'Fro Nummer 39 vun der Madamm Taina Bofferding, déi éischt un den Här Premierminister iwwert déi national Reunioun iwwert de Logement an déi zweet iwwert d'Beschleunegung vun de Prozeduren am Kader vum Gemengebebauungsplang. Et ass esou, datt se un zwee verschidde Ministere geriicht sinn, mee déi zwee Ministere gi sécherlech mateneen eens an deenen aacht Minutten, déi se hunn, fir Iech eng komplett Äntwert op déi zwou Froen ze ginn. A fir d'éischt huet also elo d'Wuert: den Här Donnersbach. Här Donnersbach.

**– Question n° 38 du 27 février 2024 de M. Alex Donnersbach relative à la réunion nationale du logement du 22 février 2024, adressée à M. le Premier ministre**

**– Question n° 39 du 26 février 2024 de Mme Taina Bofferding relative à l'accélération des procédures dans le cadre de l'aménagement communal et du développement urbain, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**M. Alex Donnersbach** (CSV) | Merci, Här President. Déi héich Wunnengspräisser an den Accès zu engem bezuelbare Wunnraum si säit Joren dat Theema, wat de Leit hei zu Lëtzebuerg am meeschte Suerge mécht. An dat zu Recht, well déi héich Wunnengspräisser maachen d'Liewen hei zu Lëtzebuerg extreem deier, verschlëmmeren den Aarmutsrisiko a schueden der Kompetitivitéit vum Land, besonnesch fir déi jonk Leit, fir jonk Famillen a fir elengerzéiend Elteren.

Et sinn an de leschte Joren einfach net genuch Wunnenge gebaut ginn, fir mam Bevëlkerungswachstum an och mat der Entwécklung vun de Menagen hei am Land Schrëtt ze halen. Derbäi kënnt, datt elo wéinst den Zënshaussen am leschte Joer d'Unzuel u VEFAen, also vun Neibauten, dramatesch agebrach ass, ëm méi wéi d'Hallschent. Eng Kris am Bausecteur riskéiert also, d'Kris bei der Offer ze verschlëmmeren.

Dowéinst begréissen ech et ausdrécklech, datt déi nei Regierung innerhalb vun den éischten 100 Deeg de Logement zur Prioritéit erkläert huet, an ech begréissen och, datt éischt wichteg Mesüre geholl goufen, sief et am Beräich vun der Kuerzzäitaarbecht, mee awer och um Plang vun der Fiskalitéit, fir neie Schwong an de Bausecteur eranzebréngen, awer och fir den Accès zu Wunnenge méi einfach ze maachen. D'lescht Woch war ënnert der Leedung vum Premierminister d'Réunion nationale vum Logement, wou d'Regierung mat den Acteuren aus dem Bausecteur souwéi mat de Banke gekuckt huet, wéi d'Offer nach méi séier kéint an d'Luucht gesat ginn a wéi d'Prozedure kéinte vereinfacht ginn.

An deem Kontext wëll ech de Premierminister froen, wéi eng Konklusiounen hien aus dëser Reunioun gezunn huet. Wéi gesäit et am Moment mat der Timeline aus, an där déi eenzel Fachministeren déi éischt Projet-de-loie fir d'Simplificatioun vun de Prozeduren hei an der Chamber deposéiere kënnen?

Da wollt ech de Premierminister och nach froen, ob wärend der Reunioun mat de Banken iwwert d'Zënse geschwat gouf a wéi eng Méiglechkeeten et gëtt, fir datt d'Banke sech implizéieren, fir de Wunnengsbau unzekuerbelen. An ofschléissend wollt ech nofroen, ob wärend der Reunioun och driwwer geschwat gouf, wéi een zesumme mam Privatsecteur méi séier abordabele Wunnraum schafe kann.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Donnersbach. Da geet d'Wuert un d'Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Nun, Här President, mäi Virriedner huet elo schonn eng ganz Rëtsch interessant Froe gestallt. Da fokusséieren ech mech op d'Vereinfachung vun de Prozeduren – och dat war jo en Theema um Logementsdësch. Sécherlech ass dat elo net déi grouss Äntwert op de Logementsproblem, awer ganz sécher ass et eent vun de Puzzlestécker, déi mer hei brauchen.

Et gouf jo do och schonn eng gewësse Viraarbecht vun der viregter Regierung. Do gouf et ganz konkreet schonn Initiativen am Kader vum PAG. Mir hate jo viru ganz laanger Zäit mam Omnibusgesetz eng Procédure allégée agefouert, déi och ganz positiv vun de Gemengen opgeholl ginn ass, an hei war eeben d'Iwwerleeung, dat selwecht och bei de PAGe kënnen ze maachen, dat mat liichte Modifikatiounen, punktuellen Ännerungen, wéi zum Beispill bei der Baudicht. D'Baudicht war jo och en Theema um Logementsdësch.

An eeben an engem konstruktiven Esprit riichten ech meng Fro un den Inneminister, ob Der déi ganz Viraarbecht wëllt weidermaachen, well déi Mesür vun der Procédure allégée bei de PAGen ass am Kader vum Projet de loi vum Baulandvertrag an de Staatsrot huet hei keng Opposition formelle dozou gemaach. Dat heescht, dat do kéint relativ séier ëmgesat ginn, wat wierklech e wichtegt Instrument wier, well hei kéint d'Prozedur praktesch ëm en halleft Joer gekierzt ginn. Dat ass jo net grad näischt.

D'selwecht jo och fir de Remembrement ministériel: Och dat ass en Instrument, wou d'Gemenge scho ganz laang drop waarden, wat eeben hëlleft, dass d'Blocagë bei de Proprietäre kéinte geléist ginn. Dat alles och eeben ënnert dem Motto, dass méi séier soll gebaut ginn, an dofir eeben hei meng Fro, ob Der déi Aarbechte wëllt weiderbréngen, well ech der fester Iwwerzeegung sinn, dass dat Instrumenter sinn, déi mer brauchen. Beim Remembrement ministériel waren zwar Opposition-formellen drop, mee elo net vu substanzieller Natur. Wéi gesot, dës sinn eigentlech sprochräif an ech mengen, et wär gutt, wann Der déi géift ëmsetzen, fir dass eebe méi séier gebaut kéint ginn, esou wéi Der et fuerdert.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Ech ginn dovunner aus, datt de Premierminister wëll ufänken. Dann huet hien d'Wuert.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Här President, d'Zil vun der Regierung ass, datt mer méi a méi séier bauen. Dat war och den Objet vun der nationaler Logementsreunioun, well et einfach zu Lëtzebuerg ze laang dauert, bis mer ukomme mat bauen, an duerfir hu mer och op déi Logementsreunioun déi invitéiert, déi gebraucht ginn, fir dat ëmzesetzen, wat mer am Kapp hunn. Dat ass engersäits de Staat, dat sinn anerersäits d'Gemengen an dat sinn déi, déi déi Reegelen am Alldag uwenden: dat sinn de Bau- an den Handwierkssecteur an d'Architekten. An duerfir, dat war den Objet vun där Reunioun an ech fannen, datt mer do op där Zilsetzung e gutt Stéck virukomm sinn.

Mir hunn awer do virdru schonn, wéi gesot, eng Rei Steiermoossnamen decidéiert, fir direkt erëm souwuel an der Logementskris wéi an der Baukris méi Aktivitéit ze kréien. Déi Moossname si jo an engem Projet de loi, deen d'Regierung schonn deposéiert huet a wou mer hoffen, datt en an dësem Parlament ka gestëmmt ginn, gradesou wéi Hëllefen, wou mer d'Krittäre fir Hëllefe fir Leit, déi eng Wunneng wëlle kafen oder lounen, erweideren, fir datt der do méi drënnerfalen. Och dat steet an deem Projet de loi.

Wat d'Prozeduren ubelaangt, esou gëtt et eng Rei Saachen, déi d'Regierung kann eesäiteg maachen. Den Inneminister wäert op verschiddener vun deenen agoen, wéi zum Beispill bei de Baugeneemegungen. Dat wäerte mer och virun Ouschtere kënnen deposéieren.

Bei anere prozeduralen Aspekter hu mer en Aarbechtsgrupp agesat, an deem déi eenzel Ministèren – dat ass Logement, dat ass Interieur, dat ass Ëmwelt, dat ass zum Deel Bauten – do zesummekommen. An do hu mer eis och e kloren Delai ginn: Bis spéitstens Enn Mee mussen do Propositiounen um Dësch leien, wou dann d'Regierung decidéiert, wat se mat deene Propositioune mécht. Déi sinn also prozeduraler Natur.

Wat d'Banken ubelaangt, sou sinn dat Diskussiounen, déi ech de Finanzminister gebieden hunn, mat de Regulateuren an de Banken ze féieren. Do geet et virun allem ëm zwee Aspekter:

Dat eent ass d'Eegekapital, wat ee muss hunn, fir kënnen eng Wunneng ze kafen, déi verlount gëtt: A

wéi enger Natur mussen déi 20 % bestoen? Ass dat Cash oder och eppes aneschteres?

An dat anert ass dee Krittär, deen haut besteet, éier eng Bank kann eng Residence, déi gebaut gëtt, finanzéieren. Do mussen hautzudaags 80 % verkaaft ginn. Mir wëlle kucken, ob een deen Taux am Gespréich tëscht dem Staat an dem Bankesecteur eventuell mat Garantien oder Promesse-d'achate ka reduzéieren, fir datt och do méi gebaut gëtt, éier vläicht 80 % verkaf sinn.

An dann de leschte Punkt, dat betrëfft d'Kooperatioun mam Privatsecteur beim Bau vu Logement-abordablen. Et ass eng staark Intentioun vun der Regierung, dat ze maachen. Et ass an der Vergaangenheet ausschliisslech an ëffentlecher Hand gewiescht. Mir mengen, datt dat net duergeet. An duerfir hu mer de Logementsminister gebieden, och déi Gespréicher mam Secteur ze feieren. A mir wäerte bis Enn Mee och do eng Propositioun um Dësch leien hunn.

Schliisslech wëll ech soen, datt ech vill an aner gutt Iddie vun aneren Acteuren zum Logement kritt hunn an och gären héieren. Duerfir ass d'Regierung ëmmer op. Ech sinn do fir nozelauschteren, zesumme mat de Kolleegen aus der Regierung. D'Gewerkschafte sinn zum Beispill där, déi sech an deem Kontext gemellt hunn. A selbstverständlech empfänken ech d'Gewerkschaften zu deem Theema, mee och zu villen aneren. Well hei geet et ëm d'gesamtekonomesch Lag. Ugangs Mäerz wier och esou e Gespréich. Mee d'Réunion nationale du logement huet zum Zil, d'Offer ze vergréisseren, an d'Offer huet zu engem groussen Deel eppes mat de Prozeduren ze doen.

An ech mengen, dat wier dee richtege Moment fir de Minister vun den Affaires intérieures, d'Transitioun ze maachen. Här President, wann Der erlaabt?

**M. Claude Wiseler,** Président | Selbstverständlech erlaaben ech. Här Inneminister, et ass un Iech.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci och fir déi Froen. Mir hunn eng Rei konkreet Mesüre virgesinn:

Déi éischt ass, datt ech bis de 15. Mäerz wëll eng Circulaire un d'Gemenge schécken, fir datt déi Gemengen, déi eng Bautekommissioun hunn, déi reegelméisseg aberuffen an/oder kucken, ob se all klenge Projet – wann eng Fënster gewiesselt gëtt – mussen an d'Bautekommissioun huelen, fir datt mer schnell virukommen; net datt d'Bautekommissiounen d'Prozedure verlängeren.

Den zweete konkreete Projet ass, datt mer d'Baugeneemegung an Zukunft direkt op zwee Joer wëllen eropsetzen. Dat dréit zu der administrativer Vereinfachung bäi. Mir wäerten dat och d'nächst Woch mam Syvicol beschwätzen. An ech wëll do bis Enn Mäerz e Projet de loi virleeën.

Dann ass och de Prinzipp vum „Silence vaut accord". Dat heescht, wann do innerhalb vu véier Méint eng Gemeng keng Baugeneemegung ginn hätt, datt dann am Prinzipp „Silence vaut accord" spillt. Och dee Projet wëll ech an den nächste Woche mam Syvicol beschwätzen. An ech sinn zouversiichtlech, datt mer do e Projet de loi bis Enn Juni dëst Joer kënne virleeën.

Dann de Remembrement ministériel: Do si mer amgaangen, un den Amendementer ze schaffen. Déi wäerte mer och deponéiere virum Summer 2024, wéi och d'Amendementer par rapport zur Mopo (ndlr: Modification ponctuelle) vun engem PAG. Do si meng Leit och amgaangen, drun ze schaffen.

Da wëll ech och drop hiweisen: Niewent de Prozeduren ass et mer och wichteg, datt mer als Inneministère eis Roll als Beroder fir d'Gemenge wouerhuelen. A besonnesch hei an dësem Fall kënne mer wierklech e Partenaire si vun de Gemengen a vun deene Leit, déi e Projet wëlle bauen. An duerfir hu mer eis och schonn éischt Gedanke gemaach, fir déi Plattform vun der Concertatioun auszebauen.

Natierlech brauche mer méi Manpower, mee mir wëllen, besonnesch direkt am éischte Stadium, ganz am Ufank, mat de betraffene Leit, mat de Gemengen, mam Bauhär, mat de Promoteuren zesummekommen, fir datt een am Ufank direkt d'Full Picture kritt: Wat sinn d'Hindernisser eventuell? Wat kann ee maachen? Well wann een eng Kéier alles kloer definéiert huet, da geet et herno zum Schluss méi séier. An och un där Acceleratioun si mer amgaangen ze schaffen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Inneminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 40 vum Här Ben Polidori un den Här Inneminister iwwert d'Finanzéierung vum informatesche Material fir d'Grondschoulen. Här Polidori.

**– Question n° 40 du 27 février 2024 de M. Ben Polidori relative au financement du matériel informatique des écoles fondamentales, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Joer gouf et eng Proposition de loi mat der Nummer 7883, wou d'CSV sech derfir agesat huet, dass all Kand de selwechten Accès op informatescht Material soll hunn, egal ob et an enger finanziell gutt situéierter Gemeng lieft oder an enger finanziell manner gutt situéierter Gemeng. Duerch déi grouss Ënnerscheeder bei de finanzielle Moyene vun de Gemenge gëtt et grouss Inegalitéiten, déi grad de Kanner aus de Menagë mat engem méi niddregen Akommes laangfristeg zum Nodeel ginn. Dëst gouf jo och duerch d'Covidpandemie däitlech sichtbar.

Dës Proposition de loi gouf mat de Stëmme vun der deemoleger Majoritéit ofgeleent. Am Koalitiounsaccord gëtt dëse Punkt ënnert dem Abschnitt ..., nieft anere Punkten, ugeschwat, nämlech dass d'Regierung wëll Diskussioune mat de Gemengeresponsabelen ophuelen, fir iwwert d'Ausstattung mat dem informatesche Material an de Schoulen ze schwätzen. Grad kleng Gemengen hu mat steigender demografescher Entwécklung an de Käschte vun enger moderner informatescher Infrastruktur ze kämpfen. Ongläichheete sinn hei virprogramméiert.

An dësem Zesummenhang wéilt ech dem Inneminister follgend Froe stellen:

Wéi gedenkt de Minister, d'Gemengen ze ënnerstëtzen, déi sech dëst Material net kënne leeschten? Wat fir e Budget kéinten d'Gemengen iwwert déi nächst Joren dofir zur Verfügung gestallt kréien? Huet de Minister scho Gespréicher mat de Gemengen opgeholl, fir esou séier wéi méiglech iwwert dëst Virhaben ze tranchéieren an d'Schoulen esou séier wéi méiglech ze ekipéieren? Wa jo, wou sinn dës Gespréicher momentan drun?

An zweet Fro: Wa jo, kann de Minister schonn en ongefeieren Zäitpunkt nennen, bis wéini alleguerten d'Schoulen am Fondamental kéinten zu de selwechte Konditiounen ekipéiert ginn?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Dann ass d'Wuert erëm fir den Inneminister. Här Gloden.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci fir déi Fro. Et ass natierlech och eng Fro, déi den Educatiounsminister betrëfft, den Här Meisch. Eeben opgrond vun deenen Diskussiounen, déi mer an der leschter Legislaturperiod hei am héijen Haus gefouert hunn, hu mer dee Passus an de Koalitiounsaccord gesat, deen ech Iech och nach eng Kéier wéilt virliesen, am Kapitel iwwert d'Compétences des communes et de l'État.

Ech zitéieren: „Suite au transfert du personnel enseignant des écoles fondamentales des communes vers l'État en 2009, il existe des incohérences entre les attributions des communes et de l'État dans le domaine de l'éducation. Voilà pourquoi une adaptation des compétences s'impose. Des discussions avec les représentants des communes seront menées sur les points suivants : mise à disposition des bâtiments, définition des objectifs de développement des écoles dans le cadre d'un nouveau plan de développement scolaire, mise à disposition du budget, gestion des ressources humaines, autonomie pédagogique et fourniture en matériel informatique."

De Kolleeg, de Minister Claude Meisch, hat schonn den 29. Januar en éischten Echange mam Syvicol am Kader vun der „Bildung am Dialog". An esou wéi et am Regierungsprogramm beschriwwen ass, wäerte mer déi Fro do gemeinsam diskutéieren. Ech kann Iech awer haut elo nach kee prezise Kalenner soen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Inneminister.

An Dir kéint bal heiuewe bleiwen, well elo komme mer zur Fro Nummer 41 vum Här Guy Arendt un den Här Inneminister iwwert d'Initiativrecht vu Gemengeconseilleren, fir e Punkt op d'Dagesuerdung vum Gemengerot ze setzen. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 41 du 27 février 2024 de M. Guy Arendt relative au droit d'initiative d'un conseiller communal de porter un point à l'ordre du jour d'une séance du conseil communal, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**M. Guy Arendt** (DP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn am Fong eng Fro un, effektiv, den Inneminister. Ech hunn nämlech an enger Wochenzäitschréft kënne rezent en Artikel liesen, dee sech mat engem Reglement aus enger Majorzgemeng befaasst huet.

Dat Reglement gesäit vir, datt de Gemengerot iwwer Virschléi vu senge Memberen zur Erweiderung vun der Dagesuerdnung vun enger Conseilssëtzung ofstëmme muss. D'Conseillere kënnen zwar Proposen erareechen a virdroen, allerdéngs soll de Gemengerot uschléissend doriwwer entscheeden, ob de Punkt op der Dagesuerdnung bleift oder ob doriwwer diskutéiert an ofgestëmmt gëtt respektiv ob de Sujet an eng net ëffentlech Gemengekommissioun verwise gëtt.

D'Gemengegesetz vun 1988 gesäit a sengem Artikel 13 vir, datt de Schäfferot Sujeten, déi Conseillere proposéieren, op d'Dagesuerdnung setze muss, wa si – an ech betounen! –, vu kommunalem Interesse sinn a bannent enger bestëmmter Frist schréftlech eragereecht ginn. Wéi domadder spéiderhi verfuer gëtt, dat ass net prezis gereegelt. Dat kann dozou féieren, datt déi politesch Majoritéit grondsätzlech onbequeem Sujeten ofwiert, fir sech dozou net positionéieren ze mussen.

Aus deem Grond wollt ech dem Här Minister follgend Froe stellen:

Éischtens: Respektéiert Ärer Meenung no dëst Reglement d'Hiérarchie des normes, déi ganz kloer e gesetzlech verankert Recht iwwer e Gemengereglement setzt?

Zweetens: Sidd Dir der Meenung, datt hei, am Interesse vun de Rechter vun de Conseilleren, nach gesetzlech nogebessert respektiv preziséiert muss ginn?

Ech soe Merci fir d'Äntwert.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Arendt. Här Inneminister.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här Arendt, fir dës Fro. Esou wéi et am Gemengegesetz am Artikel 13 steet, muss all Gemengeconseiller kënnen e Punkt op den Ordre du jour setze loossen. E mécht do eng schréftlech Demande, déi motivéiert ass. Déi muss mindestens dräi Deeg virun der Reunioun vum Gemengerot drop sinn.

Mir hunn elo Fäll, an déi si mir och ugedroe ginn, vun deem Reglement, vun deem Der schwätzt. Ech weess, ee vun Äre Parteikolleege sëtzt do am Gemengerot, mengen ech. Dat ass dee Passus, wann eng Diskussioun ass oder eng Fro, ob et an d'Gemengekompetenz gehéiert, da kann am Gemengerot iwwert de Punkt ofgestëmmt ginn, ob dee Punkt, deen op den Ordre du jour soll gesat ginn, an d'Kompetenz vum Gemengerot gehéiert oder net.

Dat ass d'ratio legis vun deem Passage an deem Gemengereglement, deen Der, mengen ech, envisagéiert. Duerfir, ganz kloer, muss à ce stade net weider legiferéiert ginn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Inneminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 42 vum Här Mars Di Bartolomeo un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus iwwert d'Evolutioun vun den Energiepräisser. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 42 du 27 février 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'évolution du prix de l'énergie, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme**

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci, Här President. D'Gaspräisser um europäesche Maart sinn an deene leschte Wochen op deen niddregste Stand zënter Ufank vun der Attack vu Russland géint d'Ukrain gefall a souguer doriwwer ewech op deen niddregste Stand zënter dräi Joer.

D'Ursaache si bekannt: mëlle Wanter, niddrege Verbrauch, Spuermoossnamen, gutt gefëllte Späicheren, déi op déi viregt Ursaachen zréckzeféiere sinn, relativ héicht Ugebuet u Gas an éischt Resultater vum Ausbau vun den erneierbaren Energien.

Eng änlech Evolutioun gëtt et bei de Stroumpräisser, allerdéngs net grad esou accentuéiert.

An dofir meng Froen un de Wirtschafts- an Energieminister: Wéi a wéini wäerte sech déi Evolutiounen op eis Haushalter, op eis Ekonomie auswierken, eng Evolutioun, déi dach spektakulär ass an esou net erwaart ginn ass? Wéi wäert sech déi Evolutioun op d'Regierungspolitick auswierken, ënner anerem op déi Moossnamen, fir d'Energiepräisser ofzefiederen? A wéi entwéckelt sech de Bilan? Et kann een net elo den Detail scho kennen, mee wéi entwéckelt sech de Bilan vun de Lëtzebuerger Gasliwweranten?

Voilà. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Dann huet den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus d'Wuert.

**M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Merci och, Här Di Bartolomeo, fir déi Fro. Et ass effektiv esou, dass mer gesinn, dass d'Präisser souwuel fir Gas wéi fir Elektresch um Grousshandelsmarché an der leschter Zäit erëm erofgaange sinn.

Et gesäit een awer trotzdeem, dass am Verglach zu virun der Kris eng vill méi grouss Volatilitéit an den Energiepräisser ass, souwuel beim Elektreschen, wéi dat och am Gassecteur ass. Grad dofir hunn alleguerten déi, déi Energie verkafen, Strategien, fir dës am Virfeld anzekafen, fir eng Stabilitéit vum Präis kënnen ze garantéieren.

Wann ee gesäit …, an do ass de groussen Ënnerscheed tëschent de Menagen op där enger Säit an den Entreprisen op där anerer Säit: Bei de Menagen ass et esou, dass do d'Fournisseuren déi am Virfeld iwwert hir eegen definéiert Strategie akafen. Dat geet bis zu e puer Joer virdrun. Dofir, mir hunn och gesinn, dass am Ufank vun der Kris, wéi d'Energiepräisser séier an d'Luucht geschnellt sinn, déi awer net direkt beim Ennclient ukomm sinn, well eebe grad do scho Verschiddenes, sief et Gas oder Elektresch, laang am Virfeld akaaft ginn ass, soudass et dann eng gewësse Stabilitéit nach ass an deem Moment, wou d'Präisser ganz staark an d'Luucht ginn, fir dat eeben dann ze equilibréieren, souwuel beim Gas wéi och beim Elektreschen.

Bei der Wirtschaft, fir op déi Fro ze kommen, déi Der gestallt hutt, do ass et sou, dass et ganz grouss Betriber gëtt, déi Kontrakter maachen iwwer eng gewëssen Durée. Do gëtt de Präis also fixéiert op engem gewëssenen Niveau, wou dann iwwer eng Durée de Präis fir Gas oder fir Elektresch dann iwwert déi ganz Durée och deen nämmlechten ass.

Natierlech huet een do gesinn, dass wärend der Kris dee Präis dann och stabill war an och ganz gutt war fir déi Betriber, déi kuerz virun der Energiekris hir Präisser fixéiert hunn. Problemer haten zu deem Moment awer Entreprisen, déi sech, wéi de Präis an d'Luucht geschnellt ass, dunn hu missen zu engem neie Contrat d'approvisionnement bekennen, esou een ënnerschreiwen, an deen dann op engem ganz héijen Niveau fixéiert hu fir weiderzegoen.

Zu deem Moment huet sech awer d'Fro gestallt: Ass iwwerhaapt nach genuch Gas an Elektresch do an Zukunft? Kënne mer et garantéieren, dass d'Präisser net weider an d'Luucht ginn? An dat si Betriber, déi elo zu dësen Zäiten, wou d'Präisser erëm ganz staark erofgaange sinn, natierlech nach vill méi en héijen Energiepräis ze bezuelen hunn. A mir wäerten an deem nächste Projet de loi um Ordre du jour och dorobber nach eng Kéier ze schwätze kommen. Aner Entreprisë sinn op de Wee gaangen, fir um Spotmarché ze kafen, wou se awer voll der Volatilitéit vum Marché ausgesat sinn an den Energiepräisser.

Et gesäit een also, dass do d'Elektresch e bësse méi lues erofgeet an de Gas awer vill méi séier erofgeet, well do den Approvisionnement vun de Fournisseure vill méi kuerzfristeg ass, wéi dat beim Elektreschen ass. Zu de Bilane vun de Fournisseure kann ech Iech zu dësem Moment nach näischt soen. Déi wäerten awer publizéiert ginn, soubal wéi déi d'Joer 2023 ofgeschloss hunn.

Merci villmools.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 43 vun der Madamm Corinne Cahen un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Unerkennung vun der Musekstherapie. Madamm Cahen.

**– Question n° 43 du 27 février 2024 de Mme Corinne Cahen relative à la reconnaissance de la musicothérapie, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Villmools merci, Här President. Leschte Weekend war de Festival des migrations, des cultures et de la citoyenneté an do hunn ech och de Stand gesi vun der Gesellschaft fir Musektherapie zu Lëtzebuerg. Do sinn ech mat hinnen an d'Gespréich komm, an effektiv ass et esou, dass ee weess, dass Musek immens hëlleft an der Behandlung, dass een, notamment bei demenzerkrankte Leit, do wierklech ka grouss Fortschrëtter maachen.

Virun dräi Joer hat den Info-Zenter Demenz eng Konferenz zu deem Theema, wou gewise ginn ass an engem Film, dass Leit, déi guer net méi schwätzen, déi iwwerhaapt net méi participéieren un iergendeppes, wann déi da Musek héieren, déi se un dat erënnert, wat se vläicht an der Kandheet kannt hunn oder sou, dass se da souguer ufänken …, bis zum Matsangen, Summen oder Matsangen.

Dat heescht, Musek ass schonn eppes, wat en „Door Opener" ass, soen ech emol, fir u Leit erunzekommen, deenen et net esou gutt geet. An et ass esou, dass d'Musektherapie unerkannt ass a verschiddenen europäesche Länner an och doriwwer eraus, notamment zum Beispill an Éisträich, Litauen, Lettland, mee, ech mengen, och an Italien, a Serbien, an der Schwäiz, a Groussbritannien.

Elo ass et esou, dass et do natierlech e bëssen e Wildwuchs ass. Wat ass e Musektherapeut? Wat muss ee studéiert hunn, fir sech iwwerhaapt kënne Musektherapeut ze nennen? Zu Lëtzebuerg ass dat, wéi gesot, net definéiert. An dofir wollt ech d'Gesondheetsministesch froen, ob si sech do scho Gedanke gemaach huet, ob si eventuell schonn déi Gesellschaft fir Musektherapie zu Lëtzebuerg gesinn huet, respektiv ob et do Iwwerleeunge gëtt, fir d'Musektherapie respektiv d'Konschttherapie unzeerkennen, fir dann eeben dee Moment och de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, kënnen dovunner ze profitéieren.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Cahen. Dann huet d'Wuert: d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Merci, Madamm Cahen, fir déi séier néideg Fro. Ech wéilt elo emol fir d'éischt op den Accord de coalition verweisen. Säit 102 steet: „Le Gouvernement va analyser la possibilité de reconnaissance des thérapies non conventionnelles." Ech denken, datt d'Musektherapie dee Moment zu deem Spektrum gehéiert, mee och d'Konschttherapie an all aner Therapien, déi elo net sou konventionell ënnerwee sinn.

Mir wäerten déi Analys fondéiert maachen. Mir wäerten all déi Leit empfänken, déi an deem Beräich aktiv sinn. Mee ech kann Iech elo scho mat op de Wee ginn, datt an deenen Haiser, déi ech déi lescht Woche besicht hunn, ënner anerem schonn an der Konschttherapie ganz valabel Aktivitéite sinn. A mir wäerten dat ausweiten op d'Musektherapie a gegeebenefalls e legale Kader setzen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch.

Da komme mer elo zur leschter Fro vun haut de Mëtten, d'Fro Nummer 44 vun der Madamm Lydie Polfer un den Här Inneminister iwwert den Tëschebilan vun den neien Dispositiffen iwwert déi verschidde Forme vun Infraktiounen. Madamm Polfer, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 44 du 27 février 2024 de Mme Lydie Polfer relative au bilan intermédiaire depuis l'entrée en vigueur de nouveaux dispositifs relatifs aux différentes formes d'infractions, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Merci, Här President. Här Minister, Dir hat ons sou Mëtt Januar ugekënnegt, datt et géif zu engem Renforcement vun der Polizeipresenz am ëffentleche Raum an der Uewerstad an och op der Gare kommen – an ech hunn dat natierlech ganz begréisst –, an dat zwar, fir verschidde Situatiounen ze iwwerpréiwen a verschiddenen Domänen, déi awer alleguerte souwuel d'Sécherheet wéi d'Salubritéit wéi den Accès zu ëffentlechen a private Gebaier ubelaangen, gradewéi den Drogekonsum an d'Dealen an och d'Immigratioun.

Elo, e gudde Mount méi spéit, wier ech frou, wann Der ons kéint soen, wat déi Aktioune vun der Polizei bruecht hunn, wat virgaangen ass. Ech kann Iech op alle Fall versécheren, datt mir op alle Fall festgestallt hunn, datt et eng net Verbesserung an der Stad ginn ass.

Merci fir d'Äntwert.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Polfer. An d'Wuert huet elo den Inneminister. Här Inneminister.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci, Madamm Polfer, fir déi Fro. Wéi Der richteg drop higewisen hutt, ass deen Dispositif en place gesat ginn, fir der Drogebekämpfung, ënner anerem och dem Proxenetismus, der Insalubritéit, der illegaler Immigratioun an der Mendicité organisée nozegoen.

Den Dispositif huet ugefaangen de 15. Januar. An ech ginn Iech elo de Bilan vun den Zuele vun deene Virfäll, déi ech rapportéiert kritt hunn, bis den 22. Februar. Ech erënneren och drun: D'Police huet lues mam Dispositif ugefaangen am Ufank an ass du graduell eropgaangen.

Am Ganze sinn am Kader vun deem Dispositif 438 Persoune kontrolléiert ginn. Dovunner konnte fënnef Leit sech net direkt ausweisen, soudatt déi hu misse matgeholl ginn. Zwee Fäll vun Heescherei hu mer festgestallt: Een ass mat engem Becher de Leit am Garer Quartier nogelaf an deen aneren ass jo de bekannte Fall vum Här Kmiotek.

*(Brouhaha, hilarité et interruptions)*

Eelef Drogendelikter si festgestallt ginn – do ass et zu zwou Verhaftunge komm. Da si 14 Signalementer gemaach ginn, dat heescht, déi Leit, déi kontrolléiert gi sinn, dovunner si 14 Stéck an de Fichiere souzesoe lokaliséiert ginn. Doniewent huet 61-mol d'Police d'Garantie d'accès, de Platzverweis, sou wéi en haut am Gesetz gereegelt ass, duerchgezunn. Ech betounen: Dat ouni Usage de force! D'Police huet mat deene Leit geschwat an do sinn déi fräiwëlleg gaangen.

Fënnef Friemennotize sinn ausgestallt ginn. Et sinn och 75 Infractiounen géint de Code de la route festgestallt ginn. Dobäi kënnt dann déi Aktioun vum 7. Februar, wou d'Police, ënner anerem d'Police an d'ITM, am Garer Quartier ënnerwee waren, fir och eng Rei Infractioune festzestellen.

Den Dispositif leeft virun. Ech si frou, aus Ärem Mond ze héieren, datt et eppes bréngt, a mir wäerte weiderhin d'Situatioun evaluéieren, zesumme mat der Police a mat der Stad Lëtzebuerg.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Inneminister. Domat wäre mer dann um Schluss vun eiser Froestonn.

## 8. Résolution de M. Gusty Graas relative à la situation en Ukraine

*(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 14 de ce compte rendu)*

Ech géif Iech elo proposéieren, datt mer déi zwou Resolutiounen, déi um Ufank vun haut de Mëtteg vum Här Graas deposéiert gi sinn, och elo traitéieren. Här Graas, Dir wëllt nach eng Kéier d'Wuert huelen. Mir huelen eng no där anerer, fir d'éischt déi iwwert d'Ukrain. D'Situatioun ass esou, datt den Auteur fënnef Minutten huet, all Fraktioun huet fënnef Minutten, all Sensibilitéit huet zwou Minutten an d'Regierung – wa se da wëll schwätzen, wat awer net noutwendeg ass, well dat hei ass eng Resolutioun – hätt fënnef Minutten, wa se wéilt schwätzen. Här Graas.

***Exposé***

**M. Gusty Graas** (DP), auteur | Merci, Här President. Effektiv, de 24. Februar 2022 war e ganz schlëmmen Dag, net nëmme fir d'Ukrain, net nëmme fir Europa, mee fir d'ganz Welt. Wa mer den aktuelle Bilan bis elo kucken, an ech beruffe mech hei op d'Zuele vun der Mission de surveillance des droits de l'homme des Nations Unies en Ukraine, dann hu mer bis elo 30.457 Victimmen, dorënner 10.582 Doudeger.

Wat eis awer nach méi muss interpelléieren, dat ass déi Deportatioun vu Kanner: Bis elo goufen 19.546 Kanner forcéiert, d'Ukrain ze verloossen, a se sinn a sougenannt „Ëmerzéiungslager" transferéiert ginn. Dat ass ouni Zweifel contraire zum internationale Recht, besonnesch wat den Artikel 2 vun der Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide ubelaangt, an ech mengen, dat ass eng Situatioun, déi kann een ënner kengen Ëmstänn akzeptéieren!

Als Chamber solle mer eis haut och dozou prononcéieren, net nëmmen zu deem Volet do, mee insgesamt zu der Situatioun an der Ukrain. Mir sollen och hei nach eng Kéier ënnersträichen, datt et immens wichteg ass, datt mer dat och ënnersträichen, datt et an deem Sënn vun der Lëtzebuerger Regierung meritoire ass, datt mer bis elo all Hëllef geleescht hunn, déi méiglech ass, sief dat um humanitäre Plang, sief dat awer virun ënner allem och um militäresche Plang. Ech erënneren hei och un eng Motioun, déi mer als Chamber hei arrêtéiert hunn den 2. Juni 2022.

Mir sollen haut hei och de Solidaritéitsgedanke vis-à-vis vun dem ukrainesche Vollek nach eng Kéier erneieren. Dat hu mer schonn e puermol gemaach. A fir déi, déi hei derbäi waren, wéi de President Selenskyj sech live hei un d'Chamber deemools adresséiert huet – ech mengen, dat war am Juni 2022 –, war dat wierklech en emouvante Moment! An dat solle mer nach eng Kéier haut an Erënnerung ruffen.

A mir sollen drop hiweisen, datt d'Lëtzebuerger Parlament nu wierklech awer steet fir déi Valeuren, déi sollen an engem Rechtsstaat vertruede ginn, sief dat Oppenheet, sief dat Schutz vu Minoritéiten, sief dat virun allem Liberté d'expression, an datt déi hei solle ganz kloer nach eng Kéier ënnerstrach ginn.

Mir géifen och d'Fédération de la Russie hei wierklech invitéieren, direkt – direkt! – mat de militäreschen Aktivitéiten an der Ukrain opzehalen. Mir sinn och der Meenung, datt se soll zouloossen, datt international Organisatiounen, wéi zum Beispill den Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme an och d'Unicef, sollen d'Méiglechkeet kréien, d'Situatioun ze analyséieren – an nach eng Kéier, wéi gesot, virun allem och, wat dee Volet vun den deportéierte Kanner ubelaangt.

Mir wäerten eis och derfir asetzen, datt och an Zukunft déi néideg Ënnerstëtzung garantéiert gëtt, wat, wéi gesot, de Processus international ubelaangt, fir datt eeben d'Situatioun an der Ukrain esou séier wéi méiglech wäert änneren a virun allem natierlech fir datt et zu engem Waffestëllstand do wäert kommen.

Mir sinn awer och der Meenung, datt de russesche Regimm ganz kloer fir déi Doten, déi e bis elo gemaach huet, do muss zur Rechenschaft gezu ginn!

Wat mir als Lëtzebuerger Land och kënne maachen, dat ass zum Beispill, datt déi Avoiren, déi natierlech och hei zu Lëtzebuerg gegeebenefalls stockéiert sinn, déi Interêten, déi generéiert goufen, datt déi u sech och solle geléiert ginn.

Mir fannen et och gutt, datt u sech duerch déi Invitatioun, déi d'Ukrain elo krut, fir um nächsten NATO-Sommet deelzehuelen, deen zwëscht dem 9. an 11. Juli zu Washington ass, d'Ukrain soll present sinn.

An, wéi gesot, nach eng Kéier: Dat wier dann och mäi Wonsch, datt duerch déi Resolutioun hei géif vun der Lëtzebuerger Chamber ënnerstrach ginn, datt mer nach eng Kéier wëllen eise Soutien erneiere vis-à-vis vum ukrainesche Vollek an datt mer och an Zukunft eis wäerte mat alle Méiglechkeeten derfir asetzen, datt dee Konflikt, dee bis elo extreem vill Misär, net nëmme fir d'ukrainescht Vollek, mee virun allem fir d'ukrainescht Vollek, mee awer och doriwwer eraus fir d'ganz westlech Welt, mat sech bruecht huet, datt deen esou séier wéi méiglech wäert agestallt ginn.

Ech sinn, wéi gesot, frou, datt bis zu dësem Zäitpunkt eng ganz Rei Kolleegen och déi Resolutioun hei mat ënnerstëtzt hunn. Ech weess, datt vun de Kolleege vun der ADR gewësse Reserve komm sinn. Ech ginn dervun aus, datt hire Vertrieder sech dozou och nach wäert erklären. D'Kolleege vun déi Lénk wäerten natierlech och hir Positioun dozou huelen.

All deenen anere Fraktiounen a Sensibilité-politiquen e grousse Merci fir déi Ënnerstëtzung an ech hoffen awer, datt d'Lëtzebuerger Parlament haut e ganz wichtegt Signal setzt, e ganz wichtegt Signal a Richtung vun Ënnerstëtzung vum ukrainesche Vollek a virun allem awer och a Richtung vun Ënnerstëtzung vun engem Rechtsstaat, an och, datt et net ka sinn, datt einfach esou e Vollek vun engem auswäertegen Invasor esou iwwerfall gëtt, wou guer keng Ursaach bestanen huet. An dowéinst wäerte mer eis och an Zukunft derfir asetzen, datt dee Konflikt esou séier wéi méiglech wäert geléist ginn.

Ech soen Iech Merci am Viraus fir Är Ënnerstëtzung!

**M. Fernand Etgen** (DP) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Graas.

Sinn zu dëser Resolutioun Wuertmeldungen? Da sollen d'Leit sech elo melden. Ech hunn den Här Hansen, den Här Bausch, den Här Wagner, den Här Clement, den Här Kartheiser, den Här Cruchten. Ok. Fänke mer u mam Här Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Villmools merci, Här President. Ech mengen, dat heiten ass e Pabeier, dee mer musse mat zwou Hänn ënnerschreiwen. D'Situatioun – ech konnt et selwer feststellen dohannen – ass dramatesch! Et feelt un allem an et gëtt vun allem gebraucht. Wat se am Moment hunn, geet just duer, fir net direkt plattgemaach ze ginn. Et geet awer net duer, fir dëse Krich ze gewannen. An ech mengen, mir mussen hei och drun denken, wat dat doten u Symbolcharakter huet, well wann do d'Russen de Krich wannen, da sinn anerer, déi wäerten dat doten nomaachen. Et sinn anerer, déi wäerten och op aneren Territoiren dat dote probéieren.

Ech mengen, et sinn e puer Saachen dran, den Här Graas huet et gesot, notamment och d'Utilisatioun vun den Avoiren, déi geléiert sinn, datt een do iwwerleet, ob ee mat deenen Interêten eventuell un der Rekonstruktioun an der Ukrain ka schaffen. Do si méi Memberstaaten an der Europäescher Unioun, déi am Moment schonn doriwwer nodenken. Dat muss een natierlech juristesch ofsécheren, mee ech mengen, et ass op alle Fall wichteg, datt mer et maachen.

An en anert, ech mengen, dat hunn ech och dohanne gemierkt: D'Leit hunn einfach och emol gelaacht, well mer do waren. Dat bréngt hinne Courage. A mir sinn eis do och heiansdo guer net bewosst, wat Lëtzebuerg iwwerhaapt an der Ukrain bedeit. Wann Der mat deenen e bësse méi eelere Leit geschwat hutt, ech soen elo, RTL Lëtzebuerg, zum Beispill, ass fir déi deemools den eenzege Radio gewiescht, dee si lauschtere konnten an doduerch krute si hir Informatiounen. Dat heescht, Lëtzebuerger dohannen ze gesinn, ass immens wichteg, an där Roll musse mer eis och wierklech bewosst sinn an déi och nach weider stäerken!

An, ech mengen, en anert wichtegt symbolescht Zeechen – dat ass de leschte Punkt –, dat ass, datt mer och probéieren, datt d'Ukrain op den nächsten NATO-Sommet op Washington am Juli invitéiert gëtt. Dat ass eng immens staark Symbolik. Do musse mer derhannert stoen. An dat weist och deenen aneren, datt mer wierklech zu 32 elo mëttlerweil hannert der Ukrain stinn an datt dee Support duerch näischt ze erschütteren ass.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hansen. Här Bausch, et ass un Iech.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President. Mir ënnerstëtze selbstverständlech och dës Resolutioun.

An ech géif just dem Här Hansen wëlle soen, datt ee soll oppassen am Sproochgebrauch, wa mer driwwer schwätzen, wat mer bezwecke mat eiser Ënnerstëtzung. Mir bezwecken net, datt d'Ukrain de Krich gewënnt. D'Ukrain huet kee Krich ugefaangen. Mir bezwecken heimat, datt d'Ukrain hiren Territoire ka verteidegen – dat ass eng grouss Differenz! De Krich huet Russland gefouert. Russland huet mat där Aktioun e friemen Territoire ugegraff a versicht, sech mat Waffegewalt en Territoire unzëeegnen, mat alle brutale Mëttelen, déi mer jo entre-temps kennen.

Et ass eng weesentlech Differenz, och no baussen. Mir sollen dat ëmmer erëm ënnersträichen. Et ass e Recht vun engem Vollek, sech a säin Territoire ze verteidegen. Dat ass Vëlkerrecht. An et ass och duerfir e Recht vun engem Vollek, wann et bedrot ass a wann et säin Territoire wëll verteidegen, en Appell ze maachen un déi international Vëlkergemeinschaft fir Ënnerstëtzung. An dat ass dat, wat d'Ukrainer gemaach hunn, a mir hunn och déi Ënnerstëtzung do ginn. Ech mengen, dat ass eng grouss Differenz.

An et ass och esou, datt d'ukrainescht Vollek de Moment do e Kampf féiert, dee fir eis matgefouert gëtt, well et geet ëm d'Baussegrenze vun der Europäescher Unioun. Et geet awer och drëms, ze weisen, datt am 21. Joerhonnert esou eppes net méi dierf sinn an net méi däerf geschéien. A genau dat muss verhënnert ginn. Hei muss verhënnert ginn, datt Russland sech eeben am 21. Joerhonnert mat Waffegewalt duerchsetzt, an duerfir plädéiere mir derfir, datt een, esou laang wéi et nëmme méiglech ass, d'Ukrainer ënnerstëtzt, souwuel militäresch wéi och humanitär.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. D'international Situatioun ass immens grav. An notamment elo och an Europa par rapport zur russescher Invasioun vun der Ukrain, déi leider schonn iwwer zwee Joer undauert. An do stellt een natierlech fest, datt bis elo nach keen Enn a Siicht ass. Keen Enn vum mënschleche Leed vun der ukrainescher Bevëlkerung, vun der ukrainescher Zivillbevëlkerung, déi weiderhin ënner Beschoss bleift vun enger imperialer Muecht. An dat ass nämlech Russland.

Duerch dee Krich, deen elo zanter iwwer zwee Joer dauert, gesi mer och eng fortgeeënd Faschiséierung vum Regimm vum Här Wladimir Putin, déi och scho virdrun ugefaangen huet an déi weiderhi gréisser Forme wäert unhuelen. Eent vun de Charakteristika vun där Faschiséierung vum Regimm vum Här Putin – an dat huet och virdrun den Här Graas ugeschwat, dat stëmmt och –, dat ass déi Deportatioun vu Mannerjäregen an hir Russifizéierung, déi do soll bedriwwe ginn, wat schonn eng relativ schlëmm Saach ass a wou een net geduecht hätt, datt dat nach an Europa – well mir schwätze vun Europa! – méiglech wier.

Wat och richteg ass a wichteg ass a wat mir och an dëser Resolutioun ënnerstëtzen, dat ass, datt d'Ukrain och all déi Hëllef soll kréien, déi se brauch, fir sech ze verdeedegen – well dat ass hiert Recht! Duerno ass et natierlech och eng Fro, fir ze wëssen, wéi wäit d'ukrainesch Bevëlkerung – well dat ass jo och wichteg – bereet ass ze kämpfen. Si huet bewisen, datt se kapabel ass a bereet ass ze kämpfen, mee wéi wäit se och bereet ass, nach weiderhin ze kämpfen, mat oder ouni Hëllef, deemno wéi si se kritt vun anere Staaten …

Fir eis ass et och selbstverständlech, datt ee mam Kreml net verhandele kann ouni Kräfteverhältnes. An dofir mussen och Kräfteverhältnesser geschafe ginn.

*(Interruption par la présidence)*

An elo si mer virun der Fro: Kréie mer eng Ausdeenung vun engem Krich mat allen erdenkleche Konsequenze fir Europa oder fir d'Welt, eng Kapitulatioun vun der Ukrain mat allen erdenkleche Konsequenze fir d'Ukrain, fir Europa a fir d'Welt vläicht och, oder och Verhandlungen, déi d'Souveränitéit an och d'Sécherheet vun der Ukrain kéinte garantéieren?

An dat ass vläicht och dat, wat eis an dëser Resolutioun feelt. Dat ass och, datt de Volet trotzdeem vun de Verhandlunge misst dra sinn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir misst …

**M. David Wagner** (déi Lénk) | A! Ech hunn en anere Compteur. Entschëllegt! Mee dofir wäerte mer eis enthalen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Här Clement, et ass un Iech.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Et muss een … Et gouf virdru gesot: „De Krich ass säit zwee Joer amgaangen." Wann een an d'Regioune geet, déi am stäerkste betraff si vun dësem Krich, do ass de Krich zënter zéng Joer amgaangen, zënter Februar 2014, wéi u sech déi éischt Occupatioun vun de Russen op ukraineschem Territoire gestart huet. An et war virun zwee Joer, am Februar, wou déi grouss Invasioun stattfonnt huet, déi dat onsäglecht Leed, mat deem mer eis haut erëm musse befaassen, nach verstäerkt huet.

An u sech gouf eppes ganz Wichteges vum Kolleeg François Bausch gesot, nämlech: Et geet hei ëm Rechtsprinzippien, ëm d'internationaalt Recht, ëm d'Vëlkerrecht, dat muss virum Recht vum méi Staarke stoen. Et geet drëm, eis international Rechtsuerdnung ze verteidegen. Et geet drëm, unzeerkennen, datt d'Grenzen net unilateral kënne vun engem Land einfach esou imperialistesch geréckelt ginn. A genau dorëm geet et: Et geet drëm, u sech eis Ideologie vun enger westlecher Welt, déi sech op e Rechtsstaat baséiert, ze verteidegen. An dofir ass et esou wichteg, datt mer d'Ukrain ënnerstëtzen!

A wat nach méi wichteg ass an där ganzer Saach, dat ass déi Fro vun de Kanner, vun deenen Dausende vu Kanner, déi hei wierklech am eklatante Verstouss géint UN-Recht, géint internationaalt Recht, géint nationaalt Recht deportéiert ginn, verschleeft ginn an dann zwangsadoptéiert ginn, fir da russifizéiert ze ginn, fir datt se u sech hir Originne verléieren. An dat ass e Crime géint d'Humanitéit! An dofir ass et wichteg, dat ze denoncéieren. An dofir wäerte mir déi Resolutioun hei och mat zwou Hänn matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, villmools merci. Dat heiten ass e Sujet, deen eis wierklech alleguer wéideet. Ech mengen, mir hunn elo den zweete Joresdag vum Ufank vum Krich an Osteuropa. Ech wëll dem Här Graas an all deenen, déi hien och ënnerstëtzt hunn, fir dësen Text ze etabléieren, och dofir villmools Merci soen.

Et ass wierklech eng Fro, déi mer eis musse stellen: Wat maache mer elo, fir a Richtung vum Fridden ze kommen? Et sinn eng Rei Wierder, déi eis an dësem Text feelen. Dat Wuert „Fridden" steet net dran. Et ass awer dat, wat mer gär hätten: Mir hätte gär Fridden an Europa. Dat Wuert „Verhandlung" steet net dran. Et ass awer dee Wee, dee mir proposéieren, nämlech Verhandlunge mat Russland, tëschent der Ukrain a Russland, fir zu deem Fridden ze kommen. Dësen Text weist also keng Perspektiv. En huet kee Plang. Et ass elo just eng Prolongatioun vun deem, wat mer elo hunn, e Verspriechen, fir weider ze ënnerstëtzen, ouni eng Perspektiv, fir aus där Situatioun erauszekommen.

Mir als ADR hate vun Ufank ugesot, datt mer gär e Waffestëllstand an eng Verhandlungsléisung hätten. Aus dräi Grënn:

Fir Mënscheliewen ze schounen: Am Ableck sinn Honnertdausende vu jonke Liewen zerstéiert ginn an der Ukrain, Militären, déi gefall sinn oder schwéier verwonnt gi sinn, Zivilisten, déi ënnert dem Krich gelidden hunn, a vill hunn och de Wee an d'Ausland misse goen, an de Westen, awer och a Russland, fir sech virun de Kampfhandlungen ze schützen.

Mir haten als zweet Argument gesot, datt mer den Territoire vun der Ukrain wëllen esou wäit wéi méiglech preservéieren. A jee méi laang dee Krich virugeet – et brauch ee sech jo näischt virzemaachen –, desto méi verléiert d'Ukrain u Kontroll iwwert hiren Territoire u Russland. Dat ass einfach e Fakt, mir gesinn et all Dag. An ech mengen, wa mer verhandelt hätten, wéi mir et direkt gefrot haten, wäre Mënscheliewe geschount ginn an den Territoire vun der Ukrain hätt kënne méi preservéiert ginn.

Dat drëtt Argument, wat mer virbruecht haten, dat war dat, fir eng Escalade ze verhënneren. A wéi richteg dat Argument war, dat huet haut den Här Frieden a senger Interventioun gesot, wéi mer e gefrot hunn, wéi da seng Positioun zum Här Macron sengen Aussoen ass, well et gëtt geschwat iwwer westlech Buedemtruppen an der Ukrain, mat all deene Risiken, déi domadder verbonne sinn. An och eise Staatsminister huet gesot, datt hien net kann ausschléissen, datt dat och eng Kéier Lëtzebuerger Truppe sinn.

Dat ass net de Wee vun der ADR. Mir halen dat fir de falsche Wee. Mir bekennen eis zu der Verhandlungsléisung am Respekt selbstverständlech vum internationale Recht, wourop an deem Punkt da muss insistéiert ginn, wat duerchgesat muss ginn, souwäit wéi dat nëmme méiglech ass. Mee mir mussen deem Land eng Perspektiv ginn, de Leit eng Hoffnung, eng Perspektiv op Neesopbau, eng Perspektiv op eng nei ukrainesch Gesellschaft, déi dann och kann esou enk wéi méiglech an eise Strukture mat dra sinn, an der Europäescher Unioun notamment.

Et gëtt gesot – an den Här Graas huet extra a sengem Exposé dorobber insistéiert –, datt d'Ukrain och op NATO-Sommete soll ageluede ginn. Mir kënnen eis och do näischt virmaachen. Den Elargissement vun der NATO ass eng vun den Haaptursaachen, firwat dëse Krich geféiert gëtt. Dat ass eng Tatsaach …

*(Brouhaha et exclamations)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Es spricht für Sie: Radio Moskau!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, et ass eng Tatsaach.

*(Interruption)*

Ech weess elo net, wie vu „Radio Moskau" geschwat huet, mee ech mengen, wann ee Fridde sicht, muss ee sech einfach emol objektiv dermat auserneesetzen, firwat dat dann esou ass. Et muss een och emol kucken, datt mir als Europäer …

Ech hu leider keng Zäit hei, keng Zäit! Ech weess net, wéi vill ech do scho geschwat hunn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir hutt dräi an eng hallef Minutte geschwat, Dir hutt nach eng an eng hallef Minutten. An den Här Bausch wëll Iech duerno eng Fro stellen.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo. Ma da maache mer dat. Mee ech wollt nach ofschléissen.

… datt mer eis och musse bewosst sinn, datt dëse Krich och fir de gesamte Westen eng ganz Rei vun negative Konsequenze mat sech bréngt.

Mir hunn duerch de BRICS-Mouvement haut eng Situatioun, wou de westlechen Afloss an der Welt zréckgeet. Mir hunn eng Situatioun, wou mer duerch nei Bezuelmechanismen an der Welt monetären Afloss an Handelsaflëss verléieren. Och dat sollte mer bedenken. An et ass an eisem eegenen Interessi, och als westlech Staategemeinschaft, datt mer sollte kucken, fir esou séier wéi méiglech eng friddlech Léisung fir dëse Konflikt ze fannen.

Den Här Bausch, mengen ech, wollt mer eng Fro stellen. Ech ginn Iech gär d'Wuert, Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, Här Kartheiser, …

**M. Claude Wiseler,** Président | Et ass am Fong u mir, d'Wuert ze verdeelen, Här Kartheiser.

*(Hilarité)*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Pardon. Ech korrigéieren dat direkt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat ass kee Problem.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech froen den Här President, dem Här Bausch d'Wuert ze ginn, fir datt e mer kann déi Fro stellen, déi e mer wollt stellen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Da maache mer dat esou. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här Kartheiser, datt Der den Här President gefrot hutt, fir datt dee mer kann d'Wuert ginn.

Fir d'éischt emol, Här Kartheiser, ech fannen et wierklech net gutt, wann Der andauernd mat falsche Wourechten oder falschen Tatsaachen hei operéiert. Dir wësst ganz genau, datt just eng Kéier déi Fro an der Vergaangenheet opgeworf ginn ass, ier de Krich ugaangen ass, vun dem Ukrain-Bäitrëtt an d'NATO. An dat war den deemolegen amerikanesche President 2008, deen huet déi Iddi opbruecht. An der ganzer NATO war awer kaum een do derfir. A wësst Der, wien deemools mat als Observateur souz bei der NATO?

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Den Här Putin.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Russland. Den Här Putin. Also, haalt op, wannechgelift, Saachen ze zielen, wéi wann do Russland eppes opgedrängt kritt hätt, well zu deem Zäitpunkt hat Russland esouguer en Observateursstatus bei der NATO a mir waren an engem ganz anere Kontext!

Dat Zweet ass: Et ass net richteg, datt ee kéint einfach esou verhandelen. Well, Dir kënnt Iech jo drun erënneren, 2014 – de Krich ass jo elo schonn zéng Joer amgaangen, well d'Occupatioun vun der Krim war jo den Ufank – ass do den Accord vu Minsk erauskomm, vu Russland mat ënnerschriwwen, e verhandelten Accord. Wien huet sech a kenger Sekonn, zu kengem Moment un eppes gehale vum Accord vu Minsk? Wie war dat, Här Kartheiser?

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech äntwerten Iech gläich, wann den Här President mir et erlaabt, Iech ze äntwerten.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Duerfir haalt wannechgelift op, hei ze maachen, wéi wann een nëmme bräicht mam Här Putin ze telefonéieren, da géif dee muer heihinner kommen a ganz frëndlech mat eis schwätzen a verhandelen, fir sech friddlech zréckzezéien aus der Ukrain!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Är Froe si kloer. Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Merci, Här President. Gutt, Här Bausch, da wëll ech Iech och vläicht äntwerten. Ech wëll Iech fir d'éischt un eppes erënneren, wat 2019 am Walprogramm vun deene Grénge stoung. Wësst Der, wat do drastoung fir den Europawalprogramm? Keng Waffeliwwerung a Krichsregiounen. Wien huet et gemaach? Déi gréng Partei, den Här Bausch als Verdeedegungsminister!

*(Interruption)*

Wann also hei vu Kredibilitéit geschwat gëtt, da wëll ech soen, datt déi gréng Partei hir Wieler deemools belunn huet – belunn huet! –, well Dir hutt eppes gemaach, wat an Ärem Walprogramm ausdrécklech ausgeschloss war.

Elo zu Äre Punkten, déi Der gesot hutt. Dat Éischt ass den NATO-Elargissement. 2008 war och Lëtzebuerg nach do dergéint. Den Drock vun eisen amerikanesche Frënn ass awer konstant virugaangen. Déi Politick huet sech dunn am Laf vun de Joren …

*(Interruption)*

Dach, dat ass esou!

… huet sech am Laf vun de Joren entwéckelt.

Mir sinn der Meenung, well mer einfach wëssen, datt eng gesamteuropäesch Friddensarchitektur déi beschte Friddensgarantie fir eis all um europäesche Kontinent ass, datt mer eis sollen op dat besënnen, wat mer 1999 beim Sommet vun Istanbul an 2010 beim Sommet vun Astana zesummen ausgemaach hunn, fir kënnen eng gesamteuropäesch Sécherheetsarchitektur sécherzestellen, déi am beschten d'Interesse vun all Mënsch op eisem Kontinent garantéiert.

Dann hutt Der geschwat …, ech mengen, nom NATO-Elargissement. Wat war deen anere Punkt, Här Bausch? Hëlleft mer.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Minsk.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir misst et elo just ganz kuerz maachen, wannechgelift.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Merci. Minsk, jo, Minsk. Do wëll ech awer och drop äntwerten. D'Accorde vu Minsk: Et gouf der zwee. Do huet an der Tëschenzäit net den Här Putin gesot, datt e se net wéilt anhalen, mee d'Madamm Merkel, déi mat Frankräich zesumme Garantin war – dat waren den Här Hollande an d'Madamm Merkel, Däitschland a Frankräich ware Garante vum Minsk-Accord. An allen zwee hu se an Interviewen am Laf vun deene leschte Méint gesot, datt se dat net wollten anhalen, well d'Zil war, der Ukrain Zäit ze verschafe fir opzerüsten. Dat hu souwuel d'Madamm Merkel wéi den Här Hollande an Interviewe confirméiert.

Et ass also falsch. Ech weess net, ob den Här Putin se agehalen hätt oder net. Dat weess ech net, mee déi zwou westlech Garantiemuechten, déi derfir zoustänneg waren, nämlech Däitschland a Frankräich, hu bekannt ginn, datt se se net wollten anhalen. Derbäi kënnt, an ech wëll mat där Observatioun ophalen, datt mer deen Normandie-Format haten. Déi Hären, also Frankräich, Däitschland an … ech mengen, et war Russland an – ech weess net, wien de véierte scho méi war – vläicht d'Amerikaner waren u sech derfir zoustänneg a si haten e Mandat, och vun eis, fir am Normandie-Format ze verhandele mat Russland.

An et ass vläicht eng Konklusioun, déi ee sollt zéien: Mir sollten eis keng Directoirë ginn, déi international Verflichtungen aginn, déi se da bewosst net wëllen anhalen, wéi mer et an der Tëschenzäit gewuer gi sinn!

Ech soen Iech villmools Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Här Bausch, just fir eng kuerz Richtegstellung an net fir eng Fro an net méi fir eng Diskussioun.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Nee, nee, ech stelle keng Fro. Ech wëll just nach eng Kéier hei beleeën, wéi den Här Kartheiser d'Onwourecht seet. An eisem Walprogramm stoungen 2019 zwee Sätz zu de Waffenexporter. Deen ee war: „Zudem müssen Waffenlieferungen, die den Krieg in Syrien befeuern, gestoppt werden." An da stoung nach ënnendrënner: „Alle Waffenexporte nach Saudi-Arabien, das eine entscheidende Rolle in diesem Krieg spielt, müssen eingestellt werden." Et stoung guer näischt do vun engem generelle Verbuet vu Waffeliwwerungen a Krisegebitter, Här Kartheiser, wéi Dir dat gesot hutt. Mee mir sinn dat do vun Iech gewinnt!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Keng perséinlech Beleidegungen, Här Bausch. Nee, nee, haalt Iech domat zréck!

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Domat ass déi Diskussioun …

**M. François Bausch** (déi gréng) | Dat steet awer hei am Text!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech hunn Ären Text net virleien, mee ech géif Iech bieden, Här President, derfir ze suergen, datt den Här Bausch keng perséinlech Remarke mécht!

**M. François Bausch** (déi gréng) | O, Här Kartheiser, Dir …

**M. Claude Wiseler,** Président | Domat ass deen Dialog ofgeschloss an et ass elo den Här Cruchten, deen d'Wuert huet! Här Cruchten, et ass un Iech.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Haut ass de 734. Dag vun engem Krich, bei deem den Här Putin gemengt hat, dass en no dräi Deeg eriwwer wär. Et ass de 734. Dag, wou mer Zeie gi vu Bombardementer op d'Zivillpopulatioun, op Infrastrukturen. De 734. Dag vu Leed a Misär, vun Doud an Zerstéierung. 734 Deeg, an deenen d'Ukrain en heroesche Kampf féiert. An och wann et vläicht fir deen een oder aneren elo ofgedrosche kléngt, muss een et ëmmer erëm widderhuelen – et ass wichteg, et ëmmer erëm ze widderhuelen –: D'Ukrain kämpft och fir eis Wäerter mat, an och e Stéckelche fir eis Fräiheet!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Dem ukrainesche Vollek bleift dobäi kaum eng Nidderträchtegkeet erspuert: Ziviliste gi bombardéiert, fir se ze demoraliséieren, Kanner gi verschleeft an aus hire Famillje gerappt, Prisonéier gi gefoltert an ëmbruecht. An ech kéint déi Lëscht hei weiderféieren.

An ech hunn elo gesot: „734 Deeg", well mer am Westen dervu schwätzen, dass mer dee Krich elo zwee Joer nokucken – mee dat stëmmt net. Dee Krich, dee leeft ewell vill méi laang. Deen huet ugefaange mat der Annexioun vun der Krim.

A wann ech mengem Virriedner elo nogelauschtert hunn, da muss ech awer soen, dass dat net richteg ass, wat e gesot huet. En huet jo hei tëschent den Zeile wëlle soen, dass eigentlech mir, de Westen, mat Schold un deem Krich wären, well mer Diskussioune gefouert hätten iwwer eng NATO-Osterweiderung. An dat stëmmt net, well ... A souguer, wann dat dem Här Putin säin Zil gewiescht wär, da muss ech soen: „Ma PDG: Pech, domm gaangen!" Well dat, wat en erreecht huet, dat ass, dass zwee nei Memberen an d'NATO agetruede sinn: Schweden a Finnland.

Mir sinn net Schold un deem Krich, mee mir mussen eis awer gefale loossen, ze laang nogekuckt ze hunn. Mir hunn nogekuckt, wéi d'Krim besat gouf. Mir hunn nogekuckt, wéi den Donbass besat gouf. Mir hunn nogekuckt, wéi e Groussdeel vu Georgie besat gouf an haut nach ëmmer besat ass. Mir hunn deemools Warnungen ignoréiert. Mir waren an eiser Confortzon. Eis Passivitéit huet eigentlech den Här Putin a säi Regimm ermontert, fir dee Krich hei esou richteg lasszetrëppelen!

D'EU huet awer elo reagéiert: 13 Sanktiounspäck sinn decidéiert ginn, a mir gi militäresch an humanitär Hëllef. An dat ass wichteg! Well den Ament d'USA geläämt sinn duerch Innepolitick, ass et wichteg, dass Europa zu sengen Engagementer steet an e staarkt Zeeche setzt als Alliéierte vun der Ukrain.

A mir mussen eng Léier dorauser zéien! Mir mussen dorauser léieren, dass net méi onbedéngt dee bedéngungslose Verlooss ass op eis traditionell Alliéiert vu gëschter. Mee mir mussen draus léieren, dass Europa fir seng eege Sécherheet muss suergen a sech seng eege Moyene muss ginn, fir d'Sécherheet ze assuréieren.

Den Här Premierminister ass net méi hei. En hat virdrun op zwou Froe geäntwert. Ech hätt him gäre gesot, dass mer dës Legislaturperiod nach déi eng oder aner Kéier wäerte matenee streiden – am gudde Sënn vum Wuert! Mir wäerten eis warscheinlech bei ville Saachen net eens sinn, an deen een wäert déi eng Propos an deen aneren déi aner Argumenter bréngen am Austausch iwwert d'Problemer vu Lëtzebuerg a vun den Awunner aus eisem Land. Mee bei eppes wäerte mer net streiden: Dat ass bei eiser Ënnerstëtzung an eiser Hëllef fir d'Ukrain! An dofir begréisse mer déi Zousoen, déi gemaach goufen, dass zousätzlech humanitär a Militärhëllef fir d'Ukrain wäert kommen, och vu Lëtzebuerger Säit.

A kommt, mir loossen eis och elo net an d'Ier féiere vun deene falsche Friddensapostelen, déi elo Verhandlunge fuerderen! Well, an dësem Moment Verhandlungen ze fuerderen, dat heescht näischt aneschters, wéi vun der Ukrain ze verlaangen, dass se soll kapituléieren – an dat däerfe mer net maachen!

Dat kënnt hier vun de Fake News a vun der russescher Propaganda. Dat ass de Radio Moskau, deen hei leeft. An deem solle mer net nolauschteren! Well d'Sanktiounen, och wann eis de Contraire wëll bewise ginn, déi wierken: Russesch Gelder goufen agefruer, Yachten an Haiser goufe confisquéiert oder saiséiert, den Handel mat Europa ass zesummegebrach. Mamme vun doudegen Zaldote protestéieren a Russland géint de Regimm an den Onmutt an der russescher Populatioun ass méi grouss, wéi mir heiansdo mengen.

Et gëllt dofir, elo d'Ukrain weider ze ënnerstëtze mat allem, wat mer hunn. A mir mussen eis alleguerte bewosst sinn, dass dës Ënnerstëtzung nach wäert laang gebraucht ginn – haut, muer a virun allem och no deem Krich, vun deem mer alleguerten hoffen, dass e ganz geschwënn eriwwer ass.

Zum Schluss wéilt ech eisen ukrainesche Frënn soen: Mir wäerten Iech net am Stach loossen, net mir an och net eng grouss Majoritéit heibannen am Parlament! A mir wäerten déi Resolutioun selbstverständlech matdroen.

**M. Georges Engel** (LSAP) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Domat wär ... Ech hunn nach eng Wuertmeldung. Här Hansen, Dir hutt nach eng Minutt an eng hallef, maximum.

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Jo, merci, Här President. Et ass pour fait personnel. Den Här Bausch huet gesot, ech soll net den Term „Krich" gebrauchen. Här Bausch, Dir sidd net deen, dee mir seet, wéi eng Wierder ech ka gebrauchen a wéi eng ech net ka gebrauchen!

D'ailleurs stellen ech fest, datt den Här Cruchten grad vum „Krich" geschwat huet, den Här Clement vun „zéng Joer Krich" geschwat huet. An dat ass och genau richteg! Et soll een e Krich och e „Krich" kënnen nennen. Mir kënnen et eng „illegal Aggressioun" nennen, ...

**M. François Bausch** (déi gréng) | Dat hunn ech net gesot!

**M. Christophe Hansen** (CSV) | ... eng illegal ...

**M. François Bausch** (déi gréng) | Dir hätt sollen nolauschteren, dann hätt ...

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Jo, Här Bausch, dann hätt Der dat net solle soen!

**M. François Bausch** (déi gréng) | Dir hätt sollen nolauschteren, amplaz dass Der Iech echaufféiert hei ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Hansen ...

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Dir hutt dat dote gesot, wuertwiertlech! A mer kënnen dat herno am Compte rendu nokucken.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Hansen, Dir hutt nach 45 Sekonnen, maximum.

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Voilà! Ech ginn Iech awer Recht, Här Bausch, wann Der sot, datt dat, wat den Här Kartheiser seet, complètement iergendwou aus der Loft gegraff ass. Verhandlunge sinn zu dësem Zäitpunkt net méiglech mat engem Russland, wéi et do ass. Dat ass ganz kloer esou.

Dohanne sinn Honnertdausende Leit ofgemetzelt ginn, Kanner verschleeft ginn, Frae vergewaltegt ginn. Wie géif da soen, wann dat doten halleft Land scho gefriess ginn ass, et kéint nach iergendeppes Verhandlung sinn?! Verhandlungen, deen eenzegen, deen dat am Grapp huet, dat ass den Här Putin selwer. An d'Konditioun dofir ass, datt e seng Truppen integral aus dem ganzen Territoire zréckzitt, Här Kartheiser!

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà. D'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ass ofgeschloss.

Da géife mer elo zum Vott vun der Resolutioun kommen. Ech ginn dovunner aus, datt kee Vote par main levée hei méiglech ass. Also komme mer zum Vote électronique. An ech ginn dovunner aus, datt d'Regierung d'Wuert net freet. Ech ginn och elo dervunner aus, datt Der Iech alleguer ageloggt hutt, well soss kënnt Der net matstëmmen.

***Vote sur la résolution***

Da maachen ech de Vott op. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 52 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen. D'Resolutioun ass also mat 52 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen an 2 Enthalungen ugeholl ginn.

*Résultat définitif après redressement : la résolution est adoptée par 53 voix pour, 5 voix contre et 2 abstentions.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. André Bauler), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.*

## 9. Résolution de M. Gusty Graas relative à la mise en place d'une commission d'enquête sur les circonstances exactes de la mort d'Alexeï Navalny

*(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 14 de ce compte rendu)*

Da komme mer zur nächster Resolutioun iwwert den Doud vum Här Alexej Nawalny. An och do huet de Gusty Graas d'Wuert, fir seng Motioun virzestellen.

***Exposé***

**M. Gusty Graas** (DP), auteur | Merci, Här President. Wann et mer erlaabt ass, vläicht awer ee Saz nach ze soen iwwer d'Interventioun vum Här Kartheiser, vu datt mäin Numm jo och do gefall ass. Ech muss soen, Här Kartheiser, Är Interventioun huet mech schockéiert!

Dir hutt de Mëtten hei Partei ergraff. Dat ass Äert gutt Recht, mee Partei fir dee Falschen hutt Der ergraff. Dir hutt am Fong geholl zougelooss, datt hei d'Souveränitéit vun engem Vollek u sech net méi brauch respektéiert ze ginn. Dir hutt u sech hei dem Här Putin d'Offer gemaach, fir Friddensverhandlungen ze féieren. Dir stellt Iech ëmmer als Friddenspartei duer, wéi wa mir alleguer, déi aner, keng Friddensstëfter wieren. Dat ass mat Sécherheet net de Fall. An doweinst muss ech mech wierklech a mengem perséinlechen Numm, an – ech ginn dervun aus – am Numm vu ganz villen heibannen, distanzéiere vun deem, wat Dir de Mëtten hei gesot hutt!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gusty Graas** (DP), auteur | Dat geet net! Dat geet einfach net. Ech mengen, et ass Är Meenung. Dir kënnt déi hei natierlech ëffentlech manifestéieren, mee dat ass just de Wee, dee mer net solle goen! Wa mer gär hätten, datt de Fridden an Zukunft an Europa, an doriwwer eraus, soll net garantéiert sinn, da solle mer dee Wee goen, deen Dir elo hei proposéiert hutt. Souvill zu Ärer Interventioun.

Ech kommen dann awer zréck zu der Resolutioun, zu där anerer hei. Do geet et ëm den Doud vun dem Här Alexej Nawalny de 16. Februar 2024. Ech mengen, och dat ass e grave Moment gewiescht fir déi rechtsstaatlech denkend a fräiheetlech denkend Gesellschaft. An den Här Nawalny, dee wärend Joren u sech d'Symbol vun der Oppositioun a Russland war, huet säi Liewen elo leider misse loossen, mee en huet awer ganz villes hannerlooss. An dat solle mer och haut hei éieren.

Mir sinn et gewinnt, dat ass net nei, datt an der Federatioun vu Russland mat ville Mëttele versicht gëtt, d'Oppositioun ëmmer klengzehalen, datt do d'Méiglechkeet, sech fräi ze äusseren, natierlech net besteet an och an Zukunft mat Sécherheet net wäert bestoen. Et ass doweinst, wéi gesot, e Moment, deen eis awer soll zum Nodenken ureegen: Wat ass d'Rechtsstaatlechkeet wäert? Wat sinn d'Valeuren, déi mir grad an dësem Parlament an doriwwer eraus an der Europäescher Unioun, an der westlecher Welt vertrieden? Wat sinn déi wäert? An doweinst war et am Fong geholl och d'Initiativ vun der Majoritéit, fir dës Resolutioun ze ënnerbreeden, fir nach eng Kéier un dat Wierken, un dat Handelen, un d'Aktivitéit vum Här Nawalny ze erënneren, deen de Courage hat, sech wärend Jore géint e Regimm ze opposéieren, mam Resultat, wat mer all kennen.

Doweinst si mer der Meenung, datt een net kann dat einfach esou akzeptéieren, datt do musse Konsequenze gezu ginn. Mir denken an éischter Linn drun, fir eng Commission d'enquête anzesetzen, natierlech um internationalen Niveau. Wéi dat konkreet soll ausginn, mengen ech, dat muss een herno an enger zweeter Phas duerchdiskutéieren. Dat kann iwwert den internationale Geriichtshaff geschéien.

Mir condamnéieren natierlech och ganz kloer déi Konditiounen, ënnert deene Prisonéier a Russland gehale ginn, besonnesch och, wéi den Här Nawalny gehale ginn ass. Dann awer och déi Manéier, wéi de russesche Regimm géint d'Oppositioun virgeet, an iwwerhaapt, wéi all Atteinte, déi a Russland awer och besteet – a glécklecherweis –, fir u sech awer e Minimum u Fräiheetsgedanken an deem System anzebréngen, vu vireran natierlech ëmmer vum Regimm, wéi gesot, ofgewise gëtt an och bekämpft gëtt.

An da wéilt ech awer och ofschléissend hei soen, datt et fir eis ganz wichteg ass, an dat geet souguer vläicht iwwert d'Grenze vu Russland eraus, datt mer all déi Prisonéier – politesch Prisonéier, all déi Journalisten, déi sech fir Rechtsstaatlechkeet asetzen, déi sech fir Meenungsfräiheet asetzen, wat nu wierklech déi Valeure sinn, déi mir an eisem Parlament vertrieden, déi mir iwwert d'Europäesch Unioun vertrieden –, datt déi awer och an anere Länner solle garantéiert sinn (veuillez lire: datt d'Valeure vun all deene Prisonéier – politesche Prisonéier, all deene Journalisten, déi sech fir Rechtsstaatlechkeet asetzen, déi sech fir Meenungsfräiheet asetzen, wat nu wierklech déi Valeure sinn, déi mir an eisem Parlament vertrieden, déi mir iwwert d'Europäesch Unioun vertrieden –, awer och an anere Länner solle garantéiert sinn).

Doweinst: An deem Sënn leeën ech och dës Resolutioun vir, datt d'Lëtzebuerger Chamber sech ganz kloer fir déi Wäerter asetzt! Ech soen och deene Leit Merci, déi déi hei ënnerschriwwen hunn. Déi Leit, déi net hir Ënnerschréft drënner gesat hunn, ... Dat respektéieren ech, jiddwerengem seng Meenung. Si kënne sech och duerno dozou äusseren. Mee ech hoffen trotzdeem, datt och dës Resolutioun mat enger maximal grousser Ënnerstëtzung wäert zréckbehale ginn.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Graas.

Hu mer zu dëser Resolutioun Wuertmeldungen? Den Här Kartheiser, den Här Wagner, den Här Clement, den Här Bausch an den Här Cruchten. Här Kartheiser.

***Discussion générale***

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, villmools Merci, well ech wollt nach vläicht e Wuert soen, ier ech heirobber aginn, iwwert de grénge Walprogramm.

*(Hilarité)*

Ech wollt just eise grénge Kolleegen, déi hire Walprogramm anscheinend net esou genee kennen, d'Säit 27 vun hirem ...

**M. François Bausch** (déi gréng) | Lauschtert lo mol no!

*(Hilarité)*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech kennen en! Ech liesen en.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ech weess, wat Der lo wëllt virliesen.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo. Majo, ech soen Iech et och. Déi Leit, déi eis nolauschteren, wëssen dat dann och. Dat war de Walprogramm 2019: „Rüstungsexporte in Kriegs- und Krisengebiete müssen gestoppt werden." Säit 27, zweetleschte Paragraf ënnen.

**Une voix** | A!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Voilà! An dat also zu deem, wat Der virdru gesot hutt.

*(Interruption par M. François Bausch)*

Ech wëll och dem Här Graas äntwerten. Ech appreciéieren dem Här Graas säin Engagement a säin Idealismus. An ech weess, datt en dat ganz eescht mengt, wann en hei Reprochë formuléiert.

Ech wëll em soen, datt mer déi Suerg ëm déi ukrainesch Souveränitéit deelen! Et ass eebe just esou, datt mir realistesch sinn a gesinn, datt déi all Dag e Stéck verschwënnt. An ech gesinn net, wéi och an deem Text steet, deen Dir eis virdru proposéiert hutt, datt Russland géif elo akzeptéieren, sech ganz zréckzezéien. Dat ass illusoresch, a mir si Realisten.

Wa mer wëllen d'Ukrain esou wäit wéi méiglech preservéieren, da musse mer verhandelen. Well wa mer et net maachen, da verweisen ech Iech op verschidden Tweeten an anerer, déi vun héije russeschen Autoritéite sou publizéiert ginn. Do kënnt Der da liesen, zu wat dat ka féieren, wa mer dat net maachen. Dat ass net eise Wee. Och mir wëllen, datt dat internationaalt Recht respektéiert gëtt an datt mer d'Souveränitéit vun der Ukrain kënne sou wäit wéi méiglech preservéieren, mee mir maachen dat op eng realistesch Manéier. An ech mengen, datt alles anescht einfach zu näischt féiert.

Dir hutt eis deen Text vum Här Nawalny hei virgeluecht. Mir maache keng Politick mat dem Undenke vum Här Nawalny. Dofir wäerte mer dat hei och matstëmmen. Den Här Nawalny war eng wichteg Perséinlechkeet a Russland an op der Welt. En ass unerkannt gi fir seng Lutte géint d'Korruptioun. Ech hunn déi Filmer och gekuckt. Ech muss soen: Ech war ëmmer beandrockt drun deem, wat e gemaach huet. E war a senger Politick och dacks ëmstridden – Dir wësst dat. Ech mengen, mir brauchen elo net dorunner ze erënneren.

Den Här Nawalny ass leider an engem fréien Alter gestuerwen. En ass allerdéngs gestuerwen, sécher geschwächt duerch déi dacks onmënschlech Zoustänn, déi an deene Prisonge sinn, mee awer warscheinlech iwwer en natierlechen Doud. Dat ass wéinstens dat, wat de Chef vum militäresche Geheimdéngscht vun der Ukrain seet. Deen ass jo net verdächtegt, e Putin-Unhänger ze sinn. An de Generol Budanov, seet, „I may disappoint you, but as far as we know, he indeed died as a result of a blood clot. This wasn't sourced from the internet, but, unfortunately," seet den Här Budanov, „natural causes." Dat ass also dat, wat den Äerzfeind vu Russland seet. An domadder, mengen ech, ass dat awer e bëssen ënnermauert.

*(Interruption par M. François Bausch)*

Et ass wéi gesot, ... Jo, en ass doudsécher och geschwächt gewiescht duerch déi Haftbedéngungen. Do si mer eis eens, jo. Mee en ass awer net absichtlech ëmbruecht ginn.

*(Interruptions et brouhaha)*

Nee.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | En ass vergëft ginn!

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Nee, mee dat ass jo ...

**Une voix** | E gouf vergëft.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech weess net, ... Wësst Dir, wat den Ënnerscheed ass zwëschent engem Assassinat, engem Meurtre oder enger Mort naturelle? En ass geschwächt ginn. A mir kritiséieren déi Haftbedéngungen, déi a Russland sinn! An dat ass och deen nächste Punkt, deen ech wollt opwerfen.

*(Interruption par M. François Bausch)*

Här Bausch, frot Iech d'Wuert, wann Der eng Fro hutt.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Et ass mindestens Homicide volontaire.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Et ass nämlech esou, datt mer och géife mengen, datt mer sollten déi Fro vum Strofvollzuch a Russland, well deen ass an eisen Aen net ..., deen entsprécht absolutt net deene Standarden, déi ee kann erwaarden an eiser moderner Welt. An dat si Saachen, déi een och sollt u paneuropäesch Institutiounen erundroen, wéi zum Beispill den ODIHR am Kader vun der OSZE.

Et ass an deem Sënn bedauerlech, datt Russland sech aus dem Europarot zréckgezunn huet, well do kéint een et och am Kader vum Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter uschwätzen, wat eeben elo net méi méiglech ass, wat sécher bedauerlech ass.

Mee, ech mengen, mir sollten och kucken, fir esou Froe géintiwwer dem ODIHR oder aneren Instanzen, déi sech kënne mat juristeschen … oder dem Strofvollzuch an der Justiz vun engem Land, vun engem Memberstaat vun der OSZE befaassen, datt mer dat och do kënne virbréngen. Well ech mengen, datt mer domadder villen anere Leit, déi an enger änlecher Situatioun sinn, awer kéinten e Gefale maachen, fir hir Situatioun vläicht ze verbesseren.

Dat gesot, wäerte mir dat als ADR matstëmmen, och am Undenke vum Här Nawalny, wou mer alleguer der Meenung sinn, datt en eis leider op eng ganz schlëmm Manéier vill ze fréi verlooss huet. Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Da geet d'Wuert un den Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir hunn dës Resolutioun zwar net matënnerschriwwen, mee mir wäerte se matstëmmen. Et geet éischter ëm eng Fro vu Formulatioun. Wann een eppes matënnerschreift, ass een u sech e bësse mat Auteur.

Wann d'Resolutioun dovunner schwätzt, datt den Här Nawalny och de gréissten Opponent war vum Regimm vum Här Putin: Dat ass vläicht wouer, och vu westlecher Siicht. Mee de Problem ass: A Russland gëtt et vill, vill, vill Opponenten, deenen et ganz schlecht geet. Zemools als Lénken däerf een dat och ni vergiessen.

Et ass net evident, e Lénken ze sinn a Russland. Dat ka Prisong bedeiten, Strofkolonie oder och den Doud, genausou wéi beim Här Nawalny. Wärend Jore souz den Här Sergej Udalzow, President vun der Lénksfront, mat där ech a villen Hisiichte guer net averstane sinn, och ganz laang am Prisong. Et ass manner Pub fir dee gemaach ginn. En ass glécklecherweis erauskomm, an och lieweg. Ech war och net ganz mat deem ëmmer averstan – mam Här Nawalny och net!

Et soll een net schlecht iwwer Doudeger schwätzen. En hat en erratesche Parcours, dee vläicht typesch russesch ass: vum Wirtschaftsliberalismus zum Nationalismus, voire zum Rassismus och natierlech. An duerno ass hien erëm méi an d'Mëtt geréckelt an esou weider. Dat alles justifizéiert net, wat him geschitt ass.

Et gesäit ee jo reegelméisseg, wat engem Opponent a Russland geschitt. Dat kann ee kengem wënschen. An dofir wäerte mer och dës Resolutioun matdroen. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Dann huet den Här Clement d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et mécht mech e bësse bedenklech, wat ech elo an där éischter Interventioun op déi Resolutioun heibannen héieren hunn. Dat gëtt mer e bëssen d'Gefill, wéi wann déi nämmlecht Partei och der Meenung wär, datt all déi Leit, déi a Russland aus de Fënstere falen, och un enger Mort naturelle gestuerwe wären, …

*(Interruption)*

… wat vläicht net falsch ass, wann een et kuckt, mee se si sécherlech och net ganz fräiwëlleg aus där Fënster gefall.

Also, dat gesot, hunn ech seelen heibannen esou eng Propaganda aus dem Kreml héiere wéi haut de Mëtten. Ech mengen, datt sech hei eng Partei, an eng eenzeg Partei heibannen, nach zum Satellitt vun RT a Sputnik wëll maachen, an ech weess net, wat se domadder bezwecke wëllen. Mee ech fannen op alle Fall, datt et wierklech en Aarmut heibannen ass! An Dir kënnt do sou vill rëffelen, wéi Der wëllt, et ass wierklech …, et ass un Iech adresséiert. Dir wësst schonn, dass Der gemengt sidd. Ech wäert do lo net nach weider drop agoen.

Den Här Nawalny war net ëmmer e Gudden. Den Här Nawalny huet sécherlech och Saache gesot, gemaach, déi net menger Meenung entspriechen, net menger politescher Bluttgrupp entspriechen, an et ass och sécherlech net ëmmer alles, wat en Oppositionellen, dee verfollegt gëtt, an engem anere Land mécht esou, datt mer dat ëmmer gutt fannen!

Et ass awer als Demokraten eis Pflicht, eis derfir anzesetzen, datt et Oppositioun a Länner nach ka ginn! A genau doweinst ass et esou bedenklech, datt hei eng Persoun, där hiren eenzege Crime an hirem Land u sech war, géint e Möchtegern-Emperor ze sinn, dofir an de Prisong koum a mat 47 Joer dann anscheinend un enger Mort naturelle soll gestuerwe sinn, déi natierlech, an dat muss een heibanne ganz kloer soen, doru liéiert war, datt se um Polarkrees agespaart war, an engem Lager, wou d'Konditioune méi schlëmm si wéi alles, wat mir eis hei kënne virstellen, well au contraire zu deem, wat virdrun hei ugeklongen ass, war dat net e Prisong, wou einfach keng Tëlee war: Dat war en Aarbechtslager um Polarkrees, ënnert deene prekäersten a penibelste Bedéngungen. Esou mat Oppositionellen ëmzegoe weist, datt Russland d'Demokratie net héichhält!

Dat heescht, wann Der Russland esou gutt fannt, kënnt Der jo dohinner goen, well ech mengen, datt Der do keng Oppositiounspolitick kéint maachen, well et géif Iech ergoe wéi dem Nawalny. A genau doweinst ass et wichteg, datt mir eis hei zu Lëtzebuerg weiderhi fir den Erhalt vun der Demokratie asetzen an domadder och dem Gedenke vum Alexej Nawalny. Mir stëmmen dat heite mat.

**Une voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wëll da soen – leider muss ech dat nach eng Kéier, well den Här Kartheiser jo Spezialist ass, wann en eppes zitéiert, dat dann ëmmer erëm falsch ze zitéieren: En huet nämlech nëmmen ee Saz zitéiert aus dem Programm vun 2019. Et steet awer och nach ee Saz virdrun, do steet nämlech, datt „Missionen auch parlamentarisch" – also militäresch Missiounen – „durch das Europäische Parlament kontrolliert und regelmäßig evaluiert werden". An dat, wat ënnendrënner steet, dat sinn natierlech Rüstungsexporter, déi eeben net parlamentaresch kontrolléiert sinn a wou et keng Missioune gëtt. Selbstverständlech si mer do dergéint an do si mer och nach haut dergéint. Eis Meenung huet do guer net geännert.

Här President, zu där Resolutioun hei: Et geet guer net eleng ëm den Numm Nawalny, et geet och net ëm eng eenzel Persoun. Et geet einfach drëms, datt den Här Nawalny symbolesch eigentlech steet fir dat, wat an deem Land passéiert. Wann Der e Beweis gebraucht hutt, fir ze weisen, wat et heescht …, wann een diskutéiert doriwwer, datt ee mam Här Putin, mat deem Regimm do muss verhandelen, da gesäit een am beschten um Beispill dovun, wat dem Här Nawalny passéiert ass, zu wat dat féiert. Da gëtt ee fir d'éischt emol vergëft, duerfir säi kriteschen Zoustand oder säi schlechte gesondheetlechen Zoustand. Dee koum jo net vun ongefëier: E war vergëft ginn. En ass just gerett ginn am Westen zu Hamburg (veuillez lire: Berlin) deemools, vun Dokteren, soss wär en do schonn ëm d'Liewe komm. Do wär et kloer e Mord vun deem Regimm.

En huet duerno de Courage gehat, awer zréckzegoen a säi Land, fir ze versichen, op eng demokratesch Aart a Weis Oppositioun ze maachen. An dann ass en direkt, wéi en deen éischte Fouss op de Buedem gesat huet vu sengem Land, an de Prisong gestach ginn. An da muss ee sech jo och emol d'Fro stellen: Firwat ass en dann iwwerhaapt an de Prisong gesat ginn? En huet jo do soi-disant, entre guillemets, Condamnatioune kritt. Wann ee sech dat uliest, firwat e condamnéiert ginn ass, da stinn engem d'Hoer just zu Bierg, an eigentlech ass et fir mech net nozevollzéien, datt een an iergendengem Sënn hei ka versichen, Entschëllegungen ze siche par rapport zu deem Regimm fir dat, wat do passéiert ass.

Well, wann Der kuckt, wat an deene leschte Jore passéiert ass, wéi vill Leit aus der Fënster gefall sinn, vergëft gi sinn, erschoss gi sinn – elo och rezent nach deen desertéierten Zaldot, dee matzen a Spuenien op der ëffentlecher Plaz brutal erschoss gouf, manifestement vum russesche Geheimdéngscht –, do brauche mer guer keen Zweifel drun ze hunn, datt déi dat waren. Da gëtt et fir mech net vill ze diskutéieren. Da muss een einfach just eppes maachen: dat ass, dee Regimm, mat all deem, wat en duerstellt a wéi e fonctionéiert, condamnéieren an all déi ënnerstëtzen, déi derfir wëlle suergen, datt dee Regimm do endlech zu Fall kënnt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Loosst och mech fir d'éischt emol eppes korrigéieren, wat den Här Kartheiser gesot huet! En huet gesot, dass Russland, d'Russesch Federatioun, de Conseil de l'Europe, den Europarot, verlooss hätt. Dat ass awer net richteg! Richteg ass, dass de 15. Mäerz 2022 d'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe, déi mer jo gutt kennen, well mer zesummen do Member sinn, eestëmmeg – eestëmmeg! – en Avis ugeholl huet, fir den Ausschloss vun der Russescher Federatioun ze verlaangen, an dass de 16. Mäerz de Comité des ministres vum Conseil de l'Europe déi Decisioun ëmgesat huet an d'Exklusioun vun der Russescher Federatioun aus dem Conseil de l'Europe no 26 Joer Memberschaft beschloss huet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Mee ech hat virdru gesot, dass et …, mir schwätzen hei vum 734. Dag Krich fir d'Ukrain, mee et ass och de 734. Dag Krich fir Russland. A mir mierken ëmmer méi: De Regimm huet Angscht. Déi eng falen aus der Fënster, déi aner hunn en Accident bei der Juegd. Am Ëmfeld vum President Putin ass kee Mënsch méi sécher. Mee net nëmmen a sengem Ëmfeld! Virun allem och Journalisten, déi politesch Oppositioun sinn onsécher. De Boris Nemzow gouf ëmbruecht – haut ass den néngte Joresdag vu sengem Doud –, gradewéi d'Madamm Politkowskaja an de Wladimir Kara-Mursa. Och si sinn ëmbruecht ginn (ndlr: M. Yves Cruchten rectifiera ultérieurement cette déclaration). An eeben elo och den Alexej Nawalny, iwwert dee mer hei an där Resolutioun schwätzen.

Dofir ass et fir mech wichteg, dass, wa mer haut den Doud vum Alexej Nawalny bekloen a verurteelen, mer domadder och un all déi aner denken, déi fir hir Iwwerzeegungen a Russland antrieden a fir hir Iwwerzeegungen hiert Liewen hu misse loossen. Nieft all deenen, déi op tragesch Aart a Weis ëmkommen, sinn anerer, déi agespaart ginn, zu Honnerten, zu Dausenden. Déi eng just, well se vläicht Blummen néiergeluecht hunn, fir un den Här Nawalny ze

erënneren, anerer, wéi op den Dag haut den Oleg Orlow, Matbegrënner vun der ONG Memorial, mat där eng Partie vun eis an der Vergaangenheet vill zesummegeschafft huet, ginn ënner fadenscheinegen Argumenter an de Prisong agespaart, an dat fir Joren.

Eng Meuterei am Militär ass nach eng Kéier esou just gutt ausgaangen. Mee wie seet eis dann, dass dat déi nächst Kéier net kéint aneschters ausgoen? Dofir, jo, de Regimm vum Wladimir Putin huet Angscht an e beweist eigentlech mat all deene schrecklechen Doten do der ganzer Welt, awer och sengen eegene Leit, dass en en Onrechtsstaat ass an dass em net ze trauen ass. An dofir wäerte mir dës Resolutioun selbstverständlech matdroen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Cruchten. Dann geet d'Wuert un den Här Hansen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Merci, Här President. Ech mengen, d'Evenementer ëm den Doud vum Nawalny sinn dramatesch. Et ass net déi éischt Attack, déi et op säi Liewe gouf. Et gouf och schonn Attacke mam Nowitschok. Dat ass, mengen ech, Iech alleguerten en Term. An notamment ass dovunner och eng vun de Konsequenze vun de Symptomer d'Koagulatioun an d'Verstoppe vun de Longen.

Här Kartheiser, wann Dir besser Bescheed wësst wéi déi aner, dat ass natierlech schéi fir Iech, mee ech mengen, mir sollten eis net erlaben ze jugéieren, u wat den Här Nawalny gestuerwen ass.

Den Här Nawalny war eng Persoun, déi de Sacharow-Präis vum Europäesche Parlament krut, well et eng Figur war, déi Symbolik hat fir eng Resistenz, eng Resistenz, déi schikanéiert gouf, eng Resistenz, déi an de Prisong gesat gouf, eng Resistenz, déi brutal futti gemaach gëtt. An den Här Nawalny ass, trotz all deenen Aggressiounen, déi en a sengem Liewe kannt huet – an ech mengen, dat ass dat Wichtegst, dat mer mussen haut hei bedenken –, eng Symbolfigur. Et ass un eis, déi Symbolfigur och dignement ze honoréieren. An dofir kann d'CSV déi heite Resolutioun och ganz kloer ënnerstëtzen.

Et hätt een nach villes méi kënne soen. Et hätt een e ganzt Buch kënne schreiwen iwwert den Här Nawalny a seng Resistenz a säi Courage virun allem, an dee Courage ass eppes, wat dramatesch dohannen ënnermauert gëtt. An ech mengen, mir missten och heiansdo e bësse méi Courage hunn. Dofir si mer als CSV honnertprozenteg en ligne mat dëser Resolutioun.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hansen. Dann huet den Här Cruchten mech nach gefrot, fir eng kuerz Rektifikatioun ze maachen.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Jo, merci. Ech hu mer virdrun erlaabt, den Här Kartheiser ze korrigéieren. Ech muss mech awer elo selwer och korrigéieren. Ech hunn nämlech fälschlecherweis den Här Kara-Mursa och scho fir dout erkläert. Deen Här ass awer am Prisong. Ech hunn e bei deene Falschen opgezielt, mee selbstverständlech sinn do ganz vill Leit, déi a Russland ënner ganz schlechte Konditiounen als politesch Prisonéier gëllen. An un déi solle mer haut och denken.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci fir déi Rektifikatioun. Ech ginn net dovunner aus, datt d'Regierung wëllt heizou Stellung huelen. Da géif ech proposéieren, …

*(Brouhaha)*

Da géif ech proposéieren, datt mer iwwert dës Resolutioun ofstëmmen. Wann ech richteg verstanen hunn, kënne mer se à main levée ofstëmmen. Ass dat esou?

*(Assentiment)*

***Vote sur la résolution***

Wien ass also fir dës Resolutioun? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Merci.

Dann d'Géigeprouf: Ass een dergéint?

Ass een, dee sech enthält?

Dat ass net de Fall. Dann ass dës Resolutioun à l'unanimité ugeholl.

## 10. 8229 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques

Da komme mer elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour an dat ass de Projet de loi 8348 iwwert d'Hëllefe fir Betriber. Nee, pardon. Dat ass de Projet 8229 iwwert d'Bereetstellung vu radioelektresche Geräter um Maart. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, alleguer d'Fraktiounen hu fënnef Minutten an alleguer d'Sensibilitéiten och, an duerno huet d'Regierung zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, den Här Georges Engel, den Här Tom Weidig, den Här François Bausch, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

***Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme***

**Mme Carole Hartmann** (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif alleguer, d'Drénglechkeet, ze handelen a géint de Klimawandel virzegoen, bleift eng vun de grousse gesellschaftleche Responsabilitéite vun eiser Zäit. Méi wéi jeemools virdrun ass et wichteg, déi digital an déi gréng Transitioun virun unzedreiwen an ons Welt, an domat och ons Zukunft, nohalteg ze schützen.

Fir dëst ze förderen, huet d'Europäesch Unioun mam European Green Deal en éischte Pak u Moossname presentéiert, fir dëst Zil ze erreechen. Eng vun de Mesüren ass an deem Kader beispillsweis, d'Kreeslafwirtschaft auszebauen an d'Nohaltegkeet ze förderen. An deem Sënn gouf 2022 eng Direktiv deposéiert, déi eng Eenheetlechkeet beim Dispositif de charge, also den Opluedkabelen, vun enge séllegen elektroneschen Apparater um europäesche Marché virschreift.

De Projet de loi, deen ech elo virstellen, betrëfft d'Transpositioun vun dëser Direktiv um nationalen Niveau. Bis haut haten d'Produzente vu mobillen Apparater de Choix, ze bestëmmen, mat wat fir engem System hir Produite solle kënnen opgeluede ginn. Dëst huet derzou gefouert, dass et haut eng grouss Unzuel vu verschiddenen Uschlëss um Marché gëtt. Zousätzlech dozou ass de Marché och fragmentéiert, well verschidde Produzente fir hir Produiten hauseege Systemer fir opzeluede kreéiert hunn, fir eebe just d'Konkurrenz ze limitéieren.

Dës Hellewull u verschiddene Kabelen, Adapteren an Apparater huet oft och vill Nodeeler fir de Verbraucher: Mat all neiem Apparat, dee kaf gëtt, fëllt sech doheem och de Kabeltirang. Wann ee sech ënnerteneen hëllefe wëll, ass oft net dee richtege Kabel derbäi, an déi Outilen, déi net méi gebraucht ginn, suergen natierlech fir elektroneschen Offall, dee sech mat de Joren accumuléiert.

Alles dat soll sech duerch d'Transpositioun vun der europäescher Direktiv ënneren, déi den universelle Chargeur vum Typ USB-C fir eng grouss Unzuel vun den elektroneschen Apparater virschreift, wéi zum Beispill Tastaturen, Kopfhörer, Handyen, Tabletten oder och Laptoppen. Dës Mesüre wäerten deemno de Marché vun de Chargeuren harmoniséieren, wouduerch den elektroneschen Offall ka limitéiert an d'Ëmwelt nohalteg geschützt ginn.

D'Interoperabilitéit tëschent de Geräter bréngt also eng Rëtsch Virdeeler mat sech: méi Confort fir de Verbraucher, manner Ausgabe beim Akaf a manner elektroneschen Offall, sougenannten „Elektroschrott", dee souwuel schiedlech fir d'Ëmwelt, awer och déi mënschlech Gesondheet ass.

Dëse Gesetzesprojet erlaabt et dem Verbraucher awer och, déi verschidden elektronesch Apparater ouni de Chargeur ze kafen. Duerch d'Transpositioun vun der Direktiv musse souwuel säitens de Produzente beim Import wéi och bei den Distributeure kloer Indicatiounen op der Verpackung vun de Produite sinn, déi uginn, ob e Chargeur matgeliwwert gëtt oder net.

De Gros vun de Dispositioune vum Gesetzesprojet trieden den 28. Dezember dëst Joer a Kraaft, fir d'Laptoppe gëllt déi nei Reegelung ab dem 28. Abrëll 2026.

Här President, léif alleguer, d'Ekonomiekommissioun krut zu dësem Gesetzesprojet dräi Avisen eran. De Staatsrot huet säin Avis de 5. Dezember 2023 eraginn. Vun hinne gouf et keng Oppositioun, mee just eng kleng technesch Reformulatioun. Dës ass an den Amendementer vum Text mat agefloss an am Avis complémentaire vum Staatsrot och guttgeheescht ginn.

D'Chambre de Commerce huet virun allem d'Interoperabilitéit vun de Chargeure begréisst an ënnersträicht, datt dëse Gesetzesprojet net nëmmen e positiven Impakt op d'Natur an d'Verbraucher wäert hunn, mee och d'Innovatioun an d'Konkurrenz um Marché wäert förderen.

D'Chambre de Commerce hat allerdéngs Bedenken, wat d'Verflichtung vun de Produzenten, den Importateuren an d'Distributeuren ugeet, fir unzeginn, ob e Produit beim Verkaf de respektive Kabel beinhalt. Dëst géif nämlech hinnen no eng zousätzlech Charge fir den Distributeur duerstellen.

Och hätt sech d'Chambre de Commerce gewënscht, dass preziséiert géif, dass d'Distributeuren trotzdeem d'Recht hätten, hir Produiten, wou e Chargeur mat derbäi ass, weider ze verkafen am Fall, wou déi ouni Chargeuren temporairement net disponibel wären.

D'Chambre des Métiers hat weider keng Observatiounen zum Gesetzesprojet. Si ënnerstëtzen den Text a betounen, dass dësen d'Empreinte environnementale vum Numerique wäert reduzéieren an d'Liewe vun de Verbraucher an den Handwierker wäert vereinfachen.

Fir weider Detailer zum Fong an och den Avise verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. An ech géif heimadder och den Accord vun der Demokratescher Partei ginn. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Madamm Hartmann villmools Merci fir hire schréftlechen a fir hire mëndleche Rapport.

An d'Wuert huet elo déi éischt ageschriwwe Riednerin, dat ass d'Madamm Octavie Modert. Madamm Modert.

***Discussion générale***

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Merci der Rapporterin. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dat hei ass e Gesetzesprojet am Sënn vun der Kreeslafwirtschaft an e Beispill, wou méi Europa gutt an néideg ass, well mir sinn alleguer frou, e bësse manner Kabelszalot doheem mussen ze hunn, mee a bei engem neie mobille Smartapparat nach deen ale Stécker benotzen ze kënnen, amplaz datt den Hiersteller eng aner Zort vun net méi kompatibelem Ladestecker imposéiert.

D'Direktiv huet hei zwar kleng, awer sënnvoll ugefaangen an näischt verhënnert jo, an Zukunft méi wäit ze goe bei gemeinsame Standarde vu Gekabels a Kompanie. Mat dësem Text fir d'Obligatioun vun engem universalen USB-Ladestecker duerch d'EU gi mir och e Stéck a Richtung manner Gaspillage a Verschwendung, manner Elektroschrott, manner Wegwerfgesellschaft, well och wa Lëtzebuerg a seng Nopeschlänner wäit iwwert de weltwäite 17,5 % vu Recyclage respektiv Asammele vun elektroneschen an elektreschen Ekipementer leien, sou leie mer dach awer bei knapps 50 % elei an eise Géigenden, wou also och nach ka méi verhënnert ginn.

Dofir begréisst d'CSV dësen Text an ech ginn och der CSV-Fraktioun hiren Accord derzou. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Modert. Dann ass d'Wuert fir den Här Georges Engel.

**M. Georges Engel** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Merci och fir dee gudde Rapport. Mir hunn effektiv, wa mer haut reesen, vill Adapteren, vill Kabele mat an eisem Gepäck, fir déi eenzel Apparater opzelueden. Dat ass en zimmlech grousse Kabelsalat, wéi d'Madamm Modert elo och richteg gesot huet. An da lande se iergendzwousch an enger Këscht, a wann ee se da brauch, da fënnt ee se net méi erëm. An dofir ass dat heiten eng gutt Saach, fir sech hei op vill manner Elektroschrott ze eenegen, vill manner Verschwende vu Ressourcen an dann natierlech och vill manner Kabelkuddelmuddel. An dofir si mir natierlech fir dës Direktiv a mir wäerten dëse Gesetzesprojet och stëmmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, also mir wäerten och dee Projet de loi do matstëmmen. Mir kennen all dee Kabelchaos an et ass wierklech vill Verschwendung vu Ressourcen. Dofir mengen ech, jo, datt et ganz gutt ass, datt mer do ee Standard imposéieren.

Mir wëllen awer eng kleng Warnung ausspriechen géint d'Micromanagement vun der Ekonomie. Mir sollten dat wierklech nëmmen an exceptionnelle Fäll maachen. Mir hu leider oft EU-Direktiven, déi onnéideg sinn an déi extreem zentralistesch sinn an déi och der Ekonomie schueden an och der Innovatioun. Mir denken do un de Verbrennerverbuet zum Beispill.

Do ass et wierklech wichteg: Wann den E-Auto esou extreem gutt ass, da wäert e sech och ganz aleng duerchsetzen. Wa mer mussen e Verbuet maachen, wa mer musse Subventioune maachen, dann ass dat dee beschte Beweis, datt en nach net massentauglech ass.

Duerfir, mir begréissen deen heite Projet de loi. An exceptionnelle Fäll ass et wierklech sënnvoll, mee mir mussen oppassen, awer net ze vill Zentralismus ..., an datt dat net ze vill iwwerhand hëlt.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. An dann ass d'Wuert elo fir den Här François Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President. Ech wollt der Madamm Rapportrice Merci soe fir hire gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport a matdeelen, dass mer selbstverständlech fir dëse Projet stëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Den Här Clement huet d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, laang Joren huet dat heite gedauert, fir sech op EU-Niveau endlech eens ze ginn, datt déi Kabelzalot da Geschicht ass. Mee de staarke Lobbying huet dann awer derfir gesuergt, datt dës Mesür eréischt elo kënnt.

*(Interruption)*

An elo ass et vläicht e bësse spéit, well vill Produzente setze mëttlerweil éischter op de Wireless Charging, setzen also dorobber, datt d'Luedkabelen ...

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

... ëmmer manner benotzt ginn. An och dann, wann dat heiten elo kënnt, huet zum Beispill e grousse Laptops-, Handys- an Tabletsfournisseur, deen no engem Uebst benannt ass, ugekënnegt, si géifen d'Luede vun den Apparater iwwer net vun hinne certifiéiert Kabelen einfach emol drosselen. Dat heescht, wann een da mat deem neie Standard wëllt lueden, da geet et méi lues, wéi wann een de Kabel keeft, wou dann dat Uebst drop ass. Och do muss ee sech dann d'Fro stellen, ob dat dann nach wierklech am Interêt vun deem heiten Text ass. Dëst natierlech just, fir datt d'Leit weider hir Kabele kafen!

Dat ass ze bedaueren, well déi 11.000 Tonnen Elektroschrott hätt een éischter kënnen aspueren a virun allem hätt een och kënnen derfir suergen, datt se wierklech agespuert géife ginn. A sollt de Produzent probéieren, dës Reegelen ze ëmgoen, dann hätte mer an eisen Aen och vill méi streng Strofe misse virgesinn, net e klenge Klapps op d'Fanger. Mir hu bei aneren europäeschen Texter gewisen, datt ee ka mat sensibele Strofen derfir suergen, datt d'Fournisseure sech un d'Gesetz halen.

Mir dierfen net riskéieren, datt et hei nach e weidere Schratt a Richtung Ressourcëverschwendung amplaz Ressourcëschounung geet!

An, Här President, ech komme ganz kuerz nach op dee Lobbying zréck, deen ech ugeschwat hunn. Mir sinn der Meenung, datt d'EU-Institutioune sech hei dréngend e méi strenge Kader hätte misse ginn. Net eréischt säit der Katar-Gate-Affär ass kloer, datt de Lobbyismus vis-à-vis vun EU-Beamten a Mandatairen immens zougeholl huet.

Fir den demokratesche Prozess ze schützen an d'Entscheedunge méi transparent ze maachen, bräicht een u sech – a grad bei deem heiten Dossier gesäit een et exzellent! –, datt déi Aktivitéite méi transparent an oppe sinn. Zum Beispill e „legislative footprint", wou all Dokument, wat iergendwéi am Kader vun deenen Diskussioune publizéiert gouf, transmettéiert gouf, och veröffentlecht gëtt, fir datt sech eeben d'Zivillgesellschaft kann e Bild dervu maachen, wien dann hei probéiert huet, déi Standarden ze verwässere respektiv Zäit ze gewannen.

All Bierger muss d'Recht hunn ze verstoen, wéi esou komplex Texter zustane kommen, well dat heiten ass jo elo dee leschten Akt vun engem ganzen, u sech muss ee bal scho soen Drama. Et huet ugefaange mat ganz gudden Intentiounen an et hält op mat enger Transpositioun, déi a mengen Aen ze wënschen iwwreg léisst, well se eebe grad keng Zänn huet, fir sech géint Abusen ze verteidegen.

Dat gesot, ass dat heiten e wichtege Schratt. E kënnt an eisen Aen awer ze spéit an en ass net konsequent genuch. Nichtsdestotrotz, och kleng Schrëtt soll ee belounen, an duerfir gi mir eisen Accord.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Dann huet elo d'Wuert: den Här Marc Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech ka mech ganz kuerz faassen: Endlech manner Elektroschrott, endlech méi Interoperabilitéit vun elektresche Geräter an endlech eng realistesch Chance, datt och ee mir vläicht eng Kéier e Stecker léine kann. Mir stëmmen dat hei mat.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum.

Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools. A grad dofir ass et gutt – fir dass den Här Baum da keen eidelen Handy méi hei huet –, dass mer dann a ganz Europa kënnen een eenzegen Handykabel hunn. Dofir ass et wichteg, dass déi Direktiv hei ëmgesat gëtt.

Ech mengen, et ass schonn ugeschwat ginn: Mat där Direktiv kann een an engem Joer ronn 11.000 Tonne Knascht verhënneren! Ech wëll op dëser Plaz, ech hat et bal vergiess, dem Här Weidig awer nach felicitéiere fir den Tour, deen e vum Auto op de Chargeur gemaach krut. Also, dat ass ganz gutt, mee hei gesäit een, ...

*(Interruption)*

... wéi wichteg Europa ass, datt mer et fäerdegbréngen, 11.000 Tonnen Elektroschrott ze verhënneren. An d'nämmlecht awer och, datt mer ronn 250 Milliounen annuell aspuere fir d'Leit, déi sech déi Kabele kafen, wou onnëtz Sue verbëtzt gi si fir näischt.

Et gesäit een also, dass mer hei op där enger Säit Stroum kréie fir den Här Baum, op där anerer Säit fir d'Ëmwelt eppes maachen an en plus och nach eppes fir de Portmonni maachen. Do gesäit een, dass Europa awer wichteg ass an dass et wichteg ass, dass déi Direktiv hei esou kann ëmgesat ginn.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Minister villmools Merci. Domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss.

A mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8229. Den Text steet am Document parlementaire 8229[6].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8229 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An da Fin du vote.

D'Resultat ass: Jo-Stëmmen: 60. Domat ass de Projet de loi da mat 60 Stëmme géint keng Enthalung a keng Géigestëmm ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel*

*Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Fernand Etgen), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas (par Mme Carole Hartmann), Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Paulette Lenert), Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Sven Clement) ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 11. 8348 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Mir kommen elo zum Projet de loi 8348 iwwert d'Hëllefe fir Betriber, déi besonnesch vun der Energiedeierecht betraff sinn, déi duerch d'Aggressioun vu Russland géint d'Ukrain verursaacht ass. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, alleguer d'Fraktiounen an d'Sensibilitéiten hu fënnef Minutten an d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, den Här Georges Engel, den Här Tom Weidig, den Här François Bausch, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An elo huet d'Wuert d'Madamm Rapportrice Carole Hartmann.

***Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme***

**Mme Carole Hartmann** (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn et virdrun ugeschwat: Déi russesch Invasioun an der Ukrain ass viru ronn zwee Joer ugaangen. Eng vun de gréissere Konsequenze vun dësem tragesche Krich ass d'Energiekris an Europa, déi d'Stéit, awer och eis Betriber ganz staark getraff huet.

D'Europäesch Kommissioun huet 2022 den Encadrement temporaire de crise et de transition lancéiert. D'Zil heivunner ass, d'Ekonomie an déi gréng Transitioun ze ënnerstëtzen.

An deem Kader hu mir op nationalem Niveau 2022 Energiemesüren en place gesat, fir d'Entreprisen hei am Land ze ënnerstëtzen. Haut bleift d'Entwécklung vun de Präisser um Energiemarché, déi vum geopolitesche Kontext ofhänkt, onsécher an och onprevisibel.

Dëse Gesetzesprojet huet also als Zil, de finanziellen Impakt op d'Betriber, ausgeléist duerch d'Schwankunge vun den Energiepräisser, ze limitéieren. Fir ze verhënneren, dass d'Entreprisë mat enger iwwerraschender Hausse vun hire variabele Käschten an doduerch och hiren operationelle Käschte konfrontéiert ginn, wat zu enger Perte vun der Kompetitivitéit féiert, musse mir se och weiderhin ënnerstëtzen.

Eng grouss Unzuel vu Lëtzebuerger Entreprisen huet am Joer 2022 Energiekontrakter op e puer Joer ënnerschriwwen, fir potenziell an zukünfteg Fluktuatioune vun den Energiepräisser ze verhënneren. Mee zu deem Zäitpunkt waren d'Energiepräisser nach immens héich, wat heescht, datt dës Betriber haut net vun der Chute vun den Energiepräisser profitéiere kënnen, éier dann d'Kontrakter am Laf vun dësem Joer auslafen.

Am November 2023 huet d'Europäesch Kommissioun Amendementer zum Encadrement temporaire de crise et de transition ugeholl, fir d'Betriber weiderhin ze ënnerstëtzen. Dëst erlaabt et de Memberstaaten, d'Energiemesüre fir d'Entreprisen ze verlängeren.

An dësem Sënn ass d'Zil vun dësem Gesetzesprojet, deen ech Iech elo presentéieren, d'Durée vu bestëmmten Energiemesüren ëm weider sechs Méint, dat heescht, bis zum 30. Juni dëst Joer, ze verlängeren. Soss wieren dës Mesüren d'lescht Joer Enn des Joers ofgelaf. Dëst gëllt fir d'Hëllefen, déi d'Käschten, déi duerch d'Benotze vum Gas, der Elektrizitéit, awer och duerch d'Benotze vun Elektrizitéitsreseauen ufalen, decken.

Et ass och virgesinn, d'Aidë fir d'Fraise vum Gas, der Elektrizitéit an den Heiz- a Killkäschte vun den energieintensiven Entreprisen ze decken. D'Produzente vun Hëtzt a Biogas oder d'Exploitante vu Fernwärmereseaue kënnen och vun der Extensioun vun den Energiemesüre vu sechs Méint profitéieren.

Ausserdeem gouf den Delai, fir eng Demande d'aide ze maachen, bis den 20. Mee verlängert. Fir energieintensiv Entreprisë kann d'Demande souguer bis den 30. September dëst Joer agereecht ginn. Vu datt et manner Demandë gouf fir d'finanziell Hëllefen, déi d'Käschte vum Masutt decke sollen, gouf dës Mesür par contre net verlängert.

De Gesetzesprojet gesäit ausserdeem och nach vir, de Plaffong fir eng Rei Energiemesüren ze erhéijen. Dëst gëllt fir all d'Mesüren, déi verlängert gi sinn, ausser fir déi, déi energieintensiv Entreprisë betreffen. Méi konkreet heescht dat, dass de Plaffong vun 2 Milliounen op 2,25 Milliounen Euro pro Groupe d'entreprises eropgesat gëtt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Ekonomiekommissioun krut zu dësem Gesetzesprojet véier Avisen eran. De Staatsrot huet a sengem Avis weeder formell Oppositiounen nach Observatiounen zu den Ännerungen aus dem Projet gehat. Virun allem huet en awer eng Rei legistesch Remarke gehat.

Den Avis vun der Chambre de Commerce, dee begréisst d'Verlängerung vun den Hëllefe fir d'Betriber, déi speziell vun den Energiehaussë betraff sinn.

D'Chambre des Métiers huet an hirem Avis och keng Observatiounen eraginn an ënnerstëtzt dëse Projet de loi voll a ganz.

D'Chambre des Salariés par contre huet zwar hiren Accord ginn zum Gesetzesprojet, bedenkt awer, d'Aiden hätte missen u sozial Krittäre gebonne ginn an dass den Afloss op d'Staatsfinanzen hei net onbedéngt déi maximal Enveloppe, déi virgesi war, beusprocht hätt.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport an ech géif dann och zu dësem Projet de loi d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei ginn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Madamm Rapportrice villmools Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport.

An d'Wuert huet elo déi éischt ageschriwwe Riedner in, d'Madamm Octavie Modert.

***Discussion générale***

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, elo grad virdrun hu mer heibannen dru geduecht, datt virun zwee Joer déi russesch Attack op d'Ukrain ugaangen ass. An domadder sinn Energieversuergung an Energiepräisser och e Problem ginn. Och dat hei Gesetz fousst op engem coordonéierte Virgoen an a vun der Unioun. Et ass déi sechste Verlängerung vum Gesetz vum Juli 2022, zu där d'CSV-Fraktioun och nees hiren Accord gëtt.

Mir wëlle jo nach Produktioun an Industrie zu Lëtzebuerg behalen an déi sinn natierlech méi energieintensiv wéi bei Déngschtleeschtungsfirmen. Se sinn och dacks méi aarbechtskräftenintensiv. A sou wéi de Marc Spautz scho bei de Virleefergesetzer gesot huet: Et ass eis wichteg, heimadder och do dee Moment den Emploi ze stäerken. D'Moossnam hëlleft och, d'Inflatioun fir déi Zäit méi déif ze halen. D'Gesetz zielt fir sechs Méint a brëngt e Level-Playingfield an der Unioun. An op deem Niveau muss och gekuckt ginn, wéi een Erfolleg dës Initiativ duerno kréie wäert.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Modert. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel.

**M. Georges Engel** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Et ass wichteg a Krisenzäiten, eis Entreprisen ze ënnerstëtzen an hinnen déi Hëllefen zoukommen ze loossen, déi se brauchen, fir och kompetitiv ze sinn. Hei ass jo eng Verlängerung vu Mesüren, déi schonn an der viregter Regierung beschloss goufen.

Et weist awer och, dass mer e ganz komplexe Marché hei hunn, dee schwéier och heiansdo ze verstoen ass. Wa mer nämlech virdrun d'Fro vum Mars Di Bartolomeo gelauschtert hunn, datt d'Energiepräisser am Ganzen immens déif si par rapport zu de Jore virdrun, da kéint ee sech elo d'Fro stellen, firwat mer haut hei nach Hëllefe fir d'Entreprisen hei stëmmen. Mee de Marché ass sou komplex, datt een dat schonn akaaft huet bei Präisser, déi déi Zäit ganz héich waren. A fir elo kënne kompetitiv ze bleiwen, brauche mer déi Hëllefen hei.

Effektiv kann ee sech och d'Fro stellen, firwat déi Aiden hei vun den Entreprisen nëmme bedéngt benotzt ginn. Dat huet d'CSL an hirem Avis och gesot. Vläicht kann de Minister eis och do erklären, firwat dat esou ass, wéi eng Grënn et dofir gëtt.

Trotz allem wäerte mir als LSAP deen heite Projet mat Sécherheet stëmmen. An an Zäite vun Onsécherheet ass dat e wichtegt Zeeche fir eis Entreprisen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engel. Elo ass d'Wuert fir den Här Tom Weidig. Här Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, mir wäerten dëse Projet de loi och matstëmmen. Et ass ganz wichteg, datt mer eisen Entreprisen eng Stäip ginn. Wat ech awer wëll soen, ass: Ech mengen, datt et faktesch falsch ass, fir einfach ze soen, datt déi Präishausse do aleng vun

der russescher Aggressioun hierkënnt. Dat ass definitiv och een Deel dervun, an zemools och d'Onsécherheet, déi dat matbruecht huet. An dat gëtt natierlech an den Energiepräisser reflektéiert.

Do gëtt et awer nach dräi aner wichteg Facteuren. Dat eent sinn d'Sanktioune géint Russland. Ech wëll lo hei net soen, ob d'Sanktioune richteg oder falsch sinn, mee mir mussen eis bewosst sinn, wa mer Sanktioune maachen, datt déi natierlech och d'Präisser affektéieren. An duerfir ass et och wichteg ze wëssen, datt dat ee Facteur ass.

An een zweete ganz, ganz grousse Facteur fir Energiehaussen, dat ass déi däitsch Energietransitioun, déi am Fong geholl vu villen Experten ugesi gëtt als éischter katastrophal, wéi datt se lo iergendeppes wierklech bewierkt. D'Energiepräisser an Däitschland, déi sinn extreemst geklommen, an dat huet natierlech och en Impact op eise Marché, op Produkter, déi mer kréien, mee och d'Energie, déi mer akafen. Duerfir, dat ass och ee ganz, ganz grousse Facteur, dee bei der Energiehausse matdréit.

An dann hu mer och nach den drëtte Facteur, an dat ass halt d'Perturbatioun an de Liwwerketten. Mir haten elo joerzéngtelaang wierklech ganz sécher Liwwerketten duerch international Shipping Lanes, déi vun den Amerikaner kontrolléiert gi sinn, fir datt d'Sécherheet garantéiert gëtt. An do ass halt de Problem, datt éischtens duerch d'Pandemie déi Liwwerketten deelweis zesummegebrach sinn, an dat huet och extreem op d'Präisser gedréckt. A mir wëssen och, datt den Iran konstant probéiert, och déi Liwwerketten ze ënnerbriechen. An och dat ass e groussen Impact op d'Energiepräisser.

Duerfir ass et menger Meenung no ze kuerz gegraff, fir einfach ze soen, datt dat wéinst der russescher Aggressioun ass. Et ass multifaktoriell. Mir musse wierklech un all deenen eenzelnen Theeme schaffen. A mir kënnen och Subsiden an Hëllefen, déi mer ginn, net éiweg verlängeren. Mir mussen och u strukturelle Problemer schaffen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. Dann huet d'Wuert den Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President. Ech sinn elo just eppes Neies geléiert ginn, nämlech datt effektiv d'Energietransition an Däitschland d'Gaspräisser an d'Luucht gedriwwen huet. Dat hunn ech nach net sou richteg verstan, mee dat muss ee mer erklären, well ech weess net, wou Däitschland säi Gas hierhëlt. Ech mengen, op der nämmlechter Plaz, wou mir et hierhuelen, mee bon, soit. Här President, mir hunn ...

*(Interruption par M. Fernand Kartheiser)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, wannechgelift, den Här Bausch huet d'Wuert!

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här President, ben, wësst Der, ...

*(Hilarité)*

... den Här Kartheiser, dee ka mech net méi beonrouegen no deem, wat en haut gesot huet.

Mir wäerte selbstverständlech dee Projet hei stëmmen, well et ass jo effektiv eng Verlängerung vun engem Gesetz, dat an der viregter Regierung schonn op den Instanzewee bruecht gouf. Mir fannen et nach ëmmer richteg, datt mer déi Ënnerstëtzung hei weider maache fir ons Entreprisen, duerfir stëmme mir och bei deem Projet derfir.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Elo ass d'Wuert fir den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Also, och ech verstinn déi maartwirtschaftlech Analys do net ganz, wéi wann d'Energietransitioun derfir suergt, datt manner Gas ofgeholl gëtt, dann op eemol de Präis soll méi deier ginn, well jo u sech d'Offer d'nämmlecht bleift, d'Demande awer ofhëlt. Also, ech hunn a mengem Ekoscours geléiert, datt doduerch normalerweis d'Präisser erofginn, wann d'Offer méi grouss wéi d'Demande ass. Mee bon, et léiert een ëmmer nei alternativ Fakten hei bäi. Dat ass ... Bref.

*(Interruption)*

Komme mer zu deem heiten Text awer ganz konkreet. Ech verstinn, datt en nach eng Kéier op den Instanzewee bruecht gouf. Ech verstinn och, datt et wichteg ass, en ze stëmmen. Mir wäerten en och matstëmmen. Ech ginn awer ze bedenken, wat ech och schonn an der Kommissioun eng Kéier gesot hunn an och an der Finanzkommissioun, wéi mer iwwert d'Budgetszuele vum drëtten Trimester geschwat haten, datt ganz wéineg vun deene Suen, déi mer hei u sech provisionéiert hunn, och ofgeruff goufen. Et si 4 Millioune vu 45 Millioune Stand Enn Oktober gewiescht, déi hei iwwerhaapt ofgeruff goufen, wat weist, datt déi meescht Betriber u sech et net brauchen, mee et weist awer och, datt et eeben e puer Betriber gëtt, déi drop ugewise sinn. A genau dofir ass et wichteg, wa mer eng Industrie zu Lëtzebuerg wëllen halen, datt mer dat och maachen.

An dofir wäerte mir och den Accord zu dësem Projet ginn. Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Dann huet den Här Marc Baum d'Wuert.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir si lo geschwënn am véierte Joer, wou eis Ekonomie am Krisemodus funktionéiert. Fir d'éischt war et d'Covidkris, wou déi ëffentlech Hand huet missen agräifen, fir Entreprisen ze hëllefen. Duerno ass den Ukrainkrich, d'Ukrainkris komm duerch d'Invasioun vu Russland an d'Ukrain an déi domat verbonne Problemer. Erëm ware mer an enger Situatioun, datt Entreprisen hu misse gehollef kréien.

Mir waren ni géint déi Hëllefen. Mir waren ëmmer der Meenung, datt et och dem Staat seng Responsabilitéit ass, Entreprisen ze ënnerstëtzen, mee – an an där Linn bleiwe mer awer och dës Kéier – mir waren och an deene leschte véier Joer ëmmer der Meenung, datt dat u Konditioune misst gebonne sinn. Wann de Staat schonn Entreprisë Sue gëtt, da misst awer och eppes fir d'Salariéen dobäi erauskommen, verschidde Garantien, zum Beispill d'Garantie, datt e Betrib, dee sou Hëllefe kritt, net entloosse kann. Dat ass och dat, wat d'Salariatskummer an hiren Avisen ëmmer gesot huet. Dat ass dat, wat eis Positioun souwuel bei de Covidhëllefe fir d'Betriber wéi awer och bei dësen Aiden ass. An där Linn bleiwe mer eis trei, soudatt mer net géint d'Aidë sinn, eis awer aus deene genannte Grënn enthale mussen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum.

Dann huet elo d'Regierung d'Wuert. Här Wirtschaftsminister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Jo, ech si ganz frou, dass mer zu esou vill dëst Gesetz hei stëmmen, well et ganz wichteg ass, dass mer déi Aidë verlängeren. Et ass richteg, esou wéi et scho vu Virriedner ugeschwat ginn ass, dass et schonn eng Zäit laang ëmmer erëm Verlängerunge gouf. Vun der leschter Regierung gouf et ëmmer erëm Upassungen un déi Aidëregimmer, déi mer hunn.

An d'Madamm Modert hat nach eng Kéier ervirgestrach, dass et ganz wichteg ass, dass mer och bei dësem Projet de loi e Level-Playingfield an der EU hunn, well mer nämlech soss an eng Distorsion de marché kommen, wann iergendee Land aus der EU op d'Iddi kënnt, vill méi héich Hëllefe kënnen auszebezuele wéi aner Länner. Genausou wa mer dat hei net géife stëmmen an aner Länner géifen et stëmmen, dann hätte mer och do eng Concurrence déloyale, well eis Betriber manner géife kréie wéi aner Betriber, déi et kënnen hunn.

Et ass ugeschwat ginn: Vun deenen initialen 375 Milliounen, déi virgesi waren, fir alleguerten déi verschidden Aidëregimmer kënnen ze zerwéieren, sinn op den Dag vum 21. Februar just eng ronn 99 Milliounen och wierklech ofgeruff ginn.

Dat weist – an ech mengen, den Här Engel war et, deen drop agaangen ass, Suite vum Här Di Bartolomeo senger Fro virdrun an der Froestonn – d'Volatilitéit vun den Energiepräisser. Natierlech sinn hei Betriber, a wa mer vun all deene verschiddene Regimmer hei schwätzen, sinn et eng ronn 293 Entreprisen, déi Aidë kréien. Dat si ronn 2.400 Demandë fir déi Aiden, well e Betrib iwwer e puer Méint natierlech kann déi Aiden hei ufroen. Da gesäit een eebe grad déi Volatilitéit.

Et gëtt Betriber, déi sinn ënnert dem Präis haut um Spotmarché vun deem, wat se virdrun haten, wa se haut akafen. Dat heescht, déi brauchen déi Aiden hei net. Si kënne se och net ufroen, well nämlech de Calcul, fir déi Aide hei ze kréien, sech baséiert op en normale Präis vum Gas oder vum Elektresch vu virun der Kris.

Parallell zu deem Gesetz hei, wat an der Chamber diskutéiert ginn ass, gesi mer och, dass d'Dieselaiden net verlängert gi sinn, well och dat war een Deel vun den Aidëregimmer, déi en place gesat gi sinn zu engem gewëssene Moment. Mee déi sinn net méi genotzt ginn, well de Präis einfach méi déif ass, soudass déi Aiden op den 31. Dezember ausgelaf sinn an och hei an dësem Projet de loi net méi proposéiert gëtt, fir et ze verlängeren, well do de Präis e ganz aneren ass a well mer do déi komplizéiert Mechanisme vum Akafe vun deene verschiddenen Energiesourcen net mat dran hunn.

Wourëm geet et hei? Et geet am Fong hei bei dësem Projet de loi drëm, nach fir sechs Méint de Betriber eng gewësse Previsibilitéit ze ginn. Well wa mer de Betriber déi Previsibilitéit net ginn, dann ass et ganz schwéier, dass se iwwerhaapt nach kënne produzéieren an an engem europawäiten oder weltwäite Marché och kënne matconcurrencéieren, fir hir Produktiounen hei kënnen eriwwerzeginn.

Wann ech virdru gesot hunn, 293 Betriber, déi déi Aiden hei ugefrot hunn, da sinn dat 293 Betriber, déi aus der Industrie kommen, grouss Industriebetriber, déi eebe grad an deem dote Marché matschaffen an dann och mussen eng Previsibilitéit hunn, besonnesch eeben am Kader vun den Energiepräisser. Trotzdeem ass et awer nach wichteg, d'Verlängerung ze maachen, och wa mer haut op engem déiwen Niveau sinn. Wa muer iergendeppes géif geschéien an d'Präisser géifen erëm duerch de Plaffong goen, da misste mer erëm eng Kéier vill méi vun dëser Aide hei Gebrauch maachen. Just nach zu der Fiche

financière vun dësem Projet de loi: Ronn 27,7 Milliounen, déi nach eng Kéier virgesi sinn, le cas échéant, wa se géife gebraucht ginn. Mee et gesäit een och an dësen Zäiten, dass se am Moment nach net esou staark wäerte sollicitéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8348. Den Text steet am Document parlementaire 8348[5].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8348 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen. De Projet de loi ass also mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Enthalungen ugeholl ginn.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Sven Clement).*

*Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 12. 8349 – Projet de loi portant modification des articles 6, 101 et 106 de la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées

An da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 8349 iwwert d'Qualitéit vun den Déngschter fir eeler Leit. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, all Fraktioun a Sensibilitéit fënnef Minutten an d'Regierung duerno zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Nathalie Morgenthaler, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Ben Polidori an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Mandy Minella. Madamm Minella, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil***

**Mme Mandy Minella** (DP), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zil vum Projet de loi 8349 ass et, d'Gesetz vum 23. August 2023 iwwert d'Qualitéit vun de Servicer fir eeler Leit punktuell ofzeänneren, éier dëst den 1. Mäerz a Kraaft trëtt.

An deem Kader ass et dowéinst wichteg, dass och dëse Gesetzesprojet dës Woch nach gestëmmt gëtt an dann zäitgläich op den 1. Mäerz a Kraaft triede kann. Nëmmen esou kann e reibungsloost Ëmsetze vum Text um Terrain garantéiert ginn, ouni dass de Betrib am Alldag an de Strukture perturbéiert gëtt.

Als Erënnerung: Mam Gesetz vum 23. August ass fir d'Wunnstrukture fir eeler Leit en neie Personalschlëssel agefouert ginn, fir eng optimal Betreiung ronderëm d'Auer ze garantéieren.

Domadder gëtt d'Unzuel u Fleegepersonal an de Strukture kloer an d'Luucht gesat par rapport zur Situatioun, wéi se aktuell ass, an dat och ronderëm d'Auer.

Et ass net just eng minimal Presenz vun engem Infirmier oder enger Infirmière an enger Persoun vum Betreiungspersonal wärend 24 Stonne 7 Deeg an der Woch virgesinn, mee et gëtt och verstäerkt der Fleegebedierftegkeet vun de Residentë Rechnung gedroen.

De Minister hat et an der Kommissioun gesot, mam Personalschlëssel, wéi en initial am Gesetz virgesi war, wär e liicht iwwert d'Zil erausgeschoss, soudass d'Resultat dozou gefouert hätt, dass dee Schlëssel d'Acteuren um Terrain viru Schwieregkeete gestallt hätt, wat d'Ëmsetzbarkeet betrëfft.

Mat dësem Gesetzesprojet gëtt deem Rechnung gedroen an de Personalschlëssel ugepasst. Och wann d'Ufuerderungen also liicht zréckgeschrauft ginn, wäert awer an Zukunft méi Personal an de Strukture present sinn, wéi dat momentan de Fall ass, fir eng beschtméiglech Betreiung ze assuréieren.

An Zukunft wäerten d'Bestëmmunge follgendermoossen ausgesinn:

Zum enge muss, wéi gesot, zu all Moment eng Mindestpresenz assuréiert sinn, déi sech aus engem Infirmier respektiv enger Infirmière an enger Persoun vum Fleegepersonal zesummesetzt.

Zum anere musse fir all Tranche vu 60 Residenten, där hir Fleegebedierftegkeet tëschent 1 a 5 läit oder déi palliativ Soine kréien, eng zousätzlech Persoun vum Fleegepersonal present sinn.

Bei Residenten, deenen hir Fleegebedierftegkeet op d'mannst 6 ass oder driwwer läit, ass et eng zousätzlech Persoun vum Fleegepersonal pro Tranche vun 30 Residenten.

Fir de Gestionnairen eng gewësse Flexibilitéit ze ginn an der Fluctuatioun vu Residentë mat ënnerschiddleche Besoine Rechnung ze droen, ass donieft och virgesinn, dass déi verschidden Tranchë wärend maximal 90 Deeg ëm 10 % iwwerschratt kënne ginn, ouni dass zousätzlecht Fleegepersonal néideg ass.

Dës Reegelung gëtt dem Gestionnaire d'Méiglechkeet, sech mat senge Schichtpläng besser kënnen ze organiséieren, a léisst him genuch Zäit, fir zousätzlecht Personal ze recrutéieren, wann dat néideg sollt sinn.

Här President, zum Schluss wëll ech nach kuerz op d'Aarbechten an der Kommissioun agoen. De Gesetzesprojet gouf den 22. Januar dëst Joer vum Familljeminister deposéiert.

De 6. Februar huet de Staatsrot säin Avis erausginn, an deem e gréng Luucht fir de Gesetzesprojet ginn huet. Donieft hunn nach d'CNPD, d'Chambre de Commerce an d'COPAS en Avis veröffentlecht.

D'COPAS huet an hirem Avis dann och ausdrécklech begréisst, dass dës Adaptatioun gemaach gëtt; an huet op d'Noutwendegkeet dovun higewisen.

De Projet de loi gouf den 8. Februar an der Kommissioun virgestallt. D'Kommissioun huet mech och an der selwechter Sëtzung als Rapportrice genannt.

D'Familljekommissioun huet mäi schréftleche Rapport an hirer Sëtzung vum 20. Februar ugeholl.

Dat gesot, soen ech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der DP-Fraktioun fir dëse Gesetzesprojet. Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minella, fir Äre mëndlechen an Äre schréftleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Nathalie Morgenthaler. Madamm Morgenthaler.

***Discussion générale***

**Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV) | Merci, Här President. Hei gëtt an engem Text nogebessert, deen eréischt am Juli d'lescht Joer mat 58 Jo-Stëmmen an zwou Enthalungen ugeholl ginn ass. Dat heescht, souwuel de Minister wéi dëst Haus si gewëllt, zäitno nozebesseren, fir dass dës Ännerungen zäitgläich mam Gesetz vum 23. August 2023 den 1. Mäerz dëst Joer a Kraaft kënnen trieden.

Nieft klengen textuelle Verbesserunge gi virun allem ofgeännert Encadrementszuele festgehalen, Zuelen, déi vu muncher Säit scho bei der éischter Ofstëmmung als problematesch respektiv souguer deelweis als onrealistesch ëmpfonnt gi sinn. Wéinst Personalmangel hätten eventuell Leit vun der Dagesschicht op d'Nuetsschicht missen ofgezu ginn.

Ee konkreet Beispill aus der Praxis: An enger Struktur, wou den Nuetsschlëssel bei fënnef Leit Personal geleeën hätt, ass d'Unzuel lo mat dësem Gesetz nëmmen nach bei véier. Dat kléngt lo no enger klenger Ännerung, mee iwwert d'Joer gekuckt mécht dat awer ëmmerhin 2,3 ETP, also Équivalents temps plein, aus.

Mir sollten d'Ëmsetzung an d'Machbarkeet vun dësem ofgeännerten Text onbedéngt an Zukunft am A behalen: Fannen déi betraffe Strukturen dat néidegt Personal? Wéi kënne mer d'Beruffsausbildung vum Fleegepersonal an d'Attraktivitéit vun deene Beruffer verbesseren? Wéi sinn d'Auswierkungen op d'Pensiounspräisser? Hëlt d'Qualitéit dann elo wierklech zou? Dat sinn nëmmen e puer Froen, déi sech an dësem Kontext stellen.

Dofir bleift d'Motioun, déi bei der éischter Ofstëmmung eestëmmeg ugeholl ginn ass, och weiderhin aktuell an et gëtt méi wéi jee wichteg, no dräi Joer e Bilan ze zéien.

Zum Ofschloss bleift mer nëmmen nach ze soen, dass d'CSV dëse Gesetzesentworf natierlech begréisst a matdréit.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Morgenthaler. An dann ass et elo un der Madamm Claire Delcourt. Madamm Delcourt.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Madamm Minella hat elo schonn eng gutt Aféierung gemaach, also brauch ech net nach eng Kéier ze erklären, wat elo hei ëmgesat gëtt. Fir d'LSAP ass et fir d'éischt emol

ganz wichteg hei ze soen, dass mer mat der Zilsetzung vun dësem Projet natierlech ganz averstane sinn. A mir ënnerstëtzen dat och an dës Reegelung mécht och vum Prinzipp hier absolutt Sënn. Mir hunn awer Problemer mam Detail vun de Bestëmmungen, an dëst sinn dräi Punkten, déi ech wëll e bëssen ervirhiewen, wat mer do géife proposéieren.

Den éischte Punkt ass, dass dëse Projet de loi net onbedéngt bewierke wäert, dass méi Personal do ass, wou méi Fleeg gebraucht gëtt. An der Praxis ass et sou, dass en Haus vu 60 méi liicht fleegebedürftege Residenten, also Fleegegrad 1 bis 5, een zousätzleche Soignant muss op der Plaz hunn. Sou wäit, sou gutt. Mee en Haus, dat 59 liicht fleegebedürfteg Residenten am Haus huet an 29 schwéier fleegebedürfteg Residenten, mat engem Fleegegrad also vu 6, dat heescht am Ganzen 88 Residenten, muss awer keen zousätzleche Soignant am Asaz hunn. Dat ass net onbedéngt logesch an net am Sënn vun den eelere Leit an ech ka mer net virstellen, dass dat esou gewollt war. An den Text dréit leider der Komplexitéit vun der Situatioun um Terrain net Rechnung.

Den Text misst an eisen Aen nach emol iwwerschafft ginn, fir dass d'Presenz vum Personal effektiv proportional zu de Besoine vun de Residenten ass. Dat geet zum Beispill duerch Koeffizienter jee no Fleegegrad oder och, andeems een de Personalschlëssel par rapport zu der Fleegezäit vun de Residente festleet, dee jo iwwert d'Assurance dépendance festgeluecht gëtt. Et ass schued, dass beim Gesetz déi haiteg Iwwerleeungen net berücksichtegt gi sinn.

An et ass och schued, dass elo d'Gesetz siwe Méint nom Vott am Schnellverfare muss ofgeännert ginn. Ech ginn dovun aus, dass trotz dësem Virgoen d'DP zu hirem Zil steet vun enger „héichwäerteger an transparenter Offer un Alters- a Fleegeservicer". Dat ass en Zitat vum Här Claude Lamberty a sengem mëndleche Rapport den 20. Juli d'lescht Joer hei an der Chamber. An ech ginn eigentlech och dovun aus, dass mer alleguerte fir dat Zil astinn.

Mir sinn eis eens: Zousätzlecht Personal ass wichteg. Méi Personal garantéiert net nëmmen, dass d'Leit allgemeng besser versuergt an encadréiert ginn, méi Personal an der Nuecht erlaabt et och zum Beispill, dass d'Leit bei klenge Problemer sur place an hirem gewinnten Ëmfeld kënnen en charge geholl a behandelt ginn. Et verhënnert eigentlech och, dass se jee nodeem musse mat der Ambulanz an d'Spidol bruecht ginn. A mir wëssen och, dass dat eeler Leit ka ganz schnell aus der Fassong bréngen, an et bréngt natierlech och aner Risikoe mat sech, wa se an e Spidol ageliwwert ginn. An och dëse preventiven Aspekt sollt an d'Iwwerleeung mat afléissen, och wann et ëm déi néideg finanziell Mëttele geet.

An dat féiert mech och e bëssen zu deem zweete Punkt. D'Personal kascht an de Problem vun den zousätzleche Käschte gëtt weeder am Gesetz iwwert d'Qualitéit vun de Strukture fir eeler Leit nach an dësem Projet de loi ugeschwat. Wann ee verhënnere wëll, dass et um Enn um Portmonni vum Resident hänkebleift, wier et wichteg, dass déi nei Obligatiounen och iergendwéi kënne finanzéiert ginn, zum Beispill bei der Assurance dépendance iwwer en Tariff fir Nuetswaach oder och e Forfait, deen d'Haiser jee no Zuel an Ofhängegkeetsgrad vun de Residente kéinte verrechnen.

En drëtten a leschte Punkt ass natierlech d'Haaptkonditioun, dass mir effikass géint d'Penurie vum Fleegepersonal virginn, dass mir et packen, méi Leit an déi Beruffer ze orientéieren, dass mir méi Leit ausbilden an hinne gutt Aarbechtskonditioune garantéieren, fir dass si och bei der Staang bleiwen an hir Aarbecht mat Freed a Satisfaktioun kënne maachen.

Dofir hunn ech d'Hoffnung, dass d'Majoritéit mat eis averstanen ass, dass op dësem Punkt muss nogebessert ginn, an dass si dofir eis Motioun matdréit, fir d'Gesetz nach eng Kéier op de Leescht ze huelen a gläichzäiteg sécherzestellen, dass déi néideg finanziell Ressourcë fir d'Personal zur Verfügung stinn.

Schlussendlech ginn ech also heimat och den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées ;*

*– considérant le projet de loi 8349 portant modification des articles 6, 101 et 106 de la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées qui vise à « adapter les minima en termes de présences d'agents faisant partie du personnel d'encadrement requis dans les structures d'hébergement pour personnes âgées afin de tenir compte du degré de besoins en aides et de soins des résidents de chaque structure individuellement » ;*

*– considérant le libellé de l'article 1er du projet de loi 8349 portant modification des articles 6, 101 et 106 de la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées qui ne permet pas d'atteindre l'objectif poursuivi par le projet de loi,*

*invite le Gouvernement à*

*– procéder à une évaluation des adaptations introduites par le nouveau projet de loi modifiant la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées dans un délai de deux ans (notamment les effets sur l'évolution de la qualité des services, les coûts et la gestion du personnel) et adapter le cas échéant les minima en termes de présences d'agents faisant partie du personnel d'encadrement requis dans les structures d'hébergement pour personnes âgées pour qu'ils soient proportionnels aux besoins en aides et soins des résidents ;*

*– prendre les mesures nécessaires pour assurer le financement du personnel d'encadrement supplémentaire requis dans les structures d'hébergement pour personnes âgées suite à la mise en vigueur de la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées ;*

*– élaborer et mettre en œuvre une stratégie visant à agir contre la pénurie de personnel soignant.*

*(s.) Claire Delcourt, Marc Baum, Joëlle Welfring.*

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Delcourt. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, ech wëll mech kuerz halen. Mir begréissen déi Ännerung vum Gesetz, déi halt d'Situatioun um Terrain méi considéréiert. Ee Problem ass natierlech de Manktem u Personal, an dat ass natierlech ganz schwéier ze léisen, och wéinst dem demografesche Wandel. Mir hunn net méi genuch Kanner a mir hunn ëmmer méi eeler Leit. An do ass et natierlech wichteg, datt mer do kucken, datt mer do vläicht och nach aner Initiative kréien. Duerfir begréisse mer och zum Beispill d'Iddi vun engem Volontariat. An an eisem Walprogramm hu mer och zum Beispill e soziaalt Joer, dat mer proposéieren, wou d'Leit, och all déi Jonk zum Beispill, sech ee Joer laang fir sozial Zwecker asetze kënnen, fir datt doduerch dann och eventuell dat professionellt Personal entlaascht gëtt an datt mer doduerch vläicht een Deel vum Manktem u Personal kompenséiere kënnen.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. Elo ass d'Wuert fir d'Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Merci, Här President. Ech wëll et och kuerz maachen. Mir begréissen dëse Gesetzesvirschlag fir de Betreiungsschlëssel, eeben och geméiss deem, wat de Secteur zum Deel eis matdeelt. D'COPAS huet dat jo och verlaangt. D'COPAS representéiert d'Prestatairen a wollt och, dass de Betreiungsschlëssel eeben net méi just op Basis vun der Unzuel vun de Better, mee och iwwert den Degré de dépendance géif an Zukunft gerechent ginn, wat jo och elo gemaach ginn ass. Dat ass, mengen ech, eng positiv Entwécklung. Och déi proposéiert Flexibilisatioun an déi Iwwergangsphasen, déi virgesi sinn, fannen ech ganz begréissenswäert. An dann hu mer awer och haut en Avis kritt vum Conseil supérieur des personnes handicapées.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech mengen, Madamm Welfring, Dir misst e wéineg méi haart schwätzen. Ech hunn Zeechen, datt d'Leit Iech net richteg héieren.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Ok.

**M. Claude Wiseler,** Président | Et deet mer leed, mee ...

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Nee, et ass net schlëmm. Ech hat gemengt, de Mikro wär méi staark. Ok.

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Et ass zousätzlech eeben och zum Avis vum Conseil supérieur des personnes handicapées, deen eréischt haut erakomm ass, wou och nach drasteet, dass déi Leit sech och Suerge maachen iwwert d'Qualitéit, den Impakt op d'Qualitéit vun deenen Aarbechte ronderëm déi fleegebedürfteg Leit, och d'Sécherheet dovun, an dann op där anerer Säit awer och sech Suerge maachen iwwert déi méiglech Iwwerlaaschtung vum Personal. An dat ass och eng Ursaach, wisou mer der Meenung sinn, dass et ganz wichteg ass, dass mer d'Effekter vun dësem Gesetz innerhalb vun zwee Joer scho géifen eng Kéier bewäerten, fir ze kucken, ob muss nogebessert ginn.

Voilà, an dofir kann ech heimadder meng Ënnerstëtzung dem Gesetz ginn, awer och der schonn adresséierter Motioun. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. Dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här Marc Goergen. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Jo, hei steet ee vun deenen zwéin, déi sech enthalen hate lescht Joer. Ech ka mech nach gutt erënneren un déi Diskussiounen, déi mer haten, an deemools war also zimmlech déi ganz Säit hei zimmlech rosen, dass dat Ganzt esou am Hauruckverfaren nach kuerz virun der Summerpaus duerchgebaatscht ginn ass, dëst Gesetz, awer och aner Gesetzer. An ech mengen, d'Resultat gesitt Der elo.

E puer Méint duerno kommt Der schonn erëm heihinner an Dir hätt et gäre verbessert, zwar net verbessert zum Gudden, mee verschlechtert fir d'Clienten. Dir gitt erof, dass Der lo einfach emol sot ... Dir hutt deemools – virun de Walen huet dat bestëmmt gutt geklongen – gesot: „Mir maachen et op 30 Better." Elo halbéiert Der einfach emol, gitt Der emol hin a sot dann: „A kommt, mir maache lo mol nach 60 Better mam selwechte Personal, wa se an der Stuf 1 bis 5 sinn." Dat nennt een dann eng Verschlechterung no der Summerpaus, no engem Gesetz, dat Der einfach emol sou schnell iwwert de Knéi gebrach hutt.

Well elo hutt Der jo eng Datz kritt als Regierung – oder déi viregt Regierung. Ech kann där neier de Kapp net wäschen, well déi hat deemools genau déi selwecht Meenung eigentlech wéi mir elo, dass et ze schnell gaangen ass, a se hunn och déi Positioun hei am Haus vertrueden, mee déi al Regierung huet eigentlech eng Datz kritt, well d'COPAS huet hinne gesot: „Dat geet guer net!" Et feelen eis 310 Leit, fir dat iwwerhaapt ëmzesetzen, wat Dir deemools an deen Text do geschriwwen hutt. Et kléngt zwar gutt, …

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Et geet awer nach ëmmer ëm d'Leit!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Et huet gutt geklongen … Et geet ëm d'Leit, dofir reegen ech mech jo op, Madamm Cahen! Ech weess, Dir waart laang am Dossier mat dran an ech mengen, mir hunn och vill Diskussiounen doriwwer gehat. An et ass jo dat, wat mech opreegt. Dir hutt deemools net mam Terrain geschwat! An dat ass jo och dat, wat mer reprochéiert hunn, wéi Dir d'Gesetz hei deposéiert hutt.

Den Terrain …

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Dat ass absolutt falsch! Mir hu permanent … Mir hunn dat Gesetz mam Terrain zesumme gemaach. Dir sot hei Saachen, déi onwouer sinn!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Also, wann Dir d'Gesetz mam Terrain zesumme gemaach hutt, da froen ech mech, firwat den Terrain elo bei Iech komm ass a gesot huet, et wär net méiglech, dat ëmzesetzen.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Well se net dat néidegt Personal fannen a gefrot hunn, dass do eng Adaptatioun gemaach gëtt.

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, mir sinn net …

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Da liest d'Gesetz, da gesitt Der genau, wat haut geschitt!

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Also, Madamm Cahen, hutt Dir selwer gesot, dass dat, wat Dir geschriwwen hutt – ech mengen, Dir hutt et jo nach deposéiert an den Här Hahn huet et herno ëmgesat –, dat, wat Dir deposéiert hutt, net méiglech war. Dir gitt et jo selwer zou!

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Nee, et geet ëm d'Leit, dorëms, fir d'Leit …

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Cahen, …

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Ma en huet mir eng Fro gestallt, Här President. Et geet drëms, datt mer d'Leit anstänneg versuergen. Dorëms geet et!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Mee da gitt dach elo net erof!

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, et ass elo keng Diskussioun hei. Wann den Här Goergen eppes ze soen huet, da seet en et. Wann d'Madamm Cahen wëllt äntwerten: D'DP huet nach Riedezäit duerno, si ka sech nach roueg aschreiwen, fir déi noutwendeg Äntwerten ze ginn. Här Goergen, maacht Är Developpementer fäerdeg, wannechgelift!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | D'Madamm Cahen stéiert mech net. Ech verstinn awer, dass eng gewëssen Nervositéit kënnt, wann een esou eng Datz kritt.

*(Interruption)*

Ech fannen et jo eebe bedenklech an der Qualitéit, well Der elo vun deenen 30 op 60 Better gitt. Dat heescht, dat Personal, wat Der virdru wollt asetzen, muss elo 60 Better betreien. An dat ass dat, wat mer Suerge mécht an der Qualitéit.

Dir hutt deemools eppes wëllen ëmsetzen, ouni mat deene Leit um Terrain ze schwätzen. An dat ass eent vun … Mir hunn nach e puer aner esou Gesetzer gehat virun der Summerpaus, an dat heiten ass elo de Rateschwanz, deen hei nokënnt. Ech weess net, wat mer nach vu Gesetzer wäerte kréien, déi Der deemools schnell duerchgepeitscht hutt a wou Der Feeler gemaach hutt. Hei ass eent dovunner.

An ech maache mer hei wierklech Suergen, dass herno an den Haiser dat doten um Personal wäert hänkebleiwen. Well wann déi elo nëmmen nach d'Hallschent hu vum Personal, also duebel esou vill Leit musse betreien, sinn et herno déi Leit, déi d'Nuetsschichte maachen, déi duerno wäerten d'Leidtragend sinn.

An natierlech hutt Der Recht! Dir sot, Dir fannt kee Personal. Mee ech war net zéng Joer an enger Regierung fir ze kucken, dass de Beruff esou attraktiv ass, dass genuch Leit do sinn. Mee Dir awer!

Dofir wäerte mer eis haut och enthalen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Dann ass et um Här Marc Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir haten eis net enthalen, mir hu fir dëst Gesetz gestëmmt gehat virun e puer Méint. Dat wäerte mer och dës Kéier maachen.

Mee et muss een awer zouginn, datt den Här Goergen effektiv e Punkt huet an deem, wat e seet, souwuel wat d'Vitess ugeet, wéi et dee Moment virun der Summervakanz votéiert ginn ass, wéi awer och elo d'Vitess, wéi een dat Gesetz, wat effektiv eréischt viru siwen, aacht Méint votéiert ginn ass, nach eng Kéier séier muss änneren opgrond – an dat ass effektiv richteg – vun enger Penurie u Personal, déi awer och net einfach esou vum Himmel gefall ass, mee déi een eigentlech och hätt kënne virausgesinn!

An déi Léisung, déi elo hei proposéiert gëtt, ass eng, déi am Bewosstsi vun der Penurie vu Personal eiser Meenung no och sënnvoll ass, nämlech de Personalschlëssel opzedeelen no de Bedürftegkeete vun deene Leit, déi déi Fleeg och brauchen.

Mee mir wäerten net aus där Fro erauskommen, wa mer deen zentralen Elefant, deen an der Dier steet, nämlech d'Penurie vum Personal, net seriö uginn. An duerfir brauche mer, mengen ech, och déi Analys vun deem Gesetz, d'Analys dovunner, wéi dat Gesetz wäert ëmgesat ginn an der Praxis. Duerfir ass awer och d'Fro, wéi sech domat elo d'Käschte wäerte weiderentwéckelen, d'Käschte vun deenen eenzelne Strukturen.

A virun allem mengen ech, datt et wichteg ass, datt mer un där eigentlecher Zilsetzung, nämlech d'Fleeg vun deene Leit ze verbesseren an déi Verbesserung ze assuréieren, festhalen, wuel wëssend, datt et warscheinlech och an deenen nächste Méint a Joren net méi einfach wäert goen.

Mat deenen oder och mat anere kritesche Remarke si mir awer bereet, dës Ännerung matzedroen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum.

Dann huet d'Wuert elo: d'Regierung, den Här Familljeminister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Merci, Här President. Fir d'éischt e ganz grousse Merci un d'Rapportrice fir hiren éischte Rapport, dee se hei gemaach huet, d'Mandy Minella. Si war esou komplett, dass ech – an ech mengen, Här President, dat ass esou gewënscht vun Iech – net méi brauch op den Detail anzegoen. An awer sinn e puer Saache gesot ginn, besonnesch elo um Schluss, déi net ganz richteg sinn, soudass ech awer nach eng Kéier verschidde Saache muss widderhuelen.

Et muss ee wëssen, wa mer haut e CIPA huelen a mer kucken, wéi d'Reglement haut a Kraaft ass, da seet dat, dass ee bis 100 Leit een Infirmier brauch, an doriwwer eraus nach eng Kéier eng Persoun derbäi, ob do 200, 300 oder 400 Leit am Haus sinn.

An deem neien Text soe mer direkt ab dem éischte Bewunner, dass direkt emol zwee Leit mussen do agesat ginn, een Infirmier an een Encadrant. An da soe mer nach, an dat ass jo dat Neit an dat Flott an deem heiten Text, an duerfir wollte mer dat heiten och änneren, do fält mir iwwerhaapt guer keen Zack aus der Kroun, fir dat ze maachen: Mir wollten net nëmmen eng Bettenunzuel kucken, mir wollte justement eng Fleegebedürftegkeet consideréieren!

Et ass dat, wat d'Madamm Delcourt zu Recht opgeworf huet. An dat maache mer jo mat deem heiten Text, andeems mer Tranchen definéieren. Fir déi Leit, déi dat am meeschte brauchen, dat heescht, déi eng Fleegebedierftegkeet hu vu 16 bis 15, soe mer, do maache mer d'Tranche méi kleng, do gi mer op 30er-Tranchen, a mer ginn op méi grouss Tranchë fir Leit, déi manner Fleegebedierftegkeet hunn, dat heescht Tranchë vun 1 bis 5.

Domat wäerte mer eng Augmentatioun hu par rapport zu de minimalen Ufuerderungen, wéi mer se haut kennen. An dat ass och gutt esou, well dat Ganzt heescht Qualitéitsgesetz an et geet eis ëm d'Servicer fir déi eeler Leit, an do gehéieren och d'Wunnstrukturen derzou, an do gehéiert och d'Personal – an och d'Personal an der Nuecht – derzou.

Et ass e Gesetz, dat am Ganzen 108 Artikelen huet. Mir schwätzen elo iwwer ee vun deenen 108 Artikelen. Dat Gesetz gëtt elo duerch déi hei Adaptatioun, déi mer jo da wäerte maache – ech spieren eng ganz breet Zoustëmmung – sécher nach eng Kéier besser. Ech hunn et an der Kommissioun gesot. Do ass leider net jidderee present gewiescht, deen haut derzou geschwat huet. Dat ass awer, mengen ech, e wichtegt Argument, fir vläicht nach deen een oder aneren ze iwwerzeegen, fir et da matzestëmmen, well ech mengen, dat wier och e wichtegt Signal fir de Secteur.

Mir hu besonnesch an den Altersheemer iwwert d'Zil erausgeschoss mat deem Text, wéi mer e gestëmmt hunn, well et muss ee wëssen, dass mer haut bei Alters- a Fleegeheemer ëmmer manner Differenzen um Terrain feststellen. Firwat? Well d'Leit – an dat ass gutt esou an dat ënnerstëtze mir, déi viregt d'Regierung, och déi haiteg Regierung, an ech menge souguer kënnen ze soen, alleguerten, déi mer heibanne sëtzen, ënnerstëtze mer dat –, wa se dat wëllen, esou laang wéi méiglech och doheem kënne gutt versuergt ginn.

Et ass esou, dass d'Leit nach tëscht dräi an engem hallwe bis véier Joer an der Moyenne an Alters- respektiv Fleegeheemer sinn, dat heescht, se bleiwen esou laang wéi méiglech doheem. Dat heescht, d'Leit kommen domat forcement méi spéit dohin a sinn da meeschtens och méi bedürfteg, méi fleegebedürfteg an deem heite Fall, wat derzou féiert, dass mer eigentlech tëscht de Populatiounen net méi dee Risenënnerscheed hunn, wéi mer et soss tëscht Alters- a Fleegeheemer haten.

An notamment bei der Personalbeleeung vun den Altersheemer oder a Strukturen, wou d'Leit manner fleegebedürfteg sinn, an där hu mer hei am Land, hate mer däitlech iwwert d'Zil erausgeschoss. An da

muss een dat och akzeptéieren. An duerfir hu mer dat och bewosst an de Koalitiounsaccord gesat, dat hei unzepassen.

An heibanne si jo och Kolleegen, déi dat wëssen, déi och vum Terrain gesot kruten, dass dat dote si och viru grouss Erausfuerderunge géif stellen. Net, well méi Personal kënnt, well et kënnt méi Personal an den Nuechten, dat hunn ech Iech ugangs gesot, mee et war notamment fir déi Haiser, wou manner fleegebedürfteg Leit dra sinn, iwwert d'Zil erausgeschoss ginn. An dat ännere mer elo ëm, andeems mer net nëmmen eng Bettenunzuel kucken – well dat war dat, wat mer gemaach hu mat deem Text, dee mer am Juli gestëmmt hunn –, mee dass mer och der Fleegebedürftegkeet Rechnung droen, soudass ech denken, dass dat eng ganz gutt Saach ass.

Ech mengen, wa mer e bëssen d'Avise kucken, déi erakomm sinn, da schwätzen déi jo awer och derfir, wat jo och d'Parlament hei deelt, dass dat heiten e Schrëtt zur Verbesserung ass. A wa mer bei Verbesserunge sinn, ech hunn et hei am Juli gesot, wéi mer d'Gesetz gestëmmt hunn, an ech soen et hei nach eng Kéier: Dat heiten ass esou e wichtegt Gesetz, wou mer iwwer esou e wichtege Beräich schwätzen, dass et fir mech eng Selbstverständlechkeet ass, fir déi Evaluatioun no dräi Joer ze maachen! Déi Motioun gouf d'ailleurs gestëmmt, ech menge souguer vun deene 60 Deputéierten deemools, fir ze soen: „Mir maachen dat no dräi Joer." Jo, dräi Joer ass e kuerzen Delai! An awer sollte mer eis dee ginn, well mer wëssen, dass dat deen een oder aneren Afloss kann hunn.

Wann ech vläicht e Wuert direkt zur Motioun däerf soen, déi d'Madamm Delcourt eragereecht huet. Nach eng Kéier merci dofir. Zwee Joer ass ze vill e kuerzen Delai, wann ee wëllt esou eng Evaluatioun maachen, dofir géif ech et dobäi wëlle beloossen. An …

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

Gelift ?

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Mir hate se awer dës Kéier op dräi Méint!

*(Hilarité)*

**M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | A jo!

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Maacht Äre Saz fäerdeg, Här Hahn!

**M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Wéi gesot, ech denken, deen Delai vun dräi Joer nom Akraafttriede vum Gesetz, wat jo elo den 1. Mäerz wäert de Fall sinn, … Ech géif der Chamber proposéieren, dobäi ze bleiwen, och wat d'Repercussiounen da sinn.

Dir wësst, dee ganze Finanzéierungsmodell, wéi en elo ass, deen ass jo heimat net a Fro gestallt. Dat eent ass d'Assurance dépendance, dat anert ass iwwert de Pensiounspräis. Dat wäert natierlech och mat an der Evaluatioun beuecht ginn.

An dann ass nach deen drëtte Punkt an Ärer Motioun. Ech hu se elo net matbruecht, mee do frot Der eeben eng Strategie. Do géif ech mengen, et wär scho bal, ech weess, et ass e Wuert, dat net ganz beléift ass meeschtens an den Oppositiounsreien, dat ass dat Wuert „superfetatoire", well am Koalitiounsaccord steet genau dat, dass mer eebe grad sollen eis eng Strategie ginn, fir déi Beruffer, sief et am Santésberäich oder och am Fleegeberäich, méi attraktiv ze maachen. An do ass natierlech och all Iddi wëllkomm. An dat ass eppes, wat mer natierlech wëlle ganz, ganz séier ugoen, zesumme mat der Gesondheetsministesch, well mer wëssen, dass dat do e ganz wichtege Beräich ass, wou mer och déi nächst Joren nach weider wäerte Personal mussen astellen.

Dat ass eppes, wou déi viregt d'Regierung – ech kucken hei op déi fréier Gesondheetsministesch – vill Efforte gemaach huet. An awer wësse mer, dass dat eppes ass, wat net ophält. Dat ass e stännege Prozess, dass mer musse kucken, dass mer déi néideg Leit an deenen hei zwee ganz wichtege Secteure fannen.

Dëst gesot, soen ech Iech nach eng Kéier villmools Merci fir déi ganz breet Zoustëmmung.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Minister villmools Merci.

Domat wär dann eis Diskussioun ofgeschloss a mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8349 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8349[5].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8349 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

*(Brouhaha)*

Et si verschidden Ecranen, déi net fonctionéieren. Ech schléissen de Vott elo of an dann hu mer zwee Stéck, déi mer bäizielen. Fin du vote.

Här Clement, wéi hutt Dir gewielt?

**M. Sven Clement** (Piraten) | Abstentioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Abstentioun.

Dann hu mer eng Ofstëmmung mat 57 Jo-Stëmmen an 3 Abstentiounen. Domat ass dëse Gesetzestext mat 57 Jo-Stëmmen an 3 Enthalungen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch (par Mme Sam Tanson), Meris Sehovic (par Mme Joëlle Welfring), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Se sont abstenus : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Marc Goergen).*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

***Motion 1***

Elo hu mer nach eng Motioun, déi d'Madamm Claire Delcourt erabruecht huet, hei um Dësch leien. Ech maache just drop opmierksam, datt a priori bei de Modèle-de-basë keng Zäit virgesinn ass fir d'Motiounen, well normalerweis beim Modèle de base net Motiounen erabruecht gi sinn, obwuel dat och net esou an eisem Reglement steet. Mee et ass zumindest keng Zäit virgesinn dofir. Well mer awer déi Motioun hunn a well se hei zum Text gehéiert, géif ech Iech bieden, ganz kuerz Stellung ze huelen, déi Leit, déi wëlle Stellung huelen. Madamm Delcourt, wollt Dir nach eppes kuerz driwwer soen? Dir hutt et schonn erkläert virdrun.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Jo. Här President, ech wollt eigentlech ganz kuerz eppes dann derzou soen. Ech hale mech dann och knapp. Jo, einfach just nach eng Kéier fir ze rappeléieren: Also hei sinn dräi Punkten, déi eigentlech e bëssen d'Regierung incitéieren, fir einfach nach eng Kéier driwwer nozedenken. De Minister Hahn huet zwar elo schonn am Fong Stellung dozou geholl, wat ech ganz appreciéieren.

Bon, ech wollt och nach e bëssen an d'Detailer goen, mee ech hoffen, dass jidderee se esou versteet, wéi se do steet. An ech beloossen et dann och dobäi. Villmools merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Delcourt. Wie wëllt d'Wuert heizou huelen? Den Här Goergen, den Här Weidig, d'Madamm Minella. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Mir hate just nach e klengen technesche Problem mam Mikro.

Se ass natierlech sympathesch. Et stinn awer och e puer Saachen dran, déi mech awer elo e bësse verwonnert hunn.

Ech mengen, d'LSAP war elo gefillt 70, 80 Joer an enger Regierung.

*(Hilarité)*

**M. Claude Haagen** (LSAP) | 120!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | 120. Merci, Här Haagen, dass Der …

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Et kommen der nach dobäi.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat ass elo kee Fait personnel, dat do. Dofir géif ech Iech bieden, …

*(Interruption)*

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Dat ass nämlech gutt, Dir maacht mäi Punkt nämlech nach méi staark.

*(Brouhaha)*

Déi éischt Motioun, déi Der da bréngt, ass, …

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | … dass Der gär eng Strategie hätt géint d'Penurie vum Personal. Jo, kann ee maachen. Kann ee maachen. Ob et awer dat ass, wat politesch éierlech ass, wann ee grad aus der Regierung kënnt a virdrun esou laang d'Verantwortung hat an eigentlech hätt missen déizäit derfir suergen, dass mer haut net op deem Punkt wären, … Well en plus ass et jo nach Äert Gesetz, wou mer driwwer geschwat hunn.

Duerfir kënne mer haut eis Zoustëmmung net ginn a wäerten eis enthalen. Merci.

**M. Gilles Baum** (DP) | Wëllkomm an der Majoritéit.

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Wuert ass elo fir den Här Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, also mir hunn dat duerchgelies an et ass ok fir eis. Ech mengen, do steet en Delai vun zwee Joer fir ze analyséieren. Ech mengen, no sechs Méint scho gesäit ee jo, ob dat mam Personalschlëssel fonctionéiert oder net. Ech mengen, do brauche mer keng dräi Joer derfir. An et ass ok. Bon, ech si vläicht e bëssen naiv, mee ech mengen, datt de Ministerium automatesch warscheinlech e Follow-up mécht an ech hoffen, datt se déi dräi Saache souwisou scho maachen. Mee ech mengen, et kann net schueden, dat explizitt nach eng Kéier auszeformuléieren. An duerfir wäerte mir derfir stëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. D'Madamm Minella.

**Mme Mandy Minella** (DP), rapportrice | Villmools merci. De Minister huet zu de Punkte vun der Motioun scho seng Erklärunge ginn. Dofir soen ech am Numm vun der DP-Fraktioun, dass mir dës Motioun net matstëmmen.

**Une voix** | O!

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Morgenthaler.

**Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV) | Merci. Ech hat virdru schonn a mengen Ausféierunge gesot, dass mer hannert där Motioun, déi beim éischte Vott scho war, géife stoen. An dofir géife mer bei dëser och dergéint stëmmen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dir kënnt Iech och mat eis enthalen. Dat ass kee Problem.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Marc Baum huet nach d'Wuert gefrot.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, et ass eng Motioun, wéi mer der ganz dacks hei hunn an déi effektiv Sënn mécht, déi engersäits eng Evaluatioun freet, ... Ob dat elo zwee oder dräi Joer sinn, dat ass awer elo, mengen ech, wierklech e bësse Méckepéilerei, virun allem, well effektiv, wéi de Mars Di Bartolomeo virdrun zu Recht gesot huet, no dräi Méint konnt dat hei esou evaluéiert ginn, datt een huet missen Ännerunge maachen, soudatt ech mengen, datt déi zwee Joer awer räsonabel sinn.

Et geet awer virun allem och drëm, fir Mesüren ze huelen, wat de Finanzement ugeet, an déi grouss Fro vun der Strategie, do ass et müüsseg, mengen ech, ze soen, wien an der Majoritéit a wien an der Oppositioun ass, well et ass nämlech och eng Fro, déi net nëmmen de Familljeministère betrëfft. Et ass och eng Fro, déi de Santésministère betrëfft. Evidenterweis, esou Strategien ... Wat d'Penurië vu Personal ugeet, ass et iwwerhaapt bei sozioedukativem Personal, wou mer am Moment zu Lëtzebuerg grousse Mangel hunn. A wat de Mangel méi grouss gëtt, wat de Besoin vun enger Strategie och méi grouss gëtt, soudatt ech mengen, datt déi dräi Punkten, déi d'Madamm Delcourt hei opgeschriwwen huet, absolutt Sënn maachen. An duerfir wäerte mir dat hei och ënnerstëtzen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Dann huet nach d'Madamm Welfring d'Wuert gefrot.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Jo, merci. Ech probéieren, dës Kéier méi haart ze schwätzen. Mir kënnen dës Motioun natierlech matënnerstëtzen. Ech denken, dass et ganz wichteg ass, wéi ech virdru gesot hunn, dass mer hei en An drop behalen, wéi dat Gesetz sech ëmsetze léisst, dass mer och op de Secteur lauschteren, souwuel déi Leit, déi an de professionelle Strukture schaffen, wéi och déi Leit, déi do betreit ginn, well soubal do eppes net richteg leeft, muss och reagéiert ginn. An ech denken, dass et dofir net kann dräi Joer daueren an dass een an der Kommissioun och muss reegelméisseg do de Bilan maachen innerhalb vun deenen dräi Joer, well ech mengen, soss lafe mer do awer a Problemer eran, wann do muss korrigéiert ginn.

Voilà, merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. Ech gesinn elo keng weider Wuertmeldung.

Da géife mer zum Ofstëmme vun dëser Motioun kommen.

***Vote sur la motion 1***

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass elo ofgeschloss.

*(Brouhaha)*

Ech hunn hei stoen: Jo-Stëmmen: 22, Nee-Stëmmen: 34 – dann zielen ech der Madamm Kemp hir derbäi –, 35, an Abstentiounen: 3. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 22 Jo-Stëmmen an 3 Abstentiounen.

*Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 23 voix pour, 34 voix contre et 3 abstentions.*

*Ont voté oui : Mme Nancy Arendt épouse Kemp ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch (par Mme Sam Tanson), Meris Sehovic (par Mme Joëlle Welfring), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mme Diane Adehm, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.*

*Se sont abstenus : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Sven Clement).*

## 13. 8282 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Cabo Verde pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 janvier 2022

Nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 8282 iwwert d'Konventioun tëscht Lëtzebuerg an dem Cap Vert iwwert d'Ofschafe vun der duebeler Besteierung an d'Preventioun vu Steierhannerzéiung. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: 10 Minutte fir de Rapporteur, 5 Minutte fir jiddwer Fraktioun a Sensibilitéit an 10 Minutte fir d'Regierung. Et si schonn ageschriwwen: den Här Guy Arendt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An elo huet de Rapporteur, den honorabelen Här Laurent Mosar, d'Wuert.

***Rapport de la Commission des Finances***

**M. Laurent Mosar** (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm an Här Minister, an dësem Projet de loi geet et drëms, dat Duebelbesteierungsofkommes mam Cap Vert ze approuvéieren. Dëst Ofkommes ass a sech schonn den 13. Januar 2022 ënnerschriwwe ginn.

Et ass en extreem wichtegt Ofkommes, och am Kontext vun de bilaterale Relatiounen – déi, wéi Der alleguerte wësst, exzellent sinn – zwëschent dem Cap Vert a Lëtzebuerg. Et sief och nach bemierkt, datt de Cap Vert e Pays cible vun eiser Kooperatioun ass. An an deem Sënn ass och sécherlech dësen Accord en nëtzlecht Instrument.

Ausserdeem hu mer eng grouss kapverdianesch Communautéit och an eisem Land. An an deem Sënn ass och dësen Duebelbesteierungsaccord vu grousser Wichtegkeet.

A sech ginn an dësem Accord d'Virgabe vun der OECD ëmgesat. Dat sinn ëmmer déi traditionell Virgaben, déi mer och an deenen aneren Duebelbesteierungsofkommessen erëmfannen. Allerdéngs ass dat heiten en Accord vun der neier Generatioun an deem Sënn, datt och d'Fonge mat dra sinn, wat jo och fir d'Finanzplaz net onwichteg ass.

Zu den Avisen. D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis dëst Duebelbesteierungsofkommes begréisst. De Staatsrot huet a sengem Avis keng weider Umierkungen zum Inhalt gehat.

Wat elo d'Prozedur betrëfft, ass dëse Projet de loi den 20. Juli 2023 vum Ausseminister deposéiert ginn. Den Avis vun der Chambre de Commerce koum den 10. Oktober 2023 (veuillez lire: de 25. September 2023). An der Finanzkommissioun vum 19. Januar 2024 gouf de Projet presentéiert. Ech gouf zum Rapporteur ernannt a mir hunn och do den Avis vum Staatsrot a vun der Chambre de Commerce examinéiert. An de Rapport gouf an der Kommissiounssitzung vum 2. Februar 2024 ugeholl. Souwäit dat, wat mäi Rapport betrëfft.

Dann dinn ech, Här President, och kuerz meng Kap als mandatéierte Spriecher vun der CSV un, fir nach eng Kéier ze bemierken, datt mir natierlech als Fraktioun dëst Ofkommes ausdrécklech begréissen. Et ass wichteg, datt mer domadder och d'Netzwierk vun den Duebelbesteierungsofkommessen, déi eist Land mat senge Partnerlänner mécht, méi grouss maachen.

Ech mengen, mir sinn eis och alleguerten eens, datt d'Duebelbesteierungsofkommes e wichtegt Instrument vun der Attraktivitéit a vun der Kompetitivitéit vun eiser lëtzebuergescher Wirtschaft ass. A mir begréissen, datt an Zukunft och nach weider esou Ofkommesse mat anere Partnerlänner wäerten ofgeschloss ginn.

Dëst gesot, ginn ech heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Mosar, fir Äre schréftlechen an Äre mëndleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Guy Arendt. Här Arendt.

***Discussion générale***

**M. Guy Arendt** (DP) | Merci, Här President. Madamm Minister, Här Minister, léif Kolleegen, de Cap Vert ass ee vun eisen Haaptpartner an der Lëtzebuerger Entwécklungszesummenaarbecht a mir hunn och eng gréisser kapverdianesch Communautéit hei zu Lëtzebuerg, mat där mer wierklech frëndschaftlech verbonne sinn.

De President vum Cap Vert huet d'lescht Joer zu Lëtzebuerg eng Staatsvisitt gemaach, wat natierlech derzou bäigedroen huet, dass déi bilateral Relatiounen tëschent deenen zwee Länner gestäerkt gi sinn.

Mat dëser Konventioun gëtt et elo e Stéck méi einfach, fir zesummen Handel ze bedreiwen à pied d'égalité. An deem Sënn kënne mir als DP-Fraktioun nëmmen eisen Accord ginn zu dësem Text.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Arendt. Dann huet d'Wuert elo: den Här Franz Fayot. Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Här President, all Duebelbesteierungsofkommes ass eng gutt Saach fir eist Land, well mer effektiv doduerch eisen Aussenhandel weiderbréngen. Mee hei ass et effektiv mat engem spezielle Land, wou mer en Duebelbesteierungsofkommes maachen, wéi dat elo scho gesot ginn ass vum Rapporter an och vum Guy Arendt. Hei ass en Accord mam Cap Vert, e laangjäregt Partnerland vun der Lëtzebuerger Kooperatioun, säit 1993, wat eng remarkabel Evolutioun matgemaach huet säit der Independance 1975, wou mer och als Lëtzebuerg, mengen ech, vill Meritt hunn an där Zesummenaarbecht, déi mer mat hinne gemaach hunn.

Mir hu gehollef, déi Insel ze electrifiéieren, mir hunn am Beräich vum Waasser, vum Assainissement, ganz villes gemaach. Mir hunn och am Beräich vun der Educatioun a vun der professioneller Formatioun mat hinnen zesummen dat Land wäit weiderbruecht, soudass se haut wierklech eng remarkabel Evolutioun do gemaach hunn. Haut si mer och aktiv mam Cap Vert am Beräich vun den erneierbaren Energien. An et ass effektiv eent vun deene Länner, wou een och kann eng wirtschaftlech Kooperatioun an d'Ae faassen.

Dat ass net mat all eise Kooperatiounslänner méiglech, mee mam Cap Vert ass et eng Méiglechkeet. An ech war ëmmer der Meenung, als Kooperatiounsminister, dass an deene Länner, wou dat méiglech ass, mer dat och solle maachen. An dass mer dat solle maachen op Aenhéicht, dat heescht, dass mer net sollen eng Aide liée maachen, mee dass do, wou et eng Méiglechkeet gëtt, mer effektiv déi Geleeënheet sollen huelen.

Mat dësem Duebelbesteierungsofkommes maache mer effektiv déi Dieren op, fir souwuel an der Digitalisatioun, an den erneierbaren Energien, an de Startuppen – well am Cap Vert sinn och Startuppen – mat hinnen zesummenzeschaffen, awer och am Beräich vun de Fongen. Well mir musse kucken, dass eis Fongenindustrie sech méi fir eis Entwécklungslänner, eis Entwécklungszesummenaarbecht, interesséiert. An do ass natierlech esou eng Duebelbesteierungskonventioun wichteg, fir dass dat och wäert de Fall sinn.

Ech sot: „op Aenhéicht", well et ass wichteg, dass dat op Aenhéicht geschitt an net aus enger Relation de supériorité. Lëtzebuerg huet 15-mol sou e staarke PIB wéi de Cap Vert. Mir sinn ongeféier an der Taille e vergläichbaart Land, wat eis Demografie ugeet, eis Bevëlkerung. An ech mengen, dass een ëmmer muss en Accent drop leeën, dass een dat wierklech à titre d'égalité mécht.

Ech si frou, dass d'Regierung dat, mengen ech, och nach weider esou gesäit. An Ärem Regierungsaccord gëtt vum enorme Potenzial geschwat vum afrikanesche Kontinent, och mat enger Referenz op d'Matières premières. Abee, ech mengen trotzdeem an ech hoffen, dass mer eis ëmmer nach eens sinn, dass mer an där Iddi vun der Aide non liée hei weiderfueren.

An deem Kontext ginn ech dann och ganz gären den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Dann huet elo d'Wuert: den Här Fred Keup. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Geet de Mikro? Hallo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, e geet.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Mir begréissen natierlech als Fraktioun dëst Ofkommes hei ausdrécklech, an dat ëmsou méi, well mer jo haut scho kënnen dervu schwätzen, dass mer scho bal historesch gutt Relatiounen hu mat dem Cap Vert an och ganz gutt frëndschaftlech Relatioune mam Cap Vert. A grad dowéinst, mengen ech, huet dat hei och eng ganz besonnesch Bedeitung, déi mer just kënnen ënnerstëtzen. An duerfir stëmme mir als ADR-Fraktioun mat Jo.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Dann huet elo d'Wuert: d'Madamm Sam Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech ka mech just menge Virriedner uschléissen. Och mir ënnerstëtzen natierlech deen heiten Accord, dee ganz vill positiv Säiten huet. Ech widderhuelen net alles, wat elo hei scho gesot gouf. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Ech kann et dann nach méi kuerz maachen an einfach Jo soen. Villmools merci.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Dann huet d'Wuert: den Här David Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech maachen et e bësse manner kuerz. Natierlech si mir frou hei zu Lëtzebuerg, wa mer gutt Bezéiungen och op wirtschaftlechem Niveau hu mam Cap Vert, engem Land, enger eeëmoleger portugisesch Kolonie, dat mat der Waff an der Hand seng Independance krut vum Salazar- respektiv Caetano-Regimm, mat deem Lëtzebuerg deemools awer relativ gutt Bezéiungen hat. Dofir solle mer oppassen, datt mer eis awer net ze vill als grouss Helden duerstellen.

Mir wäerten awer géint dëse Projet de loi stëmmen, wéi mer och prinzipiell géint all déi „Duebelnetbesteierungsaccorde" sinn, wéi ee se richtegerweis misst nennen a wéi den Här Asselborn se och ëmmer genannt huet. Well mir hunn awer weiderhin e Problem domadder, datt een, dee méi wéi 10 % an engem Fong oder an enger Holding investéiert, u sech seng Dividende komplett steierbefreit huet, amplaz déi 15 % Quellesteier ze bezuelen. Dat funktionéiert an zwou Richtungen. Mee mir mengen net, datt déi Proliferatioun, déi mer hu vun „Duebelnetbesteierungsaccorden", eng gutt Saach ass, a mir mengen, datt dat éischter derzou féiert, datt mer zu enger kompletter Steierbefreiung vun de Kapitalflëss wäerte kommen, déi justement e grousse Problem duerstellt fir Entwécklungslänner.

An et gouf schonn eng Etüd viru Joren zu Lëtzebuerg, déi bewisen huet, datt eis Finanzplaz u sech den Entwécklungslänner méi Suen ewechhëlt wéi dat, wat eis Kooperatioun ginn huet. Si ass jo e bëssen zenséiert ginn, well se derangéiert, mee dat ass awer de Fall.

Dat heescht, mir musse ganz gutt oppassen. Mir wënschen eis och Kooperatioun op ekonomeschem Niveau mam Cap Vert, mee mir mengen net, datt dat strictement op Steierbefreiung soll berouen. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

A dann huet d'Wuert elo: d'Regierung, den Här Finanzminister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll Merci soe fir déi breet Zoustëmmung. 58 vu 60 Deputéiert, dat ass eng breet Zoustëmmung.

Zweetens wëll ech soen, dass den Här Fayot an dësem Sënn eigentlech dat richtegt Wuert gesot huet, nämlech: eng Kooperatioun op Aenhéicht. Mir maachen hei net en Duebelbesteierungsofkommes mat engem einfachen Entwécklungsland. Mir maachen en Duebelbesteierungsofkommes mat engem Partnerland, wat historesch u Lëtzebuerg gewuess ass. An et ass och vun där larger Communautéit vum Cap Vert hei zu Lëtzebuerg geschwat ginn. Et ass effektiv déi largeste Communautéit vum ganzen afrikanesche Kontinent an et sinn net manner wéi 2.600 Leit mat kapverdianescher Nationalitéit, déi zu Lëtzebuerg wunnen.

Den zweete Punkt ass deen: Jo, et entsprécht all de Krittäre vun de sougenannten OECD-Modeller. Et entsprécht och de Krittäre vun den UNO-Konventiounen an deem Beräich. An ech ginn dem Här Wagner do net Recht. Et ass wichteg fir Lëtzebuerg, dass och d'Fongen dodrënner falen. Firwat? Mee well mer iwwert déi Investmentfongen ... Mir sinn deen zweetgréissten Hub vun Investmentfonge weltwäit. Do si 5.000 Milliarden – et ass mëttlerweil souguer méi héich – Suen, déi zu Lëtzebuerg ënnert de Fonge gemanaget ginn.

Abee, grad déi Suen, déi kënnen zilfürend och an den afrikanesche Länner, besonnesch an dem Cap Vert, investéiert ginn. An dat bréngt souwuel zu Lëtzebuerg natierlech eppes der Industrie, jo, dat soll een zouginn, mee et hëlleft awer och dem Cap Vert, fir seng Ekonomie weider opzebauen. An ech denken do besonnesch un de Beräich vun den erneierbaren Energien. Kuckt emol, mir schwätzen hei alleguerten – oder de Gros vun de Leit haten dat an hirem Walprogramm stoen – vun der sougenannter „nohalteger Finanzwelt". Abee, genau dora kënne mer iwwert dee Wee do, Solarenergie, aner Energiequellen, investéieren, wat eng Win-win-Situatioun fir déi zwee Staaten ass. An duerfir ass et och richteg, dass hei d'Fongenindustrie drënner fält.

En drëtten a leschte Punkt ass deen, jo, mir bekennen eis derzou ..., an do ginn ech dem David Wagner net Recht. Ech respektéiere seng Meenung, mee mir hunn als Regierung eng aner Meenung. Mir sinn der Meenung, dass mer als klengt, mee modernt Land, e Land, vun deem mer wëssen, dass dat och vun eiser Finanzindustrie, mee net nëmme vun där, lieft, de Reseau vun den Duebelbesteierungsofkommesse weltwäit net reduzéieren, mee méi grouss maache wëllen. An dat zielt!

Mir haten d'leschte Kéier rieds iwwer en Duebelbesteierungsofkommes mat Kolumbien, bei deem ech

d'Chance hat, fir et ze ënnerschreiwen. Abee, mir musse present ginn a Südamerika a mer mussen och weider eise Reseau developpéieren op dem afrikanesche Kontinent. Mir hunn de Moment eelef Konventioune vun Duebelbesteierungsofkommessen ënnerschriwwe mat afrikanesche Länner an dovu sinn der aacht schonns a Kraaft. Déi dräi aner, dat ass notamment de Cap Vert ... Ab haut wäert deen dann och, wann dat Gesetz gestëmmt a publizéiert ass, a Kraaft sinn. Da feelen nach Ghana a Ruanda, dee bei eis schonns ofgeschloss ass, mee bei den Autoritéite vum Ruanda nach net. Do ass d'Ratifikatiounsprozedur nach amgaang.

Duerfir ofschléissend nach eng Kéier Merci fir dee breede Support. Dem Här Mosar däerf ech net méi Merci soen. Elo ass dat awer indirekt geschitt. An ech hoffen dann, dass déi breet Zoustëmmung sech och am Vott erëmfënnt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Finanzminister. An domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss.

A mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8282. Den Text steet am Document parlementaire 8282[3].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8282 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

*(Brouhaha)*

Ok. De Vott ass elo ofgeschloss.

Den Här Goergen huet och mat Jo gestëmmt. Da sinn et 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen. Dësen Text ass also ugeholl mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch (par Mme Sam Tanson), Meris Sehovic (par Mme Joëlle Welfring), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Sven Clement).*

*Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 14. 8231 – Projet de loi portant approbation de la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur, faite à Paris, le 25 novembre 2019

Da komme mer zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut. Dat ass de Projet de loi 8231, eng Konventioun iwwert d'Unerkennung vun Héichschoulqualifikatiounen. D'Riedezäit ass nees eng Kéier nom Basismodell festgeluecht a follgendermoossen opgedeelt: zéng Minutte fir de Rapporteur, fënnef Minutte fir jiddwer Fraktioun oder Sensibilitéit, zéng Minutte fir d'Regierung. Et si schonn ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, d'Madamm Liz Braz, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An den honorabele Rapporteur, den Här André Bauler, huet d'Wuert. Här Bauler.

***Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région***

**M. André Bauler** (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif alleguer, mat dësem Gesetzesprojet, dem 8231, huele mer haut als Parlament déi global Konventioun iwwert d'Unerkennung vun de Qualifikatiounen am Héichschoulberäich un. Et handelt sech heibäi ëm en éischten Traité vun de Vereenten Natiounen iwwert d'Héichschoulqualifikatiounen, deen eng global, eng weltwäit Relevanz huet. D'Konventioun selwer ass zënter dem 5. Mäerz 2023 a Kraaft.

Et sief gesot, dass och elo scho regional Konventiounen an dëser Matière existéieren, esou zum Beispill d'Konventioun iwwert d'Unerkennung vun Héichschoulqualifikatiounen an Europa, déi 1997 zu Lissabon adoptéiert ginn ass. Dës nei global Konventioun versicht dann och net, fir déi regional Konventiounen ze ersetzen, mee fir de bestoende Kader an deem Kontext ze completéieren, ze ergänzen. De Sënn heivunner ass et, fir iwwert d'Aféierung vu generelle Prinzippien eng gréisser international Mobilitéit vun de Studenten, Fuerscher an de Salariéen ze favoriséieren an d'Recht op eng fair, equitabel an transparent Unerkennungsprozedur vun auslännesche Qualifikatiounen ze promouvéieren.

Den Zweck, dee soll erfëllt ginn, besteet doranner, fir e feste Kader fir d'Unerkennung vun Héichschoulqualifikatiounen op der Échelle mondiale, also weltwäit, ze schafen an domat d'Verflichtungen, déi sech elo schonn aus de regionale Konventiounen erginn, op e globalen Niveau auszewäiten, soudass eeben dës Prinzippien och bei deene Länner kënne promouvéiert ginn, déi nach keng regional Konventioun, wéi zum Beispill d'Konventioun vu Lissabon fir den europäesche Raum, ënnerzeechent haten.

Et schwätzt näischt dergéint, dass Lëtzebuerg och déi global Konventioun ratifiéiere kann a soll. Um Niveau vum Héichschoulwiesen erfëlle mer elo schonn déi verschidden Unerkennungsprinzippien, déi an der Convention mondiale festgehale sinn, soudass hei keng Upassunge musse virgeholl ginn. Dat gëllt och fir nei Elementer an dëser globaler Konventioun, déi den neien Approchen a Weeër a Saachen Héichschoulqualifikatioune wëlle Rechnung droen. Ech géif se kuerz ernimmen.

Dat betrëfft d'Evaluatioun no de selwechte Krittäre fir Qualifikatiounen, déi eng Persoun iwwer sougenannt traditionell oder eeben net traditionell Léierweeër erreecht huet. Eis Prozedur fir déi akadeemesch Unerkennung mécht hei keen Ënnerscheed an deem Sënn, dass mir all Diplom unerkennen, deen am Land, an deem dësen Diplom eeben ausgestallt gouf, als Deel vum Héichschoulsystem unerkannt ass.

Dann en zweete Punkt: Dat gëllt och fir d'Unerkennung vun Diplomer am Kader vu gemeinsamen internationale Programmer an zum Schluss gëllt et och fir d'Unerkennung vun Acquisen, déi ee schonn am Virfeld gesammelt huet, dëst via de System vun der sougenannter Validation des acquis de l'expérience, wou ee sech besonnesch seng professionell Erfarunge kann ënner bestëmmten, gewëssene Bedéngungen urechne loossen.

Deen eenzege klengen Ënnerscheed zu de Konventiounen, wéi se bis ewell bestanen hunn, ass deen, datt bis dato just eng Beschreiwung vun de Qualifikatiounen huet mussen existéieren. Elo gëtt dat erweidert op eng komplett Beschreiwung vun de Résultats d'apprentissage vun deene verschiddene Studieprogrammen.

Wat elo d'Unerkennung vun Diplomer aus dem Enseignement secondaire ubelaangt, also Niveau Première, Bac, ass et aktuell esou, dass den Educatiounsministère bis dato den Ënnerscheed gemaach huet tëschent deene Länner, déi d'Konventioun vu Lissabon oder och déi vu Paräis ënnerzeechent haten, an deenen, déi dat net gemaach hunn. Mee och Diplomer aus Drëttstaate ginn elo schonn evaluéiert. Dat bedeit also, dass d'Konditioune vun der globaler Konventioun och zu dësem Ablack schonn erfëllt sinn. An Zukunft wäerten also Diplomer aus Länner, déi zwar net déi europäesch Konventioune ratifizéiert hunn, mee déi nei global Konventioun, no den nämmlechte Krittäre wéi déi europäesch Diplomer behandelt ginn.

Léif alleguer, e weideren interessante Punkt, deen an der Kommissioun ervirgehuewe gouf an deen och wichteg ass, ass virun allem deen, dass dës akadeemesch Unerkennung vun Titelen net ze verwiesselen ass mat der professioneller Unerkennung vu Qualifikatiounen am Kader vun de reglementéierte Beruffer, wou et also ëm den Zougang, ëm den Accès vun deene Beruffer geet.

Här President, zum Schluss nach e kuerzt Wuert zum Avis vun der Handelskummer, der Chambre de Commerce. Si huet an hirem Avis preziséiert, dass et wichteg ass, souwuel déi legal wéi och déi administrativ Exigenzen am Kader vun der Unerkennung vun den Diplomer ze vereinfachen. Dëst géif besonnesch den Accès op den Aarbechtsmaart fir vill Leit vereinfachen an och déi geografesch Mobilitéit vu ville Leit, och vun de Schüler a Studenten, begënschtegen.

Fir all weideren Detail verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Den Accord vu menger Fraktioun soll ech jo separat ginn, Här President, dofir géif ech gären dann nom CSV-Riedner schwätzen. Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauler, fir Äre schréftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwene Riednerin ass d'Madamm Octavie Modert. Madamm Modert.

***Discussion générale***

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen, d'Mobilitéit vu Studenten ass haut ëmmer méi grouss an natierlech ass dat hei zu Lëtzebuerg nach vill, vill méi de Fall, zanter éiweg, mat ganz ville Studenten aus Lëtzebuerg, déi jo am Ausland studéieren.

Dofir ass dat Gesetz hei och grad wichteg fir eis, well mir natierlech méi Studenten am Ausland hu mat auslänneschen Diplomer wéi eeben aner respektiv grouss Länner.

Elo kéint ee sech jo d'Fro stellen, ob et iwwerhaapt nach néideg wär, eng explizitt a prozedural Unerkennung vun Héichschouldiplomer ze maachen. Elo ass da grad haut am Memorial e Gesetz oder d'Publikatioun vun dem Akraafttriede vum Traité iwwert déi automatesch Unerkennung vun der Qualifikatioun vun dem Enseignement supérieur, deen zu Bréissel 2021 gemaach ginn ass. Den Här Rapporter hat dovunner geschwat. Dat ass en Text, deen d'Benelux-Länner an déi baltesch Länner u sech an där Hisiicht liéiert. Deen Text ass haut am Memorial, deen ass de 5. Februar a Kraaft getrueden, wou et dann heescht: „Bei deene Länner brauch keng Unerkennung méi explizitt vun den Diplomer gemaach ze ginn."

Et wär natierlech flott, wann dat nach op méi Länner géif ausgeweit kënne ginn. Iergendwéini muss ee sech froen, awéiwäit déi Systemer haut nach gutt sinn, déi et vläicht virun enger Häerd vu Jore wuel waren, déi awer vläicht elo net méi esou néideg wären.

Trotz allem ass dat hei an déi nei Konventioun, ëm déi et haut an dësem Gesetz hei an der Chamber geet, eng gutt Noriicht an eng gutt Saach. An dozou gëtt och d'CSV-Fraktioun hiert Averständnis. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Modert. An den Här Bauler huet sech nach eng Kéier ageschriwwen als Riedner vun der DP.

**M. André Bauler** (DP) | Jo, merci, Här President, datt Der mer d'Wuert gitt. Ech wollt nach eng Kéier op dëser Plaz den Accord, d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun ginn, soudass dat schéi vum Rapport getrennt ass.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ok, Här Bauler. Dat ass ganz léif vun Iech. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Liz Braz.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Här President, léif Kolleegen, mat deem heite Projet stäerke mir nach eng Kéier déi international Zesummenaarbecht fir eng verbessert an eng méi modern Approche bei der Unerkennung vun den Héichschouldiplomer.

Nom Rapport bleift mir dann hei nëmmen nach ze ënnersträichen, dass mir als LSAP esou Efforten ëmmer begréissen an och op déi international Zesummenaarbecht halen, besonnesch bei der Unerkennung vun Diplomer, wann ee bedenkt, wéi frappant dann awer de Personalmangel a wichtegen, sprëch essentielle Secteuren ass a wéi staark eisen Aarbechtsmarché ofhängeg ass vun auslännescher Fachkraaft, an och grad fir ons klengt Lëtzebuerg, wou et eis net méiglech ass, all Typ vu Spezialiste selwer auszebilden, sinn esou Conventiounen e klore Léisungsusaz, fir eis Lacunnen ze behiewen.

Mir ënnerstëtzen dofir dëse Projet, fir d'international Zesummenaarbecht weider ze förderen, wou et Sënn mécht. An dat ass hei kloer de Fall. Dofir sinn ech frou, den Accord vu menger Fraktioun kënnen ze ginn. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Braz. An dann huet den Här Tom Weidig d'Wuert.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo. Merci, Här Chamberspresident. Mir wäerten dee Projet de loi och als Fraktioun matstëmmen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. D'Madamm Welfring huet d'Wuert.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Merci, Här President. Mir kënnen och deen heite Projet de loi ënnerstëtzen, well d'Mobilitéit an d'Unerkennung vun diplomëierte Leit duerch d'ganz Welt eng ganz wichteg Saach ass a ganz ville Secteuren, och hei zu Lëtzebuerg. Dofir kënne mer dat hei nëmme matënnerstëtzen, d'autant plus, well villes scho besteet an dat hei eigentlech eng Modernisatioun vum Bestand duerstellt an eng Vergréisserung vun der geografescher Portée. Voilà. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. Dann huet elo d'Wuert: den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi virleiend Konventioun iwwert d'Unerkennung vun den Héichschoulqualifikatiounen ass e wichtege Schratt fir d'Verbesserung vun der internationaler Zesummenaarbecht um Niveau vun der Fuerschung a vun der Ausbildung. An dofir fënnt se och eis vollsten Ënnerstëtzung.

An ech fannen et och ganz gutt, wat och virdru scho gesot gouf: U sech musse mir hei zu Lëtzebuerg net vill drun änneren, fir konform zu där Konventioun ze sinn, well mir de Gros dovunner schonn erfëllen, fir net ze soen alles, mee et sinn e puer technesch Detailer.

Et ass awer esou, datt mer eis trotzdeem verbessere kënnen. A virun allem, an dofir ass et esou schéin, ass dat heite jo elo eng Unesco-Konventioun, wou dann nach eng Kéier méi Länner derbäi sinn, wéi wa mer dat op europäeschem Niveau maachen, wa mer dat op iergendwellechen anere Fore maachen. An et ass awer och nach ëmmer esou, datt mer grad bei der Unerkennung vun Diplomer aus den Net-EU-Länner heefeg mat Problemer ze kämpfen hunn, soudatt gutt qualifizéiert Leit hir Studien net oder net vollständneg unerkannt kréien an domadder dann an eng Situatioun geroden, wou se entweeder musse Studien nomaachen, obwuel se se schonn an hirem Heemechtsland gemaach hunn, oder eeben tatsächlech ganz vu vir musse mat eppes anerem ufänken.

Ech ginn elo net op spezifesch Fäll an, mee mir wëssen, datt grad a Metieren, wou mer gesinn, datt et eng Prekaritéit u Main-d'oeuvre gëtt, mer ëmmer erëm mat deene Froe konfrontéiert sinn, wou Leit, héichqualifizéiert Leit, op Lëtzebuerg wëlle kommen a spéitstens wa se dann hei sinn op eemol gesot kréien: „Jo ok, et ass schéin, dass de hei bass, mee du hues net den Diplom, fir an deem Metier ze schaffen." Dat ass an de reglementéierte Beruffer de Fall, dat kann awer och an de Beruffer de Fall sinn, wou eng Autorisation d'établissement gefuerdert gëtt a wou se da Problemer hunn, fir eeben nozeweisen, datt se déi kënne kréien.

Dat heescht, déi international Kooperatioun ass wichteg, fir d'Mobilitéit ze erhéijen. An deementspriechend wär et gutt, wa mer do nach weider Efforte géife maachen. Mir brauchen dat global. An all Schrëtt, deen de friddlechen Austausch an d'Zesummenaarbecht tëscht de Länner förderen, ass do déi richteg Richtung. An dofir kann ech och den Accord vun de Piraten fir dëse Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Dann huet elo d'Wuert: den Här David Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerte selbstverständlech dee Projet de loi och matdroen.

Et ass virdru kuerz ugeschwat gi vum Här Rapporteur an den Här Clement huet dat elo och ugeschwat. Et betrëfft natierlech elo net deen heite Projet de loi, mee ech mengen, et ass wichteg, datt een dat awer kuerz uschwätzt: Dat ass eeben déi Problematik vun der Unerkennung vun de reglementéierte Beruffer, wou et zu Lëtzebuerg, zemools am Gesondheetssecteur, och an anere Secteuren, mee zemools am Gesondheetssecteur wierklech problematesch ass, wou mer Leit hunn hei zu Lëtzebuerg, déi diplomëiert sinn, aus Pays-tiersen, déi heiansdo excellent Qualifikatiounen hunn, Bac+4 fir Infirmier an esou weider – dat muss ee sech virstellen! – an awer trotzdeem Hürden hunn, fir hei ze praktizéieren a Beräicher, wou mir en plus justement an der Penurie sinn.

Dat heescht, et wier wierklech interessant, eng Kéier déi Diskussioun do ze féieren an do vläicht och déi eng oder déi aner Ännerung duerchzeféieren. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

Da wär et elo un der Regierung. Madamm Ministesch.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | Merci, Här President. Ech soe Merci fir de breede Konsens fir dëse Projet de loi, mat deem d'Convention mondiale a Saachen Unerkennung vun auslännesche Qualifikatiounen approuvéiert gëtt.

Mat dëser Konventioun ginn, wéi vun de Virriedner scho gesot, elo eng Rei Prinzippien a Saachen akademescher Unerkennung vu Qualifikatiounen op engem weltwäiten Niveau festgehalen an domat regional Konventioune wéi d'Konventioun vu Lissabon ergänzt. Esou gëtt déi international Mobilitéit vu Studenten, Fuerscher a Salariéë favoriséiert an de Prinzipp vu fairen an transparente Prozeduren a Saachen Unerkennung vun Diplomer promouvéiert.

Ech soen Iech Merci fir Är Zoustëmmung.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8231. Den Text steet am Document parlementaire 8231[4].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8231 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. Huet elo jiddwerengem säin Apparat fonctionéiert? Da Fin du vote.

Also, dësen Text huet 60 Jo-Stëmme kritt an ass domadder mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt,*

*MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch (par Mme Sam Tanson), Meris Sehovic (par Mme Joëlle Welfring), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Sven Clement) ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun dëser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass heimat opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 18.10 heures.)*

# 13e séance

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 39
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité** p. 39
   Exposé : Mme Sam Tanson (dépôt de la motion 1)
   Débat : M. Christophe Hansen (dépôt de la motion 2) | M. André Bauler | M. Franz Fayot (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance) | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. François Bausch, M. David Wagner et M. Meris Sehovic) | M. Sven Clement (interventions de M. Christophe Hansen et M. Marc Baum) | M. Christophe Hansen (parole pour fait personnel) | M. Sven Clement | M. Christophe Hansen (intervention de M. Sven Clement) | M. Franz Fayot (dépôt de la motion 3) | M. Marc Baum
   Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | M. le Premier ministre Luc Frieden | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. le Premier ministre Luc Frieden
   Motion 1 : Mme Sam Tanson | M. Franz Fayot | M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Sam Tanson | M. le Premier ministre Luc Frieden (intervention de Mme Sam Tanson) | M. Sven Clement | M. Christophe Hansen | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Baum
   Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)
   Motion 2 : M. Christophe Hansen | Mme Sam Tanson | M. Franz Fayot | M. Marc Baum | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser
   Vote sur la motion 2 (adoptée)
   Motion 3 : M. Franz Fayot | M. Sven Clement (intervention de M. Franz Fayot) | M. Franz Fayot | M. Laurent Mosar
   Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission (rejeté)
   Vote sur la motion 3 (rejetée)
3. **Question élargie n° 4 de M. Marc Baum au sujet de la mise en œuvre de la directive européenne relative à des salaires minimaux adéquats** p. 50
   M. Luc Frieden, Premier ministre
4. **Ordre du jour** p. 50
   M. Claude Wiseler, Président | M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Marc Baum | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
5. **Question élargie n° 3 de M. Fred Keup au sujet de la digitalisation à l'école** p. 50
   M. Fred Keup | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Fred Keup | M. le Ministre Claude Meisch
6. **Ordre du jour (suite)** p. 52
   M. Claude Wiseler, Président
7. **Question élargie n° 4 de M. Marc Baum au sujet de la mise en œuvre de la directive européenne relative à des salaires minimaux adéquats (suite)** p. 52
   M. Marc Baum | M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. Marc Baum | M. le Ministre Georges Mischo
8. **Interpellation de M. Meris Sehovic au sujet de l'amélioration de l'inclusion des enfants à besoins spécifiques dans le cadre du système éducatif luxembourgeois** p. 53
   Exposé : M. Meris Sehovic (dépôt de la motion 1)
   Débat : Mme Nathalie Morgenthaler | Mme Barbara Agostino | Mme Francine Closener | M. Fred Keup | M. Ben Polidori | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (intervention de M. Meris Sehovic) | M. Meris Sehovic (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch
   Motion 1 : M. Meris Sehovic
   Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)


Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Claude Meisch et M. Georges Mischo, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Nee, Här President.

## 2. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert déi sougenannte „Liwwerkettendirektiv", déi déi politesch Sensibilitéit déi gréng ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalen. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet zéng Minutten, déi verschidde Fraktiounen a Sensibilitéite jeeweils fënnef Minutten, an duerno huet d'Regierung fofzéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Christophe Hansen, den Här André Bauler, den Här Franz Fayot, den Här Fernand Kartheiser an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Sam Tanson als Vertriederin vun der politescher Sensibilitéit déi gréng. Madamm Tanson.

***Exposé***

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Voilà, sielen ass eng Aktualitéitsstonn esou aktuell wéi elo. De Moien hunn nach d'Ambassadeuren am COREPER iwwert deen extreem wichtegen Text, iwwert dee mer elo de Mëtten debatéieren, diskutéiert.

Wéi ëmmer bei deene Reuniounen, probéiert een, aus der Press erauszefannen, wat dann elo d'Positioun vun deem engen an deem aneren ass. Ech hoffen, dass mer dann de Mëtten endlech méi gewuer ginn iwwert d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zu dësem Text, dee bis elo ëmmer d'Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg hat. Et sinn an deene leschte Woche vill Positiounen nach derbäikomm oder ëmgekippt ginn, a mir hoffen awer, dass et elo – déi belsch Presidence huet jo annoncéiert, dass ee sech géif gi bis de 7. Mäerz – an deem Kontext an an deem Kader awer nach hei zu engem Accord kënnt an dass Lëtzebuerg och säin Deel dozou bäidréit. Mee de Mëtten ass fir eis emol prioritär ze wëssen, wou

genau d'Lëtzebuerger Regierung steet. An dat ass am Moment net ganz einfach erauszefannen.

Wann een dann d'Press liest, da liest een esou Sätz wéi: „Mir sinn attachéiert un de Mënscherechter, mee och un der Aktivitéit vun den Entreprisen", hutt Dir, Här Premierminister, laut der Zeitung „L'essentiel" den 21. Februar op engem Pressebriefing an deem Kontext gesot. Ech hu mech gefrot, wat dat heescht, well eeben och de Rescht vun den Aussoe vun Iech an Ärer Ekipp zu dëser extreem wichteger Direktiv net ganz opschlossräich waren.

Mee heescht dat, datt d'Mënscherechter Iech wichteg sinn, soulaang se an Ären Ae keng Belaaschtung fir d'Entreprisen duerstellen? Et heescht jo wuel kaum, datt d'Mënscherechter just wichteg sinn, wann et ëm d'Mënscherechter vun de Leit hei zu Lëtzebuerg geet? Oder heescht et dat, wat e „mee" dacks heescht: „D'Mënscherechter si wichteg, mee vläicht dann net gradesou wichteg wéi d'Aktivitéit vun den Entreprisen"? Hanner e Saz wéi: „Mir sinn attachéiert un de Mënscherechter", gehéiert kee „mee", ...

**Une voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | ... scho guer net an engem Land wéi Lëtzebuerg.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dir wäert mer elo soen, et géif Iech just ëm administrativ Hürde goen, déi een esou niddreg wéi méiglech hale soll. Dat versti mer. Mir huelen dat och seriö, deelen awer net d'Aschätzung, datt een dat op d'Wo ka leeë mam Respekt vun de Mënscherechter.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Well wann ee Kontrolle verflichtend aféiert – a si sinn noutwenneg, dat soen extreem vill international Organisatiounen –, da geet dat net ouni Aarbecht, déi domat verbonne gëtt an déi hei – dat muss een dobäi soen – virun allem de Groussen ofverlaangt gëtt, deenen, déi d'Moyenen och hunn an déi zum Deel dës Initiativ och mat ënnerstëtzen. Ee Beispill vu villen ass Ferrero, déi jo hei am Land present sinn.

Mir hunn d'Chance, an engem Land ze liewen, an deem d'fundamental Rechter vun de Mënsche geschützt sinn, an deem et Reegele gëtt, ënner wéi enge Konditiounen a mat wéi enge Kompensatiounen d'Ëmwelt ka belaascht gi fir wirtschaftlech Aktivitéiten.

Konkreet heescht dat zum Beispill, datt mer e Gesetz hu vun 2001, wat grondsätzlech verbitt, datt Manner-järeger schaffen. Et gëtt natierlech heizou Ausnamen, mee dat si ganz streng Reegelen, déi encadréiert sinn a kontrolléiert ginn. Och déi Chance, déi huet net all Kand op der Welt. Laut Unicef sinn eng 160 Milliioune Kanner, déi enger Aarbecht mussen nogoen, dorënner d'Hallschent, déi enger schwiereger, enger geféierlecher Aarbecht noginn. Si maachen dat, amplaz an d'Schoul ze goen, liesen a schreiwen ze léieren. Se maachen dat, amplaz mat hire Kolleegen ze spillen, amplaz Zäit ze verbrénge mat hire Frënn, amplaz einfach Kand ze sinn.

Och d'Natur bezilt weltwäit en héije Präis fir rücksichtslos Wirtschaftspraktiken. 2022 si laut WWF eng 6 Milliounen Hektar Bësch ofgeholzt ginn, 90 % dovunner an tropesche Géigenden. Bëscher, déi mer weltwäit brauchen, fir d'Temperatur esou niddreg wéi méiglech ze halen, Bëscher, déi vill Aarte beherbergen, Bëscher, déi hëllefen, ons Loftqualitéit ze verbesseren.

Déi Direktiv, iwwert déi mer haut schwätzen, huet als Zil, EU-Entreprisen an d'Flicht ze huelen, wann et ëm Mënscherechtsverletzungen an Ëmweltzerstéierungen an hirer Produktiounschaîne, der Liwwerketten, geet. Et ass e Kompromësstext, deen, wa mer ganz éierlech sinn, och net ganz wäit geet, dee sech nëmmen u ganz grouss Entreprisen adresséiert an Entreprisen aus Risikosecteuren. Si musse virun allem den negativen Impakt vun hiren Aktivitéiten an deene vun hire Partner op Mënsch a Planéit identifizéieren, evaluéieren an esou niddreg wéi méiglech halen. Mee et ass nawell e wichtegen Text, well et wär deen éischte wierklech harmoniséierten Text, deen all d'europäesch Länner géif an déi selwecht Flicht huelen, wat hir Liwwerkettekontroll ubelaangt.

Natierlech kann ee soen: „Et ass mer egal, wat um aneren Enn vun der Welt passéiert." Natierlech kann ee soen: „Et ass mer egal, wat mat dëse Mënschen a mat hirer Natur passéiert." Mee dat ass dach eng extreem zynesch Positioun. Mir consomméieren hei Produiten, déi an Drëttstaaten entstinn. Mir sinn engagéiert am UNO-Mënscherechtsrot. Mir hunn eng grouss Verantwortung als räicht Land par rapport zu deene Mënschen, déi fir ons produzéieren an déi an deene Länner liewen. Wa mir bëlleg Konsumgidder kafen, déi d'Resultat si vu Kanner- a Sklavenaarbecht, wa Bëscher um aneren Enn vun der Welt muttwëlleg zerstéiert ginn, fir datt mir hei eng flott Existenz kënne féieren, dann däerf eis dat net egal sinn. Dann hu politesch Vertrieder/innen d'Responsabilitéit, eppes dogéint ze ënnerhuelen.

Mir hunn ons an der leschter Legislaturperiod vill mat esou enger Gesetzgeebung beschäftegt. Et war fir ons ëmmer eng Evidenz, datt mer en Text brauchen, am beschten en ambitiéisen europäeschen, well d'Ekonomie eng international ass a mer am meeschten erreeche kënnen, wa mer Reegelen hunn, déi an esou vill wéi méiglech Länner spillen.

Vun do un, wou et kloer war, datt en europäeschen Text géif kommen, hu mer an déi Richtung geschafft. Mir hunn ons et och net einfach gemaach als Regierung deemools, eng Positioun zu dësem Text auszeschaffen – ech denken, dat war zu deem Zäitpunkt genuch thematiséiert ginn –, mee mir hate finalement eng. Se war nuancéiert an ass awer zum Deel méi wäit gaange wéi d'Propos, déi elo um Dësch läit, ënner anerem wat d'Fro ugeet vun der Beweislaascht.

An elo? Mir wësse leider net, wéi eng Positioun Lëtzebuerg déi lescht Zäit vertrueden huet. Wou stitt Der genee? Wéi eng Positioun huet Lëtzebuerg virun zwou Wochen an haut am COREPER vertrueden? Wat sinn d'Knackpunkte fir Iech an der Verhandlung, och en vue da vun där Echeance déi nächst Woch? Laut den Informatiounen aus der Press ass Lëtzebuerg am Camp vun de Länner, déi virun zwou Wochen duerch eng Abstentioun den Text blockéiert hunn. Eng Enthalung hei gläicht awer engem Nee. Wéi d'Zivillgesellschaft dobaussen et richteg seet: „Enthaltung ass keng Haltung", dat ëmsou méi an der Fro vun de Grondrechter.

Dowéinst meng Fro un Iech, Här Premierminister: Wéi positionéiert sech Lëtzebuerg zu dësem Text? Falls Der bei Ärer Abstentioun géift bleiwen – falls Der dann eng hat –, wier dat eng Kehrtwende, déi nëmme schwéier novollzéibar wier. Well souguer aus Ärer CEOs-Perspektiv misste mer dach als Lëtzebuerg all Interêt hunn, dësen Text matzedroen.

Fir d'éischt emol aus Imagegrënn. Datt Lëtzebuerg sech elo wéinst der Inklusioun vun den net operationelle SOPARFIe géif distanzéieren – eppes, wat een alt erëm an der Press gelies huet –, hätt dach en zimmleche Goût aus den 1990er-Joren. Aner Finanzzentre schénge kee Problem mat der Direktiv ze hunn. Wëlle mer wierklech nees an dee manner propperen Eck gedréckt ginn? Quitte datt ech net iwwerzeegt sinn, datt dat eleng d'Ursaach vun der Hesitatioun ass, déi een hei spiert, wann een zum Beispill verschidden Tweets vu Majoritéitsdeputéierte liest oder och verschidde Positioune vu Majoritéits-EU-Deputéierten.

Iwwert d'Kommunikatioun eraus misst et ons jo och all wichteg sinn, datt mer reell eng propper Plaz hunn. Een Element dovun ass, datt gréisser Entreprisen zur Verantwortung gezu ginn, wat hir Liwwerketten ubelaangt. Wisou sollten zum Beispill SOPARFIen – ëm déi goung et jo scheinbar an der Lescht; a mir schwätzen hei och nëmme vun deene Gréissten ënner hinnen; d'ailleurs eng Fro: Wéi vill sinn der reell zu Lëtzebuerg betraff? An der Press liest een hei déi Zuel vun 218 – vun der Iwwerpréiwung vun hirer Responsabilitéit a punkto Mënscherechter an Ëmweltzerstéierung ausgeholl ginn? Et ass jo net esou, wéi wa se déi ganz Aarbecht eleng misste maachen, wa mer vum Verwaltungsopwand schwätzen.

An och wann ech verstinn, datt ee seet, et dierft een net mat ze villen administrative Prozesser d'Entreprisë belaaschten, sou schéngt et mer eng Evidenz, wann een ofweit „Respekt vun de Mënscherechter" versus „administrativen Opwand", a wéi eng Richtung do d'Decisioun misst goen.

An dann, net ze vergiessen – fir an deem Jargon ze bleiwen –: de faméise „Level-Playingfield". Et gëtt eng Rëtsch EU-Länner, déi en eegenen Text hunn. Wa mer kee seriöen europäeschen Text géifen zustane kréien, deen dann uniform Reegele fir jiddweree géif proposéieren, da misste mer zu Lëtzebuerg nawell ons Responsabilitéit iwwerhuelen an en eegenen Text maachen. Mir hunn eng reell Demande bei de Biergerinnen a Bierger hei am Land. Laut enger ILReS-Ëmfro vun der Initiativ „Devoir de vigilance" fuerderen néng vun zéng Befroten, datt d'Regierung sech asetzt, datt international Engagementer a Standarden a punkto Mënscherechter, Klima, Ëmwelt respektéiert ginn – dat also, wourëms et hei geet. Dir misst also souwisou legiferéieren, wann Iech d'Mënscherechter wichteg sinn oder, wéi Dir sot, Der „attachéiert" u se sidd. Besser also, dat elo mol op EU-Niveau ze maachen.

Ech deposéieren dofir och eng Motioun an deem Sënn, déi d'Ënnerstëtzung vun der LSAP, deene Lénken an de Piraten huet.

***Motion 1***

*« relative au devoir de vigilance des entreprises »*

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– l'importance de prévenir aussi au-delà des frontières européennes les violations de droits humains, le non-respect de standards sociaux et la destruction de l'environnement et du climat dans les chaînes de valeurs des entreprises actives dans l'UE ;*

*– l'absence de règles uniformes au niveau de l'Union européenne et l'existence de cadres légaux dans certains pays européens en ce qui concerne le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité ;*

*– l'adoption historique en décembre 2023 par le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen d'un compromis concernant le projet de directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité ;*

*– le report du vote au Conseil de l'UE dudit projet de directive prévu initialement pour le 14 février 2024 suite au risque d'abstention de plusieurs pays, dont notamment l'Allemagne ;*

*– l'absence de positionnement public clair du Gouvernement quant au projet de directive en question,*

*invite le Gouvernement*

*– à voter au niveau européen en faveur du projet de directive concernant le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité ;*

*– à légiférer au niveau national en matière de devoir de vigilance des entreprises au cas où le projet de directive européenne prémentionné n'est pas adopté.*

*(s.) Sam Tanson, Marc Baum, Liz Braz, Sven Clement.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson.

Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Christophe Hansen. Här Hansen.

***Débat***

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, den Text vum europäesche Liwwerkettegesetz ass nach net ofstëmmungsräif. Dat soen net ech, dat seet eng ëmmer méi grouss Grupp vu Memberstaaten am Conseil, well dee Grupp vun deene Memberstaaten, déi hir Bedenken hunn, ass méi grouss ginn. Frankräich ass och elo an deem Camp vun deene Länner, déi nach Froen hunn, déi musse gekläert ginn, bevir datt et eng Majoritéit gëtt. Et ass och esou, datt Frankräich notamment gefrot huet, fir dee Champ d'application vun der Direktiv méi grouss ze maachen. Dat bréngt natierlech mat sech, datt déi belsch Presidence vum Conseil elo un deem Text muss schaffen, fir en ofstëmmungsräifen Text an de COREPER ze bréngen, dat heescht do, wou d'Ambassadeure beieneesëtzen.

An et ass elo schonn an der Press bericht ginn, datt d'Liwwerkettegesetz bei de Memberstaaten duerchgefall wier. Nee, dat ass net de Fall. Et koum tout simplement net zum Vott an et sinn och mol net alleguerten d'Memberstaaten zu Wuert komm. Also, et läit elo wierklech un der belscher Presidence, deenen neien Elementer Rechnung ze droen an ze decidéieren, wéi et mat deem Text weidergeet.

D'CSV steet ganz kloer zum Respekt vun de Mënscherechter an vum Ëmweltschutz, och an Handelsfroen. Dat ass ganz wichteg. An dofir hat ech och a menger fréierer Funktioun als Europadeputéierte ganz kloer fir d'Verhandlungsmandat gestëmmt, fir mam Conseil a Verhandlungen, sougenannt „Trilogverhandlungen", ze trieden.

Mir stinn awer och als CSV zu engem europäesche Bannemaart, dee funktionéiert, an ouni Diskriminatioun vu Betriber, deemno wou se an der Europäescher Unioun schaffen an ugesidelt sinn. An an deem Kontext si mir awer besuergt, datt et sech bei deem europäesche Liwwerkettegesetz ëm eng Direktiv handelt an net ëm e Reglement. Dat féiert potenziell derzou, datt dat Gesetz ënnerschiddlech an deene verschiddene Memberstaate wäert ëmgesat ginn an domadder och eng Zersplitterung vum europäesche Bannemaart eng méiglech Konsequenz ass, déi ee ganz kloer muss considéréieren. A besonnesch, wann een aus engem klenge Memberstaat kënnt, dee vill exportéiert, vill importéiert, ass dat ganz komplizéiert.

Ech sinn dobausse virun der Dier lo grad gefrot ginn, fir konkreet Beispiller ze nennen. An ech hu mech ganz vill mat Handelsfroen am Europaparlament beschäftegt. Huele mer elo un, Dir hutt en Elektrikerbetrib, deen hei zu Lëtzebuerg Solaranlagen op säin Daach leeë geet. Dee muss déi Solaranlage jo iergendwou kafen, well leider produzéiere mer zu Lëtzebuerg an an der Europäescher Unioun nach net genuch dervun. Da soe mer lo, hien hätt an der Tschechescher Republik e Fournisseur, an dee Fournisseur importéiert déi Solarpanelen aus China. Wa mer dat op 27 verschidden Aart a Weisen ëmsetzen, ass et ganz gutt méiglech, datt dat Produkt, wat zwar da fir den tschechesche Marché all d'Informatiounen huet, net déi néideg Informatiounen huet fir de Lëtzebuerger Marché, wat derzou féiere wäert, datt eisen Elektriker seng Wueren net méi kritt an domadder iergendwou aneschters muss siche goen, quitte datt dat vläicht nach méiglech ass, mee de Präis kann domadder och ganz kloer beanträchtegt ginn.

Da vläicht en anert Beispill, wou d'Saache besser gelaf sinn. Mir hunn e Reglement, wat d'Chemikalie betrëfft. Dat ass en europäescht Reglement, de sougenannte REACH. D'Experten ënner Iech kennen dat. Et geet do, wéi gesot, ëm d'Chemikalien. Do hu mer Standarde fir déi ganz Europäesch Unioun festgeluecht a mir hunn et fäerdegbruecht, do iwwert dat Reglement och eis Valeuren, en fin de compte eis Ëmweltvaleuren, ze exportéieren. Dat heescht, dat ass de Wee.

D'Madamm Tanson huet och konkreet d'Bëscher ugeschwat. An ech muss do soen: Mir hunn e Règlement anti-déforestation gemaach. Ech war d'ailleurs de Rapporter fir dat Reglement, wou mer eng ganz Rëtsch Gidder an de Champ d'application rageholl hunn: Holz, Soja, Kaffi, Schockela, Randsfleesch, Palmueleg, Gummi hu mer als Europaparlament och nach derbäigesat a mir hunn also och eng Ouverture ginn, fir deen dote Champ d'application an der Zukunft ze verbreederen. Awer do musse mer dann och eng ganz kloer Étude d'impact vun der Kommissioun hunn. Dat ass ganz wichteg, fir datt mer wëssen, ob dee ganzen Opwand, dee mer maachen, och de richtegen Impakt um Terrain hätt. An dat musse mer och heiansdo bedenken. Dat heescht, wéi gesot, fir d'Bëscher hu mir als Europäesch Unioun schonn e grousse Match gemaach, well déi dote Produkter effektiv ganz schiedlech si fir eis Weltbëscher. An do, mengen ech, gi mer och eng Virreiderroll an. Dat ass richteg esou an dat musse mer och weidermaachen.

An dann nach eng Kéier vläicht e Beispill, e konkreet Beispill, mat den Autoen. Mir importéieren och Autoen. Mir maachen hei an der Europäescher Unioun Standarden. Do muss jiddereen an der Welt sech drun halen. Dat ass wichteg an domadder kréie mer all déi selwecht Sécherheetsstandarden eran. Nach eng Kéier e Beispill, fir Iech just ze soen: Et wier wichteg, datt et e Reglement wier, quitte datt et et elo nach net ass.

Dofir musse mer awer dann elo sécherstellen – an dat ass am Moment nach net séchergestallt –, datt mer eng harmoniséiert Ëmsetzung vun där Direktiv hunn. Dat gëllt et ze erreechen. Mir mussen och derzou bäidroen, datt den administrativen Opwand sou wäit wéi méiglech reduzéiert gëtt.

Dir kënnt Iech vläicht och un d'Ried zur Lag vun der Unioun vum Ursula von der Leyen erënneren, seng lescht, déi et hat, wou et ugekënnegt huet, den administrativen Opwand misst ëm 25 % erofgesat ginn. Ech gesinn am Moment nach net, wéi dat de Fall ass. An dat sinn och Informatiounen, déi elo mussen domat ageschafft ginn. Mir hunn och an deem Sënn zesumme mat der DP eng Motioun opgesat, Här President, déi op déi do Punkten ageet an déi ech Iech heimadder iwwerreeche wäert.

Ech soen Iech Merci.

***Motion 2***

*La Chambre des Députés,*

*– constatant que la proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité ne trouve, à ce stade et sous sa forme actuelle, pas de majorité au sein du Conseil de l'Union européenne ;*

*– réitérant son engagement en faveur du respect des droits de l'homme, qui sont universels ;*

*– réaffirmant l'importance de la transition vers des modes de production respectueux de l'environnement et des droits de l'homme ;*

*– réitérant son soutien à l'établissement, au niveau européen, d'une réglementation du devoir de vigilance pour les entreprises en matière de durabilité de leurs chaînes d'approvisionnement ;*

*– déplorant que l'instrument législatif choisi par la Commission européenne est une directive et non un règlement, ce qui aurait permis une application homogène et non discriminatoire au sein du marché intérieur ;*

*– rappelant l'importance de respecter le principe de proportionnalité dans la législation ;*

*– rappelant son engagement à réduire les charges administrative et réglementaires pour les entreprises, en particulier les PME, tel qu'annoncé par la Présidente de la Commission européenne lors de son discours sur l'état de l'Union,*

*invite le Gouvernement à*

*– s'engager fermement, au niveau du Conseil de l'Union européenne, en faveur d'une proposition respectueuse des considérations précitées.*

*(s.) Christophe Hansen, André Bauler, Gilles Baum, Marc Spautz.*

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hansen. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler.

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, fir eis als Demokratesch Partei ass kloer: De Respekt vun de Mënscherechter an d'Förderе vun enger nohalteger Produktioun duerch konkreet Moossname muss weltwäit ëmgesat ginn. A Fäll, wou Mënscherechter, besonnesch Kannerrechter – d'Madamm Tanson war drop agaange mat Statistiken –, mat Féiss getrëppelt ginn, do heescht et ze handelen. Ausbeutung däerf zu kengem Ablack toleréiert ginn. Dat ass kloer ze veruerteelen.

Fir eis als Demokratesch Partei gehéiert et zu eiser ieweschter Prioritéit, derfir ze suergen, datt d'Rechter vu jidderengem, vu jidder Mënsch, respektéiert ginn. Mir musse besonnesch déi strukturschwaach Länner an dësem Prozess ënnerstëtzen. Als DP wëlle mer dofir nohalteg a fair Produktioune förderen. Och de Respekt vun den Nohaltegkeetsstandarden, déi et eis erlaben, d'Ëmwelt ze schützen, muss kontrolléiert a kënne garantéiert ginn, fir datt mer besonnesch der Klimakris kënnen entgéintwierken.

Et ass positiv hei zu Lëtzebuerg, datt eng ganz Rëtsch vu Betriber mëttlerweil fräiwëlleg op de Wee gaange sinn, fir an hire Liwwerketten ze iwwerpréiwen, ob et eventuell Mënscherechtsverletzunge gëtt oder net.

Eis ass bewosst, datt Lëtzebuerg als kleng, oppen Ekonomie staark vun der internationaler wirtschaftlecher Situatioun an eebe vun de Liwwerketten um europäesche Bannemaart ofhänkt. D'Produkter, déi mir heiheem verbrauchen, hänke vu méi grousse Mäert wéi just vun eisem nationale klenge Marché of.

Wann all Land eegen national Reegelen zu de Standarden opsetzt, gëtt et nach vill méi schwéier, fir d'Liwwerketten ze kontrolléieren. Den Här Hansen ass elo just dorobber agaangen an huet och pertinent

Beispiller geliwwert. Dowéinst brauche mer um europäesche Maart gemeinsam Spillreegelen, déi fir all Partner gëllen. Soss schaaft een onnéidegerweis Verzerrungen an der Konkurrenz, an dat géif an eiser Ekonomie sécherlech och eng Rei Aarbechtsplaze kaschten.

Dofir huet sech d'Demokratesch Partei vun Ufank u ganz kloer fir eng Legiferéierung um europäeschen Niveau, déi de Respekt vun den Nohaltegkeetsstandarden an de soziale Standarden an de Liwwerkette virschreift, ausgeschwat.

Eng Léisung um europäesche Plang géif et erméiglechen, am Bannemaart e méi kohärente Kader ze schafen, an am Kader vun deem ze handelen, och domadder eng Rei administrativ Demarchen ze vereinfachen.

Sécherlech fält e groussen Deel vun de Käschten, déi duerch d'Mise en place vun dëser Direktiv iwwert d'Liwwerketten ufalen, op d'Betriber zréck. Dofir wëllt d'DP d'Betriber dobäi ënnerstëtzen, fir méi Transparenz ze erreechen, ouni si duerch en exzessiven administrativen Opwand ze belaaschten. Wou et méiglech ass, sollen dës Demarchen och digitaliséiert ginn.

Fir vill Verbraucher – an, ech mengen, d'Verbraucher ginn ëmmer méi responsabel – ass et wichteg ze wëssen, wou e Produkt hierkënnt an ënner wéi enge Konditiounen dëse Produit hiergestallt ginn ass. Et sinn eng Rei Memberstaaten, déi bezüglech der leschter Versioun vun der EU-Direktiv zum Devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité, wou nach eng Rei Ännerunge virgeholl goufen, eng gewësse Retizenz gewisen hunn.

*(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)*

Et ass séier wichteg, de potenziellen Impakt vun dëser EU-Direktiv op d'Lëtzebuerger Ekonomie ze analyséieren, eis Kompetitivitéit an der Europäescher Unioun ze sécheren an och an Zukunft de Wuelstand vum Land an d'Liewensqualitéit vu senge Bierger ze garantéieren. D'DP hofft staark, ganz staark, datt een do e sënnvolle Kompromëss fënnt, dee Lëtzebuerg, bien entendu, mat ënnerstëtze kann, dat am Respekt vun de Mënscherechter a vun enger méi nohalteger Wirtschaftsentwécklung.

Ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci Iech och. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Merci, Här President. Här President, léif Kolleegen, ech géif gären direkt am Ufank soen, dass mir Sozialiste bedaueren, dass de Kompromësstext vun Dezember vun der CS3D haut de Moien am COREPER verworf gouf. Dat ass kee gutt Signal. An dat ass och besuergniserreegend, well et am Fong weist, dass, wat mer méi no bei d'Europawale kommen, wat deen Text och ëmmer méi politiséiert gëtt a riskéiert, effektiv ganz vum Dësch ze verschwannen.

Dat wär an eisen Aen en Desaster, well mer effektiv scho laang ënnerwee si mat där Initiativ hei zu Lëtzebuerg, awer och um europäeschen Niveau, a well et am Fong e schlëmme Réckschlag wär fir all déi, déi sech asetze fir eng méi mënschefrëndlech an ëmweltschounend Wirtschaft bei eis an iwwerall an der Welt, wou eis Entreprisen aktiv sinn.

Mir hätten och scho gären éischter mat Iech, Här Premier, iwwert dësen Text geschwat. Mir hunn eng Question urgente gestallt, fir ze wëssen, wat d'Positioun vun der Regierung wier heizou. Mir hunn och eng Invitatioun gemaach, fir an d'Kommissioun ze kommen, fir eis doriwwer ze ënnerhalen. Dir hutt déi gutt Gewunnecht geholl, fir och emol an d'aussepolitesch Kommissioun ze komme virun engem Conseil européen, fir Iech ze echangéiere mat den Deputéierten.

Abee, dat hei ass een Text, wou mer och gären am Virfeld mat Iech echangéiert hätten, fir Iech déi Sensibilitéit matzeginn, déi an eisen Aen deen Text hei huet an och verdéngt. An ech mengen, och dee staarken Engagement vun der Zivillgesellschaft hei zu Lëtzebuerg weist, wéi wichteg dësen Text ass fir eng aner Aart a Weis, fir Wirtschaft ze maachen; wéi gesot, eng méi mënschefrëndlech an eng méi ëmweltfrëndlech Aart a Weis fir ze wirtschaften.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Très bien!

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Mir sinn attachéiert un dësem Text aus zwee Grënn. An en ass net perfekt; dat ass gesot ginn. Mee et ass e Kompromëss, mat deem mer kënne liewen.

Éischtens si mer der Meenung, datt e gutt ass fir d'Kompetitivitéit vun eise Betriber, contrairement zu deem, wat een oft héiert, och vu verschiddene Patronatssäiten, well mer iwwerzeegt sinn, dass Betriber, déi keng eethesch Liwwerketten hunn, muer wäerten am Desavantage si par rapport zu deenen aneren. Dat wëssen och déi Betriber, déi elo schonn eng ESG-Politick hunn, an déi dat fräiwëlleg maachen, an déi sech am Fong net dierften dësem Text hei opposéieren.

Et ass och interessant ze gesinn, dass ganz vill Betriber, souguer däitsch Betriber an däitsch Betribsverbänn, u sech déi CS3D hei ënnerstëtzen. Vu klenge Betriber bis zu ganz grousse Betriber gëtt et hei e relativ breede Konsens um däitschen Niveau, awer och um europäeschen Niveau, bei der Ekonomie selwer.

Zweetens geet et awer och hei ëm eng Fro vu Glafwierdegkeet. Mir sinn eng wäertebaséiert Unioun. Mir kënnen eis och um geopolitesche Plang ëmmer manner eng Duebelmoral leeschten. Mir kënnen eis net doheem an an eise Kooperatiounslänner fir Mënscherechter, de Rechtsstaat, d'Gläichheet tëscht Mann a Fra, eng gerecht Pai, de Respekt vun der Ëmwelt asetzen, an dann nokucken, wéi dës Wäerter vu munche Betriber net respektéiert ginn. Déi Corporate Sustainability Due Diligence Directive huet schonn eng laang Virgeschicht – an ech hunn elo net d'Zäit, fir dorobber anzegoen –, souwuel bei eis hei, wéi och um europäeschen Niveau.

Et gëtt vill iwwert de Sträit an der däitscher Regierung geschwat am Kontext vun dësem Text, wou apparemment d'FDP haaptsächlech hei op der Brems steet. Et huet een e bëssen d'Gefill, dass och elo bei dëser neier Regierung hei zu Lëtzebuerg am Fong änlech Consideratioune matspillen, fir dësen Text net ze wëllen.

An der viregter Regierung hate mer laang net ëmmer einfach Diskussiounen iwwert dësen Text, mee mir waren eis um Enn awer eens, dass mer allegueten en ambitiéisen europäeschen Text wéilten. En europäeschen Text effektiv, well et net gutt ass, haaptsächlech an enger klenger Ekonomie, eng Fragmentatioun ze kréien doduerch, dass ee 27 verschidde Legislatiounen huet; awer och en ambitiéisen Text. An du war et jo esou, dass u sech d'Finanzplaz an der leschter Mouture eraus war mat enger Clause de rendez-vous, fir dat eng Kéier nozekucken; enger Clause de réexamen, fir dann ze kucken, ob déi sollt mat dra sinn. Och dat war an der Rei.

D'Fongen. Et sinn eng ganz Partie Fongen, déi wëssen net, wat se an hirem Portefeuille dran hunn, soudass ass et am Fong ok ass, fir déi erauszehuelen. Do kënne mer nach wie vor domadder liewen. Dat war de Kompromëss, op deem mer eis eens waren.

An dofir ass meng Fro un Iech, Här Premierminister, änlech wéi déi, déi d'Sam Tanson gestallt huet: Wat ass da lo d'Positioun vun der Regierung zu dëser Direktiv? Hu mer eis enthale bei deem Vott? Wäerte mer eis weider enthalen? Si mer hei dergéint? Si mer eent vun deene Länner, déi hei bremsen?

A wann dat esou ass, da géif ech gär soen, dass mer dat als LSAP net gutt fannen, well et ass effektiv sou, dass et sou ausgesäit, wéi wa Lëtzebuerg eent vun deene Länner wier, déi hei d'Zünglein an der Waage sinn. Dat wär kee gutt Signal no bannen an och net no baussen.

Här President, ech hunn elo nach eng Motioun, déi ech gäre géif deposéieren am Numm vun der LSAP, awer och ënnerstëtzt vun deene Gréngen a vun deene Lénken. Dat ass eng Motioun, déi ze dinn huet mat den Holdingen.

Mir hunn hei am Land ganz vill Holdingen, SOPARFIen, deenen hiren eenzegen Objet u sech ass, eng Participatioun oder méi Participatiounen an anere Gesellschaften ze halen. An et ass esou, dass reegelméisseg esou Lëtzebuerger Holdingen an de Schlagzeile stinn, well se Aktivitéiten hunn, déi illegal sinn oder carrement contraire sinn zu penale Gesetzer.

Viru Kuerzem, d'lescht Woch nach, war en Artikel am „Canard enchaîné", dee seet, dass dem franséische Milliardär Vincent Bolloré, dee jo och Sympathien an déi rietsextreem Zeen huet, seng Lëtzebuerger-belsch Holding Socfin am Kamerun iwwer hir Filial Socapalm dora verwéckelt ass, fir lokal Bauere vun hiren Terrainen ze verdreiwen an och do …

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Här Fayot?

**M. Franz Fayot** (LSAP) | … d'Flëss ze verpeschten.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Här Fayot, ech wëll Iech just drop opmierksam maachen: Mir sinn am Beräich vun enger Heure d'actualité. Dir kënnt selbstverständlech herno méi am Detail zu der Motioun Stellung bezéien, mee et ass net ubruecht, fir d'Motiounszäit hannerun Är Riednerzäit ze hänken.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Ok.

*(Hilarité)*

Dat ass kee Problem. Ech ka mech lo gäre sëtze goen an da bréngen ech duerno déi Motioun hei an …

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Jo.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | … an ech erkläre se. Mee ech hu verstan, datt ech do fënnef Minutten hätt, Här President.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Also, wann d'Chamber anescht decidéiert …

**M. Franz Fayot** (LSAP) | An ech sinn e bëssen duerjennee mat deene Kapegeschichten, heiansdo gi Saache mat zwou Kape gemaach.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Solle mer dem Här Fayot …? Ok, Här Fayot. Da kommt an Ärem Räsonement zum Schluss. An Dir hutt herno nach eng Kéier d'Méiglechkeet, fir kuerz Stellung ze bezéien.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Mee, Här President, ech war am Fong elo hei amgaang, meng Motioun ze explizéieren. Wéi gesot, ech ka mech och lo gäre sëtze goen, an da maachen ech dat duerno.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Nee! Mee, Här Fayot, ech hunn d'Chamber gefrot, ob Dir kënnt weiderfueren, an d'Chamber huet gesot: „Jo".

**Plusieurs voix** | Jo.

**D'autres voix** | Nee.

*(Hilarité et brouhaha)*

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Bon, et misst een dat just wëssen, Här President. Do schéngt et keng uniform Jurisprudenz elo hei ze ginn, bei deene verschiddene Presidencen hei vun der Chamber.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Also ...

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Ech gi mech elo gäre sëtzen, an da kommen ech duerno nach eng Kéier zréck. Voilà, ok. Merci villmools.

*(Interruptions)*

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Jo, ok, da maacht dat! Merci villmools. Sou, dann huet duerno den Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass eng ganz interessant Debatt. Et ass virun allem och eng Geleeënheet, fir eppes ganz Positives ze constatéieren, an dat ass, datt mir eis alleguer heibannen zu de Mënscherechter an zu anere wichtege Saache wéi dem Ëmweltschutz bekennen.

Dat gesot, wëll ech awer och de Grénge soen, deenen ech éischtens Merci soe fir déi Initiativ, datt et ganz schlëmm ass, a mengen Aen, datt eng Partei heihikënnt a seet, se géif sech dofir engagéieren, déi zum Beispill d'Elektromobilitéit esou subventionéiert huet. Well mir wëssen, datt domadder Kanneraarbecht verbonnen ass.

*(Interruptions)*

An et kann een de Grénge soen: Awéiwäit ass dat dann? Ass d'Ëmwelt ... Sinn d'Mënscherechter gradesou wichteg, e bësse manner wichteg wéi d'Subventionéierung vun der Elektromobilitéit? Allkéiers, wa mer hei mat de Gréngen doriwwer geschwat hunn, stoung den Här Turmes hei an huet gesot: „Mir entwéckelen nei Batterien, an iergendwéini an deenen nächste Jore komme se." En attendant hunn déi Gréng wëssentlech a Kaf geholl, datt domadder Kanneraarbecht am Kongo verbonne war. Dat sinn déi, déi haut heihikommen ...

*(Interruption)*

... an anere wëlle Virliesungen halen iwwer Mënscherechter an esou weider. Kanneraarbecht! Et sinn déi falsch!

Dat gesot, wëll ech awer och hei ...

*(Interruption par M. François Bausch)*

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Här Bausch, ech war just amgaang, mer et ze iwwerleeën. En huet sech net un déi Gréng geriicht, mee en huet vun deene Grénge geschwat.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Voilà. Merci, Här President.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | An ofgesinn dovun, riicht e sech selbstverständlech ...

**M. François Bausch** (déi gréng) | Fait personnel herno, well mer beschëllegt ginn, mir géife Kanneraarbecht ...

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Mä da frot en herno. Dir hutt jo gesot, Dir géift en herno froen, da braucht Der et elo net ze maachen.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Et ass kee Fait personnel!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Sou! Schwätzt Dir, Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Et ass kee Fait personnel, et ass e Fait triste. Sou!

*(Hilarité et brouhaha)*

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Esou kann een et och gesinn.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Voilà! Ech gesinn et esou. Et ass en ...

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här President, den Niveau, dee klëmmt ...

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Jo.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, merci. Ech hunn awer Riedzäit. Merci, Här Bausch.

Sou, ech wéilt awer elo hei vläicht, nodeem dat kloergestallt wär, soen, datt mer selbstverständlech vun den Entreprisen erwaarden, datt se mussen d'Gesetzer vun deene Staaten anhalen, an deene se aktiv sinn. An d'Iwwerwaachung vun der Anhalung vu Gesetzer, dat ass primär d'Aufgab vun den Entreprisen. D'Entreprisen hunn eng Rechtsflicht, dat ze maachen, mee d'Iwwerwaachung ass natierlech d'Aufgab vun de Staaten.

Dat stellt eeben dee Konfliktberäich hier, vun deem schonn anerer virdru kuerz geschwat haten, dat ass eng eventuell extraterritorial Wierkung vun europäesche Gesetzer. Et muss een oppassen domadder. Dat kann en Effet positif hunn, wéi mer et och schonn héieren hunn, am Beräich vun der Chimie oder Standarden am Autobau, mee et muss een awer oppassen, datt een och déi aner Länner respektéiert.

Dat Zweet ass: Mir wëllen op kee Fall als ADR konkurrenziell Nodeeler fir déi Lëtzebuerger Ekonomie. Dat soll ganz kloer sinn. A mir si géint en nationaalt Gesetz. Mir hätte gär, datt dat um Niveau EU oder OECD gereegelt gëtt – do gehéiert et hin –, well mir wëlle keng konkurrenziell Nodeeler. Et ass ganz interessant, datt déi véier Lénkparteien heibannen – alle véier! – eng Motioun hei tabléiert hunn, déi de Risiko vun Nodeeler fir eis Ekonomie wëssentlech a Kaf huelen doduerch, datt se gären en nationaalt Gesetz fuerderen.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Mir si géint Hongeraarbecht, aneschters wéi d'ADR.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Déi aktuell Diskussioune ronderëm d'Finanzplaz: gëllt fir eis d'selwecht. Mir ënnerstëtzen d'Regierung, jo, mir fuerderen d'Regierung op, och d'Interesse vun der Finanzplaz an dëser Diskussioun ze schützen. A wann dat net garantéiert ass am Kader vun deenen Texter, déi um europäeschen Niveau proposéiert ginn, ma da stëmme mer se eeben net. Da muss dat anescht gemaach ginn.

D'Mënscherechter musse ganz kloer sinn, well d'Entreprisë brauche Rechtssécherheet! Dofir ass et och wichteg, datt mer genau wëssen, iwwer wat hei geschwat gëtt: wéi eng Rechter, wéi eng Ëmweltstandarden? Et kann net sinn, wann esou e Gesetz eng Kéier ageféiert ass, datt dann d'ONGe kommen, oder aner Acteuren, an ëmmer erëm Nobesserungen an esou verlaangen, an och eng Kontroll iwwert d'Entreprisë wëllen ausüben, wat u sech net hir Verantwortung ass.

Si hunn net déi ekonomesch Verantwortung, fir dat ze maachen! Jiddereen huet d'Recht ze kritiséieren, jiddereen huet d'Recht ze fuerderen, awer mir brauche Rechtssécherheet fir eis Entreprisen. Et däerf keng Retroaktivitéit gi bei esou Gesetzer. Och dat gehéiert zu enger Rechtssécherheet.

Eis Entreprisen hunn am Ableck ganz vill Suergen, wierklech vill. An dofir wëlle mir och nach eng Kéier betounen: Eist Zil ass kloer manner Bürokratie, an net méi Bürokratie! Manner Reporting fir d'Entreprisen. An et geet net duer ze soen: „25 %". Wéi soll dat gemooss ginn? Dat muss e permanente politesche Wëlle sinn, fir d'Chargë vun eisen Entreprisë méi kleng ze maachen.

Si kënnen och net onméiglech Aufgaben zougetraut kréien. Wéi kënne se all hir Zouliwwerer kontrolléieren? Dat ass jo absolutt net méiglech. Dat ... À l'impossible null n'est tenu. A mir musse kucken, datt net op eemol Schuedenersatzfuerderungen oder Haftflichtfuerderunge kommen, déi einfach déi finanziell Méiglechkeete vun hinne géifen iwwersteigen.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

Et ass ganz kloer, datt si eng Verantwortung hunn als Entreprisen. An et ass och richteg, datt d'Consommateure mat Recht vun hinne kënnen erwaarden, datt si hiren Deel dozou bäidroen, fir Mënscherechter an Ëmweltschutz matzegarantéieren. Awer mir kënnen net méi vun hinnen erwaarde wéi dat, wat se wierklech kënne leeschten. De Rescht ass eng staatlech Aufgab. An et ass eng staatlech Aufgab, fir géintiwwer anere Staaten dofir anzetrieden, datt do Gesetzer existéieren, déi déi Standarde respektéieren an duerchsetzen, déi mir all gär hätten. Mee mir kënnen net déi staatlech Verantwortung verleeën op d'Schëllere vun den Entreprisen.

Natierlech kënne mer och e Code de déontologie aféieren. Anerer hu scho gesot: Et gëtt déi ESG-Standarden, déi ee ka fräiwëlleg respektéieren, et kann een och doriwwer ewechgoen, mee dat ass e Wee, dee vernünfteg ass an deen och vun eis géif privilegiéiert ginn.

Dat, wat mer zesumme wëllen – eis fir Mënscherechter asetzen –, muss op eng realistesch Manéier geschéien, soss maache mir mat dëser Aktioun näischt, wat dauerhaft kann halen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Erlaabt den Här Kartheiser, datt den Här Sehovic eng Fro stellt? Här Kartheiser, erlaabt Der, datt den Här Sehovic Iech eng Fro stellt, oder net?

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee, Dir musst net onbedéngt zréckkommen, mee Dir kënnt awer. Här Sehovic, ganz kuerz.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President. Ech stellen als éischt emol fest, Här Kartheiser, dass Dir Iech d'Welt e bëssen zurechtmoolt, esou wéi et Iech grad passt.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Dat ass keng Fro. Kommt zu Ärer Fro.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Nee. Wann Der iwwert d'Elektromobilitéit schwätzt, da kommt Der mat de Mënscherechter.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Hunn ech dat richteg verstanen, dass Der géint eng national Liwwerkettegesetzgeebung sidd? Hunn ech dat richteg verstanen, dass et Der géint eng europäesch Liwwerkettegesetzgeebung sidd? Wou bleift dann do den Asaz fir d'Mënscherechter, deen Iech dann do op anere Plazen anscheinend esou wichteg ass? Dat ass alles just Gespills, Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här Sehovic, ech wëll Iech fir d'éischt felicitéieren: Dir hutt richteg verstan, datt mir géint en nationaalt Liwwerkettegesetz

sinn. An zum Zweeten hunn ech d'Hoffnung nach net opginn, datt Der mer an Zukunft besser nolauschtert, well mir sinn net géint eng Reegelung op EU- oder OECD-Niveau. Ech soen Iech Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, u sech sollt d'Liwerkettendirektiv scho laang gestëmmt sinn, mee d'Zréckzéie vum Vott huet de Projet esou kuerz virun den EU-Walen dann awer nach eng Kéier torpedéiert. D'Zäit leeft eis fort, fir dës Direktiv nach duerchzekréien, iert d'EU-Walen ustinn an zu Bréissel dat geschitt, wat och d'lescht Joer dann zu Lëtzebuerg lass war: datt einfach emol Saache laang am Tirang leiebleiwen.

Well nom Accord vum Parlament a Conseil brauch et am Schnëtt nach eng Kéier aacht Wochen, fir esou Texter an all d'EU-Amtssproochen ze iwwersetzen a juristesch op sécher Féiss ze stellen. Aacht Wochen, déi iergendwann net méi do sinn. An dofir stoung dann haut vun der belscher Presidence erëm de Versuch um Ordre du jour vum COREPER fir eng nei Versioun, fir en neie Kompromëss. An och haut huet sech keng Majoritéit fonnt.

No de leschten Informatiounen, déi mer virleien, hätte sech 14 Länner fir dee Kompromëssvirschlag ausgeschwat. A Lëtzebuerg hätt kënnen déi 15. Stëmm sinn, déi sech dofir ausgeschwat hätt – huet sech awer enthalen. Och wann et keen offizielle Vott war, mee en informelle Vott, wär dat also esou, datt Lëtzebuerg do schonn där Direktiv am Wee gestanen hätt; dësem Kompromëss, zumindest zu engem gudden Deel, am Wee gestanen hätt an hätt kënnen dee 15. sinn, deen domadder d'Direktiv zumindest iwwert den éischte Seuil vun de Länner gehuewen hätt.

Mee u sech wësse mer dat net. Dat ass dat, wat mer héieren. Dat ass dat, wat rapportéiert gëtt, well och no dësem zweete Versuch huet sech d'Lëtzebuerger Regierung jo nach ëmmer net wierklech positionéiert. Also, déi nei Regierung sécher net. Well wann ech dat héieren, wat den Här Hansen hei gezielt huet, an och dat, wat den Här Hansen als Motioun ofginn huet am Numm vun der Majoritéit, da maachen ech mer awer Suergen, ob dann iwwerhaapt e Versteesdemech fir déi Direktiv am Moment do ass bei der Majoritéit.

*(Interruption)*

Well, ganz éierlech, ech wéisst net, wéi en Installateur vu Solarpanneauen hei zu Lëtzebuerg dann ënnert d'Krittäre vun der Direktiv géif falen, datt e misst seng Fournisseuren esou kontrolléieren, wéi den Här Hansen dat hei duergestallt huet. Dat sinn also scho bal Fakenews heibannen, déi verbreet gi vun der gréisster Partei hei am Parlament.

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Fait personnel!

*(Brouhaha général)*

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Zukünftege Kommissär!

**M. Sven Clement** (Piraten) | A vläicht zukünftege Kommissär, wéi den Här Baum dat seet.

*(Brouhaha)*

Bon, dat hänkt nach vun de Walen of, ne?

*(Brouhaha)*

Also, ech muss ganz éierlech soen, deen Installateur, deen déi Krittären hei zu Lëtzebuerg erfëllt, dee wéilt ech gäre gesinn!

Fir eis Piraten weist awer déi ganz Prozedur hei nach eemol, datt op enger Säit net genuch Transparenz herrscht, virun allem net, wann et drëm geet, wat eis Ministeren an eis Ambassadeuren op EU-Niveau maachen. Well déi Fro, wéi Lëtzebuerg sech zu där Direktiv positionéiert, ass jo net vu gëschter. Déi Fro stellt sech och net nëmmen haut.

Déi Fro, wéi sech Lëtzebuerg an de COREPERen an an de Conseile positionéiert, stellt sech all Dag op en Neits. A vill ze heefeg gëtt dës Chamber hei iwwerrascht vun de Positionéierunge vun der Majoritéit, also vun der Regierung, well et ass jo net emol d'Majoritéit, déi gëtt och heiansdo mat iwwerrascht, wéi dann eis Memberen an deene verschiddene Gremien op europäeschem Plang ofgestëmmt hunn. An da musse mer dat ëmsetzen.

U sech misst d'Regierung eis also virun all Conseilssëtzung, sief dat op Ministerniveau, op Niveau vun de Staats- a Regierungscheffen, respektiv och op den Ambassadeursniveauen, soen, wéi Lëtzebuerg sech positionéiert. A grad zum Beispill bei Texter, wou et enk ass a wou natierlech Interête vu Lëtzebuerg tangéiert sinn, ass et wichteg, datt mer e breeden Debat hunn an datt dat net hanner zouenen Diere geet, wou herno keen esou ganz genau weess: War et en offizielle Vott? War et en informelle Vott? Hu mer eis enthalen? Stounge mer domadder am Wee? Stounge mer net am Wee? Ech mengen, grad bei deene komplizéierte Berechnunge vun der qualifizéierter Majoritéit op Conseilsniveau ass dat natierlech ëmmer erëm eng spannend Fro.

Dat ass eppes, wat eis hei am Land feelt, wou aner Länner vill méi wäit sinn, wou d'Parlamenter vill méi agebonne sinn. Wat eis awer och hei zu Lëtzebuerg feelt, ass de Courage, fir hei Neel mat Käpp ze maachen, fir ze soen: Mir brauchen eng Direktiv, a wann déi Direktiv elo scheitere sollt virun de Walen, da brauche mer en nationaalt Gesetz.

Mir ware souguer der Meenung, datt sech déi lescht Regierung … An ech si frou, datt zwou Parteien aus där leschter Regierung sech elo nei positionéieren an och der Meenung sinn, datt mer en nationaalt Gesetz brauchen, soubal d'Direktiv da lo – viraussiichtlech – wäert scheiteren, well Lëtzebuerg am Wee steet. Da brauche mer en nationaalt Gesetz.

An dofir sinn ech frou, datt u sech d'Viraarbecht schonn an der leschter Legislatur ugefaangen huet, zesumme mat der Zivillgesellschaft eng Proposition de loi hei ze deposéieren, déi u sech prett ass, fir dat Gesetz ze ginn an domadder dat méiglech ze maachen, wat Lëtzebuerg – haut de Moien zumindest – awer am Wee stoung.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Ech gesinn, datt den Här Hansen d'Wuert freet. Ech huelen un, datt dat wéinst Fait personnel ass.

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Wéinst Fait personnel. Merci, Här President, jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | E puer kuerz Rektifikatiounen.

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Eng ganz kuerz Rektifikatioun an eng Fro un den Här Clement: A wéi engem Artikel steet dran, datt déi Direktiv an deene 27 Memberstaate mat deene selwechte Krittären ëmgesat gëtt? Heescht: Sinn d'Reporting requirements an deene 27 Staaten d'selwecht? Wann Der mer deen Artikel nennt, dann hutt Der eng Bonne note verdéngt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir krut eng Fro gestallt. Och do eng kuerz Äntwert, wannechgelift.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, also, ganz éierlech, dat doten ass eng Fro … Wa mer wëllen iwwert déi eenzel Artikele schwätzen, Här Hansen, kënne mer dat gären am Detail maachen.

*(Brouhaha général)*

Ech froen Iech … Ech ginn Iech d'Fro zréck, well déi hunn ech Iech virdru gestallt. Ech hunn Iech déi Fro virdru gestallt: Wéi een Elektriker, deen hei zu Lëtzebuerg Solarpannoen installéiert, huet méi wéi 500 Mataarbechter an 150 Milliounen Ëmsaz? Wann Der mer dee weise kënnt, ma da sinn ech houfreg op eis lëtzebuergesch Ekonomie!

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, elo kritt Der fënnef Sekonnen d'Wuert, Här Hansen. Dann hale mer op mam Dialog hei.

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Deen Elektriker muss säi Solarpanel iergendwou akafe goen. A wou geet en deen hiersichen? Deen huet e bestëmmt net bei engem 500-Mann-Betrib hei zu Lëtzebuerg bestallt. Dat ass de Problem.

Et ass d'ailleurs … Et ass net dat doten, wat wäert den Ausschlag ginn. D'Zuel ass irrelevant, och wa Frankräich déi op den Dësch brëngt, Här Clement; et ass do, wou Der et hierkritt. Wa mir am Marché intérieur net méi … Well et wäert kee produzéiere just fir de Lëtzebuerger Marché – pardon, dofir si mer ze kleng. Wann Dir mengt, mir wieren esou grouss, dann hutt Der eppes vun der Weltwirtschaft net verstan!

*(Interruptions et brouhaha)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech mengen, do sidd Dir awer mat am Boot!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech mengen, elo ass deen Dialog hei eriwwer! Här Baum, wann Der nach ee Moment wéilt waarden. Ech kréie gesot, den Här Fayot wéilt nach eng Motioun hei einfach ofginn.

*(Hilarité)*

Hie gëtt mer déi, ouni se ze erklären elo. Hien erkläert se zum Schluss, wa mer zu de Motioune kommen. Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Motion sans parole.

*(Hilarité)*

***Motion 3***

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– la présence dans notre pays de très nombreuses sociétés holding dont l'activité n'est pas clairement réglementée et dont le seul objet consiste à détenir des participations dans d'autres sociétés ;*

*– que ces sociétés holding ou SOPARFI ne tomberont vraisemblablement pas dans le champ d'application de la future directive « CSDDD », mais qu'elles pourront néanmoins détenir des participations, directement ou indirectement, dans d'autres sociétés dont l'activité peut être de nature à entrer en conflit avec les principes directeurs sur les droits humains visés par la CSDDD ;*

*– que le Point de contact national (NCP) luxembourgeois pour l'OCDE au Ministère de l'Économie, qui peut être saisi de violations alléguées des principes directeurs sur les droits humains de l'ONU du fait d'une société résidente, n'a guère d'emprise sur les SOPARFI n'ayant pas d'activité opérationnelle au Luxembourg ;*

*– qu'il importe que notre pays, qui dispose d'une importante place financière avec notamment de nombreuses SOPARFI, se dote d'un mécanisme juridique efficace permettant de procéder à la liquidation judiciaire de SOPARFI détenant, directement ou indirectement, une participation qualifiée dans une société ou entreprise*

*opérationnelle ayant une activité illégale, voire contraire aux lois pénales au Luxembourg et dans le ou les pays où se situe cette activité,*

*invite le Gouvernement*

*– à introduire dans la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales une disposition permettant aux autorités judiciaires la liquidation d'une société commerciale de participation financière (SOPARFI) lorsque son implication dans une activité illégale est avérée dans une décision ayant force de chose jugée prononcée par un tribunal ou une cour compétente territorialement.*

*(s.) Franz Fayot, Marc Baum, Sam Tanson.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà. Dir däerft se duerno selbstverständlech erklären, wa mer un d'Motioune kommen. Mee mir musse se fotokopéieren an Iech se verdeelen, fir datt mer eng uerdentlech Diskussioun duerno kënne féieren. Dat war de Sënn vun där Interruptioun. Elo ass et um Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci villmools, Här President. Ech wéilt dann och ufänken an de Kolleege vun de Grénge Merci soen, datt se dës Heure d'actualité zur Liwwerkettendirektiv gefrot hunn, well et ass effektiv eng Debatt zu engem Moment, wou d'Verhandlungen zu Bréissel grad op Héichtoure lafen, virun allem well d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung an deem Dossier onkloer ass a se sech och bis elo net d'Méi gemaach huet, d'Parlament dozou ze consultéieren oder och emol nëmmen ze informéieren. Verschidde Parteien, dorënner och mir als Lénk, hate jo déi zoustänneg Ministeren an d'Kommissioun geruff, fir ze wëssen, wat dann elo Saach ass, mee déi haten anscheinend nach keng Zäit fir d'Deputéiert. Ëmsou méi gespaant si mer dann elo op d'Aussoe vun der Regierung.

Datt Lëtzebuerg iwwerhaapt elo zu Bréissel als Wackelkandidat gehandelt gëtt, ass aus eiser Siicht ganz bedauerlech. Skandaléis fanne mer, wann déi Noriichten, déi mer haut konnte liesen, géife stëmmen, datt Lëtzebuerg zum Camp vun deenen iwwergewiesselt ass, déi sech enthalen, well d'Enthalung an dësem Fall en Nee ass an den Doud vun der Direktiv.

Et passt awer ganz gutt an d'Bild, dat Schwaarz-Blo an deenen 100 éischten Deeg ofginn huet. Well zanter Lëtzebuerg elo selwer zu enger Entreprise ginn ass, hu mir eng Regierung mat ganz vill Versteesdemech fir d'Interessie vum Kapital. Ee CEO trëppelt deem aneren net gären op d'Féiss.

Déi ganz Debatt ronderëm d'Thematik vun de Liwwerketten, déi jo mëttlerweil iwwer 20 Joer al ass, mécht alt nees androcksvoll däitlech, datt am Kapitalismus d'Mënscherechter verhandelbar sinn, zumindest emol d'Rechter vum globale Proletariat, also deene Fraen a Männer ronderëm d'Welt, déi Kleeder bitzen, Handyen zesummeschrauwen a Kaffisboune plécken. Deene Mënschen hir Aarbechtskonditiounen, hir Sécherheet, hir Liewensbedéngunge ginn hei reegelméisseg op d'Balance geluecht mat, op där anerer Säit, de finanziellen Interessie vum Grousskapital am Genre: Mënscherechter si wichteg, mee awer.

Dëst Ofweien ass an eisen Aen ëmsou méi absurd, wéi déi Direktiv hei jo eeben net dee klengen Handwierksbetrib um Eck betrëfft. Se gräift eréischt fir Konzerner ab 500 Mataarbechter an engem Joresëmsaz ab 150 Milliounen Euro. An dat misst jo awer och als administrativen Opwand verkraftbar si fir déi Entreprisen.

Och d'Argument, wat mer virdrun hei vun der Rietser héieren hunn, datt et un de jeeweilege Staaten am globale Süde wär, op hirem Territoire selwer fir d'Anhale vun de Mënscherechter an den Ëmweltstandarden ze suergen, hält der Realitéit net stand: Dovun ofgesinn, datt a ville Länner déi néideg staatlech Strukture feelen, fir hirer Legislatioun Geltung ze verschafen, sëtzen déi ëffentlech Autoritéiten an der Reegel um klengen Hiewel par rapport zu de Multinationallen.

Et ass keen Zoufall, datt d'Gewerkschafte sech fir en ambitionéiert Liwwerkettegesetz asetzen. Well si wësse ganz genee, datt d'Fronten hei net tëschent de Kontinenter verlafen, net tëschent Europäer, Asiaten oder Afrikaner, mee tëschent deene Mënschen, déi d'Gewënner mat hirer Aarbecht erwirtschaften, an deenen, déi dës Gewënner schlussendlech an d'Täsch stiechen. Déi europäesch Aarbechterinnen an Aarbechter hunn näischt drun ze gewannen, wann d'Konzerner hir Produktioun a Länner verlageren, just well se do d'Aarbechtskraaft besser kënnen exploitéieren a sech net brauchen un Ëmweltstandarden ze halen.

De Geschäftsmodell vun de Multinationallen – well et ass jo ëm déi, wou et hei geet – ass op Exploitatioun vu Mënsch an Natur ausgeriicht. Dat versprécht kuerzfristeg Renditten, féiert awer laangfristeg an eng Mauer. Och dowéinst ass et wichteg, datt endlech eng staark a contraignant Legislatioun an deem Beräich opgebaut gëtt.

Här President, et muss een och soen, dës EU-Direktiv huet trotz ganz gudden Usätz nach vill Lacunnen, virun allem, wann et drëms geet, Decideure vun de Multinationalle fir eventuell Violatioune responsabel ze maachen an zur Rechenschaft ze zéien.

Dofir ass et eiser Meenung no och esou wichteg, d'Finanzacteure mat an d'Flicht ze huelen, well et si jo schliisslech déi sougenannte Bénéficiaires économiques, déi un der Spëtzt vun der Pyramid sëtzen. Op alle Fall sollt een net de Feeler maachen ze mengen, datt dës Direktiv, egal wéi den Text schlussendlech ausgesäit, de Problem aus der Welt schaaft. Et wier awer en éischten a wichtege Schrëtt!

An deem Sënn fuerdere mir dann och d'Regierung op, sech deene Länner unzeschléissen, déi eng méiglechst ambitiéis a contraignant Direktiv wëllen unhuelen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen Iech Merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscht vun eisen ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Premierminister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Här President, d'Demokratie lieft vun der Debatt. An ech sinn dankbar, datt mer op esou engem wichtege Sujet wéi dësem dës parlamentaresch Diskussioun hunn, initiéiert vun deene Grénge. Mir soe jiddwerengem Merci fir dës Debatt an och der Zivillgesellschaft, déi sech op eng respektvoll an engagéiert Aart a Weis agesat huet fir e Sujet, deen eis eigentlech, mengen ech, heibanne misst verbannen.

D'Madamm Tanson huet an hirer Ried zwee Prinzippien am Ufank genannt, déi se mer och als Fro gestallt huet, op déi ech wëll eng ganz kloer Äntwert ginn. Si huet gesot – an dat als Fro och u mech adresséiert an als Vertrieder vun der Regierung –: „Mir sti fir de Respekt vun de Mënscherechter, an do dierf et kee ‚mee' dohannert ginn." Ech confirméieren: Dës Regierung steet fir de Respekt vun de Mënscherechter ouni „mee".

Dat Zweet, wat se gefrot huet: ob et der Regierung egal wär, wat geschitt mat Kanneraarbecht, wat geschitt mat de Bëscher um Enn vun der Welt. Neen, dat ass der Regierung net egal. An d'Regierung wäert alles maachen, do, wou et fonctionéiert, fir datt et keng Mënscherechtsverletzungen an de Produktiounschaîné gëtt an datt och d'Natur op anere Plazen op der Welt, wou mer Saachen hier akafen, déi mer hei consomméieren, respektéiert gëtt.

Op deenen zwee fundamentale Prinzippien, mengen ech, si mer eis heibannen alleguerten eens, op d'mannst kann een dat esou aus der Debatt erausliesen. Ech soen och, datt et duerfir fir mech net verwonnerlech ass, datt an engem Sondage erauskënnt, datt néng vun zéng Leit hei am Land hannert deene Prinzippie stinn. An ech froe mech souguer, wou deen zéngten ass, deen do feelt.

**Plusieurs voix** | Dat sidd Dir!

*(Brouhaha)*

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Mee gradesou – an dat hunn och déi lescht Méint gutt bewisen – sinn néng vun zéng Leit der Meenung, a vläicht souguer zéng vun zéng, datt an Europa vill komplizéiert reglementéiert an oft iwwerreglementéiert gëtt. Frot d'Baueren, déi déi Lescht an der Rei ware vun deenen, déi amgaange sinn, mat deene Reglementatiounen ze kämpfen.

Ech wëll déi Prinzippie virausschécken. Fir d'Lëtzebuerger Regierung ass et also ganz kloer, wann ech elo op d'Liwwerkettendirektiv zréckkommen, datt mir fir d'Prinzippie vun dëser Direktiv, vun dëser Proposition, vun dësem Projet de directive stinn.

Et ass gradesou kloer fir d'Regierung, datt mir et besser fannen an absolut noutwendeg fannen, wéinst der Gréisst vun eiser Ekonomie, enger oppener Ekonomie, datt mer en europäeschen Text hunn, well eis Betriber doe sech ganz schwéier domat – vu datt se bal alles exportéieren, wat se hei produzéieren, oder importéieren, wat se gebrauchen –, datt se musse mat 27 Gesetzgeebungen eens ginn. Dat ass quasi „ein Ding der Unmöglichkeit". Duerfir si mer fir d'Prinzippie vun dëser Direktiv a mir si fir en europäeschen Text.

Mir soen awer gradesou kloer, datt an deem Text, deen hei virläit, deen iwwregens iwwer 100 Säiten huet, nach extreem vill juristesch Onsécherheeten dra sinn an datt den administrativen Opwand grouss ass. An dat betrëfft och déi Kleng- a Mëttelbetriber, well, egal wéi de Seuil ass, deen an där Direktiv steet – an deen ass iwwregens nach ëmmer an der Diskussioun –, ginn déi kleng Betriber, déi en Zulieferer sinn zu engem grousse Betrib, vum grousse Betrib gefrot, vertraglech oder anescht, och ze beweisen, datt si all déi Prinzippien, déi dee Grousse muss erfëllen, och erfëllen. Dat heescht, par extension vun där Direktiv gëtt dat och eng substanziell Méibelaaschtung fir déi Kleng- a Mëttelbetriber.

Da gëtt hei kritizéiert – ech verstinn d'Kritick nëmmen hallef –, datt d'Regierung sech do géif bedeckt halen, hir Meenung net géif soen, net géif soen, wéi se géif ofstëmmen, mee, Här President, ech wëll d'Chamber informéieren, datt et bis elo net zu engem Vott komm ass. Och de Moien huet déi belsch Presidence gesot: „Mir leeën den Text net dohinner, well mir sinn nach um Verhandelen." Dat ass deen éischte Punkt.

Deen zweete Punkt, dee ganz wichteg ass: Ech liesen an der Zeitung, an den Zeitungen, ech héieren heibannen, Lëtzebuerg wär dat Land, wat géif blockéieren, a vun eis géif de Vott ofhänken. Ech soen Iech, an ech hunn nach virun enger hallwer Stonn mat eisem Vertrieder an der Ronn vun den Ambassadeuren zu Bréissel geschwat: De Moien an där Diskussioun – et war kee Vott – huet sech nëmmen eng Minoritéit vu

Staaten – eng Minoritéit vu Staaten! – fir de Kompromësstext, wéi en elo do läit, wat nach keen definitiven Text ass, ausgeschwat. Mengt Dir wierklech – dat ass eng Fro un dës Chamber –, datt d'Majoritéit vun de Memberstaaten an Europa géint d'Mënscherechter wär? Mengt Dir wierklech, datt eis zwee grouss Nopere, Frankräich an Däitschland, géint d'Mënscherechter wären?

*(Interruptions)*

Si hunn den Text de Moien net gutt fonnt. Sidd Dir wierklech der Meenung, datt d'Skandinavier fir Kanneraarbecht wären? Nee, si waren ëmmer fir d'Mënscherechter.

An duerfir soen ech: Déi Iddi, datt hei Lëtzebuerg géif blockéieren, ass eng Falschduerstellung. Ech hu kloer am Numm vun der Regierung gesot: Dat ass e wichtegen Text. Duerfir stinn och ech hei am Numm vum Wirtschaftsminister, vum Ausseminister, vun der Justizministerin a vun dem Finanzminister. Mir sinn eis eens, datt dësen Text an der Zilsetzung richteg ass, mee datt en nach muss verbessert ginn.

An da soen ech Iech eppes, wat souwuel déi gréng an hirer Motioun wéi de Vertrieder vun der Sozialistescher Partei hei gesot hunn: Se schwätze vun deem grousse Kompromëss vum Dezember 2023. Dat war den Accord tëscht Europaparlament, Europäescher Kommissioun a Conseil. Et muss ee wëssen, datt deen Text an Zwëschenzäit geännert ginn ass. Deen Text, op deen den Trilog – wéi dat heescht, wann déi dräi Institutiounen zesummekommen – sech gëeenegt huet, ass duerno duerch eng Rei zousätzlech Demanden erëm geännert ginn. An et gëtt fir de Moment keen definitiven Text.

E Beispill ass, datt déi net operationell Participatiounsgesellschaften ouni Erklärung op eemol an deen Text drakomm sinn. Dat ass zum Beispill eng Dispositioun, déi besonnesch fir Lëtzebuerg eng ganz Rei Froen opwerft, wou ee mol muss kucken: Wat heescht dat genee? Wéi soll et fonctionéieren? A bis elo konnt och déi belsch Presidence eis eigentlech net erklären, firwat deen Aspekt wichteg wär, well et an der Praxis ganz schwiereg ass, wéi dat soll fonctionéieren. Wa mir déi Erklärunge kréien, wann een eis erkläert, firwat de Kompromëss vum Dezember 2023 dann net méi do steet, da kënne mer eréischt eis Positioun definitiv festleeën.

Ech soen Iech nach eng Kéier: Lëtzebuerg – an d'Lëtzebuerger Regierung – gleeft drun, datt mer en ambitiéisen europäeschen Text brauchen, fir, engersäits, d'Mënscherechter an der Liwwerkettechaîne ze protegéieren. Mir hunn all en Interêt dorun. An ech kenne keen, deen et gutt fënnt, wann op Kanneraarbecht zréckgegraff gëtt oder aner Mënscherechter verletzt ginn, sécherlech net heibannen.

Gradesou wichteg fanne mer, datt d'Ëmwelt an der Welt och an der Produktiounschaîne respektéiert gëtt. Mee mir stëmmen net zou zu engem Text, dee mer a) nach net kennen an dee b) nach ganz vill Froen opwerft. Wann den Text kënnt, wann e verbessert gëtt, da gesinn ech, datt d'Lëtzebuerger Regierung aus all deene grousse Prinzippie kann esou engem Text zoustëmmen. Dat ass fir de Moment net de Fall. Mir wëllen en europäeschen Text. Mir wëllen e besseren Text. An duerfir verhandele mer weider mat der belscher Presidence.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Premierminister, d'Madamm Tanson an den Här Goergen wollten Iech nach eng Fro stellen. Huelt Der déi Froen un?

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Jo, natierlech.

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Här Premierminister, Dir hutt vun enger Rei Länner geschwat, déi dann och net domadder d'accord wären. Ech wëll just notéieren, dass déi Länner, déi Der opgezielt hutt, all schonn en eegenen Text hunn. Déi sinn also an enger anerer Situatioun wéi mir, déi nach keen esou en Text hunn. Dat heescht, deene kann ee sécherlech keng schlecht Intentioune per se elo mol virwerfen.

Mee ech hunn awer eng aner Fro. Dir schwätzt vun deem Kompromëss, deen am Dezember da geholl gi wär am Kader vum Trilog. Wann ech Iech elo richteg verstinn, da bezéien d'Kriticke vu Lëtzebuerg sech just op déi Evolutioun, déi duerno komm ass. Dat heescht, wann den Text esou virgeleeën hätt elo am COREPER, wéi e verhandelt ginn ass a wéi en aus dem Trilog erauskomm ass, da wier d'Lëtzebuerger Regierung och elo nach ëmmer domat d'accord. A wann d'Äntwert dorobber Jo ass, dann heescht dat, datt et sech haaptsächlech ëm d'Fro vun de SOPARFIen dréit. Dat ass dann déi zweet Fro.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Déi Äntwert ass en hallwe Jo. Ech preziséieren och, firwat. Et huet mech dach extreem frappéiert, datt enorm vill Länner eng Rei juristesch Onsécherheeten opgeworf hunn.

An ech muss soen, wéi ech dat héieren hunn, zesumme mat de Kolleegen an der Regierung, hu mer gesot: „Dann huet deen Text do e ganz seriöe Problem." Wann dat just eng Fro gewiescht wär vu Lëtzebuerg zu engem Punkt, da kann ech Iech soen – mir hunn eis d'Fro net misse sou stellen, well se net sou gestallt ginn ass –, dann, mengen ech, hätte mer kënnen deem Text zoustëmmen. Mee wann ech d'Zuel vun deene Länner liesen, déi och de Moien an där Sitzung alleguerte Problemer opgeworf hunn, dann ass dat dach awer e fundamentale Punkt, deen och beweist, datt deen Text net déi juristesch Qualitéit huet, déi e brauch, onofhängeg vun deene particulierë Lëtzebuerger Punkten. Dat huet mech dach frappéiert. An et kann een dat deene Länner – a se si souwuel am Norde wéi am Süde wéi am Weste vun Europa an och am Osten – wierklech net reprochéieren.

An ech hätt gären, datt deen Text nach verbessert gëtt. An duerfir beweege mer eis an Richtung vun engem Jo, mee mir beweegen eis a Richtung vun engem Jo, wann déi belsch Presidence op déi Rei Froen do eng méi kloer Äntwert gëtt. An déi ass fir de Moment net do, an dat mierken d'Belsch och selwer, well et ass net esou, wéi wann d'Belsch de Lëtzebuerger gesot hätten: „Wann Dir Jo sot, dann ass d'Saach an der Rei." Dat hätt de Moien – éischtens war kee Vott, ech preziséieren dat nach eng Kéier – am Endeffekt absolutt näischt geännert, well ganz vill Länner mat deem Text hei net d'accord sinn.

An ech soen nach eng Kéier: Mënscherechter si fir eis essentiel. An ech wëll dat wierklech net dem administrativen Opwand ënnerwerfen, mee ech hätt gären, wa mer dat heite maachen, datt et fonctionéiert, datt et gutt fonctionéiert, datt eis Betriber och dermat eens ginn an datt mer genau wëssen, wéi et da soll fonctionéieren. A wat d'Participatiounsgesellschaften, déi net operationell Participatiounsgesellschaften, ubelaangt, muss ee mer virun allem erklären, wéi dat an der Praxis soll fonctionéieren, an op déi Äntwerte waarde mer nach, an da jugéiere mer dat.

Et ass virdru gesot ginn, Dir hätt mech schonn an d'Chamber invitéiert, dat war héchstwarscheinlech fir Fachministeren, mee ech kommen ëmmer gären an d'Chamber, fir doriwwer ze diskutéieren. Mee den Text ass an der Verhandlung, a soulaang den Text an der Verhandlung ass, kann een och net Jo oder Nee soen, well ech kucke gär en Endtext mat de Ministerkolleegen, éier mer Jo soen. An dat ass fir de Moment net de Fall.

**M. Claude Wiseler,** Président | Nach eng ganz kuerz Fro vum Här Goergen, mee just eng Fro, Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ech si frou, dass mer eis eens si bei de Kanner- a bei de Mënscherechter, just déi néng Leit, déi Der opgezielt hutt, déi wësse vläicht net ëmmer, wa se eppes kafen, wou géint Kanneraarbecht oder Mënscherechter verstouss ginn ass. Dat ass de wichtege Punkt. Dir hutt eng Argumentatioun benotzt vun de Baueren an Ärer Ried. Et ass awer och esou … an dat ass meng Fro: Ass et dann net esou, dass d'Bauere grad déi sinn, déi am Moment och fuerderen, dass ausserhalb vun der Europäescher Unioun vill méi iwwerpréift gëtt, wat produzéiert gëtt, an dass ee vun hire grousse Problemer ass, dass eeben déi Produktiounen ausserhalb vun Europa geschéien a se dat net kontrolléiert hunn, an dass dat heiten eigentlech eent vun de beschte Beispiller ass, dass d'Baueren op d'Strooss ginn, fir esou eppes ze froe wéi eng Aart Liwwerkettegesetz, fir dass genau si hir Produiten och kontrolléiert kréien, déi an d'Europäesch Unioun erakommen?

Merci.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Selbstverständlech, dofir ass d'Regierung jo och mat der Zilsetzung vun där Direktiv d'accord. Ech kann et net genuch ënnersträichen: Ech fannen dat hei en extreem wichtegen Text an ech sinn och d'accord mat deem, wat d'Baueren do fuerderen. Nach muss den Text esou sinn, datt e fonctionéiert, datt e juristesch kloer ass, an dat ass fir de Moment net de Fall. An dat ass net nëmmen d'Meenung vun der Lëtzebuerger Regierung, dat ass d'Meenung vun enger Meerheit, vun enger Majoritéit, vu Memberstaaten. A wann ech souguer nach eppes derbäi dierf soen: Déi Majoritéit gëtt jo gerechent, souwuel d'Majoritéit vun de Länner – also déi qualifizéiert Majoritéit gëtt dem Traité no gerechent – wéi d'Majoritéit vun den Awunner. A kee vun deenen zwee Krittären ass fir de Moment erfëllt, well all déi grouss Länner och e Problem mam Text hunn. Dat ass d'Majoritéit vun der Bevëlkerung an d'Majoritéit vun de Länner. Do gehéiere mir och derzou. An duerfir muss ech soen: Deen Text ass nach net räif a mir wäerten e positiv begleeden, fir d'Mënscherechter an der Welt an heiheem nach besser ze schützen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Premierminister villmools Merci.

***Motions***

An da kéime mer elo zu de Motiounen.

***Motion 1***

Déi éischt Motioun ass deposéiert gi vun der Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, wëllt Dir se nach eng Kéier explizéieren?

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, ganz gären. Merci, Här President. Also, et ass jo ugeklong: Mir wënschen eis fir d'éischt emol, dass d'Regierung e klore Jo zu dëser Direktiv gëtt, an der Hoffnung, dass Der dann Är Froe beäntwert kritt, déi Der gestallt hutt, an dann och mat allem Engagement an deenen nächsten Deeg Iech weider dofir asetzt. A wann dat dann awer géif echouéieren, da si mer der Meenung, dass mer, gradewéi ganz vill vun deene Länner, vun deenen elo rieds war, dann och en Text hei zu Lëtzebuerg bräichten.

An ech wëll an deem Kontext och un eng Motioun erënneren, déi hei 2022 quasi vun all Partei

ënnerschriwwe gouf, dorënner Dir, Här President, an den Här Gusty Graas, wou d'Regierung opgefuerdert gouf, sech ze engagéiere fir eng EU-Liwwerkettendirektiv, wou och eng Debatt war, wou souwuel Dir wéi och den Här Bauler zum Beispill wierklech ënnerstrach hutt, dass een esou eng Liwwerkettendirektiv op europäeschem Niveau géif brauchen. An ech erënneren och zum Beispill un d'Wierder vum Här Galles 2019, deen an enger Kooperatiounsdebatt gesot huet, dass mer ons, falls mer net zu enger EU-Léisung géife kommen, da sollten un Däitschland inspiréieren an dann eeben hei zu Lëtzebuerg och en Text sollte kréien, well et einfach extreem wichteg wier, an dass mer esou eng Gesetzgeebung hei zu Lëtzebuerg dann dee Moment géife brauchen. An och den Här Graas – mat deene Wierder schléissen ech dann of –, dee gesot huet: „Mir mussen et och fäerdegbréngen, méi e responsabele Kapitalismus [...] opzebauen", genau an deem selwechten Esprit, soudass ech jo dann dovunner ausginn, dass d'Majoritéit och kee Problem mat deem heiten dierft hunn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Hunn ech zu dëser Motioun Wuertmeldungen? Den Här Fayot, den Här Clement. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, mir ënnerstëtzen dës Motioun. Mir sinn effektiv, éischtens, der Meenung, dass een hei muss eng proaktiv an eng positiv Approche hunn zu deem Projet vun Direktiv, deen elo do läit. Et kann ee jo natierlech ëmmer ... Et gëtt kee perfekten Text, mee et kann een ëmmer kucken, dass een a Richtung schafft vun engem Text, deen duerno akzeptabel ass. Mir sinn nach wie vor der Meenung, dass et preferabel ass, dass en europäeschen Text hei kënnt, wéi gesot, en ambitiéisen Text, well et besser ass, dass Lëtzebuerg sech do an e Marché unique inseréiert. Effektiv, ze vill där Texter brénge mat sech, dass mer eng Fragmentatioun kréien, déi net gutt ass.

Nichtsdestotrotz, wann dat net méiglech wär, wann deen Text hei – well déi Gefor besteet elo – sollt iergendwann eng Kéier vum Dësch sinn, da sollte mer kucken, dass mer an d'Richtung gi vun engem nationale Liwwerkettegesetz. Do ass och eng gewësse Viraarbecht gemaach ginn. Ech erënneren drun, dass an där leschter Legislatur zwee Plan-d'action-nationalle gemaach goufen, och mat enger gréisserer Etüd vun enger Expertin zu dësem Sujet, deen och de Perimeeter ofgestach huet vun esou enger méiglecher nationaler Legislatioun. Dat heescht, et ass net, dass mer do géife vun null ufänken.

An ech menge wierklech, dass et hei extreem wichteg ass, dass mer virukommen, wéi gesot, mat der Preferenz vun engem europäeschen Text, a wann dat net dran ass, vun engem nationalen Text. Dofir ënnerstëtze mer déi Motioun hei.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Ech hunn elo dräi Wuertmeldunge vum Här Clement, vum Här Hansen, vum Här Premierminister. Här Premierminister, wëllt Dir direkt eppes dozou soen? Wann Der erlaabt, géif ech dem Premierminister dann direkt d'Wuert ginn, an dann huele mer den Här Clement an den Här Hansen.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Vu datt eng Motioun sech jo un d'Regierung riicht a vu datt ech deen Debat hei ganz wichteg fannen, och am Sënn vun der gemeinsamer Zilsetzung, déi mer heibannen hunn – et geet ëm Mënscherechter an et geet och ëm eise Souci, déi administrativ Chargen ze diminuéieren –, muss ech soen, datt ech eng gewësse Sympathie fir dës Motioun hunn, mee ech wëll awer zwou Preziounen derzou maachen.

Dat eent ass, nach eng Kéier: Hei gesäit et duerch deen drëtte Considerant, „l'adoption historique [...] d'un compromis", esou aus, wéi wann ... Dee Compromis als solche läit fir de Moment net méi um Dësch. Also muss een op d'mannst preziséieren, datt an Zwëschenzäit en neien Text derbäikomm ass.

Dat zweet, dat ass, datt an deem leschte Considerant – dat wäert Iech net iwwerraschen – steet: „l'absence de positionnement public clair du Gouvernement". Ech hu mech schonn e puermol zu där Thematik ausgeschwat an ech ka mech nëmmen zu eppes ausschwätzen, wann en Text do läit. Ech géif also bieden, datt een dat géif änneren.

Mee wat elo de Fong ubelaangt a wat méi wichteg ass: Ech sinn der Meenung, datt een net ka schreiwen: „voter au niveau européen en faveur du projet de directive", well den aktuellen Text ass jo nach net definitiv. Et ass en Text, deen en cours de négociation ass. Ech sinn also d'accord, datt mer eis weider fest fir en europäeschen Text asetzen, an ech sinn och d'accord, datt, wann an deenen nächste Méint, an deem nächste Joer, keen europäeschen Text kënnt – ech kann dat net an een Zäitrame setzen –, een dann déi zweetbescht Léisung muss envisagéieren, datt een dann en nationalen Text mécht, wéinst der Wichtegkeet vun de Mënscherechter, an tenant compte an deem Lëtzebuerger Text dann och, d'Charge administrative virun allem vun de Kleng- a Mëttelbetriber sou kleng wéi méiglech ze halen. Ech sinn also net géint en nationalen Text. Ech sinn och derfir, nach eng Kéier am Numm vun der Regierung, datt mer en europäeschen Text ënnerstëtzen, mee fir de Moment ass kee „projet de directive" do.

Wann Der also do eng liicht Ännerung maacht, da kann ech Iech aus Regierungssiicht bieden, dës Motioun ofgeännert unzehuelen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Doropshi géif ech mengen, datt et wichteg wär, datt mer der Madamm Tanson d'Wuert elo ginn, fir datt si kann dozou Stellung huelen. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Also, ech schwätzen elo ënnert der Kontroll vun de Kosignatairen hei vun där Motioun, mee ech hätt guer kee Problem domat, wann ee géif den drëtten an de leschte Considerant eraushuelen a wann ee géif de „voter" ersetzen duerch „soutenir fermement au niveau européen l'aboutissement du projet de directive". Ech géif mengen, domat hätte mer deem Rechnung gedroen, wat Der elo grad gesot hutt, Här Premierminister.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Här President, ech si mat deenen Ännerungsvirschléi vun der Madamm Tanson ganz d'accord.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Stëmmt Der se mat?

**M. Claude Wiseler,** Président | Gutt, ech huelen dat ... Jo, dat weess ech net. Den Här Premierminister ass d'accord; ob d'Fraktiounen elo d'accord sinn, dat ass awer nach eng aner Fro.

*(Hilarité et interruptions)*

Dofir maache mer elo schéi propper een nom aneren, esou wéi dat soll sinn. Här Clement, Dir wollt nach d'Wuert hunn, an duerno gi mer dem Här Hansen d'Wuert. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, lo hat ech mer hei eng Brandried preparéiert, fir nach eng Kéier op all déi Punkten hei anzegoen, ...

**Plusieurs voix** | O!

**M. Sven Clement** (Piraten) | ... a lo muss ech do Waasser a mäi Wäi schëdden – mee natierlech Wäin, deen da liwwerkettekonform ass an d'Waasser och. Dat gesot, fannen ech déi Ouverture ganz interessant. Mir kënnen dat och, wéi d'Madamm Tanson gesot huet, esou ënnerstëtzen. Ech fannen et awer ganz wichteg, datt dat heiten net – an de Premier huet eng iwwerschaubar Zäitschinn genannt – un d'Enn vun der Legislaturperiod verschiibt gëtt, well ech mengen, da si mer net méi schlau. An dofir kann ech dat an där heiter Form awer elo mol matdroen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Dann huet den Här Hansen d'Wuert. Dann duerno den Här Kartheiser.

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Merci, Här President. Ech ka mech ganz kuerz halen: Ech suivéieren d'Positioun vum Här Premier. Merci.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat war kloer. Här Kartheiser, et ass un Iech.

**Une voix** | War dat alles?

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, vläicht eng Bemierkung fir unzefänken. Ech begréissen et natierlech, datt den Här Premierminister Frieden esou matnegociéiert an engem konstruktive Geescht. Ech mengen trotzdeem, datt et d'Parlamentarier sinn, déi hir Texter sollten ënnereneen diskutéieren, an dann hëlt d'Regierung och Stellung. Mee wat elo de Contenu ugeet, si mir natierlech och frou, wann déi Consideranten do erauskommen. Mir wäerten awer deen Text och an der ofgeännerter Form net matstëmmen. Mir wäerten eis enthalen, well eise grousse Problem, dat ass e prinzipiellen: Dat ass dee vum nationale Gesetz. A mir wäerte sécher keen Text iergendwéi begréissen oder eis wënschen, vun deem mer keng Anung hunn à l'heure actuelle, wat dat kann heesche fir déi Lëtzebuerger Ekonomie. Mir sinn net nëmmen hei – dat si mer och –, fir d'Mënscherechter an den Ëmweltschutz ze vertrieden, mir sinn och hei, fir op eng responsabel Manéier ze kucken, datt dëst Land ka fonctionéieren, datt mer eise Betriber hei am Land Ramebedéngungen offréieren, an deene se kënne weider fonctionéieren. Déi zwou Saache si wichteg. Déi zwou Saache si fir eis en Deel vun enger politescher Verantwortung. An dofir wëlle mer net elo higoen a schonn eppes envisagéieren. Eist Zil ass ganz kloer: en Text op europäeschem Niveau erreechen, deen all deene Krittäre ka gerecht ginn.

Ech soen Iech villmools Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Dann hunn ech nach d'Wuert fir den Här Baum, deen et gefrot huet. Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci. Merci, Här President. Dat do ass jo eng ganz erfreelech Wendung. Spannend gëtt dann och déi zweet Motioun vun der CSV, wann do d'Diskussioun kënnt. Mee am erstaunlechsten, muss ech awer soen, fannen ech de Volte-face vun der ADR, déi virdrun an enger Brandried gesot huet, datt se op kee Fall wéilt en nationaalt Gesetz hunn a sech elo bei dëser Motioun dann awer just enthält, well d'CSV eeben eng aner Positioun do elo ageholl huet. Dat fannen ech ganz erstaunlech. Dat heescht, et kann een awer nach apparemment Bierger verréckelen. An dat anert, dat ass gradesou erstaunlech, datt grad an deem heite Kontext d'ADR géint en nationaalt Gesetz ass.

*(Hilarité)*

Dat ass ganz erstaunlech, well mer mengen, datt effektiv dat europäescht Gesetz besser wier, mee datt mir am Fall, wou dat dann eeben eventuell net méiglech wier, och eis national Verantwortung iwwerhuelen. Datt d'ADR dat net esou gesäit, ass erstaunlech, mee awer op seng Aart a Weis och konsequent.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Esou, et ass ëmmer gutt, wa parlamentaresch Debatte spannend sinn, mee elo komme mer awer zum Punkt, fir dat hei ofzeschléissen.

Ech stellen also déi éischt Motioun zum Vott ënnert der verännerter Form. Dat ass, datt den drëtten an de fënneften Tiret vun de Consideranten eraus sinn a bei den Invitten deen éischten Tiret esou ëmgeännert ginn ass, wéi d'Madamm Tanson et virdru gesot huet. Ech stellen dës Motioun dann zum Vott, a mir brauchen dofir natierlech e Vote électronique.

***Motion 1 modifiée***

*« relative au devoir de vigilance des entreprises »*

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– l'importance de prévenir aussi au-delà des frontières européennes les violations de droits humains, le non-respect de standards sociaux et la destruction de l'environnement et du climat dans les chaînes de valeurs des entreprises actives dans l'UE ;*

*– l'absence de règles uniformes au niveau de l'Union européenne et l'existence de cadres légaux dans certains pays européens en ce qui concerne le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité ;*

*– le report du vote au Conseil de l'UE dudit projet de directive prévu initialement pour le 14 février 2024 suite au risque d'abstention de plusieurs pays, dont notamment l'Allemagne,*

*invite le Gouvernement*

*– à s'engager fortement au niveau européen en faveur du projet de directive concernant le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité ;*

*– à légiférer au niveau national en matière de devoir de vigilance des entreprises au cas où le projet de directive européenne prémentionné n'est pas adopté.*

*(s.) Sam Tanson, Marc Baum, Liz Braz, Sven Clement.*

***Vote sur la motion 1 modifiée***

An dofir maachen ech de Vott elo op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

**Une voix** | Hei ass eng Fro.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo?

*(Interruption par Mme Joëlle Welfring)*

Dir stëmmt Jo, ginn ech dovunner aus. Da maachen ech de Vott zou.

Ech hunn hei 55 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiounen. Domat ass déi Motioun Nummer 1 an der ëmgeännerter Form mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par Mme Corinne Cahen), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

***Motion 2***

Da komme mer zu der Motioun 2, déi heibannen deposéiert ginn ass vum Här Christophe Hansen. Här Hansen, wëllt Dir nach d'Wuert dozou huelen?

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Nee, Här President, ech hat dat kuerz virdru schonn introduiséiert. Et ass u sech en essence änlech wéi déi éischt Motioun, déi mer ofgestëmmt hunn. Si geet net gradesou wäit, mee dat heescht, ech ginn dervun aus, datt all déi aner kënnen derfir stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen Iech Merci, Här Hansen. Sinn heizou Wuertmeldungen? D'Madamm Tanson an den Här Fayot. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, also, ech zerstéiere jo lo net gären hei déi schéin Harmonie – „Bal-Harmonie" –, déi mer hunn, mee ech muss awer soen, ech fannen déi Motiounen e bësse kontradiktoresch zu deem, wat gesot ginn ass, notamment vum Premierminister, an och zu deem, wat mer elo hei gestëmmt hunn.

Dat hei ass kohärent mat deem, wat Dir gesot hutt an Ärer Ried, Här Hansen, well am Fong steet hei zum Beispill an engem vun de Consideranten, dass Der den „instrument législatif" vun der Direktiv géift regrettéiere an dass Der léiwer gär e Reglement hätt. Or, mir wësse jo, wa mer gären e Reglement hätten, da géife mer elo nach eng Kéier ganz vu vir ufänken. Dann ass et net fir dës europäesch Legislaturperiod. Et ass warscheinlech dann och net fir déi nächst oder et dauert op alle Fall nach eng Kéier. An en plus si mer hei am Droit des sociétés, dat heescht, eng Matière, déi ganz ënnerschiddlech vun engem Land an dat anert ass, soudass dat relativ onrealistesch ass.

An da kënnt hei erëm déi faméis „réduire les charges administratives". Or, de Premier sot virdrun, natierlech wieren d'Mënscherechter méi wichteg wéi d'Reduktioun vun de Charges administratives. An da kënnt erëm d'Fro vun der Verhältnismëssegkeet. Dat heescht, et ass alles extreem vag. Ech hunn natierlech guer kee Problem domat, dass een déi Direktiv ënnerstëtzt, sou wéi mer dat elo virdrun an der Motioun gestëmmt hunn, mee hei steet u sech jo nëmmen, dass ee sech géif engagéieren um Niveau vum Conseil „en faveur d'une proposition respectueuse des considérations précitées". A mat deene Considératiounen hunn ech och Problemer.

D'autant plus, hei steet: „réaffirmant l'importance de la transition vers des modes de production respectueux de l'environnement et des droits de l'homme". Or, wann dat dat bedeit, wat Dir virdru gesot hutt an Ären Erklärungen, dass mer wéinst der Transitioun net kéinten ze vill streng sinn … Notamment d'Solarpanelen hutt Dir elo genannt. D'ADR ass mat den Elektroautoe komm, wat ech eng ganz komplizéiert Aart a Weis fannen, fir heirun erunzegoen. Mir kucken de Mënsch, mir kucken net de Produit. Natierlech geet et drëm, dass mer eng Energietransitioun sollen hikréien, mee dat kann awer op kee Fall op d'Käschte vun de Mënscherechter goen. Duerfir, ech weess net richteg, wéi dat soll hei gemengt sinn, d'autant plus wann ech Är Explikatioune virdrun héieren hunn, an duerfir si mir elo hei net en faveur.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass et um Här Fayot an duerno um Här Baum.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, Här President, mir gesinn et u sech ganz änlech, wéi d'Madamm Tanson dat elo duergeluecht huet. Déi éischt Motioun, wou ech och frou sinn, dass de Premier dat elo mat deenen Ëmännerungen och änlech gesäit, ass am Fong eng volontaristesch Approche, fir ze soen: Ok, mir hunn en Attachement un d'Mënscherechter, un Ëmwelt an esou weider a mir kucken, dass mer deen Text do weiderbréngen an dass mer deen dann och iergendwann eng Kéier adoptéiert kréien. Déi aner Motioun, déi mer elo hei leien hunn, ass am Fong eng éischter skeptesch, déi sech braquéiert op d'Proportionalitéit, op disproportionell administrativ Chargen, déi am Fong eng ganz negativ Approche huet par rapport zu deem Text a wou een effektiv net richteg weess, wou een hannen erauskënnt. An dofir si mir och am Fong der Meenung, dass dat heiten eng Motioun ass, déi mer, voilà, wéi gesot, aus deene Grënn net wëlle matdroen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Elo huet d'Wuert: den Här Baum an duerno den Här Clement.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech gesinn dat änlech wéi meng Virriednerin a Virriedner. Also, mir hu virun allem e Problem mat deem fënneften Tiret, well en, mengen ech, kontradiktoresch ass zu deem, wat mer elo grad votéiert hunn, an en ass kontradiktoresch och zu deem, wat gesot ginn ass. Entweeder bleiwe mer elo op der Schinn vun der Direktiv oder mer soen: „D'Direktiv ass dout", a mer engagéieren eis fir e Reglement. Dat ass net dat, wat elo grad votéiert ginn ass, duerfir mengen ech, datt een ënnert där doter Form dee fënneften Tiret op jidde Fall sträiche misst. Et gëtt een awer bei der ganzer Motioun d'Gefill net lass, datt versicht gëtt, no Echappatoiren ze sichen, Echappatoiren, fir déi Direktiv net zu engem wierkungsvollen Instrument ze maachen, wat ech immens schued fannen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Dann ass d'Wuert fir den Här Clement, an duerno den Här Kartheiser.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also mir geet et … Dat Éischt, wat mer an de Sënn koum, wéi ech dem Här Hansen virdrun nogelauschtert hunn, wéi e se elo presentéiert huet nach eng Kéier, war: Ma, wa se net esou wäit geet wéi dat, wat mer elo grad gestëmmt hunn, dann – fir e Wuert ze benotzen, wat d'Majoritéit esou gär benotzt – ass se jo superfetatoire. Well mir hu jo elo grad eng gestëmmt, déi méi wäit geet. Dann ass déi heite „sans objet".

Dat wär meng éischt Reaktioun gewiescht. Ech hat u sech geduecht, d'Majoritéitsparteie géife se zréckzéien, well si jo grad eppes méi Wäitgoendes gestëmmt hunn. Bon, dat hu se net gemaach.

Dat heescht, et gëtt iergendeen Interêt politique, fir dat heiten nach ze stëmmen. Also hunn ech mer iwwerluecht: Majo, wat ass dat dann? An da kommen ech natierlech op deen „déplorant" – de fënnefte Considerant, deen, mengen ech, heibannen e puer Leit Bauchwéi mécht –, datt et eebe kee Reglement ass.

An dann den Invite ass: Mir sollen eis fir eng „proposition respectueuse des considérations précitées" asetzen. Dat liest sech awer e bëssen esou wéi: „Also,

u sech, léif Regierung, setzt Iech dach wannechgelift zu Bréissel derfir an, datt et e Reglement gëtt." An dat ass awer en Echappatoire, deen ech net ka matdroen. An dofir wäert ech menge Kolleegen op alle Fall proposéieren, sech bei där heiter Motioun ze enthalen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Dann huet elo den Här Kartheiser d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, ech kann et relativ kuerz maachen, well den Text ass een, mat deem mir ganz gutt kënne liewen.

*(Interruptions et hilarité)*

Mir wäerten en ënnerstëtzen, awer ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift! Här Kartheiser, et ass un Iech.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... – villmools merci, Här President – wat mer Suerge mécht, ass e bëssen d'Positioun vun deene Lénken.

*(Hilarité et coups de cloche de la présidence)*

Mir hunn hei den Här Baum héieren, deen eigentlech elo éischter a Richtung Direktiv geet, obschonn e Reglement och d'Entreprisen an d'Staate géif vill méi staark bannen. Mir hunn hei en Text, wou vun engem nationale Gesetz iwwerhaapt näischt drasteet! Wann et dann um europäeschen Niveau net géif goen a mir huelen deen heiten un, dann huet den Här Baum hei net monéiert, datt da keng aner Méiglechkeet drasteet, fir en nationaalt Gesetz ze maachen.

A schlussendlech musse mer och feststellen, datt e sech net dru gestéiert huet, am Numm vun deene Lénken, datt hei d'Entreprisen och solle manner Chargen hunn an esou weider – eppes, wat mir ausdrécklech begréissen.

Mee gutt, et kann ee Bierger versetzen. Mir wäerten dat heiten op jidde Fall matstëmmen. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, elo ass keng Wuertmeldung méi am Sall. Da géif ech zum Vott vun der Motioun Nummer 2 vum Här Christophe Hansen kommen.

***Vote sur la motion 2***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

Jo hu gestëmmt: 40 Leit, Nee: 17, Abstentioun: 3. Dës Motioun ass also ugeholl mat 40 Jo-Stëmmen, géint 17 Nee-Stëmmen, bei 3 Abstentiounen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Se sont abstenus : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

***Motion 3***

Da kéime mer zur nächster Motioun, dat ass d'Motioun vun dem Här Franz Fayot. Här Fayot, wollt Dir se nach explizéieren?

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Da fuert lass!

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Voilà. Et ass eng Motioun, déi, mengen ech, misst u sech relativ consensuel sinn. Et geet drëm, dass mer hei am Land effektiv eng ganz Rei ... Dausende vun Holdingen hunn, SOPARFIen, déi eng Aktivitéit hunn, déi net reglementéiert ass. Dat heescht, déi sinn net „sujet à autorisation". Dat heescht, mir wëssen net ëmmer esou richteg, wat vun deene gemaach gëtt.

Do si reegelméisseg – an ech hat d'Beispill gi vun där Socfin vum Här Bolloré, déi schonn e puermol an de Schlagzeile war – där SOPARFIen, déi eng Aktivitéit hunn ënner sech. En anert Beispill ass MindGeek, déi virun net allze laanger Zäit an de Schlagzeile waren, déi problematesch sinn en vue vun de Mënscherechter oder en vue vum Ëmweltschutz.

An dofir géif ech gär proposéieren, dass mer eis am Fong en Instrument ginn, wann esou eng illegal Aktivitéit averéiert ass an deem Land, wou se gemaach gëtt, duerch e Jugement en force de chose jugée, dass mer dann an eisem Gesellschaftsrecht e Mechanismus aféieren, deen et erlaabt, déi ze liquidéieren, duerch eng Liquidation judiciaire. Wéi gesot, nach eng Kéier: wann eng averéiert illegal Aktivitéit ënner enger SOPARFI, entweeder direkt oder indirekt, constatéiert gëtt.

Ech mengen, dat géif eis als Land, wat eis Reputatioun ugeet, gutt zu Gesiicht stoen. Et géif eis och erlaben, effektiv déi faul Äppel, déi een necessairement huet, wann een esou vill SOPARFIen op enger Finanzplaz huet, och kënnen auszesortéieren an eeben och op déi Aart a Weis mat deene Situatiounen do ëmzegoen. Wéi gesot, dat ass, mengen ech, eng relativ einfach Dispositioun, déi ee misst am Gesellschaftsgesetz aféiere fir esou Situatiounen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Hunn ech zu dëser Motioun elo nach Wuertmeldungen? Den Här Clement, an dann den Här Mosar.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Also, Här President, et kléngt alles ganz sympathesch, wat den Här Fayot elo erzielt huet. Ech hunn awer elo an deene puer Minutten, déi mer haten – et war jo e bëssen e Couac mam Depot a mam Wéini an datt mer dat liese konnten –, eng Kéier kuerz an eisem Gesetz vum 15. August 1915 iwwert d'Societéiten nogekuckt. A mir hu jo d'Liquidation judiciaire scho fir „toute société soumise à la loi luxembourgeoise qui poursuit des activités contraires à la loi pénale ou qui contrevient gravement aux dispositions du Code de commerce ou des lois régissant les sociétés commerciales" a sou weider.

Dat heescht, u sech hu mer jo schonn eng Liquidation judiciaire, déi ...

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Nationaler.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo bon, ech mengen net, datt mer eng Societéit am Ausland kënne liquidéieren, Här Fayot. Ech weess net, wéi dat sollt goen.

Also, ech kann dat heiten net iwwerblécken. Wann dat heiten iwwerhaapt sollt diskutéiert ginn, dann, mengen ech, misst dat an enger Kommissioun diskutéiert ginn. Wann et awer sollt hei ofgestëmmt ginn, musse mir eis enthalen. Dat doten huet vill ze vill Implikatiounen, fir datt mir dat an engem Vott hei esou „à la va-vite" kéinte matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Fayot, wëllt Dir Stellung dozou huelen oder wëllt Der dat zum Schluss maachen?

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Et ass ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Hei ass d'Propositioun fir e Renvoi an d'Kommissioun.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Mir kënnen ... Bon, et ass effektiv e bëssen technesch. Mee et ass u sech am Fong relativ einfach. Déi Situatioune vun deenen Holdingen ass eppes, wat mer hei net erfaasst kréien.

Mir hunn e Point de contact national, dee beim Ministère de l'Économie ass, dee sech am Fong ëm d'Principes directeurs, d'Mënscherechter, bekëmmert. Mee deen huet hei keng Befugnis, well et sech hei am Fong ëm Aktivitéiten handelt, déi net zu Lëtzebuerg stattfannen – dofir ass och d'Referenz op eis national Legislatioun net relevant –, mee déi am Fong, par définition, am Ausland enzwousch sinn, dat heescht, wou mer u sech do keng Juridictioun hei zu Lëtzebuerg hunn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Et war um Fong net, fir Explikatiounen ze ginn, mee et war, fir op d'Fro ze äntweren, ob Der d'accord sidd, fir se an d'Kommissioun zréckzereechen, wou se da ganz diskutéiert gëtt. Oder wëllt Der se ofgestëmmt kréien?

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Mir kënne se an d'Kommissioun renvoyéieren a se dann do eng Kéier au fond diskutéieren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech ginn dem Här Mosar nach d'Wuert, an da stelle mer dat zur Fro.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo, Här President, den Här Clement huet schonn eppes gesot, wat ganz richteg ass. Ech hu souwisou e bëssen e fundamentale Problem: Hei gi mer elo mat engem Sujet confrontéiert vu SOPARFIen, deen eigentlech net direkt eppes mam Theema vun de Mëtten ze dinn huet. Ech hunn awer den Här Fayot verstanen, dee virdru gesot huet – an dat ass jo och vun anere Riedner hei thematiséiert ginn –, datt elo jo en Zousazpunkt an déi Direktiv oder dee Projet de directive do drakomm ass, wou déi operationell Holdinge solle mat drakommen. Den Här Premier huet virdru gesot, datt dat net ganz einfach ze definéieren ass.

Wann ech awer elo kucken – an ofgesinn dovun, datt mer souwisou am Moment, wéi den Här Clement richteg gesot huet, esou en Artikel am Gesetz vun 1915 hunn –, da géif jo déi Motioun sech hei op all SOPARFI bezéien, net nëmmen op déi operationell. Dat heescht: 45.000 Gesellschaften hu mir, déi dovunner betraff sinn.

An da muss ech soen: Wann et keng operationell SOPARFI ass, do gëtt et SOPARFIen, déi hu Participatiounen a Gesellschaften a ganz ville Länner, wou mol net ëmmer gewosst ass, wat do geschitt, soudatt ech och guer net weess, wéi dat an der Praxis soll fonctionéieren. Well da misst jo eise Parquet économique hei kucke goen, ob net iergendwéi eng Gesellschaft, an där iergendwéi eng SOPARFI iergendeng Participatioun hätt, net iergendwéi eng Activité illégale begaangen hätt. An ech weess net, wéi dat géif goen.

Ech wëll dann och drun erënneren, hei steet „activité illégale". Do gëtt et och ganz vill Zorte vun Activité-illégallen. Dat kann och vu Klengegkeete bis zu effektiv ganz groussen Activité-illégalle goen. Hei gëtt just d'Bandbreet opgemaach, datt hei all

Activité-illégallen dra sinn, soudatt ech wierklech net gesinn, wat d'Pertinenz vun där heiter Motioun ka sinn. Duerfir géif ech, menger Fraktioun zumindest, proposéieren, hei mat Nee ze stëmmen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, sinn nach Wuertmeldungen dozou do?

Dann ass meng éischt Fro, ob d'Chamber d'accord ass, se an d'Kommissioun ze renvoyéieren, wat vum Här Clement proposéiert ginn ass. Ech géif do bieden, mat Handophiewen ze äntweren.

***Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission***

Ass d'Chamber d'accord domadder?

Wien ass dergéint?

Ech stelle fest, datt dat d'Majoritéit ass.

Da komme mer zur Ofstëmmung vun dëser Motioun, déi net an d'Kommissioun renvoyéiert gëtt.

***Vote sur la motion 3***

Dofir géif ech bieden, de Vott hei ze lancéieren. Début du vote. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

D'Resultat vum Vott ass: 17 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen an 3 Abstentiounen. Domat ass dës Motioun ofgeleent mat 40 Nee-Stëmmen, géint 17 Jo-Stëmmen, bei 3 Abstentiounen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz (par M. Max Hengel), Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Se sont abstenus : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

An domat ass och dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

## 3. Question élargie n° 4 de M. Marc Baum au sujet de la mise en œuvre de la directive européenne relative à des salaires minimaux adéquats

Mir kommen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour: Dat ass eng Question élargie vum Här Marc Baum. Ech ginn dann dovunner aus, datt mer déi kënne stellen an datt den Aarbechtsminister kuerzfristeg do ass. Leien ech domat richteg?

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Här President, ech kréie gemellt, den Aarbechtsminister wär ënnerwee. Duerfir, ech kann Iech ... entweeder ...

*(Interruption et hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou ech ginn ...

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Ech kann déi Fro ... Ech hunn de Mëtteg schonn am Numm vu véier Ministere geschwat. Ech mengen, dat geet elo duer.

*(Hilarité)*

Duerfir, entweeder musst Der, Här President, ...

## 4. Ordre du jour

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, ech mengen, datt mer net kënnen eng Fro hei stellen, ...

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | ... wann deen, un dee se geriicht ass an dee se muss beäntweren, se net héiert. Dofir géif ech mengen, mat allem deet et mer ganz leed, mee dës Fro musse mer dann hannendrun, op den nächste Punkt vum Ordre du jour, vertagen, wann den Här Baum d'accord ass. Här Baum?

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | No der Question élargie vläicht.

**M. Claude Wiseler,** Président | Gelift?

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Ka fir d'éischt d'Question élargie vum Här Keup kommen? Datt een déi virhëlt?

*(Interruptions diverses)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Mir kënnen och d'Question élargie vum Här Keup virhuelen, wann Der dat mengt. Wann den Här Keup ...

*(Interruption par M. Fred Keup)*

*(Interruptions et hilarité)*

Sou, mir mussen also hei den Ordre du jour e wéineg ëmänneren, well den Aarbechtsminister net present ass an der Chamber.

Ech gesinn awer, datt de Minister fir Schoul, de Minister vun der Éducation nationale, hei ass, un deen och déi Fro geriicht ass vun der Digitalisatioun. Ech froen also de Minister, ob hie bereet ass, direkt d'Question élargie ze beäntweren iwwert d'Digitalisatioun, esou wéi dat gewënscht ass, an dann duerno den Debat iwwert de Système éducatif luxembourgeois.

Ech kann et elo net ëmänneren. Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren, hei den Ordre du jour esou duerchzekréien, wéi dat ënnert den aktuelle Gegeebenheete méiglech ass. Ech froen also den Här Educatiounsminister, ob e mat där Ëmännerung d'accord ass.

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Also, ech wär prett gewiescht fir 17.00 Auer. Ech sinn och prett fir 15.30, Här President.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech sinn doriwwer ganz frou.

## 5. Question élargie n° 3 de M. Fred Keup au sujet de la digitalisation à l'école

Dann, wann den Här Keup d'accord ass, seng Fro ze stellen, déi och eng Question élargie ass, da gi mer him d'Wuert. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Da geet dat jo och e bëssen éischter wéi geplangt.

Maja, Dir Dammen an Dir Hären, et geet ëm d'Digitaliséierung an de Schoulen. An do ass et an de leschten Zäiten eng Partie interessant Entwécklunge ginn. Zum Beispill: Schwede wëll seng national Digitaliséierungsstrategie an de Schoule bremsen a schaaft d'Tablets an de Primärschoulen erëm of. Dës Noriicht koum iwwerraschend, well eigentlech waren déi skandinavesch Länner jo Pionéier an der Digitaliséierung vu Bildungsariichtungen.

Ausgangspunkt vun dësem Richtungswiessel war e Rapport vum renommëierte Karolinska-Institut, wou drop higewise gouf, datt digital Hëllefsmëttel d'Lies- a Léierkompetenze vun de Schüler staark beanträchtegen. De Rapport huet och nogewisen, datt déi proklaméiert Ziler vun der Digitaliséierung an de Schoulen – Chancëgläichheet, Optimiséierung vun der Unterrechtsqualitéit, Inklusioun – net erreecht gi wieren.

Déi liberal schweedesch Bildungsministerin huet dropshin d'Tablets an der Primärschoul verbueden an huet drop higewisen, datt an Zukunft beim Léieren erëm primär op Bicher an op d'Fachwësse vum Léierpersonal géif zréckgegraff ginn. Schüler, déi sech hir Informatiounen iwwer digital Meedie selwer missten zesummesichen, géife vill Zäit verléieren an et wier fir si schwéier, d'Exaktheet vun den Informatiounen ze iwwerpréiwen. Den exzessiven Asaz vun digitale Meedie géif zu engem zwar schnellen, dofir awer iwwerflächleche Wëssenserwerb féieren, wouduerch d'Wëssen och méi séier erëm géif verluer goen.

Verschidden aner Etüden an Institutiounen aus ënnerschiddleche Länner hu säitdeem dës Aussoen och confirméiert.

De Global Education Monitoring Report vun 2023 vun der Unesco hëlt d'Digitaliséierung an de Schoulen och ganz kritesch an de Bléck. Schonn am Ënnertitel vun dësem Rapport gëtt d'Fro opgeworf, wiem déi ëmfaassend Digitaliséierung an de Schoulen eigentlech nëtze géif.

De Rapport weist no, datt déi meescht Digitaliséierungskonzepter, déi an de Schoulen ëmgesat ginn, eigentlech net didaktesch oder pedagogesch Zwecker géife verfollegen, mee reng wirtschaftlecher. Grad d'IT-Ubidder géifen deemno déi meescht Studien zu dësem Sujet an Optrag ginn, laut Unesco. An d'Unesco gesäit keng laangfristeg Plus-value am Asaz vun digitale Meedie fir d'Schüler, a weist drop hin, datt déi agesaten Technologien eigentlech zu ganz aneren Zwecker entworf gi wieren; mat Sécherheet awer net, fir de Schüler ze hëllefen.

Am Rapport gëtt och op déi enorm Käschten higewisen, déi dat Ganzt mat sech bréngt, an esou weider.

An da gëtt de Rapport och Recommandatiounen: generell de Smartphone-Verbuet – do si mer op engem weidere Punkt – an de Schoulen. A Frankräich beispillsweis, gëtt et säit 2010 en Handyverbuet am Unterrecht, dat 2018 erweidert gouf op all internetfäeg Apparater, an alle schouleschen Ariichtungen a bei alle schouleschen Aktivitéiten, och ausserhalb vum Schoulgebai.

Schliisslech, an dat ass nach een anere Punkt, recommandéiert d'Unesco, d'kënschtlech Intelligenz eréischt fir Kanner ab 13 Joer zouzeloossen.

No Schweden – dat ass elo e Beispill, wat mer viru Kuerzem an de Meedie konnten noliesen – sinn och nach aner Länner derbäikomm, esou och déi italieenesch Regierung, déi amgaangen ass, nei Richtlinnen auszeschaffe fir d'Notzung vu Smartphone an Tablet an der Schoul. Si sollen am Unterrecht net méi dierfe benotzt ginn: Tabletverbuet am Unterrecht fir d'Primärschoul a fir dat, wat si dann nennen: d'„Mittelstufe", also den Inferieur vum Lycée.

Den italieeneschen Unterrechtsminister huet dann erklärt, dass Handyen an Tablets d'Leeschtung

beanträchtegen, zu Spannungen tëscht de Schüler féieren, negativ Konsequenzen op d'Gediechtnes, op d'Konzentratioun an op d'Léiere vun de Kanner hunn.

Bon, domadder wësse mer elo am Fong esou zimmlech, ëm wat et geet. An d'Froe stelle sech natierlech dann och hei fir Lëtzebuerg, wou d'Digitaliséierung jo an de Schoulen och eng gewësse Roll spillt.

An duerfir géif ech follgend Froe stellen un den Här Minister:

Wéi steet den Här Minister zur iwwerraschender Decisioun vun der schweedescher Regierung, mee och vun anere Regierungen? An och zu deenen Etüde vun deenen Experten?

Ass sech de Ministère där negativer Konsequenze vum Benotze vun digitale Meedien am Unterrecht bewosst?

Ass hei am Land geplangt, den ageschloene Wee a Richtung verstäerkt Digitaliséierung an de Schoulen ze iwwerdenken, op d'mannst wat d'Primärschoulen oder déi niddreg Klassen am Lycée ugeet?

Wéi steet den Här Minister och zur Ausso vun der Unesco, dass am Fong d'IT-Industrie am meeschte vun der Digitaliséierung an de Schoule profitéiert, an net d'Schüler?

An dann, leschte Punkt: Et gëtt am Moment hei kee Gesetz, dat hei am Land d'Benotze vu Smartphonen a Schoulen, ech mengen elo ausserhalb vum Unterrecht, verbitt oder erlaabt. Allerdéngs schwätze vill Argumenter fir e generelle Verbuet, esou wéi en och a ville Länner schonn a Kraaft ass. Konzentratiounsverloscht, deen derbäikënnt, Cybermobbing an esou weider an esou fort. An do wier och d'Fro, wéi den Här Minister an Zukunft dozou steet, wéi dat a verschiddene Länner ass: e Smartphoneverbuet an de Schoulen.

Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen Iech Merci. Här Keup. Dir hutt elo nach am Fong fir eng Zousazfro just 15 Sekonnen iwwreg. Wann Der also wéilt eng stellen, misst Der déi relativ kuerz faassen. A fir d'Äntwert ginn ech dann elo dem Educatiounsminister d'Wuert. Här Minister.

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, jo, dat doten, dat ass eng Fro, déi ee sech stellt, virun allem no der Publikatioun vun der leschter PISA-Etüd, wou vill drop opmierksam gemaach ginn ass, datt d'Kompetenzen am Liesen, am Schreiwen dach awer, net nëmmen europawäit, mee weltwäit erofgaange sinn. Lëtzebuerg huet dës Kéier jo net matgemaach an där doter Etüd.

An eng vun de Konklusiounen – oder eng vun de Spekulatiounen – ass, datt dat zeréckzeféieren ass op de méi breede Gebrauch vun digitalen Outilen. Ech wëll do awer direkt eng Kéier ënnersträichen, datt entgéint deem, wat elo hei um Beispill Schwede gesot ginn ass, Lëtzebuerg net vergläichbar ass mat deem, wéi d'Situatioun a Schwede war, wann a Schwede ganz villes iwwer digital Outilen enseignéiert gouf, gemaach gouf vun de Schülerinnen an de Schüler, a mir hei awer éischter punktuell dorobber zeréckgegraff hunn an dat net d'Reegel ass.

Ech wëll och ënnersträichen, Här President, datt een och e méi ponderéiert Bild eigentlech aus der PISA-Etüd muss erauszéien. D'PISA-Etüd seet selwer, datt déi Länner, déi Schoulsystemer, wou méi Tablets pro Schüler an der Schoul wären, an der Moyenne och besser Performancë géife bréngen. D'Moyenne do iwwer sämtlech Länner, déi matgemaach hunn an der OCDE, sinn 0,4 Tablets pro Schüler. An déi Länner, déi méi Tablets haten, hunn eeben herno besser ofgeschnidden an der Moyenne, soudatt se do net direkt en Zesummenhang konnte feststellen. Dat weist, datt d'Bild e bësse méi komplex ass, wéi dat elo hei gesot ginn ass, wéi et dacks awer och an de Meedien duergestallt gëtt.

Jo, mir wëssen awer, an dat ass net nei an duerfir hu mer PISA net gebraucht, datt en exzessive Gebrauch vun – ech soe mol – Ecran- oder Bildschiermzäit eigentlech net favorabel ass fir d'Entwécklung vum Kand, net fir déi schoulesch Entwécklung, net fir déi kognitiv Entwécklung, net fir déi sozioemotional Entwécklung. Eigentlech alles, wat exzessiv ass, an alles, wat eesäiteg ass, hëlleft net, a sécherlech dat doten och net.

Mir wëssen och – a mäi Ministère huet zanter Laangem och gewarnt an Eltere sensibiliséiert op déi Problematik do –, datt ee bis e gewëssenen Alter eigentlech de Kanner guer keen Ecran soll ginn, datt een et ab engem gewëssenen Alter awer soll limitéieren an der Zäit an datt een natierlech virun allem och ëmmer soll kucken, wat d'Contenue sinn, déi do gekuckt ginn.

Mir wëssen awer, datt dat net nëmmen, bei Wäitem net nëmmen, eng Erausfuerderung fir eisem Schoulsystem ass. Mir wëssen, datt e groussen Deel vun der Bildschiermzäit ausserhalb vun der Schoulzäit stattfënnt. Et geet also hei virun allem och drëms, Elteren ze sensibiliséieren, op Risiken opmierksam ze maachen, ze guidéieren, well dat doten ass jo eppes, wat nei ass. Den Ëmgang mat deene modernen Technologien, mat neie Meedie kennen d'Eltere vun haut net aus hirer eegener Kandheet, wéi hir Eltere mat hinnen do ëmgaange sinn. Et ass eppes, wat mer also ganz nei musse kenne léieren. An duerfir fannen ech et och hei berechtegt, datt mer als Ministère vun der Bildung, vun de Kanner, vun der Jugend do op Basis vu wëssenschaftlechen Erkenntnisser eng Rei vu Recommandatioune ginn hunn, net nëmme wat d'Zäit ubelaangt, mee awer och natierlech wat d'Aktivitéit ass, déi dee Moment op deem Ecran gemaach gëtt.

Ech wëll dorop opmierksam maachen, datt mir als Schoulsystem ëmmer eng ponderéiert Haltung dozou haten an och ëmmer, wa mer och op där enger Säit gekuckt hunn, datt mer nei Outilen, digital Outilen, awer och digital Software agesat hunn, fir eisen Unterrecht ze verbesseren, op där anerer Säit awer gläichzäiteg och ëmmer gewarnt hunn. BEE SECURE, denken ech, brauch ech hei net virzestellen, déi ganz vill a Schoulklasse ginn, awer och bei Jonker ginn, och bei Erwuessener ginn, fir op Risike vun der digitaler Welt opmierksam ze maachen.

Mir hunn op där enger Säit virun e puer Joer en neit Schoulfach, zum Beispill, am Lycée agefouert, Digital Sciences, awer net nëmmen eesäiteg mam Zil, digital Outilen do kennen ze léieren an d'Notzung dovunner un eng nei Generatioun ze vermëttelen – wat a mengen Aen noutwendeg ass, well mir preparéieren déi jonk Leit op d'Realitéit duerno, an déi ass och zum groussen Deel awer digital am Privaten, an der Privatsphär, awer och am Beruffsliewen –, mee op där anerer Säit hu mer och ganz vill Contenuen an dat Schoulfach kënnen integréieren, fir eeben d'Risiken an der digitaler Welt kënnen ze thematiséieren an déi Jonk eigentlech ze stäerken, fir datt se do net op all Fal direkt erafalen.

Mir hunn och Coding am Fondamental agefouert, mee ech denken, datt déi Leit, déi mer hei scho méi laang nolauschteren, wëssen, datt mer ganz staark insistéiert hunn, datt dat net onbedéngt mat engem Ecran muss geschéien. Mir nennen et „Coding", well et eigentlech en algorithmescht Denken ass, wat mer wëlle vermëttelen. Mir kéinten et och „Problemléisungskompetenz vermëttelen" nennen, well et geet eigentlech drëms, komplex Problemer sou opzedeelen, an eenzel Schrëtt, datt ee se duerno mat enger algorithmescher Approche, sou wéi een et eigentlech beim Programméiere vun engem Computerprogramm mécht, schrëttweis léist an duerno dee grousse Problem geléist huet. An dat ass eppes, wou international Etüden och erëm eng Kéier drop opmierksam gemaach hunn, datt mer zu Lëtzebuerg nach e gewëssene Retard hunn. An duerfir war dat eis wichteg.

Mee mir hunn dat esou ausgeriicht, mir hunn och de Schoulen esou Material un d'Hand ginn, den Enseignanten esou Material an Ënnerlagen un d'Hand ginn, datt se dat ganz gutt och ouni Tablet, ouni PC, also ouni Ecran, an hirer Klass kënne maachen. Mir hunn op där anerer Säit awer och – ech denken u MathemaTIC zum Beispill; MathemaTIC hanne mat „TIC" geschriwwen – eegen Efforte gemaach, fir och eng Matière wéi d'Mathé, zum Beispill, aneschters kënnen ze enseignéieren, fir och do dat Digitaalt a virun allem d'Manéier, wéi ech eppes enseignéieren, d'Manéier, wéi ech eppes übe kann, d'Manéier, wéi den Enseignant en Iwwerbléck huet iwwer seng ganz Klass an iwwert d'Fortschrëtter vun de Schüler, d'Manéier, wéi ech innerhalb vun enger Klass kann differenzéieren, fir do dat digitaalt Element gewënnbréngend anzesetzen, fir zum Beispill eng Matière wéi d'Mathé kënnen ze vermëttelen op eng Manéier, wéi déi Jonk et haut awer kennen, well et ganz no ass un deem, wat se aus der Welt vun de Computerspiller kennen, an dat och mat engem grousse Succès herno genotzt ginn ass an haut och nach ëmmer genotzt gëtt.

Ech wëll duerfir ënnersträichen, datt et fir mech keng Schwaarzwäissmolerei däerf sinn, datt mer ganz genau musse permanent ëmmer ofweie bei all Schrëtt, dee mer maachen, ob mer richteg ënnerwee sinn, ob mer richteg leien, ob mer dat Gewënnbréngend erauszéien, fir eisen Unterrecht ze verbesseren duerch déi digital Outilen, an ob mer op där anerer Säit dann awer, jo, deem, wat jonk Leit brauchen, wat Kanner brauchen an der Schoulzäit, awer och iwwert d'Schoulzäit eraus ..., ob mer do och nach ëmmer richteg leien.

Enger Thematik musse mer eis vläicht méi staark och nach widmen: Dat ass d'Oflenkung duerch den Tablet, awer och den Handy, deen d'Schüler jo matbréngen, dee mer net an der Schoul verdeelen, mee deen all Schülerin a Schüler jo an der Täsch huet wärend dem Cours. An do denken ech, datt et net zilfürend ass, generell en Handyverbuet an der Schoul anzeféieren. Den Handy ass eng Realitéit a mir sollen déi Jonk léieren, mat de Realitéiten eens ze ginn. Mir sollen déi Jonk léieren, en zum richtege Moment sënnvoll kënnen ze notzen an en net an der Schoul an der Entréesdier ofzeginn an ze maachen, wéi wann et eng handyfräi Welt géif ginn. Domadder preparéiere mer déi Jonk eigentlech net op d'Realitéit.

Et kann awer eng Realitéit sinn, datt déi Jonk och emol wärend dem Cours vum Handy ofgelenkt sinn. Et kann och eng Realitéit sinn, datt een, wann een en Tablet huet an dee wärend dem Cours asetzt, awer op anere Programmer ënnerwee ass dee Moment. Mee dat léisst sech awer och alles technesch reegelen, fir ze kucken, wou ee wéini Accès huet, zu wat fir enger Zäit, wou och wéini wat fir en Accès da genotzt gouf. An ech denken, datt mer do duerch technesch Outilen dach d'Bandbreet vun de Méiglechkeeten, sech oflenken ze loossen, nach däitlech kënnen aschränken.

Mir sinn also hei net um Enn vun der Entwécklung. Ech hunn et gesot: Mir sollen ee Schratt nom anere maachen an ëmmer nees kucken, ob mer awer nach richteg ënnerwee sinn. An dat doten ass eng Iwwerleeung, déi mir och aus de Resultater vun der PISA-Etüd zéien, fir ze soen: Jo, et kann och zu enger Oflenkung wärend dem Cours féieren, an deem kënne mer awer och eng technesch Äntwert entgéintsetzen.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci. D'Méiglechkeet fir den Här Keup, eng Zousazfro ze stellen, déi ass ginn, mee Dir hutt just net méi vill Zäit, also eng ganz kuerz. An de Minister huet a priori och net méi vill Zäit, fir drop ze äntweren. Dofir, eng kuerz Fro mat enger kuerzer Äntwert wär elo ideal.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, ech hu jo just 15 Sekonnen, wann ech mech net ieren, da maachen ech et ganz schnell. Also, ech nennen dat mol e bëssen d'„Bildschiermiséierung". Ech kann Iech soen, wat ech erlieft hunn a menger Praxis nach virun e puer Joer. Do sinn ech op Klasse komm: Eng Septième, déi souze moies do déi éischt Stonn mam Bildschierm, déi zweet Stonn mam Bildschierm, déi drëtt Stonn mam Bildschierm, déi véiert Stonn mam Bildschierm, an zwëscht de Stonne souze se och nach do mam Bildschierm, an der Paus och nach mam Bildschierm. An et ass am Fong dat, dat ass d'Realitéit, déi et am Moment a verschiddene Klassen – net alleguer, dat hänkt ëmmer dervun of – zu Lëtzebuerg a verschiddene Lycéeë gëtt. A meng Fro ass am Fong: Ass dat dee richtege Wee, dee mer sollte goen an de Schoulen hei zu Lëtzebuerg?

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech mengen, datt ech op déi dote Fro geäntwert hunn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Gutt. Domat wär dann déi heite Fro ofgeschloss.

## 6. Ordre du jour (suite)

An da kéime mer zréck op déi Fro, déi mer duerch d'Gentillesse vum Här Keup a vum Educatiounsminister konnte vertagen an hannendruleeën. Ech géif just bieden, datt an Zukunft och de Programm vun der Chamber kéint, esou ewéi e vun der Conférence des Présidents a vun der Plenière festgeluecht ass, agehale ginn. Dat bedeit heiansdo e wéineg Anticipatioun an den Zäiten.

## 7. Question élargie n° 4 de M. Marc Baum au sujet de la mise en œuvre de la directive européenne relative à des salaires minimaux adéquats (suite)

Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Dir hutt dat wonnerbar gesot.

Déi europäesch Direktiv iwwert d'Festleeë vun de Mindestléin an d'Ziler bei de Kollektivverträg, déi viru knapp zwee Joer gestëmmt ginn ass, wäert de 15. November vun dësem Joer fir all Memberstaat obligatoresch ginn. Dës Regierung huet also Aarbecht viru sech, fir bis dohinner déi néideg Mesüren ze huelen, fir dass Lëtzebuerg dës Virgaben anhält. Dobäi ass ze soen, dass dës Virgabe vun der Direktiv aus der Siicht vun deene Leit, déi schaffen, och fir Lëtzebuerg duerchaus fortschrëttlech sinn.

Ech erënneren op dëser Plaz och nach eemol un eng Motioun aus dem Juni 2023, also vu virun aacht Méint, déi déi deemoleg Regierung opgefuerdert huet, d'Ëmsetzung vun der Direktiv esou séier wéi méiglech virzehuelen a sech fir besser Léin anzesetzen. An dee Moment hunn och déi zwou aktuell Majoritéitsparteien dës Motioun matgedroen.

D'Direktiv selwer huet zwou wichteg Komponenten: Déi éischt betrëfft de Mindestloun fir déi Länner, déi een hunn, dorënner natierlech Lëtzebuerg. Laut der Direktiv muss de Mindestloun zu Lëtzebuerg no klore Krittäre festgeluecht, evaluéiert an adaptéiert ginn. Als Riichtwäert fir de Montant vum Mindestloun gesäit d'Direktiv vir, dass de Bruttomindestloun entweeder 50 % vum Duerchschnëttsbruttoloun oder 60 % vum Medianbruttoloun soll entspriechen. Doriwwer eraus seet d'Direktiv och, datt d'Liewenshaltungskäschte beim Festleeë vum Mindestloun solle beuecht ginn.

D'EU-Kommissioun huet schonn 2022 festgestallt, datt de Mindestloun zu Lëtzebuerg déi Riichtwäerter net erfëllt. D'Salariatskummer huet an hirem leschte Portrait vun der Populatioun mam Mindestloun nach eemol nogerechent a festgestallt, datt de Mindestloun weeder déi 60 % vum Medianloun nach déi 50 % vum Duerchschnëttsloun erreecht. D'CSL huet donieft och gewisen, dass den Nettomindestloun ënnert där vum Statec berechenter Aarmutsgrenz läit.

Wann ee sech de Budget de référence vum Statec ukuckt, dee berechent, wéi vill eng Persoun brauch, fir dezent liewen ze kënnen, da misst de Mindestloun zolidd eropgesat ginn. A weeder d'Indexéierung vum Mindestloun nach déi biannuel Upassung un d'Lounentwécklung wäerten duergoen, fir deem Usproch vun der Direktiv gerecht ze ginn.

Duerfir stellen ech dem Här Aarbechtsminister gär follgend Froen:

Éischtens: Ass den Aarbechtsminister der Meenung, dass eng voll Tâche mam Mindestloun en dezent Liewen, fräi vun Aarmut, muss erméiglechen? A wa jo, wéi wëll hien dës Iwwerzeegung bei der Ëmsetzung vun der Direktiv afléisse loossen?

Zweetens: Wéi eng Indicateure wëll de Minister benotzen, fir de Montant vum Mindestloun mat dësen Usprech an Eeklang ze bréngen?

Drëttens, wéi eng Erhéijung vum Bruttomindestloun schwieft der Regierung konkreet vir?

Déi zweet Komponent an der Direktiv betrëfft d'Kollektivverträg. Lëtzebuerg soll hei en Zilwäert vun 80 % erreechen, wat heescht, datt véier vu fënnef Salariéë sollen e Kollektivvertrag hunn; Lëtzebuerg läit do am Moment bei 53 % am Privatsecteur. Fir dësen Taux de couverture eropzekréien, muss d'Regierung bis de 15. November en Aktiounsplang mat Zäitplang a konkreete Mesüren op den Dësch leeën. Dozou, zu deem zweete Volet, och follgend Froen un den Aarbechtsminister:

Éischtens: Hunn d'Aarbechten um Aktiounsplang schonn ugefaangen? Wann net: Wéini gedenkt de Minister, d'Sozialpartner op Gespréicher anzelueden, esou wéi et och an der Direktiv virgesinn ass? A wa jo: Wéi wäit sinn d'Diskussioune scho komm a wéi setzt sech d'Verhandlungsronn mat de Sozialpartner zesummen?

Zweetens: Wéi en Timing gëtt sech den Aarbechtsminister, fir dësen Aktiounsplang auszeschaffen?

An drëttens: Wéi eng Piste gesäit den Aarbechtsminister, fir d'Kollektivvertragswiesen am Interessi vun de Salariéen ze stäerken? Wuel wëssend, datt de Koalitiounsaccord esou eng Reform vun de Kollektivvertragsverhandlungen an de Personaldelegatioune virgesäit.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Fir eng Zousazfro hätt Dir nach 30 Sekonnen Zäit duerno. Also e wéineg méi laang wéi den Här Keup, mee och ganz kuerz. D'Wuert ass elo um Aarbechtsminister. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

**M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | Merci, Här President. Merci dem Här Baum, awer och dem Parlament fir d'Flexibilitéit. Ech war nach an Aarbechten um Aarbechtsministère, dofir hat ech d'Zäit e bësse vergiess. Et mir leed. Voilà!

Dann zu der éischter Fro, zum éischten Deel vum Här Baum senge Froen, wat den Avancement vun der Ëmsetzung vun der Direktiv ugeet: D'Aarbechte fir den Avant-projet de loi iwwert d'Transpositioun vun der EU-Direktiv – ech mengen, d'Zuel brauch ech Iech hei elo net ze soen – vum EU-Parlament a vum Conseil vum 19. Oktober 2022 iwwer adequat Mindestléin an der EU sinn amgaangen, finaliséiert ze ginn. An de Projet wäert viraussiichtlech elo am Mäerz dem Regierungsrot fir d'Approbatioun virleien.

Dir hutt och iwwert de Montant geschwat, dee mer elo nach net fixéiert hunn. Dat heescht, do hu mer elo nach keng weider Zuelen. Voilà!

Dann zum zweeten Deel vun der Fro, wat d'Richtung ugeet, déi ech wëll wielen, fir am Echange mat de Sozialpartner, dee mer ganz wichteg ass – dat hunn ech schonn ëmmer erëm betount –, en Aktiounsplang betreffend d'Kollektivvertragsverhandlungen ze realiséieren. Den Artikel 4 Paragraf 2 vun dëser Direktiv gesäit vir, dass all Memberstaat, an deem manner wéi 80 % vun de Leit duerch Kollektivverträg ofgedeckt sinn, e Kader virgesäit, dee virdeelhaft Konditioune schaaft, fir Kollektivverhandlungen ze féieren, entweeder ënnert der Form vun engem Gesetz no Gespréicher mat de Sozialpartner oder ënnert der Form vun engem Accord mat eeben dëse Partner. De Memberstaat stellt doriwwer eraus en Aktiounsplang op, fir Kollektivverhandlungen ze promouvéieren. Hie stellt dësen Aktiounsplang no Consultatiounen oder am Accord mat de Sozialpartner op oder no enger gemeinsamer Demande vun de Sozialpartner, wa se sech ënnerteneen eens sinn, e sougenannte „commun accord". Dat ass déi nächste Méiglechkeet.

D'Direktiv leet also eng Obligation de moyens fest, soudass all Memberstaat supposéiert ass, alles ze maachen, fir den Obligatiounen, déi a besotem Artikel stinn, nozekommen. Zu Lëtzebuerg, dat wësst Dir vläicht, sinn dat am Moment eppes méi wéi 50 %. Déi lescht offiziell Zuel ass aus dem Joer 2014: Ronn 55 % vun de Salariéë waren duerch e Kollektivvertrag couvréiert. De Grand-Duché muss deemno en Aktiounsplang opstellen, esou wéi d'Direktiv dat virgesäit. An deem Kontext muss ee preziséieren, dass de Koalitiounsaccord vun dëser Regierung virgesäit – an ech zitéieren –: „Déi legal Dispositioune betreffend d'Kollektivverträg ginn iwwerschafft, ënner anerem, fir eng Reorganisatioun vun der Aarbecht an eng Verbesserung vun den Aarbechtskonditiounen ze erlaben, dat virun allem am Kontext vun engem besseren Equiliber tëschent dem Privat- a Beruffsliewen."

Et geet also drëm, Accorden tëschent den Employeuren an de Salariéen ze vereinfachen an dobäi ze garantéieren, dass d'Gespréicher op engem gläichen Niveau kënne stattfannen.

An dëser Optik ginn och d'Instrumenter vum Sozialdialog natierlech reforméiert an och verbessert. A fir dësem Engagement Rechnung ze droen, hunn d'Aarbechten a Form vun enger éischter Reunioun vum CPTE, also vum Comité permanent du travail et de l'emploi, elo den 8. Februar dëst Joer ugefaangen. Hei gouf iwwert de besteeënden Dispositif vun de Kollektivverträg geschwat, natierlech mat de Sozialpartner,

mat all de Membere vun eeben deem CPTE, an d'Zil vun der Reunioun war, fir déi verschidde Positioune vun de Sozialpartner an hir Verbesserungsvirschléi ze héieren. Op Basis vun dësem Echange mat de Sozialpartner wäert ech also elo nieft dem Avant-projet de loi iwwert d'Transpositioun vun der Direktiv 2022/2041 en zweeten Avant-projet de loi iwwert d'Reform vum Dispositif iwwert d'Kollektivverträg ausschaffen, deen am CPTE presentéiert an diskutéiert wäert ginn, ier en da vum Regierungsrot approuvéiert gëtt. Dat soll alles nach virum Summer iwwert d'Bün goen.

Et ass am Kader vun dësem Projet de loi, wou ech wëll den Dispositif iwwert d'Kollektivverträg adaptéieren, den Zougang zu de Kollektivverhandlunge vereinfachen an eng Rei vun anere Mesüre fir d'Promotioun vu Kollektivvertragsverhandlunge virgesinn. Dësen Ensembel, wou d'Detailer natierlech nach geklärt musse ginn, stellt den Aktiounsplang vun eisem Land duer, dat an der Optik, fir progressiv den Taux de couverture duerch Kollektivvertragsverhandlungen zu Lëtzebuerg an d'Luucht ze setzen an esou d'Obligatiounen, déi d'Europäesch Direktiv virgesäit, natierlech domadder och ze erfëllen an den Taux sou wäit wéi méiglech eropzekréien; 80 % ass vläicht an enger éischter Phas e bëssen illusoresch, mee natierlech iwwert déi 55 %, déi mer am Moment als leschte Wäert hunn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Aarbechtsminister Merci. Den Här Baum huet eng kuerz Zousazfro. Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci dem Här Minister fir d'Äntwerten. Dat heescht, meng Fro ass, ob ech et richteg verstanen hunn, datt Der relativ kuerzfristeg – am Mäerz, hat Der, mengen ech, gesot – en Avant-projet de loi fir deen éischte Volet wäert virleeën a virum Summer en zweete fir deen zweete Volet. A meng Fro wier: Ass an deem éischten am Moment, ouni datt Der e Montant nennt, awer virgesinn, datt d'Héicht vum Mindestloun e Sujet ass vun deem Avant-projet de loi? Also ännert déi Héicht?

**M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | Jo, also Diskussiounsstoff ass et sécher, an e wäert jo wuel kaum erofgoen, awer wéi de Montant elo wäert fixéiert ginn, wéi gesot, do hu mer nach net driwwer diskutéiert. Mee et ass awer Gespréichsstoff an et ass schonn d'Theema.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Domat war dës Question élargie beäntwert.

## 8. Interpellation de M. Meris Sehovic au sujet de l'amélioration de l'inclusion des enfants à besoins spécifiques dans le cadre du système éducatif luxembourgeois

An da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, an dat ass d'Interpellatioun vum Här Meris Sehovic iwwert d'Inklusioun vu Kanner mat spezifesche Bildungsbedierfnesser am lëtzebuergesche Schoulsystem. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: Den Interpellateur huet 30 Minutten, d'CSV huet der 31, d'DP 24, d'LSAP 21, d'ADR 15, déi gréng 10, d'Piraten 10, déi Lénk 10 an d'Regierung duerno 30 Minutte fir ze äntwerten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Nathalie Morgenthaler, d'Madamm Barbara Agostino, d'Madamm Francine Closener, den Här Fred Keup, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. Här Sehovic, Dir hutt elo d'Wuert.

***Exposé***

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), interpellateur | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn dës Interpellatioun am Numm vu menger Partei ugefrot, fir dass mer hei an der Chamber d'Geleeënheet hunn, fir eis mat engem Sujet ze beschäftegen, deen net just – an dat wëll ech explizitt soen – eist Schoulwiese betrëfft, mee och d'Grondwäerter vun eiser Gesellschaft: d'Inklusioun.

D'Erausfuerderung, an eise Schoulen en Ëmfeld ze schafen, an deem all Schülerin an all Schüler onofhängeg vu sengen individuellen Ënnerscheeder akzeptéiert a gefërdert gëtt, erfuerdert gemeinsam Ustrengungen op allen Niveauen. An de leschte Joren hu mir eng sëllegen Efforte gemaach, fir eisen Educatiounssystem méi inklusiv ze gestalten. Als Gréng hu mir déi Gesetzer an dësem Beräich och gäre matgedroen, well se vill Verbesserunge mat sech bruecht hu par rapport zu deem ale System vun der Éducation différenciée.

Mir hunn och mat groussem Interessi déi zwou Evaluatioune vum Inklusiounsdispositif zur Kenntnis geholl, déi am Laf vum leschte Joer presentéiert goufen. Déi Evaluatiounen hunn eng Rei Ënnerscheeder. Zum Beispill ass déi eng méi direkt vum Ministère organiséiert an op d'Strukturen an d'Personal ausgeriicht gewiescht an et gëtt hei mat der Uni Lëtzebuerg zesummegeschafft, fir d'Verbesserungsusätz dann ëmzesetzen. Déi zweet Evaluatioun, déi gouf vum onofhängegen Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire gemaach. Déi huet méi staark d'Kanner an d'Elteren an de Bléck geholl an hei gouf och mat der Universitéit vu Louvain zesummegeschafft.

D'Evaluatiounen hunn nieft deenen Ënnerscheeder awer och eng ganz Rei Gemeinsamkeeten, besonnesch um Niveau vun de Konklusiounen. Lues a komplizéiert Prozeduren, Verbesserungspotenzial bei der Vernetzung, Informatiounsdefiziter op allen Niveauen, dat sinn, entre autres, awer déi grondleeënd Problemer, mengen ech, déi sech an deenen zwou Etüden erëmfannen.

Positiv ass – dat wëll ech direkt soen –, dass mer déi Etüden iwwerhaapt hunn an dass et och schonn eng Rei konkreet Piste gëtt, fir d'Konklusiounen ëmzesetzen, voire dass och verschidde Saache schonn ëmgesat goufen.

Eis geet et an dëser Interpellatioun also explizitt net drëms, d'Verbesserungen an d'Reforme vun de leschte Joren a Fro ze stellen. Mir wëlle villméi déi nach ëmmer bestoend Problemer an de Mëttelpunkt stelle vun dësem Debat haut. Well déi Problemer sinn net einfach kleng Feeler am System: Si gefäerden op Dauer d'Akzeptanz an och d'Vertrauen an den Dispositif beim Léierpersonal an och bei den Elteren. Duerfir ass et immens wichteg, dass d'Baustellen aus den Evaluatioune systematesch opgeschafft ginn an en effikasse Suivi stattfënnt.

Duerfir muss d'Inklusioun an d'Verbesserung dovunner um Terrain eng vun de bildungspolitesche Prioritéite vun deenen nächste fënnef Joer bleiwen, woubäi mir Gréng grondsätzlech dervun iwwerzeegt sinn, dass déi entspriechend Moyenen, wou ëmmer méiglech, méi no beim Léierpersonal, méi no bei de Schülerinnen a Schüler, also um lokalen Niveau, sollten ëmgesat ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschte Wochen hunn ech zesumme mat menge Kolleeginnen a Kolleegen eng sëllegen Entrevuen organiséiert mat Mënschen, déi op déi eng oder op déi aner Aart a Weis vun deem Sujet betraff sinn. Ech krut vum Terrain, also vun deem lokalen Niveau, deen ech grad ugeschwat hunn, vill Doleancen. Net vu Leit, déi d'Zil vun der Inklusioun a Fro stellen oder se net wichteg fannen, au contraire, mee ech hu Leit kenne geléiert, Kanner an Elteren, déi munchmol jorelaang a laangwieregen an oneffikassen Orientéierungsprozedure festhänken. Ech hu mat Professionelle geschwat, déi d'Inklusioun an der Schoul all Dag mussen an och wëllen ëmsetzen, mee déi sech méi Ënnerstëtzung dobäi wënschen.

Eis ass opgefall, dass hir Konklusiounen am Gespréich mat eis eigentlech a groussen Deeler déi selwecht si wéi och an deenen zwou Evaluatiounen, déi gemaach gi sinn, nämlech dass déi enorm Moyenen, déi et gëtt, ze komplizéiert sinn, ze lues, ze schlecht vernetzt an ze wäit ewech vun hinnen. Ech hunn an de sëllege Gespréicher vill gudde Wëlle bei alle Concernéierten erëmfonnt, awer och vill Frust, vill Virwërf, dass déi enorm Ressourcen, déi mobiliséiert ginn, net effikass agesat ginn.

De Schong dréckt haut also net méi bei der grondsätzlecher Fro, ob Inklusioun hinne wichteg ass, mee bei de praktesche Froen, wéi gutt sech eise ganze Bildungssystem dobäi ustellt, fir déi Moyenen, déi mer eis ginn, optimal unzewennen. Dat war eigentlech och den Haaptgrond, firwat mir dës Interpellatioun ugefrot hunn: fir e Fokus kënnen ze leeën op d'Praxis. An dofir geet et eis haut och primär ëm d'Effikassitéit, ëm d'Vereinfachung, wat jo och Motiver sinn, déi sech duerch de Regierungsprogramm zéien.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschte Wochen hunn ech mat Eltere geschwat, déi mat hire Kanner mat spezifesche Besoinen oft e Parcours du combattant hu missen zréckleeën, ier konkreet Ënnerstëtzung fir hir Kanner um Terrain konnt ukommen. Eng Mamm huet mir erzielt, wéi d'Assistance en classe fir hire Jong op eemol wéinst engem Krankeschäin fort war a fir de Rescht vum Schouljoer och net méi ersat ginn ass. Ech hu vun aneren Elteren héieren, déi erlieft hunn, wéi d'Assistance en classe schrëttweis zréckgeschrauft ginn ass, net well de Besoin méi kleng ginn ass, mee ganz einfach well d'Ressourcen net do waren.

Esou Situatiounen hu massiv Implikatioune fir jiddereen: fir d'Titulaires de classe, déi sech eleng gelooss spieren an dowéinst heiansdo iwwerfuerdert si mat der Situatioun, fir d'Klassekameroden, déi ënnert den Ëmständ leiden, an natierlech och a besonnesch fir d'Kanner mat spezifesche Besoinen, déi net déi Betreiung kréien, déi se eigentlech brauchen.

D'Elteren hu mir erzielt, dass et fir si oft ganz schwéier war, nozevollzéien, wat an der Schoul ganz konkreet mat hire Kanner geschitt. Dat deit fir mech drop hin, dass d'Informatiounsflëss tëschent allen Intervenanten nach net gutt genuch fonctionéieren an onbedéngt verbessert an och systematiséiert musse ginn.

Ech hu souguer matkritt, wéi Elteren an de Krankeschäi gerutscht sinn, well d'Situatioun se belaascht huet an d'Orientéierungsprozedure se ofgenotzt hunn. Ee Saz vun enger betraffener Mamm ass mer besonnesch hänke bliwwen: „Zum Gléck hat mäi Kand e kloren Diagnostic, dat huet villes méi einfach gemaach!"

Wat geschitt, wann den Diagnostic manner kloer oder méi komplizéiert ass, dat weisen eigentlech och déi zwou Evaluatiounen. Bei der Etüd vun de Kompetenzzentren ass besonnesch d'Längt vun de Prozeduren ervirgehuewe ginn. D'Zuele vun der nationaler Inklusiounskommissioun hu gewisen, dass an der Moyenne 203 Deeg vergi vun der Demande bis zu der Entscheedung. Leider goufen hei just d'Moyennë publizéiert, wat e bëssen d'Diversitéit vun de Situatioune verdeckt. Verschidden Elteren hu mir erzielt,

dass hire Parcours weesentlech méi laang gedauert huet, sech zum Deel souguer iwwer Jore gestreckt huet.

Fir den Diagnostic gouf erausfonnt, dass deen an der Reegel an der Moyenne 115 vun deenen 203 Deeg dauert. An engem Gesetz, wat säitdeem gestëmmt gouf, gouf e fixen Delai virgeschriwwen, mee dat muss natierlech um Terrain ëmgesat ginn. An hei sollt – dat war ugekënnegt – mat der Uni no Verbesserunge gekuckt ginn. An dowéinst eng éischt Fro un den Här Minister: Wou ass déi Evaluatioun drun? A wéi gitt Der vir, fir déi Delaien elo konform zum Gesetz ze maachen?

Ee Problem, deen an den Evaluatiounen ervirgehuewe gouf, ass dee vum „Pingpong" tëschent de Kompetenzzenteren, virun allem bei Troublen, fir déi verschidden Zentere kënnen zoustänneg sinn. D'Evaluatioun am Optrag vum Ministère seet selwer, dat wier e fundamentale Problem vum System a kéint just mat enger méi transversaler Approche geléist ginn. D'Gesetz zu de Centres de compétences schwätzt eigentlech jo och vun Ufank u vun engem „fonctionnement en tant que réseau national", wourop d'Evaluatioun och verweist.

D'Léisung, déi d'Evaluatioun proposéiert: méi Echange tëschent den Zenteren, eng Coordinatrice-secrétaire du collège des directeurs, gemeinsam Aarbechtsgruppen. Dann direkt eng weider Fro: Kann een do scho konkreet Verbesserunge feststellen? Gëtt dat suivéiert? Wat si konkreet Schrëtt, déi erauskoumen, ausser de Rekrutement vun enger Persoun?

D'Evaluatioun verweist zum Beispill awer och op Diskrepanze bei den Internetsäite vun de verschiddene Centres de compétences. Déi eng hu quasi guer keng Informatiounen um Site, déi aner hu ganz komplex Informatiounen, ganz extensiv Erklärungen. Ech hu virum Debat haut nach eng Kéier nogekuckt. Dat ass leider zum Deel ëmmer nach esou. An dann dofir déi nächst Fro: Geschitt eppes bei där Vernetzung an och bei enger Verbesserung vun den ëffentlechen Optrëtter vun de Kompetenzzenteren?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Fro vun der administrativer Vereinfachung a vun der Digitaliséierung misst der Regierung an dem zoustännege Minister jo mindestens esou um Häerz leie wéi eis Gréngen. Ech zitéieren nach eng Kéier aus der Evaluatioun vum Ministère: „Un autre constat fait [...] est celui d'une ‚forte culture du papier' dans tous les Centres de compétences". An dann e bësse weider: „Il faut cependant noter que ceci ne s'applique pas qu'aux Centres – cette culture du papier est présente à tous les niveaux du dispositif et freine significativement les procédures."

An der Etüd gëtt gesot, en digitale System fir den Traitement vun den Dossiere wier „en phase d'implémentation". Wou ass deen digitale System elo drun? Ass deen entre-temps voll implementéiert? Da gëtt och gesot, verschidde Centres de compétences hätte sech entre-temps selwer missen hëllefen an eege Systemer en place setzen, fir iwwerhaapt kënnen ze schaffen. Wat geschitt mat deenen eegene Systemer? A wéi gedenkt Der do, d'Harmonisatioun vun deenen Datebanken an esou weider ze maachen?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Retoure vum Terrain soen eis, wéi schonns gesot, dass d'Leit do d'Gefill hunn, dass d'Ressourcen am Beräich vun der Inklusioun ineffikass agesat ginn. Dës Regierung huet sech jo d'Vereinfachung op de Fändel geschriwwe bei den administrative Prozeduren, sief et beim Bauen, bei der Ëmwelt oder an allen anere Beräicher. Schlagwierder, déi do falen, sinn „Digitaliséierung", „Once-only" et cetera. Wann een d'Evaluatiounen zur Inklusioun an eisem Schoulsystem liest, gesäit een, dass dat genee déi Saache sinn, déi hei bemängelt ginn, dass se net klappen.

An dofir, Här Minister, léif Regierung, gëtt et elo Zäit, dass Dir dës Prinzippien och an der Bildungs- an an der Inklusiounspolitick duerchsetzt. Mir brauchen effikass digital Prozeduren an der Orientatioun vu Kanner mat spezifesche Besoinen amplaz vum Pingpong a vum Pabeierkrich, wéi en haut nach ze dacks leider stattfënnt.

D'Eltere leiden enorm wéinst dësem Pingpong. De Rapport vum Observatoire seet zwar, dass si an der Moyenne éischter zefridde si mam Suivi an dass si motivéiert sinn a sech implizéiere wëllen. Dat ass ganz sécher ee vun de positive Punkten aus der Evaluatioun.

E seet awer och: „Malgré un nombre important d'acteurs scolaires impliqués dans le dispositif inclusif scolaire, la relation avec les enseignants reste privilégiée et les parents soulignent un assez bon sentiment de compétence pour collaborer avec les acteurs au niveau local. Nous pouvons donc nous questionner sur la pertinence et les rôles spécifiques des multiples acteurs impliqués aux trois niveaux du dispositif inclusif scolaire."

Et ass dës Zort vu Constat, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi eis als Gréng eigentlech zur Konklusioun komme léisst, dass d'Ressourcen an der Inklusioun méi no solle bei d'Kanner an an d'Schoule kommen, wierklech do, wou et ëmmer nëmme méiglech ass. Dat géif och de Kompetenzzenteren et erméiglechen, sech op déi Fäll ze konzentréieren, déi dës spezialiséiert Hëllef am dréngendste brauchen. Mir stellen d'Kompetenzzenteren also net a Fro, mee mir wëlle se entlaaschten a besser vernetzen. An dofir och nach eng Kéier meng Fro: Ass dat eng Approche, déi de Minister grondsätzlech deelt, fir d'Ressourcë méi no an d'Schoulen ze kréien? Wa jo, wéi gedenkt hien, dat ëmzesetzen?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zu de Kompetenzzenteren huet d'Etüd vum Observatoire ganz interessant Donnéeën. Tëscht dem 1. September 2021 an dem 1. Mäerz 2022 gëllen zum Beispill dës Zuelen: D'Zuel vun de spezialiséierte Beschoulunge variéiert fir déi 5 concernéiert Zenteren tëschent 0 an 330. D'Zuel vun den Interventions spécialisées fir déi 8 Zentere variéiert tëschent 1 an 173, fir d'Rééducation et thérapie tëschent 0 a 538, fir d'Ateliers d'apprentissage spécifiques tëschent 0 an 1.340. An zu gudder Lescht, d'Zuel vun de Conseils et guidances vu Léierpersonal schwankt tëschent 17 an 2.653, déi fir d'Elteren tëschent 18 an 3.021.

Dës Zuele weisen, dass d'Situatioun an den Zenteren immens ënnerschiddlech ass. Oder, wéi den Observatoire et op de Punkt brëngt: „Cette variation des données a par moment un caractère plutôt interpellant."

Pauschal Léisungen, wéi d'Gesetzesännerung vun 2023 also, kënnen der Situatioun also per Definitioun nëmme bedéngt Rechnung droen. Hei kann een aus den Evaluatiounen och net erausfannen, wou an deenen eenzelnen Zenteren eigentlech de Schong dréckt.

Dofir hunn ech mech gefrot, Här Minister: Gëtt hei och Kompetenzzenter fir Kompetenzzenter gekuckt, wat muss geännert ginn, wéi den Observatoire et och mat Nodrock a senger Evaluatioun proposéiert? Wéi soll dat gemaach ginn? Vu wiem soll dat gemaach ginn a wéini? Gëtt et hei weider e systematesche Suivi, wéi de Ministère et versprach huet an der offizieller Evaluatioun?

A genausou wichteg: Engagéiert de Minister sech derzou, fir, wéi vum Observatoire gefuerdert, eng eenheetlech Datebank anzeriichte vun de Ressourcen a Besoinen, déi et op de verschiddenen Niveaue gëtt?

An zu gudder Lescht an deem Zesummenhang, nach méi konkreet: Wéi ass et mat enger anerer Fuerderung vum Observatoire, ech zitéieren: „l'introduction d'un contingent pour les I-EBS, A-EBS et ESEB reste d'une actualité criante"? Wou ass dat drun, Här Minister?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a menge Gespréicher mat concernéierten Enseignanten ass erauskomm, dass vill vun hinnen zwar wuel de System vun der Inklusioun kennen, mee awer Hëllef net ufroen, well se kee Vertrauen an de System méi hunn, well et oft ze laang dauert a verschidde Prozeduren esou lues sinn, dass d'Diagnosticke vereelzt oder d'Kanner schonn an enger anerer Klass sinn, wa bis e Retour oder eng konkreet Hëllef do ass.

Ee vun deene Problemer, déi oft un eis erugedroe goufen: Vill Leit hunn d'Gefill, dass do, wou et offensichtlech Problemer gëtt, d'Enseignanten e bëssen d'Schold an d'Schong gedréckt kréien. Esou liest een an der Evaluatioun vum Ministère Aussoen ewéi: „Si le principe d'inclusion paraît être bien accepté, il semble pourtant rester une notion relativement opaque, avec des enjeux qui ne paraissent pas toujours être bien compris par toutes et tous. Ceci peut être en partie dû à une formation des enseignants quelque peu lacunaire en ce qui concerne la thématique de l'éducation inclusive."

Dat soen och effektiv d'Enseignanten, mat deenen ech geschwat hunn. Déi Erklärung ass jo awer eigentlech eng weider Problembeschreiwung. D'Evaluatioun versprécht do a relativ vage Wierder Verbesserunge bei der Ausbildung a bei der Formation continue. Wou ass dat drun, Här Minister? Gëtt et do scho konkreet Schrëtt?

En anert Beispill, wat d'Enseignanten oft als Scholdzouweisung erfueren, ass d'Decisioun vun engem Coaching oder enger anerer punktueller Interventioun, ouni awer doriwwer eraus konkreet méi Moyenen ze gi fir den Encadrement. Dofir meng Fro: Wéi huet sech d'Zuel vun deene Coachinge säit der Evaluatiounsperiod entwéckelt? Gëtt et e Suivi, wat déi bréngen? Gëtt dat vum Ministère eescht geholl, wa vill Enseignantë soen, dass hinnen an och de Kanner déi Coachingen ze oft ze wéineg bréngen?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Inklusioun fonctionéiert am beschten, wa mer Chancëgerechtegkeet am Bildungssystem schafen. Vill Enseignantë soen eis, et géif ëmmer méi opfälleg Kanner ginn, virun allem och ëmmer méi Fäll, déi eng normal Beschoulung schwiereg maachen. Dat sinn also net „Dysen" – entre guillemets –, mee méi gravéierend Verhalensopfällegkeeten. Et sinn dës Fäll, déi et fir d'Enseignanten oft schwiereg maachen, fir e gereegelten Unterrecht oprechtzeerhalen.

*(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)*

An dësem Kader begréisse mir ausdrécklech d'Aféierung vun enger zweeter Persoun am Cycle 1, esou wéi se am Regierungsprogramm steet. Ech froe mech awer, ob déi finanziell a personell Ressourcë wäerte kënnen zur Verfügung gestallt ginn, a wollt de Minister duerfir och no senger Aschätzung froen: Wäert den zweeten Intervenant a fënnef Joer kënne fir de Cycle 1 iwwerall am Land generaliséiert ginn? Oder gedenkt Der, anescht ze verfueren?

Mir kënnen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Politick net erstaunt doriwwer sinn, wa mer gesinn, dass d'Schoul d'Problemer vun eiser Gesellschaft reproduzéiert. Wéi e Bildungsfuerscher e Freideg am „Land" zitéiert gouf: „Schule ist inhärent reproduktiv."

D'Schoul ass also e Spigel vun der Gesellschaft. Stress, Individualiséierung, Prekariséierung a sozial Ongläichheeten, dat sinn alles Problemer, déi net einfach sinn, an d'Léisunge sinn et genausou wéineg. Educatiounspolitick eleng gräift do ze kuerz. Sozialpolitick, Logementspolitick an esou weider sinn och wichteg.

Mir wäerten an deenen nächste Joren an der Educatiounspolitick vill iwwer Chancëgerechtegkeet schwätzen, sief et mat Bléck op sproochlech Aspekter, wéi Alphabetiséierungsprozesser, sief et awer och wat déi sozioekonomesch Dimensioun ugeet. Dofir wëlle mir Gréng op eppes hiweisen, wat eis kruzial erschéngt mat Bléck op d'Chancëgerechtegkeet: Et mécht kee Sënn, fir vun der Schoul ze erwaarden, dass si eise sozialen Zesummenhalt an d'Chancëgerechtegkeet stäerkt, wann een an anere Beräicher eng Politick fiert, déi d'Ongläichheete vergréissert a riskéiert, ëmmer méi grouss Deeler vun eiser Gesellschaft an d'Prekaritéit ze drécken.

Ob Elteren Zäit mat hire Kanner kënne verbréngen, fir eng gutt Bindung opzebauen, läit natierlech och un ekonomesche Facteuren. Ob Kanner doheem gutt kënne léieren, hänkt och dovunner of, ob si genuch z'iessen hunn, ob d'Wunneng gehëtzt ass a grouss genuch, dass si sech kënnen zréckzéien a konzentréieren.

Et geet net duer, fir an der Bildungspolitick iwwer pedagogesch Konzepter ze schwätzen, iwwer Alphabetiséierung op Franséisch an iPads an de Klassen. Logement, Renten, Steierpolitick hunn alleguerten eng direkt Inzidenz op d'Situatioun an eise Schoulen, well si betreffe ganz weesentlech d'Liewensëmstänn vun de Kanner an hire Familljen.

Eppes, wat eis an de bestoenden Evaluatioune gefeelt huet, ass eng Analys vun de soziale Konditioune vun de Kanner à besoins spécifiques. Mech hunn zum Beispill d'Zuele vum Centre pour le développement moteur, vum CDM, interpelléiert, wou evident gëtt, dass Kanner aus sozial defavoriséierte Milieue ganz iwwerproportional vu Stéierungen a Réckstänn am Beräich vun der Motorik zum Beispill betraff sinn.

Dat kann een natierlech net verwonnere mat Bléck op déi generell Benodeelegung vun deene Kanner, wéi se zum Beispill an de PISA-Etüden oder och an den Épreuves standardisées hei am Land jo ëmmer nees festgestallt gëtt. Dofir meng Fro: Gëtt et esou Analyse spezifesch fir de Beräich vun der Inklusioun, also wou déi Kanner hierkommen a wéi eng statistesch Lienen et eventuell gëtt tëscht der Hierkonft an de Schwieregkeeten?

Dat ass wuelverstanen net, fir d'Elteren ënner e Pauschalverdacht ze stellen oder hinnen d'Schold zouzeweisen. Fakt ass einfach, dass Kanner ënnert der Situatioun vun hiren Eltere kënne leiden an d'Schoul bei ville Problemer nëmme bedéngt oder ze spéit kann intervenéieren. Ëmsou méi wichteg wier et, fir hei e méi vollstännegt Bild vun deene Kanner ze kréien.

E Beispill gëtt et mengen Informatiounen no a Kanada, wou Eltere vu Kanner mat spezifesche Besoinen och mat identifizéiert ginn a wou ee kuckt, wéi déi familiär Situatioun ass, wéi eng Problemer et eventuell och am familiären Ëmfeld gëtt, a wou een dann och de Familljen an den Elteren – net nëmmen de Kanner, mee och de Familljen an den Elteren – spezifesch Hëllef an Ënnerstëtzung zoukomme léisst. Esou eng méi ganzheetlech Approche, déi och dat ausserschoulescht Ëmfeld a Betruecht hëlt, schéngt eis ganz sënnvoll.

**Une voix** | Très bien!

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), interpellateur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. Bei der Virbereedung vun dëser Interpellatioun ass et fir mech méi wéi kloer ginn, datt d'Fro vun der Inklusioun an de Schoulen eng politesch Prioritéit muss bleiwe fir déi nächst fënnef Joer. Wa mir net dréngend un de bestoende Problemer schaffen, da setze mer domadder d'Akzeptanz fir de System op d'Spill an, vill méi wichteg, d'Akzeptanz fir de Prinzipp vun der Inklusioun.

Als Politikerinnen an als Politiker hu mir eng grouss Responsabilitéit par rapport zu alle Concernéierten: par rapport zu de Kanner an hiren Elteren, par rapport zu den Enseignanten, par rapport zu de Professionellen, déi am Beräich vun der Inklusioun all Dag schaffen.

Den ageschloene Wee ass dee richtegen, dovunner si mir fest iwwerzeegt. Mee mir mussen dëse Wee séier an zilorientéiert weidergoen. Dat bedeit konkreet, dass mir an Zukunft derfir suerge mussen, dass d'Ressourcen, déi mir investéieren, méi effikass, dat heescht, méi no um lokalen Niveau ukommen, dass mer d'Vernetzung vun allen Acteuren a besonnesch vun de Centres de compétences mussen dréngend verbesseren an dass mer am Beräich vun der Informatioun, vun der Sensibilisatioun a vun der Formatioun nach eng Schëpp mussen dropleeën.

An deem Sënn, Här President, deposéieren ech och eng Motioun am Numm vu menger Partei, mat der Ënnerstëtzung vun der LSAP, déi Lénk an de Piraten – wann ech se erëmfannen. Hei ass se. Wannechgelift.

***Motion 1***

*« relative à l'amélioration du dispositif d'inclusion des enfants à besoins spécifiques »*

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– les nombreuses réformes législatives ayant trait à l'inclusion des enfants à besoins spécifiques effectuées depuis 2018 ;*

*– l'augmentation des ressources humaines et financières qui est allée de pair avec lesdites réformes ;*

*– l'importance du bon fonctionnement du dispositif d'inclusion pour son efficacité et son acceptation par tou.te.s les membres de la communauté scolaire ;*

*– les conclusions des deux évaluations du dispositif de prise en charge des élèves à besoins spécifiques, à savoir celle coordonnée par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et celle réalisée par l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire (OEJQS) ;*

*– le « caractère interpellant » des disparités entre le nombre de scolarités spécialisées, interventions spécialisées et autres mesures d'inclusion fournies par les différents Centres de compétences, telles que relevées par l'OEJQS (cf. rapport thématique : « La situation des élèves à besoins spécifiques en inclusion au Luxembourg » par l'OEJQS) ;*

*– l'absence d'une base de données centralisée et complète permettant « une répartition transparente des ressources en accord avec les besoins du terrain » (cf. rapport thématique: « La situation des élèves à besoins spécifiques en inclusion au Luxembourg » par l'OEJQS) ;*

*– que la mise en place d'une telle base de données « ne vise pas à stigmatiser [les enfants à besoins spécifiques], mais bien au contraire à aiguiller et à renforcer les mesures et les stratégies qui leur sont destinées » (cf. rapport thématique : « La situation des élèves à besoins spécifiques en inclusion au Luxembourg » par l'OEJQS) ;*

*– la complexité du dispositif d'inclusion ainsi que le manque d'information sur son fonctionnement auprès d'une partie de la communauté scolaire, tels que relevés dans lesdites évaluations,*

*invite le Gouvernement*

*– à mettre en place une base de données centralisée telle que revendiquée par l'OEJQS pour assurer une répartition transparente et efficace des ressources disponibles dans le cadre du dispositif d'inclusion ;*

*– à effectuer une analyse individuelle pour chaque Centre de compétences en vue d'identifier leurs forces et faiblesses respectives ainsi que les améliorations possibles ;*

*– à élaborer un concept pour l'amélioration de la prise en charge d'enfants dont les besoins spécifiques peuvent concerner différents Centres de compétences ;*

*– à effectuer une étude auprès des enseignant.e.s sur l'efficacité et le suivi des conseils et guidances effectués par les Centres de compétences ;*

*– à informer et à sensibiliser davantage tou.te.s les membres de la communauté scolaire sur le dispositif de prise en charge des enfants à besoins spécifiques.*

*(s.) Meris Sehovic, Francine Closener, Ben Polidori, David Wagner.*

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), interpellateur | Voilà, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech freeë mech op den Debat.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci och dem Här Sehovic.

An éischt agedroe Riednerin ass d'Madamm Nathalie Morgenthaler. Madamm Morgenthaler, Dir hutt d'Wuert.

***Débat***

**Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, merci dem Här Sehovic, dass hien dat wichtegt Theema vun der Schoulinklusioun vu Kanner mat Bedierfnesser duerch dës Interpellatioun op d'Dagesuerdnung setze gelooss huet.

Et gëtt verschidden Texter, dat heescht Konventiounen, deene Lëtzebuerg bäigetrueden ass a sech domat verflicht huet, d'Inklusioun vu Kanner mat Bedierfnesser am Enseignement ëmzesetzen. Den Artikel 24 vun der UN-Behënnerterechtskonventioun, den Artikel 13 vum UN-Sozialpakt, d'Artikelen 28 an 29 vun der UN-Kannerrechtskonventioun souwéi den Artikel 26 vun der Allgemenger Mënscherechtserklärung bekräftegen d'Recht vun alle Mënschen op Bildung.

Ausgeeënd vum Prinzipp vun der Gläichberechtegung an der Netdiskriminéierung an och am Respekt vum Prinzipp vum Intérêt supérieur de l'enfant huet all Mënsch e Recht op en inklusive Bildungssystem op allen Niveauen: vu kleng u bis an d'Héichschoul, an der Beruffsausbildung an an der Erwuessenebildung. A jiddereen huet och e Recht op eng liewenslaang Weiderbildung, ouni wéinst senger Behënnerung oder senge Bedierfnesser ausgeschloss ze ginn.

Implizitt ass domadder gemengt, dass mer verflicht sinn, all déi passend Moossnamen ëmzesetzen, fir dass dës Mënsche sech theoreetesch, praktesch a sozial Kompetenzen uneegne kënnen. D'Zil vun enger inklusiver Bildung soll et sinn, dass jidderee voll a gläichberechtegt un der Bildung soll kënnen deelhuelen, fir herno och eng gläichberechtegt Persoun an der Mëtt vun eiser Gesellschaft ze ginn.

Dëst erreeche mer fir déi Mënschen unhand vun allméiglechen Hëllefstellungen, an do sinn der Fantasie

praktesch – oder besser gesot theoreetesch – keng Grenze gesat. D'UN-Behënnerterechtskonventioun schwätzt beispillsweis dovun, dass déi Länner, déi d'Konventioun ënnerschriwwen a ratifizéiert hunn, sollen d'Léiere vun der Brailleschréft oder alternativ Schréften erliichteren. Dat selwecht gëllt och fir d'Gebäerdesprooch. Niewent dëse Beispiller sinn natierlech och ganz vill anerer denkbar an zum Deel jo och schonn amgaangen, an de Schoulen applizéiert ze ginn.

De Gesetzesentworf 8169, deen hei an der Chamber gestëmmt ginn ass an d'Gesetz vum 30. Juni 2023 ginn ass, huet eng Partie Ännerungen, wat d'Schoulinklusion vu Kanner mat Bedierfnesser ugeet, mat sech bruecht. Zum Zäitpunkt vum Vott gouf et scho vereenzelt Bedenken iwwer verschidde Moossnamen, déi an dësem Gesetz stinn, an am Dezember vum leschte Joer huet den SNE, de Syndicat national des enseignants, vun der CGFP sech zu Wuert gemellt, fir seng Siicht, aus der Praxis um Terrain, matzedeelen.

Virun allem gëtt vusäite vum SNE/CGFP a praktesch allen implizéierte Leit un éischter Stell monéiert, dass et um Terrain ganz einfach u Ressourcë feelt. Loosst eis d'Kand beim Numm nennen: Et feelt u spezialiséiertem Personal, wat direkt mam Kand schafft.

Vill Actricen an Acteure bemängelen, dass d'ESEBen, d'Équipes de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques, ënnerbesat sinn. Et gëtt Personal gebraucht, wat déi ganz Woch an de Schoule mat de betraffene Kanner kéint schaffen. Bei verschiddene Kanner wär och eng Betreiung respektiv eng Assistance en classe wärend der ganzer Schoulwoch néideg, also quasi eng Eent-zu-eent-Betreiung.

De Manktum u Ressourcë gëtt zum Beispill bemierkt, wann d'Personal vun den ESEBen, dat an de Klassen intervenéiert, duerch iergendee Grond, souguer wann déi Dauer méi laang ass, net ersat gëtt. D'Gesetz gesäit leider net vir, dass d'Personal mat deem Statut ersat gëtt. An dësem Fall géif eng kleng Gesetzesännerung de Problem direkt kënne behiewen. Aktuell riskéiert e Kand, eng gewëssen Hëllefstellung, déi et zegutt huet, wärend enger Zäitchen net ze kréien, an d'Léierpersonal muss eleng an der Klass eens ginn.

D'Gesetz vum 30. Juni 2023 huet niewent dem Fondamental dann och d'ESEBen am Secondaire agefouert. Hei plangt d'Regierung, hir Ëmsetzung weiderzedreiwen. Domat sollt och eng besser Kohärenz tëscht der Prise en charge an de Grondschoulen an duerno an de Lycéeë garantéiert ginn. Leider héiert een awer da vum Terrain, dass den Iwwergang vum Cycle 4 an de Secondaire net fléissend genuch wär. Vu dass den Dossier dem Kand gehéiert a wann d'Elteren aus deenen ënnerschiddlechste Grënn dann net wëllen, dass den Dossier automatesch transferéiert gëtt, jo da muss d'Kand deemno wéi erëm eng ganz nei Prozedur an Evaluatioun duerchlafen.

Leider héiert een och heiansdo, dass verschidde Kompetenzzenteren anscheinend net genuch op den Terrain ginn an hir Instruktiounen op Distanz ginn. Dofir gëtt dann och begréisst, dass de Reseau vun de regionalen Antenne vun de Kompetenzzentere soll ausgebaut ginn. Dëst kënnt da gläichzäiteg de Kanner entgéint, déi dann, onofhängeg vun hirem Wunnsëtz, op déi selwecht Offer kënnen zréckgräifen. Wann e puer Kompetenzzenteren an engem eenzegen Dossier implizéiert sinn, da wär et och wichteg fir d'Kand, dass d'Koordinatioun tëschent den Zenteren optimiséiert gëtt. Et muss een och erwänen, dass déi lokal Ekippe vun de Kompetenzzenteren an de Schoulgebaier solle verstäerkt ginn.

Gläichzäiteg gëtt gefuerdert, dass de Fonctionnement vun de Kompetenzzentere kritesch analyséiert sollt ginn, fir dass an Zukunft d'Ressourcen aus de Kompetenzzenteren esou agesat ginn, dass si och beim Kand ukommen an net an engem administrative Waasserkapp ënnerginn. Dës Kritick ass dann och vun anere Parteien, ënner anerem menger eegener, gedeelt ginn. D'Martine Hansen hat beim Vott vum Gesetzesprojet 8169 wuertwiertlech gesot: „Als CSV wëlle mer gäre séier Hëllef um Terrain, pragmatesch Léisungen an net nei Servicer." Domat war virun allem de Service national de l'éducation inclusive gemengt, awer natierlech net nëmmen.

Am Kontext vun der Regionaliséierung sollt een op alle Fall begréissen, dass och den ONE, den Office national de l'enfance, weider lokal Antenne kritt. Sou kënnen d'Kanner ganz am Sënn vum Kannerschutzgesetz vum ONE encadréiert ginn an et gi manner Signalementer beim Parquet gemellt. De Kompetenzaustausch tëscht dem Personal kann duerch déi verklengert Distanzen natierlech och verbessert ginn.

Vun alle Säite kënnt d'Fuerderung, dass d'Kand am Mëttelpunkt muss stoen an net d'Prozedur. D'Hëllefe musse kënne mat engem Minimum u Formalismus, also mat minimalem administrativen Opwand, ugefrot ginn. D'Prozedure sollen och gestrafft ginn, dat heescht vereinfacht a beschleunegt. Natierlech ass d'Grenz dobäi tëschent enger gewëssener administrativer Vereinfachung an op där anerer Säit dem Wonsch, dem Kand seng Situatioun méiglechst genee ze dokumentéieren an ze evaluéieren, och net evident ze zéien.

Am Gesetz si véier Schoulwoche virgesinn, fir e Bilan vum Kand ze zéien. Dëse Passus gëtt natierlech um Terrain ganz ënnerschiddlech ausgeluecht. Et schéngt illusoresch ze sinn, ze mengen, dass een an esou kuerzer Zäit e kompletten Checkup vun enger Persoun kéint maachen. Dat kann der Komplexitéit vun der Situatioun vum Kand geschëlt sinn, well säi kierperlechen a mentalen Zoustand a seng ganz Virgeschicht och a Betruecht muss geholl ginn. Et kann awer och zousätzlech doru leien, alt erëm, dass et e Mangel u qualifizéiertem Personal gëtt, wat fir den Diagnostic zoustänneg ass. Op alle Fall sollt d'Prozedur innerhalb vun där Zäitspann vu véier Schoulwochen op d'mannst ugefaange ginn, soudass jidder implizéiert Persoun weess, dass un eppes geschafft gëtt a sech eppes an déi Richtung deet.

Eng aner Fuerderung, déi vu ville Säite kënnt, ass, dass all Schoul mindestens een I-EBS, en Instituteur spécialisé dans l'encadrement et la prise en charge des élèves à besoins spécifiques, sollt kréien, wat jo och vusäite vun der Regierung geplangt ass. Dës Fra oder dëse Mann soll da wärend de Schoulstonnen an de Schoulgebaier uwiesend sinn.

D'Gesetz vum 30. Juni 2023 féiert dann och den neie Poste vum A-EBS, dem Assistant pour élèves à besoins éducatifs spécifiques, an de Grondschoulen an. Dësen Assistent, deen natierlech och eng Assistentin ka sinn, soll d'I-EBSe bei einfachen Alldagsaufgaben ënnerstëtzen. Dësen neie Poste vum A-EBS ass dann awer net an de Kompetenzzenteren agefouert ginn. Ass et esou, dass déi do net gebraucht ginn, well de Personalschlëssel an deenen Institutioune méi héich ass?

Bei de Classes de cohabitation am Secondaire ginn d'Meenungen zum Deel e bëssen auserneen. Verschidde Leit fannen, dass dëse System gutt klappt, a begréissen, dass déi och regional verdeelt sinn, wat de Kanner natierlech dacks e laangen Trajet erspuert – op dësem leschte Punkt si mer eis jo all eens –, mee anerer empfannen dës Léisung trotzdeem e bësse wéi e Mikrokosmos respektiv eng Parallellwelt innerhalb vum reguläre Schoulsystem. D'Realitéit léisst vläicht heiansdo keng aner Léisung zou, mee et sollt een onbedéngt oppassen, dass do net Profiller matenee kollidéieren, déi fir deen een oder anere kontraproduktiv kéinte sinn.

Wat d'Schoulinfrastrukturen ugeet, esou kann ee sech berechtegterweis d'Fro stellen, wéi vill Grondschoulen iwwerhaapt schonn zougänglech sinn. Vu dass déi Gebaier ënnert der Responsabilitéit vun de Gemenge stinn, huet de Ministère do manner eng Handhab drop wéi bei de Lycéeë beispillsweis. Vläicht wär do eng gréisser finanziell Ënnerstëtzung vusäite vum Staat denkbar, zemools wa vun de Gemengen erwënscht gëtt, nei Raim oder nei Methoden unzewenden, wéi zum Beispill e Snoozleraum, e Psychomotorikraum oder en AirTramp.

Et ass natierlech ze begréissen, dass de Regierungsprogramm virgesäit, dass all Kand och en Zougang zur nonformaler Bildung soll kréien. Hei kënne pro Fall Stonnen ugefrot ginn, déi an der Reegel jo och accordéiert ginn. Et besteet och d'Méiglechkeet, Personal, wat keng Vollzäittâche an engem SEA huet, als A-EBS an enger Schoul anzesetzen. Wat all Gemengepolitiker a -politikerin dierft freeën, dat ass, dass dës Regierung déi finanziell Ënnerstëtzung am nonformale Beräich wëll upassen. Dat ass och batter néideg, well d'Gemengen hei un hir finanziell Grenze stoussen, souwuel infrastrukturell wéi personaltechnesch.

Wou de Problem e bësse méi oniwwersiichtlech gëtt, dat ass bei private Crèchen. Och wa si déi selwecht Autorisatioune brauche wéi Gemengecrèchen, sou ass d'Disparitéit vun de Servicer do awer zimmlech grouss. Et huet een op alle Fall keng Garantie, dass engem säi Kand senge Bedierfnesser entspriechend kann encadréiert ginn.

All Kompetenzzenter huet säin eegene Centre de documentation, deen immens wäertvoll ass, fir Bonnepratiquen ze sammelen an en internen, awer och en externe Wëssenstransfert aus dem jeeweilege Beräich ze maachen. Hei sëtzen Expertinnen an Experten, déi och Formatiounen a Coaching kënnen ubidden, besonnesch um IFEN, awer natierlech och op d'Mooss. Eng intensiv Betreiung vun engem Kand brauch eng gutt Informatioun a Formatioun. Et ass wichteg, dass jiddereen iwwert d'inklusiv Bildung opgekläert gëtt.

Et gëtt d'Feststellung gemaach, dass zumindest am Cycle 1 an 2 probéiert gëtt, e Kand ze inkludéieren. Eng gewëssen Unzuel vu Fäll gëtt eréischt ab dem Cycle 3 an e Kompetenzzenter reorientéiert. Vläicht gëtt bis dohinner och nach eng Scolarité mixte ausprobéiert. Firwat ass dat esou?

Heiansdo ass bei engem Klengkand e gewëssenen Diagnostic nach net méiglech respektiv et ass nach ze frëi, fir mëttel- bis laangfristeg Schlussfollgerunge kënnen ze zéien. Heiansdo sinn d'Elteren awer och an engem Deni, dat heescht, si kënnen net gleewen, dass d'Reegelschoul fir hiert Kand vläicht net dat Bescht kéint sinn.

Bei der Orientéierung vum Kand muss dofir onbedéngt d'Elterenaarbecht intensivéiert ginn, respektiv wann ee Verschiddener héiert, geet et éischter drëms, dass eng neutral Persoun verschidde Saachen erkläert. Och wann d'ESEBen an d'Uspriechpartner a -partnerinne vun de Schouldirektiounen e reegelméissegen a strukturéierten Dialog mat den Elteren hunn, sou gi si awer munchmol vun den Elteren als befaangen empfonnt, esou wéi wa si nëmmen d'Interessie vum Ministère géife vertrieden an net d'Wuel vum Kand.

D'Berodung vun den Eltere muss dohier heiansdo verstäerkt ginn. D'Eltere musse berouegt ginn an iwwert d'Vir- an Nodeeler vun där enger oder där

anerer Propos opgekläert ginn. Fir verschidden Eltere sinn d'Prozeduren awer net bekannt genuch. Si bemängelen e Manktum un Informatiounen. Virun allem fir Leit, déi de System net esou kennen, wär eng Vulgarisatioun vun all méigleche Pisten eng wäertvoll Hëllef. Dat selwecht gëllt fir Leit, déi aus dem Ausland bei se eraplënneren. Aner Sproochen a Kulturen zéien heiansdo onnéideg Frustratioune mat sech.

Jee no Regionaldirektioun schéngt d'Hëllefstellung och ënnerschiddlech auszefalen, wat jo net onbedéngt gerecht ass. Sou kéint dann eng gewëssen Autonomie a Selbstinitiativ vun den Elteren och behëlleflech sinn.

Een interessante Punkt ass dee vum Werdegang virun der Scolarisatioun. Déi Elteren, déi schonn déi néideg Informatiounen am Virfeld hunn, kënne virum Ufank vum Schouljoer mam Diagnostic ufänken a sinn am beschte Fall scho fir d'Rentrée prett, wougéint bei Kanner, deenen hiert Ëmfeld manner gutt informéiert ass, duerch e Manktum un Informatioune wäertvoll Zäit verluer geet.

Heiansdo gëtt e Manktum un Transparenz beklot, well et net ëmmer nozevollzéien ass, wou verschidde Stonnen agesat ginn. Déi Diskussioun leeft och um Niveau vun de multidisziplinären Ekippe mat zum Beispill dem educative Personal, de Psychologen a Psychologinnen, den Assistants sociaux an Assistante-sociallen. Wou affektéiert een déi am beschten? Direkt an de Schoulen oder solle se bei der Schouldirektioun bleiwen?

Jee nodeem, wien een do freet, kritt een ënnerschiddlech Äntwerten. Déi zweet Variant bei enger Direktioun gëtt enger ganzer Regioun vläicht eng gewësse Flexibilitéit, déi soss net gi wär, wann d'Personal un engem bestëmmte Gebai affektéiert wär, an deem d'Spezialisatioun vun deem Personal a vläicht zu deem Moment net gebraucht gëtt.

Wéi steet et mat de Centres socio-thérapeutiques? Ass dësen zum Deel leschten Auswee erfollegräich, och wann e per se net inklusiv méi ka sinn? Ass do eng Evaluatioun geplangt?

Zwëschent 2017 an 2021 si jiddefalls grouss Beméiungen ënnerholl ginn, fir zousätzlecht Personal anzestellen: Iwwer 700 Poste sinn op sämtlechen Niveaue geschafe ginn. Mee dat geet awer leider nach ëmmer net duer, well gläichzäiteg d'Unzuel vun den Dossieren, déi an d'CNI, d'Commissioun nationale d'inclusion, kommen, sech am selwechten Zäitraum méi wéi verduebelt huet. Och d'Zuel vun den ambulanten Interventiounen ass geklommen, wärend d'Zuel vun de Kanner, déi an de Kompetenzzenter geschéckt ginn, réckleefeg ass.

Op alle Fall wär et wichteg, wa sämtlech Beruffer, déi mam Kand zesummeschaffen, iwwert déi Haaptléierpersounen an dem I-EBS eraus, eng verstäerkten Unerkennung géife kréien. Et mussen och méi Leit mat deene gebrauchte Profiller ausgebilt ginn. Eng gutt Formatioun vun allen Actricen an Acteuren ass hei primordial fir d'Wuel vum Kand. Also ee Grond méi, fir d'Ausbildung an de Rekrutement vun héich qualifizéiertem Personal prioritär unzegoen. Et gëtt Leit, déi stelle sech d'Fro, ob eis Sproochekrittäre vläicht bei der Auswiel vum Personal heiansdo ze streng sinn. D'Géigefro ass dann: Wär eng Oplockerung nach am Sënn vum Kand?

Allgemeng muss ee bei der Orientéierung soen, dass et wichteg wär, dass d'Leit, sprécht d'Elteren an d'Kanner, genee iwwert d'Entwécklung vun hirem Kand opgekläert ginn. Sou wéi d'Bilane momentan opgebaut sinn, gëtt dacks d'Gefill vermëttelt – op d'mannst kënnt et esou bei deene Betraffenen eriwwer –, wéi wann alles an der Rei wär an dass nëmme positiv Entwécklunge festzestelle wären. A wann dann zum Schluss vum Cycle oder engem oder méi Schouljoren de Verdikt kënnt, da falen der vill aus de Wolleken, wat jo och verständlech ass. Dofir wär et net falsch, wann am neie Plan d'études och un dëse Sujet geduecht géif ginn.

Wann ee mat de Leit um Terrain schwätzt, spiert een dach eng gewësse Middegkeet a Saturatioun ënnert dem Personal. D'Ofwiesslung, déi den Job eigentlech interessant mécht, kann een awer och gläichzäiteg immens schlauchen. Sou kënnt et dann och emol vir, dass eng Persoun sech reegelrecht e Joer Auszäit freet, fir sech kënnen ze ressourcéieren.

Och d'Eltere kommen un hir Limitten. Et ass net ëmmer evident, fir den Intérêt supérieur vu sengem eegene Kand ze verstoen. Eng gutt Kommunikatioun ass hei primordial, mee déi ass dacks verluer gaangen an d'Diskussioun gëtt dann immens emotional gefouert. D'Elteren, an d'Léierpersonal natierlech och, wëllen ëmmer dat Bescht fir e Kand. Ass dat elo d'Reegelschoul oder ass dat de Kompetenzzenter? All Fall muss wéi en Eenzelfall gekuckt ginn an dat mécht d'Verstoe vun enger Decisioun heiansdo grad méi schwéier.

Bei de Kanner mat Bedierfnesser gëtt et der och ëmmer méi mat Verhalensopfällegkeeten. Déi aner Kanner an der Klass däerfen net de Präis derfir bezuelen, dass et zum Beispill Erzéiungsmängel gëtt. Leider gëtt et awer och Elteren, déi mol guer net bei de Bilansgespréicher optauchen. Da gëtt et natierlech och schwéier, fir Verbesserungsvirschléi mat op de Wee ze ginn. D'Fro däerf gestallt ginn, wéi eng Roll d'Elteren iwwerhaapt nach an der Erzéiung sollen, kënne respektiv misste spillen. Do gëtt et bei verschiddene Fäll eng Verlagerung vun der Verantwortung, vläicht ganz einfach och aus Iwwerfuerderung. De Regierungsprogramm gesäit spezifesch Moossname fir Kanner aus vulnerabele Familljesituatioune vir. Hei stellt sech d'Fro, wéi séier déi ëmsetzbar sinn.

D'Inklusioun riskéiert bei problematesche Fäll leider, an e schlecht Liicht ze geroden. D'Konzept vun der Inklusioun däerf op kee Fall a Fro gestallt ginn, well der e puer aus der Rei danzen.

Eng richteg Inklusioun kann nëmme geléngen, wann all Kand déi adequat Betreiung kritt, déi senge Bedierfnesser entsprécht. D'Inklusioun kann awer hir Limitten erreechen, wann déi aner Schülerinnen a Schüler, an doduerch d'Elteren dann och indirekt mat, an d'Léierpersonal ufänken, drënner ze leiden. Jiddereen, dat heescht souwuel d'Kanner ouni an d'Kanner mat Bedierfnesser, verdéngen d'Chance op eng Bildung, wou se adequat gefërdert ginn a keen däerf wéinst deem aneren op der Streck bleiwen. Dofir ass et eis Flicht, derfir ze suergen, dass de Bien-être an domat virun allem dat mentaalt Wuelbefanne fir jidderee garantéiert ass.

Am Regierungsprogramm steet och kloer dran, dass d'Ëmsetzung iwwert d'Wuelbefanne vun de Schoulkanner an der inklusiver Bildung evaluéiert a gegeebenefalls ugepasst gëtt. De Minister kann eis hei vläicht seng Zäitschinn dozou verroden.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci Iech och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Barbara Agostino** (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi et geheescht huet, ech misst elo meng éischt Ried an dësem Mandat preparéieren, hunn ech mech gefrot, ob ech dann och en Enfant à besoins spécifiques war. An d'Äntwert ass: Jo. An den 90er-Jore goufen d'Kanner, déi anescht waren oder net esou wäit waren an der sproochlecher Entwécklung, freides mëttes virun d'Tëlee gesat, a wärenddeems déi aner Kanner dobausse konnte spillen, hu mir missen d'„Sendung mit der Maus" kucken.

Wat sinn ech frou, datt villes geschitt ass säitdeem an d'Kanner net just virun d'„Sendung mit der Maus" gesat ginn, fir eng Sprooch ze léieren a fir sech Grondwëssen unzëeegnen.

Inklusioun bedeit, datt all Mënsch, egal wéi en ausgesäit, wéi eng Sprooch e schwätzt oder mat wéi enger Behënnerung e lieft, un all Aspekter vun eisem gesellschaftleche Liewe gläichermoossen deelhuele kann an an de Genoss vun de selwechte Rechter kënnt. De System passt sech also un de Mënsch un an net d'Mënsche sech un de System.

Fir d'DP huet d'Inklusioun vun Ufank un zu enger absolutter politescher Prioritéit gehéiert. An dat hu mir an deene leschten zwou Legislaturperioden och ënner Beweis gestallt. Ënnert der Féierung vun der DP gouf d'Bestietnes fir Homosexueller erlaabt, déi däitsch Gebäerdesprooch gouf unerkannt an de Gebrauch vu Leichter Sprache ausgebaut. Net ze vergiessen och d'Accessibilitéitsgesetz, dat ënnert der deemoleger DP-Ministesch Corinne Cahen ausgeschafft an hei an der Chamber gestëmmt gouf.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Barbara Agostino** (DP) | Dëst Gesetz wäert zur gréisstméiglecher Barrierefräiheet am ëffentleche Raum hei am Land bäidroen an esou d'Inklusioun vu Mënsche mat Behënnerunge virundreiwen: méi breet Dieren, Rampen, automatesch Dieréffner, Markéierunge fir blann Mënschen an nach villes méi. An Zukunft wäerten nei Gebaier nom Prinzipp „Design for all" gebaut ginn. Ma och bestoend Gebaier wäerten, esoulaang et net ze exigent a machbar ass, adaptéiert ginn.

D'Accessibilitéitsgesetz ass selbstverständlech och fir Schoulgebaier applikabel. An domadder kommen ech och op de Sujet vum haitegen Debat ze schwätzen: d'Inklusioun vu Kanner mat spezifesche Besoinen an eisem Schoulsystem. Ënnert dem Minister Claude Meisch gëtt d'Inklusioun an der Schoul zanter Jore kontinuéierlech a konsequent matgeduecht. An dat ass keen einfacht Ënnerfaangen, well eng ganz Bandbreet vu spezifesche Besoinen existéieren, déi de schouleschen Alldag vun de Kanner ganz ënnerschiddlech beaflossen. Dës kënne motorescher, sproochlecher, visueller, auditiver, intellektueller oder och sozioemotionaler Natur sinn. An och Schüler mat besonnescher Begabung hu spezifesch Besoinen, déi erfëllt musse ginn, fir hiert ganzt Potenzial auszeschëpfen.

Kanner mat Handicap krute mam Gesetz vun 1973 d'Recht, a spezifesch fir si konzipéierte Schoule scolariséiert ze ginn. Eréischt 1994 gouf hinnen och d'Recht zougesprach, a sougenannte „reguläre" Schoulklassen ageschoult ze ginn. E wichtege Schratt, mee et geet net aleng duer, an enger regulärer Klass ze sëtzen. Et muss ee gläichzäiteg derfir suergen, dass hir spezifesch Besoine beim Léiere berécksiichtegt ginn an un de Bildungssystem ugepasst ginn. 2017 an 2018 gouf eng fundamental Reform vun der schouleschen Inklusioun ëmgesat, déi dorobber ausgeriicht war, d'Kanner derbäi ze ënnerstëtzen, hir Fäegkeeten optimal ze notzen an ze entwéckelen. En Encadrement duerch d'Experten an dësem Domän ass dofir onëmgänglech.

D'Inklusioun an de reguläre Schoulsysteem ass dobäi ni eng Obligatioun, mee et gëtt proposéiert,

wann et fir déi individuell Situatioun vum Kand am Beräich vum Méigleche läit an och dem Wonsch vun de Kanner an hiren Elteren entsprécht. D'Kanner hunn d'Méiglechkeet, Vollzäit an eng regulär Schoul ze goen oder an eng spezialiséiert Klass oder en alternance souwuel an eng regulär Schoul wéi an eng spezialiséiert Klass ze goen.

Här President, op nationalem Niveau goufe mat der Reform vun der Inklusioun an der Schoul aacht Kompetenzzentere geschaf. Fënnef dovunner baséieren op scho virdru bestoende Strukturen, wéi zum Beispill de Centre pour le développement intellectuel, déi déi viregt Centres d'éducation différenciée integréiert hunn. Dräi Kompetenzzentere goufe komplett nei geschaf: de Centre pour le développement socio-émotionnel, de Centre pour le développement des apprentissages an de Centre du suivi des enfants et jeunes intellectuellement précoces.

Mat der Schafung vun dësen dräi leschtgenannte Kompetenzzenteren huet Lëtzebuerg eng Lacune bei der Prise en charge vu Kanner mat spezifesche Besoine behuewen. D'Kanner goufe virdrun oft an d'Ausland geschéckt, wou et déi néideg Strukture scho gouf. Dat huet de Kontakt mat de Kanner an och d'Reintegration an d'Schoul zu Lëtzebuerg, wa si zréckkommen, natierlech erschwéiert. Elo kënnen déi Offere besser openeen ofgestëmmt ginn.

D'Kompetenzzentere bidden ënner anerem e spezialiséierten Diagnostic, fir déi spezifesch Besoine vun engem Kand ze identifizéieren an doropshin adaptéiert Mesüren unzebidden. Si beroden a begleeden d'Schüler, d'Elteren an d'Schoulpersonal a komplettéieren dee reguläre Schoulunterrecht mat spezifesche Léieratelieren.

Nieft dëse Kompetenzzentere goufe mat der Reform vun 2017/2018 och eng Agence de transition à la vie active an d'Commission nationale d'inclusion gegrënnt. D'Agence ënnerstëtzt op méi eng individualiséiert Manéier Jonker mat spezifesche Besoine fir d'Zäit no der Schoul, wärend d'Commission nationale d'inclusion responsabel ass, fir d'Demanden no engem Diagnostic un déi kompetent Kompetenzzentere weiderzeleeden, déi dësen dann duerchféieren. An d'Kommissioun suergt derfir, datt all Kand eng spezialiséiert Prise en charge erhält an datt déi schoulesch Partner d'Prozedure respektéieren.

Här President, d'Kompetenzzenteren, d'Agence de transition à la vie active an d'Commission nationale d'inclusion agéieren op nationalem Niveau. Ma och op regionalem an op lokalem Niveau gëtt et Dispositiffen, déi d'Inklusioun vu Kanner mat spezifesche Besoine begleeden. Op regionalem Niveau agéiere sougenannt „équipes de soutien", déi aus multidisziplinären Experte bestinn. Dës Ekippe reagéieren a Krisesituatiounen a féieren e generellen Diagnostic bei engem Kand duerch. Doropshi proposéiere si den Elteren an deem zoustännege Schoulpersonal, wéi eng Mesüre fir den Encadrement ëmgesat solle ginn, ob si selwer d'Prise en charge vum Kand iwwerhuelen oder ob eng spezialiséiert Institutioun implizéiert soll ginn.

Zousätzlech huet all Direktioun am Fondamental eng Commission d'inclusion. Dës Kommissiounen definéieren e Plang op Demande vun den Elteren, vum Schoulpersonal oder engem Representant vun enger Maison relais fir eng individualiséiert Prise en charge vun engem Kand mat spezifesche Besoinen. Dëse Plang gëtt all Joer evaluéiert a wann néideg adaptéiert.

Zanter engem neie Gesetz vun 2023 gëtt och fir all Kand eng Referenzpersoun designéiert, déi d'Kollaboratioun tëschent de concernéierten Acteure bei der Prise en charge am A behält. Ech komme spéider nach eng Kéier drop ze schwätzen.

Am Kader vum individuelle Plang ka virgesi ginn, datt d'Ënnerriichten an der Klass ugepasst gëtt, datt e Member an enger Équipe de soutien wärend enger gewëssener Period an der Klass assistéiert oder datt de Schüler fir bestëmmte Matièren temporaire an enger anerer Klass ënnerriicht gëtt. Dëst just, fir e puer Beispiller ze nennen.

Op lokalem Niveau ginn d'Schoulmeeschteren an d'Joffere vun Instituteurs spécialisés oder I-EBSen ënnerstëtzt, wa fir e Kand en adaptéierte Schoulprogramm ëmgesat muss ginn. Dat ass zum Beispill de Fall, wann e Schüler déi an engem Schouljoer virgesinne Kompetenzen no zwee Joer nach ëmmer net erreecht huet.

D'Prise en charge vu Kanner am Fondamental a Jonken am Secondaire baséiert zum gréissten Deel op de selwechte Mesüren. Ervirhiewe léisst sech fir de Secondaire nach den Appui scolaire, wou individuell oder a klenge Gruppen d'Schoulmatière verdéift ka ginn, oder nach déi partiell oder komplett Reorientatioun vun engem Schüler op en aneren Ausbildungswee oder op spezialiséiert Klassen, wou sech de Bildungsinhalt an de Léierrhythmus besser op d'Besoine vum Schüler upasse loossen.

Här President, et existéiert nach eng ganz Panoplie u weideren Dispositiffen, déi d'Kanner mat spezifesche Besoine souwéi hir Elteren an d'Schoulpersonal bei der Inklusioun an de reguläre Schoulsystem ënnerstëtzen. Do wier zum engen d'Commission des aménagements raisonnables. Ech war virdru kuerz op d'Accessibilitéitsgesetz agaangen, dat an der leschter Legislatur gestëmmt gouf, an op d'Barriärfräiheet am ëffentleche Raum. An dozou gehéieren och d'Schoulen. Och an dësem Gesetz ass vun Aménagements raisonnables rieds, mee domadder ass gemengt, datt eng Persoun mat besonnesch schwéierem oder spezifeschem Handicap eng Demande stelle kann, fir Upassungen un engem Gebai virhuelen ze loossen, fir den Accès ze erméiglechen, sous condition natierlech, datt den Amenagement net ze exigent ass, machbar ass, sief et finanziell oder wat d'Ëmsetzung ugeet.

Mat „Aménagements raisonnables" am Schoulkontext mengen ech e bëssen eppes anescht. Hei geet et virop drëms, de Kanner am Secondaire oder am Fondamental, déi am Fong dem reguläre Schoulprogramm nokommen, mee wéinst enger Deficience oder Krankheet mat besonneschen Hindernisser wärend Prüfunge konfrontéiert sinn, esou entgéintzekommen, datt si all hir Kompetenzen ënner Beweis stelle kënnen.

Méiglech Hëllefsstellunge kënnen zum Beispill sinn, engem Jonke méi Zäit fir eng Prüfung ze ginn, d'Presentatioun vun de Questionnairen ze adaptéieren oder och eng Lupp zur Hëllef dierfen ze huelen. Wéi eng Hëllefe bereetgestallt ginn, gëtt no individueller Aschätzung vum Schüler decidéiert.

Zum anere besteet d'Méiglechkeet vun der Begleedung am Schoultransport am Fall, wou e Kand ënner enger Krankheet leit, déi eng séier medezinnesch Hëllefstellung kann néideg maachen, oder wann e Kand en eeschthafte Risiko duerstellt, sech selwer oder anerer ze blesséieren. De Schoulwee gouf bei der Inklusiounsstrategie vun der Regierung net vergiess.

Net ze vergiessen ass och d'Alphabetiséierung op Franséisch. D'Méisproochegkeet an eisem Land ass fir de Gros vun de Kanner eng Erausfuerderung an der Schoul. Am Fondamental ass aktuell Däitsch d'Ausgangssprooch, wärend Franséisch spéider derbäikënnt. Mee munch Kanner hu vill méi grouss Schwieregkeeten am Däitschen an doduerjer och Verständnisproblemer an anere Fächer – bei mir och. Aus dësem Grond huet den Educatiounsminister Claude Meisch 2022 e Pilotprojet lancéiert, deen a véier verschiddene Schoulen d'Alphabetiséierung op Franséisch test an esou d'Diversifikatioun vun der Schouloffer ausbaut.

D'Alphabetiséierung op Franséisch ass keng Obligatioun, mee e Choix a soll virop derzou bäidroen, Inegalitéiten ze bekämpfen an de Schüler besser Chancen ze ginn, d'Schoul mat all hire Moyenen ze packen. De Pilotprojet gëtt vun der Uni Lëtzebuerg wëssenschaftlech begleet an 2024, also dëst Joer, sollen éischt Resultater veréffentlecht ginn, mat engem verdéifte Bilan 2026. Ofhängeg dovunner, wéi den Tëschebilan ausfale wäert, ass geplangt, d'Alphabetiséierung op Franséisch ab der Rentrée 2026/2027 ze generaliséieren.

Innerhalb vun de Lycéeë kënnen d'Schüler zousätzlech op d'Hëllefe vum SePAS a vum Service socio-éducatif zréckgräifen. Wärend de SePAS éischter fir déi psychologesch Betreiung vun de Schüler zoustänneg ass, begleet den SSE déi Jonk bei hirem schoulesche Parcours a schafft an deem Kader och mat den Elteren, den Enseignanten, den Équipes de soutien an dem SePAS zesummen. D'Evitéiere vum Décrochage scolaire gehéiert zum Beispill och zu den Aufgabe vum SSE a betrëfft och Kanner mat spezifesche Besoinen.

Här President, 2022 gouf eng Evaluatioun vun der Reform vun der Inklusioun am Schoulsystem vun 2017 an 2018 duerchgefouert, dat souwuel fir de Fondamental wéi och fir de Secondaire. D'Dispositiffen, déi zum Zäitpunkt vun der Evaluatioun en place waren, goufen ënnert d'Lupp geholl a méiglech Verbesserungsvirschléi analyséiert. Zanter der Reform huet den Educatiounsministère 700 nei Poste fir d'Prise en charge vu Kanner mat spezifesche Besoine geschaf an esou seng Personalressourcë verduebelt. Och déi ambulant Prise en charge konnt an d'Luucht gesat ginn, wärend d'Aschoulungen an de Kompetenzzenteren erofgaange sinn.

Grondsätzlech kënnt d'Evaluatioun zum Schluss, datt déi nei Dispositiffe vun der inklusiver Prise en charge gutt vum Terrain opgeholl goufen. Mee näischt ass perfekt an aus Erfarungswäerter kann een ëmmer bäiléieren. Dowéinst ginn am Rapport sechs Verbesserungsachsen ervirgehuewen, mat de jeeweilege Mesüren, déi den Educatiounsministère konsequent ergraff huet.

Ech wäert net op all d'Punkten agoen, déi am Rapport opgelëscht goufen, mee mech just op e puer besonnesch pertinent Beispiller beschränken. De Rapport geet dorobber an, datt de Prinzipp vun der inklusiver Bildung nach méi bekannt misst ginn. Ënner anerem sollen d'Enseignanten iwwert dës Thematik besser forméiert ginn. Doropshi gouf en neie Master fir inklusiv Bildung ausgeschafft, deen ab der Rentrée 2025 op der Uni zougänglech wäert sinn. Ausserdeem wäerten och den IFEN an d'Kompetenzzentere Weiderbildunge fir d'Schoulpersonal ubidden.

Bei de Prozeduren an den Delaien ass gewéinlech ëmmer Sputt no uewen. Och hei geet et virop drëms, déi administrativ Prozeduren ze vereinfachen, besonnesch wann et ëm d'Prise en charge duerch e Kompetenzzenter geet. An deem Kontext misst och den Delai fir de spezialiséierten Diagnostic reduzéiert ginn. Wärend der Period vun Ufank 2019 bis Enn 2020 huet et an der Moyenne 203 Deeg gebraucht, fir d'Decisioun vun enger Prise en charge duerch e Kompetenzzenter ze huelen. De spezialiséierten Diagnostic huet wärend de Schoulzäiten 115 Deeg an Usproch geholl a

wärend de Vakanze 50 Deeg. 2023 gouf en neit Gesetz gestëmmt, dat ënner anerem als Zil hat, d'Prozeduren ze vereinfachen an ze harmoniséieren. Ech wäert op dëst Gesetz geschwënn nach agoen an doweinst spéider op de Punkt vun de Prozeduren nees ze schwätze kommen.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zesummenaarbecht an d'Koordinatioun tëschent de Kompetenzzentere gouf am Rapport ernimmt, zum Beispill wat de Choix vun engem oder méi Kompetenzzentere betrëfft, wann e Kand ënner e puer verschiddene Stéierunge leit. De Ministère ass doweinst op de Wee gaangen, Austauschplattformen ze schafen an thematesch Aarbechtsgruppe souwéi Synergien tëschent de Centres de compétences ze entwéckelen. Ma net nëmmen d'Kompetenzzenteren, mee all d'Acteure vun der Schoulbildung musse besser mateneen am Austausch stoen. Hei sinn interaktiv Plattformen en Deel vun der Léisung souwéi Echangen op nationalem Niveau, fir all déi verschidden Acteure méi enk zesummenzebréngen.

D'Evaluatioun identifizéiert och e puer Hürden, deene Kanner mat spezifesche Besoinen am Schoulalldag begéine kënnen. Op d'Méisproochegkeet an de Schoultransport war ech a menger Ried schonn agaangen an datt d'Alphabetiséierung op Franséisch an eng Begleedung wärend dem Schoultransport als Léisung ëmgesat goufen. Weider Hürden, déi identifizéiert goufen, sinn zum Beispill verfälscht Testresultater, wa Kanner sech net an hirer Mammesprooch ausdrécke kënnen, den Décrochage scolaire oder d'Onméiglechkeet fir d'Kanner, weider um Unterrecht deelzehuelen, wa se fir eng länger Zäit am Spidol musse sinn.

Doweinst gouf d'Offer un internationale Schoulen am Land ausgebaut, d'Schoulflicht bis 18 Joer agefouert an d'Schouloffer am Spidol entwéckelt. Zanter 2021 gëtt et eng richteg Schoulstruktur, déi iwwer en Appui scolaire erausgeet, an der Jugendpsychiatrie um Kierchbierg, wou bis zu 50 Schüler gläichzäiteg empfaange kënne ginn. Dat bréngt dëse Kanner net nëmmen eng gréisser Normalitéit an Ofwiesslung an hire Spidolalldag, mee suergt do och fir eng Kontinuitéit vun hirer Schoulausbildung.

Zu gudder Lescht proposéiert de Rapport nach Verbesserunge beim Accès zur nonformaler Bildung souwéi zum Musekunterrecht. Als Mesüren huet de Ministère eng Formatioun an Inklusioun fir d'Personal an nonformale Bildungsstrukturen en place gesat souwéi kollaborativ Projeten tëschent Museksschoulen an de Kompetenzzenteren.

Här President, ech hat et schonn erwäänt, datt d'lescht Joer e Gesetz gestëmmt gouf, dat de Konklusioune vun der Evaluatioun vun der schoulescher Inklusioun Rechnung dréit. D'Gesetz gouf an Zesummenaarbecht mat de Kompetenzzenteren, de Gewerkschafte CGFP an OGBL an der nationaler Elterevertriedung ausgeschafft. Dëst neit Gesetz zum Wuelbefannen an zur Inklusioun féiert eng Rei Neierungen an.

Déi wichtegst dorënner ass d'Definitioun vun engem maximalen Delai fir d'Erstelle vun engem Diagnostic. Bei der Evaluatioun vun der schoulescher Inklusioun gouf jo dorobber higewisen, datt en Diagnostic ze laang dauert. Vun der Demande bis zur Prise en charge vun engem Kand mat spezifesche Besoine vergi gären zéng Méint. D'Gesetz leet en Delai vu véier Woche fir en éischten Diagnostic am Fondamental an am Secondaire fest an en Delai vun dräi Méint fir en Diagnostic an engem Kompetenzzenter. Soubal dësen éischten Diagnostic erstallt ass, kann d'Kand dann en charge geholl ginn. E méi detailléierten Diagnostic kann nodréiglech ëmmer nach erstallt ginn. Wichteg ass, datt d'Kanner mat spezifesche Besoinen esou séier wéi méiglech déi Ënnerstëtzung kréien, déi si dann och brauchen.

Och d'Eltere kréie méi Ënnerstëtzung duerch d'Aféiere vun enger Referenzpersoun, déi Deel vun der Équipe de soutien ass. Dës Referenzpersoun informéiert d'Elteren iwwert déi verschidde Mesüren, déi bei der Prise en charge vun hirem Kand ëmgesat ginn, a fungéiert als Interlocuteur tëschent dem Kand, den Elteren an de Leit, déi den individuellen Encadrement vum Kand iwwerhuelen.

Zousätzlech gouf en neien Assistant pour enfants à besoins spécifiques, kuerz A-EBS, geschaf, deen nieft dem I-EBS an de Schoulen intervenéiert, fir dës bei der Ëmsetzung vun den inklusive Mesüren ze begleeden. D'Zil ass et, datt an Zukunft all Schoul en A-EBS kritt.

Zu gudder Lescht hu mir mat deem neie Gesetz d'lescht Joer de Service national de l'éducation inclusive geschaf. Zu senge Missiounen ziele virop d'Koordinatioun an den Austausch tëscht all de concernéierten Acteure souwéi d'Förderung vun der inklusiver Bildung an d'Verbesserung vun der Qualitéit. Den SNEI wäert verstäerkt iwwert de Sujet vun der inklusiver Bildung sensibiliséieren, Fuerschungsan Evaluatiounsprojete realiséiere souwéi d'Statistiken erhiewen a Recommandatiounen ausschaffen. Esou garantéiere mir eng kontinuéierlech héich Qualitéit vun der schoulescher Inklusioun hei am Land.

Här President, an de leschte Joren huet d'Inklusioun hei am Land grouss Fortschrëtter gemaach. Net nëmme goufen d'Personalressourcë massiv an d'Luucht gesat, mee d'Prise en charge vun de Kanner mat spezifesche Besoine gouf erweidert an hir Qualitéit mierklech verbessert. Ma eng inklusiv Gesellschaft erreecht een net vun haut op muer. Se entsteet an engem laange Prozess. An natierlech si mir nach net um Enn vun enger inklusiver Schoulbildung ukomm, mee mir hu wichteg Fundamenter geluecht an aus éischten Erfarunge geléiert. Nei wëssenschaftlech Erkenntnisser oder Recommandatioune vum Terrain wäerten och an Zukunft an d'Inklusiounsstrategie mat afléissen an derzou bäidroen, datt jidderee sech vollwäerteg an eis Gesellschaft abrénge kann.

Ma all Strategie kann nach esou gutt duerchduecht sinn, funktionéiere ka se just, wa mir och genuch Leit hunn, déi se ëmsetzen. Dofir wëll ech zum Schluss vu menger Ried all de Leit Merci soen, déi sech dagdeeglech – an do denken ech u meng al Aarbechtskolleegen – fir d'Inklusioun hei am Land asetzen. Ouni Ären Engagement wier eng inklusiv Gesellschaft net méiglech.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci der Madamm Agostino. An nächst Riednerin ass d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, all Kand huet e Recht op Bildung. Dat steet an der Kannerrechtskonventioun. An datt all Kand och wierklech zu sengem Recht kënnt, dat ass d'Flicht vun der Bildungspolitick. D'LSAP engagéiert sech, zanter datt et se gëtt, fir de Schutz vun de Kannerrechter, fir eng inklusiv Gesellschaft, fir eng chancëgerecht Bildung. All Kand huet d'Recht, fir a senger Schoul an och a senger Betreiungsstruktur seng Plaz ze fannen. Fir datt all Kand sech no sengem eegene Rhythmus a sengen individuelle Besoinen entwéckele kann, brauche mer eng inklusiv Schoul a Betreiung, déi d'Kanner esou ënnerstëtzt a férdert, wéi si et brauchen. Dat ass fir eis Sozialisten evident.

Dofir hu mer eis laang, laang Joren derfir agesat, datt Kanner mat spezifesche Besoinen dierfen an d'Reegelschoul goen. Se sollen esou wäit an esou dacks wéi méiglech mat Gläichaltregen am selwechte Klassesall sinn. Wann Inklusioun gelongen ass, dann ass dat och eng Beräicherung fir all Kand an der Klass.

Gläichzäiteg wësse mer awer, datt d'Erausfuerderungen an dësem Beräich enorm sinn. Fir d'Enseignanten a fir d'Personal, dat mat Kanner mat spezifesche Besoine schafft, ass et keng einfach Aufgab, fir op déi verschidde Besoinen anzegoen. Hei an do schéngt et souguer quasi onméiglech. E System, deen alle Besoine gerecht gëtt, ass schwiereg ze schafen, dat ass eis bewosst. An awer ass dat eisen Usproch, et muss eisen Usproch sinn. Dat heescht natierlech dann och, datt deene Leit, op deenen hire Schëlleren dëse System baséiert, muss nogelauschtert ginn. Gutt Aarbechtskonditioune fir si sinn net just en Nice-to-have, mee eng essentiell Bedéngung. Mat deene Leit steet a fält eise ganzen Educatiounssystem, dat heescht, ouni si fält en zesummen. Ech hoffen, dat ass eis alleguerten heibanne bewosst.

Här President, 2018 gouf ee groussen a ganz wichtege Schratt gemaach mam Schafe vun de Kompetenzzenteren, dee mir als LSAP natierlech ënnerstëtzt hunn. Deemools sinn um lokalen Niveau ronn 150 Instituteurs spécialisés, déi sougenannten I-EBSen, agestallt ginn an zanterhier sinn iwwer 700 Leit rekrutéiert ginn, fir mat deene Kanner ze schaffen. Dat si souwuel I-EBSe wéi och Leit, déi an den ESEB-Ekippen am Fondamental an am Secondaire schaffen, oder eeben nach Leit, déi an de Kompetenzzentere selwer agestallt sinn.

Zanter 2015 sinn och d'Ausgabe vum Staat an deem Beräich ëm bal 58 % an d'Luucht gaangen. Et sinn also massiv Ressourcen an d'Inklusioun gestach ginn, an dat fanne mir och gutt a richteg. Fir datt d'Inklusioun an der Praxis fonctionéiere kann, brauche mer nun eeben déi néideg Ressourcen a Mëttelen. Nach mussen d'Ressourcen awer och richteg an effikass agesat ginn um Terrain bei de Kanner, fir datt se do ukommen.

De Rapport d'évaluation, deen zejoert public gemaach gouf, weist eng Rei Chifferen an Donnéeën, déi hëllefen, fir sech e Bild vun der Situatioun ze maachen. A leider ass et net nëmmen e positiivt Bild. De Rapport mécht keen Heel draus, datt eng ganz Rei Problemer bestinn, a léisst keen Zweifel drun, datt muss gehandelt ginn. Sechs Achsen, wou Verbesseruge musse kommen, sechs Theemefelder, gi genannt.

Deen éischten Achs ass d'Formatioun an d'Sensibiliséierung vun den Enseignanten a vum sozioedukative Personal. Ronn 75 % vun den Enseignanten am Fondamental fannen, datt si an der Ausbildung net genuch drop virbereet goufen, fir eebe mat Kanner mat spezifesche Besoinen ëmzegoen. Am Secondaire sinn et esouguer 81 %. 81 % vun den Enseignantë fannen, dass se net genuch ausgebilt sinn, fir hir Aarbecht kënnen ze maachen. A beim sozioedukative Personal ass et ongeféier d'Hallschent – och dat nach vill ze vill.

Den Enseignant, dat wësse mer, ass déi wichtegst Bezuchspersoun. Duerfir besteet hei ganz akuten Handlungsbedarf an der Formation initiale an an der Formation continue. Den Enseignant muss wëssen, wat op en zoukënnt, wann hien Inklusioun am Klassesall soll ëmsetzen, am Interessi vun all de Kanner a

senger Klass, ouni dass en iwwerfuerdert an hëlleflos ass an ouni dass en an de Burnout rutscht.

Den zweeten Achs ass d'Dauer vun de Prozedure fir den Diagnostic. Dat ass jo schonn eng ganz Rei Kéieren elo hei ugeschwat ginn. An der Moyenne waart e Kand 203 Deeg, bis seng Demande traitéiert ass. Dat ass bal e ganzt Schouljoer! Evident, dass dat net tragbar ass, weeder fir d'Kand nach fir seng Elteren an och net fir d'Léierpersonal. Mir begréissen natierlech, datt den Educatiounsministère do schonn déi néideg Schrëtt ënnerholl huet, fir déi Waardezäit do an déi Prozeduren ze acceleréieren.

E weidere Kritickpunkt aus dem Rapport, deen een och vum Terrain ëmmer nees héiert, ass de Manktem u Koordinatioun a Kooperatioun tëscht de Kompetenzzenteren an och tëscht deene verschiddenen Acteuren. Iwwer en Drëttel vum Personal aus de Kompetenzzentere selwer seet, d'Zesummenaarbecht tëscht hinnen all wier ineffikass.

Ausserdeem funktionéiert och d'Prise en charge alles anescht wéi optimal, wann e Kand mat méi wéi engem spezifesche Besoin kënnt – dat ass eeben dacks de Fall – oder wann den Diagnostic onkloer ass. A wann ee mat Famillje schwätzt, déi an esou enger Situatioun sinn, déi vun engem bei deen anere geschéckt ginn, well kee sech zoustänneg fillt, dann ass dat zimmlech schlëmm an, ech mengen, wierklech ganz dramatesch fir déi eenzel Famillen. Dee Parcours du combattant ass inakzeptabel a suergt fir grouss Verdrëss lechkeet an Hëlleflosegkeet. An den Här Sehovic, deem ech iwwregens Merci soe fir dës Interpellatioun, deen huet jo och nach eng ganz Rei aner Beispiller genannt.

Dann natierlech d'Sproocheproblematik: Déi betrëfft zwar eisen Educatiounssystem als e Ganzt, mee bei Kanner a Jonker mat spezifesche Besoinen ass d'Sprooch dacks verstäerkt en Hindernis. Dat ass jo evident.

An da schlussendlech dee ganze Volet nonformal Bildung a periscolaire Aktivitéiten. D'Inklusioun ass ee vu véier grousse Prinzippie vun der nonformaler Bildung. Si soll e Kader bidde fir eng individuell Förderung, wou den Educateur an d'Educatrice op d'Kand agoe kënnen a seng individuell Entwécklung geziilt förderen. Mee dat setzt viraus, datt d'Raimlechkeeten accessibel sinn, datt d'Personal gutt ausgebilt ass, datt d'Personal genuch Zäit huet, fir op déi eenzel Besoinen anzegoen, an datt de Personalschlëssel ugepasst ass.

Vill, ganz vill Viraussetzungen also, fir eng qualitativ héichwäerteg Kannerbetreiung ënnert dem Leitmotiv vun der Inklusioun unzebidden. An och hei läit de Schlëssel nees bei de Ressourcen. Et brauch ee vill Leit, et brauch ee gutt ausgebilte Leit an et brauch ee se op där richteger Plaz, mat de richtege Prioritéiten.

Eng anstänneg Ausbildung fir all Kategorie vu sozioedukativem Personal, e Cadre commun fir déi verschidde Beruffer an eng breet Offer vu Weiderbildung sinn den A an O vu gelongener Inklusioun a Maison-relaisen a Crèchen, gradewéi eng méi enk Verflechtung tëscht dem Personal vun der formaler an der nonformaler Bildung, awer och den Amenagement vun de Gebailechkeeten, sief dat d'Maison relais, sief dat d'Schoul, am Interêt vun der Inklusioun sinn. Hei brauchen d'Gemenge méi Ënnerstëtzung, méi Incentiven, fir d'Strukturen accessibel ze amenagéieren an och d'Schoulen an d'Maison-relaise méi no uneneen erunzebréngen.

Zréck awer bei d'Schoul: Här President, de Rapport weist, datt manner wéi 1 % vun de Lëtzebuerger Schülerinnen an Schüler an engem Kompetenzzenter hei am Land oder am Ausland scolariséiert sinn. Déi ambulatoire Prise en charge ass parallell an d'Luucht gaang. Selbstverständlech ass et op deen éischte Bléck ganz positiv, wa méiglechst vill Kanner, wéinstens deelweis, un der Reegelschoul kënnen deelhuelen.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

Manner wéi 1 %, dat kléngt ganz gutt, léisst sech gutt verkafen, kléngt no gelongener Inklusioun, mee wann een dann awer mat de Leit vum Terrain schwätzt, héiert ee ganz kloer eraus, datt dat net de Fall ass, nach net jiddefalls.

Inklusioun heescht net ëmmer nëmmen, all Kand an deem selwechte Klassesall ënnerzebréngen, coûte que coûte. Inklusioun heescht net forcement, datt all Kand an där selwechter Klass ënnerriicht gëtt. Inklusioun heescht och, datt all Kand esou gefuerdert gëtt, wéi et dat brauch. A fir verschidde Kanner bedeit dat eeben och eng Prise en charge ausserhalb vun der Reegelschoul, jiddefalls soulaang d'Reegelschoul esou fonctionéiert, wéi dat haut de Fall ass. Mee dat ass en Theema, wat eis haut, mengen ech, géif ze wäit féieren. Jiddefalls gëtt et och aner Beispiller. Ech nenne just d'École Jean Jaurès, wou dat eigentlech schonn alles zimmlech gutt fonctionéiert.

Här President, am Juni zejoert huet d'Chamber e weidert Gesetz gestëmmt, dat an déi richteg Richtung geet, fir dës Prise en charge vun de Kanner ze verbesseren. D'Missioune vum SePAS a senge Servicer sinn adaptéiert ginn, d'ESEBen an de Lycéeën agefouert ginn – fir nëmmen e puer Mesüren ze nennen. D'Erausfuerderunge sinn domadder awer nach laang net aus dem Wee geraumt.

Mat deem neie Gesetz ass och eng nei Administratioun geschafe ginn, de Service national de l'éducation inclusive, kuerz SNEI. Elo sinn nach méi Acteuren an d'Prise en charge involvéiert, also e weideren Challenge fir eng effikass Zesummenaarbecht tëscht allen Acteuren: Enseignanten, Educateuren, Direktiounen, Commission nationale d'inclusion, Commission nationale des aménagements raisonnables, Elteren a Kanner selwer.

Mat deem neie Gesetz ass zwar och e Comité de liaison agefouert ginn, deen um Niveau vun der Regioun soll de Lien maachen tëscht dem Personal vun der ESEB, der Regionaldirektioun an dem Responsabele fir d'Koordinatioun vun der Aarbecht vun der ESEB. Nach bleift ze gesinn, ob dat gutt fonctionéiert. Et ass fir eis ganz kloer, datt hei ganz reegelméisseg Evaluatiounen ze maache sinn. An do dierf kengem eng Zack aus der Kroun falen, wa sech erausstellt, datt dat net esou klappt wéi erhofft.

Här President, am September zejoert, et gouf scho gesot, huet den Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de qualité scolaire en éischte Rapport zu der Inklusioun am Lëtzebuerger Schoulsystem publizéiert, also leider, leider eréischt nom Vott vum Gesetz. An och den Observatoire weist op eng Rei Problematiken hin a mécht Verbesserungsvirschléi.

En ënnersträicht ganz däitlech, datt mir hei zu Lëtzebuerg net genuch Donnéeën hunn, fir d'Situatioun vun de Kanner mat spezifesche Besoinen ze verstoen an empiresch fundéiert Verbesserunge kënne virzehuelen. Den Observatoire freet, datt déi Donnéeën, déi disponibel sinn, sollen éffentlech gemaach ginn an datt an Zukunft och systematesch méi Donnéeë gesammelt ginn, Stéchwuert Datebank.

Den Observatoire seet zum Beispill, datt net genuch Donnéeën do sinn, fir wierklech kënnen ze bewäerten, ob et gutt ass, datt manner wéi 1 % vun de Kanner an engem Kompetenzzenter scolariséiert sinn. Dat ënnersträicht nach eng Kéier, datt mer déi Situatioun eigentlech net genuch kennen, fir wierklech positiv Aussoen iwwert d'Inklusioun an eisem Educatiounssystem kënnen ze maachen.

E weidert Beispill: 700 Poste sinn an de leschte Jore geschafe ginn. Ech sot et, och hei seet den Observatoire, datt d'Donnéeë feelen, fir kënnen ze soen, ob déi Ressourcë wierklech do ukommen, wou se gebraucht ginn. Well gläichzäiteg bleift jo awer de Besoin u Personal immens héich. Et geet do iergendeppes net op. Et bräicht ee jiddefalls eng ganz cibléiert Analys vun der Verdeelung vun de Ressourcen.

Duerfir meng Fro: Wéi steet den Här Minister dann derzou, fir an Zukunft méi Donnéeën iwwert d'Situatioun vun de Kanner mat spezifesche Besoinen ze erhiewen, och ze publizéieren? Wat ass do d'Strategie? Gëtt et e Projet vun enger Datebank? Ech wëll ganz kloer soen, datt et hei net an op kee Fall drëms geet, fir déi Kanner ze stigmatiséieren, ganz am Géigendeel. Mee mir mussen Informatiounen hunn, fir hir Inklusioun an eis Gesellschaft kënnen ze verbesseren.

Fir d'LSAP ass eng weider Viraussetzung e seriöen a konstruktiven Dialog tëscht dem Ministère an all den Acteuren, virun allem den Enseignanten, den Educateuren, den Experten, déi mat de Kanner schaffen, awer och mat den Elteren, de Gemengen, den Direktiounen. Nëmmen da kënne mer virukommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi professionell Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi mat de Kanner mat spezifesche Besoine schaffen, sinn d'Experten. Si sinn d'Experten an hiren Domäner. Si sinn d'Haaptacteuren an der inklusiver Betreiung. Ouni si geet et net. An duerfir si mir och der Meenung, datt mir all d'Intervenantë musse mat an d'Boot huelen, fir konstruktiv kënnen ze schaffen.

Mir maachen eis awer an deem Kontext Suergen iwwert den Dialog, besonnesch wa mer eis ukucken, ënner wéi enge Konditiounen de Projet de loi 8163 ausgeschafft ginn ass. Dobäi geet et bekanntlech ëm d'Tâchë vum Personal, dat mat de Kanner mat spezifesche Besoine schafft. D'Personal an dësem Secteur brauch, dat stëmmt, e klore Statut mat engem gudde legale Kader, deen d'Tâchen an d'Aarbechtskonditiounen definéiert.

Et ass e ganz wichtege Gesetzesprojet, well mer et an dësem Beräich haut scho mat engem Personalmanktem ze dinn hunn an, ech widderhuelen et, well d'Qualitéit vun der Educatioun vun de Kanner mam Personal steet a fält. Ouni gutt ausgebilt Personal geet et sécher net. A wa mer géint dee Personalmangel wëllen ukommen, dann ass et jo evident, datt déi Leit gutt an attraktiv Aarbechtskonditioune mussen ugebuede kréien.

Duerfir géif ech den Här Minister gär froen, wat d'Strategie vun der Regierung ass, fir grad am Beräich vun der Inklusioun géint déi Penurie vun héich qualifizéiertem Personal unzekommen.

De sougenannten A-EBS gëtt jo elo agefouert, fir de Kanner beim Iessen, bei der Hygiène an esou ze hëllefen. Dat Personal soll op DAP-Niveau rekrutéiert ginn. Jo, et ka sënnvoll sinn, fir eng Zort Assistenz ze hunn, mee dat geet jo awer ganz sécher net duer, dat rett eis net. Domadder ass de Manktem un héich qualifizéiertem Personal jo nach ëmmer dee selwechten. Hei brauche mer e seriö gemengten Dialog mat de Leit, déi Erfarung am Secteur hunn, déi haut schonn do sinn, déi jorelaang do schaffen. An de Ministère muss alles drusetzen, datt déi Leit eis och erhale bleiwen, an an engem zweete Schrëtt natierlech weider Leit fir déi Beruffer begeeschteren. Dat misst am Fong déi éischt Etapp sinn, fir wierklech eng cibléiert Rekrutéierungscampagne ze lancéieren, fir méi héich qualifizéiert Leit um Terrain – um Terrain! – ze hunn.

Här President, de Wäert vun enger Gesellschaft weist sech dorunner, wéi déi Gesellschaft mat deene Schwaachen, deene Vulnerabelen, ëmgeet. Fir eis, d'LSAP, ass all Mënsch d'selwecht vill wäert. Jidderee muss déi Chance an déi Hëllef kréien, déi e brauch, fir e Liewen an Dignitéit ze féieren. Do gëtt et keng Ausnam.

Eng schoulesch Inklusioun ass net einfach. Vill Enseignantë kloen, se fille sech am Stach gelooss, froen iwwerhaapt emol keng Hëllef méi un, well se net dru gleewen, datt de System fonctionéiert. Se gleewen net méi un de System. D'Waardezäiten tëscht dem Mellen an der éischter Form vun Hëllef sinn enorm. Mir hunn driwwer geschwat. D'I-EBSe si gutt, kënnen effikass sinn, mee et geet just net duer. Et gëtt immens vill Ressourcen a Kompetenzen an de Centres de compétences, an awer besteet nach ëmmer den Androck, datt d'Experten ze sporadesch kommen, datt se gutt Rotschléi ginn, awer am Alldag bei der Ëmsetzung net genuch oder guer net present sinn an och datt beim Passage vum Fondamental an de Secondaire ze vill op der Streck bleift.

Inklusioun brauch Akzeptanz. An déi kënnt, wann all d'Acteure sech gehéiert spieren, wa se un de System gleewen. Soss ass d'Inklusioun a Gefor. Däers musse mer eis bewosst sinn!

D'Politick ass amgaangen, dee richtege Kader ze schafen, awer et bleift wierklech nach vill ze maachen. Reegelméisseg Evaluatioune sinn néideg, se bréngen allerdéngs nëmmen eppes, wann ee sech dann och déi Verbesserungsvirschléi richteg zu Häerz hëlt. An deem Sënn appelléiere mir un de Minister, sech net mam Istzoustand zefridden ze ginn. Et brauch nach ganz vill Efforten, fir vun enger gelongener schoulescher Inklusioun kënnen ze schwätzen.

Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Madamm Francine Closener villmools Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et besteet jo hei Eenegkeet driwwer, datt d'Inklusioun besonnesch och an eise Schoule gefërdert muss ginn an datt mir, net zulescht well mer och d'Behënnerterechtskonventioun vun der UNO ratifizéiert hunn, eng grouss Verflichtung hunn an deem Beräich. Ob d'Politick där Verflichtung awer zu 100 % nokënnt, steet op engem anere Blat.

Ass et iwwerhaapt méiglech, d'Realitéit dem Ideal unzepassen, ouni permanent u Grenzen ze stoussen? Mir mussen och unerkennen, datt et Grenze gëtt, och fir d'Schoul. Gläichheet gëtt et net an der Gesellschaft an deemno kann d'Schoul hei och nëmme begrenzt wierken. Nach ëmmer ass et och esou, dass d'Famill eng wäitaus méi grouss Roll spillt fir d'Entwécklung vum Kand wéi d'Schoul. D'Schoul muss awer den Usproch hunn, gerecht ze sinn an deemno keng Schüler ze privilegiéieren oder ze benodeelegen. An d'Schoul muss all d'Schüler, esou wéi se sinn, gutt förderen.

Et gëtt net déi ideal Schoul, déi zu 100 % inklusiv ass. Tëscht Inklusioun an Exklusioun gëtt et e breede Spektrum. Et gëtt vill Länner op der Welt, wou Exklusioun vu Mënsche mat Behënnerung nach ëmmer un der Dagesuerdnung ass. Da gëtt et Länner, déi um Wee zur Integratioun vu Mënsche mat spezifesche Besoine sinn. Aner Länner si méi wäit a sinn um Wee zur Inklusioun. Dozou gehéiert sécherlech och Lëtzebuerg. Wärend bei der Integratioun d'Mënsche mat spezifesche Bedierfnesser nach an engem Krees liewen, deen an e gréissere Krees mat all de Schüler integréiert ass, gëtt et bei der Inklusioun keng zwee Kreesser méi, mee just nach ee Krees. Dat ass den Idealzoustand, dee mer am Moment nach net ganz erreecht hunn. Wouru läit dat?

D'Diskrepanz tëscht dem Stellewäert, deen d'Regierung säit Joren der schoulescher Inklusioun zoumoosst – et kann een dee jo begréissen –, an de Ressourcen, déi si tatsächlech bereet ass, fir eng effikass Inklusioun zur Verfügung ze stellen, ass evident, soss géifen net esou vill Léierpersounen op dës Diskrepanz hiweisen.

Mee Lëtzebuerg steet och do net eleng. An ech ginn Iech e Beispill hei aus Däitschland. De Bayerische Lehrerverband hat am Mee 2022 e Sondage publizéiert, bei deem 97 % vum Léierpersonal der Meenung waren, datt Inklusioun ënnert den aktuellen Ëmstänn – d'Leit hunn do d'Polykrise genannt, wat och ëmmer se genee domadder mengen, mee och Lehrermangel, dat kenne mer jo och hei, och Problemer mat staarker Immigratioun, dat kenne mer och hei – ganz schwéier realiséierbar wier. Wann ee bedenkt, datt Bayern awer e ganz performante Bildungssystem huet, weist dës Zuel drop hin, datt gudde Wëllen eleng net duergeet, fir Inklusioun ze erreechen.

Wat muss gemaach ginn, fir dem Idealzoustand Inklusioun nach e Stéckche méi no ze kommen, ouni awer d'Léierpersonal virun oniwwerbréckbar Hürden ze stellen?

Éischtens, géif ech soen, d'Ofschafe vun deene laange Prozeduren, dat ass och schonn hei gesot ginn, déi mussen duerchlaf ginn, bis e Kand déi néideg Hëllef kritt. Hei steet oft d'Prozedur am Mëttelpunkt. Ech wëll och net onbedéngt der Regierung dofir elo d'Schold ginn oder där Regierung virdrun, mee et ass eeben esou an et misst een awer méi d'Kand an de Mëttelpunkt stellen.

Dann, zweetens: All zukünftegen Enseignant misst op engem héijen Niveau ausgebilt sinn. An dofir si mer och, sou wäit, wéi et méiglech ass, géint eng Crashausbildung, wéi se elo an der Lescht vun de Regierunge favoriséiert ginn ass.

Drëttens: Mir si ganz allgemeng der Meenung, datt all Erzéier, all Schoulmeeschter, all Léierin, all Proff eng iwwerschaubar Zuel vu Kanner a Jugendlechen uvertraut kritt, fir datt hie beschtméiglech op déi spezifesch Bedierfnisser vun de Kanner agoe kann. Vill Persounen aus dem Léierberuff kloen eis hiert Leed, datt si vun hirem Beruff iwwerfuerdert sinn, och oder grad am Kontext vun der Inklusioun. An och an de Kompetenzzentere kämpfe vill Erzéier géint eng iwwerméisseg grouss Belaaschtung un. Mir wëllen, datt déi Leit, déi déi nobel Beruffer Erzéier, Schoulmeeschter, Léierin maachen, erëm Spaass hunn un hirem Beruff.

Véiertens: Vläicht ass et am Zesummenhang mat der Inklusioun net falsch, drop hinzeweisen, datt mer déi Problemer fréier an där Form vläicht net esou haten. Mee mir hunn haut – an de Ministère huet dat och schonn oft a Publikatiounen esou geschriwwen – e rasante Bevëlkerungswuesstem am Land, deen zum Deel zéngmol iwwert deem vu vergläichbaren europäesche Länner läit, a mir kréien iergendwann eis Problemer an der Schoul doduerch net méi an de Grëff. D'Zuel vun de Léierpersoune kann net méi mathale mat der demografescher Entwécklung vum Land. Mir mussen hei kloer soen: D'Bevëlkerungsexplosioun stellt eis Schoul virun eng Zerräissprouf.

Fënneftens: Am Regierungsaccord steet, datt de Reseau vun de regionalen Antenne vun de Kompetenzzentere soll ausgebaut ginn. Dat wier ze begréissen, mee wichteg ass och an deem Zesummenhang, dass genau analyséiert gëtt, wéi een an Zukunft d'Ressourcen aus de Kompetenzzenteren esou asetze kann, dass si och beim Kand ukommen an net an engem kafkaeske Verwaltungsapparat ënnerginn.

Sechstens: Ech wëll och drop hiweisen, datt et net duergeet, datt verschidde Kompetenzzentere sech drop limitéieren, d'Léierpersounen ze coachen an ze beroden, wéi mer dat och oft vu Leit um Terrain bericht kréien, déi einfach Hëllef ufroen an da gi se gecoacht. Mee et ass net dat, wat se froen! Mee si hätte gären, dass d'Kompetenzzenteren och an der Schoul agesat ginn, op dem Terrain, besonnesch do, wou et eebe grad u Spezialiste feelt.

An da siwentens: Wéi et och d'Gewerkschaft, den SNE, seet, begréisse mer, dass déi lokal Ekippen an de Schoulen opgestockt solle ginn. Mir froen eis awer, wat genau domat gemengt ass. Kréien d'Schoulen elo eng Aart Taskforce? Oder heescht dat, dass déi multidisziplinär Ekippen an de Schoulen opgestockt ginn? Wa jo, ginn dës Ekippen elo an d'Schoulen affektéiert, fir dass dëst Personal direkt an ouni Prozedure beim Kand mat spezifesche Besoinen intervenéiere kann, oder net?

An eng weider Fuerderung vum SNE kënne mer och just ënnerstëtzen, fir eng funktionéierend Réserve de remplaçants op d'Been ze stellen. Well am Moment ass et jo esou, dass d'Personal, dat an de Klassen intervenéiert, am Fall vun enger Krankmeldung oder soss enger Absence, och wa se méi laang dauert, net ersat gëtt. Dat Kand, dat no zum Deel laange Prozeduren eng gewëssen Zuel u Stonnen Hëllef pro Woch accordéiert kritt huet, kritt dee Moment jo da keng Hëllef.

Här President, ech wëll awer hei och op e ganz interessanten Interview agoen, deen och zu dëser Thematik passt, dee virun zwee Deeg um Radio 100,7 war. An d'Fro, déi do am Raum stoung, war: Ginn d'Kanner haut iwwerdiagnostizéiert? Jo, mengt den Dokter Fernand Pauly, deen op déi kierperlech a geeschteg Entwécklung vu Kanner spezialiséiert ass. Hie seet dat am Interview. Et géifen och Problemer erfonnt ginn, wou keng wieren, esou de Kannerdokter och. An och d'Elteren hätten do eng Responsabilitéit.

An den Dokter Pauly ass zum Beispill och der Meenung, datt eng Rei Stempelen erfonnt gi si fir ze stigmatiséieren, mee rarement genau zoutreffen. An der haiteger Zäit géif alles verdéift, problematiséiert an iwwerdramatiséiert ginn, mengt de Kannerdokter. An ech wëll dat nach weider hei zitéieren, well et ass wierklech ganz interessant, wat do gesot ginn ass.

Suerge mécht him dann och virun allem e Mangel u Kommunikatioun tëscht den Elteren an hire Kanner. An ech kommen dorobber zréck, wat virdrun och an der Question élargie Theema war. Hien, den Dokter, gesäit d'Kanner mam Tablet a sengem Wartesall sëtzen an niewendrun d'Elteren um Handy. Et géif net méi genuch matenee geschwat ginn. A weekends sinn d'Elteren och dacks just Taxi fir d'Kanner. An den Dokter Fernand Pauly stéiert sech drun, datt d'Kanner dacks just vun enger Plaz op déi nächst deposéiert ginn: moies an d'Schoul, duerno an d'Maison relais a wann d'Kand da bis owes doheem ass, da solle wa méiglech all d'Problemer geléist sinn. Och wann dëse System vun der Ganzdagsbetreiung als sozial Mesür ka gesi ginn – an dat streit den Dokter Pauly och net of –, geet wäertvoll Zäit mam Kand verluer.

*(Brouhaha)*

Mee et ass och d'Kommunikatioun tëscht den eenzelne Strukturen, ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Et wär gutt, wann Der e wéineg méi roueg wäert, fir dem Här Keup nozelauschteren. Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, dat wier ganz gutt.

... déi sech ëm d'Kand bekëmmeren, falls wierklech Problemer do sinn, déi ausbaufäeg ass, mengt de Kannerdokter. D'Kanner ginn an der Grondschoul well en charge geholl. Duerno gëtt et regional an national Strukturen, déi sech ëm verschidde Fäll bekëmmere kënnen. Et gëtt also vill verschidde Leit, déi verschidde Bilanen zu de Kanner maachen, déi den Elteren awer beispillsweis net gutt genuch erkläert ginn, mengt den Dokter Fernand Pauly.

Ënnert dem Strëch ass de Message kloer: D'Eltere sollen net ze séier panikéieren. Natierlech gëtt et Problemer, déi d'Kand kann hunn. Hie seet dat, ech zitéieren dat einfach, well et interessant ass. Mee et soll nees méi op d'Vertraue gesat ginn: der Bomi vertrauen, den Nopere vertrauen, der Léierin, dem Schoulmeeschter a virun allem dem gesonde Mënscheverstand.

Zum Schluss, Här President, léif Leit, nach eng méi allgemeng Bemierkung: Wa mer vun Inklusioun schwätzen, dann ass d'Iddi jo dohannert, dass all d'Schüler zesumme sinn, zesummen an eng Klass ginn, egal wéi hir Viraussetzunge sinn. En nobelt Zil, wat, wéi gesot, net ëmmer einfach ass, an d'Realitéit ëmzesetzen.

An deem Kontext vum Zesummen-an-der-Klass-Sinn, vum Zesumme-vunenee-Léieren, Zesummen-Erfarunge-Sammelen, Zesummen-de-Wee-Goen, Zesummenhale stellen ech mir d'Fro, wéi dëst kompatibel ass mat der Educatiounspolitick vun de leschte Joren, wou d'Kanner éischter getrennt ginn: déi eng an traditionell Schoulen, déi aner an europäesch Schoulen, déi eng an déi traditionell lëtzebuergesch-däitsch Alphabetiséierung, déi aner an eng franséisch Alphabetiséierung. Dat ass eng Politick vun der Trennung. D'Schüler sinn net zesummen, si gi getrennt, am Endeffekt no Nationalitéit. Si maache keng gemeinsam Erfarungen. Si léieren net zesummen. Si wuesse getrennt op. An dat ass eigentlech de Contraire vum Geescht, deen och hannert der Inklusioun an hannert der Integratioun steet.

Dat ass geféierlech fir den Zesummenhalt, fir d'Cohésion sociale, an eiser Gesellschaft. An dat gefält eis – an net nëmmen eis – guer net, well et den erfollegräichen Integratiounsmodell Lëtzebuerg aus de leschte Joerzéngten ofschaaft, amplaz en ze erhalen.

Mir setzen eis och an als ADR fir Inklusioun. Mir setzen eis och a fir Integratioun. A mir setzen eis derfir an, dass d'Kanner alleguerten esou wäit wéi méiglech zesummen d'Schoulbänk drécken.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Keup villmools Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol merci dem Här Sehovic fir dës wichteg Interpellatioun. Ganz dacks gouf hei an dësem héijen Haus schonn iwwert d'Kanner mat spezifesche Besoine geschwat. An dat ass en Theema, wat mir heibanne wuel nach ëmmer mussen diskutéieren, well et nach ëmmer Problemer gëtt, dat aus verschiddene Grënn.

Am Moment gëtt an der Educatiounskommissioun un engem Gesetzestext geschafft, dee virun allem d'Personal betrëfft, dat mat Kanner mat spezifesche Besoine schafft. An hei gëtt et eng ganz Rei kontrovers Punkten. D'Madamm Closener huet der schonn e puer ugeschwat. Ee weidere Virworf ass, dass de Minister en Accord ënnerschriwwen huet, ouni alleguerten d'Partner mat un den Dësch geholl ze hunn. Deemno géif den Accord d'Aarbechtskonditiounen, déi souwisou dacks schonn net terribel gutt sinn, nach weider verschlechteren. Mee méi dozou, wa mir iwwert den entspriechenden Text hei an der Plenière schwätzen.

Wann een iwwer Kanner mat spezifesche Besoine schwätzt, geet et net duer, fir just iwwer Gesetzestexter a Paragrafen ze schwätzen, well um Terrain ass d'Realitéit eng ganz aner. E Kand mat spezifesche Besoine ka ganz vill verschidde Profiller hunn an et léisst sech net einfach an iergendeen Tirang stiechen. Et kann dobäi ëm vill ënnerschiddlech Problemer goen. Och kierperlech Gewalt kann dozou gehéieren, Gewalt, déi sech géint aner Kanner ka riichten, oder och Gewalt vis-à-vis vum Léierpersonal. An dat si keng rar Eenzelfäll.

Dowéinst stelle Kanner mat spezifesche Besoinen eng ganz grouss Erausfuerderung duer. Mee och dës Kanner hunn et verdéngt, fir beschtméiglech encadréiert ze ginn. Dat ass am Moment an de Schoulen dacks net de Fall. An dat kann an engem Land, dat am internationale Verglach mat déi meeschte Sue pro Schoulkand ausgëtt, eigentlech net sinn.

An ech wëll sécher net dem Léierpersonal e Virworf maachen, well dat gëtt sech déi gréisste Méi a probéiert all Dag säi Bescht, fir och dëse Kanner esou wäit wéi méiglech gerecht ze ginn. An dobäi hu si net just dat eent Kand do sëtzen, mee eng ganz Klass voll mat Kanner, déi all ënnerschiddlech Besoinen hunn. An all déi aner Kanner mussen zäitgläich encadréiert ginn, an dat ass keng einfach Aufgab.

An et ass bekannt, dass mir nach ëmmer eng grouss Penurie beim Léierpersonal hunn, well Dir de Beruff net attraktiv genuch gestalt hutt. Doriwwer eraus gëtt de Personalmangel erschwéiert doduerch, dass d'Personal duerch déi andauernd grouss Belaaschtung zum Deel an de Burnout geréit. Bei der Organisatioun vum Léierpersonal misst et dréngend zu enger déifgräifender Verbesserung kommen, wouvunner bis elo awer näischt ze gesinn ass.

Vill Leit aus dem Léierpersonal bekloe sech – an dat ass kee Geheimnis –, dass si vill ze dacks wärend Wochen a Méint vun hirer Verwaltung am Ree stoe gelooss ginn. Vill Enseignantë bekloe sech, dass si zwar Hëllef ufroen, dann awer just mat risegen administrative Paperassen zougeschott ginn, déi on top vun hiren aneren Aufgaben nach eng Kéier eng weider grouss Méibelaaschtung bedeiten.

Dowéinst verwonnert eis Piraten am Rapport vum OEJQS dann och net, dass et an der Moyenne zéng Méint dauert, bis déi noutwenneg Prise en charge ugeet. Zéng Méint, dat ass e ganzt Schouljoer! An ech kann dowéinst deenen Enseignantë kee Virworf doraus maachen, dass si zögeren, fir iwwerhaapt Hëllef unzefroen, wëssend, dass d'Schouljoer warscheinlech schonn eriwwer ass, wa si d'Hëllef sollte kréien.

Nom Ausfëlle vu ville Paperassen ass et fir d'Enseignanten an d'Kanner, ëm déi et geet, meeschtens net gedoen. Nëmme well den Enseignant Hëllef ufreet, bedeit dat net automatesch, dass d'Kanner déi Hëllef kréien, déi se brauchen. Am Géigendeel: Vill Enseignantë beschreiwen eis eng Situatioun, déi een erschrecke léisst, wéi schlecht et ëm d'Ressourcë beim Educatiounsministère steet. Well grad beim spezialiséierte Personal hu mir hei zu Lëtzebuerg bei Wäitem net genuch Leit.

Mir mussen der Realitéit an d'Ae kucken: Mir hunn eng grouss Penurie an en Enn vun dëser Situatioun ass bis elo net ofzegesinn. An esou muss dëst Personal sech zäitgläich ëm ganz vill verschidde Kanner këmmeren, soudass fir si vill onfräiwëlleg Iwwerstonnen éischter d'Reegel wéi d'Ausnam sinn. Dacks huet d'Personal d'Gefill, scho laang ausgebrannt ze sinn an net méi ze kënnen an trotzdeem iergendwéi esou gutt et geet weiderzemaachen, well si wëssen, wéi wichteg hir Aufgab ass, och wann d'Ënnerstëtzung vum Educatiounsministère feelt.

Well déi feelt an eisen Ae ganz däitlech. Et brauch ee sech just d'Virwërf vun deem uganks vu mir erwäänte Gesetzesprojet unzekucken. Dat kann an den Ae vun de Piraten net sinn!

Kanner mat spezifesche Besoine brauche Personal, dat sech ganz op si ka konzentréieren an net ausgebrannt an iwwerfuerdert probéiert, hinnen iergendwéi gerecht ze ginn, an dobäi hir eege Gesondheet riskéiert. An och d'Enseignantë brauchen dat Personal, well si kënnen op Dauer net zwee Jobs an engem maachen.

Grad am Fall vu Kanner mat spezifesche Besoine sinn de Facteur Zäit an e séiert an effektiivt Handele vun enorm grousser Wichtegkeet. Dat ass zanter Joren awer leider net de Fall, an dëst zum Leed vun alle Betraffenen. Dowéinst ass et absolutt noutwenneg, dass mir sou séier wéi méiglech no Léisunge sichen, fir méi Personal auszebilden an domat och rekrutéieren ze kënnen.

Mir brauchen dann och nei Weeër bei de Centres de compétences. Si kënnen net wéi eng Wonnerléisung fir alles ugesi ginn. Mir brauchen e Wee, deen et de Kanner méiglech mécht, sech op eng fir si optimal Aart a Weis an der Schoul ze entfalen, an deen net zu Frustratioun bei alle Bedeelegte féiert.

Dofir muss kloer sinn: Mir brauchen dat spezialiséiert Personal elo an net eréischt a fënnef oder zéng Joer! Mir sollten all Pisten dofir an Usproch huelen, dass mer d'Leit esou séier wéi méiglech rekrutéiert kréien.

Kanner mat spezifesche Besoine brauchen Enseignantë mat spezifesche Fäegkeeten. Et geet hei schliisslech grad ëm déi vulnerabelst Kanner, déi op eng gutt an individuell Prise en charge ugewise sinn, well et ass hir Zukunft, déi a ganz groussen Deeler vun dësem Encadrement ofhänkt.

E weidere wichtegen Usaz, dee mir Piraten an eisem Walprogramm gefuerdert haten, wier et, fir eng speziell Cellule an de Schoulen anzeriichten, wou spezialiséiert Personal zu all Moment an enger Klass kann intervenéieren. All Schoul misst dowéinst och iwwert déi néideg Infrastrukturen a Raimlechkeete verfügen, fir d'Kanner direkt, séier, temporaire a getrennt vun hire Klassekomeroden encadréieren ze kënnen.

Wéi Der a mengen Explikatiounen héieren hutt, ass och no iwwer zéng Joer bloe Minister nach vill ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Polidori Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Et ass eng Evidenz, ze soen, datt d'Inklusioun vu Kanner mat spezifesche Besoinen an der Schoul eng positiv Saach ass. Et ass positiv fir d'Kanner selwer, mee awer och fir d'Gesellschaft am Ganzen, well se derfir suergt, datt Kanner ouni spezifesch Besoinen eng Sensibilitéit entwéckele wäerten am Kontakt mat hire Schoulkolleegen.

Dat gesot, musse souwuel d'Gesellschaft wéi och d'ëffentlech Hand derfir suergen, datt och alles gemaach gëtt, fir deem Rechnung ze droen. An do si mer scho bei der éischter Kritick: Et gouf nach net genuch gemaach, fir den Enseignantë selwer, déi mat de Kanner d'ganzt Joer am Klassenzëmmer schaffen, déi néideg Kenntnisser, Reflexer ze ginn, fir mat Differenze kënnen ëmzegoen. Dat kann een och – dat huet d'Madamm Closener virdrun och gesot – am Bildungsrapport vun 2022 noliesen. 75 % vun den Enseignanten am Fondamental an 81 % vun den Enseignanten am Secondaire hunn uginn, datt hir Ausbildung si net genuch virbereet huet, fir d'Enfants à besoins spécifiques ze encadréieren.

Dobäi weist de Bildungsrapport vun 2021 awer kloer, datt no enger spezifescher Formatioun d'Enseignanten engersäits e méi positiivt Bild vun der Inklusioun hunn an anerersäits sech och méi kompetent fillen, fir den Enfants à besoins spécifiques dat ze ginn, wat si och brauchen. Do stellt sech dann d'Fro: Firwat net esou eng Formatioun zur Flicht maachen an domadder och traditionell Gedankemuster lues a lues ophiewen? Dat kéim nämlech och den Enseignanten zegutt, déi dann d'Ausenanersetzung mat Kanner mat spezifesche Besoinen net méi als eng gréisser Bürd géife verspieren.

Et si letztendlech d'Enseignanten, déi d'Kanner an hirer intellektueller Entwécklung begleeden an déi d'Gruppendynamiken an der Klass am beschte kennen. Gewëss kënne si Saachen erreechen oder verhënneren, wat extern Leit net kënnen. Dat géif et dann och erlaben, datt d'Enseignanten net ëmmer gezwonge wieren, d'Kanner bei spezialiséiert Leit ze schécken. Si musse sech traue kënnen, dank enger richteger Ausbildung gewësse Saache selwer interpretéieren ze kënnen.

Schlussendlech ass et d'Schoul, an d'Klassenzëmmer selwer, wou d'Inklusioun stattfënnt, stattfanne kann an d'Kand sech entfale kann. Dat steet och esou am Bildungsrapport: „Plus l'inclusion sera perçue comme un facteur favorisant la participation active dans des cadres scolaires ordinaires et permettant de surmonter les différences dans les relations sociales, plus les enseignant(e)s seront susceptibles d'adapter leur comportement en faveur de la création d'environnements d'apprentissage inclusifs."

Fir datt d'Inklusiounspolitick geléngt, ass et tatsächlech kruzial, dat spezialiséiert Personal um richtegen Uert ze hunn. Mee d'Personal brauch awer och déi richteg Aarbechtsbedéngungen, déi et him erlaaben, sech a Rou de Kanner ze widmen. Et ass och wichteg, de bürokrateschen Opwand esou vill wéi méiglech erofzeschrauwen.

An hei muss een och schonn déi zweet Kritick äusseren. All d'Evaluatiounen an d'Artikelen iwwert dee Sujet ginn an déi selwecht Richtung: Den Devouement vum Personal ass ouni Zweifel do. D'Leidenschaft vun de Leit, déi an enger Careaarbecht ënnerwee sinn, enger Aarbecht, déi vill vun hinne verlaangt, souwuel um emotionale wéi och um sozialen Niveau, soll awer net mëssbraucht ginn. An dat ass awer leider haut de Fall.

D'Stonnen an hirer offizieller Tâche ginn hirer wierklecher Aarbecht guer net gerecht. Wa si hir Aarbecht richteg maache wëllen, musse si also benevoll schaffen. Administrativ Flichten, wéi d'Ausschaffe vun engem Plan de développement individuel, kréien de Virrang iwwert déi tatsächlech Aarbecht mam Schüler. Et kënnt dowéinst scho séier zum Épuisement professionnel. D'Leit fille sech veruecht, well d'Effort en, déi si maache mussen, net offiziell unerkannt ginn, oder si sinn einfach erschëpft a wëllen ophalen.

A wat mécht d'Regierung dogéint? Wéinst der Penurie introduzéiert si Assistants pour enfants à besoins spécifiques, déi net qualifizéiert sinn, fir Diagnosen ze ginn oder en profondeur mat de Kanner ze schaffen, wéi wann dat d'Saach géif verbesseren.

D'administrativ Verantwortlechkeete si schwammeg definéiert a féieren zu engem Mangel u Kommunikatioun tëscht den Zenteren, wat d'Madamm Martine Hansen selwer d'lescht Joer mat Recht kritiséiert hat. All Zenter ass verantwortlech fir säin eegene Besoin spécifique. A wann d'Kand méi wéi ee Besoin huet, gëtt et ganz schwiereg, ze definéieren, wat fir en Zenter letztendlech responsabel ass. D'Leit schécke sech den Dossier dann hin an hier, wat schonn zu engem kafkaesken Albdram gëtt fir d'Elteren. Dowéinst fuerdert och d'Gewerkschaft SNE pluridisziplinär Ekippen, amplaz datt alles getrennt passéiert, wat der Komplexitéit vun de Situatioune bei de Kanner dacks einfach net gerecht gëtt.

Am Fondamental hunn d'Ënnerscheeder am Statutt vun den normalen Enseignanten an den Instituteurs pour enfants à besoins spécifiques derzou bäigedroen, datt de Statutt vun de sougenannten „normalen" Enseignanten am Fondamental manner attraktiv ginn ass, wat zu enger Verschärfung vun der Penurie am Fondamental gefouert huet.

International Schoulen hu keng Bezéiung mat de Centres de compétences. Firwat? Hunn d'Enfants à besoins spécifiques do vläicht manner Bedierfnesser?

D'Regierung wëllt och den Delai vun zéng Méint, déi en moyenne tëscht der Ufro vum Diagnostic an dem Diagnostic selwer verlafen, mam Projet de loi 8163 verkierzen. Dat ass gutt. Leider huet de Projet och eng Partie, fënnef, Oppositions formelles vum Staatsrot kritt, déi all op de Flou artistique, mat deem d'Aarbechtskonditioune fir d'Personal bestëmmt ginn, weisen: arbiträr definéiert Stonnepläng a Congéen, arbiträr Ënnerscheeder am Statutt, keng Prezisiounen zum Statutt vun den Assistants pour enfants à besoins spécifiques.

D'Léisunge sinn hei kloer: dem Personal déi Aarbechtskonditioune ginn, déi et brauch; arbiträr Ënnerscheeder am Statutt ophiewen; derfir suergen, datt d'Personal méi Zäit huet, fir mat Elteren an Enseignanten effikass ze kommunizéieren; an administrativ Chargen, déi näischt bréngen, ophiewen. Da kéinten d'Leit méi Zäit mat de Kanner a Schüler selwer verbréngen, amplaz an engem Dokument erklären ze mussen, wéi si genee hir Zäit mat de Kanner verbréngen oder wäerte verbréngen.

An déi drëtt Kritick betrëfft méi fundamental Saachen. Virun e puer Wochen hate mir hei eng Debatt iwwer Kanneraarmut. Haut schwätze mer iwwer Enfants à besoins spécifiques. An déi zwee Sujete sinn enk matenee verbonnen. Et gëtt nämlech strukturell ekonomesch Verhältnisser an eiser Gesellschaft, déi derzou féieren, datt gewësse Kanner e Retard cognitif hunn oder Schwieregkeeten an der Regulatioun vun hiren Emotiounen oder hirem Verhalen.

Et ass jo net esou, wa Kanner, déi zum Beispill Konzentratiounsproblemer hunn, einfach mat engem Trouble du déficit de l'attention, TDAH, diagnostizéiert ginn, wéi wann dat op eng mysteriéis oder souguer geneetesch Aart a Weis entstane wier, ouni déi ekonomesch/familiär Ëmstänn an Uecht ze huelen, zum Beispill wa béid Eltere wéineg Zäit iwwreg hunn, well se 40 Stonnen, plus Iwwerstonnen, plus Transport, schaffe mussen, fir knapps iwwert d'Ronnen ze kommen.

D'ailleurs: Amplaz d'Fraen erëm wëllen hannert d'Kachdëppen ze stiechen – wéi verschidde Leit dat heiansdo mengen –, géif et méi Sënn maachen, d'Aarbechtszäitverkierzung fir jiddereen ze generaliséieren an ze garantéieren.

**Une voix** | Très bien!

**M. David Wagner** (déi Lénk) | An dat kéim och de Kanner zegutt. Ech zweifelen awer dorunner, datt dës Regierung dat wëllt maachen. Dofir ass se warscheinlech nach ze vill retrograd.

De Patrick Theisen, Pediater zu Esch, sot och ganz kloer an engem Interview, datt psychologesch oder physesch Problemer vu klenge Kanner, déi hien a senger Praxis traitéiert, dacks sozial Ongläichheeten als Originn hunn, datt hannert engem TDAH-Diagnostic sech zum Beispill och eng Depressioun ka verstoppen an datt hie Kanner gesäit, déi mat sechs oder siwe Joer scho keng Loscht méi op d'Liewen hunn. Dat ass d'ailleurs eng international Tendenz. De Leeschtungsdrock, de Konkurrenzgeescht, dat alles mécht d'Séile futti. An dofir huet een och gesinn, datt u sech den Duerchschnëttsalter vun de Suiciden a Versich vu Suiciden erofgaangen ass an zurzäit bei 12, 13 Joer läit.

D'Realitéit ass déi, datt vill Elteren aus méi aarmen, méi staark ausgebeute Klassen einfach d'Moyenen net hunn, fir hire Kanner d'Iessen, d'Opmierksamkeet, de Spaass an d'emotional Sécherheet ze ginn, déi se brauchen, well d'Elteren dacks selwer an änleche Konditioune grouss gi sinn.

Jo, gewëss, och a Familllje mat materielle Privileegie kënne Kanner mat spezifesche Besoine grouss ginn, awer d'potenziell Komplexitéit vun Ursaachen, déi sech hannert engem Besoin spécifique verstoppt, erfuerdert onbedéngt eng komplex, nuancéiert Approche. A mir sinn der Meenung, datt eng reng medikaliséiert Approche vun de Besoinen, sief et an de Schoulen oder an den Zenteren, problematesch ass an datt et normal sollt si fir d'Personal, dat mat de Kanner schafft, sech och mat Sozialaarbechter ze treffen an zesummenzeschaffen, wann dat néideg a sënnvoll ass.

Eng méi déif Approche wier natierlech, eng Gesellschaft ze gestalten, wou deen ee sech ëm deen anere këmmert, suergt, sief et Kanner, Jugendlecher oder Erwuessener, datt dat e wierkleche Pilier vun der Gesellschaft géif ginn amplaz vum onbegrenzte Wuesstem an onnëtze Profitt.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Wagner Merci. Domat ass d'Lëscht vun eisen ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Wuert: d'Regierung, den Här Unterrechtsminister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, e Merci och un den Interpellant, de Meris Sehovic, fir d'Initiativ geholl ze hunn. An ech denken, datt ee reegelméisseg sollt iwwert dës Thematik schwätzen, well et ass e permanenten Effort.

Jo, mir hunn e grousse Reformpak 2017/2018 decidéiert, mee mat enger Decisioun hei an der Chamber, mat engem neie Gesetz, dat publizéiert gëtt, huet een eigentlech nach net alles gemaach. De groussen Deel vun der Aarbecht, dee läit an der alldeeglecher Ëmsetzung dovunner an och doran, permanent den Effort weider ze maachen a permanent Ustrengungen ze maachen, fir an den Efforte vun der Inklusioun, der schoulescher Inklusioun, net nozeginn.

Mir hunn duerfir och am Laf vun der leschter Legislaturperiod, um Enn vun der leschter Legislaturperiod,

déi Evaluatioun iwwert de gesamte Gesetzespak vun 2017/2018 op de Wee bruecht. An ech mengen, all Riedner ass haut – den Interpellant, mee awer och all déi aner Fraktiounsspriecher – drop agaangen. A mir sinn eis eigentlech eens an deene Konklusiounen, wat net wonnert.

Mir hunn do zum Deel de Bléck vu baussen drop gehat, mir hunn de Bléck awer och vu banne gehat. Mir hu ganz vill Enseignantë gefrot, mir hunn Eltere gefrot, an alles dat ass zesummegedroe ginn a mir sinn zu deene Konklusioune komm, déi de Mëtten hei scho méi wéi eng Kéier zitéiert goufen a wou mer zum Deel iwwer Gesetzer jo och schonn nei Decisiounen, nei Dispositiffe geholl hunn. Anerer bleiwen nach ze huelen a musse mer nach ëmsetzen.

Jo, ee Punkt, wou mer onzefridde waren an och nach ëmmer sinn, dat ass den Delai, bis eng Hëllef dann och wierklech kënnt. An dat huet eeben domadder ze dinn, datt en Diagnostic vun engem Kand mat spezifesche Besoinen och net esou einfach ass. A mir hu gesot, mir setzen en Delai an d'Gesetz, wou en Diagnostic eng éischte Kéier muss ofgeschloss sinn. A wann en aus fachlechen, gutt begrënnten Ursaachen nach weider muss gefouert ginn, da kann en och nach weidergefouert ginn, mee no deem Delai muss awer eng éischt Decisioun getraff ginn, wéini eeben eng Hëllef kënnt. Et soll eeben en Agangsdiagnostic och gemaach ginn, fir datt schnell eng Hëllef kënnt. An dat si mer amgaangen, am Esprit vun deem geännerte Gesetz kënnen ëmzesetzen.

Mir hunn och gesot, datt mer och déi doten Demarche, fir wierklech vun engem Diagnostic zu enger Hëllef ze kommen, elo nach eng Kéier wëllen evaluéiere loossen, a mer hunn der Uni.lu den Optrag ginn, fir déi Evaluatioun ze maachen. D'Resultater sollen Enn dëst Joer, uganks d'nächst Joer do sinn. Erfarungsgemääss géif ech emol éischter denken, uganks d'nächst Joer kéinte mer warscheinlech dann doriwwer hei diskutéieren.

Jo, mir brauche méi eng iwwergräifend Prise en charge, well och schonn am Diagnostic ganz dacks festgestallt gëtt: Et ass net ganz kloer. Mir hunn esou vill verschidde Kompetenzzenteren, an et ass vläicht zum Deel deen een, zum Deel deen aneren, deen och do gefuerdert gëtt. An déi Vernetzung, déi Zesummenaarbecht, déi muss besser ginn. An do schaffe mer drun, souwuel an der Koordinatioun tëschent de Kompetenzzenteren, mee awer och an der Integratioun um eenzelne Fall, datt jidderee mat senger Kompetenz do hëlleft, well mer festgestallt hunn, datt der eebe ganz vill eigentlech tëschent d'Rastere gefall sinn a kee sech wierklech zoustänneg gespuert huet. An dat däerf et effektiv net sinn.

Jo, an där Evaluatioun hu mer och festgestallt, datt et e Mangel un Informatioune gëtt, datt souwuel déi Professionell, d'Enseignanten aus de Grondschoulen, aus de Lycéeën, souwuel heiansdo déi, déi an de Kompetenzzenteren, an enger ESEB schaffen, mee awer virun allem och de breede Public, virun allem och d'Elteren, dacks iwwerfuerdert si mat där Komplexitéit vun de Prozesser, de Strukturen, de Prozeduren.

An duerfir hu mer jo och aus deem Grond an aus anere Grënn gesot: Mir brauchen en nationale Service, dee souwuel d'Koordinatioun mécht vun allen Aktivitéite wéi awer no baussen d'Kommunikatioun iwwerhëlt vun deem Dispositif do, datt net all Kompetenzzenter fir sech kommunikéiert, datt net all Acteur seng eege Versioun herno huet a seng eege Kommunikatioun do mécht, mee datt mer kucken, datt mer dat vun enger nationaler Plaz aus maachen. An eng éischt Campagne ass jo och schonn an deem Sënn gefouert ginn. En éischten Internetsite ass an deem Sënn och schonn online, inclusion-scolaire.lu, wou een eng ganz Rei vun Informatioune fënnt, wat den Inklusiounsdispositif ubelaangt.

Jo, wann d'Prozesser schwéierfälleg sinn – an et ass zu Recht gesot ginn, do gëtt nach vill mat Pabeier geschafft –, da musse mer weider digitaliséieren, well ech der Meenung sinn, datt mer scho Prozesser a Prozedure brauchen, fir sécherzestellen, datt d'Hëllef bei deem richtege Kand ukënnt an datt mer net einfach d'Hëllef breet iwwert d'Land verdeelen. An duerfir musse mer en Diagnostic hunn, duerfir musse mer Kommissiounen hunn, déi decidéieren. Mee duerfir, mengen ech, sollte mer wierklech kucken, dat sou wäit, wéi et geet, dach awer ze digitaliséieren, och fir datt deen, deen zu engem gewëssene Moment déi Informatioune brauch, Accès dorobber kritt, fir schnell kënnen op deem, wat mer haut schonn hunn, wat mer scho festgestallt hunn, deem, wat schonn existéiert, kënnen opzebauen a sech seng Meenung ze maachen. Mir brauchen also hei den digitalen Dossier vun engem Kand mat spezifesche Besoinen. Dorunner schaffe mer momentan.

Iwwert dat eraus, wat an der Evaluatioun recommandéiert gouf a wat mer zum Deel jo och schonn hei a Gesetzer gestëmmt hunn, huet déi nei Regierung sech awer an hirem Programm nei Ambitioune gesat. Mir brauchen ënner anerem och méi regional Antenne vun deene Kompetenzzenteren. Jo, et ass nach ëmmer e Problem, datt vill Elteren, jee nodeem wou se wunnen am Land, wann de Kompetenzzenter awer nëmmen op enger Plaz relativ zentral da seng Dieren opmécht, da soen: „Dat doten, dat kréie mer net organiséiert. Dat doten, dat di mer eis net un. Da bleift d'Kand eeben hei a ka vun där vläicht besserer Hëllef am Kompetenzzenter, där besserer Ënnerstëtzung, där besserer Beschoulung am Kompetenzzenter net profitéieren." Dat däerf et net sinn!

Mir sinn och an engem Zenario, wou mer duerch d'demografesch Entwécklung, mee awer och duerch Phenomeener, déi mer net richteg kënnen erklären, einfach méi Kanner mat spezifesche Besoinen hunn, déi och vun de Kompetenzzentere sollen encadréiert sinn, an duerfir brauche mer eng ganz Rei vu regionalen Antennen. A wa mer do d'Zesummenaarbecht, wéi ech virdru gesot hunn, vun de Kompetenzzentere wëllen assuréieren, da sollen déi Antenne wa méiglech natierlech och lokal zesumme sinn, regional zesumme sinn, fir eigentlech do d'Fachpersonal op enger Plaz ze hunn an de Kanner do et esou einfach wéi méiglech ze maachen, de Kanner, hiren Elteren an hiren Enseignanten et esou einfach wéi méiglech ze maachen.

Et ass vum Meris Sehovic hei duergestallt ginn, datt déi eenzel Kompetenzzentere ganz ënnerschiddlech fonctionéieren. Dat ass wouer, mee dat ass och zum Deel hir Missioun. Et war e bewosste Choix 2018, fir ze soen: Mir brauche Kompetenzzenteren, déi zum Beispill eng zentral Beschoulung offréieren, awer mir wëllen och Kompetenzzenteren hunn, déi dat net maachen, well mer do gären 100 % an der Inklusioun schaffen, well mer soen: Mir wëllen zum Beispill fir Kanner, déi besonnesch héicht Potenzial hunn, intellektuellt Potenzial hunn, net eng spezialiséiert Schoul maachen, wou mer déi alleguerten herno beieneen hunn, mee mer denken, datt mer se scho musse besonnesch stimuléieren, besonnesch erausfuerderen, fir se an der Entwécklung och kënnen ze ënnerstëtzen, mee dat awer dezentral bei hinnen an der Schoul, sief dat am Fondamental, sief dat am Secondaire.

D'selwecht eeben och fir Kanner mat Léierschwieregkeeten, wou mer soen: Mir wëllen ënnerstëtzen, datt d'Schoul op der Plaz déi Kanner esou ophëlt an esou ënnerstëtzt an esou och hinnen hëlleft, fir eeben hir Léierschwieregkeete kënnen ze iwwerwannen an trotz Léierschwieregkeeten awer de Maximum u schoulescher Performance kënnen ze erreechen, amplaz datt mer och déi erëm iergendzwousch op enger Plaz oder op e puer Plaze géifen alleguerten zesummenhuelen. Am Sënn vun der Inklusioun hu mer dat ganz bewosst gemaach.

Awer mir hunn och Kompetenzzenteren, déi eng zentral Beschoulung a sougenannten – am däitsche Fachjargon géife se soen – „Sonderschulen" eeben hei assuréieren. Déi hate mer zum Deel, mee bei all deene neien, déi mer bäigemaach hunn, do hu mer dorobber verzicht. Ech denken och, datt mer déi nach weider brauchen, déi, déi mer haten, an datt mer dorobber net kënne verzichten. Dat war och e bewosste Choix dee Moment.

Hei ass e puermol vun de Riednerinnen an de Riedner de Mëtteg gesot ginn: „Inklusioun kann och iwwerfuerderen a mer packen et net an et gëtt eng Rei vu Kanner mat spezifesche Besoinen, wou et sécherlech net méiglech ass, dat gutt an der Schoul hinzekréien." An duerfir fannen ech deen doten Equiliber gutt. Mee dat erkläert eigentlech, firwat och d'Kompetenzzenteren ënnerschiddlech da fonctionéieren. An déi Chiffferen, déi hei genannt gi sinn, déi sinn eigentlech dann och ganz normal.

Ech wëll och, Dir Dammen an Dir Häre, datt mer d'Ressourcen effizient an effikass dohinner bréngen, wou se gebraucht ginn. Mir hunn enorm vill rekrutéiert iwwert déi lescht Joren, an d'Chiffere sinn hei genannt ginn: 700 ETPe méi. An dat sinn der lauter um universitären Niveau, muss ech soen, well et sinn der alleguerten an der Bachelor- an an der Masterkarriär, déi mer hei geschafen hunn. A mir wëssen, wéi schwiereg et ass am Lëtzebuerger Kontext, mat deene Sproocheprofiller, déi mer hei definéieren, dann och déi Fachkräften ze fannen, mee mir hunn all Efforte gemaach, fir dat kënnen ze realiséieren.

Da wëlle mer natierlech, datt déi och esou gutt ewéi méiglech bei deene Kanner, déi dee Besoin hunn, kënnen ukommen. An duerfir brauche mer awer och iergendzwousch Prozesser a Prozeduren. Duerfir musse mer ausgoe vun engem kompetenten, fachlechen Diagnostic a mer musse kucken: Wat fir eng Hëllef braucht dat dote Kand a wie kann déi dann och a wéi engem Mooss am beschten assuréieren? An dat ass en opwändege Prozess. Hei ze maachen an enger Duerstellung, wéi wann een dat einfach kéint ewechwëschen an déi Leit einfach sou an d'Schoule ginn an da wär d'Welt an der Rei, dat fannen ech dach awer – Här President, entschëllegt dee Begréff – e Stéck wäit naiv a laanscht d'Realitéit vum Besoin vun deene Kanner, déi spezifesch Besoinen hei hunn.

Duerfir wëlle mer och, datt mer do, wou et geet, d'Ressourcen esou wäit wéi méiglech an d'Schoul ginn. A mir hunn an eisem Regierungsprogramm ganz besonnesch fir déi lokal Strukture sief et den Instituteur spécialisé pour enfants à besoins spécifiques, sief et säin Assistent, eng nei Fonctioun, déi jo geschafe ginn ass, wou nach keen existéiert am Land, mee wou mer elo ufänken ze rekrutéieren. Déi wëlle mer an d'Schoulen affektéieren, fir datt d'Schoul selwer kann eeben och decidéieren, wien a wéini agesat gëtt, a wat fir engem Kontext datt se do schaffen, an datt se ganz schnell och present sinn do, wou Hëllef gebraucht gëtt.

Mir hu gesot: Mir hätte gären een I-EBS pro Schoul. Jo, d'Poste si scho laang do, d'Volonté politique ass scho laang do, mee och do brauche mer awer Institutricen an Instituteuren ënnert deene

Viraussetzungen, wéi mer se hei setzen, déi bereet sinn, och dat doten ze maachen an déi Fonctiounen ze iwwerhuelen. An ech hoffen, mir kréien der och weiderhin iwwerzeegt, dee Schratt ze goen.

Mir hunn och gesot: Wa mer um Punkt sinn, datt all Schoul en I-EBS huet, da solle mer ufänken, och Schoulen en zweeten ze ginn, nämlech do, wou mer méi grouss Schoulen hunn, do, wou de Besoin ganz besonnesch grouss ass, fir och dee Prozess do weiderzedreiwen. Also, d'Stäerkung vun de lokalen Ekippen ass eng vun de Prioritéite vun dëser Regierung.

An ech wëll nach eng Kéier drun erënneren – an ech hunn et schonn déi eng oder déi aner Kéier och hei op der Plaz gesot –: D'Équipe de soutien pour enfants à besoins, och wann déi enger regionaler Direktioun ënnersteet, déi gëtt natierlech net esou organiséiert, datt déi méiglechst vill mam Auto op der Strooss sinn. Déi gëtt natierlech esou organiséiert, datt déi méiglechst vill, kohärent an hannereen an enger Schoul kënnen intervenéieren.

An dat geet ouni Problem an enger Schoul – an där hu mer der – mat 800, 900 Schülerinnen a Schüler. An dat ass natierlech e Stéckwäit méi schwéier an enger Schoul mat 80, 90 Schülerinnen oder Schüler, well do kann een natierlech net soen: „Du hues en Job fir e ganzen Dag an du bleifs elo mol einfach an där doter Schoul." Also, et geet. Wa mer grad hei vun Effikassitéit schwätzen a vun Effizienz vum System schwätzen, da musse mer och kucken, datt mer eng kloer Opdeelung vun deene Ressourcë maachen. An dat ass eis Ambitioun.

Ech wëll Iech alleguerten, Dir Dammen an Dir Hären, Merci soe fir déi Ënnerstëtzung. Jiddereen huet eigentlech gesot: „Mir brauchen nach méi Ressourcen." Jo, ech sinn och der Meenung, mir brauchen nach méi Ressourcen. Mir mussen dann awer och kucken, wann Diskussiounen iwwert den Numerus clausus kommen, wann Diskussiounen iwwert de Staatsbudget kommen, datt mer dann och dat do erëmliesen an datt net gesot gëtt: „D'Regierung stellt erëm eng Kéier hei esou vill Honnerte vu Leit méi an." Well e gudden Deel, wëll ech Iech soen, vun deem, wat mer hei diskutéiert hunn de Mëtteg, dat ass an den Numerus-claususe vun de leschte Jore gewiescht an ass och dacks aus deem anere Bléckwénkel op eemol dach awer kritiséiert ginn.

*(Interruption)*

Wann ech eleng déi lescht fënnef Joer kucken, d'Legislaturperiod 2018 bis 2023, dann hate mer e Plus vu 65 % vu spezialiséiertem Personal beim Asaz vu Kanner mat extrae Besoinen. Dat ass dach awer e groussen Effort gewiescht, och wa mer eis alleguerten eens sinn: Et ass kee Grond, fir stoen ze bleiwen. Deen Effort muss weidergoen.

Här President, ech hunn d'Impressioun, den Här Sehovic wéilt mer eng Fro stellen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir huelt se dann och un?

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), interpellateur | Jo, Här President, ...

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech lauschtere mol.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), interpellateur | ... ech géif de Minister awer ganz gären och ausschwätze loossen a meng Fro dann zum Schluss stellen.

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ok, da maache mer et esou. Ech loossen Iech dann och nach e bëssen Zäit a mir och nach e bëssen, fir dorobber ze äntweren.

Wann ech soen: „Déi Efforten, déi musse weidergoen", da musse mer natierlech kucken: Wou kréie mer spezialiséiert Leit hier, fir weiderhin déi doten Aufgab ..., wat eng komplex Aufgab ass, wat eng Aufgab ass, déi net nëmmen eng héich fachlech Kompetenz erfuerdert, mee och eng grouss Mënschlechkeet erfuerdert an erfuerdert, datt een d'Häerz op der richteger Plaz huet, an dat all Dag an all Moien nees, wann een op d'Aarbecht geet?

Ech si frou, datt d'Uni.lu weider en Effort mécht an zum Beispill ab der nächster Rentrée och e Masterprogramm fir spezialiséiert Enseignanten ubitt an der Sonderpädagogik, eppes, wat mer dréngend brauchen hei zu Lëtzebuerg. Wa mer soen: „Mir brauche méi Instituteurs spécialisés pour enfants à besoins spécifiques", dann ass eng Viraussetzung, datt mer der an den nächste Joren a vläicht Joerzéngten iwwerhaapt genuch rekrutéiert kréien.

Mir brauchen och méi eng staark Vernetzung vun deene Ressourcen tëscht der formaler Bildung an der nonformaler Bildung. Jo, et gëtt och bei mir e gewëssene Malaise, wann ech feststellen: Mir hunn e System, dee sech vläicht nach ze staark op déi formal Bildung konzentréiert, a Ressourcen, déi mer an deem Mooss eigentlech an der nonformaler Bildung net erëmfannen.

Ech wëll awer och nach eng Kéier den Ënnerscheed maachen tëscht der formaler an der nonformaler Bildung vu Kanner mat extrae Besoinen. Schoul ass héichgradeg organiséiert, reglementéiert. A fir Kanner mat spezifesche Besoinen ass dat eng aner Erausfuerderung, wéi wa se zum Beispill niewendrun an eng Maison relais ginn, wou dach de Grad vun deem Kader, an deem ech mech do beweegen als jonke Mënsch, dach awer en aneren ass.

Ech wëll och hei d'Analys, déi de Meris Sehovic gemaach huet, zu engem gudden Deel deelen, datt a ville Beräicher deen Dispositif, dee mer hu fir d'Inklusioun, fonctionéiert, datt mer do déi richteg Äntwert drop ginn an de System do och reaktiv ass: Kanner, déi schlecht gesinn, Kanner, déi net gutt héieren, Kanner mat Sproochentwécklungsschwieregkeeten, Kanner mat Léierschwieregkeeten an, an, an.

Mir dinn eis nach vill méi schwéier an et ass ganz konkreet am Klassesall och vill méi eng grouss Erausfuerderung fir Kanner mat vläicht Problemer an der sozioemotionaler Entwécklung, wat zu Verhalensopfällegkeeten, Verhalensschwieregkeete féiert. A mir mussen eis och vläicht d'Fro stellen, wou dat hierkënnt, datt mer ëmmer méi Kanner hunn, déi deem dote Profill entspriechen. Ech hu keng Äntwert dorobber. Ech warnen awer och virun einfachen Äntwerten, well mer ganz schnell bei där doter Fro an e kulturpessimisteschen Debat ofrëtschen, wou ech géif mengen, datt mer do d'Äntwerte warscheinlech net fannen. An et gëtt warscheinlech och net nëmmen eng Äntwert drop. Et ass warscheinlech, wéi ganz dacks, e Pësel vun eenzelne Stécker vun Äntwerten, déi der Realitéit do entspriechen.

Dat ass eng Erausfuerderung, déi nach eng Kéier eng ganz aner Qualitéit huet, och fir den Enseignant an der Klass, och fir deen, dee vu baussen, vun enger ESEB, vun engem Kompetenzzenter, derbäikënnt. An duerfir si mer jo och virun e puer Joer higaangen ... A jo, et ass net onbedéngt am Sënn vun der Inklusioun, fir ze soen: „Mir brauchen och vläicht op d'mannst eng temporaire Beschoulung ausserhalb vum Klassesall vun enger Rei vu Jonken, wou hire Malaise esou grouss ass, datt eigentlech fir si eng normal Beschoulung an der Klass net denkbar ass wärend där Phas, a wou eigentlech och d'Aarbecht vun der Enseignante, vum Enseignant an och d'Léiere vun all deenen aneren an der Klass quasi onméiglech gemaach gëtt."

Dofir hu mer d'Centres socio-thérapeutiques geschaffen a maachen eigentlech gutt Erfarungen domadder. Mir hunn am Regierungsprogramm och stoen, datt mer d'Centres socio-thérapeutiques fir d'Populatioun vun de Lycéeë wëllen ausbauen, well mer mierken, datt der gehollef kruten och do am Alter vum Fondamental. A wa mer deementspriechend keng Offer am Lycée hunn, hu mer eigentlech do keng Äntwert och op déi dote Problematik.

Ech denken awer och, Här President – an domadder wëll ech ofschléissen –, datt mer och ausserhalb vum Perimeeter vun der Schoul mussen denken, datt grad bei Kanner, wou d'sozioemotional Entwécklung net esou harmonesch verleeft, a Kanner, déi sech net esou integréiert kréien, och an e Klasseverband, an eng Schoul eran integréiert kréien, dat jo e Phenomeen ass, dee sech net nëmmen innerhalb vum Perimeeter vun der Schoul oder vun de Mauere vun der Schoul oder vum Klassesall ofspillt, mee dat ass doheem.

Dee Malaise existéiert och an der Veräinswelt, an der nonformaler Bildung. A mir mussen duerfir, denken ech, och kucken, wéi mer d'Famill an aner Acteuren och matagebonne kréien. Och Acteuren, déi éischter am Beräich vun der Santé ugesidelt sinn, an der Pedopsychiatrie. Och do gëtt et Kanner, deenen et net gutt geet an déi do méi staark Hëllef brauchen. An ech mengen – d'Barbara Agostino ass drop agaangen –, och déi Efforten, déi gemaach goufen an deem Beräich, an der Pedopsychiatrie, fir och do d'Beschoulung an e Santésencadrement kënne parallell ze assuréieren, datt dat e wichtege Wee ass.

Mir brauchen awer och eng Stäerkung vun de Familljen, de Familljen, déi ganz dacks mat deene Kanner ..., ech wëll net soen „iwwerfuerdert" sinn, mee awer och staark un hir Limitte kommen an heiansdo doriwwer eraus och geroden. An do soll den Dispositif vum Office national de l'enfance, vun der Aide à l'enfance och méi staark nach vernetzt ginn.

Duerfir si mer jo och amgaange fir ze kucken ... Ech hu virdru vun de regionalen Antenne vun de Kompetenzzentere geschwat. Mee wa mer eise regionalen Direktiounen an der Grondschoul och raimlech nei Entwécklungsméiglechkeete ginn, ganz dacks eeben och regional Antenne vun de Kompetenzzenteren derbäi hunn an awer och eng regional Antenn vum Office national de l'enfance derbäi hunn, fir datt déi Hëllef an der Schoul an déi Hëllef doheem an der Famill – d'Stäerkung vun der Famill eigentlech –, datt dat aneneegräift an datt dat Hand an Hand geet. Well ech versprieche mer dovunner awer nach eng Kéier eng aner Qualitéit vun der Prise en charge a wierklech eng Verbesserung fir d'Situatioun vum Kand.

Iech, wéi gesot, haut de Mëtteg villmools merci. Ech géif gäre reegelméisseg eigentlech iwwert déi dote Thematik hei kënnen eng Kéier de Point maachen, well egal wat mer decidéieren, mer wäerten ni um Enn ukomm sinn an et wäerte sech ëmmer nees nei Erausfuerderunge stellen. An eemol d'Joer, denken ech, wär net ze dacks, fir ze kucken, wéi mer an der Inklusiounspolitick hei weiderkomm si respektiv awer och wat nei Erausfuerderunge kënne sinn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Da wollt den Här Sehovic nach eng Fro stellen. Dann huet den Här Sehovic d'Wuert.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), interpellateur | Merci, Här President. Här Minister, Dir hutt gesot, dass Der u sech feststellt, dass d'Zuelen eropginn an dass Der och net all d'Erklärungen hutt, wisou mer eigentlech eng Zounam gesi bei de Kanner mat spezifesche

Besoinen. Ech berouegen Iech: Kulturpessimismus, doru sinn ech och net wierklech interesséiert. Ech hat a menger Ried d'Perspektiv opgemaach, dass et duerchaus e Lien kann och hu mat sozioekonomesche Krittären. Gesitt Der dat och? Ass dat e méiglechen Erklärungsusaz?

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech mengen, et wär elo onvirsiichteg, do eng kloer Jo- oder Nee-Äntwert ze ginn. Ech denken awer, datt een déi Analys soll kënne maachen, awer och soll kënne kucken, wat d'Interpretatioun herno do ass. A wa mer eis vernünfteg doriwwer kënnen ënnerhalen an een iwwerhaapt dat dote kann esou erausfannen ... Well dat sinn op jidde Fall Informatiounen, wou mir als Schoulsystem keng Informatiounen hunn. Mir wëssen, wou déi Kanner wunnen, mir hunn awer keng Hannergrondinformatiounen iwwert de sozioekonomesche Profill vun hirer Famill. Dat wäre sécherlech Analysen, déi méi wäit musse gefouert ginn. An da musse mer awer och kucken, wéi mer herno domadder ëmginn.

Ech denken – an dat ass déi Remark, déi ech ofschléissend gemaach hunn –, datt eleng ëmmer méi Personal fir d'Ënnerstëtzung net déi eenzeg Äntwert ka sinn. Wa mer dat dote feststellen, da musse mer och eng Kéier eng Analys maachen, firwat dee Phenomeen haut méi staark ass, an da probéieren, och op aneren Niveauen déi richteg Äntwerten ze fannen. Jo, an dat kann och an der Sozialpolitick sinn oder op anere Gebidder.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Dann ass d'Diskussioun domadder ofgeschloss.

***Motion 1***

Dann hu mer nach eng Motioun hei leie vum Här Sehovic. Här Sehovic, wëllt Dir nach dozou Stellung huelen?

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), interpellateur | Jo, Här President, well mer am Verlaf vun der Interpellatioun Gespréicher haten ënner quasi alle Fraktiounen an ech gemengt hunn, en Accord ze fannen, wa mer liicht Modifikatioune géife maachen an der Motioun. Wann Der erlaabt, géif ech den Text esou virliesen, wéi mer e géifen zum Vott stellen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech géif da jiddweree bieden nozelauschteren, wann Der dat elo liest, fir ze kucken, ob mer en Accord fannen.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), interpellateur | Dat ass ganz léif, Här President. An de Considerante géife mer näischt änneren a mir géifen dann d'Motioun ofstëmme wéi folgt: „invite le Gouvernement", éischten Tiret, „à mettre en place une base de données centralisée pour assurer une répartition transparente et efficace des ressources disponibles dans le cadre du dispositif d'inclusion". Zweeten Tiret: „à élaborer un concept pour l'amélioration de la prise en charge d'enfants dont les besoins spécifiques peuvent concerner différents Centres de compétences". A finalement en drëtten Tiret: „à informer et à sensibiliser davantage tou.te.s les membres de la communauté scolaire sur le dispositif de prise en charge des enfants à besoins spécifiques". Ech hat gemengt ze verstoen, op där Versioun den Accord vu wäiten Deeler vum Haus kënnen ze kréien. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic. Gëtt et dozou Stellungnamen? Wie freet d'Wuert? Ech gesinn, datt keen d'Wuert dozou freet.

Da géif ech proposéieren, datt mer zum Vott kommen. Ass e Vote électronique heiriwwer gefrot? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da kënne mer dës Motioun mat Handophiewen ofstëmmen.

***Motion 1 modifiée***

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– les nombreuses réformes législatives ayant trait à l'inclusion des enfants à besoins spécifiques effectuées depuis 2018 ;*

*– l'augmentation des ressources humaines et financières qui est allée de pair avec lesdites réformes ;*

*– l'importance du bon fonctionnement du dispositif d'inclusion pour son efficacité et son acceptation par tou.te.s les membres de la communauté scolaire ;*

*– les conclusions des deux évaluations du dispositif de prise en charge des élèves à besoins spécifiques, à savoir celle coordonnée par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et celle réalisée par l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire (OEJQS) ;*

*– le « caractère interpellant » des disparités entre le nombre de scolarités spécialisées, interventions spécialisées et autres mesures d'inclusion fournies par les différents Centres de compétences, telles que relevées par l'OEJQS (cf. rapport thématique : « La situation des élèves à besoins spécifiques en inclusion au Luxembourg » par l'OEJQS) ;*

*– l'absence d'une base de données centralisée et complète permettant « une répartition transparente des ressources en accord avec les besoins du terrain » (cf. rapport thématique: « La situation des élèves à besoins spécifiques en inclusion au Luxembourg » par l'OEJQS) ;*

*– que la mise en place d'une telle base de données « ne vise pas à stigmatiser [les enfants à besoins spécifiques], mais bien au contraire à aiguiller et à renforcer les mesures et les stratégies qui leur sont destinées » (cf. rapport thématique : « La situation des élèves à besoins spécifiques en inclusion au Luxembourg » par l'OEJQS) ;*

*– la complexité du dispositif d'inclusion ainsi que le manque d'information sur son fonctionnement auprès d'une partie de la communauté scolaire, tels que relevés dans lesdites évaluations,*

*invite le Gouvernement*

*– à mettre en place une base de données centralisée pour assurer une répartition transparente et efficace des ressources disponibles dans le cadre du dispositif d'inclusion ;*

*– à élaborer un concept pour l'amélioration de la prise en charge d'enfants dont les besoins spécifiques peuvent concerner différents Centres de compétences ;*

*– à informer et à sensibiliser davantage tou.te.s les membres de la communauté scolaire sur le dispositif de prise en charge des enfants à besoins spécifiques.*

*(s.) Meris Sehovic, Francine Closener, Ben Polidori, David Wagner.*

***Vote sur la motion 1 modifiée***

Wie fir dës Motioun stëmmt, deen hieft d'Hand an d'Luucht. Merci.

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass déi Motioun à l'unanimité ugeholl. Ech soen Iech villmools Merci.

Domat si mer dann um Schluss vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si virgesi fir den 12., 13. a 14. Mäerz vun dësem Joer.

D'Sëtzung ass domadder opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 18.14 heures.)*

## Sommaire


| Objet | N° | Auteur | Page |
|---|---|---|---|
| Suite du projet pilote visant à mettre en place une couverture universelle des soins de santé (CUSS) | 0051 | Marc Baum | 68 |
| Distribution de comprimés d'iode | 0078 | Marc Goergen | 68 |
| Plan de maintien dans l'emploi | 0129 | Corinne Cahen, Carole Hartmann | 69 |
| Expansion du réseau des bornes de recharge pour véhicules électriques | 0142 | Marc Goergen | 69 |
| Agence pour le développement de l'emploi | 0143 | André Bauler | 69 |
| Avances sur l'impôt | 0144 | Marc Goergen | 70 |
| Mendicité organisée | 0145 | Marc Goergen | 70 |
| Chasses battues | 0147 | Marc Goergen | 71 |
| Subsides pour les asiles d'animaux | 0148 | Marc Goergen | 71 |
| Service « Protection Mail » de POST Luxembourg | 0151 | Fred Keup | 71 |
| Directive européenne sur les travailleurs de plateforme | 0152 | Marc Baum | 72 |
| Non-participation aux élections législatives | 0153 | Georges Engel, Dan Biancalana | 72 |
| Devise Beki | 0154 | Franz Fayot, Claude Haagen | 73 |
| Effectifs de la douane à l'Aéroport de Luxembourg | 0156 | Sven Clement | 73 |
| Construction d'une passerelle pour piétons et cyclistes reliant la zone industrielle de Hamm à la gare ferroviaire de Cents-Hamm | 0157 | Corinne Cahen | 73 |
| Langues parlées par le personnel de POST | 0159 | Tom Weidig | 74 |
| Réseau transeuropéen de transport | 0160 | Meris Sehovic | 74 |
| Protection contre les loyers excessifs | 0161 | Marc Goergen | 75 |
| Commissariat Gare/Hollerich | 0162 | Corinne Cahen | 75 |
| Avenir du Ciné Sura | 0163 | Alexandra Schoos | 75 |
| Centre de primo-accueil à Luxembourg-Kirchberg | 0164 | Claire Delcourt, Yves Cruchten | 76 |
| Personnel des CFL | 0165 | Marc Goergen | 76 |
| Collecte séparée dans les supermarchés | 0166 | Joëlle Welfring | 77 |
| Droits des délégués du personnel dans la fonction publique | 0167 | Alexandra Schoos | 77 |
| Contournement de Bascharage | 0168 | Fernand Kartheiser | 77 |
| Allocation de vie chère et prime énergie pour l'année 2023 | 0169 | Marc Baum | 78 |
| Mendicité organisée | 0170 | Georges Engel | 78 |
| Opioïde Fentanyl | 0171 | Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo | 78 |
| Digitalisation et simplification administrative auprès des administrations fiscales | 0172 | Sam Tanson | 79 |
| Chantiers de travaux publics aux alentours de la ville de Luxembourg | 0173 | Marc Lies | 79 |
| Recrutement dans la fonction publique | 0175 | André Bauler | 80 |
| Ouverture de nouvelles ambassades | 0177 | Laurent Mosar | 80 |
| Instructeurs de natation | 0178 | Sven Clement, Ben Polidori | 80 |
| Ratification de la révision du Mécanisme européen de stabilité (MES) | 0179 | Dan Biancalana, Franz Fayot | 81 |
| Gaz hilarant | 0182 | Mars Di Bartolomeo | 81 |
| Attaques par phishing | 0184 | André Bauler | 81 |
| Service central d'assistance sociale | 0185 | Dan Biancalana | 82 |
| Travaux d'élargissement de l'autoroute A31 | 0186 | Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten | 82 |
| Technologie de rechargement « Plug&Charge » | 0187 | Marc Goergen | 83 |
| Annulation des cours pour cause d'intempéries le 17 janvier 2024 | 0188 | Ben Polidori | 83 |
| Subside qualité+ pour clubs sportifs | 0190 | Sven Clement | 84 |
| Renforcement des effectifs de police assignés à la commune de Luxembourg | 0191 | Marc Goergen | 84 |
| Forfait d'éducation (Mammerent) | 0192 | Mars Di Bartolomeo | 84 |
| Médiation du Premier ministre dans le conflit opposant la Hongrie à l'Union européenne | 0195 | Franz Fayot, Yves Cruchten | 85 |
| Acquisition de projets de logements en VEFA | 0196 | David Wagner | 85 |
| Site « Lorraine Aéroport » | 0197 | Yves Cruchten, Francine Closener | 85 |
| Services d'éducation et d'accueil pour enfants (SEA) | 0198 | Francine Closener | 86 |
| Prix du tabac | 0199 | Mars Di Bartolomeo, Paulette Lenert | 86 |
| Réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos | 0200 | Dan Biancalana, Franz Fayot | 87 |
| Accidents de la route liés aux conditions météorologiques | 0201 | Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten | 87 |
| Ventes d'appartements en construction | 0202 | Liz Braz | 87 |
| Logements vacants de la Société nationale des habitations à bon marché | 0205 | Marc Goergen | 88 |
| Accueil des demandeurs d'une protection internationale au Luxembourg | 0207 | Paul Galles | 88 |
| Procédure de remboursement de la CNS | 0208 | Sven Clement | 90 |
| Adaptation des contrats RGTR | 0209 | David Wagner | 90 |
| Licences d'entraîneur INAPS | 0210 | Joëlle Welfring | 90 |
| Signal sonore déclenché lors de l'enregistrement par les « bodycams » | 0211 | Marc Goergen | 91 |
| Double vote dans le cadre des élections européennes | 0212 | Fred Keup | 91 |
| Liste d'attente du Fonds du logement | 0213 | Fred Keup | 91 |
| Étiquetage des bouteilles de vin | 0214 | Mars Di Bartolomeo, Claire Delcourt | 92 |
| Dépenses de la défense | 0215 | Mars Di Bartolomeo | 92 |
| Études externes dans le cadre de projets d'infrastructure et immobiliers de l'État | 0216 | Jeff Engelen | 92 |
| Déploiement de la fibre optique | 0217 | Jeff Engelen | 93 |
| Tiers payant social dans le cadre de la psychothérapie | 0218 | Sven Clement | 93 |
| Soutien du Gouvernement au recours autrichien du 7 octobre 2022 contre le règlement délégué « taxonomie » | 0221 | David Wagner | 93 |
| Utilisation de l'avion de transport A400M | 0222 | Marc Baum | 93 |
| Augmentation des cas de coqueluche | 0223 | Alexandra Schoos | 94 |
| Arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne concernant le droit d'asile | 0224 | Liz Braz | 94 |
| Justice restaurative | 0225 | Dan Biancalana | 95 |
| Autorisation d'exercer des médecins | 0228 | Alexandra Schoos | 96 |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Alliance pour le médicament initiée par la Commission européenne | 0229 | Mars Di Bartolomeo | 96 | Cadeau de fin d'année pour les collaborateurs du CGDIS | 0235 | Marc Goergen | 98 |
| Protection des consommateurs d'électricité | 0231 | Mars Di Bartolomeo, Georges Engel | 97 | Agréments des structures pour personnes âgées | 0389 urgente | Stéphanie Weydert | 98 |
| Prêts immobiliers | 0232 | Franz Fayot, Georges Engel | 97 | Directive sur la chaîne d'approvisionnement | 0437 urgente | Sven Clement | 99 |
| Vols de véhicule | 0233 | André Bauler | 98 | Directive sur la chaîne d'approvisionnement | 0438 urgente | Franz Fayot | 99 |
| Droit à la retraite des personnes en situation de handicap | 0234 | Marc Baum | 98 | | | | |


**Suite du projet pilote visant à mettre en place une couverture universelle des soins de santé (CUSS)** | Question **0051** (28/11/2023) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Dans son accord de coalition le nouveau Gouvernement se prononce pour une couverture universelle des soins de santé. Selon les termes de l'accord, le Gouvernement « élaborera les critères précis après une évaluation détaillée du projet pilote existant. Or, le projet pilote de couverture universelle de soins de santé a d'ores et déjà été évalué. En effet, le 10 juillet 2023 les cinq associations mandatées par l'État en avril 2022 pour porter ce projet pilote, en ont dressé le bilan en réunion avec des représentants du Gouvernement.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 8114 de l'honorable Député Paul Galles, l'ancienne Ministre de la Santé indique qu'entre avril 2022 et juillet 2023, 223 demandes pour la CUSS ont été traitées, dont 215 ont été acceptées. 166 demandes d'affiliation sont alors en cours de suivi. L'ex-Ministre de la Santé, Madame Paulette Lenert, affirme également qu'une liste d'attente a été mise en place, les associations n'ayant pas les moyens de traiter de nouvelles demandes.

Madame Lenert a constaté une évaluation positive du projet pilote par les associations concernées. En revanche, comme le rapporte un article paru dans la presse le 18/07/2023 : « (M)algré une évaluation positive, faute de ressources, certaines associations ont dû mettre en suspens les affiliations CUSS, créant ainsi de profondes injustices en ce qui concerne l'accès aux soins de santé, regrettent-elles. » Les associations concernées revendiquent notamment :

– la création d'une base légale à la CUSS
– une simplification administrative des procédures d'accès et de suivi
– un renforcement de la communication nationale auprès des prestataires de soins afin qu'ils acceptent systématiquement les patient.e.s affilié.e.s à la CUSS
– l'accès d'autres associations et des services sociaux des hôpitaux dans le programme d'affiliation de la CUSS
– le renforcement des ressources données aux associations engagées dans la CUSS
– un planning de réunions régulières avec les responsables du Gouvernement.

Dans le souci de connaître les suites que Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale souhaite donner au projet d'instauration d'une couverture médicale universelle de soins de santé au Luxembourg, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Est-il prévu de simplifier les démarches administratives d'accès et de suivi afin de garantir un accès universel à la CUSS ?

2) Madame la Ministre souhaite-t-elle accorder plus de moyens et de ressources aux associations engagées dans la CUSS ?

3) Madame la Ministre a-t-elle l'intention de donner une base légale à la CUSS ?

4) Madame la Ministre s'engage-t-elle à renforcer la communication nationale auprès des prestataires de soins afin qu'ils acceptent systématiquement les patient.e.s affilié.e.s à la CUSS ?

5) Madame la Ministre se prononce-t-elle en faveur d'une collaboration et d'un échange réguliers avec les associations venant en aide aux plus démunis, les représentant.e.s des patient.e.s et les profession nel.le.s de la santé dans l'objectif de mettre durablement en place la CUSS ?

En réponse à la question de Monsieur le Député Paul Galles, l'ancienne Ministre de la Santé, Madame Paulette Lenert, a évoqué des bilans semestriels qui lui ont été envoyés par les associations impliquées dans le projet, mais qui ne semblent pas avoir été rendus publics. Partant :

6) Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale peut-elle me faire parvenir ces bilans semestriels ?

**Réponse** (20/12/2023) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Compte tenu que la population cible du projet CUSS est particulièrement vulnérable et que par conséquent, il a été opté de travailler étroitement avec les associations qui accompagnent les personnes visées par cette mesure, des procédures simplifiées avaient déjà été mises en place. Cependant certaines informations et données demeurent requises, y compris pour le suivi du bénéficiaire.

En effet, les procédures de demande et de suivi actuelles sont déjà ancrées dans un cadre dit « basseuil » et simplifiées au maximum. Néanmoins, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale s'affaire à la mise en place d'une plateforme digitale sécurisée (type Sharepoint), afin de simplifier l'envoi et le traitement des demandes pour l'obtention de la CUSS, autant pour les associations mandatées que pour le ministère. En outre, certains points procéduraux seront revus lors de la prochaine réunion de concertation avec les associations, notamment en ce qui concerne le suivi du bénéficiaire.

ad 2) Il est prévu d'accorder les moyens nécessaires dans la limite de marge de manœuvre budgétaire disponible. De plus, une volonté d'ouvrir le projet pilote à d'autres associations est envisagée à l'heure actuelle. Ces associations seront contactées par le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale le moment venu.

ad 3) Comme déjà précisé par l'honorable Député dans sa question parlementaire, l'accord de coalition 2023-2028 prévoit que « Le Gouvernement se prononce pour une couverture universelle des soins de santé (CUSS). Il élaborera les critères précis après une évaluation détaillée du projet pilote existant. » Ainsi, il est prévu de donner une base légale dédiée pour la CUSS qui permettra d'assoir les bénéfices de la mesure lancée en tant que projet pilote, qui lui est basé sur les mécanismes conventionnels et légaux actuellement en place. Le projet pilote sera maintenu en attendant la création de la base légale dédiée.

ad 4) Une communication plus poussée via les différents prestataires de soins, dont l'AMMD et le collège médical, concernant la CUSS est essentielle afin de sensibiliser les prestataires à ce projet. Sur base des travaux déjà réalisés, une documentation a été élaborée et sera discutée avec les associations partenaires du projet lors de la prochaine réunion de concertation en vue d'une divulgation large au niveau des prestataires.

ad 5) Durant la phase de développement du projet CUSS, ainsi que depuis le lancement du projet pilote en avril 2022, des réunions avec les associations, institutions de sécurité sociale et administrations concernées, ainsi que d'autres acteurs sociaux ont lieu régulièrement. Dans un esprit de coconstruction du projet pilote, des adaptations seront proposées et discutées ensemble avec les associations, institutions et administrations concernées. Il en sera de même pour l'élaboration du futur cadre légal dédié.

ad 6) Concernant les bilans semestriels évoqués, ceux-ci concernent l'évolution individuelle de la situation de chaque bénéficiaire CUSS tant au niveau de la santé, qu'au niveau social dans le cadre du suivi social. Il s'agit donc d'informations individuelles qui ne peuvent être divulguées. Ci-après les données du 1er janvier 2023 au 12 décembre 2023 sur les demandes et bénéficiaires de la CUSS.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Distribution de comprimés d'iode** | Question **0078** (01/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Oktober 2014 gouf eng éischt Distributiounscampagne vu Kaliumiodidtablette gestart. Laut Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2618 huet de Lëtzebuerger Staat deemools 2,5 Millioune Pëlle kaaft gehat. An der Äntwert op d'Fro N° 4031 hunn de Premier, d'Gesondheets- an d'Inneministesch erkläert:

„D'Kaliumiodidpëlle bestinn aus engem Salz, dat ënnert normale Stockagekonditioune quasi onendlech haltbar ass. 2008 huet den deemolege Gesondheetsminister den Acteure vum Jodprogramm d'Autorisatioun ginn, d'Stocke vun de Jodpëllen nëmmen am Fall vun enger ‚dégradation avérée' vun der Effikassitéit vum Produit ze ersetzen. Aus deem Grond hunn d'Kaliumiodidpëllen, déi 2014 un d'Bevëlkerung ausgedeelt gi sinn, just ee Produktiounsdatum (2011) a kee Verfallsdatum. D'Kaliumiodidpëlle ginn a reegelméissegen Ofstänn op d'Qualitéit an d'Haltbarkeet am Laboratoire national

de santé (LNS) iwwerpréift. Déi nächst Kontroll ass fir 2021 virgesinn."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéini war déi lescht Kontroll vum LNS? Fir wéini ass déi nächst virgesinn?

2. A wéi engen Ofstänn kontrolléiert den LNS de Bestand?

**Réponse** (22/12/2023) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Déi lescht Kontroll vun de Kaliumiodidpëllen ass am Mee 2022 gemaach ginn; et goufe keng Opfälleg-keete bei der Analys festgestallt. Déi nächst Kontroll ass fir 2025 virgesinn.

ad 2. D'Kaliumiodidpëlle bestinn aus engem Salz, dat ënnert normale Stockagekonditioune quasi onendlech haltbar ass. Bis elo si bei de Kontrolle keng Unzeeche vun Degradatioun festgestallt ginn. Opgrond vun der Stabilitéit vun de Pëllen, gi Kontrollen am 3-Jores-Rhythmus duerchgefouert.

**Plan de maintien dans l'emploi** | Question **0129** (20/12/2023) de **Mme Corinne Cahen** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Les entreprises luxembourgeoises qui rencontrent des difficultés économiques, et qui risquent de devoir licencier du personnel, ont la possibilité de mettre en œuvre un plan de maintien dans l'emploi afin d'éviter le recours à un plan social.

Un plan de maintien dans l'emploi peut être mis en place soit à l'initiative des partenaires sociaux, soit par le Comité de conjoncture si celui-ci enregistre cinq licenciements non inhérents à la personne sur une période de trois mois ou huit licenciements sur une période de six mois.

Il s'agit d'une mesure à caractère anticipatif qui vise à éviter un plan social et donc des licenciements et à proposer des solutions alternatives, comme la préretraite-ajustement.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Combien de plans sociaux y a-t-il eus au cours des dix dernières années ?

2) Combien de ces plans sociaux ont été lancés pendant la durée d'un plan de maintien dans l'emploi ?

3) Combien de ces plans sociaux ont été lancés après l'échec d'un plan de maintien dans l'emploi ?

4) Combien de plans de maintien dans l'emploi ont été mis en œuvre au cours des dix dernières années ?

5) Combien de salariés ont bénéficié de la préretraite-ajustement au cours des dix dernières années ?

**Réponse** (06/02/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2) Le principe d'un plan de maintien dans l'emploi est, comme son nom l'indique, de maintenir l'emploi. C'est la raison pour laquelle les plans sociaux qui visent une réduction de l'effectif d'une entreprise, ne sont généralement pas négociés lorsqu'un plan de maintien dans l'emploi est en vigueur.

ad 3) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 4) Les années 2020 et 2021 ont été marquées par l'impact économique de la pandémie du Covid 19, ce qui se répercute également au niveau du volume des plans de maintien dans l'emploi ou plans de redressement.

L'accès au chômage partiel structurel avait en effet été ouvert aux entreprises touchées par la crise pandémique. Dans ce contexte, les entreprises, selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise, devaient cependant présenter un plan de redressement, voire un plan de maintien dans l'emploi, et un plan de maintien dans l'emploi sectoriel permettait également dans certaines conditions l'accès au chômage partiel des entreprises des secteurs concernés. Cela se répercute sur les chiffres des tableaux ci-dessous.

Plans de maintien dans l'emploi :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Plans de maintien dans l'emploi sectoriels :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Plans de redressement :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 5) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Expansion du réseau des bornes de recharge pour véhicules électriques** | Question **0142** (02/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Déi heite Regierung huet am Koalitiounsaccord ugekënnegt, fir de Bau vun ëffentleche Luedstatiounen „de manière ciblée" auszebauen. Genee Zuele sinn awer am Koalitiounsaccord keng genannt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill ëffentlech Luedstatioune gëtt et, Stand Dezember 2023, zu Lëtzebuerg?

2. Wéi vill Luedstatioune goufen insgesamt zu Lëtzebuerg installéiert?

3. Wéi vill Schnellluedstatiounen (opgelëscht no Leeschtung) existéieren zu Lëtzebuerg, Stand Dezember 2023?

4. Wéi een Zil huet d'Regierung sech fir de Bau vun neie Luedstatioune gesat?
Wéi vill ëffentlech Luedstatioune solle bis 2028 gebaut ginn?
Wéi vill Schnellluedstatiounen (opgelëscht no Leeschtung) solle bis 2028 gebaut ginn?

**Réponse** (09/02/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Op den 31. Dezember 2023 sinn et zu Lëtzebuerg ongefeier 2.200 ëffentlech zougänglech Luedpunkte fir Elektrogefierer ginn. Ee Luedpunkt entsprécht enger Parkplaz, déi ekipéiert ass, fir en Elektroauto ze lueden. D'Iwwersiicht vun der ëffentlech zougänglecher Luedinfrastruktur fënnt ee beim Observatoire digital de la mobilité (www.odm.lu) an um Geoportail (http://www.g-o.lu/emobility).

ad 2. D'Zuel vun net ëffentleche Luedstatiounen ass der Regierung net am Detail bekannt. Iwwert de Subventiounsregimm fir Borne bei Betriber, deen duerch d'Gesetz vum 26. Juli 2022 agefouert ginn ass, si 691 Luedstatiounen, déi net ëffentlech zougänglech sinn, subventionéiert ginn (an 238, déi ëffentlech zougänglech sinn). Iwwert de Subventiounsregimm fir Privatleit goufe bis den 31. Dezember 2023 Aidë fir 4.456 Luedstatiounen accordéiert.

ad 3. Op den 31. Dezember 2023 waren insgesamt 216 ëffentlech zougänglech Luedpunkte mat enger Leeschtung vu méi wéi 22 Kilowatt (kW) zu Lëtzebuerg installéiert. Dësen Tableau weist eng Opdeelung no maximaler Luedleeschtung:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 4. Der Regierung hiert Zil ass et, eng adequat Unzuel vun ëffentlech zougängleche Luedinfrastrukturen ze garantéieren, déi der Entwécklung vun der Elektromobilitéit entsprécht. D'Zuel vu Luedpunkten ass heibäi nëmmen ee Krittär, well jee no Bedarf gi verschidden Typpe vu Borne mat ënnerschiddleche Luedleeschtunge gebraucht. Eng Schnellluedstatioun mat 350 kW kann zum Beispill iwwert den Dag weesentlech méi Autoe luede wéi eng 22 kW Born. Esou wéi an der Parkraumstrategie[1] am Kapitel iwwert d'Luedinfrastruktur ernimmt, brauch een esouwuel Luedpunkte mat bis 22 kW Luedleeschtung, op Plaze wou d'Parkdauer mëttel bis laang ass, wéi och Schnellluedstatiounen laanscht d'Haaptverkéiersachsen.

Dat neit europäescht Reglement 2023/1804 vum 13. September 2023 iwwert den Opbau vun Infrastruktur fir alternativ Kraaftstoffer leet a punkto ëffentlech zougänglech Luedinfrastruktur Mindestziler fir alleguerten d'Memberstaate fest. Et handelt et sech heibäi awer net ëm eng Unzuel u Luedpunkten, mee ëm ee Minimum vun der kombinéierter Luedleeschtung vun all den ëffentlech zougängleche Luedpunkten. Dëse Minimum u Luedleeschtung gëtt fir all Land unhand vun der Elektrifizéierung vu sengem Fuerpark berechent. Duerch dës Ziler gëtt séchergestallt, datt all Land eng adequat Luedinfrastruktur virgesäit. Um Site vum europäeschen Observatoire fir alternativ Kraaftstoffer gesäit een, datt Lëtzebuerg säin Zil däitlech erfëllt[2]. Am Kader vum genannten EU-Reglement wäert all Memberstaat bis Enn 2025 e Strategieprogramm virstellen, fir sécherzestellen, dass iwwerall genuch Luedstatiounen entstinn.

**Agence pour le développement de l'emploi** | Question **0143** (02/01/2024) de **M. André Bauler** (DP)

Virun iwwer zéng Joer ass d'ADEM via Gesetz reformëiert ginn. Aus der „Administration de l'emploi" ass deemools eng Agence ginn, d'„Agence pour le développement de l'emploi".

An deem Kontext wollt ech dem Här Aarbechtsminister follgend Froe stellen:

1. Ass schonn eng Evaluatioun vun dëser Reform duerchgefouert ginn? Wa jo, wat sinn d'Conclusiounen aus dëser Analys? Wann nee, wéini kéint esou eng Evaluatioun an d'Weeër geleet ginn?

2. Wéi huet sech d'Zuel vun den Agenten, déi bei der ADEM schaffen, zanter der Reform entwéckelt? Wéi eng verschidde Beruffsprofiller gëtt et bei der Agence? Wéi vill sinn der am Statut vum Staatsbeamten an dem „employé public" engagéiert?

3. Wéi vill „demandeurs d'emploi" sinn aktuell an de Weiderbildunge vun der ADEM ageschriwwen – speziell am Programm „Fit 4 Digital"?

[1] www.parken.lu
[2] https://alternative-fuels-observatory.ec.europa.eu/transport-mode/road/luxembourg/target-tracker

**Réponse** (07/02/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1. D'Gesetz vum 18. Januar 2012 war d'Grondlag, déi et der Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) erlaabt huet, sech konstant weiderzeentwéckelen, fir sech den Erausfuerderunge vun engem Aarbechtsmaart ze stellen, deen sech stänneg ännert a wéinst technologeschem, ökologeschem a gesellschaftlechem Wandel ëmmer méi komplex gëtt.

Zanter 2012 huet d'ADEM esou eng ganz Rei strukturell an inhaltlech Reformen duerchgefouert. E puer Haaptelementer sinn:

– D'Aféiere vun engem Service Employeur: An dësem Service, deen 2013 en place gesat ginn ass, schaffen an der Tëschenzäit 90 Agenten, vun deenen déi meescht laangjäreg Beruffserfarung an der Privatwirtschaft hunn. Si kennen also d'Besoine vun de Patronen a sinn e weesentleche Facteur, dass d'Qualitéit vun de Vermëttlungen eropgaangen ass, dass nei Offere sur mesure an der Weiderbildung entstan sinn an dass eng ganz Rëtsch Jobdays zu Lëtzebuerg an am Ausland organiséiert ginn. Eng Ëmfro iwwert d'Zefriddenheet beim Patronat am Joer 2018 huet dës verbessert Relatioun tëschent der ADEM an dem lëtzebuergesche Patronat confirméiert.

– D'Aféiere vun engem „parcours personnalisé du demandeur d'emploi" (PPDE): Zanter 2014 huet d'ADEM mam PPDE eng nei Method agefouert, fir d'Demandeurs d'emploi ze begleeden. Zesumme mat der Uni Lëtzebuerg ass e System entwéckelt ginn, fir d'Clienten ze segmentéieren (Profiling) an domat eng Betreiung duerch spezialiséiert Beroder unzebidden, déi den individuelle Besoinen ugepasst ass. Zäitgläich ass mam Aféiere vun der PPDE erreecht ginn, dass d'Clientsunzuel pro Beroder erofgaangen ass.

– Partenariater mat Representante vum Patronat a mat Weiderbildungsinstituter: Zanter 2015 huet d'ADEM mat der Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) e Partenariat pour l'emploi ofgeschloss mam Zil, d'Servicer vun der ADEM nach méi genee un d'Besoine vun de Betriber unzepassen a gläichzäiteg d'Betriber fir eng nach méi enk Zesummenaarbecht mat der ADEM ze sensibiliséieren. D'ADEM schafft och Hand an Hand mat de wichtegsten ëffentlechen a private Weiderbildungsacteuren hei am Land a kann doduerch seng Up- a Reskilling Offer konstant erweideren an de Besoine vum Aarbechtsmaart upassen.

– D'Reorganisatioun vun de Finanzdéngschtleeschtungen: D'ADEM gëtt den Demandeuren, den Auszebildenden an den Entreprisen eng ganz Rei vu finanziellen Hëllefen. Fir méi effizient a séier ze schaffen a fir d'Kontroll vun de Finanzhëllefen ze verbesseren, ass de ganze Beräich Finanzhëllefe reorganiséiert an no Clientsgruppen opgestallt ginn.

– D'Aféiere vun digitale Servicer: Zanter Jore bitt d'ADEM eng Rëtsch vun hire Servicer och digital un. Esou ass zanter Ufank vun der Pandemie de ganze Prozess vum Chômage partiel digital gi fir d'Betriber. D'Demandeurs d'emploi kënnen sech online bei der ADEM aschreiwen (iwwer MyGuichet) a verschidde finanziell Hëllefen, wéi d'Aide à la formation professionelle, online ufroen. Mam Programm eADEM, deen d'ADEM aktuell zesumme mam CTIE duerchféiert, gëtt déi néideg Infrastruktur geschaaft, fir an Zukunft aner wichteg Beräicher wéi Finanzhëllefen, PPDE oder Matching ze digitaliséieren an de Bierger a Betriber Servicer online iwwert den neie Portail „MyADEM" unzebidden.

– Strategie ADEM 2025: Mat der Strategie ADEM 2025, déi 2021 ausgeschafft ginn ass, huet d'ADEM sech e Kader ginn, fir sech och an Zukunft cibléiert weiderzeentwéckelen. Niewent enger klorer Visioun an der Definitioun vu senge Wäerter goufen néng strateegesch Ziler definéiert, déi et der ADEM erlaben, d'Clientsservicer an déi intern Organisatioun och fir d'Zukunft ze rëschten.

Als Member am europäesche PES Network, dat 2014 op Decisioun vum Europäesche Parlament a vum Europarot gegrënnt ginn ass, fir d'Zesummenaarbecht tëschent den ëffentlechen Aarbechtsverwaltungen an Europa ze stäerken, hëlt d'ADEM reegelméisseg un Assessmenter deel. Dës gi vun der Europäescher Kommissioun an Zesummenaarbecht mat externe Beroderfirmen a Peers nom Common Assessment Framework (CAF), ofgeleet vum EFQM (European Foundation of Quality Management) Excellence Modell, duerchgefouert. Bei de Benchlearning Assessmenter ginn engersäits quantitativ Donnéeë gekuckt an anersäits sur place de Fonctionnement vun der Aarbechtsverwaltung evaluéiert. Bei de viregten Assessmenter, déi 2016, 2018 an 2022 (online) duerchgefouert gi sinn, ass d'ADEM zertifiéiert ginn als Verwaltung, déi sech konstant weiderentwéckelt an déi néideg Schrëtt ënnerholl huet, fir sech den zukünftegen Erausfuerderungen ze stellen.

ad 2. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Betreffend déi verschidde „Beruffsprofiller", si bei der ADEM 63 „fonctions" definéiert. Duerch d'Weiderentwécklung an déi kontinuéierlech Verbesserung vun hire Servicer an och duerch d'Transformation digitale kommen nach déi eng oder aner nei Funktiounen, nei Beruffsbiller, an Zukunft dobäi.

ad 3. Aktuell (31. Dezember 2023) si 430 Demandeurs d'emploi an enger Weiderbildung ageschriwwen, déi vun der ADEM organiséiert gëtt. Iwwert d'ganzt Joer 2023, hu 5.100 (verschidden) Demandeurs d'emploi u mindestens enger Formatioun deelgeholl. Dat waren insgesamt iwwer 6.000 Aschreiwungen a Formatiounen, dovu 4.900 Formatioune vun der ADEM (a Kollaboratioun mat hire Formatiounspartner), 600 Formatioune bei de Chambres professionnelles (Chambre de Commerce, Chambre des Salariés, Chambre des Métiers) déi iwwert e „contingent" fir Demandeurs d'emploi erméiglecht goufen, a 560 extern Formatioune mat enger Aide financière vun der ADEM. Zousätzlech huet d'ADEM 2023 nach 11.000 GICEA-Bonge verginn (déi eng Formatioun zu engem reduzéierte Präis vun 10 € a Gemengen, Schoulen an Associatiounen erméiglechen), wouvun der 6.800 ageléist goufen.

De Programm Fit 4 Digital ass kee Programm vun der ADEM, mee e Programm vu Luxinnovation fir Entreprisen. D'ADEM organiséiert awer ganz vill Formatiounen am digitale Beräich, vu fundamentalen Digital Skills bis zu avancéierten/spezialiséierten IT-Kenntnisser (Coding, Data Analytics etc.). Am Joer 2023 hu 630 Demandeurs d'emploi un esou Formatiounen deelgeholl.

**Avances sur l'impôt** | Question **0144** (03/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Séance publique N° 8 vum 20. Dezember 2023 ass de Gesetzesprojet 8343 gestëmmt ginn. Duerch dëse Vote vun der Chamber gëtt de Steierbarème am Januar 2024 ëm 4 Indextranchen ugepasst. Duerch dës Upassung sinn d'Berechnung vun de Steieravancë fir d'Joer 2024, déi nach op de Jore virdrun opbauen, net adaptéiert. Konkreet bezuelen déi betraffe Leit ze héich Avancen, obwuel hinne bewosst ass, dass se duerch dës Adaptéierung manner bezuele missten. E proaktiivt adaptéiert Zréckbezuele géif Strofzënse mat sech bréngen an ass domat och net wierklech eng envisagéierbar Optioun. Et stellt sech also d'Fro, wéi een déi betraffe Bierger kann ënnerstëtzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Gëtt et Iwwerleeunge säitens dem Ministère, d'Steieravancë vun de betraffene Leit nei ze berechnen an hinnen nach am éischten Trimester 2024 eng passend Kommunikatioun ze schécken?

2. Falls nee: Gëtt et Iwwerleeunge säitens dem Ministère, d'Strofzënsen an engem Fall vu proaktivem adaptéierten Zréckbezuelen ze annuléieren?

3. Falls nee: Net adaptéiert Steieravancë féieren héchstwarscheinlech zu méi héije Réckbezuelungen un déi betraffe Stéit. Wéi ee Montant ass fir dëse konkreete Kontext am Budget virgesinn?

**Réponse** (19/01/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Wéi et am Artikel 135 vum Akommessteiergesetz (L.I.R.) virgesinn ass, gi Steieravancë prinzipiell op Basis vun der leschter Besteierung festgesat. Des Weidere kann d'Steierverwaltung d'Avancen upassen, wann Elementer bekannt sinn, déi eng Reduktioun oder eng Erhéijung rechtfäerdegen. Eng allgemeng automatesch Upassung vun den Avancë wéinst ë. a. enger Adaptatioun vum Barème oder dem Entfale vun enger Indextranche ass net virgesinn.

Net adaptéiert Steieravancë féieren net onbedéngt zu méi héije Réckbezuelungen un déi betraffe Stéit, virun allem, wann ee berücksichtegt, datt op der enger Säit d'Avancen op Basis vun der leschter Besteierung festgesat goufen (z. B. d'Steierjoer 2022 oder 2021), wou déi professionell Revenue fir d'Steierjoer 2024, bedéngt duerch d'Indexéierung, gegeebenefalls méi héich ausfale wäerten, an datt op der anerer Säit de Steierbarème fir d'Steierjoer 2024 ëm 4 Indextranchen ugepasst gouf.

Esou soll de Steierzueler sech un de leschten Tableau vun den Avancen halen, deen hie vun der Steierverwaltung geschéckt kritt huet. Zënse gi gerechent, wann de Steierzueler d'Echeance vun de festgesaten Avancen net respektéiert. Den uewe genannten Akommessteierartikel gëtt awer dem Steierzueler d'Méiglechkeet, iwwert de Wee vun enger motivéierter Ufro seng Avancen upassen ze loossen, falls seng steierlech Situatioun sech weesentlech verännert.

Am Fall wou et bei engem „proaktiv adaptéierten Zeréckbezuele" vun den Avancë säitens dem Steierzueler zur Fixatioun vun Zënse kënnt, a sech effektiv sollt erausstellen, datt déi initial fixéiert Avancen ze héich waren, gesäit den Artikel 155 (4) L.I.R. vir, datt bei all Reduktioun vun der Steier e Recalcul vun den Zënse stattfënnt.

Am groussherzogleche Reglement vum 22. Dezember 1981 zum Artikel 155 (4) L.I.R. gëtt weider präziséiert wat d'Avancë betrëfft, datt bei esou engem Recalcul vun den Zënsen d'Imputatioun vun der Reduktioun vun der Steier op all eenzel Echeance vun den Avancë gläichméisseg verdeelt gëtt, fir de Remboursement ze rechnen.

Et ass och keng Fro vu Budget, dee misst virgesi ginn, vu datt d'Réckbezuelung iwwert dee selwechten Article budgétaire leeft, iwwert deen d'Steieren och erakommen.

**Mendicité organisée** | Question **0145** (03/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Heescherei an hire verschiddene Formen ass am Dezember 2023 e grousst politescht a soziaalt

Theema an eiser Gesellschaft gewiescht. Et ass vu-säite vun der Regierung an och eenzele Gemenge-päpp dorops higewise ginn, dass virun allem déi organiséiert Heescherei am Zentrum vun de Suergen an den neie Reglementatioune steet. Konkreet soll d'Police an dësem Kontext zum Beispill ab Januar an der Stad Lëtzebuerg géint déi organiséiert Heescherei virgoen. An anere Gemengen, wéi zu Dikrech, stinn änlech Iwwerleeunge schonns länger am Gemengereglement. D'Argumenter säitens der Regierung bauen op villen Temoignagen op, déi an dësem Kontext der Stad Lëtzebuerg zougedroen an zougeschéckt gi sinn. Et stellt sech awer d'Fro vun enger statistescher Traçabilitéit vun dëse Fäll.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Fäll vun organiséierter Heescherei sinn an de leschte 5 Joer pro Gemeng vun der Police notéiert ginn?

2. Wéi vill vun dësen notéierte Fäll konnte final opgekläert gi pro Gemeng?

**Réponse** (27/02/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Den Tableau heidrënner enthält fir d'Joren 2019–2023 déi gesamt Unzuel vu Faiten, déi viséiert si vun den Artikelen 342 bis 347 vum Code pénal, wou d'Police Protokoll erriicht huet, ventiléiert no Gemeng.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2. D'Police schreift Protokoller, wa se eppes feststellt an de Parquet decidéiert, wéi eng Suite et gëtt.

Laut dem informatesche System vun de Justizautoritéite sinn an deem uewe genannten Zäitraum 3 Dossieren am Stater Arrondissement judiciaire an 3 Dossieren am Dikrecher Arrondissement judiciaire wéinst „mendicité aggravée" opgemaach ginn. Dobäi ass ze präziséieren, dass 1 Dossier eng ganz Rei vu Rapporten a Protokoller ka beinhalten, sou dass ee vun der Zuel vun de Protokoller net op d'Zuel vun den Dossiere beim Parquet ka schléissen. Des Weidere sinn déi Fäll, wou Mannerjäreger concernéiert sinn, net mat abegraff.

Esou wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0170 erkläert ginn ass, gouf eng substanziell Enquête vun der Police judiciaire an de Joren 2020, 2021 an 2022 gefouert fir Fäll vun Heescherei am Grupp, falschen Dokumenter, Déifstall, Bedroungen a Bedruch, déi duerch Mannerjäreger begaange goufen.

Dës Enquête huet awer d'Limitte vun den Enquêteméiglechkeeten an dësem Ëmfeld gewisen, well se et net erlaabt huet, d'Hannermänner ze identifizéieren, trotz de séllegen Demarchen, déi ënnerholl goufen, an enger Ufro, fir eng europäesch Enquête opzemaachen, déi un déi auslännesch Justizautoritéite geriicht gouf.

**Chasses battues** | Question **0147** (03/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Alljoers, vun ongefeier Mëtt Oktober bis Mëtt Dezember, si wärend enger Rei Wochen iwwerall am Land vill Klappjuegten. Wärend dëser Zäit gouf an de Medien, souwuel an den digitale Medie wéi och an de Printmedie respektiv um Radio, eng grouss ugeluechte Sensibiliséierungscampagne vum Mobilitéitsministère lancéiert, fir d'Leit drop hinzeweisen, dass d'Saison fir d'Klappjuegten ugefaangen huet a Persounen hir Vitess op de betraffene Stroosse sollen upassen.

Do dernieft stellen och d'Jeeër selwer nach Schëlder op, fir de Public drop opmierksam ze maachen, dass zu engem gewëssenen Zäitpunkt op enger Plaz eng Juegd ass. Op dëse Schëlder laanscht d'Stroosse sinn dacks och Schëlder gemoolt, déi eng maximal Vitess vun 30 km/h virschreiwen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau, Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill huet dës Campagne insgesamt kascht, opgelëscht no der Aart vun de verschiddene Medien?

2. Sinn d'Vitesslimitatioun oder aner Stroossebeschëlderunge souwéi Spärunge vu Parkingen oder anere Plazen, déi net vu P&CH oder der Gemeng opgestallt oder virgeholl gi sinn (wéi zum Beispill d'Schëlder vun de Jeeër, déi uweisen, dass eng Klappjuegd stattfënnt an op de betraffene Stroosse soll mat 30 km/h gefuer ginn) rechtlech bindend? Wa jo, wat ass déi entspriechend Base légale dofir?

**Réponse** (05/02/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. De Käschtepunkt vun der Campagne, déi an Ofsprooch mat der „Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg ASBL" gemaach ginn ass, fir d'Leit op d'Organisatioun vun de Juegten opmierksam ze maachen an do, wou d'Juegte sinn, dann och besonnesch op Mënsch an Déier opzepassen an hire Fuerstil deementspriechend unzepassen, huet sech op insgesamt 26.445 Euro chiffréiert, dovunner 12.770 Euro fir d'Kreatioun, 11.675 Euro fir d'Diffusioun vum Radiospot op RTL Radio an 2.000 Euro fir d'Diffusioun op de soziale Medien (all Montant HTVA).

ad 2. All Organisatioun oder Privatpersoun, déi Pannoe laanscht d'Staatsstroosse wëll opstellen, muss eng begrënnten Ufro stellen, dat ënnert der Form vun enger „Demande de permission de voirie" nom Gesetz vum 21. Dezember 2009. De Minister, deen d'ëffentlech Aarbechten a sengen Attributiounen huet, stellt d'Autorisatioun un de Demandeur aus, deen d'Pannoen da konform zur Autorisatioun däerf opstellen.

All verbindlech Verkéiersreglementatioun muss duerch den zoustännege Gestionnaire vun der ëffentlecher Strooss (Staat oder Gemeng) eng rechtlech Basis kréien, dat duerch ee groussherzoglecht oder ministeriellt Reglement, oder ee Gemengereglement. Dës Schëlder mussen dann och dem Code de la route entspriechen. Rechtlech verbindlech Verkéiersschëlder si Verbuet-, Restriktioun- an Obligatioun-Schëlder.

Et muss also kloer een Ënnerscheed gemaach ginn tëschent Pannoen a verbindleche Verkéiersschëlder, wouzou och Vitesslimitatioune gehéieren. D'Pannoe, déi d'Jeeër am Kader vu Klappjuegten opstellen, si Pannoe mat Sensibiliséierungscharakter, a si rechtlech net bannent.

Dës Pannoe maachen d'Automobilisten*innen op d'Gefor vun enger Klappjuegd opmierksam, déi dann hir gefuere Vitessen der Gefor sollen upassen, dat, fir de Risiko vun Accidenter ze minimiséieren.

**Subsides pour les asiles d'animaux** | Question **0148** (03/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Traditionell heescht et an den Déierenasyler no de Chrëschtdeeg oder an den Zäite vun der Summervakanz: „Alle Jahre wieder". Zu dësen Zäite ginn d'Zuele vun den Déieren, déi an den Asyler landen, däitlech erop. Déierenasyler leeschten ee wichtege Bäitrag am Schutz vun den Déieren, well se den Déieren, déi net méi dierfen oder kënnen an hirem Doheem bleiwen, eng Méiglechkeet ginn, gutt ënnerzekommen an een neit Doheem ze fannen. Et gëtt vill Fäll, wou Persoune mat verschiddenste Grënn sech net méi selwer kënnen ëm hiert Hausdéier këmmeren an et mussen an engem Asyl ofginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau dës Fro stellen:

– Wéi vill Subside goufe vum Lëtzebuerg Staat an de leschte 5 Joer un Déierenasyler (opgelëscht pro Standuert) respektiv un d'ASBLen, déi entspriechend Strukture bedreiwen, ausbezuelt?

**Réponse** (06/02/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

De follgenden Tablo renseignéiert opgedeelt no Déierestatioun a Joer iwwert déi vum Ministère fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau bezuelte Subsiden.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Doriwwer eraus huet de Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit spezifesch d'Wëlldéierestatioun Diddeleng och iwwert déi lescht Joren ënnerstëtzt. Heibäi handelt et sech ëm Subventiounen, déi am Kontext vu Konventiounen ausbezuelt ginn. D'Wëlldéierestatioun als Opfänkstatioun fir all Déieren, déi net Hausdéiere sinn, huet domat d'Missioun, z. B. Vullen (déi ëmmer ee Schutzstatus hunn) ze pfleegen. Des Weideren ass et wichteg, dës Déieren duerno op eng Réckféierung an d'Natur virzebereeden. Well d'Wëlldéierestatioun eenzegaarteg zu Lëtzebuerg ass, bedarf se dowéinst och der néideger Ënnerstëtzung am infrastrukturelle Beräich.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Service « Protection Mail » de POST Luxembourg** | Question **0151** (08/01/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Enn Dezember d'lescht Joer krute Cliente vu POST-Telecom e Mail, datt si mat „Protection Mail" während den nächste sechs Méint gratis en zousätzleche Sécherheetsservice zur Verfügung gestallt kréien. Dobäi soll et sech zum engen ëm e Spamfilter an op där anerer Säit ëm en Antivirus handelen. Falls si sech wärend där Zäit net aktiv bei POST mellen, hunn si de Service duerno automatesch fir zwee Euro de Mount abonéiert.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Ekonomiesminister gär dës Froe stellen:

1. D'Cliente goufen den 20. Dezember iwwer „Protection Mail" informéiert, obwuel dës dem selwechte Mail no schonn am Oktober aktivéiert gouf. Wéi wierkt sech dës Verzögerung op d'Asprochsméiglechkeete vun engem dauerhaften Abonnement vu „Protection Mail" aus? Kann den Här Minister an deem Zesummenhang preziséieren, ob a wéi et rechtlech mam Konsumenteschutz vereinbar wier, de Leit sechs Méint Zäit ze ginn, fir ze widderspriechen, awer se réischt zwee Méint nom Start vun deem Delai ze informéieren?

2. Kann den Här Minister elaboréieren, ewéi eng zousätzlech Servicer „Protection Mail" vis-à-vis vu standardiséierte Sécherheetsmoossname bitt, déi all E-Mail-Ubidder gratis zur Verfügung stellt, fir déi entspriechend Zousazkäschte fir d'Clienten ze begrënnen?

**Réponse** (01/02/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Cyberugréff ginn ëmmer méi komplex a méi raffinéiert. E klasseschen Antivirusprogramm ass eng minimal Léisung, mee protegéiert net komplett an et ass domat och net méiglech, déi sëllege Spam-Mailen erauszefilteren.

POST Lëtzebuerg erkläert op Nofro hin, dass d'Aktivatioun vun der Basisversioun vum Service „Protection Mail" an e puer Welle vun Oktober 2023 un néideg war, fir op dat massiivt Benotze vun „@pt.lu" Mailadresse fir Cyberugréff ze reagéieren, gréissere Schued duerch Phishing Campagnen ofzewenden an ze verhënneren, dass dës Mailadresse vun aneren Operateuren a Serviceubidder géifen op schwaarz Lëschte gesat ginn.

POST Lëtzebuerg huet decidéiert, dës Basisversioun gratis unzebidden, och iwwert déi sechs Méint eraus, ouni dass de Client dofir eppes maache muss.

Fir Clienten, déi déi beschtméiglech Protektioun wëllen hunn, virun allem fir d'Erkenne vu Phishing, proposéiert POST Lëtzebuerg déi avancéiert Versioun vu „Protection Mail" fir 2 Euro de Mount. Fir dës Optioun gëtt de Client explizitt vu POST Lëtzebuerg ëm seng Zoustëmmung gefrot.

POST Lëtzebuerg proposéiert eng Léisung, déi wäit iwwert de Minimum, dee gratis ugebuede gëtt, erausgeet an d'Clienten nom neiste Stand vun der Technik virun all Zorte vu Phishing a Spam-Maile schützt. Dat setzt den Asaz vun zousätzleche Servicer a Software viraus, déi duerch déi néideg Softwarelizenzen a Personalkäschten e Käschtepunkt duerstellen.

**Directive européenne sur les travailleurs de plateforme** | Question **0152** (08/01/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Un projet de directive européenne visant la règlementation du travail de plateforme fait actuellement l'objet d'une négociation dite « trilogue » au niveau européen. Les États membres n'ont jusqu'à présent pas réussi à trouver un accord commun sur ce texte suite à leurs positions divergentes en la matière. Ainsi le 22 décembre 2023 lors d'une réunion des représentants permanents des États membres (COREPER) les États membres n'ont pas pu réunir la majorité requise pour adopter un texte.

Un accord fort et ambitieux sur cette directive européenne assurant aux travailleurs de plateforme les garanties, droits et protections nécessaires tel que mentionné dans l'accord de coalition 2023-2028 semble donc peu probable.

Dès lors, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Quelle position le Gouvernement a-t-il défendue lors de ces négociations du 22 décembre 2023 ? A-t-il voté pour l'accord conclu entre la Commission européenne, la présidence du Conseil et le Parlement européen ?

2) Monsieur le Ministre peut-il élaborer ce qu'il entend par « garanties, droits et protections nécessaires » à prévoir dans la directive en question ?

3) Monsieur le Ministre envisagera-t-il de légiférer en matière de travail de plateforme en l'absence d'une directive européenne ou si une telle directive ne répond pas aux attentes formulées dans l'accord de coalition ?

**Réponse** (08/02/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1) Le Luxembourg plaide dès le début des négociations pour une directive forte qui établit un cadre légal protecteur pour les personnes exerçant un travail par le biais d'une plateforme numérique. Le Luxembourg a donc soutenu la position qu'il est important de réglementer cette forme de travail atypique et précaire le plus rapidement possible en trouvant un bon équilibre en ce qui concerne les droits et obligations des parties contractantes sans toutefois sanctionner les vrais indépendants.

Pour ce qui est des différents indicateurs de la présomption légale, le Luxembourg a estimé que la version de l'accord provisoire a atteint un bon curseur, étant donné que le travailleur de plateforme peut être considéré comme la partie la plus faible de la relation contractuelle en question.

Enfin, le Luxembourg a aussi salué l'introduction de la disposition visant à ce qu'une décision de suspendre ou de terminer la relation de travail ou le compte d'utilisateur d'un travailleur de plateforme devrait toujours être prise par un être humain et ne peut plus être prise par un algorithme.

Vu ce qui précède, le Luxembourg a donc voté pour l'accord conclu entre la Commission européenne, la présidence du Conseil et le Parlement européen.

ad 2) Les plateformes de travail numérique ont introduit de nouvelles formes d'organisation du travail qui remettent en question les droits et obligations existants dans les relations de travail classiques et les droits sociaux. Souvent les plateformes ne se voient pas comme un employeur, mais se considèrent comme un intermédiaire assurant des services par le biais d'une plateforme numérique. De manière générale, elles considèrent que les personnes exécutant un travail par l'intermédiaire d'une plateforme sont des travailleurs indépendants alors qu'ils se trouvent en fait dans une relation de subordination manifeste. Ces personnes sont particulièrement susceptibles d'être confrontées à des conditions de travail désavantageuses et à un accès insuffisant à la protection sociale. Une qualification trompeuse en tant qu'indépendant ou commerçant prive ces personnes des droits et protections auxquels elles ont droit en tant que salariés.

Il est donc indispensable que la plateforme numérique, personne physique ou personne morale, qui sert d'intermédiaire en organisant des prestations de services au moyen d'un dispositif technique, puisse, dans certains cas, être qualifiée d'employeur afin d'assurer une protection sociale efficace aux salariés concernés (sécurité sociale, salaire social minimum, etc.).

ad 3) Oui, en cas d'absence d'une directive européenne ou si une telle directive ne répond pas aux attentes formulées dans l'accord de coalition, le Gouvernement déposera un projet de loi à la Chambre des Députés.

**Non-participation aux élections législatives** | Question **0153** (08/01/2024) de **M. Georges Engel** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

En vertu de la loi électorale, le vote est obligatoire pour tous les électeurs inscrits sur les listes électorales. Le dimanche 8 octobre 2023, les électeurs luxembourgeois ont été appelés aux urnes et ont élu leurs représentants qui siègeront en tant que députés à la Chambre des Députés durant la prochaine législature. Cependant, un nombre important d'électeurs inscrits n'a pas participé à ces élections. Ce phénomène s'est déjà manifesté lors des élections communales en 2023.

D'après l'article 90 de la loi électorale, le procureur d'État dresse, commune par commune, le relevé des électeurs qui n'ont pas pris part au vote et dont les excuses n'ont pas été admises.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Le Gouvernement peut-il confirmer que le parquet a effectivement dressé de tels relevés à la suite des dernières élections nationales ? Quelles sont les conclusions que le parquet a tirées de ces relevés ?

2) Est-ce que des amendes, telles que prévues par la loi électorale en cas de non-participation au vote, ont effectivement été prononcées ? Si oui, dans combien de cas ?

3) Est-ce que le nombre de personnes n'ayant pas participé au vote a été impacté par l'assouplissement des conditions du vote par correspondance ?

4) Afin de faciliter la tâche au parquet, est-ce qu'une modification législative de la loi électorale serait une piste à suivre ?

5) D'après Madame la Ministre, l'introduction du vote électronique pourrait-il contribuer à réduire le chiffre de non-participation aux élections législatives ?

**Réponse** (05/02/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Luc Frieden,** Premier ministre

ad 1) Le parquet a conformément à l'article 149 de la loi électorale réceptionné les répertoires des électeurs qui n'ont pas pris part à l'élection figurant sur les relevés électoraux dressés par les bureaux de vote.

Ces répertoires contiennent toutefois l'ensemble des électeurs qui n'ont pas remis de bulletin y compris les électeurs excusés de droit conformément à l'article 89 de la loi électorale, c'est-à-dire les électeurs qui au moment de l'élection habitent une autre commune que celle où ils sont appelés à voter, les électeurs âgés de plus de 75 ans et les électeurs en tutelle, ainsi que les électeurs qui ont voté par correspondance mais dont le bulletin n'est pas parvenu aux bureaux de vote.

Il incomberait donc dans un premier temps aux parquets d'identifier tous les électeurs susceptibles d'avoir contrevenu à la disposition légale, puis aux autorités compétentes (police) de les auditionner individuellement étant donné que le ministère public ne peut pas apprécier l'opportunité des poursuites sans audition de l'auteur de l'infraction.

Vu l'envergure des mesures d'enquête à accomplir le parquet n'établit donc plus de relevé par commune, conformément à la politique de poursuite existant en la matière depuis des décennies.

ad 2) Non.

ad 3) Tout d'abord, il y a lieu de rappeler que l'assouplissement des conditions du vote par correspondance est une mesure spécialement dédiée à encourager la participation au vote, certes obligatoire, en offrant aux électeurs le choix de se rendre aux urnes sinon d'y participer à distance.

Tel qu'il a été expliqué sub 1, pas tous les électeurs qui sont recensés comme des non-votants sont des électeurs non excusés. Or, vu l'absence de chiffres par rapport aux différentes hypothèses explicitées ci-avant, il n'est actuellement pas possible d'évaluer si l'assouplissement des conditions de vote par correspondance a eu un impact ou non sur la participation électorale.

ad 4) En théorie, la digitalisation du processus des élections pourrait faciliter l'identification des non-votants tombant sous l'obligation de vote. Néanmoins, la question de la politique de poursuite en la matière ne s'en trouverait pas nécessairement affectée.

D'une part, le fait de poursuivre pénalement les non-votants mettrait le parquet dans une situation délicate au vu du volume des affaires potentielles : les tribunaux se trouveraient submergés par d'innombrables affaires ne présentant guère une énergie criminelle élevée dans le chef des auteurs. Les autres affaires pénales, méritant un traitement au niveau de la poursuite, s'en trouveraient lourdement affectées. Le parquet se trouverait en fait amené à poursuivre sans distinction tous les non-votants soumis au vote obligatoire, en ce qu'il est difficilement concevable, dans le cadre d'une politique de poursuite cohérente, de poursuivre tel non-votant et non par tel autre.

ad 5) Comme on a pu constater que malgré l'assouplissement des conditions pour demander le vote par correspondance, le taux des absentéistes a augmenté, l'introduction d'une nouvelle facilité pour encourager la participation au vote, tel que le vote électronique, ne doit donc pas non plus forcément impliquer une baisse de ce taux.

**Devise Beki** | Question **0154** (09/01/2024) de **M. Franz Fayot** | **M. Claude Haagen** (LSAP)

À la fin de la semaine passée, le syndicat intercommunal du canton de Redange a annoncé mettre fin à son soutien au Beki, devise locale créée en 2012 et acceptée depuis sa création par quelque 123 commerces et entreprises locaux. D'après les responsables de l'initiative regroupés au sein de l'ASBL « De Kär », cette décision, prise majoritairement au sein du syndicat intercommunal, serait le résultat de changements politiques intervenus après les dernières élections communales de juin 2023.

Malgré le succès de la devise Beki, mesuré à l'aune d'autres devises locales et régionales européennes, un Beki passant en moyenne 5 fois dans les commerces de la région avant d'être échangé en euro, il aurait été décidé de mettre fin au soutien à cette initiative, sans discussion préalable avec les responsables gérant le Beki. Le Beki est également un succès au vu du nombre de commerces et entreprises participant à l'initiative.

– Au vu de l'importance de ce projet pour l'économie locale et régionale du canton de Redange, mais aussi au regard du caractère précurseur de cette monnaie locale pour favoriser le développement de circuits et d'interactions locales et régionales, nous aimerions savoir si le Gouvernement compte intervenir pour soutenir, sous une forme ou une autre, le Beki afin d'en garantir la pérennité.

**Réponse** (08/02/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

Le Gouvernement prend note de la décision du syndicat intercommunal et n'envisage pas d'intervenir, ceci dans le respect de l'autonomie communale.

À noter que le projet de devise locale a bénéficié de fonds LEADER (Liaison entre actions de développement de l'économie rurale, une initiative de l'Union européenne visant à établir des liens entre projets et acteurs de l'économie en milieu rural).

**Effectifs de la douane à l'Aéroport de Luxembourg** | Question **0156** (09/01/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0049 huet d'Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte Follgendes geäntwert: „D'Ekippe bei der Douane um Flughafe sinn op déi potentiell Méibelaaschtungen duerch déi direkt Vollen aus China preparéiert. Wéi bei all nei Drëttlandsvollen üblech, sinn d'Ekippen an dëser éischter Phas, an där de Flux nach nei ass, renforcéiert. An enger zweeter Phas, baséierend op deenen éischten Erfarungswäerter, ginn d'Ekippe gegeebenefalls ugepasst. Dëst natierlech am Aklang mat de weideren Attributioune vun der Douanesverwaltung."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Ekippen huet d'Douane aktuell op der Arrivée fir Passagéier um lux-Airport?

2. Aus wéi ville Persoune bestinn déi eenzel Ekippen, opgedeelt no vereedegte Staatsbeamten a Stagiairen?

3. Eis gouf zougedroen, dass a méi Ekippe scho länger Leit feelen a si ënnerbesat sinn. Zënter wéini feele Leit an deenen eenzelnen Ekippen?

4. An der Äntwert op meng drëtt Fro aus der parlamentarescher Fro N° 0049 steet, dass bei der Douane d'Ekippen an dëser éischter Phas, an där de Flux nach nei ass, renforcéiert gi wieren. Wéi vill Leit goufen zousätzlech bei der Douane zënter der Annonce vun den Direktvollen tëscht Lëtzebuerg a China als Renforcement op d'Arrivée gesat?

5. Kann de Minister bestätegen, dass d'Renforcementer, vun deenen d'Ministesch schreift, aus Leit aus aneren Ekippen op der Arrivée bestinn, déi hire Schichtplang geännert kruten, wat am Géigenzuch awer fir e grousse Personalmangel an den urspréngleche Ekippe suergt?

6. Wat ass geplangt, fir de Personalmangel laangfristeg an de verschiddenen Ekippen ze behiewen?

**Réponse** (02/02/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

D'Kontrollen am Douanesberäich um Flughafe gi vun der „Unité contrôles sécuritaires – contrôles aéroportuaires" assuréiert. An dëser Unitéit besteet aktuell fir de Beräich vun der „Arrivée passagers" een dediéierte Pool vun 18 Beamten, déi vereedegt sinn. Doriwwer eraus gëtt et 4 Beamten, déi de Stage fäerdeg hunn an op hir Vereedegung waarden a 4 Stagiairen, déi viraussiichtlech Ufank 2025 wäerte mam Stage fäerdeg ginn.

Den Dispositif op de jeeweilege Schichte ka jee no Prioritéiten, Flugpläng a Méibelaaschtung opgedeelt an ugepasst ginn, dëst jeeweils mat engem Maximum vun 2 Stagiairë pro Schicht.

Op der Arrivée konnten an der Vergaangenheet d'Schichten ëmmer assuréiert ginn. Dëst verhënnert net, dass d'„Unité contrôles sécuritaires – contrôles aéroportuaires" am éischten Trimester 2024 duerch nei vereedegt Beamte verstäerkt wäert ginn. Dës Rekrutementer sinn 2022 ugaangen a wäerten och am Pool „Arrivée passagers" eng quantitativ zousätzlech Opstockung vum Personal um Findel duerstellen.

Den Dispositif op de jeeweilege Schichte vum Pool „Arrivée passagers" ass flexibel a kann och kuerzfristeg, wann de Besoin besteet, mat Beamten aus anere Servicer operationell verstäerkt ginn.

Ufanks, a wéi bei all neiem Drëttlandsvol üblech, goufe méi Leit op d'Schichten „arrivée/départ" vun den Drëttlandsvollen aus China gesat. Aktuell ass festzehalen, dass et wéinst dem Drëttlandsvol aus China kee Besoin gëtt, fir Beamten aus anere Servicer ofzezéien, fir se op de Flughafen ze affektéieren.

Fir den noutwennege Renforcement beim Effectif maachen ze kënnen, huet d'Douane, dem „Accord relatif au temps de travail et de repos dans l'Administration des douanes et accises" aus dem Joer 2022 entspriechend, d'Zouso bis 2030, niewent den Ofgäng an d'Pensioun, netto all Joer 10 nei Rekrutementer virhuelen ze kënnen. Dëst, fir d'Missiounen, déi ëmmer méi breetgefächert ginn, och an Zukunft kënnen an de beschtméigleche Konditiounen ze erfëllen an ee Service 24/7 ze garantéieren.

**Construction d'une passerelle pour piétons et cyclistes reliant la zone industrielle de Hamm à la gare ferroviaire de Cents-Hamm** | Question **0157** (10/01/2024) de **Mme Corinne Cahen** (DP)

Au vu des nombreuses entreprises, administrations et d'un établissement scolaire implantés dans la zone industrielle de Hamm, et dans le but d'encourager le recours à des moyens de transports alternatifs, une connexion optimale aux transports en commun est indispensable.

Or, comme la zone industrielle est séparée de la gare ferroviaire de Cents-Hamm par la N2, route très fréquentée et dangereuse à croiser, en particulier aux heures de pointe, ceci pourrait avoir un effet dissuasif à l'utilisation du train, notamment en ce qui concerne les élèves de l'école susmentionnée.

Ainsi, la construction d'une passerelle pour piétons et cyclistes, d'ailleurs revendiquée par les syndicats des intérêts locaux de Cents et de Hamm, permettrait de relier la zone industrielle à la gare ferroviaire de manière sécurisée et augmenter l'attractivité des transports publics.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Est-il prévu de construire une telle passerelle afin d'améliorer la sécurité routière et de promouvoir les transports en commun à cet endroit ?

– Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle fournir des détails y relatifs, notamment quant aux coûts, au début et à la durée des travaux estimés ?

– Y a-t-il déjà eu des contacts entre la Ville de Luxembourg et les services de Madame la Ministre à ce propos ?

– Dans ce cadre, Madame la Ministre peut-elle préciser la répartition des compétences pour la réalisation du projet en question ?

– Dans la négative, un tel projet serait-il envisageable ? Quelles seraient les raisons éventuelles pour renoncer à un tel projet ?

**Réponse** (13/02/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

– Un projet de construction d'une passerelle dédiée aux piétons et cyclistes permettant le franchissement de la route nationale N2 et ce, afin de relier la gare ferroviaire Cents-Hamm à la zone d'activités, n'est pas envisagé à ce stade.

Néanmoins, des aménagements à ces endroits ont été réalisés par l'Administration des ponts et chaussées afin d'assurer la sécurité des piétons et cyclistes traversant la route nationale N2. Le passage piéton à hauteur de l'intersection avec la rue des Peupliers a été réaménagé et équipé de feux tricolores et d'un îlot refuge. À l'instar de ce passage piéton, le

passage combiné à hauteur de l'ouvrage, aménagé dans le cadre de sa construction et reliant la rue des Alouettes à la route nationale N2, a également été équipé de feux tricolores et d'un îlot refuge.

Par ailleurs, la vitesse maximale autorisée sur cette portion de la route nationale a été réduite de 70 km/h à 50 km/h.

– Aucun contact n'a encore été établi entre la Ville de Luxembourg et les services de l'Administration des ponts et chaussées à ce sujet.

– L'Administration des ponts et chaussées pourrait envisager la construction d'un tel ouvrage s'il constituait un maillon essentiel d'une liaison cyclable faisant partie du réseau national des itinéraires cyclables déterminé par la loi modifiée du 28 avril 2015. Quant au gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire des CFL, il envisagerait un tel ouvrage uniquement si ce dernier était la seule possibilité pour permettre l'accès sécurisé aux deux quais ferroviaires, ce qui n'est pas le cas, puisque cet arrêt a été reconstruit lors de la mise à double voie du tronçon de ligne Luxembourg-Sandweiler/Contern avec un passage supérieur routier qui est également muni de trottoirs avec des escaliers et ascenseurs menant directement aux deux quais.

Si un acteur tiers envisageait la réalisation d'un tel projet, celui-ci serait à autoriser par une permission de voirie conformément à la loi modifiée du 21 décembre 2009.

**Langues parlées par le personnel de POST** | Question **0159** (10/01/2024) de **M. Tom Weidig** (ADR)

Esou wéi et mir zougedroe gouf, si vill Cliente vu POST mëttlerweil gezwongen, an de Guichete vum Établissement public op déi franséisch Sprooch zeréckzegräifen, well hire „conseiller commercial" op der Plaz just nach eng vun eisen dräi administrative Sprooche beherrscht.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Ekonomieminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister dës Virgäng bestätegen?

2. Falls jo, kann den Här Minister dann erklären, firwat vum Personal an engem Établissement public mëttlerweil keng Kenntnis méi vun eisen dräi administrative Sprooche verlaangt gëtt?

3. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill Leit an de Joren 2013 bis 2023 bei POST agestallt goufen, déi zum Ablack vun hirem Déngschtuntrëtt op d'mannst eng vun eisen dräi administrativen Amtssproochen net beherrscht hunn, wéi dës Zuel sech op déi eenzel Sprooche verdeelt, wéi vill entspriechend Coursë säitdeem vum Personal vu POST absolvéiert goufen a wéi ee Käschtepunkt dem Betrib doduerch entstanen ass?

4. Goufen déi entspriechend Coursë mat engem Examen ofgeschloss, fir d'Kenntnisser an där Sprooch ze testen?

5. Falls jo, wéi ass d'Erfollegsquot ausgefall?

6. Gëtt et Kontrollmechanisme fir sécherzestellen, datt d'Personal, dat Coursen an enger vun eisen administrative Sproochen iwwert de Betrib bezuelt kritt, dës Sprooch och am Ëmgang mam Client konsequent benotzt?

**Réponse** (23/01/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

De Minister kann esou Virfäll am Ausmooss wéi se vum Deputéierte beschriwwe ginn net bestätegen.

Jiddereen, dee bei POST Lëtzebuerg als Telekom-Beroder agestallt gëtt, muss déi véier Sproochen, Lëtzebuergesch, Däitsch, Franséisch an Englesch kënnen an d'Astellungsgespréich gëtt och an deene véier Sprooche gefouert.

Doriwwer eraus schwätzt am Verkafsreseau vu POST Lëtzebuerg an och am Contact Center, also op alle Plazen, déi mam Client ze dinn hunn, quasi jidderee véier, wann net fënnef Sproochen.

POST Lëtzebuerg bitt och all net lëtzebuergeschsproochege Mataarbechter an anere Beräicher Coursen un, fir Lëtzebuergesch ze léieren.

**Réseau transeuropéen de transport** | Question **0160** (11/01/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Lors des négociations de « trilogue » en date du 18 décembre 2023, le Parlement européen et le Conseil de l'UE ont trouvé un accord politique sur une proposition de règlement de la Commission européenne qui vise à intensifier significativement les efforts pour construire un réseau transeuropéen de transport (RTE-T) durable, résilient et de haute qualité à travers toute l'Union européenne. Actuellement, la règlementation européenne sur le RTE-T comprend deux niveaux de planification : un « réseau global », comprenant les principaux couloirs d'interconnexion devant être achevés d'ici 2050 et un « réseau central » prioritaire, qui regroupe les connexions de plus haute importance stratégique du réseau global, devant être achevé en 2030.

La nouvelle proposition de règlement prémentionnée y ajoutera désormais comme étape intermédiaire un « réseau central étendu » avec comme échéance l'horizon 2040.

L'accord politique marque un pas significatif vers la construction d'un RTE-T plus durable et résilient et contribuera à créer un système de transport uniforme intégré pour faciliter les déplacements des personnes et des marchandises par rail, route et voies navigables à travers l'Europe. Le règlement, s'inscrivant dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe, prévoit par ailleurs des incitations pour promouvoir l'utilisation de modes de transport plus durables et l'amélioration de la multimodalité au sein du système de transport européen, tout comme de nouveaux objectifs tels que l'augmentation de la vitesse des lignes ferroviaires, la mise en œuvre du système de gestion du trafic ferroviaire européen.

En ce qui concerne le transport ferroviaire, le Luxembourg est actuellement concerné par le RTE-T sur le corridor de transport entre la Mer du Nord et la Méditerranée (Amsterdam–Rotterdam–Anvers–Bruxelles–Luxembourg–Metz vers Marseille ou Bâle).

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelles implications Madame la Ministre prévoit-elle pour le Luxembourg, notamment en matière d'infrastructures de transport, sur base de l'accord politique du 18 décembre 2023 sur la mise en œuvre du RTE-T ? Quelles nouvelles obligations vont en découler pour le Luxembourg dès que cet accord sera formellement adopté ?

2) Est-ce que d'autres axes transfrontalières luxembourgeoises sont concernées par le nouveau texte RTE-T, c'est-à-dire les axes Luxembourg–Cologne, Luxembourg–Francfort et Luxembourg–Liège ? Dans la négative, comment le Gouvernement prévoit-il d'améliorer ces connexions ferroviaires à l'avenir, notamment en ce qui concerne le transport des passagers ? Quelles initiatives sont envisagées à cette fin ?

3) Est-ce que le Gouvernement va poursuivre les efforts pour améliorer la connexion entre Luxembourg et Cologne en réservant des « slots » sur la « Eifelstrecke » dès que la reconstruction et l'électrification de cette ligne entre Trèves et Cologne seront terminées ?

**Réponse** (19/02/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Le nouveau règlement TEN-T (Trans-European Network – Transport ou RTE-T en français) prévoit, d'une part, un alignement entre le réseau identifié par des cartes annexées audit règlement et les corridors européens de transport et définit, d'autre part, des critères minima à respecter sur le réseau TEN-T.

En ce qui concerne les corridors fret, le règlement prévoit une fusion des deux corridors Rhin–Alpin et Mer du Nord–Méditerranée, ce qui concerne directement le Luxembourg. En effet, sur le territoire luxembourgeois, la ligne menant vers Wasserbillig deviendra une ligne européenne stratégique et fera partie du futur corridor fusionné Rhin–Alpin–Méditerranée.

La majorité du réseau national est conforme aux critères définis par le nouveau règlement, notamment au niveau de la navigation fluviale et du rail. Cependant, quelques adaptations doivent être réalisées jusqu'en 2030. À titre d'exemple et afin de garantir le transport de conteneurs et de semi-remorques d'une hauteur de quatre mètres sur l'axe Rodange–Bettembourg, un pont sera reconstruit dans les environs d'Oberkorn. Ces travaux débuteront au courant de cette année.

Afin de pouvoir accepter des trains d'une longueur de 740 mètres, également pendant les heures de pointe, des adaptations sont nécessaires, surtout sur l'axe Bettembourg–Wasserbillig, l'axe qui recevra le caractère de corridor avec l'entrée en vigueur du nouveau règlement. Des études restent encore à réaliser pour cet axe, afin de définir les adaptations à réaliser avant 2030.

En 2021, le Luxembourg, en collaboration avec d'autres pays européens et la Commission européenne, a signé une lettre d'intention pour favoriser les transports internationaux de voyageurs par rail, notamment par des liaisons à grande vitesse et nocturnes entre les capitales. À la suite de cette lettre d'intention, une plateforme de discussion a été mise en place, intégrant différents acteurs européens concernés par la matière. Cette plateforme s'est encore réunie récemment pour un échange à Luxembourg le 16 janvier dernier.

Quant au développement de la ligne ferroviaire de Trèves à Cologne via Gerolstein, dite « Eifelstrecke », cette dernière est en train d'être rétablie suite aux importantes inondations survenues dans cette région, il y a deux années. Après la finalisation de ces travaux, l'Allemagne prévoit d'électrifier cette ligne. Ces travaux prendront du temps, de sorte que la priorité est actuellement de développer les connexions ferroviaires par la ligne de la Moselle via Cochem et Coblence, tout en prévoyant une augmentation du nombre de trains qui seront prolongés sans rupture de charge au-delà de Coblence jusqu'à Cologne et Düsseldorf.

Le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics reste en contact avec les entités organisatrices des transports de la Rhénanie-Palatinat (Zweckverband Schienenpersonennahverkehr, SPNV Nord) afin d'identifier les potentiels que proposera la

« Eifelstrecke » le moment venu. À noter que le Luxembourg ne peut pas réserver des sillons (slots) à l'étranger.

La relation Luxembourg–Liège ne fait partie que du réseau global du TEN-T et ne fait pas partie d'un corridor européen de transport. Il est prévu de maintenir la cadence actuelle, à savoir un train par heure entre ces deux villes.

**Protection contre les loyers excessifs** | Question **0161** (11/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Mietgesetz vun 2006 ass d'Reegel festgehalen, dass ee Proprietaire vun enger Wunneng net méi wéi 5 % vum investéierte Kapital als Loyer dierf froen. Een Appartement, dat ee viru Joerzéngte fir 200.000 € kaf huet (ouni weider Renovatiounen), kéint een haut also maximal fir 10.000 €/Joer verlounen, also ronn 800 €/Mount.

2014 hat den honorabelen Deputéierte Guy Arendt an der Fro N° 0425 opgeworf, ob et Statistiken oder Zuele géif gi fir ze gesinn, wéi oft exzessiv Loyeren um Wunnmarché gefrot ginn. „Nee" war d'Äntwert vun der deemoleger DP-Ministesch Nagel, mee et géif een am Logementsministère kucken, fir d'Locataire iwwert hir Rechter ze informéieren (Stand 2014).

De Gesetzesprojet zum neie Mietgesetz, dee vun der viregter Koalitioun ausgeschafft gouf, läit zënter 2020 an der Chamber. Dëse Projet sollt fir méi Transparenz suergen, well de Capital investi vun der Immobilie soll an de Mietkontrakt drastoe kommen. Dëst géif et de Locataire erlabe fir ze kontrolléieren, ob hir Loyere legal sinn oder ob et sech ëm een exzessive Loyer handelt. Den aktuelle Logementsminister hat ugekënnegt, nach weider un dësem Gesetz wëllen ze schaffen, fir d'Interesse vu Locataire a Proprietaire an d'Gläichgewiicht ze bréngen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi sinn d'Locataire ënnert der aktueller Gesetzgeebung virun exzessive Loyere geschützt?

2. U wie kënne Locataire sech wenden, wann si Affer vun exzessive Loyere sinn?

3. Wéi soll de Locataire handelen, wann e weess, dass en Affer vun engem exzessive Loyer ass?

4. Ass de Minister der Meenung, dass dës Schutzmechanisme wierksam sinn?

5. Wéi steet de Minister zum Plafond vu 5 %, wéi en aktuell am Gesetz steet: Wëll d'Regierung dësen esou bäibehale wéi en ass? Falls nee, wat sinn dem Minister seng Pläng?

**Réponse** (09/02/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Wéi den Deputéierte schonn a senger Ufro erwäänt huet, ass am Loyersgesetz vun 2006 festgehalen, dass e Proprietär vun enger Wunneng net méi wéi 5 % vum investéierte Kapital als Loyer pro Joer froen däerf. Dëse Plafond muss vum Vermieter zu all Moment respektéiert ginn. D'Loyersgesetz gesäit ënner anerem vir, dass de Loyer nëmmen all 2 Joer adaptéiert ka ginn, och wann de Loyerskontrakt eppes anescht virgesäit.

ad 2. De Locataire kann an esou enger Situatioun eng Demande bei der kommunaler Loyerskommissioun respektiv beim Friddensriichter maachen, fir de Loyer fixéieren – also iwwerpréiwen – ze loossen, ob de gefrote Loyer ënnert dem Plafond vum Loyersgesetz läit oder net.

ad 3. De Locataire muss fir d'éischt de Proprietär informéieren, dass hien den exzessive Loyer net (méi) akzeptéiert, a probéieren, mat him en Arrangement à l'amiabel (also eng Reduktioun vum exzessive Loyer) ze fannen. Wann esou en Arrangement net innerhalb vun engem Mount fonnt ka ginn, kann – a soll – de Locataire eng Demande bei der kommunaler Loyerskommissioun maachen, fir de Loyer reduzéiert ze kréien. Dës Demande soll beim Schäfferot vun der Gemeng agereecht ginn, an där déi betreffend Wunneng steet. De Schäfferot leet dann d'Demande un déi zoustänneg Loyerskommissioun weider.

Fir de Fonctionnement vun de Loyerskommissiounen ze verbesseren, muss am Virfeld eng ausféierlech Etude gemaach ginn iwwert d'Stäerkten an d'Schwächte vum aktuelle System.

ad 4. Esouwuel déi aktuell Loyerskommissiounen, wéi och dat aktuellt Loyersgesetz bidde Schutz fir d'Locataire.

ad 5. Am Regierungsprogramm 2023–2028 steet: „Le Gouvernement entend revoir le projet de loi relatif au bail à loyer. Cette réforme devra tenir compte de la situation économique actuelle du marché du logement et veiller à maintenir un rapport équilibré entre locataires et bailleurs. Des règles claires et transparentes seront élaborées afin de garantir une grande protection aux bailleurs et d'inciter en parallèle les investisseurs privés à investir dans la création de logements supplémentaires. Les dispositions légales spécifiques à la colocation seront scindées et reprises dans un nouveau projet de loi afin de le soumettre au vote de la Chambre des Députés dans les plus brefs délais."

De betreffende Gesetzesprojet N° 7642 iwwert d'Loyersgesetz wäert an deem Sënn an an Zesummenaarbecht mat all de concernéierten Acteuren iwwerschafft ginn. E genaue Plafond steet nach net fest.

**Commissariat Gare/Hollerich** | Question **0162** (11/01/2024) de **Mme Corinne Cahen** (DP)

Les quartiers de la gare et Hollerich à Luxembourg-ville sont souvent cités lorsqu'il est question de vente de produits illicites et de criminalité. Les habitants réclament une plus grande présence policière dans leurs quartiers. De plus, les bureaux du commissariat de police situés au coin de la rue Glesener et de la rue Adolphe Fischer ne sont que provisoires. En effet, le bâtiment en question sera démoli dès que les contrats de bail des places de parking viendront à échéance, d'ici fin 2024.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Est-ce qu'un nouvel emplacement pour ces bureaux a déjà été trouvé ?

2) Dans l'affirmative, vers où déménagera le commissariat de la rue Glesener ?

3) Dans la négative, est-ce que les recherches pour une localité sont déjà en cours ?

4) Sachant qu'il s'agit d'un quartier en grand besoin de présence policière, est-il prévu d'augmenter le nombre d'agents présents dans ce commissariat et dans le quartier Gare/Hollerich ?

5) Sachant que les heures d'ouverture au public de ce commissariat sont actuellement de 09.00 heures à 15.00 heures et que le commissariat est fermé le samedi et le dimanche, est-il prévu d'étendre les heures d'ouverture dans le futur ?

**Réponse** (31/01/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) et 2) Non, cependant la recherche d'un nouvel emplacement est traitée de façon prioritaire avec le soutien des autorités communales de la Ville de Luxembourg.

ad 3) Jusqu'à présent, les résultats des recherches se sont avérés infructueux respectivement inadaptés en termes de taille, de localisation ou de visibilité des locaux. La police a contacté la Ville de Luxembourg en vue de trouver une alternative et se montre ouverte à toute proposition provenant des autorités communales. Avec le Ministère des Finances, les deux acteurs précités sont actuellement en train de sonder les options pour un/des nouveau(x) site(s).

ad 4) En ce qui concerne la présence en général dans le quartier de la gare, toutes les unités de la police travaillent de manière complémentaire. Il convient de préciser que le poste de police au sein de la gare même est toujours occupé 24/7 et il est desservi par plusieurs patrouilles du commissariat à trois roulements de Luxembourg/Verlorenkost. De même, le dispositif renforcé de présence policière est mis en place dans ce quartier depuis le début février 2024.

Concernant le commissariat à deux roulements de Gare/Hollerich, c'est un des commissariats qui fonctionnent de 06.00 à 22.00 heures, alors que la majorité des commissariats à deux roulements fonctionnent de 07.00 à 21.00 heures. Aussi, une présence tôt jusqu'à plus tard dans la soirée est assurée.

De façon générale, aussi bien le poste au niveau de la gare, que le commissariat à deux roulements de Gare/Hollerich, seront renforcés de manière conséquente en termes de ressources humaines, dans la limite des capacités d'accueil des infrastructures. La poursuite du recrutement renforcé dans les années à venir est essentielle dans ce contexte.

ad 5) Les heures d'ouverture au public ne sont pas à confondre avec les horaires de travail du commissariat qui s'étendent actuellement de 06.00 heures du matin à 22.00 heures du soir comme décrit ci-dessus.

Il n'est actuellement pas prévu d'étendre les heures d'ouverture au public, alors qu'elles sont déjà triplées par rapport à la majorité des commissariats au niveau national, qui offrent des heures d'ouverture au public de 13.00 à 15.00 heures. Il existe évidemment toujours la possibilité de prise de rendez-vous en dehors de ces heures d'accueil.

Une présence les samedis fait partie des réflexions en cours.

Finalement, nous rappelons la possibilité d'enregistrer une plainte via le e-commissariat, outil utilisé par un nombre croissant d'utilisateurs pour des infractions données.

De plus, le poste au niveau de la gare, situé à quelques centaines de mètres du commissariat du quartier Gare/Hollerich, offre un accueil 24/7.

**Avenir du Ciné Sura** | Question **0163** (11/01/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Den Iechternacher Ciné Sura, dee fir de Kaf vun engem neie Filmprojekter 60.000 Euro fanne muss (en zweeten Devis, deen d'Installatioun vun esou engem Filmprojekter mat akalkuléiert, beleeft sech souguer op 90.000 Euro), huet zu dësem Zweck eng Crowdfunding-Campagne lancéiert, déi de 15. Januar ofleeft. Bis elo sinn 48.000 Euro zesummekomm (Quell: „Le Quotidien" vum 11. Januar 2024, Artikel „Derniers jours pour sauver le Sura", S. 21), wat

fäerte léisst, datt déi genannt Zomm net erreecht gëtt an dëse wichtege Regionalkino, deen zu den eelsten am Land gehéiert, net weider bedriwwe ka ginn.

Wéi een am genannten Artikel noliese kann, huet sech d'ASBL Ciné Sura un de Kulturministère adresséiert, fir Hëllef ze kréien, gouf awer un de Grupp „Cinextdoor" verwisen, un deen d'Subside vum Staat fléisse géifen. Allerdéngs wier, sou den Artikel, dëse Verbond, deen aacht regional, onofhängeg Lëtzebuerger Kinoe vertrëtt, selwer an enger finanzieller Noutlag a kéint dofir dem Ciné Sura keng finanziell Hëllef an Aussiicht stellen. Wat drop schléisse léisst, datt net nëmmen de Ciné Sura, mee all déi aacht regional Kinoen, déi an dësem Grupp zesummegeschloss sinn, enger ongewësser Zukunft entgéintkucken.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Kulturminister:

1. Gëtt et am Kulturministère Iwwerleeungen, déi drop ofzilen, de Ciné Sura, fir de Fall, datt déi mentionéiert Zomm net erreecht géif ginn, ze retten, an domat e Pilier vum Iechternacher Kulturliewen? Wann net, aus wéi enge Grënn gesäit d'Regierung d'Iwwerliewe vun dësem Kino, an domat verbonne vun deenen aneren aacht Kinoen, déi am Grupp Cinextdoor zesummegeschloss sinn, net als Prioritéit?

2. Geet d'Regierung net dervun aus, datt si eng besonnesch Verflichtung géintiwwer dëse Kinoen huet, nodeems déi extreem restriktiv Mesuren am Kader vun der Coronakris ouni Zweiwel zur momentaner Kris, an där sech dës Kinoe befannen, bäigedroen hunn?

3. De Ciné Sura gouf bei den Iwwerschwemmunge vun 2021 uerg beschiedegt, wat e weidere Grond fir déi aktuell schwiereg Situatioun ass, an där sech dëse Kino befënnt. Gëtt et an deem Zesummenhang nach kee Plan d'urgence vun der Regierung, wéi een an Zukunft déi regional Kinoen am Fall vu Brand, Iwwerschwemmung asw. schütze kann?

4. Déi regional Kinoe ginn zum groussen Deel vu Benevoller geréiert, wat mat enger grousser Ongewëssheet verbonnen ass, wat d'Zukunftsaussiichte vun dëse Kinoen ugeet. Wéi eng Efforte wäert de Staat ënnerhuelen, fir d'Kinoen an Zukunft beim Rekrutement vu qualifizéiertem Personal ze ënnerstëtzen?

**Réponse** (21/02/2024) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

Regional Kinoen, wéi de Ciné Sura, sinn ee wichtege Pilier vun der regionaler Kulturoffer an droen a villen Hisiichten zur kultureller Vilfalt an zum Erhale vun der Filmkultur an de Regioune bäi.

Aus dësem Grond ginn déi regional Kinoen och vum Kulturministère iwwert zwou Konventiounen ënnerstëtzt, engersäits mam Centre de diffusion et d'animation cinématographiques (CDAC/Cinextdoor), anerersäits mat Images animées. Iwwert dës Konventiounen, déi d'Administratioun, d'Programmatioun an d'Manifestatioune ronderëm de Kino förderen, ginn am Ganze 15 Kinossäll uechter d'Land ënnerstëtzt.

Doriwwer eraus kann de Kulturministère, ënner gewësse Konditiounen, iwwert säin Dispositif Aides financières étatiques pour infrastructures culturelles au sein des communes och kommunal kulturell Infrastrukturprojeten ënnerstëtzen. D'Bedreiwer vum Ciné Sura sinn op dës Méiglechkeet higewise ginn. Eng offiziell Ufro fir Hëllef ass awer bis dato net am Kulturministère erakomm.

Esou wéi am Regierungsprogramm virgesinn, wäert de Kulturministère seng Efforte weiderféieren, fir déi kulturell Offer an de Regioune weider ze stäerken. An deem Kader ginn och Iwwerleeunge gefouert, wéi ee regional Kulturhaiser, wéi de Ciné Sura, weider valoriséieren an nach besser ënnerstëtze kann.

D'Coronakris hat ouni Zweifel ee groussen Impakt op de Kultursecteur. Nieft de finanziellen Hëllefsmesuren, déi d'Regierung wärend der Pandemie agefouert huet (ë. a. de Fonds de relance et de solidarité an de Chômage partiel Covid-19), wëll ech op dëser Plaz nach emol drun erënneren, datt Lëtzebuerg – zu enger Zäit, an där uechter ganz Europa de facto quasi all Rassemblementer verbuede waren – eng Virreiderroll gespillt huet, wat d'Reouverture vum kulturelle Secteur ugeet.

Wat de Schutz géint Naturkatastrophe betrëfft, gëtt vum Kulturministère e Plan de gestion de crise fir déi staatlech Kulturinstituter, an enker Zesummenaarbecht mat der Direction de la sécurité civile vum Inneministère a mam CGDIS, ausgeschafft. E spezifesche „plan d'urgence" fir regional Kinoen ass momentan net virgesinn. Et ass den eenzelen Acteuren hir Responsabilitéit, déi néideg Mesuren ze ergräifen an Assurancen ofzeschléissen, fir sech op esou Zenarie virzebereeden.

**Centre de primo-accueil à Luxembourg-Kirchberg** | Question **0164** (11/01/2024) de **Mme Claire Delcourt** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Wéinst dem Manktem u Capacitéiten, fir Asyldemandeuren opzehuelen, ass zanter November 2023 d'Hal 7 vun der Luxexpo um Kierchbierg mat Zelter fir Flüchtlingen amenagéiert ginn. Eisen Informatiounen no, gëtt et hei zanter e puer Deeg Problemer mam Sanitär a mat der Heizung. Als Tëscheléisung sollten e puer elektresch Heizkierperen an den Zelter opgestallt gi sinn.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Här Minister fir Famill, fir Solidaritéit, dem Zesummeliewen an dem Accueil follgend Froe stellen:

– Kéint Dir dës Informatioune confirméieren? Wa jo, wat sinn déi konkreet Probleemer an dëser Struktur a wéi sollen dës geléist ginn?

– Wéi steet et ëm d'Sécherheet mat esou Heizkierperen? Goufen dofir Experten oder de CGDIS ëm hiren Avis gefrot?

– Bis wéini soll dës Struktur fir den Accueil benotzt ginn?

**Réponse** (19/02/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

– Et bestounge keng Problemer mat der Heizung an der Noutfall-Ënnerkonftsstruktur „Hall 7" an der Luxexpo. D'Temperature loungen ëmmer an de proposéierten Normberäicher: 21 Grad am Dag an 18 Grad an der Nuecht.

Bezüglech dem Sanitär war zu engem Zäitpunkt ee Container fir Männer net operationell an dëst ass och direkt behuewe ginn.

Et sief allerdéngs unzemierken, dass am Ganzen an der Hal 7 ëmmer genuch Sanitär operationell war: 27 Toilettë fir Fraen, 33 Toilettë fir Männer, 25 Dusche fir Fraen an 18 Dusche fir Männer.

– Aus Konformitéit- a Sécherheetsgrënn gëtt et an der Hal 7 keng elektresch Heizkierperen.

– Esou wéi am Regierungsrot vum 25. September 2023 decidéiert, gouf d'Hal 7 dem ONA als Noutfall-Ënnerkonftsstruktur bis den 31.Januar 2024 zur Verfügung gestallt.

**Personnel des CFL** | Question **0165** (12/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ville Passagéier, déi vill mam Zuch fueren, ass opgefall, dass an de leschte Wochen eng Rëtsch Zuchverbindunge wéinst „raisons opérationnelles" ausgefall sinn. Wéi am „L'essentiel" ze liesen ass, ass d'Streck tëschent Esch/Uelzecht an Audun-le-Tiche a béide Richtungen zou, dat wéinst ze ville Krankeschäiner bei den Zuchbegleeder.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi vill Zich sinn, opgeschlësselt pro Mount, am Joer 2023 gefuer?

2. Wéi vill Zich sinn 2023, opgelëscht no Mount, ausgefall? Wéi vill dovunner si bedéngt duerch d'Absence vum Lokféierer oder Zuchbegleeder ausgefall?

3. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1639 vun 2019 krut ech verschidden Zuelen zur Personalsituatioun bei de Lokféierer, dorënner de Personalbestand, d'Zuel vun den Neiastellungen, d'Zuel vu Kënnegungen, d'Unzuel un Iwwerstonnen an d'Zuel u gestrachene Roudeeg. Kann d'Ministesch dës Tableaue mat den Zuele fir d'Joren 2020 bis 2023 ergänzen, mat enger Opdeelung tëschent Zuchbegleeder a Lokféierer?

4. Wéi huet sech d'Unzuel u Krankeschäiner vun de Joren 2018 bis 2023 entwéckelt bei de Lokführer a bei den Zuchbegleeder?

5. Ass d'Ministesch der Meenung, dass déi aktuell Personaldecken duergeet, fir déi aktuell an déi zukünfteg Unzuel u Prestatioune vum Passagéiertransport ze garantéieren?

**Réponse** (09/02/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Unzuel un Zich, opgeschlësselt pro Mount, déi am Joer 2023 gefuer sinn, ass follgend:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

D'Unzuel un Zich, opgeschlësselt pro Mount, déi am Joer 2023 partiell oder ganz ausgefall sinn, ass follgend:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

2,6 % vun den Zich, déi ausgefall sinn, waren op d'Absence vum Lokféierer oder Zuchbegleeder zeréckzeféieren.

De Personalbestand u Lokféierer an Zuchbegleeder an de leschte 4 Joer, opgeschlësselt pro Joer, huet sech beim Grupp CFL wéi follgend entwéckelt:

D'Unzuel u Lokféierer an Zuchbegleeder, déi an de leschte 4 Joer, opgeschlësselt pro Joer, beim Grupp CFL nei agestallt ginn, ass follgend:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

D'Unzuel u Lokféierer an Zuchbegleeder, déi an de leschte 4 Joer, opgeschlësselt pro Joer, beim Grupp CFL hir Plaz opginn hunn, ass follgend:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

D'Evolutioun vun den Iwwerstonne bei de Lokféierer, iwwert déi lescht 4 Joer, opgeschlësselt pro Joer, ass follgend:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

D'Evolutioun vun den Iwwerstonne bei de Zuchbegleeder, iwwert déi lescht 4 Joer, opgeschlësselt pro Joer, ass follgend:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

D'Evolutioun vun de gestrachene Roudeeg bei de Lokféierer, iwwert déi lescht 4 Joer, opgeschlësselt pro Joer, ass follgend:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

D'Evolutioun vun de gestrachene Roudeeg bei den Zuchbegleeder, iwwert déi lescht 4 Joer, opgeschlësselt pro Joer, ass follgend:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

D'Unzuel u Krankeschäiner bei de Lokféierer a bei den Zuchbegleeder huet sech tëschent de Joren 2018 an 2023 wéi follgend entwéckelt:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Iwwert déi nächst Jore wäert sech eis Offer mat Hibléck op de „Plan national de la mobilité 2035" erweideren, soudatt sech de Personalbestand bei eise Lokféierer an Zuchbegleeder och kontinuéierlech wäert erhéijen, fir dëser Croissance un Offer gerecht kënnen ze ginn.

An deem Sënn gouf den Astellungsprozess bei den CFL och scho lancéiert.

**Collecte séparée dans les supermarchés** | Question **0166** (12/01/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

La loi du 9 juin 2022 modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets prévoit qu'à compter du 1er janvier 2024, les supermarchés ayant une surface de vente de plus de 1.500 m² doivent être dotés des infrastructures nécessaires permettant la collecte séparée des déchets municipaux ménagers de papier, de carton, de verre, de plastique, des piles et accumulateurs portables, des emballages métalliques, des emballages composites et des déchets d'équipements électriques et électroniques de très petite dimension.

Afin de préparer l'entrée en vigueur de la disposition précitée, un projet pilote a été lancé au cours de 2023 par la Fédération luxembourgeoise de l'alimentation et de la distribution (FLAD) en collaboration avec les autorités publiques au sein de trois enseignes différentes. Afin de tirer des enseignements de la phase pilote et d'optimiser la mise en œuvre de la disposition, le projet pilote a été évalué et a fait l'objet d'une étude de suivi réalisée par Valorlux et l'Administration de l'environnement.

Selon nos informations, tous les supermarchés concernés n'auraient pas encore mis en œuvre la précitée disposition de la loi relative aux déchets.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité concernant la collecte séparée dans les supermarchés :

1) Quels ont été les résultats de l'évaluation du projet pilote et les enseignements de l'étude de suivi ?

2) Dans ce contexte, la phase pilote a-t-elle permis de déduire des modèles pragmatiques permettant à mettre en conformité les supermarchés visés à la disposition précitée ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous fournir plus de détails sur les différents modèles de collecte séparée qui peuvent être mis en œuvre ?

3) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que tous les supermarchés avec une surface de vente de plus de 1.500 m² ne sont pas encore conformes à la disposition précitée? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons et quelles démarches Monsieur le Ministre a-t-il effectuées afin de garantir qu'une collecte séparée soit disponible pour la clientèle des grandes surfaces dans les meilleurs délais ?

**Réponse** (19/02/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Les résultats de l'étude ont été présentés en date du 24 novembre 2023 aux ressortissants de la Fédération luxembourgeoise de l'alimentation et de la distribution (FLAD) et ont également été communiqués aux représentants des communes et aux chambres professionnelles. Le projet a permis de dégager une vue d'ensemble sur les volumes et qualités des déchets collectés et de fournir un aperçu sur l'agencement et le fonctionnement des infrastructures de collecte.

Il s'est avéré que les volumes et qualités varient en fonction de la typologie des supermarchés analysés. L'étude révèle également que l'information du consommateur est un élément important pour garantir une certaine qualité de tri. Aussi, l'étude suggère différentes pistes d'amélioration – telle l'adaptation du seuil de déclenchement de l'obligation de collecte – qui pourront être examinées de plus près.

L'étude informe enfin sur la quantité de déchets collectés dans l'infrastructure exploitée jusqu'à fin 2023 par l'État dans le cadre de l'« Aktioun SuperDrécksKëscht » dans un supermarché à Howald.

ad 2) L'étude dresse un état des lieux et donne un aperçu de la complexité de la mise en œuvre de l'article 13 (7) de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets. Une des recommandations de l'étude consiste en la recherche de synergies avec d'autres acteurs, notamment les autorités communales. De telles synergies pourraient permettre l'intégration des infrastructures de collecte au niveau des supermarchés dans un futur réseau communal de centres de ressources.

Je tiens dans ce contexte à rappeler les objectifs de l'article 13 (7) de la loi précitée qui visent à augmenter les taux de recyclage des déchets et à renforcer les synergies entre les systèmes existants c.-à-d. essentiellement la collecte de porte à porte et le centre de ressources.

À cet effet, il est prévu d'organiser un échange avec tous les acteurs impliqués pour établir, sur base des études disponibles en la matière, un modèle de mise en œuvre qui tient compte des responsabilités individuelles de chaque acteur et d'offrir aussi un système fonctionnel tenant compte de la complémentarité des systèmes existants.

ad 3) Comme évoqué ci-dessus, des échanges sont en cours pour garantir la mise en œuvre de l'obligation de collecte au niveau national et pour identifier de manière transparente les responsabilités en la matière de chacun des acteurs.

Cet exercice n'a pas encore été finalisé. Pour ce qui est des enseignes qui ont participé au projet pilote, il y a lieu de relever que celles-ci ont pris l'engagement que les infrastructures pilotes restent en place.

**Droits des délégués du personnel dans la fonction publique** | Question **0167** (16/01/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Et ass evident, datt e Personaldelegéierten, esouwuel am ëffentlechen eléi och am private Secteur, fir senger Aarbecht korrekt nozegoen an domat déi professionell Interête vum Personal kënnen ze vertrieden, onofhängeg muss kënnen operéieren an duerch dat allgemengt Aarbechtsrecht muss geschützt sinn. Dëst ass iwwerdeems och duerch d'Konventioun N° 151 vun der OIT (Organisation internationale du travail), déi Lëtzebuerg ratifizéiert huet, festgehalen. Hei heescht et ë. a.: „Les organisations d'agents publics doivent jouir d'une complète indépendance à l'égard des autorités publiques." Des Weideren ass an der besoter Konventioun festgehalen: „[…] l'exercice des droits syndicaux peut parfois impliquer que l'on critique les autorités des institutions publiques en tant qu'employeurs […]."

Iwwerdeems dës fundamental Dispositiounen am private Secteur respektéiert ginn, ass dat am ëffentleche Secteur zu Lëtzebuerg net de Fall.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Minister vun der Fonction publique:

1. Ass den Här Minister der Meenung, datt déi selwecht aarbechtsrechtlech Protektioun vum Personaldelegéierten, déi am private Secteur gëllt, och am ëffentleche Secteur misst gëllen?

2. Wéi ass et an den Ae vum Här Minister ze veränntwerten, datt Lëtzebuerg, doduerch datt déi aarbechtsrechtlech Protektioun vum Personaldelegéierten an der ëffentlecher Fonctioun net respektéiert gëtt, géint d'Konventioun N° 151 vun der OIT verstéisst, déi eist Land jo awer ratifizéiert huet?

3. Wéi gedenkt den Här Minister elo konkreet virzegoen, fir dëser Situatioun méiglechst séier Rechnung ze droen, esou datt de Personaldelegéierten am ëffentlechen Déngscht de selwechte Schutz garantéiert gëtt eléi am private Secteur?

4. Wäert d'Regierung elo och am Recht vum ëffentlechen Déngscht déi néideg gesetzlech Bestëmmunge schafen, déi e besonnesche Schutz fir Personaldelegéierter virgesinn, sou wéi dat am Aarbechtsgesetz de Fall ass?

**Réponse** (12/02/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

An hirer Fro schreift déi honorabel Deputéiert, dass fundamental Dispositiounen, déi gewerkschaftlech Fräiheete betreffen, am ëffentleche Secteur net géinge respektéiert ginn. Déi Ausso kann ech net confirméieren.

**Contournement de Bascharage** | Question **0168** (12/01/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Informatiounen aus der Press no soll et am Dossier Käerjenger Contournement nees zu neie Retarde kommen. Den Ëmweltministère hätt weider Detailer gefrot.

Dowéinst wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Delaie si realistesch, fir den Dossier am Ëmweltministère ofzeschléissen?

2. Wéi een Delai ass realistesch fir d'Gespréicher iwwer d'Verleeë vum Standuert vun enger Firma, där hiren Terrain fir de Bau géif gebraucht ginn?

3. Wéi een Delai gesäit d'Regierung elo vir am Hibléck op den Ufank vun de Bauaarbechten um Käerjenger Contournement?

**Réponse** (20/02/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. D'Stroossebauverwaltung huet den Autorisatiounsdossier am September eragereecht, deen den deemolege Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten uschléissend am Kader vun der Prozedur nom Gesetz vum 29. Mee 2009 betreffend d'Ëmweltverdréiglechkeetspréiwung un den Ëmweltministère weidergereecht huet.

Den Ëmweltministère ass also aktuell befaasst mam Avant-projet détaillé (APD) vum Contournement Bascharage, fir, op Basis vum Gesetz „loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires" an den Iwwergangsbestëmmunge vum Gesetz „loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement", en Arrêté ze preparéieren iwwert d'Kompensatiounsmoossnamen an d'Exploitatiouns- an d'Amenagementskonditioune fir de Bau vum Projet.

Opgrond vum APD-Dossier mussen eng Rei Punkte completéiert ginn, fir kënnen den Arrêté fäerdeg ze stellen. Dëst betrëfft ënnert anerem d'Chantiersplanung, d'Emprise vum Projet, de Kaméidi, den Ëmgang mam Buedem an den Altlasten an och den Ekobilan. Dëst gouf dem Bauhär Enn November 2023 matgedeelt. Am Januar 2024 huet de Bauhär éischt Präzisiounen zu verschiddene Punkten nogereecht, déi am Autorisatiounsdossier net komplett waren.

Wann déi elo nach oppe Punkte bis nogereecht sinn an den APD domadder komplett ass, kann den Arrêté relativ kuerzfristeg duerch den Ëmweltministère fäerdeg gestallt ginn.

ad 2. D'Gespréicher mat der Firma sinn aktuell amgaangen, et kann awer nach keng Ausso gemaach ginn, wéini dës ofgeschloss sinn.

ad 3. Déi éischt Ausschreiwungsdossiere missten nach kënnen dëst Joer fäerdeg ausgeschafft ginn, sou datt et denkbar wier, datt 2025 déi éischt Bauaarbechten am Kader vun der Ëmgeeungsstrooss Käerjeng kéinten ufänken, woubäi de Phasage vun den Aarbechte vun der Disponibilitéit vun den Terrainen ofhänkt.

**Allocation de vie chère et prime énergie pour l'année 2023** | Question **0169** (12/01/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Le Fonds national de solidarité (FNS) a accordé pour l'année 2023 aux personnes qui en ont fait la demande une allocation de vie chère et une prime énergie sous forme d'un complément à l'allocation en question. La date limite pour introduire une demande d'obtention de l'allocation et de son complément était fixée au 31 octobre 2023.

Dès lors, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Combien de personnes ont fait une demande d'obtention d'une allocation de vie chère pour l'année 2023 ?

2) Combien de demandes ont été accordées par le FNS ?

3) Comment le nombre de demandes respectivement de demandes accordées pour l'allocation de vie chère a-t-il évolué par rapport aux années précédentes ?

4) Combien de personnes ont fait une demande d'obtention d'une prime énergie ?

5) Combien de demandes ont été accordées par le FNS ?

6) Comment le nombre de demandes respectivement de demandes accordées pour une prime énergie a-t-il évolué par rapport à l'année précédente ?

7) Quel est le taux de non-recours aux deux prestations estimé par vos services ?

**Réponse** (31/01/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Il y a tout d'abord lieu de souligner qu'il n'existe pas de formulaire indépendant visant l'introduction d'une demande pour une prime énergie alors que celle-ci est considérée comme un complément à l'allocation de vie chère. Bien que les barèmes en vigueur prévoient qu'un demandeur puisse uniquement bénéficier de la prime énergie lorsqu'il dépasse le plafond des revenus maxima pour bénéficier de l'allocation de vie chère, le Fonds national de solidarité traite toutes les demandes en vérifiant l'éligibilité des demandeurs aux deux volets de la prestation.

Les réponses aux questions suivantes sont fournies sous toutes réserves, dans la mesure où le rapport d'activité pour l'exercice 2023 est en voie d'élaboration au moment de la rédaction des réponses à la présente question parlementaire.

ad 1) Pour l'exercice 2023, le Fonds national de solidarité (FNS) a compté 34.507 demandes qui lui sont parvenues dans les délais (date limite fixée au 31 octobre 2023).

ad 2) Le FNS a accordé le bénéfice de l'allocation de vie chère (incluant la prime énergie) à 28.912 ménages pour l'exercice 2023.

ad 3) Pour les exercices précédents le FNS a compté les nombres suivants de demandes parvenues dans les délais :

2022 : 37.802 (année d'introduction de la prime énergie)
2021 : 28.390
2020 : 29.659
2019 : 25.436
2018 : 25.525.

De plus amples informations et détails sont disponibles dans le rapport d'activité du FNS.

ad 4) Comme mentionné précédemment, il n'existe pas de formulaire indépendant visant l'introduction d'une demande pour une prime énergie. Le total des demandes parvenues dans les délais au FNS s'élève à 34.507 pour l'exercice 2023.

ad 5) Le FNS a accordé le bénéfice de la prime énergie (sans allocation de vie chère) à 4.580 ménages pour l'exercice 2023.

ad 6) Le FNS a accordé le bénéfice de la prime énergie (sans allocation de vie chère) à 4.614 ménages pour l'exercice 2022.

ad 7) Ni le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, ni le FNS ne disposent des données nécessaires pour estimer avec une exactitude tant soit peu fiable le taux de non-recours.

Ceci étant, le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, ensemble avec le FNS, a mis en œuvre toute une série de mesures proactives pour pallier le non-recours (informations via Internet, vidéos explicatives sur les démarches à suivre pour faire une demande, mise en place d'un calculateur permettant une estimation du montant des prestations auxquelles les bénéficiaires auraient droit).

**Mendicité organisée** | Question **0170** (15/01/2024) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Um Radio 100,7 huet de Minister Léon Gloden den 13. Dezember 2023 op d'Froe vun der Journalistin Carole Schimmer am Kontext vum Heescheverbuet a vun de Leit, déi heesche ginn, geäntwert, dass et Preuvë gëtt, déi beleeën, dass déck däitsch Limousinne mat belsche Placke Leit erausloosse fir heeschen ze goen.

Ech hunn dofir follgend Froen un den Här Inneminister:

1. Wéi eng Preuven huet den Här Inneminister fir kënnen ze behaapten, dass Leit mat däitsche Limousinne mat belsche Placken op Lëtzebuerg bruecht ginn, fir hei ze heeschen?

2. Ween huet déi Preuvë constatéiert?

3. Wann et Preuvë gëtt, wat sinn d'Aktiounen, déi doropshin erfollegt sinn? Gouf et dowéinst juristesch Poursuitten?

4. Wann net, firwat gouf et keng juristesch Poursuitten? An dësem Kontext gouf et jo scho juristesch Dispositiounen (Art. 342 am Code pénal an den Artikel 41 am Stater Policereglement), fir géint dës Form vun Heescherei (Mendicité „aggravée, intrusive ou agressive") virzegoen an dat laang virun der Decisioun vum Stater Schäfferot, och nach all aner Forme vun Heeschen zu verschiddenen Auerzäiten op verschiddene Plazen an der Stad ze verbidden.

**Réponse** (23/02/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1. an 2. Den Inneminister huet Kenntnis dovun, dass an der Gemeng Lëtzebuerg eng ganz Rei vu Reklamatioune vu Bierger, vu Geschäftsleit a vu Passante virleien, déi sech iwwert eng aggressiv Mendicitéit beschwéieren.

ad 3. a 4. Am Moment hunn d'Justizautoritéite keng Kenntnis iwwer Deklaratiounen, Denonciatiounen, oder Policeberichter, déi präzis a konkreet Fakten iwwert d'Transportmëttel vun den Heescherte beinhalten, an déi et erlaabt hätten, eng virleefeg Enquête oder eng Information judiciaire op Basis vun den Artikelen 342 a weider, oder 382-1 an 382-3 vum Code pénal opzemaachen.

Eng substanziell Enquête gouf vun der Police judiciaire an de Joren 2020, 2021 an 2022 gefouert fir Fäll vun Heescherei am Grupp, falschen Dokumenter, Déifstall, Bedroungen a Bedruch, déi duerch Mannerjäreger begaange goufen.

Dës Enquête huet awer d'Limite vun den Enquêteméiglechkeeten an dësem Ëmfeld gewisen, well se et net erlaabt huet, d'Hannermänner ze identifizéieren, trotz de sëllegen Demarchen, déi ënnerholl goufen, an enger Ufro, fir eng europäesch Enquête opzemaachen, déi un déi auslännesch Justizautoritéite geriicht gouf.

**Opioïde Fentanyl** | Question **0171** (15/01/2024) de **M. Dan Biancalana** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Selon un article paru dans le « Handelsblatt » le 9 janvier, l'opioïde Fentanyl est devenue la cause principale de mortalité aux États-Unis d'Amérique pour les personnes dans la tranche d'âge des 18 à 49 ans.

Pour les narcotrafiquants, le fentanyl coûte moins cher à la production que d'autres opioïdes tout en étant très puissant. Quelques grains peuvent suffire pour causer la mort du consommateur. Dans le même article de presse, des experts internationaux craignent que cette drogue ne soit également introduite en grande quantité sur le marché noir en Europe dans un avenir plus ou moins proche.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

– Des cas de morts dues à une ingestion de Fentanyl ont-ils été relevés au Luxembourg dans le passé ?

– Dans quelle mesure cette drogue circule-t-elle aujourd'hui déjà au Luxembourg ?

– Est-ce que les autorités sanitaires partagent la crainte d'une forte importation de Fentanyl en Europe dans les années à venir ? Le cas échéant, comment le Luxembourg se prépare-t-il face à une telle situation ?

**Réponse** (05/02/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Selon les informations actualisées disponibles à mes services, il n'y a eu à ce jour ni de cas de décès dus à une ingestion de fentanyls ni de détection de fentanyls au niveau des drogues de rue en circulation au Luxembourg.

Une tendance vers une disponibilité accrue de fentanyls en Europe, en premier lieu mélangés à des drogues de rue, est par contre effectivement jugée probable par les experts en la matière.

Les monitorings national et européen, effectués notamment par l'Agence européenne des drogues, permettent d'être informé et de réagir rapidement face à l'apparition et la propagation de nouvelles substances psychoactives aux échelles nationale et de l'Union européenne.

La sensibilisation ainsi que les mesures préventives en la matière sont principalement assurées par les associations spécialisées en matière d'usage récréatif, d'addictions, de réduction des risques et de prévention, qui participent par ailleurs activement au dispositif de monitoring national mentionné plus haut, étant donné qu'elles sont en contact direct avec les usagers et les consommateurs potentiels de produits psychoactifs sur le plan national.

L'offre proposée aux usagers de drogues leur permettant de faire analyser leurs produits de consommation par certains services spécialisés ainsi que l'existence de salles de consommation supervisées, contribuent à réduire les risques associés à l'usage de drogues, tous types confondus. Par ailleurs, l'extension continue des offres de traitements de substitution à l'échelle nationale vise à améliorer la disponibilité et l'accessibilité des offres de prise en charge pour personnes dépendantes aux opioïdes concernées en premier lieu par l'émergence de fentanyls et d'autres « nouveaux » opioïdes sur les marchés illicites.

**Digitalisation et simplification administrative auprès des administrations fiscales** | Question **0172** (15/01/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Selon mes informations, l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) dispose d'un système de guichet unique, à l'aide duquel les contribuables peuvent consulter à tout moment leurs comptes auprès de l'administration ainsi que des informations comme p. ex. les déclarations de TVA enregistrées ou encore les paiements effectués.

En revanche, l'Administration des contributions directes (ACD) ne dispose pas d'un tel système. Il semble que l'ACD émet uniquement des extraits de compte tous les trois mois renseignant les avances fixées mais pas d'informations supplémentaires. De même, lors d'un transfert de dossier, notamment en raison d'un mariage d'un.e contribuable, cela n'est pas renseigné, ni p. ex. à une fiduciaire, ni au contribuable lui-même. Par ailleurs, il semble que l'ACD ne permet pas de fournir des informations supplémentaires concernant la situation de compte auprès de l'ACD aux contribuables en question.

Notons que le Gouvernement prévoit dans son accord de coalition que « Pour garantir l'efficacité des processus, la législation fiscale et les procédures administratives seront simplifiées. Le Gouvernement poursuivra ses efforts de digitalisation des administrations fiscales. De même, les échanges numériques avec les administrations fiscales seront encouragés et les procédures administratives seront numérisées, en recourant également à l'intelligence artificielle. »

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Sachant qu'un guichet unique numérique permettant un accès facile et rapide à des informations existe auprès de l'AED, Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'un tel guichet devrait aussi être institué auprès de l'ACD ? Dans l'affirmative, endéans quel délai envisage-t-il mettre en œuvre un tel système ?

2) Pourquoi l'ACD ne permet-elle pas à ses agent.e.s de fournir des informations supplémentaires concernant la situation de compte auprès de l'ACD aux contribuables qui en adressent une demande à l'administration ? Monsieur le Ministre envisage-t-il de changer cette pratique et si oui, endéans quel délai ?

**Réponse** (09/02/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

En ce qui concerne la digitalisation et la simplification administrative auprès des administrations fiscales ainsi que la disponibilité et l'accès rapide aux informations, il convient de rappeler qu'au niveau de l'Administration des contributions directes l'extrait de compte trimestriel indique les créances qui restent à payer par le contribuable ainsi que les excédents éventuels comptabilisés sur les différents types d'impôt. À tout moment le contribuable a la possibilité de demander l'envoi d'un extrait de compte actualisé à son adresse par voie postale.

Sur demande du contribuable, le bureau de recette lui communique les informations relatives à ses comptes fiscaux comme par exemple la comptabilisation de paiements spécifiques et donne des explications relatives à des points particuliers pouvant avoir trait par exemple au calcul des intérêts.

Lors de l'immatriculation d'un nouveau dossier, par exemple lors d'un mariage au niveau des personnes résidentes, un courrier est envoyé au contribuable concerné, reprenant entre autres les coordonnées des bureaux d'imposition et de recette compétents. L'invitation de remise de déclaration et la fixation des avances comporte également les coordonnées du bureau d'imposition compétent.

La mise en place d'une gestion électronique des extraits de compte est actuellement planifiée. Ce projet prévoit la possibilité de demander un extrait de compte avec ou sans identification du demandeur avec comme résultat l'envoi automatique de l'extrait de compte soit au format papier à l'adresse du contribuable, soit au format électronique par eDelivery.

Finalement il est rappelé que l'ensemble des bureaux de l'Administration des contributions directes sont ouverts au public de passage de 07.45 à 12.15 heures et sur rendez-vous de 13.15 à 17.00 heures.

**Chantiers de travaux publics aux alentours de la ville de Luxembourg** | Question **0173** (15/01/2024) de **M. Marc Lies** (CSV)

D'Verkéiersopkommes am Südweste vun der Stad Lëtzebuerg huet iwwert déi lescht Jore massiv zougeholl. Dofir mussen nei Verkéiersinfrastrukturen a geplangte Projeten an dësem Raum absolutt prioritär ëmgesat ginn.

Mat de Bauaarbechte ronderëm déi nei Beetebuerger Zuchstreck, dem Ausbau vun der A3, dem Bau vum Tram a Richtung Stade de Luxembourg an der respektiver neier N3, ginn déi richteg Akzenter gesat. Och wann de Module Nord a Central am Laf vun dësem Joer ofgeschloss solle ginn, sou ass de Module Sud, deen de Contournement d'Alzingen ëmfaasst, leider nach net an der Ëmsetzung.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch mir soen, wéi wäit d'Aarbechten um APD (Avant-projet définitif) vum Module Sud an dem Contournement d'Alzingen fortgeschratt sinn?
– Wéini ass domat ze rechnen, datt d'Finanzéierungsgesetz ronderëm dës Strooss an der Chamber ka gestëmmt ginn?

Am Raum Houwald/Gaasperech sinn awer nach weider Infrastrukturaarbechten ëmzesetzen.

2. Wéini soll de Rond-point Gluck ëmgebaut ginn?

3. Wéini sollen déi zwee Tunnellen tëscht dem Rondpoint Gluck an dem Houwald a Betrib geholl ginn?

4. Wéini soll d'Verbindung tëscht dem Houwald an dem neie Gaasperecher Park gebaut ginn?

D'Verbindung tëscht dem Houwald an dem Ban de Gasperich iwwert de Boulevard Raiffeisen ass net optimal.

5. Wéi gesäit et mat der Ëmsetzung vum Echangeur de Hesperange aus?

**Réponse** (15/02/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Den detailléierte Virprojet (Avant-projet détaillé – APD) fir de Projet „Contournement de Hesperange/d'Alzingen" gëtt am Moment ausgeschafft. Trotz der héijer Komplexitéit vum Projet, ass d'Zil, den APD Enn des Joers fäerdeg ze stellen.

D'Stroossebauverwaltung huet d'Uweisung, datt de Projet zu de Prioritéite gehéiert a schafft deementspriechend drun.

Sollt dëst zäitlecht Zil da wéi geplangt erreecht ginn, kéint am Laf vum Joer 2025 d'Finanzéierungsgesetz an der Chamber gestëmmt ginn.

ad 2. Am Kader vun all de Bauaarbechte ronderëm déi nei Nationalstrooss N3, gouf d'Prioritéit op d'Ubannung vum Tram bis op d'Cloche d'Or geluecht an et war deemno wichteg, als éischt de Stroosseprojet vun der neier N3 ofzeschléissen.

Den Ëmbau vum Rondel Gluck wäert deemno déi nächst Etapp vun dësen Aarbechte sinn.

D'Ausschreiwungsdossiere ginn am Moment ausgeschafft, sou datt d'Aarbechte viraussiichtlech d'nächst Joer ufänke kéinten.

ad 3. D'Kräizung tëscht den 2 Tunnellen, der Rue Rangwee an der Rue des Scillas, ass en nevralgesche

Punkt op deem ganzen Tracé. De Phasage vun den Aarbechte bedéngt, datt déi Kräizung eréischt kann an hirer definitiver Form, dat heescht mat deenen 2 Tunnellen, a Betrib geholl ginn, wann och d'Rue des Scillas färdeg ausgebaut ass. Enn dëst Joer dierften dës Aarbechte viraussiichtlech ofgeschloss sinn. Aktuell lafen nach Renovatiounsaarbechten am alen Tunnel Rangwee.

ad 4. D'Aarbechte ronderëm déi nei Vëlos- a Foussgängerpasserell iwwert de Rondel Gluck (respektiv déi zukünfteg Kräizung) sollen esou getakt ginn, datt se mam Ëmbau vum Rondel kënnen ofgeschloss ginn. De Phasage vun den Aarbechten ënnert lafendem Verkéier op enger vun den Haaptzoufaartsstroosse vun der Stad, erméiglecht et net, fir déi zwee Chantiere gläichzäiteg unzefänken, duerfir brauch de Stroosseprojet e gewëssene Virlaf.

ad 5. Den Ëmbau vum Echangeur Hesper ass schonn an den éischte Pläng vun dem Entwécklungsprojet „Ban de Gasperich", déi ëm d'Joer 2005 ausgeschafft goufen, virgesi gewiescht.

Zanterhier huet d'Konzeptioun e puermol geännert opgrond vun enger Evolutioun vun de Mobilitéits- an Entwécklungskonzepter an der direkter Ëmgéigend (Rue des Scillas, Midfield, Pôle d'échanges Howald asw.).

Eng éischt Phas ass awer scho realiséiert, well am Kader vum Bau vum Pôle d'échanges Howald verschidde Brëtelle vum Echangeur ëmgeännert hu misse ginn, dat nämmlecht gëllt och fir d'Zoufaart vum P&R Sud vum CR231 aus.

An der jëtzeger Planungsphas gëtt de rechtlechen Ëmbau vum Echangeur koordinéiert mat der Entwécklung vun der Zone „Midfield", den Entwécklungsprojete vun der Gemeng Hesper laanscht den CR231 an dem Wiessel vum Standuert vum Centre douanier Luxembourg-Howald, deen an der Emprise vum neien Echangeur läit.

**Recrutement dans la fonction publique** | Question **0175** (15/01/2024) de **M. André Bauler** (DP)

Wärend de kommende Jore wäert d'Generatioun vun de „Babyboomer" lues a lues an d'Pensioun goen. Dës Entwécklung wäert een Impakt op de Rekrutement vu Personal beim Staat hunn, well et heescht jo gebuertestaark Joergäng ze ersetzen.

Aus deem Grond wollt ech dem Här Minister fir den ëffentlechen Déngscht follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Staatsbeamten an -employéë sinn an de leschten dräi Joer an d'Pensioun gaangen a wéi vill wäerten der nach bis 2030 an d'Pensioun goen?

2. Wéi héich ass den Duerchschnëttsalter vun dëse Beamte beim Antrieden an d'Pensioun?

3. Wat fir Carrièrë si besonnesch betraff?

4. A wat fir engem Mooss konnten dës Beamten ersat ginn?

5. Wéi gesäit de Moment de Personalbedarf beim Lëtzebuerger Staat aus? A wat fir enge Beräicher ginn am meeschte Leit gesicht? Wat fir Carrièrë si spezifesch betraff?

6. Wat fir Ministèrë sichen déi meeschte Leit?

7. Wat fir Beruffsprofiller gi besonnesch an der klassescher Staatsverwaltung gesicht?

8. Wéi huet sech d'Zuel vun den Handwierker, déi am Staatsapparat agestallt ginn, entwéckelt?

**Réponse** (19/02/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

An de leschten dräi Joer sinn an der Moyenne 657 Persounen an d'Pensioun gaangen (674 am Joer 2021, 599 Persounen am Joer 2022 a 699 am Joer 2023). Op den 31. Dezember 2023 waren am Ganzen 3.118 Beamten am Staatsdéngscht méi al wéi 56 Joer, 514 dovunner méi wéi 60 Joer. Dës Zuele ginn e gutt Bild, wéi vill Beamten an deenen nächste Jore wäerten an d'Pensioun goen.

Vun deenen 3.118 Persoune si ronn 1.000 Beamten aus dem Gehältergrupp A1, ronn 600 aus dem Gehältergrupp A2, a ronn 650 aus dem Gehältergrupp B1. Ronn d'Hallschent vun dëser Populatioun schafft am Domaine vun der Educatioun.

Den Duerchschnëttsalter vun dëse Beamten ass ronn 59 Joer an 8 Méint. Dozou muss ee soen, datt dorënner och Beamte sinn, déi eng Invaliderent zougestan kruten, an déi Beamte vun der Police an Arméi, déi – am transitoresche Pensiounsregimm – 5 Joer éischter Urecht op eng Pensioun hunn.

An de leschte Jore konnten dës Beamten am Prinzipp ersat ginn, well d'Personal beim Staat generell vill gewuess ass, mat enger Augmentatioun vum Personal vu méi wéi 1.500 Persoune pro Joer. An deem Sënn goufen déi Beamten net nëmmen ersat, mee et gouf och eng signifikant Verstäerkung u Personal.

Generell gëtt et e grousse Personalbedarf beim Staat. An deem Kader kann een un éischter Stell den Domaine vun der Educatioun nennen, deen notamment duerch d'Wuesse vun der Populatioun e grousse Bedarf huet.

D'Police huet an deene leschte Joren hire Personalbestand weesentlech eropgesat a wäert och nach weider musse rekrutéieren. Aner Domainer, wou vill Leit gesicht ginn, sinn z. B. d'Informatik an d'Finanzen.

D'Zuel vun den Handwierker, déi am Staatsapparat an dëser Funktioun schaffen, ass an deene leschte Jore stabel bliwwen.

**Ouverture de nouvelles ambassades** | Question **0177** (16/01/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Lors d'une réunion de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a annoncé l'ouverture de nouvelles ambassades à San José au Costa Rica et à Porto-Novo au Bénin.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Est-ce que la décision d'ouvrir une ambassade à San José et à Porto-Novo est définitive ?

2) Quelles sont les considérations qui ont influencé cette décision ?

3) Quels intérêts le Gouvernement poursuit-il avec l'ouverture de deux nouvelles ambassades ?

4) Quand les deux nouvelles ambassades doivent-elles être ouvertes ?

5) Le Gouvernement envisage-t-il d'ouvrir d'autres ambassades ?
– Dans l'affirmative, quels sont les pays où le Gouvernement envisage d'ouvrir une nouvelle ambassade ?

**Réponse** (16/02/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) Oui, les ambassades à San José (Costa Rica) et à Cotonou (où les représentations diplomatiques sont localisées au Bénin) sont opérationnelles depuis septembre 2023.

ad 2) L'ouverture de l'ambassade à Cotonou se place dans le contexte de la diversification des partenariats de coopération au développement du Luxembourg, ainsi que de la diversification des partenariats avec les pays africains en général, dans le cadre de la politique étrangère et de la sécurité commune de l'Union européenne au sein de laquelle le Luxembourg joue un rôle actif. La décision d'ouvrir une ambassade a été prise suite à la signature d'une lettre d'entente fixant les futurs domaines de coopération en février 2022 et d'un accord général de coopération en décembre 2022.

Les développements suite à la crise sociopolitique de 2018 au Nicaragua, ancien pays partenaire, ont conduit à la fermeture des bureaux de l'ambassade à Managua et une réorientation stratégique de la coopération luxembourgeoise en Amérique centrale. À l'instar d'autres pays tels que la France, qui ont également fait de San José leur hub régional en matière de coopération au développement, le Luxembourg a retenu le Costa Rica comme meilleure option pour le nouvel emplacement géographique de la coopération luxembourgeoise en Amérique centrale, notamment à cause de sa stabilité institutionnelle, son statut de hub de transport régional et la présence d'un réseau international, y inclus les bureaux en charge de la coopération régionale de l'UE. Le focus de la coopération au développement mise en œuvre à partir de San José est surtout régional.

ad 3) Les ambassades poursuivront l'approfondissement des relations politiques, économiques et de coopération entre le Luxembourg et le Bénin et le Costa Rica respectivement. En outre, les ambassades veilleront à une mise en œuvre efficace de nos programmes de coopération, en ligne avec les priorités du Gouvernement luxembourgeois et les gouvernements locaux. Finalement, l'ambassade à San José assure le suivi des interventions régionales et bilatérales de la coopération luxembourgeoise en Amérique centrale, y inclus au Salvador. L'ambassade à Cotonou est également coaccréditée depuis janvier 2024 à Lomé, Togo.

ad 4) Voire notre réponse à la première question.

ad 5) Le Gouvernement évalue régulièrement la pertinence d'ouvrir de nouvelles ambassades en prenant en compte l'ensemble des intérêts potentiels (politiques, économiques, consulaires, coopération, etc.) qui se présentent pour le Luxembourg. En ce sens, le Gouvernement a ouvert une nouvelle ambassade à Séoul en Corée du Sud fin 2023 et a prévu l'ouverture de nouvelles missions diplomatiques à Ottawa au Canada et à Kigali au Rwanda en automne 2024.

**Instructeurs de natation** | Question **0178** (16/01/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Schwammen ass eng fest verankert Sport- a Fräizäitaktivitéit zu Lëtzebuerg. Et ass awer gläichzäiteg och eng Aktivitéit, déi muss erléiert ginn, well et zu schlëmmen Accidenter am Waasser ka kommen, wéi déi rezent Vergaangenheet et leider och oft genuch gewisen huet. Dofir gëtt et queesch duerch d'Land immens vill populär Schwammcoursen, Schoulen oder och privat Initiativen, fir Persoune vun all Generatioun d'Schwamme bäizebréngen. Opgrond vun de Geforen am Waasser kënnt de Formateuren hei eng immens Responsabilitéit zou.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Wéi eng Brevete sinn néideg, fir vun der FLNS als offiziellen Instrukter unerkannt ze ginn?

2. Kann een zu Lëtzebuerg och ouni dës Breveten um kommerzielle Wee Schwammcoursen ubidden?

3. Falls jo, gëtt et e Suivi an eng Kontroll vun der FLNS oder dem Ministère, ob dës Krittären a Viraussetzungen esou och an ëffentlechen Infrastrukturen agehale ginn?

**Réponse** (29/02/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. Wat den organiséierte Sport ugeet, ass et esou, dass all Trainer respektiv Surveillant, dee Sportler*Innen encadréiert, iwwer d'FLNS ee Rettungsschwëmmerbrevet brauch.

ad 2. Am Kader vum Kommodo, bei geneemungspflichtege Schwämmen, dorënner falen ëffentlech Schwämmen, Schwämmen an Hoteller oder „établissements similaires", verlaangt den Aarbechtsministère, fir d'Autorisatioun auszestellen, dass d'Surveillance vun der Schwämm muss duerch eng Persoun „ayant au moins le ,brevet élémentaire de sauvetage de la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage (FLNS)' (ancien 1er degré)" respektiv „le brevet de nageur-sauveteur FLNS (ancien 2e degré)" oder „CATP ou d'un brevet de maîtrise dans le métier d'instructeur de natation ou être titulaire d'un brevet reconnu comme équivalent par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle" gehale ginn.

Deemno kann een a geneemungspflichtege Schwämme keng Schwammcoursen ouni Brevet ubidden.

ad 3. Nee.

**Ratification de la révision du Mécanisme européen de stabilité (MES)** | Question **0179** (16/01/2024) de **M. Dan Biancalana** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Le 21 décembre de l'année passée, le Parlement italien a rejeté la ratification de la révision du Mécanisme européen de stabilité (MES). La révision de l'instrument sur laquelle les États de la zone euro se sont déjà accordés en janvier 2021 doit notamment instaurer des prérogatives supplémentaires permettant l'utilisation du fonds pour le sauvetage de banques en difficulté.

Il en résulte que l'Italie demeure le seul État de la zone euro à bloquer l'extension du périmètre d'action de ce fonds de sauvetage lancé en 2012, privant tous les États des moyens financiers en cas de faillites d'établissements de crédit.

Le rejet de la ratification de la réforme revêt une importance particulière pour M. Salvini, à l'aube de la campagne pour les élections européennes de juin 2024. Le vice-président du Conseil des ministres se veut le garant de l'euroscepticisme originel, cherchant un espace à droite de Mme Meloni.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport à la décision du Gouvernement italien de ne pas ratifier la révision du Mécanisme européen de stabilité ?

– Comment Monsieur le Ministre juge-t-il la mise en œuvre lente et parcellaire par l'Italie du plan pour la reprise et la résilience (PRR) doté d'une enveloppe de 194 milliards d'euros ?

**Réponse** (29/01/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Le Gouvernement soutient la réforme du Mécanisme européen de stabilité (MES) et considère que l'extension du rôle du MES contribuerait à renforcer la stabilité financière et la résilience économique au sein la zone euro. Le Luxembourg a été l'un des premiers États membres à ratifier le traité révisé du MES en juillet 2021.

De manière similaire, et conformément à ses engagements européens, le Gouvernement souscrit aux objectifs de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR), l'instrument temporaire destiné à stimuler la reprise en Europe. Cette initiative européenne devra contribuer à préparer nos économies aux défis de demain, à accélérer les transitions verte et numérique, et à créer des opportunités et des emplois au Luxembourg et dans toute l'Union européenne.

**Gaz hilarant** | Question **0182** (17/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le Gouvernement belge entend interdire la vente, l'importation et l'achat de protoxyde d'azote (gaz hilarant) à des fins autres que médicales, techniques ou en tant qu'additif alimentaire.

Le texte est porté par plusieurs ministres dont la Ministre de l'Intérieur ainsi que par le Ministre de la Santé. Cette substance, plus connue sous le nom de gaz hilarant, est dans le collimateur des autorités depuis plusieurs années, car son usage en tant que drogue a connu un essor important chez les jeunes en Belgique. Elle a un effet très rapide après inhalation qui, dans la circulation, peut être comparé à celui de l'alcool sur un conducteur. L'effet est de courte durée mais l'accoutumance se produit plus rapidement de sorte que le consommateur aura tendance à augmenter la dose et mettre sa santé en danger.

– Même si ce phénomène semble être moindre dans notre pays, le Gouvernement luxembourgeois envisage-t-il, à titre préventif, une mesure comparable à celle décidée en Belgique ?

**Réponse** (13/02/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Comme précisé dans la réponse à la question parlementaire n° 7659 du 23 février 2023 de l'honorable Député, le protoxyde d'azote est un produit à usage multiple. Il est utilisé en anesthésie, chirurgie et odontologie pour ses propriétés anesthésiques et antalgiques. Certains adolescents et jeunes adultes le consomment à titre récréatif pour ses propriétés psychodysleptiques et euphorisantes, d'où la dénomination « gaz hilarant ». Quant à son usage « alimentaire », il est vendu sous forme de cartouches d'acier de forme ovale, notamment pour les siphons à chantilly.

Afin de garantir la sécurité des patients et de minimiser le risque d'un abus potentiel, les médicaments autorisés au Luxembourg contenant du protoxyde d'azote sont disponibles sous ordonnance non renouvelable uniquement et catégorisés avec le statut « H » selon l'article 31 du règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 1992 relatif à la mise sur le marché des médicaments. Par conséquent, ils sont donc réservés à des traitements qui ne peuvent être effectués qu'en milieu hospitalier : la prescription, la délivrance et l'administration sont faites en milieu hospitalier.

Selon les informations fournies par les services spécialisés en matière d'usage récréatif de drogues et en contact avec la population jeune, il ne semble pas que la prévalence de l'usage détourné de protoxyde d'azote ait significativement augmenté au cours de l'année écoulée à l'échelle nationale.

Par ailleurs, les pays de l'UE qui ont réglementé l'usage de protoxyde d'azote pour les mineurs, tels que la France, la Belgique et les Pays-Bas, l'ont fait récemment et l'impact sur la vente, le développement du trafic clandestin et l'envergure de l'usage récréatif de ce dernier n'a pas été évalué selon les renseignements à disposition.

Il n'existe pas encore de données probantes quant à l'impact des réglementations dans les quelques pays qui ont choisi cette voie; sachant que l'acquisition de protoxyde d'azote, pouvant s'effectuer à partir de sources diverses et par des moyens variés, dont Internet, s'avère en tout état de cause être difficilement contrôlable par une quelconque législation exclusivement nationale.

Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, ensemble avec les services spécialisés concernés, suivra de très près la situation pour pouvoir réagir rapidement en cas d'augmentation éventuelle de l'usage détourné du protoxyde d'azote.

**Attaques par phishing** | Question **0184** (17/01/2024) de **M. André Bauler** (DP)

Rezent gouf an enger parlamentarescher Fro matgedeelt, datt d'Zuel vun de Phishing-Attacken an der leschter Zäit zu Lëtzebuerg explodéiert wier. Et ass mer souguer zougedroe ginn, datt dës Ugrëff sou wäit kënne goen, datt d'Arnaquë Versteesdemech ausdrécken, wann d'Leit hinnen um Telefon matdeelen, dass si net bereet sinn, perséinlech Date präiszeginn. Si soen dann, datt se bei d'Leit heem géife kommen. Dat ass dann och geschitt an etlech Leit sinn op dësen Trick eragefall.

An deem Kader wollt ech dem Här Inneminister folgend Froe stellen:

1. A wéi ville Fäll, an deene Plaintë gemaach goufen, hunn Arnaquen zënter 2020 Leit doheem opgesicht?

2. Wat sinn déi geleefegst Methoden, fir d'Leit ze bedréien?

3. Wat fir eng Leit goufen an deene meeschte Fäll Affer vun engem Phishing? Sinn do spezifesch Alterskategorië betraff?

**Réponse** (07/02/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Police féiert am Kader vun deposéierte Plaintë keng detailléiert Statistiken iwwer spezifesch Arnaquen oder „modus operandi".

ad 2. Phishing-Attacke gi benotzt, fir u perséinlech Informatioune vun de Victimmen ze kommen.

Déi geleefegst Method si gefälschte Websites a falsch Telefonsuriff. Gefälschte Websites gesinn oft wéi den Original aus a verleeden d'Victime, hir Donnéeën unzeginn. Bei Telefonsuriff gëtt sech de Kriminellen als Mataarbechter vun enger bekannter Firma oder Bank aus, fir esou un der Victime hir Donnéeën ze kommen. Bei E-Maile gëtt versicht, d'Victime dozou ze bréngen, op e Link ze klicken an hir perséinlech Informatiounen erauszeginn.

Et gëtt verschidde Bedruchsmaschen am Internet, déi sech stänneg weiderentwéckelen, well déi Kriminell ëmmer nei Weeër sichen, fir d'Leit ze täuschen. Déi heefegst Bedruchsmasche sinn: Phishing, Identitéitsdéifstall, Ransomware, Fake-Shops, Love Scam, Fake-Gewënnspiller, Investitiounsbedruch, Social Engeneering.

ad 3. D'Police féiert keng Statistik iwwert d'Alterskategorië vun den Affer.

**Service central d'assistance sociale** | Question **0185** (17/01/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Le rapport d'activité 2022 du Ministre de la Justice, paru en 2023, contient une section spécifique dédiée au Service central d'assistance sociale (SCAS). Sa direction relève que des entités du SCAS font face à une surcharge de travail due à un manque considérable au niveau de l'effectif du personnel. Il en ressort que le service de la protection de la jeunesse avec sa section des enquêtes sociales est confronté à un nombre croissant de départs vers l'ONE tandis que les demandes à traiter conduisent à un nombre élevé de dossiers en attente de distribution. Les départs seraient causés en précipitation des changements attendus en lien avec les projets de loi portant aide, soutien et protection aux mineurs. En même temps, le Service des assistances éducatives aurait été touché par des départs suite à la future introduction d'un droit pénal pour mineurs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Le Gouvernement est-il au courant de cette situation problématique ? Dans l'affirmative, quelle stratégie le Gouvernement poursuit-il pour renforcer le personnel du SCAS dans les différents services et sections touchés ?

2) La situation du SCAS se présente-t-elle plus favorablement en 2023, voire 2024 ? Si oui, quels sont les changements à la base de cette amélioration ?

3) Le manque de personnel est aussi causé par des difficultés de recrutement. Quelles pistes le Gouvernement poursuit-il afin de remédier à cette insuffisance ?

4) Le rapport du Ministre de la Justice relève que la sécurité des agents du SCAS n'est plus garantie, particulièrement à cause d'une limitation du dispositif de surveillance dans le parking mis à la disposition du SCAS. Par quels moyens la ministre compte-t-elle remédier à cette situation d'insécurité ?

**Réponse** (23/02/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Le Ministère de la Justice a été mis au courant d'un nombre croissant de départs de collaborateurs du Service central d'assistance sociale (ci-après « SCAS ») depuis que la réforme de la protection de la jeunesse a été entamée. Comme cette problématique est principalement due aux incertitudes relatives aux changements futurs, la priorité du Gouvernement est de finaliser les travaux sur la réforme dans les meilleurs délais.

L'adoption du projet de loi portant introduction d'une procédure pénale pour mineurs et du projet de loi portant aide, soutien et protection aux mineurs, aux jeunes et aux familles aura en effet pour conséquence qu'une partie des missions actuelles de la section de la protection de la jeunesse du SCAS seront transférées à l'Office national de l'enfance (ONE). À l'avenir, la section de la protection de la jeunesse du SCAS ne prendra en charge que les mineurs étant poursuivis pour avoir commis une infraction pénale. À cette fin, dans le cadre de la réforme du système actuel de la protection de la jeunesse, un nouveau « Service du droit pénal pour mineurs », divisé en plusieurs sections, sera créé.

ad 2) La situation du SCAS se présente de manière plus favorable depuis 2023. La charge de travail moyenne par agent du SCAS a diminué progressivement notamment grâce à la création conséquente de nouveaux postes. Ainsi, alors que le contingent du volet Protection de la jeunesse (services Enquêtes et assistances éducatives) était de 65,3 ETP en juin 2022, il a pu être augmenté à 77,3 ETP en 2023.

ad 3) Le SCAS entreprend régulièrement des démarches pour trouver des candidats, notamment à travers des campagnes d'information auprès des jeunes (p. ex. dans les lycées). Les efforts de recrutement de personnel qualifié seront évidemment poursuivis.

Par ailleurs, comme indiqué, la réforme de la protection de la jeunesse procédera à une restructuration des acteurs chargés de cette mission.

ad 4) Il convient de noter que l'État n'est pas propriétaire du bâtiment dans lequel se situent les locaux du SCAS et n'est pas responsable de la gestion. Selon les informations à la disposition du Ministère de la Justice, la copropriété du bâtiment avait établi un contrat de surveillance fixe et mobile avec une entreprise de gardiennage qui était entré en vigueur le 1er juillet 2022. Cette mesure avait contribué à une amélioration de la situation d'insécurité. Conformément audit contrat, la présence d'une surveillance fixe pendant la nuit a cependant pris fin le 31 décembre 2023. La possibilité d'une réintroduction d'une telle présence de surveillance sera un des moyens à discuter.

**Travaux d'élargissement de l'autoroute A31** | Question **0186** (17/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Nous souhaitons attirer l'attention sur une annonce récente du Ministre français des Transports, Clément Beaune, faite lors de sa visite à Metz en décembre 2023. Il a confirmé que les travaux d'élargissement de l'autoroute A31 ainsi que le projet de contournement A31bis seront effectivement mis en œuvre. Cette décision soulève plusieurs questions importantes pour le Luxembourg, notamment en ce qui concerne la mobilité transfrontalière et les impacts environnementaux.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelles sont les prévisions concernant l'impact du projet des travaux d'élargissement prévus de l'autoroute A31 et le contournent A31bis sur la mobilité et la circulation au Luxembourg ?

2) Du côté luxembourgeois, l'agrandissement à trois voies du tronçon de l'A3 étant en cours, Madame la Ministre pourrait-elle nous informer de l'avancement des travaux et si les délais initialement prévus pour sa réalisation peuvent être maintenus ?

3) Compte tenu de l'introduction prévue d'un péage sur l'axe routier A31bis, le Gouvernement luxembourgeois a-t-il évalué l'impact potentiel de cette mesure sur le flux de travailleurs frontaliers français ? Cette question du péage a-t-elle été abordée dans les discussions entre les gouvernements luxembourgeois et français ?

4) Quels sont les projets de mobilité transfrontaliers avec la France actuellement envisagés par le Gouvernement luxembourgeois en tant que priorités, et quelle est la stratégie envisagée pour optimiser les flux de circulation transfrontaliers ?

**Réponse** (19/02/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Le Luxembourg salue l'annonce récente confirmant que les travaux d'élargissement de l'autoroute A31 ainsi que le projet de contournement A31bis seront mis en œuvre du côté français.

Du côté luxembourgeois, les travaux d'élargissement de l'autoroute A3 ont commencé en janvier 2022 afin de mettre en place une priorisation du bus et du covoiturage. En effet, une telle priorisation augmente de façon significative la capacité en termes de personnes transportées.

Vu que le gain de temps potentiel conféré par une voie réservée au bus respectivement au covoiturage est encore plus grand sur l'A31, à cause de la longueur du tronçon et de l'espacement des échangeurs, il serait bénéfique pour la mobilité transfrontalière si une telle priorisation était également intégrée dans le projet de l'A31.

ad 2) Les travaux d'élargissement du lot A entre la croix de Gasperich et l'aire de Berchem, ainsi que les travaux de la reconstruction de l'OA1022 sur l'A3 à Berchem (lot A2), sont prévus pour être terminés en automne 2024.

En ce qui concerne l'élargissement et la réhabilitation simultanés du viaduc de Livange (lot B1), il est prévu que ces travaux soient achevés avant le congé collectif d'été 2025.

Les travaux pour la construction d'un passage à faune (lot E1) à la frontière française se termineront en été 2024 et les aménagements écologiques y seront réalisés jusqu'à l'automne 2024.

La procédure pour la passation du marché pour le projet de construction d'un bassin de rétention à Bettembourg (lot C3) et le projet de la reconstruction de la passerelle pour cyclistes et piétons près du Parc merveilleux à Bettembourg (lot C2) est encore en cours mais sera finalisée dans les prochaines semaines, de sorte que ces travaux pourront démarrer en été cette année.

En ce qui concerne les autres lots et projets pour l'élargissement de 2 à 3 voies de l'autoroute A3, les dossiers de soumission sont en cours d'élaboration.

L'achèvement complet du projet d'élargissement de l'autoroute A3 est programmé pour la fin de l'année 2030.

ad 3) Le Gouvernement luxembourgeois n'est pas intervenu dans la décision d'introduction d'un péage sur l'axe routier A31bis du côté français et n'a pas évalué l'impact de cette mesure sur le flux des travailleurs.

ad 4) Le Gouvernement luxembourgeois et, du côté de la France, l'État et les collectivités territoriales, portent une stratégie ambitieuse d'amélioration de la mobilité transfrontalière.

L'accord intergouvernemental de 2018 et son avenant de 2021 entre les deux pays doit permettre d'augmenter significativement la capacité de la ligne ferroviaire Metz–Thionville–Luxembourg-ville d'ici 2030 et de promouvoir une mobilité plus durable sur la route.

L'enveloppe actuellement prévue à cet effet dans l'accord pour des projets en France, est de 440 millions d'euros pour le ferroviaire et de 20 millions d'euros pour les projets d'infrastructure du transport public routier. Ces projets français sont cofinancés à hauteur de 50 % par le Luxembourg.

Sur le territoire français et dans le cadre de l'accord de 2018 et de son avenant de 2021, un ensemble de projets a été étudié dans le cadre du groupe de travail GT ferroviaire franco-luxembourgeois afin de pouvoir offrir un niveau de service élevé entre la frontière et Thionville, respectivement Metz :

Les projets en cours de réalisation sont :

– P&R d'env. 700 places à la gare de Longwy ;
– P&R d'env. 700 places à la gare de Thionville ;

– Atelier de maintenance à Metz ;
– Allongement des quais sur l'axe Metz–Hettange-Grande.

Les projets, dont les études sont en cours, sont :

– Renforcement de l'électrification sur le sillon lorrain ;
– 3e voie de fret à la frontière franco-luxembourgeoise ;
– Plan des voies de la gare de Thionville ;
– Optimisation des blocs sur le sillon lorrain.

En complément des projets en France, le Grand-Duché de Luxembourg met en œuvre un programme volontariste très important d'investissements dans l'infrastructure ferroviaire (2,3 milliards d'EUR entre 2019 et 2026) afin d'augmenter la capacité du réseau ferroviaire luxembourgeois. Ces investissements concernent tout particulièrement des éléments du réseau qui sont importants pour le trafic transfrontalier franco-luxembourgeois. Il s'agit notamment des projets suivants :

– Réaménagement complet de la gare de Luxembourg et de son plan de voies, y compris toutes les pénétrantes ;
– Nouvelle gare de Howald avec 4 quais ;
– Dédoublement de la ligne existante entre Luxembourg et Bettembourg ;
– Réaménagement complet de la gare de Bettembourg et du plan de voies ;
– Nouveau P&R à Rodange (1.600 places) mis en service en avril 2023.

Ces mesures permettent de dénouer les différents axes pénétrants vers Luxembourg-ville et de mettre en place un couloir dédié pour le trafic ferroviaire transfrontalier entre Luxembourg-ville et la frontière française en direction de Thionville.

Cet ensemble de projets concerté entre le versant français et luxembourgeois, permettra d'augmenter progressivement l'offre de service ferroviaire et de faire circuler in fine sur le sillon Luxembourg–Thionville 10 trains par heure et par direction, dont un TGV, un train fret et huit trains TER en triple composition, offrant ainsi dans les huit TER, 8.000 places assises par heure et direction et multipliant ainsi l'offre par 2,5 par rapport à l'état initial.

Outre les projets ferroviaires, le Luxembourg cofinance également à raison de 50 % des projets permettant d'améliorer les transports en commun routiers (la contribution du Luxembourg, prévue dans le premier accord, est de 10 millions d'euros). Un premier projet réalisé dans ce contexte est le P&R de Thionville-Metzange, mis en service en février 2021.

Une offre de transport en commun bus vient compléter l'offre ferroviaire esquissée ci-avant. Ainsi le Grand-Duché de Luxembourg exploite et finance seul une multitude de lignes de bus transfrontalières permettant principalement aux frontaliers français de rejoindre leurs emplois au Luxembourg. Ces lignes de bus transfrontalières sont adaptées selon les besoins afin de répondre au mieux à la demande de mobilité transfrontalière.

Sur l'axe transfrontalier Esch/Alzette–Audun-le-Tiche, il est prévu de remplacer la navette ferroviaire entre Audun-le-Tiche et Esch/Alzette par un corridor de priorisations pour bus (CHNS transfrontalier) et une piste cyclable, permettant ainsi de garantir un haut niveau de service entre Esch-sur-Alzette d'une part, et l'actuelle gare ferroviaire d'Audun-le-Tiche d'autre part. Ceci permettra ainsi d'augmenter l'attractivité de cet axe.

Dans ce contexte, une étude a été lancée par le MMTP et les autorités françaises sous le lead du GECT Alzette-Belval qui a comme objet d'étudier l'opportunité et les détails techniques d'un éventuel prolongement de ce « CHNS transfrontalier » côté français.

**Technologie de rechargement « Plug&Charge »** | Question **0187** (17/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Vill Etuden op europäeschem Niveau weisen, dass besonnesch 2 Sujete beim Choix fir en Elektroauto eng kruzial Roll spillen: d'Reechwäit an d'Luedinfrastruktur (sief et privat oder de Reseau an der Proximitéit vum Notzer). D'Prioritéit muss op der Luedinfrastruktur leien, well ee bei der Reechwäit als politesch Autoritéite kee wierklechen Handlungsspillraum huet. Och an dem Regierungsaccord steet, dass den ëffentleche Reseau u Luedstatiounen op cibléiert Manéier promouvéiert an ausgebaut soll ginn. Des Weidere steet am Accord, dass een sech oppe vis-à-vis vun der technologescher Entwécklung an dësem Beräich weist a weider Innovatiounen ënnerstëtzt. Och wa mir dës geplangten Efforten ënnerstëtzen, stelle mir eis Froe bei der praktescher Ëmsetzung vun dëse Pläng. Aktuell gëtt et schonns Technologien, déi de Choix fir en Elektroauto verstäerken an d'Lueden un enger Statioun als Experienz vereinfachen. Konkreet denke mir hei un de Plug&Charge. Als Plug&Charge bezeechent een d'Méiglechkeet, säin Elektroauto ouni RFID-Kaart ze lueden. Konkreet kann ee bei eng Statioun bäifueren, de Kabel an- an ausstiechen an ouni weider Interventioun direkt weiderfueren. Dat, wat bei verschiddenen Operateure Standard ass an an aneren europäesche Länner schonns am Verglach méi verbreet ass, ass hei zu Lëtzebuerg nach éischter eng Raritéit. Proportional gesinn, schwätze mir hei vun enger klenger Minoritéit vun der existenter Luedinfrastruktur, an, eises Wëssens no, quasi exklusiv vu privaten Ubidder.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi positionéiert sech de Ministère vis-à-vis vun dësem Constat?

2. Sinn et Echangë mam nationalen Operateur zu dësem Sujet ginn a wat waren d'Konklusioune vun dësen Diskussiounen? Falls nee, sinn esou Echangë kuerzfristeg geplangt?

3. Gëtt et eng technesch Méiglechkeet, déi bestoend ëffentlech Luedstatioune mat engem däraartege System ze equipéieren oder brauch et komplett nei Statiounen?

4. Wéi vill ëffentlech Luedstatioune bidden aktuell zu Lëtzebuerg eng Plug&Charge Optioun un?

5. Gëtt et Pläng, dëse Standard a passend (weider) Luedstatiounen an déi ëffentlech Infrastruktur ze integréieren? Falls jo, wéi vill weider ëffentlech Plug&Charge Statioune si bis 2025 geplangt?

6. Ass de Plug&Charge Standard Deel vun de Krittären, déi ee muss erfëllen, wann een als Acteur Subside fir d'Opriichte vun enger ëffentlech zougänglecher Born ufreet? A falls net, ass et kuerzfristeg geplangt, dëse Standard als Krittär hei mat ze integréieren?

**Réponse** (16/02/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

„Plug&Charge" wäert d'Luede vun Elektroautoen op ëffentlech zougängleche Luedstatioune vereinfachen, dohier ass dës Funktionalitéit sécherlech ze begréissen.

De Standard „Plug&Charge" erlaabt duerch d'Astieche vum Kabel eng automatiséiert Kommunikatioun an Ofrechnung tëschent dem Elektrogefier an der Luedstatioun, ouni datt een sech muss separat authentifizéieren. Fir dass de Luedvirgang beim Astieche vum Kabel automatesch gestart gëtt, mussen esouwuel den Auto, wéi och d'Luedstatioun, „Plug&Charge" ënnerstëtzen, an déi néideg Authentifizéierungs- an Ofrechnungsinformatioune mussen digital am Gefier hannerluecht sinn. Verschidde Bornen- an Autoshiersteller bidden dës Funktionalitéit haut schonn un, et ass awer aktuell nach kee Standard, deen sech am ganzen Automobillsecteur duerchgesat huet. Fir Lëtzebuerg ass et besonnesch wichteg, datt um europäesche Plang geklärt gëtt, wéini a wéi dës Funktionalitéit zum Asaz kënnt, esou dass ee Standard flächendeckend an effizient kann ugewant ginn.

Fir d'Entwécklung vun dëser Technologie ze vereinfachen, gouf d'ISO-Norm 15118 agefouert a gëtt kontinuéierlech weiderentwéckelt. Dat neit Deeldokument 20 vun der ISO-Norm 15118 (ISO15118:20) bréngt ënnert anerem Verbesserung bei „Plug&Charge" mat sech: Et kënnen zum Beispill méi Luedkontrakter hannerluecht ginn, fir dass automatesch ëmmer de beschte Kontrakt fir déi jeeweileg Luedstatioun ausgewielt gëtt. Fir d'Entwécklung an der EU virunzebréngen, gëtt momentan ee „Public key infrastructure" (PKI) Konzept fir eng verschlësselt Kommunikatioun tëschent der Luedinfrastruktur, de Luedkontrakter an den Elektroautoen ausgeschafft. Dëst, zesumme mat enger zukünfteger Obligatioun, fir nei oder ersate Luedborne kompatibel zu ISO15118:20 ze maachen, soll sécherstellen, datt d'Benotze vu „Plug&Charge" sech verbreet.

Et si bis elo keng spezifesch Echangen zum Theema mat Operateure vu Bornen, déi hei am Land aktiv sinn, ginn. De Wirtschaftsministère verfollegt weiderhi souwuel d'Evolutioun vum legale Kader um europäeschen Niveau, wéi och déi technesch Entwécklungen um Marché vun de Bornen.

Et gëtt net erfaasst, wéi vill Luedstatiounen aktuell „Plug&Charge" ubidden. D'Stroumnetzbedreiwer, déi den Chargy-System bedreiwen, hunn op Nofro hi matgedeelt, dass d'Chargy-Bornen héchstwarscheinlech net ëmrüstbar sinn, mee d'SuperChargy-Bornë warscheinlech kéinten op „Plug&Charge" ëmgerüst ginn. Wat d'Bornë vun anere Bedreiwer vun ëffentlech accessibeler Luedinfrastruktur ubelaangt, hunn d'Ministèrë keng Informatiounen dozou.

Plug&Charge ass och de Moment kee Krittär, fir ëffentlech Subventiounen ze kréien. Am Kader vu méiglechen zukünftegen Upassunge vum Subventiounsregimm wäert analyséiert ginn, ob nei Krittären, zum Beispill och eng „Plug&Charge" Fäegkeet, oder d'Méiglechkeet, zukünfteg op „Plug&Charge" ëmzerüsten, solle festgeluecht ginn.

**Annulation des cours pour cause d'intempéries le 17 janvier 2024** | Question **0188** (17/01/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Fir de 17. Januar gouf eng Alerte rouge fir ganz Lëtzebuerg ausgeruff, well mat vill Glëtz a Schnéi gerechent gouf. Doropshi goufe vun der Cellule de crise eng ganz Rei Mesurë festgeluecht. Et gouf recommandéiert, dass all onnéideg Trajete sollen evitéiert ginn. Leit, déi d'Méiglechkeet hätten, fir iwwert den Teletravail ze schaffen, sollten dëst maachen. Zudeem sollten d'Coursen an de Schoulen am ganze Land ausfalen an an de Schoule just een Accueil mat deem dofir absolutt noutwennege Minimum u Personal assuréiert ginn. An engem Social Media Post vum SEW gëtt sech awer doriwwer beschwéiert, dass verschidden Direktiounen sech net un dës Consigne gehalen hätten. Si hätten: „net kommunizéiert a

sech stuer un d'Circulaire Intempéries gehalen, déi eng ‚obligation de moyen de se rendre à l'école' fir all Léierpersoun dekretéiert". Domat hätten sech vill Persoune vum Léierpersonal onnéidegerweis missen deplacéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass sech eng Rei vun den Direktiounen net un d'Consigne gehalen hunn, den Accueil an de Schoule mat deem absolutt noutwennege Minimum u Personal ze assuréieren?

2. Gëtt et eng uniforme Applikatioun vum Educatiounsministère, mat där d'Direktiounen/d'Léierpersonal mat den Elteren a Schüler:inne kënne kommunizéieren a wéi leeft dat am Allgemengen of?

3. Firwat gouf fir de 17. Januar net decidéiert, op de Cours à distance – wéi et e jo zu Zäite vun der Covid-19-Pandemie gouf – ëmzeklammen, fir esou net e ganzen Dag Schoul ze verléieren?

**Réponse** (29/02/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Um Moie vum Mëttwoch 17. Januar 2024 konnten all d'Schüler, déi trotz de schwierege Wiederkonditiounen an d'Grondschoul gaang sinn, encadréiert ginn an et ass mir wichteg, den Acteuren aus de lokale Schoulcommunautéite Merci ze soe fir hiren Engagement, ouni deen den Accueil vun de Kanner an de Schoulen net méiglech gewiescht wier.

All Hierscht gëtt vum concernéierte Service aus mengem Ministère eng Instruction ministérielle verschéckt, déi déi generell Richtlinne festhält, wéi am Fall vun engem Ausfall vun de Coursen duerch meteorologesch Konditiounen oder ee Cas de force majeure ze reagéieren ass. D'Instruktioun gesäit fir d'Enseignanten eng „obligation de moyen" vir, fir op d'Aarbechtsplaz ze goen. Dës Instruktioun steet awer am Widdersproch zu de Recommandatiounen, déi vu Meteolux am Fall vun enger Alerte rouge ausgeschwat ginn, a vun der Cellule de crise iwwerholl goufen, fir all Deplacementer ze evitéieren, déi net dréngend noutwenneg sinn. Op der Basis vun dëse Recommandatiounen huet de Ministère um Owend vum 16. Januar un d'Direktioune kommunikéiert.

De Ministère wäert zesumme mat de Schoulpartner déi entspriechend Circulaire upassen un dësen Zenario.

D'Kommunikatioun am Fall vun esou Cas-de-force-majeurë geschitt iwwert déi dofir virgesinnen Outilen a Kommunikatiounsweeër: GovAlert an d'Kommunikatioun vun der Cellule de crise. Den Educatiounsministère huet dës Informatiounen opgegraff an um Owend vum 16. Januar nach per Newsletter un alleguerten d'Elteren an d'Enseignanten diffuséiert.

D'Decisioun vun der Cellule de crise respektiv der Regierung ass am fréien Owend vum 16. Januar getraff ginn. Dee Moment war et ze spéit, fir en Enseignement à distance ënner materiell gudde Viraussetzungen ze organiséieren.

**Subside qualité+ pour clubs sportifs** | Question **0190** (17/01/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Iwwert de Subside qualité+ gi Sportsveräiner, déi Sport fir Kanner ënner 16 Joer ubidden, finanziell vum Staat ënnerstëtzt. Duerch d'Subside kënnen déi lokal Veräiner de Sport zu engem méi gerénge Präis fir eng breet Bevëlkerung ubidden. Leider gëtt et momentan awer Problemer beim Ausbezuele vun de Subside vun der Saison 2022–2023.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. An der Vergaangenheet goufen dës Subside spéitstens ufanks des Joers ausbezuelt. Kann de Sportminister confirméieren, dass dat och elo ufanks 2024 de Fall wäert sinn oder ob et eventuell Problemer gëtt beim Ausbezuele vun dëse Subside fir d'Saison 2022–2023?

2. An der Vergaangenheet ass et oft zu Depassementer vum ageplangte Budget fir de Qualité+ komm.
– Wéi vill vum ageplangte Budget gouf schonn ausginn?
– Wäert et och fir d'Joer 2023 nees zu engem Depassement kommen? Falls jo: Vu wat fir engem Montant geet de Sportminister do aus?

3. Bis wéini kënnen d'Veräiner domat rechnen, dass de Subside qualité+ an de Subside ordinaire fir 2023 ausbezuelt wäerte ginn?

**Réponse** (06/02/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. Wéi aus menger Äntwert op déi dréngend parlamentaresch Fro N° 0174 erausgaangen ass, gëtt et keng Problemer respektiv Retarde beim Ausbezuele vun de Subsiden. Déi agereechten Demandë si vu menge Leit mat der néideger Suergfalt traitéiert ginn an d'Paiementer vun de Subsiden um Instanzewee.

ad 2.
– De genannte Budget ass komplett engagéiert ginn a wäert an den nächsten Deeg ausbezuelt ginn.
– Fir d'Joer 2023 ass en Depassement vun 1.640.000 EUR ugefrot ginn. D'Prozedur leeft.

ad 3. Wéi erwäänt, ass d'Ausbezuele vun de genannte Subsiden um Instanzewee. Deemno wäerten d'Paiementer an den nächsten Deeg saiséiert ginn.

**Renforcement des effectifs de police assignés à la commune de Luxembourg** | Question **0191** (17/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Méindeg 15. Januar huet d'Police ugefaangen, an der Stad dat an der Seance vum 14. Dezember an der Chamber diskutéierten Heescheverbuet ëmzesetzen an éischt Persounen ze protokolléieren. An der Press war dann an dësem Kontext ze liesen, dass generell solle Polizist:innen aus anere Regiounen temporär ofgezu ginn an d'Equipe an der Stad ënnerstëtzen. Mir stellen eis hei konkreet Froen, wat dës Entscheedung ugeet a wëllen eventuell Mëssstänn verhënneren. Aus dësem Grond hu mir dem Här Minister konkreet Froen heizou an der Froestonn vum 16. Januar gestallt. Den Här Minister wollt heizou keng Stellung bezéien an huet op déi nächst Kommissiounssëtzung verwisen. Dës ass opgrond vun der allgemenger Alerte rouge de 17. Januar annuléiert ginn. An deem Zesummenhang stelle mir dës an eisen Aen urgent Froen elo iwwert dëse Wee.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

– Aus wat fir Servicer sinn dës genannte Polizisten aus anere Gemengen ofgezu ginn?

– Aus wat fir Gemenge goufen d'Beamt:innen ofgezunn a wat waren heifir d'Krittären?

– Wat fir een Impakt huet dës nei Verdeelung vu Beamt:innen op d'Sécherheetssituatioun an de betraffene Gemengen an allgemeng op de Personalschlëssel?

– Den Här Minister huet dës Decisioune laut sengen eegenen Aussoen an der Froestonn ënnert anerem zesumme mat der Stad Lëtzebuerg geholl. Sinn och déi Betraffen aus den anere Gemengen an d'Gespréicher an an d'Entscheedung mat agebonne ginn?

**Réponse** (31/01/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Ech hunn zesumme mat engem Vertrieder vun der Police an der Chamberskommissioun vum 23. Januar den Deputéierten all d'Informatiounen iwwert dee geplangten Dispositif vun der Police ginn. Well dës Informatioune strateegesch an operationell Elementer beinhalten, déi confidentiel musse bleiwen, huet d'Chamberskommissioun fir dee Volet am huis clos siegéiert, an ech bezéie mech op meng Aussoen an der Kommissioun, fir op d'Froen ze äntweren.

Et gi keng Polizisten aus Gemengen ofgezunn, mee vu Kommissariater. Och net permanent, mee à tour de rôle. Dat huet keen Impakt op d'Sécherheetssituatioun an de Gemengen.

**Forfait d'éducation (Mammerent)** | Question **0192** (17/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

1. Ech géif gär vun der Madamm Ministesch vun der Gesondheet an der sozialer Sécherheet wëssen, wéi d'Zuel vun den ausbezuelte Mammerenten evoluéiert.

2. Wéi héich wäert d'Mammerent nom 1. Januar am Verglach vu virdrunner sinn?

3. Wéi vill Mammerente gi fir 1, 2 oder méi Kanner ausbezuelt?

4. Wéi sinn d'Perspektive vun der Evolutioun vun der Zuel a vun de Budgetskreditter vun der Mammerent?

**Réponse** (07/02/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Fir Dezember 2022 sinn 23.721 Mammerenten (Forfaits d'éducation) ausbezuelt ginn, dovu 7.322 direkt vum Fonds national de solidarité (FNS). Déi aner 16.399 Beneficiairë kréien och eng eege Pensioun an hir Mammerent gëtt iwwert déi jeeweileg Pensiounskeess ausbezuelt. D'Unzuel vun de Mammerenten ass réckleefeg.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Méi Detailer zu de Mammerente stinn um Site „Informatiounssystem iwwer sozial Ofsécherung a Gesondheet" vun der IGSS https://igss.gouvernement.lu/fr/statistiques.html.

Wat d'Zesummesetzung vum individuelle Montant ubelaangt, géife mir op d'Äntwert vun der parlamentarescher Fro N° 0130 verweisen.

ad 2. De Montant vun enger Mammerent ass am Gesetz[3] op 86,54 EUR pro Mount a pro Kand fixéiert, onofhängeg dovun, ob dës direkt vum FNS oder, bei Pensionairen, vun der jeeweileger Pensiounskeess ausbezuelt gëtt. Bei Pensionéierten, déi e Complément pension minimum kréien, gëtt de Forfait d'éducation gegeebenefalls no den Dispositioune vum Gesetz gekierzt.

Als Ausnam zum fixe Montant gëtt de Betrag vun der Mammerent bei Persounen, déi bei der Aféierung (1.2.2002) schonn eng Pensioun kruten, an déi deemools net réckwierkend konnte sougenannte Baby Years fir hir Pensioun geltend maachen, am selwechte Rhythmus wéi eng Pensioun och un d'Präisentwécklung (Index) an d'Lounentwécklung

[3] Loi modifiée du 28 juin 2002 [...] 2. Portant création d'un forfait d'éducation [...]

(Reajustement) ugepasst. Ab Januar 2024 läit dëse Betrag bei 146,11 EUR pro Mount a pro Kand (virdrun 144,52 EUR).

ad 3. Vun den am Dezember 2022 ausbezuelte Mammerente ginn 33,2 % u Beneficiairë mat engem Kand, 41,4 % u Beneficiairë mat 2 Kanner a 25,4 % u Beneficiairë mat méi wéi 2 Kanner.

ad 4. A sengem Budget fir d'Joer 2024 rechent den FNS domat, dass d'Unzuel vu Mammerente vu ronn 22.500 am Joer 2024 op 20.900 am Joer 2027 erofgeet. De Käschtepunkt géing esou vu 45,2 Milliounen EUR 2024 op 43,4 Milliounen EUR am Joer 2027 zeréckgoen. Dëse Montant entsprécht dem Käschtepunkt fir d'Prestations bruttes an d'Part patronale vun de Cotisatioune fir d'Krankeversécherung ouni eventuell Recouvrementer.

**Médiation du Premier ministre dans le conflit opposant la Hongrie à l'Union européenne** | Question **0195** (18/01/2024) de **M. Franz Fayot** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

D'après un article paru sur le site Politico le 16 janvier (« Luxembourg's new PM wants to be the EU's Orban whisperer »), Monsieur le Premier ministre est cité comme ayant indiqué vouloir agir comme médiateur dans le conflit opposant, depuis des années, la Hongrie à l'Union européenne, et aurait déclaré son intention de vouloir se rendre dans les prochains mois à Budapest pour rencontrer Monsieur Orban, afin de mieux comprendre ses positions.

Monsieur le Premier ministre est également cité avec une critique de l'UE :

« "Hungary is more pro-European than we sometimes think and I think we should try to support different views so that we can achieve a common goal", Frieden said. »

et, à un autre endroit « According to Frieden, the EU is also partly to blame for Orban's isolation. "I'm sometimes shocked by seeing how little effort there is being put into understanding what the other side thinks [in relations] between European countries", Frieden said. »

Ces déclarations interviennent alors que Monsieur Orban est critiqué de manière constante et depuis des années pour ses réformes autoritaires et contraires aux valeurs et aux libertés fondamentales européennes, qui expliquent d'ailleurs le gel de subventions européennes destinées à la Hongrie, mais aussi de ne pas hésiter à bloquer des décisions vitales pour l'Union européenne, comme dernièrement les discussions autour du paquet d'aide pour l'Ukraine ou encore la procédure d'adhésion de l'Ukraine à l'UE. En outre, la proximité de Monsieur Orban avec Monsieur Putin n'est un secret pour personne.

Dans sa résolution n° 2460 de 2022, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, « conclut que les effets cumulés des mesures préjudiciables à l'indépendance du pouvoir judiciaire, à la situation des médias, à la transparence et à l'obligation de rendre des comptes des institutions de l'État compromettent globalement le fonctionnement des institutions démocratiques. »

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

– Est-ce que Monsieur le Premier ministre et Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur sont d'avis que l'Union européenne a une part de responsabilité dans le conflit avec la Hongrie de Monsieur Orban sur un certain nombre de dossiers européens, comme le budget de l'UE, les aides à l'Ukraine ou encore les discussions d'adhésion de l'Ukraine ? Dans l'affirmative, en quoi consiste cette part de responsabilité ?

– Est-ce que Monsieur le Premier ministre et Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur sont d'avis que les réformes menées en Hongrie sous le Gouvernement de Monsieur Orban en matière de justice et de liberté de la presse, et pointées du doigt par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, sont conformes aux valeurs et à l'État de droit européen ?

– Comment les déclarations reprises ci-dessus sont-elles conciliables avec la motion n° 3176 sur la défense des valeurs fondamentales de l'Union européenne et le suivi de la situation en Hongrie adoptée le 18 avril 2020 par la Chambre des Députés ?

**Réponse** (02/02/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

En tant que membre fondateur de l'Union européenne, le Luxembourg souscrit entièrement aux valeurs de l'Union européenne, notamment celles de démocratie, d'État de droit et de respect mutuel des peuples.

La position du Gouvernement à l'encontre de la Hongrie reflète plusieurs aspects :

Le Gouvernement considère que le peuple hongrois est pro-européen, alors que nous avons pu voir lors de visites officielles dans ce pays qu'il partage les objectifs de l'Union européenne.

Par ailleurs, nous estimons que l'Union européenne à 27 États membres doit, pour avancer dans la réalisation de ses ambitions, tenir compte de la grande diversité de culture, d'histoire, de niveau de vie et de géographie. Il faut donc tenir compte de réalités et de perceptions qui peuvent différer d'un pays à l'autre, tout en partageant les mêmes objectifs et valeurs. Cela vaut pour l'ensemble des États membres.

Enfin, le désaccord avec un Gouvernement d'un pays nécessite le dialogue et la discussion, plutôt que l'isolation. Ceci est d'autant plus vrai pour la Hongrie qui présidera le Conseil de l'Union européenne lors du deuxième semestre 2024.

**Acquisition de projets de logements en VEFA** | Question **0196** (18/01/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Le Gouvernement a annoncé en été 2023 l'acquisition de projets de logements en VEFA freinés par le manque d'acquéreurs potentiels afin d'assurer la continuité de l'activité de la construction, de maintenir des emplois de ce secteur et, par la même occasion, d'augmenter le nombre de logements abordables en propriété publique.

La finalisation des cinq premiers contrats de réservation portant sur 114 logements et pour une enveloppe budgétaire de 69 millions d'euros à charge du Fonds spécial du soutien au développement du logement a été communiquée le 1er septembre 2023. Depuis cette annonce des discussions portant sur l'acquisition de 70 logements en VEFA supplémentaires auraient été entamées.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Les contrats de réservation portant sur 114 logements mentionnés ci-dessus ont-ils entre-temps été signés ?

– Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me fournir plus d'informations sur les cinq projets en question ? Quel est le prix d'acquistion par mètre carré pour chacun des cinq projets ?
– Quelle entité sera le bailleur des logements ?
– Dans quels délais les logements seront-ils habitables ?

2) Qu'en est-il des 70 logements en VEFA supplémentaires dont l'acquisition a été envisagée par votre prédécesseur au Ministère du Logement ? Avez-vous poursuivi ou abandonné les discussions portant sur cette acquisition éventuelle ?

3) Vos services analysent-ils d'autres offres de projets immobiliers en vue d'une acquisition future éventuelle ? Dans l'affirmative, de combien d'offres de projets et de logements s'agit-il ?

4) Monsieur le Ministre entend-il poursuivre l'acquisition de projets de logements en VEFA ? Dans l'affirmative, quelle est la stratégie d'acquisition de Monsieur le Ministre ? Dans la négative, quelles sont les raisons de Monsieur le Ministre pour l'abandon de l'acquisition de logements en VEFA ?

**Réponse** (20/02/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) Actuellement, 6 contrats de réservations sont signés pour un total de 170 unités de logements pour +/-110 millions d'euros.

– En moyenne, le prix d'acquisition, y inclus un parking par unité de logement, est de +/-7.320 €/m² au m² de surface habitable.

– Les promoteurs publics FDL et SNHBM seront bailleur social chacun pour 85 unités de logement.

– Prévisionnellement, 2 unités de logement seraient disponibles au 2e semestre 2024, 7 unités de logement seraient disponibles au 2e semestre 2025, 76 unités de logement seraient disponibles courant de l'année 2027 et les autres 85 unités logement seraient disponibles 1er semestre de l'année 2028.

ad 2) À ce stade, 8 projets portant sur 284 unités de logement supplémentaires ont été soumis au Ministre des Finances pour validation.

ad 3) Actuellement, 7 projets supplémentaires pour 88 unités de logement sont en préparation pour la commission interne CAL29.

ad 4) Dans le cadre du premier paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement, adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 31 janvier 2024, le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire informe les promoteurs, développeurs et constructeurs de logements de l'intérêt de l'État à acquérir des projets de logements en vente en l'état futur d'achèvement.

Un budget de 480 millions d'euros vient d'être attribué aux acquisitions VEFA, représentant +/-800 unités de logements. Le ministère analysera chaque projet soumis quant à sa conformité aux typologies des logements et au prix selon le cahier de charges du Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire par la commission interne CAL29.

**Site « Lorraine Aéroport »** | Question **0197** (18/01/2024) de **M. Yves Cruchten** | **Mme Francine Closener** (LSAP)

Suite à un article publié par France Bleu Lorraine le 30 mai 2023, évoquant les ambitions de Luxair et de son directeur général, Gilles Feith, d'initier des opérations de vol depuis le site « Lorraine Aéroport »,

plusieurs questions se posent concernant cette potentielle expansion transfrontalière. M. Feith a mentionné des liaisons envisagées vers la Tunisie et le Sénégal. Il a également fait état de demandes d'autorisations de trafic soumises aux autorités françaises, qui restent en attente de réponse.

Alors que « Lorraine Aéroport » fait actuellement face à des préoccupations quant à sa pérennité, cette initiative pourrait contribuer à l'attractivité et à l'intégration transfrontalière de la Grande-Région, en renforçant les coopérations entre le Luxembourg et la Lorraine.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Le Gouvernement luxembourgeois est-il informé d'une coopération potentielle entre Luxair et l'Aéroport de Metz-Nancy-Lorraine ? À quelle phase se situe actuellement l'initiative d'expansion des opérations de Luxair à l'Aéroport de Metz-Nancy-Lorraine ?

– Est-il envisagé de créer une liaison routière ou ferroviaire directe entre le Luxembourg et l'Aéroport de Metz-Nancy-Lorraine ?

– Quelles sont les implications potentielles pour le secteur du transport aérien luxembourgeois si Luxair commence à opérer des vols depuis l'Aéroport de Metz-Nancy-Lorraine ?

– Comment le Gouvernement luxembourgeois évalue-t-il l'impact de cette initiative sur l'Aéroport de Luxembourg, notamment en termes de trafic et d'activité économique ?

– Quelles seront les répercussions sur les liaisons aériennes existantes entre le Luxembourg et les destinations évoquées telles que la Tunisie et le Sénégal, et comment cela s'inscrit-il dans la stratégie globale de développement de Luxair ?

**Réponse** (19/02/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'ouverture de nouvelles liaisons ainsi que la collaboration avec un autre aéroport que celui du Luxembourg sont des décisions opérationnelles prises par la direction de Luxair. Luxair opère ainsi en toute liberté commerciale dans un environnement fortement concurrentiel, souvent face à des compagnies aériennes ayant des modèles sociaux nettement moins protecteurs.

Pour répondre aux demandes de ses clients, Luxair dessert depuis des années des aéroports européens sans liaisons directes avec le Luxembourg, comme Saarbrücken et Anvers. Aucune liaison routière ou ferroviaire directe entre le Luxembourg et l'Aéroport de Metz-Nancy-Lorraine n'est à l'étude.

Par le passé, d'autres compagnies ont proposé des destinations commercialement viables au départ de l'Aéroport de Lorraine, et Luxair examine actuellement comment elle pourrait potentiellement bénéficier de ces itinéraires.

Aujourd'hui, la majorité des clients de Luxair provient de la Grande Région, et notamment de la France. Offrir des vols depuis l'Aéroport de Lorraine pourrait être commercialement intéressant, surtout si la majorité des clients de certaines destinations vient de cette région.

Actuellement, Luxair est en discussion pour obtenir un accès aux créneaux pour des destinations hors Europe, notamment en France. La compagnie, à partir de 2026 ou 2027, augmentera sa capacité de vol avec l'arrivée de nouveaux avions ce qui permettrait d'élargir son offre sur d'autres marchés, en particulier la France. Pour l'instant, aucun impact substantiel sur les départs du Luxembourg ni sur les activités de l'aéroport n'est à prévoir. Si les discussions aboutissent et que de tels vols voient le jour, ils seraient a priori complémentaires à ceux déjà opérés depuis le Luxembourg.

---

**Services d'éducation et d'accueil pour enfants (SEA)** | Question **0198** (18/01/2024) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

L'accord de coalition stipule que « les capacités d'accueil dans les SEA seront augmentées afin de garantir l'accès pour chaque enfant à l'horizon 2030 ». De plus, le communiqué de presse datant du 29/11/2023 du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse prévoit ce qui suit : « En collaboration avec les communes, le Gouvernement veillera à ce que chaque enfant ait droit à une offre éducative à temps plein à partir de 2030. »

Selon une intervention de Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil lors du débat public de la pétition n° 6201, la demande et l'offre des places dans les SEA seraient relativement équilibrées au niveau national, bien qu'il y ait des listes d'attente dans certaines communes. Évidemment, uniquement une offre locale présente une opportunité réelle pour les familles. Ainsi, les communes jouent un rôle essentiel pour assurer la garde d'enfants. Sachant que les SEA impactent considérablement les budgets communaux à la fois à travers les frais liés aux infrastructures et à travers les frais de personnel, l'accord de coalition prévoit une discussion avec les communes sur une « adaptation des subventions ». En outre, la pénurie de personnel éducatif présente également un défi pour l'augmentation des capacités des SEA.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quelle est la trajectoire de la réalisation de la garantie à l'accès à l'accueil dans une SEA à l'horizon 2030 ?

2) Monsieur le Ministre pourrait-il clarifier le concept de l'offre éducative à temps plein ? Quels acteurs seront impliqués dans la réalisation de cette offre ? Quel serait l'impact de cette offre pour les communes ?

3) Dans quelles communes la demande pour une place dans une SEA n'a-t-elle pas pu être satisfaite les deux dernières années ? Quel est le taux d'occupation des SEA agréées au niveaux national et communal, respectivement pour les maisons relais, les crèches et les autres types de structures ?

4) Quand Monsieur le Ministre envisage-t-il d'entamer les discussions au sujet des adaptations des subventions avec les communes ? De quels types de subventions s'agit-il ? Quand est-ce que les communes peuvent s'attendre à la réalisation des adaptations ?

**Réponse** (26/02/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) En vue de l'augmentation des capacités d'accueil, la situation dans les différentes communes du pays sera analysée afin de déterminer le développement local des structures éducatives qui sera conceptualisé en fonction des besoins et en collaboration avec la commune. Sur base des résultats obtenus, des consultations seront menées afin de déterminer le rythme et la procédure à suivre.

À cet effet, un échange régulier aura lieu avec le syndicat communal Syvicol pour aborder les adaptations possibles et répertorier les aides existantes. Les discussions porteront également sur le développement de la diversité de l'accueil au sein de la commune et sur l'utilisation des subventions.

ad 2) Comme précisé dans l'accord de coalition, le financement des structures d'éducation et d'accueil (SEA) sera adapté afin de permettre des contrats à plein temps au personnel de l'éducation non formelle ; ceci aussi dans l'optique de renforcer la coopération entre l'enseignement fondamental public et la SEA. En cas de collaboration renforcée, il s'agira de clarifier la gestion des différents statuts et des différents domaines de responsabilité.

L'impact de cette offre sur les communes fera l'objet d'une analyse et de discussions avec le Syvicol.

ad 3) À ce jour, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ne dispose pas d'informations relatives aux listes d'attentes. Ces informations ne sont disponibles qu'auprès des gestionnaires des SEA. Un formulaire permettant de recenser les listes d'attente et les critères d'accès aux SEA gérés par des communes est en cours d'élaboration.

ad 4) En juillet 2023, le soutien financier pour la construction d'un SEA pour enfants scolarisés par place d'accueil est passé de 10.000 €/place (ou de 12.500 € pour les projets où l'école fondamentale et la maison relais partagent des locaux dans un même bâtiment) à 15.000 € chacun.

Comme précisé ci-dessus, la question des subventions sera discutée avec le Syvicol.

---

**Prix du tabac** | Question **0199** (18/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Depuis le 1er janvier, le prix du paquet de cigarettes coûte plus de 11 € en France alors qu'au Luxembourg le même paquet est nettement plus avantageux. La Belgique à son tour a annoncé des augmentations substantielles des prix.

– Nous aimerions dès lors savoir des membres du Gouvernement, quels sont leurs projets en matière d'évolution du prix du tabac, sachant que le prix est la meilleure arme contre le tabagisme.

– Quelle est l'attitude du Gouvernement et des autorités compétentes par rapport à la contrebande systématique de produits du tabac vers nos pays voisins ?

**Réponse** (29/01/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

– Comme dans le passé, la politique du Gouvernement consiste à revoir à des intervalles réguliers à la hausse la taxation des produits de tabac. Des réflexions en ce sens sont actuellement en cours.

– Depuis l'instauration du marché unique au 1er janvier 1993, mettant en place un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée et la mise en place de la directive 2020/262 établissant le régime général d'accise visant à réglementer la libre circulation des marchandises soumises aux accises, il n'y a plus de contrôles douaniers aux frontières intra-UE.

L'Administration des douanes et accises (ADA) effectue ses contrôles douaniers de manière intégrée, c'est-à-dire de façon multidisciplinaire, sur tout le territoire du Grand-Duché.

Un contrôle systématique aux frontières des pays avoisinants comme jadis, engendrerait non seulement un chaos de la circulation, mais serait surtout contraire aux quatre libertés fondamentales.

Afin de réduire au maximum le trafic transfrontalier de grandes quantités de produits du tabac respectivement le trafic illégal, le Luxembourg augmente de manière régulière les taxes sur ces produits tout en entretenant une collaboration active avec les douanes des pays voisins et britanniques.

**Réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos** | Question **0200** (18/01/2024) de **M. Dan Biancalana** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

En date du mardi 16 janvier 2024, le Premier ministre s'est rendu à la 54e réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos, lors duquel dirigeants politiques et grands patrons s'échangent sur la marche du monde, avec en toile de fond la multiplication des risques géopolitiques, technologiques et climatiques. À cette occasion, pas moins de 260 milliardaires et millionnaires se sont adressés le 17 janvier aux responsables politiques réunis sur place avec un plaidoyer en faveur d'un impôt sur les plus fortunés en vue d'améliorer la qualité des services publics dans le monde.

Dans la lettre remise aux responsables politiques, les membres du collectif de milliardaires et millionnaires soulignent notamment que « l'inégalité a atteint un point de bascule et son coût pour notre stabilité économique, sociétale et écologique est grave – et s'accroît chaque jour. En bref, nous devons agir maintenant. »

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre des Finances :

– Messieurs les Ministres soutiennent-ils les conclusions et les revendications formulées par le collectif dans ladite lettre ?

– Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que le Luxembourg a une responsabilité spéciale à appuyer des mesures de taxation uniforme des grandes fortunes en tant que pays hébergeant une importante industrie financière abritant de nombreux millionnaires, voire milliardaires potentiellement concernés par une telle réforme ?

**Réponse** (29/01/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

En premier lieu, il échet de constater que la lettre en question n'a pas été adressée au Gouvernement luxembourgeois. Le Gouvernement estime que les revendications en question ne visent pas le Luxembourg en particulier. Il semble d'ailleurs que le collectif aurait déjà formulé les mêmes revendications par le passé à l'occasion du Forum économique mondial à Davos.

La fiscalité luxembourgeoise est progressive, de sorte que les personnes à revenu élevé paient substantiellement plus d'impôts que ceux qui ont des revenus plus faibles.

L'accord de coalition du nouveau Gouvernement ne prévoit pas d'impôt particulier sur les grandes fortunes, alors que cet impôt a conduit à la fuite de capitaux dans les pays qui l'ont introduit par le passé.

**Accidents de la route liés aux conditions météorologiques** | Question **0201** (18/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Suite aux conditions météorologiques hivernales de la semaine du 15 janvier 2024, et en particulier des mercredi 17 et jeudi 18 janvier, qui ont rendu les conditions de circulation particulièrement difficiles et ont conduit à de multiples perturbations sur le réseau routier, nous souhaitons obtenir des éclaircissements sur les incidents survenus ainsi que sur les mesures prises pour garantir la sécurité routière.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Combien d'accidents de la route liés aux conditions météorologiques ont été recensés durant cette période ?

2) Parmi ces incidents, pouvez-vous indiquer le nombre d'accidents attribués à des véhicules non conformes au Code de la route, et plus particulièrement, à des pneus non conformes aux conditions hivernales, ainsi que le nombre de conducteurs ayant été sanctionnés pour cette non-conformité ?

3) Les services des ponts et chaussées luxembourgeois ont-ils engagé des actions conjointes avec les autorités compétentes du côté français pour le déneigement et le salage de l'autoroute A31 et de la route nationale D616 française, ainsi que sur les axes routiers interconnectés tels que l'A3 et l'A4 ?

4) Le Gouvernement envisage-t-il de renforcer ses initiatives visant à sensibiliser et à responsabiliser les conducteurs quant à l'importance d'adopter une conduite adaptée aux conditions météorologiques hivernales ?

**Réponse** (23/02/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Sur le réseau autoroutier, 25 accidents au total ont été enregistrés par le Contrôle et information du trafic sur les autoroutes (CITA) au cours de la semaine du 15 janvier 2024, sans pour autant montrer les causes de ces accidents routiers :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Les bases de données de la police ne permettent pas de décliner combien d'accidents survenus sur la période donnée ont été causés par les conditions météorologiques. Les causes des accidents ne sont pas prises en compte dans ce recensement des accidents.

ad 2) Les bases de données de la police indiquent que, dans la semaine du 15 janvier 2024 au 19 janvier 2024 inclus, 27 conducteurs ont été sanctionnés en raison de l'utilisation de pneus non conformes aux conditions hivernales (article 160 du Code de la route, règlement grand-ducal du 10 septembre 2012).

Ces infractions relevées ne sont pas nécessairement liées à des accidents de la route dus aux conditions météorologiques, mais indiquent uniquement le nombre de sanctions relevées.

ad 3) Depuis plus d'une décennie, des visioconférences transfrontalières entre les gestionnaires des routes (France, Belgique et Luxembourg) ont lieu hebdomadairement en période hivernale, voire plus fréquemment selon les prévisions météorologiques. Les conférences en question portent sur les conditions météorologiques (Météo France) et, si nécessaire, un tour de table est organisé par les différents gestionnaires des routes afin de se concerter sur les opérations de déneigement et de salage.

En outre, les circuits de salage sont définis à l'avance et coordonnés avec les autorités des pays limitrophes. Ceci est notamment le cas pour le tronçon sur l'autoroute A31 entre l'échangeur de Kanfen et la frontière franco-luxembourgeoise. En ce qui concerne la route nationale D616, un plan de circuit de salage a été élaboré en collaboration avec les autorités françaises pour la gestion du déneigement et du salage. Par conséquent, le tronçon entre le rond-point Belval-Gare et le rond-point Russange est pris en charge par l'Administration des ponts et chaussées.

ad 4) Des messages de sensibilisation sont affichés sur les panneaux électroniques des autoroutes pour, entre autres, encourager les usagers de la route à adapter leur conduite aux conditions météorologiques hivernales. En cas d'intempéries, une réduction de la vitesse maximale autorisée sur les autoroutes est également appliquée afin de réduire le risque d'accident.

Par ailleurs, les usagers de la route sont également informés et sensibilisés par plusieurs autres campagnes, notamment dans la presse (radios, ACL, etc.) sur les prévisions météorologiques et les conditions de conduite actuelles, de sorte qu'ils puissent, le cas échéant, s'y adapter ou vérifier la conformité de leur véhicule, comme par exemple le montage de pneus d'hiver.

**Ventes d'appartements en construction** | Question **0202** (19/01/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Depuis la réforme de la TVA Logement entrée en vigueur au 1er janvier 2015, il est possible de décomposer les ventes d'appartements en construction selon le taux de TVA appliqué.

Les « propriétaires-occupants » sont soumis au taux de TVA super-réduit de 3 % et ceci dans la limite d'une faveur fiscale totale de 50.000 €, tandis que les « investisseurs », déjà propriétaires d'une résidence principale et envisageant la mise en location du bien nouvellement acquis, sont quant à eux soumis au taux de TVA ordinaire.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire et de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent me communiquer un tableau contenant le nombre de ventes d'appartements en l'état futur d'achèvement (VEFA), le nombre total des ventes d'appartements « VEFA pour propriétaires occupants » (TVA de 3 %) ainsi que le nombre total des ventes d'appartements « VEFA pour investissement » (TVA ordinaire) pour les années 2021, 2022 et 2023 ?

2) Est-ce qu'une répartition territoriale pour les « VEFA pour investissements » peut être établie pour ces années, afin d'avoir une vue géographique sur ces investissements ?

**Réponse** (09/02/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Depuis la réforme de la TVA logement entrée en vigueur au 1er janvier 2015, l'application du taux super-réduit de 3 % en relation avec des travaux de création est réservée aux seuls logements servant d'habitation principale dans le chef du propriétaire du logement. Les logements mis à la disposition de tiers ne bénéficient plus de la faveur fiscale, à l'exception toutefois des travaux de rénovation effectués en rapport avec ces logements. De ce fait, plus aucune demande d'application directe du taux super-réduit n'est prise en compte en relation avec la création de logements à des fins locatives. Par conséquent, l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA ne dispose plus de données relatives aux logements mis à la disposition de tiers en ce qui concerne le volet « Création ».

La base de données relative aux droits d'enregistrement permet de faire une distinction entre actes avec ou sans droit au crédit d'impôt, mais elle ne permet pas de faire la distinction entre « VEFA pour propriétaires occupants » et « VEFA pour investissement ». Une isolation du nombre d'appartements concernant des VEFA n'est pas possible.

Le nombre d'appartements à des fins d'habitation principale pour lesquels des agréments relatifs à la création ont été demandés se trouve dans le tableau en dessous :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Le nombre d'actes de ventes des appartements en construction est publié chaque trimestre par l'Observatoire de l'habitat et est accessible sous data.public.lu : « Nombre de ventes d'appartements et volumes financiers correspondant à ces ventes (statistiques issues des actes notariés) ».

**Réponse complémentaire** (16/02/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

En complément aux informations contenues dans la réponse commune du 9 février 2024 et issues de la seule base de données de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, nous aimerions fournir les informations suivantes à l'honorable Députée Liz Braz.

ad 1) Les statistiques ci-dessous s'appuient sur les données de la publicité foncière, système informatique qui relie les notaires à l'Administration de l'enregistrement et des domaines ainsi qu'à l'Administration du cadastre et de la topographie. Il s'agit donc de statistiques basées sur les actes notariés, qui permettent de distinguer clairement les ventes d'appartements existants et les ventes d'appartements en construction (VEFA – Ventes en l'état futur d'achèvement).

Depuis la réforme de la TVA-logement entrée en vigueur au 1er janvier 2015, il est également possible de décomposer les ventes d'appartements en construction (VEFA) selon le taux de TVA appliqué : en règle générale, les « propriétaires-occupants » sont soumis au taux de TVA super-réduit de 3 % (dans la limite d'une faveur fiscale totale de 50.000 €), alors que les « investisseurs » (ayant déjà une résidence principale et envisageant la mise en location du bien nouvellement acquis) sont quant à eux soumis au taux de TVA ordinaire de 17 % (16 % en 2023).

Le tableau 1 ci-dessous décompose le nombre total d'appartements vendus pour les années 2017 à 2023. Il faut toutefois souligner que les statistiques pour l'année 2023 sont incomplètes pour l'instant : elles ne tiennent compte que des trois premiers trimestres de l'année. Notons également que ces statistiques reflètent les volumes de transactions après sélection, traitements et rejets des extrêmes, tel qu'expliqué dans le document méthodologique conjoint du Statec et de l'Observatoire de l'habitat :
https://logement.public.lu/dam-assets/documents/observatoire-habitat/Methodologie-PrixVente-Appartements-2013-12.pdf.

Le phénomène le plus notable sur la période 2021-2023 est la réduction de la part des appartements en construction (VEFA) dans le total des transactions, jusqu'à atteindre seulement 13,7 % sur les trois premiers trimestres de l'année 2023. La répartition entre propriétaires-occupants et investisseurs parmi les acheteurs d'appartements en construction a moins évolué, mais les fluctuations trimestrielles sont fortes et le nombre d'observations limité.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2) Il est possible de réaliser une telle décomposition des ventes d'appartements en construction (VEFA) selon le taux de TVA appliqué depuis la réforme de la TVA-logement entrée en vigueur au 1er janvier 2015.

Le tableau 2 reporte ces statistiques sur la période 2017-2023, en utilisant le découpage du territoire retenu par le Statec et l'Observatoire de l'habitat dans leur publication conjointe « Le logement en chiffres ». Il présente cinq zones géographiques correspondant à des cantons ou à des regroupements de cantons.

Ici, la tendance marquante est le recentrage des investissements locatifs dans le canton de Luxembourg en 2023 : alors que ce canton regroupait en moyenne 42,6 % des achats d'appartements en construction réalisés par des investisseurs entre 2017 et 2022, cette part est montée à 62,9 % sur les trois premiers trimestres de l'année 2023.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Logements vacants de la Société nationale des habitations à bon marché** | Question **0205** (19/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der parlamentarescher Fro N° 0134 hu mir de Minister fir Wunnengsbau a Landesplanung ënnert anerem gefrot, wéi vill Leerstand et beim Fonds du logement zu ënnerschiddlechen Zäitpunkte ginn ass. Aus der Äntwert geet ervir, dass et aktuell kee Leerstand vu bewunnbare Wunnenge gëtt. Nieft dem Fonds du logement, gëtt et zu Lëtzebuerg och nach en zweeten ëffentleche Promoteur, d'Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM). Och fir dësen Acteur stellen sech an eisen Aen déi schonns fir de Fonds du logement traitéiert Froen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

– Wéi vill Leerstand gouf et bei der SNHBM um Datum vum 1.1.2023, dem 1.3.2023, dem 1.6.2023, dem 1.9.2023, dem 1.12.2023 an dem 1.1.2024? Ëm wéi eng Aart vun Objet handelt et sech dobäi jeeweils (Locatiounsobjet, Objet mat Bail emphytéotique, Verkafsobjet)?

Mir wiere frou, wann den Här Minister a senger Äntwert déi ënnerschiddlech Zäitpunkte kéint separat traitéieren. Aus der leschter Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 0134 geet dëst net ervir.

**Réponse** (20/02/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

D'SNHBM huet kee Leerstand vu bewunnbare Mietwunnengen. Déi Wunnengen, déi aktuell net besat sinn, sinn amgaange renovéiert ze ginn, respektiv wäerten deemnächst nei Locataire n ophuelen.

D'SNHBM huet fir déi gefroten Datumer keng Statistiken. 2023 waren all Logementer entweeder besat oder an der Renovatioun.

Wat d'Donnéeë vun de Wunnenge betrëfft, déi fir de Verkaf geduecht sinn, waren Enn Januar 2024 125 Logementer nach net verkaaft. 115 vun deene Logementer waren entweeder nach am Bau oder haten nach kee Keefer fonnt, déi aner 10 Wunnengen huet d'SNHBM zréckkaf an ass amgaangen, en neie Keefer dofir ze sichen.

**Accueil des demandeurs d'une protection internationale au Luxembourg** | Question **0207** (19/01/2024) de **M. Paul Galles** (CSV)

Le programme gouvernemental 2023-2028 stipule que « Les DPI seront répartis équitablement à travers le pays. Toutes les communes devront participer et être solidaires en ce qui concerne l'effort de créer des structures pour DPI. » L'hébergement des personnes demandant une protection internationale constitue un défi tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

Néanmoins, la période de séjour dans les centres d'accueil constitue un premier pas vers l'intégration des personnes. En ce sens, les cours de langue obligatoires prévus par le programme gouvernemental constituent une étape à la fois intéressante et complexe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

– Le Gouvernement lancera-t-il un nouvel appel aux communes concernant la création des structures d'hébergement pour les DPI ? Y aura-t-il une sorte d'obligation de participation pour les communes ?

– À partir de quand les cours de langues seront-ils organisés ?
• Quelles langues seront proposées ?
• Les cours s'appliqueront-ils également aux bénéficiaires d'une protection temporaire ?
• Dans le contexte du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR), quels sont les objectifs visés par ces cours ?

Les résidents des foyers, qui sont souvent persécutés et poursuivis dans leur pays d'origine, sont censés apprendre à connaître la démocratie du Luxembourg non seulement par une information adéquate, mais aussi par l'expérience pratique. En conséquence, la loi prévoit la création d'un comité consultatif des résidents dans chaque foyer.

– Puisque la loi stipule que l'initiative doit venir des résidents, quels moyens ont été ou seront mis en place pour en informer ces derniers ?

– Combien de comités consultatifs existe-t-il à ce jour ? Et où ?

Le contact et l'échange avec les voisins des structures d'hébergement peuvent contribuer de manière importante à l'acceptation par la population et à l'implication des volontaires du quartier. C'est dans cet esprit, que la création des comités de suivi a été lancée.

– Combien de comités de suivi fonctionnent à ce jour ?
• Qui sont les membres d'un tel comité? Le voisinage en fait-il partie ?

L'UNHCR a réalisé une étude relative à certains aspects du processus d'intégration des personnes bénéficiaires de la protection internationale (BPI) au Luxembourg.

– Quelles conclusions le Gouvernement en tire-t-il en matière d'accès à un emploi ?

– Quelles conclusions le Gouvernement en tire-t-il en ce qui concerne le logement ?

Les entreprises de sécurité et l'assistance sociale sont omniprésentes dans les structures d'hébergement.

– Combien d'agents de sécurité chaque structure compte-t-elle ?
• Quelles formations ont été proposées au personnel de sécurité en 2023 ?
• Par qui ces formations sont-elles dispensées ?

– Combien d'agents sont chargés de l'encadrement social dans chaque structure ?
• Une augmentation du personnel social est-elle prévue, entre autres, au vu des développements décrits ci-dessus ?

**Réponse** (27/02/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Ainsi que prévu dans le programme gouvernemental, le Gouvernement a une attitude proactive envers les communes et il réitérera son action d'informer les communes sur les modalités d'accueil de personnes DPI, sur les démarches à effectuer en amont de l'accueil et sur les aides apportées par le Gouvernement aux communes qui accueillent une structure d'hébergement pour demandeurs de protection internationale (DPI).

Pour ce qui est des cours de langues proposés aux personnes DPI et au personnes BPT, l'ONA attribue des bons permettant à ces personnes de s'inscrire aux cours de langues (proposés par le Service de la formation des adultes du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse). Le choix des cours est effectué par les personnes concernées, en fonction de leur projet professionnel individuel. Les langues proposées sont l'allemand, le français et l'anglais. L'initiation à la langue luxembourgeoise s'effectue à partir du moment où des progrès significatifs sont constatés dans les langues citées auparavant. Les cours de l'intégration linguistique visent un niveau linguistique de A1.2 du CECR. Deux parcours sont proposés aux personnes selon leurs besoins afin d'atteindre l'objectif suivant : un parcours d'alphabétisation en langue française et un parcours de « français langue d'intégration » (FLI).

Concernant la mise en place de comités consultatifs dans les structures d'hébergement, il y a lieu de préciser que les encadrants sociaux organisent régulièrement, et en fonction des besoins et de la demande des résidents, des réunions entre résidents et encadrants. Ce type de réunion peut soit concerner l'ensemble des personnes hébergées, soit des groupes de personnes. Lors de ces réunions, des sujets divers du vivre-ensemble en communauté sont thématisés, en fonction des besoins constatés par les résidents et les encadrants sociaux. Actuellement, l'ONA explore avec ses partenaires sociaux chargés de l'encadrement socio-éducatif dans certaines structures d'hébergement des formes supplémentaires de participation et de consultation des occupants des structures, tels que des sondages ou des boîtes à suggestions, les résidents étant ainsi impliqués dans la prise de décision.

Quant aux comités de suivi instaurés dans les communes concernées par une structure d'hébergement, il en existe, à l'heure actuelle, huit qui sont formalisés. Dans plusieurs autres communes des réunions régulières ont lieu entre les autorités compétentes sans qu'un comité de suivi ne soit officiellement constitué.

Les comités de suivi sont composés de représentants communaux, des représentants de l'ONA ainsi que, le cas échéant, des représentants de l'organisme chargé de l'encadrement socio-éducatif de la structure ou de représentants d'autres ministères. Suivant les souhaits de l'administration communale et les thèmes à traiter, certains comités de suivi incluent aussi des membres des services ou commissions communaux, comme la commission de l'intégration ou l'office social. À la demande de la commune, des séances d'information ou des portes ouvertes sont organisées lors de l'ouverture officielle d'une nouvelle structure d'hébergement afin de permettre au voisinage et aux habitants de la commune de s'informer. Ceux-ci peuvent également s'adresser à chaque instant au personnel encadrant pour toute question ou remarque, ou se porter volontaire en tant qu'agent bénévole pour participer activement à la vie des DPI.

Par ailleurs, le personnel encadrant est en charge de faire le lien avec d'éventuels bénévoles et d'organiser des activités dans la commune d'ancrage de la structure, permettant ainsi aux personnes hébergées de s'intégrer dans la vie de la commune.

Le Gouvernement est parfaitement conscient des difficultés d'insertion sur le marché du travail luxembourgeois rencontrées par de nombreux bénéficiaires de protection internationale (BPI), de même que par de nombreux bénéficiaires de protection temporaire (BPT) en provenance de l'Ukraine arrivés au Luxembourg depuis février 2022.

Les problèmes soulevés par l'étude de l'UNHCR sont connus par les instances publiques et les acteurs de terrain : difficultés de reconnaissance des diplômes, des qualifications et des expériences professionnelles antérieures des BPI (et BPT) ; exigences linguistiques spécifiques au marché du travail luxembourgeois ; exigences linguistiques requises pour pouvoir suivre des cours de formation professionnelle (continue) ; écart entre les attentes et aspirations des administrés, d'une part, et leurs possibilités réelles d'intégrer le marché du travail à court terme, d'autre part ; situation administrative et sociale fragile (garde des enfants non assurée ; logement ; etc.).

Cependant, l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) s'est adaptée à ces demandes nouvelles en proposant une vaste panoplie de mesures de formation et d'aides à l'insertion professionnelle aux BPI et BPT. Ces mesures et aides comprennent notamment : accès à des cours de langue intensifs à l'INLL, octroi de bons pour s'inscrire dans d'autres cours de langue ; la participation à des cycles de formation dédiés spécifiquement aux BPI et BPT et organisés en étroite collaboration avec des partenaires externes ; l'assignation vers des initiatives sociales en faveur de l'emploi ; toutes autres mesures, formations et aides appropriées que l'ADEM peut proposer à tout demandeur d'emploi inscrit, indépendamment de son statut de séjour. Par ailleurs, l'ADEM, ensemble avec les organismes partenaires, évalue en permanence la pertinence de ses offres afin de les adapter régulièrement aux besoins des demandeurs d'emploi inscrits.

Rappelons dans ce contexte qu'une cellule spécialisée dans l'accueil des demandeurs d'emploi disposant du statut de BPT a été créée au printemps 2022, au sein de l'agence de l'ADEM à Luxembourg-ville.

En ce qui concerne l'accès des DPI au marché de l'emploi, l'accord de coalition du Gouvernement issu des élections législatives du 8 octobre 2023 stipule que « quatre mois après l'introduction de leur demande de protection internationale, les DPI pourront conclure un contrat de travail dans les domaines à forte pénurie de main d'œuvre. Le Gouvernement évaluera cette mesure régulièrement. »

Enfin, il y a lieu de rappeler que la loi du 23 août 2023 portant modification : 1° du Code du travail ; 2° de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ; 3° de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, a apporté un certain nombre d'ouvertures et de simplifications administratives visant à faciliter l'accès au marché de l'emploi des ressortissants de pays tiers sous certaines conditions.

Pour les personnes qui ont obtenu le statut de bénéficiaire de protection internationale, quitter la structure d'hébergement de l'ONA pour accéder à un logement indépendant reste compliqué en raison de la situation tendue sur le marché du logement au Luxembourg. Si, tous les mois en moyenne 50-80 personnes avec le statut de BPI réussissent à quitter les structures de l'ONA, quelque 2.100 personnes bénéficiaires du statut logent actuellement toujours dans les structures de l'ONA, faute de trouver un logement alternatif.

Dans son étude, le UNHCR conclut aussi que la question du logement est un sujet extrêmement complexe.

Pour ce qui est de la recommandation relative à la mise en place d'un soutien financier au profit d'initiatives ou de programmes proposant un accompagnement pour la recherche d'un logement, le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil soutient des projets en la matière via le fonds AMIF.

Quant à la recommandation visant l'étude des discriminations dans l'accès au logement, celle-ci est reprise dans le plan d'action national de lutte contre le racisme, qui est en cours d'élaboration, et qui consacre une partie à l'accès au logement du point de vue de la discrimination raciale.

Pour ce qui est de la sécurité dans les structures d'hébergement, le nombre de postes de gardiennage dépend des capacités d'accueil de la structure d'hébergement. Notons tout d'abord qu'une douzaine de structures ne disposent pas de gardiennage ; il s'agit principalement d'auberges et de petites structures avec une capacité d'accueil inférieure à 30 personnes. Pour les structures avec un dispositif de gardiennage, un poste de gardiennage est prévu à partir d'une capacité d'accueil de 30 lits, ensuite, avec la capacité d'accueil augmentant, le ratio est d'un poste de gardiennage pour 50 lits.

Les formations ci-dessous sont obligatoires pour les agents de gardiennage :

– Formation « Gestion de conflits et de l'agressivité » visant à mieux gérer la violence pouvant apparaître dans une structure accueillant des demandeurs de protection internationale provenant de cultures diverses ;
– Formations « Premiers secours », « Lutte incendie et évacuation de bâtiments » ;
– Formation « Hygiène » visant à garantir une distribution des repas respectueuse des règles d'hygiène actuellement en vigueur ;
– Formation « Poste d'inspection filtrage rayons X ».

L'organisation et la prise en charge financière des formations incombent à l'entreprise de gardiennage.

Par ailleurs, les agents de sécurité affectés à l'ONA suivent également une formation de sensibilisation à la vulnérabilité et à la « bien-traitance ». Cette formation est dispensée par l'ONA.

Enfin, concernant le nombre d'agents chargés de l'encadrement social dans chaque structure d'hébergement, celui-ci dépend du nombre de personnes hébergées et de leur profil. Pour les structures dont l'encadrement est assuré par un partenaire social sur base d'une convention avec l'État, le ratio est au minimum d'un agent socio-éducatif pour 50 personnes hébergées. Il existe néanmoins des structures sans encadrement social permanent sur place, notamment lorsqu'il s'agit de très petites structures. Dans ce cas, le suivi social est assuré par l'ONA lors de visites régulières.

**Procédure de remboursement de la CNS** | Question **0208** (19/01/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wann een eng Rei Ofrechnunge vum Dokter an enger Kéier bei d'CNS schéckt, ginn dës net onbedéngt gemeinsam traitéiert. Dëst ass och esou um Site vun der CNS annoncéiert. Ville Leit ass de Prozess hannert dem Enregistréiere vu Rechnungen an dem Ausbezuele vun de Gelder net bekannt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Firwat ginn d'Rechnungen esou gehandhaabt?

2. Och wann de System vum Tiers payant ugelaf ass, huet d'Ministesch selwer an der Chamber ze verstoe ginn, dass et nach wäert daueren, bis all Dokter dësen och wäert notzen. Wäert bis dohi weiderhin un enger Verbesserung vum traditionelle Remboursementssystem geschafft ginn?
– Wa jo, wat ass nach envisagéiert, fir d'Liewe vun de Mataarbechter:inne vun der CNS ze vereinfachen an d'Delaien ze verkierzen?

**Réponse** (16/02/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Den éischte Grond, firwat d'Dokteschrechnungen, déi zesummen an enger Enveloppe verschéckt gi sinn, net onbedéngt zesumme veraarbecht ginn, hänkt mat der Tatsaach zesummen, dass se innerhalb vun de Servicer vun der Gesondheetskeess (CNS) no Prestataire an no den applikabele Konventiounen am Aklang mam Artikel 61 Alinea 1 vum Code vun der sozialer Sécherheet, verdeelt ginn. D'Villfalt an d'Komplexitéit vun de verschiddenen Dossieren hu mat sech bruecht, dass d'Personal vun de verschiddene kompetente Servicer vun der CNS huet missen deementspriechend spezialiséiert a forméiert ginn.

Den zweete Grond, firwat d'Rechnungen, déi zesummen an enger Enveloppe verschéckt gi sinn, net onbedéngt zesumme veraarbecht ginn, ass duerch d'Technik ze erklären. D'Rechnungen, déi eng optesch Lecture erméiglechen, gi vun de Rechnunge getrennt, déi handgeschriwwen Annotatiounen enthalen oder nach zousätzlech Dokumenter, déi eng manuell Veraarbechtung an Usproch huelen. Ma d'Veraarbechtung duerch déi optesch Lecture, wann se da méiglech ass, hélt manner Zäit an Usproch wéi déi manuell Veraarbechtung. Bei de Rechnungen, déi vu weideren Dokumenter begleet sinn, mussen déi zoustänneg Servicer op déi manuell Veraarbechtung zeréckgräifen.

Mëttlerweil kënne bis zu 75 % vun de Rechnungen duerch déi optesch Lecture traitéiert an innerhalb vun e puer Deeg rembourséiert ginn.

ad 2. E Projet, fir de Remboursement op nationalem Terrain ze beschleunegen, ass vun der CNS initiéiert ginn a wäert an noer Zukunft ëmgesat ginn. Aus deem Grond wäert en Informatiounsblat mat Piktogrammer bei den Detail vum Remboursement dobäi geluecht gi fir ze weisen, wéi een d'Demanden am beschten eraschécke soll. Dat soll mat sech bréngen, dass nach méi kann op déi optesch Lecture zeréckgegraff ginn a sou méi e schnelle Remboursement ka garantéiert ginn.

**Adaptation des contrats RGTR** | Question **0209** (19/01/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

En été 2023, les syndicats OGB-L et LCGB sont parvenus à un accord de principe avec la Fédération luxembourgeoise des exploitants d'autobus et d'autocars (FLEAA) concernant les modalités d'une nouvelle convention collective. Cet accord de principe prévoit des améliorations pour les salarié.e.s et aura donc un impact budgétaire sur les exploitants d'autobus, lequel devrait également se répercuter sur les contrats RGTR entre l'État et les exploitants.

Selon mes informations, le prédécesseur de Madame la Ministre n'avait jamais vu d'inconvénient pour adapter les budgets des contrats RGTR aux modalités de la nouvelle convention collective, mais désormais, cette adaptation se fait attendre de manière inhabituelle. Il semblerait que Madame la Ministre ne se soit pas encore prononcée sur la question, raison pour laquelle la nouvelle convention n'a pas encore pu être signée formellement.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Comptez-vous adapter les budgets des contrats RGTR avec les exploitants de manière à compenser les surcoûts engendrés par la signature de la nouvelle convention collective ?

2) Dans la négative, pouvez-vous m'en donner les raisons ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me préciser l'échéancier et les étapes de la mise en œuvre ?

**Réponse** (12/02/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député s'enquiert de l'application des nouveaux tarifs suite à l'accord de principe négocié entre l'OGB-L, le LCGB et la FLEAA pour une nouvelle convention collective de travail dans le secteur des transports publics.

Lors de sa réunion du 7 février 2024, le Conseil de Gouvernement a pris la décision de se prononcer en faveur de l'application de cette révision des prix horaires à honorer à partir du 1er janvier 2024 dans le cadre des contrats avec l'État pour le personnel des exploitants de services de transports publics par route.

**Licences d'entraîneur INAPS** | Question **0210** (22/01/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Suite à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 20 mai 2021, des licences INAPS ont été instaurées. Une licence INAPS est émise parallèlement à l'établissement d'un brevet ou d'un brevet d'État. La durée de validité de la première licence INAPS est de trois ans et commence le jour de son établissement. Le renouvellement de la validité de chaque licence INAPS subséquente se fait par cycles de 3 ans suivant l'accomplissement d'un cycle de formation continue.

Or, les acteurs du monde sportif soulèvent certains problèmes de fonctionnement et de communication dans ce contexte. Ainsi les informations relatives aux formations et formations continues accomplies ou en cours ne seraient toujours pas consultables ni pour les personnes concernées, ni pour les clubs et fédérations au nom desquels elles sont actives. De plus des questions relatives aux obligations de documentation des cours suivis et des cours reconnus dans le cadre de la formation continue resteraient ouvertes.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Quelles sont les raisons pour lesquelles les informations concernant les heures de formation accomplies ne sont accessibles ni pour les entraîneurs eux-mêmes ni pour les clubs et/ou fédérations ?

2) Endéans quel délai Monsieur le Ministre entend-il proposer une solution à ce problème ?

3) Sous quelles conditions des formations suivies à l'étranger ou organisées par d'autres acteurs que l'INAPS peuvent-elles être comptabilisées ?

4) Comment les entraîneurs peuvent-ils vérifier si des activités de formation auxquelles ils ont participé sont effectivement prises en compte ? Quelles sont les obligations de documentation le cas échéant ?

**Réponse** (27/02/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1) L'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 20 mai 2021 relatif à la détermination et à l'organisation des formations des cadres techniques et administratifs pour les différentes formes d'activités sportives marquait une étape importante dans le développement de la qualité de ces formations. Au-delà de nouveaux éléments en matière de contenus et d'organisation, ceci implique également une nouvelle hiérarchisation des brevets et brevets d'État, partant du brevet LUXQF1 avec 12 unités de formation de 50 minutes, jusqu'au brevet d'État LUXQF6, qui équivaut à 1.300 unités de formation cumulées pour le candidat.

Par ailleurs, la coopération entre l'INAPS et les fédérations, comme déjà prévue par la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport, est formalisée à travers les commissions des programmes. Les 36 commissions des programmes actuellement en place démontrent l'envergure du règlement grand-ducal précité.

En parallèle à la réforme de la formation initiale, le nouveau règlement grand-ducal a également créé un cadre pour les formations continues, en introduisant une licence ayant une validité de 3 ans, renouvelable sous condition de l'accomplissement de 24 unités de formations continues par le candidat endéans ce cycle de 3 ans. Il faut préciser que cette licence est un élément complémentaire aux brevets ou brevets d'État, qui servent de certification de base et qui restent toujours valides.

Pour donner une impression de la voluminosité de cadres sportifs actifs au Luxembourg, on peut soulever qu'en 2023, 2.108 entraîneurs encadrant des enfants et adolescents de moins de 16 ans sont répertoriés dans le système du subside qualité+ du Ministère des Sports. S'y ajoutent plusieurs centaines d'entraîneurs des différentes disciplines sportives, préparateurs en motricité, entraîneurs en préparation physique, moniteurs sportifs et cadres administratifs tels que définis dans le règlement grand-ducal précité qui sont actifs dans le secteur du sport et dont les données ne figurent pas audit système du subside qualité+ – ceci au vu de leurs domaines d'intervention qui diffèrent de ceux éligibles dans le contexte du subside qualité+.

Une solution informatique pour permettre à chaque cadre sportif de consulter à tout moment via MyGuichet le statut de ses formations initiales et continues, est en cours d'évolution, en étroite collaboration avec le CTIE.

En tant que ministre, il me tient particulièrement à cœur que cet outil nécessaire, servant à une information transparente, efficace et cohérente soit disponible dans les meilleurs délais.

Mes collaborateurs de l'INAPS travaillent avec le CTIE pour faire évoluer cet outil, et ce avec une priorité maximale.

Il est tout aussi important, que les énormes efforts des fédérations sportives et de l'INAPS pour mettre

en place une offre de formation hautement qualitative soient poursuivis, sans qu'une pression trop grande ou une insatisfaction se développent dans le secteur ou auprès des candidats.

Rappelons au passage, que depuis le 1er janvier 2024, les candidats sont éligibles pour 5 jours de congé sportif pour participer aux formations INAPS.

ad 2) Comme annoncé, les équipes de l'INAPS et du CTIE travaillent avec une priorité maximale à l'évolution, dans les meilleurs délais, de la solution informatique existante pour assurer que les entraîneurs et leurs fédérations puissent consulter à tout moment le statut de leurs formations via MyGuichet. Cependant, je ne suis actuellement pas en mesure d'indiquer un délai précis pour la mise en place définitive de l'évolution de cet outil informatique.

Afin d'éviter que les délais existants engendrent une pression trop importante sur les candidats, leurs clubs et fédérations ainsi que sur mes collaborateurs de l'INAPS, des possibilités de report du délai d'expiration des licences valides sont en cours d'analyse, tout en préservant les objectifs politiques en termes de développement de qualité du secteur.

ad 3) Dans le contexte de la reconnaissance de formations suivies à l'étranger ou auprès d'autres instituts de formations, le règlement grand-ducal du 20 mai 2021, précité, fait une distinction entre formation initiale et formation continue.

Pour la reconnaissance et l'homologation d'une formation initiale, qui découle sur un brevet ou un brevet d'État, il existe auprès de l'INAPS une commission des homologations et des dispenses instaurée par le règlement grand-ducal précité.

Le règlement grand-ducal précité instaure également un cadre pour la reconnaissance de formations continues suivies à l'étranger ou organisées par d'autres acteurs que l'INAPS et visant à prolonger la licence. Une demande de reconnaissance préalable de la formation est à adresser au directeur de l'INAPS, qui peut solliciter l'avis de la commission des programmes concernée avant de valider la formation continue en question.

ad 4) Sur base des validations des activités de formation telles que relevées à la réponse à la question 3) et sur présentation des certifications de présence et de réussite requises, les activités de formation seront inscrites et consultables dans la solution MyGuichet susmentionnée.

**Signal sonore déclenché lors de l'enregistrement par les « bodycams »** | Question **0211** (22/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Police soll an Zukunft mat Bodycams equipéiert ginn. Wéi am Gesetz vum 29. Juli 2023 festgeschriwwe gouf, léist d'Bodycam beim Aschalten een haarden a schrillen Toun aus, fir d'Persounen an der Ëmgéigend doriwwer ze informéieren, dass d'Kamera ugeschalt gouf („Le déclenchement de l'enregistrement fait l'objet d'un signal sonore."). Dëse Mechanismus huet fir Kritick an de Reie vun der Police gesuergt, well en a verschiddene Situatiounen d'Polizist(inn)en oder den Erfolleg vun engem Asaz kéint a Gefor bréngen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wäert de Minister dëse Punkt vum aktuelle Gesetz evaluéiere loossen, fir ze ermëttelen awéifern d'Tounsignal vun der Bodycam d'Policeaarbecht beaflosst a Beamt(innen)en an hir Aarbecht a Gefor bréngt?

2. Gëtt et Pläng, dat aktuellt Gesetz esou ze änneren, dass d'Uschalte vun der Kamera keen Toun méi ausléise muss?

**Réponse** (22/02/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Wéi am Exposé des motifs vum Gesetzprojet zu de Bodycams virgesinn, wäert eng Etude gemaach ginn iwwert de prakteschen, techneschen a juristesche Kader vun de Bodycams, wann dës Kameraen 2 Joer am Asaz waren.

Zu dësem Zäitpunkt ka keng genee Indikatioun iwwer technesch Komponenten, wéi zum Beispill den Toun, gemaach ginn. Eng Ausschreiwung am Dossier Bodycam wäert am Abrëll gemaach ginn.

D'akustescht Signal déngt an éischter Linn dem Beamten, fir dass dësen d'Informatioun kritt, dass d'Kamera ophëlt. Fir d'Persoun, déi gefilmt gëtt, ass d'akustescht Signal en zousätzlecht Element, niewent der mëndlecher Informatioun, dass opgeholl gëtt.

De gesetzleche Kader gëtt keng Präzisioun iwwer d'Lautstäerkt, d'Tonalitéit respektiv d'Frequenz vun deem Signal.

De Gesetzgeeber gesäit vir, dass de Polizist de Moment wiele kann, wéini hien d'Kamera en fonction vun den Ëmstänn aktivéiert („la police peut procéder à un enregistrement audiovisuel, lorsque se produit ou est susceptible de se produire un incident, eu égard aux circonstances de l'intervention ou au comportement des personnes concernées").

Zum Beispill: Am Fall vun engem gemellten Abroch an engem Haus kéinten d'Beamten hir Kamera aktivéieren, éiert si aus dem Auto klammen, laut dem legale Kader.

ad 2. Et ass net virgesinn, dat aktuellt Gesetz ofzeänneren, soulaang d'Bodycams net am Asaz sinn an ee Bilan no 2 Joer gezu ginn ass.

**Double vote dans le cadre des élections européennes** | Question **0212** (22/01/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Bei den EU-Parlamentswalen den 9. Juni kënnen EU-Auslänner decidéieren, ob si am Walbüro vun hirer Wunngemeng iwwert déi Lëtzebuerger Vertriedung an der héijer Kierperschaft ofstëmmen, oder ob si iwwert d'Ambassade vun hirem Hierkonftsland déi entspriechend national Lëschte wëlle stëmmen. Falls si fir déi éischt Decisioun optéieren, mussen si eng Déclaration sur l'honneur ënnerschreiwen, keng zweete Kéier iwwert eng weider Vertriedung matzestëmmen, fir en Zweeklassewalrecht ze vermeiden.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Baussenan EU-Minister gär dës Fro stellen:

– Wéi gëtt de Respekt vun där entspriechender Déclaration sur l'honneur kontrolléiert? Gëtt en automateschen Datenaustausch mat den zoustännegen Ambassadë virgeholl an dobäi och séchergestallt, datt keen a sengem Hierkonftsland d'Bréifwal ugefrot huet? Wéi eng Strofe ginn am Fall vun engem Verstouss geschwat?

**Réponse** (20/02/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Am Kader vum automateschen Datenaustausch, deen op der Basis vun der Direktiv 93/109/CE tëscht den EU-Memberstaate stattfënnt, kommunizéiert den Ausseministère, gemäß dem Artikel 9 vum Walgesetz, d'Date vun den ageschriwwenen EU-Auslänner un déi concernéiert Memberstaaten. Wéi déi aner Memberstaaten dës Informatiounen un hir Ambassadë weiderginn, läit an der nationaler Kompetenz vun all Memberstaat.

Den Artikel 113 vum Walgesetz gesäit eng Geldstrof vun 251 bis 2.000 Euro an eng Gefängnisstrof vun 8 bis 15 Deeg vir, wann eng Persoun vun enger multipler Inscriptioun profitéiert, fir méi wéi eng Kéier ze wielen.

**Liste d'attente du Fonds du logement** | Question **0213** (22/01/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Vill Eenzelpersounen an och Stéit stinn aktuell beim Fonds du logement op enger Waardelëscht.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Logementsminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill Eenzelpersounen insgesamt op der Waardelëscht vum Fonds du logement stinn a wéi dës sech no Alter, Geschlecht an Nationalitéit opdeelen? Kann den Här Minister déi nämmlecht Informatiounen och fir d'Zesummesetzung vun de Stéit matdeelen?

2. Kann den Här Minister matdeelen, no wéi enge Krittären d'Leit an der aktueller Situatioun priorisiéiert ginn a preziséieren, wéi den Ëmstand bewäert gëtt, wa Leit scho Joren oder Joerzéngten hei am Land wunnen an hei schaffen?

**Réponse** (21/02/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. D'Waardelëscht vum Fonds du logement fir Leit, déi eng bezuelbar Mietwunneng sichen, kann opgeschlësselt ginn no der Zesummesetzung vun de Stéit an dem Alter vun de Kandidaten.

Dozou follgend zwou Tabellen:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Follgend Tabell illustréiert den Alter vun de Kandidaten op der Waardelëscht

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Fir weider Detailer iwwert d'Waardelëscht vum Fonds du logement wëll ech op d'Note 33[4] vum Observatoire de l'habitat verweisen.

ad 2. D'Attributioun vun de Wunnengen „tous public" gëtt bestëmmt duerch d'Gesetz[5]. Wann eng Wunneng attribuéiert gëtt, mécht d'Commission consultative vum Fonds du logement en Avis dozou.

Am Kader vun der Attributioun vun de Wunnenge gëtt den Alter consideréiert, esouwäit e relevant ass fir d'Evaluatioun vun de Krittären.

D'Geschlecht esouwéi och d'Nationalitéit si keng Krittäre bei der Attributioun vun de Wunnengen, dat aus Schutz vun de perséinlechen Donnéeë vun de Leit an, fir Diskriminatioun ze verhënneren. Aus deem Grond dierf de Fonds du Logement och keng Statistik iwwert dës Krittäre féieren.

D'Dauer, déi d'Kandidate schonn am Land wunnen oder schaffen, ass kee Krittär fir d'Attributioun vun enger Wunneng.

[4] Note 33 : Qui sont les candidats à un logement en location abordable au Luxembourg ?, Observatoire de l'habitat (2023), Säit 2

[5] Loi du 7 août 2023 relative au logement abordable, insbesonnesch d'Artikele 57 bis 59

**Étiquetage des bouteilles de vin** | Question **0214** (22/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Une réglementation européenne modifiant l'étiquetage des bouteilles de vin dans les pays membres de l'Union européenne vient d'entrer en vigueur le 8 décembre 2023. Le secteur viticole devra notifier les ingrédients et la valeur nutritionnelle de ses produits.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Quelles informations devront être notifiées, à partir de quand et par quelle voie ?

2) La nouvelle réglementation vaut-elle également pour les vins en provenance de pays tiers ?

3) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois concernant les projets de la Commission européenne tendant à doter l'étiquetage des produits alcooliques d'avertissements sur les risques pour la santé ?

**Réponse** (26/02/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Le règlement (UE) 2021/2117 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 modifiant les règlements (UE) n° 1308/2013 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits agricoles, (UE) n° 1151/2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires, (UE) n° 251/2014 concernant la définition, la description, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés et (UE) n° 228/2013 portant mesures spécifiques dans le domaine de l'agriculture en faveur des régions ultrapériphériques de l'Union (nommé règlement (UE) 2021/2117 ci-dessous) exige qu'à côté des informations obligatoires déjà définies, la liste des ingrédients, le tableau nutritionnel et la valeur énergétique du vin doivent figurer sur l'étiquette des vins et crémants/vins mousseux de qualité produits après le 8 décembre 2023.

C'est à dire, les vins tranquilles issus des vendanges 2024 ainsi que les crémants/vins mousseux de qualité élaborés à base de vins des vendanges 2023 doivent être conformes aux nouvelles règles d'étiquetage.

Les producteurs peuvent notifier ces informations soit sur leurs étiquettes, soit sur une page web dédiée à laquelle le consommateur peut accéder via le scan d'un code QR imprimé sur l'étiquette. Or, l'énergie du vin, en kilojoule et en kilocalorie, doit obligatoirement figurer sur l'étiquette.

ad 2) Oui, la réglementation vaut pour tous les vins commercialisés sur le territoire de l'UE.

ad 3) Actuellement il n'existe qu'un seul pictogramme d'avertissement sur les bouteilles de boissons alcoolisées ; le symbole de la femme enceinte barrée, obligatoire en France depuis 2007. Or, l'usage de ce symbole n'est cependant pas réglé au niveau européen.

Le règlement (UE) 2021/2117 prévoit que la Commission européenne est habilitée à adopter des actes délégués pour compléter l'annexe II du règlement afin de tenir compte « des progrès techniques et scientifiques, des évolutions du marché, de la santé des consommateurs ou des besoins des consommateurs en matière d'information ».

Malgré cette possibilité, la Commission européenne n'a pas proposé de mesure concrète et donc le Gouvernement luxembourgeois n'a pas encore été en mesure d'analyser la proposition.

**Dépenses de la défense** | Question **0215** (22/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Selon le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, Monsieur le Premier ministre, lors d'une visite début décembre 2023 à Bruxelles, a promis l'élaboration d'un plan pour atteindre l'objectif des 2 % du RNB (revenu national brut) en matière de dépenses pour la défense, ce d'ici le sommet de l'OTAN prévu en juillet 2024.

– Étant donné que nos dépenses atteignent actuellement 0,7 % du PIB une telle hausse exigerait une augmentation des plus substantielles de nos dépenses pour la défense. J'aimerais dès lors savoir du Gouvernement comment et endéans quels délais il entend donner suite aux engagements de Monsieur le Premier ministre.

– Quel est en chiffres absolus le delta à couvrir entre les dépenses actuelles et les 2 % annoncés ?

– Quelles sont les étapes prévues pour suffire à cet engagement et quelles sont les priorités en la matière ?

**Réponse** (21/02/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Il y a lieu de rappeler que l'objectif auquel il est fait référence a été fixé par le Gouvernement précédent en vue du sommet de l'OTAN à Vilnius les 11 et 12 juillet 2023. Cette décision a été confirmée dans le cadre de l'accord de coalition 2023-2028.

L'effort de défense sera porté à un pourcent du produit intérieur brut (PIB) jusqu'en 2028. Il évoluera à moyen terme à la hauteur de deux pourcents du revenu national brut (RNB). La défense, en étroite collaboration avec les autres départements ministériels concernés, est en train d'élaborer une feuille de route à ce sujet qui sera présentée en amont du sommet OTAN de juillet 2024 à Washington.

La mise en place du bataillon binational belgo-luxembourgeois sera au cœur de l'effort de défense des années à venir. En ligne avec les lignes directrices établies à l'horizon 2035, la Défense luxembourgeoise continuera également à développer ses capacités militaires dans les domaines air, cyber et espace.

**Études externes dans le cadre de projets d'infrastructure et immobiliers de l'État** | Question **0216** (22/01/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Kader vun den ëffentlechen Aarbechten, déi hei am Land duerchgefouert ginn, gëtt ëmmer erëm op extern Etüdebüroen zeréckgegraff.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Minister fir ëffentlech Aarbechten:

1. Wéi vill Etüdebüroe goufen an de leschten dräi Joer – an opgeschlësselt no de Joren 2021, 2022, 2023 – vum Ministère fir ëffentlech Aarbechte beoptraagt, fir am Kader vun ëffentleche Bau- an Infrastrukturprojeten déi betreffend Analysen a Studien duerchzeféieren?

2. Wéi héich waren am Kader vun ëffentleche Bau- an Infrastrukturaarbechten – opgeschlësselt no de Joren 2021, 2022, 2023 – insgesamt d'Käschten, déi un extern Etüdebüroen ausbezuelt goufen?

3. No wéi enge Krittäre gëtt am Ministère fir ëffentlech Aarbechten decidéiert, ob ee fir dee jeeweilege Bau- oder Infrastrukturprojet en externen Etüdebüro beoptraagt, oder déi betreffend Analysen a Studien intern duerchféiere léisst?

**Réponse** (26/02/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. an 2. De follgenden Tablo liwwert d'Iwwersiicht iwwert d'Unzuel un Etüdebüroen, déi tëscht 2021 an 2023 vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte mat Etüden an Analyse beoptraagt goufen. Am Tablo ass och déi insgesamt ausbezuelten Zomm, opgeschlësselt pro Joer, déi un déi extern Etüdebüroen ausbezuelt gouf, hannerluecht. Dës Ausgabe bezéien sech op déi ëffentlech Projete vun der Stroossebauverwaltung (PCH) an der Verwaltung fir ëffentlech Bauten (ABP).

Verschidden Etüdebüroe sinn deelweis méi wéi eng Kéier engagéiert ginn, well et sech entweeder ëm verschidden Opträg oder verschidde Projete gehandelt huet. Deemno ass d'Unzuel vun den Etüde pro Joer méi héich wéi d'Unzuel un Etüdebüroen.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3. Well all Projet ganz individuell ass, an den eventuelle Besoin un engem Etüdebüro sech eréischt no an no erauskristalliséiert, sinn d'Krittäre vu Projet zu Projet ënnerschiddlech. Eng grouss Roll spillt do awer virun allem den Ëmfang an d'Zort vum Projet, awer och d'Erfarung an d'fachlech Ofdeckung duerch d'Büroen.

Wann de Bau- oder den Infrastrukturprojet et vun der Envergure a Komplexitéit zouléisst, wéi et oft bei Projete vun der Stroossebauverwaltung (zum Beispill dem Amenagement oder Reamenagement vu Stroossen, dem Bau vu Rondelen, Vëlospisten oder Kräizungen asw.) de Fall ass, versicht d'Verwaltung d'Etüden intern auszeféieren, also ouni Etüdebüro.

Wann d'Envergure vun de Projeten, an déi doduerch och méi grouss technesch Erausfuerderung, wéi zum Beispill de Bau vu Brécken, awer ze grouss gëtt, respektiv wa speziell Etüde gemaach musse ginn ewéi d'Statik vu Brécken, Ëmweltanalysen, geotechnesch Etüden asw., gëtt op spezialiséiert Etüdebüroen zeréckgegraff. Do kommen dann nach gesetzlech Oplagen dobäi, wou just agreéiert Büroen dierfe verschidden Etüde maachen, fir iwwerhaapt déi néideg Autorisatioune kënnen ze kréien.

Ganz allgemeng ass och ze soen, datt mat der Zäit ëmmer méi Fachberäicher opkomm sinn, déi ee gewëssent Fachwësse viraussetzen, wéi zum Beispill bei archeologeschen Ausgruewungen, Deminageaarbechten, Sécherheet um Chantier, architektonesche Leeschtungen, Direktioun vun den Aarbechten asw., wou net all spezifesche Beräich vun de Verwaltunge kann ofgedeckt ginn.

Och wann extern Büroen de Verwaltunge bei diversen Etüden zouschaffen, bleiwen d'Verwaltungen ëmmer zoustänneg fir d'Gestioun an de Suivi vun allen Etüde bei engem Projet. Sou ginn dës Etüden och ëmmer intern am Detail kontrolléiert a gegeebenefalls nach Adaptatioune virgeholl. Och suergen d'Verwaltungen dofir, datt all déi noutwenneg Prozeduren, fir de Projet korrekt auszeféieren, agehale ginn. Dorënner falen zum Beispill d'Ofstëmmung mat allen Acteuren, d'Anhuele vun den Autorisatiounen, den Opkaf vun den néidegen Terrainen zesumme mat den anere staatlechen Acteuren oder och d'Gestioun vum Budget. Wat awer d'Komplexitéit an d'Ausmooss vun de Projete méi zouhëlt, wat och den zäitlechen Opwand bei de Verwaltunge méi grouss gëtt, fir dës Etüden ze encadréieren an ze koordinéieren.

**Déploiement de la fibre optique** | Question **0217** (22/01/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Regierungsrot ass virgesinn, Lëtzebuerg flächendeckend mat Glasfaseruschlëss ze couvréieren. Dacks ass et awer esou, ë. a. och a menger Heemechtsgemeng Wëntger, datt wa Stroossebauaarbechte virgeholl ginn, net ëmmer och automatesch – do wou se nach feelen – Glasfaseruschlëss verluecht ginn. POST ass zwar mat agebonne bei esou Aarbechten, mee si bedeelegen sech net ëmmer, fir déi betreffend Uschlëss ze verleeë respektiv déi betreffend Glasfaseruschlëss ginn eréischt méi spéit verluecht.

Dëst bréngt evidenterweis eng Rei Nodeeler mat sech: Déi betreffend Stroosse mussen dann zweemol opgerappt ginn, wat net nëmmen eng Behënnerung vum Verkéier duerstellt, mee och nach zousätzlech Käschte mat sech bréngt.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Minister fir ëffentlech Aarbechten:

1. Wéi ass et an den Ae vun der Madamm Minister ze erklären, datt, wa Stroossebauaarbechte virgeholl ginn, POST sech net systematesch dru bedeelegt, fir op de betreffende Plaze Glasfaseruschlëss ze verleeën, fir esou zousätzlech Käschten an eng weider Behënnerung vum Verkéier ze evitéieren?

2. Wat gedenkt d'Regierung elo konkreet ze ënnerhuelen, fir dës Mëssstänn ze behiewen?

**Réponse** (20/02/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Bei Aarbechten um staatleche Stroossereseau vun der Stroossebauverwaltung gi systematesch bei all Projet déi verschidde Concessionnairen (esou och d'Post), déi nei ënnerierdesch Leitunge verleeë respektiv erneiere missten/wéilten, am Virfeld ugeschriwwen, fir gegeebenefalls och hir Aarbechten am Kader vum Chantier vun der Verwaltung auszeféieren.

Dës Prozedur soll verhënneren, datt d'Strooss e puermol opgerappt a gespaart muss ginn.

Am Fall, wou d'Concessionnairë matmaache wëllen, ginn déi jeeweileg Ausschreiwungsënnerlagen an deene vun der Verwaltung integréiert, esou datt d'Aarbechte vum jeeweilege Concessionnaire dann och direkt mat ausgeschriwwen an zäitgläich realiséiert kënne ginn.

Et gëtt awer och Fäll, an deenen onofhängeg vu Stroossebauaarbechte vun der Verwaltung, ënnerierdesch Leitungen a Stroossen oder Trottoire verluecht musse ginn. An esou Fäll gëtt fir déi jeeweileg Aarbechten eng „permission de voirie" ausgestallt. D'Aarbechte ginn dann op Basis vun dëser Permissioun vun enger Gemeng oder engem Concessionnaire ausgefouert.

ad 2. Et sief ze betounen, datt eng gutt Kommunikatioun tëscht der Stroossebauverwaltung a POST respektiv den anere Concessionnairë besteet an een ëmmer an enkem Kontakt ass, fir déi vun de verschiddenen Entitéite geplangten Aarbechte sou gutt et geet ze koordinéieren an ofzestëmmen. Sou soll dann och verhënnert ginn, datt d'Stroossen e puermol opgerappt musse ginn an et sou zu onnéidege Käschten a Behënnerungen am Trafic mat eventuellen Deviatioune kënnt.

Et sief och ugemierkt, datt d'Stroossebauverwaltung natierlech och kee Concessionnaire dozou ka forcéieren, sech mat sengen Aarbechten un engem Chantier ze bedeelegen.

Bei der Realisatioun vu gréissere Projeten huet d'Verwaltung, wat den Zäitraum vun der Ausféierung ugeet, kee grousse Spillraum.

Dogéint gëtt et awer och Aarbechten, wéi zum Beispill bei der Erneierung vum Asphalt, wou de Planning méi flexibel ass an et sou de betraffene Concessionnairen erméiglecht, sech mat hiren Aarbechten ze bedeelegen, ier den Asphalt erneiert gëtt.

**Tiers payant social dans le cadre de la psychothérapie** | Question **0218** (22/01/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Background vum 20. Januar 2024 huet eng Assistante sociale erkläert, dass d'Sessioune beim Psychotherapeut net kënnen iwwert den Tiers payant social bezuelt ginn. An der Äntwert op d'Fro 7746 huet de Sozialversécherungsminister erkläert:

„Op de Joren 2018 bis 2022 hu pro Joer ongeféier 0,6 % vun alle Krankeversécherten op den TPS zeréckgegraff. D'Majoritéit vun de Leeschtungen, déi iwwert den TPS bezuelt gi sinn, betrëfft Behandlunge vu Generalisten a Spezialisten."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Stëmmt et, dass ee Patient bei de Sessioune beim Psychotherapeut, déi elo vun der CNS rembourséiert ginn, net ka vum Tiers payant social Gebrauch maachen?

2. Falls jo, firwat ass dat esou a plangt d'Ministesch, hei séier ze intervenéiere fir nozebesseren?

3. Falls nee, mengt d'Ministesch net, dass et wichteg wier, hei eng Circulaire un déi betraffe Psychotherapeuten ze schécken, fir si iwwert den Tiers payant social opzeklären?

**Réponse** (23/02/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Am Moment kënnen d'Sessioune vum Psychotherapeut net iwwert den Tiers payant social iwwerholl ginn. Den Tiers payant social applizéiert sech aktuell just op d'Rechnunge vun den Dokteren, den Zänndokteren an op verschidde Bluttanalysen, esou wéi et an der Konventioun vum 28. Dezember 2012[6] virgesinn ass.

Et wäert awer analyséiert ginn, ob et méiglech ass, d'Akte vun der Psychotherapie an déi besteeënd Konventioun iwwert den Tiers payant social ze integréieren. Dofir mussen awer Verhandlunge gefouert ginn tëschent dem Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil, dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet, der CNS an der FAPSY-LUX.

De Paiement immédiat direct, deen elo scho bei de Generalisten agefouert gouf, gëtt no a no och bei deenen anere Spezialisten a Gesondheetsberuffer en place gesat, esou datt den Assuré da just nach seng Part muss direkt bezuelen.

**Soutien du Gouvernement au recours autrichien du 7 octobre 2022 contre le règlement délégué « taxonomie »** | Question **0221** (23/01/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Le Gouvernement précédent avait annoncé en octobre 2022 son soutien au recours de la République d'Autriche devant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) contre le règlement délégué « taxonomie ». Le règlement en question (voté en juillet 2022) a acté l'inclusion du nucléaire et du gaz dans la taxonomie dite « verte » de l'Union européenne parmi les technologies à favoriser.

Le Gouvernement précédent s'y étant opposé, avait choisi d'intervenir officiellement aux côtés de l'Autriche dans cette procédure juridique conformément à l'article 40 (protocole n° 3) sur le statut de la CJUE afin d'obtenir l'annulation du règlement.

Partant, je voudrais interroger Monsieur le Ministre de l'Énergie et Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité à propos du positionnement du Gouvernement dans cette procédure :

1) Le Gouvernement soutient-il le recours de la République d'Autriche contre le règlement délégué « taxonomie » ?

2) Dans l'affirmative, compte-t-il toujours intervenir officiellement aux côtés de l'Autriche dans la procédure devant la CJUE ?

3) Messieurs les Ministres considèrent-ils le nucléaire comme une énergie de transition ?

**Réponse** (27/02/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Le Gouvernement attend actuellement une décision du tribunal de l'Union européenne sur le recours de l'Autriche contre le règlement délégué « taxonomie » suite à l'introduction du gaz et du nucléaire, auquel le Luxembourg avait décidé de se joindre.

En matière de transition énergétique, le Luxembourg concentre ses efforts sur l'efficacité énergétique et sur le développement des énergies renouvelables : ainsi l'accord de coalition prévoit de renforcer les objectifs en matière d'énergies renouvelables par un développement ambitieux de l'énergie éolienne et solaire. Le Luxembourg considère que les coûts de déploiement et la durée de construction de nouveaux réacteurs mettent en question la capacité de l'énergie nucléaire à contribuer aux objectifs climatiques dans la décennie à venir. Considérant également la question de la gestion des déchets nucléaires, ainsi que leur impact sur la santé humaine, le Gouvernement réitère son engagement exprimé dans le programme gouvernemental d'intervenir auprès des autorités françaises et belges pour obtenir la fermeture des centrales nucléaires à risque, notamment les sites de Cattenom, Tihange et Doel.

**Utilisation de l'avion de transport A400M** | Question **0222** (23/01/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

À travers la loi modifiée du 21 mars 2005, le Gouvernement luxembourgeois a acquis un avion de transport stratégique militaire A400M qui fut finalement livré en automne 2020 et mis en service au début de 2021. L'exploitation de l'aéronef se fait en commun avec la Belgique au sein d'une unité binationale et cette coopération est régie par le Traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique concernant l'exploitation commune des aéronefs de transport A400M au sein d'une unité binationale.

Partant, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Défense :

[6] Convention du 28 décembre 2012 conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé portant institution du tiers payant social

1) Pouvez-vous me faire parvenir une liste des missions (hors missions d'entraînement) que l'avion de transport luxembourgeois a effectué depuis sa mise en service en spécifiant la nature des missions et le cadre dans lequel ces missions se sont déroulées (cadre national, multilatéral, ou en appui à une organisation internationale ou régionale, telles que l'OTAN, l'UE ou l'Organisation des Nations Unies) ?

Selon l'article 4 (5) du traité susmentionné, chaque partie peut émettre des réserves ou restrictions nationales quant à l'utilisation de son/ses aéronef(s) et/ou de son personnel national pour des missions ou opérations spécifiques, p. ex. dans le cas de missions de transport politiquement sensibles.

Ainsi, je voudrais encore poser la question suivante :

2) Est-ce que le Luxembourg a déjà émis des réserves ou restrictions nationales quant à l'utilisation de son aéronef et si oui, pouvez-vous m'en donner les détails ?

**Réponse** (06/02/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

ad 1) Le « Traité A400M » stipule que les aéronefs A400M ainsi que les équipages belges et luxembourgeois au sein de l'unité binationale peuvent être engagés dans le cadre de missions de transport aérien militaire sans distinction d'appartenance ou de nationalité, la défense luxembourgeoise considère donc les aéronefs A400 belges et luxembourgeois comme une flotte commune.

Les aéronefs de la flotte binationale volent sous autorité opérationnelle de l'EATC (Commandement européen du transport aérien) dont la mission est de mettre à disposition commune les moyens aériens (transport, ravitaillement en air et évacuation médicale) des pays membres (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas). Pour des raisons de sécurité militaire, la liste détaillée des vols effectués par les avions de l'unité binationale est classifiée.

La flotte binationale a effectué environ 6.400 heures de vol depuis l'arrivée du premier avion en octobre 2020, dont approximativement un cinquième a été effectué par l'avion CT-01 arborant la cocarde luxembourgeoise. En dehors des missions d'entraînement, l'avion CT-01 de la flotte binationale a été utilisé pour exécuter une trentaine de missions opérationnelles d'une durée de 1 à 7 jours. Outre les missions de transport de routine, il s'agissait de missions de transport de passagers et de cargaisons dans le cadre de l'aide humanitaire, de soutien à des opérations de maintien de la paix et de gestion de crise, ainsi que de missions d'évacuation de ressortissants.

ad 2) Non.

**Augmentation des cas de coqueluche** | Question **0223** (23/01/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Am Moment triede geheeft Fäll vu Keuchhusten (Bordetella pertussis) hei zu Lëtzebuerg op. Dëst ass eng héich ustiechend Krankheet, déi virun allem bei Puppelcher liewensgefäierlech ka ginn a bei eelere Leit zu engem Klinicksopenthalt féiere kann. Et gëtt e Kombiimpfstoff, dee géint dës Bakteerien, an och nach géint Diphtherie, Tetanus, Polio, Hepatitis B an Haemophilus influenzae, schützt. Well de Schutz awer net liewenslaang ass, sollen dono reegelméisseg Opfrëschunge gemaach ginn (bei Erwuessenen all 10 Joer).

An dësem Kontext géing ech der Regierung gär folgend Froe stellen:

1. Wéi vill diagnostizéiert Fäll sinn der Santé momentan hei zu Lëtzebuerg bekannt? Wéi ass d'Verdeelung an deene verschiddenen Altersklassen?

2. Huet d'Santésdirektioun en Aktiounsplang, wann et zu engem gréisseren Ausbroch z. B. an enger Schoul oder engem Altersheem sollt kommen? Wann net, ass d'Festleeë vu sou engem Plang am Fall vun héich ustiechende Krankheeten an engem zukünftege Gesetzesprojet virgesinn?

3. Wéi ass momentan zu Lëtzebuerg d'Impfquot a Bezuch op dës Impfung bei Kanner a Jugendlechen?

4. Ginn automatesch Rappeller vun der Santé oder vun den Dokteren un d'Leit geschéckt, datt eng Opfrëschung fälleg ass?

5. Falls et keng Rappeller gëtt, gesäit d'Regierung am Kader vun der Digitaliséierung an Zukunft eppes an deem Sënn vir?

6. Si Sensibiliséierungscampagnë virgesinn, fir op déi uewe genannte Krankheeten an hir Impfunge reegelméisseg opmierksam ze maachen?

**Réponse** (20/02/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Momentan sinn dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet (tëschent Oktober 2023 an Enn Januar 2024), 46 Fäll vu Keuchhusten (och nach Coqueluche oder Bloen Houscht genannt) bekannt.

De follgenden Tableau weist d'Verdeelung op déi verschidden Altersklasse vun Oktober 2023 bis Enn Januar 2024 am Detail:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 2. D'Inspection sanitaire ass, laut ofgeännertem Gesetz vun der Gesondheetsdirektioun aus dem Joer 1980, fir d'Gestioun vun Epidemien zoustänneg. Konkreet heescht dat, dass iwwert ee sougenannte Contacttracing, a bestëmmte Situatiounen, Kontaktpersoune prophylaktesch Antibiotiquë respektiv eng Impfung ugebuede kréien, jee no Alter, Impfstatus oder Vulnerabilitéit.

ad 3. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

D'Donnéeën iwwer d'Impfquote vu Kanner géint de Bloen Houscht kommen aus der Ëmfro zur Impfungsofdeckung vun de Kanner vu 25 bis 30 Méint. Dës Ëmfro fënnt all 5 bis 6 Joer statt. D'Miessung vun der Impfquot bei Kanner vu 25 bis 30 Méint ass am Zesummenhang mam nationalen Impfprogramm, dee vum CSMI recommandéiert ass, an an deem Impfunge bis 24 Méint virgesi ginn.

– Am Joer 2018 louch d'Impfquot bei Kanner vu 25–30 Méint géint de Bloen Houscht am Alter vun 13 Méint bei 99 % (3 Dose vum komplette 4-Dosen-Impfscheema). Lëtzebuerg läit wäit iwwer deem vun der WHO recommandéierten Impftaux, deen 90 % entsprécht, an dëser Alterskategorie.

Am Joer 2023 gouf eng nei Ëmfro gemaach. Déi provisoresch Resultater weisen op eng Impfquot vun 99 % am selwechten Alter.

– D'Ofdeckung fält liicht erof ëm den Alter vu 25–30 Méint (komplette 4-Dosen-Impfscheema), fir 90 % am Joer 2018 ze erreechen. D'provisoresch Donnéeë fir 2023 bréngen dësen Taux op 93 %. Dës Zuele falen an d'Herdenimmunitéitsfënster fir de Bloen Houscht, déi tëscht 90 % a 94 % läit.

ad 4. a 5. Am Kader vun der schoulmedezinnescher Ënnersichung, déi all 2 Joer stattfënnt, gëtt d'Impfkaart kontrolléiert. Falls e Rappell néideg ass, ginn déi legal Virgesetzt duerch e Bréif informéiert, a kënnen esou d'Opfrëschung vun der Impfung vun hirem Dokter maache loossen.

ad 6. All Joer ass Enn Abrëll déi europäesch Woch vun der Vaccinatioun, eng Initiativ vun der OMS[7], déi och zu Lëtzebuerg stattfënnt. An deem Kader ginn d'Leit sensibiliséiert op d'Impfungen an hir Wichtegkeet, fir d'Verbreede vu verschiddenen Infektiounen ze vermeiden. Reegelméisseg ginn och punktuell Campagnen erstallt mat engem Fokus op geziilte Krankheeten an hir respektiv Impfungen[8] [9].

**Arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne concernant le droit d'asile** | Question **0224** (24/01/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Selon un article publié sur la plateforme Reporter, la Cour administrative a confirmé le 10 janvier 2024 une décision du tribunal administratif qui avait rejeté le recours dirigé contre l'ordre de quitter le territoire d'une jeune femme. Cette dernière avait introduit sa demande de protection internationale en juillet 2019, suite à une fuite de Guinée où elle a subi une excision, un mariage d'enfant forcé et de la violence domestique.

Le 16 janvier 2024, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a jugé que la directive 2011/95/UE doit être interprétée dans le respect de la Convention d'Istanbul, ratifiée par le Luxembourg en 2018. L'article 60 de la Convention d'Istanbul est libellé comme suit : « 1° Les Parties prennent les mesures législatives ou autres nécessaires pour que la violence à l'égard des femmes fondée sur le genre puisse être reconnue comme une forme de persécution au sens de l'article 1er, section A, point 2, de la [convention de Genève] et comme une forme de préjudice grave donnant lieu à une protection complémentaire/subsidiaire. » Dans son arrêt C-621/21, la CJUE relève également que « les femmes, dans leur ensemble, peuvent être regardées comme appartenant à un groupe social au sens de la directive. Par conséquent, elles peuvent bénéficier du statut de réfugié lorsque, dans leur pays d'origine, elles sont exposées, en raison de leur sexe, à des violences physiques ou mentales, y compris des violences sexuelles et domestiques. »

En revanche, la lecture des arrêts récents de la Cour administrative et du tribunal administratif luxembourgeois révèle que le fait d'être une femme qui a été « victime d'un mariage forcé et de violences domestiques » dans un pays où l'excision est pratiquée systématiquement, « ne s'analysent pas à proprement parler en des persécutions en raison de son appartenance à un groupe social au sens de l'article 43, paragraphe (1), point d), de la loi du 18 décembre 2015 ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Quelle est la position de Madame la Ministre concernant la nécessité d'adapter la législation luxembourgeoise pour qu'elle soit conforme à nos engagements internationaux ?

2) Madame la Ministre envisage-t-elle d'entreprendre des initiatives législatives concrètes à cet égard ? Si oui, lesquelles ?

[7] https://www.who.int/europe/fr/campaigns/european-immunization-week

[8] Campagne „Luttez contre les infections respiratoires" am Hierscht 2023

[9] https://sante.public.lu/fr/campagnes/2023/infections-respiratoires-covid-grippe-pneumo-bronchiolite.html

**Réponse** (23/02/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Le ministre ne voit actuellement pas de nécessité d'adapter la législation nationale en la matière.

En effet, la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire définit les critères sur base desquels une protection internationale doit être accordée à un ressortissant de pays tiers ayant introduit une demande de protection internationale au Luxembourg. La Convention d'Istanbul demande aux États signataires de tout mettre en œuvre pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et à la violence domestique. Les deux textes ont des finalités distinctes, l'une a pour but d'accorder une protection à des personnes ne pouvant pas retourner dans leur pays d'origine, l'autre demande aux États signataires de protéger les femmes contre toutes les formes de violence, et de prévenir, poursuivre et éliminer la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ; de contribuer à éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de promouvoir l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, y compris par l'autonomisation des femmes ; de concevoir un cadre global, des politiques et des mesures de protection et d'assistance pour toutes les victimes de violence à l'égard des femmes et de violence domestique.

La loi précitée de 2015 dispose que le ministre fait en sorte que les décisions sur les demandes de protection internationale soient prises à l'issue d'un examen approprié. Chaque demande de protection internationale introduite au Luxembourg par un ressortissant de pays tiers fait l'objet d'une analyse individuelle sur base d'une appréciation objective et impartiale des motifs invoqués par le demandeur de protection internationale.

L'analyse d'une demande de protection internationale a pour objet de déterminer si le demandeur est éligible pour bénéficier du statut de réfugié respectivement du statut conféré par la protection subsidiaire car il serait à risque dans son pays d'origine.

D'abord, on entend par réfugié toute personne qui craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou tout apatride qui, se trouvant pour les raisons susmentionnées hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner.

Ensuite, on entend par bénéficiaire de la protection subsidiaire le ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves et qui ne peut compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays.

L'analyse d'une demande de protection internationale se fait dès lors en deux étapes en analysant en premier lieu si la personne doit se voir octroyer le statut de réfugié ou non. Si tel n'est pas le cas le ministre procède dans une seconde étape à l'analyse des craintes évoquées par le demandeur afin de déterminer s'il doit se voir octroyer une protection subsidiaire. Cette analyse inclut à chaque fois également la vérification si la personne peut obtenir une protection dans son pays d'origine ou non.

La première étape consiste à déterminer si la personne est à risque de subir des persécutions en cas de retour dans son pays d'origine. Pourront être qualifiés d'actes de persécutions les actes suffisamment graves du fait de leur nature ou de leur caractère répété pour constituer une violation grave des droits fondamentaux de l'homme lorsqu'ils sont liés à l'un des motifs énumérés dans la prédite loi à savoir la race, la religion, la nationalité, les opinions politiques du demandeur ou son appartenance à un groupe social déterminé.

On compte parmi les actes de persécution les violences physiques ou mentales, y compris les violences sexuelles respectivement les actes dirigés contre des personnes en raison de leur sexe ou contre des enfants. Parmi les atteintes graves on compte la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine.

Les violences domestiques et autres types de violences liées au genre sont donc pris en compte dans le cadre d'une analyse d'une demande de protection internationale.

Dans ce contexte, la Cour de justice de l'Union européenne a, dans un arrêt du 16 janvier 2024, retenu qu'« en fonction des conditions prévalant dans le pays d'origine, peuvent être considérés comme appartenant à "un certain groupe social", en tant que "motif de la persécution" susceptible de conduire à la reconnaissance du statut de réfugié, tant les femmes de ce pays dans leur ensemble que des groupes plus restreints de femmes partageant une caractéristique commune supplémentaire ».

La Cour précise dans cet arrêt que les femmes peuvent en fonction de caractéristiques communes ou en raison du seul fait d'être des femmes être considérées comme faisant partie d'un groupe social. Il est néanmoins important de souligner que la Cour précise que cette analyse reste une analyse individuelle en fonction des conditions prévalant dans le pays d'origine. La Cour n'a aucunement conclu que toute femme dans toute circonstance doit être considérée comme faisant partie d'un groupe social déterminé et serait éligible à l'octroi d'une protection internationale.

Il convient également de souligner que même si les services compétents concluent qu'un certain groupe de femmes partageant une caractéristique commune originaires d'un même pays d'origine ou toutes les femmes provenant d'un pays d'origine déterminé font partie d'un groupe social, il n'en demeure pas moins que la condition cumulative supplémentaire, à savoir la possibilité d'obtenir une protection dans le pays d'origine, doit encore être vérifiée.

En effet, l'existence seule de ces motifs même s'ils sont avérés n'est pas suffisante pour octroyer une protection internationale, car lors de l'analyse, il convient de déterminer si la personne peut obtenir une protection dans son pays d'origine ou non.

Lorsque les services compétents arrivent à la conclusion qu'une personne ne remplit pas les conditions pour se voir octroyer le statut de réfugié, une analyse est conduite pour établir si cette personne risque d'être victime d'atteintes graves dans son pays d'origine à savoir si elle y risque la peine de mort ou d'y subir des traitements inhumains et dégradants. Si tel est le cas, il convient également de déterminer si la personne peut obtenir une protection dans son pays d'origine ou non.

L'analyse d'une demande de protection internationale consiste donc à évaluer si les conditions cumulatives sont remplies dans le chef de la personne concernée. Si les conditions sont remplies, une protection internationale est accordée. Si une des conditions n'est en revanche pas remplie, la demande est déclarée non fondée et il est ordonné à la personne de quitter le territoire.

Finalement, toute personne qui remplit ces conditions cumulatives se verra octroyer une protection internationale au Luxembourg.

ad 2) Au vu de ce qui précède, il n'y a pas lieu de légiférer en la matière alors que la Convention d'Istanbul est appliquée au Luxembourg.

---

**Justice restaurative** | Question **0225** (24/01/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale a introduit dans le Code de procédure pénale des dispositions relatives à la justice restaurative. La justice restauratrice vise, à la suite d'une infraction pénale, à prendre en considération les besoins et les intérêts de la victime et de l'auteur de l'infraction. Les personnes concernées se concertent en vue de comprendre et de gérer les répercussions émotionnelles et les conséquences directes et indirectes liées à l'infraction. Ainsi, à travers l'écoute et un échange entre parties, un dialogue s'établit en vue de la réparation des préjudices causés.

Durant ce processus de réparation, un facilitateur en justice restaurative accompagne la victime et l'auteur. Son rôle, en tant que tiers indépendant, consiste à intervenir de manière impartiale en offrant un cadre neutre et équitable.

La justice restaurative peut être proposée à tous les stades de la procédure pénale y compris dans le cadre de l'exécution des peines.

Dès lors, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Combien de facilitateurs de justice restaurative y a-t-il actuellement au Luxembourg ? En quoi consiste leur formation ?

2) Combien de processus de justice restaurative ont été demandés depuis son instauration ?

3) Quels sont les stades dans lesquels la justice restaurative fut proposée ? Qui en était à l'initiative ?

4) Combien de demandes de processus furent refusées ab initio ? Par quelle partie ?

5) Combien de processus se sont soldés par un succès, combien par un échec ? Quelles furent les raisons de la non-poursuite du processus ? Quelle partie en était majoritairement à l'initiative ?

6) De quelle manière la justice restaurative a-t-elle pu avoir concrètement une répercussion au niveau du procès pénal respectivement au niveau de l'exécution des peines ?

**Réponse** (23/02/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Actuellement, neuf facilitateurs agréés en justice restaurative au Luxembourg sont affiliés au Service de justice restaurative (ci-après : SEJURE), dont six sont vacataires et trois permanents au Centre de médiation ASBL. Le SEJURE a été établi le 1er décembre 2020 par un accord entre le Ministère de la Justice et le Centre de médiation ASBL.

La formation initiale des facilitateurs en justice restaurative a débuté le 13 novembre 2018 et s'est

clôturée en juin 2019. Le cursus englobait à la fois une approche théorique et pratique, comprenant un stage au sein du service belge agréé « Médiante ». Les conditions d'accès exigeaient la possession des accréditations de médiateur au Luxembourg et la justification d'une formation initiale universitaire en criminologie, sciences sociales, psychologie, ou toute autre discipline préparant à la compréhension des relations interpersonnelles complexes.

Depuis 2021, l'équipe des facilitateurs participe régulièrement à des actions de formation continue, axées notamment sur la thématique de la justice restaurative ou des domaines connexes. En outre, ils bénéficient de supervisions ponctuelles dispensées par le service « Médiante ».

ad 2) Depuis la mise en service du SEJURE le 1er juillet 2021, un total de treize demandes d'intervention en justice restaurative ont été recensées. Ces demandes sont réparties comme suit : deux en 2021, quatre en 2022, six en 2023, et une jusqu'à présent en 2024 :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Les données fournies par le SEJURE mettent en lumière une tendance marquée concernant les types d'infractions incluses dans ces demandes, révélant une prévalence significative des crimes sexuels et des homicides. Il convient de noter que, conformément aux règles du concours d'infractions, seules les statistiques liées à l'infraction ayant entraîné la peine la plus sévère ont été prises en compte.

ad 3) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Le tableau présente une répartition des treize justiciables initiateurs en fonction du stade de la procédure pénale. La majorité des demandes proviennent de la phase post-sentencielle, avec neuf demandes, dont huit pendant l'exécution de la peine. Les auteurs sont principalement les initiateurs, indiquant un accès accru à l'information plutôt qu'un engagement plus fort de leur part, surtout après le jugement. Cela peut être attribué en partie aux ateliers de sensibilisation du SEJURE organisés dans les centres pénitentiaires de Givenich et de Luxembourg.

ad 4) Deux demandes furent concernées par le refus ou l'absence de réponse de l'autre partie ab initio. Ces deux abstentions furent à l'initiative de la victime.

ad 5) En ce qui concerne la justice restaurative, l'évaluation du succès et de l'échec diffère significativement par rapport aux approches classiques du système judiciaire. Au lieu de considérer l'échec comme une issue négative, la justice restaurative se concentre sur les attentes des parties impliquées, reconnaissant que ce que certains pourraient percevoir comme un « échec » peut parfois être perçu positivement par elles. Ce tableau indique l'issue de la communication :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Parmi les treize demandes de processus examinées, trois furent jugées non recevables en raison de critères spécifiques ou des conditions non remplies pour leur traitement initial.

Deux autres demandes furent considérées comme irrecevables par le SEJURE lui-même, l'une impliquant une tierce personne qui sollicitait une mesure de justice restaurative pour des proches et l'autre sans reconnaissance des faits de la part de l'auteur. La reconnaissance des faits dans le cadre de la justice restaurative n'implique pas nécessairement l'acceptation de la qualification juridique de l'acte.

De ces treize demandes, deux ont abouti à une communication établie entre les parties, une lors d'une rencontre physique préparée pendant dix mois et l'autre de manière indirecte par l'intermédiaire des facilitateurs.

Une demande a été interrompue en cours, deux ont été impactées par le refus ou l'absence de réponse de l'autre partie, et quatre processus sont toujours en cours. Une demande a été entravée en raison de l'impossibilité matérielle de contacter l'autre partie, soulignant des contraintes pratiques dans le processus de communication, car le SEJURE n'a pas accès aux coordonnées des personnes concernées.

ad 6) Le SEJURE a été mis en service et est opérationnel depuis le 1er juillet 2021. Il est à ce stade prématuré d'analyser les répercussions de son fonctionnement au niveau du procès pénal ou l'exécution des peines.

Il convient toutefois de rappeler qu'une intervention en justice restaurative est autonome de la procédure pénale et se déroule en complémentarité à celle-ci. Elle s'éloigne ainsi de la dimension classique et répressive du droit pénal en considérant que les délits ne sont pas uniquement des transgressions de la loi faisant l'objet de sanctions légales imposées par l'autorité publique, mais qu'ils consistent également et avant tout en des conflits dont les répercussions personnelles doivent être réparées en prenant en considération les besoins et les intérêts des personnes concernées.

Le dialogue des acteurs concernés mis en place dans le cadre d'une mesure de justice restaurative offre une opportunité de concertation et de négociation pouvant conduire à des accords contraignants. L'impact de ces accords dépend de leur prise en compte par l'autorité judiciaire et de leur exécution, laissant cela à l'appréciation des autorités compétentes.

**Autorisation d'exercer des médecins** | Question **0228** (24/01/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Nom Gynekolog vun 2020 (https://www.rtl.lu/news/national/a/1891579.html) hu mir elo den onéierlechen Zänndokter (https://www.rtl.lu/news/national/a/2161011.html), dee säin Onwiesen zu Lëtzebuerg gedriwwen huet. Béid Medezinner kruten a Frankräich hir Zouloossung entzunn. Am Kader vun dëser Thematik hat déi deemoleg Gesondheetsministesch Paulette Lenert de 24. Mäerz 2022 op d'parlamentaresch Fro N° 5793 vum honorabelen Deputéierte Sven Clement geäntwert:

„De Gesondheetsministère huet effektiv déi, an der Äntwert op d'Fro N° 2979 ugedeiten, Analys ofgeschloss. D'Konklusioun dovun ass, datt dat ofgeännert Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwer den Exercice vun de Medezinner, Zänndokteren a Veterinairen ugepasst muss ginn, fir eng nei gesetzlech Reegel anzeféieren. Dës Reegel gouf virgesinn, datt am Fall wou eng Persoun, déi zu Lëtzebuerg eng Zouloossung an engem vun deenen dräi Beruffer huet, an an engem anere Land eng Strof géint dës gesprach ginn ass, am Kader vun där hir Zouloossung suspendéiert ginn ass, verléiert si hiert Recht, zu Lëtzebuerg ze exercéiere fir déi selwecht Period. Am Kader vun enger nächster Upassung vum uewe genannte Gesetz vun 1983 géif eng Bestëmmung an deem Sënn mat afléissen."

Momentan läit de Gesetzesprojet 8013, deen eng Änderung vum betreffende Gesetz vum 29. Abrëll 1983 virgesäit, an der Kommissioun.

An dësem Kontext géif ech der Regierung gär folgend Froe stellen:

1. Dem RTL-Artikel no hat den Zänndokter am selwechten Zäitraum eng Zouloossung a Lëtzebuerg an an der Schwäiz ugefrot. Dës soll him am Juli 2014 vun der Schwäiz verweigert gi sinn, well deen Ament schonn a Frankräich eng Prozedur géint hie gelaf ass. Zu Lëtzebuerg konnt hien awer zënter Juli 2014 eng Praxis bedreiwen.

Hat de Ministère d'Méiglechkeet, fir d'Virgeschicht vun deem Zänndokter ze kontrolléieren?
– Wa jo, hat den zoustännege Ministère dat gemaach a firwat gouf dann awer eng Zouloossung erdeelt?
– Wann nee, kann d'Madamm Minister erklären, wéi et méiglech ass, datt d'Schwäiz Zougang zu dësen Informatiounen hat a Lëtzebuerg net?

2. Dem RTL-Artikel no soll d'Affär, déi zum Entzéie vun deem Zänndokter senger Zouloossung hei am Land gefouert huet, schonn 2017 un d'Rulle komm sinn. Hie gouf allerdéngs eréischt elo suspendéiert.

Kann d'Madamm Minister preziséieren, firwat dës Prozedur mat hiren Ermëttlungen esou laang gedauert huet? Ass eng Vereinfachung vun deene Prozedure virgesinn, fir méi séier an esou Fäll vu méiglecher Kierperverletzung an/oder Bedruch reagéieren ze kënnen? Wat gesäit de rechtleche Kader hei vir?

**Réponse** (05/02/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Nee, de Gesondheetsministère hat deemools déi Méiglechkeet net. De concernéierten Dokter huet den 29. Abrëll 2013 effektiv eng Zouloossung kritt, fir als Zänndokter zu Lëtzebuerg ze schaffen. Zu deem Zäitpunkt louch dem Ministère keng Informatioun vir, datt am Ausland eng Prozedur géint den Interesséierte géif lafen. Eng zäitlech begrenzte Suspensioun vum Zouloossungsrecht gouf de 15. Januar 2016 géint dësen Zänndokter verhaangen, an zwar fir den Zäitraum vum 15. Februar bis de 14. Mee 2016 mam Motiv, datt den Zänndokter zum Ament, wou hien seng Zouloossung zu Lëtzebuerg ugefrot huet, verschwigen huet, datt deemools schonn ee Verfaren a Frankräich géint hie gelaf ass.

ad 2. D'Disziplinarverfare vum Collège médical géint Dokteren ass am ofgeännerte Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwer de Collège médical gereegelt. An dësem Fall waren et 2 Instanzen: emol virum Conseil de discipline an duerno virum Conseil supérieur de discipline vum Collège médical, wou dann den Arrêt vum 23. Dezember 2023 vun dësem Conseil supérieur en definitiven a liewenslängleche Beruffsverbuet géint de concernéierten Zänndokter gesprach huet.

Op Basis vun enger Viraarbecht vum Collège médical ass en éischten Entworf vun enger Upassung vum virgenannte Gesetz vum 8. Juni 1999 entstanen. An dësem Entworf ass virgesinn, fir d'Disziplinarverfaren ze vereinfachen. Et ass och an deem Kader, wou eng Reegel geplangt ass, derno en Dokter, deen am Ausland zäitweileg oder ganz gespaart ginn ass, net däerf zu Lëtzebuerg exerzéieren.

**Alliance pour le médicament initiée par la Commission européenne** | Question **0229** (24/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

L'Union européenne est confrontée depuis plusieurs années à un problème structurel de pénurie de médicaments critiques – notamment les antibiotiques. Les raisons pour ces pénuries sont multiples : problèmes de fabrication, quotas industriels, hausse inattendue

de la demande, pénurie de matières premières causée par la dépendance de l'UE vis-à-vis de pays tiers comme la Chine et l'Inde.

Afin de se prémunir de ces pénuries ou de les réduire, la Commission européenne vient de lancer un appel aux États membres, à l'industrie, aux professionnels de santé et à la société civile de se joindre à une nouvelle « alliance pour le médicament ».

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale si et comment le Luxembourg entend participer à cette alliance.

2) Quels seront les moyens dont disposera cette initiative ?

**Réponse** (16/02/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le Luxembourg suivra les travaux consultatifs de cette alliance au travers de sa représentation au sein du Board de la DG HERA[10].

Dans le cadre de l'implémentation du mandat étendu de l'Agence européenne des médicaments (EMA)[11], le Luxembourg participe au « groupe de pilotage exécutif sur les pénuries des médicaments »[12] créé au sein de l'EMA afin d'assurer une réaction rapide en cas d'événement majeur et de coordonner les actions urgentes mises en œuvre dans l'Union européenne (UE) en ce qui concerne la gestion des problèmes liés à l'approvisionnement en médicaments. Le Luxembourg participe également activement au Groupe de travail point de contact unique (SPOC) sur les pénuries de médicaments qui est chargé de surveiller et de signaler les événements susceptibles d'affecter l'approvisionnement en médicaments dans l'UE.

ad 2) La Commission européenne identifiera les défis industriels, les priorités d'action et les solutions politiques possibles au problème des pénuries de médicaments critiques dans l'UE.

L'Alliance est un mécanisme consultatif qui servira également de réseau pour accélérer la mise en œuvre de l'action de l'UE dans ce domaine. S'appuyant sur la liste de l'Union des médicaments critiques publiée par l'Agence européenne des médicaments en décembre 2023, elle se concentrera sur les médicaments présentant le risque de pénurie le plus élevé et l'impact le plus important sur les systèmes de soins de santé et les patients.

Les membres de l'Alliance collaboreront au sein de groupes de travail thématiques pour élaborer des recommandations autour de sujets prioritaires qui pourraient inclure le renforcement des capacités de fabrication dans l'UE, le stockage stratégique, les achats et autres outils, la diversification de l'approvisionnement, les partenariats internationaux et la coopération, ainsi que le partage des données et la transparence.

Il est prévu que l'Alliance publie, sur la base de ces travaux, un rapport stratégique pour la fin de l'année 2024.

**Protection des consommateurs d'électricité** | Question **0231** (24/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Les législateurs européens viennent de parvenir à un accord politique provisoire sur la réforme de l'organisation du marché de l'électricité afin de limiter l'explosion des prix de l'électricité et de permettre une meilleure protection des consommateurs, notamment la protection contre les interruptions de fourniture pour les clients vulnérables. Il est également prévu d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables.

– Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme quelles seront les conséquences de cet accord pour notre pays.

– Au cours des 5 dernières années, combien de ménages vulnérables ont dû subir une coupure d'électricité ?

**Réponse** (15/02/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

La future législation européenne que mentionnent les honorables Députés est la proposition de directive qui modifie entre autres la directive (UE) 2019/944 du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité. Elle prévoit en effet l'introduction d'un nouvel article relatif à la protection contre les déconnexions d'électricité. Cet article dispose que les États membres sont tenus de veiller à ce que les clients vulnérables et en situation de précarité énergétique soient pleinement protégés contre les déconnexions d'électricité. La directive prévoit également que les États membres prennent des mesures appropriées pour permettre aux clients d'éviter les déconnexions, par exemple grâce à des aides concernant la gestion de la consommation et les coûts énergétiques.

Au Luxembourg, un client en défaut de paiement qui est pris en charge par l'office social ne peut pas être déconnecté. En effet, la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité prévoit d'ores et déjà des procédures pour les clients résidentiels en défaut de paiement : en cas de non-paiement dans un délai de quinze jours à partir de la date d'envoi d'un premier rappel, le fournisseur doit informer par écrit le client en défaut de paiement de son intention de le faire déconnecter après trente jours. Il lui fournit à cette occasion toute information utile dont, au moins, les coordonnées de l'office social compétent en fonction de sa résidence, auquel il peut s'adresser pour pouvoir recevoir l'aide sociale prévue. Une copie de cette information est également communiquée à l'office social compétent en fonction de la résidence du client concerné. En cas de prise en charge du client en défaut de paiement par l'office social, aucune déconnexion ne peut avoir lieu.

En principe, aucun client vulnérable, donc éligible à l'aide sociale, n'est donc déconnecté, puisqu'un client vulnérable, qui est pris en charge par l'office social en cas de défaut de paiement, ne peut pas être déconnecté du réseau. Un client n'étant pas pris en charge par l'office social parce qu'il ne remplit pas les critères d'éligibilité à l'aide sociale, n'est pas considéré comme un client vulnérable par les fournisseurs et peut dès lors être déconnecté à défaut de régler ses factures. Il revient au client d'activement se présenter à l'office social compétent de sa commune pour demander une prise en charge par celui-ci. Les fournisseurs d'électricité n'ayant pas d'information quant à la situation familiale et financière de leurs clients, ignorent si ceux-ci sont en principe éligibles à une aide sociale.

L'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) effectue annuellement une enquête auprès des fournisseurs d'électricité (et de gaz naturel) quant au nombre d'informations à destination des offices sociaux, de demandes de déconnexion et de déconnexions effectuées. Il publie ces chiffres sur son site Internet. Ces chiffres sur les déconnexions peuvent inclure des clients vulnérables uniquement si ceux-ci ne se sont pas mis en contact avec leur office social.

Afin d'éviter des déconnexions de clients en défaut de paiement, les fournisseurs sont également tenus d'informer les clients résidentiels sur les mesures alternatives à l'interruption de fourniture et qui n'induisent pas de coût supplémentaire pour les clients confrontés au risque d'une interruption de fourniture : services de conseil énergétique, plans de paiement alternatifs, conseil en gestion de dette, moratoires concernant l'interruption de fourniture, et ceci suffisamment longtemps avant l'interruption prévue.

La Klima-Agence a mis en place un programme de conseil énergétique spécifique pour les clients vulnérables, qui peuvent, à l'issue de ce conseil, bénéficier d'aides pour remplacer des équipements énergivores. En outre, la Klima-Agence a élaboré des gestes pratiques qui permettent aux consommateurs d'économiser de l'énergie au quotidien.

Le programme de subventions « Klimabonus » est un élément important dans ce contexte : les bénéficiaires peuvent demander un « Topup social 100 % » pouvant doubler l'aide Klimabonus, ceci en fonction du revenu du ménage. Dans ce contexte, l'accent est mis sur le volet de l'accompagnement plus ciblé des ménages en situation de précarité énergétique, en collaboration notamment avec les offices sociaux.

**Prêts immobiliers** | Question **0232** (24/01/2024) de **M. Franz Fayot** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Le 22 septembre de l'année passée, lors d'une conférence de presse, Monsieur le Premier ministre, alors tête de liste de sa formation politique pour les élections législatives, a exigé la convocation d'une réunion urgente avec les banques au sujet des prêts immobiliers.

À l'occasion de la déclaration gouvernementale prononcée le 22 novembre 2023, Monsieur le Premier ministre a annoncé vouloir « mener des discussions avec les ministres responsables, les institutions bancaires et les organismes de régulation financière pour explorer les options disponibles au niveau étatique » en vue d'aider les particuliers à obtenir un prêt immobilier et de relancer le secteur de l'immobilier en général.

Sachant que le Gouvernement belge a entamé des négociations allant dans ce sens avec les banques établies en Belgique, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

– Étant donné le recul des prêts hypothécaires alloués et les discussions annoncées par Monsieur le Premier ministre et vu que le secteur de la construction vient d'être officiellement déclaré en crise, dans quel laps de temps les discussions annoncées par le Gouvernement sont-elles censées avoir lieu ?

– À quels instruments le Gouvernement est-il disposé à recourir afin de faciliter l'octroi de prêts immobiliers au bénéfice des particuliers et ainsi faciliter l'accès au logement et relancer l'activité dans le secteur du bâtiment ?

**Réponse** (01/03/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Les discussions entre le Ministre des Finances et les représentants du secteur bancaire sur les conditions d'octroi de prêts immobiliers ont été entamées il y a quelques semaines.

Le sujet a également été évoqué lors de la réunion nationale logement en date du 22 février 2024.

[10] Health Emergency Preparedness and Response Authority

[11] Règlement (UE) 2022/123 du Parlement européen et du Conseil du 25 janvier 2022 relatif à un rôle renforcé de l'Agence européenne des médicaments dans la préparation aux crises et la gestion de celles-ci en ce qui concerne les médicaments et les dispositifs médicaux

[12] « Medicine Shortages Steering Group » ou MSSG en anglais

Ces discussions ont révélé des pistes à discuter avec les autorités concernées. Il s'agira notamment de clarifier leur faisabilité dans le cadre du droit européen.

Parmi ces pistes figurent notamment une révision des exigences relatives aux fonds propres lors de l'octroi de crédits hypothécaires, ainsi qu'une éventuelle mise en place d'un mécanisme permettant de réduire le différentiel entre le seuil de prévente requis par les banques (actuellement 80 %) et les logements vendus, de manière à accélérer la construction.

Par ailleurs, le Gouvernement a pris des mesures conséquentes pour augmenter le pouvoir d'achat des ménages, notamment au travers de l'adaptation du barème d'imposition à hauteur de 4 tranches indiciaires. Dans un même sens, le Gouvernement a significativement augmenté le crédit d'impôt « Bëllegen Akt » pour l'année 2024 et le montant des intérêts fiscalement déductibles. Toutes ces mesures ont un effet direct sur la capacité de remboursement des ménages et donc facilitent l'octroi des prêts.

**Vols de véhicule** | Question **0233** (25/01/2024) de **M. André Bauler** (DP)

Ces derniers temps, le nombre de vols de voitures automobiles et d'autres véhicules semble aller croissant.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quelles sont les marques de voitures les plus visées par les vols en question ?

2) Quelles régions du pays connaissent les chiffres d'incidents de vol les plus intensifs ?

3) Combien de voitures automobiles sont actuellement portées disparues au Grand-Duché ? Quelles marques et modèles sont les plus visés ?

4) Outre les voitures automobiles, est-ce que des véhicules destinés à des travaux de construction ou d'agriculture sont également volés ?

**Réponse** (23/02/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Le tableau suivant reprend les marques de voitures les plus volées au Luxembourg pour la période de 2019 à 2023.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2) Le tableau suivant renseigne les communes les plus impactées par des vols de voitures entre 2019 et 2023.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3) Le tableau ci-dessous renseigne le nombre de tentatives de vols et de vols consommés qui ont été commis au cours de la période 2019 à 2023. Il n'est toutefois pas possible d'indiquer combien, parmi ces voitures, sont actuellement encore disparues.

En ce qui concerne les marques exactes, nous renvoyons à la réponse à la première question. Par rapport aux modèles, la granularité est tellement fine qu'une énumération détaillée ne serait pas représentative.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 4) Le tableau ci-dessous renseigne le nombre de ces vols pour la période de 2019 à 2023.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Droit à la retraite des personnes en situation de handicap** | Question **0234** (25/01/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Il est généralement reconnu que la loi du 12 septembre 2003 ayant octroyé aux personnes handicapées un statut de travailleur handicapé a représenté un changement positif dans le statut de ces personnes. En effet, ces personnes étaient auparavant souvent rémunérées pour leur travail, pendant des périodes plus ou moins longues, via le régime RMG. La cotisation pour la pension n'avait donc pas lieu d'office, et pas toutes les personnes handicapées en étaient bien informées ou avaient des employeurs suffisamment prévoyants.

Cette disposition passée fait qu'à l'heure actuelle, il existe un certain nombre de travailleurs handicapés qui ont atteint l'âge de la retraite ou de la préretraite, qui souhaiteraient la prendre après 40 années de travail ininterrompu, et qui n'ont pas le droit de la prendre : des périodes de cotisations leur manquent en raison de leur ancien statut.

Eu égard au fait que c'est seulement en 2003 que les salariés handicapés ont eu droit au statut de salariés à part entière ; eu égard également au fait que le Luxembourg a signé, le 30 mars 2007, la Convention des Nations Unies relative aux droits de personnes handicapées du 13 décembre 2006 et l'a approuvée par la loi du 28 juillet 2011, où il est écrit que « afin de promouvoir l'égalité et d'éliminer la discrimination, les États Parties prennent toutes les mesures appropriées pour faire en sorte que des aménagements raisonnables soient apportés » et que « les mesures spécifiques qui sont nécessaires pour accélérer ou assurer l'égalité de facto des personnes handicapées ne constituent pas une discrimination au sens de la présente Convention », je souhaiterais une réponse aux questions suivantes de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale, de Monsieur le Ministre de la Famille, et de Monsieur le Ministre du Travail :

1) Combien de personnes handicapées travaillent au Luxembourg depuis 40 ans ou plus (si l'on prend en compte leurs années sous le régime RMG) sans avoir le droit de prendre ni leur retraite ni leur préretraite ? Et combien se retrouveront dans la même situation dans les années à venir ?

2) Les ministres reconnaissent-ils que cette situation des personnes handicapées ayant travaillé depuis plus de 40 ans sans pouvoir prendre leur retraite est une injustice, due à une ancienne situation abolie à juste titre en 2003 ?

3) Vont-ils se concerter et chercher à y remédier ?

**Réponse** (26/02/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1) Les données enregistrées dans le cadre de l'affiliation à la sécurité sociale ne permettent pas de déterminer le nombre de personnes handicapées travaillant au Luxembourg. En effet leur statut de « travailleur » au sein d'un atelier protégé a seulement été créé par la loi du 12 septembre 2003. Pour les années 2003 à 2024 les services du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale sont en train d'analyser si les enregistrements permettent de distinguer les travailleurs ayant le statut « handicapé » de ceux qui ne bénéficient pas de ce statut.

ad 2) et 3) Les périodes travaillées sous un statut autre que celui mis en place par la loi précitée, sont comptées comme périodes au sens de l'article 172 du Code de la sécurité sociale et permettent donc de parfaire le stage pour pouvoir bénéficier d'une pension anticipée à partir de l'âge de 60 ans. L'extrait y relatif est libellé comme suit : « les périodes précédant celles au titre de l'article 171, alinéa 1er, sous 17) pendant lesquelles le travailleur handicapé au sens de l'article 1er de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées n'a pas pu être occupé, pour des raisons indépendantes de sa volonté, dans un atelier protégé ainsi que les périodes se situant avant l'entrée en vigueur de cette loi au cours desquelles l'intéressé était, après l'âge de 18 ans par suite d'infirmités physiques ou intellectuelles, hors d'état de gagner sa vie ».

L'accord de coalition prévoit que « Le Gouvernement analysera la possibilité de parfaire les périodes de stage pour la pension vieillesse des personnes handicapées occupées dans un atelier protégé avant l'âge de 18 ans avant la mise en vigueur de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées » de sorte que les ministres concernés se concerteront sous peu pour transposer la volonté exprimée dans l'accord de coalition.

**Cadeau de fin d'année pour les collaborateurs du CGDIS** | Question **0235** (25/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Mir ass zougedroe ginn, dass de CGDIS senge Mataarbechter fir d'Feierdeeg ee klenge Kaddo gemaach huet. Souwuel déi technesch Mataarbechter wéi och d'Beruffspompjeeë kruten esou ee Kaddo. Mee déi fräiwëlleg Pompjeeë goufen hei scheinbar vergiess.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Kruten déi fräiwëlleg Pompjeeën ee Kaddo um Enn vum leschte Joer geschenkt? Falls jo, wat war dat? Falls nee, firwat net?
2. Wéi vill Kaddoe goufen insgesamt bei dem CGDIS verdeelt?

**Réponse** (26/02/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

De CGDIS ass en autonomen Établissement public, virun allem am Beräich vum Personal. Als Inneminister steet et mir net zou, mech an d'Modalitéite vun der Personalpolitick vum CGDIS anzemëschen.

**Agréments des structures pour personnes âgées** | Question urgente **0389** (23/02/2024) de **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

Ewéi aus engem Bréif vum Familljeministère un déi verschidde Gestionnairen a Chargés de direction des services pour personnes âgées vum 15. Februar 2024 ervirgeet, mussen déi verschidde Strukturen, Centren a Servicer hir Agremente mat deem neie Qualitéitsgesetz, dat den 1. Mäerz 2024 a Kraaft trëtt (Loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées) renouveléieren, dës wieren awer just nëmmen 1 Joer gëlteg:

„La mise en vigueur des nouvelles dispositions de la loi entraînera la nécessité de renouveler les agréments actuellement en vigueur, via de nouveaux arrêtés ministériels prenant effet au 1er mars 2024. Ces agréments seront ainsi conditionnés pour une durée limitée d'une année jusqu'au 1er mars 2025."

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil stellen:

– Aus wéi engem Grond mussen déi bestoend Agremente vun den diverse Gestionnairen elo erneiert ginn?

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

– Firwat ass den Agrement vun deene jeeweilege Strukturen, Centren a Servicer, mat deem neie Qualitéitsgesetz, nëmmen ee Joer gëlteg?

– Géif et net Sënn maachen, wann d'Agremente méi laang gëlteg wieren?

– Am Bréif ass des Weideren erauszeliesen:

„À l'issue des contrôles d'agrément et selon les conclusions du rapport d'agrément et si toutes les dispositions de la loi sont respectées, l'agrément conditionné et limité d'une année pourra faire l'objet d'une modification."

• Kann d'Regierung confirméieren, dass dëst sech op d'Verlängere vum Agrement bezitt?
• Wa jo, wéi laang gëtt en an deem Fall verlängert?

**Réponse** (26/02/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Am Kader vum neie Qualitéitsgesetz fir Servicer fir eeler Leit, dat den 1. Mäerz 2024 a Kraaft trëtt, ginn effektiv d'Agremente vun de concernéierte bestoende Servicer fir eeler Leit erneiert.

Dëst net nëmmen, well dat neit Qualitéitsgesetz d'Denominatioune vu verschiddene Servicer ëmännert, mee och, well den Agrementsdossier neie Critèrë muss entspriechen. Am deem vun Iech ernimmte Courrier vum 15. Februar 2024 ginn d'Gestionnairen dofir gebieden, hiren Agrementsdossier ze aktualiséieren no de Bestëmmunge vum neie Gesetz.

Déi erneiert Agremente vun de bestoende Servicer, déi en vigueur wäerte sinn ab dem 1. Mäerz 2024, ginn all konditionéiert a si limitéiert an der Zäit op 1 Joer. Eréischt nodeems de Ministère déi jeeweileg Agrementsdossiere receptionéiert huet, d'Analysen dovu stattfonnt hunn, an den Agrementsdossier fir komplett deklaréiert ginn ass, gëtt ee Contrôle sur place vun de Beamte vum Ministère realiséiert.

Wann no dësem Contrôle sur place eng Bestëmmung net sollt erfëllt sinn, kann den Agrement nach eng Kéier op bestëmmten Zäit verlängert gi mat enger Opfuerderung, sech ze conforméieren zum neie Gesetz. Wann no dësem Contrôle sur place all Bestëmmunge vum neie Qualitéitsgesetz erfëllt sinn, ka fir dee jeeweilege Service fir eeler Leit den Agrement verlängert ginn an op onbestëmmten Zäit ausgestallt ginn. Esou kënne mir als Ministère sécherstellen, datt all déi nei Bestëmmunge vum neie Gesetz och an der Realitéit bei den eelere Leit ukommen a fir eng Qualitéit fir d'Servicer fir eeler Leit suergen.

**Directive sur la chaîne d'approvisionnement** | Question urgente **0437** (07/03/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wéi den däitsche „Spiegel" mellt, sollen Ännerungen un der Liwwerketten-Direktiv proposéiert gi sinn. Déi nei Propositioun, déi de „Spiegel" kritt huet, enthält däitlech Verännerungen. D'Direktiv soll net méi fir Firme mat méi wéi 500 Mataarbechter an engem Ëmsaz vun 150 Milliounen Euro gëllen, mee nëmme fir Firme mat 1.000 Mataarbechter an engem Ëmsaz vun 300 Milliounen Euro. D'Propositioun huet och d'Fro vun der Zivillverantwortung opgeweecht an d'Risikosecteuren als Kategorie geläscht. Och sollen d'Liwwerkette just nach kontrolléiert ginn, wann et sech ëm Fournisseuren handelt, déi direkt oder am Optrag vun der Entreprise handelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Kann de Minister dës Ännerungsvirschléi confirméieren?

2. Wann e Freiden nach eng Kéier sollt am COREPER oder Niveau vun de Wirtschaftministere gefrot ginn, wéi Lëtzebuerg wéilt ofstëmmen, wat wäert Lëtzebuerg da soen?

**Réponse** (11/03/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

D'Regierung deelt d'Ziler vun der geplangter Liwwerketten-Direktiv an hëlt aktiv un de lafende Verhandlungen deel, fir e konsensfäegen Text auszeschaffen. Den 8.Mäerz huet heizou keng Ofstëmmung am COREPER stattfonnt.

**Directive sur la chaîne d'approvisionnement** | Question urgente **0438** (07/03/2024) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

Selon les dernières évolutions du projet de directive relative à la diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises (CSDDD), un nouveau texte de compromis figure à l'ordre du jour de la réunion du COREPER I le 8 mars 2024. Avec le nouveau texte proposé le champ d'application serait réduit aux entreprises avec au moins 1.000 employés et un chiffre d'affaires annuel d'au moins 300 millions euros.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Madame la Ministre de la Justice :

– Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois sur le nouveau texte de la CSDDD et quels sont les éléments déterminants de la position gouvernementale ?

– Comment le Gouvernement prévoit-il de voter au COREPER I du 8 mars 2024 sur la CSDDD ?

**Réponse** (12/03/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Le Gouvernement partage les objectifs de la proposition de directive relative au devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité et contribue activement aux négociations en cours.

Ce point n'a pas figuré à l'ordre du jour du COREPER en date du 8 mars 2024.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

**Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis**

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

**Ech abonéiere mech:**

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

**Ech desabonéiere mech:**

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen


Actualité parlementaire p. 03-07

Nouvelles lois p. 08-09

Séances publiques nos 14 et 15 p. 09-65

Questions au Gouvernement p. 66-99



2023-2028

n° 7




# Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-07

Nouvelles lois ..... p. 08-09

Séances publiques ..... p. 09-65

14e séance du mardi 12 mars 2024 p. 09-43

15e séance du jeudi 14 mars 2024 p. 43-65

Questions au Gouvernement ..... p. 66-99

# Chambre des Députés

## Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

**Concept et layout :**
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

**Impression :**
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**
08/04/2024

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Visite du Premier Ministre ukrainien

# « Je crois en la résistance ukrainienne »



*De gauche à droite : M. Gusty Graas, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre, M. Denys Schmyhal, Premier Ministre de l'Ukraine, et M. Claude Wiseler, Président de la Chambre*

Le Premier Ministre ukrainien, M. Denys Schmyhal, a effectué une visite officielle au Grand-Duché de Luxembourg le 19 mars 2024. À cette occasion, il a été reçu par M. Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés, en présence de M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre, et M. Gusty Graas, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région. « Un cessez-le-feu ne sera que l'occasion pour la Russie de se réarmer pour poursuivre sa guerre contre l'Ukraine. Il faut l'obliger à arrêter la guerre », a affirmé M. Schmyhal lors de l'entrevue à la Chambre des Députés.

« Notre soutien à votre résistance a été et sera sans faille. Que pouvons-nous désormais faire pour vous soutenir ? » C'est en essence la question qu'a posée le Président de la Chambre au Premier Ministre ukrainien.

**Pour les Ukrainiens, il s'agit de s'opposer à la Russie symboliquement, militairement et sur le plan économique**

M. Schmyhal, tout en affirmant que le Luxembourg avait fait jusqu'à présent tout ce qui était en son pouvoir pour soutenir la cause ukrainienne, que ce soit au niveau de la livraison de matériel ou par des actes comme la reconnaissance de l'Holodomor par la Chambre des Députés, a évoqué ce qui lui semblait nécessaire pour l'avenir.

Les besoins sont de nature différente : lutter contre les symboles de l'invasion russe, soutenir les propositions diplomatiques du Président ukrainien, M. Volodymyr Zelensky, ou prêter assistance pour l'obtention de pièces d'artillerie et de matériel pour pouvoir attaquer les lignes d'approvisionnement russes ainsi que pour l'utilisation des avoirs gelés de la Russie pour rendre possible la reconstruction de l'Ukraine. Le soutien à l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne après la guerre a également été évoqué.

# Interview : Deux questions à M. Claude Wiseler

**Quel était le message que souhaitait faire passer Denys Shmyhal ?**

M. Wiseler : Le message était très clair : que nous poursuivions notre soutien de ces derniers mois et années. Je crois que les Ukrainiens nous ont clairement dit qu'ils apprécient que le Luxembourg les soutienne depuis tout ce temps sur des plans très différents, que ce soit militairement, financièrement ou en termes humanitaires. Et bien sûr, cette guerre dure maintenant depuis plus longtemps qu'on ne le pensait et elle continue. Il est important que nous, que ce soit le Gouvernement ou le Parlement, continuions à apporter ce soutien au cours des prochains mois.

Nous leur avons dit que nous allions nous engager pour cela en tant que Parlement. Il y a toute une série de motions qui ont déjà été adoptées, la dernière il y a quelques jours, dans lesquelles notre solidarité est exprimée de façon claire et nette, et cela est très important pour eux.

**Vous avez affirmé que vous doutiez de la résistance de l'Ukraine au début. Avez-vous changé d'avis ?**

M. Wiseler : Je suis convaincu du contraire. En effet, lors des premiers jours de la guerre, j'ai douté du fait que l'Ukraine puisse résister longtemps. Mais les Ukrainiens ont prouvé le contraire avec un extrême courage et beaucoup d'héroïsme, soutenus bien sûr avec des armes et de l'aide qu'ils ont obtenues. Mais ce sont leurs gens qu'ils ont envoyés combattre. Et ils ont résisté à la Russie.

Je trouve cela très admirable. Ils s'engagent évidemment pour l'Ukraine, mais au-delà de cela, aussi pour nos valeurs et la manière dont nous vivons, d'une part, et d'autre part, nous savons que si M. Poutine gagne cette guerre, cela ne sera pas la fin.

Cela risque de continuer, et c'est pour cela qu'il est important que dans les prochaines semaines, les prochains mois et les prochaines années, s'il le faut, nous continuions à les soutenir.

# Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



*... S. E. Mme Barbara Sušnik, Ambassadrice de la République de Slovénie*



*... S. E. Mme Idit Rosenzweig-Abu, Ambassadrice d'Israël*



*... S. E. Mme Dr Karin Proidl, Ambassadrice d'Autriche*

Visite de trois dignitaires caboverdiens

# Le Cabo Verde, « véritablement un partenaire privilégié »



*La Commission de partenariat du Cabo Verde a été reçue à la Chambre des Députés pour un échange avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes.*

La visite de trois ministres caboverdiens le 15 mars 2024 à la Chambre des Députés était l'occasion pour souligner le caractère exceptionnel des relations qui lient les deux pays, marquées par une politique de coopération tournée vers le climat et l'énergie et l'importante communauté caboverdienne au Grand-Duché.

Pour le Cabo Verde, le Luxembourg est « le partenaire de première ligne, toujours présent, très pragmatique, efficace, avec une vision sur le long terme ». Voilà le message clé des trois ministres caboverdiens lors d'un échange de vues avec les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région. Les trois membres du Gouvernement caboverdien – M. Rui Alberto de Figueiredo Soares, Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration régionale, M. Gilberto Silva, Ministre de l'Agriculture et de l'Environnement, et M. Alexandre Monteiro, Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Énergie – forment la Commission de partenariat de leur pays.

Le partenariat de coopération, en place depuis plus de trente ans, se diversifie en mettant l'accent sur le climat et l'énergie. « Vous êtes véritablement un partenaire privilégié », a affirmé le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler.

### « Une entente approfondie »

Interrogés par les députés sur l'évolution des projets soutenus par le Luxembourg, les ministres ont témoigné de la situation sur place. Ils ont entre autres évoqué un des projets emblématiques concernant le traitement des eaux qui fait du Cabo Verde le premier pays d'Afrique disposant d'un plan d'assainissement des eaux, et ce sur des îles où l'accès à l'eau potable n'était souvent pas garanti. Des projets concernant l'hydrogène ont également été mentionnés.

Pour ce qui est du partage des valeurs et d'un positionnement clair concernant les différents conflits dans le monde entier, « nous avons une entente approfondie », a encore expliqué M. Wiseler. Au Président de la Chambre de constater que la communauté caboverdienne au Luxembourg – la quatrième communauté étrangère au Grand-Duché – est bien intégrée. Les députés se sont renseignés sur le rôle de la diaspora, qui reste très attachée à son pays d'origine. Le défi consiste, selon les ministres caboverdiens, à la faire participer davantage au développement du pays.

# Retransmission de cinq commissions parlementaires sur le site chd.lu

À partir du 15 avril 2024, cinq commissions parlementaires seront retransmises en direct en streaming sur le site public de la Chambre des Députés chd.lu. Les vidéos des réunions seront également disponibles en replay via chd.lu.

Pendant cette phase de test, à la suite de laquelle une évaluation sera opérée, les réunions des commissions parlementaires suivantes seront publiques :

– Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture ;

– Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire ;

– Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité ;

– Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ;

– Commission des Médias et des Communications.

Cette décision fait partie d'un ensemble de réformes du travail parlementaire annoncées par le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler. Elles s'inscrivent dans sa volonté d'augmenter l'attractivité de la Chambre : « Il est important de rendre le travail parlementaire plus transparent en le rendant plus accessible. »



*Pour la retransmission des réunions de commissions, une salle a été équipée de trois caméras.*

Présentation du rapport annuel 2022 de l'Ombudsman

# Un nombre record de réclamations pour l'Ombudsman en 2022



*Mme Claudia Monti a présenté le rapport d'activité relatif à l'année 2022 devant les membres de toutes les commissions parlementaires.*

1.247 réclamations ont été introduites en 2022 par des citoyens estimant que leur dossier n'a pas été traité convenablement par les administrations de l'État ou des communes. « L'Ombudsman n'a jamais été autant sollicité », a expliqué Mme Claudia Monti le 11 mars 2024 lors de la présentation du rapport d'activité de l'Ombudsman relatif à l'année 2022 devant toutes les commissions parlementaires.

Le nombre record s'explique par différents facteurs, selon Mme Monti. Au bout de 20 ans d'activité, les citoyens sont de mieux en mieux informés sur l'existence et le travail effectué par l'Ombudsman. Mme Monti s'est félicitée d'une avancée qui fait que dans les courriers officiels envoyés par plusieurs administrations, l'Ombudsman est désormais expressément évoqué pour guider les citoyens en cas de contentieux. Cette démarche fait du Luxembourg un précurseur par rapport à l'approche pratiquée dans les pays voisins. Entre 2018 et 2021, le nombre de réclamations reçues vacillait entre 900 et 1.000 par an. Il est à noter que 186 des 1.247 réclamations reçues en 2022 étaient non recevables.

### Une recommandation concernant le regroupement familial

Mme Monti a exposé une panoplie de cas de litiges aux députés. Ils concernent de nombreux domaines, comme les ministères des affaires étrangères, du travail, de la famille, de la sécurité sociale ou encore du logement, donc « tous les domaines dans lesquels les personnes sont les plus vulnérables », a expliqué Mme Monti.

L'Ombudsman a publié une recommandation concernant « un revirement de la pratique administrative en défaveur de l'administré en matière de regroupement familial ». Concrètement, il s'agit du fait que les autorités n'ont plus accordé le regroupement familial aux mineurs sous tutelle comme des neveux ou des nièces d'une personne ayant obtenu un titre de séjour, une pratique apparue en 2021, selon Mme Monti, et qui va à l'encontre de l'intérêt supérieur de l'enfant.

### « Interpréter la loi en faveur du requérant »

Pour ce qui est du ressort des communes, un contentieux récurrent concerne l'inscription dans le registre communal et des cas de refus d'attribution. Une personne sans adresse n'existe pas aux yeux des administrations, mais dans ces cas, certaines communes appliquent des critères différents par rapport à d'autres pour statuer sur cette inscription, a relaté Mme Monti.

Même si les réponses reçues ou les délais de réponses ne sont pas toujours satisfaisants, que des administrations se renvoient la balle entre elles, Mme Monti a salué la collaboration avec les différentes administrations. « Les collaborateurs comprennent que l'Ombudsman n'est pas l'avocat du citoyen, mais un médiateur qui cherche une solution. Souvent, l'Ombudsman met le doigt sur un problème récurrent, qui s'explique souvent par un manque de moyens ou de personnel », a-t-elle ajouté. Et de lancer un plaidoyer : « Ce n'est pas nécessaire de changer beaucoup de lois. Souvent la loi donne la possibilité de l'interpréter en faveur d'un requérant. Mais pour ceci, il faut arrêter de penser que tous les citoyens essaient de frauder. »

### Une analyse en commission parlementaire et un débat en séance plénière

Les différentes doléances évoquées dans le rapport 2022 seront désormais analysées par les différentes commissions parlementaires compétentes, qui par la suite élaboreront une prise de position. Le rapport des députés sera ensuite débattu en séance plénière.

La présentation du rapport d'activité relatif à l'année 2023 est prévue pour le 10 juin 2024.

**Retrouvez le rapport annuel 2022 de l'Ombudsman en scannant le code QR suivant :**

# Pairing Scheme : échanges thématiques entre chercheurs et participants parlementaires

Coorganisé par la Cellule scientifique de la Chambre des Députés et le Fonds national de la recherche (FNR), le Pairing Scheme vise à promouvoir l'échange de perspectives scientifiques et politiques afin de favoriser une meilleure compréhension mutuelle et appuyer des actions politiques basées sur des données scientifiques robustes.

Pour l'édition 2024 du Pairing Scheme, un nouveau concept a été mis en place, articulé autour de trois étapes majeures :

– Le Pairing Café, qui s'est tenu le 8 mars 2024, a permis des discussions thématiques entre les chercheurs et les participants de la Chambre des Députés.

– À partir du mois de mai, des chercheurs et des membres de la Cellule scientifique travailleront ensemble à la rédaction de documents de recherche scientifique, dont la publication est prévue pour la fin de l'année 2024.

– Enfin, une conférence publique sera organisée début 2025 pour présenter les documents de recherche publiés.

Lors du Pairing Café, des échanges informels d'environ 30 minutes ont eu lieu autour de tables thématiques réunissant trois à quatre chercheurs et deux à cinq députés, collaborateurs des groupes et sensibilités politiques ou membres de l'Administration parlementaire.

En plus des membres du comité d'organisation et des chercheurs, un total de 37 personnes a participé au Pairing Café. Bien qu'une trentaine de chercheurs aient répondu à l'appel lancé par le FNR, le comité d'organisation n'a sélectionné que 17 chercheurs multidisciplinaires, mettant ainsi en lumière les différentes dimensions d'une problématique scientifique intéressant la société luxembourgeoise.

Les thématiques suivantes ont été sélectionnées à la suite d'un sondage auprès des députés :

– l'intensification de la pauvreté au Luxembourg et l'évolution du marché du travail ;

– la crise du logement au Luxembourg ainsi que les évolutions et défis démographiques ;

– les enjeux environnementaux auxquels le Luxembourg est confronté ;

– les défis de l'enseignement public scolaire et universitaire face aux changements sociétaux ;

– les enjeux de santé au Luxembourg.

Le vote pour les questions de recherche à traiter sous forme de documents de recherche (étape 2 du Pairing Scheme) se déroulera dans les semaines à venir.



*Le Pairing Café, nouveau concept mis en place dans le cadre du Pairing Scheme, a permis des discussions thématiques entre des chercheurs et des participants de la Chambre des Députés.*

Visite de Handicap International à la Chambre des Députés

# « Vous avez l'oreille du Parlement »



*La visite de Handicap International à la Chambre des Députés est désormais une tradition annuelle, au cours de laquelle les députés ont l'occasion de se renseigner sur les activités de l'ONG.*

Une délégation de l'organisation non gouvernementale Handicap International a été reçue le 11 mars 2024 à la Chambre des Députés pour un entretien avec le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, M. Gusty Graas.

Les deux députés ont interrogé les représentants d'Handicap International sur un ensemble de sujets. Ils se sont notamment intéressés à la façon dont l'organisation est structurée, mais aussi aux missions de l'ONG, notamment les opérations de déminage en Ukraine ou encore les activités dans la bande de Gaza dans le cadre du conflit au Moyen-Orient.

Les représentants d'Handicap International ont décrit en détail les opérations auxquelles l'ONG prend part, parlant notamment d'un « mode urgence absolue » au sujet de la situation dans la bande de Gaza et décrivant des conditions de travail extrêmement difficiles pour leurs membres actifs sur le terrain, soumis « aux mêmes contraintes » que la population : trouver de l'eau et de la nourriture.

Le Président de la Chambre des Députés a souligné toute l'importance qu'il accordait à l'engagement d'Handicap International, rappelant les progrès historiques réalisés par l'ONG, notamment dans la lutte contre les mines antipersonnel. M. Wiseler a également déclaré que le Parlement luxembourgeois est à l'écoute de l'ONG et a affirmé que ce dernier se tiendrait à ses côtés lorsqu'elle en aurait besoin. Le Président a encore soutenu que « la Chambre peut jouer un rôle diplomatique différent de celui du Gouvernement, avec une parole moins contrainte et représentant plus largement la population luxembourgeoise ».

Les représentants d'Handicap International ont relevé que le Luxembourg continuait à avoir un poids diplomatique important sur la scène internationale malgré sa taille et qu'ils ne manqueront pas de solliciter l'appui du Parlement lorsque le besoin s'en fera sentir.

Entrevue avec des représentants du Jugendrot

# Faire entendre la voix des jeunes lors des grands débats

Parlement des jeunes, Convention des jeunes ou l'engagement pour l'éducation à la citoyenneté et la participation citoyenne – le Parlement luxembourgeois s'engage depuis longtemps aux côtés de ces organisations des jeunes.

Lors d'une entrevue le 14 mars 2024 avec des représentants de la Conférence générale de la jeunesse du Luxembourg (CGJL, également connue sous le nom de « Jugendrot »), qui est l'organisation parapluie des organisations de jeunesse au Luxembourg, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a évoqué des pistes pour impliquer davantage l'avis des jeunes dans la vie parlementaire.

« Le Parlement doit garantir que toutes les parties prenantes puissent s'exprimer sur les grands défis de notre société. Le travail parlementaire doit respecter son aspect consultatif », a affirmé M. Wiseler lors de l'entrevue avec les représentants du Jugendrot.

Dans cette lignée l'avis des jeunes devrait être davantage associé au travail parlementaire sur les grands sujets comme le logement ou l'avenir des pensions, et ce de manière systématique.

Le Président de la Chambre a évoqué plusieurs pistes pour que les jeunes puissent faire entendre leur voix : à travers des prises de position ou des échanges avec le Jugendrot ou lors des débats de consultation ou d'orientation organisés à la Chambre.

En plus de cet aspect politique, la Chambre des Députés donne depuis longtemps la parole aux jeunes à l'occasion de différents événements coorganisés avec le Jugendrot. Une session plénière annuelle du Parlement des jeunes permet ainsi aux jeunes de discuter de leurs résolutions lors d'une audition devant les députés.

Lors du Jugendkonvent (Convention des jeunes), organisé tous les ans depuis 18 ans, les jeunes entre 13 et 30 ans peuvent participer à une journée de réflexion et d'échanges politiques qui aboutit à un échange de vues avec les députés en salle plénière.

La Chambre participe également à un rallye citoyen qui permet aux élèves de découvrir les acteurs clés de la vie démocratique du pays.

Ces événements s'inscrivent dans la promotion de la participation démocratique.

« L'éducation à la citoyenneté fait partie des missions clés du Parlement », a rappelé M. Wiseler lors de l'entrevue avec les représentants du Jugendrot. La Chambre s'engage en effet à différents niveaux et en coopération avec ses partenaires, comme le Zentrum fir politesch Bildung (ZpB), pour l'éducation à la citoyenneté.



*De gauche à droite : MM. Harry Lamamra et Liam Bremer, Secrétaire général et Président du Jugendrot, M. Claude Wiseler, Président de la Chambre, et M. Mike de Waha, Directeur du Jugendrot*

Recherche scientifique au Parlement

# Les restrictions à la diffusion de certains médias russes dans l'Union européenne et le respect de la liberté d'expression au Luxembourg

En réponse à l'agression de l'Ukraine par la Russie en février 2022, l'Union européenne a renforcé les mesures restrictives individuelles et économiques prises à l'égard de la Russie depuis 2014. Parmi ces mesures figure l'interdiction de diffusion de certains médias russes, notamment Sputnik et RT (Russia Today) et leurs filiales, afin de lutter contre la propagande et la désinformation réalisées à travers ces médias sous le contrôle direct ou indirect des autorités étatiques russes.

Ces mesures viennent restreindre la liberté d'expression, plus précisément la liberté de communiquer des informations et des idées, et le droit corollaire pour le public d'y avoir accès.

La liberté d'expression est protégée au Luxembourg non seulement par la Constitution et par la loi, mais aussi par des instruments internationaux comme la Convention européenne des droits de l'homme et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Se pose alors la question de la conformité de ces restrictions, prises par la voie du règlement (UE) modifié n° 833/2014 du Conseil du 31 juillet 2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, à la liberté d'expression telle qu'elle est protégée au Luxembourg.

Cette question ne peut être abordée sans le rappel, au préalable, de la règle de la primauté du droit international et du droit de l'Union européenne sur l'ensemble du droit national, y compris la Constitution. Cette règle « radicale » n'est pas expressément consacrée par la Constitution, mais son existence fait l'objet d'un consensus politique, jurisprudentiel et doctrinal au Luxembourg.

Il en résulte qu'un règlement de l'Union européenne, quand bien même serait-il contraire à la Constitution, doit primer sur les dispositions constitutionnelles, y compris l'article 23 de la Constitution consacrant la liberté d'expression.

Cela étant, la mise en œuvre du règlement (UE) modifié n° 833/2014 du Conseil du 31 juillet 2014 ne constitue pas nécessairement une violation de la liberté d'expression telle qu'elle est protégée au Luxembourg.

La liberté d'expression est un des droits les plus précieux de l'homme et un des fondements de notre société démocratique. Elle vaut non seulement pour les informations ou idées accueillies avec faveur ou considérées comme inoffensives ou indifférentes, mais aussi pour celles qui heurtent, choquent ou inquiètent. Par ailleurs, le pluralisme des sources d'information permet au citoyen de choisir entre les différents messages communiqués et, à partir de ces expressions multiples, de former son propre jugement et d'enrichir sa personnalité.

Les journalistes, et plus largement les médias, jouent un rôle essentiel de « chien de garde » de la démocratie. À ce titre, ils jouissent d'une protection renforcée dans l'exercice de leur liberté d'expression. Ils sont néanmoins tenus à l'exercice d'un journalisme responsable, de bonne foi, dans le respect de l'éthique et la déontologie journalistiques.

La liberté d'expression, y compris celle des journalistes, n'est pas absolue. Elle peut être sanctionnée mais aussi limitée, notamment par l'adoption de mesures préventives comme l'interdiction de la publication ou de la diffusion d'une information.

Ces limitations, restrictions ou ingérences à la liberté d'expression sont licites dans la mesure où elles respectent certaines conditions. Ces conditions sont prévues en des termes similaires par la Constitution luxembourgeoise, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et la Convention européenne des droits de l'homme. Les restrictions sont licites si elles sont prévues par la loi, elles préservent l'essence de la liberté d'expression, elles poursuivent un but légitime d'intérêt général ou de protection des droits et libertés d'autrui, elles sont nécessaires et proportionnées à la poursuite de cet objectif.

Le Tribunal de l'Union européenne a été saisi, par un des médias russes affectés par les restrictions à la diffusion, d'une requête en annulation des actes restrictifs en question, en ce qu'ils porteraient atteinte à la liberté d'expression telle que consacrée par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Par un arrêt RT France contre Conseil de l'Union européenne du 27 juillet 2022, le Tribunal a rejeté toute violation de la liberté d'expression. Ces mesures, visant notamment à préserver l'Union et les États membres de toute campagne de déstabilisation par l'intermédiaire des médias contrôlés par la Russie, n'ont pas été annulées.

En conclusion, compte tenu de la primauté du droit international et du droit de l'Union européenne sur l'ensemble du droit national, mais également eu égard à la protection cohérente et intégrée de la liberté d'expression au Luxembourg, nous pouvons retenir que les restrictions imposées par l'Union européenne quant à la diffusion de médias russes sont conformes à la liberté d'expression telle qu'elle est protégée au Luxembourg.

***Note de recherche scientifique par M. Marty, « Les restrictions à la diffusion de certains médias russes dans l'Union européenne et le respect de la liberté d'expression au Luxembourg »**, Luxembourg, Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 18 janvier 2024.*

**Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :**

# Entrevue mat Vertrieder vum SIL

Vertrieder vun der Organisatioun Scouting in Luxembourg (SIL) haten en Austausch mat Deputéierte vum Groupe interparlementaire du scoutisme. Si hu sech ënnert anerem mat de méi strenge Reegele fir d'Organiséiere vun Evenementer a Bëscher befaasst.



## Aide financière pour les employeurs

**8295 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général**

Le présent projet de loi vise à introduire une aide financière pour des employeurs dont un ou plusieurs salariés suivent une formation professionnelle en cours d'emploi. À cet effet, il porte modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général.

En 2019, le législateur avait introduit la possibilité d'organiser la formation professionnelle de base et la formation professionnelle initiale en cours d'emploi afin de remédier à la pénurie de main d'œuvre dans certains secteurs. Les métiers et les professions éligibles pour une telle formation, ainsi que les conditions d'admission et les modalités de fonctionnement, seraient à définir par voie de règlement grand-ducal.

Actuellement, un projet de règlement grand-ducal à prendre sur base de l'article 42, alinéas 3 et 4, de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, prévoit l'organisation de deux formations en cours d'emploi à partir de l'année scolaire 2023-2024.

Or, sachant que la participation d'un salarié à une formation en cours d'emploi constitue une charge financière pour son employeur à cause de son absence au travail, le présent projet de loi vise à mettre en place un support financier pour les employeurs dont un ou plusieurs salariés suivent une telle formation. Cette aide est accordée uniquement pour les formations relevant du champ d'application de l'article 42 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée et organisées par des organismes énumérés à l'article 16 de cette loi. Par ailleurs, le salarié pour lequel l'aide est demandée doit être majeur et disposer d'un contrat de travail dans le domaine du métier ou de la profession en question.

Les employeurs peuvent bénéficier d'une compensation financière pour chaque heure de formation qui a effectivement eu lieu pendant le temps de travail du salarié, et ceci à hauteur du taux horaire du salaire social minimum pour salariés non qualifiés.

Cette mesure constitue une décharge considérable du coût engendré pour l'employeur, par laquelle le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse entend promouvoir le modèle de la formation professionnelle en cours d'emploi.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 23/08/2023
Rapportrice : Mme Barbara Agostino

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Présidente : Mme Barbara Agostino) :

| | |
|---|---|
| 11/01/2024 | Désignation d'un rapporteur |
| | Présentation du projet de loi |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 18/01/2024 | Adoption d'une série d'amendements parlementaires |
| 23/02/2024 | Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État |
| | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 12/03/2024

## Fonctionnement de l'INFPC

**8313 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue, et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue**

Le présent projet de loi vise à apporter des modifications et des précisions au rôle et aux modalités de fonctionnement de l'Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue (ci-après « INFPC »).

L'INFPC a été créé en 1992 sous le statut d'établissement public et placé sous la tutelle du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, afin de souligner l'importance de la formation professionnelle continue pour le développement économique et social au Luxembourg. Au fil du temps, l'Institut s'est adapté à l'évolution du contexte socio-économique et s'est inscrit dans la construction d'un modèle national d'éducation et de formation tout au long de la vie.

Le présent projet de loi vise à fortifier le rôle de l'INFPC en tant qu'acteur-clé dans la coordination de la formation professionnelle. Ainsi, il est créé une commission consultative au sein de l'INFPC qui est censée rassembler des avis et suggestions de tous les acteurs concernés et d'élaborer par la suite des recommandations en vue de l'adaptation régulière de l'offre de formations continues au Luxembourg.

Par ailleurs, le projet de loi entend mettre en œuvre les recommandations de la Cour des comptes formulées dans son rapport spécial sur les établissements publics de 2015. Premièrement, il est proposé d'adapter les dispositions relatives au conseil d'administration de l'INFPC, concernant notamment son mode de fonctionnement, ses missions, ainsi que la durée du mandat et les jetons de présence attribués à ses membres. Deuxièmement, la composition et le fonctionnement du conseil scientifique de l'INFPC sont actualisés.

Finalement, le projet de loi introduit deux nouvelles fonctions au sein de l'INFPC, celle du Vice-Président du Conseil d'administration et celle du Directeur. Il précise la structure organisationnelle de l'Institut tout en ajoutant un cinquième département, à savoir le département du développement stratégique de la formation professionnelle continue.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 28/09/2023
Rapportrice : Mme Barbara Agostino

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Présidente : Mme Barbara Agostino) :

| | |
|---|---|
| 11/01/2024 | Désignation d'un rapporteur |
| | Présentation du projet de loi |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| | Adoption d'une série d'amendements parlementaires |
| 23/02/2024 | Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État |
| | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 12/03/2024

## Système d'échange de quotas d'émission

**8320 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat**

Le projet a pour objet de modifier la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat, suite aux changements intervenus au niveau européen concernant le système d'échange de quotas d'émission (SEQE).

Ainsi, il transpose en droit national les deux directives suivantes :

– la directive (UE) 2023/958 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 modifiant la directive 2003/87/CE en ce qui concerne la contribution de l'aviation à l'objectif de réduction des émissions dans tous les secteurs de l'économie de l'Union et la mise en œuvre appropriée d'un mécanisme de marché mondial. Cette directive concerne le secteur de l'aviation commerciale. Comme auparavant, le SEQE s'applique aux vols au sein de l'Espace économique européen. Le régime de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale (CORSIA) s'applique aux vols extra-européens à destination et en provenance des pays tiers participant à ce régime. En application du principe de pollueur-payeur, il est prévu que les quotas d'émission gratuits pour le secteur de l'aviation seront progressivement supprimés en 2024 et 2025 et qu'ils feront l'objet d'une mise aux enchères intégrale à partir de 2026 ;

– la directive (UE) 2023/959 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 modifiant la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'Union et la décision (UE) 2015/1814 concernant la création et le fonctionnement d'une réserve de stabilité du marché pour le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre de l'Union. Les changements apportés par cette directive concernent l'inclusion des émissions du secteur du transport maritime, ainsi que la mise en place d'un nouveau SEQE autonome applicable aux secteurs du bâtiment, du transport routier et d'autres secteurs supplémentaires.

En outre, le projet de loi met en œuvre les deux règlements suivants :

– le règlement (UE) 2023/956 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 établissant un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. Ce règlement a comme objet l'établissement du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF), afin d'éviter que les efforts de réduction des émissions de GES consentis par l'UE ne soient neutralisés par une augmentation des émissions en dehors de ses frontières qui résulterait d'une délocalisation de la production vers

des pays tiers ou d'une augmentation des importations de produits à plus haute intensité de carbone. Le MACF vise les secteurs du ciment, de l'électricité, des engrais, du fer, de l'acier, de l'aluminium et de l'hydrogène ; il est conçu pour fonctionner parallèlement au SEQE, dont il est le pendant en ce qui concerne les marchandises importées ;

– le règlement (UE) 2023/957 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 modifiant le règlement (UE) 2015/757 afin de prévoir l'inclusion des activités de transport maritime dans le système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne et la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions d'autres gaz à effet de serre et des émissions d'autres types de navires.

Le projet de loi prévoit également la modification de certaines autres dispositions de la loi précitée du 15 décembre 2020 non liées à la transposition du droit européen, et notamment :

– la modification renforçant le rôle de l'Observatoire de la politique climatique, qui se verra confier la mission d'émettre un avis sur l'avant-projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) ;

– la prolongation d'un mois du délai de l'enquête publique sur l'avant-projet du PNEC, afin de permettre une participation plus large du public ;

– la modification des conditions d'ouverture de comptes au sein du registre SEQE luxembourgeois afin de faire face au nombre croissant de demandes et de réduire le risque de fraude.

Dépôt par Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 05/10/2023
Rapporteur : M. Christophe Hansen

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
(Président : M. Christophe Hansen) :

| | |
|---|---|
| 10/01/2024 | Désignation d'un rapporteur |
| | Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État |
| 07/02/2024 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 14/03/2024

## Publicité foncière en matière de copropriété

**8330A – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété**

Le présent projet de loi prévoit la modification de l'article 4 de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété afin de supprimer le délai de 35 ans prévu pour la mise en conformité des états descriptifs de division des immeubles soumis au statut de la copropriété avant le 1er avril 1989.

L'article 4 de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété impose, en effet, la mise en conformité, dans un certain délai, des états descriptifs de division établis avant le 1er avril 1989, en prescrivant que les actes dressés après cette échéance et ne recourant pas aux nouvelles désignations cadastrales, ne sont plus enregistrés, ni transcrits.

Ce délai, initialement limité à dix ans, a été prolongé entre-temps à 35 ans et vient à échéance le 31 mars 2024, sans avoir porté ses fruits. En effet, sur les quelque 3.350 dossiers initialement visés, moins de 1.900 ont pu être migrés dans le « nouveau régime ». Les raisons à l'origine de l'échec partiel de cette mesure se résument dans des procédures complexes, longues et coûteuses. L'inexistence de documents et de plans appropriés requiert l'unanimité des copropriétaires pour l'introduction éventuelle de nouvelles quotes-parts.

Une nouvelle prorogation du délai n'aurait pas d'effets notables aux yeux de l'administration. Il semble dès lors opportun d'ôter le caractère obligatoire obtenu par le biais d'un délai imparti et de préconiser la suppression dudit délai.

Dépôt du projet de loi 8330 par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 17/10/2023
Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :

| | |
|---|---|
| 19/01/2024 | Désignation d'un rapporteur |
| | Présentation du projet de loi |
| 06/03/2024 | Scission du projet de loi 8330 en deux projets de loi distincts : 8330A et 8330B |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 14/03/2024
Loi du 29 mars 2024
Mémorial A : 2024, n° 133, page 1

# 14e séance

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 10
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Communications** p. 10
   M. Claude Wiseler, Président
3. **Ordre du jour** p. 11
   M. Claude Wiseler, Président | Mme Taina Bofferding
4. **Changement de dénomination d'une commission parlementaire** p. 11
   M. Claude Wiseler, Président
5. **Heure de questions au Gouvernement** p. 11

**Question n° 45 du 12 mars 2024 de M. Jeff Boonen relative aux diagnostics archéologiques prévus dans la loi de la protection du patrimoine en relation avec la construction d'une installation agri-photovoltaïque, adressée à M. le Ministre de la Culture** p. 11
M. Jeff Boonen | M. Eric Thill, Ministre de la Culture

**Question n° 46 du 8 mars 2024 de Mme Taina Bofferding relative à la convention entre le Ministère du Logement et l'ASBL « Mieterschutz Lëtzebuerg », adressée à M. le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire** p. 12
Mme Taina Bofferding | M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

**Question n° 47 du 12 mars 2024 de M. André Bauler relative au rôle du Haut-Commissariat à la protection nationale dans le contexte géopolitique actuel, adressée à M. le Premier ministre** p. 13
M. André Bauler | M. Luc Frieden, Premier ministre

**Question n° 48 du 12 mars 2024 de M. Fernand Kartheiser relative à l'évaluation des carrières dans la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 13
M. Fernand Kartheiser | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

**Question n° 49 du 12 mars 2024 de Mme Octavie Modert relative à l'application de sanctions par l'Inspection du travail et des mines dans le cadre de l'examen médical d'embauche, adressée à M. le Ministre du Travail** p. 13
Mme Octavie Modert | M. Georges Mischo, Ministre du Travail

**Question n° 50 du 12 mars 2024 de Mme Joëlle Welfring relative aux travaux dans le domaine de la protection des eaux décidés lors du « Landwirtschaftsdësch », adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité** p. 14

Mme Joëlle Welfring | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

**Question n° 51 du 12 mars 2024 de M. Gusty Graas relative à l'utilisation inappropriée des numéros d'appel pour les services d'urgence et de secours, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** **p. 15**

M. Gusty Graas | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

**Question n° 52 du 11 mars 2024 de M. Marc Goergen relative à l'action en justice de la CGFP contre le Gouvernement, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique** **p. 15**

M. Marc Goergen | M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

**Question n° 53 du 12 mars 2024 de Mme Diane Adehm relative au Science Center Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse** **p. 16**

Mme Diane Adehm | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

**Question n° 54 du 12 mars 2024 de M. David Wagner relative au courrier de la Procureure d'État au sujet de la mobilisation de la police judiciaire dans le cadre de la répression de la mendicité, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**Question n° 55 du 11 mars 2024 de M. Dan Biancalana relative au courrier de la Procureure d'État au sujet de la mobilisation de la police judiciaire dans le cadre de la répression de la mendicité, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** **p. 16**

M. David Wagner | M. Dan Biancalana | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

**Question n° 56 du 8 mars 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative aux « Nicotine pouches », adressée à M. le Ministre des Finances** **p. 17**

M. Mars Di Bartolomeo | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

**Question n° 57 du 12 mars 2024 de M. Gérard Schockmel relative à l'obligation d'indemnisation des stages obligatoires conventionnés dépassant la durée de quatre semaines, adressée à M. le Ministre du Travail** **p. 18**

M. Gérard Schockmel | M. Georges Mischo, Ministre du Travail

6. **8295 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général** **p. 18**

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse : Mme Barbara Agostino

Discussion générale : M. Paul Galles | Mme Francine Closener | M. Fred Keup | M. Meris Sehovic | M. Ben Polidori

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8295 et dispense du second vote constitutionnel

7. **8313 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er décembre 1992 portant**

**1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue, et**

**2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue** **p. 20**

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse : Mme Barbara Agostino

Discussion générale : M. Jeff Boonen | Mme Francine Closener | M. Fred Keup | M. Meris Sehovic | M. Ben Polidori

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8313 et dispense du second vote constitutionnel

8. **Interpellation de M. François Bausch sur les mesures pour contrer la crise du logement** **p. 22**

Exposé : M. François Bausch (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) (dépôt de la motion 1)

Débat : M. Alex Donnersbach (interventions de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, et M. Mars Di Bartolomeo) (dépôt de la motion 2) | M. Gilles Baum | Mme Taina Bofferding | Mme Alexandra Schoos | M. Marc Goergen (dépôt des motions 3 à 5) | M. David Wagner | M. François Bausch

Prises de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Motion 1 : M. Gilles Baum | M. Marc Goergen | Mme Alexandra Schoos | M. François Bausch

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : M. Alex Donnersbach | M. François Bausch | M. Marc Goergen | Mme Taina Bofferding

Vote sur la motion 2 (adoptée)

Motions 3 et 4 : M. Marc Goergen | M. Gilles Baum | Mme Taina Bofferding | M. François Bausch | M. Marc Lies | M. David Wagner | M. Marc Goergen

Vote sur la motion 3 (rejetée)

Motion 4 (retrait du rôle des affaires)

Motion 5 : M. Marc Goergen | M. Alex Donnersbach | Mme Alexandra Schoos

Vote sur le renvoi de la motion 5 en commission (rejeté)

Vote sur la motion 5 (rejetée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Gilles Roth, M. Léon Gloden, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes et M. Eric Thill, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Nee, Här President.

## 2. Communications

**M. Claude Wiseler,** Président | Da maachen ech e puer Kommunikatiounen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert oder gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

***Communications du Président – séance publique du 12 mars 2024***

*1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

*Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.*

*2) Les projets et propositions suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :*

*8357 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement*

*Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 04/03/2024*

*8358 – Projet de loi portant modification de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable*

*Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 04/03/2024*

*8359 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du Logement »*

*Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 04/03/2024*

*8360 – Projet de loi portant approbation des Statuts de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA International), fait à Stockholm, le 27 février 1995*

*Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 04/03/2024*

*8361 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au titre honoraire des anciens députés et Présidents de la Chambre des Députés*

*Dépôt : M. Gilles Baum, Député, le 07/03/2024*

*8330A – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété*

*Scission du projet de loi 8330 le 06/03/2024*

*8330B – Projet de loi portant organisation de l'Administration du cadastre et de la topographie*

*Scission du projet de loi 8330 le 06/03/2024*

*8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 et modifiant :*
*1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;*
*2° la loi modifiée du 16 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ;*
*3° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;*
*4° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement*

*Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 06/03/2024*

*8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027*

*Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 06/03/2024*

*3) Les projets suivants ont été retirés du rôle des affaires :*

*7354 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés*

*Dépôt : Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 17/08/2018*

*Retrait du rôle des affaires : 28/02/2024*

*8013 – Projet de loi portant modification :*
*1° de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ;*
*2° de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé ;*
*3° de la loi modifiée du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute*

*Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 30/05/2022*

*Retrait du rôle des affaires : 28/02/2024*

*8331 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 1er août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique*

*Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 17/10/2023*

*Retrait du rôle des affaires : 28/02/2024*

*4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

*3088 – Demande de pétition publique : Système de clémences juste et proportionné en cas d'infractions liées aux excès de vitesse mineures constatées par les radars fixes*

*Dépôt : M. Massimo Raschella, le 27/02/2024*

*3089 – Demande de pétition ordinaire : Pétition ordinaire proposant la remédiation des disparités dans le traitement fiscal et contributions à la Sécurité sociale des couples mariés et partenariats civils*

*Dépôt : M. Filip Oller, le 26/02/2024*

*3090 – Demande de pétition publique : Changement de comportement du personnel et de leur façon de traiter leurs clients privés*

*Dépôt : Mme Michelle Bevilacqua, le 29/02/2024*

*3091 – Demande de pétition publique : Proposition de réforme pour une justice sociale dans l'attribution des allocations familiales et pour l'atténuation de la crise du logement au Luxembourg*

*Dépôt : M. Alexandre De Couëspel De Boisgency, le 02/03/2024*

*3092 – Demande de pétition publique : Pétition pour la réforme des allocations familiales des travailleurs frontaliers au profit du financement de logements abordables et de l'amélioration de l'aide aux résidents en attente au Luxembourg : Une mesure cruciale pour l'équité sociale et la lutte contre la crise du logement*

*Dépôt : M. Alexandre De Couëspel De Boisgency, le 02/03/2024*

*3093 – Demande de pétition publique : À quand la baisse des taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires ?*

*Dépôt : M. Franck Reizer, le 06/03/2024*

*3094 – Demande de pétition publique : Améliorer la sécurité des nos adolescents*

*Dépôt : M. Franck Reizer, le 06/03/2024*

*3095 – Demande de pétition publique : La dispense d'obligation scolaire pour une période de maximum 5 jours par an pour des raisons familiales*

*Dépôt : Mme Silvia Pierik, le 06/03/2024*

*3096 – Demande de pétition publique : Inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception dans la constitution*

*Dépôt : M. Philippe Nowak, le 06/03/2024*

*3097 – Demande de pétition ordinaire : Dréngend Petitioun: Unterstützung der Initiative Tschechiens zur Beschaffung von 800.000 Schuss Artilleriegranaten für die Ukraine auf dem Weltmarkt*

*Dépôt : M. Romain Reiter, le 07/03/2024*

*3098 – Demande de pétition publique : Contrat d'assurance et résiliation*

*Dépôt : M. Maxime Bourdis, le 07/03/2024*

*3099 – Demande de pétition publique : Pétition pour une seconde chance pour un devoir en classe au Ministère de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse du Luxembourg*

*Dépôt : M. Aleks Jevdokimov, le 07/03/2024*

*3100 – Demande de pétition publique : Instaurer un site qui diffuse tous les avis mortuaires du Luxembourg, sans aller chercher dans les différents journaux. Exemple : le Républicain Lorrain*

*Dépôt : M. Daniel Theis, le 08/03/2024*

*N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.*

*(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)*

## 3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

**Plusieurs voix** | Jo, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Eng Wuertmeldung. D'Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Jo, merci, Här President. D'Froestonn un d'Regierung ass jo u sech do, fir dass d'Membere kënne spontan op d'Froen äntwerten. A mir géifen et schued fannen, wann an Zukunft nach méi Froe géifen dozoukommen. Domadder schwätzen ech déi onbeäntwert Question-parlementairen un. An duerfir nach eng Kéier hei de Rappell un d'Regierung, sech wannechgelift un d'Delaien ze halen, dass déi matzäite beäntwert ginn, well soss wäerte mer an Zukunft vun eisem Recht Gebrauch maachen an an der nächster Séance plenière dann déi Froe stellen, déi mer net beäntwert kritt hunn am Delai. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen Iech Merci, Madamm Bofferding. Just fir eng Remark ze maachen: Ech hunn elo zwou Question-parlementairen, déi nach net zäitgerecht beäntwert gi sinn. A selbstverständlech huet d'Madamm Bofferding Recht, fir déi Remark do ze maachen, an och Recht, wa se déi da wéilten op den Ordre du jour vun der Sëtzung setzen, falls se nach net beäntwert wären an den Delaien. Ech ënnersträichen also dat, wat d'Madamm Bofferding elo gesot huet.

An da fuere mer weider mat dem nächste Punkt, wann Der mat deem Ordre du jour d'accord sidd?

*(Assentiment)*

Ausser där Wuertmeldung war keng do, dann ass dat esou decidéiert.

## 4. Changement de dénomination d'une commission parlementaire

An da komme mer zum Changement de dénomination vun enger Commission parlementaire. Op Ufro vun der Familljekommissioun a mam Accord vun der Conférence des Présidents gëtt proposéiert, den Numm vun der Commission ze änneren an d'Voleten „Égalité des genres" an „Diversité" bäizefügen. D'Kommissioun géif deemno „Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité" heeschen.

Ass d'Chamber mat dëser Propositioun averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass och dat esou decidéiert.

## 5. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtten huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 45 vum Här Jeff Boonen un den Här Kulturminister iwwert d'Diagnostics archéologiques, déi am Kader vum Bau vun enger Agrifotovoltaikanlag virgesi sinn. Den Här Boonen huet d'Wuert. Här Boonen.

**– Question n° 45 du 12 mars 2024 de M. Jeff Boonen relative aux diagnostics archéologiques prévus dans la loi de la protection du patrimoine en relation avec la construction d'une installation agri-photovoltaïque, adressée à M. le Ministre de la Culture**

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Merci, Här President. D'Klima- an d'Energieziler si kloer, an et heescht ze handelen. Am Beräich vun der Energieproduktioun gëtt et vill Innovatiounen. Ënner anerem huet de Ministère de l'Énergie 2022 en Appel à projets gemaach fir Pilotprojeten am Beräich Agri-PV, dat heescht Fotovoltaik kombinéiert mat landwirtschaftlecher Produktioun. 14 Projete sinn zréckbehale ginn a stinn elo an de Startläcker. D'Projete mussen elo

nach en Diagnostic archéologique maachen, deen am Kader vum Gesetz vum Denkmalschutz gefrot gëtt.

Meng Fro un den Här Minister vun der Kultur an deem Kader ass: Wéi grouss ass de Risiko, mat Agri-PV Schued un engem archeologeschen Objet ze maachen? Mécht et Sënn, bei dëse Projeten, wou net am Buedem gewullt gëtt, wou kee Bëton gemaach gëtt, deen och erëm kann einfach ewechgeholl ginn, dësen Diagnostic ze froen, virun allem am Sënn vun der Simplification vun de Prozeduren an och der Reduktioun vun de Käschten? A jo, wann et Sënn mécht, gëtt et Méiglechkeeten, d'Käschte vun dem Diagnostic ze reduzéieren?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Boonen. Dann ass d'Wuert beim Här Kulturminister. Här Kulturminister.

**M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, fir d'alleréischt dem Här Boonen e grousse Merci fir dës Fro. Dat erlaabt mer, op dëser Plaz op e puer Saachen anzegoen. Fir d'alleréischt wëll ech nach eng Kéier ganz kloer ënnersträichen, dass d'Fotovoltaiksanlagen an och d'Solarenergie eng ganz wichteg Roll bei der Energietransitioun spillen an och heibäi natierlech e wichtege Rôle spille fir d'Erreeche vun eisen ambitiéise Klimaziler. D'Regierung hält ganz kloer un den Ziler aus dem PNEC fest a wëll ganz kloer d'Ëmklammen op d'Solarenergie dofir och weider ënnerstëtzen an och weider ausbauen.

Dir hutt mech – an do wëll ech ganz kuerz drop agoen – no de Prozeduren an och no den Autorisatioune gefrot, déi vum INRA ausginn. Do hu mer d'Gesetz vum 22. Februar 2022 iwwert de kulturelle Patrimoine. A jo, do hu mer effektiv divers Aarbechten an och verschidden administrativ Schrëtt, déi hei virgesi sinn. Ech wëll op dëser Plaz och nach eng Kéier kloer op de Guide pratique agoe vun dësem Patrimoinesgesetz an och op deen digitale Volet. Do hu mer den Internetsite patrimoineculturel.lu, wou ee sech eebe genau dëse Guide pratique kann eroflueden, mat deem dann eeben och d'Prozeduren an och d'Konditioune ronderëm déi verschidde Facettë vum Denkmalschutz am Detail eng Kéier erkläert ginn.

Ech wéilt awer op dëser Plaz kuerz a knapp och eng Kéier op déi Prozedur hei agoen, konkreet vun deem Beispill, dat Der ugeschwat hutt. Fakt ass, dass all Constructioun an och Ofrappaarbechten, déi an enger Zone d'observation archéologique, kuerz ZOA, oder och enger Sous-zone leien an – wichteg –, déi och eng Baugeneemegung erfuerderen, musse ganz kloer vum INRA evaluéiert ginn. Dës Reegelen applizéiere sech och, jo, fir d'Installatioun vu Fotovoltaiksflächen, an dat op landwirtschaftleche Felder. D'Gesetz, dat aktuell Gesetz vum Februar 2022, gesäit hei keng Derogatioun fir esou PV-Parken vir. D'Servicer vum INRA kucke sech dann de Projet un an evaluéieren, ob eeben en Diagnostic, wéi Der et ugeschwat hutt, noutwendeg ass oder net.

D'Gesetz gesäit awer och hei – an dat ass wichteg ze soen – eng Partie Dispense fir eeben esou eng Evaluatioun vir. An der ZOA mussen hei zum Beispill bei Quartier-existantë vu manner wéi 100 Meeterkaree Fläch a manner wéi 25 Meeter Déift net vum INRA evaluéiert ginn. D'Konditiounen, déi variéiere liicht, ob den Terrain eeben an enger ZOA läit oder an enger Sous-Zone. Dat géif awer elo de Kader sprengen, fir hei am Detail drop anzegoen.

Fir déi meescht Agrifotovoltaiksprojeten, wou den INRA en Diagnostic gefrot huet, waren och Ausgruewungen néideg, well eeben annerhallwe bis zwee Meeter ënnert dem Buedem hu missen Aarbechten, Ausgruewunge gemaach ginn. An där Déift war et ënner anerem virgesinn, Kabelen ze verleeën an dann eeben och de Poste vum Transformateur ze fixéieren. A jo, den Impakt vun dëse ganzen Installatiounen, Installatiounsaarbechten op de Sous-sol ass also net ze ënnerschätzen, och wann d'PVs-Anlag duerno – dat wësst Der – ganz kloer op Piquete steet an dat iwwert dem Buedem.

Fir dat Ganzt eng Kéier an de Kontext ze setze vun deene Projeten, vun deenen Der elo geschwat hutt, hunn ech och nach elo iwwert d'Mëttegstonn direkt beim INRA no konkreeten Zuele gefrot. Follgendes krut ech matgedeelt: Zanter dem Akraafttriede vun deem neie Gesetz vum Februar 2022, vum neie Patrimoinesgesetz, krut den INRA am Ganzen 13 esou Projeten eragereecht. D'Fläch vun dëse Projete variéiert tëschent 1.700 Meeterkaree an 30 Hektar.

Vun deenen 13 Projeten, déi eragereecht goufen, krute sechs Projeten, also bal d'Hallschent, eng Levée de contrainte directe ausgeschwat. Bei deene Projete gesäit den INRA also kee Problem an do kann direkt weidergefuer gi mat den Aarbechten. Bei sechs weidere Projete gouf en Diagnostic verlaangt, fir eebe sécherzegoen, datt sech ënnert dem Buedem näischt Schützenswäertes virfënnt. An dann, ee leschte Projet konnt Stand haut nach net evaluéiert ginn, well den Dossier eebe Stand haut aktuell net komplett ass.

*(Interruption par la présidence)*

Wichteg ze soen awer och op dëser Plaz – dat wëll ech preziséieren – ass, dass den Diagnostic fir esou Fotovoltaiksprojeten eng Prospection géophysique ass. Dat heescht, archäologesch Strukture gi mat engem Apparat gemooss an och festgehalen, ouni datt eeben en Agrëff an de Buedem muss gemaach ginn. Dat heescht, et muss zum Beispill kee Bagger benotzt ginn. Dat ass ganz kloer manner invasiv an och manner zäitintensiv.

Just ganz kuerz – ech weess, ech si schonn iwwert d'Zäit –, just nach ganz kuerz, well et awer e wichtege Sujet ass an ech weess, dass mer do nach méi wéi eng Kéier wäerten driwwer schwätzen. Mir huelen dat doten op de Leescht. Mir sinn amgaangen, intern mat eise Servicer ze kucken, wat mer do kënnen upassen, fir dass mer eebe Logement, Energietransitioun a Fotovoltaik an dann awer och de kulturelle Patrimoine, deen et ze schütze gëllt, ënner een Hutt kréien. Dofir kucke mer grad am aktuelle Gesetz, ob do Upassunge méiglech sinn. An do wäerte mer dann och schnellstméiglech hei op dëser Plaz e Projet de loi deposéieren, deen dann och Sënn mécht, fir eeben deen do Problem unzegoen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen Iech Merci, Här Kulturminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 46 vun der Madamm Taina Bofferding un den Här Minister fir Wunnengsbau a Landesplanung iwwert d'Konventioun tëscht dem Ministère fir Wunnengsbau an der ASBL Mieterschutz Lëtzebuerg. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 46 du 8 mars 2024 de Mme Taina Bofferding relative à la convention entre le Ministère du Logement et l'ASBL « Mieterschutz Lëtzebuerg », adressée à M. le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire**

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Bon, mir kommen de Mëtte jo nach dozou, eis méi intensiv mam Logement auserneenzesetzen, mee meng Fro betrëfft ganz konkreet en Acteur aus dem Logementsberäich – iwwregens en Acteur, wou ech bedaueren, dass Der en net op de Logementsdësch mat invitéiert hutt. Et ass nämlech eng ganz wichteg Stëmm: d'Stëmm vun de Locataires. A konkreet schwätzen ech hei vun der ASBL Mieterschutz Lëtzebuerg.

Am Dezember 2022 gouf deemools eng Konventioun tëschent dem Logementsministère an der ASBL ënnerschriwwen. Do goufen och eng Rëtsch Punkte festgehalen, wéi dass se en neie Site sollte kréien, si sollten hir juristesch Berodung ausbaue respektiv sollt och nach Informatiounsmaterial wéi Broschüren zur Verfügung gestallt ginn, wat och alles gemaach gouf. An et ass och virgesinn, dass e Rapport iwwert de Marché locatif sollt erstallt ginn.

An hei meng ganz konkreet Fro un de Logementsminister: Wou ass déi Etüd drun? Wäert déi deemnächst publizéiert ginn? Well ech mengen, dass déi grad och an der Debatt, déi mer de Mëtten nach wäerten hunn, ganz weesentlech ass, fir eis och do op verschidde Punkten hinzeweisen.

An dann nach direkt hannendru meng Fro – déi Konventioun ass d'lescht Joer ausgelaf –, ob Der wëlles hutt, nach eng Kéier mat der Mieterschutz ASBL eng Konventioun ze maachen. Mir géifen dat op alle Fall begréissen, fir mat hinnen nach eng Kéier hei eng verstäerkt Zesummenaarbecht ze hunn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann huet d'Wuert: den Här Minister fir Wunnengsbau a Landesplanung. Här Minister.

**M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech souz gëschter Mëtten ëm dës Zäit mat der ASBL Mieterschutz zesummen a mir hunn iwwert d'Zukunft vun der Zesummenaarbecht geschwat. Mir hunn natierlech och …, oder ech hunn d'Fro gestallt, wou dee Rapport drun ass, deen an där Konventioun, déi jo eigentlech d'Joer 2023 ofgedeckt huet, virgesinn ass, an hu bemierkt, datt natierlech et esou lues un der Zäit wär, dee Rapport och ofzeliwweren. Et ass imminent, datt e ka virgeluecht ginn. A selbstverständlech, wann dat de Wonsch vun der Chamber ass, kënne mer en och an der Kommissioun zum Beispill eng Kéier presentéieren. An ech erhoffe mer och dovun eng Rei un Zuelematerial a vun Informatiounen, déi eis Debaten hei kënne versachlechen an an déi richteg Richtung lenken.

Déi Konventioun fir d'Joer 2023 hat e Volume vun 30.000 Euro. Ech muss zwar soen, et ass knapps d'Hallschent ofgeruff ginn dovunner, well och an deem Volume dann Aarbechte gemaach goufen. Een Deel dovunner ass sécherlech d'Erstelle vun deem Rapport. En aneren Deel ass, wéi gesot, d'Stëmm no baussen och ze erhiewe vun den Interessie vun de Locataires an awer och eng Consultance ze assuréiere vun de Locataires, woumat se ugefaangen hunn iwwer Broschüren, awer och iwwer eenzel Dossieren. Iwwert dee Volet si mer eis gëschter eens ginn, datt mer dat wëllen ausbauen, well mer schonn denken, datt de Locataire an aller Reegel dat schwächst Glidd an der Ketten ass um Logementsmarché an datt sech ganz vill Froe stellen an datt e gutt soll berode sinn a conseilléiert sinn, éier e seng Decisioun hëlt, respektiv am Konfliktfall och kucken, wat seng Rechter a wat awer och seng Flichten op där anerer Säit kënne sinn.

Esou eng Consultance, dat geet vu Frequently Asked Questions, déi een natierlech ganz schnell kann disponibel halen, bis hin zu engem individuellen Encadrement. Am Budgetsprojet, deen elo am Haus hei diskutéiert gëtt, sinn net 30.000 Euro virgesinn – dat war de Volume vun der Konventioun fir d'Joer 2023 –,

mee 60.000 Euro, soudatt mer dat géifen ausbauen an deem dote Mooss an dann natierlech och kucken, wat fir eng Schrëtt mer duerno kéinte maachen.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

An da komme mer elo zur Fro Nummer 47 vum Här André Bauler un den Här Premierminister iwwert d'Roll vum héije Kommissariat fir national Sécherheet am aktuelle geopolitesche Kontext. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 47 du 12 mars 2024 de M. André Bauler relative au rôle du Haut-Commissariat à la protection nationale dans le contexte géopolitique actuel, adressée à M. le Premier ministre**

**M. André Bauler** (DP) | Jo, merci, Här President. No der Covidkris ass et den Ukrain-Krich, deen eis an eng nei Realitéit an Europa gefouert huet, dat ass déi vun enger militärescher Bedroung mat alle Risiken, déi domadder verbonne sinn. Och a besonnesch fir eis Zivillbevëlkerung. Et geet sécherlech net drëm, ze panikéieren an den Däiwel un d'Mauer ze molen. An dach stellt sech d'Fro, ob ee sech net sollt e Beispill un aneren europäesche Länner huelen, déi ënnert der Berücksichtegung vun engem potenziellen Eeschtfall hir Awunner an deem Sënn virbereeden.

Heiheem fält dem Haut-Commissariat à la protection nationale eng ganz wichteg Roll zou, zum Beispill an der Bekämpfung vun enger Pandemie, wéi mer se erlieft hunn. Hei goufe vill wäertvoll Erfarunge gesammelt a ganz wierksam zesummegeschafft. En änlecht Zesummeschaffe wier am Fall vun enger militärescher Kris noutwendeg.

Et ass an deem Kontext, wou ech dem Här Premierminister follgend Froe wollt stellen:

Wéi gesäit hien d'Roll vum Haut-Commissariat à la protection nationale an dëser changéierter geopolitescher Weltlag?

Ass et aus senger Siicht néideg, dës Roll nei ze definéieren? Schafft den Haut-Commissariat à la protection nationale zesumme mat senge Partner eng nei Strategie aus, déi de Schutz vun der Zivillbevëlkerung a vu kriteschen Infrastrukturen an dësem verännerte geopoliteschen Ëmfeld iwwerdenkt?

An drëttens wollt ech froen: Geséich den Här Premierminister et als opportun un, d'Zivillbevëlkerung mat anzebannen a si eeben och geziilt ze sensibiliséieren?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauler. Dann huet d'Wuert: den Här Premierminister.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Merci, Här President. Den Haut-Commissariat à la protection nationale, wéi säin Numm et seet, ass do, fir d'Gesellschaft ze schützen, eis all ze schützen am Fall vun enger Kris. Dofir muss ee fir d'éischt eng Kris hunn. An esou eng Kris hu mer, gottseidank, fir de Moment net, wou den HCPN misst direkt aktiv ginn. Mee natierlech ass den HCPN permanent prett, fir wann eng Kris kënnt. An e muss sech natierlech ëmmer erëm upassen. En ass prett, wa muer eng riseg Iwwerschwemmung ass. En ass prett, wa muer eng aner Naturkatastroph geschitt. En ass prett, wann iergendee Konflikt an der Welt géif Konsequenzen op eis hunn, sief dat eng Terrorattack, sief dat eng militäresch Ausernanersetzung.

Ech wëll awer nach eng Kéier hei soen: Mir sinn net an engem Krisenzenario! Mee an engem Krisenzenario weess den HCPN, datt en d'Koordinatiounsroll huet ënnert der Autoritéit vum Premierminister, fir déi eenzel Ministèren, déi zoustänneg sinn, mateneen ze koordinéieren. Déi aktuell Situatioun an der Welt, wéi mer wëssen, ass net gutt. Mir hunn e Krich matzen an Europa an et ass ganz kloer, datt den HCPN seng Aufgaben an deene leschte Wochen a Méint natierlech och ëmmer erëm dorunner adaptéiert huet, well a sengen Aufgabe steet notamment de Schutz vun de kriteschen Infrastrukturen. A sengen Aufgabe steet d'Cybersécherheet, wat eppes ass, wat a moderne Kricher ëmmer méi gebraucht gëtt. A sengen Aufgabe steet natierlech d'Koordinatioun vun dem Kampf géint den Terrorismus. Terrorismus, dee ka verschidden Expressiounen an eiser Welt hunn.

Dofir ass d'Aufgab vum HCPN genuch a mengen Aen am Gesetz definéiert. Ech gesinn also net an, datt een déi misst nei definéieren. Säi Fokus muss selbstverständlech a Koordinatioun mat deenen anere Länner ëmmer erëm geschäerft ginn an den HCPN vertrëtt Lëtzebuerg an enger Rei vu Gremien, wou ofgeschwat gëtt mat deenen anere Länner, wat e muss an engem gewëssene Moment maachen.

Fir mech ass et duerfir ganz wichteg, datt mer besonnesch bei de kriteschen Infrastrukture kucken, deenen hir Widderstandskraaft ze stäerken, datt mer kucken, ob eis national Noutfallpläng alleguerten à jour sinn. Mee dat ass eng Aufgab, déi een ëmmer erëm muss maachen. A fir mech ass eng vun de gréissten Aufgaben och déi, bei der Cybersecurity ze kucken, datt mer souwuel um staatlechen Niveau wéi um Privatsecteursniveau resistent si géint Attacken, déi vu bausse kommen.

Kuerz dem Här Bauler geäntwert: Den HCPN huet eng ganz wichteg Roll do ze spillen, fir d'Populatioun ze schützen am Fall vun enger Kris. E muss ëmmer erëm seng Pläng iwwerkucken. E mécht dat. Mee ech gesinn net d'Noutwendegkeet an, fir seng gesetzlech Aufgaben ze änneren oder ze verbesseren.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Premierminister.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 48 vum Här Fernand Kartheiser un den Här Inneminister iwwert d'Bewäertung vun de Karriäre bei der Police. Här Kartheiser.

**– Question n° 48 du 12 mars 2024 de M. Fernand Kartheiser relative à l'évaluation des carrières dans la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Här President. Ee vun de grousse Sujeten, déi mer an der leschter Legislaturperiod heibannen diskutéiert haten, wann et ëm d'Police gaangen ass, dat ass natierlech de Reklassement vun de Karriäre gewiescht. Dat war eng grouss Diskussioun. Ech mengen, verschidde Kolleegen heibannen erënnere sech warscheinlech ganz gutt un d'C1/B1-Karriären. Et gouf eng Rei Geriichtsurteeler a vill Diskussiounen.

A mir haten eis där Saach och ugeholl, ech muss soen, och als ADR, mir haten de 7. Juni 2022 eng Proposition de loi gemaach „portant reclassement de certains membres du cadre policier" am Groupe de traitement C1 fir de B1. A virun de Walen, den 19. Juli 2023 – dat wäert praktesch, mengen ech, eis lescht Sëtzungswoch gewiescht sinn, ech weess et net genee –, do hat och den Här eeëmolegen Deputéierte Léon Gloden eng Proposition de loi gemaach am selwechte Sënn, e Changement de groupe de traitement C1/B1 au sein de la police grand-ducale. Haut ass den eeëmolegen Deputéierte Léon Gloden Minister – Felicitatiounen nach eng Kéier –, dat gëtt eis dann d'Geleeënheet, nach eng Kéier op dëse Sujet zréckzekommen.

Mir hunn do geduecht: Am Accord de coalition steet dat jo bestëmmt dran deen Ableck, vu datt et ganz frësch war an nach net vergiess, am Juli 2023. Do hu mer gekuckt am Accord de coalition an do steet eppes ganz Couragéiertes. Do steet: Eng Analys gëtt gemaach, eng Analyse approfondie, ënner anerem och, wat dëse Sujet concernéiert. Bon, dat ass e bësse schwaach. Do hu mer geduecht, da fanne mer et am Budget. Do hu mer och am Budget gekuckt, 2024 am Pluriannuel, an do gesi mer eppes vu Renforcement des effectifs, awer näischt, wat dëse Problem ugeet.

Nun ass et also esou, datt den Här Minister Gloden selwer e grousse perséinlechen Engagement an dësem Dossier gewisen hat an am Interessi vun all deene ville Polizisten, déi vun dësem Sujet concernéiert sinn, wäre mir immens dankbar, wann den Här Minister eis kéint soen, wéini déi Leit da lo kënne mat deene Verbesserunge rechnen, déi se verdéngt hunn.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. An d'Wuert huet elo den Inneminister, den Här Gloden. Här Inneminister.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President, Merci fir déi Fro.

Dat Engagement geet virun ... Ech sinn nach ëmmer gewinnt, datt Der do sëtzt, Här Kartheiser.

*(Brouhaha)*

Dat Engagement geet virun, zesumme mam Kolleeg Minister vun der Fonction publique.

Dir hutt de pertinente Passage aus dem Koalitiounsaccord zitéiert. Dës Regierung wäert déi Arrêten, vun deenen Der geschwat hutt, och respektéieren. An deem Kader war schonn eng éischt Reuniouun tëschent de Ministeren den 19. Februar. An et waren och schonn zwou Reuniounen den 12. Januar an den 8. Mäerz um Niveau vun de Beamten, fir konkreet déi Modalitéiten auszeschaffen an och ze kucken, wat et kascht. Mir schaffen drun, an dat Engagement, dat d'Regierung geholl huet, wäert se och an deem Kader respektéieren.

Nach e kuerze Punkt zum A2. Dat hutt Der elo net direkt ugeschwat, mee dat gehéiert jo och zu de Karriären: Den A2 ass agefouert gi bei der Police, mee deen ass nach net mat Liewe gefëllt an do schaffe mer och drun, fir deen A2 mat Liewen ze fëllen, fir datt mer dann och do kënnen am A2 rekrutéieren an Zukunft. Ech kann Iech elo net eng genau Deadline soen, weeder fir deen ee Punkt nach fir deen aneren, mee dës Regierung schafft aktiv dorun. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Inneminister.

An da komme mer elo zur Fro Nummer 49 vun der Madamm Octavie Modert un den Här Aarbechtsminister iwwert d'Sanktioune vun der ITM am Kader vun der medezinnescher Kontroll bei der Astellung. Madamm Modert.

**– Question n° 49 du 12 mars 2024 de Mme Octavie Modert relative à l'application de sanctions par l'Inspection du travail et des mines dans le cadre de l'examen médical d'embauche, adressée à M. le Ministre du Travail**

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Merci, Här President. Wann eng Persoun nei agestallt gëtt, da muss se bei den Aarbechtsdokter goen, an d'Gewerbeinspektioun ass zoustänneg, fir dat ze kontrolléieren. Et ass gewosst, datt bei der Aarbechtsmedezinn Waardezäite bestinn, ënnerschiddlech laang a jee no Posten. Fir

déi Waardezäite kann den Arbeitgeeber net, an och net den Arbeitneemer.

D'ITM huet ëmmer gesot: „De Beweis, datt de Rendez-vous geholl ass, geet duer, fir datt de Patron net sanktionéiert gëtt." Elo heescht et ëmmer méi dacks, datt déi Haltung geännert hätt an d'ITM elo Geldstrofen applizéiere géif, wann deen Dokteschzertifikat vun där Kontroll nach net do ass, woufir awer keng vun de Parteie vum Aarbechtskontrakt kann.

Natierlech muss gekuckt ginn, datt d'Waardezäiten erof kënne goen an d'Aarbechtsmedezinn hirer Aarbecht nokomme kann. Meng Fro ass awer un den Aarbechtsminister, ob déi Haltung an Interpretatioun vun der ITM effektiv geännert huet a firwat – wëssend, wéi gesot, datt och déi aner Parteien, ëm déi et hei geet, net fir d'Delaie kënnen an den Arbeitgeeber dann trotzdeem eng Amende administrative pécunière kritt –, an ob et net opportun wier, wann dat esou ass, dat unzepassen, eventuell op verschiddene Pläng, jee nodeem och, op wéi enger formeller Basis dat hei applizéiert gëtt.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Modert. An d'Wuert huet elo: den Aarbechtsminister.

**M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | Merci, Här President. Am Kader vun hire Kontrollen iwwerpréift d'ITM, ob d'Reegele betreffend d'Aarbechtsbedéngungen an der Sécherheet, an der Gesondheet op der Aarbecht agehale goufen.

Wat dann den Examen médical d'embauche betrëfft, muss laut dem Aarbechtsgesetz, Artikel 326/1 zum Examen médical d'embauche, déi medezinnesch Ënnersichung vum Aarbechtsdokter virun der Astellung gemaach ginn, falls de Salarié op engem Risikoposte beschäftegt gëtt. Falls de Salarié net op engem Risikoposte beschäftegt gëtt, muss dës medezinnesch Ënnersichung innerhalb vun den zwee éischte Méint no der Astellung gemaach ginn.

Well d'Employeuren net ëmmer matzäiten e Rendez-vous, wéi Der et ugeschwat hutt, fir hir Salariéë beim Aarbechtsdokter kréien, freet d'ITM den Employeur, eng Kopie vun der Demande de rendez-vous kënne geschéckt ze kréien.

Am Fall wou d'Demande de rendez-vous beim Aarbechtsdokter innerhalb vun den éischten zwee Méint vum Employeur gemaach gouf – ob de Salarié op engem Risikoposte beschäftegt gëtt oder net –, ass den Dossier fir d'ITM an der Rei.

Am Fall wou d'Demande de rendez-vous beim Aarbechtsdokter net innerhalb vun den éischten zwee Méint gemaach gouf – ob de Salarié op engem Risikoposte beschäftegt gëtt oder net –, freet d'ITM den Employeur, eng Kopie, wéi Der virdru schonn erwäänt hutt, vum Certificat vun der medezinnescher Ënnersichung innerhalb vun engem gewëssenen Delai kënne geschéckt ze kréien. Dësen Delai ass am Prinzipp op 15 Deeg fixéiert, mee falls néideg, kann dësen Delai op Demande vum Employeur och verlängert ginn.

Et si just d'Employeuren, déi net op d'Uerdere vun der ITM reagéiert hu respektiv sech guer net oder net integral regulariséiert hunn, déi eng Geldstrof vun der ITM verlaangt kréien. Do huet guer näischt dru geännert.

Wat den Examen médical périodique ugeet, sou musse laut dem Aarbechtsgesetzbuch, Artikel 326/3 zum Examen périodique, gewëss Salariéen och periodesch vum Aarbechtsdokter ënnersicht ginn. Dëst sinn éischtens Salariéen, déi nach keng 21 Joer hunn; Salariéen, déi op engem Risikoposte beschäftegt ginn; Salariéen, wou den Aarbechtsdokter am Kader vun der medezinnescher Ënnersichung bei der Astellung fonnt huet, si missten och nach periodesch ënnersicht ginn; a last but not least Salariéen, déi nuets beschäftegt ginn.

Am Fall wou d'Demande de rendez-vous fir déi periodesch Ënnersichung beim Aarbechtsdokter gemaach ginn ass, éier de leschten Examen médical vum Aarbechtsdokter ofgelaf ass, ass den Dossier fir d'ITM och an der Rei. Am Fall wou d'Demande de rendez-vous fir déi periodesch Ënnersichung beim Aarbechtsdokter eréischt gemaach ginn ass, nodeems den Examen médical vum Aarbechtsdokter ofgelaf ass, freet d'ITM den Employeur, eng Kopie vum Certificat vun der medezinnescher Ënnersichung innerhalb vun engem gewëssenen Delai kënne geschéckt ze kréien.

Och an dësem Fall ass den Delai am Prinzipp 15 Deeg, mee falls néideg, kann dësen Delai och op Demande vum Employeur hi verlängert ginn. Et si just Employeuren, déi net op d'Uerdere vun der ITM reagéiert hunn, respektiv déi sech guer net oder net integral regulariséiert hunn, déi eng Geldstrof vun der ITM verlaangt kréien.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Aarbechtsminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 50 vun der Madamm Joëlle Welfring un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit iwwert d'Aarbechten am Beräich vum Waasserschutz, déi wärend dem Landwirtschaftsdësch festgehale goufen. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 50 du 12 mars 2024 de Mme Joëlle Welfring relative aux travaux dans le domaine de la protection des eaux décidés lors du « Landwirtschaftsdësch », adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Merci, Här President. Proppert Drénkwaasser aus dem Krunn ass fir eis all eng Selbstverständlechkeet. Mee fir dëst Grondnarungsmëttel ze garantéieren, hu mer eis zu Lëtzebuerg iwwert d'Joren eng ganz Rei Outile ginn: Vun Drénkwaasserschutzzonen iwwer Kläranlagen, Reegelen, wat d'Ausbréngung vu Gülle, Pestiziden an anere Stoffer ugeet, an awer och fräiwëlleg Moossnameprogrammer, déi zesumme mat de Baueren entwéckelt goufen, notamment mam Opbau vu waasserschounende Kulture wéi Miscanthus, Hanf oder de Käre vum Séi – alles Initiativen, déi an der Vergaangenheet vum Ëmweltministère finanzéiert goufen.

Trotzdeem bleiwen Defie bestoen. Beispill: d'Nitrater, wou d'EU-Kommissioun eis 2022 nach gesot huet, dass Lëtzebuerg ee vun den europäesche Länner wier mat deene gréissten Erausfuerderungen, wat d'Pollutioun vu Waasser duerch Närstoffer aus der Landwirtschaft ugeet an dass Lëtzebuerg de Mesürekatalog an dësem Beräich muss verstäerken.

Aus dësem Grond ass d'Iwwerschaffung vum Nitratreglement och eng vun de Prioritéite vum Naturschutzplang, hannert deem, laut Koalitiounsaccord, och dës Regierung steet. Déi lescht Woch goufen um Landwirtschaftsdësch eng Partie Mesüren decidéiert, déi am Zesummenhang mat dësem Drénkwaasser stinn. Engersäits goung et ëm d'Ännerunge vun den Drénkwaasserschutzzonen an anerersäits ëm d'Ännerunge vum Nitratreglement op Basis vun engem Katalog vu Proposen, dee laut der Regierung mam landwirtschaftleche Secteur ausgeschafft gëtt.

Et ass evident, dass d'Consultatioun vun alle Concernéierten am Beräich vum Schutz vun eise Ressourcen essentiel ass. Dëst ass och de Grond, woufir mer an der Vergaangenheet breet consultéiert hunn, notamment bei de Schutzzonen, wou nieft de Bierger/innen, der Landwirtschaft, de lokale Politiker/innen, dem Tourismussecteur, och d'Waasserverdeeler an d'Forstwirtschaft matagebonne goufen.

Dofir follgend Froen un den Ëmweltminister: Här Minister, wéi gedenkt Dir, dës Aarbechten am Beräich vum Drénkwaasser ze gestalten? Wat sinn déi verschidden Etappen? Wat ass de Kalenner? A wie gëtt nieft de Bauerebetriber alles consultéiert bei dësen Aarbechten?

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. An dann huet elo d'Wuert: den Här Minister fir Ëmwelt, Klima- a Biodiversitéit. Här Minister.

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President. Ech hunn e bësse gebraucht, fir heihinner ze kommen. Ech wëll direkt op d'Äntwerten agoen. Et war jo Landwirtschaftsdësch. Dat heescht, op där enger Säit hate mer d'Baueren an op där anerer Säit hate mer de Landwirtschaftsministère an den Ëmweltministère. Et ass, wéi Der selwer gesot hutt, wichteg, datt jiddwereen un engem Strang zitt.

Zu den Drénkwaasserschutzzonen, do ass emol zréckbehale ginn, datt an de Grondwaasserschutzzone wäert analyséiert ginn, wéi een déi Derogatiounen, déi bestinn, déi een haut scho ka ginn, ka vereinfachen, fir datt den Delai ka verkierzt ginn a fir datt d'Baueren och kënne méi eng séier Äntwert kréien. Fir dat kënnen ze maachen, ass et awer ganz wichteg, datt den Austausch vun den Donnéeën an d'Zesummenaarbecht vun all den Acteuren och wierklech klappt an datt mer hei kënnen och pragmatesch virukommen.

An dann ass decidéiert ginn, datt mer wäerten deen horizontalen, allgemenge Règlement grand-ducal iwwert d'Grondwaasserschutzzone vum 9. Juli 2013 eng Kéier op de Leescht huelen. Dee soll verbessert ginn an hei sollen Upassunge gemaach ginn, fir datt déi verschidden administrativ Hürden, déi souwuel fir d'Verwaltung besti wéi och fir d'Baueren, u sech kënnen ofgeschaaft ginn. An hei wëlle mer och gäre séier virukommen, an doweinst wäerte mer am Hierscht Ännerungsproposen dozou maachen.

En anere wichtege Punkt fir den Drénkwaasserschutz ass, datt déi landwirtschaftlech Kooperatioun och nach zousätzlech gestäerkt gëtt, well nëmme wann d'Waasserversuergung an d'Baueren zesumme ronderëm en Dësch sëtzen, erreeche mer och déi gemeinsam Ziler, duerch, zum Beispill, d'Ëmsetzung vu fräiwëllege Moossnamen am Sënn vum Waasserschutz, déi och dann zum Virdeel si vun de Bauere selwer.

Nach zur Nitratgesetzgeebung: Den éischte Punkt ass deen, datt mer dëst Joer de Wanter speziell Wiederkonditiounen haten, an duerfir konnten d'Baueren hir Gülle net erausbréngen an hate Schwieregkeete mam Stockage. An och hei wäerten déi zwou Verwaltungen, d'ASTA an d'AGE, sech zesummesetzen an eng pragmatesch Upassung vun de Derogatiounsméiglechkeete virschloen.

An dann zu dem Nitratrapport respektiv dem Gesetz: Deen Nitratrapport muss emol fäerdeg gemaach ginn an da wäert en och dem Secteur virgestallt ginn a sech doriwwer ausgetosch ginn, fir kënne konkreet Proposen auszeschaffen, déi da sollen als Basis déngen, fir d'Nitratgesetzgeebung ze iwwerschaffen. An och hei ass et wichteg, datt alleguerten déi concernéiert Acteuren zesummeschaffen, fir datt wierklech och d'Realitéit vum Terrain sech herno an dem Gesetz wäert erëmspigelen.

Voilà, ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 51 vum Här Gusty Graas un den Här Inneminister iwwert de Mëssbrauch vun den Nout- a Rettungsdéngschttelefonsnummeren. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 51 du 12 mars 2024 de M. Gusty Graas relative à l'utilisation inappropriée des numéros d'appel pour les services d'urgence et de secours, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, mir kënnen eis glécklech schätzen hei zu Lëtzebuerg, datt mer e ganz gutt organiséierte Rettungsdéngscht hunn. Duerfir soll och vun dëser Plaz all deene Leit mol nach eng Kéier e grousse Merci ausgeschwat ginn. Ech hunn awer elo gelies um Site vum CGDIS, datt eng ganz Rei Leit u sech déi Telefonsnummer vum 112 mëssbrauchen. An zwar waren 2023 vun 276.353 Uriff bal zwee Drëttel, déi u sech näischt direkt mat enger Urgence ze dinn haten.

Do si Leit, déi mengen – an ech beruffe mech hei op Presseartikelen –, et wier méi einfach, se géifen den 112 uruffen, fir séier an de Genoss vun hirem Pass ze kommen. Anerer mengen, wa se eng Kéier ze vill gehouscht hätten, se missten d'Ambulanz ruffen. Da gëtt et der nach, déi e bësse verstoppt sinn. Déi mengen och, se missen d'Ambulanz ruffen, an esou weider an esou fort. Där Beispiller gëtt et genuch.

Ech wëll zwar elo net ze vill hei pauschaliséieren, mee Tatsaach ass – an dat héiert ee jo awer och vun de Leit vum Terrain –, datt leider oft Leit de System e bësse mëssbrauchen an datt se och u sech net déi Informatiounen direkt matdeelen, déi noutwenneg sinn, fir kënnen ze decidéieren, ob muss eng Ambulanz geschéckt ginn oder net. Ech mengen, dat ass eng ganz bedauerlech Situatioun. An et soll een och ganz éierlech sinn: Déi kann een esou och net akzeptéieren.

Duerfir hunn ech och an deem Kontext déi eng oder déi aner Fro un de Minister:

Ass d'Situatioun effektiv esou, wéi een dat dobaussen héiert respektiv och, wéi et da beschriwwe gëtt?

Zweetens: Wann et déi Abuse gëtt, wéi kann een dergéint virgoen, datt dat an Zukunft net méi sou mëssbraucht gëtt?

An dann och vläicht nach eng lescht Fro: Et däerf ee jo net vergiessen, datt, andeems d'Leit de System mëssbrauchen, et awer och derzou féiere kann, datt anerer net an der néideger Zäit gehollef kréien. Kann een net gegeebenefalls vläicht souguer Sanktioune virgesinn, fir datt Leit, déi wierklech de System net esou utiliséieren, wéi et misst sinn, gegeebenefalls duerfir sanktionéiert ginn?

Ech soen Iech Merci am Viraus fir d'Äntwert.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Graas. Dann huet elo d'Wuert: den Inneminister.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Här President, merci fir déi Fro. Den 112 ass traditionell déi Telefonsnummer, wou d'Leit uruffen, wa se an Nout sinn oder wa se och heiansdo mengen, si wieren an Nout. D'Haaptmissioun vum 112 besteet doranner, fir reell Noutfäll do ze sinn, fir déi entgéintzehuelen an dann déi néideg Mesüren ze huelen.

Den 112 ass d'lescht Joer 276.353-mol ugeruff ginn. Par rapport zu 2022 ass dat e Surplus vu 27.000 Appellen. E bësse méi wéi e Véierel vun deenen Appellen hunn zu engem reellen Asaz gefouert, dat heescht do, wou de CGDIS intervenéiert ass. Méi wéi d'Hallschent vun den Appellen, firwat d'Leit awer op den 112 uruffen, si wéinst Froen, Informatiounen, Renseignementer: Wat fir en Dokter oder Veterinär oder wat fir en Apdikter oder Apdikt huet Déngscht?

Och wann dat novollzéibar ass, well jo jiddwereen, dee sech net gutt spiert, mengt, e wier an engem Noutfall, ass et awer wichteg a richteg, datt d'Linn 112 fir déi reell Noutfäll fräi bleift. An duerfir ass och um europäeschen Dag vum 112 den 11. Februar eng Campagne vum CGDIS gemaach ginn, fir genau op dat doten hinzeweisen.

Jo, et gëtt awer och leider sougenannten „Appelabusiffen", wou d'Operateure Frechheete gemaach kréien oder mat hinnen de Geck gemaach gëtt. Dat mécht leider 1 % vun allen Appeller aus. An do weisen ech nach eng Kéier drop hin, datt am Code pénal den Artikel 319 steet, wou ee ka strofrechtlech poursuivéiert gi fir Fausse-alerten. Duerfir och nach eng Kéier mäi waarmen Appell hei vun dem Riednerpult aus, den 112 wierklech nëmmen ze gebrauchen, wann e reellen Noutfall ass, well à la fin du jour kann e Liewen um Spill stoen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Inneminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 52 vum Här Marc Goergen un den Här Minister fir d'Fonction publique iwwert de Prozess vun der CGFP géint d'Regierung. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 52 du 11 mars 2024 de M. Marc Goergen relative à l'action en justice de la CGFP contre le Gouvernement, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique**

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Meng Fro geet eigentlech och nach méi ëm d'Vertrauen an d'Politick. Dir wësst alleguerten, am Moment ass eise Premier oft ënnerwee, sief et elo rezent zu Paräis oder e wäert och nach op aner Sommete goen, fir eist Land ze vertrieden. An de Message, deen en, Stand haut, wäert mathuelen op Paräis an op déi aner Sommeten ass: „Jo, ech sinn um Geriicht mat eiser Arméi. Jo, eis Arméi wäert an de Streik goen." Duerfir hunn ech haut d'Fro un de Minister vun der Fonction publique matbruecht, wéi et zu dëser Eskalatioun konnt kommen.

Ech hu mer gëschter d'Pressekonferenz vun der CGFP ugelauschtert, an ech sinn e bëssen erstaunt. Ech erënnere mech nach ganz gutt u lescht Joer. Dat war Juli. Do souze mer hei an do huet d'CSV eng Motioun bruecht, dass de Gehälteraccord mat der CGFP misst respektéiert ginn. D'CSV huet souguer den Artikel eenzel ofstëmme gelooss deemools beim neien Arméisgesetz. An elo ass dat alles vergiess. Elo muss eis Arméi op d'Geriicht. Dat heescht, wärend eng weltwäit Kris ass, huet dës Regierung et fäerdegbruecht, dass d'Zaldote wäerte géint d'Regierung kloen, dass e grousse Protestpiquet wäert stattfannen.

*(Interruptions)*

An deementspriechend ass dat schonn e Vertrauensverloscht, éischtens an dat, wat d'CSV am Juli hei vu sech ginn huet, an awer och an déi aktuell Regierung. Well wat mengt Der, wat dat fir Bild no baussen ofgëtt an deem Sträit, an deem d'Regierung sech am Moment mat den Zaldote befënnt a wou kee Kompromëss konnt fonnt ginn, obwuel, wéi gëschter vun der CGFP ze héieren war, e Kompromëss um Dësch loung, mee d'Regierung awer eng stuer Haltung ageholl huet?

Duerfir ass meng Fro un de Minister vun der Fonction publique, wéi et an deem Dossier wäert weidergoen a wéi Der do wëllt d'Kéier kréien, fir dass eist Land sech net dobausse blaméiert. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Minister fir d'Fonction publique huet d'Wuert. Här Minister.

**M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique | Merci, Här President. Här Goergen, Dir misst Iech vläicht eens ginn, wat fir eng Fro Der stellt: déi, déi Der schrëftlech eragitt, oder déi, déi Der hei elo stellt. Wéi eng ass et, op déi Der gären Äntwerten hätt? Ech hale mech un déi, déi Der eraginn hutt, well et sinn och déi, déi preparéiert gi sinn.

Et geet, wéi Der hei schreift – Dir selwer –, ëm d'Conciliatiounsprozedur, wou Der schreift an Ärem Enoncé, den 11. Mäerz hätt d'CGFP matdeele gelooss, déi wär gescheitert. Do kann ech Iech scho mol soen, datt dat faktuell falsch ass, well et ass net zu enger Conciliatioun komm. Et ass weeder zu enger Conciliatioun nach zu enger Netconciliatioun komm.

Am Juni 2023, fir nach eng Kéier op den Historique anzegoen, huet d'CGFP eng Streikprozedur lancéiert wéinst engem Litige généralisé, dee si an hiren Ae mat der viregter Regierung hätt. Déi nei Regierung ass ugetrueden an huet deen natierlech weider iwwerholl, dee Litige, deen d'CGFP, wéi gesot, declenchéiert huet.

An do kënnt et als éischt Etapp zu enger Conciliatiounsprozedur, sou wéi dat virgesinn ass an dem Gesetz vun 1979 iwwert d'Streikprozedur beim Staat. Dat ass dann eng Kommissioun, déi zesummegesat ass aus Vertrieder vun der CGFP a Vertrieder vum Staat – et sinn der allkéiers fënnef Stéck – plus e Riichter oder eng Riichterin, déi da soll decidéieren, wat dann do ze decidéieren ass. An d'Regierungsvertrieder hu ganz kloer a Fro gestallt, datt et sech hei géif ëm e generaliséierte Litige handelen, well de Gehälteraccord géif respektéiert ginn, well nämlech de Bewäertungssystem, deen 2015 agefouert ginn ass an der Fonction publique, wäert mat dem Accord salarial och ofgeschaaft ginn. An dowéinst wäert ech och e Projet de loi deposéieren, fir natierlech och de Bewäertungssystem an der Fonction publique ofzeschafen.

Och déi nei Verdeedegungsministesch huet dunn erkläert, firwat et wichteg ass, datt mer e Bewäertungssystem bei der Arméi géife behalen. Dowéinst hunn d'Regierungsvertrieder an där Kommissioun kloer gesot: Et ka sech hei net ëm e Litige généralisé handelen, mee et muss, wann et iwwerhaapt ee gëtt, e Litige sectoriel sinn, an d'Riichterin huet deem Recht ginn, där Argumentatioun. An dat heescht, et si sechs Stëmmen, déi dann decidéiert hunn an där Kommissioun, wann, da wär et e Litige sectoriel an net e Litige généralisé. Et ass awer och net zu enger Netconciliatioun komm.

Dat ass u sech den Ausgang gewiescht vun där Kommissioun am Januar, an doropshi war d'CGFP awer net averstane mat där Interpretatioun. Si schreift dann och an hirem Communiqué, datt mat nëmmen enger Stëmm méi eng Majoritéit do decidéiert gi wär, datt et dann net zu där Conciliatioun do oder Netconciliatioun do kéint kommen. Et muss een nach eng Kéier betounen, datt awer déi Stëmm déi vun der Riichterin gewiescht ass. Dat ass esou, wéi d'Kompositioun ass: Fënnef Vertrieder op der enger Säit, fënnef Vertrieder op der anerer Säit, déi sech do net eens sinn, an d'Riichterin huet decidéiert, datt se der Regierung an hirer Argumentatioun géif Recht ginn.

Duerno si se higaang an hu versicht, déi zweet Etapp ze declenchéieren, nämlech d'Mediatioun, déi virgesinn ass an dem Gesetz, an dunn hu se de President vum ieweschte Geriichtshaff saiséiert, deen da sollt dodriwwer statuéieren. Duerno ass et erëm zu enger Reunioun komm am Februar, wou d'Regierungsvertrieder argumentéiert hunn, et kéint guer net hei zu enger Mediatioun kommen, well nämlech d'Premiss net erfëllt wär. Fir eng Mediatioun kënnen ze maachen, misst et nämlech fir d'éischt zu enger Non-Conciliation kommen, déi awer net stattfonnt huet, an dat huet de Riichter och esou gesinn an en huet

statuéiert, hie kéint effektiv net saiséiert ginn, well et ass net zu enger Non-Conciliation komm an doweinst kéint hien och net eng Mediatioun maachen.

Sou, dat ass a sech de Stand der Dinge, wéi et bis elo ass. An doropshin huet eeben d'CGFP decidéiert, viru Geriicht ze zéien, wat natierlech hiert Recht ass, fir d'Schlichtungsverfaren a Fro ze stellen a fir géint den, an hiren Aen, Netrespekt vum Gehälteraccord virzegoen. Woubäi d'Regierung ganz kloer seet: Mir stinn zum Gehälteraccord, mir wäerten de Bewäertungssystem ofschafen, wéi en 2015 agefouert ginn ass. An op där anerer Säit ass et hiert gutt Recht, natierlech ze versichen, déi Decisiounen, déi awer zweemol en faveur vun der Regierung hirer Argumentatioun komm sinn, a Fro ze stellen. Mir sinn an engem Rechtsstaat. Dat ass hiert gutt Recht, mee mir stinn zu onsem Wuert.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

An da komme mer elo zur Fro Nummer 53 vun der Madamm Diane Adehm un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert de Science Center Lëtzebuerg. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 53 du 12 mars 2024 de Mme Diane Adehm relative au Science Center Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

**Mme Diane Adehm** (CSV) | Merci, Här President. D'lescht Joer gouf et ganz vill Diskussioune ronderëm de Science Center, wat iwwregens en äusserst interessante Projet ass, deen och ganz vill Leit besichtege ginn, respektiv et gi ganz, ganz vill Schoulklassen dohinner.

Verschidde Froe waren deemools opgeworf ginn, an an deene Froe goung et haaptsächlech ëm d'Gouvernance, awer och ëm d'Finanze vum Science Center. Grad bei de Finanze gouf vill iwwer verschidde Rechnunge vun der Groussgasmaschinn 11, der sougenannter „GGM 11", un de Science Center diskutéiert. De Minister hat deemools och en Audit vun der IGF an Optrag ginn. Si hu verschidde Rechnungen nogekuckt a si hunn déi och a Fro gestallt.

Am Abrëll 2023 gouf dunn d'Konventioun zwëschent dem Science Center an dem MENJE gekënnegt. Et gouf och e Memorandum of Understanding ënnerschriwwe mat verschiddenen Oplagen. Haut de Moie gouf et e Presseartikel, dee seet, dass verschidde Punkte vun dësem Memorandum of Understanding net zäitgerecht erfëllt gi wieren.

Dozou hätt ech e puer Froen un de Minister: Wéi geet et elo viru mam Science Center, well d'Deadline fir de Memorandum of Understanding war den 1. Mäerz 2024. Gëtt et weiderhi Sue fir de Science Center oder net? Wat geschitt mam Personal, wat do schafft? Riskéiere si net, eventuell d'Fraisen ze droe fir eppes, wou si näischt derfir kënnen? Wat ass d'Zäitschinn an deenen nächste Woche respektiv an deenen nächste Méint? A wann et zu iergendwellechen neie Momenter komme sollt, ass de Minister da gewëllt, an déi zoustänneg Chamberkommissiounen ze kommen?

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Adehm. An dann huet d'Wuert: den Här Educatiounsminister. Här Minister.

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, op déi lescht Fro kann ech ganz kloer Jo äntweren. Sollt et nei Momenter an deem Dossier ginn, sinn ech selbstverständlech bereet, an d'Kommissiounen ze kommen, well et war jo dacks an der Educatiounskommissioun an och an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, wou mer deen Dossier hei diskutéiert hunn, wou mer eis eigentlech och eens waren, datt et, wéi Dir gesot hutt, e ganz flotte Projet ass, en noutwendege Projet.

Mir musse Promotioun vun de Sciencë maachen, mir musse Promotioun vun der Technologie maachen, notamment bei deene Jonken, fir se derfir ze begeeschteren, well eis Gesellschaft brauch Jonker, déi och an déi dote Beräicher studéiere respektiv duerno schaffe ginn. Dat ass jo déi Haaptfinalitéit, déi eigentlech och erreecht ginn ass hei.

Et gouf dann awer eng ganz Rei vun absolutt berechtegte Froen, wat d'Finanzgestioun ënner anerem ubelaangt, wat d'Gouvernance vun där Struktur ubelaangt, an déi goufen dunn och vun der Inspection générale des finances analyséiert, wat weider Froen eigentlech och mat sech bruecht huet a wou dann decidéiert gouf, e weideren Audit ze maachen iwwert d'Gouvernance financière vun där Struktur, awer och, wat fir eng Aarbechten eventuell nach misste staatlechersäits honoréiert ginn oder net an a wat fir engem Volume dat sollt geschéien.

An deem Memorandum of Understanding, zu deem d'Regierung nach ëmmer steet, dee mer nach ëmmer poursuivéieren, datt déi Prinzippie mussen agehale ginn, hätte mer gären eng Gouvernance, déi transparent ass. Mir hätte gären, datt déi Interessekonflikter, déi hei visiblement existéiert hunn, datt och déi opgeléist ginn. Mir wëllen, datt am Conseil d'administration vun dem Luxembourg Science Center, wat eng ASBL ass, och staatlech Vertrieder dra sinn, fir eigentlech permanent un d'Informatiounen och do ze kommen. An ënnert deenen Ëmstänn alleguerte wäre mer bereet, eventuell eng nei Konventioun mat där Struktur ze maachen, fir dann d'Perennitéit vun der Aktivitéit och ze assuréieren.

Entre-temps hu mer awer och déi besteeënd Konventioun eemol verlängert. Mir gesinn elo, datt d'Ëmsetzung vun deene Fuerderunge staatlechersäits, déi mer gestallt hunn, sech als méi schwiereg oder méi laangfristeg erausgestallt huet. An duerfir wëlle mer och déi Iwwergangskonventioun nach eng Kéier kuerzzäiteg verlängeren, bis dann en Audit virläit iwwert déi Finanzstréim an déi Leeschtungen, déi nach eventuell staatlechersäits sollten honoréiert ginn, an awer och déi aner Punkten, déi ech elo hei kuerz nach eng Kéier just konnt resüméieren, dann ëmgesat wären. An dann, hoffentlech, si mer an der Situatioun, wou mer erëm eng nei Konventioun kënne maachen, fir mëttel- a längerfristeg de Fonctionnement vum Luxembourg Science Center ze assuréieren.

Wéi gesot, et ass eng Struktur, déi mer brauchen, déi an eis Landschaft passt, déi virun allem Jonker begeeschtert fir Wëssenschaft an Technologie. An duerfir hoffen ech, datt mer hei d'Enner beienee kréie fir eng gesond Gouvernance, och en Ëmgang mat ëffentleche Finanzen, well zum ganz groussen Deel geet et hei zwar ëm e private Projet, deen awer mat ëffentleche Finanzen assuréiert gëtt, fir deen esou op d'Schinn ze kréien, wéi een eebe mat ëffentleche Gelder soll ëmgoen.

Ech gleewen nach ëmmer dorunner. An duerfir, denken ech, sollte mer der Saach nach e bëssen Zäit ginn.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

An da komme mer elo zur Fro Nummer 54 vum Här David Wagner an zur Fro Nummer 55 vum Här Dan Biancalana, allen zwou un den Här Inneminister, iwwert de Courrier vun der Madamm Procureur d'État iwwert d'Mobilisatioun vun der Police am Kader vum Bettelverbuet. Här Wagner, Dir hutt fir d'éischt d'Wuert.

**– Question n° 54 du 12 mars 2024 de M. David Wagner relative au courrier de la Procureure d'État au sujet de la mobilisation de la police judiciaire dans le cadre de la répression de la mendicité, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**– Question n° 55 du 11 mars 2024 de M. Dan Biancalana relative au courrier de la Procureure d'État au sujet de la mobilisation de la police judiciaire dans le cadre de la répression de la mendicité, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Nodeems den Här Inneminister vum Procureur vum Stater Bezierksgeriicht desavouéiert gouf, nodeems den Inneminister vum President vum Verfassungsgeriicht desavouéiert gouf, nodeems den Här Inneminister sech selwer huet missen an enger Äntwert op eng Question parlementaire desavouéieren, gouf d'lescht Woch den Här Inneminister vun der Procureure générale an engem Bréif un hien desavouéiert.

Dës Kéier geet et net ëm déi legal Konformitéit vum Reglement, dat d'Stad geholl hat a Saachen Heescheverbuet, mee ëm déi praktesch Ëmsetzung, déi zur Konsequenz huet, d'Aarbecht vun der Justiz nach méi ze erschwéieren.

Laut der Procureure générale hunn innerhalb vun engem Mount d'Enquêteure vun der Police judiciaire 880 Stonne Policepresenz opweise mussen, fir géint d'Verstéiss vum Stater Reglement virzegoen.

D'Madamm Procureur d'État huet sech och doriwwer entsat gesot, wann ee bedenkt, datt iwwer 1.200 Dossieren drop waarden, traitéiert ze ginn, dovunner ganz wichteg Saachen, ganz grav Delikter: 43 Abus-sexuellen, 72 aus dem Blanchiment an 320 aus der Wirtschaftskriminalitéit. Ëmmerhin ass et dann am Kader vum Heescheverbuet zu zwee Protokoller komm, dovunner e bekannte Kënschtler, dee sech selwer denunzéiert hat.

Jo, et ass net nei, datt d'Justiz net esou weiderkënnt, wéi se wéilt oder wéi mir all wéilten, mee dës Decisioun mécht d'Aarbecht vun der Justiz nach méi schwéier. A jo, et war en Hëllefsruff vun der Procureure d'État, an zwar en Hëllefsruff – an esou huet jiddereen, jiddereen dat verstanen, bis vläicht op eng Persoun –, dee seet: „Maacht eis d'Aarbecht net nach méi schwéier a kommt op Är Decisioun zeréck!"

Dohier meng Fro un den Här Inneminister: Wäert hien op seng Decisioun zeréckkommen? A wann net, firwat? An an deem Fall: Wéi gedenkt d'Regierung, déi Stonne vun der PJ elo direkt ze kompenséieren, wann dat iwwerhaapt méiglech ass, fir datt d'Aarbecht vun der Justiz net weiderhin entravéiert gëtt duerch déi Decisioun, déi den Här Inneminister geholl huet?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Biancalana.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Här President, den Här Inneminister huet gëschter eng Rei Aussoe getätegt als Reaktioun op e Bréif, deen d'Madamm Procureur général d'État him zoukomme gelooss huet an deen der Press virlouch. D'Madamm Solovieff huet an engem Bréif op verschidde Mëssstänn higewisen.

D'Police judiciaire ass fundamental wichteg, fir am Kader vun hire Missiounen op den Dossieren ze schaffen, fir de Justizautoritéiten zouzeschaffen an esou kriminell Affäre weiderzebréngen. Wéi d'Procureure générale seet, sinn duerch d'aktuellt Ofzéie vun Enquêteuren nach méi Retarden entstanen, déi schwéier kënnen opgeholl ginn.

Den Här Inneminister huet och an deem Kader an doropshi bestätegt, dass e Beamten, jo, en „Excès de zèle" gemaach huet an dass elo verschidde Beamten zréck an hir Unitéite wäerte goen. An den Här Inneminister schwätzt och vun engem stännegen, permanenten Evaluatiounsprozess.

Dofir hunn ech follgend Froen:

Déi éischt: D'Madamm Procureur général d'État deklaréiert, dass si iwwert d'Press vum Ofzéie vun de Beamte vum SPJ informéiert gouf. Wat sinn d'Grënn, dass d'Justizautoritéiten net direkt, also net vun Ufank un, vum Inneminister selwer informéiert goufe respektiv vun der Justizministesch?

Déi zweet Fro: Zousätzlech hutt Der jo och behaapt, dass Beamte vun der PJ net vun hire Servicer zeréckgezu gi sinn. Hei geet aus Ärer Äntwert op eis Question parlementaire 293 ervir: „Les membres du SPJ ne sont pas retirés de leur service, mais effectuent, dans le cadre de ce dispositif, des missions dévolues au SPJ." Mir denken, dass esou, wéi et scho bei de Limousinnen de Fall war, Är Aussoen net mat de Fakten iwwerteneestëmmen. Et si jo awer kloer Beamte vum SPJ opgefuerdert ginn, an den Asaz ze goen. Et waren der 110, déi jo dann effektiv um Terrain am Asaz waren. Wéi vill sinn et der nach elo als Reaktioun op den „Excès de zèle"? An aus wéi enge Servicer?

Déi drëtt Fro: Wat sinn d'objektiv Krittären, déi Der Iech ginn hutt a punkto Evaluatioun? Wéi eng Instrumenter braucht Der?

An déi véiert: Schlussendlech wéilte mer gären den Inneminister froen, wat de Rôle vun der Oppositioun a sengen Aen ass. Am „Invité" sot Dir nach, an ech zitéieren, dass verschidde Gréng a Rout emol kucke sollten, sech e bëssen ze calméieren. Als Oppositiounspartei, als Oppositiounsparteie gesi mir jo ganz onopgereegt eise Rôle kloer doranner, d'Regierung ze kontrolléieren, esou wéi Dir dat d'ailleurs och an Ärer Zäit als Oppositiounspolitiker gemaach hutt. An esou laang ass dat nach net hier. Dofir, mengen ech, d'Fro: Solle mer elo stillschweigend als Oppositioun nokucken an eis net kritesch äusseren, sou wéi dat an enger Demokratie an an engem Rechtsstaat Usus ass?

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwert.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Biancalana. Dann huet elo d'Wuert: den Här Inneminister. Här Inneminister.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci fir déi Froen. Vläicht fir d'éischt direkt: Also, ech fille mech guer net desavouéiert. Mir liewen an engem Land, wou et eng Rei Institutioune gëtt. An am Respekt vun der Séparation des pouvoirs hëlt all Institutioun seng Missioune wouer.

Dee Bréif vun der Madamm Procureur général d'État, deen ass jo just u mech an un d'Justizministesch geschéckt ginn. Duerfir kommentéieren ech och elo net, wéi dee Bréif konnt iergendwéi am Public landen. En ass do an ech hu gëschter am Interview dozou Stellung geholl an ech hu gëschter der Madamm Procureur – a just der Madamm Procureur général d'État – an der Justizministesch en copie dee Bréif geschéckt. Wann d'Chamber freet, fir dee Bréif ze kréien, muss d'Chamber déi Decisioun huelen an da kritt se natierlech selbstverständlech dee Bréif vum Inneminister geschéckt.

An deem Bréif sinn eng Rei Zuele genannt ginn, fir d'éischt déi Zuel vun 1.291 Dossieren an deenen Affären, wéi Der gesot hutt, déi amgaange sinn, analyséiert ze ginn. An deenen Dossiere gëtt enquêtéiert. Déi Dossiere si jo elo net komm an där Zäit, wou deen Dispositif en place ass. Ech erënneren drun: Deen Dispositif ass säit Enn Januar en place. Et ka jo net sinn, datt 1.291 Dossieren an där Zäit opgemaach gi sinn, well soss hätte mer e reelle Problem hei am Land.

*(Interruption par M. Dan Biancalana)*

Dir schwätzt och ëmmer just ... Dir schwätzt ... Nee, ech soen: Ech hunn Iech nogelauschtert, ech ginn Iech meng Stellungnam. Et geet och net nëmmen ëm den Dispositif vun der Mendicité organisée – ech ginn et net midd ze widderhuelen –, et geet och ëm Drogebekämpfung, illegal Immigratioun, Proxenetisme a Salubrité publique, deen Dispositif, deen en place gesat ginn ass.

An deem Bréif gëtt gesot, et wieren 880 Stonne vun 110 Beamte prestéiert ginn. Ech hu kee Grond, fir dat net ze gleewen, mee wann ech awer de Calcul maachen, 880 Stonnen duerch 110, dann huet all Beamte vun deenen 110 maximal ee Schaffdag an deem Dispositif geschafft.

Et ass och net richteg, fir ze soen, déi wiere „retiréiert" ginn. Déi gi fir deen Dag dann an deen Dispositif gesat. An duerfir hunn ech gemengt ... Och Dir als Oppositioun huelt Är Roll wouer, et ass Äert gutt Recht, mee et soll een awer vläicht terre à terre argumentéieren opgrond vun de Chifferen. An duerfir sinn ech och frou, datt d'Madamm Procureur général déi Chiffere genannt huet.

An ech bleiwen dobäi: Dee Bréif ass en Hëllefruff generell vun der Madamm Procureur général, fir méi Effectiver an der Police judiciaire ze kréien. Ech soen awer och, datt d'Police judiciaire – an dat war eng Diskussioun am Kader vun der Reform vun 2018 hei am Haus, an do war dat ganzt Haus d'accord – Element vun der Police ass. Et waren Diskussiounen, a wann een d'Avise liest, déi do déi Zäit gi gi sinn, och vum Parquet, da wollten déi, datt d'Police judiciaire ganz eriwwer ënnert d'Autoritéit – an den Här Biancalana gëtt mer Recht hei, gesinn ech – vum Parquet sollt kommen. Dat war net de Wonsch vun dësem Haus an d'Police judiciaire ass integrale Bestanddeel vun der Police. Ginn Enquêtë gemaach, da si se natierlech selbstverständlech ënnert der Autoritéit vun dem Parquet. Dat ass och an där Kommissioun, wou déi Vertrieder vum Parquet do waren, esou richteg gesot ginn.

Wou ech net kann d'accord sinn, ass, fir ze soen, de Parquet wier net doriwwer informéiert gewiescht, well mir haten an der Kommissioun doriwwer geschwat, datt d'Membere vun der Police judiciaire géifen zäitweileg an deem Dispositif mat op den Terrain goen.

Ech mengen, d'Zäit ass ofgelaf, mee därf ech nach ...?

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir hutt zweemol véier Minutten.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | A ok, dann ass d'Zäit jo nach net ofgelaf, tipptopp. Tipptopp!

D'lescht Woch war Comité d'accompagnement, wéi dat heescht. Deen ass jo och am Bréif vun der Madamm Solovieff genannt ginn. An do ass dee Punkt opkomm, datt ze vill Beamte vun der Police judiciaire – ech nennen dat elo fir een Dag – do an deen Dispositif gaange sinn, a besonnesch déi vun der Section Ecofin. Dat sinn déi, déi sech notamment d'Affär Blanchiment traitéieren. An ech sinn dat dunn en Donneschde vum Generaldirekter vun der Police gewuer ginn, an dunn hu mir gesot: „Effektiv, dat do geet net." Wannechgelift, e soll do deene Responsabele soen, si sollen déi net méi an deen Dispositif mat eranhuelen. De Generaldirekter huet mech du mëndlech informéiert, datt en en SMS un d'Madamm Procureur général geschéckt huet, fir hir dat ze soen, an och dem Procureur beim Bezierksgeriicht Lëtzebuerg, dem Här Oswald, déi Info matzeginn.

Fakt ass awer – an ech mengen, do si mer eis eens hei am Héijen Haus –, datt mer nach ëmmer net genuch Polizisten hunn, weeder um Terrain nach an der PJ.

An ech deelen dee Constat, well ech war bei d'PJ en Untrëttsbesuch maachen. Ech weess elo net méi genau, wéini. An notamment hunn déi vun der Sectioun Antiblanchiment mer gesot: „Mir brauche méi Leit."

An duerfir ginn ech Iech dann hei haut d'Chifferen, déi elo rekrutéiert gi bei der Police judiciaire fir 2024. Bis Enn Abrëll sollen 10 Enquêteurs civils en matière ECOFIN rekrutéiert ginn. Dat kënnt Der och elo schonn op GovJobs nokucken. Ab dem 1. Mee gi 25 Polizisten, fir déi verschidde Sektioune vun der SPJ ze verstäerken, rekrutéiert. Ab dem 1. Mee ginn 10 Leit Zivillpersonal rekrutéiert. An am September/Oktober ginn nach eng Kéier 10 Enquêteurs civils fir an der Sectioun ECOFIN rekrutéiert.

Dat heescht, dëst Joer ginn aleng 55 Leit bei der Police judiciaire rekrutéiert, fir eebe kënne méi schnell déi Dossieren opzeschaffen, well – do sinn ech d'accord mat Iech – dat si grav Dossieren a mir mussen Efforte maachen, fir déi opzeschaffen, well d'Kriminalitéit muss bekämpft ginn. A mir mussen endlech op dee Punkt kommen, wou mer deene Kriminellen ee Schratt viraus sinn an net méi e Schratt hannendra sinn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen Iech Merci, Här Inneminister.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 56 vum Här Mars Di Bartolomeo un den Här Finanzminister iwwert d'Nicotine-Pouches oder d'Nikotinsäckelcher. Den Här Di Bartolomeo huet d'Wuert.

**– Question n° 56 du 8 mars 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative aux « Nicotine pouches », adressée à M. le Ministre des Finances**

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci, Här President. Et kléngt schonn net esou appetittlech, an et ass et och net!

Déi international, an och déi national Zigarettenindustrie, huet mat den Nikotinsäckelcher en neit Produkt erfonnt, dat op deels onverschimmt Aart a Weis promouvéiert gëtt. Dobäi sinn déi Säckelcher, déi mat Verpackunge verkaaft ginn, déi ee soss fir Kamelle gebraucht, kengesweegs harmlos.

Si richen zwar aneschters, net wéi den Tubak, schmaachen angeeblech bal wéi Kamellen, kënnen iwwerall konsuméiert ginn, mee an hinne stécht e staarkt Ofhängegkeets- a Suchtpotenzial. Et fënnt ee se gutt siichtbar vir op den Théike vun den Tankstellen, verbonne mat staarke Slogane wéi: „Befreit Ären innere Wikinger!", „Suergt fir Äre Kick!", „Fäert näischt méi!", „Dir kritt Ären Nikotinkick iwwerall a jidderzäit."

Et gëtt onverschimmt vum reglementaresche Vide profitéiert. „Vide" heescht: keng Alterslimitt, kee

Werbeverbuet oder Reglementéierung, keng Warnungen.

Op eng Fro vun der Kolleegin Nancy Kemp-Arendt hin hat d'Ministesch op dee grousse Risiko fir d'Gesondheet higewisen an ugekënnegt, d'Regierung géif d'Ausland opmierksam beobachten, fir gegeebenefalls ze reglementéieren. Ech hunn awer d'Impressioun, dass et an der Regierung zwou Meenunge gëtt, well Reglementéierung gëtt et net, awer an der Zwëschenzäit soll dat Produkt steierlech mat Accisë belaascht ginn – wat indirekt heescht: Mer akzeptéieren dat Produkt.

An ech wollt dofir vum Minister wëssen, ob dat net e falsche Message ass no baussen, fir déi gëfteg Substanz, déi aggressiv vermaart gëtt, ...

*(Interruption par la présidence)*

... ze besteieren, dat ouni Reglementéierung: null Reglementéierung vun der Werbung, null Alterslimitt, iwwerall konsuméiert, verdeelt. Ass dat net d'Päerd hannert de Won gespaant? A wéi soll dat weidergoen?

Här Minister, ech soen Iech och Merci, dass Der bereet waart, op déi Fro ze äntwerten.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Dir hätt och kënnen zu zwee drop äntwerten. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci och, Här President. A merci fir d'Zäit.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann ass d'Wuert fir den Här Finanzminister.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Häre, ech soen dem Här Di Bartolomeo Merci fir seng mëndlech Fro. Menges Wëssens a mengen Informatiounen no, Här fréiere Gesondheetsminister, ginn déi sougenannten „Nikotinsäckelcher" zanter 2022, also säit bal zwee Joer, zu Lëtzebuerg um Maart kommerzialiséiert.

*(Interruption)*

Dës Regierung ass gewëllt, dës Nikotinsäckelcher ze reglementéieren. An dat huet – Dir hutt dat richteg bemierkt – d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Deprez, an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro der Deputéierter Nancy Kemp-Arendt den 22. Januar 2024 och bestätegt. A si huet dat och nach eng Kéier widderholl de leschte Samschdeg am „Background" um Mikro vum RTL.

A mat dem Budgetsgesetz 2024, wat d'lescht Woch deposéiert gouf, gi mer eigentlech och op de Wee vun der Reglementation. Jo, d'Accisë wäerten – dat liest Der an der Loi budgetaire – ab dem 1. Oktober 2024 op den Nikotinsäckelcher erhuewe ginn. Fir et nach eng Kéier ze soen: Bis elo war dat net de Fall! Bis elo ginn déi Nikotinsäckelcher awer zu Lëtzebuerg kommerzialiséiert. An dat erlaabt dann och den Operateuren, sech den Douanes- an Accisëreegelen unzepassen.

D'Héicht vun den Accisen – ech soen et nach eng Kéier: déi et bis elo net ginn –, déi wäerten ab dem 1. Oktober och net vun dem Nikotingehalt ofhänken, mee d'Héicht vun den Accisë gëtt ganz einfach op de Kilo berechent. An dat sinn, wéi Der an der Loi budgétaire konnt noliesen, 22 Euro pro Kilo.

D'Fro, wéi d'Nikotinsäckelcher am Detail reglementéiert ginn, zum Beispill, wat hire maximalen Nikotingehalt ass – wat bis elo net de Fall ass, well et gëtt keng Reglementatioun, iwwregens schonn zënter 2022 –, dat ass och keng Fro, fir déi de Finanzminister zoustänneg ass. De Finanzminister ass zoustänneg fir d'Accisen. Deen huet seng Aufgab iwwerholl. Ab dem 1. Oktober dëst Joer wäert, wann de Budget gestëmmt ass, d'Taxéierung op deene Produiten, déi um Marché sinn, gräifen.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Finanzminister Merci.

Da komme mer zur Fro Nummer 57 vum Här Gérard Schockmel un den Här Aarbechtsminister iwwert d'Flicht, fir obligatoresch konventionéiert Stagë vun iwwer véier Wochen ze bezuelen. Den Här Schockmel huet d'Wuert.

**– Question n° 57 du 12 mars 2024 de M. Gérard Schockmel relative à l'obligation d'indemnisation des stages obligatoires conventionnés dépassant la durée de quatre semaines, adressée à M. le Ministre du Travail**

**M. Gérard Schockmel** (DP) | Merci, Här President. Am Juli 2023 gouf am Code du travail den Artikel iwwert d'Stagë revidéiert. An zwar ass zanterhier elo virgesinn, datt och fir Studenten, déi de Bachelor an de Sozial- an Erzéiungswëssenschafte maachen, Stagë bezuelt ginn, wann et e Stage ass, deen obligatoresch ass an dee méi laang wéi véier Wochen dauert.

Am Dezember 2023 hunn dann déi betraffe Studenten en oppene Bréif publizéiert, deen ënner anerem och un den Aarbechtsminister gaangen ass. Zënter der Aféierung vun dëser obligatorescher Indemnisatioun ass et tatsächlech méi schwéier fir déi Studenten, fir Stagëplazen ze fannen. Et gëtt eng ganz Rei Entitéiten, Institutiounen, déi net informéiert sinn iwwert dës Obligatioun, bezéiungsweis déi hiren Obligatiounen net nokomme kënnen. Insgesamt huet sech domat de Choix vu potenzielle Stagëplazen drastesch reduzéiert. An dat ass natierlech e Problem fir déi Studenten, fir dann och hiert Studium zum Ofschloss ze bréngen.

An dësem Kontext wollt ech also dem Här Aarbechtsminister follgend Froe stellen: ob et zënter deem oppene Bréif zu engem Dialog tëschent de Studenten an dem Här Aarbechtsminister komm ass; ob dës Problematik bekannt ass a sengem Ministère; an och datt eeben déi Aféierung vun där obligatorescher Indemnisatioun Problemer bewierkt, wat d'Stagëplazen ubelaangt. An dann, ech mengen, wourëm et wierklech geet, ass: Wéi kann elo séchergestallt ginn, datt d'Applikatioun vun dësem Gesetz am Code du travail keng weider negativ Konsequenze fir déi betraffe Studenten huet, besonnesch am soziale Beräich?

Merci.

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Schockmel. Dann huet elo den Här Aarbechtsminister d'Wuert. Här Aarbechtsminister.

**M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | Merci, Här President. Just eng kleng Remark am Ufank: Dir hutt geschriwwen, Här Schockmel, „des stages obligatoires conventionnés dépassant la durée de quatre semaines"; et ass „à partir de quatre semaines". Also, e klengen Ënnerscheed.

D'Obligatioun fir d'Indemniséiere vun engem obligatoresche Stage besteet effektiv ab enger Durée vu véier Wochen. Dat ass am Artikel 152-4 vum Code du travail och esou festgehalen. Eng Derogatioun dozou ass awer ënner follgende Konditiounen am Code du travail virgesinn:

Éischtens: An der Convention de stage muss engersäits stoen, dass d'Indemniséiere vum Stagiaire net erlaabt ass, an anerersäits, dass d'Anhale vun dësem Verbuet fir den Établissement d'enseignement eng Konditioun ass fir d'Unerkennung vum Stage.

Zweetens: De Stagiaire selwer muss beim Aarbechtsministère per E-Mail u stage@mt.etat.lu déi vum Gesetz virgeschriwwen Attestation d'exonération de l'obligation d'indemnisation ufroen. Dës Attestatioun kritt de Stagiaire, wann en eis virum Ufank vum Stage seng Demande mat Kopie vun der Convention de stage schéckt, fir dass mer kontrolléiere kënnen, dass déi vireg Konditiounen am Punkt 1 an der Konventioun virgesi sinn.

An deem Kontext ass menge Servicer opgefall, dass d'Zuel vun den Demanden zanter September 2023 extreem an d'Luucht gaangen ass. Virun dësem Datum koumen tëschent 5 an 10 Demandë pro Mount eran. Am Verglach dozou läit d'Zuel momentan ongeféier bei 60 Demandë pro Mount. Tëschent 2020 an 2023 krute mir am Ganzen um Ministère 280 Demanden. Am Verglach dozou koumen innerhalb vun deenen zwee leschte Méint 122 Demanden eran, inklusiv fënnef Stagiairen, déi e Refus kruten.

Dës Erhéijung vun den Demanden ass sécherlech d'Resultat vum Gesetz vum 21. Juli 2023, wat virgesäit, dass ab September 2023 d'Stagë fir BTS-Formatiounen a generell am Beräich vun der Santé, der Educatioun a vum Sozialen och sollen indemniséiert ginn. Virdru war d'Indemnisatioun bei de BTSen zum Beispill fakultativ.

An deem Kontext fält effektiv op, dass grad d'Studenten aus deene Beräicher bei mengen zoustännege Servicer massiv Attestations d'exonération froen. De Problem läit also net am Aarbechtsministère, well do gi just Demanden traitéiert, déi déi jonk Leit eraschécken, mee éischter bei den Organismes d'accueil, déi, wéi mir gesot gëtt, ganz dacks net iwwert déi néideg finanziell Moyene verfügen, fir déi obligatoresch 30 % vum SSM ze bezuelen.

Eng Entrevue ass net virgesi gewiescht, well och keng ugefrot ginn ass. Also, eng Entrevue kann och nach stattfannen, dat ass guer kee Problem, mee ech mengen, de Problem läit virun allem och bei eeben den Organismes d'accueil, an dat sinn an deem Fall virun allem d'Spideeler, wou déi meeschten Demanden erakommen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Aarbechtsminister. An domat si mer dann um Schluss vun eiser Froestonn fir haut ukomm.

## 6. 8295 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 8295 iwwert d'Aféierung vun enger Bäihëllef fir Patronen, deenen hir Salariéen eng Beruffsausbildung maachen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéiten hu fënnef Minutten an d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, d'Madamm Francine Closener, den Här Fred Keup, den Här Meris Sehovic, den Här Ben Polidori. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino, et ass un Iech.

***Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse***

**Mme Barbara Agostino** (DP), rapportrice | Merci fir d'Wuert, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, deen ech Iech haut virstellen, modifizéiert d'Gesetz vum 4. September 1990 iwwert d'Reform vum Enseignement secondaire général. Ech dierf drun erënneren, dass duerch d'Gesetz vum 12. Juli 2019 d'Méiglechkeet fir e Salarié geschafe gouf, fir eng Formation de base an eng Formation professionnelle wärend sengem Emploi ze suivéieren.

Bis ewell waren iwwer Règlement grand-ducal zwou Formatiounen en cours d'emploi wärend dem Schouljoer 2023/2024 virgesinn. Dëse Reglement baséiert op dem Artikel 42 vum ofgeännerte Gesetz vun 2008 iwwert d'Formation professionnelle, mat deem d'Formations professionnelles en cours d'emploi erméiglecht ginn. Bei dësen zwou Formatiounen handelt et sech ëm déi vum Aide-soignant, wou d'Zil ass, den Diplôme d'aptitude professionnelle aide-soignant ze kréien, an ëm d'Formatioun, fir Assistant d'accompagnement au quotidien ze ginn, wou d'Zil ass, de Certificat de capacité professionnelle assistant d'accompagnement au quotidien ze kréien.

Mat dësem Projet de loi soll eng finanziell Hëllef an d'Liewe geruff gi fir d'Employeuren, déi Mataarbechter hunn, déi eng Formatioun am Kader vum Artikel 42 vum genannte Gesetz maachen, well wärend de Stonnen, wou d'Salariéen an der Formatioun sinn, feele se natierlech op der Aarbechtsplaz. Dat stellt eng zousätzlech finanziell Belaaschtung fir hir Patronen duer. D'Zil vum Projet de loi ass, de Patronen eng finanziell Ënnerstëtzung zoukommen ze loosse fir déi Stonnen, wärend deenen d'Salariéen d'Formatioun maachen an net schaffen.

Dofir muss awer d'Formatioun an engem ëffentlechen oder private Lycée oder an engem ëffentlechen oder private Formatiounszenter dispenséiert ginn, sou wéi et am Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwert d'Reform vun der professioneller Formatioun virgesinn ass.

Den Employé, deen d'Formatioun suivéiert, muss volljäreg sinn, als Salarié unhand vun engem Aarbechtskontrakt un eng Entreprise, Associatioun oder Fondatioun gebonne sinn, déi um lëtzebuergeschen Territoire etabléiert ass.

D'finanziell Kompensatioun ass geduecht fir Arbeitgeeber, déi eng Convention de pratique professionnelle ënnerschriwwen hu fir dat entspriechend Schouljoer. E gültegen Aarbechtskontrakt mam Salarié, deen d'Formatioun mécht an deem entspriechende Beruffsdomän, muss den Employé virweise bei der Demande fir de Subsid. An dem Salarié seng Affiliatioun beim Centre commun de la sécurité sociale muss een och beleeë kënnen.

Fir all Formatiounsstonn wärend den Aarbechtshoraire, déi e Salarié an engem Formatiounsetablissement verbréngt, kritt de Patron eng finanziell Kompensatioun, déi dem Taux horaire vum Salaire social minimum pour salariés non qualifiés entsprécht. D'Maximalunzuel u Formatiounsstonnen, déi an engem Formatiounsetablissement solle verbruecht ginn, entsprécht 16 Stonne pro Formatiounswoch. Den Etablissement soll och e Participatiounscertificat liwweren, an deem drasteet, wéi vill Stonne Formatioun de Salarié tatsächlech absolvéiert huet. Dëse Certificat ass och bei der Demande fir déi finanziell Kompenséierung bäizeleeën.

D'finanziell Kompensatioun, ëm déi et bei dësem Projet de loi geet, kann net cumuléiert gi mat aneren Aiden am Kader vun der professioneller Formatioun, déi mat ëffentleche Gelder bezuelt ginn.

Ech wëll och nach ënnersträichen, dass d'Zil vun dëser Mesür net eng integral Prise en charge vun de Stonnen, déi an der Formatioun verbruecht goufe wärend den Aarbechtsstonnen, ass, mee si entlaascht trotzdeem de Patron. Mat dëser Hëllef wëlle mir de Betriber ënnert d'Äerm gräifen, déi schonn an engem Secteur sinn, wou Personalmangel ass.

De Patron muss bei der Demande zousätzlech nach seng Coordonnéeën uginn an eng Déclaration sur l'honneur an e Relevé d'identité bancaire liwweren. D'Demande ka pro Mount agereecht ginn, allerspéitstens de leschten Dag vum Mount no dem Mount, an deem d'Formatioun wärend dem Emploi gemaach gouf, oder eemol järlech, allerspéitstens den 31. Oktober vum Schouljoer no dem Schouljoer, wärend deem d'Formatioun wärend dem Emploi gemaach gouf.

De Minister ka beim Centre commun de la sécurité sociale all noutwenneg Informatiounen ufroen, déi him hëllefen, eng Entscheedung par rapport zu enger Subsiddemande ze treffen. Domat sollen d'Abuse verhënnert ginn a verifizéiert kënne ginn, dass d'Informatiounen, déi den Employé geliwwert huet, och richteg sinn. D'Steierverwaltung gëtt och iwwert d'Entscheedung vum Minister informéiert, wat d'Demande fir d'Subsiden ubelaangt.

Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz, vun deem mir haut schwätzen, ass ab dem Schouljoer 2023/2024 applikabel.

Ech wëll elo nach op de Käschtepunkt vun dëser Mesür agoen. Et ass e Budget virgesi vu ronn 856.000 Euro fir d'Schouljoer 2023/2024.

Ech géif dann och nach kuerz op d'Avisen agoen, déi zu dësem Projet de loi virleien.

D'Chambre des Salariés huet proposéiert, d'Méiglechkeet virzegesinn, dass d'Aide a méi Tranchë kann ausbezuelt ginn, fir eng reegelméisseg Kompensatioun vun dem Patron senge Käschten ze erméiglechen.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet hiren Accord ginn a saluéiert déi nei Mesür.

D'Handelskummer huet d'Fro opgeworf, firwat d'Aide nëmme fir zwou Formatioune reservéiert ass, wou awer e Personalmangel besteet a méi Beräicher. Si hätt och gäre gesinn, dass e Verglach tëscht der Mesür an dem Congé individuel de formation gemaach gi wier.

D'Beruffskummer huet och d'Fro opgeworf, ob de Congé individuel de formation oder de Congé sans solde eventuell finanziell méi interessant wiere fir d'Employeuren.

De Staatsrot huet a sengem éischten Avis zwou Oppositions formelles virgeluecht. Bei där éischter huet e gefrot, fir entweeder déi exakt Unzuel u Formatiounsstonnen ze preziséiere wärend dem Emploi oder op d'mannst d'maximal Unzuel vu Formatiounsstonnen. Bei der zweeter Opposition formelle goung et ëm eng Insécurité juridique beim Begréff „double financement", wou eng Prezisioun gefeelt huet.

Nodeems de Ministère en Amendement virgeluecht huet, konnt déi héich Kierperschaft hiren Accord zum Gesetz ginn.

Ech soen Iech all Merci fir d'Nolauschteren a ginn elo schonn den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Agostino.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Paul Galles.

***Discussion générale***

**M. Paul Galles** (CSV) | Merci villmools, Här President. Ech wëll ganz kuerz heizou Stellung huelen. Et ass nämlech e Gesetzesprojet, dee mer ganz interessant fannen, engersäits well en nämlech de Patron entlaascht an anerersäits well en natierlech och de Salarié entlaascht an och de Salarié fideliséiert, well nämlech dee Choix, deen e muss treffen – eng Formatioun engersäits ze maachen an anerersäits eebe beim Patron ze schaffen – net méi e Choix ass, wou en dat eent géint dat anert muss ausspillen. Et ass also e Gesetzesprojet, deen eng Dier opmécht, fir villes, villes méi einfach ze maachen.

En plus muss ee jo och bedenken – an d'Madamm Rapportrice huet dat och an hirem Rapport ganz gutt gesot –, dass et hei ëm zwee Beruffer geet, déi wichteg si fir eis Gesellschaft, bezéiungsweis ëm zwou Formatiounen, déi e grousse Wäert hu fir eis Gesellschaft, nämlech déi vum Aide-soignant engersäits an anerersäits déi vum Assistant d'accompagnement au quotidien. An et sinn och déi Zuele genannt ginn, dass et do elo ëm 160 Kandidaten engersäits an 20 Kandidaten anerersäits, ongefeier, geet, déi am Moment dovu betraff sinn.

Erlaabt mer just, an eisem Numm och nach zwou Saachen derbäi ze soen, déi an dësem Gesetzesprojet och interessant sinn an déi een héchstwarscheinlech och an Zukunft nach genau muss kucken.

Dat Éischt sinn nämlech déi Froen, déi tatsächlech d'Chambre des Salariés an d'Chambre de Commerce gestallt hunn, ob een net soll op aner Filièren nach iwwergoen. An d'Chambre de Commerce hat jo souguer eng systeemesch oder systematesch Approche do proposéiert, einfach déi Beruffer ze huelen, déi am Moment souzesoen „très en pénurie" an der Gesellschaft sinn. Dat wär eng interessant Approche, ze kucken, ob een do eng Kéier e System opbaut, fir eebe genau déi Beruffer ze stäerken an och déi Leit eeben ze stäerken, déi an déi Beruffer wëllen eragoen, wou mer als Gesellschaft zesummen definéieren, dass mer déi Beruffer hei zu Lëtzebuerg besonnesch wëllen ënnerstëtzen, well mer se besonnesch brauchen.

An déi zweet Fro: Wat ech och ganz wichteg fannen, ass eeben dat mam Remboursement périodique, well mer do natierlech engem Rhythmus entgéintkommen, deen de Patron huet, dee muss déi Sue reegelméisseg kréien an net iergendwann eng Kéier zesummen als ee ganze Package. Déi ganz Tranchen an déi zousätzlech Tranchen, déi do agefouert gi sinn, wat och an der Kommissioun diskutéiert ginn ass ... a souwäit ech mech erënneren, war et de Kolleeg Alex Donnersbach, deen et och vun eiser Säit erabruecht huet an och anerer, déi dat da formuléiert hunn als Uleies, dass déi Tranchen dann eebe reegelméisseg – an dësem Fall dann elo monatlech – och bezuelt ginn.

An dësem Sënn e Gesetzesprojet, deen eis wierklech gutt gefält an eis vollsten Ënnerstëtzung fënnt. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Galles. Dann ass et elo un der Madamm Francine Closener. Madamm Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, d'Roll vun de soziale Beruffer an eiser Gesellschaft gëtt ëmmer méi wichteg, sief et an der Kannerbetreiung, an de Strukture fir eeler Leit oder bei der Betreiung vu Mënsche mat spezifesche Besoinen. An op villen anere Plaze gi qualifizéiert Leit aus deene Beruffer méi a méi gebraucht.

Dozou zielen eeben och den Aide-soignant an den Assistant d'accompagnement au quotidien, de

Successeur vun der Aide socio-familiale. Béid Formatioune kënnen, wéi scho gesot, beruffsbegleedend absolvéiert ginn. A mir begréissen natierlech all Moossnam, fir der Penurie an deem Secteur Meeschter ze ginn.

Mat dësem Projet de loi ginn d'Entreprisë kompenséiert, wann hir Salariéë sech wärend der Aarbechtszäit weiderbilden. Dat ass e wichtegen Incentive, wou eigentlech jidderee gagnant ass. An déi finanziell Ënnerstëtzung ass awer eebe just op dës zwou beruffsbegleedend Formatioune begrenzt an do rejoignéieren ech den Här Galles: D'LSAP géif et begréissen, wann an noer Zukunft weider Formatiounen derbäi géife kommen. Et gëtt schliisslech vill aner Beruffer mat ganz groussem Personalmanktem, wou dëse Modell einfach géif Sënn maachen.

An eisen Ae géif näischt dergéint schwätzen, wann de Minister d'Promotioun vun der Formation professionnelle en cours d'emploi wierklech wéilt weiderdreiwen, fir dëse Modell dann eeben och bei anere Beruffer ze applizéieren.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Closener. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. An ech maachen et kuerz: Am Numm vun der ADR-Fraktioun ginn ech den Accord vun der ADR-Fraktioun. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. An dann ass et um Här Meris Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President. Och ech versichen, mech kuerzzefaassen. Ech soen der Rapportrice Merci fir en exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport.

Ech wëll wierklech op déi Verbesserung hiweisen, déi mer gemaach hunn an der Kommissiounssëtzung, wat d'Periodicitéit vun de Kompensatiounsmesüren ugeet, dass mer do eriwwer gi vun engem System, wou et just alljoers méiglech ass, hin zu engem System, dee méi Flexibilitéit gëtt an Employeuren d'Méiglechkeet gëtt, fir all Mount eng Kéier d'Demande ze maachen. Dat fannen ech och eng wichteg Verbesserung, déi mer och an der Kommissioun esou zesummen diskutéiert hunn.

A fir de Rescht schléissen ech mech natierlech souwuel de Kolleege vun der CSV wéi vun der LSAP u mat der Demande, dass mer deen dote System vun der Formation professionnelle en cours d'emploi elargéieren och nach op aner Beruffsbiller, wou mer Penurien hunn. Där gëtt et der eng ganz Rei hei zu Lëtzebuerg. An ech mengen, dass mer hei e gudden Outil hunn, fir d'Promotioun vun deene Beruffsbiller besser ze maachen an Zukunft.

Ech soen Iech Merci a ginn natierlech den Accord vu menger Fraktioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic. Dann ass et elo um Här Ben Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Jo, dëse Gesetzestext ass e wichtegen Text fir Jonker dobaussen, och fir d'Leit, déi sech wëlle weiderbilden. Ech mengen, et mécht d'Saach méi einfach. Et kann een elo seng Formatioune wärend der Aarbechtszäit maachen an et muss ee se net maache wärend der Zäit no der Aarbecht. Dat heescht, et kann ee weiderhi seng Zäit och vläicht mat der Famill, mat senge Léifste méi einfach verbréngen.

An ech mengen, dat ass e wichtege Punkt, wou hei och dru geduecht gouf, dass awer och elo de Patron deementspriechend entschiedegt gëtt fir deen Ausfall. Dat begréisse mer och. An ech ka mech och nëmmen dem Här Sehovic uschléissen, dass ech frou sinn, dass och déi Patronen, déi elo finanziell manner staark sinn, och kënnen dee Subsid, also déi Entschiedegung, ufroen op enger monatlecher Basis an net mussen e Joer waarden, bis se hir Sue kréien. An dat hunn ech eng gutt Saach fonnt. Dat war e konstruktiivt Gespréich an der Kommissioun. Dat hunn ech och immens begréisst.

Domadder ginn ech ofschléissend och mäin Accord vun de Piraten an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Dat war dee leschten ageschriwwene Riedner.

Dann huet d'Regierung elo d'Wuert.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech begréissen déi breet Zoustëmmung hei zu dësem Gesetzesprojet.

Effektiv innovéiere mer. Zanter enger Rei vu Joren ass et theoreetesch méiglech, eng Beruffsausbildung och en cours d'emploi ze maachen. Hei kommen zwou Formatiounen, wou dat elo ganz konkreet gëtt. Och eng Formatioun, déi ee virdrun och beruffsbegleedend oder nieft der Beruffsaktivitéit gemaach huet, déi awer net zu engem Ofschloss gefouert huet. Hei ass et elo e CCP amplaz vun där Formatioun virdrun, vum Aide socio-familial. An dat féiert awer derzou, datt ech en unerkannten Diplom hunn, datt ech en Diplom hunn, mat deem ech duerno och eng Kéier Accès op de qualifizéierte Mindestloun hunn an datt ech an der ganzer Konstruktioun vun der Beruffsausbildung eigentlech och voll integréiert sinn.

Mir denken natierlech dorunner, datt et net bei dësen zwou Formatioune soll bleiwen. A mir sinn oppe fir all Dialog, virun allem mat de Beruffskummeren, déi och e Besoin sollen umellen, do wou et Leit gëtt, déi schonn an engem Secteur aktiv sinn, déi dann och wëllen eng beruffsbegleedend Formatioun, eng Beruffsausbildung maachen, déi och deen Engagement wëllen hunn, do wou et Patrone gëtt, déi och hir Leit an deem Prozess wëllen encouragéieren, also wéi et hei gesot ginn ass: Do wou mer e Besoin u qualifizéierter Main-d'oeuvre also nach hunn, brauche mer eigentlech de beruffsbegleedende Wee, fir och Leit herno an eng Qualifikatioun ze kréien a se awer weiderhin am Beruff ze halen.

Dat ass dat Essentielt hei vun dësem Modell, an awer hu mer och d'Basis geluecht vun der finanzieller Kompensatioun fir d'Patronen, well dann natierlech déi Agenten net esou vill um Terrain kënne schaffen, well se an der Schoul sinn, an dat dann awer och dem Patron muss remboursëiert ginn. Dee Modell besteet also elo. D'Reegelen, d'Eckdate bestinn. An ech si ganz optimistesch, datt mer an den nächste Joren nach déi eng oder déi aner Formatioun hei derbäi kréien.

Villmools merci fir Är Zoustëmmung.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Domat ass dann d'Diskussioun ofgeschloss.

Ech erënneren Iech drun, datt, wann Der wëllt elo matstëmmen, Der besser hutt, Iech anzeloggen, ansonste geet dat net fir matzestëmmen.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8295. Den Text steet am Document parlementaire 8295[8].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8295 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Mir kommen zu de Votes par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass dat follgend: Jo-Stëmmen: 60, Nee-Stëmmen: keng, an Enthalungen deemno normalerweis och keng. Domat ass de Projet de loi eestëmmeg ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Octavie Modert), MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par M. Paul Galles), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 7. 8313 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er décembre 1992 portant

### 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue, et

### 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue

Mir kommen elo zum Projet de loi 8313 iwwert d'Ofännerungen an d'Prezisiounen esouwuel vun der Roll wéi och vum Fonctionnement vum INFPC. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéite fënnef Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, d'Madamm Francine Closener, den Här Fred Keup, den Här Meris Sehovic an den Här Ben Polidori. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino.

***Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse***

**Mme Barbara Agostino** (DP), rapportrice | Ech soll d'Pult erofmaachen anscheinend. Ass et besser esou?

**M. Claude Wiseler,** Président | Et ass perfekt.

**Mme Barbara Agostino** (DP), rapportrice | Ass et gutt? Très bien!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wien a sengem Beruff wëllt Erfolleg hunn, dee muss sech permanent weiderentwéckelen, deen däerf net stoe bleiwen a sech net op dat verloossen, wat en als jonke Mënsch oder an der Schoul, op der Uni oder a sengen éischte Beruffsjore geléiert huet. Wien Erfolleg wëllt hunn, dee muss bereet sinn, säi Wëssen ëmmer nees a Fro ze stellen, seng Kompetenzen ze erweideren an un d'Evolutioun an un d'Besoine vum Aarbechtsmarché unzepassen.

Besonnesch an de méi techneschen an informatesche Beruffer ass et wichteg, déi neisten Trends ze suivéieren an ze léieren, mat deenen neien Technologien ëmzegoen.

Déi berufflech Weiderbildung an de Lifelong Learning, also d'Konzept vun engem liewenslaange Léieren, sinn immens wichteg fir déi wirtschaftlech a sozial Entwécklung vun engem Land. Dofir hu mir zu Lëtzebuerg 1992 den Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue, kuerz den INFPC, gegrënnt. Dësen Institut spillt hautzudaags eng Schlësselroll bei der Sensibiliséierung iwwert d'Offer vun der berufflecher Weiderbildung zu Lëtzebuerg, en organiséiert Etüden an dësem Beräich a geréiert d'Onlineplattform lifelonglearning.lu. Op dëser Plattform gi sämtlech Informatiounen iwwert d'Formation professionnelle continue regruppéiert an déi eenzel Formatiounen, déi hei am Land ugebuede ginn, opgelëscht.

Hei dernieft geréiert den INFPC och d'Demande vun de Betriber fir de Kofinanzement vun hire Formatiounspläng. An de leschte Joren hu mir zu Lëtzebuerg, genee wéi an eisen Nopeschlänner, ëmmer méi mat enger Penurie u qualifizéierten Aarbechter ze kämpfen. A verschiddene Secteuren ass dës Penurie deelweis op e Mismatch tëschent de Kompetenzen zréckzeféieren, déi engersäits vun de Patrone gesicht ginn, an déi anersäits vun de Leit, déi eng Aarbecht sichen, matbruecht ginn. Fir dësem Problem entgéintzewierken ass et wichteg, souwuel de Leit, déi eng Aarbecht hunn, wéi och deenen, déi eng Aarbecht sichen, d'Méiglechkeet ze ginn, sech weider- oder ëmzeforméieren. D'Konzepter vu Reskilling an Upskilling erméiglechen net just, géint Inegalitéiten am Schoulsystem a géint d'Penurie u Main d'oeuvre virzegoen, mee bidden de Salariéen och d'Méiglechkeet, sech an hirer berufflecher Karriär ze steigeren.

Mam virleiende Gesetzesprojet soll de Rôle vum INFPC weider gestäerkt ginn. E soll d'Avisen an d'Suggestioune vun all de concernéierten Acteuren empfänken an doropshi Recommandatioune formuléieren, fir eng effikass Strategie fir de Beräich vun der Formation professionnelle continue op d'Been ze stellen, déi de Besoine vum Terrain gerecht gëtt.

Zu dësem Zweck soll am INFPC eng Commission consultative gegrënnt ginn, déi aus eelef Memberen an eelef Suppleantë besteet.

An engem zweete Punkt setzt de Gesetzesprojet Recommandatiounen ëm aus dem Rapport vun der Cour des comptes iwwert d'Établissements publics aus dem Joer 2015.

Engersäits ginn d'Dispositiounen iwwert de Conseil d'administration vum INFPC adaptéiert, notamment wat seng Kompetenzen, de Funktionement an d'Bezuelung vun de Jetone fir d'Membere betrëfft, an anerersäits ginn änlech Adaptatioune vum Conseil scientifique vum INFPC virgeholl.

An engem drëtte Punkt féiert de Gesetzesprojet zwou nei Funktiounen am INFPC an, déi vum Direkter an déi vum Vizepresident vum Conseil d'administration.

Finalement preziséiert dësen Text dann déi organisatoresch Struktur vum INFPC a schaaft e fënneft Departement am Institut, nämlech den Département du développement stratégique de la formation professionnelle continue.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis eng Opposition formelle ausgeschwat, déi no den Amendementer vun der Kommissioun awer nees konnt opgehuewe ginn. D'Avise vun de Beruffskummere sinn all ganz positiv ausgefall. Souwuel d'Chambre de Commerce wéi d'Chambre des Métiers, d'Chambre des Salariés an d'Staatsbeamtekummer begréissen d'Aféierung vun enger Commission consultative fir den INFPC, déi d'Offer vun der Beruffsausbildung zu Lëtzebuerg nach eemol besser op d'Besoine vum Aarbechtsmarché soll ofstëmmen.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport a ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci, Madamm Agostino. Ech soen der Rapportrice och villmools Merci fir hire schréftlechen an hire mëndleche Rapport.

An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Boonen. Här Boonen.

***Discussion générale***

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Merci. Mat deem heite Projet de loi ginn de Rôle an de Fonctionnement vum INFPC gestäerkt, esou wéi d'Rapportrice dat schonn erkläert huet. Den INFPC ass verantwortlech fir d'Koordinatioun an d'Promotioun vun der Weiderbildung an der Formatioun wärend dem Beruffsliewen – Lifelong Learning ass genannt ginn.

D'Erausfuerderungen un d'Betriber, an domat un hir Mataarbechter, huele stänneg zou. Ech denken un d'Digitalisatioun, awer och un nei Technologien am Ëmweltberäich, nei Aarbechtsmethoden, awer och Sécherheetsaspekter. Alles dat verlaangt eng stänneg Adaptatioun un nei Situatioune fir déi schaffend Leit an alle Beruffer. Aus deem Grond ass et wichteg, dass den INFPC gutt opgestallt ass, fir sech mat de Kompetenzen ze beschäftegen, déi an Zukunft gebraucht ginn. Dat geschitt ënner anerem duerch déi Commission consultative an och e staarken Observatoire de la formation.

Doniewent muss den INFPC weiderhin d'Offer vun alle Formatioune koordinéieren an zentral ubidden, wat eeben op der Websäit lifelonglearning.lu geschitt. An dann natierlech d'Begleedung vun de Betriber beim Ufroe vum Kofinanzement vun de Weiderbildungen. Wa mir d'Entreprisen ënnerstëtze wëllen, ass et wichteg, dass si einfach a schnell u Bäihëllefe kommen, virun allem am Beräich vun der Formatioun.

Mir brauchen awer och eng Offer vun der Formatioun, déi an der Quantitéit der Demande nokënnt. Aktuell gëtt et laang Waardelëschten. D'Betriber wëllen hir Leit a Formatiounen, déi zum Deel obligatoresch sinn, schécken a waarde méintelaang. Hei gëllt et elo unzesetzen, fir weider an enger positiver Ambiance d'Formatioun continue ze stimuléieren.

Mir stëmmen als CSV-Fraktioun dësem Text selbstverständlech zou. En ass wichteg fir d'Kompetitivitéit vun eise Betriber.

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Boonen. Dann ass elo d'Wuert fir d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Jo, villmools merci, Här President.

*(Brouhaha)*

Wéi den INFPC virun 32 Joer gegrënnt gouf, ...

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Kéint Der Iech wannechgelift berouegen, da géife mer der Madamm Closener kënnen nolauschteren. Madamm Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Merci, Här President. Wéi den INFPC virun 32 Joer gegrënnt gouf, ass domadder der Bedeitung vun der Weiderbildung fir déi wirtschaftlech a sozial Entwécklung vun eisem Land Rechnung gedroe ginn. Zanterhier, an d'Rapportrice huet et gesot, spillt den INFPC eng zentral Roll fir d'Weiderbildung. En huet seng Offer ëmmer un d'Besoine vun de Leit a vun den Entreprisen adaptéiert.

Elo, mengen ech, ass et Zäit, fir dass e sech och an Zukunft ka weiderentwéckelen, fir him eng anstänneg legal Basis ze ginn an och d'Recommandatioune vun der Cour des comptes vun 2015 – dat ass schonn eng laang Zäit! – dann elo endlech ëmzesetzen.

Dësen Text fënnt absolutt d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun an domadder ginn ech och den Accord. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Closener. Dann ass et um Här Fred Keup. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech ka mat eppes, wat elo grad gesot ginn ass vun der Rapportrice, net ganz averstane sinn: dass all d'Beruffskummeren hei komplett dermat averstane gewiescht wieren. Dat ass nämlech net de Fall!

D'Staatsbeamtekummer huet nämlech ganz kloer gesot, dass se mat eppes net d'accord ass, an dat ass, dass d'Leit, déi do schaffen, wéi och den Direkter, ënnert dem Droit privé agestallt ginn, a si huet imperativement an hirem Avis – jo, dee liese mir! – gefuerdert – imperativement! –, dass déi Leit ënnert dem Droit public sollen agestallt ginn. A well mir eis deem uschléissen, aus ganz verschiddene Grënn, mengen ech, dass et wichteg ass, dass d'Leit, déi beim Staat schaffen – an dat hei ass beim Staat –, och vum Staat kommen an dass et net ka sinn, dass Leit, déi aus dem Privé kommen, op eemol als Direkter genannt ginn.

Mir haten déi Diskussioun virun e puer Joer, wéi dat a verschiddene Lycéeë sollt gemaach ginn. Dunn ass dat zréckgezu ginn. Eis Meenung ass, dass genuch gutt Beamten do sinn, déi kéinten esou eng Positioun als Direkter huelen. An duerfir schléisse mer eis deem un, wat d'Staatsbeamtekummer gesot huet a mir stëmmen hei mat Nee.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Dann ass d'Wuert fir den Här Meris Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President. Den INFPC ass natierlech e wichtegen Acteur an der Weiderbildung an am Upskilling an der Beruffswelt. An an deem Sënn begréisse mir

et, dass mer iwwert dat heite Gesetz de Rôle an de Fonctionnement stäerken.

Et ass eng Remark gewiescht am Avis vun der CSL, déi ech novollzéie kann, nämlech, dass mer hei eigentlech higaange sinn an déi fënnef Departementer vum INFPC och am Gesetz festgehalen hunn, wat eng gewësse Flexibilitéit fir d'Zukunft ewechhëlt. N'empêche, mir ënnerstëtzen deen heite Projet de loi a wäerten en och matstëmmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic. An dann ass d'Wuert fir den Här Ben Polidori. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Projet de loi gi verschidde Veränneruge beim INFPC virgeholl. Zu den Ännerungen um Niveau vun der neier Zesummesetzung vum Conseil d'administration ass net vill ze soen. Mir begréissen awer, dass am INFPC eng konsultativ Kommissioun geschafe gëtt, déi d'Meenungen an d'Virschléi vun alle betraffenen Acteure soll sammelen an dorop baséiert Recommandatioune soll ausschaffen, fir d'Formatiounsoffer zu Lëtzebuerg reegelméisseg unzepassen.

Et ass wichteg, dass d'Offer hei ëmmer schnellstméiglech un d'Besoine vum Marché ugepasst gëtt, fir esou d'Personal séier entspriechend formëieren ze kënnen a qualifizéiert Personal fir eisen Aarbechtsmarché ze hunn.

Gutt fanne mir och, dass d'Kontroll vun de Finanzen elo nach eng Kéier nei festgehale gëtt. D'Beispiller vum Science Center a vum Filmfong weisen, dass et wichteg ass, d'Finanze streng ze kontrolléieren an en Abus vu Steiergelder vu vireran onméiglech ze maachen.

Et gëtt also eng ganz Rei positiv Punkten, et gëtt awer e klenge Mee: Wat eis bei dësem Gesetz opstéisst, ass den Artikel 5 zum Poste vum Direkter. Mir gesinn an dësem Paragraf, wéi en elo ass, eng Gefor vun enger méiglecher Ouverture fir eng Privatiséierung vun der Educatioun, well mat dësem Artikel, wéi en elo ass, kann eng Persoun aus dem Secteur privé sech och fir dëse Poste vum Direkter mellen.

Ech wëll hei drun erënneren, dass mir 2021 schonn emol eng Kéier de Problem haten, dass den Enseignement fir de Secteur privé sollt opgemaach ginn. Déi deemoleg Regierung huet no massiver Kritick hire Gesetzesentworf missen zréckzéien. Hei kann een elo argumentéieren, dass et hei ëm d'Erwuessebildung geet, jo, mee dat schléisst net aus, dass dëst kéint Jurisprudenz schafen, fir an Zukunft och aner Posten am Enseignement fir de Secteur privé opzemaachen. Grad d'CSV war deemools ee vun de gréisste Kritiker vun dëser Iddi.

Mee de Projet ass awer am grousse Ganze positiv, an dowéinst wäerte mir en och matstëmmen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Domat hätte mer d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da wier d'Wuert elo fir Regierung. Här Minister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, och den Dammen an Hären Deputéierten e Merci fir déi Zoustëmmung. Den INFPC ass e wichtegt Instrument an der Steierung, an der Entwécklung vun der ganzer Landschaft vun der Formation professionnelle continue, a meng Virriedner hunn dat alles nach eng Kéier ënnerstrach.

Ech wëll vläicht just kuerz nach eng Kéier soen: Den INFPC läit à cheval tëschent dem ëffentleche Secteur, well e scho matgedroe gëtt vun eenzelne Ministèren, an op där anerer Säit awer och dem Privatsecteur, well och d'Chambres professionnelles hei enk matschaffen, fir ze kucken, dee Monitoring an déi Prospektioun ze maachen, wat mer vu Formation professionnelle continue virun allem am private Secteur och brauchen.

Duerfir fannen ech et eigentlech nëmmen normal, datt, géint munnech Gewunnechten, déi eigentlech och fir staatlech Verwaltunge souguer normal sinn, och en Direkter do aus dem Privatsecteur ka kommen, datt dat hei och méiglech ass. Virdru war et eigentlech nëmme méiglech, datt en aus dem Privatsecteur géif kommen. Mat dësem Text maache mer d'Ouverture och fir eng Persoun, déi aus dem ëffentleche Secteur kënnt. Domadder kënne mer eigentlech dee Beschte fannen, fir genau dee Pilotage vun dem INFPC do ze maachen. Wat eng delikat Aufgab ass, eng Aufgab, déi Fangerspëtzegefill brauch, a wat eng Aufgab ass, wou ee souwuel eng gutt Connaissance vum Privatsecteur an den eenzelnen Orientéierungen do brauch, wéi awer och vum Secteur public. An duerfir fannen ech dat absolutt normal, datt mer dëse Wee hei kënne goen.

Iech awer nach eng Kéier merci fir d'Zoustëmmung de Mëtte fir dësen Text.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8313. Den Text steet am Document parlementaire 8313[8].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8313 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmmung fänkt un. De Quorum ass erreecht. Mir kommen zum Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen a keng Abstentioun. De Projet de loi ass also mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par Mme Diane Adehm), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. André Bauler), Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson) ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 8. Interpellation de M. François Bausch sur les mesures pour contrer la crise du logement

An da komme mer zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut. Dat ass d'Interpellatioun vum Här François Bausch iwwert d'Moossname géint d'Wunnengskris. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: Den Interpellateur huet 30 Minutten, d'CSV 31, d'DP 24, d'LSAP 21, d'ADR 15, déi gréng 10, d'Piraten 10 an déi Lénk och 10 Minutten an duerno huet d'Regierung 30 Minutten, fir Stellung ze huelen. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, den Här Gilles Baum, d'Madamm Taina Bofferding, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här François Bausch als Auteur vun der Interpellatioun. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

***Exposé***

**M. François Bausch** (déi gréng), interpellateur | Merci, Här President, fir d'Wuert. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass heiansdo gutt, wann een e bëssen zréck an d'Geschicht kucke geet, zemools wann een iwwer esou e komplexe Sujet diskutéiert wéi de Logementsdossier an e bësselche mol rappeléiert, wat am Fong an deene leschte Joerzéngten zu Lëtzebuerg schonn alles ronderëm dee Sujet diskutéiert ginn ass, gemaach ginn ass a bilanzéiert ginn ass.

An ech sinn dunn op en Artikel gestouss vum 10. Februar 2005 – dat ass ee vu villen, ech hätt der nach méi kënnen eraushuelen –, dee mer awer ganz interessant geschéngt huet, deen een iwwregens och a senger Gesamtheet kéint heibanne verdeelen an nach noliesen. Da géif ee feststellen, datt villes vun deem, wat do geschriwwe ginn ass den 10. Februar 2005, och haut nach richteg ass – also den 10. Februar 2005, viru bal 20 Joer!

Den Titel vun deem Artikel – an et war am „Lëtzebuerger Land" –, dee war: „Junckers Mea culpa zum Wohnungsbau". An ech wëll Iech just ee Passus dorauser virliesen, da kënnt Der scho gesinn, wat deemools diskutéiert ginn ass, datt een do well vill Parallelle kéint feststellen zu deem, wat haut diskutéiert gëtt. An ech zitéieren, do steet dann an deem Artikel: „Der Staatsminister hat in der Wohnungsbaupolitik versagt. Das stellt niemand anders fest als der Premier selbst. Dabei habe er als Staats- und Finanzminister ‚alles getan […], um Wohnen in Luxemburg für jedermann hier im Land erschwinglich zu machen', beteuert Jean-Claude Juncker in seiner Rede über die politischen Prioritäten seiner Regierung in der Chamber am vergangenen Mittwoch. Dass die Politik der CSV, die das Wohnungsbauministerium seit mehr als 25 Jahren führt" – 2005! – „angesichts jahrelang anhaltender exorbitanter Wohnpreise gescheitert ist, daran dürfte niemand mehr ernsthaft zweifeln." Enn vum Zitat. Also, wéi gesot, 2005 ass dat geschriwwe ginn, e Réckbléck op 25 Joer virdrun.

Iwwregens, niewebäi hunn ech interessant Saachen erëmfonnt an deem Artikel. Do konnt ech mech mol selwer net méi drun erënneren, datt schonn den Här Spautz – also net den Här Spautz, deen haut hei sëtzt, mee dem Här Spautz säi Papp – an den 90er-Joren eng sougenannt „Lip-Etüd" an Optrag ginn hat, fir ze

kucken, wéi ee kéint deen dramatesche Wunnengsbauproblem, dee mer anscheinend och an den 90er-Jore schonn haten, behiewen.

An tëschent 2000 an 2005 hat de Jean-Claude Juncker natierlech och versicht, duerch e ganze Pak vu Mesüren – a wann Der emol nokucke gitt, wat deemools gemaach ginn ass, da fannt Der der vill erëm, do gëtt et e staarke Parallellismus zu deem, wat elo haut erëm gemaach gëtt, also Aiden, Subventiounen, et waren och steierlech Mesüren derbäi, also lauter Mesüren, déi virun allem natierlech op der Demande agéiert hunn – géint déi deier Logementspräisser virzegoen.

Da stellt Der awer fest, datt och deemools de Jean-Claude Juncker eeben dee Bilan gezunn huet, schonn 2005, par rapport zu deene Mesüren – also änlecher wéi déi, déi mer elo erëm haut huelen –, datt se net vill Erfolleg haten. A firwat hate se net vill Erfolleg? Mee déi si ganz séier vum Marché agepräist ginn. Um Misär vum Logementsmarché huet dat awer ganz wéineg – fir net ze soen näischt – geännert.

De Jean-Claude Juncker huet och dunn nach eng Kéier mat sengem deemolege Logementsminister – et war den Här Boden – en neien Ulaf geholl 2006 mam Pacte Logement mat de Gemengen. Deen hat zumindest de Virdeel, datt erkannt ginn ass, datt misst méi bei der Offer gemaach gi wéi bei der Demande.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Bausch …

**M. François Bausch** (déi gréng), interpellateur | Well jo effektiv deen éischte Paquet virdrun zimmlech gescheitert war, ass du méi bei der Offer ugesat ginn duerch dee Pacte Logement mat de Gemengen. Mee deen Ulaf, dat wësse mer och haut, deen hat vill Inkohärenzen. E war virun allem net substanziell genuch, fir der Lëtzebuerger Wirtschafts- a Wuesstumsdynamik gerecht ze ginn an dem Logementsproblem nozekommen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Bausch, den Här Di Bartolomeo wollt Iech eng Fro stellen.

**M. François Bausch** (déi gréng), interpellateur | Nee, Här President, den Här Di Bartolomeo stellt mir elo keng Fro. Herno, wann ech fäerdeg sinn, kann e mer selbstverständlech all Fro stellen, déi e wëllt, …

**M. Claude Wiseler,** Président | Très bien.

**M. François Bausch** (déi gréng), interpellateur | … mee elo maachen ech emol fir d'éischt meng Interpellatioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann ass dat esou. Da fuert weider, Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng), interpellateur | Jo.

Mir hunn d'Impressioun, Här President, dass och dës Regierung nach ëmmer net erkannt huet, wat de Grondproblem ass um Lëtzebuerger Wunnengsmarché.

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

Här President, den Här Di Bartolomeo, ech mengen, dee brauch e bëssen eng Berouegung haut de Mëtteg, hunn ech d'Impressioun. Et wär Zäit, datt e sech mol géif e bësse calméieren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Di Bartolomeo stellt Iech d'Fro duerno an elo lauschtert en Iech no!

*(Interruptions)*

**M. François Bausch** (déi gréng), interpellateur | Här Di Bartolomeo, ech mengen, Dir hutt net d'Wuert kritt. Oder hutt Der et elo grad kritt?

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Wësst Der, mir geet et wéi Iech. Dir hutt ganz oft …

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Bausch huet ganz eleng d'Wuert an den Här Bausch fiert elo weider mat senger Ried!

**M. François Bausch** (déi gréng), interpellateur | Ech ka mech net erënneren, datt ech d'Wuert einfach esou ergraff hunn.

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Bausch, fuert elo weider mat der Ried.

**M. François Bausch** (déi gréng), interpellateur | Merci, Här President.

Mir hunn d'Impressioun, Här President, dass och dës Regierung nach ëmmer net erkannt huet, wat de Grondproblem vum Lëtzebuerger Wunnengsmarché ass, oder vläicht och, datt se et net wëllt richteg erkennen.

Fir ze verstoen, wat zu Lëtzebuerg geschitt ass, muss ee sech ukucken, wat mat eisem Land, eisem Wirtschaftsstanduert geschitt ass. Wann Der d'Entwécklung tëschent 1992 an 2022 kuckt, da stiechen natierlech an deem heiten Zesummenhang follgend Zuelen ervir: Wann Der kuckt, wat fir e Wirtschaftswuesstum mir an där Period 1992 bis 2022 haten, gesitt Der, datt mer an der Moyenne e Wirtschaftswuesstum hate vun 3,2 % – wéi gesot, an der Moyenne. Mir haten e Bevëlkerungswuesstum mat engem Plus vun 261.000 Awunner an där Period. Dat heescht, am Fong ass eis Bevëlkerung vun net grad 400.000 op haut 630.000 eropgaang. Mir hunn e Plus gehat un Aarbechtsplaze vun 319.000 Aarbechtsplazen an där Period.

Dat sinn impressionnant Zuelen, Här President, a kee Land an der Europäescher Unioun huet esou eng Entwécklung matgemaach. Dat sinn impressionnant Wuesstumszuelen. Et kann ee vläicht nach an Irland kucken, wou et e bëssen änlech Situatioune gëtt. Mee et gëtt awer aner Regiounen an Europa, wou et änlech Situatioune gëtt, an ech kommen nach dorobber ze schwätzen. Dass an esou engem Zenario de Marché Verknappungssignaler un de Wunnengsmaart gëtt an deementspriechend d'Präisser héich sinn an och wäerte bleiwen, ass absolutt normal.

Änlech Phenomeener kann een an anere Regioune vun Europa, wou zwar dann net d'Grenzen d'Regioun definéiere wéi bei eis, wou et awer staark wirtschaftlech Zentre gëtt, erëmfannen. Wann Der Iech zum Beispill ukuckt, wat an der Frankfurter City geschitt, wann Der zum Beispill géift eng Wunneng sichen an der Frankfurter City, da misst Der och do extreem vill Geld op den Dësch leeën, fir un eng Wunneng ze kommen. Frankfurt ass als wichteg däitsch Finanzmetropol, änlech wéi Lëtzebuerg, mat héije Wunnengspräisser a staarke Pendlerstréim geplot.

Fir ze mengen, dass bei esou engem staarke wirtschaftleche Wuesstum, bei esou enger Dynamik, duerch Mesüren, egal wat fir enger Natur, d'Präisser vum privaten – ech betounen: privaten! – Wunnengsmarché géifen erofgoen, ass menger Meenung no eng Illusioun. Um private Marché géifen déi Präisser nëmmen erofgoen, wann de wirtschaftlechen Drock och géif noloossen, dat heescht, wann eis Ekonomie an domadder och eist Land manner schnell géife wuessen, wat dann natierlech d'Demande géif erofsetzen an deementspriechend aner Präissignaler géif bréngen.

Mee, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou en Zenario wënsche sech, mengen ech, déi wéinegst hei an dësem Haus, well an esou engem Zenario géife vläicht d'Präisser um private Marché séier falen, mee da kréiche mer hei am Land insgesamt och ganz aner Wuelstandsproblemer an de Wunnengsproblem kréiche mer esou ganz sécher och net geléist.

Fir eis als Gréng ass et kloer, dass mir eis eng méi nohalteg an och méi innovativ Entwécklung zu Lëtzebuerg virstellen. Mee mir sinn awer och ganz kloer der Meenung, dass mer eist Land ekonomesch an och sozial musse weiderentwéckelen an dass Stëllstand oder souguer e Réckschrëtt fir Lëtzebuerg katastrophal wär.

Mee duerfir musse mer awer erkennen, wou de Grondproblem vum Logement zu Lëtzebuerg ass. An dee läit nun emol virun allem bei der Offer. An do gëtt et och e Léisungswee, wéi mer d'Offer vun dem abordabele Wunnraum, sief et fir d'Locatioun oder och fir d'Vente, kënnen hikréien.

Ech hu gesot, dass et als illusoresch ze gesinn ass, ze mengen, fir d'Präisser um private Wunnengsmaart substanziell erofzekréie bei där Dynamik, déi mer haut hunn. Mee wat déi ëffentlech Hand awer kann hikréien, dat ass, fir niewent dem privaten Angebot u Wunnengen e substanziellt Angebot un ëffentleche Wunnengen zur Verfügung ze stellen. Dat hätt wéineg – oder fir net ze soe keen – Impakt op d'Präisser um private Wunnengsmarché, mee et géif awer deenen, déi um private Marché keng Chance hunn, eppes ze fannen, et erméiglechen, fir dass si hiert Recht op bezuelbare Wunnraum och kéinte geltend maachen.

déi gréng, Här President, sinn der Meenung, dass mer duerfir fir déi nächst 15 bis 20 Joer en Investitiounsplang fir de Bau vun ëffentlechem Wunnraum brauchen. An dësem soll genau festgeluecht ginn, a wéi enge Regioune wéi vill a wat fir eng ëffentlech Wunnenge solle gebaut ginn. Wichteg wär et och, prezis landesplaneresch Krittäre festzeleeën, dat heescht, zum Beispill opzepassen op d'Mixitéit an den Urbanismus vun eise Stied an de Gemengen, an och derfir ze suergen, dass d'Funktionalitéiten an eiser Gesellschaft, wéi Wunnen, Schaffen a Fräizäit, zesummegeluecht ginn. Mir brauchen net nëmme Quantitéit, mir brauchen och eng Qualitéit am Wunnengsbau. Mir brauche liewenswäert Wunnengen a Quartieren, urban Raim, wou ee sech gären ophält.

Mir schwätzen hei och vun engem Besoin un erschwénglechem ëffentlechem Wunnraum, deen en Investitiounspak a Milliardenhéicht duerstellt. Staat, Gemengen an ëffentlech Bauträger mussen hei zesummen aktiv ginn, fir esou e Plang ze stemmen. A wann déi ëffentlech Bauträger zesummen esou e Milliardepak iwwer 15 bis 20 Joer lancéieren, dann ass dat an engems e formidabele Konjunkturprogramm fir déi privat Baubranche, well et wär jo si, déi dëse Wunnengsbauprogramm dann och misst ëmsetzen, sprech d'Wunnenge misst herno bauen.

Mir kréien dee Problem vum Accès zum erschwénglechen Wunnraum net mat alen, schonn x-mol probéierte Mesüren oder mat Gepiddels bei der Schafung vun ëffentlechem Wunnraum an de Gréff. Mir brauchen heifir kuerz- a mëttelfristeg e Plang mat substanzielle finanzielle Moyene fir de Bau vun ëffentlechem Wunnraum als Complement zum private Marché, wou, soulaang, wéi gesot, wéi déi Wirtschaftsdynamik zu Lëtzebuerg esou ass, wéi se ass, d'Präisser wäerten héich bleiwen.

Natierlech gehéieren heizou och Iwwerleeungen a Richtung méi héich a méi dicht bauen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg mat déi schlechtste Wäerter an der Europäescher Unioun a punkto Awunner pro Quadratmeeter. Mir leeschten ons hei en enorme

Luxus, wëssend, dass de Meeterkaree Bauland hei am Land ee vun deenen deiersten an der Europäescher Unioun ass. Op Plazen, wou vill Aarbechtsplaze sinn, wou e gudden ëffentlechen Transport ass, wou eng gutt Noversuergung existéiert, muss méi héich an och méi dicht kënne gebaut ginn. Mir mussen eis awer duerfir och seriö iwwert d'Bautereglementer hei am Land ënnerhalen, och iwwer esou Saache wéi zum Beispill de Parkraummanagement, deen och oft d'Wunnengen onnëtz verdeiert. Dat gëtt iwwregens entre-temps och am private Secteur confirméiert, datt dat esou ass.

Wann de Premier seet, et misst méi dicht a méi héich gebaut ginn, dann ass dat fir mech just e waarmen Appell, dee menger Meenung no zu näischt féiert, wann een net gläichzäiteg iwwert d'Gemengereglementatioune wëllt schwätzen. Et soll och hei net drëms goen, fir déi kommunal Autonomie grondsätzlech a Fro ze stellen. D'Gemenge brauchen déi sécherlech, well et si si, déi bei de Baugeneemegunge musse par rapport zu de Biergerinnen a Bierger riichtstoen. Mee ouni dës kommunal Autonomie grondsätzlech a Fro ze stellen, muss et awer méiglech sinn, am nationalen Interessi, am Interessi vum Recht op erschwénglecher Wunnraum fir all Mënsch, déi kommunal Reglementatiounen ze iwwerschaffen an eng Rei national Richtlinne festzeleeën, déi eis zolidd kéinten hëllefen, beim Bau vun erschwénglechem Wunnraum méi séier weiderzekommen.

Jiddwereen, de Staat, d'Gemengen an och all déi aner ëffentlech Bauträger, muss sech bewosst sinn, dass, wa mer de Problem vum Accès zu erschwénglechem Wunnraum an deenen nächsten 10 bis 15 Joer net an de Grëff kréien, dat zu kaum nach ze erdroende soziale Spannungen am Land wäert féieren. Déi deier Wunnengspräisser hunn haut schonn en enormen Afloss, zum Beispill op d'Lounfuerderunge bei Kollektivvertragsverhandlungen hei am Land. Wann ee muss mindestens d'Hallschent vu sengem Loun eleng fir de Loyer vun der Wunneng ausginn, dann ass et kloer, da kritt een d'Enner net méi zesummen. D'Wunnengsproblematik ass och e weesentlechen Deel vun der Aarmutsproblematik, déi am räiche Lëtzebuerg leider ganz aktuell ass.

Mee doriwwer eraus wäert och eise wirtschaftleche Modell zolidd a Fro gestallt ginn, wa mer dat doten net behuewe kréien. Dee wäert dann net méi fonctionéieren. Eist Land wäert fir Mënschen, déi hei Aarbecht sichen, ëmmer méi onattraktiv ginn, well eng uerdentlech an erschwénglech Wunneng ass dee wichtegste Facteur fir de Mënsch, fir seng Liewensqualitéit, fir datt e kann uerdentlech hei liewen an och schaffen.

**Une voix** | Très bien!

**M. François Bausch** (déi gréng), interpellateur | Wa mer déi net méi kënne garantéieren, kréie mer och net méi déi néideg Aarbechtskräften an d'Land, déi mer dréngend brauchen.

Et stellt sech natierlech d'Fro: Wéi finanzéiere mer esou en décken nationalen ëffentlechen Investitiounsprogramm fir erschwénglecher Wunnraum respektiv wéi soll de Staat un d'Terraine kommen, fir déi vill Wunnengen do kënnen ze bauen? Dat zemools an Zäiten, wou d'budgetär Keess net méi déck gëtt, mee éischter méi kleng.

Als Éischt ass et natierlech kloer, dass de Staat, d'Gemengen an all déi aner ëffentlech Bauträger emol direkt a schnell déi Terraine bebaue mussen, déi haut an hirem Besëtz sinn. Hei muss d'Bebauung beschleunegt ginn. Mee fir dat kënnen ze maachen, mussen d'Gemengen och encouragéiert gi matzespillen, wat nach laang net ëmmer de Fall ass. Dat hunn ech selwer misse méi wéi eng Kéier materliewen.

Mir musse virun allem natierlech och do usetzen, wou et grouss Potenzialer gëtt, wou de Staat sech och zum Deel Terraine mat Privaten deelt a wou och scho virdru gewëssen Aktivitéiten do waren. Ech denken do natierlech virun allem un d'Friches industrielles, d'Beispill vu Wolz, dat ass jo e Projet, dee leeft, mee awer och zum Beispill Esch/Schëffleng. Mee et gëtt och nach eng ganz Rei anerer, wou ee sech kann denken, datt de Staat mam Privatsecteur zesumme ka relativ séier flott a grouss Projete maachen.

Mee wann ech gesot hunn, dass mer d'Präisser um private Marché kaum ofgesenkt kréien, soulaang mer esou eng enorm sozioekonomesch Entwécklung hei am Land hu wéi an deene leschten 30 Joer, dann ass et jo och kloer, dass vill Acteuren um private Wunnengsmaart weider wäerte ganz héich Plus-valuen astiechen, an dat mat enger am Verhältnis zum Ausland ganz – an hirem Interêt – generéiser Besteierung.

Ech wëll hei och soen, dass mir natierlech net wëlle konfiskatoresch virgoen. Et geet net dorëms. Mir sinn net der Meenung, dass een um private Marché immobilier zum Beispill keng Sue méi soll verdéngen. Dat ass net eis Meenung, ganz sécher net. Mee mir sinn awer der Meenung, dass et méi gerecht muss virgoen, datt méi gerecht muss gedeelt ginn. Nom Motto, wéi et och an Däitschland heescht an och an der Verfassung steet, „Eigentum verpflichtet" misst d'Allgemengheet awer méi wéi an der Vergaangenheet un dem Meerwäert, deen um private Marché besteet, bedeelegt ginn. Dat d'autant plus, well jo vill vun deem Meerwäert duerch d'Aktioun vun der Allgemengheet, also vun der ëffentlecher Hand, entsteet.

Wa mer zu Lëtzebuerg an der Moyenne iwwer 30 Joer 3,2 % Wirtschaftswuesstum haten, da war dat jo, well eis Ekonomie deementspriechend fiskalesch oder duerch Investitiounen an ëffentlech Infrastrukture mat Steiergelder finanzéiert ginn ass. Dat heescht, dee Wirtschaftsboom, vun deem vill privat Baupromoteure konnte profitéieren, ass finanziell zolidd ëffentlech begleet ginn, soss wär en net méiglech gewiescht.

Wann op Gemengenniveau ëffentlech Akte gesat ginn – wat zum Beispill an deene leschten 10, 15 Joer och geschitt ass, well sämtlech PAGen am Land sinn iwwerschafft ginn, d'Bauperimeetere sinn éischter méi grouss gi wéi méi kleng, dat heescht, zum Beispill och andeems d'Baudicht oder d'Héicht zolidd eropgesat gi sinn –, dann huet dat bei eiser wirtschaftlecher Dynamik schnell zu enorme Wäertsteigerunge vu privaten Terrainen oder Immobilie gefouert, déi am Bauperimeeter louchen oder drakomm sinn. An déi sinn entstane reng duerch ëffentlech Akten, déi gesat gi sinn. Do huet deen Eenzelne selwer guer kee Meritt dorunner.

Et wär duerfir menger Meenung no nëmmen normal, wann de private Marché hei senger Verantwortung géif nokommen an en Deel vun dëse Meerwäertsteigerunge géif un d'Allgemengheet zréckginn, fir dass de Staat, d'Gemengen an d'ëffentlech Bauträger mat deene finanzielle Mëttele kéinten erschwénglechen ëffentleche Wunnraum als Complement schafen.

**Une voix** | Ganz gutt!

**M. François Bausch** (déi gréng), interpellateur | Dofir si mir der Meenung, dass d'Regierung esou séier wéi méiglech um steierlechen Niveau eng Rei Saache muss virubréngen. Mir brauchen dréngend e Steierpak, zousätzlech zu deem, deen elo op den Instanzewee bruecht ginn ass, deen op där enger Säit de Leerstand mobiliséiert, dat heescht virun allem d'Baulücken an de Bauperimeeteren, a wou awer och d'Plus-valuë beim Verkaf vun Immobilien a Bauland méi gerecht besteiert ginn an de Staat do och en Deel vun de Recettë kritt. Dës Einname solle vum Staat an de Gemengen zweckgebonne fir de Finanzement vun erschwénglechem ëffentlechem Wunnraum genotzt ginn. Wa mer dat net maachen, da wäert de Wunnengsbauminister mat eidelen Hänn dostoen a kaum virukommen, fir deen ze schafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nieft de laangwierege Prozeduren ass och d'Zréckhale vu Bauland ee Grond vun der lueser Steigerung vu Wunnraum. Mee anstatt elo iwwer eng allgemeng Auswäitung vum Bauperimeeter ze phantasméieren, mussen emol schnell d'Baulücken innerhalb vun den Uertskären oder de Stadkäre fir de Wunnengsbau mobiliséiert ginn.

Am Moment besëtzt eng Minoritéit vu private Betriber 90 % vun den direkt bebaubare Lücken. Am Endeffekt handelt et sech hei ëm genuch Bauland, fir de Besoin vu Wunnengen iwwer Joren ewech ofzedecken. Déi viregt Regierung hat e Gesetzesvirschlag fir d'Aféierung vun enger Mobiliséierungssteier vun onbebautem Bauland genausou wéi eng Steier op eidel stoende Wunnengen deposéiert. Mir mengen, dass déi Texter elo wierklech schnell missten ëmgesat ginn, well déi brauche mer, wa mer wëllen an der Problematik vun der Wunnengsnout weiderkommen.

Déi aktuell Regierung huet sech an deenen éischte véier Méint, wou se elo am Amt ass, drop konzentréiert, fir an der Kris der Baubranche allgemeng ënnert d'Äerm ze gräifen an d'Privathaushalter an d'Betriber ze stäerken, déi ënnert de schnell usteigenden Zënse leiden. Mir fannen dat gutt a mir fannen dat och richteg, an dat huet och misse gemaach ginn, dat soe mer ganz kloer. Si huet och a ville Punkten do an der Kontinuitéit zu deem gehandelt, wat schonn déi lescht Regierung gemaach huet. Dat fanne mer ok, och wa mer verschidde Mesüre vun där neier Regierung net esou sënnvoll fanne respektiv se anescht gestalt hätten. An ech hunn iwwregens och véier Amendementer … oder nee, et sinn der méi insgesamt. Zu véier verschiddene Punkten hunn ech Amendementer ofgi beim Chamberspresident zu deem Gesetz, wat schonn deposéiert ginn ass.

D'Augmentatioun awer vun de finanzielle Mëttele fir den Opkaf vu sougenannte „VEFAen" ass zum Beispill eiser Meenung no och e Wee an déi richteg Richtung, och wann dat nëmmen eng Drëps op de waarme Steen ass, wat gemaach ginn ass. Mir sinn awer natierlech frou, datt deen haitege Minister méi Moyene kritt huet, wéi dat an der Regierung virdrun de Fall war, wou säi Virgänger, den Henri Kox, och ëmmer gär méi gehat hätt an ëmmer gesot ginn ass: „Dat geet net!" Mee egal, mir fannen et richteg, datt méi VEFAe kaaft ginn. An duerfir ass dat op alle Fall e Wee, deen an d'Richtung geet, datt den ëffentleche Wunnraum méi grouss gëtt zu Lëtzebuerg.

Dat, wat awer elo insgesamt um Dësch läit, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat kënne mer net verkafen, et mer leed, als Paradigmewiessel vun enger offensiver ëffentlecher Wunnengsbaupolitick. Duerfir brauche mer menger Meenung no, wéi gesot, en ëffentlechen Investitiounsplang, deen iwwer 15, 20 Joer geet, wou mer kloer definéieren a kloer och d'finanziell Moyene ginn, fir kënnen do um ëffentleche Wunnengsmaart méi aktiv ze ginn. Dat ass e Plang, ech hunn et gesot, do schwätze mer net vun Honnerte Milliounen, mee éischter vu Milliarden, déi mer iwwer 15, 20 Joer brauchen, wa mer wëlle wierklech déi Objektiver do erreechen. Den Objektiv muss sinn, dass déi ëffentlech Hand do agräift, wou de Marché eebe blann ass. Déi sozial Kollateralschied

vun der Wunnengsnout sinn haut schonn enorm a riskéiere fréier oder spéider, de sozioekonomeschen Zesummenhalt an de Fonctionnement vun eisem Land a Fro ze stellen.

Mir fannen et an där Hisiicht och wierklech net glécklech, datt d'Regierung net méi breet d'Acteuren zesummen op de Logementsdësch invitéiert huet. Bon, et sinn der zwar elo nach eng Rei noinvitéiert ginn, mee mir wëssen all: Dat sinn dann esou Gespréicher pour la forme, déi dann och nach gemaach ginn. Mir hätten et wierklech besser fonnt, an do sinn ech averstanen dermat, wat de Premier gesot hat bei senger Deklaratioun, fir net endlos op engem Dësch ze diskutéieren, mee datt ee wierklech déi Méint hei bis de Summer profitéiert hätt, fir an enger nationaler Dynamik vill méi breet mat den Acteuren ze diskutéieren iwwert déi ganz Logementsproblematik. Dat heite gesäit awer ze vill eesäiteg aus an huet eebe schonn e schlechten Nogeschmaach – loosse mer esou soen –, fir déi Diskussioun do unzegoen. Mee bon, ech mengen, et ass net ze spéit fir d'Regierung, fir et nach besser ze maachen.

Op alle Fall menge mir, datt et an d'Richtung muss goen, fir wierklech méiglechst vill finanziell Mëttelen ze mobiliséieren, fir dann och ëffentleche Wunnraum ze schafen, well dat ass de Schlëssel, fir datt mer herno och jiddwerengem en Accès kënne ginn zu enger erschwénglecher Wunneng op eisem Marché.

Här President, ech wëll ofschléissend eng Motioun deposéieren. Et ass eng méi laang Motioun, mee do steet zimmlech alles dat dran, wat ech elo gesot hunn, och mat eise Fuerderungen. Déi Motioun gëtt och ënnerstëtzt vun de Kolleeginnen a Kolleege vun der LSAP, de Piraten an deene Lénken. An ech wëll déi heimadder deposéieren an ech hoffen, datt déi Motioun mat enger breeder Majoritéit hei gestëmmt gëtt.

Merci.

***Motion 1***

*« relative à la lutte contre la crise du logement »*

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– la difficulté pour une part croissante de la population d'accéder à la propriété au Luxembourg face aux prix toujours élevés sur le marché privé et l'augmentation des taux d'intérêt pour crédits immobiliers ;*

*– les prix élevés sur le marché locatif par rapport au revenu disponible des ménages ;*

*– la diminution de l'activité dans le secteur de la construction suite à des coûts de construction croissants et l'augmentation des taux d'intérêts ;*

*– les mesures déjà annoncées par le Gouvernement se focalisant principalement sur la stimulation de la demande ainsi que la simplification ponctuelle des procédures ;*

*– l'importance de soutenir prioritairement l'augmentation de l'offre de logements et avant tout l'offre de logements abordables ;*

*– l'inaptitude du marché de logement privé au cours des dernières décennies à garantir le nombre suffisant de logements abordables face à une croissance importante du PIB, de l'emploi et de la population ;*

*– le nombre faible de logements abordables en main publique par rapport au marché privé, ne suffisant pas à satisfaire la demande en logements abordables, malgré une augmentation des investissements afférents au cours des dernières années ;*

*– les effets néfastes du manque de logements abordables sur le taux de risque de pauvreté, le logement constituant pour beaucoup de ménages à revenus faibles ou moyens une dépense lourde ;*

*– les effets néfastes du manque de logements abordables sur la compétitivité de notre économie,*

*invite le Gouvernement*

*– à établir un plan d'investissement national en faveur de la création de logement abordable public dans lequel, suivant une analyse des besoins, sont définis les projets qui seront réalisés par l'État au cours des prochaines 15 à 20 années, avec comme objectif de constituer un parc immobilier public suffisant pour assurer un logement abordable à tous ;*

*– à garantir le financement de ce plan d'investissement par une politique budgétaire proactive et ambitieuse, en recherchant de nouvelles sources de financement pour l'État, dont notamment une imposition des plus-values immobilières réalisées suite à des décisions administratives, comme p. ex. l'augmentation de la densité permise au niveau d'un terrain à bâtir ;*

*– à prioriser la mise en œuvre des projets de l'impôt à la mobilisation de terrains, du projet de loi dit « Baulandvertrag », du mécanisme de remembrement ministériel et de l'impôt sur la non-occupation de logements afin de soutenir davantage l'augmentation de l'offre de logements et de générer des recettes fiscales supplémentaires pouvant financer la construction de logements abordables ;*

*– à prioriser la simplification des procédures communales notamment par une harmonisation des règlements sur les bâtisses, une réduction du nombre obligatoire de places de parking par logement créé et une densification contraignante et ciblée aux endroits pertinents ;*

*– à introduire des objectifs contraignants de logement abordable pour chaque commune afin d'accélérer la création de logements abordables au niveau communal en cohérence avec le plan d'investissement national prémentionné.*

*(s.) François Bausch, Taina Bofferding, Marc Goergen, Meris Sehovic, David Wagner.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Här Bausch erlaabt Der, datt den Här Di Bartolomeo Iech nach eng Fro stellt? Här Di Bartolomeo.

**M. François Bausch** (déi gréng), interpellateur | Selbstverständlech. Elo hat ech e bal vergiess.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Wéi kënnt Der? Ma ech wollt eigentlech virdru just den Här Bausch drop opmierksam maachen, dass och eis Chamber eng ganz gutt an iwwerluechten Aarbecht zu deem doten Domän gemaach huet an de Joren 2002 bis 2004, iwwer Interpellatioun, Débat d'orientation, mat enger ganzer Kuelebootsch vu Motiounen, wou ech ganz vill Inhalt an deenen haitegen Diskussiounen erëmfannen. Et war also net, fir dem Här Bausch e Been ze stellen – wéi kéint ech och? – …

**M. François Bausch** (déi gréng), interpellateur | Nee, dat hunn ech och net esou geduecht.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | … oder fir en entgleisen ze loossen – wéi kéint ech och? –, mee fir en drop opmierksam ze maachen, dass et e Feeler wär, fir dës Chamber net an deenen Diskussiounen dès le début ze associéieren. Voilà, dat war dat, wat ech wollt ergänzend dozou soen. A merci, Här President, dass ech d'Wuert krut.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Di Bartolomeo, dat war awer elo keng Fro, déi Der gestallt hutt.

**M. François Bausch** (déi gréng), interpellateur | Här President, ech wollt …

**M. Claude Wiseler,** Président | Am Prinzipp, wann Der d'Wuert hutt, ass et, fir eng Fro ze stellen, an net, fir e Kommentar ze maachen.

**M. François Bausch** (déi gréng), interpellateur | Ech wollt dem Här Di Bartolomeo …

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Majo, Här President, dann d'Fro, ob den Här Bausch sech dorun erënnert.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Bausch, do musst Der elo net onbedéngt drop äntweren.

*(Interruptions)*

**M. François Bausch** (déi gréng), interpellateur | Här President, ech kann den Här Di Bartolomeo éischtens berouegen: Als gudden Eisebunner entgleisen ech net esou séier. An zweetens: Natierlech erënneren ech mech dorunner, mee ech erënnere mech nach u ganz aner Debatten, Här Di Bartolomeo. Mir kéinten och nach dem Här Wolter säin IVL-Konzept mat eranhuelen. Dat hat och vill mat Wunnengsbau a Wunnengsmarché ze dinn. Also, déi Diskussiounen, déi sinn zënter … Also ech sinn 1989 fir d'éischt an d'Chamber komm. Ech war vun 1989 bis 2013 an dëser Chamber an der Oppositioun a wärend där ganzer Period hu mer Diskussioune gefouert iwwert de Logement, déi quasi Copy-Paste ware vun deem, wat mer haut diskutéieren. A mir si gréisstendeels ni zu eppes komm, well mer net genuch Moyenen agesat hu fir den ëffentleche Wunnraum. Dat ass de Grondproblem. An do gëtt et eeben och aner Regiounen an Europa, déi dat aneschters gemaach hunn. Duerfir stinn déi haut besser do wéi mir.

Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Et wär gutt, wa mer e Logementsminister gehat hätten.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch.

An dann ass et elo um éischten ageschriwwene Riedner. Dat ass den honorabelen Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach, Dir hutt d'Wuert. Här Donnersbach.

***Débat***

**M. Alex Donnersbach** (CSV) | Merci, Här President. Här President, säit dem Regierungswiessel am November, muss ech Iech soen, datt verschidde Saache mech hei an der Chamber iwwerraschen. Besonnesch verschidde Froen, Feststellungen, déi eeëmoleg Regierungsmemberen, déi déi lescht fënnef voire zéng Joer an der Verantwortung waren, op eemol hunn. An déi Interpellatioun …

*(Interruption)*

An déi Interpellatioun haut vum Här Bausch ass grad esou e Beispill, wou ech mech froen: Ma wie war dann an de leschte fënnef Joer zoustänneg fir de Logement …

**Plusieurs voix** | A!

**M. Alex Donnersbach** (CSV) | … a besonnesch fir den abordabele Logement zu Lëtzebuerg? War do net dem Här Bausch säi Parteikolleeg, den Henri Kox, dofir responsabel?

*(Interruption et hilarité)*

Ass et dowéinst …

**M. Claude Wiseler,** Président | Schwätzt Dir roueg weider. Loosst Iech net dekonzentréiere vun den Zwëscheriff.

**M. Alex Donnersbach** (CSV) | Ass et dowéinst net komesch, wann dräi Méint no de Walen op enger Pressekonferenz op eemol e Plang gefuerdert gëtt, deen iwwer eng Zäitschinn vu 15, 20 Joer soll

festleeën, wou a wéini ëffentlech Wunnenge gebaut solle ginn? Da froen ech mech: Firwat ass dee Plang net virdru komm? War et net e grénge Minister, dee responsabel war fir de Plan sectoriel? Firwat gouf dann esou e Plang net an deem Kader presentéiert? Froen iwwer Froen.

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

Dann hunn ech och kee Mea culpa héieren haut hei. E Mea culpa, deen de Jean-Claude Juncker 2005 gemaach huet, wéi den Här Bausch richteg gesot huet, mee haut hunn ech hei keen héieren. No zéng Joer Regierungsbedeelegung ass d'Situatioun am Logement méi schlëmm wéi 2013. D'Präisser sinn duebel sou héich an et ass haut nach méi schwéier, un e Logement ze kommen, wéi dat deemools de Fall war.

Da liesen ech am Communiqué vun déi gréng, datt dëse Plang ënner anerem duerch eng Mobiliséierungssteier soll finanzéiert ginn, an och dat, wat elo hei gesot ginn ass, an datt d'Regierung elo opgefuerdert ass, mat der selwechter Vitess wéi déi éischt Mesüren och déi Mesüren ëmzesetzen.

Ma och bei där Fuerderung hunn ech gemengt, ech wär am falsche Film. Zéng Joer sinn an d'Land gezu mat grénger Regierungsbedeelegung, ouni datt d'Mobiliséierungssteier duerchkomm ass. Do hätte se vläicht besser mat hire roude Koalitiounspartner solle schwätzen, déi den Inneministère wärend all där Zäit haten.

*(Interruption)*

Et gouf ee Joer virun de Walen, d'lescht Joer, wuel e Gesetzestext deposéiert, ...

*(Interruption)*

... mee säitdeem ass den Dossier roueg bliwwen an e war ugekënnegt wärend där ganzer Zäit, gradesou wéi de Remembrement ministériel oder de Baulandvertrag, dee scho säit Joren deposéiert ass a wou sech absolutt näischt gemaach huet.

Contrairement zu anere Projeten, ...

*(Interruption)*

... déi am leschte Joer iwwerstierzt am Juli a leschter Minutt ofgestëmmt gi sinn, gouf et bei all dëse Projete keng Urgence. Dat ass dat mannst, wat ee ka soen. An elo op eemol mat der neier Regierung kann näischt méi schnell genuch goen. Wat an de leschte fënnef Joer, de leschten zéng Joer net gemaach gouf, soll elo an dräi Méint um Dësch leien. Bei esou vill Amnesie a Verdrängen, do muss ech Iech soen, Här President, do kënnt een aus dem Staunen net eraus.

D'Wunnengsbauproblematik respektiv d'Problemer vum Secteur si vun der CSV duerch d'Stëmm vum Marc Lies iwwert déi lescht Joren ëmmer erëm thematiséiert ginn.

*(Interruptions)*

An deem Kontext huet de Marc Lies eng sëlleg konkreet Propositioune gemaach, fir am Wunnengsbau méi séier virunzekommen, dat alles zu enger Zäit, wou de Bausecteur nach net an der Kris war – eng Kris, déi sech an de leschten zwee Joer awer lues a lues ugekënnegt huet an déi d'CSV erkannt huet. Net fir näischt hunn dowéinst ugangs 2023 de Marc Lies, de Gilles Roth an d'Elisabeth Margue eng Proposition de loi mam Titel „Proposition de loi visant à redynamiser le marché immobilier" deposéiert, well mir als CSV deemools erkannt hunn, datt de Bausecteur séier a kuerzfristeg gehollef misst kréien.

Dunn huet et mol nach en halleft Joer gedauert, bis déi deemoleg Regierung en éischte Mesürepak geholl huet, fir dem Constructiounssecteur ënnert d'Äerm ze gräifen. Do kann een haut awer mat Sécherheet soen, datt déi Mesüren net duergaange sinn, weeder fir de Marché ze dynamiséieren nach fir méi Wunnraum ze schafen. An deem Kontext war och d'Ausso an dem Communiqué vun déi gréng vu leschter Woch revelateur, wou geschriwwe gëtt, datt een am Moment zum Deel an enger Baukris ass. Nee, léif Kolleegen, mir si matten an der Baukris. Dat spigelt sech kloer an de Chiffere vum Bau erëm, wou nëmmen nach d'Hallschent vun de VEFAen aktuell gebaut ginn.

De Logement war niewent der Kafkraafterhalung vun de Leit nämlech ee vun den Haaptwalkampftheemae vun der CSV an deemno och vun de Koalitiounsgespréicher. Ech hat an deem Kontext d'Chance, fir d'CSV de Lead am Logementsgrupp kënnen ze iwwerhuelen, an do kruten d'Majoritéitsparteie vun den Experten aus dem Secteur genee beluecht, wéi ugespaant an akut d'Situatioun um Wunnengsmaart an dem Bausecteur ass.

*(Interruption)*

Dat ware Gespréicher souwuel mat de privaten Acteure wéi och mat den ëffentleche Bauträger wéi dem Fonds du logement an der SNHBM. Do si Saache gesot ginn, déi och hiren Nidderschlag am Accord de coalition fonnt hunn.

D'Fro, déi an der Interpellatioun elo och opgeworf ginn ass, ass, ob déi aktuell Léisungen zur Kris éischter op der Säit vun der Offer oder Demande ze siche sinn. Zu Lëtzebuerg si mer an der spezieller Situatioun, datt mer aktuell e Problem hu souwuel mat der Demande wéi mat der Offer. Dowéinst sinn d'Léisungen och op béide Säiten ze sichen.

Kuerzfristeg hu mer am Moment en Demandeproblem. Et kafen net genuch Leit Wunnengen. Doduerch geet d'Bauaktivitéit erof an doduerch si mer och an der Baukris.

**Une voix** | An d'Präisser, Här Donnersbach?

**M. Alex Donnersbach** (CSV) | Den Haaptgrond sinn heibäi déi aggressiv Zënshaussen am leschte Joer, duerch déi d'Unzuel vun de VEFAen erofgaangen ass. Also ass et richteg, datt kuerzfristeg den Akzent elo op d'Demande gesat gëtt, fir ze hëllefen, erëm Schwong an de Bausecteur ze kréien. Et géllt, ze verhënneren, datt Honnerte vun Aarbechtsplazen am Bausecteur verluer ginn an doriwwer eraus datt et zu engem komplette Stillstand um Wunnengsmarché kënnt.

Dowéinst begréissen ech ganz ausdrécklech déi zousätzlech steierlech Mesüren, déi d'Regierung innerhalb vun hiren éischten 100 Deeg ugekënnegt huet. Heizou gehéiert ënner anerem, datt wärend dem Joer 2024 de bëllegen Akt fir d'Eegenheem vun aktuell 30.000 op 40.000 Euro eropgesat gëtt. Donieft wäert et jo och méiglech sinn, de bëllegen Akt bis zu 20.000 Euro ze kréien, wann een an eng Wunneng investéiert. Och eng wichteg Neierung ass d'Méiglechkeet fir den Employeur, senge jonke Salariéen eng Prime de logement ze iwwerweisen, wou 25 % steierfräi sinn. Doriwwer eraus kënnen déi eenzel Leit a Familljen hir Scholdzënsen an den éischte fënnef Joer bis 4.000 Euro vun hire Steieren ofsetzen amplaz vun haut 3.000. Doriwwer eraus gëtt och nach d'Subvention de loyer fir d'Stéit mat Kanner vun aktuell 40 Euro pro Kand pro Mount op 80 Euro eropgehuewen.

Dat ass also keen eesäitege Pak, wéi dat hei ugedeit gouf. Hei gëtt eppes gemaach, fir engersäits de Leit ze hëllefen, sech eng Wunneng ze leeschten, a si am Alldag ze entlaaschten, an anerersäits ze kucken, datt erëm Schwong an de Bausecteur kënnt.

An deem Kontext huet d'Regierung och beschloss, fir verschiddenen Deeler vum Bausecteur d'Méiglechkeet opzemaache fir Kuerzzäitaarbecht. Och dat ass e wichtege Schrëtt, fir d'Kris am Bausecteur ze bekämpfen.

Ma et ass awer och richteg, datt mer niewent dem akute Problem bei der Demande hei zu Lëtzebuerg en akute Problem mat der Offer hunn, dee souwuel kuerzfristeg, mëttelfristeg wéi laangfristeg ass. Fir dee Problem vun der Offer unzegoen, musse mer et fäerdegbréngen, datt an den nächste Joren hei zu Lëtzebuerg méi Wunnengen op de Marché kommen, souwuel ëffentlech Wunnenge fir de Logement abordable wéi och Wunnenge vum Privatsecteur fir de fräie Marché.

An deem Sënn sinn ech net d'accord, datt d'Léisung vum Problem hei exklusiv iwwert de Logement abordable geet. Et muss op alle Fronten ugepaakt ginn, fir méi Wunnengen zur Dispositioun ze stellen. Dowéinst begréissen ech ganz besonnesch, datt d'Regierung sech innerhalb vun den éischten 100 Deeg och mat den Acteuren aus dem Secteur zesummegesat huet, fir ze kucken, wou et am Alldag Problemer gëtt a wéi mer kënnen zesummen – Staat, Gemengen, Privatsecteur – méi séier an dësem wichtegen Theema weiderkommen.

Den Ënnerscheed zu fréier: Do gouf virun allem iwwert de Secteur geschwat. Mir hu mam Secteur geschwat an hinnen nogelauschtert an dunn éischt Konklusioune gezunn, un deenen elo an Aarbechtsgruppe weidergeschafft gëtt.

*(M. Fernand Etgen prend la présidence.)*

D'Prozedure beim Logement sinn dobäi e wichtegt a komplext Theema. Engersäits sinn d'Prozeduren natierlech do, fir d'Rechter, fir d'Sécherheet, fir d'Natur ze schützen, anerersäits kann et och net sinn, datt déi selwecht Prozeduren esou opwändeg ginn, esou ineffikass ginn, datt et net méi méiglech ass, d'Land virunzebréngen, datt alles blockéiert ass, datt d'Käschten net méi am richtegen Equiliber zu de gewënschten Ziler sinn. Dowéinst huet dës Regierung an hirem Koalitiounsprogramm festgehalen, d'Prozeduren am Wunnengsbau allgemeng ze iwwerschaffen an do, wou et noutwendeg ass, och ze iwwerpréiwen, ob den Opwand proportional zum Zil ass.

Och hei kann een nëmme staunen, wann een op der Pressekonferenz vun déi gréng héiert, datt nëmmen d'Gemengeprozeduren de Problem sinn. Jo, och d'Gemengeprozedure sinn e Problem an och do sinn eng ganz Rei Léisungen ugeduecht, mee net nëmmen. Et gëtt och Prozeduren am Naturschutz gradesou wéi am Kulturgesetz, déi een net aus den Ae sollt verléieren. Wann ee Problemer, déi dës Gesetzer reegelméisseg um Terrain mat sech bréngen, net wëll gesinn, dann ass een entweeder blann oder et wëll ee se net gesinn.

E klengt Beispill, dat mer vun den ëffentleche Bauträger wärend de Koalitiounsverhandlunge gezielt kruten, weist, datt Prozedure vun all Zort kënnen e Problem sinn. Hei geet et elo spezifesch ëm déi nei Prozedur am Kulturgesetz. Zu Rëmerschen, wou d'SNHBM wäert 40 Haiser bauen, ass e Lach vu plus oder minus 6.000 Meeterkibb opgegruewe gi wéinst deene verflichtenden archeologesche Sondagen, déi mam neie Gesetz vum 25. Februar 2022 noutwendeg sinn. Am Endbericht ass absolutt näischt Relevantes fonnt ginn.

D'Resultat war awer, datt d'SNHBM éischtens 6.000 Meeterkibb Buedem huet misse fortféieren an dann natierlech en contrepartie 6.000 Meeterkibb nees mat tragfäegem Buedem huet missen opfëllen. Et war leider net sou, datt de Buedem nees zeréck an d'Lach konnt gefëllt ginn, well d'Tragfäegkeet vun den Haiser net gi wär.

De Coût vun dëser Operatioun war ronn 318.000 Euro hors TVA, déi déi ëffentlech Bauträger integral hu missen iwwerhuelen. Wuel gesäit d'Gesetz vir, datt déi archeologesch Sondagen zu 50 % matfinanzéiert ginn, mee dat ass awer net de Fall bei de Follgekäschten. Ganz konkreet ass duerch dës Prozedur all eenzelt Haus 8.000 Euro méi deier ginn an d'Regulatioun vum ganze Projet ass doduerch natierlech och net méi séier ginn.

Dat ass e gutt Beispill, wou ee sech muss froen, ob an dësem Fall d'Mesures de précaution fir eventuell archeologesch Entdeckunge proportionell zu de Coûts an dem Zäitverloscht sinn, déi doduerch entstinn. Ech fannen net. Dowéinst steet och am Koalitiounsofkommes, datt genau déi do Prozedur op de Leescht geholl soll ginn. Dat ass ee Beispill. Et gëtt nach iwwerall an deene verschiddene Beräicher änlecher, och am Gemengeberäich, an dowéinst ass et och wichteg, datt déi elo attackéiert ginn.

Ofschléissend wëll ech och nach eng Kéier driwwer schwätzen, dass ech iwwerrascht sinn iwwert de Virworf, datt nëmmen de private Marché soll ënnerstëtzt ginn. Dobäi huet d'Regierung, grad dës Regierung, mat hiren éischte Mesüren e groussen Invest an den abordabele Wunnraum ugekënnegt. 480 Milliounen solle bis 2027 an den Opkaf vu VEFAe gestach ginn. An domat gëtt de Park vun ëffentleche Wunnengen erheeblech erweidert. Och d'Aide à la pierre, fir datt d'Gemengen a sozial Promoteure kënne Logements abordables kreéieren, gëtt vun d'lescht Joer 176 Milliounen op d'nächst Joer 431 Milliounen eropgesat. Insgesamt ass d'Enveloppe am Staatsbudget vun 2024 ëm 29 % par rapport zu 2023 geklommen. Do wäerte mer geschwënn no un déi Milliard kommen, déi elo virdru vu mengem Virriedner gefuerdert gouf.

Et kann een also definitiv net soen, dass dës Regierung net an den ëffentleche Wunnraum investéiert. Au contraire, et gëtt esou vill investéiert wéi nach ni.

Ma fir och an der Zukunft de Park vun ëffentleche Wunnengen auszebauen, sinn niewent der SNHBM an dem Fonds du logement souwuel de Privatsecteur wéi och d'Gemengen e wichtege Partner. Bei de Gemengen ass et gutt, datt si weiderhi mat den néidege Moyenen ënnerstëtzt ginn, ma de Staat muss och déi richteg Ureizer schafen, fir datt d'Gemengen nach weiderhi wëllen an de Logement abordable investéieren. Hei gëllt et och erëm ze kucken, bürokratesch Hürden ofzebauen an déi Reegelen, déi ze strikt sinn, un d'Realitéit unzepassen.

Ech deelen d'Analys an ech mengen, ech hat virun zwou Wochen och schonn hei gesot, datt de Problem vum Logement hei zu Lëtzebuerg net nëmmen e Problem duerstellt, well et schwéier ass, eng Wunneng ze fannen, mee well en och den Aarmutsrisiko erhéicht. E stellt e grousse Problem fir d'Kompetitivitéit vun eisem Land duer an dowéinst ass et richteg, datt et eng vun den Haaptprioritéite vun der nächster Regierung ass, fir dat unzepaken.

Ech wëll do och ganz besonnesch …

**M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Och vun dëser schonn. Scho vun dëser Regierung ass et d'Prioritéit, net vun der nächster.

**M. Alex Donnersbach** (CSV) | Jo.

*(Hilarité et interruptions)*

Voilà, da wëll ech der Regierung felicitéieren, datt se hei op den Tempo dréckt, datt se innerhalb vun den éischten 100 Deeg déi Dossieren alleguer ugepaakt huet an datt se sech och e relativ zackege Kalenner ginn huet, fir déi Mesüren an der Zukunft unzepaken.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Donnersbach. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Den Här Donnersbach wëllt nach eng Motioun deposéieren.

***Motion 2***

*La Chambre des Députés,*

*– constatant que la pénurie de logements abordables et locatifs représente un des principaux défis auxquels le Luxembourg est confronté ;*

*– constatant une forte diminution de l'activité immobilière, voire un ralentissement significatif de l'activité du secteur de construction depuis le début 2023 ;*

*– constatant l'augmentation des loyers et des coûts de la contruction ainsi que la hausse des taux d'intérêts, qui pèsent sur le pouvoir d'achat des résidents luxembourgeois ;*

*– constatant que la baisse de la demande sur le marché immobilier pèse sur l'emploi salarié de la construction ;*

*– constatant des répercussions sur les recettes fiscales de l'État, notamment au niveau des droits d'enregistrement ;*

*– saluant que le Gouvernement s'est engagé dans son accord de coalition à aborder rapidement cette crise du logement ;*

*– constatant que certaines branches d'activités du secteur de la construction sont déclarées en crise par le Gouvernement et que ces entreprises peuvent recourir au chômage partiel de source conjoncturelle ;*

*– saluant que cette mesure permet de préserver, en attendant la reprise, la main-d'œuvre qualifiée dans le secteur ;*

*– saluant les mesures qui soutiennent directement les ménages – aussi bien les locataires que les acquéreurs de logements ;*

*– saluant que le Gouvernement a décidé de relancer le secteur de la construction immobilière par des impulsions ciblées ;*

*– rappelant dans ce contexte un premier paquet de mesures intitulé « Neie Schwong fir de Wunnengsbau – Ënnerstëtzung fir Leit an Handwierk » pour venir en aide et pour redonner confiance au secteur de la construction ;*

*– constatant que ce paquet comporte des mesures fiscales et non fiscales concernant autant les particuliers que le secteur de la construction et les investisseurs ;*

*– constatant que ce paquet de mesures vise*

*• à soutenir les particuliers dans l'acquisition ou la location de logements,*
*• à soutenir le secteur de la construction et de l'artisanat afin de préserver les emplois dans le secteur,*
*• à augmenter l'offre de logements ;*

*– saluant que le Gouvernement a également décidé de poursuivre son programme d'acquisition de projets en vente en l'état futur d'achèvement (VEFA), afin d'augmenter durablement le parc public de logements abordables ;*

*– saluant que le Gouvernement a annoncé après la réunion nationale « Logement » du 22 février 2024 de simplifier et d'accélérer les procédures administratives ;*

*– rappelant l'importance du secteur communal en tant qu'interlocuteur et acteur dans la création de logements abordables, et l'engagement du Gouvernement à continuer à encourager et à soutenir financièrement les communes dans la création de logements abordables ;*

*– saluant que la Chambre des Députés sera impliquée dans la prise de décision,*

*invite le Gouvernement*

*– à poursuivre son soutien aux ménages et au secteur de la construction ;*

*– à approfondir les possibilités d'impliquer davantage le secteur privé dans la construction de logements abordables ;*

*– à maintenir l'échange constructif avec tous les acteurs privés et publics impliqués dans la construction de logements ;*

*– à mettre en œuvre rapidement son annonce de la simplification et de l'accélération des procédures administratives.*

*(s.) Alex Donnersbach, Gilles Baum, Jeff Boonen, Gusty Graas, Nathalie Morgenthaler.*

Merci villmools.

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo et exclamations)*

Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert elo de Moment net.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Ech entschëllege mech bei Iech, Här President.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Ech hunn d'Wuert un den Här Baum ginn.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Dir hutt ganz Recht.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Här Baum, wannechgelift.

**M. Gilles Baum** (DP) | Sou, fuere mer awer mol e bësse mam Pult hei erop. Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, meng Virriedner hunn et scho gesot, an ech mengen, jiddwereen heibannen ass sech der Situatioun bewosst: Eist Land stécht an enger Wunnengsnout. Eist Land stécht an enger Wunnengsbaukris, an dat scho säit Joren. Et ass effektiv eng traureg Traditioun hei zu Lëtzebuerg, dass d'Demande no Wunnenge vill méi héich ass wéi d'Offer an dass dat strukturellt Ongläichgewiicht tëschent der Offer an der Demande och ëmmer weider wiisst.

Ech hunn elo mengen zwee Virriedner ganz gutt nogelauschtert an ech mengen, dass et wierklech net zilfürend ass, wa mer an deem doten Dossier mam Fanger deen een op deen anere weisen. Mir hunn an de leschte Joerzéngten – a wann ech vun de leschte Joerzéngte schwätzen, da schwätzen ech net vun der leschter Regierung oder vun der virleschter, mee ech schwätze vun de Regierunge vun den 80er-Joren un – vläicht net genuch gemaach, fir am ëffentleche Wunnengsbau, souwuel wat d'Locatioun ugeet, wéi och wat d'Vente ugeet, genuch ze maachen, fir dass d'Leit mat méi klenge Portmonnie sech och kënnen eppes leeschten, an ech wäert a menger Ried duerno drop zréckkommen.

Ech wëll am spéiden Nomëtteg e bësse méi eng pedagogesch Ried vläicht hale wéi meng Virgänger an ech wëll vläicht eng Rei Mesüren aus dem Pak „Neie Schwong fir de Wunnengsbau" erklären. Déi lescht Jore ware gezeechent duerch eng Pandemie mat Liwwerketteproblemer, de Krich an der Ukrain, doropshin eng Energiekris, eng Inflatiounskris, an natierlech huet dat sech alles op d'Logementssituatioun, awer och an deem Secteur op all seng Acteure bezunn an et huet deenen alleguerten iwwel matgespillt.

De Réckgang vun den Transaktiounen an den Autorisatiounen iwwert déi lescht Joren ass méi wéi flagrant. D'Augmentatioun vun de Wunnengspräisser am Verglach mam Akommes vun de Leit mécht et fir vill Leit haut onméiglech, zu engem Eegenheem ze

kommen. Déi héich Zënse belaaschten d'Kafkraaft vun de Leit extreem, an dat mëttlerweil bis wäit an d'Mëttelschicht eran.

Kommt, mir kucken der Situatioun an d'Aen a mir soen et riichteraus: Den Dram vum Eegenheem, de Wonsch, dee vill Leit hunn, sech fréier oder spéider kënnen hiert eegent Doheem ze leeschten an och hiert Doheem no hirem Wonsch ze gestalten, deen Dram wäert an der Situatioun, wéi se aktuell ass – wéi se aktuell ass! –, leider fir vill Leit en Dram bleiwen. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat kann et net sinn!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Dat kann net sinn, an et ass elo un der Zäit fir ze handelen, fir dass och déi nächst Generatioune sech deen Dram, dee wierklech kee Privileeg däerf sinn, kënnen erfëllen: den Dram vun engem eegenen Doheem.

Mee wat brauch et, fir där Situatioun hei bäizekommen? Et ass ganz kloer: Mir musse méi bauen. Mir musse méi bezuelbar bauen. Mir musse méi séier bauen – Stéchwuert: Prozeduren. Mir mussen d'Aarbecht erhalen an de Secteur schützen, well wa mer de Bausecteur net schützen, wie bleift eis dann, fir d'Projeten ze realiséieren? Mir mussen also d'Aktivitéit am Secteur relancéieren a mat neie Mesüren ukuerbelen.

Net fir näischt huet meng Partei schonn an de leschte Jore vun enger „Wunnengsbauoffensiv" geschwat. Wat et brauch, ass eng Strategie mat kuerzfristegen, awer och méi laangfristegen Ureizer a Moossnamen, eng Strategie, wou och de privaten Invest mat kann an d'Boot geholl ginn, wou de Bierger ka matabezu ginn a wou mir all zesumme probéieren, dëse Problem unzepaken.

Et geet net méi duer, wéi et fréier war, fir de Kanner a Kandskanner ze soen: „Lee e bëssen eppes op d'Säit, lee e bësse Suen op d'Säit, da kanns de herno eppes kafen!", well parallell zu deem Gespuerte klammen och d'Präisser. A fir dass all Bierger tatsächlech eng realistesch Chance huet op eng Wunneng, ass elo de Moment, fir eppes ze ënnerhuelen. An net zulescht musse mer och den Accès op Wunnengen, déi elo schonn existéieren, oder Wunnengen, déi amgaange sinn, gebaut ze ginn, besonnesch och am soziale Wunnengsbau …, deen Accès musse mer verstäerkt erméiglechen.

Ech hunn elo grad d'Wuert vum „soziale" Wunnengsbau benotzt, deen et haut jo an deem Term net méi gëtt, deen och haut net méi esou gebraucht gëtt. Mir schwätzen haut vun „abordabelem" Wunnengsraum a vu Wunnengsraum „à coût modéré". Wat ass den Ënnerscheed? Kommt, mir huelen zum Beispill e Projet vum Fonds du logement. Bei engem „abordabele" Projet leet de Staat 50 % bäi beim Terrain a 50 % bei den Etüden an den Infrastrukturaarbechten. Bei engem Projet „à coût modéré" leet de Staat 50 % bäi beim Terrain, awer näischt bei den Etüden an den Infrastrukturaarbechten.

Et versteet sech vum selwen, dass Terrainen net verkaaft ginn, mee an eng Emphyteos ginn. Dat heescht, et lount een den Terrain op 49 oder 99 Joer. An de Genoss vum abordabele Wunnraum komme Stéit mat engem Akommes bis an de siwenten Decile a beim Coût modéré bis an den aachten Decile.

Verschiddener heibanne maachen elo grouss Aen, kucke mech grouss, well se net genau wëssen, vu wat dass ech schwätzen. An ech muss Iech soen, virun dräi Deeg wousst ech et och nach net.

**Une voix** | Très bien!

*(Hilarité)*

**M. Gilles Baum** (DP) | An dofir wollt ech Iech elo just e puer Zuele ginn, fir dat ze verdäitlechen, well d'Plaffongen, fir kënnen eng Wunneng ze kréien, entweeder am Abordabelen oder am Coût modéré, déi ginn däitlech no uewen ugepasst.

Just zwee Beispiller: Bei enger Koppel ouni Kanner am Abordabelen – an ech maachen et ronn, ech wëll net an d'Kommazuelen eragoen –, do geet de Plaffong erop vun 73.000 op 88.500, a beim Coût modéré vun 82.500 op 104.000. E Beispill vun enger Koppel mat zwee Kanner: Am Abordabele geet de Plaffong erop vu 97.500 op 135.000 an am Coût modéré vun 110.000 op 160.000. Just dës puer Beispiller, fir ze beliichten, dass substanziell Efforte gemaach ginn, fir dass vill méi Leit solle kënnen an de Genoss vun enger staatlech geförderter Wunneng kommen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Wunnengsnout ass, wéi gesot, keen neie Sujet. An als DP hu mer och an de viregte Legislaturperiode mat eise Koalitiounspartner probéiert, déi eng oder aner Mesür ëmzesetzen. Speziell an der Kris waren dat mam Solidaritéitspakt 1.0 d'Hausse vun der Subvention loyer, awer och d'Aidë fir d'Energiekäschten, déi ech wéilt ervirsträichen an déi de Leit a schwieregen Zäiten ënnert d'Äerm gegraff hunn.

Méi allgemeng ass mam Pacte Logement 2.0 eng nei Allianz entstanen tëschent de Gemengen an dem Staat, fir méi bezuelbare Wunnraum ze schafen, d'Offer vun ëffentleche bezuelbaren an nohaltege Wunnenge massiv an d'Luucht ze setzen.

Esou grouss Projete wéi de Projet Op Elmen, wou mer d'lescht Woch waren, d'NeiSchmelz zu Diddeleng, Wunne mat der Wooltz, dat si Projeten, déi Der kennt an déi wäerten och dozou bäidroen, weidere Wunnraum ze schafen.

An den neie Fonds spécial de soutien au développement du logement erlaabt et dem Staat, massiv Suen an de Logement ze investéieren.

Bei de VEFAe goufe schonn zejoert Verträg an Héicht vun 69 Milliounen Euro ënnerschriwwen. Zanterhier leie mer bei ronn 170 Logementer an enger weiderer Enveloppe dëst Joer fir 110 Milliounen Euro.

Léif alleguerten, Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschte Joren ass eppes gemaach ginn, mee et ass net duergaangen, dat muss ee sech agestoen. An ech sinn net hei uewen, fir mer op d'Schëller ze klappen oder op d'Schëller ze klappe vu menge fréiere Koalitiounskolleegen. An ech soen dat – et ass eng perséinlech Nott –, mir si bei verschiddene Saache vläicht e bëssen ze zaghaft erugaangen. Mir si vläicht ze zaghaft erugaangen, wat déi nei Grondsteier ugeet. Mir ware vläicht ze zaghaft, wat d'Mobiliséierungssteier ugeet. An och bei der Leerstandssteier ware mer e bëssen ze zaghaft. An do musse mer elo virumaachen a liwweren, éierlech gesot, wa mir hei an der Chamber an Zukunft dobaussen nach wëlle seriö geholl ginn.

An de leschte Joerzéngten – ech kommen op dat zréck, wat ech am Ufank gesot hunn, an ech wëll do net déi eng Regierung oder déi aner, déi eng Partei oder déi aner erausträichen – ass einfach ze wéineg gemaach gi vun der ëffentlecher Hand, fir Wunnengen ze schafen, fir sech e Parc immobilier opzebauen, fir sech Wunnengen zouzeleeën, déi ee kann an eng Locatioun ginn. An do muss hu mer elo an deenen nächste Joren effektiv eis Efforte massiv, massiv verstäerken, wa mer wëlle probéieren, op der staatlecher Säit deem Wunnengsbauproblem hei nozekommen.

Léisunge gi gebraucht, mee et ass der Komplexitéit vum Sujet gescholt, dass mer net all Schrauwe gläichzäiteg kënnen dréien. D'Mesüren, déi annoncéiert goufen, agéieren dofir effektiv op zwee Niveauen. Fir d'éischt brauche mer kuerzfristeg Mesüren, déi séier gräifen, déi praktesch wéi eng „Éischt Hëllef" fir de Wunnengsmaart kënnen ugesi ginn an dem Wunnengsmaart neit Liewen anhauchen. Dëst sinn an der Haaptsaach steierlech Mesüre wéi d'Eropsetze vum Steierkreditt beim bëllegen Akt vun 30.000 op 40.000 Euro an d'Aféierung vum Crédit d'impôt location, also engem bëllegen Akt och fir Locatiounswunnengen.

Ech si mer elo net sécher, ob jiddwereen heibannen de Prinzipp vum bëllegen Akt versteet, an ech wollt Iech just e Beispill ginn. Ech maachen et och ganz ronn, da ginn ech och mat den Zuele besser eens. Kommt, mir huelen elo de Pit. De Pit keeft eppes vun enger Millioun. Da fale 7 % Akt- an Transkriptiounssteieren un, Enregistrement. Dat wäre bei enger Millioun 70.000 Euro. Mam neie bëllegen Akt bezilt en nach just 70.000 minus 40.000, also 30.000 Euro Steieren. Wann de gudde Pit elo mam Marie eppes zesumme keeft, wat vläicht seng Frëndin oder seng Fra ass, dann hu se zu zwee 40.000 Euro zegutt. Also rechne mer 70.000 minus 80.000. Da behale se nach 10.000 Euro Rescht.

Och aner Moossname sollen a wäerten en Effet um Wunnengsmarché hunn an d'Schafe vu Wunnraum redynamiséieren. Hei zum Beispill de Quart-taux global bei der Plus-value-Besteierung, dee fir 2024 agefouert gëtt.

Ech wëll Iech och hei e klengt Beispill ginn an ech probéieren, mech och hei net ze verhedderen. Dir verkaaft eppes vun enger Millioun, wat Der fir 800.000 Euro kaf hutt. Dir maacht also eng Plus-value, Dir maacht e Benefiss, Dir maacht e Gewënn vun 200.000 Euro. Ech huelen d'Beispill nach eng Kéier vum Pit a vu Marie. Si verkafen dat zesummen. Dann huet jiddwereen en Abattement vu 50.000 Euro, dat heescht 200.000 Euro minus 100.000 Euro. Mir bleiwen da bei 100.000 Euro, déi kéinte versteiert ginn. Do huele mer de maximalen Taux – dee kann natierlech e bëssen erofgoen – vun 21 %. Dat heescht, si missten op där Plus-value hei 21.000 Euro bezuelen, plus eppes an de Fonds pour l'emploi. Wa mer elo beim Quart-taux bleiwen, wa mer deen natierlech elo nach eng Kéier erofsetzen, wa mer deen nach eng Kéier deelen, da si mer bei 10,5 % a si misste bei dësem Beispill op der Plus-value 10.500 Euro bezuelen.

Dat ass keng nei Mesür, mee dat ass eng Mesür, déi och schonn ënnert dem Pierre Gramegna agefouert gouf an iwwer zwee Joer gelaf ass. An ech mengen, dass mer effektiv déizäit mat där doter Mesür méi an d'Vente kritt hunn. Ech sinn also der Meenung, dass dat do eng Mesür ass, déi effektiv eppes ka bréngen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Awer och d'Tatsaach, dass et zu kenger Plus-value-Besteierung kënnt, wann een de Logement nom Verkaf der Gestion locative sociale zur Verfügung stellt, wäert en Effet hunn.

Den Amortissement accéléré ass eppes, iwwert dat mer oft hei geschwat hunn. Dee gëtt elo fir dëst Joer erëm agefouert fir sechsmol 6 %. Am Moment ass en op véiermol 4 % begrenzt an och op maximal zwou Immobilien.

De Verkaf vun den Immobilien huet an de leschte Jore stagnéiert a mat dëse kuerzfristege Mesüre wëlle mir dem Marché rëm en Ustouss ginn, fir méi nei Wunnengen ze schafen.

Elo kann ee sech natierlech froen heibannen: Wat bréngt dat do alles? A keen heibanne wäert Iech kënne soen, dass mer genau esou vill Wunnengen,

genau esou vill Appartementer, genau esou vill Terraine méi mobiliséieren, mee fir eis ass kloer: Näischt maachen ass keng Optioun!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Déi ëffentlech Hand wäert an Zukunft musse méi eng grouss Roll spillen. A meng zwee Virriedner hunn et gesot: Den ëffentlechen Immobiliebestand muss massiv ausgebaut ginn. Ongenotzt Bauland muss esou séier wéi méiglech mobiliséiert ginn. Och privat Projeten, déi aus verschiddene Grënn net méi kënne finaliséiert ginn, déi muss de Staat iwwerhuelen, fir dass et hei net zum Stëllstand kënnt, an dat hëlleft och dem Staat strateegesch a kontinuéierlech a sengem Zil, fir säin eegene Parc immobilier auszebauen. An ech widderhuele mech nach eng Kéier, ouni mam Fanger op iergendeen ze weise vun de leschte Joerzéngten, mee mir hunn do als Politick an de leschte Joerzéngten einfach net genuch gemaach.

De Staat kann déi Logementskris, an där mer sinn, net eleng léisen. Et brauch staark Partnerschaften a Mathëllef vun allen, fir Léisungen auszeschaffen. An de Prinzipp vum PPP, Partenariats public-privé, soll an der Zukunft hei och weider verstäerkt ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, besonnesch wichteg sinn an eiser Wunnengsbauproblematik och déi sozial Mesüren. D'staatlech Investitiounen an de Bau vu bezuelbarem Wunnraum musse massiv weidergefouert ginn an de Wunnengsbau, ob abordabel oder à coût modéré, muss weidergefouert ginn.

D'VEFAen – ech war virdru schonn drop agaangen –, wou schonn déi viregt Regierung intensiv Investissementer gemaach huet, wäerten och weider opkaf ginn, fir dës Wunnengen a Logementer dem Parc locatif zouzeféieren an esou de Mënschen dobaussen eng besser Chance op en Heem ze bidden. Dobäi kënnt eng weider Enveloppe iwwert déi nächst Jore vu 480 Milliounen Euro. Mat deene Sue sollen zousätzlech 800 Wunnenge gebaut ginn an an de Parc immobilier vum Staat kommen. Et ass nämlech einfach wichteg, déi Leit ze ënnerstëtzen, déi eppes kafe wëllen, déi eppes loune mussen an ënnert deenen héijen Zënse leiden.

D'Aide au logement wäert och duerch weider Mesüre gestäerkt ginn, fir d'Leit ze ënnerstëtze beim Kaf vun engem Eegenheem.

D'Subvention d'intérêt, déi geet och erop, well och d'Zënsen eropginn, fir dorobber ze reagéieren.

D'Subvention loyer, eppes, wat mer heibannen och oft thematiséiert hunn, déi ass an der Vergaangenheet ugepasst ginn, mee och duerch den Drock, deen aktuell op der Locatioun ass, wäert si nach emol adaptéiert ginn, fir besonnesch Familllje mat Kanner ze ënnerstëtzen an ze verhënneren, dass se an eng finanziell schwiereg Situatioun kommen. Do geet d'Participatioun vu 40 op 80 Euro pro Kand erop.

Ech hunn et schonn erkläert: D'Krittäre bezüglech deene Leit, déi e Recht op eng Hëllef hunn, soll och kuerzfristeg erweidert ginn, fir dass de Krees vun deene Leit méi grouss gëtt, fir dass méi Leit eligibel sinn, dass méi Leit kënne gehollef kréien an dass si méi séier eng Wunneng kënne fannen.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Et ass dach net normal, dass d'SNHBM ... Et ass virdrun och schonn ugeschwat ginn: Mir waren elo viru Kuerzem – de Kolleeg Félix Eischen war derbäi, de Kolleeg Max Hengel war derbäi, d'Kolleegin Lexy Schoos war och derbäi –d'lescht Woch an der Gemeng Kielen – dass ech elo näischt falsch soen, et ass tëschent Ollem a Kielen – bei der SNHBM an do ass eis gesot ginn, dass d'SNHBM am Moment op 100 Haiser respektiv Wunnenge sëtzt, déi se net lassgëtt. Déi waarden am Moment op en Acquereur. Et däerf also, Kolleeginnen a Kolleegen, net un den Eligibilitéitskrittäre leien, dass mer deene Leit, déi Hëllef brauchen, net och Hëllef kënnen ubidden.

Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg huet e strukturelle Problem am Logement an esou Problemer festege sech iwwer Zäit a kënnen och nëmmen iwwer Zäit geléist ginn. Nieft deene kuerzfristege Léisunge brauche mer mëttel- a laangfristeg Strategien a Mesüren, fir d'Situatioun allgemeng am Griff ze behalen.

Zousätzlech zu de rezenten Annoncen, wéi der Erhéijung vun de Plaffonge bei de Scholdzënsen, de steierleche Begënschtegunge beim Verlounen, dem Erschléisse vun neie Wunngebitter an och Wunnprimme fir jonk Beruffsufänger, gëtt et fir eis als DP nach aner Instrumenter, déi och zur Berouegung um Marché an enger méi equitabeler Verdeelung vum Wunnraum féiere sollen.

Mir denke beispillsweis un d'Upassunge bei der Grondsteier, d'Leerstandssteier, de Remembrement ministériel, awer och de Baulandvertrag. Besonnesch wichteg bleift och, d'Mobiliséierungssteier fir Terrainen ze kréien, woubäi – an ech ënnersträichen dat – kloer soll sinn, dass mer Familljen, déi en Terrain hunn, dee se wëllen zréckhale fir hir Kanner, wëlle berücksichtegen an dass do och en Abattement soll agefouert ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech op d'Bauwiesen als solches aginn, fir d'éischt nach e Wuert zur Nohaltegkeet. Dir wësst, als Deel vum Mesürepak ass fir 2024 eng Befreiung vun der Plus-value virgesi bei Transferten, wou et ëm de Kaf vun engem Gebai oder enger Wunneng geet an der Energieklass 1A+. Am Sënn vun der Nohaltegkeet soll dës Moossnam déi Bierger ënnerstëtzen, déi bereet sinn, net just en Invest an eng Wunneng, mee en Invest an eng nohalteg Zukunft ze maachen. Dëst kann een nëmmen ënnerstëtzen, well bei alle Bestriewungen, fir méi Wunnraum ze schafen, dierfen den Natur- an den Ëmweltschutz net op der Streck bleiwen.

Allerdéngs ass de Kontext um Wunnengsmaart aktuell deen, deen en ass, an dofir sollt een an Zukunft och en An drop behalen, dass beim Ëmwelt- an Naturschutz op Bauterrainen d'Verhältnisméissegkeet agehale gëtt a mir eis net selwer am Wee stinn an dass mer eis net selwer Steng an de Wee leeën.

Fir dass mer eis richteg verstinn: Als Demokratesch Partei sti mer zu 100 % hannert dem Naturschutz an zu 100 % hannert dem Ëmweltschutz.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Mee mir denken och, dass déi béid Thematike sollte pragmatesch ugaange ginn, an et däerf op kee Fall dorop erauslafen, dass déi eng géint déi aner ausgespillt gëtt.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Dofir musse mer an Zukunft souwuel d'Ëmweltetüden an d'Kompensatiounsetüden effikass traitéieren.

Kolleeginnen a Kolleegen, am Virfeld vun dësem Debat gouf et schonn eng Rei Kriticken an ech schätzen, dass mer där och haut nach wäerten héieren, dass nämlech nëmmen déi Déck géife profitéieren an dass fir déi Kleng näischt géif gemaach ginn. Natierlech gräife mer mat dëse Mesüren och de Betriber ënnert d'Äerm. Mee wien ass dat, d'Betriber? Wien ass hei tatsächlech betraff? Dat sinn all déi Leit, déi am Secteur schaffen, déi vum éischte Februar bis zu Congé collectif offiziell an der Kris deklaréiert gi sinn, fir dass se iwwerhaapt iwwerliewen. Mir vermeiden och duerch Deelzäitaarbecht Faillitten a mir musse verhënneren, dass Leit hir Aarbecht verléieren, well an deem Fall gi mer de Risiko an, dass déi Leit fortginn, an déi Hänn, déi wäerten eis feelen, wann d'Relance do ass.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Et ass en Invest an d'Relance, et ass net just en Invest. Et ass en Invest a méi Wunnraum an et ass en Invest an d'Leit an an d'Betriber an et ass en Invest, fir den Drock um Wunnengsmarché erofzedrécken.

Mat den héijen Zënse sinn net just d'Prête vun de Leit deier an d'Demande vun Neibaute gradewéi d'Transaktioune sinn an de Buedem gesonk. De verstäerkten Defizit am Secteur allgemeng huet zu engem komplette Stëllstand an der Branche gefouert an déi mëttelstännesch Betriber an all déi Leit, déi an dëse Betriber schaffen an déi hire Liewensënnerhalt verdéngen, all déi geroden ëmmer méi ënner Drock. Well do keng Demande ass, gëtt och net gebaut. A wou net gebaut gëtt, do brauche mer keng Aarbechter. Wann net gebaut gëtt, dann huet och den Daachdecker keng Aarbecht. De Gipser huet keng Aarbecht. De Plätterchersleeër huet keng Aarbecht. Et gëtt kee Sanitär verkaf an et gëtt keng Kiche verkaf. Och dorunner, un déi mëttelstännesch Betriber, solle mer denken, wa mer haut de Mëtten dësen Debat hei féieren.

**Une voix** | Ganz genee!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Et muss een och bedenken, dass deen een oder anere vun dësen Handwierker, vun dësen Aarbechter, sech wäert mussen anescht vläicht orientéieren. Wéi vill wäerte sech an Zukunft also ëmorientéieren, wann de Bausecteur weider esou belaascht gëtt a wann een d'Aarbechter net méi kann halen? A wou gi mer duerno d'Leit sichen, wann de Secteur erëm unzitt? Wou fanne mer herno dat fachmännescht Personal, fir rëm unzepaken?

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

D'Wunnengsnout ass keng eegestänneg Bubble, déi een onofhängeg vun allen aneren Elementer kann traitéieren. Hei komme vill Aspekter zesummen a grad dowéinst huet d'Politick all Interêt, de Bausecteur aktiv an effizient un der Schafung vun ëffentlechem Wunnraum ze bedeelegen. Éischtens, fir der Demande nozekommen, déi ëmmer méi Privatleit net méi eleng kënne meeschteren, an zweetens, fir en enorm wichtege Wirtschaftszweig ze schützen, d'Offer héichzehalen, awer och d'Leit aus dem Secteur an hirer Aarbecht ze halen, aus dem Chômage erauszehalen a fir d'Kris, déi mer am Moment hunn, net nach ze verschäerfen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. „Wunnen däerf kee Luxus sinn!" Dat héiert een ëmmer erëm vun de Parteien, déi méi lénks wéi meng Partei um politesche Spektrum stinn. An ech soen Iech: Dat ass och richteg!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Dës Mesüren, souwuel déi kuerzfristeg wéi déi mëttel- a laangfristeg, bidden en equilibréierte Pak, net nëmme fir d'Leit, mee och fir d'Handwierk a fir de Bau. Et gëllt, de Chômagetaux niddreg ze halen. Et gëllt, Faillitten, esou wäit et geet, ze vermeiden, an et gëllt, en nohaltege Wee aus der Sozialkris am Bausecteur ze fannen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Mir kënnen einfach net riskéieren, dass d'Situatioun sech weider verschlechtert, a mir mussen dréngend kucken, fir de Stëllstand, deen aktuell um Bau, an de Betriber a bei den Transaktiounen herrscht, nei unzekuerbelen an nei Aktivitéiten ze generéieren.

Wuel soll de Staat eng wichteg Roll an deem Prozess iwwerhuelen an eng staark Hand bidden, fir dëse Prozess ze begleeden. Et ass awer beileiwen net esou, an do si mer eis, mengen ech, alleguer eens: De Staat kann net alles eleng maachen! Hei muss en Effort gemaach ginn zesummen, zesumme mat de Gemengen, zesumme mat dem Privatsecteur an zesumme mat de Bierger, well nëmmen zesumme kënne mer dëse Problem nohalteg an de Grëff kréien.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn 30 Sekonnen iwwerzunn. Ech wollt Iech Merci soe fir Äert opmierksaamt Nolauschteren an ech wollt Iech awer och soen, dass ech mech freeën, fir zesumme mat de Kolleegen aus der Finanzkommissioun de Projet 8353 unzegoen, dee grad alleguerten déi dote Mesüren an engem Gesetz verankert. Mir gesinn eis, wann ech richteg informéiert sinn, muer an zwou Wochen, fir dëse Projet unzegoen. An an enger nächster Ried wäert ech dann och nach op alleguerten déi Projeten an déi Punkten agoen, wéi zum Beispill d'Garantie étatique, déi ech bis elo selwer nach net verstanen hunn, mee bis dohinner hunn ech se verstanen.

Merci Iech alleguerten.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Dann ass elo d'Wuert fir d'Madamm Taina Bofferding. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

*(Brouhaha)*

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Gutt. Här President ...

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, e bësse Rou wannechgelift a lauschtert der Madamm Bofferding no!

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Absolutt Recht hutt Der, Här President. Fir d'éischt wëll ech awer dem Interpellant Merci soe fir d'Initiativ, dat, well mer bis elo hei an der Chamber nach net d'Méiglechkeet haten, iwwert déi Mesüren ze schwätzen an agebonnen ze ginn. Ben, elo kann ee soen: „Dat ass normal. D'Regierung verhandelt a si wäert jo dann au fur et à mesure déi eenzel Gesetzesprojete virleeën, déi mer dann ze stëmmen hunn." Et geet awer net nëmmen drëms, fir déi eenzel Mesüren ze bewäerten. Et ass och wichteg, dass mer eng grondsätzlech Debatt féieren, wat mer elo haut de Mëtte maachen, eebe grad fir eis och iwwert d'Zilsetzung an d'Orientéierung an der Logementspolitick eens ze ginn – oder wéi mer awer, mengen ech, hei schénge festzestellen, eis net esou wierklech eens sinn.

Dofir – an dat wëll ech och direkt soen – wäert ech a menger Interventioun elo net op sämtlech wichteg Punkten, Projeten agoen, mee mech elo wierklech op dat konzentréieren, wat fir eis als LSAP d'Prioritéit ass respektiv wou een dann och gesäit, wou et awer Divergenzen tëschent eis an deenen anere Parteien, Fraktiounen gëtt.

Zur éischter Fro, déi déi gréng an hirer Interpellatioun stellen, ob den Accent elo méi soll op d'Stäerkung vun der Demande oder op d'Offer gesat ginn. Ben, d'Demande ass do, mee d'Offer muss sech upassen. Domadder menge mer: upassen un déi finanziell Capacitéite vun de Leit.

Et ass natierlech richteg, dass den Ausléiser fir den Abroch vun der Demande mat der Zënshausse zesummenhänkt. Net gesot gëtt dobäi awer, dass d'Zënsen op den Immobilieprêten iwwer Joren op engem historeschen Déif waren, wat de Promoteuren et erlaabt huet, d'Logementspräisser op eng Manéier an d'Luucht ze dreiwen, déi eigentlech mat enger normaler Inflatioun absolutt näischt ze dinn huet.

Net méi spéit wéi haut de Moien an der Finanzkommissioun huet de Statec eis nach interessant Zuele presentéiert, notamment wat d'Evolutioun vun de Prix de vente betrëfft, wou si vun enger Baisse vu 7 % op ee Joer ausginn. Eng änlech Entwécklung ass och am Ausland festzestellen, tout en sachant, dass mer natierlech hei zu Lëtzebuerg ëmmer op engem ganz héijen Taux waren. Och fir hei nach eng Kéier e Verglach ze maachen: Eleng 2021 an 2022 seet de Statec hei, dass een déi zwee Joer zesummegerechent hei op iwwer 25 % erauskënnt. Dat, mengen ech, illustréiert ganz gutt d'Situatioun.

Aus deenen Zuele stelle mer och fest, dass no enger extreemer Präishausse um Marché déi jo elo souzesoe korrigéiert gëtt. A fir eis ass et wichteg, wann déi Präiskorrektioun da lo soll antreffen, dass se sech virun allem op den Terraine mécht, well d'Terrainen – dat wësse mer alleguerten – e groussen Deel vun deem ganze Logementsproblem sinn.

An dofir soe mir – an dat ass, mengen ech, och de Punkt, wou mer eis hei differenzéiere par rapport zu anere Fraktiounen –, dass eigentlech déi – wéi soll ech soen? – eigentlech Demande nach ëmmer do ass, bei Wäitem och nach méi héich wéi d'Offer, mee de Punkt ass eeben, dass vill Leit sech déi iwwerdriwwe Präisser net méi kënne leeschten an si eebe mat deene Präisser net méi kënne Schratt halen. An dat ass de Punkt, op deen ech einfach nach méi ausféierlech wëll agoen.

Bei deem Ganzen dierfe mer och net vergiessen, wien eigentlech de Profitt gemaach huet respektiv vun där grousser Präissteigerung an deene lescht Jore profitéiert huet. Hei verweisen ech op déi Enquête sectorielle, déi d'Autorité de la concurrence d'lescht Joer am Juli publizéiert huet. Hei geet nämlech ganz kloer doraus ervir, dass d'Profitter vun de Promoteuren iwwert déi lescht Jore massiv an d'Luucht gaange sinn an dass also eng Handvoll Leit sech domadder eng gëllen Nues konnte verdéngen.

Mir verstinn, an et ass och richteg, dass d'Regierung ganz séier wëll Mesüren huelen, fir d'Baukris ofzewenden, mee – an dat ass eise Punkt – domadder ass d'Logementskris nach net direkt geléist. An dofir ass et och wichteg, dass déi zwou Krisen, déi natierlech ze bewältege sinn, trotzdeem net matenee vermëscht solle ginn. Och wann se matenee verlinkt ginn, sou ass et awer wichteg, dass mer grad am Logement och de Problem wierklech bei der Wuerzel upaken – wou mer gesinn, dass dat awer net wierklech gemaach gëtt, wann ee kuckt, dass déi nei Bäihëllefen héchstwarscheinlech déi héich Gewënnmargë vun de Promoteuren nach weider wäerten an d'Luucht dreiwen, amplaz eeben déi aner Säit ze bedéngen, déi et méi néideg huet.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | De Finanzminister, deen och haut an der Debatt dobäi ass, deen huet d'lescht Woch beim Depot vum Budget gesot, ech zitéieren: „De Wunnengsbau ass zu dësem Moment déi gréissten Erausfuerderung an eisem Land." Dat ass an eisen Aen nëmmen d'Hallschent vun der Wourecht. Déi gréissten Erausfuerderung fir dëst Land ass et, dass d'Leit och Recht op déi abordabel Wunnenge kréien, dat heescht, dass och den Accès zu deene Wunnengen dee Moment garantéiert ass, a virun allem dass mer déi Inegalitéiten, déi eebe grad duerch déi héich Wunnengspräisser entstinn, och reduzéiert kréien.

De Punkt ass: Souguer wa lo massiv gebaut gëtt ... An do wëll ech och ganz kloer soen, dass dat wichteg ass. Dat ass en éischte richtege Schrëtt, dass massiv elo soll gebaut ginn. Mee deen anere wichtege Schrëtt ass, dass, wann déi Wunnenge gebaut ginn, déi dann och am Endeffekt abordabel sinn, abordabel bleiwen an dass d'Leit sech virun allem och déi Wunnenge kënne leeschten, well soss maache mer genau deen nämmlechte Problem, dee mer och an der Vergaangenheet gemaach hunn, dass Wunnenge gebaut ginn zu engem méi bëllege Präis an herno um Marché erëm deier verkaf ginn. An ech mengen, do ware mer eis alleguerten, iwwer d'politesch Couleuren heibannen, eens, dass mer grad esou e System net méi wëlle maachen.

An dofir ass et wichteg – an dat ass eise Plädoyer –, wa mer elo massiv bauen, dass och garantéiert gëtt, dass d'Leit déi Wunnenge kréien an dass mer eeben domat och dee Verdrängungseffet, dee mer hunn, virun allem bei deene Jonken, wou mer gesinn, dass se trotz héije Revenuen ëmmer méi an d'Grossregioun plënneren, kënne reduzéieren.

Wichteg ass – an ech mengen, den Här Bausch hat dat och schonn ugedeit –, dass eebe lo e substanziellen Undeel vun deene Wunnengen un d'éffentlech Hand geet, „éffentlech Hand" heescht Gemengen oder Staat, sief dat iwwert d'Locatioun, sief dat iwwert d'Emphyteos mat Réckkafrecht. Wichteg ass, dass déi Wunnengen, wéi gesot, wa se gebaut ginn, elo an d'éffentlech Hand ginn. Dat ass nämlech och dee Systeemwiessel, dee mer schonn an der viregter Regierung ugefaangen haten. An do wëll ech och ganz kloer nach eng Kéier soen, dass et wichteg ass, dass och d'Regierung an déi doten Direktioun weidergeet, dass eeben derfir gesuergt gëtt, dass déi Wunnengen och an d'éffentlech Hand kommen, wéi gesot, fir dass déi Wunnengen abordabel bleiwen, fir dass se bezuelbar bleiwen, fir do och eng gewëssen Handhabung op de Präisser ze hunn.

A gudden Zäite ginn ongeféier 4.000 Wunnengen hei am Land gebaut. Wa mer awer eleng d'Lëscht vun den Demandeure kucken, also de Leit, déi op eng Wunneng ganz dréngend waarden, do hu mer eleng beim Fonds du logement eng Waardelëscht vu 6.000 Demanden. Ben, dat weist eis, wa mer dee Besoin wëlle befriddegen, dass mer eigentlech déi nächst Joren näischt aneres maache mussen, wéi abordabel Wunnengen ze bauen – eigentlech. Mee esou wéineg, wéi de Logementsminister an Erscheinung getrueden ass, de Logementsminister, dee jo ganz explizitt fir den abordabele Wunnraum zoustänneg ass ... Et gëtt eis jo ëmmer gesot, dass de Logement eng transversal Aufgab vun der Regierung ass, trotzdeem muss een awer feststellen, dass vun Ärer Säit an der Lescht net allze vill ze héieren ass, soudass een dovunner ausgeet, dass awer abordabele Wunnraum vläicht net grad zur Prioritéit vun dëser Regierung gehéiert.

D'selwecht beim Logementsdësch. Bon, ech si virdru schonn an der Froestonn drop agaangen, dass mer et bedaueren, dass Der nëmmen een Dësch also een Deel vum Dësch, invitéiert hutt. Wichteg Stëmme feelen, wéi déi vun de Locatairen, wou Der virdrun nach selwer gesot hutt, dass si eigentlech dat schwächste Glid an der Kette wären. Et wär wichteg, nach méi Acteure mat ze invitéieren. Ech denken natierlech do och un déi ganz éffentlech Promoteuren, ech denken awer och un eng Caritas, Croix-Rouge, déi och scho vill Erfarung hunn a ganz vill Projeten an deem Beräich lancéiert hunn. A wann ee wëll wierklech hei

e Logementsdësch organiséieren an et wëll ee gären hei zesumme Mesüren huelen – „zesummen“ ass jo elo vun der DP nach eng Kéier ganz grouss ënnerstrach ginn –, da muss ee sech och zesummen un den Dësch leeën.

*(Interruptions et hilarité)*

… sëtzen.

Ee Punkt, deen ech an deene ganzen Diskussiounen, notamment vun der Regierungssäit, vermëssen, ass dee vun der Spekulatioun. Dat schéngt op eemol keen Theema méi ze sinn. Et gëtt net méi iwwert d'Spekulatioun geschwat, obwuel mer wëssen, dass dat ee vun den Haaptproblemer an där ganzer Logementskris ass.

An hei wëll ech nach eng Kéier ganz kloer soen: Fir d'LSAP ass eng Wunneng en Doheem! Et ass kee Finanzinstrument, et ass kee Spekulatiounsobjet. D'Prioritéit muss sinn – an do widderhuelen ech mech ëmmer erëm –, abordabele Wunnraum ze schafen, wou d'Leit kënnen dezent dra liewen. An dofir ass et wichteg, dass eeben an de Wunnraum investéiert gëtt an dass nach méi Wunnraum geschafe gëtt.

A wat d'Spekulatioun betrëfft, domat hu mer eis och schonn an der viregter Regierung ganz intensiv auserneegesat. Verschiddener hu jo schonn d'Mobiliséierungssteier ugeschwat. Hei ass et wichteg, dass mer déi joerzéngtelaang – wéi soll ech se nennen? – Immobilitéit endlech kënne sprengen. D'selwecht och fir de Leerstand an d'Baulücken. Ech mengen, et ass en Theema, wat ëmmer erëm opkënnt, an dofir ass et wichteg, dass déi Instrumenter, déi mer ausgeschafft hunn, elo och kënne séier an der Prozedur weiderkommen, dass se kënnen ëmgesat ginn an dee Moment och de Problem wierklech un der Wuerzel upake kënnen.

Op déi Remark vum Vertrieder vun der CSV, déi – wéi soll ech soen? – poleemesch Remark, wëll ech elo weider net agoen. Ech wëll just soen, dass et 1983 e Finanzminister Santer gouf, deen, mengen ech, aus Äre Reie kënnt. Deen hat dee leschte Reformversuch am Kader vun der Grondsteier gemaach. Wou ech 2018 erakomm sinn an den Interieur, hunn ech et direkt zur Prioritéit erkläert, d'Aarbechte sinn ugaangen. Mir hunn – dat wëll ech awer och soen – an der Dräierkoalitioun gutt geschafft, dass mer dee Projet de loi do op den Dësch geluecht hunn.

An ech sinn och elo ganz frou driwwer, vum Vertrieder vun der DP ze héieren, dass e seet, dass mer vläicht e bëssen zaghaft virgaange wären. Ben, ech hoffen, dass déi Klauselen, déi ëmmer erëm komm sinn, fir deen een oder anere vun där Steier ze befreien – an d'Klausel op der Klausel vun der Klausel –, dann, wann den Text amendéiert gëtt, ewechfalen, an dass mer och wierklech dat Zil erreechen, wat mer domadder erreeche wëllen, eeben Terrainen ze mobiliséieren an déi Leit zur Rechenschaft ze zéien, dass mer déi och am Endeffekt erwëschen an, wéi gesot, net herno dausend Klausele fannen an Exceptiounen, firwat deen een oder anere se vläicht awer net soll bezuelen.

Aner Initiative goufen och nach erwäänt, wéi de Remembrement ministériel. Och hei wëll ech soen: Jo, den Text gëtt jo elo amendéiert. Deen ass eigentlech prett, fir direkt gestëmmt ze ginn. Ganz gären! Do hutt Der och eise Support, wann et an déi Richtung geet, wéi mer et ugeduecht hunn. An da beim PAG d'Procédure allégée, déi nach soll agefouert ginn. Souwäit ech weess, ass do keng Opposition formelle drop. Also, dee Pak kéint eigentlech och direkt gestëmmt ginn, dat am Kader, wéi gesot, fir d'Prozeduren ze vereinfachen, fir dass dee Moment och méi séier gebaut ka ginn.

De Baulandvertrag: Et war och ee vun de Virriedner, deen deen erwäänt huet. Ben, hei ass et ëmmer am Haus e grousse politesche Konsens doriwwer ginn, fir esou en Instrument anzeféieren. An ech géif, nodeem de Staatsrot elo – wéi soll ech soen? – e méi negativen Avis dozou ginn huet, awer de Projet trotzdeem net ofschéissen, well mer eis alleguerten ëmmer eens waren, dass mer esou en Instrument brauchen, a well et einfach net méi ze vertrieden ass: Wann s de frees bei der Gemeng, dass däin Terrain ëmklasséiert gëtt, eebe mam Zil, dass soll drop gebaut ginn, ben, da muss och drop gebaut ginn an et kann net sinn, dass de jorelaang dann den Terrain broochleie léiss, domadder spekuléiers, domadder vill Sue verdéngs.

Et ass jo mol d'Iwwerleeung, dass mer de Bauperimeeter nach méi wäit sollen opmaachen. Ech mengen, deem soll ee sech och net verschléissen, mee da brauch een awer grad esou Instrumenter wéi e Baulandvertrag hannendrunner, fir eeben ze garantéieren, dass gebaut soll ginn. Dofir och hei mäin Appell un d'Regierung, onbedéngt de Baulandvertrag weiderzeféieren an eeben ze kucken, dass mer och dat Instrument kréien.

D'Regierung huet ugekënnegt, d'Baugeneemegungen op zwee Joer kënnen ze verlängeren. Jo, ok, deem verschléisse mer eis net, dat ass an der Rei, mee, wéi gesot, dat wäert elo net wierklech de Problem hei un der Wuerzel upaken.

Vill méi wichteg ass, dass mer och e Perspektivwiessel kréien, andeems mer – an dat ass och e ganz wichtege Punkt fir eis – Léisunge siche fir déi Leit, déi an der aktueller Kris am meeschten drënner leiden. Dat si Leit, déi op engem Tëscheprêt sëtzen, déi d'Wunneng net méi verkaf kréien. Et si Leit, déi guer keen Tëscheprêt méi kréien, obwuel se eigentlech eng Aarbecht hunn an och d'Moyenen hätten, fir sech eppes ze kafen. Et si Jonker, déi d'Eegekapital net zesummekréien, déi mol vläicht kee schlechte Revenu hunn, mee trotzdeem dee Moment vum Prêt ausgeschloss ginn. An et si virun allem och déi Leit, déi e Liewe laang musse lounen, déi sech extreem verscholden, dat bei steigende Loyerspräisser a bei de steigende Präisser, déi mer insgesamt am Logement hunn.

Dofir ass et fir eis als LSAP och net falsch, wann een elo seet, dass d'Subventioun vun de Loyeren nach eemol pro Kand am Stot soll gehuewe ginn. Dat kann ee maachen, soll een och maachen, mee doriwwer eraus brauche mer ganz dréngend och e bessere Schutz vun de Locatairë géigeniwwer vun den Abusen. Ech hat de Mëtten d'Mieterschutz-ASBL erwäänt. Mir wëssen, dass sech do ganz vill konkreet Fäll stellen, wou Leit a Situatiounen erakommen, wou et ganz schwiereg ass, fir grad fir där dote Populatioun ënnert d'Äerm ze gräifen. An dofir ass et och wichteg an där ganzer Debatt, fir de Mieterschutz zur Prioritéit ze erklären an och ze kucken, wéi een hinne ka geziilt ënnert d'Äerm gräifen. An et geet net just duer mat enger klenger finanzieller Sprëtz.

Wichteg ass, dass mer net nëmmen op de Goodwill setzen, mee dass mer wierklech Obligatiounen aféieren, contraignant Instrumenter, wéi ech der elo scho genannt hunn, fir dass mer eeben, wéi gesot, bezuelbare Wunnraum schafen an deen och op Dauer oprecht kënnen erhalen. Dat muss eist Zil sinn. Dat soll och dat Zil sinn, wat dës Regierung verfollegt.

Mir sinn der Meenung – a mat deem Punkt wëll ech ofschléissen –, dass et wichteg ass, nach méi verstäerkt d'Gemenge mat an d'Verantwortung ze huelen. Ouni d'Gemenge geet et net! D'Gemenge sinn nach ëmmer déi, déi decidéieren, ob gebaut gëtt oder net, wéi a wou praktesch soll gebaut ginn. Dofir ass et wichteg, mat hinnen am permanente Kontakt ze sinn, mat hinnen ze kucken, wéi ee Projeten nach ka virundreiwen. A virun allem, wann de Staat, d'Regierung gäre Projete wëllt virundreiwen, dass se och kuckt, dass dann d'Gemengen déi finanziell Ënnerstëtzung kréien.

Da war jo mol eng Kéier gesot ginn, dass déi Plaffonge sollen adaptéiert ginn. An hei géif eis natierlech och interesséieren – well ech weess, dass dat e Punkt war, mat deem d'CSV an der Oppositioun ëmmer komm ass, dass déi 75 % vum Logementsministère am Endeffekt net wierklech 75 % wären –, wéi Der dat dote wëllt ëmsetzen.

Voilà, Här President, fir et da kuerz ze maachen: Jo zur Bauoffensiv, fir d'Baukris ofzewenden a fir eeben och méi Wunnengen ze bauen, awer dat zu normale Präisser. Domadder menge mer Präisser, déi d'Leit sech kënne leeschten, déi d'Leit kënne bezuelen, an dat net nëmme fir d'Happy Few, mee fir d'Happy All.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann ass d'Wuert elo fir d'Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Merci, Här Chamberspresident. Ech mengen, mir sinn eis jo alleguer hei eens, dass et net nëmmen där leschter Regierung, mee scho ville Regierungen net gegléckt ass, déi Logementskris ze evitéieren. Ech si berouegt, den Här Donnersbach hat a sengen „100 Joer an der Chamber“ op Chamber TV gesot: „An der Majoritéit, do kann een eppes ëmsetzen, an der Oppositioun éischter net.“ D'ADR war ëmmer an der Oppositioun. Dat heescht, mir droen do elo net esou vill …

*(Interruptions et hilarité)*

Nee, pardon, „100 Deeg“. Hat ech „100 Joer“ gesot? Jo, voilà, ech hu mer et bal geduecht. „100 Deeg“.

D'ADR war jo ëmmer an der Oppositioun. Dat heescht, theoreetesch konnte mir net mathëllefen, mee mir entzéien eis awer net eiser Verantwortung, an ech wäert dowéinst a menger Ried och e puer Propose vun der ADR presentéieren.

D'Leit, déi aktuell zu Lëtzebuerg op der Sich no enger Wunneng sinn, sief et fir ze kafen oder fir ze lounen, wëssen, wéi schwéier et ass, fir eng passend Wunneng ze fannen. Laang Zäit war et üblech, eng Wuelstandsgesellschaft doduerch ze definéieren, datt och déi Leit am ënneschten Akommesberäich sech Grondbedierfnesser wéi Kleeder, Liewensmëttel an och de Logement nach leeschte konnten. Déi Zäite sinn definitiv eriwwer. A wéi den Här Baum et virdru gesot huet: Et ass e Privileeg, hautzudaags nach e Logement als Proprietär ze hunn.

Et wäert och kee verwonneren, datt ech als Member vun der Partei ADR hei elo soen, dass den onmoossege Bevëlkerungswuesstum mat schold dorunner ass, datt et zu Lëtzebuerg esou schwéier ass, fir nach Wunnraum zu verstännegen oder erschwéngleche Präisser ze kréien, einfach well d'Demande méi grouss ass wéi d'Offer – ënner anerem.

Déi héich Präisser um Wunnengsmaart dreiwe vill Lëtzebuerger Stéit iwwer eis Grenzen eraus a maache si zu Grenzgänger am eegene Land. Déi, déi iwwer all Akommesschichten ewech mat am stäerkste betraff sinn, si jonk Leit wéi ech tëscht 18 a 40 Joer – ech sinn nach just mat an där Kategorie. Eng Situatioun, déi scho jorelaang esou ass, zënter d'Immobiliepräisser hei zu Lëtzebuerg quasi explodéiert sinn.

Zousätzlech derbäi kënnt de Fakt, datt hautzudaags d'Ausbildung bei deene Jonke méi laang dauert wéi

fréier a wärend där Zäit, wou se zum Beispill op d'Uni ginn, d'Präisser all Joer ëm ronn 10 % klammen. Dat ass dat, wat och den Här Baum virdru gesot huet: Et leet een eppes op d'Säit, mee d'Präisser klammen och ëmmer deementspriechend.

En Haus mat Gaart, esou wéi der vill et nach vun hiren Eltere kannt hunn, ass fir déi meescht souwisou keng Optioun méi. Mee och Appartementer ginn ëmmer méi onerschwénglech. E Studio mat engem Loyer vun iwwer 1.000 Euro de Mount oder ëm déi 1.000 Euro de Mount, dat war scho virun enger ganzer Rei Jore keng Seelenheet méi.

Déi Jonk kennen allerdéngs e weidere Problem: Falls et dann duergeet, fir hei am Land eng Wunneng ze lounen, bleift hinnen de Wee zu enger zukünfteger Proprietéit awer dacks verspaart, dat, wéi ech grad och scho gesot hunn, well et kaum méiglech ass, e Loyer ze bezuelen a parallell dat néidegt Eegekapital vu ronn 10 bis 20 % unzespueren. Proprietär vu sengem Doheem ze sinn, ass awer genau dat, wat fir vill Leit déi eegen Onofhängegkeet ausmécht. Och dat hu mer haut schonn héieren.

Fir sech déi eege véier Wänn nach leeschten ze kënnen, si vill Famillje gezwongen, fir wäit eraus op d'Land wunnen ze goen, dat, fir ze verhënneren, datt se musse bis hanner eis Grenze wunne goen. Mee och um Land ass et mëttlerweil schwéier, eppes Abordabeles ze fannen – och hei erëm d'Balance tëscht Offer an Demande, déi net méi ginn ass.

Dobäi kënnt nach de Fait, dass de Wee fir op d'Aarbechtsplaz vill méi laang ass a si dann dofir op den Auto mussen zréckgräifen, well eisen ëffentlechen Transport net esou performant ass. Déi Leit sinn dann och nach duerch d'$CO_2$-Steier duebel bestrooft, eppes, wat natierlech och fir déi gëllt, déi keen anere Choix haten, wéi bis iwwert d'Grenz wunnen ze goen. Och hei ass et schwiereg, fir op den Auto ze verzichten.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, da kommen ech awer elo zu eise konkreete Proposen, fir dëser Logementskris hoffentlech e bëssen entgéintzewierken. Dat sinn der eng Rei an déi stoungen och an eisem Walprogramm. Ech wäert se net alleguer hei ernimmen, mee déi a mengen Ae wichtegst: ganz sécher d'Vereinfachung vun administrative Prozeduren, d'Iwwerschaffe vun eise Klima- an Energienorme beim Bau, d'TVA op d'Mietwunnechten nees erofsetzen, eng Ännerung am Droit civil, do haaptsächlech den Eegebedarf a Kontrakter op bestëmmten Zäit, den Amortissement accéléré, de Portage foncier amplaz vum Bail emphytéotique an d'Roll vum Privatsecteur beim Wunnengsbau unerkennen.

Zum éischte Punkt, eiser berüümter Simplification administrative: Hei schéngt et, wéi wann déi nei Regierung um richtege Wee wier, zum Beispill mam Once-only-Prinzipp oder dem sougenannte „silence vaut accord". Et muss sech awer nach um Terrain weisen, wéi effikass déi Mesüre wierklech sinn a wéi en Effekt se hunn. Mee doriwwer eraus proposéiere mir als ADR, dass driwwer nogeduecht gëtt, datt de Staat an de Gemengesyndicat Syvicol zesummen e Bautereglement iwwer allgemeng Bestëmmunge schafen, dat fir d'ganzt Lëtzebuerger Land gëllt, esou wéi et och, mengen ech, wann ech et richteg verstanen hunn, e bëssen eng Iddi an der Motioun vun deene Gréngen ass. Och dëst géif derzou bäidroen, datt d'Baugeneemegungen a -prozedure méi séier kéinten ausgestallt ginn, wouduerch dann och méi séier gebaut kéint ginn.

Zu mengem zweete Punkt, de Klima- an Energienormen: De Bau ass duerch déi ambitiéis – an dat Wuert ass haut och scho gefall – Klima- an Energienorme systematesch verdeiert ginn. Hei wier et och wichteg, mol eng Analys ze maachen, wéi effikass dës Norme wierklech sinn a wat d'Auswierkungen op d'Liewensqualitéit vun den Awunner sinn. Ech wëll hei keng Beispiller ginn. Et kéint populistesch sinn, mee et muss einfach mol eng Analys doriwwer gemaach ginn. Bis op e puer néideg Sécherheetsnorme soll de Staat sech do sou wäit wéi méiglech eraushalen. De Staat kann a soll awer ëmweltfrëndlech Bautechnologien, wéi zum Beispill Passivhaiser, trotzdeem weiderhin ënnerstëtzen.

An deem Kontext vertrëtt d'ADR hei eng ganz liberal Approche. Mir wëllen, datt d'Fräiheet vum Eenzelnen duerch manner streng Virschréften an d'Sträiche vun ideologeschen Oplage geséchert gëtt. Jidderee soll no senger Virstellung a Méiglechkeet baue kënnen, soulaang natierlech de Charakter vun der Uertschaft respektéiert bleift an och d'Reegelen am Kader vum Bautereglement agehale ginn.

Den drëtte Punkt: d'TVA op de Locatiounswunnengen erofsetzen. D'TVA op de Locatiounswunnengen, déi Investisseure fir d'Locatioun kafen, awer als Zweetwunnecht klasséiert ginn, gouf bekanntlech vun der viregter Regierung vun 3 % op 17 % erhéicht. Als ADR wëlle mir awer drun erënneren, dass den Investisseur dës substanziell Erhéijung – eiser Meenung no – un e Keefer respektiv un e Locataire weidergëtt. Domat gëtt den Akafspräis respektiv de Loyer, also de Wunnraum, nach eemol méi deier. Dowéinst géife mir als ADR proposéieren, dës TVA nees op 3 % erofzesetzen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Zum véierte Punkt, der Ännerung am Zivillrecht, wat den Eegebedarf a Kontrakter op bestëmmten Zäit betrëfft: Heizou huet d'ADR och am Juli d'lescht Joer eng Proposition de loi gemaach ënnert der Nummer 8272. Ekonomesch ass et fir kee sënnvoll, eng Wunneng eidel stoen ze loossen, wann d'Locatioun eng Recette brénge géif. Eng Ännerung am Zivillrecht géif de Problem vu Leerstänn a ganz ville Fäll léisen, wat och méi Wunnengen um Maart bedeite géif.

D'ADR ass ganz kloer géint Steieren op d'Eidel-stoe-Loosse vu Wunnengen oder Haiser. Wie mat engem Eegebedarf vun engem Logement a bestëmmter Zäit rechent oder d'Méiglechkeet vun engem Verkaf net ausschléisse kann, iwwerleet sech am Moment aus verständleche Grënn zweemol, fir d'Wunneng an d'Locatioun ze ginn. Am Fall vun Eegebedarf besteet nämlech eng relativ komplex a laangwiereg Prozedur, bei där een en Affekot brauch a wou et méi wéi ee Joer dauert, fir de Locataire aus der Wunneng erauszekréien. Den Eegebedarf ass dann och den eenzege rechtlech unerkannte Grond. Wann de Proprietär d'Wunneng nämlech verkafe wëllt, ass et net emol méiglech, dem Locataire ze kënnegen. Dat féiert an eisen Aen onnéideg zu Leerstänn.

D'zivillrechtlech Léisung wier hei, verbindlech Locatiounskontrakter op bestëmmten Zäit ze erlaben, bei deenen de Proprietär och séier e Jugement d'expulsion kritt, wann de Locataire d'Wunnecht net zum festgeluechten Delai verléisst, dat natierlech awer ënnert der Premiss, net de Mieterschutz auszehiewelen. Dozou kënnt och nach, datt de Verkaf duerch de Verkeefer als Kënnegungsgrond soll unerkannt an am Gesetzestext integréiert ginn.

Eng weider Propos – an déi ass jo och scho vun der jëtzeger Regierung opgegraff ginn – ass den Amortissement accéléré. D'ADR begréisst, dass dës Iddi, wéi gesot, vun der jëtzeger Regierung opgegraff gouf. Jo, et ass wouer, et spillt de Promoteuren an Investisseuren an d'Kaarten, mee da kann erëm gebaut ginn, wat fir eis Baukris jo net onnëtz ass. D'Fro bleift awer och hei bestoen: Kann de potenzielle Keefer sech et leeschten? An hëllefe mer net nëmmen der Baubranche domadder, mee och dem Logement? D'Zäit wäert et weisen.

Dann ass a mengen Aen eng vun de wichtegste Propose vun eiser Partei de Portage foncier. Här President, hei bedauere mir, datt dës wichteg Propos bis elo nach net vun der Regierung opgegraff ginn ass. D'Regierung hält nach wie vor nämlech just um Ierfpachtvertrag, dem Bail emphytéotique, fest, wou den Terrain am Prinzipp net an d'Hand vum Proprietär vum Gebai kënnt. D'ADR zitt do de Wee vum zäitlech versaten Terrainskaf, dem sougenannte „portage foncier", engem Ierfpachtvertrag vir. An, Här Chamberspresident, do ass d'ADR déi eenzeg Partei hei am Land mat där Propos.

Well wat ass hei zu Lëtzebuerg deier? Ganz genau, den Terrain, well deen ass gefrot, awer rar. Portage foncier bedeit, datt den Terrain an enger éischter Phas vun der ëffentlecher Hand un deen neie Proprietär verkaaft gëtt, awer d'Bezuele vum Terrain eréischt spéider stattfënnt, woubäi hei natierlech den Zäitpunkt beim Verkaf festgehale gi muss. De Präis vum Terrain gëtt dobäi un de Montant gebonnen, deen den Terrain zum Moment vum Kaf wäert war. De grousse Virdeel hei ass, dass de Keefer éischtens direkt d'Pleine propriété huet an zweetens esou baue kann, wéi hien et wëllt, brauch a bezuele kann, am Respekt natierlech ëmmer vum Bautereglement.

De leschte Punkt: d'Roll vun de Privatpromoteure beim Wunnengsbau unerkennen. An och dat hei ass, wann ech d'Motioun vun der CSV richteg verstanen hunn, eng Iddi vun der Regierung. All Joer kommen an der Moyenne eng gutt 10.000 Leit an d'Land bäi. Déi viregt Regierungen hunn net wierklech geglänzt, wat de Wunnengsbau betrëfft, wéi schonn am Ufank gesot, doduerch, dass d'Demande méi grouss wéi d'Offer ginn ass. Mee mir zweifelen och schonn un der jëtzeger Regierung, well wann een dem Artikel vum Robert Goebbels, engem fréieren LSAP-Minister an Europadeputéierten, Glawe schenken dierf gëschter am „Tageblatt", da stinn nëmme 4.450 nei Wunnunitéiten an der Planung an am Bau, esou niddereg wéi fir d'lescht 2015, wou Lëtzebuerg awer nach ronn 100.000 Awunner manner hat, a wou mer am Fong elo laut Regierung 6.000 nei Wunnengen all Joer brauchen.

Zeréck awer zu eiser Propos: Wann de Staat also den néidege bezuelbare Wunnraum schafe soll, muss ee realistesch bleiwen an agestoen, datt d'SNHBM an de Fonds du logement dat eleng net kënne stemmen. Et feelen haut schonn esou vill Wunnengen an de Réckstand gëtt vu Joer zu Joer méi grouss. Aus deem Grond ass et néideg, datt de Staat endlech d'Roll vum Privatpromoteur unerkennt.

Privatpromoteure solle vun deene selwechte staatlechen Hëllefe kënne profitéieren ewéi déi staatlech Institutiounen. Selbstverständlech musse si dann och déi selwecht Konditiounen a Flichten erfëllen. Domat engagéiert sech de Privatpromoteur, dee vun de staatlechen Hëllefe profitéiert, deen domat finanzéierte Wunnraum wärend enger gewëssener Dauer zu engem bestëmmten a mat enger Konventioun festgeluechte Präis ze verlounen oder ze verkafen.

Zousätzlech soll bei Projete fir d'Schafe vu bezuelbarem Wunnraum eng méiglech Zesummenaarbecht tëscht staatlechem a privatem Promoteur net méi kategoresch ausgeschloss ginn, mee als eng favorabel Méiglechkeet genotzt ginn. Och hei erëm allerdéngs eng Mesür, déi an éischter Instanz dem Bausecteur hëlleft. Mir hunn domat awer, wéi gesot, nach keen ënnerdaach bruecht.

Zum Schluss nach eng lescht Remark: Am Kader vun der Debatt iwwert den erschwénglecheWunnraum fält op, datt de Begréff vum „Logement abordable“ – den Här Baum hat eis virdru ganz vill Definitiounen erkläert, mee ech wëll et hei nach eng Kéier uschwätzen – u sech nach ni genee definéiert gouf. Et si wuel d'Krittären do, mee wat heescht „abordabel“? Wat ass „erschwénglech“? Mir gesi lo, dass den Immobiliemarché schwaach ass an näischt verkaf gëtt. Da muss ee sech d'Fro stellen, ob de Wunnraum iwwerhaapt nach abordabel ass. Baue mir net einfach ze deier, virun allem am soziale Wunnengsbau?

Et kann net sinn – ech komme mat engem konkreete Beispill –, dass en Haus vum soziale Wunnraum zirka 4.650 Euro de Meeterkaree kascht – do hat ech e Beispill vun engem Haus vun der SNHBM zu Ierpeldeng op der Sauer vun 140 Meeterkaree geholl – an d'Privatleit schonn en Haus an der nämmlechter Gréisst – och do hunn ech konkreet Zuelen – fir zirka 3.330 Euro de Meeterkaree baue kënnen, all Normen a Virschréften natierlech selbstverständlech respektéiert. An dat aus dem Privatsecteur huet och nach e Keller.

Dozou kënnt nach, dass de Plaffong vum superreduzéierten Taux nach ëmmer bei 350.000 Euro ass säit iwwer zéng Joer, amplaz dodriwwer nozedenken, en un déi haiteg Zäiten unzepassen, wou e Plaffong vu 500.000 Euro éischter der Realitéit géif entspriechen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | An da wonnere mer eis, wa mer d'Haiser an d'Appartementer, déi an de Verkaf ginn am Kader vum soziale Wunnengsbau, net verkaf kréien.

Fazit: Et bleift also nach vill ze di fir dës Regierung, fir datt sech d'Leit hei am Land nees eng adequat Wunneng leeschte kënnen. Schwaarz-Blo ass also gutt beroden, am Dossier Logement d'Iddie vun der ADR opzegräifen.

Ech soen Iech alleguer Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Schoos. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Ech fänke meng Ried och net mat Scholdzouweisungen un un déi eng oder déi aner Partei, well dat géif de Leit, déi elo eng Wunneng brauchen, wéineg hëllefen. An ech mengen, déi Leit, déi an der Verantwortung waren, déi wësse fir sech selwer, ob se genuch oder net genuch an de leschte Jore gemaach hunn.

Mir hunn hei scho vill Logementsrieden héieren. Ech hunn der och selwer schonn onzieleger gehal. Wann ech zréckblécken, stellen ech virun allem fest, dass d'Situatioun verännert ass. Hu mer eis Riede soss domat ugefaangen, dass um Marché ze vill Drock wär, ass elo den Drock komplett eraus. Mir hunn eng aner Situatioun wéi déi, déi nach virun engem Joer oder zwee Joer ze fanne war. Ee vun den Haaptgrënn ass sécherlech d'Zënsentwécklung, mee et ass awer och de komplette Marché, dass d'Leit einfach net méi nokomme mat de Logementspräisser, an et huet sech an de Jore virdru lues a lues ugekënnegt. Duerch déi héich Zënslaascht kënnen d'Leit sech net en neie Projet leeschten. Déi meescht bleiwen doduerjer an hirer aktueller Situatioun – jo, fir déi Jonk doheem bei den Elteren, fir déi aner an der Locatioun – gefaangen.

Op där anerer Säit hu mer awer eng Kris an der Baubranche an ech soen och eng Kris bei de Promoteuren, well d'Promoteuren hu laang op Kreditt gelieft. Si hunn Appartementer scho gebaut, verkaf, wou awer d'Suen nach net do waren. An dat huet laang fonctionéiert, wéi d'Banke matgespillt hunn, andeems se och de Promoteure bëlleg Zënse ginn hunn. Mee elo op eemol stoppen d'Venten an déi aner Projete vun de Promoteure waren nach net bezuelt. Sou, dat huet dann awer herno zur Konsequenz, dass déi Constructiounsfirmen, déi fir se schaffen oder zum selwechte Grupp gehéieren, elo op eemol dostinn an hir Rechnungen net bezuelt kréien, wouduerch mer dann zur Kris kommen an der Baubranche.

Mir mussen awer och kucken, dass déi Leit, déi schonn eng Wunneng hunn, elo net selwer an d'Kris rutschen. An ier ech do op d'Proprietären zréckkommen, soen ech nach virdrun eppes iwwert d'Locataren, déi an enger AIS-Wunneng sinn, wou mer um Häerz läit, dass elo ganz rezent zu Péiteng siwe Famillje wäerten aus dëser AIS erausgesat ginn a keng aner Méiglechkeet do ass, well de Marché am Ament keng aner Optioun fir déi Famillje, fir déi Leit, wäert bidden. Ech hunn och do dem Logementsminister eng Question urgente eigentlech gestallt, well déi Leit dës Woch op d'Strooss solle gesat ginn. Leider huet de Chamberspresident déi Urgence net unerkannt, mee ech hoffen awer, dass de Logementsminister eis ganz schnell wäert eng Äntwert ginn, well déi Leit, déi hunn am Ament guer keng Méiglechkeet, um private Logementsmarché eppes ze fannen, vum Fonds du logement guer net ze schwätzen. A wann eng AIS se kal virun d'Dier setzt, ass dat ganz schlëmm.

D'Besoine sinn ënnerschiddlech jee no Gemeng. Huele mer e Salaire médian, da leie mer zu Nidderaanwe bei 6.600 Euro, zu Déifferdeng – dat ass dem Minister e bësse méi geleefeg – da bei 3.300. Jo, dat sinn awer ganz aner Besoinen, déi déi eenzel Leit hunn, wa se e Logement sichen. Et sinn och ganz aner Moyenen. Et ass einfach emol d'Hallschent. Sou, elo fannt awer emol e Logement, och a Gemenge wéi Déifferdeng, Esch oder Péiteng, wou dann de Salaire méi déif ass, fir dodra wunnen ze goen. Ech soen Iech, et ass quasi onméiglech!

Elo huet d'Regierung eenzel Moossname geholl, déi ech net alleguerte schlecht bewäerten. Also, ech muss soen, do sinn och couragéiert Moossnamen derbäi, well et muss een de Marché erëm ukuerbelen. Mir kënnen de Marché net op deem Stand loossen, wéi en am Moment ass, an der Kris. An doduerjer sinn eenzel Moossnamen, déi dës Regierung geholl huet, gutt.

De bëllegen Akt zum Beispill. Bon, ech hunn déi Rieden och an de leschte Jore gehalen, den Här Roth weess et. Mir wieren eigentlech nach méi wäit gaangen a mir sinn der Meenung, dass, wann ee fir säin Eegenheem, wou ee selwer mat senger Famill dra wunnt …, ass et net um Staat, fir dat künstlech méi deier ze maachen. Ech verstinn, dass een, wann een et herno an eng Locatioun gëtt, do Steieren drop bezilt, en Akt bezilt, Nottärskäschte bezilt. Mee et ass awer net eis Meenung, dass Dir, wann Dir en Iwwerdaach wëllt fir Är Famill, da kënschtlech de Prêt herno musst méi héich maachen, fir d'Nottärskäschten ze decken, fir de bëllegen Akt ze decken. Elo gi mer op d'mannst an enger Zwëschenetapp e bëssen erop mam bëllegen Akt. Dat ass ze begréissen.

Dat selwecht bei de Scholdzënsen op der Steiererklärung. Do war et scho bei der vireger Regierung eis Fuerderung, déi eropzesetzen, well et bei Wäitem nach net duergaangen ass, well een der Entwécklung vun den Zënsen net nokomm ass. Den anere Problem ass awer elo: Et kléngt deen éischte Moment gutt, dass dat och nach eng Kéier wäert eropgoen an dass ee ka méi Scholdzënsen a senger Deklaratioun ofsetzen. Ech hat deemools der Madamm Backes nämlech déi Fro gestallt an ech krut leider eng negativ Äntwert, dass nämlech d'Avancen net ugepasst ginn. Dir musst Iech also virstellen, dass déi Leit, déi elo déi héich Kreditter musse bezuelen, déi elo der Bank scho mussen iwwerweisen. Da kréie se dat Geld herno – den Här Roth ka sécher soen, wéi laang et dauert, bis een d'Steiererklärung erëmkritt: ee Joer, annerhalleft Joer, zwee Joer – dann erëm, wat se op hirer Steiererklärung vun de Scholdzënsen zegutt hunn.

Et ass gutt, dass se dat eng Kéier erëmkréien, mee et hëlleft de Leit awer am Moment näischt, wou se mussen der Bank dat Geld iwwerweisen. Deemools hat d'Madamm Backes mir hei geäntwert: „Nee, d'Avancë ginn net ugepasst.“ Den Här Roth ka mer elo vläicht soen, dass en do e bësse méi kulant ass a vläicht d'Steierverwaltung wäert d'Avancen upassen, well se wësse jo ganz genau, wat d'Kreditter sinn, baséierend op der leschter Steiererklärung, a se wëssen och, wat d'Zënsentwécklung ass, well d'Leit mussen haut de Banken hir Kreditter zréckbezuelen an net eréischt spéider.

Mir Piraten si scho laang der Meenung, dass d'Gemenge musse méi bauen a Kooperatioun mam Staat an a Kooperatioun mat der privater Branche. Do si mir ganz kloer. An dat muss awer dann herno a Form vun engem Mietkauf op de Marché kommen a verlount ginn. Do wäre mer dann erëm bei eisen 10 Euro de Meeterkaree, wou mer ëmmer soen. Well mir sinn der Meenung, dass och keng Wunnengen oder Haiser sollen herno erëm op de private Marché zeréckkommen, wann de Staat bis och nëmmen een Cent dragestach huet an domadder dat subventionéiert huet. A mir géifen de Leit hëllefen, wa se kéinten aus enger Locatioun fléissend eriwwer op d'Proprietéit goen, well anescht ass et net méiglech. Dir kënnt hei zu Lëtzebuerg net Äre Loyer all Mount bezuelen – an et si vill Leit, déi ganz brav de Loyer bezuelen, egal wéi héich en ass – a parallell genuch uspueren, fir eng Wunneng ze kafen.

Et war nämlech och virun dräi, véier Joer eng Diskussioun hei. Do goufen d'Gesetzer ënnert der viregter Regierung nämlech nach eng Kéier méi ugespaant. Dir musst nämlech elo méi Kapital matbréngen, fir iwwerhaapt e Kreditt ze kréien. An domadder zwénge mer vill Leit, an der Locatioun ze bleiwen.

Iwwregens, d'Locatioun ass déi, déi de grousse Gewënner an dëser Kris ass. Well d'Leit keng Kreditter méi kréien, ass d'Locatioun 12 %,15 % an d'Luucht gaang an d'Leit kënne sech dat net méi leeschten. Frot mol eng Kéier bei den Offices sociaux no, wéi vill Leit eng Hausse kruten an do net méi nokommen.

Ech fannen et gutt, dass Der och d'Subventioun um Loyer erhéicht. Just, do ass erëm de kruziale Punkt, dass verschidde Proprietären dat och wäerte matkréien an en contrepartie herno de Loyer eropsetzen. An dann ass de Leit net wierklech gehollef.

Jo, mir musse méi bauen. Mee wa mer méi bauen, musst Der awer och kucken, dass mer herno dat fir e bezuelbare Loyer erëm op de Marché kréien. Wa mir elo de Promoteuren d'Méiglechkeet ginn, fir méi ze bauen, heescht dat net, dass se et herno verlounen zu engem Präis, deen ee sech ka leeschten. An dat ass ee vun de kruziale Punkten, wou ech net ëmmer mat der Regierung averstane sinn, well bei deene Mesüren, déi Der elo huelt fir de Constructiounssecteur oder fir d'Promoteursbranche, ass näischt dran, dat Iech herno garantéiert, dass déi e faire Loyer froen.

Dat heescht, déi kënnen elo iwwer Iech an de Genoss vu verschiddene Moossname kommen an deementspriechend awer herno, an zwee, dräi Joer, de Loyer

esou héich setzen, dass erëm kee sech et wäert kënne leeschten. An do misst Der eppes mat abauen. Mir hu jo scho laang déi Formel, dass mer soen: „Däi Loyer gëtt gekuckt, wéi vill Loyer dass de frees. Huele mer elo en Appartement, dat s de verlouns: Wéi vill dass du frees, esou vill Steier bezils du drop. Dat heescht, frees du 10 % manner wéi den Duerchschnëtt an denger Gemeng oder an denger Strooss, da bezils de och manner Steieren drop. Frees de méi, geet et ëm dat Duebelt erop", fir dass mer mol den Drock ewechhuele vun de Locatiounspräisser, dass mer soen: „Hei, du hues e steierleche Virdeel, wann s du erofgees." E bësse wéi d'AIS, awer méi privat, well mer kréien dann déi Leit, déi eppes verlounen. Déi hunn en Interêt drun, well se verléiere jo näischt. Se kréien et jo steierlech erëm. Op där anerer Säit kënnen awer méi Proprietären dovunner profitéieren, dass se e Loyer hunn, dee bezuelbar ass.

Déi aner Fro ass nach ëmmer net gekläert. Dat sinn d'Agencen. Ech hunn eng Proposition de loi deposéiert gehat, wou mer déi op 3 % oder 25.000 Euro maximal géifen deckelen, well ech et nach ëmmer zimmlech schlëmm fannen, wann déi Agencen iwwert déi lescht Jore massiivst dovu profitéiert hunn. An do – ech hunn déi Dokumenter gesi vu Leit – geet et ëm 5 %, bis zu 50.000, 70.000, 80.000 Euro, déi eng Agence sech geholl huet, fir wa se dann eppes online setzt an herno eng Vente mécht. Natierlech, ech verstinn, dass do Aarbecht dohannert ass. Ech verstinn awer net, dass esou vill Aarbecht vun esou vill Dausenden Euro dohannert ass. An do musse mer usetzen, dass mer endlech déi 3 % fixéieren oder 25.000 Euro.

Beim Amortissement accéléré: Mir fannen de Prinzipp souguer gutt. Mir hätten en awer dodru geknäppt, dass de Loyer, deen een herno freet, wann een en Amortissement accéléré kritt, net iwwert dem Duerchschnëtt läit. A firwat schwätzen ech ëmmer vum Duerchschnëtt? Elo soe verschidde Leit: „Jo, den Duerchschnëtt, dee kënnt Der jo guer net moossen." Mee ech hunn awer elo erausfonnt, dass en am Rapport vun dem Ombudsman, dee mer den Donneschdeg presentéiert kruten, drasteet. An zwar firwat? Well do e Mann – oder eng Fra, ech weess net méi genau – am Rapport steet, dee just 75 % vum Loyer gefrot hätt par rapport zu dem Duerchschnëtt a senger Gemeng. Dunn ass d'Steierverwaltung higaangen a se huet gesot: „Dat geet net!" Dat heescht, do ass een higaangen an en huet manner Loyer gefrot. Du krut deen dann e béise Bréif vun der Steierverwaltung, dat géif net goen. An aus deem System musse mer ausbriechen, dass, wa Leit soen: „Ech setzen de Loyer och nach erof", dat och nach soll méiglech sinn. Mir kënne jo net higoen an déi och nach bestrofen.

Also ... O, zéng Minutte si schonn ëm. Ech hätt nach esou vill Iddien, déi mer kéinten ëmsetzen. An ech muss soen, d'Regierung huet de Courage, jo. Mir mussen awer lo an deenen nächste Joren da kucken, wou et hifëiert. Eise Punkt, deen ech der Regierung als Message wollt matginn – a vun de Motiounen, déi ech ofginn, schwätzen ech dann herno –, ass: Wann Der déi Mesüren huelt, denkt ëmmer drun, dass de Loyer herno gerecht bleift, dass d'Präisser herno gerecht bleiwen. Et geet net, dass mer elo mat Staatsgelder eppes subventionéieren, dat a véier, fënnef Joer mat enger grousser Plus-value ka verkaaft ginn oder verlount ginn, well dann hu mer e Problem an dann hu mer e Problem geschaf. Dofir, mir ënnerstëtzen eenzel Mesüre vun Iech, awer herno muss eng Gerechtegkeet fir de Bierger erauskommen.

Merci.

***Motion 3***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

*– D'Regierung huet ugekënnegt, fir proaktiv wëlle Wunnengsprojeten opzekafen, fir esou de Stock un ëffentlechem Wunnraum signifikativ ze erhéijen.*

*– D'Moossnam soll de Bausektor an dëser schwiereger Phas ënnerstëtzen a gläichzäiteg derfir suergen, dass de Staat selwer méi Wunnengen a säi Besëtz kritt, fir dës kënnen zu erschwéngleche Präisser unzebidden.*

*– Am Budget 2024 si fir dës Moossnam déi néideg budgetär Mëttel virgesinn.*

*– Et muss opgepasst ginn, dass d'Steiergelder effizient genotzt ginn an Abusen an d'Iwwerpräisung duerch privat Promoteure verhënnert gëtt.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*– beim Kaf vu Wunnprojeten duerch de Staat änlech Krittären eréi beim Pacte Logement 2.0 ze respektéieren.*

*(s.) Marc Goergen.*

***Motion 4***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

*– Am Projet vum Staatsbudget fir 2024 huet d'Regierung sech virgeholl, fir proaktiv Immobilieprojeten opzekafen (VEFA), fir esou d'Unzuel u Wunnengen an ëffentlecher Hand signifikativ mat erschwéngleche Wunnengen opzestocken.*

*– Fir de Kaf vu Wunnenge sinn insgesamt 222 Milliounе fir d'Aides à la pierre an Acquisitiounen duerch de Spezialfong vum Logementsministère virgesinn, mee et geet aus den Zuelen net ervir, wéi dës Akeef opgeschlësselt sinn a wéi eng Immobilieprojete fir wéi vill Geld kaf goufen.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*– dass all Kafkontrakt fir d'Wunnengen der zoustänneger Chamberskommissioun zäitno presentéiert gëtt mam Detail, wat fir all eenzel Wunnunitéit bezuelt gouf a wat d'Entsteeungskäschte waren.*

*(s.) Marc Goergen.*

***Motion 5***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

*– D'Regierung wëll d'Recht op Wunnen an de Vierdergrond stellen.*

*– Aktuell bevirdeelegt déi lëtzebuergesch Steierpolitick d'Proprietären, déi d'Zënse vun hiren Immobilieprête souwéi den Amortissement accéléré kënne vun hirer Steierlaascht ofsetzen.*

*– D'Locatairen hunn aktuell keng Méiglechkeet, fir hir Wunnkäschte vun hire Steieren ofzesetzen.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*– d'Méiglechkeet auszeschaffen, fir de Loyer bis zu engem bestëmmte Plaffong kënne vun der Akommessteier ofzesetzen.*

*(s.) Marc Goergen.*

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Natierlech och merci der grénger Sensibilitéit an dem François Bausch dofir, dës Interpellatioun ugefrot ze hunn. Mir hätten dat och gäre gemaach, déi gréng ware méi séier, well et ass wierklech wichteg, datt mer iwwert de Logement diskutéieren, ëmsou méi well mer jo eng nei Regierung hunn, déi och nei Mesüre presentéiert huet an och e sougenannten „nationale Logementsdësch" organiséiert huet, wou ee sech allerdéngs d'Fro ka stellen, wat dës Regierung sech ënner „national" virstellt, étant donné, datt jo eng ganz Partie vun den Interessenten a vun de Leit, déi betraff sinn, guer net dobäi waren. Datt et zu Lëtzebuerg Organisatioune gëtt oder eng Organisatioun gëtt, déi sech ëm d'Mieter bekëmmert, dat schéngt déi heite Regierung komplett ze ignoréieren. Datt et Gewerkschafte gëtt, déi d'Leit vertrieden, déi um Bau schaffen, respektiv Salariéë vertrieden, déi déi iwwerdeiert Loyere musse bezuelen, dat schéngt déi heite Regierung och net ze interesséieren.

Certes, de Premierminister huet duerno mat de Presidente vun de Gewerkschaften telefonéiert, fir hinnen ze erklären, wat e mat senge Kolleege vum Bausecteur decidéiert huet, mee jusqu'à preuve du contraire hunn all déi Mesüren, déi an der Vergaangenheet geholl goufen an déi als Zil haten, de Promoteuren an/oder de Proprietäre Steierkaddoen ze maachen, u sech ni derzou gefouert, datt d'Wunnenge fir Kleng- oder Duerchschnëttsverdénger méi zougänglech gemaach goufen. An dat misst jo awer och grad d'Zil si vun der Logementspolitick: datt all Mënsch, och grad déi, déi am mannsten oder mëttelméisseg verdéngen, sech eng Wunneng leeschte kënnen, ouni dofir an d'Aarmut ze falen.

Eng vun den Haaptursaachen, firwat ëmmer manner Leit sech eng Wunneng an der Locatioun leeschte kënnen, dat ass, datt d'Loyeren einfach méi séier an d'Luucht gaange si wéi d'Salairen. Géifen d'Salairen eropgoen – do kéint een nach iwwer aner Saachen diskutéieren, wéi zum Beispill d'Erhéijung vum Mindestloun – oder géifen d'Loyeren och effikass gedeckelt ginn, esou wéi mir dat nach ëmmer an eiser Proposition de loi virgeschloen haten, da kéint de Staat op aner Mesüre verzichten, ënner anerem och déi Subvention loyer, déi souwisou der aktueller Situatioun net méi gerecht gëtt.

Wa mer scho bei der Subvention loyer sinn: Mir haten eis scho skeptesch ausgedréckt deemools, wou se agefouert gouf. Net well mer der Meenung gewiescht wieren, datt een de Leit net wéilt hëllefen, wa se hire Loyer net begläiche kéinten, mee ganz einfach well een eng Loyerspolitick misst maachen, déi iwwerdeiert Loyere fir d'éischt emol méi staark misst begrenzen, well mir brauchen e Mietdeckel. An d'Subvention loyer ass schlussendlech och eng Subvention propriétaire, wann een esou kuckt. Et ass eng staatlech Subventioun fir Proprietären, déi weiderhin da kënnen héich Loyere fuerderen, déi kenger lounpolitescher Realitéit entspriechen an déi se monter och nach kënne weider erhéijen. Derbäi kënnt och nach, datt d'Subvention loyer, och wa se elo liicht, ganz liicht eropgoe wäert, weiderhin eng Drëps Waasser op de waarme Stee wäert bleiwen.

A wa mer och nach scho vläicht bei staatleche Mesüren oder Hëllefe sinn: Vläicht misst een och diskutéieren iwwert d'Garantie locative vum Staat, wou den Taux d'effort bei 50 % läit. An anere Wierder: Dat heescht am Kloertext, datt, wann de Loyer bei iwwer 50 % vum Salaire läit, da kënnt een net méi an de Genoss vun dëser Garantie locative bei Loyeren, déi awer séier iwwer 1.500 Euro leie kënnen. Do ass d'Rechnung séier gemaach. Dat heescht, et misst ee sech iwwerleeën, déi Limitt do ofzeschafen.

Här President, mir roden awer och nach der Regierung – si huet jo eng Partie Mesüre presentéiert – nach ëmmer ganz staark of, op déi Tricker zréckzegräifen, déi schonn am leschte Joerhonnert derzou gefouert hunn, datt de Besëtz sech ëmmer méi konzentréiert huet an e puer Hänn, sief et Promoteuren oder

Privatproprietären, déi an enger Profittdynamik an, jo – an d'LSAP huet och glécklecherweis dovunner geschwat –, an enger Spekulatiounsdynamik sinn, an dat grad an engem Land, wou ëffentlecht Bauen eng absolutt Ausnam ëmmer war an nach ëmmer ass. Déi sëllege Steierkaddoen un déi, déi scho Besëtzer sinn an déi och Business bedreiwe mam Recht vun de Mënschen op Wunnen, wäerten déi aktuell Situatioun an eisen Aen nach ëmmer weider verschäerfen.

A wannechgelift versicht och net, op nei Iddien ze kommen … Dach, Dir kënnt op nei Iddie kommen, mee passt op mat der Kreativitéit. Ech schwätzen do zum Beispill vum Premierminister senger Iddi, fir ze soen, et kéint ee vläit och Aktien huelen als Eegekapital, fir e Prêt unzefroe bei de Banken. Dat ass vläicht eng interessant Iddi, wann een eng Bulle wëll platze loossen, mee ech mengen, dovunner muss een ofgesinn. Mee et mierkt een awer och e bëssen d'Natur vun der Regierung, well ech mengen, datt ongeféier 90 % vun den Aktien an den Hänn vu ganz wéinege Leit sinn. Dat heescht, dat géif souwisou nëmmen e puer Leit betreffen.

Dofir, loosst d'Fangeren och ewech vun anere Kaddoe wéi dem Quart-taux oder dem Eropsetze vum Taux d'amortissement accéléré, wou jiddereen Iech erklärt, datt dat näischt gëtt, ausser vläicht Är Frënn aus der Baubranche.

Well wa mer bei de Steierkaddoe sinn: Mir mengen, datt se kee Sënn maachen, an zwar aus zwee Grënn. Den éischte Grond ass, datt Steierkaddoen, sief et op Kapital, sief et op de Produkter vun der Rente, ëmmer derzou féieren, datt de Staat, also d'Allgemengheet, Sue verléiert. Mir schwätze vu groussen Zomme vu Kapital, dat net vun der Aarbecht staamt, mee vun der Rente. A mir schwätze vu Produkter, vu Profitter vum Besëtz, Immobilieprofitter, déi d'Tendenz hunn, sech ze accumuléieren. Dat heescht, et huet näischt mam Meritt ze dinn, vun deem Liberaler ëmmer esou vill schwätzen.

Duerch den Amortissement accéléré, duerch d'Erofsetze vun der Besteierung op d'Benefisser vun enger Vente, also d'Aféierung vum Quart-taux, dat heescht eng Besteierung vun nëmmen 10 % amplaz vu 40 % op d'Benefisser vun enger Vente, wäert de Staat wäertvoll Finanzmëttele verléieren, déi e bräicht, fir kënnen eng richteg ëffentlech Wunnengsbaupolitick ze starten. Suen, déi mer brauchen, fir Terrainen opzekafen, fir Neibauten opzekafen, déi Promoteuren net lassginn, awer och – awer och wierklech! – fir als Staat selwer ze bauen.

Ech komme kuerz dann awer nach op d'VEFAen zréck, well virdrun huet den Här Donnersbach dovunner geschwat, där hallwer Milliard oder deene 480 Milliounen, déi do virgesi sinn, fir VEFAen opzekafen. Wann ech mech net ieren, sinn déi souwisou jo nach op déi zwee nächst Joer gestreckt. An dat ass jo eng Mesür, déi geholl gëtt, grad well et eng Kris gëtt a grad well Promoteuren hir Objeten net lassginn. An dofir kënnen also de Staat respektiv d'Gemengen – d'Stad Lëtzebuerg huet dat jo och gemaach – zu anere Krittären natierlech opkafen, wat eng gutt Saach ass.

Wann déi Baukris awer eriwwer ass, da gleewen ech kaum, datt d'Promoteuren dat nach wäerte maachen an dat un de Staat oder un d'Gemenge wäerte verkafen. Dat heescht, déi hallef Milliard ass reng spekulativ an déi wäert Der net kënnen ausginn. Dofir passt op, wann Der de Leit Saachen erzielt. Ech mengen, ech gleewen net esou richteg dorunner.

Bon, den zweeten Haaptgrond, firwat mer och géint déi Steierkaddoe sinn, dat ass d'Konzentratioun vun den Immobilien. An ech mengen, och wann dat op der Zäit reduzéiert ass, déi Saach vum Quart-taux … Also, do kann ee vläicht dervunner ausgoen, datt gewësse Privatpersounen dat wäerten als Aubaine empfannen – dat kann ee jo och novollzéien –, fir ze soen: „Ech verkafen elo eng Wunneng." An do kann een awer dervunner ausgoen … Wie keeft déi Wunneng dann op? An der aktueller Situatioun kann ee wierklech dervunner ausgoen, datt dat déi grouss Promoteure wäerte sinn. Déi wäerten dann déi Objeten opkafen, fir hir strateegesch Reserve nach weider opzestocken, opzefëllen. Dat heescht, mir wäerten nach méi Konzentratioun hunn.

Mir mengen och, datt mer, amplaz de Bausecteur ze subventionéieren, andeems ee mat der Géisskan de Chômage partiel aféiert, wou de Staat dann 80 % vum Salaire, deen de Betrib misst bezuelen, iwwerhëlt, besser hätten, eng national, eng ëffentlech Wunnengsbaugesellschaft ze grënnen. Well et gouf hei och vun der DP gesot: „Jo, d'Promoteuren, dat sinn esou vill Leit, déi do schaffen, esou vill Aarbechter, esou vill Handwierker." Jo, mir wëssen dat jo och a mir sinn der Meenung, datt u sech de Staat eng eege Gesellschaft misst bauen. Da kéint en och Aarbechter ophuelen, déi vläicht an de Chômage kommen, och Handwierker eng Aarbecht sécheren, warscheinlech och a sécherlech mat bessere Salairen a mat besseren Aarbechts- a Sécherheetskonditioune wéi um private Marché.

An da wollt ech och nach eppes soen zu de Promoteure vum soziale Wunnengsbau, well mir sinn elo awer mat enger Situatioun konfrontéiert, wou e soziale Promoteur, d'Société nationale des habitations à bon marché, d'SNHBM, op iwwer 120, 125, Wunnenge sëtzt, déi se net lassgëtt. An dat muss ee sech da virstellen: An engem Land wéi Lëtzebuerg, wou d'Leit struewelen, fir eng Wunneng ze fannen, struewelt hirersäits d'SNHBM, fir Keefer ze fannen. Méi absurd kéint een d'Situatioun net beschreiwen.

Mir geet et natierlech net drëms, fir d'Daseinsberechtegung vun der SNHBM a Fro ze stellen, ganz am Géigendeel. Mee et kann net sinn, datt déi eenzeg Äntwert déi ass, datt de Krees vun de méigleche Beneficiairen erweidert gëtt elo op de 7. Oktober. Dat heescht, datt just nach 30 % vun den héchste Revenuen net eligibel sinn, fir eng Wunneng do ze kréien. An anere Wierder: D'Situatioun um fräie Marché ass esou aus dem Rudder geroden, datt de Gros vun der Mëttelschicht elo a Fro kéim, fir eng Wunneng bei der SNHBM ze kréien. Bon, déi Wunnenge sinn natierlech souwisou net do.

Mir mengen awer och, datt de Problem vun der SNHBM warscheinlech deen ass, datt et eng Société anonyme ass, déi sech selwer finanzéiere muss an dofir och verkafe muss. Déi Rechnung ass vläicht viru Joerzéngten opgaangen, mee hautzudaags ass se warscheinlech komplett absurd, well entweeder huet ee genuch Eegekapital, fir souguer bei der SNHBM ze kafen, oder et huet ee guer keen Eegekapital, da bleift ee Locataire. A wann ee genuch Kapital huet, fir bei der SNHBM ze kafen, dann huet ee vläicht nach besser, quitte datt een e bësse méi dropleet, um private Marché ze kafen, well een do och nach d'Méiglechkeet herno huet, fir zu Marchéspräisser ze verkafen. Dann ass ee manner ugeschmiert. Mir sinn do wierklech an enger Situatioun, wou ee sech d'Fro misst stellen, ob een éischtens emol doriwwer diskutéiert, wat fir eng Forme juridique d'SNHBM misst hunn.

An zweetens: Vläicht missten och déi 125 Wunnengen zur Locatioun kommen. Dat géif awer viraussetzen, datt d'Aktionäre vun der SNHBM, de Staat an déi verschidde gréisser Gemengen, d'SNCI, d'Spuerkeess an esou weider, d'Kapital opstocken, fir datt d'SNHBM se wéinstens kann an der Locatioun lassginn. Dann hu mer wéinstens eppes do geschafft.

Voilà, ech soen Iech Merci, Här President, fir Är Toleranz.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Ech hunn elo nach eng Noaschreiwung op d'Lëscht vum Här François Bausch. Vu datt d'Sensibilité politique déi gréng nach zéng Minutten huet, huet den Här Bausch elo d'Wuert.

**M. François Bausch** (déi gréng), interpellateur | Jo, merci, Här President. Ech kann Iech och berouegen, ech wäert net zéng Minutte schwätzen. Ech wëll just op e puer Saachen agoen, déi den Här Donnersbach gesot huet … Ech weess net, ass en hei?

*(Interruptions)*

A, dohanne sëtzt en. Pardon, entschëllegt.

*(Hilarité)*

… déi den Här Donnersbach gesot huet, déi mer awer wichteg sinn.

Dat Éischt ass emol: Den Här Donnersbach kann dat vläicht net wëssen, mee hien huet gesot: „Dann hätt Der sollen e Plan sectoriel ‚Logement' maachen." Här Donnersbach, dee gëtt et. Deen hunn ech an der Legislaturperiod 2013–2018 duerchbruecht, an an deem Plan sectoriel „Logement" ass genau definéiert, wat fir eng Grands projets d'envergure solle realiséiert ginn. Mee do handelt et sech generell net nëmmen ëm staatlech Projeten, mee generell och ëm Privater, déi do mat dra sinn. Also, dat gëtt et. D'Regierung huet do hir Hausaufgab gemaach.

Dat Zweet ass: Dir sot: „Jo, déi lescht fënnef Joer", en fonction vun deem, wat ech gesot hunn, „hätt ee jo kënnen handelen." Mee dat ass gemaach ginn. Et sinn eng Rei Gesetzer – Dir hutt se selwer opgezielt –, déi an deem Kontext eebe genau dee Punkt betreffen oder déi Punkte betreffen, déi ech genannt hunn. Déi sinn um Instanzewee. Wann déi net duerchgaange sinn, Här Donnersbach, da wësst Der jo och, firwat datt se net duerchgaange sinn. Déi leie scho laang beim Staatsrot. Do sinn der derbäi, do si vill Opposition-formellen, an de Grond, firwat dat esou ass, kann ech Iech awer erklären. Dat ass, well natierlech an der Gesellschaft zu Lëtzebuerg den Droit à la propriété privée sakrosankt ass.

Dat heescht, mir hunn eng Situatioun hei, datt et … Et geet net drëms … All Mënsch ass der Meenung, datt et wichteg ass, datt mer d'Proprieté privée protegéieren. Mee mir hunn zu Lëtzebuerg do eng Astellung, déi geet wäit iwwert dat eraus, wat et an anere Länner an Europa gëtt, zum Beispill wann Der e Land huelt wéi d'Schwäiz. Ech hunn dat schonn oft gesot: Dat ass jo kee kommunistescht Land, mee par konter e ganz konservatiivt, liberaalt Land. Mee gitt Iech emol eng Kéier ukucken, wéi do besteiert gëtt. An d'Gesetzgeebunge sinn och …, wat geschitt, wann een zum Beispill an engem urbane Raum den Terrain net wëllt viabiliséieren an doduerjer d'Entwécklung vun der Stad blockéiert. Dat ass eng Diskussioun, déi ass zu Lëtzebuerg scho ganz al.

An ech kann Iech soen: Ech hunn an der Legislaturperiod 2013–2018, wou ech jo Landesplanungsminister war, en neit Landesplanungsgesetz op den Instanzewee bruecht, wou och vill Saachen drastoungen. Déi sinn all blockéiert gi mat onzielegen Oppositionformellen am Staatsrot. A wann ech herno net eng Rei Kompromësser gemaach hätt, déi ech perséinlech net gemaach hätt, mee déi ech awer hu misse maachen, dann hätt ech zum Beispill d'Plan-sectoriellen net duerchkritt, well d'Landesplanungsgesetz war d'Viraussetzung, fir datt ech d'Plan-sectoriellen herno kéint duerchkréien. Also duerfir: Et si wichteg Schrëtt geholl ginn an der Legislaturperiod 2013–2018, och an där leschter, déi an déi Richtung gi wéi dat, wat ech hei gesot hunn.

Wat mech jo prinzipiell stéiert un der Approche, wéi se bis elo virginn ass – mindestens dat, wat bis elo um Dësch läit oder wat bis elo diskutéiert ginn ass –, dat ass, datt et ausschliisslech an eng Richtung geet mat de Mesüre bis elo, wéi ech virdru gesot hunn, wéi se sech an der Vergaangenheet erwisen hunn, datt se fir den erschwéngleche Wunnraum net vill wäerte bréngen.

An da kommen ech och zu der Baukris. Dir sot, well mer geschriwwen haten: „en Deel vun der Baubranche" ... Jo, dozou stinn ech och. Et ass net déi gesamt Baubranche, déi integral d'nämmlecht betraff ass vun där Kris, an där mer am Moment sinn. Nee, kuckt Iech d'Recetten am Staatsbudget un, da gesitt Der ganz genau, datt et am Secteur de la construction grouss Ënnerscheeder gëtt, éischtens, an zweetens, datt mer do effektiv an enger Situatioun sinn, wou net alleguer d'nämmlecht ... Ech kéint Iech der elo hei aus dem Stand – wat ech awer net wëll maachen; mir si jo net hei, fir mam Fanger op Leit ze weisen – eng Dosen opzielen aus der privater Baubranche, déi, mengen ech, net ganz vill Problemer de Moment hunn.

Et gëtt der natierlech, déi vill Problemer hunn. A well et der vill gëtt, déi Problemer hunn – dat hunn ech jo och gesot –, si mer och der Meenung, datt et effektiv gutt ass, datt ee Mesüren ergräift, fir am Moment déi Branche ze stäipen. Mee genausou sinn ech awer och der Meenung, datt et wéinst den héijen Zënse wichteg ass, datt déi Mesüren, déi elo solle geholl ginn, fir datt mer d'Plaffongen an d'Luucht hiewen, wat ee ka vun Zënse steierlech ofsetzen, gutt Mesüre sinn. Dat ass net de Punkt. Dat si kuerzfristeg Mesüren, déi gutt sinn an där Kris, wou mer de Moment sinn, effektiv, mat deenen héijen ... net héijen Zënsen, well d'Zënse si vill eropgaangen, wéi et schonn e puermol gesot ginn ass elo de Mëtteg, vu bal null op e gewëssenen Niveau. Mee gitt emol zréck kucken an d'80er-, 90er-Joren, wou d'Zënsen do waren. Da si mer jo nach net an de Paragen de Moment, wou ee ka soen, datt d'Zënsen a sech immens héich sinn, mee se sinn natierlech rapid vun null eropgaang. An dat ass och richteg, datt een do Saache mécht.

Dat huet iwwregens um Schluss vun der Legislaturperiod déi lescht Regierung och gemaach. An duerfir, wann ech hei eng Rei Saachen opwerfen, da stinn ech do an der totaler Kontinuitéit zu deem, wat mir versicht hunn, an deene leschte Joren ze maachen.

Niewebäi bemierkt, wann ech d'Demokratesch Partei wär, dann hätt ech Är Ried nawell eng zimmlech Frechheet fonnt par rapport zu hinnen als Koalitiounspartner. Ma d'Demokratesch Partei hat de Logementsminister tëschent 2013 an 2018! Also, sou wéi Der déi lescht zéng Joer hei ofgefäerdegt hutt an Ärer Ried, dat, muss ech Iech soen, ass net immens fair par rapport zum Här Meisch a senger Partei an Ärem Koalitiounspartner, wat Der do gemaach hutt.

Wësst Der, Här Donnersbach, Dir kënnt roueg och kucken, wat ech gesot hunn. Ech hu selwer Riede gehal ufanks den 2000er-Joren zu deene Mesüren, déi deemools getraff gi si vum Jean-Claude Juncker. Do hunn ech näischt aneres gesot wéi dat, wat ech haut gesot hunn.

A wéi gesot, nach eng Kéier: Et ass net alles schlecht, wat Der maacht, mee Dir maacht net genuch an op ville Punkten hutt Der op alle Fall nach net vill gesot.

An iwwregens wëll ech Iech och soen, wat d'Geneemegungen ubelaangt: Wann ech hei just iwwert de Problem vun de Gemenge geschwat hunn oder iwwert d'Bautereglementer, dann ass et net, well ech fannen, am Environnement soll näischt gemaach ginn.

Iwwregens niewebäi bemierkt, d'Madamm Welfring huet relativ vill am leschte Joer nach vun der Legislaturperiod gemaach, Mesüren, vun deenen Dir haut kënnt profitéieren als nei Regierung. Sidd doriwwer dankbar emol éischtens – fir dat emol ze soen!

An dat Zweet ass: Ech werfen dat anert op, well dat bei Iech net zur Diskussioun kënnt, well einfach hei gesot gëtt, vu Ministeren vun Ärer Partei zum Beispill, datt ee kéint locker bei der Baudicht eppes maachen, datt ee locker kéint eppes maache bei der Héicht, wéi ee baut an esou weider an esou virun. Dobäi misst een awer ganz genau wëssen, datt do am Fong d'Regierung eigentlech iwwerhaapt keen Afloss dorop huet, well dat strikt Autonomie communale ass. Also, wann een dat wëllt, da muss een awer och driwwer diskutéieren, wat een do wëllt maachen. An dat géif ech nawell gär gesinn a wëssen. An duerfir hunn ech déi Kriticken och hei ubruecht.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Domat ass dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

D'Wuert ass fir d'Regierung, déi 30 Minutten Zäit huet. Wa méi wéi ee Minister wëllt schwätzen, wouvun ech ausginn, da musse se sech déi 30 Minutten opdeelen. Dat wollt ech just um Ufank soen. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

***Prises de position du Gouvernement***

**M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech géif Iech duerfir bieden, mech no 20 Minutten dezent drop opmierksam ze maachen, datt de Gilles Roth och nach duerno als Finanzminister wëll eppes soen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen dat dezent.

**M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Ech wëll dem Fränz Bausch Merci soe fir déi Interpellatioun, déi en ugefrot huet. Et war fir eis alleguerten, et war fir d'Regierung, et war fir mech notamment d'Geleeënheet, och hei deenen eenzelne Fraktiounen, hire Spriecher an och de Sensibilitéiten nozelauschteren an och do déi eenzel Positiounen zur Kenntnis ze huelen a matzehuelen, well hei sinn d'Representantë vun der Populatioun an et ass e Problem an eng Erausfuerderung, déi jiddereen ugeet am Land, egal ob e sech elo Proprietär, Locataire, Promoteur, wéi och ëmmer, nennt. Mir sinn alleguerten hei concernéiert.

A mir sinn eis an eppes, denken ech, de Mëtteg wierklech eens gewiescht. Dat ass, datt d'Situatioun am Wunnengsbau en enormen Impakt huet op déi sozial Kohäsioun hei zu Lëtzebuerg an och en enormen Impakt huet op déi wirtschaftlech Entwécklung hei zu Lëtzebuerg, datt et, wa mer wëlle weider e Land sinn, wou mer zesummenhalen, dann och esou ass, datt jiddereen e bezuelbaren Daach iwwert dem Kapp huet. A wa mer e Land sinn, wat sech och wirtschaftlech nach wëll entwéckelen, a mer wëssen, datt dat och heescht, datt mer eng wirtschaftlech Croissance hunn, datt mer eng demografesch Croissance hunn, da musse mer och kucken, datt mer deementspriechend och Wunnraum schafen, fir datt jiddereen hei en agreabelt Liewen zu Lëtzebuerg ka féieren.

Mir sinn eis awer och, stellen ech fest, an der Thematik doriwwer eraus a villem eigentlech och eens – net an allem, dat ass normal, mee a villem awer och eens. Mir soen alleguerten eigentlech, datt mer méi musse bauen, datt mer och méi schnell musse bauen, datt mer net egal wou musse bauen, mee do, wou et landesplaneresch gesi Sënn mécht, datt mer op Plazen och emol aneschters musse bauen, méi dicht vläicht bauen, och méi héich vläicht bauen, do, wou dat geet, wou dat keen anere stéiert.

Mir soen och eigentlech alleguerten, datt mer méi abordabele Wunnraum brauchen, Wunnengen, déi also bezuelbar sinn och fir Familljen a fir Leit mat méi bescheidenem Akommes. Mir soen och, datt d'ëffentlech Hand eigentlech do ... oder virun allem dee ganzen Nonprofit-Beräich, do, wou et net drëms geet, de maximale Rendement ze maachen, mee do, wou et drëms geet, wierklech Wunnraum zur Verfügung ze stellen, datt dee misst gestäerkt ginn, datt dee méi eng grouss Roll op eisem Wunnengsmarché misst spillen, fir eebe grad derfir ze suergen, datt mer trotz wirtschaftlecher Dynamik, trotz Präissteigerungen eigentlech op déi, déi et sech net kënne leeschten, déi do net mat kënnen zéien, déi do hannen eroffalen, ganz besonnesch kënnen oppassen.

Déi meeschten hunn eigentlech och eng gewësse Sympathie fir dee Programm, dee mer elo an där Optik och do entwéckelt hunn, fir vun der Situatioun, jo, och kuerzfristeg ze profitéieren, fir Immobilieprojeten, déi elo am private Marché keen Ofsaz fonnt hunn, dann och als Staat kënnen ze kafen an doduerjer souwuel der Immobiliebranche an der Baubranche kënnen ënnert d'Äerm ze gräifen, wéi awer och kuerzfristeg – a kuerzfristeg ass do ëmmer an den nächste Joer, net an den nächste Méint, mee an den nächste Joer, wann da gebaut gëtt – dann dat an de Parc immobilier vum Staat respektiv vun den ëffentleche Promoteuren, vun der ëffentlecher Hand zu Lëtzebuerg kënnen eranzehuelen, nieft deenen Efforten, déi mer traditiounsgeméiss natierlech ëmmer gemaach hunn a weider wäerte maachen an och weider wäerten intensivéiere vun engem Fonds du logement, vun enger Société nationale des habitations à bon marché, déi mer mussen natierlech och mat Budget ënnerstëtzen, déi mer awer och musse mat Terrainen ënnerstëtzen, fir déi nächst Jore kënnen dorobber weider Projeten ze developpéieren.

Ech denken och, datt jiddereen d'accord ass, datt mer eis ganz staark op déi Baulücken, déi mer hunn, sollte fokusséieren. An et gëtt hei zu Lëtzebuerg queesch iwwert déi 100 Gemengen iwwer 10.000 Baulücken, wou et eigentlech just duergeet, datt de Buergermeeschter oder d'Buergermeeschtesch eng Baugeneemegung gëtt, an et kann ee lassleeën. An ech denken, datt dat och eppes ass, wou mer eis jo mussen eens maachen: Da kommt, mir kucken, wéi mer déi kënne viabiliséieren! E klengen Deel ass an ëffentlecher Hand, e ganz klengen Deel ass an ëffentlecher Hand, dee groussen Deel ass a privater Hand. Mee ech denken, wa mer wëllen eppes weiderentwéckelen, datt mer méi kënne bauen, méi schnell kënne bauen an do bauen, wou mer eigentlech net op d'Käschte vun der Natur ginn, net weider versigelen, mee do, wou d'Infrastruktur scho virun der Dier läit, datt mer eigentlech eis och dorobber sollte konzentréieren.

Et ass och vun Eenzelnen ugeklongen, an de Fränz Bausch huet et ënnerstrach: D'Friche-industriellen hunn en enormt Potenzial – haten, well mer eenzelner schonn entwéckelt hunn. Anerer musse mer entwéckelen, wéi d'Metzeschmelz oder Esch/Schëffleng mat engem enorme Potenzial, fir natierlech och do Wunnengen ze schafen, och abordabel Wunnenge kënnen ze schafen, och en neien Urbanismus eigentlech emol op grousse Fläche kënnen anzefëieren an ze weisen, wat awer och geet a wéi mer haut och kënne mat enger héijer Liewensqualitéit op engem limitéierten Terrain zu relativ vill awer beienee wunnen. Dat geet natierlech net ëmmer an engem

gewuessenen Tissu vun där enger oder anerer Gemeng.

D'Gemengen, denken ech, si fir jiddereen e wichtegt Stéchwuert de Mëtteg hei gewiescht, well ouni Gemenge baue mer guer net. Et ass ëmmer, wéi ech gesot hunn, eng Buergermeeschtesch, e Buergermeeschter, déi d'Baugeneemegung musse ginn, wou et am PAG muss sinn. Et ass d'Gemeng hannendrun, déi natierlech déi Awunner, déi bäikommen, och muss geréieren, déi d'Kanner an d'Schoul muss huelen, d'Crèche muss bauen, d'Sportsinfrastrukture muss bauen, d'Kulturzentere muss ausbauen, déi d'Mobilitéit muss vläicht aneschters organiséieren. Alles dat sinn och Entwécklungen, déi vun der Gemeng musse matgeduecht ginn. Et geet also net duer, just elo en Terrain ze hunn, mee d'Follgekäschten an d'Suite dovunner op d'Zesummeliewen an der Gemeng mussen natierlech matgeduecht ginn. An duerfir kënnen d'Gemengen eigentlech hei nëmmen e privilegéierte Partner sinn, wa mer wëlle méi bauen a méi schnell bauen.

Jo, ech denken och, datt et e relativ breede Konsens hei gëtt, datt mer déi Iddien, déi och an der leschter Legislaturperiod schonn do waren, fir net benotzten Terrainen ze besteieren, eidel stoend Wunnengen ze besteieren, solle weiderdreiwen, zum Ofschloss bréngen an eis domadder och en Instrument gi fir dat Potenzial, wat mer hunn, an datt mer och do, wou politesch Decisioune getraff gi sinn, um nationale Plang, um kommunale Plang, datt do soll gebaut ginn, de Particulier e bësse méi mat der Hand huelen, fir datt en dann och wierklech dohinner geet.

Jo, ech sinn och der Meenung, bei deem Konsens, deen iwwer eng ganz Rei vu Froen awer hei de Mëtteg och existéiert huet, datt déi lescht Regierung ganz villes och richteg gemaach huet, déi successiv Regierunge warscheinlech villes richteg gemaach hunn. Ech denken awer och, datt een där heiter Regierung vun der Intentioun hier an och bei deem, wat se an deenen éischte Wochen a Méint elo op de Wee bruecht huet, elo net kann ënnerstellen, datt dat alles falsch ass, an datt mer hei awer och probéiert hunn, opbauend op deem, wat geschitt ass, souwuel nei Akzenter ze setze wéi awer och ze kucken, déi Instrumenter, déi einfach emol do sinn, esou gutt ewéi méiglech kënnen ze notzen.

Een Instrument, wat do ass, dat ass d'Gesetz iwwert de Logement abordable vum leschte Joer, vum August 2023, wat eigentlech vun der Philosophie hier e Gesetz ass, wat mir ganz gutt gefält, well et ganz vill Acteure mathëlt, souwuel déi staatlech Promoteuren, wéi awer och d'Gemengen, wéi awer och de karitative Secteur. Hei ass vu Caritas a Croix-Rouge geschwat ginn. Jo, déi kënnen och e Promoteur social ginn an déi ginn och bei eis am Ministère vum Logement an am Aménagement du territoire an an aus, fir eeben och do hire Rôle weider ze intensifiéieren. An ech denken, datt do ganz vill Acteuren, där méi grousser an där méi klenger, sinn, déi och e wichtege Pilier an den nächste Jore kënnen opbauen, wann et ëm de Logement abordable geet.

Jo, ech denken, eng vun de Konklusioune vun där Réunion nationale du logement war jo, wéi mer et och am Beräich vum Logement abordable méiglech kënne maachen, datt mer de Privatsecteur-Promoteur, wéi hei gesot gëtt, d'Privatinvestisseuren, och kënne mat an d'Boot huelen, wann et drëms geet, méi abordabel Wunnengen zu Lëtzebuerg a kuerzer Zäit ze schafen. Dat, denken ech, soll keen Tabu sinn an doriwwer sollte mer nodenken an och kënne schwätzen.

Jo, mir brauche mëttelfristeg en Equiliber tëschent Offer an Demande. A jo, ech denken, wa mer wëllen d'Land weiderentwéckelen, musse mer vun enger héijer Demande ausgoen. An duerfir ass et natierlech wichteg, datt mer kucken, wou mer Terrainen hunn. Et ass awer och wichteg ze kucken, datt mer déi Terrainen da kënne bebauen. An d'Prozeduren, sënnvoll Prozeduren – déi net alleguerte verkéiert sinn –, a Saachen, wat d'Mobilitéit ubelaangt, wat d'Landesplanung ubelaangt, wat Naturschutz ubelaangt, musse gekuckt ginn, fir datt mer déi awer esou acceleréieren, datt een och virukënnt, fir eebe mëttelfristeg en Equiliber ze hunn tëschent der Demande un zousätzleche Wunnengen an der Offer, iwwert de Marché an awer och iwwer aner Acteuren, déi net benefissorientéiert sinn, fir dat ze maachen.

Ech denken, de Plan sectoriel, deen ugeschwat ginn ass, dee läit do. Do si ganz vill Terrainen ausgewisen an deem Sënn, datt gesot gëtt: „Do kéint eigentlech ganz gutt gebaut ginn. Dat mécht landesplaneresch Sënn." D'Regierung wëll och kucken, datt mer dat developpéiert kréien, andeems ee kuckt, wat fir eng Terrainen ee ka kafen, wou privat Acteure sinn, déi dat vläicht kënne matmaachen, an datt een och mat de Gemenge kuckt, wat d'Gemengen do iwwerhuelen an der Planung, a wann dat net méiglech ass, och mol eng Kéier iwwer e Plan d'occupation du sol als nationaalt Instrument eng Planung dorobber leet, einfach fir d'Saachen ze acceleréieren. Ech denken, datt dat net onbedéngt am Konflikt mat de Gemenge muss goen, mee datt dat och an der Diskussioun an am Dialog mat de Gemenge muss kënne méiglech sinn.

Een Instrument, wat garantéiert, datt eigentlech an deenen zukünftegen Entwécklungen an den neie Quartieren jo och e Prozentsaz vu Logements abordables allkéiers mat realiséiert gëtt, ass den Artikel 29bis vum Aménagement-communals-Gesetz. An do musse mer natierlech kucken: Wien ass deen Acteur? Ass dat d'Gemeng? Ass et de Staat? Ass et en ëffentleche Promoteur? A wéi finanzéiere mer déi, fir datt mer déi Wunnengen do och als Logements abordables kënnen iwwerhuelen an dann awer och herno an eng rationell Gestioun kënnen iwwerféieren, fir méiglechst ville Familljen déi da kënnen zur Verfügung ze stellen?

Ech hu villes opgezielt, wou mer eis eens sinn oder eens kënne ginn, denken ech. Et gëtt natierlech och Punkten, wou mer dat net onbedéngt sinn. Der Regierung liicht net an, datt mer elo duerch Besteierung vun neiem Bauland iergendwéi e Problem direkt à court an à moyen terme kënne léisen. Mir biedele jo bal, datt d'Leit hir Terraine sollen enger Bebauung zoufëieren, datt se sollen un d'Developpeure verkafen, datt se vläicht och un de Staat verkafe sollen, un d'Gemeng verkafen, un en ëffentleche Promoteur verkafen, fir datt eppes drop geschitt. An dann duerch eng Besteierung awer nach hannendrun ze kommen an ee quasi ze bestrofen, dat ass an den Ae vun der Regierung awer éischter kontraproduktiv. Do géife mer wierklech warnen.

Ech deelen och net déi Duerstellung hei … Bon, mir maachen hei alleguerte Politick, vun alle Borden, an duerfir kann een alles ëmmer eng Kéier vun där enger Säit a vun där anerer Säit kucken. Mee kommt, mer bleiwen awer mol realistesch! Wa mer hei, fir d'Baubranche ze stimuléieren, fir Betriber ze halen, fir Aarbechtsplazen ze halen an ze protegéieren, e Steierpak vun engem Volume vun 135 Milliounen, mengen ech, proposéieren, zäitlech begrenzt op ee Joer – zäitlech begrenzt op ee Joer! –, parallell d'Regierung awer eng eng zousätzlech Enveloppe budgétaire virgesäit, fir Immobilien op de Privatmarché opkafen ze goen, fir dann duerno de staatlechen Immobiliepark ze vergréisseren, fir se als Logements abordables kënnen de Familljen an den Awunner hei zur Verfügung ze stellen, da ka jo awer kee soen, do géif et elo eng Schiflag ginn a Richtung vu steierleche Mesüren, déi just d'Promoteuren an d'Investisseure géife begënschtegen.

Dräimol méi ass hei decidéiert ginn, fir VEFA-Projete fir Logements abordables opzekafen an den nächste Joren, par rapport zu deem, wat mer limitéiert, zäitlech limitéiert, fir eng Operatioun um Marché immobilier an an der Baubranche elo kënne maachen, fir Aarbechtsplazen a Betriber ze halen. Ech denken, datt dat e gudden Equiliber ass an datt mer dat och sollten esou ëmsetzen.

Jo, mëttelfristeg musse mer méi Logements abordables schafen. Mëttelfristeg brauche mer nei Terrainen. An iwwert déi Zäit, wou de Staat normalerweis no vir kuckt, hu mer eis déi Moyene ginn. Et war ënnert der leschter Regierung schonn am Pluriannuel eng Enveloppe financière vun 953 Millioune fir Logements abordables vun 2024 bis 2027 virgesinn. Déi ass elo nach eng Kéier eropgesat ginn ëm déi 480 Milliounen, woumat mer VEFA-Projete wëllen opkafen. Da si mer bal bei annerhallwer Milliard fir déi nächst véier Joer. Dat ass e considerabelen Effort, deen d'ëffentlech Hand hei mécht.

An op där anerer Säit, denken ech, hu mer an deem Paquet awer och nach eng ganz Rei vun Aspekter gehat, déi haut de Mëtteg kaum thematiséiert goufen: datt mer d'Subvention de loyer considerabel eropgesat hunn, fir Famillje mat Kanner notamment, well d'Wunnen ass och eng vun den Ursaachen hei zu Lëtzebuerg vu Kanneraarmut; datt mer och d'Subvention d'intérêt, eng staatlech Garantie, esou gestréckt hunn, datt méi Familljen dovunner kënne profitéieren, och méi héich kënnen dovunner profitéieren, fir datt déi vläicht elo awer och vun enger Reduktioun vun de Präisser um Immobiliemarché kënne profitéieren an datt d'Banken dann awer vläicht kënne matgoen. Alles dat hu mer och gemaach. Dat hei ass also net nëmmen e Pak fir Investisseuren, mee dat ass e Pak fir jiddereen am Land, fir kënnen zesummen no vir ze goen.

Dat ass eigentlech och d'Stéchwuert. Wa mer de Logementsproblem mëttelfristeg wëlle geléist kréien, dann ass et net, datt een eleng e léist, an et ass och net, datt eng Mesür derzou féiert, datt mer dat geléist kréien. Et kann nëmmen eng Panoplie vu Mesüre sinn an et kann och nëmmen eng Panoplie vun Acteure sinn, déi dozou kënne bäidroen. Jo, eenzelner si genannt ginn: Fonds du logement, SNHBM, d'Gemengen. Ech denken, och nach anerer, wéi ech virdru gesot hunn, aner Promoteur-sociallen, déi iwwert d'Aide à la pierre kënne mat mobiliséiert ginn.

Ech wëll net ausschléissen, datt och de Privatsecteur sech dorunner ka bedeelegen, ënner Krittären. An do sinn ech eens mat jidderengem, deen dat hei ënnerstrach huet: Et kann net esou sinn, datt mer ee staatlech subventionéieren an herno eng Plus-value privatiséiert gëtt. Dat kann et net sinn! Dat ass net dat, wat ech verstinn ënnert der Zesummenaarbecht tëschent ëffentlecher a privater Hand, fir Logement abordable ze schafen. Et muss fair si fir béid Säiten an et muss och eng Perspektiv ginn, datt déi Logementer dann och mëttel- a laangfristeg fir deen doten Zweck kënnen zur Verfügung gestallt ginn.

An der Motioun vun de Gréngen, déi awer och vun de Kolleege vun der LSAP mat ënnerstëtzt gëtt, sinn eng Rei vu Punkten och nach eng Kéier opgelëscht, déi, mengen ech, bei der Regierung oppen Dieren arennen. Mir wëllen, datt de Remembrement ministériel kënnt an datt dat Gesetz, op d'mannst dee Volet aus deem Gesetz, esou schnell wéi

méiglech dann a Kraaft trëtt, well dat hëlleft, datt mer net méi blockéiert sinn, mee datt mer Projeten an Entwécklungen deblockéiert kréien a méi schnell kënne virugoen.

Mir wëllen de Baulandvertrag, well et eigentlech nach ëmmer e fairen Deal ass, zu engem ze soen: „Jo, mir huelen deen Terrain do eran, an op där anerer Säit hätte mer awer och gären den Engagement, dass du och elo an abseebarer Zäit eng Kéier dorop baus an deen och der Bebauung an der Entwécklung zouféiers. An et ass net, dass du einfach do däi Patrimoine erhéicht hues, datt deen Terrain elo einfach méi wäert ass an dat eigentlech just eng Kontabelsvaleur herno huet."

Jo, mir wëllen och, ech hunn et gesot, d'Besteierung vun net occupéierten Terrainen, net bebauten Terrainen, net occupéierte Logementer weiderféieren an och zum Ofschloss bréngen.

Mir brauchen effektiv mëttel- a laangfristeg eng Politick, wou mer d'Offer generell erhéijen. Do si mer eis, denken ech, eens hei. A mir brauchen awer och kuerzfristeg eeben eng Politick, wou mer d'Nofro erëm eng Kéier stimuléieren, an dat ass genau dat, wat d'Regierung hei mécht. Dat ass net, datt mer dat aus ideologescher Iwwerzeegung maachen, mee dat ass renge Pragmatismus, datt mer dat hei maachen.

Mir kënnen net nokucken, datt déi Produktiounscapacitéit, déi mer hunn, fir duerno erëm eng Kéier richteg lasszeleeën an duerno erëm eng Kéier all déi Wunnengen ze schafen iwwert déi Joren, déi mer brauchen a wou mer eis eens sinn, datt mer se brauchen, elo bei der Däiwel geet a reduzéiert gëtt. Well ech zweifelen éischter drun, esou wéi se haut ass oder wéi se war, datt dat duergeet, fir mëttelfristeg dat kënnen ze schafen. An eigentlech misste mer kucken, wéi mer se nach opgebaut kréien.

Jo, et gëtt hei och kee Schwaarz a Wäiss. Et gëtt ganz vill Grotéin. Mir mussen an den Detail kucke goen, wat hëlleft, bis wouhinner et hëlleft a wou et vläicht och eng Kéier net méi hëlleft. Mir musse cibléiert Mesüre maachen, déi – an do sinn ech och mat deenen d'accord, déi dat soen – do ukommen, wou mer et gären hätten, nämlech bei deene Leit, déi herno zu bezuelbare Konditioune solle kënne wunnen.

Jo, mir hunn e ganz grousse Retard opzehuelen iwwert déi lescht Joren an Joerzéngten, wou d'Kreatioun vu Logementer, Logements abordables a Logementer fir jiddereen – an do musse mer eis och eens sinn –, mengen ech, einfach der Entwécklung vum Land, der demografescher an der ekonomescher Entwécklung, net nokomm ass. Dee Retard musse mer ophuelen. An dat brauch d'Ustrengung vu jidderengem heibannen, virun allem natierlech am Beräich vum Logement abordable.

Här President, Dir hutt mech nach net dezent drop higewisen, datt meng Zäit souwäit ofgelaf ass, mee de Finanzminister mierkt, datt ech zu menger Konklusioun komm sinn, an hien iwwerhëlt dann elo. Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir waart perfekt mat der Zäitplanung, dofir hunn ech dat net brauchen ze maachen. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Finanzminister, den Här Roth.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Häre Deputéiert, ech wëll um Ufank ... Ech kucken, dass ech dat alles hikréien, mee vläicht kommen zum Schluss nach e puer Annoncen. Ech wëll fir d'éischt dem Här Bausch Merci soen. Et ass ëmmer séier gesot: „Mir maachen eng Interpellatioun", mee wann een dat mécht, muss ee sech fir d'éischt emol mam Problem ausenanersetzen an et muss ee virun allem dann och Propositioune maachen, wat den Här Bausch gemaach huet – iwwregens och alleguerten déi aner Intervenanten. Et muss een als Regierung net mat allem d'accord sinn, mee et ass awer en Echange vun Iddien an et gëtt jiddwerengem d'Méiglechkeet, fir ze kucken, wat een da gutt, besser oder ganz gutt fënnt.

Dës Interpellatioun erlaabt et awer och der Regierung, nach eng Kéier de Moossnamepak „Neie Schwong fir de Wunnengsbau" virzestellen a firwat mer verschidde Moossname wëlle maachen. Et ass effektiv e Pak mat méi kuerzfristegen, mee virun allem och mat mëttelfristege Moossnamen. De Logementsminister ass elo grad op eng ganz Panoplie vu Mesüren agaangen. Mee wat wichteg ass – an dat wëll ech ënnersträichen –, dat ass, dass mer elo kucken, kuerzfristeg méi ze bauen an dass och méi kaaft gëtt. An dat ass nei an där Situatioun, déi mer op dem Wunnengsbaumarché hunn. Well mir ënnerstëtze mat deem Moossnamepak den Eegenheemkeefer, mir ënnerstëtzen de Locataire, mir ënnerstëtzen den Investisseur, mir ënnerstëtzen och de Beruffsufänger a mir stëtze virun allem insgesamt d'Lëtzebuerger Handwierk. An dat ass dat, wat de Moment am wichtegsten ass. An ech ginn och e puer Zifferen herno, fir dat ze verdäitlechen.

Mir musse virun allem zesummen – an dat ass jo och gesot ginn – déi Kris hei meeschteren. Ech maache keng Vergaangenheetsbewältegung. Dat huet kee Sënn an dat ass och net zilféierend. Et ass ee Schlëssel, dee läit an der Hand vum Staat, ganz sécher, mee den Här Bausch a vill anerer hunn et ënnerstrach, mat de Gemengen zesummen an och mat den ëffentleche Bauträger. Mee et kann een och net – an duerfir hunn ech e bëssen eng aner Meenung wéi déi, déi Verschiddener hei duergeluecht hunn – de Privatsecteur einfach „außen vor" loossen, well ouni dee geet et hei och net. An ech wëll virun allem och net, dass een hei déi Déck géint déi Kleng an anerer ausspillt. Et ass eppes Gesamtes. A wa mer e klengt Land sinn, da muss jiddweree kënnen un dem Dësch sëtzen, fir eng Léisung ze sichen.

An ech wëll dofir och ënnersträichen, dass contrairement zu deem, wat gesot gouf, an dësem Fall d'Regierung ganz séier a virun allem ganz breet – ganz breet! –consultéiert huet. Dat ass net alles op deem Logementsdësch gewiescht, mee ech ka mech erënneren u séllege Sitzungen, déi mer haten, entweeder am Héichhaus oder an dem Finanzministère, mat ganz villen Acteuren, déi schonns genannt goufen, déi herno och sécherlech ronderëm de Logementsdësch zu Senneng souzen. Mee mir hunn zum Beispill och de Mieterschutz consultéiert. Mir hunn zum Beispill och d'FEDAS, d'Federatioun vun dem Acteuren aus dem Secteur social, consultéiert a vill anerer méi. Mir hunn den Ordre des architectes et des ingénieurs consultéiert an dem Héichhaus, soudass mer eis e grousst Bild konnte maachen. An doropshin, esou wéi mer d'Mandat och haten, den Här Meisch an ech selwer, hu mer der Regierung eng Rei vu Moossnamen an deem Projet de loi ënnerbreet, déi dann an enger méi breeder Ronn zu Senneng diskutéiert goufen.

Ech hunn a menger Budgetsried gesot, dass de Wunnengsbau a senger Gesamtheet – an dat ass net nëmmen de soziale Wunnengsbau, mee dat ass de Wunnengsbau a senger Gesamtheet – eng vun de weesentlechen, wann net de Moment déi weesentlechst Erausfuerderung vun dem Lëtzebuerger Land ass.

A mir hunn och gehandelt. An et war néideg fir ze handelen. Firwat? Mee well schonn 2022 am Dezember d'Handwierkerkummer op déi Situatioun am Bau opmierksam gemaach huet, well och de Statec eigentlech drop higewisen huet, dass déi autoriséiert Surfacen – an ëm déi geet et jo – zanter 2019 eigentlech schonns erofgaange sinn. An Enn Januar 2024 hu mer 2.516 Leit méi, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn, also op der Chômagelëscht sinn, an dat sinn der haaptsächlech, déi, wann och net laang-, mee kuerzfristeg, aus dem Handwierk a virun allem aus dem Bausecteur kommen.

A mir hunn eppes, ech mengen, dat kann een net a Fro stellen. Mir hunn et an der Finanzkommissioun gesot. Mir hunn et hei an der Plenière gesinn, dass zënter 2023 d'Enregistrementseinname beim Staat sech eigentlech halbéiert hunn. An da seet een, dass ee virun allem och muss op der Demande agéieren, well dat sinn 258 Milliounе manner wéi déi Jore virdrun.

An et gesäit een et och op dem Niveau vun de Baugeneemegungen. Mir haten 2023 4.458 Baugeneemegungen am Land. Dat ass den Niveau, Dir Dammen an Dir Hären, vun 2015. Dat ass also e Réckgang, dee sech op eng gewëssen Zäit bemierkbar gemaach huet.

An duerfir ass et och néideg, dass ee selbstverständlech mëttelfristeg an och kuerzfristeg weider op der Offer agéiert. Mee mir mussen awer och kuerzfristeg der Realitéit an d'A gesinn an dass mer och musse verschidde Saachen um Niveau vun der Demande maachen. An dat maache mer och.

Am Telegrammstil, well d'Zäit leeft virun: de bëllegen Akt. Kuckt emol, dee geet bei Eegenheemkeefer – bei Eegenheemkeefer! – nach eng Kéier vun 30.000 op 40.000 Euro erop. Bei enger Koppel sinn dat 80.000 Euro! Dat heescht awer schonn eppes. Dat heescht nämlech, dass déi Koppel bis zu engem Montant vun 1.140.000 Euro kann en Acte d'achat maachen, wou se dem Staat keng zousätzlech Enregistrementskäschte muss bezuelen. A wéi den Här Goergen ënnerstrach huet: Jo, et ass de Wëlle vun der Regierung, fir dass de Staat net zousätzlech och nach Fraisen drop zitt.

Da bei de Scholdzënsen, déi ee kann ofsetzen: Dat ass een Drëttel méi vun de Scholdzënsen. Huelt e klassesche Stot, zwee Kanner, zwee Erwuessener. Déi kënnen an deenen éischte fënnef Joer véiermol 4.000 Euro, dat si 16.000 Euro pro Joer, vun der Steier ofsetzen. Dat ass een Netto – een Netto! – weider vu ronn 1.800 Euro iwwert d'Joer. Dat ass also net näischt!

Dann ass geschwat gi vun der TVA Logement locatif 3 %. Ech hunn zu Bréissel mat zwee Kommissäre geschwat. Ech mengen, d'Kommissären haten éischter eng Meenung, dass se d'Gefill haten, fir deem Problem zu Lëtzebuerg hëllefen entgéintzegoen ... Et ass virun allem op dem techneschen Niveau, wou se gesot hunn: „Wann Der dorobber zréckgitt, da riskéiert Der, dee gesamten TVA-Saz vun 3 %, also dee bëllegen, superreduzéierten TVA-Saz fir Leit, déi en Eegenheem hunn, och ze verléieren." An dat war d'Ursaach, firwat mer et net an de Moossnamepak drageschriwwen hunn. Ech kann och nach eng Kéier probéieren, dass mer esou e Gesetz eng Kéier separat stëmmen, mat alle Risiken, wou ech mech éierlech gesot – an ech soen et och hei an der Chamber – net richteg trauen, à ce stade, compte tenu vun deene Réckmeldungen, déi mer do vu Bréissel kruten, dat ze maachen.

Ech wëll awer soen, dass mer ...

*(Interruption par M. Franz Fayot)*

Ech wëll Iech soen, Här Fayot, dass mer awer deem entgéintgewierkt hunn, nämlech andeems mer och –

an dat ass nei – an deem Moossnamepak de bëllegen Akt huele fir Leit, déi a Locatiounszwecker investéieren, wat eigentlech och an der Zilsetzung op dat selwecht erauskënnt. Nämlech kënne Leit, déi an de Logement locatif investéieren, déi jo dann och mussen Enregistrement bezuelen, 20.000 Euro pro Persoun – dat si bei zwou Persoune 40.000 Euro – aspuere par rapport zur Situatioun, wéi se elo ass.

Den Amortissement accéléré: Jo, elo kann ee soen: „Dat do ass eppes fir d'Promoteuren." Dat ass net nëmme fir Promoteuren, mee et ass och fir Leit, déi wëllen an de Steen investéieren, fir dass se en Deel vun hiren Erspuernisser huelen, déi se vläicht de Moment mat méi héijen Zënsen an anere Spuerprodukter hunn, an eriwwershiften an de Logement locatif.

An et ass jo och esou, dass dat net eng Moossnam ass, déi ad aeternum leeft. Nee, den Amortissement accéléré mat verbesserten Tauxe bis zu 6 %, dee leeft fir déi Acquisitiounen, déi dëst Joer, 2024, gemaach ginn, natierlech net nëmmen op dëst Joer limitéiert, mee dann déi Joren duerno. Mee d'Acquisitioun muss awer dëst Joer gemaach ginn. Firwat? Well mer e klore Message wëlle soen: Mir wëllen elo, fir dem Handwierk och ënnert d'Äerm ze gräifen, méi Wunnraum schafen.

Aner Moossname lafen an déi selwecht Richtung ewéi de Quart du taux global, limitéiert op d'Joer 2024. An Dir kënnt Iech nach erënneren, wéi deemools de Quart du taux global an d'Luucht gesat ginn ass, ma d'Nottären, déi souze Silvester bis owes 24.00 Auer do, fir dat ze maachen.

Dann hu mer och nach eng Wunnprimm fir Jobstarters. Dir wësst, wann en Employeur engem Jonken eng Subvention loyer gëtt, dann ass déi zum Deel defiskaliséiert. Sou, elo hunn ech nach zwou Minutte véierzeg.

Mir sinn awer och bereet, nei Weeër ze goen. An ech wéilt, Här President, wann Der mer domadder wéilt gnädeg sinn, der Chamber als Primeur soen, dass mer och dru schaffe mat Héichdrock. An ech hu mer selwer en Zil gesat, fir dat bis de Mee hinzekréien, nämlech alternativ Finanzéierungsmodeller ze schafen, an dat och am Sënn vun eise Staatsfinanzen, well mir kënnen net alles iwwert de Budget direkt finanzéieren.

Wat wëlle mer also maachen? Mir wëllen derfir suergen, dass mer de Bauentreprisen, déi net déi néideg Liquiditéiten hunn, fir de Moment hir Bauprojeten duerchzezéien, dat net aus hirer Portokeess kënne finanzéieren, ënnert d'Äerm gräifen. Firwat? Well Dir wësst, dass d'Banke gemengerhand, wann e Projet gemaach gëtt, zum Beispill eng Residenz, verlaangen, dass de Promoteur 80 % eigentlech vun deenen Appartementer verkaf huet oder zumindest op Compromis huet, soss riskéiert dee ganze Projet, wann net déi néideg Eegemëttel do sinn, net finanzéiert ze ginn.

Duerfir si mer amgaangen, zesummen ze kucken no enger Rei vun Alternativmodeller, an een dovunner géif dora bestoen, dass ee mat enger Rei Banken … An déi sinn och bereet, dat matzemaachen. Ech denken do virun allem un déi Banken, deenen de Staat am Joer 2007/2008 ënnert d'Äerm gegraff huet, well soss haut déi Banke vläicht net méi géife bestoen. An ech muss mech do virsiichteg ausdrécken: Ech géif et gutt fannen – soe mer dat esou –, wa vun deene Banken och an dësen Zäiten e Juste retour géif kommen a wann déi sech géifen dru bedeelegen, fir an dësen Zäiten ze hëllefen, de Wunnengsbaumarché ze dynamiséieren.

Duerfir géife mer zesumme mat deene Banken – well et sinn och déi, déi déi meeschten Immobiliekreditter maachen; ech brauch Iech se net ze soen, dat ass ënner anerem d'Spuerkeess, dat ass d'Banque générale, dat ass d'BIL, dat ass d'Raiffeisebank, dat ass och nach vläicht déi eng oder aner Bank, déi e lëtzebuergesche Sigel an hirem Numm huet –, kucken, dass de Staat géif d'Leit bei deene Prozenter, déi feelen, fir op déi 80 % eropzekommen, ënnerstëtzen, zum Beispill mat enger Promesse d'achat. Dat heescht, de Staat géif soen: „Ech kucken, iwwert dee Vehikel ze kucken, dass een op déi 80 % kënnt." Do sot Der: „Wéi maacht Der dat?" Majo, mir ginn Iech e Verspriechen, dass mir déi feelend Wunnengen zum Selbstkostepräis kënne garantéieren. An domadder kann dee Projet, deen en cours ass, op de Marché kommen. Also, dat ass d'Iddi, déi derhannert ass. D'Zilsetzung ass déi, fir zousätzlech Aktivitéit ze huelen, well eng ganz Rei vu Projeten de Moment eigentlech sprochräif sinn, mee wou gezéckt gëtt, fir déi da richteg ze realiséieren.

En zweete Punkt ass deen – ech soen dat och –, dass mer wëllen, dass bei der SNCI, also der nationaler Kreditt- an Investitiounsgesellschaft, déi eigentlech en Établissement public ass, mee och virun allem eng Bank ass, de Leverage …, dat heescht, dass ee méi Aktivitéite ka maachen an dass iwwert dee Wee déi Bank oder Investitiounsbank sech dann och u gréisseren Urbaniséierungs- a Wunnengsbauprojete ka bedeelegen. Duerfir musse mer och kucken, kuerzfristeg der Bank eventuell iwwer eng Gesetzesupassung – well dat Gesetz geet op 1977 zréck – déi Aktivitéiten ze erméiglechen, fir dass déi Bank och niewent deenen normale Kreditter, déi se iwwer Joerzéngte schonn un d'Entreprisë gëtt, ka kuerzfristeg um Niveau vum Wunnengsbau agéieren.

An dann eng drëtt a lescht Moossnam, Här President, wann Der dat erlaabt. Dat ass ugeschwat ginn, dat sinn déi sougenannten „Iwwerbréckungskreditter". Dir wësst, dass dat oft ugeschwat gëtt, net vun de Leit, mee virun allem och vu gréisseren Associatiounen a Gewerkschaften. Do si Leit, déi sinn heiansdo an enger Fal: Wa se versichen, dat eent Appartement, loosse mer soen, ze verkafen, fir eventuell en Haus ze kafen, da gi se d'Appartement oder déi Wunneng net lass, well d'Präisser falen a si mussen awer schonn zum Deel Zënse bezuelen op deem neie Gutt. Dat ass fir ganz vill Leit eng richteg Plo, well se natierlech héich Zënsen, verhältnismëisseg héich Zënsen, bezuelen.

Do ass awer de Staat net eleng Meeschter. Dat ass e Comité du risque systémique. Do gehéiert d'Zentralbank dozou, d'Bankenopsiicht, d'CSSF, gehéiert derzou, de Commissariat aux assurances an de Finanzminister. Deen ass wuel President vun deem Gremium, mee en huet net alles do ze soen. Firwat? Well déi Banken, ënner anerem zum Beispill d'Spuerkeess, gréisser Banke sinn, well dat systeemesch Banke sinn, déi net nëmme vun eiser CSSF gekuckt ginn, mee virun allem der Zentralbank zu Frankfurt ënnerleien an duerfir enger geneeër Préiwung ënnerleien.

Mir wëllen also kucken, dass de Logementsmarché an déi Problemer, déi um Logementsmarché bestinn, méi no kënnen nach an deem Comité du risque systémique gekuckt ginn, wou ënner anerem esou Problemer gekuckt gi wéi d'Zwëscheprêten, wéi d'Finanzéierungsméiglechkeeten, wéi zum Beispill dat, wat een u Garantië muss bréngen, well dat ass heiansdo richteg vill. Wa Leit investéieren, da musse se déi 20 % vun dem Invest net nëmmen als Garantie bréngen, och wa se schonn eng zweet Wunneng eventuell oder eng éischt Wunneng hunn, nee, mee se mussen déi sous forme vu Liquiditéite bréngen. Mee dir wësst awer, bei enger Millioun oder méi ass dat relativ vill an et geet mol net duer – an dat ass keng Spekulatioun –, wann een zum Beispill seet: „Ech hu verschidde Wäertpabeieren an engem Depot, déi kann ech emol net direkt ginn."

Mir kucken also, ouni dass de Finanzminister … D'Politick kann do net draschwätzen, mee mir wiere frou – dann drécken ech dat och esou aus, an ech mengen, net nëmmen d'Regierung, mee doriwwer eraus –, wann een do méi Flexibilitéit op deem Punkt kéint hunn, fir Problemer, déi vun der Zivillgesellschaft awer à diverses reprises denoncéiert ginn, kënnen entgéintzegoen.

Dir gesitt also – an domat schléissen ech –: D'Regierung léisst net labber. Weider Moossname sinn an der Ausaarbechtung. De Wunnengsbau bleift eng éischt Prioritéit. An elo steet hei „Enn vun der Ried".

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Finanzminister Merci. Effektiv eng liicht Zäitiwwerschreidung, mee ech hat awer d'Impressioun, datt d'Chamber interesséiert war, déi dräi lescht Moossnamen och nozelauschteren. Domat wär dann eis Diskussioun elo ofgeschloss.

***Motions***

Ech hu fënnef Motiounen heiuewe leien. An da géife mer mat der Diskussioun iwwert d'Motiounen ufänken.

***Motion 1***

Déi éischt Motioun ass deposéiert gi vum Interpellateur, dem Här François Bausch. Här Bausch, wëllt Dir nach dozou Stellung huelen?

**M. François Bausch** (déi gréng), interpellateur | Nee.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat ass net de Fall. Wie wëllt hei d'Wuert huelen? Den Här Baum, gesinn ech.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Zu der Motioun vun deene Gréngen, déi och ënnerschriwwen ass vun de Kolleege vun der LSAP, vun de Piraten a vun deene Lénken, wollt ech soen, dass d'Consideranten am Fong dat erëmginn, wat hei wärend deene leschte gutt dräi Stonne geschwat ginn ass.

Ech wëll dann op d'Invitten iwwergoen. Den éischten Invite hätt gären, jo, eng Previsioun iwwert déi nächst 15 bis 20 Joer. Ech mengen, den Här Minister Meisch huet Iech elo just heiuewe gesot, wat d'Previsiounen iwwert déi nächst fënnef Joer sinn. Dat heescht, dass de Staat do gewëllt ass, fir ronn annerhallef Milliard wierklech an de Grapp ze huelen. An ech mengen, dass eng Previsioun op esou eng laang Echelle schwéier ze maachen ass, ausser et seet een: „Ma da méchs de dräimol véier an eng hallef oder véiermol véier an eng hallef, fir dohinner ze kommen."

Zum zweeten Tiret: Do si mer net dermat averstanen, well mer der Meenung sinn, dass mer d'Leit, déi eppes verkafen iwwert déi Plus-value, net nach sollen zousätzlech belaaschten. Mir gi jo dëst Joer erof vun 21 % op d'Hallschent. An dofir menge mer, dass deen doten Tiret, op alle Fall an eisen Aen, kontraproduktiv ass zu deem, wat mer de Mëtte geschwat hunn.

Mam drëtten Tiret si mer ganz averstanen. Domat kënne mer liewen. Dat si jo och déi Projeten, déi quasi jiddwereen hei de Mëtten ernimmt huet.

Beim nächsten Tiret, do geet et ëm eng Harmonisatioun vun de Règlements sur les bâtisses. Dat ass den Interieursminister, deen ass de Mëtten net hei.

A fir de leschten Tiret, fir méi contraignant Objektiver ze schafen, do géif ech gären op den Artikel 29bis verweise vum Gesetz vun 2004, deen elo scho virgesäit, dass een an den Nouveau-quartiere muss 30 % abordabele Wunnraum maachen.

An aus all deene Beweeggrënn géif ech menger Fraktioun proposéieren, déi heite Motioun net matzedroen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Dann hunn ech elo nach zwou Wuertmeldungen, den Här Goergen an d'Madamm Schoos. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Och merci dem Här Bausch fir déi Motioun, déi mer och matgedroen hunn, well se och eis Meenung erëmspigelt. Dir hutt virun allem interessant Pisten dra fir de Finanzement, zum Beispill iwwert d'Plus-valuen, wou iwwer administrativ Weeër Rise-Plus-valuen entstinn. Dat muss een nun emol eng Kéier agestoen: Heiansdo kann ee Chance hunn a mat enger Wiss gëtt ee Millionär. An do ass eeben dann déi Fro, dass een déi Plus-valuen deementspriechend hëlt, fir nei Logementen ze bauen, an dat méi, wéi dat haut de Fall ass.

Mir hätten do natierlech nach d'Propos, dass een och nach an de privaten Invest dee Fong ..., mee dat ass jo eng Diskussioun, déi och nach op Regierungssäit leeft. Well mir hätten net nëmme gären iwwer Steieren, dass een déi géif erophiewen op deenen eenzelne Plus-valuen, wa mer ganz, ganz retizent do sinn, wann ee Steiere wéilt ophiewen, mee dass een och géif soen: „Wie fräiwëlleg investéiere wëll, kann investéieren", fir genau dat heiten ëmzesetzen, wat Dir fuerdert. Dat heiten ass awer scho mol e Schrëtt an déi richteg Richtung.

An Dir hutt virun allem dran, dass déi Terraine sollen endlech mobiliséiert ginn. Dat ass och ee vun de grousse Problemer an der aktueller Kris. Leit, déi et sech kënne leeschten, déi ginn elo keng Terrainen op de Marché. Déi wäerten déi Terrainen halen, bis de Marché sech duerch genuch Subventiounen erëm erholl huet, an da wäerte se duerno do déi Milliounen eraushuelen, déi se fir hir Terraine kréien. An dofir ass et elo de Punkt, wou mer déi Mobilisatioun musse maachen, fir dass d'Leit erëm en Daach iwwert dem Kapp kréien. Dofir wäerte mir dës Motioun och matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Georgen. Madamm Schoos.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Villmools merci. Villmools merci och fir dës Motioun. Mir wäerten déi Motioun hei sécher net matdroe kënnen. Ech erkläre mech och. Mir liesen hei Wierder wéi „nouvelles sources de financement pour l'État", Steieren, „projets de l'impôt à la mobilisation de terrains", „impôt sur la non-occupation de logements". Mir wëssen nach net, wéi mer „non-occupation" iwwerhaapt definéieren. An eisen Aen – ech mengen, ech hat et och schonn a menger Ried gesot – wäert sech dat just néierschloen dann herno bei de Keefer oder bei dem Locataire. Ech wéilt och begréissen, dass den Här Roth elo net direkt Steieren a senge Mesüren erwäänt huet, also op jidde Fall net déi Steieren, vun deene mir elo hei geschwat hunn.

*(Interruption par M. François Bausch)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Loosst d'Madamm Schoos schwätzen, wannechgelift.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Den Här Roth hat et elo selwer a senger 13-minütteger Ried net erwäänt. Den Här Logementsminister, den Här Meisch, hat et erwäänt, mee den Här Roth net, an hien ass jo dann awer Finanzminister – op d'mannst, wéi ech déi leschte Kéier nach gekuckt hat.

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Schoos, fuert weider.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Et steet awer net direkt do. Genau.

Dann, dat nämmlecht: d'„simplification des procédures communales". Dat hate mir och, dat begréisse mer natierlech. Mir mussen awer oppassen, och hei, et steet och do: „à introduire des objectifs contraignants de logement abordable pour chaque commune". Mir dierfen awer och net un d'Autonomie vun eise Gemenge goen. Ech mengen, et erkläert sech vu selwem: Mir kënnen déi Motioun net matstëmmen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Schoos. Dann huet den Här Bausch d'Wuert gefrot.

**M. François Bausch** (déi gréng), interpellateur | Här President, ganz kuerz. Ech wollt fir d'éischt emol soen: Déi zwou Saachen, déi den Här Baum do opgeworf huet, déi jo haaptsächlech de Grond sinn, firwat e senger Fraktioun suggeréiert, dat net ze stëmmen, déi erstaune mech e bëssen. Wann e seet, et kéint een net e Plang opstellen iwwer 15, 20 Joer, fir ze kucken, wou ee wat wëllt bauen a wat ee wëllt developpéieren, da wëll ech em soen: Precisement gëtt et en anere Beräich, dat ass dee vun der Mobilitéit, do ass e PNM, Plan national de mobilité, opgestallt gi bis 2035. A wat steet do dran? Do stinn e ganze Koup Infrastrukturen dran, wou fonnt gëtt, datt se noutwendeg sinn, fir datt d'Mobilitéit nach ka funktionéieren.

Parallell kéint een dat och hei maachen, menger Meenung no. Dat ass net esou komplizéiert. Do muss een och net ... An deem Plang do verlaangt keen, datt een elo bis op de leschte Centime schonn ausrechent, wat een do wëllt ausginn. An dat ass jo och flexibel. Da kéint een och soen, datt een all 15 Joer deen adaptéiert, mee zumindest wär dat eng Virausschau an dat géif och de Marché ganz anescht herno beliichten. Et géif vill méi Kloerheet drabréngen, wat de Staat da gär hätt – oder wat d'Allgemengheet gären hätt.

Also, duerfir: Ech sinn erstaunt, datt een dat als eppes Onméigleches ugesäit a mengt, et kéint een net iwwer fënnef Joer eraus plangen. Dat ass, wann een nëmmen a Walecheancen denkt, vläicht richteg, mee ech mengen, mir mussen endlech derzou kommen zu Lëtzebuerg, iwwer eng Walecheance bei esou grousse Infrastrukturprojeten erauszedenken.

Dat Zweet ass mat de Plus-valuen. Hei steet dat net, wat Dir dran interpretéiert. Hei steet just dran: „imposition des plus-values [...] réalisées suite à des décisions administratives". Dat heescht näischt anescht ... Dat ass just am Fall, wou an Ärem PAG ... Kommt, mir huelen eng Gemeng: Jonglënster. Wann d'Gemeng decidéiert: „Hei ass elo H2 a muer gëtt et H5. Dat heescht, Dir kënnt amplaz zwee Stäck fënnef bauen", well d'Gemeng fënnt, datt et wichteg ass, datt dee Quartier sech soll esou entwéckelen, da bedeit dat natierlech fir dee Proprietär, deen dat huet, datt deen, ounst datt en iergendeppes muss maachen, eng onwarscheinlech Plus-value kritt. An doriwwer muss een diskutéieren, fir datt een do awer méi muss zréckginn, wéi dat haut de Fall ass, un de Staat – oder un d'Gemeng. Ob un de Staat oder un d'Gemeng, dat muss een da kucken, wéi een et herno agencéiert. An et geet precisement just ëm déi Saachen, wou duerch en Acte public am Fong d'Valeur vun den Terrainen, vun den Immobilie massiv eropgesat gëtt, dat heescht eppes, wou deen eenzelne Proprietär guer näischt derzou bäigedroen huet.

A wann een dat wëllt esou diskutéieren, dann huet dat och näischt dermat ze dinn, datt kee méi – wéi soll ech soen? – eppes wëllt maachen, well ech menge schonn, datt wann Der an enger Gemeng sidd an Dir sot: „Mir wëllen e Quartier méi entwéckelen", an Dir sot do, de private Proprietär oder d'Promoteuren, déi wäre bereet, hei esouguer vun H2 op H5 ze goen, a wann Der deene géift soen: „Bon, Dir musst zwar en Deel herno ofginn", déi Promoteuren all géife soen: „Ma mir sinn direkt derbäi, fir do matzemaachen."

*(Interruption par la présidence)*

Duerfir, et geet hei just ëm déi. Ech wëll awer nach eng Kéier soen: „impôt sur la non-occupation de logements", dat steet am Regierungsprogramm dran.

*(Interruption par M. Fernand Kartheiser)*

Jo, et ass vläicht keng gutt Iddi, mee ech wëll awer just soen, dat ass awer net, wéi Dir et duergestallt hutt, datt mir eleng do derfir wären. D'Regierung ass och derfir. Dat ass och eng Saach, déi am Regierungsprogramm ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir hutt dat elo gesot, Här Bausch. Ech mengen, d'Zäit ass elo eriwwer. Dann hunn ech keng aner Wuertmeldung zu där doter Motioun.

Da géife mer zur Ofstëmmung vun der Motioun Nummer 1, déi vum Här François Bausch deposéiert ginn ass, kommen.

***Vote sur la motion 1***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20 Stëmmen, Nee: 40 Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 20 Jo-Stëmme géint 40 Nee-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson) ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par M. Félix Eischen), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par Mme Octavie Modert), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

***Motion 2***

An da komme mer zur nächster Motioun. Dat ass d'Motioun Nummer 2, déi deposéiert ginn ass vum Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach, wëllt Dir nach e puer Explikatioune ginn?

**M. Alex Donnersbach** (CSV) | Just ganz kuerz, Här President. Et ass, wéi gesot, eng Motioun, fir d'Regierung opzefuerdere respektiv ze ënnerstëtzen,

hire Soutien un d'Menagen an d'Konstruktioun weider oprechtzeerhalen, déi Mesüren, déi elo sollen decidéiert ginn, séier ëmzesetzen an eeben ze kucken, de Privatsecteur och an de Logement abordable matanzebezéien. Voilà.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Donnersbach. Ech hunn elo d'Wuertmeldung vum Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng), interpellateur | Jo, Här President. Éischtens emol: An där Motioun hei, kënnt Der Iech virstellen, feelen eis eng Rei Saachen, déi an eiser stoungen, vun deene mir mengen, datt se onbedéngt mussen drastoen. An dat Zweet ass: Fir eis ass awer och hei d'Tonalitéit par rapport zu deem, wat sech erwaart gëtt vun enger Rei Mesüren, esou iwwerschwänglech, datt mir déi Aschätzung net deelen. An duerfir kënne mer déi Motioun natierlech net matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Elo huet den Här Goergen d'Wuert.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Also, virun allem ass se ganz blummeg geschriwwe par rapport zur Regierung, mee ech mengen, dat gehéiert och derzou. Mir wäerte se och matstëmmen. Et si Punkten dran, déi ech och a menger Ried esou ugedeit hunn. Et sinn natierlech herno d'Detailer – an do kommen ech herno a menger Motioun nach eng Kéier drop zréck –, op déi et ukënnt, zu wéi engem Präis een zum Beispill déi VEFA keeft.

Dann, d'Chamber soll méi impliquéiert ginn. Jo, domat si mer alleguerten averstanen. D'Fro ass just, wéi Der et genau mengt als Majoritéitsparteien, well mir hu jo lo um Logementsdësch gesinn, dass et net esou war. Ech hoffen da mat deem heite Saz, dass et wäert an Zukunft besser goen an dass duerch de Vott vun dëser Motioun d'Chamber grad an dësem Dossier wäert méi agebonne ginn. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Bon, si ass an der Logik vun de Majoritéitsparteien. Et deckt sech mat deem, wat den Här Donnersbach virdrun och a senger Interventioun eis gesot huet. Ech mengen, ech war och kloer a menger Interventioun, dass mer do eng aner Zilsetzung, dass mer eng aner Orientéierung verfollegen. Dofir wäerte mer dës Motioun hei och net matstëmmen, well se eis awer ze vill eesäiteg ass an a verschidde Punkten och net wäit genuch geet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung.

Da géife mer zum Ofstëmmen iwwert d'Motioun 2 vum Här Alex Donnersbach kommen.

***Vote sur la motion 2***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 43, Nee: 17, a keng Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 43 Stëmme géint 17 Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par Mme Octavie Modert), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori.*

*Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson) ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

***Motions 3 et 4***

Da komme mer zur drëtter Motioun, vun de Piraten, vum Här Marc Goergen. Här Goergen, wëllt Dir d'Wuert nach huelen? Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Ech hat se virdrun an der Ried net erkläert. Et geet do ëm déi Projeten, déi elo zur Diskussioun stinn, déi sollen opkaaft ginn, well se um private Marché keng Ofneemer fannen. Ech kann d'Dräi an d'Véier matenee behandelen. Eis Iddi ass do, dass ee parallell, wéi et am Pacte Logement scho festgeluecht ass, dat zu engem Entsteeungspräis géif kafen. Dat heescht, dass een net higeet an do och nach Profitter drop ka maachen, wann de Staat schonn agräift an déi Wunnenge keeft fir herno den abordabele Wunnraum. An do hu mer eis eeben déi selwecht Formel erausgesicht, wéi se am Pacte Logement vun der viregter Regierung geholl ginn ass. Dat ass den Artikel 29bis, wou jo och d'Bicher oppe sinn an deementspriechend och do gewosst ass, wat eng Wunneng kascht, wa se gebaut ginn ass. Well mir net wëllen, dass elo de Staat géif massiv do de Gewënn sponsoren.

An déi véiert Motioun, déi geet iwwert dee selwechten Theema, mee do ass et esou, dass mer gären hätten, dass d'Chamberskommissioun, net d'Plenière, d'Chamberskommissioun, déi zoustänneg ass – Finanzen, Logement, dat musse mer nach kucken –, allkéiers zäitno informéiert gëtt, wann esou Projete wäerten opkaaft ginn. Dir hutt virdrun an der Motioun gestëmmt, dass d'Chamber wäert méi agebonne ginn. Dat heiten ass eigentlech herno a Musek ëmgesat, dass déi Chamberskommissiounen och iwwer alleguer déi Projeten, déi Der wäert opkafen, déi néideg Informatioune kréien. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert huelen? Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci, Här President. Wann Der erlaabt, da géif ech och déi zwou éischt Motioune vun de Kolleege vun de Piraten mateneen traitéieren. Ech muss Iech éierlech soen: Et ass elo eng Explikatioun komm, et ass awer extreem vag hei formuléiert. Ech muss Iech soen, ech kennen de Pacte Logement 2.0 net auswenneg. Ech kennen d'Krittären och net auswenneg. Meng Kolleegen hei op der Säit, déi sinn do vläicht méi dra wéi ech. Ech fannen, dass se extreem vag formuléiert ass, an dofir proposéieren ech, se net ze stëmmen.

Bei der Motioun 4, do géif ech Iech gären eng Ouverture maachen, an zwar follgend Ouverture: Dir géift gären informéiert ginn – an ech mengen effektiv, dass dat der Chamber zousteet informéiert ze ginn –, wat mat de Gelder geschitt, mat den ëffentleche Gelder. Ech stelle mer awer eng Fro iwwert d'Protection des données. Ech mengen, Dir kënnt Iech virstellen, dass mer net kënnen an d'Chamber kommen a soen: „Ma de Staat huet bei deem doten dat an dat an dat kaaft." Ech géif Iech als President vun der Logementskommissioun eng Propositioun maachen, déi och mam Här Minister ofgeschwat ass. Den Här Minister géif sech bereeterklären, fir all zwee Méint, a reegelméissegen Ofstänn an d'Chamber ze kommen, fir ze soen: „Lauschtert, dat hei ass dat, wat mer als Staat an de leschten zwee Méint entweeder als VEFA kaaft hunn, als Appartementer kaaft hunn oder als Terrain kaaft hunn, an dat doten hu mer an der Pipeline." Wann dat eppes ass, wat Iech kéint Satisfaktioun ginn, da géife mer dat maachen. An ech mengen, da kéint Der d'Motioun 4 zréckzéien. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Sinn nach Wuertmeldungen zu deem do Sujet? D'Madamm Bofferding an duerno den Här Lies an den Här Bausch. Pardon, deen hat ech virdru vergiess. Den Här Bausch ass nach vir, no der Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Ok.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo. Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Ben, d'Motioun 3: Ech kennen de Pacte Logement 2.0 zwar nach zimmlech gutt, mee et ass mer awer nach ëmmer net ganz kloer, wéi eng Krittären Der elo genau do wéilt adaptéieren. Ech mengen och net, dass dat esou einfach geet.

Par contre, déi véiert Motioun, déi fanne mer ganz sympathesch. Effektiv am Sënn vun der Transparenz solle mir och dozou Accès hunn. Mee iwwert d'Propos vum Här Baum elo, mengen ech, kann een och diskutéieren. Wichteg ass, dass mer informéiert ginn, a wichteg ass, dass mer do och kënnen eis Kontrollfunktioun wouerhuelen.

Dann déi fënneft Motioun: Déi fanne mer sympathesch. Ech mengen, et steet jo hei, dass dat mol soll iwwerpréift ginn, dass eng Méiglechkeet soll geschafe ginn. A wa sech dann erausstellt, dass dat méiglech ass, da kann een dat effektiv matdroen. Vun deem Aspekt hier wäerte mir d'Motioun matstëmmen, fir effektiv déi do Pist kënnen ze préiwen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng), interpellateur | Jo, Här President, bei der Motioun Nummer 3 hu mir änlech Problemer wéi d'LSAP, also wéi d'Madamm Bofferding elo erkläert huet. Duerfir, et ass mir net kloer genuch, wéi dat géif ugewannt ginn. Duerfir géife mir eis do enthalen, wann déi zum Vott kënnt.

Bei der Motioun Nummer 4 si mir derfir.

An d'Motioun Nummer 5 ass eis och sympathesch. Allerdéngs wëll ech awer och drop hiweisen: Dat ass extreem vag formuléiert! Also, éischtens mol, „bis zu engem bestëmmte Plaffong" an esou weider an esou virun. Also, ech hu kee richtegen Iwwerbléck, wat dat hei bedeit. Duerfir, ech hätt léiwer, ier mer dat hei einfach esou ofstëmmen, datt mer dat vläicht eng Kéier an der Kommissioun géifen diskutéieren, och mam Finanzminister. Ech mengen, dat wier méi räsonabel, wéi se einfach ofzestëmmen. Mee vum Grondprinzipp hier fannen ech et net onsympatesch.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Dann ass d'Wuert fir den Här Lies an duerno fir den Här Wagner.

**M. Marc Lies** (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech géif dann e puer Wuert iwwert d'Motiounen 3 a 4 soen. Bon, ech verstinn, wat den Här Goergen wëllt soen am Kader vum Artikel 29bis. Deen ass mer relativ geleefeg, respektiv awer och dat, wat d'CSV iwwert déi lescht Joren ëmmer gesot huet, datt am Artikel 29bis verschidden Insécurités juridiques dra sinn. Et sinn awer och Problemer dran, wann et ëm de Finanzement dovunner geet. An ech verstinn, wat den Här Goergen wëllt soen, wann e seet, datt de Baukäschtepräis effektiv dann hei vun hinnen, vun de Piraten, gefrot gëtt.

Ma ech mengen, esou einfach ass et awer net, fir dat pauschal ze gesinn an och pauschal dann op déi Präisser do ze reagéieren, well et gëtt nach een anere Facteur. Dat ass dann de Facteur vum Baugrond. An de Baugrond, dat ass awer genau d'Problematik, déi ëmmer hannert all Acquisitioun vun all Wunneng steet. An duerfir kann och d'CSV déi Motiounen 3 a 4, wéi gesot, well dat net kloer genuch enumeréiert ass, net matdroen a wäert duerfir och dergéintstëmmen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Lies. Den Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, d'Motioun 4 – an do gouf jo och schonn eng Propos gemaach vum Här Baum – stellt an eisen Ae kee Problem duer an déi kënne mir och matstëmmen.

D'Motioun 3 ass u sech interessant an ech hat dee selweschte Problem wéi jiddereen. Et ass mer e bësse méi kloer ginn, wéi den Här Goergen et duerno erkläert huet. Et ass trotzdeem nach e bësse vag, mee ech géif et schued fannen, wa mer se géifen ofschmetteren. Et ass normal, datt ee se net wëllt mat ofstëmmen, well se ze vag ass. Dofir mengen ech wierklech, et wier derwäert, déi Motioun an der Kommissioun ze diskutéieren a vläicht méi an d'Detailer ze goen.

Bei der Motioun 5, do si mer awer eendeiteg méi skeptesch. Mee allerdéngs, firwat net se och an d'Kommissioun mathuelen, fir doriwwer méi an dem Detail ze diskutéieren?

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Elo hu verschidde Riedner iwwer eng an déi aner iwwert déi zwou an déi aner iwwert déi dräi geschwat.

*(Hilarité)*

Elo musse mer Uerdnung drakréien. Här Goergen, Dir wollt als Auteur nach eng Propositioun maachen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ech ka vläicht e bëssen Uerdnung drabréngen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Also, d'Iddi beim Pacte Logement war jo ganz kloer esou, wéi et drasteet: „La valeur de la cession des logements abordables tient compte du prix de réalisation". Dat ass dat, wat deemools déi dräi Regierungsparteien am Pacte Logement eis hei virgestallt hunn. Ech weess, dass d'CSV do e bësse méi Bauchwéi dermat hat, dat war awer schonn am Pacte Logement eng Diskussioun.

Eis ass et einfach drëm gaangen, fir eng Formule ze fannen, déi ee kann huelen, zu wéi enge Präisser een elo déi VEFAen opkafe geet, well et ka jo net sinn, dass herno de Staat déi alleguerten opkafe geet an dass een do Risegewënner drop mécht. De Staat soll déi schonn zu Entsteeungskäschte kafen an net engem säi Gewënn do matfinanzéieren. An dat war eigentlech de Punkt, an do hu mer eis um Pacte Logement orientéiert.

Zur zweeter Motioun huelen ech gären d'Offer vum Här Baum un, dass mer eis all zwee Méint gesinn, fir déi Projeten ze kucken. Et geet mir och net drëm, d'Nimm oder wien dat alles ass ze wëssen. Et geet einfach drëm, dass mer eng Transparenz hunn, wat de Staat dann elo keeft. Mir schwätzen hei vun enger hallwer Milliard, an do wär et awer interessant, wann d'Kommissioun do matagebonne wär, am léifsten nach e bësse virdrun an net eréischt zwee Méint duerno, wann et scho geschitt ass. Mee dat ass einfach eng parlamentaresch Aarbecht, déi sollt gemaach ginn. Dofir sinn ech och gäre bereet, déi zréckzezéien. A sollt dat dann net de Fall sinn, bréngen ech se an zwee Méint nach eng Kéier. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, dat waren e puer Explikatioune vum Här Goergen. Elo muss ech definitiv Uerdnung drakréien.

Mir fänke mat der Motioun Nummer 3 un. Do ginn ech dervunner aus, datt mer se iwwer Vote électronique ofstëmmen.

***Vote sur la motion 3***

Dofir géif ech de Vott dovunner opmaachen. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

Mir hunn 3 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen a 17 Abstentiounen. Domat ass dës Motioun also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 3 Jo-Stëmmen a 17 Abstentiounen.

*Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par M. Marc Lies), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par M. François Bausch) ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Zur Motioun 4 wär dann ze soen, datt ech verstanen hunn, datt den Auteur d'accord ass, fir se zréckzezéien, an datt eng Propositioun vum Här Baum gemaach ginn ass, fir an der Logementskommissioun eng aner Method ze hunn, wéi een déi Dossiere suivéiert. Domat wär déi Motioun dann zréckgezunn.

*(La motion 4 de M. Marc Goergen est retirée.)*

***Motion 5***

Da komme mer zur Motioun 5. Här Goergen, do wollt Dir nach kuerz Stellung huelen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz kuerz, et gëtt spéit owes. Do war einfach d'Iddi, dass een d'selwecht wéi fir d'Scholdzënse géif higoen a soen: „Wann s de louns, kanns de dat och ofsetzen." Dat ass eigentlech eng Fairness, well op där enger Säit, wann e keeft, kann een déi Scholdzënsen op der Steiererklärung ofsetzen, mee d'Locataire hunn déi Méiglechkeet net. An dofir war eis Iddi – a mir hu kee Montant drageschriwwen, fir eeben eng gewësse Verhandlungsbasis herno och ze hunn –, dass een einfach seet: „zum selwechte Montant", fir dass et fair ass fir jiddereen, ob ee Locataire oder Proprietär ass, fir dass een do Steiergerechtegkeet schaaft a jiddereen dat selwecht kann ofsetzen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Donnersbach.

**M. Alex Donnersbach** (CSV) | Merci, Här President. Mir gesinn déi Propos éischter skeptesch. Ech mengen, mir hunn d'Subvention de loyer, déi méi geziilt an och all Mount de Locataire hei ënnert d'Äerm ka gräifen. An dat ass och de Grond, firwat ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzestëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Donnersbach. Dann huet d'Madamm Schoos nach d'Wuert gefrot.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Jo, just zur Motioun 5. Do si mir der Meenung, wéi och den Här Bausch, mengen ech, zur Motioun 5 gesot hat, dass dat heiten eng gutt Fro ass, déi awer eng seriö Diskussioun verlaangt. An do géife mir och proposéieren, wann ech richteg verstanen hunn, dat eventuell mat an d'Kommissioun ze huelen, fir do driwwer ze diskutéieren. Wann et elo hei zu engem Vott géif kommen, géife mir eis enthalen als Fraktioun. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Schoos. Ass nach eng aner Wuertmeldung dozou do?

*(Négation)*

Da froen ech fir d'éischt, ob den Auteur d'accord wär, dat mat an d'Kommissioun ze huelen.

*(Assentiment)*

An da froen ech de Plenum, ob de Plenum d'accord wär, fir se an d'Kommissioun ze verweisen. Ech géif dat mat Handophiewen ofstëmmen.

***Vote sur le renvoi de la motion 5 en commission***

Wie mat där Propositioun, fir se an d'Kommissioun ze schécken, d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen. Villmools merci.

Wien ass dergéint? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ech mengen, dee Vott ass kloer: Déi Propositioun, fir se an d'Kommissioun matzehuelen, ass net ugeholl. Infolgedesse wäerte mer iwwert se ofstëmmen. Ech stellen also d'Motioun Nummer 5 zum Vott.

***Vote sur la motion 5***

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass domat eriwwer.

D'Resultat vum Vott ass: 13 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen, 11 Abstentiounen. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 13 Jo-Stëmmen an 11 Abstentiounen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par M. Marc Lies), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par M. Meris Sehovic) ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt en Donneschden um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass domat opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 19.21 heures.)*

# 15e séance

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 43
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Changement de composition d'une commission parlementaire** p. 43
   M. Claude Wiseler, Président
3. **Question urgente n° 471 de Mme Alexandra Schoos relative à l'appareil de mammographie d'un centre d'imagerie médicale à Esch-sur-Alzette**
   **Question écrite n° 467 de M. Sven Clement relative à l'appareil de mammographie d'un centre d'imagerie médicale à Esch-sur-Alzette** p. 44
   Mme Alexandra Schoos | M. Marc Goergen | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
4. **8330A – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété** p. 44
   Rapport de la Commission des Finances : M. Maurice Bauer
   Discussion générale : M. Guy Arendt | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8330A et dispense du second vote constitutionnel
5. **8320 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat** p. 46
   Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité : M. Christophe Hansen
   Discussion générale : M. Luc Emering | Mme Claire Delcourt | M. Jeff Engelen | Mme Joëlle Welfring | M. Ben Polidori | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. le Ministre Serge Wilmes (intervention de M. Marc Goergen)
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8320 et dispense du second vote constitutionnel
6. **Dépôt d'une motion par M. Meris Sehovic** p. 52
   Exposé : M. Meris Sehovic
7. **Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la proposition de la Commission européenne relative à l'analyse automatisée des communications privées obligatoire pour tous les opérateurs de services de messagerie ou de courriel (Chat Control)** p. 53
   Exposé : M. Ben Polidori (dépôt des motions 1 et 2)
   Débat : M. Charel Weiler (dépôt de la motion 3) | Mme Carole Hartmann | Mme Liz Braz | M. Tom Weidig (interventions de M. Marc Goergen) | Mme Sam Tanson | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | Mme la Ministre déléguée Elisabeth Margue
   Motion 1 : M. Ben Polidori | Mme Sam Tanson | M. Charel Weiler | Mme Liz Braz | M. Tom Weidig | M. Ben Polidori
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
   Motion 2 : M. Marc Goergen | Mme Sam Tanson | M. Charel Weiler (intervention de Mme Sam Tanson) | M. Tom Weidig | Mme Liz Braz | M. Marc Goergen
   Vote sur la motion 2 (rejetée)
   Motion 3 : M. Charel Weiler | M. Tom Weidig | Mme Liz Braz | Mme Carole Hartmann | M. Ben Polidori | Mme Sam Tanson
   Vote sur la motion 3 (adoptée) (intervention de M. Meris Sehovic)
8. **Motion de M. Meris Sehovic concernant le déploiement des agents de la police judiciaire pour combattre la mendicité à Luxembourg** p. 61
   Exposé : M. Meris Sehovic
   Discussion générale et prise de position du Gouvernement : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures (intervention de Mme Lydie Polfer) | M. Laurent Mosar (interventions de M. Fred Keup, M. Mars Di Bartolomeo et M. Meris Sehovic) | Mme Lydie Polfer (interventions de M. Meris Sehovic et M. Marc Goergen) | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Georges Engel et M. David Wagner) | M. Meris Sehovic (interventions de Mme Lydie Polfer, M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, M. François Bausch et M. David Wagner) | M. Marc Goergen | M. Marc Baum
   Vote sur la motion (rejetée)


Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, M. Serge Wilmes et Mme Elisabeth Margue, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Gilles Roth,** Ministre | Nee, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat schéngt mer net de Fall ze sinn.

## 2. Changement de composition d'une commission parlementaire

Dann hunn ech eng Rei Kommunikatiounen.

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, ass folgend Änderung matgedeelt ginn: An der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région ersetzt den Här Meris Sehovic d'Madamm Sam Tanson fir de Volet Affaires européennes.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

*(Négation)*

Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber da mat dëser Ännerung averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 3. Question urgente n° 471 de Mme Alexandra Schoos relative à l'appareil de mammographie d'un centre d'imagerie médicale à Esch-sur-Alzette

## Question écrite n° 467 de M. Sven Clement relative à l'appareil de mammographie d'un centre d'imagerie médicale à Esch-sur-Alzette

Mir kommen elo zur Question urgente Nummer 471 vun der Madamm Alexandra Schoos an zur Question écrite Nummer 467 vum Här Sven Clement, béid iwwert d'Notzung vun engem Apparat fir Mammografien an engem privaten Zenter zu Esch. Madamm Schoos, Dir hutt fir d'éischt Wuert.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Villmools merci, Här Chamberspresident. A villmools merci och, dass ech déi dréngend parlamentaresch Fro och direkt hei un d'Gesondheetsministesch ka stellen.

Ech war e bësse verwonnert, dee Kader ass jo och schonn op den Ordre du jour gesat gi vun der LSAP an der leschter Gesondheetskommissioun an do hu mer driwwer geschwat, justement iwwert dee Sujet. An do hat d'Madamm Minister nach gesot, dass näischt géif virleien, wat si dozou kéint veruloossen oder de Ministère dozou kéint veruloossen, do d'Aktivitéiten ze stoppen. Dowéinst war ech ëmsou méi verwonnert, wéi ech da gëschter beim 100,7 a beim RTL héieren a gelies hunn, dass do all Aktivitéite bei der Imagerie HYGIE am Kader vum Scanner an der Mammografie gestoppt gi sinn an dass d'Rendez-vouse vun de Patienten anscheinend op déi véier Haaptspidolszentere verdeelt solle ginn.

An deem Kader géif ech da justement gär d'Froe stellen: Aus wéi engem Grond goufen déi Aktivitéiten da verbueden? Also wat ass den neie Moment, dee mer elo hu par rapport zu eiser Kommissiounssitzung den 28. Februar? Gëtt et heifir dann och eng legal Basis, dass déi Aktivitéite gestoppt goufen?

Doraus erschléisst sech da meng zweet Fro: Ass dee Verbuet temporär? Oder reversibel?

An dann och, well mer jo och hei un d'Patiente mussen denken: Mat wéi engem Delai mussen d'Patienten elo rechnen, fir e Rendez-vous an engem vun deene véier Spidolszenteren ze kréien? Wéi gëtt do d'Drénglechkeet evaluéiert? Well anscheinend hätt de Ministère gesot: „Do gëtt no der Drénglechkeet gekuckt."

An och: Wien këmmert sech an der Praxis elo ëm d'Verleeë vun deene Rendez-vousen? Muss dat de Patient selwer maachen? Këmmert sech do elo de Centre médical Esch/Alzette? Oder ginn déi Patiente kontaktéiert vun engem vun deene véier Spidolszenteren?

Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Schoos. An dann huet elo d'Wuert den Här Goergen, deen den Här Clement ersetzt. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten), en remplacement de M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och der Ministesch fir hir Disponibilitéit.

*(Interruption par M. Fernand Kartheiser)*

O, Här Kartheiser, ech hat Iech héieren!

Merci fir Är Disponibilitéit. Effektiv ass deen Zenter gëschter zougaangen, wéi mer an der Press matgedeelt kruten, aus verständleche Grënn, wéi ee virdru scho gewuer ginn ass. Elo ass et awer esou, dass am Land nach e grousse Retard u Rendez-vousen ass. An dofir hunn ech Iech d'Fro matbruecht, wat dann elo mat deenen Apparater wäert geschéien, sollt deen Zenter elo méi laang zoubleiwen. Well et ka jo net sinn, dass een op där enger Säit iwwer ee Joer muss op Rendez-vouse waarden an op där anerer Säit de Stëbs op den Apparater läit, déi eigentlech funktiounstüchteg wären. An do ass dann och d'Fro, ob Der scho wësst, ob aner Spideeler drun interesséiert wären, fir déi Kapazitéiten ze iwwerhuelen, well et geet jo awer ëm d'Patienten.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. An dann ass et un der Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet, fir eng Äntwert ze ginn. Dir hutt d'Wuert, Madamm Minister.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Esou, e schéine gudde Mëtten alleguerten. Jo, Dir hutt gelies, datt mer HYGIE gesinn hunn. Mir hunn HYGIE elo net verbueden, iergendeppes ze maachen, mee mir si mat HYGIE eens, datt esou, wéi d'Gesetz de Moment gestréckt ass, dat, wat si maachen, net konform ass zum Gesetz. A si hunn eis versécherht, datt si dann elo géifen op eis Demande hi Scanner a Mammografe mol roue loossen. An dat ass alles, wat mer kommunizéiert hunn.

En attendant kläre si mam CHEM, ob se net awer eng Kollaboratioun kënnen undenken, well si sinn un de CHEM erugetrueden an hu vum CHEM bis dato keng Réckmeldung kritt. Dat heescht, do wäerte mer eis deemnächst nach eng Kéier zesummesetzen, fir ze kucken, wéi dat da mam CHEM kéint eventuell zustane kommen.

Wat d'Delaien ubelaangt, sou hat Der eng Question parlementaire vum 7. Februar beäntwert kritt, d'Question parlementaire d'Nummer 301 vun der Madamm Lenert, dem Här Di Bartolomeo an der Madamm Closener. D'Delaie sinn erofgaangen. A wann et sollt Schwieregkeete ginn, fir elo ee vun deene Rendez-vousen ze verleeën, hu mer och ofgemaach mam Zenter, datt si d'Patiente kënnen un eis weiderginn a mir kucken dann, e Rendez-vous ze fannen.

An dat Lescht: Déi Apparaten, do musse mer op de CHEM waarden, ob si wëllen de Platto iwwerhuelen oder net. Voilà.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Madamm Minister villmools Merci fir d'Äntwert an och fir d'Disponibilitéit, direkt am Ufank vun dësem Nomëtten ze kommen.

## 4. 8330A – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété

Da komme mer zu dem nächste Punkt vun eiser Sëtzung, an dat ass de Projet de loi 8330A. Dat ass eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Publicité foncière am Beräich vun der Koproprietéit. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet zéng Minutten, all d'Fraktiounen an d'Sensibilitéiten hu fënnef Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech elo schonn ageschriwwen: den Här Guy Arendt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här David Wagner. An de Rapporteur huet elo d'Wuert, den honorabelen Här Deputéierte Maurice Bauer. Här Bauer.

***Rapport de la Commission des Finances***

**M. Maurice Bauer** (CSV), rapporteur | Här President, Dir Dammen, Dir Häre, ier ech elo zum eigentleche Projet de loi 8330A mat sengem Article unique kommen, erlaabt mer kuerz, Iech hei de Kontext ze erklären. De 17. Oktober d'lescht Joer ass de Gesetzesprojet 8330 vun der deemoleger Finanzministesch deposéiert ginn, e Projet de loi, deen d'Zil huet, fir d'Gesetz vum 25. Juli 2002 iwwert d'Administratioun vum Kadaster an der Topografie duerch en neit Gesetz ze ersetzen.

Am Artikel 18 vun deem Projet de loi ass virgesinn, den Artikel 4 vum modifizéierte Gesetz vum 19. Mäerz 1988 ze änneren, andeems den Delai vu 35 Joer fir d'Regularisatioun par rapport zum Cadastre vertical aus dem Gesetzestext soll erausgeholl ginn. Vu datt awer deen aktuellen Delai, fir konform ze si mat der Regularisatioun, elo schonns den 1. Abrëll 2024 ofleeft an dee ganze Projet de loi, den initiale Projet de loi, nach net prett ass, fir gestëmmt ze ginn, ass et fir all d'Acteuren immens wichteg, elo séier eng Léisung ze fanne virum 1. Abrëll dëst Joer an esou weiderhin eng Rechtssécherheet ze hunn iwwert de legale Kader vum Cadastre vertical.

De Staatsrot huet a sengem éischten Avis suggeréiert, den initiale Projet de loi 8330 an zwee separat Projet-de-loien ze splécken, andeems den éischte Projet de loi nëmmen den Artikel 18 aus dem initialen Text traitéiert, deen d'Gesetz vum 19. Mäerz 1988 modifizéiert, an den zweete Projet de loi all déi aner rechtlech Artikelen aus dem initiale Projet de loi traitéiert.

D'Finanzkommissioun huet doropshin decidéiert, dës Recommandatioun vum Staatsrot ze iwwerhuelen, an huet den initiale Projet de loi 8330 an zwee separat Projet-de-loie gespléckt: de Projet de loi 8330A, deen eenzeg an eleng den Artikel 18 aus dem initialen Text iwwerhélt, an de Projet de loi 8330B, deen all déi aner Artikele vum initiale Projet traitéiert an deen der Chamber zu engem spéideren Zäitpunkt virgeluecht wäert ginn.

Nodeems de Kontext gesat ass, komme mer haut elo, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dann zum Projet de loi 8330A. Dëse Projet de loi huet een eenzegen Artikel, deen, wéi gesot, den Artikel 18 vun dem initiale Projet de loi 8330 ersetzt an dee virgesäit, den Artikel 4 vum Gesetz vum 19. Mäerz 1988 iwwert d'Publicité foncière en matière de copropriété ze modifizéieren, andeems am Alinea 1 an dem éischte Saz d'Wierder „dans les trente-cinq ans" an am zweete Saz d'Wierder „dans ce délai" erausgeholl ginn an am Alinea 6 d'Wierder „et au plus tard à l'expiration du délai de trente-cinq ans fixé à l'alinéa 1er du présent article" erausgeholl ginn.

Mat dëser Modifikatioun gëtt all Referenz op den Delai fir d'Regularisatioun par rapport zum Cadastre vertical aus dem Gesetzestext erausgeholl, soudass de kruzialen Datum vum 1. Abrëll 2024 net méi applikabel ass an d'Acteuren um Terrain keng rechtlech Onsécherheet méi hunn no dësem Datum vum 1. Abrëll.

Fir kuerz ze rappeléieren: De Cadastre vertical betrëfft déi Gebaier, déi virum Gesetz vum 19. Mäerz 1988 iwwert d'Publicité foncière en matière de copropriété ënnert de Regimm vun der Koproprietéit gefall sinn. An et geet beim Cadastre vertical drëms, déi eenzel Deeler vun enger Koproprietéit genau ze erfaassen.

En Expert erstellt esou e Cadastre vertical, deen déi aktuell a reell Situatioun vun deem Haus muss mat der Situatioun, wéi se à l'origine aktéiert gouf, vergläichen a gegeebenefalls regulariséieren.

Dëst ass awer oft net méiglech oder ganz schwiereg wéinst ganz diverse Grënn, esou zum Beispill dem Feele vun Dokumenter oder Onstëmmegkeeten tëschent Koproprietären.

Duerch successiv Gesetzer gouf den Delai, fir de Cadastre vertical fir déi betraffe Gebaier ze realiséieren, ëmmer nees no hanne geréckelt, 1990 ëm fënnef Joer bis 2004 an duerno zweemol jeeweils ëm zéng Joer bis elo den 1. Abrëll 2024, ouni awer Friichte gedroen ze hunn.

Bis haut gouf den Delai also ëm 35 Joer no hanne geréckelt an haut musse mer feststellen, dass mer nach ëmmer ganz wäit ewech si vun enger kompletter Realisatioun vun allen noutwendege Cadastre-verticallen. En effet, vun de ronn 3.350 Dossieren, déi viséiert sinn, sinn der, Stand haut, manner wéi 1.900, wou de Cadastre vertical realiséiert ass a virläit, an 2004 (veuillez lire: 2014) waren et der 1.600.

Schonns 2014, bei der deemoleger Verlängerung vun dem Delai ëm zéng Joer, huet den deemolege Rapporteur, den honorabelen Deputéierte Franz Fayot, eng Rëtsch Pisten opgezeechent, wéi een dee Problem vun der Regularisatioun permanent geléist kéint kréien, ënner anerem d'Alternativ vum Ofschafe vun deem Delai, wat mir elo haut mat dësem Projet de loi realiséieren. Eng weider Verlängerung vum Delai ëm zéng Joer géif net vill bréngen a mir stéingen an zéng Joer alt erëm eng Kéier hei mat deem selwechte Constat: dass nach ëmmer net all déi viséiert Gebaier e Cadastre vertical realiséiert hätten.

Fir d'Administratioun heescht d'Ofschafung vum Delai, dass se an Zukunft weiderhin zwee verschidde Regimmer parallell geréiere muss, esou wéi se dat säit 35 Joer eigentlech och gewinnt ass ze maachen, mat engem ancien Régime vun deenen net regulariséierte Gebaier vu virun dem Gesetz vum 19. Mäerz 1988 iwwert d'Publicité foncière en matière de copropriété an engem nouveau Régime mat deenen Dossieren, déi regulariséiert goufen.

Wat d'Avisen ugeet, esou huet esouwuel den Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils ewéi och d'Chambre de Commerce keng Remarke gemaach par rapport zu dësem Artikel 4 vum modifizéierte Gesetz vum 19. Mäerz 1988 iwwert d'Publicité foncière en matière de copropriété. Wéi virdrun och scho beschriwwen, huet de Staatsrot a sengem Avis sech just iwwert dësen eenzegen Artikel prononcéiert a keng Remark um Fong gemaach.

D'Finanzkommissioun huet de Rapport an hirer Sëtzung vum 6. Mäerz 2024 ugeholl a fir all weider Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet. Als Sprecher vu menger Fraktioun hunn ech deem näischt bäizefügen a ginn heimadder och den Accord vu menge Kolleege vun der Fraktioun vun der CSV.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Bauer villmools Merci fir säi mëndlechen a fir säi schréftleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Guy Arendt** (DP) | Jo, merci, Här President. Ech hunn deem komplette Rapport, dee gemaach ginn ass, näischt bäizefügen an ech ginn den Accord vun der DP-Fraktioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Arendt. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Franz Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech si frou, dass de Rapporteur mäi Rapport zitéiert huet vun 2014, et ass effektiv zéng Joer hier. Et mécht mech net méi jonk. Ech sinn awer frou, dass ech deemools och schonn déi Pist gesinn hunn, déi mer dann elo haut adoptéieren. Ech mengen, et ass eng Fro vun der Sagesse, déi de Legislateur dann heiansdo huet, fir esou Saachen dann ze maachen, wann e gesäit, dass eppes net fonctionéiert. An ech ginn dann och domat den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Dann huet d'Wuert den Här Fred Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Heimadder ginn ech d'Zoustëmmung vun der ADR-Fraktioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. D'Madamm Sam Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, villmools merci. Ech denken, dass dat heite weist, dass een och kann heiansdo e Feeler redresséieren, quitte dass et elo ganz laang gedauert huet – mir schwätze vun engem Gesetz aus den 80er-Joren –, mee wann ee vun der Verwaltung gesot kritt, dass d'Perspektiv net do ass, dass de Rescht vun den Immeublë géif nach suivéieren, dann doe mer gutt drun, fir elo net nach eng Kéier den Delai ze verlängeren. Duerfir kritt Der och hei eisen Accord.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. An dann ass et um Här David Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Also, mir sinn och bereet, dëse Projet de loi matzestëmmen. Allerdéngs stellt sech awer trotzdeem eng kleng Fro. Also, mir hu Verständnis derfir, datt den Delai erausgeholl gëtt, a mir hu Verständnis derfir, datt d'Administratioun u sech déi Aarbecht net ka maachen. Et si jo nach bal 1.500 Gebaier, déi missten an de Cadastre vertical kommen. A wann ee kuckt, wéi vill Zäit se gebraucht hunn, fir dat virdrun hinzekréien, da misste mer nach 30 Joer – wat weess ech – ongeféier waarden.

De Problem, dee sech allerdéngs stellt, ass jo, datt och am Koalitiounsvertrag drasteet, datt dat Gesetz iwwert déi eidel stoend Wunnengen eréischt géif deposéiert ginn, nodeems de Cadastre vertical fäerdeg wär. An do stellt sech dann de Problem, wa mer den Delai eraushuelen, datt vläicht déi Gesetzgeebung, fir eeben eidel stoend Wunnenge kënnen ze taxéieren, aux calendes grecques wäert bleiwen.

Dat heescht, do stellt sech d'Fro, inwiefern d'Regierung sech awer verflicht, lo och an dëser Legislaturperiod trotzdeem e Registre national des bâtiments opzestellen, fir kënnen zu där Legislatioun ze kommen, oder ob d'Regierung och gedenkt, iwwert aner Weeër ze fueren, fir dat kënnen ze maachen. Deemno wéi ass de Cadastre vertical jo och net onbedéngt néideg, esou wéi dat och am Koalitiounsaccord steet ..., datt do drasteet, datt dat fir d'éischt misst geschéien. Mee mir wäerten dat jo net an deenen nächste fënnef Joer hikréien.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

Vu datt d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner elo opgebraucht ass, ass d'Wuert fir d'Regierung. Här Minister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dat hei wierkt eigentlech, wéi wann et e reng techneschen Dossier wier, mee e concernéiert ganz vill Leit dobaussen. An ech wëll duerfir, och wann et e Modèle de base ass, awer eng Rei vu Prezisioune ginn an och op déi Fro, déi den David Wagner, mengen ech, zu Recht gestallt huet, agoen.

Eigentlech géif ech soen: Net nëmmen an dësem Fall, mee heiansdo ass et gutt, wann een an der Politick d'Audace huet, fir eng Amende honorable ze maachen. An hei, mengen ech, musse successiv Regierungen Amendes honorables maachen, well dee Problem sech zënter 1988 stellt, an et stinn, wéi ech dat virdru gesot hunn an de Rapporter och richtegerweis prezis éiert, nach iwwer 1.400 Dossieren op.

Jo, et ass en Deel vun enger Gesetzgeebung, mee et ass awer och en Deel, dass d'Gesetzgeebung iwwer d'Koproprietéit u sech selwer verlaangt, dass et eigentlech an dem gréissten Deel vun de Fäll eng Unanimitéit brauch vun alle Koproprietären, fir dass een dat hei ka regulariséiert kréien. Well den Ursprong vum Cadastre vertical ass nun eeben emol eng Regulariséierung, déi op engem technesche Plang geschitt mat dem Averständnis vu sämtleche Koproprietären.

Ech fannen et och luewenswäert, dass de Conseil d'État onofhängeg vun dem Gesetz de base iwwert d'Reform vun der Kadasterverwaltung mat op de Wee geet, fir dat hei kuerzfristeg ze änneren. Well wat wier d'Konsequenz, wa mer dat elo net am Mäerz géife stëmmen? Mee dat wier ganz einfach, dass alleguerten déi Situatioune vu virun 1988, dat heescht vun eeleren Appartementer, vun eelere Residenzen, déi net regulariséiert wieren ..., dass do kee Verkafsakt méi kéint gemaach ginn. An duerfir ass dach eng gewëssen Urgence hei.

Den drëtte Punkt ass deen, an ech wëll dat och kloer soen: Och wann elo den Delai ewechfält, wann déi Regulariséierung, ech soen, implizitt gemaach gëtt, wëll ech awer eppes kloer soen. Dat ass Follgendes: Et soll net dobausse gemengt ginn, dass mat dem Fait, dass hei déi Obligatioun vun deem Cadastre vertical géif ewechfale mat dem Delai, kéinte Situatioune regulariséiert ginn, déi illegal sinn!

An ech erkläre mech: Dir hutt a ganz ville Gemenge Situatiounen, wou zum Beispill eng Limitatioun ass, an der Héicht ze bauen. Loosst eis soen: 2.8, dat heescht, ech kann zwee Stäck plus nach e Geschoss ënnert dem Daach hunn. Elo sinn natierlech vill Leit – bon, gewollt oder wuel wëssend – higaangen an déi hu gesot: „Ma déi 0,8, déi ech ënnert dem Daach hunn, aus deene maachen ech dann e weidert Appartement oder e Studio oder e Logement."

Wat illegal ass a wat och bei de Leit zu follgende Schwieregkeete féiert: Éischtens kréie se dat bei engem Notter an der Reegel net verkaaft, well dee mécht kee Verkafsakt, an zweetens ass déi Gefor, där se sech aussetzen, extreem grouss. Firwat? Mee wann eng Kéier en Incendie, dat heescht zum Beispill e Brand, do geschitt, da kënnt eng Assurance an der Reegel guer net derfir op. Firwat? Well déi soen: „Majo, do war iwwerhaapt keng Wunneng virgesinn." Also ech wëll am Numm vun der Regierung ganz kloer soen: Dat gëtt heimadder net regulariséiert!

Da kommen ech zum Schluss. Dat ass déi Fro, déi den David Wagner gestallt huet. Wann dat esou an dem Regierungsaccord steet, da soen ech: Ech huelen d'Engagement, dass fir déi Verwaltungen, déi dem Finanzminister ënnerstinn – dat ass ënner anerem d'Steierverwaltung, dat ass och zum Deel

den Enregistrement –, opgrond vun enger gudder Digitaliséierung, an déi brauche mer an deene Finanzverwaltungen ëmmer méi, dat hei net op d'laang Bänk sollt geschiibt ginn, fir dass iwwerhaapt herno kann eng Leerstandssteier erhuewe ginn.

Dat heescht, ech engagéiere mech hei fir déi Verwaltungen, déi vun dem Finanzministère ofhänken an déi en Deel derzou kënne bäidroen, dass dat net als Obstruktiouun sollt gebraucht ginn. Neen, déi Aarbechten, déi ginn onofhängeg dovunner virun, an ech wëll Iech och duerfir dat Engagement ginn.

An de leschte Punkt ass deen: Dir hat d'Méiglechkeet – wéi ech och, mengen ech –, d'Kadasterverwaltung ze gesinn. Dat ass impressionnant, wéi d'Kadasterverwaltung digitaliséiert ass. Dat kënnen d'Leit och praktesch gesinn op dem Internetsite vun der Kadasterverwaltung an ech géif mer eigentlech wënschen, dass all déi Verwaltungen – zumindest déi, fir déi ech däerf schwätzen; dat sinn déi, déi vum Finanzminister ofhänken –, de selwechten Degré de digitalisation hätten, well dat géif net nëmmen de Verwaltungen, net nëmmen den Aarbechtsofleef, mee virun allem de Biergerinnen an de Bierger vill zeguttkommen. An ech mengen, d'Digitaliséierung ass gradewéi déi kënschtlech Intelligenz net eppes fir sech selwer, mee et ass virun allem eppes, wat soll am Sënn si vun engem effikasse Staat, am Sënn vun einfache Verwaltungsofleef a virun allem am Interessi vum Bierger.

Dat gesot, soen ech Iech Merci, dass déi Suggestioun vum fréiere Rapporter Franz Fayot dann haut ënner engem CSV-Finanzminister hiren Néierschlag fënnt. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Regierung Merci. Domat wär d'Diskussioun dann ofgeschloss.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet. Ech maachen Iech wéi üblech drop opmierksam, datt Der Iech musst aloggen, wann Der wëllt mat ofstëmmen, well soss kënnt Der net mat ofstëmmen. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8330A. Den Text steet am Document parlementaire 8330A[2A].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8330A et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass dann domat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm an deementspriechend och kenger Abstentioun. De Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen unanime ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Christophe Hansen), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 5. 8320 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat

An da komme mer zum zweete Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, an do hu mer de Projet de loi 8320, eng Ofännerung vum Klimagesetz am Kader vum Europäeschen Emissiounshandelssystem. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 15 Minutten, d'CSV huet 31 Minutten, d'DP 24, d'LSAP 21, d'ADR 15, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk hunn 10 Minutten an d'Regierung huet 15 Minutten. Et hu sech elo schonn ageschriwwen: den Här Luc Emering, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Christophe Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité***

**M. Christophe Hansen** (CSV), rapporteur | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi 8320, iwwert dee mir haut ofstëmmen, modifizéiert an aktualiséiert d'Klimagesetz vum 15. Dezember 2020. An dat war néideg, well, wéi Dir wësst, sinn um europäeschen Niveau eis Klimaambitioune fir 2035 am sougenannte „Fit-for-55-Paquet" nach emol konsequent verschäerft ginn. Et handelt sech notamment ëm zwou Direktiven an zwee Reglementer, op déi ech duerno nach méi am Detail wäert agoen.

Mir kruten awer notamment och Avise vum Syvicol, vun der Chambre des Salariés, vun der Chambre de Commerce an natierlech och dem Staatsrot. Am Fong hätt dat heite Gesetz scho misse fir den 31. Dezember 2023 ëmgesat ginn. Mee, wéi sech dat gehéiert, hu mer natierlech missen op déi verschidden Avise waarden, fir och do d'Saache mat anzebauen. Ech kann Iech awer berouegen, dass mir mat deem Vott haut labber am éischte Véierel vun deene Länner sinn, déi dat doten elo schonn ëmsetzen, dat heescht, mir sinn do awer nach gutt an der Zäit.

An eiser Kommissiounssëtzung Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit gouf deen heiten Text de 7. Februar à l'unanimité ugeholl an dofir wollt ech hei och nach eng Kéier de Kolleeginnen an de Kolleege ganz häerzlech Merci soen.

Fänke mer u mat der Direktiv 2023/958: Déi betrëfft den zivile Loftverkéier, wou duerch dës Modifikatiounen elo déi gratis Certificate vun 2024 bis 2025 no an no auslafe gelooss ginn, fir dann am Joer 2026 integral gehandelt an dann och bezuelt mussen ze ginn.

Zousätzlech soll dann och nach eis Aviatioun elo graduell méi nohalteg ginn, an dat, andeems verstäerkt sougenannt „syntheetesch Carburanten" och méi sollen agesat ginn. Dat gëtt heiduerch encouragéiert, an dat ass wichteg. Obwuel d'Aviatioun – dat soe verschidde Leit – nëmme knapps 3 % vun de globalen Emissiounen ausmécht, ass et trotzdeem wichteg, dat ze maachen, well den Trend ass ganz kloer: Et gëtt ëmmer méi geflunn, an all 15 Joer, kann ee soen, verduebelt sech de Loftverkéier, an do gëllt et, och elo schonn dee richtegen Hiewel unzesetze fir d'Zukunft.

D'Changementer, déi duerch dës Direktiv 2023/259 (veuillez lire: 2023/959) an duerch d'Reglement 2023/257 (veuillez lire: 2023/957) un eisem Klimagesetz musse gemaach ginn, betreffen dann och d'Abezéie vum Schëfftransport an eis Klimaefforten. Och dat ass wichteg, well d'Schëfffaart steet weltwäit fir ronn 4 % vun de klimaschädlechen Emissiounen an duerch dëse Changement wäerten dann och d'Produkter an eise Regaler no an no e besseren $CO_2$-Foussofdrock hunn, an, ech mengen, dat ass eppes, wat jiddereen ënnerschreiwe kann.

Zudeem kënne mer awer och soen, datt eis Produkter dann och méi konkurrenzfäeg ginn zu Produkter, déi am Moment aus – ech soen elo – Latäinamerika, China oder och anere Länner importéiert ginn. Och bei der Konkurrenzfäegkeet ass et, mengen ech, wichteg, datt mer eise Betriber hëllefen.

Huet dat elo mëttelfristeg een Impakt op de Präis vun importéierte Gidder? Ech mengen, dat kënne mer net ausschléissen. Mee mir mussen awer och ganz kloer soen: Wa mer elo näischt maachen, ass de Präis, dee mer ze bezuelen hunn, à long terme e vill méi héijen, an dofir ass et wichteg, datt mer dat heite maachen!

Duerch déi selwecht Direktiv, déi ech elo genannt hunn, wäert awer och en europäeschen $CO_2$-Präis agefouert ginn. Wéi Dir wësst, hu mer schonn en $CO_2$-Präis, zum Beispill an der Industrie oder och am Energiesecteur. Dat gëtt awer elo och nach ausgeweit op d'Hëtze vu Gebaier an och zum Beispill de Verkéier. Wichteg ze soen an deem Kontext, ass natierlech, dass mir den $CO_2$-Präis bei eis zu Lëtzebuerg elo schonn hunn, contrairement zu anere Länner, an et kënnt also näischt Zousätzleches doduerjer op eis Bierger zou. An, ech mengen, et muss kee sech Suerge maachen, dass duerch dës Gesetzgeebung bei eis am Land a punkto Gebaier an Transport eppes méi deier géif ginn – just duerch déi heite Gesetzgeebung.

An déi lescht grouss Modifikatioun un eisem Klimagesetz betrëfft natierlech och d'Ëmsetzung vum Reglement 2023/256 (veuillez lire: 2023/956) an dat ass dee sougenannten „$CO_2$-Ausgläichsmechanismus un eisen Aussegrenzen", deen elo soll agefouert ginn. De sougenannte „Carbon Border Adjustment Mechanism" gesäit vir, dass bei Importer vu Produkter aus Drëttlänner wéi Stol, Aluminium an anere Gidder, déi ënnert den EU-ETS-System falen, an Zukunft och de geltenden EU-$CO_2$-Präis un der Grenz muss bezuelt ginn. An dat ass gutt, well duerch dëse System ginn op d'mannst op eisem Bannemaart gläich Konditioune fir gläich Produkter geschafen, an ech héieren och, datt eis Industrie ganz en faveur vun deem heite System ass an dat begréisst.

An, ech mengen, et ass awer och wichteg, datt een trotzdeem seet: Dat doten ass awer net dat, wat elo eis Produktioun an Europa wäert retten! Mir hu méi Chargen, wéi dat an aneren Drëttlänner ass. An dofir erlaabt mer trotzdeem, kuerz d'Kap ze wiesselen a kuerz eng perséinlech Bemierkung ze maachen, déi ech och schonn an der Kommissiounssëtzung gemaach hunn, an zwar: Deen heite System vum $CO_2$-Ausgläich un eisen Aussegrenzen ass keen Allheilmittel, fir ze verhënneren, dass eis Industrie no an no d'Schlappen an engem internationalen a globale Vergläich verléiert.

A firwat soen ech dat? Ma, well mer feststellen, datt d'Produktiounskäschten an der EU méi héich si wéi bei der Konkurrenz an Drëttlänner a well d'Schéier och nach ëmmer weider wäert auserneegoen, an dat wéinst enger ganzer Serie vu Facteuren: Eis Energiepräisser an der Europäescher Unioun si méi héich, eis Aarbechtskraaft ass méi deier. An dann: De Problem vum $CO_2$-Präis kréie mer natierlech duerch deen hei Mechanismus op d'mannst um Bannemaart ausgeglach, mee wéi ass et mat der Produktioun an der Europäescher Unioun, déi fir den Exportmarché geduecht ass? Wëlle mer déi Produktioun net méi oder si mer bereet, datt eis Industrie do no an no ofwandert?

Dat ass eng Fro, déi ech ganz kloer hei stellen. Ech mengen, dat hätt zur Folleg, datt mer sécher net méi propper Produkter an eise Regaler leien hätten, an natierlech ginn och do Aarbechtsplazen an Knowhow verluer. Ech mengen an ech denken, dass keen heibannen dat wëll.

A wéi kënne mir eis Industrie besser bei der Transitioun zu nohaltege Produktiounsmethoden ënnerstëtzen? Ech denken, hei kéint de Waasserstoff zum Beispill eng grouss Roll spillen, an do musse mer och elo schonn d'Jalone setzen, fir bei der Entwécklung vun der Produktioun, awer och der Konnexioun un e Waasserstoffreseau elo net den Zuch ze verpassen.

A wéi kënne mir kuerzfristeg a mëttelfristeg e besseren Accès op erneierbar a propper Energië kréien? Och dat si Froen, déi mer no dësem heiten Text awer musse beäntwerten, an ech mengen, dat sinn eng Rei Froen, wou eis Regierung sech muss asetzen, souwuel op nationalem Niveau wéi op europäeschem Niveau.

Dir Dammen an Dir Häre, dass mir eist Klimagesetz als eent vun deenen éischte Länner un eis Ziler vun 2035 upassen an domat de Fit-for-55 ëmsetzen, mengen ech, weist, dass dës Regierung ganz kloer hannert den europäesche Klimaziler steet an dass mir weiderhin eng Virreiderroll wäerten anhuelen, wat d'Ëmsetzung betrëfft. An ech soe bewosst „weiderhin", well eise Plan national, de sougenannte „PNEC", gëtt vun der Europäescher Kommissioun als virbildlech agestuuft, kritt do eng ganz gutt Zensur. An ech interpretéieren dat ganz kloer och als Kompliment un déi fréier Ëmweltministesch an hir Aarbecht, déi se gemaach huet.

Ech soen Iech villmools Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Rapporteur villmools Merci fir säi mëndlechen a fir säi schréftleche Rapport.

Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Luc Emering** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech mengen, den Här Hansen huet jo elo scho ganz vill technesch Detailer hei präisginn, soudass ech mech elo net méi wollt doranner verléieren. Mir stëmmen, wéi gesot, haut iwwert dat modifizéiert Klimagesetz vum 15. Dezember 2020 of. An ech mengen, dat ass eng ganz wichteg Saach aus deene Grënn, déi den Här Hansen elo hei genau erklärt huet.

Ech wëll awer och e klenge perséinleche Commentaire dozou maachen. Ech hunn an enger Statistik vun der World Bank nogekuckt, dass hei zu Lëtzebuerg eis Betriber zu 0,1 % responsabel si fir de Gesamt-$CO_2$-Ausstouss, deen an Europa stattfënnt. An ech mengen, do musse mer wierklech oppassen – mir hunn d'lescht Woch d'Liwwerkettegesetz hei an der Chamber gestëmmt –, dass mer, wéi den Här Hansen elo gesot huet, eis Industrie net auslageren, well mer eeben op deene Standuerter an den Drëttlänner keng Kontroll doriwwer méi hunn.

D'DP begréisst d'Aféierung vun dem $CO_2$-Grenzausgläich, genau wéi och den Här Hansen et gesot huet, och bekannt als Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, fir déi Phenomeener vum Carbon Leakage an de Grëff ze kréien.

Dann ass eng weider wichteg Saach och, dass de maritimme Secteur wéi och d'Aviatioun elo matconsideréiert gëtt. Och wann dat eis elo hei direkt net betrëfft, ass dat awer trotz allem, europawäit gesinn, e Risefacteur, deen onbedéngt muss matagebonne ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Demokratesch Partei ënnerstëtzt eng éiergäizeg Klimapolitick, well mir esou eng liewenswäert Zukunft fir d'Generatioune vun haut, awer och déi kommend Generatioune kënnen ofsécheren. Et gëtt keen Zweifel, dass eng Transformatioun néideg ass, an dat am Kader vun enger demokratescher Bedeelegung vun eiser ganzer Gesellschaft. Mir mussen d'sozial Wierkungen an d'Verdeelungsfroe konsequent ugoen an dëst och diskutéieren, fir dass eebe grad d'Betriber an och déi Leit, déi an de Betriber schaffen, net ze kuerz kommen.

Ech wëll dann och ganz gären op eng Rei Mesüren agoen, déi déi lescht Regierung och schonn en place gesat huet, wa mer iwwert d'Thematik Klimawandel diskutéieren. Ech mengen, et ass gesot ginn: D'$CO_2$-Steier war e wichtegt Instrument, och fir den Tanktourismus e bëssen an de Grëff ze kréien, well mir awer hei ganz villes ugerechent kréien, wou mer net direkt de Pollueur dervu sinn.

Et si weider wichteg Saachen ze nennen, wéi e Klima-Biergerrot et cetera. Ech wëll awer och soen, dass mer am Koalitiounsaccord ganz kloer Mesüren heifir drastoen hunn, wéi zum Beispill eng obligatoresch Flicht, dass op neie Gebaier muss eng Fotovoltaikanlag an Zukunft installéiert ginn, déi de Staat och souguer virfinanzéiert, wann d'Leit déi finanziell Mëttel net hunn. Wat och ganz wichteg ass: dass mer eng nohalteg Sozialpolitick bedreiwen.

Ech mengen, wat och ganz wichteg ze soen ass – den Här Roth, dee war virdrun hei –: dass mer am Budget, wéi Der e jo all kënnt gesinn, weider massiv – massiv! – Investitiounen an der energeetescher Transitioun virgesinn. Fir d'Ëmsetzung vum nationale Klima- an Energieplang sinn net manner wéi 2,5 Milliarden Euro virgesinn. An deenen zwee nächste Jore wäert do nach dee Chiffer kënnen no uewen ugepasst ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stinn op jidde Fall als DP hannert dësem Gesetzesprojet a mir stinn och hannert der Klimapolitick vun der Regierung. Mam Klimagesetz vun 2020 hate mer e staarkt Fundament kreéiert, wat elo mat dësem Text nach verstäerkt a méi effikass gemaach gëtt.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren. Ech soen och dem Rapporteur, dem Christophe Hansen, villmools Merci fir dee Rapport, souwuel dee schréftleche wéi dee mëndlechen, a ginn heimat vun der Demokratescher Partei, vun eiser Fraktioun, den Accord.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Emering. Dann ass elo d'Wuert fir d'Madamm Claire Delcourt. Madamm Delcourt.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, hei geet et zum gréissten Deel ëm Upassungen, déi op EU-Direktiven an EU-Reglementer zréckzeféiere sinn an domat och wéineg Ulass zu enger kontroverser Diskussioun ginn. D'LSAP ass och mat deene punktuellen Adaptatioune souwäit d'accord. Ech wéilt hei awer kuerz op e puer Punkten agoen, déi fir d'LSAP an dësem Kontext wichteg sinn.

Generell ass et jo esou, dass den Emissiounshandel adaptéiert gëtt un d'Zilsetzungen am Klimaschutz an un d'Trajectoire, déi et soll erlaben, d'Emissioune vun Zäregase bis 2030 ëm 55 % par rapport zu 1990 ze reduzéieren a bis 2050 d'Klimaneutralitéit ze erreechen. D'LSAP steet zu dësen Ziler a begréisst et deemno, dass ëmmer méi relevant Secteuren an den Emissiounshandelssystem agebonne ginn, wann dat et erlaabt, Investitiounen dohinzesteieren, wou se am effikassten zu der néideger Transitioun bäidroen.

D'Entreprisë mussen engersäits Ënnerstëtzung an Ureizer ugebuede kréien, fir an déi beschtméiglech Technologien ze investéieren, an anerersäits e kloert Signal kréien, dass si u Kompetitivitéit verléieren, wa si dat net maachen. Hei hat och de Franz Fayot e Gesetzesprojet, den 8314, mat der viregter Regierung op den Instanzewee bruecht, respektiv och iwwert d'europäesch Guidelines, wou d'Betriber am Fong e bësse méi intensiv Aidë kréien, wa se zu der Dekarbonisatioun bäidroen. An dat begréissen ech op dëser Plaz natierlech och.

Den Transportsecteur spillt do och eng ganz grouss Roll. Et ass wichteg, dass de maritimme Secteur agebonne gëtt. A mir begréissen et och, dass an Zukunft beim Fluchverkéier net nëmmen d'$CO_2$-Emissioune gekuckt ginn, mee och d'Kondenssträifen, déi och weesentlech zur Erwärmung bäidroen.

Här President, d'Reduktioun vun de gratis Emissiounsrechter an den Drock, fir innerhalb vun e puer Joer technesch op e ganz aneren Niveau ze kommen, stellen eng enorm Erausfuerderung fir d'Betriber duer. Dat gëllt selbstverständlech net nëmme fir d'Loft- an d'Schëfffaart. Domat sinn héich Käschte verbonnen. Déi Entreprisen, deenen et geléngt, sech ze adaptéieren, wäerten an der Zukunft besser Iwwerliewenschancen hunn.

Allerdéngs däerfen dës Efforten net torpedéiert gi vun enger Auslagerung vun energieintensiven Aktivitéiten an Drëttstaaten, déi net un déi selwecht Obligatioune gebonne sinn. D'Mesüren, fir de sougenannte „Carbon Leakage" ze verhënneren, sinn immens wichteg. Mir beginn eis politesch domat awer erëm méi an d'Richtung vu Protektionismus an Handelsbarriären, wat fir d'EU e Paradigmewiessel bedeit.

Oppe Grenzen, de fräie Persounen- a Wuerenhandel a weltwäit Handelsaccorden, déi Barriäre reduzéieren, gehéieren zu de grousse Prinzippien, op deenen de Wirtschaftswuesstum an de Wuelstand an der Europäescher Unioun berouen. D'Förderе vum bëllegen Transport a vum Ausbau vun Transportinfrastrukture waren ëmmer e wichtege Bestanddeel vun der EU-Politick.

Dat brëngt vill Virdeeler, schaaft awer och Ofhängegkeeten, déi mir an de leschte Jore besonnesch ze spiere kruten. Am Kontext vun der Pandemie ass et erëm méi wichteg ginn, dass mir innerhalb vun der EU wäitgeeënd autark sinn, wann et ëm d'Produktioun vun essenzielle Gidder geet. Kuerz Transportweeër a lokalen Handel kréien erëm méi Bedeitung. An de kommende Jore wäert do also en neien Equiliber musse fonnt ginn, dee Konsequenze fir eis ganz Gesellschaft huet.

Eng vun de Konsequenze wäert sinn, dass generell d'Präisser fir vill Konsumgidder an d'Luucht ginn. Dat riskéiert zu ganz seriöe soziale Problemer ze féieren, wann d'Politick net géigesteiert. D'Justice climatique, de sozialen Ausgläich fir ëmmer méi contraignant Klimaschutzmesüren an d'Solidaritéit an der Gesellschaft sinn dofir an den Ae vun der LSAP eng Grondviraussetzung, fir dass d'Klimaschutzziler kënnen erreecht ginn. Och Leit mat klenge Revenue sollten hiert Haus kënnen energeetesch sanéieren.

D'Erausfuerderungen, virun déi eis de Klimawandel stellt, ginn awer wäit doriwwer eraus. Mir wäerte méi ewéi jee musse kämpfe fir en Europa, dat op Wäerter baséiert. En Europa, dat d'Allgemengwuel iwwert d'ekonomesch Interessie vun enger Minoritéit stellt. Eng Politick, fir déi de Kampf géint Inegalitéiten an Aarmut Prioritéit huet. Nëmmen esou wäert de laangfristege soziale Fridden an der Europäescher Unioun kënne garantéiert ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Madamm Claire Delcourt Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken – soss vergiessen ech et – dem Här Christophe Hansen en häerzleche Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Den Ëmwelt- a Klimaschutz ass natierlech eppes, wat all d'Parteie matdroen. Als ADR wëlle mir awer dëse Sujet méi pragmatesch ugoen. Mir wëllen ofweien, wéi eng Mesüre wierklech hëllefräich si fir de Klima- an Naturschutz. Eiser Industrie- an Handelspolitick wëlle mer keng onnéideg Oplagen opzwéngen, déi d'wirtschaftlech Entwécklung bremsen. Mir hu jo rezent gesi bei eise Baueren, zu wat dat kéint féieren.

Mir all wëssen, datt och déi europäesch Wirtschaft de Moment mat engem ganz onstabillen Ëmfeld konfrontéiert ass. Mir bleiwen do oppen, och wat déi nei Technologien ugeet. Den Ëmweltschutz wéi och de Schutz vun eise Ressourcë leien eis um Häerz an dat ass eppes, wat all räsonabele Mënsch kéint ënnerstëtzen.

Mee wat wierklech geféierlech ass fir eis Gesellschaft, ass, eng radikal Wend ze maachen, ouni vill nozedenken iwwert déi wirtschaftlech a sozial Konsequenzen. An och dat musse mer am A behalen, dat ass fir ons wichteg!

De mënschegemaachten Afloss op de Klimawandel gëllt et selbstverständlech ze kontrolléieren an ze bremsen. Mir mussen oppassen, datt mer déi ganz Diskussioun mat der néideger Sachlechkeet uginn. Mir mussen eis kënnen op ofgeséchert wëssenschaftlech Erkenntnisser verloossen. Mir wëssen all net, wat fir eng Technologie sech wäert an Zukunft als gutt oder schlecht erweisen. Fir eis als pragmatesch Partei ass dat Wichtegst, wéi ee kann elo realistesch eppes maachen. Als klengt Land soll a muss een och säin Deel derzou bäidroen.

An deem Kontext muss een och soen: Mir haten déi lescht zeg Joren e stramme Wuesstum hei am Land. Dat war och net glécklech an dat stellt eis viru grouss Problemer a ville Beräicher. Esou wäit emol eng generell Iwwerleeung.

Elo eriwwer zu deem Volet, deen eis haut méi beschäftegt, an dat sinn de Fluchverkéier an d'Schëfffaart. Hei muss een och wëssen, datt mer als EU eis an d'Ofhängegkeet eramanövréiert hunn, wat d'Importer aus sougenannten „Drëttlänner" betrëfft. Dat hu mer jo och däitlech gesi bei der Coronakris. Dat ass e Fakt, deen een net esou séier behiewe kann, net vun haut op muer, wéi mir ons dat wënschen. A wa mer den Import net méi hunn, da gëtt et schwéier. Mir hunn dat scho bei enger Rei Saachen déi lescht Joren erlieft.

Et muss een och wëssen, datt d'Energieversuergung an der EU dee gréisste Problem ass. Et muss een och wëssen, datt déi héich $CO_2$-Taxen, déi d'Industrie an Europa ze bezuelen huet ..., da si mer net méi konkurrenzfäeg mam Rescht vun der Welt, wann dat do net geschitt. A sou wéi et de Moment ausgesäit, dierft dat net esou séier antreffen. Duerfir musse mer oppassen, datt mer deen Aascht, op deem mer sëtzen, net selwer ofschneiden. Dat ass deelweis deen Däiwelskrees, wou mer eis dra beweegen.

Elo féiere mer eng $CO_2$-Tax an op europäeschem Niveau, wat d'Loftfaart an d'Schëfffaart betrëfft, mat der Hoffnung, hei eng Reduktioun vun den Emissiounen erbäizeféieren, dat am Zäitrame vu ronn zéng Joer.

Do hu mer awer zwee Beräicher, wou mer Bedenken hunn: Déi komplett Loftfaart kritt sech net esou séier ëmgestallt, wéi mer ons dat all heibanne wënschen. Fir unzefänken: D'Ëmstellung op méi ëmweltfrëndlech Energiequellen dierft an der Loftfaart ganz schwiereg ginn. Do ass, wat d'Biofuels betrëfft, d'Entwécklung nach am Ufanksstadium. Ob mer déi elo schonns bäigemëscht hunn oder net, ass mir net bekannt.

Op der anerer Säit: Fir an der Loftfaart eng komplett Flott ëmzestellen, brauch een op d'mannst 20 bis 30 Joer. Wann een eenzel Fligere géif verkafen, kommen déi an anere Länner op der Welt an den Asaz an domadder ass dem Klima weltwäit gekuckt net gedéngt. Dobäi hunn eenzel Fligerconstructeure Schwieregkeete mat de Finanzen an dem Liwwerpotenzial.

An zweetens bréngt dës Aféierung vun enger $CO_2$-Tax och eng Verdeierung vun de Wuere mat sech, wou mer ee groussen Deel dréngend brauchen, well déi an Europa net ze fanne sinn oder well mer déi mat de Joerzéngten ausgelagert hunn. An dat betrëfft haaptsächlech déi Äermst vun eiser Gesellschaft, dat sinn der jo, wéi mer all wëssen, net wéineg.

Dat schreift och d'Chambre des Salariés an hirem Avis, an ech zitéieren hei d'Chambre des Salariés: „Tandis que l'impact régressif de la taxe carbone nationale est partiellement compensé grâce à un crédit d'impôt ciblé, nous tenons à souligner que la hausse conséquente du prix de vente de la mise aux enchères des quotas SEQE provoque un impact régressif similaire qui touche de manière disproportionnée les ménages moins aisés." Ech mengen, dat soll een net ausser Uecht loossen. „Toutefois, aucune mesure sociale compensatoire n'est prévue à ce stade."

Des Weidere schreiwe si am Artikel 70: „Or, vu la hausse considérable du prix par tonne d'émissions et prise en compte des nombreuses modifications adoptées récemment au niveau européen qui risquent d'avoir en effet haussier sur le prix futur, nous demandons que le Gouvernement lance une analyse de l'effet régressif de la hausse du prix du carbone dans le cadre du SEQE sur le pouvoir d'achat des ménages vulnerables et introduise des mesures sociales compensatoires pour contrecarrer ce phénomène injuste."

Dobäi muss ee feststellen, datt d'Einname vu Lëtzebuerg aus dem Europäesche Sozialfong aus dem Beräich Klima ganz begrenzt sinn. An op der anerer Säit dierft, wa mer op dee Wee gi vum Ausgläich, all dëst eng Staang Geld kaschten, zwar eréischt no enger Rei vu Joren, mee ob mer dat Geld dann hunn, dat ass eng aner Fro. Dorobber muss een nach zréckkommen.

Doduerch ass d'Zukunft vun eisem Land ganz fragill an et muss ee sech froen, ob mer dat packen. Duerfir wäerte mir dësem Gesetz net kënnen eis Zoustëmmung ginn. Mir sinn zwar net géint d'Erofsetze vum $CO_2$, mee déi Begleetmesüren, déi loossen awer vill ze wënschen iwwreg an déi ginn eis keng Satisfaktioun.

An dee leschte Punkt, deen een net soll ausser Uecht loossen: Dat bréngt och Nodeeler mat sech, wat d'Konkurrenzfäegkeet vun eise Betriber baussent der EU ubelaangt. Mir géifen an deem Sënn e méi rationale Wee aschloen. Sou wéi et och an eisem Walprogramm steet, géife mer éischter do usetzen, wou haut eng massiv Klimaverschmotzung an der Welt virzefannen ass. Dës Länner solle mer a Form vu wirtschaftlecher Zesummenaarbecht derbäi ënnerstëtzen, op méi klimafrëndlech Technologien ëmzeklammen. Mir si jo an deem Sënn mat enger Problematik konfrontéiert, déi net bei de Länner an och net bei de Kontinenter ophält. An deem Sënn géife mer de Problem als Ganzes upaken.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engelen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Text, iwwert dee mer haut ofstëmmen, passe mer den Handel mat Emissiounszertifikater un. Dëst, fir dem Eropsetze vun de Klimaziler weltwäit an an der EU Rechnung ze droen, fir industriell Aktivitéite besser virun onfairer Konkurrenz ze schützen a schliisslech fir d'Reegelwierk op nei Secteuren auszeweiten.

A menger Funktioun als Ministesch hat ech d'Éier, net nëmmen um europäesche Plang un deene betreffenden Texter matzeschaffen, mee och se heiheem an e Projet de loi ëmzesetzen, deen am Oktober d'lescht Joer deposéiert gouf.

Dës Texter sinn, zesumme mat deem gesamte Wierk vum europäesche Fit-for-55-Pak, e gutt Beispill fir e Resultat vun engem laangjäregen Asaz vun de progressive Kräften an Europa, ouni déi mir elo keen esou kloren an effikasse Kader hätten, fir d'Mënsche virun Extreemwieder ze schützen a fir eis ewech vun der Ofhängegkeet vun de knaschtegen Energien hin zu enger fortschrëttlecher an inklusiver Gesellschaft ze entwéckelen. Et weist, dass mir zesummen als EU de Wee zur Klimaneutralitéit konsequent uginn, ouni dobäi de sozialen Ausgläich aus dem Bléck ze verléieren, an domat och Moossstief fir d'Ëmsetzung vun der Klimapolitick weltwäit setzen.

Lëtzebuerg huet an all dëse Joren net drop gewaart, dass den europäesche Kader sech festegt, iert heiheem geschafft gouf, mee mir hunn heiheem proaktiv wichteg Pilieren ëmgesat – zum Beispill d'Klimagesetz vum Dezember 2020 mat chiffréierten Ziler – a Lëtzebuerg war eng Zuchkraaft, souwuel an Europa wéi och um internationale Plang, zum Beispill am Kader vun der Ausschaffung vum Paräisser Klimaaccord 2015.

Och wann een heiansdo den Androck kéint kréien, dass de Klimaschutz aktuell net onbedéngt zu deene beléiftsten Theeme gehéiert – e Phenomeen, dat laut engem rezenten Artikel am „Wort" op eng Zort, an ech zitéieren, „Klima-Bashing" EU-wäit vun de Parteien, an ech zitéieren nees, „riets aussen" zréckzeféieren ass, e Muster, dat een ëmmer méi kloer erkennt –, trotz oder grad wéinst dëser Situatioun

hu mer grad elo eng gemeinsam Verantwortung, fir dësen Asaz weiderzefëieren.

D'Dréngleechkeet vum Klimaschutz hëlt net of, mee ganz au contraire: Et vergeet quasi kee Mount, ouni dass d'Spezialisten aus der Wëssenschaft weltwäit eis drop opmierksam maachen, dass nees en neien Temperaturrekord geknackt gouf. Just als Beispill: Meteolux huet virun enger Woch gemellt, dass de Mount Februar vun dësem Joer dee wäermste säit dem Ufank vun den Opzeechnungen ass. An dat ass just ee Phenomeen nieft villen anere Laangzäitphenomeener, déi kloer ze erkennen, voire ze spiere sinn.

An de Beräicher Ëmwelt a Klimaschutz goufen iwwert d'Joren ëmmer nees nei Weeër ausprobéiert, fir déi wirtschaftlech Aktivitéiten an d'Kompetitivitéit vun europäesche Betriber engersäits laangfristeg ze stäerken an anerersäits hir Aktivitéiten an Aklang ze brénge mat eise limitéierte Ressourcë respektiv mam Schutz vun eise kollektive Gidder wéi propperer Loft, gesonder Natur oder engem funktionéierende Klima.

Iwwert d'Joren hu sech, vereinfacht ausgedréckt, dräi grouss Kategorië vu Mechanismen als effikass erauskristalliséiert, déi ausserdeem komplementar zuenee sinn: Nieft fräiwëllegen Ureizer wéi Sensibilisatioun, Guidelines, Labeling, Zertifikatiounen oder finanziellen Ënnerstëtzungen, déi richtegt Handelen erméiglechen, ervirhiewen a belounen, gëtt et a ville Beräicher Encadrementer duerch technesch Reegele wéi sektoriell Reglementatiounen a Geneemegungen – déi sougenannte „Command-and-Control-Approche" –, déi genee festleeën, wéi soll geschafft ginn, a schliisslech och maartbaséiert Methode wéi zum Beispill Taxatiounen oder Handel mat Emissiounszertifikater.

Deen Text, iwwert dee mer haut elo ofstëmmen, ass e gutt Beispill fir dës drëtt Kategorie vu Mechanismen an also e weidert wichtegt Puzzlesték an engem grousse Kader. Et geet heimat drëms, dat bestoend Maartinstrument, den Emissiounshandel, dee sech an all de Joren als wichtegen Outil bewäert huet, ze erweideren, fir de kommerzielle Lofttransport méi klimafrëndlech ze maachen duerch e progressiivt Erofsetze vun de Gratisquoten an d'Iwwerwaache vu weidere Loftemissiounen, déi d'Effekter op de Klimawandel noweislech verstäerken, fir och de Schëffstransport an den ETS opzehuelen a soumat déi domat verbonnen Emissioune progressiv ze reduzéieren, an och fir de bestoenden ETS unzepassen an och hei d'Verdeele vu Gratisquoten etappeweis auslafen ze loossen.

Zousätzlech soll en $CO_2$-Grenzausgläichsmechanismus schrëttweis agefouert ginn, wat eng laangjäreg Demande vun der europäescher Industrie war an deen, wéi schonn oft gesot ginn ass, déi europäesch Hiersteller aus bestëmmte Secteure wéi Zement- a Stolhierstellung soll schütze virun onfairer an net klimareguléierter Konkurrenz duerch Importer aus Net-EU-Länner.

E weidert Element, dat mir um Häerz louch, war, fir bei dëser Geleeënheet och eng Verlängerung vum Delai fir d'ëffentlech Befroung zum nationalen Energie- a Klimaplang vun engem Mount op zwee Méint mat an den Text eranzebréngen, soudass d'Leit heiheem déi néideg Zäit kréien, fir sech dëse Plang unzekucken, fir sech eng Meenung dozou ze bilden. Heimadder passe mer d'Gesetz opgrond vun aktuellen Erfarungen un d'Realitéit un, ganz genau wéi mer dat ganz pragmatesch och an anere Beräicher scho gemaach hunn, notamment am Naturschutzgesetz oder am Kader vum Kommodosgesetz.

Ofschléissend war et mer och en Uleies, fir dem Observatoire de la politique climatique, also deem Gremium vu Wëssenschaftler/innen, déi eng wichteg Roll spillen an der Bewäertung vun der nationaler Klimapolitick, och am Gesetzestext selwer dee richtege Stellewäert ze ginn, dëst am Kader vum Informatiounsaustausch ronderëm den Energie- a Klimaplang.

Déi bestoend Klimaschutztexter mussen awer an den nächste Méint mat enger weiderer Etapp an d'lëtzebuergescht Recht weider ëmgesat ginn, nämlech de sougenannten „ETS 2", e System, deen eis de Kader gëtt, fir d'Kuelestoffpollutioun och aus de Beräicher Stroossentransport an Heize weider ze reduzéieren. Dës stelle bis zu 80 % vun den nationalen Emissiounen duer. Et geet also net ëm näischt.

Déi gutt Noriicht ass, dass mer och hei als Land net ofgewaart hunn, mee dass mer an der viregter Regierung mat eiser aktueller $CO_2$-Tax, kombinéiert mat soziale Kompensatiounsmesüre wéi der Erhéijung vun der Allocation de vie chère oder der Hausse vum Steierkreditt, deen automatesch un déi Stéit geet, déi dëst am meeschte brauchen, scho virgeschafft hunn. Mir hunn also elo schonn e System, deen e sozialen Ausgläich mat agebaut huet, eppes, wat déi wéinegst europäesch Länner bis elo schonn esou en place hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Krisen hunn déi iergerlech Eegeschaften, net nëmmen zu e puer gläichzäiteg opzetauchen, mee och net einfach ze verschwannen oder manner urgent ze ginn, wann ee méi laang mat konkreeten Aktioune waart, och net wann een dobäi „onverkrampft" bleift. A si waarden och net héiflech drop, bis et un hirem Tour ass, fir da „ganz entspaant" eng no där anerer geléist ze ginn.

D'Realitéit ass komplex a mir hunn d'Verantwortung, séier an integréiert Léisungen ze sichen a virun allem och ëmzesetzen. D'Krisen, an domat och d'Klimakris, sinn awer zum Gléck och keng Fatalitéit. Dee sechsten IPCC-Rapport weist eis, a wéi enge Beräicher et sech besonnesch lount ze investéieren, well d'Investitioune käschteneffizient sinn, eis hëllefen, d'Emissioune weltwäit an de Grëff ze kréien a gläichzäiteg eis Liewensqualitéit ze verbesseren.

Dozou gehéieren, an dat ass net ganz iwwerraschend, Investissementer an erneierbar Energien – an der Haaptsaach Solar a Wand –, energiespuerend Beliichtung an ëffentlechen Transport, mee och effizient Schëfffaart an Aviatioun a ferner och Energieeffizienz an den Ersatz vu Brennstoffer an der Industrie. Déi lescht sinn allerdéngs méi deier wéi déi éischt an der Opzielung.

Dëst alles geschitt awer net vum selwen a virun allem och net an der néideger Vitess. Dofir brauche mer e ganz previsibelen nationalen an internationale Kader, deen d'Viraussetzunge schaaft, fir déi néideg Investitiounen an déi richteg Richtung ze orientéieren, an déi Betriber, déi kleng an déi grouss, ënnerstëtzt, fir dass och si déi néideg Investitiounen an d'Zukunft maachen. Dat alles war a muss weiderhin eng Prioritéit fir eist Land bleiwen, well Klimaschutz a Kompetitivitéit si kee Widdersproch, mee eng Chance!

An, Här President, et gesäit een och laut enger rezenter Ëmfro, déi bei 15.000 Awunner an Europa gemaach gouf, dass eng grouss Majoritéit vun de Leit dat genausou gesäit. A well déi gréng dat eeben och esou gesinn, wäerte mir dëse Gesetzesprojet matstëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt onsem Planéit ze waarm. Mir wëssen et. Mir wëssen, dass d'Äerderwäermung e gewaltege Problem fir Mënsch, Déier an Natur duerstellt. A leider wësse mir och, dass bis elo net genuch gemaach gouf, fir dee Prozess ze stoppen. Et ginn ze vill Dreifhausgaser ausgestouss an dat schuet eisem Klima. All Effort, fir d'Emissiounen ze senken, ass dofir en dréngend noutwendege Schrëtt an déi richteg Richtung.

An dofir ënnerstëtze mir Piraten natierlech och de virleiende Projet fir d'Upassung vun eisem Klimagesetz un déi europäesch Direktiven a Reglementer. D'Gebaier, de Fluchverkéier an de Secteur maritime an déi grenziwwerschreidend Wuerenhierstellung an hire Verkaf si wichteg Emissiounssecteuren.

Dofir sinn déi europäesch Beméiunge ganz wichteg, fir d'Zäregasen ze reduzéieren a gläichzäiteg och de sougenannte „Carbon Leakage" ze verhënneren, also d'Ofwandere vu Firmen a Länner ausserhalb vun der EU, déi keng oder eng geréng $CO_2$-Steier bezéiungsweis e gënschtegen Emissiounsmarché hunn. Et ass och wichteg, dass den Emissiounshandel enger effikasser Kontroll mat Sanktiounsméiglechkeeten ënnerläit.

An natierlech begréisse mir och, dass den Delai fir d'Enquête publique iwwert den Avant-projet vum PNEC op zwee Méint verlängert soll ginn. Fir eis Piraten ass den Ausbau vun de Participatiounsméiglechkeete schliisslech ëmmer e Gewënn.

Mee och wa mir am virleiende Gesetzesprojet vill positiv Punkte fanne kënnen, sou musse mir awer och soen, dass d'Gesetz wuel net kuerzfristeg, mee just laangfristeg en Impakt op d'Klima wäert hunn. Et gëtt vill Iwwergangszäiten an och Lëtzebuerg wäert bis 2026 bezéiungsweis souguer bis 2030 jo bei senger nationaler $CO_2$-Steier bleiwen, amplaz den europäesche System ze iwwerhuelen.

An da bleift jo och nach de Problem, dass de Klimawandel e globale Problem ass an déi hei genannten Direktiven a Reglementer natierlech keng global Gültegkeet hunn. Et ass e gewaltege Schrëtt, dass all d'Länner aus der EU sech op dës Reegelen eenege konnten, mee d'Klima kennt eebe keng Lännergrenzen – och net d'EU-Baussegrenz.

Ausserhalb vun der EU wäerte weiderhi fir vill méi bëllegt Geld Emissiounen ausgestouss ginn. Dat ass e Problem fir eist Klima an dat kann och e Problem fir déi europäesch Exportindustrie ginn. Fir europäesch Produiten an am Ausland produzéiert Wueren, déi an der EU verkaf ginn, mussen Emissiounszertifikater kaf ginn – fir auslännesch Produiten, déi am Ausland bleiwen, awer net.

Ouni d'Emissiounszertifikater ass d'Produktioun natierlech méi bëlleg, mee eeben och méi knaschteg. Fir europäesch Exportateure kéint dat en Nodeel um Weltmarché sinn an dofir ass et wichteg, dass de Problem vum Klimawandel international ugaange gëtt. E globale Problem brauch eng global Äntwert!

Anerefalls verdränge mir den Zäregasausstouss just vun enger Regioun vun der Welt an déi aner, wärend d'Emissiounen insgesamt awer gläich bleiwen. Dann hu mir fir d'Klima iwwerhaapt guer näischt gewonnen. Jidderee muss säi Bäitrag leeschten an dat heescht och, dass jidderee muss esou vill leeschten, wéi e kann.

An enger gerechter Gesellschaft kann et net sinn, dass een, dee vill huet, vill Dreck ka maachen, just well e sech d'Taxen an d'Certificaten ouni Problem leeschte kann, wärend en aneren net weess, wéi en op seng Nuetsschicht komme soll, well e sech de

Bensinn fir säin Auto net méi leeschte kann an och nach a sengem Duerf keen Nuetsbus fiert. D'Klimaschutzmesüre musse sozial gerecht kompenséiert ginn.

Den Här Engelen huet et och schonn ugeschwat: den Deel vun der Chambre de Commerce. Der Chambre de Commerce no kéinten d'Mesüren aus dësem Gesetz de Schëffsverkéier bis 2026 8,3 Milliarde kaschten. An dat wäert ee warscheinlech och um Niveau vun de Wuerepräisser, déi mam Schëff importéiert ginn, spieren. Dofir ass et wichteg, dass dru geduecht gëtt, d'Präisveränneruge fir Haushalter mat klengem Akommes ofzefiederen. Jiddereen ass am Kampf géint de Klimawandel gefrot, mee déi mat klengem Akommes dierfen net méi gestrooft gi wéi all déi aner.

Insgesamt wéilte mir Piraten jo eigentlech, dass beim Klimaschutz iwwerhaapt net mat finanzielle Bestrofungen, mee am Géigendeel mat positiven Ureizer geschafft géif ginn. Dofir setze mir eis jo och scho fir e Klimabonus an eng Upassung vun der $CO_2$-Steier an. Jidderee soll pro Mount eng staatlech Direkthëllef iwwerwise kréien. Wien domat klimafrëndlech Produite keeft mat wéineg Taxen, wäert Sue Rescht behalen, wie klimaschiedlech Produite keeft mat héijen Taxen, verléiert säi Klimabonus.

Well mir awer wëssen, dass dës Iddi aktuell net um Dësch läit an de Klimawandel zäitno Aktioune brauch, stëmme mir natierlech och dem System vum Emissiounshandel zou. Domadder ginn ech och mäin Accord vun de Piraten an ech soen Iech Merci d'Nolauschteren.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. D'Klimagesetz ass a bleift en Tiger ouni Zänn. Prinzipiell fanne mir et zwar richteg, dass d'Klimapolitick iwwert e Kadergesetz gereegelt soll sinn, dat Ziler an Instrumenter festhält. Et feelt eis awer eng Verbindlechkeet bei de sektorielle Klimaziler, déi d'Regierung och däitlech géif engagéieren.

Mam aktuelle Gesetz an am europäesche Kader ass et jo esou, dass Lëtzebuerg zwar säin allgemengt Klimazil anhale muss, mee doriwwer eraus keng sektoriell Ziler verflichtend mussen erreecht ginn. Doduerch ass et méiglech, dass dat allgemengt Zil reng iwwer eng zolidd Baisse vun den Emissiounen am Transportberäich erreecht gëtt, mee gläichzäiteg bei de Gebaier awer nach kee Fortschrëtt ze gesinn ass.

Am Transportberäich ginn d'Reduktiounen an éischter Linn op Decisiounen zréck, déi Lëtzebuerg net selwer beaflosse kann, wéi d'Steierpolitick an den Nopeschlänner oder d'Opkomme vun der Elektromobilitéit an aner technesch Fortschrëtter, déi sech de Privatstot kann deier kaschte loossen.

Bei de Gebaier dogéint läit de Ball bei der nationaler Politick, mee do deet sech awer da séier wéineg. Dat ass ëmsou méi problematesch, well et an deem Beräich ëm wirtschaftlech Substanz geet, ëm Aarbecht an Handwierker, déi gebraucht ginn. Et ass e Beräich, an deem de Leit direkt ka gehollef ginn, wat de Wunnconfort an d'Energiekäschten ugeet. Et ass virun allem awer och eng Prioritéit am Kampf géint d'sozial Ongläichheeten, déi duerch d'Ofhängegkeet vu fossiller Energie beim Hëtze vu Logementer méi grouss ginn. Eis kritesch Grondhaltung géintiwwer dësem Choix vun der viregter Regierung bleift also bestoen.

Bei der Ännerung vum Klimagesetz, iwwert déi mir diskutéieren, geet et ëm en aneren Aspekt. Den Europäeschen Emissiounshandel, ëm deen et haut an éischter Linn hei geet, ass de Versuch, mat Hëllef vun engem Marché – an domat iwwert de Präis vum $CO_2$ – Klimaschutz ze bedreiwen, an dat virun allem an der Stol-, an der Zement-, an der Chimiesindustrie, an den Elektrowierker a spéider dann elo och an der Aviatioun.

Den Emissiounshandel ass Ausdrock vun der neoliberaler Hysterie ronderëm d'Käschteneffizienz, wou op alles, och op Liewen, e Präis gesat gëtt, deen da souwäit wéi méiglech soll erofgedréckt ginn. Dofir goung et beim Emissiounshandel, mee och bei den $CO_2$-Steieren drëms, d'Pollutioun als en ekonomesche Käschtepunkt ze gesinn an dëse Käschtepunkt dann ze minimiséieren. D'Resultat dovun ass natierlech net, dass d'Pollutioun an d'$CO_2$-Emissioune seriö erofgesat gi sinn, mee, wuelverstanen, dass de Käschtepunkt a punkto Klima fir Groussverschmotzer méiglech kleng gehale ginn ass.

A wéi kann een dee Käschtepunkt besser déif halen, wéi mat gratis Pollutiounsrechter? Oder mat esou enger enormer Offer u Pollutiounsrechter fir grouss Betriber, dass se spottbëlleg bleiwen? Bis haut ass de Bilan vun dësem Emissiounshandel a Wierklechkeet dann och ganz schlecht. Iwwer Joerzéngten hunn d'EU respektiv d'EU-Memberstaaten de grousse multinationale Konzerner a Verschmotzer gratis Verschmotzungsrechter ginn. Deels sinn esouguer vill ze vill Verschmotzungsrechter verdeelt ginn, wat engersäits de Präis op engem lächerlech déiwen Niveau gelooss huet, an anerersäits dëse Betriber et erméiglecht huet, déi Rechter de facto op e Spuerbuch ze setzen, fir se duerno da gewënnbréngend ze verkafen, also ze spekuléieren.

Dëse System huet also net nom Prinzipp vum Pollueur-payeur fonctionéiert, mee nom Prinzipp vum Pollueur-profiteur. Grouss multinational Industriebetriber hu säfteg Geld domadder verdéngt, kruten nach Kaddoe gemaach, wärend d'Leit dobausse fir alles hu misse bezuelen an agetriichtert kréien, datt se klimabewosst liewe sollen: „Mir sollen all un engem Strang zéien, jidderee ka säint bäileeën." Dat ass a Wierklechkeet eng eidel Phrase an dat ass eng zudéifst onpolitesch Phrase, déi eis net weiderbréngt.

An och an Zukunft geet dat esou virun. Carbon Market Watch, wat kee superlénke Klub ass – et ass e Thinktank, deen op d'Analyse vum Handel mat Pollutiounsrechter spezialiséiert ass –, seet an enger rezenter Etüd, dass d'Schwéierindustrie bis 2050 engagéiert ass, fir 18 % $CO_2$-Emissiounen anzespueren. Dat läit an éischter Linn dorunner, dass d'Schwéierindustrie och mat dëser Reform bis 2030 méi wéi 90 % vun hire Verschmotzungsrechter weiderhi fir näischt kritt. An absolutten Zuelen heescht dat, dass 5 Milliarden esou Rechter, déi 5 Milliarden Tonnen $CO_2$ entspriechen, fir näischt verdeelt ginn. Schätzungen no wäerten op deem Wee 400 Milliarden Euro fléissen. Esou setzt ee keen Incentive fir Investitiounen an de Klimaschutz!

Et ass ëmsou méi absurd, wann ee bedenkt, dass 50 % vun de gesamten $CO_2$-Emissiounen an der EU vun 30 multinationale Konzerner an d'Atmosphär geblose ginn. 50 %, dat ass en décke Batz, un deen ee muss erugoen, wann een d'Klimaverännerung bremse wëll. Et muss ee bei der Produktioun usetzen, un der Wuerzel also, do, wou keen higesäit a wouriwwer ganz wéineg geschwat gëtt, well alles just op de Marché an den Endkonsument kuckt.

Här President, ee vun den Top-5-Verschmotzer an der EU, dat ass ArcelorMittal. ArcelorMittal kritt seng gratis Verschmotzungsrechter direkt vum Lëtzebuerger Staat. Duerch dës gratis Aktionéierung si Lëtzebuerg iwwert déi lescht 20 Joer Honnerte Milliounen Euro Recetten duerch d'Lappe gaangen. Insgesamt huet ArcelorMittal europawäit eleng am Joer 2022 36,9 Milliounen Tonnen $CO_2$ ausgestouss an awer 44 Milliioune Pollutiounsrechter kritt – 7 Milliounen ze vill.

Dass et esou vill gratis Pollutiounsrechter gëtt, huet an éischter Linn mam Lobbying vun dëse Firmen ze dinn, déi eng staark Mainmise op den Design vum Emissiounshandel hunn. Se üben Drock aus op Regierungen, schwätze vun Delokaliséierung an d'Regierunge maachen dann de Portmonni op. Dofir finanzéieren europäesch Staaten och zum groussen Deel längst iwwerfälleg Investitiounen a méi propper Produktiounsweisen, net d'Konzerner selwer, déi wéi ArcelorMittal Milliardegewënner scheffelen. Dëse Gewënn gëtt dann ënner den Aktionären opgedeelt.

Eréischt dëse Weekend war an der Zeitung, am „Lëtzebuerger Land", ze liesen, dass de Conseil d'administration eng Erhéijung vun den Dividenden decidéiert huet, déi un d'Aktionären ausgeschott solle ginn. Dat sinn d'Profiteuren, dat sinn déijéineg, déi doriwwer decidéieren, dass d'Benefisser net a méi propper Technologien investéiert ginn, mee an hir eegen Täsche fléissen.

Elo hätt een natierlech kënne mengen, dass déi gratis Pollutiounsrechter en Enn kréien, soubal den neie Mechanismus a Kraaft trëtt, deen deloyal Konkurrenz iwwert déi méi ëmweltschiedlech Produkter aus Net-EU-Staate soll ënnerbannen. Och dëse Mechanismus ass an der Reform dran. Deem ass awer net esou. Et wäert weider gratis Verschmotzungsrechter ginn, anstatt datt direkt domadder opgehale gëtt.

D'Konsequenz riskéiert ze sinn – an esou gesäit et och d'Salariatskummer –, dass d'Präisser klamme fir d'Konsumenten an domat och d'Profitter vun de Betriber an Europa, déi weiderhin net konsequent a klimaschounend Technologien investéiere mussen. Am Endeffekt riskéiere mer all, zweemol ze bezuelen, eemol als Konsument an nach eemol als Steierzueler. A wou ginn d'Suen hin? An d'Täsche vun den Aktionären, natierlech!

Wann een all dëst weess, da stellt ee sech natierlech ganz seriö Froen, wann en neien Emissiounshandel fir Gebaier an Transport soll agefouert ginn ab 2027 respektiv 2028. Fir Lëtzebuerg ass dësen neie System an enger éischter Phas net obligatoresch, well Lëtzebuerg eng $CO_2$-Steier huet, déi bis 2026 op 45 Euro d'Tonn klëmmt.

An hei nach emol de Rappel: D'Groussindustrie bezilt oft 0 Euro d'Tonn, ronn 40 % vun den $CO_2$-Emissiounen, déi vum europäeschen Emissiounshandel ofgedeckt sinn, kaschten 0 Euro. Elo gëtt en zweeten Emissiounshandel agefouert, mee deen éischte fonctionéiert emol net richteg.

Egal wéi Lëtzebuerg sech schlussendlech hei positionéiere wäert, stellt sech d'Fro, wéi den $CO_2$-Präis op Brennes a Gas et de Leit erméiglecht, hir Haiser ze renovéieren an hir Heizungen ze ersetzen. Just well een d'Präisser eropsetzt fir Pëtrol a Gas, heescht dat net, dass op eemol Zéngdausende Stéit Zéngdausenden Euro fannen, fir Neiuschafungen an Investitiounen ze maachen. Esou einfach ass dat net! Do gi vill méi staark ëffentlech Investitiounen néideg, fir op dee Wee ze goen, an dofir muss de Staat natierlech och d'Suen hunn. Déi Honnerte Milliounen, déi déi grouss industriell Verschmotzer, dorënner och d'Airlines, de Staat kaschten, wieren duerfir och e gudden Ufank.

Dofir, Här President, fält et eis u sech net ganz liicht, ze wëssen, ob een derfir stëmmt, ob ee sech enthält oder ob ee souguer dergéint stëmmt. Et ass alles, vun eisem Standpunkt hier, bei dësem Projet u sech

méiglech. Den Emissiounshandel – vill Leit gleewen dorunner, wéi un e Feetisch, well dee scho jorelaang amgaangen ass –, e funktionéiert net. Den Emissiounshandel ass net dat Instrument, dat dozou féiert, datt d'Klimaziler weltwäit kënnen erreecht ginn. Bien au contraire, an dofir gëtt e jo permanent reforméiert an et ginn och gratis Pollutiounsrechter ofgeschaaft. Et ass e Péché originel. Et funktionéiert net. E gëtt dann awer e bësse verbessert.

Wat soll een do maachen? Et kann een natierlech derfir stëmmen, andeems ee seet: „Eppes, wat souwisou net gutt funktionéiert, dat huet och …" Et sëtzt déif an de Käpp vun de Leit, vu ville Leit, vu villen Decideuren, dran, datt ee mat Marchésinstrumenter Saache kann erreechen, déi gutt si fir d'Mënschheet. Et funktionéiert net. Ech kréien Iech net dovun iwwerzeegt, déi meescht vun Iech, mee Dir wäert gesinn, et funktionéiert net an et ass schonn amgaangen, net ze funktionéieren, wat tragesch ass an deem heite Beispill!

Bon, et kéint een och dergéint stëmmen. Mir wäerten eis éischter enthalen, well et e Fortschrëtt ass innerhalb vun engem System, deen net funktionéiert huet. Et ass e bëssen d'Tragikomik vun dëser Diskussioun.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun eisen ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

D'Regierung hätt elo d'Wuert. Här Minister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'éischt dem Christophe Hansen villmools Merci soe fir dee ganz gudde Rapport, deen hie gemaach huet, an och alleguerten den Intervenantë fir hir Contributioun. De Christophe Hansen huet u sech dach am Detail de Gesetzesprojet erkläert an och déi aner Intervenantë sinn eng Kéier op déi eenzel Punkten agaangen. Dat brauch ech also net méi am Detail nach eng Kéier ze maachen.

Et ass meng Virgängerin, déi dee Projet de loi hei nach deposéiert hat, an ech mengen, och si ass dorobber agaangen, dass déi Suite dovun … Mir hunn dat iwwerholl, well mer dat natierlech och mussen ëmsetzen, well d'europäesch Direktiven eis dat jo virschreiwen, d'Reglementer sech souwisou imposéieren, mee och well mer dovun iwwerzeegt sinn, datt et dee richtege Wee ass, fir weiderzekommen, eis ambitiéis Emissiounsreduktiounsziler och ze erreechen, déi europäesch festgehale sinn an déi mer och national festgehalen hunn.

An net méi spéit wéi muer wäert den Ëmweltministère och den Emissiounsbilan publizéiere fir d'Joer 2022, sou wéi dat iwwert de Règlement granducal virgesinn ass, an do wäert Der gesinn, datt an alle fënnef Secteuren d'Emissiounen erofginn.

Also ass et net richteg, wat den Här Wagner seet: Och an der Industrie sinn d'Emissiounen amgaangen, erofzegoen. An datt dee System net effikass wier, géif ech awer hei net einfach esou wëlle pauschal stoe loossen, well et ass och ganz kloer, datt och am ETS-System, deem éischten, deen elo existéiert, dee jo haaptsächlech d'Industrie betrëfft, déi gratis Quote wäerten no an no ofgeschaaft ginn, erofgeschrauft ginn. An dann ass et och net richteg, einfach esou pauschal duerzestellen, d'Industrie géif keng Efforte maachen.

Eis Industrie mécht ganz vill Efforten, och fir innovativ ze ginn a fir och op Technologien iwwerzegoen, déi klimafrëndlech sinn a mir hu jo och e globale Kader, dee ganz kloer de Kader setzt, dee sech um Niveau vun der UNO ofspillt a wou elo och zu Dubai zwar vläicht net, esou wéi d'Europäesch Unioun an aner ganz ambitionéiert Staaten et wollten, eng richteg Sortie vun der fossiller Energie konnt festgehale ginn, mee wou sech trotzdeem awer 193 Länner – nach eng Kéier als Rappell – eens gi sinn, datt mer progressiv erausklamme wäerten aus de fossillen Energien.

Also lount et sech och net méi, ad aeternum an d'fossill Energien ze investéieren, och wa se nach verfügbar sinn, well deen internationale Kader ganz kloer esou ficeléiert ass, datt et do keen Zréck méi wäert ginn an och déi nächst international Konferenzen no an no d'Schrauwe méi zouzéie wäerten an do wäert och d'Industrie sech mussen ëmstellen.

An da mat der Suerg, déi hei vill zum Ausdrock bruecht hunn, déi een och absolutt kann deelen, datt dat net däerf zulaaschte goe vun deene Matbierger, déi net esou gutt dostinn, respektiv dat do net soll zulaaschte goe vun der wirtschaftlecher Kompetitivitéit, wat dem Här Wagner schéngt egal ze sinn, well e jo e fundamentale Problem huet mat dem fräie Maart, mee dat ass eebe seng Attitüd, an …

*(Interruption par M. David Wagner)*

Jo, dat kënne mer gären eng Kéier maache bei engem Patt zesummen, wou mer scho laang net méi zesummen ee geholl hunn. Dat misste mer effektiv rëm eng Kéier maachen, Här Wagner.

*(Hilarité et interruptions)*

An an der Zäit hu mer dat gemaach, wéi mer an der Jugend nach zesummen aktiv waren. Also, ganz gären. Well mat dem Här Wagner kann ee ganz gutt schwätzen. Also, dat ass guer net dat. Ech mengen, …

*(Interruption par M. David Wagner)*

Ma merci. Op jiddwer Fall, fir elo zréckzekommen … Dir hutt mech aus dem Konzept bruecht. Fir zréckzekommen: Also, ech mengen, déi Suerg, déi ausgedréckt ginn ass, déi sozial Gerechtegkeet an och déi Kompetitivitéit fir eis Wirtschaft, dat sinn och Piliere vun dem Europäesche Green Deal. Et sinn och d'Piliere vun den nächsten Aktiounen, déi vun der Europäescher Unioun wäerte gemaach ginn. Natierlech stinn europäesch Wale virun der Dier – kucke mer mol, wéi déi wäerten ausgoen –, mee mir hoffen natierlech awer, datt d'Europäesch Kommissioun an och dat neit Parlament an hiren Ambitioune wäerte weiderfueren, well all Politick, mee och ganz besonnesch d'Klima-, Ëmwelt- an Naturschutzpolitick, soll zu méi sozialer Gerechtegkeet féieren.

Dir hutt e wichtege Punkt ugeschwat, anerer och. Dat ass och ganz richteg, dat mat de Gebaier. Dat ass nach ee vun de ganz grousse Beräicher, wou mer nach net séier genuch weiderkommen. Mir hunn do awer och ambitionéiert Ziler. Och déi viregt d'Regierung hat déi jo festgesat an déi deele mer och, mee do ass et bei der Ëmsetzung, wou et natierlech nach net esou weidergeet. Ech kann awer berouegen: Et sinn awer u sech och genuch Suen do, fir dat ze ënnerstëtzen, datt mer och do d'Emissiounsziler kënnen erreechen, datt mer och do kënnen dee Secteur dekarboniséieren, datt och do d'Leit – d'Privatstéit a jiddwereen, deen eebe Wunnengen huet, dee Gebaier huet – op déi ëmweltfrëndlech Technologië kënne setzen.

Mee do gëtt et awer nach eng ganz Partie praktesch Detailer, déi einfach emol musse gekläert ginn. Do gëtt et technesch Ëmsetzungen. Mir hate jo gëschter eng Sëtzung vun der Ëmweltkommissioun, wou mer och schonn e bëssen doriwwer geschwat hunn, datt et dacks eeben och dodrunner scheitert. Zum Beispill bei de Wärmepompelen, déi falsch installéiert ginn, well et do nach keng obligatoresch Receptioun gëtt, well mer nach net esou weiderkommen, datt méi Leit eeben och kënnen doranner investéieren.

Dofir wëlle mer och gären als nei Regierung och déi Subsiden eng Kéier op de Leescht huelen, se, wa méiglech, sozial gerecht och staffelen, wuel wëssend, datt mer natierlech och mussen deene Leit ënner d'Äerm gräifen, déi et am meeschte brauchen, déi meeschtens Locataire sinn, awer mer dierfen net vergiessen, datt mer och Proprietäre mussen Incentivë ginn. Si wäerte jo och d'Investitioune maachen, fir déi Wunnengen, déi hinne gehéieren, fir déi Haiser, déi hinne gehéieren, och energeetesch ze sanéieren. Do gëtt et also eng Partie technesch Defien, déi musse geléist ginn, an natierlech d'Incentivepolitick, déi och weider gemaach wäert ginn an nach méi ambitiéis wäert gemaach ginn, fir datt jiddwereen, dee wëll, och op dee Wee matgeet an och d'Méiglechkeet kritt, mat op dee Wee kënnen ze goen. Et soll net dru scheiteren, datt, well ech e méi klengt Akommes hunn, ech herno déi Efforten net ka matmaachen, déi mer alleguerten zesumme musse maachen.

An dann ass zum Beispill eng Obligatioun och fir all d'europäesch Staaten, am Kader vun deem ganzen Europäesche Green Deal an deem ganze Package Fit-for-55, wéi dat sou schéin op Lëtzebuergesch heescht, datt mer mussen och e Fonds social pour le climat op d'Bee setzen, net méi spéit wéi bis 2025, wou dann eeben och grad all déi dote Mesüre musse virgesi sinn a wou déi musse matfinanzéiert ginn. Dat geschitt awer hei schonn zu Lëtzebuerg, wéi gesot, iwwert de Fonds climat et énergie, deen déi Subsiden, wéi gesot, ausbezilt, fir kënnen an erneierbar Technologien ze investéieren.

Mee all europäescht Land huet d'Obligatioun, esou e Fong op d'Been ze stellen, well déi Notioun vu sozial gerechter Transitioun, déi „Just Transition", e Pilier ass vun der europäescher Klimaschutzpolitick, genausou wéi awer och d'Kompetitivitéit gradesou wichteg ass, well et nëtzt eis natierlech näischt, wa mir déi Eenzeg sinn, déi Efforte maachen an eis Entreprisen doduerjer awer um Weltmarché net méi esou kënne mathalen. An, wat den Här Polidori gesot huet, dat ass natierlech och e richtege Prinzipp: Et ass e globale Problem an e muss och global geléist ginn. Duerfir hu mer awer de Kader, ënnert anerem vun der UNO, an och déi Reglementer, fir déi Konventiounen, fir déi Decisiounen zesummen ze huelen, fir datt weltwäit och alleguerten d'Efforte gemaach ginn.

Dat ass natierlech eng Debatt, déi mer nach eng Kéier méi am Detail kënne féieren, well et ass net nëmmen ze gesinn, datt Europa kompetitiv muss si par rapport zum Rescht, mee Europa huet natierlech och eng Responsabilitéit, Investitiounen ze maachen an anere Géigende vun der Welt, déi haut scho leiden ënnert dem Klimawandel, wou eeben och Klimaupassungsprojete musse finanzéiert ginn, wat d'Lëtzebuerger Regierung awer och scho mécht, wou eeben och Beem musse geplanzt ginn, wou Landverbrauch gestoppt muss ginn, wou eeben och déi Länner Fäegkeeten iwwer Best Practices geléiert musse kréien, fir sech haut scho méi géint d'Konsequenze vum Klimawandel kënnen ze schützen.

Do hu mer eng Responsabilitéit. Do huet zum Beispill och eis Finanzplaz eng Responsabilitéit, well mir hei zu Lëtzebuerg jo vill Fonge verwalten, déi awer och mussen an déi Projete kënnen investéieren. An do musse mer dann déi Fongen an déi, déi déi Projeten hunn, beieneebréngen, fir datt déi Suen, déi gebraucht ginn, och doran investéiert ginn.

An och wann d'Staate ganz vill Verantwortung mussen iwwerhuelen a vill vun dem PIB muss benotzt ginn, fir iwwer staatlech Ausgläichsmechanismen an déi ganz Klimaschutzpolitick ze investéieren, brauche mer awer de Privatsecteur, well do déi meeschte Sue sinn, fir och an déi ganz Politick ze investéieren. An do, mengen ech, kënne mir als Lëtzebuerg eng wichteg Roll iwwerhuelen. An dës Regierung wäert do och hir Verantwortung mat iwwerhuelen.

Ech soen Iech op jiddwer Fall Merci, datt Dir deen heite Projet de loi stëmmt, well et e wichtege Pilier ass, fir kënne weiderzekommen, fir op där enger Säit déi national Klimaschutzziler ze erreechen, mee och, fir déi europäesch Klimaschutzziler ze erreechen. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Erlaabt Der, datt den Här Goergen Iech nach eng Fro stellt?

*(Interruption)*

Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Goergen Iech nach eng Fro stellt?

*(Brouhaha)*

Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Mir kënnen och eppes drénken.

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Ech hu lo meng Ried zerrappt.

*(Hilarité)*

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Jo. Nee, ech hunn Iech gutt nogelauschtert an op deene meeschte Punkte si mer jo souwisou enger Meenung, wat den Ëmweltschutz ubelaangt, och wa mir heiansdo ongedëlleg sinn.

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Dat ass jo Äert gutt Recht.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Dir hutt gesot: „aus dem Pëtrol erauszeklammen", wat ech och esou ënnerschreiwe kann. Mee ech hunn awer do eng konkreet Fro un Iech: Wäert dann och keng Autorisatioun méi erausgoe vun der Regierung, fir weider Tankstelle ronderëm eis Autobunnsnetzer oder Collectricë wéi zu Rodange oder op der A13 ze bauen? Well esou wéi ech Iech elo verstanen hunn, géif et jo wéineg Sënn maachen, nei Strukture fir dee fossille Brennstoff Diesel oder Bensinn ze bauen, wa mer do sollen erausklammen. An da géift Dir jo keng Autorisatioune méi ginn, wann ech Iech elo richteg verstanen hunn. Merci.

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Also, ech kann Iech emol éischtens net soen, ob iwwerhaapt eng Demande doläit, fir iergendwou nach eng nei Tankstell ze bauen. Déi Informatioun hunn ech net.

An ech mengen, aus de fossillen Energien erauszeklammen, dat ass natierlech op Horizont 2040 bis 2050, wou mer déi Klimaneutralitéit wäerte mussen erreechen, an do muss sech natierlech e ganzen Ekosystem herno ëmbauen. A wéi eng Richtung dat da wäert goen, ob dat dann herno méi Elektresch oder méi Hydrogeen ass, dat ass dann ze gesinn.

Mee ech kann Iech awer elo déi Fro esou net beäntwerten, well ech éischtens net weess, ob et esou ass, an zweetens wäert sech dat no an no och esou eng Kéier erginn. Mee haut weess ech net, wéi ech elo dorop soll eng Äntwert ginn, well ech elo do nach keng Kenntnis hunn. Oder hutt Dir Kenntnis dovunner?

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Däerf ech äntwerten, Här President?

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, mir halen elo just keen Dialog. Eng Äntwert.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | A, pardon. A sech, déi Diskussioun iwwer eng Tankstell, eng Aire, Richtung Saarbrécken op der Saarbréckener Autobunn leeft jo scho länger. Dann hu mer zum Beispill dat selwecht zu Rodange, wou eng op d'Collectrice sollt kommen. Dat géif awer Ärer Strategie, déi Der grad erkläert hutt, net méi entspriechen. Dofir hunn ech déi Fro nämlech gestallt. Merci.

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Ok. Merci. Dont acte.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8320. Den Text steet am Document parlementaire 8320[5].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8320 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

*(Interruptions diverses signalant un problème technique et concertation interne y relative)*

Merci. Also, ech kréie matgedeelt, datt mer 54 Jo-Stëmmen hunn, 2 Abstentiounen a 4 Nee-Stëmmen. Domat wär dësen Text dann ugeholl mat 54 Jo-Stëmme géint 4 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

*Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8320 est adopté par 53 voix pour, 5 voix contre et 2 abstentions.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 6. Dépôt d'une motion par M. Meris Sehovic

Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Sehovic fir den Depot vun enger Motioun, wann ech richteg verstanen hunn. Här Sehovic.

***Exposé***

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | Merci, Här President. Léif Frëndinnen a Frënn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat ech de Moien an der Jointe vun de Kommissioune vun den Affaires intérieures a vun der Justiz erlieft hunn, wou et ëm d'Ëmsetzung vum Heescheverbuet an notamment den Dispositif spécial vun der Police gaangen ass, dat ass du jamais vu. Dat hu mer och Kolleeginnen a Kolleege confirméiert, déi weesentlech méi laang hei an deem héijen Haus siegéiere wéi ech.

Mir haten op där enger Säit kloer Aussoe vun de Vertriederinnen a vum Vertrieder vum Parquet.

Éischtens, de Parquet war net informéiert iwwert de Fait, dass Agente vun der Police judiciaire fir den Dispositif spécial ofgezu gi sinn. Se waren an der Decisiounsfannung net agebonnen.

Zweetens, héich spezialiséiert Beamtinnen a Beamte vun der Police judiciaire, déi an der Bekämpfung vum Terrorismus aktiv sinn, déi an der Bekämpfung vum Blanchiment vun der Finanzkriminalitéit schaffe sollen, mussen d'Heescheverbuet an der Stad Lëtzebuerg enforcéieren an do patrulléiere goen.

Drëttens, d'Procureure générale d'État seet eis, dass den Dispositif spécial, esou wéi en zesummegesat ass an esou wéi e fonctionéiere soll, net gëeegent ass, fir déi Missiounen, wéi se fixéiert gi si vun der Regierung, ze erfëllen.

A véiertens, dat ass nach vill méi schlëmm: D'Affären, déi vum Dispositif spécial poursuivéiert ginn, kéinten annuléiert ginn, well den État de droit net respektéiert gëtt.

Fënneftens, an zulescht, ass de Constat, dass eng grouss Onzefriddenheet um Terrain ass, beim Parquet a beim Service de police judiciaire.

Op där anerer Säit ganz vill Onkloerheet, ganz vill widderspréchlech Aussoen um Niveau vun der Regierung. Wéi vill Beamte ware säit der Grënnung vum Dispositif spécial vun der Police judiciaire ofgezunn an deen Dispositif spécial? Keng kloer Äntwert. Just de Verweis, dass iwwert déi nächst 15 Deeg 30 Beamte solle vun der Police judiciaire detachéiert ginn.

Op eis Fro hin, aus wéi enge Sektioune vun der PJ dës Beamte sollen ofgezu ginn, koum keng kloer Äntwert. Op eis Fro hin, ob de Minister Instruktiounen un d'Police a méi speziell un d'Police judiciaire ginn huet, sot den Här Minister an der Kommissioun: Nee, ganz kloer net, hie géif d'Gewaltentrennung respektéieren!

Ech zitéieren awer aus dem Bréif, deen eis haut zougänglech gemaach ginn ass, aus der Äntwert vum Inneminister un d'Madamm Solovieff, ech zitéieren: „En date du 7 mars, sans préjudice quant à la date exacte, lorsque j'ai appris par le directeur général de la Police que, lors de la réunion du comité d'accompagnement, cet excès de zèle fut à l'ordre du jour, j'ai" – Zitat – „immédiatement demandé au directeur général d'y remédier." Jo, wat dann elo, Här Minister?

Här President, léif Frëndinnen a Frënn, den Inneminister huet an dräi Méint méi Porzeläin an den

Institutiounen zerbrach, wéi Villeroy & Boch an engem Joer ka produzéieren.

*(Hilarité)*

Chaos a politeschen Aktionismus op Käschte vun eiser aller Sécherheet. Et ass héich Zäit, dass Schluss domadder ass.

An dofir, Här President, deposéieren ech zesumme mam Sam Tanson, mam Dan Biancalana, mat der Ënnerstëtzung vun de Kolleege vun déi Lénk a vun de Piraten eng Motioun. Den Inhalt ass ganz einfach: D'Regierung gëtt opgefuerdert, esou wéi och d'Procureure générale d'État et gefuerdert huet, dass immediatement all d'Agente vun der Police judiciaire aus dem Dispositif spécial ofgezu ginn.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

***Motion***

*« relative au déploiement des agent-e-s de la police judiciaire pour combattre la mendicité à Luxembourg »*

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– l'article 9 du Code de procédure pénale stipulant que « la police judiciaire est exercée, sous la direction du Procureur d'État, par les officiers, fonctionnaires et agents désignés au présent titre » ;*

*– le courrier du 7 mars 2024 de la Procureure générale d'État au Ministre des Affaires intérieures concernant « le dispositif spécial dans le cadre de la lutte contre la mendicité organisée » dans lequel la Procureure générale d'État*

*• souligne l'importante charge de travail de la police judiciaire,*
*• évoque qu'actuellement 1.200 affaires nécessitent l'intervention des enquêteurs,*
*• demande par conséquent de reconsidérer le déploiement de la police judiciaire pour combattre la mendicité organisée à Luxembourg ;*

*– la réponse écrite de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures au courrier susmentionné ;*

*– les explications fournies par les membres du Gouvernement, le parquet et la direction générale de la Police grand-ducale lors de la réunion jointe de la Commission de la Justice et de la Commission des Affaires intérieures du jeudi 14 mars 2024, dont entre autres :*

*• le déploiement prévu de 30 agents du Service de police judiciaire dans le « dispositif spécial police dans le cadre de la lutte contre la mendicité organisée » pour les 15 prochains jours,*
*• l'impossibilité de nous fournir l'information quant au service d'origine de tous les policiers concernés,*
*• la crainte émise par les représentants du parquet que le déploiement d'agents de la police judiciaire risque d'être contreproductif autant en termes d'enquête que de validité de la procédure et démotivant pour les policiers spécialisés,*

*invite le Gouvernement*

*– à donner suite au courrier de la Procureure générale d'État sollicitant le retrait avec effet immédiat de tout-e-s les agent-e-s de la police judiciaire déployé-e-s dans le « dispositif spécial police dans le cadre de la lutte contre la mendicité organisée ».*

*(s.) Meris Sehovic, Marc Baum, Dan Biancalana, Taina Bofferding, Marc Goergen, Sam Tanson.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic.

## 7. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la proposition de la Commission européenne relative à l'analyse automatisée des communications privées obligatoire pour tous les opérateurs de services de messagerie ou de courriel (Chat Control)

An da komme mer awer zum nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut. Dat ass eng Aktualitéitsstonn iwwert de sougenannten „Chat Control", déi déi politesch Sensibilitéit Piraten ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet zéng Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéiten hu fënnef Minutten, d'Regierung huet fofzéng Minutten. Et hu sech elo schonn ageschriwwen: den Här Charel Weiler, d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Liz Braz, den Här Tom Weidig, d'Madamm Sam Tanson an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Ben Polidori als Vertrieder vun der politescher Sensibilitéit Piraten. Här Polidori.

***Exposé***

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, et hëlt keen Enn! Säit Jore gëtt den europäeschen Dossier fir d'Iwwerwaachung vun der privater Chatkommunikatioun kritiséiert, awer trotzdeem fënnt en ëmmer nees de Wee op den Ordre du jour.

Dobäi steet den Dossier, deen ënnert dem Numm „Chat Control" bekannt ass, ganz kloer fir eng gefäierlech Feelaschätzung vun der digitaler Welt.

Verschlësselt Messengerdéngschter, jo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou wéi Dir se kennt heibannen, wann Dir schreift, Verschiddener si grad um Handy: Ech si mer sécher, jiddereen heibannen notzt entweeder iMessage – fir der e puer ze nennen –, Facebook Messenger, Instagram oder och bekannt E-Mail-Programmer. All déi Programmer solle gezwonge ginn, all d'Messagen op illegal Inhalter ze scannen. Well et ausserhalb vum Internet méiglech ass, e Bréif ofzefänken an opzemaachen, ouni ze riskéieren, dass ongewollt de komplette Postverkéier opgemaach gëtt, dreemen d'Supportere vun der EU-Propos dervunner, dass dat och am digitale Raum soll méiglech sinn.

E privaten Chatmessage soll geschéckt ginn, e Programm soll en opmaachen a kucken, ob eppes Verdächteges dran ass, a falls et e Verdacht op illegalen Inhalt gëtt, soll de Message u mënschlech Contrôleure weidergeleet ginn.

Esou wäit, esou gutt. Mee esou onproblematesch, wéi dat am éischte Moment vläicht kléngt, ass et awer net. Fir ze garantéieren, dass privat Chatten och privat sinn, musse se verschlësselt ginn. Anescht kann net ausgeschloss ginn, dass Drëtter matliesen an Informatiounen, Fotoen oder Videoe klauen.

Wann esou Chatmessagen elo solle gescannt ginn, dann huet een zwou Méiglechkeeten: Entweeder et programméiert een en Universalschlëssel, mat deem een d'Verschlësselunge vun dëse Messagen opkritt, oder et liest een d'Messagen direkt um Handy vun de Leit mat, éier se verschéckt a verschlësselt gi respektiv nodeems se gelies an entschlësselt goufen. An dat si béides schlecht Iddien.

Wisou? Ganz einfach, wa mer am digitale Raum Dieren opmaachen, da si se fir jiddwereen op. Natierlech kléngt et sympathesch, der Strofverfollgung d'Dier just e klenge Sputt opzeloossen, fir kriminell Messagë kënne matzeliesen. Mee am digitale Raum gëtt et keen „E-Bëssen". Op ass eeben op! Wann d'Dier fir een opgemaach gouf, da steet se fir jiddwereen op. Wann et fir d'Police e Wee gëtt, Messagë matzeliesen, da kënnen och Hacker matliesen oder autoritär Regierungen, déi wësse wëllen, wat d'Oppositioun a kritesch Journaliste soen. A wéi mer jo de Moie matkruten an der Kommissioun, wéi den Inneminister sot, dass hien iwwer SMS dann och mat der Police kommunizéiert, all déi Saache kann een herno vläicht och online noliesen an d'Hacker kënnen dat klauen. An da kënnen och Pedophiller mat techneschem Knowhow d'Kommunikatioun vun de Kanner matliesen, eng Tatsaach, déi jo méi wéi absurd ass, wann ee sech virun Ae féiert, dass d'EU-Propos jo eigentlech d'Zil huet, d'Kanner virun Iwwergrëffer ze schützen!

Aleng d'Argument, dass Chat Control d'Kommunikatioun vu jiddwerengem, ob e kriminell ass oder eeben net, extreem onsécher mécht, misst eigentlech schonn duergoen, fir den Dossier vum Dësch ze kréien. Mee leider ass deem awer net esou. Den Dossier kënnt ëmmer nees zeréck, aktuell an enger Fassung, wou behaapt gëtt, et géif een d'Sécherheet vun der Kommunikatioun oprechterhalen an awer d'Messagë matliese kënnen. Ech verstinn net, wéi dat sollt goen. A wéi dat sollt goen, dat soe se och net. Netzpolitik.org ok schwätzt vun der Quadratur vum Krees.

Mee déi genannte Problemer si mol nach net alles. Souguer wa mir déi Sécherheetsproblemer ignoréieren, souguer wa mir ausblenden, dass mat Chat Control Identitéiten, Bankdaten, sensibel Donnéeën a Privatbiller, Videoen an esou weider kënne geklaut ginn, a just fir ee Moment unhuelen, dass alles esou géif lafe wéi geplangt, souguer dann ass de Projet ëmmer nach héich problematesch. An zwar wéinst de Programmer, déi genotzt gi fir ze scannen. Mir schwätzen hei ëmmerhi vun der gesamter – vun der gesamter! – digitaler Kommunikatioun vun der EU. Dat sinn Honnerte Milliarden Noriichte pro Dag! Dat ka jo souwisou just maschinell iwwerwaacht ginn.

Mee esou Programmer sinn net perfekt. D'Text- an d'Bilderkennungsprogrammer ginn zwar ëmmer besser, mee si maache Feeler. E Programm mat enger 80%eger Trefferquot ass schonn e ganz gudde Programm. Mee dat heescht och, dass esou e Programm an 20 % vun de Fäll eppes mellt, wat net ze melle war.

A souguer wa mir eis virstellen, mir hätten e Programm mat enger 99%eger Trefferquot – enger Quot, déi et a mengen Aen iwwerhaapt nach net gëtt an engem Programm –, souguer da géif bei 1 % u Feeler bei den 100 Milliarde Messagë pro Dag, déi per WhatsApp am Moment geschéckt ginn, dat nach ëmmer zu enger Milliard – enger Milliard, ech widderhuele mech gär e puermol, enger Milliard! – Feelmeldunge féieren!

Dat sinn entweeder Fäll vu Kriminalitéit, déi net erkannt goufen oder en onschëllege Message, deen zu Onrecht gemellt gouf, zum Beispill wa mer an der Vakanz sinn a mir schécke gären der Famill eng Foto, wou onst Kand drop ass, oder e Sexting-Message tëschent Teenager-Koppelen, déi dat awer och am géigesäitegen Averständnis maachen. All déi Saache ginn da mat Feeler erkannt.

Dat si ganz privat Messagen, déi keen aneren eppes ugi wéi deen, dee se geschéckt huet an deen, dee se geschéckt krut. All déi landen dann iergendwou bei iergendengem op der Welt op sengem Ecran, all Dag, milliounefach, a wann net souguer milliardefach. Dat ass en extreemen Agréff an d'Privatsphär! Dat ass gefäierlech, well hei intim Informatiounen an d'Hänn vun Drëtte ginn. An dat ass en enormen Opwand, och

fir d'Strofverfollgung, déi mat där Mass u Meldungen och guer net wäert kënnen ëmgoen, well et dofir iwwerhaapt guer keng Personalressourcë gëtt.

All déi Suen a Personalressourcen, déi een an dësen Auswäertungsprozess misst stiechen, fir dass en och nëmmen e bëssen anstänneg fonctionéiere géif, wäre vill besser an der Preventioun an an der Täteraarbecht ubruecht.

Wann d'Bild vun engem mëssbrauchte Kand bis an den Chatrooms zirkuléiert, ass d'Strofdot schliisslech leider scho begaange! Wa mir de Kanner wierklech hëllefe wëllen, da musse mir do usetzen, wou et drëms geet, d'Strofdoten ze verhënneren. An dat geschitt net mat enger grondrechtswiddreger Masseniwwerwaachung.

Chat Control schützt exploitéiert Kanner net. Si leeft der Kriminalitéit just hannendrun, wa se dann iwwerhaapt iergendeppes wäert fannen. Well si mir éierlech, deen Dag, wou Chat Control Realitéit géif ginn, géifen all déi gesichten Täter natierlech d'Applikatioune verloossen. D'Kriminalitéit zitt sech dann op hir eege Serveren oder an den Darknet zréck, esou wéi et elo scho ganz oft de Fall ass.

Do muss ee sech näischt virmaachen. Mir kënnen do wierklech net mengen, dass d'organiséiert Kriminalitéit méi domm ass wéi d'Regierungen oder d'Police, déi jo och op sécher Kommunikatiounsmëttel zréckgräifen, am Idealfall. Bon, mir hunn elo héieren, an Däitschland war dat jo och mol eng Kéier net esou, an hei am Land, wéi gesot, schreiwe mer jo mat SMSen. Also, dat ass och herno dann net méi esou sécher.

Mee um Enn bleiwen da just nach onschëlleg Privatleit an den Chatrooms, déi iwwerwaacht ginn. Wiem soll dat hëllefen? Sämtlech Date vun allen Awunnerinnen an Awunner ouni Verdachtsbasis ze scannen ass einfach net zilféierend an et ass onproportional a grondrechtswiddreg. Dat sot och de juristeschen Déngscht vum EU-Rot.

Dass déi aktuell Propos vum Chat Control wëllt ënnerscheeden tëscht Applikatioune mat héijem Risiko an Applikatioune mat engem gerénge Risiko, ännert dorunner guer näischt. Déi meescht Messengerdéngschter kennen hir Notzer an och hir Inhalter vun de Messagen, déi geschéckt ginn, am Moment net, well si si jo verschlësselt. Bei enger Risikoanalys kéint een also ni ausschléissen, dass Messagen drënner sinn, déi a Verbindung mat Strofdote stinn. De Risk wäert also ëmmer als héich agestuuft ginn an dofir sollt der Propos no dann en Chat Control gemaach ginn.

Um Enn wier een also awer nees genee do, wou een ëmmer hi wollt: bei der verdachtsloser Masseniwwerwaachung. Aus deem Grond ass et extreem wichteg, dass Lëtzebuerg sech an dësem Dossier nach emol staarkmécht a kloer seet, dass de Kampf géint Gewalt a Mëssbrauch u Kanner vun zentraler Wichtegkeet ass, mee dass Chat Control heifir net dat richtegt Mëttel ass.

Fir eis Piraten ass dat kloer, mee bis haut hu mir vun der Regierung, weeder vun der aktueller nach vun der aler, keng kloer Stellungnam héieren. Et gouf éischter ofgewaart a sech e bëssen hannert den Avisen a Positioune vun anere Länner verstoppt. Mee mir géifen eis freeën, wann dat sech haut géif änneren.

Ënnert der belscher Rotspresidentschaft kruten d'Delegatioune siwe konkreet Froe gestallt fir eng Neifassung vum Text zur Chat Control, wéi aus geleakten Texter bekannt ass. Wéi steet d'Regierung zu dëse Froen an zum Relancement vum Projet Chat Control? Schléisst si eng verdachtslos Masseniwwerwaachung kloer aus? Ech mengen, dass et Zäit wier, dass mir dat endlech gewuer ginn.

Masseniwwerwaachung a Fräiheetsrechter an Europa sinn e fundamental wichtegt Theema, an dat besonnesch elo, wou ëmmer méi riets an autoritär Parteie sech an der EU breetmaachen a gëschter och nach den europäeschen AI-Act vum EU-Parlament gestëmmt gouf, deen eng Villzuel un Ausname fir biomeetresch Iwwerwaachung virgesäit, eppes, wat mir Piraten fir extreem gefäierlech halen. Dofir hu mir dës Aktualitéitsstonn ugefrot.

An ech deposéieren och heimat nach zwou Motiounen, wou ech spéider da wäert drop agoen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

***Motion 1***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,*

*– dass ë.a. d'Charta vun de Grondrechter vun der Europäescher Unioun de Respekt vum Privat- a Familljeliewen an de Schutz vu persounebezunnenen Date mat den Artikele 7 an 8 festschreift;*

*– dass d'Recht op Privatsphär souwuel am Artikel 11 (3) vun eiser Verfassung wéi och am Gesetz vum 11. August 1982 concernant la protection de la vie privée verankert ass;*

*– dass d'Bekämpfung vum Kannermëssbrauch eminent wichteg ass;*

*– dass een doduerch aner Grondrechter net gänzlech aushielegen däerf;*

*– dass et wichteg ass, an deem Beräich en uerdentlechen Equiliber ze fannen;*

*– dass d'EU-Kommissioun den 11. Mee 2022 eng zweet legislativ Propos zur Bekämpfung vun Abus sexuels vu Mannerjäregen am Internet gemaach hat an dës Propos elo nach emol opgegraff an ugepasst soll ginn;*

*– dass dës Pläng vun Dateschützer kritiséiert ginn, well duerch si Biller, Videoen, Messagen a Sproochnoriichten aus privaten Chats op Inhalter gescannt solle ginn, woumat dat digitaalt Bréifgeheimnis net méi assuréiert wier;*

*– dass de Risk besteet, dass déi viséiert kriminell Persoune sech nei Plattforme sichen, wou si net vun der EU-Propos betraff wären;*

*– dass eng Ëmsetzung vun de genannte Pläng mat erhiefleche Risike fir d'Sécherheet vun eiser gesamter Onlinekommunikatioun verbonnen ass.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*– sech zum digitale Bréifgeheimnis ze bekennen;*

*– sech op EU-Niveau derfir anzesetzen, dass de Screening vu Biller, Videoen, Messagen a Sproochnoriichten, dat heescht de sougenannten Chat Control, net verflichtend gëtt.*

*(s.) Ben Polidori.*

***Motion 2***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,*

*– dass d'EU-Richtlinn 2006/24/EG d'Späicherung vun Telekommunikatiounsdaten a Mailen, dat heescht déi sougenannte Vorratsdatespäicherung, zougelooss hat;*

*– dass d'ofgeännert Gesetz vum 30. Mee 2005 a sengem Artikel 9 d'Aféierung vun der Vorratsdatespäicherung zu Lëtzebuerg festhält;*

*– dass d'Gesetz vum 27. Juli 2007 d'Späicherungsdauer op 6 Méint festleet;*

*– dass d'Urteeler vum Europäesche Geriichtshaff vun 2014 an 2016 soten, dass d'Richtlinn 2006/24/EG géint d'Grondrechter vun de Bierger/innen an der EU verstouss huet;*

*– dass den Europäesche Geriichtshaff (C-623/17) 2020 festgestallt huet, dass d'EU-Recht nationale Gesetzer entgéintsteet, déi Ubidder forcéieren, Verkéiers- a Standuertdate generell, wallos a verdachtslos ze späicheren.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*– d'Urteel vum EuGH endlech ze respektéieren an d'Vorratsdatespäicherung esou schnell wéi méiglech ze ënnerbannen.*

*(s.) Ben Polidori.*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori.

An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charel Weiler. Här Weiler.

***Débat***

**M. Charel Weiler** (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si frou, datt den Här Polidori schonn den technesche Volet e bësse couvréiert huet, da kann ech deen e bësse méi kuerz halen.

Schätzungen no ass an Europa all fënneft Kand online oder offline Affer vu sexueller Gewalt. Dat ass enorm. Een Drëttel vun den Affer schwätzt ni driwwer, soudass ee vun enger nach vill méi héijer Donkelziffer muss ausgoen. Et gëtt näischt méi Schreckleches a Verwerfleches, wéi wa Leit sech un deene Klengsten a Schwächsten aus eiser Gesellschaft, un eise Kanner, vergräifen. Dat ass dat Schlëmmst, wat een engem Kand kann undoen. Ech mengen, do si mer eis heibannen alleguerten eens.

Fir eis als CSV ass de Kampf géint de sexuelle Mëssbrauch u Kanner esou wichteg, dass en op enger éischter Plaz vun der politescher Agenda stoe muss. Mir mussen eis ustrengen, an dat all Dag, fir no Léisungen ze sichen, fir deene schrecklechen Doten entgéintzewierken an d'Täter och zur Rechenschaft ze zéien.

An dëser Debatt ass et, mengen ech, wichteg, nach emol de Kontext ze beliichten. Wéi gesäit déi aktuell Reglementatioun aus? Am Moment ass eng Reegelung vum 14. Juli 2021 a Kraaft, déi Serviceprovidere vu Kommunikatiounsdéngschter d'Méiglechkeet gëtt, op fräiwëlleger Basis Material vu Kannerpornografie am Internet ze erkennen an ze mellen. Dës Reegelung leeft elo den 3. August vun dësem Joer aus an ass viru Kuerzem bis Abrëll 2026 verlängert ginn.

Et kann een dat gutt fannen oder och net. Fakt ass, datt déi Reegelung wéi bis elo weiderlafe wäert. Et gëtt also à ce stade kee fixe juristesche Kader an dëser Matière an d'Negociatiounen, fir e gesetzleche Kader ze schafen, sollen elo, wéi annoncéiert ginn ass vun der belscher Presidence, mat neie Propose relancéiert ginn. Ob d'Problemer, d'Suergen, d'Bedenken, d'Kriticken, déi an der Vergaangenheet ubruecht gi sinn, déi selwecht bleiwen, dat bleift ofzewaarden, bis een och e konkreeten Text emol do leien huet.

Wa mer vum sougenannten Chat Control schwätzen, dann ass d'Thematik vun eise Grondrechter a Wäerter fundamental. „Wien d'Fräiheet opgëtt, fir Sécherheet ze gewannen, verléiert um Enn béides." Dat sot de Benjamin Franklin am 18. Joerhonnert, also laang virun der rasanter Digitaliséierung vun eiser Welt. An dach ass säi Wuert nach ëmmer héich aktuell.

Et geet u sech bei dëser Debatt ëm vill méi wéi ëm d'Fro vun techneschen an informatesche Méiglechkeeten. Et geet ëm d'Gläichgewiicht vun eise Grondwäerter, ëm d'Reegele vun eisem Mateneen an an dësem spezifesche Fall ëm d'Gläichgewiicht vu Fräiheet a vu Sécherheet. Fräiheet, op där enger Säit,

mam Prinzipp vun der fräier Meenungsäusserung, dem Dateschutz, dem Recht op Privatsphär, an op där anerer Säit d'Sécherheet am Sënn vum Schutz vum Kand, deen a priori ëmmer un éischter Stell stoe muss.

Dëst elo mateneen an Aklang ze bréngen an de richtegen Equiliber och ze fannen, dat ass ganz delikat an och schwiereg. An dat kann eiser Meenung no nëmmen iwwert de Wee vum Prinzipp vun der Proportionalitéit geschéien.

D'Verhältnismëissegkeet vun de Mesüren an den Outile spillt eng primordial Roll. A genau heibäi gesi mer mat deene Proposen, déi um Dësch leien, eng ganz Rei Problemer. Et stelle sech à l'heure actuelle ze vill Froen, déi eis Grondrechter touchéieren an déi net beäntwert sinn. Et feele kloer Äntwerten, déi d'Gläichgewiicht tëscht Fräiheet a Sécherheet garantéieren. Déi musse fonnt ginn, an zwar ouni Interpretatiounsspillraum.

Ausserdeem mussen d'Rechtsprinzippien, wéi se an den internationale Konventioune festgeluecht sinn, souwéi d'Rechtssprechunge vun den europäesche Geriichter respektéiert ginn, an dat ouni Ausnam. À défaut kann et zu kengem gesetzleche Kaderreglement kommen.

An där ganzer Diskussioun dierf een awer och net ausser Uecht loossen, dass déi digital Welt kee rechtsfräie Raum ass. Eis Rechtsnorme gëllen ouni Aschränkung och am digitale Raum. Dat gëllt fir eis Biergerfräiheeten, mee dat gëllt och fir d'Limitte vun dëse Fräiheeten, am schlëmmste vun de Fäll bei kriminellen Doten, wéi zum Beispill der Pedophilie, déi näischt méi scheit wéi d'Liicht vum Rechtsstaat. An dofir brauche mer an der digitaler Welt kloer Rechtsreegelen, un déi sech ze halen ass, a kee Rechtsstaat, dee just nokuckt.

An anere Wierder: Mir, d'Politick, bestëmmen, wat ze kontrolléieren ass a wat net. An dat muss, wéi gesot, op Basis vun engem intelligente Gläichgewiicht vu Fräiheet a Sécherheet vun Daten, Kanner a Biergerschutz geschéien.

Mir wëlle keen digitale Big-Brother-Staat an iwwregens och keng Big-Brother-EU. Mir wëllen eng Fräiheet an der digitaler Welt am Respekt vum Mënsch, vun alleguer senge Fräiheeten an domadder och vu senger Sécherheet. Grad fir eis Kanner, déi de besonnesche Schutz vum Rechtsstaat verdéngen, souwuel an eiser aler analoger wéi och an eiser neier digitaler Welt.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Charel Weiler** (CSV) | Här President, ech géif Iech och nach eng Motioun ofginn.

***Motion 3***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,*

*– dass d'Bekämpfung vu Kannermëssbrauch a vun der Diffusioun vun dësem Material, online an offline, vun eminenter Wichtegkeet ass;*

*– dass d'Europäesch Kommissioun den 11. Mee 2022 eng legislativ Propos zur Bekämpfung vu sexuellem Mëssbrauch vu Mannerjäregen am Internet („CSAM") virgeluecht huet;*

*– dass en nationaalt Gesetz vum 7. August 2023 d'Abus sexuels an déi sexuell Exploitatioun vu Mineuren, ënner anerem déi, déi um Internet stattfannen, méi streng bestrooft;*

*– dass d'Europäescht Parlament an de Conseil vun der Europäescher Unioun de 15. Februar 2024 decidéiert hunn, d'Iwwergangsbestëmmungen aus der viregter legislativer Propos vun der Europäescher Kommissioun iwwert d'Aussetze vu verschiddenen Dispositiounen aus der EU-E-Privacy-Direktiv, déi den 3. August 2024 auslafe sollt, ëm 2 Joer ze verlängeren;*

*– dass d'Charta vun de Grondrechter vun der Europäescher Unioun ënner anerem de Respekt vum Privat- a Familljeliewen an de Schutz vu persounebezunnenen Daten a sengen Artikele 7 an 8 festschreift;*

*– dass d'Recht op Privatsphär souwuel am Artikel 20 vun der Lëtzebuerger Verfassung wéi och am Gesetz vum 11. August 1982 concernant la protection de la vie privée verankert ass;*

*– dass Lëtzebuerg e grousst Engagement am Kader vum Dateschutz opweise kann;*

*– dass et wichteg ass, esouwuel de Schutz vun eise Kanner, de Schutz vun eiser Privatsphär ewéi d'Sécherheet vun eise modernen, alldeegleche Kommunikatiounsmëttel ze garantéieren, an dofir de Prinzipp vun der Proportionalitéit bei all Agréff an e Grondrecht muss séchergestallt sinn.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*– sech weiderhin op EU-Niveau derfir anzesetzen, dass eng effikass Léisung fir de Schutz vu Mannerjäregen a fir de Kampf géint d'Verbreedung vu Kannerpornographie fonnt gëtt, déi de Prinzipp vun der Proportionalitéit an d'Sécherheet vun eise Kommunikatioune respektéiert;*

*– d'Initiativ BEE SECURE weiderhin ze ënnerstëtzen an hirer Aufgab souwéi der Zesummenaarbecht mat europäeschen Netzwierker, fir eng verantwortungsvoll a sécher Benotzung vum Internet an de soziale Medien ze förderen;*

*– d'Schoulen an d'Éffentlechkeet weiderhin ze sensibiliséieren a si bei der Ausaarbechtung vu preventive Schutzkonzepter ze begleeden.*

*(s.) Charel Weiler, Gilles Baum, Christophe Hansen, Carole Hartmann, Nathalie Morgenthaler.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weiler. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann.

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, fir eis als DP ass et kloer, dass de Schutz vun de Kanner eng vun den héchste Prioritéiten an eiser Gesellschaft ass. An Zäite vun der Digitaliséierung, wou een als Kand ëmmer méi fréi mam Internet an de Kontakt kënnt an eis Welt sech generell ëmmer méi séier verännert, musse mer d'Risiken am Bléck behalen.

Den Internet erlaabt et eis, anonym oder ënner Pseudonymme mat Leit uechtert d'Welt a Kontakt ze trieden, ouni eis Identitéit musse präiszeginn. Dës Medail huet och hir Kéiersäit: Et gëtt Leit, déi dës Méiglechkeet mëssbrauchen an d'Affer sinn oft déi Vulnerabelst. Den Internet ass awer kee rechtsfräie Raum. De sexuelle Mëssbrauch an déi sexuell Ausbeutung vu Kanner si schwéier Verbriechen. Si bedeite fir d'Affer e liewenslaange Schued, vun deem si sech nëmme ganz schwéier, wann iwwerhaapt, erhuele kënnen.

Well mer hei net an engem reng nationalen, mee an engem supranationale Raum sinn, si mir als DP vum Prinzipp hier domat averstanen, dëse Sujet op EU-Niveau ze traitéieren. Den Ament gi follgend Moossnamen op europäeschem Plang diskutéiert: d'Mise en place vun engem Kader mat enger klorer Definitioun, fir illegal Contenue besser ze identifizéieren, eng zentraliséiert EU-Agence fir d'Lutte géint de Mëssbrauch vu Kanner a Mannerjäregen, Moossnamen a Richtlinne fir Onlineubidder, fir si méi an eng Eegeverantwortung ze zéien.

An der Diskussioun ass awer och dee sougenannten Chat Control, dat heescht, eng Aart Iwwerwaachung vu Kommunikatiounen. Heivu wieren och déi sougenannt End-to-end-Verschlësselunge betraff. Konkreet heescht dat, dass Onlinedéngschter an Appubidder sollen d'Noriichte vun Notzer iwwerpréiwe kënnen, ouni mussen d'Verschlësselung opzebriechen.

Wann déi éischt dräi Initiativen duerchaus ze begréisse sinn, musse mer, wat den Chat Control vu verschlësselte Messagen ugeet, onbedéngt och iwwert d'Grondrechter vun de Privatpersoune schwätzen.

Den Artikel 8 vun der Mënscherechtskonventioun gesäit de Respekt vum Privat- a Familljeliewe vir. All Agréff an dëst Recht muss net nëmme per Gesetz virgesi ginn, mee muss och berechtegt sinn an e legitimmt Zil erfëllen. Als Demokratesch Partei setze mir eis ganz kloer fir all Eenzelnem säi Grondrecht op Dateschutz, Privatsphär an eng fräi Meenungsäusserung an. Dat heescht och, fräi ze sinn, fir seng Messagen, Sproochnoriichten, Fotoen, Videoen ze echangéieren, ouni dass dëst alles enger Kontroll ënnerläit.

Am Fall vun engem gesetzlechen Agréff an dës Fräiheet ass eng vun de substanzielle Froen, déi sech an dësem Kontext stellt, déi, ob et eng Technologie gëtt, déi wäit genuch entwéckelt ass, fir eng effikass Analys duerchzeféieren an esou déi illegal Kommunikatiounen ze identifizéieren. Verschidde Chercheure warnen, datt eng automatiséiert Iwwerwaachung nach net wäit genuch entwéckelt ass an et en erhéichte Risiko vu Falschmeldunge gëtt. Zousätzlech gëtt virum sougenannte Client-Side-Scanning gewarnt, eng Kontroll virun der Verschlësselung, déi den Dateschutz géif weider gefäerden.

Domat sti fir eis als DP nach esou munch Froen am Raum, wat e Cadre légal zum Chat Control betrëfft.

Léif alleguer, niewent den Diskussiounen op EU-Niveau ginn och op nationalem Plang Efforte gemaach, fir Mineuren ze schützen. Am August 2023 ass ënnert der viregter Regierung en neit Gesetz a Kraaft getrueden, dat ënner anerem d'Abus sexuels vu Mineuren och am Netz méi streng bestrooft. Den Educatiounsminister Claude Meisch huet och an der leschter Legislatur schonn en neit Jugendschutzgesetz op den Instanzewee bruecht, dat de Schutz vun de Kanner um Internet nach weider stäerke wëll.

An da bleift et weider wichteg, dass Kanner a Jugendlecher den Ëmgang mat de soziale Medien an der digitaler Welt léieren. An dësem Kader spillt BEE SECURE an d'BEE-SECURE-Stopline e ganz wichtege Rôle. Mat Workshops a Campagnë kënnen de Kanner a Jugendlechen esou déi néideg Kompetenze mat op de Wee gi ginn. Als Demokratesch Partei hale mir um maximale Schutz an um Stäerke vun eise Kanner fest. D'Mëttel, déi agesat ginn, fir privat Kommunikatiounen ze kontrolléieren, mussen trotzdeem verhältnismëisseg bleiwen, fir d'Rechter vu jidder Eenzelnem an notamment d'Recht op Privatsphär ze respektéieren.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Hartmann. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Liz Braz. Madamm Braz.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Villmools merci fir d'Wuert, Här President.

Eng Foto vu sengem Kand am Maillot an de Familljenchat op WhatsApp schécken, en Teenager, dee vläicht e bësse méi pickeg Fotoen un de Frënd schéckt oder carrement Kannermëssbrauchmaterial

iwwer verschlësselt Kommunikatiounen u pedophill Reseaue verschécken: All dat sinn Interaktiounen, déi an Zukunft géife vun Chatregulatioune geflaggt ginn.

Dobäi mengen ech, dass mir heibannen eis eens sinn, dass et virun allem dee leschte Volet ass, géint dee mir alleguer d'Hiewele sollen ëmleeën.

D'Stäerkt vun enger Gesellschaft, déi weist sech doranner, wéi se hir schwächste Leit schützt. An dozou gehéiert och de Schutz vu Kanner am digitale Raum.

Selbstverständlech sti mir hannert der Zilsetzung vun dem virgeschloene Reglement, fir géint de Mëssbrauch vu Kanner a Jugendlechen am Internet virzegoen. Virun allem wann ee bedenkt, dass eleng 2022 iwwer 1,5 Millioune Fäll vu Kannermëssbrauch festgestallt gi sinn.

Mee mir hunn awer nach ëmmer eis Bedenken iwwert d'Method, déi hei soll ugewannt ginn. Mir halen hei drop, dass een e Balanceakt muss fannen, fir engersäits d'Kanner viru Mëssbrauch ze schützen an anerersäits derfir ze suergen, dass ons Grondrechter weider kënnen op engem héijen Niveau protegéiert ginn.

Ënnert der belscher Presidence ass dann elo neie Schwong an dësen Dossier vum Chat Control komm. A mir begréissen, dass am Kader vum Trilog eng Rei Efforte gemaach gi sinn, an dat virun allem dank de Virschléi vum EU-Parlament, fir dësen Text ze verbesseren. An awer stelle mer fest, dass d'Plattformen, déi sougenannte verschlësselt Kommunikatiounen ubidden, ewéi WhatsApp, Signal oder Facebook Messenger zum Beispill, anescht wéi vum EU-Parlament gefuerdert, elo awer sollen an dëser neier Propos mat integréiert sinn.

Wat bréngt dat mat sech? Stellt Iech vir, Dir hutt e wichtege Bréif fir e Kolleeg, deen Dir an engem Safe hannerloosst. Nëmmen hien a soss keen anere ka mam richtege Schlëssel de Safe opspären an dëse Bréif liesen. Hei ass et ënlech mat dëse Kommunikatiounsplattformen. Déi aktuell Propos, déi gesäit awer elo en Universalschlëssel vir, fir kënnen am Fall, wou et néideg wär, Zougréff op Messagen ze kréien an déi ze observéieren, noutgedronge se och ze blockéieren an ze mellen. De Problem ass awer, datt esoubal esou en Universalschlëssel existéiert, net nëmmen déi concernéiert Autoritéiten Zougréff dorobber kréien, mee och Hacker an aner Benotzer, déi eventuell kriminell Intentiounen hunn, dës Schwaachstelle kënnen ausnotzen, ewéi schonn och sämtlech Avise vu verschiddenen Dateschutzorganisatiounen an dësem Projet ënnerstrach hunn. Derbäi kënnt: Mat dëser globaler Iwwerwaachung wier d'Bréifgeheimnis an d'Integritéit vun der gesamter Kommunikatioun an der digitaler Welt a Fro gestallt.

Wann een de Prinzipp vun der verschlësselter Kommunikatioun a Fro stellt, da mécht een e klore Broch mam Recht op Dateschutz a Privatsphär, e Recht, dat an der europäescher Grondrechtscharte verankert ass. Aus Dateschutzperspektiv ass dat dote ganz kloer e Schratt a Richtung gliesene Bierger, wou all Bierger ënner Generalverdacht gestallt gëtt, a mir soe ganz kloer, dass mir dat net wäerte matdroen.

An eise Beméiungen, fir déi digital Kommunikatioun méi sécher ze gestalten an dobäi d'Mineure viru Mëssbräich ze schützen, musse mir also no technesch ëmsetzbaren an effiziente Léisunge sichen, déi eis Grondrechter net onproportionéiert aschränken.

E méiglechen Usaz ass eng fréizäiteg Erkennung vum illegale Contenu direkt un der Quell, dat heescht direkt um Handy vum Sender, deen dann dee Moment, wou de Message sollt fortgeschéckt ginn, sech géif mellen an intervenéieren. Dat géif verhënneren, datt de Contenu iwwerhaapt ka bis bei en Drëtte weidergeleet ginn an et géif och verhënneren, dass Falschmeldungen duerch en algorithmesche Feeler kënnen ausgeléist ginn.

D'Haaptresponsabilitéit vun der Verbreedung, déi bleift kloer bei de Plattformen a sollt och gedeelt gi vun den Hiersteller Apple, Samsung a Co. Allerdéngs muss och verstäerkt op d'Sensibilisatioun gesat ginn. Dat esouwuel bei den Eltere wéi awer och bei de Kanner a bei de Jugendleche selwer, fir dass esou e Material guer net kann online gestallt ginn an doduerch och an déi falsch Hänn kommen.

Här President, mir gesinn nach ëmmer e groussen Handlungsbedarf bei dësem Sujet a géifen d'Regierung och froen, hir Positioun dozou mat eis ze deelen. Mir géifen awer, Stand haut, kloer dovunner ofroden, dëse Projet, esou wéi en aktuell presentéiert ass, matzedroen.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Braz. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Merci, Här Chamberspresident. Merci un de Ben Polidori fir dës Aktualitéitsstonn. Den Chat Control am Speziellen, mee virun allem den digitalen Iwwerwaachungsstaat am Allgemengen ass e wichtegt Theema fir meng Partei, d'ADR. Ech perséinlech fanne souguer, datt et déi gréisste Gefor fir eis Gesellschaft a fir d'Fräiheet vum Mënsch an den nächste Joerzéngten ass. D'Digitaliséierung erlaabt et de Computersystemer, ëmmer méi Informatioun iwwer eis all ze sammelen a mat där Informatioun eist Verhalen an Denken ze beaflossen an ze kontrolléieren. A wann s de de Computersystem kontrolléiers, kanns de och bestëmmen, wat dat richtegt Verhalen an dat richtegt Denken ass.

Nei Technologië sinn erfonnt ginn, fir eis d'Liewe méi einfach ze maachen, mee duerno kommen oft déi negativ Säiten. Mat Ärem Handy kënnt Dir telefonéiere vun iwwerall, mee d'Handysfirma weess genau, wou Dir waart a mat wiem Dir zesumme waart. Mat Ärer Kredittkaart kënnt Dir ouni Sue bezuelen, mee d'Bank weess genau, wat Dir kaaft hutt, a si kéint Iech zu all Moment spären. Am Moment existéieren Är Daten nëmmen an Datesiloen, dat heescht, all Firma huet nëmmen d'Daten iwwer eppes – den Handy oder den Auto zum Beispill –, mee keen huet all d'Daten. Mee a China zum Beispill ass et anescht. Déi hunn alles an déi kënne mat engem Knäppchen all Är digital Servicer ofschalten. Esou wäit si mir nach net, mee mir ginn awer ëmmer méi an déi Richtung.

Ier ech zum Chat Control kommen, wëll ech gären en anert Beispill erwäne vum Auto. Do ass et och eng EU-Direktiv ginn, déi d'Autofirme forcéiert huet, en Noutruff an den Auto anzebauen. Ech hu mir virun engem Joer en neien Auto kaf an ech hu gesot, datt ech keen Auto wëll, dee getrackt ka ginn. Hir Äntwert: Här Weidig, da kënnt Der Iech keen neien Auto kafen. Et ass der Garage verbueden, d'SIM-Kaart aus dem Auto ze bauen, dat heescht, all neien Auto gëtt getrackt.

*(M. Fernand Etgen prend la présidence.)*

An Dir kënnt Iech jo och virstellen, wéi et elo weidergeet. Iergendwann eng Kéier kënnt een op d'Iddi: Wann een den Auto tracke kann, da weess een och, wéi séier datt den Auto fiert. Mir brauchen da keng Radare méi, mee da ginn d'Fantasië vun eise Radarfans erfëllt: absolutt Kontroll iwwert d'Geschwindegkeet vun den Autoe vun de Lëtzebuerger. Zu all Sekonn kann all Auto op all Strooss gemooss ginn an automatesch e Protokoll heemgeschéckt ginn. Domat ass dann endlech d'Verhale vum béise Lëtzebuerger Autofuerer ënner Staatskontroll.

*(Interruption)*

Dir gesitt also d'Muster: All déi Propose fänken harmlos un. „Dat ass fir eng gutt Saach." „Du wëlls, datt s de bei engem Autosaccident direkt gehollef kriss, also muss de getrackt ginn." An duerno geet et ëmmer weider. Systematesch gëtt däi Verhalen ëmmer méi kontrolléiert.

A lo komme mer zum Chat Control. D'Iwwerwaachung an d'Kontroll vun der Geschwindegkeet vun eisen Autoen ass nach harmlos, mee d'Iwwerwaachung vun de Wierder, also vum Denke vum Bierger, ass vill méi problematesch. Och do gëtt d'Iwwerwaachung gepusht mat emotionaler Erpressung. „Du wëlls dach, datt d'Kanner geschützt ginn." „A mir verspriechen der och, datt soss näischt dermat gemaach gëtt." Wierklech?!

Den Chat Control, wéi en der EU-Kommissioun virschwieft, ass just e Pretext fir an déi privat Messagen eranzekommen. De Kampf géint d'Kannerpornografie gëtt als trojanescht Päerd benotzt, fir no an no ëmmer méi d'Rechter op privat Kommunikatioun ze liquidéieren.

Dës Initiativ bréngt och näischt am Kampf géint kriminell Pedophiller, wéi et elo an deene Riede virdrun och schonn erklärt ginn ass. D'EU gëtt mat dësem Projet definitiv zum „Weltmarktführer der Massenüberwachung", wéi bal 40 Biergerrechtsorganisatiounen et schonn am Mäerz an engem offene Bréif formuléiert hunn. Souguer dem däitsche Kannerschutzbund – dem däitsche Kannerschutzbund! – geet d'Initiativ vun der EU ze wäit. An dat soll eis wierklech ze denke ginn.

Ech garantéieren Iech, datt lues a lues d'Iwwerwaachung erweidert gëtt, wann déi EU-Direktiv kënnt. Da kommen als Éischt d'Drogen derbäi, da muss géint d'Diskriminatioun gekämpft ginn, da géint mënscheverachtend Ideologien, an da muss natierlech géint Hatespeech gekämpft ginn.

Hatespeech ass eng absolutt genial Iddi, well een domat einfach mol als Hate definéiere kann, wat engem politesch net passt. Den Algorithmus sicht dann net nëmmen no Jargonwierder aus der pedophiller Zeen, mee och Wierder wéi „fidderen", zum Beispill, ginn da geholl an da gëtt da gekuckt, a wat fir engem Kontext d'Wuert „fidderen" benotzt ginn ass. A wann et am falsche Kontext benotzt ginn ass, da kritt een automatesch e Protokoll geschéckt. Oder, wann een Deputéierten ass, da kritt een automatesch eng E-Mail fir e fräiwëllegt perséinlecht Gespréich mam Här Chamberspresident.

*(Hilarité)*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Tom Weidig** (ADR) | Mir an der ADR-Fraktioun sinn natierlech fir de Kampf géint Kannermëssbrauch, mee net op d'Käschte vun der perséinlecher Fräiheet. Mir musse mat ganzer Energie en Iwwerwaachungsstaat verhënneren. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Merci villmools, Här Weidig. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Sam Tanson.

*(Interruption par M. Marc Goergen)*

Fir d'éischt huet awer nach den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot, fir eng Fro ze stellen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Dem Här Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | U mech?

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Jo. Här Weidig, sidd Der bereet, déi Fro unzehuelen an dorop ze äntwerten?

**M. Tom Weidig** (ADR) | Ma, et ass meng éischt Fro. Da jo.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | O, wat eng Éier!

**M. Tom Weidig** (ADR) | Ech hunn zwar schonn Angscht, mee ...

*(Hilarité)*

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Nee, nee. Et ass eigentlech eng ganz soft Fro.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo. Ok.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ech hunn elo Är Geschicht nogelauschtert vum Auto ouni Technik. Wann ech mech awer richteg erënneren, ass Är Partei awer net dergéint gewiescht, dass e Scanner géif agefouert ginn, zum Beispill op den Autobunnen, wou da Placke géife gescannt ginn, fir d'Gangsteren ze fannen.

*(Interruption par M. Fernand Kartheiser)*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Här Weidig, Dir kritt d'Wuert, wann Der wëllt.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Dir sidd jo och, sot extra den Här Kartheiser, ... well et ass genau dat selwecht mam Dateschutz. Dir stitt hei an Dir sot, Dir wëllt keen Auto mat engem GPS. Kann een huelen. Op där anerer Säit sidd Der awer net dergéint, dass herno eng Masseniwwerwaachung mat Plackescannere géif kommen. Dofir meng Fro.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Här Weidig, Dir sidd fräi, fir ze äntweren oder net.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Also dat eent ass natierlech: Dir hutt de perséinlechen Auto, do kënnt Der natierlech zu all Moment alles tracken, wärend natierlech beim Scanner nëmmen op e puer Punkte punktuell gescannt gëtt, an do huet een natierlech vill manner Informatioune fir den Auto.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci, Här Weidig. An dann huet elo déi honorabel Madamm Sam Tanson d'Wuert.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo. Merci, Här President. Merci de Piraten, dass se déi Aktualitéitsstonn hei ugefrot hunn. Et ass en extreem wichtege Sujet. An ech wëll natierlech keng Skala opstelle vun de Grausamkeeten, wat am schrecklechsten ass a wat net, mee ech denken, dat ass och schonn e puermol hei ugeklongen de Mëtten, wann ee Kanner Gewalt undeet, dass dat an där Gewaltskala eigentlech net ze toppen ass an dass dat am Fong zu deene schlëmmste Saache gehéiert, déi kënne geschéien.

An duerfir bedaueren ech e bëssen, dass déi ganz Propositioun vun där Direktiv, wou et jo eigentlech ëm eppes geet, ... Dat ass dat extreemt Ausmooss, dat dat Material am Internet hëlt, wou ee gesäit, dass Kanner abuséiert ginn, oder och eeben de sougenannte „Grooming", fir deen ze bekämpfen, eppes, wat mer wierklech musse bekämpfen, wat duerch déi digital Welt multiplizéiert gëtt, ... dass mer net méi dovunner schwätzen oder ganz wéineg dovunner schwätzen an eebe ganz vill iwwert dee sougenannten Chat Control schwätzen, wat och wierklech e richtege Problem duerstellt. Duerfir verstinn ech dat och.

Mee et deet mer wierklech leed, dass dat anert net méi am Vierdergrond steet an dass och net probéiert ginn ass, wou gesi ginn ass, dass een net géif zu engem Konsens kommen op där heiter Propos, déi Direktiv och ze splécken an deen een Deel – all déi Mesüren, déi wichteg sinn a richteg si fir de Schutz vun de Kanner –, erauszehuelen a virunzedreiwen, an dann op där anerer Fro ze kucken, ob ee seriö Äntwerten op déi technologesch Froen an op déi rechtsstaatlech Froen, déi sech do gestallt ginn, ka fannen.

Mir haten dat och. An do, et deet mer leed, Här Polidori, muss ech Iech awer verbessere par rapport zu deem, wat Der virdru gesot hutt. Mir haten do eng kloer Positioun. Ech hunn elo eng Question parlementaire erausgesicht. Dat ass eng vum September 2023, wou mer och d'ailleurs Ärem Kolleeg Sven Clement drop geäntwert hunn, wou mer gesot hunn, dass mer net kéinte mat dem Text averstane sinn, esou wéi en elo géif virleien.

An deem Kontext hunn ech och erwäänt, dass ech zesumme mat anere Justizministeren och e Bréif geschriwwen hat un d'Kommissioun, wou mer gefrot hunn, eebe justement, dass d'Proportionalitéit hei soll agehale ginn. An et gëtt och en Avis vum Service juridique vum Conseil zu där ursprünglecher Propos, wou dat eeben och ervirgestrach gëtt, dass hei e Verhältnismëissegkeetsproblem ass. An ech froe mech, ob dann och elo en Avis ugefrot gëtt, well et eeben esou en extreem kropelege Sujet ass, fir eeben elo déi Kompromëssproposs, déi dann nach net am Text existéiert, mee op d'mannst an de gréissten Zich existéiert.

An de Constat ass effektiv deen, dass déi ganz Selbstverflichtung net duergeet an dass mer domadder de Problem am Internet net geléist kréien. De Problem ass och, dass – och dat gouf ëmmer erëm ënnerstrach – d'Experten eis och gesot hunn, dass ee muss zréckgräifen op Drëttstaaten, fir déi néideg Informatiounen ze kréien, an dat kann eigentlech net sinn! Mir mussen hei eng Autonomie hunn, fir géint déi ganz Problematik virzegoen. Mee et kann awer net sinn, dass dat gemaach gëtt, andeem een zréckgräift op Moyenen, déi dann op där anerer Säit wierklech grondleeënd eis Rechter anengen. An et gëtt zwar dacks lapidar gesot: „Den Internet ass e rechtsfräie Raum", mee dat kann awer net ... Éischtens däerfe mer dat natierlech net hinhuelen, an et däerf awer och net sinn, datt mer als Legislateur déi digital Welt vun de fundamentale Rechter ausklameren.

Hei ass wierklech esou e Paradebeispill, wou ee ganz schlëmm Doten op där enger Säit huet, mee op där anerer Säit awer, wann een déi kriminell Dote wëll verfollegen, een dann higeet an eeben eppes wéi en Chat Control aféiert, wat extreem vill aner Problemer mat sech brëngt.

Mir hunn eppes, wat ganz einfach kléngt a priori: Mir scannen all Message, och wa se verschlësselt sinn. Dobäi géif dann all Message vu jiddwerengem heibannen zum Beispill och kënne entschlësselt ginn. Dat hätt rëm eng Repercussioun op Identitéitsklau. Dat hätt eng Repercussioun dorop an autokratesche Staaten, wou dann Oppositiounspolitiker zum Beispill kéinten iwwerwaacht ginn. Alles Problemer, déi schonn ernimmt gi sinn an déi eis wierklech ze denke ginn.

An ech sinn immens frou, dass d'Cour européenne des droits de l'homme sech och mat der Problematik ausenanergesat huet an eeben och elo kierzlech nach en Arrêt geholl huet, wou och déi Wichtegkeet vun deene verschlësselte Messagen ënnerstrach gëtt. Ech zitéieren eng Kéier kuerz, wou d'Cour seet: „An der digitaler Zäit droe Moossname wéi d'Securiséieren an d'Schütze vu privaten an elektronesche Kommunikatioune wéi encryptéiert Messagen derzou bäi, ons fundamental Rechter wéi och d'Meenungsfräiheet ze schützen."

An dorëms geet et hei. Dat ass net e klengt Gutt, dat ass eppes, wat mer alleguerte sollten héichhalen. An duerfir interesséiert et mech natierlech elo, ze wëssen, wat d'Positioun vun der Regierung ass par rapport zu där neier Propos. An et war scho gefrot ginn: „Wat ass geäntwert ginn op déi Froen, déi gestallt gi si vun der belscher Presidence?" Do wier et natierlech gutt, wa mer dee Bréif och kéinte gesinn, déi Äntwerten, fir dass mer eis e Bild kënne maache vun der Situatioun, wéi se am Moment ass.

Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci, Madamm Tanson. Iert mer d'Regierung héieren, kritt awer nach fir d'éischt de leschten ageschriwwene Riedner, den Här David Wagner, d'Wuert. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. A merci och de Piraten fir dës Heure d'actualité, déi wierklech e brennende Sujet uschwätzt. An et ass sécher, et ass scho gesot ginn: Mir hunn et hei u sech ganz kloer mat enger Afrostellung vum Bréifgeheimnis op engem aneren Niveau ze dinn.

Wann dëse Reglement a senger urspréngleche Form adoptéiert gëtt, wäert keng eenzeg digital Noriicht oder E-Mail nach vertraulech sinn. Et gëtt eis gesot, datt et drëms geet, datt et beim Kampf géint ganz schwéier Verbrieche soll nëtzlech sinn, wéi zum Beispill Kannermëssbrauch a Pedophilie. Mee, wéi den Här Polidori dat och virdru gesot huet an och Beispiller genannt huet, kann et och genau zum Géigendeel féieren.

Natierlech ass all Mënsch mat gesondem Verstand derfir, datt een esou Verbriechen esou effikass wéi méiglech verfollegt a bestrooft a wa méiglech och verhënnert, ier d'Dot iwwerhaapt zustane kënnt.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

Mee dat geet net mat enger Mesür, déi fundamental demokratesch Rechter a Fro stellt an déi niewebäi och nach oneffikass wäert sinn. En plus ass d'Gefor grouss, datt dee Reglement eeben d'Dier opmécht fir aner Mëssbräich, sief et d'Iwwerwaachung vu Bierger oder och d'Zirkuléiere vun intime Messagen, déi net fir d'Zirkuléiere geduecht sinn.

Den Edward Snowden hat jo och nach erzielt, zum Beispill, datt Mataarbechter vun der NSA sech ameséiert haten, Biller vu Fraen, déi intim Fotoen u Partner geschéckt hunn, ronderëmzirkuléieren ze loossen. An dat ware scho kryptéiert Messagen. Dat si Mataarbechter, déi scho Méiglechkeeten hunn, dorunner ze kommen, an déi schonn esou Dommheete gemaach hunn.

Wann zum Beispill de Bierger hir Noriichten och falsch geflaggt sinn an als Kannermëssbrauchscontenue geflaggt ginn, well se, zum Beispill, mat hirem Partner flirten, wiere Beamte berechtegt, hir Noriichten ze liesen an hir intim Biller ze kucken, ouni datt si et mierken.

Jidderee weess, datt net all Regierungen an Europa dee selwechte Wäert op d'demokratesch Rechter vun hire Bierger leeën. Mir wëssen, zum Beispill, datt e Land wéi Ungarn sech och explizitt derfir ausgeschwat huet, fir Accès op verschlësselt Messagen ze kréien. Mir wëssen och, firwat.

Ech hoffen, datt Lëtzebuerg sech net op Ungarn alignéiert!

Doriwwer eraus wäert d'EU och zu engem Schwäizer Kéis ginn, wat de Schutz vun Informatiounen ugeet. An dowéinst kéinte sech och Länner ausserhalb vun der EU, déi et och net esou strikt huele mat fundamentale Rechter, sech interesséiert weisen. Dofir menge mir och ganz kloer, datt d'Lëtzebuerger Regierung och am Kader vum Trilog sech derfir soll asetzen, datt och d'Ännerungs- an

d'Amendementsvirschléi vum Europaparlament sech misst uschléissen (veuillez lire: datt ee sech och den Ännerungs- an Amendementsvirschléi vum Europaparlament misst uschléissen).

Mir mengen och, datt ONGen, Journalisten, Tech-Experten och follgend Problemer uginn, déi op verschiddenen Niveauen existéieren, a si soen och, datt dat verfollegt Zil, nämlech de Kannermëssbrauch, den Online-Kannermëssbrauch ze verhënneren, net wäert erreecht ginn. Et ass jo och e weesentlechen Deel vu sexuelle Contenuen, déi Mineure betreffen, déi gedeelt oder ausgetosch gi vun a mat anere Mineuren. Gewëssen Zuele schwätzen esouguer vu 50 bis 60 %. Dat heescht, et gëtt alles an een Dëppe geheit, wéi dat och virdru gesot gouf: De Sexting engersäits ënnert Teenager gëtt dann an dat selwecht Dëppe gehäit wéi d'Pedokriminalitéit.

D'Legislateuren hunn och op divers Aart-a-Weise gewisen, datt si urspréinglech guer net den haitegen Zoustand vun den Technologië kannt hunn, déi si wëlles hunn anzesetzen. Et gouf zum Beispill och vun Altersiwwerpréiwungsmechanisme geschwat, déi dann agesat kéinte ginn, wat och vu kommerziellen Acteure räichlech versprach gouf, an d'Realitéit ass awer aneschters. D'Technologie ass onräif, et ass onméiglech, si vertraubar anzesetzen, a si ass nëmme wierklech fir net raciséiert, also wäiss Leit zum Beispill, och ausgeschafft ginn, wat dozou féiert, datt zum Beispill e raciséierte 16-Järege méiglecherweis keen Accès op YouTube oder WhatsApp géif kréie mat esou enger Technologie, einfach, well en net richteg identifizéiert kéint ginn.

Mir ënnerstëtzen och d'Militanten aus der digitaler Welt an d'ONGen, déi anstatt nëmme Bestrofung nom Fait eng méi preventiv Approche fuerderen, wou Entreprisen a Plattforme vun Ufank un hir Produiten esou gestalte missten, datt Grooming, also de Fait, datt Erwuessener digital Plattforme benotzen, fir Kontakt mat Mannerjäreger ze kréien, méi schwiereg géif ginn, an dat och iwwer d'Security by design.

Mir mengen och, datt Jugendlecher och als Acteuren am Prozess unerkannt ginn, datt si léieren, wéi ee mat Biller an Noriichten ëmgeet, wat hir Rechter a Flichten ugeet. Doriwwer kéint een och nach diskutéieren, iwwer justement déi sexuell Erzéiung an de Schoulen, déi net reng biologesch ass, mee och gesellschaftlech, well justement dat eng Méiglechkeet ass fir Jonker, fir sech ze beschütze vis-à-vis vu Kannermëssbraucher, vis-à-vis vu Pedophiller.

Voilà, Haaptsaach fir eis: Et ass méiglech, illegal Contenuen ze flaggen an d'Zesummenaarbecht tëscht der Police an de Plattformen ze entwéckelen an ze erliichteren, ouni d'Grondrechter vu Milliounen Europäer a Gefor ze bréngen. An esou soll een dat och maachen. A mir sinn och gespaant op d'Positioun vun der Regierung.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci, Här Wagner.

An dann ass et elo un der Regierung. Madamm Minister.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Merci, Här President, an och merci de Piraten, déi dës Aktualitéitsstonn ugefrot hunn. Fir d'éischt wëll ech ganz kloer soen, datt de Prinzipp vun enger Verstäerkung vun de Moyenen, fir géint sexuellt Mëssbrauchsmaterial a sexuelle Mëssbrauch online virzegoen, ze begréissen ass, an dass dëst e Phenomeen ass, deem mer ëmmer méi begéinen a wou mer mussen och dergéint agéieren. Et si ganz grav Faiten an déi hunn e schwéieren Impakt op d'Liewe vun deene Leit, déi concernéiert sinn.

Nach musse mer op där anerer Säit kucken, dass mer net en onageschränkten Agréff a Fräiheeten hunn, wéi zum Beispill de Respekt vun der Privatsphär oder de Secret vun de Kommunikatiounen, déi duerch international Texter protegéiert sinn. Derbäi kënnt, datt mer d'Sécherheet och musse garantéiere vun eise Kommunikatiounsmëttelen an eis musse schütze géint Cyberattacken.

Éier ech op de Contenu agi vun deem aktuelle Reglement, dat um Dësch läit, wollt ech awer just e puer Elementer klarifiéieren. Et war nämlech rieds an der Ufro vun de Piraten, datt schonn e Vott geholl gi wier um europäeschen Niveau. Deem ass nach net esou!

An et muss een zwou Saache kloer ënnerscheeden: Op där enger Säit hu mer d'Propos fir e Reglement vun der Kommissioun, fir online sexuelle Mëssbrauch op Kanner méi effikass ze bekämpfen. Dat ass déi sougenannt Propos fir d'CSAM-Reglement, also Child Sexual Abuse Material, dat eeben, wéi gesot, 2022 proposéiert ginn ass an dat eeben och dee sougenannten Chat Control virgesäit.

Et ass awer nach en aneren Text, deen am Moment déi dote Problematik reegelt, nämlech déi fräiwëlleg Detektioun vu pedopornografeschem Material, an dat iwwer eng Derogatioun vun der ePrivacy Directive, wat eeben de Provideren erlaabt, op fräiwëlleger Basis Detektioun ze maache vu pedopornografeschem Material. Dat sollt urspréinglech bis den 3. August 2024 gëllen.

Well mer awer nach amgaange sinn, op europäeschem Niveau un deem sougenannte CSAM-Reglement ze schaffen, a well verhënnert sollt ginn, datt e Vide juridique ass, ass decidéiert ginn, an do ass et e Vott ginn, déi provisoresch Derogatioun ze verlängeren ëm zwee Joer. Dat heescht, dat temporäert Reglement wäert da bis den 3. Abrëll 2026 a Kraaft sinn, wat eeben, wéi gesot, am Moment eng temporär Léisung ass, an och keng perfekt Léisung. An dowéinst ass et wichteg, datt mer deen aneren Text weiderdreiwen.

Elo zum CSAM-Reglement. Zesummegefaasst geet et eeben, wéi gesot, dodrëm, d'Detektioun, de Signalement, d'Blocken an d'Läsche vu sexuellem Mëssbrauchsmaterial a sexuelle Sollicitatioune vu Kanner am Internet ze verstäerken. Dëst soll méiglech gemaach ginn duerch eng ganz Rei Obligatiounen, déi op verschidden Internetservice-Provideren – dorënner och Provideren, an dat ass kloer gesot ginn, vu Kommunikatiounsdéngschter – falen, fir eeben dee Contenu ze mellen, de Risk ze minimiséieren, datt hir Servicer dofir benotzt ginn.

An déi initial Propos gesäit effektiv och vir, datt ee Providere ka verflichten, Kontrollen ze maachen eebe vun de Kommunikatiounen, déi bestinn tëscht de Leit, wann nogewisen ass, datt e Risk besteet, datt déi Servicer detournéiert ginn. An der initialer Propos huet dat sech applizéiert op d'Kommunikatioune vun all Benotzer, an et ass total onofhängeg dovunner, ob e Lien mat enger Strofdot besteet oder net.

Déi obligatoresch Kontrolle ginn dann déi sougenannten Detection Orders genannt, wou da vun enger Justizautoritéit oder independanten administrativen Autoritéiten déi Injonctioune kënne gesprach ginn, fir datt dann e Provider de ganze Screening muss maache vun de Kommunikatiounen. Wat awer bei dëser Propos net de Fall ass: Et gëtt am Fong net gesot, wéi eng Technologië musse benotzt ginn, an ech mengen, do ass effektiv eng vun de groussen Inconnuen: Wéi eng Technologië maachen et iwwerhaapt méiglech, dat do ze maachen? Et ass just gesot an der Propos, et missten effikass a sécher Technologië sinn. Mee wéi gesot: Wéi eng Technologie ass effikass a sécher, fir dee Screening ze maachen? A wat och kloer scho gesot ginn ass: An där Propos sinn all verschlësselt Kommunikatiounen och dran. Dat heescht, déi sinn net ausgeschloss. An an deem Sënn kann een och e WhatsApp, dat heescht eng interpersonell Kommunikatioun, nolauschteren.

An ech mengen, dat ass genau de Knackpunkt. An och wann ech d'Debaten haut lauschteren an der Chamber, ass dat genau dat, wou mer nach net sécher sinn, ob mer dat kënne maachen, a wou ech der Meenung sinn, datt et ganz schwiereg ass, et ze maachen, einfach well deen intrusive Charakter awer vill Froe mat sech bréngt. An ech mengen, datt och d'Experten eis soen, datt eng ondifferenzéiert Haltung zu dësem Sujet problematesch ass.

D'Lëtzebuerger Regierung, zesumme mat aneren, hat och de Service juridique vum Conseil ëm en Avis gefrot, deen och gesot huet, datt et e graven Agréff ka sinn, wann en net proportional ass zu dem Recht op Privatsphär, well eeben am Endeffekt et och vill vun där Technologie ofhänkt, déi dann och benotzt gëtt, fir dann ze kontrolléieren. An deem Sënn hat de Service juridique kloer plädéiert fir eng méi cibléiert Injonction de détection, wou méi substanziell a méi detailléiert Elementer och drastinn iwwert déi Technologien, déi kënne benotzt ginn, an dass d'Konditioune méi strikt ginn.

Dat ass notamment och de Fall, well mer d'Jurisprudenz hunn – déi hutt Der schonn ugeschwat – och am Kader vun der Rétention de données, an an deem Kontext geet et jo ëm Metadonnéeën, et geet mol net ëm de Contenu. Dat heescht, wa mer do streng sinn, da kann ech mer kaum virstellen, datt mer beim Contenu op eemol méi large sinn. A wéi gesot, och do ass de Problem, datt déi Donnéeën traitéiert ginn, ouni datt e Lien mat enger krimineller Aktivitéit ass. Mee do huet meng Virgängerin och e Gesetzesprojet deposéiert, fir dës Jurisprudenz och dann ëmzesetzen, well eeben e generaliséierte Filtrage net ka sinn. A wann, dann ass souwisou de Krittär d'national Sécherheet, wann een déi Jurisprudenze kuckt.

Bon, wéi gesot, nieft där Grondsazdiskussioun – wéi eng Fräiheete setze mer dann hei géint wéi eng Fräiheeten? – ass effektiv de Problem dee vun der Fiabilitéit vun den Technologien, déi mer da benotzen, fir esou Kommunikatiounen ze scannen, an datt eng Entschlësselung eeben dozou féiere kann, datt e Sécherheetsrisiko entsteet, datt eng technologesch Faille kann ausgenotzt gi vun Hackeren an datt mer eebe kënne Falschpositiver hunn.

Déi Solutioun vum Client-Side-Scanning, déi, wéi gesot, och schonn ugeschwat ginn ass, mengen ech, vun der Madamm Braz, déi gëtt heiansdo effektiv presentéiert als eng Method, fir dat dann ze ëmgoen. Mee och do soen Experten eis, datt dat ganz liicht kann ëmgaange ginn an datt et do duergeet, ee Pixel vun engem Bild ze änneren, an da kann de Contenu net méi detektéiert ginn. Wa mer also Stand haut kucken, gëtt et wuel keng Technologie, déi 100 % Sécherheet erlaabt, wa mer dann déi Kommunikatioune géife scannen.

Allgemeng, an ech mengen, wann Der frot: „Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung?", si mir nach wie vor skeptesch. Ech mengen, et ass awer ze begréissen, datt e bëssen eng nei Approche presentéiert gëtt vun der Belsch. Se ass e bësse méi cibléiert. Mir krute gëschter den éischten Deel vun engem Text, mee deen Text ass a ganz vill Kapitele gespléckt a mir kruten elo dat éischt Kapitel, wou et ëm déi sougenannt Detection Orders geet.

Mir sinn amgaangen, dat am Detail ze kucken, fir, wéi gesot, ze kucken, ob mer da lo besser ginn. Wat een awer do ka soen, ass, datt mer net nëmme just ..., an dat war jo am Fong eng vun den Haaptkriticken, datt mer eng total ondifferenzéiert Approche hunn. Et ass einfach de Service, dee viséiert ass, an all Mënsch, deen dee Service benotzt, gëtt souzesoe gescannt. Mir fänken un an eng Situatioun ... Also déi Propos, déi um Dësch läit, déi geet e bësse méi an eng Richtung, datt mer och kucken, eng suspect-based Approach ze hunn. Mer kucken och: Ass een tatsächlech suspekt? Mee da stelle sech nach ëmmer eng ganz Rei Froen: Jo, wéi entscheede mer dat? Wien entscheet dat? An esou weider, soudatt mer do, mengen ech, e bësse méi an déi richteg Richtung ginn, mee eng ganz Rei vun de Bedenken, wéi gesot, nach net opgehuewe sinn.

Mir op eiser Säit hunn effektiv nach net op déi Froe geäntwert. Déi Froe si ganz generell: Ass een d'accord mat enger eebe méi risk-based Approach? Kann ee sech virstellen, datt och Operateure selwer ufroe bei där Autoritéit, déi dann derfir zoustänneg ass, fir esou en Detection Order ze kréien? Mir hunn intern am Ministère och elo eng Reunioun mat BEE SECURE an och mam Kanner-Jugendtelefon d'nächst Woch, fir eis eeben awer och vun Experten ze encadréieren, fir déi dote Fro ze beäntweren.

Ech mengen, fir kënnen déi Fro hei definitiv ze klären, muss een e kompletten Text hunn, och wa mer fannen, datt déi hei Approche scho mol besser ass wéi déi Approche, déi urspréinglech um Dësch louch. Soulaang awer och déi End-to-end-Kommunikatioun nach dran ass, schéngt mer dat Ganzt awer relativ schwiereg. An ech mengen, datt mer weiderhi mussen an eng Richtung schaffen, fir en Text ze kréien, deen et fäerdegbréngt, all d'Garantien ze hu fir d'Sécherheet vun deenen Agréffer, an et fäerdegbréngt, eis Grondrechter – esouwuel de Schutz vun de Kanner ewéi op där anerer Säit natierlech och de Schutz vun der Privatsphär an och de Schutz vun de Kommunikatiounen – ze rechtfertegen. Voilà.

Do ass ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Minister, huelt Der nach eng Fro vun der Madamm Tanson un?

**Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Tanson.

**Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Ech hat scho „voilà" gesot.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci villmools fir déi Explikatiounen. Ech verstinn, Dir hutt den Text eréischt gëschter kritt. Ech hunn awer elo eppes anescht eraushéiere wéi dat, wat ech gelies hunn iwwert déi Propos, déi géif um Dësch leien.

Dir hutt elo gesot, et géif just bei Suspiciounen da gekuckt ginn. Dat, wat ech an der Press gelies hunn, dat ass awer, dass dat, wat géif um Dësch leien, wär, dass verschidden Niveaue géife kommen, ...

**Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Jo.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | ... awer net par rapport zu den Individualpersounen, déi suspektéiert sinn, mee par rapport zu der Sécherheet vun deenen eenzelne Plattformen, an dass dann awer herno d'Resultat dat wär, dass all eenzelnem Utilisateur vun där concernéierter Plattform säi Message dann awer géif gekuckt ginn. Dat heescht, net just wann e Verdacht géif bestoen.

Kënnt Der dat vläicht eng Kéier preziséieren?

**Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Dat ass effektiv genau déi Fro. Also éischtens emol tëscht deem Powerpoint, dee mer presentéiert kruten, wou eeben déi nei Approche dran exposéiert ass, an dem Text si schonn Ënnerscheeder. Also mir haten am Ufank véier Kategorien, elo hu mer der dann nach dräi. Dat heescht, mir sinn amgaang, och e bëssen ze kucken, awéifern mer iwwerhaapt nach ..., wat sech geännert huet par rapport zu där Propos.

A si hate ganz liicht um Rand indiquéiert, datt se eeben och géife kucken, datt een och misst an deem Risk Assessment da kucken: Ass eng Persoun tatsächlech suspekt? An dat ass eebe fir mech elo genau déi Fro, déi sech stellt. Komme mer fort vun enger generaliséierter Approche, wou mer just de Service kucken, a kucke mer och méi konkreet tëscht den Utilisateure vun deem Service, wie kann den Objet si vun esou engem Scanning oder net? An dat ass fir mech déi determinant Fro, déi mer musse klären iwwert déi nächst Wochen en fonction dovun, wéi den Text genau geschriwwen ass a wéi e sech artikuléiert. Dat si mer amgaang mat kucken.

Mee dat ass fir mech, wéi gesot, ee vun de sprangende Punkten, quitte datt dat net heescht, datt all déi aner Bedenken, déi mer iwwert d'Sécherheet hunn, aus dem Wee geschaf sinn an datt dann deem Ganzen näischt méi am Wee steet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann dës Diskussioun ofgeschloss.

***Motions***

A mir hunn dräi Motiounen, déi agereecht gi sinn. Déi zwou vum Här Ben Polidori.

***Motion 1***

Här Polidori, wëllt Dir nach zur éischter Stellung huelen? Dann ass et elo un Iech.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Just ganz kuerz. Ech mengen, d'Motioun ass relativ einfach. Mir wëlle just gäre wëssen ... Also zwee Invitten un d'Regierung. Deen ee mol eng Kéier, dass se sech zum digitale Bréifgeheimnis bekennen. An deen zweeten ass, wierklech sech derfir anzesetzen, dass e generelle Screening vu Biller, Videoen an eeben och Messagen net an en Text wäert afléissen. An dat sinn am Fong déi zwee Invitten, déi mer géifen hei d'Regierung invitéieren ze maachen. Voilà.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Hunn ech nach aner Wuertmeldungen zur där heiter Motioun? D'Madamm Tanson, den Här Weiler, d'Madamm Braz an den Här Weidig.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, ech muss soen, ech verstinn net ganz, wat gemengt ass mat dem Invite, notamment och den zweeten Deel, wou gesot gëtt, dass deen Chat Control net verflichtend soll ginn. Da liesen ech dat eraus, wéi wann dat da soll eng Méiglechkeet sinn, déi och virgesi gëtt um europäeschen Niveau.

Mir sinn hei awer, denken ech, an engem Kontext, wou et extreem wichteg ass, dass mer iwwerall déi selwecht Reegelen hunn, déi gëllen, an dass et net ka sinn, dass mer zu individuellen nationale Léisunge kommen.

An och déi Notioun vum digitale Bréifgeheimnis ass mer vläicht awer nach e bëssen ze vag, soudass ech géif mengen, mir géifen eis hei mol abstenéieren.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci. An da geet d'Wuert un den Här Weiler.

**M. Charel Weiler** (CSV) | Merci, Här President. Bon, et ass u sech eng Motioun, déi eis scho sympathesch ass, well se enger Motioun zimmlech änelt vu viru puer Joer. Et ass awer esou, datt mer hei och en neie Moment hunn, notamment par rapport zum Screening.

Mir hunn d'belsch EU-Presidence, déi den Dossier nach eng Kéier nei op de Leescht wëll huelen. Den Aarbechtsgrupp soll elo schaffen. A mir sinn der Meenung, datt mer à ce stade näischt direkt solle kategoresch ausschléissen. An dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun hei net unzehuelen.

Wat d'digitaalt Bréifgeheimnis ugeet, do schwätze mir an eiser Motioun och iwwert d'Droits fondamentaux, wat u sech dat digitaalt Bréifgeheimnis och incluéiert, soudatt mer dës Motioun net matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weiler. An da geet d'Wuert un d'Madamm Braz.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Merci fir d'Wuert. Mir stéieren eis och dodrunner, dass dat net soll verflichtend sinn. Mir sinn effektiv der Meenung, dass een eng eenheetlech Léisung hei brauch, déi an der ganzer Unioun iergendwa wäert ugewannt ginn. Dat ass awer Stand haut nach net de Moment. Mir sinn der Meenung, dass een nach muss waarden, bis d'Methodik ugepasst ass, bis et déi richteg AI-Programmer gëtt, fir dat dote wierklech kënnen effikass duerchzesetzen. An dofir wäerte mir eis och bei dëser Motioun enthalen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Braz. An dann huet den Här Weidig d'Wuert gefrot.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, also mir fannen déi Motioun gutt. Mir fannen et wichteg, datt dat digitaalt Bréifgeheimnis soll bestoe bleiwen. A mir fannen et och net gutt, datt de Contenu vun Interaktiounen zwëschent Bierger soll iwwerwaacht ginn.

Duerfir proposéieren ech menger Fraktioun, fir dat ze stëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. Den Här Polidori huet nach d'Wuert gefrot.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Bon, den Här Weiler huet et jo gesot: Virun zwee Joer hu mer ongeféier déi ..., net ongeféier, mee quasi déi selwecht Motioun eragereecht. Deemools war den Här Mosar ..., Dir hutt déi mat ënnerschriwwen ënner anerem, och nach aner Deputéierter, déi elo effektiv an der Regierung sinn. Bon, natierlech ass et en neie Moment. Ech mengen, wann een an der Majoritéit sëtzt, dann huet een eng aner Kap un an deementspriechend ass ee vläicht och e bëssen aneschters gepoolt wéi nach virun zwee Joer.

Dowéinst verstinn ech och an deem Kontext déi aner Kolleege vun der Oppositioun, déi dat heiten net kënne matdroen, well se et och effektiv virun zwee Joer net konnte matdroen. Et ass an der Rei, et ass en aneren Text, deen do läit. Mir schwätzen hei éischter vum Kader, vum Prinzipp an net vum Detail. Voilà, ech wollt dat just nach eng Kéier kloerstellen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori.

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun kommen, an der Hoffnung, datt dat elo alles klappt.

***Vote sur la motion 1***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 10 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen a 15 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 10 Jo-Stëmmen a 15 Abstentiounen.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.*

*Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.*

***Motion 2***

Da komme mer och zur Diskussioun iwwert déi zweet Motioun vum Här Polidori. Den Här Goergen huet d'Wuert gefrot. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Zu där däerf ech schwätzen. Dat Theema ass nämlech eent, wat mer scho méi laang um Häerz läit an och schonn e puermol hei diskutéiert ginn ass.

Ech kann Iech awer e klenge Rappell maachen, ëm wat et geet. Do geet ëm d'Vorratsdatenspeicherung. Dir wësst alleguerten, dass den Europäesche Geriichtshaff 2014 an 2016 decidéiert huet, dass dat onverhältnisméisseg ass an dass dat misst ofgeschaaft ginn.

Fir Iech eng Kéier kuerz ze soen: Bei jidderengem vun Iech, dee mam Handy telefonéiert, SMSen oder soss eppes mécht, gëtt erfaasst, mat wiem en do telefonéiert huet. Dat si Metadaten. Dat heescht, dat geet och bis an d'Beruffsgeheimnis bezéiungsweis de Quelleschutz eran.

Alleguerten Dir Deputéiert, wann Dir een hutt, deen Iech Informatioune gëtt, gëtt dat iwwert dee System Vorratsdatenspeicherung erfaasst. Dat selwecht, wann en Affekot mat sengem Mandataire ënnerwee ass. An dat ass eppes, wat fir eis géint den Dateschutz verstéisst, wéi och den Europäesche Geriichtshaff dat scho festgehalen huet.

Elo ass awer Lëtzebuerg där Demande ni nokomm an dat ass nach ëmmer aktiv hei am Land. Ech weess, dass an Tëschenzäit eng aktualiséiert Versioun vun der Madamm Tanson um Dësch läit, wou mer och nach net ganz zefridde sinn, well nach ëmmer eng ofgeschwächte Versioun vun der Vorratsdatenspeicherung dran ass, déi wuelverstanen net verstaatlecht ass, mee déi Date leie bei engem private Provider, eisen Entreprisen, déi Der alleguerte kennt, wou Der mam Handy operéiert. Et ass net verstaatlecht. Dat heescht, alleguerten Är Date leie bei engem private Provider.

An do froe mir, dass mer direkt ophalen, déi Daten ze erhiewen a weider och natierlech un deem Gesetzestext schaffen, och wann en eis net gefält a wann en eis ze wäit geet, mee op d'mannst ass et eng liicht Verbesserung, an deementspriechend elo direkt ophalen an dem Urteel vum Europäesche Geriichtshaff Rechnung droen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vun der Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ma mir hate schonn oft d'Geleeënheet, iwwert deen Dossier hei ze schwätzen. Ech fannen et e bësse schued, dass dee vermëscht gëtt mat deem extreem wichtegen Dossier, iwwert dee mer virdru geschwat hunn. Bei der Vorratsdatenspeicherung geet et drëm, ze wëssen, wie wéini wou war, net wie wiem wat geschriwwen huet zu wéi engem Zäitpunkt.

A wat nach derbäi kënnt: Den Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff seet net, dass een, wéi Dir dat hei schreift, guer keng Vorratsdatenspeicherung méi däerf maachen. E seet just, dass een et muss andämmen. D'Gesetzkonditiounen, déi hu mer probéiert, an de Gesetzesprojet virun – ech weess net – enger Zäitchen afléissen ze loossen. Dee läit elo erëm beim Justizministère, well den Avis vum Staatsrot ass, mengen ech, virun enger Zäitche komm. An elo geet et drëm, dat a Musek ëmzesetzen. A mir schwätze jo ganz vill heibannen iwwert d'Kriminalitéit, iwwert déi Moyenen, déi mer eis musse ginn, fir kënnen dergéint virzegoen. An do musse mer ëmmer den Equiliber fannen tëschent „d'Rechter vun deem Eenzelne respektéieren" op där enger Säit an op där anerer Säit awer och den Enquêteuren an der Justice déi néideg Moyene ginn, fir kënnen um selwechten Niveau oder op engem änlechen Niveau ze fonctionéiere wéi kriminell Banden. An dozou gehéiert eeben esou en Outil wéi d'Vorratsdatenspeicherung, déi zwar wuel bei de Providere läit, mee wou een dann awer eng Decisioun muss kréie vun engem Riichter, fir kënne kucken ze goen, wien da wéini wou war. An dat hëlleft scho bei der Opklärung vu Strofdoten.

Ech hoffe jiddwerfalls, dass dee Projet schnellstméiglech kann a Musek ëmgesat ginn, well et ass wichteg, dass mer konform sinn zu dem europäeschen Urteel. Dat ass wierklech wichteg. Et sinn der och vill komm. Ech mengen, et huet sech ëmmer méi preziséiert. Et ass e komplexen Dossier. An nach besser wier et natierlech, mee dat ass e bëssen aussiichtslos, wann hei eng europäesch Léisung géif kommen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Weiler.

**M. Charel Weiler** (CSV) | Merci, Här President. D'Madamm Tanson huet villes richteg gesot an ech ka mech deem uschléissen.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | A!

*(Hilarité)*

**M. Charel Weiler** (CSV) | Bon, de Projet de loi zur Rétention des données ersetzt u sech deen, deen en cours ass, deen ënnerwee ass, wou den Avis vum Staatsrot do ass. Dee ka gegeebenefalls nach virum Summer an de Plenum kommen, soudatt ech mengen, datt déi Motioun hei superfetatoire ass an ech menger Fraktioun géif proposéieren, déi net matzestëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weiler. Dann huet den Här Weidig d'Wuert gefrot.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo. Mir maachen als Partei e groussen Ënnerscheed zwëschent dem Contenu vun enger Kommunikatioun wéi an engem Chat, oder ob een elo en Chat hat a wéini datt een deen hat a wou datt een deen hat.

Fir eis ass et ganz wichteg, wann en Terroristenuschlag zum Beispill ass, datt dann d'Polizei wierklech ka kucken, wou déi Gefierer higefuer sinn, vu wou se koumen a mat wiem se Kommunikatioun haten an och wéini datt se eng Kommunikatioun haten.

Mee mir fannen, datt an de Contenu vun der Kommunikatioun selwer eranzegoen, dat ass fir eis en Agréff an d'Privatsphär. Dat anert, datt eng Kommunikatioun passéiert ass, dat ass fir eis ok. Duerfir si mer do dergéint.

Op där anerer Säit fanne mer awer och, datt ee bei de Vorratsdatenspeicherunge wierklech enorm oppasse muss an dat wierklech nëmme punktuell mécht an net ze wäit geet. Duerfir wäerte mir eis enthalen, well mer déi zwee Aspekter gesinn.

**Une voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. Dann huet d'Madamm Braz nach d'Wuert gefrot.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Ech wäert d'Harmonie och net briechen. Ech schléisse mech do de Virriedner un. Mir wäerten dës Motioun och net kënne matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Braz. Den Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci. Ech deelen och ganz vill vun deem, wat d'Madamm Tanson an hirer Analys gesot huet. Well Dir hutt richteg … – ech weess, mir hunn do scho vill Dänz mateneen zesumme gehat an de leschte Joren iwwert d'Vorratsdatenspeicherung hei am Haus –, Dir hutt richteg gesot: „Et muss agedämmt ginn." Mee dat ass awer zënter 2014 a 2016, wou dat Urteel komm ass, net de Fall. An a sech, wann een et propper juristesch gemaach hätt – dofir kann ech och dem Här Weiler seng Interpretatioun net deelen –, hätt ee misse soen: „Vun do un, wou dat Urteel do ass, stoppe mer et a mat deem neie Gesetz leeft et erëm propper un."

Well Dir kënnt jo net eppes, wat europäesch als illegal agestuuft ginn ass, einfach emol weiderlafe loossen, well Der sot: „Mir maachen eng Kéier e Gesetz." Dat entsprécht jo net enger propperer Justiz. An deementspriechend wär elo de Moment gewiescht, wou Der hätt kënne soen: „Mir stoppen et, bis dat op engem proppere Wee ass, fir dass och jidderee geschützt ass." Well nach eng Kéier fir ze widderhuelen: Hei gëtt jidderee global erfaasst. Jidderee vun Iech 60 heibannen ass erfaasst, all Dag zu all Moment. An dat ass de Problem bei der Vorratsdatenspeicherung. Et geet guer net ëm d'Terroristen oder d'Gangsteren, well déi sinn esou minim an deem Prozentsaz vun de Leit, déi erfaasst sinn, dass se herno mol net wäerten opfalen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic. Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung.

*(Brouhaha)*

An da komme mer zum …

*(Hilarité)*

Pardon, ech war scho bei deem nächsten. Merci, Här Goergen.

Mir kommen dann zum Vott iwwert dës Motioun.

***Vote sur la motion 2***

Ech lancéieren de Vott. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Also de Vott ass, esou wéi en elo op mengem Ecran ass: 5 Jo-Stëmmen, 47 Nee-Stëmmen a 5 Abstentiounen. Déi Leit, déi elo net ofgestëmmt hunn, kommen dat bei de Secrétaire général mellen an dann ziele mer déi Votten derbäi. Mee ganz kloer ass, datt dës Motioun mat 47 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiounen op jidde Fall ofgeleent ass.

*Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 5 voix pour, 50 voix contre et 5 abstentions.*

*Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

***Motion 3***

An dann hu mer zu dësem Sujet nach eng Motioun hei leien. Dat ass d'Motioun vun dem Här Charel Weiler. Här Weiler, wëllt Dir se nach kuerz explizéieren?

**M. Charel Weiler** (CSV) | Jo, ganz kuerz. Merci, Här President. Mir invitéieren u sech hei d'Regierung, op EU-Niveau sech nach eng Kéier anzesetze fir de Schutz vun de Mannerjäregen a fir de Kampf géint d'Verbreedung vun der Kannerpornografie, an dat och am Respekt vum Prinzipp vun der Proportionalitéit, d'Initiativ BEE SECURE national weider ze ënnerstëtzen, an d'Schoulen an d'Ëffentlechkeet och weiderhin op dësem Punkt ze sensibiliséieren. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weiler. Sinn zu dëser Motioun Wuertmeldungen? Den Här Weidig. Här Weidig, dann hutt Dir d'Wuert.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo. Ech wäert menger Fraktioun proposéieren, dat net ze stëmmen aus dräi Grënn.

Deen éischten ass: Do gëtt geschwat vum Prinzipp vun der Proportionalitéit. Dat ass fir eis ... Dat seet am Fong geholl näischt. Et weess een net: Geet elo éischter ëm d'Tendenz fir méi Sécherheet oder éischter fir de Schutz? Duerfir, fir eis ass dat net kloer genuch, wat elo ... Do kann alles dermat gemengt sinn.

An den zweeten ass: Mam BEE SECURE, do hu mir och festgestallt, datt do e politesche Bias dran ass, datt munch Saache méi verfollegt gi wéi anerer verfollegt ginn. Duerfir ass dat fir eis eng ganz, ganz geféierlech Saach, fir do enger Organisatioun dann ze soen, datt déi decidéiert, wat da gutt a schlecht ass.

An deen drëtten ass: Do gëtt dann och an de Schoulen an an der Ëffentlechkeet awer vu preventive Schutzkonzepter geschwat. Och do hu mer d'Erfarung gemaach, datt do da bestëmmten Organisatiounen invitéiert ginn an d'Schoul, déi dann och do éischter hir Linn maachen an datt dat éischter eng Indoktrinatioun ass an datt et net wierklech zu kriteschem Denke kënnt, mee datt do gesot gëtt, wat gutt ass a wat falsch ass.

An duerfir proposéieren ech, dat net ze stëmme fir eis Partei. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. Aner Wuertmeldungen? D'Madamm Braz an dono d'Madamm Hartmann.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Fir eis regruppéieren dës dräi Punkten am Fong alles, wat de Mëtten a quasi all Ried gesot gouf. Dofir gesi mir net, firwat mir dës Motioun net sollte matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Braz. Dann ass et un der Madamm Hartmann.

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. Vläicht eng kuerz Reaktioun op dat, wat den Här Weidig zu der Proportionalitéit gesot huet. U sech ass d'Proportionalitéit eigentlech och de Moyen, dee genotzt gëtt fir ze kucken, ob eng Ingerence an e fundamentaalt Recht ka gemaach ginn, wou et den Artikel 8 vun der Mënscherechtskonventioun virgesäit. Et muss e But légitime sinn. An do gëtt eebe gekuckt, ob et proportionell ass, dass dat eent Mënscherecht géint dat anert eeben ausgespillt gëtt. An dowéinster ass eeben och hei déi Indikatioun vun der Proportionalitéit an dëser Motioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann hunn ech nach zwou Wuertmeldungen: den Här Polidori, duerno d'Madamm Tanson. Här Polidori, et ass un Iech.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also, fir ons ass déi heite Motioun och ganz sympathesch, mee et stéiert just ee Considerant. Dat ass deen, dass Lëtzebuerg e grousst Engagement am Kader vum Dateschutz opweise kann. Ech hu gëschter nach eng Äntwert kritt op eng Question parlementaire, wou gesot gëtt, dass mer bei Consultatiounen an der Fonction publique net mussen uginn, wann iergendeen vun deene Leit d'Donnéeë vun de Bierger a Biergerinnen dobausse consultéiert. Bon, dat ass emol déi Saach.

An déi zweet Saach: Mir wëssen nach vum leschte Joer, dass verschidde Saache wärend de Gemengewalen – Matricullen et cetera vun de Walen, vu Mandatairen – zirkuléiert sinn. Dofir hunn ech e bësse meng Bedenken, dass ech hei ka matdroen, dass Lëtzebuerg hei wierklech e grousst Engagement kann opweisen.

Dofir recommandéieren ech, dass mer eis do enthalen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo. Déi Motioun deet kengem wéi. Do gëtt u sech villes ënnerstrach, wat an der leschter Regierung nach, zum Beispill, gemaach gouf; wéi mäin Text iwwert den Abus sexuel, wou mer méi streng bestrofen.

Dat Eenzegt, wat mech elo ... Bon, ech weess iwwerhaapt net, ob ech soll drop agoen, mee et ass awer e bëssen ..., et perturbéiert mech ëmmer erëm. Ech gesinn net, wou e Problem domadder ass, wa mer schreiwen oder wa geschriwwe gëtt, dass d'Schoulen an d'Ëffentlechkeet weider solle sensibiliséiert ginn iwwert den Abus sexuel oder doriwwer, wéi mer am Internet mat Saachen ëmginn.

An ech fannen dat extreem, extreem perturbant, wann ech esou Saachen héieren, well et ass jo awer grad andeem mer déi Jonk drop opmierksam maachen, dass se sollen oppassen, wéi se mat hirem Kierper ëmginn, wéi se mat den digitalen Donnéeën ëmginn, dass mer derzou kommen, dass mer vläicht manner restriktiv Moossname brauchen, well jiddwereen einfach sech méi bewosst ass, wat en ze maachen huet oder wat net.

Op alle Fall: Mir kënnen dat heite matdroen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci, Madamm Tanson.

Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldungen am Sall. Da proposéieren ech, datt mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

***Vote sur la motion 3***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ok. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 52, Nee: 5, an Abstentiounen: 2. Dës Motioun ass also mat 52 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

*Résultat définitif après redressement : la motion 3 est adoptée par 52 voix pour, 5 voix contre et 3 abstentions.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Se sont abstenus : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen), Marc Goergen et Ben Polidori.*

## 8. Motion de M. Meris Sehovic concernant le déploiement des agents de la police judiciaire pour combattre la mendicité à Luxembourg

Voilà, dann hätte mer dëse Punkt vum Ordre du jour och fäerdeg an da géife mer nach, wann Der d'accord sidd, zu der Motioun kommen, déi den Här Sehovic virdrun deposéiert huet am Numm vun der Madamm Tanson a vum Här Biancalana. An ech géif proposéieren, wann den Här Sehovic wëllt, datt hien d'Wuert nach eng Kéier kritt. Wann en dat wëllt, dat muss en awer absolutt net, mee et ass d'Gepflogenheet, datt ech den Auteur nach eng Kéier froen, ob e wëllt Explikatioune ginn, déi e scho virun enger Stonn ginn huet.

*(Hilarité)*

***Exposé***

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | Här President, et ass, wéi Der gesot hutt: Ech hunn d'Explikatiounen

alleguerte virun enger Stonn ginn. Ech beloossen et fir de Moment dobäi. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic. Ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Minister, dee mech gefrot huet, fir direkt kënnen do Stellung derzou ze huelen. An ech mengen, datt mer dat och sollen esou maachen. An da kënne selbstverständlech all d'Fraktiounen duerno Stellung dozou huelen. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale et prise de position du Gouvernement***

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Nodeem mer haut de Moien dann an der Jointe, Juridique an Affaires intérieures, iwwert de Bréif vun der Madamm Procureur général, deen och elo direkt un d'Chamber geschéckt gëtt, geschwat hunn, ...

*(Interruption)*

Ech muss kënnen de Knäppchen iergendwann eng Kéier drécken, a mäi Bréif hunn ech jo haut ausgedeelt an der Chamberskommissioun.

... hunn ech elo déi Motioun hei kritt.

An där Motioun steet am zweeten Tiret, datt et iwwer d'Mendicité organisée geet. Ech rappeléieren nach eng Kéier, datt deen Dispositif spécial do ass fir d'Drogebekämpfung, géint d'Immigration illégale, de Proxenetisme, fir d'Salubrité publique a géint d'Mendicité organisée ass. Et gëtt geschwat vun 1.200 Affären – dat ass d'Zuel genau: 1.291 Affären –, déi am Bréif vun der Madamm Procureur général d'État opgelëscht ginn. An et gëtt da gefrot, datt mer den Dispositif vun der Police judiciaire – ech zitéieren – „reconsideréieren".

Wéi haut de Moien an der Commission jointe gesot ginn ass vun der Madamm Procureur général, sinn déi 1.291 Affären net opkomm an där Zäit, wou deen Dispositif spécial en place ass, mee déi gëtt et scho méi laang.

Dir frot, datt den Dispositif sollt reconsideréiert ginn. Dir invitéiert d'Regierung, dem Bréif vun der Madamm Procureur général Suivi ze ginn. Haut de Moien ass gesot ginn, datt den Dispositif vun deenen 110 Agente vun der Police judiciaire fir déi nächst 14 Deeg op 30 Agente vun der Police judiciaire erofgefuer gëtt. Ech soen dat dann hei en public. Et ass zwar net normal, datt een iwwer Zuelen a Strategien am Public vun enger Police schwätzt. Mee Dir hutt mech gefrot, da soen ech Iech dat hei.

An dann Enn Mäerz komme mer nach eng Kéier zesummen, fir eng Reevaluatioun ze maachen. A wann et dann ausgesäit, wéi wa keng Police judiciaire oder manner Police judiciaire op den Terrain misst goen, da wäert dann d'Police déi doten Decisioun huelen. Déi Informatioune sinn all haut de Moien an der Commission jointe gesot ginn an duerfir géif ech dann d'Chamber invitéieren, dës Motioun zréckzeweisen. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Inneminister Merci fir seng Stellungnam a froen elo: Sinn dozou Wuertmeldungen? Ech fänken un: d'Madamm Polfer, den Här Kartheiser, den Här Goergen – ech schreiwe se elo all op –, den Här Sehovic natierlech, den Här Biancalana an den Här Mosar an den Här Baum. Voilà. Sou! Fänke mer u mat der Madamm Polfer.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Nee, si mussen ufänken.

*(Interruptions)*

**Une voix** | Der Rei no.

**M. Claude Wiseler,** Président | Also, mir kënnen och, a well dat vläicht elo dat Einfachst ass, hei d'Reiefolleg huelen, déi relativ klassesch ass, vun de Parteien. Da kréie mer keng Diskussiounen, well ech hu se elo opgeschriwwen, esou wéi se mir opgefall sinn. Dat ass awer keng sënnvoll Reiefolleg, soudatt mer elo einfach déi Reiefolleg huelen, déi mer klassescherweis huelen. Mir fänken also mam Här Mosar un.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo. Merci, Här President. Merci fir déi Motioun, déi mech zwar e bësselchen erstaunt, an ech wäert och dozou nach eng Kéier kuerz Stellung huelen, well mir haten eigentlech de Moien eng laang intensiv Diskussioun an deenen zoustännege Kommissiounen, wou ganz vill Froe gestallt gi sinn, wou awer och ganz vill Äntwerte komm sinn, net nëmme vum Inneminister, mee och vun der Justizministesch, vun der Madamm Procureur général, vum Här Procureur an och vum Här Peters, deen och eng Rei méi praktesch Erklärunge ginn huet.

An och wa vläicht do deen een oder deen anere Kolleeg net ëmmer vollstänneg zefridde war mat deenen Äntwerten, déi mer kritt hunn, hunn ech awer fonnt, datt et eigentlech eng gutt an nëtzlech Diskussioun war. An ech sinn eigentlech och dervun ausgaangen, datt domadder d'Froen zumindest alleguerte beäntwert gi wären.

Elo kënnt erëm eng Kéier eng Motioun, déi zum Deel erëm déi selwecht Froen opwerft, déi mer en long et en large de Moie schonn diskutéiert hunn. An da gëtt do haaptsächlech gefrot, datt d'Chamber d'Regierung opfuerdert hei an engem „dispositif spécial dans le cadre de la lutte contre la mendicité organisée", all d'Agente vun der PJ zréckzezéien.

An do sinn ech awer elo e bësselchen erstaunt, Här President, wann ech déi dote Fuerderung héieren, well den Haaptreproche, deen eigentlech vu ganz ville Riedner de Moie formuléiert ginn ass, besonnesch à l'encontre vum Här Inneminister, ass, datt den Här Inneminister sech angeeblech agemëscht hätt an d'Organisatioun vun der Police.

Abee, wat gëtt elo hei gefuerdert vun der ganzer Oppositioun? Datt d'Chamber soll d'Regierung opfuerderen, sech anzemëschen ...

**M. Fred Keup** (ADR) | Net déi ganz Oppositioun!

*(Interruptions)*

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Pardon, entschëllegt, entschëllegt Här Keup.

*(Interruptions)*

E groussen Deel. Da soe mer „e groussen Deel".

**Une voix** | Jo, jo.

*(Brouhaha)*

**M. Laurent Mosar** (CSV) | E groussen Deel vun der Oppositioun freet eigentlech, datt d'Regierung dat mécht, wat de Moien en long et en large vu groussen Deeler vun der Oppositioun ganz hefteg kritiséiert ginn ass. An duerfir ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Falsch! Falsch!

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Jiddweree kritt d'Wuert. An et geet een no deem aneren. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Här, Di Bartolomeo, Dir kënnt Iech jo och nach herno aschreiwen an dozou ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Ma mir fuerderen d'Regierung just op, fir d'Amëschung zréckzezéien!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Här ..., ech liesen hei, datt sollen d'Agenten „avec effet immédiat" ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Jo!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | ... aus dem Dispositif spécial Police zréckgezu ginn. Dir frot also eppes ...

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | Liest och emol den Ufank!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Här President ... Här Sehovic, et ass relativ desagreabel ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, ech bieden Iech: Här Mosar, fuert elo einfach weider mat Ären Explikatiounen! Dir hutt d'Wuert, ganz eleng.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Voilà! An duerfir kënne mir natierlech déi Invitatioun, déi Der wëllt der Regierung ausspriechen, net unhuelen – eleng fir dat ze respektéieren, wat Dir de Moien zu engem groussen Deel vun der Oppositioun eigentlech dem Minister reprochéiert hutt.

Zweetens wëll ech nach eng Kéier soen – an de Minister huet dat eigentlech och scho widderholl –, datt an deem Dispositif spécial net nëmmen d'Mendicité organisée dran ass, mee notamment d'Drogebekämpfung.

Ech muss Iech awer soen: Et ass wichteg, datt weider och vun der PJ enquêtéiert gëtt, wat d'Drogebekämpfung ugeet. Duerfir kënne mir mam beschte Wëllen et, éischtens, net novollzéien, well ech ginn net dovun aus, datt Dir der Meenung sidd, datt d'PJ net méi soll an Dossiere vun der Drogebekämpfung intervenéieren. Dat hunn ech op jidde Fall de Moien net esou verstanen.

*(Interruption)*

An dann drëttens, an dat ass meng lescht Remark: Et gëtt ganz vill Evenementer hei an deem Land, och ënner viregte Regierungen, wou et Dispositifspécialle gëtt, notamment eis Schueberfouer. An deenen Dispositif-spécialle sinn ëmmer och Membere vun der Police judiciaire. Ëmmer! Dat huet bis elo ni een opgereegt. Et huet ni een opgereegt.

Hei gëtt also elo gefrot, datt bei engem Dispositif spécial – dee vill méi wäit geet, wéi zum Beispill eng Schueberfouer –, datt do keng Police judiciaire méi dierf dra sinn. An Dir verstitt: Aus all deene Grënn an och aus deene Grënn, déi den Inneminister hei gesot huet, kënne mir déi dote Motioun natierlech net matdroen.

**Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Mosar. Dann ass et elo un der Madamm Polfer.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Merci, Här President. Erlaabt mer vläicht awer, fir d'alleréischt ze soen, datt ech enttäuscht, jo, erschreckt sinn iwwert dee Manktum u Verständnis an Empathie, deen an deem Bréif, iwwert deem mer elo hei schwätzen, un d'Liicht kënnt fir d'Sécherheetssituatioun hei an der Stad Lëtzebuerg.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | Et gëtt just d'Stad Lëtzebuerg!

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Nee, nee. Et gëtt net nëmmen d'Stad Lëtzebuerg. Et gëtt déi Situatiounen op villen anere Plazen. Mee se ass effektiv ...

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, wannechgelift! Et ass un der Madamm Polfer.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Si ass effektiv hei an der Stad an op der Gare besonnesch schlëmm. All

d'Statistike vun der Police beleeën dat. Do kënne mer gären eng Kéier drop zréckkommen.

*(Interruption)*

Kann ech vläicht weiderkommen?

Mir kënnen natierlech op kee Fall mat deem, wat hei gefrot gëtt, d'accord sinn, well dat, wat an deem Dispositif spécial, wat de Minister Gloden an d'Police an d'Weeër geleet hunn, an déi se ons ganz genau erkläert hunn, wéi mer an der Kommissiounssitzung virun engem Mount waren … Hei geet et net nëmmen ëm Mendicité organisée. Hei geet et ëm Mënschenhandel, an hei geet et ëm Drogen, an hei geet et ëm Immigratiounskriminalitéit! Alles dat hat den Här Minister ons ganz kloer an der Kommissioun gesot. Et steet …, dat ka jiddwereen noliesen.

A wann dat do net och d'Méi wäert wier, datt och Beamte vun der Police judiciaire derbäi sinn, fir esou Saache festzestellen, da froen ech mech, wéi ee kann den Ënnerscheed maachen zwëschent Delikter an nach méi Crimmen. Nëmmen déi eng soll d'Police judiciaire dierfen nokucken, oder net?

Kann ech Iech just och drun erënneren, wa mer iwwer Mënschenhandel schwätzen, datt: Et sinn nach keng zwou Wochen hier, dunn hu mer de Bericht gelies – a jiddweree konnt e liesen –, de Bericht vun der Mënscherechtskommissioun hei, wou den Här Pregno gesot huet – an et ass net déi éischte Kéier, datt en dat gesot huet, mee ech si frou, datt en dat virun zwou Wochen och nach eng Kéier gesot huet, an ech liesen Iech et vir, wat awer jiddweree kann noliesen –: „Menschenhändler haben in Luxemburg wenig zu befürchten."

A si soen an hirem Rapport, datt och 2021 et eng ganz Rei Fäll gouf, wou een hätt kënne mengen, et wier, oder wou ee konnt dervun ausgoen, datt et Mënschenhandel wier, wou och gekuckt ginn ass vun der Police, versicht ginn ass nozevollzéien, mee wou et eebe schwéier ass, well déi Leit dann eebe schnell nees fort sinn. Dat gëtt vun der Mënscherechtskommissioun selwer an hirem Rapport gesot.

Dat alles, fir nëmmen ze soen, datt d'Police judiciaire – an den Här Minister huet jo gesot, dass e vun 120 op 30 eeben elo bis Enn Mäerz erofgeet an da gëtt nach eng Kéier de Bilan gemaach –, datt déi derbäi sinn, dat ass net vu Muttwëll! Nee, dat ass genau dat, wat hir Aufgab am Alldag ass. An dofir ass et kloer, datt mer mat där Motioun hei net kënnen d'accord sinn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Polfer. Ech hunn hei d'Fro, fir der Madamm Polfer e puer Froen ze stellen. Ech maachen awer elo keen Dialog zwëschent Deputéierten. Den Här Sehovic kritt duerno d'Wuert a kann all seng Remarken zu deem maachen, wat d'Madamm Polfer gesot huet.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Eigentlech war et eng Remark, déi ganz Diskussioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, mee ech géif elo awer mengen …

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Wann een de Bréif heibannen huet an déi aner Deputéiert net, kënne mer keng propper Diskussioun féieren.

**M. Claude Wiseler,** Président | … datt Dir och net d'Wuert hätt, Här Goergen. An ech géif elo mengen, datt deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här Biancalana ass an et ass un him, elo ze schwätzen. Här Biancalana.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Bon merci, dass den Här Inneminister esou schnell hei war, fir iwwert déi Motioun ze schwätzen. Ech stelle fest, dass d'Madamm Justizminister och hei war bis viru Kuerzem. Schued dass se elo erausgaangen ass. Si war de Mueren an der Commission jointe bei den Diskussiounen, déi mer haten. Si fillt sech also weider net concernéiert, soss wär se bliwwen, fir och bei der Diskussioun ronderëm dës Motioun heizebleiwen …

**Une voix** | O!

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | … an och effektiv hei der Chamber nozelauschteren.

**Une voix** | Ganz gutt!

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | „Donner suite au courrier de la Procureure générale d'État." Déi Commission jointe, déi mer de Mueren haten, do huet d'Madamm Procureur général ganz kloer skizzéiert … An, Madamm Polfer, Dir waart net do. Dir sot zwar, de Courrier wär e Manque d'empathie, mee wann Der de Mueren do gewiescht wäert, hätt Der och héieren, mengen ech, wat d'Madamm Solovieff gesot hat.

Engersäits hu mer hei Affären, déi bei der Police judiciaire traitéiert ginn, a mir hunn natierlech Affären, déi nach musse vun der Police judiciaire traitéiert ginn. D'Justizautoritéiten hei zu Lëtzebuerg – Untersuchungsriichter respektiv Parquet –, déi kënne just op d'Police judiciaire zielen, fir effektiv ze enquêtéieren a fir d'Affaire-criminellen och kënne weiderzedreiwen. A mir hunn de Muere ganz kloer eraushéiere bei den Explikatioune vun der Madamm Solovieff, dass Dossieren am Jugendschutz, wou Mineure concernéiert sinn, déi vulnerabel an eiser Gesellschaft sinn, d'Délinquance juvenile, d'Criminalité générale, dass op deenen doten Dossiere mat deenen 110 Poliziste vun der Police judiciaire, déi ofgezu goufen, vun 880 Stonnen net konnt konsequent drop geschafft ginn!

De Mueren hu mer d'Annonce kritt, dass der eng Rei ofgezu ginn, dass se nach fir déi nächst 15 Deeg zu 30 sinn. Abee, wann ee konsequent ass an et wëll een d'Justizautoritéiten och stäerken an hirer Aarbecht, wou se d'Police judiciaire brauchen, dann ass ee konsequent an et gëtt een hinnen alleguerten déi Mëttelen, déi se brauchen, nieft deenen aneren, déi een nach gäre wëll astellen. Mee si brauchen déi, déi se elo effektiv hunn! An duerfir, mengen ech, soll een och hei der Opfuerderung respektiv dem Courrier vun der Madamm Solovieff deementspriechend Rechnung droen! Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Biancalana. Da geet d'Wuert un den Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, villmools Merci. Dir Dammen an Dir Häre, dat heiten ass eng extreem interessant Diskussioun, well dat Éischt, wat mer eis musse froen, wa mer deen Text hei kucken, déi Motioun vun deene véier Lénksparteien, déi mer hei hunn: Wat ass eigentlech de gesellschaftlechen Effekt vun deem, wat se maachen? Ma, dee gesellschaftlechen Effekt ass, datt si alles maachen, fir datt déi organiséiert Heescherei hei erëm ka Fouss faassen, …

*(Exclamations)*

… déi d'Regierung an engem richtege Reflex wollt bekämpfen!

**Une voix** | De Géigendeel! De Géigendeel ass de Fall!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Si maachen alles, …

**M. Georges Engel** (LSAP) | Dat ass gelunn, dat do!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | … wat se kënnen, fir deen Effort, deen d'Stad Lëtzebuerg, aner Stied hei am Land an d'Regierung wollte maachen, fir eng Form vun organiséierter Heescherei ze bekämpfen, inklusiv dem Mënschenhandel, deen domadder verbonnen ass, ze ënnerstëtzen.

Mir kréie gesot, datt déi elo rëm lues a lues an der Stad opdauchen a si kommen och nach gestäerkt doduerch, datt se gesot kréien: „Ma d'Regierung, déi ka mol näischt maache géint Iech, well se esou vill wäertvoll Alliéierter hei huet", déi zwar soen, …

*(Interruption)*

… si wären der Sozialpolitick verflicht, mee an der Wierklechkeet vun hirer Politick alles maachen, fir esou Strukturen ze schützen. Ech wëll dat hei emol festhalen.

Dat Zweet ass, wat mer de Moien haten an där Diskussioun an der Kommissioun – et si Leit, déi waren elo leider net derbäi, dofir wëll ech dat hei resüméieren –, dat war u sech eng Diskussioun, déi zu engem groussen Deel ënnert dem Sujet „Gewaltentrennung" gelaf ass.

An et ass wouer: Et si verschidde Saachen net richteg ugepaakt ginn, et goufe gewësse Mëssverständnisser, et si Wierder benotzt gi wéi „excès de zèle" vu verschiddene Säiten. Mee de gemeinsamen Interessi, souwuel vun der Exekutiv, zu där de Minister gehéiert, wéi vun de juristeschen Autoritéiten, zu deenen d'Madamm Solovieff gehéiert, ass awer d'Lutte contre la criminalité.

Do ass u sech e bëssen e Mëssverständnis gewiescht, e puer Fluktuatiounen. Ech hunn dat de Moien „handwierklech Feeler" genannt. Dat ass alles wouer. Mee dat Gespréich, dat de Moie stattfonnt huet, an och deen Echange vun de Bréiwer hunn derzou gefouert, dat ze klarifiéieren. Mir sinn am Ableck an der Diskussioun op engem Punkt ukomm, wou déi Mëssverständnisser a menger Interpretatioun net méi existéieren an eng nei Form vun Zesummenaarbecht kann entstoen.

An an esou enger Situatioun komme lo eis gréng Kolleegen a mengen och nach, d'Legislativ misst sech amëschen! Nodeem mer also eng Diskussioun zwëschent Exekutiv a Judiciaire haten, fir dat ze léisen – wat och elo geléist ass, wou d'Problemer praktesch net méi existéieren –, komme mer elo hin a mir wëllen, datt d'Parlament sech amëscht. Dat ass absolutt net néideg!

Mir hunn och nach intern déi Strukturen am Kader vun der Exekutiv, wou de Policeminister selbstverständlech ka gewëssen Instruktiounen un d'Police ginn, well mer och de Moien nach eng Kéier festgestallt hunn, datt déi ganz Police, inklusiv der Police judiciaire, dat ass d'Police a gehéiert zum Pouvoir exécutif. An et ass just an der Applikatioun oder der Exekutioun vu verschiddenen vun hire Missiounen, wou eng gewëssen Autoritéit vun den Autorités judiciaires existéiert.

Mee loosse mer dat dach net verwiesselen!

*(Interruption)*

Hei ass et ganz kloer: D'Exekutiv ass de responsabele politesche Chef vun der Police. An dat muss och esou respektéiert gi vum Pouvoir judiciaire, an och vun eis hei bannen. Och mir sollen eis net an d'Interna vun der Police amëschen, wann et ëm reng organisationell Froe geet.

*(Hilarité et brouhaha général)*

Dann hu mer …

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Blablabla!

*(Hilarité)*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech schwätze vun interne Saachen an der Police.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Blablabla!

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | An ech wëll elo nach ...

*(Interruption par M. David Wagner)*

Ech wëll ofschléissen ... Här Wagner, ech si frou, datt Der mer nolauschtert. Dir kënnt nëmme léieren.

*(Hilarité)*

Ech wollt elo ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech wollt ...

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Léieren ze léien?!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo merci, Här President.

... nach ganz kuerz soen, datt dat heite mech och wonnert. Also, déi Texter ..., et mengt ee bal, déi Leit, déi dat heite geschriwwen haten, wäre geeschteg ..., well physesch ware se do, mee ware se geeschteg och do bei där Diskussioun vun de Moien? Dat kann ee sech froen. Well da liese mer zum Beispill, datt Informatiounen net gi goufen iwwert d'Originn vu verschiddene Polizisten, déi un deene Missiounen deelgeholl hunn.

*(Interruptions)*

Mir hunn awer ganz kloer eraushéieren de Moien, datt deen, deen dat hätt kënne soen – dat ass den Direkter vun de Police judiciaire –, net do war. An dofir konnte mer dat net gewuer ginn.

*(Interruptions)*

Da si mer hei gewuer ginn: Elo gëtt et 30 Agenten. Souwäit ech dat verstan hunn – dat ass eppes, wat de Policeminister eis ka soen –, sinn dat 30 Agenten iwwer 15 Deeg. An, ech mengen, deen zoustännegen Direkter vum Arrondissement Zentrum hei vun der Stad huet eis gesot, datt dat zweemol 15 sinn – dat heescht zwee Agente pro Dag iwwer 15 Deeg –, dat gëtt 30. Dat ass eppes, wat den Här Minister eis ka soen.

Mir schwätzen also hei vun eppes, wat an der Ëffentlechkeet hei produzéiert gëtt, wat sou soit-disant enorm wär: „D'Leit aus der Police judiciaire gi massiv ofgezunn, kënnen net op den Dossiere schaffen." Mee et sinn zwee Leit mol 15, dat sinn der dann 30 Hommes/Journée do, déi mer dann do géifen ... Zwee Leit am Dag! Ech mengen, dat kann ee verkraften.

An da kënnt nach derbäi, datt dat Leit sinn aus engem Dezernat, déi souwisou an der Ëffentlechkeet schaffen – am Drogeberäich an esou weider –, déi dat gutt kënne maachen. Och dat si mer de Moie gewuer ginn.

*(Exclamations)*

Nee, mir hu se. Also, mir hu se kritt. Dat heescht, wann ech dat hei, wann ech dat hei soll resüméieren, ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Kartheiser?

*(Interruptions)*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Wann ech dat hei soll resüméieren, da wëll ech feststellen, ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift, loosst den Här Kartheiser schwätzen. Dir hutt nach 30 Sekonnen, fir zum Schluss ze kommen. Da sinn déi fënnef Minutten eriwwer.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Voilà. Merci, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Mee déi hutt Der awer, an Dir hutt ganz eleng d'Wuert.

*(Interruptions)*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Voilà, a villmools merci.

Ech wëll also hei resüméieren. Éischtens: De gesellschaftlechen Effekt vun där Initiativ hei vun deene Gréngen ass negativ.

*(Hilarité)*

Zweetens: Et ass net un eis, fir eis anzemëschen. An drëttens: Déi faktuell Informatiounen an dëser Motioun sinn och nach falsch. A mir wäerten dat heiten net matstëmmen!

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Dann huet elo den Här Sehovic d'Wuert.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | Also, ech muss soen, dat doten ass e Skandal, Här Kartheiser. Ech mengen, dass Dir, an iwwregens och den Här Mosar, haut de Moien an enger anerer Kommissiounssëtzung waart wéi ech, well ganz vill Froen opstinn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | An da muss ech soen: Här Kartheiser, déi Opfaassung, dass de Legislateur, dass den éischte Pouvoir am Land, sech net sollt amëschen an näischt ze dinn hätt mat der Kontroll vum Ëmgang vum Policeminister mat der Police ...! Ech weess net, a wéi engem Verständnis vun eiser Konstitutioun Dir ënnerwee sidd, Här Kartheiser.

Dir musst dann och d'Fuerderunge richteg liesen aus der Motioun. An der Motioun gëtt d'Regierung invitéiert, der Demande vun der Procureure générale d'État nozekommen. An déi war ganz kloer haut de Moien an der Kommissioun!

Ech muss soen: Et ass eigentlech verréckt! Wou bleift déi Urgence, Här Minister, déi Der den 11. Dezember verspuert hutt, fir als éischt Amtshandlung de Policereglement vun der Stad Lëtzebuerg ze approuvéieren? Als éischt Amtshandlung! A lo, no där Sëtzung vun haut de Moien, no deenen Alarmsireenen, déi haut de Moie vum Parquet geronge gi sinn, verspiert Der keng Urgence fir ze handelen, verweist op eng Evaluatioun iergendwann am Mäerz, an da kucke mer emol eng Kéier weider! Wou bleift d'Urgence, wann et ëm Antiblanchiment, ëm Finanzkriminalitéit, ëm de Kampf géint Terrorismus geet, Här Minister?!

Madamm Polfer, eng Fro.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Jo?

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | Dir hutt Iech beschwéiert iwwert den Toun, deen am Bréif un den Här Minister war. Hutt Dir de Bréif? Well da Chamber ass en nach net iwwermëttelt ginn. Ech hunn nach eng Kéier gekuckt. Ech waarden drop, dass mer dee Bréif kréien. Läit en Iech vir, Madamm Polfer?

**Une voix** | Zu 60 waarde mer.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | En ass um Wee.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Jo, en ass um Wee.

*(Brouhaha général)*

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, mee wouhier wësst Dir ...?!

**Plusieurs voix** | A!

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | Op wéi enger Basis ...?

**M. François Bausch** (déi gréng) | Wéi ass et da méiglech, dass Dir en hutt?!

*(Brouhaha général)*

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | Dat heescht, en huet e klengen Ëmwee gemaach?

*(Interruptions)*

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Dat, wat ech an der Press gelies hunn, dat geet mir duer, fir deen Toun kënnen ze charakteriséieren.

**M. François Bausch** (déi gréng) | O!

**Plusieurs voix** | O!

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Maja!

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, Madamm ... Här Sehovic, Dir hutt d'Wuert.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Wat fir eng Ausried war dat do dann?!

**M. François Bausch** (déi gréng) | ... vun der Madamm Solovieff.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | An, Madamm Polfer, bei der Police gëtt et en Ënnerscheed: Déi eng ënnerstinn dem Parquet.

*(Interruption)*

An dat, wat mir froen, ass, dass de Parquet soll d'Moyenen hunn, fir seng Aarbecht ze maachen! An net, dass de Minister an d'Buergermeeschtesch vun der Stad Lëtzebuerg Sheriff spille kënnen op d'Käschte vun der Aarbecht vum Parquet!

*(Exclamation)*

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | An dann haalt wannechgelift op, Leit, déi hei an der Chamber net kënnen d'Wuert ergräifen, stänneg, permanent, falsch ze zitéieren! Liest de Rapport vum Här Pregno! Liest e ganz! E seet, e wär schockéiert iwwert d'Virgoensweis vun der Regierung. Och dat steet an deem Rapport, Madamm Polfer.

*(Interruption par Mme Lydie Polfer)*

An da finalement nach awer, well gesot gëtt, all d'Froe wäre beäntwert: Ech hat an der Presentatioun vun der Motioun eng ganz Rei vu Froen opgelëscht, déi net beäntwert gi sinn. De Minister ass elo do. Vläicht kënne mer et nach eng Kéier versichen, fir dann d'Äntwerten ze kréien.

*(Interruptions)*

Här Minister, wéi vill Beamte waren dès le départ vun der Police judiciaire detachéiert am Dispositif spécial? Dir konnt eis déi Donnée, déi Informatioun de Moien net ginn.

Aus wéi enge Sektioune vun der PJ kommen déi déi 30 Agenten, déi iwwert déi nächst 15 Deeg sollen detachéiert ginn? Aus wéi enge Sektioune vun der PJ komme se? De Moie gouf et keng Äntwert dozou.

An da finalement ... An do weess ech och elo net méi, wat elo richteg ass. Op där enger Säit sot Der hei, Dir wéilt Iech net amëschen. An ech kréien hei virgeworf, ech géif mat menger Motioun d'Gewaltentrennung iergendwéi a Fro stellen, wat de Minister net géif maachen. Mee dann nach eng Kéier d'Fro: De Courrier, deen Der eis haut iwwermëttelt hutt, ech zitéieren: „En date du 7 mars, sans préjudice quant à la date exacte, lorsque j'ai appris par le Directeur général de la Police que lors de la réunion du comité d'accompagnement cet excès de zèle fut à l'ordre du

jour, j'ai immédiatement demandé au Directeur général d'y remédier." Wéi ass et dann elo, Här Minister?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Et ass eng ganz interessant Diskussioun, well de Moie sinn ech an d'Mëttegstonn gaangen an et war net wierklech villes méi kloer herno wéi de Moien, wéi mer an d'Versammlung eragaange sinn. Ech kann d'Madamm Solovieff verstoen. Si huet d'Problemer opgelëscht. Ech mengen, et ass hir just net wierklech op Regierungssäit nogelauschtert ginn. Dat war mäi Gefill.

De Bréif hu mir iwwregens nach ëmmer net. D'Madamm Polfer huet e jo wuel schonn. Wat mir awer schonn hunn, ass d'Äntwert vum Minister, dat ass och en neie System. Dir kritt d'Äntwert virun de Froen – dat ass och emol en neie System!

Mee eppes ass wichteg an deem Bréif vum Minister. Do steet nämlech dran, dass en am Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg ass. Dat ass nämlech e ganz, ganz, ganz wichtege Schrëtt! Well dat muss een Iech heiansdo nach eng Kéier widderhuelen. Wann ech nämlech an der Kommissioun de Moien nogelauschtert hunn, dann huet op där enger Säit de Schäffen aus der Stad Iech felicitéiert, dass Der d'Beamten alleguerten dohinner gezunn hutt. Deen anere Schäffen huet Iech felicitéiert. Elo huet haut e Schäffen de Mëtten nach eng Kéier felicitéiert an elo huet d'Buergermeeschtesch Iech felicitéiert aus der Stad. Bonheur, dat dierft Dir gären. Mee: Dir sidd de Minister vum ganze Land!

Dir hutt schonn e puermol an de Chamberskommissioune bestätegt, dass aus de Kommissariater aus den anere Gemengen d'Beamten ofgezu gi sinn. Wat mengt Der, wat déi aner Politiker, déi heibanne sëtzen, … Et sëtzt jo net jiddereen aus dem Stater Gemengerot hei. Déi 60 si jo gutt verdeelt, och wann d'Gewiicht heiansdo gefillt anescht ass. Mee all déi aner Deputéiert, déi hei sëtzen, déi fueren elo den Owend heem an déi soen: „Ech hunn eng Motioun gestëmmt, dass an der Stad méi Poliziste sinn, mee bei mir an der Gemeng net. Ech sinn zwar Buergermeeschter vu menger Gemeng, mee Polizisten hunn ech dem Här Gloden ginn, dass deen an der Stad do ka seng Fantasien a säi Reglement ëmsetzen." An et ass nämlech iwwregens dat och, wat mer de Moie bestätegt kruten.

*(Brouhaha)*

**Une voix** | Egal wat.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Et ass dat, wat mer de Moie bestätegt kruten!

Well wat och nach gesot ginn ass, ass – dat hutt Der vläicht net gären héieren –, dass déi, déi Der elo op den Terrain geschéckt hutt hei an der Stad, emol guer net dofir ausgebilt sinn. Déi hunn Ausbildungen, déi vill méi héich sinn. Dat heescht, Dir setzt elo Leit an, déi Ausbildungen hunn, déi vill méi héich sinn, fir dass Dir kënnt hei Äert Heescheverbuet ëmsetzen. An dat ass ee vun de grousse Skandaler, well dat ass jo de Problem: Dir setzt de Policeeffectif komplett falsch an. Dat ass scho bal amateurhaft, wéi Der dat gemaach hutt!

An Dir sot: d'Amëschung. Ma Dir hutt d'Amëschung schonn zweemol gemaach! Dir hutt déi éischt Amëschung hei op der Chamberstribün gemaach, wou Der gesot hutt, wat d'Beamten dierfe protokolléieren a wat net. Do hutt Der herno erëm zréckgeruddert, maache mer net, maache mer … O! Do war herno …, op eemol hutt Der et awer net selwer. Ech mengen, Dir wësst geschwë selwer net méi, ob Der d'Instruktioun ginn hutt oder net!

Déi zweet Instruktioun war déi Geschicht: Huelt Dir déi Leit elo erëm zréck oder net? Do hutt Der dann de Moien och gesot: „Nee, dat war dann net meng Instruktioun", an da war et awer op eemol erëm Är Instruktioun. Hei gëtt esou villes gemëscht an ech mengen einfach, dass et pueren Aktionismus ass. A jiddereen, deen ausserhalb vun der Stad Lëtzebuerg Verantwortung dréit, dee muss sech eng Kéier iwwerleeën, ob e mat sengem Gewësse kann nach vereinbaren, dass Poliziste weiderhin aus dem ganze Land, aus alle Regiounen agezu ginn.

An esou wéi ech Iech kennen, ech kéint bal eng Wett ofschléissen: Déi nei Polizisten, déi Der elo ukënnegt – 90 hutt Der de Moie gesot –, wäert majoritär och erëm d'Stad kréien. Mee: Dir sidd fir d'ganzt Land do! Är Partei ass fir d'ganzt Land do! Da kuckt och, dass d'Polizisten an hire Kommissariater bleiwen, an duerfir wäerte mir déi Motioun ënnerstëtzen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. An dann ass et um Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech sinn enttäuscht an erschreckt iwwert den Niveau vun Irrationalitéit, wéi hei zënter dräi Méint eng Diskussioun gefouert gëtt, déi net ze féieren ass. Dir kënnt nach ëmmer kengem Mënsch erklären, firwat Der d'Mendicité simple an Äert Gemengereglement eranhuelt, fir domadder d'Mendicité organisée wëllen ze bekämpfen.

*(Interruption)*

Der kënnt bis haut … An dat ass och eppes, wat mech enttäuscht an erschreckt: dee Mangel un Empathie fir d'Affer vu Mënschenhandel. Well wann Der Iech wierklech fir d'Affer vu Mënschenhandel géift interesséieren, da géift Der net nëmmen een, zwee Sätz aus dem Här Pregno sengem Rapport liesen, mee dat, wat e recommandéiert, nämlech, datt d'Sécherheetsautoritéiten an och d'Stad Lëtzebuerg sech mat der Mënscherechtskommissioun emol un en Dësch setzen, fir effektiv géint de Mënschenhandel virzegoen an net, wéi Dir et maacht, géint d'Affer vu Mënschenhandel!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Ech sinn awer enttäuscht an erféiert iwwert Accusatioune vu Parlamentarier hei géigeniwwer vu parlamentareschen Initiativen. Hei gëtt gesot, et wier net um Parlament, fir der Regierung Opträg ze ginn. Dat ass awer nei! Also, ech sinn … Dat hei ass déi drëtt Legislaturperiod, datt ech an der Oppositioun sëtzen an d'Oppositioun huet dat – an dat ass hir Aufgab! – ëmmer gemaach, an och dës Kéier maache mer dat, datt mer evidenterweis zu brennende Sujete Stellung huelen!

Als Oppositioun natierlech – ech soe bewosst als Oppositioun. Mer wësse jo, d'ADR ass entre-temps an der Regierung mat derbäi.

*(Interruptions et hilarité)*

Ech sinn awer och enttäuscht an erschreckt iwwert dee wierklech mincë Bilan vun deem Spezialdispositif, deen do agefouert ginn ass. Alles dat, wat all déi Beamten an deem Mount hu kënne feststellen, wat och iwwert d'Heescherei erausgaangen ass, ass awer disproportional par rapport zu deem Opwand, deen et bedeit huet.

An dat, wat jo eis alleguer enttäuschen an erschrecke misst, ass dee Bréif vun der Procureure générale, déi eebe justement seet, datt doduerch, datt si Leit ewechgezu kritt, déi organiséiert Kriminalitéit net méi ka bekämpft ginn. Dat ass jo de Punkt!

**Une voix** | Très bien!

*(Brouhaha général)*

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Dat ass jo genau de Punkt, dee mer hei diskutéieren!

An natierlech kënnt derbäi, datt Der och Beamten …

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift, Här Baum!

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | … aus anere Gemengen ofzitt, fir da kënnen an der Stad Lëtzebuerg …, well anscheinend ass et jo just d'Stad Lëtzebuerg, wou et iergendwéi Sécherheetsproblemer gëtt, wou Spezialdispositiffer gebraucht ginn.

Mee et ass disproportionéiert, wat Der maacht. A virun allem ass et net zilfürend, well domadder bekämpft Der eebe justement keng Kriminalitéit. Dat weist Ären eegene Rapport. Dat wat Der maacht, dat ass reng Symbolpolitick, wéi e Sheriff einfach esou duerch d'Géigend schéissen, an der Hoffnung, datt Der iergendeppes trefft. Mee dat ass blann, dat ass e Sécherheetsproblem fir eist Land, Här Gloden! Dat sidd Dir!

**Une voix** | Très bien!

*(Exclamations)*

**Une autre voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, elo hätt ech … All d'Wuertmeldunge wären elo duerch an da géife mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

***Vote sur la motion***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 39 Nee-Stëmmen a keng Abstentioun.

Dës Motioun ass also mat 39 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | Et gëtt ëmmer nach ganz, ganz vill oppe Froen, Här President!

**M. Claude Wiseler,** Président | Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm an déi nächst Sëtzunge si fir den 19., 20. an 21. Mäerz 2024 virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 17.18 heures.)*

## Sommaire


| Objet | N° | Auteur | Page |
|---|---|---|---|
| Bracelet électronique | 0141 | Nancy Arendt épouse Kemp | 67 |
| Saisie du numéro d'immatriculation au parcmètre | 0155 | Jeff Engelen, Fernand Kartheiser | 67 |
| Fermeture du CR118 | 0158 | Alexandra Schoos, Jeff Engelen | 67 |
| Pollution de l'Alzette | 0180 | Gusty Graas | 68 |
| Traitement des demandes dans le cadre du régime « Klimabonus » | 0181 | Yves Cruchten | 68 |
| Délais d'attente pour les résultats du Laboratoire national de santé | 0183 | Mars Di Bartolomeo | 69 |
| Difficultés financières dans le secteur sportif | 0189 | Sven Clement | 70 |
| Effet du sel de déneigement sur l'environnement | 0194 | Luc Emering | 70 |
| Chiens de chasse | 0203 | Marc Goergen | 70 |
| E-bac | 0204 | Marc Goergen, Ben Polidori | 71 |
| Chasse du mouflon | 0206 | Marc Goergen | 71 |
| Jeux de hasard | 0219 | Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana | 71 |
| Service « Téléalarme » | 0220 | Sven Clement, Marc Goergen | 72 |
| Diffusion directe ou indirecte de chaînes sanctionnées | 0227 | Sven Clement, Marc Goergen | 73 |
| Étude du LISER sur les personnes en situation de handicap | 0230 | Ben Polidori | 73 |
| Activités jugées dangereuses d'une holding luxembourgeoise exploitant une plateforme de streaming de webcams pornographiques | 0236 | Marc Baum | 74 |
| Gestion locative sociale | 0238 | Marc Goergen | 74 |
| Simplification administrative pour le secteur agricole | 0239 | Luc Emering, André Bauler | 75 |
| Poursuites en matière de consommation de drogues | 0240 | Maurice Bauer | 75 |
| Aide au réemploi | 0241 | Sven Clement, Ben Polidori | 75 |
| Nouveau design pour les bus RGTR | 0242 | Marc Goergen | 76 |
| Multicam camouflage pour l'armée | 0243 | Fernand Kartheiser | 76 |
| Création d'une plateforme nationale de participation citoyenne | 0244 | Joëlle Welfring | 76 |
| Lutte contre la criminalité financière | 0245 | David Wagner | 76 |
| Nombre de pharmacies | 0246 | Mars Di Bartolomeo | 77 |
| Centre de formation multinational pour forces de l'ordre à Sarrebruck | 0247 | Dan Biancalana | 77 |
| Agressions envers le CGDIS | 0248 | Dan Biancalana | 77 |
| Implications au Luxembourg des procédures judiciaires contre Orpea | 0249 | Joëlle Welfring | 78 |
| Pollution lumineuse | 0250 | Marc Goergen | 78 |
| Conditions de recrutement des CFL | 0251 | Fred Keup, Jeff Engelen | 79 |
| Exclusion de l'ambassadeur de Russie de la journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste | 0252 | Fernand Kartheiser | 79 |
| Crise dans le secteur immobilier | 0253 | André Bauler | 79 |
| Logement abordable | 0254 | Marc Lies | 80 |
| Déclarations d'impôt | 0255 | Sven Clement | 81 |
| Amendes routières reçues en Grande-Bretagne | 0256 | Sven Clement | 81 |
| Promotion du sport féminin | 0257 | Barbara Agostino | 82 |
| Prolongation de la durée de vie au-delà de 40 ans des réacteurs nucléaires français de 1.300 MWe | 0258 | Joëlle Welfring, François Bausch | 82 |
| Route nationale (N5) à Pétange | 0259 | Marc Goergen | 83 |
| Signature électronique | 0260 | Gusty Graas | 83 |
| Dysfonctionnements en rapport avec le personnel soignant | 0261 | Jeff Engelen, Alexandra Schoos | 83 |
| Bande de covoiturage | 0262 | Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo | 84 |
| Imposition individuelle | 0263 | Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot | 84 |
| Personnes DPI sans logement | 0264 | David Wagner | 85 |
| Bénéficiaires de protection internationale originaires de Gaza | 0265 | Fernand Kartheiser | 85 |
| Listes noires des hôpitaux | 0266 | François Bausch | 86 |
| Cours de natation à l'École de police | 0267 | Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana | 86 |
| Déchets d'équipements électriques et électroniques | 0268 | Jeff Boonen | 86 |
| Code de déontologie de l'armée | 0269 | Fernand Kartheiser | 87 |
| État des cotisations de sécurité sociale levées sur les indemnités et jetons de présence des élus locaux | 0270 | Claude Haagen, Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo | 87 |
| Amendes pour l'utilisation du téléphone au volant | 0271 | Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana | 88 |
| Protection de l'inventaire historique des bibliothèques | 0272 | Sven Clement, Ben Polidori | 88 |
| Recours en rectification d'erreurs ou omissions matérielles | 0273 | Carole Hartmann | 89 |
| Effectifs de la police déployés à Luxembourg-ville dans le cadre des contrôles de l'interdiction de la mendicité | 0275 | Meris Sehovic | 89 |
| Urgence du CHEM à Niederkorn | 0276 | Marc Goergen | 89 |
| Effectifs de la police déployés à Luxembourg-ville dans le cadre des contrôles de l'interdiction de la mendicité | 0277 | Dan Biancalana | 90 |
| Intérêts fiscaux | 0278 | Mars Di Bartolomeo, Paulette Lenert | 90 |
| Projet de directive européenne relative au devoir de vigilance pour les entreprises | 0280 | Sam Tanson, François Bausch | 90 |
| Cours de natation pour enfants | 0282 | Nancy Arendt épouse Kemp | 91 |
| Poussettes dans les transports en commun | 0284 | Marc Goergen | 91 |
| Site Internet des CFL en langue luxembourgeoise | 0286 | Tom Weidig | 91 |
| Refus du revenu d'inclusion sociale (REVIS) | 0287 | Marc Goergen | 92 |
| Hommage à l'ancien bourgmestre de Grevenmacher | 0289 | Marc Goergen | 92 |
| Conditions d'admission au Bachelor en médecine | 0291 | Joëlle Welfring, François Bausch | 92 |
| Réaffectation de membres de la police judiciaire | 0293 | Paulette Lenert, Claire Delcourt | 93 |
| Mise en place de maisons « sport-santé » | 0296 | Paulette Lenert, Mars Di Bartolomeo | 93 |
| Avenir du Fonds national de la recherche | 0298 | Joëlle Welfring | 93 |
| Ligne TGV Luxembourg–Paris | 0299 | Laurent Mosar | 94 |
| Pavillon maritime luxembourgeois | 0300 | Claire Delcourt | 94 |
| Service antifraude de l'Enregistrement | 0302 | Mars Di Bartolomeo, Taina Bofferding | 95 |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Mesures provisoires dans le cadre d'un divorce | 0306 | Fernand Kartheiser | 95 | Contrôles de l'ITM dans le cadre des vendanges 2023 | 0314 | Alexandra Schoos, Jeff Engelen | 97 |
| Situation financière des communes | 0308 | Fred Keup | 95 | Attaques de phishing | 0315 | Marc Goergen | 98 |
| Enseignants de sport dans l'enseignement fondamental | 0309 | Francine Closener | 95 | Directive sur la chaîne d'approvisionnement (CSDDD) | 0319 | Sven Clement | 98 |
| Fraude au compteur kilométrique des véhicules | 0310 | Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten | 96 | Directive 2013/48 relative au droit d'accès à un avocat | 0322 | Dan Biancalana | 99 |
| Institution financière belge Euroclear | 0311 | Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot | 96 | Utilisation des bénéfices issus des avoirs russes gelés afin de soutenir militairement l'Ukraine | 0493 urgente | Liz Braz, Georges Engel, Franz Fayot | 99 |
| Violations des droits de l'homme au Yémen | 0312 | Laurent Mosar | 97 | | | | |


**Bracelet électronique** | Question **0141** (29/12/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

A verschiddenen europäesche Länner kann d'Justiz a Fäll vun haislecher Gewalt eng elektronesch Foussfessel ordonéieren, dat fir ze verhënneren, datt den Täter sengem Affer onerlaabterweis ze no kënnt an et aggresséiert oder esouguer ëmbréngt. Duerch dës Mesure kann engersäits verhënnert ginn, datt et zu Remeicidivë kënnt. Op der anerer Säit géif d'Affer sech méi sécher spieren. Länner wéi Spuenien oder Frankräich hunn an de leschte Jore bei haislecher Gewalt gutt Erfarunge mat der elektronescher Foussfessel gemaach. Laut Medieberichter ass beispillsweis a Spuenien zanter der Aféierung am Joer 2009 keng Fra ëmbruecht ginn, wann den Täter eng Foussfessel hat.

Ech wollt dofir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Wéi huet sech d'Zuel vun de Fäll vun haislecher Gewalt an de leschte fënnef Joer hei zu Lëtzebuerg entwéckelt a wéi léisst sech dës Entwécklung erklären?

2. A wéi vill Fäll handelt et sech ëm Widderhuelungstäter?

3. Wéi vill Frae goufen an de leschte 5 Joer vun hire Partner respektiv Ex-Partner ëmbruecht?

4. Ass d'Regierung gewëllt, déi entspriechend Gesetzer ze adaptéieren, fir datt d'Geriicht a Fäll vun haislecher Gewalt kann eng Foussfessel ordonéieren, fir esou ze verhënneren, datt den Täter sengem Affer ze no kënnt?
– Wa jo, wéi kéint dës Reglementatioun kommen?

**Réponse** (29/01/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1. Aus dem Rapport vum Comité de coopération entre professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence vum Joer 2022, gi follgend Zuelen iwwert d'Policeinterventiounen an Expulsiounen am Kader vun haislecher Gewalt eraus:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Wat d'Jugementer vun haislecher Gewalt ugeet, ginn aus de Rapporte vum Comité violence follgend Zuelen eraus:

2018: 155 Jugementer
2019: 148 Jugementer
2020: 129 Jugementer
2021: 162 Jugementer
2022: 153 Jugementer.

Laut dem Tableau gouf tëscht 2019 an 2020 eng däitlech Hausse vun de Policeinterventiounen enregistréiert. Dat kann dorunner leien, dass ab 2020 wéinst der Covidpandemie verschidde Mesurë vun der Regierung geholl goufen, dorënner och de Lockdown, déi d'Konflikter am Stot erhéicht kënnen hunn. Dëst kann och d'Erhéijung vun de Jugementer am Joer 2021 verursaacht hunn. Anersäits gouf et bei den Expulsioune keng substanziell Hausse, wat schléisse léisst, dass et éischter eng Hausse vun de Konflikter an de Violences légères war an net vun der méi uerger Violence.

Déi meeschte Policeinterventioune gouf et 2022. Verschidde Facteure kënnen dës Entwécklung erklären, wéi zum Beispill den Impakt vun de verschiddene Campagnen an Informatiounsaktivitéiten, déi de grousse Public sensibiliséieren an ureegen, d'Police ze ruffen.

ad 2. Leider erméiglecht d'Datebank JU-CHA déi gefroten Zuelen net erauszezéien.

ad 3. Heidrënner sinn d'Zuele vun de Fraen, déi vun hirem Partner ëmbruecht goufen:

2018: 2
2019: 2
2020: 0
2021: 0
2022: 2.

ad 4. Et sief bemierkt, dass d'Foussfessel schonn haut am Code de procédure pénale am Kader vum Contrôle judiciaire virgesinn ass (Art. 107 vum CPP). Dëse Contrôle judiciaire mat Foussfessel ka vun der Chambre du conseil vun de Bezierksgeriichter a vun der Cour d'appel oder vum Untersuchungsriichter ordonéiert ginn. D'Foussfessel kann och am Kader vum Strofvollzuch vum Procureur général, bzw. vu sengem Délégué fir de Strofvollzuch, ënner verschiddene Konditiounen ordonéiert ginn (Art. 688 vum CPP).

Wéi et de Koalitiounsaccord 2023–2028 virgesäit, wäert de legalen an technesche Kader ronderëm d'Foussfessel, ënner anerem d'Foussfessel mat GPS-Funktioun, analyséiert ginn, fir dass déi néideg Upassunge kënne geplangt ginn.

**Saisie du numéro d'immatriculation au parcmètre** | Question **0155** (09/01/2024) de **M. Jeff Engelen** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Fir e Parkticket bei engem Automat ze kréien, muss ee bei verschiddene Parkauere mëttlerweil d'Plack vum Auto mat uginn, obwuel de Parkticket nach ëmmer bor bezuelt, op Pabeier ausgedréckt a fir potenziell Kontrolle siichtbar um Armaturebriet ausgeluecht gëtt.

An deem Zesummenhang géife mir der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Firwat mussen d'Leit hir Plackennummer mat uginn, obwuel dës fir eng reng Parkkontroll net néideg ass? Wat ass déi legal Basis fir déi Praxis?

2. Wou a wéi laang ginn déi entspriechend Donnéeë gespäichert a wéi eng Institutioune kënnen dorop zougräifen?

3. Gesäit d'Madamm Minister an där Moossnam net e weidere méiglechen Agréff an d'Privatsphär duerch de Staat, wann dëse ka gewuer ginn, wou wéi een Auto wéini a wéi laang parkt?

**Réponse** (04/03/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

Laut dem Artikel 5 aus dem Code de la route sinn d'Gemenge responsabel, fir d'Parken am ëffentleche Stroosseraum ze reglementéieren an d'Modalitéite vun dësem Parke festzeleeën. Aus der Fro resultéiert awer net, wéi eng Gemeng(e) konkreet d'Indicatioun vun der Plackennummer beim Bezuele verlaangen, sou dass et net méiglech ass, méi am Detail op déi Modalitéiten anzegoen.

**Fermeture du CR118** | Question **0158** (10/01/2024) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

Esou wéi et eis zougedroe gouf, gouf de Schäfferot vun der Gemeng Waldbëlleg haut doriwwer informéiert, datt den CR118 viraussichtlech vum 22. Januar bis den 29. Februar gespaart soll ginn, obwuel hinnen urspréinglech zougesot gouf, datt deen entspriechende Projet net zu enger Spärung géif féieren. Zousätzlech ass d'Eréffnung vum CR356, deen a sou engem Fall déi éischt Ëmgeeungsstrooss géif duerstellen, vum 15. Januar op Enn Mee verluecht ginn. Déi elo duebel Aschränkung féiert zu massiven Ëmweeër, wat an der Konsequenz besonnesch zu Stousszäiten e massiven Zäitverloscht fir d'Schoulbusser a fir all déi Leit, déi an d'Stad musse schaffe fueren, mat sech bréngt. Doriwwer eraus verlängeren sech d'Weeër fir d'Rettungsdéngschter signifikant (Ambulanz aus der Fiels) an d'Regioun verléiert un Attraktivitéit fir den Tourismus.

Op Nofro bestätegen déi Gemengeresponsabel, datt si Ponts et chaussées eng Alternativ proposéiert haten, déi mat manner Aschränkunge fir den Trafic verbonne wier, mee datt hire Virschlag vusäite vun der Administratioun kee Suivi krut.

An deem Zesummenhang géife mir der Madamm Verkéiersminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister matdeelen, firwat den CR118 entgéint deem, wat der Gemeng zougesot gouf, elo trotzdeem gespaart gëtt?

2. Kann d'Madamm Minister matdeelen, firwat där vum Waldbëlleger Schäfferot ausgeschaffter Variant kee Suivi gi gouf, an an deem Zesummenhang déi entspriechend Käschtendifferenz chiffréieren?

3. Am Fall vun enger medezinnescher Urgence kënnt et fir d'Rettungsdéngschter op all Minutt un. Kann d'Madamm Minister matdeelen, firwat deem Aspekt hei anscheinend net Rechnung gedroe gëtt?

4. Kann d'Madamm Minister garantéieren, datt d'Aarbechten op den CR118 wéi virgesinn ofgeschloss ginn an datt et net zu onerwaarte Verzögerunge kënnt, déi weider Aschränkunge fir d'Bierger verursaachen?

**Réponse** (20/02/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. an 2. D'Aarbechte vum Projet „Réaménagement du carrefour CR118/CR121 à Breidweiler-Pont avec reconstruction des OA355 et OA359" hu sech am Verglach zu der initialer Planung, wéi se viru Jore mat der Gemeng beschwat gi waren, aus verschiddene Grënn verlängert. Ee Grond ass, datt wéinst dem usässege Schwaarzstorch, dee grad do säi Bruttgebitt huet, d'Aarbechte réischt e puer Méint méi spéit wéi geplangt ufänke konnten. Deemno sinn esou méi Aarbechten an déi schlecht Wiederperiod gefall.

Zousätzlech sinn am Laf vum Projet Adaptatioune gemaach ginn, wou ënnert anerem op Wonsch vun de Gemenge Waldbëlleg a Konsdref eng Ënnerféierung fir d'Wanderer ënnert der Bréck um CR118 (OA355 iwwert d'Schwaarz Iernz) amenagéiert gouf. Duerch dës Adaptatioun huet sech déi ganz Ausféierung vum Projet geännert. Speziell Gerüster a Verschalunge vun der Bréck sinn amenagéiert ginn an d'Pläng vun der Bréck wéi och d'Ëmweltgeneemegungen hu missen deementspriechend modifizéiert ginn.

D'Gemeng huet virgeschloen, de Verkéier um CR118 vu Chrëschtnech eraus a Richtung Präiteler-Bréck mat roude Luuchten ze reegelen an den CR118 tëscht dem neie Rondel a Konsdref fir de Verkéier zouzemaachen. Well no dësem Prinzipp da virum Rondel Präiteler-Bréck a beim Chantier um CR118 Richtung Chrëschtnech Rout Luuchte gesat misste ginn, géingen eleng tëscht Chrëschtnech an dem Mëllerdall 3 Rout Luuchte stoen (inklusiv déi um CR121 Richtung Mëllerdall), wat op dëser kuerzer Distanz kee Sënn géing maachen.

Aktuell sinn déi meeschten Aarbechten awer schonn ofgeschloss an et ass een um Punkt, fir déi lescht zwee Accèsen am Rondel ze amenagéieren. Dobäi soll den CR118 bis op Chrëschtnech och ausgebaut ginn. Mat Roude Luuchte konnt dëst schonn op enger Säit gemaach ginn. Dogéint ass deen zweeten Deel awer net mat Roude Luuchten ze realiséieren, wéi et vun der Gemeng proposéiert gouf, mee misst dofir komplett gespaart ginn.

De Grond dofir ass, datt de Verkéier ze no un d'Äerdaarbechte kënnt, well et ënnert anerem och een Héichtenënnerscheed tëscht den zwou Spuere gëtt (déi, déi well nei gemaach gouf, an déi, déi lo nei gemaach gëtt) a mat der zousätzlecher Ofsécherung vum Chantier d'Strooss op dëser Plaz dann nach méi enk wier, wat dann och mat sech bréngt, datt keng grouss Gefierer wéi Busser, Camionen, Trakteren asw. zirkuléiere kéinten. Ausserdeem wiere mat Roude Luuchten d'Plazverhältnisser op dësem Chantier an och um Rondel einfach ze enk, fir d'Aarbechte propper an ouni zousätzlech Gefor fir d'Automobilisten*innen an d'Leit um Chantier ze realiséieren.

D'Gemeng gouf och ëmmer am Viraus informéiert, wat d'Plange vun de Spärungen an den Ëmleedungen ugeet, an et gouf och ëmmer zesumme gekuckt, fir déi beschtméiglech Léisung ze fannen. Bei där an dëser parlamentarescher Fro genannter Spärung, sinn déi concernéiert Gemengen och scho Mëtt Dezember a Kenntnis gesat ginn.

De Projet mat der Spärung an den Ëmleedunge gouf dann deemno och sou vun der Stroossebauverwaltung an d'Weeër geleet. Zousätzlech gouf der Gemeng och eng detailléiert Berechnung fir den Ëmwee vum Schoultransport zoukomme gelooss.

An der Tëschenzäit sinn awer rezent divers Problemer opgetaucht, wéi zum Beispill déi eenzel Detailer zu der Organisatioun vum Schoultransport an d'Netufuere vum Mëllerdall fir d'Schüler vum Iechternacher Lycée, vun deene wärend der Planung vun dëser Spärung näischt gewosst war respektiv vun deenen d'Stroossebauverwaltung deemools och net a Kenntnis gesat gouf.

Trotz de beschriwwene Schwieregkeete konnt d'Stroossebauverwaltung d'Aarbechten elo ëmorganiséieren.

D'Aarbechten um CR121 a Richtung Mëllerdall, wou wéinst den Iwwerschwemmungen am Joer 2021 de Buedem gerutscht war an de Verkéier am Moment duerch Rout Luuchte gereegelt gëtt, ginn elo virgezunn. Dësen Deel gëtt deemno gespaart an den Trafic aus Richtung Mëllerdall gëtt iwwert den CR356 Richtung Konsdref an dann iwwert den CR118 erëm zeréck op de Rondel Präiteler-Bréck ëmgeleet. De Verkéier um CR118 tëscht dem Rondel Präiteler-Bréck a Chrëschtnech gëtt dann och op enger Spuer mat Roude Luuchte gereegelt.

Allerdéngs sinn déi ursprünglech geplangten Aarbechten an d'Spärung vum CR118 um Stroossendeel Chrëschtnech–Präiteler-Bréck wéinst den uewe genannte Schwieregkeeten net vum Dësch. Dës Aarbechte ginn an d'Ouschtervakanz verluecht, esou datt dës keen Impakt op de Schoultransport wäerten hunn.

Ausserdeem ass ze betounen, datt den Deel vum CR121 tëscht dem Rondel Präiteler-Bréck an dem Blummendall (deen aktuell nach zou ass) fir den Trafic opgeet, ier d'Aarbechten um CR121 Richtung Mëllerdall ufänken. Zum Zäitpunkt vun dësen Aarbechten um CR121 Richtung Mëllerdall respektiv deenen um CR118 Richtung Chrëschtnech an der Ouschtervakanz, wäerten ëmmer jeeweils 3 Äerm vum Rondel Präiteler-Bréck op sinn.

Well d'Propos vun der Gemeng, fir d'Aarbechte sou ze realiséieren, sou net zeréckzebehalen ass, handelt et sech heibäi deemno och net ëm eng Fro vun de Käschten.

ad 3. D'Strooss a Richtung Blummendall–Reiland wäert de Moment vun den Aarbechten erëm fir de Verkéier op sinn an esou wäert de Wee fir d'Rettungsdéngschter méi direkt fräi sinn.

All Projet gëtt natierlech ëmmer am ëffentlechen Interessi realiséiert, fir eng bestoend Verkéierssituatioun ze verbesseren. Vun där verbesserter Situatioun profitéiert dono dann och jiddereen.

ad 4. Eng absolutt Garantie kann een ni ginn, zum Beispill muss d'Wieder och matspillen, wat zu dëser Joreszäit ëmmer ongewëss ass.

Meng Servicer sinn awer zouversiichtlech, datt elo mat e bësse Gedold vun de Gemengen, den Awunner*innen an den Automobilisten*innen, déi do fueren, de Projet am geplangten Zäitraum kann ofgeschloss ginn, an zwar fir d'Fréijoer 2024.

**Pollution de l'Alzette** | Question **0180** (16/01/2024) de **M. Gusty Graas** (DP)

Leschte Samschdeg Moie goufen d'Pompjeeën alertéiert, dass d'Uelzecht polluéiert wier an der Géigend vun der Schëfflenger Kläranlag. Et wier eng Zort dënne schwaarze Film visibel op der Oberfläch vum Floss an et geet een dovunner aus, dass deen net vun der Schëfflenger Kläranlag kënnt. An deene leschte Jore koum et schonn e puermol zu enger Verknaschtung vun der Uelzecht, z. B. 2019 zu Beggen an 2017 zu Schëffleng. Wann de Floss contaminéiert gëtt, kann dat der Flora a Fauna schueden.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Wat ass de Grond vun der aktueller Verknaschtung vun der Uelzecht vun Esch bis an de Réiserbann?

2. Wéi eng Efforte goufe bis ewell ënnerholl, fir géint d'Kontaminatioun unzegoen a wéi laang wäert et daueren, bis de Problem geléist ass?

3. Wéi eng Moossname gi preventiv getraff, fir Kontaminatioune vum Floss ze vermeiden?

4. Si Schied un der Flora a Fauna entstan?

**Réponse** (26/02/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Als Äntwert op dës Froen erlaben ech mer, op de Pressecommuniqué vun der Waasserverwaltung vum 21. Februar 2024 ze verweisen.

**Traitement des demandes dans le cadre du régime « Klimabonus »** | Question **0181** (16/01/2024) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

En décembre 2023, le Gouvernement a annoncé la prolongation des aides majorées du régime « Klimabonus » jusqu'à fin juin 2024. Apparemment, les aides financières ont connu une certaine popularité, d'où la hausse remarquable des demandes. Toutefois, la durée du traitement des demandes excessivement longue a été critiquée à maintes reprises.

Dans la réponse à la question parlementaire n° 7163 du 11 novembre 2022, l'ancienne ministre a annoncé que les effectifs du service aides financières seraient renforcés en 2023. Ceci afin d'optimiser les processus de travail et de réduire le temps de traitement des demandes. La réponse indiquait également que le délai de traitement ne devait pas dépasser trois mois. Outre le personnel supplémentaire, la numérisation peut également contribuer à accélérer les processus. Par conséquent, Monsieur le Ministre de l'Énergie a déclaré que la « simplification administrative » serait une priorité, tout en envisageant le principe du tiers payant pour les aides étatiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quelle est la durée actuelle pour le traitement des demandes dans le cadre du régime « Klimabonus » ?

2) Combien de demandes ont été introduites en 2022 et en 2023 ?

3) Combien de ces demandes ont été clôturées ?

4) Combien de demandes restent à ce jour non traitées ?

5) Quelles mesures ont été prises en 2023 afin d'accélérer le traitement des demandes et quelles mesures sont prévues pour 2024 ?

6) Quelle réduction du temps de traitement a pu être réalisée depuis les déclarations du Gouvernement en 2022 et combien de dossiers ont pu être clôturés endéans le délai de 3 mois ?

7) Quelle est l'évolution des effectifs du service responsable du traitement ?

**Réponse** (27/02/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) En général, on peut constater une nette diminution des délais de traitement des dossiers de demande d'aides financières des régimes « Klimabonus » au cours des derniers mois. Cela est particulièrement notable pour les vélos, où les délais ont pu être ramenés de 17 mois à la mi-2022 à 3 mois actuellement. À l'heure actuelle, le principal volet des régimes « Klimabonus » pour lequel les délais sont encore plus longs concerne les installations techniques, notamment en raison de la forte demande pour les installations photovoltaïques. L'Administration de l'environnement s'efforce à réduire ces délais également.

Le tableau ci-dessous montre les délais de traitement des dossiers de demande par l'Administration de l'environnement pour les différents régimes d'aides financières « Klimabonus » :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 2) Le tableau ci-dessous fait état du nombre de demandes introduites en 2022 et en 2023 pour les différents régimes « Klimabonus » :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 3) Le tableau ci-dessous montre le nombre de demandes clôturées en 2022 et en 2023 pour les différents régimes « Klimabonus » :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Il y a par ailleurs lieu de noter que 3.145 demandes sont incomplètes et que l'Administration de l'environnement reste en attente de la réception des informations supplémentaires sollicitées afin de pouvoir finaliser l'instruction des dossiers.

Notons finalement que 3.579 demandes se trouvent actuellement dans la procédure de paiement.

ad 4) En tout 7.083 demandes restent à ce jour non traitées. Le tableau ci-dessous montre le nombre de demandes non traitées pour les différents régimes du « Klimabonus » :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 5) L'amélioration notable au niveau des délais découle de divers éléments, notamment de l'augmentation des effectifs et de la digitalisation des processus de demande.

En ce qui concerne les effectifs, l'Administration de l'environnement a pu recruter une douzaine d'agents supplémentaires suite notamment à l'Accord Tripartite de septembre 2022.

En ce qui concerne la digitalisation, depuis décembre 2023, toutes les démarches liées au « Klimabonus » ont été numérisées. Le tableau ci-dessous présente les différentes étapes de ce processus de digitalisation, c'est-à-dire les dates à partir desquelles les demandes d'aides ont pu être effectuées électroniquement via MyGuichet :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Il est par ailleurs important de souligner que l'Administration de l'environnement s'efforce constamment à améliorer la qualité de son service. À cet effet, un agent dédié à l'optimisation des processus a été recruté au sein du service des aides financières.

Il convient enfin de noter que, tel qu'indiqué dans l'accord de coalition, pour faciliter l'accès aux subventions écologiques et éviter que les citoyens hésitent à procéder à l'assainissement énergétique de leur logement ou à investir dans le développement des énergies renouvelables en raison de coûts trop élevés, le Gouvernement introduira le préfinancement des subventions climatiques de sorte à ce que les citoyens n'aient plus qu'à s'acquitter de leur part. Dans ce contexte, le Gouvernement s'assurera également que les entreprises concernées reçoivent les subventions étatiques endéans un délai bref. Il est prévu d'introduire un tel mécanisme de préfinancement dans un premier temps pour les installations photovoltaïques.

ad 6) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 7) Le graphique ci-dessous montre l'évolution des effectifs du service aides financières de l'Administration de l'environnement au fil du temps. En 2019, le service des subsides et aides financières était composé de 8 ETP. L'effectif en personnel a continuellement été augmenté pour pouvoir faire face à la demande par rapport aux régimes d'aides financières du « Klimabonus ». Actuellement il est composé de 29,85 ETP.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Délais d'attente pour les résultats du Laboratoire national de santé** | Question **0183** (17/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Ces dernières années, des efforts considérables ont été faits par le Laboratoire national de santé pour raccourcir les délais d'attente pour les résultats des analyses anatomopathologies en matière de traitement des cancers.

Or, d'après les informations recueillies auprès du LNS et de cabinets médicaux, les délais se sont actuellement allongés pour atteindre entre 5 à 7 semaines. Ceci vaut entre autres pour les analyses concernant la prise en charge de cancers du sein.

– J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale si elle peut confirmer ces informations. Le cas échéant, quelles sont les raisons de ces délais excessifs ?

– Par quels voies et moyens le LNS entend-il ramener les délais à un niveau raisonnable évitant aux patients concernés des situations d'anxiété et permettant une prise en charge rapide et adaptée ?

**Réponse** (05/02/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Il est vrai que ces dernières années, les temps de réponse des examens d'anatomopathologie ont pu être réduits significativement suite à une adaptation continue du nombre de personnel (techniciens de laboratoire, secrétaires et médecins anatomopathologues) aux nombres d'échantillons à traiter. Ainsi, le service d'anatomopathologie emploie actuellement plus de 70 équivalents-temps pleins (ETP) de salariés qui traitent quelque 75.000 échantillons par année (venant de 60.000 en 2017), avec une tendance toujours croissante (environ 6 % par année sur les deux dernières années). Ceci représente actuellement environ 310 échantillons de patients par jour qui donnent lieu à 1.250 lames de microscopie à examiner par jour. Environ 10 % de ces cas sont considérés comme médicalement urgents et sont traités prioritairement.

Cependant depuis le début de l'année 2023, la Direction du LNS a pu à nouveau constater une augmentation progressive des temps de réponse. Ainsi le temps moyen de réponse, tout type d'échantillon confondu, est passé de 8,7 jours en novembre 2022 à 13,8 jours en novembre 2023, avec deux pics à 17,8 et 18 jours en mars et juillet. Cette détérioration est constatée pour les pathologies du sein (essentiellement pour les pièces opératoires où le délai de réponse moyen est de 15 jours, moins pour les biopsies de diagnostic initial qui sont traitées prioritairement et où le temps de réponse moyen reste sous les 5 jours) et pour certains autres organes.

D'un point de vue du personnel, le nombre d'anatomopathologues est passé de 18 ETP fin 2021 pour atteindre 23,20 ETP (+29 %) en novembre 2023, le nombre de techniciens de laboratoire est passé de 31 à 36,90 ETP (+19 %) dans la même période et le nombre de secrétaires médicales est resté quasiment stable (11 ETP à 11,90 ETP). À noter qu'en janvier 2024, 6,7 ETP techniciens et 4,9 ETP anatomopathologues sont en cours de recrutement. L'augmentation du personnel suit donc l'augmentation des échantillons et ne peut pas expliquer les retards récents.

Les raisons des délais récents semblent multifactorielles. D'un côté, l'équipement technique tombe régulièrement en panne et nécessite une mise à niveau en fonction de l'innovation technique dans le domaine. D'un autre côté, la digitalisation du département et l'organisation générale du travail doivent certainement être revues à la lumière du nombre croissant d'échantillons à traiter. Dans ce contexte a été réalisé récemment, sur initiative de la Direction du LNS, un audit externe des processus de travail qui guidera la réorganisation du département, et impactera aussi la mise à jour des documents d'accréditation du laboratoire.

Il faut aussi noter que suite à la mise en œuvre de la nouvelle convention collective en 2023, le nombre de jours de congé a augmenté de 4 jours par salarié, ce qui équivaut à une réduction de temps de travail significative pour le département (environ 300 journées de travail). Finalement, contrairement aux années précédentes, il n'a pas été constaté de diminution de demandes d'examens de la part du secteur médical pendant les mois d'été en 2023.

En pratique, afin de remédier rapidement à la situation, le conseil d'administration – sur proposition de la direction – a considéré les solutions suivantes :

1. Autorisation transitoire de prestation d'heures supplémentaires par l'équipe en place, par exemple en travaillant les samedis.

2. Autorisation transitoire d'un recours à l'outsourcing de certains échantillons à des laboratoires accrédités qui garantissent une réponse dans des délais selon des standards internationaux.

3. Achat d'un équipement robotisé pour la préparation des lames (coupes des échantillons et coloration). Cet achat a été avisé favorablement par la Commission permanente du secteur hospitalier (CPH) en décembre 2023 et la mise en service de l'appareil est prévue pour février 2024. L'équipement permettra une préparation plus efficace des lames et prendra en charge de façon automatisée environ 400 lames par jour, soit un tiers de la production journalière.

4. Réorganisation, standardisation et optimisation continue des processus de travail à l'intérieur du département d'anatomopathologie.

5. Augmentation de la spécialisation des anatomopathologues en fonction des organes, en créant des équipes multidisciplinaires techniciens/anatomopathologues

autour de certains domaines thématiques. Ceci est d'ailleurs en ligne avec une proposition du Plan national cancer 2.

6. Intensification de la digitalisation et de l'automatisation du département. Ainsi la transmission des demandes d'examen et des résultats se fera à terme de façon entièrement digitale, ce qui engendra de nouveaux gains de temps.

La direction et le chef de département concerné ont été chargés de l'exécution de ces mesures. Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale suivra de près la mise en place ainsi que les résultats de ces mesures à travers ses représentants aux séances mensuelles du conseil d'administration du LNS.

**Difficultés financières dans le secteur sportif** | Question **0189** (18/01/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0174 huet de Minister gesot, dass et keng Retarde géif gi beim Ausbezuele vun den Aidë fir de Sportsecteur – weeder fir d'Decomptë vun 2023, nach fir d'Avancë vun 2024. Trotzdeem schéngen d'Sue fir de Secteur ze spéit ze kommen. Bei enger ganzer Rei Sportfederatiounen a -veräiner, ginn d'Keesen esou lues eidel, wat bei lafende Käschten, déi gedeckt musse ginn, a Paien, déi ausbezuelt musse ginn, de Secteur aktuell viru grouss Erausfuerderunge stellt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Wëll de Minister zousätzlech zum regulären Ausbezuele vun den Aiden nach op eng aner Aart a Weis op déi finanziell Engpäss am Sportsecteur reagéieren?

2. Kéint de Secteur nach méi kuerzfristeg wéi geplangt mat de finanziellen Hëllefe rechne fir sécherzestellen, dass d'Paien Enn Januar all ausbezuelt kënne ginn?

3. Wéi wäert d'Ausbezuele vun den Avancë fir d'Joer 2024 am Kader vum Douzième provisoire Budget oflafen? Kënnen d'Federatiounen och do kuerzfristeg mat enger substanzieller Avance rechnen, wéi an de Jore virdrun?

**Réponse** (06/02/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. Meng Leit um Sportsministère, an ech selwer, sinn eis den Erausfuerderunge vum Sportssecteur, notamment wat de finanzielle Volet ugeet, bewosst. An deem Zesummenhang kann ech op de Koalitiounsaccord 2023–2028 verweisen, aus deem ervirgeet, dass d'Regierung d'Weiderentwécklung vun de Strukturen, dorënner virun allem d'Sportfederatiounen an hir Clibb, wëll ënnerstëtzen. Dobäi wäert virun allem der Reform vum Subsid „Qualité+" eng wichteg Roll zoukommen.

ad 2. Als Sportsministère si mir, wéi all anere Ministère och, ofhängeg vum Budget. D'Avancë fir d'Joer kënnen also ëmmer eréischt dann ausbezuelt ginn, wann de Budget disponibel ass. De Solde vum Joer virdru kann natierlech och just dann ausbezuelt ginn, wann d'Decomptë vun dem respektive Joer agereecht, kontrolléiert a berechent ginn.

ad 3. D'Avancë fir 2024 gi proportional zum 12e provisoire berechent an ausbezuelt. D'Paiement vun enger zweeter Tranche vun Avancë gëtt dann ausbezuelt, wann de Budget 2024 gestëmmt ass.

**Effet du sel de déneigement sur l'environnement** | Question **0194** (18/01/2024) de **M. Luc Emering** (DP)

Comme le salage des axes routiers par temps de neige et de verglas a un impact considérable sur l'environnement, de nombreuses organisations environnementales préconisent le recours à des alternatives au sel de déneigement, telles que le sable ou des copeaux de bois. En bavière, même l'eau des cornichons est utilisée, notamment à l'Aéroport de Munich pour dégivrer les pistes d'atterrissement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Existe-t-il des analyses scientifiques quant à l'effet du sel de déneigement sur l'environnement, notamment la salinisation des sols et des eaux souterraines, au Luxembourg ?

2) Dans la négative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de lancer une étude à ce propos ?

3) Est-il prévu d'élaborer un guide pour informer les communes, entreprises et personnes privées sur l'effet du sel de déneigement sur l'environnement et les alternatives qui existent ?

**Réponse** (26/02/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) À ce jour, aucune étude à grande échelle n'a traité ces questions de manière scientifique. Toutefois, via une analyse des risques, l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) a identifié onze captages d'eaux souterraines destinés à la consommation humaine présentant une vulnérabilité potentielle par rapport au sel de déneigement par leurs localisations en contre-bas de routes et/ou de zones fortement urbanisées. Le monitoring de routine effectué par l'AGE, montre qu'aucune de ces sources d'eau souterraine ne présente de pics de concentration en chlorures ou en sodium liés à l'utilisation de sel de déneigement. Néanmoins, certains phénomènes locaux et ponctuels ne peuvent être exclus.

Il est important de garder en tête que l'utilisation raisonnée du sel de déneigement reste avant tout, un compromis entre sécurité et environnement. Ainsi, lors d'épisodes extrêmes tels ceux des 17 et 18 janvier derniers, l'utilisation du sel de déneigement sur les grands axes routiers doit prendre en compte la composante sécurité. À plus petite échelle, il revient à tout un chacun de réduire au maximum l'utilisation du sel notamment au niveau des trottoirs et allées de garage et de privilégier d'autres alternatives.

Gardons également à l'esprit que les alternatives suggérées par l'honorable Député présentent des désavantages considérables lorsqu'elles sont utilisées à grande échelle. Ainsi, l'utilisation du sable ou encore des copeaux de bois peut entraîner l'occlusion des conduites d'évacuations des eaux. Aussi, les copeaux de bois tout comme l'eau de cornichons ou encore les cendres présentent une charge organique importante et contiennent d'autres polluants qui, in fine, se retrouveront dans les cours d'eau avec des conséquences potentiellement plus nuisibles que celles engendrées par l'utilisation du sel.

L'impact du sel de déneigement sur les sols et les écosystèmes terrestres situés à proximité des voiries n'est pas quantifié au Luxembourg. Toutefois, des études, notamment canadienne[1] et françaises[2] [3], ont montré que l'impact négatif du sel sur le sol est généralement localisé à proximité immédiate des voiries et est très fluctuant en fonction des saisons. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que le sel est facilement lixivié des sols et fortement dilué sous les effets de notre climat, notamment à l'occasion d'épisodes pluvieux.

ad 2) Le 22 mars 2024, à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, les partenariats de cours d'eau organisent un colloque autour de la thématique « Winterstreudienst und Gewässerschutz – ein Austausch über Herausforderungen und Lösungen ». Le colloque se focalise, entre autres, sur les influences potentielles du sel de déneigement sur les écosystèmes aquatiques ainsi que sur la présentation et la discussion d'alternatives au sel de déneigement. Des informations supplémentaires sont consultables sur le site Internet des partenariats des cours d'eau (www.flusspartnerschaften.lu).

En ce qui concerne les écosystèmes terrestres, le volet préventif de la future loi sur les sols prévoit de réaliser un état des lieux national de la qualité des sols. Cet état des lieux s'intéressera, entre autres, aux phénomènes impactant la qualité des sols à proximité des zones d'activités humaines. L'impact du sel de déneigement pourra être pris en compte dans le cadre de cet état des lieux qui apportera aussi des éléments pour quantifier cet impact dans le contexte luxembourgeois.

ad 3) Il existe des communications ponctuelles, comme par exemple les conseils de la Ëmweltberodung Lëtzebuerg (EBL) (https://www.ebl.lu/publ/infografik-ouni-streesalz-duerch-de-wanter/). À ce stade, l'élaboration d'un guide n'est pas prévue. Néanmoins, les discussions et résultats du colloque mentionné ci-dessus pourraient servir de base de réflexion sur l'utilité de créer un tel guide.

**Chiens de chasse** | Question **0203** (19/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Juegdhënn sinn Hënn, déi vun hire Besëtzer dorop trainéiert ginn, am Bësch aner Déieren ze erschnoffelen a si eventuell an eng Richtung ze joen oder ze apportéieren. Esou ginn dës Hënn beispillsweis bei der Juegd agesat, wou d'Hënn gäre vu verschiddene Jeeër genotzt ginn, fir zum Beispill Huesen ze fannen a se zréck bei si ze bréngen. Déiereschutzorganisatioune wéi PETA kritiséiere verschidden Ausbildungsmethode vu Juegdhënn, wéi se zum Beispill beim Trainéiere vum Apportéiere vu liewegen Déieren zum Asaz kommen, schaarf. An der Fro N° 4199 hat ech der deemoleger Ëmweltministesch éischt Froen zur Ausbildung vun den Hënn gestallt. D'Ministesch huet erklärt, dass dem Ministère nëmmen eng Associatioun bekannt wier, déi sech op d'Ausbildung vu Juegdhënn spezialiséiert huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Vu wiem ginn dës Ausbildungen ugebueden?

[1] Cain N.P., Hale B., Berkalaar E., Morin D., 2000. Review of effects of NaCl and other road salts on terrestrial vegetation in Canada. 226 p.

[2] Sétra, 2011. L'impact des fondants routiers sur l'environnement : État des connaissances et pistes d'actions. Service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements. Note d'information du Sétra – Économie, Environnement, Conceptions 94. Mars 2011. 25 p.

[3] Sétra, 2013. Viabilité hivernale : fiches pratiques « aide-mémoire ». Service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements. Décembre 2013. 34 p.

2. Wat fir Coursë sinn an de leschte 5 Joer ugebuede ginn? Wéi oft ginn esou Coursen am Joer ugebueden?

3. Wéi laang dauert d'Grondausbildung vun engem Juegdhond?

4. Ass dem Minister bekannt, wéi vill Leit an de leschte 5 Joer un esou Ausbildungen deelgeholl hunn?

**Réponse** (26/02/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Hei zu Lëtzebuerg ass dem Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit just d'Centrale du chien de chasse bekannt, déi Ausbildunge fir Juegdhënn ubitt an d'Hënn och no internationalen an nationale Prüfungskrittäre préift.

ad 2. De Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit féiert kee Regëster iwwert d'Coursen an d'Unzuel vun dësen, déi vun der Centrale du chien de chasse ugebuede ginn. Den honorabelen Deputéierte kann déi Informatioune sécherlech bei der Centrale du chien de chasse bezéien.

ad 3. Eisen Informatiounen no fänkt d'Ausbildung vu Juegdhënn am Alter vun 8 Wochen un. D'Grondausbildung selwer fänkt, ofhängeg dovunner, wéini si am Joer gebuer sinn, tëschent 6 Méint an 1,5 Joer un, an dauert ca. 6 Méint. Déi meescht Hënn ginn allerdéngs doriwwer eraus weider ausgebilt. D'Centrale du chien de chasse kann hei sécherlech weider Informatioune ginn.

ad 4. Nee, dës Zuele sinn net bekannt.

**E-bac** | Question **0204** (19/01/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

An der digitaler Welt vun haut ass et méiglech, seng Studien online ze maachen. Dat gëllt fir d'Uni, mee dat gëllt zënter e puer Joer och fir d'Sekundarstudien, wou et de Schüler hei am Land méiglech ass, fir hire Premièresdiplom vu 4e un à distance ze realiséieren.

Mir ass zougedroe ginn, dass Schüler ab 18 Joer, déi an engem E-Bac an enger Schoul hei am Land ageschriwwe sinn, kee Kannergeld méi kréien, am Géigesaz zu Schüler, déi hiren Ofschloss am Präsenzunterrecht maachen. Ee Schüler iwwer 18, deen also vun doheem léiert, kritt kee Kannergeld, wärend säin Alterskolleeg am Präsenzunterrecht (respektiv seng Famill) vum Kannergeld profitéiert. An dëst, trotz dass de Contenu vun de Coursen identesch ass a béid Weeër zum Premièresdiplom féieren (de Premièresexame gëtt souguer dee selwechten Dag zesumme geschriwwen).

Effektiv ass et esou, dass am Gesetz vun 2008 betreffend d'Kannergeld den E-Bac ausgeholl gëtt, well kloer dra steet, dass een an enger Schoul am Präsenzunterrecht muss ageschriwwe sinn. Mee fir d'Familljen, deenen hir Kanner vun doheem aus léieren, fale weiderhi Käschten un, an eventuell esouguer méi wéi am Präsenzunterrecht, well doheem méi gekacht a méi gehëtzt muss ginn.

Dofir stellt sech d'Fro, wéi een dës Kanner an d'Familljen, déi an hir Bildung an domadder an hir Zukunft investéieren, finanziell entlaaschte kann, soulaang d'Kanner bei den Eltere wunnen an dësen Ënnerhalt och Sue kascht.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Bildung, Kanner a Jugend a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Schüler waren tëscht 2018 an 2023 (opgelëscht pro Joer) an engem E-Bac zu Lëtzebuerg ageschriwwen?

2. Huet de Bildungsminister Donnéeën, wéi vill Schüler am Joer 2023 an eisen Nopeschlänner/an der Groussregioun an engem E-Bac ageschriwwe waren?

3. Huet de Bildungsminister Donnéeën, wéi vill Schüler am Joer 2023 aus eisen Nopeschlänner/aus der Groussregioun an engem E-Bac an enger Schoul hei am Land ageschriwwe waren?

4. Plangt dës Regierung Adaptatiounen, fir datt Familljen, deenen hir Kanner een E-Bac maachen, een Accès op d'Kannergeld kréien oder op eng aner Aart a Weis eng finanziell Hëllef kréien (zum Beispill iwwert eng Zort CEDIES oder aner Sozialhëllef)?

**Réponse** (27/02/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Aus der E-Learning-Plattform E-Bac ass ab dem Schouljoer 2018–2019 den E-Campus mat enger méi breet gefächerter Offer ginn. Heidrënner d'Evolutioun vun der Zuel vun den Aschreiwungen am E-Campus.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2. Iwwert d'Zuel vun de Schüler, déi an eisen Nopeschlänner an engem E-Learning-Programm ageschriwwe sinn, leien eis keng Informatioune vir.

ad 3. Aktuell si keng Schüler aus eisen Nopeschlänner am E-Campus ageschriwwen.

ad 4. D'Konditiounen, fir datt Kanner ab 18 Joer nach e Recht op Kannergeld hunn, sinn am Artikel 271 vum Code de la sécurité sociale festgehal. Den Artikel 271 Paragraf 2 seet Follgendes:

„Le droit à l'allocation familiale est maintenu jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans accomplis en faveur de l'enfant qui :

a) poursuit effectivement, sur place dans un établissement d'enseignement, à titre principal d'au moins vingt-quatre heures par semaine des études secondaires classiques, secondaires générales ou y assimilées ;

b) poursuit effectivement, sur place et à titre principal des études ou une formation adaptée à ses capacités dans un institut spécialisé de formation ou centre de compétence en psycho-pédagogie spécialisée ;

c) poursuit un apprentissage suivant les dispositions de l'article L. 111-1 et suivants du Code du travail et dont l'indemnité est inférieure au salaire social minimum."

Déi Dispositioune fannen hiren Ursprung am Gesetz vum 23. Juli 2016, dat ënnert anerem den Artikel 271 vum Code de la sécurité sociale op deem Punkt modifizéiert erëm, a sinn och an den Travaux parlementaires zu deem Gesetz explizéiert ginn (Doc. parl. Nr. 6832, S. 33). De Gesetzgeeber präziséiert hei, datt d'Finalitéit vum Kannergeld doranner besteet, fir Menagen ze ënnerstëtzen, an deem Kanner present sinn. Et geet hei wuelgemierkt ëm déi Kanner, déi kee Verdéngscht hunn, also net kënne schaffen. Forcement kënne Kanner, déi op der Plaz an enger Schoul wärend enger festgesater Zäit hir Formatioun maachen, net schaffen.

Par contre ass dat net bei Kanner, déi en E-Bac maachen, de Fall. An da gëtt et jo nach aner Formatiounen, déi och zu engem Bac kënne féieren, an déi sech eebe grad u Leit riichten, déi schaffen, wéi zum Beispill déi Formatiounen, déi an Owescoursen ugebuede ginn.

Well et awer ganz schwéier ass, fir hei eng Grenz ze zéien an ze kontrolléieren, wien elo enger Aarbecht nogeet a wien net, huet de Gesetzgeeber sech dofir entscheet, fir déi Kanner ze viséieren, déi hir Etuden an der Schoul maachen.

**Chasse du mouflon** | Question **0206** (19/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

2020 hat déi deemoleg Ëmweltministesch d'Muffelen zu Iechternach fir d'Juegd fräiginn. D'Piraten haten a ville Froen an Interventioune fir aner Léisunge plädéiert. An eiser leschter parlamentarescher Fro (N° 1961) huet d'Ministesch erkläert, dass d'Afänke vun de Muffele weider eng Optioun wier, falls d'Juegd sech als net erfollegräich géif erweisen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Muffele si säit dem Fräigi fir d'Juegd geschoss ginn? Gesäit de Minister dëst als eng erfollegräich Juegd un?

2. Wéi vill weiblech Muffele goufe bis ewell geschoss an ass gewosst, ob Déieren dobäi waren, déi gedroen hunn?

3. Hält den Ëmweltminister weider un der Juegd vun de Muffele fest oder wäerten aner Optioune wéi d'Afänken an Zukunft eng Roll spillen?

**Réponse** (26/02/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Den éierewäerten Deputéierte referéiert sech mat „Fräigi fir d'Juegd" op déi deemools geplangte „chasse administrative". Eng „chasse administrative" op d'Muffelwëld huet allerdéngs ni stattfonnt, sou datt an deem Kontext och keng Muffele geschoss goufen. Aus dësem Grond kann och net vun enger erfollegräicher oder net erfollegräicher Juegd geschwat ginn.

Et ass awer drop hinzeweisen, datt Muffelwëld ganzjäreg bejobar ass (mat Ausnam vun der Schounzäit) an datt am Kader vun der regulärer Juegd Muffele geschoss goufen: An de 5 Juegdlouse vum Raum Iechternach goufen an de Juegdjoren 2021/22 an 2022/23 insgesamt 22 Muffele geschoss.

ad 2. An deene 5 Juegdlousen, déi gréisstendeels innerhalb den Iechternacher Gemengegrenze leien, goufen an de Juegdjoren 2021/22 an 2022/23 insgesamt 8 Schof geschoss. Informatiounen zur Trächtegkeet gëtt et keng.

ad 3. Vu datt et sech beim Muffel ëm eng net heemesch Aart handelt, ass eng Translokalisatioun op eng aner Plaz hei am Land oder an Nopeschlänner net méiglech. Wéinst geneetescher Differenz zu der Ursprongspopulatioun, ass et dann och net méiglech, z. B. d'Déieren an hir Ursprongslänner zeréckzebréngen, a wier och mat net akzeptabelem Opwand verbonnen.

Déi klassesch Juegd op de Muffel ass déi bis dato effizientste Method vun der Gestioun vun enger Populatioun hei zu Lëtzebuerg, an domat och am Sënn vum Déierewuel an Naturschutz.

**Jeux de hasard** | Question **0219** (22/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

En vertu de la loi du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris en matière de manifestations sportives, les jeux de hasard ne peuvent être exploités que dans les casinos. Seuls les appareils automatiques n'offrant pas de gain en argent peuvent être autorisés.

Comme le cadre légal autour des jeux de hasard, en particulier dans les débits de boissons, n'a pas été véritablement adapté, et compte tenu des risques existants tels que le risque de monopole par certaines entreprises, la dépendance des joueurs, les activités frauduleuses et le blanchiment d'argent, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Pourriez-vous indiquer combien de contrôles relatifs aux jeux de hasard ont été effectués dans les cinq dernières années et quel a été le nombre de condamnations prononcées entre 2019 et 2023 pour jeux de hasard illégaux ?

2) Quand le Gouvernement prévoit-il de réviser le cadre légal entourant les jeux de hasard et quelles mesures sont envisagées pour prévenir les risques de dépendance, de fraude et de blanchiment d'argent ? Quels sont les éléments clés d'une telle réforme ?

3) Combien d'entreprises sont actuellement autorisées à exploiter des appareils de jeu sans possibilité de gain en argent et pourriez-vous fournir une liste de ces entreprises ainsi que le nombre d'appareils en fonction au Luxembourg ?

4) Combien d'entreprises ont obtenu l'autorisation de proposer des paris relatifs à des manifestations sportives ? Pourriez-vous également nous communiquer une liste de ces entreprises ainsi que le nombre d'appareils exploités ? Quel est le taux de « taxes initiales » prévu par l'article 4, alinéa 2, sous-alinéa n° 3 de la loi mentionnée ?

5) Pourriez-vous nous fournir des détails sur les recettes fiscales annuelles générées au Luxembourg au cours des cinq dernières années, en distinguant les différents types de taxes liées aux jeux de hasard ?

6) À l'exception du « Casino 2000 » de Mondorf, le Conseil de Gouvernement a-t-il reçu des demandes pour la création de nouveaux casinos ? Quels sont les critères requis pour l'octroi d'une telle autorisation ?

7) L'article 5 de la loi évoque des « établissements similaires » aux casinos. De tels établissements existent-ils actuellement au Luxembourg et en quoi se distinguent-ils des casinos classiques ?

**Réponse** (26/02/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) Depuis l'année 2019, un total de 15 nouveaux dossiers ont été ouverts auprès des deux parquets en relation avec des infractions à la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives (ci-après « la Loi »).

Parmi ces 15 dossiers :

– huit dossiers ont fait l'objet d'un classement sans suite,
– trois dossiers font l'objet d'une instruction préparatoire,
– un dossier a fait l'objet d'une dénonciation à un parquet étranger pour cause de compétence territoriale,
– trois dossiers ont été transmis à la Police grand-ducale aux fins de faire procéder à une enquête préliminaire.

Depuis l'année 2019, aucune condamnation n'a été prononcée pour des infractions à la Loi.

Le nombre de contrôles de blanchiment que l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA a effectués auprès des prestataires de jeux de hasard légaux en exécution de la Loi s'élève à :

– 2019 : 1
– 2020 : 1
– 2022 : 1.

ad 2) Les travaux préparatoires en vue d'une adaptation de la Loi sont actuellement en cours. Il est envisagé de proposer une adaptation de la Loi aux développements qui ont vu le jour depuis 1977, c'est-à-dire notamment un renforcement des moyens légaux en vue de la lutte contre les nouvelles formes de jeux illégaux.

ad 3) L'exploitation d'appareils de jeu sans possibilité de gain est réglée à l'article 3 de la Loi selon lequel ces appareils sont légaux et autorisés de plein droit par la loi s'ils correspondent aux dispositions de cet article, de sorte qu'ils ne relèvent pas d'un régime d'autorisation sur demande. Ainsi, le Ministère de la Justice ne tient pas de listes de ces exploitants.

ad 4) Aucune autorisation pour exploiter des paris relatifs à des épreuves sportives sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg n'a été accordée par le Ministère de la Justice les dernières années, de sorte qu'aucune autorisation n'est actuellement en cours de validité.

L'article 86 du règlement grand-ducal modifié du 12 février 1979 pris en exécution des articles 6 et 12 de la Loi établit un barème progressif de prélèvement sur le produit de jeux. Le tarif du prélèvement sur le produit brut de jeux s'établit actuellement comme suit :

– 10 % jusqu'à 45.000 euros,
– 20 % de 45.000,01 à 90.000 euros,
– 30 % de 90.000,01 à 270.000 euros,
– 40 % de 270.000,01 à 540.000 euros,
– 45 % de 540.000,01 à 1.080.000 euros,
– 50 % de 1.080.000,01 à 2.700.000 euros,
– 55 % de 2.700.000,01 à 4.500.000 euros,
– 65 % de 4.500.000,01 à 6.300.000 euros,
– 75 % de 6.300.000,01 à 8.100.000 euros,
– 80 % au-dessus de 8.100.000 euros.

ad 5) Le détail des recettes fiscales annuelles des cinq dernières années en exécution des articles 5 à 13 de la Loi se présente comme suit :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

En ce qui concerne les autres recettes prévues par la Loi, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 0035 du 22 décembre 2023.

ad 6) Le Ministère de la Justice n'a pas reçu de demande formelle pour l'établissement ou la création d'un casino sur le territoire du Grand-Duché les dernières années. Le seul casino actuellement autorisé est le Casino 2000 à Mondorf-les-Bains.

En vertu de l'article 5 de la Loi, et par dérogation au principe de l'interdiction légale générale prévu par cette Loi, il pourra, sous certaines conditions, être accordé aux casinos et établissements similaires, installés dans l'intérêt du tourisme, l'autorisation d'ouvrir au public des locaux spéciaux, distincts et séparés, dans lesquels seront pratiqués certains jeux de hasard.

En vertu de l'article 7 de la Loi, l'autorisation est accordée par décision du Conseil de Gouvernement après enquête en considération d'un cahier des charges établi par le Ministre des Finances et à soumettre à l'avis du Conseil d'État après rapport du Ministre de la Justice concernant l'enquête d'honorabilité effectuée en application de l'article 11 de la Loi.

À part du contrôle d'honorabilité prévu à l'article 11 de la Loi, l'autorisation est encore subordonnée à la condition que l'exploitant, les membres de l'organe de direction, les associés ou actionnaires ainsi que les bénéficiaires effectifs, au sens de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, justifient et disposent à tout moment de leur honorabilité professionnelle nécessaire à l'exercice de leurs attributions. L'honorabilité s'apprécie sur base des antécédents judiciaires et de tous les éléments susceptibles d'établir que les personnes visées jouissent d'une bonne réputation et présentent toutes les garanties d'une activité irréprochable.

Avant l'octroi de l'autorisation par le Conseil de Gouvernement, les exploitants doivent encore établir que les jeux offerts correspondent aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 12 février 1979 pris en exécution des articles 6 et 12 de la Loi. Le respect de ces dispositions est vérifié, dans le cadre de l'instruction administrative du dossier de la demande, par la police des jeux du Service de police judiciaire de la Police grand-ducale.

ad 7) Tel qu'il résulte de la réponse à la question n° 0006, le seul casino actuellement autorisé est le Casino 2000 à Mondorf-les-Bains. Aucun établissement similaire n'est autorisé à exploiter des jeux de hasard, étant encore rappelé que la Loterie nationale est expressément exclue du champ d'application de la Loi, alors qu'elle est réglée par un dispositif légal spécifique.

**Service « Téléalarme »** | Question **0220** (23/01/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Vill eeler Leit oder och Persoune mat Handicap entscheeden sech dofir, en Telealarm an hirem Haus ze installéieren. Iwwert e Knäppchen un engem Bracelet, enger Auer oder enger Kette kann iwwert dëse System 24/7 en Appell gemaach ginn, falls een sech an enger Situatioun erëmfënnt, an där een Hëllef brauch. Jee no Fall kontaktéiert d'Personal vum Telealarm no sou engem Appell direkt den 112 oder, falls et kee medezinneschen Noutfall ass, eng vun de Cliente gewielte Referenzpersoun, déi hëllefe komme kann (een aus der Famill, dem Frëndeskrees, der Noperschaft etc.). Daagsiwwer ass et och méiglech, amplaz vun der Referenzpersoun e Service fir Soins à domicile ze kontaktéieren, wa mat esou engem Service e Kontrakt virläit, mee net wärend der Nuecht, well dës Servicer keng Permanencen an der Nuecht hunn. Dréckt eng Persoun den Telealarmknapp, well si eng Assistenz brauch, an awer kee Service an och keng Referenzpersoun hëllefe komme kann, bleift dem Personal vum Telealarm heiansdo keng aner Wiel, wéi den 112 ze kontaktéieren – an dat och, wann et eigentlech kee medezinneschen Noutfall ass, mee eng Persoun z. B. just kuerz Hëllef bräicht fir opzekommen, nodeems se gefall ass, ouni sech wéigedoen ze hunn.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Ass dem Minister de Problem bekannt, dass et besonnesch an der Nuecht, wou keng Fleegeservicer schaffen, Persoune ginn, déi dréngend eng Assistenz bräichten, mee se net kréien, esou dass den 112 geruff muss ginn?

2. Falls jo:
– Gëtt et Zuelen doriwwer, wéi oft de CGDIS wéinst esou Appeller am Asaz ass (an absolutten Zuelen an a Prozent par rapport zu der Gesamtzuel vun den Asätz), fir Persounen ze hëllefen, déi kee medezinneschen Noutfall hunn an awer dréngend Hëllef brauchen?

– Kann et sinn, dass der Persoun, déi per Telealarm no Hëllef gefrot huet, d'Ambulanzkäschten a Rechnung gestallt ginn, wa sech erausstellt, dass et kee medezinneschen Noutfall war, obwuel si anescht awer och net un Hëllef komm wier?

3. Huet d'Regierung Pläng, fir am Kader vun enger Politick vun der Autonomie an dem Maintien à domicile d'Hëllefsméiglechkeete wärend den Nuetsphasen auszebaue fir sécherzestellen, dass jiddereen Hëllef erhält, deen Hëllef brauch, an d'Rettungsdéngschter gläichzäiteg entlaascht ginn?

**Réponse** (26/02/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. an 2. An de Joren 2022 an 2023 hat de CGDIS 3.680 Asätz am Zesummenhang mat engem „téléalarme". Ronn d'Hallschent vun deenen Asätz ware wärend den Nuetsstonnen, d. h. tëschent 22.00 a 6.00 Auer. Dëst ass am Verhältnis zum normalen Asazopkomme vum CGDIS eng signifikant méi héich Frequenz, well nëmmen 18 % vun allen Asätz an där Period stattfannen. Deemno gëtt de Rettungsdéngscht wéinst dem „Téléalarme" an den Nuetsstonnen däitlech méi oft sollicitéiert wéi daagsiwwer.

Vun deenen 3.680 Asätz sinn der 164 (4 %) un de Médecin de garde weidergeleet ginn, déi aner si vum CGDIS en charge geholl ginn. Fir de CGDIS sinn dëst ronn 3 % vu sengen Ambulanzasätz op d'Joer gekuckt.

An 1.292 Fäll (35 %) huet de Patient net misse matgeholl ginn, wat a priori eng Indikatioun dofir ass, datt den Appell vun den Noutdéngschter am Fong net indiquéiert war.

Déi uewe genannten Zuelen decke sech mat enger detailléierter Statistik, déi de CGDIS 2021 zesumme mat den 3 nationale Bedreiwer vum „Téléalarme" erstallt hat. Et ass deemools festgestallt ginn, datt bei deenen Asätz, wou de Patient net huet missen transportéiert ginn, der ronn 2/3 waren, wou de CGDIS par carence gefuer ass, well keen aneren disponibel war. Ronn 74 % vun dëse Carenceasätz hu wärend den Nuetsstonnen (22.00–6.00 Auer) stattfonnt, wat e signifikanten Ënnerscheed par rapport zu daagsiwwer ass, wou d'Services de soins à domicile souwisou reegelméisseg bei d'Leit fueren.

De CGDIS stellt d'Rechnung direkt un déi Persoun aus, déi se transportéiert huet. Gouf de Patient net matgeholl, gëtt och keng Rechnung geschriwwen.

ad 3. Am Kader vun der Autonomie an dem Maintien à domicile zu Lëtzebuerg spillen d'Servicer vum „Téléalarme" an déi mobill Hëllefs- a Fleegedéngschter eng wichteg Roll. Aktuell gëtt et 3 Bedreiwer vum „Téléalarme" an 18 verschidde mobill Hëllefs- a Fleegedéngschter.

Laut den Dispositioune vum Gesetz vum 23. August 2023 iwwert d'Qualitéit fir d'Servicer fir eeler Leit, dat den 1. Mäerz 2024 a Kraaft trëtt, garantéiert ee „Service Téléalarme" 24/24 ee Kommunikatiounsservice. Laut dem Artikel 18 vun dësem Gesetz, sinn d'Hëllefs- a Fleegedéngschter minimum 14 Stonnen den Dag operationell a prestéiere 24/24 am Kader vun der Prise en charge vu Situatiounen um Enn vum Liewen.

D'Gesetz iwwert d'Qualitéit vun de Servicer fir eeler Leit definéiert och d'Modalitéite fir d'Zesummenaarbecht tëschent de Servicer vum „Téléalarme" an dem CGDIS a sengem Artikel 81, dëst och, fir zesummen ze bestëmmen, wéini eng Interventioun vum CGDIS néideg ass.

**Diffusion directe ou indirecte de chaînes sanctionnées** | Question **0227** (24/01/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Dezember 2022 hate mir bei der deemoleger Regierung intervenéiert, nodeems Recherchen an engem Artikel op Reporter.lu erginn haten, dass Russia Today weider an Asien an Afrika gesent gëtt.

Et ass eis zougedroe ginn, dass Russia Today iwwert d'Lëtzebuerger Satellittefirma SES nach ëmmer iwwerdroe gëtt, zum Beispill an Indien.

Deemools sot de Premier- a Medieminister ewéi den Ausseminister:

„Zu kengem Ament gouf et en Zweifel um Wëlle vun der SES, Sanktiounen ëmzesetzen. Den ablécklechen Dialog mat der EU-Kommissioun soll hëllefen ze klären, wéi d'EU-Sanktiounen an dëse spezifesche Fäll vun EU-Satellittebedreiwer sollen an enger kohärenter an effikasser Aart a Weis ëmgesat ginn. De Message, dass d'SES d'Sanktioune wëllt a muss ëmsetzen, ass kloer un déi Entitéiten, déi dës Sendere kënnen ofschalten, kommunizéiert ginn. Och an dësem Kader sinn d'Regierung, d'SES an d'EU-Kommissioun am Kontakt, fir eng juristesch a politesch korrekt Léisung fir d'Ëmsetze vun de Sanktiounen ze fannen." (QP N° 7364)

Eng Nott vun der Cellule scientifique vun der Chamber huet nach eemol ënnerstrach, dass Sanktioune géint Propagandasendere rechtens sinn.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Premierminister an dem Minister fir Aussenugeleeënheeten dës Froe stellen:

1. Sent d'SES iwwert hir Clienten nach ëmmer indirekt Russia Today Senderen?

2. Wat ass am Dialog mat der EU-Kommissioun heizou festgehale ginn? Wéi soll d'SES d'Sanktiounen an dësem Fall ëmsetzen?

3. Wéi hunn déi betraffe Senderen/Clienten op d'Opfuerderung zum Ofschalte reagéiert?

**Réponse** (26/02/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. Iwwert d'Kapazitéite vun der SES gi keng sanktionéiert Senderen iwwerdroen, mat Ausnam vun der Kapazitéit, déi d'SES mam indesche Staat kontraktéiert huet, déi hirersäits engem indesche Plattformbedreiwer zur Verfügung gestallt gëtt, an deen als Eenzegen ëmmer nach de Sender RT News iwwerdréit.

D'SES huet hei keng Relatioun mat RT an huet och keng technesch oder legal Méiglechkeeten, de Sender ofzeschalten. De Plattformbedreiwer mécht den Uplink, op deen d'SES keen Zougréff huet, an den indesche Staat erlaabt weiderhin, de Sender an Indien ze verbreeden.

ad 2. Et sinn aktuell Diskussiounen amgaang iwwer verschidden Optiounen, wéi dëse spezifesche Fall kéint geléist ginn.

ad 3. An alle Länner – ausser an Indien – gouf trotz Resistenz vu verschiddenen Acteuren eng Léisung fonnt. Ausserhalb vun der EU hunn déi concernéiert Acteuren awer net ëmmer akzeptéiert, dass europäesch Sanktiounen an Net-EU-Länner en Impakt sollen hunn. Senderen a Clienten orientéieren sech un hiren nationale Reegelen.

**Étude du LISER sur les personnes en situation de handicap** | Question **0230** (24/01/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

De LISER (Luxembourg Institute for Socio-Economic Research) ass virun enger Rei Jore vum Ministère de la Famille mat verschiddenen Etuden am Beräich Handicap bei 14 Gestionnairen am Beräich Accompagnement sociopédagogique (Ateliers protégés ...) beoptraagt ginn.

Déi éischt Etüd huet d'Gesetzgeebung an d'Konventiounen analyséiert. Déi zweet Etude waren Interviewe mat den Direktioune vun deene Gestionnairen; bei der drëtter Etüd, sinn iwwer 100 Residenten aus deene 14 Institutiounen iwwert hir Zefriddenheet mat de Servicer, déi si kréien, befrot ginn. Weider huet de LISER bei enger klenger Grupp vu Residentë gekuckt, wat fir eng Leeschtunge si iwwert den Zäitraum vun enger „typescher" Woch kréien.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Sinn dës Etüden ofgeschloss ginn? Wa jo, wat ass domat geschitt?

2. Gedenkt de Ministère, dës Etüden ëffentlech ze maachen an se am Parlament virzestellen?

3. Wat fir eng Schlussfollgerungen zitt de Ministère aus dësen Etüden?

4. Wat bedeit dës Etüd fir déi concernéiert Residenten an hir Familljen?

5. Huet dës Etüd een Impakt op d'Aarbecht vun de Gestionnairë vun deene Strukturen?

**Réponse** (26/02/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Déi éischt dräi Deeler vun der Etude sinn ofgeschloss. De Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil huet de Rapport kritt a hëlt dësen als Basis, fir d'Objektiver aus dem Koalitiounsaccord ze realiséieren an e perséinleche Budget fir eng Persoun mat Handicap auszeschaffen. Déi verschidden Etappen a Volete si Bestanddeel vun enger eenzeger Etude. D'Etude ass net ganz ofgeschloss; d'Resultater wäerten all zesumme virgestallt ginn.

ad 2. Déi fäerdeg Etude an hir Conclusioune wäerten an der zoustänneger Chamberkommissioun virgestallt ginn. D'Resultater vun dëser Etude wäerten och dem breede Public zougänglech gemaach ginn.

ad 3. Esoubal dës Etude komplett ofgeschloss ass, wäert de Ministère Schlussfollgerungen doraus zéien.

ad 4. Fir déi concernéiert Residenten an hir Famillje bedeit dës Etude, datt eng Analys vun hirer Situatioun gemaach gëtt mam Objektiv, hir Liewensqualitéit ze verbesseren. Am Kontext vun den Ufuerderunge vun der UNO-Konventioun iwwer d'Rechter vu Mënsche mat Behënnerung (CRDPH) geet et drëm, en neien Dispositiff fir déi betraffe Leit ze schafen, deen hinnen e méi onofhängegt, autonoomt an inklusiivt Liewen an der Gesellschaft soll erméiglechen. E perséinleche Budget an eng perséinlech Assistenz sinn Elementer fir méi Autonomie fir Leit mat enger Behënnerung; et geet och drëms, d'Familljememberen, déi vill Assistenz leeschten, mat zousätzleche Ressourcen ze hëllefen.

ad 5. D'Aarbecht vun de Gestionnairë vun deene Strukturen ass net impaktéiert, well et hei ëm déi betraffe Persoune geet (cf. Autonomie de vie).

**Activités jugées dangereuses d'une holding luxembourgeoise exploitant une plateforme de streaming de webcams pornographiques** | Question **0236** (25/01/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Selon diverses sources médiatiques et des informations obtenues d'ONG, une holding dont le siège est localisé à Luxembourg-ville et qui héberge une société exploitant une plateforme de streaming de webcams pornographiques connue sous le nom de Live Jasmin, fait l'objet de graves accusations de violations des droits humains.

Ces accusations concernent surtout les activités de la société en question en Ouganda, où il est strictement illégal de s'exercer en tant que mannequin de webcam sexuelle. En effet, une loi « anti-LGBTQ+ » récemment introduite en Ouganda prévoit la peine de mort pour certains « délits » liés à l'homosexualité. La pornographie y est sévèrement punie. Selon des informations médiatiques, la police ougandaise gangrenée par la corruption, semble pouvoir sans retenue recourir à l'extrême violence lors des arrestations. Il est notamment reproché à Live Jasmin de profiter de la misère sociale et économique qui pousse des femmes ougandaises à offrir leurs services sur la plateforme afin de pouvoir soutenir financièrement leurs familles tout en mettant leur vie en péril.

Selon les informations de la presse luxembourgeoise, la holding luxembourgeoise qui héberge Live Jasmin nie toute responsabilité en la matière et réfute les accusations de violation des droits humains exprimées à son encontre.

De même, l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) a indiqué ne pas être responsable de la supervision du contenu exposé sur les plateformes de streaming et d'intervenir seulement si des mesures de protection de la jeunesse et du public plus large face à du contenu illégal (pédopornographie, incitation à la haine, propos racistes) ne sont pas prises par les sociétés des plateformes.

Cependant, la question de la responsabilité de l'État luxembourgeois se pose, dans la mesure, où le contrat de service auquel souscrivent les personnes offrant leurs services sur Live Jasmin est établi au nom de deux sociétés luxembourgeoises, hébergées par la holding en question, et ayant leurs sièges respectifs à Luxembourg-ville.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice ainsi qu'à Monsieur le Premier ministre :

1) Les accusations portées à l'encontre de ladite société luxembourgeoise pourrait-elle faire l'objet de poursuites par la justice luxembourgeoise ?

2) Étant donné que de nombreuses sociétés électroniques de l'industrie pornographique sont installées au Luxembourg, quels sont les outils dont dispose le Gouvernement pour éviter que de tels faits puissent se produire ?

3) La responsabilité de l'État luxembourgeois est-elle en cause lorsque les activités menées à l'étranger d'une société de droit luxembourgeois, siégeant sur son territoire, mettent en danger des personnes et portent indirectement atteinte aux droits humains dans des pays étrangers ?

**Réponse** (26/02/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1) Il n'appartient pas à Madame la Ministre de la Justice de se prononcer sur d'hypothétiques accusations, qui restent à être définies, portées à l'encontre d'une personne morale de droit luxembourgeois alors que l'opportunité des poursuites tombe exclusivement dans le champ des autorités judiciaires.

ad 2) Selon la loi modifiée sur les médias électroniques, les fournisseurs de plateformes de partage de vidéos relevant de la compétence du Grand-Duché de Luxembourg doivent mettre en place une série de mesures appropriées pour protéger : les mineurs des contenus et publicités susceptibles de nuire à leur développement physique, mental ou moral ; le grand public des contenus et publicités incitant à la violence, à la haine ou à la discrimination ; le grand public des contenus et publicités qui constitueraient une infraction pénale conformément au Code pénal luxembourgeois (par exemple, contenus contenant des infractions terroristes, de la pédopornographie ou du racisme). Il revient à l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel de vérifier le caractère approprié de ces mesures.

ad 3) Les accusations n'étant pas autrement définies ni précisées, il est difficile d'évaluer sur quelles bases légales la responsabilité de l'État pourrait être recherchée.

**Gestion locative sociale** | Question **0238** (26/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Gestion locative sociale (GLS) ass ee wichtegt Puzzlesteck, fir soziaalt an erschwénglecht Wunnen zu Lëtzebuerg méiglech ze maachen. Dobäi setzt de Staat op d'Kooperatioun mat Organisatiounen aus der Zivillgesellschaft (ASBLen, Fondatiounen etc.). Organisatiounen, déi wëllen eng Gestion locative sociale ubidden, mussen eng Konventioun mam Staat (Logementsministère a Familljeministère) agoen. Duerch dës Konventioun kréien d'Organisatiounen d'Recht, fir eng Agence immobilière sociale (AIS) opzemaachen, duerch déi Proprietairen den Organisatiounen hir Wunnengen zur Verfügung kënne stellen a steierlech Virdeeler fir d'Locatioun kënne kréien. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 7388 hat de Wunnengsbauminister erkläert, dass et den eenzelen Organismen iwwerlooss ass, wéi si am Detail hir sozial Mietverwaltung ëmsetzen a wéi eng Oplagen d'Bewunner vun de Wunnengen hunn.

Den Informatioune vun der Regierung (logement.lu, gouvernement.lu) no maachen aktuell 37 Organisatioune bei der GLS mat an 2022 goufen 1.177 Wunnengen zu erschwéngleche Präisser verlount, woubäi gewise gouf, dass de Logementsministère ronn 1,6 Milliounen Euro bäigeluecht huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wunnengsbau a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Fro stellen:

– Wéi vill Gelder kruten déi verschidden Organisatiounen, déi eng Agence immobilière sociale bedreiwen, an de leschte Jore souwuel vum Logementsministère wéi och dem Ministère fir Famill, Solidaritéit an Integratioun (wgl. opgelëscht no Organisatioun)?

**Réponse** (26/02/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Béid Ministèren ënnerstëtzen d'Organisatiounen aus der Zivillgesellschaft, déi eng Gestion locative sociale ubidden, op ënnerschiddlech Aart a Weis.

A. D'Ënnerstëtzung vum Wunnengsbau- a Landesplanungsministère

D'Gestion locative sociale gëtt iwwer den Artikel 49 vum Gesetz vum 7. August 2023 iwwer bezuelbare Wunnraum gereegelt. De Wunnengsbau- a Landesplanungsministère bezilt de konventionéierte GLS-Partner eng Bedeelegung un de Gestiounsfraise vun 120 € de Mount pro Wunneng an e Supplement vun 20 € de Mount pro zousätzlechem Mietvertrag am Fall vu Wunngemeinschaften. Fir dës Wunnengen ass de Loyer, deen dem private Proprietär vun der Wunneng ka bezuelt ginn, per Konventioun plafonéiert.

Am follgenden Tableau sinn déi Partner opgezielt, déi mam Ministère fir Wunnengsbau a Landesplanung eng Konventioun hunn, mat de Montanten, déi si an de leschte Joren ausbezuelt kruten.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

B. D'Ënnerstëtzung vum Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil

Als éischt muss dorobber higewise ginn, datt d'Servicer, déi am Beräich vun der Wunnengsexklusioun aktiv sinn, an déi mam Familljeministère konventionéiert sinn, d'Wunnengen, déi se an hirem Parc locatif hunn, iwwert divers Weeër kënne mobiliséieren. Niewent dem abordabele Wunnraum oder der Mise à disposition vum Staat (oder aneren Organer), ass d'Gestion locative sociale ee vun de Weeër, fir Wunnengen ze mobiliséieren. Déi konventionéiert Acteure gestallten de sozioedukativen Accompagnement onofhängeg vun der Origine vun der Wunneng, dëse gëtt ugepasst un d'Besoine vun de Bewunner.

Eng präzis Ventilatioun vun de Fraisen, déi explizitt am Kader vum der Gestion locative sociale ausbezuelt ginn, ass heivir net méiglech.

De Familljeministère déckt iwwert d'Konventiounen, déi am Kader vum ASFT-Gesetz tëschent dem Ministère an den Acteuren aus dem Beräich vun der Wunnengsexklusioun gemaach ginn, d'Personalkäschten an d'Fonctionnementskäschten. Konventionéiert Poste sinn esou zum Beispill sozioedukatiivt Personal, administrativ Posten, an och Techniker. D'Fonctionnementskäschten enthalen ënnert anerem administrativ an informatesch Ausgaben an Ausstattungen, Infrastruktur- a Locatiounskäschte vun de Bürosflächen, Formatioune vum Personal, Deplacementsfraisen an deels technesch Interventiounen an de Wunnengen, déi vun den Acteure geréiert ginn.

Et gëtt dohier eng Partie Servicer, wéi zum Beispill de Service logements encadrés et accompagnés vu Caritas accueil et solidarité ASBL a CNDS Wunnen vum Comité national de défense sociale, wou d'Gestion locative sociale, net d'Haaptaktivitéit vun de Servicer ass.

Am Tableau sinn déi verschidde Servicer, déi mam Familljeministère konventionéiert sinn, an déi am Beräich vun der Wunnengsexklusioun schaffen, opgelëscht. Säit 2018 si 4 zousätzlech Servicer an deem Beräich entstanen, a mam Ministère konventionéiert. De Käschtepunkt vun de Servicer an dësem Beräich huet sech an de leschte 5 Joer quasi verduebelt, an ass vu ronn 6,3 Mio € am Joer 2018, op ronn 13,7 Mio € am Joer 2023 gestigen. Dëst ergëtt e Gesamtkäschtepunkt iwwert déi lescht 5 Joer, vu ronn 54,2 Mio €.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Niewent de Servicer aus dem Wunnengsdomaine, hunn och aner Servicer, déi haaptsächlech eng sozial Begleedung offréieren, eng Konventioun mam Familljeministère. Konventionéiert Servicer wéi zum Beispill de LISKO – Lëtzebuerger Integratiouns- a Sozialkohäsiounszenter vun der Croix-Rouge luxembourgeoise oder dem Service d'accompagnement

social vun der Ligue médico-sociale begleeden d'Persounen an hirem Wunnprojet wärend der Zäit, wou hinnen eng Wunneng iwwert d'Gestion locative sociale vun enger Associatioun zur Verfügung gestallt gëtt. Esou ass de Volet vum Wunnen indirekt viséiert.

Et muss een och präziséieren, datt dëse soziale Suivi och vun den 30 Offices sociaux am Kader vun der Aide sociale ugebuede gëtt. Et sief rappeléiert, datt d'Käschten en relation mat den Offices sociaux, zu 50 % vum Familljeministère mat finanzéiert ginn.

**Simplification administrative pour le secteur agricole** | Question **0239** (26/01/2024) de **M. Luc Emering** | **M. André Bauler** (DP)

D'Bauereprotester an eisen zwee groussen Nopeschlänner weisen op ee grousse Malaise an de landwirtschaftleche Milieuen hin.

Viru Kuerzem huet d'Madamm Landwirtschaftsminister an deem Kontext der Press matgedeelt, datt hei zu Lëtzebuerg keng Subside wäerte gestrach ginn an datt der administrativer Vereinfachung eng Prioritéit soll reservéiert ginn.

An deem Zesummenhang wollte mer der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau folgend Froe stellen:

1. Ëm wat fir administrativ Vereinfachungen handelt et sech?

2. Op wat fir Instrumenter a Mëttel wëll d'Madamm Minister zréckgräifen, fir den Acteuren aus dem Secteur administrativ Aufgaben ofzehuelen?

3. Ass den aktuellen administrativen Opwand vun de landwirtschaftlechen Acteure pro Beruffsprofill schonn eemol quantifizéiert ginn? Gëtt et do detailléiert statistescht Material?

**Réponse** (08/02/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. an 2. Op EU-Niveau setze mer eis konsequent dofir an, datt d'Prozedure vereinfacht ginn. Sou siche mer no praktikabele Léisungen, fir d'Dokumentatioun an d'Bürokratie ze vereinfachen.

De Kontrollopwand bei Investitiounsbäihëllefe gëtt erliichtert. Et gëtt e Screening gemaach, fir Hürden ofzebauen, notamment bei den Demanden, Prozeduren a Kontrollen. Duerch dës Optimiséierung soll dem Betribsleeder säin Zäitopwand reduzéiert ginn.

De Prozess, fir Demanden anzereechen, gëtt vereinfacht, andeems déi eenzel Schrëtt an Dokumenter miniméiert ginn, a gläichzäiteg d'Transparenz an d'Verständlechkeet vun der Prozedur verbessert ginn.

ad 3. Neen.

**Poursuites en matière de consommation de drogues** | Question **0240** (26/01/2024) de **M. Maurice Bauer** (CSV)

La loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie prévoit dans son article 7 :

« Art. 7.

(1) Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 euros à 2.500 euros, ou de l'une de ces peines seulement, ceux qui auront, de manière illicite, en dehors des locaux spécialement agrées par le Ministre de la Santé, fait usage d'un ou plusieurs stupéfiants ou d'une ou de plusieurs substances toxiques, soporifiques ou psychotropes déterminées par règlement grand-ducal, à l'exception du cannabis et des produits dérivés de la même plante, ou qui les auront, pour leur usage personnel, transportés, détenus ou acquis à titre onéreux ou à titre gratuit.

(2) Seront punis d'un emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de 251 euros à 12.500 euros ou de l'une de ces peines seulement, ceux qui auront, de manière illicite, fait usage des substances visées au paragraphe 1er, devant un ou des mineurs ou sur les lieux de travail.

(3) Seront punis d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de 2.500 euros à 250.000 euros, ou de l'une de ces peines seulement, les membres du personnel employé à titre d'enseignant, ou à tout autre titre dans un établissement scolaire, qui auront, de manière illicite, fait usage des substances visées au paragraphe 1er dans un tel établissement.

(4) Les peines prévues au présent article ne s'appliquent pas en relation avec le cannabis ou les produits dérivés de la même plante. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

La consommation de stupéfiants déterminés par règlement grand-ducal est interdite suivant l'article 7 de la loi susmentionnée.

1) Combien de procès-verbaux constatant des infractions à cette interdiction de consommation de stupéfiants ont été dressés par la Police grand-ducale depuis 2015 ?

2) Combien de procès-verbaux ont par la suite fait l'objet de poursuites par les autorités judiciaires ?

**Réponse** (26/02/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) La Police grand-ducale recense différentes affaires de stupéfiants, à savoir la détention, le trafic et l'usage. Les données utilisées pour la présente analyse couvrent les années 2015 à 2023, cependant comme le bilan final pour l'année 2023 n'a pas encore été réalisé, le résultat pour cette année est basé uniquement sur les données de production actuelles et pourrait encore être sujet à des variations.

*(Tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2) Il y a lieu de remarquer que depuis l'adoption de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie, la politique de poursuite des deux parquets a toujours consisté dans le fait de considérer les consommateurs de stupéfiants comme des personnes malades devant être prioritairement dirigées vers un traitement ou une cure de désintoxication.

En vertu de l'opportunité des poursuites, les parquets n'ont guère poursuivi les simples consommateurs en dehors de la commission d'autres infractions plus graves, telles que des vols commis à l'aide de violences ou d'effractions ou autres vols en série, ou en cas de consommation devant des mineurs ou dans les environs immédiats des écoles ou autres lieux où des jeunes se rencontrent, ou de quantités importantes de stupéfiants saisis.

Les parquets ont régulièrement fait application de l'article 23 de la loi du 19 février 1973 précitée, permettant aux procureurs d'État de proposer aux consommateurs de stupéfiants de se soumettre volontairement à une cure de désintoxication ou en proposant depuis des années annuellement à au moins une soixantaine de jeunes consommateurs de cannabis un stage CHOICE18+ auprès de l'association Impuls.

**Aide au réemploi** | Question **0241** (26/01/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Persounen, déi iwwer 45 Joer hunn an hir Aarbecht wéinst „raisons économiques" verluer hunn, kënnen, wa se eng nei Aarbecht fannen, bei der ADEM eng Demande fir eng Aide au réemploi maachen.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Aarbecht an ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Wéi vill Demandë fir eng Aide au réemploi sinn an deene leschte 5 Joer ofgeleent ginn? Wat waren hei d'Grënn dofir (Alter, Kënnegungsgrond, Astellung als Fonctionnaire ...)?

2. Gesäit d'Regierung Handlungsbedarf, fir d'Aide au réemploi och fir Leit zougänglech ze maachen, déi via Arrêté genannt ginn an kee klasseschen Aarbechtskontrakt hunn?

**Réponse** (23/02/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

ad 1. An deem gefroten Zäitraum gouf et 472 Refusen an 1.002 Accorden.

Wat d'Haaptgrënn vun de Refusen ugeet, esou sinn déi meescht drop baséiert, dass d'Persoun net „de façon ininterrompue comme salarié au Grand-Duché de Luxembourg pendant les vingt-quatre mois qui précèdent immédiatement son inscription à l'Agence pour le développement de l'emploi" geschafft huet. Dat mécht 21 % vun de Refusen aus.

Den Artikel L.541-8 vum Code du travail präziséiert, dass „Peut également bénéficier de l'aide temporaire au réemploi le chômeur indemnisé qui accepte d'être embauché dans un emploi comportant un niveau de salaire inférieur à son salaire antérieur à condition qu'il soit âgé de quarante-cinq ans accomplis, inscrit à l'Agence pour le développement de l'emploi de façon continue depuis un mois au moins et ait travaillé légalement et de façon ininterrompue comme salarié au Grand-Duché de Luxembourg pendant les vingt-quatre mois qui précèdent immédiatement son inscription à l'Agence pour le développement de l'emploi dans une entreprise qui dispose d'un établissement fixe au sens de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales au Grand-Duché. [...]."

Den Artikel L.541-7 (1) 3. Abschnitt seet zudeem och : „Pour pouvoir bénéficier de l'aide, le salarié doit avoir travaillé légalement dans le cadre d'un contrat de travail pendant les vingt-quatre mois qui précèdent immédiatement son départ de l'entreprise d'origine."

Weider heefeg Grënn vun engem Refus sinn de Fait, dass d'Entreprise d'origine, conformément zum Artikel L.541-7 (1) 2. Abschnitt, net eligibel erkläert ginn ass vum Aarbechtsminister:

„Dans tous les cas le personnel de l'entreprise d'origine doit avoir été déclaré éligible par le Ministre ayant l'emploi dans ses attributions qui statue sur requête de toute partie intéressée."

Dat sinn 18 % vun den Decisiounen. 15 % vun de Refuse si justifiéiert, well d'Persoun hir Demande hors délai agereecht huet. Den Delai ass dräi Méint nom neien Engagement.

An 12 % vun de Fäll huet den Demandeur, wann et sech ëm e Chômeur indemnisé handelt, d'Alterskonditioun vu 45 Joer net erfëllt.

Ze bemierke bleift nach, dass an enger Rei Dossieren net nëmme just ee Grond de Refus motivéiert, mee dass et der kënne méi sinn.

ad 2. Aktuell gesäit d'Regierung keen Handlungsbedarf, fir d'Aide au réemploi och fir Leit zougänglech ze maachen, déi via Arrêté genannt ginn.

**Nouveau design pour les bus RGTR** | Question **0242** (26/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

2021 ass decidéiert ginn, fir all d'RGTR-Busser mat engem eenheetlechen Design auszestatten. D'Iddi war, dass d'Leit besser den Ënnerscheed tëscht RGTR-Busser an anere Buslinne sollen erkenne kënnen. Ënnerschiddlech faarweg Sträifen op der Säit (gréng, mof, giel ...) weisen, zu wéi enger Busfirma de Bus passt. Bis 2022 sollt dësen neien Design op all den RGTR-Busser drop sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Ass mëttlerweil all Bus am RGTR-Reseau am neie Look ausgestatt ginn?

2. Wat ass de Feedback vun de Passagéier?

3. Wat ass de Feedback vun de Busfirmaen?

4. Wéi vill huet d'Ëmgestaltung vun de Busser kascht, déi dee Moment am Ëmlaf waren? Wien huet dës Käschte gedroen?

**Réponse** (26/02/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Vun den aktuell 1.218 RGTR-Busser, déi am RGTR fueren an ugemellt sinn, fueren der aktuell 880, dat sinn 73,2 %, am neien RGTR-Design. D'Busfirmae sinn dobäi, déi reschtlech Busser sou séier wéi méiglech mam neie Look auszestatten. Am Laf vun dësem Joer misst esou déi ganz RGTR-Flott am neien Design gepecht sinn.

ad 2. Zu dësem Sujet gouf bis elo nach kee Sondage bei de Passagéier gemaach.

ad 3. Fir eng Busfirma, déi fir d'Bedreiwe vun RGTR-Linnen nei Busser akeeft, spillt en neie Look weider keng Roll. Fir e Busreseau ass awer méi generell eng „identité visuelle" eng Plus-value, well doduerjer de Reseau a seng Offer méi Visibilitéit kritt. Dowéinst huet och praktesch all Bedreiwer vun ëffentlechem Transport am Grand-Duché an am Ausland eng „identité visuelle" fir säi Fuerpark.

ad 4. D'Käschte fir d'Ëmgestaltung vun de Busser waren an der Gesamtoffer vun de Busfirmae fir d'RGTR-Ausschreiwung 2020 mat abegraff.

**Multicam camouflage pour l'armée** | Question **0243** (26/01/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'Lëtzebuerger Arméi hat bis elo hiert Camouflage-Gezei an Eegeregie entwéckelt, och wann dëst a punkto Faarf a Musterung vum finnesche Militär inspiréiert war. National Symboler, ewéi de Roude Léiw an/oder d'Kontur vum Lëtzebuerger Land, ware bis elo an de Camouflage vun den Drillicher integréiert.

Elo soll, esou gëtt gesot, dëse Camouflage duerch den amerikanesche Multicam-Camouflage ersat ginn. Nodeems och déi belsch Arméi – no den Hollänner an de Britten – den amerikanesche Multicam-Camouflage agefouert huet, zitt déi Lëtzebuerger Arméi elo no. Aus Arméiskreesser heescht et awer, datt dës nei Tarnung sech der Lëtzebuerger Natur schlecht upasst, och well se vill ze hell ass. Iwwerdeems stellt sech d'Fro, ob déi Lëtzebuerger Arméi duerch d'Aféiere vum amerikanesche Multicam-Camouflage net och en Deel vun hirer Identitéit verléiert.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Arméiminister:

1. Kann d'Madamm Minister confirméieren, datt de Camouflage vun der Lëtzebuerger Arméi soll geännert ginn? Wa jo, firwat?

2. Bleiwen déi national Symboler, ewéi der roude Léif an/oder d'Kontur vum Lëtzebuerger Land an/oder eventuell weider Symboler och op deenen neien Drillicher bestoen?

3. Besteet an den Ae vun der Madamm Minister net d'Gefor, datt d'Lëtzebuerger Arméi duerch d'Aféiere vum amerikanesche Multicam-Camouflage en Deel vun hirer Identitéit verléiert?

**Réponse** (21/02/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

ad 1. Momentan huet d'Lëtzebuerger Arméi esouwuel „Woodland" (Bësch) wéi och „Desert" (Wüst) Camouflage.

Well bei zukünftege Kleedungssystemer d'Unzuel vun de Kleedungsstécker an d'Luucht wäert goen, ass eng Léisung gesicht ginn, mat där evitéiert gëtt, dass all d'Elementer vum Kleedungssystem an 2 Faarwe kaf musse ginn. D'Léisung, déi fonnt ginn ass, ass ee Camouflage, deen esouwuel fir „Desert" wéi och „Woodland" adaptéiert ass, de sougenannte „Multicam".

ad 2. Um Drillécht wäert weiderhin de Roude Léiw gedroe ginn an och „LUXEMBOURG" wäert weiderhin op der rietser Broscht stoe bleiwen.

ad 3. Nee.

**Création d'une plateforme nationale de participation citoyenne** | Question **0244** (29/01/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Lors d'une conférence de la Plateforme luxembourgeoise de la démocratie participative (PLDP), appartenant à l'Université du Luxembourg, les responsables de la PLDP ont présenté les analyses et animé un débat sur les conclusions et suites à donner aux deux expériences structurées et inédites de participation démocratique, que furent le « Biergerkommitee Lëtzebuerg 2050 », l'assemblée citoyenne du processus Luxembourg in Transition, ainsi que le « Klima-Biergerrot ».[4]

Ces expériences avaient comme but de permettre aux citoyennes et citoyens de participer activement à l'élaboration de recommandations aux responsables politiques dans un cadre thématique dédié et d'élaborer un apport complémentaire à celui des expert.e.s, associations, organisations et institutions afin d'enrichir les discussions en vue des prises de décisions politiques. Vu que la participation citoyenne structurée a pour vocation de rendre les décisions politiques plus inclusives, compréhensibles et socialement acceptables pour l'ensemble de la population, une des recommandations issues des expériences susmentionnées est notamment la création d'une plateforme permanente de participation citoyenne, ni limitée dans le temps ni à une thématique spécifique.

[4] Conférence et rapports d'évaluation : https://pldp.lu/assemblees-citoyennes-au-luxembourg/

Dans ce contexte, les membres de la Chambre des Députés – à l'exception de ceux de l'ADR – avaient adopté, lors du débat d'orientation du 21 mars 2023, une motion de M. François Benoy invitant le Gouvernement à « étudier, en collaboration avec la Chambre des Députés, la faisabilité et les modalités d'une procédure institutionnalisée de participation citoyenne nationale, telle que par exemple un conseil citoyen, qui puisse associer de manière systématique et continue les citoyens à l'élaboration de politiques publiques ».

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Premier ministre :

1) Le nouveau Gouvernement partage-t-il toujours la volonté de renforcer la participation citoyenne dans l'élaboration des politiques publiques aux niveaux national et local ?

2) Le Gouvernement partage-t-il également les conclusions et recommandations des analyses scientifiques du fonctionnement des deux assemblées citoyennes prémentionnées ?

3) Quand est-ce que Monsieur le Premier ministre entend donner suite à la motion du 21 mars 2023, en lançant les travaux visant à définir, en collaboration avec la Chambre des Députés, les modalités d'une procédure institutionnalisée de participation citoyenne nationale, respectivement d'un conseil citoyen permanent ? Quelle sera la première étape ?

**Réponse** (26/02/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

Tout d'abord, il convient de noter que, dans la démocratie représentative qu'est le Grand-Duché, la Chambre des Députés est la première et la plus importante institution d'expression de la volonté des électeurs et de participation citoyenne. De plus, le système des pétitions, dont usage est fait de plus en plus, permet notamment aux citoyens de faire entendre leurs préoccupations et leurs demandes précises.

Par conséquent, le Gouvernement n'a pas l'intention de mettre en place une procédure institutionnalisée de participation citoyenne nationale.

Le Gouvernement entend engager les citoyens dans un large dialogue sur une série de sujets spécifiques.

Ainsi, l'accord de coalition prévoit notamment qu'une large consultation sera organisée avec la société civile sur la viabilité à long terme du système des retraites afin de trouver un consensus à ce sujet. De même, le Gouvernement poursuivra une politique climatique qui associe les citoyens aux décisions majeures. Les résultats de l'étude sur le « Klima-Biergerrot », dirigée par l'Université du Luxembourg, sont en cours d'analyse afin d'améliorer l'organisation de futurs projets similaires. La participation active de la société civile au processus d'élaboration des nouvelles mesures constituera également un levier essentiel dans le domaine de l'aménagement du territoire.

**Lutte contre la criminalité financière** | Question **0245** (29/01/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Dans le cadre d'un entretien accordé au hebdomadaire « d'Lëtzebuerger Land » et paru le 18 janvier 2024, le directeur de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) est cité avec les mots suivants : « En matière de criminalité financière, nous sommes souvent confrontés à des structures extrêmement complexes. Le problème au Luxembourg, c'est que l'enregistrement, la douane, l'ACD, la CSSF et la police judiciaire travaillent chacun

dans leur coin. Il faudrait unir nos ressources. Je pense à une petite cellule d'experts: une douzaine de personnes ayant la qualité d'officier de police judiciaire et travaillant sous l'autorité du parquet. »

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

– Quelle est votre appréciation politique de la proposition citée plus haut ? Êtes-vous prêts à explorer l'idée d'une telle cellule d'experts ? Dans la négative, pouvez-vous m'en donner les raisons ?

**Réponse** (01/03/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Le dernier rapport du Groupe d'action financière (GAFI) met en évidence une forte coopération entre les différentes autorités compétentes en matière de lutte contre la criminalité financière. Au sein du Ministère de la Justice, la direction Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBCFT), et à sa tête la coordinatrice nationale, a pour fonction d'assurer la coordination nationale et veille à ce que tous les acteurs travaillent ensemble. Le Comité de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme est l'instance au sein de laquelle tous les acteurs de la LBCFT se rencontrent et agissent ensemble dans le but d'une mise en œuvre efficace de la législation anti-blanchiment.

Afin d'assurer l'efficacité de la répression en matière de criminalité économique et financière, en particulier en matière de blanchiment d'argent, le Gouvernement s'est engagé à augmenter les ressources de la police judiciaire et des autorités judiciaires.

L'idée de créer une petite cellule d'experts, tel que proposée par Monsieur le Directeur de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, semble à première vue prometteuse. Néanmoins, il conviendra d'analyser cette mesure ainsi que ses éventuelles modalités de fonctionnement et d'organisation, dans le cadre des travaux du Comité de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme, dont la mission est précisément de contribuer à l'élaboration, à la coordination et à l'évaluation des politiques et stratégies nationales de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme.

**Nombre de pharmacies** | Question **0246** (29/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Selon son programme de coalition, le nouveau Gouvernement envisage, en tenant compte de la croissance démographique, d'augmenter le nombre de pharmacies et de rendre les réglementations sur l'implantation d'une pharmacie moins restrictives. En outre, le Gouvernement entend redéfinir le rôle de la pharmacie dans le sens d'un renforcement du conseil pharmaceutique envers le patient.

1) J'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Santé quels sont les critères objectifs autres que la croissance démographique qui seront à la base de l'augmentation du nombre des pharmacies.

2) Quel sera, le cas échéant, le nombre de nouvelles concessions autorisées et quel sera leur statut ?

3) Le Gouvernement entend-il autoriser la vente de médicaments non sujets à prescription dans les supermarchés ou parapharmacies ?

4) Quelle est l'attitude du Gouvernement par rapport à la vente de médicaments en ligne ?

5) Quelles modifications le Gouvernement envisage-t-il concernant les attributions et obligations de la profession de pharmacien ?

**Réponse** (28/02/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Selon l'article 1er de la loi modifiée du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie, « aucune pharmacie ne peut être établie dans le Grand-Duché sans autorisation du Gouvernement, qui prendra au préalable l'avis du collège médical et de l'autorité locale ». Il est par ailleurs procédé à la demande d'un avis de la Direction de la santé. Ces avis tiennent compte aussi bien de la croissance démographique que de la densité médicale dans la commune de la pharmacie à créer.

ad 2) En basant le calcul du nombre total d'officines sur le nombre des habitants du Grand-Duché de Luxembourg, la Direction de la santé propose un nombre total de 121 officines. Le nombre actuel de concessions ouvertes au public étant de 101, celui des pharmacies créées, mais pas encore ouvertes au public étant de 2 et celui des pharmacies en procédure de création étant de 7, la création d'un total de 11 nouvelles pharmacies pourrait encore être prévue.

La loi modifiée du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie prévoit que la pharmacie est un service public qui est géré selon le mode de la concession.

ad 3) L'accord de coalition ne prévoit pas d'introduire l'autorisation de la vente de médicaments non sujets à prescription dans les supermarchés ou parapharmacies.

ad 4) Suivant la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public de médicaments, les pharmaciens exploitant une officine au pays peuvent être autorisés à vendre en ligne des médicaments humains non soumis à prescription.

ad 5) La Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale envisage des pourparlers entre les partenaires impliqués pour actualiser la profession de pharmacien.

**Centre de formation multinational pour forces de l'ordre à Sarrebruck** | Question **0247** (29/01/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Il est actuellement question d'implanter un centre de formation multinational pour forces de l'ordre à Sarrebruck. La Sarre est favorable à un tel centre de formation, qui pourrait s'occuper de la lutte transfrontalière contre la criminalité et former les autorités de sécurité d'Allemagne, de France et du Luxembourg. En plus du centre de formation, une unité de police permanente pourrait être installée à la même adresse. Le fait que la police fédérale allemande et la police française travaillent déjà en étroite collaboration à Sarrebruck est un argument en faveur du site proposé.

Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quelle est la position du Luxembourg sur le projet d'un tel centre de formation multinational ? Quelle serait la contribution du Luxembourg à un tel projet ?

2) Sous quelle forme le Luxembourg est-il impliqué dans le projet allemand ? Existe-t-il un calendrier pour le projet en question ? Si oui, quelles sont les étapes prévues et à quelle date ?

3) Quelles ressources financières et humaines le Luxembourg consacre-t-il actuellement à la coopération policière transfrontalière ? Y a-t-il d'autres projets de coopération policière transnationale en cours de planification ?

**Réponse** (29/02/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) et 2) Ni le Ministère des Affaires intérieures ni la Police grand-ducale ne disposent d'informations relatives à un projet de centre de formation multinational pour forces de l'ordre à Sarrebruck.

ad 3) La coopération policière transfrontalière peut revêtir différentes formes allant de patrouilles ou de contrôles mixtes à une coopération institutionnalisée au sein d'un Centre de coopération policière et douanière (CCPD). Si les dépenses en relation avec le CCPD figurent chaque année dans le budget de l'État, il est difficile de chiffrer les ressources consacrées à d'autres formes de coopération.

Ces initiatives sont mises en place de manière ad hoc (comme par exemple les patrouilles mixtes ou des initiatives dans le cadre de coopération Hazeldonk), ce qui rend la prévisibilité à long terme difficile.

À titre d'exemple, à l'heure actuelle le CCPD est constitué de :

– 14 membres français (4 de la Gendarmerie nationale, 7 officiers de police et 3 douaniers) ;
– 9 membres allemands (2 officiers de police de la Sarre et 2 de la Rhénanie-Palatinat, 2 douaniers et 3 policiers de la Police fédérale allemande) ;
– 9 membres belges (8 policiers de la Police fédérale et 1 douanier) ;
– 7 membres luxembourgeois.

**Agressions envers le CGDIS** | Question **0248** (29/01/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La loi du 5 juin 2019 portant modification de l'article 269 du Code pénal a répondu aux chiffres alarmants d'agressions sur des secouristes en introduisant une infraction particulière dans le Code pénal. En effet, de nombreux intervenants du CGDIS se sont déjà fait agresser verbalement et physiquement au cours de leur service. Afin de résoudre ce problème de manque de sécurité, le message du législateur n'était pas seulement de punir plus sévèrement des comportements inacceptables mais aussi d'assurer une réalisation du travail des secouristes dans des conditions convenantes. Ainsi, les agressions contre les services de secours, les policiers, les douaniers, les soldats et ceux qui participent à une mission de sécurité publique sont sanctionnées pénalement allant jusqu'à une peine de prison ferme.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires Intérieures et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Suite à la modification législative, est-ce que des plaintes ont été déposées pour des comportements de rébellions comme prévus par l'article 269 du Code pénal ? Si oui, combien ?

2) Est-ce que des condamnations ont été prononcées sur base de ce même article ? Si oui, combien et pour quels comportements incriminables ?

3) Est-ce qu'il existe des chiffres officiels sur des agressions envers le CGDIS ? Si oui, quel en est le nombre pour la période suivant l'entrée en vigueur de la loi de 2019 ?

4) Est-ce que les secouristes et les autres professions concernées témoignent d'une hausse de leur sentiment de sécurité lors de leurs interventions au terrain ? Sinon, les ministres songent-ils à d'autres solutions à mettre en place ?

5) Est-ce que d'autres professions qui sont de nature à intervenir sur le terrain et qui ne sont pas visées par cette loi font l'objet d'agressions envers leur personne ? Si oui, lesquelles et pour quelles raisons ?

**Réponse** (29/02/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Considérant que la loi du 5 juin 2019 portant modification de l'article 269 du Code pénal pour sanctionner les agressions contre les personnes participant à une mission de sécurité civile a pour objet d'offrir aux membres des services de secours une protection efficace en cas d'agressions pendant l'exercice des missions de sécurité civile, les réponses aux questions 1 et 3 à 5 ne concernent que les agents du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS).

ad 1) Depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée du 5 juin 2019, trois plaintes ont été déposées pour des comportements de rébellion, dont ont été victimes des agents du CGDIS.

ad 2) Ci-dessous, vous trouvez le nombre d'affaires nouvelles concernant les faits incriminés par l'article 269 du Code pénal ainsi que le nombre de condamnations prononcées sur base dudit article, sans distinction quant aux personnes visées à l'article 269 du Code pénal, le système de traitement ne permettant pas de ventiler les statistiques selon les entités concernées ou les comportements tombant sous la qualification de « rébellion ».

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Toutefois, il ressort des informations obtenues du CGDIS, qu'une des condamnations concerne le CGDIS et porte sur des violences légères sur des membres du CGDIS.

ad 3) et 4) Une hausse du sentiment d'insécurité des agents du CGDIS lors de leurs interventions ne peut pas être relevée. Ceci est confirmé par les chiffres issus du formulaire « Meldebogen Gewalt/Übergriff », mis à disposition des agents, qui sont à mettre en relation avec le nombre des interventions assurées par le CGDIS depuis 2018 (plus de 400.000) :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 5) Nous prions le député de se référer à la phrase introductive.

**Implications au Luxembourg des procédures judiciaires contre Orpea** | Question **0249** (30/01/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Le groupe Orpea dispose aujourd'hui d'une résidence pour seniors à Luxembourg, implantée à Luxembourg-Merl. Une deuxième est planifiée à Strassen.

Selon des articles récents dans la presse nationale et internationale, des perquisitions et auditions ont été menées chez Orpea et ceci simultanément dans cinq pays. Rappelons que le groupe est visé par plusieurs procédures judiciaires, concernant notamment des abus de confiance, de biens sociaux et de blanchiment aggravés.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) En tenant compte des procédures judiciaires en cours contre le groupe en question, quelles sont les précautions prises au Luxembourg dans le cas où le groupe se trouverait dans l'impossibilité d'assurer le bon fonctionnement de ses résidences pour seniors à Luxembourg ?

2) En tenant compte de la situation financière détériorée du groupe en question, Monsieur le Ministre est-il en contact avec les autorités françaises et notamment avec la Caisse des dépôts ?

3) Monsieur le Ministre peut-il fournir des renseignements sur l'avancée voire la date d'ouverture d'une deuxième résidence pour seniors à Strassen gérée par Orpea ?

4) Sachant que la Ministre de la Famille antérieure avait assuré que des contrôles seraient effectués à la résidence pour seniors gérée par Orpea, Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur les contrôles effectués ? Combien de contrôles ont été effectués depuis l'implantation d'Orpea au Luxembourg ? Quelles ont été, le cas échéant, les irrégularités ou anomalies constatées et quelles sont les conséquences qui ont été tirées ?

**Réponse** (26/02/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La société Orpea Luxembourg Exploitation SARL, actuellement titulaire d'un seul agrément de type « Centre intégré pour personnes âgées » pour la résidence Récital à Luxembourg-Merl, est soumise à la loi modifiée du 8 septembre 1998 et au règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999. Conformément à l'article 6 de cette loi, dans l'éventualité où l'agrément serait retiré ou refusé, le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil peut demander à une personne ou organisme agréé similaire de reprendre la gestion du service pour une durée maximale d'un an, renouvelable une fois, dans l'intérêt physique et moral des usagers.

ad 2) Dans ce dossier, le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil a été dès le départ en contact étroit avec le conseil de gérance d'Orpea Luxembourg SARL.

ad 3) En janvier 2024, le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil a réceptionné une demande d'agrément pour une structure d'hébergement pour personnes âgées que la société Orpea Luxembourg Exploitation SARL envisage de gérer à Strassen. Actuellement, cette demande d'agrément est en cours d'analyse. Selon les informations fournies par le gestionnaire, la date d'ouverture de la structure est prévue pour l'été/l'automne 2024.

ad 4) Des contrôles sont réalisés par le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et par l'Administration d'évaluation et de contrôle (AEC) de l'assurance dépendance dans le cadre de leurs missions respectives.

4.1 L'agrément octroyé à Orpea Luxembourg Exploitation SARL pour l'exercice de l'activité « Centre intégré pour personnes âgées », appelée résidence Récital à Luxembourg-Merl a fait l'objet de 2 contrôles d'agrément en 2022 et de 2 contrôles d'agrément en 2023 effectués par les agents du Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil.

L'agrément en vigueur est conditionné et limité d'une année en ce qui concerne la formation en soins palliatifs du personnel d'encadrement (art. 12) et la maîtrise de 2 langues usuelles du Luxembourg, dont le luxembourgeois (art. 13.).

4.2 Dans le cadre des missions de contrôle de la qualité des prestations des personnes dépendantes, une prise de contact est systématiquement réalisée par l'Unité qualité et contrôle de AEC suite à chaque ouverture d'établissement ou pour tout futur prestataire de soins dans l'assurance dépendance.

Le but de ces rencontres est de prendre connaissance du concept de soins et d'encadrement et de voir comment les prestataires vont documenter le suivi de leurs bénéficiaires de l'assurance dépendance. Les obligations légales liées au suivi des indicateurs qualité et au contenu de la documentation de la prise en charge telles que définies dans le règlement grand-ducal du 13 décembre 2017 sont abordées et une visite de contrôle de documentation suivra après au moins un semestre d'activité après cette première rencontre.

Ainsi, l'Unité qualité et contrôle de l'AEC a rencontré la direction de la résidence Récital d'Orpea à Merl en décembre 2022. Un premier contrôle de la documentation a été réalisé début juillet 2023. De plus, une formation/information spécifique pour le personnel infirmier encadrant et une thérapeute a été réalisée en novembre 2023.

Enfin, des évaluations et réévaluations de l'état de dépendance ont été réalisées au sein de la résidence Récital. Cela a permis de rencontrer près de 20 résidents dépendants et d'avoir des entretiens tant avec eux, dans le cadre des missions liées à la détermination de leurs besoins, mais aussi avec le personnel les encadrant. Ces évaluations ont été réalisées, en majorité par une référente infirmière de l'Unité qualité et contrôle et des médecins de l'AEC.

**Pollution lumineuse** | Question **0250** (30/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

2020 gouf an der Chamber eng Debatt gefouert iwwert d'Lichtverschmutzung, a wéi een Impakt dës op eis Ëmwelt souwéi Mënsch an Déier huet. Grad bei villen Déieren ass kënschtlech Luucht ee Problem, well hire Rhythmus an hiert Verhale verännert ginn. Sou gouf zum Beispill bei Insekten oder Fliedermais erausfonnt, dass d'Luucht hir Orientatioun stéiert an deemno och d'Parungsverhalen negativ beanträchtegt, wat dann erëm ee Risiko fir d'Biodiversitéit ass.

Vill Spadséierweeër, Nationalstroossen an Autobunnen, wou och Luuchtepottoe stinn, féieren duerch oder laanscht Natura-2000-Zonen. D'Liichtverschmotzung gëtt als ee Punkt am nationale Plang fir Naturschutz (PNPN3) opgefouert, deen och dës Regierung ënnerstëtzt, laut Koalitiounsaccord. De Plang verweist op de „Leitfaden ‚Gutes Licht' im Außenraum für das Großherzogtum Luxemburg", wou recommandéiert gëtt, fir op insekteschounend an eng ugepasste Beliichtung ze setzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Fro stellen:

– Op wéi enge Weeër a Stroossen hei am Land si schonns déierefrëndlech Luuchten installéiert? Op wéi enge Stroossen ass dat nach net de Fall?

**Réponse** (06/03/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

De Leetfuedem „Gutes Licht im Außenraum für das Großherzogtum Luxemburg" gouf 2018 vum deemolegen Departement fir Ëmwelt vum Ministère fir nohalteg Entwécklung an Infrastruktur ausgeschafft. All d'Luuchte mat LED-Technologie, déi säitdeem vun der Stroossebauverwaltung opgeriicht goufen, entspriechen dësem nationale Leetfuedem. Säit der Publikatioun vum Leetfuedem sinn ongeféier 25 % vun de ronn 56.000 Luuchten op de Staatsstroosse mat LED-Technologie equipéiert ginn.

D'Ëmsetzung vun der Erneierung vum Bestand duerch Luuchte mat LED-Technologie geschitt

entspriechend dem dofir ageplangte Budget, dem Alter vun de bestoenden Anlagen an den eventuell geplangten Aarbechten op Streckenofschnëtter vu Staatsstroossen.

**Conditions de recrutement des CFL** | Question **0251** (30/01/2024) de **M. Fred Keup** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

Esou wéi et eis zougedroe gouf, hunn d'CFL rezent eng Rei Plaze fir Kontrolleren ausgeschriwwen. Bei de Sproochkenntnisser gouf just d'Beherrsche vum Franséischen d'office als Krittär zeréckbehalen. Lëtzebuergeschkenntnisser musse réischt ee Joer nom Start vum Aarbechtskontrakt nogewise ginn, Däitsch genausou wéi d'Weltsprooch Englesch gi just als Atout gehandelt.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi war déi Decisioun begrënnt, Franséisch als eng vun dräi Amtssproochen hei vis-à-vis vun eiser Nationalsprooch, dem Lëtzebuergeschen, déi och esou am Artikel véier vun där neier Verfassung definéiert gëtt, ze prioriséieren? Ass dës Praxis och an anere Beräicher vun den CFL üblech?

2. Wéi ass déi Decisioun begrënnt, datt Däitsch als eng vun eisen dräi administrative Sprooche guer net méi nogewise muss ginn, an dat, obwuel mir e staarke grenziwwerschreidenden Eisebunnsverkéier mat Däitschland ënnerhalen?

3. Gesäit d'Regierung an deem aktuelle Profill net eng Benodeelegung vun deene Membere vum CFLs-Personal, déi fir hir Astellung nach Kenntnis an eisen dräi administrative Sproochen hu missen noweisen? Falls net, firwat net?

4. Wéi erkläert d'Regierung, datt et offenbar sou schwéier ass, Leit mat entspriechende Sproochekenntnisser ze rekrutéieren?

5. Aktuell si ronn 18.000 Leit zu Lëtzebuerg aarbechtslos gemellt. Gouf am Kader vun där genannter Ausschreiwung och geziilt bei der ADEM intervenéiert, fir d'CFL als Employeur ze promouvéieren a Leit ze rekrutéiere respektiv ëmzeschoulen, déi hir Diplomer zu Lëtzebuerg gemaach hunn an iwwer gutt Kenntnisser an eisen dräi administrative Sprooche verfügen? Falls net, firwat net?

**Réponse** (04/03/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den Astellungsbedarf am Metier vum/vun der Zuchbegleeder/in bei den CFL läit aktuell op der Héicht vun ca. 40 bis 50 ETP pro Joer.

An dësem Metier ass et an de leschte Jore besonnesch schwiereg ginn, genuch Kandidatinnen a Kandidaten ze fannen, déi esouwuel Lëtzebuergeschkenntnisser matbréngen, wéi och dem Rescht vun den Ufuerderunge vum Metier entspriechen, besonnesch am Beräich Sécherheet a Service um Client. Dëst ënner anerem wéinst der Nuets- a Sonndesaarbecht oder och der allgemenger Situatioun um Aarbechtsmaart.

Am leschte Grupp vun de realiséierten Astellungen, déi am Januar 2024 ugefaangen hunn, konnte just 3 Mataarbechter fonnt gi mat Lëtzebuergeschkenntnisser, déi interesséiert waren an och allen anere Krittären entsprach hunn.

Fir der Entwécklung vum Beruffsmangel vum/vun der Zuchbegleeder/in entgéintzewierken, hunn d'CFL d'Viraussetzungen an de Sproochekompetenzen ugepasst.

Franséisch ass am Metier vum/vun der Zuchbegleeder/in op 3 vu 4 Reseauen, op deenen d'CFL operéieren, déi virgeschriwwe Sprooch laut jeeweileger nationaler Eisebunnsreegelung (FR-BELU).

Lëtzebuergesch ass a bleift fir d'CFL eng wichteg Sprooch, besonnesch am betriblechen Zesummeliewen esouwéi am Beräich vum Service a Kontakt Client.

D'CFL recrutéieren zënter Joren an anere Beruffer Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi de Krittär „Lëtzebuergeschkenntnisser" net direkt bei der Astellung erfëllen. Fir der Wichtegkeet vun der Sprooch Rechnung ze droen, forméieren d'CFL dës nei Mataarbechterinnen a Mataarbechter intensiv am Lëtzebuergesche wärend dem 1. Joer (Proufzäit). Dobäi ass den Noweis vum gefuerderten Niveau duerch Tester um Enn vun dëser Period eng Konditioun, fir fest agestallt kënnen ze ginn.

Däitsch ass am Eisebunnsverkéier eng Ufuerderung um däitschen Territoire. Den nationalen Trafick op der Linn 30 ass net vun der Konditioun betraff. All Zuchbegleederinnen an Zuchbegleeder, déi grenziwwerschreidend an Däitschland fueren, erfëllen dës Sproochekonditioun.

Den Uwerbungsprozess bei den CFL baséiert op klore Selektiounskrittären an Tester, déi eng objektiv an onparteiesch Entscheedung garantéieren. Lëtzebuergeschkenntnisser bleiwe beim Metier vum/vun der Zuchbegleeder/in een Atout, a sinn domat ggf. ee Virdeel, am Zesummespill mat den anere Krittären.

De Metier vum/vun der Zuchbegleeder/in entwéckelt sech weider, wéi och aner Beruffer bei den CFL, an domat och d'Krittäre vun der Auswiel, déi bei der Astellung musse generell un d'Entwécklung vum jeeweilege Metier, an domat un d'Ufuerderungen, ugepasst ginn. Sou kann et och sinn, dass nei Kandidatinnen a Kandidaten op Kompetenze getest ginn, déi fréier net hu mussen nogewise ginn.

Am Sécherheetsmetier vum/vun der Zuchbegleeder/in stellen d'Sproochekenntnisser nëmmen een Deel vun de Kompetenzen a Fäegkeeten duer, déi fir d'Ausübe vum Beruff noutwendeg sinn. Et ass duerfir generell net einfach, fir déi passend Kompetenzen ze fannen. Dobäi kënnt dann déi virdru genannte Situatioun vun der Attraktivitéit vun Nuets- a Sonndesaarbecht um nationale Plang.

D'CFL deklaréieren all vakant Posten un d'ADEM. All Assignatioun gëtt consideréiert an op den etabléierte Krittären evaluéiert. D'CFL konnten och Mataarbechterinnen a Mataarbechter iwwert dee Wee astellen. Eng aktiv Zesummenaarbecht gëtt et doriwwer eraus um Plang vun Evenementer, déi d'ADEM organiséiert.

**Exclusion de l'ambassadeur de Russie de la journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste** | Question **0252** (30/01/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An engem oppene Bréif un den Direkter vum Nationale Resistenzmusée schreift de russeschen Ambassadeur zu Lëtzebuerg, S.E., den Här Dmitry Lobanov, dass hien den 9. Januar 2024 vum Direkter vum besote Musée a vum Escher Buergermeeschter ageluede gi war, am Kader vum „Internationalen Dag vum Gedenken un d'Affer vum Holocaust" (27. Januar) un enger Gedenkfeier deelzehuelen. Hien hätt déi Invitatioun och dankend ugeholl, wier dunn awer, den 22. Januar, rëm ausgeluede ginn.

Dëst mam Argument, déi Invitatioun wier „verseeëntlech" un hie geschéckt ginn. Den Ambassadeur weist a sengem Bréif drop hin, datt een deemno dat Land, dat viru bal 79 Joer d'KZ Auschwitz-Birkenau befreit hätt, „by mistake" (ech zitéieren aus der englescher Iwwersetzung vum Bréif) agelueden hätt, an: „I think no one will dare to deny that without the collective feat of the Soviet people, the map of Europe and, probably, the entire planet, would look completely different today. If there were no sovereign state, the Grand Duchy of Luxembourg, there would be no museum, which you have the honour to head."

Am leschten Abschnitt vum Bréif spekuléiert den Ambassadeur iwwer d'Grënn, déi zu senger iwwerraschender Ausluedung gefouert hunn, a léisst duerchblécken, datt den Direkter vum Resistenzmusée dës Ausluedung wuel ni aus eegener Initiativ formuléiert hätt: „Such a clumsy gesture could only be suggested to you by those who do not know history, or rather, want to forget it as soon as possible, so that it does not interfere with their political games in the name of absolutely opportunistic goals."

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Bausseminister:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt d'Ausluedung vum russeschen Ambassadeur net mat der Lëtzebuerger Regierung ofgeschwat ginn ass, bzw. datt keen Drock vun der Lëtzebuerger Regierung op den Direkter vum Resistenzmusée, mam Zil, de russeschen Ambassadeur auszelueden, ausgeüübt ginn ass?

2. Och d'EU-Kommissioun huet op hirer Websäit en Artikel publizéiert, dee seet, datt d'KZ Auschwitz vun den „alliéierten Arméien" befreit gouf. Déi Rout Arméi gëtt net ernimmt. Et kann ee wuel dovun ausgoen, datt dës Formuléierung absichtlech gewielt gouf, fir d'Sowjetunioun an hiren Nofollegstaat Russland net missen ze ernimmen. Gesäit d'Regierung heiran eng Form vu Geschichtsverfälschung?

3. Ass d'Regierung an hirer Kommunikatioun gewëllt, fir déi onbestreitbar, historesch Verdéngschter vun der Sowjetunioun am Kampf géint den Nazismus ze ernimmen an domat och de sowjettesche Bäitrag fir d'Fräiheet an d'Onofhängegkeet vum Lëtzebuerger Land?

4. Huet déi Lëtzebuerger Regierung géintiwwer der russescher Ambassade Schrëtt ënnerholl, fir den diplomateschen Affront vum Resistenzmusée ze korrigéieren?

**Réponse** (27/02/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. De Resistenzmusée war als Organisateur eleng responsabel fir den Oflaf vun der Zeremonie a fir d'Aluedungen an d'Ausluedungen. Wéi üblech, ass d'Participatioun vun der Regierung op ville Commemoratiounszeremonië mat den Organisateure koordinéiert ginn.

ad 2. D'Regierung kommentéiert am Prinzipp keng Publikatioune vun aneren Organisatiounen.

ad 3. Déi Lëtzebuerger Regierung setzt sech weiderhi fir eng Gedenkkultur an, déi den Zweete Weltkrich a senger ganzer Komplexitéit beliicht.

ad 4. Nee.

**Crise dans le secteur immobilier** | Question **0253** (30/01/2024) de **M. André Bauler** (DP)

D'Kris am Immobiliesecteur féiert dozou, datt eng Rëtsch Mënschen hir Aarbecht verléieren oder verluer hunn. Dat betrëfft Immobilienagencen, Promoteuren a Bauentreprisen. Quasi all Woch héiert ee vu Firmen, déi Leit mussen entloossen.

An deem Kontext wollt ech dem Här Aarbechtsminister follgend Froe stellen:

1. Verfüügt den Här Aarbechtsminister iwwer rezent Zuelematerial, dat d'Entwécklung vum Chômage an dësem Secteur dokumentéiert?

2. A wat fir engem Mooss konnte Mënschen, déi hir Aarbecht verluer hunn, kuerzfristeg op enger neier Plaz ënnerdaach kommen?

3. Wéi vill betraffe Leit kënne vun de Weiderbildungsmoossname vun der ADEM profitéieren, fir weider attraktiv um Aarbechtsmaart kënnen ze bleiwe respektiv fir deen disponibel ze bleiwen?

**Réponse** (28/02/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1. Fir d'Evolutioun vum Chômage an deene viséierte Secteuren ze analyséieren (Immobilier a Bau), baséiert d'ADEM sech op déi representatiivst Métiers ROME[5], d'Codes C15 fir den Immobilier an F fir de Bau.

Op den 31.12.2023 loung d'Zuel vun den Aarbechtssichenden (Résidents disponibles), deenen hiren éischten enregistréierte Metier engem vun de Métiers ROME vum Immobilier (Code ROME C15) entsprécht, bei 156, also eng Steigerung vu 54,5 % par rapport zum 31.12.2022. Op d'ganzt Joer 2023 gekuckt ass d'Evolutioun vun der Zuel vun den Aarbechtssichenden déi follgend:

*(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Op den 31.12.2023 loung d'Zuel vun den Aarbechtssichenden (Résidents disponibles), deenen hiren éischten enregistréierte Metier engem vun de Métiers ROME vum Bau (Code ROME F) entsprécht, bei 1.778, also eng Steigerung vun 33,8 % par rapport zum 31.12.2022. Op d'ganzt Joer 2023 gekuckt ass d'Evolutioun vun der Zuel vun den Aarbechtssichenden déi follgend:

*(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Wann een dat nach méi detailléiert, gesäit een, a wéi enge Metiere vum Bau déi 1.778 Aarbechtssichend enregistréiert sinn:

*(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

D'Aarbechtssichend sinn zu bal gläichen Deeler enregistréiert an de Metiere vum Gros oeuvre a vum Second oeuvre (respektiv 41 % a 40 %), an 11 % sinn enregistréiert an de Métiers Conceptioun an Études.

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Op den 31.12.2023 ass d'Zuel vun den Aarbechtssichenden (726) ëm 23,5 % par rapport zum 31.12.2022 geklommen.

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Op den 31.12.2023 ass d'Zuel vun den Aarbechtssichenden (707) ëm 44,9 % par rapport zum 31.12.2022 geklommen.

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Op den 31.12.2023 ass d'Zuel vun den Aarbechtssichenden (190) ëm 28,4 % par rapport zum 31.12.2022 geklommen.

En parallèle ass d'Evolutioun vun de fräie Plazen, déi 2023 bei der ADEM gemellt gi sinn, an den 2 Grafiken hei ënnendrënner opgezeechent. D'Evolutioun gëtt analyséiert op Basis vun de Secteurs NACE (all Metier).

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Nom Op an Of am 1. Semester koum eng signifikant Baisse vun den oppenen, gemellte Plaze vum Oktober 2023 un.

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Mat Ausnam vu ganz liichte Steigerungen am August an am Oktober, ass d'Baisse vun den deklaréierten, oppene Plaze kontinuéierlech zanter Mäerz 2023.

ad 2. D'ADEM moosst och den „taux de sortie" an d'Aarbecht. Eng Clôture vum Dossier gëtt comptabiliséiert als „sortie vers l'emploi", wann d'Persoun an den 3 Méint no hirer Clôture vum Dossier bei engem Employeur zu Lëtzebuerg affiliéiert ass (laut den Donnéeë vum Centre commun de la sécurité sociale). Déi Leit, déi net zu Lëtzebuerg schaffen, an déi, déi am Interim oder an engem CDD ufänken an no 3 Méint net/net méi schaffen, sinn net an deem Taux dran.

Fir 2023 (Januar bis September), läit den Taux de sortie an d'Aarbecht bei 45 %. D'Sorties vers l'emploi sinn haaptsächlech an d'Secteure vum Horeca, vun den administrative Servicer, de Secteur „de soutien" (Botzfirmen), vum Commerce a vun der Constructioun.

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

9 % vun de „retours à l'emploi" betreffen de Secteur vun der Constructioun an 1,2 % dee vum Immobilier.

ad 3. All d'Aarbechtssichender, déi bei der ADEM ageschriwwen an op der Sich no Aarbecht sinn, kommen a Fro, fir vun de Formatiounen ze profitéieren, déi d'ADEM an hir Partner ubidden, a si kënnen och, ënnert verschiddene Konditiounen, vun enger sougenannter „aide à la formation professionnelle" profitéieren. D'Zil ass, hir Employabilitéit ze developpéieren an hinnen ze erméiglechen, esou séier wéi méiglech nees op den Aarbechtsmaart zeréckzekommen. 2023 hu 5.143 verschidden Aarbechtssichender 6.062 Formatioune matgemaach.

Aarbechtssichender, déi virdrun an de Secteure vum Immobilier a vun der Constructioun geschafft hunn, kënne Formatioune proposéiert kréien am Beräich vun der professionneller (Re)Orientatioun, déi sech op d'Redefinitioun vum professionnelle Projet konzentréieren am Zesummenhang mat den aktuelle Besoine vum Aarbechtsmaart. Dës Formatioune sinn oft e Startpunkt fir ze bestëmmen, ob en Aabechtssichenden e Parcours vum Upskilling kann ufänken, fir seng Kompetenzen ze verbesseren op Basis vu senger Experienz an änlech Poste ka viséieren an deem nämmlechte Secteur oder engem aneren, oder ob hie soll e Reskilling maachen, fir nei Kompetenzen ze léieren en vue vun enger Rekonversiouun/Requalifikatioun, fir en neie Beruff oder en neie Secteur ze integréieren. Déi Aarbechtssichend, déi bis elo an de Secteure vum Bau an dem Immobilier geschafft hunn, kënne vum Programm Skills4Job profitéieren, e spezifeschen Up- a Reskillingprogramm vun den techneschen an transversale Kompetenzen. Si kënnen och vu sektorielle Formatioune profitéieren oder sech och, via d'Mesure vun der Aide à la formation, aschreiwe fir Formatiounen um nationale Portail vun der Formation continue.

Et sinn och Formatioune sur mesure vun der ADEM an hire sektorielle Partner developpéiert ginn am Zesummenhang mat spezifesche Metiere vum Secteur vum Bau: zum Beispill tëscht 2021 an 2023, de Projet „Build your future". Dëse Projet sollt Leit, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn, an de Metiere wéi Façadier, Maçon oder och nach Coffreur-bancheur forméieren.

**Logement abordable** | Question **0254** (31/01/2024) de **M. Marc Lies** (CSV)

De 7. August 2023 ass d'Gesetz iwwert den abordabele Wunnraum a Kraaft getrueden. D'Gemenge sollen eng zentral Roll spillen, fir ze hëllefe géint d'Wunnengsnout virzegoen an erschwéngleche Wunnraum ze schafen. Dofir ginn d'Gemengen och vum Ministère du Logement sollicitéiert, fir dëst Gesetz ëmzesetzen.

Gemenge si bereet, d'Entwécklung vun abordabele Wunnengen ze ënnerstëtzen, leider sinn am Gesetz souvill Onkloerheeten, datt et wichteg wier, datt d'Gemengen Instruktiounen zur Ëmsetzung an och zu Delaie géife matgedeelt kréien.

Laut mengen Informatioune soll et och Problemer beim Logement pour jeunes ginn. Sou géife Prestataires am Beräich vum Jugendwunnen ënnert der momentaner Gesetzgeebung praktesch keng Hëllefe méi beim Bau vun neie Wunnenge vusäite vum Logementsministère kréien, well hire Modell fir ze schaffe si géif ausschléissen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Wunnengsbauminister stellen:

1. Wéini kréie Gemengen eng Circulaire vum Ministère iwwert d'Ëmsetzung vum Gesetz iwwert den abordabele Wunnraum?

2. Huet den Här Minister Kenntnis vun de Problemer beim Schafe vu Jugendwunnengen a wéi gedenkt den Här Minister dogéint virzegoen?

**Réponse** (26/02/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Déi éischt Note zum neie Gesetz ass de 26. Juli 2023 erausgaangen an huet allgemeng Erklärungen zum neie Gesetz a senger Ëmsetzung ginn. Dono si reegelméisseg Notten a Circulairen erausgaangen, fir d'Promoteuren, d'Bailleuren an d'Locataren iwwert déi nei Gesetzgeebung ze informéieren. Dat si bis elo 12 Notten a Circulairen, déi och alleguer um Internetsite vum Wunnengs- a Landesplanungsministère nozeliese sinn an déi déi betraffe Partner och ëmmer per Mail zougeschéckt kréien, inklusiv Gemengen.

Weiderhin hu verschidde Reunioune mat Associatiounen a Gemenge stattfonnt, fir sech iwwer finanziell a praktesch Punkten ze eenegen a fir hir Erfarungen ze lauschteren.

E perséinlechen Austausch mat de Promoteuren a Bailleuren huet och an de Workshops vun der Semaine nationale du logement, souwéi an zwee weidere Workshops um Wunnengsbauministère stattfonnt.

Ausserdeem ass de COPIL „Dialogue structuré", deen sech aus Vertrieder vum Wunnengs- a Landesplanungsministère, dem Syvicol, der FEDAS, dem Fonds du logement an der SNHBM zesummesetzt, e wichtegt Element fir de reegelméissegen Austausch vun Informatiounen am Kader vun der Ëmsetzung vum neie Gesetz. Dëse COPIL kënnt och weiderhi reegelméisseg zesummen.

[5] Le Répertoire opérationnel des métiers et des emplois ass eng Cartographie vun all de Métiers existants, regroupéiert no Domaine d'activité. All Appellation métier entsprécht engem Ensemble vu Kompetenzen, déi ee muss hunn a vun Aktivitéiten, déi ee muss ëmsetzen, fir dee Metier ze exerzéieren. Méi Detailer dozou fënnt een um Portail1 Consulter le référentiel Rome – Employeurs – ADEM – FACILITONS L'EMPLOI – Luxembourg (public.lu).

ad 2. D'Gesetz vum 7. August 2023 gesäit vir, dass all Promoteur public resp. all Promoteur sans but de lucre eng finanziell Ënnerstëtzung vum Logementsministère kann ufroen, fir bezuelbar Wunnengen ze bauen. D'Konditiounen dofir sinn déi selwecht fir all Promoteur.

Jugendwunnen ass am Gesetz extra ernimmt bei de „logements dédiés aux jeunes". All abordabel Wunneng ënnerläit de Bestëmmunge vum „cahier des charges pour le développement de logements abordables". Wann d'Projeten dëse Richtlinnen, déi souwuel d'Planung wéi och de finanziellen Deel betreffen, entspriechen, da kann de Bau vun de Wunnenge fir Jonker, déi autonom wunne kënnen, bis zu 75 % vum Gesamtkäschtepunkt vum Logementsministère finanziell ënnerstëtzt ginn.

Déi abordabel Wunnenge sollen insgesamt raisonabel geplangt sinn an de Bewunner eng gutt an adäquat Wunnqualitéit bidden. Dofir ass den uewe genannte „cahier des charges pour le développement de logements abordables" enk mat den ëffentleche Bauträger Fonds du logement an SNHBM ausgeschafft ginn. Fir all Projet gëllt, dass ee vum Ufank vun der Planung un dëst Dokument als Planungsdokument dobäi hëlt fir ze garantéieren, dass ee vun der gesamt méiglecher finanzieller Hëllef ka profitéieren. Mäi Service steet an deem Sënn och ëmmer zur Verfügung, fir e Projet vun Ufank un ze begleeden.

Am Beräich vum Jugendwunnen ass et och immens wichteg, datt et en Echange gëtt tëschent den eenzele Ministèren, fir d'Acteure richteg ze beroden an op déi richteg Ulafstell ze orientéieren. Domadder gëtt séchergestallt, datt d'Projeten, spezifesch am Beräich vum Jugendwunnen, vun Ufank un déi bescht Ënnerstëtzung kréien an dono kënnen ëmgesat ginn.

**Déclarations d'impôt** | Question **0255** (31/01/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wéi am Budgetsgesetz an och a Circulairë vun der Steierverwaltung festgehale ginn ass, konnten d'Leit bis den 31. Dezember hir Steiererklärung fir d'Joer 2022 eraginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wat fir een Datum notzt d'Steierverwaltung an deem Kontext als Limitt bei Steiererklärungen, déi via Post ukommen?

2. Wéi geet d'Administratioun mat Erklärungen ëm, déi laut Poststempel virum 31.12. erageschéckt gi sinn, déi awer eréischt am Joer 2024 bei der Steierverwaltung ukoumen?

3. Wéi vill Steiererklärunge fir 2022 sinn an der éischter Januarwoch vun 2024 bei der Steierverwaltung ukomm?

**Réponse** (04/03/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Duerch d'Budgetsgesetz vum 23. Dezember 2022 fir 2023, ass den Datum, op deem d'Steiererklärunge bei der Steierverwaltung eragereecht musse ginn, op den 31. Dezember vun dem Joer, dat op d'Steierjoer follegt, festgesat ginn. Dëst bedeit, datt eng Deklaratioun, déi iwwert de Postwee geschéckt gëtt, muss bei engem Büro oder Service vun der Steierverwaltung virum Oflaf vun dem virgeschriwwenen Datum, also bis um Mëtternuecht den 31. Dezember agaange sinn.

Schreiwes an Enveloppë mat Deklaratiounen, déi de Poststempel vum 31. Dezember droen, sinn de facto net de selwechten Dag bei der Steierverwaltung eragereecht ginn, a respektéieren esou net de virgeschriwwenen Delai.

Fir steierflichteg Persounen, déi d'Konditioune vum 1. Abschnitt vum Artikel 153 vum Akommessteiergesetz erfëllen, an déi de virgenannten Delai vum 31. Dezember net respektéieren, kënnen, op Basis vun enger Ermiessensentscheedung vum Preposé vum Steierbüro, sanktionéiert ginn.

Steierzueler, déi net ënnert d'Bestëmmunge vum 1. Abschnitt vum Artikel 153 vum Akommessteiergesetz falen, an déi wëllen iwwert de Wee vun der Assiette besteiert ginn, mussen dës Ufro bis den 31. Dezember vum Joer, dat op d'Steierjoer follegt, eragereecht hunn. Sollt dës Ufro nom genannten Delai gemaach ginn, gëllt se als verspéit. Déi betraffe Steierzueler ginn an esou Fäll vun de respektive Servicer ugeschriwwen a kréien dës Entscheedung an d'Recoursméiglechkeete matgedeelt.

An der éischter Woch vum Mount Januar 2024 sinn ongefeier 5,9 Prozent vun den immatrikuléierten Dossiere vum Steierjoer 2022 vu physesche Persounen, also ronn 19.700 Akommessteierdeklaratiounen, informatesch festgehale ginn. Et bleift ze bemierken, datt dëst d'Deklaratioune sinn, déi um Weekend vum 30. an 31. Dezember 2023 bis de 5. Januar 2024 eragereecht gi sinn, an esou och Deklaratioune betreffen, déi nach de virgeschriwwenen Delai respektéieren.

**Amendes routières reçues en Grande-Bretagne** | Question **0256** (31/01/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wéi een am „The Guardian"-Artikel „How Belgian MP turned sleuth to solve London Ulez fine mystery" ka liesen, kënnt eng englesch Firma iwwert illegal Weeër un Date vun europäeschen Autosfuerer. D'Firma Euro Parking Collection sicht sech scheinbar ëmmer nei Beamten an EU-Staaten, déi Accès zum EUCARIS-System hunn, an déi hinnen dann Adress an Numm vun deene Leit iwwermëttelen, déi a London gefuer sinn, mee keng Geneemegung fir d'Low Emission Zones haten. Dëst, fir de Leit Protokoller an Héicht vun Dausenden Euro heemzeschécken. Huissieren an der Belsch hätten dëst Geld och schonn agedriwwen. Euro Parking huet awer kee Recht, fir dës Donnéeën ze kréie säit dem Brexit. Een italieeneschen an ee belsche Beamte si scho suspendéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur, Justiz, a Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi een an engem aneren Artikel vum 26.1.2024 am „The Guardian" liese kann:
„The Guardian can reveal Transport for London (TfL) has been accused by five EU countries of illegally obtaining the names and addresses of their citizens in order to issue the fines, with more than 320,000 penalties, some totalling thousands of euros, sent out since 2021."
Ass Lëtzebuerg hei drënner?
Ass der Regierung bekannt, wéi vill Geld vun Transport for London respektiv Euro Parking, zanter dem Brexit bei Lëtzebuerger Residenten agedriwwe ginn ass?

2. Lëtzebuerg huet mat enger ganzer Rei Staate bilateral Konventiounen ofgeschloss, déi den Echange vun Donnéeën an esou engem Fall erméigleche kënnen. Dee Moment sinn et dann déi auslännesch Autoritéiten, déi de Bréif op Lëtzebuerg schécken. Mat England gëtt et eises Wëssens awer keng Post-Brexit-Konventioun.
Krut d'Police hei am Land Demanden, fir Protokoller vun Euro Parking aus England u Lëtzebuerger Residentë weiderzeleeden? Wa jo, ëm wéi vill Protokoller handelt et sech heibäi? Sinn d'Police an de Justizministère iwwert dës Affär um Courant?

3. Ass oder wäert eng Nott un d'Aarbechter:inne goen, déi Accès op den EUCARIS-System hunn, fir se op déi englesch Firma an d'Affär opmierksam ze maachen?

**Réponse** (08/03/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Lëtzebuerg gehéiert och zu de Länner, wou Bierger Protokoller vun der Gesellschaft „Transport for London" geschéckt kruten. De Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an d'Police goufen am August 2023 vun zwee betraffene Bierger kontaktéiert. Dës waren zu London an d'„Low Emission Zone" gefuer, ouni hiren Auto am Virfeld ugemellt ze hunn. Spéiderhi gouf hinnen ee Protokoll dowéinst op Lëtzebuerg nogeschéckt.

Et huet sech awer erausgestallt, datt hir Donnéeën an dësem Zäitraum, wou d'Infraktioune solle stattfonnt hunn, vun den italieeneschen Autoritéiten duerch den EUCARIS (EUropean CAR and driving licence Information System) ugefrot gi waren. Dëst wéinst engem angeeblechen Iwwerschreide vun der maximal erlaabter Vitess an Italien. Laut de betraffene Bierger wieren d'Gefierer zu deem Zäitpunkt net an Italie gefuer. Do dernieft sief bemierkt, datt den Austausch vun Donnéeë vun der Infraktioun, déi tatsächlech an England constatéiert gouf, net an de Kader vun der Direktiv (UE) 2015/413 vum 11. Mäerz 2015 iwwert de grenziwwerschreidenden Austausch vun Infraktioune betreffend d'Stroossesécherheet fält. Zousätzlech dozou hunn déi englesch Autoritéiten nom Austrëtt vu Groussbritannien aus der EU keng Berechtegung méi, fir iwwert den EUCARIS Donnéeën unzefroen.

Doropshin huet de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten den italieeneschen Transportminister eng éischte Kéier Ufank September 2023 ugeschriwwen, fir op dës Faiten hinzeweisen, eng Positioun dozou ze huelen an alles Méigleches an d'Weeër ze leeden, fir all potentiell net konform Utilisatioun vun de perséinlechen Donnéeën ze verhënneren. Well dëse Courrier onbeäntwert bliwwen ass, ass Enn Oktober 2023 en zweete Courrier un den italieeneschen Transportminister adresséiert ginn, deen awer bis elo nach net op ons zeréckkomm ass.

D'Lëtzebuerger Police huet kee Mëttel ze wëssen, wéi vill Geld säitens TfL respektiv EPC bei Lëtzebuerger Residenten erageholl gouf. Déi Demarchë lafen net iwwert d'Police grand-ducale, mee um direkte Wee, soudass d'Autoritéite vum Land, an deem d'Verkéiersinfraktioun begaange ginn ass, de Bréif mat der Geldstrof direkt per Post un de Proprietär vum Auto schécken.

ad 2. D'Police grand-ducale huet keng Demande kritt, fir Protokoller vun Euro Parking aus England u Lëtzebuerger Residentë weiderzeleeden. Duerch den EUCARIS Reseau huet d'Police Kenntnis dovun, dass Informatioune vum EUCARIS-System illegal weidergi sinn. Dës Informatioune goufe vun den Informatiker vun der Police iwwerpréift an un déi intern Dateschutzbeoptraagt souwéi un de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte weidergeleet.

ad 3. Den EUCARIS ass e System, deen et de Länner erlaabt, am Kader vun der uewe genannter Direktiv (UE) 2015/413 Donnéeën zu Gefierer a

Führerschäiner auszetauschen. Den EUCARIS ass keng Datebank, mee en Austauschmechanismus, dee vollkommen automatiséiert funktionéiert. Wann also eng Demande vun enger rechtméisseger Autoritéit gemaach gëtt, gëtt d'Äntwert automatesch generéiert, ouni datt en Aarbechter oder eng Aarbechterin déi muss validéieren. Ausserdeem, a wéi uewen erkläert, geet aus den aktuellen Informatiounen eraus, datt déi englesch Firma déi Informatioune vun enger rechtméisseger Autoritéit weidergeleet krut, well si jo, wéi uewen erkläert, zënter dem Brexit keen Zougang op den EUCARIS méi huet an och soss keng weider bilateral Konventioun besteet. Aus dësem Grond ka keng Nott un d'Aarbechter an Aarbechterinne goen, déi Accès op den EUCARIS System hunn, an et kann een och net verweigeren, d'Informatiounen ze schécken, well dëst fir real begaangen Infraktiounen eng Obligatioun no der Direktiv (UE) 2015/413 ass.

**Promotion du sport féminin** | Question **0257** (31/01/2024) de **Mme Barbara Agostino** (DP)

Selon l'accord de coalition, la lutte contre les inégalités de genre dans le domaine du sport constitue un élément essentiel de l'action gouvernementale. En effet, force est de constater que beaucoup d'efforts restent à faire pour mettre le sport féminin à égalité avec le sport masculin, tant au niveau de la promotion que du soutien financier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Quelles mesures concrètes sont prévues, voire actuellement mises en œuvre pour promouvoir le sport féminin de la part du Ministère des Sports ?

2) Monsieur le Ministre peut-il informer quelles sommes les différentes fédérations sportives nationales ont reçues au total, par année, ces cinq dernières années, de la part des fédérations internationales respectives ?

3) Par fédération nationale, quel pourcentage de cette somme est réservé annuellement aux athlètes et équipes féminines ?

4) Existe-t-il un contrôle pour assurer que les montants prévus pour le sport féminin soient effectivement utilisés à cette fin ?

5) Dans la négative, Monsieur le Ministre entend-il introduire des mécanismes de contrôle pour garantir une utilisation correcte des fonds alloués aux fédérations ?

**Réponse** (06/02/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1) En ma qualité de Ministre des Sports, l'équité entre femmes et hommes dans le sport représente une priorité essentielle. C'est dans cette optique que j'ai instruit mes équipes au sein du Ministère des Sports de développer une stratégie y relative. Cette stratégie, actuellement en phase de conception, reflète mon engagement à promouvoir le sport féminin et à combattre activement les disparités existantes.

Par ailleurs, je souhaite souligner que, dans son appui au mouvement sportif et à la promotion de l'activité physique et des sports, le Ministère des Sports ne distingue pas entre le sport masculin et le sport féminin.

ad 2) Le mouvement sportif étant autonome dans son fonctionnement, je ne peux vous fournir les données demandées.

ad 3) Je renvoie à ma réponse précédente à cet égard.

**Prolongation de la durée de vie au-delà de 40 ans des réacteurs nucléaires français de 1.300 MWe** | Question **0258** (31/01/2024) de **Mme Joëlle Welfring** | **M. François Bausch** (déi gréng)

En France, le « Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire » (HCTISN) a lancé en janvier une concertation publique sur les dispositions de sûreté proposées par EDF pour poursuivre l'exploitation de ses réacteurs nucléaires de 1.300 mégawatts électriques (MWe) au-delà des 40 ans de vie, respectivement en vue du 4e réexamen périodique des réacteurs visés, dont ceux de la centrale de Cattenom, situé à moins de 10 km de la frontière luxembourgeoise.

Selon le HCTISN, l'objectif de cette consultation publique serait d'associer le public « aux enjeux et objectifs de sûreté liés à la poursuite de fonctionnement des réacteurs concernés au-delà de 40 ans ». Les acteurs souhaitant participer, pourront réagir jusqu'au 30 juin 2024 sur le site web https://concertation.suretenucleaire.fr, en posant des questions et en publiant leurs critiques, notamment par rapport au document de base d'EDF, intitulé « Note de réponse aux objectifs » du 4e réexamen périodique, qui rassemble les dispositions de sûreté proposées par EDF pour les huit centrales nucléaires concernées.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part du Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, du Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Vu le contenu du nouveau programme de coalition, le Gouvernement a-t-il déjà communiqué son opposition à toute prolongation de la durée de vie de la centrale de Cattenom aux autorités françaises et plaidé pour la fermeture de cette centrale « à risque » proche de nos frontières ?

2) Quelles ressources le Gouvernement consacrera-t-il au suivi des « évolutions en matière de prolongation éventuelle de durée de vie de la centrale nucléaire de Cattenom » mentionné au programme de coalition ?

3) Le Gouvernement entend-il participer à la consultation publique lancée en janvier afin de rappeler et d'expliciter les doléances luxembourgeoises aux autorités françaises ?

4) Vu que pour le réacteur Cattenom 1, la procédure du 4e réexamen périodique se poursuivra jusqu'en 2026, année de son 40e anniversaire, le Gouvernement envisage-t-il d'avoir à nouveau recours à un ou plusieurs experts étrangers pour accompagner de manière détaillée cette procédure, pour contribuer à évaluer les nouvelles prescriptions de sécurité et pour compléter l'argumentaire luxembourgeois visant la fermeture définitive de la centrale nucléaire de Cattenom ?

**Réponse** (07/03/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Luc Frieden,** Premier ministre

ad 1) Il convient de noter tout d'abord que le Gouvernement réitère son engagement exprimé dans le programme gouvernemental d'intervenir auprès des autorités françaises et belges pour obtenir la fermeture des centrales nucléaires à risque, notamment les sites de Cattenom, Tihange et Doel.

Entre la France et le Luxembourg existent plusieurs mécanismes qui permettent aux autorités luxembourgeoises d'accéder aux informations et d'exprimer des préoccupations en matière de sûreté de la centrale de Cattenom. Il y a lieu dans ce contexte de citer les réunions annuelles de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de la sécurité nucléaire, qui permettent de s'échanger au niveau technique sur les aspects de sûreté. Plusieurs représentants luxembourgeois font également partie du Comité local d'information (CLI) de Cattenom. Ces mécanismes sont régulièrement utilisés pour communiquer les préoccupations relatives à la prolongation de la durée de vie et à d'autres questions de sécurité.

ad 2) En partenariat avec d'autres parties concernées, les autorités luxembourgeoises suivent de près les développements concernant une prolongation éventuelle de durée de vie de la centrale nucléaire de Cattenom (voir aussi réponse à la question 4). Ceci comprend des analyses techniques des différents documents et avis et des participations à des réunions et webinaires.

ad 3) Force est de constater que la consultation lancée en janvier vise explicitement à recueillir l'avis du public et d'organisations non gouvernementales sur les conditions de poursuite du fonctionnement des réacteurs de 1.300 MWe, alors que le Gouvernement entretient des relations directes avec les autorités françaises, ce qui assurera un échange tout au long d'un processus qui s'étendra sur plusieurs années.

Il est rappelé que la consultation publique n'est qu'une étape de ce processus. La phase actuelle des études génériques du réexamen des installations nucléaires de 1.300 MWe est en cours, sous la supervision de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). À cet effet, des dialogues techniques avec l'Association nationale des comités et commissions locales d'information (ANCCLI) ainsi qu'avec les CLI ont été entamés, accompagnés de concertations publiques lancées en 2024. Ces démarches seront complétées par des réunions de groupes d'experts portant sur diverses thématiques telles que les agressions, les accidents graves, les aspects liés aux cuves, et les études d'accidents.

Les résultats émanant de ces études génériques permettront à l'ASN de formuler sa position, et ce, six mois avant le commencement de la visite décennale du premier réacteur soumis à réexamen. Les conclusions de ces études seront ensuite examinées par les groupes d'experts, qui procéderont à une évaluation approfondie du bilan de l'ASN.

Par la suite, à partir de l'année 2026, le processus de réexamen sera progressivement instauré sur chacun des réacteurs, parmi lesquels le réacteur de Cattenom 1 se distinguera comme l'un des premiers à être soumis à cette démarche. L'ASN supervisera également la continuité de l'exploitation de chaque réacteur par suite d'une enquête publique planifiée pour les années 2028-2029.

ad 4) Tant au niveau technique que stratégique, des concertations étroites sont organisées de manière régulière avec les autorités de réglementation compétentes allemandes et autrichiennes, toutes les deux disposant d'organismes techniques spécialisés en la matière. Il y a lieu de préciser que les prescriptions de sûreté émises lors du quatrième réexamen périodique des réacteurs de 900 MWe forment une excellente source pour réaliser une première analyse du document de base d'EDF.

**Route nationale (N5) à Pétange** | Question **0259** (01/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Route de Longwy zu Péiteng ass eng Nationalstrooss (N5) a soumadder ënnert der Entscheedungsgewalt vum Mobilitéitsministère. Et ass eng staark befuere Strooss, déi als Passage vu ville Frontaliere genotzt gëtt, mee wou och eng zech Buslinnen all Dag zirkuléieren. Direkt an der Ëmgéigend, bei der Porte Lamadelaine, befënnt sech mam Lycée Mathias Adam och ee vun de gréisste Lycéeën an eisem Land mat ronn 2.000 Schüler:innen a weider och d'Rollenger Gare.

Rezent koum et op der Porte Lamadelaine zu verschiddenen Accidenter, bei deene Passante vu Gefierer erfaasst goufen. Op dëser Plaz si keng Rout Luuchte virgesinn, fir de Passanten ee sécheren Iwwergang ze erméiglechen, an och keng weider verkéierstechnesch Elementer, fir dass d'Autoen hei méi lues fueren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi vill Accidenter gouf et op der Route de Longwy an de vergaangene 5 Joer?
Wéi vill dovunner sinn op der Porte de Lamadelaine passéiert?

2. Gouf et schonns Entrevuen oder Kontaktopname säitens der Péitenger Gemeng bei Ponts et chaussées, fir dëse geféierleche Passage méi sécher fir d'Foussgänger ze maachen?
Wa jo, wéini waren déi lescht Entrevuen a wat gouf festgehalen?

**Réponse** (08/03/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Aus den Donnéeën, déi menge Servicer zur Verfügung stinn, erginn sech follgend Statistiken:

Op der „route de Longwy" (N5), tëscht der „rue de la Liberté" (CR175B) an der Kräizung „rue Jean-Pierre Kirchen"/„route de Luxembourg", koum et an de leschte 5 Joer insgesamt zu 11 Accidenter. Nieft 10 Accidenter mat liicht Blesséierten (5 tëscht zwee Autoen, 1 mat engem Vëlo a 4 mat engem Foussgänger), koum et och zu engem Accident mat engem Foussgänger, dee méi schwéier blesséiert gouf.

An der „rue du Lycée" (N5), tëscht der Kräizung „route de Luxembourg"/„rue Jean-Pierre Kirchen" bis zur Kräizung mat der Nationalstrooss N5D, och „porte de Lamadelaine" genannt, koum et am gefroten Zäitraum zu 2 Accidenter mat liicht Blesséierten, allkéiers tëscht zwee Autoen.

Dobäi ass ze präziséieren, datt op der „Porte de Lamadelaine" säit 2022 keen Accident ze verzeechnen ass. Op deem am éischte Paragraph beschriwwene Streckenofschnëtt vun der „route de Longwy" koum et zu 4 Accidenter mat liicht Blesséierten (1 mat engem Foussgänger) an de leschten 2 Joer.

ad 2. Op deem an der éischter Fro definéierten Ofschnëtt tëscht der „rue de la Liberté" (CR175B) an der Kräizung „rue Jean-Pierre Kirchen"/„route de Luxembourg", gëtt et am Ganzen 9 Zebrastréifen.

Dësen Deel vun der „route de Longwy" (N5) befënnt sech inneruerts, deemno läit d'Reglementatioun vun dësen Zebrastréifen am Kompetenzberäich vun der Gemeng Péiteng. Well et sech awer ëm eng Staatsstrooss handelt, sinn eventuell Aarbechten/Ëmännerungen duerch eng sougenannt „permission de voirie" ze autoriséieren.

Mengen Informatiounen no ass d'Gemeng Péiteng amgaangen, sämtlech Zebrastréifen unzepassen, fir se konform zum Accessibilitéitsgesetz vum 7. Januar 2022, wéi och den deementspriechende Virschréfte vun der Stroossebauverwaltung ze gestalten. Eng Entrevue tëscht der Stroossebauverwaltung an der Gemeng Péiteng ass an deem Kontext virgesinn.

**Signature électronique** | Question **0260** (01/02/2024) de **M. Gusty Graas** (DP)

La numérisation dans le secteur de la santé offre de nombreux avantages, tant pour le personnel de santé que pour les patients. Une transmission sécurisée des données, une procédure de paiement simplifiée, ainsi que la signature électronique ont donc également été intégrées dans une convention entre la CNS et l'AMMD.

La signature électronique, en particulier, assure la sécurité juridique nécessaire et simplifierait les procédures.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre, à quel stade se trouve actuellement le développement de la signature électronique ?

2) À partir de quand sera-t-il possible d'utiliser la signature électronique dans le secteur de la santé ?

3) Quels seront les domaines d'application de la signature électronique dans le secteur de la santé ?

**Réponse** (01/03/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Depuis le dernier trimestre 2023, la Caisse nationale santé (CNS) et l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) travaillent étroitement ensemble en vue de l'élaboration d'un avenant à la convention du 13 décembre 1993 telle que modifiée, conclue en application de l'article 61 du Code de la sécurité sociale entre l'AMMD et la CNS (ci-après la « Convention ») pour intégrer tous les éléments et conditions clés permettant la mise en place de la numérisation et de la dématérialisation des échanges entre médecins, personnes protégées et assurance maladie.

La signature électronique, annoncée dans l'accord de coalition (« Ainsi, en disposant d'un format standard de données, validé par une signature électronique du prestataire de soins, les patients pourront constituer leur propre dossier médical, soit dans le cadre du DSP, soit avec le prestataire de leur choix, et le rendre partiellement ou totalement accessible au prestataire de soins concerné. »)[6], fait partie intégrante de ces éléments et conditions clés. Il reviendra aux différents éditeurs de logiciels d'intégrer dans leur solution de transmission d'informations ou de documents les fonctionnalités qui permettront de respecter la Convention une fois l'avenant signé et entré en vigueur.

ad 2) Ni la Convention actuellement en vigueur, ni le cahier des charges qui en fait partie intégrante, ne prévoient l'apposition d'une signature électronique sur les documents à transmettre dans le cadre des échanges entre médecins, personnes protégées et assurance maladie. La signature de l'avenant à la Convention, et au cahier des charges qui en fait partie intégrante, est donc indispensable.

ad 3) L'avenant à la Convention déterminera sur quels documents la signature électronique devra figurer, comme par exemple : les mémoires d'honoraires, les ordonnances médicales, les certificats d'incapacité de travail, les devis pour traitement orthodontique, les devis pour prothèse dentaire, les demandes d'autorisation préalable d'un transfert à l'étranger, ou encore les demandes de prise en charge des frais de transport en série.

[6] Accord de coalition 2023-2028, « Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken », page 94

**Dysfonctionnements en rapport avec le personnel soignant** | Question **0261** (01/02/2024) de **M. Jeff Engelen** | **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

D'Personal am Fleegesecteur leescht Grousses, fir d'Wuelbefanne vun deenen ze betreiende Leit ze garantéieren. Leider kënnen d'Beruffsgruppen am Fleegesecteur (nieft den Infirmièrë gehéieren hei d'Auxiliaires de vie an d'Aide-soignanten dozou), déi Dag fir Dag um Terrain schaffen, awer och vu ville Mëssstänn erzielen.

Personalmanktem, Zäitdrock an aarbechtstechnesch ewéi rechtlech Onkloerheete stinn un der Dagesuerdnung. Dëst féiert dozou, datt, parallell zum stramme Bevëlkerungswuesstem an enger steigender Demande no qualifizéiertem Fleegepersonal, dacks awer d'Motivatioun, fir esou e Beruff ze ergräifen, ofhëlt. Dacks fäert d'Fleegepersonal och rechtlech Konsequenzen, wann si hirer Aarbecht net esou kann nokommen, ewéi virgeschriwwen: Wann z. B. e Patient a sengem Zëmmer d'Schell dréckt, well e gefall ass, muss d'Fleegepersonal ënnerhalb vun enger virgeschriwwener Zäit beim Patient si fir ze hëllefen. Leider kënnt et vir, datt déi Zäit net kann agehale ginn, wann z. B. Personal krankheetsbedéngt ausfält oder grad op anere Plaze vill Aarbecht usteet. Dee Moment muss dat betraffent Personal scho mat rechtleche Konsequenze rechnen. E weidere Problem besteet doran, datt Fleegeariichtungen dacks keng sougenannte „Springer" hunn, d. h. Leit, déi bei akutem Personalmanktem op flexibeler Basis kënnen asprangen. Vu datt d'Fleegepersonal dacks souwisou schonn am Dauerasaz ass, dës Leit awer och Rou- a Recuperatiounszäite brauchen, däerf et och net dozou kommen, dass si ëmmer erëm mat weidere Permanencë belaascht ginn.

En anere Problem ass, datt déi virgeschriwwen Trennung vun de Kompetenzen tëscht Aides-soignants an Auxiliares de vie um Terrain aus praktesche Grënn dacks net kann agehale ginn. Esou däerfen z. B. déi sougenannten „Heeberen", fir Leit ze deplacéieren – woubäi et aktiv a passiv Heebere gëtt – , net vun den Auxiliares-de-vie bedéngt ginn. An der Praxis schaffen d'Auxiliaires-de-vie awer dauernd och mat esou Geräter, wat alt erëm dozou féiert, dass hinne rechtlech Konsequenzen droen, wann eppes passéiere géif.

An deem Kontext stellt sech d'Fro, firwat d'Auxiliaires-de-vie sech net – wéi iwwerdeems beim Staat üblech – duerch flexibel Weiderbildungsmodeller en cours de route zum Aide-soignant kënnen ausbilde loossen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Ass sech d'Madamm Minister deenen uewe beschriwwene Mëssstänn am Fleegesecteur bewosst respektiv besteet tëscht dem Gesondheetsministère an dem Fleegesecteur e reegelméissegen Austausch iwwert hir wichteg Aarbecht?

2. Wat gedenkt d'Madamm Minister ze ënnerhuelen, fir d'Fleegepersonal an där Hisiicht ze entlaaschten, datt dëst net permanent an der Ausübung vu sengem Beruff mat rechtleche Konsequenze rechne muss, wann dës Leit duerch Ëmstänn, op déi si dacks keen

Afloss hunn – z. B. Personalmanktem – , hirer Aarbecht net wéi virgeschriwwe kënnen nokommen?

3. Am Hibléck op d'Trennung vun de Kompetenzen tëscht Auxiliares-de-vie an Aides-soignants: Wéi ass et an den Ae vun der Madamm Minister ze veränt-werten, datt d'Auxiliares-de-vie am Alldag drop ugewise sinn, Tâchen auszeféieren, ewéi z. B. d'Benotze vun den Heeberen, déi si rechtlech gesinn net däerfen ausféieren?

4. Wéi gedenkt d'Madamm Minister an deem Kontext den Auxiliares-de-vie entgéintzekommen, fir hinnen eng komplett Rechtssécherheet beim Ausübe vun hirem Beruff ze erméiglechen?

5. Wier et an den Ae vun der Madamm Minister net ubruecht, flexibel Weiderbildungsmodeller anzeféieren, fir datt sech d'Auxiliaires-de-vie zum Aide-soignant kënne weiderbilde loossen? Wa jo, wéi wëll d'Madamm Minister konkreet virgoen, fir dëst ëmzesetzen?

6. Huet d'Madamm Minister allgemeng e Konzept, wéi si an den nächste Joren där steigender Demande no qualifizéiertem Fleegepersonal wäert kënnen nokommen? Wéi kann dës Erausfuerderung ugaange ginn, ouni d'Fleegepersonal, dat jo och Rou- a Recuperatiounszäite brauch, mat ëmmer weidere Permanencen ze belaaschten?

7. Wat fir Piste wëll d'Regierung an deem Sënn konkreet aschloen, fir d'Beruffer am Fleegesecteur an notamment och de Beruff vum Auxiliare-de-vie nees opzewäerten a méi attraktiv ze maachen?

**Réponse** (29/02/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. D'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet ass sech bewosst, datt d'Aarbechtskonditiounen am Fleegesecteur oft ustrengend sinn a steet a reegelméissegem Kontakt an Austausch mat alle Bedeelegten.

ad 2. Dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet gi seelen Doleancen zougestallt, datt d'Fleegepersonal senger Aarbecht net wéi virgeschriwwe kéint nokommen. Déi Doleancen, déi dem Ministère zougedroe ginn, ginn dann och direkt traitéiert a mat all Acteur d'Ursaachen diskutéiert, fir eng Léisung ze fannen.

ad 3. Dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet leie keng Donnéeë vir, déi déi Ausso géife bestätegen.

ad 4. Déi verschidde Beruffsbiller vum Fleegesecteur sinn amgaang, nei formuléiert ze ginn, fir d'Rechtssécherheet ze garantéieren.

ad 5. An deem Sënn gëtt och envisagéiert, sougenannte Passerellen ze erméiglechen tëschent de verschiddene Fleegeberuffer, fir de Professionellen eng Evolutioun an hirer Carrière ze erméiglechen.

ad 6. Et ass eng Prioritéit vum Accord de coalition, fir d'Attraktivitéit vun de Gesondheetsberuffer ze stäerken, also och vun de verschiddene Qualifikatiounen am Fleegeberäich. Dëst geschitt ënner anerem duerch eng Modernisatioun vun de Beruffsbiller mat enger adaptéierter Kompetenzbeschreiwung, sou wéi och duerch eng Vilfalt vu Kommunikatiounsaktivitéite wéi zum Beispill iwwer den Internetsite www.healthcareers.lu, eng Präsenz op der Schoulfoire respektiv Kontakter mat de Services d'orientation.

ad 7. D'Aktiounen, déi beschriwwe goufen, gi weider en place gesat, evaluéiert a gegeebenefalls adaptéiert.

**Bande de covoiturage** | Question **0262** (01/02/2024) de **M. Yves Cruchten** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Dans le cadre du Plan national de mobilité 2035 (PNM35), visant à réduire la part modale de la voiture individuelle de 46 % en 2017 à 21 % en 2035, le Gouvernement a annoncé plusieurs projets de bandes de covoiturage et d'aménagements routiers.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Concernant la bande de covoiturage sur l'autoroute A4 (E25) en Belgique, entre l'échangeur n° 31 « Stockem-Arlon » et la frontière belgo-luxembourgeoise, pourriez-vous nous informer des conclusions principales des études réalisées à ce sujet ?

2) En ce qui concerne le projet de mise à 2 x 3 voies de l'autoroute A6, et en particulier l'objectif de priorisation de voie de bus et de covoitureurs, quelles sont les conclusions des études menées et le calendrier prévu pour la réalisation de ce projet ?

3) Pour l'aménagement de l'autoroute A3 à 2 x 3 voies, quelles sont les conclusions des études relatives à la mise en place de la voie de covoiturage et à la priorisation pour bus ?

4) Comment les résultats des études réalisées dans le cadre de ces différents projets vont-ils influencer la stratégie globale de promotion du covoiturage et les mesures incitatives pour encourager les usagers à opter pour le covoiturage ?

5) Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois envisage de mettre en place des projets où la bande d'arrêt d'urgence serait utilisée comme voie réservée pour du covoiturage, afin d'améliorer l'efficacité du réseau routier national ?

6) Dans le cadre de la promotion du covoiturage et de l'optimisation de l'utilisation des infrastructures existantes, le Gouvernement a-t-il évalué l'impact et l'efficacité des projets similaires menés en Belgique, en particulier l'utilisation de la bande d'arrêt d'urgence (BAU) comme voie de covoiturage ?

**Réponse** (12/03/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Étant donné que mes services, dont l'Administration des ponts et chaussées, n'ont pas mené les études en question sur le réseau autoroutier en Belgique, je ne dispose pas d'informations à ce sujet.

ad 2) Comme le programme gouvernemental prévoit d'examiner les autoroutes les plus fréquentées en vue d'un élargissement à 3 voies par sens de circulation, dont une voie spéciale réservée aux transports en commun respectivement au covoiturage, les premiers résultats de simulations de trafic sont en cours d'analyse. Elles donneront une indication sur les tronçons d'autoroute sur lesquels de telles priorisations pourraient apporter le plus grand avantage.

Ces analyses constituent l'une des données d'entrée pour l'élaboration d'un concept cohérent pour l'allocation de voies de priorisation sur le réseau autoroutier. Il faut en effet minimiser les instances où une voie de covoiturage ou de bus aboutirait elle-même dans un embouteillage. D'autres considérations à prendre en compte pour ce concept sont le cisaillement des flux au niveau des échangeurs autoroutiers, la position des pôles d'échanges et des parkings-relais et un réseau de bus adapté pour tirer profit de ces nouvelles infrastructures.

Le planning prévisionnel pour la réalisation du projet sera établi suivant l'avancement des études.

ad 3) En réservant une voie aux bus et au covoiturage, la capacité de l'autoroute en termes de personnes transportées est augmentée bien au-delà de sa capacité accrue en termes de véhicules. Il s'en dégage un cercle vertueux : plus ces priorisations procurent un gain de temps considérable, plus ces modes deviennent attractifs et délestent les voies non réservées.

Dans le cadre du projet d'élargissement de l'autoroute A3 à 2 x 3 voies et une bande d'arrêt d'urgence élargie, il est prévu d'étendre les fonctionnalités du système « Contrôle et information du trafic sur les autoroutes (CITA) » afin de permettre une affectation dynamique des voies.

La décision récente des autorités françaises d'élargir l'autoroute A31 permettra d'avancer sur une solution cohérente pour cet axe.

ad 4) La stratégie de promotion du covoiturage comporte deux axes : d'une part les futures voies de priorisation sur certains tronçons d'autoroutes ; d'autre part le soutien technique aux employeurs dans le cadre de plans de mobilité entreprises.

Dans le Plan national de mobilité 2035, l'augmentation de 33 % du nombre de covoitureurs par rapport à 2017 résulte du rehaussement du taux d'occupation moyen à 1,5 personnes par véhicule sur les seuls trajets domicile–travail réalisés sur une autoroute dotée d'une voie de covoiturage (PNM2035, p. 37). Rappelons qu'en 2017, avec un taux d'occupation moyen effectif de 1,2 personnes par véhicule et une hypothèse de 4 sièges par voiture, quelque 250.000 sièges automobiles vides entraient chaque matin dans la ville de Luxembourg.

Le potentiel du covoiturage d'alléger la congestion routière aux heures de pointe est donc considérable. L'incitatif sera d'une part le gain de temps offert par priorisations efficaces du covoiturage sur les autoroutes, et d'autre part l'encouragement du covoiturage par les employeurs, par exemple lors de l'attribution de places de stationnement limitées en nombre.

ad 5) Ce sera une option dans le concept global d'allocation de voies de priorisation qui reste à définir (voir question 2). Dans tous les cas, le projet d'élargissement de l'autoroute A3 à 2 x 3 voies permettra également l'utilisation des bandes d'arrêt d'urgence.

ad 6) Lors de l'élaboration du concept global d'allocation de voies de priorisations pour bus respectivement pour covoitureurs, des enseignements seront tirés des expériences, des projets pilotes et des meilleures pratiques internationales.

**Imposition individuelle** | Question **0263** (01/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Depuis l'année 2018, les contribuables mariés résidents peuvent opter pour l'imposition individuelle.

– Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances combien de contribuables mariés résidents bénéficiant de la classe d'impôts 2 ont choisi l'imposition individuelle sur option depuis son introduction, respectivement pour les années qui ont suivi cette introduction.

– Combien de contribuables ont par après changé leur choix pour revenir à l'imposition collective ?

– L'Administration des contributions dispose-t-elle d'une évaluation de ce que les contribuables concernés ont payé en impôts selon l'option en faveur de l'imposition individuelle et ce qu'ils auraient payé dans l'hypothèse de l'imposition collective ?

**Réponse** (04/03/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Le nombre de contribuables mariés résidents ayant opté pour l'imposition individuelle par application de l'article 3ter de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) a évolué comme suit :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Les chiffres renseignés rendent compte des demandes d'application de l'article 3ter L.I.R. au 31 décembre 2023 et peuvent varier en fonction du traitement des dossiers.

Il convient de préciser que toute demande de changement de type d'imposition en vertu de l'article 3ter L.I.R. valablement introduite entraîne une imposition par voie d'assiette. Néanmoins, d'une part, la possibilité de solliciter à divers instants de la procédure, différents services de l'Administration des contributions directes (ACD), notamment les bureaux de retenue sur traitements et salaires (RTS) ou les bureaux d'imposition des personnes physiques, et, d'autre part, les alternatives d'interversions entre les diverses options d'imposition endéans une année d'imposition, ne permettent pas à l'ACD de disposer de données quant au nombre de dossiers revenus au régime d'imposition normal.

L'ACD ne dispose pas d'évaluation ou d'analyse de la portée de la variation des diverses méthodes d'imposition choisies.

**Personnes DPI sans logement** | Question **0264** (01/02/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Suite à une décision de Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile du 23 octobre 2023, les hommes célibataires, cherchant protection au Luxembourg dans le cadre du système Dublin, ne sont plus accueillis automatiquement dans les centres de primo-accueil. La raison indiquée est la saturation des centres de primo-accueil, ainsi que des autres structures d'hébergement pour les demandeurs de protection internationale (DPI). Un certain nombre des personnes concernées passent depuis lors la nuit à la « Wanteraktioun », d'autres se voient forcées de camper en plein air.

Selon mes informations, tous les soirs à partir de 17.00 heures les hommes célibataires cherchant protection au Luxembourg et qui ne sont pas encore logés doivent se rendre à l'ONA pour y consulter la liste indiquant les numéros de référence des demandes de protection internationale pour qui un lit est désormais disponible soit à la Structure d'hébergement d'urgence Kirchberg (SHUK), soit dans un autre lieu d'hébergement pour demandeurs de protection internationale. Cette liste figure sur une affiche collée à la porte du 12-14 avenue Émile Reuter à Luxembourg. Le critère d'attribution des lits serait le degré de vulnérabilité des personnes DPI isolées.

La plupart des jeunes gens concernés par cette situation et que les associations de défense du droit d'asile rencontrent sont concernés par un transfert vers l'Italie, où ils étaient contraints de laisser leurs empreintes digitales à l'entrée sur le territoire européen. Or il s'avère que depuis le début de l'année 2023, l'Italie n'accepte plus le transfert de ces personnes en quête d'asile. Ainsi, certains se rendent chaque jour à la porte de l'ONA depuis le mois d'octobre sans voir leur numéro de référence y figurer.

Considérant ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Qui décide de l'attribution d'un logement aux hommes seuls considérés « Dublinés » cherchant protection au Luxembourg ? Selon quels critères ? Comment leur degré de vulnérabilité est-il évalué et selon quelle procédure ?

2) Est-ce que le degré de vulnérabilité constaté est communiqué aux intéressés ? Si oui, sous quelle forme ?

3) Quelles mesures d'accompagnement et de prise en charge existent pour ces personnes DPI sans accès à un logement ?

4) Quelle est la durée d'attente maximale que vous considérez comme raisonnable pour l'attribution d'un logement pour les personnes concernées ?

5) Êtes-vous d'accord pour dire que cette situation, qui fait des demandeurs de protection internationale des sans-abris, est insoutenable et doit être résorbée au plus vite ?

6) Quelles sont les mesures concrètes que le Gouvernement entend prendre dans l'immédiat pour que cette situation ne perdure pas ?

**Réponse** (01/03/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) Tout nouvel arrivant, homme seul DPI, est orienté vers le guichet d'accueil d'urgence mis en place par l'ONA. Lors des entretiens au guichet d'accueil d'urgence, la personne est vue en présence d'un interprète afin de détecter ses besoins spécifiques. Pour ce faire, un questionnaire a été élaboré en collaboration avec des experts du domaine psycho-médico-social. Selon les réponses apportées à ce questionnaire et l'évaluation d'un agent professionnel du domaine social et/ou de la santé, un critère de priorité allant de 1 à 4 est attribué à la personne. L'hébergement est accordé en fonction de ces priorités.

Les critères sont les suivants :

1. personne à besoins spécifiques très dépendante ;
2. personne à besoins spécifiques moins dépendante ;
3. personne à besoins spécifiques autogérés ;
4. personne sans besoins spécifiques.

Plus une personne est vulnérable, plus elle sera prioritaire. Pour toute personne à critère identique, le temps d'attente est également pris en compte dans l'attribution d'un lit.

ad 2) Le degré de vulnérabilité n'est pas communiqué aux intéressés. Il s'agit d'une évaluation interne. L'intéressé est cependant informé quand un lit lui est attribué et ceci via une liste affichée au guichet d'accueil d'urgence.

Cette liste est affichée tous les jours ouvrables à partir de 17.00 heures au plus tard et est consultable en dehors des horaires d'ouverture du guichet. La liste reprend uniquement les numéros de dossier des personnes concernées ; ni les noms, ni le degré de vulnérabilité y sont affichés. La coordination de terrain de la Wanteraktioun (WAK) a aussi connaissance de ces informations afin de pouvoir en informer les personnes concernées qui se présentent à la WAK.

ad 3) Les personnes sont orientées vers les services compétents dans différentes matières, notamment pour l'hébergement et les soins de santé, dont :

– la consultation médico-psychologique au Val Fleuri par la Direction de la santé ;
– la permanence sociale de l'ONA (physique, téléphone et courriel) tous les jours ouvrables de 09.00 heures à 12.00 heures et de 14.00 heures à 17.00 heures ;
– l'orientation vers différents services sociaux ouverts aux DPI au Luxembourg.

ad 4) à 6) La décision d'inscrire certaines personnes DPI sur une liste d'attente a été prise par le Ministre des Affaires étrangères du précédent Gouvernement pour faire face à une situation critique de manque de lits disponibles dans les structures d'hébergement de l'ONA, tout en faisant en sorte de pouvoir continuer à héberger les personnes vulnérables. L'objectif du Gouvernement est bien évidemment d'éliminer tout délai d'attente pour permettre aux personnes y ayant droit d'accéder à un hébergement. À l'heure actuelle, les équipes sociales accompagnent les personnes DPI les plus vulnérables ; cette démarche a permis d'attribuer un hébergement immédiat à toute personne considérée comme personne à besoins spécifiques très dépendante.

**Bénéficiaires de protection internationale originaires de Gaza** | Question **0265** (01/02/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Aktuell halen sech eng Rei „Gazaoiden" (Leit, déi urspréinglech aus der Gazasträif stamen) als BPIen zu Lëtzebuerg op. Zousätzlech hunn eng Rei Lëtzebuerger Staatsbierger en entspriechende Migratiounshannergrond. Esou wéi et mir zougedroe gouf, halen sech d'Familljememberen a béide Fäll allerdéngs nach dacks an der Gazasträif op. Eng Rei vun EU-Länner schéngen am Kader vum aktuelle Krich, Demarchen ënnerholl ze hunn, fir déi Leit ze evakuéieren an eng Familljenzesummeféierung an Europa ze erméiglechen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Bausseminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. Ass dem Här Bausseminister deen entspriechende Probleem bekannt? Falls jo, kann den Här Bausseminister eng Tabell presentéieren, wéi vill BPIen aus der Gazasträif a Lëtzebuerger Staatsbierger mat entspriechendem Migratiounshannergrond sech aktuell hei am Land ophalen, wéi vill vun hinnen der aktuell nach Familljememberen an der Gazasträif hunn a wéi vill vun hinnen der virum an nom Ausbroch vum Krich bei den Autoritéiten eng Demande fir d'Familljenzesummeféierung gestallt hunn?

2. Kann den Här Bausseminister bestätegen, datt aner EU-Staate speziell am Kader vum Krichsausbroch zousätzlech Familljenzesummeféierunge virgeholl hunn?

3. Plangt Lëtzebuerg änlech Demarchen? Falls jo, zesumme mat wéi enge Partnerstaaten an Institutiounen? Falls net, firwat net?

4. Huet Lëtzebuerg scho probéiert, Informatiounen iwwert d'Situatioun vun deene betraffene Leit an der Gazasträif ze kréien?

**Réponse** (01/03/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Et ass net méiglech, déi gefrote Statistiken ze presentéieren, well d'Persounen aus der Gazasträif net kënnen eenzel identifizéiert ginn. Engersäits ass et schwiereg, d'Leit aus Palästina iwwerhaapt ze identifizéieren, well d'Lëtzebuerger Autoritéite Palästina net als unerkannten Nationalitéit ugesinn, an d'Leit dofir net kënne mat där Nationalitéit erfaasst ginn.

Dofir kënnen och keng Statistiken unhand vun der Nationalitéit opgestallt ginn. Zudeem misst jo dann nach zousätzlech ënnerscheet ginn, ob d'Leit aus der Gazasträif kommen oder aus enger anerer Regioun vu Palästina, wat och op Basis vun den erfaassten Informatiounen net méiglech ass. De Staat féiert och keng Statistiken iwwert d'Familljemembere vun Drëttstaatler, déi nach an hirem Heemechtsland oder an engem anere Land wunnen.

Rezent krut den Inneministère 3 Ufroe fir e Regroupement familial vu Leit aus der Gazasträif. Dovu gouf eng Demande refuséiert, well d'Konditiounen net erfëllt waren, an 2 Demandë sinn nach am Traitement. Et sief rappeléiert, dass de Regroupement familial duerch d'Immigratiounsgesetz gereegelt an u bestëmmte Konditioune gebonnen ass.

ad 2. Et kann een net bestätegen, datt aner EU-Staate speziell am Kader vum Krichsausbroch zousätzlech Familljenzesummeféierunge virgeholl hunn, déi ausserhalb vum gesetzleche Kader virgesi sinn.

ad 3. Wéi den 21. Februar op der Pressekonferenz vum Här Premierminister erkläert, plangt Lëtzebuerg de Moment net, d'Familljenzesummeféierung ausserhalb vum Immigratiounsgesetz vun 2008 ze erméiglechen.

ad 4. De Ministère fir auswäerteg an europäesch Ugeleeënheeten, Verdeedegung, Entwécklungszesummenaarbecht an Aussenhandel huet Informatiounen iwwert d'Situatioun vun de Familljemembere vu verschiddene betraffene Leit an der Gazasträif kritt an hat kierzlech d'Geleeënheet, fir sech mat enger vun de Familljen zesummenzesetzen, fir hir Ëmstänn besser ze verstoen.

**Listes noires des hôpitaux** | Question **0266** (01/02/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Depuis 2022 au moins, le CHL tient une liste noire de « persona non grata », c'est-à-dire avec les noms de personnes auxquelles toute admission et traitement est refusé, et ceci, selon mes informations, même en cas d'urgence. Les arguments avancés sont les comportements violents à répétition envers le personnel de l'hôpital et partant la volonté de la direction de protéger leurs salarié.e.s. Également selon mes informations, des personnes en situation extrêmement vulnérable, sans domicile fixe, seraient concernées par cette interdiction d'accès.

L'article 6 de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits des patients précise : « Lorsqu'il estime ne pas pouvoir utilement prodiguer les soins requis, le prestataire de soins de santé peut refuser la prise en charge d'un patient pour des raisons personnelles ou professionnelles. Le refus de prester des soins de santé ne peut en aucun cas être lié à des considérations discriminatoires. À la demande du patient, le prestataire assiste ce dernier dans la recherche d'un autre prestataire de soins de santé apte à assurer les soins requis. Dans la mesure de ses possibilités, le prestataire se doit d'assurer les premiers soins urgents ainsi que de garantir la continuité des soins en toute circonstance. »

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre a-t-elle connaissance d'autres listes noires dans un hôpital luxembourgeois ? Dans l'affirmative de quels hôpitaux s'agit-il ?

2) Comment ce refus d'accès se conjugue-t-il au droit à la protection de la santé ainsi qu'à l'accès universel aux soins de santé, pilier du système de santé luxembourgeois ?

3) Les hôpitaux en question respectent-ils la législation en ce qu'ils assistent la personne concernée ou leur accompagnant dans la recherche d'un autre prestataire de soins ?

4) Quelles sont les alternatives si l'hôpital de garde refuse l'admission en cas d'urgence ?

5) Madame la Ministre peut-elle fournir des données concernant le nombre d'interventions aux urgences des hôpitaux de garde à cause de menaces et agressions physiques et verbales graves ?

6) Les refus d'admission sont-ils documentés ? Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle fournir les chiffres y relatifs ?

**Réponse** (05/03/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale a obtenu la confirmation des directions respectives qu'il n'existe pas de listes noires dans d'autres hôpitaux luxembourgeois. Seul le CHL maintient pour un seul patient encore un statut de personne non prise en charge sauf en cas de situation d'urgence vitale.

ad 2) Exception faite du cas cité au point 1, il n'existe pas de refus d'accès aux soins de santé dans les hôpitaux luxembourgeois. Si le personnel soignant se trouve face à un patient physiquement ou verbalement agressif, il peut ne pas être en mesure de prodiguer des soins selon les règles de l'art. Dans une telle situation, l'hôpital a l'obligation légale, en tant qu'employeur, d'assurer la sécurité et la santé de ses salariés dans tous les aspects liés au travail et de prendre les mesures nécessaires qui en découlent. Les services d'urgence ont mis en place des procédures d'assistance du personnel concerné en leur permettant de se rabattre sur les services du gardien de l'hôpital par un appel urgent direct.

ad 3) Avec l'exception du cas cité sous le point 1, le cas de figure ne se présente pas. Dès lors qu'il y a refus, une réorientation du patient est proposée.

ad 4) En cas d'urgence vitale aucun patient n'est refusé à l'admission dans les services d'urgences des hôpitaux.

ad 5) Les quatre centres hospitaliers nous confirment une augmentation du nombre des agressions physiques et verbales à l'encontre du personnel médical, soignant et administratif travaillant dans les services d'urgences des quatre centres hospitaliers.

ad 6) Dans le cadre du rapport annuel établi par les établissements hospitaliers sur base des dispositions de l'article 25 de la loi modifiée du 8 mars 2018 concernant les établissements hospitaliers et la planification hospitalière, les événements indésirables constatés sont documentés. Une information suffisamment détaillée et comparable n'est toutefois pas disponible encore.

**Cours de natation à l'École de police** | Question **0267** (01/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Dem Här Inneminister säi Virgänger huet opgrond vun der parlamentarescher Ufro N° 7580 vun der CSV bestätegt, datt et, anescht wéi an der Vergaangenheet, keng Schwammcoursen an och kee Rettungsbrevet an der Ausbildung vun zukünftege Poliziste méi gëtt.

Bleift den Här Minister bei der Haltung vu sengem Virgänger oder ass hien der Meenung, datt et an Zukunft erëm esou Coursen als Bestanddeel vum Ausbildungsprogramm vun der Policeschoul soll ginn?

**Réponse** (23/02/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

D'Schwammcoursen an de Rettungsbrevet solle kee Bestanddeel vun der Ausbildung vun der Police ginn, aus de selwechte Grënn, déi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7580 genannt goufen.

An der aktueller Situatioun vum „recrutement renforcé" an dem Agencement vun der Formatioun op 1 Joer an der Policeschoul an duerno 1 Joer um Terrain läit den Akzent an der theoreetescher a praktescher Ausbildung op de Matièren, déi et dem Stagiaire erlaben, op d'Missiounen an d'Kärkompetenze vum Polizist virbereet ze ginn.

Zudeem misst d'Police, fir esou Coursë kënne reegelméisseg ze assuréieren, Schwamminfrastrukture lounen. Dat géing am Kader vun der praktescher Formatioun e grousse logisteschen Opwand bedeiten an Zäit a vill Ressourcë fir d'Trajeten Aller-retour an Usproch huelen.

**Déchets d'équipements électriques et électroniques** | Question **0268** (01/02/2024) de **M. Jeff Boonen** (CSV)

Dans l'édition 2023 de « l'environnent en chiffres » publiée par le Statec, celui-ci constate que « les déchets d'équipements électriques et électroniques sont collectés séparément : le volume est en croissance constante (+66 % entre 2006 et 2020) et se chiffrait à 6.371 tonnes en 2020 ». Dans son avis relatif au projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques (dossier parlementaire n° 8229) la Chambre de Commerce, se basant sur les chiffres du Statec, observe que « la quantité de produits d'équipements électriques et électroniques mis sur le marché au Luxembourg a eu tendance à augmenter plus vite que la quantité de produits collectés par les différents organismes de recyclage ».

Étant donné que la réduction des déchets d'équipements électroniques est une des priorités dans la protection de l'environnement et en l'absence de statistiques récentes, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement :

1) Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques plus récentes en matière de déchets d'équipements électriques et électroniques ?

2) Dans l'affirmative, quelle est la tendance récente concernant le volume de ces déchets ?

3) Comment le Ministère de l'Environnement compte-t-il agir afin de réduire davantage le volume des déchets électriques et électroniques ?

**Réponse** (06/03/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le tableau ci-dessous reprend les quantités en tonnes de déchets d'équipements électriques et électroniques collectés séparément pour la période de 2006 à 2021. Les données de l'année 2022 sont encore en cours de traitement.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2) De manière générale une augmentation des quantités de déchets d'équipements électriques et électroniques collectés peut être constatée sur la période observée. Ainsi, entre 2020 et 2021 les quantités collectées ont augmenté de 4,5 %.

Il est à noter que de telles évolutions ne sont pas forcément linéaires, mais sont également influencées

par des événements qui font varier la mise au rebut, en parallèle avec une fluctuation de la mise sur le marché. Il peut s'agir d'événements tels que le confinement lié à la crise du Covid ou encore les inondations de 2021.

ad 3) Il convient de souligner tout d'abord que les producteurs d'équipements électriques et électroniques ménagers mettant ces produits sur le marché luxembourgeois, ont délégué leurs responsabilités de gestion de ces déchets à l'organisme Ecotrel. Cet organisme dispose d'un agrément du Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions. En vertu de cet agrément Ecotrel doit entre autres veiller au respect de la hiérarchie des déchets dans ses modalités de traitement, en priorisant le réemploi et la préparation à la réutilisation. Ecotrel a également l'obligation de garantir le taux de collecte légalement prescrit des déchets en question.

Afin de clarifier le cadre légal, la modification en 2022 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets a introduit le concept du réemploi, qui fait partie de la prévention en matière de déchets. La définition du réemploi se trouve à l'article 4 qui définit le réemploi comme suit :

« "réemploi" : toute opération par laquelle des produits ou des composants qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus ».

Le réemploi fait en outre l'objet d'un article à part entière dans la loi du 9 juin 2022 relative aux déchets électriques et électroniques (DEEE). Il devient une priorité pour les producteurs de produits, soumis à la responsabilité élargie des producteurs.

Ensuite, le Luxembourg est en train de réviser son Plan national de gestion des déchets et des ressources, conformément à l'article 36 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets. Dans ce plan, un chapitre sera dédié aux DEEE. Cette révision sera l'occasion pour définir avec les acteurs concernés des mesures visant à réduire davantage la quantité de ces déchets.

Pour finir, un changement législatif a introduit l'obligation pour les producteurs de produits individuels d'obtenir un agrément ministériel afin de retracer comment ils comptent remplir leurs devoirs en matière de responsabilité élargie des producteurs. L'obligation de favoriser le réemploi ainsi que la préparation à la réutilisation par rapport aux autres modes de traitement sont inscrites dans l'agrément. La mise en œuvre de celui-ci est vérifiée annuellement à l'occasion de la remise d'un rapport annuel. Cette nouvelle disposition est un vecteur supplémentaire pour montrer aux producteurs de produits que le réemploi est désormais une priorité en matière de gestion et de prévention des déchets.

**Code de déontologie de l'armée** | Question **0269** (01/02/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Rezent ass e Video op de soziale Medien opgedaucht, dee fir vill Opreegung gesuergt huet. Ze gesinn ass e jonke Rekrutt, deen un der „instruction de base" (IB) vun der Lëtzebuerger Arméi deelgeholl huet, dës awer net gepackt huet. An deem besote Video äussert sech de Rekrutt eendeiteg antisemittesch – „tirer sur les juifs". Iwwerdeems sech d'Regierung de Kampf géint den Antisemitismus op de Fändel geschriwwen huet, stellt sech d'Fro, firwat si an deem Fall nach net reagéiert huet.

An deem Kontext géif ech der Madamm Arméiminister gär dës Froe stellen:

1. Gouf d'Madamm Minister iwwert dee besote Video informéiert? Wa jo, wéini? Firwat gouf et bis dato keng offiziell Stellungnam vun der Madamm Minister?

2. Huet d'Madamm Minister eventuell Informatiounen doriwwer, datt sech dee besote Rekrutt scho wärend der IB antisemittesch geäussert huet? Wa jo, wéi gouf dorop reagéiert?

3. Wéi sinn allgemeng d'Prozeduren, wann de Responsabele vun der IB opfält, datt sech e Rekrutt op eng Manéier äussert oder verhält, déi eendeiteg net an Aklang ze bréngen ass mat eise rechtsstaatleche Prinzippien?

4. Missten an den Ae vun der Madamm Minister net méiglech Prozeduren iwwerschafft gi respektiv eemol agefouert ginn, déi sécherstellen, datt déi nei Rekrutten – natierlech am Respekt vun der politescher Neutralitéit vun der Arméi an dem Recht op fräi Meenungsäusserung – sech zu eise rechtsstaatleche Prinzippie bekennen? Wéi gëtt d'Musterung vun den zukünftege Rekrutten an där Hisiicht organiséiert?

**Réponse** (05/02/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

ad 1. Jo, ech gouf de 16. Januar iwwert dee Video informéiert. Ech war iwwert déi verschidde rassistesch, antisemittesch a fraefeindlech Aussoen zudéifst schockéiert. No enger interner Analys iwwert déi juristesch an net juristesch Méiglechkeeten, fir op dëse Video ze reagéieren, hunn ech der Arméi d'Instruktioun ginn, dee Video beim Parquet ze denoncéieren. Dës Denonciatioun gouf den 19. Januar vum Chef d'état-major adjoint um Parquet zu Dikrech gemaach. Och d'Optioun vun enger Stellungnam gouf gepréift mee net zeréckbehalen, well dëst d'Visibilitéit vum Video an der breeder Ëffentlechkeet just vergréissert hätt.

ad 2. Nee, wärend der Instruction de base (IB) ass dëse Rekrutt net duerch antisemittesch Äusserungen, wuel awer duerch en inappropriéiert Verhalen opgefall, dat dozou gefouert huet, dass de Rekrutt eng ongenügend Nott bei der „formation du caractère" (Charakterbildung) krut an dofir, nieft sengen aneren Insuffisancen, duerchgefall ass an den 21. Dezember 2023 entlooss gouf. Zum Zäitpunkt, wou de Video gedréint a verëffentlecht gouf, war dës Persoun net méi an der Arméi.

ad 3. Wann eng Rekruttin oder ee Rekrutt géint bestoend Recht verstéisst, gëtt eng Plainte gemaach. Donieft applizéiert sech gegeebenefalls och d'Disziplinsgesetz an der Force publique vum 16. Abrëll 1979.

Am Fall wou e Manquement déi moralesch Qualitéite vun der Kandidatin oder dem Kandidat, fir an der Arméi ze déngen, a Fro stellt, erlaabt d'Arméisgesetz dem Minister, dës Persoun virzäiteg aus der IB ze entloossen.

ad 4. D'IB ass e Stage vu véier Méint, wärenddeems d'Rekruttin oder de Rekrutt op hir Eegnung als Zaldotin oder Zaldot getest ginn an déi néideg Ausbildung kréien, fir vollwäerteg Membere vun der Arméi ze ginn.

An deem Kontext huelen d'Rekruttinnen a Rekrutten och un enger Rei Coursen deel, déi mam Verhalen an der Adhesioun zu rechtsstaatleche Prinzippien an demokratesche Valeuren zesummenhänken:

– Briefing d'accueil, mat den allgemenge Verhalensreegelen an der Arméi,
– militärescht Strofrecht,
– moralesch Bildung,
– Militärkultur (Vermëttlung vum Code de conduite militaire an der Wäertecharta vun der Arméi),
– Explikatiounen zum Bestoe vun der IB (notamment de Volet „Charakterbildung").

D'Evaluatioun vun der Charakterbildung mécht 20 % vun der Gesamtnott vun der IB aus. Iwwert déi véier Méint ginn d'Rekruttinnen a Rekrutten op siwe verschidden Eegenschaften evaluéiert. Bei deenen Eegenschaften handelt et sech ëm

– Disziplin,
– Presentatioun,
– Ekippegeescht,
– Motivatioun an Engagement,
– Intelligence de situation,
– Dynamismus,
– Résistance dans le service.

Dës Eegenschafte gi permanent evaluéiert a bei Problemer ginn d'Rekruttinnen a Rekrutten direkt drop ugeschwat a corrigéiert. Wärend deene véier Méint gëtt et dräi offiziell Evaluatiounen, wärend deenen de Pelotonschef vun der IB an engem perséinleche Gespréich mat der Rekruttin oder dem Rekrutt déi individuell Progressioun festhält an, wann néideg, Verbesserungsvirschléi gemaach ginn.

De Fall vun dësem Rekrutt, deen déi rassistesch, antisemittesch a fraefeindlech Aussoen am Video gemaach huet, weist, dass den aktuelle System vun der Evaluatioun an der Arméi funktionéiert an dass eng Evaluatioun vum militäresche Personal och op eetheschen a moralesche Krittären absolutt néideg ass. De concernéierte Rekrutt gouf nämlech als onzoulänglech fir den Déngscht an der Arméi bewäert an en huet seng Grondausbildung net gepackt an ass deemno net als vollwäertege Member vun der Arméi vereedegt ginn. D'Rekruttinnen a Rekrutte gi wärend hirer Ausbildung mat de Wäerter vun eiser Gesellschaft, der Demokratie, Fräiheet a Rechtsstaatlechkeet vertraut gemaach, an et sinn och dës Wäerter, déi si verdeedegen. Si léieren awer och d'Wäerter vun der Arméi, nämlech Disziplin, Engagement, Solidaritéit, Droiture an Diversitéit. Wa festgestallt gëtt, dass eng Rekruttin oder e Rekrutt déi Wäerter net deelt a säi Verhalen oder Aussoen net deem entspriechen, woufir d'Arméi steet, da sinn adaptéiert Mesuren en place, fir dorop ze reagéieren.

**État des cotisations de sécurité sociale levées sur les indemnités et jetons de présence des élus locaux** | Question **0270** (02/02/2024) de **M. Claude Haagen** | **M. Dan Biancalana** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Lors de l'heure de questions au Gouvernement de la séance plénière du 30 janvier 2024, le Ministre des Affaires intérieures a été interrogé sur l'état des cotisations de sécurité sociale levées sur les indemnités et jetons de présence des élus locaux. Le ministre a répondu, et je cite, « ...sinn ech amgaang, mat der Ministesch fir d'Sécurité sociale en Text auszeschaffen, fir datt mer déi Exemptioun aféieren; dat heescht, datt dorobber keng Sécurité sociale soll bezuelt ginn ».

Cependant, la loi du 22 mai 2023 portant modification des livres I[er], II et III du Code de la sécurité sociale introduit un régime d'exemption pour les élus locaux concernant l'assurance obligatoire. Le vote au sein de la Chambre des Députés concernant le projet de la loi en question a d'ailleurs été unanime, y compris avec la voix de l'actuel Ministre des Affaires intérieures, alors député.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quels seront le motif et le ratio legis d'un nouveau texte alors que le sujet de la sécurité sociale sur les indemnités et jetons de présence des élus locaux est déjà couvert ?

2) Quelle serait la portée du texte préparé par Monsieur le Ministre ? Et quelles modifications vont être portées au texte actuel ?

3) Dans quel sens Madame la Ministre vise-t-elle à modifier le texte en vigueur d'un point de vue de la sécurité sociale ?

**Réponse** (01/03/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Contrairement à ce qui est indiqué dans le cadre de la question parlementaire, les nouvelles dispositions introduites par la loi du 22 mai 2023 portant modification des livres I[er], II et III du Code de la sécurité sociale n'ont pas vocation à introduire un régime d'exemption pour les seuls élus locaux concernant l'assurance obligatoire.

En effet, ce texte concerne toute personne physique, qu'elle soit ou non un élu local, qui représente l'État, une commune, une branche professionnelle ou une entité créées par une disposition légale ou réglementaire, au sein de l'organe décisionnel d'une entité économique de droit public ou de droit privé ou de toute instance du dialogue social créée par une disposition légale ou réglementaire.

Les mandats de membres du conseil communal sont attribués aux conseillers par la voie du suffrage universel direct. Les membres du Collège des bourgmestre et échevins sont proposés par une majorité des membres du conseil communal parmi ses membres et nommés par le Ministre des Affaires intérieures. Les fonctions de conseiller, d'échevin et de bourgmestre au sein des organes du corps communal sont des fonctions exclusivement communales. Les indemnités des bourgmestres et échevins, ainsi que les jetons de présence des conseillers communaux perçus pour l'exercice de ces mandats ne sont pas visés par l'exemption introduite par la loi du 22 mai 2023 précitée, contrairement aux indemnités ou jetons perçus pour la représentation de la commune dans les organes décisionnels d'autres personnes morales dans lesquelles les communes disposent d'un siège.

À titre d'exemple, le conseiller communal d'une commune qu'il représente en tant que délégué au comité d'un syndicat intercommunal dont la commune est membre est dispensé de l'affiliation obligatoire pour cette fonction et les rémunérations touchées par lui de ce chef sont exemptes de cotisations sociales.

Il n'existe à l'heure actuelle pas de dispositions expresses d'exemption pour l'activité de membre du conseil communal et de membre du Collège des bourgmestre et échevins et les revenus qui en découlent sont soumis à cotisations sociales.

Pour rappel, cette nuance a été indiquée dans le cadre de la circulaire émise par le Ministère des Affaires intérieures du 28 juillet 2023 (circulaire n° 2023-099).

À la lumière de ce qui précède, en matière de cotisations sociales, la situation des personnes qui s'engagent dans la vie politique locale est dès lors régie par les dispositions générales du Code de la sécurité sociale. En effet, le Code de la sécurité sociale connait globalement en matière d'affiliation, outre les régimes spéciaux ou spécifiques pour certains secteurs d'activité, le travail pour autrui (salarié) ou pour son propre compte (indépendant). Il n'existe pas de statut propre aux élus locaux susceptible de prendre en considération leur situation particulière.

Or, l'engagement d'un élu local est une vocation de service public, où l'intérêt personnel est subordonné au bien commun. Tout élu communal effectue un engagement moral et civique profond envers la communauté et le bien-être collectif. En dépit des indemnités et jetons perçus pour leurs services, la fonction des élus locaux est essentiellement orientée vers le service public et la dévotion à l'intérêt général. Cette philosophie est profondément ancrée dans la tradition de la gouvernance locale au Grand-Duché du Luxembourg, où le mandat d'élu local est perçu avant tout comme un acte de dévouement envers la communauté, et non comme une profession lucrative servant des intérêts privés. Partant et au regard de ce qui précède, la possibilité d'une exemption des cotisations sociales des rémunérations ci-après énumérées, par la voie d'une modification de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, est actuellement analysée.

ad 2) Le texte actuel du Code de la sécurité sociale, tel qu'introduit par la loi du 22 mai 2023, ne fera pas l'objet d'une modification.

Une exemption de cotisations sociales quant aux indemnités touchées par le bourgmestre et les échevins, ainsi qu'aux jetons de présence touchés par les conseillers communaux par une modification de la loi communale est actuellement analysée.

ad 3) Une éventuelle modification de la loi communale aurait pour objet d'introduire une exemption de cotisations sociales sur les indemnités touchées par le bourgmestre et les échevins et les jetons de présence touchés par les conseillers communaux dans le cadre de leur activité d'élu au sein du conseil communal. Les indemnités touchées par les indépendants et les personnes sans profession dans le cadre du congé politique ne sont pas visées par une éventuelle modification de la loi communale. Une modification des articles 4, alinéa 5, et 177, alinéa 3, du Code de la sécurité sociale ne s'impose pas.

**Amendes pour l'utilisation du téléphone au volant** | Question **0271** (02/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Säit November 2023 gëtt d'Benotzung vum Handy um Steier, also ouni Fräispriechanlag, däitlech méi staark bestrooft, well déi Praxis de Chauffeur oflenkt an zu schwéieren Accidenter ka féieren.

Déi Strofe si vun 145 € op 250 € gehéicht ginn an et verléiert een elo 4 statt nëmmen 2 Punkten.

1. Mir géifen dofir gäre vum Här Inneminister wëssen, ob zanter der Aféierung vun deenen neie Strofen och d'Kontrollen intensivéiert goufen.

2. Wéi ginn d'Kontrollen duerchgefouert?

3. Wéi vill Chauffeure sinn an deene leschte Méint interpelléiert, kontrolléiert gi respektiv gestrooft ginn?

4. Wéi héich waren d'Montante vun de Strofen?

**Réponse** (01/03/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Police huet d'Kontrollen zënter der Aféierung vun de méi héije Strofen net intensivéiert.

ad 2. Déi betreffend Infraktioune ginn an der Reegel am Kader vun de Patrullen oder de Verkéierskontrolle festgestallt. Zousätzlech féiert d'Police wärend dem Joer spezifesch Handykontrollen duerch, bei deenen et en „élément constat" an en „élément verbalisant" gëtt, wéi dat och bei geleeëntleche Vitesskontrollen oder Ceinturekontrollen zum Beispill de Fall ass.

Dat heescht, dass op enger Plaz 1 bis 2 Beamte stinn, déi eng Infraktioun konstatéieren an se iwwert Funk un eng zweet Equipe op enger anerer Plaz weiderginn, wou de betreffende Chauffer ugehalen a verbaliséiert gëtt.

ad 3. a 4. Mat der Publikatioun vum Gesetz vum 21. September 2023 am Mémorial A679 ass ënnert anerem d'„loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques" (Code de la route) modifizéiert ginn. Betreffend den „Handy" waren dat d'Artikelen 2bis (Punkteführerschäin) a 7 (Contraventions graves). Déi respektiv Bestëmmunge sinn de 24. Oktober 2023 a Kraaft getrueden.

Déi Infraktioune sinn an der Tabell heidrënner ab Oktober getrennt opgefouert.

Déi betreffend Avertissements taxés stinn am „règlement grand-ducal du 30 janvier 2024 modifiant 1° l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques ; 2° le règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non résidents ainsi qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules et en matière de permis à points ; 3° le règlement grand-ducal modifié du 2 octobre 2009 relatif aux matières enseignées dans le cadre de la qualification initiale et de la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs ainsi qu'aux critères d'agrément pour dispenser cet enseignement ; 4° le règlement grand-ducal du 22 juin 2016 fixant les conditions et le modèle du certificat médical pour l'obtention, la transcription ou le renouvellement du permis de conduire", deen de 6. Februar 2024 am Mémorial A45 publizéiert gouf a säit dem 10. Februar 2024 a Kraaft ass.

De Montant vum respektiven Avertissement taxé geet do vun 145 op 250 Euro erop.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Protection de l'inventaire historique des bibliothèques** | Question **0272** (02/02/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Mat verschiddenen Ausgabe vu seltene Bicher kann ee vill Sue maachen. An Auktiounshaiser an och um Schwaarzmaart gi fir bestëmmten Éischtausgabe ganz héich Montante bezuelt an dat zitt natierlech och d'Kriminalitéit un. Am Ausland sinn an de leschte Méint eng ganz Rei vu Fäll bekannt ginn, wou wäertvoll Bicher aus Bibliothéike geklaut an duerch Replicken ersat goufen. Wéi et schéngt, soll et sech ëm eng Grupp handelen, déi sech als Fuerscherteam ausgëtt, fir an den europäesche Bibliothéike geziilt russesch Literatur aus dem 19. Joerhonnert ze klauen.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt den historeschen Inventaire an de Lëtzebuerger Bibliothéike protegéiert?

2. Goufen déi concernéiert Acteuren an de Lëtzebuerger Bibliothéiken am Kader vun den aktuellen Déifställ an Europa sensibiliséiert?

**Réponse** (04/03/2024) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

Virop, sief ze ënnersträichen, datt déi Rei vun Déifställ an den europäesche wëssenschaftleche Bibliothéiken net de Patrimoine an de jeeweilege Länner

viséiert huet, mee déi spezifesch Kollektioun vun der russescher Literatur aus dem 19. Joerhonnert, woubäi iwwert d'Grënn an d'Ëmstänn bis haut keng sécher Aussoe kënne gemaach ginn. An deene Bibliothéiken, wou d'Bicher geklaut goufen, hunn d'Déif d'Bicher ëmmer duerch eng Kopie ausgetosch, fir de Vol ze vertuschen a wäertvoll Bicher dono weiderzeverkafen. Et gëtt eng Lëscht vun Europol, op där d'Nimm vun deene russeschen Auteuren opgezielt sinn, deenen hir Bicher an anere Bibliothéiken noweisbar geklaut goufen. Weeder der Lëtzebuerger Nationalbibliothéik, nach dem Lëtzebuerger Nationalarchiv si Strofdoten an dësem Zesummenhang an hire respektiven Haiser bekannt.

ad 1. E Wuert zum Kontext: De Lëtzebuerger Bicherpatrimoine gëtt haaptsächlech an der Nationalbibliothéik an doriwwer eraus a verschiddene Spezialbibliothéiken oder och a wéinege Schoulbibliothéike versuergt. Fir Bibliothéike gëllt ëmmer de Balanceakt tëschent der Missioun, de Patrimoine ënnert securiséierte Bedéngungen a conservatoresche Virgaben ze versuergen, an der Aufgab, dëse Patrimoine de Benotzer zur Verfügung ze stellen, fir e wëssenschaftlech oder kulturell ze valoriséieren. Dofir gëtt et, jee no Bibliothéik, ënnerschiddlech Mesuren a Critèren.

An der Nationalbibliothéik gëllt, datt déi zäitgenëssesch Buchproduktioun esouwéi verschidde Standardwierker am Liessall fir eng direkt Consultatioun kënne genotzt ginn, entweeder, andeems ee se kann ausléinen oder datt se just sur place kënne benotzt ginn. D'Bicher hunn e Sécherheetsoutil (RFID-Code), duerch deen en Alarm ausgeléist gëtt, wann e Buch net regulär ausgeléint gëtt an ee probéiert, d'Buch aus dem Liessall matzehuelen. An der Reegel kënne Bicher vu virun 1987 an der Luxemburgensia an 1900 am Fonds non luxembourgeois net ausgeléint ginn.

De wäertvolle Buchpatrimoine gëtt an den Depote versuergt, wou keen Utilisateur en Zougang huet. D'Dokumenter aus den Depote mussen iwwert de Bibliothéikskatalog a-z.lu reservéiert ginn; d'Bedéngung dofir ass eng Authentifizéierung, bei där d'Leit sech mussen an der BnL ageschriwwen hunn, esou datt de Prêteur kann identifizéiert ginn. Jee no Wäert vum bestallten Dokument, kann d'Buch entweeder am Liessall consultéiert ginn, woubäi den RFID-System verhënnert, datt een d'Buch ausserhalb vum Liessall ka mathuelen, oder an der Salle de consultation spécialisée Dr. Jean-Claude Loutsch, e spezifesche Raum, wou ee just iwwert e Badgesystem erakënnt a wou eng Opsiicht duerch d'Fachpersonal vun der BnL garantéiert ass.

Wat d'Bibliothéik vum Nationalarchiv betrëfft, sinn d'Wierker exklusiv sur place am Liessall zougänglech. Och hei assuréiert en informatesche Suivi, datt déi Wierker, déi an de Liessall ginn, och erëm zréckkommen.

D'Sécherheetsdispositiffer an dësen Institutioune sinn deemno esou, datt all Mesurë geholl sinn, fir de Buchpatrimoine zu Lëtzebuerg ze schützen an en trotzdeem och zougänglech ze maachen. D'Geschicht vun de Bibliothéiken op der ganzer Welt huet allerdéngs och gewisen, datt et kee perfekte Sécherheetsdispositiff gëtt.

Fir Risiken zousätzlech ze minimiséieren, huet d'BnL och d'Ambitioun, de Luxemburgensia-Bestand ze digitaliséieren: Esou kann de Patrimoine digital zougänglech gemaach ginn, ouni datt d'Bicher mussen ausgeléint ginn. Ganz am Sënn vum Respekt vum Droit d'auteur soll eng Léisung fonnt ginn, déi et erlaabt, bis 2030 de Buchbestand vun der Luxemburgensia online ze setzen.

ad 2. Als Member vum CERL (Consortium of European Research Libraries), en Zesummeschloss vun de Fuerschungsbibliothéiken an Europa, wosst d'Nationalbibliothéik iwwert déi cibléiert Aktiounen op Éischtausgaben zu der russescher Literatur aus dem 19. Joerhonnert Bescheed. D'BnL gouf och iwwert de LIBER (Association of European Research Libraries), bei deem d'BnL Member ass, am November 2023 informéiert. Den Echange op europäeschem Niveau funktionéiert gutt, esou datt d'BnL sensibiliséiert wor. Eng Gefor huet an der BnL net bestanen, well am Liessall Iwwersetzunge vun der russescher Literatur oder Texter a russescher Sprooch stinn, mee dorënner keng wäertvoll Ausgaben. Generell sti méi wäertvoll Ausgaben an der Nationalbibliothéik an de Magasénger a kënne just reservéiert ginn, fir se am Liessall oder an der Salle de consultation spécialisée ënner Opsiicht ze liesen.

Well déi russeschsproocheg Literatur an Éischtausgaben net zu de Bestänn vun den ëffentleche Bibliothéiken, Schoulbibliothéiken oder Spezialbibliothéiken gehéiert, wor et net néideg, eng spezifesch Kommunikatioun un de Bibliothéiksreseau bibnet.lu ze maachen, deen 90 Bibliothéiken zu Lëtzebuerg zielt.

**Recours en rectification d'erreurs ou omissions matérielles** | Question **0273** (02/02/2024) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

Parmi les voies extraordinaires pour attaquer les jugements, le Nouveau Code de procédure civile prévoit un recours en rectification d'erreurs ou d'omissions matérielles.

Dans les rapports des juridictions judiciaires de 2021 et 2022, ce type de recours n'apparaît que très peu dans les statistiques des décisions rendues par nos juridictions. Les jugements rectificatifs n'y sont explicitement mentionnés qu'en matière d'adoption et sous certains points dans un ensemble d'« autres jugements » rendus.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

– Existe-t-il des statistiques sur les décisions rectificatives prises par les différentes juridictions ?

– Madame la Ministre est-elle en mesure de fournir, pour les cinq dernières années et par juridiction, le nombre et l'objet des décisions rectificatives prises dans le cadre d'un recours en rectification d'erreurs ou d'omissions matérielles ?

– Quelle est l'analyse de Madame la Ministre de ces données sur les décisions rectificatives ?

**Réponse** (04/03/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

L'honorable Députée Carole Hartmann a demandé les statistiques quant aux décisions rectificatives prises par les différentes juridictions.

Contrairement aux matières d'état civil et d'adoption pour lesquelles des statistiques formelles existent et sont publiées dans le rapport d'activité, les juridictions ne relèvent pas de manière systématique des chiffres relatifs aux jugements sur recours en rectification d'erreurs et omissions matérielles affectant un jugement, basés sur l'article 638-2 Nouveau Code de procédure civile.

**Effectifs de la police déployés à Luxembourg-ville dans le cadre des contrôles de l'interdiction de la mendicité** | Question **0275** (02/02/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Le Ministre de l'Intérieur a fait savoir, lors de l'heure de questions au Gouvernement du 16 janvier 2024, que des agent.e.s de la Police grand-ducale seront retiré.e.s des commissariats à travers le pays afin de faire respecter l'interdiction de la mendicité à Luxembourg-ville. Un article de presse du 1er février 2024 mentionne 176 patrouilles extérieures qui seraient temporairement déployées dans la capitale.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre de l'Intérieur :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer les nombres mentionnés dans la presse ?

2) Monsieur le Ministre peut-il fournir le détail concernant le nombre d'agent.e.s détaché.e.s de chaque direction régionale pour être déployé à Luxembourg-ville ?

**Réponse** (20/02/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Tout d'abord, il y a lieu de rappeler que le déploiement d'agents de la Police grand-ducale à la ville de Luxembourg fait partie d'un plan d'action qui vise à assurer la sécurité et la salubrité publiques et qui cible certains phénomènes tels que notamment le trafic de stupéfiants, la traite des êtres humains ou la mendicité organisée.

Comme expliqué lors d'une séance d'heure de questions à la Chambre des Députés le 16 janvier 2024, les informations de nature stratégique et opérationnelle relevant de la tactique policière ne sont pas révélées pour des raisons de confidentialité. Conformément à l'annonce faite lors de cette même intervention, j'ai fourni aux membres de la Commission de la Justice et de la Commission des Affaires intérieures, en séance à huis clos, des précisions sur le dispositif policier en place.

En ce qui concerne le chiffre avancé dans l'article de presse auquel il est fait référence, je renvoie à un communiqué de la Police grand-ducale, qui a été publié en date du 2 février 2024 et dans lequel il est indiqué que « [...] les informations publiées aujourd'hui dans la presse doivent être relativisées. Même si un nombre limité de policiers à fournir tous les jours par les autres régions de police est prévu, l'extrapolation de ce chiffre sur un mois n'est pas correcte et induit en erreur quant à l'envergure des renforts à prester par les autres régions et unités. »

**Urgence du CHEM à Niederkorn** | Question **0276** (02/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zënter 2019 ass d'Urgence am CHEM um Site zu Nidderkuer tëscht 21.00 Auer a 7.00 Auer zou. Wärend dëser Zäit assuréiert de CHEM Esch-Uelzecht d'Noutfäll. An der Äntwert op d'Fro N° 0160 vun 2019 hat den deemolege Gesondheetsminister präziséiert, dass all d'Proximitéitssitte vum CHEM erhale bleiwen an dem Bierger eng net programméiert medezinnesch Versuergung daagsiwwer ubidden.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wat fir eng Pläng huet d'Regierung betreffend d'Urgencen op de Proximitéitssitte vum CHEM?

2. Wéi eng Servicer sollen op déi jeeweileg Sitten dobäikomme bis 2028?

**Réponse** (08/03/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Haaptmissioun vum Noutdéngscht am Service Urgences vum CHEM ass d'medezinnesch Versuergung vun den net programméierte Besoine vu Patienten an der Südregioun vu Lëtzebuerg.

Den Noutdéngscht „Service hospitalier urgences“ gëtt assuréiert um Site Esch-Uelzecht. Doniewent gëtt et zwou Poliklinicken, zu Diddeleng respektiv zu Nidderkuer, déi och d'medezinnesch Versuergung vun net programméierte Patiente sécherstellen. Dës Poliklinicke kënnen awer nëmmen ausnamsweis kleng Noutfäll à charge huelen. De SAMU an och méi schwéier Noutfäll ginn zu Esch behandelt.

Am Accord de coalition 2023–2028 huet d'Regierung festgehalen, fir eng Analys vum Noutdéngscht an och der Aktivitéit vun de Services Urgences ze maachen. Eng erweidert Offer soll och an de Poliklinicken ugeduecht ginn.

ad 2. No der uewe genannter Analys mat den Acteure vum Terrain wäert den M3S Aktivitéite festhalen, déi an de Poliklinicke kënne realiséiert ginn. Aktuell ginn an dëse Poliklinicken net programméiert Aktivitéite realiséiert an et wäert iwwerluecht ginn, wéi an engem medezinnesch securiséierte Kader weider Aktivitéite kéinte bäikommen.

Doriwwer eraus sief drun erënnert, dass niewent de Poliklinicken um Site Nidderkuer an um Site Diddeleng eng Exploitatiounszouloossung, déi gülteg ass vum 1. Januar 2024 bis den 31. Dezember 2025, u follgend Spidolsservicer ausgestallt gouf:

Um Site zu Nidderkuer:

– Service de cardiologie (Antenn);
– Service de gériatrie aiguë (Haaptsite);
– Service d'hospitalisation de jour chirurgicale (Antenn);
– Service d'hospitalisation de jour non chirurgicale (Antenn);
– Service d'hospitalisation de jour non chirurgicale – Laboratoire du sommeil (Haaptsite);
– Service d'imagerie médicale (Antenn);
– Service de médecine interne générale (Haaptsite);
Service de psychiatrie aiguë (Haaptsite);
– Service d'orthopédie (Antenn);
– Service d'hospitalisation de jour non chirurgicale – Médecine de l'environnement (Haaptsite);
– Service de médecine de l'environnement (Haaptsite).

Um Site zu Diddeleng:

– Service d'imagerie médicale (Antenn);
– Service de rééducation gériatrique (Haaptsite);
– Service d'hospitalisation de jour de rééducation gériatrique (Haaptsite).

Ab dem 1. Januar 2026, mussen nei Zouloossungsverlängerungen un d'Spideeler erdeelt ginn. Dësen Zouloossungsprozess erméiglecht, zukünfteg Gesondheetsbedierfnesser ze berücksichtegen, andeems d'Ausriichtung vun de Spidolsdéngschter un den demographeschen Trend, u Bevëlkerungsentwécklungen an den Afloss vun der ambulanter Versuergung ugepasst ka ginn.

**Effectifs de la police déployés à Luxembourg-ville dans le cadre des contrôles de l'interdiction de la mendicité** | Question **0277** (02/02/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Comme l'indique un article récent du « Tageblatt », des policiers de plusieurs régions du pays seront retirés pour soutenir les policiers de Luxembourg-ville. Au total, 176 patrouilles de police provenant d'autres commissariats de police seraient en service à Luxembourg-ville. Cette mesure est provisoirement valable jusqu'à fin février.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quels sont les régions et les services les plus touchés par ces déductions ? Y a-t-il des services qui doivent renoncer à plus d'un tiers de leurs policiers en service ?

2) Monsieur le Ministre peut-il chiffrer le nombre de policiers retirés de chaque service et de chaque région ?

3) Quelle est la raison pour laquelle cette mesure s'applique jusqu'à fin février ? Que se passera-t-il à partir du mois de mars ? Y aura-t-il une analyse de l'impact du retrait actuel des policiers sur le fonctionnement des commissariats et des différents services ?

**Réponse** (20/02/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) et 2) Je renvoie à ma réponse à la question parlementaire n° 0275 du 2 février 2024 de l'honorable Député Meris Sehovic.

ad 3) Le dispositif sera adapté en fonction de l'évolution de la situation. Une date de fin du dispositif n'est actuellement pas fixée.

**Intérêts fiscaux** | Question **0278** (02/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Mit der parlamentarischen Frage N° 4869 der ehrenwerten Abgeordneten Laurent Mosar und Gilles Roth, war Finanzminister Pierre Gramegna darauf angesprochen worden, ob der in Luxemburg praktizierte Zinssatz von maximal 7,2 % im Jahr (0,6 % monatlich) auf Steuernachforderungen nicht zu hoch sei.

Der damalige Finanzminister Gramegna informierte in seiner Antwort, dass die Regierung nicht gedenke, die Steuerverzugszinsen zu senken.

– Deshalb unsere Frage an den Herrn Finanzminister, ob er weiterhin der Meinung ist, dass diese Zinsen zu hoch sind und gegebenenfalls, wie in der parlamentarischen Anfrage angedeutet, nicht sogar gegen die Verfassung verstoßen würden?

– Plant die Regierung etwas an der Höhe dieser Verzugszinsen zu ändern?

**Réponse** (04/03/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Die ehrenwerten Abgeordneten nehmen Bezug auf einen Beschluss des Ersten Senats des Bundesverfassungsgerichts vom 8. Juli 2021, in dem es u. a. heißt:

„Angesichts der im Jahr 2008 beginnenden und nach wie vor andauernden Niedrigzinsphase ist die Vollverzinsung mit einem Zinssatz von monatlich 0,5 % auch nach dem verfahrensgegenständlichen Zeitraum im Jahr 2014 aus denselben Gründen verfassungswidrig.“

https://www.bundesverfassungsgericht.de/SharedDocs/Entscheidungen/DE/2021/07/rs20210708_1bvr223714.html;jsessionid=2A23661FC2DE77FDFA1CAF832BB83B74.internet972

Vorgenannte Niedrigzinsphase ist seit dem Ukraine-Krieg und den in der Folge getroffenen geldpolitischen Entscheidungen der Europäischen Zentralbank vorbei. Somit haben sich die Rahmenbedingungen grundsätzlich geändert.

Darüber hinaus ist hervorzuheben, dass im Gegensatz zu der deutschen Gesetzgebung das luxemburgische Einkommensteuergesetz vom 4. Dezember 1967 (LEStG) keine Vollverzinsung vorsieht, um einen Ausgleich dafür zu schaffen, dass die Steuern bei den einzelnen Steuerpflichtigen zu unterschiedlichen Zeitpunkten festgesetzt und fällig werden. Das LEStG sieht Verzugszinsen vor, die im Falle eines Zahlungsverzugs seitens des Steuerpflichtigen zum Tragen kommen. Die in Luxemburg anfallenden Verzugszinsen sollen demzufolge eine abschreckende Wirkung entfalten, in dem sie den Steuerpflichtigen dazu verpflichten, seine ausstehende Steuerschuld fristgemäß zu begleichen. In diesem Zusammenhang ist ebenfalls zu erwähnen, dass der luxemburgische Rechtsrahmen dem Steuerpflichtigen die Möglichkeit einräumt, vor Ablauf des Fälligkeitsdatums eine Verlängerung der Zahlungsfrist ohne Verzugszinsen zu beantragen, wenn ein Zeitraum von 4 Monaten nicht überschritten wird. Ein pauschaler Zinssatz von 0,1 % pro Monat (1,20 % p. a.) ist anzuwenden, wenn die Zahlungsfrist zwischen 4 und 12 Monaten beträgt. Für Zahlungsfristen zwischen 12 Monaten und 3 Jahren beläuft sich der Zinssatz auf 0,2 % pro Monat (2,4 % p. a.). Bei Zahlungsfristen von über 3 Jahren beläuft sich der Zinssatz auf 0,6 % pro Monat (7,2 % p. a.).

Eine Anpassung des Zinssatzes i.H.v. 7,2 % p. a. ist aus vorgenannten Gründen aktuell nicht vorgesehen.

**Projet de directive européenne relative au devoir de vigilance pour les entreprises** | Question **0280** (05/02/2024) de **Mme Sam Tanson** | **M. François Bausch** (déi gréng)

Une récente enquête commandée par l'Initiative pour un devoir de vigilance, une plateforme de 17 organisations de la société civile qui s'investit pour le respect des droits humains au niveau des activités économiques d'entreprises ayant leur siège au Luxembourg, a révélé que 87 % des personnes demandées estiment que le Gouvernement luxembourgeois devrait s'assurer de la conformité avec les standards internationaux en matière de droits humains, du climat et de l'environnement. En plus, 90 % des sondés sont d'avis qu'il faut une transparence concernant ses engagements politiques au niveau de l'UE en la matière.

Le projet de directive européenne sur le devoir de vigilance exige des entreprises de l'UE qu'elles gèrent les impacts sociaux et environnementaux de leurs activités tout au long de leur chaîne de valeur, c'est à dire chez leurs fournisseurs directs et indirects, issus de leurs propres opérations, ainsi que des produits et services vendus.

L'objectif est de garantir la conformité des entreprises avec les standards en matière de droits humains et de protection de l'environnement afin de promouvoir une économie mondiale plus équitable et plus durable ainsi qu'une gouvernance d'entreprise responsable. Le Parlement européen et le Conseil sont parvenus à un accord provisoire le 14 décembre 2023, accord qui doit encore être soumis au vote final par les deux institutions.

Notons que, selon des articles récents dans la presse, des désaccords au sein de la coalition gouvernementale allemande, liés notamment à l'opposition du parti libéral FDP à la directive en question, risqueraient d'entraîner une abstention de l'Allemagne lors du vote final au Conseil, ce qui menacerait de faire effriter le soutien au projet de directive.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de la Justice, de Monsieur le Ministre des Finances et de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Les ministres peuvent-ils exposer et motiver la position du Luxembourg à ce sujet ? Le Gouvernement

votera-t-il en faveur de l'accord relatif au projet de directive au sein du Conseil de l'UE ?

2) Quels seront les ministères concernés par la transposition de ladite directive ?

**Réponse** (04/03/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Le Premier ministre a répondu à l'ensemble de ces questions lors de l'heure d'actualité à la Chambre des Députés en date du 28 février 2024.

Le Gouvernement partage les objectifs du projet de directive relative au devoir de diligence en matière de durabilité des entreprises et contribue activement aux négociations en cours.

En raison du degré d'ouverture de l'économie luxembourgeoise, le Gouvernement privilégie l'adoption d'une réglementation européenne en la matière.

**Cours de natation pour enfants** | Question **0282** (05/02/2024) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Wéi aus dem rezent publizéierte Rapport vum Observatoire national de la santé „Eng gesond Zukunft: Un rapport sur la santé des enfants au Luxembourg" ervirgeet, ass all fënneft Kand am Alter tëschent 11 an 12 Joer hei am Land iwwergewiichteg. Ëmsou méi wichteg ass et, datt Kanner genuch Sport maachen. Am Kampf géint d'Fettleibegkeet bei de Kanner ass Schwammen ideal, well d'Gewiicht bei dëser Sportaart keng wichteg Roll spillt an d'Waasser dat ideaalt Element ass, fir sech ze beweegen. Ausserdeem ass et wichteg, datt Kanner schwamme kënnen, fir datt se sech kënnen e puer Minutten iwwer Waasser halen, wa se an d'Waasser falen.

Ech wollt dofir follgend Froen un den Här Bildungsminister an un den Här Sportminister stellen.

1. Wéi vill Kanner kënnen hei am Land schwammen a wéi gesäit d'Entwécklung aus?

2. Wéi gesäit an der Grondschoul an am Secondaire d'Entwécklung bei de Präsenzen am Schwammunterrecht aus?

3. A wat fir Cyclë ginn am meeschte Kanner mat an de Schwammunterrecht an a wat fir Cyclë ginn am mannste Kanner an der Schoul mat schwammen?

4. Wat fir Grënn ginn d'Kanner un, wa se an der Schoul net mat schwamme ginn?

5. Gëtt et infrastrukturell Ursaachen, firwat keng Schwammcoursë kënnen ofgehale ginn?

6. Gëtt et personell Ursaachen, firwat keng Schwammcoursë kënnen ofgehale ginn?

**Réponse** (07/03/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Souwuel am Enseignement fondamental wéi am Enseignement secondaire ass d'Schwammen e feste Bestanddeel vum Unterrecht. Am Plan d'études vun den ëffentleche Grondschoulen ass d'Schwammen een Deel vum Kompetenzberäich L'expression corporelle, la psychomotricité, les sports et la santé. Am Secondaire ass de Programm vun der Éducation physique et sportive a 7 sougenannte Beweegungsfelder agedeelt; eent dovun ass d'Bewegung im Wasser.

D'Schoulbevëlkerung ass am Hibléck op d'Kompetenzen am Schwammen immens heterogeen. Déi pedagogesch Equippe ginn op dës Heterogenitéit an a versichen unhand vun den entspriechenden Differenzéierungsmesuren, den Developpement vun de Schüler hire Kompetenzen optimal ze förderen. Opgrond vu feelenden Zuelen ass et awer schwéier, eng prezis Äntwert op d'Fro vun der honorabeler Deputéiert ze ginn.

ad 2. De Schwammunterrecht ass feste Bestanddeel vum Plan d'études; deemno ënnerleien d'Schülerinnen an d'Schüler och beim Schwammunterrecht der Schoulpflicht. Wéi an de legalen Dispositioune vum Artikel 10 vun der Loi modifiée du 20 juillet 2023 relative à l'obligation scolaire festgehalen, sinn déi legitimm Motiver, fir net um Unterrecht deelzehuelen, d'Krankheet vum Schüler, de Stierffall vun enger Persoun, déi dem Kand nostoung, an de Cas de force majeure.

D'Präsenzen am Kontext vum Schwammunterrecht ginn net eenzel erfaasst an entspriechend loossen sech keng Statistiken erstellen, déi Opschloss iwwert den Taux de participation am Schwammunterrecht fir déi jeeweileg Cyclë ginn. Krankheet an – am Fall vum Enseignement secondaire – Indispositioun dierften awer déi heefegst Grënn sinn, firwat Schülerinnen a Schüler net um Schwammunterrecht deelhuelen.

ad 3. Wéi an den Artikele 35 an 58 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental festgehalen, ënnerläit et der Responsabilitéit vun de Gemengen, déi néideg Infrastrukture fir den Enseignement fondamental zur Verfügung ze stellen.

Am Enseignement secondaire fannen d'Schwammcoursen zum Deel a schouleegene Sportsinfrastrukturen, zum Deel awer och an anere staatlechen oder a Gemengestrukture statt. Net an all Schoul ass dofir assuréiert, datt all Schüler wärend sengem ganze Parcours scolaire e Schwammcours ka suivéieren.

ad 4. Weeder fir den Enseignement fondamental nach fir den Enseignement secondaire gëtt et personell Ursaachen, aus deene keng Schwammcoursë kënnen ofgehale ginn.

**Poussettes dans les transports en commun** | Question **0284** (05/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Mir ass ee Fall zougedroe ginn, wou eng Fra, déi mat enger Kannerkutsch ënnerwee war, den Accès an ee Bus vum RGTR refuséiert krut. Genee ass dës Geschicht op der Linn 609 um Arrêt Déifferdeng ARBED, dënschdes den 30. Januar géint 18.00 Auer passéiert.

Den éischte Buschauffer hätt der Fra d'Entrée an de Bus refuséiert ënnert der Begrënnung, dass dëse Bus keng Plaz fir Poussetten hätt, de Buschauffer sech net ëm d'Kutsch kéint këmmeren an et aus versécherungstechnesche Grënn net méiglech wier, fir d'Kutsch matzehuelen. D'Fra duerft dunn am Ree mat zwee Kanner (dorënner ee Puppelchen) 40 Minutten op den nächste Bus waarden, wou hir da vum nächste Buschauffer déi nämmlecht Attitude an Erklärung presentéiert gi war, dass si net mat der (faltbarer) Kutsch an de Bus dierft klammen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Stëmmt et, dass verschidde Busser, déi fir den RGTR fueren, keng Leit mat Poussettë kënnen oder dierfe mathuelen?
– Falls jo, ëm wéi eng Busser handelt et sech a wat ass de Grond dofir?

2. Wéi kënnen d'Leit, déi mat Poussetten, Vëlo oder am Rollstull ënnerwee sinn, am Viraus wëssen, ob ee Bus vum RGTR si ka mathuelen?

**Réponse** (04/03/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Laut dem RGTR-Kontrakt muss all Buskategorie mat méi wéi 14 Sëtzplaze mat enger Plattform equipéiert sinn. An dësem spezifesche Fall ass awer ee Bus ouni Plattform op dëser Course gefuer. Et huet sech hei ëm e Bus aus der Reserve vum responsabele Betrib gehandelt, op deen zeréckgegraff gouf, well soss d'Course komplett ausgefall wär. An Ausnamefäll kënnen effektiv och aner Busser, wéi an dësem Fall ee Schoulbus, agesat ginn.

An dësem konkreete Fall hätt de Buschauffer der Fra kënnen hëllefen, d'Kutsch ze falen, de responsabele Betrib huet dee betraffene Chauffeur dorop higewisen.

– Busser vun der Kategorie 1 (9 Sëtzplazen) a Kategorie 2 (14 Sëtzplazen), déi entweeder agesat ginn, wann d'Unzuel u Passagéier kleng ass oder wann de Verlaf vun der Strooss et net erméiglecht, mat méi engem grousse Bus ze fueren, hu keng Plattform. Dëst betrëfft aktuell 17 vun 185 RGTR-Linnen.

ad 2. D'Verwaltung fir ëffentlechen Transport schafft un enger Léisung, fir an der Applikatioun mobiliteit.lu unzeweisen, ob ee Bus mat enger Plattform equipéiert ass oder net.

**Site Internet des CFL en langue luxembourgeoise** | Question **0286** (06/02/2024) de **M. Tom Weidig** (ADR)

All Dag informéieren sech vill Leit um Site vun den CFL a mobilitéit.lu iwwert hir respektiv Méiglechkeeten, fir den ëffentlechen Transport ze benotzen. Et fält awer op, datt déi genannte Säiten op Däitsch, Englesch a Franséisch verfügbar sinn, net awer an eiser Nationalsprooch Lëtzebuergesch. Vu datt déi genannte Säiten no de soziale Medie warscheinlech zu deenen am Alldag am meeschte benotzten Internetsäiten zu Lëtzebuerg gehéieren, géif sech hei jo eng Geleeënheet bidden, eis Sprooch am ëffentleche Raum héichzehalen. Och am Aktiounsplang fir d'Lëtzebuerger Sprooch gouf op Säit 53, am Bezuch op offiziell Internetsäiten dat hei festgehalen: „Fir all Internetsite soll eng Versioun op Lëtzebuergesch kommen."

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gären dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister begrënnen, firwat de Site vun den CFL a mobilitéit.lu bis ewell net op Lëtzebuergesch zu Verfügung stinn?

2. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob et entspriechend dem Plang fir d'Lëtzebuerger Sprooch schonn eng intern Richtlinn fir staatlech Institutioune gëtt, fir dës Websäite ganz oder deelweis op Lëtzebuergesch zur Verfügung ze stellen?

3. Falls jo, a wéi engem Zäitraum?

4. Speziell am Bezuch op de Site vun den CFL fält op, datt dësen den Notzer fir d'éischt automatesch op Franséisch ugewise gëtt. Gëtt et eng Méiglechkeet, dësen am Sënn vun eiser Méisproochegkeet entweeder automatesch mat der Sprooch vum Browser ze synchroniséieren oder par défaut op Lëtzebuergesch unzeweisen?

5. Sollt dat aus technesche Grënn net méiglech sinn, wéi steet d'Madamm Minister dann zu der Méiglechkeet, automatesch e Begréissungssaz op Lëtzebuergesch anzefügen?

**Réponse** (12/03/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

Aktuell ass den Internetsite vun den CFL a franséischer, däitscher an englescher Sprooch verfügbar. Duerch déi Panoplie vu Sproochen erreechen se quasi all Benotzer an eisem Land. Et sief och bemierkt, dass vu jeehier d'Sproochusoen op all de Garen am Land an och an den Zich systematesch op Lëtzebuergesch an an enger zweeter Sprooch gemaach ginn.

D'CFL sinn aktuell dobäi, op hirer Homepage eng statesch Begréissungsnoriicht op Lëtzebuergesch anzeriichten an domat zu der Visibilitéit vum Lëtzebuergesche bäizedroen. An Zesummenaarbecht mam Commissaire fir d'Lëtzebuerger Sprooch wäerten d'CFL nach no weidere Méiglechkeete sichen, fir d'Nationalsprooch bei der Eisebunn nach méi present ze maachen.

Et muss ee verstoen, dass eng lëtzebuergesch Iwwersetzung derbäi ze setzen, net nëmme géif heeschen, e puer statesch Säiten ze iwwersetzen. Déi vun den CFL opgebauten informatesch Architektur vum Site ass komplex an et existéiert eng Villzuel vun Ofhängegkeeten tëschent de Systemer, déi d'Fuerplangsich, d'Uweise vu Stéierungen, d'Uweise vu Baustellen an de Kaf vun internationale Billjeeë geréieren, net ze schwätze vun de mobillen Applikatiounen, déi och zu dëser Architektur gehéieren. Dës Systemer sinn esouguer iwwergräifend an engem internationalen techneschen Ëmfeld mat den Eisebunnsgesellschafte vun eisen Nopeschlänner verbonnen.

Well déi meescht vun dëse Computersystemer an Echtzäit schaffen, ass déi domat verbonne permanent Aarbechtslaascht schwéier ze quantifizéieren, an d'Onstëmmegkeeten, déi sech aus der Iwwersetzung géifen erginn, kéinten zu Confusioune féieren. Dobäi ass et eebe grad wichteg, zouverlässeg Informatiounen an Echtzäit ze hunn, besonnesch wann de Reesenden ënnerschiddlech Transportmëttel benotzt.

Dat selwecht gëllt fir d'Websäit „mobilitéit.lu", déi a franséischer, däitscher an englescher Sprooch verfügbar ass. Och an der App ginn d'Messagen iwwer d'Perturbatiounen an deenen dräi Sprooche verschéckt resp. gepusht, jee no Sproochekonfiguratioun vum perséinlechen Handy.

Fir d'Websäit an d'App zousätzlech op Lëtzebuergesch kënnen zur Verfügung ze stellen, wier eng detailléiert Analys néideg, fir d'Aarbechtslaascht an déi domat verbonne Ressourcen a Budget kënnen anzeschätzen. Ob dëst zu dësem Zäitpunkt realiséierbar ass, muss am Kader vun den nächste Budgetsgespréicher diskutéiert ginn.

Grad d'Beispill vun der komplexer CFL-Säit weist, datt eng allgemeng Richtlinn fir d'Websäite vun de staatlechen Institutiounen an Administratiounen a Saache Lëtzebuerger Sprooch onméiglech opzestellen ass. Dofir kuckt de Commissaire fir d'Lëtzebuerger Sprooch mat jiddwer Verwaltung eenzel, wat méiglech ass. Dëst ënnersträicht awer och d'Notwendegkeet vun engem gudden digitalen Iwwersetzungstool, un deem eis Universitéit an den Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch grad schaffen.

D'CFL wäerten eng automatesch Upassung vun der Standardsprooch un d'Preferenze vum aktive Browser op dem benotzten Apparat virhuelen.

**Refus du revenu d'inclusion sociale (REVIS)** | Question **0287** (06/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

2022 hunn, laut Rapport annuel vum Familljeministère, 4.705 Leit de REVIS an RMG ugefrot. Net all Mënsch, deen de REVIS ufreet, kritt dësen awer accordéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen hunn an deene leschte 5 Joer de REVIS ugefrot an en net accordéiert kritt? Wat waren hei déi heefegste Grënn?

2. Wéi vill Persounen hunn opgrond vun dem Refus Recours ageluecht?

3. Wéi vill Persoune kruten no dësem Recours dunn awer de REVIS accordéiert?

**Réponse** (06/03/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Den FNS féiert normalerweis seng Statistike mat Beneficiaire-Menagen; déi Zuel, déi den Här Deputéierten aus dem Rapport vun 2022 zitéiert, ass och d'Zuel vu Beneficiaire-Menagen.

Hei muss een awer elo op d'Refusen agoen, déi eenzel Persoune betreffen. Et kann nämlech sinn, datt eng Persoun aus engem Stot d'Konditiounen net erfëllt, wärend déi aner awer dann hiert Recht op REVIS behalen. De Refus betrëfft da just déi Persoun, déi d'Konditiounen net erfëllt.

Fir déi leschte 5 Joer huet den FNS follgend Zuelen, wat d'Refuse betrëfft:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Iwwert dës ganz Zäit waren déi heefegst Grënn dofir déi, datt Dossieren net komplett waren, datt d'Kollaboratioun mat der ADEM net respektéiert gouf an datt d'Alterskonditioun vu 25 Joer net erfëllt war.

ad 2. an 3. Den FNS feiert keng Statistiken iwwert d'Recoursen, déi speziell géint e Refus geriicht sinn.

Den Total vun de Recoursen, déi géint eng REVIS-Decisioun agereecht goufen, si follgend:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

**Hommage à l'ancien bourgmestre de Grevenmacher** | Question **0289** (06/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An engem Artikel vum „Wort" vum 28. Januar souwéi an engem „Tageblatt"-Artikel vum 20. Januar geet doriwwer rieds, dass zu Gréiwemaacher een Hommage zu Éiere vum fréiere Maacher Buergermeeschter an aktuellen Inneminister stattfonnt huet, inklusiv Cortège mat musikalescher Begleedung vun der Gréiwemaacher Musek an enger Party op der Marie-Astrid.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wien huet d'Käschte vun dësem Hommage bezuelt?

2. Weess den Inneminister, wéi vill déi ganz Feier, inklusiv d'Reservatioun vun der Marie-Astrid, kascht huet?

3. Wéi vill Leit vum Gemengepersonal a Fräiwëlleger ware fir d'Organisatioun an d'Duerchféiere vun de Feierlechkeeten ageplangt?

4. Ass et üblech, dass eng Gemeng esou grouss Feiere mécht, wann ee vun hire Bierger:innen ee Mandat kritt?

**Réponse** (23/02/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Un de Fraise vun der Feier hunn de Syndicat d'initiative an d'Gemeng vu Gréiwemaacher, déi aktuell Buergermeeschtesch an de fréiere Buergermeeschter an aktuellen Inneminister participéiert.

ad 2. D'Feier huet am Ganze 5.412,28 EUR kascht. Dovu waren à charge vun der Gemeng 2.113,35 EUR, vum Syndicat d'initiative 1.341,43 EUR, vun der aktueller Buergermeeschtesch 1.012,50 EUR a vum fréiere Buergermeeschter an aktuellen Inneminister 945 EUR.

ad 3. Et hunn e puer Leit vun der Gemeng a vum Syndicat d'initiative un der Organisatioun vun der Feier matgeschafft.

ad 4. Et ass eng laangjäreg Traditioun zu Gréiwemaacher, wéi och am Allgemengen zu Lëtzebuerg, fir op lokalem Niveau déi Perséinlechkeeten ze éieren, déi een ëffentlecht Mandat ugetrueden oder ausgeübt hunn.

D'Feier, déi zu Gréiwemaacher den 28. Januar 2024 stattfonnt huet, ass vum Syndicat d'initiative an der Gemeng zesummen organiséiert ginn. Et sinn engersäits déi lokal Gewielten, déi no de Gemengewale vum Juni 2023 an no de Chamberwale vum Oktober 2023 nei Fonctiounen an der Gemeng oder an der Regierung kritt hunn, geéiert ginn, an anerersäits déi, déi aus hire Fonctiounen ausgescheet sinn.

Ee Vertrieder vun der lokaler Sektioun vun der Partei „Piraten" war och op der Feier present.

**Conditions d'admission au Bachelor en médecine** | Question **0291** (06/02/2024) de **Mme Joëlle Welfring** | **M. François Bausch** (déi gréng)

Dans un article de presse du 3 janvier 2024[7], il est fait état de la situation d'un certain nombre d'élèves originaires de familles réfugiées arabophones qui termineront cette année leurs études secondaires au Luxembourg et qui voudraient entamer des études en médecine, mais qui probablement ne pourront pas s'inscrire à l'Université du Luxembourg en raison des critères linguistiques. En effet, les candidat.e.s au Bachelor en médecine y doivent se prévaloir d'un niveau C1 en langue française et allemande. Malgré leurs efforts et le soutien apporté par divers acteurs de la société civile, il serait probable que les élèves susvisés ne seront pas en mesure d'atteindre ce niveau avant la fin du délai d'inscription. Il est à noter que, selon l'article susmentionné, l'allemand ne serait pas une langue véhiculaire dans le cadre du programme d'études en question. Toujours selon l'article, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n'aurait jusqu'à présent pas donné de réponse aux demandes qui lui auraient été adressées au sujet des élèves en question.

Il est à noter qu'il existe, dans le cadre du Bachelor en sciences de l'éducation, la possibilité d'une admission conditionnelle qui permet aux candidat.e.s concerné.e.s de remédier à leurs déficiences dans une langue au cours de leurs études, tout en assurant que la validation du cycle d'études complet reste soumise à un rattrapage effectif.

Enfin, il est à noter que la loi du 23 août relative au vivre-ensemble interculturel compte parmi ses objectifs de lever les obstacles au vivre-ensemble au Luxembourg, pays défini dans la loi comme un pays marqué par la diversité des origines de ses habitant.e.s.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

[7] « Barrieren gegen die Integration », « Luxemburger Wort » du 03/01/2024

1) Madame la Ministre est-elle d'accord que le cas de ces élèves illustre l'existence d'un risque de voir partir à l'étranger des candidat.e.s issu.e.s du système scolaire luxembourgeois et motivé.e.s pour les études en médecine, alors que la rétention de ces talents constitue une des raisons d'être d'une formation universitaire en médecine au Grand-Duché ?

2) La langue allemande fait-elle partie des langues véhiculaires dans le cadre du Bachelor en médecine ? Dans la négative, pourquoi fait-elle partie des critères d'accès ?

3) Toujours dans la négative, Madame la Ministre considère-t-elle qu'il existe une contradiction avec les objectifs d'intégration de la loi susvisée sur le vivre-ensemble interculturel ?

4) Madame la Ministre entend-elle contacter l'Université du Luxembourg afin d'envisager des solutions éventuelles qui pourraient permettre aux élèves en question d'accéder aux études en médecine, par exemple une admission conditionnelle ?

**Réponse** (27/02/2024) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Joëlle Welfring et François Bausch concernant les conditions d'admission au Bachelor en médecine de l'Université du Luxembourg, j'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

D'emblée, je tiens à souligner que quelque 100 étudiants, qui résident au Luxembourg, commencent chaque année les études dans le Bachelor en médecine à l'Université du Luxembourg et qu'un nombre similaire d'étudiants résidents commencent des études en médecine à l'étranger, dont à peu près la moitié en Allemagne. Comme le Luxembourg ne dispose pas d'une formation de médecine complète (formation de base et spécialisations), tous les étudiants résidents doivent faire au moins une partie de leurs études en médecine à l'étranger. Ces études à l'étranger sont très enrichissantes pour les étudiants et constituent par la suite une valeur ajoutée pour le système de santé au Luxembourg.

Les langues d'enseignement du Bachelor en médecine sont le français, l'allemand et l'anglais tandis que les langues véhiculaires pour les stages cliniques sont le luxembourgeois, le français et l'allemand.

Finalement, je tiens à préciser que l'Université du Luxembourg est un établissement public d'enseignement supérieur et de recherche, doté de la personnalité juridique, et qu'elle jouit de l'autonomie pédagogique, scientifique, administrative et financière. Dès lors, le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur ne saurait se prononcer par rapport à l'opportunité des choix en termes de langues d'enseignement dans les différents programmes d'études offerts par l'Université du Luxembourg.

Néanmoins, l'on peut constater qu'une approche bilingue (misant sur le français et l'allemand) en termes de langues véhiculaires du système de santé luxembourgeois a été mise en place via la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire et la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé.

Par conséquent, des connaissances linguistiques dans ces deux langues dans le chef des étudiants en médecine garantissent une communication claire et précise avec les professionnels du domaine de la santé, ce qui à terme constitue un prérequis pour des stages cliniques instructifs permettant d'atteindre les acquis d'apprentissage nécessaires pour une formation qualitative.

---

**Réaffectation de membres de la police judiciaire** | Question **0293** (06/02/2024) de **Mme Paulette Lenert** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Dans le contexte de l'interdiction de la mendicité, de nombreux policiers sont retirés de plusieurs régions pour le mois de février afin de soutenir les policiers de Luxembourg-ville. Selon nos informations, des effectifs de la police judiciaire seront également déployés pour soutenir les policiers de Luxembourg-ville.

Dès lors, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Est-il vrai qu'en plus des renforts temporaires en personnel de la police de Luxembourg-ville au détriment de plusieurs régions, du personnel de la police judiciaire a également été retiré ? Si oui, quels départements et services sont concrètement concernés ? Combien de collaborateurs de la police judiciaire seront réaffectés temporairement dans ce cadre ? Quelles sont les conséquences de ces réaffectations sur les opérations en cours des départements et services concernés ?

– Pour quelle raison des collaborateurs de la police judiciaire sont-ils appelés en renfort des policiers de la capitale ? Leurs activités et compétences ne sont-elles pas fondamentalement différentes de celles des policiers ? Monsieur le Ministre estime-t-il que cette affectation de ressources soit efficace ?

**Réponse** (20/02/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Tout d'abord, il convient de rappeler que le dispositif spécial de la Police grand-ducale mis en œuvre dans la ville de Luxembourg n'a pas seulement pour objet de combattre les infractions liées à la mendicité organisée, mais également, et entre autres, celles liées au trafic de stupéfiants et à la traite des êtres humains.

Comme expliqué lors d'une séance d'heure de questions à la Chambre des Députés le 16 janvier 2024, les informations de nature stratégique et opérationnelle relevant de la tactique policière ne sont pas révélées pour des raisons de confidentialité. Conformément à l'annonce faite lors de cette même intervention, j'ai fourni aux membres de la Commission de la Justice et de la Commission des Affaires intérieures, en séance à huis clos, des précisions sur le dispositif policier en place.

Je peux toutefois confirmer que le Service de police judiciaire (SPJ) est impliqué dans le dispositif en question en fournissant des patrouilles œuvrant notamment dans la lutte contre la mendicité organisée et la traite des êtres humains. Les membres du SPJ ne sont pas retirés de leur service, mais effectuent, dans le cadre de ce dispositif, des missions dévolues au SPJ.

Le travail des membres du Service de police judiciaire est complémentaire au travail des policiers en uniforme et contribue à la réussite du dispositif en question.

---

**Mise en place de maisons « sport-santé »** | Question **0296** (06/02/2024) de **Mme Paulette Lenert** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Fin janvier 2024, l'Observatoire national de la santé a publié son premier rapport sur la santé des enfants. Il en ressort notamment que la problématique du surpoids touche de plus en plus de jeunes. Selon le rapport, entre 2014 et 2022, le surpoids et l'obésité est passé de 15 % à 22 % chez les garçons et de 11 % à 16 % chez les filles, dans la tranche d'âge des 11 à 12 ans.

Une mesure amorcée par le précédent Gouvernement afin de lutter contre l'obésité, promouvoir l'activité physique et favoriser des modes de vie plus sains, constitue en la mise en place de maisons « sport-santé ». Des projets concrets d'implantation étaient en discussions à Esch-sur-Alzette et à Wiltz.

Dans ce cadre, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Le Gouvernement poursuit-il le projet de mise en place de maisons « sport-santé » ?

2) Dans l'affirmative, quel est le concept retenu pour ces maisons « sport-santé » ?

3) Où en sont les projets initiés ? Dans quelles communes des maisons « sport-santé » sont-elles prévues ?

**Réponse** (06/03/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) L'accord de coalition prévoit que « la création des "Gesondheets- a Beweegungszentrum" sera poursuivie afin de prévenir les maladies chroniques, avec une prise en charge par du personnel formé ». Le projet tel qu'esquissé par le précédent Gouvernement a fait l'objet d'une réunion récente avec le Ministère des Sports.

ad 2) Les réflexions et discussions autour du projet esquissé par le précédent Gouvernement sont en cours.

ad 3) Comme précisé dans la réponse à la question 2, les travaux de réflexion sont en cours.

---

**Avenir du Fonds national de la recherche** | Question **0298** (07/02/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

En date du 23 décembre 2023, le Fonds national de la recherche a annoncé que son secrétaire général quitterait ses fonctions à la recherche de nouveaux défis. Alors que la secrétaire générale adjointe assure l'intérim, aucun.e successeur.e n'a été désigné.e à ce jour. Il est à noter que ce départ est intervenu au début d'une nouvelle législature et également au début de mandat du Conseil de gouvernance d'un autre acteur important de la recherche luxembourgeoise, à savoir l'Université du Luxembourg.

Dans l'accord de Gouvernement 2023-2028, il est prévu que « le cadre légal du Fonds national de la recherche sera revu en vue de mieux répondre aux besoins des institutions de recherche et de les soutenir dans leurs efforts de mise en œuvre de la stratégie nationale de la recherche et de l'innovation ». Or, dans sa note au formateur datée du 13 octobre 2023, le FNR exprime sa conviction qu'il « importe de maintenir le financement centralisé de l'excellence en recherche fondamentale par le biais du Fonds national de la recherche ».

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

1) Quand est-ce que le/la prochain.e secrétaire général.e du FNR sera désigné.e ?

2) Quelles sont les raisons pour la révision du cadre légal du FNR telle qu'énoncée dans l'accord de Gouvernement ? Dans quelle mesure est-il nécessaire de « mieux répondre aux besoins des institutions de recherche » ?

3) La réforme du cadre légal envisagée est-elle compatible avec le souhait exprimé par le FNR de « maintenir le financement centralisé de l'excellence en recherche fondamentale par le biais du FNR » ?

4) Des concertations avec le FNR au sujet de la révision de sa loi organique ont-elles déjà eu lieu ? L'extrait de l'accord de Gouvernement cité ci-haut ne laisse-t-il pas présager un affaiblissement du rôle du FNR ?

5) Le.la nouveau.elle secrétaire général.e du FNR sera-t-il.elle consulté.e dans la mise en œuvre des orientations politiques retenues dans l'accord de coalition ?

**Réponse** (05/03/2024) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Joëlle Welfring concernant l'avenir du Fonds national de la recherche (FNR), j'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

En ce qui concerne le délai pour la nomination du prochain secrétaire général du FNR, la loi modifiée du 31 mai 1999 portant créant d'un Fonds national de la recherche dans le secteur public prévoit que la proposition de nomination du secrétaire général relève des attributions du conseil d'administration du FNR.

Le cadre organisationnel du FNR est déterminé par la loi du 31 mai 1999 portant créant d'un Fonds national de la recherche dans le secteur public, qui a été modifiée en 2014, sans que ces modifications n'aient amendé substantiellement la structure organique du FNR. Ainsi, les fondements organisationnels du FNR sont donc âgés de 25 ans et ne sont plus vraiment adaptés aux réalités de l'année 2024. En effet, depuis 1999, l'écosystème luxembourgeois de la recherche a connu un développement considérable, notamment dû à la création de l'Université du Luxembourg en 2003 et à l'intégration des trois centres de recherche publics dans la loi modifiée du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics.

Les institutions de recherche ont gagné en maturité au cours des années et se voient aujourd'hui confrontées, au-delà de leur mission consistant à assurer l'excellence scientifique de leurs travaux de recherche, aux défis multiples en matière technologique, écologique, sociétale et économique auxquels le Luxembourg doit faire face. La révision du cadre légal du FNR est censée tenir compte à la fois du degré de maturité des institutions de recherche et des défis précités. L'excellence scientifique devra rester le fil conducteur du fonctionnement du FNR et les concertations avec les organes du FNR au sujet d'une nouvelle loi organique viennent de commencer sur cette toile de fond. Elles impliqueront également les autres parties prenantes concernées.

**Ligne TGV Luxembourg–Paris** | Question **0299** (07/02/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Laut verschiddene Medieberichter ass déi franséisch Eisebunnsgesellschaft SNCF amgaangen, den TGV-Reseau ze iwwerdenken. Bei eenzelnen defizitäre Linne kéint et zu gréisseren Ännerunge kommen. Weider heescht et an de Medien, datt och d'Linn Lëtzebuerg–Paräis kéint betraff sinn.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Mobilitéitsministesch stellen:

1. Ass d'Regierung offiziell iwwer méiglech Ännerunge beim TGV-Reseau informéiert ginn?

2. Wa jo, ass d'Linn Lëtzebuerg–Paräis och betraff?

3. Wat wëll d'Regierung maachen, am Fall, wou et zu Verschlechterunge bei den TGV-Verbindungen tëscht Lëtzebuerg a Paräis sollt kommen?

**Réponse** (08/03/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. an 2. D'Vertrieder vum franséische Stat hu bestätegt, datt d'SNCF net wëlles huet, d'TGV-Verbindung tëschent Lëtzebuerg a Paräis ze iwwerpréiwen. D'SNCF huet dëst och vis-à-vis vun den CFL bestätegt an a Frankräich gouf en Dementi zu dëse falsche Gerüchter publizéiert.

ad 3. Obwuel et zum haitegen Zäitpunkt keng Indicateure gëtt, déi dorop hiweisen, datt sou Moossnamen a Betruecht gezu misste ginn, wäerten d'Zuchverbindunge mat Frankräich ëmmer en Theema vu bilaterale Reuniounen op all Niveau bleiwen.

Als Informatioun: D'CFL bedreiwen och en Direktbus op d'Gare Lorraine TGV, deen Zougang zum franséischen TGV Reseau erméiglecht.

**Pavillon maritime luxembourgeois** | Question **0300** (07/02/2024) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Depuis une trentaine d'années, le Luxembourg s'est construit une niche dans le secteur maritime. Plus de 200 navires sont enregistrés au Luxembourg.

– Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, combien de navires battant le pavillon luxembourgeois sont des navires de pêche ? Est-ce qu'il y a des chalutiers industriels enregistrés au Grand-Duché ? Comment et par qui les navires de pêche sont-ils contrôlés ? Le Luxembourg contribue-t-il activement à la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée qui constitue aujourd'hui l'une des plus grandes menaces pour les écosystèmes marins et la santé des océans ?

– Combien de navires battant le pavillon luxembourgeois transportent des animaux vivants ? Le cas échéant, est-ce que ces navires ont été spécialement construits à cet effet ou s'agit-il plutôt de navires de fret transformés en bétaillères maritimes ? Quel est l'âge moyen de ces navires ? Par quelles mesures le Luxembourg garantit-il le niveau de bien-être animal prévu par la législation de l'Union européenne sur ces navires ?

**Réponse** (07/03/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Aucun navire de pêche ne bat pavillon luxembourgeois. Le Ministre ayant les Affaires maritimes dans ses attributions avait décidé dès 1990 de ne pas autoriser l'immatriculation de navires de pêche, vu notamment les spécificités de ce secteur et de la législation spécifique applicable. Cette décision politique a été formalisée par le nouvel article 1.1.1-1. du projet de loi 7329, qui prévoit d'exclure explicitement les navires de pêche ou les navires ayant une activité analogue du champ d'application de la loi en question.

En tant qu'État enclavé, la participation active du Luxembourg à la lutte contre la pêche illicite en mer, non déclarée et non règlementée, est limitée. Il y a lieu de rappeler que la législation européenne est applicable en matière de traçabilité des produits de la pêche.

Cinq navires battant pavillon luxembourgeois transportant du bétail vivant sont actuellement immatriculés à Luxembourg par un armateur néerlandais, spécialisé dans ce domaine depuis presque 60 ans. Les sept autres navires de ce type du groupe sont immatriculés au Portugal. Cette entreprise familiale créée en 1890, exploite et gère une flotte diversifiée d'environ 65 navires hauturiers et offshore, dont les navires de bétail. La filiale en charge du transport de bétail est d'ailleurs le transporteur maritime indépendant de bétail qui possède le plus grand nombre de navires spécialisés et opère dans le monde entier, avec une forte présence sur des marchés tels que l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis, le Portugal et l'Irlande.

Les navires précités ont été conçus par l'armateur et spécialement construits pour le transport d'animaux vivants. Les cinq navires sous pavillon luxembourgeois ont en outre été construits en Europe (Pays-Bas et Danemark), sous la supervision de la société de classification française Bureau Veritas. L'âge moyen de ces navires sous pavillon luxembourgeois est de 26,6 ans. Dès 2022 l'armateur a commencé à radier certains des navires de transport de bétail de l'ancienne génération du registre luxembourgeois. Il est prévu de continuer de radier ces navires en fonction de la fin de validité de leurs certificats techniques émis en principe pour cinq ans.

Comme tout navire battant pavillon luxembourgeois, les navires transporteurs de bétail sont régulièrement contrôlés pour s'assurer que toutes les normes applicables sont respectées, et qu'ils sont dûment certifiés. Aucun navire luxembourgeois ne peut prendre la mer s'il ne répond pas aux conditions de sécurité prévues par les conventions internationales en vigueur, dûment ratifiées par le Luxembourg ou requises par la loi du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois et des règlements pris en son exécution, et doit régulièrement être soumis à une inspection par une administration maritime d'un État membre de l'UE ou par une société de classification dûment agréée par le Ministre ayant les Affaires maritimes dans ses attributions pour inspecter et certifier les navires sous pavillon luxembourgeois.

Outre les inspections précitées, ces navires sont également régulièrement contrôlés par les autorités portuaires, par les autorités compétentes des pays exportateurs et importateurs de bétail, et par le Commissariat aux affaires maritimes qui a mis en place, dès 1992, un réseau d'inspecteurs à couverture mondiale. Depuis la restructuration de ce réseau en 2007, il est prévu qu'au moins une inspection spécifique par l'État de pavillon soit effectuée par navire et par an en dehors des inspections statutaires, prévues par les conventions internationales et effectuées par les sociétés de classifications de type Bureau Veritas au nom du Luxembourg.

Depuis l'immatriculation du premier navire transporteur de bétail en 2018 et jusqu'aujourd'hui, 42 inspections complémentaires ont été effectuées par le Commissariat aux affaires maritimes. Tous ces navires respectent la législation européenne et à l'exception d'un seul, sont agréés pour l'exportation de bétail par l'Australie. En raison de leurs zones commerciales, certains sont également approuvés par l'Irlande et le Portugal, qui tout comme l'Australie, sont considérés comme juridictions de référence reconnues ayant une législation plus stricte en matière de transport de bétail.

**Service antifraude de l'Enregistrement** | Question **0302** (07/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Taina Bofferding** (LSAP)

Selon le directeur de l'Administration de l'enregistrement, responsable entre autres pour la perception de la TVA, le Service antifraude de l'Enregistrement est confronté à un sous-effectif chronique.

Selon le même directeur « nous pourrions apporter plus de recettes à l'État luxembourgeois si nous étions mieux outillés ».

– Devant cette situation et dans l'intérêt d'une lutte efficace contre la fraude, nous voudrions savoir de Monsieur le Ministre des Finances ce que le Gouvernement entend entreprendre pour remédier à ce problème, difficilement compréhensible pour les contribuables qui paient correctement leurs impôts.

**Réponse** (08/03/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Les honorables Députés s'enquièrent au sujet des effectifs de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED), et plus particulièrement de son service antifraude.

À cet égard, il y a lieu d'indiquer que dans le cadre du projet de budget de l'État pour 2024, le Gouvernement propose d'attribuer à l'AED 20 postes nouveaux.

**Mesures provisoires dans le cadre d'un divorce** | Question **0306** (07/02/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'Gesetz vum 27. Juni 2018 „instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale" gesäit zwou Forme vu Scheedung vir, nämlech „le divorce par consentement mutuel" a „le divorce pour rupture irrémédiable des relations conjugales".

Wärend der Scheedungsprozedur kënne vum Riichter, op Ufro vun engem oder béide Conjointen, provisoresch Moossnamen am Hibléck op dréngend Froen applizéiert ginn, déi sech z. B. op déi gemeinsam Kanner, d'Ressourcë vun der Koppel oder hir Wunneng wärend der Scheedungsprozedur bezéien. Dës Moossname gëlle just wärend der Scheedungsprozedur an halen op, wann d'Scheedungsurteel gesprach ass.

Elo ass et sou, datt et an der Praxis ka virkommen, datt eng vun de Parteien en Interessi kann drun hunn, datt esou provisoresch Moossname méiglechst laang daueren an déi aner awer der Iwwerzeegung ass, datt et héich Zäit gëtt, fir déi provisoresch Moossnamen ëmzeänneren oder opzehiewen, och schonn ier en Urteel geschwat gëtt. Eng kloer Reegelung iwwer d'Dauer vun esou provisoresche Moossname gëtt et menges Wëssens net, ausser datt si eeben net méi gëllen, wa bis en Urteel gesprach gouf.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Gëtt et statistesch Donnéeën doriwwer, eréi laang „provisoresch Moossnamen" daueren ?

2. Gëtt et an der Lëtzebuerger Magistratur eng allgemeng Opfaassung doriwwer, wéi laang provisoresch Moossname kënnen daueren, bis se méiglechst sollten iwwerpréift ginn?

3. Ass d'Madamm Justizminister der Meenung, datt provisoresch Moossnamen, déi vun engem Geriicht geschwat goufen, sollen d'office periodesch iwwerpréift an eventuell amendéiert ginn?

4. Gëtt et am Ausland, zum Beispill an der Belsch oder a Frankräich, méi präzis Reegelen iwwer de Gebrauch, d'Dauer oder d'Revisioun vu provisoresche Moossnamen?

5. Besteet de Risiko, datt Lëtzebuerg vun internationalen Instanzen oder Geriichter kéint wéinst der Handhabung vu „provisoresche" Moossname kritiséiert oder condamnéiert ginn?

**Réponse** (07/02/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Et gi keng Statistike gefouert, déi provisoresch Mesuren erfaassen, déi am Kader vun engem Scheedungsverfare vum Riichter vum Familljegeriicht (JAF) gesprach ginn.

De Riichter vum Familljegeriicht (JAF) ka vun de Scheedungsparteie gefrot ginn, fir provisoresch Moossnamen am Kader vun der Scheedungsprozedur ze huelen (Artikel 234 vum Code civil, Artikel 1007-45 vum Nouveau Code de procédure civile). Déi op Initiativ vun enger oder béide Scheedungsparteien ugefrote provisoresch Moossname gi vum Riichter ëmmer suite vun engem kontradiktoreschen Echange mat de Parteie gesprach. D'Entscheedung vum Riichter fousst deemno op engem Echange, deen hien am Virfeld mat béide Scheedungsparteien an a Präsenz vu béide Parteie gefouert huet.

Déi provisoresch Moossnamen, déi de Riichter vum Familljegeriicht wärend der Scheedungsprozedur eventuell op Ufro vun de Scheedungsparteie muss huelen, sinn unzewenden, bis d'Scheedung definitiv gesprach ass (Artikel 237 vum Code civil).

D'Ordonnancë vum Riichter vum Familljegeriicht, déi provisoresch Mesurë festleeën, sinn appelabel an eng Scheedungspartei, déi net oder net méi mat dëse Mesuren averstanen ass, kann e Recours géint déi provisoresch Mesurë maachen.

D'Regierung huet sech engagéiert ze analyséieren, ob Adaptatioune vum neie Scheedungsgesetz ze maache sinn. Berouend op dem Rapport d'évaluation vun 2021 an den Diskussiounen, déi an der Chamber 2021 an 2022 gefouert goufen, wäerten och d'Dispositioune betreffend provisoresch Moossnamen iwwerpréift ginn.

**Situation financière des communes** | Question **0308** (08/02/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Kader vun engem responsabelen Ëmgank mat de Staatsfinanzen ass et noutwenneg, och déi finanziell Situatioun vun de Gemengen ze kennen an am A ze behalen. An deem Kontext wär et wichteg ze wëssen, wéi héich d'Gemengen am Joer 2023 verschélt waren a wéi sech d'Pro-Kapp-Verschëldung vun den eenzele Gemenge gestalt.

Am deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung an enger Tabell – an opgeschlësselt no all eenzel Gemeng – oplëschten, wéi héich d'Schold vun deene jeeweilege Gemengen am Joer 2023 war?

2. Kann d'Regierung an enger Tabell – an opgeschlësselt no all eenzel Gemeng – oplëschten, wéi héich d'Pro-Kapp-Verschëldung vun deene jeeweilege Gemengen am Joer 2023 war?

3. Am Hibléck op d'Pro-Kapp-Verschëldung vun de Gemengen: Vu wéi engem Seuil u gesäit d'Regierung eng kritesch oder schwiereg finanziell Lag fir d'Gemeng?

4. Wéi eng Gemenge befannen sech aktuell an enger kritescher oder schwiereger finanzieller Situatioun?

**Réponse** (06/03/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Den Artikel 118 vum Gemengegesetz gesäit vir: „L'administration communale peut recourir au crédit pour financer des dépenses extraordinaires si un autre financement n'est ni possible ni économique et si le remboursement régulier des annuités est assuré." Ech weisen och drop hin, datt d'Schold vun de Gemengen ënner anerem mat der Staatsschold konsolidéiert gëtt an domadder de Maastricht-Krittären ënnerläit.

Den Inneministère huet eng Iwwersiicht iwwer déi finanziell Verscholdung vun de Gemengen duerch d'Surveillance vun de Gemengen, d'Arrêtéë vun de Budgeten, d'Budgets rectifiés a Konten, d'Plans pluriannuels de financement, an d'États détaillés de la situation financière vun de Gemengen.

An der Annex ass eng Oplëschtung vun der Schold, déi d'Gemenge bei de Banken op den 31.12.2023 opstoen haten, esouwéi d'Pro-Kapp-Verschëldung vun deene jeeweilege Gemengen am Joer 2023.

Et ass wichteg ze betounen, dass d'Regierung sech net op d'Pro-Kapp-Verschëldung vun de Gemenge baséiert fir ze detektéieren, ob eng Gemeng sech an enger kritescher oder finanziell schwiereger Situatioun befënnt. Eng Gemeng kéint beispillsweis eng signifikativ Pro-Kapp-Verschëldung hunn, awer finanziell gutt dostoen.

Dowéinst kuckt d'Regierung d'Capacitéit vun der Gemeng, fir en Emprunt zeréckzebezuelen. D'Annuitéit ass d'Zomm vun den Zënsen an de Remboursement vum Emprunt op ee Joer gekuckt. Doduerch, datt d'Annuitéiten iwwert de Fonctionnementsbudget vun enger Gemeng bezuelt ginn, ass garantéiert, datt d'Gemengen net an eng Scholdespiral gerode kënnen. Ënnert dësen Ëmstänn ass eng Schold ee gängege Finanzéierungsmodus vun Infrastrukturen a gëtt enger Gemeng och nëmmen dann accordéiert, wann d'Gemeng à même ass, den Emprunt iwwer de Fonctionnementsbudget zeréckzebezuelen.

Aktuell kruten alleguerten d'Gemengen hire Budget am Equiliber opgestallt. Domadder ass séchergestallt, datt all Gemengen hir Schold rembourséiere kënnen.

D'Servicer vum Inneministère sti mat de Gemengen a Kontakt a bidden eng finanziell Berodung un, fir preventiv Mesuren ze recommandéieren.

*(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Enseignants de sport dans l'enseignement fondamental** | Question **0309** (08/02/2024) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

Bei der Presentatioun vum Regierungsprogramm an der Sportskommissioun vun der Chamber ass den Här Sportminister gefrot ginn, wat seng Positioun wier zu der Interventioun vu speziell forméierte Sportsenseignanten am Fondamental. Seng Äntwert war, dass een do bei him oppen Diere géif arennen an dass dat „eng Fro vu politeschem Wëlle" wier.

Ech hunn dofir follgend Froen un den Här Sportminister an den Här Educatiounsminister:

– Gëtt et an der Regierung de politesche Wëllen, fir speziell forméiert Sportsenseignanten am Fondamental anzesetzen?

– Gëtt et scho konkreet Iwwerleeungen dozou? Schaffen déi zwee concernéiert Ministeren zesummen un engem Projet? Fir wéini kann ee mat der praktescher Ëmsetzung rechnen?

**Réponse** (12/03/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Den Enseignement fondamental kennt am Moment keng spezialiséiert Enseignanten, déi just spezifesch Matièrë géingen ënnerriichten. D'Aféierung vu Sportsenseignantë wier deemno e Paradigmewiessel mat wäitreechende Konsequenzen. De Regierungsprogramm gesäit esou e Changement net vir.

**Fraude au compteur kilométrique des véhicules** | Question **0310** (08/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

La fraude au compteur kilométrique des véhicules est une pratique irrégulière qui va à l'encontre de la confiance des consommateurs et la sécurité routière. Selon des études européennes, les véhicules d'occasion avec des compteurs kilométriques modifiés représentent entre 5 % et 12 % des ventes nationales et entre 30 % et 50 % des ventes transfrontalières. Cette manipulation illicite entraîne non seulement un préjudice financier significatif pour les consommateurs mais représente également des risques en termes de sécurité routière.

Selon le considérant n° 25 de la directive 2014/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au contrôle technique périodique des véhicules à moteur « la fraude au compteur kilométrique devrait être considérée comme une infraction passible de sanction, puisque la manipulation d'un compteur kilométrique peut conduire à une évaluation incorrecte de l'état des véhicules ».

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelles mesures le Gouvernement luxembourgeois prend-il pour lutter contre la fraude au compteur kilométrique et pour garantir la transparence lors de la vente de véhicules d'occasion au Luxembourg ?

2) La Belgique, avec son système « Car-Pass » en vigueur depuis 2006, a mis en place un dispositif efficace pour lutter contre ce type de fraude, en fournissant un historique fiable du kilométrage des véhicules. Est-il envisagé d'instaurer un système similaire au « Car-Pass » pour renforcer la lutte contre cette fraude au Luxembourg ?

3) Comment le Gouvernement luxembourgeois utilise-t-il les données issues de la plateforme « EUCARIS » pour détecter et prévenir la fraude au compteur kilométrique, et existe-t-il une coopération avec les États membres de l'UE dans ce domaine ?

4) Combien de cas de manipulation de compteurs kilométriques ont été constatés au Luxembourg au cours des dernières années ?

5) Quel est le préjudice financier subi par les consommateurs luxembourgeois à la suite de la fraude au compteur kilométrique ?

6) La falsification du compteur kilométrique est-elle considérée comme une infraction selon le droit luxembourgeois, et si oui, quelles sont les peines encourues ?

**Réponse** (12/03/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les honorables Députés posent des questions relatives à la fraude au compteur kilométrique.

La fraude au compteur kilométrique est une manipulation qui peut fausser l'évaluation de l'état réel du véhicule. C'est pourquoi la directive 2014/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au contrôle technique périodique des véhicules à moteur et de leurs remorques, et abrogeant la directive 2009/40/CE, préconise que la mention du kilométrage sur le certificat de contrôle technique ainsi que l'accès à ces informations par les inspecteurs de contrôle technique devraient permettre de détecter toute altération et manipulation du kilométrage du véhicule.

Pour combattre la fraude au compteur kilométrique, le Luxembourg a mis en place des mesures conformes à la directive 2014/45. Cette directive impose aux États membres de contrôler le kilométrage du véhicule présenté à chaque contrôle technique. En vertu de l'article 8, paragraphe 6, de ladite directive, l'autorité compétente est tenue de fournir aux organes de contrôle les données concernant le kilométrage enregistré précédemment.

Ces exigences ont été transposées en droit national. Conformément à l'article 4bis, paragraphe 1er, alinéa 3, de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, les organismes de contrôle habilités à effectuer le contrôle technique des véhicules routiers au Grand-Duché de Luxembourg reçoivent, pour vérifier le kilométrage, les informations fournies lors du contrôle technique précédent ainsi que les données techniques du véhicule. Lors de chaque contrôle technique, les données les plus récentes sont comparées aux données précédentes. Conformément au point de contrôle 7.11 de l'annexe I du règlement ministériel du 20 octobre 2023 définissant le contenu et les méthodes de contrôle technique applicables dans un centre de contrôle technique ainsi que lors d'un contrôle technique routier entendu, les centres de contrôle technique vérifient, pour les véhicules routiers équipés d'un compteur kilométrique, si ce dernier est défectueux ou s'il a été manipulé de manière évidente pour altérer le nombre de kilomètres parcourus.

En cas de constatation de fraude, le véhicule est sanctionné par une défaillance « majeure », ce qui entraîne l'émission d'un certificat de contrôle technique pour une durée de 4 semaines limitant la circulation du véhicule à certains trajets prédéfinis et le véhicule doit être présenté à un nouveau contrôle technique. Le propriétaire doit alors présenter des documents prouvant que le véhicule n'a pas été manipulé, sinon il ne peut plus circuler sur les voies publiques. Bien qu'aucune infraction pénale spécifique ne soit liée à la fraude au compteur kilométrique, elle peut être prise en compte lors de procédures pénales pour établir une fraude ou une falsification, ou invoquée pour annuler des contrats de vente.

Une incohérence dans le kilométrage peut également avoir d'autres origines, telles qu'une erreur de saisie. Un simple remplacement de l'enregistrement défectueux peut également mener à un kilométrage non cohérent par rapport à l'enregistrement précédent. Pour remédier à ce problème d'enregistrements erronés, il est prévu que dans un avenir proche, les organismes de contrôle technique utiliseront un outil permettant de se connecter à l'interface électronique du véhicule pour extraire les informations en relation avec le kilométrage.

Pour les véhicules immatriculés au Grand-Duché, une surveillance continue du kilométrage est de ce fait garantie. Au niveau européen, le Luxembourg a toujours plaidé en faveur d'une surveillance du kilométrage des véhicules immatriculés dans l'Union européenne, avec un partage transparent entre tous les États membres. Contrairement au système « Car-Pass », qui est un système commercial, le Luxembourg soutient toutes les initiatives qui rendent ces informations disponibles gratuitement.

Dans son rapport du 27 avril 2021 sur la mise en œuvre des aspects de sécurité routière du paquet « contrôle technique », le Parlement européen a appelé les États membres à continuer de faciliter l'échange systématique de données sur le contrôle technique et les relevés de compteurs kilométriques entre leurs autorités compétentes respectives. De plus, le Parlement a exprimé sa reconnaissance envers la Commission pour le développement de la plateforme MOVEHUB de l'Union européenne et de son module ODOCAR. Cette plateforme fournit une infrastructure informatique permettant l'échange des relevés de compteurs kilométriques dans l'Union européenne sous forme d'une base de données, offrant également la possibilité d'échanger des informations avec le réseau EUCARIS. Ainsi, le Luxembourg est prêt à répondre à toute obligation future de mise à disposition de ces données, comme demandé par le Parlement européen, qui a également sollicité une évaluation de la Commission européenne sur la possibilité de rendre l'utilisation du MOVEHUB de l'Union européenne obligatoire pour les États membres dans le cadre d'une future révision de la directive 2014/45/UE.

En outre, le Luxembourg assure la transparence en mettant à disposition toutes les données relatives au kilométrage des véhicules via les différents services EUCARIS, notamment le service « Mileage » et le service « AVI », permettant ainsi aux autres États membres de l'Union européenne d'accéder aux kilométrages relevés.

Un contrôle systématique des véhicules importés n'est cependant pas effectué, car il n'existe aucune obligation de présenter les véhicules à la Société nationale de circulation automobile (SNCA) lors de l'immatriculation. Seulement lors du premier contrôle technique obligatoire au Luxembourg, un kilométrage est à nouveau relevé et à ce moment-là, si une manipulation est détectée, le véhicule est rejeté lors du contrôle technique.

Les statistiques concernant le nombre d'infractions constatées ne sont pas disponibles, car seuls les tribunaux peuvent constater les infractions réelles. Cependant, si un propriétaire de véhicule ou le parquet sollicite une assistance ou des informations concernant une éventuelle manipulation, la SNCA transmet ces informations.

**Institution financière belge Euroclear** | Question **0311** (08/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Au titre de l'année 2023, l'institution financière belge Euroclear, qui gèle les actifs financiers qu'elle détient auprès des parties russes figurant sur la liste des sanctions, paie 1,08 milliard d'euros d'impôts sur les bénéfices générés par lesdits actifs à l'État belge. De surcroît, l'État belge peut tirer profit au niveau des dividendes distribués du fait qu'il est le deuxième actionnaire d'Euroclear.

Par conséquent, à l'aune de ces montants, le Gouvernement belge a déjà annoncé qu'il aimerait utiliser cet argent pour aider l'Ukraine.

Euroclear représente l'un des deux dépositaires centraux internationaux de titres, à côté de Clearstream, basé au Luxembourg.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Une rentrée fiscale exceptionnelle du fait du gel d'actifs financiers russes par un dépositaire est-elle susceptible d'être générée au Luxembourg ?

– Dans l'affirmative, le Gouvernement envisagerait-il d'utiliser ces rentrées fiscales afin d'aider l'Ukraine ?

**Réponse** (07/03/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Le Conseil a adopté le 12 février 2024 le règlement (UE) 2024/576 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, introduisant des clarifications sur les obligations des dépositaires centraux de titres détenant des actifs et des réserves de la Banque centrale de Russie qui sont immobilisés à la suite des mesures restrictives de l'Union européenne. Ces modifications ouvrent la voie à une possible future décision du Conseil sur l'établissement éventuel d'une contribution financière au budget de l'UE prélevée sur les bénéfices nets pour soutenir l'Ukraine. Le Luxembourg continue de plaider pour une approche juridiquement solide et coordonnée avec les partenaires internationaux.

Le Luxembourg ne s'attend pas actuellement à une rentrée fiscale extraordinaire dans le contexte des avoirs immobilisés ni des avoirs gelés.

**Violations des droits de l'homme au Yémen** | Question **0312** (09/02/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV) |

Les violations des droits de l'homme sont malheureusement monnaie courante sous le régime Houthi au Yémen. Ces derniers jours, les médias ont rapporté que 13 hommes ont récemment été accusés d'homosexualité et condamnés à mort. Notamment, les défenseurs des droits de l'homme et les représentants des médias sont, de façon régulière, arbitrairement détenus et torturés.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Est-ce que le ministre est au courant des violations des droits de l'homme systématiques au Yémen ?

2) Dans l'affirmative, le ministre prendra-t-il une initiative pour protester officiellement, au nom du Gouvernement, contre les violations des droits de l'homme au Yémen ?

3) Au vu des violations régulières des droits de l'homme, le Gouvernement estime-t-il que l'Union européenne devrait prendre des sanctions contre le Yémen et serait-il prêt, le cas échéant, à soutenir une telle initiative ?

**Réponse** (06/03/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) et 2) La situation des droits humains au Yémen est des plus préoccupantes. Il s'agit d'un sujet qui est à l'agenda de longue date. Le Luxembourg s'était particulièrement impliqué dans ce dossier, en faisant partie du groupe noyau de pays, avec la Belgique, les Pays-Bas, l'Irlande et le Canada, qui étaient coauteurs de la résolution au Conseil des droits de l'homme sur la situation des droits humains au Yémen. Cette résolution avait établi le mandat d'investigation du groupe des experts éminents, avec pour mission de préserver, collecter et analyser les preuves des violations des droits humains dans le pays. Cependant, le renouvellement du mandat du groupe d'experts éminents a échoué en 2021 lors de la 48e session du Conseil des droits de l'homme, la résolution n'ayant pas rassemblé le nombre de votes nécessaires à sa reconduction.

Nous continuons à suivre de près et à attirer l'attention sur l'évolution de la situation des droits humains au Yémen, y compris les nombreuses violations des droits humains perpétrées par les Houthis, notamment à l'encontre des femmes et des filles, comme indiqué dans le rapport de 2023 du groupe d'experts des Nations Unies, ainsi que les allégations de mauvais traitements infligés aux migrants et aux demandeurs d'asile et aux victimes de la traite des êtres humains dans les régions frontalières. Le Luxembourg est également préoccupé par la situation des civils, des femmes, des enfants, des militants, des journalistes, des défenseurs et défenseuses des droits humains, des personnes LGBTIQ+, des travailleurs humanitaires et des personnes appartenant à des minorités, y compris la communauté religieuse bahaïe. Le Luxembourg envisagera favorablement de soutenir d'éventuelles initiatives futures visant à faire en sorte que les auteurs des violations des droits humains aient à répondre de leurs actes.

ad 3) Compte tenu des violations des droits humains en cours, le Luxembourg soutient une approche commune de l'Union européenne qui ne pénalise pas les victimes, c'est-à-dire la population yéménite, mais qui vise de façon ciblée les auteurs de ces crimes sans mettre en péril les pourparlers de paix. De concert avec l'Union européenne, le Luxembourg est aussi favorable à l'étude des possibilités de mise en place d'un mécanisme indépendant de prévention et de lutte contre l'impunité des violations des droits humains et des abus, afin d'éviter de nouvelles souffrances au peuple yéménite.

Enfin, il convient de rappeler que l'Union européenne a déjà pris des mesures restrictives contre certaines personnes qui se sont livrées à des actes menaçant la paix, la sécurité ou la stabilité du Yémen – et ayant donc une incidence directe sur la situation des droits humains dans le pays – par le biais de son règlement n° 1352/2014 du 18 décembre 2014. Celui-ci prévoit des restrictions à l'entrée ou au passage en transit, ainsi que le gel des fonds et des ressources économiques, des personnes en question, conformément à la résolution 2140 (2014) du Conseil de sécurité des Nations Unies du 26 février 2014.

**Contrôles de l'ITM dans le cadre des vendanges 2023** | Question **0314** (09/02/2024) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

Nodeems déi Lëtzebuerger Wënzer d'lescht Joer mat ville Belaaschtungen a Beschränkungen ze kämpfen haten, sou z. B. mat iwwerméisseg staarke Reefäll am Summer, déi zu engem ongewéinlech fréie Liesufank gefouert hunn, goufe si och, wéi ee rezent an der Press noliese konnt (Artikel „OPVI: Mënschen, Drauwen, Passioun", „Tageblatt" vum 30.1.2024), am selwechte Joer mat verstäerkte Kontrollen duerch d'Inspection du travail et des mines konfrontéiert. Net manner wéi dräimol hätt d'ITM d'Lies bzw. déi bei de Wënzer beschäftegt Hëllefsaarbechter kontrolléiert an dobäi relativ héich Geldstrofe verhaang.

De Rapport vun der ITM fir d'Joer 2022 weist drop hin, datt d'ITM dat Joer Geldstrofen an Héicht vun 10,42 Milliounen Euro verhaang hat, e Rekord. Gläichzäiteg war d'Zuel vun de Kontrollen dat Joer däitlech an d'Luucht gaang. Fir 2023 leien nach keng Zuele vir. Op der Tëlee hat den Direkter vun der ITM den 21. Abrëll 2023 ënnerstrach, datt Geldstrofen am Géigesaz zu Chantiersschléissungen net ëmmer eng ofschreckend Wierkung op d'Patronen hätten.

An dësem Kontext hu mir follgend Froen un d'Madamm Wäibauminister an un den Här Aarbechtsminister:

1. Kann d'Regierung Statistike virleeën, déi beleeën, wéi vill Geldstrofe vun der ITM am Joer 2023 géint Vertrieder vun der Lëtzebuerger Wënzerschaft verhaang goufen? Wéi vill Wënzer hunn insgesamt esou eng Geldstrof krut? Wat waren d'Grënn vun dëse Geldstrofen?

2. Wéi vill vun dëse Geldstrofe si bis elo scho bezuelt ginn? Ëm wéi eng Zomm handelt et sech dobäi?

3. Wat déi Geldstrofen ugeet, déi nach net bezuelt goufen: Leien der Regierung Grënn vir, firwat déi betraffe Wënzer dës Geldstrofen nach net bezuelt hunn?

4. Wéi eng Grënn gëtt et fir déi verstäerkt Kontrolle vun der ITM wärend der Wäilies? Leien der Regierung Statistike vir, wéi sech d'Zuel vun dëse Kontrollen an de leschten zéng Joer entwéckelt huet?

5. Geet d'Regierung dervun aus, datt déi relativ héich Geldstrofen en dissuasiven Effekt op d'Wënzer hunn? Wa jo, wat bestäerkt d'Regierung an dëser Meenung?

6. Geet d'Regierung dervun aus, datt verschidde Wënzer bestrooft goufen, well se sech net mat der aktueller Gesetzeslag, mat den administrativen Oplagen an Direktiven auskannt hunn? Wa jo, wéi wëll d'Regierung d'Zuel vun dëse Feeler aus Onwëssenheet an Zukunft verklengeren?

**Réponse** (08/03/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Am Kader vun hire Kontrollen iwwerpréift d'ITM, ob d'Reegele betreffend d'Aarbechtsbedéngungen an an der Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht agehale goufen. D'Kontrolle vun der ITM ginn entweeder op Basis vun enger Plainte organiséiert oder si gi proaktiv geplangt an duerchgefouert.

Am Joer 2023 huet d'ITM am Ganze 17.328 Kontrolle bei verschiddene Betriber vun alle Secteuren duerchgefouert an 3.268 Geldstrofe verhaang fir e Betrag vu 14.307.000 Euro.

Am Joer 2023 goufe 36 Kontrolle bei Wënzerbetriber duerchgefouert an et gouf hinnen 10 Geldstrofe verhaang fir e Betrag vu 44.500 Euro.

D'Grënn vun dëse Geldstrofe betreffen Infraktiounen, déi festgestallt gi sinn am Kader:

– vun der medezinnescher Ënnersichung vum Aarbechtsdokter
– vum Opstelle vun den Aarbechtsstonnen a Congésregëster
– vum Opstelle vun de Paiziedelen
– vum Feele vu Beweiser betreffend d'Bezuele vun de Paien
– vum Netbezuele vum Salaire
– vum Netbezuele vun den Iwwerstonnen a vun de Congésindemnitéiten
– vum Feele vun der Openthalts- an Aarbechtserlabnes.

ad 2. Vun deenen 10 Geldstrofen, déi am Joer 2023 u Wënzerbetriber verhaange goufen, sinn der bis elo 5 bezuelt ginn an dëst fir e Betrag vun 9.000 Euro.

ad 3. Wat d'Geldstrofen ugeet, déi nach net bezuelt goufen, leien der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, déi sech ëm de Recouvrement vun de Geldstrofe bekëmmert, keng Grënn vir, firwat déi betraffe Wënzerbetriber dës Geldstrofen nach net bezuelt hunn.

ad 4. D'Zuel vun de Kontrollen, déi vun der ITM bei verschiddene Betriber vun alle Secteuren duerchgefouert goufen, hu sech wéi follgend ab dem Joer 2016 entwéckelt:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

D'Zuel vun de Kontrollen, déi vun der ITM bei de Wënzerbetriber duerchgefouert goufen, hu sech wéi follgend fir déi selwecht Zäit entwéckelt:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Am Kader vun hire Kompetenzen huet d'ITM vu Joer zu Joer tendenziell ëmmer méi Kontrolle bei alle Betriber vun alle Secteuren duerchgefouert.

Déi 36 Kontrollen, déi am Joer 2023 bei de Wënzerbetriber duerchgefouert goufen, entsprieche 14,5 % vun den 249 Wënzerbetriber, déi kontrolléiert goufen, an 0,21 % vun de 17.328 Kontrollen, déi d'ITM am Joer 2023 am Ganze gemaach huet.

Et kann een also net behaapten, dass et sech hei just ëm verstäerkt Kontrolle vun der ITM wärend der Wäilies handelt. Et gëtt keng aner spezifesch Grënn fir verstäerkt Kontrolle vun der ITM wärend der Wäilies.

ad 5. Betreffend den Netrespekt vun hiren Uerderen am Kader vun de Reegelen iwwert d'Aarbechtsbedéngungen an an der Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht, kann d'ITM de Betriber eng Geldstrof tëschent 25 a 25.000 Euro verhänken.

Fir de Betrag vun der Geldstrof festzeleeën, berücksichtegt den Direkter vun der ITM d'Ëmstänn an d'Gravitéit vun der Infraktioun souwéi d'Behuele vum Employeur.

Éier eng Geldstrof verhaange gëtt, gëtt all Betrib opgefuerdert, sech innerhalb vun engem gewëssenen Delai ze regulariséieren. Dësen Delai ass am Prinzipp op 15 Deeg fixéiert, mee falls néideg, kann dësen Delai op Demande vum Betrib och verlängert ginn.

Et si just d'Betriber, déi net op d'Uerdere vun der ITM reagéiert hunn, respektiv déi sech guer net oder net integral regulariséiert hunn, déi eng Geldstrof vun der ITM verhaange kréien.

Betreffend den Netrespekt vun de Reegelen iwwert d'Openthalts- an Aarbechtserlabnes, verhänkt den Aarbechtsminister eng Geldstrof vun 10.000 Euro pro Net-EU-Bierger, deen ouni Openthalts- oder Aarbechtserlabnes beschäftegt gëtt. Bei der Feststellung vun esou enger Infraktioun ass keng Regularisatioun méiglech.

Den Employeur riskéiert och eng Prisongsstrof vun 8 Deeg bis 1 Joer an eng Geldstrof vun 2.501 bis 125.000 Euro pro Net-EU-Bierger, deen ouni Openthalts- oder Aarbechtserlabnes beschäftegt gëtt, falls:

1. dës Infraktioun eng zweete Kéier beim selwechten Employeur festgestallt gëtt,
2. op d'mannst zwee Net-EU-Bierger mateneen ouni Openthalts- oder Aarbechtserlabnes beschäftegt ginn,
3. och nach zousätzlech grav Aarbechtsbedéngunge festgestallt ginn,
4. den Employeur weess, dass den Net-EU-Bierger Affer vu Mënschenhandel ass,
5. den Net-EU-Bierger e Mannerjäregen ass.

D'Geldstrofe goufe vum Legislateur am Aarbechtsgesetzbuch fixéiert, fir en dissuasiven Effekt op all Betrib ze hunn, deen d'Reegele betreffend d'Aarbechtsbedéngungen an an der Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht net respektéiert.

Wann ee gesäit, dass verschidde Betriber sech net regulariséieren, mee léiwer eng Geldstrof verhaange wëlle kréien, da kann een dovunner ausgoen, dass d'Geldstrofen nach net héich genuch sinn.

ad 6. Jo. D'Regierung geet dervun aus, datt et net absichtlech war. Et ass dofir ugeduecht, d'Prozedur vum Recrutement vun den Hëllefsaarbechter am Wäin, Uebst- a Geméisbau ze vereinfachen.

**Attaques de phishing** | Question **0315** (09/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Aus engem Pressecommuniqué vun der Union luxembourgeoise des consommateurs nouvelle (ULC) geet ervir, dass d'Unzuel u Phishing-Attacken 2023 op 1.300 bekannte Fäll ugewuess ass. Leider ass dovunner auszegoen, dass d'Unzuel un Tentativen an net bekannte Fäll nach vill méi héich ass.

Aus der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 0184 geet zousätzlech ervir, dass et net vill weider Zuelematerial gëtt, fir dës Entwécklungen ze kadréieren. Weeder féiert d'Police Statistiken iwwert d'Natur vun den Arnaquen, nach iwwert de „Modus operandi" oder d'Alterskategorië vun den Affer. Dëse Mangel un Informatioune betrëfft souwuel de Finanzsecteur wéi och déi aner Typpe vu Phishing-Attacken.

Besonnesch eeler Leit si cibléiert a géingen sech e bessere Schutz virun dësen Attacke wënschen. Hei si souwuel déi ëffentlech Autoritéiten als och privat Acteure gefuerdert. Och wann d'ULC Initiativen, wéi BEE SECURE an ëffentlech Informatiounscampagnen, felicitéiert, wënscht si sech eng méi staark Implikatioun vun de Finanzhaiser op nationalem Plang, besonnesch, wann et ëm d'Ënnerstëtzung vu betraffenen Affer geet.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen an Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Fäll vu versichte Phishing-Attacken op national present Banke sinn dem Ministère an de leschte 5 Joer bekannt?

2. A wéi ville Fäll ass et den Auteure vun den Attacken an de leschte 5 Joer gelongen, fir Donnéeën, Informatiounen oder och finanziell Moyene vu Clienten ze erhalen?

3. Gëtt et Pläng säitens dem Ministère, eppes am Kader vum Schutz viru Phishing-Attacken op legislativem Plang ze ënnerhuelen?

4. Gëtt et Pläng säitens dem Ministère, eppes am Kader vun enger Entschiedegung vun Affer bei Phishing-Attacken op legislativem Plang ze ënnerhuelen?

5. Wéi ënnerstëtzt d'Spuerkeess (wëssend, dass et sech ëm een Établissement public handelt) hir Clienten, am Fall, dass se Affer vun enger Phishing Attack gi sinn?

**Réponse** (08/03/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

De Ministère huet selwer keng Donnéeë bezüglech „Phishing"-Attacken.

D'CSSF gouf hirersäits iwwer déi lescht 5 Joer mat Reklamatioune vu Clientë saiséiert, déi méiglecherweis Affer vu „Phishing"-Attacke goufen. Hei d'Donnéeën opgeschlësselt no Joer:

– 2019: 2
– 2020: 1
– 2021: 8
– 2022: 24
– 2023: 45
– 2024: 7 (bis de 6. Mäerz 2024).

Wat Neierungen op legislativem Plang ubelaangt, sou sief op déi sougenannten NIS (Network and Information Security) 2 Direktiv, déi aktuell um Instanzewee ass an dëst Joer an d'national Legislatioun soll ëmgesat ginn, verwisen. Dës Direktiv gesäit ënner anerem verschidde Moossname vir, déi d'Sensibiliséierung vun de Bierger op aktuell Cybermenacen, also och de „Phishing", solle verbesseren.

Esou mussen déi concernéiert Entitéite respektiv déi zoustänneg Autoritéiten ëffentlech iwwer akut Menacë kommunizéieren, fir se esou anzedämmen. Do derniewent schaaft d'Direktiv ee Kader fir de fräiwëllegen Austausch vun aktuelle Cybermenacen an d'CSIRTen (Computer Security Incident Response Team) si gehalen, dës Informatiounen opzebereeden an ze diffuséieren. Ee fräiwëllegen Informatiounsaustausch tëscht Finanzentitéiten iwwert Cybermenacë gëtt och spezifesch am Kader vum europäeschen DORA-Reglement (Digital Operational Resilience Act) iwwert ICT Sécherheet am Finanzsecteur encouragéiert a rechtlech erméiglecht.

Op EU-Niveau lafen doriwwer eraus d'Aarbechten, fir d'Payment Services Directive 2 (PSD 2) ze iwwerschaffen, weider. Ee Schwéierpunkt ass dobäi d'Stäerkung vun den antifraude Mesuren esou eréi d'Berécksiichtege vun neien Typpe vu Fraudë wéi dem „Spoofing". D'Propositioun vun der PSD 3 gesäit a verschiddene Fäll och Entschiedegungsmechanisme vir, fir Affer vu gewëssene Frauden.

Ech wëll dann och betounen, dass iwwer déi lescht Joren d'Acteuren aus dem Finanzberäich, virop d'Banken an d'ABBL, ganz vill Sensibiliséierungsaarbecht geleescht hunn.

Well den honorabelen Deputéierte besonnesch d'Spuerkeess viséiert, erlaben ech mir, follgend zousätzlech Informatiounen ze ginn.

Esou fënnt ee Warnungen an Alerten op hirer Websäit, www.spuerkeess.lu, op soziale Medien an op der S-Net Mobile App an och Erklärungen um Internet (https://www.spuerkeess.lu/fr/particuliers/?q=-phishing), fir d'Clienten ze informéieren an ze sensibiliséieren, an ze erklären, wéi ee reagéiert, wann een Affer vun engem Bedruch ginn ass.

Wann der Bank ee „Phishing" Bedruch, Versuch oder Verdacht gemellt gëtt:

– ënnerstëtzt d'Spuerkeess de Client direkt mat den néidegen Erklärungen a bitt Hëllefsstellung, fir de Bedruch ze mellen (bei Worldline, LuxTrust, Police, anere Banken asw.);
– mécht se eng direkt Kontroll vun de Konten, Onlinebanking, Kaarten a LuxTrust Zertifikater vum betraffene Client a, wa relevant, späert se dës;
– hëlt se direkt Kontakt op mat der Bank, wou d'Suen onberechtegt hin iwwerwise goufe fir ze probéieren, déi ze blockéieren oder ze recuperéieren;
– stellt se een Dossier zesumme mat allen Informatiounen, fir un déi zoustänneg Autoritéite weiderzeginn.

D'Spuerkeess féiert och intern Analysen duerch, fir eventuell weider Fäll nom selwechte Muster, souwäit wéi méiglech ze verhënneren.

Zesumme mat Worldline Financial Services (Europe) SA, an an Zesummenaarbecht mat anere Banken an der ABBL, gouf doriwwer eraus eng 24/7 Hotline ageriicht, iwwer déi och Kaarten a LuxTrust Produite kënne blockéiert ginn.

An nächster Zukunft wäert een iwwer dës Hotline och kënnen den Onlinebanking vum betraffene Client blockéieren (eppes, wat fir Spuerkeess-Clienten haut scho méiglech ass). D'Clientë kënnen dat schonn haut och selwer iwwer hiren S-Net maachen.

**Directive sur la chaîne d'approvisionnement (CSDDD)** | Question **0319** (12/02/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den 9. Februar sollt u sech d'Liwwerkettendirektiv (CSDDD) um Ordre du jour vun der Réunion informelle des ministres de la compétitivité stoen. De Vott iwwert den Text ass awer kuerzfristeg ofgesot ginn. Wéi de Radio 100,7 iwwert de Weekend gemellt huet:

„D'Lëtzebuerger Regierung wier dobäi, hir Positioun ze finaliséieren, hat et gëscht op eis Nofro geheescht. Och haut war doriwwer net méi gewuer ze ginn.

D'Gesetz soll dofir suergen, datt grouss Betriber an d'Responsabilitéit geholl kënne ginn, wa si

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

beispillsweis vu Verstéiss géint Mënscherechter an der Liwwerkette profitéieren."

An hirem Programm vun 2023–2028 huet sech d'Regierung verflicht, fir d'Direktiv ze ënnerstëtzen, mee am selwechte Moment och Konditioune fir hire Support gestallt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi hätt d'Lëtzebuerger Regierung den 9. Februar ofgestëmmt, wann et zu engem Vott komm wier? Mat wéi enger Begrënnung?

2. Wäert Lëtzebuerg sech fir Ännerungen am Text virun engem neie Vott asetzen? Wa jo, wat fir Ännerunge wieren dat?

3. Gëtt et schonn een neien Datum fir ee Vott?

**Réponse** (04/03/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Le Premier ministre a répondu à l'ensemble de ces questions lors de l'heure d'actualité à la Chambre des Députés en date du 28 février 2024.

Le Gouvernement partage les objectifs du projet de directive relative au devoir de diligence en matière de durabilité des entreprises et contribue activement aux négociations en cours.

En raison du degré d'ouverture de l'économie luxembourgeoise, le Gouvernement privilégie l'adoption d'une réglementation européenne en la matière.

**Directive 2013/48 relative au droit d'accès à un avocat** | Question **0322** (12/02/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La directive 2013/48 relative au droit d'accès à un avocat et au droit de communiquer en cas d'arrestation prévoit l'obligation d'informer d'office le titulaire de la responsabilité parentale de la privation de liberté d'un enfant mineur. Après plusieurs démarches entreprises par la Commission européenne, dont une lettre de mise en demeure et un avis motivé, l'institution européenne a finalement décidé de saisir la Cour de justice de l'Union européenne d'un recours contre le Luxembourg sur base d'une transposition incorrecte de dispositions de la directive susmentionnée. Ainsi, le Grand-Duché risque d'être frappé par une amende élevée.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre de la Justice :

– Quelles démarches seront entreprises, vu le projet de loi déposé, pour éviter ou tout au moins réduire le risque d'une sanction financière?

**Réponse** (07/03/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Le projet de loi n° 8326 portant sur l'information des représentants légaux des mineurs privés de liberté vise justement à remédier ponctuellement aux lacunes textuelles constatées par la Commission européenne, en attendant l'adoption et le vote du projet de loi n° 7991 portant introduction d'une procédure pénale pour mineurs.

Ce projet de loi prévoit en son article unique une information des représentants légaux en cas de privation de liberté de leur enfant mineur, ainsi que les exceptions à cette information.

Le Conseil d'État a rendu son avis en date du 27 février 2024 et les amendements au projet de loi sont en cours d'élaboration, de sorte que la procédure législative pourra être poursuivie dans les meilleurs délais.

**Utilisation des bénéfices issus des avoirs russes gelés afin de soutenir militairement l'Ukraine** | Question urgente **0493** (19/03/2024) de **Mme Liz Braz** | **M. Georges Engel** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

D'après un article récemment paru sur le site Politico, le Luxembourg fait partie des quatre États membres de l'UE, à savoir la Hongrie, la Slovaquie et Malte, qui se seraient opposés à l'objectif de la Présidente de la Commission européenne d'utiliser les bénéfices issus des avoirs russes gelés afin de soutenir l'Ukraine militairement, notamment à travers la livraison de munitions, lors d'une réunion des ambassadeurs des 27 États membres la semaine dernière.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, à Madame la Ministre de la Défense et à Monsieur le Ministre des Finances :

– Les membres du Gouvernement peuvent-ils confirmer cette information ? Dans l'affirmative, pour quelles raisons le Luxembourg a-t-il adopté cette position ?

– Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois sur l'utilisation des bénéfices issus des avoirs russes gelés afin de soutenir militairement l'Ukraine ?

– Comment le Luxembourg exprimera-t-il sa position quant à ce sujet lors du Conseil européen du 21 au 22 mars et au sommet de la zone euro le 22 mars ?

**Réponse** (20/03/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

L'information parue sur le site Politico ne reflète pas le déroulement de cette réunion. En effet, le représentant luxembourgeois a rappelé qu'il était primordial d'avoir une certitude juridique avant d'attribuer un avoir ou son produit à un tiers. D'autre part, il avait été retenu jusqu'à ce jour que l'utilisation de ces montants serve à la reconstruction de l'Ukraine.

Lors du prochain Conseil européen, le Luxembourg soutiendra la proposition d'utiliser ces montants pour un soutien militaire à l'Ukraine.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

**Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis**

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

**Ech abonéiere mech:**

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

**Ech desabonéiere mech:**

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.




Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE
POST LUXEMBOURG
Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG
PORT PAYÉ
PS/799

Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen


Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-09

Séances publiques n^os 16 et 17 p. 09-59

Questions au Gouvernement p. 60-99



2023-2028

n° 8




# Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-06

Nouvelles lois ..... p. 07-09

Séances publiques ..... p. 09-59

16e séance du mardi 19 mars 2024 p. 09-40

17e séance du mercredi 20 mars 2024 p. 41-59

Questions au Gouvernement ..... p. 60-99

# Chambre des Députés

## Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

**Concept et layout :**
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

**Impression :**
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**
22/04/2024

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

# « L'accès aux soins pédiatriques doit s'améliorer »

L'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu), M. Charel Schmit, a mené une délégation à la Chambre des Députés, le 15 avril 2024, afin de présenter aux députés le rapport annuel 2023 de l'organisation de défense des droits des enfants qu'il dirige.

Un meilleur travail d'information, une accélération de la prise en charge médicale des enfants, un guichet unique pour la prise en charge du handicap, la simplification des procédures : dans la partie « thématique » de son troisième rapport, l'OKaJu a souhaité mettre l'accent sur la prise en charge pédiatrique des enfants de 0 à 12 ans.

L'OKaJu a émis dans ce contexte un ensemble de recommandations lors de son échange avec les députés. Parmi celles-ci figuraient l'organisation d'assises nationales de la pédiatrie et la mise en place d'une stratégie pédiatrique ainsi que la création d'un poste de coordinateur national.

Globalement, il faudrait « que la pédiatrie soit valorisée ». Il faudrait également « se donner des outils pour améliorer la pédiatrie afin qu'elle corresponde à la démographie et à la croissance du pays », évoquant un problème général de durée d'attente pour l'accès aux soins.

Pour l'OKaJu et son équipe, la question de la santé mentale devrait également devenir « une priorité absolue ». M. Schmit a déploré un « manque de dépistage » en la matière, alors qu'au Luxembourg le dépistage serait globalement satisfaisant dans les autres domaines de santé. Il serait nécessaire de travailler à la détection d'un mal-être potentiel chez l'enfant dès le plus jeune âge.




*De gauche à droite : M. Charel Schmit, Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, M. Claude Wiseler, Président de la Chambre, et Mme Barbara Agostino, Présidente de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

À la question d'une députée, M. Charel Schmit a répondu que le nombre d'outils d'évaluation était effectivement trop limité, soulignant que « trois rapports ne suffisent pas » et qu'il fallait aller plus vite, comme le temps jouerait un rôle important en ce qui concerne la prise en charge des enfants. « La temporalité n'est pas assez prise en compte par le système », a-t-il conclu.

**Retrouvez le rapport annuel 2023 de l'OKaJu en scannant le code QR suivant :**

# Visite parlementaire camerounaise à la Chambre



*La délégation parlementaire camerounaise, en visite au Luxembourg, a été reçue à la Chambre des Députés.*

Un an après la première visite parlementaire luxembourgeoise sur le continent africain, qui s'est déroulée au Cameroun, une délégation de l'Assemblée nationale camerounaise était de visite à la Chambre des Députés le 28 mars 2024.

Les parlementaires du Luxembourg et du Cameroun entretiennent des relations étroites. C'est ce qu'a souligné le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, lors de l'échange de vues. Les membres de la délégation camerounaise, sous la conduite du Vice-Président de l'Assemblée nationale, M. Hilarion Etong, se sont entretenus avec les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région sur des sujets d'actualité et sur la collaboration entre les deux Parlements.

Dans ce contexte a été évoquée l'existence d'un groupe d'amitié parlementaire entre l'Assemblée nationale du Cameroun et la Chambre des Députés du Grand-Duché, créé en 2011 ; la coopération se fait également au niveau multilatéral à l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF).

La diaspora camerounaise et son implication politique figuraient également parmi les sujets discutés. Quelque 871 ressortissants du Cameroun vivaient au Luxembourg en 2022.

Une toute première visite bilatérale du Parlement luxembourgeois sur le continent africain avait eu lieu en avril 2023 à Yaoundé et dans différentes régions du Cameroun. À cette occasion a été posée la première pierre du centre culturel luxembourgeois visant à faire vivre les relations entre les deux pays.

La délégation camerounaise a par ailleurs eu une entrevue avec le Président de la Commission de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, M. Jeff Boonen, ainsi qu'avec le Vice-Président du Conseil d'État, M. Alain Kinsch. En outre, M. Etong a été reçu en audience par S.A.R. le Grand-Duc Héritier.

Conférence européenne interparlementaire sur l'espace (EISC)

# « Légiférer sur l'espace – une affaire commerciale ? »



*La Conférence européenne interparlementaire sur l'espace (EISC) a été organisée cette année pour la première fois à la Chambre des Députés.*

Une cinquantaine de parlementaires et d'experts se sont réunis le 25 mars 2024 à la Chambre des Députés dans le cadre de la Conférence européenne interparlementaire sur l'espace (EISC) sous le thème de « légiférer sur l'espace – une affaire commerciale ». Il s'agit de la première fois que la présidence revient au Parlement luxembourgeois.

Le cadre juridique international actuel des activités spatiales ainsi que les aspects juridiques de l'implication des États membres dans les activités spatiales européennes étaient au cœur des discussions entre les parlementaires des 14 pays présents et des experts dans le domaine. Un autre sujet abordé lors de la conférence était la législation spatiale nationale.

11 membres de l'Union européenne ont adopté une législation spatiale nationale dans le but de mettre en œuvre l'article VI du Traité sur l'espace extra-atmosphérique, autorisant les activités spatiales nationales.

Certains pays travaillent sur un projet de loi spatial, tandis que d'autres préparent des amendements à leur législation spatiale.

Dans son allocution de bienvenue, le Président de la délégation parlementaire luxembourgeoise, M. Gérard Schockmel, a rappelé le rôle pionnier du Grand-Duché en termes de législation nationale spatiale.

S'adressant à ses homologues et aux experts venus des quatre coins du monde, M. Schockmel a souligné que le cadre juridique spatial luxembourgeois est l'un des plus récents parmi les pays activement impliqués dans la politique spatiale. Il se compose actuellement de deux lois spécifiques : la loi sur l'exploitation et l'utilisation des ressources spatiales du 20 juillet 2017 et la loi générale sur les activités spatiales du 10 décembre 2020.

La délégation luxembourgeoise auprès de l'EISC se compose de M. Gérard Schockmel, Président, MM. Laurent Zeimet, Franz Fayot et Sven Clement, membres effectifs, et de Mmes Octavie Modert et Carole Hartmann ainsi que de MM. Tom Weidig et François Bausch, membres suppléants.

### Qu'est-ce que la Conférence européenne interparlementaire sur l'espace (EISC) ?

Créée en 1999 en tant que forum permanent de coopération interparlementaire entre les parlements nationaux européens intéressés par la politique spatiale, elle vise à faciliter l'échange d'informations sur les activités spatiales et à promouvoir la compréhension mutuelle des politiques nationales en offrant un forum d'analyse des principaux enjeux du secteur spatial européen.

# La COSAC s'engage pour la protection de la démocratie et des valeurs européennes

À l'approche des élections européennes en juin, la présidence belge du Conseil de l'Union européenne a tenu à mettre à l'ordre du jour de la 71e séance plénière de la Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) les perspectives stratégiques de l'UE. L'assemblée s'est réunie du 24 au 26 mars 2024 à Bruxelles pour évoquer les défis pour l'UE dans les années à venir et le rôle crucial que les parlements nationaux peuvent jouer dans ce contexte.

Les députés des États membres de l'UE se sont globalement mis d'accord sur plusieurs sujets, dont la guerre d'agression en Ukraine. La députée ukrainienne et Présidente de la Commission pour l'intégration de l'Ukraine dans l'Union européenne, Mme Ivanna Klympush-Tsintsadze, a lancé la discussion. Elle avait du mal à trouver les mots quand elle a décrit la situation sur place. À son avis, il est dans l'intérêt commun de toute l'Europe d'arrêter cette « guerre barbare » et d'agir aussi rapidement que possible. Elle a lancé un appel aux participants de ne pas détourner le regard de ce qui se passe dans le pays et s'est exclamée : « Tout équipement non envoyé en Ukraine permet à la Russie de gagner encore plus de territoire. » De nombreux membres de parlements nationaux ont affirmé que l'Ukraine devait gagner cette guerre.

La Présidente de la Chambre des Représentants de la Belgique, Mme Eliane Tillieux, a ensuite fait l'examen de la représentation paritaire des genres au sein des parlements nationaux. Il reste, selon elle, encore beaucoup à faire en matière d'égalité d'accès aux postes décisionnels. Mme Marie-Colline Leroy, Secrétaire d'État à l'Égalité des genres, à l'Égalité des chances et à la Diversité du Royaume de Belgique, a affirmé que la participation des femmes joue un rôle essentiel afin de rendre la démocratie européenne plus forte et légitime.

Certaines délégations nationales se sont inquiétées pour les droits des femmes durant cette période d'élections, notamment pour les femmes moins privilégiées, et se sont interrogées sur les manières de les protéger. Les invités ont conclu que l'inclusion est au cœur des valeurs européennes et des traités et doit être mise en avant par les efforts des parlements nationaux.

La session suivante, présidée par M. Gaëtan Van Goidsenhoven, Sénateur et Coprésident du comité d'avis fédéral chargé des questions européennes, s'est concentrée sur le concept d'autonomie stratégique ouverte. Les échanges avec les invités ont permis de souligner la volonté des délégations nationales de rendre l'UE plus compétitive et résiliente.

Pour M. Thierry Breton, Commissaire européen au Marché intérieur, l'UE réitère son engagement à la coopération avec des partenaires de confiance, mais la majorité des délégations nationales se sont accordées à dire que la chaîne de valeur de l'économie européenne doit être partiellement relocalisée afin de réduire sa vulnérabilité face à des évènements comme la Covid ou la guerre d'agression en Ukraine, et de garantir sa capacité à réaliser ses objectifs, notamment de transition écologique.

Le Commissaire européen chargé de l'Emploi et des Droits sociaux, M. Nicolas Schmit, a réaffirmé que les travailleurs ont un rôle clé à jouer pour le marché commun.

Plusieurs parlementaires ont souligné les manières dont l'UE peut promouvoir l'innovation. Concernant la lutte contre le changement climatique, la majorité des participants ont insisté qu'elle est une opportunité de rendre l'UE plus compétitive et que le Pacte vert doit permettre de soutenir l'industrie.

Quant à la dernière session, elle a marqué l'attachement de la présidence belge aux valeurs démocratiques. Le Commissaire européen à la Justice, M. Didier Reynders, a d'abord détaillé le travail de l'exécutif européen dans l'examen du respect de l'État de droit par les pays membres ou candidats, puis a rappelé le rôle des parlements nationaux dans le contrôle du pouvoir exécutif.

En ce qui concerne les valeurs européennes, Mme Françoise Tulkens, professeure émérite à l'Université catholique de Louvain et ancienne juge et Vice-Présidente à la Cour européenne des droits de l'homme, a expliqué leur tangibilité au sein des traités et de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne et de la Cour européenne des droits de l'homme, faisant de l'UE une union de valeurs communes et une puissance normative.

Elle a aussi mis en avant la responsabilité des parlements nationaux dans la lutte pour l'accès à la justice, la liberté de presse ou encore la dénonciation du non-respect de ces valeurs.

Plusieurs délégations se sont finalement inquiétées du rôle de l'intelligence artificielle dans la désinformation en période électorale, tandis que d'autres ont exprimé leur souhait pour une éducation politique et civique européenne.




*MM. Tom Weidig et Fernand Kartheiser ont participé à la 71e séance plénière de la COSAC.*

Conférence des Présidents de la Région Europe de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF)

# La désinformation : l'outil sournois de la guerre hybride




*La Chambre des Députés était représentée par Mme Alexandra Schoos.*

Les 18 et 19 mars 2024 a eu lieu à Chisinau la Conférence des Présidents de la Région Europe de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF). Cette réunion a rassemblé 33 participants de 15 sections différentes dans la capitale moldave. À l'ordre du jour a figuré la problématique de la désinformation en tant qu'arme de guerre. La Chambre des Députés y était représentée par Mme Alexandra Schoos.

## Une francophonie unie est une francophonie durable

La Moldavie est le pays le plus francophone des pays de l'Europe centrale et orientale, a annoncé Mme Marcela Adam, Présidente de la délégation moldave auprès de l'APF. Cela fait presque 30 ans que le pays fait partie de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et de l'APF. Plus de 900 lycées ont la langue française comme première langue étrangère, 8 lycées sont bilingues et il existe 7 universités proposant un cursus en français. Pour Mme Adam, la francophonie représente pour la Moldavie une porte ouverte vers l'Europe.

## La guerre avant la guerre

L'Ukraine se trouve à 50 kilomètres de la capitale moldave. C'est la raison avancée pour expliquer pourquoi la Moldavie subit depuis des années une agression hybride. Cette dernière se compose de propagande, de fausses nouvelles, de désinformation, de prédation économique, d'incitation à l'insurrection ou encore de migration. La campagne de désinformation a pour but de déstabiliser les institutions d'un pays et de gagner des adhérents. Il est difficile de combattre ce genre d'agression car l'adversaire est inconnu.

D'après M. Jean-Michel De Waele, Professeur de sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles (ULB), il faut reconnaître au plus vite l'importance de l'Europe centrale et orientale car les habitants de la région sont à l'avant-garde de la défense de nos valeurs. Il devient selon lui urgent d'investir aujourd'hui dans ces pays afin d'éviter qu'ils ne tombent sous l'influence russe.

Le Premier Ministre moldave, M. Dorin Recean, a quant à lui remercié l'Europe de tout l'appui qu'elle apporte à l'Ukraine. Il a toutefois demandé également à ses interlocuteurs de voir la Moldavie d'un autre œil et d'investir dans son pays. D'après lui, il s'agirait de la seule façon de maintenir ce dernier hors domination russe.

La Moldavie est un des plus gros producteurs en matière de technologies de l'information en Europe de l'Est et M. Recean a noté que les investissements dans ce domaine ont triplé au cours des quatre dernières années.

Les parlementaires ont discuté sur les différentes pistes à suivre pour lutter contre la désinformation et contrer les ingérences étrangères. Un des points qui sont ressortis est qu'il devient de plus en plus indispensable d'échanger sur les bonnes pratiques entre parlements afin d'éviter la perte totale de la crédibilité des institutions. Selon M. De Waele, il faut des mesures concrètes et pragmatiques, les valeurs morales ne suffisant pas pour convaincre la population.

Une des solutions consiste en la coopération interparlementaire, a affirmé M. Vincent Couronne, Docteur en droit public de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne. La Commission européenne veut que les parlements nationaux mettent en place des instruments de contrôle d'ingérence étrangère. L'implication de parlementaires européens serait utile, car ceux-ci ont déjà travaillé sur ce sujet.




Mme Alexandra Schoos et M. Gilles Baum ont participé aux réunions de la Commission de l'éducation, de la culture et de la communication ainsi que du Réseau parlementaire de lutte contre les pandémies de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF), qui se sont tenues du 3 au 5 avril 2024 au Sénat roumain à Bucarest.

**Pour plus d'informations concernant l'APF, veuillez scanner le code QR suivant :**

Recherche scientifique au Parlement

# Peut-on restreindre l'accès à la propriété immobilière aux étrangers non-résidents au Luxembourg ? Étude de la faisabilité juridique et économique d'une loi sur le modèle de la loi suisse « Lex Koller »

La question du logement au Luxembourg est marquée par une disproportion entre la demande (élevée) et l'offre (faible), l'indisponibilité ou l'absence de biens immobiliers entraînant une hausse des prix de vente.

En Suisse, la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (LFAIE) a été adoptée dans l'objectif de préserver la disponibilité des logements au profit des ressortissants nationaux et des résidents. Elle met en place un régime d'autorisation pour les étrangers non-résidents, lorsqu'ils souhaitent acquérir un bien immobilier situé en Suisse. Cette législation, dont les origines remontent aux années soixante, a vu son contenu évoluer. La version révisée de la LFAIE adoptée en 1997, dite « Lex Koller », a apporté de nombreux assouplissements.

La Lex Koller a une efficacité relative en tant qu'instrument de lutte contre la crise du logement en Suisse. Les restrictions qu'elle prévoit sont, en effet, de plus en plus réduites. Cela peut témoigner d'une certaine inadaptation des instruments mis en place. Si d'un point de vue économique, l'application de la Lex Koller a eu un impact sur le marché de l'immobilier suisse en contribuant à sa stabilité, le postulat au fondement de cette loi, selon lequel il y aurait une corrélation entre l'immigration et la hausse des prix de l'immobilier en Suisse, est de moins en moins correct.

Au Luxembourg, d'un point de vue économique, le postulat de départ qui pourrait justifier l'adoption d'une loi sur le modèle de la Lex Koller suisse n'est pas vérifié. L'acquisition de la propriété immobilière par les étrangers ne constitue pas un facteur explicatif de la crise du logement ou de la hausse des prix. Les investissements étrangers jouent plutôt un rôle de dynamisation de l'économie luxembourgeoise. Les informations recueillies et analysées par l'Observatoire de l'habitat permettent de confirmer que des personnes physiques détiennent la majorité de la propriété foncière au Luxembourg.

D'un point de vue juridique, la compatibilité d'une législation sur le modèle de la Lex Koller avec l'ordre juridique luxembourgeois ferait défaut. Le régime de l'autorisation préalable à l'acquisition de la propriété au Luxembourg auquel seraient soumis les étrangers non-résidents ne pourrait trouver de justifications admissibles au regard des engagements européens et internationaux du Luxembourg. Du point de vue du droit interne, dans le cas où le propriétaire souhaiterait vendre son bien, une législation sur le modèle de la Lex Koller ne semble pas compatible avec la liberté du propriétaire de choisir son cocontractant.

Quant à l'articulation entre l'objectif d'une loi sur le modèle de la Lex Koller et la législation fiscale, l'analyse des projets de réforme foncière, actuellement en discussion devant la Chambre des Députés, met en évidence un effet désincitatif des instruments fiscaux sur la conservation de logements vacants et la détention non productive de foncier à des fins spéculatives, au Luxembourg. Cet effet vise indifféremment les Luxembourgeois et les étrangers.

Outre son incompatibilité potentielle avec l'ordre juridique luxembourgeois, une loi sur le modèle de la Lex Koller n'apporterait pas de solution adaptée à la pénurie de logements au Luxembourg.

***Note de recherche scientifique par Mmes Racha El Herfi, Julie Kaprielian et Nora Paulus : « Peut-on restreindre l'accès à la propriété immobilière aux étrangers non-résidents au Luxembourg ? Étude de la faisabilité juridique et économique d'une loi sur le modèle de la loi suisse "Lex Koller" »,*** *Luxembourg, Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 22 mars 2024.*

**Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :**

# Quel rôle pour les parlements nationaux dans les affaires européennes ?

Le Président de la Chambre des Députés a répondu présent à une invitation du « Deutscher Verein » pour une conférence autour de la place des parlements nationaux dans l'écosystème politique européen.

Les parlements nationaux sont-ils perdants ou retardataires sur le chemin de l'intégration européenne ? C'est une des questions centrales dont ont débattu les participants à la conférence de l'ASBL « Deutscher Verein », le 18 mars 2024, au Foyer européen dans le cadre du cycle de conférences « Mon Europe ».

L'événement portait aussi bien sur les interactions des parlements nationaux entre eux que sur celles qu'ils ont avec le Parlement européen. Ces sujets ont été abordés sur fond des élections européennes qui auront lieu au mois de juin 2024.

M. Claude Wiseler a prononcé dans ce contexte une allocution qui a servi de base aux discussions de la conférence.

Dans sa présentation, le Président de la Chambre s'est basé sur une analyse de l'évolution historique du parlementarisme en Europe et sur le contexte institutionnel actuel pour tirer un certain nombre de conclusions.

Parmi celles-ci, M. Wiseler a affirmé que « les parlements nationaux s'occupent de plus en plus d'affaires européennes et jouent un rôle clé à l'intersection des dimensions européenne et internationale ».

Il a néanmoins reconnu que le Parlement luxembourgeois est encore dans une situation où il « prend souvent position trop tard » sur les questions européennes. D'où la nécessité d'une nouvelle approche, que M. Wiseler a affirmé souhaiter amorcer.

*Le Président de la Chambre est intervenu lors d'une conférence sur la place des parlements nationaux dans l'écosystème politique européen.*



© Bureau de liaison du Parlement européen à Luxembourg

## Fixation des prix en situation d'urgence

**7479B – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence**

L'article 3 de la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence se limite actuellement à énoncer le principe selon lequel les prix sont librement déterminés par le jeu de la concurrence.

L'objet du présent dispositif est de compléter la disposition unique dudit article par deux paragraphes.

L'ajout permettra au Gouvernement d'intervenir dans la fixation des prix dans des situations d'urgence.

Cette faculté accordée à l'exécutif n'est pas nouvelle. Elle était déjà prévue dans le projet de loi n° 7479 initial, tel que déposé le 1er octobre 2019, projet qui reprenait les dispositions afférentes de l'article 2 de la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence, loi abrogée et remplacée par la loi précitée du 30 novembre 2022.

Dépôt du projet de loi 7479 par M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 01/10/2019

Rapporteur : M. Guy Arendt

---

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace concernant le projet de loi 7479
(Présidente : Mme Francine Closener) :

| | |
|---|---|
| 17/06/2021 | Désignation d'un rapporteur<br>Présentation du projet de loi<br>Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 24/06/2021 | Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État |
| 08/07/2021 | Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État |
| 10/09/2021 | Adoption d'une série d'amendements parlementaires |
| 27/01/2022 | Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État |
| 03/02/2022 | Suite de l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État |
| 07/02/2022 | Échange de vues avec le Conseil d'État |
| 28/02/2022 | Suite de l'échange de vues avec le Conseil d'État |
| 17/03/2022 | Continuation des travaux |
| 29/03/2022 | Adoption d'une série d'amendements parlementaires |
| 15/09/2022 | Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État<br>Scission du projet de loi 7479 en deux projets de loi distincts : 7479A et 7479B |

---

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme concernant le projet de loi 7479B
(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

| | |
|---|---|
| 01/02/2024 | Désignation d'un rapporteur<br>Présentation et examen du projet de loi<br>Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 14/03/2024 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

---

Vote en séance publique : 20/03/2024
Loi du 29 mars 2024
Mémorial A : 2024, n° 134, page 1

## Responsabilité civile automobile

**8184 – Projet de loi portant : 1° transposition de la directive (UE) 2021/2118 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 modifiant la directive 2009/103/CE concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et le contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité ; et 2° modification de : a) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ; b) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; c) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers**

Le projet de loi a principalement pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2021/2118 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 modifiant la directive 2009/103/CE concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et le contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité qui apporte des précisions sur certains aspects du cadre législatif de l'assurance obligatoire responsabilité civile automobile afin de maintenir à un niveau élevé la protection des personnes lésées dans des accidents de véhicules à travers toute l'Union européenne.

Ainsi, des précisions sont apportées à la notion clé de « véhicule » afin d'écarter tout doute en ce qui concerne le champ d'application de la législation visée. Dans la même perspective, et dans le sillage de la jurisprudence de la Cour de justice concernant le concept de « circulation d'un véhicule », les conditions d'utilisation du véhicule, qui déterminent ici encore le champ d'application de l'assurance, ont été précisées.

La directive (UE) 2021/2118 introduit, afin de pérenniser la protection des personnes lésées suite à un accident avec un véhicule, l'obligation pour les États membres de créer ou d'agréer un organisme chargé de verser une indemnisation aux personnes lésées en cas d'insolvabilité d'un assureur. À cette fin, il est proposé de créer un nouvel établissement public, le Fonds d'insolvabilité en assurance automobile (FIAA) qui aura pour mission d'indemniser les personnes lésées résidantes au Grand-Duché de Luxembourg pour des dommages matériels ou corporels causés par un véhicule assuré par une entreprise d'assurances établie dans l'Union européenne qui fait l'objet d'une procédure de faillite ou d'une procédure de liquidation. Le financement de ses missions est pris en charge par les entreprises d'assurances luxembourgeoises actives dans la branche d'assurance de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs (RCA).

La directive (UE) 2021/2118 clarifie par ailleurs l'utilisation des attestations de sinistres dans un contexte transfrontalier. Le contenu et la forme de ces attestations sont ainsi harmonisés dans l'ensemble de l'Union européenne.

En deuxième lieu, il a été profité de la transposition de la directive (UE) 2021/2118 pour mettre à jour des références anciennes dans la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs et d'y apporter certaines clarifications.

En troisième lieu, le projet de loi modernise la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances (LSA) en y apportant certains ajustements ciblés et en y redressant certaines erreurs.

Vu la croissance spectaculaire qu'a connu le secteur des assurances, de la réassurance et de l'intermédiation et par ricochet les activités du Commissariat aux assurances (CAA) lui-même au cours des dernières années, le projet de loi adapte la structure de gouvernance du CAA et augmente le nombre des membres du conseil du Commissariat à sept.

Le projet de loi introduit également des ajustements aux dispositions sur les professionnels du secteur de l'assurance (PSA) contenues dans la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances en ce qui concerne notamment la domiciliation.

Afin de tenir compte des évolutions en matière des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), le projet de loi prévoit de permettre la conservation numérique de documents et leur traitement auprès de prestataires tiers critiques de services TIC soumis à la supervision d'une autorité européenne de surveillance et d'introduire une procédure afin d'encadrer l'envoi des demandes qu'une entreprise d'assurance adresse à un preneur d'assurance dans le cadre de la sous-traitance de certains services.

De plus, le projet de loi vise à soumettre les sociétés holdings d'assurance tombant sous le contrôle du Commissariat aux assurances à la même obligation de contrôle des comptes par un réviseur d'entreprises agréé que les entreprises d'assurance ou de réassurance ou encore les fonds de pension.

En dernier lieu, le projet de loi introduit dans la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers un nouvel article introduisant des restrictions au droit des sociétés lors de la résolution d'une contrepartie centrale pour ainsi parfaire la mise en œuvre du règlement (UE) 2021/23 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relatif à un cadre pour le redressement et la résolution des contreparties centrales.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 24/03/2023

Rapporteur : M. Laurent Mosar

---

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :

12/05/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
12/01/2024 Désignation d'un nouveau rapporteur
Nouvelle présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
13/03/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/03/2024
Loi du 29 mars 2024
Mémorial A : 2024, n° 136, page 1

## Crédits du Fonds d'insolvabilité en assurance automobile

**8187 – Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État aux lignes de crédit contractées par le Fonds d'insolvabilité en assurance automobile**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser le Gouvernement à accorder, contre rémunération adéquate, la garantie de l'État luxembourgeois à des lignes de crédit contractées par le Fonds d'insolvabilité en assurance automobile pour un montant total maximal de 300 millions d'euros.

La transposition de la directive 2021/2118 modifiant la directive 2009/103/CE concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs nécessite la création d'un Fonds d'insolvabilité en assurance automobile (FIAA). Le projet de loi n° 8184 transposant la directive 2021/2118 en droit luxembourgeois insère une nouvelle partie IIIbis à la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs regroupant les dispositions concernant la création et le fonctionnement du FIAA. Il a pour mission d'indemniser les personnes lésées suite à un accident avec un véhicule en cas d'insolvabilité d'un assureur.

Le financement de ses missions est pris en charge par les entreprises d'assurances luxembourgeoises actives dans la branche d'assurance de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs. Le FIAA peut en plus se doter de moyens financiers supplémentaires en recourant à des emprunts, des lignes de crédit ou des contrats de réassurance.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 28/03/2023
Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
12/05/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
12/01/2024 Désignation d'un nouveau rapporteur
Nouvelle présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
13/03/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/03/2024
Loi du 29 mars 2024
Mémorial A : 2024, n° 137, page 1

## Conformité des chambres professionnelles à la Constitution

**8254 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective ; 2° de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce ; 3° de la loi modifiée du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers**

Actuellement, cinq chambres professionnelles existent au Luxembourg. Leur organisation est définie par trois lois différentes. Afin de garantir leur conformité avec la nouvelle Constitution entrée en vigueur en juillet 2023, le présent projet de loi prévoit de modifier ces trois lois qui portent sur la création de chambres professionnelles à base élective, la réorganisation de la Chambre de Commerce ainsi que sur la réorganisation de la Chambre des Métiers.

Trois modifications sont prévues :

1) l'abolition de l'exclusion d'office du droit de vote (actif et passif) des majeurs sous tutelle ;

2) la modification de la loi organique de la Chambre de Commerce et de celle de la Chambre des Métiers, en leur attribuant le statut de chambre professionnelle (au lieu d'« établissement public » respectivement de « personne morale de droit public ») ;

3) l'élimination de certaines incohérences au niveau du texte portant sur les élections pour le renouvellement de la Chambre d'Agriculture. Il s'agit notamment de supprimer le renvoi à une année d'élection déterminée afin d'éviter de devoir changer ce dispositif tous les cinq ans.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 22/06/2023
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme
(Présidente : Mme Carole Hartmann) :
22/02/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
14/03/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/03/2024
Loi du 29 mars 2024
Mémorial A : 2024, n° 135, page 1

## École européenne à Junglinster

**8262 – Projet de loi relative à la construction d'une école européenne à Junglinster**

La présente loi en projet a pour objet d'autoriser l'État à financer la construction d'une école européenne à Junglinster à hauteur de 58.700.000 euros, ce qui correspond à la valeur 1.071,67 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er octobre 2022.

Depuis l'ouverture de la première école européenne à Differdange en 2016, ces écoles ont connu un succès considérable. Initialement conçues pour les enfants de fonctionnaires européens, les programmes et le Baccalauréat européen sont ouverts aux écoles nationales depuis 2005. Par la suite, les effectifs de l'enseignement international ont considérablement augmenté au fil des années, tant au niveau de l'enseignement fondamental que de l'enseignement secondaire.

Dans le but de continuer à diversifier et à développer l'offre scolaire, et pour répondre à une demande croissante, le Gouvernement continuera à créer de nouvelles écoles européennes agréées. À l'heure actuelle, il existe cinq écoles européennes au Luxembourg :

1) École internationale Differdange et Esch-sur-Alzette (2016) ;
2) École internationale Edward Steichen – Clervaux (2018) ;
3) École internationale de Mondorf-les-Bains (2018) ;
4) Lënster Lycée International School (2018) ;
5) École internationale Mersch Anne Beffort (2021).

La mise en place de l'école européenne agréée à Junglinster a été décidée en 2017 afin de proposer également dans l'Est du pays une offre scolaire qui tient compte de l'hétérogénéité croissante de la population scolaire et qui donne à tout élève les meilleures opportunités d'avenir, indépendamment de sa langue maternelle.

Au vu de l'évolution du nombre d'élèves et afin de pouvoir proposer une offre scolaire complète, allant de la maternelle à l'enseignement fondamental et secondaire dans toutes les sections linguistiques, l'augmentation des capacités par le biais d'une nouvelle construction s'impose. Le nouveau bâtiment accueillera avant tout les élèves de l'école primaire, tandis que les enfants de l'école maternelle resteront dans le bâtiment modulaire existant.

Pour ce qui est de la performance énergétique, le nouveau bâtiment est conçu de manière à avoir une basse consommation d'énergie thermique, notamment grâce à une isolation thermique performante, des fenêtres à triple vitrage et une protection solaire efficace, une ventilation mécanique avec récupération de chaleur et des

ouvrants manuels en complément. Le chauffage est assuré par le raccordement à la centrale de chauffage à copeaux de bois existante (chauffage et eau chaude sanitaire). Le toit du nouveau bâtiment sera couvert de panneaux photovoltaïques d'une puissance crête installée d'environ 160 kWp. L'énergie produite sera utilisée à la fois pour l'autoconsommation ainsi que pour la réinjection dans le réseau public.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 29/06/2023

Rapportrice : Mme Corinne Cahen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

25/01/2024 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
01/02/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/03/2024

## Nouvelles constructions pour le lycée de Bonnevoie

**8332 – Projet de loi relative à de nouvelles constructions pour le lycée de Bonnevoie**

La présente loi en projet a pour objet d'autoriser l'État à financer de nouvelles constructions pour le lycée de Bonnevoie à hauteur de 303.332.000 euros, ce qui correspond à la valeur 1.127,38 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er avril 2023.

Le bâtiment actuel du Lycée technique de Bonnevoie (LTB) date de 1989 et a initialement été conçu pour 1.000 élèves. Avec son offre scolaire très vaste dès le début, et qui a été élargie davantage par la suite, le nombre d'élèves inscrits au LTB a rapidement dépassé le seuil des mille élèves. De plus, avec l'adoption de la loi du 3 juin 1994 portant création du régime préparatoire, les classes « complémentaires » étaient intégrées au régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique, de façon à ce que les capacités maximales du bâtiment du LTB étaient rapidement atteintes.

Ainsi, jusqu'en 2015, dans huit phases de construction, des structures provisoires ont été construites, ce qui a permis d'augmenter significativement le nombre de classes. En même temps, les locaux secondaires comme la bibliothèque, le séjour, la cuisine de production, le restaurant scolaire, la salle polyvalente, le hall de sport et les bureaux n'ont pas été agrandis. À noter également que parallèlement à la progression de la population scolaire, le nombre d'enseignants, de l'équipe éducative et psycho-sociale et de personnel administratif a également augmenté et nécessite des locaux adéquats.

À l'heure actuelle, la majorité des élèves est scolarisée dans des structures provisoires. De manière générale, les infrastructures existantes ne disposent plus des capacités nécessaires et ne correspondent plus aux exigences d'une offre scolaire contemporaine.

La nouvelle construction du lycée de Bonnevoie, qui s'étendra sur un terrain de 3,8 hectares et qui pourra accueillir 2.150 élèves, vise donc à répondre aux exigences d'une école moderne avec une large offre scolaire, notamment dans le domaine de la formation professionnelle.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 20/10/2023

Rapportrice : Mme Corinne Cahen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

25/01/2024 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
01/02/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/03/2024

# 16e séance

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 10
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Communications** p. 10
   M. Claude Wiseler, Président
3. **Ordre du jour** p. 11
   M. Claude Wiseler, Président
4. **Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas** p. 11
   Exposé : M. Gusty Graas
5. **Interpellation de M. Dan Biancalana au sujet de l'obésité au sein de notre société** p. 11
   Exposé : M. Dan Biancalana (dépôt de la motion 1)
   Débat : M. Jeff Boonen (dépôt de la motion 2) | Mme Carole Hartmann | M. Fred Keup (intervention de M. Gilles Baum) | M. François Bausch (interventions de M. André Bauler, de M. Sven Clement et de Mme Simone Beissel) | M. Sven Clement (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | M. Marc Baum | M. Gérard Schockmel
   Prises de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Georges Mischo, Ministre des Sports (intervention de M. Sven Clement)
6. **Ordre du jour (suite)** p. 24
   M. Claude Wiseler, Président
7. **Interpellation de M. Dan Biancalana au sujet de l'obésité au sein de notre société (suite)** p. 25
   Motion 1 : M. Dan Biancalana | M. Jeff Boonen | M. Sven Clement | M. Fred Keup | M. Marc Baum | M. François Bausch
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
   Motion 2 : M. Jeff Boonen | M. Sven Clement | M. Fred Keup | M. Dan Biancalana
   Vote sur la motion 2 (adoptée)
8. **Résolution de M. Gusty Graas concernant les élections présidentielles de mars 2024 en Russie** p. 26
   Exposé : M. Gusty Graas
   Discussion générale : M. Christophe Hansen | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement | Mme Sam Tanson
   Vote sur la résolution (adoptée)
9. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de l'incohérence des politiques en matière de santé et de prix des produits de tabac** p. 28
   Exposé : M. François Bausch
   Débat : Mme Diane Adehm (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. Marc Spautz et Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | M. Gusty Graas | M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. Marc Spautz et de M. Fernand Kartheiser) | M. Fred Keup (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Sven Clement (dépôt de la motion 1) (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, de Mme Nancy Arendt épouse Kemp et de Mme Paulette Lenert) | M. Marc Baum (intervention de M. Sven Clement)

Prises de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et de M. François Bausch) | M. Mars Di Bartolomeo (parole pour fait personnel) | M. Gilles Roth, Ministre des Finances (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Motion 1 : M. Sven Clement | Mme Diane Adehm | M. François Bausch | M. Mars Di Bartolomeo | M. Fred Keup | Mme Diane Adehm

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)

10. **8184 – Projet de loi portant :**
**1° transposition de la directive (UE) 2021/2118 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 modifiant la directive 2009/103/CE concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et le contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité ; et**
**2° modification de :**
**a) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ;**
**b) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;**
**c) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers**

**8187 – Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État aux lignes de crédit contractées par le Fonds d'insolvabilité en assurance automobile** **p. 35**

Rapports de la Commission des Finances : M. Laurent Mosar

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8184 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8187 et dispense du second vote constitutionnel

11. **8351 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la publicité des réunions des commissions parlementaires** **p. 37**

Rapport de la Commission du Règlement : Mme Sam Tanson

Discussion générale : Mme Sam Tanson | Mme Stéphanie Weydert (interventions de M. Georges Engel et de M. François Bausch) | M. Gilles Baum | M. Mars Di Bartolomeo | M. Fred Keup | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8351

12. **8352 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au temps de parole** **p. 39**

Rapport de la Commission du Règlement : Mme Sam Tanson

Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert | M. Gilles Baum | M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. Georges Engel et de Mme Sam Tanson) | M. Fred Keup | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8352

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez et M. Georges Mischo, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Georges Mischo,** Ministre | Nee, Här President.

## 2. Communications

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann e puer Kommunikatioune vu menger Säit.

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert oder gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

***Communications du président – séance publique du 19 mars 2024***

*1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

*Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.*

*2) Le projet suivant a été déposé auprès de l'Administration parlementaire :*

*8364 – Projet de loi concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé de cybersécurité et portant modification de :*
*1° la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique ;*
*2° la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale ;*
*3° la loi du 28 mai 2019 portant transposition de la directive (UE) 2016/1148 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2016 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union européenne et modifiant 1° la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État et 2° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale ;*
*4° la loi du 17 décembre 2021 sur les réseaux et les services de communications électroniques*

*Dépôt : M. Luc Frieden, Premier ministre, le 13/03/2024*

*3) Le projet suivant a été retiré du rôle des affaires :*

*7383 – Projet de loi modifiant :*
*1° l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 12 octobre 1841 portant organisation du service médical ;*
*2° la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments ;*
*3° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;*
*4° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments ;*
*5° la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux ;*
*6° la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien ;*
*7° la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments*

*Dépôt : Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 25/10/2018*

*Retrait du rôle des affaires : 15/03/2024*

*4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

*3101 – Demande de pétition publique : Obligation de ne pas différencier entre les anciens et les nouveaux patients*

*Dépôt : M. Mondher Ghazel, le 12/03/2024*

*3102 – Demande de pétition ordinaire : Inscription scolaire – mise à jour de la date d'entrée*

*Dépôt : M. Teodoros Karagiannis, le 12/03/2024*

*3103 – Demande de pétition publique : Smoke ban on train stops / Rauchverbot an Zug-Haltestellen / Interdiction de fumer dans les arrêts de train*

*Dépôt : M. Abner Andrey Martinez Zamudio, le 13/03/2024*

*3104 – Demande de pétition publique : Obtenir en tant que pensionné dans le secteur de la restauration un treizième mois*

*Dépôt : M. Edy Steiner, le 13/03/2024*

*3105 – Demande de pétition publique : Coordonner les travaux routiers à Walferdange*

*Dépôt : M. Colin Spikes, le 13/03/2024*

*3106 – Demande de pétition publique : Interdiction de fumer en terrasse ou de se déplacer en public avec une cigarette*

*Dépôt : Mme Anne Van Wesemael, le 14/03/2024*

*3107 – Demande de pétition publique : Vers un cadre légal permettant l'accès aux mères porteuses : pour une parentalité inclusive*

*Dépôt : M. Daniel Scheer, le 15/03/2024*

*3108 – Demande de pétition publique : Changement durée et modalité du congé pour raisons familiales en cas de maladie de son enfant*

*Dépôt : M. Thierry Pott, le 15/03/2024*

*3109 – Demande de pétition publique : Chèques-repas pour tous les travailleurs du Luxembourg*

*Dépôt : M. Micael Esteves, le 16/03/2024*

*3110 – Demande de pétition publique : Den Elterendeel, deen net schaffe geet, mee mam Kand doheem bleift, fir dat ze versuergen, egal ob ganz oder hallef Deeg, soll op d'mannst de Mindestloun kréien*

*Dépôt : Mme Magali Wolff, le 17/03/2024*

*3111 – Demande de pétition publique : Non à la fermeture de la route entre Rédange et Belvaux*

*Dépôt : Mme Sandrine Mlodzieniak, le 17/03/2024*

*3112 – Demande de pétition publique : Pour le remboursement total des médicaments, sirops, suppositoires pour enfant mineur*

*Dépôt : M. Steve Schmitz, le 18/03/2024*

*N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.*

*(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)*

## 3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 4. Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas

Här Graas, Dir wollt nach d'Wuert, mengen ech, fir den Depot vun enger Resolutioun. Här Graas, et ass un Iech.

***Exposé***

**M. Gusty Graas** (DP), auteur | Merci, Här President. Effektiv, ech wollt eng Resolutioun hei deposéieren. Dir wësst jo alleguer, datt elo an deene leschten Deeg sougenannte Walen a Russland waren. Iwwert déi kéint ee ganz villes soen. Dat wäerte mer och maachen als Lëtzebuerger Parlament. Jiddefalls proposéieren ech am Numm vun der Majoritéit, hei eng Resolutioun an deem Sënn ze deposéieren, déi och bis elo, an dat mécht mer ganz vill Freed, vun alle Fraktiounen a Sensibilités politiques ënnerschriwwe ginn ass, bis op d'Kolleege vun der ADR, mee déi mer awer gesot hunn, se géife se awer mat ënnerstëtzen, soudatt ech déi dann am Numm, wéi gesot, vun der Majoritéit an och vun all deene Kolleegen, deenen ech wéilt Merci soen, datt se se ënnerschriwwen hunn, Iech hei wéilt deposéieren.

***Résolution***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant que des élections libres et équitables sont le fondement de toute démocratie ;*

*– rappelant l'engagement pris par tous les États participants de l'OSCE à inviter des observateurs d'autres États participants de l'OSCE et de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, ainsi qu'à donner suite rapidement à l'évaluation et aux recommandations du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme ;*

*– considérant que les élections présidentielles dans la Fédération de Russie de mars 2024 constituent la deuxième fois consécutive que l'OSCE n'est pas en mesure d'observer les élections dans le pays après les élections parlementaires de 2021, à la suite de limitations importantes imposées par les autorités de la Fédération de Russie ;*

*– considérant que l'organisation d'élections par la puissance occupante dans des territoires occupés est contraire au droit international,*

*– réaffirme son engagement à défendre les principes démocratiques à tous les niveaux, en collaboration avec d'autres États et institutions ;*

*– regrette profondément la décision de la Fédération de Russie de ne pas inviter les observateurs de l'OSCE et de l'UE aux élections présidentielles de mars 2024 ;*

*– condamne la tenue d'élections illégales dans les territoires occupés ;*

*– condamne sans réserve la répression et l'intimidation brutales de l'opposition politique par le régime russe, qui se traduit par une absence de choix pour les électeurs.*

*(s.) Gusty Graas, François Bausch, Sven Clement, Yves Cruchten, Christophe Hansen, David Wagner.*

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci, Här Graas.

## 5. Interpellation de M. Dan Biancalana au sujet de l'obésité au sein de notre société

An da komme mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut a mir fänken u mat der Interpellatioun vum Här Dan Biancalana iwwert d'Obesitéit an eiser Gesellschaft. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt. Den Interpellateur huet 30 Minutten, d'CSV 31, d'DP 24, d'LSAP 21, d'ADR 15, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk 10 an duerno d'Regierung 30. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Fred Keup, den Här François Bausch an den Här Gérard Schockmel. An elo huet den honorabelen Här Dan Biancalana als Auteur vun der Interpellatioun d'Wuert. Här Biancalana.

***Exposé***

**M. Dan Biancalana** (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Här President, Madamm Ministesch, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun enger gewëssener Zäit krut ech an enger Gemeng, déi mer méi no steet, eng Réckmeldung aus dem Service vun der Schoulmedezinn – eng Réckmeldung, déi mech beonrouegt huet.

Eng Infirmière an Assistante sociale huet mech drop opmierksam gemaach, datt d'Fettleibegkeet bei de Kanner ëmmer méi géif zouhuelen, e Constat vum Terrain an e Constat um Terrain am alldeegleche Kontakt mat de Schoulkanner.

Ech hu mech dunn e bëssen ëmfrot a séier gemierkt, datt dat elo kee Phenomeen ass, dee spezifesch fir eng Schoul oder fir eng Gemeng ass, mee datt et wuertwiertlech eng ongesond Entwécklung ass, déi am ganze Land an och an eisen Nopeschlänner ze beobachten ass. An dofir hunn ech och dann dës Initiativ geholl, dës Interpellatioun iwwert d'Obesitéit unzefroen, well et ass immens wichteg, dass mir deem entgéintsteieren.

Ze grouss sinn déi negativ Konsequenzen, déi d'Fettleibegkeet mat sech bréngt, a virun allem, well d'Obesitéit keng Fatalitéit ass, weeder fir deen Eenzelnen, deen dovunner betraff ass, nach fir d'Gesellschaft als e Ganzt.

Déi Suerge gi leider vum éischte Rapport iwwert d'Gesondheet vun de Kanner zu Lëtzebuerg, dee vum Observatoire national de la santé erschafft ginn ass an deen am Januar 2024 presentéiert a publizéiert gouf, ganz kloer confirméiert. Doraus geet ervir, datt d'Iwwergewiicht an d'Obesitéit tëschent 2014 an 2022 vu 15 % op 22 % bei de Jongen an tëschent 11 % a 16 % bei de Meedercher an d'Luucht gaange sinn. Aneschters ausgedréckt: Am Joer 2022 huet ongefeier ee Kand vu fënnef am Alter vun eelef bis zwielef Joer Iwwergewiicht respektiv ass obèse. D'Auteure vum Rapport notéieren, datt den Taux méi héich ass wéi an eisen Nopeschlänner, an eisen dräi Nopeschlänner, an dat ass natierlech eppes, wat et eis als LSAP alarméiert.

Dat dote war elo just fir d'Kanner. Mee wann een d'Gesamtbevëlkerunge kuckt, ass d'Situatioun net manner alarmant. An der sougenannter EHIS-Etüd – eng Etüd, déi op enger europäescher Reglementatioun baséiert an déi 2014 an 2019 duerchgefouert ginn ass – geet ervir, dass am Joer 2019 hei zu Lëtzebuerg 16,5 % vun der Populatioun als obèse agestuuft goufen. Déi Kéier virdrun, 2014, waren et nach 15,6 %.

Am Joer 2025, also d'nächst Joer, soll déi nächst EHIS-Etüd gemaach ginn an do muss een natierlech fäerten, datt d'Evolutioun nach emol bestätegt gëtt.

Ech bleiwen nach e bësse bei den Zuelen, well och do ass et interessant, ze kucken, wéi d'Situatioun an eise Schoulen ass. Do loossen d'Zuelen, déi am Schouljoer 2021/2022 vun der Médecine scolaire gesammelt goufen, een dach erschrecken. Laut deene sinn iwwer 12 % vun de ronn 11.700 Lycéesschüler obèse.

An dofir och vläicht schonn direkt eng éischt Fro un d'Madamm Santéministesch: Ass d'Regierung sech dësem Problem bewosst? A wa jo: Wat kënne Moyene sinn, fir deem entgéintzewierken?

Ech hunn elo eng ganz Rei Zuelen hei ernimmt. Mee wann een de Problem vun der Obesitéit ugoe wëll, da muss ee sech och d'Fro stellen: Vu wéi engen Zuele schwätze mer eigentlech?

An den internationale Studien – a mir och emol selwer –, do gëtt et ganz oft vum Body-Mass-Index oder op Franséisch vum Indice de masse corporelle geschwat an deen och geholl, fir d'Obesitéit ze determinéieren.

*(M. Fernand Etgen prend la présidence.)*

Dee besteet aus follgender Rechnung: d'Gewiicht gedeelt duerch d'Gréisst am Quadrat. Eng ganz einfach Formel, déi och de Virdeel huet, dass ee se schnell an einfach rechne kann. Mee et kann een awer dat Ganzt och vill méi nuancéiert kucken.

Dat mécht och d'Wëssenschaftlerin Hanène Samouda, déi spezialiséiert ass an der Recherche iwwert d'Obesitéit an déi hei zu Lëtzebuerg um Luxembourg Institute of Health, LIH, schafft. Am Kader an och am Virfeld vun dëser Interpellatioun hat si sech och Zäit geholl, fir sech mat mir iwwert déi dote Problematik ze ënnerhalen. A vun dëser Plaz soen ech och Merci fir déi Erkenntnisser, déi se engem ka mat op de Wee ginn.

Et ass esou, dass de Body-Mass-Index net méi aleng soll als Indicateur genotzt ginn, an ech wäert och elo méi drop agoen. A virun allem trëtt d'Madamm Hanène Samouda dofir an, datt een de Leit mat Fettleibegkeet net de Reproche maache soll an hinne just virschreiwe soll, si misste sech méi beweegen a manner iessen an da géif et jo schonn iergendwéi, iergendwa goen. Esou einfach ass et leider net!

Laut hire Recherchen ass de Problem natierlech vill méi déifgräifend an do gëtt et eng Rei Ursaachen:

Eng Ursaach ass déi geneetesch Predispositioun: Gradewéi et déi och gëtt fir Kriibs oder aner Krankheeten, gëtt et och geneetesch Predispositiounen, déi zur Obesitéit féiere kënnen. E Grond sinn zum Beispill Leit, déi en Defizit hu betreffend d'Produktioun vun dem Hormon, dat Leptin genannt gëtt. Dat ass en Hormon, dat engem d'Gefill gëtt, dass ee sat ass,

dass ee keen Honger méi huet. A bei verschiddene Leit gëtt et awer eng Resistenz géint dat Hormon, géint Leptin, wou also dann och en Dysfonctionnement stattfënnt op deem doten Niveau. An da kann een natierlech de Leit schlecht virwerfen, si hätten net genuch Wëllen, fir Regimm ze halen an ofzehuelen. Hei gëtt d'Gehier einfach kee Signal méi, dass ee sat ass.

Eng zweet Ursaach ass awer och eise Metabolismus. Dee variéiert natierlech vun enger Persoun zu där anerer. An déi Energie, déi mer am Alldag verbrauchen, och ouni elo Sport ze maachen, mee déi Energie, déi eis vital Funktioune brauchen, déi eise Kierper brauch, déi variéieren natierlech, an ech mengen, och dat ass e Volet, deen hei matspillt.

Ech mengen, Dir hutt unhand vun deenen zwee Beispiller do verstanen, op wat ech erauswëll. Et geet net duer, de Leit, déi fettleibeg sinn, déi obèse sinn, ze soen, si misste Regimm maachen a méi Sport dreiwen. Den individuelle Kierper mécht och villes aus an och dat muss een a Betruecht huelen.

Mee, Här President, dat ass net alles. Nieft den natierleche Charakteristike vu jidderengem spillt och d'Ëmfeld eng wichteg Roll. Dat liest een och aus der EHIS-Studie eraus, déi och schonn ufangs vu mir zitéiert gouf. An do fält op, datt d'Proportioun vun de Leit, déi obèse sinn, tendenziell e manner héije Schoulofschloss hunn. Esou louch den Undeel vu Leit mat Obesitéit, déi effektiv tëschent Guillemeten „nëmmen" eng Basisschoulausbildung hunn, am Joer 2019 bei 22,8 % (veuillez lire: bei 28,1 %) – dat ass méi wéi all Fënneften – an deemno also och däitlech iwwert der Moyenne vun der Gesamtbevëlkerung. Do läit den Taux 2019, an dat hat ech virdru gesot, bei 16,5 %, a gläichzäiteg fält dësen Taux erof op 9,9 %, wann een déi Leit erfaasst, déi en Niveau d'éducation avancé hunn. Dräi verschidden Zuelen, dräi verschidde sozioekonomesch Situatiounen an och Situatiounen um Niveau vun der Ausbildung.

An och bei de Kanner mécht dat den Ënnerscheed. Esou geet aus dem Rapport vum Observatoire national de la santé ervir, datt am Joer 2022, wéi gesot, 39 % vun de Kanner, déi aus Familljе kommen, déi keng finanziell Suergen hunn, deklaréiert hunn, dass se all Dag Friichten a Geméis iessen. Bei Kanner aus mannerbemëttelte Familljе sinn dat just 18 % vun de Kanner gewiescht. Also mol net all Fënneften. An och dat hei zu Lëtzebuerg, an deem räiche Lëtzebuerg, an deem mer liewen.

E puer Léisungsusätz: D'Aart a Weis, wéi ee sech ernäert, an domadder och indirekt d'Obesitéit, hunn och eng sozial an och eng finanziell Dimensioun. An dat ass e Punkt, deem mir als LSAP natierlech ganz sensibel géigeniwwer stinn. Dofir ass och d'Obesitéit fir eis als LSAP eng sozial Problematik a brauch och sozial Äntwerten a sozial Usätz. An dofir vläicht och meng Fro un eis zwee Ministeren, déi haut de Mëtten hei present sinn: Wat kënnen do Ärer Meenung no, wéi gesot, och Léisunge sinn, wann Der Iech och bewosst sidd, wat déi sozial Dimensioun deementspriechend ka sinn, a wéi kann een déi ugoen? Lokal gëtt et jo scho Léisungsusazinitiativen wéi Foodsharing oder Frigo solidaire. Ech mengen, et kënne Plaze sinn, wou Leit hi kënne goen, ouni stigmatiséiert ze ginn a wou se natierlech och gesond Liewensmëttel gratis kënne kréien. Dat si sënnvoll Initiativen, déi awer och gläichzäiteg der Verschwendung entgéintwierken. A si kënnen natierlech och Hëllefe sinn, well se och net zum Stigma bäidroen, wou een dann op den Office social muss goen. Also och wann een net déi néideg finanziell Moyenen huet, soll ee kënnen Zougang zu gesonden Ernärungsprodukter hunn.

Här President, d'Obesitéit kann een natierlech net just nëmmen op de soziale Milieu reduzéieren. Do spillt nach eng weider Komponent eng wichteg Roll. Mir liewen an enger Welt, wou vill Liewensmëttel héich transforméiert ginn, wou se räich u Fetter an un Zocker sinn. Mir konsuméiere Produkter mat ze vill Kalorien, ongesonde Fetter an och mat ze vill Salz. Eng Consommatioun an ze héije Quantitéiten, déi kann och zur Ofhängegkeet féieren an de Marketing an d'Reklammen, deene mir dauernd ausgesat sinn an eisem Ëmfeld, déi hunn natierlech och en Impakt op eis Loscht, déi mer hunn, dës ongesond Produkter ze consomméieren. Och hei muss also dann och d'Publicitéit besser encadréiert ginn, fir de Konsument, fir eis besser ze stäerken an och ze schützen.

A verschiddenen Haushalter, an dat hänkt och – mee net nëmmen – vum Akommes of, kommen nun emol vill esou Liewensmëttel op den Dësch. An dat ass natierlech zum Deel jo och novollzéibar, well se sinn dann oft méi bëlleg wéi gesond verschaffte Produkter oder Bioprodukter an et ass och méi einfach, se virzebereeden. Wat natierlech och ganz oft e staarkt Argument ass, dat och ugefouert gëtt an dat een och erlieft: Wann een dee ganzen Dag schaffen ass, ass et vläicht heiansdo méi einfach, aus Kommoditéit op eng Tifkülpizza zréckzegräifen. Dat ass och nach kee Problem, wann et a Moosse bleift, mee wann et zur Reegelméissegkeet gëtt, zur Gewunnecht gëtt, all Dag, da kann dat d'Obesitéit fërderen. Et ass also och, mengen ech, hei eng Fro vun der Hygiène alimentaire, déi hei och am Raum steet.

Et gëtt natierlech och Leit, déi eng geneetesch Predispositioun fir d'Obesitéit hunn. Wa si an engem Milieu opwuessen, wou een haaptsächlech op industriell verschaffte Produkter zréckgräift, dann ass natierlech och de Risiko ganz héich, dass déi Persounen iwwergewiichteg wäerte ginn. D'Fuerscher schwätzen hei vun engem Environnement obésogène, mee et gëtt natierlech och Leit, déi effektiv bei dëse Predispositiounen och Risiken ausgesat sinn. Mir mussen eis also bewosst sinn, datt eise Liewensmodus riskéiert, zu ëmmer méi schlëmme Fäll ze féieren, an ech mengen, jiddereen a sengem Ëmfeld huet oder kennt Leit, déi an esou Situatioune sinn.

Besteeënd Gesondheetsproblemer, déi bei eenzele Leit nach net opgefall sinn, riskéieren, sech dann also mam Iwwergewiicht bemierkbar ze maachen. An och sougenannt gesondheetlech Facteuren, Komorbiditéiten, dat heescht eng Associatioun vun e puer Krankheeten, kënne sech dann och entwéckelen.

A propos Krankheeten: D'Konsequenze vun der Obesitéit si grouss. D'Obesitéit ka schwéierwigend gesondheetlech Risike mat sech bréngen, wéi Diabeetes, Häerzkreeslaferkrankungen an och souguer Kriibs.

Den Dokter Torsten Bohn vum Luxembourg Institute of Health huet nach rezent an engem Artikel am „Lëtzebuerger Wort" erkläert, datt laut de verschiddene Studien eleng de Blutthéichdrock bei Iwwergewiicht dräimol méi heefeg ass wéi bei Persoune mat normalem Gewiicht.

An Amerika gëtt mëttlerweil geschat, datt iwwer 40 % vun den Doudesfäll op en ze héije BMI zréckzeféiere sinn, och wann een deen zwar kritesch kann hannerfroen. Mee dat bréngt natierlech och Käschte mat sech fir eis Gesellschaft a fir eise Gesondheetssystem eng zousätzlech Belaaschtung.

Laut dem Professer Bohn läit dee wirtschaftleche Schued hei am Land bei – dat ass eng Schätzung – ongefëier enger Milliard Euro pro Joer. Dat ass net näischt, wann ee sech dat op der Zong zergoe léisst.

An den Trend weist also an déi falsch Richtung. Et ass, mengen ech, deemno am Interêt vun eis all als Gesellschaft, d'Rudder ëmzerappen an do dergéint ze steieren. An dofir och d'Fro un eis zwee Ministeren, effektiv: Wéi kann een dat maachen, respektiv wat sinn Ärer Meenung no do och weider Usätz?

D'Zuelen an d'Ëmfeld sinn dat eent, mee net dat eenzegt. Et ass och d'Fro vum Stigma a wat dat fir déi Persoune bedeit, déi un Obesitéit leiden, ob et jonk Persoune sinn oder erwuesse Persounen. Well d'Fuerschung iwwert d'Obesitéit nach net esou bekannt ass wéi aner Fuerschungen an anere Felder, mussen d'Persounen, déi obèse sinn, net nëmme mat hirem Zoustand eens ginn, mee awer och mam Bléck vun deenen aneren, de Bléck, deen déi aner op si werfen, an d'Aart, wéi och déi aner mat hinnen ëmginn. Déck gëtt oft mat faul gläichgestallt an déi Betraffe ginn och ganz oft gehänselt.

Dës Situatioune vum sougenannte Bodyshaming hunn natierlech en Impakt op d'Santé mentale an och e kloren Impakt op d'Selbstwäertgefill. Ze faul, fir Sport ze maachen; ze faul, fir sech ze beweegen; ze faul, fir Regimm ze maachen; ze faul, fir sech gesond ze ernären; ze faul, fir sech selwer ze kachen, respektiv einfach net genuch Wëlle weisen. Dat ass awer nu wierklech ze kuerz gegraff, virun allem eebe bei deene Leit, déi eng geneetesch Predispositioun hunn, oder bei Kanner, déi an engem Haushalt opwuessen, wou et eeben esou ass, datt et statt Waasser nëmme Limonad oder soss séiss Softdrinks ze drénke gëtt, an dës Kanner – mir wësse jo, wéi haart och Kanner ënner sech kënne sinn – kréien dat dann och am Schoulhaff ze spieren oder deelweis an der Schoul oder an der Maison relais, well se effektiv dann net zur Norm gehéieren.

Här President, och virun dësem Hannergrond ass et wichteg, ze erkennen, datt d'Problematik vun der Fettleibegkeet villschichteg ass an een dës Problematik wéi eng Krankheet ugoe soll, déi een also behandele muss mat verschiddene Léisungsusätz, an datt et eeben, wéi gesot, net duergeet, Sport ze maachen a Regimm ze maachen, an da geet et vum selwen. An dofir wëlle mer och als LSAP e puer Léisungsvirschléi hei an d'Diskussioun bréngen.

Ech mengen, fir eis ass et wichteg, en Depistage ze maachen, eng Fréierkennung, well nëmme wann ee weess, wie potenziell vu Fettleibegkeet betraff ass, da kann een och handelen. An dofir, mengen ech, begréisse mir och als LSAP d'Konklusioune vum Rapport iwwert d'Schoulmedezinn, dee vun der viregter Gesondheetsministesch, der Paulette Lenert, an Optrag gi ginn ass a wou d'Resultater jo och viru gutt zwee Méint presentéiert goufen. Do handelt et sech jo ëm eng aner Approche vun der Médecine scolaire, déi effektiv dann eriwwer wiesselt an eng Approche vu méi gesondheetleche Bilane bei Kanner, déi ongefëier bis zwielef Joer hunn, wéi dat do evoluéiert, wou net nëmmen nach just déi medezinnesch Examene gemaach ginn, mee wou och Gespréicher stattfannen iwwert de Liewensstil vun de Kanner an iwwert hir, mengen ech, gesondheetlech Gewunnechten, och deementspriechend doheem.

Dobäi ginn awer och Problematike wéi d'mental Gesondheet ugeschwat an och souguer d'Sexualitéit an a verschidde Bilane geet souguer iwwer hir Onlineaktivitéite rieds. Esou eng Approche, dee Paradigmewiessel ass natierlech vill méi zäitintensiv, mee en huet op alle Fall den Avantage, vill méi cibléiert op d'Kanner kënnen anzegoen an och esou problematesch Situatioune kënnen ze detektéieren, wéi eeben Iwwergewiicht an Obesitéit am jonken Alter. An op alle Fall sinn dat Akzenter, déi mer als LSAP ganz kloer ënnerstëtzen.

An dofir vläit dann och hei d'Fro un d'Madamm Gesondheetsministesch, wéi si dat gesäit, wou si do nach weider Akzenter gesäit, déi ee kéint setzen.

Här President, e weidere wichtege Léisungsusaz ass natierlech de Sport. Och wann, wéi schonns gesot, de Problem vun enger Persoun, déi obèse ass, déi fettleibeg ass, also net ka just gereegelt ginn duerch Sport, dee vun uewen erof ordonéiert gëtt, ass et awer wichteg, sech sportlech ze betätegen.

Awer gradesou wichteg ass et, dass och natierlech de Sport e Facteur um Niveau vun der Preventioun gëtt. Do sinn an der Lescht jo och vill Efforte gemaach ginn, fir de Sport ze promouvéieren, an dat begréisse mer och als LSAP.

An dat muss och konsequent weidergedriwwe ginn. Well leider huet awer och d'Pandemie eng séllege Gewunnechte geännert mat der Konsequenz, datt sech ëmmer manner sportlech betätegt gëtt. An op eng Question parlementaire vu Januar 2023 huet den deemolege Sportsminister Georges Engel uginn, datt zu Lëtzebuerg 13 % vun de Leit duerch Pandemie ofgehale goufen, Sport ze bedreiwen. Dat ass manner wéi déi europäesch Moyenne, déi bei 18 % ass. A virun allem: 42 % hunn der uginn, dass se no der Pandemie manner Sport maache wéi virun der Pandemie.

Bei de Kanner ass deen dote Constat leider änlech. An dat geet och aus de Berichter iwwert d'Gesondheet vun de Kanner vum Observatoire national de la santé ervir. Wärend am Joer 2010 nach 68 % vun de Jonge véiermol d'Woch Sport gemaach hunn, waren et der 2022 nëmmen nach 57 %. Bei de Meedercher ass de Prozentsaz am selwechten Zäitraum vu 44 % op 36 % gefall.

Den Trend vu manner Sport no der Pandemie gëllt, wéi gesot, net just hei zu Lëtzebuerg. Eng däitsch Wëssenschaftlerin, d'Helena Ludwig-Walz, huet an enger rezenter Metastudie erausfonnt, datt Kanner tëschent aacht an zwielef Joer sech ëmmer manner beweegen an esou zu enger Risikogrupp ginn. An duerfir huet si am Fong 26 Etüden aus 14 Länner ënnert d'Lupp geholl mat der Schlussfollgerung, ech liese vir: „Da droht eine Generation heranzuwachsen, die wegen Bewegungsmangel von etlichen gesundheitlichen Folgeschäden betroffen sein könnte", gëtt si an engem Artikel an der Press zitéiert, deen am Januar publizéiert gouf. An an hirer Konklusioun seet si ganz kloer, datt Aktivitéite wéi dobausse Spillen, Schwammen oder Turne solle Bestanddeel vum Dagesoflaf vun de Kanner ginn, also sech beweegen, egal ënner wéi enger Form.

An ech denken och un de Programm „Gesond iessen – Méi beweegen", dee vun 2018 bis nach 2025 leeft. Aus dem Koalitiounsaccord geet ervir, datt dëse Programm soll evaluéiert an adaptéiert ginn. Dat ënnerstëtze mir och als LSAP ganz gären, well mat dësem Programm ginn eng equilibréiert Alimentatioun an eng reegelméisseg Aktivitéit promouvéiert. An dozou gehéieren natierlech och d'Mesüren, fir d'Elteren ze sensibiliséieren, an och nach d'Implantatioun vu Systemer wéi den Nutri-Score. Ech mengen, och déi mussen an deem Kader weidergedriwwe ginn.

Et ass an den Ae vun der LSAP deemno Zäit, eng nächst Editioun vu „Gesond iessen – Méi beweegen" ze preparéieren, awer och mat den néidegen Ambitiounen. An, ech mengen, do kéint ee sech och ganz kloer eng allgemeng Ernärungsstrategie ginn, déi iwwergeuerdent eng ganz Rei Akzenter och ka setzen.

Well mir kënnen als LSAP d'Konklusioune vun der Fuerscherin Ludwig-Walz nëmmen ënnerstëtzen. Mir haten an eisem Walprogramm als LSAP stoen, dass mer eis derfir géifen asetzen, dass physesch Aktivitéit am Alldag vun de Kanner soll an der Schoul agefouert ginn an datt Kanner all Dag och eebe Sport sollen hunn. Turnen, ech mengen, dat soll am Programm kënnen och deementspriechend stoen, mee generell sech beweegen, egal ënner wéi enger Form, bleift deemno wichteg.

An dofir dann och hei d'Fro un de Sportsminister, wéi eng zousätzlech weider Akzenter en nach gedenkt, an deenen nächste Joren ze huelen, nieft deenen, déi ech elo grad gesot hunn.

Mir begréissen awer och als LSAP, datt de Sportsminister an der zoustänneger Chamberskommissioun deklaréiert huet, dass hie favorabel ass, fir spezialiséiert Sportsenseignanten am Fondamental anzeféieren. Ëmsou méi enttäuscht ware mer natierlech iwwer seng Äntwert op d'Question parlementaire vum Francine Closener. Doranner schreift Der, dass d'Aféierung vu Sportsenseignanten am Fondamental net am Regierungsaccord virgesinn ass. Bon, Här Sportsminister, Är mëndlech Ausso huet eis ganz gutt gefall an et wär natierlech ze hoffen, dass déi doten Ouverture deementspriechend och bleift. Mee duerfir d'Fro, wéi effektiv Är Meenung nach emol dozou ass.

Wichteg ass et, un all Alterskategorie ze denken, mee selbstverständlech sinn hei d'Schoulkanner aus dem Fondamental e wichtege Public. An dee Public, mengen ech, un dee komme mer engersäits duerch d'Schoul, mee awer och an de Maison-relaisen, an de Services d'éducation et d'accueil. An do muss een natierlech och feststellen, dass an de Gemengen och vill Efforten an déi Richtung gemaach ginn, och wann natierlech nach Loft no uewen ass, wat d'physesch Aktivitéite vun de Kanner ubelaangt. An, ech mengen, do gëtt et jo eng ganz Rei och lokal Initiativen, déi a verschiddene Gemengen an déi richteg Richtung geholl goufen.

An deem Sënn ass natierlech och e weidere wichtege Punkt, dass en equilibréiert, gesond Iessen an de Kantinnen ugebuede gëtt. An deem Sënn begréisse mer als LSAP, datt am Koalitiounsprogramm och soll analyséiert ginn, ob spezialiséiert Personal de Gemengen an de SEAe kann zur Verfügung gestallt ginn, fir d'Entwécklung och vum Sport virunzedreiwen. Wann do de Schrëtt an déi richteg Richtung ënnerholl gëtt, si mir och ganz gäre prett, eng Hand mat unzepaken. Ech mengen, wichteg ass och deen Aspekt vun de lokale Sportscoordinateuren an de Gemengen, déi och do kënnen effektiv agestallt ginn. Och dat eng Initiativ, déi een onbedéngt soll weiderdreiwen.

Dofir awer och den Appell, de Projet vun der viregter Regierung vun de Maisons sport-santé och ëmzesetzen. Dës hunn d'Zil, e gesonde Liewensmodus a physesch Aktivitéiten um lokale Plang ze promouvéieren. Et ass deemno genau dat Richtegt, fir Preventioun hei géint d'Obesitéit ze maachen. An op eng rezent Question parlementaire vum Mars Di Bartolomeo a Paulette Lenert huet d'Madamm Santésministesch geäntwert, datt Reflexiounen an Diskussiounen amgaange sinn.

Ech erlabe mer also och, vun dëser Plaz aus nach eng Kéier nozefroen, wou de Projet drun ass, wat déi lescht Iwwerleeungen, déi lescht Evolutioune sinn. Ech mengen, et ass eng Fuerderung vun der LSAP, dass dëse Projet soll ëmgesat ginn am Sënn vun der allgemenger Gesondheet vun der Bevëlkerung. A mir sinn och natierlech dobäi ganz gäre prett, Iech ze ënnerstëtzen, och um lokale Plang, souwuel d'Santésministesch wéi och de Sportsminister.

Wat awer nach an eisen Ae feelt, ass d'Koordinatioun vun all deene verschiddene Mesüren, sprech eng richteg Strategie, fir géint d'Obesitéit virzegoen. Déi kéint der LSAP no en dediéierte Fokus kréien am Kader vum Plan national santé. An dofir deposéieren ech follgend Motioun, déi d'Regierung invitéiert, eng global Ernärungsstrategie och auszeschaffen am Kader vum Plan national santé.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*– constatant que selon l'étude EHIS (European Health Interview Survey) de 2019, le taux d'obésité au sein de la population au Luxembourg est de 16,5 % ;*

*– constatant que selon le rapport sur la santé des enfants au Luxembourg de l'Observatoire de la santé publié en janvier 2024 le surpoids et l'obésité ont augmenté de 15 % à 22 % chez les garçons et de 11 % à 16 % chez les filles entre 2014 et 2019 (catégorie d'âge 11 à 12 ans) ;*

*– constatant que l'obésité est un précurseur d'autres maladies chroniques telles que le diabète de type 2, les maladies cardio-vasculaires et certains types de cancers ;*

*– constant que l'obésité est une maladie chronique multifactorielle ;*

*– constatant que l'OMS (Organisation mondiale de la santé) recommande la mise en place d'une taxation des boissons sucrées afin de diminuer les risques associés de surpoids et d'obésité ;*

*– constatant que de plus en plus de pays membres de l'OMS mettent en place une taxe sur les boissons sucrées, dont la France, la Belgique ou encore la Grande-Bretagne,*

*invite le Gouvernement*

*– à élaborer et mettre en œuvre une stratégie globale relative à l'alimentation afin de prévenir l'évolution de l'obésité et de l'ancrer dans le Plan national santé ;*

*– à étudier les différents modèles de mesures fiscales mis en place dans les pays de l'Union européenne relatives aux aliments dépassant un certain seuil en sucre, sel ou graisse ;*

*– à évaluer l'opportunité de la mise en place d'une mesure spécifique relative aux aliments dépassant un certain seuil en sucre, sel ou graisse au Luxembourg et à se concerter en vue d'une approche commune à échelle européenne.*

*(s.) Dan Biancalana.*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci, Här Biancalana.

**M. Dan Biancalana** (LSAP), interpellateur | Wannechgelift, Här President.

Här President, mir hunn hei zu Lëtzebuerg déi Chance, dass mer och deementspriechend eng Expertis op der Plaz hunn. An do kënne mir natierlech och déi Expertis mat abezéien, notamment dann de Luxembourg Institute of Health. Mir hunn natierlech och d'Clinique de l'obésité. D'Patiente kënnen do vun enger multidisziplinärer Ekipp encadréiert ginn, vun Endokrinologen, Dieteticiennen, Psychiateren, Psychologen an och spezialiséierte Chirurgen.

An dann hat déi deemoleg Santésministesch Paulette Lenert op eng parlamentaresch Fro am Juni 2023 erkläert, datt zwee Projete vu Kompetenzreseauen a Saachen Obesitéit amgaange sinn, opgebaut ze ginn, ee fir Kanner a Jugendlecher an ee fir Erwuessener.

An dofir och nach eng Kéier hei d'Fro: Wou sinn déi Projeten drun? Ech mengen, mir hunn eng gewëssen Expertis, op déi ee kann zréckgräifen, fir dass déi kënnen och Realitéit ginn, fir dass och d'Acteuren an déi selwecht Richtung kënnen zéien.

An an deem Zesummenhang ass natierlech ee wichtegen Aspekt d'Sensibiliséierung. Si ass eis als LSAP ganz wichteg. Mir mussen déi ganz Populatioun erreechen, net just d'Dokteren an d'Gesondheetspersonal, mee och d'Léierpersonal, d'edukatiivt Personal, mee virun allem och d'Elteren an d'Kanner, fir engersäits op d'Geforen hinzeweisen, déi vun engem

exzessiven Iwwergewiicht ausginn, an anerersäits fir dem Stigma och entgéintzewierken.

Här President, e weidere Sujet, deen eis als LSAP um Häerz läit: Vu den Afloss vun eisen Iessgewunnechten op d'Obesitéit musse mer eis Gedanke maachen, och do ze intervenéieren. An dat kënne mir zumindest op verschiddene punktuellen Thematiken. Ech denken do méi spezifesch u Produite mat iwwerméisseg vill Zocker, Salz an och Fetter.

Wéi den Zoufall et wëll, huet net méi spéit wéi d'lescht Woch d'Patientevertriedung e Pressecommuniqué gemaach, wou si eng Zockertax fuerderen.

Mir wëssen, a Länner wéi Frankräich, do gëtt et schonn esou eng, déi ass 2013 agefouert ginn. Déi gëtt an engem fixe Montant gehandelt effektiv an och taxéiert (veuillez lire: Déi gouf am Ufank mat engem fixe Montant besteiert).

Ech mengen, och wann et eng Rei Fuerschungsprojete gëtt, fir natierlech och den Impakt vun dëser Tax ze analyséieren, mierkt een awer, dass och a verschiddenen anere Länner, wou se agefouert gouf, notamment och an England, natierlech och deementspriechend do den Zockergehalt ofgeholl huet an natierlech och de Karies bei Kanner.

D'Madamm Gesondheetsministesch huet am „Lëtzebuerger Wort" d'lescht Woch gesot, dass keng Zockertax am Koalitiounsaccord virgesinn ass, mee eis geet et net drëms, elo hei dee franséischen oder brittesche Modell eent zu eent ze iwwerhuelen, well do gëtt et verschidde Modeller, mee et ass, mengen ech, eng Iwwerleeung wäert. Et soll een déi Iwwerleeung féieren, déi Diskussioun féieren, d'Opportunitéit préiwen, ob generell eng Besteierung vun ongesonde Produkter Sënn mécht, wéi gesot, Zocker, Salz an eeben och deementspriechend Fetter, an natierlech och dat an Zesummenhang mam Finanzminister préiwen. An dorop sinn ech och an der Motioun agaangen, déi ech virdrun deposéiert hunn.

Als Konklusioun vu menger Interpellatioun wëll ech also nach eng Kéier ganz kloer ënnersträichen – ech mengen, d'Zuelen a punkto Obesitéit, déi leie vir –: D'Obesitéit ass an d'Luucht gaangen, mee d'Obesitéit ass keng Fatalitéit, weeder fir deen Eenzelnen nach fir eis als Gesellschaft. Mir mussen d'Aen opmaachen an net virum Problem ewechkucken. Mir mussen eis natierlech och déi néideg Moyene ginn an déi si villschichteg, fir dës Problematik unzegoen a fir och unzekommen. An et fänkt domadder un, dass mer eis richteg bewosst ginn, dass d'Fettleibegkeet, dass d'Obesitéit net just eng oder zwou, mee ganz multipel Ursaachen huet. Déi kënne kierperlech sinn, hänken awer och staark vum Ëmfeld vu jidderengem of, awer och vu sozialen a finanziellen Aspekter a vun den Iessgewunnechten iwwer d'Educatioun, wéi gesot, bis zur finanzieller Situatioun vum Stot an natierlech der Liewensmëttelindustrie. Och déi, mengen ech, huet do hire Rôle ze spillen, well déi och natierlech dauernd probéiert, eis Loscht op hir ultraséiss an ultratransforméiert Produkter ze maachen. Och si spillt hei eng entscheedend Roll mat. Et ass also eng Bandbreet vu méiglechen Ursaachen a wichteg, eis déi Moyenen ze ginn, fir d'Obesitéit an hirer Gesamtheet ze bekämpfen.

An dofir fuerdere mir natierlech, dass eng Strategie ausgeschaf gëtt am Kader vum Nationale Plang vun der Santé. Mir kënnen d'Aen net verschléissen. Et sinn individuell Problemer, natierlech och individuell Situatiounen, mat deenen déi Concernéiert och deementspriechend betraff sinn. Mir kënnen a sollen do de Kapp net an de Sand stiechen, well hei geet et ëm d'Gesondheet an ëm d'Wuelbefanne vun engem Deel vun eiser Gesellschaft; engem Deel vun eiser Gesellschaft, dee par rapport zu där Problematik ëmmer méi konfrontéiert gëtt an deen natierlech engersäits physesch an och psychologesch drënner leit. Ech mengen, dofir ass et wichteg, dass mer dat zesummen upaken. An – kloer! –, et ass nach Zäit, dëser Tendenz entgéintzewierken.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci dem Auteur vun der Interpellatioun, dem Dan Biancalana.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jeff Boonen ageschriwwen. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

***Débat***

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eisem Land geet et gutt, awer net jiddwerengem, an dorunner wëlle mir schaffen, well et ass net gesond fir eist Land a virun allem fir d'Leit, wa vill vun eis ëmmer méi schwéier ginn. Mäi Virriedner huet schonn e puer Zuele genannt. Ech wëll der nach eng Kéier e puer widderhuelen, fir d'Wichtegkeet ze ënnersträichen: Een Drëttel vun eiser Populatioun huet Iwwergewiicht, mat engem BMI vun iwwer 25. Dovunner ass d'Hallschent obèse, dat heescht, extreemt iwwergewiichteg mat engem BMI iwwer 30. Bei de Kanner – mir hunn et héieren – ass d'Situatioun och scho schlëmm, mat am Primaire 10 % vun de Kanner, déi iwwergewiichteg sinn; am Alter vun eelef bis zwielef Joer souguer e Fënneftel.

Dat weist, dass de Problem scho bei de Kanner present ass an zouhëlt mam Alter. D'Konsequenze fir dës Leit an och fir eise Gesondheetssystem sinn net ze ënnerschätzen. Mir hunn et elo just héieren: Häerzkreeslafkrankheeten, Diabeetes vum Typ 2, natierlech ginn och d'Gelenker belaascht bei de schwéiere Leit, an da sinn déi psychesch Konsequenzen net ze ënnerschätzen. Manner Selbstbewosstsäin drécken d'Stëmmung bis hin zu Depressiounen.

Dat Ganzt gëtt verschlëmmert duerch Mobbing vun de Matmënschen. Ech mengen, et gëtt genuch Schüler, déi all Dag domat kämpfen, virun allem bei Sport a Schwammaktivitéiten. Et ass wichteg, dass dës Krankheet diagnostizéiert gëtt, fir de Leit effikass ze hëllefen an de Gesondheetssystem ze entlaaschten. Doniewent muss iwwert de Problem opgekläert ginn, fir ze sensibiliséieren an och all Form vu Stigmatisatioun an der Gesellschaft ze verhënneren.

Wat sinn d'Ursaache vun der Obesitéit? Déi einfach Rechnung, dass een Iwwergewiicht kritt, wann ee méi Energie zou sech hélt, wéi ee verbraucht, ass nëmmen een Deel vun der Erklärung.

Ech mengen, den Här Biancalana huet et gesot: Et gëtt eng geneetesch Komponent. Studien hu gewise bei Zwillingen, déi an zwee ënnerschiddlechen Ëmfelder opgewuess sinn, dass et eng geneetesch Veranlagung beim Iwwergewiicht ka ginn. Da gëtt et eng familiär Komponent an dat fänkt schonn an der Schwangerschaft un. Eng ongesond Ernärung duerch ze vill Zocker ka scho beim ongebuerene Kand zu engem Desequiliber vun der Versuergung an domat zu hormonelle Veränneruge méi spéit am Liewe féieren.

Weiderhi spillt et natierlech eng Roll, wéi een doheem ësst, wat een doheem ësst, an och wéi gekacht gëtt, wat d'Aktivitéite vun der Famill sinn. Dat kann een och als Sozialverierwung beschreiwen.

De Beweegungsmangel spillt eng weider grouss Roll, well all Kalorien, déi een zou sech hélt, mussen och erëm verbrannt ginn. Eise Liewensstil an och eis Aarbechte féieren haut derzou, dass mir vill Zäit am Sëtze verbréngen an eis wéineg beweegen. Ouni Beweegung geet eng Energieopnam vun 1.600 Kilokalorien duer. Fir eng Persoun um Bau oder och bei ville vu menge Beruffskolleegen ass de Verbrauch schonn éischter bei 3.000 Kilokalorien.

Da spillt d'Ëmwelt eng grouss Roll. Alles ass nach net gewosst an deem Beräich, mee d'Presenz vu Weichmacher, Phtalater zum Beispill, mee och Hormoner an och Residue vu Planzeschutzmëttelen an eisem Waasser respektiv eiser Ëmwelt beaflossen d'Fettalagerung a sinn eng Ursaach fir d'Verschäerfung vum Problem.

Verschidden hormonell Krankheeten, wéi Dysfonctionnementer vun der Schilddrüs, souwéi d'Anhuele vu Medikamenter kënnen och zum Iwwergewiicht féieren. An dann déi mental Gesondheet – mir hunn et schonn héieren: Fillt ee sech net gutt, huet ee Schlofstéierungen, huet ee vill Stress, geet de Risiko fir d'Iwwergewiicht an d'Luucht.

Net ze ënnerschätzen ass déi sozioekonomesch Situatioun vun de Leit. Studie beweisen, dass d'soziaalt Ëmfeld e groussen Afloss huet, wéi een ësst, wat zoubereet gëtt. Och den Zougang zur Preventiounsmedezinn, zum Sport hunn en Afloss.

An den USA hu Studie confirméiert, dass et en Zesummenhang zwëschent der Postleitzuel an der Obesitéit gëtt. Dat heescht: So mer, wou s de wunns, an ech soen, wéi schwéier s de bass! D'selwecht weist eis jo de Rapport iwwer d'Gesondheet vun de Kanner, dass et een Zesummenhang gëtt mat dem Akommes vun de Familljen. Huet d'Famill méi een héicht Akommes, ass de Risiko respektiv d'Unzuel u Kanner mat Iwwergewiicht méi kleng.

Mir gesinn also, dass d'Obesitéit multifaktoriell Ursaachen huet. Dofir ass et wichteg, emol eng fréi Diagnos vum Iwwergewiicht ze maachen. Hei soll een op dräi Niveauen usetzen. Mir hu gesinn, dass d'Schwangerschaft eng weesentlech Roll spillt. Eng gutt Schwangerschaftsbegleedung ass deemno wichteg, fir de Risiko beim Neigebuerenen erofzesetzen.

Duerno spillt d'Schoulmedezinn eng Roll, a mir hunn et héieren: Mir hunn och virun engem Mount an der Kommissioun schonn iwwer d'Schoulmedezinn geschwat. Physesch a mental Problemer bei de Kanner musse fréi diagnostizéiert ginn, an duerno muss eng Begleedung séchergestallt ginn iwwert e gudden Austausch tëschent dem Schouldokter, der Famill an och dem Personal an der Schoul, fir hei preventiv ze handelen. Bei der Obesitéit kann esou fréi agegraff ginn a gehandelt ginn, dat, fir ze verhënneren, dass déi Kanner hiert ganzt Liewe laang un de Follge musse leiden.

Bei den Erwuessene féiert d'Diagnos dann iwwert de Generalist. Déi zentral Roll vum Hausdokter ass hei immens wichteg. Hie kennt oft déi perséinlech Situatioun vun dem Patient, awer och déi aner Membere vun der Famill souwéi déi verschidde Generatiounen. Dat erlaabt, e vill bessert Bild ze kréien, bei dëser multifaktorieller Krankheet. Dobäi kënnt, dass d'Patienten hirem Hausdokter vertrauen, wat immens wichteg ass hei an dësem Fall. Aus där Ursaach ass och d'Stäerkung vum Generalist als zentralen Uspriechpartner fir d'Leit, wéi mir se am Koalitiounsaccord virgesinn hunn, absolutt ze begréissen an ze ënnerstëtzen.

D'Ursaache si multifaktoriell, mir hunn et gesinn. Mir kënnen net op alles awierken, mee och d'Konsequenze respektiv d'Therapië sinn nach net all bekannt, mee mir hunn awer e puer Niveauen, op déi mer kënnen awierken. Dat sinn: d'Santé mentale, d'Ernärung, d'Beweegung an och eng gesond Ëmwelt. Alles hänkt zesummen. Et brauch hei eng global Approche.

Op EU-Niveau gëtt mam Konzept vum One Health, awer och mat der Approche Health in All Policies jo probéiert, dohinner ze sensibiliséieren an ze legiferéieren. Och zu Lëtzebuerg gëtt et Initiative wéi de GIMB, dee genannt ginn ass. Ech wëll awer virun allem op déi zwee Beräicher Ernärung a Beweegung agoen.

An enger Gesellschaft, an där déi deeglech Beweegung eng ëmmer manner grouss Roll spillt, ass et wichteg, an allen Alterskategorien ze sensibiliséieren an och do de Sport op allen Niveauen ze ënnerstëtzen. Ech sinn iwwerzeegt, dass mir d'Beweegung erëm mussen an eisen deegleche Liewensoflaf mat erabréngen. D'Ëmdenken an d'Schafe vun Infrastrukture bei der Mobilité douce, sief et duerch Trëppelweeër, awer och Vëlosweeër, kommen der Gesondheet zegutt. Sinn eis Elteren nach Kilomeeteren zu Fouss an d'Schoul gaangen, ginn haut dacks scho Weeër vun 100 Meter motoriséiert zeréckgeluecht. Ech fannen, dass déi Initiativ vun de Pedibusser a verschiddene Gemengen, wou d'Kanner ze Fouss ofgeholl ginn, weider muss entwéckelt a personell ënnerstëtzt ginn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Dann, wa mer um Niveau vun de Gemenge sinn – a mäi Virriedner huet et scho gesot –, wëll ech d'Initiativ vum Coordinateur sportif nennen, deen zur Hallschent vum Sportsministère finanzéiert gëtt. Dës Persoun hëlleft, sportlech Aktivitéite fir all Bierger an der Gemeng ze organiséieren, a sensibiliséiert an de Schoulen och ganz fréi op verschidde Sportsaarten. Leider gëtt et eréischt néng där Coordinateurs sportifs; eng Initiativ, déi also sollt weiderentwéckelt ginn.

Wéi schonns erwäänt, ass eng gesond an equilibréiert Ernärung dee wichtegsten an effikassten Usazpunkt, deen am Moment medezinnesch conseilléiert gëtt bei de meeschte Fäll vun Obesitéit.

Wéi huet eis Ernärung sech an de leschte Joerzéngte verännert? Sinn nach viru 50 Joer virun allem saisonal a souwisou regional Liewensmëttel preparéiert a giess ginn, meeschtens selwer doheem am Gaart ugebaut – an och de Gaart maachen ass Beweegung –, sou huet dach d'Globaliséierung, de Frigo an d'Tifkültru derzou gefouert, dass een haut zu all Moment kann alles vun iwwerall iessen. Derbäi kënnt, dass d'Iessen, oder op d'mannst d'Preparatioun, eng manner wichteg Roll spillt a vill an der Restauratioun respektiv fäerdeg preparéiert Liewensmëttel a Menüer haut zou sech geholl ginn.

D'Veraarbechtungsindustrie ass der Demande nokomm an offréiert haut déi „ultra-processed foods"; Liewensmëttel, wéi den Numm et seet, déi vill verschafft sinn a wou eng séllegen Zousazstoffer, dorënner Zocker, Fett a soss Produkter, déi de Goût an den Appetitt solle verstäerken, dra verschafft sinn. An dat férdert natierlech d'Iwwergewiicht.

Fir deem entgéintzewierken, brauche mir eng Ernärungs- a Gesondheetspolitick, déi opkläert, wat an de Liewensmëttel dran ass, déi sensibiliséiert a virweist, wéi ee sech gesond ernäert, eng lokal Produktioun an den direkte Wee vum Produzent bei de Konsument, an dann och verschidde Reegelungen.

D'Zockersteier ass hei thematiséiert ginn. Et ass wichteg, d'Wierkung an och d'Konsequenze vun esou enger Steier gutt ofzeschätzen a sech kengen Optiounen ze verschléissen. Fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, mat wéineg Veraarbechtungsindustrie, hu mir wéineg Marge de manoeuvre. Mir erreechen d'Industrie net. A wa mir beim Produkt usetzen, ginn d'Liewensmëttel méi deier an de Konsument riskéiert, seng Liewensmëttel am noen Ausland ze besuergen oder awer op bëlleg Liewensmëttel zréckzegräifen. Dänemark huet aus dësem Grond d'Steier erëm ofgeschaaft. Mir fannen et aus deem Grond als CSV wichteg, hei op europäeschem Plang unzesetzen, fir Erfolleg ze hunn.

D'selwecht géif eng gemeinsam europäesch Reegelung zum Zockergehalt a verschiddene virpreparéierte Liewensmëttel Sënn maachen: Zocker reduzéieren, als Zousazstoff auszeechnen an och parallell net erlaben, en duerch Séissungsmëttel ze ersetzen. Déi gemeinsam Virgeeënsweis am Marché commun féiert derzou, dass d'Veraarbechtungsindustrie motivéiert gëtt, an d'Recherche ze investéieren an den Zocker ze reduzéiere respektiv Alternativen ze proposéieren. Et gëtt Initiativen, fir den Zocker opzeblosen, deen dann dee selwechte Séissungseffekt huet mat manner Kalorien, oder duerch Allulos ze ersetzen. Jee, do ass dann d'Industrie gefuerdert, fir Alternativen ze bréngen.

Eng weider wichteg Komponent – a mir hunn et och schonn héieren – ass d'Opklärung an d'Sensibiliséierung: d'Sensibiliséierung doheem, an de Crèchen, an de Schoulen, an de Maison-relaisen iwwert d'Produktioun vun eise Liewensmëttel, an och eng gesond a frëch Zoubereedung.

Eis Ernärungspyramid weist kloer, wéi eng Liewensmëttel mir majoritär sollen zou eis huelen. Déi net verschaffte Liewensmëttel – Gromper, Geméis … – si verfügbar, dacks souguer méi präiswäert a kënnen zoubereet ginn zu Menüer, déi gesond sinn an och gutt schmaachen. Et brauch definitiv keen Zocker als Geschmacksverstäerker. Gesond liewen a Genoss erliewen, ass kee Widdersproch.

Eng Initiativ, déi ech hei wëll nennen ass d'École du Goût zu Branebuerg. Dës Initiativ erlaabt et de Schüler, ze léieren, wou d'Liewensmëttel hierkommen a wéi ee se gutt zoubereede kann.

Zum Schluss wéilt ech awer och op d'Vernetzung vun der Produktioun, Veraarbechtung a Consommatioun kommen. Wa mir eng gutt Gesondheet an enger gudder Ëmwelt zesummeféieren, da musse mir de Konsument erëm un d'Grondnarungsmëttel an och un de Produzent eruféieren. An engem klenge Land wéi Lëtzebuerg sollt dat méiglech sinn.

Schoulkantinnen a Restauration collective zum Beispill: Hei gi vill Liewensmëttel verschafft an zoubereet. Wa mir derfir suergen, dass se regional a saisonal zoukaaft ginn an dann op der Plaz frësch gekacht ginn, da profitéieren d'Schüler vu gesonde Menüer.

Ech wëll zwee Beispiller hei nennen: De Projet Supply4Future vu Restopolis, deen de Produzenten erlaabt, direkt Produkter an d'Restauration collective ze liwweren an doniewent de Projet vum Gemengesyndicat SICONA „Mir iesse regional, bio a fair!". D'Zil vun dësem Projet war et virun zéng Joer, gesond Iessen an d'Maison-relaisen ze liwweren an eng regional Liewensmëttelproduktioun mat Ëmweltschutz ze ënnerstëtzen an dat ass gelongen.

D'Formatioun vun de Käch, fir eis lokal Liewensmëttel ze verschaffen, wa se am Bruttozoustand sinn, oder och e ganzt Béischt, war en entscheedende Punkt an dësem Projet. No an no ass e Lerneffekt do an 2023 si schonn iwwer 12.000 Menüer esou an dësem Projet gekacht ginn. Dës Beispiller weisen, dass een eppes um Terrain erreeche kann.

Fir ofzeschléissen, resüméieren ech: Mir brauchen eng Politick ouni Stigmatiséierung, eng Politick, déi de Leit d'Hand reecht, dat duerch: eng gutt Preventiounsmedezinn mat enger Stäerkung vun der Médecine scolaire an der Médecine générale; eng Ënnerstëtzung vun der deeglecher Beweegung; a parallell eng Ernärungspolitick, eng Ernärungsstrategie, déi d'Produktioun an d'Verschaffe vu gesonde Liewensmëttel an de Mëttelpunkt stellt; eng gutt Opklärung a Sensibiliséierung iwwer eis Liewensmëttel; eng gemeinsam Reglementéierung op EU-Niveau. A mat dëser Approche sinn ech zouversiichtlech, dass mir den aktuellen Trend ëmgedréit kréien an d'Gesondheet vun eiser Gesellschaft stäerken.

Ech wëll dann och an deem Sënn eng Motioun zesumme mat der DP hei deposéieren, déi déi dote Punkten nach eng Kéier widderhëlt.

***Motion 2***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant les résultats du Rapport sur la santé des enfants de l'Observatoire national de la santé qui stipule qu'à l'âge de 11-12 ans, le surpoids et l'obésité affectent un enfant sur cinq en 2022 au Luxembourg ;*

*– considérant les risques de santé publique liés à une augmentation du taux de personnes atteintes d'obésité ;*

*– considérant les recommandations de l'OMS afin d'éviter et d'endiguer le phénomène,*

*invite le Gouvernement à*

*– mener une politique sportive proactive visant à promouvoir l'importance d'une activité physique régulière à tout âge et contre toutes les pathologies, par*

*• la mise en place d'un programme de remise à l'activité physique et aux sports,*
*• le lancement de campagnes d'informations spécifiques,*
*• le soutien de projets de promotion de l'activité physique par le SCRIPT, le Service national de la jeunesse (SNJ), la Ligue des associations sportives de l'enseignement fondamental (LASEP) et la Ligue des associations sportives estudiantines luxembourgeoises (LASEL),*
*• le soutien des clubs sportifs dans le développement des programmes d'activité physique et de sports axés sur la promotion de la santé physique et mentale des participants de tous âges,*
*• le soutien des communes dans l'élaboration d'un concept de développement de l'activité physique et des sports au niveau communal ;*

*– mettre en place un système d'évaluation du bien-être des enfants à travers une réforme de la « médecine scolaire », axée sur la prévention et le dépistage précoce des risques de maladies ou problèmes psychiques ;*

*– promouvoir l'accès à des soins primaires de médecine axés sur la détection des signes précoces de surpoids ;*

*– analyser la faisabilité d'un système d'éducation à la santé s'étendant sur toute la scolarité en étroite collaboration avec les acteurs de la « nouvelle » médecine scolaire ;*

*– renforcer des initiatives, telles que « Bewegte Schule » ;*

*– encourager les structures de l'éducation non formelles à développer des programmes et projets promouvant l'activité physique chez les enfants ;*

*– évaluer le projet « Gesond iessen – Méi beweegen » (GIMB) ;*

*– promouvoir une politique alimentaire qui place la production et la transformation d'aliments sains au centre de ses préoccupations ;*

*– développer davantage le programme Food4Future et Supply4Future de Restopolis.*

*(s.) Jeff Boonen, Nancy Arendt épouse Kemp, Carole Hartmann, Max Hengel, Mandy Minella, Nathalie Morgenthaler.*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Boonen.

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | An de Mikro ass elo fräi fir déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Iessensbeschafung war an der Geschicht vun der Mënschheet nach ni esou einfach wéi haut. Am Supermarché fënnt een alles, wat ee wëll. Regaler voll mat Fleesch a Fësch, Kéis an Nuddelen, Tofu an Hülsenfrüchte souwéi Uebst a Geméis vun alle Kontinenter. Et muss ee mol net méi bis virun d'Dier goen, fir doheem de Frigo voll ze kréien. Haut kann een online säi Caddie fëllen a sech alles gemittlech heem liwwere loossen. De Kontrast ass deemno grouss zu den Zäite vun eise Virfaren, déi op d'Juegd hu musse goen oder dee ganzen Dag Nëss a Kraider gesammelt hunn, fir hoffentlech genuch an de Bauch ze kréien.

*(Interruption)*

Eis Gesellschafte kennen haut ee ganz anere Problem: Obesitéit. Dat huet och ganz kierzlech eng Etüd vun „The Lancet" op en Neits betount. Dëser Etüd no waren 2022 eng Milliard Leit fettleibeg. Dat ass all aachte Mënsch. Wärend d'Ënnerernärung op der Welt aktuell erofgeet – vun 828 Milliounen 2002 op 735 Milliounen 2022 –, hu sech d'Obesitéitsfäll bei den Erwuessenen zanter 1990 weltwäit verduebelt, bei de Kanner a Jugendleche souguer vervéierfacht. A ganzer 43 % vun den Erwuessene sinn iwwergewiichteg.

Obesitéit an Iwwergewiicht ginn dowéinst vun der WHO als en akute Problem fir déi global ëffentlech Gesondheetssystemer ugesinn an och souguer als Epidemie bezeechent. Net nëmme stelle se eng finanziell Belaaschtung vun 990 Milliounen US-Dollar (veuillez lire: vun 990 Milliarden US-Dollar) duer, se si virop eng extreem Gefor fir d'Gesondheet vun de Leit. 2,8 Milliounë Mënsche stierwen am Joer duerch Fettleibegkeet oder Iwwergewiicht.

An den Trend weist leider an déi falsch Richtung. Esou geet d'World Obesity Federation an engem Rapport vun 2023 dovunner aus, datt bis 2035 – an dat ass net méi laang – 51 % vun der Weltbevëlkerung als adipös agestuuft kéinte ginn.

Déi lescht Zuele fir Lëtzebuerg stame vun der European Health Survey 2019, déi 2022 publizéiert gouf, an aus där ervirgeet, datt 16,5 % vun den Erwuessenen zu Lëtzebuerg fettleibeg sinn. Dat ass eng Hausse vun 1 % par rapport zu 2014. 31,9 % vun eiser Bevëlkerung sinn iwwergewiichteg. Dat ass ongeféier all Drëtten, an eng Hausse vu 7,6 Prozentpunkten. De weltwäiten negativen Trend ass also och zu Lëtzebuerg däitlech ze verzeechnen a mécht ee séiert a konsequent Agéieren onbedéngt néideg.

Mee wat versteet een ënner Adipositéit? A firwat ass et esou e grousse Problem? D'Adipositas – op Franséisch „obésité" – ass eng chronesch Krankheet, déi sech duerch eng anormal Hausse u Kierperfett charakteriséiert. Gewéinlech gëtt fir d'Berechnung de BMI ermëttelt. A bei engem BMI vun 30 gëllt een als adipös. De BMI huet natierlech seng Schwächten, well e grondsätzlech nëmmen d'Gewiicht par rapport zur Kierpergréisst kuckt. Do kann et scho mol virkommen, datt Spëtzesportler, zum Beispill och e Gewiichthiewer, déi eng grouss Kierpermass hunn, mee dovunner vill schwéier Muskelen, als iwwergewiichteg gëllen, och wa se bal kee Fett hunn. Och d'Geschlecht an den Alter oder d'Fettverdeelung, also ob méi Fett ronderëm de Bauch oder zum Beispill d'Hëften ass, gëtt beim Body-Mass-Index net berücksichtegt. Mee trotz alle Schwächte wäert de BMI viraussiichtlech weiderhin zum Asaz kommen, well et einfach keng besser Berechnungsformel gëtt, déi sech esou einfach am Alldag notze léisst.

Här President, Adipositas ass eng ganz eescht ze huelend Krankheet, déi vill Begleeterkrankunge mat sech brénge kann. Dozou gehéiere Réckeproblemer an Arthros an de Knéigelenker, Blutthéichdrock an Häerzerkrankungen, Kriibs an Diabeetes Typ 2, fir just e puer Erkrankungen ze nennen. D'Liewenserwaardung vun Adipositaspatienten ass an der Reegel méi niddereg. Laut WHO sinn 13 % vun den Doudesfäll an Europa op Obesitéit zeréckzeféieren.

Wat genee sinn eigentlech d'Ursaache vun Obesitéit? An der Gesellschaft herrscht nach ëmmer de Gedanken, et wier dach déi eege Schold, wann ee staark bäihëlt. Et hätt ee keng Disziplinn, keng Wëllenskraaft oder et wier ee liddereg. Selbstverständlech ass et d'Reegel, datt een, wann ee vill ësst – virun allem och ongesond Liewensmëttel – a sech wéineg beweegt, bäihëlt an och iwwergewiichteg ka ginn. An d'Rezept fir en nohaltege Gewiichtsverloscht ass eng gesond Ernärung a Beweegung. A ganz ville Fäll sinn ech der Iwwerzeegung, datt dës relativ einfach Formel vill bewierke kann.

Bei Obesitéit gëllt grondsätzlech dee selwechte Prinzipp: ze vill Energie duerch Liewensmëttel, déi duerch mangelhaft Beweegung net verbraucht gëtt. Dës Energie wandelt sech a Fett ëm a gëtt an de Fettzelle gespäichert. Mee d'Ursaache kënnen awer och vill méi komplex sinn. Eist soziaalt Ëmfeld, eis geneetesch Veranlagung a psychologesch Aspekter kënnen e staarken Afloss op d'Entwécklung vun Adipositas hunn. Stress, Iessstéierungen, Schlofmangel a Medikamenter kënne weider méiglech Ursaache sinn.

D'Covidpandemie huet net zu enger Verbesserung vun der Situatioun bäigedroen. Au contraire: Wärend verschidde Leit an der Isolatioun zwar duerchaus d'Zäit an d'Freed um Kachen oder um Sport maachen entdeckt hunn, huet et bei aneren zum Géigendeel gefouert. Vill Leit hu sech Suerge gemaach an haten Angschtzoustänn wärend der Pandemie. Déi mental Gesondheet huet gelidden. Do kënnt et vir, datt een zum Trouscht op Alkohol oder sougenannte „comfort food" zréckgräift, vun deem mir mengen, datt et eis glécklech mécht. Béides ass natierlech ganz schlecht fir eis Gesondheet.

Nach méi schlëmm ass et natierlech, wann ee sech nieft der schlechter Ernärung och kaum beweegt. D'Pandemie huet och op déi sportlech Aktivitéit vun de Leit en negativen Afloss gehat, virop bei de Kanner. D'Veräiner konnten e puer Méint hir Aktivitéiten net weiderféieren an d'Schoule waren zou. Wann een dann nach an engem klengen Appartement wunnt, mat wéineg Plaz, dann ass et net einfach, fir Sport an den Alldag eranzebréngen.

Schlecht Gewunnechte sinn oft de Kär vu Gewiichtsproblemer a wa se bis fest verankert sinn, da gëtt et ëmmer méi schwéier, fir se ze veränneren. Wéi bei villen aneren Erkrankunge muss dowéinst och bei Adipositas d'Preventioun eng Schlësselroll spillen. D'Promotioun vun engem gesonde Liewensstil an engem positiven Iessverhale steet do un éischter Stell.

2006 gouf déi éischt Kéier den interministeriellen Aktiounsplang „Gesond iessen – Méi beweegen", kuerz GIMB, lancéiert, fir géint Obesitéit an de Beweegungsmangel an der Gesellschaft virzegoen, besonnesch bei Kanner a Jugendlechen. Den aktuellen Aktiounsplang deckt den Zäitraum 2018 bis 2025 of.

Dëst Instrument ass wichteg, well den European Health Survey 2019 festgestallt huet, datt 48,1 % vun de Lëtzebuerger ab 15 Joer net all Dag Geméis an Uebst iessen. Dobäi si mir eis jo alleguerten eens, dass Uebst a Geméis zu enger gesonder Ernärung onbedéngt derzougehéiere mussen. Gesond Ernärung ass net ëmmer einfach. Gesond Liewensmëttel sinn oft méi deier wéi déi ongesond. Stéit, déi finanziell méi schlecht gestallt sinn, tendéieren dowéinst wuel méi heefeg zu deem méi bëllegen, awer ongesonde Choix, wéi zum Beispill Fäerdegproduiten.

An och de Facteur Zäit spillt eng Roll. Déi gesondste Molzecht ass an der Reegel selwer gekacht mat frëschen Zutaten. Mee fir ze kachen, brauch een oft Zäit – Zäit, déi net jiddereen all Dag huet, virun allem wann een eng Stonn Aarbechtswee huet, nach Kanner ze versuergen an e Stot ze schmäissen an Zäit fir Hobbye wëll hunn. Do kann et mol sinn, datt een tentéiert ass, sech eng Fäerdegpizza ze maachen. Wann dat ausnamsweis de Fall ass, ass dat net schlëmm. Wann et awer zur Gewunnecht gëtt, ass dat kloer e Problem.

Ech wëll elo net weider op den Impakt vun der finanzieller Situatioun a vum Zäitmangel op d'Gesondheet vun de Leit agoen. Dat wier eng aner Diskussioun, déi elo ze wäit geet a vum haitege Sujet vun der Fettleibegkeet ewechféiere géif.

Ech wëll villméi vun de grousse Beméiunge schwätzen, déi an de leschte Jore gemaach goufen, fir all de Kanner, egal aus wéi enger sozialer Schicht se kommen, den Zougang zu gesondem Iessen ze vereinfachen an hir kierperlech Aktivitéit ze förderen. Net nëmme kréien déi Jonk mëttlerweil gratis Uebst an de Schoule bereetgestallt, och d'Qualitéit vun de Kantinnen huet sech vill verbessert. D'Iessen ass méi gesond a villfälteg a soll an Zukunft nach méi aus lokalem a biologeschem Ubau kommen.

Och eng verbessert Opklärung iwwer gesond Ernärung bleift wichteg. D'Mooss mécht zum Beispill oft den Ënnerscheed. Ee klengt Stéck Kuch ass jo näischt Schlëmmes, mee wann all Dag zwee bis dräi Stécker dobäi sinn an dofir ni en Apel oder en anert Uebst, da fänkt de Problem un. An déi schéi faarweg Kellogg's-Këschten, déi féieren och net zu enger Besserung.

Am Kader vum GIMB goufen dowéinst verschidde Broschüren ausgeschafft, déi sech konkreet mat der Ernärung vun de Kanner beschäftegen. Eng Broschür ass op Kanner am Alter vun 12 bis 36 Méint ausgeriicht, eng zweet op den Alter vun 3 bis 12 Joer. Dës Broschüre gi Rotschléi doriwwer, wéi eng gesond Molzecht opgebaut muss sinn, wéi eng Haaptelementer derzou gehéieren, wéi grouss d'Quantitéite solle sinn a virun allem wéi ee seng Kanner motivéiert, verschidde Saachen ze schmaachen. All Mamm a Papp kennt d'Situatioun, wann e Kand partout refuséiert, eppes z'iessen. Do kann ee séier noginn an och eppes Ongesondes mol ginn, just fir dass et eppes ësst. Genee dat – an dat wësse mer och alleguerten – musse mer awer evitéieren.

Ee wichtege Punkt ass dann och, datt e Kand Waasser drénke soll a manner Gezéckertes. Et kléngt evident, mee et gëtt oft ënnerschat, wéi vill Zocker an engem Jus ka sinn, och wann dësen indiquéiert, dass keen Zousazzocker dran ass.

Här President, niewent der Ernärung ass d'Beweegung den zweete wichtege Pilier vun der Preventioun vun Iwwergewiicht.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Och hei goufen am Kader vum GIMB Konzepter a Broschüren ausgeschafft, déi déi kierperlech Aktivitéit förderen, an dat souwuel bei de Kanner wéi bei den Erwuessenen. Grad bei de Kanner ass et wichteg, datt all déi verschidden Acteuren implizéiert ginn. D'Elteren,

déi nonformal Bildungsstrukturen an d'Schoulen, d'Sportveräiner, d'Politick an d'Fuerschung hunn all eng Roll ze spillen, fir d'Beweegung an déi sportlech Aktivitéit vun de Kanner ze verbesseren.

Meng Fraktiounskolleegin, d'Mandy Minella, huet de Moien nach eng Interpellatioun ugefrot, wou et ënner anerem ëm d'Förderung vu Sport a Beweegung am Grondschoulalter geet a wéi eng Roll d'Grondschoul selwer, awer och d'Maison-relaisen, d'Veräiner an d'Gemenge spille kënnen, fir méi Zäit a Raum fir sportlech an aner Aktivitéiten ze erméiglechen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Ech wëll op dëser Plaz nach kuerz op den „LTAD – Lëtzebuerg lieft Sport" agoen, eng methodologesch Approche, déi sech un engem kanadesche Konzept inspiréiert. D'Zil ass et ënner anerem, datt d'Mënsche méi Freed u Beweegung a Sport solle fannen a vu Kandheet u vill verschidde motoresch Kompetenzen erléieren. Dat bréngt eng gréisser Motivatioun a förderт nohalteg a laangfristeg en aktiivt Liewe vun de Kanner an Erwuessenen.

Kolleeginnen a Kolleegen, alldeeglech Beweegung ass d'Basis fir eng gutt Gesondheet. An et muss net komplizéiert sinn. D'Trapen huelen amplaz de Lift, de Vëlo amplaz den Auto: Vill Beweegung ka ganz einfach an den Alldag agebaut ginn, ouni grouss Émstellung.

D'Intensitéit an d'Dauer vun der kierperlecher Aktivitéit variéieren och jee no Alter a souwuel d'Ausdauer wéi d'Kraaft sollen trainéiert ginn. D'Recommandatioune sinn dohier un d'Besoine vun de Kanner, Jugendlechen, Erwuessenen an eelere Leit ugepasst. Et gëtt och Recommandatioune fir schwanger Fraen, dat ass e ganz pertinente Punkt. Eng Fra, déi op hir kierperlech Gesondheet wärend der Schwangerschaft oppasst, gëtt hirem ongebuerene Kand déi bescht Viraussetzung fir eng gesond Entwécklung vun Ufank u mat op de Wee.

An deem Kontext wëll ech och kuerz op d'Stëllzäit agoen. D'WHO recommandéiert als eng vun de Mesüren, fir den Adipositasrisiko ze miniméieren, datt Kanner zum Beispill an den éischte sechs Méint just mat Mammemëllech geniert a bis zum zweete Liewensjoer parallell zur Beikost gestëllt solle ginn.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann** (DP) | D'Wëssenschaft geet nämlech dovunner aus, datt eng positiv Korrelatioun besteet tëschent dem Allaitement vun de Kanner an engem geréngeren Adipositasrisiko. Obwuel d'Ausmooss vun dësem positiven Effekt net ganz eendeiteg ze bestëmmen ass, ass awer allgemeng unerkannt, datt d'Mammemëllech déi beschten Narung fir Bëbeeën duerstellt a vill Virdeeler an der Entwécklung vun de Kanner huet.

Dohier gëtt et zanter 2006 national Aktiounspläng, déi d'Niere mat Mammemëllech och promouvéieren. Den aktuellen Aktiounsplang ass vun 2018 a leeft nach bis 2025. D'Promotioun vum Stëlle soll deemno virugedriwwe ginn, andeems zum Beispill am ëffentleche Raum och Strukture fir ze stëllen zur Verfügung gestallt ginn, d'Recht op d'Stëllen op der Aarbecht respektéiert gëtt an d'Mammen iwwert d'Virdeeler vum Stëlle fir hir Kanner sensibiliséiert ginn.

Niewent dem Sport an enger gudder Ernärung muss och déi mental Gesondheet matgeduecht ginn, wat d'Entwécklung vun Obesitéit betrëfft.

Iessstéierungen, zum Beispill de Binge-Eating-Syndrom, Stress a Schlofmangel kënnen Ursaache vun Obesitéit sinn a sinn heiansdo op psychesch Problemer vun de Leit zréckzeféieren.

Spéitstens no der Covidpandemie, déi jo och der mentaler Gesondheet vu ville Leit geschuet huet, huet dëse wichtege Sujet endlech méi Opmierksamkeet kritt. Am Regierungsprogramm ass dann och eng vun de gesondheetspolitesche Prioritéiten, den Accès zu psychescher Gesondheetsversuergung ze verbesseren. Dozou gehéiert ënner anerem d'Schafe vu regionale Konsultatiounszentere souwéi d'Valorisatioun vum Psychiaterberuff an d'Reglementatioun vum Beruff vum Psycholog.

Zur Förderung vun der mentaler Gesondheet vu Leit, déi mat Iwwergewiicht ze kämpfen hunn, gehéiert awer och, géint d'Stigmatiséierung vun dëse Leit virzegoen. D'Stigmatiséierung féiert zu enger negativer Gefillslag, kann zu héijem emotionalem Stress an Depressioune féieren, déi de Problem vum Iwwergewiicht éischter nach verstäerken a mat Sécherheet net op eng nohalteg Aart a Weis léisen.

Här President, déi wichteg Roll vum Hausdokter bei generelle gesondheetleche Problemer ass scho vu mengem Virriedner ugeschwat ginn. Wann e Patient awer schonn ënner Adipositas leit, dann ass et natierlech wichteg, datt och eng medezinnesch Prise en charge méiglech ass. Hei zu Lëtzebuerg gëtt et am CHL d'Clinique de l'obésité an d'KannerKlinik, déi och Kanner mat Adipositas betreien.

Wann e Patient en charge geholl gëtt, soll natierlech an enger éischter Phas gekuckt ginn, ob d'Ernärung an de Liewensstil kënnen ëmgestallt ginn. D'Ernärungsëmstellung ass personaliséiert an huet dat laangfristegt Zil, e gesond Iessverhalen ze verankeren. Déi psychologesch Betreiung wärend der Behandlung ass integrale Bestanddeel vum Prozess, well d'Patienten eng nei Relatioun zum Iessen opbauen an nees léiere mussen, op Signaler vum Kierper ze lauschteren.

Insgesamt soll all Adipositasfall eenzel gekuckt ginn an d'Behandlungstherapie op déi individuell Situatioun vum Patient ugepasst ginn. Dëst, well Obesitéit ganz ënnerschiddlech Grënn kann hunn an ënnerschiddlech Gesondheetsproblemer mat sech brénge kann.

Déi personaliséiert Medezinn ass do e Stéchwuert. Am Koalitiounsaccord ass definéiert, dass d'personaliséiert Medezinn hei am Land virugedriwwe soll ginn. Dat kënnt alle Patienten, dat heescht och deene mat Iwwergewiicht, zegutt.

Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschte Méint hu verschidde Medikamenter vu sech schwätze gedoen, déi bal als Wonnermëttel fir Gewiichtsverloscht duergestallt goufen. Dës goufen urspréinglech fir d'Behandlung vum Diabeetes Typ 2 entwéckelt. Well se awer d'Gewiicht reduzéieren, kruten ëmmer méi Leit mat Iwwergewiicht se och verschriwwen.

Verschidde Länner, dorënner Däitschland, hunn esou Medikamenter fir d'Behandlung vun Adipositas offiziell zougelooss. Zu Lëtzebuerg ass dëst nach net de Fall.

Bei Obesitéitspatienten, déi trotz diversen Efforten, vill Beweegung an enger Ernärungsëmstellung awer net genuch ofhuelen, kéinten dës Medikamenter hir Behandlung verbesseren. Natierlech muss een d'Patiente sensibiliséieren, datt dës keng Wonnermëttel sinn. Et si Medikamenter, déi vun engem Dokter ënner ganz spezifesche Viraussetzunge verschriwwe musse ginn. An eng gesond Ernärung a Beweegung mussen ëmmer Deel vun der Behandlung bleiwen. D'Medikamenter ënnerstëtze just de Prozess. Ausserdeem muss garantéiert sinn, dass d'Diabeetespatienten am Fall vu Liwwerenkpäss op kee Fall benodeelegt ginn.

Här President, Obesitéit ass eng komplex Krankheet, déi vu ville Facteure beaflosst gëtt an oft eng multidisziplinär Gesondheetsversuergung verlaangt. Allze oft geheit ee Leit mat Iwwergewiicht an een Dëppen a gesäit d'Schold just bei hinne selwer. Obwuel ganz oft dat eegent Iessverhalen dem Problem zugronn läit an een et mat professioneller Hëllef ënner Kontroll brénge kann, ass eng Ernärungsëmstellung a Beweegung eleng net ëmmer d'Léisung.

D'Gesellschaft muss dohier besser iwwert d'Komplexitéit vun Adipositas opgekläert ginn, fir der Stigmatiséierung en Enn ze setzen, déi d'Situatioun oft just verschlëmmert. Den A an den O läit awer, wéi sou oft, bei der Preventioun. Gesond Ernärung a Beweegung, wëssen, wat een ësst a wéi vill, an als Elteren a Gesellschaft de Kanner e gutt Virbild sinn, kann eis bei der Bekämpfung vun Iwwergewiicht an Adipositas méi wäit bréngen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci der Madamm Hartmann. An da wier et elo um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, eisem Land geet et net gutt a ville Leit geet et schlecht. Verschiddene geet et ganz schlecht, zum Beispill och deenen, déi ënner Fettleibegkeet – dat ass d'lëtzebuergescht Wuert fir Obesitéit – leiden.

Fir festzestellen, ob een iwwergewiichteg ass respektiv souguer da Fettleibegkeet huet, gëtt et de BMI. Doriwwer ass scho vill gesot ginn. Ech wëll och net alles widderhuelen, wat gesot ginn ass. Villes, wat hei gesot ginn ass, quasi alles, géif ech soen, ass richteg. A mir hu jo duerno nach eng Diskussioun iwwert d'Riedezäiten hei an der Chamber, an ech mengen, dass et net onbedéngt ubruecht ass, dass een och nach fir d'sechst Kéier hei alles widderhëlt, wat scho richteg Guddes gesot ginn ass. Duerfir maachen ech dat dann an da probéieren ech, dat elo mol iergendwéi hei méi schnell ze maachen.

Also de BMI ass natierlech deelweis unzezweifelen. Ech wëll do e Beispill ginn, wat ech erzielt krut bei de Beruffspompjeeën hei. Do si Leit, déi falen duerch am Examen, fir Beruffspompjee ze ginn, well hire BMI ze héich ass. En ass awer net ze héich, well se ze vill – wéi soll ech soen? – iwwergewiichteg sinn am Sënn vu Fett, mee en ass ze héich, well se ze vill duerchtrainéiert sinn an ze vill Muskelen hunn an duerfir eng Statur hunn, déi hinnen e BMI gëtt, dee méi héich ass, a se duerfir et net packen. Do gesäit een, wéi heiansdo dee BMI och kann ugezweifelt ginn un deem Beispill.

Et ass gesot ginn iwwer all déi Zuelen, effektiv bei deene Jonken huet dann ee Fënneftel Iwwergewiicht, dat sinn déi Kanner am 6. Schouljoer. Soss hu mer hei am Land 16,5 % vu Leit, déi also wierklech ënner Fettleibegkeet leiden, mat all deenen negative Konsequenze, déi dat dann huet: Kreeslafproblemer, Bluthéichdrock, zockerkrank. An am Endeffekt wäerte ganz vill vun deenen iergendwann an hirem Liewe ganz grouss Schwieregkeeten doduerch kréien an och warscheinlech hiert Liewen dorunner da loossen.

Sou, wat kann een dann alles maachen? Oder wourunner läit dat? Och dozou ass hei scho villes gesot ginn. Et ass iwwert d'Iesse geschwat ginn. Ech war och laang Proff, ech hunn dat gesinn, Dir kennt déi Beispiller alleguerten: An der Mëttesstonn eng grouss Tut Chips, déi bëllegst, an dann och nach zwou Béchse Monster dobäi – wann Der dat kennt –, dat ass och net dat allerbescht. An dann: An d'Kantin

gi mer net, well do gëtt et ze vill gesond an et ass och net gutt a wéi och ëmmer. Dat ass natierlech e grousse Problem. Et ass awer schwéier, dorop anzewierken, an d'Kanner am Allgemengen hale sech och net gären un dat, wat se vun iergendengem erofgepriedegt kréien.

Ech mengen, eng ganz grouss Roll spillt do d'Elterenhaus. A mir musse kucken, fir am Elterenhaus dat richtegt Beispill ze ginn, déi richteg Leitplanken do ze hunn, wou mer de Kanner weisen – an ech mengen, ech hu selwer Kanner, vill vun Iech hu Kanner –, wéi ee ka gesond kachen, wéi ee kann och vläicht souguer selwer déi Produkter hierstellen.

Ech stelle leider haut fest, dass ganz vill Leit kee Geméisgaart méi doheem hunn. Ech stellen och leider fest, dass vill Kanner iwwerhaapt guer net méi wëssen, wéi d'Geméis wiisst. Wann een dann eng Primärschoul huet, wou dat gewise gëtt, dann ass dat schéin, wann Ausflich organiséiert ginn, op e Bauerenhaff zum Beispill, dann ass dat ganz wäertvoll, mee leider Gottes geschitt haut doheem vläicht net méi dat, wat fréier geschitt ass a wat awer gutt Konsequenzen deemools hat.

Ech mengen also, dass et ganz wichteg ass an der Famill, fir sech Zäit ze huelen. An der Famill sech Zäit ze huelen, heescht natierlech och, déi néideg Zäit ze hunn. An dat ass eppes, wat haut natierlech ganz vill feelt. Do kënne mer iwwer Familljepolitick schwätzen. Dat loossen ech dann awer och elo hei sinn.

Da komme mer natierlech vu „keng Zäit méi" op Fäerdeggeriichter. All dat ass och gesot ginn. Et hunn och schonn zwee Leit gesot, dass eng Tifkülpizza heiansdo gutt ass, mee net ze oft, an esou weider. Also, dat ass e Problem.

Dann deen zweete Punkt, dat ass de Sport, d'Beweegung. An do gesi mer och, dass ëmmer gesot gëtt, d'Kanner géife sech manner beweegen. An dat stëmmt jo och warscheinlech. Ech weess awer och net, ob mir do wierklech kënnen esou e groussen Afloss drop hunn. Mir hunn haut eebe vill aner attraktiv Saachen. An d'Kanner sëtzen dann och doheem virun hire Bildschiermer. Ma mir kennen dat alleguerten: Et ass schwéier, se do ewechzekréien. Jee, dat ass alles net esou déi Entwécklung, wéi se sollt sinn.

Mir musse kucken, dass mer d'Kanner zum Sport kréien. Dofir brauche mer Veräiner. An ech komme jo selwer aus dem Fussball an ech kennen déi Situatioun do relativ gutt. Ech wëll Iech einfach hei e Beispill ginn: Mir hate fréier hei am Land 150 Fussballsveräiner. An elo hu mer der just nach 100 – awer duebel esou vill Awunner. Jo, also do gesitt Der, dass eppes schifleeft.

*(Interruption)*

An der Stad Lëtzebuerg sinn an de leschte 24 Joer, …

*(Interruption)*

… wann ech elo richteg Bescheed weess, siwe Fussballsveräiner verschwonnen. D'Bevëlkerung huet awer zougeholl ëm 50.000 Leit. An och aner Sportsveräiner huelen net zou – dat kënnt Der kucke goen. Basket, Handball: och do gëtt et keng nei Veräiner.

Mir hunn haut Gemengen, déi iwwer 3.000, iwwer 4.000 Awunner hunn a keng eenzeg Ekippesportaart an hirer Gemeng hu fir d'Kanner. Ech géif wierklech och do vläicht emol kucken, fir … Ech weess och, dass et net d'Aufgab ass vun enger Gemeng oder vun engem Staat, fir e Veräin ze grënnen, mee iergendwéi muss ee kucken, och um Gemengenniveau, fir Veräiner ze grënnen, fir déi Veräiner, déi do sinn, ze ënnerstëtzen!

An d'Infrastrukturen: Jo, a ville Gemenge fonctionéiert dat och, mengen ech. Et gëtt vill investéiert an d'Infrastrukturen. D'Veräiner sinn awer haut ganz oft vir bäi an hanne widder. Wann Der bis 250 Kanner hutt an engem Fussballsveräin an Dir musst dat benevoll alles organiséieren, Dir musst Trainere sichen, déi gutt sinn, an déi bezuelen an esou weider an esou fort. Also, dat ass eng Heedenaarbecht, déi d'Veräiner do musse leeschten. An ech géif wierklech hei en Opruff maachen, alles ze maachen – un de Sportminister an och un d'Buergermeeschteren –, fir d'Sportsveräiner an hire Gemengen, esou wäit et geet, ze ënnerstëtzen, fir dass all Kand do seng Plaz fënnt.

Voilà. Da vläicht nach e Wuert zum Schoulsport. Mir haten an eisem Walprogramm eppes Interessantes stoen, wat awer ni richteg erauskomm ass, ganz einfach, well Sport an der Walcampagne, leider Gottes, keng Roll spillt. Dat interesséiert anscheinend keen, och d'Meedien net vill.

Mir haten am Fong virgeschloen, dass de Sport fir Kanner ënner zwielef Joer sollt am Kader vun der Schoul organiséiert ginn, änlech wéi et zum Beispill och ass an Amerika, wou Der dat aus de Filmer kennt, mee och a verschiddene Länner, zum Beispill am Oste vun Europa, wou also d'Kanner an der Primärschoul, am Fondamental hir Sportaart erauswielen. A jiddweree muss eppes wielen, an dat mécht en dann och seriö: dräi-, véiermol d'Woch, mat der Kompetitioun. Alles organiséiert am Kader vun der Schoul.

Ech weess, dass dat alles ganz komplizéiert kléngt a warscheinlech och ganz schwéier ëmzesetze wier. Da misst Der béi all Primärschoul e Fussballsterrain opriichten. Mee ech mengen, dass e Land wéi Lëtzebuerg, wou gesot gëtt, et géif em gutt goen, och déi Méiglechkeete misst hunn, fir déi Suen an de Sport ze investéieren. An ech mengen och, dass mer dann ee grousse Problem hei geännert hätten.

Mir mussen och méi Kultur vum Sport hei am Land kréien. Mir spillen elo en Donneschdeg mat dee wichtegste Match am Fussball an der Geschicht vun eisem Land an ech hoffen, dass mer dee wannen. Mee do gesäit een eng Evolutioun, déi stattfonnt huet. Mir waren an de leschte Joerzéngten net ëmmer déi gréisste Sportnatioun.

A wann Der eis vergläicht mat aneren Natiounen, déi net vill méi Awunner hu wéi mir, oder souguer manner, wéi zum Beispill Island, do spillt Sport einfach eng vill méi grouss Roll, kulturell. Dat ass eppes, wat hei leider net de Fall ass, wat awer vläicht nach dann ausbaufäeg ass a kënnt. An dat Beispill vum nächsten Donneschdeg, de Match, weist jo, dass et an eng gutt Richtung do mol geet.

Wichteg ass awer och, de Breedesport eeben am Kapp ze behalen an net nëmmen d'Elitt.

Dann nach ganz kuerz zu deem, wat och scho gesot ginn ass: Mir mussen och déi Leit akzeptéieren, déi ënner Fettleibegkeet leiden! Mir hunn hei zënter Joerzéngten e Schéinheetsideal an eiser westlecher Welt, wat dat ass vun ëmmer méi dënn, ëmmer manner weien. Dat kennt Der alleguerten. Mir wëssen och alleguerten … An ech mengen, heibannen ass keen, deen nach ni de Geck gemaach huet iwwer iergendeen Décken. Dat ass leider d'Realitéit an dat ass eppes, wat am Fong immens schued ass.

An et ass ëmmer einfach ze soen: „O, kuck emol deen doten! Géif dee mol manner iessen. An deen dote, géif dee sech emol méi beweegen. Kuck emol, elo klëmmt en och nach an de Lift a frësst och nach eng Tut Chips." Nee, ech mengen, esou einfach solle mer eis et net maachen, well ganz vill vun deene Leit, déi kënnen net onbedéngt derfir. An et läit net onbedéngt un der Beweegung an et läit och net onbedéngt un hirem Iessen. Mee et läit u geneetesche Viraussetzungen, wéi scho gesot ginn ass: um Stoffwiessel, deen ënnerschiddlech ass. Et ass ganz einfach esou. Jiddweree vun eis kennt Leit, déi fettleibeg sinn, obwuel se net vill fetteg iessen. Et ass eeben dann, soe mer emol, e gewëssene Pech, deen do ass.

Et gëtt och nach aner Problemer, wou elo net driwwer geschwat ginn ass, Lipödem zum Beispill, wou een och méi misst maachen. Och do vläicht eng Iddi un d'Gesondheetsministesch, fir deene Leit, déi och net derfir kënnen, méi ënnert d'Äerm ze gräifen, an och do deen néidege Suivi, fir deene Leit déi néideg Ënnerstëtzung ze garantéieren.

Voilà! Da soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Keup. An da wier et um honorabelen Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

*(Interruption par M. Gilles Baum)*

Den Här Baum freet d'Wuert nach. Hie wéilt dem Här Keup eng Fro stellen.

**M. Gilles Baum** (DP) | Entschëllegt. Ech wëll ganz kuerz op dat reagéieren, wat den Här Keup gesot huet zu de Fussballsveräiner, well mir zwee jo am Fussball doheem sinn. Mir begéinen eis och bei de Fussballsveräiner. Den Här Keup huet gesot, dass d'Zuel vun de Fussballsveräiner erofgaangen ass, obschonns d'Populatioun gewuess ass. Ech wollt den Här Keup froen, ob e meng Meenung géif deelen, dass d'Zuel vun de Kanner an d'Zuel vun de Lizenzen awer massiv, massiv eropgaangen ass, och wann d'Zuel vun de Veräiner erofgaangen ass. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci, Här Baum. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, dat ass … Merci, Här President. Dat ass richteg. Et gëtt haut an deene Veräiner da méi Ekippen. An da gëtt et och méi Lizenze pro Veräin. Dat ass allerdéngs richteg.

Trotzdeem ass et eppes, wat verluer geet. An ech hunn dat och ganz bewosst vun der Stad gesot, ne? Well et ass jo och eng Fro vun de Quartieren. A mir hu virdru gesot, dass et gutt ass, wann een zu Fouss kann enzwousch higoen. Or, wann ech natierlech a mengem Quartier – ob dat an der Millebaach ass oder zu Weimeschkierch, oder do, wou d'Spora fréier war –, net méi kann zu Fouss a mäi Fussballsveräi goen als Zéngjäregen, Zwielefjäregen, an d'Eltere mech och net gär mam Bus duerch d'ganz Stad fuere loossen owes, dann ass een och do erëm drop ugewisen, fir mam Auto gefouert ze ginn. An dat ass net esou einfach.

Dofir mengen ech, et kéint een awer vill méi Kanner erreechen hei am Land, wann ee méi Fussballsveräiner a méi Sportsveräiner am Allgemengen hätt an de Gemengen.

Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci, Här Keup. Dat sief domadder kloergestallt. An elo huet awer den Här François Bausch d'Wuert.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President. A merci och dem Här Biancalana fir seng Initiativ, fir déi Interpellatioun haut ze maachen. Et ass jo warscheinlech och net vun ongefëier, datt e se am Mäerz gemaach huet, well de 4. Mäerz war den Dag vun der Obesitéit, wat awer eng ganz gutt Saach ass. Ech fannen, dat sinn ëmmer gutt Geleeënheeten, fir iwwer esou Sujeten ze schwätzen.

Den Här Biancalana huet am Ufank gesot – an dat ass natierlech richteg –, datt d'Obesitéit zwee verschidde

Facteuren huet, déi derzou kënne féieren: Dat eent ass, ech soe lo mol, e gesellschaftlechen, dat anert ass e geneeteschen. An et ass elo schwéier soen, wat fir een iwwerweit am Endeffekt herno bei dem Problem, dee kann entstoen. Mee wat awer sécher ass, dat ass, datt dee gesellschaftlechen och dozou féiere kann herno, datt dee geneeteschen am meeschte spillt.

Ech mengen, dat ass dee sprangende Punkt. An duerfir bleiwen ech och der Meenung oder si mir der Meenung, datt den Haaptgrond an d'Haaptursaachen awer ganz kloer bei dem Beräich leie vun: Wéi ernäre mer eis? Wat fir eng Liewensmëttel kréie mer zur Verfügung gestallt, fir eis ze ernären, oder hu mer, fir eis ze ernären? Wéi beweege mer eis? Wivill beweege mer eis? Wéi beweege mer eis och fort an der Gesellschaft? Wivill … Et ass jo net nëmme Sport bei der Beweegung, dee matspillt, mee och d'Beweegung iwwerhaapt am Alldag, am Liewen.

An dann natierlech ee ganz wichtege Facteur: Dat ass dee vun der sozialer Ongläichheet. Et ass richteg, dass schonn e puermol gesot ginn ass: Wat ee finanziell manner gutt opgestallt ass … Oder: Eng Famill, déi finanziell net esou gutt opgestallt ass, déi ass ganz sécher och hei am meeschten dervu betraff.

Dat ass keen Zoufall, well dat huet ze di mat der Educatioun, déi natierlech deementspriechend aneschters ass, well net genuch Moyenen do sinn an esou Familljen. Mee et huet awer och ze dinn, generell, mat: Wéi kann ech mech ernären? Wat fir eng Liewensmëttel kann ech mer kafen? Wéi vill Zäit kann ech mer derfir huelen? Wat ass iwwerhaapt de kulturellen Hannergrond, aus deem ech kommen?

Dat heescht, am Endeffekt, féiert natierlech dann och d'Aarmut an d'sozial Veraarmung derzou, datt ech hei nach vill méi ausgesat ginn.

An duerfir kommen déi extreem Beispiller jo och haaptsächlech aus de Vereenegte Staaten. Déi ganz Problematik huet Europa vill méi spéit getraff, an der Breet, loosse mer et mol esou soen, mee an Amerika gëtt et dat scho vill méi laang. A fir déi, déi scho mol an de Vereenegte Staaten ënnerwee waren an deene leschte Joerzéngten, déi wëssen dat. Dat huet natierlech och do Grënn, déi am Zesummenhang mat deem stinn, wat ech elo virdru versicht hunn ze beschreiwen.

Duerfir spillt natierlech och eng grouss Roll an deem Ganzen: d'Preventioun a virun allem d'Erzéiung. Dat heescht, datt ech bei de Kanner ufänken. Dat geet da bei de Crèchen un. Dat ass an de Schoule mat der Schoulkantin, d'Schoulerzéiung. Well, wann ech – fir dann op dee geneeteschen Aspekt zréckzekommen – eng geneetesch Veranlagung hunn, déi mech méi engem héije Risiko aussëtzt oder sou, dann ass et natierlech esou: Wann dat schonn, loosse mer soen, ugezaapt gëtt an der Kandheet, da gëtt et herno extreem schwéier, doraus erauszekommen. Da sinn déi Kanner a Mënschen an engem Däiwelskrees, wou se et herno wierklech nach eng Kéier kënne schwéier kréien.

Dat heescht, d'Informatioun, esou wéi mer eis Schoul opbauen, dat, wat mer an der Schoul z'iessen ubidden, wéi mer erklären, wat gesond Liewensmëttel sinn: All dat spillt ganz sécher eng Roll.

Dann ass awer nach en Aspekt, deen nach net vill thematiséiert ginn ass de Mëtteg – well ech wëll mech virun allem och e bëssen op dat bezéien elo, wat nach net schonn honnertmol gesot ginn ass, wou mer souwisou alleguer averstane sinn –, dat ass: Wéi labelen ech meng Liewensmëttel? A wann ech mol kucken, wéi d'Liewensmëttel gelabelt sinn, da muss ech feststellen, datt dat eng Katastroph ass.

**M. André Bauler** (DP) | Très bien!

**M. François Bausch** (déi gréng) | Wa mer den Zocker zum Beispill huelen – Zocker ass jo ee wichtegt Element am Beräich vun deem Krankheetsbild hei –, da stellen ech fest: Da ginn ech an e Regal kucken, da fannen ech do Limonaden, déi Tonnen Zocker hunn, an da steet awer drop, se wären ugeräichert mat Vitaminn C, a Vitaminn C wär gutt fir d'Gesondheet. Dat heescht, am Fong werben ech mat enger anerer Entitéit vun deem, wat dran ass, fir ze cachéieren, datt ech am Fong eng Zockerbomm verkafen.

Dat nämmlecht ass och bei Müslien. Ech mengen, Müsli huet no baussen en Image als eppes, wat gutt ass fir d'Verdauung, well et vollwäerteg opbaut. Mee da kritt Der Müslien ze kafen, wou dropsteet: „Hei, kaaft deen, well hei hutt Der vill gesond Ballaststoffer drop." Or, wann Der dann ënnen an de klenge Detail kucke gitt, da gesitt Der, datt et am Fong en Zockermüsli ass, datt et och eng Zockerbomm ass, datt en immens ugeräichert ass mat künstlechem Zocker an datt dat am Fong eng Katastroph ass, datt déi Leit, déi dat dann iessen, mengen, se géifen hirer Verdauung eppes Guddes dinn duerch d'Ballaststoffer, mee am Endeffekt, well d'Verpackung eppes aneschters virtäuscht, mierke si guer net, datt se am Fong eng immens Schwéngerei iessen.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

Dat heescht, mir brauchen éierlech Verpackungen. A mir mussen … Do geet et och net nëmmen ëm déi Nutri-Scores-Geschicht – dat ass jo och vill diskutéiert ginn an deene leschte Joren: Wat ass den Närwäert iwwerhaapt? –, mee och, datt nach vill méi kloer ersichtlech gëtt op de Verpackungen: Wat ass dann elo wierklech doranner? An datt et net erlaabt ass, wann ech dann zum Beispill eng Limonad verkafen, déi esou vill Zocker huet, datt se manifestement eigentlech gesondheetsschiedlech ass, datt ech déi nach ka verkafen duerch iergendeppes aneschters, wat ech bäigefüügt hunn, wéi wann et eng super Saach wär.

Dann natierlech de Fokus op Kanner. Am Rapport vun dem Observatoire national de la santé vun 2024 ass dat jo och gemaach ginn: e grousse Fokus geluecht op d'Kanner. Dat kënnt net vun ongeféier, well natierlech do de Grondsteen am meeschte geluecht gëtt an d'Katastroph sech am gréissten optiermt, well haut schonn all fënneft Kand Iwwergewiicht huet. Dat sinn d'Zuele vun 2022.

Zu Lëtzebuerg muss een och nach derbäisoen, datt mer e besonnesch héijen Undeel hunn dovunner. Dat heescht, mir leeën am Fong do de Grondstee bei de Kanner, datt déi Situatioun mat Sécherheet net besser gëtt, egal wat mer elo hei diskutéieren. An dofir muss een natierlech och do usetzen.

Wann een da bei de Kanner och kuckt – dat geet och aus ville Studien ervir –, wéi d'Kanner sech ernären, da gesäit een och do rëm déi sozial Ënnerscheeder. Zum Beispill ass et esou, datt 2022 39 % vun de Kanner aus bessersteeënde Menagen éischter Friichte giess hunn a Geméis giess hunn. Par contre bei Menagen, wou nëmmen e klengen, méi en niddrege Revenu ass, do mécht dat just nach 18 % aus. Oder zum Beispill och, datt 49 % vun de Kanner aus Menagen, déi besser do stinn, reegelméisseg eng physesch Aktivitéit hunn, par contre nëmme 37 % bei Kanner aus Menagen, déi finanziell manner gutt do stinn.

Also, wa mer de Grondproblem …, wa mer et laangfristeg wëllen an de Grëff kréien, musse mer jo do usetzen, ganz kloer, fir datt mer herno eng Generatioun kréien, déi scho vu Kand un esou erzunn ass, datt se alerte ass a weess, wéi se sech soll do verhalen.

Bon, ech wollt dofir och emol d'Fro stellen un d'Madamm Ministesch, wéi se zu all deenen dote Froe steet. An och an deem Kontext – de Sportsminister ass jo och hei – den aktuelle Plang 2018–2025 iwwer „Gesond iessen – Méi beweegen", dat leeft jo elo aus. Wat ass do virgesinn? Wat kënnt duerno? Gëtt et éischt Resultater fir deen Zäitraum, dee mer elo hannert eis hunn? Respektiv: Wat ass virgesi fir no 2025?

An dann natierlech och nach ee Punkt, dee ganz wichteg ass – an ech si frou: Et ass scho vun engem vu menge Virriedner vun der CSV hei opgeworf ginn –, dat ass déi ganz Problematik vu verschiddene Komponenten, déi mer an eisen Iessmëttel hunn oder an eisem Drénkwaasser zum Beispill hunn, wou manifestement entre-temps duerch wëssenschaftlech Studie bewisen ass, datt déi och derzou bäidroen, datt mer méi séier Fett usetzen, also déck ginn an esou weider. An dat ass virun allem d'Fro vun de Pestiziden – dat ass virdrun opgeworf ginn –, mee och vun de Weichmacher.

Dat si Saachen, déi mer jo dann och vill am Drénkwaasser erëmfannen. An dofir ass et och esou wichteg, datt mer do endlech e Plang hunn … Also, wéi mer e Pestizid-Reduktiounsplang kréien, datt mer do eroffueren. Well mir wësse jo, datt d'Pestizide souwisou nach ganz anerer … oder d'Weichmacher och, direkt gesondheetlech Konsequenzen hunn. Mee wa mer dann och nach wëssen, datt dat dat heiten och nach eng Kéier beschleunegt, dann ass dat natierlech wierklech duebel schlëmm.

Bon, an do hu mer wierklech awer alles an der Hand, fir derfir ze suergen, datt dat aneschters gëtt. D'Pestiziden, andeem mer zum Beispill an der Landwirtschaft méi op Bio setzen. Oder bei de Weichmacher och virun allem, datt mer de Waasserschutz seriö huelen an oppassen, wat mer do maachen.

Dofir och d'Fro un d'Ministesch, ob et do eng Zesummenaarbecht gëtt mat der Landwirtschaftsministerin zum Beispill respektiv mat dem Ëmweltminister, fir dann an deem dote Kontext och déi Perspektiv eng Kéier do eranzekréien.

Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen, ech wëll elo net nach eng Kéier all déi aner Saache widderhuelen, déi scho gesot gi sinn. Wéi gesot, nach eng Kéier: Dat ass e ganz eeschten a wichtege Sujet. Dem Här Biancalana merci, datt en dat de Mëtteg opgeworf huet. An ech hoffen dann, datt d'Madamm Minister eis herno seet, wat de Plang ass vun der Regierung, fir op all déi Elementer, déi mer elo hei de part et d'autre opgeworf hunn, kënnen ze reagéieren, fir datt mer do eng Verbesserung kréien.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech mengen d'Madamm Beissel huet eng Fro.

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Beissel?

**Mme Simone Beissel** (DP) | Dierf ech dem Här Bausch eng Fro stellen?

*(Hilarité)*

Quitte dass en … Dir kënnt do bleiwen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Eng kuerz Fro.

**Mme Simone Beissel** (DP) | Just eng Verständnisfro. Dir hutt gesot, am Drénkwaasser wäre Substanzen, notamment Pestiziden, déi géifen eis déck maachen, déi géifen d'Obesitéit förderen. Kënnt Der mer do Prezisioune ginn, well dat ass net mäi Wëssensstand.

Wann Der wësst, entre-temps, mir hate jo 2014 Metazachlor ESA. A mir hunn e System vun Aktivkuelefilteren, Nanofiltratioun, Ultrafiltratioun an Ozon. Do kréie mer bis 98 % vun all de Pestiziden am Drénkwaasser hei zu Lëtzebuerg eraus. Dofir meng Fro, net dass d'Leit eemol Angscht kréien. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo. Madamm Beissel, wann Der virdrun hei gewiescht wiert: Den eminente Vertrieder aus der Landwirtschaft, dee jo hei bei der CSV an der Fraktioun sëtzt, ...

**Mme Simone Beissel** (DP) | Ech war hei!

**M. François Bausch** (déi gréng) | ... deen ass och dorop agaangen. Do gëtt et wëssenschaftlech Studien. Ech liesen Iech déi awer elo net hei vir. Et geet och net drëms, fir Angscht ze maachen.

An ech weess, Dir sidd Waasserschäffen an der Stad Lëtzebuerg an Dir sidd zoustänneg fir d'Waasser, dofir hutt Der elo schonn e bësselche Suergen, mee ech wär frou, wësst Der, Madamm Beissel, wa mer hei an där Chamber et géife fäerdegbréngen, net ëmmer alles perséinlech ze huelen, an datt, wa mer esou e seriö Sujet, wéi dat heiten diskutéieren ...

**Plusieurs voix** | O!

*(Interruptions)*

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo. Mee Dir hutt dat jo ... Mee ech hunn Iech jo gesot: Et gëtt wëssenschaftlech Studien. Dir hätt virdru sollen nolauschteren.

**Mme Simone Beissel** (DP) | Ech war dauernd hei. Ech hunn alles nogelauschtert.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Mee nee, dann hutt Der net nogelauschtert, well Dir hätt jo och kënnen dem Här Boonen déi Fro virdru stellen, well deen huet dat nämmlecht gesot wéi ech.

**Mme Simone Beissel** (DP) | Nee, deen huet dat net esou gedréit, wéi Dir et elo gedréit hutt!

*(Interruptions)*

**M. François Bausch** (déi gréng) | Madamm Beissel, nach eng Kéier: Meng Äntwert ass fäerdeg. Et gëtt wëssenschaftlech Studien. Kuckt, googelt e bëssen um Internet, da fannt Der déi rëm an da liest Der se eng Kéier! Merci.

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. An elo ass et um Här Sven Clement. An et ass eenzeg an eleng den Här Sven Clement, deen d'Wuert huet.

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Populatioun gëtt méi déck. An Adipositas ass haut eng Krankheet, déi an eiser Gesellschaft wäit verbreet ass.

Jo, ech weess, wann ech soen: „D'Populatioun gëtt déck", datt verschidde Leit sech och drun erënneren, datt ech viru fënnef Joer hei och mat substanziell méi Kiloen um Pult stoung.

*(Brouhaha)*

An ech kann Iech soen, datt et net ëmmer einfach ass an datt et net nëmmen d'Ernärung ass, déi dobäi spillt.

Et ass also eng Tatsaach, datt mer alleguerte méi déck ginn. Dat beleeën d'offiziell Zuelen, an dat betrëfft souwuel Erwuessener wéi Kanner. Bal all fënneft Kand ass zu Lëtzebuerg ze déck – eent vu fënnef!

*(Coups de cloche de la présidence)*

Et ass e Problem, deen an de leschte Joren ëmmer méi grav ginn ass, an et ass méi wéi héich Zäit, datt mer dogéint eppes maachen.

E grousse Problem ass – an dat hu vill Virriednerinnen a Virriedner gesot – d'Ernärung a virun allem d'Fett an den Zocker. D'WHO réit, datt eng erwuesse Persoun – an do schwätze mer net vun de Kanner, mee wierklech vun erwuessene Persounen – maximal 25 Gramm Zocker den Dag soll zou sech huelen, iessen, drénken. An ech soe ganz kloer souwuel iesse wéi drénken, well ganz heefeg verstoppt sech den Zocker nämlech a Saachen, wou mer e guer net dra vermudden.

An dës Quantitéit gëtt aleng schonn dowéinst, well mer den Zocker oft net erkennen, vu ville Leit bei Wäitem iwwerschratt. Dat läit dorunner, datt mer en oft net gesinn, net spieren, net mol matkréien, datt et Zocker ass, well eis Liewensmëttel dach vill verschidden Nimm fir dat nämmlecht kennen. Den Agavendicksaft, Dextros, Ethylmaltol, Frutilos, Galaktos oder Saccharos sinn nëmmen e puer Nimm, déi u sech dat nämmlecht bedeiten, nämlech déi eng oder aner Form vun Zocker.

Et gëtt méi wéi 50 verschidde Bezeechnungen, hannert deene sech déi eng oder aner Zort ka verstoppen. An dat ass ganz ville Konsumentinnen a Konsumenten einfach net bewosst. Et ass einfach, wann op der Verpackung steet: „Hei si sou vill Gramm Zocker dran." Dat ka jiddweree vun eis verstoen. Wann awer do steet: „Hei sinn esou vill Gramm oder Milligramm pro Quantitéit vun Ethylmaltol dran", da stinn déi meescht vun eis virun där Verpackung a soe sech: „Ok, do ass eppes dran. Ass dat elo gutt? Ass dat schlecht? Dat wësse mer net." An u sech, wa mer en informéierte Konsument wëllen hunn, dee sech dann och gesond ernäert, da musse mer et och einfach maachen, datt d'Leit verstinn, wat an hire Liewensmëttel dran ass.

Well mir kucken op d'Verpackungen, wat an de Liewensmëttel dran ass. Och do gëtt et Studien, datt d'Konsumente probéieren, bewosst anzekafen, mee da wësse se awer net, wat sech hannert deenen onbekannten Nimm oder Begréffer verstoppt a sinn herno, wa se domadder konfrontéiert ginn, iwwerrascht, datt et Zocker ass.

Dowéinst gouf virun enger Rei Joren den Nutri-Score agefouert, deen et de Konsumenten op ee Bléck soll méi einfach maachen, fir méi gesond Liewensmëttel vu manner gesonde Liewensmëttel ze ënnerscheeden. Viru Kuerzem gouf dann hei och nogebessert, an et gouf virdru scho gesot, datt d'Produzenten duerch d'Bäimësche vu Vitaminnen oder anere gesonden Inhaltsstoffer den Nutri-Score manner a Richtung vun engem bessere Score kënne manipuléieren. Well dat gouf gemaach. Et war vill Zocker dran, dann hu mer e puer Vitaminne bäigemëscht an dann hu mer gesot: „Mee dat ass jo lo awer gesond." Jo, nee, et ass net manner Zocker dragewiescht, just well mer Vitaminnen derbäigemaach hunn. An och wann den Nutri-Score net perfekt ass, sou kann een en awer als éischt Hëllefsmëttel gesinn.

Mee den ze héijen Zockerkonsum huet nach eng aner Ursaach. De Konsum vum Zocker léist nämlech an eisem Gehier cheemesch Prozesser aus, andeems eis Belounungszentre stimuléiert ginn, an et gëtt derfir gesuergt, datt Dopamin ausgeschott gëtt. An doduerch freet de Kierper ëmmer méi no Zocker. Iergendwa gëtt den Zocker also domadder zu enger Aart Sucht. An ass ee bis am Däiwelskrees dran, ass et immens schwéier, fir do nees erauszekommen, well et belount ee sech e bëssen, dann huet een erëm Loscht op méi Zocker, et ësst een nach méi Zocker a sou weider a sou fort.

Zocker stécht a ganz ville Liewensmëttel dran an et ass extreem schwéier, fir keen ze consomméieren. An eppes, wat jo ganz heefeg mat der Chamber a Verbindung bruecht gëtt, och wann d'Kolleeginnen an d'Kolleege ganz gutt wëssen, datt et net vill mat der Realitéit ze dinn huet, dat ass de Cremant. A wann ee lo kuckt, wéi vill Zocker am Cremant dran ass, dann ass dat dramatesch.

*(Exclamations et interruption par M. Gilles Baum)*

Dofir gëtt et jo och keen hei an der Chamber, wéi den Här Baum dat richteg seet.

*(Hilarité)*

**Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) | A, dat war de Grond.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Et ass reng fir eis Gesondheet.

Et wier also dowéinst immens wichteg, datt an de Liewensmëttel manner ... a virun allem manner onnéidegen Zocker dra wär. An hei wëll ech dann op ee Punkt agoen, deen awer besonnesch erschreckt. 2019 huet d'WHO gewarnt, datt vill vun de Liewensmëttel fir Beebeeën a kleng Kanner scho grouss Quantitéiten un Zocker enthalen. Ënnersicht goufen eng Hickecht u Kanner- a Beebeeproduiten. D'Resultater hu gewisen, datt ongefeier en Drëttel vun deene Produiten ze vill Zocker hat an e weideren Drëttel vun de Kalorien an deene Produite si reng Zocker gewiescht. Dat heescht, beim Drëttel vun de Produiten, déi mer eise Kanner a Beebeeë ginn, ass en Drëttel vun de Kalorien Zocker, näischt anescht, näischt, wat iergendwéi u Proteine géif derbäisetzen. Et ass wierklech rengen Zocker.

An d'WHO huet dowéinst ausdrécklech gewarnt, datt bei engem reegelméissege Konsum dovunner Iwwergewiicht a Karies d'Konsequenze sinn. Bon, dat freet vläicht d'Zänndokteren, dofir musse se dann éischter bei d'Zänndokteren, mee dat hëlleft awer net, fir méi gesond ze liewen. D'Kanner ginn hei also scho fréi vun der Liewensmëttelindustrie op de Goût a virun allem op d'Virléift vum Séisse bruecht. An dee Goût, dee bleift dann heefeg e ganzt Liewe laang bestoen. Dowéinst ass et wichteg, grad bei deene klengste Kanner scho fréi mat enger gesonder Ernärung unzefänken a se sou fir méi gesond Liewensmëttel ze begeeschteren. D'Vertraue vu villen Elteren an d'Industrie ass hei dann awer leider net berechtegt.

Et war awer net nëmmen den Zocker, dee bei där Enquête opgefall ass a virun allem negativ opgefall ass, well och d'Verpackunge goufe kritiséiert. Op ville Produite si léif Déiercher, Friichte mat laachende Gesiichter an och Animatiounsfiguren aus Tëlees-emissioune fir Kanner ze gesinn. Mat dëser Zort vu Verpackung an enger entspriechender Reklamm op der Tëlee zu der beschter Sendezäit gi Kanner geziilt ugeschwat an derzou verleet, dee Produit ze wëllen. A wie schonn eng Kéier mat engem klenge Kand an de Supermarché akafe gaangen ass, dee weess, wat fir e Kampf ee ka virum Rayon mat de verschiddene Produiten, mat de verschiddene Liewensmëttel, déi sech u Kanner adresséieren, hunn. Wien huet dann net scho seng Kanner am Supermarché erlieft rebelléieren, well een hinnen e bestëmmte Produit mat enger bestëmmter Figur drop net wollt kafen, an herno – an do zielen ech mech dann och dozou – awer heiansdo schwaach gëtt an nogëtt, well et wëll ee jo, datt säi Kand dee Moment da roueg ass an datt déi aner Leit, déi ronderëm stinn, dann ophalen, engem sou matleedeg Blécker zouzewerfen – an dat ass positiv, well soss wären et vläicht nach verurteelend Blécker?

Länner wéi de Chile sinn dowéinst op de Wee gaangen an hu Motiver op Verpackunge vu Liewensmëttel, déi

ongesond sinn a Kanner cibléieren, direkt verbueden. D'Verpackunge mussen neutral sinn an ongesond Inhaltsstoffer, wéi ze vill Zocker oder ze vill Fett, mussen däitlech op de Verpackunge gekennzeechent sinn. Dat wär dach eppes, wou Europa sech kéint e Beispill huelen.

Éischt Evaluatiounen deiten nämlech drop hin, datt sech duerch dës Reegelung sou munches zum Positive verännert huet. De Verkaf vun ongesonde Liewensmëttel ass zréckgaangen an d'Hiersteller hunn hir Rezepture souguer ugepasst an de Gehalt vum Zocker reduzéiert, fir eebe grad ze vermeiden, datt hir Verpackunge mussen neutral gestalt ginn. E ganz interessanten Usaz also, deen och derzou gefouert huet, datt um Maart sech eppes gedoen huet.

Zocker huet awer net nëmmen Auswierkungen op eis physesch Gesondheet, mee och op eis mental Gesondheet. Studie weisen, datt eng zockerräich Ernärung mat engem méi héije Risiko fir Depressiounen an Angschtzoustänn verbonnen ass. Nom High kënnt den Down.

Awer net nëmmen den Zocker ass e Problem, mee och ze vill Fett. Derbäi kënnt, datt vill Mënsche sech ze wéineg beweegen – och dat gouf scho gesot – a keen oder vill ze wéineg Sport maachen. Datt dat och net ëmmer sou einfach ass, Sport ze maachen, dat ass richteg. Dowéinst ass eng gutt Work-Life-Balance néideg – et kann ee bal soe wichteg –, well Sport deet nämlech net nëmmen eisem Kierper gutt, mee en deet och eisem Geescht gutt, eiser mentaler Gesondheet.

**Une voix** | Ganz richteg.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Wichteg ass och, kleng Kanner scho sou fréi wéi méiglech fir de Sport ze begeeschteren. Mir haten dowéinst an eisem Walprogramm gefuerdert, datt d'Schoulen an d'Betreiungsstrukturen eng Strategie a Modeller fir Programmer mat physeschen Aktivitéiten iwwert de ganzen Dag verdeelt ausschaffen. Dëse Programm sollt als ganzheetlecht Konzept geduecht ginn, vum Schoulwee iwwert den Enseignement bis an d'Fräizäit no der Schoul. Mir mussen d'Kanner méiglechst fréi dru gewinnen, Beweegung a Sport an hiren Alldag ze integréieren, an hinne sou d'Freed un der Beweegung scho fréi nobréngen, well wann een als Kand gewinnt ass, Sport ze maachen, da bleift een och als Erwuessene méi heefeg sportlech aktiv.

An och do sinn d'Gemengen e wichtegen Acteur. A virdru gouf scho ganz vill iwwert de Coordinateur sportif geschwat, dofir ginn ech do elo net weider drop an. Et wär awer wichteg, deen nach weider auszebauen, méi Gemengen d'Méiglechkeet ze ginn, och wa se mat Eegemëttel do vläit e bësse knapp bemooss sinn.

Laangfristeg géif méi Sport an eng méi gesond Ernärung eisem Gesondheetssystem zegutt kommen, well mer d'Verbreedung vun eise sougenannten Zivilisatiounskrankheete wéi Obesitéit, Häerz- a Kreeslafkrankheete kéinte reduzéieren, wat dann och laangfristeg eiser Gesondheetskeess géif guttdoen.

An dat gesot, ass dat hei, mengen ech, en Theema, wat vill, vill méi grouss ass, wéi een an enger Stonn kann thematiséieren, wéi een an dräi Stonne kann thematiséieren, mee et brauch een en Whole-of-Government-, en Whole-of-Population-Effort u sech, fir dee Problem vun der ze décker Populatioun unzegoen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. An deen nächste Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, ech denken, datt mer awer elo gutt sinn, wa mer annerhallef Stonn hei driwwer geschwat hunn iwwert dee Sujet a virun allem och d'Äntwerte vun der Regierung dann héiere wäerten, wéi si sech zu deene verschiddene Stellungname wäerte positionéieren, wou et jo och ganz vill Saache gëtt, déi sech iwwerdecken.

Ech wéilt awer als Alleréischt dem Här Biancalana Merci soe fir d'Initiativ vun der LSAP, well dës Debatt effektiv d'Fanger an eng gesellschaftlech Wonn leet. Obesitéit ass e Problem mat ënnerschiddlechen Ursaachen an Aspekter, déi een awer allgemeng zesummefaasse kann, andeem ee seet: Mir liewen och an engem gesellschaftlechen Ëmfeld, dat Iwwergewiicht an Obesitéit strukturell férdert. Dat weisen, ouni se elo widderhuelen ze mussen, d'Zuele souwuel hei zu Lëtzebuerg wéi awer och an eisem europäeschen Ausland an iwwerhaapt och an aneren OECD-Länner.

Awer et muss een natierlech – an dat hunn och vill Virriedner gesot – nuancéieren, wann ee vun Obesitéit schwätzt. Et gëtt eng Dimensioun, déi wierklech eng geneetesch Bedéngtheet viraussetzt. An et gëtt eng Dimensioun, déi éischter um Verhale festzemaachen ass. A grad beim Verhalen ass et ganz dacks esou, datt ee wierklech muss oppassen, datt ee Leit, déi grad dorënner leiden, net nach weider stigmatiséiert.

Obwuel déi Nuancen also mussen a Betruecht geholl ginn, ass Obesitéit tatsächlech korreléiert mat sougenannte „Lifestylekrankheeten", déi am Fong, an dat ass dat trauregt, vermeidbar sinn: Häerzkreeslafkrankheeten, héije Bluttdrock, Zockerkrankheet, ettlech Zorte vu Kriibs. Och wann dës Krankheeten eise Gesondheetssystem belaaschten, belaaschte se am meeschten déi Leit, déi drënner leiden. An dat sinn an deenen allermeeschte Fäll déi Fragillst a Vulnerabelst ënnert eis: Kanner, aarm an ugeschloe Leit. Mir gesinn en plus, datt dës Tendenz an Zukunft riskéiert, sech nach ze verschlechteren, souwuel hei am Land wéi an Europa.

Obesitéit huet awer ënnerschiddlech Ursaachen an duerfir si mir fir eng Approche, déi zilbewosst op verschiddenen Niveaue virgeet, ouni d'Gesamtbild aus den Aen ze verléieren.

Éischtens: Et ass allgemeng bekannt, datt d'Liewensmëttelindustrie am Allgemengen an d'Fastfood-Industrie am Speziellen hir Produkter esou kreéieren, datt se genau deem Mix vu Séissem, Fettegem a Salzegem entspriechen, deen aus evolutionäre Grënn fir eis schwéier ze widderstoen ass.

An den Haaptakzent läit eeben hei net dorobber, Liewensmëttelproduiten hierzestellen, déi eise Bedürfnesser no Mineralien a Vitaminnen entspriechen oder eis wierklech dauerhaft siedegen.

A well mer eis eeben an enger kapitalistescher Maartwirtschaft befannen, ass et also deene Firmen erlaabt, mat eiser Gesondheet ze spillen, fir hir eege Profitter ze maximéieren, an dat op Käschte vun der éffentlecher Hand an op Käschte vun eise soziale Sécherungssystemer, zu deenen eeben och eise Gesondheetssystem gehéiert, ouni datt déi Firme jeemools d'Verantwortung fir hiren negative gesellschaftlechen Impakt mussen iwwerhuelen.

Mee et ass eppes, wat eisem System inhärent ass: ëmmer méi ëmmer méi bëlleg ze produzéiere mam Zil, d'Leit ëmmer méi dovunner konsuméieren ze loossen.

An d'Bëllegkeet vu Fastfood a manner narräicher Alimentatioun suergt och derfir, datt hautdesdaags e klore Lien besteet tëschent Aarmut an Obesitéit. Well Mënschen, déi all Euro dräimol mussen ëmdréinen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, hunn dacks eebe keen oder just kaum e Choix, ewéi op déi bëllegst Iessproduiten zréckzegräife fir sech selwer an och fir hir Famill, an dat sinn dann alt dacks d'Kanner.

Mir kéinten elo laang driwwer diskutéieren, ob esou e wirtschaftleche Kader iwwerhaapt sënnvoll ass, an ech mengen, datt Der eis Meenung dozou kennt, awer dat mannst, wat d'éffentlech Hand kéint maachen, ass, fir dem Afloss vun där Industrie entgéintzewierken, an dat duerch eng Kombinatioun vu Steieren, Ënnerstëtzung vun der biologescher Landwirtschaft, Oprechterhale vu strikte Liewensmëttelstandarden an eng stänneg Kooperatioun um europäeschen Niveau, fir déi Standarden dauerhaft ze garantéiere respektiv fir se souguer nach weider no uewen unzepassen.

Zilorientéiert Steiermechanisme kéinten tatsächlech déi wierklech gesellschaftlech Käschte vun ongesondem Iesse respektiv den Notze vu gesondem Iessen, vun industrieller a vu biologescher Landwirtschaft méi korrekt duerstellen. An dat géif dann och zu anere Präisser féieren.

An deem Sënn huet och de LISER virgerechent, datt eng Zockersteier op Sodagedrénks, wéi se zum Beispill am Chile agefouert ginn ass, duerchaus zwar e modesten, mee awer trotzdeem e realen Impakt kéint hunn och zu Lëtzebuerg.

Et gëtt och verschidde Mechanismen, déi et de Staate géifen erméiglechen, biologescht Iesse méi bëlleg a Produiten aus der industrieller Landwirtschaft méi deier ze maachen, well leider ass dat jo am Moment nach ëmmer de Géigendeel. Wat bëlleg ass, ass generell éischter ongesond, a wat gesond ass, ass méi deier. An dat mécht Iessen also selwer quasi zu enger Klassefro. An dat, obwuel d'biologesch Landwirtschaft de Buedem weesentlech manner beschiedegt a verschmotzt wéi déi industriell.

Duerfir misst zumindest an allen éffentlechen Institutiounen, ob Schoulen, Spideeler, Kantinnen et cetera konsequent nëmmen dat Iessen zur Verfügung gestallt ginn, dat och eisem Kierper guttdeet an dat aus biologeschem an am Idealfall lokalem Ubau kënnt.

Déi selwecht Froe stelle sech – an et ass virdrun och schonn ugeschwat ginn – bei der Etikettéierung vu Produiten. Also bei der Aart a Weis, wéi verschidde séiss oder salzeg Produite fir Kanner attraktiv gemaach ginn an och wou se op wéi enge Plazen an de Geschäfter ausleien.

D'Leit sollen natierlech fräi sinn, dat z'iessen, wat se wëllen, awer wat de Staat éffentlech guttheescht a woufir och staatlech Suen ausgi ginn, soll nëmmen dat sinn, wat de Bierger an der Gesellschaft och laangfristeg eppes bréngt.

Zweetens – an dat ass e Facteur, dee vläicht elo hei an der Debatt nach net grad esou dacks ugeschwat ginn ass –: Mir hunn eng Medezinn, déi zwar ganz effikass ass, wann een en Accident oder identifizéierbar Wonnen huet, déi geheelt musse ginn, awer erstaunlech onwierksam nach ëmmer, wann et ëm Preventioun geet. Och haut léieren – hunn ech mech selwer beléiere gelooss – Medezinnstudente kaum eppes iwwer Nutritioun oder Sport, och wann do d'Fuerschung kloer en direkte Lien tëschent dem Liewensstil a gewësse Krankheeten nogewisen huet.

Här President, Obesitéit kann och op eng individuell Geschicht zréckzeféiere sinn. Eng Geschicht, déi gepräägt ass vun eventuellen Erliefnesser, vun Trauma, vu Gewalt oder och Trauer. D'Fuerschung huet och gewisen, datt a gewëssene Fäll Korrelatiounen existéieren tëschent Obesitéit an traumateschen Ereegnesser.

Mir kennen awer och alleguerten dee wuertwiertleche Frust, deen een a sech erafrësst, wou ee liicht an engem Däiwelskrees lant an et zu engem suchtänleche Verhale kënnt: Ech iessen ze vill, well ech mech schlecht fillen. An ech fille mech schlecht, well ech ze vill iessen.

D'Schimmt, déi d'Leit hei empfanne wéinst de gesamtgesellschaftleche Virurteeler géigeniwwer vum Iwwergewiicht, verschlëmmert d'Saach nëmmen nach méi.

An och hei ass eng multidimensional Approche néideg, wou Leit virun allem och méi Accès kréien zu psychotherapeutescher Behandlung, awer och zu alimentärer Berodung a sportlecher Ënnerstëtzung.

Véiertens – an dat ass e generelle Phenomeen –: Et feelt ville Leit net nëmmen u Moyenen, sech méi gesond ze ernären, mee och un Zäit, der eegener Ernärung méi eng grouss Wichtegkeet ze ginn. Och dëst ass eng negativ Auswierkung vun deem berüümten Hamsterrad, an deem sech vill Mënsche gefaange fillen. Mir gi getrimmt, net nëmmen ëmmer méi ze produzéieren, mee och ëmmer méi an ëmmer méi kuerzer Zäit ze konsuméieren.

Här President, ech denken, datt ee sech sollt fir eng holistesch Approche asetzen, déi all déi schonn erwäänt strukturell Facteuren, dat heescht souwuel de sozialen Hannergrond wéi och den Afloss vun der Liewensmëttelindustrie, der Medezinn, der Landwirtschaft, der Psychologie, sollt zesummen denken a gemeinsam a Betruecht huelen. An ech denken och, datt e weesentlechen Effort nach misste gemaach ginn an der Landes- oder an der Stadplanung zu Lëtzebuerg, fir eis Stied esou foussgängergerecht a foussgängerfrëndlech wéi méiglech ze gestalten. De resilienten ëffentlechen Transport ass een Element, wat eis definitiv géif hëllefen, eis Stied no an no zu Walking Cities ëmzegestalten.

Voilà! Ech soen Iech Merci.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Baum Merci. An dann hunn ech nach den Här Gérard Schockmel op der Riednerlëscht stoen. Här Schockmel, ech maachen Iech just drop opmierksam, datt Der nach vun der DP-Zäit dräi an eng hallef Minutten hutt, fir Är Meenung doriwwer zum Ausdrock ze bréngen. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gérard Schockmel** (DP) | Merci, Här President. Ech wollt nach e bësse komplementéieren zu deem, wat gesot ginn ass. Also Iwwergewiicht, natierlech denkt een u Sport an un Ernärung, mee et gëtt och nach aner Iwwerleeungen, déi och kënnen zu Aktioune féieren, déi ee muss am A behalen.

Also emol fir d'éischt ass et jo frappant: Jonk Leit, Kanner, déi iwwergewiichteg sinn, hunn en héije Risiko, fir herno zu iwwergewiichtegen Erwuessenen ze ginn. An dat gëtt also e Problem, dee se dann hiert ganzt Liewen ënner Ëmstänn mat sech droen.

Wat awer och muss ze denke ginn, dat ass, datt schonn an esou fréiem Alter déi Iwwergewiichtegkeet entsteet, well normalerweis ass de Metabolismus vum Kand relativ intensiv an do gëtt natierlech och ganz anescht nach verbrannt, wat d'Kalorien ubelaangt, wéi dat beim Erwuessenen ass. Mir hunn als Erwuessener en Erhaltungsmetabolismus. Mir mussen einfach erhalen, wat mer hunn. Mee een, dee wiisst, deen innerhalb vu kuerzer Zäit säi Gewiicht verduebelt, seng Gréisst verduebelt, deen huet en anere Metabolismus. Dat heescht, et muss engem ze denke ginn, datt schonn an deene jonke Joren eng Iwwergewiichtegkeet do ass.

An da gëtt et och Hiweiser, déi domat ze dinn hunn, datt ee sech muss froen, wann och aner Krankheeten ëmmer a méi jonke Jore kommen, awéiwäit net déi Generatioun virdrun, de Stoffwiessel vun der Mamm, d'Ernärung vun der Mamm scho wärend der Schwangerschaft, eng Roll spillt. Et ass kloer, wann eng Stoffwiesselstéierung, zum Beispill Diabeetes, bei der Mamm virläit, datt dat scho problematesch ass. Mee och d'Ernärung, do muss een dovun ausgoen, wärend der Schwangerschaft kann duerchaus eng Roll spillen.

Elo wollt ech dann nach dräi Punkten opzielen, wou een duerchaus och kann Aktiounsakzenter setzen. Dat eent ass d'Gebuert: Et muss ee schonn ënnerscheeden tëschent enger natierlecher Gebuert an engem Kaiserschnëtt. Beim Kaiserschnëtt fënnt jo keng normal Besiidlung vum Kand duerch d'Bakteerie vun der Mamm statt, wann et duerch de Gebuertskanal geet. Dat heescht, d'Kand besidelt sech da mat deene Keimen, déi grad, wann et am Spidol ass, am Zëmmer sinn an an der Umgeebung.

Mir wëssen awer, datt d'Besiidlung an datt natierlech déi bakteriell Mikroflora eng grouss Roll spillen, well esou kann een zum Beispill aus der Daarmflora, ouni datt een elo d'Persoun kennt, schonn ofliesen, datt et eng iwwergewiichteg Persoun ass – just aus der Daarmflora. Dat heescht, hei ass sécherlech e gutt Argument, fir ze soen, datt ee muss erofgoen, wat d'Zuel vum Kaiserschnëtt ubelaangt.

Deen zweeten Aspekt ass natierlech d'Stëllen. Och d'Stëllen ass eng Protektioun fir d'Kand. Och do sinn natierlech Laktobazillen, déi kënnen iwwerdroe ginn. Et ass de Kontakt, den Hautkontakt mat der Mamm. Also och d'Stëllen ass natierlech eng Protektioun.

An dann den drëtte Punkt sinn Antibiotika. Ech mengen, Antibiotika, déi kënnen innerhalb vun enger Kuer d'Daarmflora futtimaachen. Do gëtt et och Etüden, déi weisen, datt eng Kéier Antibiotika geholl virum zweete Liewensjoer, dat ka laangfristeg Stéierunge ginn, Risiko fir Iwwergewiicht, awer och fir Diabeetes, fir chronesch entzündlech Daarmerkrankungen, allergesch Erkrankungen. A fir dass déi Daarmflora sech erkritt, ass net einfach. Zum Beispill, wann e Kand eng Kéier am Joer Antibiotika kritt, ass et méiglech, datt d'Daarmflora sech guer net méi kann erkréien.

Dat heescht, dat sinn elo dräi Aspekter: Gebuert, natierlech Gebuert versus Kaiserschnëtt; da stëlle versus net stëllen, méi laang stëllen, wat natierlech vu groussem Virdeel ass; an och bei de Medikamenter, speziell … Et ass meeschtens d'Mittelohrentzündung, wou dann Antibiotika verschriwwe ginn. Mee Antibiotika si ganz problematesch, grad bei klenge Kanner, fir eng Daarmflora.

An dat sinn dräi Aspekter, wou ee ka geziilt och usetzen, a menger Meenung no missten déi och zu engem Aktiounsplang gehéieren.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen Iech Merci, Här Schockmel.

Domat wär d'Lëscht vun de Riedner ofgeschloss an dann hätt d'Regierung d'Wuert. Madamm Gesondheetsministesch.

***Prises de position du Gouvernement***

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | … a fir sozial Sécherheet.

Merci, Här President. Merci all menge Virriedner. Eigentlech kéint ech elo ganz séier sinn a soen: Et ass schonn alles gesot ginn an ech erklären Iech elo, wat mir da maachen.

Mee well de Sujet awer esou wichteg ass a mir och am Accord de coalition stoen hunn, datt mer d'Santé préventive géifen op dee selwechten Niveau setze wéi d'Santé curative, denken ech awer, datt et sënnvoll ass, e bësse méi laang op de Sujet anzegoen.

Et ass awer net nëmmen Obesitéit, op déi ee misst agoen. Et misst een och op den Alkohol agoen, op den Tubak agoen. Tubak hu mer de Mëtteg jo nach um Ordre du jour. Mee well awer den honorabelen Deputéierten Dan Biancalana sech op d'Obesitéit beschränkt, wäert ech och nëmmen iwwert d'Obesitéit schwätzen.

Laut OMS – an de BMI hu mer haut schonn héieren –, gëtt et fir d'éischt emol d'Stuf „iwwergewiichteg". Dat ass e BMI vu 25. Mir hu gesot kritt de Mëtten och, datt een do da säi Gewiicht respektiv seng Mass – physikalesch richteg – dividéiert duerch de Karee vun der Gréisst a Meeteren. Wann dann do iwwer 25 erauskënnt, dann ass een iwwergewiichteg. A wann iwwer 30 erauskënnt, dann ass een obèse. Awer dat ass just en Indicateur.

*(Interruption)*

Eigentlech ass Obèse-sinn eng chronesch Krankheet. Dat heescht, déi muss en Dokter feststellen. An dat ass eng anormal an exzessiv Accumulatioun vu Kierperfett, wat der Gesondheet ka schueden, déi op ville Facteure ka berouen, an d'OMS nennt der zéng als Ausléiser. Verschiddener sinn de Mëtteg scho genannt ginn.

Deen éischten, deen an der OMS-Lëscht steet, ass d'Geneetik, dat heescht eng Predispositioun; dann alles, wat ronderëm d'Gebuert geschitt – do ass den Dokter Schockmel elo kuerz drop agaangen –; dann awer och aner Krankheeten a verschidde Medikamenter, déi dat kënnen ausléisen; Gewunnechten, fir sech ze ernären – hu mer de Mëtteg schonn oft héieren –; Manktum u physescher Aktivitéit; e sedentairë Style de vie; dann d'Ëmwelt – wou mer de Mëtten och kuerz drop agaange sinn –; de soziale Background – sinn ech éischter an enger Gesellschaft ënnerwee, déi kierperbetount ass, oder sinn ech an enger Gesellschaft ënnerwee, déi éischter aner Suergen huet? –; Stress, Manktum u Schlof, Nuetsaarbecht; dann d'Gefill vun Hongerhunn, wat een net ka stëllen; an dann – wéi elo just och gesot ginn ass –, d'Daarmflora spillt do eng Roll.

Nieft den Ausléiser muss een awer och en An op d'Konsequenzen hunn. De Risiko vun Diabeetes 2 – net ze verwiessele mat Diabeetes 1, wat eng Autoimmunkrankheet ass –, ass vill méi grouss, mee och Häerzkrankheeten a verschidden Zorte vu Kriibs kënnen éischter ausgeléist ginn.

Wa mer héieren hunn, datt ee Kand vu fënnef de Moment iwwergewiichteg ass, hu mer awer seelen héieren de Mëtten, datt och een Erwuessene vun dräi an déi Kategorie fält. An et gëtt net wierklech besser.

D'Ausléiser erkennen a verhënnere respektiv schlëmmer Krankheete vermeide, dat nennt ee Preventioun. Mécht een dat net, da muss een d'Konsequenzen erdroen a behandelen, an dat belaascht de Gesondheetssystem.

Och wann d'Geneetik kann ee Facteur sinn, deen derzou bäidréit, datt ee méi fréi iwwergewiichteg gëtt, sou kann ee géint déi néng aner Facteure selwer eppes maache respektiv ass et d'Aufgab vun enger preventiv ugeluechter Gesondheetspolitick, fir do aktiv ze ginn.

Bei deene klenge Kanner, do ass Lëtzebuerg am Fong um internationale Plang e Virreider. An eise

Maternitéé gëtt systematesch op d'Promotioun vum Allaitement gesat, an esou wéi d'OMS et recommandéiert, ass festgestallt ginn, datt dat scho fréi Iwwergewiicht ka verhënneren.

Da ginn eis nei Äerdebierger vum éischten Dag u bis hiren zweete Gebuertsdag enk begleet, andeems hir Eltere finanziell Incitatiffe kréien, wa si reegelméisseg an d'Kontrolle bei de Pediater ginn. An och do ginn eis Kannerdokteren aktiv, fir mat den Elteren an d'Gespréich ze kommen an hinne bei der richteger Ernärung mat Rot an Dot kënnen zur Säit ze stoen.

No der Aschoulung hëlt dann d'Médecine scolaire d'Relève a kontrolléiert all zwee Joer, ënner anerem, d'Gréisst an d'Gewiicht vun de Kanner. A wann do de BMI opfälleg ass, da kréien d'Elteren e Bréif mat op de Wee, fir sech Rot ze huelen.

Zu de jonke Leit: Den Dispositif leeft dann, bis déi Kanner jonk Erwuessener sinn, dat heescht bis op Première. Sou gouf an der Vergaangenheet probéiert, virzebeugen, mee wéi mer gesinn, kënne mer domadder net alles riichtbéien.

Den Audit vum Professer Michaud, deen de Mëtteg schonn ugeschwat ginn ass, huet eis mat op de Wee ginn, aus der Médecine scolaire eng Santé scolaire ze maachen. Wann een dat wëll ëmdenken, wat de Professer proposéiert huet, da muss ee méi cibléiert op d'Kanner an déi jonk Leit agoen, déi schonn iwwergewiichteg si respektiv aner Problemer weisen, an déi systematesch Routine mat den zweejärege Kontrolle muss ersat ginn duerch e méi individuell ugepasste Kader.

An Zesummenaarbecht mat alle Partner – CEPAS, Santé scolaire, Éducation physique, Éducation à la santé –, dat heescht, dem Ministère vun der Santé an der Sécurité sociale, dem Educatiounsminister an dem Sportminister wäerte mer do fächeriwwergräifend aktiv ginn. Mat dëse Mesüre kréie mer eventuell souguer sozial Ongläichheete besser an de Gréff. Duerch ee méi enke Suivi kënnen och Stress, Schlofmanktum an Nuetsaktivitéit bei Jonken entdeckt ginn, Iessgewunnechten diskutéiert a Sport systematesch an hiren Alldag agebaut ginn. Vläicht ass dann déi nei Generatioun, déi esou ee kompletten Zyklus duerchlaf huet, manner dem Problem vum Iwwergewiicht respektiv der Obesitéit ausgesat.

Bei den Erwuessenen, dat heescht bei deene manner Jonken, déi mer net iwwert d'Schoul erreechen, kann d'Allgemengheet duerch d'Promotioun vu gesonden Iessgewunnechten, manner Zocker, manner Alkohol, manner Tubak oder soss Substanzen, déi ofhängeg maachen, an, wéi scho bei de Kanner, méi reegelméisseg Aktivitéit, derzou beweegt ginn, sech méi proaktiv mat hirer Gesondheet ausenanerzesetzen.

An hei ass de Moment e grousse Bedarf, well laut dem Global Observatory for Physical Activity si ronn 40 % vun de Lëtzebuerger kierperlech inaktiv, dat heescht, eigentlech e bësse méi wéi d'Hallschent aktivéiert sech an déi aner Hallschent hu mer inaktiv. Mir sëtze ronn fënnef Stonnen den Dag a bal 10 % vun den Doudesfäll sinn op kierperlech Inaktivitéit zréckzefeieren. Duerfir, egal ob 30 Joer oder 80 Joer, egal ob méi oder manner kierperlech geplot: Beweegung zielt!

Zesumme mat der FLASS an dem Sportministère si mer amgaang, un engem Konzept ze schaffen, fir och déi Leit, déi duerch d'Krankheet net méi esou motivéiert sinn, fir aktiv ze sinn, rëm a Beweegung ze kréien. E Groupe de pilotage ass amgaang, fir e Concept de prescription d'activité physique en place ze setzen: Beweegung op Rezept. Den Dokter, deen de Patient jo am beschte kennt, dee schafft mat him zesummen aus, wéi eng Aktivitéit op hie passt an assuréiert dann de Suivi. De Sportminister wäert a senger Interventioun nach méi am Detail drop agoen.

Hei ass awer och Plaz, fir op de Projet Maison de santé et des sports anzegoen, well deen hu mer och nach eng Kéier mat de Stakeholders diskutéiert, a sou wéi de Projet do louch, war en net ausgeräift an net flächendeckend en place ze setzen, a mir hunn de Moment emol dovunner ofgesinn, fir deen dëst Joer ze realiséieren, a kucken zesummen, mat dem Sportministère, fir méi Aktivitéit allgemeng ze kréien, an net op enger Plaz eng Maison des sports opzebauen.

Wann dann all Strécker räisse vun der Preventioun, da musse mer kurativ aktiv ginn. An och do sinn eng Rei Mesüre schonn en place. Mir hunn d'Clinique de l'obésité am CHL, déi och e Grupp besonnesch fir Jonker en place gesat huet. Dat ass eng Équipe pluridisciplinaire, déi net nëmme kuckt, datt ee richteg ësst, mee déi och kuckt, datt ee mental richteg encadréiert ass, datt een de richtege Suivi kritt. An d'CNS hëlt dat ee Joer en charge. Plus/minus 500 Patiente ginn duerch déi Clinique de l'obésité an nëmmen 10 % hunn do en Abandon.

D'Réseaux de compétences, déi ugeschwat gi sinn, déi ënnert der viregter Regierung ugeduecht gi waren, sinn nach net accordéiert, well nach net all Pièces, all Parcoursen definéiert sinn, an do si mer amgaang, de Finetuning ze maachen, datt dat esou séier wéi méiglech am Laf vum Joer en place ka gesat ginn.

Dann ass och de Programm ugeschwat gi „Gesond iessen – Méi beweegen". Dat ass eigentlech e preventive Plang, dee muss evaluéiert ginn. Mir hunn déi éischt Evaluatioune gemaach a wäerten zum Ofschloss vum Plang 2025 kucken, wéi et do weidergeet. Iwwert dee Programm si Sensibilisatiounsaktiounen an de Crèchen a Maison-relaise gemaach ginn an och bei anere Gruppen, déi dodrunner interesséiert waren. A si hunn e ganz kompletten Internetportail en place gesat, wou een all Informatioune ronderëm de Plang fënnt.

Dann ass och zënter enger Rëtsch Joren e Suivi diététique en place, wou d'Leit d'Consultation diététique bezuelt kréien iwwert d'Krankekeess.

Als Konklusioun, esou wéi meng Virriedner scho soten: Obesitéit ass keng Fatalitéit! Et ka geneetesch bedéngt sinn, muss et awer net sinn, well déi néng aner Facteure kënne mer levéieren a kënne mer aktiv ugoen.

Den Interpellateur hat nach d'Fro gestallt: Ass d'Regierung sech dem Problem bewosst? Ech mengen, meng Ausféierungen hu gewisen, datt d'Regierung sech dem Problem bewosst ass.

Léisungen, fir am soziale Milieu aktiv ze ginn: Wa mer et fäerdegbréngen, aus der Médecine scolaire en Dispositif de santé scolaire en place ze setzen, wou mer all d'Kanner erreechen an net nëmme cibléiert dann déi mat engem sozial schwaachen Hannergrond. Well de Problem ass eigentlech iwwergräifend, mat engem Schwéierpunkt op dem sozialen Hannergrond, dann erreeche mer se alleguerten.

Weider Usätz, fir Depensen ze verhënneren: D'Essenz vun der Preventivpolitick ass, Depensen ze verhënneren am Kurativen.

De véierte Punkt, Éducation à la santé, hat ech schonn ugeschwat, an d'Maisons sport-santé hunn ech och ugeschwat.

Als Konklusioun: Wat kënne mer als Gesondheetspolitiker maachen? Den Dispositif de santé publique ronderëm eis Kanner stäerken an individualiséieren, ëmmer erëm den Akzent setzen op gesond Ernärung mat konkreete Beispiller, Promotioun vun enger gesonder Portioun Beweegung maachen an Ofhängegkeete reduzéieren, dat heescht: Fëmmen, Alkohol an aner Substanzen, déi jo ofhängeg maachen, evitéieren. Bref, wéi ee vun de Virriedner gesot huet: eng Approche holistique an der Preventioun.

Merci fir d'Nolauschteren!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister. An dann ass d'Wuert elo fir den Här Sportminister.

**M. Georges Mischo,** Ministre des Sports | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Gesondheetsministesch, merci fir dësen opschlossräichen Ableck an déi aktuell Entwécklungen!

Effektiv – an Dir hutt et richteg erkannt – huet de Sportministère direkt iwwer e puer Weeër d'Méiglechkeet, déi richteg Impulser ze ginn, fir d'Obesitéit an eiser Gesellschaft ze bekämpfen. Well d'Situatioun ass uerg, si ass ganz uerg, virun allem bei Kanner a Jugendlechen, an, wéi d'Gesondheetsministesch scho gesot huet, och bei Erwuessenen.

Ier ech elo op déi eenzel Achsen am Detail aginn, wëll ech ganz kuerz op d'Aufgabeberäicher agoen, déi déi nei Regierung fir de Sportministère definéiert huet. Dëst sinn Aufgaben, déi, wéi Der festgestallt hutt, iwwert de Beräich vum Sport eleng erausginn, eebe grad, fir mat enger transversaler Approche méi effikass Léisungen op gesellschaftlech Phenomeener wéi d'Obesitéit ze fannen.

De Sportministère huet, zesumme mat senge Verwaltungen, d'Aufgab, eng gesamtgesellschaftlech orientéiert Sport- a Beweegungspolitick ëmzesetzen. Nëmmen esou kënne mer d'Potenzial vum Sport a vun der Beweegung – an ech betounen dat: a vun der Beweegung – an all hire Facetten ausschëpfen, fir eis Jéngst bis awer och eis eelst Matbiergerinnen a Matbierger. Deementspriechend steet et och am Kapitel vum Sport am Koalitiounsaccord: Den Term „activité physique", also Beweegung, gëtt bal esou dacks gebraucht wéi den Term „sport". D'Bedeitung dovun ass deemno evident.

Eng Etüd huet gewisen, dass et ëmmer nach besser ass, ze schwéier ze sinn a sech ze beweegen, wéi net ze schwéier ze sinn a sech net ze beweegen. All Effort, dee mir deemno an d'Richtung vun der Beweegung maachen, ass also wichteg a kruzial. De Contraire dovun, also d'Sedentaritéit an d'Inaktivitéit, huet fatal Follge fir eis Gesondheet. Et gëtt also héich Zäit, dass dëser Epidemie vum 21. Joerhonnert unhand vun effikasse Moossnamen entgéintgewierkt gëtt. D'Inaktivitéit an hir Suitte sinn nämlech en Tsunami, dee scho laang rullt a Gefor leeft, iwwert eis ze rullen.

Déi nei Regierung huet dës Urgence erkannt an zesumme mat der Santésministesch wäerte mer eis Verantwortung och iwwerhuelen. Follgend Mesüren, déi am Koalitiounsaccord festgehale sinn, si wichteg fir souwuel déi primär, sekundär oder och tertiär Preventioun am Zesummenhang mat der Gesondheetsförderung vun eiser Gesellschaft.

Zu Lëtzebuerg gëtt et aktuell ronn 1.300 Sportveräiner, an deene méi wéi 130.000 Biergerinnen a Bierger eng Lizenz hunn. Als Regierung wäerte mir dësen impressionnante Reseau a Réckgrat vum Lëtzebuerger Sport geziilt stäerken, fir dass d'Veräiner hir Offer kënnen erweideren, an dat notamment a Richtung Gesondheets- a Fräizäit- a Preventiounssport.

Sport a Beweegung gi mat Attributer wéi Freed, Motivatioun, Leeschtungsbereetschaft, Passioun, Kënnen, Chancëgläichheet, Zesummenhalt, Zesummeliewen,

Gesondheet, Integratioun, Respekt a Frëndschaft verbonnen. All dës Valeuren, op déi eis Gesellschaft opbaut, ginn am Sport gelieft, an déi si mir och als Sportminister immens wichteg. De Sport ass a bleift eng Schoul fir d'Liewen.

Sech an der Gemeinschaft beweegen, zesummen trainéieren an aus dëser Gruppendynamik eraus e gesonde Liewensstil ze förderen, huet laangfristeg positiv Retombéeë fir eis Gesellschaft. A wien hëlleft eis dobäi, dës Dynamik ze förderen? Dat sinn d'Traineren! Gutt ausgebilten Traineren, déi all Dag derfir suergen, dass Jonk an Al Freed un der Beweegung hunn, déi derzou bäidroen, dass Sport- a Beweegungsprogrammer um Terrain positiv erlieft ginn, an dëst ënner anerem duerch wäertschätzenden a positive Feedback op Basis vun enger individueller Bezugsnorm.

Am Koalitiounsaccord ass virgesinn, dass d'Beruffer am Sport an d'Zesummenaarbecht mat der Éducation nationale an dem Héichschoulministère och entwéckelt ginn. D'Zil dovun ass et, dass souwuel d'Qualitéit wéi awer och d'Quantitéit vun enger gudder encadréierter Sports- a Beweegungsoffer kënnen erhéicht ginn.

Am Moment hu mer leider net genuch qualifizéiert Traineren a Moniteuren oder Coachen um Terrain, fir der Demande un enger héichwäerteger Beweegungsoffer kënne gerecht ze ginn; sief dat an de Veräiner, de Gemengen, de SEAen an den Altersheemer.

Duerch d'Entwécklung vun de Beruffer am Sport, déi vun den Aarbechtskonditiounen hier interessant an erstriewenswäert sinn, wäert an deem Kontext Remedur geschaaft ginn. Natierlech mussen d'Profiller och hirer Qualifikatioun entspriechend bezuelt ginn. An deem Kontext wäerte mir de Subside qualité+ iwwer e Gesetz fir déi finanziell Ënnerstëtzung vun de Veräiner reforméieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Secteur vum Sport an der Beweegung huet also enormt Potenzial, fir Preventiounsaarbecht ze leeschten. Duerch Investissementer am Kader vun der Preventioun erreeche mir an der logescher Konsequenz dann och eng Reduktioun vun de Käschte fir d'Sécurité sociale, déi do entstinn.

Am Koalitiounsaccord ass virgesinn, de Secteur duerch d'Entwécklung vu sengen organisationelle Capacitéiten esou ze stäerken, dass dat gesamtgesellschaftlecht Potenzial an der Gesondheetspreventioun gräife kann. Leider hunn ech net genuch Zäit, fir am Detail op dës eenzel Mesüren anzegoen, déi mir am Kontext vun der organisationeller Capacitéitsentwécklung wäerten ëmsetzen. Dozou vläicht méi zu engem méi spéiden Zäitpunkt.

Här Biancalana, villmools merci nach eng Kéier fir Är Interpellatioun, déi Dir am Januar 2023 schonn agereecht hutt an déi déi nei Regierung elo séier opgegraff huet, a fir och d'Fro ze stellen, wéi géint d'Stigmatisatioun am Beräich vun der Obesitéit kéint virgaange ginn.

Loosst mech e Beispill ginn, wou a gewëssene Sportaarte méi Gewiicht e Virdeel an der Performance ka bedeiten, virun allem dann, wann eis Kanner a Jugendlecher dës Sportaarten nei kenneléieren. Ech denken do zum Beispill u Judo, Rugby, Gewiichthiewen oder Worfdisziplinnen an der Liichtathletik, wou zousätzlech Kiloen e Virdeel kënne bedeiten, wat déi sportlech Leeschtung betrëfft. An deem Sënn kënne geziilt Programmer hëllefen, d'Selbstbild duerch Erfollegungserliefnesser vu betraffene Persoune positiv ze beaflossen a sou d'Chance fir e laangfristegen Engagement an deene Sportaarten ze erhéijen.

Ech wëll dann och nach op d'Wichtegkeet vum vernetzten Denken an Agéieren am Kontext vu Preventiounsprogrammer géint Obesitéit agoen. D'Thematik ass komplex an, sou wéi d'Gesondheetsministesch dat schonn uganks gesot huet, si ass multifaktoriell. Et geet drëm, vun der Sensibiliséierung iwwert d'Informatioun an da weider iwwert d'Offer vu Programmer derfir ze suergen, dass eise Liewensstil esou ausgeglach ass, dass mir net Gefor lafen, iwwerhaapt iwwergewiichteg ze ginn.

Op dëser Plaz wëll ech dann och op d'Gemengen agoen, déi niewent de Veräiner eng ganz wichteg Roll spillen. Ech sinn houfreg, dass de Sportministère mam Volet vum Coordinateur sportif en Tool geschaffen huet, fir datt d'Zesummenaarbecht mat de Gemenge weider kann ausgebaut a gestäerkt ginn. Si si wichteg Partner an zesumme wëlle mir derfir suergen, dass d'Offer vun de Sports- a Beweegungsprogrammer weider ausgebaut ka ginn.

De Coordinateur sportif huet iwwerdeems d'Aufgab, um Niveau vun de Gemengen esou ze agéieren, dass d'Sports- a Beweegungsoffer méi villfälteg a méi komplett gëtt. Dat Ganzt ass also en Zesummewierken. Nëmmen esou kann d'Offer no an no un d'Besoine vun all eise Matbiergerinnen a Matbierger ugepasst ginn.

Net ze vernoléissegen ass an deem Kontext d'Entwécklung vun de Sportinfrastrukturen. Och do kënnt op kommunalem Plang dem Coordinateur sportif eng bedeitend Roll zou.

Wéi ka sech eng Gemeng generell esou entwéckelen, dass d'Mobilité active gefërdert gëtt? Wéi kann ee fräi Plazen esou amenagéieren, dass een d'Kanner intuitiv derzou ureegt, dës Plazen ze accaparéieren a sech dorobber ze beweegen?

Fir dass déi kommunale Sportcoordinateuren net eleng mat der Bewältegung vun dësen Erausfuerderungen do stinn, wäert ech d'Servicer um Sportsministère an um INAPS esou weiderentwéckelen, dass si hei aktiv Ënnerstëtzung kënne leeschten, genausou wéi mer de System vun de Subside generell um Sportsministère wäerten iwwerschaffen, fir deene verschiddenen Acteuren d'Méiglechkeet ze ginn, an esou Akzenter an der Förderung vun hire Sport- a Beweegungsprogrammer ze setzen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, all dëst sinn Investissementer an eis Gesondheet. Fir dës Ziler ze erreechen, gëllt et, ressortiwwergräifend ze denken an ze plangen. An ech begréissen, dass dës Approche ganz am Sënn vun der Approche vun dëser Regierung an och vun der Chamber ass.

Positiv a konstruktiv Reunioune goufen et an deem Sënn schonn, wéi d'Madamm Gesondheetsministesch schonn ugedeit huet, mam Gesondheetsministère, awer och mam Educatiounsministère an, net ze vergiessen, och dem Syvicol, wéinst ënner anerem de Coordinateurs sportifs an dem Projet „Impuls".

Loosst mech nach e leschte Gedanken zu der Interpellatioun mat Iech deelen. Och Employeure kënne wichteg Ureizer schafen, fir d'Beweegung ze förderen. Duerch en Ëmfeld, dat Sport a Beweegung op der Aarbechtsplaz fërdert, kann den Employeur géint d'Sedentaritéit virgoen an och esou eppes fir d'Gesondheet vu senge Mataarbechterinnen a Mataarbechter maachen. Dëst reecht vun der Plaz, op där de Printer am Betrib steet, iwwert d'Installatioun vun enger Dusch, fir de Wee mam Vëlo op d'Aarbecht ze förderen, bis hin zu engem reduzéierten Tariff fir en Abo an engem Fitnessstudio an der Géigend vu senger Aarbechtsplaz.

Als Aarbechts- a Sportsminister maachen ech mer Gedanken driwwer, wéi e Konzept kéint ausgesinn, dat e beweegungsfrëndlecht Aarbechtsëmfeld fërdert an domadder Phenomeener wéi Obesitéit virbeugt. Mir sinn eis alleguerten eens, dass mir d'Thematik vun der Obesitéit zesumme mussen ugoen, fir den aktuellen Trend ze bremsen an ëmzekéieren. Mir mussen d'Preventiounsaarbecht ressortiwwergräifend stäerken an e gesonde Liewensstil ënnerstëtzen. Duerch eis kollektiv Ustrengunge kënne mer eng nohalteg Verännerung fir kommend Generatiounen erreechen.

An da kann ech nach eng Kéier och op d'Froe vun deene verschiddenen Deputéierten agoen. Zum Beispill dem Här Biancalana, deen de GIMB ugeschwat huet, also „Gesond iessen – Méi beweegen", wou d'Gesondheetsministesch schonn drop geäntwert huet.

De Sportsenseignant am Fondamental an eng Stonn Sport pro Dag, sinn ech an engem Interview gefrot ginn op enger Pressekonferenz. Dunn hunn ech gesot, dass dat natierlech en Dram fir e Sportsproff wier, wann eng Stonn pro Dag Sport wier, a wa Sportsenseignantë kéinten an de Fondamental kommen, mee et ass net am Koalitiounsaccord esou virgesinn. Dofir hunn ech och gesot, dass et misst mat mengem Kolleeg, dem Educatiounsminister, ofgeschwat ginn an dass dat fir mech natierlech en Dram wier.

An dacks gëtt gesot, dass ganz vill Länner dat an Europa hätten, eng Stonn Sport pro Dag, mee et ass just Éisträich, wat et huet; also net därmoosse vill Länner.

D'Madamm Hartmann hat den „LTAD – Lëtzebuerg lieft Sport" ugeschwat. Dat ass natierlech e Projet, dee mer weider wäerte féieren an dee mer sécher wäerte weider ënnerstëtzen.

Den Här Keup hat „vun 150 op 100 Fussballsveräiner" ugeschwat. Do sinn natierlech och eng ganz Rei Fusiounen derbäi, déi derzou gefouert hunn, dass et manner Veräiner gëtt. Mee beim Handball a beim Basket ass den Här Keup awer ganz schlecht informéiert, well mam Handball Bartreng a mam Handball Bieles sinn zwee nei Veräiner an der Handballwelt entstanen, genau wéi Berbuerg Eastside Pirates an och BBC North Fox. Dat si Veräiner, déi déi lescht Jore gerënnt gi sinn. Also sidd Der schlecht informéiert.

*(Interruptions)*

Voilà. Mir sinn emol eng Kéier enger Meenung, Här Keup, dass mer hoffentlech géint Georgie gewannen an d'nächst Woch dann eng Finall an eise Stade de Luxembourg wäerte kréien.

Dir hutt och d'Beispill Island ugeschwat. Island ass och e Land, dat ganz vill fir de Sport mécht, awer och am Moment, a Schwieregkeeten ass a souguer hei beim LIHPS nofreet, wéi mir hei zu Lëtzebuerg fonctionéieren a wéi mir de Sport organiséieren. Also, et ass och an Island net ëmmer alles Gold, wat glänzt.

Da kann ech just dem Här Sven Clement nach soen: Et gëtt keng Excuse, fir kee Sport ze maachen.

Voilà. Ech soen Iech Merci.

*(Hilarité)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dat ass souguer richteg.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat gesot, wär dann dës Diskussioun domadder ofgeschloss.

## 6. Ordre du jour (suite)

An iert mer zur Diskussioun an zum Vott vun deenen zwou Motioune kommen, déi iwwert dëse Sujet deposéiert gi sinn, wollt ech Iech just dorop opierksam maachen, datt ech wollt déi Resolutioun, déi den Här Graas am Ufank vun dëser Sessioun hei deposéiert huet, no dem Vott vun dësen zwou Motiounen direkt drunhuelen. Datt jiddweree weess, wéi et elo weidergeet.

## 7. Interpellation de M. Dan Biancalana au sujet de l'obésité au sein de notre société (suite)

***Motions***

***Motion 1***

Da komme mer zur éischter Motioun, déi deposéiert ginn ass vum Här Dan Biancalana. Här Biancalana, wollt Dir nach d'Wuert dozou huelen?

**M. Dan Biancalana** (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Ganz kuerz. Ech mengen, ech war a menger Interpellatioun drop agaangen, an och déi verschidde Stellungname vun den Deputéierten. An awer och Merci der Regierung, der Gesondheetsministesch an och dem Sportsminister, fir hir Ausféierungen hei op déi verschidde Froen. An ech mengen, d'Motioun, déi reit sech an dee Kader an.

Mir hunn haut héieren, dass engersäits de Volet vun der Obesitéit ganz villschichteg ass an och, mengen ech, eng transversal Approche brauch. Dofir ass en éischte Volet an eiser Motioun hei, dass ee sech och eng global Strategie gëtt par rapport zu der Ernärung an dass een déi méi generell jo dann och an de Plan national santé afléisse léisst, fir deementspriechend deem och méi e grousse Fokus ze ginn unhand och vun der ganzer Komplexitéit, déi se mat sech bréngt.

An ech mengen, ech hat och hei den Invite un d'Regierung ugeschwat: Et gëtt verschidde Modeller an eisen Nopeschlänner, a Frankräich respektiv an der Belsch, wat effektiv d'Mesure-fiscallen ugeet, wat effektiv verschidden Alimenter ugeet, déi zockerhalteg sinn, mee awer och Salz an och Fetter enthalen. Et sollt ee sech dat einfach mol ukucken an et deementspriechend och studéieren. Ech mengen, et gëtt Länner, déi hunn dat.

An natierlech dann och den drëtten Tiret: einfach d'Opportunitéit evaluéieren, fir esou fiskal Mesüren ze huelen. Ech hat a menger Interpellatioun jo och gesot, dass een natierlech – ech gesinn, dass och de Finanzminister hei ass, dofir och Merci fir seng Presenz, well ech mengen, et geet net ouni de Finanzminister – och muss kucken, ënner wéi enger Form d'Opportunitéit besteet, dat anzeféieren, an dass een dat natierlech och „à échelle européenne" soll kucken.

Eis Nopeschlänner hunn et: Frankräich an d'Belsch. Bon, déi Däitsch hunn effektiv méi op d'Fräiwëllegkeet gesat, mee et soll ee sech op alle Fall esou enger Diskussioun deementspriechend och net verschléissen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Biancalana. Dann hunn ech d'Wuertmeldung vum Här Boonen.

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Jo, merci, Här President. An deem éischte Punkt vun der Motioun gëtt déi Ernärungsstrategie gefrot. Mir begréissen dat. Mir gesinn och, dass dat politickiwwergräifend ass, dat heescht, a verschiddene Ministèren. Dofir si mer awer méi skeptesch, fir dat an de Plan national santé ze schreiwen, deen elo 2023 eréischt veröffentlecht ginn ass an eigentlech en route ass, fir deen erëm ze änneren.

Mir gesinn dat an der Landwirtschaftspolitick, mir gesinn dat – et ass jo och eng Alimentatiounspolitick – dann an der Educatiounspolitick. An ech mengen, do muss ee sech d'Méiglechkeet ginn, fir dat esou ze formuléieren, dass dat och funktionéiert.

Dann, wat d'Steier ugeet, si mer wierklech skeptesch, fir dat um Lëtzebuerger Niveau ze maachen. Dofir hu mer och a menger Interventioun nach eng Kéier erkläert, dass dat wierklech op europäeschem Niveau muss gemaach ginn, zesumme mat all de Länner, well dat soss Effekter huet, déi, mengen ech, net zilfürend sinn. An dofir proposéieren ech, déi Motioun hei net ze stëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Boonen. Dann hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Clement. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Eis ass d'Motioun an zwee vun dräi Invitte ganz sympathesch. Bei deem zweeten Invite sinn ech e bësse skeptesch, ob et effikass ass, mee Dir fuerdert eng Studie, dofir kann ech ganz gutt domadder liewen.

Just fir et nach eng Kéier ganz kuerz ze soen: Ech mengen, eng Zockersteier, wéi Der se an der Motioun nennt, respektiv eng Steier op Zocker oder op Fett, huet a verschiddene Länner zu gemëschte Resultater gefouert. Déi eng schwieren drop, déi aner soen, dat géif ee guer net weiderbréngen. Dat heescht, eng Studie ass, mengen ech, genau dee richtege Wonsch, dofir kënne mer dat Ganzt och matstëmmen.

A beim drëtten Invite, wou Der nach eng Kéier drop agitt, datt ee Mesure-spécifiquë soll huelen, wat Zocker a Fett ugeet: Do hunn ech virdrun a menger Ried laang ausgeholl, datt mer virun allem mussen iwwert d'Verpackunge schwätzen. Mir mussen doriwwer schwätzen: Wéi maache mer Werbung dofir? Wéi stelle mer et duer? Verstoppe mer den Zocker hanner iergendengem wëssenschaftleche Begréff oder schreiwe mer wierklech drop: „Et ass Zocker dran"?

Ech mengen, och dat si wichteg Aspekter. Dofir ass et ganz wichteg, datt mer eis do net nëmmen eng uniformiséiert Approche ginn, mee datt mer iwwerhaapt emol eng Approche huelen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Da geet d'Wuert un den Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Also wann ech d'Motioun richteg verstinn, da geet et jo hei net drëms, ze fuerderen, dass eng Zockersteier soll agefouert ginn, mee et ass zimmlech vag gehal – „à étudier" an duerno „à évaluer" –, soudass een do jo dann net weess, wat derbäi erauskënnt. An do kéint ee jo am Fong dann, vu datt et näischt Konkreetes ass, och dermat averstane sinn.

Ech wëll och just soen: Ze soen, dat misst op europäeschem Plang gereegelt ginn, dat ass natierlech ëmmer einfach. D'Fro, déi sech stellt, ass jo awer: Ass een derfir oder ass een dergéint? Fir et einfach ofzeginn op den europäesche Plang an dann ze soen: „O, déi kucke mol", dat ass mer dann e bëssen ze einfach.

Ech si jo net esou gutt informéiert, wat déi Zockersteier an Europa ugeet, mee et wonnert mech elo e bëssen, dass hei och d'Belsch steet, eis belsch Nopere, well mir kréie jo eis Produkter aus der Belsch. Ech wousst elo net, dass et do géif eng Zockersteier ginn.

Bon, wann et déi gëtt, da wier et interessant, ze wëssen, wat fir Auswierkungen dass déi Zockersteier an der Belsch schonn op Produkter huet, déi an der Belsch verkaaft ginn. Well déi Produkter, déi an der Belsch verkaaft ginn, si jo déi selwecht wéi déi, déi zu Lëtzebuerg verkaaft ginn. Huet dat zum Beispill mat sech bruecht, dass am Gedrénks den Zockerundeel erofgaangen ass an der Belsch? An deemno jo dann automatesch och zu Lëtzebuerg? Dat wär eng weider Fro.

Bon, summa summarum, vu dass hei näischt Konkreetes gefrot ass, ausser „étudier" an „évaluer", kënne mer déi matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Här Baum, et ass un Iech.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Och mir kënnen dës Motioun hei ënnerstëtzen, well dräi vun dräi Tireten eis ganz gutt gefalen.

Eng national Strategie oder eng global Strategie ze entwéckelen, wat d'Alimentatioun betrëfft, fir d'Obesitéit an d'Evolutioun dovunner ze prevenéieren, schéngt mer relativ kloer a logesch ze sinn. An effektiv, Här Boonen, Dir hutt Recht: Et ass eppes, wat iwwert d'Santé erausgeet, wat och aner Domäner betrëfft, mee kommt, mir fänke mol mat der Santé un, fir et doranner eranzeschreiwen, wat jo net verhënnert, datt dat doten och an anere Beräicher eng Wierksamkeet kéint hunn. Dofir fannen ech dat kee staarkt Argument, fir do elo net derfir ze sinn.

Dat Zweet, wat gefrot gëtt, dat ass, fir ze kucken, wéi eng Mesüren a Modeller et an aneren europäesche Länner gëtt. Ech mengen, datt dat ganz sënnvoll ass.

An dann dat Drëtt: fir eeben ze kucken, wéi et ausgesäit fir d'Opportunitéit, fir esou eppes, eng Zocker- oder eng Salzsteier oder eng Fettsteier, och zu Lëtzebuerg anzeféieren, an dat eeben zesummen an Ofsprooch mat eventuellen europäesche Partner. Dat schéngt mer och ganz logesch ze sinn. An och do géif ech soen: Jo, sécherlech gëtt et och Chantieren, wat d'Verpackung ugeet, mee kommt, mir fänken emol mat deene fiskale Mesüren un, déi hei proposéiert ginn!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. An dann ass et um Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här President, ech maachen et ganz kuerz: Mir fannen d'Motioun gutt, duerfir stëmme mer se och mat.

**M. Claude Wiseler,** Président | Très bien, Här Bausch.

Ech gesinn elo weider keng Wuertmeldung. Da proposéieren ech, zum Vott iwwert dës Motioun ze kommen.

***Vote sur la motion 1***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 25, Nee: 35. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen,*

*MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Corinne Cahen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel.*

***Motion 2***

Da komme mer zur zweeter Motioun vum Här Boonen. Här Boonen, wëllt Dir nach Stellung huelen? Här Boonen.

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Ganz kuerz. Also, d'Motioun rappeléiert nach eng Kéier déi Saachen, déi mer an eise Riede gesot hunn, mengen ech: dass mer eng Beweegungspolitick brauchen, dass mer eng Médecine scolaire oder dann eng Santé scolaire an Zukunft brauchen, dass dat ugepasst gëtt. An d'selwecht: och um Niveau vun der Médecine générale oder de Soins primaires do axéieren, an nach eng Kéier, dass dat Ganzt eeben um Niveau vun der Politique alimentaire muss stattfannen. Voilà, dat ass nach eng Kéier de Resümmee vun eise Virschléi.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci. Merci, Här Boonen. Sinn dozou Wuertmeldungen? Den Här Clement, den Här Keup an den Här Biancalana. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech fannen déi ganz Motioun relativ interessant. Et sinn eng Rëtsch nei Elementer dran, mee ech fannen awer och eng ganz Rëtsch Elementer dran, déi mer u sech schonn hunn.

Virun allem, wann ee sech déi véier Buschtawen LTAD eng Kéier wierklech an Erënnerung rifft. „Lëtzebuerg lieft Sport", do geet et souwuel ëm dat am formellen, am nonformelle Beräich, et geet drëm, datt mer iwwert d'ganzt Liewen u sech Sport maachen. Dofir fannen ech et e bësse speziell, muss ech elo awer hei soen, datt mer solle fuerderen: „la mise en place d'un programme de remise à l'activité physique et aux sports".

Ech hunn d'Gefill, datt do virun allem d'Acteuren am Sportsberäich déi lescht Jore ganz, ganz vill gemaach hunn, dat och weiderhi maachen, an et hei esou e bëssen uklénge gelooss gëtt, wéi wann näischt gemaach géif ginn.

Also, mir stëmmen déi Motioun mat, well e puer nei Elementer drastinn. Wann ech zum Beispill iwwer d'Ëmbaue vun der Médecine scolaire nodenken, ass dat super, mee ech fannen, datt et een hei 80 % quasi Copier-coller aus dem LTAD-Konzept gemaach huet, ouni ze soen, datt den LTAD-Konzept u sech d'Source ass. Ech fannen awer, intellektuell hätt een dat e bësse méi éierlech kënnen duerstellen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Jo, villes ass hei elo net onbedéngt nei. Et si vläicht zwee Punkten, op déi ech wéilt agoen.

Deen éischten, deen ass d'„faisabilité d'un système d'éducation". Bon, dat ass erëm „analyser". Et ass also och erëm näischt Konkreetes. Mee mir hu jo am Moment awer an der Schoul de Biologiesunterrecht – an der Primärschoul, am Lycée –, wou jo awer och scho villes esou gemaach gëtt. Op jidde Fall menger Erfarung no, mat menge Kanner, gëtt do ganz vill schonn op d'Iessen opgepasst, fir de Kanner dann do déi néideg Informatiounen ze ginn, fir sech gesond ze ernären. Voilà. Also, dat schéngt mer och vläicht elo e bësse wäit ze goen, fir do en eegent Fach anzeféieren.

An deen zweete Punkt, dat ass awer elo een, wou ech méi kritesch sinn, well dat kléngt elo hei harmlos, mee do ass awer eppes hannendrun, an dat ass de leschte Punkt: „développer davantage le programme Food4Future".

An et geet jo hei an dëser Motioun ëm d'Gesondheet. An de Food4Future, dee gesäit vir, dass méi vegetaresch an de Kantinne soll giess ginn. An de Food4Future gesäit och vir, dass de Veggie-Day agefouert gëtt, wou Fleesch a Fësch da verbuede ginn …

*(Interruption)*

… op engem Dag. Dat ass da méindes am Kolléisch, um Geesseknäppchen an där grousser Kantin. An de Punkt ass jo awer deen: Wann et an enger Motioun ëm d'Gesondheet geet, muss ech awer elo soen, dass vegetaresch net onbedéngt méi gesond ass wéi Fleesch.

**Une voix** | Ou?

*(Interruption)*

**M. Fred Keup** (ADR) | A gitt mol eng Kéier …

*(Brouhaha)*

Gitt mol eng Kéier kucken do an d'Kantin op de Geesseknäppchen, an da frot Der mol déi Proffen, déi dohinner ginn, och méindes, wat se do als vegetaresche Menü ugebuede kréien. Et ass meeschtens einfach e ganz groussen Teller Nuddele mat e bëssen Tomatenzooss drop. Dat ass dann e vegetaresche Plat. An Dir kënnt mir jo net soen, dass dat am Sënn ass vun enger gesonder, equilibréierter Ernärung! Ech mengen, do wier et vläicht grad esou gutt, d'Leit kriten e Pouletsschnitzel.

Ech soen Iech Merci. A mir stëmmen dergéint.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Här Biancalana.

**M. Dan Biancalana** (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Mir hunn déi Motioun hei als LSAP duerchgelies.

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift, den Här Biancalana huet d'Wuert.

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Dan Biancalana** (LSAP), interpellateur | An esou wéi och den Här Clement gesot huet, mengen ech, sinn hei eng Rei Elementer respektiv Projete schonn amgaangen. Et sinn eng Rei anerer, bon, déi e bësse méi ausgeriicht sinn, also déi an eng Ausriichtung ginn. Bon, et mierkt een, dass dat awer eng Ureiung vun enger ganzer Rei Mesüren ass.

Den Objet vun eiser Motioun virdrun, déi zwar d'Majoritéit verworf huet, war, fir eis iwwergeuerdent doriwwer eng Strategie ze ginn. Bon, hei ass eng Ureiung vu Mesüren, et geet zwar an déi richteg Richtung, et ass schued, well et mer hei am Fong e Sujet hunn, wou mer eis alleguerten, mengen ech, och parteiiwwergräifend, eens sinn.

A bon, et ass vläicht schued, dass eis Motioun net matgedroe ginn ass, mee mir droen déi heite mat. Si geet an déi richteg Richtung. Mir hoffen awer, dass nieft der Ureiung vu Mesüren dann och nach en Iwwerbau hei kënnt.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Biancalana. Elo gesinn ech keng aner Wuertmeldungen.

Da géife mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

***Vote sur la motion 2***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration.

*(Brouhaha)*

Dem Här Keup säin Non geet net. Ok. Fin du vote.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 55, Nee: 4. Do huelen ech jo un, datt dem Här Keup säi Vott dann net derbäi ass. Da rechne mer deen derbäi, also 5 Non. Dës Motioun ass also ugeholl mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Fred Keup) et M. Tom Weidig.*

## 8. Résolution de M. Gusty Graas concernant les élections présidentielles de mars 2024 en Russie

An da géif ech proposéieren, datt mer elo dem Här Gusty Graas seng Resolutioun huelen. Här Graas, Dir wëllt nach Stellung dozou huelen. Här Graas.

***Exposé***

**M. Gusty Graas** (DP), auteur | Merci, Här President. Och merci, datt déi Resolutioun esou séier elo hei nach op den Ordre du jour kënnt. Ech mengen, et ass ganz wichteg, datt mer eis Gedanke maachen iwwert dat, wat déi lescht Deeg a Russland vir sech gaangen ass. Do ware sougenannte „Walen". Wärend dräi Deeg sollt en neie President gewielt ginn. Et ass och en neie President gewielt ginn. Dat ass keng Iwwerraschung: Den Här Putin krut bal 88 % vun de Stëmmen. Wann een allerdéngs dat elo alles analyséiert, wéi u sech dee ganze Walvirgang ofgelaf ass, da muss ee sech awer munch Gedanke maachen.

Ech mengen, fir eis als rechtsstaatlech Demokratie ass et natierlech immens wichteg, datt Walen ëmmer no engem ganz kloren demokratesche Regimm oflafen. Dat war mat Sécherheet hei net de Fall. Ech wëll op e puer Punkten hiweisen, firwat datt dat net esou war.

Éischtens emol hunn d'Russe keng Observateuren zougelooss. Ech hat selwer d'Geleeënheet, 2018 bei de Presidentewalen derbäi ze sinn als Observateur vun der OSZE. Dës Kéier ass dat verwiert ginn. Russland huet net akzeptéiert, datt vu baussen am Fong geholl kéinte Kontrolle gemaach ginn, wéi dee ganzen Oflaf géif vir sech goen.

An dat Zweet – an ech mengen, dat ass besonnesch en Aspekt, deen een esou net kann akzeptéieren –, dat ass, wann an engem besatene Gebitt Walen

organiséiert gi fir e President, deen am Fong geholl keng Kompetenz an deem Land huet. Ech schwätzen hei vun deene véier Oblasten Donezk, Luhansk, Saporischschja an Cherson, wou jo am Fong dann och Wale stattfonnt hunn, wou mer wëssen, op wat fir eng Manéier déi Walen nach deelweis ofgelaf sinn, wou Gewalt agesat ginn ass, fir datt d'Leit praktesch hu misse wiele goen an natierlech esou hu misse wielen, wéi dat vu verschiddene Leit gewënscht war.

A wat och ganz inakzeptabel ass, ass, datt hei d'Oppositioun net zougelooss ginn ass, datt nëmmen Alibikandidate konnten hir Kandidatur stellen. Dat ass alles, wéi gesot, an deem Sënn esou net ze akzeptéieren.

Duerfir mengen ech, datt et wichteg ass, datt och mir als Chamber hei en Zeeche setzen, datt mir ganz kloer déi Walen esou, wéi se ofgelaf sinn, condamnéieren. International sinn, wéi gesot, ganz staark Reaktioune komm, och scho vun der Lëtzebuerger Regierung. Den Ausseminister huet sech do och ganz kloer positionéiert. An dowéinst sinn ech der Meenung – am Numm vun der Majoritéit deposéieren ech, wéi gesot, déi Resolutioun hei –, datt mir als Chamber dat esou och net kënnen akzeptéieren.

Ech sinn awer besonnesch houfreg, datt sämtlech Fraktiounen hei an och d'Sensibilités politiques déi Resolutioun hei wäerten ënnerstëtzen, och wann d'Kolleege vun der ADR se net ënnerschriwwen hunn. Mee si hu mer awer versécher, datt se awer och hei derhannert géife stoen.

Wéi gesot, dowéinst wier ech frou, wann hei an deem Sënn e grousse Konsens géif erauskommen, well et awer wichteg ass, datt grad mir, d'Lëtzebuerger Land, e Land, wat demokratesch Walen héichhält – ech mengen, et ass dat, wat dëst Land och auszeechent, wat dëse Rechtsstaat auszeechent –, ganz kloer och en Zeechen no bausse setzen, datt mer net kënnen zouloossen, wann hei an engem Land, wat ëmsou méi elo de Moment och nach e groussen Aggressor ass, Walen oflafen, wou all elementar Rechtsprinzippien net respektéiert ginn.

An dowéinst, wéi gesot, wier ech frou, wann Der där Resolutioun hei Är Ënnerstëtzung géift ginn. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Graas.

Ech fueren elo der Reiefolleg vun de Parteien no. An dann huet den Här Hansen fir d'éischt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. Ech mengen, et ass kloer: Fräi a fair Wale sinn e Grondprinzipp vun der Demokratie. Dat ass notamment a Russland net de Fall gewiescht. D'Oppositioun ass brutal néiergemaach ginn. Et ass hei och wichteg, eng Kéier un den Alexej Nawalny a säin Assassinat ze erënneren, gradesou wéi u säi Porte-parole, säi fréiere Porte-parole, de Leonid Wolkow, deen zwee Deeg virun de Walen a Litauen, wou en am Exil war, fir d'éischt mat Tréinegas besprëtzt ginn ass an du mam Hummer attackéiert ginn ass. Dat ass dat, wéi Russland och am Ausland funktionéiert: All Oppositioun gëtt niddergeschloen.

De Gusty Graas huet et ganz kloer gesot: Et ass och keng Walobservatioun, weeder vun der OSCE nach vun der Europäescher Unioun, zougelooss ginn. Dat ass einfach ganz kloer e Beweis, datt dohannen nëmmen Theaterwale waren. Ech mengen, mir hätten dat doten och scho kënne virun de Wale ganz kloer soen.

Mir akzeptéieren als Chamber déi dote Brutalitéit, wéi all Oppositioun do niddergemaach gëtt, net. An dat heiten ass e ganz wichtegt Zeechen, datt mir deen Theater, dee se eis do probéiere virzegaukelen, net unhuelen an datt mer eis do resolument dergéintstellen.

Ech soen Iech Merci, an d'CSV ënnerstëtzt dat heite ganz kloer. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hansen. Här Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. A merci och dem Gusty Graas dofir, déi Resolutioun hei deponéiert ze hunn. Ech mengen, dass se gutt erkläert ass. Ech wëll och wierklech nach eng Kéier soen, dass dat, wat mer iwwert de Weekend a Russland erlieft hunn, keng Wale waren, mee dat war eigentlech e staatlech organiséierte Plebiszitt fir de Regimm Putin, wou et eenzeg an eleng drëms gaangen ass, fir souwuel no banne wéi no baussen ze suggeréieren, dass dat ganzt Vollek hannert dem Regimm steet. An dofir ass et gutt, dass mer hei drop opmierksam maachen, dass déi Walen do eigentlech eng Farce waren.

Nach wëll ech awer gäre soen, dass ech e bëssen enttäuscht sinn, dass mer net méi Courage gewisen hunn an där Resolutioun. Mir hätten eigentlech an där Resolutioun elo och missen driwwer schwätzen, dass et déi fräi Press a Russland net méi gëtt, dass et keng onofhängeg Organisatioune méi gëtt, déi fräi kënne schaffen – déi lescht wichteg Mënscherechts-ONG Memorial huet opgehalen ze funktionéieren a Russland –, dass et keng politesch Oppositioun méi gëtt an dass déi, déi sech dann nach trauen, entweeder dout sinn oder am Prisong sinn oder mussen am Exil liewen.

Nee, dat, wat e Sonndeg a Russland organiséiert gouf, dat erfëllt a kengem eenzege Punkt déi international Standarden, déi fir eis gëllen, wa mer vu fräien an demokratesche Wale schwätzen!

An dann hätt ech och fonnt, dass mer an dëser Resolutioun roueg och hätte kënnen eis Ënnerstëtzung ausdrécke fir all déi couragéiert Leit, déi sech nawell an där schwiereger Situatioun, an där se sinn, trotz alle Schikanen an deene geféierlechen Ëmstänn trauen, hir Meenung ze soen, sief dat, dass se hir Solidaritéit weisen um Begriefnis vum Här Nawalny oder dass se soss op iergendeng Aart a Weis protestéieren. Mee vläicht fanne mer och do nach Geleeënheet ... Mir hu jo nach aner Debatten zur aussepolitescher Lag, da fanne mer vläicht do eng Geleeënheet, fir dat nozehuelen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Cruchten. Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, villmools merci. An och vun eiser Säit aus e grousse Merci un den Här Graas, datt en eis deen Text hei presentéiert huet. Ech mengen, och mir deelen déi Suergen ëm d'Demokratie a Russland. An dofir stëmme mer dat hei och mat. Do si gravéierend Defiziter. Souwuel den Här Graas wéi och den Här Cruchten hunn an hiren Interventiounen op e puer dovun opmierksam gemaach. A well dat eeben esou ass, mengen ech, ass et och vun eis e Signal fir ze soen: „Déi do Defiziter, déi si fir eis net akzeptabel!" An dofir hoffe mer a verlaange mer och vun eise russesche Partner ze kucken, fir d'Demokratie an hirem Land erëm méi grouss ze schreiwen.

Wat awer elo den Text vun där Resolutioun hei ugeet, do wollte mer e puer Bemierkunge maachen, och fir ze erklären, firwat mer se net mat ënnerschreiwen.

Dat Éischt ass: Den Zweck an den Effekt ginn net ganz kloer ervir. Wann een déi Wale condamnéiert – an den Här Graas, den Här Cruchten nach méi an och den Här Hansen hate mëndlech staark Wierder fonnt –, da muss ee sech froen: Wann een dat condamnéiert an esou kritiséiert, erkennt een dann d'Resultat un? An dat ass eppes, wat op ass.

Mir musse soen, fir eis: Mir erkennen d'Resultat vun de Walen un. Ech mengen, et besteet fir eis elo keen Zweifel, datt den Här Putin als President vu Russland gewielt ass. Wéi et gewiescht wär, wann déi Wale méi demokratesch gewiescht wären, ass eng Fro, mee et gëtt an e puer westleche Staaten Diskussiounen, ob dann elo den Här Putin nach Staatschef wier oder net. Dat ass fir eis keng Fro. An dat ass eppes, wat mer awer och an dësem Kontext wëllen ënnersträichen.

Dat Zweet ass déi Fro vun der OSZE. Mir bedauere geneesou wéi den Här Graas an den Termen an esou weider, datt Russland keng Observateure vun der OSZE invitéiert huet. De Problem derhannert ass awer een, dee gravéierend ass an deem Sënn, datt mer gär hätten, wéinstens mir als ADR, datt déi international paneuropäesch Organisatiounen, wéi d'OSZE eng ass, awer kënne weider als Forum vum Dialog déngen, well soss hu mer keen Dialog méi an enger internationaler Organisatioun mat Russland, ausser der UNO natierlech an deenen aneren Organismen. Et ass awer wichteg, datt mer nach e Forum hunn, och an Europa, wou mer kënnen zesummen diskutéieren.

Dat Vertrauen ass net méi do – géigesäiteg. Déi Leit, déi zu Wien ware bei der leschter Wantersessioun vun der OSZE, hu materlieft, wéi aggressiv – Russland ass iwwerhaapt net komm! – dat Klima eigentlech war. An et kann een novollzéien, firwat Russland senger Obligatioun do net nokomm ass, mee et muss een et bedaueren. An dat steet och hei dran.

Ech wëll och de Kolleege vun der DP soen, datt deen een oder anere vun hinnen, deen an der OSZE-Delegatioun ass, en ukraineschen Text zu Wien mat ënnerstëtzt, mat ënnerschriwwen huet, dee verlaangt, datt Russland soll ausgeschloss ginn aus der Assemblée parlementaire. Jo, wann een dat freet op där enger Säit, kann een op där anerer Säit schlecht fuerderen, datt se sollen Observateuren invitéieren. Do muss ee wëssen, wat ee wëll.

Eis Positioun als ADR ass: Mir hätte gär, datt d'OSZE hire Rôle ka spillen als paneuropäesch Organisatioun an als e Forum vum Dialog och a schwieregen Zäite kann déngen, awer mir bedaueren, genausou wéi et hei proposéiert ass, datt Russland senger Obligatioun do net nokomm ass.

Deen drëtten Theemekomplex, deen een och nëmme kuerz uschwätzen an hei net am Fong diskutéieren kann, ass dee vum internationale Recht am Kontext vun der Sezessioun oder och am Kontext vun dem Droit à l'autodétermination des peuples. Dat sinn zwee Theemekomplexer, déi eis beschäftege säit der Sezessioun vum Kosovo vu Serbien, wou och en Avis vum Internationale Geriichtshaff produzéiert gouf a wou mer keng eenheetlech Doktrinn an der Europäescher Unioun entwéckelt hunn. Et si Länner an der Europäescher Unioun wéi Lëtzebuerg, déi d'Sezessioun unerkannt hunn, an et sinn anerer, déi se net unerkannt hunn.

De Problem dobäi ass net nëmme spezifesch de Kosovo, mee allgemeng dee vun der Doktrinn: Wéi entwéckelt sech dat internationaalt Recht an deem Beräich virun? Awéiwäit ass et applikabel op aner Fäll, wéi zum Beispill dee vun der Krim, vum Donbass an esou weider? Do ass keng eenheetlech Doktrinn. Mir kënnen dat haut net diskutéieren, dat ass eng komplex Matière, déi eis um internationalen Niveau

warscheinlech nach wäert fir Joerzéngte beschäftegen, mee et ass awer eng Fro, déi zentral ass, well hei eng Rei vu Grondprinzippien aus der UN-Charta a Konkurrenz zueneen trieden. Dat eent ass natierlech d'Gewaltverbuet, d'Inviolabilité des frontières nach aus dem Helsinki-Prozess an esou weider, mee awer och eeben aner Grondprinzippie vum internationale Recht.

Eng lescht Bemierkung ass, datt een awer d'Signal net däerf falsch verstoen, wat vun deene Walen ausgeet a Russland. Onofhängeg dovu mengen ech, datt vill Russe gewielt hunn an dem Här Putin seng Regierung an hie selwer ënnerstëtzt hunn, fir ze weisen, datt se sech solidaresch an deem Krich weisen, engem Krich, deen a Russland verstane gëtt als e Krich vum Weste géint Russland. Dat ass eppes, wat mer an der Analys vun deem, wat do geschitt ass, musse mat bedenken, zemools an enger Situatioun, wou mir hei am Westen awer dacks oneens an zerstridde sinn.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Ech hunn elo keng aner ... Dach, den Här Clement. Här Clement, et ass un Iech.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Ech hat d'Gefill, enger schlechter Soap-Opera bäizewunnen, wéi deen Theater vu Russland als Wale verkaaft gouf. An ech soen et dann och hei ganz kloer: Mir erkennen deen Theater net als Walen un! Et sinn nämlech keng Wale gewiescht. Well fir datt et Wale sinn, muss een e Choix hunn, e richtege Choix, an – ech mengen, et gouf virdru gesot – da muss et fräi a fair zougoen. An dat war hei net de Fall.

D'Oppositioun hat iwwerhaapt mol keen, voire ganz begrenzten Zougang op de Walziedel, vun enger Campagne net ze schwätzen. A vun enger Press, déi déi Campagne kéint kritesch begleeden an hannerfroen, musse mer a Russland zënter e puer Joer guer net méi schwätzen.

Dat Ganzt fënnt dann och nach illegal a besate Gebidder ënnert dem Drock vun der Kalaschnikow statt, wou also Leit, déi grad besat sinn an Doudesangscht hu virun engem Occupant, musse wiele goen. An ob dann dee Choix, deen déi Leit dann do um Walziedel ausdrécken, och tatsächlech rapportéiert gëtt, dat weess keen, well et ass aus Quelle vun der russescher Oppositioun awer relativ substanziéiert ginn, datt doudeg Leit weiderhin op de Wielerlëschte stoungen an anscheinend och mat grousser Majoritéit ofgestëmmt hätten.

Et ass eis zougedroe ginn, datt generell aus Walbüroen haaptsächlech an de besate Gebidder op eemol keng Resultater kommunizéiert goufen. Et kann ee sech also d'Fro stellen, ob net awer vläicht deen een oder aneren hei de Courage hat, fir änlech wéi d'Lëtzebuerger deemools ënnert dem Okkupant eppes anescht ze stëmmen, wéi den Okkupant dat wollt. A genau do si mer bei faschistesche Methoden, déi hei applizéiert goufen, bal op den Dag genau 91 Joer no der leschter Wal am Däitsche Räich. An ech mengen, dee Vergläich ass ze zéien.

De Putin féiert sech ëmmer méi wéi e faschistoiden Diktator op, deen an enger Dramwelt lieft an dee mengt, sech mat esou engem Theater, mat esou enger Soap-Opera, nach iergendwéi hei kënnen als Demokrat ze verkafen. Ech soen et nach eng Kéier ganz kloer: Fir eis waren dat hei keng Walen, an domadder kann een och net vun engem legitimme Resultat schwätzen!

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? D'Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech hat gemengt, Dir géift einfach der Rei no fueren, Här President, sou wéi Der dat gesot hat. Voilà, jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Et deet mer leed, Madamm Tanson, mee et waren Of- an Umeldungen hei, dofir ass déi Reiefolleg e wéineg duercherneegerode gewiescht.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | A, mee dat war net fir d'Wuertmeldung en tant que tel. Dat war eng aner Diskussioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Pardon.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, also, ech mengen, et ass scho ganz vill gesot ginn. Mir deelen natierlech absolutt de Constat, dee gemaach gëtt, dass déi Walen – wann een dat ka soen, oder wann een dat ka Walen nennen, wéi se ofgelaf sinn – op kee Fall kënnen als en demokratesche Prozess consideréiert ginn an dass et extreem bedauerlech ass, dass do net international Observateuren zougelooss waren, fir dat ze kontrolléieren.

Ech muss allerdéngs soen: D'Interventioun vun der ADR huet mech e bëssen interpelléiert, ...

**Une voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | ... well op där enger Säit gesot gëtt, jo, dat wier alles an der Rei – ech liesen d'ailleurs hei net dat an deem Text, Här Kartheiser, wat Dir gesot hutt –, an op där anerer Säit dann awer erëm relativéiert gëtt, a Fro gestallt gëtt.

Dat heescht, dass hei e Prozess ofgelaf ass, wou Wieler opgeruff gi sinn, en Ziedel an eng Urn ze geheien, a wou mer guer net wëssen, wéi et elo grad nach ugeklongen ass, wat wierklech an déi Urn geheit ginn ass, a wou virun allem déi, déi sech opgestallt hu géint deejéinegen, deen am Moment um Pouvoir ass an och weider um Pouvoir ass, ënnerdréckt ginn, op méi oder manner mysteriéis Aart a Weise stierwen, verfollegt ginn, vergëft ginn, enger reeller Persecutioun ënnerleien. An duerfir ass dat eigentlech eppes, wat een net ka relativéieren a wat een och net kann iergendwéi nach aus engem demokratesche Bléckwénkel kucken.

Duerfir ënnerstëtze mir déi heite Resolutioun. Natierlech hätt een och nach kënne méi wäit goen. Et hätt een nach ganz vill hei kënnen draschreiwen, notamment och iwwert d'Konsequenzen, déi Russland och wäert eng Kéier mussen droen. Mir hunn am Moment eng Diskussioun, wat mat de confisquéierte Fonge geschitt, wou et och wichteg ass, dass mer als Europa an och als Lëtzebuerg eng ambitiéis Positioun vertrieden, fir och déi ze indemniséieren, déi ënnert dësem Krich hei extreem leiden.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Dat ass net de Fall.

Da komme mer zum Vott vun dëser Resolutioun.

***Vote sur la résolution***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen. Dës Resolutioun ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Christophe Hansen) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

## 9. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de l'incohérence des politiques en matière de santé et de prix des produits de tabac

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar enger Aktualitéitsstonn iwwert d'Inkohärenz tëschent der Gesondheets- an der Präispolitick a punkto Tubaksproduiten, déi d'politesch Sensibilitéit vun déi gréng ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalen. D'Auteure vun der Aktualitéitsstonn hunn zéng Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéite fënnef Minutten, d'Regierung fofzéng Minutten. Ageschriwwen hu sech schonn: d'Madamm Diane Adehm, den Här Gusty Graas, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Fred Keup, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An elo ass d'Wuert fir den honorabelen Här François Bausch als Vertrieder vun der politescher Sensibilitéit déi gréng. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

***Exposé***

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert an och dofir, datt mer de Mëtteg kënnen déi Heure d'actualité hei halen. An ech sinn och frou, datt déi zwee zoustänneg Ministeren hei sinn, fir mat hinne kënnen doriwwer ze diskutéieren. Ech mengen, et ass e Sujet, dee ganz seriö ass an deen och méi Facetten huet.

Ech wëll fir d'éischt agoen op dat, wat d'Fondation contre le cancer de Mäerz 2023 virgestallt huet, nämlech eng Aart Memorandum, deen och vu 36 Partnerorganisatioune mat ënnerstëtzt ginn ass a wou am Fong e ganzen Aktiounsplang opgestallt ginn ass, deen an d'Richtung solle goen, datt mer bis 2040 den Tubak op null hu respektiv datt dann ab 2040 wierklech déi éischt Generatioun kéint opwuessen ouni Tubak, also Kanner, Jugendlecher, déi net méi domadder konfrontéiert wären.

Bon, dat ass nach e Stéck bis 2040, mee trotzdeem, mir wëssen et, esou Aktiounspläng, déi sinn, och wann et nach laang dauert, schwiereg an der Praxis ëmzesetzen. Mee hei geet et natierlech ëm en Asaz fir d'Recht vu Jonker, ouni Tubak grouss ze ginn. Ech mengen, dat ass den Haaptobjektiv, an an deem Plang sinn och sechs Punkten oder sechs Mesüren

opgezielt, wou gemengt gëtt vun deenen Organisatiounen do, datt dat déi weesentlech sinn, fir dat Zil kënnen ze erreechen. Ech wëll se kuerz opzielen.

Dat Éischt ass de Präis. Et ass kloer – an dat geet aus alle Studien ervir –, datt de Präis herno dee gréissten Afloss huet op d'Verhale vun de Mënsche par rapport zu deem Produkt, dat hei dann den Tubak ass.

Den zweete Punkt ass natierlech d'Preventioun, d'Preventioun virun allem bei Jonken, mat Campagnen. Bon, ech mengen, kloer, wa mer gären hätten, datt dat iwwer Generatiounen op null geet, da musse mer natierlech och do am meeschte bei de Jonken usetzen, fir datt se mol iwwerhaapt ni op d'Iddi kommen ze fëmmen.

Dat Drëtt ass de Verbuet vun der Publicitéit.

Dat Véiert ass d'Reduktioun vun der Disponibilitéit vun deene Produiten. Dat heescht am Kloertext, datt et net ze vill Geleeënheete gëtt, wou ee se ka kafen, datt dat op alle Fall ganz kloer ageschränkt ass an datt et och ënner gewëssene Kontrollméiglechkeete stattfënnt.

Dat Fënneft ass natierlech d'Protektioun vun der Populatioun par rapport zum passive Fëmmen. Do ass scho vill geschitt an deene leschte Joren duerch d'Verbuet vum Fëmmen a Restauranten, Bistroen an esou weider, mee ech mengen, et gëtt scho Länner wéi Frankräich, do si se schonn eng Rei Schrëtt méi wäit gaangen, dat heescht, datt jiddwereen d'Recht muss hunn, fir iwwerall do, wou en ass, kënne geschützt ze gi viru passivem Fëmmen, also virum Zigarettendamp.

Dat Sechst sinn natierlech Mesüren, déi de Leit hëllefen, opzehale mat fëmmen. Dat heescht, mir wëssen, d'Fëmmen ass natierlech eng Sucht wéi eng aner. An och wann een de Wëllen derzou huet, ass dat net ëmmer esou einfach. Do si Leit, déi brauchen oft eng Zäit. All déi Méiglechkeeten, déi et gëtt, déi de Leit kënnen hëllefen, fir erauszekommen aus där Ofhängegkeet, déi Mesüre musse mer natierlech och alleguerten ergräifen.

An do wär meng éischt Fro natierlech: Wéi gesäit d'Regierung dat? An deem heite Fall – ausser elo vläicht deen éischte Punkt, dee betrëfft virun allem de Finanzminister, ech kommen nach op deen zréck –, wéi steet d'Regierung zu deene Punkten, wëssend, datt et eng rezent ILReS-Etüd gëtt, wou iwwer 60 % vun de Leit gesot hunn, datt se géife fannen, datt d'Bremse vum Tabagisme eng absolutt Prioritéit misst genéissen? Also, dat heescht, et ass elo wierklech kloer, datt de Gros vun der Populatioun där Meenung ass.

An dat huet alles och e gudde Grond. Firwat? Majo, ech mengen, dat wësse mer alleguer: 50 % vun de Consommateure vum Tubak, déi stierwen dorunner, aus iergendengem Grond, entweeder u Kriibs oder all den anere Krankheeten, wou den Tubak meeschtens op deenen éischte Plaze steet, wann et drëms geet, firwat déi Krankheeten entstinn. An duerfir ass et och esou wichteg, datt mer dat dote seriö huelen.

50 %, wéi gesot, vun de Consommateure stierwen dorunner. Éischtens emol ass dat natierlech tragesch fir déi, déi et trëfft, well se hiert Liewen domadder zerstéieren, mee et huet awer och en immensen Impakt op de Budget vum Staat, op de Finanzement vun deem Ganzen, wat dat alles kascht um Niveau vun der Gesondheetskeess an de Gesondheetsausgaben.

Et gëtt a Frankräich eng Etüd vun 2019, déi huet erausfonnt, datt den direkten Tabagisme, also wierklech den direkten Tabagisme, d'Allgemengheet, also d'Gesondheets..., 16,4 Milliarden Euro kascht. A wann een awer de gesamte soziale Kontext nach derbäirechent, also wierklech de gesamte Käschtepunkt, net nëmmen déi direkt Inzidenz vum Fëmmen op deem Eenzelne seng Gesondheet, da kënnt een op e Chiffer tëschent 156 an 171 Milliarden Euro Käschtepunkt fir d'Allgemengheet duerch den Tabagisme.

Duerfir meng éischt Fro och do un d'Regierung, ob mer hei zu Lëtzebuerg Zuelen hunn, ob do schonn eng Kéier eng Analys an där Hisiicht gemaach ginn ass vum Gesondheetsministère, wou genau chiffréiert gëtt, wat dat kascht.

Also, wéi gesot, alles dat si Grënn genuch, firwat mer natierlech musse ganz schnell agéieren.

Da gëtt et awer och zu Lëtzebuerg niewent dem reng gesondheetlechen Aspekt en zolitte finanziellen Aspekt. An ech géif och souguer soen, deemno wéi kann et zolidd rechtlech Konsequenze gi fir Lëtzebuerg. Mir wëssen, wa mer déi Zuele kucken, wann ech emol einfach eleng d'Rechnung maachen, wat un Tubak verkaaft gëtt hei zu Lëtzebuerg an engem Joer, a wann ech da mol géif d'Gesamtbevëlkerung huelen, souguer nach d'Frontalieren derbäirechnen – dat ass dann eng Zuel vun 886.136 Leit –, wa mer dat dann op déi géifen ëmrechnen, wat verkaaft gëtt par rapport zu där Zuel vu Leit – an do gi mir jo da vum Baby bis zu dem Honnertjäregen –, da misst jiddwereen zu Lëtzebuerg an an der Groussregioun, also déi Frontaliere matagerechent, 13,7 Zigarette pro Dag fëmmen.

Mir wëssen, datt éischtens net esou vill Leit fëmmen. Et ass éischter entre-temps eng Minoritéit, wann ech d'Gesamtbevëlkerung kucken, déi fëmmt. Also ass et kloer: De Gros vun deem, wat do verkaaft gëtt, gëtt net verkaaft, fir zu Lëtzebuerg oder souguer an der Groussregioun verfëmmt ze ginn, mee do gi Geschäfter dermat gemaach.

An ech muss och soen: Ech si frou, de 24. November 2022, du war eng Heure d'actualité an der Chamber, deemools vum honorabelen Deputéierten Här Gilles Roth, dee sech ganz staark domadder beschäftegt huet. An dat, wat en deemools gesot huet – ech kommen nach drop zréck –, dat deele mer och. Mee éischtens emol wëll ech soen, datt en deemools och zu Recht hei opgezielt huet, wat dat fir de Staatsbudget ausmécht: eng Milliard oder ronn 1.500 Euro pro Awunner u Steiere vum Tubak.

An ech zitéieren, wat en deemools gesot huet: „Jo, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass am Verglach zu deenen anere Budgetsposten eigentlech carrement verréckt. D'Steierakommes um Tubak an op den Zigaretten, dat ass méi wéi d'Hallschent vun der Kierperschaftssteier, dat ass ee Véierels vun der Lounsteier, dat ass méi wéi d'Gewerbesteier, dat ass méi wéi d'Verméigenssteier, dat ass dat Duebelt vun der Ierfschaftssteier an, haalt Iech gutt un, dat si 400 Milliounen Euro méi wéi d'Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell" – deemools nach selbstverständlech.

Also, ech mengen, den Här Roth hat sech do – vëlleg zu Recht, muss ech soen – d'Méi ginn, fir déi Zuelen all erauszesichen, fir dat ze ënnersträichen. Ech muss soen, herno bei där Heure d'actualité hunn ech zwar net esou richteg erausfonnt, wat d'Konklusioun sollt sinn deemools, déi e wollt zéien, mee iergendeen Zweck hat jo déi Heure d'actualité. An ech ginn emol dervun aus, datt den Zweck deemools war, fir dat nämmlecht opzewerfen, wat mir haut och um Häerz läit: fir ze kucken, datt mer déi do Situatioun net méi kënnen toleréieren.

Hien huet och zu Recht deemools drop higewisen, datt et nach e ganz anere Problem gëtt, nämlech net nëmmen dee vun der Steierhannerzéiung, mee datt carrement hei de Risiko vun der Geldwäsch am Raum steet. An en huet den Direkter vum Enregistrement zitéiert, deen deemools an der Finanzkommissioun vun enger, ech zitéieren, „ugeluechter Schmuggelei geschwat" huet „respektiv Geldwäsch an d'Spill bruecht" huet. An dann huet e gesot: „L'orateur ne peut pas exclure", also deemools den Direkter vun dem Enregistrement, „que la croissance nette constatée contienne en partie un risque de contrebande. Il s'agit là d'un phénomène relayé [...] par les médias des régions limitrophes du Luxembourg. Un autre risque est lié au blanchiment de capitaux dans le secteur de la vente du tabac."

An dat ass natierlech haut nach net besser ginn. Elo nach rezent, de 15. Januar 2024, war an der fransëischer Press aus der Regioun hei erëm ze liesen, datt alt rëm een erwëscht ginn ass, wou se festgestallt hunn, datt e 50.000 Euro Benefiss gemaach huet eleng duerch de Verkaf vun Zigaretten, déi zu Lëtzebuerg kaaft gi sinn. Dat si Fait-diversen, déi fënnt een an der Groussregiounspress permanent erëm. Mee dat ass nëmmen d'Groussregioun. Mir wësse jo och, wann een d'Zuele vun de Kontrolle kuckt, déi am Ausland gemaach ginn, datt dat hei, wouvun ech elo geschwat hunn, nach eng kleng Quantitéit ass. Mee do gëtt et och grouss Quantitéiten, ganz Camionen, déi iwwert d'Grenz gefouert ginn. A vill ginn der erwëscht, a ganz oft ass leider Lëtzebuerg am Collimateur, wann et dann drëms geet, doriwwer ze diskutéieren.

A mir mussen eis jo awer bal eens sinn, datt dat keng gutt Situatioun ass, well, an domadder wëll ech dann een Artikel zitéieren, deen de Bernard Thomas am „Lëtzebuerger Land" geschriwwen hat deemools, wou e gesot huet: „Le modèle d'affaires luxembourgeois comporte un certain nombre d'externalités négatives. L'optimisation fiscale érode la base imposable des voisins." Dat ass natierlech déi reng Steierproblematik. „Le tourisme de tabac subvertit leur politique sanitaire. Arrêter la clope, c'est toujours une bonne résolution [...]. Arrêter le dumping cancérigène? C'est décidément une bonne question." An ech mengen, datt en domadder nëmme Recht huet.

Also, wéi gesot, et gëtt hei de gesondheetlechen Aspekt, et gëtt awer och den Aspekt vun de Steieren an der Steierhannerzéiung, e Risiko vum Blanchiment. Mir ënnergruewen dat, wat an eisen Nopeschlänner geschitt, wat déi un Efforte maachen.

An ech muss och soen: Wann ech dat alles zitéiert hunn, och dem Här Roth seng Interventioun deemools, dann ass dat, well ech och deemools senger Meenung war. An dat war och dat, wat mir an der Regierung fënnef Joer vertrueden hunn. Mir hunn eis leider an der Regierung ni duerchgesat kritt, Här Roth, an duerfir hoffen ech, datt et Iech elo besser geet, wéi et eis gaangen ass an de leschte fënnef Joer, datt Dir Iech mat deem duerchsetzt, wat Der an der leschter Legislaturperiod vertratt hutt. En attendant kënnt Der Iech soss vläicht op de Budget dat schreiwen, wat ech hei matbruecht hunn.

*(M. François Bausch montre une documentation.)*

„Dëse Budget verursaacht schwéier Gesondheetsproblemer."

*(Hilarité)*

Well ech mengen, dat ass d'Etikett, déi ee soss misst dropschreiwen, wann ee weess, wou e gudden Deel vun de Recetten am Budget hierkënnt a wat fir eng Konsequenzen do kënnen hannendrustoen. Duerfir, ech hoffen, datt mer eis alleguer eens sinn, datt mer op de Wee ginn, fir deem Spuk en Enn ze maachen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch.

Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

***Débat***

**Mme Diane Adehm** (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Mëtteg féiere mer eng ganz interessant Aktualitéitsstonn iwwer engersäits de gesondheetspolitesche Volet vum Tubak an anerersäits awer och de steierpolitesche Volet dovunner.

Mir sinn eis alleguerten heibannen eens, dass den Tubak ënner egal wéi enger Form, sief et aktiv oder passiv gefëmmt, äusserst schiedlech fir eis Gesondheet ass. Aus dësem Grond sinn an der Vergaangenheet och schonn eng ganz Partie Mesüre geholl ginn. Ech denken do un d'Restauratioun oder un d'Aarbecht, wou d'Fëmmen awer staark ageschränkt respektiv verbuede ginn ass. An och op de Sportsterrainen ass et verbueden ze fëmmen, wann déi Jonk do Sport dreiwen.

D'Accisen um Tubak sinn an der Vergaangenheet reegelméisseg eropgesat ginn, wat d'Fëmmen ëmmer méi deier gemaach huet. Am Duerchschnëtt sinn dat eng 2,5 % d'Joer. An awer hu mir am Joer 2022 laut enger rezenter Etüd vun der Fondation Cancer mam Ministère de la Santé – dat ass déi, déi elo just ugeschwat ginn ass – nach ëmmer 28 % vun de Leit hei am Land, déi fëmmen, an d'Tendenz ass steigend.

Wéi ech mir déi Zuelen e bësse méi genee ugekuckt hunn, hu verschidden Zuele mech markéiert. Vun deene 16- bis 24-Järege fëmme 26 % Shisha. 21 % vun de 16- bis 24-Järege fëmmen elektronesch Zigaretten. Dëst sinn der zweemol esou vill wéi dat Joer virdrun. An am Allgemengen ass d'Zuel vun de Leit, déi E-Zigarette fëmmen, vun 9 % am Joer 2021 op 13 % am Joer 2022 eropgaangen. Wann een d'Ursaache kuckt, firwat d'Leit d'E-Zigarette fëmmen, da soe méi wéi d'Hallschent vun hinnen, dass si dat aus Pleséier maachen oder well et hinnen eebe gutt schmaacht. An ëmmerhin nach 36 %, also méi wéi een Drëttel vun de Leit, ginn un, dass si d'E-Zigarett fëmmen, well se méi bëlleg ass wéi herkömmlechen Tubak.

Dozou ass awer och ze soen, dass um Marché vun der elektronescher Zigarett vill nei Produite komm sinn. Dës sinn oft flott verpaakt a gi mat engem méi oder manner aggressive Marketing verkaaft. Et gëtt Aromen dobäi, déi gutt schmaachen, a schlussendlech, wéi scho gesot, sinn d'E-Zigaretten e gutt Stéck méi bëlleg wéi herkömmlech Zigaretten.

Dës Etüd, aus där ech d'Zuelen zitéieren, huet d'Nikotinsäckelcher nach net erfaasst. Déi sinn nämlech nach relativ nei um Marché, mee et gëtt schonn Alarm geschloen, dass dës Säckelcher net ongefëierlech wiere fir d'Gesondheet. Aus all dëse Grënn begréissen ech haut ausdrécklech am Numm vu menger Fraktioun, dass d'Gesondheetsministesch Martine Deprez sech engagéiert huet, fir d'Nikotinsäckelcher a kierzester Zäit ze reglementéieren, a si wëll sech dobäi um Ausland inspiréieren.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Diane Adehm** (CSV) | Dës Weidere begréisst eis Fraktioun, dass de Finanzminister a senger Virstellung vum Staatsbudget drop higewisen huet, dass hien d'Accisen op den Zigaretten an um lassenen Tubak wäert ëm 2,7 % eropsetze fir d'Joer 2024. Hien huet och ugekënnegt, fir nei Accisen anzeféieren op tubakänleche Produkter wéi eeben der E-Zigarett oder de Nikotinsäckelcher, an dëst ab dem 1. Oktober 2024. Och dës si wichteg Mesüre géint den Tubakkonsum, well doduerch, dass et méi deier gëtt, wäerten och manner Leit fëmmen.

A Frankräich huet den Observatoire des drogues et des tendances addictives Zuele veréffentlecht, aus deene kloer ervirgeet, dass, wann de Präis vum Tubak eropgeet, de Verkaf dovunner erofgeet. D'Fro ass also, an dat ass déi kruzial Fro: Wou ass de Punkt, wou et kippt beim Verkaf vum Tubak? A genee dat ass de Punkt, dee mir net kennen.

Fakt ass awer, dass de Verkaf vun Zigaretten an Tubak eis all Joer vill Suen an de Staatsbudget eraspullt: am Joer 2023 aleng d'Accisen um Tubak eng Milliard, an da kënnt nach d'TVA derbäi. Dat si bal 5 % vun den Einname vum Staat, Tendenz steigend. Wann ech just d'Accisë kucken, sou geet dat erop, fir bis am Joer 2027 op 1,3 Milliarden ze klammen.

Trotz dëser Erhéijung vun den Accisë si mir awer nach e gutt Stéck méi bëlleg wéi eis Nopeschlänner, wat mat sech bréngt, dass vill Tubak zu Lëtzebuerg kaaft gëtt, awer am Ausland gefëmmt gëtt. Op EU-Niveau ass dat näischt Neits, well et gëtt och e Präisdifferentiel op den Zigaretten zwëschent Däitschland a Polen oder Däitschland an Éisträich zum Beispill.

Zu Lëtzebuerg huet bis elo nach all Regierung probéiert, de Präis vun den Zigaretten an dem Tubak méi niddereg ze hale wéi an eisen Nopeschlänner. Doduerjer koum an de vergaangene Jore vill Geld an de Staatsbudget eran. Wann elo op déi Einname soll verzicht ginn, da froen ech konkreet déi Parteien, déi dat froen, wou si an Zukunft spuere wëlle respektiv duerch wéi eng Moossname si déi Steiereinnamen am Staatsbudget kompenséiere wëllen.

Als CSV sti mir fir en intelligente Mix vu Mesüren. D'Santé kuckt de gesondheetspoliteschen Aspekt an d'Finanze kucken de steierpoliteschen Aspekt.

Merci.

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Madamm Adehm Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Dat nennt ee Kohärenz!

**M. Marc Spautz** (CSV) | Déi Leit, déi konnten dat zéng Joer maachen …

**Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) | … an hunn näischt gemaach. Voilà!

**M. Marc Spautz** (CSV) | … an hunn zéng Joer näischt gemaach!

*(Interruptions)*

**Une voix** | Déi leiden ënner Amnesie haut, déi Leit!

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Elo huet d'Wuert: den Här Graas. Här Graas, et ass un Iech.

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Fir déi eng ass et eng Sucht, fir déi aner ass et e Genoss. Ech mengen, et gëtt näischt, wat d'Gesellschaft méi oft splëckt wéi eeben d'Fëmmen. An da muss ee sech natierlech och déi kruzial Fro stellen: Wéi wäit ginn d'Rechter vun de Fëmmerten? Mussen déi dem Allgemengwuel ënnergeuerdent ginn? An ech mengen, d'Astellung, datt u sech Fëmmerten an Zukunft awer musse mat méi restriktive Moossname liewen, huet sech an deene leschte Joren ëmmer méi duerchgesat.

Ech wëll erënneren un all déi Moossnamen, déi geholl gi sinn, sief dat, wéi nach fréier konnt an dem Bistro gefëmmt ginn, sief dat, wéi an dem Restaurant nach konnt gefëmmt ginn. Do huet een net onbedéngt déi beschten Erënnerungen drun. Wann een owes heemkoum aus dem Bistro, huet ee mol misse seng Kleeder e puer Deeg an d'Loft hänken. Oder wann een am Restaurant souz, dann ass net onbedéngt den Appetitt animéiert ginn, wann op eemol esou eng Wollek vun enger décker Zigar iwwert de Büfdeck koum. An et muss een haut, mengen ech, awer agestoen, datt dat keng einfach Decisioun war, mee datt et awer eng richteg Decisioun war an datt déi Zäiten u sech der Vergaangenheet ugehéieren. Mir hunn och e Gesetz hei den 1. Juni 2017 gestëmmt, wat u sech d'Fëmmverbuet nach verstäerkt huet. D'Madamm Adehm ass do schonn op d'Detailer agaang, dat brauch ech net méi ze maachen.

Ech mengen, wou mer eis awer alleguer heibannen eens sinn, dat ass, datt d'Fëmmen esou oder esou schiedlech fir d'Gesondheet ass, an dat weist och d'Statistik. Zum Beispill gëtt geschat, datt vun zéng Longekriibsfäll der néng duerch d'Fëmmen entstinn. Hei zu Lëtzebuerg war 2022 déi heefegst Kriibserkrankung, Longekriibs, och duerch d'Fëmmen ausgeléist ginn, virun allem bei de Männer. Mir haten do 109 Doudesfäll. Duerch eng Zigarett kommen ee bis zwee Milligramm Nikotin an d'Gehier. Dat kann natierlech dann eng Rei negativ Konsequenze mat sech bréngen, sief dat Häerzschlëi, Erhéijung vum Bluttdrock a Stresshormonen. Et ass och bewisen, datt zum Beispill vill Fäll vun engem stënterleche Kandsdoud eeben duerch d'Fëmme wärend der Schwangerschaft provozéiert gi sinn. An dann däerf een natierlech och net den Impakt vum Passivfëmmen hei ënnerschätzen. D'Weltgesondheetsorganisatioun huet zum Beispill festgehalen, datt ronn siwe Milliioune Leit d'Joer um Fëmme stierwen, dovu 600.000 Passivfëmmerten.

Ech wëll awer eppes hei mol ganz kloer ënnersträichen am Numm vu menger Partei: D'Demokratesch Partei, déi stigmatiséiert net d'Fëmmerten. Mir iwwerloosse jiddwerengem déi Fräiheet, selbstverständlech, deem nozegoen. Selbstverständlech, wann dat engem Mënsch Freed mécht, Spaass mécht, da soll en och weiderhin dat Recht behalen – wat allerdéngs natierlech net soll heeschen, datt een all Fräiheete vun de Fëmmerten an Zukunft soll respektéieren. Nee, an ech hunn dat jo elo schonn illustréiert, datt do schonn eng Rei Agréff gemaach gi sinn. Mee wat wichteg ass, dat ass, datt een u sech awer net a priori een do un de Pranger stelle soll.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass och scho virdrun hei ugeklongen: Natierlech beweege mer eis hei e bëssen esou zwëschent Hummer an Amboss. Mir hunn engersäits dee gesondheetlechen Aspekt an anersäits natierlech och dee finanziellen Aspekt, deen natierlech net ze negligéieren ass. Et ass hei scho gesot ginn: Et kann een dervun ausgoen, datt iwwert den Tubakverkaf ronn eng Milliard am Fong geholl an eise Budget kënnt – eng Milliard! A wann déi muer feelt, da musse mer natierlech och kucken, wou mer se hierkréien. Dat ass ganz evident.

Dat wëllt natierlech net heeschen, datt een elo soll d'Fëmmen u sech nach propagéieren, fir datt nach méi Recetten an de Staatsbudget solle kommen. Mir sinn och duerfir der Meenung, datt een natierlech och un der Präisschrauf dréie kann, woubäi deen Differentiel vis-à-vis vum Ausland natierlech ëmmer muss am Hannerkapp bleiwen. Well et däerf een net vergiessen: Wa mer vu Recettë schwätzen, da sinn dat Bruttorecetten, well vun deene Recetten – an d'Madamm Gesondheetsministesch weess dat mat Sécherheet entre-temps och schonn, an ech baséiere mech hei op Schätzungen – mussen zwëschent 250 an 300 Milliounen d'Joer reinvestéiert ginn, fir am Fong déi Schied, déi duerch d'Fëmmen entstinn, ze reparéieren. Duerfir däerf een also déi Zomm vu Recetten net einfach nëmme brut gesinn, mee et

muss ee sech awer och Gedanke maachen, wat nach alles do derhannert stécht.

Natierlech si mer eis bewosst, datt de Gros vun den Zigaretten net hei zu Lëtzebuerg konsuméiert gëtt, datt eeben duerch deen Differentiel villes am Ausland verkaaft gëtt. Wéi gesot, mir als Demokratesch Partei sinn net dergéint, datt un der Präisschrauf nach deelweis gedréit gëtt. An dat geschitt jo elo och am neie Budget, et ass scho virdrun hei erwäänt ginn. Ënner anerem wëll ech zum Beispill hiweisen op déi Accisen op der E-Zigarett oder dann och dorop, datt geplangt ass, 100 Euro op Nikotinsachete pro Kilo ze erhiewen. Dat sinn u sech Virstellungen an och Iddien, déi mir selbstverständlech wäerte mat ënnerstëtzen.

Erëm eng Kéier, et däerf ee jo och net vergiessen: Mir hunn en héije Sozialstaat hei zu Lëtzebuerg. Mir brauche gewësse Recetten. Et kann een also net einfach esou vun haut op muer dorobber verzichten.

Wat awer fir eis als Demokratesch Partei besonnesch wichteg ass, dat ass d'Sensibiliséierung, an dat wëll ech awer ganz kloer hei ënnersträichen. An do musse mer an Zukunft vläicht nach zousätzlech Efforte maachen. Ech weisen drop hin, datt de leschten Aktiounsplang 2016–2020 31 konkreet Aktioune virgeholl hat. Vläicht wier et elo un der Zäit, dat ze evaluéieren, ze kucken: Awéiwäit musse mer elo nach aner Mesüren huelen? An dann natierlech wëll ech awer och drop hiweisen, datt eeben d'Sensibiliséierung, wéi gesot, an Zukunft nach muss verstäerkt ginn. Ech erënneren drun, datt am Mee 2023 déi lescht Antitubakcampagne war, #NoSmokingChallenge, an datt och elo e Projet de loi virgeluecht ginn ass, 8333, wou och nach zousätzlech Mesüre virgesi sinn.

Ech gesinn, meng Zäit leeft of, Här President. Ech hale mech och dodrun. Also, wéi gesot, nach eng Kéier ofschléissend: Mir als Demokratesch Partei wëllen op kee Fall hei elo d'Fëmmerte stigmatiséieren. Op där anerer Säit ass et ganz kloer, an dat soll priméieren: Mir mussen derfir suergen, datt an Zukunft sou mann wéi méiglech Zigaretten hei zu Lëtzebuerg an doriwwer eraus gefëmmt ginn, well et schiedlech fir d'Gesondheet ass.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen** (DP) | Très bien!

*(Exclamations et hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Graas. An elo ass d'Wuert fir den Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, viru Kuerzem sinn ech zu Diddeleng iwwert den Trottoir spadséiert. Do kënnt en Auto op meng Héicht, bleift stoen, d'Fra dréit d'Fënster erof a freet mech: „Monsieur, est-ce qu'on est au Luxembourg ?" Du sot ech: „Jo, firwat?" „Mir sichen Tankstellen, wou mer wëllen Tubak an Zigarette kafen." An du sot ech: „Jo, a vu wou kommt Der?" „Jo, mir kommen uewen aus dem Elsass a mir hunn héieren, dass et sech rentéiert, fir bis hei erofzekommen."

Dat ass en éischte Constat: Et rentéiert sech. Mir hunn zwar eng gutt Antitubaksgesetzgeebung, e gudde Plan tabac, mee déi Lëtzebuerger Präispolitick steet a krassem Widdersproch zu deem, wat mer u gesondheetspolitesche Moossnamen iwwer eng Rei vu Regierunge geholl hunn. Dat heescht also, déi Kritick, déi ech hei äusseren, déi englobéiert net nëmmen déi hei Regierung, mee och déi Regierunge virdrun, well dee Widdersproch ass et a sämtleche Regierunge ginn: Engersäits maache mer munches géint den Abus vum Tubak, anerersäits promouvéiere mer awer indirekt de Gebrauch vum Tubak.

Ech explizéiere mech: Bei eis läit den Zigarettepräis fir e Pak vun 20 Zigarette bei knapp 5 Euro. A Frankräich läit en ab Januar bei tëschent 11 an 12 Euro. An der Belsch läit en tëschent 7,5 an 8 Euro. Idem an Däitschland. An da solle mer net kommen, dass mer a Saache Präispolitick elo e grousse Schratt maachen, wa mer zéng Zantim an d'Luucht ginn. Dat ass Etiketteschwindel! Do maache mer net eppes fir d'Gesondheet, mee do maache mer eppes, fir dass nach e bësse méi an de Budget erakënnt. Esou einfach, esou kloer, an dat, well 80 % vum Verkaf vun eisem Tubak an eisen Zigaretten iwwert d'Grenz geet.

Dobäi hu mer an eisen Antitubaksgesetzer vun 2006 an doriwwer eraus ganz restriktiv Moossname festgehalen. An ech mengen, all déi Efforten, déi loosse sech weisen, och déi Efforte vun der jëtzeger Gesondheetsministesch. Mee hei kann d'Gesondheetsministesch esou vill maachen, wéi se wëllt: Wann d'Steierpolitick net an Aklang ass mat der Gesondheetspolitick, da komme mer kee Schratt virun. An ech weess, dass ech net eleng mat menger Meenung hei stinn. Zumindest bei der CSV gëtt et deen een oder deen aneren, dee genee d'selwecht denkt ewéi ech. Mee an deene successive Regierungen hu mer eis als Gesondheetsministere vläicht net duerchgesat kritt vis-à-vis vun de Partneren. Mat zéng Zantim heescht dat net, dass ee sech duerchgesat huet. Do gehéiert méi dozou.

An dann, niewent deene Widdersprëch beim Tubak kréie mer elo en neie Widdersproch. Eis Tubaksindustrie, déi ass jo ganz afallsräich, wann et drëm geet, nei Produkter ze erfannen. Ech erspueren Iech d'ganz Opzielung, mee dat Rezentst, dat sinn déi Nikotinsäckelcher. Déi Nikotinsäckelcher, déi gi verkaf ewéi Kamellen! Et sinn awer keng Kamellen, et si Produkter, déi ofhängeg maachen, staark ofhängeg maachen. An – an dat ass de Combel vun der Saach! – mir ginn elo hin, ouni dass dat Produkt reglementéiert ass. Also, et ka fräi Werbung gemaach ginn. Onverschimmt gëtt déi Werbung gemaach! Ech hunn Iech d'lescht Woch dovun erzielt. Et gëtt kee Jugendschutz dermat verbonnen. Et gëtt net als Doping ugesinn, well an der Zwëschenzäit kënnt et op de Sportsterrainen zum Asaz. Ech hu mer soe gelooss, dass een an de Kabinnen an op de Sportsterrainen ewell déi erausgespauten Tubakssäckelcher fënnt.

Ech brauch net drop anzegoen, wat mäi Virriedner gesot huet iwwert „Das doppelte Lottchen". Här Finanzminister, entschëllegt, ech hu vum „doppelte Lottchen" geschwat: deen een, deen déi Präispolitick an dee Floss vu Gelder an eise Budget als „verréckt" bezeechent – an der Oppositioun huet en dat gesot –, an deen aneren, deen elo Finanzminister ass, dee seet: „Mir kënnen net dorop verzichten!"

*(Interruption par la présidence)*

Ech hunn nach 20 Sekonnen, wann ech dat vergläiche mat mengem Virriedner, an ech kommen och direkt zum Schluss.

Ech si ganz d'accord mam Finanzminister, wéi en nach an der Oppositioun war. Wa mer beim Präis kee Lenkungseffekt drasetzen, dann hu mer eppes falsch gemaach. An dat Falscht, dat maache mer am Moment. Well wa mer eppes hätte wëlle maachen, da wären et net zéng Centimë gewiescht oder een Euro an der Kamellebox vun de Säckelcher.

Dofir meng Konklusioun: Déi Duebelmoral vis-à-vis vum Tubak ass net nëmme gesondheetsschiedlech, mee och net gesond, net nohalteg fir de Budget. An, Här Finanzminister, Dir misst solidaresch mat de Leit sinn, déi fëmmen. Déi sinn ofhängeg vum Tubak. Här Finanzminister, als Budgetsminister sidd Dir an de Budget och ofhängeg vum Tubak, ëmmer méi, an dat ass net gesond!

*(Brouhaha)*

**M. Marc Spautz** (CSV) | Firwat hutt Der dat dann déi lescht zéng Joer net geännert?

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Di Bartolomeo, den Här Kartheiser wollt Iech eng Fro stellen. Huelt Der déi Fro un?

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Selbstverständlech! Näischt léiwer wéi dat!

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat wësse mer.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Här President. An och merci dem Här Di Bartolomeo fir e ganz engagéierte Plädoyer. Ech héieren dat ëmmer ganz gär aus Ärem Mond. Ech wollt Iech just froen: Kënnt Dir eis wannechgelift soen, wat dann déi steierlech Virstellung vun der LSAP ass? Dir hutt jo eigentlech elo fir Steiererhéijunge plädéiert. Wat wëllt d'LSAP als Präis fir den Tubak?

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Ma, Här Kartheiser ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat war eng kuerz Fro. An eng kuerz Äntwert, wannechgelift.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Här Kartheiser, ech soen Iech dat. De fréieren Oppositiounspolitiker huet dat ganz richteg gesot: Et muss ee kucken, wéini dass dee Lenkungseffekt asetzt. Dat heescht also, et muss een d'Präisser progressiv op deen Niveau erhéijen, dass keng Jonker méi ouni Weideres zu den Zigarette gräifen. Dat ass keng Science exacte, mee jiddefalls kann ech Iech soen: Mat zéng Centimen decouragéiert ee kee Mënsch, fir zur Zigarett ze gräifen! Also, ganz kloer, déi zéng Centimen, dat ass, wéi wann een näischt géif maachen!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Elo ass d'Wuert fir den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, also, ech mengen net, dass elo een hei mengt, mir wieren der Meenung, den Tubak wier net gesondheetsschiedlech. Et ass ganz kloer: Fëmmen ass net gutt! Dat weess och, mengen ech, jiddereen iwwerall hei am Land a ronderëm. An et ass och gutt, wa manner gefëmmt gëtt, zemools bei deene Jonken. Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens.

Et geet awer hei eeben och ëm en aneren Aspekt, an dat ass de Präis. An ech wëll awer mol einfach hei eppes soen, wat ech och esou soen, wéi ech et mengen: Déi niddereg Tubakspräisser, déi sinn awer fir eis Finanzen hei zu Lëtzebuerg einfach genial! A wien déi Iddi hat, fir déi sou niddereg ze maachen, fir doduerch déi Steiersuen eranzehuelen, ma dat war e Genie! Net nëmmen hu mer méi Geld an der Täsch vun de Fëmmerten, wat schliisslech awer och en Deel vun der Bevëlkerung ausmécht, déi dofir dankbar sinn, mee och nach eng Milliard – eng Milliard! – pro Joer Steiergelder op dem Tubak fir de Staat. Geld, wat mir aus dem Ausland erakréien, ouni vill derfir ze maachen. Et ass fantastesch! Geld, dat mir kënnen huele fir eis Sozialausgaben, fir Kannergeld. Geld, dat mer kënnen huelen, wat de Leit hei am Land zegutt kënnt.

A wien op déi eng Milliard wëllt verzichten, dee muss mir awer mol erklären, wou déi soss soll hierkommen. A mir hu schonn am Moment eng Milliard minus. Da wiere mer mat där heiter Milliard op minus zwou Milliarden. A wann dat dann och nach déi selwecht sinn, déi den Tanktourismus wëllen ofschafen, da wiere mer op minus dräi Milliarden! Iergendwou muss d'Geld jo awer hierkommen, wat ee wëll ausginn. Dat ass ganz kloer.

An duerfir soe mir als ADR och: Mir wëllen hei am Land däitlech méi niddereg Tubakspräisser wéi am

Ausland ronderëm, sou wéi mer och däitlech méi niddereg Bensinns- an Dieselpräisser wëlle wéi am Ausland ronderëm. A wa mir déi Leit zu Diddeleng begéint wieren aus dem Norde vum Elsass, ma ech hätt déi mat der Hand geholl a bei d'Tankstell bruecht a gesot: „Allez-y! Allez-y! Profitéiert!"

Voilà, ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Wéi schéin, dass ech net Dir sinn!

**M. Claude Wiseler,** Président | Elo ass d'Wuert fir den Här Sven Clement. Här Clement.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Dann hätt Der se awer missen aus dem Auto zerren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Clement, et ass un Iech.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een et ganz einfach wéilt ausdrécken, kéint een iwwert d'Ännerungen, déi am Budget fir 2024 beim Tubak virgesi sinn, soen: „Fëmmt fir eise Budget!" Wann ee sech d'Aussoe vun eiser neier an aler Regierung zum Theema Tubak ukuckt, muss engem awer bal eng Zort vun Hypokrisie opfalen. Op där enger Säit gëtt gesot, et misst manner gefëmmt ginn. Op där anerer Säit kéinte mer awer net op d'Recetten aus dem Tubaksverkaf verzichten. Am Géigendeel, et sollen nach méi Recetten aus dem Verkaf vun Zigaretten an aneren Tubaksproduite generéiert ginn.

Gläichzäiteg sollen awer och weiderhi Suen an d'Preventioun investéiert ginn. Dat ass op den éischte Bléck gutt, wann ee seet: „Et komme méi Suen eran, mee dann investéiere mer méi an d'Preventioun." Ëmmerhi solle bis zu 90 % vun alle Longekriibserkrankungen op d'Fëmmen zréckzeféiere sinn, awer och Häerz-Kreeslaf-Krankheeten an och aner chronesch Krankheete si méiglech laangfristeg Konsequenzen. An da komme mer erëm op dat zréck, wat mer haut schonn eng Kéier gesot hunn: Zesumme mat engem Mangel u Beweegung an enger ongesonder Ernärung ass d'Fëmmen domat de gréisste Risikofacteur fir chronesch Krankheeten an e virzäitegen Doud. Dofir ass et passend, datt mer déi zwou Diskussiounen haut zesumme féieren, souwuel déi iwwert d'Obésitéit wéi och déi iwwert d'Fëmmen.

Dowéinst gi reegelméisseg grouss Campagnë gemaach, also grouss Campagnë géint den Tubakskonsum. D'Leit sollen derzou ermontert ginn, fir manner ze fëmme respektiv ganz domadder opzehalen. An dat ass och nëmme richteg esou. D'Preventioun ass beim Tubak extreem wichteg an all Cent, dee mer grad bei de Jonken an d'Preventioun investéieren, ass gutt investéiert.

Dofir fuerdere mir Piraten déi nei Regierung och op, fir nach méi a punkto Preventioun ze maachen, grad bei deene Jonken. An ech denken do virun allem un déi nei Produiten. An ech si frou, datt ech haut just virun der Sëtzung nach eng Äntwert op meng Question parlementaire krut, wou ech gefrot hat, ob dann eppes geplangt wier. Bon, et huet mech awer e bëssen op mengem Honger sëtze gelooss, virun allem well se iwwert d'Mëttesstonn komm ass. Dofir hunn ech eng Motioun matbruecht, wou mer ënner anerem fuerderen, de Verkaf vun Nikotinproduiten, wéi zum Beispill Nikotinsäckelcher, u Mannerjäreger ze verbidden a méi streng Kontrollen an Zukunft ëmzesetzen. Wannechgelift, Här President.

***Motion 1***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

*– Nikotinproduite falen zu Lëtzebuerg net ënnert d'Antitubaksgesetz.*

*– Den Nikotin ass ee staark wierksaamt Gëft, dat ganz séier ofhängeg mécht.*

*– Als Grënn, firwat Jugendlecher fëmmen, schreift d'Fondation Cancer:*

*• „Peer-Drock: Fëmme gëtt als cool ugesinn, a Jugendlecher fillen de Besoin, fir zu enger Grupp ze gehéieren; aus Angscht, ausgeschloss ze ginn, maache se, wat all déi aner maachen,*
*• de Besoin, fir Reegelen ze briechen,*
*• Virwëtz iwwer nei Erfarungen; probéiert/léiert nei Saache kennen,*
*• Initiatiounsritual, fir an d'Erwuesseneliewen anzegoen – fir ze weisen, datt se elo Erwuessener sinn, imitéiere se Erwuessener a beweisen domat hir Onofhängegkeet,*
*• fir Gewiicht an/oder Appetitt ze reguléieren – Zigarette si bekannt als Appetittsuppressanten,*
*• fir Entspanung: Verschidde jonk Leit erliewen d'Pubertéit als eng ganz stresseg Phas voller Selbstzweiwel,*
*• fir sech mat hiren Idoler ze identifizéieren".*

*– An engem Artikel vum „Lëtzebuerger Wort" vum 18. Mäerz 2024 gëtt de Gesondheetsministère esou zitéiert:*

*„‚Die Verbreitung der Nikotinbeutel kann zu Gesundheitsrisiken führen.' Deshalb habe die Regierung beschlossen, einen gesetzlichen Rahmen zu schaffen, um diese neuen Produkte zu regulieren. Als präventive Maßnahme soll die künftige Regulierung ‚die schädlichen Auswirkungen so weit wie möglich minimieren'."*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*– de Verkaf vun Nikotinproduiten ewéi zum Beispill Nikotinsäckelcher u Mannerjäreger ze verbidden;*

*– méi streng Kontrolle bei de Verkafsstellen ëmzesetzen, déi Tubaksproduite verkafen, fir sécherzestellen, datt Jonker dës Produiten net verkaaft kréien an d'Gesetz vum 13. Juni 2017 respektéiert gëtt.*

*(s.) Sven Clement.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Nieft der Preventioun seet awer dann de Finanzminister op där anerer Säit, Lëtzebuerg kéint a sengem Budget net op d'Recetten aus dem Verkaf vun Zigaretten an Tubaksproduite verzichten – dee Finanzminister, deen a sengem fréiere Liewen als Deputéierten nach 2022 hei ugeprangert huet, datt d'Ënnerscheeder fir e Pak Zigarette vu Lëtzebuerg par rapport zu eisen Nopeschlänner an de leschten zwielef Joer explodéiert sinn. Ech zitéieren en: „Ech verstinn net […], dass den Differentiel ëmmer méi grouss gëtt, wann et ëm d'Gesondheet vun de Leit geet", sot den CSV-Deputéierten deemools. Do huet et dann och nach geheescht, Zitat: Mir als CSV sinn eis bewosst, „dass een abrupt weeder op d'Recettë vun dem Spritt nach op d'Recettë vun dem Tubak ka verzichten".

„Zwei Seelen wohnen, ach, in meiner Brust", kéint ee bal soen. Dat ass och en Zitat, fir et direkt gesot ze hunn, net datt ee seet, ech hätt plagiéiert.

*(Interruptions et hilarité)*

Wéi den Deputéierte Roth deemools richteg gesot huet, hat den Direkter vum Enregistrement nämlech viru Schmuggler a Geldwäscher gewarnt. All déi Bedenke schéngen awer op eemol als Finanzminister Roth wéi fortgeblosen.

An och bei der LSAP geet een elo an déi entgéintgesate Richtung. Huet et an der Regierung am Amt als Gesondheetsministesch nach geheescht: „Mir erhéijen d'Präisser net", esou gëtt am Januar eng QP gestallt, ob d'Regierung dann elo wëlles hätt, d'Präisser ze erhéijen, well, ech zitéieren, erëm en Zitat: „de Präis déi beschte Waff géint d'Fëmmen ass". Wéi den Deputéierte Roth sot: D'Präisënnerscheeder sinn an de leschten zwielef Joer explodéiert. An deementspriechend hat een als LSAP zéng Joer Zäit, fir hei eppes ze änneren, wann ee gewollt hätt. Mee natierlech huet een dat no zwee Méint an der Oppositioun schonn erëm hannert sech gelooss.

*(Exclamations)*

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten sti weiderhi fir …

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Wéi bëlleg!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, bëlleg wéi d'Zigaretten ënner enger LSAP-Regierung. Genau, Här Di Bartolomeo. Genau, sou bëlleg ass et!

*(Brouhaha)*

**Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) | Zéng Joer gëtt et net ugepaakt an elo zwee Méint net méi an der Regierung, da si mer do!

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mir Piraten stinn op alle Fall weiderhi fir de fräie Choix fir déi Erwuessen. Jidderee soll eng informéiert Decisioun kënnen huelen. Mir stinn awer och fir de Schutz vun eiser Jugend.

*(Interruption)*

Mee dës an déi lescht Regierung si sech net eens an deenen zwou Séilen, déi an hirer Broscht wunnen, an dofir gëtt et keng Verschäerfung, keng drastesch Präiserhéijung. Nee, mir huelen awer gären d'Geld vun de Leit, fir de Budget iergendwéi ze stäipen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Très bien!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. D'Madamm Lenert wollt Iech eng Fro stellen. Här Clement, huelt Der se un?

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Selbstverständlech. Madamm Lenert.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Merci, Här President. Ech hu mech ugesprach gefillt. Ech géif gäre kloerstellen, dass déi viregt Gesondheetsministesch sech séier wuel agesat huet fir eng vill méi staark Erhéijung vum Präis. Mir waren zu dräi an där Regierung, an dat ass e Kompromëss gewiescht. Dat sollt eng éischt Etapp sinn. Et ass och esou festgehale ginn. Dat war de Kompromëss, dass et en éischte Schrëtt wär, aus budgetstechnesche Considératiounen eraus.

Meng Iwwerzeegung war ëmmer – an déi ass net aus der Loft gegraff, do gëtt et Daten derzou, d'WHO huet dat kloer dokumentéiert –: Et brauch een eng inzisiv Erhéijung, fir dass een e Wandel kritt um Niveau vum Verhale vun de Leit. Ech géif dat gäre kloerstellen. Ech hu mech dofir agesat. Et war e Kompromëss. Eis Positioun als LSAP war, fir do vill méi wäit ze goen, a mir hunn och nach zum Schluss vun der leschter Legislatur eng Rei Mesüre proposéiert gehat um Niveau vum Packaging an aner Saachen, déi net méi zréckbehale gi sinn, well mer keen Accord konnte fannen, keen Accord zu dräi. Mir ware wuel zu zwee, mee zu dräi hu mer keen Accord fonnt gehat, fir weider Schrëtt ze goen. Merci.

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat war zwar elo keng Fro.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dat war keng Fro.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat war elo keng Fro, Här Clement, dofir braucht Der och net dorop ze äntwerten. Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech stelle fest, datt et keng Fro war.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Dann ass d'Wuert fir den Här Marc Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech muss zouginn, wéi ech den Ordre du jour vun dëser Sëtzung gelies hunn, hunn ech geduecht: „O, dat do kann elo e bëssen zu engem Malaise bei mir féieren!

*(Hilarité)*

Fir d'éischt schlecht Ernärung, duerno Tubak. Do feelt just nach Alkohol …

**Une voix** | Alkohol kënnt och nach.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | … an dann ass mäin Owend awer gelaf!"

*(Hilarité)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dat maache mer herno, Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Mee déi dräi Saachen …

**Une voix** | Här Baum, haalt awer elo op!

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Déi dräi Saachen hunn awer eppes gemeinsam: Et geet nämlech jeeweils ëm Suchtverhalen. An déi Fro, déi den Här Graas gestallt huet, ob et Sucht ass oder Genoss, kann ech no 30 Joer Fëmmen – bei mir op jidde Fall, wann ech éierlech mat mir selwer sinn – éischter op der Säit vun der Sucht festmaache wéi op der Säit vum Genoss.

A prickelnd ass déi Diskussioun e bëssen, well et jo effektiv e Widdersproch gëtt tëschent den Ziler an der Ambitioun vun enger Gesondheetspolitick an den Ziler an Ambitioune vun enger gewëssener Steierpolitick, enger gewëssener Steierpolitick, déi eng Nischepolitick ass, déi sech op „Nikotintourismus", wann een dat esou nenne kann, baséiert.

An déi Zommen, déi hei genannt ginn, mengen ech, muss een awer och ëmmer an e gewëssene Kontext setzen. Dat heescht, och wann et elo zu enger massiver Erhéijung vun den Accisen op den Tubakproduite géif kommen, géif dat jo net automatesch bedeiten, datt d'Recetten automatesch null wieren. Se hätte vläicht net méi an deem grousse Mooss, wéi dat aktuell de Fall ass, déi Bedeitung am Staatsbudget, mee et géif nawell ëmmer nach Recettë ginn, wuel wëssend, datt et ëmmer nach Leit gëtt wéi mech, déi deem Suchtverhale leider noginn.

Interessant ass natierlech, datt déi Erkenntnis, datt dat eigentlech e Widdersproch ass, den aktuelle Finanzminister a senger Funktioun als Deputéierte selwer och schonn hat an elo duerfir hei e bësse bedréppelt drakuckt, wann e mat sengen eegenen Aussoe vu virun e puer Joer konfrontéiert gëtt.

Ech mengen, datt mer gesondheetspolitesch net derlaanschtkommen, fir wierklech d'Präisser vum Tubak an d'Luucht ze setzen. Ech mengen, datt dat – an Etüde weisen dat och – eppes ass, wat en Incentive ass, fir net unzefänken, virun allem am Beräich vum „fir net unzefänken". Bei Jonke spillt de Präis eng ganz wichteg Roll, an ech mengen, datt mer dat deene Generatiounen, déi elo jonk sinn, och schëlleg sinn.

Wat mer awer méi generell bräichte bei där ganzer Debatt, och bei där, déi mer virdru gefouert hunn, dat ass, mengen ech, e méi intelligenten an och vläicht méi en erwuessenen Ëmgang mat Sucht: datt Sucht net nëmmen eppes ass, wat ee culpabiliséiert oder wou een duerch e Suchtverhalen d'Gefill huet, et géif een eng individuell Schold op sech huelen, mee datt Sucht zum mënschleche Liewe gehéiert. An et gëtt der ganz vill. Et gëtt ganz vill Forme vu Sucht an ech mengen, et sinn déi allermannsten, déi guer kenger Form ënnerleeë sinn. A mer mussen eis iwwerleeën, wéi mer als Gesellschaft domadder ëmginn, eng Gesellschaft, déi dat Suchtverhale warscheinlech souguer strukturell éischter befërdert am Moment, wéi datt se et bekämpft, a wéi eng Moyene mer eis ginn op deene verschiddenen Niveauen, um Niveau vun der Educatioun, notamment awéiwäit Suchtverhalen – wat méi ass wéi Suchtpreventioun – net och en Element misst sinn an eisem Bildungssystem.

Voilà, et ass jo elo e bëssen drëm gaangen, d'Ausenanersetzung ze féieren, op wéi enger Säit een éischter misst usetzen. Ech mengen och, datt mir als Lénk eis ganz kloer géifen derfir asetzen, datt d'Gesondheetspolitick an deem heite Fall definitiv d'Steierpolitick, d'Recettëpolitick, iwwerweit. An ech ka just soen, datt net nëmmen an dësem Beräich, mee och an dësem Beräich de Gilles Roth mir vill besser an der Oppositioun gefall huet.

Merci.

*(Hilarité)*

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum.

Dann ass elo d'Wuert fir d'Regierung. An ech gesinn, datt de Finanzminister ufänkt. Här Finanzminister.

***Prises de position du Gouvernement***

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci. Et ass jo 15 Minutten, ne?

**M. Claude Wiseler,** Président | 15 Minutte fir déi ganz Regierung.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Pardon. Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt dem Här Bausch fir d'éischt Merci soe fir d'Aktualitéitsstonn. Ech wollt awer jiddwerengem – dat soen ech riichteraus – Merci soe fir déi eigentlech éierlech Positioun, déi jiddweree geholl huet. An ech hunn eppes gutt fonnt, dat ass, dass jiddwereen herno selwer awer e bësse matgelaacht huet.

Jo, ech soen Iech riichteraus: Dat, wat mer maachen, ass inkohärent. An et ass och inkohärent – dat soen ech och elo riichteraus –, wat den Deputéierte Roth, zéng Joer Oppositiounsdeputéierten, gesot huet, an déi Politick, déi en elo mécht als Finanzminister, als en Deel vun der Regierung. Ech stinn einfach do derzou an ech soen dat éierlech, mee ech wëll awer och eng Rei vun Argumenter soen.

Et ass richteg, ech hu bei der Presentatioun vum Budget 2024 gesot, dass effektiv den 1. Mee vun dësem Joer, wann de Budget gestëmmt gëtt vun der Chamber, de Präis vun den Zigaretten an de Präis vum lassenen Tubak an d'Luucht geet. An ech hunn och ganz kloer gesot, dass mir awer och d'Kompetitivitéit vun de Betriber vun eiser Lëtzebuerger Industrie dobäi am Bléck hunn. Déi Präishausse, déi mer maachen ab dem 1. Mee, déi läit mat 2,7 % Hausse liicht iwwert där, déi iwwert déi leschten zéng Joer am Duerchschnëtt gemaach gouf.

Nei ass, dass och – an dat ass ënnerstrach ginn – ab dem 1. Oktober – dat trëtt eréischt den 1. Oktober a Kraaft – op den E-Liquids an op den E-Zigaretten d'Accisen net an d'Luucht, mee iwwerhaapt emol opgehuewe ginn, well virdrun – an dat wëll ech och ganz kloer an däitlech soen – ass iwwerhaapt keng Accise op deenen E-Liquids an op den Nikotinsäckelcher opgehuewe ginn. An och dunn – an dat hunn ech virun enger Woch gesot op dëser Plaz – goufe schonn Nikotinsäckelcher hei zu Lëtzebuerg commercialiséiert a sinn och hei zirkuléiert. Also geet dës Regierung op deem Punkt net vill, mee méi wäit wéi d'Virgängerregierung.

Ech wëll dann och faktuell bleiwen. Den Differentiel, trotz där Erhéijung, déi mer elo hunn, dee bleift par rapport zu deem nidderegste Präis, deen an Däitschland applizéiert gëtt, bestoen, mee e gëtt manner grouss. Dee geet nämlech vun 0,45 Euro op 0,35 Euro bei engem Pak vun 20 Zigaretten erof. Dat heescht, nach eng Kéier: Par rapport zu där bëllegster Zigarett, déi an Däitschland commercialiséiert gëtt, geet deen Differentiel vun 0,45 op 0,35 Euro erof.

An ech soen och gradesou kloer als Finanzminister: Mir hu schwiereg Zäiten de Moment um Niveau vun eisen éffentleche Finanzen. Mir musse kucken, dass mer d'Trajectoire vun onser Schold offlaachen. An ech soen: Als Finanzminister weess ech net, wéi mir einfach sou vun engem Dag op deen anderen op déi Milliard – wat reng Accisë sinn, da kënnt jo nach d'TVA derbäi –, op déi Accisen um Tubak an op den Zigarette kënne verzichten.

Et kann een natierlech elo – an ech ginn et éierlech zou – dëser Regierung eng Inkohärenz virgeheit. Mee da mussen déijéineg, déi dee Reproche maachen, déi selwecht Inkohärenz awer ganz éierlech bei sech gesinn.

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

An ech si frou, dass den Här Bartolomeo seet, dass en dozou steet. Well wa mer bei dem Här Bartolomeo sinn: En huet op eppes keng Äntwert ginn, nämlech op déi Fro, déi em hei vun dem Här Kartheiser gestallt gouf: „Op wéi vill géift Der dann de Präis vun den Zigaretten an d'Luucht setzen?" Do huet e keng Äntwert ginn. En huet keng Äntwert ginn, en huet einfach gesot: „Mir mussen upassen", mee en huet net gesot, wéi héich dass den Zigarettepräis sollt sinn. En huet och net gesot, dass, wéi hien aacht Joer …

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Ech wousst et jo scho virun e puer Joer, dass et …

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Majo, wann Der …

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Di Bartolomeo …

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Do blockéiert Der d'Zäit, well … Mee wann der schonn – hie wousst et schonn – aus der Vergaangenheet zielt, Här Di Bartolomeo – well dat huet d'Verwaltung mer elo matgedeelt –: Nämlech, wou Dir Gesondheetsminister waart, wësst Der, dunn ass et eng Hausse ginn um Niveau vun dem Verkaf vun dem Pak Maryland, 25 Stéck, vu 50 %! Dat heescht, wéi Dir Gesondheetsminister waart, zwëschent 2004 an 2013, si 50 % méi Maryland-25-Stéck-Zigarettepäck zu Lëtzebuerg verkaaft ginn.

**Plusieurs voix** | O!

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | O! Jo. Also, et ass e Fakt.

*(Brouhaha)*

Et ass e Fakt, mee och dat sollt da mol notéiert ginn.

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

Sot, ech wollt dann nach weiderfueren, well meng Zäit … Här Di Bartolomeo, Dir schwätzt herno!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Den Här Roth huet sech direkt u mech gewannt.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Nee ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, mee Dir kritt duerno d'Wuert.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Dir kritt herno d'Wuert. Ech sinn och duerfir elo fäerdeg mat Iech.

*(Hilarité)*

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Här Roth, ech fänken awer eréischt mat Iech un!

*(Hilarité)*

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Gutt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat gesot, Här Roth, fuert elo weider.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Dat gesot, fiert den Här Roth weider.

*(Hilarité)*

Ech wollt, well dat eng Fro ass, déi ëmmer nees kënnt, dat och faktuell preziséieren. Et gëtt gesot: „Wéi gëtt dat kontrolléiert an der EU?" Well et muss ee wëssen, dass 80 % vun deenen Zigaretten, déi verkaaft ginn zu Lëtzebuerg, guer net zu Lëtzebuerg gefëmmt ginn. Also geet en Deel dovunner an d'Ausland. An et ass esou, dass et an der EU, also an der Europäescher Unioun, eng Limite indicative gëtt fir den Eegeverbrauch vu véier Staangen Zigaretten, wat den Intra-EU-Import ugeet, zum Beispill wéi vill Zigarette franséisch Residenten da géifen zu Lëtzebuerg a Frankräich importéieren. Et gëtt Länner, déi applizéieren déi Limite indicative. Aner Länner, déi si méi tolerant, wann de Bierger ka beweisen, datt déi Staangen Zigaretten, déi en importéiert, och fir den Eegeverbrauch genotzt ginn. Et ass just Frankräich, déi do eng Limitt virgesi vun enger Staang Zigarette pro Keefer. Ausschlaggeebend ass awer an dësem Fall d'Kontroll vum Anhale vun dëser Limitt. Déi gëtt gemaach an deem Land, jo, wou d'Zigaretten agefouert ginn, also an dësem Fall a Frankräich an net zu Lëtzebuerg.

An da wëll ech nach kuerz drop agoen, wat den Här Bausch gesot huet – dat ass jo och a verschiddenen Zeitungsartikelen erëmkomm –: „Ass do kee Risk vu Fraude oder vu Blanchiment?" Ech wëll ganz kloer soen: Wann ee mengt, et wier do e Risk ... Ech kann net ausschléissen, dass Riske vu Frauden oder Blanchiment sinn. Et ass jo net, dass de Präis vun den Zigaretten duerch eng Décision individuelle vum Finanzminister fixéiert gëtt. Dat ass e Vott, deen an der Chamber ass, bei dem Budget. Also, wann een der Meenung ass, e Beamten, oder soss een ..., jo, dann applizéiert sech hei déi normal Strofprozessuerdnung, nämlech eng Denonciatioun beim Parquet op Base vum Artikel 23 vum Code d'instruction criminelle. Wann een der Meenung ass, dass et Blanchiment ass, mee dann denoncéiert en dat bei der CRF, der Kommissioun, déi bei dem Parquet dofir zoustänneg ass. An dann ass et un de Justizautoritéiten, fir ze kucken, ob dat, wat behaapt ginn ass, och effektiv stëmmt oder net.

Duerfir, ofschléissend, Dir Dammen an Dir Hären, wann een hei seet, et géif een der Regierung Inkohärenz virgeheien, jo, da muss een och soen – an dat hunn ech haut net héieren –, op wat fir e Montant een dann de Pak Zigarette wéilt fixéieren. Da muss een och vläicht erklären, firwat dass ënner enger viregter Regierung vläicht emol eng Kéier ugeduecht gouf, de Präis ëm 1,50 Euro an d'Luucht ze setzen, an zwee Méint drop ass ee bei 0,20 Euro gelant. An et muss een och dem Land ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | An Äre Koalitiounspartner?

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Also, ech soen Iech, Här Di Bartolomeo: Esou einfach maachen ech mer d'Saach net! De Regierungsprogramm vun CSV an DP gesäit keng Hausse substanzieller Natur vun den Accisen à ce stade vir. An ech dedouanéiere mech net op d'Käschte vun eisem Koalitiounspartner.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Roth.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Här President ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Roth, ech hunn nach zwou Wuertmeldungen. Déi éischt ass vum Här Bausch, fir dem Här Roth eng Fro ze stellen, wann den Här Roth domat d'accord ass, an déi zweet ass e Fait personnel vum Här Di Bartolomeo.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Ok.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Bausch.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Mee d'Auer gëtt awer ugehalen?

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Auer ass ugehalen. Dir waart ...

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President. Ech hunn am Fong dräi Froen un den Här Roth. Dat Éischt, dat betrëfft déi Fro vun der Milliard. Ech mengen, et ass keen, dee seet – och net heibannen, och mir net –, datt mer vun haut op muer sollen op déi Milliard verzichten. Ech mengen, dat ass d'nämmlecht wéi beim Tanktourismus. Dat kann een nëmme maachen iwwer eng gewëssen Zäit an Dauer. Mee ech mengen, Dir musst mer awer Recht ginn – duerfir meng éischt Fro –: Et misst awer méiglech sinn, datt eng Regierung e Plang virleet, wéi se graduell iergendwou an esou eng Richtung kënnt, sou wéi mer et bei dem Tanktourismus, bei dem $CO_2$, jo och gemaach hunn.

Dat Zweet ass déi Fro vun dem Blanchiment respektiv de Risiken. Et gëtt jo awer och eng Méiglechkeet, datt ee kéint beschränken, datt ee Limitte kéint setzen, wéi vill ee ka kafen zu Lëtzebuerg, fir mat an d'Ausland ze huelen. Ech mengen, do missten awer och Méiglechkeete bestoen, well, Här Roth, ech mengen – dat ass meng lescht Fro, déi ech wollt stellen –, Dir gitt mer awer Recht – niewent dem Fait, datt dat richteg ass, wat Der gesot hutt, datt een dat kann denoncéieren an esou weider –, dass et jo och eng Fro vun Image ass. Mir riskéiere jo awer, kuerz- oder mëttelfristeg décke Kaméidi ze kréie mat eisen Nopeschlänner, déi dann erëm eng Kéier mam Fanger op eis weisen, mir wären hei erëm d'Schmarotzer par rapport zu där doter Situatioun. An, ech mengen, Dir musst mer och Recht ginn, datt mer dorunner och keen Interêt hunn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Här Roth.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Jo, also e Plang ... Et waren der scho vill, déi gesot haten, si hätten e Plang. Ech gesinn, dass dann déi viregt Regierung och kee richteg definitive Plang hat.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Dat ass richteg.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Jo, ech soen: Mir kucke bei der Adaptatioun vun onsen Accisen och dat, wat an den Nopeschlänner, notamment, gemaach gëtt. A vläicht kommen och Initiativen um Niveau vun der Europäescher Unioun. Loosst eis ganz éierlech sinn: Wat ass de Problem? De Problem ass deen, dass um Niveau vun der Europäescher Unioun e Plaffong ass, wat ee minimum vun Accisë muss froen, mee et gëtt kee Plaffong, wat de Maximum ass, wat ee kann dropsetzen. An duerfir kënnt dee groussen Differentiel zwëschent Lëtzebuerg a Frankräich. An ech hu mer soe gelooss vun onser Verwaltung – déi extreem perspicace dodran ass, an där ganzer Matière, well dat ass héich komplex –: Déi selwecht Problemer stelle sech eigentlech och op anere Plaze mat Nopeschlänner vu Frankräich, zum Beispill an Italien, wou dat allkéiers ..., wou Grenzgebidder sinn.

Zu der leschter Fro: Ech weess, ech sinn hei an enger ëffentlecher Sitzung. Ech mengen awer, wann Der sot, wéi vill ka verkaaft ginn, do spillt ënner anerem och de Punkt vun der Circulatioun vun de fräie Wueren, deen um Niveau vun der Europäescher Unioun spillt. Ech mengen, dat ass en Aspekt, deen een och do muss mat erabréngen. Duerfir ... Mee neelt mech elo net dorop fest, dass ech hei op ëffentlecher Tribün keng ofschléissend Meenung dozou ka soen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Roth. Dann de Fait personnel. Ech erënneren den Här Di Bartolomeo dorun, datt de Fait personnel eng kuerz Richtegstellung vun de Fakten ass ...

*(Hilarité)*

... an net d'Erklärung vun enger ganzer Politick.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Här President, Dir vergiesst, dass ech och emol President war.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech hunn dat net vergiess, Här Di Bartolomeo.

*(Interruption par M. Tom Weidig)*

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Voilà, dann ... Huet een un Ärem Käfeg gerabbelt?

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Di Bartolomeo, wannechgelift, Dir ...

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Här President, ech wollt emol fir d'éischt just den Här Roth mat „d" froen, ween zu där Zäit, wou ech Gesondheetsminister war, Finanzminister war. Kënnt Der mer den Numm vun deem Mann nennen?

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Ma dat waren zwee dichteg Leit. Dat waren nämlech zwee Premierministeren: eng Kéier den Här Juncker an eng Kéier den Här Frieden.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Voilà.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Genau.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Voilà. Also, ënnert dem Här Juncker an ënnert dem Här Frieden sinn da 50 % méi Maryland verkaaft ginn.

*(Exclamations et brouhaha)*

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Gutt. Och do konnt Der Iech net duerchsetzen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, merci, Här Roth. Elo ass et un der Madamm Gesondheetsministesch. Den Här Roth huet aacht Minutte gebraucht vun de fofzéng Minutten. Dir hutt nach siwe Minutten. Well awer vill Interruptiounen do waren, soe mer siwe Minutten drësseg fir d'Gesondheetsministesch.

*(Interruption)*

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci nach eemol fir de Mëtten. Ech fannen et immens flott, datt mer no esou engem konstruktiven Nomëtten, dee ganz der Preventioun gewidmet ass, dann elo nom Zocker an dem Tubak och nach d'Propositioun kruten, fir iwwert den Alkohol ze schwätzen.

*(Hilarité)*

Ech freeë mech op déi nächst Debatt dann heibannen zum Alkohol.

*(Interruptions)*

Kee Problem.

Jo, mir hunn 28 % vun de Leit, déi hei am Land wunnen, déi fëmmen. Dat ass ee vun den héchsten Tauxen an der EU. An Amerika, an den USA, sinn et knapps 14 %, an déi sinn um Wee, fir Richtung 5 % ze kommen. D'Leit tëschent 25 a 36 Joer fëmmen zu 36 %, dat heescht nach méi wéi d'Moyenne.

Den Tubak ass fir méi Doudesfäll responsabel wéi den Alkohol, déi illegal Drogen, d'Verkéiersaccidenter an d'kriminell Akten an d'Suiciden zesummen. Krankheeten, déi oft direkt mam Tubakskonsum a Verbindung stinn, sinn Häerzkrankheeten a Kriibs, haaptsächlech dee vum Otmungsapparat, mee och eng Rëtsch Longekrankheeten, wéi chronesch Bronchitten, ginn op den Tubakskonsum zréck.

Fakt ass, datt mir zu Lëtzebuerg de Präis reegelméisseg – fir et mam Här Di Bartolomeo senge Wierder ze soen: „progressiv" – erhéicht hunn, an de Finanzminister huet dozou zu mengem Deel alles gesot. A punkto Gesondheet, a méi prezis a punkto ëffentlech Gesondheet, begréisse mer all Erhéijung vum Tubakspräis. Mir wäerten och viru suivéieren, wat am Ausland geschitt, an an den nächste Jore musse mer verstäerkt och en An op déi nei Substanze vun Tubaksproduite geheien.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | An duerfir wäerte mer elo d'Nikotinpochettë reglementéieren, och wann do iwwerhaapt keen Tubak dran ass, well déi bestinn aus Nikotin an et ass den Nikotin, dee méi ofhängeg mécht wéi den Tubak. Mee den Tubak ass dee Produit, dee cancerigène ass. Also, d'Nikotinsproduite sinn elo net cancerigène, mee déi maachen ofhängeg.

Dat maache mer, an dat maache mer am Kader vum Projet de loi 8333, deen och ugeschwat ginn ass. Déi Reglementatioun wäert an deenen nächste Wochen am Regierungsrot ugeholl ginn an da kann all Deputéierten am Kader vun den Diskussiounen zum 8333 seng Meenung dozou soen.

Fir de Rescht hu mer eng Relance vun der Plateforme tabac envisagéiert. Mir wäerten e Groupe de travail en place setzen, fir eventuell en neie Plan antitabac op d'Been ze stellen. Mir verbesseren d'Prise en charge vun de Sevrageaktiounen a mir ënnerstëtzen d'Fondatioun Cancer an hirer Promotion d'un environnement sans tabac. A mir ënnerstëtzen och d'„Génération sans tabac".

De Mëtteg respektiv de Moie war ech ënnerwee an der Direktioun vun der Santé am Service dépistage. Do lafen Aarbechten an Zesummenaarbecht mam Ausland, fir ze kucken, fir och en Dépistage précoce fir de Longekriibs en place ze setzen.

Wéi gesot, merci nach eng Kéier, datt mer e ganze Mëtteg konnten iwwer Preventioun schwätzen. An nach eng Kéier, fir drop hinzeweisen: Ech hu kee Problem, iwwert den Alkohol ze diskutéieren.

Merci.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Gesondheetsministesch villmools Merci. An domat wär dann dës Diskussioun ofgeschloss.

***Motion 1***

Mir hunn eng Motioun vun de Piraten um Büro leien. Här Clement, wëllt Dir nach dozou Stellung huelen?

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz kuerz, Här President. Ech mengen, ech war scho wärend menger Ried kuerz drop agaangen. Et gouf jo och elo nach eng Kéier erwäänt, wéi wichteg et ass, grad bei Jonken och Preventioun ze maachen. An et ass elo esou, datt déi Nikotinsäckelcher haut an eng Reegelungslück falen an domadder och kënne vu Mannerjärege kaaft ginn, well se eeben net ënnert d'Tubaksgesetz falen. An dofir ass eis Opfuerderung hei mat dëser Motioun, fir de Verkaf vun Nikotinproduiten, déi net ënnert d'Tubaksgesetz falen – dat muss een derbäi liesen, dat hätt een och nach kënnen draschreiwen –, wéi zum Beispill Nikotinsäckelcher, u Mannerjäreger ze verbidden. Wann Der elo kommt a sot, Dir wéilt dat gären analog reegele wéi d'Zigaretten an ab 16 maachen, da kënne mer gären doriwwer diskutéieren. An dann, dat Zweet ass, datt mer wierklech och méi streng Kontrolle bei de Verkafsstelle maachen, fir eeben ëmzesetzen, datt déi Gesetzer dann och applizéiert ginn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Ass dozou eng Wuertmeldung? Madamm Adehm.

**Mme Diane Adehm** (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, d'Ministesch huet elo selwer ugekënnegt, dass si do Mesüren, also eng ganz Partie Mesüren, géif ergräifen, dass si d'Nikotinsäckelcher reglementéiere wéilt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Adehm, kënnt Der vläicht de Mikro an d'Luucht riichten? Mir héieren Iech ganz schlecht. Merci.

**Mme Diane Adehm** (CSV) | Entschëllegt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Kee Problem.

**Mme Diane Adehm** (CSV) | Pardon. Ech fänken nach eng Kéier un. D'Ministesch huet elo selwer an hirer Ried gesot, dass si déi Nikotinsäckelcher wäert reglementéieren. An ech mengen, aus deem Grond sollt ee si einfach emol schaffe loossen an ofwaarden, wat dann do kënnt. An duerfir ass dës Motioun hei aus eiser Siicht superfetatoire. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Adehm. Dann ass d'Wuert fir den Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, Här President, ech sinn e bëssen erstaunt, dass dat soll op eemol superfetatoire sinn, well ech mengen, dass et awer eng Opfuederung ass, déi richteg ass. An dat ass eppes, wat de Moment och villen Elteren dobausse vill Suerge mécht, datt hir Kanner de Moment einfach esou Accès dozou hunn. An et geet drëms, relativ séier dat doten ze maachen. Duerfir fannen ech déi dote Motioun absolutt an der Rei, an duerfir wäerte mir se och stëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Här Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Här President, well ech anen, wéi et dëser Motioun wäert ergoen, a vu dass mer jo Propose vun der Regierung kréien, fir déi heite Problematik ze reegelen, an d'Madamm Minister eis invitéiert huet, fir aktiv matzeschaffen un der Upassung vun deem Gesetz, géif ech proposéieren, dass mer déi hei Motioun an der Kommissioun zesumme mat de Propositioune vun der Regierung diskutéieren, dat ëmsou méi, well déi Motioun hei eng Rei vu ganz gudden Elementer enthält, mee awer net vollstänneg ass a mir eis erwaarden, dass mer bei där Diskussioun weider Schrëtt kënne maachen. Also, meng Propositioun wär, fir d'Motioun an d'Kommissioun ze verweisen an da gemeinsam mat de Propositioune vun der Regierung ze diskutéieren. An ech hoffen, dass den Här Roth der Madamm Gesondheetsminister opmierksam nogelauschtert huet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Dann ass d'Wuert fir den Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, merci, Här President. Nee, mir schléissen eis deem un, jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Weem schléisst Der Iech un?

*(Hilarité)*

**M. Fred Keup** (ADR) | Maja, de weise Wierder vu mengem Virriedner elo grad, dem Här Di Bartolomeo. Wéi esou oft schléisse mer eis him un.

*(Hilarité)*

**Plusieurs voix** | O!

**M. Claude Wiseler,** Président | Très bien.

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

Merci, Här Keup. D'Madamm Adehm huet nach d'Wuert gefrot.

**Mme Diane Adehm** (CSV) | Jo, merci. D'Madamm Gesondheetsministesch huet mer elo grad signaliséiert, dass si och d'accord ass, fir dat doten an der Santéskommissioun dann nach eng Kéier ze diskutéieren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Da froen ech den Auteur vun der Motioun, ob hien och d'accord ass, fir se an d'Kommissioun ze schécken. Dat schéngt de Fall ze sinn. Da géif ech ëm e Vott biede mat Handophiewen.

***Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission***

Wien also d'accord ass, dës Motioun an d'Kommissioun ze schécken, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Da schécke mer dës Motioun an d'Kommissioun a si wäert an deenen nächsten dräi Méint och nach eng Kéier zréck an de Plenum kommen.

*(La motion 1 de M. Sven Clement est renvoyée à la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale.)*

## 10. 8184 – Projet de loi portant :

**1° transposition de la directive (UE) 2021/2118 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 modifiant la directive 2009/103/CE concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et le contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité ; et**

**2° modification de :**

**a) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ;**

**b) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;**

**c) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers**

## 8187 – Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État aux lignes de crédit contractées par le Fonds d'insolvabilité en assurance automobile

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar zum Projet de loi 8184 iwwert d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv iwwert d'Haftflichtversécherung an zum Projet de loi 8187 iwwer eng staatlech Garantie fir d'Kredittlinne beim Fonds d'insolvabilité en assurance automobile. Op Propositioun vum der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporteur ouni Diskussioun iwwert d'Projet-de-loien ofgestëmmt. D'gemeinsam

Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet zéng Minutten, a vu datt decidéiert ginn ass, datt keng Diskussioun wär, ass dann och keng Diskussioun, an d'Regierung, wa se dann drop hält, huet zéng Minutten. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar.

***Rapports de la Commission des Finances***

**M. Laurent Mosar** (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech versichen, et kuerz ze maachen. Ech hunn de Pleséier, e Rapport iwwer zwee Projet-de-loien ze maachen, nämlech den 8184 an den 8187, déi awer ganz enk zesummenhänken an déi en fait Transpositioune vun Direktive sinn. Et sinn allerdéngs, och wann de Rapport kuerz ass, awer zwee ganz wichteg Projeten, och am Interêt vun eisem Assurancësecteur, deen e wichtegt Standbee vum Finanzsecteur duerstellt.

Den éischte Projet de loi, wéi gesot, den 8184, transposéiert d'EU-Direktiv 2021/2118 iwwert d'Responsabilité civile vun den Autosassurancen, also eppes, wat eis praktesch alleguerte betrëfft.

Déi wichtegst Neierung vun dëser Direktiv ass, datt se elo vun den EU-Memberstaate verlaangt, en Organismus op d'Been ze stellen, dee leséiert Automobilisten, déi also e Schued an engem Accident hunn, automatesch indemniséiert am Fall, wou hir Assurancëgesellschaft insolvent ass a se also net kann indemniséieren. Duerch dëse Projet de loi schafe mer domadder en neien Établissement public, de sougenannte „Fonds d'insolvabilité en assurance automobile" oder ofgekierzt FIAA. Dëse Fong erfëllt d'Missioun, wéi d'Direktiv et verlaangt, a gëtt vum Assurancësecteur finanziell gespeist.

Niewent der Ëmsetzung vun der Direktiv gëtt och vun der Geleeënheet profitéiert, fir d'Gesetzgeebung iwwert den Assurancësecteur ze moderniséieren, fir dem Wuesstum vum Secteur aus deene leschte Jore Rechnung ze droen. Esou gëtt zum Beispill de Commissariat aux assurances gestäerkt, andeem och d'Unzuel vu Memberen a sengem Conseil erhéicht gëtt.

Ausserdeem ginn och d'Bestëmmungen zu deene sougenannte „professionnels du secteur d'assurance" adaptéiert.

Dëse Projet de loi dréit och der Digitaliséierung Rechnung an erlaabt déi digital Konservéierung vun den Donnéeën an erlaabt an encadréiert och d'Sous-traitance vun deenen digitaliséierte Servicer a Kommunikatiounen.

D'Assurance-Holdinggesellschafte kréien duerch dëse Projet de loi déi nämmlecht Obligatioune vum Contrôle vun hire Konten eweí klassesch Assurance- oder Reassurancegesellschaften.

An als leschte Punkt gëtt och nach eng Adaptatioun virgeholl, fir den EU-Reglement 2021/23 iwwert d'Résolution des contreparties centrales besser ëmzesetzen.

Dat ass also, wat den éischte Projet de loi ugeet.

Den zweete Projet de loi 8187 gëtt der Regierung d'Erlabnis, deem neigeschaaftene Fonds d'insolvabilité en assurance automobile eng Staatsgarantie fir eng Kredittlinn vun 300 Milliounen zur Verfügung ze stellen. Dës Staatsgarantie ass eng zousätzlech Sécherheet, falls dëse Fonds d'insolvabilité et net aus eegener Kraaft géif packen, fir déi grouss Unzuel vun Assuréen ze indemniséieren am Fall vun der Insolvenz vun enger Assurancëgesellschaft.

Elo zu den Avisen: D'Chambre de Commerce begréisst dat a weist, wéi d'Transpositioun vun der Direktiv ëmgesat ginn ass. Si stellt sech d'Fro, firwat am Conseil vum FIAA kee Vertrieder vun den Assurancëgesellschafte virgesinn ass. Si begréisst och d'Méiglechkeet, verschidden digital Servicer ze sous-traitéieren, och wa se sech gewënscht hätt, datt dës Méiglechkeet op weider Aktivitéiten hätt kënnen ausgedeent ginn. An hirem Avis complémentaire zu de parlamentareschen Amendementer ass d'Chambre de Commerce der Meenung, datt dës Amendementer den Text weesentlech verbesseren. D'Chambre de Commerce begréisst och d'Schafe vun enger Staatsgarantie fir de FIAA vun 300 Milliounen, gëtt awer och ze bedenken, datt ee bei dëser Garantie hätt kënne bis op 500 Milliounen eropgoen.

De Staatsrot op senger Säit huet eng Partie Remarken opgeworf an och dräi Opposition-formellë gemaach, déi iwwer parlamentaresch Amendementer zu der Zefriddenheet vun der héijer Kierperschaft konnte behuewe ginn.

A mengem mëndleche Rapport wollt ech nach erwänen, datt d'Associatioun Finance & Technology Luxembourg, déi Sous-traitanten aus dem Finanzsecteur vertrëtt, un den deemolege Rapporteur Guy Arendt am Juli 2023 e Bréif adresséiert hat, fir hir Bedenken zum Text auszedrécken. Als neie Rapporteur vum Projet de loi hunn ech d'Vertrieder vun dëser Associatioun och de 7. Februar empfaangen, fir mer nach eng Kéier hir Bedenken unzelauschteren.

Zur Prozedur: Béid Projet-de-loie goufen de 24. Mäerz 2023 deposéiert. Den Avis vun der Chambre de Commerce koum den 26. Juni. Den Avis vum Staatsrot ass vum 10. Oktober. Ech gouf den 12. Januar zum Rapporteur ernannt an hunn déi Charge vum Kolleeg Guy Arendt iwwerholl, deem ech hei wëll e grousse Merci soe fir seng exzellent Viraarbecht, déi e schonn zu dëse Projet-de-loie geleescht huet. De 17. Januar 2024 huet d'Finanzkommissioun déi parlamentaresch Amendementer ugeholl, déi de 5. Mäerz vun der Chambre de Commerce an den 12. Mäerz vum Staatsrot aviséiert goufen. An de schréftleche Rapport gouf den 13. Mäerz vun der Finanzkommissioun ugeholl.

Här President, ech doen elo ganz schnell eng aner Kap un, nämlech déi vum CSV-Deputéierten, fir Iech ze soen ...

*(Brouhaha)*

**Plusieurs voix** | Sans débat!

**M. Claude Wiseler,** Président | Am Fong net.

**M. Laurent Mosar** (CSV), rapporteur | Dir hutt Recht. Dir hutt Recht! Entschëllegt, ech sinn nach an där Übung dran.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

*(Hilarité)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen Iech op jidde Fall villmools Merci fir Äre mëndlechen an Äre schréftleche Rapport.

Wëllt d'Regierung d'Wuert huelen?

*(Négation)*

Dat ass net de Fall. Och dofir soe mer der Regierung villmools Merci.

Den Här Mosar huet elo zwee Rapporten an enger Ried gehalen, mir mussen awer zweemol ofstëmmen, well et zwee verschidde Gesetzestexter sinn.

Mir stëmme fir d'éischt iwwert de Projet de loi 8184 of. Den Text steet am Document parlementaire 8184[6].

Ech wollt Iech awer drop hiweisen, datt an den Artikele 6, 19 an 32 nach fënnef Trackchanges hu missen ewechgeholl ginn. A fir d'Sécurité juridique soen ech Iech elo genau, wat fir eng, fir datt dat alles kloer an däitlech ass. Am Artikel 6 ass dat d'Zuel „3" virun „trois ans", déi nach duerchgestrach war, souwéi d'Wuert „trois" virun „trois ans", dat nach ënnerstrach war. Am Artikel 19 zum Schluss ass et en Espace, deen ënnerstrach war. An am Artikel 32 sinn dat d'Wierder „une ou plusieurs", déi nach duerchgestrach waren, souwéi d'Wuert „des" viru „sociétés", dat nach ënnerstrach war. Mir stëmmen also elo iwwert den Text ouni dës Trackchanges of.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8184 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. Fin du vote.

Dëse Gesetzestext ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmme bei selbstverständlech da kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Fernand Etgen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener (par Mme Taina Bofferding), M. Yves Cruchten (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson) ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8187. Den Text steet am Document parlementaire 8187[3].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8187 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Domat ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Corinne Cahen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Carole Hartmann) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson) ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 11. 8351 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la publicité des réunions des commissions parlementaires

Da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut, dem Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 8351 iwwert d'Publicitéit vun de Kommissiounen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéite fënnef Minutten an d'Regierung hätt hei zéng Minutten, mee vu datt et e Reglement vun der Chamber ass, denken ech, ass dat net de Fall. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, den Här Gilles Baum, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Fred Keup, den Här Sven Clement. D'Wuert ass elo fir d'Rapportrice vum Ännerungsvirschlag, d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

***Rapport de la Commission du Règlement***

**Mme Sam Tanson** (déi gréng), rapportrice | Jo, merci, Här President an Iech och alleguerten. Ech mengen, et ass och schonn e bëssen haut an der Press ugeklongen: Et ass en historeschen Dag eigentlech fir dëst héicht Haus, well mer e weidere ganz wichteg Schratt a Richtung Transparenz maachen.

An deene leschte Joerzéngten huet d'Chamber scho méi wéi eng esou eng Etapp geholl gehat, wou et drëms gaangen ass, sech unzepassen, sief et un d'Entwécklung vun der Gesellschaft oder och un d'Entwécklung vun de Meedien. An dat hei ass eng, déi scho ganz laang an der Diskussioun ass a wou ech frou sinn, dat elo haut hei als Rapportrice virstellen ze kënnen.

Wann een eng Kéier zréckkuckt … Ech maachen elo net de ganzen Historique – ech hu mer soe gelooss, deen een oder deen anere géif sech déi Méi elo maachen –, mee wann een eleng déi lescht Jore kuckt, si vun iwwerhaapt emol der Retransmissioun iwwer Chamber TV – et gesäit een d'Ecranen hei – bis och zu der Publicitéit vun de Rapporte vun de Kommissioune scho wichteg Schrëtt gemaach ginn, fir déi Aarbecht, déi heibanne leeft, der breeder Ëffentlechkeet e bësse méi zougänglech ze maachen.

Am Fong ass et jo do, wou déi richteg Detailaarbecht geschitt, dat wësst der alleguerten, an de Kommissiounen, wou wierklech d'Gesetzesprojeten iwwerschafft ginn, wou nach méi Detailer erkläert ginn, wou een och vläicht déi eng oder aner Ännerung besser kann novollzéien, och fir e Professionellen, deen herno eppes nosiche geet, soudass et kann extreem interessant sinn, do den Detail vun deenen Diskussiounen nozevollzéien.

An ech sinn och als Rapportrice extreem frou, dass mer déi Bedenken, déi laang am Raum stoungen, dass dat vläicht déi ganz Aarbecht an de Kommissioune géif méi politiséieren oder erauszögeren, elo konnten all zesummen iwwerwannen an hei deen Text all zesumme konnten op den Instanzewee ginn, sachant, dass schonn 2019 eng Resolutioun vun der CSV an dësem Sënn deposéiert gi war, dass de Chamberspresident bei senger Untrëttsried dat och nach eng Kéier als ee vu sengen Objektiver gesot hat an déi gréng dunn och eng Resolutioun an deem Sënn deposéiert hunn.

Op Basis vun deenen Annoncen a Resolutiounen ass en Text ausgeschafft ginn, dee mer dunn de 25. Januar 2024 deposéiert hunn, eeben de Gilles Baum, de Marc Baum, d'Taina Bofferding, de Sven Clement, de Fred Keup, de Marc Spautz an ech selwer. An deen ass dann och an d'Règlementskommissioun gaangen, wou et ganz zügeg weidergaangen ass, soudass mer konnten de Rapport, deen haut eeben zum Vott bäidréit, den 13. Mäerz 2024 unhuelen an elo dann ab Mëtt Abrëll dann och d'Kommissiounssëtzunge wäerte kënnen – op alle Fall déi, fir déi mer eis zesummen decidéiert hunn – retransmettéiert ginn.

Do stelle sech natierlech nach eng ganz Rëtsch Froe ronderëm: A wéi enge Fäll wäert déi Retransmissioun net stattfannen? Wéi kënne mer och d'Aarbecht an de Kommissiounssëtzungen esou organiséieren, dass do net deen een oder deen aneren da vläicht duerch den Effekt vun der Retransmissioun d'Wuert nach méi monopoliséiert, wéi dat vläicht elo schonn heiansdo de Fall ass?

D'Conférence des Présidents huet sech an e puer Sëtzungen déi lescht Zäit mat Propose beschäftegt fir e Reglement, dat dann och nach wäert ugeholl ginn, e Fonctionnementsreglement. An do si jo scho Sëtzungen och déi nächst Deeg nach virun der Ouschtervakanz, wou dat mat all de concernéierte Membere kann diskutéiert ginn, soudass mer dann ab Mëtt Abrëll déi Testphas kënnen ulafe loossen, wou d'Kommissioune wäerte retransmettéiert ginn a wou dann och eng Evaluatioun gemaach gëtt iwwert déi nächst Méint, fir ze kucken, wat déi positiv an déi negativ Säite sinn, bis mer dann hoffentlech zum Schluss vum Joer zesummen zur Konklusioun kënne kommen, dass dat dann ausgeweit gëtt op alleguerten d'Kommissiounen oder op alle Fall op e ganz largen Deel vun de Kommissiounen.

Et ass den Artikel 25 Paragraf 7, deen hei ëmgeännert gëtt, deen dann eeben och virgesäit, dass d'Retransmissioun sech ka maachen – hei am Rapport steet – sief et iwwert de Site internet vun der Chamber oder iwwer Chamber TV oder iwwert déi zwee. Aner Supporte sinn natierlech och envisageabel, wéi zum Beispill YouTube, fir dann een ze nennen.

An et sinn natierlech och ganz kloer Konditiounen, déi och nach fixéiert sinn. Dat ass, dass d'Kommissioune weider net ëffentlech zougänglech fir de Public wäerte sinn, net elo wéi hei, wou een da kann einfach op d'Tribün sëtze kommen an nolauschteren. Et geet wierklech just reng ëm d'Retransmissioun vun den Debaten an der Kommissioun. Dat heescht, de Public kënnt och net an eis Kommissiounssäll eran an déi physesch Participatioun un dëse Reuniounen ass nach ëmmer reservéiert fir d'Deputéiert, d'Regierungsmemberen an och dann déi Leit, déi sief et Deputéierter begleeden oder Regierungsmembere begleeden, oder déi, déi mer alueden, an d'Press natierlech ganz am Ufank vun de Kommissiounssëtzungen, fir dat heiten eeben esou gutt iwwert d'Bün ze brengen, wéi mer eis dat alleguerte wënschen.

***Discussion générale***

Da maachen ech dat da lo esou, wéi den Här Mosar et virdru wollt maachen. Ech dinn da kuerz déi gréng Kap un an ech soen, dass mer dat heiten natierlech ënnerstëtzen. Mir hunn eis ëmmer agesat fir méi Transparenz an dësem héijen Haus. Mir sinn der Meenung, dass et extreem wichteg ass, dass politesch Decisioune kënnen novollzu ginn. A wéi kënne se besser novollzu ginn, wéi wann een déi ganz Diskussioun ka suivéieren?

Mir deelen elo net déi Ängschten, déi bestinn, dass doduerch eng Debatt méi politiséiert gi kann. Mir sinn hei an engem politeschen Haus. Mir sinn am politesche Raum. Debatte si vun Natur aus politesch. Si sinn et och haut schonn an de Kommissiounen. Si si et net ëmmer. Mee ech denken, dass och e politeschen Debat keen ass, dee mer sollte fäerten, an ech weess och, dass déi meescht vun Iech deen och net fäerten, soudass ech op alle Fall ganz frou sinn, dass mir hei déi éischt Etapp maachen.

An ech weess, normalerweis seet de President dem Rapporter oder der Rapportrice Merci, stellvertriedend fir all d'Deputéiert. Ech wollt awer hei och dem Claude Wiseler Merci soe fir säin Engagement an dëser Saach. Här President, fir méi Transparenz an dësem héijen Haus: Merci!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech däerf Iech awer trotzdeem nach Merci soe fir Äre mëndlechen an Äre schréftleche Rapport an dann d'Wuert un d'Madamm Weydert weiderginn. Madamm Weydert.

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol der Madamm Tanson villmools merci fir deen exzellente Rapport. Mir wäerten haut iwwer zwou Modifikatioune vum Chambersreglement decidéieren. An dat sinn nawell keng kleng Banalitéiten, well mir hunn eis virgeholl, d'Chamber méi transparent, méi modern a méi dynamesch ze gestalten. A genee dat geschitt mat dësen zwou Modifikatiounen.

Als Éischt geet et ëm d'Publicitéit vun de Kommissiounssitzunge vun der Chamber fir de Grand public. Am Europaparlament gradewéi a verschiddenen anere Parlamenter uechtert d'ganz Welt ass dëst scho laang eng Normalitéit. Et ass eng Demande, déi schonn eng Zäitchen zréckgeet a souwuel aus der Bevëlkerung kënnt wéi och aus der Chamber selwer. Mir starten elo mat enger Aart Pilotprojet, wou fënnef Chamberkommissioune live iwwerdroe ginn. Dës kënnen dann, geneesou wéi d'Séance-publiquen, online gestreamt oder am Replay gekuckt ginn.

Déi eigentlech Aarbecht un de Gesetzestexter geschitt jo net hei an der Chambersplenière, wou déi politesch Debate stattfannen an d'Deputéiert iwwert d'Gesetzestexter ofstëmmen. D'Aarbecht geschitt wierklech an de Kommissiounssëtzungen, wou d'Deputéiert mol méi, mol manner pertinent Froen zu den Texter opwerfen, d'Avise vun de Beruffskammeren an dem Staatsrot analyséieren an d'Ministeren an hir Beamten déi néideg Erklärunge liwweren, firwat en Text esou an net anescht geschriwwen ass. Déi Diskussiounen an der Kommissiounssëtzung kënnen, gradewéi d'Madamm Tanson et scho gesot huet,

herno vun de Praticiens besser novollzu ginn a se verstinn, firwat den Text esou oder esou ass.

Un der Originn vun dëser Iddi war d'CSV. Et war déi fréier Fraktiounscheffin, d'Martine Hansen, déi schonns am Oktober 2019 kritiséiert huet, dass et un Transparenz an de Chamberskommissioune feelt, an doropshin eng Resolutioun deposéiert huet, fir d'Sëtzungen ze iwwerdroen. D'Begeeschterung vun der deemoleger Majoritéit huet sech awer a Grenze gehal. En ëffentleche Vott dozou war ofgeleent ginn an den Dossier ass schleefe gelooss ginn. Bon, déi viregt Majoritéit wollt zwar d'Fënstere grouss oprappen, mee näischt ass geschitt. Dofir: Dës Majoritéit paakt et un a setzt et ëm!

*(Exclamations et brouhaha)*

Ëmsou méi houfreg sinn ech, dass mir als CSV den Ustouss dofir ginn hunn …

**M. Georges Engel** (LSAP) | Dass d'DP dat awer aushält …

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV) | Pardon? Pardon?

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, wannechgelift. Madamm Weydert.

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV) | Ëmsou méi houfreg sinn ech, dass mir als CSV dofir den Ustouss ginn hunn an dass d'Chamber méi transparent gëtt. An donieft erhoffe mer eis, datt den Interessi un der Politick doduerch klëmmt an d'Leit, déi net an der Chamber sinn, besser iwwert déi politesch Prozesser informéiert ginn. Mir gesinn an der Iwwerdroung vun de Chamberskommissiounen eng grouss Stäerkung vun eisen demokratesche Wäerter an domat ginn ech mat grousser Freed den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

*(Interruption par M. François Bausch)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech géif mengen, datt Dir nach duerno Riedezäit hutt als … Madamm Weydert, huelt Dir eng Fro u vum Här Bausch oder net?

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV) | Jo, déi kënnt Der gäre stellen.

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Madamm Weydert hëlt se un, dann däerft Der se stellen, Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Also, Dir sidd nach net laang an der Chamber, duerfir kënnt Der dat vläicht net wëssen, mee wann Der den Historique komplett wëllt maachen: Sidd Der Iech bewosst, datt änlech Initiative wéi déi Resolutioun, déi d'Madamm Hansen gemaach huet, scho laang virdru komm sinn?

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV) | Dat hunn ech jo och gesot virdrun a menger Ried.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ma nee, ech wëll Iech just soen: Déizäit, do waart Dir an der Majoritéit an Är Partei an der Regierung an do hutt Der och dergéint gestëmmt. Also, ech mengen, datt dat net gutt ass, wa mer elo hei bei esou enger Diskussioun ewéi haut, déi awer, mengen ech, korrekt erofgelaf ass, erëm deen ale Pingpong do ufänken. Ech mengen, dat interesséiert dobausse kee Mënsch, géif ech soen.

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV) | Här Bausch, ech mengen, Dir waart an der Majoritéit déi lescht fënnef Joer. Do hätt laang kënnen eppes geschéien an do ass näischt geschitt.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Dir waart och an der Majoritéit. Dir waart virdru 40 Joer an der Majoritéit.

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV) | Jo, mee 2019 …

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech mengen, elo hale mer och op mam Pingpong, sou wéi Der gesot hutt.

*(Coups de cloche de la présidence)*

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV) | Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci, Här President. Ech maachen et e bësse méi kuerz. Et ass effektiv viru fënnef Joer eng Resolutioun gestëmmt ginn. Dat huet sech effektiv e bësse gezunn, well och d'Saachen am Land hei an op der Welt geschitt sinn, déi méi wichteg ware wéi dat hei. Ech mengen, dass dat hei en éischte Schrëtt ass. Et ass e ganz gudden éischte Schrëtt. Mir hunn e puer Kommissiounen, mat deene mir et elo mol probéieren. Et ass eng Testphas, da gëtt evaluéiert an da kucke mer, wéi mer weiderfueren.

D'Rapportrice huet virdrun effektiv vum Projet de règlement geschwat, wéi mer dat doten elo sollen a Musek ëmsetzen. Ech hunn deen hei am Grapp. Ech hunn deen elo mam Kolleeg Guy Arendt de Mëtten nach gekuckt. Dee kënnt an d'Conférence des Présidents zréck. Ech kann Iech soen, dass meng Fraktioun natierlech heimat wäert averstane sinn. Ech wëll awer just ee Wuert soen zum „d'Fënstere grouss oprappen". Ech wëll soen, dass och ënner engem President Mars Di Bartolomeo an ënner engem President Fernand Etgen d'Chamber weesentlech moderniséiert ginn ass a weesentlech méi no bei d'Leit komm ass.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Dann ass d'Wuert fir den Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci, Här President. Ech kann do weiderfueren, wou mäi Virriedner opgehalen huet. Mir hunn et an deene leschte Jore fäerdegbruecht, fir déi éischt Institutioun ze stäerke mat enger ganzer Rei vun Initiativen, ugefaange bei eiser Verfassung, wou mer op Aenhéicht komm si mat der Regierung, weidergefuer mam Petitiounsrecht, weidergefuer mat der Initiative législative, déi an der Verfassung virgesinn ass. An ech kann nach eng ganz Rei vu weidere Punkten opzielen.

Firwat hu mer dat fäerdegbruecht? Ma well mer vun deem klassesche Majoritéit-an-Oppositiouns-Denken ewechkomm sinn a well mer, wann et ëm d'Chamber gaang ass, zesummegeschafft hunn. An an der Reglementskommissioun hu mer deen heiten Accord nëmme fonnt, well mer no Weeër gesicht hunn, fir eppes ze maachen, an net no Ausrieden, fir et net ze maachen. Dofir muss ech soen, dass déi Interventioun vu menger Virvirriednerin kontraproduktiv ass, fir weider an der Reglementskommissioun op engem gudden Niveau ze diskutéieren.

Wann et gewollt ass, dass mer an der Reglementskommissioun erëm Majoritéit/Oppositioun diskutéieren, da soll een eis dat soen. Mir sinn do net Demandeur. Mir sinn alleguer hei an dëser Institutioun, fir dës Institutioun ze verteidegen, fir se méi transparent ze maachen, fir se méi no bei d'Leit ze bréngen, fir hir méi Representativitéit ze ginn, an ech mengen, hei hu mer genee dat Richtegt gemaach. An ech wëll och expressis verbis dem President Merci soe fir säin Engagement. Dat huet net nëmme Fënsteren, mee och Dieren opgemaach. Op deem Wee sollte mer virufueren. An hei, wann et da gewënscht ass, fir Parteipolitick ze maachen … Eng Rei vu Parteien, dorënner eis, haten dat do och an hirem Walprogramm stoen. Mir hunn also just dat gemaach, zu deem mer eis vis-à-vis vun de Wieler verflicht hunn.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Elo ass d'Wuert fir den Här Fred Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Souwäit ech verstanen hunn, ass jo awer elo all Partei hei am Sall, déi dat dote mat ënnerschreift an dat dote wëll hunn. Duerfir géif ech och elo dervun ofgesinn, fir elo hei ze soen: Deen een, dee wëll dat méi wéi deen aneren. Fakt ass, dass jiddwereen et wëll an dass et doduerch kënnt.

Firwat kënnt et? Majo et ass ganz einfach esou, do muss een och net laang ronderëm de Bräi schwätzen: Et ass jo och eng Saach, déi mëttlerweil – a mir hunn eis do informéiert – an, mengen ech, alleguerten oder quasi alleguerten de Parlamenter op der Welt esou gemaach gëtt, dass déi Kommissiounen iwwerdroe ginn, wat jo och haut méiglech ass mat all deene Moossnamen. An da gëtt dat och gemaach.

Et stelle sech natierlech awer eng Partie Froen. Ech wëll net an den Detail goen. Mir hunn och schonn driwwer geschwat. Et si Verschiddener hei – ech net –, déi kënne sech drun erënneren, wéi d'Ambiance an der Chamber geännert huet dee Moment, wou hei d'Iwwerdroung war. Ech krut emol vum Gast Gibéryen erzielt, dass et dunn net méi dat selwecht war. Ech huelen un, dat stëmmt. A bei de Kommissioune kann et jo och sinn, dass dat geschitt. Et muss een op verschidde Saachen oppassen.

*(Interruption)*

Ech mengen, et dierf net verkommen zu enger Selbstdarstellung. Et muss een dann och kucken, wéi dat genee ofleeft.

*(Interruption)*

Ech soen elo mol: Heiansdo an der Kommissioun huet een awer d'Gefill, dass Verschiddener sech ganz gär och selwer schwätzen héieren an da véier, fënnef, sechs Froe matenee stellen, wou da 15 Minutten drop geäntwert gëtt. Ech mengen, dat sinn och Saachen, déi muss een duerno eeben ajustéieren, wann do Problemer optauchen.

Voilà! Dat gesot, maache mer dat hei natierlech mat.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Sven Clement. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, heiansdo huet een d'Gefill, datt déi éierewäert Institutioun Chamber dach awer muss an d'Zukunft oder an den Zäitalter vun der Transparenz gezu ginn a gedréckt ginn an datt se dat net ëmmer ganz fräiwëlleg mécht. Dat gesäit een un deem Projet, dee mer dann haut stëmmen, well deen huet jo eng gewësse Virgeschicht.

An déi Virgeschicht fänkt net mat de Motiounen a Resolutiounen un, iwwert déi mer ofgestëmmt hunn. Ech ka mech nach un eng Zäit erënneren – an ech war nach net an der Chamber, mee ech war awer scho politesch engagéiert –, do waren net emol d'PVe vun der Chamber ëffentlech. An et huet u sech eng deemools dach kleng Oppositiounspartei – se si spéider an d'Regierung komm a sëtzen elo erëm an der Oppositioun, dat heescht se hunn alles kal a waarm gesinn – vun deene Grénge gebraucht, déi u sech einfach déi PVe geholl an op den Internet gesat hunn. Dat ass décke Sträit hei an der Chamber ginn an ech hu mer soe gelooss, datt do och e puer e bësse méi haart Wierder gefall sinn, wéi dat gemaach gouf. An haut ass et selbstverständlech, datt déi PVen ëffentlech sinn, mat e puer Ausnamen, déi mer dann no an no an d'Reglement geschriwwen hunn.

Virun 30 Joer wär et ganz normal gewiescht, datt – wann ech elo richteg rechnen – néng Deputéiert weeder e Büro nach e Laptop nach soss iergendwellech materiell Ekipementer kritt hätten, knapps Riedezäit kritt hätten. Och dat huet sech missen an där Institutioun hei erkämpft ginn. Et ass also sécher net esou, datt et normal ass, datt hei jiddwereen enger Meenung ass. Ech menge souguer, datt och haut nach ëmmer, wa mer haut de Vott huelen, net jiddwereen der fester Iwwerzeegung ass, datt dat heiten dat Richtegt ass.

Ech kann Iech awer soen, datt ech der Meenung sinn, datt et dat Richtegt ass. An ech mengen nämlech, datt et dat Richtegt ass, well et a Richtung Zukunft geet. Et geet an déi Richtung, déi d'Leit vun eis erwaarden. D'Zäiten, wou Politick hanner zouenen Diere konnt gemaach ginn, sinn eriwwer. An dat net eréischt säit haut, net eréischt säit gëschter, mee scho vill méi laang. An dofir ass et néideg, datt mir als Institutioun eis och beweegen.

Ech hunn u sech wéineg Suergen … An dofir hu mer deemools déi Resolutioune matgestëmmt. Mir hunn och an der Conférence, am Büro ëmmer erëm drop higewierkt, datt dat soll weidergoen. Et ass net weiderkomm. An ech erënnere mech, datt ech heibannen e memorabelen Austausch hat mat dem Fraktiounschef vun enger Partei, dee mech elo mat ganz groussen Aen ukuckt, wéi ech gesot hunn, si géife mat zwee Féiss op der Brems stoen. Ma ech si ganz frou, datt se elo mat zwee Féiss dann op de Gas getrëppelt sinn an datt et elo virugeet. An dofir sinn ech ganz frou, datt mer dat haut hei kënnen unanime stëmmen, an ech ginn den Accord vun de Piraten.

Villmools merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Ech mengen, d'Riednerlëscht wär elo ofgeschloss.

*(Hilarité)*

**Plusieurs voix** | Nee.

**M. Claude Wiseler,** Président | A nee. Sorry, mee ech hunn Iech net op menger Lëscht hei stoen. Mee Dir kritt awer selbstverständlech gären d'Wuert. Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Dat deet mer leed, Här President, well Der wäert et net bereien. Ech wollt nämlech och mat engem Luef notamment un Iech ufänken. Dat hei ass effektiv e Schrëtt, deen eis elo vläicht selbstverständlech virkënnt, mee de Sven Clement huet et ganz richteg gesot: Viru 15 Joer – et muss een net 30 Joer zréckgoen – war et nach net selbstverständlech, datt iwwerhaapt d'PVen, déi schrëftlech PVen, ëffentlech waren. Dat war dunn eng Initiativ vun deene Gréngen, déi dat da quasi geleakt hunn, iert dat Wuert eigentlech wierklech bekannt ginn ass oder sprochräif ginn ass.

An duerno war et souguer nach eng Risendiskussioun, ob dann d'Deputéiert mat hirem eegenen Numm, wa se Interventioune gemaach hunn, kënnen dostoen. Do stoung dann ëmmer nëmme „Representant vun der LSAP" oder „Representant vun der CSV", wat fir eis ganz gutt war, well de Representant vun déi Lénk, dat war meeschtens an enger Kommissioun just een. Da wosst ee jo, wie geschwat huet, wann ee just op d'Lëscht gekuckt huet.

*(Hilarité)*

Déi Absurditéit ass dunn och iergendwann ofgeschaaft ginn. An elo hu mer dann ëffentlech Sëtzungen – oder de Versuch dovunner –, déi kënnen nogekuckt ginn. Ech mengen – an dat ass dat Haaptargument hannendrun – an ech sinn der fester Iwwerzeegung, datt déi parlamentaresch Aarbecht an de Kommissiounen doduerch besser gëtt, well ech mengen, de Fait, datt Saachen iwwerdroe ginn, fir eis alleguer en Usporn ass, eventuell d'Texter am Virfeld méi genau ze kucken, vläicht och d'Avise vun de Beruffskummeren, déi awer an der Vergaangenheet e bësse stiefmütterlech behandelt gi sinn, och an der ëffentlecher Sëtzung méi seriö ze diskutéieren an domadder déi politesch Essenz vun der Debatt, déi mer hei an der Chamber solle féieren, méi räich ze maachen.

Duerfir mengen ech, datt dat hei e wichtege Schrëtt ass, iwwert deen ech mech ganz staark freeën.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Ech bereien et effektiv net.

*(Hilarité)*

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert den Änneerungsvirschlag vum Chambersreglement 8351. Den Text steet am Document parlementaire 8351[1].

***Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8351***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ok, da schléissen ech de Vott of.

Ech hunn 58 Jo-Stëmmen. D'Madamm Tanson ziele mer derbäi, 59. An d'Madamm Welfring iwwert d'Procuratioun. Da si mer op 60 Jo-Stëmmen a selbstverständlech da keen Neen a keng Abstentioun.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Fernand Etgen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Corinne Cahen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener (par Mme Taina Bofferding), M. Yves Cruchten (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson) ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

An hei brauche mer och net eng Dispens vum zweete Vott ze froen.

## 12. 8352 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au temps de parole

Soumat kënne mer zum nächsten a leschte Punkt vum Ordre du jour kommen. Dat ass den Änneerungsvirschlag vum Chambersreglement 8352, an zwar eng Upassung vun de Riedezäiten. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, all Fraktioun an all Sensibilitéit fënnef Minutten. An et hu sech elo schonn ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, den Här Gilles Baum, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Fred Keup an den Här Sven Clement. An da ginn ech dovunner aus, datt den Här Marc Baum sech och ageschriwwen huet. Ok, dann hu mer dat direkt schonn elo gekläert. Dann huet d'Wuert: d'Rapportrice vum Projet, déi honorabel Deputéiert Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

***Rapport de la Commission du Règlement***

**Mme Sam Tanson** (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Hei ass dann elo manner a Richtung Transparenz, mee méi a Richtung Liewensqualitéit …

*(Hilarité)*

… fir jiddwereen, deen eis Debatte suivéiert, an och vläicht fir eis selwer eng Dynamiséierung vun den Diskussiounen. Et ass jo ganz wichteg, dass mer Sujeten debattéieren, mee wéi de Chamberspresident nach de Moien um Radio erkläert huet: Wann een 30 Minutten huet, da mengt een, et misst een déi och fëllen, well ee soss gesot kritt, et hätt een näischt ze soen. Soudass dat eppes ass, wat natierlech soll derzou féieren, dass mer eis Messagë vläicht e bësse méi kondenséiert, mee awer nach ëmmer a gudden Diskussiounen hei eriwwerbrénge kënnen an och esou, dass awer och déi Sensibilitéiten a Fraktiounen, déi manner Riedezäit hunn, elo net ze kuerz kommen.

Ech denken, Dir kennt och hei de Werdegang: Et ass deposéiert ginn de 25. Januar 2024 vun deene selwechte Leit wéi déi, déi ech virdru genannt hunn. Dunn ass et och an d'Règlementskommissioun komm. An och dëse Rapport gouf den 13. Mäerz 2024 ugeholl.

Mir hunn hei eng ganz Rëtsch Modifikatiounen. Eng hutt Der virdru scho materlieft. Mir praktizéieren déi schonn, si steet awer nach net formell dran. Dat ass eeben dee Modell, wou mer e Rapport maachen – wéi virdrun den Här Mosar –, wou awer keng Diskussioun ass.

Deen aneren ass de Modell, wou kee Rapport an och keen Debat ass, deen dann och elo detailléiert am Reglement am Artikel 73 drasteet.

De Modèle de base bleift d'selwecht.

An dann deen neie Modell 1, dat ass dann eeben deen, dee lo wierklech e bësse gekierzt gëtt. En gros ass dat dann d'Hallschent vun deem, wat virdru virgesi war, mat engem Seuil minimal vu siwe Minutten, deen erakënnt.

Deen neie Modell 2 ass den aktuelle Modell 1. De Modell 3 ass den aktuelle Modell 2. De Modell 4 ass den aktuelle Modell 3. An de Modell 5 bleift inchangé.

Et bleift och weiderhin esou, dass, wa keen Accord fonnt gëtt, dann e Modell an der Conférence des Présidents imposéiert gëtt. Dat ass da fir e Projet de loi de Modell 3, also den aktuelle Modell 2, a fir Débats de consultation an Débats d'orientation eebefalls de Modell 3. An natierlech fir déi ganz grouss a wichteg Debatten, wou och vläicht da méi Riedner zu Wuert kommen, wéi den Débat sur l'état de la nation an natierlech d'Politique financière, do spillt d'office de Modell 5.

An dann eeben och hei: Als Vertriederin vun deene Grénge ginn ech den Accord da vun eis fir dës Modifikatioun. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson, fir Äre schrëftlechen an Äre mëndleche Rapport.

An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert.

***Discussion générale***

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, an der Praxis gesi mer oft, datt verschidde Riedemodeller, wéi se aktuell ugewannt ginn, einfach net méi zäitgeméiss sinn. D'Riedezäite sinn ze laang an oft gëtt et eigentlech guer näischt Neies méi derzou ze soen, soudatt eenzel Interventioune vun den Deputéierten – ouni engem wëllen ze no ze trieden – zu repetitive Monologe ginn.

Konkreet ginn duerch dës Ännerung vum Chambersreglement zwee nei Modeller agefouert an d'Riedemodeller gekierzt, sou wéi d'Rapportrice dat scho gesot huet. An ab Abrëll gëllt et also, déi politesch Messagen an der Plenière méi kuerz a méi knackeg ze faassen. An dat ass gutt esou, well nëmmen esou kréie mer méi dynamesch Debaten an der Chamber.

Mir denken, datt duerch dës Mesüre keen ze kuerz komme wäert an den Debaten an dass d'Chamber doduerch méi modern gëtt an dass et virun allem fir d'Leit dobausse méi interessant gëtt, an d'Chambersëtzung eranzelauschteren. Dofir gesi mir dat als absolutt zäitgeméiss Moderniséierung. An heimat ginn ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Weydert. Dann ass et um Här Gilles Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci, Här President. Ech hat eng Léierin an der Primärschoul, wa mer en Aufsatz geschriwwen hunn, dann huet se gesot: „In der Kürze liegt die Würze." Voilà! A wa mir et elo hei fäerdegbréngen, méi geziilt eis Messagen ze placéieren, a mir gewannen e bëssen Zäit, ech mengen, dann ass dat gutt fir eis, et ass gutt fir déi Leit, déi eis nolauschteren, an et ass gutt fir d'Representatioun vun der Politick. An da fänken ech och direkt elo de Moment schonn un an ech halen op.

*(Hilarité)*

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ma très bien, Här Baum. An da ginn ech d'Wuert un den Här Mars Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci, Här President. An ech hat e Léiermeeschter, dee mer gesot huet: „Wann s de méi wéi zéng Minutte brauchs, dann hues de Onrecht."

*(Exclamations et hilarité)*

An dofir follegen ech dem Beispill vu mengem Virriedner an ech bréngen den Accord vun eiser Fraktioun.

**Une voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Ech wëll awer ënnersträichen, dass ech mengem Léiermeeschter villes gegleeft hunn, …

**M. Georges Engel** (LSAP) | … mee dat awer net!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | … mee awer dat net!

*(Hilarité)*

**Mme Sam Tanson** (déi gréng), rapportrice | Et ass schued, soss hätte mer Iech dat deemnächst eng Kéier rappeléiert an enger Kommissiounssëtzung, Här Di Bartolomeo.

*(Hilarité)*

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | O, hei …

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, wannechgelift, et ass elo um Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Mir kréien eng nei Bün.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Jo, also ech mussen och soen, dass dat heite mer perséinlech wierklech och um Häerz loung, fir déi Riedezäiten e bëssen ze verkierzen. Ech weess net, anerer si vläicht scho méi Joren a Joerzéngten heibannen an hunn dat vläicht nach méi an der Gewunnecht, mee ech fannen awer, dass verschidde Rieden, déi ech hu misse matmaachen an de leschte véier Joer, vill ze vill laang waren. An dat kënnt dann op dat eraus, wat grad gesot ginn ass: Et gëtt ëmmer erëm dat selwecht widderholl. Et gëtt eng Ried gehalen, déi kee Rapport méi huet zu deene Riede virdrun. Et ass keng richteg Debatt, et gëtt einfach en Text virgedroen eng hallef Stonn laang, wou een dat Ganzt och kéint a méi kuerzer Zäit maachen.

Duerfir géif ech esouguer nach méi wäit goen an ech géif iwwerhaapt, och bei Interpellatioune vläicht, kucken, fir se méi niddereg ze maachen, déi Riedezäit. Iwwerall, am Bundestag an Däitschland, och an anere Länner, ass dat iwwerhaapt alles vill méi kuerz. An dann huet een awer ëmmer genuch. A fënnef Minutten, zéng Minutte kann een nach genuch soen. Et muss een net ëmmer eng hallef Stonn hunn. Duerfir stëmme mer dat hei natierlech ganz gär mat.

Ech soe Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. D'Riedezäite gi méi kuerz. Dat heescht, datt et an Zukunft och nach méi pointéiert muss sinn. An dat féiert da vläicht dozou, datt deen een oder anere Message sech och erëm e bësse méi kloer vuneneen ënnerscheet, well ech mengen, wat mer méi laang schwätzen, wat mer eis vill méi widderhuelen ënnerteneen, well jo am Fong ëmmer dat nämmlecht gesot gëtt, bis dann de politesche Message kënnt, bis déi politesch Ënnerscheedung kënnt, bis dat, wou mer eis net méi eens sinn.

Ech mengen, dat kënnen erauszesträichen, dat gëtt elo en Challenge déi nächst Wochen, Méint a Joren. An dat féiert sécher derzou, datt et e bësse méi dynamesch gëtt. Mir wëssen alleguerten, d'Opmierksamkeetsspan vun de Leit hëlt ëmmer méi of, an esou kënnen se dann awer nach d'Chamber suivéieren, well mir ginn dann och e bësse méi kuerz. Mir wäerten dat hei matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Dann ass et um Här Marc Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, Saache pointéiert formuléieren ass, mengen ech, wichteg. Et däerf een awer net vergiessen, datt een trotzdeem e Sockel brauch, ënnert deem e Gedanke schwéier formuléierbar ass. An déi Modeller, déi mer elo hei unhuelen, respektéieren awer dee Prinzipp.

Och do kann ech drun erënneren: Zwielef Joer ass et, mengen ech, hier, do ware fir e Modèle de base fir en Deputéierten zwou Minutte virgesinn. An do fänkt dann awer un, eng Limitt no ënnen ënnerschratt ze ginn. Dat, wat mer hei fonnt hunn, ass, mengen ech, e gudde Kompromëss, mat deem jiddweree liewe kann.

An ech mengen och schonn, datt mer lues awer sécher ufänken, méi pointéiert Debatten ze féieren. Oder anescht gesot, wéi ech et eng Kéier dem fréieren Escher Buergermeeschter no enger kuerzer Budgetspresentatioun sengersäits gesot hunn: „Wann ee schonn näischt ze soen huet, soll ee sech wéinstens kuerzhalen."

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, merci, Här Baum. Domat wär dann dës Diskussioun ofgeschloss.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert den Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 8352. Den Text steet am Document parlementaire 8352[1].

***Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8352***

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Vote par procuration, soen ech nach eng Kéier. Et sinn nach eng Rei Votten, déi net gemaach sinn. Kënnt Der nach eng Kéier duerchchecken? Ok, ech schléissen de Vott dann of.

D'Resultat vum Vott ass: 59 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dësen Text ass also ugeholl mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Enthalung.

*Résultat définitif après redressement : la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8352 est adoptée à l'unanimité des 60 votants.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par M. Marc Spautz), Jeff Boonen (par M. Alex Donnersbach), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par Mme Corinne Cahen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Carole Hartmann), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Claire Delcourt (par M. Dan Biancalana), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Paulette Lenert) et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson) ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 19.10 heures.)*

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 41
   M. Claude Wiseler, Président
2. **7479B – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence** p. 41
   Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : M. Guy Arendt
   Discussion générale : Mme Octavie Modert (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Claude Haagen | M. Franz Fayot (parole pour fait personnel) | M. Tom Weidig | M. François Bausch | M. Sven Clement (dépôt de la motion 1)
   Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7479B et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : M. Sven Clement (intervention de M. Marc Goergen) | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Franz Fayot (intervention de M. le Ministre Lex Delles) | M. François Bausch (intervention de M. Marc Goergen) | M. David Wagner
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
3. **8254 – Projet de loi portant modification :**
   **1° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective ;**
   **2° de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce ;**
   **3° de la loi modifiée du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers** p. 44
   Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : Mme Carole Hartmann
   Discussion générale : Mme Octavie Modert | M. Claude Haagen | M. Tom Weidig | M. François Bausch | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8254 et dispense du second vote constitutionnel
4. **8262 – Projet de loi relative à la construction d'une école européenne à Junglinster** p. 45
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Corinne Cahen
   Discussion générale : M. Emile Eicher | Mme Francine Closener | M. Jeff Engelen | M. François Bausch | M. Marc Goergen | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8262 et dispense du second vote constitutionnel
5. **8332 – Projet de loi relative à de nouvelles constructions pour le lycée de Bonnevoie** p. 47
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Corinne Cahen
   Discussion générale : Mme Corinne Cahen | M. Marc Lies | Mme Francine Closener | M. Jeff Engelen | M. François Bausch | M. Marc Goergen | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8332 et dispense du second vote constitutionnel
6. **Motion de Mme Joëlle Welfring relative à l'accélération des efforts dans la lutte contre la crise climatique** p. 50
   Exposé : Mme Joëlle Welfring
   Discussion générale : M. Christophe Hansen | M. Luc Emering | Mme Claire Delcourt | M. Jeff Engelen | M. Ben Polidori (intervention de M. Sven Clement) | M. David Wagner | M. François Bausch | M. Fernand Kartheiser (intervention de M. François Bausch)
   Vote sur la motion modifiée (adoptée)
7. **Motion de M. Paul Galles relative à la mise en œuvre au plus vite des mesures prévues par le PNEC et poursuite des efforts afin d'atteindre les objectifs définis dans l'Accord de Paris, ainsi que de l'engagement au sein de l'UE pour garder une politique ambitieuse en matière de réduction des gaz à effet de serre** p. 52
   Exposé : M. Paul Galles
   Discussion générale : Mme Claire Delcourt | M. Fred Keup (interventions de M. Marc Goergen) | Mme Joëlle Welfring | M. Luc Emering | M. Ben Polidori | M. David Wagner | M. Fred Keup
   Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
   Vote sur la motion modifiée (adoptée)
8. **Motion de M. Franz Fayot relative à la transition rapide de la place financière luxembourgeoise vers une finance conforme aux objectifs climatiques** p. 55
   Exposé : M. Franz Fayot
   Discussion générale : M. André Bauler | M. Tom Weidig | M. Christophe Hansen | Mme Joëlle Welfring | M. Ben Polidori | M. David Wagner (interventions de M. Fred Keup) | M. Franz Fayot | M. Tom Weidig
   Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
   Vote sur la motion modifiée (adoptée)
9. **Motion de M. Franz Fayot relative à la soumission écrite auprès de la Cour internationale de Justice en faveur de la reconnaissance d'un principe climatique intergénérationnel** p. 57
   Exposé : M. Franz Fayot
   Discussion générale : M. Christophe Hansen | M. Guy Arendt | M. Fernand Kartheiser | M. Ben Polidori | Mme Joëlle Welfring | M. Franz Fayot
   Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
   Vote sur la motion modifiée (adoptée)


Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Lex Delles, Mme Yuriko Backes et M. Serge Wilmes, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

## 2. 7479B – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence

Mir fänken d'Sëtzung vun de Mëtte mam Projet de loi 7479B un, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Konkurrenz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet zéng Minutten, all d'Fraktiounen an d'Sensibilitéiten hu fënnef Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, d'Madamm Paulette Lenert, den Här Tom Weidig, den Här François Bausch an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme***

**M. Guy Arendt** (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, de Gesetzesprojet 7479 gouf am September 2022 vun der Kommissioun an zwee Voleten opgedeelt, dat nodeem de Conseil d'État eng Opposition formelle ausgedréckt hat a mir keng Zäit méi wollte verléieren: eng Kéier d'Gesetz 7479A, wou et ëm d'Konkurrenz geet, dat Enn 2022 a Kraaft getrueden ass, an dann de Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, de 7479B, deen d'Fixatioun vun de Präisser unhand vun engem Règlement grand-ducal betrëfft.

De Gesetzesprojet 7479B gesäit vir, den Artikel 3 vum Gesetz iwwert d'Konkurrenz ze ergänzen, well deen Text dem Staatsrot an deem Sënn ze vag an onprezis ass. Deemno wier en och net mam Prinzipp vum fräien Handel kompatibel, wat, Dir wësst et, laut

onser Verfassung eng Matière réservée à la loi ass. De Staatsrot hat dofir gefuerdert, datt déi ekonomesch Secteuren an och d'Outilen, déi de Pouvoir réglementaire benotze kann, kloer definéiert solle ginn.

Dëse Gesetzesprojet soll de Kader festleeën, an deem d'Regierung kann intervenéieren, fir an engem Noutfall d'Präisser ze fixéieren. Am Fall vun onerwaarten an extraordinäre Situatiounen, wéi zum Beispill der Covidkris oder dem Krich an der Ukrain, déi en Impakt op d'Präisser oder och d'Disponibilitéit vu verschiddene Produiten oder Servicer kënnen hunn, déngt dës Optioun als eng Zort Sécherheetsnetz fir d'Regierung.

Et ass dann am Text och e Kontrollmechanismus virgesinn. D'Autorité de la concurrence muss consultéiert ginn, éier e Règlement grand-ducal iwwerhaapt ka geholl ginn, an déi maximal Dauer vun engem Reglement gëtt op sechs Méint fixéiert.

Den Text gesäit dann och vir, dass en ëffentlecht Awierken um Niveau vun de Präisser just da justifizéiert ass, wann et dem allgemengen Interessi déngt. Dëst wier de Fall, fir de Schutz vun de Verbraucher an den Destinataires de service ze garantéieren, fir enger Concurrence déloyale entgéintzewierken, fir d'Ziler vun der ëffentlecher Gesondheet ze schützen, fir d'sozial Uerdnung bäizebehalen a fir de finanziellen Equiliber vum System vun der Sécurité sociale ze erhalen. Finalement mussen dës Interventiounen dann och néideg sinn an d'Prinzippie vun der Nondiscrimination an och vun der Proportionalitéit solle respektéiert ginn.

Här President, léif alleguerten, de Staatsrot huet säin Avis den 13. Juli d'lescht Joer ginn. Vun der héijer Kierperschaft gouf et eng Opposition formelle beim Artikel, deen d'Instrumenter bestëmmt, vun deenen ee ka Gebrauch maachen, fir Präisser ze fixéieren. De Staatsrot huet fonnt, dass d'Formulatioun, ech zitéieren, „des instruments tels que" ze vag wier an dem Grand-Duc géif eng vill ze grouss Fräiheet loossen. Well et sech ëm eng „matière réservée à la loi formelle" handele géif, misst de Pouvoir exécutif kloer a prezis encadréiert ginn, fir all „pouvoir discrétionnaire absolu" säitens der Administratioun ze verhënneren. An dësem Sënn huet de Staatsrot eng Proposition de texte gemaach, déi d'Kommissioun an hirer Reunioun vum éischte Februar vun dësem Joer esou och ugeholl huet. Esou war d'Opposition formelle opgehuewen.

Fir weider Detailer zum Fong an och dem Avis verweisen ech op de schréftleche Rapport a ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Arendt villmools Merci fir säi schréftlechen a fir säi mëndleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madamm Octavie Modert. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Villmools merci, Här President. Hei ass effektiv dat lescht Element vun deem Gesetz, dat schonn a Kraaft ass. Et geet drëms, de Pouvoir réglementaire vun der Regierung ze encadréieren an dat ass dann hei och op sechs Méint ze begrenzen. Et ass wéi bei den Noutstandsgesetzer, déi virun iwwer 25 Joer och ageengt an ëmraamt gi sinn an der Zäitspan an an den Ausmoossen. An och eis nei Verfassung gesäit an hirem Artikel 48 iwwert den État de crise e strenge Corselet vir, an deem d'Regierung kann handelen ouni d'Interventioun vun der Chamber an ouni datt e Gesetz gemaach gëtt.

Et geet drëm – an dat ass wichteg –, datt d'Chamber hir Kontrollfunktioune kann ausüben an net op onbegrenzten Zäit kee Gesetz do ass. An dofir gëtt CSV-Fraktioun hiren Accord. Et gëtt nun emol aussergewéinlech Situatiounen, wou séier muss kënne gehandelt ginn, wat besonnesch a Fäll vun internationale Krise muss méiglech sinn. Mee et ass kloer: Dat muss sech op exceptionnel an dréngend Fäll beschränken an an der Zäit begrenzt bleiwen. Duerno muss de Legislateur intervenéieren.

Dëst Gesetz gesäit elo a senger leschter Fassung prezis Konditiounen a Mechanisme vir, éier d'Regierung Moossnamen huele kann. De Rapporter Guy Arendt – merci fir säi gudde Rapport – huet se opgezielt. Dat war och dem Staatsrot seng Suerg, well et sech hei ëm eng Matière réservée à la loi handelt.

Den Här Fayot, deen d'Ursprongsgesetz als Minister deposéiert hat, huet gesot, dat wär e politeschen Avis vum Staatsrot. A wéi engen Hypotheese wollt Dir dann, Här Fayot, dës reglementaresch Méiglechkeeten aktivéieren, datt Der zu där doter Meenung komm sidd? Vläicht sot Der eis herno e Wuert doriwwer.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Modert.

*(Brouhaha)*

An da ginn ech elo dem Här Claude Haagen d'Wuert.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Si mer haut an der Froestonn?

*(Hilarité)*

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Merci, Här President. Här President, dat heiten ass dat lescht Puzzlestéck zum Konkurrenzrecht an et ass, wéi d'Virriedner et scho gesot hunn – de Rapporter och –, e wichtegt Instrument a Krisenzäiten, fir zum Beispill d'Maartwirtschaft ze reglementéieren, an dat am Sënn vun eiser Gesellschaft. Dat huet déi lescht Pandemie gewisen an dofir ass et och wichteg, datt d'Chamber no sechs Méint och do muss gefrot ginn, wann esou eng Mesür ergraff gëtt, natierlech och no der Consultatioun vun der Autorité de concurrence. Ech mengen, d'Chamber, dat huet se gewisen an der leschter Pandemie, ka ganz séier och reagéieren, wa mer an esou engem Fall sinn. Dofir gi mir natierlech als LSAP-Fraktioun och hei den Accord.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Haagen. Vu datt den Här Fayot virdrun direkt ugesprach ginn ass, kann hien natierlech och Stellung huelen dozou. Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Merci. Merci, Här President. Jo, Fait personnel. Effektiv ass dat Gesetz jo net am loftleere Raum entstanen. Mir haten eng Pandemie, wou mer vill Problemer hate mat verschiddene Präisser. Ech erënneren nëmmen un d'Masken, déi eng Zäit net erbäikomm sinn oder déi ze vill deier waren. Mir haten duerno eng Kris mat der Energie, wou et och vill ëm d'Präisser gaangen ass. An an deene Krisekontexter kënne mer eebe Situatiounen hunn, wou et duerchaus utile ass a wichteg ass, dass eng Regierung och d'Méiglechkeet kritt, fir bei de Präisser ze intervenéieren, déi sech dann dee Moment net normal fixéieren.

An ech hunn dat gesot mam Staatsrot, well ech effektiv och an Diskussioune mat hinnen, déi ech als Minister gefouert hunn, wierklech d'Impressioun hat, dass do eng dach relativ dogmatesch Approche par rapport zum Principe de liberté du commerce et de l'industrie do war, déi dat dote mordicus refuséiert huet. An dofir hate mer do effektiv e bëssen e Bras de fer. An ech si frou, dass mer schlussendlech déi Solutioun do fonnt hunn, déi mer elo fonnt hunn, fir dat do awer ze erméiglechen, well, wéi gesot, mir hunn eng ganz Partie Krise kannt. Et komme sécher nach anerer an et gëtt leider, mengen ech, déi nei Normalitéit, dass mer heiansdo Präisser hunn, déi sech net normal fixéieren op engem normal fonctionéierende Maart.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Tom Weidig. Här Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Merci, Här Chamberspresident. Ech proposéieren och menger Fraktioun, dëse Projet de loi ze stëmmen. Wann een an Ausnamesituatiounen ass, wann een eppes ännert an der Regierung eng extra Gewalt gëtt, gëtt et natierlech ëmmer d'Méiglechkeet, datt do Mëssbrauch gemaach gëtt. Mee mir mussen der Regierung do vertrauen. An ech fannen et och wichteg, datt am Gesetz drasteet, datt op d'mannst d'Autorité de concurrence do eng Kéier consultéiert gëtt an dat och nëmme fir sechs Méint ass. Dofir si mir averstanen, dat ze stëmmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här François Bausch. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President. Ech maachen et kuerz: Ech bréngen d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen et e bësse manner kuerz wéi mäi Virriedner. Och wann et hei u sech just ëm den zweeten Deel vum Gesetzestext zur Konkurrenzautoritéit geet, sou geet et hei ëm Präisdeckelen. Beispiller goufe genuch genannt. Et ass wichteg, datt mer déi Decisioun kënnen huelen an datt mer eng Base légale hunn, fir se kënnen ze huelen, well soss fanne mer eis erëm a Situatiounen, déi mer an der Vergaangenheet kannt hunn a wou mer u sech net ëmmer ganz glécklech ware mat de Léisungen.

Wéi mer am November 2022 den éischten Deel vun deem Gesetz hei ugeholl hunn, hu mer eis derfir staark gemaach, datt d'Konkurrenzautoritéit och soll kënne Fusioune kontrolléieren. Mir haten eis, esou wéi d'ALEDC, fir eng Konkurrenzkontroll virun de Fusiounen ausgeschwat. An eis Nopeschlänner hunn ewell sou Systemer, just Lëtzebuerg verléisst sech do exklusiv op Bréissel. Mir kënnen eis awer hei net nëmmen op den europäesche Mechanismus verloossen, dee vill ze spéit a bei vill ze grousse Firme gräift. En Agräifen an de Marché an den Equiliber tëscht Offer an Demande gëtt et net eréischt ab engem Chiffre d'affaires mondial vun iwwer 5 Milliarden. En Aushielege vun dem fräie Marché gëtt et op allen Niveauen. Dat kënne kleng PMEen oder de Staat sinn, gradewéi Multinationallen. De Contrôle ex ante ass dofir wichteg. Mir brauchen deen och zu Lëtzebuerg. Frankräich, Däitschland an d'Belsch hu scho méi laang esou Kontrollen.

A wa mer de Projet zum Konkurrenzrot haut iwwert d'Bün kréien, muss muer ugefaange ginn, un esou engem Ex-ante-Kontrollmechanismus ze schaffen. Et ass ëmmer méi einfach, fir virun enger Fusioun ze intervenéieren, wéi spéider ze versichen, duerch Strofen d'Firmen auserneenzekréien. Dofir hunn ech eng Motioun matbruecht, Här President. Wannechgelift.

***Motion 1***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,*

*– dass d'Konkurrenzautoritéit 2022 mam Projet de loi 7479A zu engem Établissement public ginn ass an d'Méiglechkeet kritt huet, fir sech an Dossieren ze autosaiséieren;*

*– dass et an eisen Nopeschlänner scho verschidde Versioune vun enger Konzentratiounskontroll (contrôle de concentration) gëtt. Zum Beispill a Frankräich huet déi zoustänneg Autoritéit d'Méiglechkeet, de betraffene Firmen Ännerungen an hirer Fusioun ze imposéieren;*

*– dass op EU-Niveau eréischt eng Konzentratiounskontroll gemaach gëtt, wann de gesamten Ëmsaz, dee vun alle betraffene Firmae gemaach gouf, méi wéi 5 Milliarden Euro betrëfft an den Ëmsaz, deen an op d'mannst 3 EU-Länner gemaach gouf, méi wéi 250 Milliounen Euro betrëfft, esoufern keng vun de betraffene Firmae méi wéi zwee Drëttel vun hirem gesamten Ëmsaz an der EU an engem eenzege Land mécht.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*– eng Gesetzespropos auszeschaffen, fir dass d'Konkurrenzautoritéit sech an Zukunft autosaiséieren an eng Konzentratiounskontroll ex ante hei zu Lëtzebuerg kann duerchféieren.*

*(s.) Sven Clement.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | A Frankräich huet zum Beispill d'Autoritéit d'Méiglechkeet, de betraffene Firmen Ännerungen un hirer Fusioun ze imposéieren. D'Fusioune ginn also net ënnerbonnen, se gi just ugepasst, soudatt de Risiko vun der Maartmanipulatioun méi kleng gëtt. An dës Prozeduren an eisen Nopeschlänner gi séier vustatten. An der Belsch geet dat an engem Mount, an Däitschland kann dat maximal fënnef Méint daueren. An eisen Nopeschlänner geet et also. Firwat net zu Lëtzebuerg?

2022 hu mer schonn drop opmierksam gemaach, datt dat zum Beispill bei Cafetieren, jo, u sech bei Béiersproduzenten de Fall kéint sinn, wou jo och de Conseil de la concurrence schonn 2019 drop higewisen huet. Dat, wat fir d'Produzente gëllt, kéint jo och fir d'Distributeure gëllen. Majo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat gesi mer dann elo, wann dat dann ex post muss analyséiert ginn an net ex ante, well fënnef Joer drop huet sech näischt geännert. Et brauch een eng Konkurrenzsituatioun a keng Konkurrenzsimulatioun. Et brauch een eng funktionell a performant Konkurrenzautoritéit, déi d'Rechter vun de Konsumenten an de Firmen um fräie Marché schützt. Dat hu mer mam Projet scho gemaach. Dat heiten ass elo eng weider Brique. Et wäert eng begrenzte Brique sinn, an dofir denke mer, datt een hei nach weider muss dru schaffen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Ech wëll just nach eng Kéier jiddwerengem Merci soe fir déi grouss Zoustëmmung hei. Ech mengen, dat ass e ganz wichtege Pilier an dass et och déi richteg Decisioun war zu deem Moment, dat Gesetz ze splécken, well mer eeben am Kader vun enger Infraktioun hei scho waren, dofir deen Deel scho konnt ofgeschloss ginn an hei eeben de Pouvoir réglementaire eenzel behandelt ginn ass, fir e Präis ze limitéieren. Et ass och ganz wichteg, dass een d'Liberté de commerce net blockéiert. Hei mécht een dat awer punktuell an dofir muss dat och ganz kloer agegrenzt ginn. Dofir souwuel mat den Autoritéiten, déi et kontrolléieren, wéi awer och déi sechs Méint Limitatioun, déi dran ass, soudass hei e weidert Stéck also ass, fir wierklech a ganz speziellen Zäiten, ganz limitéiert, ënner Kontroll kënnen hei der Regierung d'Méiglechkeet ze ginn, e Präis ze fixéieren.

Leider kann ee Beispiller hei nennen. Den Här Fayot huet gesot: wärend dem Covid de Präis vun de Masken, de Präis vun deene Gellen, déi een hat, fir sech d'Hänn ze desinfizéieren, déi op eemol explodéiert sinn. Dat si Beispiller, déi een an der Vergaangenheet gesinn huet. Soss sinn där Saachen awer normalerweis net. Esou eppes soll also ënner ganz exceptionelle Konditioune kënne geschéien.

Just zu der Ried vum Här Clement: Ech mengen, Dir schwätzt zu engem anere Projet de loi, dee schonn deposéiert ginn ass. Leider hutt Der näischt zu deem heite Projet de loi gesot. De Contrôle de concentration ass schonn am Summer deposéiert ginn. Deen ass och schonn an der Kommissioun diskutéiert ginn, soudass déi Aarbecht also scho gemaach ass. An ech mengen, dass mer och an der Kommissioun zu deem Projet, wéi e virläit, diskutéiere sollen an net hei zu engem Projet de loi, deen am Fong näischt domat ze dinn huet.

Merci villmools.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun zu dësem Projet de loi dann ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7479B. Den Text steet am Document parlementaire 7479B[3].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 7479B et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

Jo-Stëmmen: 60, Nee-Stëmmen: 0, an Abstentiounen dann och: 0. An dëse Gesetzestext ass also mat 60 Jo-Stëmmen unanime ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Christophe Hansen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

***Motion 1***

Elo hu mer nach eng Motioun vum Här Sven Clement do leien. Ech hoffen, datt Der déi alleguer ausgedeelt krut, well wann Der se net ausgedeelt krut an net hutt, da kënne mer natierlech klorerweis net driwwer schwätzen. Dir kritt se also elo am Schnellverfaren ausgedeelt.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Si kënnen einfach Jo ofstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Clement, ech ginn Iech emol d'Wuert. Wëllt Dir nach kuerz dozou Stellung huelen?

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. U sech ass just ee klenge Saz, deen, mengen ech, wichteg ass, och wann de Minister jo schonn zum Deel eppes dozou gesot huet. Et geet eis drëm, datt sech d'Konkurrenzautoritéit an Zukunft kann ex ante, also virun enger Fusioun, autosaiséieren, fir sech drëm ze këmmeren. Dat hunn ech zumindest an där Form bis elo net gelies gehat an den Texter, déi d'Regierung deposéiert huet. Falls sech dat sollt eriwwregen, da kann ech ganz gutt domadder liewen, mee ech sinn op alle Fall der Meenung, datt mer bei enger Ex-ante-Kontroll mussen erauskommen, wou och d'Autoritéit sech selwer ka saiséieren, well soss musse mer ëmmer drop waarden, datt iergendeen aneren Acteur se saiséiert, an dann dauert et ëmsou méi laang. Dofir déi heite Motioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Elo haten d'Leit Zäit, fir kuerz d'Motioun ze liesen, an ech ginn dem Här Minister d'Wuert, deen et gefrot huet.

**M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Jo, merci villmools. Ech mengen, datt grad eeben d'Stäerkt vun deem Gesetz, wéi et deposéiert ginn ass, vum Projet de loi, ass, dass soll virdru kontrolléiert ginn, well et kéint Situatioune ginn, an et gesäit een am europäesche Kontext, dass et dat a verschiddene Länner scho gouf, dass eng Fusioun gemaach ginn ass an duerno decidéiert ginn ass, dass se muss réckgängeg gemaach ginn, wat eng ganz schwéier Situatioun ass fir déi Societéit, déi dat da gemaach huet. Dat muss virdru gemaach ginn, wat och am Projet de loi, sou wéi en am Summer deposéiert ginn ass, virgesinn ass.

D'Autosaisine, dat ass eng aner Fro – et sinn also zwee Elementer, déi Der dran hutt –, och do muss ee kënnen driwwer diskutéieren, mee et ass ganz kloer, dass d'Regierung am Koalitiounsaccord stoen huet, dass se dat do Gesetz wäert iwwerschaffen, kucken, wou Upassunge musse gemaach ginn. Also mengen ech, dass Der zu dësem Moment der Regierung net musst den Optrag ginn, fir eppes ze maachen, wat se souwisou am Koalitiounsprogramm virgesinn huet a wat op där anerer Säit souwisou schonn deposéiert ass.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Sinn nach aner Wuertmeldungen zu dëser Motioun? Dat ass net de Fall. Dann ...

*(Interruption)*

Här Fayot, wollt Dir ...? Ganz gär, Dir musst et just soen.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, ech gesinn et effektiv änlech wéi de Lex Delles. Ech hunn dee Projet de loi

do deposéiert fir de Contrôle de concentration, well mer effektiv dat eenzegt Land sinn an der Europäescher Unioun, dat dat nach net huet. Souguer déi ganz kleng ..., aner kleng europäesch Länner hunn dat an ech hunn ëmmer fonnt, dass dat eis net gutt géif zu Gesiicht stoen an dass mer och effektiv an dem Land awer trotzdeem e bëssen eng Situatioun hate vu verschiddene Secteuren, wou mer ganz staark Konzentratiounen hunn, dass mer eis dat Instrument sollte ginn, fir effektiv och ze kucken, dass et do keng Abuse géif ginn, déi een ëmmer constatéiert, wann et esou Konzentratioune gëtt. An dofir gesinn ech am Fong och elo net direkt de Rapport zwëschent dem Mechanismus fir d'Fixatioun vun de Präisser an deem vun der Konzentratioun.

Ech si par ailleurs awer frou ze héieren, dass dee Projet de loi do weiderbruecht gëtt an dass deen nach wie vor vun där neier Regierung dann och hoffentlech en l'état gedroe gëtt.

**M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Dat gëtt gemaach!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Elo hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Bausch. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, Här President, mir stëmmen déi Motioun mat, well ech verstinn och net esou richteg, firwat mer elo hei diskutéieren. Den Här Clement huet hei eng Motioun gemaach, wou en am Fong d'Regierung opfuerdert, eng aner Proposition de loi auszeschaffen, déi sech mat där Fro vun dem Contrôle ex ante beschäftegt. Dat ass jo nëmmen eng Opfuerderung un d'Regierung. Wou ass elo de Problem hei, datt mer dat elo dowéinst hei ofleenen?

*(Interruption)*

Gelift?

*(Interruption)*

Nee, net an där Form wéi den Här Clement dat gesot huet. Ech sinn zwar do mat em averstan. Mir hate jo och elo rezent e Beispill. Duerfir ...

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Et ass keng Autosaisine!

**M. François Bausch** (déi gréng) | Duerfir sinn ech der Meenung, datt déi Motioun hei schonn hir Berechtegung huet an datt een déi och sollt stëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Den Här Wagner huet nach d'Wuert gefrot.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech gesinn dat u sech och esou wéi den Här Bausch: Mir schwätzen do vun zwou verschiddene Saachen. D'Regierung seet, si wéilt d'Gesetz iwwert d'Konkurrenzopsiicht och nach revidéieren. An der Rei, mee dat heiten ass eng kloer Opfuerderung. Mir kruten déi Motioun zwar ganz séier elo, mee si ass relativ einfach ze verstoen. De Sënn vun der Motioun ..., dat heescht, et ass schonn eng politesch Opfuerderung un dës Regierung. An deem Sënn, menge mer, musse mer se matdroen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Ech gesinn elo keng weider Wuertmeldung zu deem Sujet. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun kommen.

***Vote sur la motion 1***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. A Fin du vote.

9 Jo-Stëmmen, 50 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 50 Nee-Stëmme géint 9 Jo-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. François Bausch, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Christophe Hansen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig.*

## 3. 8254 – Projet de loi portant modification:

## 1° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective ;
## 2° de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce ;
## 3° de la loi modifiée du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers

An da komme mer zum zweete Punkt vum Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 8254, eng Ofänderung vun de Gesetzer vun de Beruffschamberen, fir hir Konformitéit mat der neier Verfassung ze garantéieren. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéiten hu fënnef Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, d'Madamm Paulette Lenert, den Här Tom Weidig, den Här François Bausch an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme***

**Mme Carole Hartmann** (DP), rapportrice | Här President, léif alleguer, am Juli 2023 ass déi nei Verfassung a Kraaft getrueden. Dës huet de Chambres professionnelles e constitutionelle Rang attribuéiert, wat hire Pouvoir législatif an och hire Rôle am Kader vum Sozialdialog nach emol gestäerkt huet. Mam neie Statutt vun de Chambres professionnelles mussen Upassungen a vereenzelten Texter, déi si concernéieren, gemaach ginn.

Den Ament gëtt et fënnef Chambres professionnelles, deenen hire Kader ënner anerem duerch déi follgend dräi Gesetzer definéiert ass: d'Gesetz iwwert d'Kreatioun vun de Chambres professionnelles à base élective, d'Gesetz vun der Reorganisatioun vun der Chambre de Commerce an d'Gesetz iwwert d'Reorganisatioun vun der Chambre des Métiers. Déi dräi Gesetzer gesi fir, dass Erwuessener, déi ënner enger Tutelle stinn, bei de Walen an de Chambres professionnelles d'office vum Walrecht ausgeschloss ginn. Dëst ass net en ligne mat der neier Verfassung.

Den Artikel 64 vun der Verfassung definéiert verschidde Krittäre bezüglech der Wielerschaft zu Lëtzebuerg. Fir kënnen ze wielen, muss een déi lëtzebuergesch Nationalitéit hunn a volljäreg sinn. Fir kënne gewielt ze ginn, muss een zousätzlech Resident am Land sinn. D'Juridictiounen hunn d'Méiglechkeet, an de Fäll, déi per Gesetz definéiert sinn, engem dat aktiivt a passiivt Walrecht ze entzéien. De Legislateur ass déi eenzeg Entitéit, déi dëst Recht huet an déi dës Decisioun och ka vum Juge des tutelles kontrolléiere loossen.

Fir d'Konformitéit mat der Verfassung ze garantéieren, huet dëse Gesetzesprojet als Zil, dräi Ännerunge virzehuelen:

Éischtens soll déi automatesch Exklusioun vun de sougenannte „majeurs sous tutelle", wat hiren Droit de vote actif et passif betrëfft, ofgeschaaft ginn.

Dann ass och virgesinn, d'Loi organique vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers unzepassen, fir hinnen de Statutt vun der Chambre professionnelle ze ginn. Déi haten nämlech bis dato de Statutt vun engem Établissement public respektiv vun enger Personne morale de droit public.

Un drëtter Stell soll den Text, wou et ëm de Renouvellement vun der Chambre d'Agriculture geet, ugepasst ginn. Konkreet soll hei de Renvoi op e bestëmmtent Joer aus dem Text gestrach ginn, fir dass den Text net muss all fënnef Joer ugepasst ginn. Dëst erlaabt och den aktuelle Mandatairë vum Collège des viticulteurs, vum Collège des agriculteurs a vum Collège des horticulteurs hir Aufgaben iwwert déi fënnef Joer eraus ze assuréieren, bis datt déi nei Mandatairen hir Fonctioun untrieden. Soumat ass och eng gewësse Kontinuitéit garantéiert.

D'Ekonomieskommissioun krut zu dësem Gesetzesprojet fënnef Avisen eran. Vum Staatsrot gouf et keng Opposition formelle. De Staatsrot huet allerdéngs bemierkt, dass den Artikel 64 vun der Verfassung u sech just déi legislativ Wale betrëfft an dass dofir net ganz d'Argumentatioun am Projet de loi suivéiert gëtt. De Staatsrot begréisst trotzdeem dësen Text, well en erlaabt, d'Wale vun de Chambres professionnelles mam Prinzipp vun der Non-Diskriminatioun ze vereenen, deen am Artikel 15 vun der neier Verfassung virgesinn ass.

D'Chambre de Commerce huet den Text allgemeng begréisst.

D'Chambre des Métiers fënnt, genau wéi de Staatsrot, dass keng Kontradiktioun tëschent dem Gesetz an der Verfassung besteet, well de Régime des tutelles vum Code civil an dem Nouveau code de procédure civile virgesi wär. Dëst géif hinnen no bedeiten, dass d'Tutelle souwisou nëmme vun engem Juge ka prononcéiert ginn an doduerch d'Konditiounen, déi vum Artikel 64 virgesi sinn, d'office erfëlle géif.

D'Chambre des Métiers ass awer d'accord dermat, dass een an d'Dispositioune vun de Lois organiques vun de Chambres professionnelles afüügt, dass sech am Fall vun enger Tutelle de Juge des tutelles muss kloer zum Droit de vote prononcéieren. Och mécht d'Chambre des Métiers d'Remark, dass hir – an der Chambre de Commerce hir – Representanten, déi an der Fonctioun entweeder Chef d'entreprise oder Entrepreneur sinn, net vu Majeurs sous tutelle kënnen assuréiert ginn.

D'Chambre des Métiers seet doriwwer eraus, datt hiren neie Statutt net méi kompatibel wier mat verschiddenen Dispositioune vum Gesetz vun 1924. Dëst géif der Regierung en Observatiouns- an Interventiounsrecht vis-à-vis vun de Chambres professionnelles ginn an dat géif Problemer um Niveau vum Ordre constitutionnel bedeiten. Duerfir hu si eng komplett Reform vum Gesetz an och d'Aféierung vun engem Socle juridique commun fir d'Chambres professionnelles gefrot.

D'Staatsbeamtegewerkschaft ass der Meenung, dass den Artikel 64 vun der neier Verfassung just d'Legislativwale betrëfft, well dësen och virgesäit, dass een déi lëtzebuergesch Nationalitéit muss hunn, fir kënne vum Droit de vote actif et passif ze profitéieren. D'Majeurs sous tutelle hätten an hirer Chamber och schonn den Droit de vote actif, kéinten awer selwer net gewielt ginn.

Allgemeng begréisst d'Chambre des Fonctionnaires, och wa si net selwer vum Text betraff ass, dass duerch d'Changementer, déi virgesi sinn, d'Onofhängegkeet vun de Chambres professionnelles ervirgehuewe gëtt.

Fir weider Detailer zum Fong vun dësem Projet de loi verweisen ech op mäi schréftleche Rapport an ech géif heimadder dann och den Accord vun der Demokratescher Partei direkt ginn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Vilmools merci, Madamm Hartmann. Merci och fir Äre schréftlechen an Äre mëndleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Octavie Modert. Madamm Modert.

***Discussion générale***

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Jo, merci, Här President. Dat Gesetz hei ..., effektiv, vun deene véier Dispositioune ginn der dräi dovunner op déi nei Verfassung zréck. Eng dovunner betrëfft dann d'Landwirtschaftskammer, wou elo just Wale waren. Et ass jo déi Patronatskammer, wou Wale si fir all hir Ressortissanten. Et ass elo natierlech ze spéit fir déi Walen, wou mer et hei stëmmen. Dann ass et awer gutt do fir déi nächste Kéier. An dofir gëtt d'CSV och hiren Accord zu dësem Gesetz.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Modert. An dann ass d'Wuert fir den Här Claude Haagen.

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Merci, Här President. D'LSAP begréisst dëse Projet de loi a gëtt heimadder hiren Accord.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Haagen. Här Weidig, et ass un Iech.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Ech proposéieren och menger Fraktioun, datt mer dëst Gesetz matstëmmen. Et ass wichteg, datt et an Aklang gesat gëtt mat der neier Verfassung. Eppes wat mir elo net wierklech als néideg gesinn hunn, dat ass, den Artikel ewechzehuele mat de Leit „en tutelle". Dat huet och d'Handwierkerkammer gesot an och de Staatsrot huet sech jo do scho prononcéiert. Mee dat wäert warscheinlech souwisou keng Relevanz an der Praxis hunn. Duerfir wäerte mer et matstëmmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. Dann ass et um Här François Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President. Och mir sinn d'accord.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Här Clement, et ass un Iech.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mir begréissen dee Projet an och mir sinn d'accord. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ass domat ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | D'Regierung begréisst déi grouss Zoustëmmung zu deem Projet de loi hei a seet villmools Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Domat ass dann d'Diskussioun ofgeschloss.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8254. Den Text steet am Document parlementaire 8254[6].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8254 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Sou, an ech schléissen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen. Infolgedesse keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. An domat ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Marc Lies), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Françoise Kemp), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz (par M. Paul Galles), Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 4. 8262 – Projet de loi relative à la construction d'une école européenne à Junglinster

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 8262 iwwert d'ëffentlech Finanzéierung vum Bau vun enger Europaschoul zu Jonglënster.

*(Interruption par M. Fernand Etgen et hilarité)*

D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéiten hu fënnef Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Emile Eicher, d'Madamm Francine Closener, den Här Jeff Engelen, den Här François Bausch, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics***

**Mme Corinne Cahen** (DP), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir investéiere souwuel an nei Schoule wéi och an nei Schoulsystemer natierlech, mee awer haut emol virun allem an nei Schoulgebaier, fir dass jiddwer Kand och dat richtegt Gebai fir sech fënnt. Haut hu mer direkt zwee Projeten um Ordre du jour, wou et ëm Schoule geet. Mir investéieren, wéi gesot, weider an d'Bildung an och an d'Gebaier eeben, fir dass och jiddwereen ënnert de beschte Konditioune kann hei am Land an d'Schoul goen.

Den éischte Projet haut, den 8262, ass dee vun engem neie Gebai fir déi ëffentlech Europaschoul zu Jonglënster.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Corinne Cahen** (DP), rapportrice | Zanter der Ouverture vun der éischter ëffentlecher Europaschoul 2016 zu Déifferdeng si souwuel d'Demande wéi och d'Offer permanent an d'Luucht gaangen. Bei der Rentrée 2018/2019 ass eng ëffentlech Europaschoul zu Jonglënster opgaangen an engem modulairë Gebai, dat scho bestanen huet um Site vum Lënster Lycée. D'Primärschoul an d'Spillschoul, déi am Moment nach a Container ënnerbruecht sinn, kréien elo en neit Gebai mat engem neie Schoulhaff, enger Sportshal an och engem Geméisgaart.

Erlaabt mer, e bëssen an den Detail ze goe vun dësem Gesetz. An deem neie Gebai wäerten eng 400 Kanner kënne beschoult ginn an déi sinn dann an 20 Klassesäll opgedeelt. Do dernieft ginn 10 sougenannte „Salles de différenciation" gebaut. 4 dovunner wäerten och vum Service d'éducation et d'accueil benotzt ginn. Ech wëll och drop hiweisen, dass d'H-Form vum Gebai et erlaabt, rationell Weeër ze hunn: D'Entrée vum neie Gebai ass an der Mëtt, soudass jiddereen um kierzte Wee dann och op seng Plaz an a säi Klassesall kënnt.

Et wäert 7 Lokaler fir didaktescht Material ginn an 2 Ateliere fir Konscht a Musek. Fir den SEA, de Service d'éducation et d'accueil, sinn 2 Vestiäre virgesi fir déi 400 Kanner, 3 Psychomotricitéitssäll, 4 Salles de construction, 7 Kreativitéitsraim, dovunner eebe 4 a Synergie mat der Primärschoul, 6 Säll fir Jeux de rôle, dovunner een, dee mat der Primärschoul gedeelt gëtt, 2 Säll si virgesinn, fir Babyfoot respektiv Billard ze spillen, an dann, ganz flott, da gëtt et och eng Chill Lounge, e Kichenatelier, en Depot fir Material, eng Bibliothéik gradewéi e Preparatiounssall fir de Bibliothecaire, e Liessall an e Raum fir de Stockage.

Net méi spéit ewéi gëschter ware mer eis heibannen alleguerten eens, dass Sport a Beweegung immens wichteg sinn, an dofir gëtt dann hei och eng nei Sportshal gebaut, déi adaptéiert ass fir déi méi kleng Kanner, e multifunktionelle Raum mat Depot, 4 Vestiäre fir Schüler, 2 Vestiäre fir Enseignanten, e Büro fir d'Enseignanten an eng Infirmerie.

Virgesi sinn och e Büro fir de Sous-Direkter, e Büro fir de Responsabele vum SEA, e Konferenzsall, e Lokal

fir d'Archive gradewéi e Sekretariat, en Informatiksbüro, Räim fir d'Enseignanten an d'Educateuren, wéi zum Beispill e Konferenzsall, e Vestiär mat Casieren, e Kopieslokal an e Vëloslokal.

Déi nei Spill- a Primärschoul profitéiert natierlech vum Lycée, dee schonn do ass, wat zum Beispill d'Kichen ugeet. Do gëtt dann d'Produktioun am Lënster Lycée gemaach. A well mer hei mat klenge Kanner ze dinn hunn, si 6 méi kleng Iesssäll dee Moment virgesinn.

A well d'Kanner sech net nëmme wëllen a solle bannen ophalen, mee och baussen, ass e Schoulhaff virgesi mat 2 Spillplazen an, ech hat et scho gesot, mat engem Geméisgaart. Et ass och e Rückhaltebecke geplangt an de Parking gëtt ausgebaut, vun aktuell 26 op dann 61 Plazen an et kommen och eng 30 Vëlosparkplazen. De ganze Campus selwer wäert iwwregens autofräi sinn. Et ass e Kiss&Drop virgesinn, fir dass d'Elteren hir Kanner kënnen awer an der Schoul erausloossen.

Dat neit Gebai soll nëmme wéineg Energie verbrauchen. Et ass eng thermesch Isolatioun geplangt, Triple vitrage, d'Hëtzt gëtt recuperéiert, op den Daach komme Fotovoltaikpannoen, déi souwuel fir den Eegegebrauch produzéiere wéi och an den ëffentleche Reseau aspeisen. De ganze Campus scolaire huet iwwregens 11 Hektar. An deen neien Deel, dee mécht 2 Hektar aus.

Wat de Käschtepunkt ugeet, sou si fir dëse Projet 58,7 Milliounen Euro virgesinn. Dëse Montant entsprécht dem Indice semestriel des prix de la consommation vum éischten Oktober 2022. Déi Ausgabe gi mat Kreditter aus dem Fonds d'investissements publics scolaires bezuelt. Ausserhalb vum Constructiounspräis fält op d'Joer gesinn e Montant vu geschatenen 10 Milliounen Euro un, fir Consommatiouns- an Entretienskäschten ze decken.

De fréiere Minister François Bausch huet dëse Projet den 29. Juni 2023 an der Chamber deposéiert. De Staatsrot hat den 10. Oktober de Projet aviséiert. Et war keng Opposition formelle gemaach ginn. De 25. Januar dëst Joer hu mer iwwert de Projet gradewéi iwwert den Avis vum Staatsrot an der Kommissioun geschwat. De Rapport gouf den 1. Februar an der Chamberkommissioun ugeholl.

Här President, léif Frëndinnen a Frënn, och wann ech probéiert hunn, esou komplett ewéi méiglech ze sinn am mëndleche Rapport, sou géif ech dann awer op mäi schréftleche Rapport verweise fir méi Detailer.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a géif schonn den Accord gi vun der Demokratescher Fraktioun. Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Madamm Cahen villmools Merci fir hire schréftlechen a fir hire mëndleche Rapport.

An den éischte Riedner ass den honorabelen Här Emile Eicher. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Emile Eicher** (CSV) | Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt aktuell fënnef ëffentlech Europäesch Schoulen hei zu Lëtzebuerg: zu Déifferdeng, Mondorf, Klierf, Lënster a Miersch. An d'Regierung huet och nach zousätzlech Europaschoulen aus dem ëffentleche Beräich virgesinn, fir d'Offer méi grouss ze maachen an dofir och méi Leit den Zougang ze ginn zu deenen ëffentlechen Europaschoulen.

Mam Projet de loi 8262 relative à la construction d'une école européenne à Junglinster gëtt also elo e weidere Schratt an dës Richtung gemaach. Ech denken och, datt et eng Noutwendegkeet ass, an dëse Projet muss esou schnell wéi méiglech virugoen, wat iwwregens éischter en Ausbau ass vun dem besteeënde Lycée, fir nach méi Capacitéiten ze schafen.

Et muss ee wëssen, datt mer geschwënn hei zu Lëtzebuerg bei 700.000 Awunner sinn. Dovunner sinn der de Moment scho 47 % Residentë mat Netlëtzebuerger Nationalitéit. An deenen zwielef Gemengen, déi sech am direkten Anzuchsgebitt vun der Jonglënster Schoul befannen, déi iwwregens eng Géigend ëmfaasst, déi zwëschent der Fiels, Nidderaanwen, duerch den Uelzechtdall bis op Lëntge geet ..., ëmmerhin eng 32 % bis 59 % vun de Kanner vun der Gesamtschoulbevëlkerung Netlëtzebuerger sinn.

Mir kommen also deemno net laanscht d'Realisatioun vun dësem Ausbau, deen 58,7 Millioune kaschte wäert, fir dës schoulesch Offer ze schafen. D'Capacitéit vun aktuell 776 Kanner geet op 1.360 erop. Do sinn awer och d'Maternelles, also d'Spillschoulskanner, derbäi.

Déi fuschnei Struktur ass um leschte Stand, well se och e grousse Volet Nohaltegkeet berücksichtegt an och den Ëmweltschutz respektéiert. Et gëtt eng grouss Synergie mat der besteeënder Heiztechnik, wat eng Holzhackschnëtzelheizung ass, déi och weider genëtzt gëtt. Op den Daach kommen Infrastrukture vun der Fotovoltaik, déi et och erlaben, genuch Stroum ze produzéieren, fir autonom ze schaffen a souguer nach en Deel an d'ëffentlecht Netz anzespeisen.

Wéi scho gesot vu menger Kolleegin Corinne Cahen: 20 Klassesäll fir 400 Kanner am Primaire, eng Sportshal, ech hunn nach eng ronn 22 weider Raimlechkeete gezielt, wou Dir och schonn den Detail ginn hutt, déi de Kanner och Raum ginn, fir sech kreativ ze betätegen, sech ze erhuelen a sech ze entwéckelen.

A wat wichteg heibäi ass, ass, dass déi Kanner hir ganz Schoulzäit, also vun der Spillschoul bis zur Première, vum Fondamental bis an de Lycée, do kënne verbréngen. Dat erfëllt och d'Erwaardunge vu villen Elteren an erméiglecht hinnen eng optimal Integratioun – souwisou eng Garantie fir eng héich Liewensqualitéit an der Regioun. An net ze vergiessen: Et kreéiert och eng ganz Partie nei Aarbechtsplazen.

Also, déi Regioun wäert och net ouni Impakt vun där Schoul betraff bleiwen, well sech och domadder d'Attraktivitéit wäert steigeren, fir datt jonk auslännesch Familllen och an déi Regioun zéie wäerten, eng Regioun, déi iwwregens och nach am Speckgürtel vun der Stad Lëtzebuerg ass. Dofir ënnerstëtzt och d'CSV-Fraktioun dëse Projet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Eicher. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Merci, Här President. Fir eis als LSAP ass et jo evident, datt den nationalen Educatiounssystem an der Flicht ass, alle Schülerinnen a Schüler e Bildungssystem unzebidden, deen hire Besoinen entsprécht an hinne Perspektive gëtt. Dozou gehéieren natierlech déi néideg Infrastrukturen an déi ginn heimadder ausgebaut. D'Madamm Rapportrice huet jo schonn all d'Detailer genannt a mir ënnerstëtze souwuel de Bauprojet wéi och d'Finanzéierungsgesetz.

Ech wéilt awer nach ënnersträichen, datt d'Passerellen tëscht ëffentlechen Europaschoulen an de Lycéeë vun der Reegelschoul assuréiert musse ginn. Do kënne mer nach gutt nobesseren. Mat der grousser Heterogenitéit vun eiser Schülerschaft sinn déi europäesch Schoulen eng gutt Optioun. Allerdéngs wëll ech och betounen: Si sinn eng gutt Optioun, soulaang se an e laangfristegt, globaalt schoulpolitescht Konzept agebonne ginn. An do waarde mer drop, dass den Educatiounsminister vläicht seng Strategie eng Kéier erkläert.

Domadder ginn ech awer den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëst Finanzéierungsgesetz. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Closener. Dann geet d'Wuert elo un den Här Jeff Engelen. Här Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, grad an engem Land wéi Lëtzebuerg, wou vill Mënsche mat Migratiounshannergrond liewen, ass eng gemeinsam ëffentlech Schoul immens wichteg fir de sozialen Zesummenhalt a fir d'Integratioun. Déi vill international Schoule bewierken dogéint, datt d'Kanner jee no hire Wuerzelen, jee no hirer Nationalitéit, jee no hirer Kultur a verschidde Schoulsträng getrennt ginn.

Mir wëlle keng zwee Systemer oder schoulesch Parallellen am Land. Mir hätte léiwer e Mateneen, duerfir hate mer ons an eisem Walprogramm derfir ausgeschwat, datt mer an Zukunft keng international oder Europaschoule méi wéilte matdroen. Och d'CSV, wëll ech emol bemierken – duerfir sinn ech verwonnert, datt si elo derfir sinn –, hat sech am Kader vun de leschte Walen derfir ausgeschwat, keng weider schoulesch Parallellwelten méi opzebauen an datt keng méi sollten opgebaut ginn. Duerfir wäerte mir eis bei dësem Projet enthalen. Mir soe ganz kloer Jo zu enger Schoul, mee zu enger Europaschoul soe mer Nee, an duerfir wäerte mer eis enthalen.

An ech wëll der Madamm Corinne Cahen nach en häerzleche Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci. Merci, Här Engelen. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här François Bausch. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och der Madamm Cahen fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Merci der Ministesch, datt se de Projet vun deem viregte Minister weidergefouert huet, well et ass effektiv eng Urgenz do am schoulesche Beräich. Dat ass och schonn ënnerstrach ginn.

Ech weess nach, datt mer an der leschter Regierung, um Schluss vun der leschter Regierung eng Nott ugeholl hunn, wou mer d'Situatioun beschriwwen hunn, mat enger Vorausschau fir déi nächst Joren. Mer mussen eis bewosst sinn, datt och wa mer dat hei bauen, ... Duerno decidéiere mer jo, nach e Lycée nei ze bauen, haut de Mëtteg. Dat sinn alles deier Projeten, mee et sinn extreem wichteg Projete fir d'Zukunft vun dësem Land, well mir wäerten nach laang net genuch Schoule gebaut hunn. Dir wäert och gesinn, och d'Madamm Backes wäert nach missen nei Projeten op den Instanzewee schécken, fir datt mer deem kënnen nokommen, wat mer brauchen an den nächste Joren.

An ech mussen och soen, ech si schockéiert iwwert dat, wat ech vu mengem Virriedner elo héieren hunn, datt ...

*(Interruption par M. Fernand Kartheiser)*

Jo, Här Kartheiser, et ass net fir d'éischt, wou ech iwwert Iech schockéiert sinn, a warscheinlech och

net fir d'lescht, dat ass richteg! Mee ech sinn awer schockéiert iwwert dat, wat Der hei zum Beschte gitt. Mir hunn e Land mat enger grousser internationaler Communautéit an do ass zu engem groussen Deel och international Communautéit derbäi, déi natierlech esou Schoule wéi déi do brauchen. A mir brauchen déi Leit, an do brauche mer och déi Schoulen, an duerfir sinn ech frou, datt mer dat haut decidéieren.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. An dann ass d'Wuert fir den Här Marc Goergen. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Deen heite Projet kënnt jo scho vun 2017, ier mir am héijen Haus waren. Mir hunn och haut ..., mir hunn zwar elo déi dräi Bezierker ofgedeckt, awer dee véierten nach net, soudass en Ostdeputéierte kéint schwätzen, soudass ech dat iwwerhuelen.

Ech muss awer soen, an dësem Projet huet mer immens gutt gefall ...

*(Interruption par M. Gilles Baum)*

O, Här Baum, mir kréien dat och nach hin.

*(Interruption par M. Gilles Baum)*

Fir d'éischt ... Gären, also gäre setze mer och aner Kandidaten op. Anert Theema.

*(Interruptions et hilarité)*

Nee. Elo hutt Der mech ... Ech mengen, Dir sidd an deene fënnef Joer deen éischten, dee mech elo vum Fuedem ofbruecht huet.

Ech wollt just soen: An der Kommissioun huet mer ganz gutt gefall, wéi d'Erklärunge koumen zum Projet, dass hei un immens vill Ëmweltfrëndlechkeet hei geduecht ginn ass. Et erkennt een, dass e grénge Fuedem dra war – mee ech hoffen och, dass och déi nächst Projeten esou wäerte sinn –, soudass de Projet eis ganz gutt gefall huet.

Zu der Fro Europaschoul oder net: Bon, d'Madamm Backes kann eis déi Froen net beäntwerten, et ass och net hiren Dossier. Dat ass eppes, wat mer herno mussen eng Kéier mam Educatiounsministère diskutéieren. Dat kënne mer gäre maachen. Mir sinn och der Meenung, dass d'Europaschoule musse méi integréiert ginn, dass d'Konzept e bësse muss ugepasst ginn. Mee dat ass haut net dat, wouriwwer eigentlech ofgestëmmt gëtt. Haut gëtt emol iwwert d'Mauer ofgestëmmt, nenne mer et esou. Wat herno den Här Meisch drasetzt, dat kënne mir natierlech an der Chamber nach diskutéiere bis dohinner. Fir d'éischt baut d'Madamm Backes et elo mol.

An do wäert Der eis Zoustëmmung kréien. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten dee Projet de loi och matstëmmen. Et ass natierlech gesot ginn: „Mir stëmmen d'Maueren", mee mir stëmmen awer och e bëssen de Projet. A selbstverständlech kënne mer hei keng Diskussioun féieren iwwert d'Pedagogik, dat ass och net de Ressort vun der Madamm Backes.

A jo, natierlech wier et besser – mir sinn och där Meenung –, wann déi regulär Schoul hei zu Lëtzebuerg sech géif un all déi verschidden Zenarien adaptéieren, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, an engem Land, wou immens vill Kanner vun doheem aus zum Beispill kee Lëtzebuergesch schwätzen a Schwieregkeeten hu mat der Aart a Weis, wéi déi regulär Schoul organiséiert ass.

Ech weess, vu wat ech schwätzen, ech war selwer betraff, mee et huet sech leider nach net villes geännert. Dat heescht, elo fuere mer iwwert international europäesch Schoulen. Et wär besser, et wier alles integréiert. Et ass zurzäit net de Fall. Dofir muss een awer och trotzdeem deem Rechnung droen, wat an der Lëtzebuerger Gesellschaft Realitéit ass. An dofir wäerte mer dat och matstëmmen.

Mir däerfen net vergiessen, ech mengen, et sinn ..., 1.200 Schüler komme souwisou och nach alljoers bäi zu Lëtzebuerg, wat ongeféier engem Lycée entsprécht. Ech mengen, déi heite Regierung huet och nach wëlles, dräi weider Lycéeën ze bauen. Mir mierken, datt d'Land wiisst. D'Land gëtt och vläicht deelweis méi dynamesch an d'Land brauch méi Infrastrukturen. D'Land brauch méi ëffentlech Servicer, déi vu gudder Qualitéit sinn an déi jidderengem zeguttkommen. An dofir – mee doriwwer kënne mer nächste Mount diskutéieren – wier keng Regierung gutt beroden, fir manner Depensen ze hunn am ëffentlechen Déngscht respektiv manner Recetten, well dat Ganzt, dat kascht jo, mee dat kënnt duerno der ganzer Gesellschaft zegutt.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Domat ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Madamm Minister.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, och vu mir aus der Madamm Cahen e grousse Merci fir hiren exzellente mëndlechen – ganz konzis, prezis – an och schréftleche Rapport.

Am Koalitiounsaccord steet, dass d'schoulesch Ariichtungen der Diversitéit vu Lëtzebuerg a vun der Lëtzebuerger Populatioun dann och solle Rechnung droen. Ech fannen, d'Diversitéit ass en Atout. An deem gëtt hei an deem, wat mer haut maachen, mat zwou Schoulen, déi um Ordre du jour stinn, och Rechnung gedroen. An deem Kontext muss een och soen, datt an de leschte Joren déi ëffentlech schoulesch Offeren ëmmer méi divers gi sinn, an dat ass och eng gutt Saach. Dat entsprécht de Besoine vun eisem Land.

Wéi am Koalitiounsaccord och virgesinn ass, sollen dofir souwuel déi klassesch Schoule wéi och déi international Schoule weider ausgebaut ginn. Am Koalitiounsaccord steet och, dass d'Capacitéite solle weider ausgebaut ginn. Bon, ech mengen, eng modern Educatioun brauch natierlech och modern Infrastrukturen, déi et den Enseignanten an de Schüler erlaben, mat de neitsten Outilen a Léiermethoden ze schaffen.

Bon, déi zwee Projeten, déi haut um Ordre du jour sti vun der Chamber, si vu mengem Virgänger op den Instanzewee bruecht ginn an ech soen dem Fränz Bausch e grousse Merci derfir. Ech mengen, et ass och scho gesot ginn: Mir hunn e grousse Bevëlkerungswuesstem zu Lëtzebuerg an do mussen d'ëffentlech Strukturen och mathalen, an zu deene gehéieren natierlech och eis Schoulen.

Et muss een och soen – ech mengen, dat wësse mer och alleguerten –: Mir hunn eng Kris am Bausecteur, dat heescht, och mat esou grousse Projete kënne mer hei hëllefen. An dofir ass et och gutt, wa mer déi grouss Projeten hei esou séier wéi méiglech kënnen op d'Schinn bréngen.

D'Rapportrice huet och gesot, dass hei bei deenen zwee Projeten, déi haut um Ordre du jour stinn, ganz grousse Wäert drop geluecht ginn ass, dass den Energieverbrauch esou niddereg wéi méiglech ass. Dat heescht Durabilitéit, Circularitéit: Do gëtt och ganz grousse Wäert drop geluecht.

Ech soen der Chamber fir dësen éischte Projet dann – d'Europaschoul zu Jonglënster – e ganz grousse Merci, éischtens fir déi gutt Zesummenaarbecht an zweetens fir déi breet Ënnerstëtzung. Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister. An domat wär d'Diskussioun dann ofgeschloss.

Mir géifen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8262 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8262[2].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8262 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm bei 5 Abstentiounen. De Projet de loi ass also mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Enthalungen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 5. 8332 – Projet de loi relative à de nouvelles constructions pour le lycée de Bonnevoie

Ier mer iwwer eng Rei Motiounen ofstëmmen, hu mir nach e leschte Projet, de Projet de loi 8332 iwwert d'ëffentlech Finanzéierung vun neie Constructioune fir de Lycée zu Bouneweg. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, all Fraktiounen a Sensibilitéiten hu fënnef Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et si schonn ageschriwwen: den Här Marc Lies,

d'Madamm Francine Closener, den Här Jeff Engelen, den Här François Bausch an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen.

**Une voix** | Très bien!

***Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics***

**Mme Corinne Cahen** (DP), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Finanzéierungsgesetz 8332 geet et, wéi de President grad gesot huet, ëm en neit Gebai – e fuschneit Gebai – fir den LTB, wéi en elo nach heescht, de Lycée technique de Bonnevoie. Ech kommen op den Numm natierlech nach eng Kéier e bësse méi spéit zeréck.

Dee Lycée zu Bouneweg gëtt et zanter 1989. E war ugangs geplangt fir 1.000 Schüler. Allerdéngs gouf dës Zuel ganz séier iwwerschratt, net zulescht wéinst der ganz breeder schoulescher Offer, déi do ugebuede gëtt.

D'Gesetz vum 3. Juni 1994 iwwert de Régime préparatoire huet mat sech bruecht, dass d'Gebai ganz séier ze kleng war. Bis 2015 goufen aacht provisoresch Strukture bäigebaut, fir d'Unzuel u Klasse kënnen eropzesetzen. All Annexsäll, wéi zum Beispill d'Bibliothéik, d'Produktiounskichen, de Schoulrestaurant oder och nach d'Sportsinfrastrukturen, déi konnten net vergréissert ginn. Am Moment ginn déi meeschte Schüler am LTB also a provisoresche Strukture beschoult. D'Infrastrukture si scho laang vill ze kleng an dofir solle mer haut iwwert dëst neit Gesetz ofstëmmen.

Déi nei Constructioun vum Lycée Bouneweg gëtt op 3,8 Hektar gebaut. 2.150 Schüler wäerte kënnen an deen neie Lycée goen. Aktuell ginn 1.500 Schüler an dee Lycée, dee, wéi gesot, fir 1.000 Schüler gebaut gouf. Si wäerte vun enger ganz breeder Schouloffer kënne profitéieren, virun allem am Beräich vun der Formation professionnelle.

Fir déi ënnescht Klasse si 6 Eenheete virgesinn, mat am Ganzen 30 Klassesäll, awer och Räim, fir ze léieren a fir emol eent oder méi Kanner separat ze beschoulen. Well déi accessoire Infrastruktur esou wichteg ass, kommen nach 11 Säll derbäi, wéi zum Beispill en Informatikssall, 2 Säll fir Sciences naturelles, 3 Konschtsäll, 2 Ateliere fir Kichen oder Konscht, 2 Atelieren, wou mat Holz a Metall ka geschafft ginn, awer och Mecanique, zum Beispill. A last but not least, wäert et och nach e Raum gi mat Uewe fir Keramik an Email.

Wat déi iewescht Klasse betrëfft, do si 25 Klassesäll virgesinn, e Virbereedungslokal, e Büro an Depoten. Do gëtt et da 6 Spezialsäll, notamment fir d'Informatik, 3 Laboen an eng Salle polyvalente fir d'Chimie.

Fir d'Formation professionnelle si 5 verschidde Beräicher virgesinn, déi deels extreem spezialiséiert sinn, well een natierlech ënner reelle Konditioune säin zukünftege Beruff muss kënne léieren. Bei de 5 verschiddene Beräicher handelt et sech ëm: Technologien, Elektro/Metall, Informatik, Auxiliaires de vie an Alimentatioun, wou dann zum Beispill eng professionell Kiche wäert installéiert ginn.

Et kommen ënner anerem grouss Laboen, en Total vun 93 Klassesäll, plus 61 Salles spéciales, Atelieren an eebe Laboen. Do derbäi kommen e Restaurant, dee mat der Salle polyvalente ka kombinéiert ginn, an an deem Restaurant ass dann dee Moment Plaz fir 600 Leit.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, hei op mäi schréftleche Rapport ze verweise fir all d'Detailer, wat déi 5 Beräicher vun der Formation professionnelle ugeet. Dat ass alles schonn extreem spezifesch an net an 10 Minutten alles opzezielen.

Natierlech gëtt et och en administrative Beräich mat 12 Büroen a Reuniounssäll gradewéi Räim fir d'Enseignanten a fir d'Services scolaires et médicaux. Do sinn ënner anerem 19 Büroe geplangt.

Wat d'Structures d'accueil ubelaangt, sinn ënner anerem eng Bibliothéik, e Makerspace, e Museksatelier, e Raum fir Musek opzehuelen, e Schülertreff, eng Salle polyvalente mat enger Bün, en Atrium, e Restaurant mat 600 Plaze, wéi ech elo grad scho gesot hunn, eng Produktiounskichen, eng Loge fir de Concierge an e Garage fir Gefierer geplangt.

Last but not least géif ech och nach gär op déi nei Sportshal hiweisen an op déi nei Schwämm. Et ass och eng Sportsinfrastruktur bausse virgesinn.

Et si just 60 Parkplaze geplangt. Den Tram ass op 300 Meter. Do derbäi kommen awer nach 156 Vëlosplazen. De ganze Site selwer ass autofräi.

Et gëtt grousse Wäert geluecht op d'Circularitéit an op eng niddereg Energieconsommatioun. Den Atelierstrakt ass gréisstendeels am Holz gebaut. All d'Elementer sinn demontabel a kënnen nees gebraucht ginn.

Et ass eng Bauzäit virgesi vu 5 Joer. De Käschtepunkt läit bei 303.332.000 Euro. Dëse Montant entsprécht dem Indice semestriel des prix de la consommation vum 1. Abrëll 2023. Déi Ausgabe gi mat Kreditter aus dem Fonds d'investissements publics scolaires bezuelt.

De viregte Minister François Bausch huet dëse Projet de 26. Januar 2023 (veuillez lire: den 20. Oktober 2023) deposéiert. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 22. Dezember just gefrot, den Terme „technique" aus „Lycée technique de Bonnevoie" erauszehuelen, well et déi Bezeechnung esou net méi gëtt. De Lycée heescht deemno dann elo „Lycée Bouneweg".

Fir weider Detailer zum Gesetzesprojet 8332 verweisen ech, wéi gesot, dann och op mäi schréftleche Rapport.

Här President, ech géif awer och gären eng Kéier kuerz d'Kap da vum Rapporter ausdoen, wann Der mer erlaabt, fir nach vläicht e puer méi perséinlech Saachen ze soen, och am Numm vun der Demokratescher Partei.

***Discussion générale***

D'Ministesch huet grad beim viregte Projet gesot, dass Diversitéit en Atout ass. Ech kann Iech soen, dass de Lycée vu Bouneweg en Diversitéitslycée ass. An ech géif och wëlle soen, dass de Lycée vu Bouneweg eng Chance ass fir déi Schüler, déi do an d'Schoul ginn. Dat hunn ech gesinn, net zulescht, wéi ech op Diplomiwwerreechunge war, wou Premièresdiplomer iwwerreecht gi sinn. An deem Lycée kréie Kanner eng Chance, déi soss néierens méi eng Chance kréien.

An ech mengen, dass deen Invest hei en enorm gudden Invest an d'Zukunft ass. An ech bleiwen der Meenung, dass mer verschidde Schoule fir verschidde Schüler brauchen, well mer net alleguer d'selwecht sinn. Mir sinn alleguerten aneschters. Mir hunn eng Populatioun, wou bal 50 % net déi Lëtzebuerger Nationalitéit hunn. Do schwätze vill Kanner eng aner Sprooch doheem. An d'Sproochen däerfen net eng Barriär sinn, fir zu engem Diplom ze kommen, mee si mussen eng Chance sinn, fir zu engem Diplom ze kommen. Ech wollt dat awer nach eng Kéier soen.

An ech mengen, dee Lycée vu Bouneweg ass e ganz gutt Exempel, wéi ee Kanner ka beschoulen, fir hinnen eng zweet Chance ze ginn oder souguer eng drëtt oder eng véiert Chance. An ech wier wierklech frou, wa mer ons hei géife breet eens ginn, fir dëse Projet kënnen ze stëmmen, well dat wierklech e ganz, ganz formidabele Projet ass!

Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci Madamm Cahen fir Äre schréftlechen a mëndleche Rapport. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Lies** (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wéilt ech der Rapportrice, der Madamm Cahen, Merci soe fir dësen ausféierleche Rapport iwwert de Lycée technique de Bonnevoie, deen, wéi och d'Rapportrice gesot huet, zanter enger Woch elo offiziell Bouneweger Lycée Luxembourg heescht. Well, wéi scho gesot, eeben dëse Lycée huet missen ëmgedeeft ginn, vu datt den „technique" aus dem Numm erausgeholl ginn ass, duerfir ass et ab elo net méi LTB, mee BLL.

Wéi d'Rapportrice gesot huet, ass et e Projet, deen eng gewëssen Drénglechkeet mat sech bréngt, e Projet, natierlech, deen och opgrond vu senger Envergure natierlech och e gewëssene Käschtepunkt mat sech bréngt vu knapps iwwer 300 Milliounen, wat wierklech vill fir ee Lycée ass, wou an der Zäit ëmmer gesot ginn ass: „Ëm 100 Milliounen oder 120 Millioune kascht ee Lycée." Ma ech mengen, dat hei ass dat Dräifacht.

Do beweisen awer och ganz kloer d'Zuelen, datt eeben déi Drénglechkeet do ass: e Lycée, deen 1989 gebaut ginn ass, bis 2015 am Ganzen aachtmol iwwer Constructiounsphase mat Provisorien ausgebaut ginn ass. Dat heescht, datt d'Majoritéit vun de Schüler iwwert déi lescht Joren a Provisorien ënnerriicht ginn ass. An do ass vläicht och eng Zuel, déi ee vläicht eng Kéier misst ervirhiewen: Am Schouljoer 2015/2016 ware knapps iwwer 2.000 Schüler am LTB, enger Schoul, engem Lycée, deen dee Moment fir knapps 1000 Schüler ausgeriicht war. Bien sûr sinn effektiv eng aacht Provisorie bäigebaut ginn.

Wéi d'Rapportrice och gesot huet: Op iwwer 3,8 Hektar sollen an Zukunft eng 2.150 Schüler an dëser neier Schoul dann enseignéiert ginn, besonnesch an der Beruffsausbildung natierlech, déi dann do wäert praktizéiert ginn. Fir eng adequat Beruffsausbildung brauch een och adequat Infrastrukturen an dofir ass et wichteg, datt dëse Lycée schnellstméiglech gebaut gëtt.

D'Rapportrice huet och vun der Drénglechkeet geschwat an ech mengen, et ass drénglech, datt dëse Lycée gebaut gëtt. En huet awer eng gewësse Virgeschicht. De Lycée kéint eigentlech scho fäerdeg sinn, wann net scho viru Joren. An do ass effektiv am Joer 2012 an enger Reunioun ënnert de Bâtiments publics iwwer e PPP, Public-private-Partnership ... Ech kucken de François Bausch. Hie ka sech och nach dorun erënneren, datt dann dee Moment iwwer e PPP diskutéiert ginn ass, deen 2013 dunn och an de Regierungsrot gaangen ass. 2015 war dunn de Kickoff fir de Projet PPP, am Februar 2016 d'Publikatioun fir de Marché public, fir den éischte Consultant ze fannen, deen dann Ernst & Young ginn ass. Am Januar 2017 war den éischten Appel public à la concurrence iwwer en Avis de marché public européen, fir e private Partner ze fannen, fir dëse Lycée da kënnen ze bedreiwen. An et ass dunn awer am November 2018 festgestallt ginn, datt dëse PPP net opportun wär, an duerfir ass dann dee Moment dëse Projet zréckgezu ginn.

Ben, fir zréckzekommen op de Projet respektiv op de Site selwer: Et ass e Lycée, dee ganz accessibel ass. Ech mengen, et ass net laang hier, datt de Pôle d'échange zu Bouneweg LTB mat dem Tram ageweit ginn ass. Den Tram wäert och bis Juli nach virucirculéiere bis op de Pôle d'échange Stade de Luxembourg, esou datt dann dee Moment eng exzellent Accessibilitéit do assuréiert ass. Et soll effektiv e Lycée sinn, wou keen Duerchgangsverkéier ass. Dat heescht, datt natierlech, besonnesch op den ëffentlechen Transport do gebaut soll ginn.

Et ass e Lycée, e Gebai, dat no nohaltege Krittären, no engem nohaltegen Energiekonzept och wäert ëmgesat ginn. E bësschen ze bedaueren ass als Randgemeng Hesper, ... do ass nämlech eng Cogeneratioun direkt niewendrun, déi och hätt kënnen un dëse Lycée ugeschloss ginn, vu datt och dëst BHKW (ndlr: Blockheizkraftwerk) am Moment amgaang ass, op Holzpellets ëmgebaut ze ginn.

An ech mengen, op déi ganz Fonctiounen – dat huet d'Rapportrice gesot – ginn ech elo net méi weider an. Vläicht zwee Wuert nach iwwert d'Sportsinfrastrukturen, wou eng Sportshal an och eng Schwämm gebaut ginn. Och d'Nopeschgemeng vun Hesper huet à maintes reprises gefrot, dat am Joer 2008, 2009, 2015, ob, wann an Zukunft déi Schwämm bis gebaut ass, eventuell och d'Nopeschgemeng mat engem Deel vun hire Kanner kéint vun dëser Schwämm profitéieren. Duerfir, Madamm Minister, huelt dat einfach emol mat virun a wann d'Méiglechkeet besteet, dann ass d'Gemeng Hesper ganz gär Demandeur, fir och do mat verschiddene Schoulklassen dohinner ze goen.

Zum Schluss wéilt ech Merci soen, virop dem viregte Minister, dem François Bausch, deen de 26. Januar 2023 (veuillez lire: den 20. Oktober 2023) nach dëse Projet dann dee Moment op den Instanzewee bruecht huet. Och dëser Ministesch, där neier Ministesch, der Madamm, merci fir hiert Engagement, ...

*(Brouhaha)*

... fir dëse Projet virunzedreiwen, awer och e grousse Merci u Bâtiments publics, déi dëse Projet entaméiert hunn, an zum Schluss, last but not least, alleguerten deene Verantwortlechem aus dem LTB. Merci besonnesch dem Georges Beck, dee wärend Jore vill Stonnen un dësem Projet geschafft huet, fir e virunzedreiwen. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Lies. Da geet d'Wuert un d'Madamm Francine Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, meng Virriedner, besonnesch den Här Lies, hunn elo schonn drop higewisen, wéi laang déi Ëm- an Ausbauaarbechte gedauert hunn, wat dat fir eng laang Geschicht huet. Elo gëllt et awer, mengen ech, no vir ze kucken an déi néideg Moyenen zu Bouneweg endlech zur Verfügung ze stellen, fir de Projet séier virunzedreiwen, well et ass net vu Muttwëll, dass dann do endlech elo ausgebaut gëtt an anstänneg Bildungsinfrastrukture fir eis Jugendlech geschaf ginn.

Här President, eis Schoule sollen, musse méi sinn, wéi just eng Léierplaz. Dat si Plazen, wou Kanner a Jugendlecher e wichtegen Deel vun hirem Liewe verbréngen, an duerfir sollten déi schoulesch Raimlechkeeten och déi perséinlech Entwécklung vun eise Kanner a Jugendleche förderen an och dat soziaalt Matenee stäerken. Haut weess een nämlech, dass d'Gestaltung vu Léierraim kann entscheedend derzou bäidroen, datt d'Léieren e Stéck besser ka geléngen, doduerjer datt een eebe raimlech Viraussetzunge schaaft, déi déi pedagogesch Virgoensweis ënnerstëtzen a vereinfachen. Déi sechs Clusteren, zum Beispill, fir déi ënnescht Klasse maachen eng diversifizéiert a moduléierbar Raumgestaltung méiglech, fir eebe gläichzäiteg autonom souwéi och kollektiv Aarbechten ze maachen. Mir begréissen, datt déi lescht Regierung mat dësem Projet e Modell fir déi zukünfteg Schoul entwéckelt huet, ganz am Geescht vun enger moderner Schoulkonzeptioun.

Här President, d'Transitioun vun dem Fondamental eriwwer an de Secondaire, dat ass e ganz grousse Sprong fir eis Kanner, duerfir ass et och wichteg, drop opzepassen, datt dës Etapp ganz soft gemaach gëtt. Zum Beispill am Projet vu virdrun hu mer jo d'Méiglechkeet vun engem Campus, wou d'Kanner dee ganzen Dag an och déi ganz Karriär op engem Campus verbréngen. Dat ass eng soft Méiglechkeet, mee awer och d'Raimlechkeete sollen net iwwerdimensional sinn, mee éischter a kleng Kompartimenter ënnerdeelt ginn, déi eeben de Besoine vun de Jugendleche Rechnung droen.

Als LSAP si mer der fester Iwwerzeegung, datt nieft motivéierten, qualifizéierten Enseignanten eng modern, accessibel a gutt ekipéiert ëffentlech Schoul e Schlëssselelement ass vun enger Bildungsgerechtegkeet, déi fir eis absolutt Prioritéit huet, an duerfir ginn ech och hei den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soe Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Closener. Da geet d'Wuert un den Här Jeff Engelen. Här Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll der Rapportrice fir unzefänken en häerzleche Merci soe fir dëse Rapport. Ech mengen, de Bouneweger Lycée beweist, datt en Erfolleg huet, an duerfir ass et och dréngend gebueden, datt mer virufueren. Ech mengen, dat begréisse mer, an duerfir wäerte mer och deem zoustëmmen.

Erlaabt mer vläicht och, drop hinzeweisen, datt hei e Lycée ass, wou och d'Handwierk verstäerkt seng Chance kritt. Dir wësst alleguerten, ech kommen aus dem Handwierk. Leider Gottes hu mer hei aus dem Handwierk nëmmen zwee Deputéierter, wat och net grad d'Spigelbild ass vun der Bevëlkerung, niewebäi bemierkt. Mee, ech mengen, et ass gutt, wann d'Handwierk dobaussen op verschiddene Plazen offréiert gëtt, well mir wëssen alleguerten, wéi wichteg eist Handwierk eis ass. Mir begéinen et all Dag am Liewen, am Dag 10-, 20-mol an d'ganzt Joer iwwer an ech mengen, wa mer d'Handwierk net hunn, dann hu mer e grousse Problem. An deem Sënn begréisse mer dës Schoul a mir ginn eis d'Zoustëmmung.

Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engelen. Da geet d'Wuert un den Här François Bausch. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Och merci hei der Madamm Rapportrice fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. An datt dat heiten eng Noutwendegkeet ass, ech mengen, dorunner zweifelt heibanne jo hoffentlech keen, an et ass jo och keen, deen drun zweifelt, well déi Zuelen, déi geschildert gi si vun der Madamm Rapportrice, déi schwätzen eng däitlech Sprooch. An dat huet mech och iwwerzeegt deemools, fir ze versichen, mat deem Projet hei séier weiderzekommen.

An da wëll ech awer och do eppes iwwert dat soen, wat geschitt ass am Kontext vun deem PPP. Net well ech do lo onbedéngt en Historique wëll maachen, mee well ech virun allem wëll domadder dorop hiweisen, datt dat, wat och zum Beispill dës Regierung sech an de Regierungsprogramm geschriwwen huet, fir ze mengen, iwwer PPP géif et méi bëlleg ginn a méi séier goen, einfach net stëmmt.

Ech si selwer ni en iwwerzeegte Verfechter gewiescht vum PPP. Ech hunn dat deemools iwwerholl, well deemools de Projet an déi Richtung gelaf ass a well ech net wollt Zäit verléieren, well ech geduecht hunn: „Ok, ech fänken net erëm un, d'Rad vu vir un ze dréinen, also bei Null unzefänken", well et war eng Urgence do. An d'Resultat huet awer wierklech alles bestätegt vun deem, wat ech u Virurteeler vläicht hat virdru par rapport zu PPPen, well ech kann Iech soen, dat hei ass vläicht en deiere Projet, mee wa mer weidergefuer wäre mat deem, wat deemools um Dësch louch, dat wier nach e Krack méi deier ginn. Dat soen ech Iech, fir net méi ze soen. An et wär och net méi schnell gaangen, ganz sécher. Mee nu war et eeben emol esou. Mir hunn dunn dräi, véier Joer Zäit verluer.

Wësst Der, fir mech war et ëmmer esou: Wie gräift op PPPen zréck? Maja, dat si gréisstendeels am Ausland Regiounen, Gemengen, Stied oder Länner souguer, wou d'Finanzlag net terribel gutt ass a wou effektiv d'Staatsverscholdung oder d'Gemengeverscholdung oder d'Regiounsverscholdung schonn esou héich ass, datt een allméiglech Artificë muss siche goen, fir ze kucken, awer nach Saache kënnen ze bauen, an dat sech dann eeben net onbedéngt am Budget deementspriechend nidderschléit, dee jo alljoers iergendwéi muss opgoen.

Mee awer e Land wéi Lëtzebuerg, dat am Fong déi Projete selwer ka finanzéieren, do mécht dat, wéi gesot, ganz sécher kee Sënn an et geet an der Reegel och net méi séier. An dat hu mer do gesinn, wéi mer de Projet dunn nei demarréiert hu mat där ganzer Komplexitéit, déi jo bei deem Projet hannendru stécht, datt dunn awer relativ séier e flotte Projet konnt ficeléiert ginn, deen haut dann hoffentlech och mat 60 Stëmme gestëmmt gëtt.

Ech wollt dat just nach eng Kéier och jiddwerengem heibanne soen – et si jo och vill Gemengevertrieder do – als Warnung: Gleeft net drun, datt d'PPPe méi bëlleg ginn oder méi séier ginn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Dann ass et um Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci. Ech war lo kuerz um Iwwerleeën, wat ech nom Här Bausch sollt soen, well ech dem Här Bausch esou vill zoustëmme muss, dass et privat net méi bëlleg wäert ginn. An ech hoffen och, dass dës Regierung dat an den nächste fënnef Joer wäert respektéieren.

Jo, 300 Milliounen ass net näischt, mee et ass néideg. Et si vill Kolleegen, déi an deene leschte Joren duerch de Bouneweger Lycée gaange sinn, déi mer gezielt hunn, dass dat net onbedéngt déi Zoustänn sinn, wéi ee se zu Lëtzebuerg géif erwaarden. An dat ass elo nach ganz diplomatesch ausgedréckt. Dat heescht, et gouf a sech vill ze vill Zäit domat verluer, op e Päerd ze setzen, bei deem sech herno erausgestallt huet, dass et awer net dat richtegt war.

Mee elo kréien déi Schüler endlech hiren neie Lycée. Well wa mer wëllen, dass d'Educatioun qualitativ gutt ass, gehéiert och derzou, dass mer déi passend Gebaier hunn.

Jo, dat sinn eng Kéier 300 Milliounen, dat ass et awer op där enger Säit wäert. Op där anerer Säit muss ee soen, et ass och eng indirekt Hëllef fir eise Constructiounssecteur. Mir hate lescht Woch hei

d'Diskussioun, dass eise Constructiounssecteur an enger Kris wier. An et si genau déi Projeten, déi ee muss héichhalen an der Investitioun, fir dass de Staat en zouverlässege Client ass, deen hoffentlech och schnell bezilt.

Dat ass nämlech déi aner Diskussioun, déi am Moment d'Firmen hunn, dass vläicht net ëmmer esou schnell bezuelt gëtt, wéi d'Firmen et eigentlech bräichten, wann de Staat oder d'Gemengen eppes an Optrag ginn. Mee dat ass éischter eppes fir de Finanzminister wéi fir d'Madamm Backes, obwuel si dee Ressort ganz gutt kennt, soudass mir wäerten haut eisen Accord gi fir dës Verbesserung, well de Bouneweger Lycée wäert et ganz dréngend brauchen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Dann huet den Här Wagner nach d'Wuert gefrot. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech hat mech net gemellt, mee ech wollt awer trotzdeem elo nach kuerz eppes soen, well jo, ech ka mech och nach e bëssen drun erënneren: An enger anerer Legislaturperiod hate mer tatsächlech Diskussiounen iwwert de PPP. Ech freeë mech jo och doriwwer, datt mer net dee Wee fueren. An ech kann natierlech och nëmmen de Constat vum Här Bausch deelen.

A prinzipiell profitéieren ech awer vun der Occasioun, fir ze soen: Natierlech, den Här Bausch huet Recht, wann e seet: „Et geet net onbedéngt méi séier an et gëtt net onbedéngt méi bëlleg." Et ass jo awer och esou: En huet och gesot, et wäre Regiounen oder heiansdo souguer Länner, déi e PPP mussen huelen, well eeben d'Keesen net méi gutt gefëllt sinn. An do gëtt et jo aner Méiglechkeeten. An dat ass erëm eng Kéier ..., et däerf een net vergiessen, wouhin eng Austeritéitspolitick ka féieren, andeems een d'Steieren erofsetzt op verschiddenen Niveauen, e Staat manner Recetten huet, e Staat manner Moyenen huet, fir duerno Servicer unzebidden, an duerno awer trotzdeem muss investéieren, awer enger privater Firma zum Beispill och d'Bedreiwung vun engem ëffentleche Service iwwerléisst. Dat heescht, mat ëffentleche Gelder, déi vläicht net méi esou iwwregbleiwen, kënnen och nach Privatsocietéite Profitt maachen. An dat kënnt och nach de Staat ëmmer méi deier um Enn.

Dat heescht, de PPP ass keng gutt Léisung, ausser vläicht heiansdo fir Buergermeeschteren oder vläicht och Regierungen, déi sech e bëssen aus der Verantwortung wëllen huelen. Mee allgemeng sollte mer dee Wee net goen. Ech soen Iech Merci. Mee mir wäerten dat selbstverständlech matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

Dann geet elo d'Wuert un d'Regierung. Madamm Minister.

*(Interruption)*

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | E ganz grousse Merci. Ech mengen, mir wëssen, dat heiten ass en enorm positiven a ganz wichtegen Invest. Wéi d'Rapportrice gesot huet: Et ass e formidabele Projet. Ech mengen, hei ass och an der Chamber gesot ginn: Et ass wierklech en Drénglechkeetsprojet. D'Drénglechkeet ass do!

Et ass scho gesot ginn: De Site ass ganz accessibel an och als Mobilitéitsministesch sinn ech natierlech frou, dass mer hei den Tram och kënnen optimal un dës Schoul respektiv d'Schoul un den Tram ubannen.

En ass nohalteg, dëse Projet. Mir schwätzen hei vu just nëmme Fotovoltaik vu méi wéi 2.600 Fotovoltaikspannoen. Ech mengen, dat ass eng formidabel Saach.

Wat d'Sportsinfrastrukturen ugeet, den honorabelen Deputéierten Här Lies huet dat opgegraff: Ech mengen, déi Sportsinfrastrukturen, déi goufen elo effektiv esou geplangt vu mengem Virgänger, dass och aner Veräiner respektiv extern Persounen déi kënne benotzen. Ech mengen, d'Modalitéite mussen duerno ausgeschafft gi mat der Schoul selwer respektiv mam Ministère.

Bon, PPP. Ech mengen, et huet elo kee Wäert, dass ech dorop aginn. Et ass fir deen heite Projet ganz kloer, dass et ouni PPP méi bëlleg an d'Qualitéit, esou wéi sech dann erausstellt, och besser ass. Ech mengen, dat ass dee Wee, dee mer elo hei gaange sinn. An dat ass eng gutt Saach.

Ech kann Iech da just nach eng Kéier e grousse Merci soe fir déi exzellent Kollaboratioun. An der Chamberskommissioun hu mer wierklech am Detail extensiv dodriwwer geschwat. Och de Bâtiments publics, dem Direkter a sengen Ekippen, e ganz grousse Merci fir déi exzellent Aarbecht an Iech fir déi ganz breet Zoustëmmung. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Domat ass d'Diskussioun dann ofgeschloss.

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8332. Den Text steet am Document parlementaire 8332[2].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8332 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

Dëse Gesetzestext huet 60 Jo-Stëmme kritt bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Domat ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gusty Graas), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 6. Motion de Mme Joëlle Welfring relative à l'accélération des efforts dans la lutte contre la crise climatique

*(Motion déposée en séance publique n° 6 du 14 décembre 2023 – à consulter au compte rendu n° 3/2023-2028 en page 29)*

Da komme mer elo zu enger Rei Motiounen, déi virun enger Zäit erabruecht gi waren an déi och an der Kommissioun schonn deelweis diskutéiert gi sinn. Déi éischt Motioun ass déi vun der Madamm Joëlle Welfring iwwert d'Acceleratioun vun den Effort-en am Kampf géint d'Klimakris. Ech erënneren nach eng Kéier drun: Den Auteur huet fënnef Minutten, alleguer d'Fraktiounsspriecher hu fënnef Minutten, d'Sensibilitéitsspriecher zwou Minutten an d'Regierung huet zéng Minutten, wa se dat da wëllt. A Madamm Welfring, Dir hutt elo d'Wuert.

***Exposé***

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Gudde Mëtteg alleguerten. Déi viregt Regierung huet mat ganz vill Asaz net nëmme just e wichtege Kader gesat, fir eis virun der Klimakris ze schützen, mee huet och konkreet Moossnamen ëmgesat mat genausou vill Asaz: Projeten ëmgesat, erneierbar Energien ausgebaut, en Aidëregimm ausgebaut, deen och ganz vill Zousproch kritt huet. Och de Kader gouf aktualiséiert mat engem aktualiséierten Energie- a Klimaplang, dee jo mëttlerweil och luewend erwäänt gouf vun der Kommissioun. An et geet elo drëms, hei weiderhin déi néideg Vitess bäizebehale bei der Ëmsetzung.

A jo, net nëmme beim Energie- a Klimaplang, och den Aidëregimm, dee soll héich bleiwen. An natierlech dierf de Klimaschutz och kee Privileeg bleiwe vun deenen, déi sech et leeschte kënnen, mee mir mussen deen och nach weider méi sozial orientéieren. Mir brauchen eng Upassungsstrategie a mir brauchen och e Klima-Sozialplang a mir brauchen och, an dat ass och wichteg, den néidege Budget fir d'Upassung an d'Begläichung vun de Schied a Verloschter och am Ausland, um internationale Level.

Am Gros war dat den Hannergedanke vun dëser Motioun. An ech sinn och frou, dass mer eis mat e puer klengen Ännerunge konnten op en Text eenegen an eiser Kommissioun. An ech wollt och dem President vun eiser Kommissioun eng Kéier Merci soe fir déi konstruktiv Diskussiounen hei an och fir déi Approche.

Voilà. An et geet elo fir déi nei Regierung drëm, wierklech hei och Fouss bei Mol ze halen. An dofir sinn ech nach ëmmer der Meenung, dass déi heite Motioun wichteg ass, an ech freeë mech och drop, dass déi hoffentlech och breet gestëmmt gëtt. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring.

Den Här Hansen huet d'Wuert gefrot.

***Discussion générale***

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. D'CSV kann déi heite Motioun matstëmmen. Mir hu ganz kleng Ännerunge gemaach, wou mer notamment iwwert d'Prioritéite vum PNEC geschwat hunn. Bei der Ëmsetzung hu mer gesot: „dans les meilleurs délais", well do stoung am Ufank en Datum dran – Januar 2024 –, dat wier net machbar gewiescht. An déi zweet Ännerung war einfach, fir och dee Budget méi sozial ze orientéieren. Dat heescht, mir kënnen dat do matstëmmen. A pour rappel: Dat war och à l'unanimité an der Kommissioun esou ugeholl ginn. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hansen. Dann huet den Här Luc Emering nach d'Wuert gefrot. Här Emering.

**M. Luc Emering** (DP) | Jo, merci fir d'Wuert. Ech mengen, den Här Hansen huet jo elo zimmlech alles gesot. Mir haten do eng grouss Majoritéit an der Kommissioun. An déi Delaien: Deen Text ass liicht ugepasst ginn, wéi d'Madamm Welfring et och selwer gesot huet. Soumat wäerte mir och hei selbstverständlech déi Motioun matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Emering. Madamm Delcourt.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Jo, mir haten an der Kommissioun dat hei jo schonn e bësse méi beschwat. A fir eis ass dat heiten eng ganz sympathesch Motioun, och scho wéi mer deemools de 14. Dezember dat ënnerschriwwen hunn. A mir wëllen a mir brauchen och eng méi engagéiert Klimapolitick. An ech mengen, dat heiten ass déi richteg Richtung, fir eis déi ambitiéis Ziler och ze ginn. An ech mengen och, dass keng Regierung méi do derlaanscht kënnt. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Delcourt. Den Här Engelen huet d'Wuert.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, generell ass onsersäits zu dëser Motioun Follgendes ze soen: En Energieplang a ganz kuerzer Zäit anzereechen, ass bal onméiglech, well mer all wëssen, wéi komplex dës Matière ass, an et hänkt vu ville Facteuren, och vun dobaussen, of.

Wat d'Moossname betrëfft, fir déi eenzel Bäihëllefe bei den Energiemoossnamen ze begleeden, sou ass dëst fir ganz vill Famillen onméiglech, well een Deel musse si trotz allem bäisteieren – Mëttel, déi si net hunn. Aus finanzielle Grënn huet all Stot scho selwer säin Energieverbrauch op e Minimum reduzéiert. Mir wëllen de Leit keng alternativ Energien opzwéngen an och keen Elektroauto. Beispillsweis dreiwen d'Energiespuermoossnamen am Wunnengsbau d'Präisser an d'Luucht, an dat net nëmme fir eng Minoritéit, déi sech och da keng Wunneng méi ka leeschten. Dorop muss ee genau oppassen. An dobäi feelt et ons och u Fachkräften, fir all dat an dësem Beräich ëmzesetzen.

Mir wëlle keng Verbueter schafen a keng Steiererhéijungen an och keng nei Steieren. Den héije Ressourcëverbrauch duerch de staarke Wuesstum soll net duerch Steiermoossnamen oder Steieren nei kompenséiert ginn, duerfir wäerte mir dës Motioun net kënne matdroen.

Et soll een och oppe si fir nei Technologien, déi an der Fuerschung sinn, an déi soll een ënnerstëtzen, ganz generéis, well ech mengen, domadder géife mer fir d'Zukunft vum Land suergen.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engelen. Dann huet den Här Polidori d'Wuert gefrot.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Ech weess net, wat fir eng Motioun mäi Virriedner elo grad do viru sech hat …

**M. Sven Clement** (Piraten) | … gelies huet.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | … a gelies huet. Op alle Fall hunn ech eng aner hei viru mer. Op alle Fall, mir sinn ëmmer do, wann Der wëllt e Partner siche fir besseren Ëmweltschutz. An dës Motioun geet genau an déi Richtung, an dowéinst wäerte mir dës Motioun natierlech och matstëmmen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Dann den Här Wagner an dann den Här Bausch, wann Der wëllt, hannendrun.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech wollt ursprünglech näischt soen. Ech sinn net den Auteur vun där Motioun, mee mir hu se mat ënnerschriwwen. Mee, wësst Der, datt d'ADR aus ideologesche Grënn d'Wëssenschaft verneint a seet: „Et gëtt keng richteg mënschegemaachten oder wirtschaftsgemaachte Klimakris", dat ass hire Choix. Mee datt se och elo nach Saache seet oder Argumenter hëlt, fir dës Motioun net unzehuelen, Argumenter, Saachen, déi guer net an der Motioun stinn … Elektromobilitéit misst opgezwonge ginn – wou steet dat?

Au contraire: Och justement Leit, déi manner verdéngen, déi solle justement nach méi ënnerstëtzt ginn. Den Här Engelen huet quasiment de Géigendeel gesot. Also et ass einfach esou aus der Loft gegraff.

Ech weess, dat funktionéiert gutt, herno kann d'ADR e Video maachen, op TikTok setzen, Instagram: „Hei, mir hunn hinnen et gewisen", an esou weider. An dat, wat ech soen, gëtt jo net gewisen. A wat anerer soen, gëtt och net gewisen, well d'ADR funktionéiert genau wéi all déi aner ganz riets Organisatiounen an Europa op der Ligen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Dann huet den Här Bausch nach d'Wuert gefrot. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech wëll eppes Prinzipielles soe par rapport zu deem, wat elo den Här Engelen – wat och net nei ass, wat jo d'ADR systematesch mécht op der Tribün – gemaach huet.

Mir hu jo och als Deputéiert, wann ech dat nach richteg am Kapp hunn, e gewëssene Code de déontologie, un dee mer eis sollen halen, andeem mer just Saache soen, déi Fakt sinn, andeem mer vu Saache schwätzen, déi, wann ech mech zum Beispill mam politesche Géigner ausenanersetzen, deen och da gesot oder geschriwwen huet, andeem ech net higinn a permanent mat Ligen operéieren, fir de politesche Géigner ze denigréieren, andeem ech net higinn an dobaussen och d'Bierger veronsécheren a Saachen ziele ginn, déi just ënnert d'Ceinture geschloe si par rapport zum politesche Géigner, well ech mengen, dat kéim gutt un.

Mir hunn hei eng Responsabilitéit an deem Parlament. Mir hunn eng Responsabilitéit als Deputéiert, fir wannechgelift zwar vläicht an der Ausernanersetzung haart ze sinn a mateneen ze diskutéieren, och heiansdo ze streiden, mee et wär awer wichteg, datt mer endlech op den Niveau géifen zréckkommen, datt mer fair mateneen ëmginn an datt mer net Saache soen, déi einfach carrement gelu sinn.

Well dat, wat den Här Engelen elo hei gemaach huet, dat waren einfach pur Ligen, an ech géif duerfir wierklech bieden, datt och d'ADR eng Kéier emol sech selwer an d'Gewësse riet, datt, wa se dat maachen, dat vläicht kuerzfristeg gutt ukënnt, mee de Schued, dee si uriichten un der Politick, un den Institutiounen, gewalteg ass.

*(Interruption)*

An duerfir wär ech frou, wa mer géifen domadder endlech ophalen!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Den Här Kartheiser huet d'Wuert gefrot an et bleift nach e bëssen Zäit vun der Riedezäit vun der ADR, soudatt den Här Kartheiser d'Wuert kritt.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Här President. Dat hei ass elo ganz interessant, wéi déi Diskussioun sech hei entwéckelt. Hei si ganz kloer eng Rei Parteien, déi en Text presentéiert hunn, deen eng ganz breet Problematik uschwätzt. Mir wäerten där Motiounen nach e puer hunn de Mëtten. Dat ass d'Klimaproblematik, d'Energieproblematik, aner Saachen, déi domadder zesummenhänken. Et sinn extreem breet Theemata.

Et ass also esou, datt, wann en Deputéierten dozou Stellung hëlt, e vollkommen a sengem Recht ass, fir op verschidden Aspekter vun deene Problemer opmierksam …

**M. François Bausch** (déi gréng) | Dir sidd op keen Aspekt agaangen!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här Bausch, Dir hutt grad vun Deontologie geschwat. Eng vun deenen éischte Reegele wär et, engem Kolleeg net an d'Wuert ze falen, wann dee probéiert, do eppes ze soen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Interruption)*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Da stelle mer hei fest, Här President, datt wuel en Deputéierten hei opsteet a seet: „Selbstverständlech, en Deputéierte muss sech un alles kënne riichten, Deontologie", an dann näischt aneres mécht, wéi engem Kolleeg, deen Theemata ugeschwat huet, déi awer d'Leit beweegen dobaussen – do ass iwwerhaapt keen Zweifel, déi gréng missten et wëssen, well se ofgewielt goufen dowéinst –, …

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | … dann ze ënnerstellen, …

*(Exclamations)*

… deem dann ze ënnerstellen, e géif léien!

*(Interruption par M. Tom Weidig)*

Ech mengen, wann ee vun Deontologie schwätzt, dann ass et eng Saach a) vun Héiflechkeet, b) vu Respekt géintiwwer engem anere gewielte Volleksvertrieder an c) vun intellektueller Opmierksamkeet an Éierlechkeet, ze soen: „Jo, et huet een déi Méiglechkeet, an esou enger breeder Thematik wéi dem Klima an anere Froe wierklech eng Rei vu Sujeten unzeschwätzen."

Här Bausch, ech wëll net poleemesch ginn.

*(Hilarité)*

Ech wëll et wierklech net, well ech mengen eeben, datt ech Iech dee Respekt schëllegen, deen Dir eis géintiwwer net weist. Mee ech wëll Iech awer soen, datt, wann et géif drëm goen, Onwouerechten oder Iwwerdreiwungen oder falsch Duerstellungen opzezielen, wann ech dat vun der grénger Partei misst maachen, da séize mer den Owend nach hei!

Ech soen Iech Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien! Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, ech mengen, elo huet jiddweree säi Point de vue kënne kloer duerleeën. Ech gesinn elo keng weider Wuertmeldung.

Da géife mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

***Motion modifiée***

*« relative à l'accélération des efforts dans la lutte contre la crise climatique »*

*La Chambre des Députés,*

*considérant que la décision de la vingt-huitième Conférence des Parties des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28)*

*– reconnaît la nécessité de réductions marquées, rapides et durables des émissions de gaz à effet de serre*

*conformément aux trajectoires axées sur le scénario des 1,5 °C ;*

*– souligne la primordialité d'accélérer l'action pour abandonner progressivement les combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques au cours de cette décennie critique, afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 ;*

*– demande le triplement de la capacité mondiale en matière d'énergies renouvelables et le doublement du taux annuel moyen mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici 2030 ;*

*– souligne que la planification à long terme et la mise en œuvre accélérée de l'adaptation, en particulier au cours de cette décennie, sont essentielles pour combler les écarts en matière d'adaptation et pour créer de nombreuses opportunités ;*

*– reconnaît les lacunes importantes, notamment financières, qui subsistent pour répondre à l'ampleur et à la fréquence croissantes des pertes et des dommages, ainsi qu'aux pertes économiques et non-économiques qui en découlent,*

*invite le Gouvernement*

*– à veiller à la mise à disposition des moyens financiers et personnels nécessaires pour garantir une mise en œuvre accélérée du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg pour la période 2021-2030 (PNEC) ;*

*– dans ce contexte, à présenter ses priorités et un calendrier détaillé de mise en œuvre des priorités du Plan national d'énergie dans les meilleurs délais ;*

*– à maintenir les aides financières pour la rénovation énergétique, la valorisation des sources d'énergie renouvelables et la mobilité durable à un niveau élevé au-delà de juin 2024 et à mettre en place un budget plus orienté socialement pour les ménages à revenu modeste ;*

*– plus particulièrement, à intensifier les efforts de décarbonation des bâtiments existants et à développer des dispositifs complémentaires permettant l'accès des ménages à revenu modeste au logement durable ;*

*– à présenter sou peu l'approche choisie pour établir au niveau national le plan social pour le climat, impliquant les acteurs clés, sachant que ce plan devrait entre autres avoir pour objectif d'assurer les ressources nécessaires aux ménages et entreprises les plus vulnérables pour financer la décarbonation ;*

*– à entamer les travaux pour déterminer la poursuite du mécanisme du prix du carbone après 2026 ainsi que sa compensation sociale et à communiquer les conclusions y relatives en temps utile ;*

*– à renforcer l'adaptation du Luxembourg aux conséquences climatiques inévitables dans tous les domaines et, pour ce faire, présenter la mise à jour de la stratégie nationale d'adaptation dans les meilleurs délais à la Chambre des Députés, ainsi que doter la stratégie d'objectifs mesurables, d'une gouvernance solide et d'un mécanisme de révision clair ;*

*– à inclure dans le projet de budget pluriannuel 2024-2028 un engagement financier pour le financement des « pertes et préjudices » ;*

*– dans ce contexte, à fournir et présenter à la Chambre des Députés une vue d'ensemble des engagements financiers d'ores et déjà conclus voire planifiés par l'État dans les domaines de l'atténuation, de l'adaptation et des pertes et dommages au niveau national ainsi qu'international.*

*(s.) Joëlle Welfring, Franz Fayot, Ben Polidori, David Wagner.*

***Vote sur la motion modifiée***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass dat follgend: Jo-Stëmmen: 55, Nee-Stëmmen: 5. Also ass dës Motioun mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig.*

## 7. Motion de M. Paul Galles relative à la mise en œuvre au plus vite des mesures prévues par le PNEC et poursuite des efforts afin d'atteindre les objectifs définis dans l'Accord de Paris, ainsi que de l'engagement au sein de l'UE pour garder une politique ambitieuse en matière de réduction des gaz à effet de serre

*(Motion déposée en séance publique n° 6 du 14 décembre 2023 – à consulter au compte rendu n° 3/2023-2028 en page 30)*

An da komme mer zur nächster Motioun vum Här Paul Galles iwwert d'Ëmsetzung vun de geplangte Moossname vum PNEC an d'Fortsetzung vun den Efforten a punkto Zäregasreduktioun. An d'Riedezäite sinn déi selwecht wéi virdrun. Här Galles, Dir hutt fënnef Minutten, wëll ech Iech awer soen.

***Exposé***

**M. Paul Galles** (CSV), auteur | Jo, merci villmools, Här President. Ech mengen, ech brauch déi net. Et ass eng relativ allgemeng formuléiert Motioun. Si ass entstanen aus der Dynamik vun der COP eraus, wéi mer zréckkomm sinn an hei déi Debatt eeben an der Chamber haten. A si ass zesummen agereecht gi mam Kolleeg Luc Emering. Mir hu se zesumme formuléiert.

Wourëms geet et? Et geet eigentlech drëms, déi dräi Niveauen ze kucken, op deene Lëtzebuerg seng Roll ka spillen, fir eng aktiv, proaktiv a staark Klimapolitick ze maachen: deen nationalen Niveau, deen europäeschen Niveau an dee weltwäiten Niveau, dee sech da besonnesch iwwert d'Instrument vun der COP, also vun der Weltklimakonferenz, dann deklinéiert.

National: de PNEC ëmzesetzen, d'Regierung opzefuerderen an ze invitéieren, ze encouragéieren, fir de PNEC ëmzesetzen, well mer mengen, dass et e ganz gutt Instrument ass, zumools en ëmmer méi och zu engem Plan d'action gëtt mat ganz konkreeten Ziler, mat Zäitschinnen a mat Visiounen, déi eis hëllefen, als Lëtzebuerg eis Ziler ze erreechen.

An dann op europäeschem Niveau: eeben eng staark Stëmm ze sinn am europäesche Verbond, fir eeben déi europäesch Ziler ëmmer erëm unzepassen an och esou ze halen, dass mer tatsächlech déi Ziler vum Accord vu Paräis dann erreechen. Dat ass och déi eenzeg kleng Ännerung, déi elo nach an der Tëschenzäit an der Kommissioun hei bäikomm ass – an ech soen och do dem Ëmweltkommissiounspresident, dem Christophe Hansen, nach eng Kéier villmools Merci fir d'Moderatioun vun där Diskussioun –, nämlech dass mer derbäigeschriwwen hunn, dass d'Europäesch Kommissioun de 6. Februar déi Recommandatioun erausginn huet – et ass keng Obligatioun, mee zumindest eng Recommandatioun –, fir 2040 schonn op 90 % vun der Reduktioun vun den $CO_2$-Emissiounen ze sinn, well eeben dee Gap, deen Ënnerscheed tëschent 2030 an 2050, awer och soll definéiert ginn, mat wat fir enger Vitess een do weiderkënnt.

An dann eeben um drëtten Niveau: bei der Weltklimakonferenz och als Lëtzebuerg eis staark Roll ze spillen, och do am europäesche Verbund. Den Här Minister huet dat d'lescht Joer zu Dubai op der COP28 entdeckt, wat fir eng wichteg Roll Lëtzebuerg do ka spillen. D'Madamm Welfring weess dat och aus Erfarung, an och hir Virgängerin: Mir hunn als Lëtzebuerg do ëmmer eng staark Roll gespillt an de leschte Joren, hunn eis do vill investéiert, fir zesumme mat den Europäer do eeben och u gudde Léisungen ze schaffen. Zemools well mer och der Meenung sinn, dass op de COPen – an ech hunn et mam Franz Fayot dëst Joer dann och nach eng Kéier oder bei der leschter COP nach eng Kéier erlieft – net ëmmer esou vill erauskënnt, wéi mer eis dat eigentlech wënschen. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass déi europäesch Stëmm staark ass an dass Lëtzebuerg do seng Stëmm fir eng staark Stëmm vun Europa asetzt.

Voilà. Dat kuerz als Erklärung fir dës Motioun, an ech soen all deenen, déi se ënnerstëtzen, och schonn am Viraus villmools Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Galles Merci.

Sinn hei Wuertmeldungen? Ech hunn d'Madamm Delcourt hei stoen. Madamm Delcourt, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Jo, merci och fir dës Motioun. Den Här Galles huet dat hei elo alles relativ gutt erklärt. An ech mengen, all Schrëtt, deen a Richtung vun enger gudder Klimapolitick geet, deen ënnerstëtze mer natierlech. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Delcourt. Dann hunn ech den Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, wann ech elo hei alles liesen, wat hei an dëser Motioun drasteet, dann erlaabt mer, do op verschidde Punkten anzegoen. Do steet zum Beispill dann, datt d'Zil vun der Europäescher Unioun eng Reduktioun vu 55 % vun den Emissioune bis 2030 ass. An do muss een awer elo mol ganz kloer soen: Sou wéi et aktuell ass, an dat ass Fakt, geet dat net an déi Richtung, an dat wäert och net esou ausgoen.

An ech mengen, dat weess och haut esou zimmlech jiddwereen an der Europäescher Unioun, dass dat doten net wäert fonctionéieren an dass dat am Fong am Endeffekt e groussen Echec wäert si fir déi Leit, déi dat decidéiert hunn a geduecht hunn, dat kéint een ëmsetzen. Dat wäert net de Fall sinn. Also et ass net méi realitéitsbezunn, dat wat hei drasteet.

Dann, dat, wat interessant ass, dat sinn dee fënneften Tiret an dee siwenten Tiret. Wann een déi matenee vergläicht, da gesäit een nämlech, dass do e Widdersproch drasteet. Beim fënneften Tiret steet nämlech: „saluant que pour la première fois une sortie progressive de toutes les énergies fossiles a été explicitement retenue", a beim siwenten Tiret steet: „un plan de ‚sortie' des énergies fossiles fait défaut".

Da musst Der mer e bëssen erklären – oder Dir musst et och net –, wéi Der dat mengt, dass engersäits eng „sortie explicitement retenue" ginn ass an op där anerer Säit eng „sortie fait défaut". Dat ass a mengen Aen e Widdersproch, deen do drasteet. An ech mengen och, dass bei deem Ganzen, wat do op der COP 28 zum Schluss decidéiert ginn ass, vläicht och net méi jiddweree weess, wat genee derbäi erauskomm ass.

Da kommen ech bei d'Invitten um Schluss, an dat ass och interessant, wat do drasteet. An elo geet et awer e bësse méi och un de Kär vun der Saach an eeben och un dat grousst Ganzt, ëm dat et geet. An do steet: „une politique ambitieuse en matière de réduction des gaz à effet de serre", also fir eng „politique ambitieuse" ze maachen.

Jo, dat kann ee maachen, wann een dat wëll a wann een et kann. Ech soen Iech awer och eppes ganz éierlech: D'ADR steet fir eng „politique ambitieuse" fir Energiesécherheet, fir niddereg Energiepräisser a fir eng Politick fir d'Bierger – a besonnesch och fir déi Bierger, deenen et net esou gutt geet an déi ugewise sinn op niddereg Präisser. An ech mengen, dass een eng Kéier kloer muss soen, entgéint deem, wat heiansdo iergendwou a Schlagzeile steet, dass eng ambitiéis Klimapolitick sécherlech net deenen Äermeren an eiser Gesellschaft zeguttkënnt. Au contraire, dat sinn déi, déi am meeschten drënner leide wäerten.

An et ass och net fir näischt, dass Der a Frankräich de Mouvement hat vun de Gilet-jaunen. Eebe grad déi Leit, déi am meeschten drënner leiden, dat sinn dann och déi, déi op d'Strooss ginn. An Dir wäert gesinn, wann Der déi Politick, déi hei gefrot gëtt, op eng „manière ambitieuse" wëllt weidermaachen, da kritt Der déi dote Problemer nach méi an Europa an da geet et duerno net esou aus, wéi Dir Iech dat alleguer elo virstellt a wënscht. Dat kann ech Iech verspriechen!

D'Mesüre vum PNEC ginn dann hei genannt: „Au plus vite" solle mer „mettre en œuvre les mesures du PNEC". Och do ass d'Fro … Also, ech mengen, de PNEC, mir si souwisou net averstane mat deem Plang, well en och komplett onrealistesch ass. Mir wäerten dat zu Lëtzebuerg souwisou och net fäerdegbréngen. An do stinn eng ganz Partie Saachen dran, déi mer net kënne matdroen.

Wann een dat nach méi schnell wëll maachen, nach méi ambitiéis – mir héieren elo: „90 % bis 2040, 100 % bis 2050" –, ech wollt Iech elo emol eng Kéier hei soen, wéi dat géif ausgesinn. Ganz einfach fënnt een dat bei science.lu, do war en Artikel: „Das denken Wissenschaftler" – Wissenschaftler! – „über Luxemburgs Klima- und Energieplan". An den Andrew Ferrone an d'Mirjam Kosch vum Observatoire de la politique climatique hunn do geäntwert. Et ass gefrot ginn: Wat fir eng Moossname mussen da geholl ginn an den nächsten 10 bis 20 Joer? „Welche […] Maßnahmen sind […] nötig?" A wat soe se? Majo, zum Beispill musse mer fortkomme vum Auto. Mir mussen e „sanftes Mobilitätssystem" hunn.

Dat kann ee soen, jo. Dat geet awer da wäit: „Verbot neuer Straßen". Dat heescht, mir dierfe keng nei Stroosse méi bauen, d'Leit sollen ze Fouss goen, mam Vëlo a mam ëffentlechen Transport. D'$CO_2$-Steier um Bensinn soll eropgoen op 200 Euro d'Tonn $CO_2$. A wann ee mam Auto fiert, dann dierften dat just nach Elektroautoe sinn, wou mer also beim Verbuet si vum Verbrennerauto, obwuel mer haut wëssen, datt den Elektroauto net onbedéngt besser ass.

Da geet et awer weider: „Reduzierung der Wohnfläche pro Person". Dat ass e ganz groussen Agréff an eis Liewensqualitéit, wa mer op eemol soen: „Mee jiddwereen dierf awer net méi esou eng grouss Wunneng hunn, mee eng méi kleng." An dann: „Verbot" – an da si mer dann um Punkt – „neuer fossiler Heizungen". Et steet jo och schonn am PNEC. Do steet jo schonn dran, datt d'Leit sollen an enger éischter Phas encouragéiert ginn, hir Heizungen ze ersetzen. Mee am Endeffekt leeft et dorop eraus, dass et keng Heizung méi am Land gëtt, déi mat fossiller Energie fonctionéiert. Dat ass natierlech och eppes, wou mir eis dergéint wieren a wou natierlech d'Leit och net d'Moyenen hunn, fir et ëmzesetzen. An ech schwätze mol guer net vum Verloscht vun de Präisser vun hiren Immobilien an esou weider an esou fort. „Umstellung [von Fleisch] auf stärker pflanzlich geprägte Nahrung" an esou weider an esou fort.

Also summa summarum: Alles dat heite gëtt de Bierger immens deier, alles dat heiten ass guer net ëmsetzbar. Kommt, mir bleiwe realistesch. Kommt, mir bleiwe mat zwee Féiss um Buedem. Kommt, mir bleiwen technologieoppen a mir maachen eppes fir d'Bierger an Europa!

Ech soen Iech Merci. A mir stëmme mat Nee!

*(Interruption par M. Marc Goergen)*

*(M. Fred Keup retourne au pupitre.)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Vu datt den Här Keup domadder signifiéiert, datt en eng Fro unhëlt, erlaben ech Iech, se ze stellen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ech hu seng Freed gesinn! Här Keup, Dir hutt jo elo – also déi kleng Leit leie mir natierlech och um Häerzen, well ech mengen, Dir hutt net de Monopol als Partei dorop, well virun allem maacht Der wéineg fir déi kleng Leit – geschwat vun deenen Energiepräisser. A wann Der Iech jo agelies hutt an d'Thematik, da wësst Der jo awer och ganz genau, dass déi erneierbar Energien, de Kilowatt, fir d'Leit déi bëllegst Alternativ sinn, dass déi fossill Energie, huele mer do Kuel, huele mer Ueleg, Gas, vill méi deier gëtt fir „dee klenge Mann", wéi Der e genannt hutt.

Dat heescht, deementspriechend misst Der jo eigentlech haut soen: „Kommt, mir ginn op déi erneierbar Energien", well dat wäert de Präis vun der Energie erofdreiwen. Wat Dir hei an Ärer Philosophie virdrun an elo priedegt, mécht jo just, dass fir d'Leit de Präis vun der Energie aus der Steckdous eropgeet. Da kommt, mir ginn op de Wee vun der erneierbarer Energie!

Meng Fro ass: Wësst Dir, trotz de wëssenschaftleche Kriterien, déi alleguerte festgeluecht sinn … Dir widderstreit hinne vläicht, dat kënnt méi oft vir hei am Haus bei Iech, mee Dir wësst et jo awer ganz genau, dass déi Energië méi bëlleg sinn an dass mer eigentlech sollten op dee Wee goen. Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, wéi ass dann d'Fro?

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ob Dir endlech verstanen hutt, dass erneierbar Energien och fir de klenge Mann besser si wéi all déi, déi Dir nach ëmmer wëllt, mam fossille Brennstoff, sief dat Ueleg, Kuel, wat Der alles hei gepriedegt hutt. Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, also, mir stelle mol fest, dass an Däitschland, wou déi Energiewend am wäitste fortgeschratt ass, d'Energiepräisser mat am héchste sinn, an ech mengen, dat seet genuch aus doriwwer.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Duerch déi verbleiwend Kraaftwierker!

**M. Fred Keup** (ADR) | Mir stellen och fest, dass déi alternativ Energiequelle Wand a Sonn net ëmmer sécher sinn. Ech mengen, wa keng Sonn ass, da gëtt se keng Energie, wa kee Wand ass, dann huet een déi sougenannten „Energieflaute". Dat ass e Riseproblem. A wann Der wëllt déi ganz Energie, zum Beispill vu Lëtzebuerg, wat 50 Terawattstonnen u Stroum – Energie – sinn, hierstelle mat erneierbaren Energien, ma da musst Der d'Hallschent vum Land mat Solaranlagen zoudecken a 5000 grouss Wandanlage bauen. Et ass einfach net realistesch, an dat ass de Punkt. Maacht eng realistesch Politick! Mir wëllen déi maachen.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Lo hunn ech nach véier Wuertmeldungen: d'Madamm Welfring, den Här Polidori, den Här Wagner, an duerno huet d'Regierung och nach d'Wuert. An den Här Emering huet och nach d'Wuert gefrot, mee da kommt Der awer elo, Här Emering, no der Madamm Welfring, wann dat ok ass. Madamm Welfring, fuert Dir lass.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Merci. Mir stëmmen dës Motioun mat. Ech wëll awer elo dervu profitéieren, fir nach eng Kéier drop hinzeweisen, dass et Bänn schwätzt, wann eng Partei der Wëssenschaft wëll virschreiwen, wat se ze soen huet an ob se Recht huet oder net. Dat seet eigentlech schonn alles.

Ech komme vläicht nach eng Kéier drop zréck, wat ech a menger Ried d'lescht Woch gesot hunn: Et geet wierklech drëm, nach eng Kéier oppen ze soen, dass dee Klimabashing, deen ëmmer erëm gemaach gëtt, noweislech vu ganz riets ausse kënnt an dass mer hei och erëm eng ganz gutt Demonstratioun kritt hunn, wéi dat funktionéiert, an dass dat awer net dat ass, wat d'Bierger wëllen. Dat seet och eng Ëmfro an dat sinn och Fakten, datt wierklech d'Leit wëllen, dass d'Klimakris eescht geholl gëtt, an et ass eis Gesamtverantwortung hei, dat eeschthaft unzegoen. An dofir kann een déi heite Motioun nëmme matstëmmen.

An et kann ee wierklech näischt ënnerschreiwe vun deem, wat virdrun do gesot ginn ass. Et stëmmt esou gutt wéi guer näischt drun! Voilà.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

**M. Luc Emering** (DP) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt elo net méi an den Detail vun der Motioun agoen, well den Här Galles dat jo scho relativ gutt gemaach huet. Ech wollt awer e puer Saache kloerstellen, déi elo heibanne gesot gi sinn.

Dat Éischt sinn déi 55 %, wou d'Kolleegen hei vun der ADR sech drop behaapten. Ech mengen, mir bekennen eis zu Decisiounen, déi vun europäescher Natur sinn, an do sinn déi 55 % Reduktioun bis 2030 decidéiert ginn. An ech mengen, wann et net 55 % wieren an et wieren der 35 oder 40, da wier Der och net d'accord dermat. Ech mengen also, dass et an enger éischter Linn drëm geet, wéi d'Madamm Welfring gesot huet, alles ze zerrieden, an dat soll eigentlech heibannen net sinn. Et geet drëms, op eng Trajectoire ze kommen, fir schiedlech Klimagaser an de Gréff ze kréien. Ob dat elo 55 %, 45 % oder 50 % 2030 sinn, dat gesi mer.

Dat anert, wat ech wollt soen, ass: Beim Tiret 5 an dem Tiret 7, wou Der gesot hutt, dass Der dat net géift verstoen, verstinn ech net, wat do de Problem ass. Et ass d'Sprooch warscheinlech.

*(Hilarité)*

Mir hu beim Tiret 5 stoen: eng „Sortie progressive" – „progressive"! Beim Tiret 7 hu mer stoen, dass keen definitive Plang zréckgehale gi wier. Ech verstinn elo net genau, wou dat sech widdersprécht. Fakt ass, dass et och hei déi nämmlecht Logik ass wéi mat deene 55 %, dass mer eng laangfristeg Trajectoire brauchen, fir d'Klimagaser an de Gréff ze kréien. Dat ass d'Zil vun där Motioun, déi hei formuléiert ass. An ech denken, dass dat hei eppes ass, wat kengem wéideet, an och dee leschten, deem nëmmen e bëssen eppes um Klima läit, dëst misst matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Emering. Da geet d'Wuert un den Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Bon, ech muss zwar eppes soen zu mengem Virvirvirriedner, fir en net ze nennen. Et ass jo schéin a gutt, dass ee kritiséiert, alles schlecht fënnt, ne, Här Keup? Dat ass jo alles schéin a gutt, mee dir kommt hei un den Dësch, Dir stellt alles a Fro, Dir sot just, dass alles schlecht wier. Dir zitéiert souguer Fuerscher respektiv Dir liest souguer déi Dokumenter, mee Dir kommt awer ni mat enger propperer Propos. Dir sot just: „Maacht et net, maacht näischt, maacht einfach näischt!" Näischt maachen ass natierlech och eppes maache fir Iech. Mee bon.

Fir déi aner Parteien anscheinend net. Dofir ass dës Motioun fir ons ... Obwuel: déi Punkten, déi drastinn, déi Invitten, déi drastinn, sinn zwar fir eis Saachen, déi och aktuell schonn um Dësch leien, déi d'Regierung u sech einfach soll ëmsetzen. Bon, elo kann ech froen: Ass dat heiten eng Erënnerung vun de Majoritéitsparteie vun dëser Motioun? Dass se vläicht d'Regierung wëllen drun erënneren, wat se am Fong muss maachen? Respektiv wëlle se eventuell gären de Schoulmeeschter sinn an da bei Hausaufgaben, déi scho verdeelt sinn, just herno kucken, dass se och gemaach sinn?

Mee natierlech geet et an déi richteg Richtung, wéi meng Virriednerin och scho gesot huet, mäi Virriedner och schonn. A mir stëmmen natierlech dës Motioun mat, well et geet awer, wéi gesot, an déi richteg Richtung. Voilà, ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Da geet d'Wuert elo un den Här Wagner. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. D'ADR gëtt sech als Affekot vun de „klenge Leit", wéi d'ADR seet.

*(Interruption)*

Wie vu „klenge Leit" schwätzt, beweist jo meeschtens, datt e vun uewen erof op schlechtverdéngend Leit rofkuckt. Kleng Leit, dat gëtt et net. Et gëtt schlechtverdéngend Leit, et gëtt guttverdéngend Leit – déi kennt Der besser: Professeren, Diplomaten, Physiker, Affekoten an esou weider.

**Une voix** | Handwierker!

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, jo, mee d'ADR an d'Féierung besteet aus guttverdéngende Leit an ech gënnen hinnen dat och. Mee andeems Dir ëmmer vu „klenge Leit" schwätzt, beweist Der, wéi wäit ewech Der vun de Realitéite sidd. An Dir wëllt, datt déi schlechtverdéngend Leit weiderhin ofhängeg bleiwe vum Pëtrol, wou et schwéier ass, justement d'Präisser ze kontrolléieren. Dir wëllt, datt Lëtzebuerg weiderhin ofhängeg bleift vu Länner wéi Saudiarabien, mat alle Konsequenzen, mat deenen ee muss rechnen.

Dir wëllt weider Stroosse bauen, da musst Der eis och erklären, wat fir eng Bëscher Der wëllt futtimaachen, well d'ADR wëll jo och weiderhi Bëscher an d'Lëtzebuerger Natur futtimaachen. Firwat wëllt Der dat alles? Maja, well Dir guer kee Gefill hutt fir déi „kleng Leit". Dir hutt jo op der Marie-Astrid – dat war ganz nett, ganz flott, ganz schick – erkläert, ...

*(Interruption)*

... datt Der géint de Sozialismus sidd. Mir haten iwwerhaapt nach ni esou wéineg Sozialismus hei am Land, an Europa an op der Welt. Mee Dir sidd haaptsächlech géint de Sozialismus, well Der fir de Kapitalismus sidd an Dir sidd d'Wuechthënn vum Kapitalismus! Dofir schwätzt Dir mat esou wéineg Respekt vun de sougenannte „klenge Leit".

Éierlech gesot: Mäi Weimeschkiercher Bop, deen huet Kiwwele gemaach. Wann Der him gesot hätt, hie wier e „klenge Mann" gewiescht, da wier et ganz aneschters ausgaangen, ech kann Iech dat soen!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Wagner, merci. Den Här Keup wëllt dorobber reagéieren. En huet nach e bëssen Zäit. Mee maacht et kuerz, Här Keup!

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, villmools merci. Ech muss den Här Wagner e bëssen enttäuschen. Also ech ka mech elo ganz ieren, mee ech mengen net, dass ech vu „klenge Leit" geschwat hunn. Ech mengen, dat war den Här Goergen, deen deen Term „kleng Leit" benotzt huet. Wann ech mech richteg erënneren, hat ech gesot, „déi méi aarm Leit" respektiv „déi finanziell manner Guttgestallt". Ech hunn et iergendwéi esou gedréit, well ech benotzen deen Term „kleng Leit" effektiv och net ganz gären.

An ech kann Iech och garantéieren, Här Wagner – dat wësst Der genau esou gutt wéi ech –, dass mer als Partei eis ëmmer an de leschte 37 Joer, säit et d'ADR gëtt, agesat hu fir déi Leit hei am Land, deenen et net esou gutt geet oder déi manner verdéngen oder déi manner hunn. An dat maache mer, obwuel mer fir de Kapitalismus sinn a géint de Sozialismus. Mir si fir e soziale Kapitalismus an ech mengen, dat ass de richtege Wee hei. Mir kënnen doriwwer nach eng Kéier laang diskutéieren, mee ech mengen, dat sprengt hei de Ramen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup.

An dann huet d'Regierung nach d'Wuert gefrot. Här Wilmes.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Ech wollt allen Deputéierte villmools Merci soe fir hir Kontributioun an och dofir, datt d'Chamber an hirer Majoritéit wäert déi Motioun hei unhuelen.

Mir sollen net aus den Ae verléieren, ëm wat et geet. Et geet dorëms, datt mer, esou wéi et deen ecrasante wëssenschaftleche Konsens ass, alles solle maachen, fir bis 2050 d'Äerderwäermung, déi amgaangen ass, ëm 1,5 Grad par rapport zum preindustriellen Zäitalter ze klammen, ze limitéieren, well dat soss nach vill méi grouss Konsequenzen huet, wéi se haut schonn do sinn.

Hei ass geschwat gi vu vulnerabele Persounen, mee et sinn haut schonn déi vulnerabelste Länner op der Welt, déi ënnert dem Klimawandel leiden. Kleng Inselstaaten, déi wirtschaftlech am mannsten entwéckelt Staaten an Afrika, an Asien, a Südamerika leiden haut schonn ënnert de Konsequenze vum Klimawandel, deen do ass.

A wa mer zréckkommen op Lëtzebuerg: Och haut ass erëm eng Kéier e Reportage gewiescht vun engem vun eise Meedien, wou e Fierschter engem nach eng Kéier virun Ae gehalen huet, wéi d'Situatioun vum Bësch hei zu Lëtzebuerg ass. Mir hu just nach 20 % – 15 % bis 20 % – vun de Beem, déi an eise Bëscher wierklech gesond sinn. De Rescht leit ënnert deem Stress, deem en ausgesat ass duerch de Klimawandel, well déi lescht Joren der waren, wou et ganz vill dréche war, wou et net genuch gereent huet, an eis Beem doduerjer geschwächt gi sinn. Och mir hei zu Lëtzebuerg gesinn dat a spieren dat schonn. Da schwätze mer nach net vun der Erausfuerderung, déi mer hunn, fir eng anstänneg Waasserversuergung ze assuréieren an eng héich Waasserqualitéit an engem Land, dat net ganz waasserräich ass, an dat wëlle mer jo awer alleguerte gären.

An dowéinst, mengen ech, brauche mer och en ambitiéist Zil, fir alles ze maachen, fir bis 2050 op net méi wéi déi 1,5 Grad global Äerderwäermung ze kommen. Dogéint ka jo awer keen eppes hunn. Deejéinegen, deen dat net wëll, soll soen, wat en da gären hätt, ob en da léiwer gären eng Welt hätt, déi nach vill méi grouss Konsequenzen huet fir jiddwereen, also och fir déi Leit, deenen et net gutt geet!

Dann ass et och esou, datt et fir d'Europäesch Unioun ganz kloer ass, datt d'sozial Gerechtegkeet ee vun de Pilieren ass vun hirer Klima-, Ëmwelt- an Naturschutzpolitick. Dës Kommissioun, déi de Green Deal an och d'Klimagesetz gestëmmt huet mat dem Parlament an dem Conseil zesummen, huet e Klimasozialplang virgesinn, dee mer och wäerte musse maachen, och als Lëtzebuerger Regierung, spéitstens bis 2025.

Mee déi sozial Komponent ass jo schonn an engem PNEC mat de Subsiden dran an déi wäert och an anere finanziellen Hëllefen a Kreditter sinn, déi ee ka kréien, an déi wäert och weiderhi bestoe bleiwen. All Politick, net nëmmen d'Klimapolitick, muss och ëmmer zu méi sozialer Gerechtegkeet féieren. Mee och bei der d'Klimapolitick, der Ëmwelt- an Naturschutzpolitick, ass dat eng vun den Haaptkomponenten an net eppes, wat elo eréischt wäert derbäikommen, mee et wäert souguer nach och ausgebaut ginn an deenen nächste Joren, och vun dëser Regierung.

U sech misste mer ... An do hutt Der vläicht net ganz Onrecht, wann Der sot: „Jo, mir musse kucken, eng realistesch Politick ze maachen." Ech gesinn et als: Mir mussen alles maachen, fir datt mer déi Mesüren, déi do virleien, och kënnen ëmsetzen. An dat ass u sech den Effort, dee mer mol musse maachen. Net méi nach laang diskutéieren: „Musse mer oder musse mer net?", mee éischter: „Wéi kënne mer déi Ziler konkreet um Terrain ëmsetzen?" An do gëtt e PNEC scho ganz vill Mesüren, mee déi muss een nach upassen.

Et besti ganz vill technesch, praktesch Froen, déi haut dacks nach Hindernisser duerstellen, fir kënnen och zu deenen Ziler ze kommen, mee dorunner musse mer schaffen an eis u sech net méi an endlosen Debatte verléieren, ob et elo gutt ass oder ob et net gutt ass. Et ass richteg, wat mer maachen. Mir mussen déi Ziler och uviséieren, well et soss nach ganz verheerend Konsequenze wäert hu fir all Mënsch, déi mer op jidde Fall net wëllen – an, mengen ech, och d'Kolleege vun der ADR net.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen zum Vott vun dëser Motioun.

***Motion modifiée***

*« relative à la mise en œuvre au plus vite des mesures prévues par le PNEC et poursuite des efforts afin d'atteindre les objectifs définis dans l'Accord de Paris,*

*ainsi que de l'engagement au sein de l'UE pour garder une politique ambitieuse en matière de réduction des gaz à effet de serre »*

*La Chambre des Députés,*

*– rappelant l'importance de la COP28 dans le renforcement de nos objectifs de lutte contre le réchauffement climatique, tels que définis dans I' Accord de Paris ;*

*– rappelant que l'Union européenne a adopté une réglementation exigeant une réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 ;*

*– rappelant que la Commission européenne a présenté, en date du 6 février 2024, une recommandation pour un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2040, en vue d'atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050 ;*

*– rappelant le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) du Luxembourg qui constitue la stratégie-cadre en matière de politique de l'énergie et de l'action pour le climat ;*

*– saluant que pour la première fois une sortie progressive de toutes les énergies fossiles a été explicitement retenue dans les conclusions de la COP28 ;*

*– saluant les avancées qui ont été atteintes à la COP28 en matière de suivi des pays développés dans leur contribution au fonds pour les pertes et dommages, créé en 2022 ;*

*– regrettant que dans la déclaration finale de la COP28, un plan de « sortie » des énergies fossiles fait défaut, mais qu'un éloignement de ces fossiles fût arrêté ;*

*– estimant que l'ambition de réduire progressivement, voire d'éliminer à terme, la consommation de combustibles fossiles au niveau mondial est impérative afin de respecter les objectifs de l'Accord de Paris,*

*invite le Gouvernement*

*– à continuer à s'engager au sein de l'Union européenne pour garder une politique ambitieuse en matière de réduction des gaz à effet de serre ;*

*– de poursuivre les efforts afin d'atteindre les objectifs définis dans l'Accord de Paris ;*

*– à mettre en œuvre au plus vite les mesures prévues par le PNEC.*

*(s.) Paul Galles, Luc Emering.*

***Vote sur la motion modifiée***

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen. Domat ass dës Motioun mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Françoise Kemp), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Christophe Hansen) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig.*

## 8. Motion de M. Franz Fayot relative à la transition rapide de la place financière luxembourgeoise vers une finance conforme aux objectifs climatiques

*(Motion déposée en séance publique n° 6 du 14 décembre 2023 – à consulter au compte rendu n° 3/2023-2028 en page 32)*

An da komme mer zur nächster Motioun, enger Motioun vum Här Franz Fayot iwwer eng klimakonform Transitioun fir eis Finanzplaz. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

***Exposé***

**M. Franz Fayot** (LSAP), auteur | Här President, eent vun deene grousse Leitmotiver vun der COP28 zu Dubai d'lescht Joer war d'Fro, wéi ee kéint Finanzementer weltwäit fir de Kampf géint de Klimawandel mobiliséieren. Ënnert dem Term „Shifting the Trillions" war dat an der Diskussioun, dat heescht „Shifting", fir déi Investissementer, déi elo an déi klassesch Secteuren eraginn, an déi klassesch Technologien, déi meeschtens fossill sinn, eriwwerzekréien op déi nohalteg Technologien, déi mer brauchen am Kampf géint de Klimawandel.

An dat ass eppes, mengen ech, wou mir als Europäer musse Virreider sinn. Dat heescht, dass mer eis Finanzplaz, eis Finanzindustrie dohinner musse beweegen, wierklech gréng ze ginn a sech wierklech esou ze wandelen, dass se deen enormen Effort, deen dat kascht, fir eis ze dekarboniséieren, och mataccompagnéiert.

Dat ass, wéi gesot, eng Transitioun, wou mir och als Lëtzebuerg natierlech eng wichteg Roll ze spillen hunn, well mer eng Finanzplaz hunn, déi enorm grouss ass, wou mer scho vill richteg Saache maachen am Beräich vun der grénger Bourse, am Beräich vun enger ganzer Rei Finanzinstrumenter, déi elo schonn, mengen ech, exemplaire sinn an deem Beräich. Wou mer awer natierlech nach vill méi kënne maachen, wou mer nach vill méi och insbesonnesch d'Fongenindustrie derzou kënne beweegen, fir, wéi gesot, an déi Investissementer eranzegoen, déi zu der Dekarboniséierung bäidroen. An dofir war dat ee vun den Haaptpunkte vun där COP28.

A mir sinn eis schlussendlech no gudden Diskussiounen an der Ëmweltkommissioun, wou ech och dem President an deene Membere wëll Merci soen, déi do participéiert hunn, eens ginn, dass mer géifen deen Effort um europäeschen Niveau encouragéieren, dat heescht, dass mer och vun eisem Gewiicht als europäesch Finanzplaz géife profitéieren, fir dat weiderzedreiwen um europäeschen Niveau, fir eng Finanzplaz ze kréien, déi privilegéiert och an déi Investissementer geet, déi net fossill sinn, an eeben dee Moment och d'Chamber ze informéieren – dat ass natierlech eng Demande un d'Regierung, d'Chamber ze informéieren –, wéi deen Effort do weidergeet um Niveau vun der Finanzplaz, eppes, wat mer jo och reegelméisseg hei maachen, wa mer iwwer Finanzprojeten diskutéieren.

Voilà. Ech mengen, mir hunn déi Motioun esou ëmgeännert, dass se hei kann e breede Konsens kréien an der Chamber. An dofir soen ech elo scho Merci fir e breede Support.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Fayot Merci fir seng Explikatiounen.

Dann hunn ech Wuertmeldungen. Den Här Bauler fir unzefänken.

***Discussion générale***

**M. André Bauler** (DP) | Jo, merci, Här President. Merci dem Här Fayot fir säin Exposé zu dëser Motioun. Mir kënne bien entendu heimadder liewen. Dir hutt et richteg gesot, Här Fayot, deen heiten Dossier war an der Ëmweltkommissioun. Ech muss soen – ech schwätzen a mengem perséinlechen Numm –, ech wär frou gewiescht, wa mer deen och an der Finanzkommissioun hätte kënnen zousätzlech kucken, well et eeben och ëm d'Finanzplaz hei geet.

Mee wat Der gutt gesot hutt, Här Fayot: Mir hunn de Luxembourg Green Exchange, also déi gréng Lëtzebuerger Bourse, an durabel Finanzinstrumenter. An de leschte Jore sinn déi entwéckelt ginn op eiser Finanzplaz, och mat Hëllef natierlech, ech gesinn hei d'Kolleege vun der CSV, och op eiser Bourse, wou grouss Efforte gemaach gi sinn.

Also, déi Regierunge virdrunner hunn net gelappt, déi zwou Regierungen hu wierklech an deem Sënn schonn Akzenter gesat, soudatt dee Secteur sech konnt entwéckelen. Natierlech, wéi eise fréiere Finanzminister, de Pierre Gramegna, ëmmer esou schéi gesot huet: „Et gëtt nach ëmmer Sputt, et gëtt Sputt no uewen." Jo, et gëtt Sputt. Mee wat mech stéiert, an do géif ech proposéieren, eng Retouche ze maachen, dat ass d'Wuert „dorénavant", „désormais" ass de Synonym dovunner, well dat ass mer eigentlech ze vill. Well mir hu jo schonn e Prozess, den Här Fayot huet et selwer gesot, deen amgaangen ass, soudatt ech géif proposéieren, dat Wuert „dorénavant" erauszehuelen.

Dann hunn ech och nach e Problem mat där Bezeechnung „projets non fossiles". Ech denken, dat ass ze enk gefaasst. Et soll een dat méi breet faassen, andeems een do d'Wuert „durable" hëlt oder wéinst menger och nach „sustainable" oder „soutenable". Ech géif soen, kommt, mir schreiwen „durable", da wier dat esou gutt fir eis.

Mir missten déi do zwou Retouchë kënne maachen, da géife mer dat hei gäre matdroen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Bauler villmools Merci. Sinn dann nach aner Wuertmeldungen do? Den Här Weidig, d'Madamm Welfring, den Här Polidori. Den Här Weidig an dann den Här Hansen.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Merci, Här Chamberspresident. Ech proposéiere menger Fraktioun, dës Motioun net matzestëmmen. Dës Motioun fuerdert e radikalen Agréff an déi fräi Maartwirtschaft an dat schuet och bei der Sich no neien Technologien, déi Ressourcë schounen a méi ëmweltfrëndlech sinn.

Et ass menger Meenung no eng Mëschung zwëschen Naivitéit a Gröössewan. Naivitéit, well Dir mengt dach net, datt, wa mir op d'fossill Energien hei an Europa verzichten, Russland, China an Indien dat och maachen! Si wäerten natierlech dës Energie weider produzéieren, verkafen a konsuméieren, och well déi Energie d'ailleurs méi bëlleg ass, well mir se jo net méi wëllen. Dat heescht, datt déi lescht Drëps Ueleg an och déi lescht Tonn Kuel wäerte genotzt ginn. Deen eenzege Wee, fir dat ze verhënneren, ass, wa mir nei Technologië fannen, déi méi bëlleg a méi effektiv si wéi fossill Energien.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Tom Weidig** (ADR) | Mee et ass naiv ze mengen, datt dat aleng erneierbar Energië wäerte sinn. An déi eenzeg Energiequell, déi dat eventuell maache kéint, wëllt Dir net aus ideologesche Grënn, nämlech d'Nuklearenergie an och d'Fusiounsenergie.

Dir hutt an Ärer Motioun zwar gesot, datt d'COP d'Verdräifachung vun erneierbaren Energië wëllt, mee Dir hutt net gesot, datt Amerika, England, Frankräich, Holland, Japan, Schweden, Finnland, Polen an Tschechie sech fir eng Verdräifachung vun der Nuklearenergie ausgeschwat hunn. Och dat muss ee mol soen: Mir mussen eraus aus der lëtzebuergescher Blos!

An d'Fusiounsenergie ass nach ëmmer net massentauglech, obwuel do duerch nei AI-Methoden de Plasma elo ënner Kontroll ka bruecht ginn. Duerfir, vläicht kënnt do nach eppes.

Mir vun der ADR sinn technologieoppen. All Energiequell huet Pro a Kontra, a jee no Kontext ass eng besser wéi déi aner. Duerfir si Fuerschung, Innovatioun an Technologietransfert absolut wichteg. Mee genau dat wäert net fonctionéieren, wann dat kënnt, wat Dir an dëser Motioun wëllt implementéieren. Nëmmen eng staark Ekonomie ouni Interferenz vu Möchtegernexperten aus der Politick huet déi fräi Ressourcen an och déi intellektuell Fräiheet, fir Fuerschung an Innovatioun am Technologietransfert an der Ekonomie ze maachen.

Huet den Elon Musk d'Raumfaart mat SpaceX revolutionéiert, wéinst der Politick? Oder war et d'NASA, déi vu Politiker kontrolléiert gëtt a vun hinne gesot kritt, wat se maache soll?

Eng staark Ekonomie kritt een nëmme mat engem fonctionéierende Finanzsystem, deen onofhängeg ass, wou all Informatioun verschafft gëtt an d'Sue rational do ugeluecht ginn, wou déi eenzel Leit mengen, datt se sollen ugeluecht ginn, an déi sech dann och dorëm këmmeren. A genau dat wäert ëmmer manner de Fall sinn, wann Är Fuerderung vun engem schnellen Ëmbau vum Finanzsystem sech duerchsetze wäert.

Et ass fir mech, deen an deem Secteur geschafft huet, Gröössewan, ze mengen, datt eng zentralistesch Approche vun der Politick e System ännere kann an datt dobäi eppes Besseres erauskënnt an dat da komplex Problemer wäert léisen.

Zum Schluss wëll ech och nach Oppositioun maachen zum Agréff an d'Investitiounsverhale vu Bierger a Firmen, datt mer déi sollen a bestëmmte Richtunge lenken. Ech mengen, datt d'Bierger an och d'Firme besser ekipéiert sinn, fir selwer hir Entscheedungen ze huelen.

An aus all deene Grënn wäerte mir net fir déi Motioun stëmmen. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. Ech hunn elo véier Wuertmeldungen: den Här Hansen, d'Madamm Welfring, den Här Polidori an den Här Wagner. Här Hansen.

**Une voix** | An den Här Fayot.

**M. Claude Wiseler,** Président | An den Här Fayot géif ech als Auteur ganz zum Schluss huelen.

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. A merci och dem Här Fayot fir d'Propositioun vun dëser Motioun. Mir hunn an der Kommissioun Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit ganz am Detail dorunner geschafft an en anere Wording ugeholl.

An ech mengen, déi zwee Haaptpunkte sinn och genannt ginn: Mir wëllen, datt eis Finanze méi gréng sinn an datt se virun allem derzou bäidroen, datt mer déi Transition énergétique et climatique och finanzéiert kréien. Well mir brauchen dofir massiv Suen.

Ech muss awer dem Här Weidig widderspriechen, well mir maache keng Obligatiounen dran. Hei steet ganz kloer op Franséisch: „à encourager une transition des places financières", an och nach eng Kéier: „à encourager les investissements". Also, „encourager" heescht keng Obligatioun, soit datt Dir vläicht en anere Franséischproff hat wéi ech. Fir dat emol ze soen, éischtens.

An zweetens muss ech soen: Deen zweete Punkt, dee mer hunn, ass notamment, datt d'Chamber permanent informéiert gëtt, wéi d'Decisioune vun der COP hei zu Lëtzebuerg sollen ëmgesat ginn a mat wéi enge Punkten. Dat heescht, ech mengen, dat ass ganz räsonabel.

Ech sinn och net mam Här Weidig d'accord mat deem bëllege Bensinn an Diesel. Ech weess net, wou Dir tanke gitt, mee bon, ech muss feststellen: Et gëtt net méi bëlleg! An ech mengen, et ass elo nach eng Hausse erëm ugekënnegt gewiescht. Also et gëtt virun allem net méi bëlleg. Ech mengen, Dir tankt op anere Plazen oder Dir tankt eppes aneres. Voilà.

*(Interruptions et hilarité)*

An ech muss awer och soen, ech verstinn dem Här Bauler seng Interventioun. Et ass effektiv esou, et geet ëm d'Finanzplaz an et ass och normal, datt do d'Kolleege vun der Finanzkommissioun hiert Wuert matzeschwätzen hunn. An ech ka mat deenen dote Propositioune vum Här Bauler, déi eng Klarifikatioun sinn, liewen, fir datt mer hei kënnen eng Majoritéit fir déi Motioun hunn. An d'CSV ass domadder d'accord. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hansen. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Merci. Also ganz kloer: Déi heite Motioun kënne mer matdroen. Mir hätte se och an där viregter Form kënne matdroen. Mir kënne se och an där amendéierter Form matdroen. An déi lescht Ännerungen, bon, ech mengen, déi kann een och matakzeptéieren.

Jo, zu den neien Technologien: Nei Technologien, déi entwéckele sech, zemools wa se mussen an eng Richtung goen, wou mer eist gemeinsamt Gutt wëlle schützen, oft net vum selwen. An duerfir brauche mer kloer Reegelen an duerfir komme mer och net derlaanscht, eis op der Finanzplaz letztendlech och Reegelen ze ginn.

Lëtzebuerg ass en Zwerg op der Weltkaart, mee als Finanzplaz hu mer schonn e Rayonnement, an dofir ass et och wichteg, dass mer besonnesch hei eis Verantwortung huelen. An dofir sinn ech der Meenung, dass déi heite Motioun ganz hir Richtegkeet huet, och an där viregter Versioun, wou mer Lëtzebuerg selwer méi viru seng Verantwortung gestallt hunn. Mee ech denken, dass ee sécher och heimadder ka liewen.

An nach eng Kéier: Och wann een an d'Atomenergie wëll investéieren, mengen ech, dass een och hei keng wierklech schnell Léisungen huet. Och wann een d'Klima net wéilt schützen, dann ass eis awer all gutt dru geleeën, eng gewëssen Onofhängegkeet vun Energien ze hunn. Dat huet een definitiv mat der Nuklearenergie net. Voilà.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Jo, also ech sinn och frou, dass mer an der Kommissioun do zesummen deen néidege Wording fonnt hunn, fir dass mer eng grouss Majoritéit heibannen hunn, déi dës Motioun wäert matdroen. Och mir wäerte se matdroen. Och nach déi Bemierkung vum Här Bauler: Domadder hu mer och kee Problem, dat nach ze ergänzen. An deementspriechend géife mer dann och, wann den Auteur dann averstanen ass mat deenen Upassungen, dës Motioun matdroen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten déi Motioun natierlech och mat ënnerstëtzen, och mam Bäisaz vum Här Bauler, quitte datt mer schonn an der Kommissioun doriwwer diskutéiert hunn. Vläicht misst een iergendeng Kéier zu engem Schluss kommen. Mee egal.

Voilà. Et ass och wierklech wichteg, datt Lëtzebuerg trotzdeem, a mir hunn dat als Lénk och schonn oft gesot, desinvestéiert aus de fossillen Energien, an – dat gëtt ëmmer erëm gesot hei an dëser Chamber – och den Investitiounsfong an de Kompensatiounsfong an esou weider, an et gëtt ni reellement realiséiert. Et gëtt awer esou lues Zäit, konkreet ze ginn.

Duerno, bon, d'ADR ass weiderhi verléift an de Pëtrol. Si muss eis erklären, wou se de Lëtzebuerger Pëtrol da wäert fannen, éischtens. Si ass och verléift an d'Atomenergie. Da muss d'ADR eis och iergendeng Kéier erklären, wou d'Atomkraaftwierk soll hikommen. Nieft iergende Bësch, deen d'ADR ofgeholzt huet, fir do och nach sechsspuereg Stroossen ze bauen?

*(Interruption)*

Also, nee, mee Dir wëllt souwisou d'Ëmwelt vreckt maachen hei zu Lëtzebuerg, da musst Der eis erklären, wou.

**M. Fred Keup** (ADR) | Mir schütze se!

**M. David Wagner** (déi Lénk) | An dann d'Elektromobilitéit. Dir schwätzt vu China. China ass deen éischte Produzent vun Elektromobilitéit. Wann nëmme sou Parteien an Europa un der Muecht wiere wéi d'ADR, a Frankräich de Zemmour oder de Front National, d'AFD an Däitschland an esou weider, da wieren d'Europäer obligéiert, immens deiere Pëtrol ze kafe beim Tankegoen oder chineesesch Elektroautoen ze kafen, fir op sechsbunnege Stroossen ze fueren, laanscht en Atomkraaftwierk, dat warscheinlech mol net funktionéiert.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Mat Iech gi mer zu Fouss!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. An zum Schluss kritt dann den Auteur vun der Motioun nach eng Kéier d'Wuert. Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP), auteur | Jo, merci, Här President. Och merci fir déi Kontributiounen. Bon, ech mengen effektiv, dass ee ka mat deenen zwou Modifikatiounen do liewen. Bon, déi zweet, mat de Projets non fossiles, fir dorauser „durable" ze maachen, ech mengen, dat kann ee maachen, mee do hunn ech e bësse Bauchwéi dermat, well dat effektiv ee vun deenen Acquisen – wann net dee groussen Acquis – war vun der COP28, fir fir d'éischte Kéier wierklech en Auswee aus de fossillen Energien ze fannen. An dat, mengen ech, ass awer e staarkt Symbol gewiescht, fir dat och emol eng Kéier ze soen. Mee wa mer eis am Geescht eens sinn, dass „durable" eppes ganz Änleches heescht, dann, mengen ech, kann een dat als Kompromëss matdroen.

Här President, just nach ee Wuert zu der Interventioun vum ADR-Spriecher: „Gröössewan." Ech mengen, dat

ass kee Gröössewan. Dat heescht Politick maachen, dat heescht effektiv Choixe maachen, wat ee wëll erreechen. Ech weess, dass d'ADR och effektiv, wéi den David Wagner seet, den ieweschte Wiechter vum Kapitalismus ass an och aus engem ganz libertären Eck kënnt. Ech mengen, dat ass och e gemeinsamen Nenner vun där politescher Famill. An dat hei huet näischt mat Gröössewan ze dinn.

Dat heescht, dat hei ass eppes, fir d'Finanzplaz an de Finanzsecteur an eng Richtung ze orientéieren, wou mer se alleguerte gären hin hätten. An ech freeë mech dofir och iwwert déi breet Zoustëmmung zu dëser Motioun.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Fayot villmools Merci. Ech mengen zwar, mir sollen elo net nach eng weider Diskussioun féieren, Här Weidig. Oder firwat frot Dir d'Wuert?

*(Interruptions)*

Dat ass elo kee Fait personnel gewiescht. Ech kucke just, wéi vill Zäit Der nach hutt. Dir hutt nach 57 Sekonnen, jo. Här Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, also ech wëll just ganz kuerz eppes zu deenen Eenzelne soen. Dat eent ass, an der éischter Versioun stoung dran: „décourager [...] les investissements [...] dans des projets fossiles". Elo ass et geännert ginn. Bon, „encourager", dat kléngt natierlech besser, mee och „encourager" heescht, datt Steiersue geholl ginn, fir de Marché ze verzerren, fir politesch Ziler ze erreechen. An ech soen nach ëmmer, datt dat am beschte funktionéiert, wa keng Interventioun ass am Marché. Dat ass den éischte Punkt.

An deen zweete Punkt ass d'Fuerschung. Och dat hunn ech jo selwer als Fuerscher gesinn, och am Venture Capital: Wann d'Politick ufänkt, Ressourcen duerno ze allokéieren, wat wichteg ass a wat net, dann ass dat eng suboptimal Allokatioun vun de Projeten. An et ass besser, wann d'Fuerscher dat selwer maachen. An dat gesäit ee jo zum Beispill och bei Tesla. Do huet den Elon Musk jo privat investéiert, do ware keng staatlech Suen dran. An en huet trotzdeem eppes Guddes gemaach! Dat ass deen zweete Punkt.

An deen drëtten: Jo, mir sinn och kee Fan vun der Atomenergie, mee mir si Fan vun der beschter Léisung, déi existéiert. All Energiequell huet Pro a Kontra. Heiansdo ass et de Pëtrol, heiansdo ass et d'Atomenergie. An d'Atomenergie vun 1990, wougéint munch Leit demonstréiert hunn, ...

*(Coups de cloche de la présidence)*

... dat ass net déi selwecht wéi 2024. Dat heescht, mir mussen all déi Saache rational kucken an net ideologesch eng Energiequell einfach ofschalten.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. Domat wäre mer um Schluss vun dëser Diskussioun ukomm.

Ech gesinn, d'Regierung huet nach d'Wuert gefrot. Da kritt d'Regierung selbstverständlech d'Wuert nach. Här Minister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci villmools, Här President. Et geet och net nëmmen ëm d'Diskussiounen ëm d'Investitiounen an erneierbar Energien oder soss iergendeng Form vun Energien.

Den Här Fayot huet et a senger Motioun richteg an engem Tiret geschriwwen: Et geet och ëm dee Loss-and-Damage-Volet, dat heescht, datt et elo scho Länner gëtt, wéi ech virdru gesot hunn, déi einfach ënnert dem Klimawandel leiden, déi elo schonn amgaange sinn, Deeler vun hirem Territoire ze verléieren, well d'Mierer klammen, déi elo scho mussen Dierfer evakuéieren, well de Landverbrauch ze grouss gëtt, well et amgaangen ass ze verwüsten. An deene muss gehollef ginn, fir datt se sech kënnen dergéint schützen, sech dorun upassen, respektiv datt se déi Schied, déi entstinn, och kënnen iwwer Assurancë bezuelen.

Et gi ganz vill Projete gebraucht, fir méi Beem ze planzen, fir $CO_2$ kënnen ze capturéieren, fir Séigrasfelder kënnen a Mierer unzeleeën, fir kënnen $CO_2$ ze capturéieren, fir och erëm Mouere kënnen unzeleeën, fir $CO_2$ kënnen ze capturéieren. Dat sinn op Lëtzebuergesch déi sougenannten, wéi een dat seet, „Nature-based Solutions", dat heescht, dass een dann d'Natur, wann een déi ënnerstëtzt, eeben derzou bréngt, sech selwer nees ze entwéckelen, fir kënnen $CO_2$ ze capturéieren. An do ginn och Milliounen, wann net Milliarde gebraucht, déi net aleng vun ëffentlecher Hand kënne kommen, mee déi och vu privaten Investore musse kommen.

An dacks ass et haut esou, datt déi nach zécken, well de Risiko fir si nach ze grouss ass. Do gëtt et awer gutt Initiativen, wou grad d'Regierungen, och déi Lëtzebuerger Regierung, esou Investitiounen, déi ganz risikoféich sinn, versiche mat aner Institutiounen, déi sech doranner spezialiséiert hunn, zesummenzebréngen, fir an déi dote Mesüren ze investéieren. Well dat eent ass d'Reduktioun vun den $CO_2$-Emissiounen, dat anert ass manner Energieverbrauch a manner fossill Energien. An dat anert ass och, den $CO_2$ iwwer Natursolutiounen eebe kënnen ze capturéieren. An dofir ginn och ganz vill Sue gebraucht. Dee Volet ass och wichteg an net just déi Fro, wéi eng Energien an Zukunft déi wichteg Roll solle spillen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Dann ass d'Diskussioun domadder ofgeschloss.

Da géife mer zum Vott vun dëser Motioun komme mat deenen zwou zousätzlechen Ëmännerungen, déi vum Här Bauler virgeschloe waren an iwwert déi mer eis am Geescht, wéi den Här Fayot seet, eens sinn. Da géife mer iwwert déi Motioun esou ofstëmmen.

***Motion modifiée***

*La Chambre des Députés,*

*saluant*

*– la décision de la 28e Conférence des Parties des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28),*

*considérant que la décision*

*– a, pour la première fois dans l'histoire des conférences climatiques, reconnu la nécessité de transition vers la sortie des énergies fossiles, nécessaire pour préserver le but de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C ;*

*– prévoit une feuille de route ambitieuse pour la décarbonation au moyen du triplement des énergies renouvelables et le doublement de l'effort d'améliorer l'efficacité énergétique d'ici 2030 ;*

*– opérationnalise le fonds « Loss and Damage », avec d'ores et déjà une dotation de quelque 700 millions de dollars ;*

*– invite à une réforme de l'architecture financière internationale afin de l'aligner sur les objectifs de la transition climatique,*

*invite le Gouvernement*

*– à encourager une transition des places financières européennes vers une finance alignée aux objectifs climatiques et à encourager les investissements par les banques et les fonds dans des projets (veuillez lire : dans des projets durables) ;*

*– à informer rapidement la Chambre des Députés sur la manière dont elle compte mettre en œuvre, au Luxembourg, la décision de la 28e Conférence des Parties des Nations Unies sur les changements climatiques.*

*(s.) Franz Fayot, Ben Polidori, David Wagner, Joëlle Welfring.*

***Vote sur la motion modifiée***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. A Fin du vote.

Jo-Stëmmen: 55, Nee-Stëmmen: 5, a keng Abstentioun. Domat ass dës Motioun mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig.*

## 9. Motion de M. Franz Fayot relative à la soumission écrite auprès de la Cour internationale de justice en faveur de la reconnaissance d'un principe climatique intergénérationnel

*(Motion déposée en séance publique n° 6 du 14 décembre 2023 – à consulter au compte rendu n° 3/2023-2028 en page 32)*

Da komme mer elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, zur Motioun vum Här Franz Fayot iwwer eng schréftlech Virlag beim Internationale Geriichtshaff zugonschte vun der Unerkennung vun engem intergenerationelle Klimaprinzipp. Här Fayot.

***Exposé***

**M. Franz Fayot** (LSAP), auteur | Här President, zu deene gravéierenden Ongerechtegkeete vum Klimawandel gehéiert, dass grad déi, déi am mannsten dofir kënnen, am meeschten dorënner leiden. Dat sinn Entwécklungslänner am Süden, dat sinn och insbesonnesch déi kleng Entwécklungsinselstaaten, déi sougenannte „SIDS". An déi, déi nach manner derfir kënnen, dat sinn eis Kanner an eis Kandskanner.

An dofir ass d'lescht Joer an der Vollversammlung vun der UNO eng Resolutioun adoptéiert ginn, den 29. Mäerz 2023, déi den Internationale Geriichtshaff zu La Haye dozou invitéiert, e consultativen Avis ze maachen, fir erauszestellen, ob et e Prinzipp gëtt vun intergenerationeller Gerechtegkeet am Beräich vum Klimawandel. Dat ass eng komplex juristesch Analys, wou et drëm geet, ob een aus den Traitéen a Conventiounen e Prinzipp erausliese kann, dass d'international Communautéit d'Flicht huet, och den Interessie vu kommende Generatioune Rechnung ze droen, wa se, wéi gesot, de Kampf géint de Klimawandel ugeet.

Dat ass eppes, wou eng ganz Rei Länner sech associéiert hunn, mat geschriwwene Soumissioune beim Internationale Geriichtshaff. Deen Avis wäert och e gewëssene Poids kréien an där ganzer Diskussioun ronderëm d'Aart a Weis, wéi mer de Kampf géint de Klimawandel uginn. Wéi gesot, hei ass eng Fro vu Gerechtegkeet vis-à-vis vu kommende Generatiounen, déi par définition hei nach keng Stëmm hunn an der Aart a Weis, wéi mer dee Problem do uginn.

No Diskussiounen an der Kommissioun si mer eis eens ginn, dass mer géifen dann d'Regierung invitéieren, dat ze analyséieren, ob se wéilt esou eng Motioun, esou eng Soumission écrite, do erabrénge beim Internationale Geriichtshaff. Mir hunn deemools déi Resolutioun do matgedroen. Déi ass par consensus ugeholl ginn an der Vollversammlung vun der UNO. An ech mengen, et géif eis gutt zu Gesiicht stoen an och der Regierung gutt zu Gesiicht stoen, wann se dat dote géif analyséieren an da mat anere Länner, och aneren europäesche Länner, deen Avis do mat ënnerstëtzen oder op d'mannst sech do géif mat abréngen.

Voilà, Här President. Ech mengen, dat ass dat, wat déi Motioun hei seet. Ech profitéieren och just nach e ganz kuerze Moment, fir d'Chamber drun ze erënneren, dass mer eng Resolutioun ugeholl hunn, och an der Heure d'actualité iwwert d'COP28, wou mer am Fong eis selwer virgeholl hunn, eis Vollen ze neutraliséiere par rapport zu den $CO_2$-Emissiounen.

Do sinn och schonn Aarbechten, déi en cours sinn, hei an der Chamber, fir dat ze maachen, wéi gesot, am beschten iwwer e Projet vun der Lëtzebuerger Kooperatioun. Mir hunn esou Projeten, déi mer zum Beispill an der Reforestéierung am Burkina Faso maachen, och mat LuxDev. An ech mengen, dat wär immens flott, wa mer dat och zäitno kéinte konkretiséieren an dann dem Bureau eng Propos maachen, fir déi Resolutioun a Musek ëmzesetzen. Dat wär e ganz konkreeten Apport, deen d'Chamber kéint leeschten am Kampf géint de Klimawandel.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci, Här Fayot, fir Är Explikatiounen. An zum leschte Punkt wollt ech dem Här Fayot just soen, datt effektiv déi Aarbechten amgaange sinn, fir datt mer eng konkreet Méiglechkeet do fannen an eng konkreet Léisung, wéi mer dat korrekt als Chamber kënnen ëmsetzen, an datt ech wëlles hunn, dat och esou schnell wéi méiglech – wa méiglech an der nächster Bureausreunioun – dem Bureau virzestellen, ze presentéieren, fir datt mer doriwwer kënnen diskutéieren an eng Decisioun huelen. Mee Äre Rappell ass absolutt richteg.

Sou, wien huet Wuertmeldungen zu dësem Punkt? Den Här Hansen, den Här Arendt, den Här Kartheiser. Här Hansen.

***Discussion générale***

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. An och merci dem Här Fayot, deen dat doten op den Ordre du jour gesat huet. Mir haten eng grouss Diskussioun, dat war natierlech iwwert den Zäitpunkt: Wéini soll déi Analys vun der Regierung fäerdeg sinn? An do hu mer gesot, deen nächste Stéchdatum ass natierlech d'COP am Aserbaidjan. An dofir hu mer drageschriwwen: „en amont de la COP29". Ech mengen, dat ass dee richtegen Datum. Ech soen Iech Merci an dat dote kënne mer effektiv dann esou als CSV och matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hansen. Här Arendt.

**M. Guy Arendt** (DP) | Merci, Här President. Merci och dem Franz Fayot fir seng Motioun. Ech géif mech am Fong den Explikatioune vum Chris..., allez, vum Här Hansen, ...

*(Hilarité)*

... vum Christophe Hansen uschléissen, dass effektiv de Wording, wéi en elo ass: „à analyser [...] la possibilité d'une soumission" ... Ech mengen, dat ass eng Aufgab, déi mer der Regierung solle ginn a mir kënnen déi heite Motioun och matdroen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Arendt. Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Merci. O, ech hu schonn 22 Sekonnen – ech hunn nach näischt gesot!

*(Hilarité)*

A, elo ass et besser!

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech soen och dem Här Fayot an all deenen anere Cosignataren, am Numm vun der ADR, villmools Merci fir déi Initiativ. Si huet u sech zwee Deeler:

Dat eent ass eng Interventioun beim Internationale Geriichtshaff, eng Soumission écrite ou orale, déi Lëtzebuerg sollt maachen. Mir hunn dat mat där Seriositéit gekuckt, wéi d'ADR all Dossiere kuckt, an eiser Meenung no ass den Delai ofgelaf. Ech mengen, dat ass eng Saach, déi am Droit net onwichteg ass. Mir hunn d'Delaie gekuckt beim Internationale Geriichtshaff. Deen ass den 22. Januar ofgelaf. Ech muss awer soen, den Här Fayot hat dat hei de 14. Dezember tabléiert. Da wär et nach duergaangen. Mee haut ass den 20. Mäerz, also geet et net méi. Dat ass also eng éischt Feststellung.

Dat Zweet ass: Mir mussen natierlech kucken, wa mer esou Soumissioune maachen, wat d'Effeten op eis Partner sinn. Well wa mir – Lëtzebuerg – mat neie juristesche Konzepter wëlle kommen, huet dat selbstverständlech Implikatiounen, och op d'Positioune vun eisen Nopeschlänner, vun der Europäescher Unioun an esou weider. Bis elo ass den Haaptprinzipp an deenen Diskussiounen de Principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités contributives respectives des États. Dat ass eigentlech de Grondprinzipp, wéi et elo ass. Iwwer intergenerationnell an esou weider, dat ass nach kee Prinzipp, deen den Accord vun der EU an eisen anere Partnerstaaten hätt.

Ech wëll awer och soen, datt d'EU selwer – direkt oder indirekt – och geplangt hat, jiddefalls war et esou ugekënnegt an der Assemblée générale vun der UNO, e Bäitrag beim Geriichtshaff ze maachen. Ob dat gemaach ginn ass, weess ech elo net. Mee ëmmerhi muss een och soen: Wann een esou Saache mécht a mat juristesche Konzepter schafft, da muss een och kucken, datt am Ableck an der Commission du droit international wéi och an der Commission juridique vun der Generalversammlung vun der UNO juristesch Aarbechten iwwert d'Interdependenz vu juristesche Konzepter an de Klimadiskussioune sinn.

Déi Iddi vun der Justice intergénérationnelle an der Justice climatique ass u sech, wéi gesot, nach kee juristeschen Term. Den Här Fayot proposéiert jo och a senger Motioun, fir deen Term anzeféieren, eng Reconnaissance vun deem Prinzipp.

Et gëtt en also nach net. A wou kënnt déi Notioun hier? Ma aus der Preambule, Paragraf 13, vum Accord de Paris. Et ass awer interessant, dat ze liesen. Et ass eigentlech esou, datt do steet: „Notant qu'il importe de veiller à l'intégrité de tous les écosystèmes, y compris les océans, et à la protection de la biodiversité, reconnue" – an elo kënnt et – „par certaines cultures comme la Terre nourricière, et notant l'importance pour certains de la notion de ‚justice climatique', dans l'action menée face au changements climatiques."

Et ass also net méi wéi eng Feststellung, datt fir eenzel Kulturen deen Term kann eng Bedeitung hunn. En huet keng juristesch Relevanz kritt. En ass och net zréckbehale ginn als Aktiounsprinzipp. Et si selbstverständlech keng Sanktiounen oder politesch oder juristesch Konsequenzen dermat verbonnen. Et war just eng Feststellung vun engem Ausdrock, deen a gewëssene Kulturkreesser – selbstverständlech respektabeler! – am Ëmlaf sinn.

Wat dat awer heescht a firwat et net zu enger juristescher Kategorie ginn ass, ass ganz einfach: wéinst Problemer bei der Beweislaascht, vun der Attributioun vu Responsabilitéiten zu Staaten no dem Principe du pollueur-payeur, well ee jo dann och net weess, no wéi enge Krittären dat sollt zougedeelt ginn. Wéi soll eng Schuedfeststellung dann a wéi enge Länner stattfannen?

Den Här Fayot huet, zum Beispill, op déi kleng Insularstaaten higewisen, déi jo anscheinend besonnesch ..., ech wëll dat elo hei net diskutéieren ..., jo, jo, mee nee ..., wou de Problem vum Klamme vum Mieresspigel ëmmer erëm invoquéiert gëtt. Also, dat sinn awer Diskussiounen, déi lafen, déi och mussen da matconsideréiert ginn!

Et ass also esou, datt mer keng Krittären hunn, wéi esou e Prinzipp kéint ëmgesat ginn. Wann een en also aféiert, ass een an engem kompletten Neiland. An dat ass natierlech fir eis e groussen Onsécherheetsfacteur; net nëmme fir eis, mengen ech, mee fir jiddereen, deen sech mat där Thematik beschäftegt.

D'Opportunitéit ..., an do ass et interessant festzehalen, datt den Här Fayot an déi aner Kolleege vun deenen anere Parteie Leit, déi nach net gebuer sinn, Rechter zougestinn. Well wien intergenerationell Solidaritéit seet, seet – an dat ass och interessant an der Rechtsentwécklung –: Leit, déi nach net gebuer sinn, déi et nach net gëtt, hu Rechter. Et ass eppes, wat mer eis mierke fir aner Diskussiounen. Et ass interessant!

Et ass awer hei och festzehalen, datt dat, wat den Här Fayot freet, déi Notioun vun intergenerationeller Gerechtegkeet, net am Mandat ass vun där Motioun oder vun där Resolutioun, déi d'Generalversammlung vun der UNO ugeholl huet. Wann een nämlech kuckt, wat an der UNO gestëmmt ginn ass, geet et net ëm intergenerationell Gerechtegkeet, et geet net emol ëm Rechter vun zukünftege Generatiounen, mee et geet ëm Obligatioune vun zukünftege Generatiounen.

D'Generalversammlung un der UNO huet den Internationale Geriichtshaff gefrot, fir ze kucken, wat am internationale Recht d'Obligatioune fir d'Staate sinn, fir eeben de Système climatique kënnen ze erhalten, a wat d'Obligatioune si „pour les États et pour les générations présentes et futures". Et ass also eng Feststellung net vu Rechter, mee vun Obligatioune vun zukünftege Generatiounen.

Domadder musse mer also feststellen, datt dem Här Fayot seng Initiativ gutt gemengt ass, datt d'Delaien net respektéiert sinn, d'Rechtskategorien net kloer sinn an et net konform zum UNO-Mandat ass. Dofir stëmme mir dat net mat.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Elo hunn ech nach d'Wuertmeldunge vun dem Här Polidori an der Madamm Welfring. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Ech muss eng Kéier Loft huelen, ech ka just soen zu mengem Virriedner: Wow! Ech ... Bon, bref. Ech soen awer op alle Fall dem Här Fayot, deen alles scho wonnerbar erklärt huet zu dëser Motioun, dass mir dës wäerte matstëmmen, well et och an déi richteg Richtung geet. An, voilà, méi hunn ech am Fong net dozou ze soen. Ech sinn nach e bësse schockéiert vun deene ganze Saache virdrun. Voilà, merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Jo, mir ginn och eis Zoustëmmung fir dës Motioun. A mat all deene Consideratiounen, déi ech mer virdrun och hu missen unhéieren, wéi jiddereen heibannen, wëll ech just soen, dass déi Geschicht vun den Delaien eppes ass, wat an där Analys, déi souwisou elo mol gemaach gëtt, sécher muss matconsidéiert a gekuckt ginn, ob et eng aner Opportunitéit gëtt an ob dat wierklech eppes ass, wat eis kéint drun hënneren, déi intergenerationell Responsabilitéit ze huelen an déi och kloer duerzeleeën an engem Appell un déi Cour. Dofir, ech fannen, dat soll eis net drun hënneren, déi Analys ze maachen. An nach eng Kéier: Ech sti voll a ganz – a meng Sensibilité politique och – hannert dëser Motioun!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Nee. Dann den Här Fayot an dann duerno den Här Minister.

**M. Franz Fayot** (LSAP), auteur | Merci, Här President. Et ass effektiv justifiéiert, déi Fro vum Delai unzeschwätzen. Mengen Informatiounen no ass deen Delai awer net peremptoire, dat heescht, do ass et méiglech, nach zu engem spéideren Zäitpunkt eng Soumission écrite dozou ze maachen. Dat ass dat, wat ech elo ..., dat si meng Informatiounen.

Effektiv wär et gutt, wann d'Regierung net bis zu der COP29 géif waarden, fir sech déi Saach do unzekucken, mee wa se dat géif relativ stënterlech maachen. Well ech mengen effektiv, dass et en Delai gëtt, deen iergendwann eng Kéier ofleeft. Mee ech mengen net, dass deen am Januar definitiv ofgelaf ass.

Zweetens: Här Kartheiser, Dir sot – bon, wéi ëmmer erëm e bëssen eng Relativiséierung vun der Gravitéit vum Klimawandel –, anscheinend géifen déi Inselstaaten dodrënner leiden. Ech mengen, dat kennt ee vun Iech. Ech kann Iech just soen – an dat ass op der COP28 erëm eng Kéier ganz kloer erauskomm –: Déi hunn d'Waasser wierklech bis ënnert de Kënn stoen, wann net schonn iwwert dem Kapp zum Deel. Dat ass effektiv ganz grav a wierklech eng vun deenen Haaptinjusticen an deem ganze Phenomeen!

Drëttens – an ofschléissend –, mengen ech, kann een hei vill juristesch Grënn fannen, fir dat hei net ze ënnerstëtzen. Ech muss Iech soen, ech an och, mengen ech, meng ... Nee, net „mengen ech". Ech si sécher, meng Partei ass och där Meenung, dass een hei wierklech muss am Sënn vun den nächste Generatiounen, och wann et Obligatioune sinn, dat ganz kloer maachen, wat mer musse maachen, fir finalement eise Planéit weider liewenswäert ze erhalen an en fait ze rette par rapport zum Klimawandel! An ech mengen, do kann een entweeder bremsen a retrograd sinn oder dat wierklech op eng affirmativ a progressiv Aart a Weis mat ënnerstëtzen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Här Kartheiser, et deet mer leed, mee Är Zäit ass am Fong ofgelaf. Mee iergendeng aner Kéier rektifizéiert Der dat, do zweifelen ech kee Moment drun.

Dann huet d'Regierung nach d'Wuert gefrot. Här Minister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President. Also, d'Informatioune vun der Regierung sinn déi, datt den Delai dëse Freiden ofleeft, den 22. Mäerz. Dat heescht – à l'impossible, nul n'est tenu –, datt et der Regierung net méiglech ass, elo eng Soumission écrite eranzeginn.

An nach zwou Prezisiounen: D'Europäesch Unioun huet an hirem Conseil den 19. Dezember 2023 decidéiert, datt si géif eng Soumission écrite eragi fir hir Memberstaaten, déi och do den Accord ginn hunn. Dat heescht, déi eenzel Memberstaaten hunn dat esou decidéiert. An d'Argumentatioun, déi d'Europäesch Kommissioun wäert eraginn, ass déi, datt se wäert rappeléieren, datt d'Europäesch Unioun e ganz wichtegen Acteur ass an allem, wat Klimaschutz a Klimaupassung ass, an datt den Accord vu Paräis, an natierlech och d'COPen allgemeng, d'Klima-COP ganz besonnesch, u sech en effikasse juristesche Kader sinn, fir de Klimaschutz kënnen och fir déi haiteg Generatioun a fir déi zukünfteg Generatiounen ze garantéieren, respektiv déi Obligatiounen, déi dann d'Staaten hunn, fir déi domadder kënnen ze assuréieren. Déi Soumission écrite wäert d'Europäesch Unioun am Numm vun hire Memberstaaten eraginn.

Et muss een ëmmer wëssen, datt d'Europäesch Unioun jo och de Verhandlungspartner ass bei de COPen. Et sinn net déi eenzel Memberstaate vun der Europäescher Unioun, déi verhandelen, wann eng COP ass, mee et ass d'Europäesch Unioun am Numm vun de Memberstaaten. Et sinn awer eng Rei Memberstaaten, déi wäerten och nach perséinlech, an hirem eegenen Numm, eng Soumissioun eraginn, nämlech Däitschland, Frankräich, Ungarn, Holland, Portugal an, wann d'Ofkierzung „SI" am europäesche Jargon Slowenien ass, dann ass et Slowenien. Wann net, dann ass et en anere vun eise Memberstaaten. Mee dat sinn op jidde Fall déi Memberstaaten, déi eng wäerten eraginn.

Et besteet awer trotzdeem d'Méiglechkeet, och wann den Delai ofgelaf ass, datt Lëtzebuerg bei den zukünftege Plaidoirië Positioun kann huelen. Dat heescht, wann déi Plaidoirië wäerten um Internationale Geriichtshaff sinn, da kann d'Lëtzebuerger Regierung dorunner deelhuelen a seng Positioun do soen. Mir wäerten dat als Regierung also och mathuelen an doriwwer diskutéieren.

Et ass esou: Et ass den Ausseministère, deen de Lead hei huet, fir eis do och dann ze vertrieden. Mir wäerten als Regierung also doriwwer diskutéieren. A mir hunn dat u sech als Lëtzebuerg jo och matgedroe beim Europäesche Conseil an och deemools bei der UNO-Vollversammlung, soudatt et nëmmen eng logesch Suite wär, wa mer géifen eeben och do minimum bei de Plaidoirien dann eis Positioun bekannt ginn. Déi wäert net groussaarteg anescht si wéi déi vun der Europäescher Unioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Eng Parole après ministre gëtt et hei leider net. Den Artikel 40 (8) gesäit vir, datt d'Parole après ministre nëmmen an den Debaten ze froen ass. Sorry, mee ech applizéieren hei d'Reglement. Voilà, domat wär dann déi Diskussioun ofgeschloss.

Ech wëll dës Motioun elo zum Vott stellen.

***Motion modifiée***

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– la résolution 77/276 adoptée par consensus le 29 mars 2023 par l'Assemblée générale des Nations Unies ;*

*– l'impact du changement climatique sur les futures générations,*

*rappelant*

*– que le Gouvernement luxembourgeois peut intervenir auprès de la Cour internationale de justice par l'intermédiaire d'une soumission écrite ou orale,*

*invite le Gouvernement*

*– à analyser, en amont de la COP29, la possibilité d'une soumission écrite auprès de la Cour internationale de justice en faveur de la reconnaissance d'un principe de justice climatique et intergénérationnelle.*

*(s.) Franz Fayot, Ben Polidori, David Wagner, Joëlle Welfring.*

***Vote sur la motion modifiée***

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

Dës Motioun huet 54 Jo-Stëmmen a 5 Nee-Stëmme kritt. Domat ass d'Motioun ugeholl mat 54 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par Mme Stéphanie Weydert), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori) et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig.*

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 23., 24. a 25. Abrëll 2024 virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 16.30 heures.)*

## Sommaire


| Objet | N° | Auteur | Page |
|---|---|---|---|
| Statut de protection du loup dans l'Union européenne | 0226 | Mars Di Bartolomeo, Claire Delcourt | 61 |
| Impact de la nouvelle loi sur les associations sans but lucratif | 0237 | Alexandra Schoos, Fernand Kartheiser | 61 |
| Avis juridique concernant la mendicité | 0274 | Sven Clement, Marc Goergen | 62 |
| Étudiants jobistes | 0285 | Mars Di Bartolomeo, Georges Engel | 62 |
| Perte du revenu d'inclusion sociale (REVIS) | 0288 | Marc Goergen | 62 |
| Réduction voire suppression des lignes vers Audun et Volmerange du 12 au 16 février 2024 | 0290 | Françoise Kemp | 63 |
| Parc immobilier et locations de l'État | 0292 | André Bauler, Corinne Cahen | 63 |
| Pistes cyclables nationales | 0294 | Corinne Cahen | 64 |
| Pollutions émanant d'un site de broyage de métaux à Aubange | 0295 | Joëlle Welfring | 64 |
| Logements de service inoccupés | 0297 | Barbara Agostino | 65 |
| Délais d'attente pour une mammographie | 0301 | Mars Di Bartolomeo, Francine Closener, Paulette Lenert | 65 |
| Produits de contrefaçon | 0303 | Mars Di Bartolomeo | 66 |
| Rougeole | 0304 | Mars Di Bartolomeo | 66 |
| Autorisation d'exercer des médecins | 0305 | André Bauler | 67 |
| Agréation d'un véhicule routier importé | 0307 | Barbara Agostino | 67 |
| Ligne TGV Luxembourg–Paris | 0313 | Jeff Engelen | 68 |
| Temps de carence prévu dans le projet pilote CUSS (Couverture universelle des soins de santé) | 0316 | François Bausch | 68 |
| Directive relative au permis de conduire | 0317 | Jeff Engelen | 69 |
| Déclaration ministérielle concernant l'expulsion du nucléaire du mix énergétique luxembourgeois | 0318 | Joëlle Welfring, François Bausch | 69 |
| Statut du personnel des CFL | 0320 | Marc Goergen | 69 |
| Affirmations du directeur exécutif de Frontex | 0321 | Dan Biancalana | 70 |
| Directive relative à la diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises (CSDDD) | 0323 | Franz Fayot, Claude Haagen | 70 |
| Régimes de pension du secteur public | 0324 | Mars Di Bartolomeo | 70 |
| Congé politique dans le cadre d'une mesure en faveur de l'emploi | 0325 | Sven Clement, Marc Goergen | 71 |
| « Klimapakt fir Betriber » | 0326 | Joëlle Welfring | 71 |
| Piste cyclable entre la Cloche d'Or et Kockelscheuer le long du CR186 | 0327 | Gusty Graas | 72 |
| Pollution de l'Alzette | 0328 | Gusty Graas | 72 |
| Droits des délégués du personnel dans la fonction publique | 0329 | Alexandra Schoos, Fred Keup | 73 |
| Pollution d'un ruisseau entre Bissen et Colmar-Berg | 0330 | Gusty Graas | 73 |
| Période d'inscription dans les écoles internationales | 0331 | Meris Sehovic | 73 |
| Parcs relais (P&R) stratégiquement situés | 0332 | Yves Cruchten | 74 |
| Paiement du salaire en cas d'incapacité de travail | 0333 | Mars Di Bartolomeo | 74 |
| Capacités des asiles pour animaux | 0334 | Marc Goergen | 75 |
| Application mobile « police.lu » | 0335 | Gusty Graas | 75 |
| Régime de chômage partiel de source conjoncturelle | 0336 | Georges Engel | 75 |
| « SportFabrik » à Differdange | 0337 | Georges Engel | 76 |
| Vente de homard vivant | 0338 | Marc Goergen | 76 |
| Plateforme étatique de réservation de taxis et de voitures de location avec chauffeur (VLC) | 0339 | Yves Cruchten | 76 |
| Consommation du tabac | 0340 | Sven Clement | 77 |
| Délais de remboursement des prestations de soins de santé de la part de la Caisse nationale de santé (CNS) | 0341 | Mars Di Bartolomeo | 77 |
| Éventuelle extradition de Julian Assange vers les États-Unis | 0342 | Fernand Kartheiser | 78 |
| Plateforme eduGuichet | 0343 | Francine Closener, Paulette Lenert, Claire Delcourt | 78 |
| Aide humanitaire pour Gaza | 0344 | Yves Cruchten, Franz Fayot | 78 |
| Autorisation d'exercer des médecins | 0345 | Carole Hartmann | 79 |
| Permis à points | 0346 | Francine Closener, Yves Cruchten | 79 |
| Blistérisation de médicaments | 0347 | Mars Di Bartolomeo | 80 |
| Cellule « Luxembourg Stratégie » | 0349 | Joëlle Welfring, François Bausch | 80 |
| Transmission de courriers importants de l'ADEM et du FNS | 0350 | Sven Clement, Marc Goergen | 82 |
| Épuisement professionnel auprès de la fonction publique | 0351 | Joëlle Welfring, François Bausch | 82 |
| Renforcement des droits et de la prise en charge des enfants non accompagnés | 0353 | Meris Sehovic | 83 |
| Désinfection des eaux minérales | 0354 | Marc Goergen, Ben Polidori | 83 |
| Coopération policière et douanière entre le Benelux et la France (Hazeldonk) | 0356 | Dan Biancalana | 83 |
| Contournement de Heinerscheid | 0357 | Jeff Engelen | 84 |
| Épandage et stockage d'effluents d'élevage | 0360 | Joëlle Welfring | 84 |
| Vaccination contre la grippe | 0361 | Sven Clement | 85 |
| Assouplissement des règles européennes dans le secteur agricole | 0362 | Luc Emering, André Bauler | 86 |
| Conditions d'accès à la vasectomie | 0363 | Marc Baum | 86 |
| Protection des données dans la fonction publique | 0364 | Sven Clement, Ben Polidori | 87 |
| Cotisations de pension plafonnées à cinq fois le salaire minimum | 0365 | Marc Baum | 87 |
| Unité spéciale de la police (USP) | 0367 | Dan Biancalana | 87 |
| Aides financières « Fit 4 » | 0368 | Sven Clement, Ben Polidori | 88 |
| Révision majeure des règles de l'Union européenne relatives au permis de conduire | 0370 | Jeff Engelen, Alexandra Schoos | 88 |
| Demandeurs d'emploi ayant une formation en informatique | 0371 | Sven Clement, Ben Polidori | 89 |
| Jugement du tribunal administratif concernant la Commission de conciliation | 0372 | Joëlle Welfring, Meris Sehovic | 90 |
| Demande d'estimation de pension | 0373 | Fred Keup | 90 |
| Discrimination des demandeurs de protection internationale masculins sous procédure Dublin | 0374 | Fred Keup | 91 |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Étude Plurimedia | 0375 | Ben Polidori | 91 | Stratégie hydrogène du Luxembourg | 0391 | Mars Di Bartolomeo, Georges Engel | 95 |
| Problème avec les bornes de recharge « Chargy » | 0376 | Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten | 91 | Investissements de la BEI dans l'industrie de l'armement | 0392 | David Wagner | 95 |
| Contrôles de la vitesse dans les zones 30 km/h | 0377 | Mars Di Bartolomeo | 91 | Compte bancaire des sociétés | 0393 | Laurent Mosar | 95 |
| Radars mobiles | 0380 | André Bauler | 92 | Fédération sectorielle « Life Sciences » | 0394 | Mars Di Bartolomeo, Georges Engel | 96 |
| Qualité des textes de loi | 0382 | Sven Clement | 92 | Propos de Monsieur le Ministre des Sports sur le journalisme sportif | 0395 | François Bausch | 96 |
| Réduction des dépenses de l'État | 0383 | André Bauler, Corinne Cahen | 92 | Quantités de produits phytopharmaceutiques utilisées dans l'agriculture | 0396 | Joëlle Welfring | 96 |
| Actualisation du Code de la route | 0384 | Marc Goergen | 92 | Droit d'accès aux informations pour les journalistes professionnels | 0397 | Francine Closener | 97 |
| Bâtiment K22 | 0385 | Sven Clement, Marc Goergen, Ben Polidori | 93 | Traite des êtres humains | 0400 | Dan Biancalana, Claude Haagen | 97 |
| Dispense de travail pour enseignantes enceintes | 0386 | Ben Polidori | 93 | Sécurité des canaux de communication de l'armée | 0416 | Marc Goergen, Ben Polidori | 99 |
| Personnel des CFL | 0387 | Marc Goergen | 94 | | | | |
| Logements de la SNHBM | 0390 | Marc Goergen | 94 | | | | |


**Statut de protection du loup dans l'Union européenne** | Question **0226** (24/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Fin décembre 2023, la Commission européenne a fait une proposition tendant à abaisser le statut de protection du loup dans l'Union européenne. Par cette proposition, la Commission entend passer le statut du loup de « strictement protégé » au statut de « protégé ».

1) Nous aimerions dès lors savoir du Gouvernement quelles seront les conséquences exactes de ce changement de statut.

2) La proposition de la Commission permet-elle de faciliter la possibilité de chasser le loup et le cas échéant selon quelles prémisses ?

3) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à cette proposition de la Commission ?

**Réponse** (11/03/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) La proposition de la Commission a pour objectif de déplacer l'espèce loup (Canis lupus) de l'annexe II (espèces strictement protégées) vers l'annexe III (espèces protégées) de la Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe du 19 septembre 1979 (ci-après la « Convention »).

Ce changement impliquerait que le statut de protection du loup ne tomberait plus sous le champ d'application des articles 5 et 6 de la Convention mais sous celui de l'article 7.

L'article 6 interdit, entre autres, toutes formes de capture intentionnelle, de détention et de mise à mort intentionnelle.

L'article 7 se limite à requérir que toute exploitation de la faune sauvage énumérée à l'annexe III soit réglementée de manière à maintenir l'existence de ces populations hors danger.

Le déplacement du loup de l'annexe II à l'annexe III entraîne donc une diminution significative de son statut de protection en n'interdisant plus sa mise à mort intentionnelle.

ad 2) La Convention permet d'autoriser la chasse d'une espèce protégée en tenant compte de l'état de conservation des populations. Néanmoins et comme relevé ci-avant, cette chasse doit être réglementée de manière à maintenir l'existence de l'espèce visée hors danger.

Pour ce qui est des espèces strictement protégées, la chasse est interdite aux termes de l'article 6 de la Convention.

ad 3) La proposition de la Commission va à l'encontre des mesures de protection entreprises ces dernières années au sein de l'Union européenne pour arriver à un état de conservation plus favorable des populations de loups.

Elle constitue un changement d'approche par rapport à la position adoptée par le Conseil en novembre 2022 qui s'est prononcé contre un possible changement de statut (espèce strictement protégée vers espèce protégée) proposé par la Suisse dans le cadre de la Convention.

Si on peut constater une légère progression de l'amélioration de l'état de conservation du loup au sein de l'Union européenne, c'est justement en raison du statut de protection stricte dont a bénéficié jusqu'ici cette espèce.

Par ailleurs, le Luxembourg est convaincu que le cadre légal existant de la Convention et de la directive Habitats donne suffisamment de flexibilité pour déroger aux mesures de protection dans des cas spécifiques comme par exemple, pour prélever des loups individuels présentant un comportement problématique.

Il faut également relever l'importance et l'utilité de populations de loups saines dans l'atténuation des effets du changement climatique sur la résilience des forêts, alors que le loup contribue à maintenir les populations de gibier à un niveau équilibré.

Il y a lieu aussi de relever que le Luxembourg a cosigné en date du 1er février 2023 ensemble avec 11 autres États membres une lettre à l'attention du Commissaire Sinkevicius, faisant appel à refuser de façon explicite la diminution du statut de protection du loup.

**Impact de la nouvelle loi sur les associations sans but lucratif** | Question **0237** (26/01/2024) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Dat neit ASBLs-Gesetz vum 7. August 2023 brénGt fir net gewënnorientéiert Associatiounen eng Rei nei komplex an zäitopwenneg Aufgabe mat sech, dat zum Beispill am Beräich vun der Bereetstellung vun allgemengen Donnéeën, awer notamment och am Hibléck op d'Comptabilitéit, wou och déi meescht Sports- a Kulturveräiner drënner falen, déi nach ëmmer vum Benevolat gedroe ginn.

An deem Zesummenhang géife mir der Madamm Justizminister gär dës Froe stellen:

1. Goufen deene Betraffenen Informatiouns- an Ënnerstëtzungsmoossnamen zur Verfügung gestallt? Falls jo, wéi eng? Hunn d'ASBLen duerfir misse bezuelen?

2. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob a vu wéi enge Coursen, besonnesch och am Beräich vun der Comptabilitéit, déi betraffe Leit an nächster Zäit kënne profitéieren? Kann d'Madamm Minister preziséieren, wéi dobäi dem Ëmstand Rechnung gedroe gëtt, datt grad déi Leit, déi sech fräiwëlleg an engem Veräin abréngen, dës Formatioune seele wärend hire regulären Aarbechtsstonne suivéiere kënnen?

3. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob déi zäitno Ariichtung vun engem Helpdesk fir ASBLe virgesinn ass? Falls net, firwat net?

4. Kënnen d'ASBLe Finanzhëllefen ufroen, fir zousätzlech Personalkäschten, déi am Kader vun deenen neie gesetzlechen Obligatiounen entstane sinn, ze kompenséieren?

5. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob grad en vue vum Schutz vum Benevolat mëttelfristeg eng Evaluatioun vum Seuil vun 100.000 Euro Aktiva, sou wéi en am Artikel 18 Paragraph 4 vum genannte Gesetz festgeluecht gouf, virgesinn ass, mam Zil, dës Limitt eventuell ze erhéijen an och ze indexéieren?

**Réponse** (27/02/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1. Nom Akraafttriede vum Gesetz vum 7. August 2023 iwwert d'ASBLen an d'Fondatiounen, den 23. September 2023, goufe vun offizieller Säit aus eng ganz Rei un Informatiouns- an Ënnerstëtzungsmoossnamen zur Verfügung gestallt.

Fir d'éischt goufen am Kader vun enger grouss ugeluechter Informatiounscampagne un all d'ASBLen an d'Fondatioune Flyere verschéckt, fir iwwert dat neit Gesetz ze informéieren.

Am Oktober 2023 gouf den Internetsite myasbl.lu lancéiert an och d'Medie sensibiliséiert, iwwert dësen Internetsite ze informéieren. Den Internetsite bitt detailléiert Informatiounen zu dëse Sujeten:

– Déi wichtegst Neierunge vum Gesetz gi presentéiert;
– Informatiounen iwwert d'Akraafttriede vum Gesetz an d'Iwwergangszäit vu 24 Méint;
– Een detailléierte „Guide comptable de la petite association" gëtt presentéiert, fir spezifesch op Froe betreffend d'Comptabilitéit ze äntweren;
– Demarchë beim Registre de commerce et des sociétés („RCS") ginn erkläert;
– Informatiounen iwwert Homologatiounsprozedure vun de Statute vun ASBLen, an
– Informatiounen iwwert Bekämpfung vu Geldwäschen an Terrorismusfinanzéierung.

D'Internetsäit bitt och Äntwerten op heefeg gestallte Froen. All d'Informatiounen op myasbl.lu an déi heefegst gestallte Froe gi reegelméisseg à jour gesat. Fir e bessert Verständnis goufen och Erklärungsvideoen zur Verfügung gestallt.

Zousätzlech huet de Justizministère, an Zesummenaarbecht mat verschiddenen anere Ministèren, eng Rei Informatiounswebinairen organiséiert fir d'ASBLe vun de jeeweilege Secteuren:

– den 19.9.2023 mam Kulturministère;
– de 17.1.2024 mam Sportsministère;
– den 19.1.2024 mam Familljeministère, an
– de 24.1.2024 mam Aussen- a Kooperatiounsministère.

Den Inneministère an d'Direktioun vum Tourismus vum Wirtschaftsministère sinn och kontaktéiert ginn, fir e Webinaire mat den ASBLe vun hirem Secteur ze organiséieren.

D'ASBLen an d'Fondatiounen hunn heifir näischt misse bezuelen.

ad 2. Fir dass déi interesséiert Leit jidderzäit Accès op déi wichteg Informatiounen hunn, sinn ausféierlech Erklärunge betreffend d'Comptabilitéit online op den Internetsitte myasbl.lu an lbr.lu ze fannen. D'Websäit myasbl.lu bitt ë. a. e spezifesche „Guide comptable de la petite association" un. Dëse Guide wäert och nach a weidere Sproochen disponibel gemaach ginn. Op lbr.lu gëtt et ënnert der Säit vum „Registre de commerce et des sociétés" zousätzlech Erklärungsvideoen an e Guide zu de „comptes annuels" fir d'ASBLen. Dernieft goufen a ginn déi opgezielte gratis Webinairen ofgehalen, wou och op déi nei Reegelen an der Comptabilitéit agaange gëtt.

ad 3. D'ASBLen hunn haut schonns d'Méiglechkeet, sech un déi virdru genannte Quellen ze riichten, fir Hëllef an Informatiounen ze kréien:

– www.myasbl.lu;
– www.lbr.lu.

Dernieft bidden aktuell eng ganz Rei Acteuren aus verschiddenen ASBL-Secteuren an och Gemengen eegen Informatiounsveranstaltungen, Hëllefen a Coursen zum neie Gesetz un. Et gëtt deemno momentan eng grouss Unzuel un Hëllefs- an Informatiounsméiglechkeete fir ASBLen, dofir ass d'Ariichte vun engem spezifeschen Help Desk zurzäit net virgesinn.

ad 4. a 5. Pauschal zousätzlech Finanzhëllefe virzegesinn, géif déi ënnerschiddlech Situatioune vun den ASBLe par rapport zur Ëmsetzung vum neie Gesetz net consideréieren, dofir besteet hei keng automatesch Méiglechkeet.

D'Zil vum neie Gesetz ass et, fir méi Transparenz a Kloerheet ze schafen, woubäi den administrativen Opwand besonnesch fir kleng ASBLen esou geréng ewéi méiglech gehale soll ginn. Am Beräich vun der Comptabilitéit gesäit den Artikel 18 (1) vum neie Gesetz dofir vir, dass all ASBL eng Comptabilitéit muss féieren, mä hir Verflichtungen awer proportionell zu hirer Gréisst an hiren Aktivitéite solle sinn. Esou mécht d'Gesetz eng Klassifizéierung jee no Gréisst vun den ASBLen a leet dräi Krittäre fest, dorënner de Seuil vun 100.000 Euro Aktiva.

Déi praktesch Ëmsetzung vum neie Gesetz gëtt vum Ministère begleet a suivéiert, mä d'Gesetz ass emol eréischt zënter September 2023 mat enger Iwwergangszäit vu 24 Méint a Kraaft. Dofir ass et haut definitiv ze fréi, fir iwwer eng Erhéijung vu Seuilen nozedenken. Eng Indexatioun vum Seuil gouf net virgesinn, well dat et den ASBLen erschwéiere géif, nozevollzéien, wat fir ee Montant vum Seuil aktuell gëllt, zumools, wa méi Indextranchen a kuerzer Zäit applikabel sinn.

---

**Avis juridique concernant la mendicité** | Question **0274** (02/02/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Inneministère huet am Kader vum Heescheverbuet de 24. Januar een Avis juridique an Optrag ginn, fir d'Rechtméissegkeet vun der Decisioun vum 11. Dezember ze préiwen. Den Avis juridique ass vun der selwechter Etüd erstallt ginn, déi och d'Stad Lëtzebuerg an hirem Kampf fir d'Heescheverbuet viru Geriicht sollt vertrieden.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Op Basis vu wéi enge Krittären huet den Inneministère entscheet, bei dëser Etüd den Avis juridique unzefroen?

2. Wéi vill huet dësen Avis kascht?

3. Huet den Inneminister hei keen Interessekonflikt gesinn, vu dass d'Etüd schonn d'Stad Lëtzebuerg an dësem Dossier als Cliente vertrueden huet?

**Réponse** (22/02/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Déi Etude, déi ech mam Avis chargéiert hunn, hat am Kader vum Recours vun der Stad Lëtzebuerg géint de Refus d'approbation vu menger Virgängerin schonn eng considerabel Viraarbecht geleescht. Dofir huet et Sënn gemaach, fir déi selwecht Etude mat der Fro ze chargéieren, opgrond vun den Urteeler, déi an der Diskussioun opgeworf gi sinn, ob een eventuell zur enger anerer Conclusioun kéint kommen.

ad 2. D'Etude huet och ee méi generellen Avis iwwert d'Base juridique vun de Gemengepolicereglementer ausgeschafft. Hir Honorairë fir déi zwee Avise belafen sech zesummen op 3.100,50 Euro, mat der TVA.

ad 3. Nee.

---

**Étudiants jobistes** | Question **0285** (05/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Selon une étude des étudiants francophones en Belgique (FEF) et selon l'Office belge de la sécurité sociale, le nombre d'étudiants jobistes, travaillant pour payer leurs études connaît une forte augmentation endéans les dix dernières années. Selon la FEF, en Belgique, un étudiant sur deux a actuellement un travail rémunéré à côté de ses études. Ces étudiants se divisent entre ceux et celles qui travaillent pour financer leurs études et ceux qui souhaitent se faire de l'argent de poche.

1) Nous aimerions dès savoir de la part de Monsieur le Ministre du Travail et de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale si leurs départements disposent de statistiques sur le travail d'étudiants au Luxembourg et les domaines principalement concernés.

2) Les ministres seraient-ils intéressés, le cas échéant, de lancer une étude style FEF ensemble avec les associations d'étudiants pour évaluer l'étendue du travail d'étudiants, leurs conditions contractuelles et l'impact du travail sur leurs études ? Ceci concernant aussi bien les étudiants effectuant leurs études au Luxembourg que les étudiants luxembourgeois qui suivent leurs études à l'étranger.

**Réponse** (11/03/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1) Aucun des départements du Ministère du Travail ne dispose de statistiques sur le travail d'étudiants au Luxembourg, ni sur les domaines principalement concernés.

ad 2) Le Ministre du Travail va discuter de la situation actuelle et de la nécessité éventuelle de lancer une étude du style de celle réalisée par la Fédération des étudiants francophones en Belgique (FEF) avec les représentants de l'Association des cercles d'étudiants luxembourgeoise (ACEL) à l'occasion d'une réunion fixée dans les semaines à venir.

---

**Perte du revenu d'inclusion sociale (REVIS)** | Question **0288** (06/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

„La peur de se retrouver sans revenu est répandue et souvent accompagnée d'états d'angoisse et d'anxiété. La perte du REVIS est forcément lourde de conséquences : par exemple, ne plus pouvoir garantir à ses enfants un minimum de sécurité matérielle, mal les nourrir, ne plus pouvoir régler les factures indispensables et le risque de se retrouver à la rue sans logement."

Dëse Passage kann een am Rapport vum Juni 2023 iwwert de REVIS liesen. Am Rapport gëtt duergeluecht, wat fir Konsequenzen d'Kierzen oder d'Sträiche vum REVIS kann hunn. Et kann een de REVIS reduzéiert oder gestrach kréien, wann de Staat aner Revenue gesäit, déi een huet oder déi ee kéint hunn. Dorënner vum Beispill d'Pension alimentaire vum Ex-Partner, déi awer nach laang net all Elterendeel och wierklech kritt.

Et kann een de REVIS och reduzéiert oder gestrach kréien, wann ee vu Sanktioune betraff ass. Do kënnt et am Normalfall zu engem Avertissement, dann enger Reduktioun vun 20 % an dann engem Stopp vun 3 Méint vum REVIS. Et kann awer och virkommen, dass een direkt op de Stopp vun deenen 3 Méint fält.

Fir Leit, déi een Dossier bei der ADEM hunn, ass de Sanktiounssystem nach erëm anescht. D'Leit an esou enger Situatioun mussen heefeg bei den Office social goen, fir dës Zäit ze iwwerbrécken an Hëllef ze kréien, fir ee Recours ze formuléieren. No 3 Méint kënne si dann eng nei Demande maachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persoune sinn an de leschte 5 Joer sanktionéiert ginn? Wat fir Sanktiounen si jeeweils geholl ginn (3 Méint Kierzung, Schléissung vum Dossier, ausgedréckt a Prozent)?

2. Wéi vill Persoune kruten de REVIS an de leschte 5 Joer opgrond vun neie Revenue gekierzt oder gestrach?

3. Wéi vill Prozent vun de Persounen, déi sanktionéiert goufen oder hire REVIS gestrach oder gekierzt kritt hunn, hu Recours géint dës Decisioun ageluecht?

4. Wéi vill Prozent vun de Persounen, déi Recours ageluecht kritt hunn, kruten um Enn Recht zougesprach an de REVIS erëm ausbezuelt?

5. Am Rapport sinn dann och 7 Virschléi presentéiert ginn, wéi een d'Situatioun kéint verbesseren (Säiten 104–105 vum Rapport). Wéi stinn de Familljeminister an den Aarbechtsminister zu dëse Virschléi?

**Réponse** (28/03/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

Onofhängeg vum Fall wou de REVIS gekierzt gëtt oder gestrach gëtt wéinst dem Depassement vum Plaffong bis zu deem ee REVIS ka kréien, ass et wichteg als éischt drun ze erënneren, datt am ëmgeännerte REVIS-Gesetz vum 28. Juli 2018 zwou Aarte vu Sanktioune virgesi sinn.

Wann d'Beneficiairen net mam Office national d'inclusion sociale (ONIS) zesummeschaffen, kann eng Sanktioun geholl ginn, bei där den FNS eng Kierzung vun der Prestatioun virhëlt. A méi schlëmme Fäll kann den Dossier vum Beneficiaire och fir de lafende Mount an déi 3 follgend Méint clôturéiert ginn. Duerno kann eng nei Demande gemaacht ginn.

Wann d'Beneficiairen net mat der Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) zesummeschaffen, kritt den FNS eng Notifikatioun a clôturéiert de REVIS-Dossier vun der betraffener Persoun op de lafende Mount a fir déi dräi Méint drop. Duerno kann eng nei Demande gemaacht ginn.

ad 1. An de leschte 5 Joer huet den FNS bei follgender Unzuel vu Persounen eng Kierzung vun der Prestatioun wéinst engem Manktem u Collaboratioun mam ONIS gemaacht:

2019 57 Persounen
2020 72 Persounen
2021 65 Persounen
2022 85 Persounen
2023 94 Persounen

An de leschte 5 Joer huet den FNS bei follgender Unzuel vu Persounen eng Clôture vun hirem REVIS-Dossier wéinst engem onzefriddestellenden Zesummeschaffe mam ONIS gemaacht:

2019 26 Persounen
2020 35 Persounen
2021 35 Persounen
2022 39 Persounen
2023 49 Persounen

An de leschte 5 Joer huet den FNS bei follgender Unzuel vu Persounen eng Clôture vun hirem REVIS-Dossier wéinst engem onzefriddestellenden Zesummeschaffe mat der ADEM gemaacht:

2019 311 Persounen
2020 482 Persounen
2021 656 Persounen
2022 635 Persounen
2023 152 Persounen

Fir dës ganz Period stelle Kierzungen 11,65 % vun alle Sanktiounen an d'Schleissunge vun den Dossieren 88,35 % duer.

Wéinst der Zouverlässegkeet vun den Donnéeën, kann d'ADEM just déi zwee lescht Jore weiderreechen.

D'Zuel vun de Sanktiounen, déi d'ADEM ausgeschwat huet géint Beneficiairë vum REVIS, déi bei der ADEM ageschriwwen an ënnert hirer Kompetenz sinn, loung 2022 bei 999 a bei 1.302 am Joer 2023. Et sinn 854 Leit, déi 2022 op d'mannst eng Sanktioun kritt hunn, an 912 am Joer 2023. Vun all de REVIS-Beneficiairen, déi bei der ADEM ageschriwwen an ënnert hirer Kompetenz sinn, hunn also 89 % keng Sanktioun an de Joren 2022 an 2023 kritt.

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2. An de leschte 5 Joer huet den FNS d'Bezuele vum REVIS wéinst Depassement bei follgender Unzuel vun Dossieren agestallt (Zuelen, wou eng Kierzung vum REVIS wéinst neie Revenue gemaacht ginn ass, leien net vir, well eng Kierzung och aus anere Grënn ka virgeholl ginn):

2019 2.051 Dossieren
2020 2.331 Dossieren
2021 2.736 Dossieren
2022 2.838 Dossieren
2023 2.379 Dossieren

Bei der ADEM sinn, op d'Joren 2022 an 2023, 563 Recoursen agereecht ginn; dat si 24 % par rapport zu den ausgeschwate Sanktiounen.

ad 3. D'Zuele vu Recoursë géint eng Decisioun vum ONIS (non-collaboration) si follgend fir déi lescht 5 Joer:

2019 3 Recoursen, déi 3,61 % duerstelle vun all de betraffene Persounen
2020 14 Recoursen, déi 13,08 % duerstelle vun all de betraffene Persounen
2021 3 Recoursen, déi 3 % duerstelle vun all de betraffene Persounen
2022 9 Recoursen, déi 7,25 % duerstelle vun all de betraffene Persounen
2023 7 Recoursen, déi 4,89 % duerstelle vun all de betraffene Persounen

D'Zuele vu Recoursë géint eng Sanktioun vun der ADEM (non-collaboration) si follgend:

2019 keng Zuelen disponibel
2020 7 Recoursen, déi 1,4 % duerstelle vun all de betraffene Persounen
2021 18 Recoursen, déi 2,7 % duerstelle vun all de betraffene Persounen
2022 14 Recoursen, déi 2,2 % duerstelle vun all de betraffene Persounen
2023 20 Recoursen, déi 13,2 % duerstelle vun all de betraffene Persounen

ad 4. Den FNS féiert keng Statistik vun Dossieren, déi opgrond vun engem Recours beim Conseil arbitral de la sécurité sociale oder vum Conseil supérieur de la sécurité sociale ëmgeännert gi sinn.

Bei der ADEM sinn, op d'Joren 2022 an 2023, 23 Sanktioune reforméiert ginn; dat si 4 % vun all de Recoursen.

ad 5. Déi concernéiert Ministèren si mat der Ëmsetzung vun der REVIS-Etude befaasst an hunn och schonn eng Rei vu Mesuren, déi schnell konnte geholl ginn an déi der Etude Rechnung droen, an d'Weeër geleet. Déi Aarbechte wäerten an den nächste Wochen a Méint weidergefouert ginn. An deem Kontext ginn natierlech all d'Recommandatiounen, déi gemaacht gi sinn, analyséiert.

**Réduction voire suppression des lignes vers Audun et Volmerange du 12 au 16 février 2024** | Question **0290** (06/02/2024) de **Mme Françoise Kemp** (CSV)

Wéi am Communiqué vun den CFL matgedeelt, gëtt den Zuchverkéier tëschent Esch an Däitsch-Oth souwéi tëschent Beetebuerg a Wuelmereng vum 12. Februar bis de 16. Februar ugepasst. Et wäerten an deem Zäitraum keng Zich tëschent Esch an Däitsch-Oth fueren, mee et ginn Ersatzbusser agesat. Tëschent Beetebuerg a Wuelmereng wäert all zweeten Zuch ausfalen, mee déi Zich, déi fueren, kréie laut dem Communiqué genuch Sëtzplazen. Dës Mesurë ginn op d'Käschte vum Vertrauen an dem ëffentlechen Transport.

An deem Kontext wollt ech follgend Drénglechkeetsfroen un d'Madamm Mobilitéitsministesch stellen:

1. Wäert d'Kapazitéit vun de Busser der Demande tëschent Esch an Däitsch-Oth gerecht ginn?

2. Ëm wéi vill gëtt d'Zuel vun de Sëtzplazen op der Streck tëschent Beetebuerg a Wuelmereng erhéicht?

3. Wéisou si grad dës zwou Strecke betraff?

4. Kënnen esou Ausfäll och mol ausserhalb vun de Schoulvakanze virkommen?

**Réponse** (11/03/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. All Zuch ass duerch e Bus mat 48 Plazen ersat ginn. Bei insgesamt 61 Faarten, sinn dat 2.928 Sëtzplazen, méi also wéi d'Demande un 1.160 gezielte Clienten, déi an der Moyenne pro Dag op dëser Streck mam Zuch fueren, an iwwert Comptagen ermëttelt goufen.

Ausserdeem gëtt Däitsch-Oth mat 4 RGTR-Linnen aus der Stad Lëtzebuerg ugefuer mat jeeweils Busse vu 50 Sëtzplazen. 3 Linne fueren am Stonnentakt; 1 Linn huet e Véierelstonnentakt. 2 vun dëse 4 RGTR-Linne fueren d'Gare Esch/Uelzecht un, wat eebenfalls eng Alternativ zu den Ersatzbusser konnt sinn, wuel wëssend, datt e gudden Deel vun de Pendler d'Stad Lëtzebuerg als Endstatioun huet.

ad 2. D'Zuel vun de Sëtzplaze vun deenen Zich tëschent Beetebuerg a Wuelmereng, déi am Stonnentakt wärend der Fuesvakanz gefuer sinn, gouf verduebelt andeems eng zweet Motrice ugehaange gouf. D'CFL hate keng zousätzlech Ersatzbussen agesat, awer d'Eisebunnscliente goufen iwwer méiglech Verbindunge mat den RGTR-Linne bei der Fuerplangsich an der CFL App informéiert.

ad 3. D'Decisioun, fir d'Offer wärend der Fuesvakanz op dësen zwou Strecken no ënnen ze adaptéieren, gouf ënnert der Berücksichtegung vun diverse Faktore geholl (wéi z. B. d'Demande u Clienten, d'Roulemente vum Personal an dem Zuchmaterial, d'Méiglechkeet fir alternativ Transportmëttel asw.) an dem Fakt, datt d'Upassung vun der Offer op dësen 2 Antenne keng Auswierkung op de Betrib vun den Haaptlinnen um Reseau huet.

ad 4. D'Situatioun, déi sech dee Moment gestallt hat, wor op eng ugespaante Personalsituatioun zeréckzeféieren, bedéngt duerch eng héich Unzuel u Krankmeldungen, déi, zu de laang am Viraus geplangten an accordéierte Congéé fir dës Period, bäikomm ass.

Et huet sech heibäi ëm eng exzeptionell Situatioun gehandelt, woubäi et net komplett auszeschléissen ass, datt et bei enger änlecher ugespaanter Personalsituatioun, och kéint zu esou Ausfäll ausserhalb vun de Schoulvakanze kommen.

Fir dëse Risiko sou kleng wéi méiglech ze halen, verfollegen d'CFL awer weiderhin hir Recrutementsstrategie, fir besonnesch am Beräich vum Zuchbegleetpersonal den Effectif ze erhéijen. 2024 wäerten aller Viraussiicht no och eng 40 weider Zuchbegleeder hir Formatioun ofgeschloss hunn, an deemno de Personalbestand verstäerken.

**Parc immobilier et locations de l'État** | Question **0292** (06/02/2024) de **M. André Bauler** | **Mme Corinne Cahen** (DP)

Nodeems de Staat d'Gebai vum Santésministère an der Darwinstrooss op der Cloche d'Or kaaft huet, wollte mir dem Här Finanzminister follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Loyeren a Chargen huet de Staat am Joer 2023 fir Gebaier, an deene Ministèren an Administratiounen dra sinn, bezuelt?

2. Ass de Staat an Zukunft drop ugewisen, fir weider Raimlechkeete fir seng Verwaltungen ze lounen oder versicht de Staat éischter op de Wee ze goen, fir nei Gebailechkeeten ze kafe respektiv op sengen eegenen Terraine bauen ze loossen?

3. Wéi vill Gebaier, déi dem Staat gehéieren oder vum Staat gelount ginn, stinn den Ament eidel?

4. Wat gedenkt d'Regierung mat deene Gebaier ze maachen, déi aktuell eidel stinn?

**Réponse** (11/03/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Duerch d'Loyerskommissioun am Finanzministère huet de Staat aktuell ongefeier 320 Loyerskontrakter lafen. Dobäi handelt et sech awer net nëmmen ëm Bürosgebaier an Hale fir Ministèren an Administratiounen, mä och ëm Schoulinfrastrukturen.

De Gesamtloyer fir d'Joer 2023 beleeft sech dobäi op ongefeier 78 Milliounen Euro. D'Chargë si méi schwéier ze erfaassen, well dës deels vun den Occupanten, deels vun der Loyerskommissioun bezuelt ginn.

ad 2. De Wuesstum vum Land, dee parallell natierlech och déi noutwendeg Astellunge beim Staat mat sech bréngt, generéiert ëmmer nees nei Demanden, Extensiounen, Regruppementer wéi och Transformatioune vu Gebailechkeeten.

D'Loyerskommissioun an de Comité d'acquisition sinn an deem Kontext gefuerdert, fir dës Demanden ze evaluéieren an ze kucken, wat weider soll gelount oder kaf ginn.

D'Locatioun mat Kafoptioun ass eng vun de Méiglechkeeten, fir sech ee Gebai ze sécheren, dat duerno net zwéngend a Staatsproprietéit muss iwwergoen.

De Ministère fir ëffentlech Bauten, zesumme mat der Verwaltung fir ëffentlech Baute baut awer och nei Gebaier op Staatsterrainen.

ad 3. Aktuell sti wéineg Gebaier, déi dem Staat gehéieren, eidel. Bei deenen engen ass dat just temporär de Fall, well de Chantier fir d'Renovéierungsaarbechten nach net konnt ufänken. Fir aner Gebaier lafen aktuell Etudë fir dës ëmzeplangen, en vue vu Renovatiounsaarbechte fir eng eventuell Reaffektatioun.

Am Fall vu gelounte Gebaier ginn dës Verträg gekënnegt, soubal se net méi gebraucht ginn.

ad 4. Wa Gebaier eidel stinn, dann ass dat doduerch geschëlt, well entweeder Aarbechte musse realiséiert ginn oder detailléiert Analyse musse gemaach ginn, ier iwwer d'Zukunft vun dëse kann diskutéiert ginn.

**Pistes cyclables nationales** | Question **0294** (06/02/2024) de **Mme Corinne Cahen** (DP)

À Kockelscheuer, la piste cyclable nationale PC1 longe le CR158 pour traverser le CR186 et continuer dans la forêt de Kockelscheuer. Or, cette intersection s'avère très dangereuse, notamment par heures de pointe et pour les cyclistes qui doivent la croiser.

Par ailleurs, il me revient que la chaussée de la PC1 se trouverait dans un mauvais état sur certains tronçons, ce qui dissuade une utilisation quotidienne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Des mesures de sécurisation sont-elles prévues au croisement précité ?

2) Quel est le programme de mise en état des pistes cyclables nationales de l'Administration des ponts et chaussées pour 2024 ?
– Sur quels tronçons des travaux de mise en état ont été effectués durant les trois dernières années ?

3) Combien de subventions pour un raccordement à une piste cyclable nationale ont été accordées à une commune durant les trois dernières années ?

**Réponse** (11/03/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) La traversée du chemin repris CR186 par l'itinéraire cyclable PC1 (CR158) est actuellement sécurisée par un gué pour cyclistes avec la signalisation et présignalisation appropriées et conformes aux recommandations en vigueur. De plus, la vitesse maximale autorisée à ce croisement est limitée à 70 km/h.

La partie de la PC1 qui traverse le lieu-dit Kockelscheuer emprunte la chaussée carrossable du chemin CR158. Vu les espaces exigus le long du CR158, aucun élargissement permettant l'installation de la PC1 sur un site séparé n'est possible. D'autre part, en ce qui concerne le tronçon de la PC1 traversant la forêt de Kockelscheuer revêtu d'une surface en matériau perméable à l'eau, il n'est pas planifié d'asphalter la chaussée cyclable pour des raisons écologiques.

La situation sera améliorée par le déplacement de l'actuel itinéraire cyclable du réseau national. En effet, il est prévu de déclasser la PC1 actuelle pour la substituer par la nouvelle PC103 qui longe l'autoroute A3 pour rejoindre le pôle d'échanges « Cloche d'Or ». Pour cette nouvelle piste cyclable, seul un tronçon de 470 mètres longeant la bretelle d'autoroute reliant l'A6 à l'A3 reste à finaliser. Des études pour ce dernier tronçon sont en cours.

ad 2) Voici une liste avec les tronçons du réseau cyclable national, où une mise en état est planifiée pour l'année 2024 :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Au cours de l'année, des mises en état de tronçons de pistes cyclables, y compris des réfections locales et des renouvellements du tapis de moindre envergure, peuvent s'avérer nécessaires à la suite de dégradations pendant la période hivernale ou à d'autres influences météorologiques, de sorte que celles-ci seront planifiées et exécutées à court terme. Le tableau ci-dessus n'est donc pas exhaustif.

– Voici une liste avec les tronçons du réseau cyclable national où une mise en état a été réalisée pour les années 2021 à 2023 :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 3) Suivant la loi modifiée du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national, les raccordements au réseau cyclable national créés par les communes peuvent bénéficier d'une aide financière de l'État dans la mesure où ils répondent aux conditions suivantes :

1. constitution d'un raccord au réseau national ou d'une extension du réseau cyclable national au-delà des frontières nationales ;
2. renforcement de la cohérence du réseau cyclable national ;
3. conformité avec les dispositions techniques définies par l'article 3 de la présente loi et par le règlement grand-ducal, en ce qui concerne :
– les intersections avec un axe routier (visibilité et nécessité de prendre des mesures de sécurisation) ;
– l'assise même de l'infrastructure (gabarit d'espace libre, soubassement et couche de roulement) ;
– les dispositifs de sécurité et la séparation par rapport à la route.

Les demandes de subsides sont analysées au sein du comité interministériel « Subsides pour projets de pistes cyclables » et les analyses se font en deux étapes suivies d'une troisième lorsque les deux premières ont été validées :

– étape 1 : pertinence et éligibilité du projet ;
– étape 2 : conformité technique du projet ;
– étape 3 : liquidation de l'aide financière.

En ce qui concerne les demandes de subventions au cours des trois dernières années, 18 demandes complètes ont été introduites pour être analysées au sein du comité interministériel. Parmi ces demandes, 13 accords de principe et 2 refus ont été émis par le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics sur base de l'avis du comité. À la suite de ces accords de principe, 3 projets techniques ont été introduits et des subventions d'un montant de 484.500,00 € ont été accordées sur base de devis.

**Pollutions émanant d'un site de broyage de métaux à Aubange** | Question **0295** (06/02/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Selon une enquête d'une chaîne télévisée belge publiée en janvier 2024, les broyeurs à métaux wallons ne respecteraient pas les critères environnementaux établis dans leur permis. En effet, la Wallonie compte 7 broyeurs à métaux, structures dans lesquelles sont triés, séparés et broyés des déchets métalliques en fin de vie.

Selon l'enquête, les émissions diffuses (les poussières dispersées dans l'air lors du transport et lors de la manutention des métaux) seraient responsables de pollutions qui dépasseraient les normes fixées pour certains polluants cancérogènes.

Un des sites de broyage de métaux se trouve à Aubange à quelques kilomètres de la frontière luxembourgeoise. Toujours selon la chaîne, le maximum enregistré en 2022 des émissions diffuses du polluant PCB 126 dépasserait 62 fois les normes fixées pour le site d'Aubange.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de la problématique liée aux pollutions émanant des broyeurs à métaux en Wallonie ?

2) Monsieur le Ministre a-t-il contacté son homologue belge afin de recevoir des informations sur les pollutions atmosphériques émanant du site d'Aubange voire les mesures prises pour remédier au problème ?

3) Monsieur le Ministre estime-t-il que les pollutions atmosphériques émanant du site d'Aubange pourraient avoir un impact négatif sur les communes avoisinantes au Luxembourg ? Dans l'affirmative, quelles initiatives Monsieur le Ministre compte-t-il prendre afin d'évaluer et limiter les impacts ?

**Réponse** (11/03/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Oui, je suis au courant de cette problématique.

ad 2) Mes services sont entrés en relation avec les autorités belges qui ont pu confirmer la pollution relayée par la presse. Selon ces mêmes autorités,

la pollution serait limitée à un rayon de 500 mètres autour du site du broyeur.

Les autorités belges nous ont encore informés que le plan de réduction d'émissions diffuses de l'exploitant en cause serait en voie de révision et qu'une analyse de risques serait en cours. Les premiers résultats sont attendus aux cours des prochains mois.

ad 3) L'Administration de l'environnement procède à des mesurages de retombées de poussières à Rodange, un site éloigné entre 2,5 et 3 km et situé au sud-est du site industriel belge en question.

Y sont mesurés les dépôts de poussières et leur teneur en métaux lourds. Les taux de métaux lourds sont faibles et ne montrent pas d'influence d'une source ponctuelle particulière. La méthode n'inclut cependant pas le mesurage de substances organiques telles que les polluants organiques persistants.

En ce qui concerne le réseau de biosurveillance, dont un site se situe aussi à Rodange, aucune anomalie de la teneur en PCB 126 dans les légumes cultivés n'a été constatée lors des mesurages effectués au cours des quatre dernières années.

Les résultats des mesurages cités ci-avant sont régulièrement publiés sous l'adresse Internet : https://environnement.public.lu/fr/loft/air/mesures/publications-periodiques.html. Pour ce qui est plus précisément des valeurs en PCB, les données brutes sont disponibles et la publication en ligne se fera au plus tard vers la fin du mois en cours.

**Logements de service inoccupés** | Question **0297** (06/02/2024) de **Mme Barbara Agostino** (DP)

Il me revient que plusieurs logements de service appartenant à l'État seraient actuellement inoccupés, dont certains depuis de nombreuses années.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien de logements de service appartenant à l'État sont actuellement inoccupés ?

2) Quels sont les délais pour réaffecter ces immeubles ? Quelles sont les raisons qui pourraient conduire à des délais prolongés ?

3) Combien de bâtiments doivent être soumis à des travaux de rénovation dans le cadre de leur réaffectation ? Quels sont les travaux à effectuer ?

4) Les travaux nécessaires sont-ils effectués par les services de l'État ou par des entreprises privées ?

5) Serait-il envisageable que l'État travaille ponctuellement en collaboration avec des lycées proposant des formations du métier du bâtiment pour refaire ces immeubles afin d'offrir aux élèves la possibilité de connaître des situations réelles sur le terrain et de renforcer l'attractivité de la formation professionnelle ?

**Réponse** (18/03/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) En ce qui concerne les logements de service dont l'affectation initiale n'a pas changé, tous sont occupés à l'heure actuelle.

Pour les anciens logements de service, tous les logements aptes à servir à des fins d'habitation, mis à part ceux faisant partie d'un projet d'envergure à réaliser par le Fonds du logement respectivement la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM), ont été réaffectés. Il se peut cependant que des travaux soient en phase de planification et qu'ils soient inoccupés en attendant l'exécution.

En outre, plusieurs projets sont à l'étude en vue d'une réaffectation d'anciens logements de service pour les besoins de différents services administratifs du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, sis :

– rue Grand-Duc Adolphe à Dudelange (2 maisons),
– rue du Nord à Esch-sur-Alzette (7 maisons),
– rue Goethe à Luxembourg (2 maisons).

ad 2) En ce qui concerne les anciens logements de service, le délai de réaffectation dépend fortement de leur affectation future.

Une grande partie des anciens logements de service sont mis à disposition de l'Agence immobilière sociale (AIS). Des remises de clés sont organisées chaque fois qu'un logement de service se libère. Le délai de réaffectation se situe en principe en dessous d'un mois après la libération.

Une vingtaine d'anciens logements de services ont été identifiés, soit pour pouvoir accueillir des bénéficiaires de protection internationale, soit pour être mis à disposition d'associations conventionnées avec l'État actives dans le domaine du logement social autres que l'AIS. La réaffectation se fait en principe dans les trois mois après la décision de réaffectation.

Une cinquantaine d'anciens logements de services sont destinés à la réalisation de grands projets d'envergure, soit par le Fonds du logement, soit par la SNHBM. Pour ces projets, les exigences procédurales (p. ex. modification de PAG, élaboration d'un PAP, diverses études, telles qu'études de faisabilité, etc.) peuvent expliquer des délais plus longs pour leur réaffectation.

ad 3) Des travaux de rénovation, respectivement d'entretien sont nécessaires pendant toute la durée de vie d'un immeuble. Le niveau de rénovation des logements en question dépend de leur état au moment de leur désaffectation en tant que logement de service.

Vu également les différentes réglementations en termes de sécurité, de performance énergétique et d'accessibilité qui sont à respecter, tout changement d'affectation et de réaménagement d'un immeuble implique en général des travaux d'envergure, souvent jusqu'au niveau du gros œuvre, et partant des délais conséquents.

ad 4) La transformation d'anciens logements de service en surfaces de bureaux incombe à l'Administration des bâtiments publics. Les travaux y relatifs sont en général confiés à des entreprises qualifiées du secteur privé, notamment pour des raisons de responsabilité, de garantie et de conformité aux normes et règles de l'art.

ad 5) Il y a lieu de noter que la proposition avancée par l'honorable Députée n'est pas envisageable alors que les formations professionnelles des métiers de la construction et du bâtiment sont exclusivement organisées sous le régime concomitant, c'est-à-dire sous contrat d'apprentissage auprès d'un patron formateur. Les apprentis des formations en question ne fréquentent leur lycée qu'entre 1 et 3 jours par semaine, dépendant de la formation et de l'année de formation. Le reste du temps, ils sont formés par les entreprises formatrices sur le terrain. En effet, les apprentis développent les compétences pratiques dans leurs entreprises formatrices en situation réelle. Les cours au lycée permettent de parfaire certaines compétences, d'apprendre certaines techniques qui ne se présentent pas ou rarement au quotidien et les apprentis suivent des cours d'enseignement général obligatoires pour chaque formation professionnelle.

**Délais d'attente pour une mammographie** | Question **0301** (07/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Francine Closener** | **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Lors de la réunion du 21 novembre 2023, Madame la Ministre a informé les membres de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale que sa prédécesseuse à mis en place un dispositif visant à garantir que les personnes nécessitant une mammographie de diagnostic obtiennent rapidement un rendez-vous après qu'une suspicion a été établie. Un autre dispositif a été mis en place pour les patientes amenées à réaliser une mammographie de dépistage en dehors du programme national de dépistage du cancer du sein grâce à la mise à disposition de plages horaires non utilisées. D'après Madame la Ministre, toutes ces mesures prises par le Gouvernement précédant ont permis de réduire les délais d'attente pour une mammographie.

Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Comment ont évolué les délais d'attente selon l'urgence des cas pour les mammographies ?

2) Est-il prévu d'avancer l'âge pour les examens dans le cadre du Programme mammographie ?

3) Suite à l'installation d'IRM supplémentaires dans tous les centres hospitaliers, suite aussi à l'extension des plages horaires et la mise en place d'une meilleure coordination de rendez-vous entre les hôpitaux, comment ont évolué les délais d'attente pour les examens par IRM selon l'urgence des cas ?

**Réponse** (11/03/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) En septembre 2023, la Direction de la santé a mis en place une hotline visant à faciliter la prise de rendez-vous prioritaire par téléphone ou courrier électronique, en coordination avec les 4 centres hospitaliers du pays, afin d'assurer une prise en charge rapide des patientes avec suspicion d'une pathologie maligne du sein. Par ce biais il est possible pour les médecins spécialistes ou généralistes d'obtenir un rendez-vous pour un examen urgent pour leur patiente sur un des plateaux médico-techniques disponibles. En parallèle, il a également été décidé de réattribuer des plages de rendez-vous prévues pour le programme structuré de dépistage, en cas de non-utilisation, à d'autres types de demandes. Il est constaté que la hotline mise à disposition est peu sollicitée de sorte qu'il en peut être conclu que les délais d'attente pour examens urgents ont su être réduits de façon significative.

ad 2) Actuellement, le « Programme mammographie » s'adresse à toutes les femmes de 50 à 70 ans. En ligne avec des nouvelles recommandations européennes, il est prévu d'étendre l'âge du groupe cible de 45 à 74 ans.

ad 3) Suite à l'élargissement des plages d'ouverture de plateaux médico-techniques en soirée et le weekend, il a été constaté que les délais d'attente diminuent progressivement. Les examens urgents sont priorisés dès lors que l'ordonnance médicale justifie le caractère urgent de l'examen.

À cet effet, des groupes de travail impliquant entre autres mon Ministère, la Direction de la santé, la

FHL et l'Observatoire national de la santé travaillent actuellement sur l'analyse des données de délai ainsi que sur la production d'indicateurs robustes afin de mettre en place un système d'évaluation uniforme des délais.

**Produits de contrefaçon** | Question **0303** (07/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Les produits de contrefaçon coûtent chaque année seize milliards d'euros et près de 200.000 emplois aux secteurs européens de l'habillement, des cosmétiques et du jouet, chiffre l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO).

Basée sur des données de 2018 à 2021, l'étude EUIPO estime que le secteur de l'habillement est le plus touché, avec un manque à gagner de douze milliards d'euros chaque année. Les pertes du secteur des cosmétiques sont évaluées à trois milliards d'euros et celles du jouet à un milliard. Selon l'Office, le Luxembourg serait le troisième pays le plus touché en proportion.

– J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie et de Monsieur le Ministre de l'Intérieur s'ils disposent d'informations sur l'étendue du phénomène de la contrefaçon dans notre pays.

– Dans quels domaines ce phénomène est-il le plus répandu au Luxembourg ?

– Étant donné que les consommateurs ne sont pas assez conscients des effets négatifs tant économiques que concernant la santé, le Gouvernement entend-il faire des efforts en matière d'information des consommateurs, surtout concernant les transactions sur Internet ?

– Quelle est l'étendue de saisies de produits contrefaits et quelle est la nature des produits saisis ?

– Dans combien de cas des poursuites ont été engagées et quelles ont été les sanctions ?

**Réponse** (11/03/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

La contrefaçon se définit comme la reproduction, l'imitation ou l'utilisation totale ou partielle d'un droit de propriété intellectuelle sans l'autorisation de son propriétaire. Elle peut toucher tout type de droit de propriété intellectuelle, par exemple : une marque, un dessin ou modèle, un brevet, un droit d'auteur. Des études visant la contrefaçon dans certains secteurs ou relatives à certains droits de propriété intellectuelle sont régulièrement menées par des organismes européens ou internationaux et évaluent l'impact de ce phénomène.

L'étude citée par l'honorable Député sur l'« Incidence économique de la contrefaçon dans les secteurs de l'habillement, des cosmétiques et des jouets dans l'UE » a été publiée le 15 janvier 2024 par l'Observatoire européen des atteintes aux droits de propriété intellectuelle. Elle examine l'incidence économique de la contrefaçon sur les secteurs de l'habillement, des cosmétiques et du jouet et relève que l'industrie de l'habillement et des chaussures affiche des pertes d'environ 5 % en Europe. Les pertes pour le Luxembourg sont de 9,2 %. Ces chiffres sont à mettre en perspective avec les pertes de vente constatées en millions d'euros. Ainsi, avec 50 millions d'euros de pertes estimées dans ce secteur, le Luxembourg est bien moins impacté que d'autres pays européens où les pertes se comptent en centaines de millions, voire en milliard d'euros.

Les données récoltées dans le cadre de l'étude publiée par l'OCDE et l'EUIPO en 2020 sur le « Commerce de produits de contrefaçon présentant des risques pour la santé, la sécurité et l'environnement » indiquent que les trois secteurs des produits contrefaits les plus dangereux sont les cosmétiques, l'industrie du textile et l'industrie des jouets. D'après cette étude, le Luxembourg ne figure pas parmi les pays les plus visés par l'importation de produits contrefaits dangereux[1].

Les chiffres des dernières études réalisées par l'Observatoire européen des atteintes aux droits de propriété intellectuelle pour le Luxembourg peuvent être consultés sous le lien suivant : https://app.powerbi.com/view?r=eyJrIjoiNDZkODM3ZmEtZGYzOS00N2UxLThiMDktODVkZWViYmQzZWVmIiwidCI6IjMwYmEwYzY1LTA0YmItNDRlOS04YmQwLWNjZGFhNWIxYWRjYiIsImMiOjl9&embedImagePlaceholder=true.

L'Office de la propriété intellectuelle du Ministère de l'Économie travaille en étroite collaboration avec l'IPIL (Institut de la propriété intellectuelle Luxembourg) pour assurer la promotion et le développement de la propriété intellectuelle au Luxembourg et donc sensibiliser par la même occasion à la problématique de la contrefaçon. De nombreuses activités de sensibilisation destinées au grand public, aux entreprises de toutes tailles et aux centres de recherches sont organisées chaque année, souvent en collaboration avec des partenaires afin d'atteindre facilement le public visé.

L'IPIL organise par exemple des sessions « Boost-IP », des workshops ou encore des cours en ligne permettant aux acteurs luxembourgeois d'obtenir des informations en matière de propriété intellectuelle. Les participants sont également rendus attentifs que certaines précautions doivent être prises dans le cadre de leurs activités pour éviter de potentiellement contrefaire les droits des tiers. L'Office de la propriété intellectuelle du Ministère de l'Économie et l'IPIL organisent également des évènements permettant des échanges entre les professionnels de la propriété intellectuelle au Luxembourg et le public, par exemple la « Journée de la propriété intellectuelle ».

Par ailleurs, le Ministère de l'Économie travaille en étroite collaboration avec les institutions européennes afin de développer des outils visant à favoriser la lutte contre les violations aux droits de propriété intellectuelle.

En matière de contrefaçon, l'Administration des douanes et accises (ADA) est compétente à la frontière extérieure de l'Union européenne. Sur le territoire national, cette compétence relève de la Police grand-ducale. Les compétences de l'ADA en la matière découlent du règlement européen (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 concernant le contrôle, par les autorités douanières, du respect des droits de propriété intellectuelle et abrogeant le règlement (CE) n° 1383/2003 du Conseil. Ce règlement confère à l'ADA – uniquement aux frontières extérieures de l'Union européenne – le pouvoir d'intercepter et de retenir les marchandises contrefaites. L'ADA informe ensuite les titulaires de marques qui sont souverains de déclencher, le cas échéant, les procédures judiciaires pour voir leurs intérêts économiques et commerciaux préservés.

Au cours de l'année 2023, l'ADA a effectué 599 interceptions d'envois en provenance de pays tiers représentant une quantité totale de 91.022 articles contrefaits.

[1] https://euipo.europa.eu/tunnelweb/secure/webdav/guest/document_library/observatory/documents/reports/dangerous-fakesstudy/dangerous-fakes_study_en.pdf

Il est très rare que l'auteur de la contrefaçon ou le fabricant lui-même soit localisé voire interpellé sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Le règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 concernant le contrôle, par les autorités douanières, du respect des droits de propriété intellectuelle et abrogeant le règlement (CE) n° 1383/2003 du Conseil a créé une sorte de procédure « administrative » qui ne prévoit pas d'intervention du parquet dans le cadre de la retenue de marchandises par l'ADA susceptibles de constituer des produits qui portent atteinte au respect des droits de propriété intellectuelle.

Il ne s'agit dès lors pas d'une saisie pénale ordonnée par le parquet régie par les règles du Code de procédure pénale, mais d'une sorte de « saisie administrative » qui obéit aux règles édictées par le règlement européen. Dans le respect des dispositions du règlement européen, les marchandises soupçonnées de porter atteinte à un droit de propriété intellectuelle peuvent être détruites sous contrôle douanier sans l'intervention du parquet et sans intervention d'un jugement pénal.

Le contentieux pénal en la matière a par conséquent considérablement baissé. Pendant la période se situant entre l'année 2019 et l'année 2024, aucune condamnation pénale n'a été prononcée du chef d'infraction en matière de contrefaçon au sens des articles afférents du Code pénal.

**Rougeole** | Question **0304** (07/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le nombre des cas de rougeole, l'un des virus les plus contagieux qui peut entraîner de graves complications voire la mort, a explosé en Europe en 2023 par rapport à l'année précédente, alerte la branche Europe de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui appelle à intensifier les efforts de vaccination.

Tous les pays européens se sont engagés à éliminer la rougeole. Hélas, les dix premiers mois de 2023 montrent un retour en force inquiétant de cette maladie.

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale comment se présente actuellement la situation au Luxembourg, sachant que la dernière flambée date de 2019.

2) Quelle est la couverture vaccinale dans notre pays et quelles sont les populations les plus vulnérables ?

3) La campagne vaccinale contre la rougeole ayant été hypothéquée par la pandémie du Covid-19, comment se présente actuellement la campagne de vaccination ?

4) Combien de cas de rougeole ont été répertoriés depuis 2019 et quel a été le déroulement de la maladie ?

**Réponse** (12/03/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Depuis l'épidémie de 2019, aucun cas de rougeole n'a été déclaré au Luxembourg. La surveillance de la rougeole est réalisée en appliquant les critères et recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La situation internationale est suivie de près par les autorités nationales, des échanges réguliers se font également avec l'ECDC (European Center for Disease Prevention and Control) et l'OMS.

L'ECDC note qu'en raison d'une couverture vaccinale suboptimale avec la deuxième dose, de nouveaux cas de rougeole sont attendus dans les mois à venir,

en particulier au printemps. L'ECDC recommande, comme l'OMS2, d'atteindre une couverture vaccinale avec deux doses de plus de 95 %, de renforcer la surveillance, la capacité de santé publique, la sensibilisation clinique, ainsi que de promouvoir l'acceptation du vaccin grâce à des stratégies de communication ciblées[2].

Le graphique ci-dessous provient de l'évaluation de l'ECDC et montre l'incidence de la rougeole dans les pays de l'UE/EEA.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

En pratique, pour la surveillance au Luxembourg, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale déclare aussi à l'OMS les cas pour lesquels une rougeole a été suspectée par les symptômes mais exclue par le diagnostic de laboratoire. Dix-sept cas suspects ont été rapportés depuis 2020. Un contact tracing rigoureux est également effectué, avec vérification de la vaccination quand des personnes contacts venant du Luxembourg sont signalées au Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale par un pays étranger.

Le comité national de vérification de l'élimination de la rougeole et de la rubéole (NVC), qui a été mis en place en 2013 sur recommandation de l'OMS, a reçu en date du 26 janvier 2024 une lettre de la « European Regional Verification Commission for Measles and Rubella Elimination » (RVC) de l'OMS en indiquant que pour l'année 2022, le Luxembourg a maintenu l'interruption de la transmission endémique pour une période de plus de 36 mois et que l'élimination des deux maladies rougeole et rubéole est par conséquent soutenue.

ad 2) L'OMS recommande une couverture de plus de 95 % avec deux doses pour l'ensemble de la population pour arriver à une élimination de ce virus extrêmement contagieux et donc difficile à contrôler. Dans le monde, on en est loin et la pandémie a aggravé la situation dans de nombreux pays où la vaccination de routine a été perturbée[3].

Au Luxembourg, le schéma vaccinal recommandé prévoit une première vaccination à l'âge de 12 mois et une deuxième vaccination entre 15 et 23 mois[4]. La vaccination n'est pas administrée avant un an (exceptionnellement à partir de six mois) parce que les tous petits ne répondent pas bien à ce type de vaccin.

La couverture vaccinale contre la rougeole a été estimée à 90 % au Grand-Duché selon l'enquête par questionnaires réalisée en 2018 chez les nourrissons de 25 à 30 mois. En 2019, une épidémie a eu lieu avec 21 cas confirmés (19 résidents et 2 frontaliers) ce qui a motivé une campagne pour sensibiliser la population à l'importance de cette vaccination. Selon une nouvelle enquête de 2023, non encore publiée, la couverture vaccinale avec deux doses est estimée à 93,7 %.

En terme de vulnérabilité, les nourrissons et les jeunes enfants de moins de cinq ans sont à risque de développer des complications graves suite à l'infection, comme par exemple des troubles neurologiques irréversibles dans un cas sur 1.000. Les adultes de plus de 20 ans, les femmes enceintes et les personnes immunodéprimées sont également plus à risque de forme grave avec atteinte pulmonaire ou neurologique[5].

ad 3) Des campagnes vaccinales sont élaborées tout au long de l'année pour différents vaccins et maladies évitables par la vaccination et se font en parallèle avec celles de l'Organisation mondiale de la santé ou après une recommandation du Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI).

En ce qui concerne la rougeole, il n'y a pas eu de campagne spécifique au niveau national. Néanmoins, des rappels d'information ont été faits en 2023 concernant la vaccination contre la rougeole ainsi que celle contre la varicelle. Cette dernière a fait objet d'une épidémie dans certaines écoles de l'enseignement fondamental et certaines crèches.

ad 4) Comme précisé dans la réponse à la première question, aucun cas n'a été recensé au Luxembourg depuis l'épidémie de 2019.

**Autorisation d'exercer des médecins** | Question **0305** (07/02/2024) de **M. André Bauler** (DP)

Et kënnt ëmmer nees vir, datt hei am Land Dokteren hir Zouloossung zum Beruff ewechgeholl kréien.

An deem Kader wollt ech der Madamm Gesondheetsministesch follgend Froe stellen:

1. Wat sinn déi geleefegst Grënn, déi dozou féieren, datt een Dokter oder eng Doktesch hir Zouloossung verléieren?

2. Wéi vill Dokteren an Doktesche kruten an de leschten zéng Joer hir Zouloossung ewechgeholl?

3. A wat fir enge Spezialitéite war dat de Fall?

4. Wéi ginn d'Doktere gepréift, déi ausserhalb vun der EU kommen an déi hiren Diplom och net an der EU kruten, iert se eng Zouloossung hei am Land kréien? Aus wat fir enge Grënn goufen der ënnert dësen net zum Déngscht zougelooss?

**Réponse** (11/03/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Wann en Dokter oder eng Doktesch hir Zouloossung verléieren, ass dat, laut dem ofgeännerte Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwer den Exercice vun den Dokteren, Zänndokteren a Veterinairen, op eng disziplinaresch oder eng strofrechtlech Sanktioun zeréckzeféieren.

ad 2. Säit dem Joer 2014, sinn 10 Suspensiounen a 4 Retraite vun Zouloossunge vum Gesondheetsministère gesprach ginn.

ad 3. D'Suspensiounen, déi säit 2014 gesprach gi sinn, concernéieren zwee Médecins généralistes, een ORL, zwee Veterinairen, zwee Zänndokteren, wouvu géint een och spéiderhin e Retrait vun senger Zouloossung gesprach ginn ass, een Urolog an zwee Gynekologen.

D'Retraiten, déi säit 2014 gesprach gi sinn, concernéieren ee Médecin généraliste, ee Gynekolog, ee Psychiater an een Zänndokter.

ad 4. Déi Dokteren, déi ausserhalb vun der EU kommen an déi hiren Diplom och net an der EU kruten, mussen, laut dem ofgeännerten an uewen zitéierte Gesetz vum 29. Abrëll 1983, en Diplom an der medezinnescher Grondausbildung souwéi en Diplom an enger medezinnescher Spezialisatioun virweisen, déi op Basis vum ofgeännerte Gesetz vum 28. Oktober 2016 iwwer d'Unerkennung vu beruffleche Qualifikatiounen unerkannt gi sinn. An deem Kader, an op Basis vum Artikel 23 (8) vum ofgeännerte Gesetz vum 28. Oktober 2016, muss den interesséierten Dokter kënnen eng Unerkennung vu sengen Diplomer op Basis vun de Mindestkrittäre vun der EU duerch en anere Memberstaat virweisen an och de Beweis erbréngen, datt dës Unerkennung him eng Zouloossung an deem Memberstaat vun der EU erméiglecht. Wann e Kandidat net zum Déngscht zougelooss ginn ass, ass et, well déi genannte gesetzlech Konditiounen net erfëllt waren.

**Agréation d'un véhicule routier importé** | Question **0307** (08/02/2024) de **Mme Barbara Agostino** (DP)

Il me revient que dans bon nombre de cas, l'agréation d'un véhicule routier qui a été acquis dans un autre État membre de l'Union européenne, conçu pour le marché européen et importé au Grand-Duché, se heurterait à de multiples entraves, voire l'agréation ne serait pas possible du tout.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Ventilés par catégorie, combien de véhicules routiers, importés au Luxembourg depuis un autre État membre de l'Union européenne, ont été agréés pendant les cinq dernières années ?

2) Combien de demandes d'agréation ont été refusées ?

3) Est-il prévu de faciliter l'agréation de tels véhicules, en l'occurrence par l'introduction d'une reconnaissance automatique de véhicules agréés dans d'autres pays de l'UE ?

**Réponse** (11/03/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Députée pose des questions relatives à l'agréation des véhicules routiers.

Afin de fournir la réponse la plus complète possible, il convient de rappeler qu'afin de pouvoir être immatriculés au Luxembourg, les véhicules doivent faire l'objet d'une réception par type européenne ou d'une réception européenne individuelle conformément au règlement (UE) 2018/858 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à moteur et de leurs remorques, ainsi que des systèmes, composants et entités techniques distinctes destinés à ces véhicules, modifiant les règlements (CE) n° 715/2007 et (CE) n° 595/2009 et abrogeant la directive 2007/46/CE. Cette réception est effectuée par une autorité compétente en matière de réception d'un État membre de l'Union européenne et certifie qu'un type de véhicule, de système, de composant ou d'entité technique distincte satisfait aux dispositions administratives et aux prescriptions techniques. Ce véhicule peut être immatriculé dans un pays de l'Union européenne et faire l'objet, par la suite, d'une vente et d'une nouvelle immatriculation dans un autre pays membre de l'Union européenne.

Si une telle réception n'existe pas pour un véhicule, le véhicule fait l'objet soit d'une réception nationale individuelle, soit d'une réception nationale par type pour véhicules produits en petites séries donnant lieu à un procès-verbal de réception établi par la Société nationale de certification et d'homologation.

Par opposition, un véhicule qui est couvert par une réception européenne par type ou individuelle, ou par une réception nationale individuelle ou par une réception nationale par type pour véhicules produits

[2] ECDC. Threat assessment brief: Measles on the rise in the EU/EEA: considerations for public health response. https://www.ecdc.europa.eu/sites/default/files/documents/measles-eu-threat-assessment-brief-february-2024.pdf

[3] WHO. Nearly 40 million children are dangerously susceptible to growing measles threat. https://www.who.int/news/item/23-11-2022-nearly-40-million-children-are-dangerously-susceptible-to-growing-measles-threat

[4] Calendrier des vaccinations au Luxembourg. https://sante.public.lu/fr/espace-citoyen/dossiers-thematiques/v/vaccination/calendriervaccinal.html

[5] https://www.cdc.gov/measles/hcp/index.html

en petites séries qui a subi des modifications ou transformations qui affectent une ou plusieurs des caractéristiques techniques figurant soit sur son procès-verbal de réception, soit sur son certificat de conformité, ou sur son certificat d'immatriculation, doit faire l'objet d'une réception isolée pour être immatriculé ou d'un contrôle de conformité lorsque le véhicule est déjà immatriculé. L'agréation est dès lors le processus par lequel on s'assure que la modification effectuée sur le véhicule est sûre et adaptée et correspond aux exigences légales en la matière et fait l'objet d'une inscription sur le certificat d'immatriculation.

En tenant compte de cette précision, l'honorable Députée aimerait connaître la proportion de véhicules précédemment immatriculés dans un autre pays de l'Union européenne ayant subi des modifications substantielles agréées dans ce pays conformément à des prescriptions nationales et nécessitant ainsi une réception nationale en vue de leur immatriculation au Grand-Duché de Luxembourg alors que le véhicule ne correspond plus au véhicule initialement réceptionné pour le marché européen.

ad 1) Le nombre de véhicules ayant fait l'objet d'une réception isolée par la Société nationale de circulation automobile (SNCA) peut être ventilé comme suit :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 2) Le nombre de véhicules pour lesquels une réception isolée a été refusée n'est pas comptabilisé par la SNCA. Lorsqu'un problème, quelle qu'en soit la nature, se présente lors de l'immatriculation d'un véhicule, un « blocage informatique » est opéré. Ce blocage n'est pas spécifiquement distingué, mais figure parmi tous les autres blocages tels que ceux qui sont effectués lorsqu'un véhicule ne se présente pas au contrôle technique suite à une convocation de la part du ministre.

ad 3) Les règles applicables en matière de réception de véhicules sont issues de règlements européens et tout véhicule visé par le règlement (UE) n° 168/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à deux ou trois roues et des quadricycles, le règlement (UE) n° 167/2013 du Parlement européen et du Conseil du 5 février 2013 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules agricoles et forestiers ou le règlement (UE) 2018/858 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à moteur et de leurs remorques, ainsi que des systèmes, composants et entités techniques distinctes destinés à ces véhicules, modifiant les règlements (CE) n° 715/2007 et (CE) n° 595/2009 et abrogeant la directive 2007/46/CE, doit faire l'objet d'une réception européenne par type ou individuelle.

Ces règlements précisent les types de réceptions, les procédures et le déroulement de ces réceptions. De même, ces règlements définissent les réceptions nationales individuelles de véhicules et la validité et la reconnaissance de ces réceptions dans d'autres États membres de l'Union européenne, de sorte qu'il n'est à l'heure actuelle pas envisagé d'introduire une reconnaissance automatique des réceptions nationales individuelles de véhicules étant donné que ces réceptions sont réalisées sur base des dispositions nationales et non harmonisées au niveau européen.

**Ligne TGV Luxembourg–Paris** | Question **0313** (09/02/2024) de **M. Jeff Engelen**

De 7. Februar war am „L'essentiel" ze liesen, datt d'SNCF d'TGVs-Streck Paräis–Metz–Nanzeg–Lëtzebuerg aus Rentabilitéitsgrënn géif op de Préifstand stellen. Dës Zuchverbindung garantéiert aktuell déi kierzt Verbindung tëschent eiser an der franséischer Haaptstad a stécht dobäi souwuel déi individuell Mobilitéit, wéi och de Kuerzstreckefliger aus. Dëst huet sech offenbar och an de Passagéierzuele bemierkbar gemaach, vu datt déi urspréinglech Zuel vu véier Zich, déi deeglech op där Streck sollten zirkuléieren, vun der SNCF jo op sechs erhéicht gouf.

Lëtzebuerg huet am Kader vu senge bilaterale Verflichtungen ausserdeem eng Rei Investitiounen an dat nationaalt Schinnennetz virgeholl respektiv nach virgesinn, fir dës Verbindung esou effizient wéi méiglech ze organiséieren. Tëschent der Stad a Beetebuerg gouf extra eng exklusiv TGVs-Streck gebaut, déi mam Ofschloss vun där grousser Moderniséierung vun der Beetebuerger Gare soll a Betrib goen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi bewäert d'Madamm Minister déi franséisch Ausso vun der feelender Rentabilitéit, och am Hibléck op d'Entwécklung vun de Passagéierzuele wärend de leschte Joren? Op wéi eng Manéier ass séchergestallt, datt eis national Autoritéiten onmëttelbar iwwert sämtlech nei Entwécklungen an deem Dossier informéiert ginn?

2. Iwwert wéi eng rechtlech Méiglechkeete verfüügt Lëtzebuerg, fir am Kader vun de bilaterale Verträg mat der franséischer Republick um Betrib vun op d'mannst véier Zich den Dag ze bestoen?

3. Wéi eng Konsequenzen hätt eng eesäiteg Kënnegung duerch d'Fransouse schlëmmstefalls fir eis Amenagementer? Kéint déi zousätzlech Streck tëschent Beetebuerg an der Stad och fir klassesch Zich benotzt ginn? Falls net, wéi eng technesch Ursaache schwätzen dogéint?

4. Wéi eng Alternative géife kuerzfristeg zur Verfügung stoen? Wier zum Beispill un enger Stäerkung vun der individueller Mobilitéit an dem Fluchverkéier geduecht?

**Réponse** (11/03/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'TGV-Relatioun Lëtzebuerg–Paräis gëtt vun der SNCF an der Autonomie commerciale bedriwwen. Dat bedeit, dass de wirtschaftleche Risiko, esouwuel wat d'Passagéierzuelen ugeet, wéi och wat d'Rentabilitéit betrëfft, vun der SNCF gedroe gëtt. D'CFL hunn dohier keng Informatiounen, déi d'Rentabilitéit vun dëser Streck betreffen. D'CFL stinn am reegelméissegen Austausch mat der Direktioun vum Axe TGV Est. An deem Kader gëtt och iwwer déi zukünfteg Fuerplangentwécklung geschwat a bis haut sinn do keng Iwwerleeungen zu enger Reduktioun vun der Offer presentéiert ginn. D'SNCF huet dementéiert, dass et e Projet géing ginn, d'TGV Verbindunge global ze reduzéieren, oder Destinatiounen net méi ze bedéngen.

Gläichzäiteg zu dem reegelméissegen Austausch tëschent der SNCF an den CFL, steet mäi Ministère am kontinuéierleche Kontakt mat de Vertrieder vum franséische Stat esouwéi de Vertrieder vun der Région Grand Est. De franséische Stat huet kierzlech kloer bestätegt, datt d'SNCF net wëlles huet, d'TGV Verbindungen tëschent Lëtzebuerg a Paräis op de Préiftsteen ze stellen. De Minister Christophe Béchu hat an deem Sënn an enger Sëtzung vum franséische Parlament am Januar kloergestallt, dass et keng Projete gëtt, d'Frequenze vun TGV-Linnen erofzesetzen.

ad 2. Frankräich a Lëtzebuerg investéiere weider an d'Eisebunnsinfrastruktur vum Sillon Lorrain, wéi festgehalen tëschent deenen zwee Länner am Protocole d'accord, ënnerschriwwen zu Paräis den 20. Mäerz 2018, a sengem Avenant, ënnerschriwwen zu Esch/Uelzecht den 19. Oktober 2021. De Fuerplang, dee vun deenen zwou Regierungen zeréckbehale ginn ass, gesäit vir, datt 8 Regionalzich (TER), 1 Gidderzuch an 1 TGV pro Direktioun an de Spëtzestonnen zirkuléieren. De franséische Stat an d'Région Grand Est, déi fir d'Zirkulatioun vun de Regionalzich (TER) zoustänneg ass, hu bestätegt, datt dëse Plang d'Basis vun deem Cofinanzéierungsaccord bleift.

ad 3. Déi nei Streck, déi tëschent Beetebuerg an der Stad am Bau ass, ass keng exklusiv TGV-Streck, wéi an der Fro suggeréiert. Déi Streck huet als Zil, d'Kapazitéit insgesamt tëschent Lëtzebuerg a Beetebuerg ze verduebelen. Et ass dofir virgesinn, dass no der Fäerdegstellung vun dëser Streck de gesamte Passagéiertrafick a Richtung Frankräich iwwert déi nei Streck ofgewéckelt wäert ginn. Och déi zukünfteg geplangten Direktzich vu Wuelmereng an Diddeleng a Richtung Lëtzebuerg wäerten iwwert déi nei Streck kënne gefouert ginn. Schliisslech kënnen och Zich am Gidderverkéier iwwert déi Streck fueren.

ad 4. Wuel verstanen, datt et keng Ännerunge vun der direkter TGV-Offer Lëtzebuerg–Paräis gëtt, bedreiwen d'CFL zousätzlech eng Buslinn Lëtzebuerg–Gare Lorraine TGV, vu wou een och Uschloss un de franséischen TGV Reseau huet.

**Temps de carence prévu dans le projet pilote CUSS (Couverture universelle des soins de santé)** | Question **0316** (09/02/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Afin d'assurer l'accès aux soins de santé aux personnes particulièrement vulnérables vivant au sein de notre société et sans affiliation obligatoire, le projet pilote CUSS a été mis en place fin 2021.

Les associations conventionnées avec le Ministère de la Santé reçoivent des moyens financiers et humains supplémentaires pour assurer le suivi régulier et prendre en charge les démarches administratives des bénéficiaires. Ces derniers doivent introduire une demande d'affiliation volontaire à l'assurance maladie à charge de l'État.

Comme pour la plupart des assurances volontaires, un temps de carence est appliqué, dans le cas de la CUSS il s'agit de trois mois. Or, l'état de santé des nouveaux bénéficiaires exige souvent des consultations immédiates et non remboursées puisqu'elles ont lieu pendant la période de carence. Selon nos informations, certaines associations participant au projet CUSS règlent les factures elles-mêmes, ce qui représente une charge supplémentaire pour leur budget.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Combien de personnes sont actuellement affiliées à l'assurance maladie via le projet CUSS ?

2) Quel est, depuis le lancement du projet, le montant total des factures de soins de santé réglées et non remboursées car tombant dans la période de carence ?

3) Madame la Ministre prévoit-elle d'adapter le projet CUSS afin de réduire la charge financière des associations, causée par les factures médicales payées pendant le temps de carence ?

**Réponse** (11/03/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) En date du 20 février 2024, 158 personnes étaient affiliées à l'assurance maladie via le projet pilote CUSS.

ad 2) Pour l'année 2023, le montant provisoire des frais de soins réglés et non pris en charge par la CNS durant la période de carence se situe aux alentours de 635.000 €, les décomptes définitifs des associations pour l'année 2023 ne sont pas encore parvenus au ministère.

ad 3) L'accord de coalition prévoit explicitement le maintien de la CUSS. Ainsi, sur base d'une évaluation du projet pilote, un avant-projet de loi sera élaboré pour donner une base légale dédiée à la CUSS. En attendant, le projet pilote sera maintenu dans sa forme actuelle et son financement est assuré.

**Directive relative au permis de conduire** | Question **0317** (09/02/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

De 6. Februar huet den däitsche Magasinn „Der Spiegel" geschriwwen, datt d'EU-Parlament am Kader vun der Fürerschäinsreform d'Fuerderung erhieft, datt een d'Fuererlabnis mat dem Verloscht an engem eenzele Memberstaat zukünfteg automatesch um ganzen Terrain vun der Unioun soll entzu kréien, souguer am Staat, deen se ausgestallt huet. Dat kann zum Beispill de Fall sinn, wann een de Summer iergendwou an d'Vakanz fiert, an an den allermeeschte Fäll warscheinlech onbewosst, géint de Code de la route vum Gaascht- oder Transitland verstéisst. Och bis ewell scho kënnen déi Länner en territoriale Fuerverbuet ausschwätzen.

Falls de Lëtzebuerger Staat en nationale Fürerschäin anzitt, kann de betraffene Bierger bis ewell ausserdeem eng Ausnam fir den Trajet professionnel ufroen. Bierger, déi hir national Verkéiersreglementer als ze vill restriktiv empfannen, kënnen ausserdeem an der Reegel iwwert de Wee vun der demokratescher Participatioun Afloss op déi entspriechend Gesetzer huelen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister hir Positioun zu dësem Virstouss, deen eng uerg Verletzung vum Territorialitéitsprinzipp an der nationaler Souveränitéit géif duerstellen, elaboréieren?

2. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob an de Verhandlungen, déi am Kader vun der Fürerschäinsreform bis ewell zu Bréissel zu deem uewen elaboréierten Theema gefouert goufen, och Ausname fir de Beruffswee diskutéiert goufen? Wéi eng Conclusioune goufe bis ewell zeréckbehalen?

3. Kann d'Madamm Minister garantéieren, datt si kenger entspriechender Reform vum EU-Fürerschäi wäert zoustëmmen, ier EU-wäit en identesche Code de la route géif ugeholl gi fir ze verhënneren, datt Leit duerch en onbewosst Feelverhalen an der Vakanz, duerno riskéieren, mam Fürerschäin och hir sozial Existenz ze verléieren?

**Réponse** (12/03/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Dee vum honorabelen Här Deputéierten ugeschwaten Text ass d'Propositioun vum 1. Mäerz 2023 vun der EU-Kommissioun, fir eng nei Richtlinn anzeféieren, déi de länneriwwergräifende Verloscht vun der Fuererlabnis erméigleche soll, wann een am Ausland e Fuerverbuet krut (DD Directive). Dës Richtlinn soll prinzipiell d'Gläichbehandlung fir all Chauffeuren an der EU garantéieren, nom selwechte Scheema wéi och d'Richtlinn (EU) 2015/413 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2015 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière (CBE Directive), déi den Austausch vu perséinlechen Donnéeë bei Verstéiss géint Verkéiersreegele mat Boussgeld erlaabt. Den Text fousst op der Deklaratioun iwwer d'Stroossesécherheet (Punkt 9 c), déi all d'EU-Memberlänner 2015 zu La Valletta ënnerschriwwen hunn, mam Interêt, fir all Stroossebenotzer ze schützen ënner der Form vun enger verstäerkter juristescher Zesummenaarbecht an der géigesäiteger Unerkennung vu Fuerverbueter.

ad 2. D'Fro vum Verloscht vum Führerschäin ass net Bestand vun der Reform vun der EU-Führerschäindirektiv (directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire), mee ass eng nei Propositioun (DD Directive, cf. sub 1) am Kader vum „Paquet sécurité routière". Dës nei Direktivpropositioun fir d'EU-wäit Unerkennung vun de Fuerverbueter berücksichtegt och den Aspekt vum Beruffswee, wat och an de Verhandlungen am Conseil diskutéiert wäert ginn.

Dës Propositioun ass an der Elaboratiounsphas. D'Grondlage ginn zurzäit vum juristeschen Déngscht vun der Kommissioun gepréift an d'Memberstaaten am Conseil vun der EU mussen nach doriwwer beroden.

E Fuerverbuet ass a bleift „EU-wäit", wann d'Heemechtsland de Verbuet ausschwätzt, konkreet de Führerschäin ewechhëlt. Mat der neier DD Directive soll dat och geschéien, nodeems d'Land, wou d'Infraktioun begaange gouf, e Fuerverbuet deklaréiert huet. Dëst Land seet dann dem Heemechtsland Bescheed, fir dass dat de Führerschäin anzitt. Eng Rei Prozeduren a Konditiounen erlaben dem Heemechtsland dann nozekucken, ob de Fuerverbuet och justifiéiert ass an der betraffener Persoun hir Rechter agehal goufen. Net all d'Infraktiounen, déi an engem anere Land zu engem Fuerverbuet féiere kënnen, kommen och fir d'„EU-wäit Fuerverbuet" a Fro, mee nëmmen déi Delikter fir Alkohol, Drogen a Vitess.

ad 3. Et ass en Ënnerscheed ze maachen tëschent, éischtens, der Direktiv iwwer de Führerschäin (2006/126/CE), déi sécherstelle soll, dass d'Qualitéit vum Apprentissage an deemno d'Fuerfäegkeeten an der EU op engem selwecht héijen Niveau sinn, zweetens, de Reegele fir d'Verhalen am Stroosseverkéier, déi net vun der EU festgeluecht ginn, mee op den internationale Wiener Konventioune vun 1968 iwwer de Stroosseverkéier an d'Stroossebeschëlderung baséieren, an, dréttens, der uewe genannter Propositioun fir eng nei Richtlinn (DD Directive), mat där de Fuerverbuet aus engem EU-Land och an aneren EU-Länner applizéiert soll ginn.

Eng Decisioun iwwer d'Reform vum EU-Führerschäin huet also keng Auswierkung op en eventuellen EU-wäite Fuerverbuet.

Et kann och keen onbewosst Feelverhalen zum Verloscht vum Permis féieren, well et sinn exklusiv Fuerverbueter viséiert, déi wéinst Verkéiersdelikter am Zesummenhang mat Alkohol, Geschwindegkeet oder Drogen decidéiert goufen. Et geet deemno ëm grondleeënd Verkéiersreegelen, déi e verantwortleche Chauffeur kenne muss, wann hien am Ausland reest.

**Déclaration ministérielle concernant l'expulsion du nucléaire du mix énergétique luxembourgeois** | Question **0318** (12/02/2024) de **Mme Joëlle Welfring** | **M. François Bausch** (déi gréng)

Dans une interview publiée le 14 décembre 2023, Monsieur le Ministre de l'Environnement réagissait à l'accord de la COP28 et a entre autres répondu à la question sur le nucléaire (« Le Luxembourg ne change pas d'avis sur la question ? ») que « Nous allons tout faire pour sortir de notre mix énergétique le nucléaire produit dans les pays voisins ». Ceci constitue un élément intéressant, quoique nouveau dans la mesure où cet objectif ne figure pas dans l'accord de coalition.

Dans leur réponse initiale à notre question parlementaire, Messieurs les Ministres ont brièvement repris l'élément de l'accord de coalition concernant les réacteurs nucléaires frontaliers, expliqué leur stratégie en matière d'énergies renouvelables, mais omis de répondre à la question proprement dite, à savoir la valeur et la portée de la déclaration du Ministre de l'Environnement de « tout faire pour sortir de notre mix énergétique le nucléaire ».

Nous nous permettons donc d'y revenir afin d'obtenir une réponse à ces deux questions et de rappeler que le nouvel article 75 de la Constitution stipule que « le Gouvernement est tenu de répondre » aux questions parlementaires posées et que la fourniture de réponses à des questions non posées ne satisfait pas à l'esprit de cette nouvelle disposition constitutionnelle :

1) Est-ce que l'objectif politique de « tout faire pour sortir de notre mix énergétique le nucléaire » est partagé par le Gouvernement ou s'agit-il d'une déclaration personnelle du Ministre de l'Environnement ?

2) Si le Gouvernement partage cet objectif, quels sont les moyens d'action prévus pour atteindre cet objectif et à quelle échéance ?

**Réponse** (12/03/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Mes déclarations sont en ligne avec les objectifs politiques et les lignes directrices qui sous-tendent l'accord de coalition.

Il n'y a donc rien à ajouter aux réponses apportées précédemment à des questions parlementaires se rapportant au sujet, telles que notamment les réponses du 7 mars 2024 et du 26 février 2024 aux questions parlementaires 0258 et 0221 ou encore la réponse du 23 janvier 2024 à la question parlementaire 0117 évoquée par les honorables Députés.

**Statut du personnel des CFL** | Question **0320** (12/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Rechter an d'Flichte vum CFL-Personal ginn duerch e Spezialgesetz vun 1920 gereegelt. Zënter méi wéi engem Joerhonnert gëllt dëse Sonderstatut mat senge ganz eegene Reegelen abseits vum Code du travail an de Gesetzer vum Staatsbeamtestatut.

Reegelméisseg mécht de Staatsrot a sengen Avisen (zum Beispill N° 60.075 oder och 60.421) zu groussherzogleche Reglementer betreffend den CFL-Statut de Constat, dass déi legal Basis, déi de Sonderstatut vum CFL-Bedéngschtete reegelt, net duergeet. Et gëtt virun allem bemängelt, dass d'Regierung laut eiser Verfassung guer net d'Kompetenzen hätt, fir de gesamte Statut an engem groussherzogleche Reglement festzehalen, well d'Grenze vun hire Méiglechkeete vun eiser Verfassung iwwerschratt wieren. Doraus kann ee schléissen, dass d'Chamber als Legislateur de Statut muss iwwer e Gesetz reegelen. D'Gesetz vun 1920 misst iwwerschafft oder ersat ginn.

De Sonderstatut an d'Assimiléierung vum CFL-Bedéngschteten un de Fonctionnaires-Statut si juristesch gesinn net kloer. Sinn CFL-Mataarbechter eng Zort Fonctionnairë mat alle Rechter a Flichten? Oder si se et net?

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 5944 zu dësem Theema hat de fréiere Koalitiounspartner a

Virgänger vun der aktueller Mobilitéitsministesch geäntwert, dass eng Reform vum aktuelle Sonderstatut net geplangt wier, „mee eng nächst Regierung wäert sech mussen dëser Fro sécher unhuelen."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Wunnengsbau an der Madamm Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

– Wäert dës Regierung sech dësem Dossier unhuelen oder wäert si beim CFL-Sonderstatut alles beim Ale beloossen?

**Réponse** (25/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

Eng Iwwerschaffung vum Statut vun den CFL-Agenten ass bei de Koalitiounsverhandlungen net als Prioritéit festgehale ginn a steet net am Koalitiounsaccord. Aktuell ass och net virgesinn, dësen Dossier prioritär ze behandelen.

**Affirmations du directeur exécutif de Frontex** | Question **0321** (12/02/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Selon des articles récents de la presse écrite allemande, le directeur exécutif de Frontex, Hans Leijtens, a affirmé « Nichts kann Menschen davon abhalten, eine Grenze zu überqueren ». Le directeur exécutif de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes propose un plan d'action à quatre étapes pour une bonne gestion des frontières. La première étape consiste à rendre plus difficile la migration assistée par les passeurs et à introduire davantage des voies légales pour entrer dans l'UE.

D'autre part Hans Leijtens a invoqué qu'un de ses buts serait la coopération avec des États tiers qui retiennent les migrants sur leur territoire avec le soutien de Frontex. La Tunisie, le Maroc et l'Égypte joueraient un rôle particulier. Dans ce contexte Ursula von der Leyen a annoncé le 8 février 2024 un accord avec la Mauritanie, comprenant une enveloppe de 210 millions d'euros destinée à aider le pays à réduire le nombre de migrants transitant par son territoire en direction des îles Canaries.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quelle est la position de Monsieur le Ministre concernant l'affirmation citée du directeur exécutif de Frontex ?

2) Quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport au plan d'action à quatre étapes du directeur exécutif de Frontex ?

3) Vu l'importance attribuée aux voies légales de migration par Hans Leijtens, Monsieur le Ministre envisage-t-il la création de nouvelles voies légales de migration ?

4) Quelle est la position de Monsieur le Ministre concernant la coopération avec des pays tiers avec l'objectif de la réduction du nombre de migrants entrant sur le territoire de l'UE en général ?

5) Quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport à l'accord entre la Commission européenne et la Mauritanie ?

**Réponse** (04/03/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Concernant la déclaration du directeur exécutif de Frontex, Hans Leijtens, que « rien ne peut arrêter des personnes à traverser une frontière », le Luxembourg reste favorable à la mise en œuvre de contrôles efficaces aux frontières extérieures, y compris et notamment pour sauvegarder l'espace de libre circulation au sein de l'espace Schengen. Toutefois, ces contrôles doivent impérativement être effectués dans le plein respect des droits fondamentaux. En même temps, et en ligne avec l'affirmation de Monsieur Leijtens, le Luxembourg reste persuadé que la gestion des frontières extérieures à elle seule ne saurait constituer l'unique réponse aux mouvements migratoires et continue à plaider pour une approche globale en matière de migration, tenant compte également de la dimension externe de la migration, la coopération avec les pays d'origine et de transit, des voies de migration légale ainsi que du retour des personnes en séjour irrégulier.

ad 2) Dans son entretien avec « Die Welt » publié le 22 janvier 2024, le directeur exécutif de Frontex a effectivement énoncé quatre éléments clés pour garantir une bonne gestion des frontières. Il s'agit de la création de plus de voies d'immigration légales vers l'Union européenne ; l'acceptation de la migration comme un phénomène historique dont les origines ne se laissent pas résumer à des facteurs d'attraction et de répulsion ; l'identification des personnes franchissant les frontières extérieures de l'UE pour des raisons sécuritaires, ainsi que le retour des demandeurs de protection internationale déboutés avec l'appui de Frontex. Ces éléments sont en ligne avec l'approche globale soutenue par le Luxembourg et se retrouvent reflétés dans le nouveau pacte sur la migration et l'asile au niveau européen. Ils s'alignent également avec les priorités du Gouvernement luxembourgeois telles que définies dans l'accord de coalition de 2023-2028.

ad 3) Le Grand-Duché a appuyé et continue à appuyer de manière constructive les réformes en cours au niveau européen en matière d'immigration et d'asile. Il est convaincu que les réformes apporteront des améliorations structurelles aux problèmes actuels et que la gestion des flux migratoires nécessite une approche holistique européenne. Dans ce sens, le Luxembourg soutient les mesures prévues au niveau européen en matière de migration légale que ce soit au niveau légal ou au niveau de partenariats avec des pays tiers d'origine.

ad 4) La coopération renforcée avec les pays tiers d'origine et de transit dans le domaine de la migration fait partie intégrante de la réforme de la politique migratoire de l'UE, telle que présentée par la Commission européenne en septembre 2020 dans le cadre du Pacte migration et asile. Dans ce contexte, une coopération accrue est complémentaire aux efforts de réformer les règles internes de l'UE relatives à la gestion migratoire et à l'asile. Dans les discussions sur la dimension externe des migrations et le développement de partenariats avec des pays partenaires, le Luxembourg s'exprime en faveur d'une approche globale qui ne se limite pas au seul élément de la migration, mais qui intègre d'autres domaines de coopération à intérêt commun. Une place importante doit être accordée à l'appui du volet de l'accueil des migrants dans les pays tiers et de leur protection dans ce contexte. En outre, le plein respect des droits fondamentaux et du droit international sont au cœur des interventions luxembourgeoises.

ad 5) Au vu de la situation précaire d'un nombre important de migrants présents en Mauritanie et d'une hausse importante des traversées dangereuses en provenance de la Mauritanie sur la route migratoire de l'Atlantique, une coopération étroite entre l'Union européenne avec les autorités mauritaniennes s'impose. Ainsi, les pourparlers en cours entre la Commission européenne et les autorités mauritaniennes s'inscrivent dans les efforts de renforcer la coopération avec les pays tiers d'origine et de transit. Dans le cadre des discussions sur ce partenariat avec la Mauritanie au niveau européen, le Luxembourg insiste sur l'importance de mettre en œuvre une approche globale et de veiller au plein respect des droits fondamentaux et du droit international au cours de la mise en œuvre de ce partenariat.

À noter que, dans l'objectif de renforcer l'accueil et la protection, le Gouvernement luxembourgeois envisage un soutien pour des actions humanitaires en Mauritanie.

**Directive relative à la diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises (CSDDD)** | Question **0323** (12/02/2024) de **M. Franz Fayot** | **M. Claude Haagen** (LSAP)

Selon le porte-parole du COREPER I, Niels Timmermans, la directive relative à la diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises (CSDDD) a été retirée de l'ordre du jour aujourd'hui. Malgré l'accord provisoire conclu le 14 décembre 2023, plusieurs États membres, dont l'Allemagne et l'Italie, ont récemment exprimé de vouloir s'abstenir lors du vote de la CSDDD. Selon un article de presse, l'accord provisoire aurait été modifié au niveau de l'étendue de la directive, plus particulièrement concernant les sociétés holding.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois sur la CSDDD et quels sont les éléments déterminants de la position gouvernementale ?

– À quel point la finalisation de l'accord, notamment en ce qui concerne le champ d'application de la directive et le secteur financier, a-t-elle eu un impact sur la position luxembourgeoise ?

**Réponse** (04/03/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Le Premier ministre a répondu à l'ensemble de ces questions lors de l'heure d'actualité à la Chambre des Députés en date du 28 février 2024.

Le Gouvernement partage les objectifs du projet de directive relative au devoir de diligence en matière de durabilité des entreprises et contribue activement aux négociations en cours.

En raison du degré d'ouverture de l'économie luxembourgeoise, le Gouvernement privilégie l'adoption d'une réglementation européenne en la matière.

**Régimes de pension du secteur public** | Question **0324** (13/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Par la loi du 3 août 1998, les régimes de pension du secteur public ont été réformés en profondeur et rapprochés du régime général des pensions. L'article 62 de cette même loi prévoit l'institution d'un fonds de pension sur lequel sont imputables les dépenses pour les pensions des fonctionnaires de l'État respectivement des établissements publics concernés.

– J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances et de Monsieur le Ministre de la Fonction

publique comment se sont développés les avoirs de ce fonds depuis sa création.

– De combien de réserves dispose ce fonds ?

– Comment se sont développées les dépenses de ce fonds depuis sa création ?

– Comment vont se développer ces dépenses endéans les dix prochaines années ?

– Quelle sera l'étendue de l'alimentation de ce fonds par la voie du budget de l'État pendant cette même période ?

– Comment se développera la relation entre le nombre de cotisants et le nombre de pensionnés sur cette même période ?

**Réponse** (12/03/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

Contrairement au fonctionnement du « Fonds de compensation commun au régime de pension général de pension » pour les pensions du secteur privé, le Fonds de pension du Ministère de la Fonction publique ne gère pas de réserves. Le Fonds de pension a pour objectif le maintien de l'équilibre entre dépenses et recettes pour toute année de calendrier.

Le Fonds de pension du MFP a été créé avec effet au 1er janvier 1999 par l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois.

Les dépenses totales du Fonds de pension ont évolué comme suit depuis l'année 1999 :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Vu que les recettes par cotisations des fonctionnaires en activité de service et par transferts de cotisations d'autres organismes de pension ne sont pas suffisantes pour garantir le financement des dépenses, une alimentation annuelle du Fonds de pension est prévue dans le budget de l'État.

Des prévisions concernant l'évolution des dépenses totales ainsi que de l'alimentation du Fonds de pension par la voie du budget de l'État ont été établies jusqu'à l'année 2027 dans le cadre du budget pluriannuel :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Au 1er janvier 2024, le Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État avait 13.944 bénéficiaires de pension (toutes formes de pension confondues). Pour l'année 2027, le nombre moyen de bénéficiaires de pension est estimé à 15.250.

Pour l'année 2024, les recettes par cotisation pour pension de 8 % sur les éléments de rémunération pensionnables des agents cotisants (fonctionnaires de l'État et employés admis au régime de pension des fonctionnaires de l'État) sont estimées à une somme de 265.263.473 €. Il est estimé que cette somme évoluera à 310.207.804 € pour l'année 2027.

**Congé politique dans le cadre d'une mesure en faveur de l'emploi** | Question **0325** (13/02/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Gemengemandatairen hunn ee Recht op ee Congé politique, fir dass si hiert Mandat och onofhängeg erfëlle kënnen. Um Site vum Inneministère kann een noliesen:

„Les bourgmestres, échevins et conseillers communaux ont droit à un congé politique pour les heures de travail consacrées à l'exercice de leur mandat politique. Le droit au congé politique se fonde sur les articles 78 à 81 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988."

Am groussherzogleche Reglement vum 6. Dezember 1989 gëtt präziséiert, dass de Gemengemandataire de Congé am Prinzipp „à sa convenance" kann huelen an dass de Congé als Aarbechtszäit ze gesinn ass, mam Bäibehale vum Aarbechterschutz an der Sozialversécherung.

An den Äntwerten op viregt parlamentaresch Froen (N° 7226 a 7244) hat den deemolegen Aarbechtsminister erkläert, dass Persounen an enger Aarbechtsmesure bei der ADEM (OTI, CAE, CIE, SP oder CRE) kee Recht op extraordinaire Congéën hunn. Dëst, well dës Persounen an enger Mesure spéciale net als „salarié" gëllen.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir den Interieur a fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Gëllt de Congé politique fir Persounen, déi an enger Aarbechtsmesure bei der ADEM ageschriwwe sinn?
Falls net, wäert d'Regierung hei Ännerunge virgesinn?

2. Wäert déi nei Regierung dofir suergen, dass d'Leit an enger Mesure d'emploi bei der ADEM an Zukunft och vun de Congés extraordinaires kënne profitéieren?

**Réponse** (15/03/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1. De Congé politique gëllt net fir Persounen, déi an enger Aarbechtsmesure bei der ADEM ageschriwwe sinn, well all déi Mesuren net op engem Aarbechtskontrakt baséieren, mee op Kontrakter sui generis, esou wéi dat och vun de verschiddene Geriichtsinstanzen e puermol festgehale ginn ass.

Just am Kader vun deene sougenannte Mesures spéciales (MS), déi op engem richtegen Aarbechtskontrakt baséieren (CDD), quitte dass d'Beneficiairen dovunner och weider bei der ADEM ageschriwwe bleiwen, ass den Demandeur d'emploi e Salarié, dee vun deenen normale Congés extraordinaires a spéciaux ka profitéieren.

Bei enger Occupation temporaire indemnisée (OTI) oder engem Contrat d'appui-emploi (CAE), Contrat d'initiation à l'emploi (CIE), Stage de professionnalisation (SP) oder Contrat de réinsertion-emploi (CRE) ass dat net de Fall, an dofir ass de Congé politique hei och net applicabel.

ad 2. Et ass aktuell net geplangt, d'Base légale deementspriechend unzepassen, fir dass Leit, déi an enger Mesure d'emploi sinn, vun de Congés extraordinaires kënne profitéieren.

**« Klimapakt fir Betriber »** | Question **0326** (13/02/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Le « Klimapakt fir Betriber » est une initiative du Gouvernement luxembourgeois, réalisé en collaboration avec la Klima-Agence et Luxinnovation, visant à soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) dans leurs efforts de décarbonation et de transition énergétique à travers une approche structurée et coordonnée facilitant le recours aux différents programmes, accompagnements et aides financières. Plus spécifiquement, il s'agit d'une plateforme d'orientation stratégique, lancée en janvier 2023, qui porte sur la recherche de solutions pertinentes et la mise en relation des entreprises avec des fournisseurs de solutions en matière de décarbonation et de transition écologique.

D'une part, la Klima-Agence, en tant que partenaire national en matière d'énergie et de climat, propose un catalogue de mesures standardisées prêtes à être appliquées par les PME, développe des outils facilitant la priorisation et la mise en œuvre de mesures en fonction des besoins des entreprises et met à disposition son expertise en matière de la transition énergétique et de protection de climat. Parallèlement, Luxinnovation, l'agence nationale de l'innovation, aide les PME à devenir plus durables et à réduire leur empreinte carbone grâce au programme « Fit 4 Sustainability » offrant des aides financières et des projets pilotes visant le développement de solutions durables pour des groupes d'entreprises dans des zones d'activité ou selon le type de métier.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir un premier bilan du « Klimapakt fir Betriber » après un an de mise en œuvre, comprenant notamment

– le nombre d'entreprises engagées ;
– les secteurs d'activités atteints ;
– et les principaux défis rencontrés, ainsi que les mesures prises pour y remédier ?

2) Existe-t-il des critères de performance permettant d'évaluer l'efficacité et l'impact du programme ? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions tirées ? Dans la négative, est-ce que l'élaboration d'indicateurs clés de performance est envisagée ?

3) En général, quelles sont les différentes pistes de développement envisagées pour le « Klimapakt fir Betriber » ?

4) Messieurs les Ministres envisagent-ils la mise en place d'un système de certifications des entreprises, semblable à celui existant dans le Pacte climat pour les communes ?

**Réponse** (14/03/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

« Klimapakt fir Betriber » (KPB) est une initiative gouvernementale lancée en janvier 2023 avec l'objectif de développer, structurer et coordonner l'offre en matière d'accompagnement et de soutien des entreprises en matière de transition énergétique et de décarbonation. La simplification des démarches et des mesures concrètes facilement accessibles aux entreprises sont au cœur de l'initiative. Au-delà des ministères ayant la tutelle de l'initiative, le suivi des travaux est assuré par un comité de pilotage regroupant les acteurs institutionnels des secteurs concernés.

Pour faciliter l'accès, notamment aux petites et moyennes entreprises (PME), à l'ensemble des ressources disponibles en matière de transition énergétique et de décarbonation, le catalogue harmonisé du KPB (https://www.klimapaktfirbetriber.lu/mesures/) propose des mesures concrètes en détaillant, étape par étape, leur mise en œuvre pratique, l'accompagnement proposé et les aides financières. Ce catalogue permet d'assurer la gestion de qualité des différents prestataires accompagnant les entreprises dans la planification et l'exécution des mesures adaptées à leurs cas de figure.

Le développement des mesures standardisées est basé sur les compétences des deux agences qui gèrent le programme :

– Klima-Agence développe les contenus techniques, optimise le phasage du projet et coordonne la validation à travers les partenaires du KPB.
– Luxinnovation vérifie l'éligibilité des mesures pour les différents outils de financement étatique. En tant qu'agence de l'innovation, elle développe des mesures techniques ciblées par secteur, avec un focus sur l'innovation.

Le KPB et les instruments qu'il regroupe, dont les programmes « Fit 4 Sustainability », « SME Packages Sustainability » et « Aide temporaire impact environnemental », visent tous les secteurs d'activité. Les mesures standardisées transversales ont été priorisées, afin d'atteindre un grand nombre d'entreprises dès le lancement de l'initiative. Des mesures techniques ciblées viseront désormais les besoins de certains secteurs clés, notamment les entreprises du secteur artisanal et les secteurs du commerce et de l'Horeca.

Le lien avec le secteur communal, notamment à travers le Pacte climat pour communes géré par Klima-Agence, est un levier pour mettre davantage l'accent sur les PME. Les premiers évènements régionaux organisés en 2023 ont montré le vif intérêt des entreprises pour des démarches pratiques permettant un échange direct avec les acteurs clé, mais aussi l'intérêt des communes et des syndicats intercommunaux pour renforcer les liens avec les entreprises sur leur territoire. Dans ce sens, l'initiative prévoit des éléments complémentaires pour un accès décentralisé encore plus poussé.

Au niveau des activités de lancement de l'initiative en 2023, 18 mesures standardisées, ainsi qu'une première sélection de cas pratiques (best practices) ont été mises en ligne, environ 180 entreprises ont participé activement aux roadshows de lancement avec six séances régionales à travers le pays en 2023.

Depuis le lancement du KPB, 91 entreprises ont eu recours aux services d'accompagnement de Luxinnovation dans le cadre de projets de durabilité envisagés. 29 entreprises (dont 18 PME) ont eu recours à cet accompagnement pour le programme « Fit 4 Sustainability » alors que 62 entreprises (dont 38 PME) ont eu recours à cet accompagnement pour les aides à l'investissement en faveur de la protection de l'environnement.

Le Ministère de l'Économie compte, pour l'année 2023 :

– 19 demandes formelles pour le programme « Fit 4 Sustainability » ;
– un total général de 258 demandes au titre de la loi modifiée du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aide à la protection de l'environnement ;
– 16 aides accordées au titre du « SME Package Sustainability » ;
– 22 aides accordées au titre de l'« Aide temporaire impact environnemental ».

Les pistes de développement futur sont les suivantes :

– développement et réalisation de formats d'échanges régionaux supplémentaires en collaboration étroite avec le secteur communal, les acteurs professionnels ainsi que les institutions proposant des offres d'accompagnement pour les entreprises en matière de décarbonation et de transition énergétique ;
– développement du réseau de conseillers KPB ;
– extension de l'offre d'accompagnement sur le terrain notamment avec des conseillers spécialisés pour le secteur de l'artisanat, du commerce et de l'Horeca ;
– développement continu de mesures supplémentaires et élargissement des thématiques abordées par le catalogue de mesures (https://www.klimapaktfirbetriber.lu/mesures/) ;
– développement des cas pratiques avec les entreprises et partage des bonnes pratiques (https://www.klimapaktfirbetriber.lu/cas-pratiques/) ;
– développement d'outils d'accompagnement et de monitoring complémentaires permettant aux entreprises un monitoring dans le temps par rapport aux indicateurs les plus pertinents (p. ex. : consommation d'énergie) ;
– développement d'une approche allant vers un engagement volontaire des entreprises avec la définition d'objectifs spécifiques par entreprise et un suivi et une évaluation des résultats sur base d'indicateurs clés. Une certification des entreprises dans ce contexte est actuellement analysée et envisagée à moyen terme.

**Piste cyclable entre la Cloche d'Or et Kockelscheuer le long du CR186** | Question **0327** (13/02/2024) de **M. Gusty Graas** (DP)

Tëscht der Cloche d'Or an der Kockelscheier ass eng Vëlospist geplangt, déi soll laanscht de CR186 goen. Et handelt sech ëm e Projet, dee vun der Gemeng Réiser 2020 initiéiert gouf. An der rezenter Press erkläert de Buergermeeschter vu Réiser, Tom Jungen, dass hien e Bréif vum Ëmweltministère krut, deen den Notze vum Foussgänger- a Vëloswee a Fro stellt. D'Gemeng Réiser wier vum Ëmweltministère opgefuerdert gi sech ze iwwerleeën, ob en zousätzleche Vëloswee laanscht de CR186 wierklech noutwenneg wier. De Ministère hätt och geschriwwen, dass an de Bëscher ronderëm schonn zuelräich Weeër bestoe géingen. Ausserdeem geet riets dovunner, dass d'Gemeng misst als Ausgläich fir d'Bëschfläch, déi muss ofgeholzt ginn, kompenséieren.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Ass de Minister der Meenung, dass en zousätzleche Vëloswee laanscht de CR186 noutwendeg a sënnvoll ass?

2. Sinn am Ëmkrees vun der geplangter Vëlospist d'Foussgänger- a Vëlospisten an de Bëscher an engem ugemoossenen Zoustand net nëmme fir d'Vëlosfueren an der Fräizäit, mee och fir d'Vëlosfuere fir déi Vëlosfuerer, déi op d'Aarbecht fueren?

3. Huet d'Gemeng Réiser an hirem Projet net genügend Kompenséierungsmoossname proposéiert? Wann d'Äntwert Nee ass, wéi eng Moossname feelen nach?

**Réponse** (15/03/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. All regional Vëlosverbindung, déi onofhängeg vum motoriséierte Verkéier geschafe gëtt, ass eleng schonns aus der Siicht vun der Verkéierssécherheet sënnvoll. Och sief hei op de Koalitiounsaccord verwisen, deen dës Thematik och traitéiert:

[... Vélo : Les liaisons cyclables entre les pistes cyclables communales, régionales et nationales seront développées en priorité dans le but de réaliser rapidement un réseau national contigu de pistes cyclables. Le réseau de pistes nationales tel que défini par la loi sera réalisé au plus vite. Dans ce contexte, les synergies existantes avec les communes seront améliorées et de nouvelles synergies seront créées afin de garantir une mise en œuvre cohérente. Lors de la construction de nouvelles routes, la possibilité de construire des pistes cyclables en parallèle sera obligatoirement examinée. Davantage de voies cyclables rapides seront mises en place ...].

Deemno si kommunal Initiativen, fir Vëlosverbindungen ze schafen, natierlech sënnvoll an och noutwendeg, fir dës Objektiver ze erreechen. D'Stroossebauverwaltung schafft an dësem Sënn hirersäits un all de Projeten, déi am modifizéierte Gesetz vum 28. Abrëll 2015 betreffend den nationale Vëlospistereseau virgesi sinn.

ad 2. Am genannte modifizéierte Gesetz vun 2015 ass e Vëlosexpresswee (PC103) tëscht Beetebuerg an der Stad virgesinn, dee gréisstendeels parallell zur Autobunn A3 respektiv der Neibaustreck vun der nationaler Eisebunnsgesellschaft CFL verleeft. Dësen ass haut zum Deel schonns gebaut, am Bau oder nach an der Planung. Dernieft gëtt et haut scho verschidde Verbindungen/Weeër, déi et erméiglechen, indirekt tëscht der Kockelscheier an der Stad ze zirkuléieren. All dës Weeër hunn awer zum Deel verschidden Nodeeler, sief et de Belag, den Ëmwee oder och d'Kräizungsberäicher mam motoriséierte Verkéier. Eng direkt an optimal Verbindung fir d'Vëlosfuerer, déi op dëser Achs op d'Aarbecht a rëm heem pendelen, gëtt et deemno haut nach net.

ad 3. An der Demande fir d'Naturschutzgeneemegung war ee „bilan écologique" bäigeluecht. Déi aus dësem Bilan resultéierend Ekopunkte kënnen iwwert eng „taxe de remboursement" integral an de Flächepool abezuelt ginn. Parallell dozou ass an de Konditioune vun der Geneemegung, déi op den am Dossier bäigeluechten Etudë vun agreéierten Experte foussen, festgehale ginn, datt am Virfeld vun den Aarbechten am Beräich vun de Fiichtflächen ee Moukenzonk gesat muss ginn. Zousätzlech mussen och gréisser Beem virun dem Haen op besate Quartéiere vu Flantermais kontrolléiert ginn, fir esou een Impakt op dës Aarten ze verhënneren.

**Pollution de l'Alzette** | Question **0328** (13/02/2024) de **M. Gusty Graas** (DP)

E Sonndeg de Moien, den 11. Februar 2024, gouf zu Schëffleng eng Verschmotzung vun der Uelzecht festgestallt. Fir d'Kontaminatioun ze stoppen, huet de CGDIS am Quartier Brill e Barrage installéiert.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Huet d'Waasserwirtschaftsamt scho kënne méi erausfannen iwwert den Ursprong vun där Pollutioun?

2. Ëm wat fir eng Verschmotzung handelt et sech genee a wéini wäert de Problem geléist sinn?

3. Si Schied un der Flora a Fauna entstan?

4. Gëtt et e potenzielle Lien mat der Verschmotzung vun der Uelzecht bei der Schëfflenger Kläranlag vum 13. Januar 2024?

**Réponse** (11/03/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Allgemeng verweisen ech hei op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0180 vum 16. Januar 2024.

Der Analys vun de Waasserprouwen no gëtt et ee potentielle Lien mat der Verschmotzung vum 13. Januar 2024. Opgrond vum komplexe Verlaf vun der Reewaasserkanalisatioun vun der Stad Esch kann eng zousätzlech Source vun der Pollutioun zu dësem Zäitpunkt awer net ausgeschloss ginn.

**Droits des délégués du personnel dans la fonction publique** | Question **0329** (13/02/2024) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Fred Keup** (ADR)

De 16. Januar 2024 hat d'ADR-Deputéiert Alexandra Schoos eng parlamentaresch Fro un den Här Minister vun der Fonction publique gestallt, déi vun der Chamberverwaltung d'Nummer 0167 krut.

An där Fro goung et ëm déi problematesch Situatioun bei der aarbechtsrechtlecher Protektioun vun de Personaldelegéierten am ëffentleche Secteur, zu där d'Deputéiert dem Här Minister véier konkreet Froe gestallt huet. Dobäi huet si sech op d'Konventioun N° 151 vun der OIT (Organisation internationale du travail) bezunn an och konkreet Textpassagen zitéiert, fir datt den ugeschwate Problem an déi betreffend Froen onmëssverständlech sinn an d'Regierung deementspriechend och konkreet Stellung bezéie kann:

„Et ass evident, datt e Personaldelegéierten, esouwuel am ëffentlechen ewéi och am private Secteur, fir senger Aarbecht korrekt nozegoen an domat déi professionell Interête vum Personal kënnen ze vertrieden, onofhängeg muss kënnen operéieren an duerch dat allgemengt Aarbechtsrecht muss geschützt sinn. Dëst ass iwwerdeems och duerch d'Konventioun N° 151 vun der OIT (Organisation internationale du travail), déi Lëtzebuerg ratifizéiert huet, festgehalen. Hei heescht et ë. a.: ‚Les organisations d'agents publics doivent jouir d'une complète indépendance à l'égard des autorités publiques.' Des Weideren ass an der besoter Konventioun festgehalen: ‚[...] l'exercice des droits syndicaux peut parfois impliquer que l'on critique les autorités des institutions publiques en tant qu'employeurs [...]'."

Den 12. Februar 2024, huet den Här Minister der ADR-Deputéierter eng Stellungnam zu där Fro geschéckt. Bedauerlecherweis ass hien dobäi guer net op déi eenzel Froen agaang an huet just déi kuerz a generell gehalen Äntwert ginn: „An hirer Fro schreift déi honorabel Deputéiert, dass fundamental Dispositiounen, déi gewerkschaftlech Fräiheete betreffen, am ëffentleche Secteur net géinge respektéiert ginn. Déi Ausso kann ech net confirméieren."

Mir hunn déi Äntwert notéiert, wéilte si awer net onkommentéiert loossen. Net nëmmen ass den Här Minister net op déi sachlech gestallten an net onwichteg Froen agaangen, mee esou Äntwerte riskéieren och, d'Parlament a senger Kontrollfunktioun vun der Regierung ze devaloriséieren. Mir wëssen, Här President, datt Iech déi institutionell Bedeitung vun der Chamber ganz wichteg ass an zielen dowéinst op Är Ënnerstëtzung. Et wier sécher sënnvoll, och an der Presidentekonferenz op dës Fro zeréckzekommen.

Vu datt et eis als Deputéierten an esou engem Fall zousteet, déi betraffe Froen, déi net beäntwert gi sinn, nach emol ze stellen an deen zoustännege Minister ze bieden, si ze beäntwerten, wëlle mir dat heimat maachen.

An deem Kontext wéilte mir déi véier Froen nach emol un den Här Minister vun der Fonction publique stellen:

1. Ass den Här Minister der Meenung, datt déi selwecht aarbechtsrechtlech Protektioun vum Personaldelegéierten, déi am private Secteur gëllt, och am ëffentleche Secteur misst gëllen?

2. Wéi ass et an den Ae vum Här Minister ze veräntwerten, datt Lëtzebuerg, doduerch datt déi aarbechtsrechtlech Protektioun vum Personaldelegéierten an der ëffentlecher Fonctioun net respektéiert gëtt, géint d'Konventioun N° 151 vun der OIT verstéisst, déi eist Land jo awer ratifizéiert huet?

3. Wéi gedenkt den Här Minister elo konkreet virzegoen, fir dëser Situatioun méiglechst séier Rechnung ze droen, esou datt de Personaldelegéierten am ëffentlechen Déngscht de selwechte Schutz garantéiert gëtt ewéi am private Secteur?

4. Wäert d'Regierung elo och am Recht vum ëffentlechen Déngscht déi néideg gesetzlech Bestëmmunge schafen, déi e besonnesche Schutz fir Personaldelegéierter virgesinn, sou wéi dat am Aarbechtsgesetz de Fall ass?

**Réponse** (12/03/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

Grad ewéi an der Fro N° 0167, déi déi honorabel Deputéiert Madame Schoos eleng gestallt huet, maachen déi honorabel Deputéiert Madame Schoos an Här Keup an hirer Fro N° 0329 eng pauschal Behaaptung, datt zu Lëtzebuerg déi aarbechtsrechtlech Protektioun vum Personaldelegéierten am ëffentlechen Déngscht net géing respektéiert ginn.

Op där pauschaler Behaaptung baséieren déi verschidde Froen, déi déi honorabel Deputéiert stellen.

Esoulaang déi honorabel Deputéiert bei enger pauschaler Behaaptung bleiwen a keng konkreet Beispiller ginn, déi hirer Meenung no beweisen, datt am ëffentleche Secteur déi aarbechtsrechtlech Protektioun vu Personaldelegéierten net géing respektéiert ginn, kann ech och keng präzis Äntwerte ginn.

Dëst gesot, am aktuellen Accord salarial ass virgesinn, datt en Austausch tëschent dem Minister fir d'Fonction publique an der CGFP stattfënnt, iwwert de Sujet vun der gewerkschaftlecher Fräiheet.

Op Demande vun der CGFP, wäert dee Sujet an engem Aarbechtsgrupp beschwat ginn. Déi éischt Reunioun ass zäitno geplangt. A wann d'Conclusioun sollt sinn, datt Textännerungen néideg wären, da wäert ech déi mat Sécherheet maachen.

**Pollution d'un ruisseau entre Bissen et Colmar-Berg** | Question **0330** (13/02/2024) de **M. Gusty Graas** (DP)

An der Baach op der Vëlospist tëscht Biissen a Colmer-Bierg gouf e Samschdeg, 10. Februar 2024 eng schaumaarteg Pollutioun entdeckt, déi vum Rouscht erof an d'Atert leeft.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Konnt d'Waasserwirtschaftsamt erausfannen, wat den Ursprong vun dëser Verschmotzung ass?

2. Si Schied un der Flora a Fauna entstanen?

**Réponse** (11/03/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Nodeems der Waasserverwaltung (AGE) eng Verschmotzung mat Schaum an engem Niewefloss vun der Atert gemellt gouf, ass een Agent vum Groupe d'intervention pollutions op d'Plaz gefuer a konnt d'Präsenz vun enger grousser Quantitéit u wäissem Schaum mat engem staarke Geroch no Seef an der Raedelsbaach confirméieren.

D'Verschmotzung deit op eng Botzaktivitéit hin a koum héchstwarscheinlech aus der ZAC Klengbousbierg. De genauen Ursprong konnt am Kader vun dëser Interventioun awer net bestëmmt ginn.

ad 2. Am Fall vun enger gréisserer Verschmotzung vun engem Fléissgewässer ass prinzipiell vun engem Schued un der Flora a Fauna auszegoen. Aller Warscheinlechkeet no, ass an dësem Fall nëmmen eng relativ geréng Quantitéit u Seef an d'Gewässer gelaf. Well d'Fléissgewässer an de Wanterméint och generell méi Waasser féieren, ginn d'Verschmotzunge méi séier evakuéiert. De Schued un der Flora a Fauna ass deemno als geréng ageschat. Eng genau Quantifizéierung vum Schued un de Planzen- an Déierepopulatiounen ass net méiglech.

**Période d'inscription dans les écoles internationales** | Question **0331** (13/02/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Selon mes informations, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a récemment envoyé des informations concernant la période d'inscription dans les écoles internationales aux coordinateurs du cycle 4 de l'école fondamentale, ainsi qu'aux présidents des comités d'école. Dans ce courrier, il serait indiqué que la période des inscriptions des écoles internationales publiques commencera le 1er mars 2024 et se terminera le 18 mars 2024. Or, dans un document officiel intitulé « Calendrier de la procédure d'orientation 2023-2024 au cycle 4.2 » communiqué à tous les parents en début de l'année scolaire, il est indiqué « Mars/avril 2024 – Ouverture de la demande d'inscription dans les écoles internationales publiques », sans indication donc d'une fin des inscriptions également pendant ladite période.

Il convient de noter que selon le même calendrier, le délai d'inscription en classe de 7e s'étend du 3 au 26 juin 2024, indication qui dès lors semble s'appliquer uniquement pour les lycées traditionnels. De même, les épreuves communes se dérouleront du 7 au 21 mars 2024 et les décisions d'orientation sont prévues pour la semaine du 16 au 23 mai. Voilà pourquoi, toujours selon mes informations, le courrier susmentionné soulignerait expressément que toute inscription ne pourra être validée définitivement qu'après réception des documents afférents.

Au vu de ce qui précède, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Pourquoi les écoles internationales prévoient-elles une période d'inscription au mois de mars, alors que pour les écoles traditionnelles, les inscriptions n'ont lieu qu'au mois de juin ? Quelle est l'utilité spécifique de telles inscriptions pour les écoles internationales, alors qu'elles ne sauraient être définitives ?

2) Les écoles internationales prévoiront-elles une deuxième période d'inscription au mois de juin, afin d'éviter que ne soient pénalisé.e.s les enfants de parents qui suivent le délai d'inscription en classe de 7e indiqué dans le calendrier susvisé de la procédure d'orientation ?

3) Dans la négative, Monsieur le Ministre informera-t-il en temps utile tous les parents que la période d'inscription des écoles internationales se terminera déjà au mois de mars ? Dans l'affirmative, quand et par quelle voie ?

**Réponse** (19/03/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Les inscriptions aux écoles internationales ne concernent pas seulement les élèves actuellement inscrits au cycle 4.2, mais bien tous les futurs élèves, issus tant du fondamental que du secondaire.

Les deux facteurs suivants expliquent une période d'inscription au mois de mars :

– La très grande majorité des demandes d'inscription requièrent une analyse approfondie du dossier

et, le cas échéant, un entretien avec les parents et les élèves, notamment en vue du choix de la section linguistique et du choix de la deuxième langue. À la complexité de l'analyse s'ajoute le fait que les écoles sont confrontées à un nombre important de demandes, de sorte qu'elles doivent disposer du temps nécessaire au traitement des dossiers.

– Les parents demandent à être informés le plus tôt possible sur l'état des admissions, même provisoires. Pour les parents d'élèves provenant des écoles privées, cette information est importante en vue du paiement du minerval pour l'année scolaire à venir. Quant aux communes, elles ont besoin de l'information sur l'admission des élèves du fondamental aux écoles internationales afin de pouvoir finaliser leur organisation scolaire.

Pour les élèves issus d'un cycle 4.2, l'admission ne devient définitive que si la procédure d'orientation permet une poursuite de la scolarité dans une école internationale. Par ailleurs, comme cinq des sept écoles internationales offrent aussi des classes de la voie de préparation, les élèves peuvent généralement être admis à l'école indépendamment de l'orientation.

ad 2) Après la période des inscriptions annoncée, les inscriptions restent ouvertes et les admissions ont lieu en fonction des places disponibles.

ad 3) Les titulaires des classes ayant été informés, une circulaire supplémentaire aux parents n'est pas nécessaire.

**Parcs relais (P&R) stratégiquement situés** | Question **0332** (14/02/2024) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Depuis 2023, dans le cadre de ses efforts pour améliorer la mobilité urbaine et réduire la dépendance à l'égard des véhicules individuels, le Ministère de la Mobilité a inauguré plusieurs parcs relais (P&R) stratégiquement situés. Parmi ceux-ci, on compte des installations à la gare de Rodange, à la gare de Mersch et au Stade de Luxembourg. L'objectif principal de cette initiative est de promouvoir l'utilisation des transports en commun en offrant aux usagers des solutions pratiques de stationnement pour leurs véhicules personnels, favorisant ainsi l'intermodalité en facilitant la transition entre différents modes de transport, tels que les bus et les trains, pour leurs déplacements urbains et interurbains.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Pourriez-vous nous fournir le taux d'occupation mensuel ainsi que le taux d'occupation journalier moyen des emplacements de chaque P&R depuis leur inauguration respective ?

2) Quelle a été l'évolution mensuelle de l'occupation des parkings par les usagers des transports en commun depuis la mise en service de la nouvelle application « P&R CFL » en septembre 2023 ?

3) Est-il prévu de connecter d'autres P&R à cette application ? Si oui, lesquels ?

4) Le ministère envisage-t-il de développer une application similaire pour d'autres P&R qui ne sont pas exploités par les CFL ?

5) Concernant le développement futur des infrastructures de stationnement P&R, pourriez-vous nous informer sur l'avancement de la planification et la mise en service des autres P&R prévus dans le Plan national de mobilité 2023 ?

**Réponse** (19/03/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Le taux d'occupation mensuel (en semaine du lundi au vendredi sauf jours fériés) des emplacements pour chaque P&R depuis leur inauguration, respectivement leur intégration dans l'application « P&R CFL », se présente comme suit :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Ces taux d'occupation reprennent tous les utilisateurs des P&R (détenteurs d'abonnements, clients occasionnels payants et utilisateurs des transports en commun).

Le taux d'occupation journalier moyen (en semaine du lundi au vendredi sauf jours fériés) des emplacements des P&R en question pour l'entièreté de la période depuis leur intégration dans l'application « P&R CFL » s'élève actuellement à 63,48 % pour le P&R Belval, à 37,67 % pour le P&R Mersch et à 46,87 % pour le P&R Rodange.

Pour le parking P&R de Belval-Université, la société nationale des chemins de fer CFL ne dispose malheureusement pas de données statistiques détaillées entre l'inauguration du parking le 15 septembre 2013 et la mise en service de l'application « P&R CFL » pour ce parking le 18 septembre 2023.

En effet, pour des raisons techniques, le taux d'occupation de ce parking n'a pas pu être suivi de façon systématique avant l'utilisation de l'application « P&R CFL ».

Le parking P&R Stade de Luxembourg à la Cloche d'Or a été inauguré le 5 octobre 2023 et est exploité par la Ville de Luxembourg. Ainsi, mes services ne disposent pas de données relatives à l'occupation de ce parking relais.

En outre, les parkings P&R actuellement en service et gérés par l'Administration des ponts et chaussées ne sont pas équipés des installations nécessaires à la documentation automatique du taux d'occupation.

ad 2) L'évolution mensuelle de l'occupation des parkings par les usagers des transports en commun depuis la mise en service de la nouvelle application « P&R CFL » en septembre 2023 se présente comme suit :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Il convient de noter qu'une période d'adaptation a été accordée aux clients afin qu'ils se familiarisent avec l'application et les conditions d'utilisation gratuite.

Pendant cette période, la gratuité était automatiquement accordée aux clients qui rencontraient des problèmes d'utilisation de l'application qui l'empêchaient de bénéficier de la gratuité.

Depuis le 18 septembre 2023 pour le P&R Beval, le 15 octobre 2023 pour le P&R Mersch et le 20 novembre 2023 pour le P&R de Rodange, la gratuité est seulement accordée si le client remplit les conditions nécessaires.

ad 3) et 4) Tous les futurs P&R des CFL seront intégrés à l'application « P&R CFL » dès leur mise en service. En effet, il est aussi prévu de connecter les P&R encore en planification auprès de l'Administration des ponts et chaussées à l'application P&R des CFL. Il reste encore à décider du nom que portera alors l'application.

ad 5) Après la mise en service en 2023 des P&R à Rodange et à Mersch, les CFL prévoient la mise en service d'un nouveau P&R à Troisvierges en 2025.

Les nouveaux P&R à l'arrêt de Bascharage/Sanem et à la gare de Bettembourg se trouvent au stade de l'étude de faisabilité et aucune date de mise en service ne peut être avancée. Le P&R de Bascharage/Sanem dépend de manière directe du planning du futur contournement de Bascharage.

Le dossier d'appel d'offres du P&R Frisange, qui prévoit une procédure en deux phases successives et une approche de livraison du projet Parc-house « Design-Build », est au stade de finalisation auprès de l'Administration des ponts et chaussées. L'appel à candidature est prévu pour l'été 2024.

De plus, les dossiers d'appel d'offres du P&R Mesenich – Phase 2 et du P&R Hoehenhof sont en cours d'élaboration.

L'avancement de la planification, le développement et la mise en service des parkings relais P&R se résument comme suit :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

**Paiement du salaire en cas d'incapacité de travail** | Question **0333** (14/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Op hirem Neijooschempfank hunn d'FEDIL, d'Handwierkerkammer a -federatioun vun der Regierung ee „Karenzdag" oder eng „reduzéiert Indemniséierung" am Krankheetsfall vun de Salariéë verlaangt. Beim Karenzdag géif de Salarié am Krankheetsfall net indemniséiert ginn. Et ass dëst eng Reaktioun op d'Entwécklung vum Krankestand vun 2022, dee méi héich ass wéi an deene Jore virdrun.

Dës Fuerderung ass net nei an ass vun deene viregte Regierungen ni zeréckbehale ginn, well se 1. ongerecht ass an 2. de Problem net léist respektiv éischter verschäerfe kann.

1. Ech géif dofir gäre vun der Madamm Gesondheets- a Sozialministesch wëssen, wat d'Regierung vun dëser Fuerderung hält.

2. Wéi huet sech de Krankestand am Joer 2023 am Verglach zu 2022 entwéckelt?

**Réponse** (19/03/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Den Accord de coalition gesäit Follgendes vir : „L'absentéisme a considérablement augmenté les dernières années. Le Gouvernement analysera les raisons du taux d'absentéisme, mènera des actions de prévention en concertation avec les parties prenantes et luttera contre toute forme d'abus en la matière."

Dofir waart d'Regierung lo mol d'Analys vun den Ursaachen of a wäert no där Analys mat de Sozialpartner Gespréicher féieren, wat d'Aktiounen ubelaangt, déi kéinten envisagéiert ginn.

ad 2. Am Joer 2022 war de globalen Taux vum Absenteismus iwwer 12 Méint gekuckt bei 5,2 %. Fir 2023 sinn Donnéeën op den Datum vun haut nëmme bis Oktober 2023 inclus disponibel. De globalen Taux vum Absenteismus iwwert déi éischt 10 Méint vun 2023 gekuckt läit bei 4,5 %, par rapport zu 5,3 % fir déi éischt 10 Méint vun 2022.

Dës Zuelen ëmfaassen d'Krankheetsabsencë vu Mataarbechter mam private Statut, déi zu Lëtzebuerg oder am Ausland wunnen. Selbstständeg Personnen, awer och d'Salariéen, déi e Recht op eng illimitéiert Fortsetzung vun der Remuneratioun hunn, an déi also net vun enger finanzieller Entschiedegung vun der Gesondheetskeess (CNS) profitéieren, ginn net berücksichtegt (d. h. Personnen, déi bei

der Krankeversécherung fir Gemengebeamten an Employéen (CMFEC), bei der Krankeversécherung fir Staatsbeamten an Employéen am ëffentlechen Déngscht (CMFEP) souwéi bei der Entraide médicale vun der CFL (EMCFL) affiliéiert sinn).

Fir eng bestëmmte Grupp vu Persounen a fir eng bestëmmte Period, ass den Taux vum Absenteismus definéiert duerch de Rapport tëscht der Gesamtzuel vun de Krankendeeg (a Kalennerdeeg ausgedréckt) vun all dëse Persounen an der Gesamtzuel vun de Kalennerdeeg, wärend deene si ee Beruff ausgeüübt hunn.

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Fir d'Joer 2022, ass eng global Moyenne, op déi éischt 10 Méint vum Joer gekuckt, vu 4,4 % fir d'Krankheet ouni de Covid-19 ze gesinn an 0,9 % konnten dem Covid-19 zougedeelt ginn. Am Joer 2023, ass, op déi selwecht 10 Méint gekuckt, den Taux vum Absenteismus fir d'Krankheet bei 4,4 % bliwwen, den Taux vum Absenteismus fir Covid-19 läit bei nëmmen nach 0,1 %.

**Capacités des asiles pour animaux** | Question **0334** (14/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

A menger viregter Fro (N° 0148) huet d'Regierung mer d'Zuelen u Subsiden an aneren Hëllefen, déi Déierenasyler zu Lëtzebuerg kréien, konnten nennen. Dëst waren Déierenasyler zu Gaasperech, zu Diddeleng, zu Esch an zu Schëffleng. Fir kënne festzestellen, ob dës Hëllefen duerginn, muss een natierlech och d'Auslaaschtung vun den Asyler an de leschte Jore kennen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau dës Froe stellen:

1. Wat fir Kapazitéiten hunn déi genannten Déierenasyler (opgeschlësselt no Déierenaart)?

2. Wat war am Schnëtt d'Auslaaschtung vun den Asyler iwwert déi lescht 3 Joer gekuckt (opgeschlësselt no Mount)?

3. Wéi vill Déiere konnten an de leschten 3 Joer vun den Asyler vermëttelt ginn (opgeschlësselt no Déierenaart)?

4. Ass d'Ministesch der Meenung, dass et weider Asyler zu Lëtzebuerg brauch?

5. Ass d'Ministesch der Meenung, dass d'Kapazitéiten an de bestoenden Asyler kuerz- a mëttelfristeg gesinn héich genuch sinn?

6. Si weider Asyler geplangt? Wa jo, wou?

**Réponse** (13/03/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1.
Gaasperech: Plaz fir 76 Hënn a 40 Kazen
Diddeleng: Plaz fir 10 Hënn a 40 Kazen
Schëffleng: Plaz fir 10 Hënn a 40 Kazen
Esch: Plaz fir 11 Hënn a 25 Kazen.

ad 2. Zwee Asyler hunn hir Donnéeën op Nofro matgedeelt:

*(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 3. Zwee Asyler hunn hir Donnéeën op Nofro matgedeelt:

*(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 4. a 5. D'Asyler sinn de Moment am Zentrum a Süde vum Land konzentréiert. Een Asyl am Norde vum Land géif hëllefen, d'Situatioun ze entlaaschten, awer och just kuerzfristeg. Dofir mécht de Landwirtschaftsministère notamment reegelméisseg Sensibiliséierungscampagnen ënnert dem Motto „En Déier ass kee Moudenaccessoire", fir d'Leit drop hinzeweisen, datt d'Uschafe vun engem Hausdéier een Engagement an eng Responsabilitéit fir d'Liewen ass.

ad 6. Virun engem gudde Joer gouf een Opruff un d'Gemenge vum Land gemaach fir ze kucken, wou eventuell d'Méiglechkeet fir een neit Asyl géing bestoen. Et huet just eng Gemeng en Interêt gewisen, ouni dass e konkreete Projet an der Planung ass.

**Application mobile « police.lu »** | Question **0335** (14/02/2024) de **M. Gusty Graas** (DP)

La Police grand-ducale dispose d'une application qui, outre la transmission d'informations policières, informe rapidement ses utilisateurs en cas de crise via des notifications « push ». Les usagers peuvent également être consultés dans les cas de personnes disparues ou lors de recherches d'auteurs présumés. La fonction « My Safe » permet la sauvegarde de données importantes relatives aux objets de valeur afin de les transmettre plus rapidement à la police pour un éventuel signalement en cas de vol.

Il me revient qu'actuellement, le téléchargement de l'application est limité à certains appareils téléphoniques, comme elle aurait été développée pour des versions plus anciennes de certains systèmes d'exploitation.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Est-ce que l'application « police.lu » est toujours en usage et mise à jour de façon régulière ?

2) Depuis son introduction, combien de personnes ont téléchargé l'application ?

3) Quelles sont les statistiques d'usage des différents services proposés depuis son introduction ?

4) Quelles sont les statistiques de retours de la part des utilisateurs pour des cas de personnes disparues ou de recherches d'auteurs présumés depuis l'introduction de ces options ?

5) Combien de signalements ont été faits pendant les six dernières années et pour quelles raisons ?

**Réponse** (19/03/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) L'application de la police est toujours en usage et mise à jour régulièrement. Récemment les versions iOS et Android ont fait l'objet de modifications plus importantes. Celles-ci étaient nécessaires à cause de mises à jour au niveau de l'API (Application Programming Interface ou Programmierschnittstelle en allemand) d'Apple et de Google.

ad 2) Depuis janvier 2018, l'application a été téléchargée dans l'App Store à environ 15.700 reprises par près de 13.600 utilisateurs différents. Pour Android, le nombre de téléchargements total n'est pas disponible. Nous pouvons uniquement indiquer que l'application est actuellement installée sur à peu près 2.800 appareils. Le Play Store ne permet pas de voir les téléchargements en total.

ad 3) « Push »

Les messages « Push » sur iOS atteignent en moyenne 7.800 appareils. Les messages « Push » sur Android atteignent en moyenne 1.600 appareils.

À noter ici que chaque utilisateur peut opter de ne pas recevoir les notifications.

Formulaire de contact

Le formulaire de contact disponible dans l'application permet d'envoyer un message ou bien des photos à la police. Depuis janvier 2020, cette fonctionnalité a été utilisée à plus de 2.000 reprises.

E-Call

La fonction « Appel d'urgence » a été utilisée à 4 reprises en janvier et 11 reprises en février de cette année. Le décompte s'effectue par le nombre de mails entrant à l'adresse 113@police.etat.lu et ayant le mot-clé E-Call dans le sujet. Ces mails ne sont gardés que pour une durée de 3 mois. Les anciens messages ne sont pas comptabilisés.

E-Calls « Chat »

Statistiques :

– 2024 : 8
– 2023 : 44
– 2022 : 109
– 2021 : 78
– 2020 : 79

Pour les autres fonctionnalités, et notamment la fonction « My Safe », des statistiques ne sont pas disponibles, car elles restent dans le téléphone portable de l'utilisateur.

ad 4) L'application mobile ne constitue qu'un moyen de communication parmi d'autres pour donner un retour à la police dans ces cas de figure. Les statistiques sur des retours limités aux options évoquées ci-avant ne sont pas disponibles.

ad 5) Le nombre de signalements correspond au nombre de formulaires de contact, qui s'élève à plus de 2.000 utilisations. La nature de ces signalements est pourtant très diverse. Chaque message est traité de manière individuelle, une catégorisation de ceux-ci n'est pas réalisée.

**Régime de chômage partiel de source conjoncturelle** | Question **0336** (15/02/2024) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Le marché immobilier est fortement affecté par des éléments conjoncturels au Luxembourg. Cette situation entraîne des répercussions négatives sur le secteur de la construction. Ainsi, le Gouvernement a décidé de déclarer certaines branches du secteur de la construction en crise pour une durée de six mois, allant de février à juillet 2024, et de recourir au chômage partiel de source conjoncturelle. Les secteurs « construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels » et « démolition et préparation de sites » sont les branches d'activités du secteur de la construction qui puissent bénéficier du régime de chômage partiel de source conjoncturelle.

Les demandes de chômage partiel doivent être introduites au plus tard le 12e jour du mois qui précède la période de chômage partiel demandée.

Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Combien d'entreprises et combien de salariés des secteurs de construction déclarés en crise sont concernés par les demandes faites jusqu'au 12 février 2024 ?

2) Selon le Gouvernement, les demandes de chômage partiel portant sur le mois de février 2024 ont pu à

titre exceptionnel être envoyées du 1er au 12 février inclus. Combien d'entreprises et combien de salariés ont profité de cette possibilité ?

**Réponse** (29/02/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Le Secrétariat du Comité de conjoncture a reçu 85 demandes de chômage partiel, de la part d'entreprises déclarées éligibles, pour les mois de février et mars 2024.

Ces 85 demandes émanent de 47 sociétés différentes.

Le nombre d'ETP prévisionnel au chômage partiel pour ces deux mois s'élève à 921,74. Il est à préciser que le nombre prévisionnel est généralement bien supérieur au nombre réel du chômage partiel.

ad 2) Pour le mois de février 2024, 40 demandes de chômage partiel, introduites par des entreprises émanant d'un des secteurs de la construction déclarés en crise, seront accueillies favorablement.

Le nombre d'ETP prévisionnel au chômage partiel pour le mois de février 2024 s'élève à 412,25. Il est à préciser que le nombre prévisionnel est généralement bien supérieur au nombre réel du chômage partiel.

Considérant que les entreprises concernées disposent d'un délai de 2 mois, à compter du mois de la survenance du chômage, pour introduire un décompte auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi, il ne sera possible de déterminer le nombre exact d'entreprises et de salariés au chômage partiel qu'au mois de mai 2024.

**« SportFabrik » à Differdange** | Question **0337** (15/02/2024) de **M. Georges Engel** (LSAP)

De leschte Weekend am Juli 2023 sinn, bedéngt duerch hefteg Onwieder, schwéier Schied an der SportFabrik zu Déifferdeng entstan. D'Waasser, wat duerch eng Sécherheetsdier an d'SportFabrik gelaf ass, huet gréisser Schied am Laboratoire provozéiert a verschidden Equipementer si beschiedegt ginn. Déi Responsabel vum LIHPS (Luxemburg Institute for High Performance in Sports) hu séier reagéiert an alternativ Méiglechkeeten en place gesat, esouwäit déi méiglech waren.

Ech hunn dofir follgend Froen un de Sportminister:

1. Wéi eng Mesuren sinn nach en place, fir de Sportler en optimale Service ze assuréieren?

2. Gëtt et Diskussioune mat der Gemeng Déifferdeng, fir alternativ Méiglechkeeten ze offréieren?

3. Ginn d'Schied, déi substanziell sinn, vun enger Assurance iwwerholl? Wann dëst net de Fall wier, vu wiem mussen d'Käschten da gedroe ginn?

4. Wéi ass d'Kollaboratioun mat änleche Strukturen am Ausland? Konnte Sportler, speziell déi, déi sech aktuell fir déi olympesch Summerspiller 2024 zu Paräis virbereeden, am Ausland betreit ginn?

5. Wéini sollen d'Reparatiounsaarbechten ufänken?

5. Wéini ass d'SportFabrik erëm voll funktiounsfäeg?

**Réponse** (13/03/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. Nodeems d'Ausmooss vun de Schied an der SportFabrik vun den Experten evaluéiert an déi länger Indisponibilitéit vum Laboratoire confirméiert ginn ass, hunn déi Responsabel vum Luxembourg Institute for High Performance in Sports (LIHPS) vum spezialiséierte Personal en temporäre Laboratoire um 1. Stack vun der SportFabrik developpéieren an ariichte gelooss.

Den temporäre Laboratoire bréngt déi onbeschiedegt Equipementer aus der SportFabrik zum Asaz an ass zënter dem 29. November 2023 voll operationell. Den temporäre Laboratoire erlaabt d'Duerchféiere vu Basistester zur Bestëmmung vun allgemenge Leeschtungsparameeter vun Elittesportler a vu verschiddenen Tester fir d'Verletzungspreventioun an de sougenannte „return-to-sport" no schwéiere Verletzungen. Duerch déi méi kleng Dimensioune vum temporäre Laboratoire an d'Beschiedegung vu gewësse wëssenschaftlechen Equipementer kann allerdéngs de gréissten Deel vun de sportspezifischen Tester mat de Sportler am Moment net duerchgefouert ginn.

ad 2. D'Gemeng Déifferdeng huet logistesch Hëllefsstellung bei der Ariichtung vum temporaire Laboratoire um 1. Stack vun der SportFabrik geleescht. Donieft verzicht d'Gemeng Déifferdeng fir e gewëssen Zäitraum op verschidde Raimlechkeeten, wou den temporäre Laboratoire ënnerbruecht ass. Dës Raimlechkeete wäert si spéider am Kader vun der Exploitatioun vun der ugrenzender Sportshal notzen.

ad 3. No deenen Informatiounen, déi haut disponibel sinn, ginn d'Schied vun enger Assurance iwwerholl.

ad 4. De LIHPS ass Member an der Association of Sport Performance Centres (ASPC) an huet zënter dem 14. Oktober 2022 eng Partnerschaft mam franséischen „Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP)". De wëssenschaftleche Partner vum LIHPS an der SportFabrik, de Luxembourg Institute of Research in Orthopedics, Sports Medicine and Science (LIROMS), huet wëssenschaftlech Kooperatioune mat Unien aus eisen Nopeschlänner, wéi och exzellent Relatioune mat der Norwegian School of Sports Science.

Allerdéngs huet d'Konkretiséiere vun de sportwëssenschaftlechen an akadeemesche Kooperatiounen duerch den Incident an der SportFabrik zum Deel op Äis geluecht misse ginn an och d'Kooperatiounsgespréicher mat aneren europäeschen Elittesportzentre si verzögert ginn.

Zwee Sportler, déi sech nach fir déi Olympesch Summerspiller 2024 zu Paräis kënne qualifizéieren, konnten déi fir si néideg spezifesch Tester am temporäre Laboratoire duerchféieren. Aner Sportler hunn decidéiert, op gewësse spezifesch Tester ze verzichten, well se net am temporäre Laboratoire konnten duerchgefouert ginn oder am noen Ausland keng vergläichbar Méiglechkeeten disponibel waren.

Déi järlech stattfannend Basistester konnte mat alle Sportler duerchgefouert ginn.

ad 5. De 14. Februar huet de concernéierten Assureur schrëftlech matgedeelt, eng éischt virleefeg Indemnisatioun ze liberéieren, esou dass d'Reparatiounsaarbechte kënne starten.

ad 6. Am Moment ass et nach net méiglech, e geneeën Datum ze ginn, wéini d'SportFabrik erëm voll funktiounsfäeg wäert sinn.

**Vente de homard vivant** | Question **0338** (15/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Hei am Land kritt een op verschiddene Plazen Homarden an aner Krustendéieren als lieweg Iesswuer ze kafen. Homarde si schmäerzempfindlech Déieren, déi virun allem Hëtzt net verdroen. Trotzdeem ginn hinnen aktuell nach ëmmer d'Schéieren zesummegebonnen a si gi bei der Zoubereedung lieweg a kachend Waasser gehäit. An der Äntwert op meng Fro N° 6110 huet den deemolege Minister gesot:

„Homarde falen net ënnert d'Déiereschutzgesetz. Homarde sinn ugesinn als Fëschprodukter, déi am liewegen Zoustand konservéiert ginn."

An der selwechter parlamentarescher Fro, ob de Verkaf vu liewegen Déieren zu Lëtzebuerg wäert legal bleiwen, huet de Minister dëst geäntwert:

„De Verkaf vu liewegen Homarden als Liewensmëttel ass legal, soulaang et keng Gesetzgeebung gëtt, déi dat verbitt."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau dës Fro stellen:

– Ass d'Ministesch der Meenung, dass d'Gesetz misst geännert ginn, sou dass Homarden, Austeren a Muschelen ënnert d'Déiereschutzgesetz falen an domat net méi lieweg dierfe verkaaft ginn?
• Wa jo, sinn hei schonn Aarbechten envisagéiert, fir d'Gesetz entspriechend unzepassen?
• Wann nee, firwat soll et hei net zu enger Gesetzesännerung kommen?

**Réponse** (13/03/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Den Art. 2 vum Déiereschutzgesetz präziséiert, wat fir eng Déieren ënnert d'Déiereschutzgesetz falen. Homarden, Austeren a Muschele falen net ënnert d'Déiereschutzgesetz.

Et ass de Moment net virgesinn, eist nationaalt Déiereschutzgesetz op deem Punkt unzepassen.

Vu dass op europäeschem Niveau virgesinn ass, d'Reglementatioun un déi nei Gegeebenheeten unzepassen, waarde mir of, wat op deem Niveau geschitt a wäerte gegeebenefalls nei Reegelen op nationalem Niveau ëmsetzen.

**Plateforme étatique de réservation de taxis et de voitures de location avec chauffeur (VLC)** | Question **0339** (15/02/2024) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics a annoncé en juin 2022 la création d'une plateforme étatique de réservation de taxis et de voitures de location avec chauffeur (VLC), envisagée comme une alternative aux services de type « Uber ». Ce projet a suscité des interrogations quant à la pertinence et aux implications de l'intervention étatique dans un domaine déjà couvert par des initiatives privées. De plus, il soulève des préoccupations quant au respect des droits des chauffeurs dans ce secteur, spécifiquement les chauffeurs de taxis et leur convention collective applicable.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Dans quelle phase se trouve le développement de cette plateforme étatique de réservation de taxis et VLC, et quelles sont les principales caractéristiques de ce projet ?

2) Comment le Gouvernement envisage-t-il de concilier l'intervention étatique avec la présence d'initiatives privées déjà développées dans le secteur des taxis et des services de transport individuel ?

3) Quelles mesures sont envisagées pour assurer une concurrence équitable entre cette plateforme soutenue par l'État et les services de transport individuel privés existants ?

4) Quelles mesures sont prévues pour assurer que les droits de chauffeurs de VLC et la convention collective des chauffeurs de taxis soient effectivement appliqués dans le cadre de plateformes de réservation ?

**Réponse** (18/03/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Le déploiement d'une plateforme nationale, telle que mentionnée par l'honorable Député, a été discuté dans le cadre du projet de loi 7762, visant à réformer le secteur des taxis et à le mettre en cohérence avec celui des voitures de location avec chauffeur (VLC).

Actuellement, je m'engage dans des consultations approfondies avec l'ensemble des parties prenantes du secteur afin de parvenir à une solution répondant aux besoins tant des professionnels que des utilisateurs. Il est crucial de souligner que cette solution devrait non seulement entraîner une baisse des tarifs actuellement en vigueur, mais également garantir une transparence accrue sur le marché.

Concernant les droits des chauffeurs vis-à-vis des plateformes de réservation, il est important de noter qu'en vertu de la législation en vigueur, seuls les exploitants personnes physiques ou morales peuvent détenir des licences d'exploitation de taxis. Cette disposition est également prévue pour les VLC. Ainsi, il est exclu qu'un chauffeur puisse adhérer individuellement à une plateforme de réservation de courses ; c'est uniquement son exploitant qui peut le faire. En conséquence, le salaire du chauffeur et le respect des dispositions de la convention collective en vigueur sont à garantir par son exploitant.

**Consommation du tabac** | Question **0340** (15/02/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Opbauend op de vun der Fondation Cancer publizéierten Zuelen zum Tubakskonsum zu Lëtzebuerg ass festzestellen, dass mir op nationalem Niveau nach wäit fort si vum europäeschem Zil, den Tubakskonsum bis 2040 op 5 % ze reduzéieren.

Den Tubakskonsum gëtt an de leschte Joren och ugedriwwe vun neie Produiten, déi op de Marché komm sinn, de sougenannten „New Gen Products", dorënner falen zum Beispill Produite wéi „Puffs" an och „Snus". Iwwert d'Verbreedung vun dëse Produiten op nationalem Niveau gëtt et aktuell, obwuel de Ministère d'Gefor erkennt, keng Etuden oder Zuelen.

De Plan national de lutte contre le tabagisme (PNLT), deen am Joer 2020 ausgelaf ass, gesäit vill Evaluatioune vir, virun allem sollt zum Schluss eng extern Etude follgend Ziler areechen: „Une évaluation externe finale en 2020, qui permettra de faire le point sur les résultats atteints et non atteints, ainsi que sur les points critiques à intégrer dans le PNLT suivant." Da gesäit den Agenda vum leschte PNLT och eng final Phas vir, wou opbauend op de Conclusiounen e PNLT 2021–2025 soll ausgeschafft ginn.

An der leschter Legislaturperiod sinn dann och 6 Aarbechtsgruppen (de Gesondheetsdësch) agefouert ginn, wou et ënnert anerem och ëm de Sujet vum Tubakskonsum sollt goen. Aktuell ass zur Entwécklung vun dësen Echangen näischt méi gewosst an déi dediéiert Websäit ass aktuell net méi registréiert.

An den Äntwerten op rezent parlamentaresch Froen am Kader vum Tubakskonsum zu Lëtzebuerg ass et och keng weider präzis Informatioune ginn. Esou ass am Kader vun den Nikotinsäckelcher gesot ginn, dass d'Regierung gegeebenefalls ee legale Kader ausschafft, ouni e konkreeten Zäitplang festzeleeën. De Finanzminister huet am Kader vun enger anerer parlamentarescher Fro vu „Reflexioune" geschwat betreffend eng méiglech Präiserhéijung vum Tubak op nationalem Niveau.

Trotz oppene Froen an engem vum Ministère confirméierte Manktem un Zuelen, huet Lëtzebuerg am Kader vun neien Tubaksproduiten d'Initiativ ergraff an a senger Amendementspropos zur Direktiv (EU)2015/1535 e Verbuet vu „pochettes de nicotine" gefuerdert.

Villes bleift trotzdeem éischter vag, konkreet Äntwerte loossen op sech waarden an europäesch Zilsetzunge schéngen aktuell net realistesch.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Sinn d'Evaluatiounen zum leschte PNLT alleguerten ofgeschloss? Falls jo, wéini ginn d'Conclusioune publizéiert? Falls nee, wéi een Zäitplang ass hei festgeluecht ginn?

2. Wou sinn d'Aarbechten zum neie PNLT drun? Wéi een Zäitplang ass hei festgeluecht ginn?

3. Wat wäerten déi grouss Prioritéite vum neie PNLT sinn?

4. Wäert déi nei Generatioun un Tubaksproduiten och Deel vum neie PNLT sinn?

5. Wäerten d'Gesondheetsdëscher aus der leschter Legislaturperiod an domat den Echange mat villen Acteure vum Terrain weidergefouert ginn? Falls nee, aus wéi enge Grënn ginn dës net weidergefouert?

6. Wäert de Budget fir d'Joer 2024 Recetten aus méiglechen Taxen op elektroneschen Zigaretten an Nikotinsäckelcher enthalen?

7. Op Basis vu wéi engen Zuelen, Observatiounen, Echangë mat betraffenen Acteuren a Conclusiounen ass d'Entscheedung getraff ginn, den uewen zitéierten Amendement am Kader vun der Direktiv (EU)2015/1535 ze proposéieren?

**Réponse** (19/03/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1. bis 3. Wéi den Accord de coalition erkläert, wäerten all d'Pläng a Programmen eng Qualitéits- an Effizienzanalys duerchlafen. Jee no de Resultater vun dësen Analyse wäerten déi néideg Upassunge virgeholl ginn.

ad 4. Déi nei Generatioun un Tubaksproduite wäerten an eiser Lutte géint den Tabagisme mat ofgedeckt ginn.

ad 5. Den direkten Echange mat den Acteure vum Terrain ass fir déi nei Regierung immens wichteg. Dee wäert selon les besoins en bilatéral oder an enger méi grousser Concertatioun mat de verschiddenen Acteure stattfannen.

ad 6. De Budgetgesetzesprojet fir d'Joer 2024 (N° 8383), deen de 6. Mäerz 2024 an der Chamber deposéiert gouf, gesäit vir, dass d'E-Liquidë fir elektronesch Zigaretten an d'Nikotinsäckelcher, vum 1. Oktober 2024 un, zu Lëtzebuerg mat Akzise besteiert ginn. Ee groussherzoglecht Reglement, dat parallell zum virgenannte Budgetsgesetz op den Instanzewee geschéckt gouf, gesäit effektiv Tauxe vun 120 €/Liter fir d'E-Liquiden an 22 €/kg fir d'Nikotinsäckelcher vir.

ad 7. Deen zitéierten Amendement ass ni deposéiert ginn. De Projet de loi, deen ënnerwee ass, setzt d'Direktiv ëm a gëtt esou wéi an der Äntwert 6 beschriwwe completéiert.

**Délais de remboursement des prestations de soins de santé de la part de la Caisse nationale de santé (CNS)** | Question **0341** (15/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Selon divers témoignages, les délais de remboursement des prestations de soins de santé de la part de la Caisse nationale de santé (CNS) aux assurés se sont allongés et excèdent même six à huit semaines.

Par ailleurs, les conditions pour bénéficier du remboursement par chèque ou par virement instantané dans une des agences de la CNS ne sont pas toujours faciles à remplir et un certain nombre d'agences a même été fermé, dont celle au boulevard Royal.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre est-elle au courant que les remboursements de la part de la CNS accusent des retards pouvant dépasser six à huit semaines ?

2) Madame la Ministre est-elle d'accord pour dire que de tels retards sont démesurés et qu'ils risquent de mettre à mal la situation financière des assurés – surtout lorsqu'ils sont atteints de maladies chroniques et qu'ils sont contraints de se soumettre régulièrement à des consultations et traitements médicaux ?

3) Quelle est la raison des retards accumulés et comment compte-t-on remédier à cette situation ?

4) Madame la Ministre est-elle au courant des modalités souvent compliquées de remboursement par chèque ou par virement instantané dans les agences de la CNS ?

5) Quelles mesures sont envisagées pour faciliter le remboursement par chèque ou par virement instantané ?

6) Dans quels délais le système de paiement immédiat direct sera-t-il accessible chez tous les médecins et professionnels de santé et pour tous les assurés ?

7) Par quels moyens Madame la Ministre compte-t-elle motiver et soutenir les médecins et autres professionnels de santé pour qu'ils participent au déploiement du système de paiement immédiat direct ?

**Réponse** (11/03/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) à 3) Actuellement, le délai de traitement des mémoires d'honoraires et factures relatifs à des prestations délivrées au Luxembourg se situe entre six et huit semaines.

Cela s'explique principalement par le fait que le service « Prestations en nature maladie et maternité » de la CNS est confronté à une augmentation constante des demandes de remboursement à traiter et à des difficultés de recrutement persistantes.

Afin de remédier au problème actuel des longs délais de remboursement, la CNS vient de lancer un nouveau projet dont le but est l'augmentation de la quantité de mémoires d'honoraires pouvant être traités par lecture optique. En attendant l'extension du système du paiement immédiat direct à l'ensemble des médecins exerçant au Luxembourg et, dans une deuxième étape, aux autres professionnels de santé, la CNS espère renforcer les départements concernés par des ressources supplémentaires.

ad 4) et 5) En 2023, le nombre de visites dans les agences de la CNS a accusé une hausse de 40 % par rapport à l'année 2022. Malgré diverses adaptations au niveau de l'organisation, la pénurie de personnel ne permet actuellement pas à la CNS de répondre

dans une mesure suffisante à la demande d'accueil du public.

ad 6) La CNS permet déjà aux médecins généralistes exerçant au Luxembourg d'accéder au système de paiement immédiat direct. Ce système sera accessible aux médecins spécialistes et aux médecins-dentistes exerçant au Luxembourg à partir du 19 mars 2024. Il y a toutefois lieu de souligner que des acteurs externes relevant du secteur privé, dont notamment les éditeurs des logiciels des médecins, devront intégrer ce système dans leurs outils et le déployer à leur clientèle avant que le médecin ne puisse l'utiliser et permettre à ses patients d'en profiter.

ad 7) Le Gouvernement tente de faciliter le recours des médecins au paiement direct et immédiat en en leur faisant parvenir les informations détaillées expliquant le fonctionnement du PID.

Par ailleurs, pour inciter les éditeurs à installer les logiciels nécessaires à l'utilisation du paiement immédiat direct dans les cabinets médicaux, le Gouvernement accorde aux éditeurs une prime de 625 euros hors TVA pour chaque installation dans un cabinet médical.

**Éventuelle extradition de Julian Assange vers les États-Unis** | Question **0342** (16/02/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'USA froen aktuell d'Ausliwwerung vum Här Julian Assange, déi bis elo vum Vereenegte Kinnekräich refuséiert gouf. De Fall vum Här Assange ass am Zesummenhank mat der Fräiheet vun der Press vu ganz héijer Wichtegkeet a fënnt weltwäit Opmierksamkeet. Och stellen sech ganz vill Froen, esouwuel wat seng Behandlung bis elo ewéi och säi Recht op e faire Prozess an Zukunft ugeet.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Gesäit d'Regierung an der Affär vum Här Assange Aspekter, déi iwwert seng Persoun erausginn, besonnesch am Bezuch op d'Fräiheet vun der Press?

2. Ass d'Regierung gewëllt, zu Gonschte vum Här Assange bei den héijen Autoritéite vum Vereenegte Kinnekräich respektiv vun de Vereenegte Staate vun Amerika ze intervenéieren?

**Réponse** (12/03/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

D'Regierung kommentéiert net Affairen, déi aktuell nach viru Geriicht an engem Rechtsstat sinn.

**Plateforme eduGuichet** | Question **0343** (16/02/2024) de **Mme Francine Closener** | **Mme Paulette Lenert** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

En juin 2023, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a lancé le site Internet eduGuichet, qui est opérationnel depuis la rentrée 2023-2024. Cette nouvelle plateforme numérique regroupe plusieurs services et informations essentielles liées à l'éducation, dont l'accès aux bulletins, la demande de la carte chèque-service accueil, l'e-Bichelchen, le catalogue des manuels scolaires et la restauration scolaire. L'eduGuichet s'adresse aux parents et aux élèves à partir de 16 ans. Pourtant, selon nos informations, les parents d'accueil d'enfants placés en famille d'accueil n'ont pas accès à l'espace personnalisé de la plateforme moyennant l'authentification via LuxTrust, bien qu'ils soient détenteurs de l'autorité parentale.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les parents d'accueil d'enfants placés en famille d'accueil n'ont pas accès à la plateforme eduGuichet ? Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre prévoit-il remédier à cette situation qui déprive ces parents de l'exercice de certains de leurs droits et obligations ? Quelles démarches ont été entreprises pour permettre l'accès de ces parents à l'espace personnalisé de l'eduGuichet ? Dans quel délai Monsieur le Ministre prévoit-il redresser cette situation ?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les parents séparés ou divorcés avec autorité parentale conjointe peuvent tous accéder à la plateforme eduGuichet ?

3) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les détenteurs de l'autorité parentale d'enfants placés au sein d'institutions peuvent accéder à la plateforme eduGuichet ?

4) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les parents biologiques dépourvus de l'autorité parentale ne peuvent pas accéder à la plateforme eduGuichet ?

**Réponse** (18/03/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Les parents d'accueil d'enfants placés en famille d'accueil n'ont en effet actuellement pas encore accès à l'espace personnalisé de la plateforme eduGuichet.

Mes services sont en train de mettre en place une procédure permettant aux parents d'accueil de téléverser des documents qui démontrent qu'ils disposent de l'autorité parentale sur ces enfants. Après vérification de ces documents, l'accès aux données de l'enfant concerné sur eduGuichet sera activé.

ad 2) Les parents séparés ou divorcés ayant l'autorité parentale conjointe ont accès à la plateforme eduGuichet après avoir déclaré leur droit de l'exercice de l'autorité parentale en signant électroniquement une attestation sur l'honneur.

ad 3) Comme pour les familles d'accueil, les institutions sont tenues de fournir des documents prouvant qu'elles détiennent l'autorité parentale. Après vérification de ces documents, l'accès aux données de l'enfant concerné sur eduGuichet sera activé.

ad 4) Lors de l'inscription sur eduGuichet, tous les parents doivent déclarer pour chaque enfant qu'ils exercent l'autorité parentale sur l'enfant, ceci en signant électroniquement une attestation sur l'honneur.

Toute personne ayant déjà accès au profil d'un enfant sera notifiée par courrier électronique si une nouvelle personne a désormais accès au profil de cet enfant.

Si un parent estime avoir détecté un accès non justifié résultant d'une attestation sur l'honneur jugée inexacte, il peut le signaler en fournissant en ligne les pièces justificatives appropriées. Après validation de ces pièces, l'accès pourra être retiré à la personne non autorisée.

**Aide humanitaire pour Gaza** | Question **0344** (16/02/2024) de **M. Yves Cruchten** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Les opérations militaires des forces de défense israéliennes menées à Gaza ont conduit à une destruction d'ampleur inédite surtout de vies humaines mais aussi en ce qui concerne les infrastructures civiles. Les Territoires palestiniens occupés bénéficient d'un statut particulier dans la politique de coopération luxembourgeoise. Dans ce cadre, le Luxembourg contribue de longue date à des projets humanitaires, principalement à travers l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), mais aussi à travers d'autres organisations internationales comme le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). De plus, le Luxembourg soutient des ONG et des acteurs de la société civile des Territoires palestiniens occupés qui contribuent à la résilience de la population palestinienne sous occupation israélienne.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Quel est le montant de l'aide humanitaire dédié à Gaza durant les dix dernières années ventilées par les aides moyennant les différents engagements multilatéraux et les organisations non gouvernementales ? Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des projets humanitaires à Gaza auxquels le Luxembourg a contribué ?

2) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de l'état actuel des structures construites grâce aux contributions humanitaires luxembourgeoises à Gaza ? Quelles structures financées dans le cadre de projets humanitaires soutenus par le Luxembourg ont été détruites durant les opérations militaires du Gouvernement israélien à Gaza depuis le 7 octobre 2023 ?

3) À quel montant se chiffrent les dommages aux projets financés ou cofinancés par le Luxembourg à Gaza et dans les Territoires occupés suite aux opérations militaires israéliennes ?

4) Quelles aides humanitaires le Gouvernement prévoit-il de fournir à la population de Gaza dans le futur proche ?

**Réponse** (12/03/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) Depuis 2014, le Luxembourg a alloué 4.812.739 EUR d'aide humanitaire exclusivement pour la bande de Gaza, dont 1.704.106 EUR a été acheminé à travers des organisations non gouvernementales luxembourgeoises et internationales et 3.108.633 EUR via les organisations multilatérales.

Il convient de noter par ailleurs que le Luxembourg a, durant les dix dernières années, également financé des projets couvrant à la fois la bande de Gaza et la Cisjordanie ; cet appui financier a visé les deux parties des Territoires palestiniens occupés sans distinction. Le montant total de l'aide humanitaire couvrant les deux parties, et qui été acheminée via les organisations multilatérales, s'élève à 9.950.000 EUR depuis 2014.

Le montant total des contributions, visées ci-dessus, pour appuyer les projets humanitaires couvrant exclusivement ou en partie la bande de Gaza, est dès lors de 14,8 mio EUR depuis 2014.

Ci-dessous, 3 listes ventilées par type d'acteur humanitaire et la localisation de l'aide :

*(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 2) Comme illustré dans les listes des projets humanitaires financés par le Luxembourg durant les dix dernières années dans la bande de Gaza (voir supra), l'appui n'a pas porté sur la construction de structures et d'infrastructures. De ce fait, il n'y a pas de perte

financière enregistrée pour le Luxembourg suite aux destructions causées par les opérations militaires du Gouvernement israélien depuis le 7 octobre 2023.

ad 3) Depuis 2015, le Luxembourg cofinance avec dix autres pays donateurs le projet humanitaire du West Bank Protection Consortium. Le projet couvre Jérusalem-Est et la Cisjordanie et contribue entre autres à la construction de structures et d'infrastructures (abris, écoles et installations d'approvisionnement d'eau potable) dont bénéficient les Palestiniens subissant un transfert forcé et/ou des destructions de leurs domiciles et biens par les autorités israéliennes.

La perte financière causée par les démolitions des infrastructures financées par le consortium dans son ensemble se chiffre à 295.415 EUR en 2023.

ad 4) Dans le cadre de la planification du budget de l'aide humanitaire du Luxembourg pour 2024, une enveloppe initiale de 3.000.000 EUR a été réservée pour les Territoires palestiniens occupés, dont 1.000.0000 EUR sera alloué à la réponse humanitaire de l'UNRWA dans la bande de Gaza.

À noter par ailleurs que la première tranche de 2024 de la contribution à UNRWA, à hauteur de 2,1 mio EUR, et qui couvre ses opérations dans les cinq régions d'intervention, a été déboursée début mars.

**Autorisation d'exercer des médecins** | Question **0345** (16/02/2024) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

En décembre 2023, le Conseil supérieur de discipline du Collège médical a prononcé à l'égard d'un médecin-dentiste une interdiction d'exercer à vie la profession médicale de médecin-dentiste au Luxembourg.

Il importe de noter que le médecin en question s'était déjà fait remarquer de manière négative à plusieurs reprises au fil des années précédentes. Ainsi l'autorisation d'exercer du médecin avait déjà été provisoirement suspendue en janvier 2016 pour une durée de trois mois pour avoir obtenu l'autorisation sous faux prétextes. Par ailleurs, il résulte d'un courrier adressé au médecin par le Ministère de la Santé le 15 janvier 2016 qu'il était à ce moment-là informé de son interdiction d'exercer en France du 1er janvier 2015 au 30 juin 2017.

En outre, le 17 février 2017 le Collège médical a informé Madame la Ministre de la Santé qu'il avait été porté à sa connaissance que des patients du même médecin se verraient abîmer leurs dents afin de justifier les actes de dévitalisations, respectivement de pose de couronnes.

Il résulte d'un rapport de la Direction de la santé daté du 4 mai 2017, que lors d'une visite surprise dans le cabinet du médecin, toute une série de non-conformités en relation avec la protection des données, la documentation médicale, les droits des patients, l'équipement du cabinet, la radioprotection et l'hygiène ont été constatées. Une fermeture provisoire du cabinet a été ordonnée, mais qui n'était seulement de courte durée.

Aussi, il résultait d'une analyse de l'activité du médecin effectuée par le médecin-conseil du contrôle médical de la sécurité sociale, suivant courrier du 13 avril 2016 adressé au Collège médical, que le nombre de certains actes facturés par celui-ci dépassait de manière importante, l'activité de tous les autres cabinets. Dans ce contexte, de fortes suspicions de malfaçon, d'indication abusive et de facturation malhonnête se sont matérialisées, renforcées notamment par les affirmations d'une de ses assistantes formulées dans un courrier adressé le 10 février 2017 à l'inspection sanitaire de la Direction de la santé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) À quel moment le Ministère de la Santé a-t-il été informé pour la première fois des procédures judiciaires et des condamnations à l'égard du médecin-dentiste en question ?

2) À quel moment est-ce que la Direction de la santé a été informée pour la première fois des plaintes de patients, des plaintes de son personnel et des suspicions de malfaçon et d'escroquerie à l'égard du médecin-dentiste en question ?

3) Pourquoi l'autorisation d'exercer du médecin a-t-elle été suspendue uniquement pour une période de trois mois en janvier 2016, bien que le Ministère de la Santé eût connaissance de l'obtention de l'autorisation sous faux prétextes en 2013 et de l'interdiction d'exercer en France entre le 1er janvier 2015 et le 30 juin 2017 ?

4) Pourquoi le cabinet du médecin-dentiste n'a-t-il été fermé que pendant une période restreinte, malgré le fait que la Direction de la santé avait établi, à la suite d'une visite en mai 2017, toute une série de manquements graves ? Pourquoi n'y a-t-il apparemment pas eu de visites de contrôle rapprochées par la suite ?

5) Pourquoi le médecin a-t-il pu continuer à consulter et à intervenir sur un large nombre de patients jusqu'à l'arrêt du 20 décembre 2023, malgré la connaissance d'irrégularités établies au niveau de la facturation, faisant soupçonner l'escroquerie autant que la malfaçon, au moins depuis avril 2016, mais certainement après un courrier de la part d'une assistante du médecin à l'adresse de l'inspection sanitaire ?

6) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer que l'État ait envoyé des patients réfugiés, dans le cadre de leur statut de demandeur d'asyle protégé, pour être pris en charge dans le cabinet du médecin-dentiste en question ?

7) Est-ce que Madame la Ministre de la Santé a une idée du nombre de patients victimes du médecin-dentiste en question ?

8) Madame la Ministre peut-elle informer de l'état d'avancement de l'avant-projet de loi portant réforme du Collège médical, avec notamment des pouvoirs élargis au niveau de ses compétences en matière d'affaires disciplinaires ?

**Réponse** (12/03/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) En 2015, le Ministère de la Santé a été informé pour la première fois des procédures judiciaires et des condamnations à l'égard du médecin-dentiste en question.

ad 2) Les premières informations concernant des problèmes au niveau de la prise en charge de patients ont été portées à la Direction de la santé en 2017.

ad 3) La décision de suspension de trois mois ne tenait pas compte des infractions commises en France, mais d'une négligence fautive commise par le médecin-dentiste en question pour avoir signé une déclaration sur l'honneur dans le cadre de sa demande d'autorisation d'exercer la médecine dentaire au Luxembourg attestant de ne pas avoir connaissance d'une éventuelle poursuite judiciaire, pénale ou disciplinaire.

ad 4) Le temps de fermeture du cabinet du médecin-dentiste était lié au remplacement d'un équipement technique défectueux. Une inspection de conformité du nouvel appareil a été effectuée avant la réouverture du cabinet.

ad 5) Une plainte initiale a été déposée en 2017. L'instruction pénale est actuellement en cours.

ad 6) Il peut être confirmé que le médecin-dentiste en question a pris en charge des demandeurs de protection internationale.

ad 7) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale ne peut pas évaluer le nombre de patients victimes du médecin-dentiste en question.

ad 8) Cet avant-projet de loi constitue une priorité et il est prévu de le soumettre au Conseil de Gouvernement au courant du deuxième semestre de cette année.

**Permis à points** | Question **0346** (16/02/2024) de **Mme Francine Closener** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Les statistiques du bilan des accidents de la route en 2022 révèlent des chiffres préoccupants : environ 25 % des blessés graves et 31 % des décès étaient dus à une vitesse excessive. En outre, une augmentation dramatique des accidents mortels liés à l'alcool a été constatée, avec 15 décès et 36 blessés graves recensés en 2022 contre 7 accidents mortels en 2021. Ces données alarmantes soulignent l'urgence d'une action renforcée pour la sécurité routière.

Ainsi, le permis à points, introduit le 1er novembre 2002, vise à responsabiliser tous les conducteurs circulant sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Les statistiques du bilan des accidents de la route de 2022 montrent une proportion inquiétante d'incidents graves et mortels attribuables à la vitesse excessive et à l'alcool.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics afin d'obtenir des précisions sur les points suivants pour la période de 2019 à 2023 :

1) Quel est le nombre total de retraits de permis de conduire, avec une répartition détaillée selon les motifs de retrait, tels que l'alcool au volant, le refus de se soumettre à des tests d'alcoolémie, de drogues ou de substances médicamenteuses, et les excès de vitesse supérieurs à 50 % de la vitesse maximale autorisée ?

2) Combien d'infractions ont impliqué des conducteurs professionnels, et pourriez-vous fournir une ventilation par type d'infraction ?

3) Quel est le nombre de recours introduits contre les interdictions de conduire provisoires, et combien ont abouti à une décision favorable pour le requérant ?

4) Le Gouvernement a-t-il l'intention de finaliser le projet de loi relatif à l'introduction du délit de mise en danger délibérée d'autrui pour renforcer la prévention et la sanction des comportements à risque sur les routes ?

**Réponse** (19/03/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Le système informatique actuel du service de l'exécution des interdictions de conduire du Parquet général ne permet pas un filtrage par infraction.

*(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Les retraits immédiats ont été effectués suite aux infractions suivantes :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Les retraits administratifs après avis de la Commission du permis de conduire sont effectués individuellement, après une analyse détaillée du dossier de la

personne concernée, et ne se limitent généralement pas à un seul motif :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Finalement, le droit de conduire peut être suspendu en raison de la perte de la totalité des points du permis de conduire, toutes infractions confondues.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Les pertes de points du permis de conduire peuvent être réparties entre les différentes infractions dont question, mais ne donnent pas d'indication sur la raison finale du retrait de permis. Des statistiques complètes sur les points retirés se trouvent dans le rapport d'activité.

ad 2) Le programme JU-CHA ne permet pas de ventiler les infractions routières commises par des conducteurs professionnels. Les décisions administratives sont prises en fonction de l'aptitude à conduire dans l'intérêt de la sécurité routière et ne font aucune distinction entre la nature privée ou professionnelle du conducteur.

ad 3) Les requêtes en mainlevée d'une interdiction de conduire sont accordées, partiellement accordées ou refusées par la chambre du conseil. Ci-dessous le total des requêtes et le nombre de mainlevées accordées et partiellement accordées.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 4) Le projet de loi 7204 portant introduction en droit luxembourgeois de l'infraction de la mise en danger délibérée d'autrui a été déposé en 2017. L'avis du Conseil d'État ainsi que celui des autorités judiciaires ont relevé un certain nombre de problèmes notamment juridiques quant au libellé envisagé de l'infraction de mise en danger délibérée d'autrui.

Les autorités judiciaires énoncent notamment ce qui suit : « Si le but du législateur est de renforcer la répression essentiellement en matière de circulation, et plus particulièrement en la matière des excès de vitesse, ce résultat semble plus facilement atteint par l'introduction d'une disposition spécifique en cette matière respectivement par l'instauration de mesures nouvelles visant spécialement cette matière. »

Les critiques du Conseil d'État se rapportent davantage aux principes généraux du droit : « Il s'agit d'une infraction inédite en droit pénal luxembourgeois, qui n'est pas sans soulever des problèmes fondamentaux au regard des principes de légalité des infractions et de sécurité juridique et qui est susceptible de donner lieu, ainsi que le montre la jurisprudence française en la matière, à des difficultés sérieuses d'application. »

Le nouveau Gouvernement analysera les suites à réserver à ce projet de loi au vu des différents avis rendus dans le cadre de la procédure législative.

**Blistérisation de médicaments** | Question **0347** (16/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Depuis l'année 2020 la blistérisation de médicaments est prise en charge par la CNS pour les patients vivant en « structure fixe ». Il s'agit d'un système de préparation et d'emballage personnalisé de médicaments qui vise à simplifier la prise des médicaments et qui contribue à éviter les oublis de prise de médicaments ainsi que d'éventuels effets indésirables dus à l'interaction entre différents médicaments.

En dehors des « structures fixes » et notamment dans le cadre du maintien à domicile ou encore dans le cadre de traitements de troubles psychiques, la blistérisation – en ce qu'elle peut prévenir des problèmes de santé dus à une mauvaise prise de médicaments, voire l'oubli de prises de médicaments – présente également des avantages certains. Or, si les réseaux de soins à domicile offrent ce service, l'acte de préparation et d'emballage personnalisé de médicaments n'est pas pris en charge et donc facturé directement aux patients à des tarifs très disparates.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

– Madame la Ministre partage-t-elle l'approche positive concernant les avantages de la blistérisation en général et de la blistérisation en dehors des « structures fixes » en particulier ?

– Madame la Ministre estime-t-elle que certains patients en dehors des « structures fixes » devraient avoir droit à une tarification uniforme et abordable, voire à la prise en charge de la blistérisation de leurs médicaments ?

– Madame la Ministre compte-t-elle s'engager pour qu'un cadre approprié soit mis en place pour la prise en charge de la blistérisation en dehors des « structures fixes » ?

**Réponse** (19/03/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Les objectifs de l'introduction de la prise en charge d'une préparation de médication individuelle (PMI) se résument d'une part à une réduction des sources d'erreurs lors de la délivrance ou de l'administration de médicaments aux patients et d'autre part à une utilisation plus efficiente des médicaments.

La prise en charge d'honoraires de blistérisation par la CNS est en place depuis le 1er mai 2020 pour les patients hébergés dans un établissement relevant de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées et 2) Centres de gériatrie ainsi que pour des personnes hébergées dans des services pour personnes autorisés conformément à la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

La blistérisation en dehors de structures fixes présente certes des avantages. La possibilité d'élargir le cadre est actuellement analysée.

**Cellule « Luxembourg Stratégie »** | Question **0349** (19/02/2024) de **Mme Joëlle Welfring** | **M. François Bausch** (déi gréng)

En 2020, le Gouvernement précédent avait créé au sein du Ministère de l'Économie la direction de prospective stratégique dénommée « Luxembourg Stratégie ». Sa mission est d'explorer, anticiper et objectiver les futurs émergents et possibles afin de mieux prendre les décisions stratégiques aujourd'hui qui permettent d'enclencher, de façonner et de rendre résilientes les transformations souhaitées à long terme.

Fin septembre 2023, la cellule « Luxembourg Stratégie » a publié un rapport final et organisé une conférence autour du sujet « Vision ECO2050 – L'avenir de l'économie luxembourgeoise à l'horizon 2050 ».

Récemment, la cellule a publié des travaux venant compléter la Vision ECO2050, à savoir l'étude SOC2050 sur le changement sociétal pour des modes de consommation et de production durables, confiée au LISER, et l'étude RISK2050 sur la vulnérabilité des entreprises face aux risques biophysiques (climat, approvisionnement matériel, biodiversité), confiée à l'Université du Luxembourg.

De même, la cellule a aussi publié un projet pilote « Doughnut du Luxembourg 2000-2020 » appliquant les principes de l'économie du doughnut au Luxembourg ainsi qu'une note prospective exploratoire INFRA2050/2100 sur les futures infrastructures et technologies essentielles à l'économie et à même de stimuler la croissance.

Finalement, notons que selon l'accord de coalition 2023-2028 : « Le Gouvernement révisera la vision stratégique à long terme. Dans ce contexte, il veillera à une participation plus active des acteurs économiques ainsi qu'à un renforcement de la coopération avec le Statec et l'Université du Luxembourg. »

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes au Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Monsieur le Ministre reconnaît-il l'importance de la définition d'une vision stratégique à long terme en termes de développement économique ? Dans l'affirmative, quels sont selon lui les axes thématiques les plus importants à considérer ?

2) Dans le contexte de la révision de la vision stratégique comme prévu par l'accord de coalition, dans quelle mesure Monsieur le Ministre envisage-t-il de valoriser, voire de poursuivre les travaux déjà effectués par la cellule « Luxembourg Stratégie », dont notamment aussi les études SOC2050, RISK2050, le projet pilote basé sur l'économie du doughnut et la note INFRA2050/2100 ?

3) Monsieur le Ministre peut-il préciser de quelle manière, selon quels critères, avec quelles priorités thématiques et endéans quel délai il envisage de réviser la vision stratégique à long terme en termes de développement économique ?

4) Comment Monsieur le Ministre envisage-t-il de veiller à une participation plus active des acteurs économiques ainsi qu'à un renforcement de la coopération avec le Statec et l'Université du Luxembourg ?

**Réponse** (19/03/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Une vision stratégique constitue un élément-clé pour le développement économique à long terme, qui doit conduire les acteurs politiques et économiques à prendre des décisions « informées » concernant les besoins et efforts nécessaires en matière de mesures réglementaires, d'améliorations structurelles et d'investissements ciblés façonnant l'avenir. Une telle vision stratégique permet d'anticiper les enjeux à venir, à la fois en termes d'opportunités et de défis, qui ne manqueront pas de se présenter. Il est donc essentiel de considérer le développement économique aussi dans une telle perspective à long terme en vue de pouvoir mettre en place dès aujourd'hui les conditions-cadres optimales. Une telle vision stratégique doit être bien définie et coordonnée étroitement entre les agents économiques. Elle doit aussi être assortie d'un système de suivi fondé sur des données probantes, permettant d'une part une élaboration ex ante de politiques publiques innovantes, et d'autre part une évaluation ex post des progrès accomplis.

L'objectif de la vision stratégique à long terme doit être que le Luxembourg reste parmi les pays avec la productivité la plus élevée au monde. Ceci permettra de pérenniser le modèle socio-économique luxembourgeois à long terme, de conforter la compétitivité des entreprises luxembourgeoises, de contribuer à

un développement économique durable et de soutenir l'évolution des salaires réels (pouvoir d'achat) de la force de travail. Il est donc essentiel de donner la priorité à une stratégie optimisant les gains de productivité. Début 2024, le Conseil national de la productivité (CNP) a présenté son rapport annuel 2022-2023. Le CNP va définir en 2024 une série de pistes de réflexion et de leviers permettant de doper la productivité de l'économie nationale, aussi bien sur le moyen que sur le long terme. Ces pistes de réflexion devront être analysées et discutées en détail, avec comme objectif de stimuler la croissance de la productivité, qui est une condition fondamentale pour accroître le niveau de vie au Luxembourg sur le long terme.

Le concept de « productivité » doit constituer l'élément-clé pour le développement économique à long terme du Luxembourg. La croissance de la productivité doit être considérée comme le vecteur principal du développement économique futur du pays. Certes, le niveau de productivité de l'économie luxembourgeoise se trouve parmi les plus élevés au monde, et il dépasse de loin celui des pays voisins. Cependant, la performance est moins bonne en termes d'évolution de la productivité. Depuis le début du millénaire, l'avantage du Luxembourg s'est en effet rétréci de plus en plus, car les gains de productivité de l'économie nationale se sont aplatis. L'évolution est donc défavorable en comparaison internationale. En effet, le modèle socio-économique luxembourgeois est, depuis plusieurs décennies, principalement soutenu par une croissance de la main-d'œuvre, et moins conditionné par les gains en productivité. Les effets de cette croissance économique par l'emploi se font ressentir de plus en plus. Parmi les effets indésirables, figurent notamment la pression sur le marché du logement, l'impact sur la mobilité ou encore une consommation importante de ressources.

La mise en œuvre de la double transition digitale et durable, y compris via une intelligence artificielle (IA) moins consommatrice en ressources, moins énergivore et moins émettrice de carbone, doit constituer le levier-phare de cette stratégie. En effet, depuis quelques années, le monde assiste à une accélération fulgurante de la digitalisation, et les risques et menaces liés au changement climatique et à la détérioration de l'environnement naturel deviennent de plus en plus pressants. La digitalisation va encore s'accélérer, se diffuser et avoir un impact significatif dans tous les secteurs économiques. Cette transformation numérique se déroule à une échelle et à une vitesse qui, outre une série de défis, offrent également au Luxembourg d'immenses opportunités en termes d'innovation et de croissance durable. Ces opportunités reviendront principalement aux pays les mieux préparés et équipés pour concourir sur le plan numérique. Les changements liés au climat et à l'environnement se produisent également beaucoup plus rapidement que c'était envisagé il y a encore peu de temps. La transition vers la neutralité climatique, notamment, nécessitera le déploiement de technologies et d'infrastructures innovantes, ainsi que de nouveaux modèles d'économie circulaire et de partage. Les efforts de développement économique dans le cadre de cette double transition devront être accélérés et renforcés, car celle-ci va révolutionner chaque secteur d'activité, perturber la façon de fonctionner de presque chaque industrie, apporter dans son sillon des opportunités économiques nouvelles et créer une société plus durable à faible émission de carbone.

Les investissements publics jouent un rôle essentiel dans ce cadre. Ceux-ci fournissent des services-clés, notamment dans le cadre de la digitalisation, de l'énergie et du climat. Le Gouvernement devra réaliser des investissements importants pour la double transition, d'une part en vue de doter le pays des conditions-cadres et des infrastructures nécessaires et, d'autre part, en vue d'accompagner les agents économiques. Ces investissements publics sont essentiels pour stimuler des investissements privés et pour attirer les investissements et compétences nécessaires dont le Luxembourg a besoin. Parallèlement aux investissements dans des infrastructures numériques sûres, sécurisées et durables, il convient de renforcer le soutien en faveur des technologies-clés telles que l'IA ou encore l'informatique quantique. La politique énergétique constitue elle aussi une composante essentielle dans ce cadre. L'énergie est un intrant essentiel dans le processus de développement économique. Le Luxembourg a besoin d'un approvisionnement en énergie fiable et à un prix compétitif par rapport aux autres États membres de l'UE et à d'autres régions du monde, ainsi que d'un marché de l'énergie bien intégré à celui de l'UE et capable de résister aux perturbations. La décarbonation, le déploiement rapide des énergies renouvelables, la digitalisation des systèmes énergétiques et des installations de stockage de l'énergie seront essentiels. Une économie plus circulaire permettra aussi de stimuler le développement économique en réduisant la dépendance du pays en termes de ressources. Par la suite, il s'agit aussi de conjuguer les mesures en faveur des déterminants généraux de la productivité, comme les investissements publics, avec les besoins plus spécifiques des différentes branches d'activité. En complément, des efforts supplémentaires seront nécessaires pour favoriser l'intégration du progrès technologique et l'adoption des meilleures pratiques dans les entreprises.

ad 2) En septembre 2023, Luxembourg Stratégie a publié sa « Vision stratégique ECO2050 » pour le Luxembourg. Cette initiative a été menée en 2022-2023 et a impliqué près de 1.000 personnes. Début 2024, Luxembourg Stratégie a aussi achevé une étude sur les vulnérabilités et les risques physiques de l'économie nationale (RISK2050 avec l'Université du Luxembourg) et une étude sur les manières d'accompagner les changements de modes de consommation vers des comportements plus vertueux (SOC2050 avec le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research – LISER). La première étude propose notamment un plan d'adaptation et de résilience pour les entreprises face à 3 risques significatifs (changement climatique, perte de biodiversité et épuisement des ressources). La seconde met en évidence certains mécanismes de comportement de consommation et propose des pistes d'intervention (comme p. ex. des communications ciblées par catégories sociodémographiques mais aussi des mesures fiscales, des aides publiques, des règlementations, etc.) pour accompagner les transitions en cours. Luxembourg Stratégie a aussi publié fin 2023 une note « Doughnut Luxembourg » pour analyser la résilience économique au Luxembourg entre 2000-2020.

Concernant toutes ces initiatives de prospective clôturées (ECO2050, SOC2050, RISK2050), elles feront l'objet d'analyses complémentaires pour examiner si, et comment, leurs résultats pourraient être mis en œuvre à court et moyen terme. Concernant le « Doughnut Luxembourg » – un tableau de suivi des conséquences de l'activité économique, le portrait du Luxembourg sera mis à jour régulièrement afin de mieux comprendre et faire avancer la résilience. Enfin, l'ébauche concernant l'importance des investissements publics dans les infrastructures correspond, à ce stade, à une compilation d'idées qui pourront, le cas échéant, être structurées et précisées davantage en lien avec les orientations générales du Ministère de l'Économie.

L'accord de coalition 2023-2028 stipule que le Gouvernement révisera la vision stratégique à long terme. Le règlement interne du Gouvernement identifie la « Prospective à moyen et long terme » comme une des missions du Ministère de l'Économie. Cette mission de prospective du Ministère de l'Économie sera donc poursuivie, et se basera sur l'ensemble des importants travaux menés et enseignements tirés au cours de la dernière décennie. Ces travaux de prospective seront également davantage alignés avec les efforts menés au Ministère de l'Économie en vue d'accroître la compétitivité ainsi que la productivité de l'économie nationale et des entreprises luxembourgeoises, la croissance de la productivité devant être considérée comme le vecteur principal du développement économique futur du pays. À cet effet, une nouvelle direction générale dénommée « Affaires économiques, compétitivité et prospective », qui regroupe notamment l'Observatoire de la compétitivité et la cellule Luxembourg Stratégie, a été créée au sein du Ministère de l'Économie.

ad 3) Les importants travaux de prospective généraliste à long terme, menés depuis 2015 au Luxembourg dans le cadre de la TIR, peuvent maintenant être considérés comme clôturés. Il est temps de synthétiser tous ces travaux et enseignements tirés, et de se concentrer davantage sur des délivrables à court et moyen terme pragmatiques, faisables et calés sur les obligations internationales du Luxembourg, comme la réduction des émissions de gaz à effet de serre (PNEC).

Ce deuxième temps du fonctionnement de la direction générale Affaires économiques, compétitivité et prospective permettra d'épauler, à travers une analyse prospective rigoureuse, toute une série de mesures prévues dans l'accord de coalition. Citons à titre d'exemple la stimulation de la diversification économique et des secteurs prioritaires, la mise à jour de la stratégie de l'innovation basée sur les données et de la stratégie Intelligence artificielle, la mise en œuvre de la feuille de route pour le développement de l'écosystème start-up, la décarbonation des entreprises, l'élaboration d'une stratégie « Industrie du futur », la mise en œuvre du PNEC, le potentiel de l'hydrogène, etc. La direction générale Affaires économiques, compétitivité et prospective passe ainsi d'une mission de planification générale, qu'elle a exercée jusque fin 2023, à une orientation davantage sectorielle (à moyen terme), et ses finalités passeront de la correction des biais et angles morts (vulnérabilités) davantage à la stimulation des avantages compétitifs (opportunités). Ces travaux de prospective seront aussi davantage alignés avec les efforts menés en vue d'accroître la productivité de notre économie et de nos entreprises. En effet, il existe des synergies importantes entre la prospective et la productivité. Les travaux menés par l'Observatoire de la compétitivité, le Conseil national de la productivité et la prospective sont donc complémentaires et seront dans le futur coordonnés davantage en vue d'alimenter les diverses stratégies et politiques publiques mises en œuvre par le Ministère de l'Économie, et de mettre en œuvre et suivre les plans d'actions et les feuilles de route. En procédant de cette manière, le Ministère de l'Économie facilitera le développement économique dans le court terme, tout en stimulant la productivité dans le moyen terme.

Même si le focus de la direction générale Affaires économiques, compétitivité et prospective sera maintenant mis davantage sur le moyen terme, le

Ministère de l'Économie continuera à suivre de près les mégatendances – ces forces globales dont les effets se font ressentir sur de nombreuses années et qui entrainent des répercussions sur la société entière, l'économie, les entreprises et les individus. Dans un environnement mondial en évolution de plus en plus rapide, l'analyse des mégatendances qui définissent le futur et son évolution, s'avère importante pour les autorités publiques et les entreprises qui cherchent à stimuler une croissance durable et à rester pertinentes alors que de nouvelles idées perturbent des industries entières.

ad 4) Comme mentionné antérieurement, dans le cadre de la révision de son mode de fonctionnement, la direction générale Affaires économiques, compétitivité et prospective passe d'une mission axée sur la promotion de la littératie du futur au sein du grand public à une mission de prospective stratégique ministérielle avec des échanges plus ciblés axés vers les acteurs économiques. Il s'avère donc important de rechercher et d'approfondir un engagement avec les acteurs économiques sur le terrain, ainsi qu'une collaboration avec une multitude d'entités nationales, de la Grande Région, européennes et internationales en charge de planification stratégique, de veille thématique, de scénarisation de futurs possibles, de quantification physique ou encore de modélisation économétrique.

À la fois pour l'élaboration de l'étude stratégique « Troisième révolution industrielle » (TIR) du Ministère de l'Économie, de la Chambre de Commerce et d'IMS Luxembourg, portée en collaboration avec le futuriste-économiste américain Jeremy Rifkin (2016), et pour la vision stratégique ECO2050 (2023) de Luxembourg Stratégie du Ministère de l'Économie, une multitude de parties prenantes nationales et internationales ont été impliquées.

Luxembourg Stratégie a ensuite réalisé encore deux études pluridisciplinaires et pluriannuelles : une étude sur les vulnérabilités et les risques physiques de l'économie nationale (RISK2050) avec l'Université du Luxembourg, et une autre étude sur les manières d'accompagner les changements de modes de consommation vers des comportements plus vertueux (SOC2050) avec le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research. Des études scientifiques de ce type, réalisées avec des entités externes, seront poursuivies dans le futur en vue de profiter d'une expertise scientifique et indépendante.

Le Statec réalise un certain nombre d'analyses à moyen et long terme pour le Luxembourg. Par exemple, il effectue régulièrement des projections macroéconomiques et démographiques à long terme. En outre, il réalise des projections pour la mise à jour PNEC au Luxembourg : ces modèles ont permis de simuler les grandes tendances économiques et de quantifier les mesures, passées et futures, qui impactent la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre. Dans le cadre de ses travaux, la direction générale Affaires économiques, compétitivité et prospective se basera sur les modélisations et informations du Statec, qui dispose d'une longue tradition de coopération avec l'Université du Luxembourg ainsi qu'avec des centres de recherche dans de multiples domaines, et les résultats de la prospective, en particulier les travaux sur le « Doughnut Luxembourg », seront partagés et discutés avec le Statec.

Pour conclure, il sera donc important pour la direction générale Affaires économiques, compétitivité et prospective de lancer des études transversales sur des thématiques d'ordre stratégique en lien avec le développement économique du pays, qui s'appuieront à la fois sur des travaux macroéconomiques, sectoriels et au niveau des entreprises. Dans ce cadre, la direction générale Affaires économiques, compétitivité et prospective se basera sur l'expertise de l'Université du Luxembourg, et d'autres organismes de recherche, sur les modélisations intégrées et les informations provenant du Statec. Les résultats de ces travaux seront analysés et discutés avec les divers acteurs économiques concernés et alimenteront par la suite les stratégies, plans d'actions et feuilles de route élaborés au sein du Ministère de l'Économie. Cette manière de procéder renforcera la mise en place de politiques économiques fondées sur des données probantes.

**Transmission de courriers importants de l'ADEM et du FNS** | Question **0350** (19/02/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

2022 hate mir eis bei der viregter Regierung iwwert d'Fäll informéiert, wou d'Leit Bréiwer vun der ADEM net kritt hunn an doropshi sanktionéiert gi sinn, well se zum Beispill ee Rendez-vous verpasst hunn (Froen N° 5415 a 5551). Eng Rei vu Leit leeën dee Moment Recours bei der ADEM an. D'ADEM huet 36 % (am Joer 2020) respektiv 27 % (am Joer 2021) vun de Recourse redresséiert, an d'CSR huet 11 % (am Joer 2020) respektiv 6 % (am Joer 2021) vun de Recours en annuléiert. D'Leit hunn also Recht kritt a kruten hire Chômage respektiv REVIS erëm ausbezuelt. Dës Prozeduren hunn 2022 awer bis zu 6,5 Méint gedauert. Wat bedeit, dass d'Leit, déi näischt falsch gemaach haten, awer hu misse méintelaang ouni Geld auskommen. De viregten Aarbechtsminister huet erkläert, dass weider Leit, ënnert anerem am CSR, géifen agestallt ginn, fir d'Delaien ze verkierzen.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Aarbecht a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wäert eng nei Regierung op de Wee goen, fir wichteg Bréiwer vun der ADEM oder dem FNS, wéi zum Beispill d'Festleeë vu Rendez-vousen, iwwert Moyene fortzeschécken, wou ee ka sécherstellen, dass et ukomm ass? Zum Beispill duerch Avis de réception oder iwwert d'MyGuichets-App?

2. Wéi hunn d'Delaie bei de Recourse bis haut evoluéiert? Sinn d'Delaien an den Ae vun de Ministeren ze laang? Wa jo, wat fir weider Schrëtt wäerte geholl ginn, fir se ze kierzen?

**Réponse** (14/03/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Den FNS schéckt an der Reegel all seng Bréiwer per Recommandé. Dëst sinn ënner anerem all Typpe vun Entscheedungen, déi geholl ginn an och d'Informatiounsbréiwer.

Déi Bréiwer mat enger Invitatioun op e Rendez-vous um FNS oder op der ADEM ginn och all per Recommandé verschéckt.

D'ADEM huet de Projet eADEM lancéiert, fir, an Zesummenaarbecht mam CTIE, hir digital Struktur ze veränneren. An deem Kader gëtt och op MyGuichet en Espace „sectoriel" kreéiert fir d'Leit, déi op der ADEM ageschriwwe sinn (MyADEM), a wou dann och den Echange vun den Dokumenter mat de Cliente vun der ADEM ka stattfannen. An enger éischter Phas (Ufank 2025) wäert dat de Fall fir d'Chômeurs indemnisés sinn a spéider da fir all d'Demandeurs d'emploi.

ad 2. D'ADEM huet d'Period vum 1. November 2021 bis den 31. Januar 2022 mat den entspriechende Periode vun 2022/2023 an 2023/2024 verglach, fir esou aktuell wéi méiglech ze sinn.

An deene genannte Perioden ass den Delai vun der Introduktioun vum Recours bis hin zur Notifikatioun vun der Decisioun vun 152 Deeg iwwert 130 Deeg op aktuell 73 Deeg erofgaang.

Déi Moossnamen, déi d'ADEM 2022 annoncéiert hat, droen also hir Friichten; d'Zil ass, den Delai op 1,5 bis 2 Méint ze stabiliséieren.

**Épuisement professionnel auprès de la fonction publique** | Question **0351** (19/02/2024) de **Mme Joëlle Welfring** | **M. François Bausch** (déi gréng)

Selon le rapport intermédiaire « Quality of work – Index » de 2023 de l'Université du Luxembourg, l'épuisement professionnel, également connu sous le nom de burnout, est devenu un problème de plus en plus préoccupant ces dernières années.

D'après le rapport d'activité 2022 du Ministère de la Fonction publique, le service psychosocial observe une croissance continue des agents qui sont accueillis dans le cadre d'une consultation psychologique individuelle au cours des dernières années, dont presque 60 % des cas sont liés à des conflits liés directement à leur travail (p. ex. conflit d'équipe, conflit hiérarchie, conseils managériaux, harcèlement présumé).

Au vu de ces constats, on voudrait demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Est-ce que Madame la Ministre peut communiquer l'évolution des chiffres sur l'absentéisme pour cause de maladie au sein de la fonction publique ? Dans l'affirmative, combien de cas sont liés à un burnout ? Toujours dans l'affirmative, dans combien de cas, le burnout est e. a. attribuable à une surcharge de travail ?

2) Dans la négative, est-ce que les ministres envisagent l'implémentation d'un système informatique centralisé de gestion du temps englobant l'ensemble des administrations étatiques afin de recevoir une vue précise sur le taux d'absentéisme pour cause de maladie au sein de la fonction publique ?

3) Combien de conflits, traités par le service psychosocial de la fonction publique, peuvent être mis en relation avec un burnout ?

**Réponse** (26/03/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

À l'heure actuelle, il n'existe pas de chiffres consolidés du taux d'absentéisme et de son évolution pour cause de maladie au sein de la fonction publique. Par ailleurs, l'épuisement professionnel n'est pas défini officiellement comme maladie et ne dispose pas de code diagnostic. En cas de burnout, un médecin est obligé d'avoir recours à un code diagnostic existant, figurant sur la liste fournie à l'annexe K du cahier des charges entre la Caisse nationale de santé et l'Association des médecins et médecins-dentistes. De plus, nous nous permettons de rappeler que le code diagnostic n'est pas renseigné sur le volet employeur du certificat d'incapacité de travail. De ce fait, un employeur ne pourra jamais livrer de statistiques sur les raisons de l'absentéisme de ses employé(e)s.

Un projet stratégique de grande envergure pour la gestion des ressources humaines dans la fonction publique est en cours de réalisation au sein du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO), afin d'implémenter un seul système informatique centralisé de gestion des temps (« MyRH-Time ») dans l'ensemble des ministères

et administrations étatiques. S'agissant d'un projet complexe nécessitant des ressources importantes, le projet prendra encore quelques années jusqu'à ce que l'ensemble des administrations puissent utiliser le nouveau système de gestion des temps centralisé. Un bénéfice majeur à la clé sera notamment une vue précise sur le taux d'absentéisme global au sein de la fonction publique.

Le service psychosocial de la fonction publique (SPS) ne fait pas de diagnostic de burnout et ne peut pas non plus livrer de statistiques sur le nombre d'agents faisant appel au SPS lorsqu'un burnout aura été constaté au préalable par un médecin. Cependant, depuis le début de cette année, le nombre de personnes qui constatent eux-mêmes un épuisement professionnel sont intégrées dans les statistiques du SPS.

**Renforcement des droits et de la prise en charge des enfants non accompagnés** | Question **0353** (19/02/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Le cadre légal luxembourgeois confère des droits et offre des garanties aux enfants qui déposent une demande de protection internationale et qui sont qualifiés de « mineurs non accompagnés » (MNA). Le statut de MNA leur est conféré si leur minorité est reconnue par les autorités publiques et s'ils ne sont pas pris en charge par un adulte au Luxembourg.

Fin 2023, Unicef Luxembourg et l'OKaJu ont présenté leurs rapports sur les MNA au Luxembourg et ont revendiqué que les droits et la prise en charge des enfants non accompagnés soient renforcés.

Les organisations ont constaté que : « [T]ant la législation que la pratique souffrent de lacunes et de défaillances. D'une part, seuls les enfants ayant déposé une demande de protection internationale bénéficient des garanties liées au statut de MNA. D'autre part, l'ensemble des MNA est appréhendé avant tout dans une logique de gestion des flux migratoires et non d'aide à l'enfance réellement soucieuse de leurs droits. »

Dans leurs rapports, les organisations précitées identifient plusieurs mesures comme étant prioritaires afin de remédier aux lacunes existantes :

– L'établissement d'un premier point de contact autre que la Direction de l'immigration : selon les organisations, l'Office national de l'enfance (ONE) devrait être responsable pour l'accueil, la détermination de l'âge, l'évaluation de la vulnérabilité et de l'intérêt supérieur et la coordination des aides pour l'enfant.
– Une prise en charge inclusive afin de garantir un accès aux aides pour tout enfant mineur non accompagné (indépendamment de l'introduction ou non d'une demande de protection internationale).
– La nomination immédiate des tuteurs et administrateurs ad hoc pour les enfants non accompagnés ainsi que la clarification et structuration de leurs rôles.
– Le suivi du jeune adulte dans sa transition vers la majorité et sa vie d'adulte et la possibilité de régularisation de sa situation administrative.

Dans sa note au formateur, l'UNHCR formule aussi plusieurs recommandations ayant trait aux enfants en exile, y compris la revendication pour l'accueil inconditionnel déconnecté de la demande de protection internationale ainsi que l'accès sans délai au tuteur et à l'administrateur ad hoc.

Dans son analyse du programme gouvernemental, le Collectif réfugiés Luxembourg (LFR) quant à lui rappelle que la demande de protection internationale demeure l'unique voie permettant une prise en charge des besoins d'un enfant non accompagné et soulève la question de l'alternative à cette demande qui puisse permettre la prise en charge de l'enfant dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Il revendique en outre que la législation soit réformée afin d'adapter le cadre légal à la pratique d'une prise en charge des mineurs par l'ONE et non l'Office national de l'accueil.

Dans son programme gouvernemental 2023-2028, le Gouvernement reste muet sur la question du renforcement des droits et de la prise en charge des enfants non accompagnés.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures, à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Messieurs les Ministres entendent-ils renforcer les droits et la prise en charge des enfants non accompagnés au Luxembourg tel que revendiqué par l'UNICEF, l'UNHCR, l'OKaJu et le LFR par le biais d'une réforme de la législation, voire d'autres mesures ?

2) Dans l'affirmative, quelles sont les adaptations législatives et mesures préconisées par Messieurs les Ministres à cet égard, et quel est le calendrier envisagé ?

**Réponse** (19/03/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Même si le programme gouvernemental n'aborde pas ce sujet de manière explicite, la protection des mineurs reste une préoccupation primordiale pour le Gouvernement. Dans cet état d'esprit, le Gouvernement va procéder à l'examen des différentes revendications de l'UNICEF, de l'UNHCR, de l'OKaJu et du LFR et des pourparlers seront menés entre les ministères concernés afin d'identifier des adaptations éventuelles de la prise en charge des mineurs non accompagnés.

Toutefois, comme l'analyse est encore en cours, toute annonce quant aux résultats de cet examen est prématurée.

Actuellement la prise en charge (encadrement et hébergement) de tous les mineurs non accompagnés est assurée par l'Office national de l'enfance dans le cadre de mesures d'aide accueil socio-éducatif de jour et de nuit. Des mesures d'aide ambulatoire peuvent se rajouter à la prise en charge en cas de besoin.

ad 2) Au vu de l'analyse encore en cours, un calendrier ne peut pas être avancé à ce stade.

**Désinfection des eaux minérales** | Question **0354** (19/02/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

De Grupp Nestlé Waters huet déi franséisch Autoritéiten doriwwer informéiert, dass si fir verschidde vun hire Waassermarken illegal Desinfektiounsmethode benotzt hunn.

Op rtbf.be ass ze liesen:

„Le numéro un mondial de l'eau minérale, Nestlé Waters, a informé en 2021 les autorités françaises qu'il avait recouru à des traitements interdits d'ultraviolets et de filtres au charbon actif sur certaines de ses eaux minérales pour maintenir ‚leur sécurité alimentaire', a-t-il indiqué lundi à l'AFP, confirmant une information des ‚Échos'. [...] La réglementation interdit toute désinfection des eaux minérales qui doivent être naturellement de haute qualité microbiologique, contrairement à l'eau du robinet qui est, elle, désinfectée avant de devenir potable. Une réglementation dont l'interprétation exclut les traitements ultraviolets et les filtres au charbon actif auxquels a eu recours Nestlé Waters au moins jusqu'en 2021, sans qu'on sache la date exacte d'arrêt."

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau dës Froe stellen:

1. Ass gewosst, ob och hei am Land d'Fläschewaasser mat illegale Methoden desinfizéiert gouf?

2. Wéi gëtt d'Fläschendrénkwaasser an deem Sënn hei kontrolléiert?

**Réponse** (18/03/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Déi zoustänneg Autoritéiten hu keng Kenntnis vun illegale Methode fir d'Desinfektioun vum natierleche Mineralwaasser oder Quellewaasser bei den nationale Produzenten.

Nëmmen déi am Artikel 5 vum modifizéierte Règlement grand-ducal du 24 mai 1998 concernant l'exploitation et la mise dans le commerce des eaux minérales naturelles autoriséiert Methoden duerfen op natierlechem Mineral- a Quellewaasser zu Lëtzebuerg applizéiert ginn. Keng Method, déi per Gesetz net erlaabt ass, gouf vun den zoustännegen Autoritéiten autoriséiert.

Bei den Inspektiounen duerch déi zoustänneg Instanze bei de Lëtzebuerger Waasserproduzente goufe keng Hiweiser op Bedruch, wat d'Desinfektiounsbehandlungen ugeet, fonnt.

ad 2. D'Qualitéit vum Fläschendrénkwaasser gëtt permanent vun de produzéierende Betriber bei de Quellen a beim Endprodukt iwwerwaacht. Déi kompetent Autoritéite kontrolléieren duerch Inspektiounen, ob d'Betriber dës Iwwerwaachung richteg maachen. Donieft gëtt och d'Hygiène, d'Verpackungsmaterial an den Étiquetage kontrolléiert. D'Frequenz vun de Kontrolle gëtt op Basis vun enger Risikoanalys determinéiert.

Zousätzlech gëtt am Kader vun den offizielle Kontrollen d'Fläschendrénkwaasser bakteriologesch a physikocheemesch analyséiert. Dobäi gi follgend Substanze bei den Analyse cibléiert: Analgetika, Antibiotiquen, kardiovaskulär Medikamenter, organesch Kontaminanten, Cyclinen, Séissstoffer, Hormoner, Pestizidresiduen an hir Metabolitten, PCB a PFAS.

An deem Sënn konnten déi zoustänneg Autoritéite keng Irregularitéite feststellen.

**Coopération policière et douanière entre le Benelux et la France (Hazeldonk)** | Question **0356** (19/02/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Depuis 2006, une coopération policière et douanière existe entre les pays du Benelux et la France. Elle opère sous le nom de « Hazeldonk » inspirée du nom d'un village néerlandais sur la frontière belge qui se situe sur une route très fréquentée par des trafiquants de drogues européens.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Dans le cadre des opérations Hazeldonk, combien de contrôles policiers et douaniers ont été effectués au Grand-Duché depuis 2006 ? Combien de saisies ont été effectuées dans ce contexte ?

2) Est-il prévu d'étendre le réseau de coopération à d'autres pays ?

**Réponse** (19/03/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Dans le cadre de la coopération Hazeldonk, le Luxembourg a participé à 69 opérations transfrontalières communes en matière de lutte contre les réseaux organisés de distribution de drogue appelées communément « actions Étoile » depuis 2006.

Pendant les premières années de la mise en œuvre de ces coopérations, la priorité a été donnée aux aspects opérationnels et à l'élaboration de mécanismes de coopération policière. Aucun relevé statistique n'a été mené pour les années 2006 à 2009.

De 2010 à 2023 inclus, la Police grand-ducale ainsi que l'Administration des douanes et accises ont saisi lors de ces opérations :

– 4.900 grammes de marihuana
– 605 grammes de haschisch
– 34 joints
– 8 space cakes
– 580 grammes d'héroïne
– 415 grammes de cocaïne
– 13 grammes d'ecstasy
– 15 grammes de champignons.

ad 2) À l'heure actuelle, il n'est pas prévu que le cadre de coopération Hazeldonk soit étendu à d'autres pays.

**Contournement de Heinerscheid** | Question **0357** (20/02/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Kader vun der Debatt iwwert d'Securisatioun vun der N7, déi den 1. Juli 2021 an der Chamber stattfonnt huet, huet den deemolege Minister fir ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch, sech och iwwert dee geplangte Contournement zu Hengescht geäussert. Deemno wier et esou, datt e Gesetzesprojet iwwert dëse Contournement an der Ausaarbechtung wär. Dem Minister no sollt nach an der leschter Legislaturperiod (2018–2023) en APD (avant-projet détaillé) zum Contournement vun Hengescht ausgeschafft ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Läit der Regierung, ewéi vum deemolege Minister ugekënnegt, schonn en APD iwwert de Contournement vun Hengescht vir? Wann nee, wéini ass mat dësem APD ze rechnen?

2. Gëtt aktuell un engem Gesetzesprojet iwwert de Contournement vun Hengescht geschafft? Wou ass dëse Gesetzesprojet aktuell drun a wéi laang wäert et viraussiichtlech nach daueren, bis dësen der Chamber zum Vott ka virgeluecht ginn?

3. Huet d'Regierung schonn éischt Informatiounen doriwwer, wéini d'Aarbechten um Contournement vun Hengescht wäerte kënnen ufänken a wéi laang dës Aarbechte wäerten daueren?

**Réponse** (25/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. De Projet vun der Securisatioun vun der Nationalstrooss N7, wéi e vun der Chamber den 1. Juli 2021 gestëmmt ginn ass, ass an dräi Sektiounen opgedeelt. Dat éischt Deelstéck verleeft vum Fridhaff bis op d'Houschter Déckt, dat zweet Deelstéck geet da vun House weider bis op Maarnech an dat drëtt vu Fëschbech bis op Wäiswampech.

D'Aarbechten un där éischter Sektioun fänke viraussiichtlech am Joer 2025 un. Duerno gëtt déi zweet Sektioun am Kader vun den Aarbechten un der Ëmgeeungsstrooss vun House realiséiert. Eréischt wann dës Aarbechten ofgeschloss sinn, gëtt d'Ëmgeeungsstrooss vun Hengescht mam drëtten Deelstéck bis op Wäiswampech realiséiert.

De Virentworf vum Projet (avant-projet sommaire APS) vun der Hengeschter Ëmgeeungsstrooss gouf den 3. Juli 2023 vu mengem Virgänger approuvéiert. Den detailléierte Virprojet (avant-projet détaillé APD) gëtt op Basis vum approuvéierte Virentworf awer eréischt zu engem spéideren Zäitpunkt fäerdeggestallt. De Projet vun der Hengeschter Ëmgeeungsstrooss befënnt sech, wéi ugangs beschriwwen, op der drëtter a leschter Sektioun vun der Securisatioun vun der N7 a besëtzt dowéinst zu dësem Zäitpunkt nach net déi néideg Prioritéit.

Deementspriechend läit nach keen detailléierte Virprojet vir, deen d'Basis fir d'Ausschaffe vum Finanzéierungsgesetz duerstellt.

ad 2. Esoulaang keen detailléierte Virprojet virläit, ka kee Finanzéierungsgesetz ausgeschafft ginn.

Eréischt wann all dës Etüde bis ofgeschloss sinn, kann deemno eng Zäitschinn fir de Projet vum Contournement vun Hengescht matgedeelt ginn.

ad 3. Wéi schonns an der viregter Fro duergeluecht, kann nach keng Zäitschinn fir d'Aarbechten un der Hengeschter Ëmgeeungsstrooss matgedeelt ginn. Et sief awer elo schonns drop higewisen, datt no der aktueller Planung d'Aarbechten net virun 2030 wäerten ufänke kënnen.

**Épandage et stockage d'effluents d'élevage** | Question **0360** (20/02/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

En vertu du règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture, il est interdit de pratiquer l'épandage de lisier, de purin, de digestat, de boues d'épuration liquides, de fumier mou, de fumier de volailles et de fientes de volailles pendant la période du 15 octobre au 1er mars sur les sols non couverts, pendant la période du 15 octobre au 15 février sur les sols couverts autres que les prairies et pâturages, et pendant la période du 15 novembre au 15 février sur les prairies et les pâturages.

En cas de situation climatique exceptionnelle, les ministres de l'Environnement et de l'Agriculture peuvent accorder une dérogation aux exploitations dont les possibilités de stockage sont épuisées et pour lesquelles des alternatives possibles ont déjà été examinées et jugées irréalisables par les demandeur.euse.s. Si la demande est jugée justifiée suite à un examen approfondi, une dérogation à l'interdiction d'épandage peut être accordée.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0111, Madame la Ministre a confirmé qu'une trentaine d'exploitations agricoles ont introduit une demande officielle de dérogation à l'administration dédiée parce qu'elles n'auraient pas assez de capacité de stockage pour le surplus de fumier produit.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Comment se déroule l'examen approfondi des demandes de dérogation ? Dans ce contexte, est-ce que des contrôles sont effectués sur place afin de déterminer les capacités de stockage voire les alternatives disponibles ?

2) Au vu du nombre des demandes de dérogation, la capacité de stockage d'effluents d'élevage dont doivent disposer les exploitations agricoles (cuves permettant le stockage des effluents d'élevage pendant 6 mois) ne devrait-elle pas être augmentée ?

3) Quelles sont les aides étatiques dont peuvent bénéficier les exploitant.e.s pour l'augmentation de leur capacité de stockage et combien d'exploitations ont profité des aides dans les cinq dernières années (ventilé par année) ? Madame la Ministre estime-t-elle que l'incitation financière devrait être revue à la hausse afin de favoriser un accroissement de la capacité de stockage ?

Dans son examen de la politique environnementale 2022, la Commission européenne a constaté que « des efforts supplémentaires sont nécessaires pour réduire la pollution par les nitrates lorsque la pression agricole est importante » et que « 77 % des flux de nutriments proviennent de l'agriculture ».

4) Dans ce contexte, la qualité de l'eau en proximité des surfaces bénéficiant d'une dérogation fait-elle l'objet d'un suivi systématique afin de déterminer les impacts éventuels des dérogations ? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions principales qui peuvent être tirées du suivi ?

5) Outre le soutien financier, quelles nouvelles mesures Madame et Monsieur les Ministres entendent-ils prendre pour résoudre la problématique du stockage d'effluents d'élevage et pour assurer la conformité avec le règlement concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture ?

En 2021, le Parc naturel de la Haute-Sûre, le SEBES, le LAKU et les agriculteur.rice.s régionaux du lac de la Haute-Sûre ont fondé l'association agricole « Käre vum Séi ». L'objectif du projet soutenu par le Ministère de l'Environnement par le biais du Fonds pour la gestion de l'eau est de donner aux agriculteur.rice.s la possibilité de produire et de commercialiser des céréales régionales d'une manière qui favorise la protection de l'eau tout en recevant un prix équitable pour leur produit.

6) Madame la Ministre entend-elle mettre en œuvre des initiatives similaires qui se basent sur une approche volontaire et qui favorisent la production et la vente de produits agricoles dans le respect des limites environnementales ? Dans l'affirmative, quelles sont les pistes envisagées par Madame la Ministre ?

**Réponse** (20/03/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Les demandes de dérogation sont introduites auprès du service agri-environnement, recherche et innovation de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA), qui vérifie si les capacités de stockage de l'exploitation respective sont suffisantes. Ce contrôle se fait notamment sur base du cheptel ainsi que des données de stockage disponibles. L'ASTA vérifie encore si les surfaces pour lesquelles une dérogation a été demandée ont été déclarées dans le cadre de la déclaration de surfaces agricoles de 2023 comme prairie permanente ou prairie temporaire.

Après ces premiers examens de la demande de dérogation de la part de l'ASTA, l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) reçoit le dossier et statue sur la recevabilité de la demande. Si la demande est recevable, l'AGE évalue quelles parcelles se prêtent à épandage.

Finalement, le service autorisations de l'AGE rédige l'arrêté, lequel est par après transmis au Ministère de

l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et au Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture.

ad 2) Sans préjudice d'autres dispositions légales et réglementaires et conformément à l'article 8 du règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture (ci-après le « règlement grand-ducal du 24 novembre 2000 »), tous les exploitants agricoles doivent, depuis le 30 juin 2015, disposer de cuves permettant le stockage des effluents d'élevage pendant 6 mois. Il s'agit bien d'une capacité de stockage minimale. Dans tous les cas, l'épandage d'effluents d'élevage doit se faire d'une manière inoffensive pour l'environnement (art. 7 du règlement grand-ducal du 24 novembre 2000). Les fertilisants doivent être répartis de façon régulière et équilibrée de manière à assurer un épandage uniforme et efficace visant à maintenir à un niveau acceptable la fuite d'éléments nutritifs dans les eaux (art. 6, point 8) du règlement grand-ducal du 24 novembre 2000). Chaque exploitation doit veiller à respecter ces principes et en cas de besoin, adapter ses capacités de stockage.

Le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture encourage depuis 2016 les exploitations agricoles à accroître leurs capacités de stockage au-delà du minimum de six mois requis, en augmentant les prix unitaires prévus pour les installations de stockage dépassant 6 mois.

Dans le cadre du rapport Nitrates sur la période 2020-2023, une évaluation concernant les capacités de stockage sera réalisée. Cette évaluation nous permettra d'analyser si la législation en vigueur doit être adaptée.

ad 3) À noter que le chapitre 1er de la loi du 2 août 2023 concernant le soutien au développement durable des zones rurales prévoit des aides aux investissements dans les exploitations agricoles, y compris pour des constructions visant l'augmentation de leur capacité de stockage.

Il est difficile de déterminer le nombre exact d'agriculteurs qui ont bénéficié de cette aide, car de nombreuses exploitations ont augmenté leur capacité de stockage dans le cadre d'un projet global d'extension ou de transformation des bâtiments d'élevage. À cet égard, il n'y a pas de chiffres spécifiques.

L'aide est de 40 % du coût éligible pour les biens immeubles. Le taux est majoré de 15 points de pourcentage pour les investissements en biens immeubles réalisés par un jeune agriculteur dans un délai de cinq ans à compter de la décision portant allocation de la prime d'installation et avant qu'il n'ait atteint l'âge de quarante ans.

Dans deux ans, il sera prévu d'organiser un « mid-term review », en étroite collaboration avec le secteur agricole, afin d'évaluer et en conséquence d'ajuster la loi agraire.

ad 4) Aucune dérogation n'a été accordée pour des surfaces se trouvant à proximité des cours d'eau (moins de 500 mètres). Le choix des parcelles agricoles et la quantité d'azote à épandre par hectare a été fait de telle sorte qu'il n'y ait pas d'impact sur la qualité des eaux.

La qualité des eaux souterraines et des eaux de surface est néanmoins suivie de manière rapprochée par les réseaux de surveillance mis en place par l'AGE ceci dans le cadre de la directive Nitrates et de la directive-cadre sur l'eau. Un suivi des surfaces bénéficiant d'une dérogation est dès lors assuré. À ce stade et suite aux conditions naturelles (par exemple temps de transit en direction des eaux souterraines), aucune conclusion définitive ne peut être tirée.

ad 5) Propager les techniques de séparation de la phase solide et de la phase liquide constitue un élément supplémentaire susceptible de contribuer à résoudre la problématique du stockage d'effluents d'élevage, même s'il faut préciser que ce procédé n'est pas approprié pour toutes les exploitations agricoles. D'autres mesures feront l'objet de la refonte de la législation en cette matière prévue en fin d'année 2024.

ad 6) Une diversification des pratiques agricoles par la cultivation de cultures favorables à l'environnement notamment dans les zones de protection délimitées autour de captages d'eau potable peut contribuer à réduire les concentrations en nitrates et en produits phytopharmaceutiques dans les eaux. Des demandes existent au niveau des exploitations agricoles et des fournisseurs d'eau potable pour mettre en place des cultures à faibles intrants (chanvre, lin, etc.) ainsi que des cultures permanentes comme le miscanthus et la silphie. Des études de faisabilité sont en cours de réalisation pour la mise en place de filières de vente notamment pour l'utilisation du chanvre dans le domaine de la construction. Des discussions interministérielles sont en cours en vue d'évaluer la mise en place de systèmes de financement durables au niveau des exploitations agricoles pour l'implantation des cultures en question.

Le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture soutient par ailleurs par le biais du fonds agraire des projets d'expérimentation agricole, ayant comme objectif le développement et l'implémentation de pratiques agricoles, favorisant la protection de l'eau de surface ou de l'eau souterraine dans les zones de captage. Au de-là des essais agricoles, le Ministère de l'Agriculture a mis en place divers types d'aides pour promouvoir les cultures peu exigeantes en azote ou produits phytopharmaceutiques. Le ministère finance notamment des projets pilotes, soutenant le développement de chaînes de valeur ajoutée, permettant aux agriculteurs de commercialiser leurs produits à prix équitable.

Les projets financés actuellement par le Ministère de l'Agriculture, favorisant la production et la vente de produits agricoles dans le respect des limites environnementales, sont :

Le projet pilote d'expérimentation agricole du parc naturel « Natur- & Geopark Mëllerdall », qui soutient la cultivation d'orge de brasserie par les agriculteurs des zones de protection d'eau, souhaitant commercialiser dans un futur proche une bière artisanale locale.

Le Ministère de l'Agriculture soutient également un projet d'expérimentation agricole, destiné aux agriculteurs de la coopérative « Käre vum Séi », mentionné ci-dessus par l'honorable Députée Joëlle Welfring.

---

**Vaccination contre la grippe** | Question **0361** (20/02/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Zanter enger Rei Jore recommandéiert d'Santé d'Grippeimpfung fir eng Partie Beruffsgruppen – net just aus reng gesondheetleche Grënn, mee och aus sozioekonomesche Grënn. Et handelt sech heibäi ëm Enseignanten, Buschaufferen, Dokteren a Leit, déi am Fleegesecteur schaffen. De Staat hofft, esou Krankheetsfäll ze vermeiden, déi zu personellen Engpäss a systeemkritesche Secteure féiere kéinten.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi eng Demarchen ënnerhélt d'Direction de la santé, fir dës Recommandatioun deene viséierte Beruffsgruppe bekannt ze maachen?

2. Wéi eng Ënnerstëtzung kréien d'Employeuren aus deene Secteuren, fir hire Salariéen e méiglechst einfachen Accès zur Impfung ze erméiglechen?

3. Wéi geet de Staat selwer als Employeur vir, fir dës Recommandatioun bei de betraffene Beruffsgruppen ze promouvéieren?

4. Ass dës offiziell recommandéiert Impfung fir déi concernéiert Persoune gratis? Wéi een Undeel vun de Käschte gëtt vun der Gesondheetskeess iwwerholl?

**Réponse** (18/03/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Wéi all Joer, huet d'Direktioun vun der Santé och am Hierscht 2023 erëm eng grouss Kommunikatiounscampagne lancéiert, fir déi ganz Bevëlkerung iwwer Otemweeinfektiounen ze informéieren an ze sensibiliséieren. Dëst geet bewosst iwwert d'Grippeimpfung eraus a betrëfft och aner Infektioune wéi Covid-19, d'Infektiounen duerch de Pneumocoque an elo och d'passiv Immunisatioun vun de Puppelcher géint den RSV. Nieft den Impfunge gëtt och vill Wäert op d'Informatioun iwwert d'Hygiènesmesuren (z. B. Hännwäschen, wann ee krank ass doheembleiwen, net krank bei vulnerabel Persoune goen ...) geluecht.

Dës Informatioune ginn iwwert d'sozial Medien, op Affichen, gradesou wéi um Radio, op der Televisioun an am Kino verbreet, an dat gläich an e puer Sproochen, fir der spezieller Situatioun vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung Rechnung ze droen.

Hei gëtt bewosst d'Informatioun vun der ganzer Populatioun viséiert, et goufe keng cibléiert Moossname geholl, fir dës Campagne u spezifesch Beruffsgruppen unzepassen.

ad 2. Verschidden aarbechtsmedezinnesch Servicer proposéieren all Joer Grippeimpfunge fir d'Betriber (z. B. d'aarbechtsmedezinnesch Servicer vun ASTF, STI, Arcelor an CFL). Iwwert dee Wee ginn all Joer ronn 8.500 Leit géint d'Gripp geimpft. Zousätzlech bidden eng Rei Entreprisen aus verschiddene Secteuren de Salariéën direkt d'Impfung un. Dëst ass de Fall, z. B. an de Klinicken oder am Fleegesecteur, wou et jo besonnesch wichteg ass, dass d'Leit esou mann wéi méiglech krankheetshalber ausfalen, an een och vermeide muss, dass d'Salariéën e Vecteur vun der Infektioun fir vulnerabel Leit ginn.

Eng speziell Ënnerstëtzung, déi doriwwer erausgeet, ass net virgesinn. Et muss een och hei drop hiweisen, dass de Code du travail net virgesäit, dass dëst eng Missioun vun den aarbechtsmedizinnesche Servicer ass.

ad 3. De Staat als Employeur geet net anescht vir wéi am private Secteur. D'Personal gëtt engersäits duerch d'Kommunikatiounscampagne säitens vun der Gesondheetsdirektioun respektiv duerch den aarbechtsmedezinnesche Service vun der Fonction publique iwwert d'Grippeimpfung informéiert.

ad 4. Am Kader vun enger Konventioun tëschent dem Staat an der CNS bedeelegt sech d'CNS mat 100 % un den Impfunge géint déi saisonal Gripp fir Leit ab 65 Joer, fir schwanger Fraen a fir Leit, déi als Risikopatienten agestuuft sinn. Dorënner fale Persounen, déi u follgende Krankheete leiden:

– chronesch Longekrankheeten
– chronesch Häerzerkrankungen
– chronesch Nierekrankheeten
– chronesch Stoffwiesselerkrankungen
– ugebueren oder duerch medezinnesch Traitementer ervirgeruffen Immunodepressiounen
– Autoimmunkrankheeten
– Hämoglobinopathien

– neurologesch oder neuromuskulär Krankheete mat engem héije Risiko vun Aspiratiounspneumonie
– Krankheeten, déi eng chronesch Behandlung mat „acide acétylsalicylique“ bei enger Persoun ënner 18 Joer erfuerderen.

Fir kënne vun enger gratis Impfung ze profitéieren, musse Patienten ënner 65 Joer eng Ordonnance kënne virweisen, déi attestéiert, dass si un enger vun den uewe genannte Krankheete leiden.

**Assouplissement des règles européennes dans le secteur agricole** | Question **0362** (20/02/2024) de **M. Luc Emering** | **M. André Bauler** (DP)

Am Kontext vun de Schwieregkeeten an den Onsécherheeten am Secteur vun der Landwirtschaft huet d'EU-Kommissioun decidéiert, eng Ëmweltoplag ze lockeren, réckwierkend op den 1. Januar 2024. Dobäi handelt et sech ëm d'4 % „Flächenstilllegung“. D'Iddi vun dëser Oplag ass et, fir en Deel vun den Agrarfläche broochleien ze loossen, fir d'Biodiversitéit ze preservéieren an dem Buedem ze erméiglechen, sech ze regeneréieren. D'Kommissioun gesäit elo d'Méiglechkeet vir, dass all wirtschaftlech Betriber an der EU vun dëser Verflichtung ausgeholl sinn an trotzdeem weider Subsiden duerch d'gemeinsam Agrarpolitick kréie kënnen.

Amplaz 4 % vun den Agrarfläche broochleien oder onproduktiv ze loossen, sollen d'EU-Landwirtschaftsbetriber stéckstoffbannend Planzen (Lënsen, Ierbessen oder Bounen) an/oder Tëschefriichten („culture dérobée“) op 7 % vun hirem Agrarland ubauen. Domadder erfëllen si d'Konditioun vun der Derogatioun. Tëschefriichte si Planzen, déi tëschent zwou Haaptkulturen ugebaut ginn.

Memberstaaten, déi d'Ausnamereegelung op nationalem Niveau applizéiere wëllen, mussen der Kommissioun dëst innerhalb vu 15 Deeg matdeelen, fir dass d'Baueren esou schnell wéi méiglech kënnen informéiert ginn.

An deem Kader wollte mer der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau follgend Froe stellen:

1. Wéini huet d'Ministesch wëlles, fir der EU-Kommissioun matzedeelen, ob si d'Ausnamereegelung op nationalem Niveau applizéiere wëll?

2. Wéi géif d'Ministesch duerno virgoen, fir de Secteur iwwert déi Ausnamereegelung ze informéieren a wéi géif dëst an der Praxis applizéiert ginn?

**Réponse** (23/02/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. D'Entscheedung gouf haut (den 21.2.2024) der Kommissioun iwwert d'Plattform ISAMM iwwermëttelt. Déi Responsabel vun der Kommissioun goufen awer schonns am Virfeld via Email doriwwer informéiert.

ad 2. Eng entspriechend amtlech Matdeelung stoung de leschte Freideg (16.2.2024) an der landwirtschaftlecher Press a figuréiert och um Landwirtschaftsportal. Dëse Communiqué gouf mëttlerweil och, zesumme mat aneren Ënnerlagen, un déi eenzel Betriber geschéckt (Zoustellung vum 21.2.2024). De Wuertlaut vum Communiqué ass:

Erzeuger, die der GLÖZ-8-Auflage unterliegen, müssen im Jahr 2024 mindestens 4 % ihrer Ackerflächen zu folgenden Zwecken nutzen:

„Option 1: nicht produktive Flächen und Landschaftselemente, einschließlich brachliegender Flächen; und/oder
Option 2: Leguminosen ohne Pflanzenschutzmittel; und/oder
Option 3: Zwischenfrüchte (in Sinne einer Nachfrucht) ohne Pflanzenschutzmittel.

Hierzu sei Folgendes zu beachten:

– Die Option 1 ist die Option, die bis jetzt umgesetzt wurde (jedoch ohne die Ausnahmeregelung „Stilllegung mit Lebensmittelerzeugung“).
– Die Optionen 2 und 3 sind neu.
– Der Landwirt kann unter den verschiedenen Optionen auswählen und sie kombinieren.
– Landschaftselemente werden jederzeit mir ihren Gewichtungswerten mit angerechnet.
– Zwischenfrüchte haben in dieser Ausnahmeregelung wie Leguminosen einen Gewichtungswert von 1 (und nicht 0,3). D. h. ein Landwirt mit 100 ha Ackerland, bei dem Leguminosen nicht passen und der keine Flächen stilllegen will, erfüllt seine GLÖZ-8-Auflage, wenn er mindestens 4 ha an Zwischenfrüchte einsät.
– Leguminosen, welche auf die GLÖZ-8-Auflage angerechnet werden, bleiben bei der gekoppelten Leguminosenprämie beihilfefähig.
– Überschüssige Flächen mit Leguminosen und Zwischenfrüchte, welche NICHT auf die GLÖZ-8- Auflage angerechnet werden, können im Rahmen der Öko-Regelungen beihilfebegünstigt werden, unter der Bedingung, dass die entsprechenden Auflagen erfüllt werden:

• Leguminosen ohne Pflanzenschutzmittel bei der ÖR 514 (Verzicht auf Pflanzenschutzmittel)
• Zwischenfrüchte ohne Pflanzenschutzmittel bei der ÖR 515 (Zwischenfrüchte und Untersaat im Mais). Hierbei sei erwähnt, dass Untersaaten im Mais NICHT auf die GLÖZ-8-Auflage angerechnet werden können.“

**Conditions d'accès à la vasectomie** | Question **0363** (20/02/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Selon des informations qui me sont parvenues d'une personne ayant décidé de recourir à une vasectomie, le processus menant à la réalisation concrète de la vasectomie durerait environ 18 mois.

En effet, de la première prise de rendez-vous avec un médecin généraliste jusqu'à la prise de rendez-vous avec un urologue compétent en matière de vasectomie, le concerné aurait attendu 6 mois.

Selon son médecin urologue, la demande de vasectomies dépasserait actuellement les capacités de prise en charge par les médecins compétent.e.s au Luxembourg.

Cependant, la réglementation de la vasectomie en vigueur prévoit un temps de réflexion de 4 mois avant confirmation définitive de l'intervention chirurgicale en question. Une fois confirmée la volonté de procéder à la vasectomie, le processus s'enchaîne avec une prise de rendez-vous pour procéder à l'intervention chirurgicale qui semble imposer à nouveau un temps d'attente plus ou moins long en fonction de l'ampleur de la demande.

Il faut préciser que la vasectomie se fait sous anesthésie locale, que l'intervention dure 20 minutes environ et que la convalescence est immédiate. En revanche, la ligature des trompes implique une hospitalisation de 1 à 3 jours, une anesthésie générale et une convalescence pouvant aller jusqu'à une semaine.

Force est de constater que pour une intervention chirurgicale bénigne telle que la vasectomie, la règlementation impose un temps de réflexion de 4 mois avant le passage à l'acte tandis que pour une ligature des trompes – intervention plus lourde – aucun temps de réflexion n'est nécessaire.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quel est actuellement le temps d'attente en moyenne pour pouvoir accéder à un rendez-vous pour la réalisation de vasectomies ?

2) Combien de demandes existent actuellement ?

3) Quel est actuellement le temps d'attente en moyenne pour pouvoir accéder à un rendez-vous pour la réalisation des ligatures de trompes ?

4) Combien de demandes existent actuellement ?

5) Madame la Ministre peut-elle me communiquer la durée en moyenne des procédures d'accès respectivement à une vasectomie et à une ligature des trompes, en tenant compte de la première prise de rendez-vous chez un.e médecin compétent.e à la réalisation concrète ?

6) Madame la Ministre est-elle en faveur d'une suppression du temps de réflexion actuellement prévu dans le cadre de la réalisation des vasectomies ?

Considérant l'avancée considérable en matière d'égalité entre les hommes et les femmes que constitue la promotion de la contraception masculine et l'accès gratuit à la vasectomie, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité :

7) Madame la Ministre estime-t-elle justifiée l'obligation d'un temps de réflexion de 4 mois avant de pouvoir donner un consentement final pour la réalisation concrète d'une vasectomie ?

8) Dans l'affirmative, comment expliquer alors l'absence d'une telle nécessité dans le cas de la ligature des trompes ?

9) Dans la négative à la question 7, Madame la Ministre se positionne-t-elle en faveur d'une suppression du délai de réflexion concernant la vasectomie ?

**Réponse** (21/03/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

L'égalité entre les genres est une priorité du Gouvernement luxembourgeois. Elle représente une compétence transversale où chaque département ministériel doit intégrer le concept de l'égalité entre les genres dans l'élaboration de ses politiques, ceci conformément au principe du respect de la prise en compte systématique de la dimension du genre. Parmi ces domaines, la santé publique et la médecine ont bien également une dimension genre et des inégalités y sont observées, que ce soit au niveau de l'état de santé, des soins de santé, de la prévention ou des déterminants de la santé.

L'Observatoire de l'égalité des genres du Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité a soulevé certaines de ces inégalités par la publication en 2023 d'indicateurs ségrégés par sexe du domaine de la santé. Des échanges entre la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité et la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale à ce sujet sont prévus afin d'augmenter la prise de conscience de ces inégalités, de sensibiliser le public cible à la dimension du genre et de développer des projets conjoints concrets dans ces domaines.

ad 1) Le temps d'attente moyen de prise d'un rendez-vous pour une première consultation auprès d'un urologue collaborant avec un centre hospitalier et en vue de la réalisation d'une vasectomie se situe entre 4 à 6 semaines.

ad 2) Le nombre de demandes est variable entre les différents centres hospitaliers. Pour certains, il n'y a pas de demandes en attente, d'autres ont une liste d'attente. Il faut distinguer entre le premier rendez-vous de consultation et la programmation des interventions chirurgicales y relatives.

ad 3) Selon les données recueillies auprès des divers établissements, la durée d'attente moyenne varie de moins d'un à deux mois.

ad 4) Deux à trois demandes par mois sont recensées en moyenne.

ad 5) La durée moyenne entre la première consultation et la réalisation de l'acte chirurgical (ligature de trompes et vasectomie) est de 5-6 mois en tenant compte d'un délai de réflexion obligatoire de 4 mois.

ad 6) Initialement et encore actuellement, un délai minimal de 16 semaines avait été retenu entre l'acte d'information et la réalisation des actes techniques de vasectomie ou de ligature des trompes. Cependant, et suite au retour d'information du terrain et des médecins en charge de ces actes, ce délai s'avère être une entrave à l'accès aux soins et n'apporte pas la garantie d'une meilleure information.

Il a été proposé de ne plus imposer de délai minimal de réflexion, la condition pour réaliser l'acte restant l'obtention d'un consentement libre et éclairé (cf. loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, article 8 (4)). La Commission de nomenclature a été saisie sur ce point par le ministère.

Dans ce sens, une recommandation circonstanciée abrogeant ce délai de 16 semaines initialement prévu a reçu un vote favorable de la Commission de nomenclature en novembre 2023 et le projet de règlement grand-ducal afférent est en cours de procédure.

**Protection des données dans la fonction publique** | Question **0364** (20/02/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

No der Affär „Casier bis", bei där bekannt ginn ass, dass et um Niveau vun der Justiz eng inoffiziell Datebank mat persounebezunnenen Date gouf, déi keng legal Basis hat, gouf bei der Police a bei der Justiz um Niveau vum Dateschutz nogebessert. D'Datebanke goufe geläscht oder vun engem entspriechende gesetzleche Kader encadréiert an d'Datenzougréffer ginn tracéiert. Well d'Personal op eng Datebank zougräift, muss agedroe ginn, firwat dës Consultatioun néideg ass. Géif e:ng Mataarbechter:in op Daten zougräifen, déi bspw. kee Rapport mat der Missioun vum Aarbechtsposten hunn, oder kee valable Grond fir d'Consultatioun agetippt ginn, géif dat beim Kontrolléiere vun de Logs opfalen.

Mee net nëmme bei der Police an der Justiz gëtt mat digitalen Datebanke geschafft. Och en Deel vum Personal aus der Fonction publique gebraucht am Alldag digital Datebanken, déi persounebezunnen Daten enthalen, wéi z. B. de Registre national des personnes physiques.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir ëffentlechen Déngscht a fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. De Règlement grand-ducal vum 28. November 2013 iwwert d'Modalités d'application de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques gesäit vir, dass eng Persoun, fir Zougréff op den RNPP ze kréien, muss en Accès accordéiert kréien a fir d'Consultatioun eng „authentification forte" muss gemaach ginn.
Gëtt et doriwwer eraus eng Obligatioun, fir e Grond fir d'Consultatioun unzeginn?
2. Falls nee, wisou net?
Falls jo, wéi oft a vu weem gëtt kontrolléiert, dass d'Grënn fir d'Consultatioune vun der Datebank legitimm sinn?

**Réponse** (13/03/2024) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation

Weeder d'Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwer d'„identification des personnes physiques", deen den RNPP agefouert huet, nach de Règlement grand-ducal vum 20. November 2013 iwwer d'Modalités d'application vum Gesetz vum 19. Juni 2013, gesinn eng Obligatioun vir, fir bei enger Consultatioun de Grond dofir am System unzeginn.

Den Artikel 38 vum Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwer d'„identification des personnes physiques" erméiglecht awer dem Bierger, doriwwer Kenntnis ze hunn, wéi eng Verwaltung wärend de leschte 6 Méint seng Donnéeën am RNPP consultéiert huet. Op Nofro vum Bierger hin, muss all Verwaltung kënnen e Grond fir déi Consultatioun uginn.

**Cotisations de pension plafonnées à cinq fois le salaire minimum** | Question **0365** (20/02/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

À l'heure actuelle, les cotisations individuelles pour la pension des salariés du secteur privé sont prélevées sur un salaire plafonné à 12.854,64 € (selon les données du 1er septembre 2023), soit à cinq fois le salaire minimum. L'on ne paie pas de cotisations sur tout montant qui excède ce chiffre, et l'on reçoit également une retraite calculée à partir d'un salaire correspondant à cinq fois le salaire minimum.

Le Gouvernement actuel a annoncé une analyse du système public d'assurance pension, analyse qui sera éventuellement suivie d'une réforme au cas où le système d'assurance actuel ne s'avérerait pas durable d'un point de vue financier sur le long terme.

Dans ce contexte, il serait d'utilité publique que Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale réponde aux questions suivantes.

1) Combien de salariés du secteur privé au Luxembourg avaient des assurances pension plafonnées en 2023 ?

2) Si ces personnes avaient dû payer des cotisations sur le montant entier de leur salaire en 2023, combien d'argent supplémentaire aurait été disponible en 2023 pour financer le volume annuel des pensions du pays ?

3) Au cas où le système d'assurance pension actuel s'avérerait réellement non viable sur le long terme, est-ce que la ministre envisagerait, parmi d'autres solutions possibles, une mesure consistant à supprimer le plafonnement des cotisations tout en continuant à plafonner le salaire pris en compte dans le calcul des retraites à cinq fois le salaire minimum ?

**Réponse** (06/03/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) À l'heure actuelle, le maximum cotisable pour tous les régimes de sécurité sociale, sauf l'assurance dépendance, s'élève à cinq fois le salaire social minimum, soit 12.854,64 €. L'assuré ne paie donc pas de cotisations sur le montant qui excède ce plafond.

Les données pour l'année 2023 ne sont pas encore disponibles. Au cours de l'année 2022, 558.201 personnes (salariés, non-salariés, bénéficiaires d'une indemnité de chômage, bénéficiaires d'une indemnité de préretraite, etc.) ont cotisé pour le régime général d'assurance pension. Parmi ces personnes, 28.035 (soit 5,0 %) ont dépassé le plafond annuel correspondant à cinq fois le salaire social minimum.

ad 2) En 2022, la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) a perçu 6.696 millions d'euros provenant des cotisations et de la participation de l'État (24 % de la masse salariale).

Le montant des cotisations engendrées par la part de la masse salariale constituée des montants dépassant le plafond cotisable aurait été de 676 millions d'euros.

ad 3) L'accord de coalition énonce que « (l)e dernier bilan technique du régime d'assurance pension du 26 avril 2022 a fait ressortir que le taux de cotisation actuel de 24 % (3 x 8 %) sera insuffisant pour payer le volume des pensions annuelles à partir de l'année 2027. Une large consultation sera organisée avec la société civile sur la viabilité à long terme de notre système des retraites, ceci afin de trouver un consensus à ce sujet ». Cette large consultation permettra d'évoquer une multitude de pistes de la part de tous les acteurs impliqués.

**Unité spéciale de la police (USP)** | Question **0367** (20/02/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

L'Unité spéciale de la police (USP) remplit une fonction essentielle au sein des forces de sécurité du Luxembourg, en intervenant dans des situations de crise complexes et en fournissant un soutien quotidien à d'autres unités de police. Nous souhaiterions obtenir des informations détaillées concernant l'évolution et le fonctionnement de l'USP durant la période de 2019 à 2023.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Pouvez-vous préciser l'évolution du nombre de personnels de l'USP ?

2) Quelle a été l'évolution du nombre de missions effectuées annuellement par l'USP ?

3) Quel a été le volume moyen des heures supplémentaires réalisées par le personnel de l'USP ?

4) Combien de fois le dépassement de la durée journalière de travail a-t-il été constaté pour les agents des groupes d'intervention ?

5) Quelle est la durée moyenne du temps de permanence et du temps d'astreinte exigée respectivement pour les groupes d'intervention de l'USP ? Comment a évolué la durée moyenne du temps de permanence et du temps d'astreinte pour les groupes d'intervention de l'USP durant la période en question ?

6) Quelles mesures sont envisagées pour atténuer les charges physiques et psychologiques auxquelles sont exposés les personnels de l'USP ? Des infrastructures et thérapies de récupération sont-elles mises à disposition du personnel de l'USP ?

7) Combien de personnels sont, en moyenne annuelle, absents en raison de blessures ?

8) Quelles sont les indemnités supplémentaires attribuées aux membres de l'USP et quels sont les points indiciaires relatifs ?

9) La « prime de risque » est-elle attribuée de manière indifférenciée aux officiers civils et aux groupes d'intervention de l'USP ? Est-il prévu d'introduire une prime opérationnelle pour les agents de groupes d'interventions exposés à des risques majeurs ?

**Réponse** (22/03/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Pour des raisons tactiques et de confidentialité, les chiffres précis de l'effectif de l'Unité spéciale de la

police, ci-après « USP », ne peuvent être divulgués, cependant les effectifs de l'unité ont augmenté de plus de 20 % entre 2019 et 2023.

ad 2) En moyenne, l'USP compte 250 missions par an. Le nombre de missions effectuées chaque année par l'USP demeure constant, n'affichant aucune évolution significative dans les chiffres absolus.

ad 3) Les dispositions relatives au temps de travail dans la fonction publique introduites en 2018 n'étant pas adaptées aux missions et au fonctionnement de la police, le Ministre de la Sécurité intérieure a signé en 2019 avec la CGFP, le SNPGL, le SPCPG et l'ACSP un accord relatif au temps de travail et de repos dans la police. L'exécution de cet accord fait l'objet d'un contrôle par une commission composée de représentants du Ministère des Affaires intérieures, du Ministère de la Fonction publique, de la Police grand-ducale, de la CGFP, du SNPGL, de l'ACSP et du SPCPG, qui se réunit de manière régulière.

En raison de la diversité des missions de l'USP et des méthodes de récupération des heures supplémentaires, la détermination d'un volume moyen d'heures supplémentaires effectuées par le personnel de l'USP est complexe. Les modes de récupération peuvent en effet consister en des réductions du compte épargne-temps (CET), en la récupération moyennant des heures compensatoires ou en la compensation financière. Le contrôle par la commission précitée permet de veiller à ce que les heures supplémentaires prestées soient compensées ou récupérées de manière adéquate.

ad 4) Les membres de l'USP comptent en moyenne 20 dépassements individuels par an entre 2019 et 2023.

ad 5) Les permanences sont nécessaires et effectuées en cas de manque d'effectifs pour pouvoir organiser un roulement du service. Il n'y a pas de temps de permanence fixe prévu.

Les membres opérationnels de l'USP ont presté en moyenne 120 jours (24 heures) de permanence par an entre 2019 et 2023. La moyenne de jours de permanence a diminué de 5 jours sur les 5 dernières années.

ad 6) En ce qui concerne la charge psychologique, le service santé et bien-être au travail de la Police grand-ducale encadre l'USP par rapport aux risques psychosociaux que peuvent représenter les missions.

En ce qui concerne la charge physique, un projet portant sur la récupération physique est actuellement à l'étude avec deux institutions luxembourgeoises.

ad 7) Au vu de la diversité des interventions et des risques de blessures y liés, il n'est pas possible d'évaluer une moyenne des absences en raison de blessures.

Néanmoins, pour donner des exemples récents, en 2023, 11 membres de l'USP ont subi un accident de travail, dont un pendant une intervention. Suite à ces accidents, six membres étaient en arrêt de maladie. Depuis le début de l'année 2024, quatre personnes ont subi un accident de travail, dont une personne qui a dû se mettre en arrêt de maladie.

ad 8) Une indemnité mensuelle non pensionnable d'un montant non imposable de vingt points indiciaires est allouée aux membres de l'USP conformément à l'article 81 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale.

ad 9) Chaque membre de l'USP bénéficie de l'indemnité mensuelle précitée, quel que soit le service au sein duquel il exerce ses fonctions et quel que soit le statut, policier ou civil. Cette approche vise à instaurer une équité totale, garantissant que tous les membres, quel que soit leur service d'affectation au sein de l'USP, reçoivent une reconnaissance égale sous la forme de cette prime, renforçant ainsi un sentiment d'égalité.

**Aides financières « Fit 4 »** | Question **0368** (21/02/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Virun e puer Joer huet déi viregt Regierung eng Rei Hëllefsmoossname fir d'Betriber beschloss, déi ënnert dem Numm „Fit 4" bekannt sinn. Dorënner befannen sech „Fit 4 Start"; „Fit 4 Digital"; „Fit 4 Innovation", „Fit 4 Sustainability" oder och „Fit 4 Resilience". Verschidde Programmer erlaben et och groussen Entreprisen a Multinationallen, fir hei drun deelzehuelen a vu staatleche Subsiden dierfen ze profitéieren, wann si d'Bedéngungen erfëllen.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi eng Subventiounsprogrammer fir Betriber (onofhängeg vun der Gréisst vum Betrib) goufen zënter 2018 geschaf? Wéi eng Subventiounsprogrammer lafen aktuell nach?
– Wéi vill Demandë sinn an deenen eenzele Subventiounsprogrammer erakomm a wéi vill goufen ugeholl bzw. ofgeleent? Wéi vill sinn nach en cours de traitement?
– Wéi vill Subside goufen, opgelëscht no Joer an no Programm, an deenen eenzelne Subventiounsprogrammer ausbezuelt? Wat ass de Montant vun den Demanden, déi nach am Cours de traitement sinn?
– Wie waren déi fënnef gréisst Beneficiairë vun dëse Programmer an all dëse Joren a wéi vill Subsiden hunn dës Firmen insgesamt erhalen?

2. Wéi eng Subventiounsprogrammer existéiere beim Staat, fir de Finanzement vun neie Maschinnen an Infrastrukturen ze subventionéieren?
– Wie waren déi fënnef gréisst Beneficiairë vun dëse staatleche Bäihëllefen an all deene Joren a wéi vill Subsiden hunn dës Firmen insgesamt erhalen?
– Wéi ass séchergestallt, dass d'Maschinnen, déi mat lëtzebuergesche Bäihëllefe bezuelt goufen, net no e puer Joer an d'Ausland verkaf, transferéiert oder exportéiert ginn?

**Réponse** (22/03/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Zanter 2018 goufen dës „Fit 4"-Moossname geschaf:

– Fit 4 Innovation – Health Tech Market
– Fit 4 Sustainability
– Fit 4 Resilience.

De Programm Fit 4 Resilience gouf spezifesch geschaf, fir d'Betriber an der Kris, déi duerch d'Covid-pandemie ausgeléist gouf, ze begleeden. D'Demandë konnte just an de Joren 2020 an 2021 agereecht ginn.

Zanter 2022 gëtt et de Programm „SME Packages", dësen ersetzt verschidde fréier Fit 4-Programmer integral oder deelweis, a bitt eng méi komplett Offer. D'SME Packages riichten sech u PME, déi den aktuellen Erausfuerderunge wëlle gerecht ginn a mat dësem Programm begleet ginn zum Beispill a punkto:

– Energietransitioun (SME Package – Sustainabillity)
– Digital Transformatioun (SME Package – Digital)
– Relatioun mat de Clienten (SME Package – Service, fréier Fit 4 Service).

Well all eenzel Bäihëllefen am Kader vun de Fit 4-Programmer ënnert dem Montant leien, iwwert deem aus Transparenzgrënn d'Informatiounen zu de Bäihëllefe publizéiert ginn, sinn d'Informatiounen zu de Montanten, déi un déi eenzel Betriber gaange sinn, vertraulech an et gëtt kee Ranking publizéiert.

Iwwert kee vun de Fit 4-Programmer ginn Investissementer an Infrastrukturen oder Maschinne cofinanzéiert.

Heidrënner Informatioune pro Programm:

– Programm Fit 4 Start
Vun 2018 bis 2023 goufen 143 Fit 4 Start Hëllefe fir e Gesamtbetrag vun ongefeier 15.219.915 € accordéiert an e Gesamtbetrag vun 10.740.000 € gouf un 109 Betriber ausbezuelt. Et sinn aktuell nach 4 Demanden am Traitement.

D'Participanten, déi gewielt ginn, fir am Fit 4 Start Startup Acceleratiounsprogramm matzemaachen, ginn all Joer ëffentlech annoncéiert. D'Detailer vun de Startuppen, déi an de leschten Editioune matgemaach hunn, sinn an de Communiquéé vum Wirtschaftsministère an op der Internetsäit vu Luxinnovation disponibel.

– Programm Fit 4 Innovation
Am Zäitraum 2018 bis 2023 sinn 31 cofinanzéiert Diagnostiken duerchgefouert ginn, fir e gesamten accordéierten Hëllefsmontant vun 194.875 €. 181.750 € Hëllefe sinn ausbezuelt ginn. Et ass keng Demande méi am Traitement.

– Programm Fit 4 Innovation – Health Tech Market
Dëse Programm huet 2022 als Declinaisoun vum Fit 4 Innovation ugefaang. Et gouf eng Bäihëllef accordéiert an ausbezuelt fir 13.125 €. Et steet keng Demande op.

– Programm Fit 4 Sustainability
Dësen Programm huet 2022 ugefaang, zanterhier sinn 23 Hëllefen accordéiert gi fir e Gesamtbudget vun 394.825 €. Et si bis elo 90.519 € ausbezuelt ginn, 2 Demandë ginn aktuell nach analyséiert.

– Programm Fit 4 Resilience
Fir dëse Programm krute 26 Betriber Bäihëllefen accordéiert fir e Gesamtmontant vun 358.800 €. All dës Dossiere sinn ofgeschloss.

– Fit 4 Digital
Dëse Programm ënnerstëtzt PME bei enger genauer Analys, fir déi pertinentst a passend IT-Outilen ze fannen, mat deenen se kënne méi effikass an effizient schaffen. En Deel vun de Fit 4 Digital-Mesurë si mëttlerweil vum SME-Package – Digital iwwerholl ginn.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Révision majeure des règles de l'Union européenne relatives au permis de conduire** | Question **0370** (21/02/2024) de **M. Jeff Engelen** | **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 0113 vun den honorabelen Deputéierten Här Mars Di Bartolomeo an Här Yves Cruchten zu där neier EU-Fürerschäinsdirektiv schreift d'Madamm Verkéiersminister zu der Toleranzgrenz, fir wärend der Stagezäit ënner Alkoholafloss ze fueren, datt dës Limitt fir de Fall, datt den Text a senger aktueller Form ugeholl gëtt, géif vun 0,2 op 0,0 gesenkt ginn. D'Madamm Verkéiersminister betount, datt déi Reegelung Fürerschäinsstagiairë rechtlech an eng prekär Situatioun géif setzen, well och verschriwwe Medikamenter kënnen Alkohol enthalen, dee bei enger Kontroll kéint zum Droe kommen.

Am Hibléck op d'Altersgrenz, fir de Fürerschäin déi éischte Kéier aus gesondheetleche Grënn missen ze erneieren, schreift d'Madamm Minister, datt am Artikel 10 urspréinglech virgesi war, dës Limitt EU-wäit op 70 Joer unzehiewen. Weider heescht et awer vun der Madamm Minister, datt dës Propos net zulescht op

Drock vun der Lëtzebuerger Regierung gestrach gouf. Op nationalem Niveau bleift weiderhin d'Reegelung a Kraaft, datt eng Verlängerung vum Fürerschäi vum Alter vu 60 Joer u muss vum Dokter bestätegt ginn. Déi Limitt läit domat weiderhi fënnef Joer ënnert dem legale Pensiounsalter a steet och am Géigesaz zu der Entwécklung vun der allgemenger Liewenserwaardung an der gesellschaftlecher Gesondheet. Des Weidere ginn d'Leit domat an eng Situatioun gesat, wou de Staat zwar automatesch dovun ausgeet, datt si nach fit genuch sinn, fir schaffen ze goen, awer net méi, fir mam Auto bis op d'Aarbecht ze fueren.

An deem Zesummenhang géife mir der Madamm Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi si de Risiko aschätzt, datt déi nei Reegelung zu der Kulanz, fir ënner Alkoholafloss ze fueren, fir Stagiairen, iergendwann och (nees) op Beruffschaufferen ausgeweit gëtt?

2. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob si virgesäit, géint dës Direktiv ze stëmmen, falls deenen an der Fro virdrun thematiséierte Lëtzebuerger Bedenke bei de weidere Verhandlungen net Rechnung gedroe gëtt, respektiv ob si sech wäert fir eng national Ausnamereegelung asetzen? Falls net, firwat net?

3. Kann d'Madamm Minister elaboréieren, wéi hir Decisioun motivéiert war, fir sech géint déi am Artikel 10 virgesi Propositioun zu der Erhéijung vun der Alterslimitt fir gesondheetlech Kontrollen anzesetzen? Wéi begrënnt d'Madamm Minister déi Decisioun, besonnesch am Hibléck op d'Entwécklung vun där allgemenger Liewenserwaardung an dem Interessekonflikt am Bezuch op de Pensiounsalter?

4. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob si sech op nationalem Plang eventuell eng entspriechend automatesch Verlängerung vum Fürerschäi bis op den Niveau vum legale Pensiounsalter souwéi eng entspriechend Upassung vun der Alterstabell no uewe kéint virstellen, fir deene genannte gesellschaftlechen Entwécklunge Rechnung ze droen an och de Gesondheetssystem duerch d'Reduktioun vun onnéidege Kontrollen ze entlaaschten?

**Réponse** (25/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Déi nei EU-Führerschäinsdirektiv enthält keng Bestëmmungen iwwer eng Alkoholsgrenz fir Beruffschaufferen. Ob eng Bestëmmung an dësem Sënn an Zukunft op europäeschem Niveau wäert proposéiert ginn, kann een zu dësem Zäitpunkt net wëssen.

ad 2. D'Lëtzebuerger Bedenken zur juristescher Machbarkeet vun enger 0-Promill-Grenz, well zum Beispill de Gebrauch vu bestëmmte Medikamenter, déi Spuere vun Alkohol enthalen, d'Chaufferen an d'Illegalitéit géif dreiwen, bleift bestoen, a souwäit Exceptioune méiglech sinn, wäert Lëtzebuerg och dorop zeréckgräifen. De Fait, dass Lëtzebuerg dëse Punkt net ënnerstëtzt, féiert awer net zwéngend zu enger Oppositioun géint déi ganz Direktiv, déi insgesamt vill zur Verbesserung vun der Verkéierssécherheet bäidréit.

ad 3. Am Kontext vun der Stroossesécherheet ass de biologeschen Alter méi relevant fir ze préiwen, ob déi néideg physesch a mental Fäegkeete fir d'Fueren op der Strooss erfëllt sinn. Heibäi ass de legale Pensiounsalter net relevant.

ad 4. D'medezinnesch Kontrollen erfëllen den Zweck, fir souwuel d'Persoun, déi d'Erlabnis krut, fir op der Strooss ze fueren, genausou wéi all d'Usagere vun der Strooss, mat deenen dës Persoun a Kontakt komme kann, ze schützen. Et kann een deemno net soen, dës Kontrolle wieren onnéideg. Wéi scho gesot, bezitt de legale Pensiounsalter sech just op d'Aarbecht. Fir d'Stroossesécherheet ze garantéieren, ass et wichteg, fir d'medezinnesch Konditiounen ze erfëllen, och besonnesch, wann déi concernéiert Chauffere berufflech am Verkéier ënnerwee sinn an eventuell och Wueren oder Leit transportéieren.

**Demandeurs d'emploi ayant une formation en informatique** | Question **0371** (21/02/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

D'ADEM huet a sengen internen Analyse fir d'Joer 2023 festgestallt, dass d'Offer un Aarbechtsplaze bei hinne generell gekuckt ëm méi wéi en Drëttel zeréckgaangen ass. Theoreetesch kann dëst e ganz positive Constat sinn, nämlech dann, wann doduerch och d'Unzuel un Demandeurs d'emploi parallell zréckgeet. Zu Lëtzebuerg gesäit d'Realitéit leider anescht aus, d'Unzuel u Leit, déi eng Aarbecht sichen ass iwwert de selwechten Zäitraum gekuckt ëm 15,5 % geklommen. Konkreet gëtt et also eng bedenklech Entwécklung, et gi manner Aarbechtsplazen a méi Leit, déi eng Plaz sichen.

Bei den Demandeuren huet laut Analyse vun der ADEM eng Majoritéit op d'mannst de Secondaire supérieur ofgeschloss an et ginn, op e Joer gekuckt, besonnesch bei den héich qualifizéierten an de Leit ënner 30 déi stäerksten Entwécklungen no uewen. Bei den Expertise fält op, dass besonnesch d'Unzuel un Demandeure mat engem informateschen Hannergrond ëm 70 % geklommen ass am Verglach zu 2022. Am Beräich vun der Informatik gëtt et awer eng héich Offer u fräie Plazen (1.264), dofir ass et ëmsou méi iwwerraschend, dass et eng héich Unzuel u Leit mat engem passenden Hannergrond gëtt (649), déi net kënne vermëttelt ginn.

Et sinn Zuelen, déi eiser Meenung no bedenklech sinn a weider Froen opwerfen.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wéi verdeelen sech déi 649 Demandeure mat informateschem Hannergrond op déi follgend Alterskategorien: 15–24, 25–34, 35–54, 55–65? Falls dëst an där Granularitéit net méiglech ass, da wgl. a follgenden Alterskategorien: 15–24, 25–54, 55–65.

2. Wann d'ADEM vu Leit mat engem informateschen Hannergrond schwätzt, no wéi enge Krittäre gëtt dës Klassifikatioun virgeholl? De leschte Beruff, en Diplom oder eng Zertifikatioun oder eng Auto-Klassifikatioun?

3. Wéi positionéiert an erkläert sech de Ministère dësen Decalage am Beräich vun der Informatik?

4. Sinn d'Formatiounen am Beräich vun der Informatik (Re- an Upskilling) den aktuelle Besoinen am Secteur vun der Informatik ugepasst? Wéi oft gëtt d'Adequatioun vun dësen Inhalter iwwerpréift? An aus wéi enge Grënn erkennt de Ministère d'Inhalter als konform oder net konform un?

5. Wat gëtt konkreet nieft enger Offer un Up- a Reskilling gemaach an ugebueden, fir dass dës Leit trotzdeem an noer Zukunft kënne vermëttelt ginn?

**Réponse** (27/03/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1. Als éischt mol e puer Erklärungen zu den Zuelen an der Froestellung: 1.264 Offeren, déi de „Métier M1805 – Études et développement informatique" betreffen, si bei der ADEM tëscht Januar an Oktober 2023 gemellt ginn. Op 649 vun dësen Offeren konnt kee passende Kandidat proposéiert ginn. 649 representéiert déi oppe Plazen, fir déi keen Demandeur d'emploi konnt assignéiert ginn; et ass net eng Zuel vun Demandeurs d'emploi.

Am Januar 2024 goufen et 520 Offres d'emploi fir de „Métier M18 – Système d'information et de télécommunication" (wat 665 oppene Plazen entsprécht), wärend d'Zuel vun Demandeurs d'emploi disponibles fir déi Beruffer aus der Kategorie bei 409 läit.

Hei ënnendrënner fënnt een d'Opdeelung no Alter vun den Demandeurs d'emploi, déi ee vun de Beruffer aus der genannter Kategorie sichen.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Et ass ze notéieren, dass d'Demandeurs d'emploi, déi e „profil informatique" hunn, net nëmmen an der Kategorie M18 ze fanne sinn. Gëtt betruecht als „ayant un profil informatique", all Persoun, déi eng Aarbecht sicht an de Beruffer vun der Administration informatique, der Analyse fonctionnelle, der Architecture informatique, der Automatisation industrielle/Robotisation, vum Commerce informatique, vum Conseil informatique, vum Développement informatique, vun der Direction informatique, der Gestion de projet informatique, der Gestioun an Analys vun Donnéeën, vum IT-Support, vun der Recherche scientifique an der Informatik, der Rédaction informatique, der Sécurité informatique, vum Web/UX design.

ad 2. All d'Statistike baséieren um éischte Beruff, deen den Demandeur d'emploi sicht. Dee gëtt bestëmmt duerch de leschten Emploi, en Diplom, en Zertifikat am Beräich vun der Informatik; eng „Autoklassifikatioun" baséiert op de Kompetenzen an der Erfarung, déi d'Persoun ugëtt an déi de Conseiller référent vun der ADEM approuvéiert.

ad 3. Den Decalage, deen sech hei à première vue erausschielt, ass nuancéiert ze betruechten an huet gläich e puer Ursaachen.

Esou ginn a ganz villen Offeren an deem Beräich héich spezialiséiert Matarbechter gesicht, wou dann d'Profiller vu villen Demandeurs d'emploi, déi zwar e „profil informatique" hunn, trotzdeem net zu 100 % passen. Ausserdeem ass d'Diversitéit vun de Beruffer am IT esou grouss, dass verschidden Demandeurs, déi zwar wuel en IT-Profill hunn, awer net déi spezifesch Kompetenzen oder Erfarung matbréngen, déi gefrot sinn.

Zudeem kënnt och nach d'Tatsaach, dass déi transversal Kompetenzen eng ëmmer méi grouss Roll spillen.

Esou gëtt z. B. a 75 % vun den Offeren am IT-Beräich ausdrécklech d'Fäegkeet, fir sech Ännerunge kënnen unzepassen, gefrot.

Finalement spillen och an der Informatik d'Sproochekenntnisser eng Roll wann et gëllt, dee passende Kandidat ze fannen.

ad 4. D'Formatiounen, déi d'ADEM am Beräich vun der Informatik proposéiert, sinn developpéiert ginn an Zesummenaarbecht mat deene wichtegsten Organismes de formation zu Lëtzebuerg. Dat sinn notamment den Digital Learning Hub, den CNFPC, de Centre de compétences vun der Uni.lu an d'Chambres professionnelles: Chambre de Commerce (House of Training), Chambre des Métiers a Chambre des Salariés (LLLC). Déi Partenariater si weesentlech fir den Ausgläich tëscht de proposéierte Formatiounen an de Besoine vum Aarbechtsmaart. D'Formatiounsprogrammer ginn dauernd verbessert an ugepasst, wann dat néideg ass. Dofir ginn a Betruecht geholl: den Taux de retour à l'emploi, d'Evolutioun vum Aarbechtsmaart, de Feedback vun den Employeuren, de Participanten oder och nach de Formateuren.

Am Februar 2024 huet d'ADEM eng Etüd iwwert d'Beruffer an der Informatik publizéiert. Si gouf realiséiert op Basis vun den Donnéeën, déi aus de gemellten Offres d'emploi vun den Entreprisen ervirgaang sinn; dës Etüd beschreift déi observéiert Tendenze fir dës Beruffer an déi verlaangte Kompetenzen. Si erlaabt och, beschtméiglech d'Offer u Formatioune vun der ADEM am Beräich vum Up- a Reskilling unzepassen, fir dass se den aktuellen an zukünftege Besoine vun den Entreprisen entspriechen. Dës Etüd ass ze gesinn am Kader vun der Future-Skills-Initiativ an dem Partenariat fir d'Beschäftegung tëscht der ADEM an der Union des entreprises luxembourgeoises.

ad 5. Iwwert d'spezifesch Formatiounen am Kader vum Up- a Reskilling eraus, huet d'ADEM nach e ganzen Eventail u Formatiounen developpéiert, déi unhand vun de Besoine vun den Demandeurs d'emploi proposéiert ginn. Dat kënnen zum Beispill eng personaliséiert Begleedung unhand vun engem individuelle Coaching sinn, oder nach Programmer fir transversal Kompetenzen (Softskills, digital Kompetenzen am Bürosberäich, Kompetenzen am Beräich vun der Gestioun vu Projeten). Esou Kompetenze ginn effektiv ëmmer méi um Aarbechtsmaart gefrot, onofhängeg vum gesichte Beruff oder dem Secteur d'activité. Generell kann ee soen, dass d'Formatioune vun der ADEM déi nohalteg (Re)insertioun vun den Demandeurs d'emploi op den Aarbechtsmaart sollen erméiglechen.

Zanter Enn Februar 2024 huet d'ADEM en neien „tableau de bord interactif", ënnert der Adress www.jobinsights.lu, fir de Public online gesat. Dëse soll den Demandeurs d'emploi erlaben, d'Tendenzen an d'Opportunitéiten ze consultéieren, en temps réel, vum Lëtzebuerger Aarbechtsmaart a Funktioun vun hirem professionelle Projet.

**Jugement du tribunal administratif concernant la Commission de conciliation** | Question **0372** (21/02/2024) de **Mme Joëlle Welfring** | **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Le tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg a, en date du 17 octobre 2023, annulé une décision du président de la Commission de conciliation du 28 juin 2022 portant refus de déclencher la procédure de conciliation. Le litige en question a vu le jour dans le cadre d'un différend entre un syndicat et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse suite à la conclusion en novembre 2021 d'un accord entre ce dernier et trois autres syndicats actifs dans le domaine éducatif.

La Commission de conciliation est saisie des litiges collectifs concernant le personnel de l'État et constitue l'organe mis en place pour éviter une grève dans le secteur public. Elle ne comprend qu'un membre permanent, à savoir le président qui est un magistrat de l'ordre judiciaire nommé pour une période de trois ans. Le règlement grand-ducal du 30 septembre 2015 fixant la procédure de conciliation et de médiation prévoit en son article 2, alinéa 2 que « Le président transmet sans délai le dossier à tous les membres de la commission qui procèdent à l'instruction ».

Pour que la commission puisse fonctionner, il faut donc que tant le Gouvernement que les organisations syndicales désignent leurs représentants respectifs. Or, le jugement du tribunal administratif fait état d'un mémoire en réponse du délégué du Gouvernement qui met en avant que « le Gouvernement en conseil, ainsi que les organisations syndicales concernées ne pourraient pas être obligés de désigner des représentants pour composer la Commission de conciliation »[6].

En effet, dans un communiqué daté du 14 juillet 2023, le syndicat susvisé relève que la décision de la présidente de la Commission de conciliation serait intervenue « bien après l'écoulement du délai légal de six semaines et sans qu'aucune réunion n'ait eu lieu ». Il est à noter dans ce contexte qu'entre le courrier adressé au président de la Commission de conciliation en vue de déclencher la procédure de conciliation et la décision de ce dernier, plus que cinq mois se sont écoulés.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Recherche au sujet d'un jugement du tribunal administratif concernant la Commission de conciliation :

1) Suite à la demande de déclencher la procédure de conciliation, le Gouvernement avait-il désigné ses représentants pour composer la Commission de conciliation, de sorte à permettre au président de cette dernière de leur transmettre le dossier pour l'instruction, tel que prévu dans le règlement grand-ducal susvisé ?

2) Messieurs les Ministres sont-ils au courant du jugement du tribunal administratif ? Le Gouvernement a-t-il introduit un recours ?

3) Dans la négative ou dans l'hypothèse de l'échec d'un éventuel recours, le Gouvernement s'engage-t-il à désigner dans les meilleurs délais ses représentants en vue de composer la Commission de conciliation ?

4) Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que le fait que ni le Gouvernement, ni les organisations syndicales ne soient obligés par la loi de désigner leurs représentants endéans un délai précis, constitue une lacune dans la législation applicable aux litiges collectifs concernant le personnel de l'État ? Messieurs les Ministres sont-ils disposés à réviser le cadre législatif en vue d'éviter tout blocage possible du processus de conciliation ?

**Réponse** (22/03/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

ad 1) Suite à la demande de déclencher la procédure de conciliation, le Gouvernement a pris position par rapport à cette saisine et a informé la présidente de la Commission de conciliation du fait qu'un accord fut trouvé entre la CGFP et l'État et que dès lors, en l'absence d'un litige, les conditions de la saisine de ladite commission ne sont pas remplies. La CGFP, qui partage ce point de vue, en a informé la présidente également.

C'est sur cette base que la présidente a informé les parties de ce qui suit au sujet de la saisine du SEW/OGBL : « le courrier du 11 février 2022 n'est dès lors pas de nature à déclencher la procédure prévue aux articles 1er et suivants du règlement grand-ducal du 30 septembre 2015 fixant la procédure de conciliation et de médiation. Aucune convocation des membres de la Commission de conciliation au sens de l'article 2, point 1, alinéa 2 du prédit règlement ne doit partant intervenir. »

ad 2) Oui, le Gouvernement est au courant du jugement du tribunal administratif et a relevé appel dudit jugement.

ad 3) Le Gouvernement tiendra compte de l'arrêt à venir de la Cour administrative.

ad 4) Le Gouvernement analysera les décisions des juridictions administratives précitées afin de remédier le cas échéant à d'éventuelles lacunes légales ou réglementaires.

**Demande d'estimation de pension** | Question **0373** (21/02/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Aktuell kënnen d'Leit sech fréistens vum Alter vu 55 Joer u vun der CNAP ausrechne loossen, wéi vill si viraussiichtlech u Pensioun wäerte kréien. Vill Leit am mëttleren Alter sinn awer mat Decisioune konfrontéiert, déi schonn Auswierkungen iwwert d'Erreeche vum Pensiounsalter eraus kënnen hunn, notamment wann hir Wunnsituatioun sech ännert a si plangen, e Prêt ze maachen. A sou engem Fall gehéiert d'Héicht vun der Pensioun zu den essentiellen Informatiounen, fir eng fundéiert Entscheedung kënnen ze treffen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Minister fir Gesondheet a sozial Sécherheet gär dës Fro stellen:

– Kéint d'Madamm Minister sech virstellen, den Alter, vun deem un d'Bierger dës Informatioune bei der CNAP kënnen anhuelen, op 50 Joer erofzesetzen an/oder de Bierger en Instrument fir eng vereinfacht Héichrechnung zur Verfügung ze stellen, dat et hinnen erlaabt, op d'mannst mat approximativen Informatiounen ze schaffen?

**Réponse** (25/03/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

D'Pensiounskeess (CNAP) ass sech bewosst, datt ëmmer méi Leit sech Froen zu hire Pensiounsrechter stellen. De Rapport annuel vun der CNAP gëtt Opschloss, nieft der grousser Croissance vu Pensiounsdemanden, zum grousse Volume vu generellen Informatiounen a speziell vu Pensiounsestimatiounen. Dës Demanden hunn e groussen Impakt op déi alldeeglech Aarbecht vun der Pensiounskeess.

Bei der Pensiounsestimatioun handelt et sech ëm e Service, deen d'Pensiounskeess dem Assuré ab dem Alter vu 55 Joer ubitt. Dësen Alter ass esou gewielt, datt déi professionell Karriär, op déi zréckgekuckt muss ginn, fir d'Pensiounsrechter richteg ze appreciéieren, gréisstendeels scho consolidéiert ass. Wann d'Agente vun der CNAP dës Karriär also fachmännesch rekonstituéieren – keen einfachen Exercice, wann ee bedenkt, datt ronn 60 % vun de Pensionnaren eng gemëschte Karriär hunn, also mat Zäiten, wou si ausserhalb vu Lëtzebuerg geschafft hunn –, ass et extreem wichteg, fir weeder e Feeler oder eng falsch Interpretatioun ze maachen nach eng falsch Indikatioun ze ginn iwwert den Ufank oder d'Héicht vun der Pensioun, déi den Assuré kéinten zu enger falscher Entscheedung par rapport zu senger finanzieller Ofsécherung am Alter verleeden.

D'Genauegkeet, déi d'Pensiounskeess bei dësem Exercice ka revendiquéieren, ass an direkter Relatioun zu engem noen Ufank vun der Pensioun selwer. De schlussendleche Montant vun der Pensioun ass awer och ofhängeg vun all de Revenue vum Assuré, och déi Revenue vun de leschte Méint just virun der Pensioun. Dëse Montant kann dofir eréischt nom Ufank vun der Pensioun exakt determinéiert ginn a gëtt unhand vun enger „décision présidentielle" festgehalen. Eventuell kann et och nach bei enger virzäiteger Alterspensioun zu enger Neiberechnung am Alter vu 65 Joer kommen.

Fir méi pertinent op d'Demande vun den Assuréen anzegoen a besser ze informéieren, huet d'Pensiounskeess Enn 2023 hiren Internetsite, www.cnap.lu, frësch

[6] Jugement n° 48015 du tribunal administratif, p. 14. https://ja.public.lu/45001-50000/48015.pdf

gemaach. Hei fënnt den Assuré d'Informatioune méi handlech a benotzerfrëndlech opbereet, fir senger Liewenslag gerecht ze ginn, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. Op hirem Internetsite stellt d'Pensiounskeess och Brochuren an Depliantsinformatiounen zur Verfügung, déi déi spéider Berechnung vun der Pensioun erklären.

**Discrimination des demandeurs de protection internationale masculins sous procédure Dublin** | Question **0374** (21/02/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Zanter Enn Oktober 2023 gi sougenannt Dubliner ënnert den Asylbewerber (DPIen), d. h. Leit, déi sech schonn an engem aneren EU-Land an der Asylprozedur befannen, awer zu Lëtzebuerg eng zousätzlech Demande stellen, bei der Zouweisung vun den Iwwernuechtungsméiglechkeeten an entspriechende Strukturen op eng Waardelëscht gesat. Déi Decisioun gouf nach vum deemolege Bausseminister Jean Asselborn geholl an de 24. Januar duerch den Här Familljeminister géigeniwwer RTL, och am Numm vun där neier Regierung bestätegt. Déi genannte Lëschte betreffen awer ausschliisslech Männer, déi eleng reesen, Frae si vu vireran ausgeholl.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Gesäit d'Regierung an där Moossnam net eng kloer Diskriminéierung vun de Männer, well hei eng bestëmmte Bevëlkerungsgrupp nëmmen opgrond vun hirem Geschlecht benodeelegt an eng aner privilegéiert gëtt?

2. Gesäit d'Regierung vir, déi entspriechend Waardelëscht an Zukunft paritéitesch tëschent den zwee Geschlechter opzedeelen, fir nees op de Wee vun där gesetzlech virgeschriwwener Gläichbehandlung vun de Geschlechter zeréckzekéieren?

**Réponse** (21/03/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

Dës Regierung steet fir eng Gläichbehandlung vun de Geschlechter an alle Beräicher. De Regierungsprogramm gesäit awer och Passagë vir, no deene speziell vulnerabel Kategorië vu Leit wéi z. B. „femmes sans abri" a „femmes réfugiées" eng besonnesch Attentioun solle kënne kréien.

Wat elo déi ugeschwate Waardelëscht ugeet, ass ze soen, dass dës opgrond vun der extreem ugespaanter Lag agefouert gouf.

Et handelt sech hei ëm eng Mesure d'urgence en faveur vu vulnerabele Persounen, wou soll séchergestallt sinn, datt dës Persoune prioritär hebergéiert ginn.

Dozou gehéiere virun allem Fraen a Kanner, déi mat hire Familljen ukommen oder Mineurs non accompagnés, mee och krank oder eeler Leit souwéi Leit, déi ënner schwéieren Traumata leiden.

**Étude Plurimedia** | Question **0375** (21/02/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

D'Plurimedia-Studie war an de leschte Jore mat déi eenzeg Referenz, wann et ëm Mediefuerschung gaangen ass. Op Nofro vu Reporter.lu, gëtt de Staatsministère follgendermoossen zitéiert: „Die Studie würde Informationen liefern, die von Interesse für den gesamten nationalen Mediensektor sind." Wéi op ville Plazen an de Medie bericht ginn ass, sinn déi lescht Resultater opgrond vu methodologesche Problemer net publizéiert ginn. Dorops opbauend gi bei de Commanditairen an den operationelle Betriber Iwwerleeunge gefouert, wéi een eng nei Etude konzeptualiséiere kann. Och de Finanzement an de Choix vun de Commanditairë gëtt diskutéiert. Aus dëse Grënn stellen sech och op ëffentlecher Säit aktuell vill Froen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an der Ministesch fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Iwwert den Zäitraum vun de leschte 5 Joer gekuckt, wéi héich wor (pro Joer) d'finanziell an d'proportional Bedeelegung vum Staat um Gesamtbudget vun der Etude?

2. Aus gesécherte Quelle wësse mir, dass aktuell iwwert eng nei Etude negociéiert gëtt säitens de Commanditairen. Ass de Ministère an dëse Verhandlunge matagebonnen? Wéi ass de Stand vun dësen Diskussiounen?

3. Wéi positionéiert sech de Ministère allgemeng zu enger méiglecher Finanzéierung vun enger Plurimedia-Studie? Ass de Ministère nach disposéiert, sech un enger eventueller Etude, wéi d'Methodologie och ëmmer wäert ausfalen, ze bedeelegen?

4. En vue vun der vum Ministère confirméierter Wichtegkeet vun den Informatiounen, déi aus esou enger Etude erausginn, gëtt et Iwwerleeunge säitens dem Ministère, eng eegen Etude ze konzeptualiséieren, déi onofhängeg vu private Medienhaiser wier? Falls nee, aus wéi enge Grënn ginn esou Iwwerleeungen net gefouert?

5. Opbauend op de Prinzippie vun der Transparenz an de Konditioune vun engem ëffentlechen Investissement, plangt de Staat, der Chamber Accès zu de Resultater aus der net publizéierter Etude ze ginn?

**Réponse** (19/03/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. De Staat huet ëmmer ronn 10 % vum Gesamtmontant iwwerholl. De Gesamtmontant ass eng kommerziell Donnée a kann dowéinst net ëffentlech gemaach ginn.

ad 2. De Ministère hëlt aktuell net un deene Verhandlungen deel an huet keng Kenntnis vum Stand vun den Diskussiounen.

ad 3. Falls d'Commanditairen eng diesbezüglech Demande un de Ministère maachen, wäert de Ministère eng Decisioun huelen.

ad 4. De Ministère ënnerstëtzt d'Uni Lëtzebuerg finanziell, fir ë. a. eng järlech Enquête mat qualitativen a quantitativen Donnéeën zu der Lëtzebuerger Medielandschaft duerchzeféieren.

ad 5. D'Resultater aus der net publizéierter Etude si scho verschiddene Presseorganer zur Verfügung gestallt ginn op hir Demande a si selbstverständlech och disponibel fir d'Chamber.

**Problème avec les bornes de recharge « Chargy »** | Question **0376** (21/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Il y a quelques mois, des problèmes de réseau aux bornes de recharge pour voitures électriques avaient été signalés.

Suite à une question parlementaire, Monsieur le Ministre avait confirmé ces problèmes causés par une mise à jour d'un module de communication et avait annoncé que les problèmes seraient résolus endéans quelques jours.

Or, certaines bornes de recharge continuent à rendre une recharge impossible et des messages erronés tels que « votre carte est bloquée » sont envoyés aux clients.

– Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie s'il s'agit d'un nouveau problème ou si les problèmes antérieurs n'ont pas encore pu être résolus.

– S'agit-il d'un phénomène plutôt isolé ou plus répandu et quel a été le cas échéant le nombre de problèmes signalés ?

– Quand est-ce qu'on peut s'attendre à une meilleure stabilité du réseau de recharge ?

**Réponse** (21/03/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Sur demande, les gestionnaires de réseau d'électricité qui opèrent le réseau « Chargy » ont confirmé que le problème de communication, qui avait fait l'objet de la question parlementaire n° 8302 en septembre 2023, a pu être résolu fin de l'année passée, entre autres par un remplacement des cartes de communication des bornes les plus touchées. Un remplacement généralisé de ces cartes est effectué dans le cadre de la maintenance annuelle par mesure de précaution. Ce phénomène n'impacte actuellement plus la qualité de service de manière significative.

Les problèmes d'identification sur la borne, que des clients peuvent actuellement rencontrer, sont dus à des phénomènes isolés, ayant différentes causes, entre autres des problèmes dans la communication entre la borne et le système informatique de « Chargy », des problèmes au niveau du lecteur de carte, ou des problèmes au niveau du fournisseur de service de charge pour des clients indépendants du système « Chargy ». Une fois signalés aux équipes de « Chargy », ces problèmes sont, en général, résolus rapidement.

En cas de problèmes, les clients peuvent contacter « Chargy » via la hotline au numéro : 8006-2020 ou encore le numéro de téléphone : 253 636 368.

**Contrôles de la vitesse dans les zones 30 km/h** | Question **0377** (21/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Reegelméisseg kënnt et zu Kloe vu betraffene Bierger, Gemengen a Lokalpolitiker, well a Wunnengsquartiere mat Tempo-30-Zone villméi séier gefuer gëtt wéi et erlaabt ass.

1. Ech géif dofir gär vun der Madamm Minister vun der Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte wëssen, ob an deenen Zone mobill Radaren agesat ginn?

2. Wa jo, wéi oft ass dat an deene leschte 5 Joer inklusiv 2023 geschitt, a wat waren d'Resultater dovun?

3. Wéi eng Kontrolle si soss an de Wunngebidder duerchgefouert gi mat wat fir Resultater?

4. Wéi héich waren d'Strofe bei deene festgehalenen Delikter?

5. Kënnen d'Datebanke feststellen, wéi oft et zu „délits de grande vitesse" komm ass?

6. Wou an no wat fir Krittäre ginn déi mobill Radaren am Allgemengen agesat a mat wat fir Resultater?

**Réponse** (21/03/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. An de Wunnengsquartiere mat enger Tempolimitatioun op 30 km/h ginn och mobill Radaren agesat, fir d'Sécherheet op de Stroossen ze verbesseren. Dës Initiativ ass en erweiderten Deel

vun de Beméiungen, d'Verkéierssécherheet an deem spezifesche Beräich ze erhéijen.

ad 2. An de leschte 5 Joer, zënter 2019, goufen 139 Kontrolle mat mobille Radaren an 30er-Zonen duerchgefouert, woubäi en Total vun 8.714 Infraktioune festgestallt gouf.

An der Tabell sinn „avertissements taxés" opgelëscht, déi sech aus den 139 Kontrollen erginn hunn, an déi sech exklusiv op mobill Radaren an Tempo-30-Zone bezéien.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3. Nieft de Vitesskontrollen an de Wunngebidder ginn ënnert anerem och Kontrollen am Beräich vun der genereller Verkéierssécherheet gemaach, wéi z. B. Kontrolle vum techneschen Zoustand vun de Gefierer, vun de Luuchten, vun de Pneuen etc. D'Kontrollen, déi an de Wunngebidder duerchgefouert ginn, baséieren op der Analys vun de lokale Pläng vun der „surveillance et contrôle de la circulation", déi souwuel repressiv wéi och präventiv sinn, an orientéieren sech ënnert anerem un de lokale Besoinen an de Gemengen. Heibäi gi Reklamatioune vun de Buergermeeschteren a Bierger consideréiert.

Et ass der Police net méiglech, eng automatiséiert Gesamtstatistik vun den uewe genannte Kontrollen, spezifesch fir déi lescht 5 Joer a limitéiert op Tempo-30-Zonen, opzestellen.

ad 4. Op dës Fro kann net geäntwert ginn, well et net méiglech ass, eng automatiséiert Recherche duerchzeféieren (cf. Äntwert heidriwwer).

ad 5. Der Police hir Datebanken erlaben et net, eng automatiséiert Recherche duerchzeféieren, déi sech spezifesch op d'Infraktioun „délits de grande vitesse" an enger Tempo-30-Zon bezitt.

ad 6. Déi an dësem Kontext viséiert mobill Radare ginn am Allgemengen agesat, fir de Verkéier ze iwwerwaachen a Beräicher, wou d'Tempobegrenzung besonnesch wichteg ass. D'Zil ass et, Geforesituatiounen ze reduzéieren an d'Leit un d'Reegelen ze erënneren. Mobill Radare sinn en erweiderten Deel vun de Beméiungen, fir d'Verkéierssécherheet a spezifesche Beräicher ze erhéijen.

D'Datebanke vun der Police erlaben et net, eng automatiséiert Recherche vun all de constatéierten Infraktioune vu mobille Radaren, wéi z. B. „délits de grande vitesse", „procès-verbaux", „plaques volées", an 30er-Zonen ze maachen.

**Radars mobiles** | Question **0380** (22/02/2024) de **M. André Bauler** (DP)

De 15. Februar stoung moies op der N7 zu Maarnech an der Gemeng Clierf e mobille Radar, deen zeg Automobiliste geblëtzt huet. Effektiv muss een op dëser Plaz mëttlerweil 50 Km/St. fueren amplaz 70 Km/St., wéi dat soss de Fall war.

An deem Kader wollt ech dem Här Inneminister folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Automobiliste goufen de 15. Februar zu Maarnech geblëtzt? Gouf et rezent och zousätzlech Kontrollen an der Houschter Déckt, wou neierdéngs och Tempo 50 gëllt?

2. Wéi laang stinn déi mobill Radaren duerchschnëttlech op enger bestëmmter Plaz, fir Kontrollen duerchzeféieren?

3. Wéi vill mobill Radarkontrolle sinn zanter dem 15. September 2023 am Bezierk Norden duerchgefouert ginn? Wéi vill sinn der an där Zäit landeswäit duerchgefouert ginn?

4. Wéi vill Recetten hunn déi mobill Kontrollen iwwer dësen Zäitraum landeswäit erabruecht?

5. Wat waren d'Recetten um 15. Februar 2024, déi bei der Kontroll zu Maarnech enregistréiert goufen?

**Réponse** (21/03/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Bei der Kontroll vum 15. Februar 2024 goufen 134 Gefierer geblëtzt.

An der Houschter Déckt gouf et 2024 follgend Kontrollen:

– 2. Januar 2024: 95 Gefierer geblëtzt
– 8. Februar 2024: 84 Gefierer geblëtzt
– 15. Februar 2024: 93 Gefierer geblëtzt.

ad 2. Intern Virschréfte vun der Police gesi vir, dass eng Kontroll mat mobillem Radar tëscht 1 a 4 Stonnen dauere soll.

ad 3. Zënter September 2023 goufen am Ganze 462 Kontrolle landeswäit mat mobille Radaren duerchgefouert, dovun 135 an der „Région Nord".

ad 4. Et ass net méiglech, zu dësem Zäitpunkt eng Äntwert heirop ze ginn, well d'Infraktiounen nach net all constatéiert (also traitéiert) gi sinn an deemno nach net all bezuelt gi sinn. Et ass ze bemierken, dass d'Prozedure konform zum legalen Delai lafen a kee Retard ze vermierken ass.

ad 5. Hei gëtt op d'Äntwert heidriwwer verwisen.

**Qualité des textes de loi** | Question **0382** (22/02/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Bei der Eréffnungssëtzung vun der Chamber no de Walen am Oktober 2023 huet de provisoresche President vun der Chamber a senger Ried dorop higewisen, dass d'Qualitéit vun de Gesetzestexter ofgeholl huet. Beim Neijoerschpatt vum Staatsrot huet de President vun dëser Institutioun eebenfalls op dës Problematik verwisen. De President vum Staatsrot huet sech dofir ausgeschwat, dass hei Ännerunge kommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Wat wëll dës Regierung konkreet géint dëse Problem maachen?

2. Wat ass d'Positioun vun der Regierung zu der Iddi, fir ee Service de légistique ze schafen an deen an engem Ministère unzesidelen, fir dass dësen all Projets de loi misst pour avis et correction kréien, fir d'Qualitéit vun den Texter ze verbesseren an de Staatsrot ze entlaaschten?

**Réponse** (28/02/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

D'Regierung wëllt eng héchstméiglech juristesch Qualitéit vu Gesetzestexter. Dofir plangt d'Regierung, en interinstitutionellen Dialog ze féiere mat der Chamber a mam Staatsrot fir ze kucken, wéi een dëst Zil beschtméiglech ëmsetze kann.

Dorënner ass d'Iddi vun engem Service de légistique eng vun de méigleche Pisten, déi wäerten analyséiert ginn.

**Réduction des dépenses de l'État** | Question **0383** (22/02/2024) de **M. André Bauler** | **Mme Corinne Cahen** (DP)

An engem Interview huet den Här Finanzminister rezent matgedeelt, datt beim Staat misst gespuert ginn, fir de wuessenden Defizit ze reduzéieren. Hien huet vun Aspuerpotenzial beim Personal, bei den Infrastrukturen an de Fonctionnementskäschte geschwat.

An deem Kader wollte mir dem Här Finanzminister follgend Froe stellen:

– A wat fir enge Beräicher soll manner Personal agestallt ginn? Gëtt et net sensibel Beräicher, wéi Justiz, Police an Educatioun, wou een net einfach op Personal verzichte kann?

– Wat versteet den Här Minister genee ënner Reduzéierung vun de Fonctionnementskäschte beim Staat? Wou gesäit hien do konkreet Aspuerpotenzial? Wéi héich schätzt hien dëst Potenzial approximativ an?

– Ausser, datt den Här Minister manner deier Bürosgebaier wëllt finanzéieren, wou wéilt den Här Minister konkreet bei aneren Infrastrukture spueren? Wéi grouss gesäit hien de Spillraum an deem Beräich, wuel wëssend, datt bei all Projet eng Rei Normen ze respektéiere sinn?

**Réponse** (18/03/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Ech verweisen déi honorabel Deputéierten op de Staatsbudget fir d'Joer 2024, wou d'Eckdate vum Budget skizzéiert ginn an op d'Explikatiounen, déi ech am Kader vun der Präsentatioun vun dësem Budget an der Chamber de 6. Mäerz 2024 ginn hunn.

D'Personal beim Staat soll an Zukunft manner séier klammen, wéi dat an der Vergaangenheet deelweis de Fall war. Dat ass zum engen doduerch bedéngt, dass de Staat net ëmmer d'Leit fënnt, déi e sicht. Et sief hei drun erënnert, dass am Hierscht 2023 nach ronn 1.800 Poste beim Staat onbesat waren. Zum anere wëll d'Regierung verstäerkt op d'Digitaliséierung an eng Vereinfachung vun de Prozedure setzen. Déi meeschten Neiastellunge si bei der Police an an der Educatioun virgesinn.

Wat d'Fonctionnementskäschten ugeet, sou sinn dës an de Joren 2019–2023 an der Moyenne ëm 10 % d'Joer an d'Luucht gaangen. Fir 2024 gëtt mat enger Progressioun vu 7,3 % gerechent.

Ech wëll ofschléissend drop hiweisen, dass d'Investitioune weiderhin op engem héijen Niveau wäerte gehale ginn; dat betrëfft och d'Investitiounen an d'Infrastrukturen. D'Regierung leet hei besonnesch Wäert op d'Mobilitéit, déi energeetesch Transitioun an d'Digitaliséierung an orientéiert sech no de politesche Prioritéiten aus dem Koalitiounsprogramm, ouni d'Nohaltegkeet vun de Staatsfinanzen aus den Aen ze verléieren.

**Actualisation du Code de la route** | Question **0384** (22/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Artikel 4 vum Code de la route kann ee Follgendes liesen:

„À condition d'être couvert par une assurance répondant aux prescriptions de la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, un véhicule routier soumis à l'immatriculation peut être mis en circulation sur la voie publique sans être immatriculé :
1. par le propriétaire ou détenteur du véhicule ainsi que par un garage ou un atelier de réparation, sous le couvert de plaques rouges ou sous le couvert de plaques d'immatriculation arborant le numéro qui a été attribué au véhicule en vue de son immatriculation :
a) sur le trajet direct entre le point de vente ou l'entrepôt du véhicule et le lieu où sera effectué l'immatriculation, le contrôle de conformité ou le contrôle

technique ainsi que, en cas d'importation d'un véhicule de l'étranger, entre le point de passage de la frontière et le lieu où sera effectué l'immatriculation, le contrôle de conformité ou le contrôle technique."

Vu dass et keng Grenzbüroe méi gëtt, mussen d'Leit bei d'Douanesbüroen am Land fueren. Eisen Informatiounen no sinn hei scho Leit protokolléiert ginn, wéi se ënnerwee bei d'Douane waren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Am Punkt a) gëtt nach ëmmer vun de Grenzbüroe geschwat, déi et net méi gëtt. Wäert d'Ministesch hei bei enger nächster Upassung vum Code de la route dovu profitéieren, fir dëse Punkt ze aktualiséieren?

2. Ass an den Ae vun der Regierung ee Protokoll legal, wann d'Persounen sech op dem Trajet direct fir bei den Douanesbüro befannen?

**Réponse** (27/03/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Den honorabelen Deputéierte stellt d'Fro iwwert eng méiglech Upassung vum Code de la route, wat d'Grenzbüroe betrëfft, a méi genee iwwert den Trajet vun engem net immatriculéierte Gefier bis op den Douanesbüro.

Mat engem Gesetz vum 21. September 2023 gouf d'Gesetz vum 14. Februar 1955 (Loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques) geännert an de modifizéierten Artikel 4 Paragraph 1 Lettre a) beseet elo:

„À condition d'être couvert par une assurance répondant aux prescriptions de la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, un véhicule routier soumis à l'immatriculation peut être mis en circulation sur la voie publique sans être immatriculé :
1. par le propriétaire, le futur détenteur du véhicule routier ou futur titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule routier ainsi que par une personne morale autorisée à faire le commerce ou à faire la réparation des véhicules routiers soumis à l'immatriculation, sous le couvert de plaques rouges ou sous le couvert de plaques d'immatriculation arborant le numéro qui a été réservé ou alloué au futur titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule routier en vue de son immatriculation :
a) sur le trajet direct entre le point de vente ou l'entrepôt du véhicule routier et le lieu où sera effectué l'immatriculation, le contrôle de conformité ou le contrôle technique ainsi que, en cas d'importation d'un véhicule routier de l'étranger, entre le point de passage de la frontière et le bureau de l'Administration des douanes et accises et le lieu où sera effectué l'immatriculation, le contrôle de conformité ou le contrôle technique.
[…]"

De legislativen Text, esou wéi e vum Här Deputéierten an der Fro zitéiert gëtt, ass net méi en vigueur. Tatsächlech gouf den Trajet op den Douanesbüro derbäigefüügt, esou datt de Bierger sech ouni Problem ka bis op den Douanesbüro mat sengem Gefier beweegen an net dofir protokolléiert gëtt. Dës Änneruung gouf agefouert well, eréi vum Här Deputéierten erwäänt, et keng Grenzbüroe méi gëtt an den Text un dës Situatioun huet missen ugepasst ginn.

ad 2. De Commentaire des articles vun dëser Änneruung beschreift Folgendes:

„Au point 2, lettre b), l'alinéa 5 du paragraphe 2 de l'article 4 de la loi modifiée du 14 février 1955 précitée est remplacé de sorte à permettre au futur titulaire du certificat d'immatriculation, sous le couvert de plaques rouges ou de plaques d'immatriculation affichant le numéro attribué à cette personne, de mettre en circulation le véhicule couvert par une assurance de responsabilité civile automobile obligatoire dans le cadre des trajets énumérés par cet alinéa. Un trajet supplémentaire est accordé au conducteur du véhicule non immatriculé entre les locaux de l'Administration des douanes et des accises et les lieux d'entrepôt ou d'achat du véhicule. Par ailleurs, le régime du titulaire de plaques rouges est précisé par les modifications au point 2 de l'alinéa 5."

De Punkt a) gouf mat de leschten Änneruungen aktualiséiert an et gëtt kee Protokoll ausgestallt, wann e Bierger sech op dem Wee op den Douanesbüro befënnt mat sengem importéierten, nach net immatriculéierte Gefier, ënnert der Konditioun, dass rout Placken oder normal Placken, déi vum zukünftegen Titulaire vum Certificat d'immatriculation um Gefier montéiert sinn an d'Gefier duerch déi obligatoresch Assurance ofgedeckt ass. Mat deene vir ernimmten Änneruunge gouf och agefouert, dass d'Société nationale de circulation automobile (SNCA) kann elektronesch matgedeelt kréien, ob eng Vignette beim Import vum Gefier bezuelt ginn ass beim Douanesbüro, fir d'Prozedur vun der Immatrikulatioun vum Gefier ze vereinfachen. Dëst ass och agefouert ginn, well een op eng Digitalisatioun vun der Procédure d'immatriculation wëll hischaffen.

Leider kann aus der Ausso vum honorabelen Deputéierten net erausgelies ginn, wéi eng spezifesch Fäll viséiert sinn, weeder ënner wéi engen Ëmstänn déi vun him genannte Protokollen ausgestallt gi sinn, nach wou d'Informatiounen hierkommen.

---

**Bâtiment K22** | Question **0385** (23/02/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Am Joer 2023 ass de Gesetzesprojet 8154 gestëmmt ginn. Hei ass et ëm e Finanzéierungsgesetz gaangen, wou de Staat 273,5 Milliounen investéiert an e Gebai, dat den Numm „K22" dréit a jeeweils zur Hallschent vum Staat an ArcelorMittal kaf a geréiert gëtt.

Dëse Projet ass vun der CSV, zu deem Zäitpunkt nach an der Oppositioun, staark kritiséiert ginn. Den honorabelen Deputéierte Laurent Mosar huet an der Debatt dovu geschwat, dass d'Regierung mat dësem Kaf hir Glafwierdegkeet verléiert an hei ëffentlech Gelder mat der Strenz ausgedeelt ginn. Och déi honorabel Deputéiert Diane Adehm huet am Februar an engem Interview dorops higewisen, dass de Staat esou Gebaier net méi kafen dierft. Dës Aussoe passen an de Kader, deen den Här Finanzminister Gilles Roth mëndlech setzt, wou en an engem rezenten Interview dovunner schwätzt, dass een d'Steigerung vun den ëffentlechen Ausgaben offlaache muss.

De Staat finanzéiert also aktuell e Gebai, wat, wéi déi honorabel Deputéiert vun der CSV et aschätzen, exzessiv Käschte generéiert huet, an et gläichzäiteg awer keen no bausse kommunizéierte Plang gëtt, wéi een dëst Gebai optimal notze kann.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Premierminister an de Ministere fir Finanzen, ëffentlechen Déngscht a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Gëtt et säitens den ëffentlechen Autoritéiten Iwwerleeungen, wéi ee mat dësem Gebai, beispillsweis duerch eng Locatioun oder e Verkaf, Recette generéiere kann? Falls nee, aus wéi enge Grënn ginn dës Iwwerleeungen, opbauend um uewen duergeluechte Constat, net gefouert?

2. Gëtt et konkreet Pläng, wéi eng Departementer hei sollten an de Büroen ënnerbruecht ginn? Wéi gëtt de Choix virgeholl respektiv wéi sinn déi betreffend Servicer ausgewielt ginn? Wéi eng Virdeeler erhofft een sech duerch dëse Placement?

**Réponse** (26/03/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

D'Chamber huet de 5. Juli 2023 de Gesetzesprojet N° 8154 fir den Deelkaf vum sougenannte Gebai K22 um Kierchbierg gestëmmt. Dat deementspriechend Gesetz ass de 24. Juli 2023 am Mémorial A publizéiert ginn an den 28. Juli 2023 a Kraaft getrueden. Am Sënn vun der Gewaltentrennung opläit et der Regierung, dëst Gesetz ze exekutéieren.

Op Propositioun vum fréiere Minister fir Transport an ëffentlech Aarbechte goufe Machbarkeetsstudien, fir follgend Servicer am Gebai K22 ënnerzebréngen, an Optrag ginn:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Des Weidere leeft eng Machbarkeetsstudie fir ze kucken, ob de Service des aides au logement och am Gebai K22 kéint ënnerbruecht ginn.

Bei der Selektioun vun de Servicer goufe follgend Krittären a Betruecht gezunn:

– Proximitéit zu hire Ministères de tutelle, déi am Héichhaus ënnerbruecht sinn;
– Méiglechkeet, verschidde Surfacë vum Gebai zesummen ze benotzen;
– Compatibilitéit mat aneren externen Occupante vum Gebai;
– Regruppement an domadder Vereinfachung vun der Zesummenaarbecht a kuerz Weeër.

Sollt sech an de Machbarkeetsstudien erausstellen, dass deen een oder anere Service net géif an d'Gebai passen, kënnen aner Servicer noselektionéiert ginn.

---

**Dispense de travail pour enseignantes enceintes** | Question **0386** (23/02/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Eng Schwangerschaft bedeit net nëmmen eng grouss kierperlech Veränneruung fir d'zukünfteg Mamm, mee och ënner Ëmstänn fir de berufflechen Alldag. Esou zum Beispill och am Enseignement, wou et d'Méiglechkeet gëtt, dass eng Dispens ausgeschwat gëtt. Hei gëtt et awer wuel grouss Ënnerscheeder, wéi mir zougedroe gouf. Sou kann et sinn, dass eng Enseignante weider normal schaffe geet, wärend aner Enseignanten op eng administrativ Tâche gesat ginn oder esouguer ganz doheembleiwen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht, ëffentlechen Déngscht a Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wien huet alles d'Méiglechkeet, fir esou eng Dispens auszeschwätzen?

2. Sinn d'Reegelen, fir esou eng Dispens auszeschwätzen, am Privatsecteur an an der Fonction publique déi selwecht?

3. Op wéi enge Krittäre baséierend gëtt eng Dispens ausgeschwat?

**Réponse** (26/03/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique | **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1. Eng Dispens gëtt, an der Reegel, vum Employeur op Avis conforme vum Aarbechtsdokter ausgeschwat.

ad 2. Jo, d'Artikelen L.334-1 bis L.334-4 aus dem Code du travail, déi hei spillen, applizéieren sech esouwuel am Privatsecteur ewéi och an der Fonction publique.

ad 3. D'Ausschwätze vun enger Dispens baséiert op der Analys vum spezifeschen Aarbechtsëmfeld an awer och vum medezinneschen Hannergrond vun dem Agent, fir esou zum Beispill ze verhënneren, datt déi zukünfteg Mamm an hiert ongebuerent Kand engem Risiko oder enger Gefor op der Aarbecht ausgesat gëtt.

**Personnel des CFL** | Question **0387** (23/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

A menger Fro N° 0165 hunn ech op d'Personalsituatioun bei de CFL opmierksam gemaach an d'Ministesch huet eng Rei Informatiounen dozou geliwwert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op meng viregt Fro huet d'Ministesch erkläert, dass nëmmen 2,6 % vun den Zich ausgefall sinn, well Personal (Lokféierer oder Zuchbegleeder) gefeelt huet. Dat wiere ronn 260 vun 10.000 Zich.
Wéi vill Zich sinn ausgefall wéinst Personalgrënn insgesamt (inclus den Absencë vu Lokfürer oder Zuchbegleeder)?
Wat sinn déi aner Grënn, firwat Zich ausgefall sinn?

2. Bei de Krankeschäiner ass eng Hausse festzestellen, souwuel bei den Zuchbegleeder wéi och bei den Zuchfürer. Dëst ass ëmsou méi erstaunlech, well den Taux d'absentéisme mol net an de Jore vun der Pandemie 2020 an 2021 esou héich war. Méi Krankeschäiner kënnen en Indicateur si fir Onzefriddenheet, Onwuelsinn a méi schwieregen Aarbechtsbedingunge vum Personal.
Kann d'Ministesch fir den Tablo aus der viregter Fro absolutt Zuelen zu de Krankeschäiner presentéieren (Unzuel un Deeg)?
Wéi erkläert d'Ministesch d'Hausse vun de Krankeschäiner?

3. Zum Personalbestand: Wéi vill Lokfürer an Zuchbegleeder waren an de Joren 2020 bis 2023 (opgeschlësselt no Joer) op d'mannst eemol am Statut „inapte" a konnten deemno net hirer Aarbecht nogoen?
Goufen dës Lokfürer an Zuchbegleeder an der Statistik vun der viregter QP N° 0165 mat agerechent?

4. Oft kritt een als Passagéier bei Verspéidungen oder annuléierte Verbindungen d'Informatioun, dass „raisons opérationnelles" Schold sinn. Wat sinn déi dräi heefegst Grënn, wa vu „raisons opérationnelles" geschwat gëtt?

5. D'Ministesch huet annoncéiert, dass een Astellungsprozess lancéiert gouf, fir de Personalbestand ze erhéijen, well an Zukunft méi Zich solle rullen.
Wéi vill méi Zich solle bis 2035 zu Lëtzebuerg rullen?
Wéi vill zousätzlecht Personal brauchen d'CFL, fir dat méiglech ze maachen (wann een dovunner ofgesäit, dass autonom fuerend Zich bis 2035 eng Realitéit sollte ginn)?

**Réponse** (25/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0165 uginn, waren 2,6 % vun den Zuchausfäll am Joer 2023 op Personalgrënn zeréckzeféieren. Déi aner Grënn, firwat d'Zich ausgefall sinn, sinn a follgender Grafik opgelëscht:

(*graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Nofollgend e puer Beispiller pro Suppressiounskategorie:

– Non-disponibilité des installations ferroviaires
Stéierung vun enger Barriär oder enger Weich, Stéierung vun enger Sécherheetsinstallatioun, Stéierung vun enger Telekommunikatiounsinstallatioun asw.

– Non-disponibilité du matériel roulant
Technesch Problemer un enger Maschinn, Pannen um Sécherheetssystem ETCS asw.

– Causes externes
Streik op den Nopeschreseauen, extern Aflëss (all Tëschefall verursaacht duerch eng Drëttpersoun), klimatesch Aflëss oder natierlech Ursaachen asw.

– Incidents/Accidents
Persounenaccidenter, Entgleisungen, Alarm, Signaldepassementer asw.

– Effet domino
Repercussioune vun Tëschefäll op enger Streck, déi sech op den Zuchtrafick vun anere Strecken offierwen.

– Réseaux voisins
Repercussioune vun Tëschefäll op engem Nopeschreseau, déi sech op den Zuchtrafick vun eisem Reseau offierwen.

– Autres
Evenementer, déi kenger anerer Kategorie konnten zougeuerdent ginn. Heirënner sinn och déi 2,6 % u Suppressiounen ze fannen, déi op Personalgrënn zeréckzeféiere waren.

D'Gesamtbeleegschaft vum Grupp CFL beleeft sech den 31. Dezember 2023 op 5.126 Employée(ë)n. De Joresduerchschnëtt vum Taux d'absentéisme louch Enn Dezember bei 5,37 %, deementspriechend also 0,17 % liicht méi héich wéi den nationalen Duerchschnëtt vun 2022, dee sech op 5,20 % beleeft.

Zënter de leschten zwee Joer gëtt den Term „raisons opérationnelles" just nach seelen am Fall vu Verspéidungen oder Zuchausfäll vun den CFL benotzt. An der Tëschenzäit ass d'Kommunikatioun mam Client esou verbessert, datt, souwäit méiglech, méi detailléiert iwwert d'Grënn vun enger Verspéidung oder engem Zuchausfall informéiert gëtt.

Dësen Term gëtt u sech just nach benotzt z. B. bei enger net ugekënnegter Interventioun vun der Police an engem Zuch (z. B. bei enger Drogekontroll) oder bei verschiddene Retarden, déi um Trajet vum Zuch entstane sinn, wou awer d'Ursaach net direkt konnt identifizéiert ginn.

D'Entwécklung vun den Transportrelatiounen an hirer Frequenz léisst sech dem Plan national de mobilité 2035 (PNM 2035) enthuelen. D'CFL ginn dervun aus, dass fir d'Ëmsetzung vun allen Elementer vum PNM 2035 circa 35–40 % méi rullend Personal am Verglach zu haut noutwendeg sinn.

**Logements de la SNHBM** | Question **0390** (26/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Wunnengsbauminister hat op der Pressekonferenz zum Logement am Januar erkläert, dass eng grouss Unzuel u Wunnenge bei der SNHBM géifen eidel stoen an nëmmen drop waarde fir bezunn ze ginn. Dofir sollen d'Krittären iwwerschafft ginn, fir dass och Leit mat méi héije Revenuen an de Genoss vun enger ëffentlech finanzéierter Wunneng kënne kommen. D'Wunneng ass zwar domadder vläit fort, mee domadder ass leider deenen, déi manner verdéngen, awer nach ëmmer net gehollef, well d'Wunneng net fir si ass.

Wien um Site vun der SNHBM d'Präislëschte vun de Wunnengen duerchkuckt, dee versteet och ganz schnell, firwat och een Normalverdénger hei am Land Schwieregkeeten huet, fir sech eng staatlech subventionéiert Wunneng ze kafen. Beispill: Beim Projet Nonnewisen zu Esch kascht een Appartement vun 88 m², mat alle Bäihëllefen, déi ee kréie kéint, nach ëmmer 440.000 €, also ronn 5.000 €/m². Wichteg unzemierken ass, dass den Terrain dem Keefer natierlech net gehéiert, mee dëse weiderhin am Besëtz vun der ëffentlecher Hand bleift, ënnert dem Regime vum Erbpachtrecht (Emphyteos).

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi héich sinn déi duerchschnëttlech Baukäschten (ouni Terrain) pro Meeterkaree fir een Appartement vun 80 m² bei der SNHBM a beim Fonds du logement?

2. Wéi vill Suen huet de Bau vun deenen eenzelne Wunnenge beim Projet Nonnewisen zu Esch kascht?
Wéi vill Subsiden huet d'SNHBM am Kader vun dësem Projet u Subside fir all eenzel Wunneng zegutt?
Wéi vill Subsiden huet d'SNHBM an dësem Projet fir d'Acquisitioun an d'Viabiliséierung vum Terrain a fir Architektenhonoraire zegutt?
Ass beim Projet Nonnewisen een Ecart do tëschent de Verkafspräisser vun den Appartementer (Prix de vente subventionné TTC) an de Käschte vum Projet, nodeems een d'Subsiden ofgezunn huet?

3. Fir ëffentlech Wunnenge gëllt ee Virkafsrecht vum Staat. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7325 vun 2022 goung ervir, dass tëschent 2018 an 2022 eng 44 Wunnengen erëm vun der SNHBM zeréckkaf goufen.
– Goufen dës Wunnengen entre-temps erëm verkaf?
– Kann de Minister ausschléissen, dass dës Wunnengen zu engem méi héije Präis verkaf goufen, wéi d'SNHBM fir hire Kaf bezuelt huet? Falls nee, wéi héich ass den Ecart am Duerchschnëtt tëschent den Akafspräisser a Verkafspräisser a wat ass de Maximum un Ecart, fir deen eng Wunneng verkaf gouf?

**Réponse** (29/03/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. D'Baukäschte pro m² hänke vun engem zum anere Projet of, esouwéi vun de Charakteristike vun de Projeten. Den duerchschnëttleche Baupräis pro m² Wunnfläch läit fir d'SNHBM an de Fonds du logement bei ronn 5.300 €.

ad 2. De Bau vum Projet Nonnewisen (Deel Appartementer) ass nach amgaangen. D'Schätzung vun de Baukäschte läit bei 11.112.708 € TTC 17 %.

Fir de Projet Nonnewisen zu Esch gëtt de viabiliséierten Terrain der SNHBM vun der Stad Esch-Uelzecht iwwert d'Erbpachtrecht zur Verfügung gestallt. Déi staatlech Hëllef am Kader vun den Honoraireskäschte gëtt iwwert d'SNHBM un déi eligibel Clienten zu 100 % weiderginn. D'SNHBM selwer kritt also keng staatlech Participatioun fir dëse Projet.

Déi genannte staatlech Participatioun fir den eligibele Client läit bei 34.882 € pro Wunneng.

Den Ecart tëschent de subventionéierte Verkafspräisser vun den Appartementer (Prix de vente subventionné TTC) an de Käschte vum Projet ass ee Coefficient d'entreprise vu 6 %, deen d'SNHBM als SA an der Moyenne op d'Käschten applizéiert, fir de finanzielle Risiko, deen aus der Schätzung vun de Baukäschten entsteet, an an der Suite vun den ëffentlechen Ausschreiwungen, eventuell Präisrevisiounen ze droen. Des Weideren ass och de Service après-vente mat der Garantie décennale mat dësem Coefficient ofgedeckt. Bei der SNHBM ass de Verkafspräis e fixe Verkafspräis ouni Risiko fir de Client.

ad 3. All Wunnengen, déi d'SNHBM tëscht 2018 an 2022 zréckkaf huet, si rëm verkaf ginn.

Den initiale Verkafspräis vun de Wunnenge gëtt festgeluecht, wéi dat vum Gesetz vum 7. August 2023 iwwert de „logement abordable" virgesinn ass. Wann eng Wunneng vun der SNHBM zeréckkaf gëtt an dono nees un en eligibele Client verkaf gëtt, da kommen ë. a. eventuell Renovéierungsaarbechten, Notaireskäschten an Honorairë vun der SNHBM dobäi. Fir eng gerecht Behandlung vun hire Clienten, proposéiert d'SNHBM änlech Präisser wéi fir vergläichbar Wunnengen.

D'SNHBM féiert keng Statistik iwwert den duerchschnëttlechen Ecart tëschent den Akafspräisser an de Verkafspräisser an och net iwwert de Maximum un Ecart.

**Stratégie hydrogène du Luxembourg** | Question **0391** (26/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

En 2021, la stratégie hydrogène du Luxembourg a été présentée. En considérant que l'exploitation de l'hydrogène peut contribuer à la transition énergétique et donc à la lutte contre la crise climatique, une des mesures proposées envisage la coopération avec les États membres de l'UE et des pays tiers. En ce qui concerne le projet Mosel Saar HYdrogen Conversion (MosaHYc), la stratégie énonce qu'« une extension du réseau 100 % H2 vers le territoire luxembourgeois est actuellement analysée ».

D'ailleurs, selon l'accord de coalition, le Gouvernement est « conscient de l'importance cruciale de l'hydrogène dans de nombreux secteurs » et « garantira la sécurité d'approvisionnement de cette ressource énergétique élémentaire ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– Est-ce que Monsieur le Ministre peut fournir des informations actuelles sur des raccordements potentiels du réseau MosaHYc au Luxembourg ?

– Monsieur le Ministre, envisage-t-il d'adapter la stratégie hydrogène existante ? Le cas échant, de quelle façon et dans quels délais ?

**Réponse** (28/03/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Les honorables Députés rappellent qu'en 2021 il était prévu d'analyser une éventuelle connexion du territoire luxembourgeois au projet d'infrastructure de transport d'hydrogène appelé « mosaHYc » (Moselle-Saar-Hydrogen-Conversion).

Sur demande, Encevo, société luxembourgeoise, confirme les informations suivantes qui ont également été relayées par la presse nationale.

mosaHYc est un projet comportant 90 km de réseau hydrogène en France et en Allemagne. Il vise à transformer environ 70 km de gazoducs entre la Sarre (Allemagne), la Lorraine (St-Avold) et la frontière luxembourgeoise pour développer un hub régional hydrogène. La reconversion concerne 50 km de gazoducs en France et environ 20 km en Allemagne. Le projet est mené en partenariat entre Encevo et sa filiale allemande Creos Deutschland avec GRTgaz, gestionnaire de réseau de transport de gaz français. La mise en service du réseau est planifiée pour 2027. Les réseaux seront ouverts à la fois aux futurs producteurs et consommateurs potentiels. L'intégration du Luxembourg dans l'infrastructure d'hydrogène de la Grande Région, dont fait partie le projet mosaHYc, reste prévue.

Dans l'accord de coalition, le Gouvernement envisage un rôle clé à moyen et long terme pour l'hydrogène dans la décarbonation de l'économie du pays.

Trois axes sont poursuivis :

(i) À court terme, des projets de production d'hydrogène renouvelable seront subventionnés au niveau national. Ces projets ne pourront répondre qu'à une partie limitée de la demande potentielle en hydrogène.
(ii) Afin de fournir des quantités suffisantes d'hydrogène à un coût compétitif, connecter le Luxembourg à une infrastructure européenne est une priorité. Le Luxembourg plaidera pour une connexion qui assure les importations en provenance d'un ou plusieurs pays voisins, mais qui permet également le transit de l'hydrogène d'un pays voisin à un autre.
(iii) Enfin, des mécanismes seront mis en place pour inciter les acteurs économiques à passer de l'utilisation des énergies fossiles à l'utilisation de sources d'énergie telles que l'électricité ou l'hydrogène renouvelable.

Une mise à jour de la stratégie hydrogène du Luxembourg est prévue pour l'année 2025, et il est envisagé d'y ancrer un mécanisme de réévaluation et d'actualisation régulières.

**Investissements de la BEI dans l'industrie de l'armement** | Question **0392** (26/02/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Le vendredi 23 février, les ministres des Finances de l'Union européenne se sont rencontrés lors d'une réunion informelle à Gand. Selon des informations de presse, les discussions ont notamment porté sur la possibilité d'augmenter les investissements de la Banque européenne d'investissement (BEI) dans la production d'équipements militaires.

Étant donné que le mandat de la BEI interdit à celle-ci d'investir dans l'industrie des armements, seule la production d'équipements dits « dual-use » peut aujourd'hui être financée par la BEI, c'est-à-dire des équipements qui peuvent également être utilisés à des fins civiles. Or, les ministres réunis à Gent auraient justement discuté de la possibilité d'abolir cette restriction, afin de permettre à la BEI d'investir directement dans des sociétés privées du secteur de l'armement.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Pouvez-vous confirmer les informations décrites plus haut et me dire si un tel changement du mandat de la BEI est réellement envisagé et quelles seraient les échéances pour effectuer un tel changement ?

2) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à une éventuelle modification du mandat de la BEI qui permettrait des investissements directs dans l'industrie des armements ?

3) N'êtes-vous pas d'avis qu'une telle décision porterait préjudice à la capacité de la BEI à financer des projets de développement durable, notamment dans les secteurs de la transition énergétique, des infrastructures et de la réduction de la pauvreté et des inégalités ?

**Réponse** (27/03/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Dans le cadre de sa politique de sécurité et de défense, et face aux défis de sécurité auxquels l'Europe est confrontée, l'Union européenne estime nécessaire d'augmenter ses capacités de défense.

Lors du sommet européen des dirigeants de l'Union européenne des 21 et 22 mars 2024, le Conseil européen a demandé, entre autres, au Conseil et à la Commission d'étudier toutes les possibilités de mobilisation de fonds afin d'améliorer l'accès de l'industrie européenne de la défense aux financements publics et privés.

Dans le même contexte, le Conseil européen a invité la Banque européenne d'investissement à adapter sa politique de prêt envers l'industrie de la défense et à revoir sa définition actuelle des biens à double usage, tout en préservant sa capacité de financement.

Ces conclusions ont été approuvées à l'unanimité des États membres de l'Union européenne.

**Compte bancaire des sociétés** | Question **0393** (27/02/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Je me permets de revenir sur une situation sur laquelle j'ai attiré l'attention à plusieurs reprises à travers diverses questions parlementaires (n° 7519, question élargie n° 188), à savoir l'impossibilité de nombreuses sociétés d'ouvrir un compte bancaire auprès d'une banque établie sur le territoire luxembourgeois.

Suivant mes informations, quelques banques, telles la banque POST, ont fait des efforts substantiels afin de faciliter l'ouverture de comptes pour des entreprises. Cependant, la situation reste tendue au niveau d'autres banques, qui restent très réticentes pour ouvrir de nouveaux comptes et qui continuent même de fermer des comptes existants. La situation générale n'est donc pas satisfaisante et risque de créer un frein à l'entreprenariat et la création d'entreprises dans notre pays, en particulier pour les start-ups.

Face à cette situation, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre est-il au courant de cette situation ?

– Quelles initiatives Monsieur le Ministre compte-t-il prendre pour y remédier ?

– Est-ce qu'une concertation entre la CSSF et les acteurs du secteur financier pourrait être envisagée ?

– Ne pourrait-il pas, le cas échéant, envisager une initiative législative afin de débloquer la situation ?

**Réponse** (27/03/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Le Ministère des Finances est en contact régulier avec les différentes parties prenantes, et notamment l'ABBL et la CSSF, au sujet de cette thématique.

En mars 2023, le ministère a rassemblé l'ABBL et les représentants des différents secteurs d'activité (banque de détail, banque commerciale et banque de dépôt) ainsi que la CSSF afin de mieux identifier les problèmes potentiels liés à l'ouverture de comptes bancaires pour certaines sociétés et les solutions à y apporter le cas échéant.

Suite à cette réunion, la CSSF et l'ABBL ont instauré un échange régulier sur le sujet de l'ouverture des comptes bancaires et plusieurs initiatives ont été mises en place par l'ABBL, dont un guide avec la House of Entrepreneurship sur l'ouverture de comptes bancaires pour les entrepreneurs, une liste publique des banques au Luxembourg qui ouvrent des comptes pour différents types d'entreprises (start-ups, PME, fonds alternatifs) ainsi que des formations, en coopération avec l'ALFI, la LPEA et LuxCMA, pour les employés de banque afin de les familiariser avec différents types de structures d'investissement dans le cadre d'une ouverture de comptes bancaires.

Dans ce contexte, le Ministère des Finances continuera à s'engager dans un dialogue ouvert et constructif avec le secteur en vue d'évaluer l'impact des mesures précitées et, le cas échéant, d'identifier des pistes additionnelles.

Il n'appartient cependant pas à l'État de s'immiscer dans la politique commerciale voire dans la politique de gestion des risques des établissements financiers.

Pour les raisons précitées, le Ministère des Finances n'envisage pas d'initiative législative visant à contraindre une ou plusieurs banques à ouvrir un compte à une société qui s'est vu refuser un compte bancaire. Une telle approche non différenciée serait difficile à concilier avec les spécificités d'une place financière internationale comme le Luxembourg, qui contraste avec les secteurs financiers d'autres pays qui servent principalement des entreprises locales.

**Fédération sectorielle « Life Sciences »** | Question **0394** (27/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Sous l'égide de la Fedil (Fédération des entreprises Luxembourg) s'est constituée en janvier dernier une nouvelle fédération sectorielle regroupant 11 entreprises actives dans les domaines de la santé et des sciences de la vie (Life Sciences). Cette fédération entend contribuer au développement de ce secteur pour en faire un véritable hub de la santé.

1) Comme le développement de ces entreprises est largement tributaire d'un personnel bien formé bénéficiant de bonnes conditions de travail, nous aimerions savoir des membres du Gouvernement comment ils entendent accompagner le développement de ce secteur prometteur.

2) Combien d'entreprises regroupées dans la nouvelle structure disposent d'une convention collective respectivement du statut public ?

3) Le Gouvernement entend-il promouvoir l'idée d'une convention collective sectorielle dans ce domaine ?

**Réponse** (29/03/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Le Gouvernement est à disposition de ce secteur pour l'accompagner dans toutes les démarches nécessaires au développement du secteur.

À noter que le Gouvernement cible plus précisément le secteur des technologies de la santé dans le cadre de sa politique de diversification économique et ambitionne de positionner le Luxembourg en tant que pôle européen de premier plan pour le développement, l'évaluation et l'adoption des technologies digitales de la santé sur le marché européen.

ad 2) 1 entreprise regroupée dans la nouvelle structure dispose d'une convention collective.

ad 3) Le Code du travail règle l'ouverture des négociations collectives ainsi que la composition de la Commission de négociation. La négociation d'une convention collective tombe sous l'autonomie tarifaire que le Gouvernement entend respecter.

**Propos de Monsieur le Ministre des Sports sur le journalisme sportif** | Question **0395** (28/02/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Dans une interview accordée à l'édition de janvier de « Mental ! le magazine qui te fait mal aux muscles », Monsieur le Ministre des Sports a qualifié les pages sportives des grands quotidiens luxembourgeois de « superficiels et lapidaires », une critique reformulée dans une prise de position parue dans la presse écrite en date du 27 février comme une incitation aux médias à développer et approfondir la couverture des événements sportifs.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants de la part de Monsieur le Premier ministre et de Madame la Ministre déléguée aux Médias et à la Connectivité :

1) Les ministres partagent-ils l'avis de Monsieur le Ministre des Sports en ce que la presse sportive serait superficielle et lapidaire et mériterait d'être développée et approfondie par les rédactions luxembourgeoises ?

2) Dans l'affirmative, quels moyens les ministres comptent-ils mettre à disposition des médias afin d'atteindre ces objectifs ?

**Réponse** (12/03/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

Les ministres estiment que la presse luxembourgeoise, y compris la presse sportive, est de très bonne qualité.

**Quantités de produits phytopharmaceutiques utilisées dans l'agriculture** | Question **0396** (28/02/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Un des objectifs définis dans le Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques (PAN PPP) est la définition et l'identification des « big movers » (produits phytopharmaceutiques les plus dangereux ou les plus utilisés) et d'envisager une réduction de 30 % de ces produits jusqu'en 2025.

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 0028, Madame la Ministre a expliqué que selon les dernières données disponibles sur l'utilisation des produits phytopharmaceutiques dans l'agriculture luxembourgeoise, une réduction de 37 % aurait été constatée pour la catégorie des « big movers » par rapport à la période de référence 2017-2018, l'objectif de réduction fixé à 30 % d'ici 2025 étant donc atteint.

Par ailleurs, Madame la Ministre a confirmé dans ladite réponse que la réduction globale de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques chimiques au Luxembourg a atteint, selon les données et la méthodologie de calcul de la Commission européenne, la valeur de 50 % en 2020-2021.

Dans ce contexte, je me permets de demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Quelle est la définition précise des « big movers » ayant été établie dans le cadre du PAN PPP ? Comment la liste des « big movers » a-t-elle évolué annuellement et quelles ont été les raisons principales pour les éventuelles modifications de la liste ? Quels sont les indicateurs précis appliqués pour évaluer l'évolution des « big movers » ?

2) Madame la Ministre peut-elle me fournir les chiffres concernant l'évolution de l'utilisation des « big movers » depuis 2017-2018 (ventilée par année, en kg ainsi qu'en % réduit par rapport à l'année de référence) ? Quelles ont été les substances ayant contribué le plus à l'évolution des chiffres pour chaque année depuis 2017-2018 ? Madame la Ministre peut-elle chiffrer la contribution des principales substances dans ce contexte ? Quelles sont les principales raisons (réglementaires, incitatives, etc.) ayant contribué au changement dans l'utilisation de ces substances observé pour chaque année ?

3) Au niveau de la réduction globale de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, Madame la Ministre peut-elle me fournir l'évolution depuis l'année de référence (ventilée par année, en kg ainsi qu'en % réduit par rapport à l'année de référence) ? Quelles ont été les substances ayant contribué le plus à l'évolution des chiffres pour chaque année ? Madame la Ministre peut-elle chiffrer la contribution des principales substances dans ce contexte ? Quelles sont les principales raisons (réglementaires, incitatives, etc.) ayant contribué au changement dans l'utilisation de ces substances observé pour chaque année ?

Tel que prévu dans son PAN PPP, le Gouvernement a mis en place un indicateur permettant d'évaluer la fréquence de traitement afin d'accroître les connaissances des quantités de produits phytopharmaceutiques utilisées dans l'agriculture.

4) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur l'évolution de cet indicateur depuis sa mise en place et les principales conclusions qui peuvent en être tirées ?

**Réponse** (26/03/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Tel que prévu par la mesure 6-5, la liste des big movers a été établie suite à une proposition d'un groupe de travail interministériel. La liste est publiée sur le portail de l'agriculture et mise à jour annuellement.

Sont inclues dans la liste des « big movers » la substance active glyphosate ainsi que les substances actives de produits phytopharmaceutiques (PPP) répondant à un des trois critères suivants :

1. substances actives classées candidates à la substitution, telles que définies par l'article 24 du règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil
2. substances actives dont les métabolites sont mesurés avec des concentrations supérieures à 0,1 µg/l dans les captages d'eau potable
3. substances actives figurant en tant que substances prioritaires et substances dangereuses et prioritaires à l'annexe III du règlement grand-ducal du 15 janvier 2016 relatif à l'évaluation de l'état chimique des masses d'eau de surface.

La mise à jour de la liste se fait en prenant en compte ces trois critères.

Le fichier statistique intitulé « Utilisation de produits phytopharmaceutiques dans l'agriculture et la viticulture et différenciation des "big movers" » est publié et mis à jour annuellement par le Service d'économie

rurale. Il permet de suivre l'évolution de l'utilisation des big movers.

ad 2) L'utilisation des big movers a évolué depuis l'année agricole 2017-2018 comme suit :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

En 2021-2022, l'usage des big movers a diminué de 47 % par rapport à l'année de référence 2017-2018. Les cinq substances ayant contribué majoritairement à cette diminution sont les suivantes :

1. Le glyphosate représentait en 2017-2018 une part de 40,5 % des big movers. La quantité de glyphosate appliquée a diminué de 91 % depuis 2017-2018 (9.395 kg en 2018-2017 pour 850 kg en 2021-2022).
2. L'époxionazole représentait en 2017-2018 une part de 3,9 % des big movers. La quantité d'époxiconazole appliquée a diminué de 99 % depuis 2017-2018 (895 kg en 2018-2017 pour 5 kg en 2021-2022).
3. Le cyprodinil représentait en 2017-2018 une part de 2,8 % des big movers. La quantité de cyprodinil appliquée a diminué de 84 % depuis 2017-2018 (405 kg en 2018-2017 pour 65 kg en 2021-2022).
4. Le sulcotrione représentait en 2017-2018 une part de 2,2 % des big movers. La quantité de sulcotrione appliquée a diminué de 99 % depuis 2017-2018 (515 kg en 2018-2017 pour 5 kg en 2021-2022).
5. Le diquat représentait en 2017-2018 une part de 1,7 % des big movers. La quantité de diquat appliquée a diminué de 100 % depuis 2017-2018 (660 kg en 2018-2017 pour 0 kg en 2021-2022).

Les raisons influençant l'utilisation des substances actives sont multiples. Au fil du temps, plusieurs substances actives ont perdu leur approbation au niveau communautaire alors que de nouvelles substances actives ont été approuvées. La disponibilité de certaines substances actives peut être limitée pour certaines années pour des raisons techniques ou commerciales. Les conditions météorologiques influencent la nécessité de lutter contre certains organismes nuisibles aussi bien que le choix des cultures ou l'adaptation des itinéraires techniques.

Du point de vue réglementaire et incitatif, les aspects suivants sont à mettre en évidence :

– les retraits d'autorisation de PPP contenant du glyphosate ainsi que l'annulation de ces retraits suite à un jugement rendu par les juridictions luxembourgeoises ;
– la condition facultative de la renonciation à l'utilisation de la substance active « glyphosate » sein de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement à partir de l'année culturale 2019-2020 ;
– les mesures agro-environnementales et climatiques ainsi que les éco-régimes mis en place par l'État visant une réduction des PPP. Le nombre d'hectares de surfaces concernés sont renseignés dans les tableaux ci-dessous.

*(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3) L'utilisation des produits phytopharmaceutiques a évolué depuis l'année culturale 2017-2018 comme suit :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

En 2021-2022, l'usage des produits phytopharmaceutiques a diminué de 27 % par rapport à l'année de référence 2017-2018. Les cinq substances ayant contribué majoritairement à cette diminution sont les suivantes :

1. Le sulfure représentait en 2017-2018 une part de 24,86 % des produits phytopharmaceutiques. La quantité de sulfure appliquée a diminué de 22 % depuis 2017-2018 (36.885 kg en 2018-2017 pour 28.630 kg en 2021-2022).
2. L'huile de paraffine représentait en 2017-2018 une part de 15,73 % des produits phytopharmaceutiques. La quantité d'huile de paraffine appliquée a diminué de 45 % depuis 2017-2018 (22.330 kg en 2018-2017 pour 12.875 kg en 2021-2022).
3. Le glyphosate représentait en 2017-2018 une part de 6,33 % des produits phytopharmaceutiques (voir réponse à la question 2).
4. Le folpet représentait en 2017-2018 une part de 4,70 % des produits phytopharmaceutiques. La quantité de folpet appliquée a diminué de 14 % depuis 2017-2018 (6.975 kg en 2018-2017 pour 5.980 kg en 2021-2022).
5. La terbuthylazine représentait en 2017-2018 une part de 3,45 % des produits phytopharmaceutiques. La quantité de terbuthylazine appliquée a diminué de 61 % depuis 2017-2018 (5.125 kg en 2018-2017 pour 2.020 kg en 2021-2022).

En ce qui concerne les principales raisons ayant contribué au changement global de l'utilisation de PPP, une référence est faite à la réponse à la question 2.

ad 4) L'indicateur de fréquence de traitements phytopharmaceutiques (IFT) est un indicateur de suivi de l'utilisation des produits pharmaceutiques (PPP) à l'échelle d'un ha, d'une culture, d'une exploitation agricole.

La formule de calcul de l'IFT est :

$$\text{IFT} = \frac{\text{dose appliquée x surface traitée}}{\text{dose de référence x surface de la parcelle}}$$

L'IFT est calculé annuellement au Luxemburg depuis 2016 et mesure donc la quantité-dose de produit utilisée par hectare à la dose de référence par culture d'une exploitation.

L'indicateur sert à évaluer l'intensité de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques dans les exploitations agricoles, sachant que l'intensité de l'utilisation est influencée par plusieurs critères :

– du seuil de dommage de la culture à traiter
– du cible de traitement
– des conditions climatiques
– des critères économiques
– des pratiques habituelles de l'agriculteur
– des stratégies commerciales des fournisseurs de PPP
– etc.

Une réduction des substances actives n'implique pas nécessairement une réduction de l'indicateur de l'IFT, car l'IFT ne nous informe pas sur la quantité de produit appliquée ni sur la toxicité du produit appliqué. Il est un outil qui nous donne des explications sur les pratiques phytopharmaceutiques de l'agriculteur et le degré d'infection de maladie ou/et la pression parasitaire de la culture en question et des passages de traitement qui en résultent.

Parmi les évolutions décroissantes de l'IFT, on observe une baisse de fréquence d'application des herbicides dans différentes cultures, notamment le froment d'hiver et le colza.

**Droit d'accès aux informations pour les journalistes professionnels** | Question **0397** (28/02/2024) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

Début février 2024, la « Note au formateur au sujet du droit d'accès aux informations pour les journalistes professionnels » a été mis à disposition de la Chambre des Députés. Il ressort de ce document que les organismes visés par une demande d'accès au document ne suivent que dans 49 % l'avis donné par la Commission d'accès aux documents (CAD). La note stipule encore que dans de nombreux cas où la CAD avait retenu que le document sollicité était communicable, les organismes concernés ont décidé de ne pas le transmettre au demandeur. Dans la note au formateur, une note de bas de page indique que ce constat est issu des résultats de l'enquête sur l'application de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte.

C'est dans ce cadre que je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Madame la Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité :

1) Quelles sont les conclusions de l'enquête sur l'application de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte ? Quand cette enquête sera-t-elle publiée ?

2) Lors du pot de nouvel an de la presse en janvier 2024 le Premier ministre a annoncé présenter un projet de loi introduisant un droit à l'information pour les journalistes d'ici cet été. Les organisations représentant les journalistes, qui réclament ce droit depuis de nombreuses années, seront-elles impliquées dans le processus de gestion du projet de loi ?

**Réponse** (13/03/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1) Les résultats de l'enquête sur l'application de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte sont publiés, depuis le 8 juin 2023, sous le lien suivant : Résultats de l'enquête sur l'application de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte sont publiés, depuis le 8 juin 2023, sous le lien suivant :

Résultats de l'enquête sur l'application de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte. – Portail Open Data (public.lu).

ad 2) C'est à la suite d'une série d'échanges et de pourparlers avec le Conseil de presse que l'avant-projet de loi annoncé par le Premier ministre est en cours d'élaboration par les services en charge du dossier. Le Conseil de presse continuera d'être impliqué dans ce processus.

**Traite des êtres humains** | Question **0400** (28/02/2024) de **M. Dan Biancalana** | **M. Claude Haagen** (LSAP)

La traite des êtres humains est une atteinte aux droits de l'homme. Elle se manifeste sous plusieurs formes et n'est pas inconnue au Luxembourg. Pays ratificateur de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains et en tant qu'État membre de l'Union européenne, le Luxembourg est engagé dans cette lutte. Dans notre pays, la prostitution, surtout celle forcée, ou l'esclavage moderne, connaît de nombreuses victimes. C'est pourquoi InfoTraite ASBL effectue un important travail, depuis 2020, des deux centres d'accueil, Savteh et Coteh, créés par la loi de 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains, et s'engage depuis dans la prise en charge et support à différents niveaux des victimes de la traite.

Dans ce contexte, nous aimerions savoir de la part des ministres en charge de la Justice et du Travail :

1) Le suivi des victimes par InfoTraite, surtout de la prostitution forcée, prend fin dès que leur cas est clôturé par le parquet. Dès lors, combien de condamnations à l'encontre d'auteurs de traite ont été prononcées au cours des cinq dernières années ?

2) Dans la plupart des cas, la Police grand-ducale et l'ITM transfèrent les victimes à l'InfoTraite pour une prise en charge. Combien de cas l'ITM a-t-elle transférés au centre d'accueil pendant les cinq dernières années ? Pour la même période de temps, combien de cas de soupçon de traite ont été signalés à l'ITM ?

3) Est-ce que Madame la Ministre est d'avis que la sensibilisation du public quant à l'existence de la traite des êtres humains est assez établie au Luxembourg afin de garantir un certain contrôle sociétal ? En cas d'insuffisance, quels moyens de sensibilisation sont disponibles, respectivement nécessitent d'être mis en place ?

**Réponse** (29/03/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

ad 1) Le nombre de condamnations pour traite des êtres humains sur base des articles 382-1 et suivants du Code pénal par type d'exploitation au cours des cinq dernières années se présente comme suit :

– 1 personne pour exploitation sexuelle en 2019 ;
– 1 personne pour exploitation sexuelle et 2 personnes pour exploitation par le travail en 2020 ;
– aucune condamnation en 2021 ;
– 2 personnes pour exploitation sexuelle et 1 personne pour exploitation par le travail en 2022 ;
– 6 personnes pour exploitation sexuelle en 2023.

ad 2) Conformément à l'article L. 612-1 du Code du travail, l'ITM est chargée notamment :

a) de veiller et de faire veiller à l'application de la législation dont notamment les conditions de travail et la protection des salariés ;

b) de conseiller et d'assister les employeurs et les salariés et de fournir des informations juridiques et techniques pratiques dans la mise en œuvre des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de travail et de sécurité et santé au travail ainsi que d'assumer une fonction d'interlocuteur commun en vue de prévenir et d'aplanir des conflits sociaux individuels ;

c) de mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de travail et de sécurité et santé au travail ;

d) de constater les infractions dans les domaines relevant de sa compétence et d'en aviser le procureur d'État ;

e) de porter à l'attention du ministre les déficiences ou les abus de droit constatés en pratique, ainsi que les questions de fait qui ne sont pas spécifiquement couvertes par lesdites dispositions existantes et de lui proposer les moyens d'y remédier moyennant avis circonstancié ;

f) de constater les infractions relatives à l'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier interdit par l'article L. 572-1 ou en situation irrégulière interdite par l'article L. 574-1. [...].

L'infraction de la traite économique des êtres humains est prévue à l'article 382-1, paragraphe 1er, point 2, du Code pénal qui dispose que : « Constitue l'infraction de traite des êtres humains le fait de recruter, de transporter, de transférer, d'héberger, d'accueillir une personne, de passer ou de transférer le contrôle sur elle, en vue : [...] 2) l'exploitation du travail ou des services de cette personne sous la forme de travail ou de services forcés ou obligatoires, de servitude, d'esclavage ou de pratiques analogues et en général dans des conditions de travail contraires à la dignité humaine. »

Bien que l'ITM ait une mission de prévention, de sensibilisation et de coopération en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail, elle n'a pas compétence pour enquêter en matière de traite des êtres humains dans le cadre de l'exploitation du travail ou des services.

Toutefois, l'ITM peut être confrontée à bon nombre d'irrégularités en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail et, le cas échéant, à des situations qui peuvent être considérées comme étant contraires à la dignité humaine.

Différents éléments peuvent être pris en considération pour établir les conditions de travail contraires à la dignité humaine, comme par exemple :

– absence de contrat de travail écrit ;
– salaire inférieur au salaire social minimum applicable et/ou défaut de paiement total ou partiel des salaires ;
– heures de travail excessives ;
– emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier ou qui ne disposent pas des autorisations de travail requises ;
– emploi de faux indépendants ou recours à des sociétés qui ne disposent pas d'une autorisation d'établissement ;
– travail dans des conditions insalubres, dangereuses et non conformes aux dispositions relatives à la sécurité et à la santé au travail ;
– logements mis à disposition des salariés à des fins d'habitation ne respectant pas les critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité ;
– travail sous la contrainte violente physique ou économique.

La preuve de ce type d'exploitation doit être rapportée par un faisceau d'éléments qui traduisent un asservissement, une dégradation de la personne humaine par une atteinte à ses facultés de corps et d'esprit et ce de manière telle qu'il y a incompatibilité manifeste avec la dignité humaine.

À noter que l'ITM ne peut établir que des procès-verbaux concernant des violations de la législation relative au travail.

La Police grand-ducale, plus particulièrement, la section criminalité organisée de la police judiciaire a seule compétence pour enquêter en matière de traite des êtres humains. C'est d'ailleurs, également une autre équipe spécialisée de cette section qui s'occupe de l'identification de la victime de la traite et des mesures d'assistance et de protection prévues par la loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains.

L'ITM qui dans le cadre de ses missions rencontre une situation laissant supposer une exploitation du travail dans les conditions prévues par l'article 382-1, paragraphe 1er, point 2, du Code pénal en avise le parquet et la Police grand-ducale pour continuation de l'enquête.

Aussi, il importe de préciser qu'il appartient aux tribunaux d'apprécier au cas par cas si le travail a été effectué dans des conditions contraires à la dignité humaine.

Au cours des 5 dernières années, l'ITM a transmis les nombres de procès-verbaux suivants en matière de traite des êtres humains au parquet en vue d'éventuelles poursuites pénales :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

À noter que pour l'ensemble des dossiers précités, les cas de soupçon de traite n'ont pas été signalés à l'ITM, mais ces cas de traite ont été détectés lors des contrôles de l'ITM sur différents lieux de travail.

Aussi, dans le cadre de ces dossiers, les victimes potentielles en matière de traite des êtres humains n'ont pas été transférées par l'ITM au service d'assistance aux victimes de la traite des êtres humains InfoTraite, mais il a été informé de leur existence.

À noter que conformément à l'article 6 de la loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains, il incombe à la Police grand-ducale, qui dispose d'indices qu'une personne est victime de la traite des êtres humains, de prévenir dans les meilleurs délais un service d'assistance.

Par ailleurs, les victimes potentielles ont été informées par l'ITM de leurs droits en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail.

Aussi, l'ITM a enjoint les employeurs concernés de mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail.

Pour le cas où les employeurs concernés n'ont pas réagi aux injonctions de l'ITM, respectivement si ceux-ci n'ont pas régularisé ou n'ont que partiellement régularisé leur situation, ceux-ci se sont en plus vu infliger une amende administrative.

À noter également que l'ITM n'est pas compétente pour les autres formes de la traite des êtres humains, telles que l'exploitation sexuelle, l'exploitation de la mendicité, le trafic d'êtres humains ou bien le prélèvement d'organes.

ad 3) À côté de la prise en charge ambulatoire et stationnaire des victimes de la traite des êtres humains par le service d'assistance aux victimes de la traite des êtres humains (toute personne victime majeure ou mineure) InfoTraite, cogéré par l'association sans but lucratif Femmes en détresse et la Fondation Maison de la porte ouverte, agréée par et conventionnée avec le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (MEGA), la sensibilisation du grand public par l'information et la formation est un pilier essentiel de l'approche gouvernementale.

À cet égard on peut notamment citer les deux sites d'information www.stoptraite.lu et www.violence.lu mis en place d'une part, par le Ministère de la Justice et d'autre part, par le MEGA, qui offrent tous les deux des informations sur le dispositif de prévention et de lutte contre la traite des êtres humains, le cadre légal et le réseau d'aide et d'assistance à disposition des victimes et de leur entourage.

En plus de ces sites d'information, le travail de sensibilisation est accentué notamment par le biais du Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains présidé par le Ministère de la Justice et dans lequel le MEGA est représenté.

Parmi les actions de sensibilisation figurent entre autres :

– le lancement de différentes campagnes de sensibilisation depuis 2016 ;
– la publication de messages sur les réseaux sociaux par les ministères et administrations en charge et des communiqués gouvernementaux, notamment à l'occasion de la Journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains ;
– des articles dans la presse nationale ;
– la mise à disposition de dépliants, notamment le dépliant « YOU HAVE RIGHTS ! », disponible en 13

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

langues et développé dans le cadre de la campagne de sensibilisation lancée en 2019 en partenariat avec le European Crime Prevention Network et celui d'InfoTraite mis à jour début 2024.

Au niveau Benelux, un groupe de travail « Traite », instauré en 2016 avec la participation du MEGA et du Ministère de la Justice, se réunit régulièrement pour s'échanger sur le renforcement des efforts de prévention et de lutte contre la traite des êtres humains au niveau des trois pays et des pays de la Grande Région. La détection, la prise en charge et la protection des victimes de la traite par la coopération multi- et pluridisciplinaire des acteurs de terrains sont au centre de cette coopération. En alternance entre les présidences respectives, des journées de formation sont organisées annuellement permettant l'échange entre les nombreux acteurs clés dans les trois pays.

Notons en outre, qu'en 2022 à la suite de l'arrivée importante de ressortissant.e.s ukrainien.ne.s au Luxembourg qui présentent un risque d'exploitation élevé, les deux ministères ont procédé à différentes adaptations à leur dispositif respectif pour informer cette communauté des risques d'exploitation et d'abus. Ces adaptations ont été surtout d'ordre linguistique du site www.stoptraite.lu et du dépliant « YOU HAVE RIGHTS ! » – preuve de la flexibilité et de l'adaptabilité du dispositif en place.

De plus, les collaborateurs des ministères investissent considérablement à la fois dans la formation des professionnels de terrain chargés de l'assistance et de la détection de victimes et potentielles victimes de la traite des êtres humains et du grand public. La formation de base « La traite des êtres humains » est proposée dans des formats de trois ou six heures, ceci en luxembourgeois, en français ou en anglais. Ce cours de sensibilisation est tenu depuis 2016 par des formateur.trice.s agréé.e.s du MEGA, du Ministère de la Justice, de la Direction de l'immigration, de la police judiciaire et du service InfoTraite à la fois au sein de l'Institut national d'administration publique qui les agrée pour tous les agents de l'État et des communes et auprès de toute ONG et institution qui le demande.

En 2023, onze formations ont été proposées à environ 150 agents d'État, dont l'Office national de l'accueil, la police, des inspecteurs de l'ITM, du Centre de rétention, des agents de l'ADEM, de l'Administration judiciaire, du Département de l'intégration et des collaborateurs de différents partenaires de la société civile, dont la Fondation Caritas, le Planning Familial, la Croix-Rouge (Département migrants et réfugiés/ LISKO/service DropIn pour prostitué-e-s) et Médecins du monde. Cette offre est complétée par une offre de formation approfondie sur l'approche et l'accompagnement des victimes, destinée aux acteurs en contact avec des victimes potentielles. Cette formation est donnée par Christian Meulders, directeur de l'ASBL Sürya portant assistance ambulatoire et stationnaire aux victimes de la TEH à Liège.

Par cette approche globale, le Gouvernement entend renforcer à la fois la détection et la sensibilisation des victimes et de victimes potentielles, leur entourage et le grand public et la formation des acteurs.trices clés en charge de leur détection et/ou de leur identification.

Afin de renforcer davantage le dispositif à différents niveaux, l'effectif du service InfoTraite a été augmenté à partir de mars 2024 à 2,5 postes à temps plein dans le cadre d'un projet de fonds européen pour assurer une permanence 24/7 du service, pour renforcer l'accueil et la prise en charge notamment psychosociale des victimes et pour améliorer la coordination de l'assistance au niveau national et une communication ciblée.

**Sécurité des canaux de communication de l'armée** | Question **0416** (04/03/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

An Däitschland ass ee Gespréich vu Membere vum Militär iwwert Taurus-Rakéite vu Russland ofgelauschtert ginn. Laut ZDF-Informatiounen huet d'Gespréich wierklech stattfonnt.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Gräift d'Lëtzebuerger Arméi fir intern Kommunikatioun op Webkonferenzen zréck?

2. Gräift d'Lëtzebuerger Arméi fir Kommunikatioune mat externe Partner op Webkonferenzen zréck?

3. Gi Messengerdéngschter wéi Whatsapp oder de Messenger vu Meta fir d'Kommunikatioun tëscht de Membere vun der Arméi genotzt? Wa jo, gesäit d'Regierung hei kee Sécherheetsrisiko?

**Réponse** (18/03/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

D'Handhabe vu klassifizéierten Informatioune gëtt haaptsächlech op Basis vu follgenden Texter gereegelt:

– Loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité;
– Décision du Conseil du 23 septembre 2013 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne (2013/488/UE).

Déi erlaabte Kommunikatiounsmëttele ginn entspriechend dem Niveau vun der Klassifikatioun vun der Informatioun festgeluecht.

Wann et sech ëm Informatiounen handelt, déi net klassifizéiert sinn, sinn normal E-Mailen, Messengerdéngschter oder normal Videokonferenzen (wéi z. B. Webex oder Skype) erlaabt. Wann et sech ëm klassifizéiert Informatiounen handelt, ginn exklusiv geséchert Moyene benotzt.

D'Personal vun der Arméi gëtt zu dësem Sujet och reegelméisseg informéiert, sensibiliséiert a forméiert.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

**Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis**

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

**Ech abonéiere mech:**

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

**Ech desabonéiere mech:**

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen


Actualité parlementaire p. 03–10

Nouvelles lois p. 11–12

Séances publiques nos 18, 19 et 20 p. 12–66

Questions au Gouvernement p. 66–99



2023-2028

n° 9




# Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-10

Nouvelles lois ..... p. 11-12

Séances publiques ..... p. 12-66

18e séance du mardi 23 avril 2024 p. 12-18

19e séance du mercredi 24 avril 2024 p. 18-34

20e séance du mercredi 24 avril 2024 p. 35-66

Questions au Gouvernement ..... p. 66-99

# Chambre des Députés

## Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

**Concept et layout :**
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

**Impression :**
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**
21/05/2024

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

# Visite de travail au Parlement français




*La délégation luxembourgeoise a été reçue par la Présidente de l'Assemblée nationale, Mme Yaël Braun-Pivet (au milieu), à l'Hôtel de Lassay à Paris.*

Une délégation de la Chambre des Députés s'est rendue à Paris le 30 avril 2024 pour y rencontrer la Présidente de l'Assemblée nationale, Mme Yaël Braun-Pivet, à l'Hôtel de Lassay à l'occasion d'une visite de travail.

« Nous commençons une nouvelle législature et nous voulons apprendre de vos expériences. » C'est ce qu'a affirmé le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, au début de l'échange de vues que les députés ont mené avec Mme Braun-Pivet, alors qu'il expliquait les objectifs de la visite de la délégation luxembourgeoise.

Un échange généraliste donc, mais M. Wiseler a cependant précisé certaines de ses ambitions pour ce qui s'inscrit dans un « tour des Parlements » qu'il entend effectuer. Il s'agirait ainsi de s'inspirer des pratiques des institutions étrangères, avec la volonté de « rendre la Chambre plus intéressante » pour les citoyens et de moderniser l'institution dans le contexte d'une réforme du Parlement luxembourgeois et de son règlement.

M. Wiseler a également souligné que la Chambre des Députés avait la volonté de continuer à nouer des relations avec des parlements nationaux, dans un contexte qui voit les gouvernements collaborer de manière régulière, ce qui serait selon lui moins le cas pour les assemblées parlementaires.

La délégation menée par M. Wiseler se composait des Vice-Présidents de la Chambre, MM. Fernand Etgen et Michel Wolter, de M. Gusty Graas, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, ainsi que des députés et membres du Bureau de la Chambre des Députés, MM. Marc Spautz et Fred Keup et Mmes Sam Tanson et Diane Adehm.

## Des similitudes et des différences dans le fonctionnement des Parlements luxembourgeois et français

Mme Braun-Pivet, entourée d'une délégation de parlementaires français, a répondu aux interrogations des députés luxembourgeois, échange principalement axé autour des missions des parlements en ce qui concerne, notamment, les outils de contrôle du gouvernement et du fonctionnement des débats lors des séances publiques.

Parmi les différences notables qui sont ressorties de l'échange : la manière dont les députés interagissent avec les représentants du gouvernement. Alors qu'au Luxembourg, le membre du gouvernement directement concerné par une question est généralement celui qui répond à la question d'un député, la pratique française voit parfois d'autres membres du gouvernement être délégués pour des sujets qui ne sont pas de leur ressort.

Parmi les autres points abordés : l'organisation du calendrier parlementaire, ou encore l'outil parlementaire des commissions d'enquête, qui est encore un point de différence : chaque formation politique à l'Assemblée nationale a automatiquement droit à une commission d'enquête par an, que les députés utilisent de diverses manières. La Présidente de l'Assemblée nationale a affirmé, au sujet du système des commissions d'enquête français, qu'il s'agissait « d'un outil très intéressant avec des rapports très solides ».

L'échange a continué sur de nombreuses thématiques, dont l'interaction entre les parlements nationaux et les députés européens et la manière dont l'Assemblée nationale noue des partenariats avec des artistes afin de promouvoir la culture en exposant leurs œuvres à l'Assemblée. Mme Braun-Pivet a encore interrogé les députés luxembourgeois sur la manière dont ils voient le principe de l'unanimité pour les décisions en matière de gouvernance européenne.

À l'issue de la réunion, le Président de la Chambre des Députés a été invité à apposer sa signature dans le livre d'or de l'Assemblée nationale dans un salon de l'Hôtel de Lassay.

## Les sujets internationaux abordés au Palais Bourbon avec M. Jean-Louis Bourlanges

Dans le cadre de leur visite au Parlement de la République française, les députés luxembourgeois ont été reçus par M. Jean-Louis Bourlanges, Président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Ce fut l'occasion pour eux, et notamment pour M. Gusty Graas face à son homologue, d'aborder les sujets internationaux importants, dont la situation au Proche-Orient et le conflit en Ukraine.

M. Bourlanges avait également été Vice-Président de la Commission des Affaires européennes à l'Assemblée nationale, une commission dont les compétences sont proches de la nouvelle Sous-commission des Affaires européennes, instituée à la Chambre des Députés à la demande de M. Wiseler à la suite de sa nomination en tant que Président de la Chambre des Députés et dont la présidence est assurée par M. Graas. Ce dernier a déclaré dans ce contexte souhaiter « profiter de l'expérience » de M. Bourlanges.

La discussion a permis aux parlementaires de mener un échange au sujet des compétences, du champ d'action et du niveau d'influence qu'une telle commission peut avoir dans plusieurs domaines : contrôle du gouvernement, organisation et régularité des rencontres avec les représentants de l'exécutif et organisation de débats parlementaires.

La discussion a également porté sur la manière dont le travail devait être organisé dans une telle commission entre représentants de la majorité et de l'opposition, notamment en ce qui concerne la production de rapports.

## La francophonie et l'amitié France-Luxembourg au programme de la visite de travail

Lors de leur déplacement à Paris, les députés ont également rencontré M. Bruno Fuchs, Délégué général de l'Assemblée parlementaire de la francophonie, et M. Damien Cesselin, Secrétaire général de l'APF.

Ils ont par ailleurs été reçus à l'occasion d'un déjeuner de travail par M. Lionel Vuibert, Président du groupe d'amitié France-Luxembourg.

Journée de l'Europe 2024

# La fête de l'Europe, une occasion d'appeler à « défendre la démocratie »



*Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a rappelé l'importance de défendre les valeurs démocratiques.*

« Il faut se battre tous les jours pour défendre la démocratie ! » Tel fut le message central que le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a adressé aux citoyens lors de la fête de l'Europe le 9 mai 2024, à un mois des élections européennes. Le Parlement luxembourgeois a accueilli des centaines de citoyens à son stand à la fête populaire organisée au Kirchberg. Rappelons que la Journée de l'Europe a été déclarée jour férié au Luxembourg le 27 mars 2019 par la Chambre des Députés, ce qui fait du Luxembourg une exception parmi ses pairs.

Lors de la cérémonie officielle, M. Wiseler a rappelé l'importance de l'Union européenne dans un discours prononcé en quatre langues : « De Robert Schuman huet viru 74 Joer gesot : "D'europäesch Eenheet ass d'Géigemëttel géint d'Divisioun an de Konflikt." Dat ass haut méi wéi jee wichteg. »

À un mois, jour pour jour, des élections européennes, le Président de la Chambre a souligné le rôle du Parlement européen : « D'Europäescht Parlament ass d'Symbol fir d'Demokratie. » Toutefois, il a déclaré que la démocratie était en danger : « La démocratie, pour moi, était toujours une évidence. Mais aujourd'hui, elle est menacée si l'on considère ce qui se passe à la fois dans le monde – la guerre en Ukraine et autres conflits – comme à l'intérieur de nos pays où d'aucuns veulent saper la démocratie pour lentement la détruire. Nous sommes conscients qu'il s'agit d'une guerre qui dépasse le monde militaire : une guerre de la désinformation et de la manipulation, qui essaie de déstabiliser nos pays. Ne soyons pas naïfs, il faut se battre tous les jours pour défendre la démocratie ! »

Dans ce contexte, le Président de la Chambre des Députés est revenu sur l'importance de l'élargissement de l'Union européenne, dont on célèbre le 20e anniversaire cette année : « Just imagine, if 20 years ago this enlargement had not taken place, what might have happened to all these countries, having in mind what is happening nowadays to Ukrain. Europe and NATO give us stability, give us security and give us peace. We must be grateful for that ! » Les représentants au Luxembourg des dix pays ayant rejoint l'UE en 2004 étaient à l'honneur lors de la fête populaire.

### Des stands pour s'informer sur la vie politique au Luxembourg

Des milliers de citoyens ont profité du jour férié pour assister à la fête qui s'est tenue devant le nouveau bâtiment du Parlement européen au Kirchberg. La Chambre des Députés figurait parmi les quelque 50 exposants : plusieurs députés et le Président de la Chambre ont accueilli les citoyens au stand du Parlement luxembourgeois.

C'était l'occasion pour les passants d'échanger avec les hommes et femmes politiques luxembourgeois et européens et de s'informer sur le travail du Parlement national.

**Retrouvez les photos de l'événement en scannant le code QR suivant :**

Visite du Président du Comité militaire de l'OTAN

# L'OTAN, « la meilleure garantie contre les menaces autocratiques »

Les députés ont eu un échange de vues avec le Président du Comité militaire de l'OTAN, l'Amiral Rob Bauer, qui avait fait le déplacement à la Chambre des Députés le 22 avril 2024. « La meilleure garantie contre les menaces autocratiques est notre Alliance. » C'est avec ces mots que le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région et Vice-Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN, M. Gusty Graas, a reçu le plus haut responsable militaire de l'OTAN. M. Graas a notamment souligné le fait qu'environ 10 % des forces armées luxembourgeoises sont placées sous le commandement de l'Alliance. En effet, à l'heure actuelle, l'armée luxembourgeoise participe aux « Battlegroups » multinationaux, les « Forward Land Forces » de l'OTAN, avec 25 militaires stationnés en Roumanie et 6 en Lituanie.

Au cours de l'échange de vues, les députés luxembourgeois ont mis en évidence que le Grand-Duché s'est engagé à porter l'effort de défense à hauteur de 2 % de son revenu national brut (RNB). Un plan pour atteindre cet objectif sera présenté en amont du Sommet de Washington en juillet 2024, à l'occasion duquel l'Alliance célébrera son 75e anniversaire. L'Amiral Rob Bauer a rappelé l'importance de la collectivité de l'OTAN et qu'« en termes de défense collective, il est essentiel de consacrer au moins 2 % du produit intérieur brut à la défense ».

### Soutien envers l'Ukraine

« Le Luxembourg est déterminé à soutenir l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra pour qu'elle s'impose en tant que nation souveraine et indépendante et qu'elle préserve son intégrité territoriale », a confirmé M. Graas à l'Amiral Rob Bauer. Dans ce contexte, ce dernier a estimé que « la situation en Ukraine n'est pas perdue ». Il a réitéré l'importance de la persévérance dans l'effort de soutien militaire de l'Ukraine dans les domaines de l'artillerie et de la défense aérienne.

L'Amiral a encore mis en avant l'importance du rôle des parlementaires pour mobiliser le soutien de la société envers ces initiatives de défense. Dans la même veine, il a insisté sur le fait qu'il est crucial de couper court aux discours selon lesquels investir dans l'industrie de la défense ne serait pas éthiquement correct. Il encourage plutôt les pays de l'Union européenne à revoir leurs stratégies de défense et à envisager des mesures telles que des listes de réserves militaires ou une mobilisation. Selon lui, ces investissements « sont vitaux, car la sécurité est la base sur laquelle reposent nos activités économiques ».

Les élections présidentielles américaines et la perspective d'une réélection de M. Donald Trump, qui reproche régulièrement aux États membres de l'Organisation de l'Atlantique Nord de manquer à leur devoir de financement, ont figuré parmi les sujets abordés au cours de l'échange de vues.



*L'Amiral Rob Bauer (2e à gauche) a été reçu par le Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen (2e à droite), le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes et Vice-Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN, M. Gusty Graas (1er à gauche), et le Président de la Commission de la Défense, M. Guy Arendt (1er à droite).*

# Sommet des Présidents des Parlements de l'UE 2024



*Le Sommet des Présidents des Parlements des 27 États membres de l'UE s'est tenu cette année à Palma de Majorque dans le contexte de la présidence espagnole du Conseil de l'UE.*

M. Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés, a participé au Sommet des Présidents des Parlements des 27 États membres de l'Union européenne, qui s'est tenu les 22 et 23 avril 2024 à Palma de Majorque. Face aux différents conflits qui entourent l'Union européenne, tels que l'invasion de l'Ukraine par la Russie ou encore le conflit au Moyen-Orient, les Présidents des Parlements des 27 États membres de l'UE ont discuté de l'autonomie stratégique de l'UE et de sa politique étrangère et de défense.

Dans ce contexte, le Président de la Chambre a souligné que « le combat que nous devons mener est le combat contre la désinformation, la manipulation, le mensonge et le discours de haine qui sont utilisés comme des armes contre l'Europe ». Il a également mis en garde contre « une lutte d'influence ayant lieu sur d'autres continents », comme en Afrique ou en Amérique du Sud. Dans ce contexte, il a cité l'exemple de la Russie qui gagne en influence et se substitue à d'anciennes alliances avec des pays démocratiques.

### « Les Parlements, les garants de l'esprit de la démocratie »

Sa Majesté le Roi Felipe VI a inauguré la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne et a déclaré, lors de son discours, que « les parlements restent les garants de l'esprit de la démocratie ». Il a encore précisé que, dans le contexte actuel, « il convient de rappeler, une fois de plus, que l'essence de l'Europe est la démocratie. Près de neuf décennies après les dictatures meurtrières en Europe, nous rendons hommage à ceux qui ont débattu et partagé leurs réflexions sur les démocraties et le rôle des parlements modernes, contribuant ainsi à jeter les bases de notre coexistence ».

### Les conclusions du Sommet

Les Présidents ont adopté une déclaration commune dans laquelle ils réitèrent leur condamnation de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, s'engagent à maintenir les sanctions contre la Russie et soulignent leur détermination à continuer à fournir leur aide à l'Ukraine. Ils appellent, par ailleurs, à un cessez-le-feu durable à Gaza, déplorant avec vigueur la crise humanitaire et les effets dévastateurs de la guerre sur les civils, en particulier les femmes et les enfants.

Dans leurs conclusions, les Présidents des Parlements de l'UE mettent en garde contre la désinformation générée par les réseaux sociaux et le risque que présentent les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle au détriment des droits de l'homme si elles favorisent la restriction des libertés fondamentales.

Finalement, ils saluent et soutiennent l'initiative d'élaborer une « Charte sur le rôle des parlements dans une démocratie libérale efficace », qui définit les principes fondamentaux et les éléments clés du parlementarisme moderne inhérents à une démocratie libérale.

### Des réunions bilatérales avec trois homologues

En marge de la conférence, le Président de la Chambre des Députés a également rencontré ses homologues allemand, portugais et slovène. L'importance de la diplomatie parlementaire, des échanges entre les parlements, ainsi que la nécessité de s'unir pour la défense et le maintien des valeurs démocratiques et humaines ont été des sujets lors de ces réunions.

### Qu'est-ce que la Conférence des Présidents des Parlements de l'UE ?

La Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne (CPUE) est un forum annuel auquel participent les Présidents des Parlements de l'UE, le Président du Parlement européen ainsi que les Présidents de parlement des pays candidats. Conformément au système de rotation, le Parlement de l'État membre exerçant la présidence du Conseil de l'UE au second semestre de l'année préside également la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne l'année suivante. C'était ainsi au tour de l'Espagne de recevoir les Présidents des Parlements de l'UE.

Session plénière de l'Assemblée interparlementaire Benelux

# L'avenir de l'agriculture à l'ordre du jour du Parlement Benelux

Les membres du Parlement Benelux, réunis à Zwolle aux Pays-Bas les 15 et 16 mars 2024 pour leur première session plénière de l'année 2024, ont débattu de l'avenir de l'agriculture en présence de Mme Christianne van der Wal, Ministre néerlandaise de la Nature et de l'Azote. La nécessité d'actions concrètes en la matière a été un des leitmotivs de la discussion.

Il a notamment été mis en évidence qu'il est essentiel d'offrir aux agriculteurs des perspectives claires et concrètes, sans lesquelles une grande partie du secteur ne pourra pas survivre. Les experts et scientifiques qui ont pris la parole ont rappelé qu'il est nécessaire de construire une nouvelle agriculture, à savoir une agriculture résolument tournée vers la durabilité.

Face aux défis de la réduction des espaces agricoles, de l'accès limité aux terres et des changements climatiques, la transition vers des pratiques agricoles durables est cruciale pour la sécurité alimentaire et la protection de notre planète. Cependant, cette transition ne doit pas reposer uniquement sur les épaules des agriculteurs – un soutien gouvernemental est indispensable, ont-ils conclu.

La Politique agricole commune (PAC) a été critiquée pour sa rigidité et son manque de flexibilité. Mme van der Wal a appelé à plus de flexibilité dans les réglementations européennes pour permettre aux États membres de trouver des solutions adaptées à leurs besoins spécifiques.

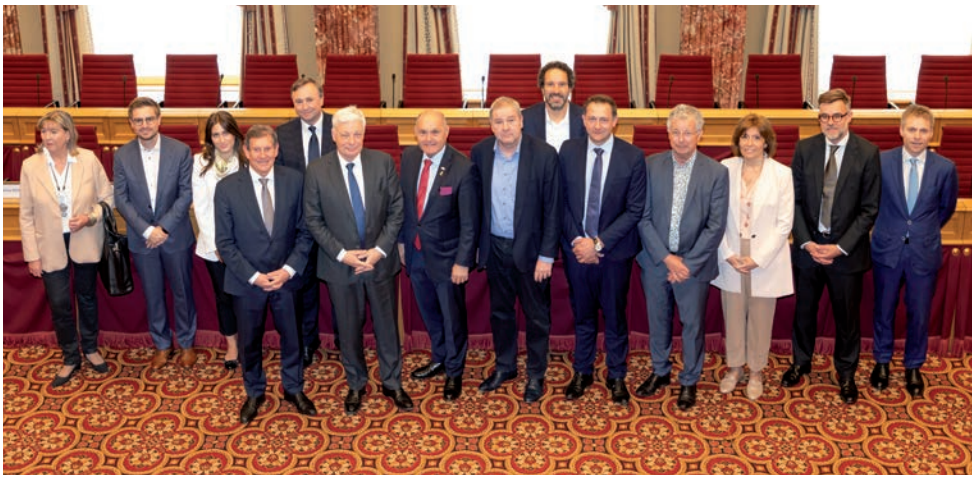
Mme Martine Hansen, Ministre luxembourgeoise de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, a également relevé, via un message vidéo, la nécessité d'une politique de l'UE cohérente avec des objectifs réalisables. Mme van der Wal a souligné que l'agriculture durable et la protection du climat ne s'excluaient pas mutuellement. Au contraire, « une agriculture durable respectueuse de l'environnement est possible, mais encore faut-il mettre en place un plan spécifique pour organiser la phase de transition », a-t-elle ajouté.



*La Chambre des Députés était représentée par Mme Barbara Agostino, M. Ben Polidori et Mme Francine Closener, membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée interparlementaire Benelux, ainsi que M. Emile Eicher, Président de la délégation ; l'Ambassadeur du Luxembourg à la Haye, M. Mike Hentges, était également présent (de gauche à droite).*

Visite du Président du Conseil national de la République d'Autriche

# « Il ne faut pas livrer les pays des Balkans à eux-mêmes »



*Le Président du Conseil national de la République d'Autriche, M. Wolfgang Sobotka (7e à gauche), a été reçu à la Chambre des Députés.*

M. Wolfgang Sobotka, Président du Conseil national de la République d'Autriche, a été reçu le 7 mai 2024 à la Chambre des Députés pour un échange autour de plusieurs thèmes de l'actualité politique.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a commencé par évoquer les bonnes relations bilatérales qu'entretiennent le Luxembourg et l'Autriche, que ce soit au niveau culturel, dans le domaine de l'économie, en matière de politique étrangère ou dans le domaine universitaire, avec les quelque 1.000 étudiants luxembourgeois qui poursuivent des études supérieures en Autriche. M. Sobotka a acquiescé, en soulignant pour sa part l'importance qu'il accorde à ces relations bilatérales et saluant le fait qu'elles se soient « très bien développées » ces dernières années.

### Soutenir ensemble les pays des Balkans dans une perspective européenne

Lors de l'échange, M. Sobotka a demandé à ses interlocuteurs luxembourgeois s'ils étaient prêts à s'engager avec l'Autriche dans des initiatives concrètes pour aider le « développement du parlementarisme » dans les pays des Balkans occidentaux qui se trouvent sur une trajectoire européenne afin de les « ancrer en Europe » pour des raisons économiques, de défense et culturelles. Le Luxembourg serait bien placé en la matière de par son système unicaméral, que l'on retrouve dans certains de ces pays.

M. Wiseler a affirmé que la Chambre des Députés était prête à apporter son assistance et que « livrer ces pays à eux-mêmes serait une erreur ». Le Président de la Chambre a souligné dans ce contexte que la Chambre entretient d'excellentes relations avec le Monténégro.

### L'Autriche restera-t-elle neutre ?

Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, M. Gusty Graas, a interrogé M. Sobotka sur le statut neutre que l'Autriche partage avec certains autres pays tels que l'Irlande, Malte, la Suisse et Chypre, et a voulu savoir si cette position était vouée à être remise en question, notamment dans le contexte de la guerre en Ukraine et dans un environnement international qui voit certains dirigeants souhaiter la création d'une armée européenne.

M. Sobotka a affirmé que la neutralité faisait partie de l'identité autrichienne pour des raisons historiques et a souligné l'engagement de l'Autriche en Ukraine en ce qui concerne les structures civiles et les forces de secours. Il a cependant affirmé que si une armée européenne se formait, la question de la neutralité se reposerait. M. Sobotka s'est dit défavorable à l'envoi de troupes européennes au sol en Ukraine, affirmant qu'il s'agirait « d'une escalade qui ne serait bénéfique pour personne ».

### La montée de l'antisémitisme dans le contexte du conflit au Proche-Orient

Dernier sujet important abordé pendant l'échange : les conséquences en Europe du conflit entre Israël et le Hamas au Proche-Orient. M. Sobotka a insisté dans ce contexte sur son incompréhension envers les représentants politiques qui ne condamnaient pas assez fermement le Hamas pour les attaques du 7 octobre 2023 et a regretté le manque d'union au niveau européen en la matière, y voyant « une faiblesse ». Une des conséquences en serait une montée de l'antisémitisme. M. Wiseler a, quant à lui, affirmé que le Luxembourg avait fait preuve d'union en adoptant une motion à l'unanimité en séance publique, permettant au Luxembourg de parler d'une seule voix.

La discussion a porté sur un ensemble d'autres sujets d'actualité qui touchent au travail des parlements : l'éducation à la citoyenneté, la gestion des défis et des possibilités qu'offre l'émergence des intelligences artificielles, les moyens d'impliquer les citoyens dans le processus démocratique ou encore la gestion de la pénurie en matière de logements.

M. Wolfgang Sobotka a officiellement invité les parlementaires luxembourgeois à effectuer une visite en Autriche.

# Un projet de reconnaissance vocale pour le luxembourgeois

La reconnaissance automatique de la parole en luxembourgeois : un projet de l'Université du Luxembourg soutenu par la Chambre des Députés. Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a découvert le prototype créé par le linguiste Prof. Dr Peter Gilles et son équipe.

L'Université du Luxembourg et la Chambre des Députés travaillent ensemble sur le développement d'un système de reconnaissance vocale spécifique à la langue luxembourgeoise. Une première version avait été présentée auparavant et le système a été constamment amélioré depuis. L'objectif principal de la Chambre des Députés est d'utiliser ce modèle pour diverses tâches telles que la transcription des réunions, le sous-titrage des vidéos, la traduction des débats en langue française, l'identification des locuteurs ou encore le marquage automatique des vidéos.

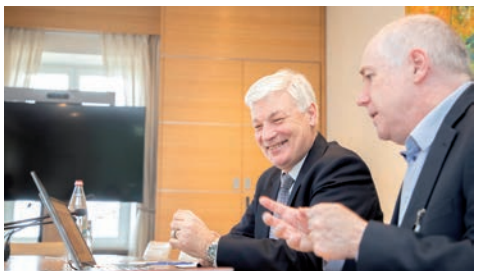
L'importance de sous-titrer les vidéos des débats en séance publique et de les traduire en différentes langues a été soulignée par le Président de la Chambre des Députés lors de sa discussion avec le Prof. Dr Peter Gilles et son équipe.

### Le projet

Un prototype de modèle linguistique basé sur le modèle « Whisper » a été développé entre autres à partir de données de l'Université et de la Chambre des Députés. M. Gilles et son équipe ont eu accès à un large ensemble de fichiers audio ainsi qu'à des transcriptions de débats tenus lors des séances publiques de la Chambre des Députés.

### Les prochaines étapes

Une deuxième convention sera signée sous peu entre la Chambre des Députés et l'Université du Luxembourg. Dans le cadre de cette future collaboration, M. Gilles a expliqué au Président que le modèle linguistique lui-même sera amélioré. Le but est de perfectionner la reconnaissance des dialectes et des différents locuteurs. Les équipes autour de M. Gilles travailleront également sur des traductions automatiques.



*Le Prof. Dr Peter Gilles (à droite) a présenté le prototype de reconnaissance automatique de la parole en luxembourgeois au Président de la Chambre.*

Visite d'une délégation polonaise à la Chambre

# « Si l'Ukraine perd, la menace pour la Pologne et les pays baltes sera réelle »

« Il faut un front diplomatique uni contre ceux qui violent les droits de l'homme et nous devons montrer notre support total pour l'Ukraine. » C'est ce qu'a déclaré le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, devant des représentants de la Diète de Pologne le 6 mai 2024. La Chambre des Députés était représentée au cours de cette visite de travail par des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région.

La situation en Ukraine est restée au centre des discussions de cette rencontre qui s'inscrivait dans le cadre de la diplomatie parlementaire.

### L'élargissement de l'Union européenne et la candidature de l'Ukraine

Les députés luxembourgeois ont voulu savoir quelle était la position actuelle de la Pologne sur l'élargissement de l'Union européenne et sous quelles conditions leurs interlocuteurs pouvaient envisager l'adhésion de l'Ukraine.

M. Radosław Fogiel, Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères du Sejm, a expliqué dans ce contexte que les Polonais étaient majoritairement très en faveur de l'élargissement, notamment à la suite de leur propre adhésion à l'UE, après avoir été « piégés du mauvais côté du rideau de fer pendant 50 ans ». C'est pour cela, a-t-il continué, que « nous étions parmi les premiers à vouloir attribuer le statut de candidat à l'Ukraine, car nous voyons tout ce processus comme un facteur important, même au niveau du moral du pays ».

Il a cependant insisté sur le fait que, même dans le cas de l'Ukraine, on ne pouvait pas transiger sur les critères d'adhésion et que des défis demeuraient dans ce domaine.

Le changement de majorité politique en Pologne n'aurait quant à lui rien changé à la volonté globale de la Pologne de venir en aide à l'Ukraine, une position qui serait transpartisane.

### La Pologne se pare contre toute éventualité

Les députés ont interrogé leurs interlocuteurs polonais sur leur appréciation du risque d'une attaque de la Russie contre leur pays. M. Krzysztof Truskolaski, Vice-Président de la Commission des Affaires de l'Union européenne du Sejm, a affirmé dans ce contexte que « si l'Ukraine perd, la menace pour la Pologne et les pays baltes sera réelle ». Et M. Truskolaski de souligner que peu avaient cru que la Russie allait attaquer l'Ukraine avant la survenue du conflit. Il a encore affirmé que les représentants polonais étaient assez certains que, si l'Ukraine venait à tomber, Vladimir Poutine testerait l'OTAN par plusieurs moyens, par exemple en se servant du prétexte des minorités ethniques russes présentes sur d'autres territoires.

Un autre point soulevé par le représentant polonais était celui de la Biélorussie, dont il ne fallait pas oublier le rôle dans la situation actuelle et qui méritait selon lui de se voir infliger les mêmes sanctions que la Russie. Point encourageant, M. Truskolaski s'est réjoui du déblocage récent par le Congrès des États-Unis de l'aide américaine à l'Ukraine, qui manquerait selon lui surtout de munitions.

### Faut-il utiliser les avoirs gelés russes pour aider l'Ukraine ?

La question de l'utilisation des avoirs gelés russes, notamment en faveur de l'Ukraine, fait l'objet de nombreuses discussions depuis le début de la mise en place de sanctions contre la Russie. Les représentants polonais ont questionné les députés luxembourgeois afin d'obtenir leur avis à ce sujet. Le Président de la Chambre a souligné la complexité juridique de cette discussion et expliqué que le Luxembourg comptait s'aligner sur les décisions prises au niveau européen.

Au sujet de la création d'une armée européenne, les représentants polonais se sont montrés réticents aux idées qui verraient l'OTAN remplacée par une autre structure. Ils ont cependant affirmé qu'une force de réponse commune serait utile, notamment dans un contexte international dans lequel les alliés de l'Europe attendent davantage de sa part en matière de défense.

M. Marcin Gwóźdź, membre de la Commission des Affaires de l'Union européenne du Sejm, a affirmé qu'il voyait un autre problème en Europe dû au fait que « nous n'avons pas assez d'usines d'armement – il en faut pour assurer notre sécurité ».



*La délégation de la Diète de Pologne a été reçue à l'hôtel de la Chambre.*

# Le suffrage universel a 105 ans




Le 8 mai 1919, la Chambre des Députés adopte le droit de vote actif (à partir de 21 ans) et passif (à partir de 25 ans) pour les femmes et les hommes. Ainsi, il y a 105 ans, le Luxembourg a fait un pas historique vers l'égalité entre les femmes et les hommes.

*Mme Marguerite Thomas-Clement a été la première femme à être élue à la Chambre des Députés lors des élections qui ont suivi l'adoption du principe du droit de vote universel en 1919.*

Avant cette date historique, le Luxembourg appliquait encore le suffrage censitaire. Les hommes de plus de 25 ans devaient s'acquitter d'un impôt pour pouvoir voter et être élus. Si le cens a été réduit au fil du temps, le droit de vote restait tout de même réservé à une minorité d'hommes aisés.

À l'occasion des 100 ans de suffrage universel en 2019, la Chambre des Députés et le Musée national d'histoire et d'art (MNHA) avaient coorganisé l'exposition #wielewatmirsinn – 100 ans de suffrage universel.

## Les dates clés

**1919 – Introduction du suffrage universel et élection de la première députée**

L'année 1919 est marquée par le droit de vote accordé aux femmes. Ainsi, les femmes obtiennent les mêmes droits politiques que les hommes. La même année, une femme est élue députée pour la première fois dans l'histoire du Luxembourg. Mme Marguerite Thomas-Clement remplira ce mandat, avec interruption, jusqu'en 1931. La deuxième femme représentant la population luxembourgeoise au Parlement luxembourgeois sera Mme Astrid Lulling (1965-1989).

**1989 – Une première Présidente du Parlement**

En 1989, Mme Erna Hennicot-Schoepges devient Présidente du Parlement après avoir siégé à la Chambre de 1979 à 1989 en tant que députée. Elle occupera cette fonction jusqu'en 1995.

148e Assemblée de l'Union interparlementaire

# Diplomatie parlementaire : tisser des liens pour promouvoir la paix et la compréhension



*De gauche à droite : M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Georges Engel, membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'UIP, et M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre*

L'Union interparlementaire (UIP) a tenu sa 148e Assemblée à Genève du 23 au 27 mars 2024. La session semestrielle a offert aux 719 parlementaires de 141 différents pays une plateforme pour débattre et échanger des points de vue sur le thème général « Diplomatie parlementaire : tisser des liens pour promouvoir la paix et la compréhension ». L'importance de cette plateforme a été soulignée par les négociations de paix qui ont eu lieu en marge de l'Assemblée, pour la première fois, entre les Présidents des Parlements d'Arménie et d'Azerbaïdjan.

La Chambre des Députés y était représentée par M. Georges Engel, membre de la délégation. M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre des Députés, a représenté l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF). M. Di Bartolomeo a conduit des échanges, entre autres, avec le caucus francophone et d'éventuels pays candidats à l'adhésion à l'APF. M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre des Députés, a participé aux réunions de l'Association des secrétaires généraux des parlements ayant eu lieu en marge de l'Assemblée.

L'ensemble des organes statutaires de l'UIP, notamment le Conseil directeur, les commissions permanentes, le Comité des droits de l'homme des parlementaires, le Comité sur les questions relatives au Moyen-Orient, le Forum des femmes parlementaires ainsi que le Forum des jeunes parlementaires se sont réunis à cette occasion.

M. Engel a participé aux travaux de la Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale finalisant le projet de résolution intitulée : « L'impact social et humanitaire des systèmes d'armes autonomes et de l'intelligence artificielle ». Cette résolution vise à examiner les profondes implications du développement d'armes autonomes pouvant fonctionner sans intervention humaine, en approfondissant notamment les risques et conséquences d'un point de vue social et humanitaire. Le texte reprend la définition fournie par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à propos des systèmes d'armes létaux autonomes (SALA), à savoir des systèmes capables de sélectionner et d'attaquer des cibles sans aucune intervention humaine, et insiste sur la nécessité de préserver un contrôle humain sur les décisions lourdes de conséquences prises lors de conflits armés. La résolution soulève donc la question inquiétante de la militarisation de l'IA et attire l'attention sur les défis qui se posent en matière d'éthique ainsi que pour la paix et la sécurité internationale.

Dans l'ensemble, la résolution a pour but de mettre les parlements en mesure de contribuer activement à l'élaboration des cadres éthique et juridique applicables aux armes autonomes. Elle souligne le rôle crucial joué par les parlements dans la résolution des problèmes posés par les SALA et appelle à une mobilisation urgente et active des parlementaires, en leur demandant instamment d'élaborer une législation nationale qui tienne compte des conséquences éthiques, juridiques, humanitaires et sécuritaires et qui interdise notamment l'utilisation des SALA sur des cibles humaines et des sites où des êtres humains sont présents.

M. Engel a également assisté à la réunion de la Commission permanente du développement durable qui a finalisé le texte de la résolution intitulée « Partenariats pour l'action climatique : promouvoir l'accès à une énergie verte abordable et encourager l'innovation, la responsabilité et l'équité ». L'Accord de Paris renforce la riposte mondiale aux changements climatiques. Les résultats des conférences sur les changements climatiques soulignent qu'il importe au plus haut point que les parties réduisent immédiatement, nettement, rapidement et durablement les émissions mondiales de gaz à effet de serre dans tous les secteurs concernés, notamment grâce à l'augmentation de la part des énergies renouvelables et à faibles émissions, aux partenariats pour une transition énergétique juste et à d'autres initiatives de coopération. Les parlements sont vivement encouragés à coopérer avec d'autres parlements régionaux et internationaux afin de partager des connaissances, des bonnes pratiques et des politiques relatives au développement durable et au transfert de technologies propres. La résolution insiste sur la nécessité de sensibiliser les parlementaires à leur rôle et aux outils dont ils disposent pour contribuer efficacement à l'action climatique. Elle reconnaît le rôle et la responsabilité des parlementaires pour la protection des générations futures et pour combler le fossé entre toutes les parties prenantes impliquées dans la lutte contre les changements climatiques.

Ces deux résolutions des Commissions permanentes ont été adoptées par l'Assemblée, qui s'est conclue par l'adoption d'une déclaration finale sur le thème du débat général, réaffirmant l'engagement des parlementaires en faveur de la diplomatie parlementaire pour relever les défis croissants qui se posent pour la paix et la sécurité internationale.

### Association des secrétaires généraux des parlements (ASGP)

Les débats de l'Association des secrétaires généraux des parlements, auxquels M. Laurent Scheeck a assisté, ont porté sur les thèmes suivants :

– Les relations entre le monde académique et les parlements
– La parentalité des parlementaires : Comment les parlements accompagnent-ils les parlementaires qui deviennent parents ? Quelles sont les règles applicables en termes de congé de maternité ou de paternité ?
– Qui contrôle le temps au Parlement ?
– Les comptes rendus des débats parlementaires, quels outils aujourd'hui et demain ?

L'ASGP est un organisme consultatif de l'Union interparlementaire et a pour mission d'étudier la procédure, la pratique et les méthodes de travail des divers parlements et de suggérer les mesures propres à améliorer ces méthodes et à assurer la coopération entre les services de ces parlements. Elle apporte également à l'Union interparlementaire, quand celle-ci le lui demande, sa collaboration sur les questions de sa compétence.

Session de printemps de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

# Le Kosovo invité à devenir membre du Conseil de l'Europe

Les membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) ont été appelés à se prononcer sur deux avis statutaires d'une importance cruciale au cours de la session de printemps de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est tenue du 15 au 19 avril 2024 à Strasbourg. Le premier concerne la demande du Kosovo de devenir membre à part entière de l'organisation, tandis que le second porte sur la Convention-cadre sur l'intelligence artificielle, les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. Cette séance a également été marquée par un débat d'urgence conjoint mettant en lumière des problématiques sensibles telles que la mort tragique de M. Alexeï Navalny, la détention arbitraire de M. Vladimir Kara-Mourza, ainsi que la persécution systématique des manifestants antiguerre en Fédération de Russie et au Bélarus.

#### L'adhésion du Kosovo

Les parlementaires ont voté en faveur de l'adhésion du Kosovo au Conseil de l'Europe. Il s'agirait d'un « renforcement des normes en matière de droits humains en garantissant l'accès à la Cour européenne des droits de l'homme à toutes les personnes qui relèvent de la juridiction du Kosovo ». L'exécution de l'arrêt de la Cour constitutionnelle quant au monastère de Visoki Dečani a été déterminante dans cet avis. Dans leur évaluation, les parlementaires ont tenu au strict respect des exigences fondamentales, tout en soulignant la nécessité de suivre de près les nombreux engagements et obligations du pays à la suite de son adhésion. Face à la réalité selon laquelle plusieurs États membres du Conseil de l'Europe ne

reconnaissent pas le Kosovo, les parlementaires ont plaidé en faveur d'une approche basée sur « la diplomatie, le dialogue et le compromis ». La décision finale appartient désormais au Comité des ministres, l'organe exécutif de l'organisation. En effet, pour être invité à rejoindre le Conseil de l'Europe, le Kosovo doit obtenir un vote favorable à la majorité des deux tiers des Ministres des Affaires étrangères.

### Le soutien à la reconstruction de l'Ukraine

L'APCE a fait sienne une résolution déclarant l'obligation de la Fédération de Russie, conformément aux principes du droit international, d'indemniser pleinement les personnes physiques et morales en Ukraine pour les dommages et pertes causés par ses actes d'agression. En présence de M. Ruslan Stefanchuk, Président de la Verkhovna Rada de l'Ukraine, les parlementaires ont unanimement fait appel pour une utilisation des quelque 300 milliards de dollars américains d'avoirs gelés russes pour la reconstruction de l'Ukraine. La création, lors du sommet de Reykjavik, du registre des dommages pour enregistrer les dommages et pertes subis a constitué la première étape. Le texte de la résolution appelle à créer, sous les auspices du Conseil de l'Europe, un mécanisme international d'indemnisation qui serait, selon M. Stefanchuk, « une question de justice ». Ce mécanisme impliquerait la mise en place d'un fonds fiduciaire international où seront déposés tous les avoirs détenus par des États membres ou non du Conseil de l'Europe, ainsi que la création d'une commission internationale impartiale chargée de sa gestion.

### La mort d'Alexeï Navalny

Lors d'un débat d'urgence conjoint, les parlementaires ont exprimé un hommage solennel à M. Alexeï Navalny, en attribuant la responsabilité exclusive de sa mort à l'État russe. Réaffirmant la position sur l'illégitimité de M. Vladimir Poutine, l'Assemblée a appelé la communauté internationale à rompre tout contact avec lui, à moins que ce ne soit dans un cadre humanitaire ou en vue de trouver une solution pacifique. Par le biais d'une résolution sans équivoque, la Russie a été catégorisée comme une dictature de facto. En soulignant l'efficacité des lois dites « Magnitski » qui permettent l'imposition de sanctions individuelles contre les auteurs de violations des droits humains bénéficiant de l'impunité dans leur pays, l'Assemblée a rappelé que l'Union européenne dispose de législations similaires. Ces lois sont un instrument puissant pour cibler les individus responsables de mauvais traitements, tels qu'envers M. Vladimir Kara-Mourza, même s'ils détiennent des postes officiels. La résolution comprend une liste des membres du personnel pénitentiaire, des forces de l'ordre, des procureurs et des juges.

Faute de temps, la liste des orateurs a été close avant l'intervention prévue par M. Graas, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE. Dans le compte rendu de la session a néanmoins été publiée la déclaration du député luxembourgeois, qui estime que Vladimir Poutine fait « partie de ces chefs d'État autocrates qui minent la démocratie et parviennent à la réduire aux seules apparences ». M. Graas a également fait appel à ce que les parlementaires se joignent aux efforts du Comité des Ministres « pour faire toute la lumière sur les circonstances du décès de M. Navalny ». À cet égard, sa déclaration fait écho à la résolution adoptée par le Parlement luxembourgeois le 27 février 2024 réclamant instamment la création d'une commission d'enquête internationale.

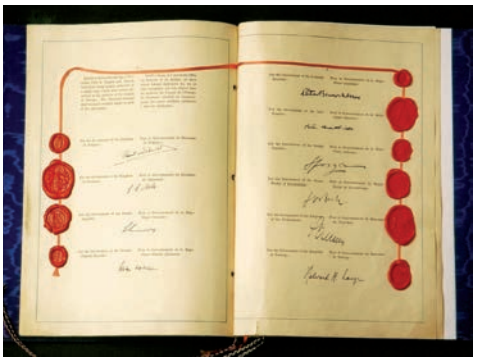
### L'élection d'un nouveau secrétaire général

La délégation luxembourgeoise a eu l'honneur de recevoir les trois éminents candidats au poste de secrétaire général du Conseil de l'Europe. Le successeur de Mme Marija Pejčinović Burić sera choisi par l'Assemblée lors de la prochaine session d'été, prévue au mois de juin. Parmi les candidats en lice figurent l'actuel Commissaire européen à la justice, M. Didier Reynders, l'ancien Président de la Confédération suisse, M. Alain Berset, ainsi que l'ancien Ministre de la Culture de l'Estonie, M. Indrek Saar.



*La délégation luxembourgeoise était composée de MM. Paul Galles et Gusty Graas, de Mme Octavie Modert et de M. Yves Cruchten (de gauche à droite).*

# Le Conseil de l'Europe célèbre son 75e anniversaire



*Le Traité de Londres signé par le Ministre des Affaires étrangères Joseph Bech*

Le 5 mai 1949, la Belgique, le Danemark, la France, l'Irlande, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et le Luxembourg ont signé le Traité de Londres instituant le Conseil de l'Europe. Le Ministre des Affaires étrangères de l'époque, M. Joseph Bech, y a apposé sa signature pour le Grand-Duché. Cette organisation emblématique s'est donné comme but la défense des valeurs démocratiques et des droits de l'homme.

Le projet de loi n° 272 portant approbation du Statut du Conseil de l'Europe et de l'Arrangement relatif à la création de la Commission préparatoire du Conseil de l'Europe a été voté par la Chambre des Députés le 12 juillet 1949 par 45 voix contre 5.

### Entrée en vigueur du traité : le 3 août 1949

La notification de ratification par le Gouvernement du Royaume-Uni le 3 août 1949 a marqué l'entrée en vigueur du texte pour les dix membres signataires. Les statuts fondateurs ont entrainé la création d'une assemblée consultative au sein du Conseil de l'Europe. Le Ministre des Affaires étrangères, M. Bech, signataire pour le Grand-Duché, confiait à cette assemblée la noble mission « de créer et d'entretenir cet état d'esprit européen », plaçant ainsi le fondement d'une conscience collective et d'une solidarité continentale.

L'assemblée s'est réunie pour la première fois à l'Université de Strasbourg le 10 août 1949. Composée de parlementaires, elle se hisse au rang de pionnière en tant que première assemblée parlementaire pluraliste internationale de l'histoire, incarnant les idéaux de liberté, de justice et de coopération qui sont au cœur du projet européen.

### Une délégation active au sein de l'APCE

Aujourd'hui encore, les députés luxembourgeois participent activement aux travaux de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). La délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE se compose actuellement de M. Gusty Graas, Président, Mme Octavie Modert, Vice-Présidente, M. Yves Cruchten, membre effectif, ainsi que de MM. Paul Galles et Fernand Kartheiser et de Mme Stéphanie Weydert, membres suppléants.

### Présidence luxembourgeoise

Le Grand-Duché de Luxembourg assurera la présidence du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe de novembre 2024 à mai 2025.

Au niveau parlementaire, les 46 États membres seront invités les 28 et 29 novembre 2024 à l'Abbaye de Neumünster pour la tenue de la réunion du Bureau et de la Commission permanente de l'APCE.

### Le saviez-vous ?

Avant de devenir l'hymne de l'Union européenne en 1985, l'« Ode à la joie » était l'hymne du Conseil de l'Europe depuis 1972. Il en va de même pour le drapeau européen : en 1955, le Conseil de l'Europe se dote du drapeau bleu avec douze étoiles ; le Parlement européen s'en empare en 1985.

Visite du Président de l'Assemblée parlementaire de la francophonie

# « L'importance de la francophonie au Luxembourg ne doit pas être sous-estimée »



*Le Président de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF), M. Francis Drouin (au milieu), a été reçu à la Chambre des Députés.*

Le Président de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF), M. Francis Drouin, a été reçu le 26 avril 2024 à la Chambre des Députés. Sa visite de travail s'inscrit dans le cadre des réunions des groupes de travail sur la révision des statuts de l'APF, d'une part, et de la Commission politique, d'autre part.

Lors de l'échange avec M. Drouin, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a affirmé que « l'importance de la francophonie au Luxembourg ne doit pas être sous-estimée », en faisant référence à l'importance de la langue française au niveau culturel, administratif et notamment législatif au Luxembourg.

Les parlementaires ont exprimé leur accord sur la nécessité de soutenir les efforts démocratiques des parlements en transition au sein de l'espace francophone, en particulier de ceux confrontés à des situations de conflits et de crises, comme certains pays africains.

Les parlementaires ont également discuté de la manière dont l'utilisation de la langue française évolue. Ils ont constaté que le français perd de son importance, en particulier auprès des jeunes qui préfèrent de plus en plus l'anglais.

En réponse à cela, les députés luxembourgeois et le Président de l'APF ont exprimé leur volonté de renforcer la promotion et le soutien de la langue française au sein des organisations internationales.

Les députés luxembourgeois se sont encore intéressés aux corpus législatifs thématiques que l'APF entend mettre à disposition de ses membres afin de les soutenir dans leur travail. Les corpus législatifs pourraient inclure des analyses de lois en vigueur dans d'autres pays francophones. Le premier corpus législatif porte sur les mesures de lutte contre les changements climatiques.

### Une délégation luxembourgeoise engagée au sein de la francophonie

Au cours de l'échange de vues, M. Drouin a remercié la section luxembourgeoise de l'APF de son implication active dans les activités de l'Assemblée. Rappelons dans ce contexte que le Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, assume notamment le rôle de trésorier au sein de l'Assemblée.

# Visite à la station de radio publique « 100,7 »

Le 30 avril 2024, une délégation de la Commission des Médias et des Communications, composée de Mme Mandy Minella et de MM. François Bausch, Ben Polidori et Tom Weidig, a visité les locaux du Média de service public 100,7 au Kirchberg afin d'avoir un aperçu des activités et du fonctionnement de l'établissement public, à la suite des adaptations récentes au niveau de son cadre légal et financier.

Animée par le Directeur, M. Jean-Lou Siweck, et la Présidente du conseil d'administration du Média de service public 100,7, Mme Véronique Faber, la visite a permis aux députés de retracer l'évolution historique de l'établissement public tout en leur offrant également un regard sur le futur proche. Ainsi, la chaîne 100,7 entend miser davantage sur des contenus « on demand » accessibles à travers son site Internet, comme les épisodes de la « Kannerkëscht » – émissions audio destinées aux enfants âgés de 3 à 12 ans – ou encore des reportages mis à disposition sous forme de podcasts.

Le budget des dépenses courantes 2024 de l'État prévoit une dotation à hauteur de 10,6 millions d'euros pour le Média de service public 100,7. Le montant de cette dotation fait l'objet d'une convention entre l'État et l'établissement public qui encadre les relations entre les deux signataires pour les exercices 2024 à 2030.



## Budget de l'État pour l'exercice 2024 et programmation financière pluriannuelle 2023-2027

**8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 et modifiant :**
**1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;**
**2° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ;**
**3° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;**
**4° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement**

Le budget de l'État pour l'exercice 2024 est arrêté aux montants suivants :

| | |
|---|---|
| – Recettes courantes | 23.803.214.983 euros |
| – Recettes en capital | 187.246.600 euros |
| – Recettes des opérations financières | 2.500.385.700 euros |
| – Dépenses courantes | 22.953.887.011 euros |
| – Dépenses en capital | 3.201.495.575 euros |
| – Dépenses des opérations financières | 564.439.100 euros |

L'article 3 du projet de loi porte modification de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accises et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques. Le plafond pour le droit d'accise spécifique autonome de la catégorie des tabacs à fumer fine coupe destinés à rouler les cigarettes et les autres tabacs à fumer est augmenté de 10 euros pour passer de 25 euro par kilo à 35 euros par kilo (à partir du 1er mai 2024).

L'émergence de nouveaux produits destinés à être fumés ou vapotés et assimilés à des tabacs manufacturés dans le contexte de l'évolution des habitudes de consommation du tabac et des produits apparentés nécessite l'adaptation du cadre fiscal pour inclure ces produits. L'article 3 (4) introduit des taux de droits d'accises maximums sur ces produits. La nouvelle taxation s'applique à partir du 1er mai pour le « heat not burn » et à partir du 1er octobre 2024 pour les e-liquides et les sachets de nicotine.

L'article 30 prévoit pour l'exercice 2024 une dérogation par rapport aux délais prévus aux dispositions de l'article 38 de la loi budgétaire pour l'exercice 2023.

Afin d'être en mesure de répondre aux demandes des parties prenantes (Gouvernement, Chambre des Députés, etc.) sur l'exécution budgétaire dans des délais plus rapprochés, la période dite « complémentaire », qui courait jusqu'à présent jusqu'au 30 avril de chaque année, est raccourcie à partir de l'exercice budgétaire 2024. Ainsi, pour ce qui est des opérations relatives à l'ordonnancement des dépenses, celles-ci peuvent se prolonger jusqu'au 31 janvier 2025 (au lieu du 31 mars). En ce qui concerne les opérations relatives au paiement des dépenses, celles-ci peuvent se prolonger jusqu'au 28 février 2025 (au lieu du 30 avril).

L'article 32 confère au ministre ayant le Trésor dans ses attributions l'autorisation d'émettre des emprunts pour un montant maximum de 5.000 millions d'euros. Ce montant s'oriente au niveau anticipé des liquidités disponibles, au déficit prévisible de l'Administration centrale ainsi qu'au besoin de refinancement de la dette à moyen et long terme venant à échéance au cours des années 2024 et 2025, tout en prévoyant une marge pour parer des situations imprévues. Il ne présente aucune indication quant au besoin de financement effectif ou prévisible au cours des exercices en question. Tel que recommandé par le Conseil d'État et dans un souci de transparence, l'autorisation est limitée dans le temps. Le budget de l'État pour l'année 2025 pourra venir annuler, le cas échéant, la partie non utilisée de cette autorisation.

Dans un même esprit, la partie non utilisée de l'autorisation d'emprunt inscrite au budget de l'État pour l'année 2023 est annulée.

**8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027**

En attendant que le cadre de gouvernance économique de l'Union européenne révisé entre en vigueur et que la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques soit revue, l'application de la législation nationale prévoit le respect continu de l'objectif budgétaire à moyen terme (OMT) ou, à défaut, la convergence envers celui-ci.

L'article 1er du projet de loi a pour objet de fixer l'OMT sur toute la période, en le fixant à +0,0 % du PIB pour la période 2023-2027.

Les soldes nominaux et structurels de la trajectoire d'ajustement vers l'objectif budgétaire à moyen terme évoluent comme suit au titre de la période 2023-2027 :

| En % du PIB | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|---|---|---|---|---|
| – Administration centrale | -2,0 % | -2,3 % | -2,0 % | -1,5 % | -1,3 % |
| – Administrations locales | 0,0 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % |
| – Administrations de sécurité sociale | 1,3 % | 1,0 % | 0,7 % | 0,5 % | 0,3 % |
| – Administrations publiques : | | | | | |
| Solde nominal | -0,7 % | -1,2 % | -1,2 % | -0,9 % | -0,9 % |
| Solde structurel | -0,5 % | -0,0 % | -0,3 % | -0,3 % | -0,6 % |

L'article 5 du projet de loi introduit une disposition nouvelle par rapport aux lois de programmation financière pluriannuelle précédentes afin de répondre aux demandes du Conseil d'État et du Conseil national des finances publiques.

L'article 5 présente ainsi l'évolution du montant maximal des dépenses de l'Administration centrale au titre de la période 2023-2027 comme suit :

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|---|---|---|---|---|
| En millions d'euros | 27.275 | 29.361 | 30.686 | 31.791 | 33.027 |

Dépôt des projets de loi 8383 et 8384 par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 06/03/2024
Rapportrice : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :

| | |
|---|---|
| 30/11/2023 | Désignation d'un rapporteur |
| 06/03/2024 | Présentation par M. le Ministre des Finances du budget du département Finances<br>Échange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec M. le Ministre des Finances, le Directeur de l'IGF et des représentants du Trésor |
| 08/03/2024 | Échange de vues avec des représentants de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED)<br>Échange de vues avec des représentants de l'Administration des contributions directes<br>Échange de vues avec des représentants de l'Administration des douanes et accises |
| 12/03/2024 | Échange de vues avec des représentants du Statec au sujet de la situation conjoncturelle et des dernières prévisions économiques |
| 15/03/2024 | Présentation par Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale du volet Sécurité sociale<br>Échange de vues avec Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et le Directeur de l'Inspection générale de la sécurité sociale |
| 20/03/2024 | Suite de la présentation par Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale du volet Sécurité sociale |
| 26/03/2024 | Présentation de l'évaluation du Conseil national des finances publiques |
| 27/03/2024 | Échange de vues avec M. le Ministre de l'Intérieur |
| 29/03/2024 | Présentation de l'avis de la Cour des comptes |
| 15/04/2024 | Présentation de l'avis de la Banque centrale du Luxembourg |
| 16/04/2024 | Examen des avis du Conseil d'État et des chambres professionnelles |
| 19/04/2024 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Travaux de la Commission des Institutions
(Président : M. Laurent Zeimet) :

| | |
|---|---|
| 25/03/2024 | Présentation par M. le Premier ministre du volet Institutions |

Travaux de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. Gilles Baum) :

| | |
|---|---|
| 28/03/2024 | Présentation des volets Logement et Aménagement du territoire |

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :

| | |
|---|---|
| 28.03.2024 | Examen du volet Justice |

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Président : M. Max Hengel) :
15/03/2024 Présentation par Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale du volet Sécurité sociale
Échange de vues avec Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et le Directeur de l'Inspection générale de la sécurité sociale

20/03/2024 Suite de la présentation par Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale du volet Sécurité sociale

Vote en séance publique : 25/04/2024
Loi du 26 avril 2024
Mémorial A : 2024, n° 165, page 1

# 18e séance

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 12
   M. Fernand Etgen, Président de séance
2. **Ordre du jour** p. 12
   M. Fernand Etgen, Président de séance
3. **Changements de composition de commissions parlementaires** p. 12
   M. Fernand Etgen, Président de séance
4. **Institution d'une sous-commission parlementaire** p. 12
   M. Fernand Etgen, Président de séance
5. **Admission à la retraite d'un conseiller à la Cour des comptes** p. 12
   M. Fernand Etgen, Président de séance
6. **Communications** p. 12
   M. Fernand Etgen, Président de séance
7. **8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 et modifiant :**
   **1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;**
   **2° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ;**
   **3° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;**
   **4° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement**
   **8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027** p. 14
   Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm


Présidence : M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Lex Delles, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, M. Léon Gloden, M. Georges Mischo et M. Eric Thill, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

*(Négation)*

Erlaabt mir virewech, eise President, den Här Claude Wiseler, ze entschëllegen, deen haut op der Konferenz vun den europäesche Parlamentspresidenten zu Mallorca ass.

**Plusieurs voix** | O!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Muer ass en erëm hei!

*(Hilarité et interruption)*

## 2. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass et esou decidéiert.

## 3. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, si follgend Ännerunge matgedeelt ginn:

An der Commission des Finances ersetzt den Här Claude Haagen d'Madamm Paulette Lenert.

An der Commission des Médias et des Communications ersetzt d'Madamm Paulette Lenert d'Madamm Taina Bofferding.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

*(Négation)*

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass. Dann ass dat esou decidéiert.

## 4. Institution d'une sous-commission parlementaire

Ier mer op deen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut eriwwerginn, géif ech Iech gäre matdeelen, datt d'Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région an hirer Reuniioun vum 26. Februar 2024 decidéiert huet, d'Sous-Commission des Affaires européennes ze grënnen. Dës Souskommissioun ass aus dem Här Sven Clement, dem Här Franz Fayot, dem Här Gusty Graas, dem Här Christophe Hansen, dem Här Fernand Kartheiser, dem Här Meris Sehovic an dem Här David Wagner zesummegestallt.

## 5. Admission à la retraite d'un conseiller à la Cour des comptes

A sengem Bréif vum 20. Mäerz 2024 huet den Här Tom Heintz, Conseiller bei der Cour des comptes, matgedeelt, datt hie säi Recht op seng Pensioun fir den 1. Dezember 2024 wéilt geltend maachen.

Gemääss dem Artikel 8 vum ofgeännerte Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert d'Organisatioun vun der Cour des comptes an dem Artikel 67 vum ofgeännerte Gesetz vum 3. August 1998 iwwert d'Staatsbeamtepensioune steet där Autoritéit, déi d'Ernennung virgeholl huet, och d'Aufgab vun der Pensionéierung zou.

Deemno froen ech d'Chamber, ob si domat averstanen ass, d'Prozedur anzeleeden en vue vun der Pensionéierung vum Här Tom Heintz, Conseiller bei der Cour des comptes.

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

## 6. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Esou wéi et festgehalen ass am Artikel 7 Paragraf 5 vum ofgeännerte Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert d'Organisatioun vun der Cour des comptes an an den Artikelen 128 bis 129 vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, eng Lëscht vun dräi Kandidate fir e Poste vu Conseiller bei der Cour des comptes als Ersatz fir e Membre démissionnaire opzestellen.

Am Fall vun engem Ersatz gëtt de Kandidat fir de Rescht vun der Amtszäit vum Conseiller ernannt, deen hien ersetzt, an dat wier an deem heite Fall vum 1. Dezember 2024 bis den 31. Dezember 2029.

Interessente kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten, an dat bis spéitstens de 4. Juni 2024. Den Datum vum Poststempel ass maassgeebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzereechen, déi beleeën, datt d'Konditiounen aus dem Gesetz erfëllt sinn, dat heescht: éischtens: d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn; zweetens: am Besëtz vun den zivillen a politesche Rechter sinn; drëttens: déi néideg moralesch Garantië virweise kënnen; véiertens: déi néideg kierperlech Viraussetzungen hunn; a fënneftens: am Besëtz vun engem universitären Diplom sinn, dee beweist, datt de Kandidat e komplette véierjäregen Zyklus gepackt huet an engem vun deene follgende Fächer: Ekonomie, Réviseur d'entreprise, Droit oder Politick.

Ech erënneren Iech drun, datt all Deputéierten d'Recht huet, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäizeleeën, déi d'Averständnis vun deem Kandidat beweist.

Dës Kommunikatioun gëtt als Avis officiel an der Press veröffentlecht.

***Communications du Président – séance publique du 23 avril 2024***

*1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

*Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.*

*2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :*

*8365 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat*

*Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 26/03/2024*

*8366 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Indonesia on air services », fait à Jakarta, le 25 mai 2023*

*Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 28/03/2024*

*8367 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Kingdom of Saudi Arabia on air services », fait à Paris, le 20 juin 2023*

*Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 28/03/2024*

*8368 – Projet de loi modifiant : 1° le Code pénal ; 2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; aux fins de transposition de certaines dispositions de la directive (UE) 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme et remplaçant la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil et modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil*

*Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 29/03/2024*

*8369 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain*

*Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 29/03/2024*

*8370 – Projet de loi portant :*
*1) transposition de la directive (UE) 2022/2464 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 modifiant le règlement (UE) n° 537/2014 et les directives 2004/109/CE, 2006/43/CE et 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises ;*
*2) transposition de la directive déléguée (UE) 2023/2775 de la Commission du 17 octobre 2023 modifiant la directive n° 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'ajustement des critères de taille pour les micro-, petites, moyennes et grandes entreprises ou pour les groupes ;*
*3) modification de :*
*a) la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;*
*b) la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;*
*c) la loi modifiée du 17 juin 1992 relative :*
*– aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit de droit luxembourgeois ;*
*– aux obligations en matière de publicité des documents comptables des succursales d'établissements de crédit et d'établissements financiers de droit étranger ;*
*d) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;*
*e) la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative :*
*– aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois ;*
*– aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger ;*
*f) la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs ;*
*g) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;*
*h) la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit*

*Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 29/03/2024*

*8371 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles*

*Dépôt : Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, le 09/04/2024*

*8372 – Projet de loi portant approbation de l'Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, fait à Bruxelles, le 15 novembre 2021*

*Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 09/04/2024*

*8373 – Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre portant création de l'Alliance solaire internationale (ASI), fait à New Delhi, le 4 février 2021*

*Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 09/04/2024*

*8374 – Projet de loi portant approbation de l'Accord global dans le domaine du transport aérien entre les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, et l'Union européenne et ses États membres, fait à Bali, Indonésie, le 17 octobre 2022*

*Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 09/04/2024*

*8375 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement secondaire classique*

*Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 16/04/2024*

*8376 – Projet de loi portant*
*1° modification de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS ;*
*2° mise en œuvre du règlement (UE) 2023/988 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relatif à la sécurité générale des produits, modifiant le règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil et la directive (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 87/357/CEE du Conseil ;*
*3° abrogation de la loi modifiée du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits*

*Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 22/04/2024*

*3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

*3112 – Demande de pétition publique : Pour le remboursement totale des médicaments, sirops, suppositoires pour enfant mineur*

*Dépôt : M. Steve Schmitz, le 18/03/2024*

*3113 – Demande de pétition publique : Doubler le nombre de jours de congés disponibles pour raisons familiales pour les familles monoparentales*

*Dépôt : Mme Petra Katharina Vogel, le 19/03/2024*

*3114 – Demande de pétition ordinaire : Modifier l'article 454 du Code pénal luxembourgeois en y ajoutant la discrimination fondée sur le statut social*

*Dépôt : M. Sergei Kusheev, le 18/03/2024*

*3115 – Demande de pétition publique : „Kampfhënn"*

*Dépôt : Mme Julie Filing, le 20/03/2024*

*3116 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour limiter la durée de l'« Ordre de Justification » dans les dossiers des fonctionnaires ou employés*

*Dépôt : Mme Lynn Kremer, le 19/03/2024*

*3117 – Demande de pétition publique : Getrennte Keesen op den Tankstellen / Séparation des caisses dans les stations d'essences*

*Dépôt : M. Paul Lionti, le 20/03/2024*

*3118 – Demande de pétition publique : Abschaffung der Begrenzung des Anspruchs auf Krankengeld Referenzzeitraum von 78 Wochen bei schweren Erkrankungen (Arbeitsverlust)*

*Dépôt : Mme Martine Mainz, le 20/03/2024*

*3119 – Demande de pétition publique : Referendum géint d'Finanzéierung an d'Ënnerstëtze vum Ukrain-Krich*

*Dépôt : M. Michel Schmitt, le 22/03/2024*

*3120 – Demande de pétition publique : Oschafe vum CAE-Kontrakt (Contrat d'appui-emploi) / Fair Konditioune fir de CAE-Kontrakt*

*Dépôt : M. Arlind Veliqi, le 22/03/2024*

*3121 – Demande de pétition ordinaire : Ajustement de la protection spéciale accordée aux délégués du personnel*

*Dépôt : M. Gilles Jouniaux, le 23/03/2024*

*3122 – Demande de pétition publique : Interdiction de l'utilisation de TikTok sur le territoire luxembourgeois*

*Dépôt : M. Victor Asmar, le 24/03/2024*

*3123 – Demande de pétition publique : Introduire une loi sur les États promoteurs du terrorisme et les États qui utilisent des moyens terroristes, et désigner la Russie comme un tel État*

*Dépôt : M. Anzhel Bozhinov, le 24/03/2024*

*3124 – Demande de pétition publique : Élargir les critères d'éligibilité pour la nationalité luxembourgeoise, reconnaissance des compétences linguistiques dans les trois langues officielles du pays*

*Dépôt : M. Hicham Benmabkhout, le 24/03/2024*

*3125 – Demande de pétition publique : Résiliation des assurances Luxembourg – protection du consommateur*

*Dépôt : M. Mikaël Hamon, le 25/03/2024*

*3126 – Demande de pétition publique : Nei Steierklass fir Superräicher / Nouvelle classe d'imposition pour les superriches*

*Dépôt : M. Jeff Cigrand, le 26/03/2024*

*3127 – Demande de pétition publique : Cannabis Social Club*

*Dépôt : M. Xavier Christophe Thill, le 26/03/2024*

*3128 – Demande de pétition publique : Zuchtrafick vun der 1. Klass fräimaache bei enger Verspéidung vu mindestens 5 Minutten*

*Dépôt : M. Sven Lutgen, le 27/03/2024*

*3129 – Demande de pétition publique : Jour férié : Vendredi saint*

*Dépôt : M. Florian Grazina, le 27/03/2024*

*3130 – Demande de pétition publique : Permettre aux personnes mariées de choisir leur nom d'usage*

*Dépôt : M. Florentin Ladurelle, le 27/03/2024*

*3131 – Demande de pétition publique : Abolition de l'examen de promotion pour les fonctionnaires et employés dans la carrière inférieure de la fonction publique*

*Dépôt : M. Yves Lill, le 29/03/2024*

*3132 – Demande de pétition publique : Un corps de C.R.S. luxembourgeois dans les villes dominantes de crimes et d'agression, Luxembourg-Ville, Esch/Alzette, Esch/Belval, Pétange, Differdange*

*Dépôt : M. Sven Schomer, le 30/03/2024*

*3133 – Demande de pétition publique : Geneemegung fir d'Police, fir d'Propretéit vun onse Stroossen ze assuréieren*

*Dépôt : M. Zacharie Thimmesch Oudar, le 05/04/2024*

*3134 – Demande de pétition publique : Facilitez l'obtention de la nationalité luxembourgeoise pour les conjoints de citoyens luxembourgeois*

*Dépôt : M. Hicham Benmabkhout, le 08/04/2024*

*3135 – Demande de pétition publique : Améliorer les conditions de retour au travail des femmes après le congé maternité/congé parental*

*Dépôt : Mme Morgane Him, le 09/04/2024*

*3136 – Demande de pétition publique : Boergeld als Bezuelungsmëttel an der Verfassung schützen / Bargeld als Zahlungsmittel in der Verfassung schützen / Protéger les espèces comme moyen de paiement dans la Constitution / Protect cash as a means of payment in the Constitution*

*Dépôt : M. Luc Martiny, le 10/04/2024*

*3137 – Demande de pétition publique : Reconnaissance envers les parents endeuillés par la perte d'un nouveau-né*

*Dépôt : M. Domenico Loconte, le 11/04/2024*

*3138 – Demande de pétition publique : Die Errichtung öffentlicher Fitnessparks in jeder Gemeinde Luxemburgs*

*Dépôt : M. Mykyta Thill, le 11/04/2024*

*3139 – Demande de pétition publique : Pfand auf allen Arten von PET-Flaschen und Dosen*

*Dépôt : M. Paulo Dos Santos, le 13/04/2024*

*3140 – Demande de pétition publique : Pour une souveraineté citoyenne authentique, réelle et inaliénable : inscription du droit à la désobéissance civile dans la Constitution luxembourgeoise*

*Dépôt : M. Christophe Edouard Pascal Dupin, le 15/04/2024*

*3141 – Demande de pétition publique : Pour déplacer le centre Abrigado de Bonnevoie*

*Dépôt : Mme Elisabeth Lauwerier, le 16/04/2024*

*3142 – Demande de pétition ordinaire : 48 Dingoe fir d'Ukrain*

*Dépôt : M. Romain Reiter, le 16/04/2024*

*3143 – Demande de pétition ordinaire : Botschaft an der Ukrain*

*Dépôt : M. Romain Reiter, le 16/04/2024*

*3144 – Demande de pétition ordinaire : Militärdéngscht fir all Persoun, déi en CDD beim Staat kritt*

*Dépôt : M. Romain Reiter, le 16/04/2024*

*3145 – Demande de pétition ordinaire : Ënnerstëtzung vun der Europäescher Solar/PV-Industrie*

*Dépôt : M. Romain Reiter, le 18/04/2024*

*3146 – Demande de pétition ordinaire : Devenir le premier Luxembourgeois à se rendre seul dans tous les pays reconnus par l'ONU dans le monde, le faisant de manière documentée*

*Dépôt : M. Tiago Peixoto, le 19/04/2024*

*3147 – Demande de pétition ordinaire : Pétition ordinaire pour lutter contre le mobbing et le cybermobbing dans les écoles*

*Dépôt : Mme Sara Cardoso Jorge, le 19/04/2024*

*N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.*

*4) AVIS OFFICIEL*

*Communication du Président de la Chambre des Députés (23.04.2024)*

*Conformément à l'article 7, paragraphe 5, de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes et aux dispositions des articles 128 à 129 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à établir une liste de trois candidats pour le poste de conseiller à la Cour des comptes (m/f/d) en remplacement d'un membre démissionnaire. Le remplaçant est nommé pour le reste de la période du mandat du conseiller de la Cour des comptes qu'il remplace. Ce mandat sera vacant à partir du 01.12.2024 et viendra à terme le 31.12.2029.*

*Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 04.06.2024, l'estampille de la poste faisant foi.*

*Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.*

*Pour être recevables, les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues à l'article 7, paragraphe 2, alinéa 2, de la loi précitée sont remplies, à savoir :*

*1) être de nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité) ;*

*2) jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire et certificat d'inscription aux listes électorales) ;*

*3) offrir les garanties de moralité requises ;*

*4) satisfaire aux conditions d'aptitude physique requises pour l'exercice de la fonction (certificat médical) ;*

*5) être détenteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès dans l'une des matières suivantes : sciences économiques, études de réviseur d'entreprises, droit ou sciences politiques (copie des diplômes, certificats et/ou homologations).*

*Pour toute information complémentaire relative à ce poste, veuillez vous adresser à Mme Maria Mathieu : 466 966-221 / mmathieu@chd.lu*

*(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)*

## 7. 8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 et modifiant :

**1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;**

**2° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ;**

**3° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;**

**4° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement**

## 8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027

Mir kommen haut de Mëtten zum Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi 8383 vum Staatsbudget fir d'Joer 2024 an iwwert de Projet de loi 8384 iwwert déi finanziell Programmatioun fir d'Joren 2023 bis 2027. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dëse Projets de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, et ass un Iech.

***Rapport de la Commission des Finances***

**Mme Diane Adehm** (CSV), rapportrice | Här President, Här Premierminister mat Ärer ganzer Regierungsekipp, dorënner och de Finanzminister, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, de Rapport vum wichtegste Gesetz fir d'Lëtzebuerger Land a seng Awunner dierfen ze maachen, ass fir all Politiker eng grouss Éier. Et ass eng nobel Aufgab. Et ass eng faszinant Aufgab. Et ass eng Aufgab, déi engem Politiker normalerweis nëmmen eemol a senger politescher Karriär zoufält. Ech hunn déi Aufgab mat Respekt, awer och mat grousser Freed ugeholl. Dofir soen ech de Kolleege vun der Finanzkommissioun e grousse Merci, déi mech op Propositioun vum Marc Spautz als Budgetsrapporter bestëmmt hunn a mir domadder dës Aufgab zougedroen hunn.

De Budgetsprojet gouf dëst Joer de 6. Mäerz vum Finanzminister presetéiert an an der Chamber

hannerluecht. Duerno haten all d'Acteuren, déi an der Budgetsprozedur involvéiert sinn, nëmme knapps siwe Wochen Zäit, fir hir respektiv Avisen a Rapporten auszeschaffen. Dësen enken Timing war eng Erausfuerderung fir eis all. Och fir mech als Rapporter war et e reegelrechte Marathon, fir d'Entrevuë mat de sougenannte „Forces vives de la nation" an dëser kuerzer Zäit ze féieren. Ech hu vun hinne vill wäertvoll Informatiounen an Iddie mat op de Wee kritt, vun deenen ech der och vill versicht hunn, a mengem schréftlechen a mëndleche Rapport ze verschaffen.

An der Traditioun vun de meeschte Budgetsrapportere viru mir hunn ech mir erlaabt, a mengem Budgetsrapport op verschidde Punkte méi am Detail anzegoen, Punkten, déi den normale Kader vun engem Budgetsrapport iwwerschreiden. Ech soen de Membere vun der Finanzkommissioun Merci, dass si mir déi Fräiheet zougestanen hunn. Konkreet hunn ech mech virun allem mat der Consolidatioun vun der Finanzplaz auserneegesat genee wéi och mat der Diversifizéierung vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg. Si sinn de Garant fir de Wuelstand an dësem Land, deen et gëllt, fir déi zukünfteg Generatiounen ofzesécheren. Ech hu mech awer och mat der Problematik vun der Iwwerverschëldung beschäftegt a wéi een dës ugoe kann.

Här President, de Budget, deen ech haut de Mëtteg presentéieren, ass deen éischte Budget vun dëser Legislatur. Fir prezis ze sinn, dréit et sech ëm zwee Gesetzer: engersäits dat klassescht Budgetsgesetz an anerersäits d'Gesetz iwwert de laangfristege Finanzplang bis 2027. E Budget, dee matzen an eng schwéier wirtschaftlech Zäit fält, deen awer d'Zukunftsgestaltung vun eisem Land an d'Erhalen an d'Verbesserung vum Wuelstand vun de Mënschen zu Lëtzebuerg fest am Bléck huet.

Dat lescht Joer war kee gutt Joer, och net fir d'Lëtzebuerger Wirtschaft. De Krich an der Ukrain, Tensiounen op anere Plazen an der Welt, héich Energiepräisser, Liwwerketteproblemer, de Réckgang vun der weltwäiter Demande, veronséchert Consommateuren, Rekordinflatioun a sou weider – bref, de Mix vun all dësen Elementer huet mat sech bruecht, dass Lëtzebuerg zënter Laangem erëm an enger Rezessioun war. De Statec rechent fir 2023 mat engem Réckgang vum wirtschaftleche Wuesstem ëm 1 %.

Sou wéi déi europäesch Reegelen dat virgesinn, baséiert de Budget ëmmer op de leschte Previsiounen, déi de Statec an aller Onofhängegkeet opgestallt huet. Fir dëse Budget ass et d'Note de conjoncture vum Dezember 2023. Wat d'Inflatiounsberechnungen ugeet, esou baséieren déi op engem Update vum Februar 2024.

Nom éischter schlechte Joer 2023 gesäit de Statec fir 2024 eng Reprise viraus mat 2 % Wirtschaftswuesstum. Dës Reprise soll sech an de Joren 2025 bis 2027 ëm 2,8 % apendelen, an dat läit ënnert der laangjäreger Moyenne vun 3,2 %.

D'Dynamik um Aarbechtsmaart fir 2024 par konter geet erof, mat engem Wuesstum vu just nach 1,3 % géint 2,1 % d'lescht Joer. Gläichzäiteg soll de Chômage eropgoen.

E positiven Trend gesäit een och um Niveau vun der Inflatioun. Duerch d'Mesüre vun de verschiddenen Tripartitte soll d'Inflatioun 2024 just nach bei 2,2 % leien no 3,7 % am Joer 2023. Generell solle mir positiv no vir kucken, well weltwäit de wirtschaftlechen Trend erëm lues, awer sécher no uewe weist.

Dir Dammen an Dir Hären, ier ech de Budget 2024 analyséieren, wéilt ech eng Kéier kuerz op de Kont vun 2022 agoen. Den honorabelen Deputéierte Franz Fayot wäert eis en Donneschdeg den Detail erklären.

Dem Budget 2022 seng Exekutioun war markéiert duerch d'Nowéie vum Covid-19 an dem Ufank vum Ukrain-Krich. Déi zwee Elementer hu sech an der wirtschaftlecher Entwécklung vun eisem Land niddergeschloen, mat manner Croissance a méi héijer Inflatioun duerch d'Energiekris.

No der Lëtzebuerger Method hu mir d'Konte vun 2022 mat engem Defizit vun 1,2 Milliarden ofgeschloss. Zum Zäitpunkt vum Budgetsvott gouf nach mat engem Defizit vu knapp 1,49 Milliarde gerechent. Den Defizit ass elo 291 Milliounen méi niddereg wéi virgesinn.

Och beim Compte prévisionnel fir de Budgetsexercice 2023 gesinn d'Zuele besser aus wéi geduecht. A mengem Rapport bezéien ech mech op d'Zuelen, déi mir den 23. Januar an der Finanzkommissioun presentéiert kritt hunn. Laut dësen Zuele gesäit de Solde provisoire vum Kont 2023 op den 31. Dezember, ouni extraordinär Operatiounen, e virleefegen Defizit vun enger Milliard vir. Dat wier eng Verbesserung vun 1,6 Milliarde par rapport zum gestëmmte Budget, dee vun engem Defizit vu knapp 2,6 Milliarden ausgaange war.

Här President, komme mir elo zum Budget fir 2024. Dëse Budget ass anescht wéi en normale Budget. No den Douzièmes provisoires zielt dëse Budget nämlech nëmme fir aacht Méint. Duerfir ass et och en Iwwergangsbudget. An awer si schonn éischt Akzenter vun der neier Regierung dran. Esou fannen esouwuel d'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun wéi och de Paquet Logement schonn hiren Nidderschlag an dësem Budget.

Bei der Analys vum Staatsbudget muss een ënnerscheeden tëschent éischtens dem traditionelle Staatsbudget, esou wéi en no de Reegele vum Kontabilitéitsgesetz vun 1999 vum Staat opgestallt ass, zweetens dem Budget vum Zentralstaat no den europäeschen Normen an drëttens dem Budget, deen de Gesamtstaat betrëfft, dat heescht den Zentralstaat, d'Gemengen an d'Sécurité sociale. An deem Fall schwätze mer vum Budget vun der ëffentlecher Verwaltung.

Fir vum traditionelle Staatsbudget op de Budget vum Zentralstaat ze kommen, rechent een d'Ausgaben an déi eege Recettë vun den ëffentlechen Etablissementer, de Fondatiounen, de Staatsservicer mat Gestion séparée an de Spezialfongen derbäi.

Esou gesi schléisst den traditionelle Staatsbudget mat engem Defizit vun 2,16 Milliarden of, de Budget vum Zentralstaat mat engem Defizit vun 1,9 Milliarden an de Budget vun der Administration publique mat engem Minus vun 987 Milliounen.

Den Defizit vum Zentralstaat ass besonnesch op déi méi héich Progressioun vun den Depensë par rapport zu de Recetten zréckzeféieren. Hei ass awer ervirzehiewen, dass d'Schéier tëschent dem Wuesse vun den Einnamen, plus 7,1 %, an dem Wuesse vun den Ausgaben, plus 7,6 %, méi no zesummekënnt.

Um Niveau vun den Depensë falen och nach ëmmer d'Moossnamen aus dem Solidaritéitspak respektiv dem Energiedësch an d'Gewiicht.

Eng aner Erklärung ass op déi héich Investitiounen zréckzeféieren, déi d'Regierung fir dat nächst Joer virgesinn huet, an dat am Sënn, fir eiser Wirtschaft an ongewëssenen Zäite weider ze hëllefen. Net manner wéi 4,4 % vun eisem PIB ginn d'nächst Joer investéiert. Dat entsprécht 1,25 % vun de Gesamtausgabe vum Staat a sinn 3,7 Milliarden Euro.

D'Staatsschold soll Enn 2024 bei 26,5 % vum PIB leien a sech op 22,2 Milliarden Euro belafen.

Här President, esouwuel de Staatsrot wéi och d'Beruffskummeren hu ganz interessant Avisen esouwuel zum klassesche Gesetzesprojet vum Budget 2024 geschriwwe wéi och zum laangfristege Finanzplang bis 2027. Ech verweise fir den Detail op mäi schréftleche Rapport.

Wéi ugangs vu menger Ried gesot, kommen ech elo op eis Finanzplaz ze schwätzen, där ech a mengem schréftleche Rapport e gréissert Kapitel gewidmet hunn. Iwwer eis Finanzplaz gëtt an der Reegel net vill geschwat. Dobäi ass eis Finanzplaz mat hire Servicer eng vun den Haaptschlagodere vun der Lëtzebuerger Wirtschaft – ee vun den Haaptpilieren, wéi ëmmer gesot gëtt. Mir hunn net nëmmen eng grouss, mee och eng ganz performant Finanzplaz. Villes, wat mir eis hei am Land leeschte kënnen, hänkt och vun der Gesondheet an der Leeschtungsfäegkeet vun der Finanzplaz of. Duerfir ass d'Finanzplaz wichteg fir Lëtzebuerg. Si erwirtschaft zënter Jore ronn e Véierel vun eisem nationale Räichtum. An anere Wierder: All véierten Euro gëtt an der Finanzwirtschaft erwirtschaft.

Virun allem am Beräich vun eise Steieren ass d'Finanzplaz e grousse Contributeur. Am Joer 2023 huet d'Finanzplaz 4,7 Milliarden Euro u Steieren hei zu Lëtzebuerg bezuelt. 71 % vun der Kollektivitéitssteier – dat si ronn 1,9 Milliarden Euro – ginn an de Betriber vun der Lëtzebuerger Finanzwelt erschafft. Bei der Verméigenssteier sinn et souguer 84 %, wat ronn 922 Milliounen ausmécht. Net ze vergiessen héich dräistelleg Milliounebeträg um Niveau vum Impôt commercial an um Niveau vum Impôt retenu sur les revenus de capitaux. De gréissten Deel um Niveau vun der Taxe d'abonnement staamt och vun der Finanzplaz. Am Joer 2023 fléissen esou 1,2 Milliarden Euro an de Staatsbeidel. Och gëtt e groussen Deel vun der Akommessteier op der Finanzplaz generéiert. Fir 2023 sinn dat 1,3 Milliarden Euro.

D'Cour des comptes huet sech an hirem Avis zum Staatsbudget och mat de Recetten aus dem Finanzsecteur beschäftegt a si huet eis e ganz interessanten Tablo presentéiert, deen den Undeel aus dem Finanzsecteur u verschiddene Steieren iwwert déi lescht néng Joer retracéiert. Heirauser geet ervir, dass den Undeel vum Finanzsecteur ëmmer wäit iwwer 40 % louch.

D'Finanzplaz ass och e wichtegen Acteur um Lëtzebuerger Aarbechtsmarché. Dat spigelt sech an den Zuelen erëm. Wann een niewent dem traditionelle Bankesecteur d'Fongegeschäft, d'Assurancen, déi divers Prestataires de services, wéi Affekoten, Experts-comptables, Reviseuren an anerer, matarechent, da schaffe méi wéi 64.000 Leit hei zu Lëtzebuerg direkt oder indirekt op eiser Finanzplaz. Dat si 14 % vun der aktiver Populatioun.

Laut der Fondatioun IDEA generéiert eng Aarbechtsplaz op der Finanzplaz eng weider Aarbechtsplaz an engem anere Secteur vun eiser Wirtschaft. Deemno hänke ronn 135.000 Aarbechtsplazen direkt respektiv indirekt vun der Finanzplaz of. Da si mer bal bei engem Drëttel vun der nationaler Beschäftegung.

Ech rappeléieren Iech dës Zuelen, well een heiansdo am ëffentlechen Discours mengt, et géif hei zu Lëtzebuerg och ouni eis Finanzplaz goen. Mee mir wäerten, léif Kolleeginnen a Kolleegen, aleng duerch déi grouss Dependancen, notamment um Niveau vun de Steierrecetten, och an deenen nächste Joren op eis Finanzplaz ugewise sinn. Grond genuch also, fir sech e bësse mat hir ze befaassen, fir ze kucken, wéi ee se konsolidéieren a weiderentwéckele kann.

Dat bedeit awer net, datt een net soll weider op d'Diversifikatioun vun eiser Wirtschaft setzen, fir och

d'Onofhängegkeet vun dëser Finanzplaz ze reduzéieren. Dofir hunn ech mech och mat dësem Theema beschäftegt a weisen duerno a menger Ried op e puer Creneauen an der Wirtschaftspolitick hin, wou ech fir eist Land nei Opportunitéite gesinn, déi ee kéint an Zukunft ugoen.

D'Finanzplaz ass haut méi breet opgestallt wéi nach virun zwanzeg Joer. Esou ass d'Lëtzebuerger Finanzplaz am Moment de weltwäite Leader an den nohaltege Finanzen. Op der Bourse sinn 1.900 Actifs durables opgelëscht a si huet de gréisste Maartundeel a Saache gréng Obligatiounen.

D'Expertis an dësem Beräich huet derzou gefouert, dass souwuel den FMI wéi och d'Weltbank decidéiert hunn, hir gréng Obligatiounen zu Lëtzebuerg ze cotéieren. Dat ass eng Unerkennung fir déi geleeschten Aarbecht an deem Beräich a gutt fir den Image vun eiser Bankeplaz.

Duerch déi nei digital Technologien hu sech nei Zorte vun alternative Fongen entwéckelt, wéi zum Beispill d'Actifs numériques oder d'Actifs numéraires. Mir musse kucken, dëse Fongen hei zu Lëtzebuerg en adequate rechtleche Kader unzebidden, fir eis esou an eng Positioun vum First Mover ze setzen, esou wéi et eis an den 90er-Jore gelongen ass mam Opbau vun der Fongenindustrie.

Fir déi nei Fongen, awer och d'Kompetitivitéit vun der Finanzplaz am Allgemengen, spillt d'Steierlaascht eng gewësse Roll. Duerfir ass ze begréissen, dass d'Regierung amgaangen ass, Méiglechkeeten ze analyséieren, fir d'Taxe d'abonnement op aktiv geréierten ETF-Fongen, déi an nohalteg wirtschaftlech Aktivitéiten investéieren, erofzesetzen. Och nei Finanzementsforme wéi Blended Finance – dat si gemëschten ëffentlech-privat Investissementer, déi eng wichteg Roll an der nohalteger energeetescher Transitioun spillen – sollen encadréiert a gefërdert ginn.

En zweete Creneau, deen op der Finanzplaz soll weiderentwéckelt ginn, ass de Beräich vun de FinTech respektiv déi Kënschtlech Intelligenz. Lëtzebuerg ass an dësem Beräich haut schonns mam Luxembourg House of Financial Technology gutt opgestallt a regruppéiert all d'Acteuren, déi am FinTech-Beräich ënnerwee sinn. Dës Plattform këmmert sech och aktiv am Ausland ëm dës Entreprisen, fir dass si sech op Lëtzebuerg installéiere kommen, fir vun hei aus um europäesche Marché aktiv ze ginn. Esou proposéieren haut schonns vill Societéiten, virun allem Startuppen, nei innovant Finanzproduiten a -servicer, déi op den neien digitalen Technologië berouen, wéi der Blockchain. Dës Servicer a Produkter wäerten no an no déi traditionell Bankoperatiounen an d'Aart a Weis ze schaffen ofléisen.

Duerch déi Kënschtlech Intelligenz doe sech an dësem Beräich ganz nei Opportunitéite fir d'Acteuren aus dem Finanzsecteur op, sou zum Beispill um Niveau vun de Finanzanalysen, der Berechnung vu Finanzmodeller, dem Erstelle vu cibléierte Produite fir Clienten an esou weider, deemno nei Méiglechkeeten, déi wäit iwwer einfach Produktivitéitszougewënner oder administrativ Käschtereduktiounen erausginn.

An deem Sënn musse mir fir den Developpement vun de FinTechen nei Geschäftsmodeller entwéckelen. D'Aart a Weis, wéi een un de Client erukënnt, muss ugepasst ginn, genee wéi de Marketing an d'Gestioun vum Personal. Dorënner fält och d'Diskussioun iwwert d'Aarbechtszäitorganisatioun. Dofir ass ze begréissen, dass d'Regierung dës Ëmwälzungen an der Finanzwelt wëll begleeden an ënnerstëtzen.

En anere Punkt, deen a menge Gespréicher iwwer Startuppen an Entreprisen aus dem FinTech-Beräich ëmmer erëm op d'Tapéit komm ass, ass dee vum Venture Capital, also dem Capital-risque. Mir si gutt opgestallt, wann d'Betriber sech wëlle bei eis implementéieren. Wa se awer bis ufänken, wëlle richteg grouss ze ginn, dann hu se Problemer, op eisem Marché dat néidegt Risikokapital ze fannen. Op deem Punkt si mir net konkurrenzfäeg par rapport zu anere Länner. An do musse mir eis Gedanke maachen, wéi mir eis Finanzplaz fir dës Zort vun Investisseure méi attraktiv gestalte kënnen.

Här President, fir dass eis déi nei digital Revolutioun zu Lëtzebuerg geléngt, musse mir kënnen op spezialiséiert Fachpersonal zréckgräifen. Gradewéi an anere Beräicher vun eiser Wirtschaft gëtt et dës Leit net zur Genüge hei am Land. Dofir muss d'Personal, dat haut op der Finanzplaz schafft, esouwuel fir déi nei technologesch Viraussetzunge souwéi och fir déi zukünfteg Reglementatiounen a Gesetzer fit gemaach, reorientéiert a forméiert ginn.

Duerfir ass och ze begréissen, dass op der Uni Lëtzebuerg d'Offer u spezialiséierten Héichschouldiplomer am Beräich vun de Finanzberuffer ausgebaut gëtt. Et ass awer gewosst, dass esou eng Politick eréischt an e puer Joer hir Friichten dréit. Duerfir ass et onëmgänglech, dass mir eis an der Tëschenzäit musse beméien, fir Startuppe mat de gesichte Profiller an Talenter op Lëtzebuerg ze lackelen. Ouni si wäert et eis net geléngen, mëttel- a laangfristeg en Ökosystem vun de FinTechen zu Lëtzebuerg ze implementéieren.

Qualifizéiert Personal ze fannen ass awer net nëmmen e Problem fir de FinTech-Secteur. Laut der ABBL gouf et am Joer 2022 eng ronn 5.000 Plazen, déi zu Lëtzebuerg net konnte besat ginn. Mee dës Talenter komme mat Sécherheet net op Lëtzebuerg wéinst eisem schéine Wieder, wat mer souwisou hei iwwerhaapt net hunn.

Mir begréissen, dass d'Regierung decidéiert huet, aktiv dës Talenter ze bewerben. Sou soll ënnert dem Lead vum Wirtschaftsminister en Haut comité à l'attraction, la rétention et le développement de talents agesat ginn, dee sech dësem Challenge unhëlt a wou all d'Acteuren aus dem Secteur matagebonne sinn. „Talent attraction" ass hei d'Stéchwuert!

Mee d'Promotioun am Ausland aleng geet net duer. Mir mussen och iwwer eise steierleche Kader nodenken: Et gëllt, dee méi attraktiv ze gestalten. Dozou gehéiert sécherlech eng Baisse vun der Kollektivitéitssteier, awer och d'Opsetze vun engem Expat-Regimm oder spezifesche Regimmer vu Prime-participativen.

En anere Punkt, deen net onweesentlech ass, ass d'Steierklass 1. Et ass bekannt, dass vill Talenter, déi bei eis op Lëtzebuerg kommen, Celibatairë sinn. Laut der OECD ass den Taux moyen um Impôt sur le revenu zu Lëtzebuerg wäit iwwert der OECD-Moyenne a mir leien och méi héich wéi de Gros vun europäesche Länner respektiv eisen Nopeschlänner, mat Ausnam vun der Belsch. Op deem Punkt si mer net attraktiv par rapport zu eisen direkte Konkurrenten.

Nieft dëse steierleche Moossname mussen awer och aner Ramebedingunge passen, fir dass mir nei Startuppen, Talenter an och Decideuren zu Lëtzebuerg kënne begréissen a fideliséieren. Dozou gehéiert virun allem d'Schafe vun abordabelem Wunnraum souwéi d'Offer an de Bau vu schouleschen Infrastruktur fir dëse Leit hir Kanner.

Dozou gehéieren och adequat Offeren um kulturellen a sportleche Plang. An d'Sécherheet ass och e wichtege Facteur, deen net ze ënnerschätzen ass. Dofir ass et wichteg a richteg, dass d'Regierung d'Investitiounen an all dëse Beräicher an doriwwer eraus weiderhin héichhält. Déi ganz digital Transformatioun op der Finanzplaz gëtt et nun emol net zum Nulltariff. Et bedeit fir d'Entreprisen héich Investitiounen an d'Formatioun, an d'Personal an an d'Infrastrukturen.

Här President, e groussen Defi wäert och de Problem vun der Cyberkriminalitéit ginn. Date sinn d'Gold vun der Zukunft, an déi musse méi wéi jee geséchert ginn. Dës Feststellung gëllt net nëmme fir de Finanzsecteur, mee allgemeng fir déi ganz Wirtschaft an och fir de Staat. Déi rezent Attacken op staatlech Servere waren en Avant-goût vun deem, wat eis an Zukunft kéint erwaarden, mee et gëllt awer virun allem fir de Finanzsecteur, wou et ganz vill a ganz vill sensibel Date gëtt.

D'Entreprisen am Finanzberäich musse sech géint d'Menacë vu Cyberattacke wiere kënnen. Dofir sinn Investissementer an d'Cybersécherheet onerlässlech an de Staat soll si an hire Beméiungen ënnerstëtzen. An dëser Optik gëtt ënner anerem de Rôle an de Fonctionnement vum Haut comité de la place financière gestäerkt, deen eng nei Strategie fir d'Finanzplaz soll ausschaffen.

Här President, fir dass déi digital Revolutioun mat Succès op der Lëtzebuerger Finanzplaz kann duerchgefouert ginn, mussen elo déi richteg Weiche gestallt an Entscheedunge getraff ginn. Ech hunn an de leschte Minutten e puer Beräicher opgezeechent, wou muss gehandelt ginn. Et gëtt der nach méi an duerfir verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Duerch Gespréicher mat villen Organisatiounen aus dem Finanzsecteur, deenen hir Doleancen ech genee nogelauschtert hunn, sinn ech der Iwwerzeegung, dass follgend Punkte prioritär sinn, fir d'Consolidatioun an d'Diversifizéierung vun der Finanzplaz ze assuréieren an esou weiderhi kompetitiv ze bleiwen:

Éischtens: D'Opstelle vun enger attraktiver Reglementatioun a Gesetzgeebung, fir innovativ FinTech-Aktivitéiten an déi Kënschtlech Intelligenz zu Lëtzebuerg ze implementéieren.

Zweetens: Lëtzebuerg als „the place to be" vun den nohaltege Finanze promouvéieren.

Drëttens: Auslännesch Talenter an Decideuren op Lëtzebuerg unzéien a fideliséieren duerch geziilte steierlech Ureizer an d'Sécherstellung vun attraktive Ramebedéngungen a Liewenskonditiounen.

Véiertens: Lëtzebuerg attraktiv fir Venture Capital maachen, fir dass Startuppen an Entreprisen am FinTech-Beräich richteg duerchstarte kënnen.

Fënneftens: D'Investissementer an d'Cybersécherheet eropsetzen.

A sechstens: D'Zesummenaarbecht an der Recherche tëscht der Uni Lëtzebuerg an dem Finanzsecteur verbesseren an nei spezialiséiert Héichschouldiplomer am Beräich vun de Finanzen ubidden.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass also ganz kloer, dass de Finanzsecteur eent vun eise Standbeen ass. Et ass och kloer, dass de Finanzsecteur wichteg fir d'Lëtzebuerger Staatsfinanzen ass, mee Lëtzebuerg ass awer méi wéi just de Finanzsecteur.

Mir wëssen, dass dräi Véierels vun eiser Wirtschaftsleeschtung iergendwou anescht produzéiert gi wéi op der Finanzplaz, a genee dat däerfe mer net vergiessen. Dofir ass et wichteg, eis Wirtschaft ze diversifizéieren an nei Beräicher ze sichen, an deene mir e Méiwäert an Aarbecht fir Land a Leit schafen. Vill Regierunge hu sech mat dësem Challenge an de leschte Joerzéngte beschäftegt.

A mengem Rapport hunn ech net den Usproch, eng Wonnerléisung ze presentéieren, villméi wëll ech verschidde Pisten opzeechnen, vun deenen ech der Meenung sinn, dass se derwäert sinn, weider analyséiert

ze ginn. Aus dëse Piste ginn dann och eng Partie Recommandatiounen ervir, wéi een dës Ziler eventuell erreeche kéint. Verschidden Iddien iwwerschneide sech mat deene fir de Finanzsecteur wéi zum Beispill Iddien am Beräich vun der Digitalisatioun a vun den neien Technologien, der Kënschtlecher Intelligenz ... Aus Zäitgrënn verweisen ech och do op mäi schréftleche Rapport.

Eng Gemeinsamkeet hunn awer dës Pisten alleguerten. Si berouen op Technologie an op eiser Fäegkeet, genuch Talenter auszebilden an aus dem Ausland unzezéien. Si brauchen och all eng staark Finanzplaz, fir d'Investissementer, déi néideg sinn, ze stemmen an op Lëtzebuerg ze kanaliséieren.

Fir mech huet eist Land d'Potenzial, en Hub fir Kënschtlech Intelligenz a Machine Learning ze ginn. Déi Kënschtlech Intelligenz ass amgaangen, eis Welt an engem rasanten Tempo ze veränneren, eisen Alldag, eis Aarbecht, eis Schoul. An als Land géife mir gutt drun doen, dësen Zuch net ze verpassen.

Déi viregt Regierung huet 2019 eng éischt Strategie fir KI op den Dësch geluecht. Déi nei Regierung huet an hirem Programm stoen, dës wëlle weiderzeféieren an auszebauen. A mengen Aen ass dat enorm wichteg an dëst misst carrement eng Prioritéit sinn.

Mat Satisfaktioun hunn ech zur Kenntnis geholl, datt eis Regierung eng Letter of Intent mat der kalifornescher Startup Pony.ai ënnerschriwwen huet, fir dës op Lëtzebuerg ze lotsen. Mir sollten eis Wirtschaftsbezéiungen no baussen notzen, fir weider Firmen aus deem Beräich unzezéien, fir dass eist Land e KI-Laboratoire ka ginn, an dëst an Zesummenaarbecht mat der ëffentlecher Recherche an der Uni.

Mir hunn en Ekosystem, och mat der Industrie an hiren Technologien, déi e fruchtbaren Närbuedem fir KI duerstellen. Wa mir e Centre d'excellence fir KI an nei Technologië wëlle ginn, da brauche mir nieft helle Käpp och eng ganz performant Rechecapacitéit a Stockage fir d'Donnéeën.

A punkto Datenzenteren an High Performance Computing ass an eisem Land scho ganz vill geschitt. Mir hunn e gutt Netzwierk vu gesécherten Datenzenteren a mat MeluXina ee vun deene performantsten High Performance Computeren an Europa. Dësen ass en Deel vum europäeschen Netzwierk EuroHPC, also High Performance Computing, dat säin administrative Sëtz hei zu Lëtzebuerg huet. Och d'Uni huet en High Performance Computer.

Déi richteg Bausteng sinn also en place, fir aus eisem Land en Technologiehub ze maachen. Fir eis awer definitiv ze etabléieren, bräichte mir nach en Datenzenter vu Format, souzesoen en Datenzenter vu Google, fir eis Visibilitéit a Kredibilitéit am Ausland weider auszebauen. Déi lescht Noriichten iwwer Google ware jo positiv an ech hoffen, dës Regierung huet Erfolleg, wou déi viregt versot huet.

*(Exclamations et brouhaha)*

Wa mir wëllen en Hub fir Daten, Superrechner a KI ginn, da komme mir net derlaanscht, och en Hub fir Cybersécherheet ze ginn. D'Cyberkriminalitéit ass eng Bedroung fir Privatpersounen, Firmaen a fir eist Land am Allgemengen. Als Land musse mir eis dogéint verteidegen an déi rezent Cyberattack op d'Servere vun der Regierung huet bewisen, dass dës Gefor reell ass.

Feindlech Acteuren, déi oft am Optrag vun anere Länner agéieren, sinn eng Realitéit an dowéinst musse mir besser ginn an der Cybersécherheet. Och do gouf scho vill Viraarbecht geleescht mam House of Cybersecurity an dës Regierung wëll och do weider agéieren, och fir Kleng- a Mëttelbetriber besser ze sensibiliséieren an ze schützen.

Eis Finanzplaz an eis Datenzentere brauchen eng Weltklass-Cybersécherheet. Dës kann a soll och en Deel vun eisen Defenseausgabe ginn, mee dorop kommen ech spéider zréck.

Héich Technologie a performant sécher Netzwierker sinn de beschten Närbuedem, fir e grousse Sprong an der intelligenter Mobilitéit ze maachen. Mir hunn en Netzwierk vu Betriber, déi schonn an der autonomer Mobilitéit täteg sinn an an der Groussregioun testen. Mat der Firma Lyten, déi sech engagéiert huet, op Lëtzebuerg ze kommen, gëtt dëst Netzwierk nach verstäerkt.

Mat der richteger Kombinatioun tëscht Technologie an Nohaltegkeet kënne mir en Hub vun der intelligenter an nohalteger Mobilitéit vu muer ginn an eis Finanzplaz kann hëllefen, Investeuren a Firmen unzezéien. Ech denken, mir sollten dëse Schrëtt goen.

Eng nei Nisch, déi et och dank der CSV scho méi laang an der Ekonomie gëtt, ass déi vum Espace. Och do sinn ech der Meenung, datt mir déi solle weider ausbauen, mat de Firmen, déi hei sinn, awer och mat neie Firme vu baussen.

*(Brouhaha)*

A mengem schréftleche Rapport sinn ech drop agaangen, wat mir hei hunn, an deene meeschte Leit sinn d'SES oder d'Luxembourg Space Agency e Begréff. A mengem mëndleche Rapport wëll ech drop agoen, wou d'Rees kéint higoen.

Eis Regierung huet sech derzou engagéiert, de Weltraumsecteur weider ze ënnerstëtzen duerch eng ambitiéis Investitiounspolitick. Och sollen déi Technologien anere Secteure vun der Wirtschaft zeguttkommen, wéi zum Beispill der Finanzplaz.

Lëtzebuerg investéiert an d'Programmer vun der ESA a vun der EU. Do wëll ech de Programm IRIS² ervirhiewen, dee vun 2023 bis 2027 geet, mat enger Enveloppe vun 2,4 Milliarden Euro. Et geet drëm, en europäesche System fir geséchert Kommunikatioun via Satellitt op d'Been ze stellen. Lëtzebuerg soll do eng Schlësselroll spillen an op d'mannst en Deel vun den 170 Satellitten op nidderegem Orbit solle vun der SES bedriwwe ginn. Eist Land géif sech och gutt als Buedemstatioun maachen, mat den Datenzenteren an de Capacitéiten, déi schonn hei sinn.

Mat der Villzuel vu Satellitten, déi mëttlerweil am Weltall fléien, brauche mer och e bessert Reegelwierk fir de Space Traffic Management, an och do wëll d'Regierung Pionéieraarbecht leeschten an e Gesetz fir d'Gestioun vum Trafick douewe schafen.

D'Capacitéiten, déi mir hei hunn, erlaben et och, an anere Beräicher, wéi zum Beispill den Dronen, aktiv ze ginn. Wa mir déi néideg Mëttel hei zu Lëtzebuerg hunn, fir se ze steieren, kéint ee sech jo iwwerleeën, ob ee se net och hei baue kéint. Dobäi wëll ech rappeléieren, dass Dronen eng Villzuel vun Applikatiounen hunn, esouwuel zivill wéi militäresch. Si si geneesou en Hëllefsmëttel fir eis Landwirtschaft an eise Wäibau oder eise Kampf géint de Klimawandel ewéi fir eis Arméi.

De Krich an der Ukrain huet eis all virun Ae gefouert, wéi wichteg et ass, an eis Verdeedegung ze investéieren an eis Engagementer vis-à-vis vun eise Bündnispartner an der EU an an der NATO ze respektéieren.

D'Regierung huet sech engagéiert, 1 % vum PIB bis 2028 an d'Defense ze investéieren a mëttelfristeg op 2 % vum RNB eropzegoen. Konkreet schwätze mir vun enger Milliard u Méiausgaben. Dat ass e groussen an e wichtege Sprong. Mir gesinn dëst als eng Opportunitéit, Defense an Diversifizéierung ze verbannen. Mir wëllen, dass dës Ausgaben eiser Wirtschaft, eisem Land eppes bréngen. Mir wëllen iwwert dës Ausgabe Wuesstum an Aarbechtsplaze schafen, andeem mir eis op eis Stäerkte konzentréieren.

Dëst sinn eng Rei Pisten, wéi mir dat kéinte fäerdegbréngen:

Engersäits kënne mir eis Infrastruktur verbesseren. D'Moderniséierung vum Härebierg ass gestëmmt, de Bleesdall an de Waldhaff komme gläich no, an et ass richteg a gutt, dass dës Projete prioritär behandelt ginn.

Och de Findel soll permanent um Niveau gehale ginn, well dank senger laanger Landepist a senger NATO-Pipeline spillt en eng wichteg Roll an der Infrastruktur vun der NATO an Europa.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Diane Adehm** (CSV), rapportrice | Ech wëll och op dëser Plaz nach eng Kéier op d'Iddi vum Militärspidol zréckkommen, déi schonn zënter 2015 zirkuléiert. E Militärspidol wier net nëmmen e wichtege Bäitrag vun eisem Land fir d'NATO, mee och fir de Gesondheetssystem vun eisem Land, wa mir et fäerdegbréngen, e mat der Fuerschung am Gesondheetsberäich ze kombinéieren.

Op dëser Plaz ass et och wichteg, de Lien ze maachen zur Cybersécherheet, déi fir mech eng Schlësselroll an der Verdeedegung vun eisem Land spillt. Kommt, mir bündelen déi Kräften, Infrastrukturen an Acteuren, déi schonn hei sinn an entwéckele performant Cyber-Ofwiersystemer a geséchert Kommunikatiounstechnologien. Eis Expertis ass do e grousse Meerwäert fir d'NATO a gëtt eis eng international Visibilitéit a Kredibilitéit.

Zu deenen Technologië gehéiert och de Weltraum. Mat GovSat fir d'Telekommunikatioun a LUXEOSys fir Biller hu mir zwee Satellitten. Deen een ass zënter 2018 operationell an deen anere soll dëst Joer a Betrib geholl ginn. Des Weideren hu mir mat der SES en Acteur, dee ganz wäit ass an der Kommunikatioun iwwer Satellitt, an d'SES huet och eng Entitéit an den USA gegrënnt, fir mam amerikanesche Verdeedegungssecteur zesummenzeschaffen. Als Aktionär vun der SES soll de Lëtzebuerger Staat dës Expertis unzapen.

Investissementer an Technologie an Defense mobiliséieren immens vill Kapital. Mir schwätzen hei vu Milliardebeträg. Duerfir brauche mir ... Hei feelen e puer Säiten. Et deet mer leed.

*(Mme Adehm récupère les documents manquants.)*

Entschëllegt, dat ass mer peinlech. Voilà!

*(Brouhaha)*

Ech huelen de leschten Abschnitt nach eng Kéier, wou ech amgaange war: dass mer Milliardebeträg fir Investissementer an Technologie an Defense mobiliséieren. Eent vun de Stéchwierder, wat ech do brénge wéilt, ass de Future Fund, dee mir zesumme mam Europäeschen Investitiounsfong op d'Bee gesat hunn. En anert Stéchwuert ass Blended Finance, eng Form vu Public-Private-Partnership, déi mir haut scho benotzen, fir an nohalteg Projeten ze investéieren.

Mir denken, et wier gutt, déi divers Initiativen, déi et scho gëtt, an eng national Agence fir déi digital Transitioun zesummenzeschléissen an eis Kräften domadder besser ze bündelen an ze koordinéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst sinn e puer Punkten, déi ech haut de Mëtteg mat Iech deele wollt. Am Resümmee stellen ech fest, dass mir déi richteg Acteuren, déi richteg Infrastruktur, déi richteg Betriber, kuerz gesot, en Ekosystem en place hunn, fir eis Wirtschaft iwwert de Wee vun der

Technologie ze diversifizéieren. De Kär ass do, e muss just nach ausgebaut ginn. Mir brauchen nach méi Betriber an och méi Leit, fir eis weiderzeentwécklen. Doru schafft dës Regierung mat Nodrock, an dat ass och gutt esou!

Här President, ech wéilt mäi mëndleche Rapport net ofschléissen, ouni nach op e Sujet anzegoen, dee mir besonnesch um Häerz läit: Et geet ëm d'Iwwerverschëldung vun de Lëtzebuerger Stéit. Dëst ass e Sujet, dee leider an der ëffentlecher Diskussioun tabu ass. Fir déi betraffe Leit ass et awer en Drama: Aarmut dréckt an d'Iwwerverschëldung an d'Iwwerverschëldung mécht d'Leit arem.

Wéi tabu dësen Theema ass, dat mierkt ee schonn, wann ee Statistike vun der Iwwerverschëldung sicht, well et fënnt ee se nämlech net esou einfach. Interessanterweis mécht eis Lëtzebuerger Zentralbank verschidden Etüden iwwert d'Verschëldung vun de Stéit. Dës Etüde baséieren op Ëmfroen, déi si zesumme mam LISER mécht.

An de Resultater gesäit een, dass d'Verschëldung par rapport zum Revenu disponible vu 75 % am Joer 1996 op 175 % am Joer 2020 geklomm ass. Den Deel vum Prêt hypothécaire an der Verschëldung vun de Stéit ass vu 57 % an den 90er-Joren op 81 % am Joer 2020 gewuess. D'Erklärung heivu sinn déi héich Immobiliepräisser. Des Weideren hu 35 % vun de Leit zu Lëtzebuerg e Prêt à la consommation, an dat ass meeschtens, fir en Auto ze kafen.

Laut dem rezente Rapport annuel 2023 vum Familljeministère gëtt et aktuell hei zu Lëtzebuerg 730 Dossiere wéinst Iwwerverschëldung. An engem ganz interessante Gespréich mat der Ligue médico-sociale si mir méi gewuer ginn iwwert d'Iwwerverschëldung vun de Stéit an och, wat eventuell kann dogéint gemaach ginn.

Eng vun den Haaptpisten ass d'Éducation financière, an dat schonn an der Grondschoul respektiv am Lycée. Laut der CSSF an der Fondatioun ABBL hu knapps d'Hallschent vun de Lëtzebuerger Awunner zolidd Basiswëssen am Finanzberäich. Hei ass nach vill ze maachen an d'Éducation financière misst an eisen Aen eng obligatoresch Plaz an de Schoulprogrammer hunn.

Mir hunn eis awer och mat der Iddi vun enger Centrale des crédits nom belsche Modell auserneegesat. Hei mussen all d'Prêten, déi e belsche Resident huet, bei dëser Kredittzentral gemellt an enregistréiert ginn. Fir Lëtzebuerg kéint dat eng Iddi sinn, natierlech mat den néidegen Upassungen un d'Lëtzebuerger Gesetzgeebung. Ech denken do un den Dateschutz an un d'Lëtzebuerger Bankgeheimnis, déi net däerfen a Fro gestallt ginn.

Här President, ech wëll ofschléissend nach eng ganz Partie Mercie lassginn. Virop de Membere vun der Finanzkommissioun e grousse Merci fir hir Disponibilitéit an hir aktiv Zesummenaarbecht an dëser Zäit. Merci soe wëll ech och dem Finanzminister a senger Ekipp fir déi gutt Zesummenaarbecht. Och e grousse Merci deene verschiddenen Direktioune vun der Steierverwaltung, dem Enregistrement, der Douane, dem Conseil national des finances publiques, dem Statec, der Cour des comptes, der Direktioun vun der Zentralbank an natierlech all eise Beruffschamberen, ouni deenen hir fundéiert Avisen och dëse Rapport net an dëser Form hätt kënnen ofgeschloss ginn.

Si hunn op en Neits gewisen, dass een och an engem begrenzten Zäitraum eng exzellent Aarbecht ka maachen. Ech verweisen an dësem Kontext op déi héich Qualitéit vun hiren Avisen, wou ganz vill Facettë vun eise Politicke beliicht an analyséiert goufen a vun deene vill Elementer a mäi Rapport gefloss sinn.

De Budgetsrapport ass och eng Aarbecht, déi de Budgetsrapporter net aleng mécht. Duerfir brauch een d'Ënnerstëtzung vu ville Leit. Ech wëll dann och hei vun der Geleeënheet profitéieren an hinnen alleguerten e groussen an opriichtege Merci ausdrécken.

Ugefaange bei menger Famill doheem fir hiert Versteesdemech, dass ech déi lescht Wochen net ëmmer esou disponibel war wéi gewinnt.

Och e grousse Merci un d'Sekretärin vun der Kommissioun, d'Madamm Caroline Guezennec, déi scho méi wéi 20 Joer laang all Budgetsrapporter ënnerstëtzt, awer och Merci un d'Madamm Cristel Sousa an den Här Dan Schmit.

Da wéilt ech och nach de Mataarbechter aus der CSV-Fraktioun Merci soen, an do wéilt ech der zwee besonnesch ervirhiewen. Fir unzefänken de Marc Reiter, eise Secrétaire parlementaire adjoint, dee scho laang am parlamentaresche Geschäft derbäi ass a fir deen et am Géigesaz zu mir net säin éischte Budgetsrapport war, an den Henri Wagener, eise Mann fir d'Wirtschaft an d'Finanzplaz. Mat hirem Wëssen an hirer wäertvoller Mataarbecht hu si vill zum Gelénge vun dësem Rapport bäigedroen. E grousse Merci gëllt duerfir och hinnen zwee.

An ofschléissend soen ech Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vun der Budgetsrapportrice, der Madamm Diane Adehm. Merci villmools, Madamm Adehm.

Muer de Moien héiere mir den Exposé vum Finanzminister Gilles Roth, souwuel iwwert dës zwee Projete wéi och iwwert de Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm, de PSC.

Duerno wäert den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus, Lex Delles, eis d'Presentatioun vum nationale Reformprogramm, dem PNR, maachen.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 15.25 heures.)*

# 19e séance

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** **p. 19**
   M. Fernand Etgen, Président de séance
2. **8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 [...]**
   **8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027 (suite)**
   **Programme de stabilité et de croissance (PSC) et programme national de réforme (PNR)** **p. 19**
   Exposé des projets de loi 8383 et 8384 et présentation du programme de stabilité et de croissance (PSC) : M. Gilles Roth, Ministre des Finances (intervention de M. Gilles Baum)
   Présentation du programme national de réforme (PNR) : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
3. **8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 [...]**
   **8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027**
   **Programme de stabilité et de croissance (PSC) et programme national de réforme (PNR) (suite)** **p. 24**
   Discussion générale : M. Marc Spautz (interventions de M. Sven Clement, M. Marc Baum, M. François Bausch, M. Georges Engel et Mme Sam Tanson) | M. Gilles Baum

Présidence : M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Lex Delles et M. Gilles Roth, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Ech maachen d'Sitzung op.

De Fliger huet de President gëschter Owend am Stach gelooss.

**Plusieurs voix** | O!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Mee ech denken awer, datt en de Mëtten erëm hei ass.

## 2. 8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 [...]

## 8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027 (suite)

## Programme de stabilité et de croissance (PSC) et programme national de réforme (PNR)

Wéi scho gëschter ugekënnegt, héiere mir de Moien den Exposé vum Här Finanzminister Gilles Roth esouwuel iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2024 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle wéi och iwwert de Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm, de PSC. Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

***Exposé des projets de loi 8383 et 8384 et présentation du programme de stabilité et de croissance (PSC)***

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, virop merci der Madamm Rapportrice, déi elo aleeft, dem Diane Adehm, der Presidentin vun der Budgets- a Finanzkommissioun, fir hire mëndlechen an och schréftleche Rapport. E Rapport mat interessanten Denkustéiss fir d'Zukunft vun eiser Finanzplaz a fir d'Diversifikatioun vun eiser Ekonomie. E Rapport mat enger staarker perséinlecher Handschréft fir eis Finanzplaz, jo, e Bekenntnis derzou, dass eng kompetitiv Ekonomie och eng attraktiv Finanzplaz brauch, dëst, fir e staarke Sozialstaat am Endeffekt ze finanzéieren, e Bekenntnis eigentlech zu de Kärorientatioune vun der Budgets- a Finanzpolitick vun dëser Regierung. Merci duerfir der Rapportrice fir wäertvoll Iwwerleeungen an och fir hiren Zäitopwand.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Aus eegener Erfarung weess ech, wéi och aner Kolleegen heibannen, wivill Reuniounen, Gespréicher an Aarbecht hannert esou engem Rapport stiechen. Är Ouschtervakanz, Madamm Adehm, war dëst Joer Schaffen a Schreiwen. Är Aarbecht huet sech awer gelount an d'Éier vun dësem Budgetsrapport ass Är. Merci duerfir.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci awer och allen Institutiounen a Beruffskummere fir hir Iwwerleeungen. Dës wäerten net nom Vott vum Budget vergiess ginn. Si wäerten eis och nach weider an der Zukunft beschäftegen. All dës Rapporten an Avise beliichten de Budget ënner verschiddene Perspektiven. Si droen zu engem méi breeden demokrateschen Debat bäi.

Nach emol virewech: Dës Regierung steet fir eng responsabel Budgetspolitick. E Budget, deen engem schwieregen Ëmfeld Rechnung dréit. E Budget, deen dem Bierger Vertraue gëtt. Intelligent an zukunftsorientéiert Investéieren. Ausgaben, déi an hirer Progressioun gebremst ginn. Keen Ofwierge vun dem duussen Opschwonk, dee mer aktuell gesinn, mee breet Ënnerstëtzung, do, wou et Sënn mécht, an do, wou et néideg ass.

Keng Aschnëtter mat der Briechstaang, mee eng Strategie, wéi och zum Beispill vum Staatsrot gefrot, déi eis Staatsfinanze mëttelfristeg och ofséchert, eis deen Handlungsspillraum garantéiert, dee mir brauchen, fir d'Erausfuerderunge vun der Zukunft unzegoen. Dat entspriechend och de Virgabe vun der Europäescher Unioun an hirer lännerspezifescher Recommandatioun, wou se gefuerdert huet, mir sollten eis eng Budgetsstrategie ginn, déi eis et erlaabt, mëttelfristeg „on track" – dat heescht an der Linn – ze bleiwen, dat Ganzt kombinéiert mat deenen néidegen Investitiounen an och Reforme fir en nohaltege Wuesstum.

Fouss bei Mol halen, net iwwerall d'Ham an der Mëllech kachen, net iwwerall déi héchsten an deierste Standarde bei ëffentleche Bauten uwenden, awer och weider an d'Zukunft vun eisem Land investéieren. Also Prioritéite bei dem Invest, also eis Betriber stäerken, also d'Bierger entlaaschten, Vertraue schafen, dat och besonnesch an dësen onsécheren Zäiten, an deene mir eis befannen.

Jo, mir beweegen eis an onsécheren Zäiten an net eréischt säit haut, mee zënter e puer Joer, an hoffentlech net méi laang. E Krich un der Grenz vun Europa, eng Kris am Noen Osten, déi sech zouspëtzt. Dësem Ëmfeld musse mir och budgetär Rechnung droen. Dëst Ëmfeld beaflosst ganz einfach eise Budget an dëst Ëmfeld huet och en Impakt, en Impakt op d'Kafkraaft vun eise Bierger, en Impakt op eis makroekonomesch Daten an och en Impakt op d'Aktivitéit vun eise Betriber, an domat eeben och grad op eis ëffentlech lëtzebuergesch Staatsfinanzen, dat souwuel bei den Einname wéi och op der Ausgabesäit.

Gesond Staatsfinanze sinn de Garant fir d'Stabilitéit an eisem Land, fir de sozialen Zesummenhalt, grad elo an dëse Krisenzäiten. Stabilitéit a Vertrauen, dat och mat enger mëttelfristeger budgetärer Zilsetzung, nämlech där och vun engem nationalen Objectif à moyen terme. Dëse wäert an Zukunft Bestanddeel vun eiser Budgetspolitick sinn, dëst, fir de budgetären Erausfuerderunge vun eisem Land mëttel- a laangfristeg Rechnung ze droen. An ech wäert och dorobber nach weider herno zréckkommen.

Här President, erlaabt mer als Éischt e Bléck op dat internationaalt Ëmfeld, an deem mir eis beweegen, duerno eng Rei Bemierkungen zum Budget selwer an zum Schluss e kuerze Rappell vun enger Rei vu Prioritéite vun dësem Budget.

Zum internationalen Ëmfeld: Wa mir vum Budget schwätzen, wa mir vun der Entwécklung an Europa schwätzen, komme mir net derlaanscht, e Bléck op d'Ukrain ze werfen. Dëse Krich huet och Auswierkungen op eist Land, op eis Ekonomie, op eis Gesellschaft an och op eisen Alldag, esou zum Beispill op d'Präisentwécklung bei den Energieprodukter, esou zum Beispill um Niveau vum Accueil vun de Leit, déi hiert Land hu misse verloossen, esou zum Beispill op d'Ausgabe bei der Verdeedegung. Lëtzebuerg – ech soen et kloer! – ënnerstëtzt d'Ukrain. Ech hunn dat och nach eemol bei menger Visite d'lescht Woch bei dem Internationale Wärungsfong zu Washington zum Ausdrock bruecht.

Zanter dem Ufank vum Konflikt hu mir mat ronn 700 Milliounen Euro d'Ukrain ënnerstëtzt, nämlech 328 Milliounen Euro u finanzieller Ënnerstëtzung, direkt an indirekt Hëllefen, Zousoen u Prêten iwwert d'Europäesch Unioun an och aner international Hëllefsprogrammer. 190 Milliounen Euro u militärescher Hëllef; 120 Milliounen Euro – jo, 120 Milliounen Euro! – fir den Accueil vun de Leit, déi hiert Land hu misse verloossen, 29 Milliounen Euro fir d'Scolarisatioun vun ukrainesche Kanner, 29 Milliounen Euro och un humanitärer Hëllef fir den Neesopbau.

De 4. Abrëll huet d'NATO 75 Joer gefeiert. Haut si mir eis der Bedeitung vun dësem Bündnis vläicht nach e bësse méi a besser bewosst wéi gëschter, besonnesch fir e klengt Land. D'NATO bleift de Garant fir déi militäresch Sécherheet. Lëtzebuerg ass Grënnungsmember vun der NATO. Mir wëllen a mir wäerten och weider e staarke Partner an der NATO sinn a bleiwen. Dëst spigelt sech och bei de Militärausgaben erëm.

Jo, d'Integritéit vun eisem Territoire, d'Integritéit vun de Grenze vun der Europäescher Unioun, d'Verdeedegung vun deene Wäerter, fir déi eis Virfare laang gekämpft hunn, alles dat huet säi Präis, alles dat kascht. Duerfir och den Effort de défense, dee vun 0,77 % vun eisem Bruttoinlandsprodukt, déi ursprünglech virgesi waren, op 0,83 % eropgaangen ass – direkt, also 48 Milliounen Euro méi wéi ursprünglech virgesinn. An ech schléissen haut, ech soen dat kloer an däitlech, net aus, datt eis Trajectoire beim Effort de défense kuerzfristeg virgezunn an no uewen ugepasst gëtt, jo, muss ginn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | International Rendez-vouse stinn un. Lëtzebuerg iwwerhëlt do seng Verantwortung. Am Total am Budget vun dësem Joer: 696 Milliounen Euro, dovunner 144 Milliounen Euro, e Plus vun 13 %, fir d'Arméi, 291 Milliounen Euro fir de Fonds d'équipement militaire, 193 Milliounen Euro fir d'Direction de la défense, e Plus vun 12 %.

Och de Budget fir d'Cyberdefence, dee geet erop. Bei eiser Defense a bei eiser Arméi aleng fir d'Joer 2024 e Budget vu méi wéi 15 Milliounen Euro, eng Verdräifachung am Verglach zum Joer 2023.

Beim HCPN, dem Haut-Commissariat à la protection nationale si ronn 5 Milliounen Euro méi agedroen, e Plus vun 12 %.

Da geet d'Bedeelegung vum Staat un de Fonctionnementskäschte vum Luxembourg House of Cybersecurity och an d'Luucht vun 3,4 Milliounen Euro – de Wirtschaftsminister sëtzt hei – am Joer 2023 op ronn 3,8 Milliounen Euro fir den Exercice 2024, och do eng Hausse vun 11 %.

An dann hunn d'DDoS-Attacke vun deene leschte Wochen op de Staatsreseau eis gewisen, ewéi wichteg et ass, den nationale Scrubbing Center weider auszebauen, ewéi wichteg et ass, den Internetreseau vu kriteschen Infrastrukturen op Anomalien an Attacken ze iwwerwaachen. Preventioun ass hei d'Stéchwuert, awer och Detektioun fir eng séier Reaktioun.

Zum budgetären a makroekonomeschen Ëmfeld: Déi geopolitesch Ongewëssheet, vun där ech elo geschwat hunn, huet Auswierkungen op eist makroekonomescht Ëmfeld. D'Zuele verbessere sech a verschiddene Beräicher lues – net schnell, mee hoffentlech konstant an nohalteg. 2023 hu mir e Réckgang vum Bruttoinlandsprodukt vun 1 % kannt. De Statec huet en esouguer am Mäerz 2024 op minus 1,1 % fir d'Joer 2023 geschat. 2024 kréie mer, nach ëmmer laut de Previsioune vun dem Statec, dës Kéier e Wirtschaftswuesstum vun 2 %, manner wéi nach am Stabilitéitspakt 2023 – a mir kréien haut nach d'Geleeënheet, fir doriwwer ze schwätzen – vum leschte Joer virausgesot. Deemools hat de Statec nämlech e Plus am Wirtschaftswuesstum vun 3,8 % fir d'Joer 2024 virausgesot. Wéi gesot, dat sinn d'Zuele vum Statec. Dat sinn och déi Zuelen, op déi, wéi an der Vergaangenheet iwwert déi lescht Joerzéngten, ëmmer de Budget opgestallt gëtt.

Manner optimistesch, soen ech och, weise sech – traditionell, kéint ee bal soen – international Institutiounen.

Den FMI, also den Internationale Wärungsfong, rechent mat engem Wuesstum vu plus 1,3 % am lafende Joer. D'Europäesch Kommissioun geet an hire leschte Projektiounen och vun engem Plus vun 1,3 % – mengen ech, dat ass virsichteg – fir dëst Joer aus.

Den Emploi, also d'Beschäftegung, geet mat 1,3 % dëst Joer nëmme lues weider. De Chômagetaux, dee läit – dat muss ee soen – iwwert der historescher Moyenne, mat 5,9 %. A wann Der rezent Statistike kuckt, leie mer och do méi héich wéi aner Länner.

Et gëtt awer och Liichtblécker. D'Inflatioun kréie mir an Europa, awer och zu Lëtzebuerg no an no an de Gréff. De Statec rechent fir 2024 mat engem Inflatiounstaux vun 2,2 % – en Taux, deen och eisen nationale Rechnungshaff, also d'Cour des comptes, deelt. D'EU-Kommissioun geet mat plus 2,6 % vun engem nach liicht méi héijen Inflatiounstaux fir Lëtzebuerg aus. A fir 2025, do rechent de Statec ouni – ech betounen dat: ouni – den Energiepräisdeckel mat engem Inflatiounstaux vu bis zu 3,3 %. Duerfir wäert dëse Präisdeckel net vun haut op muer – an ech soen dat ënnert der Kontroll vun dem Wirtschaftsminister – ofgeschaaft ginn. Bien au contraire, d'Regierung, a virop de Wirtschaftsminister, schafft, wéi en dat och gesot huet, un engem progressiven Auslafen am Laf vum Joer 2025 vun dëser Hëllef, dës gemääss och de Recommandatioune vun der Europäescher Kommissioun an der Europäescher Zentralbank, wou ech muss soen, déi schonns verlaangen eigentlech, dass mer 2024 géife mat den Hëllefen ophalen. Mee ech mengen, mir mussen och responsabel am Interessi vun der sozialer Kohäsioun a wéinst der Belaaschtung vun de Leit do handelen. Dat ass wichteg. Dat schaaft Previsibilitéit fir d'Betriber, awer och virun allem fir d'Leit, déi wëssen, wann d'Gas- an d'Elektreschrechnunge kommen, dass dat schonn eng substanziell Belaaschtung ass fir hiren Haushaltsbudget.

E Liichtbléck, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass och d'Zënspolitick vun der Europäescher Zentralbank. Fir déi fënnefte Kéier hannertenee gouf et keng Hausse méi, zumindest dat net. Rezent Aussoe vun der Presidentin vun der Europäescher Zentralbank, awer och vum Gouverneur vun der Lëtzebuerger Zentralbank, dem Här Gaston Reinesch, deiten eng éischt Baisse vun de Leetzënse ronderëm de Summer un. Dëst hätt wuel en Afloss op eise Wuesstum an domadder och op eise Budget. An ech kommen heirobber nach zréck.

D'Eckdate vum Budget hat ech scho virgestallt, duerfir am Telegrammstil: Jo, am Zentralstaat, also deem, wat den eigentleche Kärstaat ass, schreiwe mir nach ëmmer rout Zuelen – net, well ech „Roth" heeschen, mee well et einfach esou ass.

*(Hilarité)*

D'Defiziter fir d'Period 2023–2027 sinn am Zentralstaat awer manner héich, wéi nach an dem PSC, dem Plan de stabilité et de croissance, vum leschte Joer erwaart. Den Iwwerschoss vun der Sozialversécherung, der Sécurité sociale, geet, Stand haut – Stand haut! – awer progressiv erof duerch, wéi ech virdru gesot hunn, manner Emploi, awer och duerch vill Ofgäng an d'Pensioun. Doduerch gëtt et och eng manner gutt Entwécklung um Niveau vun de gesamtëffentleche Finanzen, well mer jo do mussen de Staat, d'Sécurité sociale an d'Gemengen zesummenzielen, wéi nach an dem PSC, dem Stabilitéitsplang, vun 2030 virgesinn.

Ee Wuert zum Defizit vun 1,9 Milliarde bei der Zentralverwaltung: eng Progressioun, jo, vun 260 Milliounen Euro par rapport zu 2023, awer manner Progressioun wéi tëschent 2022 an 2023. Eng Hausse, déi sech duerch déi allgemeng Präisdeierecht erkläert, duerch d'Moossnamen an dem Solidaritéitspakt 3.0, déi mer an enger grousser Majoritéit hei zesummen an der Chamber no den Tripartitt-Diskussioune gestëmmt hunn, den Energiedësch an och d'Moossnamen an dem Wunnengsbau, awer och – an dat soen ech kloer – duerch d'Adaptatioun vun dem Steierbarème un d'Inflatioun. Gläichzäiteg eng Baisse – an dat soll een och ënnerstréichen – vun 1,6 Milliarden Euro am Verglach zu den Zuelen, déi virlouche bei der Regierungsbildung zu Senneng – als Erklärung dozou. Eng gutt Entwécklung vun der Recettësäit Enn 2023, déi sech och dëst Joer bemierkbar gemaach huet. E Méindeg hunn ech dat mat konkreeten Zuelen an der Budgets- a Finanzkommissioun, och an der Budgetskontrollkommissioun ënnert der Presidence vum Här Fayot, duergeluecht. D'Efforten awer och um Niveau vun der Ausgabesäit, dëst ouni alles ze sträichen – dat ass guer net d'Intentioun –, mee doduerch och, datt mat mir mat alle Ministeren, an ech ënnersträichen dat, duerch de Budget gaange sinn: e kollektiven an och en éierlechen Effort vun der ganzer Regierung!

Op der Recettësäit: Déi positiv Tendenz, déi mer Enn 2023 gesinn hunn, bestätegt sech fir déi éischt dräi Méint och dëst Joer, besonnesch eng Hausse vun 11,6 % bei den direkte Steieren an hei bei der Kierperschaftssteier, déi d'Betriber bezuelen, bei der Gewerbesteier, déi d'Betriber bezuelen, an awer och bei der Lounsteier trotz der Adaptatioun vun dem Steiertariff, awer och – an dat ass erfreelech – e Plus vu 5,6 % bei der Enregistrements- a bei der TVA-Verwaltung. A mir si ganz zouversiichtlech, d'Virgaben aus dem Budget um Enn vum Joer, sauf incident majeur, kënnen ze erreechen.

Jo, ech verweisen hei op de leschte Vertrauensindex vun de Verbraucher vun der Zentralbank: eng positiv Grondstëmmung beim Bierger, wat déi wirtschaftlech Lag vum Land, awer och hir eege finanziell Situatioun ugeet.

Dann eis Finanzplaz: Si schléit sech gutt am internationale Verglach. Am Global Financial Centres Index leeë mir véier Punkte bäi. An d'Resultater vun de Banken – d'Madamm Adehm ass gëschter dodrobber agaang –, déi loosse sech och weisen: déi lescht Joren eng Hausse vu 45,1 % viru Provisiounen a Steieren, eng Hausse vu 67,3 % bei den Nettoresultater vun de Banken op der Lëtzebuerger Finanzplaz, dat Ganzt bei – gëschter ass et gesot ginn – 51.591 Aarbechtsplazen, Stand haut, am Finanzberäich. Eng Finanzplaz, déi weesentlech zum Wuelstand vum Land bäidréit. Eng Finanzplaz, där hir Kompetitivitéit mir fest am Bléck hunn. Mir wäerten hir dee Kader schafen, dee si fir hir Entwécklung brauch. Alles anert wier mam Feier gespillt.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | D'Wichtegkeet vun der Finanzplaz weist awer och – an d'Rapportrice, d'Madamm Adehm, huet dat zu Recht ënnerstrach – d'Noutwendegkeet, nei Standbee fir eis Ekonomie ze schafen. An dat läit net nëmmen u Google – fir et emol esou auszedrécken. D'Recettë lafen also weiderhi gutt. Dorop kann een och opbauen.

Op der Ausgabesäit: D'Ausgabe wuesse weider. Jo, ech soen et, d'Ausgabe wuesse weider, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze erhalen, fir eis Betriber ze stëtzen an ze ënnerstëtzen, fir eis Investissementer héich ze halen. An d'Chambre des Métiers, also d'Handwierkerkummer, begréisst dëst ausdrécklech.

Mee eis Ausgaben, dat soen ech awer gradesou kloer, wuesse manner séier wéi déi d'lescht Joer. 2023 hate mir eng Progressioun vun den Ausgabe vun 11,5 %, 2024 viraussiichtlech vu 7,6 %. Dat ass nach ëmmer e Plus. Ech hunn ni eppes aneres gesot. An trotzdeem gëtt op där enger oder anerer Plaz versicht, et dann aneschters duerzestellen.

Wat hunn ech de 6. Mäerz hei op der Chamberstribün gesot? „Efforte sinn [...] um Niveau vun de lafenden Ausgaben, de Fonctionnementskäschte gemaach ginn. D'Progressioun ass hei am Verglach zu de Virjore manner staark." Dir gesitt also, dass hei Efforte gemaach goufen. Dat ware meng Wierder.

Et ass wichteg, dat Ganzt an de richtege Kontext ze setzen. Dat waren net déi 2,4 Milliarden Euro Defizit beim Zentralstaat, déi am Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm 2023 ausgewise goufen. Neen, dat waren 3,6 Milliarden Defizit, déi an der Note au formateur stoungen, also dem Kassensturz, deen d'Regierung bei hirem Untrëtt virgeluecht krut. An déi Efforte vun der Regierung situéiere sech genee an deem Kontext.

An ech nennen Iech och konkreet e puer Beispiller: Am Finanzministère, fir deen ech dann am Numm vun der Regierung responsabel sinn, si ronn 320 Milliounen Euro manner ageschriwwe ginn, dat virun allem, well decidéiert gouf, nei Gebailechkeete fir Staatsverwaltunge prioritär ze lounen an net alles ze kafen. D'Präisser, Dir Dammen an Dir Hären, vu 15.000 Euro de Meeterkaree fir Bürosgebaier um Kierchberg musse leider och der Vergaangenheet ugehéieren.

An der Fonction publique si ronn 74 Milliounen Euro manner ageschriwwe ginn, dat virun allem, well manner Astellunge gemaach goufen, wéi an der Trajectoire an der Note au formateur virgesi war.

D'Artikelen am Ëmweltministère si mat ronn 121 Milliounen Euro manner dotéiert. Engersäits gëtt d'Bedeelegung vum Staat um Invest vun der SEBES an Héicht vu ronn 66 Milliounen Euro op eng méi laang Period gestreckt. Anerersäits goufe 55 Milliounen Euro manner a Spezialfongen agespeist, dat duerch eng méi realistesch Budgetsaschätzung.

An dem Landwirtschaftsministère ass de Fonds d'orientation économique et sociale mat 10 Milliounen Euro manner agespeist ginn ewéi an de viregte Previsioune virgesi gouf.

D'Käschte fir d'Planifikatioun an den Amenagement zu Gewerbezone sinn an dem Wirtschaftsministère ëm ronn 25 Milliounen Euro no ënne revidéiert ginn.

De Budget vum Sportsministère ass ronn 35 Milliounen Euro manner héich ausgefall, dat besonnesch well Infrastrukturaarbechte manner schnell virukommen.

De Projet vun enger Maison de santé et des sports zu Esch-Belval ass am Gesondheetsministère no hanne geréckelt ginn. D'Helpline Santé, e Projet, dee virun allem am Kontext vun dem Covid gebraucht gouf, ass aus dem Budget erausgeholl ginn.

D'Acquisitioun an den Transport vu Spezialgefierer fir eis Verdeedegung am Mali, am Niger, am Burkina Faso konnten aus dem Budget erausgeholl ginn – 2,3 Milliounen Euro –, well se entweeder net direkt gebraucht ginn oder just gelount ginn.

Fazit: D'Budgetssituatioun ass besser wéi nach virun e puer Méint beim Untrëtt vun dëser Regierung.

Mee domat ass et net gedoe fir eng responsabel Budgetspolitick. Mir wëllen eng Budgetspolitick mat engem positive Schéiereffekt ab dem Joer 2025, mat enger klorer Prioriséierung vun Investitiounen an Zukunftsberäicher, mat engem nationalen Objectif à moyen terme, dem OMT.

De positive Schéiereffekt, d'Tendenz, déi mir usteieren, ass kloer. Den negative Schéiereffekt, also e méi staarkt Uwuesse vun den Ausgaben am Verglach zu den Einnamen, gëtt 2024 méi kleng ewéi 2023. Vun enger Differenz vun 1,9 Prozentpunkten 2023 gi mir dëst Joer op nach 0,5 Prozentpunkten erof.

2025 schaffe mir un engem positive Schéiereffekt. Eis Einname wuessen dann – hoffentlech – méi schnell wéi eis Ausgaben.

D'Einnamen hu sech déi éischt dräi Méint vum Joer, an dat krut Der e Méindeg virgeluecht, gutt entwéckelt. Och d'Ausgabe klamme weider, mee manner schnell wéi déi lescht Joren. Déi eng Beruffskammere verlaangen an hiren Avisen zu dem Budget 2024 méi eng virsiichteg Finanzpolitick mat manner héijen Ausgaben. Déi aner verlaangen an hiren Avise genau de Contraire mat méi héijen Ausgaben.

Déi duerchschnëttlech Progressioun vun den Ausgabe vu 4,9 % iwwert déi nächst Joren, och wann dës Progressioun vu Verschiddenen als virsiichteg agestuuft gëtt, dréit deenen onsécheren Zäiten, an deene mir eis befannen, Rechnung. Wéi ginn déi grouss geopolitesch Spannunge weider an der Ukrain, am Noen Osten, op anere Plazen an der Welt? Ech hu keng Kristallkugel.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt et: e schwieregt Ëmfeld, fir Previsiounen ze maachen. Dorobber gëtt a bal all Avise vun de Beruffskammeren higewisen.

De PSC, de Stabilitéits- a Konjunkturpak analyséiert duerfir nieft dem zentralen Zenario, dee Stand haut als dee realisteschen ugesi gëtt, och nach aner Zenarien. An dat ass extreem interessant. Jo, jee nodeem, ob mir 0,5 % méi oder manner Croissance hunn ewéi déi 2 %, déi elo virgesi sinn an op déi de Budget och tabléiert, läit den Defizit bei dem Gesamtstaat Enn 2024 bei entweeder minus 1,4 %, wann et schlecht geet, oder, wann et besser geet, bei 1 % vun dem Bruttoinlandsprodukt an net méi bei den 1,2 % wéi haut virgesinn. En Ënnerscheed, deen ëmmerhin awer bis zu 313 Milliounen en chiffre absolu ausmécht.

A bei der Zënssituatioun ass et nach méi frappant. En aneren Zenario ass nämlech hei mat enger zousätzlecher Baisse vun den Zënse vun 100 Basispunkten, technesch ausgedréckt, praktesch ausgedréckt, vun 1 % op den Zënstaux am Laf vun dësem Joer. An deem Fall géif de Wuesstum dëst Joer net bei 2 % leien, mee bei 3,4 %, den Defizit vum Gesamtstaat wier Enn 2024 dann net bei 1,2 %, mee bei 0,6 % an dat géif ronn 480 Millioune méi oder manner ausmaachen, jee nodeems, wéi d'Zënssituatioun ass. Ech gi perséinlech dervun aus, ouni an der Glaskugel ze sëtzen, dass d'Zënsen awer bis zum d'Enn vum Joer vläicht wäerten erofgoen.

Also en Ëmfeld, dat eng gewësse Virsiicht verlaangt an och eng responsabel Budgetspolitick duerch déi richteg Prioritéitesetzung bei den Ausgaben. Op Dauer packe mir eng järlech Hausse vun 10 % vun de Funktionementskäschten net. Mir wäerte weider Personal beim Staat astellen, mee weider esou schnell ze wuessen ewéi déi lescht Joren, wäert net méiglech sinn, och, awer net nëmmen, well mir ëmmer méi Schwieregkeeten hunn, iwwerhaapt déi gefrote Profiller beim Staat ze fannen. Mir setzen duerfir verstäerkt op d'Digitalisatioun, intern beim Staat, awer och an der Relatioun mat de Bierger.

De Wee eraus aus der Kris bedeit och, de Leit an de Betriber Zukunftsperspektiven opzezeechnen. Mir wëllen d'Leit weider entlaaschte mat engem weidere Schrëtt bei der Adaptatioun vun dem Steierbarème, awer och 2025, wéi et an dem Regierungsprogramm steet, mat éischten Akzenter an der Steierklass 1a, dat en vue vun enger méi déifgräifender Reform, och, esou wéi et an dem Regierungsprogramm steet, déi Joren duerno, esou wéi dat och an enger Rei vun Avise gefrot gëtt, zum Beispill am Avis vun der Chambre des Salariés awer och an deem vun der Chambre des Fonctionnaires. De Betriber gi mir méi Planungssécherheet, kuerzfristeg mat enger Baisse vun der Betribsbesteierung.

E kuerze Rappell dann och nach vun enger Rei vu Prioritéiten aus dësem Budget. Zum Wunnengsbau: De Wunnengsbau ass eng grouss Erausfuerderung, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee mëttlerweil a ville Länner an der Europäescher Unioun. Präisser, déi erofginn: Am véierten Trimester 2023 hu mer e Minus vu 7,6 % bei neien Appartementer am Verglach zum leschten Trimester vun 2022, e Minus vu 14,5 % souguer bei besteeënden Appartementer. Eng Demande, déi staark zréckgaangen ass: Am véierten Trimester 2023 e Minus vun 72,8 % vun Transaktioune bei neien Appartementer, dat am Verglach mam véierten Trimester vun 2022, e Minus vun 28,6 % bei besteeënden Appartementer. Duerfir och – an dat muss een och am A behalen, wann ee vu Wunnengsbau schwätzt – e konjunkturbedéngte Chômage partiel fir Deeler vum Bausecteur. Verschidden Entreprisë riskéieren, nach dës Woch schlecht Annoncë mussen ze maachen, a mir mussen alles drusetzen, fir Chômage a Faillitten hei ze evitéieren.

**M. Gilles Baum** (DP) | Très bien!

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | An duerfir musse mer och, Här Baum, de Marché eebe stabiliséieren. Den FMI, den Internationale Wärungsfong, huet dee rezente Moossnamepak – ech soen dat ganz kloer –, dee vun der Regierung, och gekuckt an déi Moossname sinn dem FMI no vill op d'Demande axéiert. Dat ass richteg. Mee déi kucken dat aus engem ekonomesche Standpunkt. Mir hunn awer als responsabel Politick hei och no der sozialer Stabilitéit an der sozialer Kohäsioun ze kucken a mir hu keen Interêt drun, dass vill Leit, déi vu wäit hierkommen, fir am Bau ze schaffen, eist Land verloossen an dass mer, wann et erëm ugekuerbelt ass, dann net méi déi néideg Force fannen, fir bei eis an dem Bausecteur ze schaffen. Well wéi soe mer ëmmer? Wann et dem Bau gutt geet, geet et dem Handwierk gutt, a wann et dem Handwierk gutt geet, geet et dem Land gutt.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Très bien!

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | D'Chambre des Métiers, Dir Dammen an Dir Hären, begréisst och dofir dëse Moossnamepak, deen d'Regierung virgeluecht huet a bei deem ech hoffen, Här President, dass en nach am Laf vun der éischter Hallschent Mee kann hei an der Chamber verabschit ginn. Villes hänkt vun dem zousätzlechen Avis vun dem Staatsrot of. Och d'Chambre des Salariés weist sech mat villen, wann och net allen Deeler – an dat verstinn ech – vun dësem Pak zefridden.

Fir d'Regierung gëllt et elo, déi kuerzfristeg Moossnamen ze huelen, déi néideg sinn, fir eng Verschäerfung, wéi ech et gesot hunn, vun der Kris am Bausecteur ze verhënneren, fir d'Demande kuerzfristeg och nei unzekuerbelen. Den FMI réit eis, d'Prioritéit op d'Investitiounen an abordabele Wunnraum ze setzen. Dat deele mir. Dat deckt sech mat deem, wat de Staat kuerzfristeg entscheet huet: bal eng hallef Milliard, Dir Dammen an Dir Hären, an de Kaf vu VEFAen, also neie Bauten, virun allem neie Logementer, ze stiechen.

Do derbäi kënnt och eng substanziell Hausse bei der sougenannter „Aide à la pierre" vun dem Logementsminister iwwert de Spezialfong Wunnengsbau. Mee eise Pak, deen ass awer méi breet gefächert. Steierlech Ureizer fir de Kaf vun engem Eegenheem an den Invest an de Locatif, Direkthëllefe fir d'Leit an eng adequat Budgetsenveloppe fir den Ausbau vu Sozialwunnengen: Dëst alles si Moossnamen, fir nees Schwong an de Wunnengsbau ze bréngen, an domat och fir d'Stäerkung, wéi ech et virdru gesot hunn, vun eisem sozialen Zesummenhalt, mam Zil awer, d'Offer iwwer eng Demande, déi eeben net méi do ass, kuerzfristeg nees unzekuerbelen, an dat zäitbegrenzt – soen ech gradesou kloer – mam Zil am Endeffekt, de Personalofbau am Bau ze verhënneren.

D'Aktivitéit huet bei dem besteeënde Bau zënter Januar nees zougeholl, dëst mat der Annonce vun der Regierung hire Moossnamen an dem Logementspak den 31. Januar. Dat ass sécherlech och op de Quart du taux global zréckzeféieren, eng vun de Moossnamen, déi hëlleft, gradewéi an der Vergaangenheet nees Schwong an de Secteur ze bréngen. D'Cour des comptes freet mat Recht, dass en enke Suivi vun all dëse Moossname gemaach gëtt. D'Regierung wäert der Chamber déi entspriechend Informatioune liwweren.

Am éischten Trimester 2024 ass de Volumen un Immobilienakten, Actes avec mutation immobilière, ëm 9,1 % am Verglach mam leschten Trimester aus dem Joer 2023 eropgaangen. Duerfir wäert d'Regierung weider Moossnamen am Kader vum Logementsdësch huelen, deen de Premier och nach eng Kéier aberuffe wëll.

Och d'SNCI, eis national Kreditt- an Investitiounsbank, huet hei eng Roll ze spillen. Esou huet d'SNCI direkt am Hierscht 2023 hir Instrumenter un d'Kris am Bausecteur adaptéiert. Dëst erlaabt der SNCI, Lëtzebuerger Betriber, Lëtzebuerger Betriber aus dem Secteur, déi e finanziellen Engpass hunn, ze entlaaschten. D'SNCI kann – dat ass net iwwerall bekannt – bis zu 80 % vum Kreditt, deen e Betrib ophëlt, iwwerhuelen. D'Hausbank vum betraffene Betrib iwwerhëlt déi aner 20 %. De Betrib brauch also an enger éischter Phas manner Eegemëttel: SNCI.

Zesumme mat grousse Banken, déi de Wunnengsbau finanzéieren, schafft d'SNCI och weider un zousätzlechen Instrumenter, dëst, fir nees nei Dynamik an de Bau ze bréngen. Fir mech als Finanzminister ass et wichteg, datt all bedeelegt Acteuren zesummeschaffen, hir Responsabilitéit huelen. Dozou zielen de Staat, d'Banken, awer och d'Baufirmen an d'Promoteuren an ech wäert an deem Sënn weider mat hinnen am Gespréich bleiwen.

Zu Educatioun, Kanner a Jugend. Jo, et ass jo vill gesot ginn: „Mir héieren näischt Soziales." Fir e staarkt Lëtzebuerg och an der Zukunft musse mir weider an d'Bildung investéieren. Eist Land wiisst. D'Zuele vun de Schüler pro Joer klammen ëm ee Lycée pro Joer an d'Erausfuerderunge si villfälteg. Duerfir brauche mir schnell – ech betounen et: schnell! – nei Schoulen a méi Schoulen. Duerfir brauche mir eng Kannerbetreiung, déi adaptéiert ass un d'Liewensgestaltung, déi modern Liewensgestaltung vun eise Familljen, an dat – ech soen et kloer – ouni Tabu.

A genee duerfir huele mir dëst Joer an déi Joren duerno ronn véier Milliarden Euro an de Grapp – véier Milliarden Euro! –, fir déi schoulesch Offer fir eis Kanner ze garantéieren, wat eng Hausse och dëst Joer vu 14 % ass. Kanner a Jugendlecher brauchen eng modern Politick, well si sinn eis Zukunft. Duerfir och e staarken Invest an de Kader, an deem se wuessen an och an deem se léieren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | D'Gesetz iwwert de Schutz vun de Jugendlechen ass dobäi och e weesentleche Bestanddeel a soll och schnell ëmgesat ginn, och wann déi Reform schonns laang ënnerwee ass.

Dann zu sozialer Kohäsioun an Zesummeliewen: D'Sozialtransferte sinn eng grondleeënd

Viraussetzung fir d'sozial Kohäsioun an eisem klenge Lëtzebuerg. D'Ausgaben a Famill: Inklusioun an Zesummeliewe sinn och net nëmmen dem Familljeminister Max Hahn, dee sech vill engagéiert, esou wichteg, mee, ech mengen, dem ganz groussen Deel vun den Deputéierten, ob se do oder do sëtzen hei am Haus. An duerfir ass och am Budget 2024 e Budget vu ronn 2,4 Milliarden Euro ageplangt. Dat ass eng Hausse vun 10 % par rapport zu 2023. Duerfir, dës Hausse gëtt begrënnt duerch den Nationale Solidaritéitsfong, deen dem Familljeminister ënnersteet, deen ëm 13 % op 428 Milliounen Euro opgestockt gëtt, dovunner 230 Milliounen, Dir Dammen an Dir Hären, eleng fir de REVIS – e Plus vun 19 %; d'Zukunftskeess – och de Familljeminister –, fir déi 1,48 Milliarde virgesi sinn, dovunner 71 % eleng fir d'Finanzéierung vun dem Kannergeld; de Budget fir d'Zesummeliewen, deen ëm 45 % gehéicht gëtt, 10,5 Milliounen, dat virun allem, fir d'Gesetz vum 1. Januar 2024 iwwert de Vivre ensemble mat Liewen ze erfëllen.

D'Mobilitéit an energeetesch Transitioun an engem moderne Land: Een zentraalt Element vum Zesummeliewen an eisem Land ass och d'Mobilitéit. Mir setzen dobäi op d'Multimodalitéit, dat heescht dorop, souwuel den Individualverkéier wéi och den ëffentlechen Transport ze verbesseren. Sou investéiere mir an den nächste véier Joer ronn 4,3 Milliarden Euro an d'Schinn an an d'Strooss. D'Mobilité douce gëtt och gestäerkt mat dem Ausbau vun de Vëlosweeër, wat der Madamm Backes besonnesch um Häerz läit. D'Mobilitéit besser plangen, dat heescht, eisen ëffentlechen Transport esou effizient wéi méiglech ze organiséieren. Duerfir ginn dem Observatoire digital de la mobilité déi néideg finanziell Mëttele gestallt.

Autonom an nohalteg: Esou soll och eis Energie produzéiert ginn. Den Ausbau vun erneierbaren Energien ass a bleift eis iewescht Prioritéit – iwwregens vun der ganzer Regierung. Dat ass weeder einfach nach bëlleg. Mir rechne mat zousätzlechen 152 Milliounen Euro fir d'Präisdeckelung beim Elektreschen. Eng wichteg Enveloppe fir d'energeetesch Transitioun ass och den europäesche Fong vun dem Recovery and Resilience Facility. Komplizéiert, mee mir schwätze jo och iwwert de Stabilitéits- a Wuesstumsplang an duerfir muss ech hei kuerz dorobber agoen. An deem Kontext benotze mir eigentlech d'Suen aus eisem nationale Plang fir d'Reprise an d'Resilienz, fir d'Bierger an d'Betriber um Wee vun der grénger an digitaler Transitioun ze begleeden.

Hei och eng Kéier: Mir sinn net nëmme Bezueler an d'Europäesch Unioun – och dat soll ee soen –, mee dës Kéier kréie mer och eppes. Ënnert där fréierer Regierung – an dat soen ech – gouf dat richteg gutt ausgehandelt. D'Gesamtenveloppe, déi Lëtzebuerg iwwert de Plang fir d'Reprise an d'Resilienz kritt, beleeft sech nämlech op 241 Milliounen.

D'$CO_2$-Steier féiert zu geschaten Einname vun 282 Milliounen Euro. Mee opgepasst: Dës Steier brëngt eis net méi Suen an d'Keess! Zanter dem Pic 2019 sinn d'ëffentlech Recetten op dem Verkaf vun Diesel a Bensinn réckleefeg gewiescht, mee dat ass eng decidéiert Politick. An dozou steet och déi nei Regierung. Dat ass an der Oppositioun vun enger Partei, déi elo an der Regierung ass, ënnerstëtzt ginn, an do hält se och Wuert als Regierungspartei.

Trotzdeem investéiere mir weider an d'sozial Offiederung vun dëser Tax mat der Aféierung vun dem $CO_2$-Steierkreditt, deen ënnert der fréierer Regierung richtegerweis och agefouert gouf, der Weiderféierung – „Weiderféierung" soen ech – vun der Energieprimm an der Speisung vun dem Klima- an Energiefong mat Recetten, déi eigentlech réckleefeg sinn.

Zum Schluss, Dir Dammen an Dir Hären, nach ee Wuert zur Ausriichtung vun der Budgetspolitick. Fir eis gehéiert d'Aféierung vun engem nationalen Objectif à moyen terme, dem OMT, also enger mëttelfristeger budgetärer Zilsetzung, zu enger responsabeler Budgetspolitick. Dat am Interessi vun de méi jonke Generatiounen. Dat, fir Previsibilitéit ze schafen. Dat am Sënn vun enger éierlecher an transparenter Budgetspolitick. Dat awer och, fir dat internationaalt Vertrauen an eist Land, an eis Finanzplaz ze erhalen. Fir Lëtzebuerg als kleng an oppen Ekonomie mat enger grousser Finanzplaz ass et wichteg, op Dauer gesond Staatsfinanzen ze hunn.

D'Finanzplaz, Dir Dammen an Dir Hären, déi lieft virun allem vun hirer Reputatioun. An dozou gehéiert och vum Staat eng glafwierdeg Budgetspolitick. Dorunner gi mir gemooss. D'Richtung muss also stëmmen, dat duerch en transparenten, novollzéibare Kader. Den europäesche Kader op deem Plang – an d'Europaparlament huet sech jo och gëschter doriwwer ausgeschwat – wäert 2025 elo definitiv änneren. Et wäert kee Stabilitéits- a Wuesstumspak méi ginn. Mir wäerte kee mëttelfristegt budgetäert Zil, keen OMT méi am europäesche Kader fir Lëtzebuerg gesat hunn. Mir kruten dee jo ëmmer gesat, well mer gesot hunn: „Mir mussen e Plus erwirtschaften." Firwat? Mee fir der Veralterung vun der Populatioun Rechnung ze droen.

Mir wëllen eis also als Regierung nieft den europäeschen 3 %-Defizit- a 60 %-Scholdereegelen een nationalen Objectif à moyen terme weider ginn.

Ech soe „weider", well den OMT ass jo eigentlech näischt Neies. Mir hunn dësen Indicateur virun zéng Joer op europäeschem Plang agefouert. An deem Sënn géife mir just dat weiderféieren, wat et schonns gëtt a wat och ënner viregte Regierungen ëmmer bäibehale gouf. An dëst entsprécht och de Recommandatioune vun dem Internationale Wärungsfong, awer och vun eisem nationale Conseil national des finances publiques, an och vun eiser Zentralbank, iwwert déi si an hirem Avis dës Initiativ begréisst huet.

Dësen OMT soll also gesetzlech verankert ginn. An all konstruktiv Contributioun – Eenzelner ware gemaach ginn de leschte Méindeg an der Budgetskontrollkommissioun – huele mir gären un.

Mir leeën eis domat – an ech wëll dat kloer soen – kee Korsett un. Den OMT bedeit, dass mir op qualitative Wuesstum setzen an d'Sue geziilt ausginn. D'Reegelwierk wäerte mir esou gestalten, datt mir op Krisen oder aussergewéinlech Schocken natierlech flexibel reagéiere kënnen. Et ass wichteg, e Signal un d'Investisseuren ze ginn, datt mir weiderhin eng responsabel Budgetspolitick wäerte bedreiwen, Kredibilitéit a Vertraue schafen. Dat wäert sécherlech och zum Bäibehale vun dem Triple-A derzougehéieren an deem zeguttkommen.

Jo, Dir Dammen an Hären, et ass nun eemol esou, dass Fitch, Scope, Moody's a Co dem Niveau vun eiser Staatsverscholdung an dem längerfristege Spillraum eng grouss Bedeitung zoumoossen. Mee si bestëmmen net eis national Budgetspolitick! Dat maache mir heiheem selwer. Awer am Interessi vum Land droe mir den Observatioune vun de Ratingsagencë Rechnung. Dat eeben, fir der makroekonomescher Volatilitéit, där eis oppen Ekonomie duerch hir Gréisst ausgesat ass, ze begéinen.

Zur Konklusioun: Här President, et ass dëst e Budget, deen der Chamber zur Diskussioun an zum Vott virgeluecht gëtt: mat Entlaaschtungen, souwäit et méiglech ass; mat weiderhin héije Sozialleeschtungen; mat Investissementer a Land a Leit; mat enger Prioritéit a Beräicher mat Zukunftsperspektiven. A virun allem geet et drëms, eis Staatsfinanzen op eng Trajectoire ze setzen, déi den néidege finanzielle Spillraum léisst, fir op d'Erausfuerderunge vun der Zukunft kënnen eng Äntwert ze ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Finanzminister Gilles Roth. Merci villmools, Här Roth.

Mir héieren elo den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus, den Här Lex Delles, fir d'Presentatioun vum nationale Reformprogramm, dem PNR. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

***Présentation du programme national de réforme (PNR)***

**M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Finanzminister ass op déi verschidden Eckdaten, souwuel vum Budget wéi vum PSC, agaangen. Ech géif elo hei d'Eckdate vum PNR maachen.

Mir sinn am Moment an enger ganz spezieller Situatioun, well mer souwuel de Budget wéi och de PSC an de PNR hei matenee virstellen, op där anerer Säit déi ganz Gouvernance économique am Kader vun dem europäesche Plan budgétaire, structurel à moyen terme wäert ëmgebaut ginn, soudass et och fir d'leschte Kéier ass, dass de PNR ënnert dëser Form hei haut presentéiert gëtt.

Wat awer ganz wichteg ass: dass mer souguer bei dësem PSC-PNR-Exercice, wou mer wëssen, dass mer an enger Phase transitoire sinn, dëst awer zesummen am Dialogue social national maachen, dass mer zesumme mat de Gewerkschaften, zesumme mam Patronat och d'Presentatioun hei an der Chamber haten, an also och dës Kéier nach deen Exercice esou gemaach hunn, dass mer kënne weisen, wou mer op déi verschidde Recommandatioune vun der Kommissioun och Äntwerten hunn. Dat am Kader vun de Recommandatiounen, déi d'lescht Joer gemaach gi sinn.

A verschiddene Länner ass dësen Exercice net méi gemaach gi fir dëst Joer. Et war eis als Regierung awer ganz wichteg, dat och nach eng Kéier hei ganz transparent an der Chamber, mat de Sozialpartner och kënnen ze diskutéieren an och dofir hei an d'Kommissioun kënnen ze kommen an och haut hei an der Plenière dat kënnen ze weisen. Well et ass en Exercice, wou mer am Fong op déi lescht zwielef Méint kucken, wat d'Recommandatioune waren, wat ëmgesat ginn ass, an awer och wat d'Äntwerten am Kader vum Koalitiounsprogramm op déi verschidden Defie sinn.

De Contenu vum PNR: Do geet et gréisstendeels ëm déi Recommandatiounen, déi erkläert gi sinn. Et geet ëm d'Beräicher vun der Budgets- a Steierpolitick, de Sozialsystem, déi digital an ekologesch Transitioun, de Logement, den Transport bis hin zum Schoulsystem.

Dir gesitt also, et ass e ganz vaste Programm. An ech wäert och hei an deenen nächsten zwou Stonnen dann dorobber agoen, fir dat dann alles kënnen ze erklären. Maacht Iech keng Suergen!

*(Hilarité)*

Ech mengen, dass de Finanzminister scho ganz vill Punkten ugaangen ass an dass mer déi Saachen och kënne mateneen deelen.

E ganz wichtege Volet ass awer déi makroekonomesch Situatioun, an där mer eis befannen. De Finanzminister ass drop agaangen. D'lescht Joer, 2023, hate mer eng Rezessioun vun 1 %. An de Statec gesäit och fir 2024 eng Croissance vun 2 % vun eisem PIB vir.

Et muss een dozou soen, dass grad do déi Croissance vun deenen 2 % zwar positiv ass par rapport zu där Decroissance vun 1 %, déi mer am leschte Joer haten, mee awer trotzdeem nach ënnert der Moyenne vu Lëtzebuerg vun 3,2 % läit, wa mer d'Moyenne huele vun der Croissance tëschent 1995 an 2022. Dat heescht Croissance jo, mee nach ëmmer méi niddereg wéi an der Period 1995 bis 2022.

Wa mer vun der Rezessioun schwätzen, da gesäit en heiansdo an den Diskussiounen, dass Rezessioun oder eng Decroissance näischt esou Dramatesches wier. Ech perséinlech kenne kee Land, deem et gutt geet, well et an enger Rezessioun ass. Mir hunn och gesinn déi lescht Trimestere vun 2023, wat eng Rezessioun de facto och mat sech bréngt fir d'Wirtschaft an awer och, wéi elo grad nach erklärt ginn ass vum Finanzminister, fir eis budgetär Situatioun.

Mir brauchen also e gesonden an awer och en nohaltege Wuesstum. Dat ass net nëmmen, fir eis Sozialsystemer kënnen ze erhalen an ze stäerken, mee awer och, fir déi massiv Investitiounen a gréng Transitioun kënnen ze begleeden an och kënne weiderzefueren eebe grad an deenen Ziler, déi mer eis am Kader vum PNEC zum Beispill gesat hunn.

Mir mussen un deene verschiddene Parameetere schaffen, fir d'Produktivitéit eropzesetzen, dat am Wee vun der Digitaliséierung, Digitaliséierung och mam Asaz vun der Kënschtlecher Intelligenz.

Wann ech elo op déi spezifesch Recommandatiounen ze schwätze kommen – ech hunn der just dräi, véier erausgeholl –, dann ass zemools een Theema en Haapttheema, wou och d'Äntwerten am PNR mat drop sinn: dat ass d'Erausklammen aus de fossillen Energien.

D'Energietransitioun ass keen „nice to have", mee et ass eng absolutt Noutwendegkeet, fir dass mer och nach an deenen nächste Joren am Kader vun deene geopoliteschen a globale Krisen, déi mer hunn, eise Wuelstand hei zu Lëtzebuerg, an Europa an an der ganzer Welt kënnen erhalen.

Déi rezent Mesüren, déi geholl gi sinn, déi mer eebe grad och hei am PNR erëmfannen, dat si Volete vun deene Constructiounen, déi eng Consommation d'énergie quasi nulle, also décarbonée hunn. Op där anerer Säit de Klimabonus, d'Aidëregimmer, fir d'Leit um Wee vun der fräiwëlleger an der energeetescher Transitioun kënnen ze begleeden. Well et si grad d'Leit, déi mer musse mat op de Wee huelen, fir kënnen déi energeetesch Transitioun och ëmzesetzen.

Op där anerer Säit awer och d'Engagement, fir stabill an attraktiv Stroumpräisser kënnen ze behalen, och am Kader vun nohaltegen Energiepräisser, fir dass mer och d'Leit mat op de Wee vun de Wärmepompelen, der Elektromobilitéit oder der Elektrifizéierung vun der Wirtschaft kënnen huelen. De Pacte Climat fir d'Entreprisen, den Ausbau vun den erneierbaren Energien – sief et an der Wandkraaft oder an der Solarkraaft. De Staat muss Virreider sinn. De Staat muss och selwer Virreider sinn a kann net de Leit Obligatiounen dohinnersetze mat PV-Anlagen oder mat aneren nohaltegen Energien, ouni et selwer och bei sech ze maachen. Dofir, an et ass schonn annoncéiert ginn, déi substanziell Budgeten, fir eeben och grad doranner – de Staat selwer op senge Gebaier – kënnen ze investéieren.

Op där anerer Säit awer och déi Pilotprojeten, déi mer direkt lancéiert hunn, fir an de Zone-d'activitéen – also do, wou d'Energie haaptsächlech och genotzt gëtt – kënnen eng gemeinsam Notzung vun den Energien ze maachen, well et op där enger Säit eis Reseaue schount, op där anerer Säit awer och vill méi e rationelle Gebrauch vun den Energien ass.

Hydrogène: eng vun de Prioritéiten, wou a kuerzer Zäit och de juristesche Kader fir e Gesetz iwwert d'Utilisatioun a wéi mer den Hydrogène op Lëtzebuerg kënne kréie wäert kommen, mat der Strategie, mat de Froe vun den Transportreseauen, wou mer d'lescht Woch op der Staatsvisitt och nach eng LOI (ndlr: Letter of Intent, lettre d'intention) ënnerschriwwen hunn tëschent Creos Lëtzebuerg a Fluxys, fir och kënnen ze kucken, den Hydrogène iwwer Pipelinen op Lëtzebuerg ze kréien.

Mir mussen awer parallell dozou och kucken, eis Capacitéite vun de Leitungen hei zu Lëtzebuerg ze verstäerken, wa mer vun der $CO_2$-Neutralitéit schwätzen. Dofir ass ee wichtege Volet dovun den Network-Development-Plang vu Creos, deen iwwerschafft ginn ass, fir och do kënnen den neie Realitéiten ze entspriechen.

Awer dozou gehéieren och Projeten, fir de Stroum heihinner ze kréien. Dir wësst, dass mer grouss Leitungen aus eisen Nopeschlänner hunn. Mir selwer zu Lëtzebuerg sinn net autark an der Energieproduktioun. Dofir d'Verstäerkung vun der 380-Kilovolt-Leitung aus Däitschland eriwwer, déi eng vun de Prioritéiten ass, fir dass mer déi Energietransitioun och reellement kënne maachen.

Wa mer vun der Energietransitioun schwätzen, schwätze mer awer och parallell vun der digitaler Transitioun. Digital Transitioun, déi mer brauchen, souwuel beim Staat, deen eis hëlleft, verschidde bürokratesch Hürden ofzebauen, op där anerer Säit awer och, de Staat selwer effikass ze digitaliséieren, fir dass de Staat selwer méi séier a méi effikass ka schaffen.

E puer Beispiller, wou mer un der Digitaliséierung schaffen: Dat ass éischtens d'Strategie iwwer eng global Numerisatioun vun alle Ministèren. An eebe grad do stelle sech och d'Froe vum Zesummespill tëschent den digitalen Outilen, déi mer an deene verschiddene Ministèren hunn: d'Elaboratioun vum Prinzipp vum „once only", e ganz wichtegen Deel och am Kader vun der Simplification administrative.

D'Digitaliséierung bréngt och eng Simplification administrative mat sech, bréngt e Gewënn u Kompetitivitéit an u Produktivitéit an de Betriber, mee och fir d'Leit alleguerten, wa mer eebe grad eis Ministèren digitaliséieren, méi séier, méi einfach kënnen zesummeschaffen, wat dann direkt d'Effikassitéit mat sech bréngt!

De Plan d'action national d'inclusion numérique: e ganz wichtege Volet. Et dierf keen op der Säit bleiwen, wa mer vun der Digitaliséierung schwätzen. D'Digitaliséierung soll e Gewënn fir jiddweree sinn. Duerfir musse mer och jiddweree kënne mat abannen, dat eebe grad mat deem Plan national d'inclusion numérique.

Date sinn an enger digitaler Ära d'Gold vu fréier. Dofir ass eebe grad déi Fro vun den Daten, déi mer hunn an der Wirtschaft, déi mer recoltéieren, déi mer kënne gebrauchen, déi mer musse gebrauchen. Do musse mer och e ganz klore Kader setzen. Op deene verschiddene Voleten ass dofir an deene leschte Méint dru geschafft ginn, wäert och an Zukunft dru geschafft ginn. Dat ass de Volet vun der „sovereign cloud" zum Beispill, awer och elo amgaangen: d'Aarbechten, fir déi nei Strategie oder d'Mise à jour vun der Strategie iwwert d'Innovatioun, baséiert op den Donnéeën, kënne weiderzebréngen, an awer och eng Strategie am Beräich vun der Quanteninformatik, déi d'Zukunft och wäert mat sech bréngen, déi och nach eng Kéier wäert ganz grouss Changementer am Kader vun der Digitaliséierung a vun dem Traitement vun den Date mat sech bréngen.

E weidere Volet am PNR ass natierlech de Logement. Ech wëll ganz kuerz drop agoen. D'Disponibilitéit vu bezuelbarem Wunnraum ass entre-temps e Standuertfacteur op där enger Säit, deen awer och zu der nohalteger Entwécklung vun eisem Land bäidréit. D'Schaffen a Wunne beieneebrénge funktionéiert awer nëmmen, wann och genuch Wunnraum do ass an déi urban Gebidder och gutt ugeschloss sinn. Dofir ass ganz séier de Logementsdësch mat wäiträichende bürokratesche Vereinfachungen decidéiert ginn.

De Chômage partiel fir d'Constructioun ass opgemaach ginn. De Finanzminister huet et virdru scho kuerz ugeschwat: Et war eng vun deenen éischten Decisiounen, déi déi Regierung hei geholl huet, fir de Chômage partiel fir de Secteur vun der Constructioun opzemaachen.

Et war e ganz wichtegen Deel, well déi Aarbechtsplazen, déi riskéiert hätten, duerch en Netopmaache vum Chômage partiel am Secteur vun der Constructioun mat sech bruecht hätten … Et hätt mat sech bruecht, dass wann eng Reprise erëm do wier, mer net genuch Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg, net méi genuch Leit gehat hätten am Secteur, déi jo och kéinten d'Erausfuerderunge vun der Constructioun vum Logement begleeden.

Net genuch Leit heescht net genuch bauen. Net genuch bauen heescht net genuch Logement. All Wunneng, déi haut net gebaut gëtt, ass eng Wunneng, déi muer feelt. Dofir war et wichteg, de Chômage partiel ganz limitéiert … A mir hu ganz gutt dorobber opgepasst, fir en ze limitéieren, souwuel an der Zäit wéi fir déi Leit a fir d'Secteuren, fir déi et ass. Mee et war e wichtege Schratt, fir dass mer och kënnen, wa mer aus där Kris hei vun der Constructioun erausginn, och nach d'Leit hunn, déi kënne schaffen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Am Januar ass e Moossnamepaquet virgestallt ginn, fir awer och d'Privatpersounen an de Bausecteur duerch Subsiden, steierlech Mesüren ze ënnerstëtzen, fir dass och nach gebaut gëtt hei zu Lëtzebuerg, dass mer och nach baue kënnen. A mir gesinn … Déi neisten Zuele vun der Banque Centrale oder vun deenen aneren Acteure weisen eis, dass mer lues a lues spieren, dass eng Reprise an de Secteur kënnt. Et ass eng ganz kleng. Et ass e klenge Sprössling, deen do ass, mee mir gesinn awer, dass ee kënnt. Da kommt mir héijen deen a mir kucken, dass en erëm wiisst.

Mir sinn nach wäit ewech vun deem, wat mer virun der Kris haten. Mir gesinn awer, dass net méi all d'Tendenzen no ënne weisen, mee dass eng ganz kleng Reprise ass.

Ech wëll nach ganz kuerz just op verschidde Mesüren ze schwätze kommen, déi Deel si vun der Ëmsetzung vum europäesche Sockel vun de Sozialrechter. Verschidde Mesüre sinn adaptéiert gi beziehungsweis verlängert ginn, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze stëtzen, an dat besonnesch fir déi Schwächsten an eiser Gesellschaft. D'Verlängerung fir 2024 vun der Allocation de vie chère an der Energieprimm fir Stéit mat niddereregem Akommes, d'Weiderféiere vun der Indexatioun vun den Allocations familiales, d'Kompensatioun vun zousätzleche Käschten, déi duerch d'Energiepräishausse entstane sinn, d'Adaptatioun vum Revenu d'inclusion sociale, de REVIS, a vum Revenu fir schwéier behënnert Persounen, dem RPGH. D'nämmlecht awer och, op den 1. Januar: d'Upassunge vum Steierbarème. Fir d'Aarmut nach méi cibléiert ze bekämpfen, gëtt awer och e Plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la pauvreté ausgeschafft. Och do sinn d'Aarbechte schonn amgaangen.

Ganz wichteg Voleten also, fir grad do den Aktiounsplang och kënnen ëmzesetzen, deen tëschent verschiddene Ministèren, tëschent verschiddenen

Organisatioune muss fonctionéieren, fir dass mer do nach weider Schrëtt virukommen.

Dir Dammen an Dir Hären, fir ofzeschléisse just nach eng Kéier als Rappell: Et war fir d'leschte Kéier, dass de PNR op déi heiten Aart a Weis esou presentéiert ginn ass. En ass elo 15 Joer esou presentéiert ginn. Ech gesinn, dass et hei verschiddene Leit ganz leed deet, mee ech si mer sécher, dass eeben och mat där neier Gouvernance économique den Dialogue social national op där enger Säit an op där anerer Säit awer och déi Influencë mat deene Recommandatiounen och nach weiderhin hir Plaz esouwuel am Dialogue social wéi an der Kommissioun wéi awer och am Debat hei an der Chamber wäerte fannen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Ech ginn dem Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus Akt vu senger Deklaratioun. Merci villmools, Här Delles.

## 3. 8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 [...]

## 8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027

## Programme de stabilité et de croissance (PSC) et programme national de réforme (PNR) (suite)

D'Chamber fänkt elo u mat den Debatte souwuel iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2024 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle wéi och iwwert de PSC an de PNR. D'gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 5 festgeluecht. Dat heescht, der CSV stinn 155 Minutten zou, der DP 120, der LSAP 105, der ADR 75, deene Grénge 50, de Piraten 37,5, deene Lénke 25 an d'Regierung huet herno nach 50 Minutten zegutt. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, den Här Gilles Baum, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement, den Här Franz Fayot an den Här Fernand Kartheiser. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Marc Spautz** (CSV) | Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, 155 Minutten, ...

**Une voix** | Dat gëtt knapp.

**M. Marc Spautz** (CSV) | ... dat gëtt dann 13.00 Auer ...

*(Hilarité)*

... sou ongefeier iwwert den Daum gepeilt, mee ech probéieren, dass mer da kuerz virun 12.00 awer wäerten ...

*(Hilarité et brouhaha)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Loosst Iech net stéieren.

**M. Marc Spautz** (CSV) | ... zum Schluss kommen.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Här Spautz, Dir kennt mäin Honger net.

*(Hilarité)*

**M. Marc Spautz** (CSV) | Dir wäert mer jo elo net an de Réck bäissen, well de Wollef ass zwar zu Bruechtebaach, awer net an der Chamber.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Also no 12.00 Auer kënnt Der vläicht eleng hei schwätzen.

**Une voix** | Schonn eng hallef Minutt verluer.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech der Rapportrice, dem Diane Adehm, Merci soen, dat eis gëschter op eng impressionnant Aart a Weis hei de Rapport vum Budget fir 2024 virgeluecht huet. Et ass ëmmer Coutume, dass de Budgetsrapporter a sengem Rapport ka seng Prioritéiten eraushuelen. Dat war an der Vergaangenheet esou, dat war och elo esou an dofir wëll ech der Madamm Adehm nach eng Kéier am Numm vun eiser Fraktioun häerzlech felicitéiere fir dee Punkt, dee se gëschter gemaach huet, an dass si och nach eng Kéier drun erënnert huet, wou all déi Suen oder ee groussen Deel vun deene Suen hierkommen, déi mer ëmmer am Budget och verschaffen.

Ech wëll och dem Budgetsminister a Finanzminister Merci soe fir d'Presentatioun an och seng Presenz an deene jeeweilege Sitzungen. E war net ëmmer derbäi, wat awer normal ass. Wa mer iwwert d'Avise vun de Beruffschambere respektiv vun den Institutioune schwätzen, ass dat och normal an üblech. Och dofir him ee grousse Merci.

Ech hunn et nach eng Kéier Revue passéiere gelooss. De leschte Rapporter vun der CSV fir e Budget huet Gilles Roth geheescht. Ech weess net, ob den Här Roth sech däers selwer nach bewosst ass, mee dat war fir de Budget vum Joer 2012. An de Budgetsrapporter war den Här Roth an et ass ënner anerem och ëm Steieren, ëm Budgetsnorm gaangen. Dat waren déi Haaptpunkte vu sengem Rapport deemools. An duerno – jiddweree weess Bescheed – souze mer an der Oppositioun an dofir ass et och vläicht e gutt Zeechen, dass dann och dës Kéier, nodeem mer d'Chance hunn, erëm an der Regierung derbäizesinn, et den Här Roth war, deen dëse Budget am Numm vun der Regierung virgeluecht huet an och him nach eng Kéier villmools merci fir déi Aarbecht.

Merci awer och dem Här Roth an dem Här Delles fir d'Presentatioun de Moie vum dem PSC an dem PNR, dem Pluriannuellen, wat alles op eis zoukënnt. Mir hate schonn an der Finanz- respektiv an der Wirtschaftskommissioun dodriwwer rieds. Dat ass och ganz wichteg, dass een dat ni aus den Ae verléiert. Budgetspolitick gëtt jo net nëmmen an der Chamber gemaach. Budgetspolitick gëtt jo och op aner Plaze gemaach. Budgetspolitick gëtt an de Gemenge gemaach. D'Budgetspolitick gëtt kommentéiert, säit dem Depot vum Budget, och an der Lëtzebuerger Press. Et ginn Table-ronden organiséiert mat Majoritéit an ouni Oppositioun oder nëmme mat der Oppositioun an ouni Majoritéit.

Dofir hat ech och leschte Samschdeg voller Spannung eng Stonn an der Mëttesstonn verbruecht, fir och mol do ze lauschteren, wéi d'Oppositioun de Budget gesäit an ech wäert mer och erlaben, am Laf vu mengen Ausféierungen op déi eng oder déi aner Punkten anzegoen. Ech hoffen, dass d'Kolleegen net rose sinn, dass ech da vläicht eppes ewechhuelen, wat se duerno wollte soen, mee si hunn et jo schonn um Radio gesot, doduerch war et jo dann och scho public. An dofir erlaben ech mer dann, do och déi eng oder déi aner Saach awer och elo schonn a menger Ried ze kommentéieren.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Fir ze kierzen.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Majo, Här Baum, ech gleewen Iech dat op d'Wuert.

Op déi grouss Zuele vum Budget ass d'Madamm Adehm nach eng Kéier gëschter an hirem Rapport agaangen an et ass och de Finanzminister gewiescht, deen drop higewisen hat beim Depot an och nach eng Kéier haut de Moien, wéi d'Zuelen ausgesinn. Mir wëssen zanter e Méinden, dass se bëssen aneschters si wéi déi, déi mer am Budgetsdokument stoen haten, mee am Budgetsdokument ass iwwert dat gekuckt ginn, wat deemools de Statec gesot huet an dat, wat mer e Méinden an der Budgetskontrollkommissioun an an der Finanzkommissioun virgeluecht kritt hunn, dat waren d'Zuelen, déi nom éischte Quartal vun dësem Joer um Dësch loungen an déi dann och e bëssen aneschters bei der Realitéit si wéi dat, wat virdrun am Budget gemaach ginn ass.

Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dass et och wichteg ass, dass ee Schwong an déi ganz Diskussioun bréngt an dat huet de Finanzminister gesot. Mir brauchen deen néidege Schwong, erëm eng an d'Finanzpolitick eranzekréien, fir dass mer och domadder an eiser Wirtschaft en Opschwong kréien an dass mer och domadder erëm vläicht besser Zuele kënne schreiwe wéi déi, déi de Moment do sinn.

Wa mer vu besseren Zuele schwätzen, dann ass dat net, dass déi hei esou extreem schlecht wieren, well wann een dat vergläicht mat verschiddenen Nopeschlänner oder mat anere Länner an der Europäescher Unioun, sinn d'Zuele vu Lëtzebuerg nach ëmmer gutt, mee si kéinten och, wéi een dat heiansdo an der Schoul ausgedréckt kritt huet, awer besser sinn. An dofir wäerte mer och, an dovu sinn ech iwwerzeegt, déi néideg Politick vun der Regierung a vun dëser Majoritéit an deenen nächste Jore gesinn, fir dat och kënnen ze maachen.

Ech wëll och soen, et si jo Leit, déi mengen, den C stéing just fir de Prinzipp Hoffnung. Den Auteur dovun ass net hei haut de Moien. De C steet net fir de Prinzipp Hoffnung bei der CSV, mee den C steet bei der CSV fir „chrëschtlech", sou wéi den S fir „sozial" steet an de V fir „Vollek". Ech wollt just op dat agoen, well och dat eppes war, wat an där ...

*(Interruption par M. Marc Baum)*

Jo, mee Här Baum, och dat ass ..., och dat ass ...

**M. François Bausch** (déi gréng) | Dir schéngt eng ideologesch Partei ze sinn.

**M. Marc Spautz** (CSV) | O, Här Bausch, ech wollt och nach eng Kéier kucken ... Kuckt mol eng Kéier Är Ried vun 2011 no, well Dir waart deemools de Spriecher vun deene Grénge.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Déi war bestëmmt ganz gutt.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Dat kann ech net beurteelen, mee kuckt se eng Kéier selwer.

*(Interruption par M. François Bausch)*

Nee, ech hunn alles nogekuckt vun 2011, Här Bausch. Dir wësst, ech ginn ëmmer an déi Saache kucken, well et heiansdo wichteg ass, dass ee verschidde Kolleege kann u Saachen erënneren, déi se zu verschiddene Punkte gesot hunn.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ech stinn ëmmer zu mengem Wuert.

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Spautz** (CSV) | Et ass elo wichteg, dass mer kucken, dass mer mëttelfristeg – an dat huet de Finanzminister ënnerstrach – d'Schéier zwëschent den Ausgaben an den Einnamen erëm e bësse méi no zesummebréngen. An dat ass e wichtege Punkt an dat hutt Der och héieren an den Aussoe vun de Pluriannuellen, wat de Finanzminister gesot huet, wat dës Regierung wëlles huet, fir dass mer den Objectif à moyen terme och erreechen, fir dass mer et do

fäerdegbréngen, déi Schéier, ech wëll net grad soen „zouzekréien“, mee dass se op alle Fall vill méi no beieneekënnt, wéi dat déi lescht Zäiten de Fall war.

Ech wëll och soen, dass et dofir wichteg ass, dass een ëmmer rëm och un dat denkt, wat d'europäesch Krittäre sinn, wat an Europa gesot gëtt, och wann dat net méi ass, wéi dat soss all déi Jore war, well 2011 hu mer laang dodriwwer diskutéiert, wat dat mat europäesche Krittären op sech huet. Dat ass dëst Joer e bësselchen anescht, mee et ass awer och wichteg, wann ee weess, dass een déi Schéier muss méi nobréngen, wat fir eng Problemer mer hei am Land hunn.

Mir haten déi Problemer, déi ënnerstrach gi sinn, vun der Covidkris. Mir hunn de Problem mat der Energie, dee mer op den Ukrain-Krich hin erlieft hunn. Mir hunn de Punkt, wat am Noen Oste lass ass. Mir hunn de Punkt vun der Migratioun a mir hunn och de Punkt vun de soziale Problemer, déi mer hei am Land hunn. An dofir ass et och wichteg, wa mer iwwert d'Budgetskrittäre schwätzen – a mir wësse jo alleguerten, do gëtt et en Zentralstaat, et gëtt d'Gemengen an et gëtt och do d'Sécurité sociale –, dass een och do kuckt, wéi et mat der Evolutioun vun deene jeeweilege Punkten ass. A mir wëssen, mir hunn net méi spéit wéi haut de Moien en interessanten Interview vum President vum Syvicol an der Zeitung gelies iwwer d'Schwieregkeete vun de Gemengen …,

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Très bien!

**M. Marc Spautz** (CSV) | … dat stoung jo an hirem Avis, wou et schwiereg ass, a verschiddene Gemengen och d'Schéier zwëschent den Ausgaben an den Einname méi no ze bréngen, wou och do verschidden Aufgaben, déi fréier de Staat iwwerholl huet, elo zum Deel vun de Gemenge musse wouergeholl ginn an dass et do och wichteg ass, dass een dat net aus dem A verléiert, well och d'Gemengen droe mat derzou bäi, dass gesamt gesinn eis Finanzsituatioun an eis Finanzzuele gutt sinn, mee wann et do ufänkt op eemol biergof ze goen, wann hei an der Stad Lëtzebuerg op eemol d'Finanzen anerer wieren, wéi dat lo de Fal ass, dann hätt dat och Auswierkungen op eis Zuelen, déi am Staatsbudget stinn an och op dat, wat mer op Bréissel ëmmer bekannt ginn, well nämlech, jiddweree weess et, den Här Mosar méi Suen – net den Här Mosar, mee d'Stad Lëtzebuerg – um Koup leien huet wéi vill aner Gemengen zesummen.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Wat fir eng huet dann déi meeschte Scholden?

**M. Marc Spautz** (CSV) | O, Här Bausch. Ech kann Iech dat … Ech weess et net, Här Bausch. Ech weess et net, Här Bausch.

*(Hilarité)*

Dann ass et och wichteg, an dat ass haut de Moien och nach eng Kéier gesot ginn, souwuel vum Här Roth wéi och vum Här Delles, dass mer musse kucken, dass mer eis Wirtschaft a Schwong halen an dass mer et hikréien – an dat musse mer och maachen, an dat huet och gëschter d'Madamm Adehm an hirem Rapport gesot –, dass mer d'Wirtschaft och diversifiéieren. Mir hunn e Finanzsecteur, dee fantastesch leeft, mir mussen et och fäerdegbréngen, aner Secteuren ze implantéieren an och nach méi auszebauen, fir dass mer och do Méiglechkeeten hunn, Emploi ze schafen, fir dass mer och do Méiglechkeeten hunn, dass hei zu Lëtzebuerg nach eppes Industrielles hiergestallt gëtt. Do wäert ech nach e bësse méi spéit drop agoen, dass dat och wichteg ass fir eis Ekonomie. An dat ass och wichteg, fir dass Lëtzebuerg kann op seng Obligatiounen agoen, déi an engem europäesche Kader geholl goufen.

Do wëll ech virun allem dann och op d'Ausgaben – wat schonn ënnerstrach ginn ass – vun der NATO hikommen a vun der Defense, wou bekannt ass, dass do reklaméiert gëtt vun deenen anere Partner, dass jiddweree misst déi 2 % erreeche vu sengen Ausgaben, dass mer déi missten an d'Defense investéieren. Do ass et wichteg, an d'Madamm Adehm huet dat och gëschter nach eng Kéier gesot, dass mer fir déi Ausgaben, déi dofir gemaach ginn, awer och e gewëssene „return on invest“ kréien. Mir wëssen, dass, wa grouss Nopeschlänner vun eis grouss an d'Waffenindustrie investéieren, déi do e Return hunn. Mir hu keng esou eng Industrie an ech mengen och net, dass dat muss hei op Lëtzebuerg kommen. Mee mir sinn awer Zouliwwerer a verschiddene Beräicher, fir dat kënnen hierzestellen, soudass mer deen Apport, dee mer do bréngen, fir dass déi 2 % erreecht ginn, awer och deelweis kënnen zréckkréien.

Et ass och wichteg an deem Volet, dass ee kuckt, fir Aarbechtsplazen ze schafen. Et ass dat vun der Dronenindustrie ënnerstrach ginn, et kann ee sech och nach aner Saache virstellen, wou mer och d'Méiglechkeet hätten, eisen internationalen Obligatioune kënnen nozekommen an awer gläichzäiteg och d'Méiglechkeet hätten, een Deel dovun och op Lëtzebuerger Betriber kënnen ze verdeelen.

Wann ee kuckt, wat déi eenzel Institutioune gesot hunn, wëll ech hinnen alleguerte felicitéiere fir hir Rapporten, souwuel d'Beruffschambere wéi awer och all déi Institutiounen, déi mer an der Chamber empfaangen hunn, fir mat hinnen iwwert déi Zuelen an hir Vue vum Staatsbudget ze schwätzen. Dat war och ganz interessant, souwuel fir eis an deenen Diskussioune wéi och an deem Austausch, dee mer mat hinnen haten, wou mer hinnen och eis Iwwerleeungen an eis Iddie mat op de Wee ginn hunn.

Et muss ee soen, et si virun allem d'Cour des comptes an de Conseil national des finances publiques, déi nach eng Kéier op verschidde Punkten higewisen hunn, wou ee muss oppassen, wat am Pluriannuel geschitt a wéi et weidergeet mat den Ausgabe vum Zentralstaat. De Finanzminister ass schonn drop agaangen, genausou gutt wéi och d'Rapportrice, dass dat wichteg ass a wat dat bedeit an der Entwécklung an deenen nächste véier Joren.

A wéi mer mat der Kommissioun vun der Fonction publique zesumme waren, ass do d'Entwécklung beschwat ginn, wat d'Aarbechtsplazen am Secteur public ubelaangt, an och iwwert d'Pensiounen am Secteur public ass diskutéiert ginn. Well mer wësse jo, an do kucken ech nach eng Kéier op de President vum Syvicol, dass mer bei enger anerer ëffentlecher Ariichtung, notamment bei der Pensiounskeess vun de Gemengebeamten, Schwieregkeeten hunn. Mir hu misse verschidden Adaptatioune maachen, well do den deemolegen Inneminister vläicht net séier genuch reagéiert huet, fir deem Problem entgéintzekommen, deen do bei der Gemengebeamtepensiounskeess war. Do hätt éischter kënnen drop reagéiert ginn, do huet déi zoustänneg Autoritéit ze laang gewaart, bis eppes geschitt ass. An do musse mer elo kucken, fir dat e bësselche méi no ze kréien.

Da kommen ech op eppes, wat ech och e Samschdeg héieren hunn: „Et ass näischt Soziales dran, et ass d'sozial Keelt!“ Wann ech dann déi Chiffere kucke vum Budget … Et ass haut och eng ganz interessant Tabell, ech weess net méi, a wat fir enger vun den Dageszeitungen, wou ënnerstrach gëtt, dass 47 % vun den Ausgabe vun dësem Budget do sinn, fir sozial Transferten ze maachen. Elo kann ee soen: „Et misste 50 % sinn!“ Mee ob dat elo 47 oder 50 % sinn … Et ass op alle Fall scho komesch, dann awer ze behaapten, dat hei wier de Budget vun der sozialer Keelt, wa 47 % vun deem, wat an deem Budget ass, dofir do sinn, fir sozial Transferten ze maachen.

Ech wëll do nach eng Kéier eppes ënnersträichen, well et ass hei gesot ginn, et géif näischt gemaach gi fir déi Aarm: Jo, et ass e Problem do, Lëtzebuerg ass méi aarm ginn! A wann dann d'Madamm Presidentin, oder d'Madamm Direktesch, vun der Stëmm vun der Strooss gesot huet, dass d'Ausgaben – op alle Fall do, wou si Iesse mussen erausginn – sech vun 2014 bis 2023 vervéierfacht hunn, da muss ech soen: Dat ass geschitt am Zäitraum vun 2014 bis 2023!

Also, wann ech richteg informéiert sinn, war do op alle Fall kee vun eis vun der CSV derbäi an deenen zéng Joer. An dofir war ech dach awer e bëssen iwwerrascht, wéi ech héieren hu vun de Vertrieder vun der sozialistescher Partei, dass dat en Hon wier, dass hei näischt géif am Soziale geschéien. Ech war der Meenung, si wieren déi lescht 10 Joer derbäi gewiescht. Dat ass nach keng 6 Méint hier! A si hätten och déi lescht 20 Joer d'Méiglechkeet gehat, derfir ze suergen, dass déi Schéier do net méi wäit auserneegeet.

Ech weess, dass Problemer do sinn. Mee elo ze mengen, dass a sechs Méint eng nei Regierung an deem dote Volet alles misst kënnen aneschters maachen, wéi dat virdru gemaach ginn ass … Dir Dammen an Hären, léif Frënn, also, a sechs Méint kanns de net op eemol eppes komplett aneschters maachen. Ech wëll dat just ënnersträichen, …

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Marc Spautz** (CSV) | … well dat och de leschte Samschdeg op RTL esou gesot ginn ass. Dofir wollt ech eng Kéier dorop agoen.

Ech mengen och, dass et weider wichteg ass, dass mer eppes maachen, fir deene sozial Schwaachen ze hëllefen. An et ass och virdru souwuel vum Finanzminister wéi och vum Minister vun der Ekonomie a vum Mëttelstand gesot ginn, dass e Plang amgaangen ass ausgeschafft ze ginn, speziell fir ze kucken, dass mer dat mat der Aarmut e bësse méi no beienee bréngen. Dat ass eng Realitéit!

Mee den Haaptproblem hei zu Lëtzebuerg fir d'Aarmut ass de Logement. Do kënne mer esou vill diskutéieren, wéi mer wëllen, de Logement ass den Haaptproblem hei zu Lëtzebuerg, déi deier Logementspräisser respektiv dass mer kee Logement fannen! An dofir huet d'Regierung do och gehandelt a si huet direkt en éischte Logementsdësch aberuff gehat a si huet een éischte Pak vu Mesüren erausginn, fir dass mer kënne beim Logement eppes maachen. Well wann s de zwëschent 25 % a 50 % muss ausgi fir ze wunnen, oder nach doriwwer eraus, da bleift net méi vill, fir de Rescht vum Mount iwwert d'Ronnen ze kommen. An dofir ass et wichteg, dass do Akzenter gesat ginn an dass mer do eppes maachen. An d'Regierung ass jo amgaangen, dat ze maachen. An et ass och de Moien hei ugekënnegt ginn, dass nach eng zweet Ronn vun deem Logementsdësch wäert stattfannen.

Déi Investissementer, déi an de Logement gemaach ginn, si wichteg. Wichteg fir eis Ekonomie, well et ass net nëmmen d'Wunne selwer, mee och wichteg fir eis Wirtschaft. Déi Problemer, déi an deem Secteur sinn, sinn nach eng Kéier ënnerstrach gi vum Wirtschaftsminister. De Bau huet Problemer. Net jiddwereen! Et sinn och Baubetriber, deene geet et esou gutt wéi scho laang net méi, well déi sech da manner op den Héichbau, mee méi op den Déifbau spezialiséiert hunn. Mee am Héichbau si Problemer, a wann den Héichbau Problemer huet, dat wëssen nach déi méi stänneg Kolleegen heibannen, mir haten dat schonn eng Kéier, da kommen och déi aner Betriber hannendrun. Wann nämlech de Bau de Schnapp huet, dann hunn déi Betriber, déi hannendru kommen, schonn

d'Gripp, a Verschiddener kréien d'Longenentzündung.

An dat fanne mer dann erëm, wa mer d'Faillitte kucken, wou och nach eng Kéier ënnerstrach ginn ass, dass d'Zuel vun de Faillitten an deem Beräich an d'Luucht gaangen ass. Wat awer och logesch ass! Wann nämlech net gebaut gëtt, gëtt keng Kiche verkaaft, gëtt keen Elektresch verluecht, well dann ass kee Besoin dofir do.

An dofir ass et wichteg, dass alles gemaach gëtt, fir de Bau unzekuerbelen, an et ass och wichteg, deene Betriber esou gutt wéi méiglech ze hëllefen, fir déi Duuschtstreck kënnen ze iwwerstoen. Et ass wichteg, dass mer dat an de Gréff kréien.

Een anere Punkt, an dat ass och nach eng Kéier ënnerstrach ginn, ass, dass mer, wat d'Mobilitéit ubelaangt a wat d'Nohaltegkeet ubelaangt, jo massiv amgaange sinn ze bauen. Do wäerten d'Madamm Backes an d'Madamm Cahen muer de Moie mat den Zuele kommen, wa mer iwwert d'Grands projets d'infrastructure kucken, wat do weiderhin alles wäert investéiert ginn. Deen Investissement wäert ganz héich bleiwen! Wat ee jo och erëmfënnt an all den Avise vun de Beruffschamberen, déi ënnersträichen, wéi gutt et ass, dass den Invest hei zu Lëtzebuerg esou héichgehale gëtt, well dat ass wichteg, fir d'Ekonomie unzekuerbelen, an et ass och wichteg, dass mer de Mobilitéits- an och nach aner Problemer an de Gréff kréien.

Dat selwecht gëllt am Klima- an Energiefong, wou och investéiert gëtt a wou et och wichteg ass, dass dat weiderhin héichgehale gëtt, an – et ass virdrun nach vun deenen zwee Ministere gesot ginn – dass mer bei der Energietransitioun déi néideg Virkéierungen huelen, fir dat och méiglech ze maachen. An do ass et virun allem wichteg, dass mer déi nei Leitung aus Däitschland eriwwer och kënne bauen, fir dass mer d'Méiglechkeet hunn, dat och ëmzesetzen.

Dat selwecht gëllt fir d'Digitaliséierung, wou et wichteg ass, dass Lëtzebuerg méi digital gëtt, mee wou een awer gläichzäiteg, wann ee vu méi digital schwätzt, déi aner Leit net däerf vergiessen. Well et sinn och Leit aus verschiddene Generatiounen, déi Schwieregkeeten hu mat deem Digitalen, an et sinn och Leit, an dat fënnt een eraus, wann ee mat deene Leit schwätzt, deenen et net grad esou gutt geet an déi och net onbedéngt ëmmer wëssen, wéi se mat deem Digitalen ëmginn.

A wa mir da soen, dass mir eng Simplification administrative am digitale Beräich maachen, ass domadder deene Leit net gehollef, well déi Leit wëssen net, wéi se dat digital kënnen ëmsetzen. Dat mierkt een, wann Der mat Leit schwätzt wéinst Bankgeschäfter, wou se net wëssen, wéi se dat solle maachen, well se net méi onbedéngt kënnen an de Schalter vun der Bank goen, wéi se dat fréier gewinnt waren, mee wou se da gesot kréien: „Dat kënnt Der doheem maachen oder Der kënnt Iech e Rendez-vous huelen, fir bei der Bank de Prêt kënnen ze maachen." Dass mer och déi Leit net vergiessen, déi do Schwieregkeeten hunn an dass mer et och do fäerdegbréngen, deene Leit déi Hëllef zoukommen ze loossen, déi se brauchen.

Dat selwecht hu mer ëmmer méi am medezinnesche Beräich, wou et och eng gutt Saach ass, dass mer do och mat der Digitalisatioun virukommen, mee a ganz ville Praxissen, wann do haut e Patient urifft, fir e Rendez-vous ze froen, da kritt e geäntwert, e soll dat wannechgelift maachen iwwert den digitale Beräich. Et gëtt awer och Generatiounen, an ech hunn nach een esou bei mir an der Famill, wou ech weess, dass deen da Schwieregkeeten huet, wann dat muss gemaach ginn. Da bass de frou, wann s de d'Kanner hues, respektiv wann s de op aner Leit kanns zréckgräifen, fir deem entgéintzegoen. A sou geet och an den Hëllefsberäicher, wa mer schwätze vu sozialen Aiden. Och do ass et elo méiglech, alles elektronesch ze maachen, mee mir mussen awer och nach ëmmer dee gudden ale Guichet behalen, fir dass déi Leit d'Méiglechkeet hunn, fir och do nach kënnen déi Froen ze stellen.

Da gi mer och dozou iwwer, dass mer mussen investéieren, wa mer gären hätten, dass den Emploi weider an d'Luucht geet. Mir wëssen, dass eisen Emploi de Moment zwar héich ass, mee dass mer awer Schwieregkeeten hunn. Mir hunn esou vill Chômage wéi schonn eng gewëssen Zäit net méi. A wann Der wësst …, wéi Der dat jo alleguerte konnt an der Zeitung liesen, huet och gëschter e gréissere Lëtzebuerger Traditiounsbetrib – zwar net mat deem Numm, deen en elo dréit, mee déi méi stänneg Kolleege wëssen nach, dass deen an der Zäit zu Wolz war an do nach en aneren Numm hat –, dee Biedem hiergestallt huet, ugekënnegt, e géif iwwer 130 Plazen ofbauen, obwuel en nach viru Kuerzem an engem Plan de maintien dans l'emploi war. Elo wëlle se Licenciements secs maachen. Dat ass eppes, wat dee Betrib gëschter ugekënnegt huet. Domadder wësse mer, dass mer do mussen oppassen, wat geschitt!

Dofir ass et och wichteg, dass mer am Fonds pour l'emploi – d'Ausgaben, si bleiwen héich – och nach genuch Suen hunn, fir dat kënnen ze maachen. A mir mussen och gläichzäiteg eppes maachen, fir d'Formatioun an d'Luucht ze kréien. Well mir stelle jo och fest bei deenen Zuelen, déi mer all Mount kréien, déi mer jo och als Chamber zougestallt kréien, dass och d'fräi Plazen awer erofginn, och wann der nach ëmmer do sinn, mee d'fräi Plazen u sech ginn erof, a mer mussen et fäerdegbréngen, déi Leit, déi eng Schaff sichen, an déi Plazen, déi fräi sinn, opgrond vun der Formatioun kënne beieneenzeféieren.

Dofir ass et wichteg, an den edukative Beräich ze investéieren. Et ass wichteg, an d'Schoulen ze investéieren. Mee et ass awer och wichteg, a Weiderbildung ze investéieren, fir dass déi Leit déi néideg Méiglechkeeten hunn, fir Weiderbildung a Formatiounsoffere kënnen ze maachen, fir do virunzekommen.

An do ass et nach eng Kéier – dat wëll ech ënnersträichen – och wichteg, dass de Sozialdialog klappt, dass zesummen zwëschent de Sozialpartner, heiansdo ouni d'Regierung, heiansdo mat der Hëllef vun der Regierung, déi néideg Moossname kënnen ënnerholl ginn, fir deene Leit, déi dovu betraff sinn, ob dat vu Chômage ass oder ob dat ass, well se keng … Et si jo och vill Leit, déi eng Plaz sichen a kee Chômage kréien, mee och deene Leit muss gehollef ginn, fir dass mer do Méiglechkeete kréien, dass déi och kënnen aus där Situatioun erauskommen.

Ech mengen, et ass jo och nach eng Kéier ënnerstrach ginn: D'Salariatschamber, déi e bësse méi e kritesche Rapport gemaach huet, huet ënnerstrach, dass et alles aneres wier wéi e Spuerbudget, a si fënnt et och gutt, dass an de Logement vill Geld fléisst. Si hätt sech zwar och kënne virstellen, dass déi Investissementer op eng aner Aart a Weis gemaach gi wären, mee op alle Fall ënnersträicht se, dass et gutt ass, dass dat och héich bleift.

E staarke Staat ass och e performante Staat. Ech mengen, dat ass ganz wichteg, fir dat kënnen ze soen. An dofir, wéi gesot – ech hat dat scho vum Digitale gesot –, ass et och wichteg, dass mer genuch Beamten hunn op deene jeeweilege Plazen, fir déi Aarbecht ze maachen, an et ass och gutt dofir, dass virun allem och d'Ausgabe bei der Police an d'Luucht ginn, fir dass do kann nach méi rekrutéiert ginn, soudass et sécher ass, dass domadder d'Sécherheet an d'Sécherheetsgefill vun de Leit och wäerte gestäerkt ginn.

An et ass och wichteg, dass mer en effikassen an e performanten Déngscht um Bierger kënne maachen. An da wëll ech dat nach eng Kéier ënnersträichen: D'Digitaliséierung, jo, mee et däerf een och déi Leit, déi nach net mat deenen elektronesche Saachen esou gutt kënnen ëmgoen, net vergiessen.

Et ass wichteg, dass mer …

*(Interruption)*

D'Computeren, de WhatsApp, ech weess net, wéi se nach all heeschen!

… dass déi och domadder kënnen eens ginn an dass se déi Hëllefe kréien.

Et ass och gutt, dass mer staark Gemengen hunn, an et ass och wichteg, dass d'Prioritéiten an de Gemengen an d'Luucht gesat ginn, dass et och do eng Simplification administrative gëtt, dass och an de Gemenge verschidde Saache vereinfacht ginn.

Do huet och de Syvicol nach eng Kéier higewisen op déi Problemer, déi et gëtt, dass et wichteg ass, dass och d'Subsidepolitick, do, wou d'Gemenge kënne Subside kréien, muss op de Leescht geholl ginn, fir och ze kucken, wéi een déi Prozedure kann änneren, dass déi Plaffonge gegeebeefalls kënne geännert ginn, fir dass och d'Gemengen op déi Aart a Weis anescht a vill méi intensiv kënne gehollef kréien.

Den Inneminister Léon Gloden huet jo do am Dialog mam Syvicol ugekënnegt, dass se do amgaange sinn, verschidde Chantieren unzepaken, an dass et och drëm geet, fir de Gemengen ze hëllefen, fir do Geste kënnen ze maachen.

Well d'Gemengen hunn och eng primordial Roll, wa mer vum Wunnengsbau schwätzen. Mir schwätzen ëmmer vun deenen ëffentlechen Träger SNHBM a Fonds du logement, mee och d'Gemenge kënnen e groussen Träger sinn am Logement. Ech mengen, eng Uertschaft, wou mer de Moment eis alleguerten heibanne befannen, huet jo ugefaangen, Projeten opzekafen. Och de Lëtzebuerger Staat ass amgaang, dat ze maachen. Et sinn och verschidde Gemengen, déi gréisser Projete lancéiert hunn, net nëmme ronderëm d'Stad, mee och am Süden an op anere Plaze vum Land, fir dass do och d'Méiglechkeet geschafe gëtt, dass d'Gemenge sech do och nach méi kënnen an de Wunnengsbau mat abréngen, well wa mer d'Wunnengsbaukris wëlle léisen, ass dat ouni d'Gemengen net méiglech. Mir brauchen d'Gemengen do, an do ass et och wichteg, dass déi Bremsen, déi et do gëtt, opgehuewe ginn, fir de Gemenge méi Méiglechkeeten ze ginn, fir do kënnen aktiv mat eranzegoen.

D'Finanzplaz am Déngscht vu Land a Leit, huet d'Budgetsrapportrice nach eng Kéier ënnerstrach. Si ass e Motor vun der Wirtschaft a si ass och e Motor beim Aarbechtsmaart.

Hir Zuelen 2023, och dat ass nach eng Kéier ënnerstrach ginn de Samschdeg an enger Radiosemissioun, wieren esou gutt wéi nach ni. Dat ass och scho vun anere Plaze gesot ginn. Mee et ass och eng Kéier ënnerstrach ginn, an dat war am Mount Februar, wou ee vun de Vertrieder vun der ABBL gesot huet, dass véier vu fënnef Ufroe fir e Prêt musse refuséiert ginn, well d'Leit d'Konditiounen net erfëllen. Véier vu fënnef! Dat war de Stand am Februar, dat ass deemools gesot ginn an engem Zéng-op-aacht, wou ee festgestallt huet, dass dat Schwieregkeete sinn, fir dass d'Leit och kënne kafen.

Mir hunn den Direkter héiere vun enger gréisserer staatlecher Institutioun, déi Société nationale des habitations à bon marché heescht, déi zu Kielen Haiser

hunn, déi fäerdeg sinn, déi se awer net verkaf kréien, well déi Leit, déi d'Krittären erfëllen, fir kënnen op d'Lëscht ze komme vun den Haiser, d'Krittären awer net erfëllen, fir bei de Banke Sue geléint ze kréien.

A mir haten och eng Diskussioun an der Budgetskommissioun, an der Finanzkommissioun, wéi mer mat der Lëtzebuerger Zentralbank geschwat hunn, dass mer och feststellen, dass Leit, déi e Prêt ufroe bei Lëtzebuerger Banken, da gesot kréien: „Jo, Dir géift jo d'Konditioune schonn erfëllen, mee hutt Der dann och 100.000 oder 200.000 Euro selwer? Well wann Der déi net hutt, si mir net bereet, dëse Moment Suen ze verléinen, fir eppes Neits ze kafen. Mee mir léinen Iech awer Suen, fir dat Besteeënd kënnen ëmzebauen."

An do muss ech Iech soen, an do géif ech en Appell maachen – ech weess, dass de Finanzminister net d'Weisungsbefugnis huet vis-à-vis vun de Banken, mee jo och reegelméisseg Gespréicher huet mat de Lëtzebuerger Banken –, fir awer do ze kucken, ob dat de richtege Wee ass, dass wa Leit zwëschent 400.000 a 500.000 Euro wëlle léinen, se dann, obwuel se gutt Plazen hunn, obwuel dat ofgeséchert ass, obwuel e Bierg do ass, deen och dofir géif riichtstoen, gläichzäiteg gesot kréien, wa se net 100.000 oder 200.000 Euro hätten, dass se dann net geléint kriten.

Well nämlech déi Gefor, déi besteet – an et ass dat, wourop d'Madamm Adehm schonn higewisen huet –, ass, dass do Leit dann op eemol an en Nopeschland ginn an do Sue léinen, fir dee Seuil kënnen ze erfëllen, fir hei zu Lëtzebuerg e Prêt ze kréien. An déi e bësse méi stänneg heibannen, déi kënne sech nach drun erënneren, dass mer dat schonn eng Kéier virun 20 respektiv 25 Joer haten, wou ganz vill Leit sech éischt Startprêten an d'Grenzregioun siche gaange sinn, fir da kënnen ze soen: „Ech hunn hei d'Ufankskapital, fir eppes kënnen drop ze bauen", mat deem Ënnerscheed, dass déi Prêten oft zënsméisseg vill méi héich ware wéi hei zu Lëtzebuerg an dass, wann et do op eemol net méi gaangen ass mam Zréckbezuelen, déi mat méi drastesche Methode virgaange si wéi dat bei den übleche Lëtzebuerger Schalterbanke gemaach gouf.

An dofir, Här Minister, wier et vläicht net schlecht, wann Der eng Kéier de Banken, wann Der déi Diskussiounen hutt, och do nach eng Kéier sot, dass et vläicht wichteg wier, och doriwwer nozedenken.

An dat selwecht ass ..., mir wësse jo, an haut de Moie sinn d'Zuelen nach eng Kéier genannt ginn, wivill Leit e Prêt hunn, déi eng fir en Haus an déi aner fir nach eppes aneres, wat meeschtens en Auto ass. A mir wësse jo, dass an Zwëschenzäit déi meeschten Autosprêten direkt an der Garage matgemaach ginn. Wann den Auto kaf gëtt, gëtt de Prêt gemaach. Mee och do wier et heiansdo wichteg, de Konsument drop hinzeweisen, wat fir eng Zënspolitick do gemaach gëtt an dass déi Kontrakter, déi een do ënnerschreift, net onbedéngt ëmmer vu Lëtzebuerger Banke sinn.

Do gesinn nämlech vill Leit, wa se duerno kucken, wat op hirem Vertrag steet, wa se an der Garage en Auto kaaft hunn, dass se dann am Grenzgebitt, an der Belsch oder am Frankräich, ukomm sinn, dass se do vun där Bank de Prêt gemaach kritt hu fir hiren Auto, deen hei zu Lëtzebuerg op der Strooss leeft. An ech mengen, do wier et wichteg, dass ee géif drop hiweisen, wat dat fir Konsequenze kann hunn, well dat ass meeschtens eng aner Zënspolitick wéi déi, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach gëtt.

An dofir ass déi Iddi fir ze soen, mir missten d'Leit, wat d'Finanzen ubelaangt, an der Schoul méi forméieren, wichteg. Mee et geet net duer bei deenen an der Schoul. Dat ass d'Generatioun vu muer. Mee mir mussen och bei der Generatioun vun haut drop hiweisen, wat dat fir Problemer ka mat sech bréngen.

En anere wichtege Beräich, deen och muss gehollef kréien, ass de Landwirtschafts- an de Wäibauberäich. Ech mengen, de Wäibau huet virgëschter eng béis Iwwerraschung erlieft, nämlech wéi moies d'Temperaturen déi waren, déi se elo sinn. A wann ech elo vum Wäibau schwätzen, kann een och vum Uebst schwätzen, well och do huet dat, wat elo an der Bléi war, eng matkritt mat den Temperature vun deene leschten Deeg. Mee et ass wichteg, dass mer an der Landwirtschaft, am Wäibau an am Uebstbau de Betriber déi Hëllefen zoukomme loossen, déi se brauchen.

An et däerf een net vergiessen: Lëtzebuerg war dat eenzegt Land, wou déi Leit aus dem landwirtschaftleche Beräich – mat Ausnam vun hirer Solidaritéitskundgeebung zu Schengen – net op der Strooss waren, wéi dat an anere Länner geschitt ass. An dat ass en Zeechen, dass do e gudden Austausch zwëschent der Landwirtschaftsministesch, dem Staatsminister an dem landwirtschaftleche Milieu stattfonnt huet. An et ass wichteg, dass mer déi Moyenen, déi mer zur Verfügung hunn, och do kënnen asetzen, fir hinnen ze hëllefen.

En anere Beräich, dat war deen, wou mer ëmmer geklappt hunn. D'Madamm Lenert ka sech héchstwarscheinlech am beschte vun eis alleguerten dorun erënneren. Dat war, wéi dat mam Covid ugaangen ass, wou mer da sonndes owes um Balcon stoungen engem Secteur ze klappen, an dat war de Gesondheetssecteur. An dat war och richteg, dass mer deene Leit deemools geklappt hunn an eis solidaresch mat deem Secteur erkläert hunn. Mee mir wëssen och, dass et net duergeet mam Klappen.

Déi Leit aus der Petitiounskommissioun an aus der Santéskommissioun haten och d'lescht Woch en Debat heibannen, wou ee vun deene Beruffsstänn – net alleguerten, mee ee vun deene Beruffsstänn – hei war a gesot huet: „Dir hutt eis zwar do geklappt an op d'Schëller geklappt, mee mir hunn och nach aner Problemer, éischtens wat de Besoin u Personal ubelaangt an zweetens och alles, wat d'Aarbechts- an d'Lounkonditiounen ubelaangt." A wann dat fir ee Beruffszweig gëllt, kann ech Iech garantéieren, da gëllt dat genausou gutt fir all déi aner Beruffszweiger. Dat wësst Dir och. Jiddweree vun Iech kennt Leit, déi an deem Beräich schaffen.

Do musse mer onbedéngt eppes maachen. An d'Madamm Lenert huet et och e puermol, deemools vun donidden, ënnerstrach: Wa mer d'Auslänner am Secteur net gehat hätten, da wier dee ganze Secteur zesummegebrach an dann hätt Lëtzebuerg kënnen dee Moment, entschëllegt den Ausdrock, de Schlëssel ënnert d'Dier leeën, well dann hätt näischt méi geklappt. Dat heescht, mir ware ganz op d'Grenzgänger ugewisen. An et ass wichteg, dass mer do Aarbechtskonditiounen hierstellen, dass déi Leit sech méi wuelfillen. An et ass och wierklech wichteg, dass mer Propaganda derfir maachen, sech fir déi Beruffer ze engagéieren.

Dat gëllt fir d'Gesondheetsberuffer allgemeng, mee dat gëllt och fir d'Dokteren. Well mir kënne fuerderen, mir missten hei e Service schafen an do e Service schafen, mee wa mer kee Personal hunn, fir dat ze maachen, a wa mer keng Dokteren hunn, fir dat ze maachen, da kënne mir heibannen déi beschte Resolutiounen an déi beschte Motiounen huelen, mee da kënne mer et net ëmsetzen, well e Manktem u Personal ass.

An et ass do och wichteg, dass mer an d'Ausbildung vun deene Leit investéieren, dass mer op d'Ausbildung hiweisen, awer gläichzäiteg net nëmmen d'Ausbildung kucken, mee duerno och Aarbechtskonditioune schafen, dass déi Leit sech an deem Secteur wuelfillen an an deem Secteur bleiwen. Well mer hu virun allem am Fleegeberäich eng grouss Ofwanderung vu Leit, déi no zéng, zwielef Joer op eemol d'Decisioun huelen, dee Secteur ze verloossen, well se net zefridde si mat den Aarbechtskonditiounen. Dat muss een och eng Kéier op de Leescht huelen an och do déi néideg Aktioune maachen.

An der Petitiounskommissioun d'lescht Woch ass gesot ginn – fir d'Aide-soignantë war dat –, dass mer op alle Fall do déi néideg Diskussioune géife féieren an de jeeweilege Kommissiounen, fir do och aner Moyene kënnen ze huelen.

Dann ass do nach en anere wichtege Secteur, an dat ass deen, wou mer och déi meescht Aarbechtsplazen déi lescht Joerzéngte geschafen hunn: dat ass den ëffentleche Secteur. Dat ass d'Fonction publique u sech an dat sinn alleguerten déi sougenannte parastaatlech Betriber.

Wéi mer virun zéng Joer hei stoungen, den Här Bausch, den Här Roth an ech – ech mengen, mir sinn nach déi dräi eenzeg, déi deemools geschwat hunn, a dach, den Här Meisch ass och nach derbäi –, wéi mer deemools hei geschwat hunn, war dee gréisste Patron hei zu Lëtzebuerg net d'CFL, wëll ech Iech soen, an deen zweetgréisste Betrib, deen deemools do war, war och net de Cactus. Mee dat waren nach Industriebetriber, dat war nach d'Stolindustrie, dat waren nach verschidde Banken, déi deemools déi gréisste Betriber hei am Land waren.

An der Zwëschenzäit huet déi Schéier sech geännert. An et muss ee sech bewosst sinn, wann ee Leit am Staat oder am parastaatleche Secteur astellt, dass dat zwar direkt remuneréiert a Recettë bei der Lounsteier mat sech bréngt, mee dass dat net onbedéngt Recettë bréngt bei der Betribsbesteierung, well do vill Betriber derbäi sinn, déi keng Steieren un de Lëtzebuerger Budget offéieren. Och dat däerf een do net aus den Ae verléieren, wann een dat mécht.

Mee et ass awer wichteg, dass déi Leit déi richteg Loun- an Aarbechtsbedingungen hunn. Do ass en Accord salarial ausgehandelt ginn, scho virun annerhallwem Joer, an e groussen Deel dovun ass nach ëmmer net ëmgesat. A mir sinn iwwerzeegt – de Serge Wilmes huet eis dat och nach ënnerstrach, wéi mer mat dem Fonction-publiques-Minister zesumme waren –, dass déi Accorden elo solle schnellstméiglech ëmgesat ginn. Do ass en Deel jo schonn ëmgesat, an déi Projeten, déi nach net ëmgesat sinn, do sollen déi Gesetzesprojete schnellstméiglech kommen. An dann hoffe mer, dass et bei där Institutioun, déi net wäit vun eis hei ewech ass, och séier virugeet, dass mer dat nach kënne maachen.

Ech wëll drun erënneren: Enn des Joers sollen erëm nei Lounverhandlungen an deem Secteur ugoen! An ech weess nach aus mengem fréiere Liewen – dat war zwar dann net beim Staat, mee dat war am Privatsecteur –, datt et ëmmer schwéier war, en neie Kollektivvertrag schonn auszehandelen, wann s de dee vu virdrun nach net ofgeschloss has. An dofir wier et wichteg, dass mer dat och alles géifen hikréien, dass mer esou séier wéi méiglech déi Projeten op den Instanzewee kréien a se dono och deementspriechend hei an d'Chamber kënne kréien.

Mir hunn och geschwat vu paperless a wat do alles op eis zoukënnt. Ech hu geschwat vu Gemengen, ech hunn dervu geschwat, wat mer do alles an der Digitaliséierung kënne maachen. Et ass och wichteg am Justizberäich, dass mer et fäerdegbréngen, méi paperless ze maachen. Do huet d'Regierung schonn ugefaangen, eppes ze maachen, an dat solle mer nach weider ausbauen.

Mee elo soen ech dat selwecht, wat ech virdru gesot hunn: Do gëtt et eng Zort Clienten, déi net wäerte mam Paperless eens ginn, déi et nach ëmmer brauchen, dass et méiglech ass, bei e Schalter eppes sichen ze goen.

An ech muss éierlech soen, ech kennen Der och, déi kréien zwar allkéiers gesot: „Du kanns och däi Casier judiciaire", fir elo mol eppes ganz Banales ze soen, „elektronesch iwwer MyGuichet erofzéien." Da soen déi Leit mer – an dat sinn der net nëmmen, déi an den 1930er- oder an den 1920er-Jore gebuer sinn, mee do sinn der och derbäi, déi e bësse méi spéit gebuer sinn –, dass déi nach ëmmer net domat eens ginn. Do ass et wichteg, dass d'Méiglechkeet nach ëmmer bestoe bleift, dass een dat ka selwer siche goen oder dass een dat ka bestellen, well dat soss zu anere Schwieregkeete féiert. A gläichzäiteg muss een och driwwer nodenken – an et si verschidde Gemengen, déi dat maachen –, dass een e Plang mécht, wéi een deene Leit ka weisen, wéi dat fonctionéiert, dass een d'Leit ka betreien an dass se eng Ulafstell hunn, fir dat gewisen ze kréien.

Mir hu geschwat, oder net mir, mee ech, an ech kommen nach eng Kéier op dat Wuert zréck, wat ech haut de Moien héieren hu vun der „sozialer Keelt". Eng Madamm, déi elo gläich no mir schwätze wäert, huet esou Saache gesot wéi dass näischt am Soziale géif geschéien. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, wat am Familljeministère alles gemaach gëtt, dass mer do 1,5 Milliarden ausginn aleng fir d'Kanner, fir d'Kannergeldkeess. 1,5 Milliarde gëtt Lëtzebuerg derfir aus, fir eppes an der Kannerbetreiung ze maachen!

Mir setzen och Akzenter bei der Aarmutsbekämpfung. Nach eng Kéier, ech hat et schonn aféierend gesot: D'Regierung ass amgaangen, e Plang auszeschaffen – deen och an deenen nächste Wochen a Méint wäert op den Dësch kommen –, wat een nach ka bei der Aarmut vereinfachen, well et ass jo net nëmmen ee Ministère, deen do concernéiert ass. Do si méi Ministèrë concernéiert, fir do e Plan d'action ze maachen.

Mee och do wësse mer, dass villes iwwert de Wee vun der Digitaliséierung leeft, mee dass do dach awer och gläichzäiteg e gréissere Problem ass. An ech hat d'lescht Woch nach d'Chance, zesumme mam Yves Cruchten op enger Table ronde ze sinn, wou nach eng Kéier ënnerstrach ginn ass: „Jo, Dir maacht elo alles schéi propper digital, mee Dir musst drun denken, dass déi Leit, déi Problemer hu mat der Aarmut, net grad déi sinn, déi deen neiste Laptop doheem stoen hunn an deen neiste Programm, fir dat dann alles digital kënnen unzefroen."

Et ass do wichteg, dass mer déi Ulafstellen hunn, wou d'Leit kënne mat Leit schwätzen, wou d'Leit kënnen higoen, fir gehollef ze kréie beim Ausfëllen. Et geet alles méi séier, wann ee weess, wéi een et ausfëllt. Mee wann een net weess, wéi een et ausfëllt, da geet et meeschtens esou: Den Ziedel ass net komplett, du kriss alles zréckgeschéckt, an da weess de net, wou s de dru bass. Do musse mer déi néideg Upassunge maachen.

An da wëll ech awer e Beispill nennen, dat mech awer e bëssen erféiert huet. Wéi ech nogelies hunn, ass et awer esou. Do ass eng Famill, déi freet d'Allocation de vie chère un. An dunn huet se d'Allocation de vie chère refuséiert kritt, well se d'Konditiounen net erfëlle géif, hire Loun wier ze héich. An do huet se gesot: „Et ass awer komesch, elo sinn ech sechs Méint an der Pensioun. Ech kréien 1.000 Euro manner. Da géif ech awer d'Konditiounen erfëllen. An ech hunn elo geäntwert kritt, datt si sech op eise Revenu de ménage vun zwielef Méint virdru beruffen."

Do musse mer et fäerdegbréngen, dass dat méi soft – wéi soll ech dat nennen? Net soft, mee méi séier – iwwert d'Bün geet, dass d'Leit wierklech wëssen, wéi d'real Finanzsituatioun ass. Well et hëlleft mer näischt, wann ech weess, dass ech virun zwee Joer 2.000 Euro weider verdéngt hunn, ier ech an der Pensioun war. Wann ech an der Pensioun sinn an ech falen dann drënner, da muss ech zwee Jore waarden, bis ech dann d'Konditiounen erfëllen, fir déi Allocatioune kënnen ze kréien.

An ech gesinn um Nicke vu verschiddene Leit, déi an den Office-socialle sëtzen an déi dofir zoustänneg sinn, dass déi de Problem och kennen. Och do musse mer eppes maachen, fir deene Leit ze hëllefen, dass déi Leit méi séier déi Hëllefe kënne kréien, dass mer dann net elektronesch do blockéiert sinn. Wat heescht elektronesch? Duerch den Echange misst et a mengen Ae méiglech sinn, dass mer dat kënne maachen.

Et ass dofir gutt, dass do verschidde Servicer opgestockt ginn, all déi, déi sech ëm de REVIS an ëm d'Office-socialle bekëmmeren. Et ass zwar am Koalitiounsaccord net gesot ginn, mir géifen eng Reform maache vum REVIS, mee et ass gesot ginn, dass awer no deem Bilan, deen do gemaach ginn ass no der Aféierung vum REVIS, een do verschidden Adaptatioune soll maachen. Déi mussen net onbedéngt iwwer e Gesetzeswee kommen, mee et ass wichteg, dass déi Servicer ausgebaut ginn an dass mer och eng Opstockung vum Personal kréien, fir dass mer déi Chantieren och kënnen ugoen, well et ass awer wichteg, fir deene Leit kënnen ze hëllefen.

An da kommen ech op eppes zréck, wat d'Madamm Adehm och gëschter nach eng Kéier gesot huet: dat ass dat vun der Iwwerverschëldung. A bei der Iwwerverschëldung kucken ech et dann elo e bëssen aus engem anere Bléckwénkel, wéi d'Madamm Adehm et scho gesot huet.

Ech kenne Leit, déi sinn an deem Programm vun der Iwwerverschëldung mat dran an déi schaffen allen zwee bei engem ëffentleche Patron, wou se agestallt gi sinn. An deen ee sëtzt nach ëmmer op deem Loun, deen en deemools hat, well e gesot huet: „Ob ech eppes schaffen oder ob ech näischt schaffen, ech behale souwisou ëmmer nëmmen dee Minimum iwwereg, dee geholl gëtt, well de Rescht kréien ech ewechgeholl, fir op d'Iwwerverschëldung zréckzebezuelen." Mee du hues awer och Leit, déi motivéiert sinn, an déi hu gesot: „Ech wëll awer gläichzäiteg trotzdeem virukommen am Liewen." An déi hätten da laut Kollektivvertrag och eng Plaz, déi 2.000 Euro méi héich bezuelt ass, mee déi kréien ënnert dem Stréch awer hoergenee dat selwecht wéi deen, dee sech manner drugëtt, well nämlech bei der Iwwerverschëldung et einfach heescht: Dat do ass de Seuil minima, deen s de behäls, an alles, wat s de doriwwer verdéngs, gëtt zréckbezuelt dohinner!

Och dat muss een awer kucken. Ech weess, firwat dat deemools agefouert ginn ass 2013, well ech de Projet relativ gutt kannt hunn. Ech weess, firwat dat alles gemaach ginn ass, mee et soll een awer driwwer nodenken, dass déi Leit, déi Leeschtung bruecht hunn, déi an hirem Betrib weiderkomm sinn, awer vläicht méi e groussen Deel vun deem Revenu kënnen halen, wéi dat de Moment de Fall ass.

Déi méi stänneg Kolleegen heibanne kënne sech erënneren: Dat war och fréier bei den Zousazpensiounen esou. Wann déi legal Pensioun 100 Euro an d'Luucht gaang ass, dann ass d'Zousazpensioun 100 Euro erofgaang am ale System. Well do stoung ëmmer: „Mir garantéieren der esou vill Prozent vun dengem leschte Loun." An esou vill Prozent vun deem leschte Loun heescht: Wann déi legal Pensioun an d'Luucht gaangen ass, ass de Complement erofgesat ginn. Dat war eng Debatt, déi mer viru 15 respektiv 20 Joer haten, de fréiere Sozialminister ka sech nach dorun erënneren, wéi dat gemaach ginn ass.

Dofir sollte mer och hei vläicht bei der Iwwerverschëldung driwwer nodenken, ob et net méiglech wier, dass wann déi Leit et awer fäerdegbréngen, weiderzekommen am Betrib, weiderzekommen an der Karriär, se da vun deem, firwat se schaffen, och vläicht méi e groussen Deel kënnen halen an net als Bittsteller allkéiers mussen dohinner goen, wann iergendeng Reparatur doheem ze maachen ass a se déi dann net kënne maachen, well dat anert kontrolléiert gëtt. Dat ass eppes, wou ech géif en Appell maachen, dass een dat mat géif kucken an op den Dësch huelen.

Dann ass geschwat gi vun der „wundersamen Brotvermehrung", déi mer géifen hei als Regierung oder als nei Majoritéit probéieren, déi „wundersame Brotvermehrung". Ech mengen, et ass de Moien hei nach eng Kéier vun der Regierung ënnerstrach ginn, dass mer d'Ekonomie wëllen ukuerbelen. A wa mer d'Ekonomie kënnen ukuerbelen, da wäerte mer och méi Recettë maachen. An déi „wundersame Brotvermehrung", dat ass eng ganz gutt Saach, dat passt och ganz gutt an d'Oktavzäit eran. Ech wëll awer soen, dass ee sech och muss bewosst sinn, wat do geschitt. Et muss ee sech d'Fro stellen, firwat dann d'Reserven net méi do sinn, déi virdrun do waren. Déi Diskussioun kann een och féieren an do soll och vläicht e bësse méi éierlech matenee gefuer ginn.

Et ass dat selwecht, wéi dass elo an dëse sechs Méint hei awer iwwerhaapt nach näischt geschitt wier an dass mer just d'Aarmut méi grouss gemaach hätten – do war ech dach awer e bëssen iwwerrascht –, wéi gesot, wéi wa mir elo an deene leschte sechs Méint hätten d'Aarmut aleng kënne bekämpfen, d'Regierung, an all dat anert virdru wier net geschitt! Dat sief dohigestallt.

*(Interruption par M. Georges Engel)*

Nee, Här Engel.

**M. Georges Engel** (LSAP) | Net guer näischt.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Här Engel, ech wëll Iech just ... Ech hunn net gesot, et wier guer näischt geschitt. Mee Dir kënnt ...

*(Interruption par M. Georges Engel)*

A, ech wëll just soen, ech hunn net gesot, hei wier guer näischt geschitt! Ech hu just gesot, dass et awer komesch ...

*(Interruption)*

Nee, ech schwätzen net vum Koalitiounspartner! Well deejéinegen, deen dat um Radio gesot huet, war net eise Koalitiounspartner, dat waren aner Leit.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Mee wien ass dann en charge vum Dossier?

**M. Marc Spautz** (CSV) | Gelift?

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Wien ass dann en charge vum Dossier?

**M. Marc Spautz** (CSV) | Vu wat fir engem Dossier? Wie war virdrun à charge vum Dossier? War dat Är Fro?

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Dann ass et dat selwecht ...

*(Interruptions)*

... dann ass et dat selwecht fir ze soen, et wier hei keen Opschwong komm a mir géife vun engem Iwwergangsbudget schwätzen. Jo, mir soen, dass et en Iwwergangsbudget ass, well et ass deen éischte

vun där neier Majoritéit, et ass deen éischten, dee gemaach ginn ass. Dat hei sinn elo aacht Méint. Mir hate virdrun de Budget provisoire. Dat war och viru fënnef, zéng Joer, wëll ech just soen, net anescht.

Et ass gesot ginn, et géif iwwerhaapt näischt geschéien a punkto Aarmutsbekämpfung – ech si virdrun nach eng Kéier drop agaangen –, dass mer elo géife Kaddoe maache virun de Wale vum 9. Juni an den 11. Juni géif de Premierminister bei der Déclaration sur l'état de la nation dann de Contraire ukënnegen. Och déi Diskussioun ass e Samschdeg gefouert ginn. Ech fannen och dat eng ganz komesch Saach.

Mir hunn haut de Moien nach eng Kéier ënnerstrach, souwuel de Finanzminister wéi och de Budgetsrapporter, dass mer gesot hunn, dass eng Steierreform kéim. Dat ass eppes, wat mer ofgemaach hunn am Koalitiounsaccord, dass eng Steierreform kënnt, eng gréisser Steierreform, fir 2026, mee dass mer och fir den 1. Januar nach géife virgesinn, Adaptatiounen ze maachen, dass d'Steiertabell, déi schonn ugepasst ginn ass, nach eng weider Kéier géif ugepasst ginn. An dofir fannen ech dat komesch, wann do ervirgestrach ginn ass, an deenen 100 Deeg wier nach iwwerhaapt näischt geschitt.

Ech kann Iech just soen: Dat vum Logement a vun der Steierupassung op den 1. Januar 2024, dat ass geschitt!

Dat hei wier blann op Wuesstum gesat.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Den Här Bausch huet eng Fro.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo, den Här Bausch däerf roueg froen. E ka sech awer och aschreiwen an duerno kommen. Et ass, wéi hie wëll.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Nee, nee. Ech wollt just eng ganz frëndlech Fro stellen, Här Spautz. Maacht Iech keng Suergen.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ech wollt froen: Dir kritiséiert, datt vun der Oppositioun gesot gëtt, datt mer fäerten, datt nom 9. Juni géifen en vue vum Budget vun 2025 gréisser Spuermoossnamen ugekënnegt ginn. Gitt Dir eis hei d'Garantie, datt am Budget 2025 keng gréisser Spuermoossnamen dra sinn? Merci.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Ech ginn Iech keng Garantie, wat am Budget 2025 ass, ech géif Iech awer soen, an dat ass haut de Moien hei ënnerstrach ginn, och vum Finanzminister, dass déi Upassung kënnt vun der Steiertabell. An da kann een net hei soen, déi Upassung vun der Steiertabell géif den 11. Juni iwwer Bord geheit ginn.

Ech wëll Iech just soen, et war net Äre Vertrieder, deen et gesot huet …

*(Interruption par M. François Bausch)*

Ech wëll dat awer just soen. Ech wëll dat awer just ënnersträichen.

An dass mer just eleng géifen nom Prinzipp Hoffnung Politick maachen, dat wier eng komesch Aart a Weis, fir Politick ze maachen. Ech wëll Iech soen: Mir maachen net Politick nom Prinzipp Hoffnung. Mee et ass fir eis awer wichteg, eng Politick ze maache mat Kapp a mat Fouss. A mir sinn dach awer verwonnert, dass mer da vu Leit, déi virdrun d'Méiglechkeet haten, fir alles besser ze maachen, gesot kréien, eng ambitiounslos Politick géif hei gemaach ginn. Ech mengen, et ass awer och zu engem groussen Deel eng Fortféierung vun deene Saachen, déi vläicht virdru gemaach gi si vun där Regierung vu virdrun. Da kann een awer op eemol iwwerrascht sinn, wann da grad dee Saz kënnt, dat hei wier eng ambitiounslos Politick, déi géif gemaach ginn an all deene Voleten, wou mer awer mat deem virufueren, well mer dat och am Koalitiounsaccord ofgemaach hunn. Da kann ech op alle Fall fir meng Fraktioun soen, dass mir do nëmme konnte staunen, wéi dann een dat op deene Plaze gesot huet.

Mir wëllen elo hei och net vun engem Klassekampf oder engem Kulturkampf schwätzen. Et ass net eis Absicht, e Klassekampf oder e Kulturkampf ze maachen.

*(Interruption)*

E Klassekampf, hat Der gesot.

*(Interruption)*

Klassekampf hat Der gesot, Klassekampf hat Der gesot.

*(Interruption par M. David Wagner)*

O, Här Wagner, mir schwätzen nach eng Kéier dodriwwer.

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Dir leider net.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Leider net?

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Är Partei, Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | An dofir wollt ech mer erlaben, déi Remarken ze maachen. Ech muss vläicht awer herno nach eng Kéier erëmkommen, wann Der alleguerten duerch sidd, mee dat musse mer nach kucken. Mee ech wollt mer dofir erlaben, déi Remarken direkt ze maachen. Ech hu jo nach e bëssen Zäit, fir dat kënnen ze soen.

Ech wëll op alle Fall soen: Fir eis ass et wichteg. An dat ass dat, wat och de Finanzminister gesot hat bei der Presentatioun vum Budget: Mir wëlle mat Schwong fir en neien Opschwong suergen. D'Majoritéit huet deen néidege Sputt fonnt am Budget, fir déi Politick kënnen ze maachen, déi fir eis wichteg ass.

Dat hei ass e Budget, wou mer wëssen, opgrond vun deene Krise vun der Vergaangenheet, datt een nach verschidde Saache muss adaptéieren, mee mir waarden net op de Wuesstum. Mir probéieren de Wuesstum ze förderen, andeem dass mer domadder och de Betriber wëllen eng proaktiv Zukunft weisen. Well wann et de Betriber gutt geet, geet och de Leit gutt, déi do schaffen. An dofir hätte mer och gären, ech hat et schonn eng Kéier gesot, en neit Kollektivvertragsgesetz. Och dat steet am Koalitiounsaccord, dass mer och do déi Adaptatioune kënne maachen.

E Budget wéi deen hei, dee stäerkt Lëtzebuerg, e séchert de Wuelstand fir déi breet Mëtt an hëlleft deene Schwächsten an eiser Gesellschaft och, wa mer alleguerten déi Punkte kënnen ëmsetzen. An ech mengen, dass dat hei dee richtege Budget ass fir dëst Joer 2024 an dass mat enger nohalteger Croissance, wou ech dovun iwwerzeegt sinn, dass mat der Politick vun der Regierung, déi wäert kommen, et och méiglech wäert sinn, duerno nach aner Saachen an der Budgetspolitick ze maachen.

An aus all deene Punkte ginn ech – an dat wäert Iech héchstwarscheinlech net wonneren – d'Zoustëmmung vun der CSV …

**M. François Bausch** (déi gréng) | Elo hate mer e bëssen Angscht.

**M. Marc Spautz** (CSV) | … zu dësem Budget. An ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren. Ech hunn nach e puer Minutte gehalen, fir vläicht kënnen de Mëtten nach eng Kéier ze äntweren. Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech géif gären ufänke mat engem Merci un d'Madamm Rapporteur vun dësem Budget am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei fir hire komplette schréftleche wéi och mëndleche Rapport, dee se gëschter hei virgedroen huet.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Debatt iwwert de Budget, de Programme de stabilité et de croissance an de Programme national de réforme, dat ass ëmmer en Héichpunkt vum politesche Programm hei an der Chamber. Et ass e Moment vu Reflexioun, wou mer nodenken iwwert dat, wat alles gemaach ginn ass.

Et ass e Moment vun Analys, wou mer kucken, a wat fir enger Situatioun dass mer eis befannen, an et ass och dee Moment, wou mer eis Ziler a Prioritéite fir d'Zukunft definéieren an och soen, wat mer wëllen ëmsetzen.

De Regierungswiessel huet zu engem Moment stattfonnt, wou mer schonn erausfuerderend Zäiten hannert eis haten.

An éier ech op déi verschidde Volete vun dësem Budget aginn an op d'Prioritéite vun der Demokratescher Partei, wëll ech Iech soen, dass mäi Kolleeg André Bauler och als zweete Riedner wäert eropkommen a sech ëm d'Theemen Digitalisatioun, Ekonomie, Energie, Finanzplaz a Staatsfinanze wäert këmmeren.

Elo ass et wichteg, dass mer als Éischt eis mam Kontext auserneesetzen, an deem mer eis befannen, an analyséieren, wat déi grouss Defie sinn, déi et ze meeschtere gëllt.

Wéi mer alleguer wëssen, liewe mer geopolitesch a ganz onprevisibelen Zäiten. Dat beaflosst direkt déi europäesch an déi national Ekonomie. Eist klengt an oppent Land reagéiert op verschidde Schocke vill méi sensibel wéi aner Länner dat maachen.

Den éischten Inflatiounsschock aus de leschte Joren, deen huet eis an den Zäite vun der Pandemie getraff. Kuerz duerno ass de Krich an der Ukrain ausgebrach, deen d'Energiekris ausgeléist huet an eng weider Inflatiounswell mat sech bruecht huet.

Dank de Mesüren aus de verschiddene Solidaritéitspäck, déi ënnert der viregter Regierung an d'Liewe geruff goufen an zum ganz groussen Deel mat der Ënnerstëtzung vum ganze Parlament ëmgesat gi sinn – an ech zielen do op: d'Energiehëllefe fir d'Betriber, d'Eropsetze vum soziale Mindestloun a vum Steierkreditt fir Monoparentallen, de Gas- an de Stroumpräisdeckel, d'Upassung vun der Steiertabell –, all déi Mesüren hunn derzou bäigedroen, dass mer d'Inflatioun hei zu Lëtzebuerg relativ gutt am Gréff gehalen hunn an dass d'Inflatioun hei zu Lëtzebuerg zu deenen niddregsten an der Europäescher Unioun ziele kann.

De Statec hat am November d'lescht Joer fir dëst Joer eng Präisdeierecht vun 2,6 % virausgesot, mee déi gëtt elo bedéngt duerch d'Baisse vun de Pëtrolspräisser op 2,2 % geschat.

Viru Kuerzem ass Lëtzebuerg op der aachter Plaz vum World Happiness Index gelant. Ee vun den Indicateuren, déi zu dësem gudde Placement bäidroen, ass déi héich Kafkraaft, déi hei am Land bäigehale konnt ginn.

An deene Krisejoren, déi hannert eis leien, ass d'Kafkraaft vun alle Quintilen, déi e Revenu hei zu

Lëtzebuerg huet, net erofgaangen. Dat war alles anescht ewéi verständlech, wann ee sech d'Situatioun soss an Europa an an der Welt wärend där Zäit ukuckt.

Dëst beweist, dass déi enorm budgetär Efforte vun der viregter Regierung am Zesummespill hei mam Parlament – och wann et net ganz einfach war – hir Friichte gedroen hunn an d'Leit an d'Betriber ganz kloer an dëse schwieregen Zäiten ënnerstëtzt hunn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Déi verschidde Mesüren aus de leschte Jore waren néideg, mee si hunn eis och eppes kascht. Mee evidenterweis ass och do e staarken Impakt op d'Staatsfinanze gewiescht an nach ëmmer. Mee wat hätt et kascht, wa mer déi Efforten hei net gemaach hätten? Wat hätt et kascht, wa mer d'Familljen an d'Betriber net ënnerstëtzt hätten? Wéi vill hätt et kascht, wa mer d'Leit massiv am Chômage erëmfonnt hätten?

Déi räsonabel Finanzpolitick an de Jore virun der Kris huet eis et erlaabt, an deene schwieregen Zäiten déi néideg Marge de manoeuvre ze behalen, jo, dee sougenannte Sputt, vun deem ëmmer geschwat gëtt.

Nieft der Präisdeierecht hunn och déi héich Zënse vill Leit a Betriber a Schwieregkeete bruecht. Virum allem um Logementsmarché hu sech d'Auswierkunge vun der Zënshausse duerch d'Zentralbank ganz gutt bemierkbar gemaach. D'Wirtschaft ass am Groussen a Ganzen doduerch och ofgebremst ginn, mam Resultat, dass d'lescht Joer déi ekonomesch Aktivitéit zeréckgaangen ass.

Déi gutt Noriicht ass awer déi, dass de Statec fir 2024 vun enger Croissance vun 2 % fir Lëtzebuerg ausgeet. Fir Lëtzebuerg ass dat e moderate Wuesstum, mee domat leie mer awer nach ëmmer däitlech iwwert de Schätzunge vun der Eurozon, wou e Wuesstum vun 0,6 % virausgesot gëtt.

Och wann aner Leit heibannen dat vläicht anescht gesinn, wëll ech soen, am Numm vu menger Partei, dass de Wuesstum wichteg ass. De Wuesstum ass de Garant fir e staarke Sozialstaat.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | D'Beschäftegung soll 2024 just ëm 1,3 % wuessen, am Verglach dozou louch den Taux 2022 bei 3,4 %. An de Chômagetaux, do gëtt virgesinn, dass en dëst Joer vu 5,2 op 5,9 % klamme wäert.

Et gesäit esou aus, wéi wann déi schwiereg konjunkturell Situatioun, och wann eng Besserung a Siicht ass, eis awer nach eng Zäitche wäert begleeden. Doweinst ass et wichteg, dass mer och weiderhin Efforte maachen, an et ass wichteg, dass mer eng antizyklesch Politick bedreiwen.

Jo, mir musse weider um Opschwong vun der ekonomescher Aktivitéit schaffen. Wuesstum ass wichteg, mee Wuesstum ass kee Selbstzweck an dëse muss qualitativ héichwäerteg sinn. Dofir ass eng vun eisen Haaptmissiounen, déi mer an dësem Budget erëmfannen, d'Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg héich ze halen an d'Defien, wéi d'duebel Transitioun, déi digital an déi ekologesch, ze begleeden, an zwar verstäerkt ze begleeden.

Dës Devise gëtt och am PNR ervirgehuewen. Lëtzebuerg kënnt de Recommandatioune vun der EU-Kommissioun no a mécht Efforte fir d'Entwécklung vun den erneierbaren Energien. Hei setze mer virun allem op d'Solarenergie, d'Fotovoltaik, d'Wandenergie, awer och den Ausbau vum ëffentlechen Transport.

Eng weider Recommandatioun krute mer gemaach, fir weider géint d'Steierhannerzéiung an de Blanchiment ze kämpfen. An deem Sënn passe mer scho säit Jore reegelméisseg eis Legislatioun un.

Och am Beräich vun der Schafung vum abordabele Wunnraum hu mer verschidde Mesüren en place gesat, op déi ech spéider wäert ze schwätze kommen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, no dësem Iwwerbléck loosst eis elo zum Plat de résistance kommen, nämlech zum Budget u sech.

Jo, de Budget ass en Dokument voller Zuelen, mee et muss ee sech awer virun Aen halen, dass hannert dësen Zuele Mënsche stinn. Wann d'Sozialausgabe mussen an d'Luucht goen, da muss ee sech virun Ae féieren, dass een domadder de Mënschen hei am Land hëlleft. D'DP mécht eng Politick, déi no bei de Leit ass. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, an eisen Aen, dass de soziale Volet vun dësem Budget, genau wéi an deene leschte Joren, esou staark ass an an absolutten Zuelen och eropgeet. Et ass scho gesot ginn: 47 % vun de Staatsausgabe stelle Sozialausgaben a sozial Transferten duer. Et si Mesüren, déi virun allem och deene méi vulnerabele Persounen ënnert d'Äerm gräifen an en Zeeche vu Solidaritéit sinn. Dës huele mir méi spéit nach méi genau ënnert d'Lupp.

Ech wëll hei nach eng Kéier ganz däitlech ënnersträichen, dass dëse Budget an eisen Ae beweist, dass et e Budget fir d'Mënschen hei zu Lëtzebuerg ass an dass et och e Budget ass fir d'Zukunft hei zu Lëtzebuerg. Et gi keng Sozialleeschtunge gekierzt oder gestrach, an et gëtt och keng Politick vum kalen Häerz gemaach!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Dëst gëtt eis vun den Oppositiounsparteien un de Kapp gehäit. D'Mesüren an d'Zuele schwätzen awer eng ganz aner Sprooch.

Als DP sti mer fir eng Politick mat de Leit a fir d'Leit. Eng Politick, déi net ee géint deen aneren ausspillt, mee déi Brécke baut, eng Politick, an där de sozialliberale Fuedem weidergesponne gëtt a sozial Ongerechtegkeete bekämpft ginn. Mir gesinn eng staark a gesond Wirtschaft net als Selbstzweck, mee et ass fir eis de Garant fir e staarke Sozialstaat, fir gutt ausgebaut Infrastrukturen a fir eng héich Liewensqualitéit vun alle Biergerinnen a Bierger hei am Land.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, zu de Staatsfinanzen.

Zu enger staarker a gesonder Wirtschaft, a mir hunn et gëschter héieren, gehéiert och eng staark Finanzplaz. A wie „kompetitiv Finanzplaz" seet, dee schwätzt och séier vu Kredittwierdegkeet. An hei si mer, mengen ech, säit ganz laange Joren zu Lëtzebuerg ganz gutt opgestallt, well mer säit ganz laange Joren den Triple-A hei zu Lëtzebuerg hunn, behalen a verteidegen. Mee gesond Staatsfinanze sinn eng Viraussetzung heifir.

Da loosst eis emol e Bléck op déi aktuell Situatioun vun de Staatsfinanze werfen. Wéi Der alleguer wësst, huet déi viregt Regierung immens vill geleescht, fir déi verschidde Krisen, mat deene mer konfrontéiert waren, ze meeschteren, hinnen entgéintzewierken an de Menagen an de Betriber ze hëllefen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Dëst reflektéiert sech natierlech och elo an de Staatsfinanzen.

Déi Efforten, déi gemaach gi sinn, déi waren net punktuell, mee déi hu sech iwwer eng Rei Budgetsjore gezunn. A si zéie sech och nach duerch d'Joer 2024. De Staatsdefizit louch 2023 den aktuellen Zuele vum Statec no bei ongeféier 2,3 %. An den Defizit am Zentralstaat soll och bei 2,3 % bleiwen.

Zu der Staatsschold: Dës louch 2023 bei 25,2 %, a soll dëst Joer op 26,5 % eropgoen.

D'DP-Fraktioun steet, wéi mer et ëmmer gesot hunn an och ëmmer gemaach hunn, weider zu enger responsabeler Finanzpolitick. Wéi et am Koalitiounsaccord virgesinn ass, begréisse mer och, datt sech an dësem Kader fir d'Mise en place vun enger soutenabeler Trajectoire fir d'Staatsschold agesat gëtt.

Wat d'Projection pluriannuelle vun der Staatsschold ugeet, ass virgesinn, datt dës am Joer 2026 op 27,3 % soll klammen, a sech fir dat Joer drop och op deem Niveau soll apendelen. Mir bleiwen also de Projektiounen no kloer ënnert den 30 %.

Mir wäerten eis och an Zukunft derfir asetzen, dass mer déi nohalteg Trajectoire bäibehalen an dobäi déi néideg Ressourcen zur Verfügung stellen, fir d'Land op d'Zukunft ze preparéieren, andeems mer eis Infrastrukture weider ausbauen an erneieren an deem groussen Defi vun der duebeler Transitioun nokommen. Dat sinn d'Ziler, déi fir d'DP net kënnen a Fro gestallt ginn.

Et gëtt verschidde Plazen, wou net ka gespuert ginn. Et gëtt verschidde Plazen, wou net däerf gespuert ginn. Zemools wann et drëm geet, genau déi ze ënnerstëtzen, déi eis Hëllef am meeschte brauchen an déi och am meeschten ënnert der Kris vun de leschte Jore gelidden hunn. De Kolleeg André Bauler wäert muer a senger Interventioun nach emol in extenso op d'Situatioun an de Staatsfinanzen agoen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Budget fir 2024 steet fir eng antizyklesch Politick. Dat heescht, mir däerfen d'Investissementer oder déi grouss Infrastrukturprojeten net op Äis leeën. Mee genau de Contraire ass dat, wat mer brauchen a wat mer maachen, nämlech: héich Investissementer fir eis Infrastrukturen, fir de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, fir d'Aarmut ze bekämpfen, fir d'Land weider ze moderniséieren, fir d'Liewensqualitéit weider auszebauen, awer och fir eis Betriber um Lafen ze halen an hir Aktivitéit nees unzekuerbelen.

D'Zukunft preparéieren heescht och, haut schonn d'Infrastrukture vu muer ze plangen. Dat mécht d'Regierung duerch en ambitiéisen Investitiounsprogramm. 2024 sollen d'Investissementer ëm 9,7 % eropgoen. An da leie se konkreet bei 4,4 % vum PIB. Dëst sinn Investissementer an d'Betriber, an d'Leit, an d'Educatioun vun eise Kanner, d'Digitalisatioun, den Émweltschutz, de Logement – kuerz gesot: an eis Zukunft.

Loosst eis mol am Detail kucken, wat an deene verschiddene Ressorten an Zukunft investéiert gëtt.

Wéi jiddwereen heibanne weess, ass de Klimawandel eppes, wat eis alleguer betrëfft. Zumools am Fréijoer fält et mir immens op, well ech ganz gär mat mengem Hond en Tour an de Bësch oder bei d'Bëscher maache ginn. An d'Leit, déi do e bësse méi genau kucken, déi mierken, dass eis Bëscher vu Joer zu Joer méi krank ginn. Just nach 20 % vun de Bëscher zu Lëtzebuerg si ganz gesond. Dat läit, ënner anerem un deene ganz dréchene Summeren, laange Summeren, wou et dréche war a wou och de Borkenkäfer sech konnt breetmaachen.

Eis Bëscher musse méi resistent gi fir de Klimawandel. An ech sinn der Meenung, dass mer musse ganz grouss Efforte maachen, fir nei Beem unzeplanzen. Beem, déi klimaresistent sinn. Well mir wëssen, dass verschidde Beem et einfach net méi an eise Géigende packen. Da musse mer eebe Beem planzen, wou mer wëssen, dass se och mam Klimawandel kënnen eens ginn. An eisen Ae sinn Investissementer an dësem Beräich onëmgänglech, fir d'Natur weider ze schützen a

fir och eise Kanner a Kandskanner eng liewenswäert Natur, eng liewenswäert Welt ze hannerloossen.

Et gëllt, d'Jalonen, déi an de leschte Jore mam PNEC gestallt gi sinn, mam Abezéie vun de Bierger am Klima-Biergerrot, mat den Hëllefe bei de Sanéierunge vun de Gebaier, awer och mam Ausbau vun den erneierbaren Energien, ëmzesetzen. Och den ëffentlechen Transport muss weider ausgebaut ginn. D'Dekarboniséierung vum Transportsecteur, dee ronn zwee Drëttel vun den Emissiounen ausmécht, ass fir eis en essenziellt Uleies. An deem Sënn mécht d'Demokratesch Partei se staark fir e gutt fonctionéierenden ëffentlechen Transport.

D'Mobilitéitsnetz stäerken: Och dat ass am Budget 2024 virgesinn. Do gëtt op nei Infrastrukture gesat, wou massiv investéiert gëtt, awer och a Multimobilitéit. Pardon, dat ass iergendwéi e Wuert, dat ech ni erauskréien: „Multimodalitéit"! Bon, et ass och „Multimobilitéit".

Iwwert déi nächst véier Joer solle ronn 1,8 Milliarden an de Fonds des routes investéiert ginn an 2,5 Milliarden an de Fonds du rail, fir eist Schinnennetz auszebauen. Den Tramsreseau, deen an eisen Aen e ganz grousse Succès huet, soll och weider am Plan national de mobilité virgesi ginn a vergréissert ginn. Dëst Joer nach, Enn dëses Joers, wäert den Tram bis op de Stadion rullen an ufanks d'nächst Joer, am Fréijoer, bis op de Findel.

A mir haten elo viru Kuerzem weider Finanzéierungsgesetzer hei an der Chamber, déi mer ugeholl hunn. Do geet et ëm d'Extensioun vum Tram bis op Hollerech an iwwert de Boulevard Konrad Adenauer. Dëst wäert et nach eng Kéier de Leit erlaben, an der Stad méi séier vun A op B ze kommen an do och Zäit ze spueren.

An elo kënnt d'Wuert nach eng Kéier ...

*(Hilarité)*

Multimodal heescht: d'Vëlosweeër ausbauen, den ëffentlechen Transport ausbauen. Mee eis Stroosse mussen awer och ausgebaut ginn, well mer awer wëssen, dass mer net derlaansicht kommen an dass vill Leit op den Auto ugewise sinn. Den Auto huet heiansdo keng Alternativ, virun allem fir Leit, déi am Osten an am Norde vum Land wunnen.

Verschidde Projete wëlle mir dann natierlech an deem Sënn weiderfinanzéieren, wéi de Contournement vun der Dippecher Gare oder de Contournement vun Housen, wou ech e Samschden zoufällegerweis do uewe war. An do muss ech soen: Et ass impressionnant, wat do scho geleescht ginn ass! Et ass awer och d'Securisatioun vun der N7 tëschent dem Fridhaff a Wäiswampech. Et ass d'Ettelbrécker Gare. Et ass awer och den Ausbau op zweemol dräi Spuere vun der A3 an och vun der A6.

An der Energiepolitick muss awer déi nächst Joren un éischter Stell den Ausbau vun den erneierbaren Energie stoen. Wéi dat och am PNR steet, sinn an eisen Aen hei massiv Investissementer onëmgänglech, fir Lëtzebuerg schnellstméiglech klimaneutral ze maachen an esou eis Ofhängegkeet vun Energieimporter ze reduzéieren.

Mir mussen an den nächste Jore richteg Gas ginn – entschëllegt deen Ausdrock – beim Ausbau vun den erneierbaren Energien, an dat geet nëmmen, wa mer anstänneg Suen an de Grapp huelen. Investitiounen a Wand a Sonn sinn donieft net nëmme gutt fir d'Klima, mee och fir de Portmonni.

Duerch attraktiv Subside sollen d'Leit weider ënnerstëtzt ginn, fir hiren eegene Stroum ze produzéieren. A fir ze verhënneren, dass héich Investitiounen d'Leit dervun ofschrecken, dëse Schrëtt ze maachen, si mer ganz frou, dass eis Iddi vun der Virfinanzéierung et an de Regierungsaccord gepackt huet.

Jo, mir mussen d'Leit alleguer mat op de Wee vun der Transitioun huelen. Mee net all Mënsch kann 20.000 oder 30.000 Euro fir déi energeetesch Sanéierung vu sengem Haus op den Dësch leeën! An dofir ass et wichteg, dass mer dee Projet, fir de Leit déi Sue virzestrecken, séier un d'Lafe kréien!

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Bei den neie Gebaier, do soll d'Fotovoltaik Standard ginn. Och dat ass eng vun de wichtegsten Erausfuerderungen, déi mer als Regierung wëllen ëmsetzen.

Dat Wichtegst ass awer, mengen ech, dass déi zwou Regierungsparteie sech an der Philosophie eens sinn: ambitiéis a pragmatesch! Nëmmen esou kréie mer genuch Tempo, fir eis Zilsetzungen ëmzesetzen. Nëmmen esou brénge mer et och fäerdeg, d'Leit alleguer mat op de Wee ze huelen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, héijen Tempo brauche mer och an der Logementspolitick, well zu enger gudder Liewensqualitéit gehéiert virun allem, dass ee sech en Dag iwwert dem Kapp ka leeschten. Eng Suerg, déi leider net nei ass.

De Logementsproblem ass eng Problematik, déi vill Leit betrëfft, souwuel déi Jonk wéi déi Al. Ech denken un déi Leit, déi net méi schaffe ginn a bei deenen d'Pensioun net duergeet, fir de Loyer nach ze bezuelen. Ech denken un déi jonk Leit, déi sech keng éischt Wunneng finanzéiere kënnen. Ech denken un déi schaffend Koppel mam Mindestloun, déi kaum iwwert d'Ronne kënnt. An ech denken un déi alengerzéiend Elteren, déi duerch den héije Loyer um Enn vum Mount och näischt méi Rescht hunn. De Logementsproblem zitt sech säit Joren a Joerzéngten, an en zitt sech mëttlerweil bis an d'Mëttelschicht eran. Dat ass leider déi batter Realitéit.

D'Liewensqualitéit kann net geséchert ginn, wa mer dëse Problem net léisen. Dofir begréisse mer, dass d'Regierung a kuerzer Zäit schonn e Paquet Logement, e Gesetzesprojet, op de Wee bruecht huet mat engem ëmfaassende Pak vu Mesüren, fir de Marché vum Logement souwuel kuerz- wéi och mëttel- a laangfristeg mat enger Rei u Mesüren ze redynamiséieren.

Dës Mesüren hunn en dräifacht Zil. Éischtens d'Stäerkung vum Bau- a vum Handwierkssecteur, fir Aarbechtsplazen ze erhalen, zweetens d'Erhéijung vun der Wunnengsoffer an drëttens d'Ënnerstëtzung fir Privatpersounen, déi eng Wunneng wëlle kafen oder lounen.

Dozou gehéiere steierlech Mesüren, déi zäitlech, awer och deelweis am Montant begrenzt sinn, wéi d'Erhéije vum Taux an der Dauer vum Amortissement accéléré, awer och d'Schafe vum bëllegen Akt fir Locatiounswunnengen.

Et sinn eng Rëtsch vu Sozialmesüren um Niveau vun den individuellen Hëllefen am Logement an am abordabele Wunnraum virgesinn, déi ech besonnesch erhir... ervirhiewe wëll, well se der DP um Häerz leien. Ech mengen, et gëtt awer Zäit, dass ech eng Schlupp huelen.

*(Interruption)*

Et ass jo och schonn 11.15 Auer.

*(Hilarité)*

*(M. Gilles Baum se verse un verre d'eau.)*

Ech kommen zeréck zu de Mesüren am Logement. De Plaffong vun den individuellen Hëllefe wäert ugepasst ginn, fir dass méi Leit heivunner kënne profitéieren.

De Plaffong fir d'Menagë mat Kanner klëmmt, ofhängeg vun der Unzuel vun de Kanner, zum Beispill ëm 8 % bis 25 %.

De Plaffong vun der Subvention Loyer: Do kritt een am Moment fir ee Kand 40 Euro, an dat gëtt eropgesat op 80 Euro pro Kand. Et gëtt also verduebelt.

Och de Plaffong vun der Prime d'accession à la propriété, d'Eigenheimzulage, gëtt ugepasst. Mat dëser Upassung gëtt d'Unzuel vun den eligibele Menagen ëm 59 % erhéicht a gläichzäiteg och d'potenziell Unzuel vun de Beneficiairë vun enger Prime d'épargne, well et sech hei ëm eng Zousazprimm vun der Prime d'accession à la propriété handelt.

Opgrond vun den héijen Zënssätz op den Immobiliekreditter gëtt de maximale Montant vun der Subvention d'intérêt, deen am Moment bei 2,45 % läit, op 3,5 % gehéicht. Dës Moossnam gëllt souwuel fir déi nei wéi och fir déi lafend Prêten. Den Akommesplaffong fir dës Subventioun soll ugepasst ginn.

Mir wëllen de Kaf vun abordabelem Wunnraum a vu Wunnraum à coût modéré, dee vun engem ëffentlechen Träger geschafe gouf – sief dat d'Gemeng, sief dat d'SNHBM, sief dat de Fonds du logement – weider massiv ënnerstëtzen. Jo, mir mussen als ëffentlech Acteuren un engem Strang zéien, fir weider abordabele Wunnraum ze schafen!

De Staat brauch méi Wunnraum och a sengem Parc immobilier. Dofir begréisse mer als Demokratesch Partei den ambitiéise VEFA-Programm, dee verlängert an ausgebaut gëtt. Dës Moossnamen erlaben et net nëmmen, de Parc immobilier vum Staat, wat den abordabele Wunnraum ugeet, schnell an effikass ze erhéijen, mee en erlaabt et och, de Bausecteur konkreet ze ënnerstëtzen.

Aktuell huet de Staat sech verflicht, 170 Wunneenheete fir ronn 110 Milliounen unzeschafen. Dozou kënnt eng weider Enveloppe financière pluriannuelle, 2024–2028 (veuillez lire: 2024–2027), vu 480 Milliounen, wat ongeféier 800 weidere Wunneenheeten entsprécht.

D'Demokratesch Partei huet an deene leschte Joren eng ganz Rei vu konkreeten Iddien am Logement proposéiert. Dozou gehéieren den nationale Biergerfong, fir d'Awunner aktiv an de Finanzement vu Wunnenge mat anzebezéien, eng steierfräi Mietprämie, d'prioritär Mobiliséierung vun ëffentlechen Terrainen, d'Beschleunegung vun de Prozeduren duerch den Accord tacite. Dat sinn nëmmen e puer Iddien aus enger laanger Lëscht. Verschiddener goufen ëmgesat, anerer wäerte mer konkreet upaken.

Här President, wéi scho gesot wäert de Kolleeg André Bauler a sengem Bäitrag op d'Ekonomie agoen. Erlaabt mer awer just op dëser Plaz e kuerzt Wuert zum Budgetsrapport, wou mer als DP-Fraktioun eng aner Vue hu wéi déi, déi am Rapport steet. An et geet ëm d'SNCI, d'Société nationale de crédit et d'investissement.

D'SNCI spillt e ganz wichtege Rôle bei der Ënnerstëtzung vu politeschen an ekonomesche Prioritéiten. Fir d'Betriber a hiren Efforten ze begleeden, fir déi duebel Transitioun unzegoen, dat heescht d'Dekarboniséierung an d'Digitalisatioun, ass d'SNCI den zentralen Acteur.

Ouni Investissementer an dës Beräicher an enger Welt vu muer, ouni Dekarboniséierung, ouni Digitaliséierung, ouni Kënschtlech Intelligenz wäert e Betrib an Zukunft net kënnen iwwerliewen. Dofir ass et wichteg a richteg, dass d'SNCI weider Moyenen doranner stécht, fir besonnesch d'PMEen ze begleeden a Produiten ze developpéieren, déi den Invest an dës Technologien encouragéiert. Hei hunn de Staat an d'SNCI eng Mammutaarbecht viru sech. An ech si frou ze gesinn, dass scho massiv an déi do Richtung geschafft gëtt.

Och am Logement huet d'SNCI a Krisenzäiten e Rôle. An dat ass dee fir ze hëllefen, de Wunnengsbau weider um Lafen ze halen. Well all Wunneng, déi haut net gebaut gëtt, déi wäert an Zukunft duebel oder dräifach feelen. Dofir ass et richteg, un Instrumenter mat anere Banken zesummenzeschaffen, fir de Bau ze encouragéieren.

Ob elo awer d'SNCI soll Aufgaben am Beräich vun de Particulieren iwwerhuelen, dat woen ech ze bezweifelen. Mir géifen nämlech do riskéieren, en Double emploi ze maachen. An ech bezweifelen och, dass dat géif zu enger Simplification administrative bäidroen. Mir hu schonn Instrumenter wéi d'Klimabank, mir hunn d'Logementsaiden, déi en place sinn, fir de Leit beim Kaf a bei der Renovéierung ze hëllefen.

Den Ekonomie- an den Ëmweltminister schaffen un engem Modell fir d'Virfinanzéierung – ech hunn et scho gesot – vun de Klimaaiden, fir eebe genau sécherzestellen, dass d'Privatleit net méintelaang oder jorelaang mussen op hire Subsid waarden, zum Beispill fir eng Fotovoltaikanlag. Ech mengen, dass dat dee richtegen Usaz ass, an dee solle mer och konsequent weiderfueren, well dat ass wichteg. Et ass e wichtegt Pëselstéck vun der Energietransitioun, fir déi méi sozial gerecht ze gestalten.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Kolleeginnen a Kolleegen, mäi Virriedner huet et gesot an et ass vun de Kolleege vun der Oppositioun och leschte Samschdeg gesot ginn, et wär näischt am Budget, wat sozial wär, et wär näischt, wat fir d'Aarmutsbekämpfung am Budget wär. Ech wäert elo konkreet besonnesch op d'Mesüren, déi am Max Hahn sengem Familljeministère sinn, agoen an Iech dat da widderleeën. Ech freeë mech awer dann de Mëtten op den Debat vun de Kolleege vun den Oppositiounsparteien.

D'DP stoung ëmmer a wäert och an Zukunft fir de sozialen Zesummenhalt stoen. De Budget 2024, wouvun, wéi scho gesot, bal d'Hallschent, 47 %, an de soziale Volet fléissen, steet fir eng Politick vun der Solidaritéit, eng Politick, déi de Vulnerabelsten am Land hëlleft, se net am Stach léisst an déi d'Zesummeliewen hei am Land stäerke wäert.

Dëst hu mer direkt ufangs des Joers bewisen: Fir d'Kafkraaft vun de Leit weider ze stäerken, gouf d'Steiertabell direkt ëm véier Indextranchen ugepasst. An deem Sënn ginn d'Mesüren, déi duerch de Sozialdialog vun de leschte Jore festgehale goufen, weidergefouert. Et goufen och nei Mesüren an d'Weeër geleet, wéi déi um Bausecteur, déi ech Iech elo grad opgezielt hunn.

Well d'Energiekris virun allem déi méi vulnerabel Persoune betrëfft, ginn d'Aiden, déi och iwwert de Sozialdialog festgehale goufen, och 2024 an de Wunnstrukture fir eeler Leit weidergefouert. Heizou gehéiert d'Prime d'énergie, den Équivalent crédit d'impôt, awer och d'Finanzéierung vum Surcoût énergétique.

Eleng d'Käschte vun de Mesüren aus dem Solidaritéitspak 3.0 fir d'Joer 2024 ginn op 12 Milliounen, pardon, 12 Milliarden, nee, pardon, 1,2 Milliarde geschat. Mäi Printer hat hei en Aussetzer.

Mir si ganz houfreg, dass de Familljeministère d'Enveloppe fir d'Beräicher vun der Famille, vun der Inklusioun, vum Zesummeliewen a vum Accueil am Verglach zu 2023 ëm 10 % erhéicht huet. De Montant vun dëser Enveloppe, der Enveloppe vum Familljeministère, läit elo bei 2,4 Milliarden Euro fir déi Beräicher, déi ech Iech elo genannt hunn. An ech menge wierklech net, dass do ka vun enger Politick vum kalen Häerz rieds goen. An ech wäert Iech dat och elo méi am Detail auserneeleeën.

Dëst ass e Budget fir méi sozial Mesüren, e Budget, fir d'Aarmut méi staark ze bekämpfen, e Budget fir méi Inklusioun, e Budget fir méi interkulturellt Zesummeliewe fir jiddwereen, fir dass jiddereen an eiser Gesellschaft seng Plaz fënnt a fir dass keen ausgeschloss gëtt.

Am Kader vun der Aarmutsbekämpfung setze mer op Mesüren, déi géint d'Prekaritéit an déi sozial Exklusioun virginn. Zu der Aarmutsbekämpfung gehéiert natierlech och, an ech hunn et virdru gesot, dass een de Leit hëlleft, en Dag iwwert dem Kapp ze kréien. Am Juni 2021 huet Lëtzebuerg d'Deklaratioun vu Lissabon ënnerschriwwen, fir d'Zil vum Zéro sans-abrisme bis 2030 ze erreechen. A fir dat ze erreechen, sollen am Budget 2024 verschidden nei a scho bestoend Initiative weidergefouert ginn, wéi zum Beispill d'Offer fir d'Leit sans abri an d'Luucht ze setzen, awer och d'Strategien Housing Led an Housing First ze promouvéieren.

Eis Fraktioun begréisst natierlech dës Offeren, déi och de Laangzäitobdachlose wäert ënnert d'Äerm gräifen. Fir d'Finanzéierung heivun ass eng Enveloppe vu ronn 45 Millioune virgesinn, dat ass e Plus vu 7 Millioune par rapport zum leschte Joer.

Et dierf een net vergiessen, dass zu de vulnerabele Persounen och oft déi eeler Leit gehéieren. Eng gutt Liewensqualitéit muss och am héijen Alter garantéiert sinn. An deem Sënn maache mir eis staark, fir d'Qualitéit vun de Servicer vun den eelere Leit weider ze verbesseren. Dëst spigelt sech erëm a verschiddene Mesüren, déi am neie Qualitéitsgesetz dra sinn, dat den 1. Mäerz a Kraaft getrueden ass. D'Zil heivunner ass et, d'Qualitéit an och d'Transparenz bezüglech de Servicer an de Prestatiounen an de Wunnstrukture fir eeler Leit ze verbesseren. Dëst soll duerch 14 Milliounen Euro finanzéiert ginn. Dat ass och e Plus vun 10 %.

Zu enger inklusiver a gerechter Gesellschaft gehéiert awer och d'Chancëgläichheet. Dat ass essenziell, fir de soziale Fridden hei am Land ze garantéieren. Déi Leit, déi sech an enger benodeelegter Situatioun befannen, jo, déi e méi schwieregt Schicksal erdroe mussen, déi Leit musse mer och weider méi staark ënnerstëtzen. Kee soll an eiser Gesellschaft ausgegrenzt ginn a kee soll net kënne matbestëmmen. Dofir setze mir eis fir eng Gesellschaft ouni Barriären an. D'Accessibilitéit, d'Verbesserung vun der Accessibilitéit fir d'Leit mat engem Handicap gehéiert do zu den Haaptprioritéiten.

Als DP-Fraktioun begréisse mer, dass weider méi Efforte gemaach ginn, fir d'Implementatioun vun der Behënnerterechtskonventioun weider ze förderen. An deem Sënn si ronn 66 Milliounen Euro fir de Revenu vu Leit mat engem schwéieren Handicap virgesinn.

Eng wichteg Roll spillt heibäi d'Accessibilitéitsgesetz, dat den 1. Juli a Kraaft getrueden ass. Et huet als Zil, dass sech jiddweree bis spéitstens 2032 iwwerall am ëffentleche Raum autonom ka beweegen. An deem Kader stinn och an dësem Budget bal 12 Milliounen Euro fir staatlech Subventiounen.

Ausserdeem soll dat autonoomt Wunne vu Persoune mat Handicap duerch Projete wéi de Logement autonome sécurisé gefërdert ginn.

Den FNS, de Fonds national de solidarité, läit dëst Joer bei 428 Milliounen Euro. Dat ass eng Hausse vun 13 %. Dat si 428 Milliounen Euro, fir déi ze ënnerstëtzen, déi et an dëse schwéieren Zäite besonnesch schwéier hunn an déi op Hëllef ugewise sinn. Vun dëser Enveloppe sinn ënner anerem 62 Millioune virgesi fir d'Allocation de vie chère an 230 Millioune fir de REVIS. Dat ass beim REVIS eng Hausse vu 36 Milliounen Euro, plus 19 % par rapport zum leschte Joer.

All dëst si fir Mesüren, déi geduecht sinn, fir déi benodeelegt Stéit ze ënnerstëtzen. Mee finanziell Mëttelen eleng ginn net duer. Mir brauchen och déi passend Infrastrukturen.

An dësem Beräich spigelt sech also déi allgemeng ambitiéis Investitiounspolitick vun dësem Budget erëm. D'Enveloppe fir den Ausbau vun den Infrastructures socio-familiales ass op 50 Millioune chiffréiert ginn. Dat ass eng Hausse vun 43 % par rapport zum leschte Budget.

Mee mir brauchen och Leit. Mir brauchen och Leit, déi eng Hand mat upaken, wann et drëm geet, Familljen am soziale Wunnengsberäich ze begleeden, awer och, fir Moolzechten u Leit sans abri ze verdeelen. Dofir stellt de Familljeministère am Joer 2024 deene verschiddenen Acteuren, mat deene si eng Konventioun ënnerschriwwen hunn, finanziell Mëttelen zur Verfügung, fir 70 nei Posten am Domaine socio-familial ze schafen.

Eng inklusiv Gesellschaft ass eng Gesellschaft, an där d'Leit och onofhängeg vun hirem kulturellen a sozioekonomeschen Hannergrond gutt zesummeliewen. Zanter dem 1. Januar 2024 ass d'Gesetz iwwert d'interkulturellt Zesummeliewen a Kraaft. E puer Instrumenter, déi dozou déngen, e bessert Zesummeliewen ze schafen, sinn de Pacte citoyen, de Pacte communal, de Programme du vivre-ensemble interculturel wéi och en neien Aktiounsplang. An dësem Kader ass de Budget fir d'Zesummeliewen ëm 45 % geklommen an e läit elo bei 10,5 Milliounen.

Wa mir vu guddem Zesummeliewe schwätzen, dann heescht dat an der Gesellschaft, awer och an der Famill. D'Familljepolitick ass eppes, wat der DP ganz besonnesch um Häerz läit. Et ass dee Ressort, deen eis erlaabt, en direkte positiven Impakt op d'Leit ze hunn, op d'Suerge vun de Bierger a Biergerinnen anzegoen an hire Besoinen entgéintzekommen.

An d'Zukunftskeess fléissen dëst Joer 1,48 Milliarden Euro, dat ass e Plus vu 7 % – Dir hutt opgepasst, mäi Printer huet hei net gestreikt. Dës Sue finanzéieren ënner anerem de Congé parental, d'Prime de naissance an d'Allocation familiale.

De gréissten Deel fléisst awer direkt un eis Kanner. 71 % vun dëser Zomm representéieren d'Kannergeld a laut dem Familljeministère geet d'Unzuel vun de Beneficiairen all Joer ëm ongefëier 1 % an d'Luucht. An et ass mer wichteg, hei ze betounen, dass déi Sozialleeschtungen, vun deenen ech elo geschwat hunn, indexéiert sinn an an Zukunft och indexéiert bleiwen!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Zum Schluss muss ech nach betounen, dass Sozialhëllefe just hiren Zweck erfëllen, wa se och an Usproch geholl ginn. Wann dëst net de Fall ass, da kënne souguer déi bescht Sozialhëllefen an déi bescht Sozialstrukturen de Leit net zeguttkommen. An et ass awer alarmant, dass eng rezent LISER-Etüd festgestallt huet, dass just 40 % vun de Leit, déi et kéinten, och effektiv op d'Allocation de vie chère zréckgräifen. An et ass nach méi alarmant, dass d'Subvention loyer vu just 20 % vun de Leit, déi an de Genoss kéinte kommen, an Usproch geholl gëtt.

Géint den héijen Taux de non-recours muss konsequent gehandelt ginn. D'Ursaachen heifir si multipel. D'Leit sinn entweeder net genuch informéiert, se hunn Angscht virun der Stigmatiséierung oder d'Demarchë sinn hinnen ze komplizéiert.

Wéi et am Koalitiounsaccord virgesinn ass, wäerte mir d'Méiglechkeet vun engem Guichet social oder engem Dossier social partagé aféieren. D'DP begréisst schonn emol d'Intentioun vum Familljeministère, unhand vun Informatiouns- a Sensibilisiéierungscampagnen d'Leit iwwert déi aktuell an déi zukünfteg Mesüren ze informéieren, déi hinnen zur Verfügung stinn.

Voilà, ech hunn elo probéiert hei duerzeleeën, dass dës Regierung absolutt keng Politick vum kalen Häerz mécht, dass eppes gemaach gëtt géint d'Aarmut. Wéi gesot, ech freeë mech op den Debat vun de Mëtteg.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Baum. A leschte Riedner fir haut de Moien ass déi honorabel Madamm ...

**M. Gilles Baum** (DP) | Ech hunn net gesot, ech wär zum Schluss komm!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | O, pardon!

*(Hilarité et brouhaha)*

**M. Gilles Baum** (DP) | Ech weess, dass Der Iech dat elo wënscht!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Ech lauschteren Iech nach gären no, Här Baum.

*(Interruptions)*

**M. Gilles Baum** (DP) | Ech weess, dass Der Iech dat wënscht, mee ech kann Iech jo awer net virun der normaler Zäit an d'Mëttespaus entloossen. Esou geet dat awer net!

Sou, Här President ...

*(Interruption et brouhaha)*

Jo, nee, nee, nee. Dat huele mer dann no.

Wann et ëm den Zesummenhalt vun der Gesellschaft geet, da spillt och d'Kultur e wichtege Rôle. Zu engem Moment, wou an anere Länner bei der Kultur de roude Bic ugesat gëtt, ass et wichteg ze erkennen, dass dës Regierung de Wäert vun der Kultur als essenzielle Bestanddeel vun eiser Gesellschaft an als wichtege Pilier vum perséinleche Wuelbefanne respektéiert.

D'Kultur verbënnt, beräichert an inspiréiert, si ass Dreiwer vu Kreativitéit an Innovatioun an eisem Land. A mir begréissen dofir, dass d'Dotatioun vun der Kultur am éischte Budget vun dëser Regierung konsequent klëmmt. An et geet ee mat grousse Schrëtt op déi symbolesch 1 % vum Staatsbudget duer.

Dat ass e staarkt Zeechen an ënnersträicht den héije Stellewäert, deen d'Regierung, an ech mengen, mir alleguer heibannen, der Kultur zoukomme loossen. Duerch dës Erhéijung erméigleche mir eise Muséeën, Theateren, Bibliothéiken, awer och der Scène libre, sech besser kënnen opzestellen, eis Kulturschafend bei hirer Konscht ze ënnerstëtzen an dat kulturellt Ierwen ze fleegen.

D'Accessibilitéit zu der kultureller Vilfalt läit der DP besonnesch um Häerz an ech mengen, dass mer mam Eric Thill dee richtege Mann hunn, fir dat doten och an den nächste Joren unzegoen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zu engem Theema, zu deem ech am léifsten net géif schwätzen, an ech mengen, kee vun eis heibannen! Et ass en Theema, dat an de leschte Budgete vläicht marginal behandelt ginn ass. Et ass e schwieregt Theema, mee et ass en Theema, mat deem mer eis mussen, mengen ech, an den nächste Jore méi auserneesetzen.

Mir liewen an onsécheren Zäite mat engem sech stänneg verännerende geopolitesche Kontext, wéi mir en hautdesdaags hunn, an et ass immens schwéier virauszesoen, wat fir Defien an den nächste Jore wäerten op eis duerkommen.

De rezente Krich an Noen Osten, de Krich an der Ukrain hunn eis nach eng Kéier virun Ae gefouert, dass mer um internationalen Niveau och mussen eise Bäitrag leeschten, fir eist Land ze schützen.

Fridden a Sécherheet – ech mengen, do wäert Der mat mer averstane sinn –, dat ass d'Fundament vun eisem Wuelstand. A mir mussen alles derfir maachen, fir de Fridden an d'Stabilitéit an der Europäescher Unioun ze garantéieren.

Leider ass et esou, dass mer dobaussen an der Welt net nëmme politesch Leaderen hunn, déi dat esou gesi wéi mir. An dofir musse mer drop virbereet sinn.

Ech woen hei eng perséinlech Nott. Ech gesinn d'NATO als staarkt militäresch Bündnis, dat awer och, a mengen Aen, eng ofschreckend Wierkung huet. An ech erlabe mer hei – wéi gesot, et ass ganz perséinlech: Wa mer net esou reagéiert hätten als Westen, wéi mer et gemaach hunn an der Ukrain, ech mengen, da géif haut vun Taiwan kee méi schwätzen.

Mir mussen also eisen Effort vun der Europäescher Unioun ... Mir mussen eisen Effort ausbauen, an d'Defense investéieren, fir dass mer am Noutfall zesummen eis verdeedege kënnen.

Eis Memberschaft an der NATO ass e Garant fir eis Sécherheet. Och hei zielt zu eisen Haaptprioritéiten, eis Contributioun an eisen Effort weider héich ze halen. Bei der Defense däerfe mer net spueren – woubäi ech weess, an dat ass och hiert gutt Recht, dass Verschiddener heibannen dat anescht gesinn.

De Budget vun der Defense läit dëst Joer bei 696 Milliounen. Dat entsprécht 0,83 % vum PIB oder 1,3 % vum RNB. Eist Zil ass et, op déi 2 % vum RNB ze kommen.

Fir eis national Defense ze stäerken, ass de Budget fir eis Lëtzebuerger Arméi ëm 13 % gewuess, fir op 144 Milliounen ze kommen. An de Fonds d'équipement militaire, do fléissen d'nächst Joer 291 Milliounen dran. A mir weisen och weiderhin – et ass de Moie scho gesot gi vum Här Finanzminister – Solidaritéit mat der Ukrain.

Duerch Instrumenter a Projeten am Beräich vum Espace, vum Loftraum, vun der Cybersecurity, awer och am medezinnesche Beräich, ënnerstëtze mir souwuel eis Arméi wéi och eis Partner an der EU an an der NATO a mir bauen esou eis Verdeedegungscapacitéit aus.

Ech weess, dass Verschiddener heibanne meng lescht Aussoe méi skeptesch gesinn, mee d'Kolleegen, déi d'Geleeënheet haten, e Méinden derbäi ze sinn, wéi den Admiral Rob Bauer vun der NATO hei war, oder vläicht déi gëschter Owend de Fernsee gekuckt hunn, déi mierken, dass mer wierklech hei mussen Efforte maachen!

Kolleeginnen a Kolleegen, en Theema, dat, mengen ech, a kenger Budgetsried däerf feelen, dat ass d'Santé. Jiddwereen hei zu Lëtzebuerg huet d'Recht op eng gutt Gesondheetsversuergung. Den Accès zu enger exzellenter Gesondheetsversuergung muss och dowéinst an Zukunft fir jiddweree garantéiert sinn.

De Lëtzebuerger Gesondheetssystem fonctionéiert à la base zimmlech gutt. Et muss ee soen, et ass e System, deen op der Solidaritéit opgebaut ass, a mir sinn nach gutt opgestallt, fir eise Biergerinnen a Bierger déi néideg Hëllef an Traitementer unzebidden. Mee, et ass schonn oft heibanne gesot ginn: Och hei besteet Verbesserungspotenzial. Virun allem um Niveau vun der Penurie vu Gesondheetspersonal an Dokteren.

Laut der ADEM gehéieren zu de Métiers très en pénurie och ganz kloer d'Beruffer vun den Aide-soignanteën an den Infirmièren. Mee och vill spezialiséiert Doktere feelen hei am Land, wéi zum Beispill Kannerdokteren oder Psychiateren. Dëst ass och d'Haaptursaach vun de laange Waardezäiten, mat deenen d'Patienten oft konfrontéiert sinn.

Ech wëll op dësem Punkt eng Kéier zréckkommen op eng Etüd, déi eis presentéiert ginn ass viru fënnef Joer. Et ass d'Etüd Lair. Déi meescht heibannen, mengen ech, dierfte se kennen. Déi Etüd huet festgehalen, dass a 15 Joer d'Hallschecht vum Gesondheetspersonal wäert an der Pensioun sinn, also net méi aktiv sinn. Déi Etüd ass viru fënnef Joer presentéiert ginn. Also an zéng Joer musse mer eis domat auserneesetzen, dass mer am Gesondheetspersonal an am Fleegepersonal ganz grouss Lacunne wäerten hunn, wa mer et net fäerdegbrénge fir géigenzesteieren.

Natierlech ass dat net e Problem, dee mer vun haut op muer léise kënnen. Mee mir mussen de Problem ugoen. A mir musse generell d'Beruffer an der Gesondheet an an der Fleeg, an déi Formatiounen, déi ugebuede ginn, erëm méi attraktiv gestalten an un de Besoin vun haut upassen.

Bei de Studien an dësem Beräich ass et immens wichteg, dass ee genuch Erfarung um Terrain sammelt. An dowéinst ass et onëmgänglech, an dësem Sënn, d'Kollaboratioun tëschent de Studenten, de Spideeler an de Cabinets médicaux weider auszebauen. An och hei – déi Leit, déi derbäi waren: Mir hate méi wéi eng Entrevue mat Studenten an der Medezinn, déi eis gesot hunn, dass et einfach net interessant ass ... Et ass einfach net interessant, fir op Lëtzebuerg e Stage, e Praktikum maachen ze kommen. Net, well mer net kënnen eppes bidden, mee einfach well och d'Stagë méi schlecht bezuelt si wéi am Ausland. An, Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, dat kann et elo wierklech net sinn!

Méi Gesondheetspersonal, méi Dokteren, heescht och manner laang Waardezäiten a méi Zäit fir d'Personal, fir sech ëm hir Patienten ze këmmeren. Fir deene laangen Deplacementer vun de Patienten en Enn ze setzen, si mer frou, dass och den Ausbau vun de Maisons médicales haaptsächlech am Osten an am Norde vun eisem Land an d'A gefaasst gëtt.

Eng gutt Gesondheet kascht vill Geld. D'CNS ass e wichtege Pilier vun der Gesondheetsversuergung, well all Patient vun de selwechte Remboursementer profitéiere kann. 50 % vum Budget vun der CNS si fir d'Spideeler virgesinn, mee leider ass net ëmmer genau gewosst, wéi dëse Budget an de Spideeler agesat gëtt. An dofir begréisse mer d'Intentioun vun der Regierung, de Budget vun de Spideeler méi genau ënnert d'Lupp ze huelen a fir eng méi grouss Effizienz ze suergen.

À propos Geld fir d'Gesondheet: Leider ka sech net all Mënsch hei am Land den Dokter oder d'Medikamenter leeschten. An dowéinst huet dës Regierung sech derfir ausgeschwat, a mir stinn do voll hannendrun, d'Couverture universelle des soins de santé, wéi se elo just als Pilotprojet gelaf ass, no enger Evaluatioun auszebauen. Mir kënnen dat nëmmen ënnerstëtzen!

Fir d'DP ass et ganz kloer: Mir sti fir eng qualitativ héichwäerteg Gesondheetsversuergung, déi fir d'Dokteren an d'Gesondheetspersonal an d'Fleegepersonal attraktiv ass, déi awer och d'Prise en charge vun de Patienten optimiséiert. A mir mussen derfir suergen, dass mer nach méi Leit an déi do Beruffer kréien. A mir mussen derfir suergen, dass mer méi Dokteren, déi d'Formatioun am Ausland maachen, herno op Lëtzebuerg zréckkréien.

Här President, ee Wuert nach vun der Schoul, well soss huet de Schoulmeeschter hei uewe seng Aufgab net gemaach. Wann ech soen, dass dëse Budget eng Politick representéiert, déi no bei de Leit ass, da weist dat sech och an der Bildungspolitick. Si bitt eng qualitativ héichwäerteg Bildung fir eis Kanner. Eng Bildung, déi d'Kanner fërdere soll an hinnen dat mat

op de Wee gëtt, wat se an Zukunft an enger schnelllieweger Zäit brauchen.

Jo, och eng staark Schoul ass e wichtege Pilier vun enger staarker Sozialpolitick. Eng gutt Schoul, dat ass fir all Kand. Dowéinst sinn 2024 net méi wéi 15 % vun den Depensen – dat sinn awer bal 4 Milliarden Euro – fir de Beräich vun der Bildung virgesinn. Dëst entsprécht enger Progressioun vu 14 % par rapport zum leschte Joer. 455 Millioune ginn hei méi an de Grapp geholl.

Am Beräich vun der Bildung kënne mer kloer vun enger Politick vun der Kontinuitéit schwätzen, déi déi Projeten opgräift, déi déi lescht Regierunge schonn an d'Weeër geleet hunn. Eis Fraktioun mécht sech staark derfir, dass all Kand hei zu Lëtzebuerg, onofhängeg vu sengen Originnen, onofhängeg vu sengem sozioekonomesche Background, déi beschtméiglech Chancë kritt. Dat nom Credo: Ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Kanner.

D'Strukture fir Kanner mat spezielle Besoine solle staark ausgebaut sinn. Hei si ronn 135 Millioune virgesi fir Kanner mat spezielle Besoinen. Dat ass eng Hausse vu bal 24 Milliounen.

Zanter der Pandemie hu mer och gemierkt, dass d'Nofro no psychologescher Ënnerstëtzung bei de Schüler immens gewuess ass. An deem Kader soll och déi néideg Offer gestäerkt ginn. D'Defien am Beräich vun der Educatioun si grouss an d'Digitalisatioun spillt och eng wichteg Roll. Verschidden Digitalisatiounsprojete solle weider finanzéiert ginn.

Dir wësst et: D'Unzuel vun de Kanner hei am Land an d'Unzuel vun de Schüler, déi wiisst all Joer. Mir brauchen also méi Schoulen, mir brauche méi Personal, mir brauche méi Plaze fir d'Kanner. Mee einfach méi bauen, dat geet net duer. Mir musse geziilt doriwwer nodenken, wéi a wat mer bauen. An do ass d'Zesummenaarbecht mat de Gemenge vu ganz grousser Wichtegkeet, fir dass mir staark Synergien, staark Infrastrukturen zesumme schafe kënnen.

Dowéinst wäert och weiderhi staark doran investéiert ginn, dass déi passend Strukturen entwéckelt ginn, fir dass all d'Kanner all Kompetenzen, déi si am 21. Joerhonnert brauchen, entwéckele kënnen. An deem Sënn gesi mer vir, fir massiv an d'Infrastrukturen ze investéieren. Et lafe scho Projete wéi den Ausbau vum Lycée zu Déifferdeng, awer Enn Mäerz hu mer hei och Projeten ugeholl wéi den Ausbau vun der International School zu Jonglënster, awer och d'Schoulinfrastruktur zu Bouneweg, déi ausgebaut gëtt. Déi Projete si gestëmmt.

Léif alleguer, Kolleeginnen a Kolleegen, mir begréissen, dass de sozialliberale Fuedem kloer och an dësem Budget konsequent weidergesponne gëtt, dass konsequent géint sozial Ongerechtegkeete virgaange gëtt an dass mer weider eis fir Chancëgläichheet asetzen.

D'Bildungssubventioune fir Stéit mat nidderegem Akommes ginn dëst Joer och ëm ronn 10 Milliounen erop (veuillez lire: op ronn 10 Millioune chiffréiert). Och sinn d'Depensen am Kader vum Jugendschutzgesetz-Projet, dee mer virun zwee Joer an d'Weeër geleet hunn, a fir den Ausbau vum Office national de l'enfance virgesinn.

Des Weidere profitéiere Kanner och weiderhi vun enger ganzer Rei Mesüren, déi mir agefouert hunn. Fir d'Familljen ze entlaaschten, fir d'Kanner ze ënnerstëtzen, bleift d'Gratuitéit vun de Musekscoursë bestoen, bleift d'Gratuitéit an der Maison relais wärend de Schoulwoche bestoen. Och den ëffentlechen Transport bleift gratis, d'Schoulbicher bleiwe gratis. Dat si konkreet Hëllefen. Och d'Schoulkantin bleift gratis am Fondamental.

Do hu mer ronn 91 Milliounen déi lescht Joren an de Grapp geholl. Dat wäert natierlech substanziell eropgoen. Mee et ass mer wichteg hei ze soen, dass all déi Mesüren, déi mer agefouert hunn, déi gratis waren, gratis bleiwen. Dat ass konkreet Hëllef. Dat ass konkreet Hëllef fir d'Familljen.

Da kommen ech nach op den Ausbau vun der Kannerbetreiung, wat och ganz kloer eng vun eise Prioritéiten ass, well dat am Koalitiounsaccord mat bloer Tënt geschriwwe ginn ass a well mer dofir suerge wëllen, dass mer bis 2030 fir all Kand eng héichwäerteg Betreiungsoffer hunn, andeems mer d'Capacitéit vun de Crèchen an an de Maison-relaisen däitlech an d'Luucht setzen – ech ënnersträichen –, wann d'Elteren dat wëllen!

Fir 2024 läit d'Finanzéierung vun de privaten an ëffentleche Betreiungsstrukturen, also fir d'Maison-relaisen an d'Crèchen, bei ronn 555 Milliounen. Dat ass also eng Hausse vun 22 Milliounen Euro fir privat Strukturen an eng Hausse vu 50 Milliounen Euro am konventionéierte Secteur.

Wa mer vun eise Kanner schwätzen, dann däerf een déi méi grouss natierlech net vergiessen. An deem Sënn ginn d'Studentebourssen och gehéicht op eng Enveloppe vun 184 Milliounen Euro. Och dat ass eng Hausse vu 24 Millioune par rapport zum leschte Budget.

Nach e Wuert zum Travail, zu der Aarbechtswelt. Och dat ass en zentraalt Uleies vun der Demokratescher Partei an, ech mengen, vun eis alleguerten heibannen.

Eng Verbesserung vun der Work-Life-Balance fir déi schaffend Leit läit eis, mengen ech, alleguerten uewen. Mat der Aféierung vun engem méi moderne flexibele Congé parental, deen den Elteren et erlaabt, méi Zäit mat hire Kanner ze verbréngen a sech de Congé parental anescht anzedeelen, hu mer e grousse Schrëtt gemaach. An ech mengen, dass dat wierklech e ganz grousse Succès, besonnesch bei de Pappen, bleift.

Et soll awer net heibäi bleiwen. Mee och hei wëlle mer nach eng Kéier nobesseren, wëlle mer nach eng Kéier noschéissen. Och an der flexibeler Andeelung vun der Aarbechtszäit fir d'Salariéë wëlle mer eppes maachen. Dat fir d'Famill, d'Frënn, d'Hobbyen ënnert een Hutt ze bréngen. Dat kann awer och ganz kloer zum Virdeel vum Betrib sinn.

Als DP-Fraktioun sti mer dowéinst weider zur Flexibiliséierung. Vill vun eisen Iddie sinn an de Koalitiounsaccord agefloss, notamment d'Joresaarbechtszäit, d'Erweiderung vun den Aarbechtsspuerkonten op de Privatsecteur. Dës zwee Modeller erlaben et op onkomplizéiert Manéier, eng flexibel Aarbechtszäitorganisatioun, déi souwuel de Betriber wéi och de Salariéen zegutt kënnt, an d'Weeër ze leeden. Esou kënne Stonnen, déi wärend méi intensiven Aarbechtsperiode gesammelt ginn, zu engem aneren Zäitpunkt, wou et vläicht méi roueg ass, fräi genotzt ginn.

Am Sozialdialog an ouni Zwang sinn dat wichteg Instrumenter, fir eisen Aarbechtsmaart méi attraktiv ze gestalten. Dat selwecht gëllt fir den Ausbau vum Congé parental op weider dräi Méint. Zesumme mat der Flexibiliséierung vum Congé de maternité sinn dat zwou weider Mesüren, déi de Wee an de Koalitiounsaccord fonnt hunn an un deene mer konkreet wëlle schaffen.

Nieft enger Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit gesäit de Regierungsprogramm natierlech och den Teletravail vir. An de leschte Joren hunn d'DP-Finanzministere wichteg bilateral Accorde mat eisen Nopeschlänner ausgehandelt, déi eng héich Unzuel un Teletravaildeeg am Joer zouloossen, ouni steierlech Nodeeler fir d'Frontalieren.

Mir begréisse ganz staark, dass weider Bestriewunge wäerten ënnerholl ginn, fir dës bilateral Accorden am Interêt vun de Frontalieren ze verbesseren. Mir begréissen am selwechte Kontext, dass dës Regierung sech engagéiert op europäeschem Niveau, eng Adaptatioun vun der Sozialversécherung op de Wee ze bréngen, déi de Frontaliere méi Teletravail erlaabt, ouni dass si an en anere Sozialversécherungssystem falen.

Andeems mir den Teletravail förderen, hëllefe mir och, mengen ech, eis Betriber méi attraktiv a méi kompetitiv ze gestalten. An dësem Kontext begréisse mer och den Ausbau vun de Coworkingspaces an der Grenzregioun.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss … Zum zweete Schluss.

*(Hilarité)*

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, pünktlech fir d'Mëttesstonn wollt ech Iech matdeelen, dass dësen Debat d'Weiche stellt, fir eist Land weiderzeentwéckelen, fir d'Erausfuerderunge vun der Zukunft unzegoen a fir eise Wuelstand ofzesécheren.

D'DP-Fraktioun an d'Demokratesch Partei steet fir eng Politick, déi mat der Entwécklung vun der Zäit Schratt hält, déi d'Suergen an d'Ängschte vun de Leit weider eescht hëlt an d'Leit weider wëll ënnerstëtzen.

Mir wëllen dat mat der néideger Rou maachen. Mir wëllen dobäi e kille Kapp behalen a mir wëllen d'Leit zesummebréngen. Mir wëllen de sozialliberale Fuedem weiderspannen a weider konsequent géint sozial Ongerechtegkeete virgoen, fir eng besser Zukunft fir jiddwereen hei am Land.

Dozou gehéiert och, dass mer d'Kafkraaft stäerken a besonnesch Familllje mat Kanner ënnerstëtzen. Awer och de Kampf géint de Klimawandel, dee wëlle mer resolutt weiderféieren, fir eise Bäitrag ze leeschten, fir eise Planéit liewenswäert ze halen, a mir wëllen der Wirtschaft nei Weeër opweisen, an deene mer hinne bei der duebeler Transitioun hëllefen.

D'DP an eis Fraktioun hu Léisungen am Beräich vum Logement op de Wee bruecht. Mir wäerten och weider fir méi Offer a Wunnengen antrieden an de Jonken hiren Dram vum Eegenheem erfëllen. Mir wäerten d'Investitiounen héich halen an d'Liewensqualitéit vun all eise Biergerinnen a Bierger verbesseren.

Jo, als DP hu mer och schonn an de leschten zéng Joer villes ugefaangen, villes op de Wee bruecht, an do wëlle mer weiderfueren. Am Interêt vun eisem Land an am Interêt vun de Bierger alleguerten.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Baum.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung fir de Moien ukomm. De Mëtteg fuere mer um 14.00 Auer mat den Debatten iwwert de Budget weider an den éischte Riedner ass dann déi honorabel Madamm Taina Bofferding.

D'Sitzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 11.54 heures.)*

## Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 35
M. Claude Wiseler, Président

2. **Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz** p. 35
Exposé : M. Marc Spautz

3. **8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 [...]**
**8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027**
**Programme de stabilité et de croissance (PSC) et programme national de réforme (PNR) (suite)** p. 35
Discussion générale (suite) : Mme Taina Bofferding (dépôt des motions 1 et 2) (interventions de M. Sven Clement, M. Marc Goergen et M. Dan Biancalana) | M. Fred Keup (interventions de Mme Corinne Cahen et M. François Bausch) (dépôt de la motion 3) | Mme Corinne Cahen (parole pour fait personnel) | Mme Sam Tanson (interventions de Mme Lydie Polfer) | M. Sven Clement (dépôt des motions 4 à 7) | M. David Wagner (dépôt de la résolution 1) | M. Franz Fayot (dépôt de la motion 8) | M. Fernand Kartheiser (dépôt des motions 9 et 10) (interventions de M. Gusty Graas et M. Marc Goergen)

4. **Ordre du jour** p. 61
M. Claude Wiseler, Président

5. **8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 [...]**
**8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027**
**Programme de stabilité et de croissance (PSC) et programme national de réforme (PNR) (suite)** p. 61
Discussion générale (suite) : M. André Bauler | Mme Corinne Cahen (intervention de M. Fernand Kartheiser) | M. Fernand Kartheiser | Mme Corinne Cahen | M. Marc Goergen

6. **Motion de M. Marc Spautz relative au soutien de la participation de Taïwan à l'Organisation mondiale de la santé et à l'Assemblée mondiale de la santé au niveau technique en tant qu'observateur** p. 65
Discussion générale : M. Gusty Graas
Vote sur la motion (adoptée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Lex Delles, M. Max Hahn et M. Gilles Roth, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

*(Négation)*

## 2. Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz

Här Spautz, Dir wollt eng Motioun deposéieren.

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

***Exposé***

**M. Marc Spautz** (CSV), auteur | Nee, Här Di Bartolomeo.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, schonn an der leschter Legislaturperiod, am Kader vun den Debatte ronderëm d'OMS a ronderëm all déi Problemer, déi mer och festgestallt hu beim Covid, hat de Kolleeg Yves Cruchten eng Motioun erabruecht, wou mer gesot hunn, dass et wichteg wier, dass Taiwan géif de Statut vum Beobachter kréie bei der OMS.

An Zwëschenzäit hate mer e Waltermin an d'Chamber huet sech aneschters zesummegesat. An dofir wollt ech awer nach eng Kéier, am Numm vun alle Kolleeginnen a Kolleegen – well si ass vun alle Sensibilitéiten a Fraktiounen ënnerschriwwen –, nach eng Kéier eng Motioun eraginn, wou mer och do nach eng Kéier soen, dass mer der Meenung sinn, dass Taiwan soll als Observateur um Niveau technique bei der OMS derbäi sinn.

Villmools merci.

***Motion***

*La Chambre des Députés,*

*– constatant que, depuis 2017, Taïwan se trouve exclu de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ;*

*– rappelant que de 2009 à 2016, Taïwan s'était vu accorder un statut d'observateur au sein de l'Assemblée mondiale de la santé, organe décisionnel de l'OMS ;*

*– considérant l'importance de la présence de Taïwan au sein de l'OMS en raison de son expertise médicale, aussi en vue d'une éventuelle prochaine pandémie ;*

*– soulignant l'intérêt fondamental de la paix et de la stabilité dans la région indopacifique pour l'Union européenne et le Luxembourg ;*

*– considérant les nombreuses motions de la Chambre relatives au statut de Taïwan auprès de l'OMS,*

*invite le Gouvernement*

*– à soutenir la participation de Taïwan à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et à l'Assemblée mondiale de la santé (AMS) au niveau technique en tant qu'observateur ;*

*– à soutenir la participation de Taïwan aux organisations internationales fonctionnelles en tant qu'observateur ;*

*– à soutenir la stratégie d'approfondissement de la coopération économique et commerciale entre l'Union européenne et Taïwan ;*

*– à s'engager en faveur du statu quo dans le détroit de Taïwan ;*

*– à continuer de renforcer les relations économiques, scientifiques, culturelles, éducatives et de santé publique entre le Luxembourg et Taïwan.*

*(s.) Marc Spautz, Marc Baum, Sven Clement, Yves Cruchten, Gusty Graas, Christophe Hansen, Fred Keup, Sam Tanson.*

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz.

## 3. 8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 [...]

## 8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027

## Programme de stabilité et de croissance (PSC) et programme national de réforme (PNR) (suite)

D'Chamber fiert de Mëtteg mat den Debatten iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2024 an iwwert de PSC a PNR weider. Déi gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 5 festgeluecht, an dat ass schonns, mengen ech, zweemol elo virgelies ginn, wat dat heescht. Dat heescht, dat wësst Der alleguer. An et hu sech fir de Mëtteg schonns ageschriwwen: d'Madamm Taina Bofferding, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement, den Här David Wagner, den Här Franz Fayot an den Här Fernand Kartheiser. A wann ech richteg verstanen hunn, wäert deen een oder anere sech nach zousätzlech dozou aschreiwen.

An dann huet elo d'Madamm Taina Bofferding d'Wuert. Madamm Bofferding.

***Discussion générale (suite)***

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Léif alleguerten, de Finanzminister huet bei der Presentatioun vum Budget gesot, dass dat heiten en Iwwergangsbudget ass mat éischte konkreete politeschen Akzenter. Effektiv, no eiser Analys stelle mer dëst fest a mir stellen och fest, dass vill Mesüren, déi nach vun der viregter Regierung geholl goufen, och hei erëmzefanne sinn, an ech mengen, et wäert Iech elo net iwwerraschen, dass eis dat natierlech freet.

Den éischte Budget, deen no sechs Méint nom Untrëtt vun der neier Regierung muss stoen, kann eigentlech och näischt aneres si wéi en Iwwergangsbudget. Trotzdeem ass et fir all déi, déi un dëser Ausaarbechtung bedeelegt waren, vill Aarbecht, zemools an esou kuerzer Zäit. An dofir wëll ech gären der Rapportrice, déi dann hoffentlech nolauschtert, op alle Fall stellvertriedend fir alleguerten déi Leit, déi dru geschafft hunn, e grousse Merci soe fir déi Aarbecht.

Niewent dem Fakt, wéi gesot, dass dëst en Iwwergangsbudget ass, huet d'Regierung Follgendes ugekënnegt: Si huet ugekënnegt, dass d'Investitioune sollen héich bleiwen. Jo, dat gesi mir och esou. D'Staatsschold solle mer am Gréff behalen. Jo, absolutt. Den Defizit soll niddereg bleiwen. Jo. D'Steiere sollen erof. Bon, dat hänkt ëmmer dovunner of, bei wiem se da sollen erofgoen. Eenzel gekuckt kléngt dat alles ganz gutt, mee – an do stellt sech natierlech elo déi grouss Fro – wéi geléngt dës Quadratur vum Krees?

Bon, si kann nëmme geléngen, andeems eeben alles op de quantitative Wuesstum gesat gëtt, mat allen

negative Konsequenzen, déi mer kennen: Stau, héich Logementspräisser, Pollutioun, fir just déi ze nennen. Bon, fairerweis muss een och soen, dass dat heite jorelaang de Lëtzebuerger Modell war, deen ëmmer esou propagéiert ginn ass. Fairerweis muss een awer och soen, dass mer an deene leschten zéng Joer versicht hunn, deem entgéintzesteieren an eeben op en neie Modell hinzeschaffen, deen eist Land méi resilient mécht.

An dat ass eigentlech och de Kär vun eiser Kritick: Mir fannen, datt déi Aarbechten hei verluer gaange sinn. Amplaz sech elo erëm komplett op de quantitative Wuesstum ze baséieren, wär et wichteg gewiescht, eeben ze kucken, wéi mer méi Resilienz an eis Staatsfinanzen erakréien. Dat wär fir eis deen neie Schwong gewiescht, amplaz elo e komplett Festhalen um ale Wirtschaftsmodell.

Well wann een un deen Narrativ e bësse kraze geet, da kënnt een zur Konklusioun, dass déi Rechnung wuel net opgoe wäert. An dat ass net elo just esou e politescht Gefill vun der Oppositioun. Mir baséieren eis reng op d'Fakten, op dräi Punkten, fir ganz genau ze sinn.

Éischtens, wéi ech scho grad gesot hunn, gëtt alles op de Wuesstum gesat an op déi doduerch klammend Steierrecetten. Dat ass, fir et ganz virsiichteg auszedrécken, extreem optimistesch. D'Regierung ass esouguer esou optimistesch, dass si sech 7,7 % Wuesstum bei der Akommessteier erhofft, obwuel grad emol 1,3 % Aarbechtsplaze bäikomme sollen – iwwregens net déi eenzeg Steierrecette, déi an dësem Budget iwwerschat gëtt.

Den zweete Punkt ass, datt hiren Aussoen no d'Invester sollen héich bleiwen. Dat ass a Wierklechkeet awer, wéi mer nach wäerte gesinn, e bëssen eng Mogelpackung.

D'Ambitioun vu 4 % vum PIB, déi de Minister versprécht, sinn awer 0,5 % manner, wéi de Kurs, deen déi viregt Regierung ageschloen hat. Dat sinn alljoers 400 Milliioune manner, dat sinn alljoers sechs Schoulen, déi manner gebaut kënne ginn. Mir riskéiere virun allem, hei nees en Investitiounsstau ze kréien, wou mer awer elo esou gutt ënnerwee waren, deen déi lescht Joren ofzebauen.

Drëtte Punkt: D'Previsioune passe guer net bei déi Politick, déi versprach gëtt, also deckt sech net mat deem, wat eigentlech d'Politick, d'Regierung hei ustrieft. Fir Iech hei e Beispill ze ginn: D'Regierung hält um Zil fest: bis 2030 49 % elektresch Autoen. Wonnerbar, mee wa mer awer d'Previsioune kucken, do schéngt dann awer net grad esou en Optimismus ze sinn, respektiv wann een dann de Verkaf vum Diesel kuckt, da schéngt deen net wierklech erofzegoen. Hei froe mer eis och, wéi et eigentlech mat der Kohärenz zum PNEC steet.

Mir sinn och déi eenzeg, déi hei Zweifel eriwwerbréngen, dass dës Rechnung net opgeet. A ganz villen Avisen, déi mer elo konnten noliesen, gëtt drop higedeit, dass déi Wett op de Wuesstum extreem riskant ass.

Der Madamm Rapportrice hir eenzeg Äntwert op d'Fro, wat se da maachen, wann dat net méi alles opgeet, war d'Géigefro: „Firwat soll et net opgoen?"

Ech ginn Iech just e Beispill: Covid. Mir wëssen et allze gutt, Covid war och net am Budget virgesinn, Covid hat och keen um Radar. An et ka ganz schnell net opgoen. A ganz schnell kënnen eeben esou Krisen, esou en Afloss, vu baussen op eis awierken an en Impakt op de Budget hunn. Och schonn aleng, wa mir eeben déi geopolitesch Weltlag kucken, wësse mer, dass eebe Krisen a Kricher net ze ignoréiere sinn.

Verstitt mech net falsch! Ech wënschen net, dass mer nach weider an esou Situatioune kommen. Ech wëll just drop hiweisen, dass mer mëttlerweil geléiert hunn, wéi batter d'Realitéit awer ka sinn.

E Méindeg sot nach de Finanzminister, an en huet et nach eng Kéier de Moie gesot, en hätt keng Glaskugel, e wéisst net, wat an der Welt nach geschitt. Bon, keen huet eng Glaskugel, mee eng responsabel Finanzpolitick muss sech awer selwer Moyene loossen, fir eebe grad op extern Schocken, op extern Krise kënnen ze reagéieren. Dat ass nämlech d'Kärstéck vun der Resilienz, vun där ech geduecht hat, dass mer se eeben awer alleguerten duerch déi Erfarung, déi mer gemaach hunn, mëttlerweil verënnerlecht hätten. Mee mat esou Aussoe beweist Der, dass deem leider net esou ass.

Léif alleguerten, mir hunn zwar eis Riedezäiten u sech gekierzt, an ech si perséinlech jo och kee Fan vu laange Rieden, mee trotzdeem: Deen heiten ass mat dee wichtegste Projet, dee mer hei am Haus ze stëmmen hunn. Dofir géif ech mer elo awer gären e bësse méi Zäit huelen an, wéi gesot, e Faktencheck maachen op deenen dräi Punkten, déi ech elo scho grad ugeschwat hunn.

Wéi gesot, als Éischt stelle mer fest, dass dëse Budget alles op de Wuesstum setzt. Allerdéngs ass dat mam Wuesstum esou eng Saach: Grad an esou enger klenger Ekonomie wéi Lëtzebuerg léisst dee sech net esou einfach steieren.

D'Multiplikatioun vun deenen ënnerschiddleche Krise bleift och net ouni Spueren, net ouni Spueren un eis Eenzelnen, net ouni Spuere fir eist Land an och net fir eis wirtschaftlech Entwécklung.

Lëtzebuerg ass d'lescht Joer ëm een Hoer an d'Rezessioun gefall. Datt d'Lëtzebuerger Ekonomie méi lues dréint, läit an éischter Linn un dem Finanzsecteur an ass och warscheinlech de Grond, firwat d'Rapportrice an hirem Budgetsrapport fir d'Relance économique primär op eis Finanzplaz setzt.

Ech muss awer hei drop hiweisen, dass mer iwwerhaapt net mat deem averstane sinn, wat si nach kierzlech an engem Interview gesot huet. Si sot, d'Dräierkoalitioun hätt der Finanzplaz – ech zitéieren – „ze vill zougemutt, andeems do iwwerreglementéiert gouf."

Ech erlabe mer op dëser Plaz, d'DP an hir Finanzministeren awer ze verteidegen. Éischtens hu mer keng Iwwerreglementéierung. Mir hunn näischt Exzessives aus den Direktive geholl. Mir hunn dat gemaach, wat virgesi war, an och ëmmer am Interêt vun der Finanzplaz.

An zweetens, muss een och fairerweis soen, ware mer mat enger Finanzplaz konfrontéiert, déi international ganz staark kritiséiert ginn ass, zu Recht. Mir hu Luxleaks missen opschaffen. A souwäit ech mech erënneren, war et virun der Dräierkoalitioun ëmmer d'CSV, déi de Finanzminister gestallt huet, just esou als klenge Reminder. Mir ware bewosst Virreider bei der Transparenz a Steierfroen an dat huet eis och gutt gedoen, wat mer dee Moment gemaach hunn, well haut profitéiert virun allem d'Finanzplaz dovunner, dass se awer international propper dosteet.

*(Interruption)*

Zeréck awer elo zur wirtschaftlecher Situatioun: No de successiven Erhéijunge vun den Zënsen a kuerzer Zäit, ass d'Nofro no Kreditter agebrach. Dëst gëllt fir d'Betriber gradesou wéi fir d'Stéit. Héich Zënsen drécken op d'Konjunktur.

Dës Kris schéngt dës Regierung awer vergiess ze hu mat esou engem extreem optimistesche Budget grad an esou enger onprevisibeler Zäit am internationale Kontext. An dat soen net nëmmen ech hei, mee dat seet virun allem och d'Chambre de Commerce, déi Der jo och allze gutt kennt.

Wien Zënspolitick seet, deen denkt och un d'Präisdeierecht. Fir dëst Joer geet de Statec vun enger Inflatioun vun 2,2 % aus. Mir hunn eis hei zu Lëtzebuerg méi séier op den normale Wäert zoubeweegt, wéi mer dat am Ufank geduecht haten. Dëst virun allem duerch déi Plaffongen, déi mer an der viregter Regierung um Gas- respektiv um Stroumpräis festgesat haten an duerch déi mer ganz vill Menagë konnten nohalteg entlaaschten. Well d'Energiepräisser net méi geklomme sinn, klammen och d'Liewensmëttelpräisser just nach hallef esou séier wéi nach virun engem Joer. Mir mierken also, dass d'Situatioun amgaangen ass, sech ze normaliséieren.

Déi nei Regierung ass gefuerdert, mat deem néidege Fangerspëtzegefill derfir ze suergen, dass d'Stéit net vun haut op muer béis Iwwerraschunge bei hire Stroum- a Gaspräisser kréien. An esou, wéi ech de Moien de Finanzminister héieren hunn, ass se sech däers jo och bewosst a wëll och hei Initiativen huelen.

D'Erausfuerderunge vun de leschte Jore ware grouss, mee och an Zukunft gi se net méi kleng. D'Joer 2023 huet mat engem Réckgang vun enger Wirtschaftskraaft ëm minus 1,1 % ofgeschloss. Dat ass méi wéi nach am Covidjoer 2020. Trotzdeem ass fir 2023 en Defizit verzeechent ginn. Am Zentralstaat ass dëse wäit manner grouss wéi den Defizit, deen déi nei Regierung zu dësem Moment fir 2024 virgesäit.

Mir hunn der neier Regierung also trotz schwieregen Zäiten d'Staatsfinanzen an engem zolitten Zoustand iwwerginn. Trotzdeem schéngt d'Regierung et awer elo fäerdegzebréngen, mat engem Wuesstum vun 2 % nawell dee gréissten Defizit ze schreiwe vun deene leschte 24 Joer, d'Covidjoren natierlech ausgeschloss.

Souwuel den Internationale Wärungsfong wéi och d'Europäesch Kommissioun rechnen awer nach mat engem manner héije Wuesstem wéi de Statec, wat dann zur Konsequenz wäert hunn, respektiv wou mer riskéieren, dass den Defizit am Endeffekt nach méi grouss wäert ginn.

An dofir komme mer net dolaanscht, an ech widderhuele mech, dass et einfach wichteg ass, dass mer eis Staatsfinanze resilient opbauen. An enger kuerzlieweger Zäit, wou alles vun haut op muer a Fro gestallt ka ginn, wou déi geopolitesch Lag méi wéi prekär ass, mussen eis Staatsfinanzen en externe Schock zu all Moment kënne verdauen. Dëst ass dat, wéi gesot, wat d'Resilienz ausmécht.

Mee – an domadder kommen ech elo zum sprangende Punkt –: Wéi resilient mécht dann elo dës Regierung eis Staatsfinanzen? Vum Prinzipp vun der Virsiicht beim Erstelle vun engem Staatsbudget ass mat dëser Regierung net méi vill iwwreg.

Ech kommen op mäi Beispill vu virdrunner zréck: d'Akommessteier. Ëmmerhin eng Recette vun enger Gesamtgréisstenuerdnung vu 6 Milliarden Euro. D'Akommessteier soll fir dëst Joer ëm 7,7 % klamme par rapport zu deem, wat d'lescht Joer erakomm ass. Dobäi gi mer awer dëst Joer bei engem Emploi vun engem Wuesstum vun 1,3 % aus. Gläichzäiteg hu mer vum Statec gesot kritt, dass déi nächst Indextranche, also 2,5 %, eréischt am leschten Trimester vun dësem Joer komme wäert. An et ass jo nach eng Adaptatioun vum Steierbarème ëm zwou weider Indextranchë komm, déi d'lescht Joer nach net beim Steierkreditt berücksichtegt gi waren.

Elo kann ee sech also nach eng Kéier froen: Wéi soll déi Rechnung opgoen? A virun allem: Wou

sollen alleguerten déi Leit hierkommen – vun haut op muer –, déi dann dës 300 bis 350 Milliounen Akommessteier méi solle bezuelen?

Dee selwechte Constat maache mer bei der Kierperschaftssteier. Och hei solle fir dëst Joer d'Recetten ëm 7,5 % wuessen. Hei weisen ech dorop hin, dass d'lescht Joer onerwaart héich Recetten aus Jore virdrun erakomm sinn, ronn 400 Millioune méi wéi erwaart. Wann ee se dann awer bis eng Kéier erageholl huet, da komme se net nach eng zweete Kéier eran. Dofir froe mer eis och hei: Wéi kann d'Regierung mat esou héije Recettë rechnen?

Här President, mat esou – wéi soll ech soen? – iwwerstrapazéierende Projektiounen zelebréiert dës Regierung en zwanghafte Glawen un de Wuesstum. Heizou e ganz schéint Zitat: „Aus där vermeintlech positiver Réckkopplung vun där PIB-Croissance kann awer séier en Däiwelskrees ginn, an dat iwwregens net just finanztechnesch, mee och gesamtwirtschaftlech, fiskalesch, ëmwelttechnesch, a wann een dat vun de Leit aus kuckt, och a Saache Logement, Mobilitéit, Gesondheetswiesen". Dëst Zitat kéint net besser zum Budget 2024 passen.

An Här Spautz, Dir sidd net deen Eenzegen, deen an d'Vergaangenheet kucke gaangen ass, wat da mol esou e Politiker gesot huet. Dat hei staamt nämlech aus der Ried vun der Madamm Hansen, déi Iech jo beschtens dierft bekannt sinn, an ech gi mol dovun aus, dass se, wou se dat deemools gesot huet zum Budget 2019, dat och mam haitege Finanzminister ofgeschwat huet. Mee wat gëschter war a wat haut ass, ass zweeërlee. D'CSV schéngt hei hir eege Rotschléi aus de leschte Joren iwwer Bord geheit ze hunn.

De Stabilitéitsprogramm weist et jo ganz kloer schwaarz op wäiss: Wa mer all Joer och nëmmen en hallwe Prozentpunkt manner Wuesstum hunn, da verduebelt den Defizit sech bis 2027 am Gesamtstaat.

Op d'Fro, wat geschitt, wann d'Regierung d'Wirtschaft net esou ugekuerbelt kritt an d'Recetten net esou spruddelen, wéi se dat gären hätt, bon, do huet net nëmmen d'Rapportrice keng Äntwert drop, mee och de Finanzminister huet am Dezember just gesot: „Dës Regierung ass ugetruede mat engem Plang A, mat engem Konzept, an deen zéie mer och duerch."

Léif Regierung, léif Majoritéit: nee. Ganz éierlech: Et ass awer gutt an der Politick, dass een niewent engem Plang A och e Plang B huet, ganz besonnesch wann et ëm d'Finanze geet, ganz besonnesch wann et drëms geet, d'Zukunft vum Land ze gestalten. Well, an dat huet och den DP-Fraktiounschef de Moie ganz richteg gesot, d'Erstelle vum Budget ass kee Selbstzweck.

Mir hunn ëmmer gekuckt an der Regierung, dass mer beim Budget d'Recettë realistesch aschätzen, fir dass mer eeben net spéider eng kal Dusch erwëschen. Dobäi weess ee bei dëser Business-first-Regierung ni esou wierklech, ob et just blannen Optimismus ass oder ob awer eng gewësse Strategie hannendrunner stécht, fir mat Hëllef vu schlechte Staatsfinanze kënnen den Terrain ze preparéieren, fir da spéider kënne Spuermoossnamen, ganz besonnesch am Sozialstaat, virzehuelen.

A wéi wann dat net schonn alles wackeleg genuch wär, huet de Finanzminister och nach Steiererliichterungen an Aussiicht gestallt, wuel wëssend, dass dës nach wäerte weider de Staatsbudget belaaschten, wuel wëssend, dass et och net kloer ass, ob déi iwwerhaapt nach wäerten dee Moment esou kommen.

Léif alleguerten, ech kommen a mengem Faktencheck dann elo zum zweete Punkt, an zwar stelle mer fest, dass d'Ambitioun fir ze investéieren erofgeet. Dës Regierung wëll den OMT, den Objectif à moyen terme, fir Lëtzebuerg bäibehalen.

De Finanzminister ass de Moie kuerz op de Kontext vun der Reform agaangen. Wichteg ass ze wëssen, dass d'Efforte vun de Memberstaate sollen an Zukunft op engem méi laangen Zäithorizont vu mindestens véier Joer gekuckt ginn. D'EU-Kommissioun gëtt de concernéierte Memberstaaten eng Trajectoire de référence, déi individualiséiert ass an esou dem spezifesche Kontext vum jeeweilege Land Rechnung droe wäert. Dat ass fir eis de richtege Schrëtt an déi richteg Richtung. Mir hunn ëmmer gesot, dass Politick Handlungsspillraum brauch, fir eebe kënnen esou an d'Zukunft ze investéieren.

An do kann een eigentlech nëmmen de Kapp rëselen, wa mer elo hei zu Lëtzebuerg ganz nostalgesch un dësem OMT festhalen. Jo, mir sollen a mir musse responsabel mat eise Staatsfinanzen ëmgoen, awer nee, mir sollen net ausgerechent eis nach selwer d'Handschellen undoen.

Grad wann ee sech déi schwaach Konjunktur an der EU virun Ae féiert, da misst et evident sinn, dass mer an Zukunft investéiere mussen, fir laangfristeg eis Perspektive fir de qualitative Wuesstum ze verbesseren.

Dem Finanzminister seng Handschelle sinn ze enk fir säin Handgelenk, well mir wäerten dem Budget no no dësem Joer och den OMT warscheinlech net kënnen anhalen.

De Moien ass nach gesot ginn, dass den OMT e wichtegt Instrument wär fir déi nächst Generatiounen. Bon, dozou wëll ech just soen, dass éischtens, mengen ech, all responsabel Regierung ugehalen ass, am Interêt vun de kommende Generatiounen ze handelen. An zweetens wëll ech och nach hei op de Fonds souverain intergénérationnel hiweisen, dee jo ënnert der Dräierkoalitioun geschafe ginn ass.

Wichteg ass, dass mer souwuel hei zu Lëtzebuerg wéi och an Europa eng ambitiéis Investitiounspolitick féieren, eebe grad am Interessi vun de kommende Generatiounen. Ech denken hei un déi duebel Transitioun: d'Digitaliséierung an och d'Dekarboniséierung. Déi sinn e Rendez-vous mat der Zukunft, déi mer op kee Fall duerfe verpassen!

Bei der Presentatioun vum Budget huet de Finanzminister gesot, hie géif sech virstellen, dass sech d'ëffentlech Investitiounen an den nächste Joren op engem héijen Niveau vu ronn 4 % vum PIB beweege wäerten. Dat kléngt a priori net schlecht. Ech mengen, wien ass scho géint ëffentlech Investitiounen?

De leschte Budget vun der viregter Regierung hat am Zentralstaat fir 2024 net manner wéi 3.850 Millioune virgesinn un Invester, dat entsprécht engem Effort vu 4,5 % vun eisem PIB. 4 % kann een elo gutt fannen, kann ee flott fannen, mee am Endeffekt sinn et awer 0,5 % manner wéi dat, wat mir ursprünglech alles virgesinn haten. Dat sinn am Endeffekt, wéi ech scho virdrunner gesot hunn, iwwer 400 Millioune manner. An anere Wierder: Dat wäre sechs Schoulen, déi d'Joer net gebaut kéinte ginn, oder véier Tram-Extensiounen, déi net kéinte realiséiert ginn.

Et läit op der Hand, dass een net ëmmer all Invest an all Projet, an deen een investéiere wëll, ka realiséieren. Dat kenne mer alleguerten, sief dat, well d'Material feelt, sief et duerch technesch Contrainten. Whatever. Déi Erfarung mécht all Regierung, déi hu mir gemaach an déi wäert Dir och maachen. Mee wann een awer vu vireran déi Ambitioun fir ze investéieren erofschrauft, dann ass dat schonn äusserst speziell. Well och 2026, 2027 an doriwwer eraus sinn ëffentlech Investitiounen noutwendeg, fir eist Land virunzebréngen. A virun allem dierfe mer hei an deem Rhythmus, dee mer an der Vergaangenheet ugaange sinn, net noloossen.

Mir haten zu Lëtzebuerg iwwert déi lescht zéng Joer eng Moyenne vu plus/minus 4 % vun der Wirtschaftskraaft bei den Invester. Dat ass och am internationale Verglach dee Moment e ganz gudde Wäert gewiescht. Mir hunn och ëmmer gesot kritt, an dat notamment vun der Chambre de Commerce – ech mengen, d'Chambre de Commerce ass jo net derfir bekannt, dass se géif d'Staatsfinanzen an de Ruin dreiwen –, dass den Effort vu 4 % net géif duergoe fir all déi Erausfuerderungen, déi sech fir eist Land stellen.

Do hu mer ugefaangen, nach eng Schëpp dropzeleeën, an dat ass och net vu Muttwëll, well effektiv mat all deem, wat – an do kommen ech op dat zréck, wat ech scho puermol gesot hunn –: Wa mer eist Land wëlle méi resilient opbauen, dann ass et wichteg, dass mer och déi Moyene virgesinn an dass mer eebe grad bei den ëffentlechen Investissementer nach eng Schëpp dropleeën.

Ech kommen dann elo, léif alleguerten, zu mengem drëtte Punkt, wou mer feststellen, dass et eng Inkohärenz an der Steierpolitick gëtt. Näischtmaache gëtt am deiersten. Dës Erkenntnis hat och schonn déi viregt Regierung an huet aus guddem Grond den Energie- a Klimaplang, de PNEC, erstallt, deen eis d'Richtung virgëtt.

Bis 2030 sollen eis Zäregasemissiounen ëm 55 % erofgoe par rapport zu 2005. An um Horizont 2050 wëlle mer Klimaneutralitéit erreechen. De PNEC leet net nëmme Reduktiounsziler fest, mee och Moossnamen, déi ze huele sinn an deene sechs verschiddene Beräicher. An ee vun deene ganz grousse Beräicher dovunner ass den Transport, well do am meeschten Aarbecht virun eis steet, well och do déi meeschten Emissiounen hierkommen. De PNEC gesäit och vir, dass bis 2030, wéi ech scho virdrunner och gesot hunn, 49 % vum Automobillpark zu Lëtzebuerg elektronesch soll sinn.

Déi nei Regierung huet de PNEC bis elo net a Fro gestallt – dat muss ee ganz fairerweis soen –, och wann d'Aussoe vum Ëmweltminister net siele ganz anescht klénge wéi déi vum Premier. An dobäi ass et wichteg, dass mer grad bei esou engem wichtegen Dossier, bei esou engem fundamentale Sujet hei op Kontinuitéit setzen an déi Efforten, déi mer eis festgeschriwwen hunn, och wierklech realiséieren.

Ëmsou méi verwonnert mech, wéi mer d'Projektioune vun de Recetten op den Accisen duergeluecht kruten, notamment, wat d'Evolutioun vum Diesel betrëfft. Elo kéint een e bëssen esou op d'Iddi kommen, wéi wann et guer kee PNEC géif ginn, wann een déi esou kuckt, well d'Regierung geet nämlech dovunner aus, datt all Joer de Verkaf vum Diesel just ëm 3,2 % erofgeet, woubäi de Réckgang tëschent 2021 an 2023 an der Moyenne bei 10 % vun engem Joer op dat anert louch.

De Verkaf vum Diesel gëtt also fir 2027 net substanziell méi niddreg ageschat wéi haut. An och hei, wéi ech scho virdrunner gesot hunn, eeben d'Fro: Wou ass hei d'Kohärenz mam PNEC?

Offenbaart, Här Premierminister, offenbaart Der eis vläicht no Ärer Nostalgie fir d'Atomkraaft elo nach Är Virléift fir de Verbrennungsmotor? Op alle Fall si mer hei gespaant.

*(Interruption)*

Als Nächst wëll ech dann awer nach op d'Fro vum Spueren agoen. Woubäi nee, „Spueren" ass jo elo dat falscht Wuert. Wéi hu mer richteg héieren – ech muss nach eng Kéier kucken, wéi d'Madamm Rapportrice

gesot huet –: Si géife manner Sue méi ausginn. Bon, dorobber muss een emol kommen. Well wann ee manner Sue méi ausgëtt, jo, da spuert ee jo eigentlech, nee? A wann ee manner Sue méi op der falscher Plaz ausgëtt, bon, dann huet dat fatal an negativ Konsequenze fir eis Gesellschaft.

Generell stellt sech bei den Ausgaben eeschthaft d'Fro, wéi een iwwerhaapt iwwert déi nächst Joren déi Projektiounen aus dem Pluriannuel wëll anhalen. D'Ausgaben am Zentralstaat iwwert d'Period 2025 bis 2027 sollen dem Pluriannuel no am Duerchschnëtt ëm just nach 4 % klammen. Dëst gëtt extreem ënnerschat, well dat sinn 2,5 % manner ewéi déi laangfristeg historesch Moyenne. Dat heescht ënnert dem Strëch, wéi gesot, näischt anescht, wéi dass Der eigentlech am Endeffekt wëlles hutt, hei de Routstëft erauszehuelen, dass Der wëlles hutt, hei ze spueren.

Dir, Här Roth, Dir hutt nach beim Depot vun Ärem Budget gesot, dass – an, wéi gesot, dat sinn Är Wierder – beim Staat soll gespuert ginn, wëssend, dass awer kee vun Äre Ministèren en Astellungsstopp ugekënnegt huet. Och an der Kommissioun konnt keen eis drop äntweren, wou dann elo déi Aspuerunge solle gemaach ginn, a wuel wëssend – an dat ass fir eis och ganz wichteg –, dass och no 2025 nach weiderhi Leit rekrutéiert ginn, notamment bei der Police, beim Léier- a Fleegepersonal, am Déngscht vun all de Leit hei am Land, déi massiv gebraucht ginn.

An dat ëmsou méi, wéi Der jo och selwer sot, dass eist Land nach weider soll wuessen. Do froe mer eis erneit: Wéi soll déi ganz Rechnung do opgoen? An eebe grad wa mer solle weider wuessen, ass et jo wichteg, dass mer e ganz staarken ëffentlechen Déngscht brauchen.

Wann d'Konjunktur an der EU och nëmmen eng Kéier hemst, wann iergendeppes dotëschent kënnt, da bleift kee Sputt, fir d'Ekonomie a fir d'Stéit ze ënnerstëtzen. A wéi gesot, dat ass ganz genee just de Géigendeel vun der Resilienz, bei där awer esou wichteg ass, dass mer déi erëm an eis Staatsfinanze kréien.

Mee net nëmme mir, och d'Cour des comptes huet sech d'Fro gestallt, wou genee da bei den Ausgabe soll gekierzt ginn. Wichteg ass, an dat wëll ech nach eng Kéier an aller Kloerheet soen: De Budget ass keng Iwwerraschungstut. De Budget muss transparent sinn, de Budget muss novollzéibar sinn an e muss d'Finanzpolitick vun der Lëtzebuerger Regierung oppeleeën.

Här President, ee Punkt, op deen ech onbedéngt och nach wëll agoen, dat ass dee vun der Staatsschold. Mir sinn nämlech als LSAP virun net allze laanger Zäit massiv ëmmer derfir kritiséiert ginn, dass mer eeben un där dogmatescher Approche zu deenen 30 % Staatsschold net festgehal hunn, au contraire, dass mer se carrement wollte refuséieren.

Laang Zäit ass och esou gemaach ginn, wann een déi Richtlinn net géif anhalen, wéi wann dann hei d'Land géif auserneendriften, wéi wa mer kéinten hei d'Trottoiren eropklappen.

Ekonomesch begrënne konnt eigentlech keen dat vun de Kritiker esou richteg. Och hei verweisen ech op en Zitat vun engem gewëssene Luc Frieden am Oktober 2022, deen an engem Interview gesot huet: „Ech mengen, dass an enger klenger Ekonomie alles iwwer 20 % Staatsschold ganz schwiereg ass." Haut, an dat ass awer elo de sprangende Punkt, haut diskutéiere mer iwwer e Staatsbudget, dee bis 2027 eng Staatsschold vu 27,3 % virgesäit.

Dorauser zéie mer d'Konklusioun, dass mer vläicht awer net esou Onrecht haten, dass Der Iech zum Deel wéinstens un eis inspiréiert hutt, dass een awer net muss un där dogmatescher Zuel do festhalen. Dat freet eis, dass awer Bereetschaft bei der Regierung do ass, eeben och an eng aner Richtung ze goen. A falls Der sollt och an Zukunft nach an al Reflexer zréckverfalen: Mir sinn do, fir Iech erëm op de Kurs ze bréngen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Mir stelle weider fest: D'Recettë ginn iwwerschat, d'Ausgaben ënnerschat. Et wëllt ee sech d'Welt e bëssen esou zurechtbéien, wéi et engem grad passt. D'Finanze fir déi kommend Jore ginn op Sand gebaut. A wa schonn alles op Sand gebaut gëtt, da misste wéinstens politesch Akzenter erkennbar sinn, déi eis all an der Gesellschaft virubréngen, virun allem, déi am Sënn vun der Allgemengheet sinn. Well e Budget ass net nëmmen Zuelematerial, mee e Budget ass virun allem och e Steierungsinstrument vun der Politick, eebe grad fir politesch Akzenter ze setzen, eebe grad fir déi Mesüren ze huelen, déi am Interêt vun eis alleguerte sinn.

Mir aktéiere mat dësem Budget d'Adaptatioun vum Steierbarème ëm véier Indextranchen an déi punktuell Mesüren am Beräich vum Logement. Déi eng Mesüre kommen iwwerproportional deenen zegutt, déi schonn e relativ déckt Akommes hunn, deenen – wéi soll ech se beschreiwen? – méi finanzkräftege Stéit. An déi aner Mesüre kommen iwwerproportional den Investisseuren an de Promoteuren zegutt. Oder fir et an engem Wuert ze resüméieren: Dat, wat hei eigentlech ugestrieft gëtt, ass renge Clientelismus.

muss

Wat d'Logementskris betrëfft, fir bei deem Punkt ze bleiwen, bon, do hate mer jo rezent nach d'Logementsdebatt hei am Haus, an do hunn ech schonn drop higewisen, dass fir d'LSAP de Problem un der Wuerzel muss ugepaakt ginn. Mir verstinn, dass d'Regierung ganz schnell wëll Mesüren huelen, fir der Baukris entgéintzewierken. Mee domadder ass nach laang net de Logementsproblem geléist an och do hu mer ganz kloer gesot, dass een déi zwou Krisen net mateneen duerf vermëschen.

Déi gréisst Erausfuerderung fir eist Land ass et, de Leit hiert Recht op eng dezent Wunneng ze garantéieren an d'Inegalitéiten, déi duerch déi héich Wunnengspräisser entstinn, ze reduzéieren.

Déi eigentlech Demande ass nach ëmmer do. Si ass nach ëmmer bei Wäitem méi héich wéi d'Offer, just mam Ënnerscheed, dass ganz vill Leit mat deenen iwwerdriwwene Präishaussen aus deene vergaangene Joer net méi kënne Schrëtt halen.

Et ass sécherlech gutt gemengt, wa beispillsweis d'Regierung elo d'Krittäre vun der Eligibilitéit bei den abordabele Wunnenge wëll manner streng maachen. Dat ass gutt, mee dat geet awer net duer, fir de Problem ze léisen. Mir brauchen – an dat ass eise Punkt – contraignant Instrumenter, fir bezuelbare Wunnraum ze schafen a virun allem, fir derfir ze suergen, dass en och op Dauer bezuelbar bleift. Dat muss d'Richtung sinn.

An deem Kontext fanne mir et och immens schued, dass am Regierungsdiskurs de Kampf géint d'Spekulatioun absolutt mat kengem Wuert méi erwäänt gëtt. Eng Wunneng, an dat wëll ech nach eng Kéier ganz kloer soen, ass fir eis en Doheem. Dat ass eppes, wat d'Leit brauchen. Eng Wunneng ass kee Finanzéierungsinstrument a virun allem ass et och kee Spekulatiounsobjet.

Schonns beim Logementsdësch hu mer leider misse feststellen, dass dës Regierung e gudden Deel vun der Populatioun lénks leie léisst, ganz einfach, andeem se net invitéiert gëtt. Domadder menge mer virun allem d'Locatairen, a wéi nach selwer de Logementsminister an der Debatt gesot huet, dat schwächste Glidd an der ganzer Ketten.

A wann ech scho bei de Locatairë sinn, da ginn ech nach séier eriwwer bei d'Bail-à-loyers-Gesetz, well Der jo och elo kierzlech an der Regierung do Amendementer ugeholl hutt, notamment fir d'Reform vum Loyersdeckel nees zeréckzezéien, soudass mer erëm bei deene 5 % vum Deckel bleiwen an net wéi geplangt bei 3 % respektiv bei 3,5 %.

Et heescht am Communiqué, et géing elo mol analyséiert ginn, et géing elo mol gekuckt ginn. Bon, mir hoffen, dass dat Analyséieren net heescht, dass mer beim Status quo bleiwen, well do gëtt et jo souwisou déi Jurisprudenz, wou ee muss drop reagéieren, a virun allem ass am Endeffekt de Leit bei deem Ganzen net gehollef.

Mee gutt, dofir gëtt et jo d'Oppositioun, an dofir wäert ech elo hei am Numm vun der Regierung eng Motioun deposéieren.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant que le nombre de logements abordables publics destinés à la location est largement insuffisant au vu de la demande ;*

*– considérant qu'un nombre important de ménages à revenu modeste est contraint à louer un logement au prix du marché ;*

*– considérant que l'Observatoire de l'habitat a relevé une nouvelle augmentation des loyers annoncés des appartements au 4e trimestre 2023 : +3,9 % sur le trimestre, et également +3,9 % entre le 4e trimestre 2022 et le 4e trimestre 2023. La hausse des loyers annoncés sur douze mois est ainsi supérieure à celle des prix à la consommation mesurée par l'IPCN (+3,2 %) sur la même période. Selon l'Observatoire, les loyers annoncés des maisons sont également en hausse sur le trimestre, même si la hausse reste plus modérée ;*

*– notant que le Gouvernement a décidé de supprimer les dispositions qui visaient une réforme du plafonnement des loyers dans le cadre des amendements gouvernementaux au projet de loi n° 7642 portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil du 19 avril 2024 ;*

*– considérant la décision du Gouvernement de réviser complètement les dispositions prévoyant la réforme du plafond des loyers ;*

*– notant qu'en attente de cette révision, le Gouvernement a supprimé par le même train d'amendements l'obligation pour le bailleur de stipuler dans le contrat de bail le montant précis du capital investi, réévalué et décoté, dans le logement, ce qui aurait renforcé la transparence au regard du prix du loyer pour le locataire,*

*invite le Gouvernement*

*– à élaborer pour septembre 2024 une nouvelle méthode de détermination du plafond des loyers qui permettra de lutter contre les excès de loyers ;*

*– à augmenter la transparence du marché locatif pour permettre au locataire de contrôler si le montant du loyer demandé par le bailleur ne dépasse pas la limite légale maximale.*

*(s.) Taina Bofferding.*

**M. Sven Clement** (Piraten) | O, vun der Regierung, Madamm Bofferding?

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | ... am Numm vun der LSAP deposéieren.

**Plusieurs voix** | A!

**M. Claude Wiseler,** Président | Mir haten dat sou verstanen.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Et war just, fir ze kucken, ob Der mer nolauschtert.

*(Hilarité)*

Et ännert awer näischt un der Tatsaach, dass ech am Numm vun der LSAP elo hei déi Motioun deposéiert hunn, wou mer d'Regierung opfuerderen, wéi gesot, dass se bei deem Analyséieren och am Endeffekt accouchéieren, dat heescht, dass och hei derfir gesuergt gëtt, dass eng nei Method fir d'Festleeë vum Loyersdeckel erauskënnt, dass mer hei, wéi gesot, eng Sortie offréiert kréien. A wichteg ass – an dofir hu mer dat och hei an der Motioun festgeschriwwen –, dass dat soll bis September sinn, well awer d'Zäit hei drängt, well d'Leit awer hei a prekäre Situatioune sinn. An dofir ass et wichteg, dass och hei endlech Neel mat Käpp gemaach ginn.

An dann, an deem nämmlechten Zoch fuerdere mer och nach, dass méi Transparenz soll kommen, dat, andeems de Montant vum Capital investi och an de Kontrakt soll kommen, sou wéi dat ursprünglech och ugeduecht war. Dat hutt Der anscheinend mat Ären Amendementer elo erëm zeréckgezunn. De Problem ass just, fir dass e Locataire herno kann eebe säi Recht iwwerhaapt akloen, muss e kënne kontrolléieren. Mee wann en net d'Méiglechkeet huet, fir iwwerhaapt ze kontrolléieren, well en d'Montanten net kritt, dann huet dat Ganzt guer kee Wäert. An dofir sinn dat hei déi zwee Punkten, déi mer an dëser Motioun, déi mer am Numm vun der LSAP deposéieren, fuerderen.

En anere Ressort, wou een déi ganz Gesellschaft am Bléck muss hunn, ass d'Familljepolitick. Alles an allem, wann een de Budget vum Familljeministère kuckt, zeechent dee sech duerch Kontinuitéit aus. D'Sozialhëllefen, de REVIS, d'Allocation de vie chère, de Revenu pour personnes gravement handicapées, déi gi weidergefouert. D'Gesetzer, déi ënnert der viregter Regierung votéiert goufen, ginn ëmgesat, an dat ass och ganz gutt. Ech denken do un d'Gesetz iwwert d'Qualitéit vun de Strukturen – virun net allze laanger Zäit war jo nach d'Diskussioun –, d'Gesetz och iwwert d'Accessibilitéit oder d'Gesetz iwwert de Vivre ensemble interculturel, dee jo nach de Moie genannt ginn ass. Ech wëll och soen: Mir begréissen dat ausdrécklech a mir begréissen och, dass am Moment hei net gekierzt gëtt an dass och net virgesinn ass, dass hei elo sollen déi Ausgaben erofgoen.

Allerdéngs ass dëst – an do wëll ech gären op déi Aussoe vum Här Spautz a vum Här Baum reagéieren –, bis op eenzel Ausnamen, awer op reng mechanesch Ursaachen zeréckzeféieren. D'Ausgabe wuessen nämlech a Relatioun mat der Augmentatioun vun der Populatioun respektiv well och de Krees vun de potenzielle Beneficiairë méi grouss gëtt. Doduerch geet och de Montant erop. Mee fir déi eenzel Leit ass et am Endeffekt keng Verbesserung respektiv bleift et fir si beim Status quo.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | A grad am Beräich vun der Aarmutsbekämpfung, vum Kampf géint déi sozial Ausgrenzung, wou mer jo ëmmer erëm an deenen neitsten Zuele matkréien, dass méi Leit dovunner betraff sinn, geet eebe grad „Weider sou!" net duer.

D'Regierung huet jo ugekënnegt, hei elo e Plang fir d'Aarmutsbekämpfung opzestellen an och Mesüren ze huelen. An et berouegt mech, dass de Moien den CSV-Fraktiounspresident och e puermol dat Wuert „sozial" benotzt huet, well gëschter an der mëndlecher Presentatioun vun der Rapportrice – hu mer gezielt – ass dat Wuert eigentlech net eng Kéier virkomm, ausser, mengen ech, „Sécurité sociale" ass gesot ginn, mee par contre dat Wuert „Finanzplaz" awer méi wéi 35-mol.

*(Interruption)*

Fir eis ass et wichteg, dass weider Efforte gemaach ginn, a mir sinn och gäre bereet, d'Regierung doranner ze ënnerstëtzen. An dofir fänke mer direkt domadder un an ech deposéieren hei eng weider Motioun, dat am Numm vun der LSAP.

***Motion 2***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant que le Gouvernement a déclaré, aux termes de l'accord de coalition, la lutte contre la pauvreté comme « priorité absolue » ;*

*– étant donné que le Gouvernement perçoit la pauvreté comme phénomène multidimensionnel nécessitant une stratégie transversale et un plan d'action national pour la prévention et la lutte ;*

*– tenant compte de l'évolution du taux de risque de pauvreté, qui touche particulièrement les ménages monoparentaux, ainsi que du taux de la pauvreté laborieuse ;*

*– vu le rapport final sur l'évaluation du dispositif du Revenu d'inclusion sociale (REVIS) réalisé par le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER) et l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS),*

*invite le Gouvernement*

*– à procéder à une augmentation du salaire social minimum de 100 euros nets ;*

*– à prévoir une exonération fiscale du salaire social minimum ;*

*– à prévoir une augmentation du crédit d'impôt monoparental ;*

*– à élaborer une réforme du dispositif du REVIS en tenant compte des défis identifiés lors de l'évaluation précitée notamment en relevant le niveau des aides allouées, en renforçant l'encadrement et l'accompagnement social des bénéficiaires et en allégeant les procédures et démarches.*

*(s.) Taina Bofferding.*

**Plusieurs voix** | A!

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Dat wäert ech lo mäi Liewe laang ze héiere kréien, ech weess.

Trotzdeem, zur Motioun, wou mer d'Regierung invitéieren, éischt Mesüren ze huelen: Och wa se nach un hirem Plang zur Aarmutsbekämpfung schafft, kënnen déi heite Mesüren duerchaus schonn ëmgesat ginn. Mir fuerderen ënner anerem, dass de Mindestloun soll erhéicht ginn, dass e soll steierfräi sinn. Mir fuerderen och eng Erhéijung vum Crédit d'impôt monoparental.

*(Brouhaha et interruption par M. Sven Clement)*

Ech mierken, dass hei eng grouss Begeeschterung ass. Dat freet mech, da stëmmt herno mat.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | O, mir sinn iwwerrascht, bis elo hutt Der géint déi Motioun gestëmmt, all déi Joren.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mir sinn awer begeeschtert, datt Der dat lo gutt fannt.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Jo. Also mir sinn derfir.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Ma tipptopp.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Mir hätten eis dat gewënscht, wéi Der an der Verantwortung waart.

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Bofferding, et ass un Iech. Loosst Iech net beaflossen!

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Mir haten dat an eisem Walprogramm stoen, Här Goergen.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Also un eis soll et ni geleeën hunn.

*(Exclamations et hilarité)*

Dann d'Reform vum REVIS: Dat ass e weidere Punkt an eiser Motioun, ...

*(Coups de cloche de la présidence)*

... wou jo d'lescht Joer d'Evaluatioun gemaach respektiv de Bilan gezu ginn ass. Et ass gesot ginn, dass lo keng gréisser Reform do virgesinn ass, also eng Reform, fir mussen hei elo legislativ virzegoen, woubäi ech net richteg verstinn, firwat et net soll méiglech sinn. Ech mengen, alles, wat de System verbessert oder wou mer de Leit méi kënnen hëllefen, solle mer maachen. Mee wichteg ass eebe grad dee Bilan, dee wierklech extreem interessant ass, dass mer dorauser déi richteg Konklusiounen zéien a sou, wéi si et och soen, dass ee muss d'Montanten upassen an och den Encadrement an déi sozial Begleedung solle verstäerkt ginn an natierlech och d'Prozeduren an déi administrativ Hürde solle vereinfacht respektiv ofgebaut ginn.

Eng Etüd vum LISER a vum Statec am Optrag vun der CSL huet erginn, dass nëmme 60 % vun de Leit, déi d'Recht op eng Allocation de vie chère hunn, déi am Endeffekt och ufroen. Bei der Subvention loyer sinn et grad emol 20 %. Ech mengen, den Här Baum hat dat de Moien och a senger Ried gesot. D'Regierung plangt den éischte Schrëtt. Am Budget ass rieds eebe vun enger méi grousser Visibilitéit vun den Aiden, dass eebe méi bekannt ass, dass d'Leit en Urecht op déi eenzel Hëllefen hunn. Et ass och dréngend néideg, dass een hei nobessert, dass d'Leit wëssen, dass se dat zegutt hunn an dass se och wëssen, wou se déi Hëllef kënnen ufroen.

Mir wënschen eis awer, wéi gesot, dass d'Regierung nach eng Schëpp weider dropleet an eeben, wéi ech grad scho gesot hunn, déi Konklusiounen, déi an där Etüd do gezu ginn, genausou wéi aus der REVIS-Etüd, wéi mer et an eiser Motioun fuerderen, dass och déi Mesüren dee Moment geholl ginn, fir de Leit hei kënnen ënnert d'Äerm ze gräifen.

Wichteg ass, wa mer scho sou Etüden hunn, wa sou vill Aarbecht gemaach gëtt, dass mer dat och eescht huelen. An „eescht huelen" heescht an dësem Fall och, dass mer do, wou mer nach net ukomm sinn, do, wou mer awer gäre wëllen och politesch hikommen, wou mer gäre wëllen d'Hëllef verstäerken, d'Budgeten eropsetzen. Mat anere Wierder: Dës Etüde musse fir Verbesserunge suergen. Si mussen zu méi Verbesserunge féieren. An de Budget ass eebe justement de Wee, fir zu méi Verbesserung ze kommen, fir dat doten eebe kënnen ze ënnerstëtzen, well soss hunn déi Etüden an déi Evaluatiounen absolutt kee Wäert, wa mer se herno an der Politick iwwerhaapt net consideréieren.

Opgrond vu mengen Ausféierungen, Här President, zéien ech am Numm vun der LSAP d'Konklusioun, dass mer generell u sech manner Problemer domadder hunn, wat am Budget virgesinn ass, bis op déi puer Punkten, déi ech opgezielt hunn, mee virun allem hu mer Problemer domadder, wat eebe feelt a woufir dëse Budget steet.

D'Annoncë vun der Regierung decke sech net mat deem Faktencheck, mat deenen dräi Punkten, déi ech grad hei erkläert hunn. Wéi gesot, d'Recettë ginn iwerschat, d'Ambitioun fir ze investéiere geet erof an et feelt un der Kohärenz tëschent den annoncéierte Politicken an de Prognosen, wéi se am Budget sinn.

Och den Titel „Neie Schwong" geet leider net duer, wann een herno am Budget selwer keng weider politesch Akzenter setzt, fir dann eeben och déi Politick, déi ee sech ugeduecht huet, kënnen ëmzesetzen. Fir eis feelt ganz kloer déi sozial an och déi gerecht Approche, déi sech eiser Meenung no misst eebe wéi e roude Fuedem duerch de ganze Budget zéien. An dofir wäerte mer – an ech denken, dat wäert Iech och elo net iwwerraschen – dëse Budget an där Form net matstëmmen.

Sozial Gerechtegkeet, an dat wëll ech och soen, ass eppes, wat eis alleguerten zegutt kënnt. Et ass net einfach esou e Moudewuert bei de Sozialisten. Well egal wou mir stinn, egal wou mir stinn – well mir kënnen alleguerte muer an enger anerer Situatioun sinn –, ass et wichteg, dass mer eis eebe kënnen op d'sozial Gerechtegkeet an der Gesellschaft verloossen. Eng gerecht Gesellschaft ass d'Versprieche vu Sécherheet an Ofsécherung. Eng gerecht Gesellschaft heescht, dass mer een op deen aneren oppassen an dass mer net bestrofen. Eng gerecht Gesellschaft heescht, dass de Mënsch gestäerkt gëtt, an eng gerecht Gesellschaft heescht Respekt an Empathie. Eng gerecht Gesellschaft heescht, dass Leit mat ënnerschiddleche soziokulturellen Hannergrënn sech begéinen.

A grad dofir wéilt ech nach gären der Cour des comptes ausdrécklech Merci soe fir den interessanten Input, dee se an hirem Avis ginn. Si hunn nämlech op d'Aarbechte vun der OECD opmierksam gemaach, déi de budgetären Impakt vun der Immigratioun versicht hunn ze berechnen.

Fir Lëtzebuerg – an dat wëll ech nach gären ernimmen, well et wierklech extreem interessant ass – ass erauskomm, dass immigréiert Persounen am Duerchschnëtt 18 % méi u Steieren an u Cotisatiounen eraspeisen, wéi se u soziale Leeschtungen an ëffentleche Servicer zeréckkréien.

Lëtzebuerg ass och dat Land, wat an där Etüd um ekonomesche Plang am meeschte vun der Immigratioun profitéiert. An dofir ass et wichteg, wéi ech virdrun och scho gesot hunn, dass, wa mer Etüden hunn, mer se eescht huelen. An et ass och wichteg, dass mer grad esou Erkenntnisser, wéi mer se hei vun der OECD hunn, och méi Visibilitéit ginn, well et erméiglecht, eng ëffentlech Debatt ze féieren, déi op Fakte baséiert, an esou manner vu Ressentimenter vergëft ze ginn.

Sécherheet heescht och, dass ech séier ka gehollef kréien, wann et eescht ass. Et gëtt gesondheetlech Situatiounen, wou et op all Minutt ukënnt. Fir Iech hei e Beispill ze ginn: Mir hunn an der leschter Legislaturperiod de PNOS, den nationale Plang fir d'Organisatioun vun de Secourse, lancéiert. Dëse Plang ass de Kompass, deen d'Richtung ugëtt, an déi sech de CGDIS soll entwéckelen, wou ganz genau eng Risikoanalys gemaach ginn ass an eeben och gekuckt ginn ass, wou déi gréisste Besoinen um ganzen Terrain vum Land sinn.

Am Plang ass festgehale ginn, genausou wéi am Gesetz vum CGDIS, dass mer mussen assuréieren, dass iwwerall am Land a manner wéi 15 Minutte muss Hëllef op der Plaz sinn. Mat dësem Plang, an dat ass de sprangende Punkt, wësse mer ganz genau, wou mer an Zukunft mussen investéieren, souwuel an Infrastrukturen, a Material a virun allem och a Persounen. Domadder wëll ech soen: Et ass ganz kloer gewosst, wéi vill Leit alljoers am CGDIS mussen agestallt ginn.

Bon, firwat maachen ech déi Remark? Ganz einfach, well den Inneminister an der zoustänneger Interieurskommissioun gesot huet, dass hie gären hätt, dass de Budget vum CGDIS manner séier soll wuessen. Mee wann ee gären dat Zil vun deene 15 Minutte wëll erreechen, da muss een investéieren. An da kann een net soen, dass de Budget manner séier wiisst, mee da muss een déi finanziell Moyenen an de Grapp huelen an da muss een dat do realiséieren. An dofir soen ech et: Well et fir eis kruzial ass, dass Leit, déi an Nout sinn, séier gehollef kréien, an et virun allem fir eis déi falsch Plaz ass, fir de Rimm méi enk ze schnallen.

Ofschléissend wëll ech drop hiweisen, dass et fir eis als LAP, als LSAP, …

*(Interruption)*

… – egal – also LSAP drop ukënnt, eng ganzheetlech Approche unzegoen. Eis ekonomesch Performance als Land ass eng wichteg Grondviraussetzung fir villes, mee se ass net d'Grondviraussetzung fir alles.

Mir plädéiere scho méi laang derfir, d'Wuelbefanne vill méi staark als roude Fuedem am Budgetsdokument ze integréieren. Dëst géif eis et erlaben, vun deem reng quantitativen Denke fortzekommen hin zu enger Budgetspolitick, déi evidenzbaséiert schafft a sech esou u Resultater orientéiert. Amplaz just e Budgetsartikel ze hunn, setzt een thematesch Indicateure mat an, fir esou iwwert d'Joren ze kucken, wéi déi Indicateure sech entwéckelt hu par rapport zu de budgetäre Mëttelen, déi een dofir bereetgestallt huet.

Neiseeland huet 2019 säi Budget an deem Sënn iwerschafft, an och Schottland ass kuerz drop op dee Wee gaangen an huet sech dorunner inspiréiert. Mir mengen, dass och Lëtzebuerg hei soll ëmdenken an och an déi dote Richtung soll goen, dass een eeben net nëmme Suen an engem Budgetsartikel asetzt, mee dass een eeben och analyséiert, ob mer wierklech dat erreecht hunn, wat mer eigentlech mat deene finanzielle Moyene wollten erreechen. Och dat gehéiert zu enger responsabeler Politick. Och dat gehéiert dozou, d'Staatsfinanzen eebe méi resilient opzestellen.

Dës Method, wéi gesot, géif eis Budgetspolitick un déi haiteg Zäiten upassen a virun allem géif se och fir méi Transparenz a fir méi Nohaltegkeet am ëffentlechen Debat suergen. Den Här Fayot, dee wäert haut respektiv muer nach eng Kéier méi ausféierlech op dee Punkt agoen, well et fir eis eeben, wéi gesot, als LSAP wichteg ass, dass mer och déi Diskussioun vum PIBien-être erakréien an eis Diskussiounen. An hie wäert nach eng Kéier ganz kloer erklären, wéi mir eis virstellen, wéi eeben de Staatsbudget deementspriechend soll opgebaut ginn.

Voilà, dëst gesot, wéi ech scho virdrunner ugedeit hunn, wäerte mer dëse Budget net matstëmmen, wat Iech elo net wäert, …

**Plusieurs voix** | O!

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | … wat eis elo net wäert iwwerraschen. Ech mengen, ech hu ganz kloer erklärt, opgrond vun deem Faktencheck, firwat et fir eis net méiglech ass, hei der Regierung entgéintzekommen.

Wéi gesot, wann Dir verschidde Punkten an der Zukunft wëllt realiséieren, wéi déi grouss Steierreform, eng eenzeg Steierklass, do si mer gären derbäi, Iech ze ënnerstëtzen. Mir hu scho laang näischt méi dovunner héieren. Ech hoffen, dass deemnächst eppes wäert kommen. Mee op alle Fall, bei dësem Punkt wäerte mer hei net kënne matstëmmen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll natierlech am Ufank och der Madamm Adehm e grousse Merci soe fir hire Rapport. Si huet de Budget net geschriwwen, dat ass net hire Budget, mee dat ass hire Rapport. An de Rapport, dee se hei presentéiert huet, dee war ganz interessant. Ech mengen, et war och emol eng Kéier eppes aneres, fir iwwer esou Sujeten ze schwätzen a ganz besonnesch de Fokus op d'Finanzplaz ze leeën. Et war gutt, mengen ech.

Mee dat ass net onbedéngt spriechend fir dee ganze Budget. A villes, wat och haut gesot ginn ass, wat och gëschter gesot ginn ass, ass nach Zukunftsmusek. Et si Saachen ugekënnegt ginn. Mir wëssen awer net, wéini dat kënnt. An ech mengen, dat gëtt allkéiers eng gutt Geleeënheet, fir doriwwer ze schwätzen, wann et da souwäit ass.

Stand elo a wa mir eis dee Budget elo ukucken, wéi en haut ass, da wonnert et Iech net, dass mer dee Budget net wäerte matstëmmen. An ech soen Iech déi dräi Haaptgrënn ganz einfach, ganz direkt:

Deen éischten, dat ass: Esou en Defizit fir elo an och fir déi nächste Joren ass an den Ae vun der ADR net seriö. Et sinn ze vill Ausgaben do, déi féieren zu ze vill Scholden, Scholden a Scholden.

Zweetens: Et ass kee richtegt Zil ze erkennen, wou et soll higoe mat eisem Land.

An drëttens: Et ass e Manktum u Courage. Eigentlech ass de Budget dat selwecht wéi dat, wat mer virdrun haten. An d'ADR freet sech, wou dann de versprachene Wiessel ass. Jiddefalls géif et eis net wonneren, wann hei zum Beispill déi gréng oder d'Sozialisten de Budget géife matstëmmen, vu dass et jo quasi deen nämmlechten ass wéi dat Joer virdrun. An d'Madamm Bofferding huet dat jo och schonn deelweis selwer hei souguer gesot.

*(Interruption)*

Här President, wann een e Budget opstellt, da mécht een dat och, fir gewëssen Ziler ze erreechen, Ziler fir eist Land. Ech muss allerdéngs soen, dass et net kloer gëtt, wat genee déi Ziler sinn, wat hei d'Ambitioune si vun der Regierung, mëttelfristeg, laangfristeg, wann ech dee Budget an dat Ganzt kucken.

Wéi e Lëtzebuerg wëlle mir an Zukunft? Wéi e Lëtzebuerg wëlle mir 2050? Eng Regierung gëtt dann och net nëmmen un den Zuele gemooss, mee och un deem, wat se tatsächlech duerno vollbruecht huet, un deem, wat duerno erauskënnt, spéitstens a véier bis fënnef Joer, virun deenen nächste Walen. An déi Bewäertung mécht d'ADR. An da moosse mir, ob dës Regierung gutt geschafft huet oder schlecht geschafft huet. A mir wäerten dës Bewäertung unhand vu klore Krittäre maachen, déi sech och objektiv moosse loossen.

An da geet et am éischte Punkt ëm d'Liewensqualitéit, ob déi weider erofgeet oder ob se eropgeet.

Et geet ëm d'Kriminalitéit, wou et kloer Zuele gëtt, ob déi weider eropgeet oder ob se endlech erëm erofgeet.

Et geet ëm d'Verkéierssituatioun, ob déi sech verbessert oder net. Sti mer a fënnef Joer nach ëmmer esou laang am Stau oder och esouguer nach méi laang, dann ass et en Echec.

Mir bewäerten d'Kafkraaft, déi d'Leit dee Moment hunn. Mir bewäerten d'Energiepräisser, déi dann dee Moment hei am Land wäerten do sinn, ob déi weider eropginn oder ob se endlech erëm erofginn.

Mir wäerten d'Situatioun an de Klinicke bewäerten, an den Urgencen.

Mir wäerte gesinn, wéi eis Scholde sech entwéckelt hunn, eis Einnamen, eis Ausgaben.

Mir wäerte gesinn, ob nach weider d'Natur hei am Land zerstéiert gëtt, verbaut gëtt.

Mir wäerten och aner Aspekter kucken, wéi zum Beispill, wéi et dann eiser Sprooch geet, ob déi weider dobaussen ofhëlt oder ob et erëm besser geet.

Mir wäerte ganz kloer kucken, wéi et mat der Aarmut hei am Land steet – wat ee mat kloren Zuelen och kann erausfannen –: Geet den Aarmutsrisiko weider erop? Oder geet en endlech erof?

Mir wäerte weider kucken, ob Lëtzebuerger oder Leit, Kanner, Jonker, déi hei opgewuess sinn am Land, weider mussen an d'Ausland plënneren, fir eng Wunneng ze fannen, oder ob et endlech erëm ëmgedréint ass, dass se kënnen zréckkommen.

A mir wäerten och ganz genee kucken op den Niveau vun eise Schoulen, deen ëmmer ganz héich war an dee weider erofgeet, besonnesch wat d'Sproochekenntnisser ugeet.

Op deene Parameetere wäerte mir Iech a fënnef Joer bewäerten, an ech hoffen, dass d'Situatioun sech da verbessert huet.

E Budget soll am Fong do sinn, fir esou Ziler ze erreechen. An dat feelt e bëssen hei: déi Ambitiounen, déi Visiounen, dee Courage vun enger Regierung, fir dohinnerzekommen, a kloer ze soen och, wat se aneschters maache wéi déi Regierung virdrun, an alle Beräicher.

An ech soen Iech hei als Beispill fënnef Ziler – dat sinn der elo fënnef, ech kéint der méi nennen, mee ech wëll Iech der fënnef nennen –, déi mir als ADR kloer géifen upeilen:

Éischtens, mir setzen eis an, fir erëm e méi séchert Land ze kréien.

Zweetens, mir setzen eis a fir e Land, wou mer eng Verkéierssituatioun hunn, déi erëm däitlech besser ass.

Drëttens, mir setzen eis derfir an, dass d'Lëtzebuerger erëm an hirem Land wunne kënne bleiwen.

Véiertens, mir setzen eis derfir an, dass d'Energiepräisser niddreg sinn an d'Kafkraaft erëm héich ass.

A fënneftens … Wou ware mer lo?

*(Interruption)*

Fënneftens, mir setzen eis an, fir eis Finanzplaz ze schützen. An dat ass effektiv e Punkt, deen ech och hei bei der Regierung gesinn hunn. An dat freet eis natierlech.

Et kann natierlech och sinn, dass d'Regierung e bëssen, soe mer emol, virsiichteg ass, well schliisslech hu mer geschwë Walen, a mir wëssen, dass virun de Walen ëmmer manner grouss Ukënnegunge gemaach gi wéi no de Walen. Da si mer eventuell gespaant, wat dann am Debat iwwert d'Lag vun der Natioun wäert stattfannen. Deen ass zwee Deeg no den Europawalen.

Mir begréissen also, dass d'Finanzplaz hei och ënnerstëtzt gëtt, well mir si ganz kloer der Meenung, dass et haut esou ass wéi fréier bei der ARBED. An et kann een haut soen: „Wann d'Finanzplaz houscht, da muss d'ganzt Land schnäizen." An d'Finanzplaz ass fir eis Lëtzebuerger haut Raison d'État. Ech hoffen, Dir wësst, wat dat heescht. A si ass doriwwer eraus produktiv, schaaft vill Meerwäert a steet fir e qualitative Wuesstum amplaz vum quantitative Wuesstum. An dee quantitative Wuesstum, also de Bevëlkerungswuesstem, ass jo de Problem, dee mir am Land hunn.

An ech ginn e bëssen zréck an der Zäit: Et gouf emol eng Zäit, do konnt ee sech – an ech schwätze vu virun 30, 40 Joer –, och wann een Aarbechter war, an enger Uertschaft 15 Kilometer vun der Stad Lëtzebuerg en Haus leeschten. Souguer, wat een nennt e „Bungalow", op 8 Ar Terrain. An d'Fra konnt schaffe goen, si huet awer emol net misse schaffe goen. Dee Moment konnt se sech dann och ëm d'Kanner këmmeren.

Et huet een dann am Dag 10 bis 15 Minutte gebraucht fir an d'Stad duerch den Trafick. Moies liicht e bësse méi. Et war alles méi angeneem.

*(Interruption)*

Et war däitlech méi sécher, et war manner Kriminalitéit do. A wann een an d'Kannerklinick gaangen ass, dann ass net nëmme Lëtzebuergesch do geschwat ginn, mee et ass och nach schnell gaangen, an et huet een net misse Stonnen a Stonne waarden. Dat war eng Zäit virun 30, 40 Joer. Da wësst Der, wou mer ukomm sinn.

An där Zäit ass et och eppes ginn, dat huet sech den „Hei Elei Kuck Elei" genannt, deen Der sécherlech, op d'mannst emol déi meescht heibannen, kennen. A vläicht mécht jo nach deen een oder deen anere sech hei de Spaass, all Woch deen ze kucke vu virun 30 Joer. Ech maachen dat, an do gesäit ee ganz interessant Saachen. Fir Iech just eng kleng Anekdot ze erzielen: 1987 gesäit een zum Beispill den Här Gilles Roth op engem Microtrottoir, deemools als nach jonke Spunt, an e schwätzt – 1987 – och iwwer Geld, dat war nämlech deemools, wéi d'50-Frang-Mënz agefouert ginn ass, an de Problem war vun de Leit, dass déi ze vill den 1-Frang-Mënze geglach huet. Also dat just esou niewebäi.

Wat awer méi interessant ass beim Hei Elei Kuck Elei, dat ass dat, wat geschitt ass de 17. Abrëll 1994. Also dat war virun 30 Joer bal ganz genee. An do geet et ëm e Kongress vun enger grousser Partei virun de Walen, an do gouf e ganz interessanten Ausschnëtt gewise vun enger Ried vun engem Deputéierte vun där Partei. An dësen Deputéierten, deen huet gesot, dass et besonnesch néideg wier, eng grondleeënd Analys vun der Altersversuergung ze maachen.

An ech zitéieren elo d'Ried: „Mat deenen ongedeckte Schecke jiddefalls op déi künfteg Generatioune muss endgülteg Schluss sinn. Sécher, eis Rente si bis an d'Joer 2000 ofgeséchert, mee duerno si se dat net méi. A wéi wëlle mer dann d'Finanzéierung sécherstellen? Wëlle mir ëmmer weider auslännesch Aarbechtskräften an d'Land huelen, fir eisen demografeschen Defizit op sozialem Plang ofzedecken? Sollen eng Kéier 500.000, 600.000 oder nach méi Leit hei zu Lëtzebuerg wunnen? Ass dat, wann et iwwerhaapt machbar wär, wierklech wënschenswäert? Wat géif dat fir eis Liewensqualitéit a wat géif et fir eis national Identitéit bedeiten?"

*(Interruption)*

An deemools huet d'Madamm Polfer natierlech an der éischter Rei geklappt an den Här Goerens an alleguer déi vun der DP. Et war nämlech hei am Cercle um Walkongress vun der DP, wou déi Ried gehale gouf. An et war en Extrait vum Robert Gitzinger.

An d'DP huet d'Suergen deemools ganz kloer betount: viru Pensiounen, déi net méi bezuelt kënne ginn, virun nach méi auslänneschen Aarbechtskräften, virum 500.000-Awunner-Staat, virum domat verbonnene Verloscht vu Liewensqualitéit a – stellt Iech dat emol vir! – virum Verloscht vun eiser nationaler Identitéit.

*(Brouhaha)*

Dat war d'DP deemools!

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Mir hunn eis national Identitéit net verluer!

**M. Fred Keup** (ADR) | An do waren der jo Verschiddener vun Iech warscheinlech dobäi. Mee d'Warnunge ware richteg! An den Här Gitzinger huet sech Gedanke gemaach iwwert d'Zukunft vun eisem Land, a seng Befierchtunge si wouer ginn! Mir hunn haut de 660.000-Awunner-Staat, also nach wäit iwwert deem, wat hie sech deemools konnt erwaarden.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Dat ass falsch!

**M. Fred Keup** (ADR) | Eis Liewensqualitéit ass massiv erofgaangen zënterhier.

**Une voix** | O!

**M. Fred Keup** (ADR) | D'DP hat Recht.

A vun eiser nationaler Identitéit, do dierf een net méi dervu schwätzen! Schonn eleng dat Wuert „Integratioun" ass haut vun der DP verpöönt, wéi d'Madamm Cahen dat och hei an der Chamber scho gesot huet.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Dat ass total falsch, wat Dir do sot. Et deet mir leed, mee dat do, dat stëmmt net, an ech refuséieren, dass esou Saache gesot ginn, well dat ass falsch! „Verpöönt" ass falsch!

**M. Fred Keup** (ADR) | Ech mengen net, dass Dir d'Wuert hutt, mee Dir sidd hei an d'Chamber komm an Dir hutt e puermol gesot, dass Integratioun haut net méi un der Dagesuerdnung wier, et wier elo amplaz vun Integratioun …

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här President, ech hunn …

**M. Fred Keup** (ADR) | … de Vivre ensemble, dat hutt Dir hei gesot, …

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Dir nennt dat, wéi Dir wëllt, an ech nennen et, wéi ech wëll.

**M. Fred Keup** (ADR) | … , dat kënne mer alles nosichen an da weisen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Cahen, Dir kënnt duerno e Fait personnel froen, fir eng Richtegstellung ze maachen, wann Dir dat da wëllt. Elo ass et um Här Keup.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här President, ech hunn eng allgemeng Fro. Wat ass eigentlech um Ordre du jour de Mëtteg?

**M. Fred Keup** (ADR) | Sou.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ech sinn nämlech duerjerneen. Ech weess net méi, wat um Ordre du jour ass.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir wësst ganz genau, wat um Ordre du jour ass. An den Här Keup schwätzt elo iwwert de Budget.

*(Hilarité)*

**M. Fred Keup** (ADR) | Kucke mer emol, wat Dir duerno alles esou ze zielen hutt! Dat gëtt jo vläicht interessant.

**Une voix** | Ganz bestëmmt!

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou! Här Keup!

**M. Fred Keup** (ADR) | Voilà.

*(Coups de cloche de la présidence)*

E Fakt ass awer, dass dat, wat den Här Gitzinger deemools gesot huet, haut nach ëmmer aktuell ass. An duerfir soen ech haut, 2024: Mat deenen ongedeckte

Schecken op déi künfteg Generatioune muss jiddefalls endgülteg Schluss sinn. Sécher, eis Rente si bis an d'Joer 2040 ofgeséchert, mee duerno si se et net méi! A wéi wëlle mer dann d'Finanzéierung sécherstellen? Wëlle mer ëmmer weider auslännesch Aarbechtskräften an d'Land huelen, fir eisen demografeschen Defizit op sozialem Plang ofzedecken? Sollen eng Kéier 1 Millioun, 1,2 Millioun oder nach méi Leit hei zu Lëtzebuerg wunnen? Ass dat, wann et iwwerhaapt machbar wär, wierklech wënschenswäert? Wat géif dat fir eist Liewensqualitéit a wat géif dat fir eis national Identitéit bedeiten?

Här President, d'Fro vum Wuesstum vum Lëtzebuerg, wat mir an 20 Joer gär hätten, ass zentral. Et ass déi wichtegst Fro fir Lëtzebuerg. Lëtzebuerg wiisst a wiisst a wiisst. An ech hu grad och héieren, dass esouguer d'LSAP de quantitative Wuesstum och a Fro stellt.

Pro Joer krute mir duerchschnëttlech 12.000 Awunner bäi. Et ass e Wuesstem vun zwëschent 2 % an 2,5 % – absolutte Rekord an Europa! Ech mengen, op zweeter Plaz läit Schwede mat eppes ënner 1 %.

Eng einfach Héichrechnung ergëtt dann, wa mir esou weidermaachen, eng Steigerung vun haut 660.000 Awunner op am Joer 2050 däitlech iwwer eng Millioun Awunner. Etüde ginn dann och vun 1,1 oder 1,2 Milliounen Awunner oder änlech aus.

Et ass eigentlech net ze packen! An dee risege Problem mam onkontrolléierte Wuesstum, mat der Bevëlkerungsexplosioun, mat där grousser Immigratioun, déi een do huet, an all eis Problemer, déi mer am Fong hei hunn am Land, kommen dohier!

Zum Beispill déi extreem héich Wunnengspräisser. Well pro Joer sinn d'Präisser elo bis op déi lescht Méint, déi emol ewechgeholl, extreem geklomm an dat, obwuel immens vill hei am Land gebaut gëtt.

Meeschtens gëtt och méi kleng gebaut wéi fréier a manner schéi wéi fréier – mee bon! Mir kréie gesot, et wier keng Plaz méi do, mee et gëtt ganz vill gebaut, an et komme jo awer ganz vill Leit heihin.

Op där anerer Säit wunnen iwwer 50.000 Lëtzebuerger hautzedaags am noen Ausland, hannert der Grenz. Iwwer 3.000 Lëtzebuerger verloossen all Joer d'Land a wanderen aus. Dat hu mer d'lescht Woch vum Statec gesot kritt.

Mat dem onkontrolléierte Wuesstum, wann dee sou weidergeet, wäerten d'Präisser, egal wéi, egal wat mir hei maachen, weider klammen. Et ass en normale Konkurrenzdrock: méi Nofro wéi Angebot. An dann ass et normal, dass deen, deen e bësse méi Geld huet, sech duersetzt, an deen, deen e bësse manner Geld huet, dee gëtt erausgedrängt. Dat ass d'Situatioun hei an dat ass net hinzehuelen.

Dann en zweete Punkt: de Verkéierskollaps, dee mer all Dag erliewen, an och vun eis hei der ganz vill, all Moien, an haut de Moien erëm. An dat ass natierlech och: Parallell zum Bevëlkerungswuesstum wiisst jo d'Zuel vun eise motoriséierte Gefierer, déi mer brauchen! Vun 200.000 am Joer 1990 – dat war dann déi Zäit vum Här Gitzinger – op iwwer 500.000 haut. Pro Joer gëtt et hei am Land 10.000 Autoe méi. Dozou kommen awer och nach d'Autoe vun de Frontalieren. Déi Zuel, déi geet jo och immens an d'Luucht. Zu där Zäit vun der Ried, 1994, waren et 50.000 Frontalieren – haut sinn et der wäit iwwer 200.000.

An d'Verkéierssituatioun wäert sech esou weider dramatesch verschlechteren! Weeder den ëffentlechen Transport nach de Stroossebau kommen dem onkontrolléierte Wuesstum hannendrun! A wann ech d'Projeten hei héieren – vill Projeten, déi mir natierlech och ënnerstëtzen –, dann ass de Problem jo och, dass der ganz vill vun deenen enorm laang daueren.

Wa mer vun engem schnellen Tram op Esch schwätzen an dann iergendeppes kënnt mat zweedausend an déi drësseg, fënnefandrësseg, an duerno gëtt et jo nach méi spéit, da kann ee sech awer froen, wat alles falschleeft, dass dat esou laang dauert. An ech ginn Iech e Beispill: Wéi 1859 hei zu Lëtzebuerg d'Eisebunn opgaangen ass – 1859! –, do hate se grad emol zwee Joer gebraucht, fir déi ze bauen. Si hate kee Kran, si hate kee Camion, si hate kee Bagger, se si mat Päerdskutsche gefuer. Zwee Joer hate se deemools gebraucht, a mir brauchen haut 15 Joer, fir eng Tramslinn op Esch ze bauen.

Den drëtte Problem, zesumme mat Wuesstum, ass d'Zoubetonéierung, d'Zerstéierung vun der Natur. Vun 1990 bis 2015 ass méi Terrain verbaut ginn, wéi an deene ganzen 100 Joer virdrun. Am Joer 1990 ware 4,3 % vun eisem Territoire verbaut. Am Joer 2015 waren et 10 %. Haut si mer scho bal op 15 % – 2024. A bei 1,2 Milliounen Awunner wiere mir jo da bäi bal 30 % verbauter Fläch vum Lëtzebuerger Land! Konsequenz: 80 % vun de Fiichtgebidder sinn zerstéiert, just nach 2 % vun eise Baachen hunn anstännegt Waasser, d'Landwirtschaft verléiert ëmmer méi Terrainen, well se verbaut ginn oder wéinst Kompensatiounsmoossnamen.

Véiertens, de Manktum un Infrastrukturen: Schoulen, Klinicken. Et feelt un Infirmieren, u Polizisten, u Léierpersonal, iwwerhaapt u Personal. Et feelt u Kläranlagen, Sportinfrastrukturen, Maison-relaisen, Geriichtssäll a sou weider. Firwat feet et un all deem? Wéinst dem Wuesstum, wéinst der ëmmer méi staarker Awanderung.

An elo kommen der da mat der wansinneger Iddi: „Jo, da musse mer nach méi wuessen. Da musse mer nach méi Leit hunn, déi awanderen." An dat musst Der Iech virstellen! Dat sinn also Leit, déi wëllen de Problem mam Problem bekämpfen. De Problem, dee mer hunn duerch de Bevëlkerungswuesstum, soll also bekämpft gi mat nach méi Bevëlkerungswuesstum! Et deet mer Leed, mee et ass, wann een dat bis zum Schluss denkt, eigentlech verréckt.

A wann Dir gär als Regierung esou weiderfuert, oder déi aner Parteien, da musst Der an den nächste 25 Joer alles verduebelen. An da geet dat, wat elo op déi nächst fënnef Joer geplangt ass, guer net duer! Dir musst alles verduebelen a 25 Joer, fir de Retard opzehuelen, dee mer hunn, a fir matzehale mam Bevëlkerungswuesstem. Verduebelen: Wunnengen, Schoulen, Geschäfter, Klinicken, Waasserversuergung, Offall, Sportshalen, Fussballsterrainen, Stroossen, Schinnen, Kläranlagen, Léierpersonal, Polizisten. Alles verduebelen a 25 Joer! D'Autobunnsspuere verduebelen, Tram, Zuch an esou weider.

Wéi wëllt Der dat maachen?! Ech kommen dorop zeréck: Wéi laang hu mer elo gebraucht fir eng Ëmgeeungsstrooss vun Dippech oder vu Käerjeng? Wéi ass et mat där vun Hesper? Do héiert een näischt méi dervun. Wann déi eng Kéier vläicht elo decidéiert gëtt, dann dauert dat vläicht zéng Joren, bis déi fäerdeg ass.

Ech mengen, mat deem Rhythmus do ass et einfach net méiglech, matzehale mat deem Bevëlkerungswuesstum, dee mir aktuell hunn. An dee ganze Wuesstem geet doriwwer eraus op Käschte vun eisem Zesummeliewen. En Zesummeliewen, wat mol an der Zäit hei besser ginn ass wéi haut, wat verschwonnen ass. A wuer ass dann dat Lëtzebuerg hin, wat mer fréier vläicht kannt hunn, an och dat, wouvun d'DP 1994 vläicht geschwat huet?

An de Combel ass: Trotz dem Wuesstum hu mer immens vill Leit hei an der Aarmut liewen! Ënnert der Aarmutsgrenz oder just driwwer. Dat heescht, dass déi, déi behaapten, de Wuesstum wier wichteg, well dee géif eis räich maachen, déi léien! Vill Leit sinn trotz Wuesstum aarm. De Wuesstum mécht net räich; op d'mannst emol e gudden Deel net.

An de Statec huet dat schonn 2018 gesot an enger Etüd. Den Titel war „Croissance : pro pauvres ou pro riches ?". An d'Zitat, d'Konklusioun vum Statec war: „La croissance économique : […] ?", bon, déi geet jo zesumme mat der Croissance démographique, „Sur les treize années passées en revue dans cette étude, les fruits que la croissance économique a déversés sur les ménages, a globalement favorisé les plus aisés. La croissance était donc pro-riche !"

Et ass am Fong ganz schlëmm, dass mir hei ganz villes opferen, fir dee Wuesstem matzemaachen, a ganz vill Leit kënnen net dovunner profitéieren.

Léisungsvirschléi: „Elo baue mer Wunnengen." Jo, wéi vill baue mer der dann? A wouhin? A fir wien? A mat wat? Ech hoffen, dass mer dat maachen, awer net nëmmen, fir Wuesstum ze generéieren, mee och fir déi Leit, déi schonn hei sinn!

D'Schoule packen et net méi mat der Immigratioun. Den Niveau gëtt erofgesat, d'Schoul gëtt zersplittert – ech kommen drop zeréck.

Elo sollen d'Leit aneschters wunnen: Héichhaiser, Appartementer, ouni Parking, Kollektivparken, wéineg Privatsphär, keng eege Garage méi; eppes ganz Schlëmmes anscheinend. Mir widderhuele Feeler, déi an anere Länner scho gemaach gi si virun 30, 40 Joer. Et ass en immense Verloscht vun der Liewensqualitéit, déi hei zu Lëtzebuerg stattfënnt, wann Der vergläicht mat de Generatioune virun eis an de Generatiounen, déi elo kommen.

An da komme mer nach zu där Manie, fir ganz vill $CO_2$ wëllen anzespueren hei zu Lëtzebuerg. An och am Budget ginn erëm Milliounen a Milliounen dofir ausginn, fir $CO_2$ anzespueren. Mee wann Der wëllt $CO_2$ aspueren, wann Der wëllt d'Natur schützen, da ginn ech Iech de gudde Rot: Fänkt hei am Land un a bremst de Wuesstum! Méi Bevëlkerungswuesstum – méi $CO_2$. Dat ass jo awer logesch. A wou ass dann d'Logik, fir wëllen de Leit allméiglech Zwäng opzeerleeën an e groussen Deel vun hire Suen ewechzehuele fir $CO_2$-Moossnamen, an dann op där anerer Säit de Wuesstum stoen ze loossen, deen ëmmer méi $CO_2$ produzéiert?

Nach e Beispill aus der Zeitung, hei aus dem „Lëtzebuerger Wort" d'lescht Woch. Et geet iwwert d'Stad Lëtzebuerg, d'Gemeng Lëtzebuerg. „Mobilität: Nur drastische Maßnahmen helfen". „Drastische Maßnahmen" musse mer huelen. Firwat? „In etwas mehr als zehn Jahren könnten 180.000 Menschen in der Stadt Luxemburg leben." Méiglech. „Der Autoverkehr muss reduziert werden." Jo, et ass elo scho Kollaps, an do brauch ee keng hellseeëresch Fäegkeeten. Da missten drastesch Moossnamen ergraff ginn. An de Journalist schléit vir, dann eng Vignette fir Autoen ze maachen.

Mee de Punkt ass ganz einfach deen, dass och an der Gemeng Lëtzebuerg … Och an der Stad Lëtzebuerg gesitt Der ganz gutt: Wat Der méi Leit hutt, wat Der méi Autoen hutt, wat Der méi Problemer hutt. An duerno muss jiddwereen drënner leiden. Da maache mer eng Vignette an da kommen déi, déi et net méi kënne bezuelen, och net méi an d'Stad.

Fir mam Theema Bevëlkerungswuesstum ofzeschléissen, wëll ech awer hei kloer soen – net dass dat elo falsch verstane gëtt –: D'ADR ass net derfir, de Bevëlkerungswuesstum ze stoppen. Nee, mir brauchen natierlech fir eis Wirtschaft, fir eis Finanzplaz héichqualifizéiert Aarbechtskräften. Mir wëllen de Bevëlkerungswuesstum bremsen, fir aus dem onkontrolléierte

Bevëlkerungswuesstum e kontrolléierte Bevëlkerungswuesstum ze maachen, deen eist Land stemme kann an dee verantwortungsbewosst un d'Zukunft vun eise Kanner denkt.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Fred Keup** (ADR) | Ech kommen op d'Zuele vum Budget hei zeréck. An do geet et ëm den Defizit. Mir hu gesinn: eng Milliard Euro Defizit trotz Wuesstum, a fir déi nächst fënnef Joer ass och alljoers erëm eng Milliard Defizit virgesinn. An et war jo ugekënnegt ginn, et géif gespuert ginn. Dat ass gesot ginn, mee dat stëmmt awer net. Dat heescht, et ass eppes gesot ginn, wat net agehale ginn ass. Et ass also eppes gesot ginn, wat sech iergendwéi net duerno realiséiere konnt.

Op jidde Fall huet och de Rechnungshaff, also d'Cour des comptes – fir eng neutral Institutioun ze nennen –, jo festgestallt,dass keng Erspuernisser hei ze gesi sinn. Et ass eeben och vläicht nach ze fréi. Mir si virun de Walen, an do mécht een net gäre, Erspuernisser an engem Budget.

Keng Spuermoossnamen. De Gambia-Budget vun de leschte Jore gëtt am Fong einfach weidergefouert. Bon, et kann ee soen: „Et ass en Iwwergangsbudget." Jo, mengetweegen. Mee et ass awer trotzdeem och e Manktum u Courage.

An elo héieren ech dann och – an dat ass jo och schonn oft gesot ginn –, dass eng Steierreform virgesinn ass. A mir haten hei eng Motioun den 1. Februar dëst Joer. Do ass eng Motioun erabruecht gi vun DP-CSV, an déi ass och vun hinne gestëmmt ginn. An an där Motioun geet et ëm d'Steierreform. An där Steierreform soll Follgendes passéieren, laut där Motioun, do solle follgend Kategorië vu Leit dovunner profitéieren, also méi kréie wéi bis elo: „les ménages à revenus modestes", also déi méi Aarm, „les familles monoparentales" an „les classes moyennes", also d'Mëttelschicht.

Summa summarum mécht dat do ongeféier 90 % vun de Leit hei am Land aus, géif ech emol schätzen. Déi 90 % sollen also an enger Steierreform, laut dëser Motioun, déi hei gestëmmt ginn ass, besser ewechkomme wéi bis elo.

Elo musst Der awer emol erklären, wéi et méiglech ass, wann Der fënnef Joer hannerteneen alljoers 1 Milliard Defizit maacht, datt Der wëllt eng Steierreform maachen, wou 90 % vun de Leit hei am Land eppes gewannen. Dat ass d'Quadratur vum Krees. Ech loosse mech gär iwwerraschen. Wann Der dat fäerdegbréngt, ouni grouss Scholden ze maachen, da maachen ech och hei ganz gären Applaus derfir – mee ech gleewen net wierklech drun.

Da kommen ech zu der Scholdegrenz. Och de Moien huet den Här Minister doriwwer geschwat an ech wollt do nach eng Kéier eebe froen, ob d'Regierung bereet ass, iwwert déi 30 % ze goen, déi jo och elo virdrun hei diskutéiert gi sinn. Wat fir e Risiko dat fir e klengt Land fir Lëtzebuerg géif bedeiten. Well et gëtt nun emol keng Sozialpolitick, keng Steierreform, keen Index, keng anstänneg Gesondheetspolitick, wann d'Keesen eidel sinn.

D'ADR wëll dowéinst géintiwwer all deenen anere Parteien e kloert Zeeche setzen. Mir si prinzipiell fir eng Scholdebrems an der Verfassung. Dat geet anscheinend net, mee eng gesetzlech Scholdebrems, déi bei maximal 30 % vum Bruttoinlandprodukt läit, géife mer ganz gären hei am Land gesinn.

Fir verschidde Leit ass den Triple-A keng Mussesaach méi an dës Leit spillen an eisen Aen och dowéinst mam Feier. Si huelen aner Länner als Beispiller a behaapten, datt een och do mat ville Scholden nach kéint eng gutt Notatioun kréie vun de Ratingagenturen. Mee fir Lëtzebuerg sinn esou Theorien oft liichtsënneg, onverantwortlech, well am Verglach mat anere Länner si mir ganz kleng a mir si wäit méi verletzlech wéi déi aner. A mir dierfen den Triple-A net verléieren, well dat hätt immens Konsequenzen op eis Wirtschaft a besonnesch op eis Finanzplaz.

En anere Punkt ass d'Aarmut hei am Land, a ganz besonnesch och déi Aarmut bei Kanner a Familljen. A mir mussen eis d'Fro als Gesellschaft, als Politick stellen: Wéi wichteg sinn eis Kanner, wéi wichteg sinn eis Familljen? A wa mir da vu Kanneraarmut schwätzen, dann ass dat jo eigentlech d'Aarmut vun de Familljen, och vun den Elteren.

A wann een déi Zuele kuckt, déi allgemeng Entwécklung, da kënnt een zur Konklusioun, dass d'Kanner an d'Famill eigentlech missten am Zentrum vun eisen Entscheedunge stoen – si stinn do awer iergendwéi net esou richteg. A mir hunn hei zu Lëtzebuerg, mee och an anere Länner am Moment eng Kris vun der Famill, an der ganzer westlecher Welt, an hire Stellewäert huet an de leschte Jorzéngte massiv ofgeholl. En ass net méi dat, wat en eng Kéier war. An et geet esou wäit, dass och dat traditionellt Familljebild souguer negativ konnotéiert gëtt, an am Endeffekt sinn d'Kanner jo déi Leidtragend. Wann iwwerhaapt nach Kanner do sinn!

Zu Lëtzebuerg läit d'Zuel vu Kanner pro Fra mëttlerweil bei 1,25. Dat ass den niddregsten Taux vun allen Zäiten. 1,25 Kanner pro Fra! Dat ass … Normalerweis brauch een iwwer zwee, fir dass d'Bevëlkerung stabill bleift.

*(Interruption)*

A vill Jonker zécken, fir Familljen ze grënnen, oder si hu keng Méiglechkeet, well hinnen déi finanziell Mëttel dozou feelen. An déi, déi der kréien, falen oft an eng Aarmut. Do kommen ech och op ganz beonrouegend Zuelen zeréck a mir soe ganz kloer: Mir mussen d'Familljе méi ënnerstëtzen. An et kann net sinn, dass de Fakt, dass een zu Lëtzebuerg eng Famill grënnt a Kanner kritt, en Aarmutsrisiko bedeit!

*(Interruption)*

Et kann net sinn, dass déi Jonk, déi hei mat eis am Land opwuessen, keng Méiglechkeet gesinn, eng Famill mat Kanner an hirem Land ze grënnen. Do musse mer eis dergéint wieren.

Fir zwee Elteren am Stot läit den Aarmutsrisiko fir Persounen ouni Kanner bei 12 % a bei Familljе mat dräi Kanner läit e bei 42 %. An dat ass emol net dëser Regierung hir Schold, mee et ass och deene vu virdrun hir Schold, an och deenen hir, déi sech elo hei déck opreegen iwwert d'Aarmut, an dass net genuch anscheinend dergéint gemaach gëtt.

Mee et ass op jidde Fall fir Lëtzebuerg eng Blamage! An dat trotz dem Megawuesstum, deen eis jo anscheinend soll Räichtum bréngen. An, ech mengen, do musse mer usetzen. Mir hunn dat schonn hei gefuerdert. Mir musse méi maachen. Mir mussen d'Suen do asetzen, méi héicht Kannergeld, d'Staffelung vum Kannergeld, en Elteregeld aféieren, fir déi Elteren, déi doheem kënne bleiwen, fir Kanner selwer ze versuergen. Domadder kréien d'Elteren eng reell Méiglechkeet, fir doheem bei hire Kanner ze bleiwen. Si kréien de Choix; dat ass gutt fir d'Familljen.

Wat d'Steierreform ugeet, si mer géint eng Individualiséierung, déi zu Laaschte vun de Familljе géif falen. Dat geet guer net. A mir si ganz sécherlech fir punktuell Erliichterungen och fir Persounen, déi a steierlech schwierege Situatioune sinn, wéi Wittleit oder Persounen, déi eleng Kanner erzéien. Dozou kënnt jo dann nach vläicht eppes an den nächste Méint.

Als ADR wëlle mer op jidde Fall eng Politick, déi d'Wuel vun de Kanner an den Zentrum vun eisen Entscheedunge stellt.

Mir hu vill iwwert d'Aarmut elo geschwat, déi engem Land wéi Lëtzebuerg sécherlech onwierdeg ass. Et ass allerdéngs och esou, dass en Deel dovunner net onbedéngt direkt aus eisem Land selwer kënnt, mee et ass e Problem, dass och d'Aarmut aus dem Land, aus dem Ausland, pardon, op Lëtzebuerg am Fong immigréiert. An dat gesäit een an allen europäesche Länner, wéi zum Beispill hei déi Zeitung „Die Zeit", wat jo elo éischter eng Zeitung ass, déi, mengen ech, méi lénks steet, déi awer schreift: „Die Kinderarmut in Deutschland ist angestiegen, und zwar zuletzt überwiegend durch starke Zuwanderung besonders minderjähriger Flüchtlinge."

Also d'Immigratioun, pardon … D'Aarmut an d'Kanneraarmut sinn och zu engem groussen Deel am Fong importéiert. An an deem Kontext wier et vläicht emol gutt, wann een – zemools an engem Land wéi Lëtzebuerg, wou mer esou vill Migratioun haten an hunn, a sécher wäerten hunn – méi iwwert dat Theema Migratioun géif schwätzen, wann ee méi Etüden hätt iwwert alleguer déi Konsequenze vun deene verschiddene Migratiounen, déi mir hei am Land hunn. An doriwwer géife mer gären hei e puer Wierder soen.

Ufank des Jores koum eng Etüd eraus iwwert déi finanziell Repercussiounen op de Staat vun der Migratioun, an zwar an Holland. An déi huet et e bëssen a sech, well se opraumt mat enger Partie Mythen, déi leider nach ëmmer hei an Europa, besonnesch zu Lëtzebuerg, leider verbreet sinn. Do ware ganz renomméiert Migratiounsfuerscher aus Holland, dorënner de Gerrit Kreffer, déi hunn eng Etüd gemaach: Follge vun der Immigratioun fir déi ëffentlech Finanzen. An d'Resultater vun dëser Studie goufen och europawäit vu ville Migratiounsfuerscher, besonnesch op däitschen Unien, bestätegt. Et ass also net aus der Loft gegraff. Dat, wat ech elo hei soen, ass tatsächlech esou.

Allgemeng kann een d'Resultat follgendermoosse resüméieren: Stand haut, an ouni Ännerung vun der aktueller Politick, ass d'Immigratioun fir Holland an och fir vergläichbar Länner a Westeuropa ganz deier. Et ass en Negativgeschäft.

Eng europäesch Gesellschaft, déi sech auszeechent duerch wéineg Gebuerte vu Kanner, gëtt bei enger gréisstendeels onkontrolléierter Immigratioun éischter belaascht wéi gestäerkt. Op änlech Konklusiounen, kënnt Der nokucken … Fir Däitschland ass zum Beispill scho virdrun och eng Etüd vun der Uni Freiburg komm.

De Punkt ass: D'Repercussiounen op de Budget vum Staat hänke ganz staark vum Hierkonftsland vun der Persoun of an och vun der Aart vu Migratioun. Ass et Asylmigratioun oder ass et Aarbechtsmigratioun?

An d'Etüd huet iwwregens … Dat ass och ganz interessant, déi ass ganz wäit gaangen. Déi huet net nëmmen déi éischt Generatioun mat abezunn, mee och déi zweet Generatioun mat abegraff, fir ze kucken, wéi och laangfristeg den Impakt ass vun der Migratioun.

An ech wëll och hei ausdrécklech soen, dass dat heiten objektiv ass. Et geet hei net ëm eng subjektiv Warneemung. Ech mengen, déi eng Leit hunn eebe gäre vill Immigratioun, aner Leit hunn eebe vläicht gäre manner Immigratioun aus perséinlechen, subjektive Grënn. Dorëms geet et net. Hei geet et einfach objektiv drëms, wat fir Konsequenzen d'Immigratioun op de Staatsbudget huet.

An déi konkreet Resultater sinn net verwonnerlech: Wann Awanderer kommen aus Nordamerika, Westeuropa, Japan, Australien, also Aarbechtsmigranten, da bréngt dat e Plus fir d'Staatskeess. Op där anerer Säit, en Asylmigrant aus Afrika kascht den hollännesche Staat am Duerchschnëtt – an do ass alles matgerechent, och déi zweet Generatioun – 625.000 Euro ënnert dem Strech.

Do gëtt et grouss Ënnerscheeder zwëscht de Länner. Déi hollännesch Etüd huet dat genee no Land opgeschlësselt. Mee Fakt ass, deemno vu wou den Immigrant kënnt a wat seng Motivatioun ass, bedeit et fir de Staatsbudget: fir déi eng e Plus vu 600.000 Euro a fir déi aner e Minus vu 625.000 Euro. Pauschal ze soen also, dass d'Migratioun hei finanziell eisem Staat guttdeet, ass net richteg. Et gëtt déi eng an et gëtt déi aner an et muss een et differenzéieren!

An dat Argument, dass jonk Asylimmigranten eis Sozialsystemer an eiser Gesellschaft, déi ëmmer méi al gëtt, géife stabiliséieren, dat gëtt an der Etüd och als Mythos duergestallt, deen absolutt net géif stëmmen, an dat bezitt sech natierlech haaptsächlech op déi Period no 2015. Virdru war et eng aner Situatioun.

An ech soen dat hei, well Der dann och verstitt, firwat déi meescht Länner op der Welt eng selektiv Immigratioun bedreiwen, bal alleguer d'Länner, wou se soen: „Mir huelen Talenter, mee mir huelen net déi, déi méi kaschten." Dat mécht bal all Land op der Welt!

An als ADR soe mer och ganz kloer: Wéini kann een immigréieren? Ma wann een eng eegen Existenz kann ofsécheren, well mir wëlle ganz kloer keng Awanderung an eis Sozialsystemer.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fred Keup** (ADR) | An dofir ass et fir eis kloer: Mir maache gär Schluss mat der Immigratiouns- an Asylpolitick vun der Regierung vu virdrun, an elo hei, esou wéi et ausgesäit, gëtt déi jo weidergefouert. Et soll nëmmen nach dee Schutz kréien, dee wierklech Schutz brauch, an nëmmen nach esou laang en och Schutz brauch!

**Une voix** | Très bien!

**M. Fred Keup** (ADR) | Mat eis gëtt et keng europäesch Verdeelungsmechanismen a keng illegal Immigratioun aus ekonomesche Grënn.

Déi drastesch Ännerungen, déi mir an der Asyl- an Immigratiounspolitick géife virhuelen, géife schonn a relativ kuerzer Zäit vill Foyere fräimaachen, déi an deene leschte Joren opgebaut goufen. Déi kéint een da fir eppes aneschters benotzen. Eng Rei Foyere géife mer natierlech weider och fir Demandeurs de protection internationale benotzen, well mer wëllen deene Leit, déi wierklech Schutz brauchen, jo och Asyl ginn. Och d'ADR steet zum Asyl. Awer mat eiser Politick géifen och vill Plaze méi séier fräiginn.

Nach ee Punkt vum Budget, wat dat doten ugeet, da géife mer och 66 Milliounе spueren: De Lëtzebuerger Staat, de Familljeministère, gëtt pro Joer 66 Milliounen aus fir Sécherheetsdéngschter an Asylheemer. 66 Milliounе fir Sécherheetsdéngschter! Ech hu mech einfach gefrot: Wie schützt eigentlech do wie viru wiem?

Déi massiv Immigratioun ass natierlech och de Grond fir déi héich Wunnengspräisser, dat hunn ech scho gesot. Wann een déi historesch Entwécklung vergläicht vun Immigratioun a Wunnengspräisser, gesäit een eng kloer Korrelatioun, eng Kausalitéit. An d'Situatioun, déi mer am Moment hunn, ass déi, an do kommen ech op d'Wunnengsproblematik: Déi besteet haaptsächlech doranner, dass vill Lëtzebuerger a Jonker, déi hei am Land opgewuess sinn, d'Land musse verloossen! Si ginn zu Emigranten. E Lëtzebuerg, wat elo Joren, joerzéngtelaang, Leit ugezunn huet, wou Leit heihinner komm sinn, huet op eemol Leit, déi fort musse goen, déi zur Emigratioun gezwonge ginn.

Mir hunn also op där enger Säit eng Immigratiounskris, déi mer net maîtriséieren, an eng Emigratiounskris, déi mer net kënne verantwerten. Wa mer also mëttelfristeg wëllen déi Krise léisen, da musse mer d'Politick vum Wuesstum änneren.

Elo kuerzfristeg geet et drëm, déi aktuell Zënsekris ze meeschteren, mat hannendrun der Baukris, déi sech elo ugedeit huet an déi och Realitéit ginn ass, zum Deel. An do si mer, an dat soen ech kloer, als ADR och op der Säit vun der Regierung. Vläicht net honnertprozenteg bei allem, mee déi Moossnamen, déi do elo virgesi sinn, kënne mer zu engem ganz groussen Deel ënnerstëtzen.

Et kann ee weider nach iwwert de Logement schwätzen, do, mengen ech, gëtt et nach aner Geleeënheeten derzou. Vläicht nach zwee, dräi Punkten, déi och ganz interessant sinn. Deen éischten ass: Mir mussen eis bewosst sinn, dass d'Bauen hei am Land ëmmer méi deier ginn ass, och wéinst deenen ëmmer méi staarke Reguléierungen, Stéchwuert „Ëmweltoplagen". An dat mécht et och ëmmer méi schwiereg.

A mer mussen och soen, a wann ech duerch d'Land fueren, ass dat einfach elo eng Beobachtung: Ech stelle fest, dass ganz vill Haiser och ofgerappt ginn! Ech froe mech ëmmer, wéi et méiglech ass, dass an engem Land, wou anscheinend esou eng grouss Wunnengskris ass an all Wunneng feelt, iwwerhaapt eng Wunneng ofgerappt gëtt. Dat emol als Klammer esou gesot.

Schoulen. Et ass gesot ginn: Mir hunn ëmmer méi Schüler. Ëmmer méi Bevëlkerung, ëmmer méi Schüler, d'Zuele wuessen. Am Lycée hu mer all Joer 1.500 Schüler méi, an der Primärschoul all Joer 800 Schüler méi. Dat ass enorm! Dorobber muss ee reagéieren. An dat ass ganz schwiereg. Et feelt u Personal, et feelt op ville Plazen u Gebailechkeeten, et feelt och u Méiglechkeeten, fir deem gerecht ze ginn an der Schoul selwer.

Dräi Punkte wollt ech hei aus dem PNR eng Kéier kuerz analyséieren. De PNR, dee schreift do dräi Ziler, déi sollen erreecht ginn elo an eiser Schoul, mat der aktueller Politick. An dat huet mech dach awer gewonnert, well déi Ziler, déi stinn zwar am PNR, mee eigentlech erreeche mer am Moment de Contraire.

Dat Éischt, dat ass, do steet, et wier eng „égalité dans le système éducatif" ugestrieft. Égalité! Do stellen ech fest: Et ass absolutt de Contraire! Mir bauen ëmmer méi Europaschoulen, déi ëffentlech sinn, an an den ëffentlechen Europaschoule maacht Der Är Première mat 18 Joer, Dir hutt ee Joer manner Lycée, Dir hutt ee Joer manner Schoul wéi an der normaler, traditioneller, ëffentlecher Schoul, wou Der Är Première mat 19 Joer maacht. Ech fannen et extreem bedenklech, wann ee seet, et wéilt ee fir d'Égalité dans le système éducatif sinn, an dann huet een déi eng Schüler, déi brauchen ee Joer manner ze maache wéi déi aner, a kréien dann en Diplom, dee genau dat nämmlecht wäert ass. An da wonnert et och keen, dass op eemol, wéi elo gëschter erauskomm ass, zu Jonglënster deen traditionelle Modus emol guer net méi ugebuede gëtt. Do gëtt et keng Septième classique méi, keng Septième générale méi. Do gëtt et mëttlerweil quasi just nach d'Europaschoul. Jo, dat ass dann d'Loi du moindre effort. Et geet een natierlech dohinner, wou et méi einfach ass, an et geet een och dohinner, wou et méi schnell geet.

An dann een anere Punkt, deen drasteet: Mir hätte gären eng plurilingual Schoul. Dat steet dran. A wat geschitt? Jo, just de Contraire! Mir haten eng immens plurilingual Schoul, wou all Kand op e relativ anstännegen Niveau bruecht ginn ass, am Franséischen, am Däitschen, am Engleschen, am Lëtzebuergeschen. Méi méisproocheg geet et net méi! All Land op der Welt huet eis bewonnert fir eise Schoulsystem. An elo hu mer deen ëffentlech-europäesche Modell, wou d'Sproochen op eemol manner wichteg ginn. An Dir wäert gesinn, déi, déi do erauskommen, hunn an deene Sproochen net dee selwechten Niveau wéi déi, déi ëmmer aus dem lëtzebuergeschen ëffentleche System erauskomm sinn. An do gesi mer also, dass hei eng Politick gemaach gëtt, déi am Fong géint d'Méisproochegkeet geet.

An da steet nach dran: inklusiv. Inklusiv heescht zesummen. Och do ass et de Contraire, dee geschitt, schon eleng bei deenen Europaschoulen, duerch déi Trennung, déi stattfënnt. Mee elo ass et jo och ugeduecht, fir schonn an der Primärschoul d'Kanner ze trennen, eng Kéier, dass déi eng an eng däitschproocheg Klass ginn an eng Kéier déi aner an eng franséischsproocheg Klass. Dat wäert dann am Endeffekt nom Migratiounshannergrond geschéie respektiv no der Nationalitéit. An dann hu mer alles aneschters erreecht wéi Inklusivitéit. Dann hu mer Exklusivitéit erreecht, an ech mengen, dat ass genee de Géigendeel vun deem, wat hei am PNR drasteet.

A mir als ADR wëllen dat alles net. Mir hätte gären eng staark ëffentlech traditionell Schoul. Mir hätte gär sozial Kohäsioun, Integratioun, d'Kanner zesummen, net getrennt an der Schoul. Dat ass eis wichteg fir eis Gesellschaft an Zukunft.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fred Keup** (ADR) | E puer Punkten nach. Een, deen nach net ugeschwat ginn ass, mee wou ech mer awer e ganz grousse Pleséier maachen, fir et ze maachen, ass den Horeca-Secteur. An do wollt ech op ee Punkt agoen.

2014, dat ass zéng Joren hier, ass d'TVA a Restauranten a Caféen op Wäin a Béier eropgesat ginn, an zwar vun 3 % deemools op 17 %, also eng enorm Steigerung. An dat muss ee sech emol virstellen an Zäiten, wou Caféen ausstierwen, wou Restauranten et ëmmer méi schwéier hunn, dass een esou eppes gemaach huet! Dat war deemools och nach ee Joer nom Fëmmverbuet an de Caféen, dat och seng negativ Repercussiounen hat.

An ech mengen, dat ass immens schued, well et ass wichteg, dass mer Wiertschaften hunn, wou d'Leit sech treffen, wou d'Zesummeliewe stattfënnt. An et ass extreem traureg, dass mer haut hei am Land Gemengen hu vu 6.000, 7.000 Awunner, wou Der mol keng eenzeg Wiertschaft méi fannt. An ech mengen, dass et wichteg wier, op deem konkreete Punkt eppes ze maachen. An am meeschte géife mer et begréissen, wann déi TVA erëm op en akzeptabelen Taux kéint erofgesat ginn, beispillsweis op 6 %. Dat kéim de Caféen an de Restauranten zegutt, et kéim de Clienten zegutt, et kéim eise Wënzer a Brauereien zegutt an et kéim der ganzer Gesellschaft zegutt.

Dann, Här President, geet et ëm d'Spueren. Jo, et kann ee bei den Ausgabe villes maachen. Mir hätten do eng ganz Partie Virschléi, déi mer elo nach guer net hei héieren hunn. An d'Spueren ass natierlech e politesche Choix. Et gefält net jiddwerengem, mee et gëtt Plazen, do kann ee sécherlech spueren, an och vill spueren.

An d'Fro, déi ee sech ka stellen: Kënne mir eis et erlaben, an Zäite vu Scholde wäit iwwert dat, wat an internationale Konventioune steet, erauszegoen? Mir mat eise grousse Problemer hei? An ech schwätzen do iwwert déi Suen, déi mer alljoers ausgi fir

d'Entwécklungshëllef, d'Entwécklungszesummenaarbecht, déi aktuell bei 600 Milliounen Euro läit, an et kënnt nach eng ganz Partie derbäi, wat mir net urechne loossen.

A mir sinn der Meenung, dass mer do och bei 0,7 % vum Bruttonationalakommes gutt bedéngt wären, esou wéi dat decidéiert gi war 1992 zu Rio, an dass mer alles géife matrechnen, wat een och vun der OECD an esou weider ka matarechnen. An da kéint een aner Weeër goen, Handelsrelatiounen opbaue mat den Entwécklungslänner, déi een da géif verbesseren. Et gëtt wierklech méi intelligent Weeër wéi dat doten.

Par contre hu mer gesinn, dass d'Regierung gäre méi an d'Hëllef fir humanitär Katastrophen investéiert. Do si mer ganz sécher mat derbäi, well wann iergendwou eng grouss Katastroph geschitt, dann ass et sécherlech un eis, fir dann och esou gutt wéi méiglech ze hëllefen.

Spuere kann een och ganz vill Geld bei der Immigratiouns- an Asylpolitick, doriwwer hunn ech scho geschwat.

Da kéint ee ganz vill spuere bei enger ganzer Partie ideologeschen Instrumenter, déi mir hei an de leschten zéng Joer geschaf hunn, déi vun der Gambia-Regierung deelweis geschaf goufen. Mir hunn immens vill – ech soen dat elo mol esou, wéi ech et och denken – sougenannt „Netregierungsorganisatiounen", déi awer vun der Regierung finanzéiert ginn, fir Politick ze maachen. An ech mengen, vu dass et Netregierungsorganisatioune sinn, kéinten déi och ganz gutt iwwerliewen ouni Gelder vun der Regierung, ergo vum Staat.

Da gesinn ech zum Beispill, dat hu mer zesummegerechent, Sensibiliséierungscampagnen, Publicitéitscampagnë vun de Ministèren: 33 Milliounen an engem Joer! Wansinneg vill.

Da misst een eis Kontributioune bei internationalen Institutioune genee kucken. Do misst een erëm méi Kontroll hunn. Et muss novollzéibar sinn, wou d'Suen higinn.

Da Subventiounen an international Klimafongen, wou kee Mënsch weess, wou d'Suen higinn. Ech mengen, mir hu jo alleguerten och scho mol Kontakt gehat mat Leit aus méi aarme Länner. A wat ech op jidde Fall festestellen – net nëmmen ech, et si vill Leit, déi mer dat scho gesot hunn –: Déi wësse jo mëttlerweil, wéi d'Masch fonctionéiert! Si kommen a si soen automatesch: „Mir hu riseg Problemer mam Klimawandel!" An hir Konklusioun ass: Dir musst eis ganz vill Geld ginn! An dat ass dat, wou et e bëssen drop erausleeft. An ech mengen, do muss een oppassen, wou d'Gelder higinn, wann ee se dann dohinner gëtt.

Op jidde Fall wier et fir eis absolutt wichteg, fir en equilibréierte Budget op den Dësch ze leeën. A fir en equilibréierte Budget op den Dësch ze leeën, brauche mer Einnamen. Mir hunn Einnamen, déi ganz wäertvoll sinn. Zum Beispill hu mer déi vum Tubak a vum Bensinn. Den Tubak bréngt eisem Land pro Joer 1 Milliard Euro, de Bensinn, Tanktourismus, bréngt eisem Land pro Joer 1 Milliard Euro. Dat ass fantastesch! Et geet gutt, et geet schnell, mir mussen net vill maachen derfir an d'Sue kommen eran. A wéi mer gesinn hunn, brauche mer déi Suen onbedéngt.

Mir hunn awer festgestallt, dass d'Einnamen do erofgi respektiv an eisen Aen net esou héich sinn, wéi se misste sinn. An dat ganz einfach, well verschidden Nopeschlänner, notamment d'Belsch, de professionellen Diesel agefouert hunn a si doduerch e bësse méi bëlleg si wéi mir. Wat e Problem ass, well dann tanken d'Camionen, an déi tanke jo vill, net méi bei eis, mee éischter an der Belsch!

A vu dass mer dat ännere wëllen an déi Suen och wëllen hei zu Lëtzebuerg halen, well mer se brauchen, hu mir an dësem Sënn eng Motioun, déi mer wëllen ofginn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Wannechgelift.

***Motion 3***

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*stellt fest, datt*

*– den Transportsecteur duerch déi héich Kraaftstoffpräisser ënner staarkem finanziellem Drock steet,*

*ass sech bewosst, datt*

*– d'Betriber bei eise belschen a franséischen Nopere vum professionellen Diesel profitéieren;*

*– ëmmer méi Camionen am Ausland amplaz zu Lëtzebuerg tanken, wouduerch déi entspriechend Steierrecetten aus dem Tanktourismus verluer ginn;*

*– den nationale Secteur mëttelfristeg gezwongen ass, dës Zousazkäschten un d'Clientë weiderzereechen, wat zu enger staarker Präishausse fir d'Konsumente géif féieren,*

*fuerdert d'Regierung op,*

*– zu Lëtzebuerg de betriblechen Diesel nom belschen a franséische Virbild anzeféieren an dobäi sécherzestellen, datt de Präisniveau zu Lëtzebuerg doduerch méi niddreg gëtt wéi an eisen Nopeschlänner.*

*(s.) Fred Keup.*

Sécherheet. Sécherheet, e wichtege Punkt. An d'Madamm Adehm hat och d'Sécherheet ugeschwat. An zwar, an dat ass jo interessant, am Kontext vum Standortfaktor fir eis Wirtschaft. A wie Lëtzebuerg wëllt promouvéieren, wie wëllt Talenter heihinner op Lëtzebuerg kréien, dee muss onbedéngt un der Sécherheet schaffen. Also, et geet net nëmmen ëm déi Leit, déi hei wunnen – och déi hunn e Recht op Sécherheet –, mee och ëm déi, déi heihinner solle kommen. Well déi kucken dat ganz genee an dat ass fir déi ganz wichteg.

An de Moien hate mer nach den Här Rassel vun der Fedil um Radio, dee gesot huet, mir hätten eng Guerre des talents. Ma déi kucke sech dat Land ganz genee un, wou se higinn, an d'Sécherheet zielt fir déi ganz staark. An ech kann Iech eppes soen: Wa se hei zu Lëtzebuerg op der Gare ukommen, wann dat hinne sollt passéieren, da gi se ee Meter virun d'Gare an da mierke se eppes ganz schnell: An dësem Land gëtt keng Sécherheetspolitick bis elo gemaach! Ech hoffen, dass dat nach kënnt.

E klengt Wuert nach zur Energie. Absolutt wichteg ass fir eis, dass d'Energie sécher ass an dass se bëlleg ass. Zwou Saachen: D'Energie muss sécher sinn a si muss bëlleg sinn! Dat ass eist Zil.

Den Här Frieden hat d'Atomkraaft virgeschloen elo virun e puer Wochen. Jo, an duerno ass en awer op eemol halbhäerzeg zréckgeruddert. D'DP huet e bësse Kaméidi gemaach an du war et op eemol net méi esou, oder net méi genee sou. Wéi et elo genee ass, wësse mer net. Dat gi mer lo vläicht eng Kéier hei gewuer. Op jidde Fall schéngt et der DP net ze gefalen. Awer och net der ganzer DP, well och si gouf erëm eng Kéier ugegraff op hirem Kongress vun der JDL, der Jugendorganisatioun vun der DP, déi awer fervent d'Atomkraaft do verdeedegt huet. Ech hunn dat nogelauschtert. Et ass iergendwéi scho bizzare bei der DP. Iergendwéi hunn ech d'Gefill, dass d'DP vu fréier an déi vu muer besser ass wéi déi vun haut, wann ech mer dat alles unhéieren.

Do steet dann och am PNR, et géing ëm den Ausbau vu Wandkraaft. Onwarscheinlech Zuelen, déi do ugepeilt ginn! Et wier mol net schlecht, eng Kéier e richtegen Audit ze maachen, wat d'Wandkraaft hei am Land wierklech bréngt a wat se tatsächlech kascht mat allem ronderëm, mat den Netzkäschten. Op jiddwer Fall wësse mer alleguerten, dass mer déi alternativ Energien hei zu Lëtzebuerg souwisou mol net anäernd esou vill ubidde kënnen, wéi mer se brauchen. An et kann een net drop vertrauen, well wa keng Sonn ass, da gëtt et keng Solarenergie, a wa kee Wand ass, da gëtt et keng Wandenergie. An dat ass e grousse Problem!

Däitschland huet doranner investéiert. A wou si se elo? Majo, si hunn extreem héich Stroumpräisser. Hir Wirtschaft ass immens schlecht. Däitschland ass am Moment an Europa wierklech kee Virbild méi. An et riskéiert een eeben, wann een an Europa dat do weidermécht – an dat mengen ech och elo, wéi ech et soen –, dass mer ëmmer méi an e wirtschaftlechen Niddergang kommen. Ech mengen, et muss ee realistesch ginn. Et ass katastrophal, wéi deelweis hei Wuelstand a Wirtschaft einfach geaffert ginn, ënner anerem och mat Saachen, déi am Bréisseler Green Deal stinn. An ech ka just soen, dass mir wënschen, dass dee gestoppt gëtt.

An duerfir géif ech och alleguerten deene Leit, déi gären dreemen, Follgendes mat op de Wee ginn. Ech soen elo Saachen, déi ech esou héieren. Dat war zum Beispill d'Chambre des Salariés, déi wëllt d'Entwécklungshëllef verduebelen, op 2 %. Gréng Investitiounen, Green Deal, nach méi fir d'Klimapolitick, déi näischt bréngt am Endeffekt. Och nach méi Suen, fir Kricher ze finanzéieren. Awer op den Tanktourismus verzichten, op d'Einnamen aus dem Tubakverkaf verzichten, net ze vergiessen déi béis Bankeplaz, do muss och nach e bësse reguléiert ginn, fir dass déi och nach manner Sue bréngt!

Wéi wëllt Der Iech Lëtzebuerg virstellen, wann Der op där enger Säit op déi Einnamen do verzicht an op der anerer Säit gären nach méi Suen ausgitt? Dat funktionéiert net! An duerfir hätt ech gären, dass mer einfach mat enger Politick vun den Dreem ophalen an dass hei eng Politick erakënnt, déi realistesch ass.

Mir géifen eist Land op jiddwer Fall als ADR méi liewenswäert maachen, méi mënschlech, méi fräi, mat klore Repèren, enger onverwiesselbarer Lëtzebuerger Identitéit, enger gesonder a leeschtungsfäeger Ekonomie, enger grousser Solidaritéit an engem berechtegten a selbstverständleche Selbstbewosstsäin, fir eis national Interessen ze verteidegen. Eppes, wat Verschiddener net méi kennen.

Un d'Regierungsparteie vun haut soen ech: Hutt Courage, Dir hutt d'Verantwortung fir d'Zukunft an Ären Hänn! Loosst net zou, dass hei esou Entwécklunge stattfannen, wéi se aktuell an Däitschland och stattfannen!

Nom 9. Juni wäerte mir da vläicht méi gewuer gi vun der Regierung, wéi dann déi nächst véier Joer ausgesinn. An Dir musst Iech dann entscheeden, da geet et drëms: Entweeder Dir féiert d'Gambia-Politick weider wéi bis elo. Da muss ech Iech drop opmierksam maachen, dann ass de Message vum 8. Oktober 2023 vläicht nach net vu jidwerengem richteg verstane ginn. Mee mir wäerten op jidde Fall do sinn, fir Iech dee weiderhin ze erklären.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass ... Pardon, nach eng Wuertmeldung. Firwat? Fait personnel?

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Fait personnel, jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir hutt d'Wuert. Dir wësst: Kuerz a Rektifikatioun vun deem, wat gesot ginn ass.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Fënnef Minutten, genau. Jo, villmools merci.

Den Här Keup huet mech zitéiert, an ech mengen, ech muss dat awer eng Kéier ganz kuerz erklären, well ech mengen, hien huet do net alles verstanen. E schwätzt selwer vun Zesummeliewen, en erlaabt mir awer apparemment net, vun Zesummeliewen ze schwätzen. An ech bleiwen derbäi, dass d'Zesummeliewen hei am Land eng Chance ass an net e Problem.

An den Här Keup widersprécht sech déi ganzen Zäit, well op där enger Säit wëllt e keng Immigratioun, e wëllt net, dass Leit an d'Land wunne kommen, op där anerer Säit muss en awer och de Constat maachen, dass mer zum Beispill net genuch Fleegepersonal hunn an den Alters- a Fleegeheemer. An do, mengen ech, widersprécht hie sech permanent.

Och wat d'Sécherheet vun de Flüchtlingen ugeet: Och déi Leit hunn e Recht, a Sécherheet ze liewen. Dofir, dat ass just eng reng Angstmacherei. Ech kann domadder guer net d'accord sinn.

A wann den Här Keup seet, d'Leit géife wéinst der Sécherheet nees ëmdréien, wa se op der Gare ukommen, da mengen ech éischter, dass se ëmdréien, wa se esou en Discours héiere wéi dee vum Här Keup.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Cahen, Dir musst d'Fakte rektifizéieren, net nach eng nei Ried halen, soss kënnt Der Iech duerno nach eng Kéier aschreiwen. D'DP huet nach vill Zäit.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Ech hu jo awer fënnef Minutten.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, Dir musst just zum Fait personnel schwätzen.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Fënnef Minutten huet ee jo, ne?

**M. Claude Wiseler,** Président | Et musst een da just zum Fait personnel schwätzen. Dat ass dann elo ofgeschloss.

Dann ass déi nächst ageschriwwe Riednerin d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | „Deen heite Budget huet op jidde Fall déi gemaache Verspriechen net agehalen!" Mat deene Wierder, Här President, hutt Dir op den Dag genee virun zéng Joer Är Ried opgehalen, wéi Der hei stoungt an den éischte Budget vun der deemools neier Regierung kommentéiert hutt.

Dir hutt do villes gesot, wat een och haut hei kéint soen: datt vun engem neie Wand rieds goung, dee sech net géif am Budget erëmspigelen, an datt déi annoncéiert Spuermoossname mat Pincetten ze huele wieren. Dir sidd zur Conclusioun komm, datt de Budget 2014 just en Iwwergangsbudget wier, eng Conclusioun, déi een och fir de Budget 2024 kann zéien. Mee well mir – bis elo – vill méi eng fein Oppositioun si wéi déi, déi Dir waart, probéieren ech dann och, …

*(Exclamations et hilarité)*

… wat de Budget u sech ugeet, manner streng mam neie Finanzminister ze sinn, wéi Dir et deemools mam Pierre Gramegna waart – et kann een alles noliesen.

Wat awer d'Kommunikatioun ronderëm de Budget ugeet, do komme mer net derlaanscht festzestellen, datt d'Regierung an d'Majoritéit bei hire budgetären Annoncen héich gepokert hunn a wéi widersprécht-lech an net ganz éierlech kommunizéiert gouf.

Mee éier ech richteg op de „Schein a Sein" vun dësem Budget aginn, ass et awer onerlässlech, en an den ekonomesche Kontext ze setzen. D'Rapportrice a verschiddener vu menge Virriedner hu sech schonn am Detail dermat befaasst. D'ailleurs, Här President, entschëllegt, wann ech elo hei där neier Reegel derogéieren, mee vu déi ganz vill Aarbecht vun der Madamm Adehm wollt ech hir awer Merci soe fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport, och wa mer net mat allem averstane sinn, wat do fir politesch Conclusioune gezu gi sinn.

De Bléck op d'Volatilitéit vun der Wirtschaft gehéiert vläicht méi wéi soss zu dësem Budget a Pluriannuel derzou. D'Pandemie an den Ukrain-Krich hunn ons iwwert déi lescht Jore vill beschäftegt an hu souwuel op nationalem wéi op internationalem Plang den Entreprisen an de Mënschen extreem zougesat.

Mir hu vill investéiert an de leschte fënnef Joer an d'Menagen an an d'Entreprisen hei am Land, soudatt mer besser wéi munch aner Länner duerch d'Krisejore koumen. D'Inflatioun huet sech zu Lëtzebuerg a Grenze gehalen, genee wéi d'Faillitten. Och d'Staatsrecettë waren 2023 schlussendlech net esou schlecht wéi een Ament gefaart, quitte datt d'Joer mat engem Réckgang vun der Croissance vun 1,1 % ofgeschloss gëtt.

Ma d'Mesüren, déi vun der viregter Regierung geholl goufen, wéi de massive Réckgrëff op den Teletravail, déi sëllege Budgetsmesüren, de breede Chômage partiel oder de Congé pour raisons familiales, hu gemaach, datt de Schued konnt a Grenze gehale ginn, esou ënner anerem och d'Analys vun der Zentralbank. Dës Antikrisepolitick erklärt dann och dat negativt Resultat vum Zentralstaat um Enn vun 2023.

Nawell bleift de Kontext e schwieregen. Mir beweegen eis an Europa an enger geféierlecher Kombinatioun vu Rezessioun, Inflatioun an héijen Zënsen. Zwar huet d'Präisdeierecht sech liicht berouegt a bei den Zënsen ass eventuell eng liicht Baisse an Aussiicht, dës positiv Entwécklungen hunn iwwert déi lescht Méint awer net esou vill Faart opgeholl, wéi sech deelweis erhofft gouf, an och déi nächst Méint dominéiert virun allem wuel eppes: d'Onsécherheet.

Mir wëssen och haut net, wéi et mat de Konflikter an der Welt wäert virugoen. En Enn vum Krich, dee Russland géint d'Ukrain féiert, ass net en vue. De Konflikt am Mëttleren Oste riskéiert auszeaarten, mat dramatesche Konsequenzen net nëmme fir d'Leit, déi an der Regioun wunnen, mee och fir d'global Stabilitéit.

An dann natierlech och d'Klimakris. All Mount gëtt, och wann een dat den Ament hei net spiert, en neien Hëtzerekord gebrach, mat allem, wat dat mat sech bréngt: Migratiounsfluxen, déi wäerte klimabedéngt sinn, extreem Saisonen, déi zum Deel schwéier erdrobar sinn an op d'Gesondheet schloen, déi landwirtschaftlech Produktioun, déi sech ëmstelle muss, wann et da geet. A mir wäerten dofir genee wéi aner westlech Länner an den nächste Jore weider massiv mussen an d'Klimatransitioun investéieren, fir d'Gesondheet vun de Mënschen, vun der Ëmwelt, vun der Biodiversitéit ze schützen.

An enger Etüd an der „Nature"-Revue vun der leschter Woch gëtt geschat, datt d'Weltwirtschaft ëm ee Fënneftel wéinst der Klimakris zréckgoe wäert bis 2050. D'Käschte vun der Klimakris ginn op 35,7 Billiounen Euro pro Joer geschat. Ouni zousätzlech Moossname riskéiert dëse Montant, nach vill méi héich ze ginn. Vill méi héich also wéi dat, wat d'Moossname géint d'Klimakris kaschte géingen.

Fir et an d'Proportioun ze setzen, wat dat bedeit, déi 35,7 Billiounen Euro d'Joer: Dat ass sechsmol méi wéi dat, wat ausgi gëtt, fir d'Äerderwäermung op zwee Grad ze bremsen. Et ass derwäert, bei deem Constat kuerz stoen ze bleiwen: Déi haiteg global Beméiunge géint d'Klimakris gi mol net duer, fir e Sechstel vun deem ze kompenséieren, wat déi Kris eis viraussichtlech wäert kaschten – an do schwätze mer just vun de materielle Käschten!

Dat soen och net nëmme mir Gréng. Wéi sot den italieeneschen Expremier Enrico Letta an engem Entretien am „Monde" virun e puer Deeg? „Mir, also d'EU-Staaten, mussen déi Transitioun finanzéieren, soss gëtt d'Reaktioun vun de Bierger déi selwecht wéi déi vun de Baueren. Si wäerte soen: ‚Et ass net u mir, fir dës Transitioun ze bezuelen.' No de Bauere kommen d'Salariéë vun der Automobillindustrie, kommen d'Eegentümer vun de Privathaiser."

Et ass e ganz pertinente Rapport, deen den Här Letta an de leschte Méint iwwert den EU-Bannemaart geschriwwen huet an deen opweist, wou d'Erausfuerderunge fir d'EU leien, wéi mer den Decrochage mat China an den USA ofbremse kënnen. An et ass e Rapport, deem seng Haaptconclusioun, e méi staarkt europäescht Zesummeschaffen, vu Lëtzebuerg op verschiddene Punkte schéngt, ausgebremst ze ginn. Ech hoffe wierklech, datt mir net duerno zu deene gehéieren, déi aus sougenanntem „nationalen Interessi" de generellen Interêt vun de Biergerinnen a Bierger an Europa iwwerginn.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jiddefalls weist d'„Nature"-Etüd, gradewéi de Letta-Rapport och: Déi Stëmmen, déi soen: „D'Gesondheet vun de Mënschen, ons Aartevilfalt a gesond Natur sinn net esou wichteg a mir musse fir d'éischt op gesond Betriber a Staatsfinanze kucken", déi gräife fundamental ze kuerz. Souguer fir déi Fantasieloost ënner hinne misst et Argumenter ginn, fir géint d'Klimakris virzegoen – a sief et nëmmen: D'Wirtschaft schrumpft ëm 20 %, wa mer et net maachen. Fir gesond ze sinn, brauche Betriber a Staatsfinanzen also och gesond Natur a Klima.

All déi Krisen, déi mer haten an hunn, déi hu Mesüre verlaangt, déi néideg waren, an natierlech och e Lach an der Keess gelooss. An dat ass eppes, wat vill Avisen ënnersträichen, datt et elo, falls d'Situatioun sech dann effektiv berouegt, Zäit gëtt, de faméisen Apel fir den Duuscht, deen Iech jo laang esou wichteg war an der Oppositioun, nees op d'Säit ze leeën.

D'Erfarung weist ons, datt déi nächst Kris komme wäert. Well mer all gär hätten, datt den Invest weider héichgehale gëtt, bedeit dat och, datt een net kann op Recettësäit just Baissë virgesinn a keng Meereinnamen, wéi zum Beispill Meerwäertabgabe, Mobiliséierungssteier oder och emol eng global Analys vum Déchet fiscal, fir ze kucken, wou een nach kéint Schrauwen dréien.

Mir sinn dowéinst gespaant, wéi et no den Europawale weidergeet, wéi eng Annoncen do komme wäerten, fir den Apel fir den Duuscht op d'Säit ze leeën, well mir gi jo net dervunner aus, datt Der eng aner Politick an der Majoritéit maache wäert wéi déi, fir déi Der hei jorelaang an der Oppositioun agetruede sidd. À moins, datt …

Wann ech dann e bësse stëppelen däerf, Här Minister – an ech weess, Dir hutt dat net esou gär –, da muss ech mech awer elo mat Ärer Kommunikatioun ronderëm de Budget beschäftegen. Do ware mer zum Deel wäit ewech vun haarde Fakten.

*(M. Fernand Etgen prend la présidence.)*

Ech weess net, wisou d'Politick vun der Regierung, zumools am Budgetsberäich, mech ëmmer nees un d'Pokerspillen erënnert. Esou wéi Dir de Budget – hei an der Plenière, mee virun allem och an der Press – duergestallt hutt, dat hat dach eppes vum zolidd freche Bluff.

Dir hutt behaapt, Dir géingt elo hei fir méi budgetär Rigueur suergen. Dir hutt duerchblécke gelooss, datt déi verbessert Situatioun tëscht der Note au formateur am Hierscht an dem Mount Mäerz de Verdéngscht vun deem Effort wier, deen Dir bei den Depensë gemaach hätt. Déi 1,6 Milliarde Plus tëscht Oktober 2023 a Mäerz 2024, déi wieren, Zitat, „op e kollektiven Effort vun der ganzer Regierung zréckzefëieren". A fir déi, déi nogefrot hunn, wou Der dann elo gespuert hätt, wéi de Journalist bei RTL Radio, do sot Der groussspuereg: „Et sinn Honnerten, Dausende Budgetsposte betraff", mat engem fir Iech typesch zackege Sproch: „Kleinvieh macht auch Mist."

Et ben, als Déierefrënn, déi mer sinn, hu mer ons op d'Sich gemaach no deem „Kleinvieh". Meng gréng Kolleegen an ech hunn an de Kommissiounen, an där de Budget presentéiert gouf, d'Ministere gefrot, wou da géing gespuert ginn. Déi meescht hu vehement contestéiert, datt et bei hinne wier. Deen een oder anere Parteikolleeg vun Iech huet mat Méi deen een oder anere Projet genannt, deen net géing realiséiert ginn, mee dat waren déi mannst an déi Grënn, déi ugefouert goufen, ware praktescher an net finanztechnescher Natur.

Dat ass, wéi wann Der an Ärem private Menage géingt soen: „Ech spueren elo, andeems ech all déi Vakanze weidermaachen, déi ech bis elo gemaach hunn, a mer och soss weider alles genau esou leeschte wéi ëmmer, mer souguer nach eng nei Kichen abaue loossen, mee dee Kannapee, iwwert deen ech nogeduecht hunn, dee loossen ech sinn, well e passt guer net a mäi Salon eran."

*(Hilarité)*

A wa mer dat alles géinge considéieren, wat do vu Spuermoossname genannt gouf – et waren der wéineg –, wéi – Dir hutt Der och e puer genannt de Moien – eng Maison médicale am Süden, eng Hotline, eng Ausstellung, da kéime mer net op 1,6 Milliarden, loin de là!

Verschiddener hunn ons och nach erkläert, se hätte manner Personal krut wéi gefrot – ausser de Policeminister. Deen huet ëffentlech erkläert, et géingen elo 200 nei Poliziste bäikommen, obwuel am Budget 90 drasteet. Wann ech do u verschidde Reaktioune ronderëm d'Zuele vum Recrutement bei der Police ënnert der viregter Regierung denken, kann ech nëmme widderhuelen: Mir sinn nach eng ganz fein Oppositioun!

Zréck bei déi faméis Efforte vun der aktueller Regierung: Mir hunn also bei den zoustännege Ministeren, also deenen, déi sech d'Méi gemaach hunn, an d'Kommissioun ze kommen, fir de Budget selwer virzestellen – dat ware se leider net all –, Äert faméist „Kleinvieh" net fonnt. Mir hunn ons du geduecht: „Vläicht wësse se et net oder se wëllen net soen, wou agespuert gouf", bis dunn d'Cour des comptes an d'Finanzkommissioun koum an ons sot: „Am Budget 2024 gëtt net gespuert um Niveau vun den Depensen." Et toc! A schonn hat Äert „Kleinvieh" sech a Loft opgeléist, an domat och Äert RTL-Fréijoersmärchen, wat Der de Moie widderholl hutt, Dir hätt tëscht Oktober 2023 a Mäerz 2024 1,6 Milliarden agespuert.

Dobäi gëtt et zwou Saachen ze soen: Éischtens erkläert d'Differenz sech haaptsächlech duerch eng Reevaluatioun vun de Recetten no uewen. D'Zentralbank schreift zur Verbesserung tëschent Oktober 2023 a Mäerz 2024, datt déi vun der Regierung bis elo ugekënnegt Mesüren all an d'Richtung vun enger Verschlechterung vun de Staatsfinanze weisen an de PIB awer en plus no ënnen ajustéiert gouf. D'Zentralbank – virsichteg, wéi se ass – nennt also déi Verbesserung vum Solde „surprenante". Et kéint een do sécher och nach aner Wierder fannen.

Déi zweet Remark: Dir spuert net! D'Cour des comptes ënnersträicht dat, wéi gesot, an hirem Avis. Mee och dat, wat d'Rapportrice gesot huet, ass irreführend. D'Depensë gi weider an d'Luucht. Si gi weider och méi staark an d'Luucht wéi d'Recetten, an dat och nach dat nächst Joer laut dem Pluriannuel. An ech froe mech d'ailleurs, wéi d'Kolleege vun der DP, déi jo awer zéng Joer de Finanzminister gestallt hunn, dat fannen, wann hei duergestallt gëtt, wéi wann déi lescht Joren op Depensëséit Mumpitz gedriwwe gi wier – wat jo net stëmmt. Dat weisen d'Zuelen.

Et ass kloer – dat geet aus quasi allen Avisen ervir –, datt de Ratio Depense/Recette nees muss an d'Riicht kommen. E war et jo och kuerzerhand 2021, mee d'Méibelaaschtung duerch d'Krisemesüren an déi héich Inflatioun erklären déi Depensë säitdeem – an net déi faméis Mëllech, déi geholl gi wier, fir d'Ham dran ze kachen.

De kommunikative Bluff huet ugangs gutt gewierkt, mee grad vun Iech, Här Minister, dee sech jo ëmmer staarkgemaach huet fir d'Veracitéit vum Budget, erhoffe mer ons an Zukunft dann e bësse méi där Veracitéit. Wann an Zukunft wierklech gespuert gëtt, da wier et och sënnvoll, sou wéi ënner anerem d'Cour des comptes et fuerdert a mir et och gefrot hunn, en detailléierte schréftleche Katalog vun deene Spuermoossnamen opzefëieren.

Et lount sech, fir dat nach eng Kéier hei ze resümëieren: Är Haaptmessagen, déi Dir do ëffentlech an d'Vitrinn gestallt hutt, déi entspriechen net der Wourecht. Oder, fir et mat Äre Wierder aus der Debatt 2021 ze soen: „da gesinn ech awer, dass hannert den Zuele méi Schäin ass wéi Substanz oder, aneschters ausgedréckt, méi Usproch wéi Wierklechkeet".

An et ass jo net déi éischte Kéier, datt Der probéiert, Iech mat Plommen ze dekoréieren, déi Är net sinn. Dir, an d'ailleurs och d'Rapportrice, widderhuelt och nees d'Behaaptung, Dir hätt d'Steiertabell u véier Indextranchen ugepasst. Que nenni, wéi se a Frankräich soen. Dir hutt en Zousaz vun enger an enger hallwer Tranche decidéiert, an dat, obwuel Der nach op dëser Tribün am Wanter 2022 mat aller Inbrunst vum Oppositiounspolitiker gesot hutt: „D'CSV ass duerfir der Meenung, dass bis 2024", dat ass dëst Joer, „all d'Indextranchë vun 2017 u missten inflatiounsberengegt ginn, wann néideg [...] an zwou Etappen."

Eng Etapp gouf, wéi gesot, vun der viregter Regierung decidéiert. Déi nei huet nach eng kleng Schëpp dropgeluecht. Dir stellt elo de Moie weiderer an Aussiicht. Sachant, datt dëst Joer nach eng Tranche dierft derbäikommen, si mer gespaant op Är Zäitschinn, quitte datt mir als Gréng ëmmer derfir plädéiert hunn, e bësse méi geziilt un déi Steierupassungen erunzegoen a virun allem déi ze entlaaschten, déi manner hunn, an och déi méi ze belaaschten, déi méi hunn. Eppes, wat Dir d'ailleurs 2022 och nach esou gesinn hutt, well do sot Der: „Et soll och am Sënn vun der sozialer Gerechtegkeet eng zousätzlech Steiertranche fir Spëtzeverdénger vu 45 % derbäikommen." Och vun där ass näischt méi iwwreg. Hei hutt Der Iech vläicht guer net esou ongär vun der DP vum Géigendeel iwwerzeege gelooss – leider!

Et gëtt an dësem Budget u sech just eng richteg annoncéiert Ännerung: d'Hausse vun den Accisen um Tubak. Fir de Rescht: keng grouss nei Annoncen. Dogéint stinn e puer Ukënnegunge fir d'nächst Joer, alle virop, datt ab 2025 d'Betriber manner Steiere bezuele sollen. Dat gouf och genee chiffréiert mat 1 %, och wann dee klengen Detail nach net an d'Berechnunge vum Pluriannuel erafléisst.

Datt och soll eppes fir d'Steierklass 1a gemaach ginn, dat war Iech zwar eng Annonce wäert – Dir hutt se de Moie widderholl –, mee wat dat genee ass, gouf leider net mat der selwechter Prezisioun gesot. Vläicht kënnt Der ons bei den Äntwerte méi Detailer dozou ginn. Mir begréisse jiddwerfalls, datt dat elo awer soll virun der grousser Steierreform kommen, well et grad bei den Elengerzéienden e verstäerkten Aarmutsrisiko gëtt.

Vu datt et soss keng richteg Neierunge gëtt, ass dëse Budget rhetoresch gesi fir Iech alles a säi Géigendeel: Et gëtt gespuert a gläichzäiteg de Fouss um Gas gelooss bei den Investitiounen. Et wier en Iwwergangsbudget a gläichzäiteg e Richtungswiessel.

Beim Koalitiounsaccord, vu de Flou vun deem Accord, sot ech Iech, Dir wéilt ons eng Kaz am Sak verkafen. Hei beim Budget, musse mir elo soen, erënnert se eis nawell un déi spréchwiertlech Kaz vum berüümte Physiker Erwin Schrödinger, déi a sengem Gedankenexperiment och béides gläichzäiteg ass: lieweg an dout. Mee leider ass et beim Budget wéi mam Schrödinger senger Kaz: Iergendwann kënnt de Moment, wou een d'Këscht muss opmaachen, fir ze kucken, wéi d'Experiment dann elo ausgaangen ass. An da kollabéiert d'Hypothees, an där d'Géigendeeler gläichzäiteg kënne wouer sinn, an et stellt sech eraus, ob d'Kaz lieweg ass oder dout.

Natierlech kuckt all Budget an d'Zukunft, a keen huet eng Kristallkugel – ausser d'Martine Hansen hat, mengen ech, eng Kéier eng mat heihinnerbruecht. Mee beim Koalitiounsaccord, wéi bei dësem Budget, fanne mir, dass gepokert gëtt op Trickle-down-Economics a kuerzfristegen an ondifferenzéierte Wirtschaftswuesstem an enger ekonomesch onsécherer Zäit. Fir an der Pokermetapher ze bleiwen: Dir gitt quasi „All-in", ouni ze wëssen, wat fir eng Kaarten Der iwwerhaapt am Grapp hutt. A wa mir d'Annonce fir den nächste Budget kucken, mat Steiererliichterungen ouni nei Géigefinanzéierung, da maache mer eis schonn e bësse Suerge bei dëse gewoten Experimenter.

Et ass fir mech déi éischte Kéier, datt ech de Budgetsprozess esou aus der Perspektiv vun der Deputéierter matmaachen. Dowéinst gouf et eng Rëtsch Momenter, wou ech gestaunt hunn a vun den alen Huesen aus der Finanzkommissioun an och den Autore vun den Avise gesot krut: „Dat ass schonn 30 Joer esou."

Sou munches vun deem, wat staune gedoen huet, geet also net op Är Kap, Här Minister, mee als fréiere Beamten aus deem Ministère an een, dee jo ëmmer a senger Zäit als Spriecher vu senger Partei derfir plädéiert huet, datt een eng gewësse finanzpolitesch Éierlechkeet un den Dag leet, sinn ech gespaant, wéi Der verschiddener vun dëse Methode wäert ugoen, ob sech do Saache wäerten änneren déi nächst véier Joer oder ob alles beim Ale bleift mat Methoden, déi dach zum Deel e bëssen aus der Zäit gefall schéngen. An dat, wat ech elo soen, dat ass och net op Iech gemënzt, mee insgesamt op d'Aart a Weis, wéi mer hei am Land mat Projektiounen ëmginn, déi dach awer wichteg sinn, souwuel fir Iech als Exekutiv wéi och fir ons als déi, déi Iech jo solle kontrolléieren.

Wéi sot ee vun de Redaktere vun den Avisen an der Kommissioun? „Dat ass normal, datt de Wuesstem iwwerbewäert gëtt. Dat geschitt schonn 30 Joer esou."

Mee wat de projezéierte Wuesstem vun 2 % am Joer 2024 ugeet, do schreiwe vill vun den Avisen – ech zitéieren elo nëmmen d'Zentralbank –, datt se sech géinge wonneren, wou déi Zuel géing hierkommen. Et géing un Detailer iwwert dës Projektioune feelen an et hätt ee sech no der Rezessioun vun 2023 kënnen erwaarden, datt e méi elaboréierten Exposé géing kommen, wéi een op déi 2 % kéim.

De Budget baséiert also op Prognosen, déi vun offizieller Säit kritesch gesi gi respektiv deene widdersprach gëtt vun internationalen Institutiounen. Ech hoffen, datt de Statec Recht huet, mee sécher kann een net sinn. Dat sot Dir selwer. A wann déi positiv Aschätzung net stëmmt, da riskéiert de Spillraum vun der Regierung, méi kleng ze si wéi erwaart, an da riskéiere mer, beim nächste Budget en aneren Toun ze héiere wéi nach virun engem déckem Mount beim Depot vun dësem Budget. De Budget am Oktober wäert souwisou deen éischte richtege Moment vun der Wourecht ginn.

Eppes aneres, wat mech interpelléiert huet bei de Sëtzungen an der Finanzkommissioun, ass och enk verbonne mat der Previsibilitéit vun de Steierrecetten, déi jo awer wichteg schéngt an eiser klenger, oppener Ekonomie. Mir kruten Enn 2023 gesot, datt – bal wéi duerch e Wonner – sëllege méi Recettë bei de Betribssteieren erakomm wieren 2023 wéi geplangt, an dat ganz um Enn vum Joer. Majo, et hu sech heizou an der Kommissioun zwou Saachen erausgeschielt.

Éischtens: D'Previsibilitéit vun de Recettë scheitert fir d'éischt emol dorun, datt de Statec net all d'Informatioune vun der Steierverwaltung kritt, soidisant wéinst dem Steiergeheimnis. Et kann een elo laang driwwer diskutéieren, wéi anonymiséiert Donnéeën d'Steiergeheimnis a Gefor brénge géingen, mee virun allem schéngt et extreem pertinent, datt de Statec esou komplett wéi nëmme méiglech Daten huet, fir seng Projektioune ze maachen, well ëmmerhin dovun d'Politick ofhängt. Dir hutt mer an enger Äntwert op eng Question parlementaire, Här Minister, gesot, Dir géingt Iech där Saach unhuelen. Ech begréissen dat an hoffen dann, datt d'nächst Budgete mat nach méi pointéierten Date kënnen opgestallt ginn.

Deen anere Punkt awer zu de Recettë betrëfft d'Andreiwe vun den Arrieréen, also d'Steierrecettë vun den anere Jore wéi dat, wat dem Budgetsjoer virausgeet. D'Verwaltung huet fënnef Joer Zäit, dës anzedreiwen, mee elo hu mer ons soe gelooss, datt dat bei deenen héchste Contributeuren – ech iwwerdreiwen elo vläicht e bëssen – a Fonctioun vun deem gemaach gëtt, wat gebraucht gëtt am Staatsbeidel. Laut den Explikatiounen, déi mer kruten, gi 95 % vun den Entreprisen iwwert d'elektronesch Deklaratioun automatesch besteiert, 5 % – an dat wären dann déi déckst Contributeuren aus dem Finanzsecteur – awer net. An dëst erlaabt eng gewësse Flexibilitéit beim Andreiwen. Esou wier et eng gängeg an eeben och albewäerte Praxis, d'Arrieréen dann anzefuerderen, wa vläicht nach Sue géinge feelen.

Onofhängeg dovun, datt dës Method dach e bëssen archaesch schéngt, wa se da sou ass, stellt sech do awer och d'Fro vun der Gerechtegkeet, grad an Zäite vun héijen Zënsen. Déi eng ginn direkt besteiert, déi aner, a grad déi déck, eréischt dann, wann et de Staat arrangéiert. Dat wier schonn e Punkt, dee mer gär géinge mat Iech deemnächst eng Kéier verdéiwen.

Laut Steierverwaltung stinn och nach 2,8 Milliarden Arrieréen op den 31. Dezember d'lescht Joer op, 81 % méi wéi 2022. D'Zentralbank geet dervun aus, datt dat natierlech kann e positiven Impakt op d'Recettë vun dësem Joer hunn. Si schreift och, datt d'Projektiounen am Pluriannuel eventuell manner virsiichteg si wéi déi Jore virdrun, an dat mécht hir Suergen, Zitat: „le ministère (ou l'ACD) a adapté ses projections de recettes fiscales bien plus qu'on pourrait ne le justifier sur la seule base du scénario macroéconomique".

Wa mer bei der Previsibilitéit an de Projektioune sinn, sou bleift eng weider gutt Nouvelle vun net budgetiséierte Recetten, nämlech déi vum Bankesecteur, deen en exceptionnelt Joer 2023 hat. Duerch d'Zënshaussen, déi jo ville Bierger hei am Land extreem zougesat hunn, hunn d'Banken en immens gutt Resultat gemaach. Laut den Estimatioune wieren hei Steieren iwwer 1,6 Milliarde geschëlt duerch dat gutt Joer, eng Hausse vun 93 % zum Virjoer. Déi wäerten natierlech och net all dëst Joer bezuelt ginn, zemools wann den elo grad beschriwwene Modell applizéiert gëtt, mee se wäerten op alle Fall d'Steierrecetten oppoléieren.

Op Recettësäit gesäit een natierlech och, datt d'Situatioun um Niveau vun der Sécurité sociale net positiv ausgesäit mat enger zolitter Baisse, déi virausgesot gëtt. Ons Suerg bleift weiderhin, datt dës Situatioun net um Bockel vun de Pensiounen an den zukünftege Generatiounen ausgedroe gëtt, mee datt muss gekuckt ginn, datt mer iwwer nei Finanzéierungsmodeller nodenken, datt mer d'Leit esou mann wéi nëmme méiglech belaaschte mat enger zukünfteger Reform vum Pensiounssystem. Mir waarden hei op d'Propose vun der Ministesch.

Dat, wat ons natierlech op der Recettësäit bedenklech stëmmt, dat sinn déi, wéi d'Chambre de Commerce se nennt, „net perenne" Recettë vun den Accisen op Tubak a Carburant. Si maachen am Budget 2024 en Undeel vu 7,39 % vun de Recettë vum Zentralstaat aus. Et geet hei ëm eng Tax, déi no an no wäert verschwannen duerch d'Elektrifizéierung vun der Flott, an ëm eng aner, déi op d'Käschte vun der Gesondheet vun de Leit geet, vum Risk vu Reputatiounsschied fir onst Land a vum Schwaarzmaart net ze schwätzen. Dat si keng nohalteg Recetten. Se riskéieren zwar, nach an d'Luucht ze goen a Fonctioun vum Differentiel zu den Nopeschlänner, déi hei méi ambitiéis Politicke maachen, mee iergendwa si se eriwwer.

Aner Länner hunn eng aner gesondheetspolitesch Approche vis-à-vis vum Tubak. Frankräich zum Beispill setzt kontinuéierlech seng Präisser erop. Ee Pak kascht hei méi wéi 12 Euro. Bei ons kascht de bëllegste Pak manner wéi 5 Euro. Et schéngt mer onrealistesch, dervun auszegoen, datt ons Noperen do ëmmer wäerte just nokucken, wa mir eng Hannerdier fir hir Gesondheetspolitick ubidden. Mir begréissen dofir ausdrécklech an der Kohärenz vun deem, woufir mer eis ëmmer staarkgemaach hunn, datt de Finanzminister d'Accisë wëll eropsetzen an och neier aféiert.

Mee mir sinn der Meenung, datt et nach net duergeet an datt den Differentiel zum Ausland nach vill ze héich ass. Mir hate schonn eemol de Schmarotzerimage an der EU. Mir hu laang dru geschafft, deen ewechzekréien. Et wier immens ongléicklech, wa mer en iwwert dëse Wee nees erëmkréie géingen. Och d'Chambre de Commerce schreift an hirem Avis, se géing d'Regierung invitéieren, déi wichteg Evolutiounen a punkto Accisen ze anticipéieren. Mir hoffe jiddwerfalls, datt d'Ambitiounen a punkto Klima a Gesondheet net um Bockel vu séiere Recetten erofgeschrauft ginn.

Eppes aneres, wat mer vermëssen an dësem Iwwergangsbudget – a mir sinn net déi Eenzeg –, sinn nei Akzenter beim Kampf géint d'Aarmut, déi sech verschlëmmert. Dir hat ons Mutt gemaach op dësem Punkt, andeems Der d'Acteure vun der Zivillgesellschaft an d'Koalitiounsverhandlungen agelueden hat. Mir sinn elo net dervunner ausgaangen, datt Der fir dëse Budget schonn alles géingt ëmsetzen, mee virun allem wann ee bedenkt, datt den zoustännege Ministère, de Familljeministère, d'Hand net gewiesselt huet, dann hätte mer ons awer erwaart, datt spéitstens elo hei éischt nei zousätzlech Akzenter géinge gesat ginn.

D'Chambre des Salariés erënnert an hirem Avis drun, datt quasi ee vu fënnef Awunner hei am Land ënnert dem Aarmutsrisiko lieft. Si bedauert de Manko un Ambitioun, stellt fest, datt näischt Neies proposéiert gëtt, keng generell Approche virläit an de Kampf géint d'Aarmut misst eng Prioritéit vun der Regierung sinn. Si freet, datt d'Prestations familiales alleguer revaloriséiert ginn, datt d'elengerzéiend Familllje besser ënnerstëtzt ginn, datt de REVIS an de Mindestloun no uewen ugepasst ginn, well de Budget de référence géing weisen, datt de Mindestloun net an all Familljesituatioun duergeet, fir iwwert der Aarmutsgrenz ze sinn. Dat selwecht gëllt fir d'Mindestpensioun, virun allem fir Locataren, gradewéi natierlech och de REVIS.

Mir deele vill vun dësen Aschätzungen. Et kann net sinn, datt een e Liewe laang schaffe geet an an der Pensioun am Aarmutsrisiko ass. Et kann net sinn, datt een an engem Land wéi Lëtzebuerg mam Mindestloun oder mat enger Ënnerstëtzung wéi dem REVIS net iwwert d'Ronne kënnt. Hei mussen Efforte gemaach ginn, gradewéi bei engem méi automateschen Ausbezuele vun den Aiden, wa mer wëssen, wéi héich den Taux vu Leit ass, déi net op Hëllefen zréckgräifen, op déi se e Recht hätten. Ass d'Bekämpfung vun der Aarmut lieweg oder dout? Wa mer haut den Deckel vum Schrödinger senger Këscht géingen opmaachen, wier d'Vue net ganz positiv.

En anere Volet, bei deem mer déi richteg Akzenter vermëssen, ass de Logement. Dir hutt mat vill Publicitéit Äre Logementspak virgestallt, e Pak, an deem et virun allem drëms geet, de Promoteuren a Constructeuren ënnert d'Äerm ze gräifen. Mir fannen net alles schlecht an deem Pak a mir sinn natierlech och der Meenung, datt de Bausecteur muss ënnerstëtzt ginn, fir datt mer d'Aarbechtsplazen an deem Beräich erhalen. Mir wäerte jo hei nach am Detail driwwer diskutéieren, mee vill vun de Mesüre sinn eesäiteg fokusséiert op Investisseuren a Multiproprietären. Mir gesinn dat kritesch, well mer fäerten, datt grad d'Demande hei nees ze vill ugekuerbelt gëtt, datt et e Risk gëtt vun der Surchauffe, soubal d'Kris am Bausecteur sech berouegt huet. A mir sinn och net déi Eenzeg, déi dat esou gesinn.

Dowéinst ass et esou wichteg, datt déi meescht demandestimuléierend steierlech Mesüren op dëst Joer limitéiert bleiwen. Souguer eng Chambre de Commerce schreift: „Elle invite […] le Gouvernement à veiller à ce que l'offre évolue dans la même dynamique que la demande, afin de ne pas relancer une spirale inflationniste."

Änlech Warnunge vum Gouverneur vun der Zentralbank, deen ons déi viregt Woch sot, datt d'Baukris sécherlech séier hannert eis wier, mee mer géinge riskéieren, um Logementsmarché direkt nees an eng Präisspiral no uewen ze kommen. Och d'Chambre des Salariés warnt virdrun, datt duerch d'Mesüren d'Verméigensinegalitéite kënne méi grouss ginn. Si fäerten, datt d'Steieravantagë warscheinlech net integral wäerte vun den Investisseuren op d'Clientë repercutéiert ginn. D'Regierung ass hei an enger Proprietärs- a Multiproprietärslogik. Dat weist och de Fait, datt dem Henri Kox säi Bail-à-loyers-Text zwar glécklecherweis weidergefouert gëtt, allerdéngs kee Mietdeckel méi virgesinn ass. Sou gëtt a Kaf geholl, datt d'Präisser weider klammen, an et existéiert de facto kee Schutz fir de Locataire méi, well den Deckel aus dem aktuelle Gesetz vun de Geriichter als net applikabel ugesi gëtt.

Natierlech kann een net a sechs Méint all Politick ëmsetzen, mee sechs Méint, dat sinn ëmmerhin 10 % vun der Legislaturperiod. A grad a sou engem wichtegen Dossier, wou mer wëssen, datt de Locatiounsmarché unzitt wéinst den héijen Zënsen, hätt ee sech erwaart, datt net just Ënnerstëtzung fir de Bau an d'Investisseure fonnt gëtt, mee och direkt eng Léisung fir de Loyersdeckel gesicht gi wier – wann dann e Wëllen do gewiescht wier. An et ass un deem Wëllen, wou mer zweifelen.

Doriwwer eraus musse mer ons op d'Offer vun abordabele Wunnenge konzentréieren. Datt mer d'Gemenge mat an d'Boot huelen, verflichtend Prozentsätz pro Gemeng virgesinn a se och do plangen, wou se Sënn maachen, dovun hätt och de Bausecteur eppes. Dee baut jo fir d'ëffentlech Hand. Et ass nëmmen iwwert d'Offer vun abordabelem Wunnraum, wou mer de Problem un der Wuerzel geléist kréien, e Richtungswiessel, deen an de leschte fënnef Joer ageschloe gouf, vun deem mer hoffen, datt en net fale gelooss gëtt. Ass den abordabele Wunnraum lieweg oder dout? Den Ament ass virun allem d'Ënnerstëtzung fir d'Multiproprietäre ganz lieweg, beim Rescht musse mer kucken, wéi et weidergeet.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Très bien!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | En anere Richtungswiessel, dee sech op d'mannst rhetoresch schonn annoncéiert huet, ass dee beim Kampf géint de Klimawandel, dem Schutz vun der Natur an der Biodiversitéit. Et soll net méi genervt ginn. Den Ëmweltminister däerf als Statist mat op Veranstaltunge goen, den Duo Frieden-Hansen schéngt awer d'Heft fest an der Hand ze hunn, wann et ëm Dossiere geet, déi den Ëmweltressort betreffen, soudatt bei sengem éischten Optrëtt bei der Ëmweltgewerkschaft den Här Wilmes kee ganz gutt Bild ofginn huet, well se en net gebrieft haten. Beim Agrardësch ass onbegrenztent Bauen an der Gréngzon méi wichteg wéi d'Ëmstellen op eng naturfrëndlech Landwirtschaft, an d'Sortië vum Premier zur Atomenergie bréngen net nëmmen den Ëmweltminister a Bedrängnis, mee suergen och nach fir den éischten ëffentlech ausgedroene Clash an der neier Koalitioun.

Quitte datt d'DP sech jo hei och parteiintern net ganz eens ass, hat dach de selwerernannte viregte Klimapremier sech do ëmmer ganz wäit aus enger anerer Fënster geleent wéi säi Successeur, dee ganz onideologesch der Meenung ass, dat mat der Atomenergie, dat wier alles guer keng esou eng schlecht Iddi a jiddweree soll maachen, wat e wëll, es sei denn, et wier un der Lëtzebuerger Grenz. Woubäi jo allgemeng bekannt ass, datt d'Risike vun enger Atomzentral strikt d'Landesgrenze respektéieren. Ech mengen, dat wësse mer alleguer säit Tschernobyl. Ech muss Iech soen, ech verstinn net ganz déi Logik, wou gesot gëtt, d'Atomenergie wier onproblematesch an der EU, mee problematesch an der Groussregioun. Do wëll ee wuel d'Atomlobbyisten zefriddestellen a gläichzäiteg net d'Populatioun virun de Kapp stoussen.

Et ass jiddwerfalls symptomatesch fir dat, wat d'Regierung probéiert, vun Ufank un ze maachen, nämlech ee vun de gréissten Defien, déi mer hunn, klengzerieden, de Leit ze soen, dat géing jo alles just nerven, bis datt duerno jo effektiv kee méi Loscht huet, en Effort ze maachen, en Effort, deen allerdéngs wäert noutwendeg sinn, net nëmme wéinst ons, onse Kanner, hire Kanner, mee och wéinst der Wirtschaft, wéi ugangs gesot. Vläicht stéisst dat jo net op daf Oueren.

Allgemeng gëtt a villen Avise bedauert, datt et net kloer ass, wou d'Ëmwelt- a Klimapolitick histeiere soll. D'Chambre des Salariés seet zum Beispill, et wier inakzeptabel, datt laut dem Pluriannuel d'Ausgaben am Beräich Ëmwelt a Klima géingen erofgoen. Dat ass jo d'ailleurs och, Här Minister, mat déi déckste sougenannte Spuermesür, déi Dir de Moien an d'Vitrinn gestallt hutt.

Mir wëssen och nach net, wéi et op ville Punkte konkreet weidergeet: Subside fir Elektromobilitéit, Subventioune fir Wärmepompelen, Solarzellen, Leasingsautoen an d'Evolutioun vun der $CO_2$-Steier. Dobäi bräichte mer grad hei och Planungssécherheet, fir dass d'Leit sech och haut aus finanzielle Grënn fir déi klimafrëndlechste Léisung kënnen entscheeden. Nervt et net awer och e bëssen, dass, wann ech haut eng energeetesch Renovatioun plangen, ech net weess, wéi vill ech an Zukunft nach wäert vum Staat erëmkréien? An nervt et net och d'Entreprisen am Bau an an der Automobillindustrie, datt se net wëssen, wéi et weidergeet? Souvill zur Klimapolitick, déi d'Leit net nervt.

Mir hoffen, datt d'Transitioun fir d'Bierger och an Zukunft matfinanzéiert gëtt, well et riskéiert, fir ons all vill méi deier ze ginn, wa mer duerno mussen d'Konsequenze vum Nethandelen droen. Ob d'Kaz an der Klima- an Ëmweltpolitick lieweg oder dout ass, léisst sech den Ament nach net soen. Rhetoresch gesinn huet se jiddwerfalls déi éischt Méint scho schwéier gelidden. An dobäi ass et wuel de gréissten Defi, deen ons all erwaart.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Très bien!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Enk domat verbonnen ass d'Mobilitéit. Och hei gouf et rhetoresch, vläicht well et ëm d'Mobilitéit geet, scho sou munche Retropedalage a Gerudders. Gouf et duerch d'Atomenergie en éischten ëffentleche koalitiounsinterne Clash, esou schéngt a punkto Mobilitéit de parteiinterne Clash tëscht der Shadow-Vizepremierministesch an der eventuell zukünfteger Vizepremierministesch nach net ganz ausgedroen ze sinn. Mir haten dat am Kader vum Koalitiounsaccord virausgesot: De gréisste Kampf kritt d'Mobilitéitsministesch parteiintern ze féieren, zumools wann et ëm d'Mobilitéit an der Stad Lëtzebuerg geet, der Festung vun der Brems Lydie Polfer.

**Une voix** | O!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Net duerch d'Porte-Neuve! Et ass ze no beim Pescatore. Oder wéi solle soss d'Leit vum Lampertsbierg nach an d'Stad kommen? Mam Tram? Vläicht dann awer, sou eng Pressekonferenz vun e Freiden, wou et dann op eemol net méi esou geklongen huet, wéi wann de kuerzen Tracé esou onméiglech wier, wéi den Ingenieur Goldschmidt eis dat nach wollt virun e puer Woche verklickeren.

*(Interruption)*

An och d'Streck Richtung CHL, déi absolutt wichteg ass, fir dem Weste vun der Stad an dem Land eng gutt Ubannung ze garantéieren, an déi jo nach virun engem Mount vum Stater Schäfferot aux calendes grecques verbannt gi war, soll dann elo awer an den nächste Méint deposéiert ginn.

*(Interruption par Mme Lydie Polfer)*

Oder awer net?

*(Brouhaha)*

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Dat ass wierklech falsch!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech muss Iech soen, ech hu gläich den Iwwerbléck verluer tëscht ...

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Dat ass wierklech falsch! Nee, nee!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dir kënnt jo herno drop reagéieren, Madamm Polfer.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Et kann een net egal wat soen. Nee, nee, nee!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech muss Iech soen, ech ...

*(Coups de cloche de la présidence)*

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Esou kennen ech Iech net, Madamm Tanson. Madamm Tanson, esou kennen ech Iech net, egal wat ze zielen. Nee!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | D'Madamm Tanson huet d'Wuert a soss keen! Madamm Tanson, fuert roueg weider.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Madamm Polfer, reegt Iech net op.

Ech muss Iech soen, ech hu gläich den Iwwerbléck verluer ...

*(Interruption)*

... tëscht den Aussoe vu Polfer, Backes a Luxtram. Mir hoffe jo, datt sech d'Hoffnungsträgerin vun der DP géint d'Stater Patronne duerchgesat kritt a mir nees a Richtung Ëmsetzung vum François Bausch sengem Mobilitéitsplang ënnerwee sinn.

Wat ech och net versti bei der ganzer Diskussioun: Hei si jo eng ettlech Deputéiert, déi sech – zu Recht – ëmmer staarkmaache fir de ländleche Raum. Loosst Der wierklech de Stater Schäfferot decidéieren, wéi dacks een, wann ee vu Réide kënnt, an Zukunft muss ëmklammen, wann ee wëll an d'Stad kommen? Huelt Der a Kaf, dass dat dann zum Beispill zweemol wäert de Fall sinn, nëmme well de Stater Schäfferot de Bierger vun zwee Quartieren aus der Stad net wëll e klengen Ëmwee mam Auto zoumudden? Hei erhëlt sech dem Schrödinger seng Kaz grad an der Këscht vun deem ganzen Hin an Hier a mir waarden da mat Spannung op déi nächst Episoden am Match Polfer-Backes.

Gradesou wéi mer natierlech och gespaant sinn op den éischten Netiwwergangsbudget vun dëser Regierung. Dat ëmsou méi, well am Pluriannuel eng ganz Rëtsch previsibel Depensen net drastinn. De Premier sot jo, e géing gär méi séier op déi 2 % vum RNB bei de Militärausgabe komme wéi geplangt. Dir, Här Roth, sot dat de Moien och. Dat wieren dann 1,5 Milliarden d'Joer. D'Betribssteier soll elo mol ëm 1 % erofgoen. Do ass jo nach méi an Aussiicht gestallt. Den Energiedeckel, hutt Der eis de Moie gesot, gëtt 2025 iergendwéi verlängert. D'Steierklass 1a soll erliichtert ginn. An a punkto Recettë si keng zousätzlech Mesüre virgesinn. Do dobäi wëllt Der Iech nach en zousätzleche Corset undoen, andeems Der d'Reegelen aus dem OMT, déi zwar auslafen, an en nationaalt Gesetz wëllt eraschreiwen, eng Zort „Schuldenbremse light", wou mer elo nach net ganz de Sënn an Zweck dovunner gesinn. Mir waarden dann do och mat Spannung drop, wéi Der dat a Musek ëmsetze wëllt.

Mir hoffen also, datt d'Prognose vun der Regierung stëmmen, voire datt méi Recetten erakomme wéi geplangt, well soss kënne mer just mam Schrödinger senger Kaz hoffen, datt, wann den Deckel opgeet, d'Kaz nach lieft. Mee wou dës Regierung genee hi wëll, dat wësse mer no sechs Méint nach ëmmer net. Mir gesinn am Diskurs eng ganz konservativ Schinn, wou et och keng Differenz gëtt tëschent CSV an DP, déi scho quasi verschmolt sinn no sechs Méint zesumme regéieren an enger konservativer, ...

*(Interruptions)*

... wirtschaftsliberaler Eenheetspartei ouni sozialen an ëmweltpoliteschen Ustréch. Eng Kommunikatioun, an där bis elo ...

*(Interruption par M. Gilles Baum)*

Ech si gläich fäerdeg, Här Baum.

Eng Kommunikatioun, an där bis elo déi Äermst, d'Migranten, d'Locatairen an d'Ëmwelt schlecht ewechkoumen, zum Deel ëmgesat an Akten: Honnerte Poliziste ginn ofgezunn, fir géint Heescherte virzegoen, fir schlussendlech e puer Protokoller auszestellen. De Loyerstext gëtt weidergefouert, ouni e Schutz fir d'Locatairen um Präis virzegesinn. D'Entreprisë kréie gesot, si misste manner Steiere bezuelen, a si kréien dat och genee beziffert – anescht wéi elengerzéiend Elteren an der Steierklass 1a, do feelt et un Detailer. Op EU-Niveau gerode mer nees an e bësse méi en däischteren Eck, wou mer Partikularinteressien iwwert déi vun der Allgemengheet schéngen ze stellen, och wa mer Europa an eis selwer domat laangfristeg schueden. De Schutz géint de Klimawandel ass zu enger nerveger Ideologiefro degradéiert an Atomkraaft keen Tabu méi. Ëmweltpolitick gëtt just nach um Landwirtschaftsdësch gemaach, awer ouni d'Biobaueren. D'Persounen op der Flucht sollen et esou schwéier wéi méiglech gemaach kréien, heihinner ze kommen.

Deen hei Budget spigelt an der Ëmsetzung glécklecherweis nach net vill erëm vun där Rhetorik. Ëmsou méi froe mer ons, wéi et no den EU-Wale beim État de la nation a beim nächste Budget weidergeet. Optimistesch stëmmt dëse Budget eis op alle Fall net, an dofir – Dir wäert Iech wonneren – stëmme mer en och net mat.

Merci.

**Plusieurs voix** | O!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Madamm Tanson. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst ass den éischte Budget vun enger neier Regierung a se huet bei ville Geleeënheete probéiert, eis dach ze erklären, wéi si sech d'Zukunft vun eisem Land virstellt.

Dëse Budget gëtt zäitweis als eppes Neies verkaf. Villes, wat mir Piraten awer an dësem Budget liesen, ass fir eis d'Weiderféierung vum Status quo. D'Ausgabe vum Staat sinn dëst Joer eng hallef Milliard méi héich wéi d'lescht Joer. Vu Spuere kann also an dësem Budget keng Ried sinn. Op dëse Punkt wäert ech nach eng Kéier agoen.

Ier mer awer dozou kommen, wéilt ech fir d'éischt drop agoen, wéi d'Zukunft vum Land laut de Projektioune wäert ausgesinn. Et fänkt domat un, datt mer e Populatiounswuesstem bis 2027 vu 40.000 weidere Leit hunn. Dat entsprécht plus/minus Péiteng an Diddeleng zesummen, déi nach eng Kéier derbäikommen. Och d'Zuel vun den Aarbechter wäert eropgoen, wann awer och méi lues, wéi Lëtzebuerg dat bis elo gewinnt war.

*(Interruption)*

All dës Tatsaache musse beduecht gi vun enger neier Regierung, virun allem wa se sech op de Fändel schreift, se géif eng nei Politick maachen. An a Wierklechkeet gesi mer awer, datt do näischt, jo wann net souguer manner wéi virdrun, gemaach gëtt.

Wat de Wuesstum vum Land ugeet, léie mer eis einfach e weidert Joer an d'Täsch an hoffen, datt et ëmmer esou weidergeet. D'lescht Joer huet déi viregt Regierung gemengt, mir kriten 2024, also dëst Joer, 3,8 % Wuesstem, eng Previsioun, wou ech virun engem Joer scho sot, datt ech se fir onrealistesch géif halen, virun allem och well déi international Organisatiounen eis alleguerten attestéiert hunn, datt mer dat net géifen erreechen.

Elo schwätze mer da vun 2 % fir dëst Joer, an och dat hale mer fir falsch, well zwëschenzäitlech, zwëschent dem Depot an dem Vott – da muer warscheinlech – vun dësem Budget, déi Zuele vun internationalen Organisatiounen nach eng Kéier erofrevidéiert goufen. Den Internationale Wärungsfong schwätzt vun 1,2 % a mir denken, datt dat warscheinlech och méi no un der Realitéit wäert si wéi déi 2 %.

Firwat ass also eng richteg Aschätzung vum PIB esou wichteg? Ma well mat engem héije Wuesstem vum PIB och méi Recetten erakommen. D'Regierung geet also duerch hir héich Schätzungen dervunner aus, datt se méi Geld wäert hunn. A wat se méi Geld huet, wat se méi Geld kann ausginn, op alle Fall méi Geld kann ausginn, wéi mir mengen, datt se a Wierklechkeet wäert hunn, wat bedeit, datt, wa mer Recht sollten hunn, de Minus am Budget nach méi grouss wäert gi wéi dat, wat d'Regierung hei tabléiert. Anescht ausgedréckt: D'Regierung rechent hei virun den Europawalen d'Situatioun schéin, fir eis am État de la nation zwee Deeg no den Europawalen déi wierklech Rechnung dann ze presentéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Finanzminister huet virun dësem Budget grouss ugekënnegt, datt déi nei Regierung manner Geld wéilt ausginn. Mee stëmmt dat wierklech? Verschidde Kolleeginnen a Kolleegen hu sech schonn um Faktencheck probéiert. Ma loosst mech dat och nach op verschiddenen Aussoe maachen.

Fakt ass: D'Staatsschold wäert bis 2027 weider klammen. D'DP/CSV-Regierung huet ugekënnegt, wëllen Depensë bei den Astellungen an de Gebaier vum Staat anzespueren. Dovu gesäit een awer am Budget wéineg bis näischt. Dat soen net nëmme mir, d'Piraten, mee och d'Cour des comptes, de Rechnungshaff. Trotz der Tatsaach, datt et véier Ministèrë manner si wéi nach an der leschter Regierung.

Mee da stellt sech awer d'Fro: Wéi erkläert sech dann, datt deen heite Budget ënnert dem Stréch net nach méi héich Depensë virgesäit? Zwou Saachen. Déi éischt: D'lescht Joer hu mer ausnamsweis 200 Milliounen Euro un d'EU iwwerwisen. Déi musse mer dëst Joer net bezuelen. Dat war e Recalcul. A mir bezuelen dëst Joer just d'Zënsen, mee net eis Scholden zréck.

Wéi ze vill Stéit hei am Land schéngt also och de Lëtzebuerger Staat op deem Punkt ukomm ze sinn, wou ee sech déi ganz Mensualitéit net méi leeschte kann oder wëll an d'Bank engem dann alt emol ubitt, fir just d'Zënsen ze bezuele fir eng kuerz Zäit. Well iergendwann gëtt d'Schold awer fälleg, sou wéi zum Beispill bei deene 26 % vun de Stéit, wou d'Kanner laut dem Statec a Stéit wunnen, déi finanziell Schwieregkeeten haten d'lescht Joer.

Mee fir op de Budget zréckzekommen: Mat anere Wierder ass dat heite keen éischte Spuerbudget. Nee, et ass och keng nei Politick, mee et ass d'Scholden op déi no eis, op eis Kanner, ofgewälzt. Dat ass d'Politick vun där soi-disant „neier" Regierung. Et gëtt eppes Kuerzfristeges, e Schein vun enger Mesür haut gemaach, a wéi mer dat Ganzt muer finanzéieren oder wou mer dat Geld hierhuelen, dat schéngt net esou wichteg ze sinn. Dobäi gëtt et vill Dossieren, bei deenen et eng Visioun, jo, eng wierklech nei Politick gebraucht hätt.

Schwätze mer also als Alleréischt emol vum Logement. Wéi déi lescht Etüd vun ILReS et nach eng Kéier gewisen huet, ass d'Theema Logement eppes, wat ganz ville Leit am Land um Häerz läit a wou vill Leit sech Gedanke maachen. Wann een héiert, datt véier vu fënnef Demandes de prêt hypothécaire refuséiert ginn, dann ass dat verständlech, datt d'Leit sech Gedanke maachen, net nëmmen ëm sech selwer, mee och ëm hir Kanner.

Déi Mesüren, déi d'Regierung bis elo hei proposéiert huet, dovu kënne mer en Deel begréissen, well mer si frou, datt eppes proposéiert gouf. Fortschrëtt ass besser wéi Stëllstand. Mee et sinn awer och verschidde Moossnamen derbäi, déi net wäit genuch ginn.

D'Wunnengspolitick insgesamt vun der Regierung ass net ausräichend, wann ee kuckt, wéi vill Geld mer investéieren a wéi vill herno wierklech bei de Leit ukënnt. Well insgesamt muss ee sech froen, wéi vill och elo déi kuerzfristeg Propose wäerten ausmaachen.

A ville Budgetsposte vun de geplangten Hëllefe steet fir vill Joren eng grouss Null. A wann een och d'Geld kuckt, dat mer hei als Budget rechnen, dann ass dat Peanuts par rapport zu der Gesamtheet vum Staatsbudget oder och nach de Mesüre vun den dräi Tripartitten. Et schéngt, wéi wann d'Wunnengsproblematik bei de Membere vun der Regierung net esou ukomm wär.

An da muss een nach soen, datt verschidde vun deenen ugekënnegte Mesüren net den Éischtkeefer oder der mëttelstännescher Famill zeguttkommen, mee de Multiproprietäre respektiv de groussen Investisseuren.

An zousätzlech sot de Finanzminister um Logementsdësch, datt 6.000 Wunnenge pro Joer gebraucht ginn. Dat bedeit konkreet, datt iwwer 70 % méi gebaut muss gi wéi an der Moyenne déi lescht Joren. Dat ass am Moment einfach net dran. Dat muss ee sech éierlech agestoen. An dofir appeléiere mir Piraten un d'Regierung, fir opzehalen, de Leit hei Wonschgeschichten ze verkafen, mee kloer ze soen: Wat ass realistesch dran? Wat kënne mer an engem Joer bauen? Well sot eis – sot eis! –, wou Der mengt, déi zousätzlech Terrainen a virun allem déi zousätzlech Main-d'oeuvre hierzehuelen, déi déi Terrainen dann och nach bebaut – wa mer se dann hätten! Wëllen éieren d'Regierungsmembere selwer mat Bëton mësche goen? Ma hei gëtt, wéi bei der Regierung virdrun, erëm eng magesch Zuel an de Raum geworf, wou net gesot gëtt, wéi se erreecht soll ginn. 6.000 kléngt besser wéi 3.500, mee wéi mer dohinner kommen, do gëtt et just grouss Fragezeichen.

Et muss ee feststellen, datt d'CSV/DP-Wunnengsbauoffensiv … Jo, et ass eng Offensiv, mee et ass eng Offensiv virun allem fir Multiproprietären a grouss Promoteuren an Investisseuren, mee net fir d'Normalverdénger. D'Gebuertsdagspartye vu verschiddene Promoteure schénge sech also bezuelt gemaach ze hunn. CSV/DP steet net fir eng Demokratiséierung vum Logement, mee fir e Bäibehale vun de Besëtzverhältnisser. Här bleift Här a Max bleift Max. Déi eng iesse Kuch an déi aner kréie just nach d'Grimmelen.

Mir Piraten si fir eng nei, eng aner Logementspolitick, eng, déi derfir suergt, datt déi Leit, déi hei am Land sinn, och kënnen hei am Land wunne bleiwen. D'Piraten sti fir eng Logementspolitick, déi net nëmmen deenen hëlleft, déi eppes kafe wëllen, mee och deenen, déi loune mussen. Fir eis Piraten muss dofir an der Locatioun gehollef ginn, fir datt d'Loyeren net weider konstant an d'Luucht ginn. Et muss bei den ëffentleche Bauträger, der SNHBM an dem Fonds du logement, nogebessert ginn, fir dat Administratiivt vill méi einfach ze maachen. An éierlech, et ass en Aarmutsbekenntnis, datt déi ëffentlech Bauträger fir hir soi-disant „abordabel" Wunnenge keng Leit méi fannen, déi nach genuch Sue vun enger Bank geléint kréien, fir dat Abordabelt ze bezuelen. Well wa keen et sech méi leeschte kann, dann ass et net abordabel, dann ass dat Etiketteschwindel, léif Kolleeginnen a Kolleegen!

An deem Kader, well eeben d'Leit sech et am Moment net leeschte kënne fir ze kafen, hu mer eng Motioun matbruecht, fir d'SNHBM ze rekapitaliséieren, soudatt se déi Wunnengen, déi se haut schonn huet, ka séier an d'Locatioun ginn. Här President.

***Motion 4***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

*– Den Direkter vun der SNHBM sot am RTL-Interview, d'Strategie wier, fir een Drëttel vun de Wunnengen an d'Locatioun ze ginn.*

*– An dësem RTL-Interview vum 17. Abrëll an am 100,7-Interview vum 4. Mäerz 2024 erklärt den Direkter och, datt d'SNHBM misst Wunnenge verkafen, fir hir Käschten ze decken an de Finanzement vun der Gesellschaft ze assuréieren. Eppes, wat mat der Locatioun net méiglech wier.*

*– Am Interview um 100,7 sot den Direkter och, datt all d'VEFA-Projeten déi elo an der Bautekris vum Staat opkaaft ginn an der SNHBM ënnerstallt ginn, an d'Locatioun ginn. D'Zil ass, fir dëst Joer 300 Wunnengen ze bauen.*

*– Well et wéineg Keefer fir d'Projete vun den ëffentleche Bauträger gëtt, ass geplangt, fir d'Seuile vun de Revenuen, déi d'Leit dierfen hunn, fir bei der SNHBM ze kafen, sollen an d'Luucht gesat ginn. Dëst géif bedeiten, datt d'Leit mat méi héijem Akommes eréi bis elo abordabel Wunnenge kéinte kafen. Wunnengen, déi dann net méi u Leit kënne goen, déi manner verdéngen an déi loune mussen.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*– d'Kapital vun der SNHBM SA eropzesetzen, datt si méi vun hire Wunnengen an d'Locatioun ka ginn.*

*(s.) Sven Clement.*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci, Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Do musse mir bei de Banken zousätzlech nach intervenéieren, datt d'Leit dann och hir Prête kréien, duerch zum Beispill Staatsgarantien. Mee gläichzäiteg muss och gesot ginn: Mir musse méi bëlleg ëffentlech Projete bauen. Well et kann net sinn, datt ee muss iwwert d'Mëttelschicht eraus nach Keefer fir abordabel Wunnenge siche goen. Eis Prioritéit ass dann och, datt de Mietkauf bei den ëffentleche Wunnengen eng fest Optioun gëtt.

Och um Privatmarché kéint een dëse stimuléieren, dëst zum Beispill duerch steierlech Incentives, Moossnamen. Mir Piraten wëllen, datt de Staat ëffentlech Wunnenge baut oder keeft an da verlount a mat Réckkafsrecht verkeeft, an dat ouni vill Bürokratie. De Staat muss virun allem derfir suergen, datt d'Leit um Privatmarché kënne kafen. Da brauch de Staat och net méi ze bauen a profitéiert vun der Schnellegkeet vun engem Marché.

Dofir, Staatsgarantie an d'Luucht, Nottärskäschte bei der Éischtwunneng ganz ewech a méi Zënse vun de Steiere kënnen ofsetze wäre fir eis kloer Pisten, déi een hei kéint aschloen. Dat ass de Wee vun enger neier Politick an et ass net dee vun der CSV/DP.

Vun der neier Regierung hiren ale Léisunge fir d'Logementskris dann zu engem anere Sujet, dee virun de Walen och héich emotional debattéiert gouf: d'Santé, wou nach net kloer ass, wou d'Rees da soll higoen. Ech zitéieren elo net berüümt physikalesch Experimenter mat entweeder liewegen oder doudegen – oder béides gläichzäiteg – Kazen, dat, well …

*(Interruption)*

Jo, ech denken do och un déi aarm Kaz u sech. Déi nei Santésministesch schéngt wëllen en neie Wee a punkto Gesondheetspolitick ze goen, mee bis elo huet se ausser Projeten zréckzezéien awer nach net wierklech nei Iddie proposéiert. Och Projeten, déi scho jorelaang an der Maach sinn, wéi de Paiement immédiat direct, sinn nach ëmmer net richteg ëmgesat, an nëmmen eng 45 Generaliste sinn am System, vun de Spezialiste guer net ze schwätzen.

Am Walkampf gouf vill iwwert de Mangel un Doktere geschwat a wat do misst gemaach ginn, mee och hei schéngt d'Regierung net interesséiert ze sinn, séier eppes ze änneren, well wa mer zum Beispill de Projet fir d'Gruppecabinete vun Doktere kucken, musse mer dervun ausgoen, datt dëst Joer näischt Neies méi wäert kommen. Well an dësem Budget si ganzer 100 – net 100.000, ganzer 100! – Euro virgesi fir d'Gruppecabineten, wou et der 2022 nach 600.000 waren. Eng Failliteserklärung!

Da gouf bei der Presentatioun vum Koalitiounsaccord fir de Beräich vun der Santé betount, datt vill Wäert op d'Preventioun géif geluecht ginn. Jo, dat ass u sech eng gutt Approche. Leider fënnt sech dat awer erëm éischter manner am Budget erëm. Bei der Participatioun un de Fraise beim Programm vun der Mammografie – e Projet, dee parteiiwwergräifend ënnerstëtzt gëtt – geet de Budget erof. Beim Plan national cancer ass och däitlech manner virgesinn, sou wéi wann et géif manner Kriibserkrankungen zu Lëtzebuerg ginn. Wann een d'Statistike kuckt, ass de Contraire de Fall. Dat kann een och net vun engem anere Budgetsposten, deen eropgeet, dann opfänken. An esou gesäit fir eis dann eng Prioritéit net aus.

Guer net kohärent ass et dann och fir eis, wann et ëm d'Maisons médicales geet. Hei goufen nei Sitte versprach an et gouf gesot, datt et wichteg ass, datt d'Leit op dëse Service zeréckgräifen an net onnéidegerweis an d'Urgencë ginn. Fir 2024 sinn da bei de Frais de fonctionnement hei awer dräi Millioune manner virgesinn. Esou gesäit Prioritéitesetzung aus: Mir spuere bei der Versuergung, bei der dezentraler Versuergung, a bei der Entlaaschtung vun den Urgencen.

Mir Piraten wëllen eng Gesondheetspolitick, déi vun der Digitalisatioun richteg profitéiere kann, dat mat engem Paiement immédiat direct, dee méi wéi eng Firma hei am Land kann installéieren, an engem digitalen Patientendossier, deen den Dateschutz respektéiert a mat deem d'Leit och wierklech eppes ufänke kënnen. Eng Gesondheetspolitick, déi den Dokteren hëlleft, fir d'Käschte vum Cabinet ze deelen, an dat net eréischt an engem oder a fënnef Joer, mee esou séier wéi méiglech. An eng Gesondheetspolitick, déi den Investisseure bei den Dokteschcabineten en Enn setzt. Well hei verléiert jiddereen: d'Patienten, d'Dokteren an d'CNS. Et gewënnt just een: den Investisseur.

Här President, vun enger Politick vum Status quo dann awer bei eng Politick, wou mer an déi entgéintgesate Richtung ginn. Bei der Regierungsbildung zu Senneng am Schlass si Vertriederinnen a Vertrieder aus dem soziale Milieu invitéiert ginn an et ass gesot ginn, de Kampf géint d'Aarmut wier eng richteg Prioritéit fir dës Regierung.

D'Realitéit, wa mer de Faktencheck maachen, ass de Géigendeel. E puer Deeg am Amt huet den Innenminister decidéiert, net de Kampf géint d'Aarmut, mee de Kampf géint déi Aarm wier seng Prioritéit. Eppes, wougéint mir Piraten eis weiderhin asetzen, well duerch d'Heescheverbuet hu mer déi Leit just nach weider an d'Prekaritéit gedréckt.

Generell muss ee soen, datt d'Aarbechts- a Sozialpolitick keng nei Weeër aschléit. Et gi weider Hëllefen op de Wee bruecht, déi nëmmen enger Minoritéit vu Leit hëllefen, dëst, well d'Leit net wëssen, datt et d'Hëllefen iwwerhaapt gëtt, oder duerch de Pabeierkrich dervunner ofgehale ginn, se ze kréien. Ech erënneren do un eng ganz Rëtsch Motiounen aus deene leschte Joren, fir d'automatescht Ausbezuele vu verschiddenen Hëllefen ze maache respektiv iwwer Guichet-uniquen ze fueren. Vun all deem gesäit ee keng Pisten an dësem Budget.

Jo, et sinn awer och e puer gutt Pisten an der Aarbechts- a Sozialpolitick derbäi, dorënner d'Harmonisatioun vun de Congéen, déi schonn 2020 vun eis hei an der Chamber mat enger Motioun gefrot gouf, oder Mesüre fir d'Laangzäitchômeuren. Bei deene froe mer eis dann awer: Firwat gëtt sech e Plaffong gesat? Wier all Persoun, déi Deel vun dësem neie Projet géif ginn, net e Schrëtt an déi richteg Richtung?

Mir Piraten setzen eis op alle Fall a fir eng nei Politick, déi de Leit an Nout d'Hand reecht a se net nach mam Fouss rennt, wa se souwisou schonn um Buedem leien. Fir eng nei sozial Politick, déi accessibel ass fir déi Leit, déi se brauchen, wou jidderee seng Rechter kennt an d'Aidë kennt an déi och ufroe kann. A fir eng nei Aarbechtspolitick, déi eng wierklech Life-Work-Balance schaaft an net de Status quo vu Blo-Rout-Gréng zementéiert.

A wa mer da vun deenen innovativen Iddien, déi d'Majoritéit hei dann heiansdo proposéiert, awer wëlle schwätzen, da ginn ech op eng Propos vun der Budgetsrapportrice an, déi se gëschter proposéiert huet, an dat ass eng Centrale de crédit no belschem Virbild. Mir Piraten warnen ausdrécklech virun esou enger Datekrak, déi de Leit net hëlleft, mee riskéiert, weider Ongerechtegkeeten ze schafen.

De System vum Credit Scoring gëtt et schonn a verschiddenen anere Länner, dorënner d'USA an Däitschland. A béide Länner ass dëse System staark kritiséiert. An den USA si vill Leit aus Minoritéite sougenannt „credit invisible". Si hu kategoresch méi schlecht Scoren, well si historesch gesinn zum Beispill méi schwéier Accès zu enger eegener Wunneng haten. Och koum et schonn zu massiven Dateleaks an Amerika duerch esou Firmen, zum Beispill 2017, wéi bei Equifax d'Date vun 150 Milliounen Amerikanerinnen an Amerikaner an d'Hänn vu Kriminelle gefall sinn. Wien Date sammelt op enger zentraler Plaz, riskéiert an enger ëmmer méi digitaler Welt och, datt déi Date kënne fuitéieren.

An och an Däitschland ass d'sougenannte „Schufa" staark ëmstridden, well d'Biergerinnen an d'Bierger musse bezuelen, fir un hir eegen Informatiounen iwwer hir Donnéeën an hire Score ze kommen, wärend d'Schufa Profitter mécht an et ëmmer erëm zu Feeler am System kënnt, déi d'Leit zu Onrecht méi schlecht klasséieren. Dat alles am Numm vun engem méi séiere Business op der Finanzplaz.

Dat alles wëlle mir Piraten hei zu Lëtzebuerg net. An dofir, Här President, hunn ech eng weider Motioun matbruecht. Wannechgelift.

***Motion 5***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

*– An hirem Budgetsrapport huet d'Madamm Rapportrice erklärt, datt si sech e Centre de crédit nom belsche Modell mat Upassungen un d'Lëtzebuerger Gesetzgeebung wënscht.*

*– De System vum „Credit Scoring" gëtt et schonn a verschiddenen anere Länner, dorënner d'USA an Däitschland. An den USA ass dëse System staark ëmstridden. „A Long History of Discrimination Affects the Data That Credit Scoring Models Use Today" titelt zum Beispill d'„Forbes"-Magazinn, well vill Leit aus Minoritéite „credit invisible" sinn. Si hu kategoresch méi schlecht Scoren, well se historesch gesinn zum Beispill méi schwéier Accès zu enger eegener Wunneng haten (https://www.forbes.com/advisor/credit-cards/from-inherent-racial-bias-to-incorrect-data-the-problems-with-current-credit-scoring-models/).*

*Och koum et schonn zu massiven Data Leaks an Amerika duerch esou Firmen (https://en.wikipedia.org/wiki/2017_Equifax_data_breach).*

*– Och an Däitschland ass d'Schufa staark ëmstridden, well d'Bierger:inne musse gefrot gi fir ze bezuelen, fir Informatiounen iwwert hir Donnéeën an hire Score ze kréien, d'Schufa Profitt mécht (ronn 250 Milliounen 2021) an et ëmmer erëm zu Feeler am System kënnt, déi d'Leit zu Onrecht méi schlecht klasséieren (https://www.spiegel.de/wirtschaft/service/schufa-wie-ich-zum-deutlich-erhoehten-risiko-wurde-a-1193506.html).*

*– Lëtzebuerger Residentë sinn duerch d'Bankgeheimnis geschützt an och d'Budgetsrapportrice sot, datt d'Bankgeheimnis an den Dateschutz an dësem Fall misste respektéiert ginn.*

*– D'Beispiller am Ausland weisen, datt den Dateschutz bei esou risegen Datebanken, déi duerch eng Centrale de crédit entstinn, net ginn ass.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*– kee Credit Scoring a keng Centrale de crédit zu Lëtzebuerg anzeféieren;*

*– keng nei Datebank mat de Bankdonnéeë vun de Residenten opzebauen, fir hir Kreditter transversal ze erfaassen;*

*– sech nach eng Kéier kloer zum Bankgeheimnis fir Residenten ze bekennen.*

*(s.) Sven Clement.*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci, Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Wa mir Piraten dervunner schwätzen, datt déi nei Regierung näischt aneschters mécht wéi déi al Regierung, da muss een natierlech och vun der Steierpolitick schwätzen. Am Walkampf nach grouss versprach ginn, ass déi nei Steierpolitick zwar nach net begruewen, mee vertaagt. Et solle kleng Mesüre kommen dëst Joer, d'nächst Joer. Bon, a wéi se genau ausgesinn, dat weess och keen. Anscheinend ass eppes derbäi fir alengerzéiend Elteren, krute mer haut de Moien nach eng Kéier gesot. Mee wat genau? Kee weess et oder zumindest kee seet et.

D'Kafkraaft vun de Leit stäerke war e selbsternannten Zil vun dëser Regierung. Wéi ass et awer komm? D'TVA ass zum 1. Januar erëm geklommen. D'Deckelung vun den Energiepräisser leeft d'nächst Joer aus, wat derfir suerge wäert, datt d'Inflatioun klëmmt. Dat ass mechanesch. A wéi schützt d'Regierung d'Leit da virun de Präisser, déi eis bevirstinn? Och do: Mir wëssen et net. Vläicht kënnt eppes, vläicht net. Warscheinlech gi mer d'Rechnung kuerz no den Europawale gewuer, wann d'Regierung dann en État de la nation wëllt maachen, deen derfir suergt, datt mer déi richteg Rechnung presentéiert kréien.

Fir eis Piraten ass eng fair a modern Steierreform ee vun den Haaptpilieren, deen hätt solle vun enger neier Regierung esou séier wéi méiglech ugaange ginn, an net just dat Gepiddels mat der eventueller Upassung just vum 1a.

A wann ech dann héieren, datt mer virun allem Leit an der Steierklass 1 wëllen hëllefen, esou wéi d'Madamm Budgetsrapportrice dat gëschter hei duergestallt huet, da stellen ech mer awer d'Fro, ob d'Prioritéiten net vläicht op där falscher Plaz sinn, ob mer net als Éischt deene Leit mussen hëllefen, déi haut schonn an de Laberente sinn, anstatt hypotheetesch eppes ze maache fir Leit, déi eventuell eng Kéier kéinten op Lëtzebuerg kommen, vun deene mer awer guer net wëssen, ob se kommen.

Mir kënnen net acceptéieren, datt dat hei op déi laang Bänk geschleeft gëtt an datt d'Leit nach ëmmer ënnerschiddlech behandelt ginn, jee nodeem, ob se gepacst, bestuet, gescheet oder verwittwert sinn.

D'Finanzpolitick vun dëser Regierung baséiert am Géigendeel op kuerzfristege Mesüren, déi solle kuerzfristeg Geld abréngen. Et gëtt nach ëmmer op den Tanktourismus gesat, obwuel ëmmer méi Elektroautoen dobausse fueren. D'Accisen op den Zigarette ginn an d'Luucht, obwuel mer op där anerer Säit probéieren, esou vill wéi méiglech Leit dervun ze iwwerzeegen, opzehale mat fëmmen oder am beschten iwwerhaapt net domat unzefänken. Eng nei an eng modern Steierpolitick mat neien Usätz gesi mir Piraten dofir net hei am Budget.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zu Verännerunge wäert et an deenen nächste Joren awer an engem aneren Dossier kommen: an der Defense. Et ass ee vun deene gréisste Budgetsposten. Duerch eis Ënnerstëtzung vun der Ukrain, zu där mir Piraten weiderhi stinn, gëtt och méi Ënnerstëtzung vun der NATO gefuerdert. Dat dierf awer net bedeiten, datt Lëtzebuerg einfach Geld an eis Defense stécht, ouni Plang an ouni Kompass an ouni konkreet Ziler.

Mir Piraten sinn dann och der Meenung, datt muss gekuckt ginn, wat déi aner Länner bei hiren Depensen urechnen. An deem Sënn hu mer schonn d'Cellule scientifique vun der Chamber beoptraagt, fir eng Kéier ze kucken, wéi déi Calcullen an d'Komponenten an anere Länner sinn. Hei sollt et eng harmoniséiert Approche ginn, net datt aner Länner hir 2 % erreechen, well se zum Beispill d'Pensioune vun dem Militär matrechnen, a Lëtzebuerg mécht dat net an erreecht domadder säin Zil méi spéit oder net.

Grouss Länner wéi Frankräich, mee och klenger wéi d'Belsch hunn en Interessi, fir méi Invest an d'Arméit ze stiechen, well si kréien duerch hir Rüstungsindustrie deementspriechend erëm Steierrecetten erëm. Dat huet Lëtzebuerg eeben net. Mee firwat? Kéinte mer net verschidden Investitiounen och esou maachen, datt se d'Besoine vun der NATO erfëllen a gläichzäiteg och enger Lëtzebuerger Ekonomie kënnen zeguttkommen? Respektiv wa mer dat haut net kënnen, da misste mer déi Kapazitéite vläicht schafen, well déi geopolitesch Situatioun, an där mer eis befannen, ass net an zwee, dräi Joer eriwwer.

An all Depense, déi mer haut maachen, sollt mat eisen europäeschen a mat eisen NATO-Partner ofgeschwat ginn, fir datt mer Systemer hunn, déi och interoperabel sinn, an net dat, wat ech d'lescht Joer a Litauen erkläert krut: datt, wann déi däitsch Arméi mat der lëtzebuergescher Arméi wëllt kommunizéieren, de beschte Wee dofir ass, zwee Funkgeräter, en däitscht an e lëtzebuergescht, ze huelen an déi niewenteneen ze halen, well déi zwee Systemer haut net kompatibel sinn. Nëmmen esou ka Lëtzebuerg fir eis Piraten en zouverlässege Partner sinn, ouni gläichzäiteg Geld ze verbrennen.

Ech kommen da vun engem Budgetsposten, wou mer vill ausginn, op e Budgetsposten, wou Geld feelt. Dëst zum Beispill bei der Ëmwelt. A punkto Ëmwelt muss ee leider soen, datt dës Regierung kee Schrëtt no vir, mee carrement een no hanne mécht, eppes, wat souguer – souguer! – vun der Chambre de Commerce kritiséiert gëtt. D'Ausgabe par rapport zum PIB sollen an den nächste véier Joer kaum klammen. An do muss een awer soen: D'nächst Joer wäert entscheedend sinn, fir de Paräisser Klimaaccord a fir de PNEC anzehalen. An do kann et net sinn, datt déi Investitioune stagnéieren oder souguer erofginn. Dat ass nämlech laut dem PSC esou virgesinn. Déi musse weider eropgoen, soss erreeche mer eis Ziler net!

Et muss ee soen, datt och an dësem Budget, wéi am PSC an am PNR, keng nei Projete stinn a punkto Klimapolitick. Déi nei Regierung léisst déi Projeten nach kuerzfristeg weiderlafen, also déi Projeten, déi vun der aler Regierung ugefaange goufen, Stéchwuert Primme fir den Elektroauto a fir d'Elektroborn, mee wéi et duerno weidergeet, do stachere mer am Niwwel. A wat fir Projete se wëllen ustoussen, jo, déi sti guer net am Text.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

De Klimabonus Wunnen, esou wéi en elo ass, soll awer am Juni auslafen. Vu de Succès vun dëser Mesür fuerdere mir Piraten d'Regierung op, fir dës Aiden esou, wéi se elo sinn, bis Enn des Joers mindestens weiderlafen ze loossen. Dëst, well d'Evaluatioun, déi d'Regierung wollt maachen, eis nach net virläit. Här President.

***Motion 6***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest, dass*

*– de Subsid „Klimabonus Wunnen" 2022 iwwer 3.200-mol an 2023 iwwer 6.500-mol ugefrot ginn ass;*

*– de Subsid also ëmmer méi u Beléiftheet respektiv u Bekanntheet bei der Bevëlkerung gewënnt;*

*– den „Top-up" (20 % respektiv 25 % méi) vun de Subside mat dem Projet de loi 8350 soll bis den 30. Juni 2024 verlängert ginn;*

*– d'Regierung un enger Evaluatioun schafft a bis elo sech net kloer fir eng Verlängerung vun den „Top-ups" ausgeschwat huet.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*– de Subsid „Klimabonus Wunnen" a senger jëtzeger Form bis Enn 2024 weiderzeféieren. Dëst, fir sech méi Zäit bei der Evaluatioun ze ginn an am Kader vun der nächster Budgetsdebatt dann d'Pläng fir d'Zukunft virzeleeën.*

*(s.) Sven Clement.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dobäi seet d'Regierung selwer am PNR, datt 100 bis 120 Megawatt u Solarenergie bäikomme mussen, fir eist Zil vun 2030 ze erreechen. Dofir ass e „Weider esou" keng Optioun fir Lëtzebuerg an och net fir Europa.

Den neie Premier sot, de Klimaschutz géif d'Leit nerven. Den ale Premier Xavier Bettel hat sech mat senger Jugurtsmaschinn selwer zum Klimapremier ausgeruff. Mee hei schéngt sech d'CSV duerchgesat ze hunn, an dem Xavier Bettel seng Jugurtsmaschinn ass ewechgeholl ginn, well mir maachen nach e Schrëtt méi zréck. Dëst, obwuel d'Populatioun an dem leschte Politmonitor nach eng Kéier kloergemaach hunn, datt de Kampf géint de Klimawandel eng vun den dräi Haaptaufgaben ass, déi d'Regierung misst ugoen.

Mir Piraten sti fir eng Klimapolitick, déi d'Leit mathëlt an déi weider dru schafft, datt mer d'Ziler vum Paräisser Klimaaccord erreechen. Dat bedeit, datt fir eis muss e Klimabonus kommen, deen d'Leit belount an net bestrooft, wa se manner $CO_2$ notzen. Dat heescht fir eis och, datt d'Primmen, wéi zum Beispill op Fotovoltaik oder op d'Elektrobornen, solle weiderlafen. Well d'Klimapolitick ass wichteg, fir eis Betriber op d'Zukunft virzebereeden, fir Aarbechtsplazen hei am Land ze schafen an ze erhalen a fir sécherzestellen, datt d'Lëtzebuerger Land och a 50 Joer nach eng Plaz ass, wou et sech gutt liewe léisst.

Wat mer wierklech brauchen, ass weeder e Réckschrëtt nach e Stëllstand. Eis Natur, d'Klima, d'Wisen, d'Bëscher an d'Gewässer brauchen endlech e Fortschrëtt. Leider wäert et dee mat dësem Budget net ginn.

A wa mer vu Fortschrëtt schwätzen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da gëtt et keen anert Theema, wat de Fortschrëtt esou gutt symboliséiert wéi d'Digitalisatioun. En Theema, wat mer awer ferm um Häerz läit a wou ech dann am Budget u sech frou war, op den éischte Bléck, ze liesen, an ech zitéieren: „L'État entend intégrer la digitalisation au sein de son fonctionnement tant interne que vis-à-vis des citoyens."

Dat ass sécher net verkéiert, obwuel ..., obwuel ee menge kéint, dat wär éischter en Zitat aus dem Budget vun 2001 wéi aus engem vun 2024. Wéi Däitschland 2013, Zitat, d'„Neuland" Internet entdeckt huet, huet jiddereen iwwer se gelaacht. Mee do wousste mer jo nach net, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt Lëtzebuerg och méi wéi zéng Joer duerno nach mat der Digitaliséierung ze kämpfen hätt.

Mir brauche benotzerfrëndlech an datespuersam staatlech Plattformen, déi de Kontakt mat an tëscht de Biergerinnen an de Mëttelpunkt stellen.

Klenge Liichtbléck: D'IGP envisagéiert, an Zukunft op eng personaliséiert Open-Source-Léisung ze setzen. An dat ass e gudde Schrëtt, deen och aneren Administratioune kéint vu Virbild sinn. Well aktuell verschenkt de Staat einfach vill ze vill Potenzial am digitale Raum.

Et gëtt héich Zäit, datt all déi Suen, déi an d'Digitaliséierung gestach goufen an nach ginn, elo endlech emol Friichten droen. D'Digitaliséierung muss den Austausch an den Zougang zu Informatioune vereinfachen, Wëssensmonopoler opbriechen, d'Transparenz an d'Participatioun steigeren an d'Mënsche besser matenee vernetzen. Mee dofir misste mer de Staat als digital Plattform denken a bräichten eng iwwergräifend Strategie amplaz vu villen eenzelne Projete mat ville verschiddenen extra flotten Nimmen. Leider feelt dat nach am Moment.

Här President, léif alleguerten, och an der Educatioun feelt et u villem. Doduerch, datt mer nach ëmmer dee selwechten Educatiounsminister hu wéi an der viregter Regierung, hätt et eis elo och gewonnert, wann et do grouss Veränneruнge gi wieren. Och hei gëtt einfach weidergefouert, wat de Claude Meisch 1 dem Claude Meisch 2 an den Tirang geluecht huet a viru Joren ugefaangen huet. Et gëtt weider op Statistike gekuckt an net no deem, wat eis Kanner wierklech missten an der Schoul léieren – also wat se misste léieren, fir am Beruffsliewe Fouss ze faassen.

An hei kommen ech nach eng Kéier op d'Inegalitéiten zréck, well am Fondamental bleiwen eis déi weiderhin erhalen. An do ass de Budget dach awer kruzial. An do mierkt een, datt sech d'DP duerchgesat huet géint eng CSV, wou eminent Memberen op d'Geriicht gaange sinn, fir méi Egalitéiten ze schafen. Nämlech, am Budget ass weiderhi keng Finanzéierung fir Ekipementer an de Grondschoulen a manner gutt situéierte Gemengen ze fannen, obwuel et angeeblech Gespréicher gëtt. Mee am Budget, dee mer muer solle stëmmen, ass näischt dovunner ze fannen. Kanner, déi also a manner räiche Gemenge wunnen, bleiwe benodeelegt vis-à-vis vu Kanner, déi a räiche Gemenge wunnen. Här ass Här a Max ass Max. Déi eng kréie Kuch an déi aner d'Grimmelen.

Här President, nach e leschte Punkt: Wa mer scho bei de Gemenge sinn, dann ass et natierlech och net egal, wou ee wunnt. An do kënnt et op d'Mobilitéit un. A wann ee kuckt, wou d'Regierung hir Prioritéit leet, wat d'Mobilitéit ugeet an den nächste fënnef Joer, gesäit een, datt d'Schinn eng ënnergeuerdent Roll par rapport zur Strooss soll spillen. Wou d'Investissementer an d'Schinn 2027 sollen erofgoen, klammen déi vun de Stroosse kontinuéierlech weider un.

Mir Piraten sinn och der Meenung, datt ee muss an d'Stroossen investéieren, do, wou et néideg ass, mee den Ausbau vum ëffentlechen Transport ass essentiel, wa mer wëlle souwuel eis Mobilitéits- wéi eis Klimaziler erreechen.

Mir Piraten kënnen nëmmen hoffen, datt d'CSV hei net wéi an der Vergaangenheet op d'Brems dréckt an den Auto an de Virdergrond stellt, mee weider um Ausbau vum ëffentlechen Transport schafft an d'Qualitéit vun dësem héichhält. Well beim ëffentlechen Transport feelt eis nieft dem Bekenntnis zu groussen Investitiounen dann awer och d'Wäitsiicht: An eise leschte parlamentaresche Froen hu mer zweemol missen nofroen, fir datt d'Ministesch eis emol konnt soen, wéi vill Personal d'CFL da bis 2035 brauch, fir d'Ziler vum Mobilitéitsplang ze erreechen.

Ech si vläicht e bëssen naiv, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mee ech hat geduecht, datt ee sech, wann ee sech e Plang gëtt, dann och eng Kéier iwwerleet, wéi een dee Plang wëllt erreechen. Mee warscheinlech geet et an der Mobilitéit wéi beim Logement: Mir annoncéieren als Éischt emol eng schéin Zuel, well se gutt kléngt, a schlussendlech wësse mer awer guer net, ob mer déi Zuel jee eng Kéier kënnen erreechen, well dat kënne jo déi Generatiounen no eis dann ausbueden.

D'Resultat war: D'CFL muss ëm 40 % wuessen. 5.000 et sinn der aktuell, mee dat wieren da geschat 2.000 Mataarbechterinnen a Mataarbechter méi, bis 2035 200 Leit d'Joer, déi méi missten agestallt ginn. Wéi soll d'CFL dat erreechen? Wat mécht d'Regierung, fir datt déi Rechnung um Enn opgeet?

Och hei, wéi an aneren Dossieren, gesi mer keng Visioun, kee Plang, keng Feuille de route, keng nei Politick, mee éischter e Schrëtt a Richtung Politick vun den Ufanks-2000er.

Dobäi kënne mer duerch de Bevëlkerungswuesstem nëmmen op eng Aart a Weis d'Liewensqualitéit erhalen: duerch eng Diversifizéierung vum Transport. Fir eis Piraten ass kloer, datt d'Netz u Borne muss weider ausgebaut ginn, datt den ëffentlechen Transport muss qualitativ héichwäerteg a gratis bleiwen an datt och Elektroautoe weider duerch Primmen un déi Leit, déi se brauchen, gefërdert musse ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. Den Apel fir den Duuscht, vun deem esou gäre geschwat gouf: Entweeder gouf e giess ... E gouf op alle Fall net op d'Säit geluecht. Eppes, wat mir Piraten an den neie Finanzminister a sengem fréiere Liewen als Deputéierten awer méi wéi eng Kéier kritiséiert hunn.

Och dës Regierung setzt op Budgeten ouni Visiounen a Léisunge fir d'Biergerinnen an d'Bierger, sei et beim Logement, der Educatioun, der Aarbecht, dem Sozialen, der Digitaliséierung – do maache mer ze mann. Bei der Santé weess een nach net, wou d'Rees higeet. An an der Mobilitéit an an der Ëmwelt, jo, do hu mer den Zuch de falsche Wee op d'Schinne gesat.

Wéi sot en eminente fréieren Deputéierte Gilles Roth? An ech zitéieren aus senger Budgetsried 2023: „[Et ass] eng Politick mat eidele Verspriechen: De Lëtzebuerger Staat, Dir Dammen an Dir Hären, hat nach ni méi Schold wéi elo. Den Aarmutsrisiko, an domat d'Schéier tëschent Räich an Aarm, war nach ni esou grouss wéi elo. [...] D'Wunnengsbaupräisser an d'Wunnengsnout waren nach ni esou grouss wéi elo. D'Leit stoungen nach ni méi laang am Stau wéi elo." Zitat Enn.

Dat trëfft nach ëmmer zou, Här Roth. Dir loungt virun engem Joer net esou ganz falsch. D'DP/CSV-Regierung wäert mat dësem Budget awer och net dru schaffen, datt et besser gëtt. Si maache keng Politick fir d'Mëttelschicht, fir d'Aarmut ze verréngeren. Si wäerten net derfir suergen, datt d'Wunnengspräisser falen. Si wäerten et mat dëse Mesüren net packen, fir de Stau ze verréngeren. Si maache keng nei Politick, mee d'Politick, wéi Blo-Rout-Gréng se gemaach huet, weider, respektiv wéi d'CSV se do virdrun an den Ufanks-2000er gewinnt war.

Mir Piraten sti fir eng nei Politick. Eng nei Politick, déi mer an dësem Budget net erëmfannen.

Mee wann ech nach ee Saz zur neier Politick soe kann, da geet et och ëm eng nei Politick vun der Deontologie. An ech hu virdrun iwwert d'Depensë bei Regierungsmemberen a bei dem Staat insgesamt geschwat, datt déi eropginn, obwuel et manner Ministèrë gëtt. A mir erënneren eis alleguerten un d'Presseberichter vum leschte Joer iwwert d'Depensë vu verschiddene Regierungsmemberen. Wat festgestallt gouf, ass, datt d'Chamber Reegelen huet, wéi ee mat esou Depensen ëmgeet, datt et fir e Beamte scho laang Reegele gëtt, déi zwar da vum Filmfong zum Beispill net ëmmer agehale goufen, mee datt d'Regierung keng Reegelen huet.

An de Premier huet an der Vergaangenheet – also an der rezenter Vergaangenheet, de 25. Mäerz – hei an der Chamber gesot, datt ee „bon sens" an eng „éthique du métier" soll applizéieren. An am Zweifel kéint een déi Reegelen och preziséieren. Ma ech mengen, datt et der Chamber gutt géif zu Gesiicht stoen, wa mer de Premier géifen un déi Wierder erënneren an e géifen invitéieren, dat dann och zu Pabeier ze bréngen. Dofir nach eng weider Motioun, Här President.

***Motion 7***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

*– Am Budget fir 2024 sinn d'Depensë par rapport zu 2023 eropgaangen, wat d'Remuneratioun vun de Regierungsmemberen ugeet. Dëst, obwuel sech d'Zuel vun de Ministere mat der neier Regierung reduzéiert huet.*

*– De Staatsminister huet an der Chamberskommissioun de 25. Mäerz erkläert, datt de „bon sens" an d'„éthique du métier" all Regierungsmember géife verflichten, fir sech virbildlech ze behuelen. De Staatsminister sot och, datt dës Reegele kéinte preziséiert gi wann néideg.*

*– An der Vergaangenheet sinn an der Press Berichter opkomm vu Fraisenofrechnunge vu Ministeren, déi bis zu de Recherchë vu Journaliste sech net bewosst waren, datt dës Fraisen net op Staatskäschten dierfte gemaach ginn.*

*– Fir Beamte ginn et schonn esou Reegelen. Si hu Forfaite pro Nuecht zegutt. Zousätzlech leet d'Circulaire vum Staatsministère vun 2016 fest:*
*« par principe les déjeuners/dîners sont réservés à l'occasion de l'accueil de délégations étrangères ou d'entrevues avec des tiers par rapport à l'Administration, dans un contexte précis justifiant un tel geste. De simples réunions de travail entre fonctionnaires ne sauraient justifier l'organisation de déjeuners/dîners à charge du budget de l'État ».*

*– D'Chamber kënnt fir d'Deputéiert bei Déngschtreesen nëmme fir Deplacement an Unterkunft op. All aner Fraise mussen d'Deputéiert selwer bezuelen.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*– fir sech Reegelen ze ginn änlech wéi d'Chamber, déi festleeën, wéi eng Fraisen an de Kader vum Mandat vun engem Minister falen a wéi ee Minister mat de verschiddenen Ausgaben, déi en tätegt, soll ëmgoen, fir hei ee Maximum un Transparenz sécherzestellen.*

*(s.) Sven Clement.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Domadder, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi ech sot: Eng

nei Politick fanne mer an dësem Budget net erëm an dofir kënne mer en och net matdroen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Clement Merci. An dann ass d'Wuert fir den nächsten ageschriwwene Riedner, den Här David Wagner. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Ongeféier sechs Méint, nodeems dës Chamber fir d'éischte Kéier zesummekomm ass, diskutéiere mer fir d'zweete Kéier iwwer e Budget. Déi éischte Kéier war relativ kuerz a knapp, well et just ëm déi provisoresch Zwieleftel gaangen ass, also d'Kontinuitéit vum Budget vun 2023. An haut geet et ëm e Rumpfbudget, dee vu Mee bis Dezember geet an deen och an de groussen Zich an der Kontinuitéit vum viregte Joer läit.

Deementspriechend sinn och eng Partie Avisen ausgefall. Si hu sech natierlech mat dësem Budget befaasst, mee si sinn net derlaanscht komm, fir och méiglech Intentioune vun der neier Regierung ze kommentéieren. An dat gouf haut och méi wéi eng Kéier gemaach, souwuel vun der Oppositioun, mee awer och vun der Majoritéit.

„Polykrisen", dat ass e Wuert, wat d'Regierung dacks benotzt – et ass net vill gëschter an haut gesot ginn, mee op jidde Fall an den Dokumenter –, fir déi aktuell Situatioun ze bezeechnen. Dat kann een dann och esou nennen. D'Land stécht a ville Krisen, déi deelweis hausgemaach sinn, deelweis sech an engem weltwäiten oder europäesche Kontext ofspillen. Déi Krise si bekannt. Et geet ëm Klima. Et geet ëm Aarmut, Aarmut, déi sech zu Lëtzebuerg ëmmer méi breetmécht – dat ass hausgemaach. Et geet ëm Logement – dat ass hausgemaach.

Wat net hausgemaach ass, dat ass de Krich: déi russesch Aggressioun géint d'Ukrain, de Vëlkermord am Gazaträifen, awer och dee ganz, ganz bluddegen, wann net dee bluddegste Konflikt iwwerhaapt an der Demokratescher Republik vum Kongo, iwwert dee ganz wéineg an de westleche Meedien oder an der westlecher Politick diskutéiert gëtt, well et de Weste warscheinlech och net esou richteg interesséiert – well et an Afrika ass.

An deem Sënn geet et awer och ëm existenziell Ängschte vun de méi oder manner jonke Generatiounen. Ob hausgemaach oder net, déi Problemer kommen net vum Himmel gefall. Nom Enn vum Kale Krich krut een erzielt, et géing elo nëmme biergop goen. D'Ausdeenung vum sougenannte fräie Marché, déi weltwäit Duerchsetzung vu kapitalistesche Prinzippien, d'Zréckschrauwe vum soziale Fortschrëtt duerch déi neoliberal Konterrevolutioun: De Präis vun all dëse Verierungen, déi an den 90er-Joren och zu Lëtzebuerg definitiv Fouss gefaasst hunn, ass héich.

Et wäerte gewësse Leit soen: „Dat ass erëm déi al Leier vun de Lénken, datt et dem Kapitalismus seng Schold wier." Mee ech stelle just fest – ganz empiresch! – an ech wëll och nëmmen drun erënneren, datt scho virun 20 Joer – ech ka mech drun erënneren – déi, déi virun der ekonomescher Dereguléierung gewarnt hunn, also lénk Politiker an Ekonomisten – an där gouf et der Honnerten an Honnerten –, meeschtens vun deenen ausgelaacht goufen, déi gemengt hunn, d'Welt géing sech duerch déi Dereguléierung, duerch nach méi Liberalismus an der Wirtschaft nach méi verbesseren. An elo am Joer 2024 steet d'Welt virun engem Scherbenhaufen, an et gëtt vu Polykrise geschwat. Dat ass e Fakt! An et ass an deem Kontext, wou dëse Budget och soll ugeholl ginn.

Ech muss zouginn, dass ech am Verlaf vun Diskussiounen iwwert de Budget ëmmer méi un de franséische President Emmanuel Macron hu missen denken, net un d'Kaz vum Schrödinger. Dat wier méi agreabel gewiescht, wéi un den Emmanuel Macron ze denken, muss ech awer och soen.

*(Hilarité)*

Firwat den Emmanuel Macron? Mee wéinst sengem „en même temps". D'Regierung brëngt d'Konschtstéck – an ech si frou, datt d'Madamm Tanson dat och gesot huet, da sinn ech och frou, net deen Eenzege gewiescht ze sinn, deen deen Androck hat – fäerdeg, bei dësem Budget souwuel vu groussen Defien ze schwätzen, déi et ze bewältege gëtt, an an engems schwätzt dës Regierung awer och vum Spueren. Wéi dat opgoe soll, weess ech net. An dat weess anscheinend keen.

Dat ëmsou méi, well och den Här Finanzminister virun enger Partie Méint scho vu kontrazyklescher Politick geschwat huet. An elo fänkt et un, e bësse komplizéiert ze ginn, fir dat alles auserneenzehalen. Wann ech mech richteg erënnere kann, huet den Här Finanzminister vu kontrazyklescher Politick geschwat am Kader vun de Steiererliichterungen, notamment wat d'Betribsbesteierung ugeet. An dat hat ech schonn ugeschwat bei den Douzièmes provisoires. Mee eng klassesch kontrazyklesch Politick ass jo, wann de Staat Suen investéiert, grad wann d'Wirtschaft méi lues trëppelt.

Dat bekanntst Beispill aus der Geschicht kenne mer all. Dat ass jo den New Deal vum amerikanesche President Roosevelt an den 30er-Joren, wou den amerikanesche Staat massiv an d'Infrastrukture vum Land investéiert huet. Doduerch, datt de Staat d'Wirtschaft aktivéiert huet, huet en och de Privatbetriber Opträg ginn, déi doduerch och méi Leit konnten astellen, déi dann net am Chômage waren. An déi Betriber hunn dann och Profitter gemaach, wat erëm gutt war fir de Staat, well deen och domadder konnt Steieren anzéien. An dofir gouf och eng Kierperschaftssteier agefouert, déi och den Ënnerscheed gemaach hat ëmmerhin tëscht klengen a grousse Betriber. An net ze schwätze vun engem Spëtzesteiersaz, deen op 79 % eropgeschrauft gouf. En gros: Grad an enger Krisenzäit wéi an den 30er-Jore koum et zu méi grousser staatlecher Interventioun an der Wirtschaft, awer och zu méi Besteierung vu Kapital a Räichtum, an dat, wéi eebe gesot, grad wéi d'Wirtschaft méi lues getrëppelt ass. An dobäi war den Här Roosevelt bei Wäitem kee Sozialist.

Allerdéngs muss ee sech och froen, wat dat genau bedeit, wann d'Wirtschaft „méi lues trëppelt", an zemools, fir wie se méi lues trëppelt. Wann een elo d'Zuele vum Eurostat kuckt, wat de Betribsiwwerschoss ugeet, da stellt ee fest, datt e wäit, ganz wäit iwwert deem vun den Nopeschlänner läit. Pro geschaffte Stonn läit de Lëtzebuerger Betribsiwwerschoss bei ronn 40 Euro. An Däitschland läit e bei 26 Euro, an der Belsch bei 22 an a Frankräich bei 21. Et gëtt also nach vill Sputt no uewen, wat d'Gehälter ugeet.

Huele mer awer och elo de Bankesecteur, deen u sech, wat d'Zuelen, wat d'Statistiken ugeet, derzou bäidréit, datt d'Croissance zu Lëtzebuerg manner gutt ausgesäit, an dofir gewësse Kreesser dozou verleet, d'Bild vun der Lëtzebuerger Wirtschaft méi schwaach ze molen, wéi se a Wierklechkeet ass, fir doropshi kënnen dann och nom schlanke Staat ze ruffen. Dat seet och d'Staatsbeamtekummer, déi sech wuel gutt auskennt, well hir Leit jo och mat deenen Zuelen am Alldag ze dinn hunn.

An do hu mer och déi Diskussioun vun der Berechnung vum PIB, op déi d'Salariatskummer an hirem Avis en long et en large agaangen ass, an dat och scho bei den Douzièmes provisoires. Déi Fro hat ech och viru Kuerzem an enger Finanzkommissioun opgeworf, a mir kruten d'ailleurs och virgëschter eng schréftlech Erklärung vum Finanzministère opgrond vun dëser Fro. An do wollt ech och vun der Geleeënheet profitéieren, bei all deene Kriticken, déi mer ausüben, fir dem Finanzminister a senge Mataarbechter Merci ze soen, well dat ass awer och eng korrekt Aart a Weis, fir op Froe vun Deputéierten anzegoen.

Ech ginn elo net op all Detailer an, mee et gëtt zwou gréisser Aart a Weisen, de PIB ze berechnen – dorobber wëllt d'Salariatskummer agoen –: de PIB am Volumen an deen am Wäert. A graff erklärt: De PIB am Wäert ass u sech méi héich wéi deen am Volumen, well bei deem am Volumen, do ginn d'Produktiounskäschte mataberechent, also ass e méi kleng. Dat ka jo och jee no Secteur Sënn maachen. Et mécht natierlech manner Sënn an engem Secteur, wou d'Produktivitéitskäschten net esou staark schwanken, an dat ass notamment de Fall fir de Bankesecteur.

Am Avis vun der Salariatskummer gëtt een dann och gewuer, datt déi verschidde Methoden, fir d'Präisinflatioun unhand vun engem Indiz, deen un d'Produktiounskäschte gebonnen ass, ze berechnen, also och fir d'Croissance ze berechnen, an dräi Gruppen opgedeelt sinn. Dat sinn déi Methoden, déi am beschte passen, déi, déi akzeptabel sinn, an déi, déi een op kee Fall soll uwennen.

A wat ganz interessant ass: Jee no Secteur ass dat ganz verschidden. An der Landwirtschaft oder am Bau zum Beispill spillen déi Methoden, wou d'Produktiounskäschte matagebonne sinn, eng grouss Roll. An déi sinn och meeschtens korrekt, wat jo novollzéibar ass. Mee bei den Activités financières sinn déi Methoden, wou d'Produktiounskäschten eng grouss Roll spillen, guer net korrekt, wat jo och novollzéibar ass. Dat erkläert dann och, firwat de Bankesecteur, obwuel säi Wuesstem am Volumen net esou staark ass, eebe wéinst deenen héijen Zënsen, well do manner Prêten ofgewéckelt goufen, trotzdeem am Wäert vill méi Profitter gemaach huet, duerch eeben och déi méi héich Zënsen.

Dat alles, fir et op ee Punkt erofzebriechen: Nee, der Wirtschaft am Allgemenge geet et guer net esou schlecht. Jo, Profitter gi gemaach, zemools am Finanzsecteur. An neen, dofir wier et falsch, elo op Spuerflam ze goen, ganz am Géigendeel, an et wier och falsch, d'Steieren op de Benefisser vun de Betriber mat der Géisskan erofzesetzen. Ech weess net, wéi dat soll goen, „mat der Géisskan erofzesetzen", mee ech soen et emol esou.

An dofir ass et och net verständlech, Här President, wann dës Regierung seet, si wéilt weiderhin un deem sougenannten Objectif budgétaire à moyen terme vun der Europäescher Unioun festhalen, an engem Moment, wou souguer d'Europäesch Unioun deen Objectif budgétaire à moyen terme faleléisst.

Fir et an eng méi human Sprooch ze iwwersetzen: Den Objectif budgétaire à moyen terme setzt viraus, datt d'Budgete vun de Staaten e gewëssene Prozentsaz vun Iwwerschoss mussen ofsécheren oder wéinstens keen Defizit hunn. Dat kléngt gutt op den éischte Bléck, mee et ass haaptsächlech eng Brems bei den ëffentlechen Ausgaben. Si ass jo och net fir näischt um europäeschen Niveau falegelooss ginn, well se net de Realitéiten entsprécht, zemools net an Zäiten, wou Staate mat ville Krise befaasst sinn, mat Polykrise befaasst sinn. An déi sougenannte „gëlle Reegel", déi guer net aus Gold ass, ass also eng Schwächung vun der ëffentlecher Hand, also grad de Géigendeel vun deem, wat mir hautzedaags brauchen.

Här President, den Här Finanzminister hat gemengt, datt d'Regierung bei de Fonctionnementskäschter vum Staat spuere wéilt, ausser a gewëssene Beräicher, wéi der Educatioun, wéi der Police et cetera. Wann een elo awer de Budget kuckt, da gesäit een net vill vum Spueren. Ech sinn net deen Éischten, deen dat seet. Dat hu vill Riedner gesot, an dat ass jo och jidderengem opgefall – y compris der Cour des comptes natierlech och.

Bon, dat ass jo och gutt, wann net vill gespuert gëtt, well mir sinn net der Meenung, datt misst gespuert ginn. Ob dat mëttel- oder laangfristeg esou bleiwe wäert, wäerte mer nach gesinn. Den Här Finanzminister hat jo och virdrun, nach haut de Moien, dozou eppes gesot. Ech kommen nach dorobber zréck.

An deene verschiddene Kommissiounssëtzungen – et gouf och gesot –, wou all Minister laanschtkomm ass, fir zu sengem Budget Ried an Äntwert ze stoen, ass dann dacks d'Fro gestallt, wou dann elo géif gespuert ginn. A gewësse Regierungsmemberen hunn tatsächlech heiansdo ganz verdutzt dragekuckt. Aus guddem Grond, well d'Spueren hate se guer net um Radar.

Här President … A, Dir sidd et, ok. Nee, well Dir waart jo selwer Minister.

*(Hilarité)*

Ech mengen, all d'Vizepresidente ware souwisou Ministeren. Ech war et ni …

*(Interruption)*

Glécklecherweis, soe Verschiddener.

*(Hilarité)*

… mee ech ka mir gutt virstellen, datt et jo ganz einfach ass, iert een an eng Regierung kënnt, ze soen: „A, lo gëtt gespuert!", a sou weider. Dat entsprécht jo e bëssen der liberaler Leier, datt de Staat egal wat mat de Steiergelder maache géif. Jo, de Staat ass net perfekt an et gëtt bestëmmt Ausgaben, déi net onbedéngt misste sinn. Ëmgedréint gëllt dat awer och!

Mee wat witzeg ass, dat ass de Fakt, datt, wann d'Regierung bis steet, déi nei Ministere ganz séier mierken, datt de Staat guer net esou liichtfankeg mat de Suen ëmgeet an datt de Gros vun den Ausgabe scho Sënn erginn. Et muss ee sech bewosst sinn, wat fir eng Chance een huet, an engem Land ze liewen, wou de Staat Suen an d'ëffentlech Servicer oder Infrastrukture stécht.

Eng kleng Anekdot, mee dat gehéiert jo och zu enger Budgetsried: Virun enger Partie Joren hat ech e Gespréich mat engem Mann aus Brasilien, dee scho 15 Joer laang zu Lëtzebuerg gelieft huet – et wäerten der elo 20 da sinn –, an deen huet nëmme Lobeshymnen op Lëtzebuerg gesongen. Nëmme Lobeshymnen! Et war mir souguer e bëssen ze vill. An do hunn ech awer och … En huet ëmmer gesot, jo, e kéint sech guer net virstellen, zréck a Brasilien ze goen, Lëtzebuerg wier perfekt, an esou weider. An do hunn ech gefrot: „Jo, firwat? Erklär e bëssen!" Dat wollt ech wëssen. An do huet e mech ugekuckt, wéi wann ech e Marsmännche wier, an e sot mir, textuell: „Ma well hei alles esou gutt klappt." An textuell sot en: „Äre Staat, dee klappt esou gutt."

An dunn huet e mer e puer Beispiller esou erzielt: Wann een hei en Dokument vum Staat oder vun der Gemeng bräicht, da géif dat séier goen. Wann een eng Tax misst bezuelen, e Stempel misst bezuelen, da wär dat eng richteg an offiziell a keng inoffiziell Tax, déi een engem ënnerbezuelte Beamten an d'Täsch misst stiechen, well hei zu Lëtzebuerg d'Beamten och korrekt besolt ginn an hir Aarbecht prinzipiell ëmmer maachen. Mir sinn eis däers heiansdo net esou richteg bewosst.

An da si mer jo och bei de Fonctionnementskäschten. Dat sinn 8 % vun den Depensë vum Zentralstaat. 8 % ass wierklech net vill, fir e Staat zum Funktionéieren ze bréngen. Mee do gesäit d'Regierung awer eng Noutwendegkeet, fir ze handelen. An dat ass vläicht e bësse klenglech.

Am „Essentiel" huet d'Rapportrice vum Budget och gesot, datt 80 % vun den Depensen, dorënner d'Salairen an d'Sozialleeschtungen, net ze drossele wieren. Et stellt sech awer d'Fro, aus wat déi 20 % Depensen, déi anscheinend ze drossele wieren, bestinn. A wéi jidderee wëllt een ëmmer wëssen: Wou wëllt d'Regierung dann elo esou déck spueren?

Dat wollten d'ailleurs och zwee DP-Kolleege wëssen, d'Corinne Cahen an den André Bauler. Déi haten dem Här Finanzminister eng Question parlementaire dozou gestallt. An d'Äntwert war kuerz a knapps, iergendeppes mat „Digitaliséierung". Dat ass dat magescht Wuert: „Et gëtt digitaliséiert." Ech mengen, ganz wéineg Leit wësse wierklech, wat artifiziell Intelligenz ass, mee et gëtt einfach emol dovunner geschwat. Et kléngt ëmmer gutt. An duerno hätte mer och Schwieregkeeten, genuch Kandidaten ze fannen – wat en anere Problem ass, wou een awer vläicht och misst an d'Déift goen.

An doropshi wollt ech da vum Minister vun der Fonction publique an och vum Här Finanzminister wëssen, wéi a wat soll digitaliséiert ginn an inwiefern dat Poste beim Staat géif iwwerflëssteg maachen. Ech hu laang op d'Äntwert gewaart. Ech krut se haut vum Här Finanzminister op jidde Fall. En hat sech jo schonn haut de Moien dozou ausgedréckt. A bon, déi ganz grouss Ventilatioun gëtt et net. Et ginn eng Partie Posten tatsächlech gestrach. D'Madamm Tanson huet dovunner och virdrun geschwat, well dat ass méi accidentel wéi an der Volontéit. Mee d'Fro stellt sech, ob dat iwwerhaapt gutt ass. Well mir mengen net, datt dat gutt ass.

An ech menge ganz einfach, et ass d'Demagogie vun dëser Regierung, fir vläicht gewëssene Kreesser Freed ze maachen, fir ze soen: „Hei, mir spueren elo!" An duerno, vu datt déi heite Regierung awer vläicht aus Leit besteet, déi awer mat de Féiss um Buedem sinn, da mierkt een: Mee et geet guer net esou einfach fir ze spueren, ganz am Géigendeel souguer!

An da muss een awer och oppassen do mat der Digitaliséierung, ob dat automatesch derzou bäidroe géif, datt Poste géife verschwannen. E Beispill: An der Commission jointe mat der Kommissioun vun der Gesondheet an der Sécurité sociale hat d'Madamm Deprez op d'Fro, wou da géif gespuert ginn, gesot, et géif een d'Hotline vun der Santé, déi wärend der Covidzäit entstanen ass a wou decidéiert gouf, se géif bäibehale ginn, ofschafen, fir déi duerch en digitale Service ze ersetzen. Zurzäit schaffen do, wann ech mech richteg erënneren, sechs bis siwe Leit fir dës Hotline.

Ech verstinn net, firwat eng Verbesserung vum digitale Service onbedéngt bedeite soll, datt een en analoge Service net méi bräicht. Heiansdo, an zemools an der Gesondheet, muss een och kënne mat enger Persoun schwätzen, well dat fir vill Leit, an net nëmmen eeler Leit, méi einfach ass oder well d'Thematik vläicht méi komplex ass wéi geduecht a well et vläicht méi berouegend ass a well och déi artifiziell Intelligenz awer vläicht nach net onbedéngt esou gutt entwéckelt ass, fir op all Fro eng Äntwert ze fannen.

Mee allgemeng gesi wier et och en Denkfeeler, d'Digitaliséierung oder den Asaz vu Kënschtlecher Intelligenz als Spuermesür beim Staat unzegesinn: éischtens, well schonn nëmmen d'Ausdeenung vun der Digitaliséierung selwer nei Aarbechtskräften erfuerdere soll, an zweetens, well de Staat seng Servicer ausbaue soll opgrond vun der uwuessender Bevëlkerung. A Wierklechkeet misst vill méi agestallt ginn. Den Här Wilmes huet dat jo och schonn ugekënnegt. Ech mengen, dat versteet jiddereen – enfin, bal jiddereen.

Ech hu vum Avis vun der Salariatskummer geschwat. Elo kann ech och e bëssen op den Avis vun der Patronatskummer agoen, also der Chambre de Commerce, déi eise Premierminister esou gutt kennt. Am Finanzministère sinn d'ailleurs och scho Fakte geschafe gi mat der Nominatioun vum neien Direkter vun der Steierverwaltung, dee bis elo nach Direkter vun der Patronatsorganisatioun UEL ass.

Ech wëll natierlech net de Mann spillen, géint deen ech näischt hunn, mee et muss een unerkennen, datt mer et mat enger äusserst politescher Nominatioun ze dinn hunn, mat enger Persoun ze dinn hunn, déi och eng ganz kloer politesch Orientéierung huet, wougéint ech am Fong geholl och näischt hunn, well da weess ee wéinstens, wou een drun ass – wou een drun ass mat der Regierung wuelgemierkt, well mat dëser Nominatioun gëtt d'Regierung e ganz staarkt Signal.

Am Resümmee: Den eeëmolege President vun der Handelskummer ass elo Premierminister an de geschwënn eeëmolegen Direkter vun der Patronatsorganisatioun gëtt Direkter vun der Steierverwaltung. Dorauser léisst sech wéinstens eng Saach schléissen: De grousse Gewënner vun de Chamberswale war net d'CSV, mee d'Grousspatronat!

A wa mer et bei dësem Budget nach net richteg ze spiere kréien, da wäert et net ze vill laang daueren – mee net direkt, wéi gesot, well CSV an DP wëlle fir d'éischt nach gutt duerch d'Europawale kommen.

Dofir fannen ech och, Här President – an ech sinn net deen Eenzegen, deen dat fënnt –, datt d'Ried zur Lag vun der Natioun, déi jo fir den 11. Juni geplangt ass, also zwee Deeg no den Europawalen, misst u sech och virdru stattfannen, well mer och der Meenung sinn, datt u sech all politesch Formatioun hei zu Lëtzebuerg, och an engem Kontext vun engem groussen demokrateschen Exercice, deen d'Europawalen och sinn, sech muss kënnen ausdrécken, fir datt och d'Bevëlkerung hei zu Lëtzebuerg en âme et conscience ka wëssen, wéi se soll ofstëmmen.

Dofir wollt ech och eng Resolutioun deposéieren, déi och vun der LSAP, vun de Gréngen a vun de Piraten ënnerstëtzt gëtt, fir an deem Sënn ze fuerderen, datt mer d'Debatt iwwert den État de la nation virun den Europawale sollen hei ofhalen. Wannechgelift.

***Résolution 1***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant que la déclaration sur l'état de la nation et les débats y relatifs sont prévus pour avoir lieu au premier semestre de l'année 2024 ;*

*– considérant que les élections européennes auront lieu le 9 juin 2024 ;*

*– considérant l'importance de l'état de la nation et des débats y relatifs pour le débat démocratique au Luxembourg et ceci particulièrement en amont d'une échéance électorale,*

*– décide que la déclaration sur l'état de la nation et les débats y relatifs auront lieu avant les élections européennes du 9 juin 2024 ;*

*– demande à la Conférence des Présidents de veiller à l'exécution de cette décision.*

*(s.) David Wagner, Taina Bofferding, Sven Clement, Sam Tanson.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Well duerno musse mer gesinn, wéi dat duerno wäert goen. Bis elo huet d'Regierung jo eng Partie Steierkaddoe kënne maachen, déi souwisou och schonn ugekënnegt ware vun der viregter Regierung – dat vum Steierbarème et cetera. Si huet zwee Kontinuitéitsbudgeten deposéiert. Duerno kommen eeben och nach Europawalen. An dann hu mer véier Joer laang keng Wale méi. A wann een esou e bëssen awer mathéiert, wat op d'Bevëlkerung duerkënnt, da riskéiert de groussen Hummer erausgeholl ze ginn. Dat ass op jidde Fall eis grouss Suerg. Dat ass dat, wat eis Suerge bereet.

Engersäits gëtt et deen heite Budget, dee keng grouss Ännerunge virgesäit. Anerersäits gëtt et awer och en Diskurs, dee vun dëser Majoritéit an hiren Alliéierten am Patronat gefouert gëtt. Et ass och keen Zoufall, datt déi nei Patronatssprooch hei Anzuch an d'Chamber fonnt huet. Et gëtt vun „Talenter" geschwat, déi ee misst unzéien. Et gëtt vun „Decideure" geschwat, déi ee misst unzéien an uschwätzen. Do mierkt een och, an dat ass gëschter beim Rapport vun der Madamm Adehm ganz däitlech ginn: D'Regierung deelt déi selwecht Obsessioun wéi d'Patronat: Aarbechtskräften ausserhalb vum Land siche goen an de Staat schwächen.

Ech huelen och als Beispill d'Zesummenaarbecht mat der Groussregioun. Dat Eenzegt, wat d'Chambre de Commerce ze interesséiere schéngt, ass, wéi een d'Aarbechtskraaft aus eisen Nopeschlänner eraussuckele kann. Dem Här Frieden seng Frënn vun der Chambre de Commerce hunn nëmmen eng Saach am Geescht: Wuesstem, Wuesstem, Wuesstem. Wann ech e politesche Responsabelen aus enger franséischer oder belscher oder däitscher Grenzregioun wier, da géife bei mir awer all d'Luuchten ugoen, fir esou onfrëndlech Téin vu Lëtzebuerg u sech ze héieren. Well, wat soe souwuel d'Handelskummer wéi och d'Regierung unisono? „Ma kommt, mir suckelen déi ganz Substanz vun Aarbechtskräften aus der Groussregioun eraus." Ganz solidaresch ass dat net! Ech weess net, ob et vun Interessi ass fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, sech bei den Noperen esou onbeléift ze maachen.

An d'Rechnung wäert och net fir eis opgoen. Dat huet ee richteg gëschter gemierkt bei der Ried vun der Madamm Adehm, wou een den Androck hat, datt de Budget, datt d'Steierpolitick, datt iwwerhaapt déi ganz Politick soll ausgeriicht ginn op déi, déi vläicht heihinnerkomme wäerten, déi sougenannten „Talenter" an „Decideuren", also éischter gutt betuchte Leit. A fir déi gutt betuchte Leit unzezéien, misste mir eis Steieren erofsetzen, woubäi mir déi Recettë brauche fir d'Entwécklung vum Land a fir de Besoine vun de Leit, déi hei liewen a schaffen, ob Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger, nozekommen. Mir hätte besser, derfir ze suergen, datt eis Nopeschgéigende sech besser entwéckelen, harmonesch entwéckelen, amplaz datt mir alles hei wëllen unzéien. Dat wier och gutt fir eng harmonesch Entwécklung op béide Säite vun de Grenzen – a villen Hisiichten.

D'Chambre de Commerce freet sech och doriwwer, datt mat der Zäit d'Personalkäschte beim Staat erofgoe sollen. Dat ass jo mol ugekënnegt ginn. Wéi, wou a wat soll agespuert ginn, verréit eis d'Chambre de Commerce genausou wéineg wéi d'Regierung. Well d'Chambre de Commerce, wéi all déi Organisatiounen, déi vun der neoliberaler Ideologie befall sinn, versteet einfach net Sënn an Zweck vun engem Service public. Dobäi profitéieren och d'Betriber dovunner.

Eist Land wiisst. Et kommen ëmmer méi Leit bäi. Geschwë si mer zu 700.000 Awunner. An da muss een och wëssen, wat ee wëll! Ëmmer méi Leit, dat heescht och ëmmer méi ëffentlech Déngschtleeschtungen – an net manner. Dat heescht méi Schoulen, méi Gesondheetsversuergung a sou weider a sou virun.

A wou soll een dann elo spueren? Well op de Staat ze klappen, deen anscheinend esou deier ass, op seng Beamten ze klappen, déi anscheinend esou deier sinn, dat ass jo ëmmer déi kleng Musek aus de Patronatskreesser. Dat ass eng einfach Saach, zemools am Bistro beim Patt. An dat mécht d'Chambre de Commerce – oder misst ech besser soen: de „Café du Commerce"? Well heiansdo hunn ech den Androck, datt déi zwou dat selwecht sinn.

Eng aner Obsessioun vun der Chambre de Commerce an der Regierung ass déi bekannte Schéier tëscht den Depensen an de Recetten. D'Gefor besteet, soen se, datt de Staat geschwë méi ausgi muss, wéi erakënnt. Dat ass natierlech méiglech. Mee musse mer wierklech dofir de Staat schwächen? Gëtt et keng aner Méiglechkeeten, fir derfir ze suergen, datt d'Recettë weiderhi Schrëtt mat den néidegen Depensë fir d'Servicer, déi d'Bierger brauchen, halen?

Ma dach, déi Méiglechkeete gëtt et! An déi bestinn net doranner, dass een d'Steierrecettë vun de Betriber, déi vill Profitt maachen, erofdrosselt. Mee dat geet natierlech schwéier, wann ee sech fräiwëlleg, sou wéi d'CSV an d'DP, an d'Geiselhaft vun der Chambre de Commerce begëtt, wann ee sech den Unkeriff vum Patronat higëtt, Talenter an Decideuren heihinner unzéie wëll, déi nëmme komme wäerten, wa mer hinnen d'Steieren erofsetzen.

Dat ass dann och awer eng Léier fir eis all an och fir d'Leit, déi eis nokucken: Mat dëser Regierung, mat der CEO-Regierung, hutt Der besser, schéi räich ze sinn, e bëssen ze blären, an da kritt Der d'Steieren erofgesat.

Här President, de Rapport vu gëschter war kloer a gutt strukturéiert, muss ech soen. Et war kee Rapport, wou een duerno erausgaangen ass, ouni esou richteg ze wëssen, wat een dozou ze soen hätt. De mëndleche Rapport huet sech vill mat der Finanzplaz auserneegesat, ganz vill. Et hat ee scho bal den Androck, Lëtzebuerg géing just aus der Finanzplaz bestoen an datt de Staat hir zu Déngschte stoe misst. D'Madamm Adehm ass natierlech och op aner Problematiken agaangen, ënner anerem d'Iwwerscholdung vu Menagen, wat wierklech eng Tragedie ass fir déi betraffe Leit. An et si bei Wäitem net déi räichste Leit, déi dovunner betraff sinn.

An do si mer och beim Haaptproblem vu Lëtzebuerger hausgemaachter Politick ukomm: Mir hunn en Aarmutsproblem, an deen hëlt net of. Dat heite soll jo en Iwwergangsbudget sinn, a beim nächsten, do solle wäitgeeënd Weiche gestallt ginn. An do sinn ech awer gespaant ze gesinn, wéi den Aarmutsproblem soll ugepaakt ginn, well mir hunn hei en Aarmutsrisiko, deen nach ëmmer iwwert der Moyenne ass an nach ëmmer ganz héich ass. Ech sinn elo gläich fäerdeg.

Well esou komplizéiert ass dat jo guer net hinzekréien. Mir hu jo gesinn, et gi jo Faveure gemaach fir d'Betriber, fir d'Promoteuren. Do geet et ganz séier. Do huet déi heite Regierung nëmmen e puer Woche gebraucht, fir do ze agéieren. An et geet genausou séier, mengen ech, fir de REVIS ze revaloriséieren, fir Steiermesüren ze huele fir elengerzéiend Leit, fir de Mindestloun endlech ze erhéijen. Wéini gëtt iergendeng Kéier endlech eppes gemaach fir déi Leit, déi schaffen a wéineg verdéngen, amplaz fir déi Leit, déi besëtzen an ëmmer méi räich ginn? Well fir si, do ass et anscheinend ëmmer ganz séier, eng Mesür ze huelen!

Här President, aus all deenen Ursaache wäerte mer natierlech deen heite Budget net matstëmmen.

Et gëtt nach vill Saachen, déi ech wollt soen, ënner anerem och zu de Ratingsagenturen, déi guer net neutral sinn, déi ganz politesch sinn an déi d'Staaten ënner Drock setzen. D'Leit sollen … Dir kënnt doheem kucken an Iech informéieren, wat de Ratingsagenturen hir Krittäre sinn. Si setzen d'Staaten ënner Drock, soss kréien déi Staaten hir Nott erofgesat. A wann den Här Finanzminister seet: „D'Ratingsagenture wäerten eis Politicken net diktéieren" … Dach, si diktéieren eis Politick! Mir schwätze permanent vun Triple-A. Si diktéieren eis Politick. Si wëllen zum Beispill, datt d'Betribsbesteierungen erofginn an esou weider. Si hunn d'Politick vun de Griichen diktéiert. Mir wëssen, wouhin dat gefouert huet. Passt op mat deene Ratingsagenturen, dat si keng Gudder! Mir hunn dat vläicht dës Kéier bei dësem Budget net gesinn, vläicht wäerte mer dat beim nächste Budget gesinn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. An dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här Franz Fayot. Här Fayot, et ass un Iech. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Budgetsdebatte sinn ëmmer e wichtege Moment vun der parlamentarescher Demokratie. Et ass de Staatsbudget, wou all d'Fiedem zesummekommen. D'Debatte bréngen dofir un d'Dagesliicht, wéi d'Regierung hir Prioritéite setzt an a wéi eng Richtung et soll goen, well Defizit, Schold, Recetten an Ausgabe si kee Selbstzweck.

De Budget weist och ëmmer eng Visioun fir d'Land a fir d'Gesellschaft. Eis Fraktiounspresidentin Taina Bofferding ass an hirer Ried schonns dorop agaangen an ech maachen dat och lo natierlech net méi hei am Detail nach eng Kéier, mee d'Staatsfinanze missten en fait eng Strategie ze erkenne ginn, wéi d'Regierung eis Gesellschaft wëll méi gerecht, méi resilient a méi nohalteg gestalten.

Dëse Méindeg war Earth Day, deen eis nach eng Kéier drun erënnert huet, dass mer scho säit ville Jore géintiwwer eisem Planéit op Kreditt liewen. D'Prioritéit, de Fokus vun dëser Regierung läit eenzeg an eleng op dem wirtschaftleche Wuesstem, deen zwar néideg ass, wann e qualitativ ass, awer weeder eng Strategie nach eng Visioun ass. En ass och keng Politick. En heescht just, dass mer wëlle méi Sue verdéngen als Land, nach méi Suen. E seet awer net, wéi ee mat deene Sue soll ëmgoen.

Här President, et ass bis elo nach net ganz vill vun Europa geschwat ginn. D'Madamm Tanson huet de Rapport vum Enrico Letta ernimmt, „Much more than a market", deen d'lescht Woch erauskomm ass, deen effektiv eng ganz Rei vu gudden an interessante Recommandatiounen huet. Mir sinn e puer Woche virun den Europawalen. An ech wollt awer e puer Wuert soen zu deem Rapport an och zu enger Partie Diskussiounen, déi fir de Moment lafen, well Europa – dat dierfe mer ni aus den Ae verléieren – ass essentiel fir eist Land. Et gëtt keen anert Land wéi Lëtzebuerg, wat esou ofhängeg ass vum Bannemaart an och deem säi Budget esou ofhängeg ass vun engem Europa, wat fonctionéiert. Wéi de Jacques Delors sot: „L'Europe, c'est comme la bicyclette : si elle n'avance pas, elle tombe."

A mir sinn an engem Moment ukomm, wou mer u sech gesinn, dass et e Sträit gëtt, jo, eng Diskussioun zwëschent éischter Konservativen a Liberalen, déi

den Accent op d'Kompetitivitéit leeën an déi fannen, dass de Green Deal, den AI Act, d'Liwwerkettegesetz an aner europäesch Reglementatiounen de Wuesstum an d'Kompetitivitéit vun Europa a virun allem vu senge Memberstaate bremsen.

An dann, fir dat elo e bësse karikatural duerzestellen, awer trotzdeem, mengen ech, trëfft et zou, gëtt et déi éischter progressiv, déi an enger Verdéiwung vum Bannemaart am Sënn vum Enrico Letta senge Recommandatiounen, och enger Finalisatioun vun der Capital Markets Union an enger Verdéiwung vum Bannemaart, am Green Deal, an engem ambitiöse soziale Pilier, an enger Digitaliséierung a Kënschtlecher Intelligenz, déi konform zu eise Valeure sinn, d'Zukunft vun Europa gesinn. An ech hoffe grad eméi d'Madamm Tanson, dass eist Land, eis Regierung elo net zu där éischter Kategorie gehéiert a mengt, dass mir an eis Finanzplaz iergendeppes dorun ze gewannen hätten, eng europäesch Integratioun ze bremsen, an dass mer do iergendwéi kéinten eis Kaarten aus deem Spill erauszéien. Nach eng Kéier: Kee Land ass méi wéi Lëtzebuerg ugewisen op e gutt fonctionéierende Bannemaart an op eng Verdéiwung a Verbesserung vun Europa.

Här President, nei Akzenter, d'Taina Bofferding huet dat gesot, si rar an dësem Budget, wat een natierlech zum Deel kann domadder erklären, dass d'Regierung eréischt säit fënnef Méint am Amt ass, oder säit véier Méint, awer net nëmmen. An déi Mesüren, déi geholl goufen zum Beispill am Beräich vum Logement … Nach eng Kéier: Eis Fraktiounsspriecherin ass dorobber agaangen, mee de Finanzminister huet de Moien och de kriteschen Avis vum FMI genannt an och vun der Lëtzebuerger Zentralbank, déi een net ka suspectéieren, dass se immens sozialistesch sinn, mee déi awer trotzdeem eis Analys rejoignéieren. Déi Mesüren, déi Der do huelt, dat si Mesüren, déi haaptsächlech op der Demand-Säit sinn, steierlech Mesüren, wou d'Angscht vun engem FMI ass, dass se effektiv d'Präisdeierecht erëm unheizen an engem Moment, wou effektiv déi Präiskorrektur lo säit 2022 amgaangen ass.

Dir hutt et selwer gesot, minus 7,6 % bei de VEFAen, eng minus 14 % bei deenen existente Wunnengen. Dat ass e Marché, deen amgaang war, sech ze korrigéieren, an dofir ass d'Crainte effektiv, wa mer elo higinn an de Multiproprietären, och de Promoteuren do Steierkaddoe maachen, dass dat natierlech alles erëm agepräist gëtt an d'Präisser vun de Wunnengen, dass dat déi Korrektioun stoppt a mer domadder erëm eng Kéier näischt erreecht hunn.

*(Interruption)*

Ech mengen, soss effektiv ass zum Logementspak alles gesot, och effektiv de Kampf géint d'Aarmut, deen Der Iech grouss op de Fändel geschriwwen hutt, ass net deen, dee mer eis och an dësem Budget erwaart hätten.

Här President, d'Maß aller Dinge bleift de PIB-Wuesstum. Et soll een – an ech géif dat och gären direkt soen – de PIB net verdäiwelen. E Land brauch wirtschaftlech Aktivitéit, allerdéngs Aktivitéit, déi qualitativ ass, déi am Aklang ass mat Mënsch a Planéit. Wat problematesch ass, dat ass den Tunnelbléck op de PIB-Wuesstem. Dofir musse mer d'Lëns méi grouss opmaachen, och an der Aart a Weis, wéi mer eise Budget kucken. D'LSAP plädéiert scho méi laang derfir, de Bien-être vill méi staark als roude Fuedem an d'Budgetsdokument ze integréieren.

Ech hunn dofir och als Wirtschaftsminister ëmmer dem Statec seng exzellent Aarbecht an deem Beräich ënnerstëtzt an och seng Zesummenaarbecht mat internationale Fuerscher an Institutioune wéi der OECD. Trotz e puer Mentiounen an der Präambel vum PNR, dee jo elo ad acta geluecht gëtt, a vum Budget 2022 an och am Rapport vum Observatoire de la compétitivité huet de PIBien-être et awer ni an de Budget selwer gepackt.

An do sinn ech och bei vergaangene Finanzministeren ëmmer op Granitt gestouss, wat awer, mengen ech, näischt mat hirer mauvaise Foi ze dinn hat oder dass se sech do virdru verschloss hätten, mee wat domat ze dinn huet, dass, wann een dat wëll maachen, dat effektiv e Paradigmewiessel duerstellt.

Wéi 2007 de Rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi erauskoum, war eist Land Virreider mat der Ëmsetzung vun enger Approche PIBien-être. De Conseil économique et social, zesumme mam Conseil national du développement durable, huet direkt ugefaangen domat, sech dee Sujet ze appropriéieren 2009, an 2013 ass dunn effektiv de PIBien-être mat 63 Indicateure finaliséiert ginn am Kader vum Conseil économique et social an hat domat och d'Cautioun vun der institutionaliséierter Zivillgesellschaft.

Dat heescht, mir waren do zu deem Moment wierklech Virreider an där Approche, wat eng aner Approche war, fir op d'Politicken ze kucken, wéi se och an engem Budget kéinte gemaach ginn.

Net méi spéit wéi am Mäerz dëst Joer huet de Statec säi véierte Rapport iwwert d'Wuelbefannen zu Lëtzebuerg erausginn. D'Aarbecht vum Statec, déi objektiv a subjektiv Indicateuren huet, gëtt am „Luxembourg Index of Well-Being" synthetiséiert. Et ass eng Méiglechkeet, et ass en Instrument, dem Wuelbefanne vun de Bierger/innen eng Visibilitéit am ëffentlechen Debat ze ginn.

Nach si mer net do, wou mer gäre wären. Et gëtt methodologesch Erausfuerderungen ze meeschteren, well déi meeschten Indicateuren net esou séier opbereet kënne ginn, wéi dat beim PIB de Fall ass. Idealerweis misst jo esou en Indicateur wéi de „Luxembourg Index of Well-Being" all Trimester kënnen zesumme mam PIB publizéiert ginn. Dofir misst een dem Statec natierlech engersäits vill méi Moyene gi wéi dat, wat se fir de Moment hunn, an anerersäits brauch et awer och den Austausch vun Donnéeën tëschent Administratiounen, fir dat méiglech ze maachen.

D'Wuelbefannen an enger Gesellschaft huet vill Dimensiounen: d'Inegalitéiten tëschent de Leit, den Zoustand vun eiser Ëmwelt, déi ëffentlech Gesondheet, d'Participatioun vun de Bierger oder nach d'Sécherheetsgefill. De Revenu spillt evidemment och eng ganz wichteg Roll, gradesou wéi d'sozial Kontakter.

Dat Wuelbefanne statistesch ze moossen, bedeit also, dass mer net méi op deem A blann sinn an all déi Aspekter do ausblenden. Eng Ekonomie kann nämlech nëmmen esou staark sinn, wéi et d'Gesellschaft ass.

Eng gesond, laangfristeg ekonomesch Entwécklung vum Land bedéngt, dass mer eng performant Gesondheetsversuergung behalen, dass mir an engem intakten Ökosystem kënne liewen an dass eis sozial Kohäsioun och zolidd ass. Dat ass och dat, wat sech erausschielt, wann een d'Evolutioun vum „Index of Well-Being" vergläicht mat der Evolutioun vum PIB.

Op d'Zäitschinn 2010 bis 2022 gekuckt, stellt ee fest, dass d'Wuelbefanne bal op der Plaz trëppelt, wärend de PIB pro Kapp am nämmlechten Zäitraum däitlech geklommen ass. Kuckt ee sech déi Saach méi genee un, da kënnt een zur Konklusioun, dass de Logement, mee och déi sozial Kontakter an den Equiliber tëschent Beruff a Privatliewen Elementer sinn, déi d'Wuelbefannen erofzéien.

Tëschent 2014 an 2021 hu sech déi zwee, PIB a Wuelbefannen, parallell no uewe beweegt, mee et gesäit een awer och, dass an de Joren 2021 an 2022 – dat huet da wuel och mat der Pandemie ze dinn – deen Delta, déi Schéier zwëschent deenen zwee erëm méi staark ausenanergaangen ass.

Et ass op alle Fall d'Demonstratioun, dass méi Wuesstem net automatesch zu bessere Liewenskonditioune bei de Leit féiert. D'Geld mécht net ëmmer méi glécklech. Dat Onbehage fënnt een zum Beispill och erëm an der ëffentlecher Biergerbefroung, déi d'„Luxembourg Stratégie" am Dezember 2022 bei ongefeier 800 Participantë gemaach huet. Dobäi ass erauskomm, datt 80 % vun de Befroten eng Preferenz hate fir e Gesellschaftsmodell mat manner wirtschaftlechem Wuesstem, och manner Revenu, awer dofir enger verschounter Ëmwelt a méi regionalen a kreeslafwirtschaftleche Wäertschëpfungsketten an enger méi convivialer Gesellschaft. Déi selwecht Unzuel, 80 %, huet allerdéngs uginn, dass si der Meenung wier, dass deen Zenario dee wier, vun deem mer am wäitsten ewech wieren.

D'Wuelbefanne reegelméisseg ze moossen, ass eng éischt wichteg Etapp. An enger zweeter Etapp sollt een d'Wuelbefannen och systematesch bei der Ausaarbechtung vum Budget berücksichtegen. Genee op deem Punkt brauch et awer ëmsou méi de politesche Wëllen. Et géing eis erlaben, vun deem reng quantitativen Denken an der Budgetspolitick fortzekommen, hin zu enger Budgetspolitick, déi evidenzbaséiert schafft an déi sech u Resultater orientéiert, déi musse mëttelfristeg erreecht ginn. Amplaz just ee Budgetsartikel ze hunn, deen iergendee Montant vu Recetten an Depensë mat sech bréngt, géing een thematesch Indicateure mat asetzen an iwwert d'Jore kucken, wéi déi Indicateure sech entwéckelt hu par rapport zu de budgetäre Mëttel, déi een dofir bereetgestallt huet.

Mir wëssen alleguer aus Erfarung, dass et net ëmmer duergeet, wann een nëmme just e bësse méi Suen an e Budgetsartikel setzt, wann ee wierklech wëll virukommen. An op där anerer Säit kënne mer eis et am Fong och net méi wierklech erlaben, fir Suen an e Budgetsartikel anzesetzen, ouni ze analyséieren, ob mer wierklech dat erreecht hunn, wat mer eis virgeholl hunn. Mir mussen also vill méi systematesch wëssenschaftlech Evaluatioun ex post vun eise Politicke maachen an eis Budgetsmëttelen deem upassen. Dës Method géing eis Budgetspolitick méi un eis haiteg Zäit upassen a fir méi Transparenz am ëffentlechen Debat suergen.

Léif Kolleegen, et gëtt Beispiller vun dëser Method. Mir hu schonn des Éfteren hei an der Chamber iwwert dat franséischt Beispill geschwat. A Frankräich ass 2001 mat der Loi organique relative aux lois de finances, besser bekannt ënnert dem Kierzel LOLF, de Versuch gemaach ginn, eng Budgetisatioun no Objektiver ze maachen. Dat ass natierlech net perfekt an dat ass och net perfekt ëmgesat ginn, mee trotzdeem war et am Fong en interessant Experiment, fir och iwwert d'Rapports annuels de performances ze kucken, wéi déi Politicken, déi sollten am Budget ëmgesat ginn, dann och wierklech realiséiert gi sinn.

Allerdéngs muss ee soen, dass déi franséisch Cour des comptes och zur Konklusioun komm ass, dass déi Instrumenter, déi an der LOLF dra waren, wéi zum Beispill d'Rapports annuels de performances, net wierklech genotzt goufen, fir déi budgetär Enveloppen anescht ze verdeelen. Also nach eng Kéier: Dat weist, dass den néidege politesche Courage onverzichtbar hei ass, wann een dat wëll maachen. Soss muss een et am beschten direkt si loossen.

Wann een natierlech esou eng Approche hélt an dat wëll maachen, dann ass et kloer, dass dann och méiglecherweis e puer onkonfortabel Wouerechten dobäi erauskommen.

Neiséiland huet jo och scho viru fënnef Joer international Opmierksamkeet kritt, wéi se hire „Wellbeing Budget" presentéiert hunn. Am Dokument dozou schreiwe se selwer, dass eng gutt wirtschaftlech Entwécklung net heescht, dass jiddwereen och dovunner profitéiert.

Wuesstem ass, wéi gesot, keng Politick a léisst och eng Partie Leit zréck. Et ass falsch, ze behaapten, dass dës Leit manner geschafft hätten. D'Schold läit, wéi gesot, am Modell, deen oft leider systematesch inegalitär an och onfair ass. Dofir hu se an Neiséiland e soziaalt Netz duerch d'Regierungspolitick gestréckt. Dat heescht, d'Verwaltunge schaffen zesummen, fir Mesüren ze entwéckelen, déi d'Wuelbefanne mat abezéien. Et ass kloer, dass déi Mesüren och à long terme eng positiv Wierkung mussen hunn, fir esou och Generatiounegerechtegkeet mat ze garantéieren.

Esou eng Aart vu Politick ass méi demokratesch a si féiert och dozou, dass d'Regierung gezwongen ass, Rechenschaft ofzeginn. D'Ministere mussen erklären, wéi a firwat hir Mesüren zum Wuelbefanne vun de Leit bäidroen an da gëtt de Bilan gemaacht.

Natierlech ass och den neiséilännesche Modell net perfekt. Och hire „Wellbeing Budget" stoung an der Kritick. Mee et muss ee weider dru schaffen an aus Feeler léieren, well d'Approche ass richteg, fir d'Wuelbefanne vum Mënsch ze prioriséieren. Dorunner wäerten och d'Pionéier wéi Neiséiland festhalen.

E weidert Beispill ass Island. Island ass e Land änlech wéi Lëtzebuerg: e klengt Land, eng kleng Bevëlkerung, wat ganz staark gewuess ass mam Finanzsecteur a wat du mat der Finanzkris 2008 ganz massiv d'Rechnung dofir krut. An trotzdeem ass et dem Land gelongen, sech a kierzester Zäit wirtschaftlech ze erhuelen. An och dat huet mat dem Paradigmewiessel ze dinn. Et gouf gekuckt, wat d'Prioritéite vun de Leit sinn a wéi een dës sozial an egalitär Elementer an d'Wirtschaft implementéiere kann. Amplaz vun nëmme Wuesstem a materiellem Wuelstand soll d'Wuelbefanne vun de Leit an de Virdergrond geroden. D'„Indicators of well-being" stinn dann och a Relatioun zu de Sustainable Development Goals vun de Vereenten Natiounen. Dat weist, dass dee PIB du bien-être net just eng Etikett ass, mee dass et en Deel vun enger sozialer Wirtschaftspolitick ka sinn, déi de Mënsch an de Mëttelpunkt stellt.

Wat dës Virreiderlänner matenee verbënnt, ass, dass d'Wirtschaftspolitick net an den Hänn vun engem Minister oder enger Regierung bleift, mee dass d'Biergerbedeelegung eng wichteg Roll spillt. Eise „Luxembourg Index of Well-Being", ech hunn dat gesot, ass deemools tëschent Sozialpartner ausgeschafft ginn. Haut géif ee warscheinlech och nach e Biergerrot dozou aberuffen, wéi mer dat an de leschte Jore beim Klima gemaacht hunn, wéi mer et och beim Aménagement du territoire gemaacht hu mam Luxembourg in Transition an och bei „Luxembourg Stratégie".

Als Éischt muss ee mat de Leit schwätzen, fir ze wëssen, wou de Schong dréckt a wat eeben d'Prioritéite sinn, déi eng Regierung beim Plange vum Budget ze berücksichtegen huet. Wales kuckt hei zum Beispill de Sustainable Development Principle. Dat heescht, d'Politick soll net just d'Besoine vun haut kucken, mee et soll eng Politick mat Wäitbléck sinn, déi och op d'Besoine vu muer ageet an déi de Liewensstandard vun zukünftege Generatioune verteidegt. E Wäitbléck, dee mer am Ablack net hunn, an ech mengen domadder net dës Regierung, ech mengen natierlech och deen, dee mer an deene viregte Regierungen net haten, well mer eis einfach déi Method do nach net ginn hunn.

Net méi spéit wéi d'lescht Joer huet déi japanesch Presidence vum G7 d'OECD mandatéiert, fir ze kucken, a wéi enge Länner d'Wuelbefanne Bestanddeel vun enger Evaluatioun vun den ëffentleche Politicke wier. Nieft Frankräich, Schweden oder Australie sinn och Kanada, Irland, Island an Neiséiland op dee Wee gaangen. Et kéint een och nach Schottland nennen, déi dat och ganz staark gemaacht hunn. Mir wieren also och à ce stade scho laang kee Virreider méi, wa mer géingen d'Wuelbefannen als roude Fuedem vun eisen ëffentleche Politicke berécksiichtegen.

Allerdéngs, wa mer et net maachen, gerode mer ëmmer méi hannendran, wat schued wier, well et och international do ëmmer méi eng grouss Prise de conscience gëtt, dass de PIB net méi duergeet als Kompass vun enger Politick, déi dem Mënsch an dem Planéit gerecht gëtt – wat en natierlech och am Fong ni hätt dierfe sinn, wann een och d'Auteure vum PIB liest, wat déi deemools dozou gesot hunn.

Nieft den Objectifs de développement durable vun der UNO gëtt et d'Initiativ „Beyond GDP" vun der EU an de „Better Life Index" vun der OECD. An ech weess, Här Finanzminister, dass Dir och deemnächst wäert bei der OECD sinn, fir justement iwwert dat doten ze schwätzen. Et huet allerdéngs nach keen internationalen Indicateur sech duerchgesat, fir de PIB, trotz all sengen Imperfektiounen, ze remplacéieren. Dorunner musse mer onbedéngt weider schaffen. An do si mer als LSAP, Här Minister, Dir Häre Ministeren, och absolutt bereet, fir mat dëser Regierung, wa se dat da wëll – an ech weess, Dir hutt dat am Regierungsprogramm stoen, fir dat ze analyséieren –, konstruktiv matzehëllefen, well mer wierklech mengen, dass dat e Gamechanger och ka sinn an enger moderner Budgetspolitick. En attendant, dass et en internationalen Indicateur gëtt, sollte mer awer emol bei eis hei ufänken.

Här President, ech hunn dann och nach eng Motioun hei zu dësem Punkt, déi ech gäre wëll deposéieren, déi effektiv och op déi Viraarbechten hei zu Lëtzebuerg ageet, op de PIBien-être, op d'Aarbecht vum Statec, deen och constatéiert, dass et véier Beräicher gëtt an deem Rapport, dee lo verëffentlecht gouf, déi ganz speziell als problematesch fir de Bien-être ervirgehuewe ginn. Dat ass de Logement, dat sinn d'Aarmut an d'Inegalitéiten, dat sinn den Emploi an och d'Securitéit, wou mer der Meenung sinn, dass et kéint interessant sinn, wann d'Regierung sech déi véier Beräicher géif huelen, fir e Projet pilote ze maachen, fir an Zukunft dat méi genee ze moossen en vue vun enger méiglecher Integratioun an de Budget an der Zukunft. Ech mengen, et muss een iergendwann an d'Gäng kommen. An déi beschten Aart a Weis, fir dat ze maachen, ass, wéi gesot, an eisen Aen, iwwer e Projet pilote.

Well mer schonn an der Chamber an der Vergaangenheet och Motiounen haten zum PIBien-être, zum Beispill 2020, déi, mengen ech, quasi zur Unanimitéit hei adoptéiert goufen, wou mer eis alleguerten eens waren, dass mer hei misste virukommen, hoffen ech och, dass déi Motioun hei op eng breet Zoustëmmung trëfft.

***Motion 8***

*La Chambre des Députés,*

*– consciente de la nécessité de compléter le produit intérieur brut (PIB) par un indicateur permettant d'aller au-delà de la mesure de richesse créée par les agents économiques sur le territoire national ;*

*– compte tenu du rapport de la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, publié en septembre 2009, qui a dégagé des pistes en vue de mieux appréhender qualité de vie et progrès social dans une société ;*

*– vu le quatrième rapport « PIBien-être » publié en mars par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Statec), qui dénote un tableau en demi-teinte en ce qui concerne l'évolution du bien-être au Luxembourg et un découplage entre l'évolution du PIB et du « Luxembourg Index of Well-Being » dans la période 2010-2022 ;*

*– notant que le quatrième rapport « PIBien-être » constate que : « Quatre domaines (le logement, la pauvreté et les inégalités, l'emploi et la sécurité physique) font ressortir les défis en matière de bien-être qui persistent au Luxembourg pour que le pays atteigne un niveau de bien-être supérieur. » (p. 17 du rapport) ;*

*– étant donné l'accord de coalition, suivant lequel « le Gouvernement envisagera une méthodologie plus performante pour le calcul du PIBien-être »,*

*invite le Gouvernement*

*– à définir, en étroite collaboration avec les partenaires sociaux, une stratégie pour développer une méthodologie plus appropriée pour cerner l'évolution du bien-être de la population, notamment par le biais de la mise au point d'indicateurs disponibles plus rapidement ;*

*– à recourir systématiquement au « PIBien-être » en vue de l'évaluation ex-post des politiques menées ;*

*– à lancer un projet pilote pour intégrer progressivement le « PIBien-être » dans la procédure budgétaire, en commençant par les quatre domaines soulevés comme particulièrement problématiques par le dernier rapport du Statec, à savoir le logement, la pauvreté et les inégalités, l'emploi et la sécurité.*

*(s.) Franz Fayot.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. An dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, den Här Keup huet am Numm vun der ADR schonn eis wichtegst Positiounen duergestallt. An ech wollt deenen Iwwerleeunge just nach e puer Elementer bäifügen, elo speziell iwwer Aussepolitick, speziell och e bëssen iwwert d'Arméi schwätzen, fir do vläicht och nach e puer Aspekter, déi am Kontext vum Budget awer ze diskutéiere sinn, ervirzestäichen.

Dat Éischt, wat ech wéilt soen, ass vläicht: Wat de Budget vun den Affaires étrangères ugeet, misste mer vläicht och kucken, fir de Statut financier vun den diplomatesche Karriären ze reviséieren. An ech soen dat ganz bewosst hei, ech soen dat hei ganz bewosst aus engem ganz klore Grond, well elo d'Regierunge successiv ëmmer soen, si wäre fir Chancëgläichheet, wat mer och ënnerstëtzen, an do ass de Problem vun de Conjointe vun den Diplomaten. Mir hunn ëmmer méi Problemer, Leit ze fannen, fir an d'Ausland ze goen, well de Conjoint vun deene betreffenden Diplomaten oder Diplomatinne finanziell nëmmen Nodeeler huet, wann e matgeet, mat deem Resultat, datt mer manner Leit hunn, déi wëllen an d'Ausland goen. An ech mengen, et wär un der Zäit, datt d'Regierung dee Problem mol eng Kéier géing kucken, fir datt och dee Beruff attraktiv bleift. Dat si ganz kleng Zommen, déi hei um Spill stinn, mee déi et awer eisen diplomatesche Vertriedunge géingen erméiglechen, besser ze fonctionéieren.

Wat de Réseau diplomatique ugeet, do wäert ech lo e bësse méi laang driwwer schwätzen, well mir misste vläicht eng Kéier de Bilan maachen, wat déi Presenz

am Ausland eigentlech fir Lëtzebuerg fir Resultater bréngt, fir mol eng Kéier do an eng Logik ze goe vun engem Audit, fir ze kucken: Wat hu mer ausginn a wat ass d'Resultat? Ech gi just e puer Beispiller hei, fir ze soen, wéi een dat kann ugoen.

Den Afghanistan: Mir hate wärend Joren Truppen am Afghanistan, also an der Lëtzebuerger Echelle hate mer Militär am Afghanistan. Mir hunn och do Projeten ënnerstëtzt a mir kennen d'Resultat: Mir hunn, datt d'Taliban zréck un d'Muecht koumen. A mir haten awer wärend deene Joren, wou mer do waren, ëmmer erëm Diskussiounen iwwer: „Wat leeft do iwwerhaapt? Wat bréngen déi Operatiounen? Wat huet dat fir e Wäert? A mir hunn awer ni de Courage gehat, wéi och aner Länner – et ass net Lëtzebuerg eleng – mol de kritesche Bilan ze maachen an ze soen: „Dat do huet kee Wäert. Mir zéien eis zréck." Mir hu gewaart mat anere bis zu deem Punkt, wou et iwwerhaapt net méi gaangen ass, obscho mer virdrun hätten an enger Analys scho kënne soen: „Mir zéien eis zréck."

Mir haten eng Ambassade an Nicaragua, mir zéien eis zréck. Mir hunn a Westafrika an am Sahel Honnerte vu Milliounen iwwer Joren an eng Géigend gemaach, déi fir eis strateegesch wichteg ass. Mir hunn do Suen higinn. Déi ass ganz wichteg fir eis. Mir hunn eis elo zeréckgezunn, zesumme mat anere westleche Staaten, wärend ... Mir hunn also do eigentlech kee Resultat. Dat muss een och soen. Mir hunn eng Politick gemaach. Mir mussen analyséieren: Wéi ass et méiglech, datt et zu engem Punkt komm ass, wou all déi Honnerte vu Milliounen, déi mer do investéiert hunn – punktuell natierlech vläicht Guddes gemaach hunn, dat wëll ech guer net an Zweifel zéien –, awer politesch no enger ganz Rei vu Joren, no enger ganz, ganz intensiver Zesummenaarbecht, Kooperatioun en Nullresultat bruecht hunn?

Mir hunn elo eng Tendenz, fir Ambassaden op neie Plazen opzemaachen, well mer net méi a Westafrika present sinn. Do gëtt de Benin genannt, den Togo Dat si Plazen, wou och Menscherechtsproblemer bestinn. Dat muss ee ganz kloer soen. A frappant ass dat am Ruanda. Am Ruanda solle mer anscheinend eng Ambassade opmaachen – dat ass fir eis e bëssen iwwerraschend –, fir och eng finanztechnesch Kooperatioun do ze erméiglechen, wou mer awer wëssen, datt de Ruanda e Staat ass, deen Truppen am Ausland stoen huet an do Guerillamouvementer ënnerstëtzt, den M23 an der Demokratescher Republick Kongo, datt mer hei an Europa – hei an Europa, fir de Vergläich ze maachen – géint e Land, wat an engem Nopeschland militäresch aktiv ass, Sanktiounen huelen an dorauser eng grouss politesch Prioritéit maachen. An Afrika awer, an engem Land, wat an engem Nopeschland militäresch present ass, aus Grënn, fir Gold ze sichen an anere Saachen, do maache mer eng Ambassade op, och mat deem Hannergedanken, fir kënnen da mat der Bourse do eng finanztechnesch Kooperatioun anzeriichten. Et ass eng Saach, wou ee sech muss froen, ob dat wierklech politesch logesch ass.

Mir hu Massakeren am Kongo, wou déi Guerillabeweegung, déi vum Ruanda ënnerstëtzt gëtt, den M23, net onschëlleg drun ass. D'UNO, d'USA an d'Belsch hunn nach de Februar dëst Joer gesot: „The United States condemns Rwanda's support for the M23 armed group", dat ass am Kongo, a „calls on Rwanda to [...] withdraw all of its military personnel from the Democratic Republic of the Congo". Dat ass do déi Situatioun. Dohinner gi mer eng Ambassade opmaachen.

A mir stellen eis einfach d'Fro: Wou ass d'Kohärenz an där baussepolitescher Approche? Mir hunn och zu deem Theema, Här President, do eng kleng Motioun virbereet.

***Motion 9***

*D'Chamber vun den Deputéierten,*

*déif besuergt iwwer déi arméiert Konflikter an der Demokratescher Republick Kongo (DRK),*

*stellt fest, datt*

*– d'Miliz M23 an der DRK mat der Ënnerstëtzung vum Ruanda operéiert, inklusiv duerch déi ruandesch Arméi,*

*erënnert dorun, datt*

*– d'UNO an e puer Staaten, dorënner d'USA an d'Belsch, de Ruanda dozou opgeruff hunn, seng Truppen aus der DRK zeréckzezéien,*

*fuerdert d'Regierung op,*

*– de Ruanda dozou opzeruffen, déi territorial Souveränitéit vun der DRK ze respektéieren a seng Truppen aus dem Staat zeréckzezéien;*

*– de Ruanda dozou opzeruffen, d'Mënscherechter anzehalen.*

*(s.) Fernand Kartheiser.*

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Dann hu mer e puer Kommentaren iwwert d'Europäesch Unioun. Den Här Fayot hat och mat Recht schonn drop higewisen, datt dat wierklech e wichtege Sujet ass, iwwert dee mer haut nach net ganz vill geschwat hunn. Mir wëlle soen, datt mir als ADR do eng aner Positioun hu géint-iwwer der Europäescher Unioun ewéi vläicht aner Kolleegen heibannen.

Mee ech stelle mol fir d'éischt fest, datt d'Europäesch Unioun an deene Reformen, déi se proposéiert ..., do geet et direkt och un national Interesse vu Lëtzebuerg. Ech wëll just drun erënneren, datt am Europäesche Parlament eng Rei vu Reformpropositioune virleien, déi d'Rechter vun de Memberstaaten drastesch reduzéieren – dat ass op jidde Fall déi Perceptioun, déi si hunn –, a gläichzäiteg gëtt do probéiert, eng Rei vu Reformen duerchzesetzen, ouni eng Reform vum Traité ze maachen aus Angscht viru Referenda, aus Angscht viru nationale Parlamenter, déi da vläicht géingen eng aner Positioun vertrieden. Dat ass en demokrateschen Defizit, eng Attitüd vun der Europäescher Unioun, vun deem aktuellen Europäesche Parlament, déi fir eis absolutt inakzeptabel ass! Wien Demokratie wëll, däerf keng Angscht viru Referenden hunn, keng Angscht och viru parlamentaresche Prozeduren.

Eng Diskussioun, déi eis ganz besonnesch vill Suerge mécht, ass déi ëm d'Eestëmmegkeet a Steierfroen. Mir mierken, datt an der Europäescher Unioun eng ganz Rei vun Institutiounen an Acteuren optrieden, déi verlaangen, datt d'Eestëmmegkeet net nëmmen an der baussenzeger Sécherheetspolitick, mee och an der Steierpolitick soll ofgeschaaft ginn. A mir stelle mat gréisster Suerg fest, datt och deen een oder anere Lëtzebuerger Kandidat oder déi eng oder aner Lëtzebuerger Partei, déi an déi Europawale ginn, ufänken, d'Eestëmmegkeet a Steierfroen a Fro ze stellen.

Mir hunn haut awer festgestallt an enger Rei vun Diskussiounen an ëmmer erëm, wéi wichteg d'Finanzplaz fir Lëtzebuerg ass. D'ADR huet dat ausdrécklech betount. D'Regierungsparteie si sech däers bewosst, anerer vläicht manner, mee fir eis ass evident, datt d'Eestëmmegkeet an der Steierpolitick iwwerhaapt net däerf a Fro gestallt ginn a scho guer net vu Lëtzebuerger Instanzen! Ech mengen, wat d'Parteie maachen, ass hir Verantwortung. Et ass ganz schlëmm, datt eng DP zum Beispill do an déi Richtung ze goe schéngt. Mir fuerderen d'Lëtzebuerger Regierung op, d'Eestëmmegkeet op kee Fall a Fro ze stellen!

***Motion 10***

*D'Chamber vun den Deputéierten,*

*déif besuergt iwwer d'Pressiounen, déi op Lëtzebuerg ausgeüübt ginn, fir d'Eestëmmegkeet am Ministerrot a Steierfroen ofzeschafen,*

*betount, datt*

*– d'Eestëmmegkeet a Steierfroe fir Lëtzebuerg vun zentraler Wichtegkeet ass,*

*fuerdert d'Regierung op,*

*– d'Eestëmmegkeet a Steierfroen am EU-Ministerrot op kee Fall a Fro ze stellen.*

*(s.) Fernand Kartheiser.*

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Merci, Här President. Mir wëllen och ganz kloer soen, datt mir net d'accord sinn – net d'accord! –, datt all Kris, an där Europa ass, eigentlech vun europäeschen Institutioune benotzt gëtt, fir herno méi Kompetenze fir d'Europäesch Unioun ze fuerderen. Mir hunn dat gesinn an der Covidkris, wou et soll eng Gesondheetsunioun ginn, wou een net weess, wat d'Plus-value dovunner kéint sinn. Mir hunn et elo an der Ukrain-Kris gesinn, wou eng Europäesch Verdeedegungsunioun soll geschaf ginn, obscho mer schonn eng NATO hunn. Alles dat ass fir eis ganz kloer u sech e Mëssbrauch vu Krisen. Mir musse Krisen huelen, fir eise Fonctionnement ze verbesseren, fir Léieren ze zéien. Mir brauchen awer keng Kompetenzverschibung vun de Memberstaaten op d'Europäesch Unioun.

Wat d'Arméi ugeet, Här President, do hunn den Här Roth an d'Regierung ugekënnegt, datt do en Effort de défense gemaach gëtt, wou mer och prinzipiell d'accord sinn. Och mir sinn der Iwwerzeegung, datt et wichteg ass, datt eis Staaten eng gutt Verdeedegungscapacitéit hunn. D'Sécherheet allgemeng, ob dat d'Police ass, Arméi, Geheimdéngscht: De Staat muss kapabel sinn, fir d'Sécherheet vu senge Bierger ze garantéieren a seng Interessen ze schützen. Do si mer eis eens.

Mee déi Fro, wéi mer déi Suen ausginn, dat ass awer eng substanziell Diskussioun, déi mer musse féieren. Mir sinn zum Beispill der Meenung, datt mer musse kucken, datt déi Suen, déi an d'Arméi fléissen – an dat si ganz vill Suen, d'Regierung weess dat, den Här Minister huet et rappeléiert –, ausgi gi fir Saachen, déi mir hei am Land direkt kënnen och fir eise Benefiss benotzen. Dat ass emol eis Grondhaltung. Do ass d'Militärspidol eng Optioun, et ass d'Méiglechkeet vun der Kooperatioun mam CGDIS, den Objektschutz, d'Kooperatioun mat der Police, all déi Saachen, déi fir eis en direkten Avantage hunn, och Cybersecurity an och Satellittecapacitéiten, well dat nun emol och fir Lëtzebuerg ekonomesch wichteg Domäne sinn.

Awer woumadder mir net d'accord sinn – an dat wëll ech och ganz kloer soen –, dat ass d'Kreatioun vun engem belsch-Lëtzebuerger Bataillon. Dat ass eigentlech de Paradeprojet vun der Regierung. Dee soll och kapabel sinn, a Kampfaktivitéiten engagéiert ze ginn. A wou mir och d'accord si mat ganz ville Leit an der Arméi, déi dat och net wëllen, well se einfach wëssen – vun der strateegescher Opportunitéit emol ganz ofgesinn; dat ass och eng Diskussioun, déi mer musse féieren –, datt mer dat net packen. Mir sollen 375 Militäre bereetstelle fir dee Bataillon. An deem Rekrutéierungsmodus, dee mir elo hunn, fanne mir déi Leit net fir deen Zweck an et stelle sech ganz vill praktesch Problemer derbäi. An déi, déi mer fannen, do muss ee sech dach froen, ob mer an engem

Krisefall, dee sou schlëmm ass, datt mer e belsch-Lëtzebuerger Bataillon géingen an e Kampfasaz iergendwou schécken – dat muss ee sech emol virstellen ... Mee mir brauchen déi Leit deen Ableck hei am Land, well mir hunn net vill Sécherheetskräften. An déi Leit, déi mer hunn, och an der Arméi, déi brauche mer eeben hei, fir wichteg Sécherheetsfunktiounen hei am Land ze garantéieren.

Dee ganze Projet ass komplett iwwerzunn, niewent all deenen anere praktesche Problemer, déi sech do stellen a wou et nach keng Léisunge gëtt. An dat wäerte mer am Detail diskutéieren. Eise Message ass: Jo zu enger staarker Verdeedegung, awer Nee zu engem Bataillon, deen eng ganz Rei vu Problemer opwërft vu strateegescher Natur bis hin zu enger Schwächung vun eisen eegene Resilienzméiglechkeeten am Krisefall hei zu Lëtzebuerg, wat kee Sënn ergëtt.

Bei der Militärhëllef fir d'Ukrain, do wësst Der, datt mir enger anerer Meenung sinn. Mir hunn eis ëmmer ausgeschwat vum éischten Dag u fir eng Verhandlungsléisung. Dat ass nach ëmmer richteg. Mir bekennen eis dozou. Et hätt der Ukrain méi wéi gutt gedoen, wa mer vun Ufank un op dee Wee gaange wären. Ech brauch Iech net ze erzielen, wéi d'Situatioun am Ableck an deem Land ass. Et ass schued, wierklech schued, datt d'Politick net déi Approche vun der ADR vun Ufank un adoptéiert huet.

E Kolleeg huet de Moien hei gesot, a sengem eegenen Numm: „Wa mir net sou reagéiert hätten, da géing et vläicht méi schlecht fir Taiwan ausgesinn." Et ass eng interessant Theorie. Mir deelen déi net, aus engem ganz einfache Grond: well mir hunn elo duerch déi Politick, déi geféiert ginn ass an deene leschten zwee Joer eng russesch-chineesesch Allianz, déi an eisen Aen d'Sécherheetssituatioun vun Taiwan méi a Fro stellt, wéi dat gewiescht wär, wa mer eng Verhandlungsléisung fir d'Ukrain fonnt hätten. Dat, mengen ech, ass déi Entwécklung, déi mer gesinn. An dat ass eng, déi eis ganz leed deet.

Déi Suen, déi a Waffeliwwerunge ginn, dat si Suen, déi d'Situatioun an der Ukrain net kënne retten. Dat musse mer einfach soen. Dat seet och all Expert. Den Admirol Bauer, deen hei war – dee mer och héieren hunn, d'Kolleegen hu sech op hie beruff –, deen huet en interessanten Ausdrock gesot am Ufank vu senger Ried. En huet gesot: „The situation in Ukraine is dire, but not lost." „Dire" ass op Lëtzebuergesch oder op Däitsch „unheilvoll", mee si ass „lost". Hie kann dat net soen, en ass Beamte vun der NATO. Mir brauchen eng aner Politick fir d'Ukrain.

Ech wëll just ... Et ass eppes, wat mech perséinlech ... Ech wëll net soen, dat ass elo d'ADR-Positioun, mee wéi den Här Baum de Moien a sengem perséinlechen Numm eppes gesot huet ... Ech wëll Iech soen: Et si Saachen – vun der politescher Analys ofgesinn – bei där Hëllef, déi mech einfach rose maachen. Ech hat eng Question parlementaire gestallt: „Wat hunn déi 6.000 Schoss Munitioun kascht, déi mer elo geliwwert hunn?" 6.000 Artilleriegranaten, dat waren ongefeier 12 Milliounen. Mee ech erënnere mech un eng Diskussioun, déi mer haten an der leschter Legislaturperiod, wou eng Reform vum Adapto gemaach gouf. A bei dem Adapto war de Käschtepunkt, deen zur Diskussioun stoung, 13 oder 12 Milliounen. 13 Milliounen oder 12 Milliounen – et ass eigentlech déi Kategorie, iwwert déi mer schwätzen – fir 6.000 Schoss Munitioun, déi an engem Dag ofgefeiert ginn an der Ukrain, vun der ukrainescher Säit – een, zwee Deeg ass d'Consommatioun. Dat ass et.

Mir mussen einfach wëssen: Déi Suen, déi dohi ginn, retten d'Ukrain net, sécher net! Et sinn immens vill Suen. Mir sollten eis endlech op e Wee aloossen, deen deene Leit eng reell Chance gëtt, dee Mënscheliewe rett, der Ukrain erméiglechen, hiren Territoire ze preservéiere sou wäit, wéi et nach méiglech ass, an eng Escalade ze verhënneren.

*(Interruption)*

Nach ee Wuert iwwert d'Justiz: D'Justiz ass och e Standortfaktor. A mir hunn hei de Problem ... an ech mengen – ech hoffen et op jidde Fall –, datt ëmmer méi Leit sech däers bewosst sinn, iwwert d'Delaien. D'Delaien, déi sinn einfach an der Justiz vill ze vill laang. An dat ass ganz wichteg och fir Entreprisen, déi wëllen op Lëtzebuerg kommen, an den administrative Juridictiounen. An et ass ëmmer en Uleies vun der ADR gewiescht, fir e Steiergeriicht, en extrat Steiergeriicht, ze schafen. A mir hoffen – an dat wëlle mer der Regierung mat op de Wee ginn –, datt bei der Reform vun de Juridictiounen zu Lëtzebuerg och en extrat Steiergeriicht kann ageféiert ginn, fir datt eeben do d'Prozedure kënnen endlech méi séier oflafen.

Dat waren nach e puer Kommentare vu menger Säit. Ech soen Iech villmools Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Ech hunn elo hei zwou Wuertmeldungen. Ass et, fir Froen ze stellen un den Här Kartheiser? Gutt. Dann, Här Kartheiser, huelt Der déi Froen un?

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, sécher.

**M. Claude Wiseler,** Président | Da ginn ech dem Här Graas d'Wuert an duerno dem Här Goergen. Här Graas.

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Jo, ech wollt dem Här Kartheiser eng Fro stellen. En huet hei sou fräi a frank behaapt, wéi wann d'DP déi Partei wär, déi sech u sech derzou bekannt hätt, fir datt d'Eestëmmegkeet a Steierfroen op europäeschem Niveau kéint opgehuewe ginn. Ech wollt den Här Kartheiser froen: Kann e mer de Beweis liwweren, wou en dat hier huet, wou en dat gelies huet, wou en dat héieren huet?

Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Majo, ganz gär. Ech hunn en Artikel. Et war en Zeitungsartikel iwwert dem Här Goerens seng Aussoen. Ech hunn dee lo net matbruecht. Ech kann Iech en awer gär nosichen, kee Problem. Mee Dir kritt d'Geleeënheet, dat elo hei ..., well mir hu jo eng Motioun ofginn. Dir kritt d'Geleeënheet als DP, doriwwer ofzestëmmen. An dann, wann hei ofgestëmmt gëtt, datt d'Eestëmmegkeet a Steierfroe mat Äre Stëmmen net däerf a Fro gestallt ginn – a mir wäerten den Här Goerens dann och domadder konfrontéieren –, dann huelen ech och un, datt all DP-Kandidat ganz kloer seet, datt dat fir hien net a Fro kënnt, an dann ass déi Diskussioun do, mengen ech, an engem positive Sënn geléist.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Graas, ganz kuerz, an dann ass et um Här Goergen.

**M. Gusty Graas** (DP) | Ganz kuerz. An den Här Kartheiser huet mer zwar lo net direkt op meng Fro geäntwert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Dach.

**M. Gusty Graas** (DP) | Ech wëll em just ze verstoe ginn, ouni lo schonn ze vill virzegräifen: D'DP wäert hire Walprogramm an deenen nächsten Deeg presentéieren, an do steet klipp a kloer esou eppes net dran. Dat Eenzegt, wat drasteet, kann ech och elo scho soen, ass, datt mer, wat d'Aussepolitick ubelaangt, effektiv éischter der Meenung sinn, datt een do iwwert den Eestëmmegkeetsprinzipp muss an Zukunft diskutéieren.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, merci. Mir maachen elo keng Explikatioun vu Walprogrammer hei. Déi Froe wäre gestallt.

*(Brouhaha)*

Elo ass et um Här Goergen, fir seng Fro ze stellen, an da fuere mer weider. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Also, et ass den ënneschten Tirang, wou ee kann auspaken. Mee ech sinn näischt aneres gewinnt vun Iech a leschter Zäit, wann Der hei probéiert, Russland gutt duerzestellen, fir ze soen, ...

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Hunn ech dat gemaach?

**M. Marc Goergen** (Piraten) | ... dass déi Munitioun mat engem Adapto ze vergläichen ass. A wann Der dann den Admiral Rob Bauer zitéiert, ...

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | ... dann hutt Der deem jo och bestëmmt ganz gutt nogelauschtert, ...

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | ... dass d'Ukrain och fir eis Fräiheet kämpft an dass déi Munitioun och fir eis ass, an dass en och gesot huet, dass am Fall, wou d'Ukrain géing dee Krich net gewannen – wat Dir jo déi ganz Zäit op der Tribün hei wëllt –, de Risiko do wär, dass och Lëtzebuerg géif vu Russland ugegraff ginn. Wann Der sou éierlech wäert ..., well d'Ukrain, déi kämpft fir eis Fräiheet mat, a wat Dir hei maacht, ass ënneschten Tirang.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Gutt. Also, ech weess net, wou d'Fro war, mee ech wëll Iech awer ganz gär äntwerten.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | ... wann Der nogelauschtert hutt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir braucht elo keng Äntwert ze ginn, well et keng Fro war. Mee wann Der eppes wëllt soen, ganz kuerz, wannechgelift.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, mee ech mengen, dat doten, dat ass jo awer ... Dann huelen ech awer déi Méiglechkeet ze äntwerten, well hei si jo eng Rei Ënnerstellunge gemaach ginn. Also, ech wëll Iech soen, Här Goergen: Wann ech déi Situatioun kucke vun där Politick, déi mer an de leschte Jore gesinn hunn, da stellen ech fest, datt aleng op ukrainescher Säit – bei der russescher Säit wësse mer et net – eng hallef Millioun Leit gestuerwen oder schwéier verwonnt sinn. Bei de Russe leien d'Schätzunge bei 300.000. Dat ass emol eng Saach.

Ech stellen zum Zweete fest, datt d'Meedien, déi sech intensiv domadder beschäftegen, eigentlech dervun ausginn, datt wéinstens den Ostdeel vun der Ukrain wäert geschwë komplett besat ginn. Dat ass en enormen territoriale Verloscht. Et ass net sécher, datt dat Land als souveräne Staat kann iwwerliewen. Wa mer dat gemaach hätten, wat mir gesot haten – éischtens: Mënscheliewe schounen, zweetens: d'territorial Integritéit vum Territoire sou wäit wéi méiglech preservéieren an eng Escalade verhënneren –, wär et ni sou wäit komm. Verhandlungsléisung amplaz dat, wat Dir maacht.

Dat Drëtt ass: ...

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Dat stëmmt dach einfach net!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Et gëtt ... Ech weess, datt dat vill behaapt gëtt. Deen drëtte Punkt ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Kartheiser, ech géif Iech awer elo bieden – mir sinn hei an enger Budgetsdiskussioun –, et elo hei kuerz ze maachen.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Deen drëtte Punkt, Här President, ass och ganz wichteg, mengen ech. Et däerf een net d'Analys vun de Fakte mat Propaganda verwiesselen. Et gëtt …

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Well Dir Propaganda hei maacht.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Et gëtt am Ableck … Nee, nee, ech maache keng Propaganda. Ech maachen Analys.

*(Brouhaha)*

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Awer ganz kloer fir Russland maacht Dir Propaganda hei!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech maachen Analys, Här Goergen, ob Iech dat gefält oder net. Et gëtt an der russescher Doktrinn an an deenen Äusserunge vu russesche Politiker oder an iergendwellechen anere Sourcen, déi vun do kommen, menges Wëssens – also vun offizielle Sourcen – keng Indicatioun, datt iwwert d'Ukrain eraus iergendwellech territorial Ambitioune géinge bestoen. Dat gëtt et net. Ech wëll net soen, datt net vläicht iergendeen Hannergedanken huet. Ech wëll och net d'NATO a Fro stellen am Fall, wou et sou sollt sinn.

Ech soen Iech just: Ech maache keng Propaganda. Meng Suerg ass d'Zukunft vun der Ukrain. Ech gesinn, datt dat Land amgaangen ass, auszebludden an ënnerzegoen. An ech soen Iech: Eis Politick hätt dat kënne verhënneren an Är Politick, Här Goergen, féiert zu engem schrecklechen Zoustand vun der Ukrain, wou ech net weess, ob se et kann iwwerliewen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, domat ass déi do Diskussioun ofgeschloss.

## 4. Ordre du jour

Elo just, fir datt jiddweree weess, wou mer dru sinn: Ech hunn elo nach zwee Riedner, déi sech ageschriwwen hunn. Dat ass éischtens den Här André Bauler an zweetens d'Madamm Corinne Cahen. Ech wollt Iech elo proposéieren, datt mer déi zwee Riedner nach haut duerchhuelen, datt mer duerno hannendrun déi Motioun, déi vum Här Spautz agereecht ginn ass, iwwer Taiwan nach maachen, well muer de Mëtten hu mer zéng Motiounen an eng Resolutioun. Dat ass schonn e gudden Deel Aarbecht plus nach eng ganz Rei aner Saachen um Programm. Dofir géing ech gär bis dohinner fueren. A muer de Mëtte fuere mer da weider mat der Regierung, déi Stellung hëlt, éier mer zum Vott vun dem Budget kommen.

Wann Der domat averstane sidd, da géinge mer elo weiderfueren, andeem mer dem Här André Bauler d'Wuert ginn, fir seng Ried ze halen. Ech wëll domat soen, datt d'DP nach theoreetesch 60 Minutten hätt.

*(Exclamations et hilarité)*

Mee ech géing bieden … Ech hunn dat Wuert „theoreetesch" net onschëlleg gebraucht.

## 5. 8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 […]

## 8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027

## Programme de stabilité et de croissance (PSC) et programme national de réforme (PNR) (suite)

Här Bauler, et ass un Iech.

***Discussion générale (suite)***

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, ech kann Iech direkt berouegen, ech brauch déi Zäit sécherlech net. D'Madamm Adehm huet an hirem Bericht de Schwéierpunkt op d'Finanzplaz geluecht. Dat ass e séier interessanten Exercice. Si ass domadder d'ailleurs e weidere Finanzplazexpert an der CSV, nieft dem eminenten Här Mosar. Voilà, ech géif hir dofir felicitéieren, zemol wann ee weess, wat fir e Gewiicht d'Finanzplaz an der Lëtzebuerger Ekonomie huet, wuel wëssend awer, datt mer ganz aner Branchen hunn, déi och dynamesch sinn: eist Handwierk, d'Industrie souwisou, d'Landwirtschaft an all aner schaffend Beräicher, déi zu eisem Räichtum bäidroen.

Déi Analys iwwert d'Finanzplaz, denken ech, kéint ee roueg weiderféieren. D'Madamm Adehm huet versicht, se ze beliichten op verschiddene Facetten, déi Plaz, mee et kéint ee se weiderféieren an deem Sënn, datt een och nach kéint kucken, inwiefern d'Vernetzung, d'Verbannung mat anere Branchë spillt. Ech mengen, dat wier en interessanten Exercice, deen ee vläicht op eiser Universitéit kéint weiderféieren, déi eis nach weider Erkenntnisser kéint liwweren. Jiddefalls ass den Impakt vun der Entwécklung vun der Finanzplaz op eise Staatsbudget grouss.

D'Demokratesch Partei steet fir stabill Staatsfinanzen. Dofir musse mer eis Ressourcë gutt asetzen, fir och déi néideg Investissementer ze tätegen, déi eist Land op muer virbereeden, an ëmmer nees kapabel sinn, fir méiglech nei Recetten ze erméiglechen. Dat setzt viraus, datt eis Wirtschaft attraktiv ass a bleift, datt mer weider innovéieren an datt mer eng gesond Trajectoire fir eis Staatsfinanzen hunn. Well mir brauchen e gewëssene budgetäre Sputt, fir op weider Krisen ze reagéieren. Dat ass och vun der Oppositiounssäit betount ginn. Denke mer u Stéchwierder wéi „Klimakris" oder weider nei geopolitesch Krisen. A mir mussen och e Bléck op d'Entwécklung vun den Zënse behalen, well déi Entwécklung huet jo a rezenter Vergaangenheet zu enger weiderer Belaaschtung vun de Finanze geféiert.

Och wann et op der Recettësäit fir déi kommend Méint besser ausgesäit, well do nach gewësse Solden u Steieren ausstinn, sou ass dat awer kee Grond, fir an d'Luucht ze sprangen. Virsicht ass deemno gebueden an et gëllt eeben, Fouss bei Mol ze behalen.

Léif alleguer, mir liewen an enger Zäit, wou sech eist Ëmfeld séier verännert, Stéchwuert „Digitaliséierung". Villes ass a Beweegung an d'Welt vun haut ass voller Erausfuerderungen an Onsécherheeten.

Mir mussen eis wappnen, fir mat weltwäite Konkurrente mathalen ze kënnen, déi riskéieren, sech vill méi séier op d'Verännerungen anzestellen, wat derzou féiere kéint, datt mir u Kompetitivitéit verléieren.

D'Regierung setzt ënner anerem dofir drop, fir d'Digitaliséierung weiderzedreiwen. Beim Staat selwer géif eis dat erméiglechen, dass déi staatlech Verwaltunge méi effikass kéinte schaffen. Déi administrativ Hürden, mat deene sech d'Bierger an d'Betriber ploe mussen, sollen och reduzéiert ginn, ënner anerem duerch de Once-Only-Prinzipp. Et ass och eng Fro vu Käschte fir eis Betriber.

Well de verantwortlechen a wierksamen Ëmgang mat der Digitaliséierung geléiert muss ginn, gëtt dëst Theema dowéinst och méi geziilt an eise Schoule behandelt an d'Schouloffer gëtt och dann deementspriechend reegelméisseg ugepasst.

Och wann d'Digitaliséierung immens vill Virdeeler an Opportunitéite mat sech bréngt, steet se ëmmer nees a Verbindung mat verschiddene Risiken, wéi d'Cyberattacken op d'Sitte vun der Regierung an der Chamber an de leschte Wochen et gewisen hunn. Do gehéiert et zu der ieweschter Prioritéit, derfir ze suergen, datt mir d'Sécherheet an deem Beräich verstäerken a grad verschidde Risike fréi genuch erkennen, fir dergéint kënne virzegoen. D'Erfarung léiert eis, datt mer eeben nach méi widderstandsfäeg musse ginn an dofir an dëse Beräich vun eiser Ekonomie mussen investéieren.

Ech ginn awer och dem Här Wagner Recht – e wäert elo ganz verwonnert sinn –, datt d'Digitaliséierung sécherlech net all Problem op dëser Welt an an eiser Gesellschaft wäert kënne léisen. Dofir bleift sécherlech de perséinleche Kontakt wichteg, och tëschent de Biergerinnen a Bierger an der Verwaltung op där anerer Säit. An ech ginn dem Här Spautz och Recht, datt et eng ganz Rëtsch Leit gëtt, déi sech schwéier mat der Digitaliséierung dinn. Ech verweisen do op eng Question parlementaire, déi ech nach am Wanter gestallt hat, wou déi zoustänneg Ministesch agaangen ass op eng ganz Rei Hëllefsstellungen, déi och fir déi do Leit ugebuede ginn.

Här President, de Fridden an d'Sécherheet sinn déi éischt Viraussetzungen, fir e staarke Sozialstaat ze garantéieren. Direkt duerno, un zweeter Stell also, steet eeben eng gesond wirtschaftlech Entwécklung. D'Krise vun de leschte Joren hu sech op eis ekonomesch Aktivitéit negativ ausgewierkt, ob duerch Retarden an de Liwwerketten, wéi mer se wärend der Pandemie kannt hunn, duerch héich Energiepräisser an eng héich Inflatioun oder och nach duerch héich Zënssätz.

2023 gouf en negative Wuesstum vun 1 % festgestallt an eng Inflatioun vun 3,7 %. Eis Biergerinnen a Bierger, ma och eis Betriber haten et guer net einfach, fir dës Situatioun ze bewältegen. Mee déi lescht Regierung, déi lescht Koalitioun, huet alles gemaach, wat méiglech war, fir Land a Leit, wéi den Här Roth ëmmer sou schéi seet, de Biergerinnen a Bierger, ënnert d'Äerm ze gräifen.

D'Attraktivitéit vun eiser Ekonomie sécheren, de gesellschaftlechen Zesummenhalt stäerken an nohalteg wirtschaften, dat ass de Kader, an deem sech och dëse Budget, de Budget vun 2024, beweegt oder beweege wëllt. Och dëse Budget strieft also eng nohalteg Wirtschaftspolitick un a wëll de Leit finanziell ënnert d'Äerm gräifen.

D'Stäerke vun der Kafkraaft bis déif an d'Mëttelschicht eran, dat war a bleift och fir meng Fraktioun eng grouss Prioritéit. Als Demokratesch Partei setze mer eis dowéinst fir eng schrëttweis Upassung vum Steierbarème un d'Präisdeierecht an.

Ech kréien e Fanger … Ass eppes geschitt?

*(Interruption par M. Gilles Roth)*

A, gutt. Ech gesinn och den Här Wiseler net méi hei. Soss hunn ech hien alt hei gesinn.

*(Hilarité)*

Du konnt ech mech besser orientéieren u senger Mimik.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Bauler, fuert einfach weider, och wann Der mech net gesitt.

*(Hilarité)*

**M. André Bauler** (DP) | Ech spieren Iech. Ech spieren Iech, Här President.

*(Hilarité)*

Als DP setze mer eis jiddefalls dowéinst fir eng schrëttweis Upassung vum Steierbarème an – un d'Inflatioun wuelgemierkt, un d'Präisdeierecht. Wéi de Fonds monétaire international et viru Kuerzem bestätegt huet, huet den Indexmechanismus et erlaabt, fir am Joer 2023 de private Konsum trotz der Rezessioun héich ze halen.

Mir begréissen ausdrécklech d'Bäibehale vum Indexsystem an all déi vill Mesüren, déi d'Mëttelschicht kuerzfristeg entlaaschte wäerten. Schonn ugangs 2024 huet d'Upassung vun der Steiertabell un d'Präisdeierecht de Leit hir Kafkraaft gestäerkt. Déi fréier Regierung hat eng Upassung vun 2,5 Indextranchen ab dem 1. Januar vun dësem Joer virgesinn an och decidéiert. Déi nei Koalitioun huet dann nach eemol annerhallef Tranche dropgeluecht.

De Leit hir Kafkraaft gouf gestäerkt. Ma mir däerfen net vergiessen, datt och a grad d'Betriber, an deenen d'Leit schaffen, mat de Suitte vun der Pandemie a vun der Energiekris ze kämpfen haten. Mir setzen eis dofir virun allem als Prioritéit, fir déi Branchë vun eiser Ekonomie, vun eiser Wirtschaft, ze ënnerstëtzen, déi et am meeschte brauchen.

E pertinent Beispill an deem Beräich ass de Bausecteur. An dësem Secteur gëtt et eebe ganz vill kleng a mëttelstännesch Betriber, wou Dausende vun Aarbechtsplazen drunhänken, déi am Moment riskéieren, deelweis verluer ze goen, wa mer net reagéieren. Dës Aarbechtskräfte feelen awer spéider, wann et nees zu enger Reprise op dësem Feld kënnt. An dofir musse mer alles drusetzen, fir dëse Secteur ze stabiliséieren. Fir der Kris am Bausecteur entgéintzewierken, awer och de Betriber an anere Secteuren ënnert d'Äerm ze gräifen, huet d'Regierung dofir verschidde Moossnamen en place gesat, wéi zum Beispill déi konjunkturbedéngte Kuerzaarbecht. Fir de Mount Mee kruten 111 Entreprisen d'Kuerzaarbecht geneemegt, wouvunner 44 dem Bausecteur eeben ugehéieren.

D'Logementskris huet natierlech och en Impakt op den Immobiliesecteur, wou d'Aktivitéit spierbar zréckgaangen ass. An deem Secteur ginn, wann een der Chambre immobilière gleewen däerf, eng ronn 400 Entloossungen erwaart. Dowéinst ass et wichteg, datt mer d'Bauwirtschaft sou séier wéi méiglech stimuléieren. Wéi sot e fréieren, en alen Ekonomiesproff, deen ech hat, ganz einfach formuléiert? „Bau gut, alles gut!" An dësem Fall stëmmt dat schonn.

D'Ausmooss vun dëser Kris reflektéiert sech ënner anerem och doranner, dass souguer déi ëffentlech Bauträger – et ass och virdrunner gesot ginn – wéi d'SNHBM Schwieregkeeten hunn, fir hir Wunnengen ze verkafen, déi eigentlech als abordabel Wunnenge gëllen.

Léif alleguer, eis Betriber sinn awer net just der konjunktureller Entwécklung ënnerworf, mee och eeben där energeetescher an där numeerescher oder digitaler Transitioun. De Budget 2024 huet dofir als Zil, fir d'Betriber weider dobäi ze begleeden an eng dekarboniséiert Circulaire- an Digitalekonomie ze gestalten. Fir d'Betriber dobäi ze ënnerstëtzen, de Wee vun der Nohaltegkeet ze goen a méi einfach an déi duebel Transitioun ze investéieren, gëtt de Régime de bonification d'impôt bäibehalen.

Och a grad musse mer drop oppassen, datt eng gewësse Previsibilitéit fir d'Entreprisen an déi schaffend Leit ka garantéiert ginn an dass déi administrativ Contrainten net zu enger ze grousser Belaaschtung ginn. Dofir setze mer eis fir eeben den Ausbau vum Once-Only-Prinzipp an oder fir gekierzte Reporting-Obligatiounen, wou et méiglech ass.

Mir sinn eis alleguer bewosst, datt eis Wirtschaft zu engem gudden Deel vun der Finanzplaz ofhänkt. D'Madamm Rapporteur huet dat jo an hirem Bericht méi wéi ënnerstrach. Fir manner ofhängeg ze si vun dësem Secteur, ass et immens wichteg, datt mer d'Diversifizéierung vun eiser Gesamtwirtschaft net vernoléissegen. An do huet déi fréier Regierung, déi zwou fréier Koalitiounen, scho ganz weesentlech Akzenter gesat, déi och elo kënne weidergefouert ginn.

Verschidde Beräicher, déi et weiderzeentwéckele gëllt, leien eeben am Beräich vun der Dateverwaltung, der Kënschtlecher Intelligenz oder och nach dem Espace. Am Space zielt Lëtzebuerg mëttlerweil zu de weltwäite Precurseuren oder Virreider. Dëst ass drop zréckzeféieren, dass mir an dësem Beräich schonn zanter den 80er-Joren aktiv sinn, Stéchwuert „Société européenne des satellites", an d'Aktivitéiten ëmmer erëm mat Erfolleg woussten auszebauen.

En attraktiven an innovative Standuert brauch och qualifizéiert Aarbechtskräften. Et geet drëm, fir eebe spezialiséiert Aarbechtskräften op eise Marché ze bréngen, an dat an alle Branchen. Net nëmmen an de Finanzen, mee och zum Beispill an der Industrie oder am Handwierk. En Handwierk, wat iwwregens – de Mëttelstandsminister weess dat – ëmmer méi digital ausgeriicht ass.

Dëst ass eeben onëmgänglech, well mir a verschiddene Secteuren eng – et kann ee bal soen – chronesch Penurie vu Main-d'oeuvre hunn. Wéi scho gesot, mat Talent ..., verschiddener hunn dat Wuert net gär heibannen, mee mat Talent Attraction ass net just den héich qualifizéierten Informatiker oder de Fongmanager gemengt, mee och Leit, déi héich Kompetenzen an handwierklech-technologeschen Aktivitéiten hunn. Dat gëtt ganz dacks am politeschen Diskurs iwwersinn.

Eng Méiglechkeet, fir eisen Aarbechtsmaart méi kompetitiv a méi attraktiv ze gestalten, läit doranner, fir eng gewësse Flexibilitéit anzeféieren, déi dem Salarié, awer och dem Betrib zeguttkënnt, sief dat beispillsweis – Dir wësst et – duerch den Teletravail, duerch méi flexibel Aarbechtszäiten oder duerch den Ausbau vu Coworkingplazen – et muss ee soen –, do, wou et Sënn ergëtt, Sënn mécht.

Doriwwer eraus musse mer eis Zones d'activités économiques ausbauen an den Terrain, dee verfügbar ass, am Sënn och vu méi nohalteger Bauweis besser notzen. Dat ass och eng vun de Prioritéite vun der neier Regierung.

Wa mer vun der duebeler Transitioun schwätzen, da si mer och séier bei der Energie. D'DP setzt sech, sou wéi et am Koalitiounsaccord steet, fir en Ausbau vun den nohaltegen Energien an. Den Energiemix soll weider diversifizéiert ginn, well mer weeder vu fossille Quellen nach vun der Atomkraaft laangfristeg total ofhängeg wëlle sinn. Allgemeng gëllt: D'Regierunge sollten, jo mussen d'Fuerschung an erneierbar an nohalteg Energiequellen ënnerstëtzen an deen dofir erfuerderte Kader setzen.

D'Investitiounen an d'Stroumnetz vu muer musse mer ganz héich halen. Mir mussen eis näischt virmaachen: Dëse Prozess ass keen einfachen, well Wand- a Solarkraaft vum Wieder ofhängeg sinn. Eisen Engagement fir Offshore-Wandenergie hu mer schonn duerch eis Bedeelegung um Projet fir déi éischt sougenannten „energeetesch Inselen" – e Projet, deen an der leschter Regierung ugestouss gouf – an Dänemark ënnerstrach.

Egal wéi, mir musse wëssen, datt am Beräich vun den nohaltegen Energië weider massiv gefuerscht an investéiert muss ginn, fir Lëtzebuerg schnellstméiglech klimaneutral ze maachen a mir esou eis Ziler aus dem PNEC erfëllen. Dolaanscht komme mer net, dolaanscht féiert kee Wee. Ronn 68 % vun den Depensë vun der Enveloppe vum Plan pour la reprise et la résilience si fir Klimamoossname bestëmmt. Domat leie mer wäit iwwert dem Seuil minimal vu 37 %, dee fir dës Moossname vun der EU fixéiert ginn ass.

Léif alleguer, am grousse Ganze kann een also soen, dass mir eis duerch eis Akzenter an dësem Budget derfir asetzen, fir dat Soziaalt, d'Nohaltegkeet an d'Wirtschaft nach besser mateneen ze verbannen. Et misst een eigentlech soen: „dat Soziaalt, dat Ekologescht an d'Wirtschaft nach besser mateneen ze verbannen", well déi dräi bilde jo eng nohalteg Approche.

E groussen Deel vun eiser Wirtschaft stellt awer nach ëmmer d'Finanzplaz duer. Ech erënneren nach eng Kéier drun, dass mer wärend der Covidpandemie, wou et zum Stëllstand vun e sëllegen ekonomeschen Aktivitéite koum, d'Gléck haten, dass de Finanzsecteur dank der Digitaliséierung weider fonctionéiere konnt. Doduerch war eis Ekonomie resilient, méi resilient wéi déi vun anere Länner a konnt dëse Schock besser offiederen.

Den Defizit am Zentralstaat wier deemno méi grouss gewiescht – dat muss ee sech agestoen –, wa mer net iwwer esou eng staark Finanzplaz hätte kënne verfügen, wa mer déi net gehat hätten. Dobäi muss een awer och soen, dat hänkt ëmmer vum Genre, vum Typ vu Schock of, deen eis kéint treffen. Bei engem anere Schock wier et vläicht anescht gewiescht. Hei hate mer – wann een dat soen däerf – Gléck am Ongléck.

Ronn 70.000 Persoune schaffen haut – wann een dat iwwert d'Banken, d'Assurancen a sou weider méi breet faasst – am Finanzsecteur. Ech zielen och nach d'Investitiounsfongen derbäi. Déi meescht Leit, déi an dësem Beräich schaffen, consomméieren och hei am Land, wat eis Betriber an hir Aktivitéit ënnerstëtzt. An dofir, Madamm Budgetsrapporteur, ass et sou, datt et sech géif lounen, dës Analys, déi Dir ugefaangen hutt, weiderzeféieren, andeems ee se nach géif verfeineren an och nach mat enger Rei Chercheuren ënnerstëtzen an deem Sënn, datt een déi Zesummenhäng, déi bestinn tëschent deene verschiddene Branchen, nach méi kloer gesäit an och déi Interdependancë méi kloer erauskristalliséiert.

Jiddefalls ass et sou, datt et ouni eng dynamesch a performant Finanzplaz net dee staarke Sozialstaat hei zu Lëtzebuerg géif ginn, dee mer alleguer kennen, op dee mer houfreg sinn.

Ronn een Drëttel vun de gesamte Staatsrecetten oder Steierrecettë kënnt aus der Finanzindustrie, jee no Entwécklung vun der Bourse. Fir nëmmen een Detail ze nennen, spullt eis d'Taxe d'abonnement tëschent 900 an 1.200 Milliounen an d'Staatskeess eran. Iwwregens däerf een net vergiessen: Mir sinn e Land, wat déi Taxe d'abonnement huet. Aner Finanzplaze kennen déi net.

Dës Ofhängegkeet vun der Finanzplaz bréngt eis derzou, datt mer alles mussen derfir maachen, fir attraktiv an och innovativ ze bleiwen. D'Finanzplaz musse mer eeben doduerjer méi resilient opstellen a weider diversifizéieren. Dobäi muss een awer an Erënnerung ruffen, datt zanter der Banken- a Finanzkris an de leschten zwielef Joer, kann ee soen, déi Finanzplaz sech besser opgestallt huet, vill méi diversifizéiert ass wéi 2008 an 2009, an dass mer innerhalb vun der Spezialisatioun, déi d'Finanzplaz duerstellt, eng kloer Diversifikatioun hunn, déi eis doduerjer manner vulnerabel, manner fragill am Fall vun engem Schock mécht.

Ech bewonneren, den Här Roth kann zwee Leit gläichzäiteg nolauschteren. Très bien!

*(Interruption par M. Gilles Roth)*

Jo, ech soe jo, Dir kënnt gläichzäiteg zwee Leit nolauschteren. Très bien!

*(Interruption et hilarité)*

Merci, Här Baum.

Glécklecherweis, wéi gesot, ass dat sou gaangen, an dofir, mengen ech, war et och eng gutt Iddi, fir de Volet vun den nohaltege Finanze weiderzeentwéckelen, Stéchwuert „duebel Transitioun".

An deem Sënn hunn eeben d'DP-Finanzministeren – d'DP-Finanzministeren! – an deene leschten zéng Joer grouss Ustrengungen ënnerholl, fir eis Finanzplaz op deem Gebitt attraktiv ze gestalten. Kee Wonner, datt Lëtzebuerg haut mat senger grénger Bourse zu den internationale Virreider a Saache Sustainable Finance zielt.

Här President, all dës Moossnamen, déi de Leit an de Betriber zeguttkommen, mussen och finanzéiert ginn. Do sinn d'Méiglechkeete bekanntlech net onbegrenzt. Och a Krisenzäite musse mer alles drusetzen, fir gesond Staatsfinanzen ze garantéieren, well ouni gesond Staatsfinanze kann ee kee staarke Sozialstaat finanzéieren.

Mir als DP hunn eis schonn ëmmer derfir agesat, datt mer eng responsabel Finanzpolitick fueren, an dofir ass et wichteg, datt mer eeben zu all Moment och kapabel sinn, fir engem neie Schock, ob e konjunkturell oder strukturell ass, finanziell entgéintzewierken.

Och wann déi makroekonomesch Aussichte fir dëst Joer mat enger Croissance vun 2 % an der Stabilisatioun vun der Inflatioun op 2,2 % éischter méi positiv sinn, wéi erwaart, ass d'Inflatioun trotzdeem net ze ënnerschätzen. Et gëtt erwaart, datt dës 2025 nees op 3,3 % klëmmt, well dann d'Mesüre vum Energiepräisdeckel sollen auslafen.

Mee loosst eis virop kuerz nach de Stand vun eise Staatsfinanzen analyséieren. Do stiechen dräi Punkten ervir: 2023 hate mer en Defizit am Zentralstaat vun 2,3 % am Verglach zum PIB, wéi d'Zentralbank dat viru Kuerzem preziséiert huet. A fir 2024 gëtt mat deem gläichen Defizit, och 2,3 %, gerechent. Ech wëll just soen: Den Defizit vun 2023 ass no eiser Entrevue mat der Zentralbank nach eng Kéier adaptéiert ginn. Den Defizit soll 2025 op 2 % erofgoen.

Dëst ass zréckzeféieren op de Finanzement vun deene verschiddenen – Dir wësst et – Solidaritéitspäck, dem Logementsdësch, der Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun. Fir 2024 sollen d'Depensë vum Zentralstaat ëm 7,6 % an d'Recetten ëm 7,1 % klammen.

Den Objectif budgétaire à moyen terme vun 0 % soll 2024 och respektéiert ginn.

Mat der Reform vum Cadre de gouvernance européenne fält dëse Krittär – Dir wësst et – ewech.

An deem Sënn begréisse mer d'Iddi vun der Aféierung vun engem nationale Kader, deen eis dobäi ënnerstëtze soll, d'Entwécklung vun de Staatsfinanzen op laang Siicht ze suivéieren, d'Entwécklung vun der Sécurité sociale am Bléck ze behalen a fir eng gesond laangfristeg Budgetspolitick ze suergen. An engem klenge Land wéi Lëtzebuerg mat enger esou oppener Ekonomie, wéi mer se kennen, ass dat wierklech net vu Muttwëll. An zu där Diskussioun gehéiert och déi demografesch Entwécklung an hire finanziellen Impakt op d'Zukunft.

Gleeft een der Zentralbank, sou wäerten déi ëffentlech Verwaltunge bis 2027 all Joer mat engem Defizit ofschléissen, sou wéi dat och scho fir 2022 an 2023 de Fall war. De Solde vun der Sécurité sociale soll bis 2027 graduell erofgoen, also de positive Solde, wat derzou féiere wäert, datt dësen ëmmer manner den Defizit vum Zentralstaat kompenséiere wäert kënnen.

Wa mer eis elo mat der Staatsschold befaassen, fält eis op, datt dës och den Effet eebe vun de Krisen aus de leschte Jore reflektéiert. 2023 hate mer eng Staatsschold vu 25,2 % am Verglach zum PIB an de Projektiounen no soll se 2024 op 26,5 % klammen, fir dann 2025 bei bal 27 % ze leien.

D'Entwécklung vun der Inflatioun a vun den Zënsen, dat sinn zum Beispill Ongewëssheeten, dat sinn Inconnuen, déi op d'Entwécklung, d'Evolutioun vun de Staatsfinanze spille kënnen. All weider Kris, mat där een net rechne konnt, huet direkt Konsequenze fir eise Staatsbudget. Ech mengen, do si mer eis esouwuel als Majoritéit wéi als Oppositioun eens. An do beweege mer eis momentan an engem ëmmer nees labillen Ëmfeld, dat quasi all Dag Iwwerraschungen an Onsécherheete prett hält. Denke mer un e Blockage vu Schëffer am Roude Mier, an der Strooss vun Hormus oder un d'Äerdbiewen op Taiwan, wat elo kierzlech war, oder un e militäresche Konflikt an der Strooss vu Formosa.

Zu enger responsabeler Finanzpolitick gehéiert et, d'Recettë wéi och d'Depensë genee am Bléck ze behalen.

D'Experte vum ieweschte Rot vun den ëffentleche Finanzen, dem CNFP, gesi kee Problem op der Säit vun de Recetten, mee eeben éischter op der Säit vun den Depensen.

Verschidden Depensë mussen ëmmer nees, dat muss erlaabt sinn, kritesch hannerfrot ginn. Dat ass wouer. A mir däerfen op der anerer Säit awer net an eng Austeritéitspolitick falen. Grad an dësen onrouegen Zäite brauche mer e staarke Staat. D'Leit an d'Betriber brauchen eis voll Ënnerstëtzung.

D'Investissementer mussen eeben dofir héich gehale ginn, fir déi ekonomesch Aktivitéit ze stäipen an d'Infrastrukture vum Land ze moderniséieren. An d'sozial Moossnamen däerfen op kee Fall gekierzt ginn, well déi sozial Kohäsioun an Zäite vu wuessender Aarmut fir eis un éischter Plaz steet.

Och wann d'Evolutioun vun eise Recetten den Ament positiv agestuuft ka ginn an et do eng méi oder manner onfräiwëlleg Mouk gëtt, ass et schwéier, virauszesoen, wéi sech dës Recettë konkreet an den nächste Joren entwéckele wäerten, grad well mer an engem onstabillen internationalen Ëmfeld liewen.

Och d'Zentralbank recommandéiert, fir verschidden Depensen ëmmer nees kritesch ze hannerfroen.

Eis kleng Ekonomie, déi oppen ass, gëtt vun enger gewëssener Volatilitéit geprägt. No engem externe Schock kënne mer ganz séier a budgetär Laberente geroden.

Här President, d'Krisen aus den zwee leschte Joren, virun allem déi, hunn eisen Defizit zolidd klamme gedoen. Eis Staatsrecetten hänke staark vum allgemenge konjunkturellen Ëmfeld of, am Speziellen och vun der weltwäiter Boursenentwécklung. Denke mer nëmmen un d'Recetten aus der Taxe d'abonnement.

Dowéinst musse mer virsiichteg virgoen: Fir de Staatsdefizit ze reduzéieren, mussen d'Depensë méi lues klamme wéi d'Recetten. Ech widderhuelen: D'Depensë musse méi lues klamme wéi d'Recetten. Et geet net drëm, fir d'Depensen ze kierzen.

De Finanzminister sot a senger Budgetsried, dass fir 2025 un engem positive Schéiereffekt tëschent den Ausgaben an den Einname geschafft gëtt. D'Recettë solle méi séier wuesse wéi d'Depensen. Mir wëssen iwwregens och, datt nach eng Rei Solden – ech hunn et virdrunner gesot – aussti bei de Recetten an et dofir éischter zu enger positiver Entwécklung ka kommen.

Iwwert d'Period 2025 bis 2027 soll d'Croissance moyenne vun den Depensë vum Zentralstaat bei 4 % leien a bei de Recettë soll d'Croissance sech bei 5 % situéieren.

De Finanzminister huet an engem Interview gesot, dass manner Leit beim Staat agestallt solle ginn, och soll de Staat manner kafen a méi Gebaier lounen.

Et muss een awer betounen, dass een a verschiddene Beräicher net esou einfach op Personal verzichte kann, wéi beispillsweis bei der Police, an der Justiz oder am Enseignement respektiv an der Erzéiung.

Misst et zu Reduzéierunge vun den Depensë kommen, da soe mir als DP-Fraktioun, datt dëst an aller Transparenz géintiwwer dem Parlament an de Biergerinnen a Bierger gemaach sollt ginn an a Form vun enger Oplëschtung, wéi dat och schonn an der Vergaangenheet vu fréiere Koalitioune gemaacht gouf.

Do musse mer och bedenken, datt d'nächst Joer potenziell nei Ausgaben op eis duerkommen, wéi beispillsweis d'Käschten duerch verschidde Steiermoossname fir d'Relance am Wunnengsbau, déi fir 2025 nach net am Finanzplang agerechent sinn.

D'Cour des comptes, de Rechnungshaff, mécht drop opmierksam, dass den aktuelle geopolitesche Kontext, d'Klimakris an d'Volatilitéit vum makroekonomeschen Ëmfeld en Afloss op d'Staatsschold kéinten hunn, wat och zu enger Deviatioun vun den aktuelle Prognose kéint féieren.

Et ass dofir wichteg, dass mer, wéi ech gesot hunn, dee Spillraum behalen, fir op weider Schocken ze reagéieren.

Wéi de Conseil national des finances publiques betount, däerfe mer d'Defien, déi mëttel- a laangfristeg op eis duerkommen, wéi beispillsweis och déi demografesch Entwécklung – eis Bevëlkerung gëtt ëmmer méi al –, net aus den Ae verléieren.

Dowéinst si mer dann och der Meenung, esou wéi d'Zentralbank et recommandéiert, dass zousätzlech Recetten, déi generéiert ginn, solle genotzt ginn, fir sech e budgetäre Puffer opzebauen.

D'Mise en place vun enger soutenabeler Trajectoire fir d'Staatsschold ass dofir onëmgänglech, fir eisen héije Rating bei der Kredittwierdegkeet och an Zukunft ze garantéieren an derfir ze suergen, datt déi méi jonk Generatiounen net mat enger strammer Staatsschold konfrontéiert ginn.

Léif alleguer, dëse Budget – et ass scho gesot ginn – ass en Iwwergangsbudget. Fir 2025 wäert déi nei Koalitioun sécherlech hir eegen Akzenter setzen. D'Staatsfinanze kënnen nëmme gesond bleiwen, wann de Staat sech senger begleedender a leedender Roll bewosst ass a bleift. D'Regierung schaaft de Kader, fir datt et de Leit finanziell soll gutt goen a fir datt dat wirtschaftlecht Ëmfeld attraktiv bleift.

Attraktiv bleift ee virun allem mat enger verantwortlecher Steier- a Budgetspolitick, mat modernen Infrastrukturen, mat engem zukunftsorientéierte Bildungssystem, mat performante Gesondheetsstrukturen a mat enger intelligenter Diversifizéierungspolitick op wirtschaftlechem Plang, déi eis och manner vulnerabel maache soll.

De Wirtschaftsminister Lex Delles setzt sech kloer derfir an, d'Entwécklunge vu verschiddene Branchen …

*(Interruption par M. Gilles Roth)*

… – déi eng soe Branchen, déi aner soe Secteuren, dat gëtt net méi esou genee gekuckt –, wéi zum Beispill dem Space, den Daten an der Kënschtlecher Intelligenz oder de Beräich vun der Logistik virunzebréngen. Mee och den Ausbau vun der Kreeslafwirtschaft soll net ze kuerz kommen.

An dësem Kader ginn d'Ekonomie, d'Energie, d'Digitaliséierung an d'Fuerschung Hand an Hand. Dofir ass et och wichteg, d'Innovatioun ze förderen, a Startuppen ze investéieren, mee och verschidde Projeten am Beräich vun der Recherche ze lancéieren. D'Uni spillt natierlech an deem Kontext eng entscheedend Roll an der Implementatioun och zum Beispill vun engem Medical Hub. Dës kéint och eis Industrie am medezinnesche Beräich virubréngen an domadder en neie Creneau weiderentwéckelen.

Kuerz gesot, et muss een ëmmer nees innovéieren an och gewinnt Reflexer a Fro stellen. An där Erausfuerderung gëllt et, sech ze stellen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an Är Gedold zu dëser spéider Stonn. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Bauler villmools Merci. An dann ass déi lescht ageschriwwe Riednerin d'Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt Saachen, déi kann een net einfach esou am Raum stoe loossen. Soll ee se ignoréieren? Dat ass jo dat, wat mer dacks maachen. Abee, ech mengen, et kann een net alles ignoréieren.

Et sinn Aussoen heibanne gemaach ginn, déi séier wéineg mam Budget ze dinn hunn, mee déi Aussoen, déi si just gemaach gi fir ze provozéieren. An ech kann déi einfach net esou hei stoe loossen.

Den Här Keup, dee leider elo net méi hei ass, huet sech a senger poleemescher Ried permanent selwer widdersprach. En hetzt, wéi ëmmer, géint d'Ausländer, géint d'Immigratioun, an e wëllt d'Gefill verspreeën, dass et ons besser géif goen, wa mer just ënner Lëtzebuerger wieren.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Dat ass komplett falsch!

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Hie mécht esou, wéi wa just Mënsche mat Lëtzebuerger Wuerzelen a Lëtzebuerger Nationalitéit de Räichtum hei am Land geschafen hätten.

*(Interruption)*

Här President, kënnt Der wannechgelift mir d'Wuert ginn a kengem aneren! Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Wuert huet d'Madamm Cahen, an ech géif effektiv d'Kolleege bieden, d'Madamm Cahen schwätzen ze loossen.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Ënnerschwelleg probéiert en, de Leit wäiszemaachen, dass mer dee selwechten, wann net esouguer e bessere Liewensniveau hätten, wa mer gemittlech ënner ons wieren, ouni all déi Mënschen, déi aus Europa an der Welt bei ons wunne komm sinn a schaffe komm sinn. Abee, ech soen Iech: Hie läit op der ganzer Linn falsch!

Zouwanderung war fir ons hei am Land eng Chance an net, wéi hie mengt, e Problem!

**Une voix** | Très bien!

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Wa mer eng staark Finanzplaz hunn, dann hu mer dat och deenen ze verdanken, déi bei ons schaffe komm sinn, déi mat hirem Knowhow a mat hirer Erfarung heihinner liewe koumen.

Eng Kolleegin, d'Familljeministesch an Däitschland, hat mer virun e puer Joer gesot, dass d'Definitioun vun „Deutsche mit Migrationshintergrund" déi wär, dass ee vun de véier Grousselteren net däitsch wär. Abee, wann ech heibanne géif froen, wien no dëser Definitioun e Lëtzebuerger mat Migratiounshannergrond ass, dat heescht, deen entweeder eng Bomi oder e Bopi huet, deen net Lëtzebuerger ass oder war, da wieren der bestëmmt vill derbäi! An dobäi sëtzen hei nëmme richteg Lëtzebuerger. A wéi eng Nationalitéit oder Originn hunn d'Partner vun den Deputéierten? Ass dat wichteg? Nee! Et ass onwichteg.

Hie seet och, et misst een ophale mat enger Politick vun den Dreem. Abee, ech encouragéieren d'Regierung an de Familljeminister, mat der Politick vun der viregter Regierung weiderzefueren, der Politick vun der Offenheet, der Politick vum Accueil, der Politick vun der Solidaritéit, der Politick vum Zesummeliewen. All déi Nationalitéiten, déi hei am Land wunnen, sinn eng Chance. All dat Wëssen aus der ganzer Welt kënnt hei beieneen. Dat ass eng riseg Chance.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Corinne Cahen** (DP) | All deenen, deenen et net esou gutt geet, egal wéi eng Nationalitéit se hunn, musse mer hëllefen. An hëllefe kënne mer just, wa mer d'Moyenen duerfir hunn. An d'Moyenen hu mer, wa mer genuch Leit hunn, déi Räichtum schafen, déi all Dag schaffen, déi all Joer Steiere bezuelen.

Da wëllt d'ADR ëmmer de Leit wäismaachen, dass ons Sprooch verluer geet. Ons Sprooch ass nach ni esou vill geschwat a geschriwwe ginn ewéi an de leschte Joren.

**Plusieurs voix** | Richteg!

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Madamm Cahen huet d'Wuert.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Mir hunn immens vill investéiert an ons Sprooch.

*(Interruption par M. Tom Weidig)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Weidig, d'Madamm Cahen huet d'Wuert.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | D'Lëtzebuergeschcoursë si méi ewéi ausgebucht a mir kënnen der net séier genuch nach bäisetzen. Mir hunn en Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch geschaf. D'Kanner léiere richteg Lëtzebuergesch schreiwen. An ech kann Iech vläicht alleguer och en Trick ginn: Wann Der ëmmer alles spellchecket, da schreift och Dir op eemol richteg Lëtzebuergesch.

Esou, wéi den Här Keup sech aus Etüden erauszitt, wat e wëllt liesen, esou mécht en et dann och mat den Aussoe vu mir. Et ass scho befriemend, ze héieren, fir mech wier d'Integratioun verpöönt. Ech engagéiere mech all Dag fir d'Integratioun an d'Zesummeliewen, well ech un d'Stäerkt gleewe vun der Multikulturalitéit, well mer all ee vun deem anere kënne léieren.

Dofir muss d'Politick och Instrumenter schafen a Plazen, wou d'Mënsche sech begéinen. An dat geschitt elo, nodeems d'Chamber dat neit Gesetz vum Zesummeliewe gestëmmt huet. An doranner kann ech d'Regierung just ënnerstëtzen.

Ech hu vun him natierlech net héieren, dass mer e Problem hu mat Immigratioun oder Auslänner, wann et zum Beispill ëm d'Fleegepersonal geet. Spéitstens an der Pandemie hu mer gesinn, dass mer all Eenzelnen am Beräich vun den Alters- a Fleegeheemer an och vun de Spideeler brauchen. An do kann ee keen Cherry Picking maachen. Hie schéngt d'Leit aus dem Ausland jo a verschidde Kategorien anzedeelen.

An e schwelgt an Nostalgie. E wëllt déi gutt al Zäit zréck, déi et esou, wéi hie se beschreift, iwwerhaapt net gouf. Wéi wa fréier alles besser war! Et war anescht, d'Welt ännert, a glécklecherweis evoluéiert onst Land och mat.

Och a punkto Schoul: Mir sinn der Meenung, dass all Kand et verdéngt huet, kënne seng Schoul anstänneg ofzeschléissen an net nëmmen eng Zort vu Kanner.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Dofir hu mir verschidde Schoule fir verschidde Kanner geschaf. Ass et net egal, a wéi enger Sprooch ee Bio, Geo, Geschicht léiert? Et geet jo do ëm d'Matière.

Et ass do dernieft falsch, ëmmer nees ze soen, d'Kanner an den ëffentlechen Europaschoule géife kee Lëtzebuergesch léieren. Genau de Contraire ass de Fall.

Der ADR hiren Discours iwwert d'Flüchtlingen ass insupportabel. Ech wënschen Iech, ni an déi Situatioun ze kommen, datt Der viru Krich musst fortlafen. An ech erënneren drun, dass mer zu Lëtzebuerg Gesetzer hunn. Haalt also wannechgelift endlech op, ze soen, bei unerkannte Flüchtlinge géif et sech ëm Wirtschaftsflüchtlingen handelen! Dat ass einfach faktesch falsch. Mir bidden deene Schutz, déi a Liewensgefor sinn. An dat musse mer ons weiderhi leeschte kënnen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Dir maacht esou komesch Aussoen, wéi wann ons Liewensqualitéit erofgaange wier. Och dat stëmmt einfach faktesch net. Ausser Liewensqualitéit géif fir Iech bedeiten, nëmme Lëtzebuerger Noperen ze hunn.

Fir mech bedeit Liewensqualitéit Fräiheet. Fir mech bedeit Liewensqualitéit Solidaritéit. Fir mech bedeit Liewensqualitéit Sécherheet.

An à propos Sécherheet, et gouf gemengt, dass een nees géif ëmdréien, wann een hei mam Zuch ukënnt. Jo, et dréit een ëm, wann een esou Rieden héiert wéi déi vun der ADR de Mëtten.

Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Cahen. Ech hunn elo nach eng Wuertmeldung vun dem Här Kartheiser. Vu datt d'ADR nach Zäit iwwreghuet, kritt den Här Kartheiser nach eng Kéier d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Här President. Den Här Keup ass elo leider net méi hei ...

**Une voix** | O!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... an ech wëll elo net den Droit de réponse fir hien ausüben, ...

*(Interruption)*

... well et ass Fait personnel. Mee ech wëll awer op e puer Saache reagéieren, an zwar op engem Niveau, deen dës Debatt, mengen ech, awer verdéngt an engem Parlament. An dat ass emol éischtens, datt ee bei der Wourecht bleift.

Ech hunn dem Här Keup seng Ried natierlech opmierksam verfollegt, wéi déi meescht heibannen, an ech hunn déi Saachen, déi d'Madamm Cahen do behaapt huet, eigentlech net an där Ried erkannt.

Et ass richteg, datt den Här Keup eng hollännesch Etüd zitéiert huet, an där Ënnerscheeder gemaach goufen iwwert d'Belaaschtung fir de Staatsbudget, mee dat sinn universitär Etüden, wat d'Immigratioun eigentlech fir Konsequenzen op de Staatsbudget huet. Dat sinn universitär Etüden, déi kann ee gutt fannen oder net gutt fannen, mee d'Diskussioun doriwwer soll op engem akadeemeschen Niveau geféiert ginn.

Den Zoustand vun der Lëtzebuerger Sprooch hei am Land ass an eisen Aen, och a mengen Aen, net esou zefriddestellend, wéi d'Madamm Cahen dat

duerstellt. Et ass richteg, et gi Saache gemaach fir d'Lëtzebuerger Sprooch. Mir begréissen dat alles, mir ënnerstëtzen dat alles, mee et ass laang net genuch.

Et ass einfach esou, datt an enger ganzer Rei vun Aspekter de Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch, d'Presenz vun der Lëtzebuerger Sprooch am Alldag zréckgeet, an der Geschäftswelt, am ëffentleche Raum. A mir bedaueren dat a mir wëllen alles maachen, fir de Leit ze hëllefen, déi heihinner kommen, hei liewen, hei schaffen, an och d'Patronen ënnerstëtzen, fir de Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch och an der Aarbechtszäit kënnen ze léieren.

Mir ënnerstëtzen dat alles an deem Sënn, datt mer och déi Sprooch kënne weiderbréngen. Mir wëllen nach an Europa Initiativen huelen, fir der Lëtzebuerger Sprooch en offizielle Statutt ze ginn, wéi dat och fir all aner Sprooch do de Fall ass.

Wësst Der, Dir hutt Saache gesot iwwert d'Integratioun an d'Immigratioun ..., ech komme gläich drop zréck. Ech wëll just e puer Saache soen. Wësst Der, Madamm Cahen, ech erënnere mech ganz gutt, wéi mer nach déi aner Säit am Cercle waren, koumt Dir eng Kéier eran – ech wëll Iech elo net wuertwiertlech zitéieren, soss kréien ech vläicht eng Remontrance vum Här Graas, ech hunn dat och net matbruecht, mee et ass aus der Erënnerung –, datt Der gesot hutt, datt Dir dat ganz schlëmm fannt, wann ee sech muss upassen. Mee ech hunn, wéi den Zoufall et wëllt – vläicht hat ech dat am Gespier – e puer Notize vu Saachen, déi Dir gesot hutt.

Aus dem „Lëtzebuerger Wort" wëll ech en Artikel zitéieren, d'„Lëtzebuerger Wort" vum 7. Februar 2023: „Integratioun war gestern, heute soll das interkulturelle Zusammenleben gefördert werden. Von Familien- und Integrationsministerin Corinne Cahen [...] zum verstaubten Anachronismus vergangener Zeiten degradiert, soll das Wort Integration nicht mehr als Maßstab" ...

*(Interruption)*

... „für das Zusammenleben der Kulturen hierzulande geltend gemacht werden." Net d'ADR, d'„Lëtzebuerger Wort". Den „Essentiel" vum 13. Februar 2023 seet: Corinne Cahen: „On ne parle plus d'intégration mais de vivre ensemble."

Verstitt mech gutt: D'ADR huet näischt géint Vivre ensemble, ni. Mee mir stelle just fest, datt déi Presentatioun, déi Dir elo hei gemaach hutt iwwer Är Politick, wat Integratioun a Vivre ensemble ugeet, vläicht och an der Press anescht gesi gëtt, wéi Dir dat hei elo presentéiert hutt.

De 7. Februar 2023, an engem Projet de loi, deen Dir eis presentéiert hutt an deen och gestëmmt gouf iwwert de Vivre ensemble interculturel, ass den Objet vum Projet de loi esou beschriwwen: „Le texte vise à remplacer l'actuelle approche d',intégration' par une approche plus large et ouverte du ,vivre ensemble interculturel'."

Ech wëll Iech soen, Madamm Cahen, et ass Äert Recht, dat alles esou ze gesinn an d'Integratioun zréckzestellen, fir de Vivre ensemble no vir ze stellen. Dat ass Äert Recht als Politikerin. Mee mir hunn als ADR dat Recht, fir ze soen, och als gewielte Vertrieder vum Lëtzebuerger Vollek, datt fir eis d'Integratioun un éischter Plaz steet, datt mer déi och an de Schoule wëllen. Well eng vun deene Kriticken, déi mer jo adresséieren un déi Reforme vum Schoulsystem, ass de facto mat deem Wuert, datt an all Schoul differenzéiert gëtt: „D'Kanner sinn ënnerschiddlech, dofir brauche mer och ënnerschiddlech Schoulen." Dat eenzegt wierklecht Resultat dovunner ass eng Segregatioun vun de Kanner no Nationalitéit a Sprooch amplaz vun enger Integratioun!

Mir wëlle jiddereen hei am Land, an och mir heeschen déi Leit wëllkomm, déi kommen, net wéi Dir dat duerstellt, a mir wëlle souguer, datt se komplett integréiert ginn an eis Gesellschaft, och mat eiser Sprooch, mat eiser Kultur, mat eisen Traditiounen. Datt mer dat, wat mir als Traditioun als Lëtzebuerger matbréngen aus der Geschicht vun eisem Land, viruginn a mat hinnen deelen. Dat ass eis Konzeptioun vun Integratioun, an zu där sti mer. An déi ass net géint iergendee geriicht, wéi dat hei gesot gëtt, mee et ass, mengen ech, déi generéist, déi optimaalst an déi éierlechst Approche, déi ee ka géintiwwer Mënschen hunn, déi an dëst Land kommen: Dat ass, fir alles mat hinnen ze deelen, wat mer kënnen offréieren. Alles an engem Geescht vun Zesummeliewen an Integratioun.

Dir hutt och geschwat vun eiser Attitüd géintiwwer de Flüchtlingen. Madamm Cahen, ech invitéieren Iech vu ganzem Häerz, fir dat nozelauschteren, wat mer soen. An all eisen Discoursen, an all eisen Discoursen iwwert déi do Problematik soe mir, datt mir Jo soen zum Asyl, a mir gi Schutz fir déi Leit, déi Schutz brauchen, soulaang se e brauchen. Dat ass bei eis Credo.

Wat mir awer och soen, ass, datt Leit, déi kee Schutz méi brauchen, Leit, déi keen Asyl zegutt hunn, mussen d'Land verloossen. Dat ass Respekt virum Rechtsstaat. Mir hu Recoursen. Et si Leit, déi maachen zwee Recoursen, no allen administrativen Decisiounen, déi geholl goufen. A wann d'Geriichter zu där Konklusioun kommen, datt déi Leit keen Usproch dorobber hunn, ma dann ass et rechtsstaatlech, Decisioune vu Geriichter ze respektéieren an derfir ze suergen, datt déi Leit dann d'Land verloossen. Mee dat ass eng Prozedur, déi mir voll respektéieren.

Mee mir soen awer och, datt Leit, déi vun Ufank u kee Grond fir Asyl hunn, déi aus reng ekonomeschem Grond sollen an Europa kommen, net solle kommen. A mat där Positioun sti mir och net eleng. Well Är Partei am Europäesche Parlament huet en Asyl- a Migratiounspakt elo gestëmmt, wou genau déi do Prinzippien eigentlech d'Grondlag si fir déi Texter, déi Dir mat ugeholl hutt als Renew Europe, als Demokratesch Partei am Europäesche Parlament.

Madamm Cahen, ech invitéieren Iech, wann Der scho Kriticken un d'ADR adresséiert – wat Äert Recht ass a wat mir och eescht huelen, dofir stinn ech hei an ech äntwerten Iech drop –, dann haalt Iech wannechgelift un d'Fakten, well eisem Land ass net geholl ef, wa mer an eng politesch Kultur erafueren, wou mer géintenee polemiséieren amplaz mateneen ze argumentéieren!

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, elo musse mer oppassen, wat mer amgaange sinn, hei ze maachen. Ech hunn elo nach zwou Wuertmeldungen. Vu datt déi zwou Parteien nach Zäit hunn, kann ech se net refuséieren. Ech maachen Iech just drop opmierksam, datt heibannen zu engem selwechte Sujet kee méi wéi zweemol däerf schwätzen. Domat wär et dann och ofgeschloss. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Jo, villmools merci. Ech sinn och elo ganz kuerz, fir dem Här Kartheiser ze soen: Fir awer vollstänneg ze sinn, wéi gesot, soll een net ëmmer nëmmen een Deel zitéieren, da muss een och alles zitéieren. Well an deem nämmlechten Artikel, wann Der deen e bësse weidergelies hätt an net nëmme just ee Bribe vun engem Saz erausgeholl hätt, hätt Der gesinn, dass et beim Zesummeliewen effektiv drëms geet, dass mer alleguer zesumme liewen hei am Land. An et ass net, wéi an deem viregte Gesetz steet: „La présente loi s'applique à tous les étrangers séjournant légalement au Grand-Duché de Luxembourg." Mee dat Gesetz, dat neit Gesetz betrëfft jiddwereen, well jiddwereen ass fir d'Zesummeliewen hei am Land verantwortlech a jiddweree ka mathëllefen, dass dat Zesummeliewen hei am Land gutt fonctionéiert.

Ech invitéieren Iech – ech liesen en elo net hei vir, Dir hutt e jo –, nach eng Kéier dee ganzen Artikel aus dem „Lëtzebuerger Wort" vum Februar 2023 ze liesen. Da gesitt Der, dass, wann Der just dee klenge Saz do zitéiert, deen net dat erëmgëtt, wat dee ganzen Artikel seet.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Cahen. Da kritt den Här Goergen nach d'Wuert fir eng Minutt, déi de Piraten iwwregbleift.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci. Ech brauch déi och net, ech kann der Madamm Cahen just Recht ginn. Ech war awer elo e bëssen iwwerrascht, wéi den Här Kartheiser an och den Här Keup virdrun hei eng Kéier iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch geschwat hunn. Ech kommen net ëmmer richteg no bei der ADR. Zu Keel-Téiteng hate se nämlech elo explizitt gefrot, dass d'Gemengekommissioune géifen op Franséisch gehale ginn. An hei haalt Dir als ADR dann eng Ried fir d'Sprooch. Duerfir kommen ech net ëmmer esou richteg no an Ärer Sprooch. Duerfir wollt ech awer elo froen, wat dann elo Är Meenung zu eiser Sprooch ass, well ech mengen, Dir dréit Iech hei bëssen, wéi et Iech gefält. Dir hutt nämlech och net wierklech der Madamm Cahen geäntwert op dat, wat se gesot hutt.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, ech weess elo net, ob mer iwwert de Budget schwätzen. An et war och net geduecht, datt den Här Goergen dem Här Kartheiser soll eng Fro stellen, deen zu dësem Sujet schonn zweemol geschwat huet. An domat wär déi Diskussioun ofgeschloss.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech hunn elo op der Lëscht keen ageschriwwene Riedner méi, an dat ass och gutt esou.

Mir fuere muer de Mëtten um 14.00 Auer mat den Debatten iwwert de Budget weider, wou dann d'Regierung d'Wuert kritt.

## 6. Motion de M. Marc Spautz relative au soutien de la participation de Taïwan à l'Organisation mondiale de la santé et à l'Assemblée mondiale de la santé au niveau technique en tant qu'observateur

Den Owend steet awer nach, éier Der elo gitt, ee Punkt um Ordre du jour, an zwar wollte mer nach haut iwwert déi Motioun iwwer Taiwan ofstëmmen, déi, wann ech dat richteg gesinn, vun alle Parteie mat ënnerschriwwen ass. Dofir kann dat relativ kuerz gehale ginn.

Wëllt den Auteur nach dozou schwätzen? Här Spautz?

*(Négation)*

Den Här Auteur huet virdrun alles gesot.

Ass ee Riedner, deen nach wëllt d'Wuert huelen?

**Plusieurs voix** | Nee!

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat ass net de Fall. Kënne mer dës Motioun ...

*(Interruption)*

Här Graas, Dir wëllt nach d'Wuert huelen.

**Plusieurs voix** | O!

**M. Claude Wiseler,** Président | Loosst den Här Graas wannechglift schwätzen!

***Discussion générale***

**M. Gusty Graas** (DP) | Et muss jo dann nach een de Spillverdierwer spillen.

**M. Claude Wiseler,** Président | A ben jo!

**M. Gusty Graas** (DP) | Awer och ganz kuerz. Ech wollt fir d'éischt dem Här Spautz Merci soe fir déi Motioun, déi en hei virgeluecht huet. Bon, mir hu jo schonn eng virun zwee Joer an deem Sënn gestëmmt. Ech mengen, mir als DP ënnerstëtzen déi doten och, well mir der Meenung sinn, datt Taiwan och soll de Beobachterstatus bei der OMS kréien. Ëmsou méi, well een net däerf vergiessen, datt Taiwan awer en héich spezialiséierte Gesondheetssystem huet. Iwwer 470 Klinicken hu se. An et ass och weltwäit unerkannt, datt si am Fong geholl um Niveau vun der Santé wäit entwéckelt sinn.

Dowéinst menge mir, datt dat awer gerechtfäerdegt ass, datt Taiwan dee Moment och soll dee Statutt hei bei der OMS kréien. All déi aner Punkte kënne mer och esou matdroen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Graas.

Ech ginn also elo dervunner aus, datt mer dës Motioun à main levée kënnen ofstëmmen.

*(Assentiment)*

***Vote sur la motion***

Ech géif also d'Chamber froen: Wien ass mat dëser Motioun d'accord? Dee streckt d'Hand an d'Luucht. Merci.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dann ass dës Motioun à l'unanimité ugeholl.

Also, mir fuere muer de Mëtten um 14.00 Auer mat den Debatten iwwert de Budget weider. Mee déi nächst Sëtzung ass awer muer de Moien um 9.30 Auer, wou mer en Débat d'orientation iwwert de Finanzement vun de grousse Projete vun Infrastrukturen an de Gesetzesprojet iwwert d'Ofännerung vum Walgesetz um Ordre du jour stoen hunn.

D'Sëtzung ass elo opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 18.59 heures.)*

# Questions au Gouvernement

## Sommaire


| Objet | N° | Auteur | Page |
|---|---|---|---|
| Bornes frontières | 0279 | Fred Keup | 67 |
| Station-service à hydrogène à Bettembourg | 0283 | Yves Cruchten, Claire Delcourt | 68 |
| Contournement de Bascharage | 0352 | David Wagner | 69 |
| Manque de familles d'accueil | 0359 | Sven Clement, Ben Polidori | 69 |
| Dépôt par voie électronique des déclarations TVA | 0366 | Mars Di Bartolomeo | 70 |
| Services conventionnés du secteur de la santé | 0378 | Laurent Mosar | 71 |
| Présence d'animaux dans les établissements scolaires | 0388 | Ben Polidori | 71 |
| Adaptation de la législation sur le cannabis | 0398 | Sven Clement, Marc Goergen | 71 |
| Regroupement familial des résidents des territoires palestiniens en guerre | 0401 | Sam Tanson, Meris Sehovic | 72 |
| Propos de Monsieur le Ministre des Sports sur le journalisme sportif | 0402 | Mars Di Bartolomeo, Georges Engel | 72 |
| Mendicité simple | 0403 | Marc Goergen | 72 |
| Sites Internet des communes | 0404 | Marc Goergen | 73 |
| Légalisation du cannabis | 0405 | Carole Hartmann | 73 |
| Déclarations auprès du Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) | 0406 | Ben Polidori | 73 |
| Problématiques du logement dans l'espace transfrontalier | 0407 | David Wagner | 73 |
| Protection des enfants dans le sport | 0408 | Mandy Minella | 74 |
| Initiative pour l'emploi ProActif | 0409 | Jeff Engelen | 75 |
| Stationnement pour personnes en situation de handicap | 0410 | Marc Goergen | 75 |
| Flotte automobile lors de visites d'État | 0412 | Marc Goergen | 75 |
| Suivi des projets pilotes de serres dans la zone verte en proximité de zones industrielles | 0413 | Joëlle Welfring | 76 |
| Accord sur les pandémies de l'OMS | 0414 | Alexandra Schoos | 76 |
| Frais de route et de séjour des fonctionnaires et employés de l'État | 0415 | Ben Polidori | 77 |
| Cotisations sociales | 0418 | Mars Di Bartolomeo, Claude Haagen | 77 |
| Centre national de la recherche scientifique français | 0419 | Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana | 78 |
| Délais de remboursement des prestations de soins de santé de la part de la Caisse nationale de santé (CNS) | 0420 | Sven Clement | 78 |
| Contrôle du statut vaccinal | 0421 | Alexandra Schoos | 78 |
| Rapport sur les élections communales | 0422 | Sven Clement, Marc Goergen | 79 |
| Sécurisation des moyens de communication des membres du Gouvernement | 0423 | Ben Polidori | 79 |
| Mise en œuvre de la loi du 7 janvier 2022 portant sur l'accessibilité | 0424 | Marc Goergen, Ben Polidori | 79 |
| Traitement des boues d'épuration | 0426 | Gusty Graas | 80 |
| Dépassements de délais d'examen des demandes de protection internationale | 0427 | Meris Sehovic | 80 |
| Service de vidéosurveillance des CFL | 0428 | Marc Goergen | 81 |
| Évolution du sport au Luxembourg | 0429 | Jeff Engelen | 81 |
| Circuit pour moto à Bockholtz | 0430 | Jeff Engelen | 81 |
| Personnel du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | 0432 | Jeff Engelen | 82 |
| Programme de dépistage du cancer colorectal | 0433 | André Bauler, Gusty Graas | 82 |
| Position du Gouvernement concernant les investissements du Fonds de compensation | 0434 | Joëlle Welfring, François Bausch | 82 |
| Financement du matériel informatique des écoles fondamentales | 0436 | Ben Polidori | 83 |
| Mise en place d'un cadre légal de protection des témoins au Grand-Duché | 0439 | Dan Biancalana | 83 |
| Étude du LISER au sujet des aides étatiques | 0440 | Sven Clement, Ben Polidori | 84 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Réaménagement de la N7 | 0441 | Christophe Hansen, Jeff Boonen, Emile Eicher, Charel Weiler | 84 |
| « Littering » | 0442 | Marc Goergen | 84 |
| Accessibilité de l'église de Weicherdange | 0443 | Alexandra Schoos | 85 |
| Avenir de l'usine Liberty Steel à Dudelange | 0444 | Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana | 85 |
| Service de police judiciaire | 0445 | Liz Braz | 85 |
| Limitation du nombre de visites médicales prises en charge | 0446 | Sven Clement | 86 |
| Potentiel solaire | 0447 | Jeff Boonen | 86 |
| Endommagement des bâtiments du Centre socio-éducatif de l'État à Dreiborn | 0451 | Fred Keup | 87 |
| Label « Fairtrade Gemeng » | 0452 | Marc Goergen | 87 |
| Gestion locative sociale (GLS) | 0453 | Marc Goergen | 87 |
| Initiative pour l'emploi ProActif | 0455 | Georges Engel | 87 |
| Pollution des eaux potables | 0456 | Joëlle Welfring | 88 |
| Protection de l'eau et mesures du Landwirtschaftsdësch | 0457 | Joëlle Welfring | 88 |
| Pollution des eaux par les nitrates | 0458 | Joëlle Welfring | 89 |
| Mise à disposition de données fiscales au Statec | 0459 | Sam Tanson | 89 |
| Centres pénitentiaires du Luxembourg | 0461 | Laurent Mosar | 90 |
| Candidats luxembourgeois pour la Cour européenne des droits de l'homme | 0462 | Fernand Kartheiser | 90 |
| Flotte automobile du Gouvernement | 0464 | Marc Goergen | 91 |
| Feuille de route pour l'effort de défense luxembourgeois | 0465 | Sam Tanson | 91 |
| Liste d'attente du Fonds du logement | 0466 | Fred Keup | 92 |
| Miel provenant de pays tiers | 0468 | Mars Di Bartolomeo, Claire Delcourt | 92 |
| Durée de procédures judiciaires | 0469 | Fernand Kartheiser | 93 |
| Flotte électrique de la Police grand-ducale | 0470 | Marc Goergen | 93 |
| Propos du Ministre du Travail au sujet des élections sociales | 0472 | Georges Engel | 94 |
| Arrêt du transport de cigarettes électroniques jetables par Cargolux | 0473 | Sven Clement | 94 |
| Avion militaire luxembourgeois | 0474 | Marc Goergen | 94 |
| Livraison de munitions à l'Ukraine | 0476 | Fernand Kartheiser | 94 |
| Pratiques des huissiers de justice | 0477 | Marc Goergen | 94 |
| Infrastructure de protection et droit de défense des citoyens dans le cas d'une intervention militaire sur le territoire luxembourgeois | 0478 | Claire Delcourt, Georges Engel | 95 |
| Réserves financières des communes | 0479 | Dan Biancalana | 95 |
| Nouvelles techniques génomiques | 0480 | Joëlle Welfring | 95 |
| Type de vols utilisés par les membres du Gouvernement | 0481 | Marc Goergen | 97 |
| Pharmacie dans la commune de Clervaux | 0484 | Alexandra Schoos, Jeff Engelen | 97 |
| Commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports | 0485 | Georges Engel | 97 |
| Délais des avis de la Commission d'aménagement dans le cadre du Plan d'aménagement général | 0486 | Nathalie Morgenthaler | 98 |
| Ligne de tram rapide via Leudelange | 0491 | Meris Sehovic | 98 |
| Centre d'hébergement Wanteraktioun (WAK) | 0621 urgente | Yves Cruchten | 98 |
| Annonce du licenciement de 126 salariés de la société Tarkett GDL | 0654 urgente | Marc Baum | 99 |
| Licenciement annoncé de 126 salariés de la société Tarkett GDL | 0655 urgente | Claude Haagen, Georges Engel | 99 |


**Bornes frontières** | Question **0279** (02/02/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Kader vum Londoner Vertrag ass déi nei Grenz tëscht Lëtzebuerg an der Belsch festgeluecht ginn. Fir dës nei Grenz ze delimitéieren, goufen am Joer 1843 287 Bornen op 148 km opgeriicht.

Et schéngt esou ze sinn, datt landeswäit eng Rei vun deene Grenzborne bewosst ewechgeholl goufen, anerer sinn einfach verschwonnen an net méi rëmzefannen. Déi meescht Grenzbornen, déi vun hirer ursprünglecher Plaz ewechgeholl goufen, befannen sech um Territoire vun der Gemeng Käerjeng. Mengen Informatiounen no feelen do ëm déi 16 Bornen.

Iwwerdeems ass et awer sou, datt bei enger Rei vun deene feelende Borne wuel gewosst ass, wou si sech befannen. Eng Partie stinn am Depot vu Ponts et chaussées zu Capellen.

Et ass evident, datt eis Grenzbornen zum historesch-kulturelle Patrimoine vu Lëtzebuerg gehéieren an dofir net verréckelt oder ewechgeholl dierfe ginn.

An deem Kontext géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung opschlësselen, wéi vill Bornen, déi d'Grenz tëscht Lëtzebuerg a sengen Nopeschlänner markéieren, insgesamt haut nach do stinn?

2. Ass der Regierung bekannt, wéi vill vun deenen 287 Bornen, déi d'Grenz tëscht Lëtzebuerg an der Belsch markéieren, ewechgeholl goufe respektiv verschwonne sinn?

3. Am Fall, wou dës Borne bewosst ewechgeholl goufen: Wat war d'Motivatioun, fir dës Grenzbornen ewechzehuelen a wéini ass dat geschitt? Firwat goufen dës Grenzbornen net erëm zeréckgesat?

4. Ass der Regierung bekannt, wou dës Bornen, déi bewosst ewechgeholl goufen, sech haut – nieft deem uewe genannten Depot vu Ponts et chaussées zu Capellen – befannen?

5. Sinn déi betreffend Plazen, wou an der Vergaangenheet Grenzborne stoungen, kartographesch markéiert?

6. Ass et an den Ae vun der Regierung net esou, dass an deene Fäll, wou Borne bewosst ewechgeholl goufen, géint de Schutz vum historesch-kulturelle Patrimoine verstouss gouf?

7. Gedenkt d'Regierung am Hibléck op de Schutz vum historesch-kulturelle Patrimoine vu Lëtzebuerg, all déi Grenzbornen, déi bewosst ewechgeholl goufen, nees op hir ursprünglech Plaz opzestellen? Wa jo, wéi wëll d'Regierung konkreet virgoen, fir dëst ze erreechen? Besteet an deem Kontext schonn en Dialog mat den zoustännegen Autoritéite vu Ponts et chaussées?

**Réponse** (11/04/2024) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1. De Kadaster huet keng Kenntnis dervun, wéi vill Bornen, déi d'Grenz tëscht Lëtzebuerg a sengen Nopeschlänner markéieren, insgesamt haut nach do stinn. An dësem Kontext verweist de Kadaster op d'Obligatioun vun de Gemengen, déi un eng Landesgrenz stoussen, all Joer d'Grenz ofzegoen.

Fir d'Grenz mat der Belsch ass dat z. B. d'„Convention du 25 octobre 1850 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique, pour l'entretien et la conservation des bornes indicatives des limites entre les deux Pays." Den Artikel 1 vum Reglement, deen zur Konventioun gehéiert, seet: „Les autorités locales des communes limitrophes feront vérifier, chaque année, le 1er mai, les bornes placées sur la limite, afin de s'assurer si elles sont en bon état. En cas de détérioration ou de déplacement, il en sera dressé procès-verbal en double expédition."

Dëst Reglement reegelt och d'Suitten, déi sech aus dem Procès-verbal erginn.

ad 2. De Kadaster weess vun op d'mannst 24 Bornen, déi d'Grenz tëscht Lëtzebuerg an der Belsch markéieren, déi entweeder verschwonne sinn oder ewechgeholl goufen, huet awer keng Kenntnis dervun, wéi vill Bornen insgesamt ewechgeholl goufe respektiv verschwonne sinn.

ad 3. D'Grenzborne sinn an de meeschte Fäll wéinst Infrastrukturaarbechten, wéi z. B. beim Stroossenausbau ewechgeholl ginn, respektiv stoungen op Industrieterrainen (haaptsächlech am Süden), esou datt et duerno och net ëmmer méiglech war, se op déi genee Plaz zréckzesetzen, déi d'Grenz markéiert. Vu datt eng Grenzborn net en einfachen Dekoratiounsobjet ass, ka se och net op eng alternativ Plaz, nieft hirem originalen Emplacement zréckgesat ginn.

Sou hu verschidde Bornen z. B. am Kader vun der Entsteeung vum „Pôle européen de développement" (PED) am Dräilännereck Réiden op der Kor – Mäertesbierg – Éibeng, ewéi och beim Bau vun der Areler Autobunn (A6) mam Grenzposten zu Sterpenech/Grass, mussen ewechgeholl ginn, well d'Plaz gebraucht gi war, fir déi genannte Projeten ze realiséieren. Dës Grenzsteng kënnen also och net méi all zréckgesat ginn.

ad 4. Deemools hunn d'Servicer vun der Stroossebauverwaltung sech dorëms gekëmmert, fir d'Bornen ewechzehuelen a se op Capellen an den Depot ze bréngen. Haut befanne sech nach 6 Bornen (all aus dem genannte Raum vum PED) am Depot vum Regionalservice Capellen um Wandhaff. Aner Borne sinn diversen Entitéiten zur Verfügung gestallt ginn. Dëst gouf am Kader vun enger Konventioun tëscht der Stroossebauverwaltung an dem jeeweilegen Demandeur gereegelt. Follgend Entitéite kruten esou Bornen zur Verfügung gestallt:

– 1 Born fir de Musée de la Police grand-ducale;
– 1 Born fir de Musée de la Résistance;
– 1 Born fir de Musée du scoutisme international (Arel);
– 1 Born fir d'Gemeng Stengefort;
– 1 Born fir de Musée des douanes et accises.

Dernieft ginn nach dräi Bornen aktuell vum Musée Dräi Eechele verwalt an ausgestallt, wouvunner eng dem Luxembourg City Museum zur Verfügung gestallt gouf.

ad 5. D'Positioun vun de Standpunkte vun de Bornen ass op alen topographesche Kaarten agezeechent. Am einfachste fënnt een dës Kaarten op geoportail.lu ënnert „Topographesch Kaarten" am Theema „Allgemeng".

ad 6. D'Regierung ass der Meenung, datt et kaum eng besser Valorisatioun vun eisem historesch-kulturelle Patrimoine gëtt, wéi en op ëffentlech zougängleche Plazen, wéi den uewe genannte Muséeën, engem breede Public méi nozebréngen. Besonnesch am Musée Dräi Eechele gouf z. B. eng Grenzborn als ee vun den Haaptobjete vun der permanenter Ausstellung ausgewielt, an dofir och speziell opwenneg restauréiert. Eng aner steet ganz prominent op der Wiss virum Musée. Esou konnte sech déi ronn 40.000 Visiteuren 2023 der historescher Bedeitung vun de Grenzbornen am Kontext vun eiser Identitéit bewosst ginn. Och am Lëtzebuerg City Museum huet eng vun de Bornen eng fest Plaz an der permanenter Ausstellung.

ad 7. D'Gemeng Stengefort wëll verschidde Bornen am Raum Grass/Sterpenech zerécksetze loossen an d'Verwaltung vum Kadaster huet schonn de Bornage laanscht den CR110 vu Grass op Klengbette gemaach. An alle Fäll, muss en Zrécksetze vun de Grenzbornen an Zesummenaarbecht mat den Autoritéite vum Nopeschland koordinéiert ginn.

**Station-service à hydrogène à Bettembourg** | Question **0283** (05/02/2024) de **M. Yves Cruchten** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, au sujet de la première station-service à hydrogène inaugurée en septembre 2023 au Luxembourg, à Bettembourg, sur le site de CFL Eurohub Sud.

Ce projet pionnier, soutenu par le Programme « Interconnection mechanism for Europe » dans le cadre de l'initiative « H2Benelux » avec un co-financement de 2,7 millions d'euros, s'inscrit dans l'ambition européenne de développer un réseau de stations-service à hydrogène jusqu'à 2030 au sein de l'Union européenne, comme le prévoit le paquet « Fit for 55 ». À ce titre, nous aimerions obtenir des précisions sur les points suivants :

1) Sur les quatre véhicules à hydrogène actuellement immatriculés au Luxembourg combien de véhicules sont détenus par des particuliers ? (cf. QP n° 0127)

2) Combien de concessionnaires luxembourgeois offrent actuellement des modèles équipés de piles à combustion à hydrogène ?

3) À part le régime d'aide « Clever fueren », comment le Gouvernement entend-il promouvoir l'acquisition de véhicules à hydrogène pour les particuliers ?

4) Depuis l'inauguration en septembre 2023, quelle a été la fréquentation mensuelle de la station-service à hydrogène de Bettembourg pour le ravitaillement en hydrogène ?

5) À quelle hauteur, l'État luxembourgeois et l'Union européenne ont-ils participé au cofinancement de ce projet ?

6) Est-ce que des projets similaires sont prévus prochainement ?

7) Le Gouvernement dispose-t-il de projections concernant la demande actuelle et future d'hydrogène au Luxembourg et pourriez-vous identifier les secteurs principaux susceptibles d'utiliser cette source d'énergie ?

8) Le Gouvernement luxembourgeois envisage-t-il l'importation d'hydrogène via des gazoducs plutôt que par d'autres moyens de transport ? Dans l'affirmative, à quel stade d'avancement se trouve ce projet ?

9) Au regard des coûts de production d'hydrogène favorables au Luxembourg mentionnés dans le rapport « Clean Hydrogen Monitor 2022 », le Gouvernement envisage-t-il de développer des capacités nationales de production d'hydrogène comme carburant alternatif ? Existe-t-il des projets en cours ou planifiés en ce sens ?

**Réponse** (22/04/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Les quatre véhicules propulsés à l'hydrogène immatriculés pour l'instant au Grand-Duché sont des voitures à pile à combustible à l'hydrogène, dont la moitié est détenue par des personnes physiques.

ad 2) Le Gouvernement ne réalise pas d'enquête de marché sur les différents types de véhicules proposés par les concessionnaires luxembourgeois. Au niveau européen ou même mondial, la grande majorité des modèles de voitures à zéro émission de roulement en $CO_2$ proposés par les constructeurs d'automobiles sont des voitures 100 % électriques. Très peu de modèles motorisés par des piles à combustible à hydrogène sont à ce jour sur le marché ou ont été officiellement annoncés.

ad 3) Les véhicules à pile à combustible à l'hydrogène étant classés comme des véhicules à zéro émission de roulement en $CO_2$ sont éligibles pour les mêmes incitatifs financiers et fiscaux que les véhicules 100 % électriques. Ainsi, l'achat de voitures neuves propulsées par des piles à combustible à hydrogène est encouragé par une aide financière de 8.000 €. En outre, pour les voitures de société, l'avantage en nature est comptabilisé au taux le plus avantageux possible, à savoir 0,5 % pour les contrats signés avant la fin de l'année et 1 % à partir de 2025.

ad 4) L'ouverture de la station de ravitaillement en hydrogène au public a été retardée. Selon l'exploitant, des essais de ravitaillement sont pour l'instant effectués et la certification finale des installations est prévue pour avril. Ainsi, des chiffres sur la fréquentation mensuelle ne sont pas encore disponibles.

ad 5) La station-service à hydrogène est partiellement subventionnée par la Commission européenne dans le cadre du projet « H2Benelux », via la CINEA (Climate, Infrastructure and Environment Executive Agency), avec une dotation de 966.250 €.

Vu que la station de ravitaillement en hydrogène dépasse largement les exigences initialement prévues par le projet « H2Benelux » en 2017 – dont entre autres un ravitaillement à 350 bars pour les véhicules utilitaires lourds comme les camions et les autobus, une augmentation de la capacité de stockage en hydrogène, une vente exclusive d'hydrogène renouvelable – le projet est à travers le Fonds climat et énergie, éligible pour une aide d'investissement supplémentaire d'un montant maximal de 800.000 €. L'investissement total pour la construction et la mise en service de la station de ravitaillement en hydrogène avait été estimé par l'exploitant à près de 3 millions d'euros.

ad 6) Le nouveau règlement européen 2023/1804 du 13 septembre 2023 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs prévoit la mise en place d'un réseau européen de stations de ravitaillement en hydrogène au plus tard pour 2030. Ainsi, les États membres doivent obligatoirement veiller à ce qu'au moins tous les 60 km le long du réseau RTE-T des stations de ravitaillement en hydrogène soient installées. La station à Bettembourg s'intègre parfaitement dans ce nouveau réseau européen et il est analysé combien de stations supplémentaires devront être prévues afin d'inciter la filière de l'hydrogène et satisfaire à moyen terme à la demande des véhicules propulsés à l'hydrogène.

En outre, le programme de coalition prévoit l'implémentation de stations-service multi-énergies. La mise à jour du PNEC (Plan national intégré en matière d'énergie et de climat) prévoyant également une demande croissante en hydrogène, davantage de telles stations à destination des poids-lourds seront nécessaires et implémentées d'ici 2030.

ad 7) Les projections sont celles de la mise à jour du PNEC, à savoir une consommation estimée de 100 GWh(H2)/an dans le secteur du transport en 2030. À long terme, la stratégie nationale d'hydrogène avait identifié une demande potentielle de 2.000 à 4.000 GWh(H2)/an en hydrogène dans le secteur des transports (poids-lourds, rail, aviation) en considérant également les molécules dérivées de l'hydrogène tels que les carburants synthétiques.

Outre le secteur du transport, l'industrie a été identifiée comme principal secteur susceptible d'utiliser de l'hydrogène. Certains procédés de l'industrie utilisent d'ores et déjà de l'hydrogène au Luxembourg. La mise à jour du PNEC projette que la consommation d'hydrogène passe de 15 GWh(H2)/an (moyenne 2015-2020) à 130 GWh(H2)/an d'ici 2030. De plus, il est prévu de transiter d'une consommation d'hydrogène fossile vers une utilisation de sources d'hydrogène compatibles avec les objectifs en termes de protection du climat. La stratégie nationale de l'hydrogène avait estimé une demande potentielle de l'ordre de 1.000 à 4.000 GWh(H2)/an d'ici 2050.

Finalement, cette stratégie avait également identifié un troisième secteur enclin à l'utilisation de l'hydrogène : l'utilisation de l'hydrogène à des fins de production de chaleur et d'électricité renouvelable, ceci

cependant uniquement à partir du moment où le Luxembourg serait connecté à un réseau hydrogène européen permettant l'importation. Récemment, l'Allemagne a annoncé sa « Kraftwerksstrategie », qui décrit le même concept que celui du troisième secteur de la stratégie hydrogène du Luxembourg. D'ici 2050, un besoin de 1.000 à 2.000 GWh(H2)/an a été projeté pour ce troisième secteur.

ad 8) Le Gouvernement encourage le développement de réseaux d'hydrogène permettant non seulement l'importation, mais également, à terme, le transit de l'hydrogène via le Luxembourg. Pour la décarbonation du secteur de l'industrie et au regard des volumes visés, les réseaux se cristallisent comme le seul moyen de transport économiquement viable. Les réseaux s'imposent encore dans une optique de positionner le pays de manière stratégique sur la carte européenne. Cependant, il s'agit d'un projet d'envergure et à court et moyen termes le Luxembourg considérera également l'importation via d'autres moyens comme p. ex. la voie fluviale ou le rail comme alternatives intéressantes par rapport à la logistique du marché de l'hydrogène fossile actuel qui se déroule essentiellement sur la route.

Les travaux de planification d'une infrastructure européenne de l'hydrogène sont menés en collaboration, par le biais de la participation luxembourgeoise à différents comités régionaux multilatéraux et en concertation étroite bilatérale avec les pays voisins concernés (Belgique, France et Allemagne).

De plus, le Gouvernement élabore actuellement, en concertation avec les acteurs du secteur, des appels d'offres pour inciter la réalisation de projets de production d'hydrogène renouvelable au Luxembourg.

ad 9) Les honorables Députés mentionnent une étude qui a relevé les coûts de l'électricité au Luxembourg en 2021, donc avant la guerre dans le cadre de l'agression russe contre l'Ukraine, qui a provoqué une restructuration considérable des marchés de l'énergie en Europe. Comme décrit dans la stratégie nationale de l'hydrogène, il est important de décarboner, en maximisant les efforts sur l'efficacité énergétique, puis d'électrifier les procédés autant que possible et finalement d'utiliser de l'hydrogène (idéalement renouvelable). Il convient de souligner que la production de cet hydrogène (renouvelable ou bas carbone avec de l'électricité du réseau) à partir de l'électricité et de l'eau s'accompagne de pertes énergétiques considérables. C'est pourquoi il est impératif de ne pas absorber l'électricité à consommer dans l'industrie pour produire de l'hydrogène, mais plutôt d'œuvrer pour déployer des installations d'énergies renouvelables supplémentaires qui décarboneront davantage le système électrique et pourraient servir pour produire de l'hydrogène renouvelable. Une étude plus récente (publiée en novembre 2023 avec des données pour l'année 2022) du European Hydrogen Observatory montre que le coût de production d'hydrogène bas carbone avec de l'électricité du réseau et l'hydrogène renouvelable se situerait aux alentours de 8 €/kg(H2) respectivement 10 €/kg(H2).

**Contournement de Bascharage** | Question **0352** (19/02/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

L'avant-projet de loi du contournement routier de Bascharage, daté du 14 septembre 2023, retient comme tracé définitif le « Scénario C : Variante 2 de 2016 avec raccord au CR110 et relogement Saint-Gobain Abrasives ». Le choix de cette variante est argumenté dans « Mémoire explicatif général », chapitre « 4.3 Variantes et tracés alternatifs ».

Par rapport au projet de 2016, de nouvelles variantes avaient été étudiées comme solutions alternatives possibles. Les variantes D, E et G présentaient un nouveau tracé entre la gare CFL de Bascharage-Sanem et la N5, passant entre la localité de Bascharage et les deux zones d'activités « Op Zaemer » et « Bommelscheier ».

Cette partie du tracé présentait les avantages d'utiliser des corridors déjà viabilisés et d'éviter la construction d'une nouvelle route longue de plus de 2 km, principalement dans une zone classée Natura 2000, tout en évitant la destruction de plusieurs hectares du massif forestier « Zaemerbësch ». Il permettait aussi d'éviter un impact significatif sur les prairies maigres de fauche de la zone Natura 2000 « Sanem – Groussebesch / Schouweiler – Bitschenheck » et de limiter l'impact environnemental sur la forêt publique « Bommel », qui autrement deviendrait un ilot isolé.

Le texte de l'avant-projet de loi ne donne qu'une explication très lacunaire sur les raisons pour lesquelles ces variantes ont été écartées : « Les tracés alternatifs ne sont pas réalisables dans le respect des exigences énoncées par le PNM35 (contournement de proximité avec classification fonctionnelle et apaisements des localités). S'y ajoute le volet "sécurité routière" qui ne pourra pas être assuré par les caractéristiques insuffisantes. Les tracés alternatifs D, E, F et G analysés ont donc été écartés dans la suite. »

La directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages exige d'un projet affectant une zone spéciale de conservation (zone Natura 2000) qu'il soit justifié pour des raisons impératives d'intérêt public majeur et que l'absence de solutions alternatives soit établie.

Dans ce contexte, je voudrais donc poser la question suivante à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Pour quelles raisons le tracé alternatif « D » a-t-il été écarté ?

2) Est-ce que ces raisons ont été communiquées à la Commission européenne conformément à l'article 6, paragraphe 4 de la directive « Habitats » ?

3) Dans quelle mesure des considérations environnementales ont été prises en compte dans cette décision ?

**Réponse** (08/04/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

N'ayant pas connaissance d'un avant-projet de loi daté du 14 septembre 2023, je suppose que l'honorable Député fait référence à la loi du 21 août 2018 relative à l'aménagement du contournement routier de Bascharage. Cette loi a été votée en date du 17 juillet 2018 et a été publiée au Mémorial A le 17 septembre 2018.

ad 1) Dans le cadre des études relatives au dossier de la demande d'autorisation suivant la procédure définie par la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires, l'Administration des ponts et chaussées a pris en considération plusieurs tracés alternatifs. Ceux-ci ont été analysés et évalués selon de multiples critères, dont notamment la compatibilité du projet avec les prémisses du Plan national de mobilité 2035 (PNM 2035) (contournement de proximité avec classification fonctionnelle et apaisements des localités), le volet de la sécurité routière, la faisabilité technique, mais aussi l'impact sur le trafic et sur la nature.

Au cours de ces études, il s'est avéré que les contraintes géométriques au milieu du tracé « D », à hauteur de l'arrêt ferroviaire de Bascharage/Sanem, nécessiteraient de recourir à des éléments de conception routière qui ne répondent pas aux standards et codes techniques en la matière.

Les conditions minimales de visibilité en approche de giratoires très proches ne seraient également pas garanties, tout comme celles en section courante avec le passage sous les voies ferrées pour accéder à la zone d'activité.

En résumé, les contraintes géométriques et le passage sous les voies ferrées rendraient impossible de connecter le CR110 au contournement en respectant les normes techniques et les normes de sécurité. De plus, la desserte locale de la zone d'activité « Op Zaemer » serait fortement compromise par une rampe importante pour regagner le terrain naturel.

Sur le plan multimodal, approche préconisée du PNM 2035, le tracé « D » avec sa rampe descendante au sud de l'arrêt ferroviaire rendraient difficile un agrandissement du parking relais P&R avec accès direct au contournement et ne permettrait plus de desservir le pôle d'échanges Bascharage/Sanem avec des lignes de bus transversales comme le font actuellement les lignes TICE 3, 14 et 15. En l'absence de connexion locale au CR110, le tracé ne remplirait plus les conditions de « contournement de proximité », compromettant également un apaisement de trafic conséquent dans les localités adjacentes et un accès cyclable aisé depuis Bascharage et Sanem.

ad 2) Oui, le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, qui est compétent pour la transmission d'informations à la Commission européenne conformément à l'article 6 (4) de la directive « Habitats » (92/43/CEE), a effectivement transmis ces informations aux services compétents de la Commission européenne – Direction générale Environnement, par l'intermédiaire de Monsieur le Représentant permanent du Luxembourg auprès de l'Union européenne, en date du 19 décembre 2023.

ad 3) La sécurité routière et la protection de l'environnement naturel et humain constituent des éléments d'appréciation importants parmi d'autres dans le cadre de l'évaluation des incidences sur l'environnement des projets de transport, incluant une analyse des différentes alternatives.

Ainsi, l'impact sur l'environnement (faune et flore, eaux, bruits, etc.) a été analysé et évalué de manière très exhaustive pour les différents tracés alternatifs.

**Manque de familles d'accueil** | Question **0359** (20/02/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

An engem Interview bei RTL Lëtzebuerg weist d'Associatioun „Fleegeeltere Lëtzebuerg" op e grousse Mangel u Fleegefamilljen op nationalem Niveau hin. Konkreet gëtt gesot: „475 Fleegefamillje gëtt et am Land, mee et bräicht een der duebel sou vill, fir datt d'Kanner net méi an Institutioune misste placéiert ginn." Ënnert anerem gëtt eng Gläichstellung vu Fleegeeltere mat Adoptiveltere gefuerdert, fir de Fleegeelteren esou och Virdeeler wéi de Congé d'accueil a Congé parental kënnen ze offréieren. Aktuell ass et esou, dass Fleegefamilljen den Accueil och unhand vun hirem normale Congé mussen assuréieren.

Den Office national de l'enfance (ONE) vum Educatiounsministère gesäit esou Mesuren éischter kritesch a weist dorops hin, dass e Placement vun engem Kand an enger Fleegefamill just eng temporär Mesure wier.

Vun engem Träger um Terrain gëtt eis bericht, dass et nëmmen an enger Minoritéit vu Fäll dozou kënnt, dass d'Kanner zréck bei hir biologesch Eltere ginn. Et

géif sech hei also net ëm temporär Mesurë vu kuerzer Dauer handelen.

D'Situatioun um Terrain an déi doraus resultéierend Besoine ginn also relativ ënnerschiddlech duergestallt.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Justiz, fir Bildung, Kanner a Jugend a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wat plangt de Ministère u Mesuren, fir d'Fleegefamilljen ze ënnerstëtzen an de constatéierte Mangel um Terrain ze berengegen?

2. Wéini plangt de Ministère de Fleegefamilljen de Congé d´accueil an de Congé parental ze accordéieren? Falls net geplangt, aus wéi enge Grënn envisagéiert de Ministère dës Mesuren net ze huelen?

3. Wéi vill Kanner sinn insgesamt am Kader vum aktuelle Jugendschutzgesetz placéiert ginn (Historique total)?

4. Wéi vill vun dëse Kanner sinn aus engem Placement erëm bei hir biologesch Elteren zréckgaangen? A wéi laang waren dës betraffe Kanner jeeweils bei hire Fleegefamillje placéiert?

5. Wat war am Kader vum aktuelle Jugendschutzgesetz déi kierzten an déi längsten Dauer vun engem Placement?

6. Wann een all Placementer am Kader vum aktuelle Jugendschutzgesetz consideréiert, wat ass déi duerchschnëttlech Dauer vun engem Placement?

**Réponse** (16/04/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. De Gesetzesprojet Nr. 7994 (Projet de loi portant aide, soutien et protection aux mineurs, aux jeunes et aux familles) gesäit vir, d'Aktivitéit vum Accueil en famille ze reforméieren a laangfristeg ze promovéieren. Dës Schutzmesuren aus dem Dispositif vun der Aide à l'enfance et à la famille sollen nei strukturéiert ginn. De Gesetzesprojet gesäit vir, datt d'Fleegefamilljen d'Wiel tëschent dräi rechtlech kloer definéierte Statute kréien. Et sinn dëst de fräiwëllege Statut, e spezielle Statut, falls d'Aktivitéit vun engem noe Familljemember ausgeüübt gëtt, an de Statut vum engem Independant.

De Gesetzesprojet gesäit ausserdeem d'Schafe vun enger Maison de l'accueil vir, déi ënner anerem Formatioun a Virbereedung op d'Aktivitéit ubidde soll. Déi zukünfteg Maison de l'accueil soll ganz spezifesch um Niveau vun der Promotioun an dem Recrutement vun de Fleegefamilljen agéieren.

D'Unzuel vun neie Fleegefamilljen ass iwwer déi lescht 10 Joer permanent gewuess.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Am Kader vum Placement vun engem Kand an enger Fleegefamill iwwerhëlt e Service d'accompagnement follgend Missiounen an Aufgaben:

– Sélection, initiation et investigation en vue de l'obtention de l'agrément des familles d'accueil ;
– Analyse de la demande et matching ;
– Accompagnement de la phase initiale du placement et de la phase d'adaptation ;
– Suivi de la mesure d'aide au sein de la famille d'accueil selon la formule base, semi-intensive et intensive.

ad 2. De Gesetzesprojet Nr. 7994 gesäit vir, dass Fleegefamilljen, déi fir de Statut volontaire optéiert hunn, Recht op e Congé d'accueil hunn, sou wéi et am Artikel L.233-16 vum Code du travail virgesinn ass. Wat de Congé parental ugeet, gesäit de Koalitiounsaccord keng Ausdeenung vun deem Congé op d'Fleegefamillje vir. Vu dass et sech bei engem Placement ëm eng zäitlech begrenzte Mesure handelt, bei där een am Ufank d'Dauer net ka bestëmmen, ass et net virgesinn, fir e Congé parental fir Fleegefamilljen anzeféieren. Am Géigesaz zu enger Adoptioun soll d'Zil vun engem Placement ëmmer de Retour bei d'biologesch Famill sinn, wann dëst dem Intérêt supérieur vum Kand gerecht gëtt.

ad 3. De gesamte Chiffer vun de Placementer zanter der Aféierung vum Jugendschutzgesetz vun 1992 läit de Ministèren net vir.

Den ONE publizéiert awer zanter der Aféierung vum AEF-Gesetz zweemol am Joer déi aktuell Statistike vun de Placementer. Op den Oktober 2023 waren 1.461 Kanner placéiert:

– 585 Kanner a jonk Erwuessener sinn an enger Fleegefamill ënnerbruecht, opgedeelt tëschent 478 geriichtleche Placementer an 107 fräiwëllege Placementer.
– 876 Kanner a jonk Erwuessener sinn an enger Institutioun ënnerbruecht, opgedeelt tëschent 535 geriichtleche Placementer an 341 fräiwëllege Placementer.

ad 4. Den informatesche System vun de Justizautoritéiten erlaabt et net, dës Donnéeën erauszezéien an dës Dauer auszerechnen.

Et sief awer betount, dass d'Justizautoritéiten de Prinzipp applizéieren, dass e Placement eng exceptionell Moossnam ass, an dass d'Reintegratioun vum Kand a seng Famill esou fréi wéi méiglech soll stattfannen. Esou gi Placementer just als lescht Mëttel applizéiert, wa sech déi aner Mesuren als inadequat oder net adaptéiert erausstellen, a gi reegelméisseg reevaluéiert.

Allgemeng kucken d'Justizautoritéite bei provisoresche Placementer, dass eng aner Mesure no spéitstens engem Joer gesprach gëtt (entweeder en definitive Placement oder e Maintien vum Kand a senger Famill), woubäi e Placement provisoire aus ënnerschiddleche Grënn kann undaueren (familiär Situatioun, Verloscht vum Familljenhaus, Hospitalisatioun vun engem vun den Elteren asw.).

ad 5. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7367 erkläert, erlaabt den informatesche System vun de Justizautoritéiten et net, dës Dauer auszerechnen.

ad 6. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7367 erkläert, erlaabt den informatesche System vun de Justizautoritéiten et net, dës Dauer auszerechnen.

**Dépôt par voie électronique des déclarations TVA** | Question **0366** (20/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Depuis le 1er janvier 2020, le dépôt par voie électronique des déclarations TVA est devenu obligatoire et les déclarations TVA sous format papier ne sont plus acceptées.

– J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances quel est le bilan de ce changement en termes de ponctualité de remise des déclarations, de traitement des dossiers et du nombre de dossiers.

– Combien de dossiers n'ont pas été acceptés parce qu'ils n'étaient pas complets ?

– Quelle a été l'assistance aux assujettis n'étant pas familiers avec les facilités électroniques ?

**Réponse** (22/03/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Le tableau ci-après renseigne sur (i) le nombre de toutes les déclarations (mensuelles, trimestrielles, annuelles et annuelles simplifiées) à déposer par tous les assujettis et personnes morales non assujetties pour les années d'imposition 2018 à 2022, (ii) le nombre de déclarations déposées au total ainsi que (iii) le nombre de celles qui ont été déposées dans les délais.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

La légère baisse du pourcentage des déclarations déposées dans les délais pour les années d'imposition 2020 et 2021 s'explique surtout par des mesures exceptionnelles de tolérance administrative liées à la pandémie du Covid-19 (les dépôts tardifs de déclarations de TVA n'étaient pas systématiquement sanctionnés par des amendes fiscales entre le 18 mars 2020 et le 31 mars 2021).

On constate une amélioration de la situation en termes de déclarations déposées dans les délais pour les déclarations de TVA relatives à l'année 2022. À noter que les données portant sur l'année 2023 ne sont pas complètes, étant donné que les délais pour le dépôt d'une partie des déclarations n'ont pas encore expiré.

En ce qui concerne l'aspect du traitement de dossiers, celui-ci ne peut être chiffré étant donné que la TVA est un impôt dit d'autoliquidation, déclaré et acquitté sous la responsabilité des assujettis et sous le contrôle de l'administration. Le moment ainsi que l'étendue des contrôles dépendent de l'évaluation du risque lié à chaque dossier et non pas de la manière dont le dépôt de la déclaration a été effectué. Un effet positif et non négligeable de la suppression des déclarations sur support papier est l'économie et l'utilisation plus judicieuse du personnel qui, à l'époque, était chargé de la saisie des données des déclarations dans la base de données.

Il importe également de souligner que, contrairement au dépôt des déclarations sur support papier, le dépôt électronique comporte l'avantage du renforcement de la sécurité juridique, en ce sens que les assujettis disposent immédiatement d'une preuve du dépôt de leur déclaration.

Depuis la mise en place de l'obligation générale du dépôt des déclarations par voie électronique, 4.343 dépôts non conformes (sur papier) ont été recensés concernant 3.401 assujettis différents. Étant donné que l'administration réagit à chaque dépôt sur support papier en informant l'assujetti concerné que son envoi ne peut, sous cette forme, pas être pris en compte et qu'en outre des instructions détaillées sur les modalités du dépôt sont systématiquement envoyées, on constate qu'une grande partie des concernés a, par la suite, effectué le dépôt par voie électronique. À souligner également que l'administration a fait preuve de tolérance au début de la mise en place du dépôt électronique obligatoire.

À côté des mesures prises dans le but d'informer tous les assujettis des nouvelles modalités obligatoires de dépôt des déclarations et dans le contexte duquel pratiquement toute la correspondance usuelle (avertissements, extraits de compte, fixations d'acomptes et autres) était à l'époque suivie d'une note explicative concernant le changement des modalités de dépôt des déclarations ainsi que des informations sur les différentes voies d'accès à la plateforme de dépôt eCDF, l'administration a émis des informations ciblées par courrier à ceux qui, avant la généralisation du dépôt électronique obligatoire, étaient habitués à déposer sur support papier.

En outre, ces mêmes informations ont été publiées sur chaque site Internet qui paraissait utile à cette fin, notamment celui de l'administration, le portail informationnel destiné à simplifier les échanges avec l'État (guichet.lu) ainsi que la plateforme électronique de Collecte des données financières (eCDF) du Centre des technologies de l'information de l'État.

Afin de faciliter la création de l'espace digital nécessaire pour le dépôt de déclarations aux assujettis ne disposant pas des certificats d'identification professionnels nationaux, jusque-là obligatoires pour effectuer cette démarche, le Centre des technologies de l'information de l'État a élargi cet accès aux personnes disposant d'un certificat d'authentification personnel ainsi qu'à ceux qui utilisent un certificat d'authentification européen (eIDAS). Cela a permis aux opérateurs économiques identifiés à la TVA en nom personnel ainsi qu'à ceux qui ne sont pas établis à l'intérieur du pays de déposer leurs propres déclarations sans forcément devoir recourir aux services d'un tiers.

Finalement, l'administration a mis en place un point d'assistance (helpdesk) pour toutes questions opérationnelles et des problèmes pratiques liés au dépôt.

**Services conventionnés du secteur de la santé** | Question **0378** (21/02/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Dans le contexte du rapport d'activité 2022 du Ministère de la Santé, particulièrement du chapitre III – Services conventionnés, plusieurs associations du secteur de la santé sont listées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Le ministère dispose-t-il d'une liste à jour des services conventionnés ?
– Si oui, pouvez-vous préciser les types de conventions en vigueur (accords sans support financier versus accords avec clé de financement) ?

2) Pourriez-vous détailler le processus décisionnel et les critères objectifs régissant l'attribution des conventions ?

3) Quel est le montant total alloué à ces acteurs pour la période de 2018 à 2023 ?

4) En 2023, combien d'associations conventionnées sont principalement, voire exclusivement, financées par le ministère ?

**Réponse** (04/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le chapitre III du rapport d'activité 2022 donne un aperçu des activités réalisées dans le cadre de conventions avec des organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique. Il s'agit actuellement de 33 associations pour lesquelles il existe 69 services conventionnés. Une même association peut donc bénéficier de plusieurs conventions couvrant chacune des services différents offerts par la même association.

À travers ces conventions, le ministère octroie une contribution financière couvrant les frais de personnel, selon un nombre d'équivalents temps plein (ETP) accordés, et des frais de fonctionnement, ainsi que des frais d'investissement.

ad 2) Pour l'octroi de ces conventions, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale prend une décision sur base de différents critères :
– les besoins de la population, les priorités de santé publique et les priorités politiques fixées dans l'accord de coalition,
– les disponibilités budgétaires,
– l'expertise dans le domaine,
– les conditions pour l'obtention d'un agrément dans le champ d'application de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique,
– l'application des critères de soutien financier de la loi du 8 septembre 1998 précitée (conditions à accepter par le demandeur concernant le format de la convention).

Pour toutes les demandes de conventionnement entrant au Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, une analyse détaillée de la demande en fonction des critères susmentionnés est effectuée sur base de pièces administratives. Dans la majorité des cas, la Direction de la santé est en outre mandatée pour donner un avis technique au niveau des aspects de la santé publique, qui s'accompagne souvent d'une visite des lieux où ont lieu les activités des services à conventionner.

ad 3) Frais de fonctionnement et de personnel alloués pour la période de 2018 à 2023 : 385.716.071 EUR.
Frais d'investissements alloués pour la période de 2018 à 2023 : 16.907.563 EUR.

ad 4) Environ la moitié des associations conventionnées sont principalement financées par le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale. Ces associations peuvent également recevoir des dons de particuliers ou de la part de certaines fondations.

**Présence d'animaux dans les établissements scolaires** | Question **0388** (23/02/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Bis elo war et esou, dass verschidden Enseignanten hiert Déier, zum Beispill hiren Hond, konnte mat an d'Schoul an an hir Klass huelen. Elo soll et awer esou sinn, dass a verschiddene Schoulen d'Enseignanten hir Déiere guer net méi dierfe mathuelen. An anere Schoulen dierfen nëmmen nach speziell ausgebilten Hënn mat engem Brevet matgeholl ginn. Hei dierfen dann och keng Hënn, déi an der Ausbildung sinn, méi eran.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass et a verschiddene Schoulgebaier hei am Land dem Enseignant net méi erlaabt ass, fir säin Déier mat an d'Schoul ze huelen?
Wa jo, firwat dierfen a verschiddene Gebaier keng Déiere méi matgeholl ginn?

2. Ginn et Reegelen, ënnert wéi enge Konditiounen Déiere mat an eng Schoul dierfe geholl ginn? Wa jo, wéi eng sinn dat?

**Réponse** (18/04/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Enseignement fondamental

No Réckfro bei de Regionaldirektioune léisst sech festhalen, datt keng Direktioun e generelle Verbuet ausgeschwat huet, deen et den Enseignanten net méi géif erlaben, een Déier mat an d'Schoul ze huelen. D'Konditiounen, déi mussen agehal ginn, fir een Déier dierfe mat an d'Schoul ze huelen, variéiere jee no Déier an et ass un de Regionaldirektiounen, fir eventuell Demandë vun Enseignanten ze analyséieren, fir duerno ze préiwen, ënnert wéi enge Konditiounen d'Interventioun vum Déier am schoulesche Kontext kéint stattfannen.

Am Enseignement secondaire ass et grondsätzlech net üblech, datt en Enseignant en Déier mat an d'Schoul bréngt. Sollt dëst de Fall sinn, muss et vun der Direktioun autoriséiert ginn. Dobäi applizéieren sech déi allgemeng Sécherheetsreegelen.

**Adaptation de la législation sur le cannabis** | Question **0398** (28/02/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ab dem 1. Abrëll gëtt et an Däitschland nei Bestëmmungen, wat de Cannabiskonsum ugeet. Dës nei Instruktioune sinn ënnert anerem och op Statistiken, wat de Konsum betrëfft, opgebaut ginn. Esou dierfen zum Beispill bis zu maximal 3 Planzen doheem ugebaut an och bis zu 25 Gramm fir den Eegekonsum am ëffentleche Raum mat sech gefouert ginn. Et fält virun allem och op, dass et hei gréisser Ënnerscheeder zu de Bestëmmungen zu Lëtzebuerg gëtt, zum Beispill wat de Besëtz a Konsum an der Ëffentlechkeet ugeet. Zu Lëtzebuerg gëtt et säit Juli 2023 jo och nei Bestëmmungen, och wann dës nëmmen en éischte Schrëtt vun enger méi grousser Strategie sollte sinn.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Gesondheet a Justiz dës Froe stellen:

1. Am Kontext vun der oft thematiséierter an uviséierter gemeinsamer Approche mat eisen Nopeschlänner, wéi positionéiert sech de Ministère par rapport zum Constat, dass et an eisem Nopeschland mat dësem Gesetz zu Ënnerscheeder kënnt, wat de Cannabiskonsum ugeet?

2. Gëtt et Iwwerleeungen, sech legislativ un de Bestëmmungen op däitschem Niveau ze alignéieren, besonnesch wat den ëffentleche Raum ugeet? Falls net, wat sinn d'Grënn heifir?

3. Wéi gesäit de Planning zu Lëtzebuerg aus a wéi eng konkreet legislativ Schrëtt sinn an dësem Kontext an den nächste 5 Joer geplangt? Gëtt et e konkreeten Timing, wéini dës weider Schrëtt geplangt sinn?

4. Gëtt et Zuelen, déi de Konsum vu Cannabis zu Lëtzebuerg beschreiwen? Falls jo, kënnen dës Zuele mat der Chamber gedeelt ginn? Falls nee, sinn esou Etüden en cours oder wéini plangt de Ministère, däraarteg Etüden ze lancéieren?

**Réponse** (04/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1. bis 3. Eng Reform vun der lëtzebuergescher Gesetzgeebung ass aktuell net virgesinn. Esou huet d'Regierung an hirem Koalitiounsaccord 2023-2028 zum Theema Cannabis festgehalen: „La culture du cannabis pour usage personnel telle qu'elle fut légalement encadrée sera maintenue. Le Gouvernement observera la position des trois pays avoisinants sur la légalisation du cannabis."[1]

An Däitschland wäert eng éischt onofhängeg Evaluatioun vun de gesellschaftlechen Auswierkunge vun hirem neie Gesetz 18 Méint nom Akraafttriede virgeholl ginn, an eng méi ausféierlech Evaluatioun, e. a. vun den Auswierkungen op de Kanner- a Jugendschutz, op de Gesondheetsschutz an op d'Kriminalitéit am Zesummenhang mam Cannabis, spéitstens véier Joer nom Akraafttriede gemaach ginn. Dëse Prozess wäert d'Regierung suivéieren, wéi och méiglech Entwécklunge vun der Legislatioun an den zwee aneren Nopeschlänner.

[1] Accord de coalition 2023-2028 p. 100

ad 4. De lëtzebuergesche Point focal vum „Observatoire européen des drogues et des toxicomanies“ erhieft reegelméisseg am Kader vu senger Missioun eng ganz Rei Zuelen iwwert de Konsum vu Cannabis.

Dozou gehéiere follgend Etuden, déi all via de Site „santé.lu“ ëffentlech zougänglech sinn an am Nationalen Drogerapport vun 2022 ze fanne sinn:

– den „European Health Interview Survey (EHIS)“ vun 2019;
– d'Etuden iwwert „Health Behaviour in School-aged Children (HBSC)“ vun 2022;
– d'Etudë vum „Réseau luxembourgeois d'information sur les stupéfiants et les toxicomanies (RELIS)“ vun 2022;
– den „European Web Survey on Drugs (EWSD)“ vun 2021.

**Regroupement familial des résidents des territoires palestiniens en guerre** | Question **0401** (29/02/2024) de **Mme Sam Tanson** | **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Lors d'une entrevue en date du 26 février 2024 avec des représentant.e.s du Bureau de la Chambre des Députés, des membres de la communauté palestinienne à Luxembourg ont expliqué qu'ils souhaiteraient que des membres de leurs familles actuellement bloqués dans la bande de Gaza ou dans la région puissent les rejoindre – même temporairement – afin de pouvoir quitter les conditions terribles auxquelles ils sont exposés.

Suivant les explications reçues, des personnes originaires de Gaza résidant au Luxembourg (dont des ressortissants luxembourgeois) ont déposé une demande de regroupement familial auprès de la Direction de l'immigration. Selon les informations reçues une de ces demandes a d'ores et déjà été rejetée parce que les conditions établies par la loi n'auraient pas été remplies.

Dans un courrier adressé à Monsieur le Ministre, le Collectif réfugiés Luxembourg (LFR) quant à lui a également fait état « de cas, qui ont vu leur demande de réunification familiale rejetée pour leurs parents, en raison de l'absence de preuve de soutien financier, ce qui n'est pas facile à prouver pour les Palestiniens ». Le LFR demande que le Gouvernement facilite le regroupement familial à travers une débureaucratisation des procédures de visa et une prise en considération de la famille du 2e degré (frères, sœurs, oncles, tantes, neveux, nièces). Il évoque par ailleurs les visas d'urgence temporaires spéciaux voire le traitement prioritaire des demandes de protection internationale de réfugié.e.s palestinien.ne.s de la bande de Gaza comme possibilités pour permettre aux personnes de rejoindre leur famille au Luxembourg dans un délai plus raccourci.

De manière plus générale, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a recommandé au Gouvernement luxembourgeois de faciliter la réunification familiale de bénéficiaires de protection internationale, notamment par le biais d'une simplification des exigences en matière de preuve, par une prise en compte de la composition effective de la cellule familiale et des liens de dépendance (donc aller au-delà de la famille nucléaire) ou encore par une diminution des coûts (y compris administratifs) liés au regroupement familial.

L'accord gouvernemental 2023-2028 reste muet sur la question du regroupement familial.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Monsieur le Ministre compte-t-il agir afin de faciliter le regroupement familial pour les membres de famille résident.e.s de la bande de Gaza ?

2) Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il les pistes esquissées par le LFR à cet égard ?

3) Monsieur le Ministre suivra-t-il les recommandations formulées par le HCR au sujet de la facilitation de la réunification familiale de bénéficiaires de protection internationale ? Est-ce que des modifications sont prévues pour faciliter le regroupement familial pour ressortissants de pays tiers plus généralement ?

4) Combien de personnes originaires de Palestine ont déposé une demande de protection internationale au Luxembourg en 2023 (ventilé par mois) et au cours des deux premiers mois de 2024 ?

**Réponse** (29/03/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) et 2) Il est renvoyé à la réponse relative à la question parlementaire 265 du 1er février 2024.

ad 3) Le Gouvernement applique la diligence nécessaire en ce qui concerne les demandes de regroupement familial dans le chef de bénéficiaires de protection internationale originaires de la bande de Gaza au niveau des preuves à fournir, en sachant que, dû à la situation sur place, certaines pièces ne peuvent que difficilement être soumises.

Actuellement, il n'est pas prévu d'élaborer un avant-projet de loi afin d'élargir le champ d'application de la loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration au niveau du regroupement familial et de dépasser, par conséquent, le cadre mis en place par la directive 2003/86 relative au droit au regroupement familial.

ad 4) Du 1er janvier 2023 au 7 mars 2024, 17 personnes provenant des territoires palestiniens ont introduit une demande de protection internationale au Grand-Duché. À cause de ce nombre limité de demandes, une ventilation par mois ne peut pas être fournie à cause des principes élémentaires de la protection des données et de la nécessité d'accorder une attention particulière à la confidentialité de la procédure de protection internationale en cours.

**Propos de Monsieur le Ministre des Sports sur le journalisme sportif** | Question **0402** (29/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Dans une interview avec le magazine luxembourgeois « Mental », Monsieur le Ministre des Sports Georges Mischo a affirmé qu'il regrette qu'il n'y ait pas un deuxième magazine comparable « car si vous regardez les pages sportives du "Tageblatt", du "Wort" ou dans "Le Quotidien" : c'est de plus en plus superficiel et lapidaire » (citation de Monsieur le Ministre Mischo dans le magazine sportif « Mental »).

Ces affirmations sont ressenties par les médias visés comme diffamatoires, comme dénigrement, d'autant plus que ces médias consacrent en moyenne 15 pages par jour à l'actualité sportive.

– Comme Monsieur le Ministre conteste avoir utilisé ces mots et que l'interview a quand même été publiée sur le site du Gouvernement en date du 2 février 2024, nous aimerions savoir s'il a donné son feu vert à l'interview avant la publication.

– De Monsieur le Premier ministre ayant dans ses attributions les médias et la communication nous aimerions savoir quelle est sa position devant un tel jugement négatif de la part du Ministre des Sports sur la qualité des rubriques sportives d'une grande partie des médias luxembourgeois et indirectement du travail des journalistes concernés ?

– Étant donné que la presse écrite et donc une grande partie de la presse sportive se voient confrontées de plus en plus à des contraintes financières, le Gouvernement envisage-t-il des aides supplémentaires pour que les médias visés puissent « approfondir et compléter » encore davantage leurs rubriques sportives ?

**Réponse** (19/03/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

Les ministres estiment que la presse luxembourgeoise, y compris la presse sportive, est de très bonne qualité.

En ce qui concerne l'interview en question, une relecture n'a pas été proposée au Ministre des Sports.

L'évaluation du régime d'aides à la presse mis en place par la loi du 30 juillet 2021 relative à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel est en cours.

**Mendicité simple** | Question **0403** (29/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Inneminister huet op meng parlamentaresch Fro N° 0145 geäntwert, dass d'Police an de leschte fënnef Joer 106 Protokoller wéinst organiséierter Heescherei ausgestallt huet an 6 Dossiere beim Parquet opgemaach goufen.

Wärend d'organiséiert Heescherei kloer ënner Strof steet, ass et bei der einfacher Heescherei net esou evident fir d'Police an d'Justiz, fir dës ënner Strof ze stellen. De Procureur vum Bezierk Lëtzebuerg hat op RTL de 17. Januar gesot, „dass d'Mendicité simple am Code pénal net méi besteet. [...] 2008 wier d'Immigratiounsgesetz op verschiddene Punkte geännert ginn (notamment den Artikel 563 vum Code pénal) an do hätt de Legislateur wuel ‚par inadvertance' een Artikel gestrach, an deem et och ëm d'Mendicité simple goung. Et géingen awer Leit ginn, déi géinge soen, dass déi einfach Heescherei de facto net ofgeschaaft gi wier."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Huet den Inneminister Zuelen dozou, wéi vill Persounen an de Joren 2019 bis 2023 wéinst einfacher Heescherei protokolléiert goufen?

2. Op Basis vu wéi enge legalen Dispositiounen (Gesetzer, Gemengereglementer) huet d'Police d'Infraktioun vun der einfacher Heescherei an der Vergaangenheet festgestallt a protokolléiert?

Wéi eng Beweiser an Indizie goufen heifir genotzt, fir dës Infraktioun kënne festzestellen?

3. Wéi eng Informatioune kruten d'Polizisten an der Vergaangenheet (Consignen, Ausbildung an der Policeschoul etc.), fir déi einfach Heescherei als Infraktioun ze erkennen an ze protokolléieren?

**Réponse** (03/04/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Police grand-ducale huet an de Joren 2019 bis 2023 keng Persoun op der Basis vum Artikel 563 Punkt 6 vum Code pénal verbaliséiert.

ad 2. An der Vergaangenheet huet fir d'Police de vir zitéierten Artikel vum Code pénal als legal Basis gezielt.

ad 3. D'Poliziste kruten Instruktiounen am Aklang mam Code pénal.

**Sites Internet des communes** | Question **0404** (29/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Lëtzebuerg huet 100 Gemengen an deemno och 100 Gemengewebsäiten. Dës Websäite spillen hautzedaags eng kruzial Roll an der Kommunikatioun mam Bierger an erliichteren d'Zesummenaarbecht tëschent de Bierger:inne mat hirer Gemengeverwaltung. Dat spuert Zäit. Fréier huet een nach missen op d'Gemeng goen, fir administrativ Demarchen ze maachen oder Dokumenter ze kréien. Och fir Informatiounen ze kréien, huet een als Bierger missen entweeder physesch op d'Gemeng goen oder selwer an Zeitungen, Flyeren oder bei de Reider nokucke goen.

Doduerch, dass d'Gemenge Websäiten hunn, kënnen d'Bierger:innen sech also schnell informéieren. Wie selwer nokucke geet, dee gesäit, dass vill Websäite bis ewell awer nëmmen a franséischer Sprooch ugebuede ginn, souwuel wat d'Menünavigatioun ugeet wéi och d'Inhalter op der Websäit. Fir vill Leit ass dat eng Hürd, well si d'Informatiounen net verstinn oder Verständnisproblemer mat der frankophoner Sprooch hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Gemengewebsäiten hei am Land sinn op Lëtzebuergesch?

2. Wéi vill Gemengewebsäiten hei am Land bidde méi wéi zwou Sproochen un?

**Réponse** (26/03/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Den Inneminister féiert keng Statistiken iwwert d'Internetsitte vun de Gemengen.

**Légalisation du cannabis** | Question **0405** (29/02/2024) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

Le Parlement de la République fédérale d'Allemagne a adopté la légalisation du cannabis en Allemagne. La possession et la culture de cette drogue deviendront légales le 1er avril 2024, avec de nombreuses conditions pour les personnes majeures à des fins de consommation personnelle.

Dans la mesure où le Gouvernement a annoncé vouloir observer les développements à ce sujet dans les trois pays limitrophes, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

– Comment Madame la Ministre se positionne-t-elle par rapport à cette nouvelle loi ?

– Madame la Ministre souhaite-t-elle entamer des réformes de la législation luxembourgeoise en la matière à la suite des évolutions en Allemagne ?

– Madame la Ministre a-t-elle l'intention de suivre l'approche de l'Allemagne en ce qui concerne la quantité de cannabis qu'une personne peut transporter sur elle ?

– Madame la Ministre souhaite-t-elle suivre l'exemple de l'Allemagne pour autoriser la consommation de cannabis sur la place publique, hors exceptions telles que les écoles et centres sportifs ?

– Madame la Ministre estime-t-elle opportun de suivre l'exemple de l'Allemagne et d'autoriser les « associations de culture » non commerciales (Anbauvereinigung) ?

**Réponse** (04/04/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Une réforme de la législation luxembourgeoise n'est actuellement pas prévue. Ainsi, l'accord de coalition 2023-2028 stipule que : « La culture du cannabis pour usage personnel telle qu'elle fut légalement encadrée sera maintenue. Le Gouvernement observera la position des trois pays avoisinants sur la légalisation du cannabis. »[2]

Le Gouvernement a pris connaissance de la légalisation partielle du cannabis en Allemagne qui entrera en vigueur à partir du 1er avril et analysera les répercussions qui en découleront. Il convient de noter qu'en Allemagne une première évaluation indépendante des effets sociaux de cette nouvelle loi sera réalisée 18 mois après l'entrée en vigueur de la loi. Une évaluation plus détaillée sur la protection de l'enfance et de la jeunesse, sur la protection de la santé publique et sur la criminalité liée au cannabis, est prévue au plus tard quatre ans après l'entrée en vigueur. Le Gouvernement suivra ce processus, ainsi que toute autre évolution de la législation dans les deux autres pays avoisinants.

**Déclarations auprès du Centre commun de la sécurité sociale (CCSS)** | Question **0406** (29/02/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Vill Leit wiesselen am Laf vun hirem Liewen de Wunnsëtz an ëmmer méi Leit ginn och an d'Ausland wunnen, sief et well si do eng Aarbecht fonnt hunn oder fir hire Liewensowend ze genéissen. Wa Persounen hire Wunnsëtz definitiv an d'Ausland verleeën, mussen si sech zu Lëtzebuerg ofmellen. Domat sinn si natierlech och net méi bei der Krankekeess affiliéiert. Si kréien dann een entspriechenden Ziedel, mat deem si sech an hirem neie Wunnland bei der Krankekeess kënnen umellen. Bis dëse Prozess ofgeschloss ass an d'Leit nees krankeversécher sinn, kann et awer wuel e puer Wochen daueren, an deenen d'Leit net richteg versécher sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Geet dës Karenzzäit, déi entsteet, fir sech bei der Krankekeess zu Lëtzebuerg a bei der Krankekeess am neie Land of- an unzemellen, op eng lëtzebuergesch oder eng europäesch Gesetzgeebung zréck?

2. Sollt et sech ëm eng reng lëtzebuergesch Legislatioun handelen, ass d'Regierung gewëllt, déi definitiv Ofmeldung bei der Lëtzebuerger Sécurité sociale esou laang ze verlängeren, bis déi definitiv Umeldung am neie Wunnland ofgeschloss ass?

**Réponse** (03/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Als éischt muss erwäänt ginn, datt d'Sozialversécherung an der Europäescher Unioun duerch europäesch Reglementer koordinéiert gëtt (Reglement (CE) Nr. 883/2004 iwwer d'Koordinatioun vun de Sozialversécherungssystemer a säin Applicatiounsreglement (CE) Nr. 987/2009), déi zum Zil hunn d'Sozialversécherungsrechter vu Leit, déi sech an der Europäescher Unioun beweegen, ze schützen. Dës Reglementer setze speziell Reegele fest fir ze bestëmmen, wéi ee Sozialversécherungssystem fir eng Persoun gëllt, a setzen de fundamentale Prinzipp vun der Eenheet vun der gëlteger Gesetzgeebung fest, no deem eng Persoun nëmmen der Gesetzgeebung vun engem eenzege Memberstaat ënnerläit.

Et ass wichteg ze betounen, dass et sech ëm eng Koordinatioun handelt, an d'Memberstaate bleiwen zoustänneg, fir d'Grondprinzippie vun hire Sozialversécherungssystemer ze bestëmmen. Dëst ëmfaasst och déi erfuerderlech Formalitéiten, déi een erfëlle muss, fir vun der Sozialversécherung vun deem jeeweilege Memberstaat ze profitéieren.

Generell ass et wichteg ze preziséieren, datt eng Ännerung vun der Residenz oder vun der Aarbechtsplaz innerhalb vun der Europäescher Unioun eng Neibewäertung vun der Kompetenz vun der Krankeversécherung no den europäesche Reglementer erfuerdert.

Eng Persoun an enger Situatioun, wéi se vum honorabelen Deputéierten ugeschwat gëtt, déi Lëtzebuerg verléisst, fir sech an engem anere Memberstaat ze installéieren, ass der Gesetzgeebung vun deem anere Memberstaat ënnerluecht a benefisséiert vun der Krankeversécherung, sou wéi et am Gesetz vun deem Memberstaat virgesinn ass.

Fir Rentner mussen déi betraffe Memberstaaten no der Ännerung vun der Residenz d'Kompetenz an der Krankeversécherung klären, well méi wéi een Zenario optriede kann, ofhängeg vum Versécherungsverlaf vum Rentner.

D'europäesch Reglementer iwwer d'Koordinatioun vun de Sozialversécherungssystemer gesi keng Waardezäit vir, wat den Ufank vun enger neier Affiliatioun an engem neie Memberstaat ugeet.

D'Aschreiwungsprozeduren am neie Memberstaat hänken awer vun de Formalitéiten of, déi a senger Gesetzgeebung virgesi sinn.

Dobäi kënnen, wéi schonn uewe beschriwwe gouf, Echangen tëscht den Institutioune vun de betraffene Staaten néideg sinn, fir d'Rechter vun der Persoun festzeleeën. Elektronesch Echangen tëscht den Institutioune vun de Memberstaate vun der Europäescher Unioun goufen opgestallt (EESSI-System) an erlaben et ënner anerem, d'Prozeduren ze beschleunegen.

Schlussendlech ass et wichteg ze ënnersträichen, dass Artikel 8 vun de Statute vun der CNS d'Erhale vun de Rechter op d'Gesondheetsleeschtunge fir de lafende Mount souwéi fir déi dräi Méint dono virgesäit, am Fall wou d'Affiliatioun ophält. Dëst Erhale vun de Rechter ass un d'Bedéngung gebonnen, dass den Assuré riichtduerch wärend engem Zäitraum vu sechs Méint direkt virum Ophale vun der Affiliatioun verséchert war. Ausserdeem ass nach eng weider Verlängerung vun dräi méi Méint virgesinn, wann den Assuré grad krank ass. Dowéinst, esoubal d'Konditioune vum Artikel 8 vun de Statuten erfëllt sinn, halen d'Gesondheetsleeschtungen net direkt op, wann den Assuré seng Affiliatioun verléiert.

ad 2. Wéi uewen ugedeit, hunn d'Leit laut dem Artikel 8 vun de Statute vun der CNS e Recht op Gesondheetsleeschtunge fir de lafende Mount souwéi fir déi dräi Méint dono, wann d'Affiliatioun opgehal huet, ënnert der Bedéngung, datt den Assuré riichtduerch wärend engem Zäitraum vu sechs Méint direkt virum Ophale vun der Affiliatioun verséchert war.

**Problématiques du logement dans l'espace transfrontalier** | Question **0407** (01/03/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Un reportage récemment publié dans le journal « Le Monde » a mis en lumière les évolutions en matière de logement dans les communes françaises proche de la frontière franco-luxembourgeoise. L'article cite entre autres des élu.e.s locaux qui pointent du doigt des entreprises luxembourgeoises qui achèteraient ou loueraient des logements en France pour y faire dormir leurs ouvriers dans des conditions souvent indécentes. De nombreux immeubles seraient transformés pour y héberger un maximum de personnes dans des

[2] Accord de coalition 2023-2028, p. 100

chambres ou des petits studios souvent loués à des prix élevés. Cette prolifération de petits logements et de chambres à louer entrainerait de nombreux problèmes au niveau de la planification urbaine et des services publics pour les communes concernées. L'impact négatif de la pénurie de logements abordables au Luxembourg sur les communes à la frontière franco-luxembourgeoise est donc indéniable.

Dans ce contexte je voudrais rappeler l'étude de faisabilité en vue de la création d'un observatoire transfrontalier du logement présentée lors d'une réunion de la Commission du Logement le 14 mai 2020. Cet observatoire serait censé permettre de faire progresser la connaissance en matière de logement, e. a. en ce qui concerne le fonctionnement des marchés immobiliers des régions voisines du Luxembourg. Parmi les thèmes prioritaires présentés lors de cette réunion pour une telle coopération en Grande Région figuraient la mobilité résidentielle transfrontalière, les conditions des logements et les besoins en logements abordables en Grande Région.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre de la Grande Région :

1) Messieurs les Ministres sont-ils en faveur de la création d'un observatoire transfrontalier du logement ? Dans l'affirmative, quel scénario préconisent-ils pour la création d'un tel observatoire ?

2) Quelle importance accorderaient-ils aux travaux scientifiques réalisés par un tel observatoire dans la définition des politiques publiques en matière de logement dans l'espace transfrontalier ?

3) Les travaux en vue de la création d'un tel observatoire ont-ils progressé depuis la présentation du projet en commission en 2020 ?

4) Messieurs les Ministres sont-ils conscients des situations de logement souvent difficiles des travailleurs frontaliers ainsi que de la pression exercée par les marchés du logement et du travail luxembourgeois sur les communes françaises à la frontière franco-luxembourgeoise ? Messieurs les Ministres sont-ils plus particulièrement conscients des activités immobilières d'entreprises luxembourgeoises dans les communes françaises pour y faire dormir leurs salarié.e.s ?

5) Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres entendent-ils prendre des mesures pour soutenir les communes concernées, voire pour réduire la pression exercée par l'économie luxembourgoise sur les localités frontalières françaises ? Si oui, lesquelles ?

**Réponse** (03/04/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Xavier Bettel,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) L'objectif d'un observatoire transfrontalier de l'habitat est largement partagé par les acteurs concernés de la Grande Région. Il s'agit de renforcer et de compléter les liens existants entre les différentes entités de recherche afin d'améliorer et d'harmoniser la collecte de données existantes, de compléter les lacunes d'information sur le marché immobilier et sur l'habitat ainsi que d'initier au cours des mois à venir des premières études à l'échelle transfrontalière.

ad 2) Le rôle de l'observation transfrontalière et des travaux scientifiques qui en découlent est multiple. Ils permetent l'identification de la quantité et de la nature de l'offre (transfrontalière) des logements, y compris abordables, au Luxembourg et dans les régions voisines ainsi que des échanges sur de bonnes pratiques susceptibles d'accroitre l'offre en logements, que ce soit au niveau urbanistique, foncier ou financier. Ces travaux permettent aussi d'approfondir les connaissances sur les choix résidentiels des ménages dans l'espace transfrontalier et sur les conséquences de la mobilité transfrontalière pour le Luxembourg et les territoires voisins, ainsi que d'identifier les situations précaires en rapport avec le logement sur le territoire transfrontalier.

ad 3) Le Comité de coordination du développement territorial (CCDT), qui a pour mission de suivre et de coordonner l'ensemble des travaux relatifs à l'aménagement du territoire de la Grande Région, rassemble un grand nombre d'acteurs pouvant intervenir utilement dans le développement de cet observatoire. Lors de la réunion du 19 janvier 2024 du CCDT le projet d'un observatoire transfrontalier a fait l'objet d'un échange-débat. Sur proposition du MLOGAT, les membres ont affirmé leur intérêt de lancer un projet Interreg sur un observatoire transfrontalier de l'habitat.

Le Gouvernement luxembourgeois est dès lors confiant que les travaux conceptionnels pourront être dynamisés au courant des mois à venir et qu'un projet Interreg à ce sujet puisse voir le jour. À cet effet le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire a inscrit la coordination de ces travaux parmi les activités prévues au programme de travail de l'Observatoire de l'habitat luxembourgeois et pour lequel le LISER est chargé de la mise en œuvre. Actuellement, des agents du Département de l'aménagement du territoire et du Département du logement élaborent avec les équipes du LISER les premières esquisses d'un tel projet.

ad 4) et 5) La situation du logement à l'échelle transfrontalière fait régulièrement l'objet d'échanges bilatéraux et régionaux. Grâce aux travaux des différents instituts de recherche, la situation délicate en matière de logement est dès lors relativement bien connue de part et d'autre des frontières.

Outre une analyse approfondie de la situation du logement, la création d'un observatoire transfrontalier de l'habitat permettrait d'analyser les interconnexions transfrontalières des marchés de l'emploi et de l'habitat.

La problématique du logement s'insère dans une approche plus large d'aménagement du territoire qui doit être menée aux échelles nationales, régionales et communales.

**Protection des enfants dans le sport** | Question **0408** (01/03/2024) de **Mme Mandy Minella** (DP)

Beim „safeguarding" am Sport geet et drëms fir Kanner a Jugendlecher ze schützen, an ze garantéieren, dass de Sport kann op eng Manéier ausgeüübt ginn, dass déi bedeelegt Persounen sech wuelfillen a kengem physeschen, mentalen oder sexuelle Mëssbrauch oder „grooming" ausgesat sinn. D'Zil ass, d'Sécherheet vun de Kanner a Jugendlechen am Sport ze garantéieren, fir dass si sech voll a ganz kënnen op de Sport konzentréieren.

Dem Koalitiounsprogramm 2023–2028 no soll d'ALAD (Agence luxembourgeoise antidopage) sech an Zukunft mat dem Theema befaassen an als National Agence fir d'Integritéit vum Sport agéieren. D'ALAD wier dann eng Cellule, wou Sportler a Sportlerinnen eng Ulafstell hätten, fir Abusen (z. B. vu verbaler, gewalttäteger oder sexueller Natur) ze denoncéieren. En Aarbechtsgrupp, deen aus Experte besteet, wäert an éischter Phas intervenéieren an de Ministère wäert en nationalen Aktiounsplang developpéieren zu deem Sujet.

Leider ginn et international vill ze vill Abusen an et kommen ëmmer méi erschreckend Fäll eraus, an dat an alle Sportaarten, sief dat vum Amateursport bis hin zum Profisport. No enger Etüd am Joer 2021 vun der Edge Hill University, déi vun der EU finanzéiert gouf, ass festgestallt ginn, dass op engem Echantillon vun 10.000 Leit aus 6 Länner (Éisträich, Belsch, Däitschland, Rumänien, Spuenien a UK) ¾ vun de Kanner, déi Sport praktizéiert hunn, Opfer gi ware vu psychologeschen oder physeschen Abusen.

En vue vun den Olympesche Spiller 2024 zu Paräis wier lo sécherlech de Moment räif, fir sech méi mat deem Theema ofzeginn.

An deem Kader wollt ech dem Här Sportsminister folgend Froe stellen:

1. Wéini huet de Minister wëlles, de „safeguarding" am Sport anzeféieren?

2. Gëtt d'ALAD d'Ulafstell fir Beschwerden am Fall vun Abusen am Sport?

3. Ginn et Zuelen zu Lëtzebuerg, déi d'Abusen am Sport uginn?

4. Wéi ginn Trainer an Trainerinnen an hirem Beräich sensibiliséiert a kontrolléiert?

5. Huet de Ministère wëlles, eng Sensibiliséierungscampagne an deem Domaine ze lancéieren?

**Réponse** (27/03/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. Meng Servicer um Sportsministère schaffen aktuell intensiv drun, en Aktiounsplang zu dësem sensibele Sujet opzestellen an ëmzesetzen. Beim Theema Safeguarding geet et drëms, en Ëmfeld fir de Sport ze schafen, dat d'Gesondheet an d'Wuelbefanne vun de Sportler*innen, den Trainer*innen, den Offiziellen an deene sëllege Benevollen, souwéi och d'Kredibilitéit vum Sport selwer, garantéiert respektiv protegéiert. Dëst betrëfft jiddereen deen de Sport selwer bedreift oder encadréiert a virun allem d'Kanner an déi Jugendlech.

D'Konzept vum Safeguarding am Sport couvréiert all d'Mesuren, déi ergraff gi fir déi, déi am Sport aktiv sinn, viru Blessuren, physescher oder moralescher Belästegung, all Form vun Intimidatioun oder Abus ze schützen.

ad 2. D'Schafe vun enger onofhängeger Ulafstell, déi d'Integritéit vum Sport soll garantéieren, ass eng vun de Prioritéiten, déi och esou aus dem Koalitiounsaccord ervirgeet. An deem Kontext sinn och schonn eng Partie Gespréicher mat der ALAD gefouert ginn. Do lafen elo d'Analysen, wéi een dës Ulafstell am Beschte kann opstellen, fir datt si hiren Erausfuerderunge ka gerecht ginn. Dës Ulafstell, mat hiren neie Kompetenzen, wäert sech dann e Kader ginn, fir d'Integritéit am Sport ze schützen. Domat limitéiere mir eis net just gär op de Kampf géint den Doping oder de Safeguarding, mee schafen eng Struktur, déi sech op allen Theemefelder vun der Integritéit am Sport positionéiert, sou wéi zum Beispill de Match-fixing, de Fair-play oder d'Präventioun vu Verletzungen, fir just dës ze nennen.

ad 3. Bedauerlecherweis ginn et aktuell zu Lëtzebuerg keng Zuele wat d'Abusen am Sport ugeet.

ad 4. D'Theema Safeguarding, mat engem Fokus op d'Kanner an déi Jugendlech, ass Bestanddeel vun der Partie commune LUXQF3 Trainerformatioun. Deemno gëtt all Trainer*in, deen d'Formatioun duerchleeft, zu dësem Sujet sensibiliséiert.

ad 5. D'Sensibiliséieren ass natierlech e wichtegt Element vun engem Aktiounsplang.

**Initiative pour l'emploi ProActif** | Question **0409** (01/03/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

De 5. Februar gouf den Direkter vun der Beschäftegungsinitiativ ProActif SIS SARL (fréier ProActif ASBL) wärend engem Krankeschäin duerch de President vum Verwaltungsrot entlooss. D'Decisioun gouf mat enger verbaler a quasi physescher Aggressioun vum Direkter vis-à-vis vum President begrënnt. Kuerz dorop huet den LCGB ugekënnegt, op Basis vun de selwechte Virwërf eng Ausschlossprozedur géint den Direkter ze lancéieren.

D'Rechtméissegkeet vun där Decisioun steet awer verschiddene Presseartikelen no mëttlerweil op dënnem Äis. Eegener Ausso no hat de betraffenen Direkter, esou wéi de Code du travail et virschreift, den Dag selwer ugeruff fir sech krankzeschreiwen an och de Certificat vum Dokter ageschéckt, sou datt hien u sech ënnert de gesetzleche Kënnegungsschutz vum Krankeschäi fält. Weider wier, dem Kollektivvertrag no, virun all Entloossung och e Gespréich mam Betraffene virgesinn, eng Obligatioun, déi aus dem Artikel L.124-2 vum Code du travail ervirgeet. Weider heescht et an der Press, datt dës Decisioun vum Verwaltungsrot vu ProActif hätt misse gestëmmt ginn, mee datt de Gremium amplaz just nodréiglech informéiert gi wier. Mëttlerweil hunn och verschidde Membere vum Verwaltungsrot dem Direkter, wéi et schéngt, weiderhin hiert Vertrauen ausgeschwat. Obwuel den Direkter selwer nach formell Member vum Verwaltungsrot ass, gouf hien och net an d'Reunioun, déi sech mat sengem Fall befaasst huet, invitéiert, fir seng Perspektiv ze presentéieren.

Doriwwer eraus gëtt d'Substanz vun de Virwërf mëttlerweil an Zweiwel gezunn. Sou wollt de President op Nofro hin anscheinend net méi op Detailer iwwert de Virfall agoen an och Aussoe vun Zeie goufen aus Dateschutzgrënn op eemol zeréckbehalen. Weider gouf och dem Direkter säin Zougang zu sämtlechen déngschtlechen, elektroneschen Apparater gespaart, sou datt hie méiglecherweis net méi op wichteg Dokumenter kann zeréckgräifen, déi säi Fall betreffen. Am Gespréich mam RTL-Journal huet hien dann och virun der Kamera sämtlech Virwërf zeréckgewisen an amplaz selwer Virwërf vu schwéiere verbalen Aggressioune bis hin zum Mobbing, géint de President erhuewen.

Déi verschidde Beschäftegungsinitiative gi vum Här Aarbechtsminister sengem Haus mat insgesamt 25 Milliounen Euro d'Joer ënnerstëtzt. De Ministère huet an deem Kader och e Sëtz am Verwaltungsrot vu ProActif zegutt. Den entspriechende Vertrieder konnt, der Press no, wéinst sengem Congé awer net un där entspriechender Sëtzung deelhuelen. Den Här Minister selwer hat anscheinend eng perséinlech Entrevue mam Betraffenen ugekënnegt, deen elo – jiddefalls bis de komplizéierte Fall eng Kéier geklärt ass – mat engem groussen Imageschued ze kämpfen huet. Hien huet dës Ausso awer mëttlerweil zeréckgezunn.

Et ass net déi éischte Kéier, datt ProActif negativ an d'Schlagzeile geréit. 2011 hat en Audit fir d'Joren 2005–2010, dee vum deemolegen Aarbechtsminister, dem Här Nicolas Schmit, lancéiert gouf, e schlechten Ëmgang mat Steiersuen a Milliounenhéicht un d'Liicht bruecht. An der Conclusioun huet et geheescht, datt déi Suen zeréckbezuelt sollte ginn. Ewéi den deemolegen Aarbechtsminister, den Här Dan Kersch, an der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 2017 aus der Legislaturperiod 2018–2023 geäntwert hat, war dat bis dato net geschitt an den Här Minister Kersch hat seng Servicer eegener Ausso no ugewisen, en neie Plan de remboursement mat ProActif auszehandelen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Aarbechtsminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi reagéiert den Här Minister op d'Virgäng ronderëm d'Entloossung vum Direkter vu ProActif? Kann den Här Minister an deem Zesummenhang preziséieren, wéi eng Konsequenzen hien aus der Tatsaach zitt, datt déi entspriechend Reunioun vum Verwaltungsrot op en Dag geluecht gouf, op deem de Vertrieder vu sengem Haus d'office verhënnert war?

2. Wéi begrënnt den Här Minister seng Decisioun, déi ugekënnegt Entrevue mam betraffenen Direkter zeréckzezéien?

3. Kann den Här Minister matdeelen, wéi eng Modalitéiten an deem 2020 annoncéierte Plan de remboursement festgehale goufen an ob dës bis ewell vusäite vun der fréierer ASBL respektéiert goufen? Wier den Här Minister bereet, der Chamber déi entspriechend Dokumenter zoukommen ze loossen?

4. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, wéi eng Zomm ProActif am Kader vun der Ënnerstëtzung vun de Beschäftegungsinitiativen an de Joren 2012 bis 2023 jeeweils zoukomm ass, a preziséieren, ob d'Verwendung vun deenen entspriechende Beträg opgrond vun den Erfarungen aus dem Joer 2011 systematesch auditéiert gouf? Falls net, firwat net?

**Réponse** (02/04/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1. D'Entloossung vum Direkter ass eng intern Personaldecisioun vu ProActif SIS SARL. Et gëtt keng Dispositioun an de „conventions de coopération", déi de Beschäftegungsinitiative virschreift, ween si astelle respektiv ween si entloossen.

De Vertrieder vum Aarbechtsministère ass just als Observateur bei de Reunioune vum Conseil de gérance vu ProActif SIS SARL dobäi. Vu datt hie kee Stëmmrecht huet, hätt seng Präsenz keen Afloss op d'Decisioun kënnen hunn, deemno sinn op deem Punkt keng Konsequenze vum Minister ze zéien.

ad 2. De betraffenen Direkter hat bis dohinner keng Entrevue vum Minister versprach kritt, deemno konnt déi och net zréckgezu ginn.

ad 3. Obwuel 2020 ee Plan de remboursement annoncéiert gouf, gouf a béider Averständnis an opgrond vun der deemoleger ekonomescher Situatioun vun der fréierer ASBL, ee sougenannte „plan d'investissement" opgestallt, dee virgesäit, dass déi fälleg Zomm sollt investéiert ginn a soumat d'Weiderbestoe vun der Initiativ garantéiert sinn, déi als Haaptmissioun huet, de Leit eng zweet Chance ze ginn, si ze stabiliséieren an ze forméieren, fir dës, am Idealfall, erëm op den éischten Aarbechtsmarché ze kréien.

Dësen „tableau d'investissement" gëtt eis all Joer matgedeelt an den zoustännege Service um Ministère iwwerpréift, dass d'Suen och fir déi uewe genannte Missioun gebraucht gi sinn.

Opgrond vun der Vertraulechkeet vun dësen Donnéeën, déi der SARL gehéieren, ass den Aarbechtsminister der Meenung, dass et him net zousteet, den deementspriechenden Tableau ëffentlech zougänglech ze maachen.

ad 4. D'Zommen, déi ProActif ASBL respektiv ProActif SIS SARL an de Joren 2012 bis 2023 am Kader vun hirem Konventionnement als Beschäftegungsinitiativ kritt hunn, sinn déi follgend:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Esou wéi d'Gesetz et virgesäit, kritt all Beschäftegungsinitiativ hir Konventioun, Joer fir Joer, sur Demande erneiert.

Am Kader vun der „Convention de coopération" hunn d'Beschäftegungsinitiativen eng Obligatioun, hir Konten all Joer vun engem agreéierte Réviseur d'entreprises kontrolléieren ze loossen, dëst onofhängeg vun de legalen Obligatiounen, déi mam jeeweilege Statut (ASBL, Société coopérative, SARL etc.) vun der Beschäftegungsinitiativ verbonne sinn.

Zousätzlech kann de Ministère Kontrollen op der Plaz an op Dokumenter duerchféieren, wat am Hierscht 2023 gemaach gouf, esou wéi et am Artikel 82 vum ofgeännerte Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert de Budget, d'Comptabilitéit an d'Trésorerie vum Staat virgesinn ass.

Ee sougenannte Prérapport gouf vum zoustännege Service am Ministère erstallt an der SARL pour Prise de position zoukomme gelooss. Zanter Ufank Mäerz läit hir Stellungnam zum Prérapport vir, a gëtt elo vum uewe genannte Service analyséiert.

Fir e spezifeschen, externen Audit huet op Basis vun de Resultater vun der Kontrollprozedur bis ewell keen Ulass bestanen.

**Stationnement pour personnes en situation de handicap** | Question **0410** (01/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ech hunn observéiert, wéi zum Beispill an der Stad Lëtzebuerg wärend enger Staatsvisitt oder och wärend engem Chantier ëffentlech Behënnerteparkplaze wärend Deeg gespaart oder blockéiert gi sinn. Dës Spärunge sinn ouni iergendwellech Indicatiounen op alternativ Parkplaze fir behënnert Leit duerchgefouert ginn. Et erschéngt kloer, dass net all ëffentlech Parkplaz de Besoine vu behënnerte Leit gerecht gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Gëtt et säitens dem Ministère Instruktiounen op Gemengenniveau, dass bei temporairë Spärungen dës Parkplaze musse kompenséiert ginn a behënnerte Leit eng ëffentlech Alternativ muss gebuede ginn?

2. Falls net, plangt de Ministère hei esou Iwwerleeungen ze féieren?

**Réponse** (02/04/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den Artikel 5 Paragraph 3 vum ofgeännerte Gesetz vum 14. Februar 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques gesäit Follgendes vir: „Les communes peuvent en particulier réglementer le stationnement et le parcage dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité des usagers de la route ainsi que dans l'intérêt de la qualité de vie des riverains et du développement ordonné des agglomérations. Elles peuvent, notamment sur les voies publiques des quartiers résidentiels, prévoir des modalités particulières d'utilisation des emplacements de stationnement et de parcage en faveur des véhicules des résidents. Elles peuvent aussi réserver le stationnement et le parcage de certains emplacements signalés comme tels aux véhicules utilisés par des personnes dont la mission ou la condition physique justifie pareille dérogation ; ..." D'Reglementatioun vum Parke fält also an d'Kompetenz vun de Gemengen an ass eng typesch lokal Matière, an där d'Regierung de Gemenge keng Instruktioune gëtt.

**Flotte automobile lors de visites d'État** | Question **0412** (01/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Bei der rezenter Staatsvisitt vum President vun der tschechescher Republick Petr Pavel a senger Fra ass eis opgefall, dass dee vu Lëtzebuerg an dësem Kontext zur Verfügung gestallte Fuerpark bal exklusiv aus fossill ugedriwwene Gefierer bestanen huet. Dozou kënnt, dass déi Gefierer, déi ronderëm de Palais stationéiert sinn, aus eis onbekannte Grënn de Motor permanent lafe loossen. Hei stelle sech Froen, wat d'Ëmwelt, d'Reputatioun vu Lëtzebuerg an eis Virbildfunktioun ugeet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Premierminister an der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi positionéiert sech de Ministère par rapport zu dësen Observatiounen? Gesäit de Ministère hei eng Méiglechkeet, senger Virbildfunktioun besser gerecht ze ginn?

2. Falls dës Gefierer an de Choix vun dësen der Autoritéit vun der Maison du Grand-Duc ënnerleien, plangt d'Regierung, hei eng Recommandatioun auszeschwätzen?

3. Aus wéi enge Grënn besteet de Fuerpark, dee fir eng Staatsvisitt genotzt gëtt, net aus méi alternativ ugedriwwene Gefierer?

4. Wéi vill alternativ ugedriwwe Gefierer, déi ee kéint fir eng Staatsvisitt notzen, wieren aktuell disponibel?

5. Gëtt et Iwwerleeungen, de betreffende Fuerpark hei an noer Zukunft anescht ze ekipéieren?

**Réponse** (25/03/2024) **de M. Luc Frieden**, Premier ministre | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Am Prinzipp sinn nei Déngschtautoen 100 % elektresch oder Plug-in Hybriden, ausser a Fäll, wou den Auto spezifesch Ufuerderungen erfëlle muss, fir déi et nach keng adequat elektresch Alternative gëtt. An dem Sënn optimiséiere souwuel d'Regierung wéi och d'Maison du Grand-Duc kontinuéierlech d'Nohaltegkeet vun hirem Fuerpark.

De Fuerpark bei der Staatsvisitt vum President vun der tschechescher Republick huet aus dräi Zorte Gefierer bestanen:

– Policeween a -motoen;
– Autoen aus dem Fuerpark vun der Maison du Grand-Duc: hei ware 5 vu 6 Autoen Hybridgefierer (an een traditionell ugedriwwene Minibus);
– geléinte Gefierer: vu 6 kuerzzäiteg geléinte Gefierer waren der 2 Hybrid a 4 traditionell ugedriwwe wéinst engem Mangel vu Luedstatiounen. Am Prinzipp sollen all d'Chauffeuren d'Motoren ofschalten, wann hiert Gefier geparkt ass, ausser wann dat aus sécherheetstechnesche Grënn net méiglech ass.

**Suivi des projets pilotes de serres dans la zone verte en proximité de zones industrielles** | Question **0413** (01/03/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Suite à la publication de la stratégie nationale « Urban Farming Luxembourg » en 2019 par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, les Ministres de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Économie du Gouvernement précédent ont lancé les travaux en vue de l'élaboration d'un cadre pour des projets urban farming à vocation économique dans la zone verte.

L'objectif était de situer ces projets à proximité d'une zone industrielle présentant des excédents de chaleur ou de matières afin d'exploiter des synergies entre ces activités économiques et la production d'aliments en serre dans la zone verte (par exemple l'utilisation dans une serre d'excédents de chaleur provenant d'une zone industrielle).

Des projets pilotes potentiels ont été identifiés et les ministres se sont mis d'accord de lancer une étude approfondie de deux projets pilotes spécifiques, ceci en vue de la clarification du cadre règlementaire et les régimes d'aides d'État y liés.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture et à Monsieur de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Madame et Messieurs les Ministres souhaitent-ils poursuivre cette initiative lancée par le précédent Gouvernement visant à exploiter des synergies existantes entre activités économiques et production d'aliments en serre dans la zone verte ?

2) Dans l'affirmative, quelles initiatives ont été prises depuis novembre 2023 et quelles seront les prochaines étapes au niveau de l'étude des projets pilotes et de l'élaboration d'un cadre général ? Quel est le calendrier visé à cet égard ?

**Réponse** (03/04/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Oui, cette initiative lancée par le précédent Gouvernement est poursuivie activement par les ministères et administrations concernés.

ad 2) Le Gouvernement précédent a lancé l'élaboration d'un cadre général visant à faciliter l'implantation de projets de serres à vocation économique dans des zones vertes de préférence – et en vue d'exploiter des synergies potentielles – à proximité d'une zone présentant des excédents en chaleur ou en nutriments. Deux projets pilotes identifiés en 2023 répondent aux synergies recherchées.

Les échanges et le développement du cadre général entamés en 2023 se poursuivront en 2024 sous réserve de la volonté des porteurs de projets de maintenir leurs projets.

Les documents techniques élaborés dans le cadre des projets pilotes pourront servir de base pour le développement du cadre général sous forme de lignes directrices qui pourront servir d'orientation générale aux futurs porteurs de projets. Ce cadre général sera adapté en fonction de l'évolution des projets pilotes.

Les projets pilotes présentant à ce stade encore certaines inconnues, notamment au niveau technique et économique, un calendrier précis ne saurait être avancé.

**Accord sur les pandémies de l'OMS** | Question **0414** (04/03/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Wärend der Coronakris hat d'Weltgesondheetsorganisatioun (WHO) e gewëssenen Afloss op d'Mesuren, déi op internationalem an op nationalem Niveau geholl goufen. D'Roll vun der WHO an enger Pandemie an Diskussiounen ëm e Pandemieofkommes (WHO Pandemic Agreement) gi mat groussem, awer dacks och kriteschem Intressi observéiert. An deem Kader hat och schonn den honorabelen Deputéierte Jeff Engelen eng parlamentaresch Fro (N° 8050) un déi deemoleg Gesondheetsministesch gestallt. Hirer Äntwert no soll et bis dohin nach keen Accord um Text gi sinn, woufir den Inhalt och nach net am Detail hätt kënne kommentéiert ginn. Zanter dem 30. Oktober 2023 läit elo awer dee verhandelten Text ëffentlech vir.

An dësem Kontext géing ech der Regierung gär folgend Froe stellen:

1. Wéi ass d'Timeline betreffend dëse verhandelten Text, vun de Verhandlungen an deenen eventuelle weideren Aarbechten um Text bis hin zur Presentatioun vum definitiven Text a senger Ofstëmmung? Bis wéini mussen Amendemente vun de WHO-Memberstaten eragereecht ginn? A wéi wäit ass den Text nach negociabel? Wëll d'Regierung dëst Ofkommes an där aktuell bekannter Versioun unhuelen?

Follgend Froe géing ech der Regierung gär am Kader vum proposéierten Text (A/INB/7/3 vum 30. Oktober 2023) vum Pandemieofkommes stellen (Zitater si „kursiv" geschriwwen):

2. Duerch de ganzen Text duerch liest een ëmmer nees „shall" („should"). Sinn all dës Dispositiounen als Obligatioun ze liesen oder éischter als Recommandatioun? Wéi liest sech dat an där spéiderer franséischer Versioun?

3. Kapitel 1 Artikel 1 (c): „‚infodemic' means too much information, false or misleading information, in digital and physical environments during a disease outbreak."
– Wéi steet d'Regierung zu deem Begréff „infodemic"? Wien definéiert dat? Riskéiert dat net, datt d'Meenungsfräiheet domat kann a Fro gestallt ginn?

4. Kapitel 1 Artikel 3 Punkt 4: „Responsibility – Governments have a responsibility for the health of their peoples, and effective pandemic prevention, preparedness and response require global collective action."
– Hei gi keng Detailer ernimmt bezüglech der genauer Reichweite vun där Responsabilitéit. Wéi wäit géing d'Regierung goen, fir dëser Responsabilitéit gerecht ze ginn? Wou gesäit d'Regierung d'Grenz vun hirer Verantwortung an hiren Handlungsoptiounen, fir eng Verletzung vun de Grondrechter vun de Mënschen ze verhënneren a si an hirer fräier Entscheedung net anzeschränken?

5. Kapitel 2 Artikel 4 Punkt 4: „Each Party shall develop, strengthen, implement, periodically update and review comprehensive multisectoral national pandemic prevention and public health surveillance plans that are consistent with and supportive of the effective implementation of the International Health Regulations."
– Misst d'Chamber net déi revidéiert Form vun den „International Health Regulations" am Virfeld virgeluecht kréien, fir d'Ausmooss vun dësem Artikel ze verstoen? Ass d'Regierung bereet, fir d'Chamber iwwer d'Aarbechten un den „International Health Regulations" ëmfaassend ze informéieren?

6. Kapitel 2 Artikel 10 Punkt 1 (a): „take measures to identify and maintain production facilities at national and regional levels, as well as to facilitate the production, as appropriate, and in furtherance of the provisions of Article 13 herein, of pandemic-related products therein"
Kapitel 2 Artikel 13 Punkt 3 (d): „working with national authorities to establish and maintain national and/or regional stockpiles of various pandemic response-related products, as well as maintaining the relevant logistic capacities and assessing them at regular intervals, and specifying the criteria to ensure that stockpiling is used only to address public health needs"
– Wéi steet d'Regierung zu dëser Fuerderung? Wéi soll dat hei zu Lëtzebuerg ëmgesat ginn?

7. Kapitel 2 Artikel 15 Punkt 2: „The Conference of the Parties shall establish, within two years of the entry

into force of the WHO Pandemic Agreement, using existing relevant models as a reference, no-fault vaccine injury compensation mechanism(s), with the aim of promoting access to financial remedy for individuals experiencing serious adverse events resulting from a pandemic vaccine, …"
– Wéi eng Mechanisme gedenkt d'Regierung, hei anzesetzen, fir d'Kausalitéit tëscht der Impfung an engem Nieweneffekt festzestellen an och eng Meldung vun dësem ze garantéieren? Wëll si iwwert déi aktuell Mechanismen erausgoen an eventuell nei an zousätzlech Prozedure schafen? Wéi goufen déi aktuell Mechanisme bis elo genotzt a mat wéi enge Resultater?
„… as well as more generally promoting pandemic vaccine acceptance."
– Wéi wäit géing d'Regierung bei esou engem „generally promoting" goen? Wou gesäit d'Regierung d'Grenz vun hirer Aufgab, fir d'Meenungsfräiheet net anzeschränken an eng vollstänneg, objektiv an transparent Informatiounsvermëttlung ze garantéieren? Ass d'Regierung der Meenung, datt jidderee muss d'Recht behalen, seng Siicht, seng Meenung a seng Bedenken ëffentlech an ongehënnert duerzestellen, fir datt all Bierger sech kann eng eege Meenung bilden an esou Entscheedungen no senger eegener Iwwerzeegung treffe kann?

8. Kapitel 3 Artikel 26: „No reservations may be made to the WHO Pandemic Agreement"
– Dës Dispositioun iwwerrascht, well si an internationalen Ofkommes éischter net üblech ass. Wéi erkläert sech d'Presenz vun esou enger kategorescher Fuerderung? Ass d'Lëtzebuerger Regierung bereet, fir Virbehalter festzehalen, besonnesch bei all Artikel, deen d'Meenungsfräiheet kéint aschränken oder als Zwangsmoossnam kéint ausgeluecht ginn?

**Réponse** (09/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Déi lescht Versioun vum Text gouf den 13. Mäerz 2024 publizéiert: Revised draft of the negotiating text of the WHO Pandemic Agreement (A/INB/9/3).

Aktuell preparéiert de Bureau nach eng nei Versioun, déi bei der 10. Negociatiounsronn Enn Abrëll diskutéiert a verhandelt soll ginn.

D'Finalisatioun vum Text ass fir Mee 2024, en vue vun der 77. Assemblée mondiale de la santé vun der WHO virgesinn.

ad 2. Well den Inhalt vum Text nach net final ass, kënne mir dës Fro zu dësem Zäitpunkt nach net beäntweren.

ad 3. An der aktueller Versioun vum Text ass d'Definitioun vun „infodemic" net méi dran.

ad 4. An der aktueller Versioun vum Text ass den uewegenannte Punkt 4 net méi dran.

ad 5. Déi revidéiert Versioun vun den International Health Regulations ass nach amgaang, verhandelt ze ginn. Et besteet nach keen Accord iwwert de genauen Inhalt. D'Regierung wäert hei am Respekt vun der Publicitéit vun den Dokumenter, déi am Ausaarbechtungsprozess vun den IHR virgesi sinn, d'Chamber informéieren.

ad 6. cf. Artikel 10: D'Bestëmmung huet sech an der aktueller Versioun signifikativ geännert.

cf. Artikel 13: Am aktuellen Text gouf e Wording „taking into account national and regional circumstances" agesat. Dës Referenz erlaabt Sputt, fir dass d'Länner hei selwer decidéiere kënnen.

ad 7. Déi zwee Abschnitter sinn net méi am aktuellen Text.

ad 8. Am aktuellen Text huet dës Bestëmmung geännert, fir Reserven ze autoriséieren.

**Frais de route et de séjour des fonctionnaires et employés de l'État** | Question **0415** (04/03/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Frais de séjour fir Mataarbechter beim Staat ginn am ofgeännerte Reglement vum 14.6.2015 „sur les frais de route et de séjour ainsi que sur les indemnités de déménagement des fonctionnaires et employés de l'État" festgehalen. An dem Reglement gi mam Artikel 18 Exceptiounen zu de Frais de séjour festgehalen. Leit, déi Chauffeur sinn, Cantonnier oder Handwierker, kréie just 1 € Frais de séjour amplaz vu 14 €.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir ëffentlechen Déngscht dës Fro stellen:

– Firwat ass decidéiert ginn, fir ee speziellen Artikel fir dës 3 Beruffer ze schafen an ee méi niddrege Montant festzehalen?

**Réponse** (26/03/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

De Règlement grand-ducal du 14 juin 2015 sur les frais de route et de séjour ainsi que sur les indemnités de déménagement des fonctionnaires et employés de l'État reegelt notamment d'Forfaite fir d'Reeskäschten, déi en Agent beim Staat fir Déngschtreesen zréckbezuelt kritt, a seet Follgendes:

Art. 16. „[…] Aucune indemnité de jour n'est accordée lorsque le voyage de service peut s'effectuer pendant les heures de service normales et lorsqu'il ne comporte aucun repas."

Art. 18: „Par dérogation à l'article 16, un règlement du Gouvernement en conseil fixe les indemnités forfaitaires par repas principal ou en cas de découcher auxquelles ont droit, a) les agents qui font, à titre principal, le service de chauffeurs d'automobiles, de camions ou d'autres véhicules de l'État, b) les artisans dont le service ordinaire à l'intérieur du pays entraîne normalement l'accomplissement de prestations en dehors du lieu de résidence officielle, c) les fonctionnaires de la carrière du cantonnier."

Et ass esou, datt Agenten aus den 3 ernimmte Kategorië vu Beruffer, genau wéi all aner Agente beim Staat, laut Reglement e Forfait vu 14 Euro fir hir Dageskäschte kréien, wa si sech op enger Déngschtrees am Inland befannen.

Wéi den Artikel 16 festhält, kréien Agente keng Dageskäschten, wann si hir Aarbecht an hirem üblechen Aarbechtskader ausféieren.

Den Artikel 18 erdeelt den ernimmte Kategorië vun Agenten eng zousätzlech Iesszoulag vun 1 Euro den Dag fir hir alldeeglech Aarbecht am Inland, d. h. wa si sech net op enger Déngschtrees befannen.

Dëse Forfait ass zousätzlech zu der staatlecher Iesszoulag, déi all Agent pro Mount laut dem Gehältergesetz zousteet (204 Euro) am Kader vun senger alldeeglecher Aarbecht. Esou kréien Agenten aus den ernimmte Kategorië pro Dag zousätzlech 1 Euro bei déi 10,20 Euro bäi, déi all aner Agente kréien, d. h. si kréien e méi héije Montant wéi déi aner Beruffskategorië beim Staat.

**Cotisations sociales** | Question **0418** (04/03/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Claude Haagen** (LSAP)

Notre modèle de sécurité sociale est largement basé sur un financement tripartite par les assurés, les entreprises et l'État. Il est dès lors essentiel que chacun des partenaires s'acquitte régulièrement de ses obligations.

Pour les assurés, la part de cotisations sociales est retenue directement par l'employeur sur le salaire brut. Celui-ci est alors tenu de verser régulièrement tant la part employeur que la part salariée des cotisations sociales au Centre commun de la sécurité sociale.

1) Étant donné le contexte difficile dans certains secteurs de notre économie et que celui-ci peut influencer la ponctualité du versement des cotisations, nous aimerions savoir de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale comment ont évolué les retards de paiement des cotisations au cours des trois dernières années.

2) Quel est actuellement le montant total des cotisations impayées ?

3) Dans quels secteurs économiques constate-t-on le plus de retards et les sommes de cotisations impayées les plus importantes ?

4) Quelle est l'étendue des retards respectivement des parts de cotisations dans le cadre de faillites ?

5) Quelle est la démarche du Centre commun de la sécurité sociale en matière de retards de cotisations ?

6) Comment sont respectés les plans de régularisation proposés le cas échéant aux entreprises et indépendants ?

**Réponse** (08/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La situation financière du Centre commun (CCSS) a été fortement marquée par les différentes crises au cours des 3 dernières années.

En particulier l'année 2021 était marquée par la relance du recouvrement forcé étant donné que le CCSS avait suspendu ce dernier au moment de la survenue de la crise sanitaire et ceci jusqu'à la fin de l'année 2020. En début d'année 2021 le CCSS affichait le retard de paiement le plus élevé de son histoire (en excluant les périodes de 2020 où le paiement de cotisations n'était pas obligatoire) qui remontait à quelque 350 M €. La guerre en Ukraine et la crise inflationniste ont également produit des effets majeurs sur la situation financière en 2022 et 2023. En 2022 le secteur de l'Horeca a pu se stabiliser et le solde global était descendu à 250 M €.

Afin de compenser les charges supplémentaires d'une tranche indiciaire, le CCSS avait opéré en début d'année 2023, sur décision du Gouvernement en conseil, l'abolition des avances réclamées mensuellement sur les extraits de compte. Cette mesure a permis de soulager les retardataires et le solde global était encore revu à la baisse, soit à un montant de 200 M €. Récemment la crise dans le secteur de la construction a engendré une légère hausse du solde global.

ad 2) Au terme de l'année 2023 le solde global restant dû remontait à 210 M €. Ce montant représente 3 % des cotisations perçues sur toute l'année 2023.

ad 3) Ci-après les secteurs d'activité affichant les plus grands soldes restant dus au 01/01/2024 (hors débiteurs en faillite) :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 4) Les sociétés en instance de faillite affichent un solde en souffrance de quelque 80 M €. Les secteurs affichant les plus grands montants débiteurs en instance de faillite sont :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 5) Chaque retardataire est abordé selon une procédure uniforme qui se résume comme suit :

À l'issue d'un retard de paiement de 4 extraits impayés, une sommation de paiement est transmise au débiteur. La sommation est accompagnée d'un plan d'apurement établi sur base d'un calcul automatisé. Le débiteur aura l'obligation de souscrire à ce plan ou de demander un échelonnement alternatif sur base d'une demande motivée. En cas de non-respect du plan d'apurement ainsi établi, le CCSS transmet une contrainte à un huissier de justice pour exécution. Ce dernier s'occupe du recouvrement forcé des créances du CCSS en acceptant des délais de paiement pouvant s'étaler sur 3 mois. Dès la réception d'un procès-verbal de carence émis par l'huissier de justice, le CCSS peut procéder à une assignation en faillite en faisant valoir ses créances au curateur.

ad 6) En 2023, 29 % des plans d'apurement ont été respectés par les entreprises et ont permis aux débiteurs de rétablir leur solde auprès du CCSS, alors que 36 % des indépendants ont pu tenir leur plan d'apurement.

**Centre national de la recherche scientifique français** | Question **0419** (04/03/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Les chercheurs du Centre national de la recherche scientifique (CNRS français) viennent de découvrir d'importantes quantités d'hydrogène blanc, gaz qui se forme naturellement, dans le sous-sol du bassin minier de Lorraine/Moselle. Ces réserves ont été trouvées lors de sondages allant jusqu'à plus de mille mètres de profondeur.

1) Comme le bassin minier de la Lorraine et le bassin minier du sud de notre pays se caractérisent non seulement par beaucoup de parallèles historiques, industrielles mais aussi géologiques, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme si des contacts existent entre nos chercheurs et les chercheurs du projet lorrain appelé Regalor.

2) Ne serait-il pas opportun que notre pays s'associe à ce projet prometteur tant pour son potentiel énorme que par la proximité des réserves d'hydrogène par rapport à notre pays ?

3) Est-ce que des traces d'hydrogène blanc ont été détectées lors des forages réalisés en matière de géothermie dans notre pays et notamment sur les friches de la ville de Dudelange ?

**Réponse** (19/04/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Les honorables Députés se réfèrent à un projet de recherche de l'Université de Lorraine en collaboration avec des entreprises privées qui semblent avoir découvert des gisements d'hydrogène géologique ou géogénique (populairement appelée « H2 blanc ») près de St Avold.

En effet, les services du Ministère de l'Économie en charge de la stratégie hydrogène du Luxembourg, en concertation avec le service géologique du Luxembourg, ont établi un contact direct avec les chercheurs de ce projet. À la suite d'une visite du site en novembre 2023, des mises en contact avec des institutions de recherche luxembourgeoises ont été facilitées.

ad 2) Ces résultats préliminaires médiatisés n'ont pas encore été vérifiés et confirmés en détail. Il est cependant utile d'établir des canaux d'échange d'information directe et de motiver des acteurs luxembourgeois à participer à ces travaux exploratoires.

Il est donc important de suivre de près l'évolution en Lorraine et d'assurer un monitoring précis des gaz lors de forages géologiques au Luxembourg.

ad 3) Non, pour le moment il n'y a pas eu de détection indubitable d'hydrogène géologique au Luxembourg.

**Délais de remboursement des prestations de soins de santé de la part de la Caisse nationale de santé (CNS)** | Question **0420** (04/03/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Moment huet een 2 Joer Zäit, fir seng bezuelten Dokteschrechnunge bei der CNS anzeschécken. Elo kann et eemol sinn, dass eng Rechnung verluer geet, oder dass een einfach gesondheetlech net méi esou fit ass (beispillsweis opgrond vu Krankheete wéi Demenz oder Alzheimer) oder seng Saachen heiansdo vertässelt. Virun allem bei Persounen, déi een Tuteur brauchen, kann et virkommen, dass dësen net ageschéckte Rechnunge fënnt an d'Sue laut aktuellem Gesetz verluer sinn. A senger Äntwert op eng parlamentaresch Fro an dësem Kontext huet den deemolegen Här Minister eis ënnert anerem och erkläert, dass dëse Fall, vun engem ofgelafenen Delai, op 2–3 Rechnunge pro Mount zoutrëfft. Et ass also esou, dass eng grouss Majoritéit vun de Rechnungen, déi bei der CNS antreffen, e relativ kuerzen Delai tëschent Ausstellungsdatum an Areeche vun der Rechnung opweisen. De genauen Detail bleift awer ze klären.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wat ass den duerchschnëttlechen Delai tëschent dem Ausstellungsdatum vun der Rechnung (oder der Prestatioun, falls den Datum vun der Rechnung net erfaasst ginn ass) an dem Areeche bei der CNS (also net dem Zäitpunkt vum Remboursement)?

2. Wéi huet sech dësen duerchschnëttlechen Delai an de leschte 5 Joer (opgeschlësselt no Joren) entwéckelt?

3. Proportional betruecht, bei wéi ville Rechnungen, déi innerhalb vun 2 Joer bei der CNS antreffen, ass den Delai tëschent Prestatiouns- oder Rechnungsdatum an Agangsdatum innerhalb vun 3 Méint, vu 6 Méint, vun 9 Méint, vun 12 Méint, vu méi wéi 12 Méint?

**Réponse** (05/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Als éischt sief ze bemierken, datt et sech hei net ëm déi definitiv Zuelen handelt, soulaang wéi den Delai vun 2 Joer no der Prestatioun, esou wéi et am Artikel 84 Alinea 3 vum Code vun der sozialer Sécherheet virgesinn ass, net ofgelaf ass.

ad 1. Den duerchschnëttlechen Delai tëschent dem Datum vun der Prestatioun an dem Datum vun der Entrée vun der Remboursementsufro bei der Gesondheetskeess (CNS) fir all Zort vu Remboursementsufroen, déi wärend der Period vu Mäerz 2020 bis Februar 2024 bei d'CNS ageschéckt goufen, ass 56 Deeg.

ad 2. Als éischt sief ze preziséieren, datt d'CNS keng Zuele ka liwweren, déi 5 Joer zeréckginn, well de System fir d'optesch Lecture vun de Remboursementsufroen eréischt zënter Mäerz 2020 operationell ass.

Wat den duerchschnëttlechen Delai tëschent dem Datum vun der Prestatioun an dem Datum vun der Entrée vun der Remboursementsufro bei der CNS ugeet, geet aus dem Tableau hei ënnendrënner ervir, dat dësen zënter 2020 kontinuéierlech erofgeet, vun 72 Deeg am Joer 2020 op 50 Deeg am Joer 2023. Fir d'Joer 2024 läit de momentanen Duerchschnëtt bei 46 Deeg.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3. D'Gesamtzuel u Remboursementsufroen, déi d'CNS säit Mäerz 2020 erakritt huet, beleeft sech op 17.206.601. Déi proportionell Repartitioun vum Delai, dee vergeet tëschent dem Datum vun der Prestatioun an dem Datum vun der Entrée vun der Remboursementsufro bei der CNS, am Verglach zu der Gesamtzuel u Remboursementsufroen, déi bei der CNS zënter Mäerz 2020 erakomm sinn an am Delai vun 2 Joer sinn, esou wéi et am Artikel 84 vun de Statute vun der CNS virgesinn ass, presentéiert sech wéi follegt:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Aus dem Tableau geet ervir, datt d'Majoritéit vun de Remboursementsufroen innerhalb vun engem Delai vun 3 Méint nom Datum vun der Prestatioun un d'CNS adresséiert ginn ass.

**Contrôle du statut vaccinal** | Question **0421** (05/03/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Et trieden ëmmer nach geheeft Fäll vu Keuchhusten (Bordetella pertussis) hei zu Lëtzebuerg op.

Op meng parlamentaresch Fro N° 0223 huet d'Madamm Gesondheetsminister geäntwert, datt „am Kader vun der schoulmedezinnescher Ënnersichung, déi all 2 Joer stattfënnt, d'Impfkaart kontrolléiert gëtt. Falls e Rappell néideg ass, ginn déi legal Virgesetzt duerch e Bréif informéiert, […]".

Am Avis du Conseil supérieur des maladies infectieuses vum 12. Februar 2024 ass allerdéngs uginn, datt ca. bei engem Drëttel vun de Kanner den Impfstatus net bekannt wier, well keng Impfkaart géing virleien. („Parmi les cas recensés ces dernières semaines, 70 % étaient vaccinés, 1 cas n'était pas vacciné et pour les autres, le statut vaccinal était inconnu (absence de carte pouvant être vérifiée).")

An dësem Kontext géing ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

A Bezuch op d'Schüler:
1. Wéi gesäit de Suivi aus, a Bezuch op de Statut vaccinal, wann d'Schüler d'Impfkaart net dobäihunn, fir och an dëse Fäll en adequate Suivi bei alle Kanner a Jugendlechen ze garantéieren?

A Bezuch op d'Leit generell, déi Erwuessen am Besonneschen:
2. Wéi eng Méiglechkeeten hunn d'Dokteren op där enger Säit an d'Santé op där anerer Säit, fir kënnen e bessere Suivi ze maachen an de Leit Rappeller ze schécken, datt hir Opfréschung fälleg ass?

3. Falls et momentan nach keng automatesch Rappeller fir Opfréschunge gëtt (weeder vun der Santé nach vun den Dokteren), gesäit d'Regierung am Kader vun der Digitaliséierung an Zukunft eppes an deem Sënn vir?

4. Duerch d'Penurie am Gesondheetssecteur ass et immens schwéier, als neie Patient nach Rendez-vouse bei Generalisten ze kréien. Huet d'Regierung Informatiounen doriwwer, wéi vill Generalisten hei am Land momentan keng nei Patiente méi unhuelen? Gëtt et eng zentral Ulafstell, wou d'Leit sech informéiere kënnen, wéi eng Generalisten hei am Land nach nei Patienten unhuelen?

**Réponse** (04/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Am Fall wou Schüler am Kader vun der Schoulmedezinn ënnersicht ginn, an d'Impfkaart net konnt kontrolléiert ginn, well si net matbruecht gouf oder verluer ass, da kréien d'legal Vertrieder vum Kand e Bréif, dee freet, dass si bei hirem Hausdokter d'Impfsituatioun vum Kand kontrolléiere loossen. Eng Informatiounsfiche mat de resüméierte Recommandatioune gëtt matgeschéckt, fir ze erënneren, wéi eng Impfungen a wéi engem Alter néideg sinn.

ad 2. Doktere kënne momentan den Impfzoustand vun hiren erwuessene Patienten nëmme kontrolléieren, andeems si Patienten e reegelméissege Suivi proposéieren an dobäi bei jidder Impfung d'Impfkaart systematesch ausfëllen, d'Impfung am Patientendossier dokumentéieren a bei all Patient d'Impfkaart systematesch nokucken. D'Santé huet keen Accès zu dësen Donnéeën.

ad 3. De Carnet de vaccination électronique (CVE), deen aktuell an enger Pilotphas ass, ass e méigleche Moyen, fir de Leit automatesch Rappeller ze schécken, wann eng Impfung fälleg ass. Den Algorithmus, deen am Programm integréiert ass, baséiert sech dobäi op Recommandatioune vum Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) a gëtt aktualiséiert, wann eng nei Recommandatioun vum CSMI geholl gëtt. Doktere kënnen och déi selwecht Informatiounen a Rappellmessagen am CVE vun hire Patiente gesinn. E generaliséiert Benotze vum CVE vun den Doktere géif et och erméiglechen, den Impfzoustand vun der Bevëlkerung ze kennen, an esou néideg Informatiounscampagnen ze initiéieren, falls festgestallt gëtt, dass den Impftaux fir e Vaccin an der Populatioun erofgeet.

ad 4. De Beruff vum Dokter gëtt gréisstendeels liberal zu Lëtzebuerg ausgeüübt an den eenzelnen Dokter decidéiert selwer, wéi vill hie schafft. Domat huet de Staat keng Informatiounen driwwer, ob verschidden Dokteren nach Patienten unhuelen oder net.

**Rapport sur les élections communales** | Question **0422** (05/03/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Déi deemoleg Inneministesch hat an der Chambersëtzung vum 13. Juni no de Gemengewalen ugekënnegt, dass een Aarbechtsgrupp sollt op d'Bee gestallt ginn, fir den Oflaf vun de Gemengewalen ze analyséieren a Recommandatiounen ze maachen, wéi een d'Organisatioun vun den nächste Gemengewale kéint verbesseren.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi oft koum den Aarbechtsgrupp fir d'Analys vun de Gemengewale bis ewell zesummen?

2. Wéi eng Problemer goufen analyséiert a wéi eng Léisunge goufe fir déi verschidde Problemer fonnt?

3. Wäerten d'Aarbechte vum Aarbechtsgrupp an ee Rapport afléissen a wäert de Minister dëse publizéieren an an der Chamber presentéieren? Falls jo, wat ass d'Zäitschinn, déi een sech bis zum Ofschloss vum Rapport wëll ginn?

**Réponse** (15/03/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Meng Virgängerin hat en Aarbechtsgrupp annoncéiert, deen ass awer net constituéiert ginn.

Am Moment maache meng Servicer eng Analys vun de Gemengewale vun 2023, en vue vun eventuelle Verbesserunge fir déi nächst Echeance.

**Sécurisation des moyens de communication des membres du Gouvernement** | Question **0423** (05/03/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Dat opgehollent Gespréich tëscht 2 däitsche Genereel zu den Taurus-Rakéiten huet fir vill Opreegung gesuergt. Mee net nëmmen d'Arméi leeft Gefor, fir een Zil vun Oplauschter- oder Hackingattacken ze ginn. Duerch déi méi onsécher international Situatioun gëtt d'Cybersecurity generell ëmmer méi wichteg, virun allem fir Entscheedungsträger beim Staat.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an de Ministere fir Verdeedegung a fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. An der Fro N° 2246 hate mir d'Regierung schonn iwwert d'Risike vun der Kommunikatioun tëscht Ministeren op WhatsApp oder aneren net gesécherte Messengerdéngschter opmierksam gemaach. Deemools huet d'Regierung erkläert, dass:
„D'Benotze vu Messengerdéngschter wéi z. B. Facebook oder WhatsApp vun de Verwaltungen a Servicer, souwuel am Austausch mat de Bierger wéi och an der interner Kommunikatioun, gëtt net vun der Regierung recommandéiert."
D'Situatioun ass haut, nom Ugréff vu Russland op d'Ukrain, nach eng aner wéi viru 4 Joer. Bleift d'Regierung dobäi, dass d'Kommunikatioun einfach nëmmen „net recommandéiert" ass? Oder sinn hei konkreet Sécherheetsännerunge geholl ginn, déi d'Notzung vun net gesécherte Messengerdéngschter reegelen?

2. Wéi gesäit d'Regierung de Risiko vu Fuitten am Kader vun der interinstitutioneller Kommunikatioun a wéi plangt d'Regierung dës ze limitéieren?

**Réponse** (29/03/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation

D'Regierung ass determinéiert, d'Vertraulechkeet vun de Messagen an den Dateschutz an der elektronescher Kommunikatioun bannent den Departementer a Servicer vum Staat a mam Bierger ze garantéieren.

Beim Iwwerdroe vu confidentiellen Dokumenter, bleift d'Regierung bei der Recommandatioun, sou wéi an der vun der Agence nationale de la sécurité de l'information (ANSSI) an dem Zenter fir Informatiounstechnologien (CTIE) ausgeschaffter „Charte de bonne conduite en matière de sécurité de l'information numérique" virgesinn, déi geséchert Léisungen, déi vum Zenter fir Informatiounstechnologien (CTIE) ausgewielt goufen, ze favoriséieren („Open Threat Exchange" Technologie (OTX)).

D'Richtlinne vum Regierungskommissariat fir Dateschutz beim Staat un d'Agenten am ëffentlechen Déngscht präziséieren des Weidere Folgendes: „L'agent ne doit pas partager des informations professionnelles non publiques via les réseaux sociaux, les applications et les services de messageries instantanées qui ne sont pas gérés par l'administration publique (ex. : Facebook, Twitter, Instagram, TikTok, WhatsApp)."

Fir eng sécher Messengerkommunikatioun beim Staat ze garantéieren, gëtt säit Mee 2023 och de Messengerdéngscht LuxChat4Gov proposéiert. Dësen Déngscht kann esouwuel op engem Aarbechtshandy an anere professionellen Apparater, wéi och op engem Privathandy genotzt ginn.

D'Kommunikatioun op dësem Service, deen op Initiativ vum Ministère fir Digitaliséierung zu Lëtzebuerg developpéiert gouf, ass duerch eng Enn-zu-Enn-Verschlësselung securiséiert an Donnéeë sinn op lëtzebuergesche Serveuren hebergéiert.

Am Kontext vun der Sécherheet vun der interinstitutioneller Kommunikatioun, ass et zousätzlech wichteg drop hinzeweisen, dass sämtlech Déngschthandyen, déi vum CTIE zur Verfügung gestallt ginn (y compris déi vun de Regierungsmemberen an den héije Beamten) iwwert eng zentral Managementinfrastruktur ageriicht a verwalt ginn. D'Sécherheet vum Endgerät gëtt duerch dës Infrastruktur geréiert, notamment well heiduerch eng adequat Verschlësselung vun den Endgeräter assuréiert gëtt a spezifesch Sécherheetsreegele renforcéiert ginn.

Grad eléi d'mobill Endgeräter, sinn och d'Aarbechtsposten, déi de CTIE den Agenten am Kader vun hirer Aarbecht zur Verfügung stellt, an eng zentral Managementplattform agebonnen, déi kontinuéierlech den neiste Standarden entspriechend verbessert gëtt. Iwwert dëse Wee stellt de CTIE sécher, dass dës Aarbechtsposten den aktuelle Sécherheetsstandarden entspriechen.

**Mise en œuvre de la loi du 7 janvier 2022 portant sur l'accessibilité** | Question **0424** (05/03/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Zu Rodange gouf virun e puer Méint d'Residence Tokio fäerdeg gebaut (Parzellen N° 612/8289; 612/8290). Dës Residence ass insofern speziell, well se no engem Tauschgeschäft tëschent der Gemeng Péiteng an engem private Promoteur gebaut gouf: De Promoteur krut den Terrain, wou fréier een ëffentleche Parking war, zur Verfügung gestallt, fir gratis dorobber een Deel vun der neier Residence kënnen ze bauen. D'Gemeng huet am Géigenzuch dofir een ënnerierdesche Parking mat zwou Etagë kritt, dee fir d'Ëffentlechkeet bestëmmt ass.

Wéi et fir ëffentlech Parkingen d'Reegel ass, sinn och op dësem Parking Parkplaze fir Leit mat kierperleche Beanträchtegunge virgesinn. Dës Plaze misste logescherweis mat engem Rollstull erreechbar sinn. Et féiert awer keen ëffentleche Lift bei d'Parkplazen um Niveau -2 an och keen ëffentleche Wee bei ee Lift an d'Residenz, vu wou aus d'Leit eleng kéinten op de Rez-de-chaussée gelaangen. D'Rollstullfuerer:inne missten deemno eleng eng steil Pente eroprullen an dat um nämmlechte Wee, wou och d'Autoe fueren.

Am Accessibilitéitsgesetz vum 7. Januar 2022 gouf festgehalen, dass Gebaier an ëffentlech Infrastruktur musse fir Rollstullfuerer a Leit mat anere Beanträchtegungen zougänglech sinn.

D'Beispill uewendriwwer weist awer, dass dat op ville Plazen awer nach ëmmer net de Fall ass an d'Ufuerderunge vum Accessibilitéitsgesetz vun 2022 net respektéiert ginn. Ee weidert Beispill net wäit ewech vun dëser Plaz am selwechten Duerf: den neie Parking „Blobierg" an der Avenue Dr. Gaasch (Parzell N° 585/8071), wou et och onméiglech ass, eleng am Rollstull d'Pente eropzerullen a wou keen Trottoir virgesinn ass, dee breet genuch ass fir ee Rollstull.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Sinn d'Parkingen zu Rodange konform zu den Accessibilitéitskrittären aus dem Gesetz?

2. Sinn d'Gemenge verflicht, fir hir Parkingen accessibel fir all Bierger:innen ze maachen?

3. Schafen d'Accessibilitéitsgesetz souwéi dat groussherzoglecht Reglement vum 8. Februar 2023 am Fall vun der Residence Tokio eng Servitude de passage fir déi Leit, déi sech op d'Behënnerteparkplazen dierfe stellen?

Aneschters gefrot: Dierfen d'Rollstullfuerer:innen de Lift vun der Residenz notzen, fir esou op de Rez-de-chaussée kënnen ze kommen?

**Réponse** (05/04/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Der Gemeng Péiteng an dem Syndicat de copropriété vun de Residenzen ass d'Méiglechkeet ginn, sech fir eng adequat Berodung un d'Unitéit „Accessibilité" vun der Divisioun „Personnes handicapées" vum Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil ze riichten oder un d'ASBL ADAPTH – Centre de compétence national pour l'accessibilité des bâtiments – , déi vum Familljeministère konventionéiert gëtt an de Professionellen aus dem Bausecteur mat Rot zur Säit sti fir sämtlech Bau- oder Renovatiounsprojeten, fir d'Accessibilitéit fir jiddereen ze garantéieren.

ad 2. D'Accessibilitéitsgesetz (Loi du 7 janvier 2022 portant sur l'accessibilité à tous des lieux ouverts au public, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs) gesäit vir, dass all ëffentlech Gebailechkeeten, déi vum 1. Juli 2023 un eng Baugeneemegung ugefrot hunn, musse konform zu den Accessibilitéitsufuerderunge sinn. Bestoend ëffentlech Gebailechkeeten, fir déi virum 1. Juli 2023 eng Baugeneemegung ugefrot ginn ass, hunn 10 Joer Zäit, bis den 1. Januar 2032, fir konform zu den Accessibilitéitsufuerderungen amenagéiert ze ginn, falls dat och matériellement méiglech ass.

ad 3. D'Gesetz vum 7. Januar 2022 an d'Reglementer vum 8. Februar 2023 schafe keng Servitude de passage.

**Traitement des boues d'épuration** | Question **0426** (05/03/2024) de **M. Gusty Graas** (DP)

D'Entsuergung vum Klärschlamm ass hei am Land ee grousse Probleem. Zënter datt kee Klärschlamm méi däerf a Frankräich exportéiert ginn, musse sech seriö Gedanken iwwer den Traitement vu Klärschlamm gemaach ginn. Et gëtt estiméiert, datt bis 2040 ronn 15.000 Tonne mussen entsuergt ginn. Dovun entfalen eleng 28,81 % op d'Stad Lëtzebuerg. An enger Etude goufe 5 Sitten zréckbehale fir den Traitement vum Klärschlamm. Da soll och ee Gemengesyndikat mixte tëschen den 9 Acteuren (7 Syndikater, 2 Gemengen) geschafe ginn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Wat ass den aktuelle Stand vun der virgenannter Etude?

2. Wéini ass mat definitive Resultater ze rechnen?

3. Wéi ass d'Situatioun de Moment um Niveau vum Klärschlamm hei am Land? Gëtt et schonn Engpäss?

**Réponse** (29/03/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Fir eng laangfristeg an nohalteg national Léisung fir d'Versuergung vum Klärschlamm ze definéieren, huet den Ëmweltministère, zesumme mat de concernéierte Gemengen a Gemengesyndikater 2019 de Projet Klärschlamm lancéiert. Eng Etude fir ee Gesamtkonzept, esouwéi eng juristesch Analys, goufen 2021 alle politesche Vertrieder virgestallt. Doropshi gouf decidéiert, fir sech 5 Sitte méi am Detail unzekucken an eng Machbarkeetsstudie duerchzeféieren an ze iwwerpréiwen, ob an ënnert wéi enge Bedéngungen, den Traitement vum Klärschlamm op de jeeweilege Sitte méiglech wier. Déi verschidden Etudë goufen an Zesummenaarbecht mat alle concernéierten Acteure realiséiert a vum Ëmweltministère finanzéiert. Déi virleefeg Resultater vun de Machbarkeetsstudië goufen de concernéierte Gemengen a Gemengesyndikater geschéckt, mä goufen nach net validéiert a publizéiert. Fir d'Resultater vun de 5 Machbarkeetsstudië virzestellen a fir iwwert déi nächst Schrëtt ze diskutéieren, huet den Ëmweltministère déi politesch Vertrieder vun de Gemengen a Gemengesyndikater op eng Versammlung invitéiert, déi Enn Abrëll wäert stattfannen.

ad 2. cf. Fro 1.

ad 3. Zu Lëtzebuerg läit den Traitement vum Klärschlamm an der Responsabilitéit vun de Gemengen a Gemengesyndikater. All Gemeng a Gemengesyndikat organiséiert dofir aktuell den Traitement vu sengem eegene Klärschlamm, an dem Ëmweltministère si keng Engpäss matgedeelt ginn. Wéi et schéngt, si virun allem an Däitschland nei Entsuergungsméiglechkeeten disponibel, wat d'Situatioun e wéineg entschäerft huet, och wann de Präis fir de Klärschlamm ze entsuergen, an de leschte Jore staark geklommen ass.

**Dépassements de délais d'examen des demandes de protection internationale** | Question **0427** (06/03/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

La loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire met en place des délais maximaux pour l'examen des demandes de protection internationale dans le respect des garanties procédurales. En effet, des temps de procédures prolongés risquent d'être source d'incertitudes pour les demandeur.euse.s de protection internationale et d'avoir un impact négatif sur l'intégration.

De manière générale, la durée de la procédure d'examen des demandes de protection internationale est limitée à six mois. La loi prévoit que le délai d'examen de six mois peut être prolongé de maximum neuf mois sous les conditions suivantes :

1) des questions factuelles ou juridiques complexes entrent en jeu (condition A) ;

2) du fait qu'un grand nombre de ressortissant.e.s de pays tiers ou d'apatrides demandent simultanément une protection internationale, il est très difficile, en pratique, de conclure la procédure dans le délai de six mois (condition B) ;

3) le retard peut être clairement imputé au non-respect, par le requérant, des obligations qui lui incombent (condition C).

De suite, la loi stipule que les délais prescrits peuvent, dans des circonstances dûment justifiées, être dépassés de trois mois au maximum si cela est nécessaire pour assurer un examen approprié et exhaustif de la demande (condition D).

La conclusion de la procédure d'examen peut être différée lorsque l'on ne peut raisonnablement s'attendre à ce que le ministre se prononce dans les délais précités, en raison d'une situation incertaine dans le pays d'origine qui devrait être temporaire (condition E).

En tout cas, la procédure d'examen doit être conclue dans un délai maximal de 21 mois après l'introduction de la demande.

En réponse à la question parlementaire n° 7569 des députées Djuna Bernard et Stéphanie Empain, le Ministre de l'Immigration et de l'Asile avait fourni les tableaux suivants au sujet des durées moyennes d'examens de demandes et des dépassements :

*(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur :

1) Afin d'illuminer l'évolution du délai d'examen des demandes de protection internationale, Monsieur le Ministre pourrait-il actualiser les tableaux ci-dessus pour l'année 2023 ? Monsieur le Ministre pourrait-il préciser combien de demandes ont été traitées après 9, 12, 15 et 18 mois dans les cinq dernières années (ventilées par année) ? Dans combien de cas le délai maximal de vingt-et-un mois a-t-il été dépassé ? Pour les dépassements, quelles ont été les raisons invoquées (conditions A-E) ?

2) Monsieur le Ministre entend-il poursuivre les efforts entrepris afin de réduire la durée pour l'examen des demandes de protection internationale dans le respect des garanties procédurales ? Quelles nouvelles initiatives envisage-t-il de prendre à cet égard ?

3) Comment les effectifs des services impliqués dans l'examen des demandes de protection internationale ont-ils évolué dans les cinq dernières années (ventilés par CDD et CDI) ? Monsieur le Ministre compte-t-il recruter davantage de personnes afin d'assurer que l'accélération de l'examen des demandes de protection internationale ne se fait pas au détriment de l'analyse approfondie des dossiers ?

4) Monsieur le Ministre entend-il poursuivre les efforts entrepris afin d'améliorer l'information sur l'état d'avancement des demandes pour les requérant.e.s ? Quelles nouvelles initiatives envisage-t-il à cet égard ?

**Réponse** (03/04/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Tel qu'il ressort du tableau ci-dessous, de 2018 à fin 2023, 10.426 décisions ont été prises en matière de protection internationale dont près de 50 % en moins de 6 mois. 1.053 demandes ont été traitées dans les 11 mois, 1.109 dans les 14 mois, 860 dans les 17 mois, 654 dans les 21 mois et 777 après 21 mois.

Il convient de noter que les délais mentionnés ci-dessous concernent toutes les demandes introduites au Luxembourg y compris celles tombant sous les dispositions du règlement dit Dublin III et pour le traitement desquelles le Luxembourg est devenu compétent – parfois plus d'un an après l'introduction de la demande ce qui a, par conséquent, un impact sur les délais de traitement.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

En ce qui concerne les raisons engendrant le dépassement du délai de six mois initialement prévus pour le traitement de ces demandes, il y a lieu de noter que les raisons ne sont pas recensées en termes de statistiques. Ceci s'explique par le fait que toute demande de protection internationale fait l'objet d'une analyse individuelle, de sorte que les raisons de dépassement du délai de six mois varient en fonction de chaque demande et sont communiquées de manière individuelle à chaque demandeur.

Il convient néanmoins de signaler que différentes crises internationales ont eu un impact important sur la durée de traitement des demandes de protection internationale, dont notamment la prise de pouvoir des Talibans en Afghanistan en 2021 et l'invasion russe en Ukraine en 2022. Pour l'Afghanistan et l'Ukraine, il a en effet été décidé de suspendre temporairement l'analyse des demandes de protection internationale. D'un côté, pour l'Afghanistan, cette décision s'est imposée en raison du manque d'informations fiables par rapport à la situation sécuritaire et, d'un autre côté, pour l'Ukraine, il a été décidé de suspendre temporairement l'analyse des demandes de protection internationale introduites par des ressortissants ukrainiens en raison de l'imprévisibilité de la situation. Cette pratique n'a par ailleurs jamais été remise en question par les

juridictions administratives. À noter qu'au niveau européen, il a été décidé de déclencher le mécanisme de la protection temporaire qui au niveau national est mis en œuvre par le même service.

ad 2) Sur base de l'accord de coalition 2023-2028 la réduction de la durée du traitement des demandes de protection internationale est une priorité du Gouvernement, de sorte que les efforts faits au courant des dernières années dans ce domaine seront poursuivis, entre autres au niveau des ressources humaines (voir question 3), de la formation des agents en charge du traitement des demandes de protection internationale ainsi que de la digitalisation.

Il est toutefois important de souligner, qu'en raison de l'importance des décisions prises dans le domaine de protection internationale, tant pour le demandeur que pour l'État luxembourgeois, on doit s'assurer qu'un examen approprié et exhaustif de la demande soit effectué et que les demandeurs puissent bénéficier de toutes les garanties procédurales prévues par la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire. Les textes internationaux tout comme la législation nationale imposent aux autorités de se pencher individuellement sur chaque demande en analysant les motifs et risques propres à chaque personne de sorte qu'on ne saurait avoir recours à un argumentaire généralisé pour accorder ou refuser l'octroi d'une protection internationale.

ad 3) Le tableau ci-dessous reprend l'évolution des effectifs du Service réfugiés, qui est en charge de la gestion de la procédure de protection internationale du moment où un DPI se présente à la Direction générale de l'immigration jusqu'à la prise de décision sur la demande, depuis 2019 :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu)*.

Le tableau reflète le nombre d'agents en « Équivalent temps plein » (ETP) travaillant au 1er janvier de chaque année au Service réfugiés, sans tenir compte des postes éventuellement vacants à ce moment-là. S'agissant d'une vue très ponctuelle, les variations de l'effectif d'une année à l'autre peuvent avoir diverses raisons (p. ex. départ ou absences temporaires d'agents non (encore) remplacés ; réorganisation interne allant de pair avec des transferts de personnel d'un service à l'autre ; détachement d'agents à des organisations internationales et participation d'agents à des missions menées par le Bureau européen d'appui pour l'asile).

Faisant abstraction de ces fluctuations ponctuelles, on note que le nombre d'agents en service a légèrement diminué entre 2019 et 2022, pour augmenter de nouveau en 2023 et en 2024, suite à l'engagement, au cours de l'année 2022, de renforts temporaires pour la gestion des demandes de protection temporaire de personnes ayant fui la guerre en Ukraine.

Quant aux années à venir, des renforts sont envisagés et ont été sollicités par le Ministère des Affaires intérieures dans le cadre de la procédure de numerus clausus. Toutefois, des chiffres précis pour ce renfort ne peuvent pas être indiqués à ce stade, sachant que la création de nouveaux postes s'inscrit dans le cadre du budget de l'État qui, pour l'année 2024, n'est pas encore approuvé par la Chambre des Députés.

Outre les besoins de renforts déjà identifiés à ce stade, d'autres besoins pourraient s'ajouter en vue de la mise en œuvre, au niveau national, des règlements et nouvelles procédures relatifs au pacte migration et asile. Cet aspect fait partie de l'analyse menée actuellement sur l'impact du pacte migration et asile au Luxembourg.

ad 4) Actuellement le ministre n'estime pas nécessaire de procéder à un changement au niveau de l'information sur l'état d'avancement des demandes alors que toutes les obligations légales découlant de l'article 26 de la loi de 2015 sont respectées. Lorsqu'une décision ne peut pas être prise dans un délai de six mois, le demandeur est informé du retard, et lorsqu'il en fait la demande, il reçoit des informations concernant les raisons du retard de manière individuelle. Il arrive également que le médiateur intervienne dans différents dossiers, auquel cas toute information utile lui est fournie en toute transparence.

**Service de vidéosurveillance des CFL** | Question **0428** (06/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An engem „Tageblatt"-Artikel vum 4. Mäerz gouf iwwert Mëssstänn beim Service vun den CFL bericht, dee fir d'Videoiwwerwaachung an den Zich souwéi de Garen zoustänneg ass. Wéi d'Direktioun vun den CFL an enger Pressekonferenz erkläert huet, ass de Service do, fir mat der Police zesummenzeschaffen. De Service soll selwer Infraktioune mellen oder der Police an dem Parquet op Demande Biller zur Verfügung stellen. „Die Kameras seien hauptsächlich da, um den Passagieren ein Sicherheitsgefühl zu vermitteln und das Material der Polizei zur Verfügung zu stellen." („Tageblatt" 5.3.2024)

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi oft huet d'Police an de vergaangene 5 Joer Kamerabiller beim Service BMS ugefrot a kritt?

2. Wéi oft huet de Service BMS an de leschte 5 Joer op eegen Initiativ der Police oder der Justiz Saache gemellt?

3. Wéi vill Disziplinarverfaren (OG10) gouf et an de leschte 5 Joer beim Service BMS?

**Réponse** (28/03/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Police huet an de vergaangene 5 Joer 1.183 Kamerabiller ugefrot.

ad 2. De Service BMS huet an de leschte 5 Joer 12-mol op eegen Initiativ der Police Saache gemellt.

ad 3. Vun 2018 bis 2023 gouf et 5 Disziplinarverfare beim Service BMS.

**Évolution du sport au Luxembourg** | Question **0429** (06/03/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

De Sport huet sech an de leschte Joren am Grand-Duché op eng ganz besonnesch dynamesch Aart a Weis entwéckelt. D'Resultater vun de Lëtzebuerger Sportler bei de „Spiller vun de klenge Länner", mee och bei groussen Eventer wéi der Qualifikatioun zur Fussballweltmeeschterschaft oder zur Europameeschterschaft sinn an de leschte Joren ëmmer besser ginn.

An engem Interview, deen den 29. Februar 2024 am „Paperjam" publizéiert gouf („On restera toujours un petit, mais ...") erkläert de President vun der Fussballfederation, de Paul Philipp: „Aujourd'hui, le Luxembourg existe sur la carte du football. On restera toujors un petit. Mais le regard que l'on porte sur nous a changé." Lëtzebuerg brauch sech net méi geintiwwer deene groussen Natiounen ze schummen, an et gëtt mëttlerweil vill Disziplinnen, bei deenen et keng „kleng Natioune" méi gëtt. Donieft gëtt et Disziplinnen, wéi z. B. Dammefussball, déi sech zu Lëtzebuerg op eng ganz villverspriechend Aart a Weis entwéckelen. Fir déi positiv Dynamik awer ze erhalten, musse mir d'Zukunft mat Luciditéit plangen an dobäi déi kommend Generatiounen optimal ënnerstëtzen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Sportminister:

1. Kann den Här Minister seng allgemeng Positioun zur Weiderentwécklung vum Sport fir zukünfteg Generatiounen duerleeën?

2. Wéi steet d'Regierung derzou, an d'Televisiounsrechter fir aner Sportaarten ze investéieren?

**Réponse** (25/03/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. Meng Strategie fir d'Weiderentwécklung vum Sport ass op fënnef Achsen opgebaut, iwwert déi ech wëll gesamtgesellschaftlech wierken. Dës sinn d'Declinaisoune vum Koalitiounsaccord a spigele meng Prioritéiten als Sportminister erëm. Et geet mir drëms, de gesellschaftlechen Impakt vum Sport ze notzen, de Mouvement sportif, also d'Réckgrat vum Lëtzebuerger Sport, ze stäerken, a virun allem de Gesondheets-, Breeden- a Fräizäitsport ze ënnerstëtzen. Hei wëlle mir d'Präventiounspotential vum Sport notzen an duerch eng erweidert Sportoffer d'Beweegung an der Populatioun förderen. Donieft ass et mir awer och wichteg, dem Leeschtungs- an Héichleeschtungssport déi Mëttel zur Verfügung ze stellen, déi eis Toppathleete brauchen, fir och an Zukunft konkurrenzfäeg, notamment vis-à-vis vun den auslänneschen Athleeten, ze bleiwen. D'Sportoffer soll also beschtméiglech ausgebaut ginn. Dofir brauch een natierlech funktional respektiv multifunktional Sportinfrastrukturen. An deem Sënn schaffe meng Leit aktuell un engem nationale Sportinfrastrukturkonzept. Dës Visioun ass natierlech just mat der Hëllef vun de Gemenge méiglech a sou wäert ech mech derfir asetzen, datt den Austausch mat de Gemenge weider verstäerkt gëtt a meng Servicer si beschtméiglech begleeden.

ad 2. Stand haut gëtt et keng Iwwerleeungen, fir als Staat an d'Televisiounsrechter fir de privat organiséierte Sport ze investéieren. De Choix vun der Iwwerdroung vu Sportmanifestatioune fält net an den Aufgabeberäich vun der Regierung.

**Circuit pour moto à Bockholtz** | Question **0430** (06/03/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Mir gouf zougedroen, datt de Staat den Terrain vun der Motorradspist zu Boukels verkaaft hätt. Eng – oder méi – Privatpersoun(e) géif(en) deemno den Terrain ënnerhalen an dem Staat dësen iwwert e Pachtvertrag fir eng gewëssen Zomm zur Verfügung stellen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung déi uewe genannten Informatioune bestätegen?

2. Wa jo, fir wéi eng Zomm huet de Staat dee genannten Terrain verkaaft? Wéi eng Zomm bezilt de Staat elo, fir dee genannten Terrain ze pachten?

3. Wat war d'Motivatioun vum Staat, fir dee genannten Terrain ze verkafen a wat geschitt elo laangfristeg mat der Motorradspist zu Boukels?

**Réponse** (15/03/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

Am Numm vun der Regierung kann ech déi Aussoen net bestätegen. Mengen Informatiounen no, wor de Staat ni am Besëtz vun de genannten Terrainen.

**Personnel du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture** | Question **0432** (06/03/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Nieft dem Landwirtschaftsministère selwer, gëtt et och nach eng Rei Servicer, eweí den SER (Service d'économie rurale), d'ASTA (Administration des services techniques de l'agriculture) an d'Veterinärsinspektioun, déi dem besote Ministère ënnerstinn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Landwirtschaftsminister:

1. Kann d'Madamm Minister de Personalbestand vum Landwirtschaftsministère opschlësselen? Wéi vill Persoune schaffen hei Vollzäit a wéi vill Deelzäit?

2. Kann d'Madamm Minister de Personalbestand vum SER opschlësselen? Wéi vill Persoune schaffen hei Vollzäit a wéi vill Deelzäit?

3. Kann d'Madamm Minister de Personalbestand vun der ASTA opschlësselen? Wéi vill Persoune schaffen hei Vollzäit a wéi vill Deelzäit?

4. Kann d'Madamm Minister de Personalbestand vun der Veterinärsinspektioun opschlësselen? Wéi vill Persoune schaffen hei Vollzäit a wéi vill Deelzäit?

5. Wéi huet sech de Gesamtpersonalbestand déi lescht 10 Joer beim Landwirtschaftsministère, beim SER, bei der ASTA a bei der Veterinärsinspektioun a Prozenter ausgedréckt entwéckelt?

**Réponse** (28/03/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Iwwert déi lescht zéng Joer ass d'Entwécklung vum Personalbestand an der Haaptsaach duerch nei an zousätzlech Missiounen ze erklären:

– den deemolege Ministère vum Konsumenteschutz ass Enn 2023 am Ministère vu Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau als nei „Direktioun fir Konsumenteschutz" integréiert ginn;
– de Service d'économie rurale huet ënner anerem de Service Comptabilitéit a Gestioun vun der deemoleger „Agrigestion", d'Gestioun vun de landwirtschaftlechen Ëmwelt- a Klimaschutzmoossnamen esouwéi d'Kontrollunitéit (Unité de contrôle) iwwerholl;
– bei der Grënnung am Joer 2022, si Servicer vun anere besteeënde Ministèren (dem fréiere Landwirtschaftsministère, dem fréiere Konsumenteschutzministère an dem fréiere Gesondheetsministère) an déi nei Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) iwwerdroe ginn (dorënner déi fréier Administration des services vétérinaires (MA-ASV), de fréiere Service vun der Fuddermëttelkontroll (MA-ASTA), dat fréiert Liewensmëttelkommissariat (MPCComAlim) an de fréiere Service vun der Liewensmëttelsécherheet (MS-DirSan).

**Programme de dépistage du cancer colorectal** | Question **0433** (07/03/2024) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

Am Mäerz steet de Kampf géint den Daarmkriibs am Mëttelpunkt vun enger Preventiounscampagne vum Gesondheetsministère. Sou ginn all zwee Joer Invitatiounen u Persounen tëschent 55 a 74 Joer geschéckt.

De Radio 100,7 huet kierzlech informéiert, datt zu Lëtzebuerg den Daarmkriibs déi zweetheefegst Doudesursaach duerch Kriibs ass. Gëtt dësen awer fréi genuch entdeckt, da kann een en an 90 % vun de Fäll heelen. Den Depistage spillt deemno eng wichteg Roll. Leider ass d'Participatioun um organiséierte Screening-Programm nach niddreg, betount de Gesondheetsministère, mee si géing awer lues a lues klammen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung follgend Froe stellen:

– Wéi vill Leit hunn zanter 2018 um organiséierte Screening Programm vum Ministère a Saachen Daarmkriibs deelgeholl? Wéi vill Prozent vun de verschéckten Invitatioune goufe mat enger Demande, fir en Test ze maachen, beäntwert?

– Wéi vill Prozent vun de realiséierten Tester ware positiv a konnten deemno op en Daarmkriibs hi schléissen?

– Wéi wëllt de Gesondheetsministère de betraffene Public an noer Zukunft nach méi staark sensibiliséieren, fir um organiséierte Screening Programm, dee jo gratis ass, deelzehuelen?

– Wéi sinn d'Käschte vum organiséierte Screening Programm zanter 2018 evoluéiert?

**Réponse** (04/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

De Programm fir Kolorektalkriibs-Screening huet am Januar 2021 ugefaangen, als Suite vun engem Pilotprogramm, dee vun 2016 bis 2019 gelaf ass. De Pilotprojet hat d'Zil, déi bescht Approche vu sou engem Programm fir Lëtzebuerg ze bestëmmen. D'Detailer vum Pilotprojet a seng Resultater goufen 2019 an engem Bulletin de liaison publizéiert a sinn disponibel op www.sante.public.lu[3]. An der Pilotphas hat de Participant de Choix zwëschent enger Coloscopie d'emblée oder engem Test, fir Blutt am Stullgang festzestellen (Test FIT). Am Resumé kann ee fir d'Pilotphas follgend Resultater festhalen: Den Taux de participation louch bei 25 %, ronn 40.000 FIT-Tester si gemaach ginn, an 2.775 Coloscopien, woubäi 1.387 Leit op d'mannst ee Polyp am Daarm haten. Dovu ware 523 Polyppen „haut risque" (d. h. Risiko, fir Kriibs zäitno ze entwéckelen), an 91 Persoune mat Daarmkriibs si fonnt ginn.

Aktuell gesäit den neie Programm ëmmer fir d'éischt een FIT-Test vir an duerno, bei engem positive Resultat, eréischt d'Méiglechkeet vun enger Coloscopie.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Et ass wichteg ze erwänen, dass d'Invitatioune 23 Méint gülteg sinn, wat d'Resultater vun 2022 an 2023 nach provisoresch mécht.

Et ass och néideg drop hinzeweisen, dass ee positive Screening Test nach keen definitiven Noweis fir Daarmkriibs ass, mee dass d'Diagnos nach mat anere Mëttel (z. B. Coloscopie) muss konfirméiert ginn.

Verschidde Mesurë goufen ergraff, fir d'Deelhuelen um Programm ze verbesseren, besonnesch wärend dem „Mars Bleu":

– Participatioun um Relais pour la vie mat engem Informatiounsstand
– Präsenz op lokale Mäert
– geziilt E-Mail-Campagnen un Dokteren a Gesondheetsfachleit
– Campagnen op de sozialen Netzwierker.

Weider Campagnë si geplangt, wéi zum Beispill d'Verdeele vun Informatiounsflyere beim Erneiere vum Führerschäin souwéi och aner visuell Campagnë fir de Grand public.

Vu September 2024 u wäerten och Tester direkt an den Apdikten disponibel sinn, fir esou den Zougang zum Screening ze vereinfachen.

Des Weidere ginn an Zukunft d'Testkits automatesch un d'Participantë geschéckt, déi scho virdrun um Screening deelgeholl hunn.

De Screening ass gratis fir d'Leit, a gëtt kofinanzéiert vun der Gesondheetsdirektioun an der Nationaler Gesondheetskeess. Dësen Depistage-Programm kascht de Staat ronn 500.000 Euro am Joer. Dozou kënnt 1,5 Equivalent plein temps Agents de l'État, déi sech ëm d'Koordinatioun vum Programm këmmeren.

Falls no engem positive Screening Test eng Coloscopie gemaach gëtt fir déi definitiv Diagnos, da gëtt dës iwwert den normale Wee verrechent a vun der Nationaler Gesondheetskeess rembourséiert.

**Position du Gouvernement concernant les investissements du Fonds de compensation** | Question **0434** (07/03/2024) de **Mme Joëlle Welfring** | **M. François Bausch** (déi gréng)

Le Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC) gère la réserve du régime général de pension afin d'en garantir la pérennité.

Le 9 février 2023, dans le cadre d'un débat de consultation, la Chambre des Députés a adopté une motion sur la stratégie d'investissement du FDC, invitant le Gouvernement entre autres :

– à « s'assurer que le FDC continue à intensifier sa stratégie d'investissement en cohérence avec les objectifs climatiques de l'Accord de Paris et les critères ESG ; »,
– à « inciter le FDC à favoriser les investissements soutenant la transition énergétique et écologique et lesquels sont en phase avec la position du Gouvernement par rapport à la nouvelle taxonomie européenne ; »
– et à « adopter une stratégie de désinvestissement dans des entreprises productrices d'énergie nucléaire et des entreprises ne pouvant pas se prévaloir d'une trajectoire de décarbonisation en ligne avec les objectifs de l'Accord de Paris ; ».

La nouvelle stratégie d'investissement quinquennale du FDC (2023-2027), portant officiellement le titre de « directive du conseil d'administration » fut adoptée début janvier 2023 par le conseil d'administration et entra en vigueur dès son approbation par le Ministre de la Sécurité sociale, soit le 27 février 2023.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 8182 du 26 juillet 2023, l'ancien Ministre de la Sécurité sociale expliquait que « le Conseil de Gouvernement a décidé de suivre la proposition du Ministre de la Sécurité sociale et de reprendre la position de la Chambre des Députés en tant que sa propre », se référant à la motion précitée, indiquant que « les représentants de l'État dans les organes décisionnels du FDC suivront cette position et appliqueront donc la motion adoptée le 9 février 2023 ».

Bien que le ministre eût par ailleurs précisé que « le conseil d'administration a conclu que la stratégie d'investissement en vigueur est en ligne » avec la motion parlementaire du 9 février prémentionnée, force est de constater que la nouvelle directive ne contient pas de stratégie de désinvestissement explicite visant l'énergie nucléaire et les objectifs de l'Accord de Paris.

Notons encore que l'accord de coalition 2023-2028 reste muet au sujet des investissements du FDC.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

[3] Évaluation du Programme de dépistage organisé du cancer colorectal – Portail Santé – Luxembourg (public.lu) (Programme de dépistage organisé du cancer colorectal : évaluation de la phase pilote).

1) Le Gouvernement reprend-il de manière générale la position exposée par la motion précitée votée par la Chambre des Députés le 9 février 2023 ? Dans la négative, quelle est la position du Gouvernement concernant l'orientation de la stratégie d'investissement du FDC ?

2) Le Gouvernement approuve-t-il que le FDC devrait adopter une stratégie de désinvestissement dans des entreprises productrices d'énergie nucléaire et des entreprises ne pouvant pas se prévaloir d'une trajectoire de décarbonisation en ligne avec les objectifs de l'Accord de Paris ?

3) Concernant la stratégie de désinvestissement précitée, Madame la Ministre peut-elle préciser par quels moyens et endéans quel délai cette dernière sera mise en œuvre par le FDC ?

4) Par conséquent, quelles sont les directives données ou qui seront données par Madame la Ministre aux représentant.e.s de l'État dans les organes décisionnels du FDC ?

**Réponse** (04/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Les auteurs de la question parlementaire se réfèrent à la motion du 9 février 2023 adoptée par la Chambre des Députés dans le cadre d'un débat de consultation, et qui invite le Gouvernement entre autres

– à « s'assurer que le FDC continue à intensifier sa stratégie d'investissement en cohérence avec les objectifs climatiques de l'Accord de Paris et les critères ESG » ;
– à « inciter le FDC à favoriser les investissements soutenant la transition énergétique et écologique et lesquels sont en phase avec la position du Gouvernement par rapport à la nouvelle taxonomie européenne »
– et à « adopter une stratégie de désinvestissement dans des entreprises productrices d'énergie nucléaire et des entreprises ne pouvant pas se prévaloir d'une trajectoire de décarbonisation en ligne avec les objectifs de l'Accord de Paris ».

En réponse à cette motion, le Fonds de compensation (FDC) commun au régime général d'assurance pension a implémenté, au cours des 12 derniers mois, une nouvelle stratégie d'investissement qui fut approuvée par le Ministre de la Sécurité sociale le 27 février 2023.

Faisant suite à une remise en concurrence de certains mandats actifs venus à échéance en 2023, il est à noter que 100 % des mandats actifs du FDC sont désormais gérés avec une approche durable. En même temps, le FDC a lancé un nouveau compartiment obligatoire à gestion indexée (passive) aligné avec l'Accord de Paris pour 500 millions d'euros. Le nombre restreint de candidats pour ce mandat et les efforts nécessaires pour mener à bien une telle implémentation et gestion des investissements, témoignent du caractère innovateur du concept d'investissement indexé aligné avec l'Accord de Paris.

En décembre 2023, le FDC a lancé une soumission publique pour un mandat de 500 millions d'euros d'investissements en infrastructure dédiée principalement aux énergies renouvelables. Les offres sont actuellement évaluées. Le même mois, le FDC a publié une mise à jour de son « Sustainable Investor Factsheet 2022 » qui montre une réduction supplémentaire allant jusqu'à 14 % par rapport à l'exercice antérieur en matière d'empreinte carbone et d'autres gaz contribuant au réchauffement de la Terre.

Afin de ne pas se limiter à seulement mesurer l'impact de ses investissements, mais de contribuer activement à encourager les entreprises à s'aligner aux objectifs de l'Accord de Paris, le FDC a rejoint, en janvier 2024, le réseau « Institutional Investors Group on Climate Change » (IIGCC) et l'initiative « Climate Action 100+ ».

En février 2024, le FDC a mis à jour la liste d'exclusion, en excluant les entreprises qui ne respectent pas les normes internationales telles qu'entérinées dans les dix principes du Pacte mondial des Nations Unies couvrant les droits de l'homme, l'environnement, les normes internationales de travail et la lutte contre la corruption, ainsi que les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. De même, les entreprises ayant un statut d'observation prolongé de plus de 2 ans avec une perspective d'évaluation négative sont également exclues de l'univers d'investissement du FDC.

Finalement, au cours de l'année 2024, le FDC analysera de nouveau l'ensemble de ses investissements sur base de critères ESG et effectuera une étude sur son alignement à l'Accord de Paris à l'instar de l'étude du rapport d'investisseur responsable de 2020. Cette étude permettra ainsi de juger de l'efficience des mesures entreprises par le FDC en matière d'investissements durables et de pointer, le cas échéant, vers des mesures concrètes à renforcer.

Il y a lieu de conclure que les efforts de mise en œuvre de la stratégie d'investissement entrepris par le FDC poursuivent les objectifs d'un investissement responsable et peuvent mener à une trajectoire de décarbonisation en ligne, entre autres, avec les objectifs de l'Accord de Paris.

À toutes fins utiles il est renvoyé aux détails des politiques d'investissements publiés sur le site du FDC. Fonds de compensation commun au régime général de pension (public.lu)

**Financement du matériel informatique des écoles fondamentales** | Question **0436** (07/03/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

D'lescht Joer gouf de Gesetzesvirschlag mat der Nummer 7883 an der Chamber ofgestëmmt, mat deem d'CSV sech dofir agesat huet, dass all Kand de selwechten Accès op informatescht Material soll hunn, egal ob et an enger finanziell wuelsituéierter Gemeng lieft oder an enger finanziell manner gutt situéierter Gemeng. Dëse Gesetzesvirschlag gouf awer mat de Stëmme vun der deemoleger Majoritéit ofgeleent.

Duerch déi grouss Ënnerscheeder bei de finanzielle Méiglechkeeten tëschent de Gemenge gëtt et effektiv grouss Ongläichheeten. Grad Kanner, déi a Stéit mat engem méi niddregen Akommes wunnen, sinn hei laangfristeg am Nodeel. Si kréien dacks just spéit Accès op informatescht Material a sinn domat vis-à-vis vun hire Klassekomeroden aus besser situéierte Stéit benodeelegt, déi dacks scho fréi Kontakt domat hunn a besser equipéiert sinn an doweinst och besser domat eens ginn. Dëst gouf virun allem an der Covid-19-Pandemie däitlech siichtbar, wou vill Kanner aus manner gutt situéierte Stéit beim Cours à distance däitlech manner gutt geléiert an herno méi grouss schoulesch Problemer haten.

Am Koalitiounsaccord gëtt dës Iddi och ugeschwat. D'Regierung wëll Diskussioune mat de Gemengeresponsabelen ophuelen, fir iwwert d'Ausstattung mat informateschem Material an de Grondschoulen ze schwätzen. Grad kleng Gemenge mat méi klenge finanzielle Moyenen hu mat enger steigender demografescher Entwécklung an de Käschte vun enger moderner informatescher Infrastruktur ze kämpfen. Ongläichheete si beim informatesche Material an de Grondschoulen also virprogrammëiert.

Ech hat dem Inneminister an der Froestonn vum 27. Februar hei scho verschidde Froe gestallt, krut allerdéngs just wéineg Informatiounen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Den Inneminister huet a senger Äntwert op meng mëndlech Fro geäntwert, dass et am Januar éischt Gespréicher mam Secteur gouf, ee méi genaue Planning gouf awer net genannt.
Kann de Minister eis soen, ob et weider Gespréicher wäert ginn a ee sech a priori prinzipiell d'accord ass, fir op deem Niveau eppes ze maachen?
Oder dréinen sech Gespréicher nach ëmmer ëm eng Prinzippienentscheedung, ob een dëst wëll maachen oder net?

2. Wat fir weider Pläng hunn den Inneministère an den Educatiounsministère nach, fir d'Ongläichheete betreffend den Zougang zu informateschem Léiermaterial ze reduzéieren?

3. Kann den Educatiounsminister schonn en ongefiéieren Zäitpunkt nennen, bis wéini alleguer d'Schoulen am Fondamental kéinten equipéiert sinn? (Wifi-Infrastruktur, Laptop/iPads etc.)

4. Wat sinn d'Käschten (opgeschlësselt pro Gemeng) fir de Kaf, d'Zur-Verfügung-Stellen an den Entretien vun informateschem Material an de Schoule vum Fondamental?

5. Wat fir ee Budget kéinten d'Gemengen iwwert déi nächst Joren dofir vum Educatiounsministère zur Verfügung gestallt kréien?

**Réponse** (09/04/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Wéi den honorabelen Deputéierten a senger parlamentarescher Fro erwäänt, ass am Koalitiounsaccord 2023–2028 festgehale ginn, datt Gespréicher tëscht de Representantë vun de Gemengen an der Regierung solle gefouert ginn, fir d'Verdeelung vun den Attributiounen a Kompetenzen am Beräich vun de Grondschoulen ze diskutéieren. Ee vun de Sujeten, deen an dësem Kontext wäert abordéiert ginn, ass d'Bereetstellung vun informateschem Material fir d'Grondschoulen. Am Kader vun dëse Gespréicher wäert analyséiert ginn, wéi eng vun den am Koalitiounsaccord genannte Kompetenze vum Staat kéinten iwwerholl ginn a wat dëst gegeebenefalls fir all déi bedeelegt Acteure géing bedeiten.

D'Gespréicher tëschent de concernéierten Acteure stinn aktuell nach ganz am Ufank an esou schéngt et ze fréi, fir op eventuell Conclusiounen, déi aus dëse Gespréicher kéinte resultéieren, anzegoen. Soubal tangibel Resultater virleien, wäerten déi concernéiert Chamberskommissiounen informéiert ginn.

**Mise en place d'un cadre légal de protection des témoins au Grand-Duché** | Question **0439** (07/03/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Dans le quatrième rapport sur la traite des êtres humains au Luxembourg de la Commission consultative des droits de l'homme au Grand-Duché de Luxembourg, le rapporteur revient sur sa recommandation formulée dans un même rapport en 2021 qui était de réfléchir à la mise en place d'un cadre légal de protection des témoins au Grand-Duché. Cependant, le rapporteur doit constater l'absence d'efforts et de développements à cet égard. Ainsi il exhorte les autorités à donner suite à sa recommandation.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

– Est-ce que Madame la Ministre est au courant de la recommandation du rapporteur de mettre en place un tel cadre légal ? Si oui, quelle en est sa position sur ce sujet ?

– Quels sont les pays desquels le Luxembourg pourrait s'inspirer pour un programme de protection des témoins ?

**Réponse** (28/03/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Madame la Ministre de la Justice a pris connaissance du rapport de la Commission consultative des droits de l'homme au Grand-Duché de Luxembourg sur la traite des êtres humains au Luxembourg et de la recommandation concernant la nécessité d'une mise en place d'un cadre légal de protection des témoins au Grand-Duché.

L'importance de la mise en place d'un programme de protection des témoins au Grand-Duché est reconnue. Une analyse de la mise en œuvre du programme de protection dans les pays limitrophes du Grand-Duché est en cours. Comme le modèle belge a fait ses preuves, un échange a déjà eu lieu avec les autorités belges sur ce sujet. Au niveau national, les consultations avec les acteurs concernés en vue de l'introduction d'un tel programme dans la législation nationale débuteront très prochainement.

**Étude du LISER au sujet des aides étatiques** | Question **0440** (07/03/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

De LISER huet am Optrag vun der Chambre des Salariés analyséiert, wat fir Grënn et dofir gëtt, dass d'Leit Hëllefe vum Staat, déi se zegutt hätten, net ufroen. Hei geet et zum Beispill ëm d'Allocation de vie chère oder nach d'Subvention loyer. An der Etüd vum LISER gëtt erkläert, dass et fir d'Leit oniwwersiichtlech ass, wat fir Hëllefen se zegutt hätten, et fir d'Leit net einfach ass se unzefroe respektiv, dass d'Leit de Stigma fäerten. Um Enn vun der Etüd gëtt da gesot, dass de Statec géif un engem Rapport schaffen, deen d'Etüd vum LISER soll weider verdéiwen (Säit 108).

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Wirtschaft a Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wat fir Ressourcë gëtt de Statec sech fir dës Étude quantitative?

2. Wat fir een zäitleche Kader ass sech gesat ginn, fir dës Etude ze maachen an ze publizéieren?

3. Wäerten d'Ministeren dës Etüd an der Chamber virstellen, wann se bis fäerdeggestallt ass?

**Réponse** (09/04/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

No der Etüd, déi de LISER am Optrag vun der Chambre des Salariés gemaach huet, plangt de Statec, d'Donnéeën aus der Ëmfro iwwer d'Akommes an d'Liewensbedéngunge vun de Stéit (European Survey on Income and Living Conditions – EU-SILC) ze notzen, fir quantitativ den Undeel vu Leit ze schätzen, déi Hëllefe vum Staat zegutt hätten, dës awer net ufroen.

D'EU-SILC-Ëmfro ass op europäeschem Niveau en zentrale Pilier, fir déi verschidden national Situatioune par rapport zu europäeschen Ziler ze situéieren. Zu Lëtzebuerg gëtt dës Ëmfro ënnert der Verantwortung vum Statec duerchgefouert, deen all Joer eng representativ Prouf vun den Awunner am Land interviewt. Am Joer 2023 hu ronn 10.000 Leit, déi a 4.500 Stéit wunnen, op d'Ëmfro geäntwert. Baséierend op de Resultater vun der Ëmfro vun 2023, wäert de Statec weider Analyse maachen, fir d'Ausmooss vum Phänomeen, dass Aiden, déi zoustinn, net ugefrot ginn, ze schätzen. E Verglach tëschent de Resultater vun der Statec-Etüd an dem LISER senger Etüd wäert och duerchgefouert ginn.

D'EU-SILC-Ëmfro ass fir dës Analyse gëeegent, well se all Joer präzis Informatiounen iwwer d'Akommes an d'Liewensbedéngungen am Grand-Duché sammelt. De Statec huet domat Informatiounen iwwer déi verschidden Akommesquelle vun de Leit (Salairen, Pensiounen, Chômage, Invaliderent oder aner sozial Leeschtunge wéi Kannergeld, Studiebourse, Liewensdeierechtzoulag, Loyerssubventioun). Déi gesammelt Donnéeën decken och aner Theemen of, déi mat Aarmut a sozialer Ausgrenzung verbonne sinn, wéi zum Beispill déi materiell Privatioun, d'Gesondheet, d'Aarbechts- a Beruffssituatioun, de Logement etc.

Am Budget vum Statec si keng zousätzlech Ressourcë fir dës Etüd geplangt a si wäert an déi gewinnten Aarbechte fir de Rapport „Travail et cohésion sociale", deen all Joer vum Statec publizéiert gëtt, integréiert ginn.

All Joer am Oktober, am Kader vum Internationalen Dag fir d'Aarmutsbekämpfung, publizéiert de Statec de Rapport „Travail et cohésion sociale", deen d'Resultater vun den Haaptetüden iwwer Aarbecht, Akommes, Ongläichheeten, Aarmut a sozial Ausgrenzung vun der Bevëlkerung zu Lëtzebuerg presentéiert. D'Resultater vun der Etüd iwwert déi quantitativ Schätzung vum Undeel vun de d'Leit, déi d'Hëllefe vum Staat zegutt hätten, awer net ufroen, wäerten an dësem Rapport presentéiert ginn.

De Statec wäert d'Resultater net virum Hierscht 2025 fäerdeg hunn a steet der Chamber dee Moment selbstverständlech zur Verfügung, fir d'Conclusioune virzestellen.

**Réaménagement de la N7** | Question **0441** (07/03/2024) de **M. Christophe Hansen** | **M. Jeff Boonen** | **M. Emile Eicher** | **M. Charel Weiler** (CSV)

Am Juli 2021 gouf an der Chamber dat neit Finanzéierungsgesetz fir d'N7 ugeholl. De Bau vum Contournement Housen (E421/N7) leeft zënter e puer Méint a geet gutt virun.

Den Tronçon tëscht Housen an der Houschter Déckt wier eisen Informatiounen no duerchaus an enger nächster Phas ëmsetzbar. Den Terrain ass flaach a bitt sech un, fir dat Stéck op zweemol zwou Spueren ze bauen. Esou wieren déi 2 Faartrichtunge getrennt, d'Sécherheet méi grouss an d'Liewensqualitéit an der Uertschaft Houschter Déckt däitlech verbessert. Nach wieren awer net déi néideg éischt Schrëtt an d'Weeër geleet ginn, fir dësen Ausbau zäitno an d'Aen ze faassen.

Donieft ass de Rond-point Schinker, wou déi nei PC7 driwwer féiert, déi do d'N7 kräizt, elo schonn den drëttgréisste Pôle d'échange am Norden. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5629 aus dem Joer 2022 sot den deemolege Mobilitéitsminister, dass d'Ariichte vun engem P&R um Schinker kuerzfristeg net virgesi wier, an dass d'Parke vun den Autoen do aktuell just toleréiert wier.

An dësem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechte stellen:

1. Wéi gesäit déi generell Zäitschinn fir de gesamten Ëmbau vun der N7 aus?

2. Kann d'Madamm Ministesch eis soen, ob eng Étude de faisabilité fir den Tronçon tëscht Housen an der Houschter Déckt bei Ponts et chaussées ugefrot ginn ass?

– Falls dat net de Fall ass, wéini plangt d'Ministesch dësen Optrag ze lancéieren?

3. Wat ass d'Positioun vun der Ministesch zum méigleche Bau vun engem P&R um Schinker, mat engem gesécherten Iwwergang fir Foussgänger a Vëlosfuerer?

**Réponse** (10/04/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éischte Juli 2021 goufen zwee Gesetzer fir d'Finanzéierung vun zwee groussen Infrastrukturprojeten am Norde vum Land vun der Chamber gestëmmt. Dat éischt war d'Gesetz fir d'Ëmgeeungsstrooss vun Housen an dat zweet fir d'Securisatioun vun der Nationalstrooss N7 tëscht dem Fridhaff a Wäiswampech.

De Projet vun der Securisatioun, wéi e vun der Chamber gestëmmt ginn ass, ass an 3 Sektiounen ënnerdeelt a gesäit een Ausbau op 2 + 1 Spuere vun der Nationalstrooss N7 vir.

Dat entspriechend Finanzéierungsgesetz vum 6. August 2021 dréit deemno engem Ausbau vun der Nationalstrooss op 2 x 2 Spueren net Rechnung.

Wéi et och am Koalitiounsaccord virgesinn ass, hunn ech der Stroossebauverwaltung den Optrag ginn, eng méiglech Verbreederung vun der N7 op 2 x 2 Spueren, do wou dëst méiglech ass, ze analyséieren.

ad 1. De gesamte Projet vun der Securisatioun vun der N7 soll an engem Zäitraum vu viraussiichtlech 7 Joer realiséiert ginn.

Fir dat éischt Lous tëscht der Lëpschter Dällt an der Houschter Déckt konnten all déi néideg Grondstécker kaaft ginn. Deemno sinn déi éischt Ausschreiwungsdossieren op Basis vum bestoende Konzept vum Finanzéierungsgesetz vum 6. August 2021 fäerdeg an déi éischt Aarbechte kéinten deemno dat nächst Joer ufänken. Dësen Datum ass natierlech elo an Ofhängegkeet zu den eventuelle Resultater vun der lancéierter Analys zu enger Véierspueregkeet ze betruechten. Op deenen anere Sektioune mussen nach eng ganz Rëtsch Grondstécker vum Staat opkaaft ginn.

ad 2. Den aktuelle Projet vun der Securisatioun vun der Nationalstrooss N7 ass an 3 Sektiounen opgedeelt. Dat éischt Deelstéck verleeft vum Fridhaff bis op d'Houschter Déckt, dat zweet Deelstéck geet da vun House weider bis op Maarnech an dat drëtt vu Fëschbech bis op Wäiswampech.

Tëschent deenen dräi Sektioune gëtt et deemno zwee Deelstécker, déi och am Projet vun der Securisatioun vun der N7 net berücksichtegt gi sinn, well hei d'Securisatioun duerch d'Bebauung laanscht d'Strooss net méiglech ass. Op dëse Sektiounen, also och op der Sektioun tëscht der Houschter Déckt an Housen, misst eng komplett nei Strooss geplangt ginn, souguer wann een de Prinzipp vun 2 + 1 Spuere wéilt applizéieren. Momentan läit och nach keng Analys vir, déi een Ausbau op zweemol zwou Spuere betrëfft.

ad 3. Den Amenagement vun engem offizielle P&R um Flouernumm „Schinker" op der N7 ass net am nationale P&R Konzept virgesinn. Zousätzlech sief ze betounen, datt dëse Projet och keng Moossnam am nationale Mobilitéitsplang 2035 ass. Och ass dëse Projet net am sektorielle Plang „Transport" virgesinn (Plan directeur sectoriel „Transports" oder kuerz PST genannt).

**« Littering »** | Question **0442** (08/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Nieft dem Offall, deen een oft op Staatsstroosse fënnt (siehe meng parlamentaresch Fro N° 0435) ginn

och Spadséierweeër oft zougemüllt mat Offall, deen näischt do verluer huet. Mir ass zum Beispill ee Fall bekannt op engem Spadséierwee zu Draufelt, wou den Dreck op de Weeër de Wëll- an Notzdéieren zum Verhängnis gëtt, well d'Déieren den Offall friessen oder sech dorunner verletzen.

Dat ofgeännert Offallgesetz vum 21. Mäerz 2012 ass u sech ganz kloer a stellt de Littering ganz kloer ënner Strof. Trotzdeem weisen d'Zuelen aus der parlamentarescher Fro N° 7827 vum 28. Mäerz 2023, dass 886-mol géint d'Gesetz verstouss gouf. An dobäi sinn dat nëmmen déi Fäll, wou och tatsächlech Täter erwëscht goufen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung d'Zuelen aus der Fro N° 7827 fir d'Joer 2023 virleeën?

2. Wéi vill Fäll sinn der Ministesch fir Landwirtschaft bekannt, u Wëlldéieren an Notzdéiere vu Baueren, déi sech opgrond vum Dreck an der Natur verletzt hunn an zum Beispill an eng Wëlldéierestatioun oder bei ee Veterinär hu misse gefouert ginn?

**Réponse** (19/04/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1. Bei der Ëmweltverwaltung ass 2023 eng eenzeg Plainte gemaach gi wéinst Littering.

Am Joer 2023 sinn 158 Ëmweltdelikter an der Policedatebank rezenséiert ginn.

Bei Kontrolle vun der Douanesverwaltung am Beräich „Déchets" goufe fir d'Joer 2023 39 Infraktioune festgestallt.

ad 2. De Ministère vun der Landwirtschaft huet keng Statistike vu Verletzungen opgrond vun Dreck bei Notzdéieren, déi vu Veterinären diagnostizéiert resp. behandelt goufen.

Op Nofro an der Wëlldéierestatioun zu Diddeleng hunn déi Responsabel matgedeelt, dass Verletzunge bei ofgeliwwerten Déieren éischter selte sinn a sech haaptsächlech op Schwane beschränken, deenen hir Plommen duerch verschmotztent Waasser verknascht sinn, resp. déi Verletzungen opweise verursaacht duerch Fëscherkreep. Déi ganz niddreg Zuel ass warscheinlech och doduerch bedéngt, dass eng Partie Wëlldéieren hir Verletzungen an der Natur net iwwerliewen.

**Accessibilité de l'église de Weicherdange** | Question **0443** (08/03/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Déi historesch wäertvoll Kierch vu Wäicherdang gouf de 27. Mee 1963 als nationaalt Monument op d'Lëscht vun de klasséierte Monumenter gesat. Si huet a leschter Zäit awer fir Kontroverse gesuergt. Sou gëtt een an engem Lieserbréif, deen den 2. Mäerz 2024 am „Luxemburger Wort" publizéiert gouf („D'Kiirch zu Wäicherdang"), gewuer, datt déi Kierch fir Persoune mat ageschränkter Mobilitéit net (bzw. net liicht) zougänglech ass. Nieft der Trap ginn als Elementer, déi e Besuch vun dëser Kierch komplizéiert oder onméiglech maachen, nach eng „dreckig bis méi schwartz ewéi wäiss Mauer, wou de Botz nëmmen nach roffällt" a Splitter mentionéiert, deen um (och denkmalgeschützten) Kierfecht „all Besuch op engem Graf onméiglech micht". Am Lieserbréif gëtt op d'Efforte vum Gemengerot higewisen, fir déi ganz Situatioun ze änneren. Et wier awer sou, datt den Institut national pour le patrimoine architectural (INPA, de fréiere Service des sites et monuments nationaux) sech géint eng Léisung vum Problem géif entgéintstemmen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Kulturminister:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt den INPA enger inklusiounsgerechter Ëmgestaltung vum Accès zur Wäicherdanger Kierch an zum dozougehéierende Kierfecht entgéintsteet? Wa jo, aus wéi enge Grënn? Wann nee, firwat ass d'Situatioun nach ëmmer sou, datt Persoune mat ageschränkter Mobilitéit net oder kaum an d'Kierch erakommen?

2. Am neien Denkmalschutz-Gesetz gëtt vun „utilité publique" geschwat, engem Krittär, deen noutwenneg ass, fir datt e Gebai geschützt ka ginn. Geet den Här Minister dervun aus, datt en historescht Gebai wéi d'Kierch vu Wäicherdang dëse Krittär erfëlle kann, soulaang si fir Persoune mat ageschränkter Mobilitéit net zougänglech ass?

**Réponse** (04/04/2024) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

D'Kierch vu Wäicherdang gouf de 27. Mee 1963 als nationaalt Monument geschützt, zesumme mam Kierfecht an der Mauer, déi de Kierfecht ëmkreest. D'Kierch, déi op 1729 datéiert ass, steet esou an engem ganz authenteschen, aussergewéinlechen an dofir wäertvollen Ensembel.

Den Haaptaccès geet iwwert eng Sandsteentrap duerch en historescht an architektonesch wäertvollt stenge Portal, dat eng schéin Ornamentik opweist. Een aneren Accès, méi wäit nord-östlech an der Mauer, huet och en authenteschen Encadrement aus Steen. Dës zwou Ëffnunge sinn natierlech erhalenswäert. Si leeschten e grousse Bäitrag zu der Gestaltung vu Kierch a Kierfecht. All Änneru ng an dëse sensibele Beräicher muss absolutt noutwenneg a gutt iwwerluecht sinn.

Am Joer 2014 huet d'Gemeng Clierf dem deemolege Service des sites et monuments nationaux (haut Institut national pour le patrimoine architectural – INPA) Proposen ënnerbreet, fir den Accès op de Kierfecht a bei d'Kierch barrièrefräi ze maachen.

Zwou Optioune goufen diskutéiert. Leider ware se ze invasiv fir déi sensibel Plaz an hätten déi historesch Substanz massiv gestéiert a verännert.

Zanterhier ass den INPA weider mat der Saach beschäftegt an ass a Kontakt mat der Gemeng, fir eng Léisung ze fannen, eventuell eng reversibel Ramp. Eng deementspriechend Demande fir eng Autorisatioun vum Kulturminister ass nach net erakomm.

En „intérêt public" muss erfëllt sinn, wann en Objet ënner Denkmalschutz gestallt gëtt. E Gebai schützen an erhale muss also eng Noutwennegkeet fir d'Gesellschaft sinn. Dofir erlaabt d'Accessibilitéitsgesetz vum 7. Januar 2022 och Derogatiounen, fir dat gebauten Ierwen ze erhalen (Art. 7) an et also net mussen iwwerall fir all Mënsch accessibel ze maachen. Vun enger „utilité publique" vun engem Denkmal, am Sënn vun engem gréissten Notzen, geet a kengem Gesetz rieds.

Trotzdeem ass et dem INPA a mir immens wichteg, eise Patrimoine, wann et nëmme geet, fir jiddereen zougänglech ze maachen. Dat ass och op ville Plaze scho geschitt. Et muss awer ëmmer am Respekt vun deem geschéien, wat mir esou authentesch wéi méiglech fir eis Nokommen erhale wëllen.

**Avenir de l'usine Liberty Steel à Dudelange** | Question **0444** (08/03/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0076 des soussignés concernant l'avenir de l'usine Liberty Steel à Dudelange et les mesures pour assurer les emplois, Monsieur le Ministre avait annoncé la démarche suivante : « Les efforts du Gouvernement continuent à se concentrer sur le maintien d'emplois et d'activités industrielles sur le site de Dudelange. Suite à des entrevues avec les syndicats ainsi qu'avec la direction de Liberty Liège-Dudelange (LU) SA afin de faire le point concernant les développements récents, le Gouvernement entend tirer profit des possibilités désormais offertes par la loi du 7 août 2023 relative à la préservation des entreprises et portant modernisation des droits de la faillite, entrée en vigueur en date du 1er novembre 2023, afin de structurer les prochaines étapes. Un courrier y relatif a été adressé à la direction de l'entreprise début du mois de décembre. »

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme quelles sont les suites que la direction de l'usine a données à ce courrier.

2) Quelles mesures ont été entamées pour assurer l'emploi et pour consolider le site industriel de Dudelange ?

**Réponse** (02/04/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) La lettre que les honorables Députés mentionnent a donné lieu à un échange de courriers avec l'actionnaire, voire son représentant désigné.

ad 2) La trajectoire entamée sous l'ancien Gouvernement est poursuivie, les efforts du Gouvernement continuent à se concentrer sur le maintien d'emplois et d'activités industrielles sur le site de Dudelange.

**Service de police judiciaire** | Question **0445** (08/03/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Depuis le 15 janvier 2024, la présence policière à Luxembourg-ville est renforcée. Le dispositif mis en place dans ce contexte affecte de nombreux services. Parmi eux le Service de police judiciaire (SPJ).

Lors de la séance publique du 27 février 2024 à la Chambre des Députés, Monsieur le Ministre des Affaires intérieures a précisé que le dispositif restera mis en place au-delà de la fin du mois de février.

Me référant à la réponse de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures à la question parlementaire urgente n° 0293 et aux explications données par Monsieur le Ministre des Affaires intérieures lors de la séance publique du 27 février 2024 à la Chambre des Députés, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Madame la Ministre de la Justice :

– Monsieur le Ministre peut-il me dire par quel biais et quand il a prolongé le dispositif en question ? Pourquoi la mesure n'est-elle plus limitée dans le temps ?

– Compte tenu du fait que l'intervention de la police judiciaire dans le dispositif de sécurité a pour conséquence que d'autres tâches du SPJ peuvent être effectuées de manière moins approfondie, j'aimerais savoir dans quelle mesure cette utilisation des ressources affecte le travail des autorités judiciaires. Avec quels moyens humains le personnel manquant auprès du SPJ est-il compensé ?

– Quelle est la justification de la mobilisation massive de ressources pour ce dispositif spécial ? Sur la base de

quels critères Monsieur le Ministre peut-il évaluer l'efficacité du dispositif en question ? Est-ce que ces critères sont consultables par le public ?

**Réponse** (17/04/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Les décisions concernant l'adaptation du dispositif spécial relèvent de l'organisation interne de la Police grand-ducale. Il était prévu dès le départ que la police fasse des évaluations régulières du dispositif et l'adapterait en fonction des constats dressés et des besoins recensés. Une première évaluation par la Police grand-ducale a eu lieu fin février et une seconde fin mars. L'évaluation la plus récente a été effectuée le 16 avril 2024.

Tel qu'il résulte du communiqué de presse de la police du 16 avril 2024, la participation du Service de police judiciaire (SPJ) au dispositif spécial a été arrêtée début avril. Le SPJ était impliqué dans le dispositif en question pour son expertise et ses compétences spécifiques en matière de lutte contre le trafic de drogues, l'immigration illégale, le proxénétisme et la mendicité organisée et la traite des êtres humains, qui font partie des objectifs pour lesquels le dispositif a été mis en place en premier lieu. Le SPJ était chargé d'orienter de manière ciblée les unités en uniforme et de dresser un tableau de la situation.

Pour le surplus, les détails de nature opérationnelle sur l'organisation interne de la police et du déploiement de membres du Service de police judiciaire (SPJ) à Luxembourg-ville ne seront pas révélés pour des raisons de tactique policière. Le déploiement de policiers issus du SPJ a été discuté pendant une séance à huis clos lors de la réunion jointe des Affaires intérieures et de la Justice du 23 janvier 2024.

En ce qui concerne les agents des régions de police Nord, Centre-Est et Sud-Ouest joints aux policiers de la région Capitale pour assurer les patrouilles pédestres du dispositif spécial, il y a lieu de noter que cet appui ne sera plus requis à partir de mai, suite à l'assermentation de nouveaux policiers fin avril. Une augmentation nette d'environ 90 agents renforcera les commissariats de Luxembourg-ville et d'autres commissariats à travers le pays ainsi que les services et unités nationales. Ce renfort engendrera l'arrêt du dispositif spécial tel qu'il a été mis en place à partir du 15 janvier 2024.

Finalement, veuillez noter qu'une des priorités du Gouvernement est d'augmenter aussi bien les effectifs de la police que ceux des autorités judiciaires.

**Limitation du nombre de visites médicales prises en charge** | Question **0446** (08/03/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'CNS erlaabt de Remboursement vun 12 Consultatiounen iwwer 6 Méint bei engem Generalist oder Spezialist. Fir all weider Consultatioun freet d'CNS eng Justifikatioun, respektiv et muss een am Viraus ëm Erlabnis bei der Keess froen. Bei Patiente mat medezinneschem Cannabis, déi widderhuelt bei hiren Dokter oder hir Doktesch mussen, kënne scho mol séier vill Consultatiounen zesummekommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Firwat gëtt et dës Reegelung vun den 12 Consultatiounen?

2. Wéi vill Persounen hunn déi 12 Consultatiounen an de leschte 5 Joer iwwerschratt an hunn dofir mussen eng speziell Erlabnis vun der CNS kréie fir de Remboursement?

3. Wat brauch d'CNS un Informatiounen, fir esou ee Remboursement ze geneemegen?

4. Wier eng speziell Reegelung fir Patienten, déi medezinnesche Cannabis kréien oder z. B. eng Kriibsbehandlung maachen, an den Ae vun der Ministesch sënnvoll? Wa jo, wäert d'Ministesch dës ëmsetzen? Wann nee, firwat net?

**Réponse** (16/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Limitatioun vun der Prise en charge vun zwielef Consultatiounen oder Visitte vum Hausdokter oder dem Spezialist an der selwechter medezinnescher Disziplinn pro Semester, ass am Artikel 36 Alinea 1 Punkt 3 vun de Statute vun der Gesondheetskeess (CNS) virgesinn, an entsprécht dem Wëlle vum Gesetzgeeber, fir eng gutt Gestioun ze garantéiere vun ëffentleche Gelder a punkto Gesondheets- a Maternitésversécherung duerch eng entspriechend Ofdeckung vun de Gesondheetsprestatiounen, ouni datt et iwwert dat erausgeet, wat nëtzlech an néideg ass (Artikel 23 vum Code vun der sozialer Sécherheet).

ad 2. De follgenden Tableau weist d'Zuel vu Fäll a Patienten, déi zwielef Consultatioune pro Semester no Dokterspezialitéit iwwerschratt hunn (normal Consultatiounen, majoréiert Consultatiounen, Consultatioune bei engem Spezialist a Visitten am Extrahospitalier) fir d'Joren 2019 bis 2023[4]:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 3. Wat déi noutwenneg Begrënnung ugeet, op Basis vun där d'CNS decidéiert, wéi eng Fäll en charge geholl ginn, ass ze präziséieren, datt et duergeet, wann den Dokter eng Justifikatioun ugëtt mat engem prezise medezinnesche Grond.

Déi meescht Fäll, déi d'CNS akzeptéiert, hänken haaptsächlech mat Situatioune wéi Neigebuerener mat héijem Féiwer, Patiente mat palliativer Betreiung, ofhängeg Persounen (Methadon Programm) a Consultatiounen no enger Hospitalisatioun zesummen.

ad 4. Wéi aus der Äntwert ënnert der Fro N° 3 ervirgeet, accordéiert d'CNS all Kéier, wann eng medezinnesch Argumentatioun virläit, den Depassement vun der Limitt, sou datt de Moment kee Bedarf besteet, fir déi aktuell Dispositioun ofzeänneren.

**Potentiel solaire** | Question **0447** (08/03/2024) de **M. Jeff Boonen** (CSV)

De Solarkadaster erlaabt et, fir bei all Gebai eenzel nozekucken, wat d'Potenzial vun dësem fir d'Stroumproduktioun mëttels PV ass. Niewent de Gebaier hunn och aner versigelt Flächen, wéi Industriestrukturen a Parkingen e grousst Potenzial fir PV. Dat gouf och esou am Koalitiounsaccord vun der neier Regierung festgehalen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Energieminister stellen:

1. Huet de Minister Zuelen, wat de Potenzial vu PV op de versigelte Flächen zu Lëtzebuerg insgesamt ass, sief et a Form vu Flächen oder a Form vun der elektrescher Produktioun (kWh)? Kann de Minister dës Zuele wgl. opdeelen; jee no Typ vu versigelter Fläch, also Gebaier, Industriestrukturen a Parkingen?

2. Wann nee, envisagéiert de Minister eng Etüd duerchzeféieren, fir d'Potenzial vu PV zu Lëtzebuerg ze erfaassen?

3. Wa jo, wéi vill dovu gëtt gebraucht, fir d'Ziler vum PNEC ze erreechen?

**Réponse** (11/04/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. D'Instrument vum Solarkadaster erfaasst just Gebaier, also keng aner (versigelt) Flächen.

D'Donnéeën aus dem Solarkadaster kann ee follgendermoosse resuméieren:

– Nom leschten Update 2022 sinn insgesamt 224.124 Objeten am Datesaz erfaasst.
– Guer net gëeegent fir Fotovoltaik (PV) sinn ongefeier 37.500 Objeten (+/-17 %).
– Géinge sämtlech aner Diecher bis op de leschte Quadratmeeter voll mat Fotovoltaik beluecht ginn, wieren dëst ongefeier 32 km² mat engem theoreetesche Potenzial vu 5.134 MW installéierter Capacitéit. Hei falen allerdéngs och Diecher drënner, déi just bedéngt gëeegent sinn, an zum Beispill klasséiert Gebaier.
– Gutt gëeegent sinn eng 133.800 Objeten (+/-60 %), wat ongefeier 19,4 km² entsprécht an enger theoreetescher Capacitéit vun 2.653 MW.
– De Solarkadaster erkennt déi existéierend Fotovoltaikanlagen net, dës sinn also am Gesamtpotenzial enthalen.
– Och Industriestrukture sinn am Solarkadaster abegraff.

Wat Parkingen ugeet, sou kann een d'Gesamtfläch zu Lëtzebuerg op ongefeier 360 Hektar schätzen.

ad 2. De Wirtschaftsministère féiert de Moment eng detailléiert Analys duerch, fir d'Gesamtpotenzial vu PV zu Lëtzebuerg ze erfaassen.

ad 3. Dat ganz ambitiéist PNEC-Zil fir 2030 gesäit eng Fotovoltaik-Stroumproduktioun vun 1.112 GWh vir, dëst entsprécht ongefeier 1.236 MW installéierter Capacitéit.

Opgrond vum Solarkadaster, aneren Donnéeën, an den Erfarungswäerter vun de leschte Joren, gouf Enn 2023 analyséiert, ob a wéi dëst Zil erreecht ka ginn. Reng linear bedeit d'PNEC-Zil, datt zanter 2021, a bis 2030, all Joer 100 MW PV-Capacitéit dobäi komme muss. Am Joer 2021 waren et 90 MW, d'lescht Joer – den nach net definitiven Zuelen no – ongefeier 77 MW. D'Regierung wäert all Hiewel a Beweegung setzen, fir dës Zuelen an den nächste Joren däitlech ze steigeren, fir d'Zil bis 2030 ze erreechen.

Op Basis vum Solarkadaster a vun der Applikatioun vun e puer theoreetesche Krittären, ewéi dem wirtschaftlech sënnvolle Stroumertrag (mindestens 850 kWh pro kW an eng Minimalgréisst pro Anlag vu 4 kW), an dem Ausschléisse vu klasséierte Gebaier, kënnt een op een technescht Potenzial vu PV op Gebaier vun ongefeier 1.600 MW Capacitéit.

Duerch d'Applikatioun vu praktesche Krittären (Statik, Sécherheet, Plazbedarf op den Diecher fir aner technesch Installatiounen), déi aus der Praxis bekannt sinn, an opgrond vun Echantillonen hiergeleet goufen, muss een dës Zuel nach eng Kéier graff duerch 2 dividéieren, soudatt sech fir 2030 e realiséierbaart Potenzial vu knapp 800 MW ergëtt.

[4] – Unzuel u Patienten: Gesamtzuel vun ënnerschiddleche Patienten, déi an op d'mannst engem vun deenen 2 Semestere méi wéi 12 Consultatiounen haten.
– Unzuel u Fäll: Gesamtzuel vun de Kéiere wou dës Patiente méi wéi 12 Consultatiounen an engem Semester vum betreffende Joer haten.
– Dat éischt Semester vum Joer geet vu Januar bis Juni an dat zweet Semester vum Joer geet vu Juli bis Dezember. Een nämmlechte Patient kann innerhalb vun engem Joer 2 Fäll hu wann en a béid Semester méi ewéi 12 Consultatiounen hat. Dat heescht, een nämmlechte Patient huet entweeder 1 Fall (en hat also an engem vun deenen zwee Semester méi ewéi 12 Consultatiounen) oder 2 Fäll (wann en an deenen zwee Semester méi ewéi 12 Consultatiounen hat).

Zum Zäitpunkt vun der Analys sinn am Bestand schonn ongeféier 356 MW installéiert. De Fotovoltaik-Ausbau fir den Neibau (Fotovoltaik ass do als Standardausstattung hannerluecht) gëtt bis 2030 op 130 MW geschat. D'Erfarung bis elo weist, datt Parkingflächen net einfach ze mobiliséiere sinn – Parkingen, wou Kiermessen a Mäert stattfannen, ginn an der Reegel ausgeschloss, et gëtt deelweis ganz héich Käschten duerch opwänneg Grief – sou datt op den ongeféier 200 Hektar gëeegente Fläche bis 2030 mat engem Zouwuess vun ongeféier 50 MW a Form vu Fotovoltaik op Carporte ka gerechent ginn.

Alles an allem kann een an enger optimistescher Schätzung op knapp 1.000 MW installéiert Capacitéit op bebaute Flächen am Joer 2030 kommen. Dofir wäert d'Regierung déi finanziell Ureizer weider attraktiv gestalten an d'Efforte bei den administrativen Erliichterunge konsequent weiderféieren.

Dës Zuele beleeën allerdéngs och, datt versigelt Flächen eleng net wäerten duergoen, fir d'PNEC-Ziler ze erreechen. Dofir gëtt sech och intensiv mat Agri-Fotovoltaik op fräier Fläch beschäftegt. An enger Zesummenaarbecht vun dräi Ministèrë gouf eng Pilotausschreiwung lancéiert, fir eng Win-win-win-Situatioun souwuel fir d'landwirtschaftlech Produktioun, d'erneierbar Stroumproduktioun an d'Biodiversitéit ze assuréieren. D'Ausschreiwung huet Enn 2023 zu engem Resultat vun 52 MW gefouert, déi bis 2025 installéiert ginn. Am Fall vun enger positiver Evaluatioun vun dëser Pilotausschreiwung huet d'Agri-PV d'Potenzial, e wichtegt Element beim Erreeche vum PNEC-Zil 2030 ze sinn.

**Endommagement des bâtiments du Centre socio-éducatif de l'État à Dreiborn** | Question **0451** (11/03/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Mengen Informatiounen no koum et an de leschte Joren am Centre socio-éducatif de l'État (CSEE) zu Dräibuer heefeg zu Virfäll, wou d'Gebailechkeete beschiedegt goufen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Minister fir ëffentlech Aarbechten:

1. A wéi ville Fäll hunn déi zoustänneg Autoritéite vu Bâtiments publics an deene leschten dräi Joer beim CSEE missen aktiv ginn, fir Schied un de Gebailechkeeten ze reparéieren?

2. Wéi héich ass an deem Zesummenhank d'Gesamtzomm fir d'Reparéiere vun de Schied, déi an de leschten dräi Joer am CSEE un de Gebailechkeeten entstane sinn?

**Réponse** (19/04/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. An deene leschten dräi Joer ass d'Verwaltung fir ëffentlech Bauten ongeféier 15-mol um Site vum CSEE Dräibuer intervenéiert, fir Schied un de Gebailechkeeten ze behiewen.

ad 2. D'Verwaltung fir ëffentlech Bauten huet an de Joren 2021–2023 an de Gebailechkeete vum CSEE Dräibuer Reparaturaarbechten an enger Héicht vun ongeféier EUR 500.000 TTC ausgefouert.

**Label « Fairtrade Gemeng »** | Question **0452** (11/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Vum 1. bis de 15. Mee feiert d'ONG Fairtrade Lëtzebuerg d'Fair-Trade-Wochen. Produiten, déi de Fair-Trade-Sigel op der Verpackung hunn, suerge fir akzeptabel Aarbechtskonditiounen a fair Salairen op der Welt. Esou entscheet sech de Konsument duerch säi Kaf vun engem Fair-Trade-Produit, fir d'Welt ee klengt Stéck besser ze maachen, amplaz Suen um Réck vu Mënschen aus anere Länner ze spueren.

Grad de Staat an d'Gemenge sollte mam gudde Beispill virgoen a verantwortlech Produkter akafen. Fir d'Gemengen existéiert de Label „Fairtrade Gemeng", wou et virun allem drëms geet, dass d'Gemeng Werbung fir de fairen Handel mécht an offensiv un d'Bierger:inne kommunizéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

– Wéi eng Gemengen hei am Land si Fair-Trade-Gemengen?

**Réponse** (15/03/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

D'Gemengen decidéiere selwer, ob si wëlle bei der privater Initiativ „Fairtrade Gemeng" matmaachen.

Den Inneministère féiert keng Statistiken dodriwwer.

**Gestion locative sociale (GLS)** | Question **0453** (11/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéinst deenen héije Wunnengspräisser um Wunnmarché musse vill Stéit op ëffentlech Initiativen zeréckgräifen, déi Wunnraum zu engem erschwéngleche Präis ubidden.

Verschidde Wunnenge gi vun enger Agence immobilière sociale (AIS) ugebueden am Kader vun der Gestion locative sociale (GLS), wou de Staat a Kooperatioun mat Organisatiounen (ASBLen, Fondatiounen, Gemengen etc.) zesummeschafft. Dës Agencë probéieren, fir Wunnengen zu engem gerechte Präis un déi Leit ze verlounen, déi se brauchen.

Elo ass et esou, dass dës Agencen awer och Leit aus hire Wunnengen erausgeheie kënnen. Mir sinn eleng am Raum Péiteng 7 Fäll bekannt vu Familljen, déi deemnächst aus hirer GLS-Wunneng wäerten erausgesat ginn an déi an den nächsten Deeg wäerten hir Wunnenge verloosse mussen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Firwat ginn aktuell esouvill Locatairen aus de Wunnengen am Kader vun der GLS erausgeheit?

2. Firwat kënnt et aktuell zu méi Fäll?

3. Wat mécht de Staat zesumme mat senge GLS-Partner, fir dass déi Leit net op der Strooss landen?

**Réponse** (29/03/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Dëst läit an der Responsabilitéit vum Gestionnaire a mir kréien och keng allgemeng Informatiounen doriwwer. Op Nofro hin, sinn ons zwee Fäll genannt ginn. Dës Resiliatioun vun hirem „contrat de mise à dispositioun" ass an deenen 2 Fäll doduerch geschitt, well de Bewunner entweeder iwwert e laangen Zäitraum säi Loyer net bezuelt huet oder awer refuséiert, mat sengem konventionéierte GLS-Partner ze kooperéieren.

ad 2. De Ministère huet keng Informatiounen driwwer, dass et aktuell méi Fäll géif ginn.

ad 3. Eis konventionéiert GLS-Partner pfleegen an der Reegel en enke Kontakt mat hire Bewunner. Esou versichen eis konventionéiert GLS-Partner, hire Bewunner a schwieregen Zäiten ze hëllefen a probéieren all Wee, fir laanscht eng Resiliatioun ze kommen. Dës enk Zesummenaarbecht tëschent dem Bewunner an de konventionéierte Partner ass e wichtegt Element an der GLS mam Zil, fir kënnen eng Stabilitéit an hir Wunnsituatioun ze kréien.

**Initiative pour l'emploi ProActif** | Question **0455** (12/03/2024) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Le 5 février 2024, le directeur de l'initiative pour l'emploi ProActif SIS SARL a été licencié. La manière dont cette décision a été prise suscite depuis lors beaucoup d'attention. D'après les informations issues de la presse écrite, le directeur a été licencié par le président, sans ratification en bonne et due forme par le conseil d'administration. Le directeur n'a pas été consulté. Il n'a pas été invité à un entretien de licenciement et le licenciement a eu lieu au moment où le directeur était en congé de maladie. Tout cela, ainsi que d'autres démarches particulières, nous préoccupent particulièrement. Plusieurs articles de presse ont mis en lumière ces agissements douteux.

Compte tenu de la question parlementaire n° 0409 et du fait que le directeur s'est entre-temps adressé au tribunal du travail, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Le Ministère du Travail soutient l'initiative pour l'emploi avec 25 millions d'euros par an. Que compte faire concrètement Monsieur le Ministre, compte tenu de son influence (financière et en termes de droit de vote) et de sa responsabilité vis-à-vis des collaborateurs de ProActif, du secteur, des initiatives de l'emploi et des contribuables ? Monsieur le Ministre est-il d'accord avec la procédure entamée par le conseil d'administration de ProActif ?

2) Monsieur le Ministre a-t-il été informé par ProActif des raisons du licenciement du directeur ? Si oui, ces raisons sont-elles plausibles et conformes au Code du travail ? L'Inspection du travail et des mines a-t-elle été saisie à ce sujet ?

3) La presse écrite fait état d'une tentative du président de faire taire les collaborateurs de ProActif. Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant de telles tentatives ? Comment Monsieur le Ministre réagit-il par rapport à de telles accusations ?

4) Quelles mesures le ministre a-t-il l'intention de prendre pour éviter que la réputation du secteur des initiatives pour l'emploi ne soit ternie ?

**Réponse** (02/04/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1) La convention de coopération entre l'initiative sociale en question et le Ministère du Travail fixe les conditions d'encadrement des demandeurs d'emploi et les modalités du soutien financier par l'État en application du Titre IX du Livre V du Code du travail, relatif au rétablissement du plein emploi.

En application de ce dispositif, les initiatives sociales peuvent prétendre à une subvention qui correspond à la participation de l'État aux frais de salaires des bénéficiaires auxquels s'ajoutent la participation aux frais du personnel de structure et la participation aux frais de fonctionnement.

En ce sens, le Ministère du Travail, n'étant pas associé de la société, n'exerce aucune influence financière sur une initiative sociale et ne dispose d'aucun droit de vote. En effet, l'agent du ministère participe au conseil d'administration en tant que simple observateur.

Quant à la responsabilité vis-à-vis des collaborateurs de ProActif, celle-ci incombe au conseil d'administration de ladite SARL en sa qualité d'employeur et c'est justement cette même qualité qui lui donne le droit d'engager voire de licencier les membres de son personnel.

Vu ce qui précède, il n'appartient pas au ministre d'exprimer son accord ou son désaccord avec la procédure entamée par le conseil d'administration de ProActif.

ad 2) Le ministre et les agents des services responsables ont été informés, en date du 5 février 2024, du licenciement avec préavis du directeur de l'initiative sociale.

Étant donné que la vérification de la légalité du licenciement, quant à la forme et quant aux motifs invoqués, incombe à titre exclusif aux tribunaux compétents, il n'appartient pas au ministre d'apprécier ces raisons.

L'ITM n'a pas été saisie et vu que l'affaire est actuellement pendante devant les tribunaux compétents, une telle saisine n'est pas opportune.

ad 3) Le ministre a effectivement pris connaissance des informations telles que relatées dans la presse.

Aucun des collaborateurs potentiellement victime d'une éventuelle tentative de la sorte, de la part du président, ne lui a cependant personnellement révélé de tels faits.

Par conséquent, il ne peut réagir par rapport aux informations en question.

ad 4) En janvier 2024, plus de 2.000 bénéficiaires, éloignés de l'emploi, ont pu être encadrés et accompagnés voire formés dans des domaines variés.

Tant la réalité des prestations en faveur des bénéficiaires que l'encadrement sont soumis à des mesures de contrôle mises en œuvre par les services compétents du Ministère du Travail.

Les initiatives sociales en faveur de l'emploi sont des acteurs indispensables sur le marché de l'emploi luxembourgeois et le cas isolé de ProActif ne met dès lors en péril ni la réputation du secteur, ni le travail effectué par l'ensemble des initiatives sociales, ni leur impact social voire sociétal.

À ce stade, aucune mesure additionnelle ne s'impose.

**Pollution des eaux potables** | Question **0456** (12/03/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Malgré les efforts considérables entrepris dans le domaine de la protection des eaux ces dernières années, la qualité de l'eau potable demeure un défi au Luxembourg. En avril 2022, une centaine de captages d'eau souterraine destinée à être utilisée pour l'approvisionnement en eau potable était hors service respectivement les eaux captées nécessitaient un traitement au préalable avant leur distribution (correspondant aux besoins d'eau potable d'environ 65.000 personnes). Dans sa réponse à la question parlementaire n° 5937 du député François Benoy, le Ministre de l'Environnement a expliqué que la moitié des six masses d'eau souterraine étaient dans un mauvais état suite à la présence de nitrates et de métabolites d'herbicides utilisés notamment dans l'agriculture intensive.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité concernant la pollution des eaux potables :

1) Combien de captages d'eau sont actuellement hors service à cause d'une mauvaise qualité de l'eau ? Quels seraient les coûts de traitement nécessaires pour les rendre aptes à la consommation humaine ? Les besoins annuels de combien de personnes pourraient être couverts par cette quantité ?

2) Pour combien de captages d'eau les eaux doivent actuellement être diluées afin de satisfaire aux normes d'eau potable ? Quelle est la situation au niveau de captages d'eau dont l'eau nécessite un traitement ? Quels sont les coûts annuels encourus par ces traitements ? Pour combien de captages existe-t-il une dérogation temporaire aux valeurs limites applicables pour l'eau potable ? Quel est le débit annuel des captages précités (en $m^3$ et par rapport à la consommation nationale annuelle) ? Les besoins annuels de combien de personnes pourraient être couverts par une quantité équivalente en eau potable ?

**Réponse** (19/04/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Il existe actuellement dix installations de traitement d'eaux souterraines destinées à la consommation humaine. Pour satisfaire aux normes de potabilité, des traitements par charbon actif ou par ultrafiltration sont appliqués.

Les coûts de traitement (hors frais de premier investissement qui peuvent être très variables), dépendent de plusieurs paramètres et notamment de la substance à éliminer. Les coûts de traitement pour rendre les eaux aptes à la consommation humaine peuvent être évalués entre 0,25 à 0,30 €/$m^3$. Au-delà de ces coûts, il faut considérer les ressources humaines nécessaires pour gérer de telles infrastructures. Ces ressources ont également un coût et exigent des compétences hautement spécialisées. Il est également à souligner que la faisabilité technique de ces traitements n'est pas donnée dans tous les cas (création de déchets, impacts sur l'environnement, ...), c'est-à-dire que dans certains cas le traitement ne peut être réalisé. Si tel est le cas, il est à évaluer si l'eau de la source pourrait être mélangée à une autre source (dilution) ou si une dérogation limitée dans le temps est possible conformément à la loi du 23 décembre 2022 relative à l'eau destinée à la consommation humaine. Souvent, le captage est abandonné pour l'alimentation en eau potable.

Tel est le cas de quinze captages qui sont actuellement hors service en raison d'une mauvaise qualité d'eau et qui représentent un débit de 5.500 $m^3$/jour, soit les besoins journaliers moyens sur une année d'environ 42.000 personnes.

Pour éviter une dégradation de la qualité des eaux, des mesures préventives sont réalisables dans les zones de protection d'eau potable. Les coûts liés aux mesures préventives des eaux souterraines sont estimés entre 0,02 et 0,20 €/$m^3$. Cette estimation dépend notamment du captage et des activités qu'y s'y déroulent (urbanisation, agriculture, industrie, ...).

ad 2) L'eau de dix-huit captages d'eau potable doit être mélangée à une eau moins concentrée en substances polluantes pour satisfaire aux normes d'eau potable (pour un débit correspondant à environ 3.800 $m^3$/jour, soit les besoins journaliers moyens sur une année d'environ 29.000 personnes).

Les coûts de traitement dépendent de plusieurs facteurs et notamment des techniques de potabilisation et des paramètres à traiter. Les coûts de traitement pour rendre les eaux aptes à la consommation humaine peuvent être évalués entre 0,25 et 0,30 €/$m^3$.

Dans quatre cas dans lesquels il n'existe pas d'autre moyen raisonnable pour maintenir la distribution de l'eau potable, des dérogations limitées dans le temps par rapport aux valeurs limites fixées dans la loi du 23 décembre 2022 relative à l'eau destinée à la consommation humaine sont accordées. Ces dérogations qui suivent une procédure stricte suivant la législation en vigueur, garantissent qu'il n'existe aucun danger potentiel pour la santé humaine. Le cumul de ces dérogations équivaut à un débit de 1.400 $m^3$/jour soit les besoins journaliers moyens sur une année d'environ 11.000 personnes.

**Protection de l'eau et mesures du Landwirtschaftsdësch** | Question **0457** (12/03/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Au cours des dernières années, le Luxembourg a fait de grands progrès au niveau de la protection des eaux. Afin de protéger les captages d'eau potable, le Luxembourg a poursuivi une politique de prévention, mettant en place de nombreuses zones de protection pour réduire voire éviter les pollutions des sources d'eau potable.

Dans le cadre de la désignation des zones de protection au cours des dernières années, le Ministère de l'Environnement a organisé un large processus de consultation et d'information allant bien au-delà des obligations légales, englobant la population, les agriculteur.trice.s, la politique locale, ainsi que des acteur.trice.s concerné.e.s de la sylviculture, du tourisme, de la gestion des eaux.

En plus des mesures devant obligatoirement être mises en œuvre dans les zones de protection, le Ministère de l'Environnement participe au financement d'un grand nombre de programmes de mesures volontaires. Ces programmes visent notamment à fournir des conseils aux agriculteur.trice.s, à développer avec le secteur agricole de nouvelles filières de produits agricoles respectueuses des réserves en eau (miscanthus, chanvre, Käre vum Séi, ...), ainsi qu'à fédérer la coopération entre les exploitations agricoles et les distributeurs d'eau.

Suite au « Landwirtschaftsdësch » du 4 mars 2024, Monsieur le Ministre a annoncé vouloir lancer une évaluation de l'efficacité des procédures relatives aux autorisations temporaires, estimant que celles-ci sont souvent trop longues et complexes, et a dit vouloir réviser la législation sur les mesures administratives dans les zones de protection.

Le Gouvernement a également annoncé vouloir renforcer les coopérations agricoles et de développer des mesures volontaires dans le domaine de la protection des eaux.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Combien de demandes d'autorisation temporaire ont été déposées en 2022 et 2023 (chiffres ventilés par année) ? Quel était le délai de traitement de ces demandes et comment ce délai a-t-il évolué au cours de cette période ? Quelles sont les principales raisons pour les éventuels retards au niveau des délais ?

2) Outre le secteur agricole, quelles parties prenantes Monsieur le Ministre compte-t-il associer aux travaux concernant l'évaluation de l'efficacité des procédures relatives aux autorisations temporaires et la révision de la législation sur les mesures administratives dans les zones de protection ?

3) Au niveau de la coopération du Ministère de l'Environnement avec le secteur agricole dans les zones de protection de l'eau, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état actuel des programmes de mesures d'ores et déjà mis en œuvre voire en élaboration ?

4) Quels montants provenant du Fonds pour la gestion de l'eau ont été attribués à la mise en œuvre des programmes de mesures ? Quelle sera l'évolution future des montants annuels réservés aux programmes de mesures ?

5) Quel sera le processus précis pour l'évaluation des procédures voire la révision de la législation et le développement de mesures volontaires additionnelles annoncées au Landwirtschaftsdësch ? Quelles sont les

étapes et échéances prévues par Monsieur le Ministre à cet égard ?

**Réponse** (19/04/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) 164 demandes d'autorisations temporaires (dérogations) se rapportant aux dispositions des différents règlements grand-ducaux délimitant des zones autour des captages d'eau potable conformément à l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ont été introduites en 2022. Le délai de traitement des dossiers était en moyenne de 230 jours. En 2023, 60 demandes ont été introduites et les délais de traitement ont été réduits à 200 jours.

Ces délais s'expliquent essentiellement par le fait qu'il s'agit de demandes qui requièrent une évaluation individuelle.

ad 2) Un retour d'expérience des acteurs actifs sur le terrain et notamment les fournisseurs d'eau potable est important pour évaluer l'efficacité des mesures mises en place et adapter si nécessaire, la législation en vigueur. Entre autres, des concertations avec l'Association luxembourgeoise des services d'eaux (ALUSEAU) et avec les animateurs « ressources en eau potable » sont prévues. Le Comité de la gestion de l'eau regroupant conformément à l'article 53 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, l'ensemble des ministères, administrations et autres acteurs (Syvicol, chambres professionnelles, Ordre des architectes et ingénieurs-conseils, associations œuvrant dans le domaine de l'eau) concernés en matière de gestion des ressources en eau, sera également consulté. Finalement, la loi précitée prévoit en son article 44 une procédure d'enquête publique.

ad 3) À ce jour, 47 règlements grand-ducaux délimitant des zones de protection sont en vigueur. Ce chiffre représente 82 % des captages d'eau potable. Chaque fournisseur d'eau est obligé à établir et à mettre en œuvre un programme de mesures. Ces programmes peuvent également regrouper plusieurs zones de protection.

Jusqu'à présent, 26 programmes de mesures établis par les fournisseurs d'eau potable ont été avisés favorablement par l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) et sont actuellement mis en œuvre. 14 autres programmes sont en cours d'élaboration.

ad 4) L'élaboration et la mise en œuvre des programmes de mesures sont éligibles à une prise en charge par le Fonds pour la gestion de l'eau (FGE) jusqu'à 75 % des coûts se rapportant à l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de mesures. Le 9 mai 2018, le Gouvernement en conseil a reconnu d'intérêt national la coordination et le suivi régional des programmes de mesures et a marqué son accord avec la contribution par le FGE aux frais de personnel des « animateurs ressources eau potable ».

Les montants suivants ont été engagés au cours des dernières années par le FGE :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Le budget prévisionnel qui a été établi en concertation avec les fournisseurs d'eau potable, prévoit une augmentation des montants engagés jusqu'à concurrence de 3.700.000 euros par an.

ad 5) Il est prévu de proposer en automne 2024 au Gouvernement en conseil des éventuels amendements au règlement grand-ducal du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine. Ces propositions se baseront notamment sur l'évaluation des procédures administratives et le rapport « Nitrates » pour les années 2020-2023.

En ce qui concerne les mesures volontaires dont il a été question au « Landwirtschaftsdësch », une mise à jour des mesures éligibles à un soutien financier se fera entre autres sur base des rapports annuels réalisés dans les différentes régions dans lesquelles des collaborations entre fournisseurs d'eau potable ont lieu. La diversification des pratiques agricoles et le développement de cultures favorables à l'environnement (chanvre, silphie, miscanthus, lin, ...) y compris le développement de filières commerciales comptent parmi les mesures qui sont actuellement en cours d'évaluation interministérielle. Des premiers résultats sont attendus en 2025.

**Pollution des eaux par les nitrates** | Question **0458** (12/03/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Lors du « Landwirtschaftsdësch », Monsieur le Ministre a annoncé vouloir adapter la règlementation sur les nitrates. Selon la communication du Gouvernement, un catalogue de propositions de modification sera élaboré en concertation avec le secteur agricole.

En 2022, la Commission européenne a souligné que le Luxembourg doit renforcer son programme d'action au titre de la directive sur les nitrates : « Selon le dernier rapport sur la mise en œuvre de la directive sur les nitrates, le Luxembourg compte un nombre élevé de stations de surveillance des eaux souterraines dont la concentration est supérieure à 50 mg/l, et un grand nombre d'entre elles affichent une tendance à la hausse. Il apparaît qu'un très grand nombre d'eaux de surface sont classées comme eutrophes.

La pression de l'élevage au Luxembourg est supérieure à la moyenne de l'UE. Pour la période 2016-2019, le Luxembourg a estimé que le rejet annuel d'azote était de 3.893 tonnes, dont 76 % d'origine agricole. Le Luxembourg fait partie des États membres confrontés aux plus grands défis en matière de lutte contre la pollution par les nutriments provenant de l'agriculture. »[5]

Notons que l'adaptation du règlement « Nitrates » en 2023 et son implémentation en faveur des écosystèmes aquatiques et terrestres, ainsi que des ressources naturelles figure dans le 3e « Plan national concernant la protection de la nature » (PNPN3) comme un des principaux engagements du Luxembourg en faveur de la restauration de la nature. Selon le PNPN3, l'adaptation de la règlementation aura comme objectif le renforcement des dispositions par rapport aux lieux et méthodes d'entreposage des fertilisants, ainsi qu'aux charges maximales, méthodes, périodes et lieux d'épandage des fertilisants.

Dans son programme gouvernemental, le Gouvernement s'est engagé à veiller à une mise en œuvre conséquente des mesures repris dans le PNPN3.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Comment la pollution des eaux par les nitrates a-t-elle évolué depuis 2019 ?

2) Outre du secteur agricole, quelles parties prenantes Monsieur le Ministre compte-t-il associer aux travaux concernant l'adaptation de la réglementation des nitrates ?

3) Quel sera le processus précis pour l'adaptation de la règlementation relative aux nitrates ? Quelles sont les échéances prévues à cet égard ?

4) Quelles sont les principales pistes envisagées par Monsieur le Ministre pour renforcer les dispositions par rapport aux lieux et méthodes d'entreposage des fertilisants, ainsi qu'aux charges maximales, méthodes, périodes et lieux d'épandage des fertilisants en vue d'une diminution de la pollution des eaux par les nitrates ?

**Réponse** (19/04/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) En ce qui concerne les eaux souterraines, l'analyse de l'état qualitatif réalisé par l'Administration de la gestion de l'eau en 2021, a mis en évidence une stabilisation des concentrations en nitrates. Les masses d'eau souterraine du Trias nord (aquifère du Muschelkalk) et du Lias inférieur (Grès de Luxembourg) sont les plus affectées par la présence de nitrates. Le rapport obligatoire conformément à l'article 10 de la directive européenne 91/676/CEE concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (« directive Nitrates ») est en train d'être établi pour la période 2020-2023. La date délai pour la remise de ce rapport à la Commission européenne est le 20 juin 2024. Ce rapport permettra une analyse détaillée de la situation actuelle y compris une évolution des concentrations. Le rapport mentionnera également les possibles pistes pour parvenir, si nécessaire, à une amélioration de la situation.

ad 2) Le nouveau programme d'action en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole sera soumis à une évaluation environnementale stratégique. Par conséquent, le nouveau programme sera soumis à une participation du public.

ad 3) Les conclusions du rapport mentionné ci-dessus serviront de base à l'adaptation du programme d'action obligatoire suivant la « directive Nitrates ». Ce programme sera intégré dans la mise à jour de la législation nationale transposant cette directive. Les propositions seront présentées au préalable aux acteurs concernés en vue d'évaluer notamment leur faisabilité sur le terrain. Il est prévu de présenter en automne au Conseil de Gouvernement un avant-projet de loi nitrates. Le début de la procédure de la participation du public est prévu pour fin 2024.

ad 4) Une refonte de la législation en vigueur en cette matière est prévue. Il est prématuré de se prononcer sur l'étendue de cette refonte. Elle dépendra notamment des conclusions du rapport de la directive « Nitrates ». Cependant comme évoqué dans la réponse à la question parlementaire n° 0360 de l'honorable Députée Madame Joëlle Welfring, notamment une évaluation concernant les capacités de stockage sera réalisée par les administrations compétentes et permettra de voir si la législation en vigueur concernant cet aspect devra être adaptée.

**Mise à disposition de données fiscales au Statec** | Question **0459** (12/03/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Lors d'une réunion de la Commission des Finances avec le Statec le 12 mars 2024, la question de la mise à disposition de données fiscales au Statec a été soulevée.

Selon l'article 13 de la loi modifiée du 10 juillet 2011 portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques, « Les administrations publiques, les communes et les établissements publics ainsi que toutes les personnes physiques ou

[5] Examen de la mise en œuvre de la politique environnementale de 2022 : https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/2c41c1b3-2f66-11ed-975d-01aa75ed71a1/language-en

morales sont tenues de fournir les renseignements statistiques demandés par le Statec dans les délais fixés dans sa requête ».

Or, les administrations fiscales ne semblent pas fournir certaines données fiscales au Statec, se référant au secret fiscal. Par conséquent, sans ces données, comme soulevé lors de la réunion de la Commission des Finances, le Statec se trouve dans l'impossibilité d'anticiper plus précisément dans ses prévisions l'évolution des recettes fiscales de l'État. Avec ces données, des fluctuations au niveau de l'évolution des recettes fiscales pourraient le cas échéant être mieux anticipées.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Les ministres ne sont-ils pas d'avis que le Statec devrait, conformément à la loi du 10 juillet 2011 prémentionnée, recevoir de la part des administrations publiques les renseignements statistiques nécessaires à l'établissement de ses prévisions ?

2) Les ministres ne sont-ils pas d'avis que les administrations fiscales devraient fournir au Statec les données fiscales anonymisées nécessaires afin d'établir des prévisions fiables quant à l'évolution des finances publiques, l'anonymisation des données garantissant le respect du secret fiscal ?
– Dans l'affirmative, endéans quel délai le Ministre des Finances donnera-t-il les indications respectives aux administrations fiscales concernées ?
– Dans la négative, les ministres pourraient-ils motiver leur position ainsi qu'expliquer la conformité de cette dernière avec la loi prémentionnée ?

**Réponse** (11/04/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée se réfère à une réunion de la Commission des Finances avec le Statec le 12 mars 2024 durant laquelle la question de la mise à disposition de données fiscales au Statec a été soulevée. Selon l'article 13 de la loi modifiée du 10 juillet 2011 portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques, « Les administrations publiques, les communes et les établissements publics ainsi que toutes les personnes physiques ou morales sont tenues de fournir les renseignements statistiques demandés par le Statec dans les délais fixés dans sa requête ». Selon l'honorable Députée, les administrations fiscales ne semblent pas fournir certaines données fiscales au Statec, se référant au secret fiscal.

À cet égard, il y a lieu de préciser que le Ministre des Finances a demandé aux administrations concernées d'étudier la praticabilité d'une méthode de partage de données fiscales permettant au Statec d'établir des prévisions fiables quant à l'évolution de la conjoncture, sans pour autant mettre en jeu le respect du secret fiscal.

**Centres pénitentiaires du Luxembourg** | Question **0461** (13/03/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

De manière régulière, on lit que les prisons luxembourgeoises atteignent leurs limites, que ce soit par manque de place ou de personnel. Compte tenu du fait que la criminalité n'est pas en baisse et que les délinquants sont de plus en plus jeunes, il est d'autant plus important de faire régulièrement un état des lieux des prisons au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Quel est le nombre actuel de détenus dans les différents centres pénitentiaires du pays, à savoir à Schrassig (CPL), Uerschterhaff (CPU) et Givenich ?

2) Combien de détenus sont actuellement placés dans le système fermé par rapport au système ouvert ?

3) Quelle est la répartition des détenus par sexe, âge, nationalité et pays de résidence ?

4) Pourriez-vous détailler la répartition des détenus par catégorie de crimes commis ?

5) Quelle est la durée des peines que les détenus purgent actuellement ?

**Réponse** (19/04/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) En date du 16 avril 2024, au total 611 détenus étaient répartis comme suit dans les différents centres pénitentiaires (dont 3 reclus volontaires) :

Centre pénitentiaire de Luxembourg : 284
Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff : 260
Centre pénitentiaire de Givenich : 67.

ad 2) Le terme « système fermé » peut couvrir deux catégories différentes : il s'agit soit du centre en lui-même qui est fermé (par opposition aux centres pénitentiaires semi-ouverts), soit du régime cellulaire fermé (par opposition au régime cellulaire ouvert).

Concernant les centres en eux-mêmes, au 16 avril 2024, 544 détenus sont incarcérés en centre pénitentiaire fermé (CPL/CPU) et 67 détenus se trouvent en centre pénitentiaire semi-ouvert, dont 40 en régime ordinaire et 27 en régime de semi-liberté (CPG).

Concernant le régime cellulaire, 1 seul détenu est actuellement placé en régime cellulaire fermé au CPL et 6 détenus sont actuellement placés en régime cellulaire fermé au CPU.

ad 3) Au 16 avril 2024, 580 hommes et 31 femmes sont détenus, tous centres pénitentiaires confondus.

Concernant la répartition par âge, la majorité des détenus sont âgés entre 30 et 50 ans. La répartition exacte se présente comme suit :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Les nationalités les plus représentées sont les nationalités luxembourgeoise, portugaise et française. Concernant les pays de résidence, le Luxembourg, la France et le Maroc sont les pays les plus représentés. Les répartitions exactes se présentent comme suit :

*(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 4) La répartition des détenus par catégorie de crimes commis se présente comme suit, étant précisé que tant les prévenus détenus que les condamnés détenus ont été pris en compte :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 5) La durée des peines exécutées actuellement par les détenus condamnés est répartie comme suit :

*(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

**Candidats luxembourgeois pour la Cour européenne des droits de l'homme** | Question **0462** (13/03/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'Riichteren um Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter gi fir all Land vun der parlamentarescher Versammlung vum Europarot aus enger Lëscht vun dräi Kandidate gewielt, déi vum betreffende Staat proposéiert ginn. Déi gewielt Riichtere sinn awer onofhängeg, oder sollen et op d'mannst sinn.

Wéi een an engem Bréif, datéiert op de 27. Oktober 2023, vum Lëtzebuerger Ambassadeur beim Europarot un d'Generalsekretärin vun der parlamentarescher Versammlung vum Europarot liese kann, hat Lëtzebuerg dësem Organ dräi Kandidate fir de Poste vum Riichter um EGMR proposéiert, vun deenen een déi däitsch Nationalitéit hat. Am selwechte Bréif liest een: „La procédure de sélection nationale au Luxembourg s'est largement basée sur les lignes directrices du Comité des ministres du Conseil de l'Europe du 28 mars 2012 concernant la sélection des candidats pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme." Zum Schluss vum Bréif heescht et: „Cette liste [mat den dräi Kandidaten] ainsi que les noms des autres candidats a été remise à Madame la Ministre de la Justice, qui a fait sienne la liste adoptée par le Comité de sélection national."

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Justizminister:

1. Kann d'Madamm Minister preziséieren, awéiwäit sech Lëtzebuerg un d'„lignes directrices du Comité des ministres du Conseil de l'Europe du 28 mars 2012 concernant la sélection des candidats pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme" gehalen huet, an awéiwäit net?

2. Ass d'Madamm Minister grondsätzlech der Meenung, datt Lëtzebuerg beim Choix vun den dräi Kandidaten, déi eist Land der parlamentarescher Versammlung vum Europarot proposéiert, dovun ausgoe sollt, datt déi Kandidaten, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit sollten hunn, wuel wëssend, datt et op europäeschem Niveau bis elo, wann iwwerhaapt, extreem rar war, datt e Land e Kandidat aus engem anere Land proposéiert hat? Wëll d'Madamm Minister an Zukunft dofir suergen, datt nëmme Kandidate mat der Lëtzebuerger Nationalitéit fir de Poste vum Lëtzebuerger Riichter um EGMR zréckbehale ginn?

3. Wann net, wier et fir d'Madamm Minister deemno politesch akzeptabel, wa kee Riichter mat Lëtzebuerger Nationalitéit um EGMR wär?

**Réponse** (23/04/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

D'Mandat vum Riichter um Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter huet eng Dauer vun 9 Joer. Esou wäert d'Mandat vum neie Riichter fir Lëtzebuerg, dat am Mee 2024 ufänkt, bis 2033 goen. Déi nächst Selektiounsprozedur fir Lëtzebuerg wäert deemno viraussiichtlech am Joer 2032 ustoen. Dës Prozedur wäert dee Moment vun enger nächster Regierung ad hoc evaluéiert an, falls et enger nächster Regierung sollt opportun erschéngen, ugepasst ginn.

D'Dispositioune vun der nationaler Selektiounsprozedur 2023 hunn zum ganz groussen Deel deene vun de Lignes directrices du Comité des ministres du Conseil de l'Europe du 28 mars 2012 concernant la sélection des candidats pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme entsprach an déi relevant Dokumenter zur Prozedur, wéi den Appel à candidatures, sinn och ëffentlech accessibel. Wéi an de Lignes directrices ë. a. virgesinn, hunn d'Kandidate misse gutt Kenntnisser vum nationale Rechtssystem vum Land hunn, dat si proposéiert, an dësem Fall vum lëtzebuergesche Rechtssystem. An der nationaler Prozedur gouf nach präziséiert, datt d'Kandidaten an der Matière vum Droit international public solle spezifesch Kenntnisser am Beräich vun de Mënscherechter hunn.

Net virgesinn ass an de Lignes directrices, datt d'Kandidaten d'Nationalitéit vum Land mussen hunn, dat si proposéiert. Dëst gouf och an der lëtzebuergescher Prozedur 2023 esou gehandhaabt. Déi national Prozedur huet allerdéngs explizitt verlaangt, datt all Kandidat d'Lëtzebuerger Sprooch muss maîtriséieren.

Soss gesinn d'Lignes directrices plazeweis dann nach Hypotheese vir, déi fir déi lëtzebuergesch Prozedur 2023 net applikabel waren. Zum Beispill gesäit de Punkt III.3. vun de Lignes directrices d'Hypothees vir, datt net genuch gutt Kandidate sech mellen. Dat war zu Lëtzebuerg net de Fall. De Punkt III.4. gesäit de Fall vir, wou Kandidate vun Tierces parties proposéiert ginn. Och dat war net de Fall.

Et sief nach betount, datt déi dräi Kandidaten, déi Lëtzebuerg fir d'Mandat vum Riichter um Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter der parlamentarescher Versammlung vum Europarot proposéiert huet, der viregter Justizministesch, wéi an de Lignes directrices virgesinn, vun engem nationale Selektiounscomité recommandéiert gi sinn. Och bei der Kompositioun vun dem Selektiounscomité ass sech un d'Lignes directrices gehale ginn.

D'Madamm Ministesch ass der Meenung, datt dësen nationale Selektiounscomité seng Missioun mat grousser Suergfalt erfëllt huet, an datt déi national Selektiounsprozedur 2023 garantéiert huet, datt Lëtzebuerg dräi gutt Kandidate fir d'Mandat vum Riichter vum Europäesche Geriichtshaff vun de Mënscherechter proposéiere konnt.

**Flotte automobile du Gouvernement** | Question **0464** (13/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Theema vun der Elektromobilitéit ass grad méi wéi jee e wichtegt Theema an der Aktualitéit. Dozou gouf et och scho verschidde parlamentaresch Froen an der Vergaangenheet, wéi zum Beispill meng parlamentaresch Froen N° 0347, 1915, 3746 oder 7161. Hei huet d'Regierung Informatiounen iwwert de Fuerpark beim Staat vun den Autoe vun der Regierung geliwwert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

– Beim Staat:

1. Wéi héich waren d'Ausgabe fir de Fuerpark vun den eenzele Ministèren am Joer 2023?

2. Wéi vill Elektroautoen a wéi vill Autoe mat Verbrennungsmotor goufen 2023 fir de Fuerpark vum ëffentlechen Déngscht kaf?

3. Wéi vill Autoe mat engem Verbrennungsmotor, wéi vill Elektroautoen a wéi vill Autoe mat Hybriduntrib befannen sech, opgeschlësselt no Ministère, aktuell am Fuerpark vum Staat? Wéi gesäit de relativen Undeel vun all Zort Untrib am Verglach zum Total aus?

4. Opgelëscht no Ministère, wéi vill Autoe sinn 2023 verschrott ginn?

– Zum Fuerpark vun der Regierung:

1. Wéi vill Autoe befannen sech aktuell am Fuerpark vun der Regierung?

2. Wéi vill Liter/100 km verbraucht de Fuerpark (Duerchschnëtt + Median)?

3. Wéi vill PS huet de Fuerpark vun der Regierung (Duerchschnëtt + Median)?

4. Wéi vill Emissioune $CO_2$ stéisst de Fuerpark vun de Regierungsmemberen aus a wéi huet sech dësen entwéckelt zënter 2022?

5. Wéi vill reng Elektroautoe befannen sech aktuell am Fuerpark vun der Regierung?

6. Wéi vill Budget huet all Minister fir de Kaf vun engem neien Auto?

**Réponse** (17/04/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honoréierten Deputéierte Marc Goergen freet Informatiounen iwwert de Fuerpark beim Staat an d'Autoe vun der Regierung.

Beim Staat:

ad 1. Am Tableau ënnendrënner stinn d'Käschten, opschlësselt no Ministère, déi de Staat 2023 fir de Fuerpark ausginn huet. D'Käschte vun den Administratiounen, der Police grand-ducale an de Services de l'État à gestion séparée sinn dem jeeweilege Ministère zougeuerdent.

Et ass allerdéngs ze soen, datt d'Exploitatiounskäschten, déi sech aus den Entretienskäschten, dem Carburant, den Assurancen etc. zesummesetzen, d'Depensë vun allen Zorte vu Gefierer enthalen, also nieft den Déngschtautoen och déi vun de Camionnetten, de Camionen an den Trakteren. Dat ass zréckzefëieren dorop, datt fir de Moment d'Budgetsartikele mat de Coden 12.020 keen Detail fir déi eenzel Typpe vu Gefierer hunn an een duerfir keng Informatiounen aus der Comptabilitéitssoftware iwwert verschidde Kategorië vu Gefierer kann erauszéien.

Um Niveau vun den Acquisitiounskäschten ass et allerdéngs méiglech, just d'Ausgabe vun den Autoen ze erfaassen, well hei d'Budgetsartikele mat de Codë 74.000 den Detail fir d'Autoe virgesinn. Hei ass unzemierken, datt fir 2023 de Gros vun de Kreditter fir d'Gefierer aus der obligatorescher zentraler Ausschreiwung vun 100 %-Elektroautoen a Plug-in-Hybride beim Departement fir Mobilitéit an Transport vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten ageschriwwe waren.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2. Fir d'Joer 2023 goufen 180 Déngschtautoen, Fourgonnetten oder Fourgonen immatrikuléiert. Den Tableau ënnendrënner schlësselt pro Motorisatioun a Benotzung vum Gefier dës Zuel op:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Zënter 2017 gëtt eng zentral Ausschreiwung vun 100 %-Elektroautoen a Plug-in-Hybride fir de Fuerpark vum Staat gemaach an en vue vun der technologescher Evolutioun ass festgehalen, datt alleguerten déi nei Déngschtautoe prioritär sollen 100 %-Elektroautoe sinn.

Vum Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit kann eng Derogatioun ausgestallt gi fir Autoen, déi entweeder enger spezieller Notzung ënnerleien oder spezifesch Equipementer brauchen a fir déi et am Moment nach keng adequat Alternativen am Beräich vun den elektresche Gefierer gëtt.

Dës Approche ass och am Aklang mam groussherzogleche Reglement vum 2. November 2021 fir d'Promotioun vu propperen an energieeffiziente Stroossegefierer, déi fir Lëtzebuerg beim Akafe vu Gefierer vun der ëffentlecher Hand virschreift, datt mindestens 38,5 % vun de liichte Gefierer (Kategorie M1 & N1) „propper" sinn. Dësen Undeel soll am Duerchschnëtt fir alleguerten d'Gefierer erreecht ginn, déi tëschent August 2021 an Enn 2025 ëffentlech ausgeschriwwe ginn an dono fir all weider 5 Joer.

ad 3. Ufank 2024 waren 2.290 Gefierer am Fuerpark vun de Ministèren, Verwaltungen an anere staatlechen Instanzen. Den Tableau ënnendrënner schlësselt no Ministère op:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 4. 2023 goufe vun der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA 146 Autoe verkaf. D'Autoe sinn all versteet ginn entweeder duerch Vente publique oder Soumissioun. D'AED huet d'lescht Joer och keen Auto vum Staat verschrotte gelooss.

Den Tableau ënnendrënner schlësselt d'Gefierer no Ministère op:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Zum Fuerpark vun der Regierung:

ad 1. Et befannen sech aktuell 15 Autoe vun de Regierungsmemberen am Fuerpark, dovunner sinn der 13 Plug-in-Hybrid, 1 Bensinner an 1 reng elektresch.

ad 2. Den Duerchschnëttsverbrauch läit bei 2,35 Liter/100 km, de Median bei 2,2 Liter/100 km.

ad 3. Wat d'Leeschtung ugeet, sou läit dës bei 224 kW, also ronn 305 PS am Duerchschnëtt a bei 210 kW, also ronn 285 PS am Median.

ad 4. Den Duerchschnëtt vun den Emissioune läit aktuell bei 52,13 g $CO_2$/km.

2022 louch d'Moyenne vum $CO_2$-Ausstouss vum Fuerpark vun de Regierungsmembere bei 97 g $CO_2$/km nom alen Testzyklus NEDC berechent a fir 9 Gefierer, fir déi eng WLTP-Valeur disponibel war, war d'Moyenne 64 g $CO_2$/km.

ad 5. Et befënnt sech aktuell een 100 %-Elektroauto am Fuerpark vun der Regierung. Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 3746 vum 2. Mäerz 2021 geschriwwen, ass et weiderhin d'Zil, fir de gesamte Fuerpark vun de Regierungsmemberen $CO_2$-emissiounsfräi ze kréien. Allerdéngs ass et aus operationellen a sécherheetstechnesche Grënn momentan net méiglech, op eng reng elektresch Flott ze setzen.

ad 6. Fir d'Autoe vun de Regierungsmemberen ass eng Enveloppe vun 100.000 € TTC fir en 100 %-Elektroauto a vu 95.000 € TTC fir e Plug-in-Hybrid zréckbehale ginn. Fir de Premierminister, Vizepremierminister an de Minister fir auswäerteg Ugeleeënheeten am Aussenhandel gëlle Seuile vun 122.000 € TTC fir en 100 %-Elektroauto, 117.000 € TTC fir e Plug-in-Hybrid an 112.000 € TTC fir en thermeschen Auto.

**Feuille de route pour l'effort de défense luxembourgeois** | Question **0465** (13/03/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

En visite auprès du Secrétaire général de l'OTAN à Bruxelles début décembre, le Premier ministre a annoncé que le Luxembourg porterait ses dépenses dans le domaine de la défense à 2 % du RNB dans les cinq à dix années à venir. Il a renouvelé cet engagement lors de la visite récente à Luxembourg du Président de la République tchèque.

Lors de la réunion de la Commission de la Défense en date du 23 décembre 2023, Madame la Ministre de la Défense a annoncé que le plan actuel du Luxembourg pour garantir les engagements financiers du Luxembourg en matière de défense sera revu. Elle a également renseigné les membres de ladite commission qu'au mois de janvier, une réunion était prévue avec Monsieur le Premier ministre et Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes pour discuter des objectifs financiers ainsi que de la feuille de route qui encadrera leur mise en oeuvre. Enfin, elle a indiqué que les premières pistes en matière d'effort de défense seront présentées fin janvier au sein d'un premier échange au niveau gouvernemental.

Alors que le Gouvernement s'est d'ores et déjà engagé à présenter ladite feuille de route en commission parlementaire, il est à noter que le sommet de l'OTAN de juillet 2024 à Washington s'approche à grands pas. Considérant que l'effort de défense représente un enjeu primordial dans le contexte sécuritaire et budgétaire actuel, il est important de mener un débat public approfondi sur ce sujet. Afin de pouvoir mener ce débat, il est important que tant la Chambre des Députés que le grand public dispose des informations essentielles y relatives.

Au vu de ce qui précède, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Défense et à Monsieur le Premier ministre :

1) Quelles sont les premières pistes du Ministère de la Défense pour la révision du plan du Luxembourg en matière de défense ?

2) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les principales conclusions de la réunion susvisée avec Monsieur le Premier ministre et avec Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes ?

3) La Chambre des Députés sera-t-elle impliquée dans l'élaboration de la feuille de route sur l'effort de défense ou, au contraire, le Gouvernement entend-il présenter une version finale du document à brève échéance avant le sommet de l'OTAN de juillet ?

**Réponse** (11/04/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense | **M. Luc Frieden,** Premier ministre

ad 1) Le plan du Luxembourg pour atteindre à moyen terme les 2 % du RNB s'appuie sur les axes de développement capacitaires prioritaires identifiés par le Gouvernement, en fonction de leur pertinence par rapport notamment aux objectifs capacitaires assignés par l'OTAN. Ils correspondent à des domaines opérationnels dans lesquels la défense a déjà acquis une certaine expertise à savoir : terrestre, aérien, spatial et cyber. Des investissements additionnels seront entre autres réalisés dans le secteur médical en coordination étroite avec le Ministère de la Santé et d'autres acteurs nationaux.

Une attention particulière sera accordée au bataillon binational belgo-luxembourgeois ainsi qu'aux leçons tirées jusqu'à présent de la guerre en Ukraine, qui auront un impact sur le futur cycle d'objectifs capacitaires de l'OTAN.

ad 2) La réunion susvisée a permis aux ministres d'avoir un premier échange sur les grands enjeux de ce plan et sur les étapes à venir tels que présentés par la Ministre de la Défense. L'importance de disposer en amont du Sommet de Washington d'un plan concret avec un échéancier fixe, que la défense continue d'élaborer en concertation avec les acteurs concernés, a été retenue. Il a également été conclu qu'une attention particulière sera mise sur des retombées tant au niveau sociétal qu'économique, comme prévu par l'accord de coalition, et sur la nécessité que le Luxembourg continue à être considéré comme un partenaire fiable soutenant une charge équitable du fardeau.

ad 3) La Ministre de la Défense a annoncé lors de la réunion de la Commission parlementaire de la Défense du 27 mars 2024 qu'elle présentera en amont du Sommet de Washington aux députés les grandes lignes du futur plan, une fois qu'elles auront été définies.

**Liste d'attente du Fonds du logement** | Question **0466** (13/03/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Den 22. Januar 2024 hat ech eng parlamentaresch Fro un den Här Logementsminister gestallt, déi vun der Chamberverwaltung d'Nummer 0213 krut. An där Fro goung et ëm statistesch Donnéeën an Auswielkrittären a Bezuch op d'Waardelëschte vum Fonds du logement.

A senger Reaktioun vum 21. Februar 2024 huet den Här Minister verschidden Aspekter vu menger Fro net beäntwert mat follgender Begrënnung: „D'Geschlecht esou wéi och d'Nationalitéit si keng Krittäre bei der Attributioun vun de Wunnengen, dat aus Schutz vun de perséinlechen Donnéeë vun de Leit a fir Diskriminatioun ze verhënneren. Aus deem Grond dierf de Fonds du logement och keng Statistik iwwert dës Krittäre féieren."

Ech hunn dobäi ganz einfach an üblecherweis gesammelt Donnéeë gefrot, réi Zuelen a keng ausgefeilte statistesch Analys. Menges Wëssens gëtt um Formular vum Fonds du logement d'Geschlecht vun der Persoun, déi d'Demande stellt, gefrot an et gëtt och eng Kopie vun der Identitéitskaart verlaangt. Deementspriechend missten dem Här Minister déi gefroten Donnéeën a Bezuch op d'Geschlecht an d'Nationalitéit zougänglech sinn. Aus deem Grond misst den Här Minister an der Lag sinn, mir dës Fro mat deene betraffenen Zuelen ze beäntweren.

Vu datt et mir als Deputéierten an esou engem Fall zousteet, eng Fro, déi net beäntwert gouf, nach eemol ze stellen an deen zoustännege Minister ze bieden, si ze beäntweren, wëll ech dat heimat maachen.

An deem Kontext wéilt ech nach emol op déi éischt Fro aus menger parlamentarescher Fro N° 0213 zeréckkommen an den Här Logementsminister froen:

1. Kann den Här Minister soen, wéi vill Persounen, opgedeelt no Geschlecht an Nationalitéit, insgesamt op der Waardelëscht vum Fonds du logement stinn?

An da wéilt ech dem Här Minister nach eng weider Fro an dësem Kontext stellen:

2. Kann den Här Minister soen, wéi vill Persounen, opgedeelt no Geschlecht an Nationalitéit, aktuell a Logementer vum Fonds du logement wunnen?

**Réponse** (02/04/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Beim Fonds du logement gëtt et keng statistesch Donnéeën iwwer Geschlecht an Nationalitéit an dëst sinn och keng Auswielkrittären a Bezuch op d'Waardelëscht.

De Fonds du logement betount, dass weeder Geschlecht nach Nationalitéit Krittäre bei der Attributioun vun de Wunnenge sinn.

Am Avis (N° CE: 60.884; n° dossier parl.: 7937) vum Conseil d'État vum 26. Mee 2023 iwwert de Projet de loi vum Gesetz[6] steet Follgendes:

„Le Conseil d'État se demande dans quelle mesure la nationalité est nécessaire à la finalité du traitement mis en place et conclut que le point 2° est contraire au principe de minimisation des données prévu à l'article 5, paragraphe 1er, lettre c), du RGDP, ainsi qu'à l'article 11, paragraphe 3, de la Constitution."

De Conseil d'État ënnersträicht den „non-respect" vum „principe de minimisation des données" am Kontext vun der Nationalitéit als Donnée, an dat gëllt och just fir Statistiken.

Am Kapitel 7 – Registre national des logements abordables (RENLA) vum Gesetz[6] gi follgend Artikelen e Fokus op d'„données à caractère personnel":

Am Art. 75 vum Gesetz[6] sinn „données à caractère personnel traitées", an do ass d'Nationalitéit a kenger Kategorie ernimmt.

Am Art. 76 Punkt (2) an den „données à caractère personnel" gëtt d'Geschlecht als Punkt 3° opgezielt. Momentan ass de RENLA nach net en place an deementspriechend ass d'Lëscht vum Fonds du logement och nach net am RENLA.

Am Art. 77 vum Gesetz[6] steet Follgendes:

„L'accès des agents et des salariés d'un bailleur social est limité aux données des demandeurs-locataires, des candidats-locataires et des locataires répondant aux besoins spécifiques couverts par son domaine d'intervention et pertinentes pour l'attribution de logements aux personnes parmi lesquelles le choix se fait. Le bailleur social a accès aux données des logements qu'il gère et aux données de ses demandeurs-locataires, candidats-locataires et locataires dans le cadre de l'exercice de son activité de bailleur social."

Dat bedeit, dass de Fonds du logement just dierf déi Donnéeë sammelen, déi fir d'Revisioun vun de Kandidature fir d'Attributioun vun de Wunnengen an och fir d'Gestioun vun de Locatairë vun de Wunnengen absolutt néideg sinn.

Well Geschlecht an Nationalitéit keng Auswielkrittäre sinn, an opgrond vum Respekt vum „principe de minimisation des données", dierft de Fonds du logement keng esou Donnéeën erfaassen.

**Miel provenant de pays tiers** | Question **0468** (13/03/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Selon une étude du service scientifique de la Commission de l'Union européenne publiée en 2023 quelque 45 % des importations de miel en provenance de pays tiers est frelaté via l'ajout de sirop de sucre. Devant cette tromperie du consommateur et cette concurrence déloyale vis-à-vis des apiculteurs européens et partant aussi luxembourgeois, les États membres et le Parlement européen viennent de trouver un accord qui fixe de nouvelles règles pour la dénomination et l'étiquetage du miel, des jus de fruits et de la confiture en vue de mieux informer les consommateurs.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture si des contrôles au Luxembourg sur les miels provenant de pays tiers ont été effectués et quels ont été les résultats.

2) Quand est-ce que la nouvelle législation européenne entrera en vigueur et quelles seront les conséquences pratiques pour nos producteurs ?

3) Comment notre pays entend-il promouvoir les miels et autres produits visés de qualité luxembourgeois ?

**Réponse** (05/04/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Conformément au règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels, le contrôle des produits d'origine animale et donc du miel provenant des pays tiers s'effectue au poste de contrôle frontalier de première arrivée dans l'Union européenne. Le Luxembourg n'a pas d'importation directe de miel provenant de pays tiers. En 2023, 22 échantillons de miel luxembourgeois ont été contrôlés sur une large palette de contaminants comprenant des résidus de pesticides et des contaminants environnementaux tels que les métaux lourds, dioxine et PCB. Des substances médica-

[6] Loi du 7 août 2023 relative au logement abordable

menteuses telles que les antibiotiques, les anti-inflammatoires, les hormones et les antiparasitaires ont également été recherchés. Ceci représente la recherche de plus de 575 substances distinctes. Concernant cette campagne de contrôle, tous les échantillons étaient conformes à la réglementation en vigueur.

Suite à l'évolution de la réglementation et à la création de la nouvelle Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire, pour 2024, la campagne de contrôle a été étendue à la recherche de pratiques frauduleuses sur les miels en provenance des pays tiers et du marché européen. 47 échantillons de miel de provenance luxembourgeoise et étrangère vont être contrôlés.

ad 2) Les colégislateurs ont trouvé un accord provisoire sur la révision de la directive du Conseil 2001/110/CE fixant l'étiquetage et les aspects qualité du miel le 30 janvier 2023.

Les principaux éléments de cet accord sont les suivants :

– Les pays d'origine seront indiqués sur l'étiquette par ordre décroissant en fonction du poids. L'étiquette comprendra également le pourcentage que chaque pays représente dans le mélange, renforçant la transparence pour les consommateurs.
– Les États membres peuvent décider que l'obligation d'indiquer le pourcentage sur l'étiquette ne s'applique qu'aux quatre parts les plus importantes, à condition que celles-ci représentent plus de 50 % du poids de l'assemblage.
– Vu la taille de l'emballage, dans le cas des contenants de moins de 30 grammes, les noms des pays d'origine peuvent être remplacés par un code ISO à deux lettres.
– Une plateforme d'experts aidera la Commission à mettre au point des méthodes de détection harmonisées de l'adultération du miel et à renforcer les contrôles afin de lutter encore plus efficacement contre la fraude.

La directive modificative n'a pas encore été publiée au Journal officiel. Les dispositions législatives, réglementaires et administratives s'appliqueront 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la directive modificative.

Nos apiculteurs, qui en grande majorité n'exploitent pas de ruches à l'étranger, n'ont en général pas recours aux mélanges de miel de différentes origines et ne seront que marginalement impactés pas cette directive modificative.

ad 3) Il existe au Luxembourg une Appellation d'origine protégée (AOP) qui porte sur le miel et qui couvre l'intégralité du territoire national. Cette AOP se trouve actuellement dans la phase finale d'un processus de restructuration initié par un groupement d'apiculteurs luxembourgeois. L'Administration des services techniques de l'agriculture, administration compétente en matière d'indications géographiques, accompagne le groupement dans cette démarche.

Pour pouvoir bénéficier du statut d'une AOP, un produit doit obligatoirement présenter un lien étroit entre ses caractéristiques spécifiques et sa région de production. Les matières premières doivent provenir de la région de production et toutes les étapes de la production doivent avoir lieu dans cette région.

Les exigences de production définies au niveau du cahier des charges de l'AOP imposent obligatoirement une traçabilité stricte pour garantir le respect de l'origine indiquée. Le respect du cahier des charges est contrôlé dans le cadre du contrôle officiel.

Les AOP reconnues peuvent d'office bénéficier d'un agrément comme système de qualité au sens de la loi du 3 juin 2022 relative à l'agrément d'un système de qualité ou de certification des produits. Ainsi, ces AOP sont donc éligibles aux aides relatives à la promotion et aux frais de contrôle prévues dans le cadre de la loi du 2 août 2023 concernant le soutien au développement durable des zones rurales.

**Durée de procédures judiciaires** | Question **0469** (13/03/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'Affär Bommeleeër huet an den 80er-Joren zu Lëtzebuerg d'Schlagzeilen dominéiert. D'Angscht virun Attacken hat d'Bevëlkerung fest am Griff. Et huet laang gedauert, bis den éischte Bommeleeër-Prozess stattfonnt huet. Et kënnt an dem Kontext awer och ëmmer nees, och no ganz ville Joren, zu neien Initiative vun der Justiz. Et ass ganz sécher luewenswäert, wann d'Justiz probéiert, déi Schëlleg ze identifizéieren an ze verurteelen. Allerdéngs muss een sech awer och prozedural a rechtsstaatlech Froen iwwer esou Prozesser stellen, z. B. déi vun der Zouverlässegkeet vun Zeienaussoen no Joerzéngten. Och d'Mënscherechtskonventioun ass ze beuechten. An hirem Artikel 6 seet si: „Toute personne a le droit d'être jugée équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un juge indépendant et impartial." Et stellt sech d'Fro, ob hei, esouguer am Fall vun enger Verurteelung, de Krittär vum „délai raisonnable" nach kann als respektéiert ugesi ginn.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi interpretéiert d'Regierung am Allgemengen, onofhängeg vum Bommeleeër-Prozess, de Krittär vum „délai raisonnable" aus dem Artikel 6 vun der Mënscherechtskonventioun?

2. Wéi schätzt d'Regierung, onofhängeg vum Bommeleeërprozess, d'Glafwierdegkeet vun Zeienaussoen an, déi sech op Evenementer bezéien, déi Joerzéngten zeréckleien?

**Réponse** (09/04/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1. Zënter der Adoptioun vun der Europäescher Konventioun fir de Schutz vun de Mënscherechter a fundamental Fräiheeten (d'Konventioun) zu Roum de 4. November 1950, huet den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter (ECtHR) d'Aufgab, d'Konformitéit vun deene Verflichtungen ze garantéieren, déi sech fir d'Ënnerschrëftstaaten aus der Konventioun an hire Protokoller erginn.

An dëser Funktioun passt den ECtHR op, datt d'Ënnerschrëftstaaten den Artikel 6 § 1 vun der Konventioun respektéieren, dee virgesäit, datt jiddereen d'Recht huet, säi Fall bannent enger raisonnabeler Zäit vun engem onofhängegen an onparteiesche Geriicht ze héieren, deen dann iwwer d'Verdéngschter vun der krimineller Uklo géint déi Persoun entscheet.

No hirer Jurisprudenz mussen d'Ënnerschrëftstaaten hir Justizsystemer sou organiséieren, datt hir Geriichter hir Roll effizient a séier kënnen erfëllen. Déi raisonnabel Dauer vun enger Prozedur gëtt allgemeng no den Ëmstänn vum Fall bewäert, am Kader vun de Critèren, déi vun der Jurisprudenz festgeluecht goufen, nämlech: d'Komplexitéit vum Fall, d'Behuele vum Ukloer an deenen zoustännegen Autoritéiten, wéi och wat fir déi betraffe Persoun an der Ausernanersetzung um Spill steet. A kriminellen Dossiere fänkt d'Berechnung vun dëser Period dee Moment un, wou d'Persoun ugeklot gëtt, an hält mat der definitiver Decisioun, déi vun den nationalen Autoritéite gesprach gëtt, op.

Am Hibléck op d'Muecht, déi dofir dem ECtHR an den nationale Geriichter zougedroen ass, d'Konventioun ze interpretéieren, ass et net un der Regierung, de Critère fir raisonnabel Zäit, wéi et am Artikel 6 § 1 vun der Konventioun virgesinn ass, ze interpretéiere respektiv d'Interpretatioun ze kommentéieren.

ad 2. Am Respekt vum Prinzipp vun der Gewaltentrennung an der Onofhängegkeet vun der Justiz steet et der Regierung net zou, d'Glafwierdegkeet vun Zeienaussoen ze beurteelen.

**Flotte électrique de la Police grand-ducale** | Question **0470** (13/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An Däitschland ass rezent annoncéiert ginn, dass et e landeswäite Pilotprojet betreffend den Asaz vun Elektroautoe bei der däitscher Police gëtt. Heibäi solle wärend engem Joer Vir- an Nodeeler vun den Elektroautoen am Kader vu Policeasätz erschafft ginn. Konkreet solle Reechwäit, Luetzäiten, Ufuerderunge bei Asätz an och den noutwennegen Entretien zu alle Joreszäiten Deel vun der Analys sinn. Dono gëtt dann an engem Bilan iwwert de weideren Asaz vun Elektroautoe bei der däitscher Police decidéiert.

Och zu Lëtzebuerg si säit 5 Joer (Abrëll 2018) Elektroautoen, ënnert anerem vun der Mark Tesla, fir eis Police am Asaz. An enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro vum honorabelen Deputéierte Sven Clement huet den Här François Bausch, deemolege Minister fir bannenzeg Sécherheet, gesot: „D'Police befënnt sech nach an enger Testphas fir ze analyséieren, wéi déi elektresch Mobilitéit sech kann an hiert generellt Konzept vun hirem Fuerpark an an hir Missiounen integréieren. Et sief ze rappeléieren, dass och aner elektresch Gefierer Deel vun dësem Pilotprojet sinn."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill elektresch Gefierer huet déi national Police aktuell an hirem Fuerpark?

2. Wéi huet sech dës Zuel, opgeschlësselt pro Joer, iwwert déi lescht 5 Joer entwéckelt?

3. Gëtt et Diskussiounen, dëse Fuerpark och an den nächste Joren ze erweideren? Wéi gesinn d'Pläng hei konkreet aus?

4. Ass dee vum deemolege Minister fir bannenzeg Sécherheet annoncéierte Pilotprojet ofgeschloss?
– Falls jo, wat sinn d'Conclusiounen, déi aus dem Projet ervirgaange sinn?
– Falls nee, wéini gëtt den Asaz vun Elektroautoen an dësem Kader final evaluéiert?

**Réponse** (15/04/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Aktuell huet d'Police 34 elektresch Gefierer an hirem Fuerpark. Et wäerten nach 3 Autoe vun der Ausschreiwung vun 2023 dobäi kommen.

ad 2. D'Evolutioun vum Elektrofuerpark iwwert déi lescht Joren ass follgend:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 3. Am Joer 2024 gi weider 6 elektresch Autoen ausgeschriwwen. Fir d'Joer 2025 sinn nach emol 6 elektresch Autoen an den Ausschreiwunge virgesinn. Weider Previsioune gëtt et keng.

ad 4. De Pilotprojet ass ofgeschloss. Aus dësem Projet geet ervir, dass de Fuerpark vun der Police an den nächste Jore mat elektreschen Autoen erweidert gëtt fir déi Servicer, déi normal Deplacementer maachen.

Aktuell ass et awer nach net méiglech, adäquat elektresch Autoe fir de gezeechente Policefuerpark ze fannen, déi et méiglech maachen, dat komplett Police-Equipement an der Mall ze verstauen. Dozou kënnt, dass déi autoriséiert maximal Charge vum Auto duerch d'Police-Equipementer riskéiert, iwwerschratt ze ginn.

D'Reechwäit esouwéi d'Opluetzäit an ee Verloscht u Puissance (Bridage), wann d'Batterie schonn zum Deel entluet ass, entspriechen aktuell net de Besoine vum alldeegleche Policedéngscht.

**Propos du Ministre du Travail au sujet des élections sociales** | Question **0472** (14/03/2024) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Den 12. Mäerz 2024 huet den Aarbechtsminister op der Antenn vum Radio 100,7 eng Rei Aussoen zu de Sozialwale gemaach. Sou wier laut dem Aarbechtsminister déi niddreg Walbedeelegung domat ze erklären, dass et de Leit „ze gutt géif goen". Zousätzlech sot hien och, dass wann d'Gewerkschaft OGBL eng grouss Victoire géing kréien, da wier d'Suite dovunner méi Oppositioun.

1. Ech géif dofir gär vum Här Aarbechtsminister wëssen, op wat hien sech referéiert, fir déi Ausso ze maachen, dass et de Leit wuel ze gutt géing goen? Gëtt et heizou eng Etude, déi kloer beleet, dass dëst esou ass? Wéi gedenkt den Här Minister op Basis vu senger Hypothees, dass et de Leit ze gutt geet, seng Politick an Zukunft ze orientéieren?

2. Den Aarbechtsminister seet an all Interventioun, dass him de Sozialdialog immens wichteg ass. Wann deem esou ass, wéi ass seng Ausso, datt am Fall vun enger grousser Victoire vum OGBL an der Suite vun dëse Walen et zu méi Oppositioun géing kommen, da gemengt? Gëllt déi Ausso net fir déi aner Gewerkschaften? Gesäit den Aarbechtsminister staark Gewerkschaften als positiv oder als negativ fir de Sozialdialog un?

**Réponse** (02/04/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1. Den honorabelen Deputéierten Engel geet op zwou Aussoen aus engem Interview an, deen am Kontext vun de Sozialwale gemaach ginn ass. Als Aarbechtsminister hunn ech op d'Bedeitung vun dëse Walen higewisen a bedauert, dass et bei all Sozialwal bis elo eng héich Abstentioun gouf. Ech hunn d'Fro opgeworf, ob et de „Leit ze gutt geet" oder ob se „alles verstan hunn", fir d'Abstentioun kënnen ze erklären. Ech hunn dëst net als Affirmatioun formuléiert, déi sech op eng Statistik berifft.

ad 2. Ech hu widderholl, dass de Sozialdialog e wichtegt Instrument am Kader vum Zesummeliewen an der Aarbechtswelt ass. E Sozialdialog, dee funktionéiert, dréit zur sozialer Stabilitéit bäi. Ech hunn am selwechten Interview all Gewerkschaft als Partner definéiert. Dass et am Fall vun enger grousser Victoire vun enger Gewerkschaft zu méi Oppositioun géing kommen, ass am Kontext vun den zukünftegen Debaten ze gesinn.

Staark Gewerkschafte gesinn ech als Aarbechtsminister natierlech als positiv fir en efficacë Sozialdialog.

**Arrêt du transport de cigarettes électroniques jetables par Cargolux** | Question **0473** (14/03/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Ufank Mäerz gëtt den Här Gilles Roth um Radio 100,7 follgendermoossen zitéiert: „Mir kënnen net op Recetten aus dem Tubaksverkaf verzichten." Dës Ausso ass kohärent mat dem presentéierte Budget an ënner anerem der Ukënnegung, Accisen op neien Tubaksprodukten anzeféieren, wéi zum Beispill och sougenannte Vapes (jetabel elektronesch Zigaretten).

Kuerz drop annoncéiert d'Cargolux, mat de wichtegste Facilitateur vun Importatiounen zu Lëtzebuerg, dass sougenannte Vapes op alle Flich vun der Cargolux wäerte verbuede ginn, dëst aus Bedenken, wat déi ëffentlech Gesondheet an d'Ëmwelt ugeet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Ass de Finanzminister iwwert dës Decisioun am Viraus informéiert ginn? Wéi positionéiert sech de Finanzminister par rapport zu dëser Decisioun?

2. Wäert zu dësem Theema nach en Austausch mat der Cargolux stattfannen?

3. Wéi eng Auswierkung huet dës Decisioun vun der Cargolux op déi previsionnell Recettë vun dësem an den nächste Joren? Falls en Impakt virläit, wéi eng Upassunge mussen um Budget virgeholl ginn?

**Réponse** (25/03/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

D'Cargolux huet hir Decisioun, fir den Transport vun elektroneschen Eewee-Zigaretten anzestellen, de 6. Mäerz 2024 ëffentlech gemaach.

De Finanzminister mëscht sech dobäi net an déi kommerziell Ausriichtung vun der Cargolux an. Duerfir ass och keen Austausch diesbezüglech geplangt.

D'Decisioun vun der Cargolux wäert, der Aschätzung vum Finanzministère a senge Servicer no, keen Afloss op d'Steierrecetten aus dem Verkaf vun E-Liquids hunn.

**Avion militaire luxembourgeois** | Question **0474** (14/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Lëtzebuerg huet an de leschte Jore fir Honnerte Milliounen Euro Militärfligere finanzéiert, déi am Kader vun der EATC zesumme mat anere Länner benotzt ginn. Lëtzebuerg huet d'Fligeren net selwer kaf, mee huet Fluchstonne kaf, mat deenen eist Land ee Fliger „Ioune" kann. Fir den Airbus A330 MRTT huet Lëtzebuerg 1.200 Fluchstonnen am Joer zegutt, déi iwwert 30 Joer ronn 600 Milliounen Euro aus dem Staatsbudget kaschten.

Dës Fluchstonne sollte fir wichteg staatlech Aufgabe genotzt ginn. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 3961 vun 2021 hat déi deemoleg Regierung geäntwert, dass bis dohinner nach kee Regierungsmember op d'Transportméiglechkeete vun engem vun de lëtzebuergesche Militärfligeren zeréckgegraff hat. An engem „Land"-Artikel vum 8. Mäerz 2024 „Fly in no company" heescht et awer elo, dass de Premierminister am Kader vu verschiddenen Auslandsreese Fluchstonne vun engem Militärfliger genotzt huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Verdeedegung a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi vill Fluchstonne goufen an de leschte 4 Joer aus dem EATC fir den Transport vu Regierungsmemberen oder héije Beamte benotzt (opgeschlësselt no Ministère an no Fligertyp, dee Lëtzebuerg am Kader vum EATC zur Verfügung steet)?

2. Wéi vill Fluchstonnen a fir wéi eng aner Zwecker sinn d'Fligeren am Kader vum EATC genotzt ginn?

**Réponse** (12/04/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Fluchstonnen, déi an de leschte 4 Joer am Kader vum EATC/ATARES Programm fir den Transport vu Regierungsmemberen, oder dem Grand-Duc, benotzt goufen, deele sech follgendermoossen op:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 2. Am Kader vum EATC sinn insgesamt 132 EFH genotzt gi fir aner Zwecker. Dës Flich hunn haaptsächlech an engem internationale Kontext (EU, NATO oder UNO) stattfonnt a ware logistescher (Transport vu Militär an Equipementer) an humanitärer Natur (Evakuatiounen, Transport vun humanitäre Gidder).

D'Stonnen, déi am Kader vun der binationaler A400M Unitéit fir belsch oder Lëtzebuerger Missioune geflu ginn, falen net an dës Comptabilitéit. Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0222 preziséiert, sinn an deem Kader säit 2020 méi wéi 6.400 Stonne geflu ginn.

**Livraison de munitions à l'Ukraine** | Question **0476** (14/03/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An der Press wor ze liesen, datt Lëtzebuerg 6.000 Artilleriegranate vum Kaliber 155 un d'Ukrain geliwwert huet. De Käschtepunkt vun dëser Munitioun gouf dobäi net genannt.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Verdeedegungsminister:

1. Wéi vill huet de Kaf an d'Liwwerung vu 6.000 Artilleriegranaten de Lëtzebuerger Staat kascht?

2. Wéi eng Keef vu Waffen a Munitioun fir d'Ukrain si fir dëst Joer nach geplangt a fir wéi e Käschtepunkt?

**Réponse** (29/03/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

ad 1. De Kaf an d'Liwwerung vu 6.000 Artilleriegranaten hunn ongeféier 11.670.000 Euro kascht.

ad 2. Wéi an der Vergaangenheet kommunizéiert d'Regierung eréischt no der Liwwerung iwwer Keef vu Waffen a Munitioun fir d'Ukrain.

An deem Sënn verëffentlecht d'Direction de la défense reegelméisseg Updaten iwwert hir militäresch Hëllef un d'Ukrain.

À ce stade kann ech awer schonn annoncéieren, datt mer der Artilleriekoalitioun bäitriede wäerten.

**Pratiques des huissiers de justice** | Question **0477** (14/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ech hu schonn a fréiere Froen no Erklärungen zur Aarbecht vun den Dierwiechter gefrot (N° 3177 an 6753).

Mam Gesetz vum 4. Dezember 1990 iwwert d'Organisatioun vun den Dierwiechter an dem ofgeännerte Reglement vum 24. Januar 1991 ginn d'Präisser, déi Dierwiechter dierfe froen, festgehalen. D'Dierwiechter mussen awer keng Bilane virleeën, an de Justizministère, deem se ënnerstallt sinn, weess net wéi vill si mat hiren Etüde verdéngen.

D'Dierwiechter brauche fir hir Aarbecht awer och d'Ënnerstëtzung vu Polizist:innen, zum Beispill wann et zu Zwangsräumunge kënnt. D'Stonnen, déi d'Polizist:innen hei leeschten, sinn also ee Käschtefacteur fir de Staat.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi oft hunn an deene leschte 5 Joer misse Polizist:innen de Huissieren zur Säit gestallt ginn? Wéi vill Stonnen Aarbecht ass hei fir d'Andreiwung vun de Scholde geleescht ginn?

2. Gëtt de Staat fir dës Aarbecht vun de Polizist:inne vun de Huissieren entschiedegt?

3. Am Fall wou eng Famill muss hiert Doheem verloossen, well et versteet ginn ass, gëtt hei direkt den Office social vun der Famill informéiert? Wa jo, wéini gëtt den Office social iwwert d'Situatioun informéiert?

4. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Aufgabe vun den Dierwiechter:inne sollt an den Aufgabeberäich vun de staatleche Justizautoritéiten zréckkommen? Wëll d'Regierung den Dierwiechterstatut verstaatlechen?

**Réponse** (17/04/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Zu dësem Punkt gi keng Statistike gefouert.

ad 2. Nee.

D'Dierwiechter kënnen op Polizist:innen zeréckgräifen, fir Geriichtsurteeler ze exekutéieren.

Wann den Dierwiechter sech muss Zougang zu engem Gebai verschafen („si les portes sont fermées, ou si l'ouverture en est refusée"), wat och op Basis vun engem Urteel geschitt, ass d'Präsenz vun engem Polizist oder enger Polizistin laut Artikel 723 vum „Nouveau Code de procédure civile" obligatoresch.

ad 3. Am Fall wou eng Famill hir Wunneng verloosse muss, ass et esou, datt op lokalem Plang an éischter Linn d'Gemenge betraff sinn. D'Gemenge gi vum Dierwiechter iwwert den Datum informéiert, wou den Deguerpissement soll stattfannen.

D'Missioune vun den Offices sociaux sinn am Artikel 7 vum Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert d'Aide sociale definéiert. Am Fall, wou eng Famill hir Wunneng verloosse muss, kann den Office social op verschidden Aart a Weisen hëllefen, wéi zum Beispill:

– duerch eng materiell oder finanziell Ënnerstëtzung,
– duerch Berodung, esouwéi duerch eng Begleedung bei administrativen Demarchen a bei der Ufro vu sozialen Hëllefen,
– andeems en, falls néideg an an der Limitt vun de legale Konditiounen, eng Referenzadress ufreet a sécherstellt, datt d'Persounen hir sozial Rechter behalen,
– andeems e sech ëm eng kuerzfristeg a kuerzzäiteg Noutënnerbréngung këmmert, falls d'Famill selwer keng Méiglechkeet fënnt ënnerdaach ze kommen.

Et ass heibäi wichteg ervirzehiewen, datt d'Hëllef awer op Demande vun der concernéierter Persoun selwer muss geschéien.

Am Kader vun der Deguerpissementsprozedur gëtt den Office social net explizitt ernimmt an och net automatesch a Kenntnis gesat.

Wann een Office social iwwert een Deguerpissement informéiert gëtt, geschitt dat an der Praxis an deene meeschte Fäll entweeder duerch d'Gemengen, duerch déi betraffe Leit selwer oder och mol duerch den Dierwiechter. Den Zäitpunkt ass heibäi vu Situatioun zu Situatioun verschidden. Op Demande vun der Gemeng, de Leit oder dem Dierwiechter kann den Office social zum Beispill wärend dem Deguerpissement präsent sinn, fir sech ëm d'Leit ze bekëmmeren. Virun allem wa Kanner am Spill sinn ass dat gären de Fall.

ad 4. D'Destinatäre vun der Fro sinn net där Meenung. Si wëllen den Dierwiechterstatut net verstaatlechen.

**Infrastructure de protection et droit de défense des citoyens dans le cas d'une intervention militaire sur le territoire luxembourgeois** | Question **0478** (15/03/2024) de **Mme Claire Delcourt** | **M. Georges Engel** (LSAP)

La politique européenne d'armement connaît actuellement une relance. Néanmoins la population civile est peu informée sur les infrastructures de protection au Luxembourg ainsi que leurs droits en cas d'une intervention militaire.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Défense :

1) Le Luxembourg dispose-t-il d'abris antibombes ? Si oui, combien de ces abris existent sur le territoire luxembourgeois ? Si oui, en cas de besoin, comment la population civile serait-elle informée sur leurs localisations ? Si oui, les frais liés à l'entretien de ces abris sont-ils considérés dans les contributions luxembourgeoises à l'OTAN ?

2) Dans le cas improbable d'une offensive terrestre sur le territoire luxembourgeois, les résidents en possession d'une arme disposent-ils du droit de se servir de l'arme pour se défendre ? Quelles sont les modalités concernant l'utilisation d'une arme à feu en cas d'une intervention militaire ?

**Réponse** (18/04/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Non.

ad 2) La loi du 2 février 2022 sur les armes et munitions règle la possession et l'utilisation des armes à feu par des particuliers et ne prévoit pas de dispositions spécifiques concernant le cas improbable d'une offensive militaire terrestre sur le territoire luxembourgeois. L'article 58 (3) de la loi du 2 février 2022 prévoit que « sans préjudice des dispositions relatives à la légitime défense, il est interdit de tirer avec des armes à feu et avec des armes non à feu visées par la présente loi sur tout le territoire du Luxembourg, sauf lorsque le tir est autorisé en application de la présente loi [par exemple dans le cadre de la chasse ou encore sur le champ de tir] ou d'une autre disposition légale ou réglementaire ».

**Réserves financières des communes** | Question **0479** (15/03/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Dans le cadre de sa réponse à une récente question parlementaire, Monsieur le Ministre a dressé une liste reprenant l'endettement des villes et communes luxembourgeoises en date du 31/12/2023.

Dans la plupart des cas, les communes procèdent à des emprunts pour financer leurs différents projets d'infrastructures (bâtiments scolaires, maison relais, logements, centres sportifs, halls polyvalents, aménagement d'espaces publics, ...) nécessaires à la vie communale.

Le montant et la situation des emprunts dépendent d'un côté du choix des projets mais surtout aussi des réserves financières dont disposent les villes et communes. Celles-ci varient d'une commune à l'autre. Et le recours, respectivement le non-recours, à ces réserves dépend à son tour des réserves disponibles.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quelle est la situation des réserves financières des villes et communes en date du 31/12/2023 ?

2) Existe-t-il une corrélation entre le montant des emprunts des communes et la situation de leurs réserves financières ?

3) Quels sont les moyens et outils dont dispose le ministère afin de guider les communes dans le cadre de l'élaboration de leur budget ?

**Réponse** (03/04/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Je me permets de vous joindre en annexe la situation des avoirs bancaires des communes, incluant les avoirs des fonds de réserves, en date du 31/12/2023, tels que communiqués par elles. Les avoirs bancaires négatifs s'expliquent par le recours des communes à des lignes de trésorerie qui permettent de pallier un manque de liquidités momentané dû au déphasage possible entre recettes et dépenses. Nous rappelons aussi que les communes peuvent effectuer des dépenses prévues dans le budget 2023 jusqu'au 30 avril 2024.

ad 2) Bien qu'il puisse exister une corrélation entre le montant des emprunts des communes et la situation de leurs réserves financières, cette relation est complexe et dépend de nombreux facteurs. Une analyse approfondie de la situation financière spécifique de chaque commune est nécessaire pour évaluer cette corrélation de manière précise. Il y a lieu de souligner que le recours à l'emprunt relève de l'autonomie communale, exercée dans le cadre de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988[7].

ad 3) Afin de guider les communes dans le cadre de l'élaboration de leur budget, le Ministre des Affaires intérieures transmet chaque année une circulaire budgétaire avec les recommandations et projections de données essentielles pour les budgets. Par ailleurs, des consultations financières individuelles sont proposées aux communes ainsi que de nombreuses formations en la matière.

*(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Nouvelles techniques génomiques** | Question **0480** (15/03/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

En juillet 2023, la Commission européenne a proposé un nouveau cadre pour la règlementation les « nouveaux OGM », donc les plantes produites par les nouvelles techniques génomiques. La proposition considère une catégorie de nouveaux OGM (dite de catégorie « NGT1 ») équivalente aux plantes dites conventionnelles sur base du type et du nombre de mutations introduites. Selon ce texte, cette catégorie des OGM ne devra plus passer par une analyse des risques pour l'environnement et pour la santé.

Le Gouvernement luxembourgeois s'est prononcé en faveur d'une dérèglementation des nouveaux OGM, estimant que les plantes issues des nouvelles techniques génomiques NGT1 pourraient être produites naturellement, devraient donc être considérées « équivalentes » à des plantes conventionnelles et ne devraient donc plus faire l'objet d'une analyse des risques pour l'environnement et la santé et ne devraient plus être traçables ni étiquetées.

Pourtant, la proposition de règlement est controversée, plusieurs agences étatiques européennes, organisations environnementales, scientifiques voire de

[7] Article 118 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 : « L'administration communale ne peut recourir au crédit pour financer des dépenses extraordinaires si un autre financement n'est ni possible ni économique et si le remboursement régulier des annuités est assuré. »

protection des consommateur.trice.s ayant sonné l'alerte par rapport aux effets que le proposé règlement risque d'avoir, notamment sur l'environnement naturel et la santé des consommateur.trice.s.

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail de la France (Anses) a publié le 6 mars 2024 son expertise[8] sur les plantes issues des nouveaux OGM. En effet, selon un article publié par « Le Monde » le 5 mars 2024, l'Anses « avait prévu de publier le rapport et l'avis au début de février – de source proche du dossier, la publication a été bloquée sur "pression politique" ».

En effet, l'avis de l'Anses s'oppose à l'exclusion des nouveaux OGM de l'évaluation des risques pour la santé et l'environnement. Plus précisément, l'Anses se prononce « en faveur d'une évaluation au cas par cas des risques sanitaires et environnementaux associés aux plantes issues de mutagénèse dirigée réalisée au moyen du système CRISPR-Cas », estimant que certains risques sont similaires à ceux des OGM « classiques » mais que l'exposition aux dangers risque d'augmenter suite au développement du recours à la technique et de l'ampleur du marché des plantes.

Les expert.e.s de l'Anses recommandent dans ce contexte une évaluation des risques ex ante qui prend en compte la technique utilisée ainsi que les caractéristiques de la plante ainsi obtenue, et soulignent la nécessité pour une surveillance suivant la mise sur le marché.

Cet avis suit un premier avis[9] de l'Anses datant de décembre 2023 dans lequel elle tire la conclusion qu'il n'y aurait pas de justification scientifique pour la définition de l'équivalence entre plantes NGT1 et plantes conventionnelles, cette définition constituant le fondement du texte débattu actuellement au niveau européen.

Similairement, une étude scientifique[10] du Bundesamt für Naturschutz (BfN) met en évidence que certaines plantes NGT1 peuvent présenter des risques environnementaux similaires aux OGM classiques et que les critères d'équivalence proposés par la Commission européenne sont en effet inadéquats.

Plusieurs acteur.trice.s mettent également en garde contre les conséquences d'une déréglation pour les consommateur.trice.s. La Verbraucherzentrale Bundesverband allemande estime que le texte négocié ne respecte pas le principe de précaution, et que les décideur.e.s politiques doivent assurer un étiquetage clair des nouveaux OGM.[11] Dans une lettre ouverte datant de novembre 2023, des représentant.e.s de supermarchés autrichiens et allemands demandent que la liberté de choix des consommateurs et consommatrices soit préservée.[12]

Étant donné que Madame la Ministre de l'Agriculture ne s'est pas prononcée sur ces critiques fondamentales du premier avis de l'Anses et de l'étude du BfN lors du débat sur les nouveaux OGM à la Chambre de Députés et suite à la publication du deuxième avis de l'Anses sur les nouveaux OGM, je me permets de poser les questions suivantes :

1) Madame la Ministre de l'Agriculture et la Ministre de la Protection des consommateurs a-t-elle pris contact avec l'Anses afin d'échanger sur les critiques formulées dans les avis de cette dernière ? Dans la positive, quelles sont les conclusions de l'échange ? Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

2) Quelle est plus précisément l'analyse de Madame la Ministre de l'Agriculture des critiques formulées par le BfN ainsi que l'Anses au sujet du manque de la base scientifique pour l'équivalence entre plantes NGT1 et plantes conventionnelles, ainsi que des risques environnementaux et sanitaires émanant des NGT1 ?

3) Quelle est l'analyse de Madame la Ministre de la Protection des consommateurs spécifiquement des critiques de l'Anses par rapport aux risques sanitaires liés aux plantes et produits issus de NGT1, ainsi que des demandes formulées par les autres représentant.e.s de consommateur.trice.s et du commerce en faveur du maintien de la liberté du choix ? Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que la liberté du choix doit être maintenue pour les consommateurs et consommatrices luxembourgeois ?

4) Dans le contexte des critiques scientifiques des fondements du texte débattu au sein du Conseil, Madame la Ministre maintient-elle sa position relative au nouvelles techniques génétiques telles qu'exposées dans sa réponse à ma question parlementaire n° 0091 ? Madame la Ministre ne jugerait-elle pas opportun de s'engager pour une révision du texte afin de prendre en compte les critiques scientifiques récentes ?

**Réponse** (28/03/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, Ministre de la Protection des consommateurs

ad 1) Le rapport de l'Anses a été publié le 5 mars 2024. L'Anses est une agence nationale française de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail. Il appartient aux autorités françaises de la consulter et de présenter les avis émis par leur agence à la Commission européenne et aux États membres. Sur base des discussions au niveau du Conseil de l'Union européenne, la position du Luxembourg pourrait alors être revue.

En absence d'une agence d'évaluation des risques au Luxembourg, l'EFSA constitue l'organisme de référence pour le Luxembourg. Elle joue un rôle central dans l'évaluation des risques pour la santé humaine, animale et environnementale liés aux denrées alimentaires et aux organismes génétiquement modifiés.

ad 2) La Commission européenne vise à réformer les lois européennes sur le génie génétique et à les adapter au progrès scientifique et technique. L'objectif est de permettre l'innovation dans l'agriculture sans pour autant sacrifier le niveau élevé de protection de la santé humaine et animale et de l'environnement.

La Commission européenne s'est basée sur l'avis de l'EFSA lors de la publication de la proposition législative en juillet 2023 et a déterminé un seuil critique afin de définir les deux catégories de NGT. En général, les critères d'équivalence devraient permettre d'assurer que les plantes NGT qui les respecteraient (plantes NGT de catégorie 1) auraient pu être produites au moyen de techniques d'obtention conventionnelles.

Les rapports évoqués par l'honorable Députée constituent un complément d'information par rapport aux centaines d'études qui ont étayé l'avis initial de l'EFSA. Notamment dans le rapport de l'Anses, le GT « Biotechnologie » propose de clarifier certaines formulations de l'annexe 1 détaillant les critères d'équivalence entre les végétaux NGT et les végétaux conventionnels. L'analyse de l'Anses soulève certains points qui pourraient être précisés dans le texte proposé par la Commission.

Dans ce cadre, je me permets d'attirer l'attention de l'honorable Députée sur l'avis du Conseil supérieur de la santé belge publié en mars 2024. Ce Conseil considère que « la procédure de vérification appropriée, telle qu'elle est actuellement décrite dans la proposition NTG. En outre, toute la législation européenne existante concernant les végétaux, les nouveaux aliments (règlement (UE) 2015/2283) et les allégations de santé (règlement (CE) n° 1924/2006) s'applique également aux végétaux NTG. De cette manière, un niveau également élevé de protection de la santé humaine et de l'environnement est assuré. »

La proposition de la Commission tient compte du fait que les connaissances scientifiques dans ce domaine évolueront dans les prochaines années. Elle souligne l'importance d'une approche réglementaire équilibrée qui tient compte à la fois des avancées scientifiques et des préoccupations en matière de sécurité et d'environnement. De ce fait, elle a prévu dans la proposition législative un acte délégué qui permettra d'adapter le texte rapidement aux nouvelles découvertes scientifiques.

ad 3) Le matériel de reproduction des variétés végétales, conventionnelles ou NGT, ne pourra être produit et commercialisé qu'après l'enregistrement au catalogue. Pour cela, le statut NGT1 ou NGT2 ferait partie de la description variétale, en outre les variétés seraient examinées quant à la valeur culturale et d'utilisation durable.

Les informations sur les plantes NGT de la catégorie 1 seraient fournies par le biais de l'étiquetage du matériel de reproduction végétal, d'une base de données publique et des catalogues pertinents sur les variétés végétales. Pour toutes les autres plantes NGT c.-à-d. de catégorie 2, les exigences de la législation actuelle sur les OGM s'appliqueraient. Elles seraient tracées et étiquetées avec la possibilité d'une étiquette facultative indiquant l'objectif de la modification génétique. Les deux catégories seraient interdites dans l'agriculture biologique.

L'étude d'impact a montré que les parties prenantes ont des avis opposés, tant sur la nécessité de continuer à étiqueter les produits issus des NGT que sur l'efficacité de cet étiquetage pour informer les consommateurs.

L'enjeu réside dans la recherche d'un équilibre entre le droit des consommateurs à être informés et la nécessité de ne pas créer de confusion inutile ou de stigmatisation injustifiée des produits issus des NGT. En effet, les NGT de catégorie 1 ne se distinguent pas de leurs équivalents issus de l'agriculture conventionnelle et ne peuvent pas être détectés par des analyses.

Dans ce contexte, il est important que les décisions concernant l'étiquetage des produits issus des NGT soient prises de manière éclairée, en tenant compte des perspectives variées des parties prenantes et en garantissant la transparence et la clarté pour les consommateurs.

ad 4) Le Luxembourg s'est abstenu lors du vote au Conseil des ministres de l'agriculture en décembre 2023 mais a été ouvert à poursuivre les discussions pour améliorer la proposition. NL, FR, DK, CZ, IT, BG, EE, LT, LV, CY, SE, PT, IE, GR, MT (16 EM, 57,80 % de la population de l'UE) se sont exprimés en faveur de la

---

[8] Avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail relatif à l'analyse scientifique de la proposition de règlement de la Commission européenne du 5 juillet 2023 relative aux nouvelles techniques génomiques (NTG) – Examen des critères d'équivalence proposés pour définir les plantes NTG de catégorie 1, URL : https://www.anses.fr/fr/system/files/BIOT2023AUTO0189.pdf

[9] Avis et rapport de l'Anses relatif aux méthodes d'évaluation des risques sanitaires et environnementaux et des enjeux socio-économiques associés aux plantes obtenues au moyen de certaines nouvelles techniques génomiques (NTG), URL : https://www.anses.fr/fr/system/files/BIORISK2021SA0019Ra.pdf

[10] https://www.bfn.de/aktuelles/studie-zur-auswirkung-des-verordnungsentwurf-der-eu-kommission-zu-neuengenomischen

[11] Verbraucherzentrale Bundesverand, URL : https://www.vzbv.de/pressemitteilungen/neue-gentechnikverbraucherinnen-duerfen-nicht-im-ungewissen-gelassenwerden#:~:text=Der%20Gesetzentwurf%20ignoriert%20den%2Wunsch,Produkt%20gentechnisch%20ver%C3% A4nderte%20Pflanzen%20enth%C3%A4lt.

[12] Leading representatives of the food retail industry : Proposed EU legislation on new genomic techniques must not jeopardize consumer choice, organic farming, and food price, URL : stabilityhttps://www.enga.org/fileadmin/user_upload/LEH-Letter_KOM_MEPs_NGT_ENG_final_28112023.pdf

proposition telle que révisée par le Conseil de l'Union européenne.

Mais HR, PL, HU, RO, SK, AT, SL (7 EM, 19,3 % de la population européenne) ayant voté contre la proposition, aucune majorité n'a pu être trouvée. De ce fait, les négociations sont au point mort et aucune révision du texte n'a été proposée par la présidence belge du Conseil.

Lorsque la présidence du Conseil de l'Union européenne proposera un texte amendé, le Luxembourg entamera les étapes nécessaires pour revoir sa position si nécessaire. L'utilisation des NGT suscite des préoccupations éthiques, mais il en va de même pour l'inexploitation des possibilités que leur inutilisation entraînerait. En l'absence d'un cadre législatif et sachant qu'aucune méthode analytique permet la détection des NGT de catégorie 1, il est à craindre que des NGT seront importés en provenance de pays tiers sans aucun moyen de contrôle.

Mon approche se veut pragmatique, tenant compte à la fois des opportunités offertes par les NGT et des préoccupations éthiques qui les entourent, tout en restant ouverte à une réévaluation de la position en fonction des développements futurs et des avis d'experts.

**Type de vols utilisés par les membres du Gouvernement** | Question **0481** (15/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Lëtzebuerger Land schreift am Artikel „Fly in no company" vum 8. Mäerz 2024, dass de Premierminister fir Auslandsreesen op Privatjets zeréckgegraff huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit a fir ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung eng Lëscht virleeë mat alle Flich aus de leschte 5 Joer, fir déi ee Privatjet genotzt gouf, a wou follgend Informatiounen enthält:
– Fluchstreck (Depart & Arrivée);
– Käschte vum Fluch;
– Notznéisser (Ministère)?

2. Wat waren d'Grënn, firwat an deene Fäll Privatjets genotzt goufen an net op regulär Linneflich (Economy, Business) oder alternativ Transportmethoden (Schnellzuch, Fuerpark Regierung etc.) zréckgegraff ginn ass?

**Réponse** (17/04/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Défense

ad 1. Annexéiert fënnt den honorabelen Deputéierten déi gefrote Lëscht mat alle Flich aus de leschte 5 Joer, fir déi ee Privatfliger genotzt ginn ass.

Et sief bemierkt, datt d'Flich aus dem EATC/ATARES Programm op engem Austauschsystem berouen, wou Lëtzebuerg, zesumme mat aneren europäeschen an NATO-Natiounen, participéiert. Hei hëllefen sech d'Länner ënner anerem géigesäiteg mat Austausch vu Militärfluchstonnen. Fir weider Detailer verweise mir op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro 0474.

Déi Ministèren, déi net an der Lëscht ausgewise sinn, hu wärend der genannter Period net op Flich mat Privatfligeren zréckgegraff.

ad 2. An der Reegel reesen d'Membere vun der Regierung mam effizientsten Transportmëttel, ënner anerem mat reguläre Linneflich.

An Ausnamefäll, wann d'Situatioun et erfuerdert, kënnen d'Membere vun der Regierung op Flich mat Privatfligeren zréckgräifen. Dëst ass besonnesch de Fall, wann national an international Verpflichtungen e ganz enken Zäitplang virschreiwen, wa keng Linneflich op déi gewënschten Destinatioun disponibel sinn oder wann d'Sécherheet net kann anescht garantéiert ginn.

*(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Pharmacie dans la commune de Clervaux** | Question **0484** (15/03/2024) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

An der Vergaangenheet gouf am Gesondheetsministère driwwer diskutéiert, fir nei Krittären auszeschaffe fir d'Ausstelle vu Konzessiounen, fir eng Apdikt opzemaachen. Bedéngt duerch de stramme Bevëlkerungswuesstem läit Lëtzebuerg mat 15,6 Apdikte pro 100.000 Awunner däitlech ënnert dem OECD-Wäert vun 28 Apdikte pro 100.000 Awunner; d'Belsch huet iwwerdeems 42 Apdikte pro 100.000 Awunner.

An deem Kontext géife mir eis erlaben, d'Madamm Gesondheetsminister op ee speziell problematesche Fall hinzeweisen: D'Gemeng Clierf ass flächeméisseg déi zweetgréisste Gemeng aus dem Land. Eenzeg Maarnech huet eng Apdikt. An deem Zesummenhang sief drop higewisen, datt déi 17 Uertschafte vun der Gemeng Clierf am Hibléck op d'Distanz zum Deel wäit auserneeleien. Am Hibléck op den ëffentlechen Transport hu grad och Dierfer ewéi Léiler oder Kaalber, déi no un d'Belsch respektiv Däitschland ugrenzen, eng méi problematesch Ubannung u Maarnech.

An deem Sënn gi grad och an der Gemeng Clierf d'Stëmmen ëmmer méi haart, déi eng zweet Apdikt fir déi genannte Gemeng fuerderen.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0246 vum Här Mars Di Bartolomeo huet d'Madamm Gesondheetsminister preziséiert, datt den demografesche Wuesstem an d'„densité médicale" berécksiichtegt gi fir d'Ausstelle vu Konzessioune bei den Apdikten.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Am Hibléck op d'Ausso vun der Madamm Gesondheetsminister, datt d'„densité médicale" an déi demografesch Entwécklung berécksiichtegt gi fir d'Ausstelle vu Konzessiounen, fir eng Apdikt opzemaachen: Wou feelen an den Ae vun der Madamm Gesondheetsminister hei am Land nach Apdikten?

2. Misst – nieft de Krittäre vun der demografescher Entwécklung an der „densité médicale" – net och den Aspekt vun der geografescher Lag mat berécksiichtegt ginn?

3. Kann d'Regierung eis eng Iwwersiicht respektiv déi geografesch Opdeelung vun allen Apdikten, déi et de Moment zu Lëtzebuerg gëtt, zoukomme loossen?

4. Wéi huet sech d'Ausstelle vu Konzessiounen, fir zu Lëtzebuerg eng Apdikt opzemaachen, an de leschten zéng Joer entwéckelt? Sinn an deem Kontext an de leschten zéng Joer Apdikten dobäikomm respektiv ofgezu ginn?

5. Wéi wäit sinn aktuell d'Aarbechte respektiv d'Entwécklungen am Gesondheetsministère fortgeschratt, fir d'Prozedure fir d'Ausstelle vu weidere Konzessiounen, fir eng Apdikt opzemaachen, ze iwwerschaffen?

6. Am spezifesche Fall vu Clierf: Gedenkt de Gesondheetsministère dem berechtegten Uleies vun de Clierfer Bierger, fir eng zweet Apdikt an der Gemeng opzemaachen, nozekommen?

7. Gedenkt de Gesondheetsministère, an deem Kontext eng eventuell beschleunegt Prozedur anzeféieren, fir deem berechtegte Besoin no enger zweeter Apdikt an der Gemeng Clierf gerecht ze ginn? Wa jo, a wéi engem zäitleche Kader ka mat der Ëmsetzung vun dësem Projet gerechent ginn? No wéi enge Krittäre géif de Gesondheetsministère de gëeegente Standuert fir eng zweet Apdikt an der Gemeng Clierf auswielen?

**Réponse** (09/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Reng no der demografescher Entwécklung gekuckt an op Basis vun der Rechnung vun der Direktioun vun der Santé missten am Land 121 Apdikte sinn (Stand: d'Populatioun vun 2023). Dës Rechnung gesäit vir, datt eng Gemeng eng Apdikt ka kréien, soubal d'Awunnerzuel wärend op d'mannst zwee Joer iwwert 2.500 Awunner läit. All weider Apdikt kéint envisagéiert ginn, wann d'Awunnerzuel ëm 5.000 Awunner klëmmt (d. h. eng zweet Apdikt wär méiglech ab enger Awunnerzuel vu 7.500, eng drëtt ab 12.500 asw.). Dëse Krittär muss komplettéiert gi mam Krittär vun der „densité médicale", dëst gëtt dann „au cas par cas" gekuckt.

Aktuell sinn 102 Apdikten op fir de Public, 2 Apdikte si schonns per Arrêté ministériel kreéiert ginn, mee mussen nach vun engem Apdikter iwwerholl ginn a 7 Gemenge sinn an der Diskussioun, fir eng Apdikt ze kréien.

ad 2. Bei der Kreatioun vun enger neier Apdikt musse sécherlech méi Aspekter berücksichtegt ginn, dofir muss all Demande eenzel analyséiert ginn.

ad 3. Eng Iwwersiicht respektiv déi geografesch Opdeelung vun allen Apdikten, déi et de Moment zu Lëtzebuerg gëtt, gesäit een am nofollgenden Tableau:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 4. Et ass keng Apdikt ofgezu ginn. Op Demande vum Titulaire sinn eenzel Apdikte geplënnert ginn.

An de leschten zéng Joer sinn ënnert anerem follgend Apdikte bäikomm:

– Belval (Gemeng Suessem) 2018
– Contern 2020
– Differdange 2015
– Ehlange 2022
– Heiderscheid 2019
– Lorentzweiler 2021
– Luxembourg-Cloche d'Or 2017
– Lac de la Haute Sûre 2023 (nach net verginn)
– Niederanven 2023 (nach net verginn)

ad 5. D'Prozedur ass vum Gesetz virgeschriwwen, fir de Moment ass net virgesinn, fir den Text ze änneren.

ad 6. Fir kënnen eng weider Apdikt an der Gemeng Clierf opzemaachen, mussen d'Besoinen ofgeklärt ginn. Vun der Awunnerzuel hier wär de Critère vun der Demografie net erfëllt.

ad 7. Mir verweisen op d'Äntwert zur Fro 6.

**Commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports** | Question **0485** (15/03/2024) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Lors d'une réunion de l'Association des professeurs d'éducation physique (APEP) fin novembre 2023, le Ministre des Sports a annoncé qu'il allait nommer un commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports tel que prévu par la loi du 29 novembre 1988 et ce en début 2024.

Une nomination n'ayant pas encore eu lieu, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Tout en sachant que les dernières années le Ministère des Sports a fonctionné sans commissaire du

Gouvernement à l'éducation physique et aux sports, Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il a bien l'intention de nommer un commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports ?

2) Si oui, Monsieur le Ministre peut-il donner des précisions quant à la date de cette nomination ?

3) Si tel n'est pas le cas, Monsieur le Ministre entend-il légiférer à ce sujet et procéder à une suppression du poste de commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports ?

4) Sachant que les missions du coordinateur général, qui est actuellement engagé au Ministère des Sports, sont entre autres celles d'exercer une fonction de contrôle et de coordination des sports dans tous les domaines ou encore d'instruire toutes les questions concernant les sports soumises à la décision du Gouvernement et sont donc des missions très similaires sinon égales à celles du commissaire à l'éducation physique et aux sports, Monsieur le Ministre peut-il nous énoncer en détail comment les missions du commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports se distinguent voire se distingueront des missions du coordinateur général ?

**Réponse** (15/04/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1) Le Ministre des Sports avisera en temps utile l'instauration eventuelle d'un commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports.

ad 2) Je ne compte pas procéder à une suppression du poste de commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et des sports.

ad 3) La loi du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports dispose dans son premier article que le Ministre des Sports est assisté d'un commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports. L'article 2 dispose qu'il est chargé :

a) d'exercer les fonctions de contrôle, d'orientation, de coordination et d´animation de l'éducation physique et des sports dans tous les domaines ;

b) d'instruire toutes les questions concernant l'éducation physique et les sports soumises à la décision du Gouvernement ;

c) de fournir au Gouvernement des avis administratifs et techniques sur tous les problèmes se rapportant à la politique et à l'organisation de l'éducation physique et des sports tant sur le plan national que sur le plan international ;

d) d'assurer la surveillance et la coordination de tous les services et installations sportives qui relèvent du département de l'éducation physique et des sports.

De plus, le ministre compétent pourra le charger au sein de son département de toute autre mission.

ad 4) La fonction du coordinateur général repose sur l'article 4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État qui dispose que la description de fonction, arrêté par le chef d'administration (le ministre en l'occurrence) définit les missions et les rôles liés aux fonctions identifiées dans l'organigramme ainsi que les compétences techniques et les compétences comportementales exigées pour l'accomplissement de ces missions et rôles.

Tout en respectant les dispositions des textes légaux précités et face aux défis et à l'urgence sociétale de procéder à une politique proactive en matière de l'activité physique et des sports, l'organigramme du Ministère des Sports est établi de manière à ce que les affaires courantes ainsi que les projets politiques, stratégiques et opérationnels qui relèvent de l'accord de coalition seront réalisés.

**Délais des avis de la Commission d'aménagement dans le cadre du Plan d'aménagement général** | Question **0486** (18/03/2024) de **Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV)

An der „Version consolidée applicable au 01/10/2023" vum Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den „Aménagement communal et le développement urbain" ass am Artikel 11 keen Delai méi fir en Avis vun der „Commission d'aménagement" virgesinn. Gläichzäiteg steet am selwechten Artikel awer och: „À défaut par la Commission d'aménagement de faire parvenir son avis au Collège des bourgmestre et échevins dans le délai prévu à l'alinéa 2, le conseil communal peut passer au vote du projet d'aménagement prévu à l'article 14."

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Inneminister stellen:

– Gedenkt de Minister, dëse Widdersproch ze behiewen?

– Sinn dem Minister Fäll bekannt, an deene Gemenge rechtskräfteg Decisioune geholl hunn, ouni den Avis vun der uewe genannter Kommissioun ofzewaarden?

– Wéi steet et allgemeng mat der Rechtssécherheet, zumools och, wann eng Gemeng eng Ännerung am Zesummenhang mat engem „Plan directeur sectoriel" virhëlt, ouni dësen Avis ofzewaarden?

**Réponse** (17/04/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Den Delai vu 4 Méint, deen d'Commission d'aménagement hat, fir hir Avisen ze ginn, gouf iertemlecherweis ënnert der éischter Dräierkoalitioun vun DP, LSAP an déi gréng mam Gesetz vum 17. Abrëll 2018 iwwert den Aménagement du territoire ofgeschaaft.

Am Kader vum Gesetzesprojet N° 7139 gouf dësen Delai nees iwwert e parlamentareschen Amendement agefouert. Rechtskräfteg ass dës Ännerung awer nach net, well de Gesetzesprojet N° 7139 nach net gestëmmt gouf.

Aktuell ginn Iwwerleeunge gefouert am Kader vum Aarbechtsgrupp iwwert d'Simplification administrative, fir den Delai vun der Commission d'aménagement weider ze reduzéieren.

Et si keng Fäll bekannt, an deenen eng Gemeng eng rechtskräfteg Decisioun geholl huet, ouni den Avis vun der Commission d'aménagement ofzewaarden.

Eng Gemeng begeet kee Prozedurfeeler, wann se den Avis bei der Commission d'aménagement ufreet an net ofwaart. E Prozedurfeeler entsteet nëmmen dann, wann eng Gemeng d'Commission d'aménagement net saiséiert an de Gemengerot den allgemenge Bebauungsplang unhëlt.

**Ligne de tram rapide via Leudelange** | Question **0491** (19/03/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

An enger Pressekonferenz vum 13. September 2023, huet de viregte Mobilitéitsminister de 6 Buergermeeschteren aus de Gemenge Suessem, Esch, Monnerech, Schëffleng, Leideleng an der Stad Lëtzebuerg d'Chronologie fir de séieren Tram Direktioun Esch presentéiert. Dëse soll ab 2028 tëscht der Cloche d'Or a Leideleng, ab 2030 bis op Féiz, 2032 op Metzeschmelz an 2035 bis op Belval fueren.

An engem rezenten Interview an enger Dageszeitung zum séieren Tram huet d'Madamm Ministesch gezielt, datt si et begréisse géif, wann d'Aarbechten un der Schnellstreck vun der Cloche d'Or iwwert Leideleng Richtung Esch nach an dëser Legislaturperiod ufänke kéinten. Als Reaktioun op dës Ausso, huet de Buergermeeschter vu Leideleng sech iwwerrascht gewisen an deemno contestéiert, datt den initialen Zäitplang vum Projet agehale wäert ginn. Als eventuell Grënn goufen d'finanziell Lag vum Staat an d'Kierzung vu finanziellen Investitioune genannt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Mobilitéitsministesch follgend Fro stellen:

– Wäert den initialen Zäitplang vum Bau vum séieren Tram Richtung Leideleng fir 2028 agehale ginn?
• Falls nee, wat sinn d'Grënn, firwat de Projet net zäitgeméiss ëmgesat wäert ginn?

**Réponse** (19/04/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den Zäitplang fir d'Extensioun vum Tram a Richtung Esch, deen am September d'lescht Joer virgestallt gouf, ass onverännert. Déi éischt Phas vun den Ëmweltprozeduren ass schonn amgaang.

Niewent den internen Etuden, déi Luxtram mécht, sinn d'Etudë fir een APS (Avant-projet sommaire) an APD (Avant-projet détaillé) bis op Leideleng respektiv Féiz aktuell an der Ausschreiwung. Op Basis vun deene Resultater kann dann e Projet de loi de financement ausgeschafft ginn.

Dëse Projet de loi géif ech gären d'nächst Joer an d'Prozedur gi fir d'Streck Cloche d'Or bis op Leideleng. Nom Vote vum Gesetz, kéint dann och mam Akaf vun den néidegen Terrainen ugefaange ginn.

Den 19. Abrëll ginn déi 6 concernéiert Gemengen am Kader vun engem Comité politique doriwwer informéiert, wou d'Etuden op der ganzer geplangter Streck am Detail dru sinn.

**Centre d'hébergement Wanteraktioun (WAK)** | Question urgente **0621** (16/04/2024) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Le centre d'hébergement d'urgence pour sans-abris au Findel vient de fermer ses portes, comme prévu, au 15 avril.

En effet, la « Wanteraktioun » (WAK), qui, il y a quelques années, se déroulait du 1er décembre au 31 mars, a été prolongée par la suite pour offrir un toit aux personnes sans domicile entre le 15 novembre et le 15 avril.

La question parlementaire n° 0595 du 11 avril 2024, introduite par la députée Claire Delcourt, ayant trait aux difficultés des demandeurs de protection internationale de trouver refuge, fait allusion à la possibilité de réactiver la WAK en cas de conditions météorologiques extrêmes.

Or, la météo pour les jours à venir prévoit des températures nocturnes proches de zéro.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

– Eu égard aux conditions météorologiques et aux températures hivernales pendant la nuit, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'une prolongation du fonctionnement de la WAK, permettant de garantir un abri aux personnes dans le besoin, serait opportune et importante ?

**Réponse** (18/04/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

L'Action Hiver a été mise en place par le Gouvernement depuis l'hiver 2001 en tant qu'action humanitaire visant à protéger les personnes majeures en situation de sans-abrisme en période de grand froid. Initialement conçue pour une période allant du 1er décembre au 31 mars, depuis 2023, l'ouverture de l'Action Hiver a lieu du 15 novembre au 15 avril, afin de couvrir au maximum les périodes de froid au Luxembourg. En effet, dans le passé, l'Action Hiver a été réouverte à plusieurs reprises après sa fermeture programmée, en cas de périodes de grand froid avec des températures en dessous de zéro continuelles, dans le but que personne au Luxembourg ne risque de mourir d'hypothermie.

Dans la même optique, le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil suit à tout moment de près la situation météorologique et décide en cas de période de grand froid, représentant un risque vital aux personnes en situation de sans-abrisme, et en concertation avec Dräieck ASBL, sur une éventuelle réouverture de l'Action Hiver.

**Annonce du licenciement de 126 salariés de la société Tarkett GDL** | Question urgente **0654** (24/04/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Selon des informations relayées par la presse la société Tarkett GDL aurait annoncé le licenciement économique de 126 de ses salarié.e.s, malgré la conclusion d'un Plan de maintien dans l'emploi (PME) entre les syndicats et la direction de l'entreprise. Ce PME, initialement conclu pour une durée de 8 mois (du 1er septembre 2023 au 30 avril 2024), a tout récemment été prolongé jusqu'en septembre 2024 et prévoit entre autres un recours à la préretraite ajustement et à la préretraitre progressive pour prévenir le chômage des salarié.e.s concernés.

L'annonce de la mise en place d'un plan de licenciement de 126 salarié.e.s de l'entreprise est donc tombé quelques jours après l'accord sur la reconduite du PME qui vise justement la prévention de tels licenciements.

Étant donné que les plans de maintien de l'emploi sont homologués par le Ministre ayant le travail dans ses attributions et que la présentation du plan de licenciement par la direction de l'entreprise est en principe déjà prévue pour le 29 avril, je voudrais lui poser les questions urgentes suivantes :

1) Monsieur le Ministre compte-t-il accueillir les syndicats dans les plus brefs délais et en amont du 29 avril pour faire le point sur la situation ?

2) Monsieur le Ministre estime-t-il que l'annonce de ce plan de licenciement va à l'encontre du Plan de maintien dans l'emploi conclu entre les syndicats et la direction de l'entreprise et homologué par ses soins ?

3) Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir auprès de la direction de l'entreprise pour obtenir un changement de cap et empêcher ces licenciements ?

**Réponse** (24/04/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1) Oui, le Ministre du Travail a répondu favorablement et de manière urgente à la demande de rencontre formulée par les syndicats OGBL et LCGB. La réunion se tiendra en date du 25 avril 2024.

ad 2) Oui, le Ministre du Travail estime que l'annonce de ce plan de licenciement va à l'encontre du Plan de maintien dans l'emploi conclu entre les syndicats et la direction de l'entreprise.

ad 3) Oui, le Ministre du Travail compte intervenir auprès de la direction de Tarkett GDL pour assurer, dans la mesure du possible, le maintien des emplois concernés.

**Licenciement annoncé de 126 salariés de la société Tarkett GDL** | Question urgente **0655** (24/04/2024) de **M. Claude Haagen** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Dans un article de presse paru le 24 avril dans un quotidien luxembourgeois, nous avons été informés de l'intention de la société « Tarkett GDL » de licencier 126 des 562 salariés travaillant sur le site de Clervaux. Cette suppression annoncée de postes est un coup dur pour le personnel visé ainsi que pour la ville de Clervaux et sa diversité économique. Cette annonce est particulièrement préoccupante étant donné qu'un récent accord de maintien de l'emploi avait été signé avec la direction pour une durée de huit mois, s'étendant du 1er septembre 2023 au 30 avril 2024.

Face à cette situation critique, une première réunion est prévue le 29 avril 2024 entre la direction et les syndicats OGBL et LCGB. Cependant, les syndicats sollicitent une rencontre d'urgence avec Monsieur le Ministre du Travail pour discuter des mesures de soutien possibles.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Monsieur le Ministre envisage-t-il de répondre favorablement et de manière urgente à la demande de rencontre formulée par les syndicats OGBL et LCGB ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner ce qu'il compte faire et quels moyens il compte mettre en œuvre pour assurer le maintien des emplois concernés ?

3) Pour quelles raisons le suivi dudit plan de maintien dans l'emploi n'a-t-il pas été respecté ?

**Réponse** (24/04/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1) Oui, le Ministre du Travail a répondu favorablement et de manière urgente à la demande de rencontre formulée par les syndicats OGBL et LCGB. La réunion se tiendra en date du 25 avril 2024.

ad 2) Oui, le Ministre du Travail estime que l'annonce de ce plan de licenciement va à l'encontre du Plan de maintien dans l'emploi conclu entre les syndicats et la direction de l'entreprise.

ad 3) Oui, le Ministre du Travail compte intervenir auprès de la direction de Tarkett GDL pour assurer, dans la mesure du possible, le maintien des emplois concernés.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

**Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis**

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

**Ech abonéiere mech:**

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

**Ech desabonéiere mech:**

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen


Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07

Séances publiques nos 21-23 p. 07-73

Questions au Gouvernement p. 74-99



2023-2028

n° 10




# Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-06

Nouvelles lois ..... p. 07

Séances publiques ..... p. 07-73

21e séance du jeudi 25 avril 2024 p. 07-20

22e séance du jeudi 25 avril 2024 p. 20-44

23e séance du jeudi 2 mai 2024 p. 45-73

Questions au Gouvernement ..... p. 74-99

# Chambre des Députés

## Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

**Concept et layout :**
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

**Impression :**
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**
03/06/2024

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

# Visite officielle de la Chambre des Députés en Arménie

Du 21 au 24 mai 2024, une délégation sous la conduite du Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a été reçue par les plus hauts représentants de l'État arménien.

M. Yves Cruchten, Mme Octavie Modert, M. Georges Engel et M. Sven Clement faisaient partie de la délégation parlementaire.

## Un message de « soutien infaillible » prononcé devant le Parlement arménien

« Une visite pleine de symbolisme et de sens » : lors du premier jour de réunions officielles en Arménie, le 22 mai 2024, le Président de la Chambre des Députés a pris la parole devant les députés.

**Retrouvez la vidéo du discours en scannant le code QR suivant :**



*Allocution du Président de la Chambre des Députés au Parlement d'Arménie*



*Le Président de la Chambre a eu un échange de vues avec son homologue arménien, M. Alen Simonyan.*

« La visite officielle – la deuxième en deux ans – témoigne des relations profondes entre les deux Parlements. » C'est ce qu'a affirmé M. Claude Wiseler lors d'un discours prononcé devant l'Assemblée nationale de la République d'Arménie.

Un message d'autant plus important au vu des événements de l'automne dernier ayant provoqué l'exode de quelque 100.000 Arméniens de la région du Haut-Karabakh, prise lors d'une opération militaire par l'Azerbaïdjan voisin.

« J'affirme notre soutien résolu et infaillible au peuple arménien », a déclaré le Président de la Chambre lors de son allocution qui a été saluée par les députés arméniens rassemblés dans la salle plénière de leur Parlement à Erevan.

Lors de son discours et à l'occasion des différents échanges de vues avec le Président du Parlement, M. Alen Simonyan, et le Président de la République, M. Vahagn Khachaturyan, M. Claude Wiseler a rappelé l'unanimité de la classe politique luxembourgeoise en ce qui concerne son soutien à l'Arménie.

Cette unanimité s'est exprimée lors du vote au Parlement luxembourgeois de différentes motions et résolutions au cours des dernières années. La motion la plus récente en faveur de l'Arménie a été adoptée lors de la séance publique du 16 mai.

## « Il n'y a pas de chemin à part celui de la paix »

Au cours de l'entretien avec le Président de la République d'Arménie, M. Vahagn Khachaturyan, celui-ci s'est montré convaincu que l'avenir du pays passe par la paix et une coopération durable avec les pays voisins, malgré les différends historiques.

Il a ajouté que cette position suscitait des critiques politiques au niveau national. M. Wiseler a salué la détermination de son interlocuteur et l'a encouragé à persévérer en ce sens.

M. Yves Cruchten a quant à lui insisté sur le fait qu'il était dans l'intérêt du Luxembourg de soutenir l'Arménie sur son chemin démocratique. « Nous devons assister cette jeune démocratie qui doit s'affirmer dans un contexte géopolitique particulièrement difficile », a également affirmé M. Wiseler dans le cadre des différentes rencontres. C'est également par leur engagement au sein des assemblées internationales que les députés luxembourgeois souhaitent ouvrir des portes à l'Arménie, ainsi que par le soutien à la mission civile d'observation de l'Union européenne et du programme de partenariat de l'UE. →



*Les membres de la délégation luxembourgeoise, MM. Alain De Muyser (Ambassadeur), Sven Clement, Claude Wiseler et Georges Engel, Mme Octavie Modert et M. Yves Cruchten (de gauche à droite)*

## Visite officielle de la Chambre des Députés en Arménie (suite)



*La délégation luxembourgeoise a rencontré des représentants de la mission civile européenne en Arménie (EUMA Armenia).*

### Rencontre avec des représentants de la mission d'observation de l'UE en Arménie (EUMA)

Pour se faire une meilleure idée de l'impact qu'a la situation géopolitique conflictuelle sur la population locale le long de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la délégation parlementaire s'est rendue dans la zone de Yeraskh, également proche des frontières avec la Turquie et l'Iran, au matin du 23 mai 2024. Les représentants luxembourgeois y ont rencontré des membres de la mission civile européenne en Arménie (EUMA Armenia) avec qui ils sont partis en patrouille.

Cette mission civile et non armée est en place depuis février 2023 pour une durée de deux ans. Mandatée par le Gouvernement arménien, son objectif est d'observer et de rendre compte de la situation. La mission, qui déploie 210 personnes dont 170 issues des pays membres de l'UE, doit contribuer à la sécurité sur quelque 1.000 kilomètres de frontière. Les députés ont rencontré les responsables de l'EUMA dans leur quartier général à Yeghegnadzor dans le sud de l'Arménie afin de s'informer plus en détail sur leur travail au quotidien. L'unique membre luxembourgeois de la mission, policier de profession, a témoigné du contact régulier avec les habitants de la région frontalière, saluant l'intérêt que les représentants de la mission démontrent pour leur situation de vie.

**Quel est le rôle de l'EUMA Arménie ?**

Les patrouilles – environ 2.000 depuis le début de la mission – visent à contribuer à la baisse du nombre d'incidents et à augmenter le sentiment de sécurité de la population locale. Les responsables de l'EUMA ont expliqué aux députés le défi que représente le volet de leur mission visant à construire la confiance entre les acteurs arméniens et azéris, la mission n'ayant pas accès au territoire de l'Azerbaïdjan.

### Entretien avec le Premier ministre

Pour leur dernier rendez-vous officiel, les députés ont été reçus par le Premier ministre, M. Nikol Pashinyan. La discussion a porté sur plusieurs points. Ainsi, les représentants luxembourgeois ont voulu savoir quelle était la vision du Premier ministre sur le départ, annoncé en mai 2024, d'une partie des troupes russes qui étaient jusque-là stationnées en Arménie.

Ils ont également demandé au Premier ministre sa perception de la présence de la mission d'observation de l'Union européenne. M. Pashinyan a affirmé que cette mission avait eu un impact très positif.

La discussion a encore porté sur la vision qu'avait le Premier ministre des prochaines étapes en matière de normalisation des relations entre l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Turquie.

**Retrouvez toutes les photos de la visite officielle en scannant le code QR suivant :**

# Trois députés en mission d'observation électorale en Macédoine du Nord



*MM. Gilles Baum, Fernand Etgen et Claude Haagen ont représenté la Chambre des Députés au cours de la mission d'observation des élections législatives et présidentielles en Macédoine du Nord (de gauche à droite).*

Les trois députés luxembourgeois ont participé le 8 mai 2024 à la mission d'observation des élections législatives et présidentielles en Macédoine du Nord organisée par l'Assemblée parlementaire de l'OSCE. MM. Gilles Baum, Fernand Etgen et Claude Haagen ont fait partie des quelque 80 observateurs qui y ont été envoyés.

Le double scrutin dans ce pays des Balkans, qui connaît des tensions avec ses voisins grecs et bulgares, s'est inscrit dans un contexte de fragmentation politique, selon les responsables de la délégation de l'OSCE.

Ces derniers ont accordé une attention particulière au respect des principes démocratiques de ces élections, à la suite de la récente adaptation des règles électorales qui ne respecte pas les recommandations formulées auparavant. Les journées des 6 et 7 mai 2024 ont été consacrées à des sessions d'information et de formation. La véritable mission d'observation a débuté le lendemain, et les députés luxembourgeois ont été déployés dans la région d'Ohrid.

### 5.000 parlementaires en mission d'observation électorale depuis 1993

En tout, plus de 5.000 parlementaires de l'AP-OSCE ont observé quelque 170 élections depuis 1993, contribuant ainsi à établir l'OSCE en tant que modèle d'excellence dans ce domaine.

Dans le cas de la Macédoine du Nord, il s'agit de la dixième mission d'observation électorale depuis 1994. Les parlementaires luxembourgeois participent régulièrement à ces missions : ils ont récemment pris part à des missions d'observation électorale en Azerbaïdjan, en Hongrie, en Serbie et en Ouzbékistan.


## L'Administration parlementaire recrute :

**• un administrateur en relations européennes et internationales (m/f/d) pour les besoins du service des relations européennes et internationales et du protocole dans le groupe de traitement A1**
**poste à pourvoir soit par un changement d'administration soit par le recrutement d'un fonctionnaire stagiaire**

**• un ingénieur analyste des incidents de sécurité (m/f/d) pour les besoins du service de la sécurité des systèmes d'information dans le groupe de traitement A1**
**poste à pourvoir soit par un changement d'administration soit par le recrutement d'un fonctionnaire stagiaire**

**En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : https://www.chd.lu/fr/offres_emploi**

# La conférence diplomatique fait une première escale à la Chambre

Les chefs de missions diplomatiques luxembourgeoises à l'étranger ont été accueillis le 15 mai 2024 à la Chambre des Députés pour la conférence annuelle de la diplomatie.

« La diplomatie parlementaire s'est intensifiée ces dernières années », a constaté le Président du Parlement, M. Claude Wiseler. À cet égard, il s'est félicité de la première rencontre des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région avec les diplomates luxembourgeois déployés dans le monde entier.

Le Président de la Chambre a relevé « les caractéristiques particulières » de la diplomatie parlementaire en mettant l'accent sur une de ses principales distinctions par rapport au Gouvernement, à savoir la diversité des opinions politiques au sein du Parlement. Ainsi, lors de leurs missions et rencontres, les parlementaires expriment des points de vue politiques qui peuvent différer des lignes gouvernementales. Cette indépendance confère aux parlementaires une « certaine flexibilité » et favorise des échanges « plus ouverts et directs », a-t-il expliqué aux nombreux diplomates luxembourgeois.

Il a par ailleurs souligné que la voix du Parlement est particulièrement influente et doit être prise en compte par le Gouvernement, surtout lorsque la Chambre s'exprime de manière unanime sur des questions de politique étrangère, comme cela a été le cas avec l'adoption récente de la résolution au sujet de la situation au Proche-Orient. Selon le Président de la Chambre, le Parlement a la capacité d'envoyer des « messages forts ».

## La diplomatie parlementaire complémentaire à la diplomatie classique

Lors de l'échange de vues, les hôtes ont mis en exergue la « complémentarité » entre la diplomatie parlementaire et la diplomatie traditionnelle. Plusieurs ambassadeurs ont souligné que « le Parlement joue un rôle crucial là où le Gouvernement, à travers ses diplomates, rencontre des obstacles ».

Cette discussion a également permis de mettre en lumière les domaines où les échanges entre le corps diplomatique, les députés et l'Administration parlementaire pourraient être intensifiés. À cet égard, différentes possibilités pour créer des synergies se sont dégagées des entretiens.

## Implication du Parlement dans des organisations multilatérales

Les diplomates luxembourgeois ont souligné l'importance de la coopération entre la Chambre des Députés et le Ministère des Affaires étrangères, notamment au sein des organisations multilatérales telles que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ou l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Un exemple cité est la collaboration entre le Parlement et la représentation permanente du Luxembourg au sein du Conseil de l'Europe.

À partir de novembre prochain, et pour une durée de six mois, le Luxembourg en assumera la présidence des Comités des Ministres. La Chambre des Députés, par le biais de sa délégation parlementaire au sein de l'APCE, est fortement impliquée dans les activités de la présidence luxembourgeoise et organisera, notamment en juin 2024, une conférence sur les Bélarusses en exil.

L'implication et la coopération de la Chambre des Députés dans les organisations multilatérales se manifestent également par le détachement d'agents administratifs au sein de ces organisations.

M. Wiseler a souligné que le Parlement a récemment envoyé un agent à l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF) en plus du représentant de la Chambre des Députés auprès de l'Union européenne. Le Parlement finance également un poste au secrétariat international de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN afin de renforcer la résilience démocratique de l'Alliance, et un poste similaire est notamment prévu pour l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.



*La Chambre des Députés a accueilli les diplomates luxembourgeois en poste dans le monde entier pour leur conférence annuelle.*

# Visite à l'agence de l'OTAN à Capellen

L'engagement du Grand-Duché pour l'effort collectif de l'Alliance atlantique était au cœur d'une visite des membres de la délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, le 13 mai 2024, à l'agence NSPA (NATO Support and Procurement Agency).

Cette visite s'est inscrite dans une série d'entrevues organisées à l'occasion des 75 ans de l'Alliance. Cette agence, hébergée dans des infrastructures mises à disposition par l'État luxembourgeois, est, aux yeux des députés, un symbole de l'engagement du Luxembourg pour l'Alliance. « La NSPA est une pierre angulaire de notre effort collectif en termes de logistique et d'acquisition », a expliqué Mme Nancy Arendt, Présidente de la délégation, lors de la rencontre avec Mme Stacy Cummings, Directrice générale de l'agence, et d'autres membres du conseil d'administration.



*Les membres de la délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN et les responsables de la NSPA à Capellen*

### Le Luxembourg participe à 37 projets

L'engagement sans faille du Luxembourg en tant que membre fondateur de l'Alliance figurait parmi les sujets abordés lors de l'échange de vues entre les députés et les responsables de la NSPA. Outre la participation de son armée aux « battlegroups » multinationaux, le Grand-Duché investit également dans des capacités sophistiquées au profit de l'ensemble des pays de l'OTAN en finançant des projets dans le domaine de la communication satellite ou de la surveillance et en soutenant un certain nombre de projets de la NSPA.

Actuellement, le Luxembourg participe au financement de 37 projets, parmi lesquels la mise en place du « Luxembourg Cyber Defence Cloud ». Dernièrement, le Grand-Duché et l'Estonie ont cofinancé un projet d'équipement en matériel et savoir-faire informatique pour soutenir les autorités ukrainiennes. Ceci s'inscrit dans la logique que le soutien à l'Ukraine de la part de l'agence de l'OTAN est par principe non létal. Plus généralement, la NSPA coordonne non seulement des projets militaires et d'infrastructure, mais également de l'aide humanitaire. Plus de 8.000 tentes ont ainsi été livrées en Turquie au cours des deux mois suivant le tremblement de terre qui avait touché le pays.

Lors de l'échange avec les responsables de la NSPA, les députés ont rappelé que le Gouvernement luxembourgeois s'est engagé à porter l'effort de défense à hauteur de 2 % du revenu national brut au cours de la prochaine décennie. Un plan pour atteindre cet objectif sera présenté en amont du sommet de Washington en juillet 2024, à l'occasion duquel l'Alliance célébrera officiellement son 75e anniversaire.

### À Capellen depuis 1968

La NSPA est basée à Capellen depuis 1968, avec quelque 1.100 agents issus de l'ensemble des pays membres de l'OTAN, dont 49 Luxembourgeois. Un renouvellement des infrastructures par l'État luxembourgeois est actuellement prévu. La Chambre des Députés entretient des liens étroits avec cette seule agence de l'OTAN sur le sol luxembourgeois.

# Visite des locaux de RTL Group

Le 21 mai 2024, une délégation de la Commission des Médias et des Communications a visité les locaux de RTL Group au Kirchberg afin d'avoir un aperçu des activités de l'entreprise à la suite des adaptations récentes au niveau de son cadre financier dans le contexte de la mission de service public en matière de télévision, radio et activités digitales confiée à CLT-UFA et RTL Group.

La visite était également l'occasion d'échanger avec le CEO de RTL Télé Lëtzebuerg et un représentant de RTL GROUP sur la stratégie commerciale de ce groupe audiovisuel international, les mécanismes de contrôle de l'exécution de la mission de service public ainsi que son financement.

Le budget des dépenses courantes 2024 de l'État prévoit une contribution au financement de la mission de service public à hauteur de 12,12 millions d'euros, montant par lequel l'État assume le découvert généré par la prédite mission. Ce montant fait l'objet d'une convention entre l'État et les prestataires précités qui encadre les relations entre les signataires pour les exercices 2024 à 2030 et qui fixe, notamment, un plafond de 15 millions d'euros pour la contribution de l'État au financement du service public.



*Des membres de la Commission des Médias et des Communications ont rencontré le CEO de RTL Luxembourg, M. Christophe Goossens (au milieu).*

# La Chambre s'engage pour la diversité




*La responsable et le responsable adjoint du service des ressources humaines de l'Administration parlementaire ont signé la « Charte de la diversité Lëtzebuerg ».*

Dans le cadre de la dixième édition du « Diversity Day » le 14 mai 2024, 39 nouvelles organisations ont signé la « Charte de la diversité Lëtzebuerg », dont la Chambre des Députés. L'action est organisée et coordonnée par IMS (Inspiring More Sustainability), un réseau d'acteurs nationaux différents auquel la Chambre des Députés est affiliée depuis le début de l'année 2024.

Par le soutien de ladite charte, la Chambre des Députés, à l'instar des 327 autres entreprises, organisations et associations participantes, a l'occasion de marquer son engagement en faveur de la diversité, de l'égalité et de l'inclusion, un signe fort qui se traduira ensuite par des actions allant au-delà des obligations légales.

## Modification de la loi électorale

**8355 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; 2° de la loi modifiée du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État**

Le présent projet de loi a pour objet principal de modifier la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et, de manière accessoire, d'opérer une modification ponctuelle de la loi modifiée du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État au niveau de son article 41. La principale modification proposée concerne la procédure d'échange entre États membres de l'Union européenne des données des ressortissants des autres États membres, électeurs aux élections européennes dans une commune luxembourgeoise, prévue à l'article 9 de la loi électorale.

Par ailleurs, le projet de loi vise à modifier une série d'autres articles de la loi électorale afin de simplifier certaines opérations électorales.

Dépôt par M. Luc Frieden, Premier ministre, le 23/02/2024
Rapporteur : M. Laurent Zeimet

Travaux de la Commission des Institutions
(Président : M. Laurent Zeimet) :

| | |
|---|---|
| 13/03/2024 | Désignation d'un rapporteur |
| | Présentation et examen du projet de loi |
| 20/03/2024 | Continuation de la présentation et de l'examen du projet de loi |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 27/03/2024 | Continuation de l'examen du projet de loi |
| | Examen de l'avis de la Commission nationale pour la protection des données |
| | Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires |
| 18/04/2024 | Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État |
| | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 25/04/2024
Loi du 26 avril 2024
Mémorial A : 2024, n° 170, page 1

## Compte général de l'exercice 2022

**8258 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2022**

Le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2022 a pour objet de recenser l'ensemble des opérations effectuées au courant de l'année budgétaire 2022. En tenant compte des opérations financières, le compte général de l'exercice 2022 s'est clôturé avec un excédent de recettes de 27,9 millions d'euros, alors que le budget définitif renseignait un déficit de 348,52 millions d'euros.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 29/06/2023
Rapporteur : M. Franz Fayot

Travaux de la Commission de l'Exécution budgétaire
(Président : M. Franz Fayot) :

| | |
|---|---|
| 01/12/2023 | Désignation d'un rapporteur |
| | Présentation du projet de loi |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 11/12/2023 | Présentation du rapport général de la Cour des comptes |
| 18/03/2024 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :

| | |
|---|---|
| 01/12/2023 | Désignation d'un rapporteur |
| | Présentation du projet de loi |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |

Vote en séance publique : 25/04/2024
Loi du 26 avril 2024
Mémorial A : 2024, n° 164, page 1

# 21e séance

jeudi 25 avril 2024

## Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 8
M. Claude Wiseler, Président

2. **8363 – Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État** p. 8
Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Corinne Cahen (dépôt de la motion 1)
Débat : M. Emile Eicher (interventions de M. François Bausch et M. Franz Fayot) | M. Laurent Mosar (parole pour fait personnel) (intervention de M. François Bausch) | M. Yves Cruchten | M. Jeff Engelen | M. Meris Sehovic | M. Marc Goergen | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
Motion 1 : Mme Corinne Cahen | M. Marc Goergen
Vote sur la motion 1 (adoptée)

3. **8355 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; 2° de la loi modifiée du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État** p. 17
Rapport de la Commission des Institutions : M. Laurent Zeimet (dépôt de la résolution 1)
Discussion générale : M. André Bauler | M. Mars Di Bartolomeo | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Tom Weidig) | Mme Sam Tanson | M. Ben Polidori | M. David Wagner (intervention de M. Sven Clement)
Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8355 et dispense du second vote constitutionnel
Vote sur la résolution 1 (adoptée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Yuriko Backes, Ministre

*(La séance publique est ouverte à 09.30 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**Mme Yuriko Backes,** Ministre | Nee, Här Chamberspresident.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci.

## 2. 8363 – Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

Den éischte Punkt um Ordre du jour vun de Moien ass d'Orientéierungsdebatt iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Staat. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht – deen neie Modell 1 – an deemno follgendermoossen opgedeelt: 30 Minutte fir d'Rapportrice, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 10,5, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten, déi Lénk 7, an duerno d'Regierung 30 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Eicher, den Här Cruchten, den Här Engelen, den Här Sehovic an den Här Goergen. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics***

**Mme Corinne Cahen** (DP), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dësen Exercice, bei deem mer all zesummen iwwert déi grouss Infrastrukturprojete kucken, déi de Staat an der Pipeline huet an déi méi ewéi 10 Milliounen Euro kaschte wäerten, betrëfft jiddereen hei am Land.

Wann dës Projeten nämlech bis realiséiert sinn, da kënne mer all vu méi modernen an accessibelen Administratiounen a Servicer profitéieren. Mir kënnen natierlech vu Stroossen a guddem Zoustand profitéieren, vun enger ausgeprägter Multimodalitéit am Transport, vu sécheren Iwwergäng bei den Zuchschinnen, allgemeng vun enger méi moderner a sécherer Eisebunnsinfrastruktur. Ons Kanner a Jonker profitéiere vu moderne Schoulgebaier an aneren Infrastrukture fir si. An och de Kultur- an Tourismussecteur kënne sech entfalen a weiderentwéckelen, fir Schratt ze hale mat den neisten Tendenzen an enger Demande, déi ëmmer méi modern an och ëmmer méi exigent gëtt.

Bref, d'Land bleift net stoen. An d'selwecht wéi an de Jore virdru krut d'Kommissioun fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten och dëst Joer eng ganz Panoplie u Projete presentéiert, déi d'Regierung zesumme mat hire Partner am Laf vun deenen nächste Jore wëll ëmsetzen, fir onst Land virunzebréngen.

Just als kleng Info: D'Kommissioun huet decidéiert, dass mer an Zukunft hei op dëser Plaz just nach déi Projete wäerte behandelen, déi iwwer 30 Millioune wäerte kaschten. Déi drënner wäerten dann an d'Kommissioun kommen. Mee ech mengen, meng Kolleege wäerten nach alleguerten och op dëse Punkt kuerz agoen.

Et geet, wéi gesot, bei dëse Projeten haut ëm Infrastrukturen, déi ons alleguer zeguttkommen, déi ons Liewensqualitéit verbesseren, déi ons Weeër méi kuerz maachen, an dat uechtert all Regiounen hei am Land. Iwwerall wäerte spierbar Verbesserunge kommen, sief dat an der Mobilitéit oder a Saache Gebailechkeeten.

Dës Projete gi bekanntlech iwwert déi verschidde Fonge finanzéiert, an do sinn dëst Joer follgend Fonge betraff: de Fonds d'investissements publics administratifs mat 7 Projeten, de Fonds d'investissements publics scolaires mat 2 Projeten, de Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux mat 4 Projeten, de Fonds des routes mat ganzer 18 Projeten, de Fonds du rail mat 14 Projeten an zu gudder Lescht de Fonds Belval mat 3 Projeten.

Et sinn also 48 Projeten am Ganzen dëst Joer, déi virgesi sinn. E ganz groussen Deel – ech hunn Iech d'Chifferen elo grad genannt – geet effektiv an de Stroossebau, an d'Schinnen, also an d'Mobilitéit, an d'Multimodalitéit an och d'Sécherheet souwuel op eise Stroosse wéi och soss am Transport.

Et geet emol virun allem ëm Liewensqualitéit: Besser Infrastrukturen erlaben ons, méi roueg ze liewen, wann zum Beispill eise Quartier verkéiersberouegt ass. Méi sécher Vëlosweeër erlaben ons, och ons Kanner mat rouegem Gewësse mam Vëlo fueren ze loossen.

D'Sécherheet war an de leschte Méint ëmmer nees e grousst Theema. Och haut ass dat e Sujet: D'Sécherheet vun de Foussgänger, d'Sécherheet vun de Vëlosfuerer, déi soll verbessert ginn, andeems zum Beispill Souterraine gebaut ginn, fir dass een net méi muss iwwert d'Schinne lafen; d'Sécherheet och fir ons Kanner mat moderne Schoulen an Internater; d'Sécherheet dann och zum Beispill fir déi Mënschen, déi aus Länner kommen, wou d'Sécherheet net esou garantéiert ass, mat enger neier Infrastruktur fir Demandeurs de protection internationale; a last but not least d'Sécherheet fir all déi, déi op onse Stroossen ënnerwee sinn.

An ech géing dann am Detail och mat deem Volet, deem vun de Ponts et chaussées, wëllen haut ufänken, an zwar mat der Bréck zu Hollerech, déi d'Gefierer, déi a Richtung Escher Autobunn fueren, iwwert Péitruss féiert. Well vill méi Trafick ass, wéi ugangs erwaart, well d'Norme sech geännert hunn a well mat der Entwécklung vum Quartier de ganze Stroossereseau iwwerduecht gëtt, muss déi Bëtonsbréck, dat ass d'OA1374 zu Hollerech, frëschgemaach ginn. Déi Bréck ass 1975 a Betrib geholl ginn. Si huet also schonn e puer Joer um Bockel a muss och dofir reamenagéiert ginn. Ganz warscheinlech muss se souguer komplett ersat ginn.

Da gi mer eriwwer bei eng aner Bréck, nämlech déi Al Bréck, de Viaduc. D'OA788, de Pont Passerelle an der Péitruss, ass d'Suite vum Ausbau vun der Aler Bréck. Hei gëtt virun allem no de Foussgänger a Vëlosfuerer gekuckt, déi ënnert der Bréck laanschtgi respektiv -fueren. De Viaduc ass en Deel vum Patrimoine protégé. Dat soll natierlech respektéiert ginn, andeems d'Maueruewerfläch zwar gebotzt a rehabilitéiert gëtt, mee nëmmen do, wou et néideg ass, sollen déi futtis Elementer eenzel dann ersat ginn.

Vun der Stad gi mer dann erop an d'Nordstad, déi eng ideal Gréisst an eng ideal Topografie huet, fir mam Vëlo ze fueren. Dofir brauch ee sécher Vëlospisten. De Vëloswee tëschent Schieren a Bettenduerf, de PC15, ass en Deel vum Mobilitéitskonzept Nordstad 2035. Mat dësem Vëloswee wäerten d'Awunner aus der Nordstad an Zukunft méi dacks kënnen op de Vëlo zréckgräifen. Zousätzlech Passerelle wäerten deen neie séiere Vëloswee dann och zum Beispill mat de Wunnquartiere vun Dikrech an Angelduerf verbannen an en neien zentrale grénge Wee tëschent Ierpeldeng, Dikrech an dem Goldknapp ass och virgesinn.

Am Mobilitéitskonzept Nordstad 2035 fënnt een och de Contournement de proximité vun Dikrech, deen elo geplangt gëtt. Fir dass d'Nordstad sech entwéckele kann, ass et primordial, dass d'Streck tëschent Ettelbréck an Dikrech vum Duerchgangsverkéier befreit gëtt. Dëse Verkéier soll dann op dräi nei Weeër geleet ginn, nämlech d'Contournemente vun Ettelbréck an Dikrech an d'B7, déi tëschent Ettelbréck an dem Fridhaff op zweemol zwou Spueren erweidert gëtt.

Eng nei zentral Achs an den Deplacement vun der N7 tëschent Ierpeldeng an Dikrech sinn och Deel vum Mobilitéitskonzept Nordstad 2035. D'Eisebunnsantenn gëtt vun Dikrech op de Goldknapp deplacéiert. Si gëtt an Zukunft zweegleiseg an d'Frequenz vun den Trajete gëtt op véier Zich pro Stonn dee Moment eropgeschrauft. Déi aktuell N7 verschwënnt, wann de Stroossereseau fäerdeg ass. An d'Quartieren Angelduerf a Walebroch féiert dann eng nei Strooss, déi un der Zuchstreck erlaanschtgeet. Déi Quartiere ginn immens verkéiersberouegt, well keen Duerchgangsverkéier méi do wäert sinn, a wann de Verkéier bis net méi iwwert déi zentral Achs fiert, da gëtt déi als Grénzon reamenagéiert.

Ierpeldeng kritt e Pôle d'échange. Den Echangeur B7 gëtt reamenagéiert, fir en direkten Accès ze hunn op de Park&Ride. De Stroossereseau beim Echangeur B7 gëtt reamenagéiert an ass da kompatibel mam neien Tunnel vun den CFL. Da kënnt do och eng Bréck fir d'Cyclisten tëschent der séierer Vëlospist duerch d'Auelandschaft a Richtung Ierpeldeng. Bei den Zucharrêt Ierpeldeng-Sauer kënnt eng nei Busgare. An déi multimodal Infrastrukturen tëschent der Patton-Bréck an dem Echangeur Angelduerf, déi ginn nei gebaut.

Da kritt och Ettelbréck en neie Contournement, eemol fir den Duerchgangstrafick ze limitéieren, an dann ass och Waarken den Ament ganz schlecht ugebonnen, dat soll sech dann änneren.

A vun der Verbreederung op zweemol zwou Spueren tëschent Ettelbréck an dem Fridhaff hunn ech éinescht scho kuerz geschwat.

Den Härebierg kritt en zweeten Accès vum Rondpoint Fridhaff aus bei d'Kasär Grand-Duc Jean. Dat si ronn 3,43 Kilometeer. Esou gëtt verhënnert, dass den Trafick vun der Kasär, besonnesch eeben déi déck Convoien, ëmmer nees duerch Dikrech selwer muss fueren. An dësem Projet sinn och zwee Rückhaltebecke fir Reewaasser virgesinn.

A fir nach an der Nordstad ze bleiwen: D'Rue Clairefontaine, dat ass d'N17 tëschent Dikrech an der Bleesbréck, ass den Ament an engem ganz schlechten Zoustand a muss renovéiert ginn. Hei schaffen d'Gemengeverwaltunge vu béide Gemengen zesummen. Do gëtt dann och deen zukünftegen nationale Vëloswee, de PC22 vu Furen/Tandel mam Chemin mixte, dee laanscht d'N17 geet, verbonnen.

Aus der Nordstad da Richtung Süden: D'N13/Grand Rue zu Biergem/Steebrécken gëtt méi foussgängera vëlosfrëndlech gestalt. Si gëtt méi sécher fir d'Mobilité douce. Dës Streck soll dann och zu engem spéideren Zäitpunkt kënnen un de Vëloexpresswee ugebonne ginn.

Den CR165 an d'N33, dat sinn zwou Stroossen, déi duerch Käl an Téiteng féieren, déi ginn nei amenagéiert. De Schwéierpunkt gëtt och hei op d'Mobilité douce an den ëffentlechen Transport geluecht. D'Sécherheet gëtt erhéicht, d'Parkméiglechkeete gi reduzéiert.

Den CR134 tëschent Manternach a Wecker ass an engem ganz schlechten Zoustand a gëtt frëschgemaach. Hei ginn och Elementer agesat, déi hëllefe sollen, an der Entrée vu béide Lokalitéiten d'Vitess vum Trafick ze reduzéieren.

D'Bréck, déi zu Alzeng op der Diddenuewener Strooss iwwert d'Eisebunnsschinne vun der Streck Bierchem–Éiter féiert, gëtt nei gebaut. Dëse Projet steet kuerz viru Schluss, riskéiert awer, allgemeng beim Käschtepunkt déi 10 Milliounen Euro ze iwwerschreiden. An dofir muss dann och dëse Projet nach emol hei vun der Chamber aviséiert ginn, also den Accord de principe vun der d'Chamber kréien.

Schonn elo erreechen d'Haaptachsen am Weste vun eiser Südregioun hir Limitten, ech schwätzen elo hei vun der Avenue de l'Europe, der N31, d'Streck Biff–Athus. Dës Strooss sinn enorm wichteg, souwuel als national, interregional an och grenziwwerschreidend Achsen, mee duerch hir Belaaschtung, déi ëmmer méi grouss gëtt, si souwuel d'Chauffere wéi och d'Leit, déi am Eck wunnen an déi – wéi et ugangs 1994 ugeduecht war – duerch de Bau vun dëse groussen Achsen do sollten entlaascht ginn, ëmmer méi affektéiert duerch dee villen Trafick.

Wat geschitt? Den Trafick verlagert sech erëm op déi kleng Stroossen niewendrun an den Uertschaften an de Contournement verléiert säin Zweck an och seng Utilitéit. Op dëser Plaz soll d'Stroossennetz méi breet gemaach ginn, d'Opdeelung vun der Strooss gëtt verbessert, d'Tunnelle gi méi breet gemaach an da soll och de Rond-point Lamadelaine zu engem Turbo-Rond-point ginn, an doduerch gëtt souwuel den Zéifloss reduzéiert wéi och d'Verkéierssécherheet erëm hiergestallt.

Um Echangeur Diddeleng op der A3 soll e Centre multimodal an e Park&Ride entstoen. 2035 wäert d'Multimodalitéit eng risegrouss Roll spillen, besonnesch an der Grenzregioun. Dofir däerfen d'Projeten, déi den Transport concernéieren, sécher net separat gekuckt a separat geduecht ginn, mee et soll virausgekuckt ginn, wat gebraucht gëtt a wéi een d'Mobilitéit effikass ka gestalten.

Um Echangeur soll dann e Park&Ride entstoen, deen de Covoiturage méi einfach mécht, an och Busarrêten, souwuel lokal wéi och regional, déi e schnellen Accès op d'A3 garantéieren. Och fir d'Camionen an hir Chauffere sollen op dëser Plaz eng Rëtsch vu Servicer amenagéiert ginn.

Och op der Musel ass den Trafick iwwert d'Waasser zanter der Kanalisatioun vum Gewässer ëmmer méi grouss ginn, besonnesch am Transport vu Wueren, mee och am touristesche Beräich. Fir den Trafick um Waasser ze verbesseren, sinn och hei Amenagementer virgesinn, fir d'Opkomme vum Trafick besser ze geréieren, an d'Zonen, déi a Mitleidenschaft gezu goufe mat de Joren, sollen all renovéiert ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat clôturéiere mer d'Projete vum Fonds des routes. Ech géif dann eriwwergoen zu de Projete vun den CFL, also deene vum Fonds du rail. An do gëtt et direkt eng exzellent gutt Nouvelle fir déi Leit, déi gären online sinn: De Kommunikatiounsekipement fir de mobille Reseau am Zuch gëtt nämlech erneiert. D'Dispatcher ginn duerch Pulter vun der neister Generatioun ersat, an dat op dräi Niveauen: an der Zentral, wou den Trafick geréiert gëtt, op den Haaptposten a bei der Schaltanlag vun de Poste vun der Weichestellung.

Fir an Zukunft eng besser Verbindung ze schafen tëschent den Zuchlinne Lëtzebuerg–Klengbetten a Péiteng–Lëtzebuerg engersäits, an dem Tram an och de Bussen, déi d'Escher Strooss mat Hollerech verbannen, anerersäits, kënnt op d'Hollerecher Gare e Pôle d'échange, dëst mat ënner anerem dräi neie Quaien, zwou neien Zuchbrécken, engem Tunnel fir d'Gefierer an engem ënnerierdesche Passage fir d'Foussgänger.

De BMS, de Building Management System, kritt en neit Gebai zu Hollerech, wou weider Kontrollposten, Büroen, Konferenzraim, e Krisebüro an e Gemeinschaftsraum geplangt sinn. Et gëtt dann dräi där BMSen, a wann een net disponibel ass, kënnen dann déi zwee aner iwwerhuelen.

Op der Gare zu Waasserbëlleg gëtt en neit Stellwierk gebaut. Dat aktuellt ass net méi ausbaufäeg. Do kënnt dann och en neit Gebai hi mat all deene Lokaler a Raimlechkeeten, déi heifir gebraucht ginn. Et geet haaptsächlech drëms, déi ganz Sécherheet an d'Signalisatiounsinfrastrukturen am Kader vun der zukünfteger Mise en conformité vum Site ze assuréieren.

Péiteng kritt dann e Centre national du patrimoine ferroviaire. De Patrimoine vum Zuch hei zu Lëtzebuerg soll net just geschützt ginn, mee d'Leit sollen och méi gewuer ginn iwwert d'Geschicht vum Zuch, iwwer seng Entwécklung an och d'Wëssen iwwert dës Transportform soll einfach vergréissert ginn. Dësen nationalen Zentrum wäert no bei der Péitenger Gare sinn. Nieft enger Ausstellungshal sollen dann do och Saache gesammelt an archivéiert ginn, Schoulklasse solle kënnen op Besuch goen. Demandeur hei ass iwwregens den INPA.

Péiteng kritt dann och en neit Stellwierk mat engem neie Gebai. An ëmmer nach zu Péiteng sollen d'Héichspannungsleitungen, déi aktuell iwwert dem alen Triage verlafen, ënnerierdesch geluecht ginn.

Finalement sollen och zu Péiteng, op der Streck Péiteng–Esch/Uelzecht, d'Installatioune fir den Zuch erneiert ginn. Et geet hei drëms, sech un d'europäesch Normen unzepassen. Et zirkuléiere véier Zich pro Stonn op där Streck an et ass e Frachtkorridor an Europa.

Dann eriwwer op Beetebuerg. Do gëtt bei der Gare e Park&Ride gebaut mat ronn 100 Stellplazen an engem direkten Accès op d'Quaie via eng Passerell. Och zu Beetebuerg gëtt de Souterrain fir d'Foussgänger an d'Cycliste frëschgemaach. D'Gare vun Diddeleng-Usines soll komplett nei gemaach gi mat méi laangen a méi héije Quaien. De ganze Quartier NeiSchmelz gëtt urbaniséiert. Dohi komme jo iwwer 1.000 nei Awunner wunnen.

Da verschwannen op der Streck Beetebuerg–Volmerange-les-Mines verschidde Passages à niveau komplett. Déi ginn duerch Souterrainen ersat.

A fir dëst Kapitel vum Fonds du rail ofzeschléissen, dann e ganz besonnesch interessante Projet, op dee ganz vill Leit scho ganz, ganz laang waarden, nämlech de Passage iwwert d'Schinnen N13. Dat ass dee ganz bekannten Iwwergang zu Dummeldeng, wou jidderee wuel scho stoung. Dee gëtt dann endlech suppriméiert. Wann dëse Chantier fäerdeg ass, dann ass net nëmmen d'Barriär fort, mee och d'Vëlospiste sinn da besser konnektéiert.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir gesitt, op eise Stroossen a Gleiser ass vill geplangt. An dës Projete wäerten an Zukunft sécherlech derzou bäidroen, dass den Transport an d'Mobilitéit am Allgemengen hei am Land wäerte méi sécher, méi fiabel an awer och méi interkonnektéiert ginn, fir esou e gudde Mix ze schafen a jidderengem, deen ënnerwee ass, déi beschtméiglech Infrastrukturen ze bidden, dëst och am Sënn vun enger nohalteger Mobilitéit.

Ech géif dann iwwergoen op en anere Block vu Projeten, an do changéiere mer elo d'Thematik a kucken d'Projete vum Fonds d'investissements publics administratifs zesumme mat de Projete vum Fonds d'investissements publics scolaires an dem Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux.

Beim Wäinhaus zu Éine gouf gemengt, et géif een ënnert den 10 Milliounen Euro bleiwen, da géife mer haut och net doriwwer schwätzen. Mee d'Präisdeierecht brëngt mat sech, dass mer d'Wäinhaus hei op der Lëscht hunn. Et ass e Projet, dee schonn an der Ëmsetzung ass, deen deemno net méi an der Etüd ass. Et ass e Patrimoine protégé, et si Gebaier aus dem 16. an 18. Joerhonnert. Ech brauch Iech net ze soen, dass de Wäintourismus an där Géigend besonnesch beléift ass. An dofir sinn eng Rëtsch Aarbechte virgesinn, wéi zum Beispill en Accueil touristique, eng Vinothéik, mee och Ausstellungsraim, Atelieren an och e Musée.

Zréck an d'Stad dann: D'Adem soll nees e bësselche méi zentral ginn, si kënnt dann nämlech op Hollerech, dohinner, wou virdrun de CTIE war. Dat aalt Gebai vum CTIE gëtt ofgerappt. Laut dem neie PAP kéint hei e Gebai vun 9 Stäck gebaut ginn, dobäi nach 4 Niveauen am Sous-sol. Niewendru sinn iwwregens Logementer vun der SNHBM virgesinn.

Déi nei Steierverwaltung, déi kënnt op de Kierchbierg op den Terrain Tony Rollmann, wou am Moment déi provisoresch Flüchtlingsstruktur steet. Den Terrain soll maximal exploitéiert ginn an d'Steierverwaltung soll dann och mat all hire Servicer dee Moment dohinner plënneren.

An da maachen ech e klenge Schwenk an de Weste vum Land, wou d'Centres de triage vu Stengefort, Habscht a Biekerech zesummegeluecht ginn an de Centre de nature et forêt Mirador, dëst op Basis vun der Naturverwaltung hirer Propos no hirem Audit, en homogeene Modell ze plangen, fir déi regional Servicer ze implementéieren an d'Servicer ze moderniséieren.

Nees an der Stad, dann awer fir e Projet vun nationaler, wann net souguer internationaler Envergure: Et gëtt scho ganz, ganz laang doriwwer geschwat, elo soll d'Luxexpo frëschgemaach ginn. Nei Halen, dat Ganzt soll méi dense gebaut ginn, et gëtt méi an d'Héicht geplangt, fir dass en Deel vum Terrain ka fir Wunnengsbau genotzt ginn.

Um Boulevard John F. Kennedy, och hei an der Stad, keeft de Staat jo d'Hallschent vum Gebai vun Arcelor-Mittal. Dat muss amenagéiert ginn. Dat kascht och méi wéi 10 Milliounen, well do sollen eng 900 Aarbechtsplazen entstoe fir de Staat.

An zu Réimech am Institut viti-vinicole muss eng Mise en conformité gemaach ginn, de Labo muss opgepäppelt ginn, fir d'Akkreditatioun ze behalen. Et soll eventuell eng Extensioun nieft d'Gebai gebaut ginn. Dat besteeënd Gebai muss renovéiert ginn, mee d'Etüd muss fir d'éischt weisen, ob dat alles machbar ass, soss muss d'Gebai eventuell och remplacéiert ginn.

Ech kommen dann zu de Projete vum Fonds d'investissements publics scolaires. Et sinn zwee Projeten, wou Schoule renovéiert ginn: Eemol de Lycée technique zu Ettelbréck, do gëtt zum Beispill eng energeetesch Sanéierung virgeholl an eng Remise en état vu verschiddenen Installatioune gemaach, an d'Hotelschoul zu Dikrech, och hei sinn net méi all d'Installatioune konform, an do muss deemno och nogebessert ginn.

Beim Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux sinn et véier Projeten. Zu Diddeleng fir d'Internat muss eng Regularisatioun hei an der Chamber elo haut gemaach ginn, well de Budget wéinst der Präisdeierecht elo dann awer iwwer 10 Milliioune wäert leien. Dës Struktur wäert vun der Fondatioun Pro Familia geleet ginn a bitt en Accueil fir Kanner a Jugendlecher am Alter tëschent 4 an 13 Joer. Si kënnen hei fräiwëlleg hikommen oder op Basis vun engem riichterleche Beschloss. Den Accueil ass esouwuel am Dag wéi och an der Nuecht assuréiert.

Virgesi sinn hei zum Beispill 11 Duebelkummeren, 2 Zëmmere fir d'Educateuren, een Zëmmer fir eng Persoun à mobilité réduite, e Bloc sanitaire, Gemeinschaftsräim, och eng Plaz fir d'Elteren ze treffen, Büroen an esou weider.

Zu Péiteng dann nees soll en Haus fir jonk Erwuessener gebaut ginn, déi aus schwierege familiäre Verhältnisser kommen, déi net méi an der Schoul sinn oder déi enger Formation professionnelle noginn. Och Jonker, déi grad an d'Liewen an och an dat berufflecht Liewe starten, mat engem klenge Salaire, kënnen dohinner wunne goen. Hei si 36 Logementer geplangt, Räim fir dat edukatiivt Personal an och Gemeinschaftsräim, Ofstellräim an esou weider.

E weidert Internat ass am Rollengergronn an der Rue Jean-François Boch geplangt. Dat ass da fir Kanner aus dem Fondamental. D'Demande fir esou Internater ass grouss. Bis ewell existéieren der zwee am Norde vum Land. An esou Strukture sinn dacks Kanner, deenen hir Situatioun doheem schwiereg ass oder déi verhalensopfälleg sinn. Elo soll, wéi gesot, och esou en Internat an den Zentrum kommen, fir Kanner tëschent 6 an 12 Joer. An deem neien Internat wäert Plaz si fir eng 12 Kanner.

A finalement gëtt zu Diddeleng eng Struktur gebaut fir Demandeurs de protection internationale, ech hu grad schonn driwwer geschwat. Am Kader vun der Revalorisatioun vum Quartier NeiSchmelz hunn de Fonds du logement, d'Diddelenger Gemeng an den Office national de l'accueil de Bau vun dëser Struktur um PAP Sud approuvéiert.

D'Gebai selwer wäert duerno esou leien, dass et e gudden Accès huet op den ëffentlechen Transport, op déi schoulesch Infrastrukturen an och zum Commerce. Esou léisst sech d'Struktur och gutt an d'Stadbild integréieren. Et ass virgesinn, dass d'Gebai 4 Stäck soll hunn, wou da 40 Zëmmeren drop verdeelt sinn. Dat heescht, an deem neie Foyer wäert Plaz si fir 120 Leit, déi aus Krichs- a Krisegebidder fortgelaf sinn, bei ons.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen esou lues un d'Enn vu mengem Rapport. Et bleiwen nach dräi Projete vum Fonds Belval, ugefaange mam Bau vu Centres de compétences, déi vum Bildungsministère geplangt ginn. Nieft enger agreéierter Europaschoul sollen och Kompetenzzenteren am Beräich vun der Psychopedagogie entstoen. Dobäi kënnt och e Centre pour le développement intellectuel, e CDI, fir Kanner a Jugendlecher mat enger autistescher Spektrumsstéierung, pedagogesch Atelieren, eng Sportshal an eng Schwämm, fir beschtméiglech op d'Besoine vun dëse jonke Mënschen anzegoen.

Da ginn och urbanistesch Amenagementer a weider Infrastrukture ronderëm d'Terrass bei den Héichiewe realiséiert. Dëst ass déi zweet Phas vun dësem Projet. Den aktuelle Plang gesäit vir, datt d'Terrass soll aus enger zentraler Partie bestoe mat engem groussen Deel fir Foussgänger. De weideren Deel ronderëm wäert am Respekt vum aktuelle Konzept weidergefouert ginn, deen d'duuss Mobilitéit an d'Zesummeliewen, also e gesellschaftlechen Austausch, favoriséiert. Hei gëtt dann och vill op Begréngung gesat, op Luucht an op eng modern Gestaltung vum ëffentleche Raum.

An natierlech hunn ech mer d'Filetssteck gehale fir ganz zum Schluss: Fir déi Kultur- a Museksbegeeschtert, an dat si mer jo quasi alleguerten, ass et nämlech déi gutt Nouvelle, dass d'Rockhal vergréissert gëtt. D'Rockhal ass an Tëschenzäit bal 20 Joer al an do mussen Adaptatioune gemaach ginn. D'Entréeshal gëtt zum Beispill méi grouss. De Food and Drinks ass am Moment nach ëmmer baussen, dat soll geännert ginn. De grousse Sall gëtt och nach eemol vergréissert an da gëtt och dervunner profitéiert, dass d'Gebai och energeetesch sanéiert gëtt. Hei sollen elo weider Etüde gemaach ginn, fir e prezise Programm opzesetzen an dann eng Enveloppe budgétaire ze identifizéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat schléissen ech d'Presentatioun vun den eenzelne Projeten of. Fir kuerz op de prozeduralen Detail anzegoen, sief gesot, dass de Minister François Bausch déi Lëscht, déi ech grad detailléiert hunn, de 14. Juli an der Chamber deposéiert huet. Mir kruten déi Infrastrukturprojeten den 29. Februar, den 21. Mäerz an den 28. Mäerz am Detail an der Chamberskommissioun vun der Ministesch Yuriko Backes virgestallt, där ech och villmools Merci soe fir hir Presenz ëmmer an der Kommissioun. Dat gëtt ganz appreciéiert.

Et ass esou, dass de geneeë Käschtepunkt vun all de Projeten nach net bekannt ass, well jo elo nach, wa mer d'Motioun stëmmen, Etüden an Expertise gemaach ginn, éier déi verschidde Projete kënne geplangt a gebaut ginn. D'Kommissioun huet awer an hirer Sëtzung vum 18. Abrëll hiren Ok zum Rapport ginn a géif der Chamber proposéieren, der Regierung Gréng Luucht ze ginn, fir dës Projeten ze realiséieren.

An deem Sënn iwwerreechen ech Iech, Här President, dann och déi bekannte Motioun, mat där d'Chamber hiren Accord fir dës grouss Projete ka ginn.

***Motion 1***

*« Grands projets d'infrastructure réalisés par l'État »*

*La Chambre des Députés,*

*vu d'une part,*

*– la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructure ;*

*– vu la volonté du Gouvernement d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transports et de bâtiments publics ;*

*vu d'autre part,*

*– l'avis de la Cour des comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructure du 22 mars 2001 ;*

*– la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 adoptée suite à la présentation de l'avis précité ;*

*– les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructure dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier ministre ;*

*vu la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure adoptée en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion « grands projets d'infrastructure Travaux publics » du 23 octobre 2008 ;*

*considérant que ladite procédure répond aux préoccupations exprimées dans la motion précitée du 29 janvier 2002 ;*

*vu la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros ;*

*vu la liste des projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros, à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD), présentée lors des réunions des 29 février, 21 mars et 28 mars 2024 de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics ;*

*considérant que, suite à l'entrée en vigueur de la loi du 8 juillet 2021 modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest, l'établissement public Fonds Belval n'a plus besoin d'être autorisé au préalable par une loi spéciale pour pouvoir mettre en œuvre un projet d'infrastructure. Désormais, le Fonds Belval applique, en tant qu'établissement public, les mêmes conditions de transparence et d'accord de principe pour la réalisation de ses projets de construction ou de transformation pour le compte de l'État que les administrations publiques. Ses projets s'ajoutent donc comme nouvelle catégorie de financement à la liste annuelle des grands projets d'infrastructure soumise pour approbation à la Chambre des Députés ;*

*considérant que, suite aux informations détaillées fournies par les responsables du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, la Commission de la Mobilité et des Travaux publics a avisé favorablement chaque projet de la liste présentée ;*

*marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause à partir de l'exercice budgétaire 2024 afin de garantir les objectifs suivants :*

*a. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics administratifs*

- *Centre mosellan à Ehnen – réaménagement et extension*
- *Bâtiment administratif rue de Hollerich*
- *Cité des contributions directes au Kirchberg*
- *Administration de la nature et des forêts Schwaarzenhaff à Steinfort*
- *Futur Parc des Congrès et Expositions au Kirchberg*
- *Bâtiment administratif Kirchberg – aménagement intérieur*
- *Institut viti-vinicole à Remich*

*b. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics scolaires*

- *Lycée technique Ettelbruck – rénovation*
- *EHTL à Diekirch – rénovation*

*c. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux*

- *Internat socio-familial à Dudelange*
- *Maison pour jeunes adultes à Pétange*
- *Structure d'hébergement pour DPI à Dudelange*
- *Internat socio-familial pour enfants de l'enseignement fondamental Luxembourg-Rollingergrund*

*d. Fonds des routes*

- *OA1374 – N56 Hollerich*
- *OA788 Pont Passerelle : Réhabilitation des infrastructures et réaménagement des alentours*
- *PC15 – Itinéraire cyclable express entre Schieren et Bettendorf – Nordstad 2035*
- *N7/N17/CR356 – Contournement de proximité Diekirch – Nordstad 2035*
- *N7 Nouvel axe central apaisé avec voies bus entre Erpeldange-sur-Sûre et Diekirch – Nordstad 2035*
- *N7 Déplacement de la N7 entre Erpeldange-sur-Sûre et Diekirch – Nordstad 2035*
- *B7 Pôle d'échange à Erpeldange-sur-Sûre – Nordstad 2035*
- *B7/N15/CR349 Contournement de proximité Ettelbruck – Nordstad 2035*
- *B7 Mise à 2x2 voies de la B7 entre Ettelbruck et Fridhaff – Nordstad 2035*

*• N7 Nouvel accès secondaire Fridhaff – caserne Herrenberg*
*• N17 Aménagement rue Clairefontaine de Diekirch à Bleesbruck avec reconstruction OA163/Blees*
*• Réaménagement N13 Pontpierre–Bergem*
*• Réaménagement N33/CR165 Kayl*
*• CR134 Manternach vers Wecker PR 21.550 – 23.100*
*• OA756 Reconstruction de l'OA à Alzingen sur CFL (N3)*
*• Réaménagement Avenue de l'Europe (N31) – Biff–Athus*
*• Centre multimodal et P&R autoroutier (A3/Échangeur Dudelange)*
*• Quais d'accostage à Remich*

*e. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds du rail*

*• Réseau national. Remplacement des dispatchers GSM-R*
*• Pôle d'échange multimodal de la Gare de Hollerich*
*• Construction d'un nouveau bâtiment pour le BMS (Building Management System) à Luxembourg-Hollerich*
*• Gare de Wasserbillig. Aménagement d'un poste directeur. Construction du bâtiment*
*• Construction du Centre national du patrimoine ferroviaire à Pétange*
*• Gare de Pétange. Aménagement du nouveau poste directeur Sud-Ouest. Construction du bâtiment*
*• Gare de Pétange. Déplacement et mise en souterrain de lignes à haute tension*
*• Ligne de Pétange à Esch-sur-Alzette. Renouvellement des installations de traction électrique*
*• Gare de Bettembourg. Aménagement d'un bâtiment P&R*
*• Gare de Bettembourg. Réaménagement du souterrain Nord pour piétons*
*• Gare de Dudelange-Usines. Modernisation et mise en conformité des infrastructures ferroviaires*
*• Ligne de Bettembourg à Volmerange-les-Mines. Suppression du passage à niveau 103a à Dudelange*
*• Ligne de Bettembourg à Volmerange-les-Mines. Suppression des passages à niveau 103b et 104a à Dudelange*
*• Ligne de Luxembourg à Troisvierges. Suppression du passage à niveau N°13 à Dommeldange*

*f. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds Belval*

*• Réalisation de deux Centres de compétences à Esch-Belval*
*• Réalisation des aménagements urbains et infrastructures de la terrasse des hauts-fourneaux – phase 2*
*• Projet d'aménagement de la Rockhal*

*(s.) Corinne Cahen, Yves Cruchten, Emile Eicher, Marc Goergen, Meris Sehovic, David Wagner.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Cahen.

**Mme Corinne Cahen** (DP), rapportrice | An da wier ech bal fäerdeg. Ech wëll awer net vergiessen, all deene Beamte vun de sëllegen Administratiounen a vum Ministère Merci ze soen, éischtens fir déi ganz Aarbecht, déi si sech mat de Presentatioune gemaach hunn. Dann awer och a ganz besonnesch fir hir Zäit, déi se sech geholl hunn, fir eis eeben all dës Projeten am Detail an der Kommissioun virzestellen an op eis Froen ze äntwerten. Dat wäerte mer, wéi gesot, och an Zukunft da wëllen esou bäibehalen, och fir déi Projeten, déi ënner 30 Millioune wäerte chiffréiert ginn. E besonnesche Merci ass fir d'Tania Sonnetti an d'Christine Fixmer.

An domat soen ech Iech all villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei fir déi Motioun. Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Madamm Rapportrice villmools Merci fir hire Rapport a fir hiren Tour duerch d'ganzt Land.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass dann den Här Emile Eicher. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

***Débat***

**M. Emile Eicher** (CSV) | Merci, Här President. Madamm Ministesch, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg charakteriséiert sech duerch e begrenzten Territoire, eng dynamesch Wirtschaft an eng wuessend Populatioun. Ëmsou méi wichteg ass et, dass den Amenagement vun eisem Territoire zesumme mat der Mobilitéit, der Aarbecht, dem Wunnraum, der Fräizäit vun de Leit an der Biodiversitéit geduecht gëtt.

Mir steieren op de 700.000-Awunner-Staat zou an d'Unzuel vu Leit, déi all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen, geet konstant an d'Luucht. Dat bedeit, dass mer derfir suerge mussen, dass d'Leit sécher, séier a bequeem op d'Aarbecht kommen. Fir eis geet dat just duerch eng multimodal Mobilitéit.

Dofir zillt dës Regierung an eisem Koalitiounsaccord drop of, déi ëffentlech Verkéiersmëttel ze verbesseren, andeems mer den Zuch, de Bus an den Tram besser openeen ofstëmmen a gutt vernetze mat dem Individualverkéier. Gläichzäiteg leeë mer Wäert drop, d'Reseaue vun de Foussgänger- a Vëlosweeër auszebauen. Och huet sech dës Regierung op de Fändel geschriwwen, Verbesserungen am Stroosseverkéier an am Stroossebau ze ënnerhuelen. Dofir brauche mer eng enk Zesummenaarbecht mam Secteur, der Gesellschaft an notamment de Gemengen, woubäi de Plan national de mobilité 2035, de PNM, eng wichteg Roll spillt.

Här President, et géif ze wäit féieren, op all déi 48 Projeten anzegoen, déi mir dëst Joer op der Lëscht vun de Grands projets d'infrastructure fannen. Ech mengen, d'Madamm Corinne Cahen huet dat in extenso brillant gemaach. Erlaabt mer dofir, just e puer Projeten an engem regionale Kontext ze erklären. Wichteg ass et awer, op dëser Plaz ze ënnersträichen, dass de Gros vun de Projeten nach kee prezise finanzielle Kader huet, well dofir justement den Accord vun der Chamber gebraucht gëtt, fir mat de spezifeschen Etüden unzefänken.

Virewech e puer méi generell Remarken:

Eleng 126 Millioune ginn an de Fonds Belval investéiert.

Hisiichtlech de Fonds du rail gëtt et siwen Investissementer an der Regioun Süden, zwee am Zentrum a jeeweils een an de Regiounen Osten an Norden. D'Schinnennetz soll duerch weider Etüden analyséiert an ausgebaut ginn. D'Heefegkeet an d'Pénktlechkeet vun den Zich soll verbessert ginn an nei Quaien amenagéiert an och securiséiert ginn. Domat erhoffe mir eis, den Zuch nach méi attraktiv fir den alldeegleche Verkéier ze maachen.

Zum Ausbau vun de Vëlospisten an dem Matdenke vu Vëlosweeër beim Stroossebau ass d'Mobilitéitskonzept Nordstad 2035 e ganz gutt Beispill. Eent vun de Schlësselkonzepter ass hei d'Kreatioun vun engem performante Vëloswee laanscht d'Sauer an d'Uelzecht vu Schiere bis Bettenduerf. Op d'Nordstad kommen ech awer herno nach méi am Detail ze schwätzen.

Am Stroosseverkéier leeë mir vill Wäert drop, datt d'Chantieren op nationalem Niveau besser matenee koordinéiert ginn.

Här President, fänke mer méi prezis un – a wéi kënnt et anescht sinn? – mat dem Norden. Hei huet de Fonds des routes et gutt gemengt, well vu 17 viséierte Projeten am Stroossebau sinn der 8 am Norden, a fir et méi genau ze soen, an der Nordstad. Dat weist net just d'Wichtegkeet vun der Nordstad als drëtten Zentrum vum Land, mee och datt d'Regierung d'Nordstad voll a ganz ënnerstëtzt.

Fir dass d'Nordstad sech zu engem urbanen Zentrum entwéckele kann, mussen d'Haaptachsen tëschent Ettelbréck an Dikrech vum Transitverkéier entlaascht ginn. An deem Sënn wäerten zwee nei Contournementen entstoen, dee vun Ettelbréck an dee vun Dikrech, an d'B7 tëschent Ettelbréck an dem Fridhaff gëtt op zweemol zwou Spueren ausgebaut.

Dat wäert warscheinlech déi Investitioun sinn, déi dem Norden am meeschte wäert hëllefen, well mer am Dauerstau sinn, wa mer vu Colmer-Bierg an den Enkpass Ettelbréck–Dikrech wëlle kommen, an et ass fir eis net nëmmen eng Entlaaschtung vun deenen zwou Stied, mee et ass eng grouss Hëllef fir dee ganzen Transitverkéier, deen owes a Richtung Norden a moies a Richtung Süde geet, wou mer ganz séier emol eng Véierelstonn bis eng hallef Stonn am Stau stinn.

Dësen Ausbau féiert zu enger dauerhafter Verkéiersberouegung an de Stadzentren Dikrech an Ettelbréck. An d'Konsequenz dovunner ass: D'Liewensqualitéit vun de Leit geet erop. Mee wat bedeit dat konkreet? Dat bedeit, dass fir déi Leit, déi do wunnen a schaffen, neie Qualitéitswunnraum entsteet. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, datt d'Verkéiersachse ronderëm gutt fonctionéieren an Entlaaschtung duerstellen.

Modern Parkanlagen, manner Individualverkéier an Erhuelung fir d'Leit sinn dofir onëmgänglech. Grad an eiser haiteger Zäit vum Klimawiessel ass et esou wichteg, Begréngung matzedenken, fir déi stättesch Entwécklung besser ze geréieren. Hei hu mer e flott Beispill, wéi een och am urbane Raum géint Hëtzewelle virgoe kann.

Mir begréissen an deem Sënn d'Gespréicher tëschent de Gemengen an der Ministesch, fir hei pragmatesch Léisungen ze fannen, fir datt sech d'Nordstad zu engem urbanen Zentrum entwéckele kann an déi zentral Achsen tëschent Ettelbréck an Dikrech vum Transitverkéier befreit ginn.

Da gëtt awer och a Schoulen investéiert am Norden, dorënner de Lycée technique zu Ettelbréck an den EHTL, déi sougenannt Hotelsschoul zu Dikrech. Hei si laang erwaarte Renovatiounen dréngend néideg. Besonnesch am technesche Beräich mussen d'Infrastrukture konform gesat ginn. Doduerch geet d'Attraktivitéit vun deenen zwou Schoulen natierlech erop. A mir sinn och frou, datt de Standuert Dikrech vun der Hotelsschoul net a Fro gestallt gëtt.

Här President, eriwwer an den Osten, wou a vill vun den ëffentlechen Administratiounen, wéi den Institut viti-vinicole zu Réimech oder de Centre mosellan zu Éinen, investéiert gëtt. Do kann ee scho bal soen: „Endlech!" De Centre mosellan waart scho säit 20 Joer drop, fir déi gréisser Renovatioune fäerdegzestellen. An d'Madamm Octavie Modert hat mer gesot, datt si scho virun 20 Joer eng Fuerderung gestallt huet un den haitege Chamberspresident, deemolege Minister, fir eng Etüd do ze lancéieren.

*(Interruptions et hilarité)*

Am Institut viti-vinicole muss de Labo onbedéngt ugepasst a moderniséiert ginn, well en total vereelzt ass. Dësen ass vu bedeitender Wichtegkeet fir d'Wënzer, well hei hir Haaptuspriechpartner a Saache Berodung, Qualitéitssécherung an Upassung un déi nei Technologiestandarde sëtzen.

Well den Tourismus an d'Notze vun de sougenannte „Bateaux de plaisir" op der Musel zënter de 60er-Jore

konstant an d'Luucht geet, muss d'Offer u Plazen, wou d'Schëffer kënnen uleeën, eropgesat ginn. Dofir sollen Deeler vum Flossquerschnëtt renovéiert ginn, souwéi en neie Quai zu Réimech amenagéiert ginn. Déi bestoend Infrastrukture mussen dem aktuelle Stand vun der Technik ugepasst ginn.

Eng flott Erweiderung, fir den Accueil vum Tourismus op der Musel ze ënnerstëtzen, ass, d'Offer u Waasseraktivitéiten ze entfalen.

Dir Dammen an Dir Häre, elo an den Zentrum: An der Rue de Hollerich gëtt den Ausbau vu Sozialservicer virgesinn. Op dësem Site, wou virdrun de CTIE war, sollen op enger Fläch vu 14.600 Meeterkaree weider Verwaltungen a Servicer regruppéiert ginn. Doriwwer eraus soll d'ADEM hiren neie Sëtz hei kréien an den Echange mat de Leit duerch sougenannten „Zones ouvertes au public" vereinfacht ginn. 500 Meeterkaree sinn dann och geduecht fir kommerziell Aktivitéiten. Dee ganze Projet fannen mir immens begréissenswäert.

An dann nach eng méi grouss Envergure huet den zukünftege Kongress- an Expopark op dem haitege Sëtz vun der Luxexpo. Ënnert dem Ministère de l'Économie soll hei en neie Kongress- an Ausstellungspark entstoen, dat op engem Areal vun eelef Hektar.

Och wichteg ze erwänen ass de Bau vun engem Internat socio-familial am Rollengergronn. Bis elo hu mir hei am Land just zwee Internater fir Jonker aus dem Fondamental, an déi befanne sech allen zwee bei eis op der Nordspëtzt. An et war vun der Madamm Corinne Cahen scho gesot ginn: D'Demande fir esou Leit ënnerdaach ze bréngen, hélt permanent zou. Et ass eng extreem wichteg Investitioun an d'Zukunft. An den Zentrum soll och déi éischt Infrastruktur kréien.

Zum Schluss e Wuert zum Süden: De manière générale gëtt hei vill am soziale Beräich gemaach, mat Investitiounen an d'Internat socio-familial zu Diddeleng, an d'Maison pour jeunes adultes zu Péiteng an an d'Structure d'hébergement zu Diddeleng fir Demandeurs vun enger Protection internationale. Dës Projeten, Bau- respektiv Ëmbauaarbechten, fanne mir immens gutt, wëssend, datt de Besoin fir esou Strukturen dréngend ass.

Déi siwe Projeten am Kader vum Fonds du rail am Süde sollen eiser Meenung no och derzou bäidroen, dass den ëffentlechen Transport virun allem vun de Frontalieren nach méi genotzt gëtt. Ervirhiewe wëll ech do den Amenagement vun der Gare zu Péiteng a vun der Gare zu Beetebuerg an d'Moderniséierung vun der Gare Diddeleng-Schmelz am Kader vum Projet NeiSchmelz.

Immens flott fanne mir och de Bau vun engem Centre national du patrimoine ferroviaire zu Péiteng. Erlaabt mer, vläicht hei e klengen Denkustouss ze ginn: D'Pompjeeë froen eis scho laang, fir och esou en nationalen Zenter ze kréien. Si hunn zu Wolz eng kleng Installatioun. Mee ech kann Iech just soen: Zu Maarnech an dem RTL-Gebai stinn Honnerte vu Geräter, Camione vun allen Zorten, zum Deel och virun der Dier. Déi géife sech freeën, wa se eng Plaz géife fannen, fir déi och dem Grand public zougänglech ze maachen.

Dann zu engem leschte wichtege Punkt: de Projet vum Centre multimodal an de Park&Ride op der A3, Echangeur Diddeleng. Hei hu mer et och erëm mat engem gudde Beispill ze doen, datt net ee Verkéiersmëttel eleng geduecht gëtt, mee datt op Verkéiersknackpunkte Park&Ridë gebaut ginn, fir den Auto mam ëffentlechen Transport ze verbannen, beispillsweis och, fir Fuergemeinschaften ze erméiglechen. Ausserdeem gëtt och do e Busarrêt an e sécuriséierte Parking fir Camione matgebaut, e ganz wäitsiichtege Projet.

Mir gesinn, d'Regierung leet ganz vill Wäert drop, d'Investitiounen och an Zukunft héichzehalen. Grad am Moment, wou de Bau sech an enger Kris befënnt, ass et wichteg, en Zeechen ze setzen, dass hir Zukunft geséchert ass, andeems eng ganz Partie Projeten, déi wichteg an dréngend noutwendeg sinn, realiséiert ginn, fir hinnen och Sécherheet a Planungssécherheet fir d'Zukunft ze ginn. Fir eis ass dat e kloert Bekenntnis fir eis Betriber am Bau, datt mir si net am Stéch loossen. Au contraire, mir gi geziilt mat héijen Investitiounen eran, fir Aarbechtsplazen ofzesécheren an dem Bausecteur erëm eng gewëssen Dynamik ze ginn. D'Motioun mat de Projeten, déi eis hei virleit, dréit der Realitéit vum Terrain Rechnung. Erlaabt mer, Iech ze froen, Madamm Ministesch, datt déi Projeten dann och schnell kënnen ëmgesat ginn.

An deem Sënn soen ech Iech perséinlech Merci, Ärem Virgänger awer och, an alle Mataarbechter aus de Ministèren an aus de Verwaltunge fir déi formidabel Aarbecht, déi se hei geleescht hunn. A selbstverständlech gi mir och den Accord als CSV zu dëser Motioun. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Eicher. Den Här Bausch wollt Iech eng Fro stellen. Sidd Der domat d'accord?

**M. Emile Eicher** (CSV) | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President. An och merci, datt ech dem Här Eicher déi Fro ka stellen. Ech hunn elo mat Spannung gewaart, awer, Här Eicher, ech muss Iech soen, datt Der am Numm vun der CSV och eppes kéint soen zu deem Gebai um Kierchbierg vun ArcelorMittal, wou jo de Staat natierlech do elo e gréisseren Deel vum Gebai iwwerhélt.

Ech ka mech erënneren, um Enn vun der leschter Legislaturperiod: Den Här Mosar, dee war net méi ze bändegen an der Chamber, ...

*(Hilarité)*

... fir géint dee Projet ze schwätzen. An et wier jo hei de Moment gewiescht, fir elo ze soen: „Nee, mir wëllen dat net." An duerfir huet et mech e bëssen iwwerrascht, datt Der dat guer net erwäänt hutt. Wéi ass et zu deem Revirement do komm bei der CSV, datt Der elo kee Problem méi domadder hutt?

Merci.

**M. Emile Eicher** (CSV) | Ech mengen, dee Projet ass laang diskutéiert ginn, och bei eis innerhalb vun der CSV. Mir hunn en extreem deier fonnt par rapport zu anere Gebaier, wou och d'Stad Lëtzebuerg mer gesot huet, datt si zu vill bëllegere Präisser drukomm ass.

Et ass jo awer och esou, datt mer eis bewosst sinn, datt et do net eleng ëm de Staat geet, mee och ëm eng grouss Firma, déi hei wëllt eng ...

*(Interruptions diverses)*

... déi och wëllt hei ...

**M. François Bausch** (déi gréng) | Déi Argumenter, déi hat ech och ubruecht, Här Eicher!

**M. Emile Eicher** (CSV) | Jo, wëll Iech just ... Ech hunn och net gesot, datt déi ganz falsch sinn. Mee et muss een awer wëssen, datt mir esou net virufuere kënnen, datt mir eis esou deier Gebaier net leeschte kënnen an och net bei all Firma, déi a Schwieregkeeten ass, agräifen kënnen an da soen: „Mir bauen elo en neie Siège social fir déi Firma." Dat geet net.

Et ass elo eng Kéier gelaf. Ech mengen ...

*(Interruption par M. François Bausch)*

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Ass ArcelorMittal a Schwieregkeeten?

**M. Emile Eicher** (CSV) | Ech schwätzen net vun ArcelorMittal, mee ech schwätzen zum Beispill vun enger Firma, déi bei eis elo ass, eng Tarkett Sommer, déi an décke Schwieregkeeten ass. Dat mécht mir ganz vill Suergen. An ech mengen, et ass net méiglech, fir och iwwerall déif an d'Täsch ze gräifen, well et einfach net geet.

*(Interruption par M. François Bausch)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Mosar. Här Mosar, dat passt zwar elo net hei an d'Organisatioun, déi mer awer solle maachen.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Fait personnel, Här President!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech ginn Iech d'Wuert, well Der ugeschwat gi sidd, awer extreem kuerz. Dir hutt 15 Sekonnen.

*(Hilarité)*

Allez!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Ech si ganz kuerz, Här President. Ech wollt just dem Här Bausch soen, datt dee Projet géint d'Stëmme vun der CSV gestëmmt ginn ass, mee datt dunn duerno leider en Notairesakt ënnerschriwwe ginn ass an datt een natierlech sech net méi ka géint en Notairesakt wieren an deen annuléieren, Här Bausch.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, elo ass déi Diskussioun ...

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här Mosar, deelt Dir dann dem Här Eicher seng Argumentatioun haut?

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Bausch, elo ass déi Diskussioun och eriwwer. Ech soen dem Här Eicher villmools Merci. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Sou wéi eis Kommissiounspresidentin, d'Madamm Cahen, et virdru scho gesot huet, hu mer an der Kommissioun eng Diskussioun gefouert am Kader vun där heiter Debatt, ob mer, nodeems zejoert de Montant gehéicht gouf, vun deem un d'Chamber muss e Gesetz stëmme bei gréissere Projeten – dee Montant ass vu 40 Milliounen op 60 Millioune gehéicht ginn –, dat net awer och sollte maachen am Kader vun dëser Debatt. Mir hunn nämlech bis elo ëmmer alleguerten déi Projeten hei an enger Motioun festgehalen, déi iwwer 10 Milliounen erausgaange sinn. Dat war deemools de Wonsch, virun 20, 25 Joer, fir dass awer eng demokratesch Kontroll vun dem Parlament kéint stattfannen iwwer alleguerten déi Projeten, déi beim Staat realiséiert ginn.

An ech wëll och soen, dass mer eis eens gi sinn, fir ze soen: „Kommt, mer hiewen och deen heite Montant. Mir hiewen deen op 30 Milliounen." A mir hunn eis och d'Versprieche ginn an der Kommissioun, dass mer dann awer déi aner Projeten, déi vläicht net grad 30 Millioune sinn, déi awer och schonn eng gewëssen Importanz hunn, nawell géifen an der Kommissioun diskutéieren, soudass awer d'Deputéiert allkéiers en connaissance de cause sinn an ëmmer wëssen, ëm wat et geet. Ech wëll soen, dass mir als Partei déi dote Marschroute kënnen deelen.

Am Numm vun där selwechter Partei géif ech gären der Madamm Backes villmools Merci soen, an all hire

Mataarbechter vun de Verwaltungen, awer och de Vertrieder vun der Eisebunn, déi an deene leschte Woche bei eis komm sinn an eis zolidd Erklärunge ginn hunn zu alleguerten deene Projeten. Dat huet et den Deputéierten erlaabt, sech e kloert Bild ze maachen iwwer alles, wat Ponts et chaussées, Bâtiments publics, awer och d'Eisebunn sou alles wëlles hunn.

Elo zu deenen eenzelne Projeten. Ech kéint Iech elo hei verzielen, wéi eng vun deenen 48 Projeten, déi mer haut guttheeschen, mir perséinlech oder menger Partei ganz besonnesch um Häerz ze leien, vläicht och well se bei mir am Walbezierk sinn, mee ech gesinn awer net wierklech eng Plus-value doranner, fir dat elo nach eng drëtte Kéier ze maachen. Ech mengen, d'Madamm Rapportrice huet an hirer Interventioun hei ganz gutt an zerguttst Erklärungen zu all deenen eenzele Projete ginn, soudass ech mir an Iech et géif erspueren, dat elo nach eng Kéier alles ze widderhuelen.

Ech wëll och keng Prioriséierung maachen a keng Hitparad vun deene Projeten. Ech wëll och soen, dass et net drëms geet, ofzeweien, wéi vill Projeten am Norden, am Osten, am Zentrum oder am Süde gemeet ginn.

Ech mengen, Problemer vum Verkéier, Problemer vu Schoulen, déi musse renovéiert ginn, där gëtt et iwwerall an eisem Land. An dofir sinn an eisen Aen all déi 48 Projete wichteg, egal ob et sech hei ëm Stroossebauprojeten handelt oder ëm de Reamenagement vu Garen, d'Renovatioun vu Schoulen oder Strukturen am soziale Beräich, wéi déi fir Jugendlecher oder och nach d'Demandeurs de protection internationale.

Bemierke sollte mer, datt dës Projeten nach all vun der viregter Regierung ausgeschafft goufen. An dofir bleiwe mir als Partei eis jo trei, wa mer se och haut matdroen, och wa mer den Ament net méi um Regierungsdësch sëtzen. Der neier Regierung muss een dann awer och zegutthalen, datt se all déi Projete vun hire Virgänger iwwerholl huet a weiderdreift.

A wann ech Iech a mir et elo erspuert hunn, eenzel Projeten iwwerschwänglech ze luewen, sou wëll ech awer vu menger Riedezäit profitéieren, fir hei eng méi generell Diskussioun iwwert de Volet vum Verkéier ze féieren. Mir hunn, Här President, an der leschter Legislaturperiod e ganz wichtegt Dokument ugeholl, a mengen Aen eent vun de wichtegsten Dokumenter iwwerhaapt, wann et ëm d'Zukunft vun eisem Land geet. Ech schwätzen natierlech vum Plan national de mobilité 2035.

Et ass fir mech nom IVL virun iwwer 20 Joer endlech e strateegescht Dokument, dat ee vun de grousse Problemer ugeet, déi mer am Land hunn, nämlech de Verkéier. Et geet souguer, menger Meenung no, doriwwer eraus. Et ass eng Gesamtapproche zu der Thematik an et liwwert Äntwerten, souwuel op d'Situatioun vun haut, awer et mécht och eng seriö Projektioun op déi zukünfteg Entwécklung a kuckt och endlech iwwer eis Landesgrenzen eraus.

Et kann ee vläicht mat deem engen oder aneren Element aus dem PNM net d'accord sinn, där Saache fannen ech der och, mee insgesamt ass hei eng gutt an eng wichteg Aarbecht geleescht ginn. Déi viregt d'Regierung gradewéi de responsabele Minister Bausch gehéieren dofir hei gelueft.

Wat huet dat elo mat där Debatt hei ze dinn? Ben, ech géif mer wënschen, datt mer an Zukunft, wa mer iwwert déi grouss Infrastrukturprojeten an der Chamber schwätzen, dann de Lien vun deem ville Stroossebau, awer vläicht och deem een oder aneren Eisebunnsprojet, mat der Ëmsetzung vum PNM maachen.

Bei de grousse Projete musse mer jo souwisou e Gesetz maachen, wat mer hei stëmmen, mee och déi vill kleng Projete gehéieren zu där Gesamtstrategie. Dat hei wär vläicht d'Geleeënheet, fir eemol d'Joer an der Kommissioun de Suivi ze maachen: Wou si mer dru mat der Ëmsetzung vum PNM? Wat huet vläicht geännert oder wat huet evoluéiert? Wat steet nach alles op?

Ech hunn hei bewosst keng Resolutioun derzou verfaasst, well ech mer sécher sinn, datt mer, esou wéi mer an der Kommissioun zesummeschaffen, wäerten e Wee fannen, fir datt mir als Chamber d'Ëmsetzung vun deem PNM op iergend eng Manéier kënne begleeden.

Här President, wéi ech virdru gesot hunn, steet d'LSAP hanner all deene Projeten, déi mer elo solle guttheeschen, a mir stëmmen natierlech dës Motioun mat. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools Merci, Här Cruchten. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Jeff Engelen. Här Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mir, fir unzefänken, vun eiser Säit aus der Madamm Corinne Cahen en häerzleche Merci ze soe fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport zu dësem Projet vun de gréisseren Infrastrukturen.

Zanter dem Joer 2006 gëtt all Joer hei an der Chamber all Projet tëschent 10 a 60 Milliounen – virdru war et 40 Milliounen, vum leschte Joer u 60 Milliounen – am Virfeld vun der zoustänneger Kommissioun op Propositioun vum zoustännege Minister diskutéiert an an enger Motioun festgehalen, wou dann d'Chamber zoustëmmt oder net. Wat mer dann och hei haut maachen.

Wann d'Chamber dëse Projeten zoustëmmt, da kann d'Regierung ufänken, déi eenzel Projete virzebereeden. Ech mengen, als véierte Riedner an esou senger Debatt wëll ech net all eenzelne Projet hei beliichten. Dat hu meng Virgänger gemaach, an d'Madamm Cahen huet dat ganz detailléiert gemaach.

Méi generell ass ze soen, datt eenzel Projeten, déi hei dra sinn, d'Affer si vun eisem strammen an onkontrolléierte Wuesstum. Mir wëssen all net mat deem System, wéi en elo de Moment fonctionéiert, wuer Lëtzebuerg histeiert an den nächste Joerzéngten. Hei wier dréngend en iwwerparteileche Konsens ze fannen – soe mer mol eng Aart Zukunftsdësch, wann Der esou wëllt –, fir deem gerecht ze ginn. Wann ons dat net geléngt, da si vill Projeten, déi mer haut stëmmen, muer oder iwwermuer ze kleng an da musse mer erëm doriwwer ofstëmmen.

Awer iergendwa stousse mer och an dësem Land un eis Grenzen, an do soe mir: Besser, mer kucken elo derno, wuer et higeet, wéi an enger Rei vu Joren, wann d'Problemer ëmmer méi grouss ginn a mir net wëssen, wuer et higeet a wuer et histeiert.

**Une voix** | Très bien!

**M. Jeff Engelen** (ADR) | An da gëtt et weesentlech méi schwéier.

Déi 48 Projeten, iwwert déi mer haut befannen, si verdeelt iwwert d'ganzt Land. Déi fannen am Prinzipp eis Zoustëmmung, mee erlaabt mer vläicht e puer méi allgemeng Bemierkungen oder Iwwerleeungen zu den Infrastrukturen.

Ass et net grad d'Konzentratioun virun allem an der Stad, déi den deegleche Verkéierskollaps provozéiert? Haut, wou alles vernetzt ass, spillt et keng Roll méi, wou déi verschidde Servicer etabléiert sinn. Mir halen awer drop, datt mer an de Regiounen Antenne behalen, fir eng direkt a biergerno Berodung ze garantéieren. Digital ass vill, awer net alles.

Des Weideren erlaben ech mer hei, als Norddeputéierten e Passus aus dem Regierungsprogramm ze zitéieren, an et zwar: „Afin d'améliorer la fréquence, la ponctualité et la fiabilité des trains, le Gouvernement examinera les possibilités pour la mise à double voie de toutes les lignes de chemin de fer existantes, et notamment le tronçon entre Sandweiler/Contern et Oetrange de la ligne allant de Luxembourg à Wasserbillig, ainsi que le tronçon entre Ettelbruck et Troisvierges-frontière de la ligne nord."

Dëst Ëmdenke vun dëser Regierung op déi viregt begréisse mir. Mir hate jo an enger Motioun den 22. Mäerz 2023 grad dat do gefuerdert, fir eng Etüd zu maachen, besonnesch nodeem den Zuchtrafick an den héijen Norde quasi bal ee Joer – fir genau ze sinn: eelef Méint – lamgeluecht war duerch den Tunnel Schieburg, mat dramatesche Konsequenze fir all déi Leit, déi op d'Schaff ginn oder an d'Schoul gefuer sinn.

En anere Sujet nach am Norde betrëfft d'Nordstrooss. Do kucke mer hoffnungsvoll an d'Zukunft, besonnesch wann ee Follgendes liest am Regierungsprogramm: „La mise à quatre voies de la route du Nord N7, aux endroits où cela est possible, sera analysée." Beim Projet vun der Securisatioun vun der N7 hate mer jo grad duerfir dergéint gestëmmt an elo ass da Remedur do amgaangen. Emol kucken, wat erauskënnt. Mir droen de Wonsch, datt no de Wierder, oder dem Geschriwwenen, och elo hei Neel mat Käpp gemaach ginn!

**Une voix** | Très bien!

**M. Jeff Engelen** (ADR) | D'ADR ass a bleift derfir: D'Nordstrooss soll op der ganzer Längt zweemol zweespuereg ausgebaut ginn; keng Autobunn, mee eng véierspuereg Strooss wéi déi vun Arel op Baaschtnech respektiv op Marche erop.

Erlaabt mer, nach an dësem Beräich och op Follgendes opmierksam ze maachen: Am Mëllerdall sinn zanter den Iwwerschwemmunge viru véier respektiv zwielef Joer nach eenzel Stroossen hallefsäiteg gespaart oder et ass deels eppes geschitt awer och deels nach näischt geschitt. Sou zum Beispill den CR364 vu Berdorf op de Grondhaff, ouni Aarbechten, ass deelweis gespaart. Den CR121 Mëllerdall–Breidweiler, Deelspärung ouni Luuchten, ouni Aarbechten. Deelspärung mat Ampel, mat Roude Luuchten, pardon, vun dem CR356 Mëllerdall–Waldbëlleg; an et gëtt hei scho säit zwee Joer geschafft.

Deelofsenkung vun dem CR118 Konsdref–Breidweiler Bréck–Mëllerdall, an der Héicht vun der Konsdréffer Kläranlag, do gouf schon e puermol provisoresch gefléckt, awer dat rutscht ëmmer nach no. Den CR118 Konsdref–Konsdréffer Millen, do gëtt e Foussgängerwee ugeluecht; Aarbechten zanter engem Joer, mee zanter sechs Méint rouen déi Aarbechten. Iechternach–Bollendorf, Héicht Ofzweigung Berduerf, Deelspärung ouni Rout Luuchte säit dräi Joer.

Mir wären dankbar, wann d'Madamm Ministesch sech géif dëser Saach unhuelen!

Dann nach zwou Bemierkungen. Eng éischt: D'Koordinatioun vun de Chantieren, do wier et flott … Mir si jo frou, wa geschafft gëtt, dat ass am Interesse vum Bierger. Mee et muss een awer och oppassen, datt een net vun enger Ëmleedung an déi aner fiert. Fir déi Leit, déi kënneg sinn, ass dat kee Problem. Mee

fir Leit, déi manner kënneg sinn op där Plaz, ass dat e Problem. An, ech mengen, et geet net ëmmer, ech weess dat, mee et sollt ee versichen, dat besser ze koordinéieren. Ech nennen Iech just ee Beispill aus eiser Gemeng: Mir haten eng Ëmleedung a wéi et fäerdeg war, hate mer an där Ëmleedung nach dräi Ëmleedungen hannendrun, fir op d'N12 ze kommen. Ech mengen, dat kéint ech Iech do illustréieren. Dat war net glécklech. Ech mengen, mir si kënneg do, mee Leit, déi net kënneg sinn, hunn domadder e Problem!

An dann nach eng lescht Bemierkung: Wa mer scho Stroossenaarbechte maachen, wier et och gutt, wa mer se géife komplett maachen. Dat wëllt soen, ier mer ufänken, misst een d'Infrastruktur – wéi Kanal, Waasser, Stroum, Post, alles – kucken an da muss een dat matenee maachen. Mir hu schonn eenzel Chantieren erlieft, wou dat eent dann dëst Joer gemaach gëtt a kuerz drop oder ee Joer drop dat anert. An do wier et vläicht net schlecht, wann een dat géif koordinéieren.

Dëst alles si keng Virwërf, mee et solle Suggestioune si fir d'Zukunft, fir Eenzelnes besser ze maachen. An ech géif Iech domadder Merci soe fir Är Opmierksamkeet an ech géif d'Zoustëmmung brénge vun der ADR zu dësem Gesetz. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engelen. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Sehovic. Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President. Madamm Ministesch, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee wierklech wëll verstoen, wéi eng Regierung tickt a wat hir Prioritéite sinn, da kuckt een – dat, mengen ech, hu mer jo gëschter, virgëschter gutt gesinn – op hire Budget an et kuckt een op d'Motioun mat de groussen Infrastrukturprojeten. Déi fir den haitegen Débat d'orientation virleiend Lëscht vun insgesamt 48 grousse Projeten aus sechs staatlechen Investitiounsfongen ass an dësem Sënn – an dat hu mer jo och gëschter ëmmer erëm thematiséiert – och eng Iwwergangslëscht, géif ech soen.

Et ass den éischte Worf vun der neier Regierung an awer ass et och nach iergendwéi dee leschte Worf vun der leschter Regierung. A well et eng Iwwergangslëscht ass, déi – an, Madamm Ministesch, dat hutt Dir jo och an eise Kommissiounssëtzunge gesot – nach a groussen Deeler vun der Virgängerregierung virbereet ginn ass, bitt se eis e gudden Ableck a vläicht souguer heiansdo e mëttlerweil e bëssen nostalgeschen Ableck an déi gutt al Zäit, déi och scho gëschter ugeklongen ass.

Déi gutt al Zäit, déi ech mengen, ass nach net grad esou laang hier. Déi ass sechs Méint hier.

*(Hilarité)*

Et ass déi Zäit, wou nach eng progressiv Regierung d'Geschécker vun dësem Land gefouert huet.

*(Brouhaha et interruptions)*

Ech wollt sécherstellen, dass Dir all dobäi sidd!

**M. Claude Wiseler,** Président | Weider, Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fänke mer u mat … Nee, bevir ech dat maachen, eng wichteg Remark: Natierlech hu mer hei eng Lëscht vu Projeten a wa mer hei zoustëmmen, da gi mer emol d'Validatioun, dass déi zoustänneg Ministesch kann an d'Etüdephas goe mat hire Beamten – deenen ech och vun hei aus Merci soe fir déi Aarbecht, déi se maachen. Dat heescht, ech ginn dovunner aus an ech erwaarden, dass d'Regierung och an deenen nächste Jore wäert sécherstellen, dass déi noutwendeg Budgete wäerten do sinn, fir déi heite Lëscht an och zukünfteg Lëschten – an och vergaange Lëschten – ofzeschaffen an déi Infrastrukturen och wierklech ëmzesetzen.

Wa mir op déi Infrastrukture kucken, da géif ech gären ufänke mat eise Schoulen an domadder och mam Fonds d'investissements publics scolaires. Eis Bildungsinstitutioune sinn d'Fundament vun der Zukunft vun eiser Gesellschaft. Andeems mir an d'Moderniséierung an an den Ausbau vun eiser Schoulinfrastruktur investéieren, schafe mir fir eis Kanner net just besser Léierkonditiounen, mee mir förderen d'Gerechtegkeet an d'Chancëgläichheet an eisem Educatiounssystem.

D'Croissance vun eiser Demografie mécht, dass de Besoin un neiem Schoulraum all Joer an d'Luucht geet. Mir ginn dovunner aus, dass an Zukunft eigentlech all Joer eng nei Schoul misst gebaut ginn, fir dem wuessende Besoin och kënnen nozekommen. Vun dohier ass et begréissenswäert, dass mer dëst Joer op der Lëscht zwee Projeten hunn, engersäits d'Renovatioun vum Lycée technique Ettelbréck an anersäits d'Renovatioun vun der Hotelsschoul zu Dikrech. Ech ginn dovun aus an ech hoffen, dass dann d'Bâtiments publics déi séier kënnen op de Programm huelen an dass déi och kënne méiglechst séier ëmgesat ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de sozialen Zesummenhalt an eisem Land ass kee Selbstleefer. En erfuerdert e méi gerechten Educatiounssystem, e méi gerechte Steiersystem, en erfuerdert awer och konsequent Investitiounen an d'sozial Institutioune vun eisem Land.

Dofir sinn och d'Investitiounen, déi am Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux gemaach ginn, vu grousser Bedeitung a si verdéngen eis besonnesch Opmierksamkeet. Dës Investitioune spillen nämlech eng entscheedend Roll bei der Ënnerstëtzung vu vulnerabele Mënschen an eiser Gesellschaft. Andeems mer an d'Moderniséierung an an den Ausbau investéieren, kënne mer sécherstellen, datt jiddereen hei am Land Zougang zu deene Servicer an zu där Ënnerstëtzung huet, déi e brauch.

Dofir begréisse mir Gréng och ausdrécklech de Bau vun zwee neien Internat-socio-familiallen zu Diddeleng an am Rollengergronn, enger Maison pour jeunes adultes zu Péiteng souwéi dem Bau vun enger neier Structure d'hébergement fir Demandeurs de protection internationale zu Diddeleng, déi dann am Quartier NeiSchmelz zu Diddeleng ass. An all dëse Beräicher herrscht am Moment eng akut Penurie, déi och an Zukunft weider muss mat Infrastrukturen a mat Infrastrukturprojete bekämpft ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gros vun de Projeten, déi mer haut virleien hunn, insgesamt rekordverdächteg 32 Projeten, sinn dëst Joer am Fonds du rail an am Fonds des routes ze fannen. Dëst sinn essenziell Projeten, fir d'Mobilitéit an eisem Land fit fir d'Zukunft ze maachen. Ech hunn net genuch Riedezäit, fir am Detail op all eenzelne Projet anzegoen. Dat ass och net noutwendeg, well d'Rapportrice Corinne Cahen dat op eng ganz eloquent an interessant Manéier gemaach huet, an duerfir soen ech dofir och scho Merci.

Ech erlabe mer awer, verschidde Projeten erauszepicken, déi mer besonnesch wichteg erschéngen. Fir d'Alleréischt déi insgesamt aacht Projeten am Kader vum Mobilitéitskonzept Nordstad 2035, deem Konzept, wat virun zimmlech genee zwee Joer vum François Bausch a vum Claude Turmes virgestallt ginn ass. Dës aacht Projete wäerten hoffentlech net nëmmen d'Mobilitéit an den Urbanismus an de concernéierten Nordstadgemenge weesentlech verbesseren, mee hoffentlech och dozou bäidroen, dass dës Gemengen an Zukunft net nëmme politesch an institutionell iwwer Fusiounsgespréicher zesummewuessen, mee och op eng ganz organesch Aart a Weis, andeems mer déi noutwenneg Schinnen, Stroossen a Vëlosinfrastruktur en place setzen, déi d'Mënschen an hirem Alldag méi no a méi effikass zesummebréngen.

Deländleche Raum muss och an Zukunft eng Prioritéit bleiwen. Dass d'Buergermeeschtesch vun der Stad Lëtzebuerg sech bei der Fro vum zweeten Tracé fir den Tram duerchzesetze schéngt géint d'Mobilitéitsministesch, ass an dësem Kontext, dat wëll ech ganz éierlech soen, beonrouegend, well et hei manifestement ze si schéngt, dass d'Mobilitéitsbesoine vu Mënschen am ländleche Raum riskéieren, komplett ënnert den Dësch ze falen zugonschte vu vermeintlechen a kuerzfristege Stater Interessen!

Positiv ervirzesträiche sinn déi grouss Investitiounen an d'Bunn. Net manner wéi fënnef Pôle-d'échangen a Garë solle gebaut bezéiungsweis moderniséiert ginn, dorënner de Pôle d'échange Hollerech, d'Garë Waasserbëlleg, Diddeleng-Schmelz, Péiteng a Beetebuerg. Donieft wichteg Investitiounen an d'Schinnen an – an dat wäert den Diddelenger Buergermeeschter an och all d'Diddelenger besonnesch freeën – d'Suppressioun vun enger ganzer Rei vu Passages à niveau, also Bunniwwergäng, am Zentrum vun Diddeleng, wat de Verkéiersfloss an och d'Verkéierssécherheet zu Diddeleng moossgeeblech wäert verbesseren.

Dann nach zwee nei Park&Ridë bezéiungsweis Centre-multimodallen zu Beetebuerg bei der Gare an op der A3 beim Echangeur Diddeleng. All dës Investitioune sinn enorm wichteg fir de Süde vum Land a wäerte mat dozou bäidroen, fir de Verkéiersfloss op der A3 an op der A4 an d'Mobilitéit an der ganzer Regioun insgesamt ze verbesseren.

Här President, ech gesinn, dass meng Riedezäit ofgelaf ass. Ech géif mer erlaben, d'Riedezäit vun der Motioun vläicht mat ofzehandelen an ech kommen nämlech och zur Motioun, wann Der erlaabt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir maacht et awer ganz kuerz. An Dir schwätzt herno net méi zu der Motioun.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Versprach.

**M. Claude Wiseler,** Président | Da si mer eis eens.

*(Hilarité)*

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President.

*(Interruption et brouhaha)*

Wat all dës Projeten, déi ech genannt hunn – déi ech genannt hunn an déi ech aus Zäitgrënn net nenne konnt –, verbënnt, ass eng duerch an duerch konsequent Ëmsetzung vun de strateegesche Planungsinstrumenter vum Staat, zum Beispill dem schonn ernimmte Plan national de mobilité. All dës Projete verbënnt och eng konsequent Ëmsetzung vu moderne Standarde bei der Accessibilitéit, bei der PMR-Gerechtegkeet, bei de klimafrëndlechen Technologien am Bau an am Urbanismus.

De Staat muss mat guddem Beispill virgoen, an dat mécht en iwwer seng ëffentlech Investitiounen. Dofir sinn ech éierlech gesot och e bëssen erféiert, wéi de Finanzminister eis gëschter hei op der Tribün erkläert huet, et misst een net ëmmer déi vill beméiten Ham an der Mëllech kachen, an dobäi notamment d'Standarde beim Baue genannt huet. Dat just als Käschtepunkt ze gesinn, dat, soen ech ganz kloer, ass enorm kuerzfristeg. All Euro, dee mer esou investéieren, wäert eis an Zukunft e multiple Return-on-Investment bréngen a vill Follgekäschten erspueren.

Lëtzebuerg huet sech an de leschte Joren zu engem europa- a weltwäite Leader bei zukunftsweisenden Technologien entwéckelt. Dat ass och an, ech géif souguer soen, weesentlech op staatlech Investitiounen am Beräich vun der Mobilitéit a vun den ëffentleche Bauten zréckzeféieren.

Wann déi an Zukunft géifen zréckgeschrauft ginn, dann hätt dat katastrophal Konsequenze fir eis Gesellschaft a fir eis Ekonomie – vläicht e bësse manner fir d'Finanzplaz, déi d'CSV/DP-Majoritéit besonnesch ze interesséiere schéngt, méi eweí de Rescht vun der Ekonomie, déi leider kaum Erwänung fonnt huet an de Budgetsdebatte gëschter a virgëschter. Mee et wär ganz sécher eng Katastroph fir de Rescht vun der Ekonomie, fir eist Handwierk a fir eis Industrie. Ech hoffen, dass dës Erkenntnis och nach beim neie Finanzminister an och bei der Mobilitéits- an Infrastrukturministesch gräife wäert.

De Moment vun der Wourecht läit da beim nächste Budget a bei der nächster Lëscht vun de Grands projets d'infrastructure, dann 2025. Spéitstens do wäert sech weisen, ...

*(Coups de cloche de la présidence)*

... ob d'Kaz vum Schrödinger, déi meng Kolleegin Sam Tanson gëschter schonn erwäänt huet, lieft oder ob se dout ass. Spéitstens da wäert sech weisen, ob déi nei Regierungsekipp Wuert hält an d'Rekordinvestitiounen aus de leschte Joren héichhält, oder ob se den Tempo eraushuelen, ob se etlech Etüden an Optrag ginn amplaz Chantieren ze lancéieren an domat am Endeffekt awer massiv spueren a retardéieren op d'Käschte vun der Liewensqualitéit, der Zukunftsfäegkeet an der Kompetitivitéit vun eisem Land.

Mee dat ass Zukunftsmusek a wäert ofhänke vun de politeschen Decisiounen an den nächste Méint. Dëst Joer, fir dës 48 Projeten, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic. Dir hutt elo Är Motiounszäit och nach wäit iwwerschratt, et ass eng Gewönungsperiod un déi nei Modeller. Dofir war ech elo large. Mee dat dauert elo nach 14 Deeg an dann applizéiere mer se méi strikt.

*(Hilarité)*

Merci, Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Dat ass ganz léif. Merci, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann ass d'Wuert elo fir den Här Goergen. Et ass un Iech.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Och merci dem Corinne Cahen fir dee gudde Rapport. An dat soen ech net einfach esou, well ech muss och soen, dass d'Ambiance an d'Zesummeschaffen an der Kommissioun ganz gutt fonctionéiert. An et huet net nëmmen eppes mat Lokalpatriotismus ze dinn, wann een iwwer Projeten och an enger Kommissioun schwätzt, mee ech gesinn et éischter esou, dass hei 60 Leit sinn, déi aus verschiddenen Deeler vum Land kommen a kënnen dozou bäidroen, dass déi Projete besser ginn.

Dofir ass et och fir mech immens wichteg, dass mer an de Kommissiounen driwwer schwätzen, well heiansdo si Punkten – an ech soen alleguerten de Mataarbechter aus dem Ministère Merci –, wou si vläicht net drun denken, well se och net aus deene Gemenge sinn. An dofir ass et immens wichteg, dass d'Vertrieder vun der Kommissioun d'Informatiounen iwwert déi Projete kréien an se och herno mat an hir Fraktiounen huelen, well do jo erëm aner Deputéiert sinn, déi vläicht méi betraff si vun deenen eenzelne Projeten, och um kommunalen Niveau. An et ass immens wichteg, dass mer an der Kommissioun weiderhi wäerten déi Projete begleeden, well dat ass nëmmen zur Verbesserung vun de Projeten. Well wann ech d'Ambiance kucken an der Kommissioun, ass et ni eng Kritick – et ass ëmmer eng konstruktiv Kritick –, wann ee seet: „Hei, dat dote kéint ee vläicht nach besser maachen." An dat sollte mer och deementspriechend bäibehalen.

Duerfir sinn ech och frou, dass mer e Kompromëss fonnt hunn, wéini d'Projeten an d'Plenière kommen a wéini d'Projeten an der Kommissioun beschwat ginn. Well et ass immens wichteg fir d'Deputéiert, dass se wëssen, wat d'Mobilitéitsprojete sinn. An ech soen do ëmmer: Et gëtt kee blo-schwaarz-mof-rouden Trottoir – oder e bloen –, mee en ass fir jiddereen. An et ass net do, wou een herno déi grouss politesch Differenzen huet. Nee, et ass e Service, dee mer dem Bierger ubidden. An ech mengen, d'Madamm Backes war laang genuch Finanzministesch, fir ze wëssen, wivill Geld een hei och an d'Hand muss huelen, fir deen ze realiséieren.

Dofir ass et och wichteg, dass mer dee Kompromëss fonnt hunn, dass mer bei manner wéi 30 Milliounen an der Chamberskommissioun driwwer schwätzen. Bei 30 bis 60 Millioune kënnt et als Motioun an d'Plenière a bei iwwer 60 Millioune gëtt et e Projet de loi. Dat ass scho ganz vill Geld, esou dass et e Gesetz muss ginn – wat mir och ënnerstëtzen.

Natierlech kann een do och elo nach eng Kéier driwwer diskutéieren, dass d'Mobilitéitskommissioun eng vun deenen nächste wäert sinn, déi an de Livestream ginn, wa mer déi Projeten diskutéieren. An et ass sécherlech ee vun den Dossieren, déi d'Leit dobaussen awer am meeschten interesséieren, wéi bei hinnen d'Stroossen, d'Infrastrukture ginn, ob mer net, wann elo déi Testphas eriwwer ass, soen, d'Mobilitéitskommissioun schwätzt iwwert déi Projeten och am Livestream.

Dat géif nämlech och Verschiddenes evitéieren, wat ech haut esou heiansdo matkréien, wann ech da mat Lokalpolitiker oder Schäfferéit schwätzen, dass déi heiansdo aus der Press gewuer ginn, wa Projete bei hinnen an der Gemeng sinn. Zumindest hätte se dann de Livestream, wou se kéinte soen: „Hei, ok, ech hunn de Livestream gekuckt, ech weess elo", huele mer zum Beispill Péiteng, „deen an dee Projet kënnt dohinner." Well et ass net ëmmer glécklech, wann d'Kommunikatioun tëscht dem Ministère an den eenzelne Gemengen net esou klappt, wéi se sollt. An do ginn ech guer net op d'Kommunikatioun bei Ponts et chaussées heiansdo tëschent Chantieren an, well dat ass nach eng ganz aner Diskussioun, wou dann heiansdo Gemengechantiere mat Ponts et chaussées zesummefalen.

Vill vun dëse Projete ware schonn an der Virbereedung. A mir hunn d'Motioun och dofir mat ënnerschriwwen, well se e gudde Fuedem droen. Also et kann een ..., ech ginn herno nach op eenzel Projeten an, als konstruktiv Kritick, mee am Allgemenge gëtt den Invest weiderhin héichgehalen. Dat heite si jo elo mol déi éischt Etüden, déi sollen derzou bäidroen, dass se eng Kéier stattfannen. Et ass schonn eng gutt Enveloppe, déi een der Baubranche hei wäert ausstellen, dofir wäerte mir déi eenzel Etüden och matstëmmen.

Ech wäert och oppassen, net ze lokal ze sinn. Ech verstoppen awer och net, dass ech houfreg sinn, dass esou vill Péitenger Projeten dëst Joer mat dra sinn. An et ass eeben dat, wat ech virdru gesot hunn, dass et wichteg ass, dass déi eenzel Deputéiert aus hiren Ecken – mat hirem Wëssen, well se sinn eeben do scho länger Zäit aktiv, entweeder opgewuess oder eng Kéier dohinner geplënnert – awer kënnen dozou bäidroen, dass déi Projete besser ginn.

Komme mer zum éischten: dat ass d'Wäinhaus. Natierlech – déi Jore virdrun hunn ech hei ëmmer zum Tourismus geschwat – ass et fir den Osten immens wichteg, dass mer dat Wäinhaus hunn an dass mer dat ausbauen. Och dat gehéiert zu eiser Traditioun.

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | A wa mer den Tourismus wëllen unzéien, musse mer och deementspriechend investéieren. Et ass ee vun deenen Dossieren, wou et mer leed deet, dass ech se dem Ben ofginn hunn. Dat war ëmmer ganz interessant, iwwert den Tourismus an iwwert de Wäibau hei ze schwätzen an den Oste kennenzeléieren.

E Projet, deen ech méi kritesch gesinn – ech gi se der Chronologie no, der Lëscht no, wéi mer se an der Motioun hunn –, dat ass natierlech de K22 um Kierchbierg. Den Här Bausch huet et ugeschwat, ech erënnere mech nach un den Här Mosar, wéi e sech hei opgereegt hat. Jo, den Akt ass geschriwwen, mee Dir investéiert elo nach eng Kéier méi Geld. Dat heescht, ech verstinn Är Logik net derhannert. Ech verstinn, elo ass een an der Regierungsverantwortung, dass d'CSV dann eng aner Meenung huet. Et kann een et esou maachen, et muss een et awer net esou maachen!

Ech hat jo och eng Question parlementaire dozou, ob et elo net un der Zäit wär, dat Gebai ze huelen an ze verlounen. Dat heescht, dass de Staat net selwer misst elo nach eng Kéier noinvestéieren, mee dass een e Partner gesicht hätt, deen déi Bürosfläche gelount hätt an deementspriechend de Staat käschtenneutral erauskomm wär, anstatt elo nach eng Kéier ze investéieren an dann deen héije Kafpräis op Dauer mussen ze finanzéieren. Leider war d'Äntwert negativ.

Mir wäerten dat awer och haut matdroen, well soss hu mer herno e Gebai kaaft vun 273 Milliounen an et sti keng Still dran a keng Maueren. Dat wär och e schlechten Deal. Mat Bauchwéi wäerte mer dat dofir och matdroen.

Ganz gutt sinn natierlech d'Hotelsschoul an de Lycée technique zu Ettelbréck. Dat ass immens wichteg fir eis. Virun allem fir eist Handwierk ass et immens wichteg, dass mer weiderhin do investéieren.

Dann, d'Maison pour jeunes adultes à Pétange, dat ass ze begréissen. Mee ech hat an der Kommissioun och do schonn d'Bemierkung gemaach, dass beim Site vläicht eng Kéier misst iwwerluecht ginn, ob een déi net enzwousch anescht setzt an ee vläicht och mam Schäfferot kuckt, fir en anere Site ze fannen, well deen heite guer net un den ëffentlechen Transport ugebonnen ass. A wa mer herno Leit dohinnersetzen, déi keen Auto, näischt, hunn, iergendwou, wou kee Bus oder Zuch ass, dat bréngt eis och net vill.

D'Nordstad – wow, et geet endlech virun! Also, dat kënne mer just begréissen. Mee och do dee selwechte Problem wéi iwwerall: Schwätzt mat de Gemengen, fir dass déi Projeten och esou gebaut ginn, dass se kënnen deementspriechend zur Qualitéit fir de Bierger bäidroen – an do gehéiert et derzou, mat de Gemengen ze schwätzen!

Dat selwecht zu Pontpierre, Bierchem a Keel, do musst Der als Ministesch, an dat ass eppes, wat eng kruzial a politesch Fro och herno ass, drop oppassen, dass der net ze vill Trafick unzitt, well dat do si virun allem Transitstrecken. Wann Der dat elo falsch upaakt, da sinn déi Leit herno méi geplot mam Verkéier an da fuere se net méi iwwert d'Autobunn.

Dann de Rond-point LMA zu Rolleng. Jo, Dir maacht elo do en Turbo-Rond-point. Mir haten an der Kommissioun eng länger Diskussioun. Mir sinn nach ëmmer der Meenung, dass deen Tunnel, deen eigentlech virgesi war – an d'Bunne sinn do, dat heescht, Dir kéint e ganz schnell ëmbauen –, déi besser Léisung gewiescht wär. Mee do komme mer jo elo an der Kommissioun nach eng Kéier drop zréck, wann dee Projet bis definitiv ass. Well dat doten ass och e Projet, deen e puer Millioune wäert kaschten, soudass mer an der Kommissioun wäerten e bëssen driwwer diskutéieren.

Wat eis natierlech ganz gutt gefält, ass de Quai zu Réimech. Ech mengen, mir Piraten a Schëffer, dat passt gutt beieneen! Dee wäert natierlech och do fir den Tourismus suergen.

An dann natierlech d'Filetssték, den Eisebunnsmusée zu Péiteng. Dat begréissen ech natierlech, dass deen dohinner kënnt. Jo, Här Etgen, also ech hoffen, do wäert dann och jidderee vun deene 60 hei kucke kommen, well eis Eisebunn ass e bësse wéi Arcelor, si huet zum Wuelstand vun eisem Land bäigedroen, an et ass immens wichteg, dass mer do elo dee Musée kréien, deen och touristesch wäert ganz vill bäidroen. A mir hunn den Train 1900 do, dat ass deen, deen nach mat der Damplok fiert, deen och an deem Projet mat ageplangt ass, soudass et e ganz schéinen Nomëtteg wäert gi fir déi zukünfteg Touristen, déi op Péiteng wäerte kommen.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir hunn eis natierlech och mat der Lëscht vun de Projeten auserneegesat a mir wäerten natierlech och déi entspriechend Motioun mat ënnerstëtzen. Déi eenzel Projete schéngen eis noutwendeg a sënnvoll, och wann ee vläit an den Detailer kéint eng Partie Froe stellen, zum Beispill och par rapport zu där weiderer Zentraliséierung vu staatleche Servicer an der Stad. Mee mir kënnen dat trotzdeem ënnerstëtzen.

Wat mir awer vläicht prinzipiell vermëssen, dat si gréisser staatlech Investitiounen am Beräich vun der Energietransitioun. Wéi mir alleguerte wëssen, ass dat déi grouss Erausfuerderung vun eiser Zäit. Mir mussen innerhalb vu wéinege Joren eis Energieversuergung ëmstellen an ewechkomme vun de fossillen Energien, fir de Klimawandel ze begrenzen.

Doriwwer eraus geet et och drëms, datt mer an eiser Energieversuergung gréisstendeels autonom ginn an net méi ofhängeg si vu knaschtegen Importer. Natierlech hunn hei d'Bierger an d'Betriber eng Roll ze spillen, mee net nëmmen. Mir brauchen och grouss kollektiv Investitiounen, fir déi entscheedend Weichen ze stellen. Just mat Primmen a Subsiden op de gudde Wëlle vun all Eenzelnem ze setze wäert natierlech net duergoen, virun allem net an där kuerzer Zäitspan, an där mer déi Transitioun musse packen.

E wichtegen Aspekt, wou eiser Meenung no grouss staatlech Investissementer néideg sinn, ass d'Opbaue vu Fernwärmenetzer. An deenen urbane Räim hei an der Stad a virun allem och am Süden hëtzen déi allermeeschte Stéit mat Äerdgas. Nëmme Fernwärmenetzer bidden eng effikass Perspektiv, fir datt mer och an deenen dicht besidelte Räim mëttelfristeg vum Äerdgas lasskommen.

An ech mengen, mir sinn eis eens, datt mer net kënnen drop waarden, bis datt iergendee privaten Energiebetrib sech decidéiert, doranner ze investéieren. Mir hunn dofir och mat Interessi am Koalitiounsaccord gelies, datt d'Regierung dat änlech gesäit. Do gëtt jo d'Schafung vun enger nationaler Gesellschaft an Aussiicht gestallt, fir esou Fernwärmenetzer opzebauen. Mir ënnerstëtzen dat a fuerderen d'Regierung och op, dat schnell a mat Ambitioun unzegoen. Et gëllt, keng Zäit ze verléieren!

Grouss ëffentlech Investissementer sinn och néideg bei der Netzinfrastruktur, beim Stockage vun der Energie, beim Hydrogène, bei der Geothermie oder bei grousse Fotovoltaik-, Biogas- oder Wandanlagen. Datt den Energiemaart aktuell liberaliséiert oder privatiséiert ass, wat eiser Meenung no komplett onsënneg ass, däerf net als Excuse déngen, fir déi wichteg Investissementer zréckzehalen!

An et muss ee jo feststellen, datt mer bis elo an deenen alljärlechen Debatten iwwert déi grouss Infrastrukturprojete ganz seelen, wann iwwerhaapt, iwwer grouss Investitioune vum Fonds climat et énergie diskutéieren. A wann een an de Budget kuckt, da gesäit ee jo och, datt dës kruzial Investitiounen u sech net virgesi sinn. De Gros vun den Depensë vun deem Fong geet an international Kompensatiounsmesüren, wärend 2024 grad emol 7 % vun den Depensen an erneierbar Projeten hei am Land fléissen. An déi Tendenz gëtt am Pluriannuel och iwwert déi nächst Jore weidergefouert.

Et wär souwuel klimapolitesch wéi och wirtschaftlech vill méi sënnvoll, déi Suen hei am Land an d'Energietransitioun ze investéieren. Dat senkt eis Emissiounen, schaaft och eng wirtschaftlech Plus-value a qualitativ héichwäerteg Aarbechtsplazen a reduzéiert eis Ofhängegkeet vun internationale Liwwerketten, déi ëmmer méi fragwürdeg ginn. A mir hoffen, datt d'Regierung dat och esou gesäit.

Mee wéi gesot, mir sinn net géint dës Projeten, déi hei proposéiert ginn. Mir hunn déi Motioun jo och mat ënnerschriwwen a mir wäerte se och matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Domat ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Dann ass d'Wuert fir d'Regierung. Madamm Minister.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, och vu menger Säit e grousse Merci un d'Presidentin vun der Mobilitéit-an-ëffentlech-Baute-Kommissioun a Rapportrice vun dëser Motioun. Ech wëll och de Membere vun där zoustänneger Chamberskommissioun e grousse Merci soen, well ech hunn d'Gefill, dass ech plus ou moins eemol an der Woch elo do war déi lescht fënnef Méint. Ech fannen, mer hu ganz, ganz gutt a ganz transparent Echangen. Ech appreciéieren dat och wierklech an ech freeë mech, dat dann och iwwert déi nächst Joren esou weiderzeféieren.

Hei geet et dann ëm 48 Projeten, déi d'Madamm Cahen virgestallt huet, déi mer och am Detail diskutéiert an analyséiert hunn. Mam Vott vun dëser Motioun – an ech héieren, hei ass grouss Zoustëmmung – kënne mir dann déi néideg Etüde maachen an op all déi Projete wäerte mer natierlech dann och am Detail zréckkommen.

Et ass wichteg, dass mer hei weider an eis Infrastrukturen investéieren, fir se ze verbesseren, fir se ze moderniséieren. Dat ass am Detail erklärt ginn. Effektiv, deen heite Projet, deen datéiert vum Juli d'lescht Joer, en ass dunn och am Juli an d'Chamber geschéckt ginn. An do wëll ech natierlech mengem Virgänger Merci soe fir déi Aarbecht, déi do dragaangen ass. Mir schaffen natierlech elo och schonn un där nächster Motioun – dat geet elo alles ganz séier –, déi da mat an de Budget 2025 afléisst.

Dir wësst, et gi jo och zweemol am Joer déi finanziell Bilane gemaach vun deene grousse Bauprojeten, déi dann och an der Chamberskommissioun presentéiert ginn. Ech mengen, hei gëtt wierklech an totaler Transparenz geschafft, wat ganz wichteg ass, well et geet hei ëm ganz, ganz vill Suen. Esou soll et sinn an esou muss et sinn.

D'Basis fir ganz vill vun deene Projeten, déi an dëser Motioun stinn, ass hei de PNM35, dat ass ganz richteg. An ech mengen, do kann een och an der Chamber déi néideg Diskussioune féieren, wéi dat proposéiert ginn ass, fir do den Update an de Lien mam PNM35 ze maachen.

Ech wäert och an deenen nächsten een, zwee Joer dann um nächste PNM schaffen, de PNM40 dann. Ech mengen, do steet ganz vill Aarbecht virun eis, wou dann och nei Donnéeën, nei Informatiounen, déi mer da kréien, wäerte mat afléissen, fir eis da fir d'Zukunft weider gutt opzestellen. Voilà!

Also, hei geet et drëms, dass mer all déi Projeten, déi an der Motioun stinn, dann effektiv kënnen am Detail studéieren an analyséieren. Et ass vun der Koordinatioun vu Chantiere geschwat ginn. Ech mengen, dat ass och eppes, wat ech intern mat den Administratiounen, déi hei concernéiert sinn, och schonn ugeschwat hunn. Ech mengen, et steet och am Koalitiounsaccord. Do wäert ech natierlech kucken – an do si mer schonn amgaangen, mat den zoustännege Verwaltungen ze kucken –, wéi mer dat kënne verbesseren. Fir mech ass dat ganz wichteg an do wäerte mer och zesummen dru schaffen.

D'Koordinatioun respektiv den Dialog mat de Gemengen, dat ass och eppes, wat fir mech ganz, ganz wichteg ass, dass ech respektiv de Ministère am Echange si mat de Gemenge fir déi verschidde Projeten.

Mee och de Lien mat de Verwaltungen: Dass do mol eppes schif geet, dat ass, mengen ech, ech soen elo, normal. Dat geschitt, dat probéiert een natierlech ze evitéieren. An ech mengen, däers si sech déi zoustänneg Verwaltungen och ganz bewosst. Op alle Fall kann ech soen, dass do dat Bescht gemaach gëtt, fir dass dat am konstruktiven a positiven Dialog ka geschéien.

Wéi gesot, hei geet et ëm ganz wichteg Investitiounen an d'Infrastrukture vun eisem Land. Dat soll och e positiven Impakt hunn op de Bausecteur, fir dass deen dynamesch bleift oder nees gëtt. Ech mengen, mir wëssen, dass dat e wichtegen Deel vun eiser Ekonomie ass.

Also d'Multimodalitéit, d'Securitéit, d'Schoulen an aner Infrastrukturen, déi fir d'Zukunft vun eisem Land wichteg sinn, ginn hei ganz héich gehalen. An ech soen Iech wierklech Merci fir d'Zoustëmmung zu dëser Motioun.

Vläicht nach e lescht Wuert, et ass vun deene meeschte Riedner och ugeschwat ginn, och vun der Rapportrice: De Seuil vun 10 Milliounen, deen datéiert effektiv aus dem Joer 2009. Entre-temps si mer eng Rei Jore méi spéit, soudass ech hei och der Chamber wëll Merci soen, wa si op dee Wee geet, fir dat op 30 Milliounen ze setzen. An ech stinn natierlech ëmmer der Chamber respektiv der Chamberskommissioun zur Verfügung, fir iwwer all déi aner Projeten au besoin ze schwätzen.

Ech soen Iech e grousse Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Madamm Ministesch villmools Merci. Domat wär dann dës Diskussioun elo ofgeschloss.

***Motion 1***

An da komme mir zur Diskussioun an zum Vott vun der Motioun. Ech soen nach eng Kéier, well mer moies sinn: Wann Dir Iech wëllt aloggen, fir sécher ze sinn, kënne matzestëmmen, dat wär relativ nëtzlech fir de Vott duerno! An da wollt ech d'Rapportrice froen, ob si nach eng Kéier iwwert d'Motioun eppes wëllt soen, déi se schonn en long et en large erkläert huet.

**Mme Corinne Cahen** (DP), rapportrice | Ech mengen, Här President, ech hunn alleguer déi Projeten do opgezielt an ech hu se och effektiv, wéi Der grad gesot hutt, erkläert. Dat heescht, ech mengen, domat wier dann alles gesot zu der Motioun. Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Cahen. Sinn nach aner Wuertmeldungen? Här Goergen, ganz kuerz.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Ech wollt just nach kuerz drop agoen, well ech mer an der Ried déi Minutten nach fir hei gehalen hat.

Eng Ännerung, déi jo och elo komm ass, ass, dass déi Motioun bezéiungsweis alleguerten déi Projeten an Zukunft wäerten an d'Budgetskontrollkommissioun goen, wat ganz wichteg ass fir d'Transparenz vun der Chamber. Well d'Mobilitéitskommissioun hat an der Vergaangenheet zwar ëmmer de Lancement vun de Projeten, awer d'Mobilitéitskommissioun wousst net, wat herno aus de Projete ginn ass bezéiungsweis wéi d'Budgeten agehale gi sinn. An duerfir hate mer déi Demande lancéiert. Mir sinn och frou, dass d'Budgetskontrollkommissioun dat ugeholl huet, d'Madamm Backes hat et elo ugedeit, dass zweemol am Joer de Ministère wäert kommen an déi Budgete virstellen. Do wäert an Zukunft och d'Mobilitéitskommissioun d'office mat invitéiert ginn, soudass mer fir nach méi Transparenz an der Chamber suergen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Sinn nach aner Wuertmeldungen do?

*(Négation)*

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Dann ass meng Fro, ob ech dës Motioun à main levée zum Vott stelle kann. Sidd Der domat d'accord?

*(Assentiment)*

Dat schéngt esou de Fall ze sinn.

***Vote sur la motion 1***

Also, wien ass mat der Motioun averstanen? Deen hieft d'Hand. Merci.

Wien ass net averstanen?

Gëtt et eng Enthalung?

Dann ass dës Motioun à l'unanimité ugeholl. An ech soen Iech villmools Merci.

## 3. 8355 – Projet de loi portant modification :

## 1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;

## 2° de la loi modifiée du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État

Da kéime mer zum nächsten a leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien, an dat ass de Projet de loi 8355, eng Ofännerung vum Walgesetz. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporter huet 10 Minutten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéiten hu 5 Minutten an d'Regierung huet duerno 10 Minutten. Et si schonn ageschriwwen: den Här André Bauler, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Sam Tanson an den Här Ben Polidori. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Zeimet. Här Zeimet.

***Rapport de la Commission des Institutions***

**M. Laurent Zeimet** (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 23. Februar dëst Joer huet d'Regierung duerch de Premierminister an der Chamber e Projet de loi deposéiert, fir d'Walgesetz vum 18. Februar 2003 a verschiddene Punkten unzepassen, Upassungen, déi d'Regierung op Basis vu Propositioune vun de Presidente vun de Walbüroen aus de véier Walbezierker mécht, an dat och aus der Erfarung net zulescht vun de Gemengena Chamberwalen am Joer 2023, awer och op Recommandatioun vun eiser Commission de Vérification des Pouvoirs.

Déi Upassunge bestinn am Prinzipp aus verschiddenen administrative Vereinfachungen a solle fir d'Europawale vum 9. Juni dëst Joer gëllen. Dohier ergëtt sech eng gewëssen Urgence, well dofir mussen dës Ännerungen den 28. Abrëll, also dëse Sonndeg, a Kraaft trieden.

De Projet de loi gesäit doniewent och d'Berengege vun engem Oubli vir betreffend d'Indemnitéite vun eis Deputéierten a vun de Membere vum Staatsrot. Dës Upassung huet allerdéngs keng Inzidenz op d'Indemnitéit selwer, mee stellt just richteg, dass se pro Mount an net eemol d'Joer gerechent gëtt, esou wéi et an der Praxis jo ass – dat hutt Der matkritt –, mee wéi et 2018 vergiess gouf unzepassen.

Déi national Dateschutzkommissioun huet de Projet den 8. Mäerz dëst Joer aviséiert. De Staatsrot huet den éischten Avis den 12. Mäerz 2024 ofginn. D'Kommissioun vun den Institutiounen huet de 27. Mäerz eng Rei Amendementer ugeholl, déi de 17. Abrëll vum Staatsrot aviséiert goufen.

Déi Haaptännerung vum Projet de loi besteet doranner, dass net méi wéi bis elo d'Schäfferéit vun de Gemengen d'Lëscht vun den net lëtzebuergeschen EU-Bierger, déi op der Wielerlëscht fir d'Europawale stinn, op Bréissel weiderleet, mee datt dëst iwwert de Centre des technologies de l'information de l'État, also de CTIE, soll geschéien, deen iwwert den RNPP, also de Persouneregëster, Zougang zu dësen Donnéeën huet.

D'CNPD weist flichtbewosst drop hin, datt nom Prinzipp vun der Minimisatioun nëmmen déi Donnéeën dierfen op dëser Lëscht stoen, déi der Finalitéit déngen, also Numm, Gebuertsdatum an ob een als Wieler agedroen ass, dëst natierlech, well all EU-Bierger nëmmen eemol fir d'Europaparlament soll seng Stëmm kënnen ofginn.

Ech ginn da kuerz nach op aner Ännerungen an. An Zukunft soll nëmmen nach een alphabeetesche Relevé vun de Wieler an de Walbüroe leien. Bis ewell gouf e Relevé vun de Lëtzebuerger Wieler gemaach, ee fir d'EU-Bierger an ee fir déi aner. Dëst huet näischt mat dem Walrecht ze dinn. Et ass eng reng praktesch Vereinfachung am Oflaf fir d'Leit an de Walbüroen. Fir d'Nationalwale stinn op dësem Relevé nëmme Lëtzebuerger, also Leit mat Lëtzebuerger Nationalitéit.

**Une voix** | Très bien!

**M. Laurent Zeimet** (CSV), rapporteur | Eng weider Vereinfachung betrëfft d'Kompositioun vun de Walbüroen. Bis elo kënne just Wieler aus der jeweileger Gemeng eng Hand mat upaken. An Zukunft kënnen d'Wieler aus engem Bezierk an egal wéi enger Gemeng an hirem Bezierk an engem Walbüro mat auszielen. Dir kennt dat aus Äre Gemenge warscheinlech. Dacks sinn et Leit aus engem Veräin, déi e Walbüro assuréieren. D'Leit aus de Veräiner kommen awer heiansdo aus verschiddene Gemengen, an dofir wier et méi praktesch, dann op dëse Wee ze goen.

Mir haten och an der Kommissioun diskutéiert, ob een dat net kéint national opmaachen. Do mengen awer d'Presidente vun de Walbüroen, datt dann ze vill Konkurrenz kéint tëschent de Bezierker entstoen.

Dëse Projet gesäit dann och vir, datt fir eng Koppel, déi duerch e Partenariat verbonnen ass, déi selwecht Inkompatibilitéit zielt wéi fir eng bestuete Koppel. Wann also ee Kandidat ass, kann deen aneren net hëllefen auszielen.

Eng proposéiert Ännerung, déi vun der Kommissioun net ugeholl gouf, hätt doranner bestanen, datt an Zukunft keng Suppléant-témoine méi solle genannt ginn. D'Kommissioun war awer der Meenung, datt déi Méiglechkeet soll bei alle Wale bestoe bleiwen.

Här President, net averstane war d'Kommissioun och mat der Ännerung, déi virgesinn huet, datt d'Kandidate selwer net kënnen ënnerschreiwen, fir hir Lëscht ze deposéieren. Den Artikel 135 Alinea 1 vum Walgesetz gesäit fir d'Chamberwale vir, datt eng Lëscht vun 100 Wieler, vun engem Deputéierten oder vun dräi Gemengeréit aus deem Bezierk ka presentéiert ginn. Anscheinend gouf et hei Interpretatiounsdifferenze bei verschiddene Presidente vun de Walbüroen, déi gemengt hunn, datt dann e Kandidat selwer seng Lëscht net kéint presentéieren.

Vu datt jo awer och dacks en Deputéierten nach eng Kéier untrëtt oder bei Gemengewalen e Gemengerot, huet dat sech der Kommissioun net wierklech erschloss, wou do kéint eng Interpretatiounsdifferenz sinn a firwat een net selwer kéint déi Lëscht ënnerstëtzen, op där ee Kandidat ass. An dofir huet d'Kommissioun och hei en Amendement presentéiert. Fir et also kloer ze soen: De Wëlle vum Legislateur ass deen, datt e Kandidat seng Lëscht ka presentéieren.

Bei den Europawalen an de Gemengewalen ass deen Text awer elo leider stoe bliwwen, well den Amendement sech just op d'Chamberwale bezitt. Fir e weideren Amendement wier awer elo keng Zäit gewiescht, well d'Gesetz muss jo, wéi gesot, dëse Sonnden a Kraaft trieden, fir datt déi aner Vereinfachungen den 9. Juni kënne gëllen. Dëse Schéinheetsfeeler bedauere mir. Mir proposéieren Iech awer trotzdeem, den Text elo esou unzehuelen.

D'Kommissioun ass awer och der Meenung, datt mer no den Europawale sollen d'Concertatioun erëm ophuelen, fir eng weider Vereinfachung a Moderniséierung vum Walgesetz an dëser Mandatsperiod virzehuelen.

D'Kommissioun gesäit an deenen 346 Artikele vum Walgesetz nach Potenzial fir weider Vereinfachungen an an deem Sënn géif ech wëllen eng Resolutioun deposéieren, déi vun alle Fraktiounen a Sensibilitéite gedroe gëtt.

***Résolution 1***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant le projet de loi n° 8355 portant modification : 1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; 2° de la loi modifiée du 16 juin 2027 sur l'organisation du Conseil d'État ;*

*– considérant le rapport voté en commission lors de la séance du 18 avril 2024,*

*décide*

*– de reprendre la concertation entre acteurs impliqués dans le déroulement des élections en vue de préparer une réforme de la loi électorale modifiée du 18 février 2003.*

*(s.) Laurent Zeimet, Guy Arendt, Marc Baum, Simone Beissel, Mars Di Bartolomeo, Fernand Kartheiser, Ben Polidori, Sam Tanson.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Zeimet.

**M. Laurent Zeimet** (CSV), rapporteur | Ech weisen dann nach drop hin, datt de Projet virgesäit, datt ee bei der Demande fir d'Bréifwal aus dem Ausland muss eng Pièce d'identité verséieren. Eng Konditioun, déi der Kommissioun awer iwwerdriwwe geschéngt huet, wann ee seng Demande iwwer e securiséierte Site vum Staat mécht, iwwert deen d'Identitéit ka festgestallt ginn. An an deem Sënn huet d'Kommissioun eng Ausnam zur neier Reegel iwwer Amendement ageschriwwen.

Dëse Projet gesäit dann nach weider praktesch Upassungen vir, wéi zum Beispill bei dem Verlouse vun de Lëschtennummeren, a bestëmmt, datt d'Komplementarwalen an enger Majorzgemeng kënnen op dem Dag vun National- oder Europawalen terminéiert ginn, wa se géifen an enger Zäitfënster tëschent dräi a sechs Méint vun enger nationaler Wal ufalen. Schliisslech gëtt festgeluecht, dass de Logo vun de Parteien och bei de Gemengewalen op de Bulletin ka kommen, bei den Europawalen awer net zousätzlech de Logo vun den europäesche Mammeparteien.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Ech soen nach eng Kéier alle Membere vun der Kommissioun Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an och de Mataarbechter vun der Chamber natierlech. An d'Kommissioun proposéiert dann, dësen Text esou unzehuelen.

Wann Der erlaabt, Här President, géif ech dann och direkt hannendrunhänken, datt ech den Accord gi vun der CSV-Fraktioun, an ech wéilt an eisem Numm och all deenen, déi den 9. Juni nach eng Kéier an den Asaz ginn, fir all déi Bulletinen auszezielen, e grousse Merci ausschwätzen. A mir hoffen, datt dës Vereinfachungen hinnen déi Aarbecht dann och erliichteren. Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Zeimet Merci fir säi schréftlechen a fir säi mëndleche Rapport.

Ech ginn dann d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den Här André Bauler. Här Bauler.

***Discussion générale***

**M. André Bauler** (DP) | Jo, merci, Här President. De Rapporteur Laurent Zeimet huet eis elo just eng Rei Vereinfachungen, Prezisiounen an Ännerungen am Walgesetz virgestallt. Dës Upassunge sinn am Interesse vun allen Acteuren, déi am Walprozess implizéiert sinn, wat mer nëmme begréisse kënnen. Mir wéilten nach bäifügen, wéi mer dat an der Kommissioun beschwat hunn, datt mer dat Walgesetz an den nächste Méint nach eng Kéier iwwerkucke wäerten, fir weider Upassunge virzehuelen. Mir wäerten et also nach eng Kéier op de Leescht huelen, fir et un d'Realitéite vun eiser Zäit unzepassen. Wéi gesot, d'Kommissioun huet dat entscheet, an dat kënne mir och vun eiser Säit aus nëmme begréissen.

Et soll een dem Rapporteur jo eigentlech net méi Merci soen, mee ech géif him awer dofir felicitéiere fir säin objektiven a komplette Rapport. Dat gesot, merci fir Är Opmierksamkeet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauler. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Mars Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci, Här President. Merci och dem Kolleeg Rapporter. Et ass eigentlech net vill bäizefügen zu där Presentatioun, déi de Rapporter gemaach huet. Ech wëll mech dorop beschränken, ze begréissen, dass mer hei eng Vereinfachung och virun allem fir d'Gemenge maachen, well an Zukunft déi Transmissioune vun den Daten iwwert de Centre informatique de l'État lafen a net méi iwwer all eenzel Gemeng. Dat ass eng gutt Saach.

Mir haten e breede Konsens an der zoustänneger Institutiounskommissioun an do ware Malentendue ganz séier aus der Welt geschaf, Malentenduen, déi drop erausgelaf wären, dass dat heite kéint a Richtung Walrecht fir Leit goen, déi d'Walrecht am Moment net hunn. Dat ass net de Fall. Och wann ee sech weider muss Suerge maachen iwwert déi Fifty-fifty-Gesellschaft, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, hu mer eis hei an der Chamber d'Wuert gi gehat – an dat Wuert steet –, dass mer deem Referendum, dee mer haten, géife Rechnung droen. A dat ass och ganz kloer an der Lëtzebuerger Verfassung, an där neier Versioun vun der Lëtzebuerger Verfassung, festgehalen.

Dat gesot, ënnerstëtze mir och d'Resolutioun, déi drop erausleeft, dass mer deen Elan, dee mer hei kritt hunn, fir punktuell Ännerungen ze maachen, sollen notzen, fir d'Diskussiounen ze relancéieren, déi schonn ugefaangen haten, mee déi awer net zilféierend waren, fir eist Walgesetz op de Leescht ze huelen an op eenzelne Punkten, wou dat noutwendeg ass, ze adaptéieren.

An deem Sënn wëll ech den Accord vun der LSAP bréngen an hoffen, dass mer alleguer zesummen derfir suergen, dass déi Resolutioun net … Ewéi eng Kéier e fréiere Staatsminister gesot huet: „Ech huele se un an da geet se an den Tirang."

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Bon, merci, Här Di Bartolomeo. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Här President. Ech wéilt soen, datt souwuel an den Elementer, déi de Rapporteur genannt huet, wéi och elo an där ganz interessanter Presentatioun vum Här Mars Di Bartolomeo eigentlech zweemol en Hommage un d'Aarbecht vun der ADR gemaach gouf, an dat huele mer dach gären entgéint, …

*(Interruption)*

… well an deenen zwou Diskussiounen, déi mer haten, ass ënnerstrach ginn, datt et Diskussioune gouf, fir ganz kloerzestellen, datt bei den nationale legislative Walen ausschliisslech Leit mat Lëtzebuerger Nationalitéit d'Walrecht hunn. Et ass ëmmer erëm a verschiddenen Diskussiounen néideg, dat kloerzestellen. Mir passen dorobber ganz, ganz gutt op a mir freeën eis, datt dat och elo an dësem Gesetz dann de Fall ass.

Et sinn eng Rei Diskussioune beim Walgesetz, déi een och muss begleeden, an de Rapporteur huet drop opmierksam gemaach. An eisen Aen ass et evident, datt e Kandidat och seng eege Lëscht muss kënnen ënnerstëtzen. A mir hu virun allem och gesinn, datt et eng Proliferatioun och vu ganz klenge Parteie gëtt. Dat ass normal an enger Demokratie an et soll een net probéieren, dat duerch iergendwellech Dispositiounen, Verwaltungsdispositiounen oder eppes aneres ze behënneren.

Et ass schonn néideg, datt et eng Minimalzuel vun Ënnerschréfte gëtt, fir komplett Fantasiestrukturen do vläicht awer ze verhënneren, souwäit dat méiglech ass. Mee alles, wat den demokrateschen, pluralisteschen Ausdrock an eiser Gesellschaft ënnerstëtzt, solle mer net behënneren. An dofir ass et och wichteg, datt déi Zuel vun Ënnerschréften eng Garantie op där enger Säit ass, awer keng Barriär fir d'Pluralitéit vum demokratesche Liewen. Et ass dofir fir eis kloer, datt souwuel bei den Europawale wéi och bei de Gemengewalen déi Dispositioune mussen nach kloergestallt ginn, fir dat do och ganz däitlech ze maachen, wéi mer et elo hei gemaach hunn.

An et ass e kontinuéierleche Prozess, d'Walgesetz ze iwwerpréiwen. Et si ganz vill Dispositiounen am Walgesetz – an dat ass déi lescht Consideratioun, déi ech wëll maachen –, déi och anere Rechtsinstrumenter entspriechen, och dem Reglement vun der Chamber, zum Deel der Verfassung. An et wier gutt, och eng Kéier eng koordinéiert Approche do ze hunn, inklusiv iwwert de Statut vum Deputéierten, wou mer och eng Kéier sollte méi genee kucken, wat sech nach kann do verbesseren.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Ech gesinn, datt den Här Di Bartolomeo Iech wollt eng Fro stellen. Sidd Dir d'accord, Här Kartheiser?

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Jo, ech wollt …

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee, waart emol. Den Här Kartheiser ass d'accord domadder, wann ech dat richteg verstanen hunn.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci, ech wollt just eng Prezisioun …

*(Interruption et hilarité)*

Ech wollt just eng Prezisioun ginn. Déi Dispositiounen, wien un Europawalen an un anere Wale kann deelhuelen, sinn an eiser Gesetzgeebung, an eiser Verfassung esou kloer, méi kloer kënne se net sinn. Dat kann ee begréissen, dass déi Dispositiounen esou sinn, dat kann ee kritiséieren, dass se esou sinn – mee kloer si se!

An déi Diskussioun, déi mer an der Kommissioun haten, war eigentlech net néideg, mee vu dass et eng Rei vu Kolleege gëtt, deenen een et ëmmer an ëmmer erëm muss soen an drop hiweisen, wou et steet, hu mer dat da gemaach, fir jiddwereen zefriddenzestellen. Ech wollt just déi Prezisioun ginn. An, jo, domat hunn ech alles gesot.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir hat alles gesot a keng Fro gestallt.

*(Hilarité)*

Mee mir sinn elo all zefridden …

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Ma, Här President …

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech brauch net ze äntwerten.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Här President, entschëllegt. Wann Dir …

*(Exclamations et hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee, nee, Här Di Bartolomeo, net nach eng Kéier!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Här President, entschëllegt. Ech wëll dann d'Fro stellen: Huet jiddwereen dat selwecht verstanen, wéi ech dat verstanen hunn?

**M. Claude Wiseler,** Président | Ma ech äntwerten Iech: Jo. An dann domat ass déi Fro beäntwert.

*(Hilarité)*

An dann ass déi nächste Riednerin d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, ech weess net, ob ech alles esou verstanen hunn, wéi den Här Di Bartolomeo dat verstanen huet, mee ech hunn dem Rapporter gutt nogelauschtert an dat hunn ech alles verstanen, mengen ech, sou wéi en et gemengt huet. An en huet eis dach ganz intensiv Diskussiounen an der Kommissioun gutt erëmginn, iwwerhaapt net iwwert dee Punkt – ausser déi lescht Kommissioun, déi den Här Di Bartolomeo elo virbruecht huet –, mee iwwert d'Detailfroen, well een dann awer gesäit, wéi wichteg dat dann deene Gewielten heibannen ass, wat ech jo verstinn, d'Detailfroen, wéi de Prozess vun de Walen ofleeft.

Et huet sech do erausgeschielt – an duerfir sinn ech immens dankbar, dass de Rapporter déi Resolutioun och virbruecht hat, sou wéi mer dat an der Kommissioun ausgemaach haten –, dass awer nach eng ganz Rëtsch Inkohärenzen tëschent deene verschiddene Prozeduren existéieren, dass mer och zum Deel, wéi d'CNPD dat geschriwwen huet, extreem vill Daten och sammelen, déi vläicht net alleguerte misste gesammelt ginn, soudass et ganz gutt ass, dass mer eis, wat dee Punkt ubelaangt, mee insgesamt d'Walgesetz, do d'Wuert ginn hunn, et nach eng Kéier op de Leescht ze huelen. Duerfir gi mir och do souwuel den Accord fir d'Ännerungen am Gesetz wéi och fir d'Resolutioun, wéi se hei virläit.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass et um Här Ben Polidori. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Europawale sti virun der Dier. An dofir ass et wichteg, dass mir am virleiende Projet haut nach e puer kleng Upassunge maachen, déi d'Organisatioun vun de Wale vereinfachen an hire propperen Oflaf garantéieren.

Wéi vum Rapporter presentéiert gouf, enthält dëse Projet eng Villzuel vu klengen Adaptatiounen. Ech wäert net nach eng Kéier op all Detail agoen, dat ass schonn exzellent vum Rapporter gemaach ginn. Amplaz wëll ech mech awer op ee Punkt konzentréieren, dee mir an dësem Projet besonnesch opgefall ass, an dat ass déi exzellent parteiiwwergräifend Zesummenaarbecht, déi mer an dësem Dossier alleguerten haten.

De Projet ass net esou aus der Kommissioun erausgaangen, wéi en erakomm ass. An do schwätzen ech net just vu klasseschen Upassungen, déi op Basis vum Staatsrot gemaach gi sinn, mee vun tatsächleche politeschen Entscheedungen.

Wéi vum Rapporter am Detail beschriwwen huet déi éischt Propos nach virgesinn, dass d'Persounen, déi eng Lëscht deposéiere fir d'Nationalwalen, net selwer konnte Kandidat sinn. Dat hätt grad de klenge Parteien an neie Parteien d'politesch Participatioun erschwéiert. Dat war e Problem, dee mir Piraten a sëllege Question-parlementairen opgeworf haten.

Mir freeën eis dofir, dass an der Kommissioun e Konsens fonnt ginn ass, fir dës Reegelung falen ze loossen an en Zougang zu de Walen esou méi oppen ze gestalten. Zukünfteg soll dës Reegelung jo dann och nach fir d'EU- an d'Kommunalwale festgehale ginn. D'Wale sollen un den Urnen entscheet ginn an net duerch administrativ Hürden.

Eng zweet Upassung, déi an der Kommissioun gemaach gouf, och op Wonsch vun de Piraten, ass, dass mir konnte festhalen, dass den Zougang zur Wal iwwer staatlech geséchert Plattformen net erschwéiert soll ginn. Persounen, déi am Ausland liewen an zu Lëtzebuerg berechtegt sinn ze wielen, sollen et sou einfach wéi méiglech hunn, dëst Recht auszeüben.

Politesch Participatioun ass fir eis Piraten e Kärtheema an duerfir ass et eis wichteg, dass et jidderengem sou einfach wéi méiglech soll gemaach kënne ginn, fir wielen ze goen oder sech als Kandidat kënnen opzesetzen.

Mir freeën eis op déi kommend Europawalen a stëmmen de virleiende Projet natierlech mat, sou wéi och d'Resolutioun, déi deposéiert gouf. Ech soen Iech Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Dann ass et um Här David Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Am Prinzipp misst mäi Kolleeg, de Marc Baum, dozou schwätzen, well hie Member ass vun dëser Kommissioun. Ech iwwerhuelen dat. E sot mer och: „David, dat ass kee Problem. Dat kënne mer matstëmmen." An dat kann ech nëmme confirméieren, nodeems ech dem Rapporter seng Ried gelauschtert hunn. Dat war alles ganz kloer.

Den Här Di Bartolomeo huet mech erëm e bëssen duercherneebruecht, ...

*(Hilarité)*

... mee et ass awer nach erëm ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dat kënnt méi oft vir.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Et ass ... Ech provozéieren hien erëm. Passt op!

*(Hilarité)*

Mee mir wäerten dat heite matdroen.

Eng kleng Iwwerleeung och just sou – dat ass mer awer elo och agefall –, wat d'Walbüroen ugeet. Et ass mer opgefall, op jidde Fall bei de leschte Walen, op jidde Fall do, wou ech normalerweis wiele ginn, datt do eng Ëmorganisatioun stattfënnt. Dat kann ech och novollzéien. Dat muss heiansdo normal sinn, datt de Walbüro vläicht plënnert, op eng aner Plaz geet a sou weider, mee et misst ee vläicht derfir suergen, datt d'Walbüroen net ze wäit ewech sinn an datt d'Leit awer iergendwéi kënnen dohinner trëppelen, zemools Leit, déi net onbedéngt ze vill mobill sinn. Bei mir ass dat net de Fall, mech stéiert dat net, mee et ass mer opgefall, datt op eemol fir gewësse Plaze gréisser Strecke mussen zréckgeluecht ginn, fir wielen ze goen, eendeiteg méi wéi soss, an dat ass vläicht net onbedéngt dat Ideaalst, zemools wann een awer och trotzdeem mierkt, datt trotz Walflicht ëmmer manner Leit wiele ginn. Dat wësse mer jo och all. An dofir muss een awer derfir suergen, datt déi materiell Bedéngunge geséchert sinn.

Dat gesot, wäerte mer awer dat heite matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Domat ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Premierminister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Här President, eent vun eisen Ziler ass et, den administrativen Opwand an alle Beräicher ze reduzéieren. Dat gëllt fir d'Leit, dat gëllt fir d'Betriber, dat gëllt fir de Fonctionnement vum Staat. An dat ass en Effort, deen een net een Dag mécht an dann ass e fäerdeg, dat ass e kontinuéierlechen Effort. A mir bekloen eis oft, datt d'Saachen ze komplizéiert sinn. Mee da musse mer se gemeinsam méi einfach maachen. An duerfir ass dat heite Gesetz iwwert d'Walgesetz e gutt Beispill, wéi ee ka Saache méi einfach maachen.

Dofir géing ech gären dem Rapporteur, dem honorabelen Här Zeimet, mee och der ganzer Kommissioun Merci soe fir hir Aarbecht, mee och virun allem fir déi konstruktiv Propositiounen, déi se gemaach hunn. Ech mengen, dat hei ass eng typesch Matière, wou ee guer net muss als Regierung soen: „Dat hei ass den Text. Dee muss esou an d'Chamber eragoen an esou erauskommen." Hei si Propositioune gemaach ginn, déi meng voll Zoustëmmung fannen. An ech wëll och op deem Wee an dëser Matière weiderfueren.

Dat hei ass eng Vereinfachung fir d'Kandidaten. Et ass eng Vereinfachung fir déi, déi an de Walbüroe sëtzen. Et ass eng Vereinfachung fir d'Gemengen. An ech muss selwer soen, datt ech als Kandidat – net bei den Europawalen, mee bei de Chamberwalen – erstaunt war vun der administrativer Komplexitéit vun all deene Piècen, déi ee muss sammele goen, déi par ailleurs de Staat an d'Geriicht, wat déi Lëschten unhëlt, scho längst alleguerten hunn. Do ass enorm vill Aarbecht dermat verbonnen, déi eigentlech kee Sënn mécht.

An duerfir wollt ech Iech soen, och wann eng Resolutioun sech net un d'Regierung wennt, mee un d'Chamber selwer, datt ech, wär ech Deputéierten, déi Resolutioun do matstëmme géing. An ech wëll Iech och soen: Déi Resolutioun do, déi kënnt net an den Tirang, well ech wëll Iech hei ubidden a souguer Iech invitéieren, datt mer deen Effort, dat Walgesetz ze änneren, gemeinsam maachen. Ech wëll Iech also soen, datt ech virum Summer gären an d'Kommissioun kommen. An ech hätt gären, datt do all Fraktioun mer Propositioune mécht, vu wat fir enge Punkten am Walgesetz si mengt, datt se misste geännert ginn.

Mir hunn elo, hoffentlech, e bësse Rou an dem Walkalenner, well mat Ausnam vun engem net virgesinnen Evenement gëtt et déi nächst Joren elo keng Walen. Et ass also e gudde Moment, fir an der Rou, am Konsensus vun alle politesche Parteien – wann dat méiglech ass – dat Walgesetz op de Leescht ze huelen. Ech mengen net, datt een et muss vun A bis Z frësch schreiwen, mee et gëtt eng Rei Punkten, wou een effektiv kann am Joer 2024 driwwer schwätzen, well se vläicht anescht si wéi virun enger Rei Joren. An dat Angebot wollt ech also der Institutiounskommissioun maachen, fir datt mer dat gemeinsam op de Leescht huelen.

Par ailleurs wëll ech am Numm vun der Regierung nach eng Kéier soen, datt mer – an dat hu mer an de Koalitiounsverhandlunge beschwat – wëlle kucken, den elektronesche Vott an der Walkabinn anzeféieren oder ze studéieren, wéi dat kéint fonctionéieren. Och déi Aarbechten hunn ech ugeleiert. Mir ginn dat an aner Länner kucken. Ech weess net, wou d'Hürden alleguerten do sinn, mee an engem Zäitalter vun der Digitalisatioun, mengen ech, kann ee sech do inspiréieren u Saachen, déi an anere Länner bestinn. An ech hoffen, datt mer och do am Laf vum Joer kënne Progrèse maachen.

An och dat wëll ech zesumme mat der Chamber maachen, well hei geet et jo ëm d'Basis vun der Demokratie. D'Wale sinn nun eemol dat, woumat mer entscheeden, wien eis an der Gemeng, an der Chamber, an dem Europaparlament vertrëtt. An duerfir soll een och iwwert dee Système électoral an enger gutt fonctionéierender Demokratie e gemeinsamen Accord hunn.

Ech soe Merci fir d'Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet mat sengen Ännerungen, déi och eis Zoustëmmung fannen, an ech freeë mech op den Debat an der zoustänneger Kommissioun an deenen nächste

Wochen an ech waarde gespaant op Är Propositiounen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Premierminister. Ech ginn dervun aus, datt Är Propositiounen net op daf Ouere gestouss sinn. An domat wär awer d'Diskussioun dann ofgeschloss.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8355. Den Text steet am Document parlementaire 8355[5].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8355 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Mir kommen zu de Votes par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Résultat du vote ass: 60 Jo-Stëmmen an deemgemääss keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. De Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

***Résolution 1***

Dann hu mer nach eng Resolutioun um Büro leien, déi vum Här Zeimet abruecht ginn ass.

Wollt Dir nach eppes dozou soen, Här Zeimet? Dir hutt et virdru schonn erkläert.

*(Négation)*

Dat ass net de Fall.

Ass nach eng aner Stellungnam zu dëser Resolutioun? Déi meescht si souwisou an hire Rieden och drop agaangen.

*(Négation)*

Dat ass net de Fall, gesinn ech.

Da ginn ech dervunner aus, datt mer och iwwer dës par main levée kënnen ofstëmmen.

*(Assentiment)*

Domat sidd Der d'accord.

***Vote sur la résolution 1***

Dann: Wie stëmmt fir déi Resolutioun? Merci.

Ass een, deen dergéint stëmmt?

Gëtt et eng Enthalung?

Dann ass dës Resolutioun à l'unanimité ugeholl.

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtten um 14.00 Auer fir d'Suite vun de Budgetsdebatten nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 11.24 heures.)*

# 22e séance

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** **p. 21**

   M. Claude Wiseler, Président

2. **8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 et modifiant :**
   **1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;**
   **2° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ;**
   **3° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;**
   **4° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement**

   **8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027**

   **Programme de stabilité et de croissance (PSC) et programme national de réforme (PNR) (suite)** **p. 21**

   Prises de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances (interventions de M. Gilles Baum, M. Sven Clement et Mme Sam Tanson) | M. Tom Weidig (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

3. **8258 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2022** **p. 26**

   Rapport de la Commission de l'Exécution budgétaire : M. Franz Fayot (dépôt de 4 résolutions)

   Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert | M. Guy Arendt | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner (intervention de M. Sven Clement)

   Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances (intervention de M. Franz Fayot)

   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8258 et dispense du second vote constitutionnel (intervention de M. David Wagner)

4. **8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 [...]**

   **8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027**

   **Programme de stabilité et de croissance (PSC) et programme national de réforme (PNR) (suite)** **p. 29**

   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8383 et dispense du second vote constitutionnel

   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8384 et dispense du second vote constitutionnel

   Motion 1 : Mme Taina Bofferding | M. Gilles Baum | M. Sven Clement | M. David Wagner | M. Marc Spautz | Mme Sam Tanson | Mme Taina Bofferding (interventions de M. Sven Clement et M. Georges Engel)

   Vote sur la motion 1 (rejetée)

   Motion 2 : Mme Taina Bofferding | Mme Sam Tanson | M. Gilles Baum | M. Sven Clement | M. David Wagner (intervention de M. Sven Clement) | M. Marc Spautz (intervention de M. Georges Engel) | M. Fred Keup (intervention de M. Sven Clement)

   Vote sur la motion 2 (rejetée)

   Motion 3 : Mme Carole Hartmann | M. Franz Fayot | M. Marc Goergen | Mme Sam Tanson | M. Marc Spautz | M. Fred Keup

   Vote sur la motion 3 (rejetée)

   Motion 4 : M. Sven Clement | M. David Wagner | M. Gilles Baum | Mme Sam Tanson | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup (intervention de M. Félix Eischen) | M. Sven Clement (interventions de M. Gilles Baum) | M. Gilles Baum (interventions de M. Sven Clement) | M. Marc Spautz

   Vote sur la motion 4 (rejetée)

Motion 5 : M. Sven Clement | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | Mme Diane Adehm | M. Marc Goergen | M. Gilles Roth, Ministre des Finances (intervention de M. Fred Keup) | Mme Diane Adehm

Vote sur la motion 5 (rejetée)

Motion 6 : M. Sven Clement | Mme Joëlle Welfring | Mme Taina Bofferding | M. Marc Spautz

Vote sur la motion 6 (rejetée)

Motion 7 : M. Sven Clement | Mme Sam Tanson (interventions de M. Sven Clement) | M. Marc Spautz | Mme Taina Bofferding | M. Sven Clement | Mme Corinne Cahen

Vote sur la motion 7 (rejetée)

Motion 8 : M. Franz Fayot | Mme Carole Hartmann | Mme Sam Tanson | M. Fred Keup | M. Marc Spautz

Vote sur la motion 8 (rejetée)

Motion 9 : M. David Wagner | M. Gusty Graas | M. Yves Cruchten | M. Sven Clement | M. Franz Fayot | M. Christophe Hansen | Mme Sam Tanson | M. Fernand Kartheiser

Vote sur la motion 9 (adoptée) (interventions de M. Meris Sehovic et Mme Françoise Kemp)

Motion 10 : M. Fernand Kartheiser | M. Franz Fayot | M. Gusty Graas | Mme Sam Tanson (intervention de M. Gusty Graas) | M. Christophe Hansen | M. David Wagner | M. Meris Sehovic | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Vote sur la motion 10 (adoptée)

Résolution 1 : M. Marc Spautz | M. Sven Clement | M. Fred Keup | M. David Wagner

Vote sur la résolution 1 (rejetée)

5. **8346 – Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2022** **p. 42**

Rapport de la Commission des Comptes : M. Tom Weidig (dépôt d'une résolution)

Discussion générale : Mme Françoise Kemp | M. Patrick Goldschmidt | M. Franz Fayot | M. François Bausch | M. Ben Polidori | M. David Wagner

Vote sur la résolution (adoptée)

6. **Résolution relative aux comptes de l'exercice 2022 de la Cour des comptes** **p. 43**

Exposé : M. Franz Fayot

Vote sur la résolution (adoptée)

7. **Résolution relative aux comptes de l'exercice 2022 de l'Ombudsman** **p. 43**

M. Franz Fayot

Vote sur la résolution (adoptée)

8. **Résolution relative aux comptes de l'exercice 2022 du Centre pour l'égalité de traitement** **p. 43**

M. Franz Fayot

Discussion générale : M. Tom Weidig | Mme Corinne Cahen | M. Fernand Kartheiser

Vote sur la résolution (adoptée)

9. **Résolution relative aux comptes de l'exercice 2022 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher** **p. 44**

M. Franz Fayot (intervention de M. Sven Clement)

Vote sur la résolution (adoptée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Lex Delles, M. Gilles Roth et Mme Martine Deprez, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

## 2. 8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 et modifiant :

**1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;**

**2° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ;**

**3° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;**

**4° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement**

## 8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027

## Programme de stabilité et de croissance (PSC) et programme national de réforme (PNR) (suite)

D'Chamber fiert de Mëtte mat den Debatten iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2024 an iwwert de PSC a PNR weider. Vu datt d'Lëscht vun de Riedner gëschter ofgeschloss ginn ass, ass et elo direkt un der Regierung, fir Stellung ze huelen zu all deene Saachen, déi gëschter gesot gi sinn.

Dofir ginn ech dem Finanzminister direkt d'Wuert. Här Finanzminister, et ass un Iech.

***Prises de position du Gouvernement***

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Gudde Mëtteg. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll vun dëser Plaz aus jiddwerengem fir d'éischt mol Merci soe fir déi ganz lieweg Debatt, déi mer gëschter hei an der Chamber haten. Ech mengen, jiddweree konnt an engem rouegen a faire Austausch säi Standpunkt duerleeën. Dass mer eis hei an der Chamber net op all Punkt eens sinn, ech mengen, dat versteet sech vum selwen an dat ass awer en Ausdrock vun enger ganz geliefter Demokratie. Ech soe ganz éierlech: Ech soen och duerfir Merci.

Dir wësst, dass d'Zäiten no enger Wal – a mir sinn nach net esou laang no enger Wal –, wou e Regierungswiessel komm ass, vläicht méi ugespaanten Zäite kéinte si bei enger Budgetsdebatt. Abee, ech wëll soen, dass ech dat ganz geuerdent fonnt hunn an och duerfir ganz appreciéiert hunn, an duerfir wëll ech ausdrécklech a mengem perséinlechen Numm Merci soen.

Et goufen eng Rei vu Saache gesot. Et goufen eng Rei vun Argumenter virbruecht. Dass ech déi net all deelen, jo, dat verstitt Der och.

**Plusieurs voix** | O!

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Ech muss och soen, dass vläicht net alles, wat gesot gouf, an den Ae vun der Regierung oder vum Finanzminister faktuell richteg ass. Ech wëll awer gradesou däitlech soen, dass dëse Regierungsprojet vum Budget och dem Regierungsprogramm – an deen ass jo maassgeebend – vun der CSV-DP-Koalitioun Rechnung dréit. An ech wëll, mengen ech, an den nächsten 20 bis 25 Minutten op déi eenzel Haaptkritickpunkten agoen – ech kann net op all Detail agoen –, déi virbruecht goufen, an ech versichen och, dat dann zimmlech geuerdent eriwwerzebréngen.

„Keng nei Politick mat dësem Budget" war ee vun de Reprochen, déi gemaach goufen. Et gëtt gesot, dass dëse Budget fir näischt Neies steet. Bon, ech soen: Dat stëmmt esou net! Sécher ass, et ass en Iwwergangsbudget. Doraus hu mer och ni en Heel gemaach an dat wier jo och falsch. Well eng ganz Rei vun de Projeten, déi och déi lescht fënnef Joer an der Chamber virbruecht goufen, goufe mat der CSV gestëmmt. An et muss een och soen, dass jo eng Regierungspartei, déi fréier do war, och an der Regierung ass. An duerfir ass et nëmmen normal – an dat war vun Ufank un zu Senneng kloer –, dass mer net elo alles op d'Kopp geheien, net alles aneschters maachen, mee an der Kontinuitéit vun deem, wat war, virufueren, a virun allem, dass déi Akzenter, wou mer gemeinsam zu Senneng am Konsens eens gi sinn, kënnen an dësem Joer an an deene Joren duerno ëmgesat ginn.

**M. Gilles Baum** (DP) | Ganz richteg!

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Dëse Budget, Dir Dammen an Dir Häre, dréit och deem, wéi Der sot ... Här Baum, ganz richteg! Ganz richteg dréit dee Budget deenen neien Akzenter och Rechnung. Jo, ech soe ganz kloer nach eng Kéier, mir maachen och do keen Heel draus: Mir brauchen eng kompetitiv Ekonomie, mir brauchen eng attraktiv Finanzplaz, well mat deene Sue kënne mer déi Politicken, déi mer ageschriwwen hunn, émsetzen. Mir kënnen d'Leit steierlech entlaaschten a mir kënne virun allem de Sozialstaat, wéi e bis elo fonctionéiert huet, weider fonctionéiere loossen an e vläicht mat deem engen

an deem anere sozial gesteierte Krittär nach weider ausbauen. Doraus maachen ech keen Heel. Dat ass d'Politick, déi gewollte Politick, vun dëser Regierung.

Zweetens: Et si schonn eng Rei Akzenter gesat ginn. Den 1. Januar, Dir Dammen an Dir Hären, ass de Steierbarème un d'Inflatioun mat véier Indextranchen ugepasst ginn. Elo kann ee soen, dat wär net vill. D'Leit mierken dat schonn an hirem Portefeuille! Et ass en equilibréierte Logementspak virgeluecht ginn. Net méi spéit wéi den 31. Januar dëst Joer ass deen de Leit virgestallt ginn. Och de Budget dréit deem Rechnung. Et muss een nämlech eng Äntwert maachen. Ech kommen herno am Detail nach dodrobber.

Wann op eemol d'Enregistrementsrecetten, déi jo maassgeeblech erëmspigelen, wat am Bau nach leeft, vun engem Joer op dat anert Joer ëm d'Hallschent abriechen, jo, da kann een deem net tatenlos nokucken, da muss eng Regierung och am Sënn vun der sozialer Kohäsioun hei am Land handelen.

E véierte Punkt, deen ech wëll nennen: den Effort de défense. Jo, och do sinn nei Akzenter gesat ginn, well natierlech zënter de Walen am Oktober geopolitesch aner Erausfuerderunge komm si mat dem Krich an der Ukrain, deen eng aner Dimensioun kritt huet, mat anere geopoliteschen Aschätzungen, déi weltwäit och um Niveau vun der NATO gemaach goufen, deene mer awer och an deem klenge Lëtzebuerg musse Rechnung droen. A wann den Effort de défense ausgebaut gëtt, no vir gezu gëtt a méi séier ausgebaut gëtt, da musse mer och déi néideg Budgetsmëttele virgesinn.

*(M. Fernand Etgen prend la présidence.)*

E weidere Punkt ass deen, dass mer natierlech och kucken – an dat ass dee fënneften Haaptpunkt –, dass mer d'Trajectoire vun eiser Schold, an dat war och d'Verpflichtung zu Senneng, esou agencéieren, dass se offlaacht, fir dass mer enger weiderer Virgab, nämlech dem Triple-A, kënne gerecht ginn. Ech wäert op déi Punkten herno nach e bësse méi am Detail agoen.

Dann, Dir Dammen an Dir Hären, ass gëschter ugeklongen, déi Presentatioun vun deem Budget wier net ganz éierlech kommunizéiert, dat wier héich gepokert. Ben, ech ka kee Poker spillen, mee ech soen Iech riicht eraus: Ech sinn och keen Täschespiller! Mir hunn nun eeben emol e Kassensturz kritt an deen ass einfach nun emol do gewiescht zu Senneng, deen ass an Dokumenter festgehalen. Dee Kassensturz, dee war och deemools, obschonn e fir Senneng geduecht war, op eemol an der Press, an d'Chamber huet richtegerweis gefrot, fir dass se un déi Zuele kéint kommen. Also sinn déi Zuelen och hinlänglech bekannt.

Dëse Budget, Dir Dammen an Dir Hären, dee gëtt jo net einfach am Finanzminister sengem Büro einfach esou op engem Béierdeckel opgestallt, mee dee berout jo op Zuelen. Dee berout op Aschätzunge vun engem Statec. Dee berout op Aschätzunge vun de Steierrecettë vun de Steierverwaltungen. Dat ass net nëmmen déi direkt Steierverwaltung, dat ass den Enregistrement, dat sinn och nach zousätzlech d'Douane an d'Accisen.

An dat, wat ech gesot hunn an enger Question parlementaire, an dorun halen ech mech, an dat huet d'Madamm Tanson gëschter richtegerweis opgeworf: Mir mussen et hikréien, dass engersäits deen Echange tëschent engem Statec, deen also fir d'Previsiounen zoustänneg ass, an anersäits deenen Donnéeën, déi op der Steierverwaltung sinn, onofhängeg dovunner, dass d'Steiergeheimnis muss intouchéiert bleiwen …, mee wann een Donnéeën op enger Steierverwaltung huet, déi ee kann anonymiséieren, an ech mengen, an Zäite vum digitalen Zäitalter misst een dat kënne maachen, géif dat zu der Fiabilitéit vun der Aschätzung vun den Depensen a vun de Recettë vun dem Budget weesentlech bäidroen.

An dat wier gutt net nëmme fir eng Regierung, mee et wier och haaptsächlech gutt fir eng Chamber, quer parteiiwwergräifend, fir dass se déi Kontroll, déi hir zousteet um Niveau vun der Verfassung, um Niveau vun de Finanzgesetzer, och ka richteg ausüben. An ech engagéiere mech derfir, fir dass dat och an Zukunft méi verdéift ka geschéien.

Den zweete Fakt, deen do ass: Mir hunn en Defizit, deen an dësem Budget bei 1,9 Milliarde läit, wat de sougenannten Zentralstaat betrëfft. Fakt ass awer och, dass deen Defizit manner héich ass wéi déi 3,6 Milliarden Euro, déi zu Senneng an der Nott un de Formateur nach virgerechent goufen. Dat kann een einfach net niéieren! Fakt ass, dass deen Defizit, deen an dësem Budget 2024 steet, natierlech manner héich ass wéi den Defizit, wéi en 2023 ageschat gouf, wéi deemools de Stabilitéitspakt opgesat ginn ass. Alles dat kann een net einfach vun der Hand weisen!

Da frot Der mech: „Wéi ass dat méiglech?" Jo, mir brauchen duerfir keng Zauberei a mir brauchen och keng Kommunikatiounstricken. An ech kommen do zu dem Avis vun dem Rechnungshaff, also vun eiser Cour des comptes, dee jo ugeschwat gouf a mat deem ech mech wëll e bësse beschäftegen.

De Punkt ass, dass am Avis vun dem Rechnungshaff – dat fannt Der op der Säit 56 – gesot gëtt: „Majo, mir begréissen déi Spuermoossnamen, déi ugekënnegt sinn. Mir stelle keng fest, mee de Finanzminister soll d'Lëscht opstelle vun deene Spuermoossnamen, déi gemaach goufen." Ech respektéiere selbstverständlech d'Autonomie vun enger Cour des comptes. Si schreift och ganz gutt Avisen. Mee wa si engersäits feststellt, dass keng Spuermoossnamen do sinn, an zweetens freet, ech sollt se oplëschten, dann ass dat fir mech awer als bescheidene Jong e bëssen eng Contradictio in terminis.

Mee ech wëll awer och déi Erklärunge ginn, firwat vläicht d'Cour des comptes zu där Feststellung kënnt. Op der Säit 56 vun hirem Avis hei …

*(M. Gilles Roth montre une documentation.)*

… geet d'Cour des comptes – si schreift dat ënnendrënner, Note au Formateur – vun enger Situation de déficit aus, wéi se estiméiert war, vun 3,2 Milliarden Euro. Si geet awer net drop an, dass een an där selwechter Note au formateur net vun 3,2 Milliarden Euro schwätzt, mee vun 3,6 Milliarden Euro, wéi dat och ëmmer am Public esou zréckbehale gouf. Dat ass nämlech déi heite Kurv, déi do.

*(M. Gilles Roth montre une documentation.)*

A firwat koum een deemools op déi 3,6 Milliarden Euro? Mee natierlech well eng Rei vu Moossnamen ënnert der fréierer Regierung beschloss goufen, déi gi waren, wéi zu Senneng déi Klausurtagunge waren a well déi selbstverständlech hu misse weidergeschriwwe ginn.

Also kann een net engersäits soen: „Dir hutt net gespuert an Dir gitt vun 3,2 Milliarden aus", wann déi selwecht Note au formateur 3,6 Milliarde virgesäit mat deenen Notten, déi virleien. A wann een da vun deenen 3,6 Milliarden ausgeet an d'Cour des comptes seet: „Ma Dir hutt Méieinnamen um Niveau vun de Steieren agerechent vun 1,3 Milliarden" – ech zéie vun deenen 3,6 Milliarden der 1,3 of –, jo da muss ech nach ëmmer e Spuereffort hunn, fir op déi 1,9 Milliarden Defizit ze kommen, déi an dësem Budget stinn.

An da freet d'Cour des comptes: „Ma sot eis: Wat fir eng sinn dat?" Ech hunn dat gëschter a mengem Exposé d'introduction am Detail opgelëscht. Ech fänken haut net nach eng Kéier un, bis repetita ze maache vun deem, wat ech gëschter gesot hunn a wat jo och an de Medien erëmgi gëtt. Ech wëll just op zwee Haaptpunkten agoen.

Um Finanzministère eleng, fir deen ech responsabel sinn, sinn 320 Milliioune manner Depensen ageschriwwe ginn an ech soen Iech och firwat: well ech et net normal fonnt hunn, dass Gebaier kaaft goufen – wéi an der Vergaangenheet – vu 15.000 Euro de Meeterkaree op dem Kierchbierg, insgesamte Präis: 275 Milliounen Euro. A wann ech de Moien déi Debaten e bëssen iwwert de Livestream matkritt hunn, ass et mat deenen 275 Milliounen Euro nach net gedoen, well do muss et Amenagementer ginn. Ech soen Iech: Stand haut weess ech als Finanzminister net, wien an dat Gebai vum Staat sëtze geet. Weess ech net!

Zweete Punkt …

*(Interruption)*

Zweete Punkt … Jo?

**Une voix** | D'Chamber?

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Zweete Punkt.

*(Hilarité)*

Um Niveau vun der Fonction publique waren dat, ech nennen Iech do keng Detailer, natierlech Diskussiounen an de Contradictoiren, wéi de Budget opgestallt ginn ass. Mir ware kollektiv der Meenung, dass ee vläicht net kéint mat där Steigerung vu Wonschastellunge weiderfueren, wéi dat an der Vergaangenheet emol ugeduecht war. An duerfir wëll ech och konkreet mat Fakte soen, wéi dat war.

Déi viregt Regierung huet sech am Hierscht 2022 drop gëeenegt – wat ech ganz richteg fannen, wat ech ënnerstëtzen –, dass ee sollt iwwert déi nächste Joren, also 2022 an déi Joren duerno, kucken, fir am Numerus clausus ronn 750 Posten, also Neiastellunge pro Joer, virzegesinn, mat enger Marge vun 150 Posten, déi jee no Noutsituatioun kéinten ugepasst ginn. Fannen ech absolut richteg.

Wat ass awer du geschitt? An dat ass och an der Note au formateur dokumentéiert. Mir hunn zu Senneng nämlech op eemol eng Note au formateur kritt, wou – an haalt Iech gutt un! – 3643 Neiastellunge virgesi ware fir d'Budgetsjoer 2024. Bon. Fakt. Fakt ass, dass d'Regierung sech gëeenegt huet an dem Budget 2024, 1500 ETPen, also Emplois à temps plein, fir dëst Joer virzegesinn. 1500 ass nach ëmmer eng stolz Zuel, wann ech vergläichen, dass zwëschent 2023 an 2024, also vu Mäerz op Mäerz, ganzer 1000 Neiastellunge waren, a wann ech vergläichen, dass virun allem 1800 Posten elo nach vu fréieren Numerus-clausussen opstinn.

Jo, de Staat brauch Personal. De Staat brauch gutt Personal, fir déi Aufgaben, och déi nei Aufgaben, déi op en zoukommen, kënnen ze bewältegen: Mee ech muss awer gradesou däitlech soen: Et muss een och emol alleguerten déi Leit mat deene Profiller, déi verlaangt ginn …, dass een déi och alleguerte fënnt!

Ech kéint nach esou mat de Chiffere weiderfueren, mee, ech mengen, mir sinn haut no laangen Debatten net um Punkt, wou mer Epiciersrechnunge maachen, mee et geet haaptsächlech drëms, Iech Argumenter ze ginn, firwat ech dat, wat d'Cour des comptes opwërft, net deelen, an déi si faktuell beluecht. Jiddweree kann dat noliesen. Ech hu se och nach eng Kéier hei.

*(M. Gilles Roth montre une documentation.)*

Wa musse Fotokopië gemaach ginn, hunn ech absolutt kee Problem.

Dat Wichtegst, Dir Dammen an Dir Hären, fir mech, fir d'Regierung an, ech mengen, fir d'Majoritéit hei am Parlament, ass, dass mer en Defizit hunn, dee manner héich ass wéi deen, deen nach zu Senneng an der Note au formateur ausgewise war. Wichteg ass, dass mer deen Defizit erofgeschrauft hunn an trotzdeem d'Kafkraaft vun de Bierger mat Steieradaptatiounen erhalen hunn. Dass mer trotzdeem e substanzielle Pak maachen am Wunnengsbau. Dass mer trotzdeem den Effort de défense kuerzfristeg an d'Luucht gesat hunn. A virun allem, dass mer dee Manner un Defizit erreecht hunn am Sënn vun enger Trajectoire vun enger responsabeler Finanz- a Budgetspolitick, fir dass mer d'Scholdesituatioun vun dem Lëtzebuerger Staat mëttelfristeg offlaachen.

E véierte Punkt ass deen, dass Eenzelner heibanne gemengt hunn, dës Regierung géif just op Wuesstum setzen. Bon, bei 2 % Wuesstum, do muss ee kucken, ob dat just op Wuesstum gesat ass, well den duerchschnëttleche Wuesstum, deen eist Land kannt huet, louch an der Vergaangenheet ëmmer wäit iwwert deenen 2 % vum PIB, déi fir dëst Joer virgesi sinn.

Mee just op Wuesstum setzen ... Jo, Dir Dammen an Dir Hären, ech wier awer net frou, wa mer wéi d'lescht Joer, 2023, wéi mer an enger Rezessioun ware mat engem Réckgang vun der Wirtschaftsentwécklung vun 1,1 % ... An da musst Der Iech awer och d'Fro stelle loossen: Jo, een, dee kee Wuesstum wëllt, mat wat fir enge Sue wëllt en de Sozialstaat finanzéieren? Mat wat fir enge Sue wëllt e mëttelfristeg de Pensiounssystem zu Lëtzebuerg ofsécheren?

An duerfir soen ech nach eng Kéier, wat ech am Ufank gesot hunn: Jo, mir stinn zum Wuesstum. Mir stinn zu kompetitive Betriber. Mir stinn zu enger attraktiver Finanzplaz. A jiddwereen, deen d'Meedie gëschter an haut suivéiert huet ..., da gesitt Der, dass, wann et der Finanzplaz gutt geet, dann och d'Recetten, ech soen, déi indirekt iwwer d'Steieren an déi méi oder manner direkt, wou de Lëtzebuerger Staat Participatiounen a Banken huet ... Ech hu matkritt, dass d'Spuerkeess en dräistellege Beräich (veuillez lire: en dräistellege Milliounebetrag) an de Staatsbudget iwwerweist. Anerer kommen nach vläicht no, well mir hunn och Participatiounen un der BIL, mir hunn och Participatiounen un der Banque générale, un der Post an, an, an. Also däerf een dat alles net vernoléissegen.

An duerfir soen ech och ganz kloer – an dozou sti mer, well et ass an dem Regierungsprogramm festgehal –, dass mer ab dem 1. Januar 2025 am Sënn vun der Kompetitivitéit d'Betribsbesteierung ëm 1 % erofsetzen. A jiddwereen, dee mengt, do géifen esou vill Sue verluer goen, dee soll eng Kéier d'Evolutioun vun der Betribsbesteierung kucken iwwert déi lescht 30 Joer. Allkéiers, wann Upassungen no ënne gemaach gi sinn, huet dat no enger kuerzer Dell oder enger Offlaachung déi Joren duerno permanent e grousse Sprong no vir gemaach.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

Well mir brauchen dat am Sënn vun der Previsibilitéit vis-à-vis vun den Entreprisen, déi hei sinn, an och am Sënn vun der Kompetitivitéit mat anere Juridictiounen.

An duerfir wäert ech och dem Regierungsrot proposéieren, gemääss dem Regierungsprogramm, dass mer um Niveau vun de Fongen, deene sougenannten aktiv gemanagten ETF-Fongen, och en Effort maachen, fir d'Taxe d'abonnement do erofzesetzen, well mer a Konkurrenz – ech hunn dat an der Finanzkommissioun méi ausféierlech explizéiert – mat anere Juridictiounen, wéi ënner anerem Irland, stinn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Dir Dammen an Dir Hären, an deem selwechte Sënn musse mer natierlech och eppes maachen, fir dass eis Finanzplaz, fir dass eis Ekonomie ... An d'Madamm Adehm, déi huet dat a hirem Rapport richtegerweis opgelëscht, dass déi nëmme ka fonctionéieren, net einfach autark, mee si brauch duerfir déi néideg Leit a si brauch déi néideg Talenter. An duerfir musse mer och kucken, dass mer déi Talenter, déi aus dem Ausland kommen ... A si huet richteg ënnerstrach: D'Sonn schéngt hei manner wéi zu Madrid oder zu Barcelona. Mier hu mer net, da musst Der bis op d'belsch Plage op Ostende oder Blankenberge fueren, mee da sidd Der zwou an eng hallef Stonne minimum, wann Der d'Verkéiersreegele mataberechent, méi laang ënnerwee. An dann, wësst Der ...

*(Hilarité)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Et geet och méi séier, Här Roth, oder wéi?

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Jo, dat gëtt méi deier.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dat wier jo da gutt fir de Staatsbudget.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | An da wësst Der, dass mer vläicht net alles kënnen offréieren, wat anerer hunn. An déi, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen, respektiv déi Jonk, déi zu Lëtzebuerg schaffen, wat interesséiert déi? Ma déi interesséiert net dat, wat se brutto verdéngen, mee déi interesséiert dat, wat se um Enn vum Mount netto hunn, no Ofzuch vun de Steieren, no Ofzuch vun hire Liewenskäschten.

Firwat soen ech dat: kompetitiv Betriber, attraktiv Finanzplaz? Mee aus deem Grond, Dir Dammen an Dir Hären, well mer Wuesstum brauchen, fir d'Sozialtransferte weiderhin ze assuréieren. An ech soen et ohne Wenn und Aber, dass mer zu all deene Sozialleeschtungen, déi bis elo do sinn, stinn an duerfir och am Budget 2024 47 % – den Här Spautz huet gëschter de Montant nach eng Kéier genannt – vu sämtlechen Ausgabe vun eisem Budget Sozialtransferte sinn.

E weidere Punkt, Dir Dammen an Dir Hären: eng ze vill optimistesch Aschätzung vun de Recetten. Jo. Déi eng soen – zum Deel nach aus där selwechter Partei –: „D'Steierrecettë sinn iwwerschat." Déi aner soen: „D'Steierrecettë sinn ënnerschat, en Dekont, wéi all déi Jore virdrun. Kommt a sot: ‚O, et ass esou vill besser ginn an duerfir hu mer esou vill besser geschafft.'" Ech mengen, mir leien an enger gudder Mëtt. Mee och do wëll ech faktuell schwätzen. Fakt ass, dass d'Steierrecetten dëst Joer – do sëtze vill jonk Leit do uewen, moien – 7,1 % Progressioun hunn am Budget 2024 par rapport zum Budget 2023. Wësst Der, wat d'Progressioun war am Joer 2023, also ënnert där viregter Regierung, déi, déi elo soen, mir hätten d'Steierrecetten ze héich ageschat? 2023 – bei engem Wirtschaftsréckgang vun 1,1 % – waren d'Steierrecettë mat enger Progressioun vun 9,5 % ageschat. Dat just zu de Fakten.

Mir hunn um Niveau vun der Aschätzung vun de Steierrecetten eng realistesch Aschätzung gemaach op Basis vun den Aschätzungen, déi d'Steierverwaltunge gemaach hunn, an dunn hu mer déi ganz liicht no uewen ugepasst – ech soen: ganz liicht no uewen ugepasst – opgrond vun der Evolutioun, déi mer iwwert déi lescht Jore kannt hunn. Wéi gesot, 7,1 % Progressioun, 2,4 % manner wéi am Joer 2023. An d'Zuelen, an dat ass och Fakt: Et war jo eng ganz Rei vu Leit heibannen – an der Reegel wieren et normalerweis 30 Deputéierter gewiescht – an der Budgetskontrollkommissioun an an der Budgetsfinanzkommissioun leschte Méinden. Ech hunn deenen Deputéierten, déi do waren ... Dat war e ganz interessanten Austausch. Ech sinn och do richteg dankbar derfir, well dat gëtt jo och enger Regierung, absënns dem Finanzminister, eng Aschätzung, wéi d'Leit d'Zuele vläicht aneschters gesinn. Do hu mer festgestallt, dass mer déi éischt dräi Méint dëst Joer eng Steigerung vun de Steieren hunn, den direkte Steieren – vun der Betribsbesteierung, vun der Lounsteier an der Akommessteier –, vun 11,7 % par rapport zum éischten Trimester 2023. Mir hunn aleng eng Hausse vun der Lounsteier vun 18,2 % an deenen éischte véier Méint vun dësem Joer, obwuel d'Steiertabell ëm véier Indextranchen un d'Inflatioun ugepasst gouf!

E siwente Punkt ass deen: héich Investitiounen. Et ass gefaart ginn, et géif elo op den Investitioune gespuert ginn an déi wiere manner héich wéi 2023. Jo, se si manner héich wéi 2023 a wéi 2020, mee dat huet awer eng einfach Explikatioun. 2020 war Pandemie, war Covid. An ech soen Iech ganz éierlech: Also wann dat Land ëmmer misst mat deenen Investitioune fuere wéi 2020, da géife mer net méi laang, wéi dat gesot ginn ass hei, Poker spillen, da géife mer net méi laang Täscherechnunge maachen, mee da géife mer do sëtze mam Fanger am Mond. An 2023, firwat waren do d'Investitioune méi héich? Ma well en Effet de déphasage war, well en Effet vu Präiserhéijungen do war a well virun allem eng Rei Saachen, déi an der Tripartitt beschloss goufen um Niveau vun den Investissementer, kontabiliséiert goufen.

Mir maachen also eng realistesch Aschätzung vun den Investissementer, ech hunn et gesot, déi sech iwwert déi nächst Jore wäerten ëm déi 4 % vun eisem Bruttoinlandsprodukt beweegen. A mat deene 4 % Bruttoinlandsprodukt vun den Investitioune leie mer méi héich wéi d'Moyenne vun deene leschten 10 Joer, well do ware se nämlech bei 3,7 %.

Dat, wat ech net wëll als Finanzminister, ass, dass mer elo fir alles soen: „Kuck mol, wat maache mir fir d'Ekonomie, fir d'Industrie a fir de Bau a Gott weess wat", dass mer héich Investissementer asetzen an herno soe mer: „Jo, d'Chantiere sinn net esou séier virugaangen. Mir hate Problemer, bis dass de Projet konnt lancéiert ginn", an dass mer da 4,5 % Bruttoinlandsprodukt vun Investitiounen ageschriwwen hunn, an herno lande mer bei 3,5 %. Ech mengen, 4 %, dat ass meng éierlech Meenung, 4 % ass eppes, wat realistesch ass, wat eis Ekonomie, wat eis Betriber ..., et muss ee jo och Betriber hunn, déi alleguerten déi Chantiere bewerkstellegen, dass mer dat och kréien, well et huet kee Sënn, soen ech Iech ganz riicht eraus ... An ech hu villes iwwert déi lescht Wochen am Land matkritt, wann d'Leit sech opreegen, dass op all Eck e Chantier ass. Also wa mer iwwerall e Chantier ufänken an et dauert laang, bis dass se fäerdeg sinn, mengen ech, ass dat net am Sënn vun der Kompetitivitéit a virun allem vun der Mobilitéit vun eisem Land.

Déi Investitioune vu 4 % Bruttoinlandsprodukt, firwat ginn déi genotzt? Prioritär fir d'Mobilitéit, déi brauche mer am éffentlechen Transport, mee net ausgeschloss den Individualverkéier, sprech d'Stroossen. Zweetens: Mir brauche se fir de Logement. Drëttens: Mir brauche se fir d'energeetesch Transitioun. A véiertens brauche mer se virun allem an dem Digitalen.

An ech maachen do de Krees zou. Déi nächst Woch wäert ech den neie Steierdirekter vereedegen. Den 1. Mee trëtt hie seng Funktiounen un. An der Lettre de

mission vun deem neie Steierdirekter steet dran – an ech mengen, dat gouf à iteratives reprises hei gefuerdert, et gouf och an Auditrapporte vun internationale Greemie gefuerdert –, dass mir eng verstäerkten Digitalisatioun vun eiser Steierverwaltung hunn. Éischtens, well mer eng Relatioun hu mat de Leit als Service client, an ech bezuelen e Steiercontribuabelen als Client, deen ass net als Administré ze consideréieren. An zweetens musse mer déi Verwaltungsofleef an de Steierverwaltungen esou streamen, dass mer eng Gestion de risques maachen, dat heescht, dass mer automatiséiert Verwaltungsofleef hu fir einfach Steiererklärungen an dass mer da kënnen déi Ressource-humainen, déi Leit huelen, fir déi méi komplizéiert Dossieren ze kucken, dass déi éischtens méi séier viruginn an zweetens, dass se och fristgerecht kënne besteiert ginn.

An et ass dat, wat gëschter, mengen ech, zu Recht hei zréckbehale gouf. Et ass gesot ginn: „Do sinn nach Arrieréë vun" – wat war et? – „1,8 Milliarden Euro", ass ugeklongen, „an d'Steierverwaltung zitt déi" – wat ech net weess –, „dann esou nach Gutdünke raus, seet ‚Mir brauchen nach e bësse Suen, da gëtt deen do elo besteiert, an do brauche mer der vläicht e bësse manner, da loosse mer deen nach leien.'" Ech weess net, ob et esou fonctionéiert. Ech mengen, esou einfach, wéi dat duergestallt gouf, ass et awer net grad, well déi Besteierunge sinn héich komplex, sinn héich komplex, an ech hunn en höllesche Respekt virun deene gudde Leit, déi mer an de Steierverwaltungen hunn, an do kann eist Land richteg, richteg houfreg drop sinn, well ouni déi géif dat net fonctionéieren, besonnesch an esou enger komplexer Welt, an enger komplexer Finanzwelt wéi déi, an där mer eis beweegen.

Dann ass gesot ginn – ech si bei mengem néngte Punkt –, et wiere keng resilient Staatsfinanzen. Bon, ech stellen do just fest: Mir hunn d'Progressioun vun den Ausgabe gebremst. De Schéiereffekt, deen ass geschloss ginn. En ass nach net ganz positiv, dat heescht, d'Ausgabe ginn dëst Joer nach e bësse méi séier an d'Luucht wéi d'Einnamen, mee ab 2025 wäert déi Schéier gedréint sinn. Da wäerten d'Einnamen erëm méi staark klamme wéi d'Ausgaben an dat ass jo och begréisst ginn an enger ganzer Rei vu Beruffskummeren hiren Avisen, inklusiv deem vun dem Staatsrot.

An da kommen ech op e weidere Punkt, dat ass dee vum sougenannten Objectif à moyen terme. Ech liesen dann: „Dat ass déi nei Scholdebrems." Bon. Also wann et déi nei Scholdebrems ass, dann ass och do e bëssen eng Contradictio in terminis, well den OMT, dee gëtt et schonn zéng Joer. Dat heescht, dës Regierung mécht am Sënn vun enger responsabeler Finanzpolitick an enger responsabeler Budgetspolitick eigentlech näischt aneres, wéi den Objectif à moyen terme, sou wéi en zënter 2012 fonctionéiert, ganz einfach weiderzefëieren. Bon. A mir halen dat. Dat ass Partie intégrante vun dem Koalitiounsprogramm, vun dem Regierungsprogramm an am Sënn vun enger responsabeler Gestioun vun den ëffentleche Finanze wëlle mer dat esou viruféieren, dat och am Sënn vun den zukünftege Generatiounen.

Dann ass gefrot ginn: „Schreift Der e gewëssene Pourcentage vun enger Schold an?" Dat géif ech eng richteg Scholdebrems fannen. Et ass, mengen ech, vun de Kolleege vun der ADR gefrot ginn: „Wéi stitt Der zu enger 30 %-Maximalschold?" Ech ginn Iech do follgend Äntwert: a) Mir si keng Prozentfetischisten.

*(Hilarité)*

Nee, mir si keng Prozentfetischisten. Dat ass virun de Wale gesot ginn, an dat gëtt och no de Wale gesot!

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Dat …

*(Interruption par M. Fernand Kartheiser)*

Jo, deen ass bei 60 %, Här Kartheiser. Ech hoffen net, dass mer dohinner kommen, well soss kënne mer d'Rolllueden hei erofmaachen.

*(Interruptions et hilarité)*

30 % ass en Objectif, mee 30 % ass net eng Schallmauer an 30 % ass och net eng Mauer, op déi mer eis géifen als Prozentfetischisten, déi mer net sinn, festleeën. Mir hätten also gären, dass déi ëffentlech Scholdcourbe, dass déi op d'Jore gesinn offlaacht. A bis elo mat dem Pluriannuel, dee jo och dann zum Vott läit, hu mer dat bis elo, Stand haut. Ech weess net, wat alles geschitt. Ech hu gëschter gesot: „Ech kann net an eng Glaskugel kucken." Ech soen dat och haut: Ech ginn dervun aus, dass mer opgrond vun där Finanzsituatioun, wéi se elo gestréckt ass a wéi se d'nächst Joer vläicht gestréckt ass an déi Joren duerno, et fäerdegbréngen, ënnert deem Seuil vun 30 % ze bleiwen. An Dir hutt gesinn, dass mer 2027 sollen op ronn 27 % ëffentlech Schold par rapport zu dem Bruttoinlandsprodukt leien. Dat ass net a Stee gemeesselt. Ech soen als Finanzminister: keng Prozentfetischisten. Mir hätte gären, dass d'Trajectoire vun der ëffentlecher Schold offlaacht. Dat ass wichteg, fir den Triple-A ze halen, mee ech sinn och dergéint, dass mer eng Scholdesituatioun, eng Scholdebrems fest an eng Constitutioun oder soss enzwousch aschreiwen, mee gradesou fest stinn ech zu engem Objectif à moyen terme.

Da gëtt gesot: „Et gëtt keng nei Steierpolitick, et gëtt keng Aarmutspolitick gemaach. Aarmut schéngt keng Prioritéit ze sinn." Abee, Dir Dammen an Dir Hären, dës Regierung ass ugetrueden, an den Här Baum huet et gëschter … Nee, den Här Baum huet et gesot an den Här Bauler huet et gesot.

*(Interruption)*

Zweemol „B".

Dës Regierung ass ugetrueden, fir d'Leit steierlech ze entlaaschten! En éischte Schrëtt, deen ass gemaach gi mat enger Upassung vun dem Steierbarème un d'Inflatioun vu véier Tranchen. An dass dat net näischt bewierkt, wëll ech Iech awer mol eng Kéier soen: Do hu Leit, déi 125.000 Euro versteierbaart Akommes an der Steierklass 2 hunn, en Netto méi dëst Joer vun 2.189 Euro. Also, dat ass awer net grad näischt!

An da wollt ech Iech soen, et gëtt gesot: „Dat ass keng Aarmutsbekämpfung?" Also, den Aarmutsrisiko, dee kann ech net – a keen an der Regierung, an, ech mengen, och net hei an der Chamber –, dee kënne mir net vun haut op muer mat engem Schlëssel einfach ëmleeën. Den Aarmutsrisiko ass iwwert déi lescht Joren an d'Luucht gaangen an dee kann een net mat engem Knappdrock einfach ofstellen. Wichteg ass awer – an, ech mengen, dat ass déi Lektioun vu gëschter, déi mer sollte gemeinsam kucken –, dass jiddweree sech heibannen deem Aarmutsrisiko bewosst ass. An da musse mer geziilt och op deem Aarmutsrisiko schaffen.

Wat heescht dat? Um Niveau vun de Steieren: Mat der Inflatiounsberengegung hu mer och de Virdeel – well dat ass och alles bekannt –, dass de steierbefreiten Agangssaz – dat heescht, dat ass dee Montant, op deen een iwwerhaapt Steiere bezilt – an der Steierklass 1 awer mëttlerweil vun 11.265 Euro op 12.438 Euro an d'Luucht gaang ass. Bon, dat ass an der Steierklass 1.

Wat heescht dat awer méi konkreet? Dat heescht, dass an der Steierklass 2, mee virun allem an der Steierklass 1a – déi Leit, déi am meeschte vun dem Aarmutsrisiko betraff sinn –, dass do de steierbefreiten Agangssaz bei ronn 25.000 Euro läit. Dat heescht, eng elengerzéiend Persoun oder aner Leit, déi an der Steierklass 1a sinn, fänke réischt un, Steieren ze bezuelen, wa se méi wéi 25.000 Euro versteierbaart Akommes pro Joer hunn.

Dofir ass et wichteg, dass mer weider Inflatiounsberengegung vun dem Steierbarème maachen. Dat ass och zu Recht – ech wëll dat soen – vun der Madamm Tanson … D'Madamm Bofferding hat dat och ugeschnidden. „Wat geschitt mat den Elengerzéier? Wat geschitt mat der Steierklass 1a?" Ech soen dat och ganz kloer, déi Fro ass jo konkreet gestallt.

An dem Regierungsprogramm steet dran, dass 2025, dat heescht, d'nächst Joer, mussen Adaptatiounen um Niveau vum Tariff vun der Steierklass 1a sinn. En attendant – dat soen ech gradesou kloer –, dass 2026 en Avant-projet de loi sollt virleien – an dat ass net méi laang, dat ass an zwee Joer –, fir där komplexer Situatioun vun der Individualbesteierung kënnen entgéintzewierken.

Lo frot Der mech: „Wat maacht Der da lo fir déi an der 1a?"

Si ginn entlaascht.

Zweetens, et si Berechnungen amgaang – an dat dréckt een net einfach esou aus der Hand –, fir un der Formel vun der Steierklass 1a, déi jo ofgeleet gëtt vun der Steierklass 1, fir do a Erliichterungen ze maachen.

An deen drëtte Punkt ass deen, dass ech wëll, besonnesch deenen, déi an der Steierklass 1a am meeschte vun dem Aarmutsrisiko – an ech maachen do de Krees erëm zou – betraff sinn … A wien ass dat? Jo, dat sinn elengsteeënd Persounen, déi Monoparentalle sinn, dat heescht, déi och nach Kanner zu Laaschten hunn. An do si jo an der Vergaangenheet eng Rei vu gudden Usätz gemaach ginn. Dat ware Steierkreditter, fir mat deene cibléiert ze schaffen.

Ech kéint mer virstellen, dass déi Reform vum Tariff vun der Steierklass 1a 2025 sech ëm déi dräi Elementer, dräi Kärelementer, wäert dréien. Soubal mer e bëssen avancéiert sinn, hunn ech absolutt kee Problem, iert de Gesetzesprojet definitiv deposéiert gëtt, fir an der Finanzkommissioun eng Kéier do d'Iwwerleeunge vun dem Ministère virzeleeën.

A: ech engagéiere mech, dat ze maache virum 1. Januar 2025 – gestëmmt.

B: déi dräi Elementer – d'Formel, an zweetens, virun allem um Niveau vum Zousaz, wat déi Leit, déi Elengerzéier sinn, betrëfft, eppes dropzeleeën –, fir dat hinzekréien.

An drëttens: wa mer de Steierbarème nach weider un d'Inflatioun upassen, dass dee Phenomeen, wou ech virdru gesot hunn, dass fir déi Leit an der Steierklass 1a de Montant, op dee se iwwerhaapt Steiere bezuelen, nach weider an d'Luucht gedréckt gëtt.

Dann ass gesot ginn: „Dir maacht eng Trickle-down-Politick." Bon, do soen ech Iech ganz éierlech: Ech hunn elo um Véierel vir zwou dann nach eng Kéier nokucke gelooss, wat „Trickle-down" heescht. Well dat ass esou e Wuert, dat gëtt dann iwwerall esou do gebraucht. Ech liesen Iech dat elo mol vir.

Ech hunn nach e bëssen, jo, 15 Minutten. Ech kréien dat nach hin.

*(Hilarité)*

Also: „Die Trickle-down-Ökonomie ([…] auch Trickle-Down-Theorie genannt) beschreibt die Überzeugung, dass der Wohlstand der Reichsten einer Gesellschaft nach und nach durch Konsum und Investitionen in

die unteren Schichten der Gesellschaft durchrieseln und so zu Wirtschaftswachstum führen würde, von dem dann alle profitieren." Dat ass Trickle-down.

*(Interruption)*

Also, elo muss ech Iech ganz éierlech soen: Wa mer eng Upassung vum Steierbarème un d'Inflatioun maachen, dass dat soll Trickle-down sinn, also dat verstinn ech a mengem klenge Käppche wierklech net! Well, Dir Dammen an Dir Hären, wann eng Upassung vun dem Steierbarème un d'Inflatioun kënnt, dann ass et net de Spëtzeverdénger, deen dovunner am meeschte profitéiert, well dee bleift souwisou op deem selwechten Niveau. Ob en elo 500.000, 600.000 oder méi verdéngt, bei deem spillt dat guer net méi, well e souwisou um Spëtzesteiersaz läit, mee et profitéieren haaptsächlech a proportional déi Leit, déi am mannste verdéngen, well déi duerch d'Progressivitéit vun eisem Steiertariff méi spéit op méi héich Steiersätz kommen.

Dofir huet dat do strictement guer a glat näischt mat där sougenannter Trickle-down-Rhetorik ze dinn!

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Interruptions)*

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Dir Dammen an Dir Hären, e leschte Punkt ass deen: Réckschrëtt a Saachen Ëmwelt- a Klimapolitick. Bon, also do soen ech Iech ganz einfach: Dës Regierung huet sech verflicht an hirem Regierungsprogramm, fir zum PNEC ze stoen! An dat soen ech och elo nach eng Kéier hei ënnert der Kontroll vun dem Wirtschafts- an Energieminister, well dee mat oder nieft dem Ëmweltminister do concernéiert ass. Dat widderhuelen ech nach eng Kéier.

A mir stinn zu deenen Zuelen, nämlech dass d'Ausgaben an d'Ëmsetze vum nationalen Energie- a Klimaplang vun 2,22 Milliarden – dat verhält sech einfach – 2023 op dëst Joer 2,47 Milliarden Euro an d'Luucht ginn an am Joer 2025 nach eng Kéier op 2,68 Milliarden Euro. An d'Regierung setzt och alles drun, fir déi Verflichtungen, wat den Transportsecteur ... An ech weess, an den Ekonomiesminister weess et virun allem, dass dat net onbedéngt evident ass, déi Ziler och kënnen ze erfëllen.

An da muss ech awer och eppes redresséieren an deem Kontext. Et ass gëschter gesot ginn: „Sinn Dieselverkeef réckleefeg? Dat ass net esou." Majo sécher ass et esou! An ech hunn de Mëtten eng Question parlementaire ënnerschriwwen, ech mengen, vun der Madamm Tanson, wou opgelëscht gouf, ...

*(Interruption)*

Pardon, ech däerf net mam Fanger ... Nee, mee ech hu mam Fanger op Iech gewisen. Nee, ech hunn ... Huelt mer dat net iwwel!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Sot Der mer et perséinlech elo?

*(Hilarité)*

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Et ass esou: Déi Zuele kann ech Iech awer elo am Virfeld soen. Also, den Dieselverkaf, deen – den Diesel ... also de Spritt Diesel – ass erofgaangen: 2018 sinn nach 2,13 Millioune Liter Diesel zu Lëtzebuerg verkaaft ginn. 2023 – dat sinn déi lescht Statistiken, déi mer hunn, well dat ass dat ofgeschlossent Joer – sinn 1,38 Millioune Liter verkaaft ginn. Also ass de Spritt Diesel wäit réckleefeg, entgéint konträre Behaaptungen, déi gëschter hei ugefouert goufen! An ech hunn dat an der Finanzkommissioun gesot. An dat heescht och, dass natierlech um Niveau vun de Recetten, an Accisë virun allem, vun dem Diesel manner Recettë kommen. Et kënnt herno eng Motioun, da kann ech där scho virgräifen. Et ass ganz kloer: Dës Regierung steet zu dem PNEC! Dës Regierung steet zu där Politick, dass mer kucken, de Shift ze maache vun de fossillen Autoen op Elektroautoen. A betraff ass natierlech an dësem Fall virun allem de Camionstrafick.

Well, contrairement zu deem, wat dobaussen ugeholl gëtt, tanken d'Camione guer net méi massiv op der Aire de Capellen oder op der Aire de Bierchem. Firwat? Mee well an der Belsch notamment, well de Belsche Staat: Do ass den Diesel fir Professioneller zwar méi deier am Ursprong, mee de belsche Staat gëtt dann den Entreprisen d'Differenz erëm, soudass et fir déi Leit an der Belsch méi einfach a méi bëlleg ass ze tanken, wéi wa se dat géifen op de lëtzebuergeschen Tankstelle maachen.

Elo hunn ech nach eelef Minutten an dofir kommen ech elo zu menger Konklusioun.

Ech sinn duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, e bëssen iwwerrascht iwwert déi Schwaarzmolerei, déi vun Eenzelne gëschter hei opgezeechent gouf. Mat dësem Budget stellt d'Regierung d'Weiche fir d'Zukunft, mat wichtegen Investitiounen, wéi ech gesot hunn, an d'Mobilitéit, an de Logement, an d'Digitalisatioun, an de sozialen Zesummenhalt an an d'Sécherheet. Dës Regierung setzt gewollt op Wuesstum, well ouni Wuesstum bleiwe mir stoen. An ouni Wuesstum, Dir Dammen an Dir Hären, kënne mir och eis net dee Sozialstaat leeschten, dee mir eis, mengen ech, alleguerten oder op d'mannst mat ganz grousser Majoritéit heibanne wënschen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Finanzminister Merci. Här Finanzminister, den Här Weidig stellt Iech nach gär eng Fro. Sidd Der domat d'accord? Vun do oder vun Ärer Plaz, wéi Der wëllt. Dir decidéiert. Mir gi just dem Finanzminister eng Chance, op seng Plaz zréckzegoen an da kritt den Här Weidig d'Wuert.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Dir hutt jo gesot, Dir wiert kee Fetischist, wat de Pourcentage fir d'Scholden ugeet, mee Dir sidd natierlech e Fetischist fir den Triple-A. An ech mengen, mir sinn och derfir, mee elo ass et natierlech esou, datt d'Ratingagencies natierlech Fetischiste sinn an natierlech ganz kloer Krittären hunn, an ab engem bestëmmte Scholdentaux gëtt et keen Triple-A méi. Duerfir géif mech interesséieren: Dir hutt jo bestëmmt ..., intern wësst Der jo bestëmmt, ab wat fir engem Scholdentaux ee keen Triple-A méi huet. Kënnt Der eis vläicht ... Sinn dat lo 30 %, 40 %, 50 % oder wéi vill ongeféier?

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Finanzminister, probéiert emol.

*(Hilarité)*

**Une voix** | Probéiert emol.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci. Här President, ech sinn heihinnerkomm, well ech bëssen eng Gêne hunn. An déi Gêne ass déi, dass de Wirtschaftsminister eigentlech och nach sollt am Numm vun der Regierung schwätzen. An duerfir hunn ech mech bësse genéiert, well en nach just zéng Minutten huet. Duerfir sinn ech heihinnerkomm, net aus Onhéiflechkeet vis-à-vis vun dem Här Weidig.

Ech wëll dem Här Weidig awer op seng Fro äntwerten. Ech si Fetischist vun näischt an d'Regierung och net.

*(Interruptions et hilarité)*

Mee wann Der den Triple-A ugeschwat hutt: Jo, selbstverständlech mécht d'Regierung gären hir Scholdepolitick esou, dass deen Triple-A ka garantéiert ginn. Firwat? Well mir sinn e klengt Land. Mir sinn eng oppen Ekonomie. Mir sinn dervun ofhängeg, dass d'Kompetitivitéit vun de Betriber do ass. Mir sinn dervun ofhängeg, dass mer eng attraktiv Finanzplaz hunn. An déi Leit, déi hätte gäre Previsibilitéit. A fir déi Previsibilitéit ze hunn, ass dat Bekenntnis scho vun Ufank un zu Senneng gewiescht am Numm vun dem deemolege Formateur an haitege Staatsminister, dem Luc Frieden, fir deen Triple-A ze halen.

Op Är konkreet Fro: Bis wuer geet deen Triple-A? Dat, wat d'Ratingagencen interesséiert, ass: Wéi evoluéiert den Defizit vu Lëtzebuerg? Wéi evoluéiert virun allem, an dat ass den Haaptkrittär, d'Trajectoire vun eiser ëffentlecher Schold? An duerfir soen ech: Mir mussen déi offlaachen. Ech soen awer gradesou kloer: Ech hu keng Glaskugel. Ech weess net, ob nach eng Pandemie kënnt. Ech weess net, wat nach geopolitesch geschitt.

Mee fir dann ze mengen, egal wat dobausse geschitt, mer missten op deenen 30 % bleiwen an doriwwer géif näischt méi goen ... Mir hunn eng Aufgab, an dat ass virun allem, d'Land ze geréieren, déi sozial Kohäsioun vu Lëtzebuerg ze geréieren. A wann et dann eng Kéier iwwert déi 30 geet an d'Trajectoire stëmmt länger- a mëttelfristeg, ech mengen, da si mer och nach richteg. An et ass och dat, mengen ech, wat am Geescht vun deem ass, wat déi Ratingagencë gesinn.

Duerfir hunn ech gesot, ech hu mech e bëssen ausernanergesat mat dem Avis vun der Cour des comptes. Mee wann der d'Avise vun der Cour des comptes 2018, 2019 gelies hutt, do hunn déi en Échange de lettres – dat ass ganz interessant – opgelëscht, wéi den deemolege Finanzminister oder de Finanzministère mat de Ratingagencë communiquéiert huet an do ass dat och opgewisen. Mir kënnen eis zu Lëtzebuerg, dass dat och kloer ass, keng Schold vu 40, 50 oder 60 % leeschten, well dann, mengen ech, maache mer d'Riddoen erof.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Finanzminister. Nach eng Fro vun der Madamm Sam Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo. Merci fir déi vill Äntwerten an Explikatiounen, Här Finanzminister. Ech wollt nach eng Kéier zréckkommen op déi Geschicht mam „Bluff", wéi ech et da genannt hunn. Dir sot, Dir wiert bei de Fakte bliwwe par rapport zu deem, wat d'Cour des comptes eis gesot huet an der Kommissioun a wat se d'ailleurs och an den Avis geschriwwen huet. Ech wollt dat awer nach eng Kéier hei genau soen an ech hunn och eng Fro an deem Kontext par rapport zu deenen Zuelen, déi Der genannt hutt.

Also, d'Cour des comptes huet eis dat gesot an der Kommissioun. Si hu jo aner Moyene wéi mir an eise jeeweilege Fraktiounen a si maachen dat dote jo och elo scho ganz laang. D'Cour des comptes schreift – dat ass op der Säit 56 vum Avis –: „L'évolution des soldes de l'administration centrale affichés au projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle", ech soen elo net nach eng Kéier dee ganzen Datum, „par rapport à ceux contenus dans la note du formateur d'octobre 2023 s'explique principalement par l'évolution des estimations au niveau des recettes de l'administration centrale comme le montrent le tableau et le graphique suivants. Au niveau des dépenses de l'administratioun centrale, il n'y a quasiment pas de changement entre la note au

formateur d'octobre 2023 et le projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle".

Dat heescht, et ass dat, wou mer eis baséiert hunn, fir déi Froen an de Kommissiounen ze stellen, wou mer keng Äntwert vun iergendengem Minister kruten, ausser vun der Madamm Deprez, déi eis e puer Beispiller genannt huet, wou se da gespuert huet. Ech hunn déi gëschter ernimmt, mee dat war, wéi gesot, aus éischter praktesche Grënn, wou déi Projete fale gelooss gi sinn. An dat, wat Dir eis gëschter fir d'éischt gesot hutt, dat mat deenen 320 Milliounen: Et géif mech och interesséieren, wat dat genau wär. Well ech hunn och nach eng Kéier de PV vun der Kommissioun nogekuckt, do hutt Der näischt dovunner gesot. Ech hunn dann nach eng Kéier d'Äntwert op d'Question parlementaire vun de Kolleege vun de Lénke gekuckt, déi Iech genau déi Fro gestallt haten, wou Der och net en detailléierte Katalog ginn hutt.

Dat heescht, ech wëll jo gären, dass dat alles net stëmmt, wat d'Cour des comptes geschriwwen huet a wat och Är Ministerkolleegen eis an der Kommissioun gesot hunn, mee meng Demande ass wierklech déi, an dat gouf bei virege Spuerpäck och gemaach, d'Demande ass am Fong déi: Wann esou Spuermesüren, an Dir hutt se manner prominent hei am Plenum virbruecht wéi herno, wéi gesot, virun allem bei RTL an deene sëllegen Interviewen, déi Der déi Deeg do ginn hutt ..., dass Der da wierklech en detailléierte Katalog gitt, wou Der och sot: „Hei an do ass gespuert ginn."

Dann hätt ech nach eng Remark zu deene 5 %. Dat hunn ech jo och net erfonnt. Et si vill Kolleegen hei, déi an der Finanzkommissioun sëtzen. Och dat war eng ganz kloer Ausso vun de Vertrieder vun der Cour des comptes, déi gesot hunn, dass déi 5 %, wou dann net géif iwwert d'automatesch Besteierung bei deenen déckste Contributeuren d'Suen agedriwwe ginn, dass grad déi géifen e bësse gekuckt ginn a Fonctioun dovun, wéi eng Recettë gebraucht ginn. A meng Demande – dat war jo och gëschter dat, wat ech an der Ried gesot hunn – ass déi, dass mer awer kéinten eng Kéier mat Iech an och mat de Beamte vun der Verwaltung dat doten am Detail diskutéieren.

An nach eng lescht Remark zum ... Ech hoffen, dass Der am Finanzministère net nëmme Wikipedia hutt, wann et ëm d'ekonomesch Theorië geet, well dat Zitat, dat Der eis ginn hutt, dat kënnt vun do. An déi Geschicht mam Trickle-down, dat kënnt jo net vun ons. Dat ass am Walkampf ëmmer erëm vum elo Premierminister esou duergeluecht ginn an et ass déi selwecht Logik, an déi eeben och de Logementspak geet.

*(Interruption)*

De Basisgedanken dovunner ass jo deen: ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Tanson, Dir misst zum Schluss kommen!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | ... Et geet duer, dass een Incentivë gëtt um Niveau vun den Entreprisen an da geet dat schonn, de Rescht geet da scho vum selwen. An dat ass eng Theorie, déi och vu sëllege groussen Ekonomisten an och Nobelpräisträger scho kommentéiert a kritiséiert gouf. Och dat kann een op Wikipedia noliesen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Här Finanzminister, wann Der wëllt, kënnt Der äntweren.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Ech soen et dann nach eng Kéier. Ech mengen, déi drëtte Kéier ass et da vläicht e bësse méi kloer.

*(M. Gilles Roth montre une documentation.)*

Hei ass en Dokument ... Madamm Tanson, da kuckt och! Hei ass en Dokument ...

*(Interruptions et hilarité)*

Jo, jo. Hei ass en Dokument – dat ass net ënnert dëser Regierung erstallt ginn, mee ënnert der viregter Regierung, well déi war dunn nach am Amt –, dat den Delegatiounen zu Senneng virgeluecht gouf. An do hutt Der déi rout Kurv mat 3,2 Milliounen Euro Defizit, op déi d'Cour des comptes sech berifft, mee si mécht Abstraktioun vun där gestréchelter Kurv, déi méi déif ass an déi 3,6 Milliarden Euro Defizit virgesäit. Dat ass den Ënnerscheed. An ech mengen, wann ee vun Notes au formateur schwätzt, da muss een déi Gesamtzuele kucken. Well déi 3,6 Milliarden, déi, an ech widderhuelen et nach eng Kéier, spigelen déi previsibel Depensen erëm, déi déi viregt Regierung decidéiert huet, déi schonns fir 2024 sollte lafen an déi dës Regierung net a Fro gestallt huet.

Elo kënnt Dir dat do ... Ech weess, dass dat Iech elo net passt, mee hei ass e Fakt!

*(Interruption par Mme Sam Tanson)*

Hei ass e Fakt. Jo, bon, hei ass e Fakt. An da widderhuelen ech et nach eng Kéier, fir déi leschte Kéier, mee ech soen, ech maache keng Epiciersrechnungen!

Am Finanzministère: 320 Milliounen iwwert d'Gebailechkeeten. An der Fonction publique: 74 Milliounen. Ech hunn dat elo gezielt. Da sinn am Ëmweltministère ronn 121 Milliounen Euro manner dotéiert ginn um Niveau vun dem SEBES a vu verschiddene Spezialfongen, dat hunn ech och gëschter erklärt, well et sech gewisen huet, dass verschidde Spezialfonge vun dem Ëmweltministère ëmmer héich dotéiert waren. Ech mengen, do brauch een net an der Regierung ze sinn, dat wëssen déi Leit aus der Finanzkommissioun, dass herno vun deem, wat ugekënnegt gouf, weesentlech manner gemaach gouf.

Am Landwirtschaftsministère hunn ech Iech de Fonds d'orientation économique genannt, am Wirtschaftsministère huet den Här Delles gesot, mir kucken dat oder iwwerkucken dat mat de Gewerbezonen, well en do vläicht eng aner Ausriichtung huet wéi ee vu senge Virgänger. Dann: Am Sportsministère ass manner geholl ginn um Niveau vun den Infrastrukturaarbechten, 35 Milliounen Euro. An d'Madamm Gesondheetsministesch, déi laang op der IGSS geschafft huet an déi do eppes vun hirem Metier versteet ... Ech kann Iech just soen: Iwwert de Contradictoire zwëschent Ministere schwätzt een normalerweis net, mee d'Madamm Gesondheets- a Sécurité-sociales-Ministesch, déi ass komm, déi hat hir Dossieren, do huet se gesot: „Dat do brauche mer net. Dat do brauche mer net. Dat do brauche mer net, well dat kréie mer souwisou elo net hin." Punkt!

*(Interruption par Mme Sam Tanson)*

An dat waren ... Dat sinn déi Aspuerungen ... Ech weess dat, Madamm Tanson, dat do gefält Iech elo net, mee Fakt ass Fakt a Fakt ass dat hei!

*(Interruption par M. François Bausch)*

Dann hat Der mer nach gesot ... O, Här Bausch, ech schwätzen net iwwer verschidden Zousoen, déi gemaach goufen, a verschidde Ressorten, déi mer rekurrent weider iwwert déi nächst Jore musse vun Depensë féieren.

Da war nach d'Fro vun der Madamm Tanson. Dat war déi vum Trickle-down.

*(Interruption par Mme Sam Tanson)*

A, déi 320 Milliounen am Ministère? Mee dat ass ganz einfach dat heiten, ech hunn et gëschter schonn eng Kéier gesot: Dat ass, dass ech decidéiert hunn, wéi ech gesinn hunn déi Präisser vun 275 Milliounen Euro, wat e Gesetz war an ech hunn et och missen ënnerschreiwen ... Déi Konventioun ass vu mir ënnerschriwwe ginn, well ech mech un e Gesetz natierlech halen. Mee wann ech Iech soen: Fir e Gebai, e Bürosgebai vu 15.000 Euro de Meeterkaree – 15.000 Euro de Meeterkaree! – op dem Kierchbierg, d'Gebai ass amgaang, gebaut ze ginn, wou ech Stand haut net weess, wie vu staatleche Ministèren oder Servicer herno do drakënnt, well dat hänkt nämlech och nach dervun of, wien eventuell als anere Locataire, ouni dass ech aus dem Nähkästchen zielen, sech herno nach an deem Gebai erëmfënnt, da muss ech Iech soen, dass et méi bëlleg gëtt ... an et si jo eng ganz Rei Buergermeeschteren heibannen. A wann ee weess, dass ee Bürosgebaier vläicht de Moment konjunkturbedéngt ka loune mat enger Clause d'achat, da mengen ech, dass dat méi bëlleg gëtt an dass dat och kuerzfristeg de Budget degagéiert, well menger Ansicht no ass et deene Beamten, den Agente vum Staat, quiitschegal, ob se an engem Gebai sëtzen, dat dem Staat gehéiert oder dat de Staat temporaire gelount huet a wou herno de Staat eng Optioun drop huet, ob en dat keeft oder net. Mat dem Cumul vun all deene Sue sinn déi 320 Milliounen aus dem Finanzministère komm.

Sou, Här Chamberspresident, ech mengen, ech hu lo dräimol zu där Fro do Positioun geholl. Mir kënnen hei wéi an de Chamberskommissiounen nach Pingpong spillen. D'Regierung ass fäerdeg op deem Punkt an d'Explikatiounen, déi ze maache sinn, sinn alleguerte gemaach.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Finanzminister. Elo ass meng Fro: Well Dir den Här Wirtschaftsminister annoncéiert hutt, datt e géing eppes soen, wollt ech dee froen, ob en da wéilt eppes soen.

**M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ech sinn ëmmer ganz frou, fir kënnen eppes ze soen.

*(Hilarité)*

Ech muss awer soen, datt am Kader hei vun de Budgetsdebatten iwwert de PNR, dass deen ëmmer erëm matagefloss ass ..., mee ech mengen, dass déi grouss Linne vum Finanzminister ugeschwat gi sinn, soudass mer nach 3 Minutten 30 bleiwen, ech déi awer net géing notzen.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wirtschaftsminister. Dann ass domat d'Diskussioun elo ofgeschloss.

## 3. 8258 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2022

Ier mer awer zum Vott iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2024 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle kommen, musse mer nach fir d'éischt de Projet de loi 8258 iwwert de Compte général vum Exercice 2022 diskutéieren an doriwwer ofstëmmen. A mir kommen also elo zum Projet 8258 iwwert de Compte général vum Exercice 2022. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht an deemno huet de Rapporter 10 Minutten, déi verschidde Fraktiounen a Sensibilitéite 5 Minutten an d'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, den Här Guy Arendt, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, et ass un Iech.

***Rapport de la Commission de l'Exécution budgétaire***

**M. Franz Fayot** (LSAP), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech krut vun der Budgetskontrollkommissioun d'Missioun, de Rapport ze maachen zu de Konte fir d'Joer 2022, e Joer, an deem et eigentlech erëm sollt biergop goen no der Pandemie, mat gudde Previsioune fir de Wuesstem vum PIB an och fir d'Inflatioun.

Den Ugrëffskrich vu Russland op d'Ukrain huet de 24. Februar 2022 awer alles op d'Kopp gehäit. Dëse Krich hat en direkten a staarken Impakt op d'Präisdeierecht hei zu Lëtzebuerg, primär gedriwwen duerch déi héich Energiepräisser. Am Kader vun e puer Tripartitten huet déi deemoleg Regierung Mesüre geholl am Sënn vun de Leit a vun de Betriber.

Fir dee Schock, dee mer 2022 erlieft hunn, emol duerzestellen, kann een hei e puer Zuelen uginn. Bei de Budgetsaarbechte fir d'Joer 2022 war de Statec vun engem Wuesstem vun eiser Ekonomie vun 3,5 % ausgaangen. Herno waren et der awer just 1,4 %. D'Inflatioun sollt den Estimatiounen no bei 1,7 % leien. Schlussendlech waren et der 6,3 %. Et ass also beileiwen net alles esou gelaf, wéi mer eis dat gewënscht haten – och erëm eng Kéier enger Illustratioun vun deene volatillen an onsécheren Zäiten, an deene mer liewen. Mir hunn oft misse schnell reagéieren, an dat huet déi viregt Regierung och gemaacht.

D'Zuele beim Emploi hu besser evoluéiert: 3,5 % méi Aarbechtsplazen am Joer 2022 amplaz déi virausgesoten 2,5 %. De Chômage louch bei 4,8 %, hei also manner wéi déi 6,3 %, déi fir d'Joer 2022 virausgesot waren. Dat als Rappell zu de makroekonomeschen Eckdate fir 2022.

Komme mer elo zu de Staatskonten: D'Joer 2022 huet mat engem positive Resultat vu 27,9 Milliounen Euro ofgeschloss. D'Recettë vum Staat hu sech op 23,4 Milliarden Euro belaf. Dëst waren also ronn 1,5 Milliarden Euro méi, wéi dat am Budget 2022 virgesi war. De gréissten Ënnerscheed par rapport zum Budget mécht hei d'TVA aus. Hei sinn 318 Milliounen Euro méi erakomm wéi virgesinn. D'Akommessteier huet 304 Milliounen Euro méi erabruecht wéi virausberechent a bei der Steier um Kapital waren et 248 Milliounen Euro méi wéi virgesinn.

Mee net nëmmen d'Recetten, och d'Depensë ware méi héich wéi virausgesinn. 22,2 Milliarden Euro ware berechent. Schlussendlech waren et der 23,3 Milliarden Euro, also 5,13 % méi un Depensen. D'Contributioune vum Staat bei de Mutualitéiten, och e Resultat vun der Tripartitt, waren ëm 218 Milliounen Euro méi héich ewéi am Budget virgesinn. De Staat huet och 90,5 Milliounen Euro méi bei de Pensioune cotiséiert. An e Fong fir militäreschte Ekipement goufen 80 Milliounen Euro méi wéi ugangs geplangt investéiert, dëst als Reaktioun op de Krich an der Ukrain.

De Budget pour ordre regruppéiert, wéi mer alleguer wëssen, déi Gelder, déi ëffentlech Gelder, déi de Staat asammelt, fir se un Drëttpersoune weiderzeginn. Dëse Budgetsposte soll also theoreetesch ausgeglach sinn, war en awer och dëst Joer, 2022, net. Och am Joer 2022 ass de Budget pour ordre am Desequiliber. Et fënnt sech en Excedent vu 54,5 Milliounen Euro. D'Budgetsexekutiounskommissioun fënnt, dass et richteg ass, hei e bëssen opzepassen, dass dësen Desequiliber net ze grouss gëtt, an e wa méiglech esouguer ze reduzéieren.

Wat d'Transferts de crédits ugeet, sou sinn dës op der Basis vum Artikel 18 vum Kontabilitéitsgesetz vun 1999 méiglech. Dëst Gesetz erlaabt et, Kreditter, déi gestëmmt goufen, fir e bestëmmte But ze erfëllen, anerwäerts ze benotzen, dëst awer no bestëmmte Krittären a kloer definéierte Reegelen. Et ass wichteg, dass dës Transferten och gutt motivéiert sinn. Dorop solle mer och an Zukunft weider pochen. Hei geet et ëm ëffentlech Gelder an et ass wichteg, dass dës net einfach kënnen hin- an hiergeréckelt ginn.

D'Spezialfongen hate Recettë vu 7,2 Milliarden Euro. Dat ware 414,4 Milliounen Euro méi wéi am Budgetsprojet virgesinn. D'Fongen hunn natierlech och Depensë verursaacht. 7,2 Milliarden Euro waren et fir d'Joer 2022. Dat sinn 240,6 Milliounen Euro manner un Depensë wéi ugangs berechent. Eise Rechnungshaff invitéiert d'Regierung, d'Depensë vun deene verschiddene Fonge besser duerzestellen. Dëst, fir och eng méi déifgräifend Analys kënnen hei ze maachen. Mir waren der Meenung an der Kommissioun, dass dat Sënn mécht, an dofir stelle mer eis och als Budgetskontrollkommissioun hannert dës Recommandatioun vun der Cour des comptes.

Wann een de Budget fir d'Land opsetzt, da muss ee sech d'Moyene ginn, de Budget och esou genau wéi méiglech duerzestellen. D'Budgetskontrollkommissioun huet reegelméisseg betount, dass et wichteg wier, den Ecart bei de Presentatiounsforme vum Budget no de Methode SEC 2010 an dem Gesetz vun 1999 ze reduzéieren.

Eis als Kommissioun ass et wichteg ze betounen, dass mer d'Efforte vun der neier Regierung begréissen, fir d'Gesetz vun 1999 iwwert de Budget, d'Kontabilitéit an d'Tresorerie vum Staat op de Leescht ze huelen. Mir halen et och fir eng gutt Iddi, dass bei der OECD elo eng Etüd ugefrot gëtt, fir och hei zu Lëtzebuerg eng Gestion budgétaire par objectif kënnen anzeféieren.

Här President, deposéiert gouf de Gesetzesprojet iwwert d'Staatskonten den 29. Juni 2023 vun der fréierer Finanzministesch. Den 1. Dezember 2023 gouf de Gesetzesprojet der Budgetskontrollkommissioun an der Finanzkommissioun an der Chamber virgestallt, a bei där Geleeënheet gouf ech dunn och Rapporteur genannt. De Lëtzebuerger Rechnungshaff huet den 11. Dezember säi Rapport virgestallt. Den 28. November krute mer den Avis vum Staatsrot, dee keng Beanstandungen hat par rapport zum Gesetzesprojet iwwert d'Staatskonte vum Joer 2022.

Här President, et ass evident, dass aus der Perspektiv vu menger Partei mer net ganz onschëlleg waren un den Detailer aus dësem Projet de loi. Dofir ginn ech evidemment och den Accord vu menger Partei a menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

An ech géif Iech dann och nach gären zum Schluss hei véier Resolutiounen iwwerreechen. Dat si Resolutiounen, déi d'Konte vun deene verschiddenen Institutiounen approuvéieren, déi vun der Chamber ofhänken: Cour des comptes, Ombudsman, Centre pour l'égalité de traitement an den OKaJu – den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher.

Dir wësst, Här President, dass ech do allkéiers nach fënnef Minutten hätt, fir och déi ze exposéieren. Déi schenken ech Iech an de Kolleegen hei an der Chamber awer alleguerten.

*(Hilarité)*

**Une voix** | Très bien!

**M. Franz Fayot** (LSAP), rapporteur | Et gëtt och net méi allze vill dozou ze soen.

***Résolution***

*La Chambre des Députés,*

*– vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des comptes qui estime que « les comptes annuels [...] présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de la Cour au 31 décembre 2022 ainsi que les résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et aux principes comptables applicables à la Cour tels que définis par le Collège de la Cour et tels que détaillés en note 2 des comptes annuels. [1] » ;*

*– vu l'accord de la Commission de l'Exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 11 décembre 2023,*

*approuve*

*les comptes de l'exercice 2022 de la Cour des comptes.*

*[1] Extrait note 2 : « 2.1. Principes généraux : Les états financiers de la Cour des comptes sont établis par le Collège de la Cour conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État. L'exercice budgétaire et comptable commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de la même année. Les paiements des dépenses peuvent être réalisés jusqu'au 30 avril de l'exercice suivant. »*

*(s.) Franz Fayot.*

***Résolution***

*La Chambre des Députés,*

*– vu le rapport du réviseur des comptes de l'Ombudsman qui estime que « les états financiers [...] de l'Institution pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au règlement financier et comptable intérieur du Médiateur du Grand-duché de Luxembourg » ;*

*– vu l'accord de la Commission de l'Exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 11 décembre 2023,*

*approuve*

*les comptes de l'exercice 2022 de l'Ombudsman.*

*(s.) Franz Fayot.*

***Résolution***

*La Chambre des Députés,*

*– vu le rapport du réviseur des comptes du Centre pour l'égalité de traitement qui estime que « les comptes annuels [...] présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière du Centre pour l'égalité de traitement au 31 décembre 2022, ainsi que du résultat pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg » ;*

*– vu l'accord de la Commission de l'Exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 11 décembre 2023,*

*approuve*

*les comptes de l'exercice 2022 du Centre pour l'égalité de traitement.*

*(s.) Franz Fayot.*

***Résolution***

*La Chambre des Députés,*

*– vu le rapport du réviseur des comptes de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher qui estime que « les comptes annuels [...] présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de l'Institution au 31 décembre 2022 ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément à la loi modifiée*

*du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et aux principes comptables applicables à l'Institution tels que définis par les responsables de l'Institution et tels que détaillés en note 2 des comptes annuels [1] » ;*

*– vu l'accord de la Commission de l'Exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 11 décembre 2023,*

*approuve*

*les comptes de l'exercice 2022 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher.*

[1] *Extrait note 2 : « 2.1. Principes généraux : Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg et aux règles imposées par la loi modifiée du 19 décembre 2002. (...) »*

*(s.) Franz Fayot.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir sidd generéis mat eis alleguer. Merci, Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP), rapporteur | Jo. Ech hoffen dann awer op e bësse méi Kulanz an Zukunft, Här President, ...

*(Hilarité)*

... wann ech zu anere Saachen heiansdo e bëssen iwwerzéien.

Merci villmools.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen Iech, Här Fayot, villmools Merci fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An dann ass et elo um éischte Riedner. Dat ass déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert.

***Discussion générale***

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Fayot, villmools merci fir deen exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Hien ass och de President vun der Budgetskontrollkommissioun. A vu datt de Rapporter sech kuerz gehal huet, wäert ech mech och ganz kuerz halen an den Accord vu menger Fraktioun gi fir de Compte général 2022.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Weydert. Dann ass d'Wuert fir den Här Guy Arendt.

**M. Guy Arendt** (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, ech maachen et gradesou kuerz. Ech soen dem ... Nee, ech brauch jo net méi Merci ze soen, mee ...

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Très bien, Här Arendt.

**M. Guy Arendt** (DP) | Et war alles an der Rei, tipptopp! Mir kënnen deem nëmmen zoustëmmen. Also ginn ech och den Accord vun der DP-Fraktioun fir dëse Projet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Arendt. Här Fred Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Och mir ginn dann den Accord als ADR-Fraktioun. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Wann ech dann och eppes op mäin Zäitkonto kréien, da ginn ech och just den Accord, Här President.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat kucke mer dann, Madamm Tanson. Merci awer. Dann ass d'Wuert fir den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Ech mengen, wann eis Zäitkonten esou géife gefouert gi wéi d'Soldë vun de Services de l'État à gestion séparée, da géife mer vill méi laang nach kënne schwätzen, well da kéint een do ganz vill Mouken uleeën. Dat ass, mengen ech, eppes, op dat de Rapporter elo net agaangen ass, wat awer och repetitiv u sech ëmmer erëm bei de Konte vun den Exercicen ugemierkt gëtt, virun allem wann d'Cour des comptes driwwerkuckt: datt mer mëttlerweil e puer vun deene Servicer hunn, déi awer relativ konsequent Mouken hunn an déi och iergendwann eng Kéier missten ofgebaut ginn, a wou et eis zumindest als Piraten awer un där Trajectoire feelt, wéi déi a räsonabelen Delaien och op räsonabel Montante géifen zréckgefouert ginn.

Dat ass, mengen ech, deen ee Punkt, deen ech aus deem Rapport och nach wéilt erausgräifen.

An deen zweeten: D'Resultat ass beschriwwe ginn. Wat awer vergiess oder zumindest net an deem Detail beliicht gouf, ass, datt mer iwwer 300 Milliounë méi Akommessteier ageholl hu wéi geduecht an datt dat natierlech en Effekt ass, datt dat Sue si vun eis alleguerten, déi u sech derzou bäigedroen hunn, datt de Budget net ganz esou schlecht ausgefall ass, wéi een et hätt kënne fäerten, an datt mer do och an Zukunft musse kucken, wéi een déi automatesch Upassunge ka maachen.

Dat gesot, gi mer trotzdeem eisen Accord fir dëse Projet.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Dann ass d'Wuert fir den Här David Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, ech wäert dat selwecht soe wéi meng Virriedner – also net dat, wat den Här Sven Clement gesot huet – an ech wäert einfach och den Accord vun déi Lénk ginn ...

*(Hilarité)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ze einfach, Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | ... zu de Konten.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech weess och net, ob et elo gesond ass, wa mer eng Diskussioun iwwert d'Zäitmouken hei féieren.

*(Hilarité)*

Dat maache mer dann eng aner Kéier.

Wann d'Regierung wëllt Positioun huelen, dann huet se elo d'Wuert. Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech maachen dat och ganz kuerz. Ech wëll dem President vun der Budgetskontrollkommissioun Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer iwwert déi lescht véier Méint haten. An dora schléissen ech natierlech och déi gutt Aarbecht vun dem Franz Fayot um Niveau vun der Kontekontroll vum Joer 2022 an.

Dir verstitt, dat ass e Joer, wou eng aner Regierung zoustänneg war, mee d'Héiflechkeet verlaangt et awer och, dass de Finanzminister Positioun hëlt par rapport zu deene Recommandatiounen, déi jo ausgedréckt goufen an dem Här Fayot sengem Rapport.

Duerfir an Telegrammstil:

Déi éischte Recommandatioun: Desequiliber vun dem Budget pour ordre. Dat ass net nei, dat ass och net anormal. Ech huelen d'Engagement, dass bei der Opstellung vun den nächste Budgeten – an deen éischten ass jo scho fir 2025 an der Maach – do déi Differenze méi kleng maachen, déi Desequiliberen.

Den zweete Punkt ass deen, dass et 189 Arrêtés de transferts gouf, dat heescht wou Budgetskredditter vun engem Artikel op deen aneren transferéiert goufen. An dovunner waren 28 Fäll, déi net genuch motivéiert wieren. Ech mengen, d'Regierung sollt ugehal sinn, wa se esou en extraordinairë Schrëtt mécht, dass deen och an der Form an ënnert der Appreciatioun vun der Budgetskontrollkommissioun gemaach gëtt.

Den drëtte Punkt ass dee vun de Garantien, zum Beispill de Fonds de garantie vun der BEI, vum Programm SURE oder och nach vun der SNCI. Do wëll ech ganz kloer soen: Déi Garantië sinn am Budgetsgesetz virgesinn an dem Volume 2, dat heescht den zweete Volume an der Annex 3. Dat soll och weider esou gemaach ginn. Wat richteg ass: Wann d'Presentatioun vum Budget ass – déi mécht jo de Finanzminister –, mengen ech, sollt een e kuerzt Kapitel iwwert déi Garantië ginn an der mëndlecher Presentatioun respektiv herno och an der Finanz- a Budgetskommissioun. Da géif een där Recommandatioun hei Rechnung droen.

Dann ass déi nächst Recommandatioun déi, jo, vun de Fonds-spéciallen. Déi hänken natierlech vu ville Ministèren a Ministeren of. An ech mengen, do wier et scho gutt, dass een am Kontext vun deenen eenzelne Fachkommissiounen – a sollt dat de Finanzminister musse maachen – da méi détailléiert Explikatioune gëtt par rapport zu deem, wat op där Säit dann einfach pro Fong an dem Budget steet. Ech ginn Iech do Recht, well do steet am Fonds pour l'emploi ... Do si mer wäit iwwert d'Milliard, an dann hu mer zwou Säiten Tablo, a weider si keng Explikatiounen do. Ech mengen, dat kann een och souguer en dehors vun der normaler Budgetsprozedur maachen.

Déi fënneft Fro, dat ass eng juristesch ganz interessant Fro, nämlech: Wéi ass et mat den Autorisatioune fir en Emprunt? Bon, „da scheiden sich die Geister" zwëschent engersäits dem Parlament an der Regierung. D'Regierung seet, et wier keng loi spéciale néideg – bon, ben, déi traditionnell Positioun –, wann en Emprunt geneemegt gëtt.

Elo kënnt Der mer natierlech mat Recht soen: „Mir brauchen eng Loi spéciale, wa mer e Gebai vu 60 Milliounë stëmmen, a mir brauche keng Loi spéciale, wa mer en Emprunt vun 1 oder 2 Milliarden opleeën." Ech mengen, do sollt een awer drop opmierksam maachen, dass déi Emprunten, déi eng Kéier geneemegt goufen, an der Zäit limitéiert sinn. Dat war fréier: Wann Dir 2009 en Emprunt autoriséiert hutt an Dir hutt 2014 – mir hunn dann nach den Emprunt, deen autoriséiert war 2009 –, dann huet kee Mënsch sech méi do erëmfonnt.

Ech mengen, mir missten ... Dat ka jo bei eis an dem Finanzministère gemaach ginn, respektiv mat der Tresorerie, dass een eng Oplëschtung mécht vun den Autorisatiounen, déi et gëtt vun Emprunten: vun deenen Emprunten, déi op Base vun deenen Autorisatioune gezu ginn, a wat nach den Encours vun deenen Emprunten ass, déi opbleiwen. Ech kucken, ech komme mam Direkter vum Tresor an d'Budgetskontrollkommissioun. An da sollt een dat, mengen ech, all Trimester eng Kéier maachen, esou wéi mer Trimesterzuele maachen.

An dann nach dee leschte Punkt, an do schléissen ech: Dat ass dee vun de Pratiques de budgétisation. Ech ginn déi nächst Woch an d'OCDE op Paräis. Ech gesinn och do de Generalsekretär vun der OCDE an do ass et esou, dass mer an dem Regierungsprogramm drastoen hunn, mir géife méi eng modern Presentatioun vun dem Budget en général maachen. Dat heescht net, dass een de Budget, esou wéi en elo klassesch ass, total op d'Kopp gehäit, mee dass een niewent deem Budget, wéi e klassesch ass a wou jo och detailléiert ass, dass een do vläicht eng Presentatioun mécht par objectif oder esou, an duerfir hu mer d'OCDE gefrot – an dat bezilt och de Lëtzebuerger Staat –, fir dass déi eis do assistéieren en fonction vu Praktiken, déi et och an anere Länner gëtt.

Ech mengen, ech hätt elo Positioun zu deenen eenzelne Recommandatioune geholl. An déi Engagementer, déi ech hei op der Chamberstribün gesot hunn, déi wäert ech och aléisen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Finanzminister, den Här Fayot wëllt eng Fro stellen. Sidd Dir d'accord?

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP), rapporteur | Jo, merci, Här President. Och merci dem Finanzminister fir seng Erklärungen a seng Prise de position zu deene verschiddene Recommandatioune vun der Kommissioun.

Just zwee Punkten: Deen éischten, dee betrëfft d'Autorisatioun vun den Emprunten. Ech mengen, dat ass eng Recommandatioun, déi och, mengen ech, rekurrent ass, vun der Comexbu. Ech sinn do am Fong … Ech hunn do keng ganz strong feelings. Ech mengen, et soll een dat eng Kéier an der Kommissioun diskutéieren. Ech mengen, d'Meenung vun der Regierung ass, dass déi Emprunten iwwert d'Budgetsgesetz am Fong autoriséiert ginn. Ech mengen, vun engem juristesche Point de vue ass dat och ok, mee, ech mengen, et soll een effektiv eng gewësse Visibilitéit driwwer behalen an net Autorisatiounen ad eternum mat weiderzéien. Dat heescht, ech mengen, an deem Sënn ass déi Propos, déi Dir do maacht, eng gutt Propos. An dat erméiglecht dann och vläicht eng Kéier, dee Punkt do une fois pour toutes och ze evakuéieren.

Deen zweete Punkt zu der Budgetisation à objectifs. Ech mengen, dat ass jo keen neie Sujet. Ech sinn och gëschter a menger Ried zum Budget dorobber agaang. Ech weess, dass mer schonns eng Zäit laang mat der OECD do amgaange sinn. Mir schaffen notamment mat der Unit WISE do. Dat ass déi, mat där de Statec och schafft fir d'Budgetisation à objectifs. An dofir begréissen ech déi Ouverture, déi Der do maacht, fir dat eng Kéier ze probéieren ënner enger Form, déi een da muss determinéieren. Ech weess, dass dat schwiereg ass, dass dat effektiv e Paradigmewiessel ass. Mee nach eng Kéier: Wann Der dat wëllt maachen, ech mengen, dann ass och d'Budgetskontrollkommissioun, mengen ech, bereet, fir zesumme mat der Regierung do ze schaffen, fir esou en Experiment ze maachen.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci. Kuerz eng Äntwert. Dat mat den Autorisatiounen, do muss een, mengen ech, op zwou Saache kucken. Et muss legal d'Chamber sinn, déi en définitive d'Autorisatioun gëtt. Dat verlaangt eis Verfassung. Den zweete Punkt ass awer deen: Mir mussen déi néideg Flexibilitéit hunn, fir Emprunten ze zéien, fir dass d'Regierung, ënnert dem Contrôle selbstverständlech vun der Chamber, och kuerzfristeg kann handelen.

Ech ka mech erënneren, an den Här Di Bartolomeo war an der Regierung 2008, wéi d'Banken hu misse gerett ginn. An Dir wësst, dass do iwwer Nuecht déi Engagementer geholl goufe géintiwwer vun der fréierer Fortis. An dat war, mengen ech, en Engagement vum Staat, wann ech mech net ieren – also ech muss dat elo aus dem Stegreif hei soen, ech sinn net dorobber virbereet –, dat war en Engagement, mengen ech, vu ronn 2 Milliarden. Herno ass d'Dexia jo nokomm. An do huet d'Regierung eigentlech praktesch mat engem Beschloss, mengen ech, et war d'Form vun dem Regierungsrot …, mee ech weess awer, dass den deemolege Finanzminister bei d'Fraktiounspresidente vun den eenzelne Parteie gaangen ass, och déi vun der Oppositioun – ech mengen, den Här Bausch misst dat nach wëssen –, fir driwwer ze informéieren, fir dass d'Regierung dat Engagement kéint huelen. Well theoreetesch hätt jo missen dann och d'Chamber deen Emprunt fir d'éischt emol autoriséiere respektiv deen Engagement, deen d'Regierung vis-à-vis vun der Fortis geholl huet.

An, ech mengen, déi Flexibilitéit, déi misst e klengt Land sech loossen, dass et ka kuerzfristeg handelen. Dat ass e bësse wéi de Covid: kuerzfristeg handelen, mee ënnert dem Contrôle vun der Chamber. An, ech mengen, do, wou een am einfachste kënnt …, ech hunn Iech dat elo gesot, d'Opstellung, dat soll eng Verflichtung sinn a voller Transparenz: Wat ass autoriséiert, wat ass gezu ginn a wat ass den Encours? Dat muss reegelméisseg gemaach ginn, une fois par trimestre, well dat ännert jo.

En zweete Punkt ass deen, dass eng Chamber och fir d'Zukunft sech e Modus vivendi eng Kéier gëtt iwwer eng Resolutioun, dass a bestëmmten exceptionelle Situatiounen de Staat, moyennant information préalable vun der Chamber, kann esou Engagementer huelen, quitte dass se herno approuvéiert ginn duerch e Parlament.

Dat heescht, dass een e System hätt, dee sech praktesch géif inspiréieren un dem État d'urgence, wéi et war, deen État d'urgence, deen awer méi enk gefaasst ass iwwert de Wee vun der Verfassung wéi an deene Situatiounen hei, wou et reng ëm ekonomesch Interête geet.

A vun der OCDE: Wann ech do erëmkommen a bësse méi Konkreetes hunn, kommen ech selbstverständlech an d'Kommissioun, fir Iech déi Explikatioun ze ginn. An et ass jo en fin de compte de Budget, dee vun der Chamber approuvéiert gëtt, d'Presentatioun ass och ënnert dem Contrôle vun der Chamber. Ech mengen, duerfir ass et nëmmen normal, dass d'Budgetskontrollkommissioun domadder schafft.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci och Iech, Här Finanzminister. Do sinn nach Diskussiounen, wou mer nach méi wéi eng Kéier wäerten drop zréckkommen. Mee fir haut ass emol d'Diskussioun iwwert de Projet vun dem Compte général domadder ofgeschloss.

A mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8258, deen Der am Document parlementaire 8258[3] fannt.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8258 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ech soen nach eng Kéier: Vote par procuration, well … Ok, da schléisse mer de Vott elo of.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Här President, ech hunn eng Erreur gemaach. Ech hu mat Nee amplaz mat Jo ofgestëmmt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir réckelt also bei d'Joen erop?

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Wann dat esou confirméiert ass, si mer bei 60 Jo-Stëmmen, infolgedesse keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun, an domat ass dëse Projet de loi eestëmmeg ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Max Hengel) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 4. 8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 […]

## 8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027

## Programme de stabilité et de croissance (PSC) et programme national de réforme (PNR) (suite)

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2024, de Projet de loi 8383. Den Text steet am Document parlementaire 8383[10]. Ech wollt Iech awer dorop hiweisen, datt an zwee Artikelen d'Mise en page geännert huet misse ginn. Dat ass am Artikel 5, do waren d'Wierder „Famille, les Solidarités, le Vivre ensemble et l'Accueil" ënnerstrach, obwuel se dat net sollte sinn. Also dat Ënnersträiche vun deene Wierder huele mer ewech. An am Artikel 24 waren eng Rei Tirete fett geschriwwen, obwuel se dat net sollte sinn. Och déi Fettschreiwung huele mer dann am Text ewech.

*(Interruptions)*

Mir stëmmen elo iwwert deen Text mat dësen Änneerungen, wat d'Mise en page ugeet, of.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8383 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ech soen nach eng Kéier: Vote par

procuration. Probéiert vläicht, déi Lescht nach matzehuelen. Ok, de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 35 Jo-Stëmmen, 25 Nee-Stëmmen. De Projet de loi ass also mat 35 Jo-Stëmme géint 25 Nee-Stëmme bei kenger Enthalung ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.*

*Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Programmation financière pluriannuelle, dem Projet de loi 8384. Deen Text steet am Document parlementaire 8384[10].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8384 et dispense du second vote constitutionnel***

An och hei fänkt d'Ofstëmmen elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass elo ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass dat follgend: 35 Jo-Stëmmen a 25 Nee-Stëmmen. De Projet de loi ass also mat 35 Jo-Stëmme géint 25 Nee-Stëmme bei kenger Enthalung ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.*

*Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

***Motions et résolution***

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert déi zéng Motiounen an eng Resolutioun, déi zu dësem Projet de loi deponéiert goufen. An do musse mer och elo kucken, datt mer hei geuerdent doduerch kommen.

***Motion 1***

Ech fänken u mat der Motioun Nummer 1 vun der Madamm Bofferding, also deposéiert vun der LSAP, an ech wollt froen, ob den Auteur vun der Motioun nach wëll Stellung dozou huelen. Vläicht erënneren ech nach drun – pardon, Madamm Bofferding –, datt mer och kloer sinn iwwert d'Zäiten: Wat de Gesamtzäitvolumen ugeet, huet d'CSV 25 Minutten, d'DP 25 Minutten, d'LSAP 25 Minutten, d'ADR 25 Minutten, déi gréng 12,5, d'Piraten 12,5, déi Lénk 12,5 an d'Regierung hätt 25 Minutten. Wéi ech dat awer elo kontrolléieren, weess ech nach net, …

*(Hilarité)*

… mee da wësst Der ongeféier, a wat fir eng Richtung et soll goen. Sou, Madamm Bofferding, elo hutt Dir d'Wuert.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President, dat ass mer ganz sympathesch. Just, well mer gëschter d'Debatt haten, hat ech dann d'Motioun presentéiert als klenge Reminder. Bei där éischter Motioun geet et ëm d'Bail-à-loyers-Gesetz opgrond vun den Amendementer vun der Regierung, wou jo elo d'Regierung gesot huet, si géif nach eng Kéier analyséieren, fir e Loyersdeckel anzeféieren. A mir hätte gären, dass dat Analyséieren och zu enger Konklusioun féiert, notamment eeben enger neier Berechnungsmethod fir dee Loyersdeckel a mat engem Delai, dee mer op de September vun dësem Joer gesat hunn.

An d'zweet Fuerderung ass, dass mer gäre méi Transparenz an de System eran hätten, notamment fir d'Locataires, datt se och dat Recht, fir ze kontrolléieren an herno anzekloen, och kënne wouerhuelen, wou mer gefuerdert hunn, dass de Capital investi, dass de Montant och erëm soll an de Kontrakt kommen, sou wéi et ursprünglech geduecht war.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. An hunn ech Wuertmeldungen dozou? Ech fänke mam Här Baum un, dann den Här Clement an den Här Wagner.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Effektiv, d'Madamm Bofferding huet eis elo eng Kéier ganz kuerz gesot, wat an der Motioun steet. Do sinn eng Rei Constaten, déi richteg sinn. Si stellt fest, dass mer net genuch abordabel Wunnengen hu fir ze lounen. Si stellt fest, dass Leit mat klenge Portmonnien et ganz, ganz schwéier hu mëttlerweil um fräie Marché. Et gëtt och festgestallt, dass d'Loyeren eropginn, an effektiv och, dass d'Gesetz vun 2006, de Projet de loi 7642, wou et ëm de Bail à loyer geet, amendéiert gëtt.

Et gëtt gefuerdert, fir bis September en neie Berechnungsmodus virzeleeën. Dat schéngt mer awer elo – loosse mer soen – hardi a gewot, wann ee weess, wéi laang dass d'Virgänger an deem Amt am Logementsministère gebraucht hunn, fir e System op den Dësch ze leeën, dee sech awer effektiv weeder als einfach nach als effikass erwisen huet.

An dann hätt Der gäre méi Transparenz, fir dass de Loyer soll net dat iwwerschreiden, wat effektiv d'Limite légale maximale ass. Wéi gesot, hei sinn eng ganz Rei Saachen dran, mee déi Saachen, déi hei gefrot ginn, déi decke sech mat der Fro vun der LSAP, déi geriicht ginn ass un d'Logementskommissioun, fir grad iwwert déi Amendementer ze schwätzen, déi mer déi nächst Woch um Ordre du jour hunn. An dofir géif ech op alle Fall menger Ekipp proposéieren, déi heite Motioun net mazedroen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Eis ass déi Motioun ganz sympathesch. Dat si Fuerderungen, déi mer och schonn an der Vergaangenheet formuléiert hunn. Ech si ganz frou, datt d'LSAP an der Oppositioun déi Fuerderungen elo och opgräift, wa se se och an der Majoritéit net matgedroen huet. Mir wäerte se op alle Fall matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten dës Motioun natierlech och matdroen, d'autant plus, datt se deem entsprécht, wat mir an enger Proposition de loi geschriwwen hunn, déi an der leschter Legislaturperiod deposéiert gouf vu mir – ech ka mech nach drun erënneren – an déi ni wierklech zum Zuch komm ass, well d'Proposition-de-loie vun Deputéierten a speziellerweis vun der Oppositioun ni esou richteg seriö geholl gi sinn. Dat gesot, also mir hunn och an där Proposition de loi d'ailleurs eng Berechnungsmethod virgeschloen, iwwert déi ee kéint och diskutéieren, well si ass vläicht e bëssen al – an ech mengen, mir sinn do net dogmatesch –, mee et ass méiglech, nei Berechnungsmethoden ze proposéieren, a mir kënnen och iwwer eis Proposition de loi diskutéieren. Dat gesot, stëmme mer dat heite mat.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Den Här Spautz an dann d'Madamm Tanson.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo, Här President, ech wollt just soen: D'CSV wäert dës Motioun net matstëmmen. Ech mengen, den Här Baum huet nach eng Kéier erkläert, wat de Punkt ass, a mir halen eis un dat, wat ofgemaach ass. An dofir wäert d'CSV dozou hei kënnen net zoustëmmen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, ech sinn zwar elo e bëssen erstaunt hei iwwer verschidden Aussoen. Also fir d'éischt emol: Mir fannen déi Motioun ganz sympathesch. Mir hätten natierlech guer kee Problem domat gehat, wann den Text einfach esou weidergaange wär, wéi en ausgeschafft gi war, wou déi Saache jo och dra waren. Dat heescht, et ass keng Kontradiktioun, och net fir d'Taina Bofferding, wa si elo do derfir ass, well an der Regierung, quitte dass et do och parteiintern bei hinnen zwar Diskussioune gouf, hu se dat nawell wuel matgedroe gehat, dass mer géingen en Deckel op d'Loyere kréien an dass mer och géinge fir eng Transparenz suergen.

An den Här Baum huet elo als eenzeg Äntwert ginn, dat géing an der Kommissioun diskutéiert ginn. Mir wiere frou … Dat Eenzegt, wat an der Kommissioun diskutéiert gëtt, dat ass, dass d'Amendemente komm

sinn, fir dat do erauszehuelen. A mir wäre wierklech frou, wann dat heite géing ganz séier weidergoen, dofir fanne mer dat sympathesch. A September 2024 schéngt eise gudden Datum, d'autant plus, well mer jo wëssen, dass op där anerer Säit fir d'Proprietären, d'Investisseure ganz vill Mesüre geholl goufen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. D'Madamm Bofferding huet nach d'Wuert gefrot.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech wollt just mengem Géigeniwwer, dem Här Clement, soen: Et ass net, well mir elo an der Oppositioun sinn, dass mer hei eppes fuerderen. Dat doten hu mer och, wéi d'Madamm Tanson grad richteg sot, an der Regierung matgedroen. Leider fale mer elo op déi ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Wou war deen? Wou war de Mietpreisspiegel?

**M. Georges Engel** (LSAP) | Waart Dir an der Regierung, Här Clement, dass Dir dat esou gutt wësst?

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Madamm Bofferding huet d'Wuert, Här Clement.

**M. Georges Engel** (LSAP) | Glécklecherweis net!

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Also, zum Faktencheck, Här Clement: Déi viregt Regierung huet hei e Projet de loi gemaach, eebe justement fir déi Modifikatiounen. An duerch déi nei ...

*(Interruptions)*

An duerch déi nei Amendementer fale mer elo erëm op déi 5 % zréck an net déi ursprünglech 3 % respektiv 3,5 %, déi mer virgesinn haten. An de Montant, wou mer froen, fir de Montant vum Capital investi dranzekréien, dat war am ursprünglechen Text. Déi nei Regierung huet dat elo iwwert d'Amendementer erëm erausgeholl. Also, et ass net, dass mer hei mat eppes Neiem kommen. Mir wëlle just dat, wat mer deemools schonn ugeduecht haten, gär konsequent weiderféieren.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Ech gesinn elo weider keng Wuertmeldung am Sall.

Da géife mer zum Ofstëmmen iwwert d'Motioun Nummer 1 kommen.

***Vote sur la motion 1***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

D'Résultat du vote ass: Jo-Stëmmen: 20, Nee-Stëmmen: 35, Abstentiounen: 5. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Max Hengel) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

***Motion 2***

An da komme mer zur nächster Motioun, der Motioun Nummer 2, och deposéiert vun der Madamm Bofferding. Madamm Bofferding, wëllt Dir d'Wuert dozou nach?

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Jo, vläicht just och hei nach eng Kéier, Här President, als klenge Reminder: Hei fuerdere mer, dass de Mindestloun soll erhéicht ginn, steierfräi. Mir fuerderen, dass et zu Modifikatioune beim REVIS soll kommen, opgrond vun där Evaluatioun, deem Bilan, deen elo gezu ginn ass. Do si ganz vill interessant Pisten, vun deene mer mengen, dass een deene soll Rechnung droen, fir de Leit hei geziilt ze hëllefen. Voilà, dat waren déi ... An nach d'Augmentatioun vum Crédit d'impôt monoparental, wou mer mengen, dass dat heite Mesüre sinn, déi een direkt kéint huelen, kuerzfristeg kéint huelen, fir geziilt hei de Leit ze hëllefen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. D'Madamm Tanson huet sech zu Wuert gemellt. Den Här Baum, den Här Clement an den Här Wagner. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, mir fannen dat heiten och ganz sympathesch. Et deckt sech zu ganz groussen Deeler mat deem, wat an eisem Walprogramm stoung. Ech hunn dat och gëschter nach eng Kéier gesot, dass dat vill Mesüre sinn, fir déi mir och wëllen astoen an astinn, déi d'ailleurs och am Avis vun der Chambre des Salariés nach eng Kéier gefuerdert goufen. An dat hei si wichteg Mesüren, déi misste geholl ginn am Kampf géint d'Aarmut. Bon, mir krute jo gesot, dass do elo geschwë géing e Plang kommen. Mir hoffen, dass ... Mir wäerten elo vläicht eng éischt Reaktioun heizou kréien, mee mir hoffen, dass op d'mannst verschidde vun deene Mesüre sech och an deem Plang wäerten erëmfannen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Dann huet den Här Baum d'Wuert.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Effektiv, et geet ëm d'Stratégie transversale an ëm den nationalen Aktiounsplang, dee mer wëllen ënnert der Regie vum Minister Max Hahn en place setzen, fir effektiv géint d'Aarmut virzegoen. Ech ginn op déi eenzel Punkten an, déi hei gefuerdert ginn. D'Augmentatioun vum Mindestloun ëm 100 Euro netto, dat ass jo eppes, wat mer kennen, och aus Walprogrammen. Dat ass natierlech och ganz, ganz legitimm, dass een dat fuerdert.

Dat Zweet ass d'Exonération fiscale vum Mindestloun. Also, souwäit ech informéiert sinn ... Ech hat eng Kéier mat engem Beamte vun der Steierverwaltung geschwat, scho virun engem oder zwee Joer; ech hunn et och schonn eng Kéier hei gesot. Wann ech richteg informéiert sinn, sinn d'Steierklass 1a an d'Steierklass 2 steierfräi um Mindestloun an an der Steierklass 1 sinn et 4 %.

D'Augmentatioun vun engem Crédit d'impôt monoparental: Ech mengen, den Här Roth, deen huet de Mëtte gesot, dass am Budget 2025 eppes wäert geschéie fir d'Monoparentallen.

An da wollt ech awer op dat hiweisen, wat hei fir de REVIS steet. Et ass effektiv virgesinn, eng Evaluatioun vum REVIS ze maachen, an am Koalitiounsaccord op de Säiten 81 an 82 (veuillez lire: op de Säiten 82 an 83), do gesitt Der och, dass beim ECI, dem Équivalent crédit d'impôt, gekuckt gëtt, wann deen ausleeft dëst Joer, ob mer dee kënnen an de REVIS mat integréieren.

Voilà, ech wollt Iech soen, dass d'Demokratesch Partei, wéi och aner Parteie sécher, Echangen huet mat Acteuren, déi um Terrain sinn, am soziale Beräich. Mir ass zougedroe ginn, dass natierlech eppes géint d'Aarmut muss gemaach ginn, mee et ass awer ganz kloer och gesot ginn, dass Geld eleng net duergeet, dass een d'Leit muss encadréieren, dass ee muss suerge fir Logementen, dass een eppes muss maache géint de Sans-abrisme. An dofir mengen ech, dass dat, wat gëschter hei gesot ginn ass do uewen, dass awer d'nächst Joer 70 Leit weider agestallt ginn, fir d'Leit ze encadréieren, déi et schwiereg hunn, fir d'Leit ze encadréieren, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn, dass dat dee richtege Wee ass. Wéi gesot, ech géif och hei menger Ekipp proposéieren, déi hei Motioun net matzestëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Also ech begréissen déi Motioun hei absolutt. Et si ganz vill Punkten, déi mer och schonn esou gefuerdert hunn. Ech sinn dann och frou, datt d'Madamm Bofferding elo Fraktiounscheffin vun der LSAP ass, well hire Virgänger, den Här Cruchten, huet mer d'lescht Kéier, d'nämmlecht wéi den Här Baum elo grad, erklärt, datt dat jo schonn de Fall wär. Bon, elo kréie mer gesot, et wären awer 4 %. Ech hunn elo nach eng Kéier grad um Site vun der Steierverwaltung nogerechent: Et sinn effektiv mam Fonds pour l'emploi 7,6 %, déi e Mindestlounempfänger tatsächlech op säi Salaire géif bezuelen.

Bon, dat gesot, mir kënnen dat heite matdroen. Ech mierken also hei ganz kloer, an dofir begréissen ech déi Motioun, datt déi lescht Jore manifestement just eng Partei op der Brems bei där heiter Fro stoung, an dat ass d'DP. Well déi aner zwou Parteien hu sech jo elo ganz kloer dozou bekannt, datt se dat heite wëllen, wärend déi eng, deen drëtte fréiere Koalitiounspartner, sech kloer dergéint bekannt huet. An dat ass, mengen ech, eng ganz kloer Ausso, wat hei déi lescht fënnef Joer, déi lescht zéng Joer u sech virgefall ass.

Da just nach ee Punkt: Eis wär se nach vill méi sympathesch ginn, wann een de CIM, also de Crédit d'impôt monoparental, automatesch géif ausbezuelen an net nëmmen op Demande. Do huet awer e fréiere liberale Premierminister mer eng Kéier gesot, dat géif awer en enormen Déchet fiscal ginn, wa jiddwereen, deen deen zegutt hätt, deen och géif ufroen. Bon, deementspriechend, mengen ech, gesi mer och do rëm, wien hei wierklech dat kaalt Häerz huet ...

*(Interruptions et hilarité)*

... an d'sozial Keelt spiere léisst a wie sech hei wierklech fir déi kleng Leit asetzt. Mir stëmmen dat heite mat.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement.

*(Interruptions)*

Lo hunn ech nach dräi Wuertmeldungen: den Här Wagner, den Här Spautz an den Här Keup. Et ass elo um Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, dat stëmmt. D'DP huet ëmmer Angscht, datt déi Aarm ze vill profitéieren. Mäi Gott!

*(Hilarité et interruptions)*

Mee den ... Jo, jo ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Wann Dir vu Gott schwätzt, Här Wagner.

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Wagner, setzt Iech einfach duerch.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Also, mir wäerten dat heite matstëmmen, d'autant plus well et deem entsprécht, wat mir ëmmer gefuerdert hunn, och an deene viregte Legislaturperioden.

Ech sinn e bësse bei menger Ried vu virdrun. Den Här Baum huet jo u sech och all déi Punkten opgezielt, wou en dann u sech d'Grënn gëtt, firwat d'DP déi Motioun misst matdroen. Dir sidd jo domadder averstanen, da musst Der se matstëmmen am Prinzipp, bis op e puer kleng Detailer vläicht. A vu datt Dir dat jo wëlles hutt ze maachen, an dat misst jo och fir d'CSV gëllen. Ech wëll net fir d'CSV schwätzen, mee u sech sinn dat jo alles Mesüren, déi evident sinn, déi ee misst huelen, wann ee wierklech der Meenung ass, datt een d'Aarmut misst bekämpfen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President. Ech wollt just nach eng Kéier drop hiweisen: Mir hunn och am Koalitiounsaccord, dee jo och publizéiert ginn ass, op de Säiten 81 an 82 (veuillez lire: Säiten 82 an 83) stoen, wat mer gäre géintiwwer der Lutte contre la pauvreté maachen. Et ass gëschter hei nach eng Kéier ënnerstrach ginn, dass e Plan d'action national amgaang ass, ausgeschafft ze ginn, fir géint d'Aarmut virzegoen, dass et och kloer ass fir eis, an och dat steet ganz kloer am Koalitiounsaccord, dass reegelméisseg Upassunge vum REVIS a vum Salaire social minimum wäerte stattfannen, mee dass mer elo mol fir d'éischt déi Aktioun maache loossen, dass dee Plan d'action vun der Pauvreté kënnt, dass dat kënnt, wat de Finanzminister haut ugekënnegt huet, gëschter ugekënnegt huet, beim Depot vum Budget ugekënnegt huet, wéi mer d'Steiertabell ugepasst hunn, ugekënnegt huet, dass d'Steiertabell nach weider wäert ugepasst ginn. Dass eppes wäert geschéien, huet en de Mëtten nach eng Kéier gesot, fir 2025, wat Monoparentallen ubelaangt. A wann dat alles geschitt ass ..., dofir kënne mir zu dësem Zäitpunkt déi Motioun do net matstëmmen.

Merci.

**M. Georges Engel** (LSAP) | Elo hätt Der dem S an Ärem Numm kënne gerecht ginn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. D'Wuert ass elo fir den Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Ech ginn der Rei no hei. Deen éischte Punkt: 100 Euro netto méi am Mindestloun ass natierlech net fir jiddwereen dat Gielt vum Ee, mee trotzdeem mengen ech, dass dat fir déi schaffend Leit absolutt berechtegt wier, well de Mindestloun ...

*(Interruptions)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | D'Partei vun de klenge Leit!

**M. Fred Keup** (ADR) | ... de Mindestloun hei am Land ass definitiv ...

*(Interruptions)*

Wat ass dann elo?

*(Hilarité)*

Si mir an engem Stadion hei, wou mer ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Loosst Iech net duercherneebréngen. Sot dat, wat Der wollt soen, Här Keup.

*(Interruptions)*

**M. Fred Keup** (ADR) | Ech hu gesot: Et ass fir verschidde Leit net dat Gielt vum Ee. Ech hunn net gesot fir eis, fir Verschiddener, fir d'Patronat zum Beispill. Ech soen awer ganz kloer, dass mir derfir sinn, well mer der Meenung sinn, dass de Mindestloun am Moment hei zu Lëtzebuerg net duergeet, fir hei anstänneg ze liewen. A wann Der an änlech Länner kucke gitt, déi, ech soe mol, änlech héich Gehälter hunn an deenen héije Kategorien, Dänemark, Schwäiz, da gesitt Der do, dass déi niddereg och däitlech méi héich si wéi bei eis. Also do ass déi Schéier, deen Ënnerscheed tëschent den héije Léin an den nidderege Léin däitlech manner grouss, wéi dat bei eis ass, well do déi niddereg Léin eebe méi héich si wéi bei eis. An ech mengen, dass dat e Problem ass. Mee et ass net jiddwereen, deen et eebe gär héiert. Mee ech stinn awer do derzou.

Dann ass et och ... Dat anert ass eng laang Fuerderung och vun eis, jo, um Mindestloun keng Steiere méi mussen se bezuelen, allerdéngs och bei de Mindestrenten.

Dann eppes fir déi Elengerzéiend, dat ass och ganz gutt.

Dann och eng Reform vum REVIS. Jo, et muss een natierlech kucken, wéi een déi Reform wëll maachen. Dat gesinn ech elo hei direkt net. Dass een eng Reform mécht vum REVIS, do si mer ganz dermat d'accord, sous condition, dass et awer ëmmer nach muss esou sinn, dass d'Schaffe sech och hei soll lounen. An et muss een däitlech méi verdéngen, wann ee schaffe geet, wéi wann een net schaffe geet.

Mir stëmmen dat hei awer duerfir mat.

Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Et si keng weider Wuertmeldungen zu dëser Motioun, soudatt mer doriwwer elo géifen ofstëmmen.

***Vote sur la motion 2***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An ech schléissen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 25 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.*

***Motion 3***

Da komme mer zur Motioun Nummer 3, déi deposéiert ginn ass vum Här Keup. Här Keup, wëllt Dir nach Stellung dozou huelen?

*(Négation)*

Dat ass net de Fall.

Sinn aner Stellungnamen dozou? D'Madamm Hartmann, den Här Fayot, den Här Goergen an d'Madamm Tanson. Madamm Hartmann.

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. De Finanzminister hat a senger Interventioun scho kuerz op de betriblechen Diesel, wéi en an der Belsch funktionéiert, reagéiert. Complementaire dozou géif ech gäre rappeléieren, dass mir ganz kloer hannert den Ziler stinn, déi Lëtzebuerg sech ginn huet, esou wéi et an der leschter Legislatur beim PNEC decidéiert gouf, an dass och d'Mise en oeuvre vun deem PNEC an dem neie Koalitiounsaccord kloer festgehale gouf. Dat heescht, do hu mer Objektiver, déi konträr sinn zu der Fuerderung, déi hei an der Motioun vun der ADR steet, nämlech Objektiver vun enger Reduzéierung vun den $CO_2$-Emissiounen, vun enger Dekarboniséierung hin zu méi erneierbaren Energien. An eleng aus där Perspektiv ass et fir eis als Fraktioun absolutt net méiglech, déi Motioun hei matzedroen.

Mir wëlle weider, au contraire, am Sënn vum PNEC, dee gestëmmt ginn ass, weider an erneierbar Energien an an d'Transition énergétique investéieren an do, an dat ass ganz, ganz wichteg, souwuel d'Particuliere wéi d'Betriber, déi hei och ugeschwat ginn, matabannen an hinnen hëllefen, op deem Wee weiderzegoen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Hartmann. Här Fayot, et ass un Iech.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, Här President, ech mengen, mir gesinn dat effektiv och änlech. Et ass sécher net de Wee, och fir den Transportsecteur méi kompetitiv ze maachen, fir elo rëm hei beim professionellen Diesel mat den Tariffer oder den Accisen erofzegoen. Mir hu ganz kloer Obligatiounen ënnert dem PNEC, op deenen, mengen ech, mer och eng relativ grouss Unanimitéit hunn. Dat ass och gutt esou, dass mer eis déi ambitiéis Ziler ginn hunn, och fir eis Klimaobjektiver anzehalen an och, jo, hinzekréien. Ech mengen effektiv, dass dës Regierung, wéi och déi viregt Regierung, am Beräich vum Logistiksecteur, am Beräich vum Transport Aiden huet fir nei Technologien, fir nei Camionen hin zu Elektrocamionen, vläicht iwwermuer Hydrogène, an do deem Secteur ze hëllefen, sech och fir d'Zukunft ze preparéieren. Dat hei ass sécher net de Wee, deen een do muss goen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Also ech verstinn e bëssen, wat d'ADR domadder wëll erreechen: dass méi zu Lëtzebuerg getankt gëtt. Ech hunn och e bëssen nogesicht, wat dat an der Belsch bedeit huet. An der Belsch ass awer am Moment d'Diskussioun, dass se dat éischter erëm wëllen astellen, well dat de belsche Staat 2,7 Milliarde kascht huet, dat heescht Steiergelder – mir hu virdrun

iwwert de Mindestloun geschwat –, wou deen op sengem Loun géif bezuelen, géift Dir dann huelen, fir d'Camionen ze finanzéieren.

An dat Schlëmmst an der Belsch ass jo, well d'Belsch hunn e Fazit gezunn: „Von den belgischen Zuschüssen für Diesel profitieren vor allem ausländische Unternehmen." Do fannen ech se net ganz sympathesch.

Ech verstinn, dass Der wëllt den Tanktourismus erhalen. Dat ass och Äert Recht.

*(Interruption)*

Mee wann Der awer Steiergelder wëllt huele vum Lëtzebuerger Staat, fir auslännesch Entreprisen iwwert de Camion ze finanzéieren, dat kënne mir net matstëmmen. Deementspriechend wäerte mer Nee soen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, ech wäert Iech elo net iwwerraschen, wann ech soen, dass mir dat heiten natierlech och net matdroen a Kohärenz mat deem, wat ech gëschter gesot hunn. Vläicht, fir op déi zwee Punkten aus der Motioun anzegoen: Dat Eent ass, dass déi Recetten, op déi d'ADR hei net wëll verzichten, alles aneres wéi nohalteg sinn. Dat schreift souguer eng Chambre de Commerce, dass mer net sollten op esou Recettë setzen, wou mer jo wëssen, dass mer déi Recettë lues a lues verléieren.

An dat Zweet ass, dass et och der Klimaproblematik net dénglech ass, wa mer weider net nohalteg Systemer ënnerstëtzen, an dass et vill méi sënnvoll ass, esou wéi déi viregt Regierung dat och ugefaangen huet, fir Aiden auszebezuelen, dass déi Transitioun ka geschéien, och an den Entreprisen, an dann eebe justement keng Käschten, Méikäschten doduerjer entstinn, déi dann, wéi Dir et schreift, mussen un d'Clientë reperkutéiert ginn, an dass mer an engems nach eppes fir d'Ëmwelt maachen, andeems déi Entreprisen dann och méi ëmweltfrëndlech ënnerwee sinn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President. Et wäert Iech net wonneren, och d'CSV wäert dës Motioun net matstëmmen, well mir stinn nach ëmmer zu deem, wat am PNEC steet. An duerfir wäert eis Fraktioun dat och net stëmmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. Dann huet den Auteur vun der Motioun nach d'Wuert gefrot, Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Also fir eis ass et esou, dass dat, wat am PNEC steet, net onbedéngt eng Relioun ass. An déi Saachen, déi kéint een och änneren. A mir géifen de PNEC och änneren, well mer de PNEC, esou wéi mer en elo gesinn, net gutt fannen an net zilféierend fanne fir eist Land. Dat ass déi éischt Saach.

Déi zweet Saach ass déi, et muss ee sech nach ëmmer bedenken, ëm wat et hei geet. Hei si Camionen, déi fueren duerch Europa, déi fuere souwisou duerch Lëtzebuerg, déi fuere vu Schweden a Spuenien oder wat och ëmmer, déi tanken zu Lëtzebuerg, wann et hei méi bëlleg ass. A wann net, dann tanke se enzwousch aneschters.

Dat heescht, et kee Milliliter Diesel manner verbraucht doduerch, dass mir op déi Suen hei verzichten. Et ass also ..., fir d'Klima ännert et näischt, um $CO_2$-Ausstouss ännert et näischt oder extreem wéineg. An déi zweet Saach ass déi, wou ech dem Här Goergen awer wollt äntwerten: Et ass jo net esou wéi et fonctionéiert, esou wéi Dir et erklärt hutt. Et fonctionéiert jo esou: Doduerch, dass ech d'Steieren e bëssen erofsetzen, verkafen ech méi an doduerch hunn ech am Endeffekt méi Einnamen. Et ass jo esou, wéi den Tubaktourismus an den Tanktourismus fonctionéieren.

An hei géif et jo d'selwecht funktionéieren. Dat heescht, doduerch, dass ech den Diesel e bësse méi niddereg maache wéi an der Belsch, verkafen ech vill méi Diesel. Ergo kréien ech duerno och vill méi Steiergelder eran, déi ech ka benotzen, fir zum Beispill de REVIS ze bezuelen an esou weider an esou fort.

Also, ech mengen, mir verpassen hei eng Chance, fir wierklech Geld einfach esou eranzekréien, wat mer brauchen. A mir verpassen och eng Chance, fir eise Logistiksecteur ze ënnerstëtzen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Ech gesinn elo keng zousätzlech Wuertmeldung. Da komme mer och zum Ofstëmmen iwwert d'Motioun Nummer 3 vun der ADR.

***Vote sur la motion 3***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

D'Resultat vum Vott ass: 5 Jo-Stëmme bei 55 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 55 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmme refuséiert.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

***Motion 4***

An da komme mer zur nächster Motioun, dat ass d'Motioun Nummer 4, déi hei deposéiert ginn ass vum Här Sven Clement. Här Clement, wëllt Dir se nach eng Kéier explizéieren? Dann ass et un Iech.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz kuerz. Ech hunn et gëschter a menger Ried duergeluecht. Et geet hei drëm, datt d'SNHBM méi wéi eng Kéier ëffentlech gesot huet, datt se hir Haiser a Wunnengen, déi se gebaut huet, misst verkafen, well se se net kéint verlounen, well se dofir d'Finanzéierung net stoen hätt. Vu datt d'SNHBM eng SA ass, an där de Staat awer den Aktionär ass, ass eng vun de Méiglechkeeten, fir déi Kapitaliséierung ze garantéieren, eng Rekapitaliséierung, also eng Augmentatioun vum Kapital ze maache bei der SNHBM, esou datt si hir Wunnengen da kann an d'Locatioun ginn, nodeem se hir Prêten zréckbezuelt huet.

Dat ass fir eis eng Léisung, fir déi Wunnengen elo séier an d'Locatioun ze kréien an net se weiderhin eidel stoen ze loossen. Well, ech mengen, dat ass wierklech eng Katastroph an där aktueller Situatioun. A mir géifen eis hei freeën, wa jiddwereen et änlech gesäit a mer derfir suerge kënnen, datt hei wéinstens déi Wunnengen, déi schonn do sinn, elo ganz, ganz séier op de locative Marché kommen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci. Wie wëllt heizou d'Wuert huelen? Ech hunn den Här Wagner, den Här Baum, d'Madamm Tanson, d'Madamm Bofferding an den Här Keup. An da kritt den Här Wagner fir d'éischt d'Wuert.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir wäerten déi Motioun och ënnerstëtzen. D'autant plus ech mech kann erënneren: Virun e puer Wochen, wärend der Interpellatioun vun de Gréngen iwwert de Logement, hat ech déi Propos och gemaach.

Den Här Clement huet jo erkläert, wat de Problem ass. Dat ass d'Gesellschaftsform vun der SNHBM. Si muss verkafen, fir hir Bauten erëm ze finanzéieren.

Bon, elo ruffe mer natierlech d'Regierung op an dëser Motioun, fir d'Kapital eropzesetzen. Et gi jo nach aner Aktionären, dat sinn alles ëffentlecher: d'SNCI, d'Spuerkeess an déi véier gréisser Gemengen – d'Stad, Esch, Déifferdeng, Diddeleng, wann ech mech net ieren –, vläicht nach aner ëffentlech Aktionären.

D'Fro stellt sech, awéifern déi och bereet wiere matzemaachen. Ech gesinn, den Diddelenger Buergermeeschter, deen ...

*(Interruption par M. Dan Biancalana)*

Ech weess, zu Déifferdeng huet eise Gemengerot, mengen ech, dat och schonn zur Sprooch bruecht. Bon, mee et kann een nach ëmmer driwwer diskutéieren. Mee op jidde Fall, wann de Staat, wann d'Regierung dat och scho géif maachen, wier dat eng ganz gutt Saach.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci, Här President. An där Motioun hei gëtt sech bezunn op en Interview, dee gemaach ginn ass bei RTL an och beim 100,7. Den Direkter huet vu Wunnenge geschwat, déi nach net fäerdeg sinn. Fréier war et esou, dass se scho virum Bau konnte verkaaft ginn. An dat ass elo anescht.

Zweete Fakt ass deen, awer och – jo, mir hunn nach ëmmer bei der SNHBM eng Rei Wunnengen. D'Kolleeginnen an d'Kolleegen, déi mat waren zu Kielen „Op Elmen", déi wëssen dat. Et ass awer och e Fait, dass 2023 d'Vente erëm ugezunn ass. An dat wäerte mer gesinn.

Ech wollt Iech proposéieren, de Kolleegen aus der Logementskommissioun, wann de Rapport annuel vun der SNHBM kënnt, dass se dee bei eis an d'Chamberskommissioun presentéiere kommen. Dat selwecht hätt ech och gäre vum Fonds du logement. Ech mengen, da ka jiddweree sech mat allen Informatiounen auserneesetzen.

Elo ass et esou, dass mer e Gesetzesprojet hunn, den 8353, de Paquet Logement, do si mer an der leschter Ligne droite. An, ech mengen, dass mer dee kënnen den nächste Mount hei stëmmen. An do gëtt de Seuil jo awer däitlech gehuewe vun de Leit, déi kënnen an de Genoss vun engem vun den Haiser vun der SNHBM kommen.

D'Augmentation de capital, da muss ee sech froen ... Mir kënnen net einfach eng Augmentation de capital maachen, mir hunn eng ganz Rei aner Partner dran. Ech soen Iech dat: de Staat ass Aktionär zu 51 %, de

Fonds de compensation 22,5 %, d'BCEE 11 %, d'Ville de Luxembourg 7, d'Stad Esch 4,2, Déifferdeng 2,5 an och Diddeleng 1,5. Also, et kann een net einfach hei soen: „Dir musst d'Kapital eropsetzen." Esou einfach geet dat net!

An, ech mengen, dass och iwwert dat, wat gëschter hei gesot ginn ass – ech mengen, och vum Här Spautz –, dass e ganz, ganz groussen Effort am Logement gemaach gëtt ... Et gëtt e ganz groussen Effort, fir VEFAen ze acquerréieren. Et gëtt e ganz groussen Effort gemaach, fir de Parc immobilier vum Staat ze vergréisseren, deen natierlech an d'Locatioun kënnt.

An dofir weess ech elo net wierklech, ob déi Motioun hei zilféierend ass. An och hei géif ech menger Fraktioun proposéieren, déi net matzestëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, et si vill Constaten, déi interessant sinn, déi hei dra gemaach ginn. Ech wéilt awer vläicht uknäppen un dat, wat den Här Baum gesot huet. An ech froe mech, ob et net sënnvoll wär, dat do awer dann eng Kéier an der Kommissioun ze diskutéieren.

Well dat Eent, dat ass dat, wat elo an deem Projet de loi virgesinn ass. Hei geet et awer ëm nach verschidden aner Saachen. An et ass jo awer och net, well nach aner Aktionären an der Gesellschaft sinn, dass de Staat net kéint seng Participatioun an d'Luucht setzen. Ech weess, dass do e gewëssene Parallelismus besteet, mee et wär awer warscheinlech sënnvoll, en Echange heizou ze hu mat de Responsabele vun der SNHBM, fir och hir Vue op deen dote Punkt nach eng Kéier am Echange mat den Deputéierten ze kréien.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Här President, ech schléisse mech der Madamm Tanson un. Effektiv, wéi den Här Baum richteg erklärt huet, ass de Staat net eleng Aktionär, och wann en Haaptaktionär ass. Mee trotzdeem wär et awer e staarkt Zeechen, wann alleguerten d'Acteuren, d'Aktionären hei géifen un engem Strang zéien.

An ech fannen et och elo e bësse speziell, wa mer eigentlech politesch derfir sinn, wa mer awer elo géifen dergéint stëmmen. Ech fannen, mir sollen deem Ganzen awer eng Chance ginn. An de President vun der Logementskommissioun huet jo elo proposéiert, nach weider iwwert d'Sujeten, a vill anerer, an den nächste Sitzungen ze diskutéieren. Vläicht kann een déi doten einfach mat an d'Kommissioun huelen.

Ech géif et elo schued fannen, wann hir elo hei dat typescht Majoritéit/Oppositiouns-Verhältnis zum Verhängnis géif ginn a se géif refuséiert ginn ..., dass ee se einfach mat an d'Kommissioun hélt an nach eng Kéier doriwwer diskutéiert. Well, ech fannen, dofir ass dee Sujet hei awer ze vill wichteg!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, villmools merci. Jo, et gëtt jo zwou Méiglechkeeten. Dat hei ass e bëssen, esou, wéi et hei elo steet, dat, wat d'Regierung proposéiert. Dat ass, fir dee Seuil an d'Luucht ze setzen, fir dass eebe méi Leit dann an de Fall kommen, dass se kënnen eppes bei der SNHBM kafen. An dat anert ass, fir méi an d'Locatioun elo ze setzen. An ech muss soen, dass am Fong déi Iddi vun der Regierung eis méi sympathesch hei ass.

An ech wëll och einfach emol aus där praktescher Siicht dat Ganzt kucken. Well wann ech Elmen kucken an der Gemeng Kielen, dee ganze Quartier, dee Projet ass jo preparéiert ginn, et ass jo risegrouss. An d'Iddi war eeben, fir awer e groussen Deel dovunner ze verkafen. An et ass och gesot ginn, dass d'Prioritéit ass fir Jonker, déi aus der Gemeng Kielen an aus der Gemeng Käerch kommen oder déi eppes mat deene Gemengen ze dinn hunn, zum Beispill do schaffen. An dat war och wichteg! Dat war e wichtegen Aspekt, fir dass d'Leit dee Projet akzeptéiert hunn.

Well Dir kënnt Iech jo virstellen, dass an der Gemeng Kielen, an och haut nach, ganz vill Leit guer net frou si mat deem Projet Elmen.

*(Interruption)*

Dat ass och eppes, wat een ëmmer muss bedenken.

**M. Félix Eischen** (CSV) | Här Keup, dat ass falsch!

**M. Fred Keup** (ADR) | Do muss een oppassen, wéi een d'Saachen elo verännert. An ech mengen, wann een elo Saachen ännert, an deem konkreete Beispill déi, déi virgesi ware fir de Verkaf, wann een op eemol seet: „Et ass alles fir d'Locatioun!", dann ass et net dat, wat d'Leit sech virgestallt hunn. Dat ass en aneren Aspekt, deen ech einfach wollt eng Kéier ze bedenke ginn.

Duerfir stëmme mir dat hei och net mat.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Éier ech elo dem Auteur, dem Här Clement, nach eng Kéier d'Wuert ginn, fir ze reagéieren op dat, wat d'Madamm Bofferding gesot huet, wollt ech froen, ob nach eng aner Wuertmeldung do wär. Wann dat net de Fall ass, dann huet den Här Clement d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Ech wollt zwar net der Madamm Bofferding äntwerten, mee dem Här Baum, ...

**Plusieurs voix** | A!

**M. Sven Clement** (Piraten) | ... well mer emol e Faktencheck misste maachen. Den Här Baum seet eis, de Logementssecteur hätt erëm ugerappt. Elo hunn ech d'Zuelen hei aus der Comexbu **...**

**M. Gilles Baum** (DP) | Dir kënnt nach keng Zuele vun der SNHBM hunn!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Nee, nee, ech hunn d'Zuelen ...

**M. Gilles Baum** (DP) | Déi kënnt Der net hunn!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här Baum, Dir wësst nach guer net, wéi eng Zuelen ech Iech elo wëll ëm d'Ouere schloen.

**M. Gilles Baum** (DP) | A, elo sinn ech awer gespaant!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dir waart vläicht an der Comexbu derbäi, wéi mer den État des lieux vun den Zuele vum Staatsbudget zum 31. Mäerz gemaach hunn. Da gesinn ech do eng Zeil, et ass d'Zeil 19, falls een dat wëllt nokucken, den Droit d'enregistrement. Wann Der sot, de Logementssecteur hätt erëm ugezunn, da missten déi Zuele jo am Verglach zum leschte Joer am Plus sinn. Mee nee, Här Baum, se si minus 25 %, minus 24,3 %, fir genau ze sinn.

Dat heescht, de Logementssecteur huet net erëm ugezunn. Déi eenzeg positiv Zuel, déi de Minister eis presentéiert huet, ass, datt bei Projeten, déi iwwer 1 Millioun Enregistrement generéieren, dat heescht, déi iwwer 10 Milliounе wäert sinn, mer eng Croissance gesinn, déi derzou gefouert huet, datt et eeben net nach méi desastréis ass wéi déi minus 25 %. Dat heescht, ze behaapten, datt hei d'Venten erëm esou gutt ugezunn hätten, wéi Dir dat gemaach hutt, dat geet net aus den Zuele vum Staatsbudget ervir.

Da sot Dir, et géif net esou einfach goen, datt een Aktionär ka seng Participatioun erhéijen. Bon, ech mengen, e bësse Gesellschaftsrecht awer scho gesinn ze hunn. An natierlech geet dat! Grad, wann een d'Majoritéit vun de Parte schonn huet. Dat nennt sech dann eng Dilutioun vun deenen aneren Aktionären. Ech mengen och, datt hei den Interêt priméiert, fir d'Leit zum Wunnen ze kréien. A ganz éierlech, da fannen ech just de Constat ganz schlëmm, datt Der hei op där nämmlechter Säit sidd wéi d'ADR, déi hei de lokative Wunnraum wëllt blockéieren!

**Plusieurs voix** | O!

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, Här Clement, ech wär nach frou, wann Der awer och géift Stellung huelen zu deem, wat d'Madamm Bofferding gesot huet. Si huet e Renvoi an d'Kommissioun proposéiert.

**Une voix** | D'Madamm Tanson.

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Madamm Tanson, pardon, datt mer dat och direkt matgereegelt kréien, fir dat ze kucken.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, ech hunn net d'Gefill a mengem klenge Fanger, datt d'Majoritéit dat wéilt matdroen, mee ech kéint dat awer ganz gär matdroen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Da kritt den Här Baum elo och d'Wuert, fir éischtens eppes iwwert dat ze soen, wat Dir gesot hutt, an zweetens dann och, fir iwwert d'Majoritéit an de Renvoi eppes ze soen.

**M. Gilles Baum** (DP) | Jo, ech wëll op dat zréckkommen, wat den Här Clement gesot huet. Ech hunn net gesot, am grousse Ganzen hätt de Bausecteur ugezunn, mee ech hu gesot, bei der SNHBM hätt en ugezu par rapport zu den Zuele vun 2022.

Ech wëll dat awer richtegstellen, well ech net bezweifelen, Här Clement, wat Der gesot hutt, datt d'Ventë 25 % méi déif sinn. Dat si keng Zuelen, déi ech unzweifelen. Déi kann ech an der Zeitung liesen. Mee bei der SNHBM huet et ugezunn. An dat wäerte mer da gesi, wa se hire Rapport an d'Kommissioun virstelle kommen. An ech proposéieren dann och, dass mer do d'Geleeënheet notzen, fir déi Froen ze stellen, déi Der ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Hutt Dir dee Rapport da schonn?

**M. Gilles Baum** (DP) | Nee. Dee kënnt jo eréischt am Mee eraus, et ass Abrëll.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Wéi kënnt Der da schonn draus zitéieren?

**M. Gilles Baum** (DP) | Ech hu geschwat vun 2022 op 2023.

Ech géif dofir proposéieren, ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mir sinn awer 2024, Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | ... wa mer d'SNHBM do hunn, dann déi heite Froen ze klären an dofir déi Motioun hei net ze stëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat heescht, mir stëmmen iwwert se of an Dir stëmmt dergéint. Datt ech genau verstanen hunn, wat Der elo domat gemengt hutt. Mee dat ass ganz kloer elo. Här Spautz, Dir wollt nach d'Wuert huelen.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo, Här President, ech wëll just op dat agoen. D'SNHBM, huet den Här Baum jo gesot, gëtt an d'Kommissioun geruff. Wa mer se elo géifen an d'Kommissioun vertagen, dann däerfe mer no den Delaien erëm eng Kéier erëmkommen, a mir wëssen net, ob bis dohinner d'Entrevue stattfonnt huet. Mee wéi gesot, dat kënne mer, solle mer mat

der SNHBM de vive voix diskutéieren, wa se an der Logementskommissioun ass. An dofir leene mer se de Moment of.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Esou, wann ech elo gutt nogelauschtert hunn, huet et kee Wäert, hei zum Vott ze stellen, ob mer se an d'Kommissioun renvoyéieren oder net, soudatt mer direkt géifen iwwert se ofstëmmen.

***Vote sur la motion 4***

Ech maachen also de Vott iwwert d'Motioun Nummer 4 op. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass elo ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen a 40 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

***Motion 5***

Elo komme mer zur Motioun Nummer 5, och deposéiert vum Här Sven Clement. Här Clement, wëllt Dir nach d'Wuert huelen?

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, ganz kuerz. Ech mengen, datt d'Motioun exhaustiv erkläert, wou de Problem bei esou Credit-Scoringen ass. Dofir si mer enger ganz klorer Meenung, datt dat, wat d'Madamm Rapportrice hei proposéiert huet, an eisen Aen net geet. An dofir hu mer eng Motioun deposéiert, fir datt d'Chamber sech dozou prononcéiere kann.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Wie wëllt dozou d'Wuert huelen? D'Madamm Bofferding, den Här Keup, d'Madamm Tanson, jo, d'Madamm Adehm. Ok. Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Ech muss soen, dat heiten ass u sech e ganz interessante Punkt, well effektiv koum elo ganz rezent en Urteel vum Europäesche Geriichtshaff, wou deen d'SCHUFA zréckpäift.

D'SCHUFA – ech mengen, den Här Clement hat gëschter e bëssen de System erkläert – schafft mat esou engem Score-System, wou se dann, wann ee wëllt zum Beispill an Däitschland eng Wunneng lounen, e Prêt maachen oder einfach nëmmen en Handyvertrag wëllt ofschléissen, iwwerpréift, op een dann déi néideg finanziell Moyene kann opbréngen. Also dat geet wierklech ganz wäit!

An do ass eeben elo dat Urteel komm, wat interessant ass, well ee vun den Haaptgrënn vun de Riichter ass, dass se soen, et kéint net sinn, dass nëmmen dee Bewäertungssystem geholl gëtt, fir d'Kredittwierdegkeet vun de Leit ze iwwerpréiwe respektiv, an dat soe se och ganz kloer, dass et net kéint sinn, dass eng Maschinn iwwert d'Kredittwierdegkeet vun enger Persoun decidéiert! An dat gesi mir genausou. An dofir fanne mer dat hei ganz sympathesch a mir wäerten dat do matdroen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Jo, bon, et kann een natierlech driwwer spekuléieren, wat alles kënnt, mee am Moment ass et jo esou, dass et dat doten zu Lëtzebuerg net gëtt an dass mer d'Bankgeheimnis hunn, wou mer eis och ganz kloer derzou bekennen, dass dat och esou bleift. Fir dat anert, mengen ech, also, mir hu ganz vill Sympathië fir dat, wat hei steet. Ech mengen awer, dass dat nach relativ komplex ass an dass et wichteg wier, dat alles eng Kéier nach méi am Detail ze diskutéieren, och déi Erfarunge genee ze kucken, déi et an anere Länner gëtt, wéi dann an Däitschland. Duerfir, wann et eis géif nogoen, géif een dat hei an enger Kommissioun eng Kéier beschwätzen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, also meng Bedenken zu der faméiser sougenannter SCHUFA hunn ech schonn ausgedréckt, mee ech wär och frou – mir haten iwwer villes diskutéiert, dat heiten hate mer net am Detail an der Kommissioun ausdiskutéiert –, wa mer dat heiten effektiv eng Kéier kéinten an der Kommissioun diskutéieren. Éischtens fir dass mer géifen héieren, wéi d'Madamm Adehm sech dat genau virgestallt huet, an dann awer effektiv och, fir e bësse méi eng detailléiert Äntwert dann och vun der Regierung zu deem dote Punkt ze kréien.

Ech muss soen, d'Punkten 2 an 3 vun de Piraten hirer Motioun – also zemools den zweete Punkt –, do weess een net genau, wat dat nach alles kann implizéieren oder wat Der genau nach alles domadder mengt respektiv wat nach alles ka kommen. An och d'Bankgeheimnis, mengen ech, do kann ee villes driwwer soen. Ech wier op alle Fall frou, wa mer de Punkt iwwert d'SCHUFA kéinten eng Kéier am Detail an der Kommissioun diskutéieren, fir do déi Positioun vun deem engen oder aneren ze héieren.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Madamm Adehm.

**Mme Diane Adehm** (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt emol betounen: Hei geet et ëm de Surendettement, also d'Iwwerverschëldung vun de Leit, an et geet ëm soss näischt wéi dat doten!

Ech hunn a mengem Rapport mer net gewënscht, dass dat dote vun der Regierung gemaach gëtt, dat géif ech direkt emol gäre richtegstellen, well dat steet hei an der Motioun dran. Ech hunn ni vun engem Credit Scoring geschwat! Ech hunn ni vun enger SCHUFA geschwat! Dat Eenzegt, wat ech a mengem Rapport sot, dat ass: Et kéint ee mol kucken, wéi déi Centrale de crédits an der Belsch – an der Belsch! – fonctionéiert! A méi hunn ech net a mengem schrëftleche Rapport gesot. Dat heescht, fir mech ass déi heite Motioun souwisou sans objet.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Goergen huet nach d'Wuert gefrot.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Also, just fir d'Optik e bëssen nach eng Kéier ze erklären: Als Dateschutzpartei ass et eis natierlech wichteg, dass mer keng nei Datebank erstellen iwwert d'Finanze vun den eenzelne Leit. An dat war och d'Optik.

Madamm Adehm, Dir hutt et awer an Ärer Ried widderholl, Dir hutt et am Rapport, dee Rapport gouf ofgestëmmt an enger Kommissioun, an haut gouf d'Gesetz passend dozou ugeholl. Ech huele jo un, dass alles, wat an deem Rapport gesot ginn ass, och tel quel vun der Regierung wäert iwwerholl ginn, well soss mécht e jo kee Sënn!

Hei geet et drëm, dass eng nei Datebank soll geschaaft ginn. Ech ka mech nach gutt erënneren un den Här Mosar an den Här Roth, wou ech hinne komplett Recht ginn hunn, beim Policefichier. Do war et d'Police, déi esou eng Datebank hat. An do hu mer gutt zesummegeschafft, fir dat opzewäerten. Mee da kommt, mir ginn net op de Wee a mir maachen elo eng nei Datekrak, wou herno all Awunner wäert iergendeng Kéier erfaasst ginn, just well en e Kreditt ophëlt! Dat wär dee komplett falsche Wee, dass mer eng nei Datebank schafen, well et ass am Ausland gewise ginn, dass déi manipuléiert ginn, dass och do Hacking versicht gëtt. An herno hu mer eng nei Datekrak, déi Lëtzebuerg net brauch.

Mir wëllen datespuersam sinn. An dofir wollte mir mat dëser Motioun d'Regierung derzou opruffen, fir nëmmen net op déi Iddi ze kommen, nei Datebanken ze erstellen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir hutt d'Regierung opgeruff, d'Regierung huet och elo d'Wuert gefrot. An da kritt d'Madamm Adehm nach eng Kéier d'Wuert. Fir d'éischt den Här Roth.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | D'Regierung huet kee Problem, wann déi heite Motioun gestëmmt gëtt.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Roth. Madamm Adehm.

*(Brouhaha et hilarité)*

**M. Fred Keup** (ADR) | D'Regierung decidéiert net.

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Adehm, wëllt Dir nach eng Kéier Stellung dozou huelen?

**Une voix** | Léiwer net!

*(Hilarité)*

**Mme Diane Adehm** (CSV), rapportrice | Ech widderhuelen et nach eng Kéier, dass ech déi Saachen, déi hei an der Motioun drastinn, ni gefrot hunn, dass déi net a mengem Rapport virkommen, dass ech mer dat och net wënschen, an dass net, well mer haut e Budget gestëmmt hunn, elo eng Kredittzentral am Kader vum Surendettement hei zu Lëtzebuerg gemaach gëtt! Wuelverstan, am Kader vum Surendettement!

Här Goergen, ech loosse mer vun Iech keng Wierder an de Mond leeën, déi ech net benotzt hunn! En plus hunn ech op der Tribün gesot, dass, wann ee sech dat dote géif iwwerleeën, mat Sécherheet dann zu Lëtzebuerg muss gekuckt ginn, dass éischtens den Dateschutz respektéiert gëtt an zweetens d'Bankgeheimnis respektéiert gëtt. Dat heiten ass en

Denkustouss an et ass kee Gesetzesprojet an et ass net méi wéi dat doten!

An duerfir, wannechgelift, a mengen Aen ass dat dote sans objet! Punkt.

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, dat gesot, komme mer, à moins ...

**Une voix** | Au vote!

**M. Claude Wiseler,** Président | ... datt nach eng aner Wuertmeldung ass, wat net de Fall ze si schéngt, zum Ofstëmmen iwwert déi heite Motioun.

*(Interruptions et hilarité)*

***Vote sur la motion 5***

Ech maachen elo de Vott op.

*(Brouhaha)*

Domat ass de Vott elo ofgeschloss.

D'Resultat vun deem Vott ass: Jo: 16, Nee: 35, Abstentiounen: 9. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 16 Jo-Stëmme bei 9 Abstentiounen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Christophe Hansen) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.*

***Motion 6***

An da komme mer zur nächster Motioun, der Motioun Nummer 6 vun de Piraten, och an dësem Fall vum Här Sven Clement. Wëllt den Auteur dozou Stellung huelen? Da soll en dat elo maachen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. D'Motioun ass kloer an ech hunn deenen Ausféierungen näischt bäizefügen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Wie wëllt heizou Stellung huelen? D'Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Jo, merci. Déi Motioun ass eis ganz sympathesch. Previsibilitéit ass wichteg, wichteg fir eis Matbierger. Och do kréien ech reegelméisseg Feedback, dass d'Leit sech froen, wéi et weidergeet mat dem ganzen Aidëregimm, an d'Leit zécken natierlech elo, och wa se kënnen, fir an déi Saachen ze investéieren, well se net wëssen, wéi et weidergeet.

Et ass och wichteg fir eis Betriber, déi an deem do Beräich wëlle schaffen a weiderschaffen am Sënn vun der Transitioun.

An et ass och wichteg fir eis Verwaltungen, dass mer do eng Gläichméissegkeet an déi Demanden erakréien. Wann do ëmmer esou Peake kommen, féiert dat dann herno erëm zu zukünftege Retarden, ...

*(Interruption)*

... an duerfir kënne mir déi hei matdroen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. D'Madamm Bofferding, dann den Här Spautz. Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Jo, mir fannen déi Iddi och ganz sympathesch. Mir wäerten och d'Motioun matdroen. Par contre, mengen ech, ass jo e Projet de loi en cours. Dat heescht wann Der heizou en Amendement gemaach hätt, géife mer dat och matdroen. Ech mengen, et ass elo net ganz kloer, firwat Der elo d'Motioun maacht, wann nach déi legislativ Aarbechte lafen.

Mee op alle Fall fanne mer et sympathesch. Mir sinn och der Meenung, dass déi nach weider sollte bis Enn des Joers ausbezuelt ginn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Mir stëmmen déi Motioun net mat. Mir wëllen drun erënneren, dass ugekënnegt ginn ass, dass fir all déi Moossnamen, wat d'Energie ubelaangt a wat de Klimabonus ubelaangt, d'Regierung nach wäert mat eppes zréckkommen. An dofir si mir der Meenung, dass déi de Moment net geschélt ass. Mir sollen ofwaarden, bis d'Regierung mat deene Projete komm ass, wéi se dat ugekënnegt huet a wéi dat och gëschter nach eng Kéier ënnerstrach ginn ass.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. Ech gesinn elo an dësem Moment keng aner Wuertmeldunge fir dës Motioun.

Da géife mer och hei zum Vott iwwert déi Motioun kommen.

***Vote sur la motion 6***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass elo ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 25 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Max Hengel) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel.*

***Motion 7***

Da komme mer zur Motioun Nummer 7, och vum Här Sven Clement deposéiert. Wëllt den Auteur dozou Stellung huelen?

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, Här President. Dat heiten ass eng Motioun, op déi ech gëschter a menger Ried net méi weider am Detail konnt agoen. Et ass awer eng Motioun, déi mer e bëssen um Häerz läit, well se och e bëssen zu méi Transparenz a virun allem zu genau deem eethesche Behuele soll féieren, dat de Staatsminister selwer ugeschwat huet an der Chamberskommissioun de 25. Mäerz.

Et geet u sech drëm, datt mer haut fir Deputéiert, fir Beamte kloer Reegelen hunn, wéi et ass, wann ee Fraisen huet am Kader vu sengem Mandat, wéi een déi entweeder rembourséiert kritt oder wéi eng Fraisen een engagéieren däerf. A wéi mer aus de Presserapporte vum leschte Joer wëssen, gëtt et eebe genau fir d'Regierungsmembere keen esou e Reegelkader.

An de Premier huet an der Kommissioun de 25. Mäerz erkläert, datt een en bon sens an en éthique du métier soll agéieren. E kéint sech awer virstellen, déi Reegelen och nach eng Kéier schrëftlech ze preziséieren. A mir sinn der Meenung, datt et hei wichteg wär, dem Premier do nach eng Kéier déi Aufgab an d'Aufgabebichelchen ze schreiwen an ze soen: D'Chamber ënnerstëtzt Iech doranner, fir esou Reegelen, am Sënn vun enger besserer Eethik, am Sënn vun enger besserer Transparenz, ze klarifiéieren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Dozou hunn ech elo d'Madamm Tanson als Wuertmeldung. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Den Här Spautz. Madamm Tanson, dann hutt Dir d'Wuert.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, also mat dem Opruff aus der Motioun si mer absolutt d'accord. D'Konklusioun, déi gezu gëtt – nodeems eeben och vill an der Press driwwer diskutéiert ginn ass –, dat ass eppes, dat ass e Constat, dee mer gemaach haten an der viregter Regierung: Et ass extreem wichteg, dass ee sech Reegele gëtt! Et ass just vläicht net dat selwecht wéi an der Chamber.

Wann ech awer dann d'Considerante kucken **...** Also ech mengen, et kann een net de Parallellismus zu der Chamber zéien. Et ass awer e bëssen eng aner Aart a Weis ze fonctionéieren, an och scho guer net fir d'Beamten. Eng Persoun, déi an der Exekutivfunktioun ass, ...

*(Interruptions et coups de cloche de la présidence)*

... ass net dat selwecht wéi e Beamten, dee mat op eng Rees geet.

Ech hunn awer e bëssen e Problem mam Ënnertoun, deen do esou an deene Consideranten dran ass. Den éischten Tiret, wou da gesot gëtt, d'Depensë wieren elo eropgaangen, wat d'Remuneratioun vun de Regierungsmemberen ugeet, wéi wann ... Also, ech mengen, et sinn Indextranchë gefall, ech denken, dass dat sech och hei am Budget wäert erëmspigelen.

An da muss ech awer och e bësse staunen: Ech sinn zwar selwer nach net mat der Chamber iergendwou higefuer, ech weess awer, Här Clement, datt Dir dee System, mengen ech, extreem gutt kennt.

*(Hilarité)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | O, do gëtt et der och vun Ärer Faarf! Heiansdo ass awer jiddwereen heibanne concernéiert.

**Une voix** | An an deenen héchste Klassen.

*(Hilarité)*

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Wann Der hei schreift ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Tanson, fuert weider!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Wann Der hei ...

*(Brouhaha général)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Zemools de Gusty Graas, mengen ech.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Wann Der hei schreift ... Et ass kee Concours!

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift! Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Wann Der hei schreift: „D'Chamber kënnt fir d'Deputéiert bei Déngschtreesen nëmme fir Deplacement an Unterkunft op. All aner Fraise mussen d'Deputéiert selwer bezuelen" ... Ech hu mech e bësse renseignéiert. Ech hu mer soe gelooss, et géif e Per diem, dee souguer a moies a mëttes opgedeelt ass, deen ee kritt, wann ee mat der Chamber oder fir d'Chamber iergendzwousch higeet, soudass een dat och erëm net ka vergläiche mat deem System, wéi e bei de Ministeren existéiert. An et kann een, mengen ech, net soen, dass een da fir alles muss selwer bezuelen, well wann een e bëssen éierlech ass, da misst een dat jo awer och considéréiere bei deenen Deplacementer, déi dann do ufalen.

Op alle Fall ass d'Konklusioun fir eis ganz kloer: Jo, et solle Reegele kommen! Dat hëlleft jiddwerengem. Et hëlleft deem, deen et kontrolléiert, an et hëlleft virun allem och deem, dee betraff ass a reest. Mee bei de Consideranten, do hu mer e bësse Problemer. Wa mer déi vläicht kéinten op der Säit loossen, da wier dat hei fir eis tipptopp.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Den Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo, merci, Här President. Also, mir hu Problemer mat där Motioun. D'Madamm Tanson huet schonn en Deel vun deene Problemer genannt. D'Regierung huet e Code de déontologie an Dir kënnt dat, wat zwëschent der Regierung besteet, an dat, wat zwëschent der Chamber besteet, net matenee vergläichen. Dat sinn zwou verschidde Saachen. Dass do verschidden Upassunge musse gemaach ginn, dat ass kee Problem, dat wäert d'Regierung och maachen, mee dat soll iwwer hire Code de déontologie lafen an net iwwer e Reglement vun der Chamber.

Ech wëll och dozou soen: Et kann ee jo dann och an der Chamber driwwer nodenken ze publizéieren, wéi et do ass mat de Fraisen, déi si fir am Ausland, dass een esou wéi bei de Questions parlementaires a bei der Riedezäit och do e Ranking opstellt, wéi et domadder ass. An dann ass och do Transparenz geschélt, sou wéi et an der Chamber ass.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Marc Spautz** (CSV) | Dat kéint jo dann och profitéieren. Mee dat soll d'Chamber decidéieren an dat hei soll d'Regierung an hirem Code de déontologie reegelen. An et ass net un der Chamber, sech dodran anzemëschen. Dofir leene mir déi Motioun of.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. Dann ass d'Wuert elo fir d'Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Bon, meng Virriedner hunn effektiv schonn all d'Argumenter bruecht. Mir haten och an der viregter Regierung eng Diskussioun driwwer, wéi een nach ka Verschiddenes preziséieren. Ech mengen, et ass ëmmer gutt, dass d'Reegelen eenheetlech sinn, dass et kloer ass, mee et ass och richteg, wéi grad gesot ginn ass: Et ass net, wéi wann näischt existéiert hätt. An duerfir hu mer och e Problem hei mat där Motioun, wéi déi aner och mat de Consideranten, well et awer hei duergestallt gëtt, wéi wa sech do u guer näischt gehale gi wär. Wann hei och steet, dass Leit sech net bewosst wären, dat kann ee sou guer net stoe loossen, dat kann een net confirméieren. Wa mer awer och mam Prinzipp, wéi gesot, averstane sinn, dass een ëmmer soll kucken, dass een dat preziséiert an dass dat transparent behandelt gëtt. Mee wann Der net bereet sidd, den Text ze änneren, wäerte mer dat an där Form hei net esou matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Den Här Clement huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech wëll just vläicht ... Also, ech ka mer net virstellen, d'Consideranten all ze sträichen, well ech mengen, dat géif d'Motioun da vun all Sënn entkären. Ech wëll awer vläicht der Madamm Tanson op eppes äntwerten. Jo, dee leschte Saz hätt ee kënnen anescht schreiwen, ma da muss een awer och sou éierlech sinn a soen, datt et fir Déngschtreesen am Kader vun der Chamber e Jeton gëtt, jo, sou wéi och hei, wann een an d'Kommissioune geet, jo, sou, wéi wann een hei an d'Kommissioune geet, Madamm Tanson, an datt dee Jeton nëmmen zwee Drëttel vum Jeton ass, deen ee kritt, wann een hei zu Lëtzebuerg ass. Dat muss een dann an där Transparenz och soen.

*(Interruptions)*

An ech wëll just soen, datt et fir verschidde Leit finanziell méi interessant ass, fënnef Minutten an eng Kommissiounssëtzung ze kommen an eng Taass Kaffi ze drénken ...

*(Exclamations et hilarité)*

... an dofir e ganze Jeton ze kréien, a sech eeben dofir och net fir Déngschtreese vun der Chamber ze interesséieren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, ech hunn elo nach eng Rei Wuertmeldungen, evidenterweis. Madamm Cahen.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Ech wëll dann awer hei preziséieren, dass d'Ministere kee Jeton kréien, weeder moies ...

*(Interruption par M. Sven Clement)*

... nach mëttes, an dass ... Da kéint Dir och mol eng Kéier e Ranking maache vun deenen, déi ëmmer hiert Iessen einfach selwer bezuelen an ni eppes erageréecht hunn. An ech fannen, datt hei ass wierklech ganz bëllege Populismus vun engem, dee permanent an der Weltgeschicht ënnerwee ass hei an der Chamber!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, merci, Madamm Cahen. Et ass elo weider keng Wuertmeldung do.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun Nummer 7 vum Här Clement.

***Vote sur la motion 7***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass elo ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 3 Jo-Stëmmen, 51 Nee-Stëmmen a 6 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 51 Nee-Stëmme géint 3 Jo-Stëmme bei 6 Abstentiounen.

*Ont voté oui : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Charel Weiler) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Se sont abstenus : MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

***Motion 8***

An da komme mer elo zur Motioun Nummer 8, déi deposéiert ginn ass vum Här Fayot. Här Fayot, wëllt Dir nach eng Kéier d'Wuert dozou?

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, just ganz kuerz, Här President. Ech war scho gëschter a menger Interventioun drop agaang. Hei geet et u sech ëm de PIBien-être, wou mir och elo nach am Kontext vum Kont kuerz driwwer geschwat hunn, iwwert de Budget à objectifs, dee liéiert ass. Dat hei ass eng Motioun, déi sech och am Fong uleent un eng Motioun, déi schonn an der Chamber ugeholl ginn ass 2020 am Debat iwwert de PIBien-être, wou et, mengen ech, eng Quasiunanimitéit ginn ass, a wou ech am Fong d'Regierung invitéieren, fir e Pilotprojet ze maachen, fir eeben esou Indicateuren en parallèle zum Budget och anzeféieren. An ech mengen, de Minister huet jo do eng Ouverture gemaach am Kader vu sengen Aarbechte mat der OECD, fir ze kucken, ob ee kéint esou eppes maachen. Et geet an déi Richtung an et gräift eeben do déi véier Sujeten op, déi an deem leschte Rapport vum Statec als problematesch ugewise gi sinn, als eppes, wat de Luxembourg Index of Well-Being erofzitt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Hunn ech Wuertmeldungen? D'Madamm Hartmann huet d'Wuert gefrot, d'Madamm Tanson. Dann d'Madamm Hartmann emol fir unzefänken.

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. Merci och dem Här Fayot fir dës Motioun. A wéi hien et och elo selwer gesot huet: Mir hunn u sech e relativ breede Konsens par rapport zur Wichtegkeet och vun dem PIBien-être als complementairem Indicateur par rapport zum klassesche PIB, fir ze kucken: Wéi evoluéiert eis Societéit a wat ass de Well-Being vun de Leit?

Elo ass et esou – an dat ass och an der Motioun indiquéiert –, dass effektiv déi nei Majoritéit sech an dem Koalitiounsaccord och Engagementer ginn huet, wat

de PIBien-être betrëfft. Et gëtt awer eng Situatioun aus dem Koalitiounsaccord net genannt. Déi géif ech ganz gären hei zitéieren. Déi heescht: „Le Gouvernement intégrera le PIBien-être dans le débat politique et participera activement aux travaux engagés au niveau international en matière des indicateurs de bien-être."

Ech mengen, dass hei Engagementer vun der Regierung geholl goufen an dass mer d'Regierung déi Engagementer elo och sollten ëmsetze loossen. An duerfir sinn ech der Meenung, dass déi Motioun hei superfetatoire ass an dass mer se deemno och – wa se da sollt gestëmmt ginn – net sollte stëmmen. Dat wär op alle Fall meng Propositioun par rapport zu dëser Motioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Hartmann. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, ech fannen déi Motioun ganz sympathesch. Ëmsou méi bedaueren ech d'Positioun elo hei vun der Majoritéit, well wann et eppes ass, iwwert dat mer hei d'ailleurs, mengen ech, scho ganz laang diskutéieren a wou mer alleguerten der Meenung sinn, dass mer dat sollte kréien, da kéinte mer och en Zeeche setzen, andeem mer dat heiten alleguerte géinge stëmmen. Duerfir fannen ech dat natierlech schued. Mir wäerten et op alle Fall matdroen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Den Här Keup huet d'Wuert gefrot.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Jo, et kann een doriwwer schwätzen, de PIBien-être anzeféieren, mee ech mengen, dass et och hei eng ganz komplex Saach ass. An et muss een dat heite genee, mengen ech, kucken, iert een hei einfach ofstëmmt Jo oder Nee. Wat fir eng Erfarungswäerter gëtt et? Wat sinn d'Virdeeler? Wat sinn d'Nodeeler? Wéi kann een dat Ganzt genee dann duerno och ëmsetzen? A wat fir Facteure mussen do betruecht ginn? Duerfir géif ech dat heiten och éischter an enger Kommissioun gesi wéi elo driwwer ofzestëmmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo, merci, Här President. D'Madamm Hartmann huet et schonn zitéiert: Op der Säit 146 vum Koalitiounsaccord steet, dass mer dat vum Bien-être wëlle maachen. An dofir menge mer, dass zum jëtzege Moment déi Motioun do superfetatoire ass. An dofir wäerte mir se als Fraktioun ofleenen. Ech wëll awer betounen, dass d'Regierung, esou wéi et am Koalitiounsaccord Säit 146 steet, dat awer wäert maachen. A mir wäerten och nach dodrop eng Kéier zréckkommen.

Villmools merci.

**Une voix** | Mir sinn dergéint, mee mir maachen et.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. Sinn nach aner Wuertmeldungen zu dëser Motioun? Wëllt den Auteur och näischt méi soen dozou? Ech mengen, den Tour ass gemaach, effektiv.

Da géing ech proposéieren, datt mer se awer ... Ech gesinn net, datt de Renvoi en commission elo hei wäit géing gedroe ginn, soudatt ech da proposéieren, datt mer iwwert se ofstëmmen.

***Vote sur la motion 8***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass elo ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmme bei 35 Nee-Stëmmen a 5 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme bei 20 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiounen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Diane Adehm), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Max Hengel) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

***Motion 9***

An da komme mer zur Motioun Nummer 9 vun der ADR, déi deposéiert ginn ass vum Här Kartheiser. Här Kartheiser, wëllt Dir Stellung dozou huelen?

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Elo net, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Elo net. Ok. Hunn ech nach Wuertmeldungen? Den Här Wagner, den Här Graas, gesinn ech elo mol. Här Wagner, fänkt Dir un. An den Här Cruchten, jo. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, ech hat gëschter a menger Budgetsried ganz kuerz an der Introduktioun am Kader vun deene Polykrisen och vun de Kricher geschwat, mat deenen d'Welt konfrontéiert ass. An ech hunn déi zwee Kricher genannt, vun deene permanent geschwat gëtt, d'Ukrain a Gaza. An ech duecht och, et wier wichteg, vun deem Krich ze schwätzen, dee warscheinlech am meeschten Doudeger gemaach huet am 21. Joerhonnert. Dat ass deen an der Demokratescher Republick vum Kongo, wouriwwer ganz wéineg geschwat gëtt an de Meedien, och an der Politick, dee quasi ignoréiert gëtt, vläicht well et an Afrika ass a well et an der wäisser Welt net sou wichteg ass. Ech mengen, dat ass déi Tragik. Ech hunn net domadder gerechent, datt den Här Kartheiser duerno eng Motioun géif deposéieren dozou.

Mir hunn eis se och gutt ugekuckt. Ech fannen et gutt, datt fir eng Kéier mol och e bësse méi konkreet iwwert déi Situatioun geschwat gëtt. En plus, mengen ech, huet Lëtzebuerg och iergendwéi de plus ou moins loin ou de près domadder ze dinn, well de Regimm zu Kigali gëtt heiansdo och vun europäesche Staate relativ positiv ugesinn, y compris, mengen ech, vläicht och vu Lëtzebuerg. Ech weess, datt d'Situatioun komplizéiert do ass. Et ass keen demokratescht Land, de Ruanda. Et gëtt wéineg Oppositioun do op jidde Fall, well d'Oppositioun relativ séier verschwënnt. De Paul Kagame huet jo eng Approche, déi speziell ass. An et weess ee jo och, datt de Ruanda, en immens dynamescht Land ass, och militäresch gesinn, an do intervenéiert.

Bon, ech gesi keng Argumenter, fir géint déi Motioun ze stëmmen. Et kéint een natierlech och bei den Opfuerderungen de Ruanda derzou opzeruffen, déi territorial Souveränitéit vun der Demokratescher Republick Kongo ze respektéieren a seng Truppen aus dem Staat zréckzezéien. Et sinn och oft Milizen, déi zwar ... Dat sinn net déi regulär Truppe vum Ruanda, mee déi gi vu Kigali aus gesteiert ginn, ben, e bësse wéi dat, wat Russland och am Oste vun der Ukrain gemaach huet. Et kéint ee vläicht och ...

*(Interruption par M. Meris Sehovic)*

Dat weess ech ... Jo, bon, dorobber muss hien äntwerten, mee et ass awer ... Do gëtt et Parallellen. An ech mengen, et ass richteg, de Ruanda derzou opzeruffen, derfir ze suergen, datt – ob regulär oder net regulär – Truppen aus dem Oste vum Kongo zréckgezu ginn.

Also, mir schwätze vun iwwer 6 Milliounen Doudeger zënterdeems, also zënter 1998 warscheinlech. Et ass e laangen ... Voilà. An dat Eenzegt, wat mech e bësse stéiert, mee dat ass, datt mer ni wierklech seriö doriwwer diskutéiert hunn. D'Motioun ass e bësse lapidar, mee bon: Muss se laang sinn? Dat weess ech och net. Ech wier frou, wa mer vläicht eng Kéier och méi seriö kéinten doriwwer schwätzen, well ech mengen, et gëtt villes doriwwer ze schwätzen. Ech hat och souwisou wëlles, eng Kéier eng Initiativ dozou ze huelen. An der Belsch hu se och doriwwer geschwat. Si hunn och eppes domadder ze dinn. Déi sinn och e bësse betraff. Voilà. Mee ech hu keng Ursaach, fir dans l'état des choses géint déi Motioun ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Graas.

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Jo, wat een hei effektiv muss soen: Et ass gutt, datt mer och emol eng Kéier iwwert déi do Problematik schwätzen. Et ass e Krich, deen natierlech net esou am Fokus steet wéi vill aner Konflikter op der Welt. Dat Ganzt geet u sech zréck op 1994, wéi dee Genozid a Ruanda war, an zwar un den Tutsien. Mir sinn natierlech elo an der Situatioun, datt virun allem déi Beweegung M23 nach ëmmer ganz aktiv an der Demokratescher Republick Kongo ass. Dat bréngt natierlech dee Moment och Problemer mat sech, och direkt fir eis.

Mir musse wëssen, datt mer mam Ruanda elo awer och gewësse Relatiounen opgebaut hunn. Et si souguer Leit, déi froen, ob de Ruanda net vläicht sollt en neit Zilland an der Entwécklungspolitick ginn. Wann ee gesäit, wat de Moment um Niveau vun der Demokratescher Republick Kongo vir sech geet, mat deenen extreeme Greueldoten, ganz ville Vergewaltegungen, ganz ville Leit, déi op der Flucht sinn, da muss ee sech natierlech d'Fro stellen: Wat ass de Rôle, deen de Ruanda do ze spillen huet?

An ech muss dem Här Kartheiser trotzdeem hei awer e Merci ausspriechen, datt en hei e ganz wichtegt Theema zur Diskussioun gestallt huet. Mir als DP gesinn op alle Fall dat doten och un, datt mer eis mussen där Situatioun do unhuelen, datt mer och mussen driwwer diskutéieren. A mir sinn och der Meenung – an ech géing och dat menge Kolleegen aus der Fraktioun virschloen –, datt mer sollten déi Motioun hei matdroen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Graas. Elo hunn ech den Här Cruchten, den Här Clement an den Här Fayot, déi sech ageschriwwen hunn. Här Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Och merci dem Här Kartheiser fir den Depot vun där Motioun hei, och wann ech elo net direkt de Lien zu

der Budgetsdebatt hei gesinn. Mee ech mengen, et ass awer wierklech gutt – den David Wagner huet dat, mengen ech, och ganz gutt erkläert –, dass mer eis eng Kéier sollte vläicht Zäit huelen, fir méi am Fong iwwer esou eng wichteg Saach ze schwätzen, wéi dat hei an enger Motioun an e puer Minutten ze traitéieren.

Mir wëssen alleguerten, wéi wichteg dass et ass, dass an där Regioun do soll Fridde sinn. Mir wëssen alleguerten, wat fir e Leed an deene leschten 30, 40 Joer d'Mënschen an där Regioun hu missen erleiden. An dofir ass d'international Communautéit immens besuergt, dass dee Konflikt tëschent dem Ruanda an dem Kongo nach wäert eskaléieren.

An deem Sënn géif ech och menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei matzedroen, och wann ech, éierlech gesot, e bësse regrettéieren, well se awer e bëssen dënn ass. Et hätt ee sech nach kënne ganz aner Saache virstellen. Et hätt ee vläicht och kënnen d'Regierung opfuerderen, sech anzesetze fir eng Relance vun de Friddensverhandlungen. Mir wëssen, dass de Processus de Nairobi an de Processus de Luanda um Stocke sinn, dass déi eigentlech net méi stattfannen. Mee all déi Saache kéinte mer maachen.

An ech mengen, dass et besonnesch wichteg ass, dass mer derfir suergen, dass do Fridden an der Regioun ass, well mer wëssen, dass et hautdesdaags Länner an Europa gëtt, déi wëllen hir Migranten dohinner deportéieren, respektiv dass et souguer grouss Parteien an Europa gëtt, déi dermadder libäugelen, mat esou engem Modell, fir dohinner eis Migratiounsproblemer léisen ze goen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Cruchten. D'Wuert ass elo fir den Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Ech mengen, als Éischt merci fir d'Motioun am Sënn dovun, datt se do ass. Et ass e wichtegt Theema. Ech hat gëschter ganz kuerz ugeschwat, datt mer u sech eng ganz Rëtsch Konflikter hunn, iwwert déi mer ganz seele schwätzen. Ech hat perséinlech do als Éischt un de Südsudan geduecht, wou et änlech dramatesch ass. Et kéint een och nach d'Situatioun am Jemen nennen, wou Saudiarabien och eng Roll spillt, wou mer awer ganz frou sinn, eise Pëtrol hierzekréien.

Also, wa mer ufänken, dat ze maachen, da musse mer u sech wierklech eng Kéier eng Debatt … An ech begréissen et, wa mer hei endlech dann och erëm Kéier eng gréisser aussepolitesch Debatt wäerte féieren iwwer all déi Konflikter, wou lëtzebuergesch Wirtschaftsinteressen zum Deel och tangéiert sinn.

Deementspriechend gëtt et schonn e Lien zum Budget, mengen ech, nämlech deen, datt zumindest déi vergaange Regierung – a vun där aktueller hunn ech nach net de Contraire héieren – awer en Interessi huet, fir d'wirtschaftlech Bezéiunge mam Ruanda ze verdéiwen. A wann ee mat engem Land, dat am Krich ass an dat nach op der Säit vun engem Aggresseur steet, wëll d'wirtschaftlech Bezéiunge verdéiwen, dann, mengen ech, ass dat schonn eng Diskussioun, déi ee soll féieren. An dofir ass et gutt, datt mer se féieren.

Ech fannen et ganz problematesch, datt mer hei natierlech iwwer e Konflikt schwätzen, wou och eng ganz Rëtsch irregulär Truppen natierlech involvéiert sinn, déi och zu engem groussen Deel UN-, US-, deelweis och EU-sanktionéiert sinn, soudatt ee vläicht an der Motioun nach e puer aner Invitten, voire och e puer aner Consideranten hätt kënne gesinn.

Ceci dit, gesinn ech et änlech wéi de Kolleeg David Wagner: Ech gesinn hei kee Grond, dergéint ze stëmmen. Et ass ganz kloer: Mir als Piraten hunn eis ëmmer bekannt zu der territorialer Integritéit vun eenzelne Staaten an zum Respekt vun de Mënscherechter. Do gëtt et u sech kee Grotoun. Et ass een entweeder fir d'Mënscherechter oder et ass en dergéint. Mir si ganz kloer op där Säit an et ass een och derfir, datt d'Grenze respektéiert ginn.

Dofir wäerte mer déi Motioun dann hei matdroen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Bon, den Här Kartheiser huet déi Motioun jo hei presentéiert am Kontext vun der Ouverture vun der Ambassade, déi elo deemnächst zu Kigali soll opgoen, an och am Kontext vun der Kooperatiounspolitick. Mir hunn effektiv erëm ugefaang, Relatioune mam Ruanda opzebauen. Dat war déi Zäit, wéi ech Kooperatiounsminister war. De Ruanda war laang e Kooperatiounsland vu Lëtzebuerg, bis 2002 ongefëier. Dat heescht, mir haten och souguer nach en Accord de coopération mat deem Land, wéi mer erëm ugefaangen hunn, mat hinnen ze schaffen.

De Ruanda ass en extreem komplext Land an et ass en extreem komplexe regionale Kontext. Ech war selwer zu Kigali a mir haten zesumme mam deemolege Premier och eng Entrevue mam President Kagame. A wann een iwwert déi Situatioun mam Kongo schwätzt, mat där Miliz M23, da kritt een natierlech och dorobber Äntwerten. Dat heescht, dat ass net schwaarz oder wäiss. A wéi ëmmer ass et, jo, komplizéiert mat Kooperatiounslänner, well de Ruanda ass effektiv keng richteg richteg Demokratie. Mee justement déi Presenz do an effektiv och déi Kooperatioun, déi mer mat hinnen hunn, erlaben eis natierlech och, eng Partie Messagen ze vehiculéieren. A mir hunn dat och gemaach an där Diskussioun. Mir hunn d'Situatioun vun der Oppositioun souleéiert. Mir hunn déi Diskussioun gefouert ronderëm de Kongo. An et huet een en anere Levier, wann een dat mécht aus enger Situatioun vu Partenaire, wéi wann een elo dohi geet an do Opriff mécht oder esou Saache mécht.

Dat heescht, engersäits, mengen ech, ass dat hei dans l'ordre des choses, dass mer dat maachen och am Dialog mam Ruanda. Dat maache mer mat all eise Kooperatiounslänner. Mir ginn och déi net sou einfach Messagen eriwwer. Wat dann duerno domadder geschitt, dat ass natierlech eng ganz aner Saach. Mee nach eng Kéier: Et ass en extreem komplizéierte Kontext. An op där anerer Säit, an do sinn ech dann awer och beim Här Clement: Wa mer ufänken, esou Motiounen ze maachen, wou mer Länner opruffen, fir d'territorial Souveränitéit ze respektéieren, da kënne mer dat op ganz ville Plaze maachen. An dat kënne mer och am Kontext vu ganz aktuelle Konflikter maachen, déi autrement dramatesch sinn an déi nach e bësse méi no bei eis si wéi déi vum Ruanda. Ech denken notamment un dat, wat am Noen Osten amgaang ass ze geschéien.

Dat heescht, wa mer dat wëlle maachen, da kënne mer dat maachen, mee da sollte mer dat, mengen ech, e bësse méi breet diskutéieren. Dat heescht, ech di mech e bësse schwéier heimadder. Ech mengen, um Fong effektiv kann een dat, bon, kann een esou eppes soen, mee nach eng Kéier, ech hunn elo probéiert, e bësse méi …, awer dee komplexe Kontext eng Kéier e bësse méi breet duerzestellen. Ech hätt am Fong hei éischter d'Tendenz bei där Motioun, fir mech hei dann dee Moment ze enthalen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Hansen.

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. An och merci un den Här Kartheiser, fir déi heite Motioun deposéiert ze hunn. Ech muss awer soen, ech sinn e bëssen iwwerrascht, datt dat vun Iech kënnt, besonnesch well Är Schwësterpartei a Groussbritannien och Ruanda als séchert Drëttland unerkennt, gradesou wéi vläicht eng dänesch Regierung. Do si mir definitiv net dermat d'accord. Ech mengen, deen Text hei ass awer richteg. Et ass näischt Falsches dran. Mir hätten eis vläicht e puer Elementer méi gewënscht, mee am Numm vun der CSV kënne mer dat dote matdroen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Paul Galles** (CSV) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hansen. An dann ass elo d'Wuert fir d'Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Merci. Ech deele vill vun deem, wat hei scho gesot ginn ass, notamment vum Franz Fayot. Et ass näischt, wat dergéint schwätzt, reng wann ee just elo hei déi Tirete kuckt, fir dat dote matzestëmmen. Et sinn allerdéngs Froen, déi sech ëmmer erëm stellen. An ech ka mech nëmme wonneren, wann ech dat héieren, wat gëschter gesot ginn ass vusäite vun der ADR par rapport zum Konflikt an der Ukrain, zum Krich, dee géint d'Ukrain gefouert gëtt, géing ee sech zum Beispill wënsche vun Ärer Säit, dass och géing eng Motioun kommen, dass mer Russland géingen opfuerderen, d'territorial Souveränitéit vun der Ukrain ze respektéieren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dat kéint een zum Beispill hei nach bäisetzen.

*(Interruption par M. François Bausch)*

Wat … Ech hätt eigentlech léiwer, mir géingen dat hei eng Kéier och mam Ausseminister an der Kommissioun diskutéieren, well et ass … Fir eppes, wou wierklech ganz vill Implikatiounen hannendru stinn, sinn hei dräi Zeilen, déi op deem Blat hei stinn, fir déi, déi d'Blat elo net gesinn. An ech denken, dass et ganz vill dozou ze soe géing ginn. An ech wier wierklech Demandeur, dass mer dat géingen an der Kommissioun mam Minister diskutéieren.

Mee wann dat net méiglech ass, da schwätzt awer näischt dergéint, dass mer d'Motioun matstëmmen. Nawell bleift, wéi och verschidden aner Virriedner gesot hunn, de Besoin awer, fir dat do eng Kéier zesummen ze diskutéieren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Dann huet den Auteur nach eng Kéier d'Wuert gefrot, Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Ech sinn eigentlech ganz frou iwwert déi verschidden Interventiounen, déi hei gemaach goufen, well awer e Fuedem dran ass, e roude Fuedem, an dat ass eng Suerg, déi mer alleguer deelen, ëm déi schrecklech Zoustänn, déi et an der Demokratescher Republick Kongo gëtt, ëm eng Verantwortung, déi mir hunn, och an deem Kontext, well mer eeben eis Relatioune mat dem Ruanda wëlle verstäerken, eng Ambassade zu Kigali opmaachen, wou och de Lien mat der Budgetsdiskussioun, déi gëschter war, d'Entwécklungshëllef oder d'Entwécklungszesummenaarbecht intensifiéieren an domadder méi mat där Situatioun konfrontéiert sinn, wéi mer et bis elo waren.

Natierlech kann ee ganz vill Saachen nach derbäischreiwen iwwer aner Konflikter, iwwert d'Ukrain, iwwer Gaza an anerer, de Südsahel, aner Problemer, déi hei ernimmt goufen. Mee et war e bewosste Choix, dee mer gemaach hunn, fir hei eng méiglechst einfach Textversioun heihinner ze leeën, eng Skelettmotioun, fir eeben eng Diskussioun net, soe mer mol,

op eng Bunn ze leeden, wou mer eis géingen oflenke loossen duerch verschidde Consideratioune vun deem Wichtegsten.

Dat hei ass eigentlech en Text, dee sech nëmmen op déi wichtegst Aspekter konzentréiert an dofir hu mer et esou redigéiert. Ech ginn awer ganz gär zou géintiwwer all deenen anere Kolleegen, déi dat gesot hunn, datt ee souwuel, wat d'Situatioun am Kongo an dem Ruanda, wéi och aner Konfliktsituatiounen an eiser Géigend oder nobäi betrëfft, och vill kéint soen.

Mee dat ass, wéi gesot, net Sënn an Zweck heivunner. Hei ass et, mengen ech, wichteg gewiescht, datt mer haut e Konsens fannen, fir ze soen, datt eis déi Nout vun deene Leit eeben an Afrika an an der Demokratescher Republick Kongo och um Häerz läit. An ech wär wierklech frou, wa mer deen Text hei elo kéinte mat enger Majoritéit unhuelen. Ech mengen, och dat wär e staarkt Zeeche vu Solidaritéit mat deene Leit, déi hei betraff sinn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Kartheiser Merci. Ech gesinn elo zu dëser Motioun keng aner Wuertmeldung.

***Vote sur la motion 9***

Da géing ech se zur Ofstëmmung bréngen an de Vott opmaachen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Här President, mäin Ecran geet net.

**Mme Françoise Kemp** (CSV) | Mäin och net.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ok, et sinn der zwee, déi dann net fonctionéieren. Sot mer just, wat Der gestëmmt hätt, da kann ech Iech direkt derbäisetzen. Ech schléissen also e Vott bei 58 of. Dir hätt mat Jo gestëmmt an Dir hätt och mat Jo gestëmmt.

Dann hätte mer also 56 Jo-Stëmmen, mir hätte keng Nee-Stëmm a mir hätte 4 Abstentiounen. Dës Motioun wär also mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp (par M. Christophe Hansen), M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Max Hengel) ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, M. Mars Di Bartolomeo et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Se sont abstenus : M. Laurent Zeimet ;*

*MM. Georges Engel, Franz Fayot et Claude Haagen.*

***Motion 10***

Da komme mer zur leschter Motioun, der Motioun Nummer 10, och deposéiert vum Här Kartheiser. Huelt Dir dozou Stellung? Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Mir hate gëschter, wéi ech dat hei presentéiert hunn ... Ech mengen, just pour rappel: Et geet ëm d'Eestëmmegkeet a Steierfroen. Et ass jo eppes, wou, mengen ech, awer ganz vill Kolleegen heibanne mat eis d'accord wären, fir ze soen, datt dat zum Deel e liewenswichtegen Interessi fir eis Finanzplaz ass an domadder och e ganz groussen Interessi fir eist Land am Allgemengen an datt mer festgestallt hunn, datt souwuel an Europa, wou zum Beispill vum Chef vum Eurogrupp do ëmmer méi Drock opgebaut gëtt op Lëtzebuerg, fir déi Eestëmmegkeet a Steierfroen opzeginn. A mir haten och festgestallt, datt de Spëtzekandidat vun der DP – dat war gëschter ugeschwat ginn – och do eng aner Meenung hätt.

Den Här Graas hat mech gefrot, wou ech géif do drukommen. Dofir hunn ech extra den Artikel matbruecht, Här Graas, well ech Iech déi Äntwert gëschter schëlleg bliwwe sinn. Dat war en Artikel am „Lëtzebuerger Wort" vum 21. Mäerz. „Goerens warnt [...] vor sturem Festhalten am Steuerveto". „Charles Goerens hat indes keine Angst, dem Mainstream in seiner Partei zu widersprechen." An och seet den Här Goerens ... „DP-Politiker für eine pro-europäische Koalition" mat de Gréngen huet e sech ausgeschwat.

Dat si just déi Saachen, Här Graas, datt Der wësst, datt ech dat net erfonnt hu gëschter, mee datt dat aus engem Artikel vum „Lëtzebuerger Wort" ass an domadder garantéiert richteg.

*(Hilarité et interruptions)*

An dofir ... Ech weess net, d'Kolleege vun der CSV gesinn dat vläicht anescht, Här President. Mee gutt, domadder kënne mer liewen.

Op jidde Fall, dat ass also net aus der Loft gegraff. Mir hunn hei e Problem, datt ëmmer méi Drock op déi Eestëmmegkeet am Ministerrot an enger zentral wichteger Fro kënnt. An et geet eis drëm, datt d'Parlament wa méiglech esou ..., ech weess, eenzel Parteie sinn do souwisou enger anerer Meenung, mee all déi Parteien, déi awer eng Verantwortung fir déi wirtschaftlech Situatioun vum Land iwwerhuelen, sou wéi mer se am Ableck gesinn, mengen ech, missten dat hei kënne matstëmmen an domadder e staarkt Zeeche setzen, datt egal wéi deen Drock, deen op Lëtzebuerg elo ausgeüübt gëtt, datt mir do riicht stinn an datt mer wëssen, eis ekonomesch Interessen och als Land ze verdeedegen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Hunn ech zu dëser Motioun Wuertmeldungen? Den Här Fayot, den Här Graas, d'Madamm Tanson. Här Fayot, Dir fänkt un.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Mir hunn en fait an deene leschte Joren, insbesonnesch a Steierfroen hu mer eis Positioun doduerch renforcéiert, dass mer matgemaach hunn an deenen Effort-en, déi gemaach gi si fir méi Transparenz zesumme mat eisen europäesche Partner. A mir sinn am Fong der Meenung, och änlech wéi den Här Goerens, dass et keng gutt Iddi ass, fir stuer un där Eestëmmegkeet do festzehalen. Dat ass e Mouvement, deen en cours ass. Wa mer eng Verdéiwung wëlle vun Europa, da solle mer eis där Diskussioun absolutt net verspären.

D'Eestëmmegkeet, déi jo am Fong esou eng Aart Veto ass, ass souwisou eng stomp Waff, virun allem fir e ganz klengt Land am europäesche Concert a virun allem e Land, dat och a Steierfroen eng Vergaangenheet huet, och an Europa.

Dofir si mer natierlech der Meenung, dass déi Motioun hei keng gutt Iddi ass. A mir waren am Fong och der Meenung, dass et keng ganz gutt Iddi war vun der Regierung, dat an e Koalitiounsaccord ze schreiwen, well och dat ass natierlech e Signal an eng Uso vis-à-vis vun Europa.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Dann ass d'Wuert fir den Här Graas.

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Vläicht fir d'éischt eng kuerz Äntwert op dat, wat den Här Kartheiser hei gesot huet, well deen Interview ass engem selbstverständlech bekannt gewiescht.

Ech wëll just awer nach eng Kéier drop hiweisen, den Här Goerens huet do Reflexiounen ugestallt, fir dat, wat vläicht eng Kéier muss op deem Niveau evaluéiert ginn. Mee dat, wat nach ëmmer zielt an enger Partei, dat ass de Walprogramm. An dee Walprogramm, hunn ech Iech gëschter scho gesot, dee wäert elo an den nächsten Deeg presentéiert ginn. An ech kann Iech elo scho vorab soen, datt d'Demokratesch Partei dergéint ass, datt den Eestëmmegkeetsprinzipp, wat fiskal Froen ubelaangt, um europäeschen Niveau soll opgehuewe ginn.

Dat gëllt net fir aner Domänen. Ech denke virun allem un d'Aussepolitick, wou mir éischter der Meenung sinn, doriwwer misst ee schwätzen, fir deen Eestëmmegkeetsprinzipp awer net méi als Tabu unzegesinn an och doriwwer sech dee Moment da méi seriö Gedanken ze maachen.

Zu dësem Zäitpunkt si mer allerdéngs der Meenung, dat mer och am Interêt vun der Finanzplaz Lëtzebuerg déi Diskussioun net sollen esou féieren. An duerfir, dat wäert Iech elo ganz verwonneren, Här Kartheiser, mee d'Demokratesch Partei ass hei där selwechter Meenung, wéi Dir se an där Motioun hei ausdréckt, a mir wäerte se och deementspriechend matstëmmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Graas. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Bon, ech stellen elo hei e puer Saache fest. Éischtens, mir schwätzen all Dag iwwert den EU-Walprogramm vun der DP. Dat schéngt jo wierklech e ganz spannende Moment ze ginn, ...

*(Hilarité)*

... wann deen dann endlech erauskënnt. Ech muss awer wierklech feststellen: Et ass interessant, dass de Spëtzekandidat vun der DP bei den Europawalen also dann desavouéiert gëtt duerch den eegene Walprogramm, well en eng aner Positioun vertrëtt wéi de Walprogramm, ...

**M. Gusty Graas** (DP) | Dat verstinn ech zwar net esou, mee sief et.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | ... deen Dir elo grad hei erëm annoncéiert hutt mat vill Publicitéit, déi kënnt.

Dat Zweet, wat ech feststellen, ass: Dat hei ass also net superfetatoire, well dat steet jo och am Koalitiounsaccord, ass eng Motioun vun der CSV ..., an eppes virdrun, wat wierklech eist Land géing méi wäit bréngen, wéi ëmmer erëm an deen Eck do ze kommen, wou mer op verschiddenen Interête beharren, wou mer awer wëssen, dass et wichteg ass, dass mer an alle Froen, net nëmmen an deenen dote Froen, mee an alle Froen, weiderkommen, andeems net dat eent oder anert Land just no sech kuckt, mee

een eeben – mir hate gëschter hei vill vum Letta-Rapport rieds – grad kuckt, zesummenzeschaffen an am Interêt vun all de Biergerinnen a Bierger an Europa ze handelen an net just a ganz particulièren Interêten.

An duerfir fannen ech et scho bedauerlech, wann ech da kucken, wat virdru mat der Motioun geschitt ass zum PIBien-être, wou gesot ginn ass, si wier superfetatoire. Eigentlech kéint Der da jo hei och soen, se wier superfetatoire. Mee hei ass et dann awer wichteg genuch, dass se matgestëmmt gëtt. Ech fannen dat bedauerlech. Mir wäerten dat heiten natierlech net matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass d'Wuert fir den Här Hansen.

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Jo, merci, Här President. An ech mengen, et ass ganz eendeiteg: Mir hunn e Koalitiounsaccord. Do steet dran, datt mer zu deem dote Recht weiderhi stinn an datt dat och sou bleiwe wäert. Ech mengen, et ass jo och hei ganz kloer en Appell un d'Regierung an net un iergendeen anere Mandataire – éischtens mol. Dofir hätt ee sech se eigentlech kënne spueren. Mee ech mengen, et ass eng Evidenz u sech. Mir als CSV stinn och ganz kloer derfir. An ech mengen, et ass och ganz kloer, fir ze soen: Huet Lëtzebuerg schonn iergendwann eng Kéier vun deem Vetorecht Gebrauch gemaach? Mir hu vläicht deelweis heiansdo mol eng Kéier dermat gedreet, fir eis Interêten och duerchgesat ze kréien – an dat ass, mengen ech, och ganz wichteg sou –, mee en fin de compte hu mir ni eppes blockéiert als Lëtzebuerg, an dat wäert, mengen ech, och an der Zukunft net sou sinn. Dofir soll een déi doten Diskussioun och net ze vill poleemesch féieren. Dat ass den éischte Punkt.

An dann den zweete Punkt ass: Ech mengen, et ass wichteg, dass mer an esou Steierfroen och heiansdo … Dat ass näischt, wou mer vun engem Dag op deen anere musse reagéieren, sou wéi an aussepolitesche Froen. An aussepolitesche Froen, do musse mer kënne mat enger Sprooch no bausse schwätzen. An dofir ass et do vill méi wichteg, datt een op deem Punkt schafft. Bei deem heite Punkt ass wierklech och wichteg, de Principe de subsidiarité walten ze loossen, well et do notamment och ëm eis Staatsfinanze geet. An do kënne mer eis net ze vill draschwätze loosse bezéiungsweis musse mer do d'Moyenen hunn, fir do mol eng Kéier ze soen: „Pardon, hei geet et wierklech ëm dat Liewegt vun eis." An dofir muss een och kënne weider dru festhalen.

Dat heescht, mir stinn hei derfir a mir wäerten derfir stëmmen, quitte datt se eigentlech och net onbedéngt néideg gewiescht wär, well mer e Koalitiounsaccord hunn, deen eendeiteg ass. Merci.

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hansen. Dann ass d'Wuert fir den Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Do mierkt een, wat geschitt, wann e Land wéi Lëtzebuerg … Lëtzebuerg ass jo net dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun, dat eng Finanzplaz huet. De Problem mat Lëtzebuerg ass deen, datt eis Finanzplaz esou inflationär grouss ginn ass an anscheinend laut Regierung nach méi grouss soll ginn an nach eng méi grouss Plaz soll kréien. Bis wéini? Bis se platzt. Dat wäert jo och eng Kéier geschéie warscheinlech. Et ass jo net éiweg, näischt ass éiweg. Da wësse mer vläicht och net onbedéngt, wéi et weidergeet hei zu Lëtzebuerg. Et ass e bësse kuerzsichteg, ëmmer ze mengen, datt d'Finanzplaz sou wichteg wär – op déi Aart a Weis, wéi se opgebaut ass, op jidde Fall.

Et ass och ëmmer interessant ze gesinn, datt grad déi Parteien, déi ëmmer vun europäesche Wäerter schwätzen, op eemol déi europäesch Wäerter ganz séier iwwer Bord puchen, wann et ëm Steierfroe geet, also ëm Steiersolidaritéit. Dat hu se net méi sou gär. Solidaritéit mat Flüchtlinge souwisou net, déi sollen an de Ruanda goen. Mee dat sinn anscheinend ganz speziell europäesch Wäerter.

An ech mengen, mir si jo och net – ech hunn dat jo virdru gesot – dat eenzegt Land, dat eng Finanzplaz huet. An huele mer un, dee Veto géif verschwannen. Well mir sinn och der Meenung, datt dee Veto misst verschwannen, fir gewëssenen Exzesser och vläicht en Enn ze setzen. Mee dat géif dann och awer fir aner Länner gëllen. Dat géif dann och fir Irland, fir Holland a sou weider gëllen. Dat heescht u sech, wann de Veto verschwanne géif, kéinte mer vläicht méi gesond Steierpoliticken duerchsetzen iwwerall an der Europäescher Unioun, un déi eis Konkurrente sech jo dann och missten halen. An deementspriechend missten och multinational Betriber a sou weider sech drun halen. Dat heescht, u sech wier et eng Chance fir Lëtzebuerg a fir d'Europäesch Unioun, wann dee Veto géifen ewechfalen. An et wier och …, well mir wësse jo ganz genau, datt Exzesser gedriwwe gi géint aner Länner respektiv och géint hir Populatiounen, wa Steiergelder u sech net do landen, wou se misste landen, fir gewësse Länner ze developpéieren.

Dofir menge mer, mir wäerten dowéinst mat Neen ofstëmmen. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Dann huet den Här Sehovic nach d'Wuert gefrot.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President. Ech si skandaliséiert iwwert d'Diskussioun, déi hei gefouert ginn ass. Ech géing gäre wierklech nach eng Kéier en Appell awer un d'Kolleege vun der CSV a vun der DP maachen: Lauschtert op den Här Goerens, Här Graas, net op den Här Kartheiser! Deen huet e bësse méi Anung vun Europa. Dass mer hei zwee Méint virun den Europawalen an der Chamber eng Majoritéit vun CSV, DP an ADR hunn op esou enger Fro, dat wär e Skandal an dat falscht Zeechen un all d'Biergerinnen an d'Bierger!

**M. François Bausch** (déi gréng) | Très bien!

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | An dowéinst hoffen ech, dass Der nach eng Kéier reconsideréiert, wéi Der ofstëmmt. Merci.

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic. Dann huet nach d'Regierung, den Här Finanzminister, d'Wuert gefrot.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci, Här President. Et ass net un der Regierung, fir iwwer Motioune matofzestëmmen. Ech soen dat elo kloer an däitlech. Et ass awer eng Fro, déi net onwichteg fir eist Land ass. An duerfir huelen ech dozou Positioun. Wann den Här Sehovic elo just – dat huet mech och e bëssen erféiert – vu „skandaléis" schwätzt, da wëll ech him soen, dass de Regierungsprogramm d'Unanimitéit a Steierfroen zréckbehält an dass de Regierungsprogramm op enger demokratescher Legitimitéit vun dëser Regierung a vun enger Parlamentsmeerheet baséiert.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Très bien!

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Zweetens wëll ech dat widderhuelen, wat den Här Hansen gesot huet am Numm vun der CSV: Lëtzebuerg huet ganz seelen op d'Eestëmmegkeet a Steierfroe gepocht, mee et huet drop gepocht, wann et wierklech drëms gaange war.

An d'Madamm Polfer sëtzt hei als fréier Vizepresidentin vun enger Regierung, an déi ka sech ganz gutt un de Sommet vu Feira erënneren, wou se zesumme mat dem Här Juncker war a wou sech d'Fro vun der Eestëmmegkeet a Steierfroe gestallt huet. Nämlech war et deemools ëm d'Zënsbesteierung gaangen. An un der Zënsbesteierung huet indirekt och e ganz groussen Deel vun dem Bankgeheimnis gehaangen, mat indirekt deemools geschate 6.000 Aarbechtsplazen an dem Privatbankegeschäft. Déi ass net gezu ginn, déi Eestëmmegkeet, mee d'Eestëmmegkeet huet deemools – wann ech mech gutt erënneren – derzou gefouert, dass Lëtzebuerg eng Deklaratioun gemaach huet, dass Lëtzebuerg domadder bewierkt huet, dass déi Zënsbesteierung net direkt huet missen ëmgesat ginn, mee dass een Zäit hat, fir dat ëmzesetzen, dass d'Bankeplaz also konnt drop preparéiert ginn an dass mer 2005 och zu Lëtzebuerg eng Zënsbesteierung op Spuerprodukter agefouert hunn a parallell den Impôt sur la fortune, also d'Verméigensbesteierung, ofgestëmmt (veuillez lire: ofgeschaaft) hunn.

Duerfir géing ech Iech bieden – an et stinn aner Dossieren un, an déi stinn haaptsächlech an deem Beräich eeben, wou ech muss higoen, an dem ECOFIN an an dem Eurogrupp, un, déi awer och d'Staats- a Regierungscheffen da betreffen –, dass een dat hei sollt halen. An ech mengen, dass déi responsabel Leit, déi dohinner ginn an d'Land do vertrieden, wëssen, wéi laang dass se op déi Eestëmmegkeet pochen, an zum richtege Moment dann och déi Kompromësser an déi Konsenser wäerte spille loossen, sachant bien, dass mer ee vun de Grënnungsmembere si vun der Europäescher Unioun an dass mer do zënter 1957 ganz genau wëssen, wat eis Plaz op dem europäesche Plang ass, an eis och der Gréisst vun eisem Land bewosst sinn.

Ofschléissend wéilt ech nach just soen: 0,75 % vun den Entreprisë bezuele 75 % vun der Betribsbesteierung. Och dat däerf een net ausser Uecht loossen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Finanzminister och Merci. Et sinn elo weider keng Wuertmeldungen zu dëser Motioun do.

Da géinge mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun kommen.

***Vote sur la motion 10***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 39 Jo-Stëmmen, 17 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ugeholl mat 39 Jo-Stëmme géint 17 Nee-Stëmme bei 4 Abstentiounen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Charel Weiler), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Max Hengel) ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Se sont abstenus : M. Laurent Zeimet ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

***Résolution 1***

An domat hätte mer dann eis Motiounen alleguer ofgeschloss a mer géingen zu der Resolutioun kommen, déi och deposéiert ginn ass. Déi Resolutioun ass deposéiert gi vum Här Wagner. Här Wagner, wëllt Dir Stellung dozou huelen? Dir muss net, Dir kënnt.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Här President, ech hat wärend menger Ried jo dozou Stellung geholl.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir hat ganz kloer gesot, firwat Der se géingt deposéieren. Hunn ech zu dëser Resolutioun Wuertmeldungen? Den Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President. Ech wosst zwar gëschter nach net, dass den Här Wagner géif mat enger Resolutioun dozou kommen, mee ech hunn och gëschter schonn a menger Ried ganz kloer gesot, dass et fir eis logesch ass, dass deen Débat sur l'état de la nation no de Wale stattfënnt, an zwar den 11. Juni. Do ass jo scho vun anere Leit leschte Samschdeg am „Background" gesot ginn, dat wier sécher, fir dass dann „das böse Erwachen" kéim, wat d'Regierung alles vu Böses géif im Schilde führen. Dat waren d'Aussoen, déi leschte Samschdeg am „Background" gemaach gi sinn. An den Här Finanzminister huet de Moien nach eng Kéier gesot, wat alles an de Steiere kënnt, an dat ass net zum Nodeel vun de Leit.

An och dat, wat ënnerstrach ginn ass: am éischte Semester. D'éischt Semester geet fir mech – sou wéi ech et mol déi Zäit geléiert hunn an der Schoul; et ass haut vläicht anescht – bis den 30. Juni vun 2024 an och den 30. Juni 2025. An den 11. Juni ass nach ëmmer virum 30. Juni. Dofir wäert d'Conférence des Présidents och ganz gutt oppassen, dass d'Reglement esou ëmgesat gëtt, wéi et do steet, an dat ass den 30. Juni.

An dofir wäerte mir dës Resolutioun als CSV net matstëmmen a mir bleiwe bei deem, wat gesot ginn ass, dass den Débat sur l'état de la nation den 11. Juni wäert stattfannen. Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. Hunn ech nach aner Wuertmeldungen heizou? Den Här Clement. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Den Här Spautz huet mech, ouni mech ze nennen, am „Background" zitéiert.

*(Interruption par M. Marc Spautz)*

Ech hunn dat mat Freed zur Kenntnis geholl, datt en déi Argumenter also schonn héieren huet. Ech wäert se awer trotzdeem nach eng Kéier widderhuelen hei op dëser Plaz, well ech hu se och gëschter a menger Ried erwäänt.

Et ass esou, datt mer elo e Budget gestëmmt hunn, datt mer elo Europawale wäerten hunn an datt dee Budget hei, a mengen Aen, relativ optimistesch Attenten un d'Zukunft huet, déi sech am Moment net ze bestätege schéngen. An dofir schéngt et dann awer e bëssen evident ze sinn, datt, wann den 9. Juni eng Wal ass an de Premier bizarrerweis genau zwee Deeg duerno wëllt en État de la nation hei hale kommen, eeben déi méi negativ Annoncë fir da reservéiert sinn, datt d'Regierung sech also hei wëllt verstoppen, fir jo net iergende Score an den Europawalen op d'Spill ze setzen.

An dofir hu mir och déi heite Resolutioun matënnerschriwwen. Mir wäerte se och weiderhi matënnerstëtzen, well fir eis ass et ganz kloer: Et soll ee virun enger Echeance Faarf bekennen an net sech esou laang verstoppen, bis d'Echeance laanscht ass, an duerno eréischt op déi grouss Tromm schloen. Dofir: Mir wäerten dat heite matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Den Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, merci, Här President. Ganz kuerz. Ech wollt do soen, dass ... Jo, den 9. Juni si Walen. A jo, warscheinlech all Partei, déi gewielt wëll ginn, hält sech zréck mat Moossnamen, déi de Leit net esou gefalen. An dat ass warscheinlech och hei de Fall esou. An do brauche mer eis näischt virzemaachen. Ob awer elo zwee Deeg duerno hei elo den Här Frieden kënnt an da wierklech alles duerchhëlt, wat vu Grausamkeeten ..., dovunner ginn ech awer och net aus. Wat méi interessant wier, wéi elo iergendwéi an de Walkampf nach deen Débat sur l'état de la nation ze setzen, wier vläicht, eng Debatt hei an der Chamber ze hunn iwwert d'Europapolitick. Also, dat wier eppes, wat een éischter sech kéint virstellen a wat mir géife virschloen. Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Ech gesi soss keng Wuertmeldungen zu dëser Resolutioun. Da géing ech proposéieren, datt mer doriwwer ofstëmmen.

*(Interruptions)*

Här Wagner, pardon. Dir hat mech scho virdru gefrot, Dir hutt Recht. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Net laang. Jo, allerdéngs, et gëtt eng Diskussioun hei am Land. Et gouf eng Diskussioun och um Radio an esou weider, Dir wësst dat, datt gesot gëtt: „Voilà, d'Regierung waart e Waltermin of, deen net onwichteg ass, fir herno mat méi oder manner gudde Surprisen ze kommen." Ech kenne se jo och net. Vläicht komme se och méi spéit a sou weider. An dofir, u sech ass déi Resolutioun jo och e bëssen do, fir der Regierung ze hëllefen, der Majoritéit ze hëllefen, fir och hir ze beweisen, datt dat net sou ass an datt een och kann eng Diskussioun nach virun dem 9. Juni halen. D'autant plus, datt zwee Deeg no den Europawalen, deemno wéi et ausgeet, och de Risiko do ass, datt u sech déi Europawalen an zemools d'Resultat vun den Europawalen tatsächlech déi ganz Debatt zur Lag vun der Natioun kéinten iwwerschieden.

Dat heescht, mir wieren der Meenung gewiescht u sech, datt mer eng offen Diskussioun hunn iwwert d'Lag vun der Natioun. An d'Lag vun der Natioun heescht och d'Lag vu Lëtzebuerg innerhalb vun der Europäescher Unioun, wou och all Fraktioun hei an der Chamber kéint kloer Stellung huelen. Dat si mer och eiser Bevëlkerung schëlleg, mengen ech och.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Elo ass keng Wuertmeldung méi do.

***Vote sur la résolution 1***

Da géing ech de Vott zu dëser Resolutioun opmaachen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An ech maachen de Vott zou.

D'Résultat du vote ass: 19 Jo-Stëmmen, 36 Nee-Stëmmen a 5 Abstentiounen. Dës Resolutioun ass also ofgeleent mat 36 Nee-Stëmme géint 19 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen.

*Résultat définitif après redressement : la résolution 1 est rejetée par 20 voix pour, 35 voix contre et 5 abstentions.*

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

An domat hätte mer dann iwwer eis Motiounen an eis Resolutiounen, déi beim Budget deposéiert gi waren, alleguer ofgestëmmt.

## 5. 8346 – Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2022

A mir kënnen zum nächste Punkt kommen, an dat sinn d'Chamberskonte vum Joer 2022, déi elo um Ordre du jour stinn. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno huet de Rapporter 10 Minutten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéiten hu 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten. An et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Françoise Kemp, den Här Patrick Goldschmidt, den Här Franz Fayot, den Här François Bausch an den Här Sven Clement. An den honorabelen Här Tom Weidig als Rapporteur presentéiert eis elo d'Konten. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission des Comptes***

**M. Tom Weidig** (ADR), rapporteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, a menger Fonctioun als President vun der Kontekommissioun presentéieren ech heimat de Rapport vun eiser Kommissioun zu den interne Konte vun der Chamber. D'Roll vun der Kontekommissioun nom Artikel 176 vum Chambersreglement ass, d'Konte vun der Chamber, déi vun eisem Finanzservice opgestallt goufen a vum Bureau vun der Chamber guttgeheescht gi sinn, ze kontrolléieren, an och dat mat Hëllef vun engem Reviseur.

De Reviseur „PKF Audit & Conseil" huet d'Konte vun der Chamber fir d'Joer 2022 kontrolléiert an den 20. Oktober 2023 e positiven Avis ginn. D'Konten an d'Resultat op den 31. Dezember 2022 beschreiwen déi finanziell Situatioun vun der Chamber a si konform zu den ze applizéierende Reegelen opgestallt ginn.

D'Kontekommissioun huet e Rapport vun de Konte presentéiert kritt de 14. Dezember 2023 vum Här Rychlicki, Chef vum Finanzservice, an all Member vun der Kommissioun hat d'Méiglechkeet, Froen ze stellen. Dëse Rapport ass eestëmmeg vun eis ugeholl ginn a läit Iech elo zur Ofstëmmung vir. Ech wëll dem Här Rychlicki a sengem Team villmools Merci soe fir hir Aarbecht. Ech hat an de leschte Jore berufflech vill mat Kontabilitéit ze dinn an ech muss soen, datt d'Konte professionell op héijem Niveau gefouert ginn, an op all meng Froen hunn ech gutt Äntwerte kritt.

Ech wollt elo nach kuerz e puer Wierder zu de Konte selwer soen. 2022 ass dat éischt Joer, wou eng nei Finanzsoftware benotzt gëtt, déi et erlaabt, gläichzäiteg de Chambersbudget wéi och d'Kontabilitéit en temps réel ze féieren, wat d'Transparenz vun de Chambersfinanze stäerkt. De Staat huet der Chamber eng Enveloppe budgétaire vun insgesamt 52,6 Milioune fir d'Joer 2022 zoukomme gelooss. Mat de Provisioune louchen d'Recettë bei insgesamt 57,1 Milliounen. Am Joer 2022 gouf et Depensë vu 55,7 Milliounen. Dëst entsprécht engem Iwwerschoss vun 1,4 Milliounen Euro. D'Reserven nom Iwwerschoss an no enger Liberatioun vu Reserve fir d'Joer 2023 leien um 31. Dezember 2022 bei 6,9 Milliounen Euro.

D'Depensë sinn awer, par rapport zu 2021, ëm 5,8 Milliounen Euro geklommen. Dat ass haaptsächlech, well d'Zuel vun den Ugestallte vun 151 op 162 eropgaangen ass. Dës Zuel ass 2023 bal stabill bliwwen, soudatt sech do net vill bei den Depensen ännere misst.

De gréisste realen Depassement vun engem Budgetsposte war an de Charges du Bureau, well d'Chamber decidéiert huet, zwou net budgetéiert Campagnen ze maachen, iwwert d'Verfassungsreform a „We remember". Bei dräi Posten ass de Budget kloer ënnerschratt ginn. Et ware manner Reuniounen, also manner Käschten, manner Depensë bei der IT an d'Botzpersonal ass elo direkt agestallt.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, domadder sinn ech um Enn ukomm, an ech géif Iech am Numm vun der Kommissioun bieden, eise Rapport vum Exercice 2022 guttzeheeschen an de President ze froen, dës Resolutioun an de Rapport un d'Cour des comptes weiderzeleeden.

Merci.

***Résolution***

*La Chambre des Députés,*

*vu le rapport de sa Commission des Comptes,*

*approuve les comptes de l'exercice 2022 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des comptes pour y être enregistrés.*

*(s.) Tom Weidig.*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Weidig villmools Merci.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Françoise Kemp agedroen.

***Discussion générale***

**Mme Françoise Kemp** (CSV) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hale mech ganz kuerz a ginn heimadder schonn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Madamm Kemp Merci. An dann ass et um Här Goldschmidt.

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | Jo, ech probéieren, et geneesou kuerz ze maachen, Här President, a géif dem Rapporteur awer Merci soen an och all deenen iwwer 160 Mataarbechter, déi eis ëmmer gutt begleeden, a géif natierlech och den Accord vun der DP-Fraktioun heimadder ginn. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goldschmidt. Dann ass et um Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech ginn och den Accord fir d'LSAP-Fraktioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här President, mir soe Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Den Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Da schwätzen ech elo e bësse méi laang. Nee, ech soen och just Jo. Mir ginn och den Ok vun onser Sensibilitéit.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Här Wagner, wëllt Dir och eppes dozou soen?

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, selbstverständlech, mir wäerten dat och matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ma dat ass gentil.

Dann hu mer elo d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner hei ofgeschloss an d'Diskussioun wär domat ofgeschloss a mir stëmmen elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Kontekommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber domat averstanen, à main levée iwwert dës Resolutioun ofzestëmmen?

*(Assentiment)*

***Vote sur la résolution***

Wann dat de Fall ass, da géing ech froen, wie mat der Resolutioun d'accord ass, d'Hand ze hiewen.

Ech soen Iech Merci.

Ass een dergéint? Nee, mee dann huelt elo d'Hand erof, wann Der ... Ass een dergéint?

*(Hilarité générale)*

D'Fro war elo: Ass een dergéint? Ech gesinn, datt keen dergéint ass.

Enthält ee sech? Et enthält sech och keen.

Dann ass dës Resolutioun à l'unanimité ugeholl.

## 6. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2022 de la Cour des comptes

*(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 27 de ce compte rendu)*

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des comptes fir d'Joer 2022. Fir d'Riedezäit ass festgeluecht, datt den Auteur 5 Minutten huet an déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéite 5. Et huet sech elo schonn ageschriwwen: just den Här Tom Weidig.

Mee den honorabelen Här Franz Fayot als Auteur-rapporteur vun der Resolutioun kann eis se elo presentéieren, wann en dat wëll. Mee en hat virdru gesot, datt en et ganz kuerz géing maachen. Da ginn ech Iech d'Wuert.

***Exposé***

**M. Franz Fayot** (LSAP), auteur | Jo, Här President, ech mengen, ech hunn éinescht alles zu deene Resolutiounen do gesot. Et geet drëm, fir se effektiv ze approuvéieren opgrond vun deenen Auditen, déi virleie vum Reviseur. An ech mengen, déi Resolutioun explizéiert sech selwer.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Déi explizéiert sech effektiv selwer. Ass dozou eng Wuertmeldung? Den Här Weidig ass zwar ageschriwwen ...

**M. Tom Weidig** (ADR) | Nee.

**M. Claude Wiseler,** Président | Wann en d'Wuert net wëllt, wär dat net schlëmm.

*(Hilarité générale)*

Voilà, dann hu mer keng Wuertmeldung dozou.

Kann ech dëst och à main levée zum Vott stellen?

*(Assentiment)*

***Vote sur la résolution***

Wann dat de Fall ass, dann hiewen déi, déi d'accord sinn, d'Hand. Villmools merci.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dann ass dës Resolutioun och à l'unanimité ugeholl. Och dofir soen ech Iech Merci.

## 7. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2022 de l'Ombudsman

*(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 27 de ce compte rendu)*

Eisen nächste Punkt ass d'Resolutioun iwwert d'Konte vum Ombudsman fir d'Joer 2022. Dat heescht, déi selwecht Zäitreiefolleg gëllt wéi virdrun. Och den Här Fayot ass hei den Auteur-rapporteur. Här Fayot!

**M. Franz Fayot** (LSAP), auteur | Ech géif dat selwecht soe wéi bei der viregter Resolutioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat ass gentil.

Den Här Weidig huet sech och hei agedroen. Dann hunn ech ... Ok!

*(Hilarité)*

Fir de Rescht vun den Diskussiounen hale mer dat dann esou bäi. Dann ass keng aner Wuertmeldung do.

***Vote sur la résolution***

Déi Leit, déi also mat dëser Resolutioun d'accord sinn, sollen d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dann ass och dës Resolutioun à l'unanimité ugeholl.

## 8. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2022 du Centre pour l'égalité de traitement

*(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 27 de ce compte rendu)*

An da komme mer zur Resolutioun iwwert d'Konte vum Exercice 2022 vum Centre pour l'égalité de traitement. Här Fayot, dat ass och esou wéi dat, wat Der virdru gesot hutt?

**M. Franz Fayot** (LSAP), auteur | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Elo huet den Här Fernand Kartheiser, huelen ech un, d'Wuert. Wollt Dir dozou schwätzen?

**M. Tom Weidig** (ADR) | Ech wollt driwwer schwätzen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ok. Well elo hunn ech zwar lëschtegerweis den Här Kartheiser ageschriwwen. Mee Dir kënnt, wann den Här Kartheiser d'accord ass, dat awer maachen, wann Der wëllt.

*(Interruption par M. Fernand Kartheiser)*

Voilà, ok, da sidd Dir Iech eens. Här Weidig.

***Discussion générale***

**M. Tom Weidig** (ADR) | Ech entschëllege mech, datt ech nach emol hei schwätzen. Dir wëllt all heemgoen, ech weess, mee ...

Merci, Här President. Mir stëmmen d'Konte vum CET mat, mee ech wëll hei awer och eis Oppositioun kloermaachen zum politeschen Aktivismus vum CET.

Dëst kann ech am beschten ënnermauere mat Zitater aus engem Lieserbréif am „Forum" vum Här Norbert Campagna, Professer an der Philosophie op der Uni an Zilscheif vum politeschen Aktivismus vum CET.

An dee schreift: „Ende 2022 hatte ich schon einen Brief vom Centre pour l'égalité de traitement bekommen, in welchem mir vorgeworfen wurde, in einem im ‚Wort' erschienenen Leserbrief ‚des propos qui pourraient laisser supposer une certaine homophobie' gehalten zu haben. [...] Im Brief vom CET gab es [keine] Angabe der genauen Passagen, die anrüchig gewesen sein sollen. Doch schlimmer noch scheint mir die Tatsache [...], dass man mir nicht die Möglichkeit gegeben hat, mich zu rechtfertigen, bevor man mir [...] einen mehr oder minder versteckten Drohbrief schickte und mich dazu aufrief, eine Art Selbstzensur auszuüben. [...] Es genügt fortan, dass eine Handvoll von Personen – im Fall vom CET war es angeblich nur eine einzige Person – sich in ihrer Sensibilität verletzt fühlen [...]. Mag die Cancel Culture in Luxemburg noch keine so große Ausbreitung haben wie in den Vereinigten Staaten, so deutet doch einiges darauf hin, dass sie so langsam anfängt, auch in Luxemburg Fuß zu fassen. [...] Wenn dem CET, wie er es seit Jahren verlangt, mehr Macht zugestanden wird, dann könnte die Ausdrucksfreiheit in Luxemburg durchaus gefährdet sein [...]." Zitatende.

Mir als ADR deelen déi Suerg vum Här Campagna a mir sinn och besuergt, datt de CET, dee jo un der Chamber hänkt, am Quasivakuum agéiere kann. Mir fuerderen heimat de CET op, sech beim Här Campagna ze entschëllegen.

*(Interruptions)*

Des Weidere wäerte mir an der Chamber eng Diskussioun zu dësem Theema ufroen. Merci an e schéinen Owend!

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Gutt, dat waren elo eng Rei Aussoen, déi net onbedéngt als Sujet d'Konte vum CET haten. Ass elo nach een, deen dozou wëll Stellung huelen? Da ginn ech der Madamm Cahen d'Wuert.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Also ech mengen, vu politeschem Aktivismus ze schwätzen, wa mer hei vum CET schwätzen, dat fannen ech wierklech ganz, ganz schlëmm. Ganz au contraire! Mee mir kenne jo alleguerten d'Meenunge vun der ADR a vum Här Weidig. Mir héieren dat och am Stater Gemengerot. An ech kann nëmme soen, ech, ech schumme mech fir esou Aussoen, déi do ëmmer gemaach ginn!

Ech encouragéieren de CET op jidde Fall, seng Aarbecht weiderzeféieren. Et ass ganz wichteg, dass d'Leit net diskriminéiert ginn hei am Land. An dat ass och d'Aufgab vum CET, derfir ze suergen, dass d'Leit net diskriminéiert ginn. Dofir encouragéieren ech de CET, seng excellent Aarbecht weiderzemaachen.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Madamm Cahen villmools Merci. Ass nach en aneren, dee wëll Stellung do ze huelen? Den Här Kartheiser, an da schléisse mer duerno.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech wollt just soen, Här President: Et ass, mengen ech, elo aus deene Reaktiounen an och aus der Interventioun vun der honorabeler Madamm Cahen erauskomm, datt et wichteg ass, datt mer eng Kéier eng Debatt iwwert de Fonctionnement vum CET hei an der Plenière féieren.

Dat ass och dat, wat den Här Weidig gefrot huet, a mir géingen da vläicht drop hoffen, datt an der nächster Presidentekonferenz do kéint en Datum festgeluecht ginn. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, et gëtt genuch Moyenen, parlamentaresch Moyenen, fir déi Debatten unzefroen, déi déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéite wëllen ufroen. Et ass effektiv elo net den Objet, fir dat bei de Konten ze maachen. Wann Der dat da wëllt, da gëtt et Moyene genuch, fir datt Der dat erareecht. Dir hutt d'Libertéit dozou.

Ech gesinn elo keng Wuertmeldung méi zu dësem Sujet, da kéinte mer och iwwert déi Resolutioun ofstëmmen. Wann ech richteg verstanen hunn, kënne mer déi awer och à main levée ofstëmmen.

*(Assentiment)*

Do ass keen dergéint.

***Vote sur la résolution***

Also wann Der domat d'accord sidd, hieft Der d'Hand an d'Luucht. Ech soen Iech Merci.

Ass een dergéint?

Ass een, dee sech enthält?

Dann ass och dës Resolutioun à l'unanimité ugeholl.

## 9. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2022 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

*(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 27 de ce compte rendu)*

An da komme mer zur leschter Resolutioun vun haut. Dat ass d'Resolutioun iwwert d'Konte vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher fir d'Joer 2022. Déi selwecht Riedezäit wéi virdrun, déi virdrun net agehale ginn ass, dann hale mer se elo och warscheinlech net an. Här Fayot, wollt Der eppes dozou soen?

**M. Franz Fayot** (LSAP), auteur | Nee, Här President. Ech ... voilà. Same procedure.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir sidd perfekt!

**Plusieurs voix** | Oo!

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | An dann ass et elo ... Ech gesinn dozou ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Hoffe mer, datt Är Fra dat net héiert!

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech gesinn elo keng ... Sou, wann Der Iech elo calméiert hutt, da soen ech Iech: Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung ...

**M. Franz Fayot** (LSAP), auteur | Wat eng Clairvoyance, Här President!

**M. Claude Wiseler,** Président | Da kënne mer elo och zum Vott iwwert ... Kënne mer elo zum Vott iwwert déi Resolutioun hei kommen? Och déi kënne mer par main levée ofstëmmen.

***Vote sur la résolution***

Wien d'accord ass, hieft d'Hand an d'Luucht.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dann ass och dës Resolutioun à l'unanimité ugeholl an ech soen Iech Merci dofir.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm an d'Chamber kënnt den 2. Mee nees zesummen.

An domat ass dann d'Sëtzung opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 17.12 heures.)*

## Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 46
M. Claude Wiseler, Président
2. **Communications** p. 46
M. Claude Wiseler, Président
3. **Changements de composition de commissions parlementaires** p. 46
M. Claude Wiseler, Président
4. **Ordre du jour** p. 46
M. Claude Wiseler, Président
5. **Heure de questions au Gouvernement** p. 46

**Question n° 58 du 2 mai 2024 de M. Christophe Hansen relative au discours du Président français Emmanuel Macron au sujet de l'Union européenne, adressée à M. le Premier ministre** p. 46
M. Christophe Hansen | M. Luc Frieden, Premier ministre

**Question n° 59 du 2 mai 2024 de Mme Taina Bofferding relative à la hausse des interruptions volontaires de grossesse, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 47
Mme Taina Bofferding | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

**Question n° 60 du 2 mai 2024 de M. André Bauler relative au code de déontologie des élus locaux, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 48
M. André Bauler | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

**Question n° 61 du 2 mai 2024 de M. Fred Keup relative à l'avenir de l'enseignement classique et moderne au « Lënster Lycée International School », adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse** p. 48
M. Fred Keup | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

**Question n° 62 du 2 mai 2024 de M. Maurice Bauer relative à l'acquisition de la société Intelsat par la société SES, adressée à M. le Premier ministre** p. 49
M. Maurice Bauer | M. Luc Frieden, Premier ministre

**Question n° 63 du 2 mai 2024 de Mme Joëlle Welfring relative à l'avenir du Fonds national de la recherche, adressée à Mme la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur** p. 49
Mme Joëlle Welfring | Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

**Question n° 64 du 2 mai 2024 de M. Gérard Schockmel relative à l'enquête de couverture vaccinale 2023, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 50
M. Gérard Schockmel | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

**Question n° 65 du 2 mai 2024 de M. Sven Clement relative à l'application de l'article 39 de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 50
M. Sven Clement | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

**Question n° 66 du 2 mai 2024 de Mme Nathalie Morgenthaler relative à la mise en place d'un corps de police locale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 50
Mme Nathalie Morgenthaler | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

**Question n° 67 du 2 mai 2024 de Mme Francine Closener relative aux structures d'hébergement d'urgence pour jeunes, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse** p. 51
Mme Francine Closener | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

**Question n° 68 du 2 mai 2024 de Mme Carole Hartmann relative à la psychothérapie, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 52
Mme Carole Hartmann | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

**Question n° 69 du 2 mai 2024 de M. Jeff Engelen relative à la prévention des émissions d'ammoniac dans l'agriculture, adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture** p. 52
M. Jeff Engelen | Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

**Question n° 70 du 2 mai 2024 de Mme Alexandra Schoos relative au monopole du LNS concernant certaines analyses, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 53
Mme Alexandra Schoos | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

6. **Question élargie n° 7 de M. Dan Biancalana relative à la réforme des finances communales** p. 53
M. Dan Biancalana | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
7. **Dépôt d'une résolution par Mme Sam Tanson** p. 54
Exposé : Mme Sam Tanson
8. **Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet du système d'évaluation dans la fonction publique** p. 55
Exposé : M. Marc Goergen (dépôt des motions 1 à 3)
Débat : M. Maurice Bauer | M. Gusty Graas | Mme Liz Braz | M. Fred Keup | Mme Joëlle Welfring | M. David Wagner
Prises de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense
Motion 1 : M. Maurice Bauer | M. David Wagner | Mme Liz Braz | M. Fred Keup | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Goergen
Vote sur la motion 1 (adoptée)
Motion 2 : M. David Wagner | M. Maurice Bauer | Mme Liz Braz | M. Fred Keup | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Goergen (intervention de M. Sven Clement) | M. François Bausch
Vote sur la motion 2 (rejetée)
Motion 3 : M. Maurice Bauer | Mme Liz Braz | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Goergen | M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique
Vote sur la motion 3 (rejetée)
9. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Goergen** p. 63
Exposé : M. Marc Goergen
10. **Question élargie n° 6 de Mme Alexandra Schoos sur le suivi de la pandémie Covid-19** p. 64
Mme Alexandra Schoos | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mme Alexandra Schoos | Mme la Ministre Martine Deprez
11. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de l'accord mondial sur les pandémies et le règlement sanitaire international de l'OMS** p. 65
Exposé : M. François Bausch (dépôt de la motion 1)
Débat : M. Max Hengel (interventions de M. François Bausch) | M. Gérard Schockmel | M. Mars Di Bartolomeo | Mme Alexandra Schoos | M. Sven Clement (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | M. David Wagner (interventions de M. Sven Clement)
Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Deprez | M. Marc Baum (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Deprez | M. François Bausch (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Deprez | M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Deprez
Motion 1 : M. Max Hengel | M. François Bausch | Mme Alexandra Schoos | M. François Bausch | M. Mars Di Bartolomeo | M. François Bausch
Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée) (interventions de M. Mars Di Bartolomeo)
12. **Ordre du jour (suite)** p. 73
M. Claude Wiseler, Président
13. **Résolution de Mme Sam Tanson concernant le registre de transparence de la Chambre des Députés** p. 73
Mme Sam Tanson
Discussion générale : M. Gilles Baum | Mme Diane Adehm | M. Sven Clement | M. Marc Baum | Mme Taina Bofferding
Vote sur la résolution (adoptée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin et M. Serge Wilmes, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Nee, Här President.

## 2. Communications

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

***Communications du Président – séance publique du 2 mai 2024***

*1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

*Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.*

*2) Le projet suivant a été déposé auprès de l'Administration parlementaire :*

*8377 – Projet de loi portant modification :*
*1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;*
*2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;*
*3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;*
*4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;*
*5° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;*
*6° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la Police ; et*
*7° de la loi modifiée du 1er août 2018 portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la Fonction publique,*
*en vue de la mise en œuvre des points 5 et 10 de l'accord salarial dans la Fonction publique du 9 décembre 2022*

*Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique, le 25/04/2024*

*3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

*3148 – Demande de pétition publique : Examensfächer änneren*

*Dépôt : Mme Lena Becker, le 23/04/2024*

*3149 – Demande de pétition publique : Pouvoir changer les disciplines d'examen de fin d'études secondaires jusqu'à 10 jours avant le début des épreuves*

*Dépôt : Mme Valentina Iacovazzi, le 23/04/2024*

*3150 – Demande de pétition publique : Demande d'une 13e rente de pension annuellement*

*Dépôt : M. Bernard Clavien, le 23/04/2024*

*3151 – Demande de pétition publique : Mënz unhuelen*

*Dépôt : M. Johnny Vael, le 23/04/2024*

*3152 – Demande de pétition publique : Les enfants de plus d'un certain âge devraient se renseigner sur la menace animale et être encouragés à aider les animaux en voie de disparition par leurs enseignants*

*Dépôt : M. Michael Brittingham II, le 24/04/2024*

*3153 – Demande de pétition publique : Exemption du Sproochentest pour les conjoints mariés depuis 5 ans à un citoyen luxembourgeois*

*Dépôt : M. Hicham Benmabkhout, le 24/04/2024*

*3154 – Demande de pétition publique : Pétition pour l'amélioration de l'accès à la police luxembourgeoise pour les citoyens luxembourgeois non francophones ou germanophones*

*Dépôt : M. Sandro Miguel Monteiro Tavares, le 25/04/2024*

*3155 – Demande de pétition publique : Demandons le marquage au sol des emplacements de parking voiture pour la ville de Differdange*

*Dépôt : M. Vitor Ferreira, le 26/04/2024*

*3156 – Demande de pétition publique : Épandages chimiques*

*Dépôt : M. François Beck, le 28/04/2024*

*3157 – Demande de pétition publique : Mettons fin au blocus de Gaza : soutenez la mission humanitaire de la Coalition de la flottille de la liberté*

*Dépôt : M. James Mulli, le 28/04/2024*

*3158 – Demande de pétition publique : Ma proposition serait, puisque les bus luxembourgeois vont déjà gratuitement à Villerupt, qu'ils commencent à circuler à l'intérieur de la ville afin de faire les arrêts principaux afin de faciliter la circulation au sein de la ville, et cela réduirait considérablement le flux de transit du côté d'Esch du Luxembourg*

*Dépôt : M. Erikison Gomes, le 30/04/2024*

*N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.*

*(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)*

## 3. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, si follgend Änneruge vun der DP-Fraktioun matgedeelt ginn:

An der Commission de la Mobilité et des Travaux publics ersetzt d'Madamm Mandy Minella den Här Luc Emering.

An an der Commission des Médias et des Communications ersetzt den Här Luc Emering d'Madamm Mandy Minella.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Änneruungsvirschléi?

*(Négation)*

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Änneruungen averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 4. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech och zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass och dat esou decidéiert.

## 5. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg steet dann als éischte Punkt op eisem Ordre du jour eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minutten Zäit, fir dorop ze äntwerten.

Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 58 vum Här Christophe Hansen un den Här Premierminister iwwert dem President Emmanuel Macron seng Ried iwwert d'Europäesch Unioun. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 58 du 2 mai 2024 de M. Christophe Hansen relative au discours du Président français Emmanuel Macron au sujet de l'Union européenne, adressée à M. le Premier ministre**

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, schéinen Nomëtteg. Wéi scho gesot, de franséische President Emmanuel Macron huet seng zweet sougenannt Sorbonne-Ried virgedroen, eng, déi mer mat Spannung erwaart hunn, an hien huet an där Ried gewarnt. Hien huet dervir gewarnt, datt Europa stierwe kéint, wa mer net géife virumaachen a méi zesummeschaffen a punkto Verteidegung, Energie, Industrie an Technologie, fir do méi onofhängeg ze gi vun de Big Player wéi China, den USA an esou weider. An obwuel déi Europäesch Unioun duerch déi verschidde Krisen, duerch déi mer gaang sinn – d'Covidkris, den Ukrainkrich, d'Energiekris –, vill Progrèse gemaach huet, si mer nach net do, wou mer misste sinn.

An dofir meng Fro un Iech, Här Premierminister: Éischtens, deelt Dir déi Analys vun der Urgence, déi den Emmanuel Macron gemaach huet?

An zweetens: Wéi kënne mir deen néidegen Emanzipatiounsprozess, dee mer brauchen – ech mengen, do si mer eis eens –, beschleunegen?

An dann drëttens, virun allem: Wéi kënne mer dat dote finanzéieren? Den Här Macron huet do ugeduecht, datt een notamment och um europäesche Budget misst schaffen, méi op Ressources propres schaffen, fir dat doten ze finanzéieren. An ech gesinn do och eng gewësse Parallel mam Enrico Letta sengem Rapport iwwert de Marché intérieur, wou och eng Savings and Investments Union e bëssen ugeduecht ass. Dat ass jo u sech d'Capital Markets Union e bësse rebaptiséiert. Gesitt Dir och, datt do eng Parallel ass? A wat musse mer maachen, fir do méi séier virunzekommen?

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hansen. D'Wuert ass elo fir de Premierminister. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

*(Interruptions)*

Dir hutt véier Minutten, Här Premierminister.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, déi Fro vun dem Här Hansen ass eigentlech déi, déi d'Zukunft vun eisem Kontinent definéiert. An duerfir begréissen ech ausdrécklech déi Ried, déi de President Macron virun der Sorbonne gehalen huet. Et ass gutt, datt mer eis net ëmmer nëmme mat de kuerzfristege Problemer oder Objektiver beschäftegen, mee och mat deem, wat mëttel- a laangfristeg op eisem Kontinent muss geschéien. An an deem Sënn ass esou eng Ried wéi déi vum President Macron extreem wichteg.

Dat Zweet, dat ass: Ech deelen déi allgemeng Ambitiounen, déi an där Ried waren. Mir stinn zu Europa

a grad mir Lëtzebuerger mussen zu Europa stoen. An et ass richteg, datt Europa muss, wéi de President Macron et formuléiert huet, eng Puissance géopolitique ginn, datt Europa muss eng Puissance ginn, déi Wuelstand erbäibréngt. Natierlech stellt sech och d'Fro vun der Finanzéierung.

Ech sinn net ganz d'accord mat sengem Constat, mat senge Wierder, wann e seet: „Europa ass um Stierwen." Ech mengen net, datt Europa um Stierwen ass, mee wat en domadder wollt ausdrécken – an ech mengen, dat ass eng Suerg, déi ech erëm deelen –, dat ass: Mir mussen eis fir Europa engagéieren, well déi grouss Froe vu Fridden, vu Wuelstand, vu Fräiheet, vun Demokratie, déi kënne mer nëmme beäntweren, wa mer an Europa zesummestinn. De Kampf géint de Klimawandel, d'Problemer vun der Migratioun, eis Roll an der Weltwirtschaft par rapport zu Amerika, par rapport zu China, kënne mer nëmmen duerch Fräihandelsaccorde maachen, déi och eng equilibréiert Positioun mat villen Aspekter, déi fir eis wichteg sinn, beinhalten. A fir alles dat muss ee sech asetzen. An ech mengen, dat wollt den Här Macron och a senger Ried soen.

Wat Europa als eng Puissance géopolitique ubelaangt, ass et natierlech noutwendeg – an och do deelen ech seng Meenung –, datt mer en Europa vun der Verteidegung brauchen. Net eent, dat géint d'NATO schafft, mee mir Europäer mussen eis grad no dem Iwwerfall vu Russland op d'Ukrain, deen inakzeptabel ass, deen eng Violatioun vum internationale Recht ass, méi wéi jee bewosst sinn, datt och mir eng Verteidegung brauchen, datt dat Efforte kascht. An duerfir musse mer och eis Industrie opbauen do ronderëm, an do huet och Lëtzebuerg eng Roll matzespillen, och wa mer nëmmen eng kleng Roll ze spillen hunn. Mir hunn eng Roll ze spillen, well et geet ëm eis Sécherheet. Et geet ëm eis Zukunft.

An dann deelen ech déi Meenung zum Wuelstand, datt mer dee Wuelstand an Europa nëmme kréien, wa mer zesummeschaffen. En huet gesot, mir missten a verschiddene Secteuren, wéi der Kënschtlecher Intelligenz an den erneierbaren Energien, strateegesch Leadere ginn. Mir mussen do dat op engem europäesche Plang maachen. An och dat ass eppes, wat ech voll a ganz deelen.

Wou fanne mer déi Moyenen? De President Macron seet, mir missten den europäesche Budget verduebelen. Ech mengen, datt dat schwiereg ass, mee mir musse méi Moyenen europäesch asetzen, well soss erreeche mer déi Ziler net. Mir kënnen net no méi Europa ruffen, fir eis Sujeten, eis Defien, déi mer hunn, ze léisen, an dann zugläich keng Moyenen zur Verfügung stellen. Och Institutioune wéi d'BEI, déi hei zu Lëtzebuerg ass, kënnen do eng Roll spillen.

D'Capital Markets Union, deen neien Term, deen iwwregens vum Här Letta kënnt an deen den Här Macron iwwerholl huet, vun enger Erspuernis- an Investmentunioun, fannen ech richteg. Et geet also drëm, niewent dem ëffentleche Geld och Privatgelder ze huelen an déi ze gebrauchen, fir Investitiounen ze maache fir erneierbar Energien, fir d'Dekarbonisatioun vun eiser Industrie, fir d'Defense virunzebréngen. Jo, ech mengen, mir brauche méi Suen a verschidde vun deene Sue mussen och direkt oder indirekt an den europäesche Budget lafen.

Et ass noutwendeg, datt mer eis mat deene Froen ofginn. An ech si mam President Macron der Meenung, datt mer eis musse méi fir Europa engagéieren, well et geet ëm eis Zukunft – am Wuelstand, am Fridden an an der Fräiheet.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Premierminister.

Mir kommen dann zur Fro Nummer 59 vun der Madamm Taina Bofferding un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Hausse vun der Unzuel u fräiwëllege Schwangerschaftsënnerbriechungen. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 59 du 2 mai 2024 de Mme Taina Bofferding relative à la hausse des interruptions volontaires de grossesse, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Dir hutt et schonn ugedeit: Ech bezéie mech op de Pressecommuniqué, deen de Planning Familial no senger Assemblée générale publizéiert huet. Doraus geet ervir, dass fir 2023, d'lescht Joer, 1034 Fraen eeben d'Demande gemaach hu fir eng Ofdreiwung. A si soen, dass dat eng Hausse wär vun 46 %. Dat heescht, mir schwätzen hei net vun enger liichter Hausse, mee scho vun enger ganz däitlecher Hausse.

A si soen och an hirem Communiqué, dass si elo scho feststellen, dass déi éischt dräi Méint vun dësem Joer och schonn eng däitlech Hausse ze verzeechnen ass. Ben, si soen och, et géif vill Grënn, firwat et zu där Hausse kéim. Een dovunner kéint déi steigend Aarmut an och d'Prekaritéit vun de Frae sinn. Hei verweisen ech op e ganz interessante Kommentar vun der Journalistin Michèle Sinner ënnert dem Titel „Klassekampf am Schwangerschaftsbauch".

Ben, meng Fro bezitt sech eeben elo op déi Hausse, wéi Madamm Ministesch dës gesäit. A wann een natierlech gäre wëll esou eng Entwécklung, esou e Phenomeen, genau analyséieren, ass et natierlech wichteg, dass een Date brauch, dass een Informatiounen huet. Do ass och deen nächste Punkt, dass mer net iwwer allgemeng Zuelen iwwert d'Schwangerschaftsofbréch hei am Land verfügen. Duerfir meng Fro, wéi d'Ministesch gedenkt, dës Datelag ze verbesseren – iwwerhaapt emol eng ze hunn – an och den Accès zu den Informatiounen ze verbesseren. Ech denken hei un den nationalen Observatoire vun der Santé, awer och den Egalitéitsobservatoire. Déi kéinten hei vläicht eng wichteg Ulafstell sinn, wou een alleguerten déi Informatiounen do kéint regruppéieren.

Da verweisen ech nach op eng Ausso vun de Gynekologen an deem Kontext, déi fuerderen, dass eng spezifesch Tarifikatioun fir d'Schwangerschaftsofbréch soll agefouert ginn, well an der aktueller Nomenclature vun der CNS ginn déi Akten als Fausse couche verrechent. Bon, ech hat ëmmer geduecht, dass et effektiv eng spezifesch Tarifikatioun géif dofir ginn. Deem ass net esou. Duerfir wollt ech och hei d'Ministesch froen, fir Prezisiounen ze kréien, respektiv ob si, wann et dann eebe keng spezifesch Tarifikatioun gëtt, wëlles huet, déi zoustänneg Kommissioun domadder ze saiséieren.

A wann ech scho bei der Societéit vun de Gynekologe sinn: Si hu sech nach eng Kéier dergéint ausgeschwat, fir den Delai vun zwielef op véierzéng Woche fir e Schwangerschaftsofbroch ze hiewen.

*(Interruption par la présidence)*

Do géif ech och gäre wëssen, wéi d'Ministesch dozou steet.

An dann nach meng lescht Fro: Well elo grad rezent a Frankräich d'Recht fir Ofdreiwung an hirer Constitutioun verankert gouf, géif ech och gären hei vun der Ministesch wëssen, wéi se dat gesäit, well – an dat fannen ech och interessant – an Ärem Koalitiounsaccord hutt Der stoen, …

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Bofferding, Dir misst zum Schluss kommen.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | … dass Der déi dräi Deeg vun der Bedenkzäit wëllt ofschafen. An och hei d'Fro, wéi Der elo do wëllt virugoen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci. Merci och fir d'Fro. Mir hunn an der leschter Zäit oft Presseufroe kritt an den Dossier ass scho relativ komplett, mee wéi Der selwer drop hiweist, ass d'Datelag relativ moer.

Ech fänken u mam Rapport vum Planning. De Planning Familial ass déi Ulafstell hei zu Lëtzebuerg, wou jonk Meedercher, jonk Frae sech hiwenden, fir Informatiounen ze kréien zu engem méigleche Schwangerschaftsofbroch, fir Informatiounen ze kréien zur Pëll duerno an esou weider. A si sinn am Fong déi eenzeg, déi d'Donnéeën alleguerten zentraliséieren an déi och an hire Konventiounen, an hiren Entretiene mat de Leit den néidege Secret kënnen halen, fir déi Donnéeën opzebereeden. Ech wäert déi Chifferen net a Fro stellen. Déi Chiffere sinn déi, déi si produzéieren. Déi Chiffere sinn déi, déi si aus hire Consultatiounen erausliesen. An den detailléierte Rapport gëtt Opschloss iwwer aner Froen nach.

Dann hat Der gefrot nom Delai vun dräi Deeg. Am Regierungsprogramm steet, dee géif ofgeschaf ginn. Jo, do si mer an der Preparatioun vun den Aarbechten. An Dir hat an deem Zesummenhang gefrot, wéi vill Leit wéinst där Consultatioun respektiv deem Delai vun deenen dräi Deeg da géifen dervunner ofgesinn, fir e Schwangerschaftsofbroch ze maachen. Do hunn ech elo keng Chiffere beim Planning fonnt, mee déi nächste Kéier, wann ech si gesinn, kann ech se awer froen, ob se déi dann an hirem nächste Rapport d'activité géife mat virgesinn, falls dann deen déi Period couvréiert, wou den Delai nach net ofgeschaaft ass.

D'Gesetz iwwert d'IVG gesäit och net vir, datt do spezifesch Donnéeë mussen enregistréiert ginn, falls eng Persoun wëllt e Schwangerschaftsofbroch maachen. Dat heescht, dat Gesetz ass esou, datt een d'Recht drop huet, ënner gewëssene Konditiounen e Schwangerschaftsofbroch ze maachen, mee déi Donnéeën, déi enregistréiert ginn, déi sinn net doranner festgeschriwwen. Dat heescht, wann een elo wéilt laut Protection-des-données-Gesetz an RGPD do méi Donnéeën hunn an déi obligatoresch erfaasse loossen, da bräicht een do eng Gesetzesännerung.

Mir hunn Donnéeë bei der Krankekeess zur Verfügung, an do hutt Der d'Nomenclature ugeschwat. An der Nomenclature gëtt et eng Rëtsch Saachen, déi ee kann analyséiere goen. Do steet awer ëmmer just „Curetage". Et weess een awer net, firwat datt dee Curetage gemaach ginn ass. Do ginn och heiansdo aner Saache facturéiert, fir dann dat e bësse vläicht ze verschleieren, wat do gemaach gëtt. An do ass d'Societéit vun de Gynekologen amgaang mat der Krankekeess zesummen, déi ganz Nomenclature frëschzemaachen. An an deem Sënn denken ech, datt se deen Appell, deen elo vill dobausse war, datt een Donnéeë bräicht, vläicht mat wäerten a Betruecht huelen.

Mir haten awer an deem Zesummenhang nach eng Fro opstoen, eng Question parlementaire, déi ech och wéilt mëndlech beäntwerten. Dat ass déi vun der Madamm Kemp gewiescht, déi den 29. Abrëll erakomm ass. Si huet nach iwwert dat eraus, wat ech elo scho geäntwert hunn, gefrot, ob mer Donnéeën hätten iwwert d'Pëll vum Dag duerno. Dat war elo bei Iech net ugeschwat ginn, mee ech denken, dat ass och interessant an dësem Zesummenhang.

D'Donnéeën zu der Pëll vum Dag duerno, déi kréie mer, well déi ka rembourséiert ginn. Dat heescht, mir hunn net d'Verkafszuelen, wéi se an der Question parlementaire gefrot gi sinn, mee déi vun de Remboursementer. An déi ass u 5.200 Patienten an deene leschte 14 Méint rembourséiert ginn. An dat war am Ganze 7.635-mol, wou se rembourséiert ginn ass.

Dann ass nach gefrot ginn, ob mer Donnéeën hätten iwwert de Kader, an deem esou eng IVG ofleeft, firwat datt Leit se maachen, ob se se maachen aus finanzielle Grënn, ob se se maachen aus soziale Grënn, ob se se maachen aus privatorganisatoresche Grënn. An do och: D'Donnéeën, déi mer offiziell an eise Fichieren hunn, erlaben do guer kee Retraçage ze maachen. Mir hu mol kee Retraçage iwwert den Alter an dann hu mer och kee Retraçage iwwert d'Durée vun der Schwangerschaft, wéi laang se schonn amgaang war. Och do kann ech de Planning beoptragen, fir déi Donnéeë mat opzehuelen.

D'Fro vun der Verfassung: Et ass keng Verfassungsreform virgesinn, soudatt ech denken, datt de Rescht vun där Fro sech eriwwregt. A wann dozou nach weider Detailer wären, …

*(Interruption par la présidence)*

… kann ech nach drop agoen, wann Der nach eng Zousazfro hutt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee, dat ass net fir hei virgesinn.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Ok, dann ass et gutt.

Merci.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat gehéiert net zum Programm, Zousazfroen. Ech wollt just d'Madamm Kemp froen, vu datt op hir Question parlementaire elo geäntwert ginn ass …

**Une voix** | D'Madamm Kemp-Arendt.

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Madamm Kemp-Arendt, pardon. Ok, ça va, da kann ech dat net froen. Da kucke mer, ob dat esou an der Rei ass mat der Madamm Kemp-Arendt oder ob se drop hält, datt déi Fro soll schréftlech beäntwert ginn.

Da komme mer zur Fro Nummer 60 vum Här André Bauler un den Här Inneminister iwwert de Code de déontologie vun de Gemengevertrieder. Den Här Bauler huet d'Wuert.

**– Question n° 60 du 2 mai 2024 de M. André Bauler relative au code de déontologie des élus locaux, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Souwuel d'Membere vun der Regierung wéi och d'Memberen aus dësem héijen Haus, also vun der Chamber, si gebonnen un en deontologesche Code, un Transparenzreegele wéi awer och un eng Déclaration des intérêts financiers, wéi dat sou schéin hei am Haus heescht. An den neie Koalitiounsaccord, dee gesäit vir, ech zitéieren: „Le Gouvernement veillera également à ce qu'un registre de transparence pour élus locaux soit mis en place."

An an deem Kontext wollt ech den Här Minister fir bannenzeg Affäre froen, wou d'Aarbechte fir dëse Regëster dru sinn. An da wollt ech och nach froen, wat d'Gespréicher, déi eventuell Kontakter mam Syvicol an deem Kontext erginn hunn.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauler. Dann ass d'Wuert fir den Inneminister. Här Inneminister.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci. Merci fir déi Fro vum Deputéierten Här Bauler. Et ass e Projet de loi deponéiert gi vun der leschter Regierung am Juli 2022. Dorobberhin huet de Syvicol en Avis ofginn zu deem Projet de loi. Mir sinn zurzäit en attente vum Avis vum Staatsrot.

Wat gesäit de Projet de loi bis elo vir? E gesäit eeben vir, datt d'Prinzippie vun der Deontologie och um Gemengenniveau agefouert ginn. E gesäit vir – dat schéngt mer jo evident ze sinn –, datt e Gemengeconseiller seng Aarbecht an engem Esprit, ech zitéieren, „d'impartialité, d'intégrité, de diligence, et d'honnêteté" mécht. Et gëtt och déi Problematik vun de Kaddoe gereegelt. Et gëtt och virgesinn, datt eng Déclaration d'intérêts iwwert d'Activités professionnelles a politiques agefouert gëtt. Et muss och eng Deklaratioun iwwert de Patrimoine immobilier gemaach ginn, och iwwert deen, deen dem Conjoint oder dem Partner gehéiert. An déi Saache kënnen dann och op der Gemeng agesi ginn. De Gemengerot soll och eng Fonction de surveillance am Kader vun där Déclaration d'intérêts exercéieren. An et gëtt och e Comité de déontologie kreéiert.

Ech hu mech elo nach net am Detail mat deem Projet befaasst, well ech wollt elo den Avis vum Staatsrot ofwaarden an dann eng Kéier mam Syvicol kucken, wat mer, le cas échéant, nach an deem Projet de loi änneren oder bäisetzen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Inneminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 61 vum Här Fred Keup un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Zukunft vum Enseignement classique et moderne am Lënster Lycée International School. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 61 du 2 mai 2024 de M. Fred Keup relative à l'avenir de l'enseignement classique et moderne au « Lënster Lycée International School », adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Léif Leit, Här Minister, effektiv ass et esou, dass den 19. Mäerz de Kolleeg Max Hengel eng Fro gestallt hat iwwert d'Situatioun am Lënster Lycée, wou vun dem nächste Joer un – an Dir hutt dat bestätegt – keng Septième générale méi ugebuede gëtt. An der Äntwert hutt Der dat bestätegt. An doriwwer eraus gëtt et och am Lënster Lycée praktesch keen normale Classique, mee et gëtt nach eng Quatrième C an eng Cinquième C an och do keng Septième a keng Sixième méi, soudass een am Fong ka soen, dass bis op de Preparatoire, deen et nach gëtt, den traditionellen Technique an den traditionelle Classique eigentlech zu Jonglënster am Lycée verschwonne sinn, ausgestuerwe sinn.

An ech muss einfach soen, ech gesinn dat als e Risenechec u vum Lënster Lycée, deen hei stattfonnt huet, en Echec och vun eiser Promotioun vun der ëffentlecher Schoul. An dat Argument, dat Der genannt hutt an der Äntwert, dass Jonglënster eeben no bei der Stad ass an duerfir d'Kanner léiwer an d'Stad ginn, dat fannen ech och net ganz schlësseg, well et war awer emol eng Zäit virun e puer Joer – dat kann een nokucken –, wou vill Schüler am Lënster Lycée waren. Do ass also iergendeppes geschitt, wat derzou gefouert huet, dass et elo esou erofgaangen ass.

An duerfir géif ech Iech froen, wat dann déi wierklech Grënn sinn an ob et net wichteg wier, déi wierklech Grënn erauszefanne fir dësen Echec, fir och esou Feeler, wa se da geschitt sinn, an Zukunft ze vermeiden.

Da froen ech mech doriwwer eraus, wéi een elo scho ka wëssen, dass een d'nächst Joer kee General mécht, wann een nach keng Ausschreiwunge virleien huet. Déi gi jo eréischt un.

An dann en drëtte Punkt, wou ech mech da froen, ob dat do net iergendwéi awer och am Sënn ass vun enger gewëssener Politick, well et ass evident, mir wëssen, wéi d'Leit funktionéieren: Oft ass et „la loi du moindre effort". A mir hunn eng Ongerechtegkeet an eisem Schoulsystem. Dat ass déi, dass an der ëffentlecher europäescher Schoul d'Kanner mat 18 hire Bac, hir Première maachen an an der ëffentlecher traditioneller Schoul mat 19 Joer. Si mussen also ee Joer méi an d'Schoul goen. Wéi gedenkt de Minister, dës frappant Ongerechtegkeet an eisem Schoulsystem ze bekämpfen an eis traditionell Lëtzebuerger Schoul ze verteidegen?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. An d'Wuert huet elo den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend. Här Minister.

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, et ass esou, datt zanter der leschter Rentrée – a, do sëtzt Der – am Lënster Lycée keng Klasse méi vum Enseignement secondaire classique op Septième ugefaangen hunn an datt mer och decidéiert hunn, datt dat soll gëlle fir den Enseignement secondaire général fir d'Septième vun der nächster Rentrée. An zwar ganz einfach doduerjer, datt mer festgestallt hunn, wat de Classique ubelaangt, datt d'Aschreiwungen am Classique zanter der Grënnung vum Lënster Lycée extreem bescheide waren, datt dat an deene leschte Joren eng Klass war, déi do op Septième ugefaangen huet. A mir wëssen, datt dat, fir e Classique ze organiséieren, och uewen eraus herno natierlech mat ënnerschiddleche Sektiounen, déi een awer och wëll ubidden, eigentlech keng Dynamik entwéckelt huet.

Dat war ee Constat an doropshin hu mer gesot: „Dat mécht eigentlech net vill Sënn, fir dat doten op déi dote Manéier bäizebehalen, well mer eeben och mëttlerweil eng aner schoulesch Offer hunn, wou och een, deen eng Orientatioun an de Classique kritt huet, awer seng Scolaritéit poursuivéiere kann."

Mir hunn och eebe festgestallt, datt zum Beispill an deene leschten dräi Joer d'Inscriptiounen op Septième am Enseignement secondaire général vu 75 am Schouljoer 2021 op 47 am lafende Schouljoer, also 2023/2024, zréckgaange sinn. An och dat ass eng Tendenz, déi sech iwwer eng ganz Rei vu Joren esou an déi dote Richtung higeschriwwen huet. A mir wëssen och do, datt ronn 50 Inscriptiounen op Septième net duerginn, fir herno eigentlech e ganzen Track vum Enseignement secondaire général kënne bestoen ze loossen.

Wat d'Ursaachen dofir sinn? Jo, ech hunn an enger Äntwert op ënnerschiddlech Question-parlementairë vu Kolleege vun Iech hei indiquéiert, datt mer dervunner ausginn, datt déi, déi eng Orientatioun an de General kréien an och wierklech an den Enseignement secondaire général wëlle goen, éischter och an aner Schoulen – sief et d'Stad Lëtzebuerg, sief et och aner Schoulen an der Ostregioun – wëlle goen, wat awer och hiert gutt Recht ass.

Wat net stëmmt an Ärer Duerstellung, dat ass, datt mer net nëmme weiderhin d'Voie de préparation

ubidden – wat jo och en Deel vum Enseignement secondaire général ass zu Jonglënster, och ënner anerem CIP- a COP-Klassen (ndlr: Classe d'initiation professionnelle, Classe d'orientation professionnelle) –, mee datt mer och déi iewescht Klasse vum Enseignement secondaire général, also vun der Quatrième bis Première, a fënnef verschiddene Formatioune wäerten ubidden an dat och weiderhi wëlle maachen.

Dernieft hu mer och eng breet Offer u Beruffsausbildunge vun eisem Schoulsystem, déi weiderhin zu Jonglënster ugebuede gëtt, soudatt mer also hei weiderhin och eng Presenz vum Enseignement secondaire général an och vun der Beruffsausbildung zu Lënster am Lycée wäerten hunn.

Datt mer an enger Situatioun sinn, wou jo och viru Kuerzem annoncéiert gouf, datt mer eng Annex musse bäibauen zu Lënster am Lycée, hänkt eeben och mat dem Succès vun der ëffentlecher Europaschoul do zesummen. Dat ass wouer. Mee do stëmmen d'Leit mat de Féiss of: d'Schülerinnen an d'Schüler respektiv hir Elteren, déi d'Inscriptiounen dohinner maache ginn.

Ech ka mech erënneren, datt ech d'Éier hat, als quasi frësch gebakenen Educatiounsminister 2014 de Lënster Lycée aweien ze goen, an datt mer an deenen éischte Joren enorm Problemer haten, iwwerhaapt Schülerinnen a Schüler beieneenzekréien, fir dat grousst Gebai, dat deemools schonn do stoung, eenegermoosse gefëllt ze kréien. An eeben zanterdeem mer déi ëffentlech Europaschoul, déi Offer, och do present hunn, hu mer kee Problem dermat, d'Schoul ze fëllen – da kréie mer genuch Schülerinnen a Schüler, fir deen Track do kënne fonctionéieren ze dinn –, mee mir waren an der Obligatioun, fir eeben och elo scho mëttlerweil auszebauen.

Ech wëll och nach eng Kéier ënnersträichen, datt jiddereen, all Schülerin an all Schüler, déi zum Beispill zu Lënster oder an der direkter Ëmgéigend dann och do eng Orientatioun, sief et an de Classique, sief et an de General, kritt hunn, natierlech och eng schoulesch Offer am Lënster Lycée fannen, well eeben déi Klasse vun der ëffentlecher Europaschoul accessibel si souwuel mat enger Orientatioun an de Classique wéi och an de General. Wien also zu Lënster wëll an der Schoul bleiwen, dee fënnt och weiderhin do eng Méiglechkeet.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 62 vum Här Maurice Bauer un den Här Premierminister iwwert den Opkaf vun Intelsat duerch d'SES. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 62 du 2 mai 2024 de M. Maurice Bauer relative à l'acquisition de la société Intelsat par la société SES, adressée à M. le Premier ministre**

**M. Maurice Bauer** (CSV) | Här President, no der Annonce vum Wirtschaftsminister virun e puer Wochen iwwert den Accord fir d'Implementatioun zu Lëtzebuerg vu Pony.ai, engem wichtegen Acteur a Leader an der Technologie vum autonome Fueren, no dem ganze Moossnamepak, fir de Bau ze ënnerstëtzen, no de rezent wärend de Budgetsdebatten annoncéierte Moossnamen, fir d'Finanzplaz ze stäerken an Talenter unzezéien, ass d'Annonce vun der Reprise vun Intelsat duerch d'SES e weidert staarkt Zeeche fir de Wirtschafts- a Finanzstanduert Lëtzebuerg. Dofir kann ech eigentlech der Regierung nëmmen e grousst Luef ausschwätze fir déi vill Efforten an de leschte Méint an déi konsequent Standuertpolitick, déi si domadder bedreift.

Bei der Iwwernam vun Intelsat duerch d'SES entstinn eng ganz Rei Opportunitéiten, fir Lëtzebuerg als kompetenten a wichtegen Acteur am Weltraumsecteur weider ze stäerken. Gläichzäiteg huet de Staat natierlech awer och als groussen Aktionär vun SES eng Responsabilitéit, fir derfir ze suergen, dass de sozialen Aspekt vun dëser Acquisitioun berücksichtegt gëtt. Dofir hunn ech zwou Froen un de Premierminister.

Éischtens: Wéi eng konkreet Opportunitéite gëtt et duerch dës Acquisitioun, besonnesch am Secteur vun der Space Defence?

An zweetens: Wéi en Impakt huet dës Iwwernam op d'Salariéë vun der SES an déi vun der Intelsat?

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauer. Dann huet den Här Premierminister d'Wuert. Här Premierminister.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Här President, déi Fro, déi den Här Bauer stellt, stellt sech natierlech am komplexe Kader vun engem enorme Changement am Beräich vun de Satellitten. Déi Satellitten, wéi mer se kannt hunn, wéi d'SES gegrënnt ginn ass – an d'SES bleift e Fleuron vun der Lëtzebuerger Ekonomie –, hunn haut staark Konkurrenz kritt duerch Megakonstellatiounen, wat Dausende vu klenge Satellitte sinn, déi virun allem vun amerikaneschen Operateure wéi Amazon oder SpaceX duerch d'Welt geschéckt ginn, déi op enger anerer Héicht fléien an déi domadder och zu anere Präisser Déngschtleeschtungen ubidden.

An et ass an deem Kontext, wou d'SES, an där de Lëtzebuerger Staat ronn 37 % Stëmmrechter huet, zesumme mat der SNCI an der Spuerkeess, also der ëffentlecher Lëtzebuerger Hand, huet misse kucken: Wéi kann ee sech an där neier Konkurrenz, an där neier technologescher Evolutioun besser opstellen?

Duerfir gouf et Gespréicher schonn an deene leschte Joren, déi net zu engem Erfolleg geféiert hunn. Déi Operatioun, déi dës Woch annoncéiert ginn ass an där laang Verhandlunge virausgaange sinn, huet zum Zil, d'SES laangfristeg ofzesécheren an domadder och méi staark opzestellen, andeem se en aneren Operateur, nämlech Intelsat, déi virun allem an Amerika staark sinn, opkeeft.

Duerfir ass déi Operatioun och méi einfach wéi déi, déi d'lescht Joer als Fusioun virgesi war. Hei keeft eng Lëtzebuerger Gesellschaft, d'SES also, eng aner Firma op, Intelsat. De Sëtz bleift zu Lëtzebuerg. D'reell Aktivitéiten, d'Ingenieuren, d'administratiivt Personal bleiwen zu Betzder. Och déi meescht Aarbechtsplaze bleiwen zu Betzder. Déi, déi elo do sinn, bleiwen och an der Zukunft do.

Mee selbstverständlech ass et eng Industrie am Wandel, wou ëmmer erëm Restrukturatiounen noutwendeg sinn, mee déi sinn net duerch dës Transaktioun noutwendeg. Déi sinn noutwendeg duerch den allgemenge Kontext, deen ännert. De CEO, de Generaldirekter vun der SES, huet och de Moien op engem Lëtzebuerger Radiosender gesot – an hien ass derfir zoustänneg –, datt zu Lëtzebuerg ëmmer méi wéi op d'mannst 600 Mataarbechter géinge bleiwen. Déi Zuel beweist, datt dat eng reell Aktivitéit ass, datt dat net just eng Adress ass.

Et bleift och zu Lëtzebuerg selbstverständlech dee ganzen Teleport. Dat sinn all déi Antennen, déi ee gesäit, wann een zu Betzder laanschtfiert oder mam Fliger zu Lëtzebuerg lant. Dat ass jo ëmmer ganz impressionnant. Dat bleift zu Lëtzebuerg an de Lëtzebuerger Staat behält och all déi Rechter, Stëmmrechter, d'Minorité de blocage, alles dat, wat en an de Statutte vun der SES virgesinn huet. Och dat war méiglech, well, wéi gesot, Intelsat opkaf gëtt. Et ass keng Fusioun vun zwou Entreprisen.

D'SES ass elo scho staark am Volet och vun der Defense an et ass ganz logesch, datt an enger globaler Welt vun Onsécherheet, wou mer gär Sécherheet hätten, d'Kommunikatioun natierlech weesentlech ass. A Satellittekommunikatioun ass eppes, wat doduerch noutwendeg ass, och fir d'Arméien. Intelsat huet notamment eng grouss Kompetenz an der Internetkommunikatioun mat Fligeren, mat Schëffer. A grad och an deem dote Beräich bitt duerfir d'Kombinatioun vun SES, déi schonn elo am Defensesecteur war, mat Intelsat nei Opportunitéite souwuel fir d'Lëtzebuerger Defense wéi fir d'europäesch an d'NATO-Defense.

Ech kann Iech net ee spezifesche Projet nennen, well déi Acquisitioun ass jo elo eréischt ënnerschriwwe ginn. Déi muss elo nach approuvéiert gi vun aneren Autoritéiten – dat wäert ee bis zwee Joer daueren –, notamment d'Konkurrenzautoritéiten an Europa an an Amerika, mee déi zwou Entitéiten, SES an Intelsat, wäerten an der Defense eng weesentlech Roll spillen.

Et ass och d'Intentioun vun der Lëtzebuerger Regierung, fir am Kader vun eisem erweiderten Defensebudget, fir 2 % vum RNB iwwert déi nächst Joren ze erreechen, och méi enk nach mat der SES zesummenzeschaffen. An och dat bitt nei Méiglechkeete fir d'Entwécklung vun de Satellitten a vun der Defense vum Lëtzebuerger Buedem aus, also och mat engem ekonomesche Retour op Lëtzebuerg. An deem Sënn, mengen ech, ass dat do eng gutt Evolutioun souwuel fir Lëtzebuerg wéi fir Europa wéi fir d'NATO.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Premierminister.

Mir kommen dann zur Fro Nummer 63 vun der Madamm Joëlle Welfring un d'Madamm Ministesch fir Fuerschung an Héichschoul iwwert d'Zukunft vum Fonds national de la recherche. Madamm Welfring.

**– Question n° 63 du 2 mai 2024 de Mme Joëlle Welfring relative à l'avenir du Fonds national de la recherche, adressée à Mme la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur**

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'lescht Joer am Dezember, een Dag virun Hellegowend, huet den deemolege Generalsekretär vum Nationale Fuerschungsfong säi Récktrëtt ugekënnegt. E wier op der Sich no neien Erausfuerderungen, huet et deemools vun offizieller Säit geheescht. Op meng Fro vun Ufank Mäerz hutt Der mer geäntwert, Madamm Ministesch, dass fir d'Rekrutement vun enger neier Persoun de Verwaltungsrot vum FNR zoustänneg wier, wat natierlech richteg ass, mee an de Reunioune vun deem Verwaltungsrot, do ass jo och e Kommissär vun der Regierung derbäi, dee laut Gesetz jo Recht op Informatiounen huet an och eng gewësse Kontrollfunktioun vum FNR huet.

Entre-temps sinn erëm zwee Méint vergaang an et gouf bis elo nach keen Nofollger genannt. Dofir meng éischt Fro: Hutt Dir, Madamm Ministesch, en Update fir eis, wou dëse Prozess drun ass? Fir vill Leit an deem Secteur vun der Fuerschung ass den FNR e ganz wichtege Partner, deen och gréisser Zomme vun ëffentleche Sue verwalt, an dofir fanne mir et wichteg, dass an dësem Dossier, esou wäit et méiglech ass, eng ëffentlech an transparent Aart a Weis ugewannt gëtt an och dësen Dossier mat enger gewëssener Prioritéit traitéiert gëtt.

Eng zweet a lescht Fro: Är Äntwert op eis Question parlementaire enthält e ganz interessante Saz. Dir

schwätzt nämlech do vun „défis multiples en matière technologique, écologique, sociétale et économique auxquels le Luxembourg doit faire face“. An dat wier nieft der Evolutioun iwwert déi lescht 20 Joer vum ëffentleche Fuerschungssecteur en zweete Grond fir eng Reform vum FNR. Heirauser kéint ee liesen, dass den FNR haut net adequat genuch opgestallt wier, fir op dës Defien ze reagéieren, an dofir wërft dës Formuléierung eng Rei Froe fir eis op. An dofir meng Fro, déi zweet, wat Dir genau mat dëser Ausso mengt.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. Dann ass d'Wuert fir d'Ministesch fir Fuerschung an Héichschoul. Madamm Ministesch.

**Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv gëtt de Fonds national de la recherche säit Dezember vun enger Secrétaire générale faisant fonction geleet. A wéi ech och virun engem gudde Mount konnt gesinn, wéi ech am Fonds national de la recherche eng Visitt gemaach hunn, hunn déi am Fong eng ganz gutt, dynamesch Ekipp, déi mat dëser Iwwergangssituatioun am Fong ganz gutt funktionéiert. An de Conseil d'administration ass effektiv domadder befaasst, och elo déi nei Persoun do ze rekrutéieren. Do ass awer effektiv de Conseil d'administration, deen domadder befaasst ass.

Wat Är zweet Fro ubelaangt: Et ass effektiv esou, datt d'Gesetz vum Fonds national de la recherche elo dat eelste Gesetz ass. Dat ass vun 1999, also huet dat domadder schonn elo 25 Joer an et gouf am Fong 2014 nach eng Kéier just liicht ugepasst. Duerfir musse gewësse legislativ Upassunge gemaach ginn, déi et och erlaben, dann och duerno dat Gesetz am Fong deenen neien Erausfuerderungen unzepassen, an da kënnen dee Moment och inhaltlech Ausriichtunge gemaach ginn.

D'Fuerschung leescht effektiv en zentrale Bäitrag, fir déi aktuell Defien unzegoen, wéi Der schonn an Ärer Fro gesot hutt. Dat sinn effektiv Ännerungen an den ekologeschen, societallen an ekonomesche Beräicher souwéi och an der Digitalisatioun, an der Dateverschaffung, an der Kënschtlecher Intelligenz. Duerfir muss dat Gesetz, vu datt dat elo scho 25 Joer huet, nei iwwerschafft ginn, fir och dem Fonds national de la recherche ze erlaben, deene méi komplexen Aufgabe kënne gerecht ze ginn. Dorënner falen dann zum Beispill d'Sécherstelle vun der Exzellenz an der Fuerschung, déi méi konsequent Ëmsetzung a Qualitéitssécherung am Beräich vun dem Transfert vu Fuerschungsresultater an d'Gesellschaft an an d'Industrie esouwéi och d'Erfaasse vun de Resultater vun dem Fuerschungsekosystem. Et geet also hei drëm, de Fonds national de la recherche besser opzestelle fir d'Zukunft.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 64 vum Här Gérard Schockmel un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Ëmfro zum Impfschutz 2023. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 64 du 2 mai 2024 de M. Gérard Schockmel relative à l'enquête de couverture vaccinale 2023, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**M. Gérard Schockmel** (DP) | Merci, Här President. 2023 gouf eng Enquête de couverture vaccinale zu Lëtzebuerg duerchgefouert. Wéini gëtt dës Enquête publizéiert a wat sinn déi wichtegst Resultater vun dëser Enquête? Huet sech dës Enquête och 2023 just op Kanner konzentréiert? Wa jo, ass envisagéiert, och eng Enquête de couverture vaccinale fir d'Gesamtbevëlkerung duerchzeféieren? A firwat gouf elo am Mäerz eng separat Enquête iwwert d'Impfung géint den HPV lancéiert? War déi an der Enquête vun 2023 net inclus? A wann net, aus welche Grënn?

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Schockmel. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci och fir déi Fro. Mir féieren zënter 1996 esou Enquêten duerch an dat do ass déi sechst, déi elo duerchgefouert gëtt. Déi Enquêtë sinn ëmmer bei Kanner, déi tëschent 25 Méint an 30 Méint al sinn, fir sécher ze sinn, wéi d'Couverture vaccinale ass, well mer en l'absence vun engem Carnet de vaccination électronique elo drop ugewise sinn, iwwer esou Enquêten ze fueren.

D'Resultater vun där Enquête, déi elo 2023 duerchgefouert ginn ass, wäerten Enn vum Summer, ugangs Hierscht 2024 disponibel sinn. Éier déi definitiv Resultater do sinn, kommunizéiere mer och näischt, wat provisoresch ass. Mir kënnen awer soen, datt aus de leschten Enquêten ëmmer ervirgaangen ass, datt zu Lëtzebuerg d'Couverture extreem héich ass, a besonnesch bei de Kanner, déi hei zu Lëtzebuerg op d'Welt komm sinn, hu mer eng Couverture vun iwwer 95 % bei de meeschte Risiken.

Dës Etüd huet sech 2023, wéi gesot, wéi ëmmer op d'Kanner bezunn tëschent 25 an 30 Méint an et ass net virgesinn, dat op d'ganz Bevëlkerung auszeweiten. Éischtens ass et e Käschtepunkt an zweetens mécht et och net vill Sënn, well et ass haaptsächlech bei klenge Kanner, wou déi Krankheeten, géint déi geimpft gëtt, Schued wäerte maachen.

Déi Enquête, déi elo fir den HPV duerchgefouert ginn ass, huet musse sonner duerchgefouert ginn, well dat eng aner Alterskategorie ass. Do si Kanner a jonk Leit tëschent 9 an 20 Joer concernéiert, an duerfir ass déi sonner duerchgefouert ginn. Dat war alles, wat ech dozou wollt soen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zur Fro Nummer 65 vum Här Sven Clement un den Här Inneminister iwwert d'Rembourssementer, déi am Artikel 39 vum Gesetz iwwert den Zivillschutz virgesi sinn. Här Clement.

**– Question n° 65 du 2 mai 2024 de M. Sven Clement relative à l'application de l'article 39 de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Chamber huet sechs Méint, éier ech Deel vun der Chamber gouf, am Mäerz 2018, nach e Gesetz iwwert den Zivillschutz gestëmmt. An do hu se, fir eis Benevollen ze entschiedegen an hinnen u sech eng Opmierksamkeet zoukommen ze loossen, am Artikel 39 virgeschriwwen, datt d'Leit, déi beim CGDIS sinn, sech hir Pension complémentaire am Kader vun engem Régime de prévoyance vieillesse zu engem Deel kënne rembourséiere loossen. An de Legislateur, deen huet derbäigeschriwwen, datt dat „exempt d'impôts“ wär.

Elo ass et awer esou, datt an deene leschte Joren do awer eng ganz Rëtsch Problemer opkomm sinn. Esou ass et zwar, datt d'Ausbezuelen exempt d'impôts ass, datt sech awer hannendrun – soe mer mol ganz léif – Interpretatiounsdifferenzen opgemaach hunn, wéi dann dee Remboursement duerno ze traitéiere wär, wat zu engem gewëssene Frust féiert, deen och scho beim Département des finances vum CGDIS awer opgeschloen ass, déi awer och näischt aneres kënne soe wéi: „Went Iech erëm zréck un déi, déi responsabel dofir sinn!“ An dat ass de Legislateur respektiv d'Regierung, déi jo do eng gewësse Weisungsbefugnis huet.

An dofir wollt ech u sech haut profitéieren, fir den Inneminister ze froen, ob him déi Problemer bekannt sinn, déi Interpretatiounsdifferenzen zwëschent sengem Haus an dem Haus vum Finanzminister, an zweetens, wat e plangt ze maachen, ob e plangt eppes ze maachen, fir déi ze léisen, oder ob en der Meenung ass, datt dat, wéi et bis elo gehandhaabt gëtt, esou dee richtege Wee ass.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Dann ass d'Wuert fir den Inneminister. Här Inneminister.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci fir déi Fro. An ech kann direkt den Här Clement berouegen: De Problem ass gereegelt.

*(Interruption par M. Sven Clement)*

Vläicht awer eng Kéier zum Kontext. Wéi Der richteg gesot hutt: Mam Gesetz vun 2018 sinn eng Rei Moossname virgesi ginn, fir d'fräiwëlleg Pompjeeën ze ënnerstëtzen. An eng vun dëse Mesüren ass do eeben, datt e fräiwëllege Pompjee kann eng Zousazpensioun oder eng Zousazkrankeversécherung ofschléissen. Dee Montant ka sech op maximal 3.200 Euro belafen. A vun deem Montant rembourséiert de CGDIS da 50 %.

Vläicht e puer Zuelen: Bis 2023 sinn 1.350 Demanden erakomm. Den Total vun de Rembourssementer beleeft sech op 1.290.000 Euro. Den duerchschnëttleche Remboursement beleeft sech op 956 Euro, well net jiddwereen eeben dee gesamte Montant hëlt. Am Artikel 39 vum CGDIS steet, dass de Remboursement fir d'Pompjeeë steierfräi ass.

Wat war elo geschitt? Huele mer dat konkreet Beispill vun dem maximale Montant vun 3.200 Euro. Dat heescht, do kritt dann een 1.600 Euro zréck, a 1.600 Euro bezilt en zréck. Do waren eng Rei Leit, déi, obwuel se 1.600 Euro vum CGDIS zréckkritt hunn, awer de Gesamtmontant vun 3.200 Euro, a mengem Beispill elo, deklaréiert hunn, fir de gesamte Montant steierfräi ze kréien. Verschidde Steierbüroen hunn dat dunn och esou gemaach. Aner Steierbüroen hunn dat gemaach, wéi et am Fong hätt solle sinn: 1.600 Euro kréien ech vum CGDIS zréck, da kann ech deen net och nach eng Kéier froen, datt e steierfräi ass; an déi aner 1.600 Euro waren da steierfräi. Déi Problematik ass bekannt an de CGDIS huet och mat de Steierbüroe gekuckt, fir dat elo eeben uniform ze reegelen, esou wéi et am Gesetz virgesinn ass. An dat ass och gemaach ginn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 66 vun der Madamm Nathalie Morgenthaler un den Här Inneminister iwwert d'Aféierung vun enger lokaler Police. Madamm Morgenthaler.

**– Question n° 66 du 2 mai 2024 de Mme Nathalie Morgenthaler relative à la mise en place d'un corps de police locale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV) | Merci, Här President. Den Här Inneminister huet jo ugekënnegt, nach virun der Grousser Vakanz e Pilotprojet vun

enger sougenannter „Gemengepolice“, dat heescht enger Unité de police locale, an der Stad Lëtzebuerg an an der Stad Esch wëllen anzesetzen.

An deem Kontext wollt ech dem zoustännege Minister Gloden e puer Froe stellen: Wou ass de Pilotprojet aktuell drun? Wéi gëtt dëse Pilotprojet vun der Unité de police locale a beide Stied an der Praxis ëmgesat? Wéi setzt sech déi Unitéit zesummen? Wat ass hiren Aufgabeberäich? Wéini soll de Bilan vun dëser Phas gezu ginn? An zu gudder Lescht: Ass och scho gewosst, wéi et herno an anere Gemenge kéint virugoen, virun allem och, ob sech dës musse finanziell bedeelegen, wa si dann och esou eng Unitéit wëllen?

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Morgenthaler. Här Inneminister, dann ass et erëm un Iech.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci fir déi Fro. D'Madamm Deputéiert Morgenthaler ass hirer Zäit viraus, well muer hunn ech nach eng Aarbechtssitzung mat der Madamm Buergermeeschtesch vun der Stad Lëtzebuerg a mam Buergermeeschter vun der Stad Esch. Ech kann Iech awer op Är Froen äntwerten.

Ech mengen, de Mot d'ordre ass „Visibilitéit, Proximitéit a Preventioun“. An ech mengen, Dir wësst, datt mer elo 90 Netto-Plus-Polizisten op den Terrain kréien, an duerfir profitéiere mer dovunner, fir elo e Pilotprojet an deenen zwou gréisste Gemenge vum Land ze lancéieren, fir ze kucken, wéi een dat kann um Terrain praktesch ëmsetzen.

Wat ass et net? Et ass net eng Police niewent der Police. Dat liesen ech ëmmer erëm. Et si Poliziste vun der Police, et si Patrullen. D'Zuel vun de Patrulle wäert ech mat de Gemengen diskutéieren. Dee Projet leeft entweeder elo am Juni oder spéitstens uganks Juli un. An dee Pilotprojet soll emol fir eng Period vu sechs Méint lafen, fir dann déi éischt Konklusiounen aus der praktescher Ëmsetzung ze zéien, fir dann e Projet de loi kënnen ze schreiwen.

Déi Polizisten, déi dann am Kader vun deem Pilotprojet do patrulléieren, kréien och e Badge als Police locale, fir datt d'Leit dat gesinn. Hir Kompetenze sinn déi am Kader vum Ordre public local, dat heescht déi Kompetenzen, déi de Buergermeeschter huet. Hei am Pilotprojet ass virgesinn, datt de Buergermeeschter sech reegelméisseg mam responsabele Kommissär gesäit, fir ze soen: „Do an do sinn d'Problemer, wannechgelift intervenéiert am Ordre public local!“

Elo stellt sech d'Fro: Wat geschitt, wann eng Patrull vun der Police locale hei am Kader vum Pilotprojet dann eng Infraktioun gesäit, déi elo net am Ordre public local ass? Da ruffe se natierlech hir Kolleegen an déi kommen dann déi Infraktioun ophuelen. Wat och ganz kloer ass: Niewent der Unité de police locale wäerten och weiderhi Poliziste patrulléieren an den Uertschaften, net nëmmen an deenen zwou Uertschaften, déi ech elo genannt hunn, an deenen zwou Gemengen, mee déi och fir all dat anert weider zoustänneg sinn. Et ass elo net, datt just déi patrulléieren, mee och nach, wéi gesot, déi aner Polizisten.

Et ass och ugeduecht, fir dat eebe méi visibel ze maachen, op strateegesche Plazen emol eng Policecamionnette oder e Policeauto ze stationéieren. Et ass virgesinn, datt dee Pilotprojet elo mol fir sechs Méint leeft an datt een da kuckt, wat een do als Schlussfollgerung kann dorauser zéien.

Eng wichteg Fro, déi ech och ëmmer gestallt hunn – ech zéie jo elo duerch d'Land, wou ech den Tour bei de Gemenge maachen –, ass: Wann d'Police locale kënnt, ass dat e Käschtepunkt fir d'Gemengen? Do kann ech haut soen, datt dat kee Käschtepunkt wäert sinn. Dat leeft iwwert de Budget vun der Police.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Inneminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 67 vun der Madamm Francine Closener un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Noutënnerdaachstrukture fir Jugendlecher. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 67 du 2 mai 2024 de Mme Francine Closener relative aux structures d'hébergement d'urgence pour jeunes, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Jugendlecher, déi doheem d'urgence mussen eraus an enzwousch anescht mussen ënnerdaach kommen, sinn an enger ganz ellener Noutsituatioun, net nëmme materiell, mee natierlech och psychesch. Wann een als Jonke säin Doheem, seng Famill muss verloossen, well ee vernoléissegt gëtt, well Gewalt am Spill ass, Drogen oder aner ontragbar Situatioune sech ofspillen, dann ass dat jo schonn en Drama a sech.

Duerfir ass et ëmsou méi alarmant, datt et fir déi Jugendlech, déi an esou enger Noutlag sinn, am Éislek u Strukture feelt, wou se adequat kënnen opgeholl an encadréiert ginn. Et ass alarmant, wa Professioneller aus dem psychosoziale Beräich dee Manktem un Noutstrukturen ëffentlech denoncéieren, esou wéi dat elo rezent an engem Reportage um 100,7 de Fall war. Rieds geet vu komplizéierte Prozeduren, duerch déi e Jonken an Nout net ënnerdaach kéim, awer virun allem geet rieds vu Plazmanktem, well dee ganzen Norden op eng eenzeg Struktur zu Ettelbréck ugewise wier, an déi wier dann och deementspriechend iwwerlaascht. Dee Manktem confirméieren de Réidener Jugendtreff, de Service Nordstadjugend, de Resonord an och de CePAS aus dem Wëlzer Lycée du Nord, also lauter Leit vum Terrain, déi jo wëssen, vu wat se schwätzen.

Dem Reportage no gesäit den Educatiounsministère awer keen Handlungsbedarf a verweist ënner anerem op d'Péitrusshaus, wat wuelverstane jo awer an der Staat ass an deementspriechend jo natierlech och keng Léisung ka si fir Jonker, déi zum Beispill zu Wolz oder zu Clierf an d'Schoul ginn, soss brauch ee sech och herno iwwert e Schoulofbroch net ze wonneren, an dat wëll jo hoffentlech awer keen.

Duerfir meng Froen un den Educatiounsminister, dee jo an engems och Logementsminister ass: Gesitt Dir effektiv keen Handlungsbedarf? Wéi vill Jonker sinn eigentlech op Waardelëschten? Wéi laang bleiwe se an der Moyenne a Jugendherbergen? Dat ass jo scheinbar och eng provisoresch Léisung. Wéi gi se betreit an esou enger Noutlag? A gëtt dru geschafft, fir Noutstrukturen auszebauen? A wa jo, fir wéini ass domadder ze rechnen?

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Closener. Dann ass et um Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend. Här Minister.

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, jo, et ass dacks eng Situatioun, déi esou verfuer ass, datt déi eenzeg Léisung, fir Rou am Liewe vun engem Jonken ze kréien, fir Stabilitéit am Liewe vun engem Jonken ze kréien, ass, datt en doheem eraus muss, dacks och schonn, wann e mannerjäreg ass. An duerfir ass et wichteg a richteg, datt mer Strukturen hunn. Mir hunn en engt soziaalt Netz, dat an deenen dote Situatiounen hëlleft, intervenéiert, probéiert ze stabiliséieren, vun – soe mer mol – de CePASen an de Schoule bis hin zur Santé mentale an de Spideeler, déi natierlech och do wäerte kënnen a mussen intervenéieren, wou jo och e Plang fir d'Santé mentale um Niveau vun der Santé an Ausaarbechtung an an Ëmsetzung ass.

Mir wäerten awer weiderhi souwuel fir Mineurë wéi och fir Majeurë musse kucken, wat mer hunn a wou mer et kënnen ausbauen. Mir hunn – ech wëll vläicht e kuerzen Iwwerbléck do ginn – den Accueil urgent en situation de crise fir Mannerjäreger, wa se vum ONE, vum Jugendgeriicht, vu Sozialträger da proposéiert kréien, fir eeben do ënnerdaach ze kommen a spezifesche Foyere fir Noutsituatiounen, déi natierlech dann och fir Noutsituatioune solle bereetgehale ginn. Mir hunn d'Péitrusshaus hei an der Stad Lëtzebuerg a mir hunn awer och eng ganz Rei vu Schoulinternater, déi mol punktuell och do kënnen Ofhëllef bidden, well do meeschtens Capacitéit fräi ass, a wann et da wierklech keng aner Solutioun sollt ginn, och dat eng Méiglechkeet ass, op d'mannst eng Iwwergangsméiglechkeet ass, fir e Jonken ënnerdaach ze kréien.

Mir hunn och eng ganz Rei vu Strukturen an et war eigentlech eng vun de grousse politesche Prioritéiten och am Laf vun deene leschte Joren, déi sech u jonk Majeurë riichten. An dat geet vu Bongen „d'hébergement d'urgence“, déi ee ka kréien, déi fir eng Iwwergangszäit dann och eng Ënnerbréngung a Jugendherbergen effektiv mat sech bréngen. Do erëm wuelverstane fir eng Iwwergangszäit, fir akut a schnell kënnen ze reagéieren a sech dann Zäit ze ginn, en Encadrement op d'Been ze setze respektiv eng aner Plaz dann och ze fannen. A mir wäerten och Strukture weider ausbauen. Dir schwätzt vum Norde vum Land. Ënner anerem eeben och an der Nordstad si fënnef weider Plaze geplangt als Noutwunnengen, déi dann d'urgence och solle kënne beluecht ginn.

Mir hu fir Erwuessener awer och zwou aner Wunnformen, déi do disponibel sinn. Eng Kéier ass et de SLEMO, wat e Logement encadré ass, wou also méi e staarken Encadrement deem Jonke weiderhi gebuede gëtt, wou en net nëmmen eng Wunneng kritt, dee jonken Erwuessenen, mee och en Encadrement, fir eeben och ze kucken, datt en am Liewe Fouss faasst, datt e seng Ausbildung ofschléisst, d'Transitioun an d'Beruffswelt ka gelengen, respektiv datt en eeben och, wat de Punkt vun der mentaler Gesondheet ubelaangt, do kann en entspriechend Accompagnement kréien. Mir hunn haut 504 Plazen als SLEMOs-Wunnenge queesch uechtert d'Land a mir schreiwen der pro Joer – et kann een esou soen – 50 weiderer aus, wou da vu sozialen Träger kënne Propose gemaach ginn, wou an ënner wat fir enger Form dann do weider SLEMO-Wunnenge kënne geschafe ginn. Déi riichte sech an aller Reegel u Jonker tëschent 16 a 27 Joer.

Mir hunn donieft awer och e Programm, dee ganz staark ausgebaut gouf déi leschte Joren, nämlech dee vum Jugendwunnen. Déi riichte sech u jonk Erwuessener vun 18 bis 27 Joer. Wann een do kuckt, wéi vill där Wunnenge mer 2017 haten, da waren dat der 42 fir Jonker, an hei sinn et der haut, am Joer 2024, 316. Dat weist nach eng Kéier dee groussen Effort, deen do gemaach ginn ass fir Wunnengen, déi wierklech dediéiert sinn u jonk Erwuessener, wou net deen intensiven Encadrement mat derbäi ass, wuelverstanen, mee wou awer och kann natierlech eng Situatioun deblockéiert ginn, wou een einfach doheem net méi kann, net méi wëll bleiwen an awer hei Wunnenge ka fannen, déi bezuelbar sinn,

wou Jonker sech dann och kënnen do eng Stabilitéit erlaben, fir hire Liewensprojet als jonken Erwuessenen da weider kënnen ze poursuivéieren. Mir hunn och am Norden – well Der dat spezifesch ugeschwat hutt – e Projet vu weiderem Jugendwunnen zu Wolz, eng Kéier 28 Plazen.

Ech wëll vläicht kuerz awer och nach eng Kéier soen, wou d'Demanden hierkommen, well et ass elo hei vum Norde geschwat ginn. Mir hunn awer relativ wéineg Demanden aus dem Norden. Vun deenen Demanden, déi kommen, sinn der just 7,5 % aus der Nordregioun. Et sinn der 37 % aus der Südregioun, 31,5 % aus der Zentrumsregioun. Jo, bei engem Fënneftel ass och geografesch gesinn net kloer ze determinéieren, vu wou datt se hierkommen, mee et weist awer, datt am Süden an am Zentrum d'Demande am gréissten ass. Netdestotrotz hu mer awer eng ganz Rei vu Projeten och an der Nordregioun, déi weider wäerten entwéckelt ginn.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 68 vun der Madamm Carole Hartmann un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Psychotherapie. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 68 du 2 mai 2024 de Mme Carole Hartmann relative à la psychothérapie, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. Madamm Minister, wärend der Pandemie ass et, fir Kontakter ze vermeiden, méiglech ginn, fir Teleconsultatioune bei Dokteren, Zänndokteren, Hiewanen, Dieteticiennen, awer och Orthofonisten ze maachen an dës och op Basis vu spezifeschen Ordonnancë vun der Direction de la santé remboursséiert ze kréien. De viregte Sozialminister hat ënner anerem op Nofro vun der Madamm Adehm an enger Question parlementaire gesot, dass onofhängeg vu Covid-19 e generelle Kader fir Teleconsultatioune soll geschaf gi mat klore Reegelen a Konditiounen, fir dës Consultations à distance och kënnen ze assuréieren an och ze rembourséieren.

Dozou hätt ech follgend Froen: Wéi ginn aktuell d'Teleconsultatioune gehandhaabt? Gi se rembourséiert? A wa jo, op wéi enger Basis? Leeft et do weider nom Kader, deen an der Pandemie geschaf gouf? A gëtt och weider un engem generelle Kader geschafft, fir en Teleconsultatiounen-Remboursement virzegesinn?

An der Fro vun der Madamm Adehm war et méi spezifesch ëm d'Psychotherapie gaangen, well ab dem 1. Februar 2023 e Remboursement fir psychotherapeutesch Rendez-vousen assuréiert gëtt, awer net preziséiert war, ob dat och fir d'Teleconsultatioune gëllt. D'Äntwert deemools war Nee, dat heescht, dass d'Teleconsultatiounen u sech net virgesi sinn, mee dass eeben dee generelle Kader soll kommen.

Dozou hunn ech eng zweet Serie u Froen: Wéi ass dat haut? Kënnen d'Teleconsultatioune bei Psychotherapeute rembourséiert ginn? Wéi stitt Dir, Madamm Minister, generell zum Remboursement vun Teleconsultatioune bei Psychotherapeuten? Zu gudder Lescht: Wann Dir Zuelen hutt, kéint Dir eis nach soen, wannechgelift, wéi vill Leit säit 2023, säit den Dispositif en place ass, eng Psychotherapie bis haut rembourséiert kritt hunn?

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Jo, merci och fir dës Fro an d'Prezisiounen zu enger anerer Fro, déi gestallt gouf. Den Dispositif Teleconsultatioun ass eigentlech agefouert ginn an engem Environnement, wou mer sanitär Problemer haten, fir ze verhënneren, datt d'Praxisse voll wären. A wéi ech meng Nominatioun krut de 17. November, du war eng éischt Urgence, datt d'Teleconsultatioun sollt Enn Dezember auslafen opgrond vun enger Ordonnance vum Direkter vun de Santé. Dat ass kee Gesetz, dat ass keng Nomenclature. A wann dat dann ausgelaf wier, dann hätte mer am Januar d'Praxisse vollsëtze gehat. A mir woussten nach net sécher, ob do eng Grippewell géif kommen an esou weider. Dunn ass dat mol verlängert ginn. Et ass verlängert gi bis den 30. Juni. Dat heescht, ab dem 30. Juni kënne mer d'Ordonnance lo wierklech net méi verlängeren, well den 30. Juni si mer warscheinlech, esou wéi et haut ausgesäit, net an enger Pandemiesituatioun, an duerfir wäert déi dann auslafen.

Bis dohinner hu mer awer kee legale Kader stoen, fir déi Teleconsultation générale en place ze setzen. D'Diskussioune sinn effektiv ugefaange ginn ënnert der leschter Regierung a sinn awer net aboutéiert. Si gi sech net direkt eens, wat „Teleconsultatioun" heescht, wéi et soll definéiert ginn. An déi Aarbechte lafe weider. De Groupe de travail ass nach ëmmer amgaang ze schaffen. Ech kann och nach keen Delai nennen, an deem dann definitiv eng Teleconsultatioun wäert do sinn.

Fir d'Psychotherapeute si mer nach ëmmer an der Situatioun, datt do souwisou d'Teleconsultatioun net applikabel wär, well déi keng spezifesch Nomenclature huet. An do sinn och d'Verhandlungen amgaangen, fir déi ganz Nomenclature Psychotherapie opzeschaffen opgrond vun der Konventioun, déi soll ausgehandelt ginn.

Zënter Februar 2023 hu mer am Ganzen 12.500 Patiente gehat, déi vun enger Psychotherapie Gebrauch gemaach hunn. Dat ass e Käschtepunkt vun ongeféier 600.000 Euro de Mount. An et si permanent en consultation ëm déi 2.500, 3.000 Leit de Mount. Dat heescht, Dir gesitt, et sinn immens vill Leit, déi permanent en consultation sinn, soss wier déi Zuel vun 12.500 vill méi héich.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zur Fro Nummer 69 vum Här Jeff Engelen un d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau iwwert d'Vermeidung vun Ammoniakemissiounen an der Landwirtschaft. Här Engelen.

**– Question n° 69 du 2 mai 2024 de M. Jeff Engelen relative à la prévention des émissions d'ammoniac dans l'agriculture, adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture**

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Ech géif heimadder gären eng Fro un d'Madamm Landwirtschaftsminister stellen am Hibléck op eng amtlech Mitteilung vum Juli 2022 vun den deemolege Ministeren, der Madamm Welfring an dem Här Haagen. Et geet ëm fënnef verschidde Moossnamen, fir Ammoniakemissiounen an der Landwirtschaft ze reduzéieren. Ënner anerem soll de Prallteller fir d'Ausbréngung vun der Gülle ab 2024 verbuede sinn.

Eng Rei Bauere sinn an deem Kontext u mech erugetrueden, well si sech onsécher waren, ob all déi Mesüre schonn a Kraaft sinn oder net. Mir hunn och selwer um Internet deemools näischt fonnt. An de Baueregewerkschaftszeitunge war och näischt Deementspriechendes ze liesen. Et muss ee jo wëssen, datt d'Bauere Planungssécherheet brauchen an esou eng Ëmstellung net vun haut op muer geet.

Elo si mer rezent gewuer ginn, dass de betreffende Projet um Instanzewee ass, dat heescht, en ass nach net a Kraaft. Duerfir wollt ech d'Madamm Minister froen, wéini si dermat rechent, datt all dës Mesüren a Kraaft trieden. Doriwwer eraus wéilt ech d'Madamm Minister froen, ob a wéi d'Baueren am Virfeld doriwwer informéiert ginn, fir datt si awer genuch Planungssécherheet an der Zukunft hunn.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engelen. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Merci, Här President, an och merci dem Här Engelen fir dës Fro. Also ech ginn emol dovunner aus, datt déi zwee Ministeren – ech weess net, wat se geduecht hunn, wéi se de Communiqué gemaach hunn; ech hunn deen och elo mol de Moien erausgesicht – wollte fir Planungssécherheet suergen an datt se dofir sou fréi kommunizéiert hunn.

Elo ass et awer esou: Éischtens emol läit de Projet de règlement grand-ducal ënnert der Verantwortung vum Ëmweltminister an ass eréischt am Oktober 2023 vum Regierungsrot ugeholl ginn an deen ass nach um Instanzewee. Duerfir ass et elo relativ kloer: Éischtens, de Pralltellerverbuet steet zwar do dran, den Avis vum Staatsrot ass awer nach net do. A soulaang wéi de Règlement grand-ducal nach net publizéiert ass, gëllt en nach net. Mee ech denken awer, datt et extreem wichteg war, datt d'Informatioun matzäit eraus war, datt d'Leit wëssen: „Soubal wéi de Règlement grand-ducal do ass, dann ass et fäerdeg mam Prallteller."

Dat anert sinn d'Investissementer, d'Bäihëllefen. Do ass et kloer: Dat, wat an eisem Gesetz steet, zielt, datt een u sech ab 2024 just nach fir Schleppschung an Injektoren eng Bäihëllef kritt an dat och mat engem Top-up vun 20 %. An déi 20 %, déi gëtt et just oder sinn et just gi bis déi éischt Selektioun vun 2024 mat. An ech kann Iech soen: Do si ganz, ganz vill Baueren, déi e Schlitzinjektor kaaft hunn an déi dann och do hir Bäihëllef accordéiert kritt hunn. Duerno, no dëser Selektioun, gëtt et just nach en Top-up fir 10 %, awer eng Bäihëllef fir Prallteller gëtt et net méi. Also dat ass fäerdeg.

Dat selwecht gëllt da fir d'Agrarëmweltmoossnamen. Do ass et jo esou, datt een u sech soll e positiven Incentive gi fir eppes, wat ee méi mécht. Dat heescht, wann de Pralltellerverbuet bis do ass, dann ass just nach de Schleppschlauch dat mannst, wat erlaabt ass. Dofir kritt ee keng Agrarëmweltmoossnamen, dat heescht, an deenen neie Kontrakter gëtt et just nach Bäihëllefe bei den Agrarëmweltmoossname fir Schleppschung a fir Injektoren. Bei deene lafende Kontrakter, soubal wéi de Règlement grand-ducal do ass, ginn dann och déi Konditiounen applizéiert.

Dann d'Güllebehälter ofdecken. Dat war och virgesi bis den 31. Dezember 2024. Dat ass zwar nach elo, mee do hunn d'Bauere Schwieregkeeten, well se d'Leit net erbäikritt hunn, fir den Deckel ze maachen. An do ass um Landwirtschaftsdësch festgehale ginn, datt deen Datum géif no hanne geréckelt ginn op den 31. Dezember 2025. Dat heescht, an deem Punkt muss d'Reglement, soubal wéi et do ass, erëm eng

Kéier ugepasst ginn. Mir hunn an eisem Agrargesetz dann och virgesinn, datt mer do déi zousätzlech Bäihëllef och ëm ee Joer verlängeren.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zur leschter Fro vun haut, der Fro Nummer 70 vun der Madamm Alexandra Schoos un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert de Monopol vum LNS, wat verschidden Analysen ugeet. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 70 du 2 mai 2024 de Mme Alexandra Schoos relative au monopole du LNS concernant certaines analyses, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Merci, Här President. Madamm Gesondheetsminister, säit e puer Joer huet den LNS de Monopol, wat déi pathologesch a geneetesch Analysen an der Humanmedezinn hei zu Lëtzebuerg betrëfft, an dëst ass och gesetzlech verankert. Déi Servicer ginn och vun der CNS finanzéiert an eng Konventioun tëschent dem LNS an der CNS gouf ofgeschloss, déi ënner anerem als Bedéngung virgesäit, dass eng Akkreditatioun vun de Laboe virläit.

Bis dato ass awer – op d'mannst menges Wëssens no – d'Pathologie nach net akkreditéiert. Derbäi kënnt, dass d'Fristen immens laang sinn, wat d'Analyse betrëfft, an der Geneetik souguer bis zu zwee Joer, ass mer matgedeelt ginn.

Als Mesür, fir d'Fristen ze verkierzen, hutt Dir op d'parlamentaresch Fro vum Här Di Bartolomeo geäntwert, dass d'Aarbechtsprozesser an d'Aarbechtsorganisatioun vun deene Servicer iwwerschafft musse ginn an dass, fir kuerzfristeg ze handelen, samschdes geschafft soll ginn an d'Prouwen deelweis och an auslännesch Laboe geschéckt solle ginn.

Dohier géing ech der Madamm Ministesch gär folgend Froe stellen: Soll de Monopol fir den LNS bestoe bleiwen, wat dës Analyse betrëfft, zemools ënnert der Berücksichtegung vun der feelender Akkreditatioun an dem Retard chronique vun dësen Analysen?

Wat ass d'Positioun vun der Regierung zur Iwwerleeung, dass och aner Laboen hei zu Lëtzebuerg d'Analyse missten duerchféiere kënnen an dierfen, op d'mannst déi pathologesch Analysen?

Wéi ass d'Positioun vun der Regierung zur Iwwerleeung, dass d'Dokteren d'Prouwen och direkt an auslännesch Laboe schécke kéinten, fir méi séier Resultater ze kréien?

An zum Schluss: Wat géing dat mat sech bréngen um Niveau vum Remboursement vun dësen Analysen duerch d'CNS?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Schoos. An dann ass d'Wuert fir d'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci fir dës Fro. Den LNS war natierlech e bëssen an de Schlagzeilen. Mir sinn amgaang, e strateegesche Plang opzestellen, fir déi nächst Jore besser dozestoen. An zu deem strateegesche Plang gehéiert och, d'Gesetz iwwert den LNS op de Leescht ze huelen.

Wa mer d'Gesetz vum LNS op de Leescht huelen, da gëtt bestëmmt iwwert de Monopol nogeduecht. An notamment an der Pathologie, wou mer elo schonn eng Rëtsch Saachen erausginn un auslännesch Instituter, wäerte mer kënne mat de Laboen hei am Land diskutéieren, wéi eng datt si mengen, datt se kapabel sinn ze stemmen a wéi eng net.

Mir wäerten awer sécher net derzou iwwergoen, alles ausserhalb ze maachen, well eng Rëtsch vun deenen Analyse si komplex a komplizéiert an interesséiere privatwirtschaftlech organiséiert Laboe guer net, well se do héich spezialiséiert Personal mussen hunn an net genuch Masse critique hei zu Lëtzebuerg hunn, fir déi Analysen ze maachen.

Zu den Delaien: Déi sinn amgaang, erofgesat ze ginn, an dat, wat ugekënnegt gi war an där Question parlementaire, gëtt ëmgesat. Fir permanent ze erlaben, Analysen am Ausland ze maachen, huele mer och an eis Iwwerleeunge mat eran, mee do gëtt et dann e Problem bei der Ofrechnung. Warscheinlech mussen do mat der Krankekeess nei Prozesser en place gesat ginn, esou wéi wann ee sech an d'Ausland behandele loosse geet. Mee alles dat ass Zukunftsmusek. Mir stellen elo de Plan stratégique op a wäerten déi Iwwerleeungen do mat eranhuelen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch. Domat wäre mer dann um Schluss vun eiser Froestonn vun haut ukomm.

## 6. Question élargie n° 7 de M. Dan Biancalana relative à la réforme des finances communales

Dat heescht awer net, datt mer fäerdeg si mat de Froen, well et sinn nach Question-élargien haut um Ordre du jour. An déi éischt dovunner, dat wär déi erweidert Fro Nummer 7 vum Här Dan Biancalana iwwert d'Reform vun de Gemengefinanzen. Ech wëll just rappeléieren, datt den Auteur vun der Fro 5 Minutten Zäit huet, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister, wann en da wëllt, seng Zousazfro ze stellen, an datt d'Regierung 10 Minutten Zäit huet. Här Biancalana, elo ass et un Iech.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am aktuelle Koalitiounsaccord steet, datt d'Regierung géif eng Analys an eng Evaluatioun vun der Reform vun de Gemengefinanze vum Joer 2017 maachen, dëst mam But, de Gemengen eng méi grouss finanziell Flexibilitéit ze ginn.

Als Éischt, mengen ech, muss een drun erënneren, datt déi lescht Regierung eng onofhängeg Analys an Evaluatioun vun der Reform vun de Gemengefinanze maache gelooss huet, nämlech bei der Zentralbank. An déi huet an hirem Rapport am Joer 2021 geschlussfollgert, datt d'Objektiver – deementspriechend Sënn an Zweck vun der Reform –, also méi Stabilitéit, méi Solidaritéit a méi Gerechtegkeet am Verdeelungsprinzipp tëscht den a fir d'Gemengen, erreecht gi sinn. D'Grondausriichtung ass deementspriechend also déi richteg.

Wann also elo eng Analys an eng Evaluatioun solle gemaach ginn, da wéilt ech mol vläicht als Alleréischt vum Minister wëssen, ob dat dann elo eng politesch Analys an Evaluatioun soll si respektiv wat Är Aschätzung ass vun der neutraler an objektiver Evaluatioun vun der Zentralbank.

De Principe de connexité, deen neierdéngs an der Verfassung verankert ass – an dat ass och ganz gutt –, spillt natierlech bei de Gemengefinanzen eng ganz wichteg Roll. Et ass awer och an deem Kontext ze ernimmen, datt am Fong déi genannte Reform vun 2017 eng Rei Elementer bewierkt huet. Laang, mengen ech, gouf virun 2017 am Fong vun enger Gemengefinanzreform geschwat. An déi ass natierlech ëmgesat ginn duerch den deemolegen Inneminister Dan Kersch. An doduerch konnt natierlech och d'Aféierung vum Fonds de dotation globale des communes awer och en Deel vun der Gewerbesteier, déi um Territoire vun der Gemeng erschafft gëtt, ëmverdeelen. An och dat huet fir eng Stabilitéit gesuergt an de Gemengen.

An ee vun de wichtegste Krittären, deen och agefouert gouf, dat war de sozioekonomeschen Index, deen och natierlech an de Gemengen agefouert gouf am Kader vun der Schoulorganisatioun, fir de Contingent ze definéieren, a wou natierlech dann och d'Sue bei de Gemengen ukommen, déi méi geziilt, cibléiert Ausgaben am Sozialberäich hunn an och do ënnerhuelen. An am Kader vun der Reform fléisst jo natierlech och allkéiers eng Rei staatlech Gelder effektiv un d'Gemenge virun nieft dem Fonds de dotation.

D'Reform huet awer och derzou bäigedroen, datt d'Gemengen d'Coronakris am Fong besser iwwerstanen hunn, wéi dat urspréinglech erwaart gouf. D'Gemengen hunn zu enger antizyklescher Politick bäigedroen an hunn natierlech och d'Investissementer héich gehalen, wat och erméiglecht huet, dass se sech deementspriechend och weiderentwéckelen. Mir wëssen awer, dass bei den aktuellen Entwécklungen d'Erausfuerderungen un d'Gemengen ëmmer méi grouss sinn. An ech mengen, an deem Kontext hunn ech och eng Question parlementaire un den Inneminister gestallt, fir engersäits och gewuer ze ginn, wat d'Gemengereserve sinn.

A wann een eng Géigeniwwerstellung mécht engersäits vun de Gemengereserven an anerersäits vun den Emprunte vun de Gemengen, kann een natierlech erausliesen, datt verschidde Gemengen haut besser dosti wéi anerer, wat awer natierlech och d'Effikassitéit vun der Reform op kee Fall a Fro stellt. Natierlech huet all Gemeng hir Spezifissitéiten an d'Reform huet och probéiert, fir dat um lokalen Niveau, um Niveau vun de Gemengen, ze verbesseren, nach méi eng gerecht Verdeelung virzehuelen am Kader vum Fonds de dotation globale des communes. Deemools waren et, mengen ech, 79 Gemengen, déi no der Reform méi Sue kritt hunn. Natierlech gouf gläichzäiteg och e Kompensatiounsmechanismus agefouert, fir e Gläichgewiicht ze halen.

Bon, elo am Joer 2023 respektiv 2024 stinn nei Revendicatiounen am Raum, fir am Fong dann déi Reform hei ze iwwerschaffen. An och an deem Kontext huet den Inneminister d'lescht Woch op der RTL-Antenn gesot, dass e fir d'Speisung vum Fonds pour l'emploi effektiv och 2 % vun der Gewerbesteier vun de Gemengen afléisse loosse wéilt, awer och de Verdeelungsmechanismus vun der Population ajustée zur Diskussioun stéing. An et konnt ee jo och an der Press liesen, dass d'Gemenge Leideleng an och Nidderaanwen effektiv net Recht kritt hunn am Kader vum Arrêt vun der Cour administrative, souwuel bei der Population ajustée wéi och bei der Gewerbesteier.

De Verdeelungsschlëssel vun der 2017er Reform huet och probéiert, um Niveau vun der Gewerbesteier deene Gemengen och Gewerbesteier ze ginn, op deenen hirem Territoire aus verschiddene Grënn net vill Gewerbesteier produzéiert gëtt. Wann een also eng Reform mécht, muss een och e gewëssenen Equiliber behalen. Et ass natierlech och um Niveau vun den Aufgaben an och den Ausgaben, déi d'Gemeng hunn, e ganz sensibelen an delikaten Exercice. An et ass och, mengen ech, gutt, dass de Gemengesecteur, de Syvicol, hei deementspriechend och matagebonne gëtt.

Dofir wéilt ech an deem Kontext follgend Froen un den Inneminister stellen: Firwat muss Ärer Meenung no eng Evaluatioun vun de Gemengefinanze gemaach ginn? Oder wat feelt Iech an der besteeënder neutraler an onofhängeger Evaluatioun vun der Zentralbank? Respektiv wann Der eng zweet Evaluatioun wëllt maachen, gedenkt Der, och do nach eng Kéier den Optrag der Zentralbank ze ginn, fir eng onofhängeg Evaluatioun ze maachen?

Wann am Kader vun där Reform iwwer alles soll geschwat ginn, gëtt et do Punkten, déi Der net wëllt iwwerschaffen? Dat ass déi zweet Fro. Wat genee wëllt Der maachen, fir ze verhënneren, dass natierlech erëm effektiv eng ongerecht Verdeelung hei stattfënnt, esou wéi et virun 2017 war? Wéi gedenkt Der, de Krittär vun der Population ajustée ze iwwerschaffen, well deen an der Diskussioun steet?

An déi lescht Fro: Wat verstitt Der ënner enger méi grousser finanzieller Flexibilitéit, wëssend natierlech, dass d'Gemengenautonomie wichteg ass an awer och d'Gemengen obligatoresch a fakultativ Missiounen hunn?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Biancalana. D'Wuert ass elo fir den Inneminister. Här Inneminister.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Och merci dem Här Biancalana fir déi Question élargie. Staark Gemenge brauche staark Finanzen. A wéi et am Koalitiounsaccord steet, engagéiert dës Regierung sech och, fir de Gemenge finanziell Ënnerstëtzung ze ginn an eeben déi Gemengefinanzreform vun 2018 zesummen an éischter Linn emol mam Syvicol ze diskutéieren.

Wann ee vu Gemengefinanze schwätzt, ass dat, wat Dir, Här Biancalana, ugeschwat hutt, d'Reform vun 2018, fir mech an enger zweeter Etapp. Fir mech gëtt et kuerzfristeg Etappen an eng Etapp méi à moyen terme.

Fir d'éischt zu de kuerzfristegen Etappen: De Fonds de dotation globale des communes huet méi Recettë generéiert am 2024er Rectifié, wéi dat virgesi war. Doduerch kënne mer elo pro Tranche un d'Gemenge 15,84 Milliounen ausbezuelen. Dat ass den éischte Punkt.

Dann hutt Der de Fonds pour l'emploi ugeschwat. De Fonds pour l'emploi ass am Fong net gerecht, well nëmmen e puer Gemengen an dee Fonds pour l'emploi abezuelen. 2023 waren et 27 Gemengen, 2022 waren et der nach 28 an 2021 waren et 31 Gemengen. D'Situatioun huet derzou gefouert – fir just e puer illustrativ Beispiller ze ginn –, datt zum Beispill d'Gemeng Wickreng 1,7 Milliounen Impôt commercial krut. Se huet awer missen 2,3 Milliounen an de Fonds pour l'emploi abezuelen. Wäiswampech krut 1,6 Milliounen ICC, huet awer missen 1,7 Milliounen an de Fonds pour l'emploi abezuelen. D'Gemeng Park Housen huet 0,7 Milliounen, also 700.000, un Impôt commercial kritt an huet missen 1 Million an de Fonds pour l'emploi abezuelen. A Leideleng hutt Der genannt, déi och e Prozess gemaach hunn. Déi kréien 1,9 Milliounen Impôt commercial an hunn der awer missen 1,5 Milliounen nach an de Fonds pour l'emploi abezuelen.

An dat huet als Konsequenz, datt ech ëmmer méi oft ze héiere kréien – an Dir waart och op enger vun deene regionale Concertatiounen, déi den Inneminister mat de Gemengen huet –: „Firwat solle mir nach an Infrastrukturen investéieren, wou Betriber kommen, wa mer keen adequate Retour dovunner hunn?"

Dofir sinn ech frou, datt ech mam Kolleeg Aarbechtsminister – well et ass e Gesetz vun him, vum Fonds pour l'emploi – elo eeben de Projet de loi wäert an nächster Zukunft deponéieren, wou all Gemeng 2 % vum Impôt commercial abezilt. An dat ass notamment och mat dem Syvicol ofgeschwat ginn an ech si frou, datt mer do op dee Wee komme konnten.

Den drëtte Punkt ass déi Saach vun der Caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux. Do muss ech awer soen: Déi Problematik ass längst bekannt, datt déi grouss Defiziter schreift. Op d'mannst säit 2021 ass déi Problematik am Inneministère bekannt. Do ass awer leider net reagéiert ginn. Dach, et ass dorobber reagéiert ginn, andeem d'Gemengen eebe musse ganz vill abezuelen: 134 Milliounen direkt a 97 Milliounen iwwert de Fonds de dotation globale des communes.

An do hunn ech elo en Aarbechtsgrupp agesat, fir eeben doriwwer ze diskutéieren, fir eng Léisung ze fannen zesumme mam Staat. Do si Representantë vum Syvicol a vu mengem Ministère, fir datt mer do eng Léisung fannen, well et ka jo net sinn, datt mer do esou virufueren, well d'Gemengen dat éischtens och net packen an zweetens och e Pic war vu Leit, déi elo eeben an d'Pensioun gaange sinn. A jo – dat hunn ech och ëmmer op deene regionale Versammlunge gesot –, d'Gemengen hunn och déi lescht Zäit ganz oft Employéen agestallt amplaz Fonctionnairen an da kommen natierlech och manner Recetten eran.

Dann en nächste Punkt, wou ech wëll kuerzfristeg reagéieren, dat ass dee Fonds communal de péréquation conjoncturale. Dat ass deen Tablo, deen d'Gemengen alljoers geschéckt kréien, wou dann nach d'Montante stinn, déi d'Gemengen 1975 abezuelt hunn. An deem Fong gëtt et nach 52,5 Milliounen. Dat ass dee Fong, deen deemools agesat ginn ass, wéi d'Stolkris war. 1977 huet de Staat seng Sue schonn erausgeholl an d'Gemengen hunn och näischt méi duerno abezuelt. A vu datt d'Gemengen d'Sue brauchen, wëll ech och dee Fong souzesoe liberéieren, liquidéieren, datt d'Gemengen déi Suen zréckkréien, déi si an dee Fong abezuelt hunn. Dir gesitt dat jo am Tablo, deen d'Buergermeeschteren alljoers geschéckt kréien.

Dann e weidere Punkt, deen ech wëll maachen: Déi viregt Regierung hat am PDAT, am leschte vun 2023, festgehalen, datt Mondorf sollt e CDA (ndlr: Centre de développement et d'attraction) ginn an datt Nordstad sollt jo och e CDA ginn. Dofir hunn ech decidéiert – an dat och an Ofsprooch mam Finanzminister –, datt mer an d'Budgetsgesetz fir 2025 drasetzen, datt d'Gemengen Dikrech, Ettelbréck an Ierpeldeng zesumme 25 % kréien an datt Mondorf dann och 5 % derbäikritt, esou wéi dat och am PDAT virgesinn ass. Mir respektéieren do de PDAT vun 2023.

Dann e weidere Punkt, dee mer och scho fréier als Buergermeeschter um Häerz louch, dat ass déi Saach mat deenen Amortissementer bei de Gemengesyndikater. Bei verschiddene Gemengesyndikater muss zum Beispill d'Gemeng op där enger Säit investéieren, fir d'Infrastrukturen, déi gebaut ginn, ze finanzéieren, an op där anerer Säit muss se schonn Amortissementer bezuelen. Dat mécht gréisser Zommen, déi d'Gemengen dann net direkt zur Verfügung hunn. Ech mengen, et muss een och éierlech soen: Wann ech bis eng gréisser Infrastruktur gebaut hunn, da gëtt déi jo och net an e puer Joer ofgerappt an nei opgeriicht. An do wëll ech och zesumme mam Syvicol notamment kucken – do, wou et legal méiglech ass, well do si verschidden Direktive vu Bréissel, déi dat och festgeluecht hunn, déi Amortissementsprinzippien –, wéi mer dat kënnen iwwerschaffen, datt mer och do Sue fräikréien, déi d'Gemengen da kënnen huelen, fir direkt ze investéieren.

Dann deen nächste Punkt, dat sinn déi generell Subsiden. Do kann ech elo fir mäi Ministère schwätzen. Do hu mer och e Groupe de travail opgesat, och mam Syvicol zesummen. Dee siegéiert elo déi éischte Kéier den 8. Mee. Do geet et mer drëm, op där enger Säit d'Prozeduren ze vereinfachen, fir, wann d'Tranchen ausbezuelt ginn, déi méi schnell auszebezuelen, soudatt d'Gemengen net mussen onbedéngt e Prêt huelen. D'Prozedur vum Sportsministère – déi kennen ech nach als fréiere Buergermeeschter – ass do zimmlech gutt. Bei där Prozedur, do gëtt een, soubal een eng Rechnung bezuelt huet, se eran an hiren elektronesche System, si gëtt verifiéiert an et kritt een da mol schonn eng Tranche zréck. Dat evitéiert, datt d'Gemenge mussen ze vill Avancen ophuelen.

Da musse mer natierlech och eng Kéier iwwert d'Tauxe schwätzen, well – ech verrode jo kee Geheimnis hei – et ass alles méi deier ginn. Mäi Ministère gëtt zum Beispill Subside beim Bau vu Schoulen, vu Kierfechter, vun Ateliers communaux. A just fir Iech e Beispill ze ginn: Bei der Schoul gi mer 5.500 Euro pro Bëton-Meeterkaree. Doniewent kritt ee jo och nach Subside vun dem Educatiounsministère. Dat sinn alles Präisser, déi sinn net méi up to date an déi wëll ech och iwwerschaffen.

An dann zu der genereller Gemengefinanzreform: Bon, doduerch, datt ech hei schonn eng Rei Punkte gesinn hunn, muss een och objektiv feststellen, datt net alles esou gutt ass, wéi et ugekënnegt war, well soss wieren déi hei Problemer net opgetaucht. Ech wëll do fir d'éischt mam Syvicol, wou Dir jo och Member sidd am Büro, doriwwer schwätzen – ech hu keng virgefaasste Meenung – an dann opgrond vun den Diskussioune mam Syvicol kucken, wéi mer an där Evaluatioun vun der Gemengefinanzreform vun 2018 viruginn, an dann déi néideg Konklusiounen dorauser zéien. Mee elo an enger éischter Phas war et mer wichteg, kuerzfristeg de Gemenge finanziell ze hëllefen als Partner vun hinnen, mat deene kuerzfristege Reformen, déi ech hei genannt hunn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Huet den Här Biancalana nach eng Zousazfro?

*(Négation)*

Dat ass gutt, well Dir hätt am Fong keng Zäit méi dofir gehat.

*(Hilarité)*

Voilà, domat hätte mer dee Punkt ofgeschloss.

## 7. Dépôt d'une résolution par Mme Sam Tanson

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéits...

*(Interruption)*

A, pardon, jo, Dir wollt eng Resolutioun deposéieren, wann ech richteg verstinn.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Tanson.

***Exposé***

**Mme Sam Tanson** (déi gréng), auteure | Jo, merci villmools, Här President. Ech wollt eng Resolutioun deposéieren zum Transparenzregëster vun der Chamber. Dir wësst, dass mer zënter Enn 2021 och esou e Regëster hei hunn, dat awer vläicht net gradesou wäit geet, wéi een dat vun engem Regëster kann erwaarden, an notamment och wéi d'Regëster vun der Regierung, wou d'Entrevuen am Detail drastinn – oder sollen drastoen, well an der Lescht war dat net grad à jour gesat ginn –, wie mat wiem

eng Entrevue hat an och wat den Objet vun där Entrevue war.

Hei war deemools eppes aneres decidéiert gi mat engem System, wou déi Entitéite sech konnten androen, fir eeben iwwerhaapt kënnen dann Acteuren ze gesinn, wou awer net retraçabel ass, wéi een Deputéierte mat wiem zu wéi engem Contenu eng Diskussioun hat.

An deemools, wéi dee Regëster ugeholl gi war – dat war am Dezember 2021 –, do ass och eng Resolutioun gestëmmt ginn, dass dee soll evaluéiert ginn. A vu dass mer eis als Zil gesat hunn, eist Reglement ze iwwerschaffen – et ass eng Sëtzung fixéiert de 15. Mee, wou jo och en Appell ass un all Fraktioun a Sensibilitéit, fir sech Gedanken ze maachen, wat een alles hei kéint maachen –, wollt ech eng Resolutioun erabréngen, wou ech dann nach eng Kéier froen, dass mer eng Evaluatioun vun deem Regëster maachen an eeben och am Kader vun der Reform vun eisem Reglement dat kënnen do matafléisse loossen. Duerfir, am Numm vun deene Gréngen déi heite Resolutioun.

***Résolution***

*« relative au registre de transparence de la Chambre »*

*La Chambre des Députés,*

*– réaffirmant sa volonté de continuer à progresser vers une institution moderne et transparente ;*

*– rappelant dans ce contexte la création d'un registre de transparence par le biais d'une réforme de son Règlement, adoptée à l'unanimité lors de la séance plénière du 9 décembre 2021 ;*

*– rappelant également la résolution déposée par le groupe politique CSV lors de la même séance publique, par laquelle la Chambre avait décidé à l'unanimité de procéder à une évaluation du fonctionnement du registre de transparence un an après son entrée en vigueur ;*

*– notant que le dispositif concernant le registre de transparence actuellement en vigueur :*

*• a pour objectif de garantir une meilleure transparence des activités parlementaires et plus précisément des contacts des député-e-s avec les acteurs de lobbying,*
*• exige une inscription préalable à tout contact organisé avec une personne ou institution extraparlementaire en vue d'influencer leur travail législatif ou le processus de décision de la Chambre,*
*• délègue la responsabilité de cette inscription aux personnes et institutions extraparlementaires ;*

*– considérant que le registre de transparence qui est publié sur le site web de la Chambre ne fournit pas d'informations concernant le contenu, le lieu et la date des réunions organisées entre les député-e-s et personnes et institutions extraparlementaires ;*

*– considérant que selon le Règlement actuellement en vigueur, « les sociétés, les institutions, les organisations et les personnes physiques ou morales concernées [...] bénéficient de la possibilité de se désinscrire à tout moment du registre de transparence »,*

*décide*

*– de procéder à l'évaluation susmentionnée dans le but de déterminer si le registre dans sa forme actuelle est à la hauteur de ses propres ambitions ;*

*– de réformer le fonctionnement du registre de transparence en se basant sur les conclusions de cette évaluation.*

*(s.) Sam Tanson, François Bausch, Meris Sehovic, Joëlle Welfring.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson.

## 8. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet du système d'évaluation dans la fonction publique

Da komme mer elo zu der Aktualitéitsstonn iwwert de Bewäertungssystem an der Fonction publique, déi déi politesch Sensibilitéit vun de Piraten ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalen. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet 10 Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéiten hu 5 Minutten an d'Regierung huet duerno 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Maurice Bauer, den Här Gusty Graas, d'Madamm Liz Braz, d'Madamm Joëlle Welfring an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Goergen als Vertrieder vun der politescher Sensibilitéit Piraten. Här Goergen.

***Exposé***

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Dës Aktualitéitsstonn hu mir ugefrot wéinst dem aktuelle Protest vun der CGFP, déi sech geschlosse géint déi onéierlech Politick vun der Virgänger- souwéi der aktueller Regierung wiert. Et ass rieds vun engem Vertragsbroch souwuel vun den ofgewielte Ministeren Hansen a Bausch wéi och elo vun dem nei gewielte Minister Wilmes.

Bei de Verhandlungen ...

*(Interruption par M. François Bausch)*

O, Här Bausch, ech hat mer bal geduecht, dass Dir do dertëschent géift sprangen.

*(Interruption par M. François Bausch)*

Mee, ech bleiwen awer dobäi, dass déi gréng ofgewielt gi sinn, egal wéi oft dass Der drasprangt.

**Une voix** | O!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Mee ech hat net gemengt, dass Der esou fréi géift drasprangen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Mir kommen zréck zum Sujet!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Bei de ...

*(Interruption par M. François Bausch)*

... Verhandlunge vum Accord salarial hat d'CGFP eng kloer Fuerderung, déi och am Artikel 10 vum Accord besigelt gouf: De Bewäertungssystem an der Fonction publique gëtt ofgeschaaft. Ofgeschaaft, dat heescht: kee Bewäertungssystem fir déi ganz Fonction publique. Dat ass kloer.

Déi viregt Regierung huet dëst Engagement schréftlech festgehalen an ënnerschriwwen. An all d'Parteien hei an der Chamber hunn deem Accord zougestëmmt, bis dunn am leschte Summer, an der leschter Sëtzung virun de Walen, dat neit Arméisgesetz gestëmmt gouf, wou den deemolege Minister Bausch nach kuerzerhand dee selwechte Bewäertungssystem fir d'Arméi agefouert huet.

An hei goufen a leschter Minutt nach Amendementer dragesat, fir de Bewäertungssystem erëm anzeféieren – e System, wou een ënnerschriwwen huet, fir en ofzeschafen! Et ass och gutt, dass jiddereen um Site vun der Chamber sech d'Videoe kann ukucke vu virun engem Joer, well d'CSV huet hir Meenung geännert.

Fir et ganz fein auszedrécken: Jo, d'DP ass bei hirer Meenung bliwwen. Déi war deemools schonn éierlech, si ass haut nach éierlech. Dat ass net déi Positioun, déi mir gefält, mee op d'mannst sidd Dir éierlech an Dir sidd bei Ärer Positioun bliwwen.

Et sinn also déi véier al Parteien, déi eist Land elo an eng schwéier Situatioun bruecht hu géigeniwwer der Fonction publique. Dat sinn déi, déi all Dag fir Iech an d'Bierger schaffen. Et ass eise Staat.

Mir Piraten hunn d'Gesetz deemools net matgestëmmt a virdru wéi och duerno den Dossier weider begleet, ugefaange mat de Kommissiounssëtzungen, wou mir ugefrot haten, datt den neie Minister schwätze kënnt, wou mir awer du ferm enttäuscht gi sinn, well d'CSV sech net méi un hir Sätz vu virun de Walen erënnere konnt oder wollt.

An enger Froestonn hei an der Plenière un de Minister Wilmes hu mir eis do informéiert iwwert d'Mediatioun, wou mir als Äntwert just Ausriede kruten, awer net eng Léisung.

Et geet haut an dëser Aktualitéitsstonn och net ëm d'Fro, ob oder firwat d'Arméi e Bewäertungssystem brauch oder net brauch.

*(Interruption)*

Dat ass net méi den Haaptobjet vun dëser Diskussioun haut. Iwwert dee Punkt ass ee scho laang eraus. Et geet haut dorëms, dass am Accord salarial vun 2022 d'Regierung en Engagement hat, fir kee Bewäertungssystem méi am ganzen ëffentlechen Déngscht ze applizéieren.

Wéi ech elo am RTL-Interview héieren hunn, an ech war frou, den Här Wilmes do ze gesinn, well d'CGFP hat scho bal eng Vermësstemeldung erausginn, ass et elo – oh Wunder! – laut CSV net méi de selwechte Bewäertungssystem wéi am Accord. Dat ass awer falsch!

Dat ass awer dann och eng nei Erkenntnis vun der CSV. Mir hunn nämlech Är Rieden nogesicht an nach virun engem Joer, dat war bestëmmt zoufälleg virun de Walen, hutt Dir och hei d'Positioun vertrueden, et wär dee Bewäertungssystem, deen am Accord salarial ofgeschaaft gi wär. Souguer e Vott pro Artikel huet d'CSV ugefrot, fir den Artikel 32 net matzestëmmen. Duerno nach eng Motioun: Et wär sech un de Vertrag mat der CGFP ze halen. D'Motioun, déi souwuel mir wéi d'CSV gestëmmt hunn.

Eppes muss een awer dem Minister Wilmes zeguthalen: E war deemools net do. En huet den Här Spautz ofstëmme gelooss. An ech hoffen, dass dem Här Spautz säi Wuert, wann en ofstëmmt, haut als Fraktiounschef zielt an dass den Här Wilmes kloer derhannert stoung, dass deemools de Kolleeg Spautz fir hien ofgestëmmt huet.

Eent ass kloer: D'Verantwortung vum Wuert- a Vertragsbroch läit kloer bei den Ex-Regierungsparteien, d'Verantwortung, wat een elo draus mécht, awer bei der CSV.

D'CSV-Vertrieder hunn d'lescht Joer heibanne gesot – an ech zitéieren –: „Eis geet et drëm, dass den Accord salarial vum 9. Dezember 2022 soll respektéiert ginn, wéi mir et an eiser Motioun beschriwwen hunn, eeben den Artikel 10, dass de [Bewäertungssystem] soll ofgeschaaft ginn. A fir eis ass et hei eng Saach vu ‚pacta sunt servanda' vis-à-vis vun der CGFP, net méi an net manner!" An ech hunn och d'Extraiten alleguerten derbäi, wann ee vun der CSV e klenge Reminder brauch.

No dësen Aussoe misst et u sech ganz kloer sinn, dass d'CSV kee Bewäertungssystem wollt, esou wéi en am neien Arméisgesetz vun deene Gréngen agefouert ginn ass. An ech muss och do ganz éierlech soen: Den Här Bausch hat eng zimmlech haart Diskussioun heibannen deemools mam Här Roth. An den Här Bausch ass op senger Positioun bliwwen. Dat ass respektabel. Den Här Roth – warscheinlech d'CSV –

net, well deemools hu se Iech genau fir dat ugegraff, wat elo den Här Wilmes hei mécht. Mee dat war virun de Walen. Dat war vläicht eng aner Geschicht bei der CSV. An awer, knapps un der Muecht mécht den CSV-Minister Wilmes gradesou weider wéi déi ofgewielte Regierung.

Bedenkt just als CSV: Dir wëllt net an der Meenung vun de Bierger op dee Punkt komme wéi déi gréng. Dësen Dossier war wuel och ee vun de Grënn.

Hei gëtt sech vun der CSV verstoppt ënner all Stee, deen ee fënnt. Ech héiere vill juristesch Ausrieden, vill Zitater vu Paragrafen, Prozeduren a Kommaen. Mir feelt awer de politesche Statement, wou Dir kloer sot: „Mir stinn zu eisem Wuert. Mir wäerten deen dote Bewäertungssystem ofschafen." D'CSV léisst de Courage vermëssen, mat deem se d'lescht Joer hei nach grouss opgetrueden ass.

Et steet net manner wéi e Vertragsbroch am Raum, an dat ass fir d'Regierung, also fir Iech, ganz schlëmm! D'Vertrauen an d'Politiker wéi Iech geet domat verluer. Awer Dir wonnert Iech, wa radikal Parteien op eemol gewielt ginn. Hei ass wuel ee Grond dofir.

Wéi sollen d'Sozialpartner enger Regierung nach vertraue kënnen, wann de Vertragspartner säi Wuert net hält? Wat ass den Artikel 10 vum Accord nach wäert, wa sech iwwer e Spezialgesetz dru laanscht geschlach gouf? Wie garantéiert der CGFP, dass muer net iergend en anert Spezialgesetz kënnt, wou dann de Bewäertungssystem agefouert gëtt?

An duerfir froen ech och haut hei d'Regierung, fir sech mat der CGFP un den Dësch ze setzen, fir den Dialog erëm ze sichen. Well d'CGFP sot selwer jo – mir Piraten waren hinnen och nolauschteren e Méinden –, dass si oppe si fir Diskussiounen a fir eng Léisung ze fannen.

Zum Schluss wéilt ech och nach roden: Loosst déi Saach net virun d'Verwaltungsgeriicht kommen! Stitt der CGFP als Vertragspartner mat Respekt géigeniwwer a verstoppt Iech net hannert der Form, well dat weist nëmmen, wéi schwaach Dir als Regierung da wäert! Stitt zu Ärem Wuert, wat Dir virun emol net engem Joer ginn hutt! Schaaft de Bewäertungssystem am ëffentlechen Déngscht of! Sträicht den Artikel 32 aus dem Gesetz a setzt den Accord salarial ëm! Oder maacht eng Ouverture a sicht den Dialog mat der CGFP zum Wuel vun alle Bedeelegten! Maacht Är Aarbecht, huelt eng politesch Decisioun a loosst net d'Justiz d'Aarbecht fir Iech maachen!

An deem Kontext deposéieren ech och haut nach dräi Motiounen. Déi eng misst Dir kennen als CSV a mir gestinn Iech do de Copyright zou, well d'Fuerderung ass vun Iech kopéiert, fir den Accord salarial anzehalen. Déi aner Motioun ass eng Opfuerderung, dass Der Iech mat der CGFP zesummen un en Dësch setzt, fir eng Léisung ze fannen, an déi drëtt, den Artikel 32 aus dem Arméisgesetz ze sträichen.

Europa steet militäresch viru groussen Erausfuerderungen. Loosst et zu Lëtzebuerg net op e Sträit ukommen! Bei den Diskussiounen hoffen ech op Éierlechkeet vun alle Säiten, net erëm eidel Verspriechen, mee fir konkreet Léisungen ze sichen.

Wann Dir net alenkt, musst Dir Iech der Verantwortung stellen, responsabel ze si fir nach méi Politickverdrossenheet. Well, wann d'Politick ..., och wa just Eenzelner virun de Walen eppes aneres soen, wéi se no de Wale maachen, da wäert dat eng Generatioun zum Negative prägen.

Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Très bien!

***Motion 1***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

*– De Gehälteraccord tëschent der Regierung an der CGFP vum 9. Dezember 2022 hält am Punkt 10 Follgendes fest: „Le système d'appréciation sera aboli avec effet au 1er janvier 2023. Toutefois, ce système sera maintenu pour les fonctionnaires stagiaires et les employés de l'État en période d'initiation (...)."*

*– D'Gesetz vum 7. August 2023 iwwert d'Organisatioun vun der Arméi beinhalt e Bewäertungssystem.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*– de Wuertlaut an de Geescht vum Punkt 10 vum Gehälteraccord vum 9. Dezember 2022 „rigoureusement" ze respektéieren.*

*(s.) Marc Goergen, Sven Clement, Ben Polidori.*

***Motion 2***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

*– Den Artikel 32 vum Gesetz vum 7. August 2023 iwwert d'Organisatioun vun der Arméi beinhalt e Bewäertungssystem fir d'Arméi.*

*– De Gehälteraccord tëschent der Regierung an der CGFP vum 9. Dezember 2022 hält am Punkt 10 Follgendes fest: „Le système d'appréciation sera aboli avec effet au 1er janvier 2023. Toutefois, ce système sera maintenu pour les fonctionnaires stagiaires et les employés de l'État en période d'initiation (...)."*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*– den Artikel 32 vum Gesetz vum 7. August 2023 sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise ze sträichen.*

*(s.) Marc Goergen, Sven Clement, Ben Polidori.*

***Motion 3***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

*– De Gehälteraccord tëschent der Regierung an der CGFP vum 9. Dezember 2022 hält am Punkt 10 Follgendes fest: „Le système d'appréciation sera aboli avec effet au 1er janvier 2023. Toutefois, ce système sera maintenu pour les fonctionnaires stagiaires et les employés de l'État en période d'initiation (...)."*

*– D'Gesetz vum 7. August 2023 iwwert d'Organisatioun vun der Arméi beinhalt e Bewäertungssystem.*

*– D'CGFP huet hir Diskussiounsbereetschaft annoncéiert, fir iwwert eng Alternativ zum bestehende Bewäertungssystem an der Arméi nozedenken.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*– fir zesumme mat der CGFP Gespréicher ze féieren, fir zum Wuel vun alle Bedeelegten eng Léisung ze tannen, wéi de Punkt 10 vum Gehälteraccord vun 2022 respektéiert ka ginn.*

*(s.) Marc Goergen, Sven Clement, Ben Polidori.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen.

An dann ass elo d'Wuert fir den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Maurice Bauer. Här Bauer.

***Débat***

**M. Maurice Bauer** (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Däin Asaz. Fir eis all.", esou heescht déi aktuell Publicitéitscampagne vun der Lëtzebuerger Arméi. Ech mengen, all Mënsch, deen an dësem Dossier agebonnen ass – d'Chamber, d'Gewerkschaften an d'Regierung –, ass d'accord, fir de Bewäertungssystem an dem ëffentlechen Déngscht, esou wéi en 2015 agefouert ginn ass, ofzeschafen.

Et gouf vill Echangen tëscht der CGFP an dem Minister an de Parteien iwwert dee sougenannte Bewäertungssystem an der Arméi. Ma wourëms geet et eigentlech? D'CGFP ass der Meenung, dass den Artikel 32 vum neien Arméisgesetz vum 7. August 2023 eng Violatioun vum Punkt 10 vum Accord salarial vun 2022 tëscht der Regierung an der CGFP duerstellt.

Mee fir et direkt eemol ganz kloer ze soen: D'CSV steet onageschränkt zum Gehälteraccord vum 9. Dezember 2022 mat dem Ofschafe vum Bewäertungssystem an der Fonction publique, wéi en 2015 agefouert ginn ass! D'Regierung an d'Ministere Backes a Wilmes hunn der CGFP ëmmer erëm hir Dialogbereetschaft zu dësem Sujet signaliséiert. Et geet och elo drëms, sech zesummen un den Dësch ze sëtzen, well mir brauchen en Dialog mat alle Partner. Haut solle mer alleguerte probéieren ze deseskaléieren, fir zesummen eng Léisung ze fannen. An do sinn ech mer ganz sécher: Dem Minister seng Dier steet ëmmer op.

D'Sensibilité politique Piraten ... Här Goergen, Dir hutt eis elo hei erzielt vun Ärer Ufro, mee och Dir schwätzt, genau an Ärer Ufro, vun engem „separate Bewäertungssystem fir d'Arméi". Déi Wierder stinn tel quel an Ärer Ufro. An da kommt Der elo heihinner an da sot Der, et wier kee separate System. Dat ass och net ganz kohärent!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Maurice Bauer** (CSV) | Dofir huet d'Arméi och zënter 1954 e Bewäertungssystem. D'Fonction publique hat virun 2015 nach keen. De Reproche, de Bewäertungssystem bei der Arméi wier duerch iergendeng Hannerdier erëm agefouert ginn, kënne mer net gëlle loossen. D'Arméi ass schonn ëmmer evaluéiert ginn, genausou wéi et och an eisen Nopeschlänner de Fall ass.

Ech wëll och nëmme ganz kuerz erklären, firwat en Evaluatiounssystem bei der Lëtzebuerger Arméi wichteg ass. Vill Experten, dorënner och d'Ministesch vun der Defense, hunn dat an de leschte Woche vill méi am Detail a kompetent erkläert. Dat neit Arméisgesetz vum Juli 2023 (veuillez lire: vum August 2023) mécht en Ënnerscheed tëschent de Schëllergraden an der Salaireskategorie. De Grade de traitement, Salairesgrad, ass definéiert am Gesetz vun 2015 an net am Gesetz vun 2023.

D'Schëllergrade ginn zënter 1954 evaluéiert an d'Schafe vun de Karriäre B1 an A2 koumen am Gesetz d'lescht Joer bäi. D'Schëllergraden an der Arméi an hir Evaluatioun si wichteg wéinst deem, wat se duerstellen: Anciennetéit, Formation continue, professionell Qualitéiten an d'Sportsaptitüd. Doriwwer eraus gi se international alignéiert: D'Belsch, d'Fransousen, déi Däitsch, mir erkenne géigesäiteg eis Schëllergraden an der Arméi un. Bei engem Detachement weess also de Belsch direkt, ob säi Lëtzebuerger Vis-à-vis déi nämmlecht Experienz a Formatioun huet oder net. Dëst ass virun allem wichteg um Niveau vun der Responsabilitéit.

Déi nei Verdeedegungsministesch huet och erkläert, firwat all Mënsch, dee sech mat der kruzialer an der strateegescher Wichtegkeet vun eiser Arméi beschäftegt, versteet, firwat speziell hei e Bewäertungssystem gebraucht gëtt, och zum Schutz vun all eenzelnem Zaldot, well hei muss ee sech kënnen op deen anere verloossen. Dat huet näischt mat der Fonction publique ze dinn, mee mam immens wichtege gudde Fonctionnement vun eiser Arméi, wat besonnesch wichteg ass an dësem Moment, wou mer, leider Gottes, ganz konkreet virun eiser Dier an Europa mat Krich konfrontéiert sinn an net wëssen, wat an den nächste Méint a Joren op eis duerkënnt.

Den Dossier vun der CGFP ass op d'Conciliatioun bruecht ginn. Do gouf festgehalen, dass et e Litige sectoriel wär a kee generaliséierte Litige. Betraff ass also d'Personal vun der Arméi, also quasi eng eenzeg Administratioun.

Dir hutt virdru vum „pacta sunt servanda" geschwat. Déi viregt Regierung huet sech derzou engagéiert, de Punkt 10 vum Accord salarial ofzeschafen an déi jëtzeg Regierung steet och ganz kloer hannert dem Accord salarial, wéi en negociéiert gouf. An dofir ass de 25. Abrëll, elo virun e puer Deeg, de Projet de loi 8377 deposéiert ginn, en Text, dee kloer an eendeiteg d'Ofschafe vum Bewäertungssystem, esou wéi et am Punkt 10 vum Gehälteraccord vum 9. Dezember 2022 ofgemaach gouf, festhält.

D'CSV hat am Juli 2023 bei der Debatt zum Projet de loi iwwert d'Organisatioun vun der Arméi eng Motioun deposéiert, fir d'Regierung opzefuerderen, dësen Accord rigoureusement ze respektéieren. Dës Motioun hunn d'Piraten an déi Lénk jo och matgestëmmt. Dozou steet meng Fraktioun nach ëmmer a mam Depot vun deem neie Projet de loi wäert dëse Punkt 10 vum Accord ëmgesat ginn.

Här Goergen, Dir hutt virdru gesot, et wär eng geschlosse Front. Och dat ass net richteg, well an den Debatte beim Vott leschte Juli gouf et divergent Approchen. Erlaabt mer, der zwou ervirzehiewen, an ech zitéieren den honorabelen Deputéierte Gusty Graas, deen am Debat d'lescht Joer d'Positioune vun zwou Gewerkschafte beschriwwen huet:

L-E-O, Lëtzebuerger Ënneroffizéier: „Eng Arméi brauch e Bewäertungssystem; dëst, fir an hirer militärescher Struktur déi optimal Leit fir dat militärescht Fonctionnement ze fannen." An d'APOL (ndlr: Association professionnelle des officiers luxembourgeois): „D'Bewäertung vun de Kompetenze soll et dem Chef erlaben, sech e Bild vun de Fäegkeete vu senge Mataarbechter ze maachen, an esou ënner anerem derzou bäidroen, déi richteg Persoun op de richtege Posten an der Arméit ze orientéieren, jee no Kompetenzen."

*(Interruption)*

All dës Aussoe vu Gewerkschaftssäit weisen, datt et keng esou eendeiteg Positioun gëtt an dësem Dossier, wéi dat munchmol behaapt gëtt.

Fir d'CSV besteet hei kee Vertragsbroch, well mat der Adoptioun vum Projet de loi de Bewäertungssystem am ëffentlechen Déngscht esou ofgeschaaft gëtt, wéi en am Accord salarial festgehale gouf. Hei geet et ëm d'Saach an dat ass an dësem Dossier eng ganz wichteg, speziell an dësen Zäiten, wou mer sollen zesummestoen. Eis Fraktioun vun der CSV steet zu hirem Wuert an zum Accord salarial mam Ofschafe vum Bewäertungssystem am ëffentleche Secteur.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauer. An dann ass d'Wuert fir den Här Gusty Graas. Här Graas.

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. De 25. Mäerz 2015 hu mer effektiv op dëser Plaz de Bewäertungssystem an der Fonction publique agefouert. An déi, déi deemools derbäi waren, déi d'Debate matkritt hunn, déi wëssen, datt dat guer keen einfachen Exercice war. Den Haaptobjektiv huet jo doranner bestanen, fir och dem Facteur „Leeschtung" an der Fonction publique eng Bedeitung ze ginn.

Ech mengen, wann eppes zu enger gewëssener Onzefriddenheet – an dat gëllt net nëmme fir d'Fonction publique, dat gëllt fir dee ganzen Aarbechtssecteur u sech – féiert, dann ass et, wann eeben eng ongläich Bewäertung besteet an der Zouerkennung vun der Leeschtung. An an der Fonction publique hate mer zumindest bis dohinner eng sougenannten „horizontal Indemnitéit", dat heescht, et huet am Fong geholl jiddwereen, jee no Grad, jee no Echelon, déi selwecht Pai krut, onofhängeg dervun, ob elo vill geleescht huet oder manner geleescht huet. Duerfir war et am Fong geholl d'Iddi, fir mat deem Prinzipp ze briechen, fir virun allem deene Beamten dach e Bonus zouzeerkennen, déi eng gewësse Leeschtung vollbruecht hunn.

Natierlech huet ee missten d'Fro stellen: Wat ass d'Objektivitéit vun engem Bewäertungssystem? Mir wëssen, datt deen u sech ni kann absolutt objektiv sinn. Dat gëllt net nëmme fir d'Fonction publique, dat gëllt selbstverständlech och fir de Privatsecteur.

Ech hat och deemools bei den Debatte scho gesot, mir sollten net ze vill Erwaardungen un déi Aféierung vun dem Bewäertungssystem stellen, well et virun allem an der Fonction publique bedéngt och duerch dee spezifesche Statut, deen natierlech d'Leit an der Fonction publique hunn – deen och absolutt guer net a Fro gestallt soll ginn! –, well dat awer dee Moment awer e bësse méi Problemer mat sech bréngt.

Dat huet dann och d'Praxis bewisen an no an no koum dann d'Iwwerleeung op, fir dann eeben de Bewäertungssystem erëm ofzeschafen. An do koum dann natierlech, wéi gesot, den Accord salarial vum 9. Dezember 2022, wou dat dann och festgehale ginn ass. Ech wëll awer eng Kéier hei och drun erënneren, datt eng Rei Punkte vun deem Accord salarial awer elo schonn ëmgesat goufen, zum Beispill den 21. Mäerz d'lescht Joer d'Punkten 1 an 2, an den 20. Juli hu mer d'Punkten 3, 4 an 11 vun dësem Accord ëmgesat.

Bon, de Bewäertungssystem war natierlech an deene leschte Wochen erëm verstäerkt an der Diskussioun mat engem gewëssenen Héichpunkt de leschte Méinden, wou dann d'CGFP zu där Versammlung – Protestversammlung, kann ee soen – opgeruff huet. Ech mengen, dat ass hiert gutt Recht, well si eeben do eng aner Interpretatioun hunn. Si schwätze vun engem Vertragsbroch. Et gëtt sech hei konzentréiert op den Artikel 32 vum Gesetz iwwert d'Arméi.

Mir als DP gesinn dat net esou. Mir mengen net, datt een hei vun engem Vertragsbroch ka schwätzen. Ech wëll och nach eng Kéier hei un den Arrêté ministériel vum 30. November 1954 iwwert de Bewäertungssystem an der Arméi erënneren. Elo gëtt gefaart, datt eeben iwwert d'Hannerdier vläicht dann de Bewäertungssystem och an anere sektorielle Beräicher vun der Fonction publique géif ageféiert ginn.

Ech wëll awer och nach eng Kéier hei drun erënneren, datt de Bewäertungssystem an der Arméi jo just fir d'Militaires de carrière gëllt, also d'Offizéier, d'Sous-Offizéier an d'Kapeareel. An da muss een – an den Här Bauer huet dat jo schonn hei ganz pertinent a gutt ënnerstrach – eng Differenz maachen tëschent de Graden an de Karriären.

An et muss een doriwwer eraus awer och nach eng Kéier hei soen – an ech beruffe mech hei op Aussoe vum fréieren Arméisminister an ech ginn dervun aus, datt déi deemools richteg waren an och nach haut richteg sinn –, datt eeben, wéi gesot, och um Niveau vun der EU an der Arméi an och um Niveau vun den NATO esou Bewäertungssystemer bestinn. A virun allem, wann een op den Auslandsasaz elo awer kuckt, dann ass et awer wichteg, datt awer och do Leit déi Formatioun hunn, déi Bewäertung hunn, déi se musse matbréngen, fir apte ze sinn, fir kënnen eeben un esou Asätz deelzehuelen.

Et ass ganz kloer, datt ee sech iwwert de renge Bewäertungssystem eraus och muss Gedanke maachen iwwert déi physesch Konditioun an der Arméi. Duerfir kann een u sech net elo reng d'Arméi vergläiche mat anere klasseschen Domäner vun der Fonction publique.

An ech wollt am Fong geholl och nach eng Kéier un déi Communiquéen erënneren, déi effektiv d'Offizéier erausginn hunn an och d'Sous-Offizéier. Den Här Bauer huet dat a menger Plaz gemaach. Ech soen em och duerfir Merci. Mee awer trotzdeem ass et wichteg – an dat ass awer an där ganzer Diskussioun eppes, wat een nach eng Kéier muss ënnersträichen –, datt virun allem, wéi gesot, d'Offizéier wéi och d'Sous-Offizéier sech ganz kloer fir e Bewäertungssystem an der Arméi ausgeschwat hunn.

An da wëll ech awer op dëser Plaz och nach eng Kéier … an all déi Kolleeginnen a Kolleegen, déi deemools dobäi waren, op eng Motioun hiweisen, déi mer deemools och hei gestëmmt hunn. Dat war net déi vun de Kolleege vun der CSV, mee dat war eng aner Motioun, déi ass nach net hei ernimmt ginn. An do ass – an ech mengen, et ass och wichteg vis-à-vis vun der CGFP, fir dorunner nach eng Kéier hei ze erënneren – eng Motioun, déi mer do gestëmmt hunn. Déi koum vun der Majoritéit, an ech zitéiere just ee Saz: „à retenir que ce système ne saurait être interprété comme allant à l'encontre de l'accord salarial et du régime général en vigueur au sein de la Fonction publique".

Ech mengen, dat seet awer alles kloer an däitlech. Deemools waren zwar aner Ministeren en fonction, mee mir hunn net déi zwee Ministeren invitéiert gehat. Mir hunn d'Regierung invitéiert gehat. An ech ginn awer dovun aus, datt och déi jëtzeg Regierung zu deem steet, wat deemools hei d'Chamber gefuerdert huet. An och dat missten am Fong geholl d'Leit vun der CGFP awer respektéieren an et misst si awer rassuréieren, virun allem, datt hei ënner kengen Ëmstänn ugeduecht gëtt, fir eng Kéier elo iwwer eng Hannerdier vläicht nach ze versichen, dee Bewäertungssystem och nach an anere Beräicher vun der Fonction publique anzeféieren.

Ech wëll dann ofschléissend awer nach eng Kéier ganz kloer hei soen, an ech soen dem Här Goergen net nëmme Merci, datt en awer déi Heure d'actualité hei ugefrot hunn, mee ech soen em virun allem Merci, datt en eng Kéier op eppes higewisen huet, wat d'DP auszeechent, nämlech datt d'DP ëmmer kloer zu deem steet, wat se seet!

*(Interruption)*

A si steet och zu deem, wat se virun engem Joer op dëser Tribün gesot huet. Mir bleiwen derbäi: Mir stinn zum Artikel 32 am Gesetz vun der Arméi a mir soen awer genausou gutt direkt hannendrun, datt den Accord salarial vum 9. Dezember 2022 a senger Integralitéit och muss respektéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Graas. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Liz Braz. Madamm Braz.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Här President, ech weess net, ob Dir dat douewen och richt, mee hei ënnen ass awer eng Nuance vun Hypokrisie an der Loft. Hypokrisie vun der gréisster Partei aus dem Land, déi sech hei als Meeschter vun der politescher Flexibilitéit erweist. Si jongléiert mat hiren Iwwerzeegunge wéi en Zirkuskënschtler mat senge Bäll, ofwiesselnd tëschent enger schwaacher Oppositiounsrhetorik an enger onkohärenter Regierungspolitick.

Et ass emol nach kee Joer hier, do hunn zwee Spriecher fir d'CSV hei direkt dräimol innerhalb vun zéng Minutten un de Prinzipp vum „pacta sunt servanda" appelléiert. Si géifen de Gehälteraccord ënnerstëtzen an haten esouguer an enger Motioun ugefrot, fir e separate Vott iwwert dee faméisen Artikel 32 aus dem Arméigesetz ze maachen, dee si net wollte matdroen. Op d'Fro, ob si dann elo fir oder géint esou e Bewäertungssystem vun der Arméi wieren, do koum einfach keng Äntwert. A keng Äntwert, dat ass och eng Äntwert!

Et war ëmmerhi Walkampf a wie wëll sech et do scho mat der Fonction publique verspillen? Net d'CSV. An esou ass d'CGFP iwwerzeegt gewiescht, mat enger CSV géif och fir si alles besser goen. Nu kuck emol do: Kee Joer méi spéit geet et hinne wéi villen aneren. De Wand bléist op eemol net méi vun Osten, mee vu Westen. E Méindeg bei der CGFP hat d'Gewerkschaft et haaptsächlech op engem déck setzen: „déi mat der onéierlecher Politick an de falsche Walverspriechen". Dat waren hir Wierder, net meng.

Interessanterweis argumentéiert den CSV-Minister vun der Fonction publique elo esou, wéi déi lescht Regierung et och gemaach huet: De Gehälteraccord, dee wär respektéiert ginn, trotz Artikel 32, well den ofgeschaafte Bewäertungssystem an der Fonction publique net kéint verglach gi mam Appreciatiounssystem an der Arméi.

Mir kéinten eis et jo elo einfach maachen an et esou maache wéi d'CSV an d'Ufer wiesselen, fir der Gewerkschaft ze gefalen an eng dreiwend Oppositiounspolitick ze maachen, mee mir bleiwen eiser Argumentatioun trei, déi mir och scho lescht Joer hei verteidegt hunn.

Et ass säit leschtem Joer de Virworf vu Verschiddenen, dass mam neien Arméisgesetz also elo de Bewäertungssystem nees agefouert gi wär, an dat wier contraire zum genannten Accord salarial. Ech erlabe mer, drop hinzeweisen, dass een an dëser Rhetorik déi ganz Fonction publique an e grousst Dëppe gehäit, vum Aarbechtsdokter bei der Fonction publique iwwert de Jurist vum Finanzministère, dem Enseignant aus der Monnerecher Schoul bis eeben hin zu eisem militäresche Personal. Dobäi handelt et sech bei dëser Diskussioun ëm e ganz spezifesche Secteur vun der Force publique mat ganz eenzegaartegen Attributiounen.

An interessanterweis – et ass scho gesot ginn – begréissen esouwuel d'Ënneroffizéier wéi och d'Offiziéier vun eiser Arméi dëse Gesetzesprojet mat sengem Artikel 32. En Appreciatiounssystem fir eng Arméi, dat ass wichteg, fir sécherzestellen, dass d'Arméi operationell ass. Et sollen déi berufflech Kompetenzen, déi eethesch Valeuren an déi physesch Konditioun esou bewäert ginn. Esou eng Evaluatioun hëlleft, fir déi richteg Leit op déi richteg Positiounen ze setzen, an dat an engem Beräich, wou et dann awer, wann et haart op haart kënnt, och emol ëm Liewen an Doud ka goen. Och de Generol Thull huet ënnerstrach, wéi wichteg dës eethesch Valeuren am militäreschen Déngscht sinn.

Ouni Bewäertung géif een hei reng op d'Ancienneté setzen, wann et drëm geet, wien op wéi ee Poste gesat gëtt. Dat mag fonctionéieren op villen anere Posten an der Fonction publique, mee fir eis Arméi ass dat fir ons net denkbar. An dofir ass dee System och scho säit Joerzéngte bei eis am Land an der Arméi en place, geneewéi och a ganz villen anere Länner. Am Contraire zu enger Rei vun anere Länner wäert dëse System hei zu Lëtzebuerg eiser Meenung no awer keng Auswierkungen op den Traitement an d'Indemnitéiten hunn, well et sech, wéi gesot, ëm e separate System hei handelt.

D'Motioun ass och scho genannt ginn, déi d'lescht Joer gestëmmt ginn ass vun der deemoleger Majoritéit, an hei goufen d'Modalitéiten an d'Hannergrënn zu deem sougenannte Bewäertungssystem nach emol preziséiert. D'Zil war, kloerzestellen, dass den Appreciatiounssystem vun der Arméi net contraire zum Accord salarial ass a keng Inzidenzen op d'Avancementer vun den individuelle Karriären huet. Deementspriechend ass dëse System net mam Bewäertungssystem, dee mam Gehälteraccord ofgeschaaft ginn ass, ze verwiesselen. Et sinn also zwee verschidde Puer Schong, mat deenen hei eng Walz soll gedanzt ginn.

Ech stellen awer och fest, dass d'CGFP domat averstanen ass, fir eng sëlleg Ausnamen zum Bewäertungssystem festzehalen, also Fäll, an deenen de Bewäertungssystem soll bestoe bleiwen. Sou fir d'Période d'initiation vun den Employéen a fir an der Stagezäit bei de Fonctionnairen. An hei hunn d'Bewäertungen och en Impakt op d'Avancement an der Karriär. Och dat muss awer eng Kéier gesot sinn.

Ech wëll dann och nach emol ënnersträichen, dass mir eis eens waren d'lescht Joer, dass et net optimal ass, dëse System an e Gesetz anzeschreiwen, mee doweinst ass jo lescht Joer an enger Motioun festgehale ginn, dass d'Gesetz no fënnef Joer sollt evaluéiert ginn, fir ze analyséieren, ob den Dispositif vum Artikel 32 kéint an e separat juristescht Instrument iwwerdroe ginn. Dofir biede mir dann hei de Minister och nach eng Kéier, deem nozekommen, le moment venu.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Braz. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Joëlle Welfring.

*(Interruption par M. Fred Keup)*

Ech hunn hei keng ... Wann Dir Iech aschreift, dann ass et elo un Iech. Sorry, mee ech hunn Ären Numm net hei stoen, Här Keup. Dann hutt Dir d'Wuert.

**M. Fred Keup** (ADR) | Villmools merci, Här President. Dann ass do wuel eng schifgelaf iergendwou. Merci awer fir d'Wuert.

Dir Dammen an Dir Hären, eng Rei Punkte wëlle mer als ADR zu dëser ganzer Situatioun hei erklären. Dat Éischt, dat ass: D'ADR huet sech als quasi éischt Partei kloer deemools 2015 ausgeschwat géint dee Bewäertungssystem, deen deemools agefouert sollt ginn an och agefouert ginn ass. An dëst hat eng Rei ganz gutt Grënn, déi mer och haut nach ganz richteg fannen.

De Bewäertungssystem, dee war praktesch ganz schwéier ëmzesetzen. Grad a méi klengen Administratiounen huet dat onnéidegerweis zu Spannunge gefouert an et huet och d'Dier opgemaach fir e méigleche Favoritismus. An och de Prinzipp vum Belounungssystem war zum Deel, wéi een et kann nennen, infantil.

E weidere Problem, deen een och gesinn huet, dat ass, dass et och e gewëssene Risiko gouf vu Politiséierung vun der Fonction publique. Et däerf nämlech net sinn, datt op eemol eventuell parteipolitesch Sympathien oder Ofneigungen Afloss op d'Bewäertung vun engem Beamten hunn. An da wëll ech emol guer net iwwert déi ganz Problematik vun dem Bewäertungssystem an eisem Schoulsystem schwätzen, wou mir selwer betraff waren an deemools och 2015 am Mäerz just de Kapp konnten driwwer rëselen, wat do beschloss gouf.

Gottseidank ass dat elo ofgeschaaft ginn an dat heescht, zum Schluss hate mer dann awer als ADR Recht. Mir haten hei dergéint gestëmmt, deemools. De Vott war: 55-mol Jo, 5-mol Nee. Dat waren d'ADR an déi Lénk deemools, déi 2015 mat Nee gestëmmt hunn. A schlussendlech hate mer da Recht, well et ass esou komm an dat ass och gutt esou.

Dann: Mir vertriede weiderhin natierlech kloer de Prinzipp vun der gewerkschaftlecher Fräiheet a stinn och kloer zum Prinzipp, datt Verträg, déi ausgehandelt goufen, och agehale musse ginn – soss misst ee se jo net aushandelen.

Dann: Wat de Prinzipp vum Bewäertungssystem bei der Arméi ugeet, ass d'Situatioun awer e bëssen eng aner. Wéi och scho gesot hei: De Bewäertungssystem bei der Arméi gouf et scho säit de 50er-Joren an dëse System huet och seng Meritten. E Bewäertungssystem, deen iwwregens och üblech ass an all den Arméie vun der Welt. An et geet och ëm d'Kredibilitéit vun der Arméi. An dobäi ass et evident, datt grad d'Arméi a Krisen, an Extreemsituatiounen, operéiert, wou et och ëm de Schutz vu Mënscheliewe geet. An déi responsabel Militärkadere musse sech an esou Situatioune blann op hir Leit verloosse kënnen. An do kommen ech drop zréck, wat meng Virriedner hei scho gesot hunn, an da wëll ech eeben och d'Offizéiergewerkschaft hei zitéieren: „Selon les cas, des vies sont en jeu si l'on ne connaît pas et n'améliore pas ses points faibles professionnels."

Eng eesäiteg Ofschafung vun alle Bewäertungskrittäre géif enger professionell operéierender Arméi also net guttdoen. An ech mengen, jiddwerengem misst och aliichten, dass eng gewëss Bewäertung, wéi zum Beispill am sportleche Beräich, dach awer, mengen ech, ganz wichteg ass, fir an der Arméi kënnen och am Krisefall ze bestoen. An et sollt een dat elo net onbedéngt direkt vergläiche mat där Evaluatioun, déi virgesi war an och a Kraaft war am Rescht vun der Fonction publique.

Ofschléissend wëll ech betounen, datt och weeder d'ADR nach d'Chamber Vertragspartner vun deem Accord waren. Et waren de Staat an d'CGFP. A wann d'CGFP an hirer Interpretatioun vum Gehälteraccord Divergenze gesäit, dann ass dat hiert gutt Recht.

An deem Kader, hu mer elo héieren, huet d'Staatsbeamtewerkschaft jo och ugekënnegt, zwou Plaintë beim Verwaltungsgeriicht ze deposéieren. An dat ass och gutt esou. Et hätt ee sech vläicht och kënnen eens ginn, dat ass och vläicht nach ëmmer méiglech, dass ee sech zesummesetzt. Elo gesäit et awer esou aus, wéi wann et dann zu enger Geriichtsaffär géif kommen. An da wëlle mir kloer betounen, dass d'Politick sech och do natierlech net soll dann amëschen an eventuell lafend d'Prozesser. A mir mussen da lo kucken, wéi dat juristescht Nospill eebe wäert evoluéieren. A selbstverständlech kënne mir dann eréischt heizou eppes soen, wann d'Urteel vum Geriicht do ass, an dann eventuell eeben zu deem Ganze Positioun bezéien.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. An elo ass et awer och un der Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Merci, Här President. Dës Aktualitéitsstonn dréit den Titel „Bewäertungssystem am ëffentlechen Déngscht". Et geet awer net ëm iergendee Bewäertungssystem vun iergendengem ëffentlechen Déngscht, mee ëm ee vun entscheedender Bedeitung, nämlech dem Schutz vun eiser Sécherheet, dee vun eiser Arméi.

Dësen huet eng laang Geschicht an huet sech aus enger Noutwendegkeet eraus entwéckelt, der Noutwendegkeet vun enger objektiver Beurteelung vun

der Leeschtung vun den Zaldoten, Ënneroffizéier an Offizéier duerch fair, kloer an transparent Krittären, déi kënne feststellen, ob si déi erfuerderlech Qualifikatiounen hunn, fir den Erausfuerderunge vun enger moderner Arméi gerecht ze ginn.

Den Ophänker vun haut betrëfft e spezifesche Punkt vum Arméisgesetz, wat am Summer d'lescht Joer hei an der Chamber gestëmmt gouf – ech war zoufälleg och derbäi –, wat e Gesetz aus dem Joer 1952 souzesoen ofgeléist huet. D'Zil vun der Gesetzesupassung war eng Moderniséierung vum Arméisgesetz an och d'Schafe vun engem adaptéierte legale Kader, deen deels komplett vereelzt war.

Beim leschte Punkt, dem legale Kader, muss een ënnersträichen, dass bis dohin de sougenannte „Système d'appréciation" iwwert e Règlement grandducal gereegelt war a säit jeehier bei der Arméi esou applizéiert gouf. Dëse System ass deemno a senger Essenz net nei.

Et war awer dunn de Staatsrot, deen d'lescht Joer a sengem Avis festgehalen huet, dass d'Konditioune fir den Avancement bei der Arméi an engem Gesetz misste verankert ginn, doropshi gouf dëst iwwert den Artikel 32 an dat neit Arméisgesetz abruecht. Dëse Bewäertungssystem hat an all dëser Zäit virdrun an huet och elo keen Impakt op d'Remuneratioun vun den Zaldoten, well déi militäresch Graden nämlech vun den Traitementsgraden an dem Echelon vun der Fonction publique lassgeléist sinn. Dat hu meng Virriedner zum Deel och scho gesot.

Mat engem méi héije Rang kritt ee méi Verantwortung, fir och a kriddelege Situatiounen déi richteg Decisiounen ze huelen. Et ass een net nëmme fir säin eegent Liewen, mee och oft fir d'Liewe vu villen anere matverantwortlech, an dat och an engem Kontext vun internationale Missiounen. An och dofir ass et wichteg, dass mer e kloer definéierte System hunn, dee vergläichbar ass mat deem, wat an Arméien am Ausland gemaach gëtt. Bei dëser Evaluatioun geet et also och ëm d'Kredibilitéit vun eiser Arméi um internationale Plang, an net méi an net manner.

D'Kritick, déi an de leschte Wochen a Méint ze héiere war, gouf et zum Deel och d'lescht Joer scho vun der Beamtegewerkschaft CGFP, mam Argument, dass d'Evaluatiounen an der Fonction publique, déi am Gehälteraccord vun 2022 ofgeschaaft goufen, mat dësem Gesetz soi-disant nees ageféiert géife ginn, an dass dëst, ech zitéieren, e Vertragsbroch wier. Eng Kritick, déi iwwerraschenderweis an all deene Jore virdrun ni en Theema war, obwuel d'Praxis déi selwecht war.

Fir den Awänn vun der CGFP gerecht ze ginn, gouf niewent enger Hellewull vu Reuniounen, och mam Minister, d'lescht Joer mam Gesetz och eng Motioun gestëmmt, déi d'Anhale vum Gehälteraccord fir d'Fonction publique ënnersträicht a beseet, dass e Système d'appréciation vun der Arméi e spezifeschen Dispositif wär fir de Régime militaire an och exklusiv do applikabel wär. Zousätzlech gouf festgehalen, dass all Joer e Bilan soll gemaach gi vum zoustännege Minister, vun der Ministesch. Dës Motioun gouf vun eis a vun enger breeder Majoritéit ënnerschriwwen, leider net vun der CSV, déi haut awer glécklecherweis – muss ech soen – sech zimmlech am Wand gedréint huet an elo esou mécht, wéi wa se am Juli d'lescht Joer net gewosst hätt, wouriwwer géif ofgestëmmt ginn.

D'Leit vum Fach – an dat gouf och schonn ënnerstrach –, d'Gewerkschaft vun den Arméioffizéier an d'Ënneroffizier-Gewerkschaft, fannen, dass dëse Bewäertungssystem wichteg an och richteg ass an dass en och an engem Gesetz verankert soll sinn. En Ofschafe vun dësem System hätt zur Konsequenz – och dat ass schonn ugeklongen –, dass an Zukunft just nach d'Anciennetéit entscheet, ob een am militäresche Grad weiderkënnt oder net.

Gäre géing ech och an dësem Punkt de Chef d'état-major, Steve Thull, zitéieren, deen an engem Interview sot, dass esou e Bewäertungssystem dat Allernormaalst wier, dat et an enger Arméi gëtt, an et och eng gängeg Praxis an allen Arméie vun der NATO an den EU-Länner wier, an alles anescht en Etikettéschwindel wär – Zitat.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Opportunismus, eidel Verspriechen, kuerzfristegt Denken an Handelen an en aggressiven Toun: An den Diskussiounen iwwert dësen Dossier fanne mir leider alles erëm, wat der Politick oft zu Recht virgeworf gëtt. Dat souwuel vusäite vun der CSV, déi et lescht Joer hei am Sall net fäerdegbruecht huet, fir sech fir de Bewäertungssystem staarkzemaachen a virun de Wale bewosst eppes gefuerdert huet, wat se haut, glécklecherweis, selwer net anhale kann, wéi och vu gewerkschaftlecher Säit, déi hei en Tounfall uschléit a Wierder benotzt, déi een erféiere loosse kënnen.

Jo, d'Politick, oder zumindest en Deel dovun, weist sech hei am Dossier bei Wäitem net vun hirer beschter Säit an dobäi geet et ëm eppes Wichteges: E faire System fir Mënschen, déi sech fir eis Sécherheet asetzen, eppes, wat et an alle gutt funktionéierenden Arméie ronderëm d'Welt gëtt an Dank dem Asaz vum viregten Arméiminister legal verankert och elo hei am Land gëtt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci Madamm Welfring. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech war net do am Juli 2023. Ech war net Deputéierten – net méi – am Juli 2023, wéi dee Gesetzesprojet ugeholl ginn ass. Meng Nofollgerin a Virgängerin, d'Nathalie Oberweis, hat dozou geschwat, dat war och hir lescht Ried.

Ech hu mer missen déi Debatt ukucken, fir mech e bëssen ..., fir meng eegen Edifikatioun, fir ze wëssen, wourëms et gaangen ass. An ech muss soen: Si war interessant, déi Debatt. Ech hunn haaptsächlech natierlech der Madamm Oberweis nogelauschtert, och der CSV-Spriecherin, der Madamm Adehm, an och der Äntwert natierlech och vum eeëmolege Verdeedegungsminister, dem Här Bausch. An et war immens interessant, a vu datt ech et virun zwee Deeg gekuckt hunn, ass mer elo grad opgefall, datt den Här Bauer elo grad a sengen Explikatiounen u sech genau dat selwecht gesot huet ...

*(Hilarité)*

... wéi dat, wat den Här Bausch als Minister gesot huet, wou awer d'CSV permanent amgaange war, op d'Regierung ze klappen.

An ech muss soen, wann ech mir elo déi heiten Debatt ukucken a wann ech och kucken, wéi d'CSV – net d'Regierung, d'CSV – sech behëlt an dëser ganzer Affär a wéi se sech beholl huet am Juli 2023, opportun – bon, dat war kuerz virun de Walen –, da muss ech awer soen: Mir hunn awer e reelle Problem. An da verstinn ech och, datt d'CGFP esou rosen ass. An ech verstinn awer och net, datt bis elo de Minister vun der Fonction publique Teflon spillt a sou mécht, wéi wann dat net esou wichteg wier.

Ech ka mech erënneren, an där Debatt huet de Verdeedegungsminister dann e puermol ..., do koum et zu engem Intermezzo, haaptsächlech och mam Här Roth a mat der CSV iwwerhaapt: „Mee stitt Dir dann iwwerhaapt fir eng Evaluatioun, wat d'Graden ugeet?" Well u sech war dat jo e Règlement grandducal, deen duerno iwwert Amendements an d'Gesetz geholl ginn ass, esou wéi ech et verstanen hunn. An et koum einfach keng Äntwert vun der CSV, just „pacta sunt servanda", „pacta sunt servanda", „pacta sunt servanda" – et huet ee geduecht, et wär een an engem Latäinscours, esou ganz ...

*(Hilarité et interruptions)*

An eng ganz al Pizzeria, eng ganz al Pizzeria!

Do géif ee bal mengen, wa mer scho beim Latäin sinn, Här Wilmes, léif CSV: Errare humanum est, sed perseverare diabolicum! An ech hunn e bëssen den Androck, datt mer do esou wäit sinn.

An de Problem ass elo deen: Dir sidd dohinnergaangen, Dir hutt eng opgefouert, fir CGFP op Är Säit ze kréien, Dir hutt d'CGFP fir domm gehalen – dat muss ee soen: D'CSV huet d'CGFP fir domm gehalen! – an Dir kommt elo dohinner an Dir maacht, wéi wann näischt wier. An a Wierklechkeet, wann Der minimal seriö wiert, et geet mol net ëm den Inhalt vum Ganzen, mee wann Der e bësse seriö wiert, da misst Der jo dohinnergoen, e Projet de loi portant modification ... vläicht deposéieren an deen Artikel eraushuelen an duerno mat der CGFP diskutéieren, fir eng Léisung ze fannen. Well esou wäit ech verstanen hunn, ass d'CGFP jo och net der Meenung, datt ee guer keng Evaluatioun soll hu fir den Avancement de grade. Well dat mécht jo kee Sënn, da geet jo net mat Anciennetéit, duerno ass jiddereen als Colonel an der Pensioun.

*(Hilarité)*

Ech mengen, dat wier e bësse komesch.

Mee dat heescht, ech mengen, wann Der e bëssen d'Leit an d'CGFP géift eescht huelen, da misst Der esou virgoen an net esou maachen, wéi wann Dir Onscholdskanner wiert, well Dir hutt mat Stëmmung gemaach – zu Recht oder zu Onrecht, dat ass eng aner Saach –, Dir hutt eppes versprach, Dir sidd an der Regierung, Dir musst elo liwweren. „Pacta sunt servanda", dat ass dann eeben elo!

*(Interruption)*

An ech mengen, Dir sidd elo wierklech an enger schwiereger Situatioun. An ech hunn den Androck, datt d'CSV an der Regierung déi Situatioun komplett ënnerschätzt mat der CGFP. Et kann ee soen, d'CGFP iwwerdreift e bëssen, ech weess net, mee Dir ënnerschätzt d'Situatioun. Dat heescht, Dir musst d'Leit eescht huelen. A wann Är Dier anscheinend op ass – dat sot den Här Bauer, d'Dier wier op vum Ministère –, da sot de Leit och Bescheed, datt se op ass! Well wa keen et weess, da kënnt och keen eran.

Voilà. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Ganz gutt! Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

An dann ass et elo un der Regierung. Här Wilmes, Här Minister.

***Prises de position du Gouvernement***

**M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique | Merci villmools, Här President. Fir eng Kéier mol op den éischte Punkt, den Dialog mat der CGFP, anzegoen: Ech hunn, zënterdeems ech Minister gi sinn, zweemol mat der CGFP offiziell e Gespréich gehat. Dat eent gëtt als Untrëttsbesuch gesinn, wat effektiv faktuell richteg ass, mee do hu mer eis awer schonn iwwer villes ausgetosch. An duerno hate mer eng Kéier am Januar eng Reunioun, wou mer ënner

anerem och iwwert deen heite Punkt geschwat hunn. Dat war also scho mol zweemol mat der CGFP en tant que tel. Ech hat och dräimol Reunioune mat Ënnerorganisatioune vun der CGFP wärend de leschte Wochen a Méint, an dräimol ass sech och um Niveau vun de Beamte mat der CGFP ausgetosch ginn, fir selbstverständlech eng Rei Gesetzesprojeten, déi wichteg si fir eis Mataarbechterinnen a Mataarbechter beim Staat, kënnen no vir ze dreiwen.

An där selwechter Zäit hat ech och scho fënnefmol Gespréicher mat anere Gewerkschaften, dont och mat de Vertrieder vum LCGB a vum OGBL, fir unzefänken, en neie Kollektivvertrag fir d'Staatsaarbechter ze verhandelen, driwwer ze diskutéieren. Also, ech mengen, datt de Sozialdialog vun dëser Regierung a vu mir als Minister ganz seriö geholl gëtt. An och den Dialog mat der CGFP gëtt ganz seriö geholl.

Wéi déi Reunioun war, déi lescht, déi ech offiziell mat der CGFP hat, hu si do eng Propos gemaach, wou se dräi Saache gesot hunn – ech soen dat a voller Transparenz, ech hunn et jo och dobausse scho gesot, well ech mengen, et gëtt alles dozou och op der Place publique gesot –: Mir missten direkt higoen an den Artikel 32 sträichen. Mir missten exklusiv Verhandlunge mat der CGFP maachen. A mir missten dann iwwer e System diskutéiere kënnen – oder verhandelen, dat wier eng Verhandlung –, fir dann esou eppes ze fanne wéi e Bewäertungssystem fir d'Arméi, dee kéint där Spezifissitéit gerecht ginn, ouni awer u sech den Term „Evaluatioun", „Bewäertung" ze nennen.

Dat war d'Propos, déi um Dësch war. Ech hunn déi dunn net jugéiert, dat steet mer net zou, och net als Minister vun der Fonction publique, well et betrëfft jo net eleng de Secteur vun der Fonction publique, mee och d'Arméi. An ech hunn dunn der CGFP gesot: „Ech huelen dat mat an de Regierungsrot." An dat ass am Regierungsrot diskutéiert ginn. Mir haten doriwwer Diskussiounen, mir hunn och doriwwer befonnt. An d'Regierung ass sech awer eens ginn, datt déi Propos esou, wéi se do läit, net kann akzeptéiert ginn. Well et muss een awer och kënnen éierlech sinn an d'Kand beim Numm nennen. Et ass e Bewäertungssystem, deen et bei der Arméi gëtt, an da soll een et och esou nennen!

Dat heescht, dat war u sech de Retour, deen ech dunn offiziell ginn hunn un d'CGFP. Ech hunn den Här Wolff ugeruff an ech hunn him dat gesot, am Numm vun der Regierung. An dunn huet den Här Wolff gesot: „Gutt, da musse mir eeben elo déi Saache maachen, déi mir fir richteg halen!" Jo, do kann ech natierlech keen dorunner hënneren. Dat ass jo hiert gutt Recht! Mir sinn an enger Demokratie, et ass ee fräi, fir kënne fir seng Rechter, déi een huet, anzestoen, a souguer, wann een d'Gefill huet, et misst een dat da bis virun d'Juridictiounen huelen.

Dobäi ass jo zënter dem leschte Joer eng Streikprozedur lancéiert gi vun der CGFP, nodeems déi viregt Regierung (veuillez lire: déi viregt Chamber) d'Arméigesetz gestëmmt huet, wou déi Streikprozedur „litige" jo verschidden Etappe virgesäit.

Do kënnt eng Kommissioun zesummen, eng Schlichtungskommissioun. Déi ass dunn am Dezember respektiv am Januar nach zesummekomm. Dora si fënnef Vertrieder vun der Regierung, fënnef Vertrieder vun der CGFP, fir dann doriwwer ze befannen. D'Regierungsvertrieder hunn argumentéiert, datt dat fir ons kee generaliséierte Litige wär, mee héchstens e sektoriellen. An dat huet d'Riichterin – dat ass eng Riichterin! – dunn och esou festgehalen a sech op d'Säit vun der Regierung gestallt a gesot: Sechs zu fënnef! Wann, dann ass et iwwerhaapt e sektorielle Litige an da muss eng aner Opstellung sinn. Dat kann net déi doten Opstellung sinn, déi heihinnerkomm ass, fir dat dann ze diskutéieren!

Duerno huet d'CGFP dat virun d'Mediatioun bruecht. Et ass de Mediateur, deen den héchste Riichter hei am Land ass. Deen huet sech dorëms gekëmmert. En huet seng Analys gemaach an ass zur Konklusioun komm, op Basis vum Gesetz, dat him zur Verfügung steet, datt en net kéint doriwwer statuéieren, well et net zu enger Non-conciliatioun komm ass.

Sou, dat war eeben, wéi dee Moment do d'Prozedur war. An dunn hu mer déi Reunioun gehat a mir hunn doriwwer diskutéiert. Ech hunn dat zréck an de Regierungsrot ginn, an de Regierungsrot huet mer gesot: „Nee, mir bleiwen u sech bei deem, wat elo eis Positioun nach ëmmer ass." An dunn hunn d'Kolleege vun der CGFP gesot: „Ok, da maache mir eeben déi Schrëtt, déi mir fir richteg halen!" Dunn ass et eeben zu där Protestaktioun komm, wat hiert Recht ass. Et voilà!

Den Dialog ass awer do. An ech hunn och zënterdeems keng Demande méi kritt vun der CGFP, fir eng Kéier mat mir ze schwätzen. Dowéinst, ech weess jo, an dat ass jo och ganz normal an dat kann een och novollzéien, datt een op esou enger Manifestatioun e bësse provokativ da Saache freet a seet, een awer vläicht, wann een éierlech mat sech selwer ass, ganz genau weess, wéi d'Situatioun ass. Datt ee mat mir schwätze kann an och hätt kënnen, wann een nach eng Kéier de Besoin gehat hätt, driwwer ze schwätzen. Ouni Problemer mat mir hätt kënnen diskutéieren. Mir hunn enkste Kontakt op verschiddensten Niveauen.

An ech mengen, dat ass och nach eng Kéier dee wichtegste Message fir haut, vu datt jo och Kolleege vun der CGFP an hir Vertrieder hei am Sall sinn. Ech muss mech zwar un d'Chamber riichten, mee ech maachen et iwwer Iech awer nach eng Kéier ganz kloer: D'Regierung, an och ech als Fonction-publiques-Minister sinn oppen, fir mat Iech weider ze diskutéieren an enger konstruktiver, partnerschaftlecher Approche iwwert déi Projeten, déi eis wichteg sinn, déi an eisem Koalitiounsprogramm stinn.

An do gëtt et der ganz vill, déi wichteg sinn, déi am Moment komplett eklipséiert gi wéinst deem heiten Theema, wéi zum Beispill den Teletravail, fir ee Punkt ze huelen. Dat muss gereegelt ginn! Do ass e Projet de loi, deen do läit. Dat ass elo een Theema.

Mir hunn e Koalitiounsprogramm, wou eng ganz Partie Punkten drastinn, och d'Digitaliséierung beim Staat no vir ze dreiwen. Also, mir hu genuch Matière, genuch Reformen, déi mer wëlle maachen am Interêt vun eise Mataarbechterinnen a Mataarbechter beim Staat, déi derwäert sinn, datt mer zesummen diskutéieren, konstruktiv, sachlech a partnerschaftlech.

An dofir steet der Regierung hir Dier grouss op an och meng. A mir kënnen direkt, wann et méiglech ass, d'nächst Woch zesummekommen, d'Regierung, also respektiv ech als Minister vun der Fonction publique, mat de Vertrieder vun der CGFP, fir mol erëm iwwer déi Sujeten ze diskutéieren, well da maache mer eppes fir ons Mataarbechterinnen a Mataarbechter beim Staat!

Ech mengen, jo awer wuel kënnen ze soen, datt eis eppes verbënnt, nämlech den Interêt, fir fir eis Staatsbeamtinnen a Staatsbeamten ze schaffen. Dat ass dat, wat, mengen ech, d'CGFP an d'Regierung och gemeinsam hunn. An dat wäerte mer also och weiderhi maachen. Dowéinst: Mir kënnen direkt duerno e Rendez-vous ausmaachen, fir eis d'nächst Woch zesummenzesetzen a weider ze diskutéiere bei deene Punkten, déi ons alleguerten um Häerz leien.

Ech wollt nach e Wuert soen, awer ech däerf natierlech net meng Zäit vergiessen, well ech wollt der Madamm Backes natierlech och nach d'Méiglechkeet ginn, als Verdeedegungsminister eng Kéier spezifesch op d'Arméi anzegoen. De Spriecher vun der CSV, den Här Bauer, huet dat gemaach. Trotz allem, well elo gesot gëtt: Inkohärenz. Also, ech mengen, wann een eng Inkohärenz virgeheit kritt, soll ee kënnen dorobber äntwerten. Et ass richteg, Dir kënnt déi Fro stellen: Firwat hutt Der deemools esou gesot? An haut soe mer esou. Et soll een awer ëmmer am Hannerkapp behalen, datt ee muss oppassen, net selwer enges Daags vläicht och an esou Situatiounen ze geroden. An da kuckt een emol, wéi een dann do drop reagéiert.

Ech kann Iech hei aus dem Stand och Beispiller soen. Et si Parteien, déi hu virun der Wal gesot, se wiere géint de gratis ëffentlechen Transport. An duerno ware se averstanen! Et si Parteien, déi sech laang géint den Tram gewiert hunn. Op eemol ware se derfir! Et si Parteien, déi hu gesot: eng grouss Steierreform fir d'sozial Gerechtegkeet. Déi ass ni komm!

Ech mengen, datt mer alleguerten, wa mer kucken, och ëmmer Positiounen a Campagnen hunn, wou mer soen: „Sou!" An herno, well mer mat aneren zesummeschaffen, well mer herno aner Informatiounen hunn, déi Saachen da vläicht relativéieren. Da kann een dann eeben och d'Gréisst, d'Stäerkt hunn, ze soen: „Ok, mir hunn elo aner Informatiounen, an dat huet eis eeben derzou bruecht, datt mer elo soen, et ass awer aneschters gewiescht, an duerfir sti mer dozou!"

D'Madamm Adehm huet deemools geschwat fir d'CSV. D'Madamm Adehm huet e wichtege Saz gesot, deen hei net gefall ass, deen ech Iech awer soen: „Mir ware bei dëse Gespréicher net derbäi", mee mir hunn déi Klack héiere vun der CGFP. A si huet du gesot: „pacta sunt servanda." A mir sinn awer elo an der Regierung, a mir hunn och mat deene Leit geschwat, déi bei deene Verhandlungen derbäi ware mat der CGFP. An et ass zu kengem Zäitpunkt iwwert dee Bewäertungssystem geschwat ginn, wéi verhandelt ginn ass, fir de Bewäertungssystem an der Fonction publique, esou wéi en 2015 agefouert ginn ass, ofzeschafen. Et ass net liéiert gewiescht.

An déi Confirmatioun hu mer. A mir hunn an eiser Motioun gesot, den Esprit et la lettre solle respektéiert ginn. Jo, mat deenen Informatiounen do ass dat respektéiert, well mer eebe genau wëssen, dass et ni esou verhandelt ginn ass, well et deemno zwee getrennte Systemer waren an et ass net liéiert gewiescht an deene Verhandlungen. Et ass eeben ëmmer ëm dee gaangen, deen 2015 agefouert ginn ass. A mat där Informatioun, jo, da brécht engem do keng Zack aus der Kroun. Ech mengen, datt een dat och kann eng Kéier soen. Dat ass fir mech jiddefalls perséinlech esou. Ech fannen et éischter en Zeeche vu Stäerkt wéi vu Schwächt. Mee déi Bewäertung, wéi een dat mécht, mat sengen eegenen Inkohärenzen ëmzegoen, déi iwwerloossen ech jiddwerengem selwer.

A mat deene Wierder géif ech gäre Merci soen a vläicht d'Wuert dem Här President zréckginn, fir datt hien et ka weiderginn. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Wann ech richteg verstanen hunn, wëllt d'Verteidegungsministesch nach eppes dozou soen. Madamm Backes, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet hei effektiv ganz konkreet ëm d'Arméi, dann erlaaben ech mer, och e puer Wierder hei ze soen. Et geet konkreet

ëm d'Arméi an effektiv ëm soss keng aner Administratioun vum Staat.

An Zäite vu wierklecher Onsécherheet, vu Krich, och an Europa, net wäit vun eise Grenzen; an Zäiten, wou a verschiddenen europäesche Länner och dervu geschwat gëtt, dass mer Zaldotinnen an Zaldote sollen asetzen, net ganz wäit ausserhalb vun der EU, fir Europa ze verteidegen; an Zäiten, wou Verschiddener och nees schwätze vum obligatoresche Militärdéngscht respektiv vun Armées de réserve; an Zäiten, wou d'kollektiv Verdeedegung nees wierklech à la une ass – wierklech à la une! –, an esou Zäite schwätze mir dann hei zu Lëtzebuerg iwwert d'eventuell Ofschafung vum Bewäertungssystem!

Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, et geet ëm d'Arméi! An nach eng Kéier, an ech mengen, dat hunn der ganz vill heibanne gesot: Dat ass keng Administratioun wéi eng aner! An effektiv, säit 1954 gëtt et e Bewäertungssystem an der Arméi. Deen ass a war deemools och schonn inspiréiert vun deene vun eisen Nopeschlänner.

Et geet hei ëm Militärgraden! Dat ass och gesot ginn. An dat ass verbonne mat Verantwortung. Et geet hei net ëm Paien, et geet hei net ëm Gehältergraden. Ech mengen, dat soll och ganz kloer sinn. Et geet hei ëm d'Sécherheet vum Militär, an ech mengen, et ass eis Verantwortung fir ze kucken, dass déi esou gutt wéi méiglech garantéiert ass.

De Militär huet Verantwortung fir säin eegent Liewen, mee de Militär huet och Verantwortung fir d'Liewe vun deenen aneren, mat deenen en zesummeschafft an déi ënnert him stinn, an dat souwuel heiheem wéi och ausserhalb. An am Ausland, wa mer da vum Ausland schwätzen, ech mengen, do hu mir als Regierung och eng Verantwortung, do hunn ech als Verdeedegungsministesch och eng Verantwortung, well eis Militäre ginn och an d'Ausland geschéckt. Si sinn an NATO-Missiounen, si sinn an Opérations de maintien de la paix. Do ass och dëst héicht Haus ëmmer permanent informéiert, an dat ass och gutt esou.

An där Missiounen, där wäert et der net manner ginn iwwert déi nächst Joren. An déi wäerten och iwwert déi nächst Joren net manner geféierlech ginn. Mir wäerten iwwert déi nächst Joren e Bataillon binational mat der Belsch opstellen. Eis Zaldote wäerten do ënnert der Verantwortung vum belsche Militär stoen. Ma d'Belsch hunn och e Bewäertungssystem. An zum Gléck, well hei schwätze mer vun engem Bataillon de combat! Combat net mat Bicken, mee Combat mat Waffen!

An deem Bataillon, dee mer da wäerten opstellen, do wäerten och emol belsch Zaldoten ënner Lëtzebuerger Fürung sinn. Ech weess net, wéi d'Belsch dat géife fannen, wa mir hinne géife soen: „Bon, bei eis ass dat elo just nach sur base vun der Ancienneté an net méi sur base vun engem Bewäertungssystem."

Mee soyons sérieux! Et geet hei ëm d'Kredibilitéit, och par rapport zu eise Partner, et geet ëm d'Kredibilitéit vun eiser Arméi. An ech soen all deene Merci, déi dat heibannen och mentionéiert hunn. Et geet ëm d'fachlech Kompetenzen, et geet ëm d'physesch an ëm d'eethesch Qualifikatiounen. Ech mengen, dat versteet all Mënsch, dass déi, déi Verantwortung an der Arméi hunn, déi och brauchen.

Muer sinn ech bei der zweeter Vereedegung derbäi, säitdeem ech Ministesch sinn, fir déi, déi dann hir Instruction de base gepackt hunn. Do wäerten dann d'Elteren an d'Grousselteren an d'Geschwëster, vläicht och d'Kanner vun deene sinn, déi hei hire „Je le jure" fir d'Arméi maachen. Ganz houfreg wäerten déi sinn op déi Dammen an Hären, déi dann offiziell Zaldotinnen an Zaldote wäerte fir Lëtzebuerg ginn. An ech muss dach och deene mat engem ganz gudde Gewësse soe kënnen, dass an der Arméi déi Dammen an déi Häre gutt opgehuewe sinn, dass se kengen onnéidege Geforen ausgesat ginn. Also, fir mech ass dat op alle Fall ganz wichteg, an ech ka mer eppes aneschters éierlech iwwerhaapt net virstellen!

An da wëll ech och nach op eppes opmierksam maachen: An eisem Accord de coalition ass och ganz kloer d'Spezifissitéit vun der Arméi festgehalen, an dat au niveau opérationnel. An ech mengen, och deem misste mer Rechnung droen.

Ech faasse mech kuerz. Et war mer awer wichteg, dat heiten ze soen, well ech mengen, fir d'Zukunft ass dat heite ganz, ganz wichteg. Wann et haart op haart kënnt, da geet et effektiv hei ëm Liewen an Doud. Net méi, net manner! Et geet ëm d'Sécherheet vun de Fraen a Männer, déi an eiser Arméi sinn. Et geet ëm d'Sécherheet vun deenen, déi sech mat hirem Liewe fir eis Verdeedegung asetzen. An éierlech: Ech fannen, domadder ass net ze spaassen!

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch. Domat wär dann dës Diskussioun ofgeschloss.

***Motions***

Ech hunn hei um Büro dräi Motioune leien, déi vun de Kolleege vun de Piraten deposéiert gi sinn, a mir géifen déi dann elo behandelen.

***Motion 1***

D'Motioun Nummer 1, déi vum Här Goergen, dem Här Polidori an dem Här Clement hei ënnerschriwwen ass. Här Goergen, wollt Dir nach ...?

*(Interruption)*

Dir hutt alles gesot. Ass een aneren, dee wëllt Stellung dozou huelen? Den Här Bauer, den Här Baum, den Här Wagner. Här Bauer, fänkt Dir emol un.

**M. Maurice Bauer** (CSV) | Merci villmools, Här President. Déi Motioun ass jo, wéi den Här Goergen gesot huet, e Copy-paste vun deem, wat d'CSV d'lescht Joer proposéiert huet, an dowéinst géif ech menger Fraktioun proposéieren, déi heiten unzerkennen, well se och soss näischt seet wéi dat, wat mer alleguerten hei ronderëm den Dësch gesot hunn, nämlech, dass mer sollen de Gehälteraccord vum 9. Dezember 2022 rigoureusement respektéieren.

Merci villmools.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauer. Dann ass et um Här Baum.

*(Interruption)*

Ech hat gemengt, Dir hätt d'Hand ausgestreckt. Et deet mer da leed, dann ass et elo um Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Et gouf och gesot: 2015 hate mir souwisou géint de Bewäertungssystem gestëmmt. De Justin Turpel huet dat nach fir eis gemaach, an ech mengen, dat war schonn e grousse Spezialist vun der Fonction publique. Ech mengen, en hat 40 Amendementer erabruecht. Siwe Joer méi spéit ass dee Bewäertungssystem ofgeschaaft ginn. De Justin Turpel an déi Lénk hate Recht! An déi, déi et agefouert hunn, haten Onrecht. Dat muss een awer feststellen.

Mir hunn e klenge Problem mat dëser Motioun, well den Accord tëscht der CGFP an der Regierung 2022, deen u sech gutt ass, trotzdeem awer och nach seet, et misst een de Bewäertungssystem och fir Stagiairen an Employé-d'État bäibehalen, wougéint mir deemools och waren. Mir haten do en anere Modell virgeschloen. Dat heescht, mir hätten aus deem Grond éischter d'Tendenz, eis ze enthalen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Madamm Braz.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Ech war zwar d'lescht Joer net derbäi, wéi meng Fraktioun sech zu där heite Motioun expriméiert huet, déi gouf awer deemools schonn net matgestëmmt, well se flou ass. Si ass haut nach ëmmer grad esou flou. Si seet eiser Meenung no net vill aus. An ech mengen, dass deen Accord esou, wéi en och schonn ëmgesat ginn ass, domat och respektéiert ginn ass. Dat heescht, mir mussen dat doten net nach eng Kéier stëmmen. Mir stëmmen dat heiten net mat.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Braz. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Keup, der Madamm Welfring an duerno dem Här Goergen als Auteur. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Also, ech mengen, mir sinn awer alleguerten derfir, dass de Gehälteraccord agehale gëtt. An dofir gesinn ech och hei elo net iergendee Grond, firwat een dat hei elo net ka matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Jo, merci. Änlech wéi d'lescht Joer ass et fir eis och net kloer, wat genau gemengt ass. Do gëtt et verschidde Méiglechkeeten. Mir wëssen, dass de Gehälteraccord wichteg ass an dass deen och muss respektéiert ginn. Ech mengen, dat war jo och an där Motioun d'lescht Joer, déi vun eis proposéiert gouf, dran. Hei ass awer elo net kloer, wéi se elo orientéiert ass. Soll den Artikel 32 erausgeholl ginn? Dofir si mer der Meenung, dass mer genau wéi d'lescht Joer dat heiten net kënne matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. Dann ass et um Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Effektiv, déi éischt Motioun, déi war an der Optik, dass ee ganz einfach den Accord vum 9. Dezember 2022 soll anhalen. An deemools goufen effektiv och schonn Exceptioune virgesinn. D'Arméi war awer an deene Verhandlungen ni eng Exceptioun. Dat heescht, juristesch heescht dat eigentlech, d'Arméi ass mat dran. Awer warscheinlech, wann ech elo den Här Minister richteg verstanen hunn, loosse se et drop ukommen um Verwaltungsgeriicht. Do wäert da leider eng Kéier mussen d'Justiz driwwer tranchéieren, ob dann elo d'Arméi hei ënnert de Punkt 10 fält oder net.

Zumindest ass et awer en Apport, wann ee seet, datt een haut déi Motioun matstëmmt, well et ass jo net u mir ze bewäerten, wat am Accord un anere Punkte steet. Dat war deemools d'Regierung mat der CGFP. Eis als Chamber ass dru geleeën, dass deen Accord, wéi en deemools tëscht de Sozialpartner an der Regierung ausgehandelt ginn ass, och respektéiert soll ginn. An dofir hu mer déi Motioun haut matbruecht. An natierlech ass et gutt, wann déi haut eng Majoritéit kritt, fir dass den Accord och an Zukunft ka respektéiert ginn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Et ass keng aner Wuertmeldung do. Da géif ech proposéieren, datt mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

***Vote sur la motion 1***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. Ech maachen de Vott elo zou.

D'Resultat vum Vott ass: 40 Jo-Stëmmen, 16 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen. Dës Resolutioun ass also mat 40 Jo-Stëmme géint 16 Nee-Stëmmen, bei 2 Abstentiounen, ugeholl.

*Résultat définitif après redressement : la motion 1 est adoptée par 41 voix pour, 15 voix contre et 2 abstentions.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Françoise Kemp), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Michel Wolter), Max Hengel, Mmes Françoise Kemp, Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz (par M. Max Hengel), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

*Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par Mme Taina Bofferding), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.*

*Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.*

***Motion 2***

An da komme mer zur Diskussioun vun der Motioun Nummer 2, déi och deposéiert ginn ass vum Här Goergen. Här Goergen, wëllt Dir dozou d'Wuert huelen?

*(Négation)*

Dat ass net de Fall. Ech denken, datt Der duerno wëllt schwätzen. Da froen ech, wie sech zu dëser Motioun zu Wuert mellt. Den Här Wagner gesinn ech als Éischten, den Här Bauer, d'Madamm Braz an den Här Keup duerno. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, also mir wäerten eis bei der zweeter och enthalen an ech erklären och, firwat. Dat ass, well mer eis bei der drëtter ... Do wäerte mer mat Jo stëmmen. An déi zwou hänke jo e bëssen zesummen.

*(Interruption)*

Dann hunn ech dat scho gesot. Da brauch ech et herno net ze soen.

Well u sech déi drëtt Motioun, déi invitéiert d'Regierung, sech mat der CGFP zesummenzesetzen a Léisungen ze fannen an e Gespréich ze féieren a sou weider. An dat ass vläicht ergeebnisoffen oder wat och ëmmer. Wichteg ass, datt eng Léisung fonnt gëtt am Aklang, zesumme mat der CGFP. An dat kéint natierlech sinn, datt den Artikel 32 gestrach gëtt, mee da muss en trotzdeem duerch eppes aneres ersat ginn, well et ka jo net sinn, datt mer keng Evaluatioun bei de Grade maachen.

Voilà, dat heescht, ech mengen, d'CGFP ass jo awer eng seriö Gewerkschaft, mat där een diskutéiere kann a mat där ee bestëmmt eng gutt Léisung ka fannen. Dofir wäerte mer eis enthale bei der Motioun 2 an dofir awer och déi Motioun 3 mat Jo ënnerstëtzen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Dat ass da scho mol gesot. An da ginn ech dem Här Bauer d'Wuert.

**M. Maurice Bauer** (CSV) | Merci villmools, Här President. Den Artikel 32 vum Gesetz ass, mengen ech, den Objet gewiescht haut vun de ganzen Diskussiounen. Mir hu virdrun och probéiert, ze erklären, firwat dass dat en anere System ass wéi deen, deen hei soll ofgeschaaft ginn. A vu datt meng Fraktioun d'lescht Joer och d'ganzt Gesetz mat dem Artikel 32 matgestëmmt huet, proposéieren ech, dass mir dës Motioun net unhuelen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauer. Dann ass et un der Madamm Braz.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Fir eis ass dat och en Nee, soulaang keng Alternativ um Dësch läit, fir dat doten ze ersetzen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Braz. Den Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, merci, Här President. Och fir eis ass et hei elo Nee, well ech mengen net, dass et am Sënn ass vun där ganzer Saach, fir elo den Artikel 32 an domadder déi Bewäertung do komplett ofzeschafen, ouni en Ersatz prett ze hunn. Nee.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Madamm Welfring. Merci villmools.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Vun eis ass et do och en Nee.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Effektiv, den Artikel 32 ... Ech war elo e bëssen duercheneekomm, well den Här Bauer gesot huet, Dir hätt e matgestëmmt, mee Dir hat awer Vote séparé gefrot, wou Der geschlossen als CSV mat Nee gestëmmt hat fir den Artikel 32. Dofir war eigentlech d'Optik, datt ech geduecht hunn, da géingt Der en, wann Der elo d'Méiglechkeet hätt, eraushuelen, well soss géing ech jo net verstoen, dass Der deen eenzelne Vott gefrot hat. Mee dat sief emol dohigestallt.

Dass d'Arméi e System brauch, dat stellt och bei eis keen a Fro. An ech mengen och net, dass d'CGFP dat a Fro stellt. D'Fro ass hei eng aner. Deen Artikel 32, sou wéi ech dat deemools hei matkrut an elo an de rezenten Erklärunge vun der CGFP, gouf ouni Dialog deemools mat hinnen agefouert.

*(Interruption par M. François Bausch et hilarité)*

Den Här Bausch ka seng Versioun och nach gären duerno erklären. Dat kënnt Der gäre maachen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mir maachen nach eng Heure d'actualité, Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ech beruffe mech do op dat, wat d'CGFP op der Place publique gesot huet. Dat heescht, deen Dialog huet gefeelt. An dofir hu mer déi Motioun haut matbruecht, an der Optik, fir deen Artikel 32 elo ewechzehuelen an herno am Dialog zesumme mat enger CGFP eng propper Léisung ze fannen. Dat ass ganz einfach d'Iddi derhannert. Well vun enger CGFP, mengen ech net, dass déi sech esou verspäert, wéi deelweis elo hei gesot ginn ass. Oder wéi hat d'Madamm Backes gesot? „Net fir ze spaassen". Ech mengen och net, dass eng CGFP hei ass, fir ze spaassen. Et ass eppes ganz aneres. Ech mengen, d'CGFP, wéi och all d'Politiker heibannen, ass sech schonn der Verantwortung bewosst, mee den Dialog huet awer gefeelt. An ech mengen och net, dass eng CGFP oder d'Zaldote sech géinge späre géint en anere System oder géint eng Léisung, mee do muss den Dialog kommen. An dofir hu mer dat matbruecht, dass den Artikel 32 aus dem Wee geraumt ass an een eng besser Léisung kéint fannen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen, mee Dir verstitt, datt ech dem Här Bausch elo nach muss d'Wuert ginn. Här Bausch, et ass un Iech.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Ech hat net wëlles ze intervenéieren, mee ech mengen, dat Ganzt fänkt awer elo un, eng Tournure ze huelen, déi ech besonnesch speziell fannen. D'lescht Joer hei am Juli, wéi ech deemools als Minister d'Gesetz presentéiert hunn, do hunn ech och d'Zuele ginn. Duerfir, den Här Goergen soll éierlechkeetshalber dat soen, wat ech och hei gesot hunn: Et ware 25 Verhandlungssëtzunge mam SPAL iwwert d'Arméisgesetz – 25! Siwe mam Minister derbäi! An de Minister selwer huet nach eng Kéier d'CGFP um nationalen Niveau gesinn, ganz um Schluss nach eemol, ier d'Gesetz sollt gestëmmt ginn déi lescht zwou Wochen, wou et opkomm ass a wou dat heiten ëmmer erëm verlaangt ginn ass, ze diskutéieren. An de Minister huet och dunn déi Motioun, déi deemools hei vun der Majoritéit ugeholl ginn ass an der Chamber, als Kompromëss proposéiert, wou eng ganz Rei Saache jo drasti par rapport zu där Reegelung hei.

Bon, alles dat ass net duergaangen. Wësst Der, am Liewen ass et eeben esou. Verhandlungen a Sozialdialog sinn eng super Saach, muss sinn a soll sinn. An ech sti wierklech fir de Sozialdialog. Mee Sozialdialog heescht éischtens net, datt een ëmmer deem anere vis-à-vis muss Recht ginn. An zweetens: Et muss een iergendwann eng Kéier och zu engem Resultat kommen, well soss kritt ee kee Gesetz op den Instanzewee bruecht.

Duerfir, wann hei gesot gëtt, hei wier keen Dialog gewiescht ... Wësst Der, ech krut zu engem gewëssenen Zäitpunkt gesot vun der CGFP – well den Hannergrond ass jo dee gewiescht, datt et schon existéiert huet an et stoung just an engem Règlement grand-ducal virdrun –: „Mir hätten am Fong iwwerhaapt kee Problem domadder. Da loosst et einfach am Règlement grand-ducal stoen, dann ass et fir eis ok." Bon, elo ka sech jiddwereen do selwer säi Bild maachen iwwer esou eng Logik, mee ech wëll Iech awer just soen: De Staatsrot huet eng Opposition formelle gemaach, well an Zwëschenzäit jo net nëmme bei deem heite Gesetz, mee bei ville Gesetzer esou Bestëmmunge wéi déi dote mussen an d'Gesetzer geschriwwe ginn an net méi kënnen an e Règlement grand-ducal gesat ginn. Duerfir, et gëtt keng Léisung heifir ausser iwwer Gesetz. Do kann een natierlech ... An dat stoung jo iwwregens an där Motioun deemools dran, déi d'Majoritéit ugeholl huet, datt soll gekuckt ginn, ob een dann eventuell an engem separate Gesetz eng Léisung fënnt. Mee et ass ëmmer e Gesetz! An do steet nach dat nämmlecht dra wéi dat, wat Der elo hei an deem nationale Gesetz hutt.

Ech muss Iech éierlech soen, ech fannen, d'Madamm Defenseminister huet am Fong déi zwee lescht Sätz well richteg: Et ass en Trauerspill, datt mir an deenen Zäiten, wou mer haut liewen, wou mer d'Arméi méi wéi jee brauchen, esou eppes wéi dat hei mussen esou diskutéieren!

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, domat wär dann dës Diskussioun ofgeschloss.

An ech géing dës Motioun dann och zum Vott komme loossen.

***Vote sur la motion 2***

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 3 Jo-Stëmmen, 55 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 55 Nee-Stëmme géint 3 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

*Ont voté oui : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Paul Galles), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Françoise Kemp), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz (par M. Max Hengel), Charel Weiler (par M. Michel Wolter), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par Mme Taina Bofferding), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.*

*Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.*

***Motion 3***

An da komme mer zu der nächster Motioun, och nach eng Kéier vum Här Goergen. Här Goergen, Dir wëllt och bestëmmt duerno schwätzen. Dann ass dat emol esou aktéiert. Wie schwätzt gär heizou, wien hëlt d'Wuert? Den Här Bauer, d'Madamm Braz, d'Madamm Welfring. Ok, dat wär et emol bis elo. Här Bauer, fänkt un!

**M. Maurice Bauer** (CSV) | Merci villmools, Här President. Och dës Motioun géif ech menger Fraktioun proposéieren ofzeleenen, aus dem ganz einfache Grond ... Ech mengen, déi zwee Ministeren hu ganz kloer gesot, wéi vill Gespréichsbereetschaft, datt si gewisen hunn a weisen, och fir d'Zukunft ëmmer disponibel sinn, dass d'Dieren op sinn. Mee virun allem awer och duerch den Depot vum Projet de loi 8377, dee genau deen dote Punkt vum Gehälteraccord ëmsetzt, mengen ech, ass déi Motioun hei iwwerflësseg, well se eigentlech schonn amgaangen ass, geléist ze ginn. Dowéinster géif ech heimat proposéieren, dës Motioun ofzeleenen. Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauer. Madamm Braz.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Mir ënnerstëtze generell all Beméiungen, fir de Sozialdialog oprechtzeerhalen. An deem Sënn gesi mir elo net direkt e Problem, fir dat doten net matzedroen. Mir stëmmen dat mat, mee wéi och scho virdrun a mengen Ausféierungen detailléiert, sti mir awer weider zu deem Accord, sou wéi e bis elo ëmgesat ginn ass.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Braz. Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Jo, also dat hei ass eng Motioun, fir déi mer gewësse Sympathien hunn, well et effektiv drëm geet, den Dialog oprechtzeerhalen. Dat ass prinzipiell eng gutt Saach. Mir hunn awer aus eegener Erfarung gemierkt, dass hei d'Alternativen net ganz zalreich sinn an dass mer och proposéiert haten, souwisou eng Bilanz ze maachen, eng järlech Bilanz. An dofir géinge mer eis bei dëser Motioun enthalen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. Ech hunn elo keng aner Wuertmeldungen. Da ginn ech dem Här Goergen d'Wuert.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Also, déi Motioun war a sech aus där Optik eraus, dass nom RTL-Interview d'CGFP nach e Communiqué geschéckt hat, wou drasteet: „Nachdem Serge Wilmes seit Wochen auf Tauchstation war". An dat krute mer och e Méindeg erzielt, dass den Här Minister net disponibel gewiescht wär an dass iergendwéi déi Sakgaass do wär an déi Verhandlungen net virukomm sinn.

Den Här Minister huet virdrun hei erkläert, dass d'CGFP ganz wuel eng Kompromëssléisung gemaach huet, mee dat war wuel och eng Einbanstrooss, well wann ech Iech richteg verstanen hunn, hutt Dir et mat an de Regierungsrot geholl an et koum keng Géigepropos fir d'CGFP. Dat heescht, et war eng Einbanstrooss, wou d'Regierung si einfach stoegelooss huet.

An an där Optik hu mer geduecht, dass Der mat der CGFP nach eng Kéier schwätzt an do och de Support vun der ganzer Chamber da kritt, fir déi Verhandlungen opzehuelen, well ech mengen, aus dëser Nummer kommt Der just eraus am Dialog. Dir kënnt elo nach méintelaang op stuer schalten, jorelaang. Mee, ech mengen, dat heiten ass eng ganz verfuere Situatioun, a wann een do net den Dialog sicht mat der CGFP, dass een net weiderkënnt.

An ech mengen, wann Dir sot: „Si hunn eng Léisung, mir schwätzen do lo net méi driwwer, déi Léisung ass ofgeleent ouni Géigepropos", ass dat e Wee, wéi een eigentlech net mat enger Gewerkschaft ëmgeet an dofir hu mer déi Motioun bruecht, fir den Dialog oprechtzeerhalen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Dir hutt den Här Minister direkt ugeschwat. Dir wollt d'Wuert nach.

**M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique | Ech mengen, et kann een natierlech och ëmmer alles widderhuelen, wat ee selwer gesot huet an ouni deem anere vläicht nogelauschtert ze hunn. Dat ass och keen Dialog. Dat ass éischter en Dialogue de sourds, deen Der da praktizéiert selwer, Här Goergen, bei Iech. Ech mengen, ech hunn et um Radio gesot. Ech hunn et hei virun der Chamber gesot, also an der voller Ëffentlechkeet, wéi dacks mer scho matenee geschwat hunn, datt mir selbstverständlech als Regierung wëlle weiderhi mat der CGFP iwwer esou vill wichteg Saache schwätzen.

Ech muss awer och soen, wat den Här Bausch gesot huet, do schléissen ech mech awer un: Dialog heescht och net, datt ee bei allem muss averstane sinn. Dat ass net en Dialog. Dat ass net en Dialog! D'Definitioun vun Dialog heescht, sech géigesäiteg austauschen, an da kann een och emol soen: „Do si mer net averstanen." Mir sinn an enger Demokratie. Ech mengen, datt dat nach ëmmer d'Fräiheet ass, sech net eens ze sinn. A wann een dann nach ëmmer mengt, et hätt een awer Recht, da gëtt et Moyene fir ze probéieren, dat och nach anzekloen, wou ee mengt, dat missen ze maachen. Mir haten hei eng Propos kritt, wou mir effektiv gesot hunn: „Esou ass dat fir eis keng", well am Endeffekt ass et jo awer duerch d'Geständnis, datt ee wéilt e Bewäertungssystem hunn, mee et nennt een et net „Bewäertung". Ass dat eng seriö Propos? Mir hunn dat net fonnt. Dann ass dat och net eppes, wat ee kann dann diskutéieren.

Mee eis Bereetschaft, fir weiderhi mat der CGFP wéi vill aner Saachen ze diskutéieren, déi wichteg si fir déi 35.000 Staatsbeamtinnen a -beamten, ass net eleng den Appreciatiounssystem bei der Arméi. Deen anere gëtt ofgeschaaft iwwert e Gesetzesprojet, deen ech deposéiert hunn, sou wéi et verhandelt an ausgemaach ginn ass mat der CGFP. Do gëtt dat respektéiert, rigoureusement, a mir hunn nach esou vill aner Sujeten an do invitéieren ech och d'CGFP, mat eis dorobber anzegoen, fir am Sënn an am Interêt vun eise Staatsbeamtinnen a -beamten do mat eis driwwer ze diskutéieren, well do brauche mer se ganz kloer.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci. Domat, mengen ech, wier jiddwerengem seng Positioun kloer.

An da komme mer zum Vott iwwert dës Motioun.

***Vote sur la motion 3***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 16 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen an 9 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 16 Jo-Stëmme bei 9 Abstentiounen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Georges Engel), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Françoise Kemp), Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Laurent Mosar), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz (par M. Max Hengel), Charel Weiler (par M. Michel Wolter), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Andé Bauler) et M. Gérard Schockmel.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.*

An domat wär dëse Punkt vum Ordre du jour am Prinzipp ofgeschloss.

## 9. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Goergen

Dir wollt nach eppes ...

**M. Marc Goergen** (Piraten), auteur | ... Proposition de loi.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir wollt eng Proposition de loi deposéieren, dann hutt Dir d'Riednerpult fir Iech.

***Exposé***

**M. Marc Goergen** (Piraten), auteur | Merci, Här President. Ech mengen, mäi klenge Fanger hat mer et schonn am Viraus gesot, dass warscheinlech den Artikel 32 wäert am Gesetz bleiwen. Deementspriechend maache mer eng Proposition de loi, fir den Artikel 32 aus dem Arméigesetz erauszehuelen.

Merci.

*8378 – Proposition de loi modifiant la loi du 7 août 2023 sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise et modifiant :*
*1° la loi modifiée communale du 13 décembre 1988 ;*
*2° la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix et des opérations de prévention, ainsi que de gestion de crise ;*
*3° la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;*
*4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État*

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat war eng kuerz Explikatioun.

*(Interruptions)*

Villmools merci, Här Goergen.

## 10. Question élargie n° 6 de Mme Alexandra Schoos sur le suivi de la pandémie Covid-19

An da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour, zur erweiderter Fro Nummer 6 vun der Madamm Alexandra Schoos iwwert de Suivi vun der Covid-19-Pandemie. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit fir seng Haaptfro an no der Äntwert, wann e wëllt eng zousätzlech stellen, och nach fir seng Zousazfro. An d'Regierung huet 10 Minutten Zäit, fir Iech ze äntweren. Madamm Schoos, et ass un Iech.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Merci, Här President. Den 23. Mäerz 2023 gouf an dësem héijen Haus mat e puer Korrekturen, déi vun der LSAP-Fraktioun gefrot goufen, eestëmmeg eng Motioun ugeholl, déi Dir, Här President, am Numm vun der CSV-Fraktioun deposéiert hat. D'ADR hat déi Motioun matgestëmmt, obwuel si selwer eng Resolutioun hei virgeluecht hat, déi eng wierklech onofhängeg Kommissioun ënnert der Autoritéit vun der Chamber a mat all Accès op all Dokumenter verlaangt hat. Leider gouf dat net ugeholl an et muss ee sech froen, firwat net.

Zesummegefaasst goung et an där Motioun vun der CSV ëm d'Asetze vun enger Enquêtëkommissioun – an de richtege Wierder, wéi et an der Motioun wierklech stoung: „groupe d'experts indépendants" –, fir déi verschidde Moossnamen am Kader vum Kampf géint de Covid ze evaluéieren an e ganzheetlechen an detailléierte Bilan virzeleeën an dobäi notamment och d'Proportionalitéit an den diskriminatoresche respektiv nondiskriminatoresche Charakter vun deenen Decisiounen ze bewäerten.

Zu deene Passagen, déi op Wonsch vun der LSAP, déi zu deem Zäitpunkt nach de Gesondheetsminister gestallt huet, gestrach goufen, huet interessanterweis och deen hei gehéiert: „sachant qu'il existe beaucoup d'incertitudes quant à l'efficacité des différentes mesures".

Obwuel se eis an enger Rei Punkten net wäit genuch gaang ass, Här President, goufe mat Ärer Motioun eng Rei Feststellungen, déi bis dohi leider Gottes där ausschliisslecher Positioun vun der ADR entsprach hunn, och heibannen zum eestëmmege Konsens. Eleng d'Ursaachen opzezielen, firwat d'Bierger sech eng Opschaffung vun deene Moossname wënschen, géif vill Zäit an Usproch huelen, mee e puer siefen der awer genannt: Déi eng hu sech ënnert dem allgemengen Impfdrock ausgegrenzt gefillt a mat hire Bedenke gouf souguer hei op der Chamberstribün de Geck gemaach. Anerer ware vläicht geimpft a getest a konnten nawell net méi wéi eng Stonn bei hir Léifst an d'Spidol, well et nun emol esou virgesi war. An e groussen Deel stellt sech och nach ëmmer d'Fro iwwert d'Impffollgen an d'Impfschied, an dat net nëmmen hei am Land, mee och am noen Ausland.

Dowéinst meng Froen hei un d'Madamm Gesondheetsminister: Gesäit d'Madamm Minister vir, dem Uleies vun där Motioun Rechnung ze droen? Falls net, firwat net?

Zweet Fro: Wéi e Gremium ass bis ewell mat de Virbereedungsaarbechte beoptraagt?

Drëtt Fro: Wéi soll sech déi eigentlech Enquêtëkommissioun herno zesummesetzen, virun allem och, fir de Charakter vun der Onofhängegkeet vun dëser Kommissioun ze garantéieren? Wéi eng Experten aus wéi enge Beräicher goufe bis ewell gefrot, ob si wëlle matschaffen? Wéi eng Vertrieder vu gesellschaftleche Gruppe solle mat un deem Dësch sëtzen? Kréie Privatleit d'Méiglechkeet, sech fräiwëlleg an der Kommissioun ze engagéieren?

Véiert Fro: Läit en Dokument vir, dat d'Missioune vun der Enquêtëkommissioun definéiert? Ass dëst Dokument am Sënn vum gesamtgesellschaftleche Charakter vun där Aufgab ëffentlech zougänglech? Falls net, bis wéini a wou?

Déi fënneft Fro: Wéi eng finanziell Ressourcë sollen där Enquêtëkommissioun zougeduecht a wéi eng personell Ënnerstëtzung soll hir zur Säit gestallt ginn?

Eng sechst Fro: Ass virgesinn, d'Sitzunge vun der Enquêtëkommissioun live ze iwwerdroen oder an enger ëffentlech zougänglecher Mediathéik ze archivéieren, oder gëtt sech op Rapporte beschränkt?

Siwent Fro: Wéi eng Dokumenter sollen zougänglech gemaach ginn? Gehéieren dozou sämtlech Dokumenter, esou wéi se op Basis vum Artikel 75 vun där neier Verfassung fir d'Chamber virgesi sinn, notamment och d'Vaccine Order Forms, déi der Chamber no engem Bréif vum Här President un den Här Staatsminister vum 27. November 2023 sollen zougestallt ginn? Falls net, firwat net?

Déi lescht Fro: Kéint d'Madamm Minister sech virstellen, d'Chamber zum Beispill iwwert de Wee vun der Gesondheetskommissioun zukünfteg reegelméisseg mëndlech a schréftlech iwwert de Stand vun de Virbereedungsaarbechten ze informéieren?

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Schoos. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Minister fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci fir déi ganz Rei vu Froen. Also d'Dokument, dat ech zougestallt krut, fir haut hei dozou Stellung ze huelen, dat huet eigentlech mol guer keng Fro beinhalt. Do steet: „Entspriechend den aktuellen Entwécklungen an eisen Nopeschlänner, wat d'Opschaffe vun der Gestioun vun der Covidpandemie ugeet, géing ech d'Madamm Minister gär froen, wéi wäit mir hei zu Lëtzebuerg sinn, wat dëse Sujet betrëfft." An duerfir wollt ech dann elo mol fir d'éischt op déi Fro agoen an da kucke mer, ob déi aner nach néideg sinn.

Ech sinn elo an de leschte Méint relativ vill an eisen Nopeschlänner ënnerwee gewiescht an och op europäeschem Plang, op OCDE-Niveau, op OMS-Niveau, an ech kann Iech soen, datt eigentlech néierens esou wéi hei zu Lëtzebuerg den Detail gewosst ass vun alle Reegelen, déi en place waren, vun der ganzer Lëscht vu Gesetzer, déi een als Laie kann integral novollzéien, an all Reaktiounen dorobber, all Questionparlementairen ëffentlech zougänglech sinn.

A mengem Tour duerch d'Länner hunn ech gemierkt, datt et eng Rëtsch Expertegruppe gëtt, déi sech autonom mat der Opschaffung befaasst hunn. Et gëtt och Länner, wou Expertegruppen op Unien Opträg kruten, fir dat ze maachen, mee déi dréie sech haaptsächlech ronderëm d'wirtschaftlech Konsequenzen. Dat heescht, esou ee richtegen, dee sech ëm gesondheetlech Konsequenzen dréit, hunn ech net fonnt, ausser een an Éisträich, wou och e Grupp vun Experte sech op de Wee gemaach huet, fir ze kucken, wat néideg war, wat méi oder manner proportionell war, wat méi oder manner ubruecht war. An op dee ginn ech herno nach eng Kéier e bësse méi am Detail an.

Wat si mer elo zu Lëtzebuerg amgaang ze maachen? Ma mir sinn nach amgaange mat enger Rëtsch Petitiounen, déi do hänken. Déi mussen nach opgeschafft ginn. Mir haten am Hierscht nach Questionparlementairen, am fréie Fréijoer nach Questionparlementairen, déi mer beäntwert hunn. Dann hu mer am Oktober 2022 e Bericht virgestallt kritt vun der OCDE, wou eng Rëtsch Recommandatiounen dra waren, déi an der Santé opgeschafft ginn, déi am Detail opgeschafft ginn, a wou mer gären eng Kéier e Rapport maachen iwwer all déi Mesüren, wéi se opgeschafft ginn.

Just e Katalog fir unzefänken, e puer vun deenen, déi dodranner stoungen: Mir missten en eenzegen Informatiounssystem hunn duerch déi ganz Santé. Dat ass natierlech am Kader vun dem Alter vun der Digitalisatioun eng Evidenz, mee dee gëtt et awer nach net. Dat heescht, dee si mer amgaang, en place ze setzen. Mir misste besser an eise Secteur investéieren um Niveau vun den Aarbechtskräften. Mir missten d'Aarbecht anescht verdeelen, Pratique avancée maachen, Centres de soins primaires en place setzen, den Image vum Personnel médical et soignant fleegen. Och dat si mer amgaang ze maachen. Net méi spéit wéi virun zwou Wochen hate mer eng Petitioun, fir de Beruff vum Aide-soignant besser duerzestellen.

Dann e konkreete Projet, dee schonn am Avant-projet de loi ënnerwee ass an deen deemnächst wäert an de Regierungsrot kommen, dat ass dee vun der Centrale d'achat. Och do ass et am Ufank vun der Pandemie flagrant gewiescht, wéi mann koordinéiert mer d'Material disponibel haten. An dat war eng vun deene grousse Recommandatiounen, déi komm ass vun der OCDE an déi mer direkt ëmgesat hunn an déi och wärend der Pandemie schonn ëmgesat ginn ass. Dann d'Réserve sanitaire, do si mer bewonnert ginn, datt mer déi relativ schnell stoen haten. An déi wäert och weider bestoe bleiwen. An déi ganz Kommunikatiounschaînen tëschent Santé, Famille, Educatioun, HCPN an esou weider mussen a wäerten och op de Leescht geholl ginn.

Enn dëses Joers kënnt nach e Rapport derbäi. Dat ass e méi medezinneschen, och um Niveau vun Europa, wou d'Länner gepréift ginn op déi méi gesondheetlech Aspekter. Dat ass de Rapport vum ECDC.

Wat maache mer elo an deenen nächste Wochen a Méint? Mir hunn herno nach eng Heure d'actualité iwwert den Accord pandémie, deen direkt reliéiert

ass mam Opschaffe vun der Pandemie. Am Accord de coalition steet dran, mir géifen eng Loi pandémie op de Wee bréngen. Et ass awer keng Loi pandémie, well ech hu mer dat ugekuckt, dat geet net reng ëm d'Gestioun vun enger Pandemie. Do ass e ganzen Aval virdrunner mat Éducation à la santé, mat Detektioun vun Infektiounsherden, mat Déclaration obligatoire de maladie, wat mer alles mussen an ee Gesetz zesummekréien, well dat a villen Texter verspreet ass.

D'Éducation à la santé hunn ech an der Chamberskommissioun och schonn erkläert gehat. Mir hunn e Système médecine scolaire, deen oppasst, ob d'Kanner net ze schwéier sinn, ob se keng Drogen huelen, ob hir Impfunge gemaach sinn, mee mir hu keng Éducation à la santé. Dat heescht, mir hu keen Ëmfeld ronderëm, wat systematesch drop oppasst, datt dat dann och an déi richteg Richtung geet.

Da si mer bei der OCDE ugemellt, fir e Universal-Preparedness-Rapport ze maachen. Mir hunn d'lescht Joer dee vu Portugal mat begutacht a mir wäerten deen dëst Joer selwer maachen, wat och eng Suite ass vun der Pandemie. All Joer ginn eng dräi, véier Länner op Häerz a Longe gepréift, ob hire Système de santé enger Pandemie géif standhalen.

Last but not least ass de Plan santé mentale nach ugeholl ginn ënnert der fréierer Regierung, an dee muss elo an d'Ëmsetzung goen. Do wäerte mer geschwënn de Kick-off hunn.

Ech hat Iech virdru gesot, ech géif kuerz op Éisträich zréckkommen. Am Virwuert vun deem Rapport seet den éisträichesche Kanzler dat heiten: „Mit dem Wissen von heute würde man aber vieles anders machen. Politisch Verantwortliche würden heute ihre Worte mit mehr Bedacht wählen, wenn sie sich an die Öffentlichkeit wenden. Man würde alles daransetzen, kein ‚Wir gegen die, die gegen uns' entstehen zu lassen. Ein großer Teil der Bevölkerung stehe hinter den Maßnamen, doch ein Teil auch nicht – und beide Seiten seien mitzubedenken."

Ech weess net, ob Dir wësst, wou Dir den 12. Mäerz 2020 waart, mee ech souz doheem. Ech war amgaang, eng Prüfung virzebereeden. An iergendwann eng Kéier krut ech gesot, datt den Dag drop de leschten Dag Schoul wär – fir zwou Wochen! Et war awer net fir zwou Wochen. A mir hunn alles gemaach an där Zäit – an déi Leit, déi op deene Plaze waren, wou Decisiounen hu musse geholl ginn, hunn alles gemaach –, fir datt déi Decisioune fondéiert waren an driwwer diskutéiert ginn ass. Ech hat d'Chance, meng Schüler kënnen intensiv ze begleeden, well ech just virdrunner en iPad krut. Net jiddwereen hei an Europa hat déi Méiglechkeet, seng Schüler virunzebegleeden.

Ech wousst net, datt ech iergendwann eng Kéier misst iwwert déi Period schwätzen an driwwer diskutéieren, ob mer oder ob mer net musse kucken, ob Masken oder net Masken, ob Impfung oder net Impfung ubruecht war, mee ech weess, datt ech an där Fonctiouun, déi ech elo hunn, Respekt hu virun all deenen Decisiounen, déi geholl gi sinn, Respekt virun deem Immediat, deen huet musse geréiert ginn. Ech krut dat op der Säit vum Staatsrot och nach eng Kéier mat.

Ech stinn och zur Verfügung, fir am Kader vun enger Loi pandémie, am Exposé des motifs, an den Avisen, dat alles opzeschaffen, mee ech wéisst elo net, u wéi e Gremium mir eis elo géife wenden a wien – Dir hutt déi Froen alleguer opgeworf – mer an déi Enquêtëkommissioun géife setzen, wou mer déi Dossiere siche goe géifen, wou mer déi Zäit hierhuele géifen, fir dat ze maachen, wann ee weess, datt esou vill aneres nach muss gemaach ginn, fir prett ze si fir déi nächst Pandemie.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Madamm Minister Merci. D'Madamm Schoos huet nom Reglement nach d'Méiglechkeet, eng Zousazfro ze stellen. Madamm Schoos.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Ech hunn elo hei d'Motioun nach eng Kéier geholl vun der CSV. Den zweete Punkt ass effektiv: „à élaborer, dans les meilleurs délais, une ‚loi pandémie'". Dat hate mer och erkläert krut an der Santéskommissioun. Den éischte Punkt ass awer ëmmer nach: „invite le Gouvernement à demander à un groupe d'experts indépendants de faire une évaluation des différentes mesures prises dans le cadre de la lutte contre le Covid et à dresser un bilan étoffé et détaillé quant à leur efficacité, leur nécessité, leur proportionnalité ainsi qu'à leur caractère non-discriminatoire". An all den Äntwerten, déi ech elo krut – et ass wierklech bemierkenswäert, wat alles gemaach gëtt –, ass awer net op déi Fro geäntwert ginn, ob déi Motioun elo awer berücksichtegt gëtt, déi hei unanime ugeholl ginn ass an der Chamber, wat do gemaach gëtt, oder ob dat einfach fale gelooss gëtt.

Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Schoos. Madamm Minister.

*(Interruption depuis les tribunes)*

Ech géing bieden, keng Remarke vun der Tribün!

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Ech weisen nach eng Kéier drop hin, datt dee Pabeier, deen ech haut krut, mat kengem Wuert déi Motioun erwäänt huet, datt ech also an der Virbereedung net konnt den Tour vum Conseil de Gouvernement maachen, fir ze kucken, wéi mer géifen op déi Motioun äntwerten. Wann dat awer de Wëllen ass, dann huelen ech dat mat an den nächste Conseil de Gouvernement an da kritt Der duerno eng Äntwert op déi Motioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Madamm Ministesch Merci.

*(Interruptions)*

Ech géing effektiv d'Remark maachen, datt, wann ee gär prezis Äntwerten hätt, d'Froen och méi prezis musse si wéi just ee Saz, soss ass et ganz schwéier, eng uerdentlech Virbereedungsaarbecht ze maachen. Dat gëllt net nëmme fir déi hei Fro, dat gëllt och fir ganz vill aner Froen, déi mer stellen an der Question Time a bei de Question-élargien. Domat wär dann dëse Punkt ofgeschloss.

## 11. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de l'accord mondial sur les pandémies et le règlement sanitaire international de l'OMS

Mir géifen zu deem nächste Punkt um Ordre du jour kommen. Dat ass eng Aktualitéitsstonn, dës Kéier iwwert d'internationaalt Ofkommes iwwert d'Pandemien an den internationale Gesondheetsreglement vun der OMS, déi déi politesch Sensibilitéit vun déi gréng ugefrot huet. Nom Artikel 84 (2) vum Chamberreglement ass festgehalen, datt den Auteur 10 Minutten huet, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéite 5 Minutten, dono d'Regierung 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Max Hengel, den Här Gérard Schockmel, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här François Bausch als Vertrieder vun der politescher Sensibilitéit déi gréng. Här Bausch.

***Exposé***

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. An och merci, datt mer déi Debatt de Mëtteg kënne féieren. Déi Joren 2020, 2021 an 2022, dat ware relativ haart Joren, an zwar net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee op der ganzer Welt. Et war en Ausnamezoustand iwwert dräi Joer, weltwäit. An ech hat, jee nodeem, wéi een et gesäit, de Pech – d'Chance kann een et jo sécher net nennen –, fir dat och nach vun der Regierungssäit matzeerliewen. Duerfir weess ech genau, wat fir en Drock, wat fir e Stress datt dat bedeit huet, fir do an enger Situatioun, wou mer virun allem an enger Ufanksphas net schrecklech vill wousste vun deem, wat op eis géif duerkommen, Decisiounen ze huelen.

Mee et ass awer net dowéinst, firwat ech heihinner komm sinn, fir de Mëtteg ze diskutéieren. Ech sinn heihinner komm, fir iwwert d'Konklusioune weltwäit ze diskutéieren, déi am Fong aus där Pandemie gezu gi sinn, an zwar an éischter Instanz an der Weltgesondheetsorganisatioun, wou eng grouss Debatt duerno entstanen ass a wou och en Text an der Virbereedung ass, deen, wann alles iergendwéi normal geet, Enn Mee, Ufanks Juni wäert adoptéiert ginn, a fir driwwer ze schwätzen, wat dat am nationale Kontext bedeit.

Ech mengen, et ass relativ kloer, déi Pandemie hat, wéi gesot, d'Welt am Gréff. Mee si hat en immensen Impakt op fënnef Beräicher: An éischter Instanz natierlech op eis Gesondheet generell, mat all deene Facetten, ech wëll dat elo net am Detail alles opzielen. Als Zweet awer och op eist soziaalt Liewen. Als Drëtt natierlech op de gesamte Fonctionnement vun der Gesellschaft, d'wirtschaftlech Situatioun an awer esouguer och d'Verdeelungsgerechtegkeet. Do geet et haaptsächlech ëm Verdeelungsgerechtegkeet am Sënn: Wien huet Accès zu der Gesondheet? Wat jo op der ganzer Welt net iwwerall d'nämmlecht ass. An duerfir ass et natierlech wichteg, dass d'Weltgemeinschaft an donc och d'OMS sech domadder befaassen. Et ass hir Roll fir ze kucken, dat opzeschaffen.

Natierlech muss een domadder kritesch ëmgoen. Et muss een déi schwiereg Zäit eng Kéier genau beliichten. Et muss ee sech domadder ausernanersetzen. An dat ass och näischt Neies. D'Weltgesondheetsorganisatioun, déi mécht dat en permanence, an et ass souwisou, wa se eng Positioun hëlt oder Propose mécht a Pläng proposéiert, och näischt Neies, well där sinn et och scho virdru ginn. Et ass och e Pandemieplang ginn an der Weltgesondheetsorganisatioun virdrun. An duerfir ass et och gutt, datt se sech doriwwer Gedanke mécht.

Et ass och wichteg, ze ënnersträichen, datt, am Contraire zu deem, wat gär behaapt gëtt, datt iergendwou op der Welt op engem Niveau quasi vun enger Weltregierung géif eppes ausgeschafft ginn, wat da misst direkt vun de Länner ëmgesat ginn, oder wat en obligatoreschen Ëmsetzungszwang hätt bei de Länner, dat net stëmmt. Dat, wat ugeholl gëtt an der OMS, do gëtt et dee sougenannte Subsidiaritéitsprinzipp. Dat, wat herno dorauser gemaach gëtt an deenen eenzelne Länner, dat ass nach ëmmer de Länner iwwerlooss. An dat huet ee jo och am beschte gesi wärend der Pandemie, wéi ënnerschiddlech virun allem och an der Ufanksphas un déi ganz Pandemie erugaange ginn ass, obschonn et, wéi gesot, kloer Pläng gëtt bei der Weltgesondheetsorganisatioun, wou sech nach laang net ëmmer dru gehal ginn ass.

Et ass eleng duerfir och wichteg, datt d'Weltgesondheetsorganisatioun sech domadder befaasst.

*(M. Fernand Etgen prend la présidence.)*

Well – ech hunn et gesot – et geet och ëm d'Verdeelungsgerechtegkeet, ëm den Zougang zu der Medezinn an zur Gesondheetsversuergung, déi nach laang net iwwerall d'nämmlecht ass. Datt zum Beispill diskutéiert gëtt iwwert den Zougang zu Medikamenter, den Zougang vu Vaccinen, also de gläichberechtegten Zougang dozou, mengen ech. An da muss ee sech natierlech och ausernanersetze mat dem Pouvoir, dee selbstverständlech d'Pharmaindustrie huet um Niveau vun de Präisser, déi gemaach ginn, wann et zum Beispill drëms geet, Medikamenter ze entwéckelen an dann och ze liwweren op de Weltmäert, oder och Vaccinen.

Duerfir ass et och esou wichteg, datt eng transparent Diskussioun gefouert gëtt ronderëm déi Verträg, déi gemaach gi sinn an deem Kontext. Mee e groussen Deel, e ganz groussen Deel vun deem Text, dee bis elo um Dësch läit vun der WHO, geet ënner anerem ëm den Zougang zur medezinnescher Versuergung. An do ka jo kee Mënsch eppes dergéint hunn, datt mer eis domadder ausernanersëtzen. Dat ass ee vun deene wichtegste Punkten iwwerhaapt, géif ech soen, an deem ganzen Dokument.

Natierlech geet et och ëm Reegelen, ëm Moyenen, déi ee sech ginn huet, fir déi Pandemie ze bekämpfen an natierlech ginn och Recommandatioune gemaach op Basis vun deenen Erfarungen, déi da gemaach gi sinn, wéi een an Zukunft soll anescht domadder ëmgoen.

An da kommen ech natierlech op den nationalen Niveau. Selbstverständlech muss all Land fir sech kucken, wat et dann herno dovunner zréckbehält. An datt dat net kann eenheetlech sinn, dat geet eleng aus där ënnerschiddlecher Situatioun ervir an deenen eenzelne Regiounen op der Welt. Et ass zum Beispill en Ënnerscheed, ob een an engem Land ass, wat ganz dense ass bevëlkerungsméisseg, ob ee gréisstendeels an engem stättesche Raum ass oder an engem ländleche Raum. Et ass en Ënnerscheed jee nodeem, wat fir e Klima een huet an esou weider. Dat si jo alles Facteuren, déi mussen och an déi Diskussioun matafléissen.

Mee wat awer ass, dat ass, datt virum Hannergrond vun der Pandemie natierlech déi meescht Länner amgaange sinn, sech Gedanken ze maachen, wéi se sech an Zukunft besser kënnen dorobber virbereeden. An ech mengen, déi Fro, déi elo virdru gestallt ginn ass, an déi Äntwerten, déi d'Ministesch ginn huet, déi beleeë jo och, datt mer dat zu Lëtzebuerg amgaange sinn ze maachen.

Et ass also wichteg, datt ee wierklech déi Schlussfollgerunge vun deene Berodungen, déi jo, wéi gesot, elo Enn Mee oder Ufanks Juni wäerte sinn, wann alles normal geet, och ganz kritesch kuckt. Wat dat bedeit fir ee selwer. wat ee gemaach huet en fonction. An datt een natierlech, wann een nach parallel un enger eegener Gesetzgeebung schafft – engem Gesondheetsgesetz, wéi d'Madamm Ministesch et elo gesot huet, dat wäit iwwert d'Reegele vun der Pandemie erausgeet –, versicht, einfach déi Léieren, déi ee muss zéien aus Decisiounen, déi ee geholl huet, Gestiounen, déi ee gemaach huet, afléissen ze loossen, fir datt een do eppes mécht, wat Kapp a Fouss huet.

Et ass och ze soen, datt ech do Decisioune mat geholl hunn als Minister déi Zäit, an ech stinn och zu deenen Decisioun, déi ech do geholl hunn. A wa mer eppes kritesch haut kucken, da geet et net drëms, fir ze soen, dee Minister oder déi Regierung hätt alles falsch gemaach oder alles richteg gemaach, mee et geet einfach drëms, eng éierlech Ausernanersetzung ze féieren, fir ze kucken, wat eppes bruecht huet a wat näischt bruecht huet, fir datt mer dann net erëm eng Kéier déi nämmlecht Feeler an Zukunft wäerte maachen, wa sech eng änlech Situatioun sollt stellen. Dat heescht, datt dee Bilan vun de Mesüren, dee soll gemaach ginn, op eng wëssenschaftlech seriö an éierlech Aart a Weis soll gemaach ginn, ouni Scheiklappen, egal wou ee souz wärend där Zäit.

Mir haten zu Lëtzebuerg souwisou e Virdeel par rapport zum Rescht vun Europa: Mir waren dat eenzegt Land, wou all d'Decisiounen och vum Parlament herno ofgeseent gi sinn. Also, souwisou wier dat schwiereg, esouguer wann een do wéilt engem d'Verantwortung zouweisen, da misst een op déi verschiddenst Institutioune verweisen, mee dat ass och net de Sënn dervunner. Ech mengen, mir mussen och eng Kéier léieren, datt, wann eng parlamentaresch Debatt oder eng politesch Ausernanersetzung ass, zemools wann et ëm esou schwiereg Froe geet wéi dat do, wou et, wéi gesot, ëm eis Fräiheeten an eis Gesondheet geet – eis perséinlech Fräiheeten an eis perséinlech Gesondheet! –, da muss ee kënnen doriwwer diskutéieren, ouni datt ee Scholdzouweisunge mécht.

A jo, et ass richteg, mir haten eng Spaltung an der Gesellschaft. Et ass vill ze vill mat Virurteeler respektiv mat Scholdzouweisungen diskutéiert ginn. Dat war net gutt! An ech mengen, déi Feststellung, do si mer eis haut och alleguerten eens. A wann een dann elo e Gesetz mécht, da muss een och kucken, datt een dat Gesetz esou mécht, datt ee wierklech eng méiglechst breet Akzeptanz herno kritt, fir datt jiddwereen net nëmmen d'Gefill huet, mee sech sécher ass, datt seng Meenung awer och seriö geholl ginn ass an datt en net vun uewen erof gesot kritt huet: „Ma du verstees souwisou näischt dovun!"

Well am Endeffekt geet et bei ville Saachen, déi mer decidéieren, ëm eis perséinlech Fräiheeten an ëm eis perséinlech Gesondheet. A wann een als Gesetzgeeber do wëllt agräifen, da muss een dat extreem gutt justifizéieren. Fräiheeten an engem Rechtsstaat zemools! Dat ënnerscheet eis jo vu China. A China ass deklaréiert ginn: „Et ass e Lockdown! Deen dauert dräi Joer." An dunn ass op eemol iwwer Nuecht gesot ginn: „D'Pandemie ass fäerdeg, muer ass de Lockdown opgehuewen." Ech mengen, dat ass an enger Diktatur méiglech, mee mir sinn hei an enger Demokratie a mir hu Fräiheetsrechter. Mir hunn och fräi Ausdrocksméiglechkeeten. An do muss ee kucken, datt een, wéi gesot, wann een do Aschränkunge mécht – aus gudde Grënn! –, déi och gutt motivéiert huet a gutt justifizéiert huet, well soss riskéiert ee wierklech, immens vill Schued ze maachen.

Duerfir, wéi gesot, et geet net drëms, ze kucken, ob dat, wat mer alles decidéiert hunn, falsch war, mee et geet drëms, ze kucken, ob alles dat, wat mer decidéiert hunn, laut dem Wëssensstand vun haut effikass war a richteg war, fir ze verhënneren, datt mer eeben an Zukunft, wa mer en neit Gesetz maachen, falsch Saachen an e Gesetz schreiwen. An natierlech geet et och drëms, datt mer eng Akzeptanz kréien dobaussen, datt d'Leit sech soen: „Ok, dat doten ass net aus der Hëft geschoss, dat ass op Basis vu wëssenschaftlechen Donnéeë gemaach ginn."

Mir sinn duerfir och net der Meenung, dass een eng Enquêtëkommissioun am Parlament soll asetzen, fir dat ze maachen. Ech mengen, mir hate jo als Gréng d'Ministesch an d'Kommissioun geruff, fir eng Virstellung gemaach ze kréie vun deem, wat um Dësch läit. Do hate mir an der Kommissioun eng ganz korrekt Ausernanersetzung, en Austausch doriwwer, an ech mengen, mir waren eis och eens, datt et wichteg ass, éier mer national en neien Text maachen, datt dat wierklech op breeder Consultatiounsbasis muss geschéien an op Basis vun Erfarunge muss opgebaut ginn.

An ech hunn och duerfir eng Motioun preparéiert. Als Gréng hu mer eng Motioun virbereet, déi awer och ënnerstëtzt gëtt vun de sozialistesche Kolleegen, vun de Lénken an och vun de Piraten, wou mer am Fong dat alles nach eng Kéier an de Consideranten e bëssen erklären, an dann am Invite eeben opfuerderen, datt d'Regierung soll déi eenzel Mesüren, déi geholl gi si wärend där Zäit, nach eng Kéier préiwe loossen op hiren Effekt, an datt dat dann duerno soll transparent publizéiert ginn an deementsprechend eng Kéier an der Chamber soll diskutéiert ginn am Virfeld vun engem eventuellen neie Gesetz.

Et geet hei ëm Kredibilitéit. Et geet ëm Glafwierdegkeet. A schlussendlech geet et natierlech ëm de Fonctionnement vun eiser Gesellschaft. Et geet ëm eis Gesondheet an ëm eis Fräiheet.

Merci.

***Motion 1***

*« relative à une évaluation des mesures prises pour lutter contre la propagation de la Covid-19 »*

*La Chambre des Députés,*

*– rappelant sa motion introduite en date du 23 mars 2023 adoptée à l'unanimité, invitant le Gouvernement à charger un groupe d'experts indépendants de faire une évaluation des différentes mesures prises dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 et à élaborer, dans les meilleurs délais, une « loi pandémie » ;*

*– notant qu'un avant-projet de loi sur les situations épidémiques constituant une menace pour la santé publique a été élaboré par le Gouvernement précédent et a fait l'objet d'une consultation entre les ministères concernés ;*

*– constatant que le programme gouvernemental 2023-2028 prévoit l'élaboration d'une « loi pandémie » afin de garantir la plus grande réactivité possible dans le cas d'une nouvelle pandémie, tout en respectant les libertés fondamentales ;*

*– considérant que la pandémie de Covid-19 a eu un impact majeur sur la santé publique, l'économie et la société dans son ensemble ;*

*– consciente de l'importance de tirer des leçons de l'expérience vécue pendant cette crise pour améliorer la préparation et la réponse à de futures situations similaires ;*

*– sachant que les décisions politiques prises par le Gouvernement tout au long de la pandémie ont eu des répercussions significatives sur la vie des citoyen.ne.s, l'économie nationale et le système de santé ;*

*– considérant que la pandémie et les mesures prises en vue de sa maîtrise ont engendré des tensions au sein de notre société ;*

*– rappelant l'importance de la transparence et de la responsabilité dans la gouvernance, surtout en période de crise ;*

*– rappelant qu'il existe déjà de nombreux rapports et études sur la gestion de la pandémie Covid-19 au Luxembourg, qui émanent de divers organismes nationaux et internationaux, institutions indépendantes et centres de recherche, mais qui n'ont pas fait l'objet d'une analyse approfondie par les autorités communiquée aux citoyen.ne.s,*

*invite le Gouvernement*

*– à réaliser, en parallèle à la finalisation de la future « loi pandémie » sur base de l'avant-projet élaboré sous le Gouvernement précédent, une analyse indépendante relative à l'efficacité des mesures prises pour lutter contre*

*la propagation du virus, y compris les confinements, les restrictions de voyage, les campagnes de vaccination et l'impact sociétal des mesures ;*

*– à prendre en compte les résultats de cette analyse lors de la finalisation de la future « loi pandémie » ;*

*– à publier l'analyse dans son intégralité sur les sites Internet du Gouvernement ;*

*– à consulter la Chambre des Députés avant l'adoption définitive de l'accord OMS sur les pandémies.*

*(s.) François Bausch, Mars Di Bartolomeo, Sven Clement, David Wagner.*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Bausch.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Max Hengel agedroen. Här Hengel, wannechgelift.

*(Brouhaha)*

***Débat***

**M. Max Hengel** (CSV) | Merci, Här President. Merci och dem Kolleeg Fränz Bausch fir d'Ufroe vun dëser ...

Geet en net gutt?

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ech hu mäi Brëll, mengen ech, leie gelooss.

**M. Max Hengel** (CSV) | A. Ech verhëllefen dem Här Bausch zum Duerchbléck.

*(M. Max Hengel remet les lunettes à M. François Bausch.)*

*(Hilarité)*

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci.

**M. Max Hengel** (CSV) | Sou. Merci fir d'Ufroe vun dëser Heure d'actualité, well ech mengen, do kënne mer dervu profitéieren, fir iwwer villes ze informéieren an opzeklären, wat an de leschte Méint, deelweis schonn an dem leschte Joer, an de soziale Medien iwwert dësen ominéisen Accord mondial vun der WHO kurséiert.

Ech mengen, jidderee vun eis heibannen huet héchstwarscheinlech am Laf vun deene leschte Méint, am Laf vun deene leschten zwee Joer Mailen a Bréiwer kritt, wou drop higewise gëtt, datt, wann deen Accord mondial da géif ëmgesat ginn, dann d'OMS quasi am Fall vun enger Pandemie iwwer alles kéint decidéieren an deenen eenzelnen Nationalstaaten, an datt déi dann dee Moment och selwer näischt méi ze soen hätten, zum Beispill, wann et géif ëm eng Impfflicht goen.

Den Här Bausch huet et gesot: Dës ganz Diskussioune sinn natierlech am Kader vun der Pandemie ze gesinn. An, Dir hutt ganz Recht, et sinn eng ganz Rei Leit, déi stelle sech zu Recht Froen, déi hunn och vläicht Befierchtungen, a mir mussen hinnen déi Opklärung an déi Informatioune ginn, déi noutwendeg sinn.

Et ass awer och esou – an ech mengen, däers si mer eis och all bewosst –, dass et sécherlech och Leit gëtt, deene mer ganz vill Informatioune kënne ginn an déi awer bei hirer Meenung wäerte bleiwen. Dat ass och esou. Ech mengen, dat hat Der och festgestallt.

Am Fong ass et schued, datt déi zwou ëffentlech Debatten, déi eng iwwert d'Evaluatioun vun der Pandemiezäit an déi aner iwwert den OMS-Accord, nach net konnte stattfannen. An ech wëll betounen, datt déi net wéinst der Chamber net konnte stattfannen, mee engersäits, well de Petitionär net konnt, an op där anerer Säit, well déi eng Petitionärin eis jo alleguer hei sëtzegelooss huet. Ech mengen, dat war och net optimal, an et ass eebe schued, well an dësen Debatten hätt et scho kënnen zu ganz ville Informatiounen an Opklärunge kommen, soudatt mer eis deelweis, vläicht esouguer haut d'Heure d'actualité hätte kënnen erspueren, well se sech da vläicht eriwwregt hätt.

Duerfir elo hei à la va-vite – well fënnef Minutte si séier ëm, an ech gesi schonn, dass ech der just nach bal zwou an eng hallef Rescht hunn – e puer Fakten, fir vill Fake News zu deem Theema opzehiewen.

Den zukünftegen Accord mondial baséiert um Règlement sanitaire international an huet als Zil, eng besser Koordinatioun tëscht de Memberstaaten an der OMS ze privilegéieren an de Memberstaaten d'Méiglechkeet ze ginn, en fonction vun hire Moyenen ze intervenéieren.

Et ass also en internationalen Accord, deen drop ofziilt, d'Welt besser op eng zukünfteg Pandemie virzebereeden a Léieren aus der vergaangener Covidpandemie ze zéien. Et geet also net drëms, de Memberstaaten nei Obligatiounen opzeerleeën, wat och ganz kloer aus der Textpropos vum Accord mondial, dee jo um Dësch läit, ervirgeet.

Ech erlabe mer, hei e puer Passagen ze zitéieren: „The objective of the [...] Pandemic Agreement" – ech kierzen derzwëschent of, well soss gëtt et e bësse laang – „is to prevent, prepare for and respond to pandemics, with the aim to comprehensively and effectively address systemic gaps and challenges that exist in these areas, at national, regional and international levels. [...] The implementation of this agreement shall be with full respect for the dignity, human rights and fundamental freedoms of persons."

An elo vläicht dee wichtegste Passage: „States have, in accordance with the Charter of the United Nations and the general principles of international law, the sovereign right to legislate and to implement legislation in pursuance of their health policies."

Ech mengen, déi Passagë si ganz däitlech, an et geet och aus dem Text ervir, och wann den Accord nach net finaliséiert ass, wourëm et geet. A fir eis och da ganz kloer an evident, datt un dëse Passagen net gefréckelt gëtt, well et ass evident, datt déi fundamental perséinlech Fräiheete vun alle Mënsche respektéiert ginn, gradesou wéi d'Souveränitéit vun den Nationalstaaten.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, um Site vum Däitsche Bundestag gëtt et ee ganzen Dossier zum WHO-Pandemievertrag, wou och eng ganz Rei Experten zu Wuert kommen. An ech erlabe mer als Ofschloss, ee Passage ze zitéieren, deen a mengen Ae ganz zoutreffend ass: „Als wichtiger Schritt zur Stärkung der globalen Gesundheitsarchitektur sei der Pandemievertrag zu begrüßen, sagte Roland Göhde von der Initiative ‚German Health Alliance'. Wesentlich sei, dass der Vertrag eine diskriminierungsfreie, umfassende und qualitative Gesundheitsversorgung ermöglicht sowie die Gesundheitssysteme stärkt und nachhaltig sichert."

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix** | Nach 20 Sekonnen.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Hengel. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gérard Schockmel. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gérard Schockmel** (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi d'Europäer den amerikanesche Kontinent besidelt hunn, hu si och Krankheetserreeger matbruecht, an dat huet zu Katastrophe geféiert bei den Urawunner, déi keng Immunitéit opgebaut haten.

Haut dréngt de Mënsch praktesch an all Liewensraim op alle Kontinenter vir, bis an dee leschte Wénkel. Déi massiv Zerstéierung vun de Reewälder, den illegalen Handel mat exoteschen Déieren, d'Massendéierenhaltung, de Klimawandel, d'Globaliséierung – an dozou gehéieren den internationalen Handel an déi weltwäit Reesen – favoriséieren de Risiko, datt et zu enger Iwwerdroung vu Krankheetserreeger vum Déier op de Mënsch kënnt an dann och datt déi vu Mënsch zu Mënsch weider iwwerdroe ginn.

D'Covidpandemie war eng batter Erfarung, an elo ass et wichteg, aus Feeler ze léieren, gutt Moossnamen an Initiative weiderzeentwéckelen an eis Gesondheetssystemer insgesamt méi resilient fir d'Zukunft ze maachen.

Virun allem muss déi international Zesummenaarbecht verbessert ginn. Nëmmen esou léisst sech e grenziwwergräifende Problem, wat eng Pandemie ass, léisen. An hei kënnt elo dat weltwäit Pandemieofkommes vun der WHO an d'Spill. D'Pandemieofkommes ass complementaire zum Règlement sanitaire international, RSI.

D'RSI-Vertragsstaate sinn obligéiert, fir gewësse Capacitéiten am Beräich vun der ëffentlecher Gesondheet opzebauen an d'WHO iwwer Evenementer ze informéieren, déi eng Urgence fir déi international ëffentlech Gesondheet duerstelle kéinten. Mir hunn erlieft bei den éischte Covidfäll a China, datt hei vun de Behörden d'Informatiounsbereetschaft staark ze wënschen iwwreg gelooss huet, mat de Konsequenzen, déi dat matbruecht huet.

Iwwerhaapt huet Covid-19 kloergemaacht, datt den RSI, dee fir d'lescht 1995 substanziell revidéiert gouf, dat heescht virun 30 Joer, grouss Lacunne mëttlerweil opbaut, besonnesch wat d'Kommunikatioun vu wichtegen Informatiounen, d'Digitaliséierung vun Dokumenter an d'international Zesummenaarbecht ubelaangt.

Wéi schonns gesot, dat weltwäit Pandemieofkommes ass complementaire zum RSI. Anescht awer wéi den RSI ass d'Pandemieofkommes net contraignant, dat heescht, d'Souveränitéit vun den Nationalstaate gëtt net a Fro gestallt an et kann och keng Tutelle entstoe vun der WHO, mee et geet villméi drëm, e besseren Austausch op regionalem, op internationalem Niveau ze schafen, fir d'Preventioun ze verbessere wéi och d'Preparatioun an d'Reaktioun op zukünfteg Pandemien.

Et ass net einfach, e gemeinsamen Nenner ze fanne bei 194 Memberstaaten. Virgesinn ass am Text, datt déi intellektuell Rechter a Patenter fir Impfstoffer a Medikamenter kuerzzäiteg ausgesat kënne ginn, wann et zu enger Pandemie kënnt. Scho wärend der Covidpandemie ass genee dëst gemaach ginn, e Prinzipp, mat deem d'DP averstane ka sinn.

Eng Propos betrëfft de Finanzement an d'Schafe vun engem neie Fong. Heimat ass d'EU net averstanen, besonnesch mam Verweis op de Weltfong, deen eng wichteg Roll bei der Preventioun vun an der Preparatioun op Pandemië spillt.

Lëtzebuerg bezilt am Zäitraum 2023–2025 iwwer 15 Milliounen Euro an de Weltfong, a mir sinn och déi, déi pro Kapp am meeschten do abezuelen.

Da gëtt et och déi europäesch Allianz fir kritesch Medikamenter an dat ass och e wichtege Schrëtt an déi gutt Richtung.

Här President, Covid-19 huet d'Schwaachpunkten däitlech gemaach, souwuel national bei de Gesondheetssystemer wéi och international bei der Zesummenaarbecht an der Kommunikatioun. Wärend all Land responsabel ass, den eegene Gesondheetssystem méi resilient ze maachen, brauch et och international Accorden, déi déi global Zesummenaarbecht

stäerken. Kee Land kann eng Pandemie eleng bekämpfen.

Fir Lëtzebuerg gëllt, datt mir vollkommen ofhängeg si vum Ausland, wann et ëm diagnostesch Tester, ëm Impfstoffer, ëm Medikamenter oder ëm medezinnescht Material geet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Schockmel. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Covidkris huet eis gewisen, datt mer bei esou Gesondheetskatastrophen, déi keng Grenze kennen, eng strukturéiert an effikass Zesummenaarbecht um internationale Plang brauchen, mat ënner anerem engem staarke Partner wéi der Weltgesondheetsorganisatioun, an um nationale Plang prett musse sinn, fir op esou dramatesch Situatiounen ze reagéieren.

International si mer méi staark zesummegereckelt bei Informatioun, Expertis, Beschafung vun Impfstoffer a Medikamenter, och wann et do Loft no uewe gëtt.

National hu mer och eist Bescht beim jeeweilege Wëssensstand – an ech ënnersträiche: beim jeeweilege Wëssensstand! – gemaacht, net zulescht dank engem widderstandsfäege Gesondheetssystem a solidareschen Äntwerten op déi Ausnamesituatioun, vun där bal jiddweree betraff war.

Éischt Bilane leie vir. Déi Bilanen, déi net komplett sinn, sinn net negativ fir d'Krisebekämpfung hei zu Lëtzebuerg, dat ëmsou méi – an dat huet de Fränz Bausch och virdru scho gesot –, well d'Responsabilitéit fir d'Decisioun iwwert d'Moossname jidderzäit hei an der Chamber louch. A wa mer emol eng Kéier net wäit genuch oder ze wäit gaange sinn, dann hu mer beim nächste Gesetz – 30, iwwer 30 un der Zuel – nogebessert a mir waren net resistent fir Kritick.

Bei eis gouf et manner Restriktioune wéi bei den Nopere, manner Iwwerstierflechkeet duerch Covid, manner negativ Konsequenze fir Wirtschaft a Beschäftegt, Schoule ware manner laang zou, am mannsten an der EU. An, an dat ass net ze vernoléissegen, mir hu resistéiert géint eng, wéi mir gemengt hunn, Decisioun aus der Hëft, fir eng Impfflicht anzeféieren. Et muss een och erëm eng Kéier widderhuelen. Leider gëtt dat heiansdo vergiess.

Elo, wou mer erëm an d'Normalitéit iwwergaange sinn, ass dee richtegen Zäitpunkt komm, fir d'Léieren, déi positiv an déi negativ, oppen ze zéien. D'OMS wëllt dat ënner anerem och, fir méi no zesummenzereckelen, fir méi reaktiv kënnen ze ginn, an deem weltwäiten Accord maachen.

Dat ass begréissenswäert, muss awer am Respekt vun deenen nationale Prerogativen a Reaktiounsverméige geschéien. D'OMS wëlle mer net a Fro stellen, mee méi Transparenz, méi Onofhängegkeet vu kommerzielle Lobbyen, ënner anerem Big Pharma, bedeit méi ëffentlech Efforte vun deenen anere Partner, dat heescht vun de Länner. Wa mer wëllen eng onofhängeg OMS, da musse mer der OMS déi Mëttelen iwwert d'Partner an net iwwer Big Pharma zoukomme loossen, déi e groussen Deel bezilt. Dat kann een indirekt maachen, doduerch, dass ee Big Pharma aneschters steierlech ergräift, mee direkt soll dat net sinn!

Gutt ass, dass sech e Kompromëss ofzeechent an deem internationalen Accord. Positiv ass och – et ass vläicht net erwäänt ginn –, dass och wichteg Elementer bei der Gesondheet wéi Klimaschutz a Preventioun an deem Accord ganz staark ënnerstrach ginn.

An eisen Aen awer ass et noutwenneg, datt virum definitive Vott Enn Mee mer als Chamber decidéieren, a wat fir enger Form mer informéiert ginn iwwert dee leschte Stand bei deem Accord. An ech ginn och net dovun aus, dass d'Regierung sech deem wäert verschléissen.

Um nationale Plang läit en Avant-projet, fir op epideemesch Krisen a Menacë fir d'ëffentlech Gesondheet ze reagéieren, dee vun der viregter Gesondheetsministesch ausgeschafft ginn ass, am Tirang. En ass nach net deponéiert, well en an eng interministeriell Consultatioun gaangen ass.

Mir wollten haut wëssen: Wou sinn déi Consultatiounen drun? Wéini soll dat Gesetz deponéiert ginn? Parallell dozou, no gudden Evaluatioune vun internationalen Institutiounen, sti mer fir eng onofhängeg Evaluatioun, keng Enquêtëkommissioun – dat ergëtt kee Sënn hei –, eng Evaluatioun opgrond vun all deenen Informatiounen, déi virleien – an där gëtt et ganz vill –, solle mer maachen.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

A Madamm Minister, et huet mech e bësse gewonnert, dass Der déi Motioun do net kennt, well déi ass vun Ärem Kolleeg, dem haitege Chamberspresident, abruecht ginn a gouf dozou nach unanime vun der Chamber gedroen. Ech hätt mer alt kënne virstellen, dass déi Motioun bei de Koalitiounsverhandlungen zumindest e puer Wuert verdéngt hätt, well d'Chamber unanime hannerun där Evaluatioun stoung an hannerun engem Gesetz, dat vun der CSV ëmmer Pandemiegesetz genannt ginn ass a wou ech immens frou sinn, dass d'Madamm Minister dat gradewéi mir méi breet gesäit, well keng Pandemie gläicht där anerer a keng Erausfuerderung fir de Gesondheetssystem gläicht där anerer. An dofir musse mer e breet opgestalltent Gesetz hunn an dat ass e Gesetz Santé publique respektiv e Reaktiounsgesetz op Erausfuerderungen an der Gesondheet.

Ech géif mer et schnell wënschen, net ze schnell, mee dat Gesetz ka jidderzäit no engem Baukastesystem komplettéiert ginn a mir hunn eng nächst Echeance virun der Dier stoen – an dat ass mäi lescht Wuert –, dat ass d'Auslafe vun deem leschte Covidgesetz. An do wär et gutt, wa mer eng Kéier géifen d'Käpp zesummestrecken, wat no deem Gesetz, dat den 30. Juni ausleeft, wäert kommen.

An deem Sënn soen ech Iech Merci a mir hunn zesummen un där Motioun geschafft, wou ech mengen, dass et eng gutt Motioun ass, déi dat rejoigniéiert, wat d'CSV gefuerdert huet an zu deem se – Här President, ech ginn emol dovun aus, well ech schätzen, dass Dir net Zickzack maacht – misst kënnen och hiren Accord ginn. Dat gesot, soen ech Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An dann ass déi nächst ageschriwwe Riednerin d'Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Merci, Här Chamberspresident. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi zwee Texter, déi hei vun deene Gréngen an der Heure d'actualité ugefrot gi sinn – ass eng Kéier d'WHO-Ofkommes an och d'Amendementer zu den internationale Gesondheetsvirschréften –, si scho vill diskutéiert ginn an net nëmmen an den Aarbechtsgruppen, déi dësen Text verschaffen, mee och bei der ADR.

Mir hu vun Ufank un d'Entwécklunge vun deene verschiddenen Texter verfollegt an dozou der Madamm Ministesch och schonn zwou parlamentaresch Froe gestallt.

Wien d'ADR kennt, weess, dass mir op kee Fall zouloossen, dass de Leit d'Fräiheet geholl gëtt, …

**Une voix** | Très bien!

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | … net d'Liberté de mouvement, net d'Liberté de commerce, net d'Liberté d'expression an och net d'Liberté de manifestation.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Mee d'ADR wäert et och net zouloossen, dass eisem Land d'Fräiheet geholl gëtt, selwer ze decidéieren, wéi et sech op zukünfteg Pandemië preparéiere wëll an am Fall vun enger Pandemie reagéiere wëll. Selbstverständlech si mir guer net géint Zesummenaarbecht a Gedankenaustausch, wat d'Preventioun vun enger Pandemie an d'Preparatioun an d'Reaktioun dorop betrëfft. Net all Land muss d'Rad nei erfannen. An och guer net, wéi grad schonn erwäänt vum Här Bausch, zum Beispill d'Medikamenteverdeelung. Dat sinn alles ganz wichteg Punkten.

Mee mir schéngen awer och net déi Eenzeg ze sinn, déi dat WHO-Ofkommes a säin Inhalt deelweis kritesch hannerfroen. Op meng Froe vu menger éischter parlamentarescher Fro huet d'Madamm Gesondheetsminister quasi iwwerall äntwerte missen, dass dee Punkt an der Versioun vum Mäerz entweeder komplett gestrach oder ugepasst gouf.

Och d'Froe vu menger zweeter parlamentarescher Fro mat Bezuch op d'WHO-Ofkommes vun der Versioun am Mäerz si schonn zum Deel beäntwert ginn, well ech gesinn hunn, dass och déi Punkten an der Versioun vum Abrëll ugepasst oder gestrach goufen.

Dir gesitt also, Här Chamberspresident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis Bedenken a Froe sinn a waren net vu Muttwëll. An ech si gespaant op déi nächst Versioun, wou d'Diskussioune momentan lafen an nach bis den 10. Mee solle goen. Allerdéngs schéngt mer hei den Delai tëscht der finaler Versioun an der 77. Weltgesondheetsversammlung Enn Mee dach e bësse knapps, fir nach eng Kéier am Detail doriwwer diskutéieren ze kënnen, ier et zu enger Ofstëmmung kënnt.

Mee dierf ee verschidde Stëmme Glawe schenken, sou schéngt et, wéi wann et warscheinlech net zu enger Ofstëmmung komme wäert, well et einfach nach ze vill Onkloerheete gëtt.

Ee Punkt, dee mir als ADR ganz sécher begréissen an dësem Pandemieofkommes, ass de Punkt Nummer 4 vum Artikel 3 iwwert d'Prinzippien: „equity as a goal and outcome of pandemic prevention, preparedness and response, striving for the absence of unfair, avoidable or remediable differences among and between individuals, communities and countries". Dat ass eppes, wat sécher an der leschter Pandemie verluer goung.

D'Leit, déi sech net wollten impfe loossen, aus wéi enge Grënn och ëmmer, si wéi Aussätzeger am Mëttelalter behandelt ginn. Dobäi war et hiert gutt Recht. Mee iwwerloosse mer do enger hoffentlech wierklech onofhängeger Kommissioun d'Opschaffe vun der Legitimitéit an der Effikassitéit vun deenen Handlungen an der Coronapandemie, wéi a menger erweiderter Fro virdrun och schonn erwäänt.

E Punkt, wou mir definitiv eis Bedenken hunn, betrëfft d'zentral Kapazitéiten, an hei virun allem d'Annex 6 vun den internationale Gesondheetsvirschréften. Hei geet et ëm d'Impfung, d'Preventioun an d'Certificaten, déi mer jo nach all gutt kennen aus der leschter Pandemie.

De Punkt 3 seet: „Certificates under this Annex are valid only if the vaccine or prophylaxis used has been approved by WHO.“ Dat heescht, d'WHO eleng decidéiert am Kader vun enger Pandemie, wéi eng Certificaten eppes wäert sinn a wéi eng net, an zwéngt soumadder indirekt hir Memberlänner – also déi, déi ënnerschriwwen hunn –, déi Medikamenter a Vaccinen ze huelen, déi just si approuvéiert hunn. Dat gëtt eis dach e bëssen ze denken a geet definitiv ze wäit. Zemol kann domadder e Monopol fir déi eng oder aner Pharmaindustrie kreéiert ginn. An dat wëlle mer jo evitéieren, wéi mer grad vum Här Di Bartolomeo héieren hunn.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | En anere kritesche Punkt, dee mëttlerweil zwar aus dem WHO-Ofkommes gestrach ass, mee awer an den internationale Gesondheetsvirschréften nach ëmmer drasteet, ass: „co-capacities in relation to risk communication, including countering misinformation and disinformation.“ Dat steet an der Annex 1. Do gesi mer ganz kloer eng Gefor vun der Zensur vu wëssenschaftlechen Informatiounen. Wien definéiert iwwerhaapt, wat Feel- oder Desinformatioune sinn?

An och hei muss ee sech zousätzlech d'Fro stellen: Wéi entstinn tatsächlech Feelinformatiounen oder Desinformatiounen? Wat niert se? Ma well d'Leit d'Gefill hunn, datt een net éierlech mat hinnen ass. D'Vertrauen an d'Politick an an de Gesondheetssecteur ass bei engem Deel vun de Leit verluer gaangen an et ass un eis, et erëm zréckzegewannen, well déi nächst Pandemie kënnt bestëmmt.

A fir hei erëm de Lien ze maachen zu menger erweiderter Fro vu virdrun: Ganz genau aus deem Grond ass et wichteg – a mir hunn et jo och hei gesinn, d'Motioun ass nach eng Kéier deposéiert ginn oder eng änlech – fir jiddwereen heibannen an dobaussen an och net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, dass d'Handelen an der Covidpandemie opgeschafft gëtt an transparent kommunizéiert gëtt. Well just esou kann een alle Spekulatiounen a Verschwörungstheorien entgéintwierken. A wann een et net kann, jo, da war et vläicht awer keng Theorie.

Et géing nach vill ze soe ginn, mee d'Zäit ass knapps. Ofschléissend wëll ech soen, dass mir als ADR weeder eng WHO akzeptéieren, déi eis „directed“, nach wäerte mir si als Coordinating Authority unerkennen, wéi et am Punkt 3 op der Säit 4 vun der Versioun vum Abrëll steet. Mir hunn näischt géint e Coordinating Body, awer mir brauche keng Authority. Et kann net sinn, dass mir eis Kompetenzen aus der Hand ginn an enger WHO Vollmacht ginn. Mir wiere gutt beroden, an dat schéngt jo och hei e breede Konsens ze fannen, fir d'éischt déi lescht Pandemie opzeschaffen en vue vun enger Preventioun a Preparatioun vun enger neier, an eis net elo an en Ofkommes a Virschréften ze stierzen, ier mer genee wëssen, wéi eng Envergurë se hunn. Mir schëllegen de Leit et, datt keng Texter ugeholl ginn, déi hir Fräiheeten a Grondrechter kéinten aschränken.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fred Keup** (ADR) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Schoos. An dann ass den nächsten ageschriwwene Riedner den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut schwätze mer an der Chamber iwwer en Theema, dat eng Rei Bierger ganz vill interesséiert: d'Verhandlungen zum Pandemiesvertrag.

Mir Piraten sinn der Meenung, datt an der internationaler Kooperatioun muss geschafft ginn, fir eis ze preparéieren. Mir hoffen, datt et net zu enger nächster globaler Pandemie kënnt, mee et ass besser, preparéiert ze sinn, wéi herno domm aus der Wäsch ze kucken.

Dofir ass et richteg a wichteg, datt d'Länner sech elo preparéieren, un engem Text schaffen. A jo, d'WHO, oder d'OMS op Franséisch, ass och déi natierlech Plaz fir d'Länner, fir un esou engem Text ze schaffen. Souwäit si mer eis eens.

Wat mir Piraten awer net kënne guttheeschen, dat ass, datt heibäi net op Transparenz gesat gëtt. Jo, d'Chamber krut eng Versioun geschéckt. An awer, dës Versioun ass elo schonn nees Schnéi vu virgëschter. An et berouegt d'Biergerinnen an d'Bierger natierlech och net, wann de Santésministère op Froen dann ëmmer erëm äntwere muss: „Jo ..., mee dat ass schonn alles aus dem Text eraus.“ Bei engem Theema, wat esou polariséiert, do muss ee sech als Staat maximal Méi ginn, wat d'Transparenz ugeet. An do kann de Lëtzebuerger Staat, de Santésministère eng Schëpp bäileeën.

Um Site vum Gesondheetsministère ass d'Säit zum Pandemiesvertrag zum Beispill net ganz einfach ze fannen. Also wann een „Traité pandémie“ agëtt, fënnt ee se net. Wann ee „WHO“ agëtt, dann taucht se op eemol op, da mat Kontaktdonnéeë vu Leit, déi laut dem Annuaire guer net méi um Santésministère sinn. En Dossier also, deen a punkto Kommunikatioun definitiv besser begleet kéint ginn. En Dossier, dee vill Leit, méi wéi een hei am Land, interesséiert, dee misst een dach méi einfach och fanne kënnen.

D'Dokumenter um WHO-Site sinn dann och net esou opgebaut, datt een Ännerungen erkennt. Och hei misst een, wéi bei de koordinéierte Versioune vun eise Gesetzestexter, emol vermierken, wat nei ass, wat ewechfält a wat ännert. Et sollt net un de Biergerinnen a Bierger sinn, fir hei Dokumenter stonnelaang mussen op all Komma ze analyséieren, fir elo ze verstoen, wat tëscht der Versioun vum 13. Mäerz an der Versioun vum 15. Abrëll geännert huet. Well dat féiert dann dozou, wa se dat net transparent kommunizéiert kréien, datt se éischter op Misinformatiounen erafalen, well dann zum Beispill einfach ee ka behaapten, hien hätt de Verglach gemaach an dat hei hätt geännert oder hätt net geännert oder et géif nach drastoen, wat am Endeffekt guer net esou ass.

Wann et net kloer ass, wat déi aktuellst Versioun ass a wat sech tatsächlech geännert huet, ma dann entstinn esou Interpretatiounsraim, a genau an deenen Interpretatiounsraim gäert dann d'Onzefriddenheet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir eis Piraten muss an esou engem Traité och kloer festgehale ginn, datt am Fall vun enger weiderer Pandemie d'Vaccinen an eventuell Medikamenter, déi géint d'Krankheet hëllefen, net vu Patenter gebremst kënne ginn.

Et kann net sinn, datt Leit zu Dausenden un engem Virus stierwen, well fënnef grouss Pharmabetriber u fënnef verschiddene Vaccine schaffen. Hiersteller ewéi Merck hunn einfach opgehalen, drun ze schaffen. Eng Firma, déi laut eegenen Angaben 72.000 Mataarbechter huet, huet net matgehollef weiderzefuerschen, fir Liewen ze retten, well et sech kommerziell net méi rentéiert hätt, dëst wuel, well se mat hirer Fuerschung net esou séier weiderkomm sinn, wéi se dat geduecht haten.

Mee a Pandemieszäite muss dach kloer sinn, datt alles muss gemaach ginn, fir Mënscheliewen ze retten. Dofir mussen d'Formelen an deem Fall patentfräi sinn, fir datt esou vill wéi méiglech Hiersteller kënnen hëllefe matzeproduzéieren.

Fir eis Piraten ass a bleift kloer: Patenter schueden hei dem fräie Marché. Si schafe kënschtlech Monopoler an am Fall vu Pandemië kënne se Liewe kaschten. Dat ass fir eis ee vun den entscheedende Punkten, op deem mer eis als Weltgemeinschaft sollten eens ginn.

En anere Punkt, wou mer eis sollten eens sinn, dat ass d'Abannung vun den nationale Parlamenter, wann et ëm d'Krisegestioun geet. Elo kënnt Der soen: „Jo, zu Lëtzebuerg war d'Chamber ëmmer implizéiert“, an enger Vitess, iwwert déi ee gären diskutéiere kann a wat een och gären eng Kéier opschaffe kann. An anere Länner guer net, do ass per Dekreet duerchregéiert ginn. An heiansdo hat een d'Gefill, datt sech dann duerno un deenen Dekreeter inspiréiert gouf, fir dann zu Lëtzebuerg der Chamber ze soen: „Hei, kënnt Der dat doten net wannechgelift maachen!“

*(Interruption)*

Et wär awer wichteg, datt, wa mer esou e groussen Text hei preparéieren, datt mer dann och géifen higoen an d'Parlamenter vu virera mat abannen. Well et kann net sinn, datt am stillen Kämmerlein hannert zouenen Diere verhandelt gëtt, kee weess, wat déi lescht Versioun ass, well déi dann net publizéiert ass, awer déi virvirlescht ass publizéiert. An duerfir ass d'Transparenz an deem heiten Dossier onerlässlech a virun allem muss een dat och ëffentlech diskutéieren, an duerfir sinn ech frou, datt mer dat haut konnte maachen. Mee ech fäerte ganz, datt mer et nach eng Kéier musse maachen, éier deen heiten Text kéint vu Lëtzebuerg iergendwéi ënnerschriwwe ginn, well nëmmen esou kann een d'Vertraue vun de Biergerinnen a Bierger gewannen, wann et ëm esou wichteg Saache geet wéi d'Gesondheet.

An domadder soen ech Merci, Här President.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Ech mengen, den Här Di Bartolomeo wollt Iech eng Fro stellen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech hu gesinn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sidd Der domat d'accord?

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, jo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Jo, ech hunn déi Mataarbecht vum Sven Clement an eiser gemeinsamer Kommissioun ëmmer geschat. Ech wëll mech awer do dergéint wieren, mat aller Energie, dass déi Leit an där Kommissioun, dass déi Experte ronderëm d'Regierung Dekreeter vun anere Regierungen einfach kopéiert hätten an dann esou an e Gesetz gekleet hätten.

Mir haten hei ganz vill gutt Leit un der ..., ech soen net un der Front, mee bei där doter Kris am Asaz. An ech géif gär vum Här Clement wëssen, wou en dat hier huet, dass mir Dekreeter vun anere Regierungen ofgeschriwwen hätten.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ben, Här Di Bartolomeo, Dir hutt jo selwer gesot, datt ech an deene Kommissioune vill derbäi war an och vill opgepasst hunn an och vill matgeschafft hunn, an ech ka mech gutt drun erënneren, datt mer méi wéi eng Kéier d'Diskussioun haten, datt dat doten aus Frankräich inspiréiert wär, datt dat doten aus Däitschland inspiréiert wär an datt dat doten aus der Belsch inspiréiert wär.

*(Interruptions)*

An ech soen net, datt d'Chamber oder Dir dat gemaach hutt. Ech soen, datt d'Regierung eis heiansdo mat esou e Propose komm ass. A wéi Der selwer gesot hutt, ...

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

... Här Di Bartolomeo, ass keen Text aus där Kommissioun erausgaangen, wéi en erakoum.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Jo.

**M. Sven Clement** (Piraten) | An déi Aarbecht war gutt an déi war wichteg. A genau dowéinst ass et och wichteg, datt mer bei dem Pandemiestraité déi nämmlecht Aarbecht an déi nämmlecht Vigilance vun der Chamber walte loossen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Dann ass d'Wuert elo fir den Här David Wagner.

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Et ass ni verbueden, sech ze inspiréieren d'ailleurs, mee bon. Dës Debatt ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Wann een d'Quellen ugëtt. Domat schéngen och verschidde Leit e Problem ze hunn.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, jo, jo, wann een heiansdo ... Bon, soit!

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Wagner, sot dat, wat Der am Ufank wollt soen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Wann een d'Quellen zitéiert, Här Baum, dann ass dat ok, mee domadder hu verschidde Liberaler jo och hire Problem.

**M. Claude Wiseler,** Président | Hei wannechgelift, Här Clement, et ass net un Iech, et ass um Här Wagner.

*(Interruption)*

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Dës Debatt gëtt an engem Kontext vu generaliséiertem Pessimismus gefouert, Pessimismus iwwert d'Capacitéite vun de concernéierte Länner, en Accord ze fannen, Pessimismus iwwert d'Potenzial vum internationale Recht, Gerechtegkeet an Zesummenhalt walten ze loossen. Dat ass ëmsou méi traureg, well d'Enjeuen immens wichteg sinn.

A leider sinn d'Chancë grouss, datt viller vun eis nach eng weltwäit Pandemie erliewe wäerten. Dat ass keng Panikmaacherei, dat soe vill Fuerscher. An dat huet domadder ze dinn, datt u sech ëmmer méi Facteuren zesummekommen, déi eng Pandemie méiglech maachen.

Den Här Schockmel ass virdrun e bëssen drop agaangen, mee mir wëssen zum Beispill, datt et e klore Lien gëtt tëschent der Resurgenz vu Viren an der fortschreidender Waldrodung. Firwat? Well dann Déieren ëmmer méi no kommen, a Kontakt mat Mënschen – Déieren, déi dat am Prinzipp net misste maachen –, well se hire Liewensraum verléieren. An do entsteet dann en erhéichte Risiko fir nei Krankheeten. Dat ass ee vu ville Facteuren.

D'ekologesch a wirtschaftlech Problemer vun eiser Welt si matenee verbonnen an et ass nëmmen, andeems een dat agesäit an zesumme mat aner Länner an Organisatiounen zesummeschafft, datt een d'Erausfuerderung erfollegräich och kéint meeschteren, esou och, wat de Lien tëschent sozialer Gerechtegkeet an ëffentlecher Gesondheet betrëfft. An d'Enttäuschung och vu villen ONGen iwwert d'Verhandlunge vun der WHO ass ëmsou méi grouss.

D'Verhandlungen hätten e Beispill vu Fortschrëtt an Humanismus kënne sinn. Mee wat passéiert zurzäit? Et gëtt e puer Länner – Kanada, USA, Däitschland –, déi sech ëmmer als fortschrëttlech ... oder Regierungen, déi sech als fortschrëttlech duerstellen, déi blockéiere Verhandlungen, déi d'Recht zum Beispill vun der Pharmaindustrie op hir Breveten och nëmmen temporär aschränke géifen.

Och wann eng temporär Ophiewung et méi aarme Länner – awer net nëmmen – a Regiounen erlabe géif, Liewen ze retten. Déi Regierungen, déi sech dann ëmmer esou fortschrëttlech duerstellen, spillen zurzäit eng katastrophal Roll an hu potenziell Mënscheliewen um Gewëssen. Awer et muss een och oppassen: Et gëtt dacks esou duergestallt, wéi wann dat nëmmen aarme Länner géif schueden. Well hei an Europa hu jo d'Bierger souwisou e Vaccin kritt, glécklecherweis an och gratis, a wäerten deen och an Zukunft kréien, hoffe mer. De Staat kënnt jo dofir op. Firwat misste mer eis da Suerge maachen?

Mee wat vergiess gëtt: Zënter enger Partie Jore mécht d'Pharmaindustrie bal keng Fuerschung méi iwwer Vaccinen. Firwat? Well dat u sech net esou profitabel ass. Am Ufank vun der Pandemie hate se jo och net direkt ugefaange mat fuerschen, well se och net woussten, ob et profitabel géif ginn. Duerno krute mer d'Vaccine relativ séier, mee dat hat och domadder ze dinn, well d'Staaten u sech de Risiko iwwerholl hunn an der Pharmaindustrie Garantië ginn hunn, datt si och géife kafen.

Well et huet och domadder ze dinn, datt d'Staaten u sech selwer enorm vill, vill méi wéi d'Pharmaindustrie selwer, an d'Fuerschung investéiert hunn. D'Risiken an der Entwécklung vu Vaccine goufe vun de Staaten – vun eis also – gedroen. D'Profitter, déi dorauser komm sinn, goufen awer privatiséiert. Dat ass och e richtege Skandal. A mir stieche Steiergelder an d'Kreatioun vu Vaccinen a mussen awer nach ëmmer bezuelen, fir d'Vaccinen ze kréien. An dat ass eng Duebelfinanzéierung, déi guer kee Sënn mécht.

Et ass ënner esou Ëmstänn och net erstaunlech, datt d'Pharmaindustrie wärend de Verhandlungen esou vill Lobbyismus gemaach huet, datt all fortschrëttlech Propos, déi de Schutz vum Mënsch dem Recht op Privatbesëtz virgezunn huet, blockéiert gouf.

Et bleiwen nëmmen Empfeelungen, näischt ass Flicht zurzäit. All d'Feeler, déi och gemaach gi sinn an der Pandemie, aus deene mir léiere wollten: d'ongerecht Distributioun; de Mangel un Informatioun a Kooperatioun; d'Eile, an där alles stattfonnt huet, andeem mir am Viraus ausgeschaffte Prozeduren aus dem Wee wollte goen; de Wëllen, der Balance tëschent Allgemengwuel an dem Schutz vun individuelle Rechter besser gerecht ze ginn – alles dat ass zurzäit ewech.

Ech wëll och drun erënneren, datt mir als Lénk wärend der Pandemie eng Motioun deposéiert haten, déi déi deemoleg Regierung opgefuerdert huet – fir et kuerz ze maachen –, datt Lëtzebuerg déi südafrikanesch Initiativ ënnerstëtze misst, fir Breveten op Vaccinen an op anerem Material wéi de Beootmungsinstrumenter temporär ophiewe misst. Dat gouf rejetéiert.

Et gëtt Länner wéi Brasilien zum Beispill, dat vun engem Impfgéigner regéiert gouf, dem Faschist Bolsonaro. Do si Leit ... Glécklecherweis ass Brasilien a Bundeslänner opgedeelt an et gouf och Gouverneuren a Buergermeeschteren, déi net geckeg waren an déi hunn dofir gesuergt, datt hir Leit vaccinéiert ginn. Mee op anere Plaze si se massiv gestuerwen, massiv gestuerwen!

En plus, ech hunn och virdru gesot, ...

*(Interruption)*

... an dat ass och eng Ursaach, firwat en elo vläicht riskéiert, an de Prisong ze kommen.

En plus, dat hunn ech jo och virdru gesot, déi privat Pharmaindustrie ass net déi, déi déi grouss Entwécklunge mécht. De Gros mécht d'ëffentlech Hand. D'Pharmaindustrie ass éischter do, fir mat Breveten hir Profitter ze protegéieren.

An de Problem ass, datt vill Staaten, zemools déi westlech Staaten, esou null sinn – esou null sinn! –, datt se dat Spillchen nach weiderhin total ënnerstëtzen, net just nokucken, mee komplett ënnerstëtzen!

Wa mir ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Wagner, Dir misst zum Schluss kommen.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, dofir: Mir sinn der Meenung, datt et nach Fortschrëtter gëtt, och op internationalem Niveau. Et soll een net der Privatindustrie d'Hand iwwerloossen. Et soll een dofir suergen, datt et um Niveau vun der Welthandelsorganisatioun an déi richteg Richtung geet vu Gerechtegkeet vun ëffentlecher Produktioun, vu gerechter Verdeelung vu Mëttelen an och vu soziale Mesüren, fir déi Äermst och kënnen ze ënnerstëtzen am Fall vun enger Pandemie. Dat ass elo net déi Logik, an där mer sinn. Leider!

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann ass d'Wuert elo fir d'Regierung.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. A merci och fir déi Aktualitéitsstonn.

Ech war schonn eng Kéier – wéi gesot ginn ass – an der Chamberskommissioun. Do hu mer verschidden Artikelen am Detail duerchgeholl. De Max Hengel huet nach eng Kéier resüméiert, wat an deenen Artikele steet, déi am wichtegste sinn. Dat sinn dann déi, datt mir selwer eegestänneg bleiwen, fir all Mesüren en place ze setzen, vun deene mir denken, datt se missten en place gesat ginn.

De Contenu vum Traité géif ech elo net am Detail beliichten, well et ass jo erauskomm: Deen ännert sou séier, wéi en diskutéiert gëtt. Mee d'Iddi vun dem Traité ass awer eng ganz valabel.

Mir hate scho méi laang en RSI, e Règlement sanitaire international, deen 2005 geholl ginn ass, an deen eleng ass net duergaangen, fir déi Pandemie do an de Gréff ze kréien, well do nach net déi richteg Erfarungen aus der Pandemie gezu waren. 2005 ware mer an enger Situatioun, wou mol heiansdo Infektiounsherden opgetaucht sinn, mee esou eng global, wäit global Pandemie war net do.

2022 ass deen à jour gesat ginn, mee et ass relativ séier kloer ginn, datt dee Règlement eleng net géif duergoen an datt misst méi eng grouss Diskussioun ugefaange ginn iwwert dat, wat an deen Traité weltwäit géif drastoe kommen.

Et ass e ganzen Diskussiounsplang opgestallt gi mat engem Intergovernmental Negotiating Body, dee sech da bis elo néngmol getraff huet. Déi néngte Seance ass amgaang a soll bis den 3., 4. Mee ofgeschloss sinn. Vläicht verlängere se. Dat hänkt dovunner of, wéi an den nächsten zwee Deeg d'Diskussioune viruginn.

Mir sinn do net eegestänneg an den Diskussiounen agebonnen an deem Negotiating Body, mee d'UE, dat heescht d'Europäesch Unioun, wou mer Member sinn, negociéiert do fir eis mat. Am Ganze sinn 194 Länner ronderëm den Dësch, déi a sechs Regiounen agedeelt sinn an d'EU mécht eeben en Deel vun enger Regioun aus.

Lëtzebuerg ass do duerch permanent Vertrieder awer en amont vertrueden. Ëmmer um Niveau vun der EU ginn déi verschidde Positiounen duerchdiskutéiert an am Detail och mat de Länner ofgeklärt. Mir kréie reegelméisseg neiste Versioune geschéckt, déi da just „off the record" disponibel sinn, well se eeben an enger Prozedur dra sinn, fir diskutéiert ze ginn, a keng lescht Versioune sinn.

Et ass nach keen eenzegen Artikel validéiert, dat heescht, all déi Artikele stinn nach zur Diskussioun. An de Moment fokusséieren d'Diskussioune sech op d'Kapitel 2, Preventioun: Wat musse mer an der Preventioun en place setzen?

D'One-Health-Approche, datt et net nëmmen ëm eis Gesondheet geet, mee d'Gesondheet, wéi virdrunner gesot gouf, am Zesummenhang mat der Ëmwelt, mat den Déieren.

Dann d'Production durable et locale vu Produiten, déi eebe mussen an der Pandemie benotzt ginn. Dat heescht, wa mir bestëmmte Medikamenter brauchen an déi gi just iergendwou op der Welt op enger Plaz produzéiert an d'Approvisionnementschaînë sinn ënnerbrach, da geet dat net. Dat heescht, do sollen Appelle kommen, fir datt d'Länner kucken, och lokal ze produzéieren.

An dann, wéi scho méi oft ugeschwat ginn ass, de Patentschutz: Soll deen opgehuewe ginn, soll en net opgehuewe ginn? Do gëtt et en Nord-Süd-Gefälle an den Diskussiounen, wou Der Iech jo kënnt virstellen, wou den Norden a wou de Süden ass.

Nächst Etappen: Majo si sinn nach ëmmer gudder Hoffnung, datt se eng Léisung fanne fir déi verschidde Problemer, déi um Dësch leien. Däitschland huet rout Linnen, verschidden aner Länner hunn och nach rout Linnen innerhalb vun der UE. Dat heescht, do si mer eis och net eens. Wa mer do bis eng Positioun hunn, da gëtt et vläicht vun eiser Säit aus méi einfach. Mee d'Iddi ass elo, fir awer e Kompromësstext ze kréien, wou jiddwereen am Konsens dermat d'accord ass, an da schonn e Planning ze maachen, fir verschidden Elementer dorauser am Detail weiderzediskutéieren.

Falls dat sollt de Fall sinn, da géif dann op der Assemblée générale zu Genf dee provisoreschen Text ugeholl ginn an duerno och de Kalenner fixéiert ginn, fir weiderzediskutéieren.

D'Demande, fir aus der Chamber do nach eng Kéier am Detail informéiert ze ginn – dat hutt Der virdru scho gesot –, dat gëtt ganz enk. Ech si gäre bereet, an der nächster Kommissioun, den 8. Mee, de leschte Stand matzedeelen. Mee virun Enn Mee gëtt dat warscheinlech ganz enk, fir nach eng Kéier den definitiven Text ze kréien. Ech probéieren och, e Link ze kréien, wou Der dann direkt op déi aktuellste Versioun kënnt kommen. Da braucht Der net sichen ze goen. Mee leider ass de Site santé.lu net aktualiséiert an deem Sënn, datt dat nach ëmmer de Stand ass, deen ausgeschafft ginn ass virun der Pandemie am Fong, wou just Saache bäigesat gi si wärend der Pandemie. A mir hunn de Plang, dee ganze Site nei ze maachen. Mee dat geet net vun haut op muer.

Dann nach eng Informatioun zur Diskussioun an der Chamber oder net. Just als Informatioun: D'OMS hëlt hir Texter ..., ënner zwee Artikele kënne se déi unhuelen. Dat ass eng Kéier den Artikel 19 vun hirem Haaptgesetz, wat reegelt, wéi mer do mateneen diskutéieren an Texter unhuelen, an den Artikel 21.

Ënnert dem Artikel 19 wier et e klasseschen Traité, deen dann iwwert d'Chamber misst ratifizéiert ginn, an ënnert dem Artikel 21 wier et en direkt applikabelen OMS-Text, deen eigentlech net méi misst an der Chamber diskutéiert ginn. Dat heescht, deen ass direkt applikabel. Wat awer och ënnert de Länner, déi mat diskutéieren, net onëmstridden ass, ass, ënner wéi engem Artikel dee ganzen Text wäert ugeholl ginn. Soubal mer do d'Positioun vun der EU hunn, deelen ech Iech déi mat an da kucke mer, wéi mer dat organiséieren, fir an der Chamber virun driwwer ze diskutéieren.

Voilà. Merci elo mol fir d'Nolauschteren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister. Ech hunn hei zwee Leit, déi wollten Iech eng Fro stellen. Huelt Der déi un?

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Jo, wann ech schonn hei sinn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Wann Der schonn do sidd, ok.

*(Hilarité)*

Dann hunn ech fir d'éischt den Här Kartheiser, an dann den Här Baum duerno.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Ech wollt der Madamm Minister eng Fro stellen. Si seet dat hei relativ séier an engem beschreiwende Modus, géif ech soen, ob mer elo einfach esou unhuelen, datt d'Europäesch Unioun eng Positioun festleet an a wéi enger Form dat soll de Staate virgeluecht ginn. Dat ass awer eng essenziell Fro. Et ass eng essenziell Fro, well, éischtens, d'Europäesch Unioun a Gesondheetsfroen nëmmen ageschränkte Kompetenzen huet. Et ass emol eng primär Kompetenz vun de Memberstaaten.

Da geet et, esou niewelaanscht gesot, zoufälleg och ëm d'Kompetenze vun dëser Chamber. Well mir, op jidde Fall als ADR, hätte gär, datt mir e Vertrag, deen ugeholl gëtt, hei virgeluecht kréie fir ze ratifizéieren, ier mer eis dann iergendwéi zu eppes engagéieren. Dat ass emol och e wichtegen Aspekt.

An dann, muss ech Iech och soen, ech ka mer et bal net virstellen, wat ech hei héieren, datt eng Lëtzebuerger Gesondheetsministesch praktesch emol net weess, wat d'Verhandlungspositioun vun der UE ass a se emol net matbestëmmt. Dat ass jo iergendwéi hei en Zoustand, wéi wa mer eis do vu Bréissel vollkomme géife guidéiere loossen. A mir trieden ëmmer derfir an, datt mer eis Souveränitéit an och d'Traitéë respektéieren, déi mir hei hunn, déi Rechter, déi mir nach hunn, souwuel géintiwwer der Europäescher Unioun wéi och géintiwwer enger Weltgesondheetsorganisatioun, vertrieden an eis Souveränitéit net aschränken. Dat ass ee vun deenen Haaptenjeue vun där ganzer Diskussioun. Dat heiten, wat d'Madamm Minister eis hei virdréit, ass a mengen Aen ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Wat ass Är Fro, Här Kartheiser?

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... keng iwwerzeegend Positioun. Et ass skandaléis u sech.

Ech géif d'Madamm Minister froen, ob se opgrond vun deenen Debatten, déi mer haut hei geféiert hunn, dann net gesäit, wéi wichteg dat ass, datt mer eis Souveränitéitsrechter do vertrieden an datt si derfir antrëtt, datt mir dee Vertrag als Lëtzebuerg, als Lëtzebuerger Parlament virgeluecht kréie fir eng Ratifizéierung.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

*(Signes d'approbation dans les tribunes)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech géif wannechgelift bieden, op der Tribün all Approbatioun oder Improbatioun fir Iech ze halen, wannechgelift. Dat ass am Reglement esou virgesinn.

Madamm Minister.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Lëtzebuerg ass Member an der OMS. Domadder hu mer och deen Artikel 19 an deen Artikel 21 mat als Parlament ratifizéiert. Dat heescht, wann elo eist Negociation Team proposéiert, wann ee Konsens iwwer 194 Länner do ass, ënnert dem Artikel 19 deen Text unzehuelen, da gëtt deen ënnert dem Artikel 19 ugeholl an da muss e vun der Chamber ratifizéiert ginn.

Wann awer elo all déi Länner sech eens sinn, datt se wëllen deen Text nom Artikel 21 unhuelen, kënne mir natierlech als Lëtzebuerg soen, mir hätte gären, datt en ënnert dem Artikel 19 ugeholl gëtt, mee domadder hale mer de Prozess awer net op, well mer Member an der OMS sinn an déi Decisioune matdroen.

Déi Leit, déi do fir eis verhandelen, déi sinn a permanentem Austausch mam Gesondheetsministère. Ech kréie praktesch all Dag nei Versioune vun Artikele geschéckt, Remarke vun anere Länner geschéckt, Remarke vun der EU-Positioun. Ob déi elo éischter ee Konsens fannen oder net fannen. D'EU probéiert wierklech, am Konsens derduerchzekommen. Dat heescht, wann do eent vun deene 27, 28 Länner rout Linnen huet, da ginn déi rout Linnen net iwwerschratt.

Normalerweis kréien ech dat matgedeelt bis spéitstens nächste Mëttwoch. Wann an der Chamberkommissioun dann ee Besoin ass, kann ech e Rapport maachen, wou mer do stinn.

Ech kann och derfir plädéieren, ech huelen dat elo mat an d'Regierung, datt Lëtzebuerg gären den Artikel 19 hätt. Mee do kann ech elo net als Gesondheetsminister eng Positioun anhuelen. Dat musse mer um Niveau vun der Regierung diskutéieren an eise Vertrieder bei de Verhandlungen da mat op de Wee ginn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister. Den Här Baum, duerno den Här Bausch an den Här Di Bartolomeo. A soss ass elo keng Wuertmeldung. Da schléisse mer d'Froen domadder of. Här Baum. Awer kuerz, wannechgelift.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, ech hunn d'Tendenz, ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Probéiert!

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | ... e bësse méi kuerz ze si wéi verschidden anerer.

*(Hilarité)*

Een Element ass mer ganz wichteg an och opgefall an deem, wat Der gesot hutt: Dir hutt vun engem Nord-Süd-Konflikt geschwat tëschent Länner, déi éischter op de Patentschutz halen, a Länner, déi aus der Erfarung och vun der leschter Pandemie, sech staarkmaachen dofir, datt de Patentschutz gelackert gëtt oder deemno wéi vläicht souguer ganz opgehuewe gëtt.

Mech géif interesséieren: Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zu där Fro?

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Très bien!

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mir hunn, sou wäit ech weess, keng Firmaen zu Lëtzebuerg, déi Impfstoffer produzéieren. Dat heescht, et geet wierklech ëm de Lobbying vun den Impfstoffer. Mir diskutéiere mat, mir hu ganz nuancéiert Positiounen. Et gi Stëmme breetgemaach, datt déi Diskussioun iwwer Patenter eigentlech net op där doter Plaz ze féieren ass. Dat ass d'Auswäichmanöver vun deenen, déi déi kriddeleg Matière net wëllen uschwätzen. An do sinn ech gespaant drobber, wéi e Konsens erauskënnt.

Mir plädéiere fir eng nuancéiert Approche – ënner gewëssene Konditioune kënnen, mussen, sollen –, mee mir mussen oppassen, datt mer d'Fuerschung net ophalen. Wa mer d'office soen: „A verschiddene

Situatioune gëtt de Patentschutz opgehuewen", da riskéiere mer och vläicht Reaktioune vun där Säit ze kréien, datt et vläicht net méi interessant ass, a verschidde Saache Geld ze investéiere fir ze fuerschen.

Dat ass eng ganz nuancéiert Diskussioun, déi do stattfënnt. An ech hunn dat een-, zweemol matgemaach, datt d'Experten do diskutéiert hunn, an dat ass net alles schwaarz a wäiss, wat do geschwat gëtt. Et kann een natierlech de Plädoyer maachen, ech hätt gären, datt de Patentschutz opgehuewe gëtt, egal wéini, egal wou, mee et muss ee sech och bewosst sinn, wat d'Konsequenzen hannendrunner sinn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister. Dann ass d'Wuert fir den Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, merci, Madamm Minister. Fir d'éischt emol mengen ech, datt mer awer elo kloer sinn – net datt dobaussen alles falsch verstane gëtt –: Egal ënner wat fir engem Artikel herno ugeholl gëtt, bleift de Subsidiaritéitsprinzipp egal wéi bestoen. Ech mengen, et ass wichteg, datt mer dat elo preziséieren, net datt dobaussen herno gesot gëtt: „A hei, d'Chamber, déi ass derfir, egal wéi, datt d'Chamber dann, wann den Text ugeholl ass, näischt méi ze soen huet." Dat ass egal wéi net de Fall!

Dat anert ass awer, Madamm Minister, ech kann Iech awer soen, vun eiser Säit ass et ..., mir schéngt et kloer ze sinn, datt mer hei mussen dat dote vun den nationale Parlamenter ratifizéiere loossen, eleng och wéinst der Debatt, wéinst der Transparenz. Wa mer Transparenz wëlle seriö huelen, musse mer dat hei diskutéieren, an och hei muss da vun der Chamber e Vott geholl ginn. Dat schéngt mir kloer ze sinn.

Duerfir géing ech Iech opfuerderen an eisem Numm, op alle Fall an der EU ze plädéieren, datt dat eng rout Linn fir eis ass.

An dee leschte Punkt ass – just eng Remark zu där Fro mat de Patenter –: Et ass natierlech eng komplex Diskussioun, do ginn ech Iech Recht, mee wat mech perséinlech extreem stéiert an nervt, dat ass, datt ëmmer gemaach gëtt vun der Pharmaindustrie, wéi wa si géifen d'Fuerschung eleng finanzéieren. De Gros oder e ganz groussen Deel vun der Fuerschung fir Medikamenter oder fir iwwerhaapt esou Substanzen, dee gëtt mat ëffentleche Gelder gemaach, sief et a Form – wéi den Här Di Bartolomeo et gesot huet – vu Steieren, wou mer hinne steierlech entgéintkommen, oder a Form vun direkter ëffentlecher Fuerschung. An dat misst awer och alles an déi Diskussioun mat erafléissen, scho guer net dovun ze schwätzen, datt an enger Pandemie d'Situatioun nach vill méi komplizéiert ass.

**M. Claude Wiseler,** Président | Aus Ären Ausféierunge kann een elo eng Rei Froen erauszéien, wann ee wëllt, obwuel et keng direkt waren.

*(Hilarité)*

Dir kënnt, mee Dir musst elo net drop äntweren, well et waren ...

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Ech huelen einfach mat op de Wee, datt e relative Konsens hei ass, ënner dem Artikel 19 ofzestëmmen. An Är Suerg vun de Patenter huelen ech och nach eng Kéier mat op de Wee.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister. Dann nach den Här Di Bartolomeo an da si mer fäerdeg mat ...

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | A jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Vergiesst en net.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Pardon. A, ech sollt ...

*(Interruption)*

Jo, wéi kéint een hie vergiessen.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Di Bartolomeo.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Pardon.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Et ass näischt, alles an der Rei. Här President, mir gi jo elo iwwer op d'Diskussioun iwwert d'Motioun.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | A nee, ech wollt do nach eppes dozou soen. Do hutt Dir virdrun eppes gesot.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Majo, mee ...

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Dir hutt virdru gesot, ech hätt gesot, ech géif déi Motioun net kennen. Dat war awer net esou. Ech hu just gesot, aus der Fro, déi ech gestallt krut, war net erauszeliesen, datt et ëm déi Motioun géif goen. A wann Der elo soss keng Fro hutt, da ginn ech mech setzen, da kënnt Dir zur Motioun iwwerkommen.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Nee, nee. Ech ginn net zur Motioun iwwer.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Di Bartolomeo, fir datt mer elo Uerdnung drakréien: Wat wollt Dir elo maachen?

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Majo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Entschëllegt! Ech ginn net zur Motioun iwwer, ech wollt just en Element an där Diskussioun dem President iwwerginn, fir dass de President, dee se selwer abruecht huet, ...

*(Hilarité)*

... der Gesondheetsministesch déi Motioun vun 2023 kann iwwerreechen.

*(M. Mars Di Bartolomeo dépose un document.)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech mengen, datt d'Madamm Minister déi kennt.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Här Di Bartolomeo, ech berouegen Iech: Si ass op mengem Handy drop. Ech hu se gëschter Moien am Detail duerchgelies. Ech weess ganz genau, wat an där Motioun drasteet. Merci fir déi Informatioun.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Mee do ass och nach de Kommentar drop.

**M. Claude Wiseler,** Président | Et war e ganz léiwe Gest, esou kann ech se och nach eng Kéier liesen.

*(Hilarité)*

Merci, Madamm Minister. Domat hätte mer dann déi Diskussioun hei ofgeschloss.

Wéi gesot, mir hunn hei eng ..., enfin, mir hunn der elo zwou hei leien, mee iwwert déi eng ass schonn ofgestëmmt ginn.

***Motion 1***

Elo hu mer nach déi hei leien, déi den Här Bausch erabruecht huet. Dofir, Här Bausch, wëllt Dir nach eng Kéier eng Explikatioun dozou ginn?

**M. François Bausch** (déi gréng) | Nee, Här President. Ech mengen, ech hunn dat genuch expliziert. Ech waarde mol drop, wat d'Kolleeginnen an d'Kolleegen dozou soen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo. Ech gesinn hei Wuertmeldungen: den Här Hengel, d'Madamm Schoos. Ma Här Hengel, da fänkt emol un.

**M. Max Hengel** (CSV) | Merci, Här President. Merci och dem Här Bausch fir dës Motioun, déi eis vum Prinzipp hier ganz sympathesch ass. Mir hätte just e puer Proposen, wéi mer den Text sollten änneren, fir datt e bësse méi kloer ass an datt e vläicht, jo ... An deem Moment kéinte mir se dann och matdroen. Ech erlabe mer einfach, d'Proposen ze maachen, datt mer géifen ... Also bei de Consideranten ass näischt unzemierken. Am Invite géife mer proposéieren: „à réaliser dans le cadre de la future ‚loi santé publique' ... " Den Här Di Bartolomeo huet jo schonn op d'Avantagë vun der „Loi santé publique" higewise par rapport zur „Loi pandémie". Also: „à réaliser dans le cadre de la future ‚loi santé publique' un inventaire de toutes les mesures prises pour lutter contre la propagation du virus", a sou weider bis zum Schluss vun deem Artikel.

Dann am nächsten Tiret: „à prendre en compte l'analyse de cet inventaire lors de la finalisation de la future ‚loi santé publique'."

An dann, ech mengen, dat ass nach e relativ staarke Message: „à inclure cette analyse dans son intégralité à l'exposé des motifs du futur projet de loi."

An dee leschten Tiret ass och ok. Dee géife mer esou stoe loossen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech ginn dann – Madamm Schoos, wann Der erlaabt – direkt, fir dorop ze äntweren, dem Här Bausch d'Wuert.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, Här President, also fir mech ass do kee Problem. Ech géif déi doten ..., also mir si bereet, déi doten ze iwwerhuelen, well effektiv, dat verstäerkt souguer den Text. Ech fannen, dat klëngt ganz gutt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Wann Dir dat sot, ginn ech dovunner aus, datt déi aner Signatairen och domat d'accord sinn. Da ginn ech der Madamm Schoos d'Wuert.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Jo, villmools merci. Mir begréissen dës Motioun och a wëllen awer just nach eng Kéier rappeléieren, dass dat déi al Motioun, also déi vum leschte Joer vun Iech, net ausser Kraaft setzt, also dass déi och nach ëmmer gülteg ass.

Mir hunn och bei de Consideranten ee klengen Tiret, wou ech nogefrot hat beim Här Bausch, ob dat fir si an der Rei wär. Dat wär, mir géifen nach gär dobäisetzen: „rappelant que les droits et libertés fondamentaux des citoyens ont été restreints."

Hie selwer war domat d'accord. Natierlech, fir de Rescht begréisse mir dat Ganzt. A wann dat esou ugeholl géing ginn, géinge mir och dës Motioun matstëmmen natierlech.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här President, vu menger Säit elo aus gesinn ..., ech weess net, wat déi aner Kolleegen elo soen, mee ech hu kee Problem domadder, well et ass jo eng Evidenz, dat ass gemaach ginn. Et kann ee jo net soen, datt dat net gemaach gi wär. An et ass just e Rappell dozou. Dofir hunn ech perséinlech elo kee Problem domadder.

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Di Bartolomeo huet d'Wuert gefrot.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech fannen, dass, wa mer et zesumme maachen, eng Bréck geschloe wär zwëschent deem, wat mer an der viregter Period gemaach hunn a wat mer elo wëllen am Interêt vun enger wierksamer Krisebekämpfung maachen.

Wat ech awer net esou richteg verstanen hunn, dat ass, dass mer an eng Motioun sollen draschreiwen, wat soll an den Exposé des motifs kommen. Dat ass e bëssen ... Jo ...

*(Interruption)*

Et ass ganz speziell, très spécial.

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Wie wëllt zu där Ausso Stellung huelen? Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, Här President, ech muss Iech soen, ech fannen ..., also et ass vläicht ... Et kann een elo soen: „Et ass speziell, datt mir elo hei iwwer en Exposé des motifs diskutéieren, wou mer d'Gesetz nach net kennen." Dat ass an der Rei.

Mee fir de Rescht, esou wéi ech dat verstanen hunn, déi Konklusiounen, déi do komm sinn, datt een déi awer do mat drasetzt aus Transparenzgrënn, gesinn ech awer elo net de Problem.

Mee enfin, dat ass awer elo Semantik.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, loosse mer elo net weider iwwer Semantik hei diskutéieren, ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | ... well déi Motioun huet awer en Inhalt, deen net onwichteg ass. Ech gesinn elo an den Ausféierungen, datt, souwäit ech dat gesinn, mat de Modifikatioune vum Här Hengel, déi ugeholl gi sinn, mat de Modifikatioune vun der Madamm Schoos, déi ugeholl gi sinn, jiddweree kann déi Motioun matstëmmen. Kéint ech se à main levée ofstëmme loossen?

Ass een dergéint?

*(Hilarité et interruptions)*

***Motion 1 modifiée***

*« relative à une évaluation des mesures prises pour lutter contre la propagation de la Covid-19 »*

*La Chambre des Députés,*

*– rappelant sa motion introduite en date du 23 mars 2023 adoptée à l'unanimité, invitant le Gouvernement à charger un groupe d'experts indépendants de faire une évaluation des différentes mesures prises dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 et à élaborer, dans les meilleurs délais, une « loi pandémie » ;*

*– notant qu'un avant-projet de loi sur les situations épidémiques constituant une menace pour la santé publique a été élaboré par le Gouvernement précédent et a fait l'objet d'une consultation entre les ministères concernés ;*

*– constatant que le programme gouvernemental 2023-2028 prévoit l'élaboration d'une « loi pandémie » afin de garantir la plus grande réactivité possible dans le cas d'une nouvelle pandémie, tout en respectant les libertés fondamentales ;*

*– considérant que la pandémie de Covid-19 a eu un impact majeur sur la santé publique, l'économie et la société dans son ensemble ;*

*– consciente de l'importance de tirer des leçons de l'expérience vécue pendant cette crise pour améliorer la préparation et la réponse à de futures situations similaires ;*

*– sachant que les décisions politiques prises par le Gouvernement tout au long de la pandémie ont eu des répercussions significatives sur la vie des citoyen.ne.s, l'économie nationale et le système de santé ;*

*– considérant que la pandémie et les mesures prises en vue de sa maîtrise ont engendré des tensions au sein de notre société ;*

*– rappelant l'importance de la transparence et de la responsabilité dans la gouvernance, surtout en période de crise ;*

*– rappelant qu'il existe déjà de nombreux rapports et études sur la gestion de la pandémie Covid-19 au Luxembourg, qui émanent de divers organismes nationaux et internationaux, institutions indépendantes et centres de recherche, mais qui n'ont pas fait l'objet d'une analyse approfondie par les autorités communiquée aux citoyen.ne.s ;*

*– rappelant que les droits et libertés fondamentaux des citoyens ont été restreints,*

*invite le Gouvernement*

*– à réaliser dans le cadre de la future « loi santé publique » un inventaire de toutes les mesures prises pour lutter contre la propagation du virus, y compris les confinements, les restrictions de voyage, les campagnes de vaccination et l'impact sociétal des mesures ;*

*– à prendre en compte l'analyse de cet inventaire lors de la finalisation de la future « loi santé publique » ;*

*– à inclure cette analyse dans son intégralité à l'exposé des motifs de ce projet de loi ;*

*– à consulter la Chambre des Députés avant l'adoption définitive de l'accord OMS sur les pandémies.*

*(s.) François Bausch, Sven Clement, Mars Di Bartolomeo, David Wagner.*

***Vote sur la motion 1 modifiée***

Also d'Fro ass elo: Wien ass mat där Motioun hei averstanen?

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Also, Här President ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Ass een dergéint?

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Här President, mir hunn Iech elo just gerett.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Gëtt et eng Enthalung? Dat ass net de Fall.

Dann ass dës Motioun à l'unanimité ugeholl.

## 12. Ordre du jour (suite)

An da wollt ech nach soen, éier Der elo wëllt opbriechen, datt mer nach eng Resolutioun vun der Madamm Tanson erakritt hunn am Ufank vun der Sëtzung, déi iwwert de Registre de transparence de la Chambre geet. An ech wollt déi och elo op den Ordre du jour setzen, an datt mer déi nach zur Ofstëmmung bréngen.

## 13. Résolution de Mme Sam Tanson concernant le registre de transparence de la Chambre des Députés

*(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 55 de ce compte rendu)*

Madamm Tanson, wollt Dir nach dozou e Wuert soen?

**Mme Sam Tanson** (déi gréng), auteure | A priori net. Ech hunn dat virdru gemaach bei der Presentatioun. Es sei denn, et misst sinn no enger Interventioun, wat ech net unhuelen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Da kënnt Der vläicht kucken, wat elo déi aner soen, an da gesitt Der, ob Der dat wëllt oder net.

Den Här Baum.

***Discussion générale***

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Eng ganz interessant Resolutioun. Ech mengen, et ass an deene leschte Legislaturperiode vill gemaach ginn, fir d'Chamber ze moderniséieren, méi transparent ze maachen. Een Element war natierlech dat heiten. Ech mengen, mir sollen effektiv no dräi Joer der Saach eng Chance ginn, eng Evaluatioun maachen, kucken, wat mer nach kënne besser maachen. An dofir proposéieren ech menger Fraktioun, déi Resolutioun hei matzedroen.

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Madamm Adehm.

**Mme Diane Adehm** (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech ka mech just dem Här Baum uschléissen a mir géifen déi Resolutioun och matdroen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Adehm. Den Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Merci der Madamm Tanson dofir, déi Resolutioun abruecht ze hunn. Et ass esou, datt dat heite jo schonn Objet war vun Diskussiounen, déi mer an där Reglementskommissioun virun dräi Joer haten a wou et dach vun där enger an anerer Säit ganz staark Retizenze gouf, fir dat heiten ëmzesetzen. Ëmsou méi frou sinn ech, datt déi zwou Säiten, déi do Retizenze geäussert hunn, elo dat heite wëlle matdroen. An ech hoffen, datt mer dann och séier derzou kënne kommen, fir dat an d'Reglement ze schreiwen, well ech weess, datt jo eng Rëtsch vun de Fraktiounen a Sensibilité-politiquen heibannen dat scho maachen op fräiwëlleger Basis. An ech mengen net, datt dat bis elo negativ opgeholl gouf. Deementspriechend misst ee vläicht dës Kéier dann an der Reglementskommissioun manner de Lobbyisten nolauschteren a méi der Zivillgesellschaft.

Ech soe Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Dann den Här Baum an duerno d'Madamm Bofferding. Här Baum.

*(Brouhaha)*

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, ech faasse mech kuerz. Dat hei ass eng sënnvoll ...

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift! Den Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Dat hei ass eng sënnvoll Resolutioun, déi mir natierlech och matstëmmen. Et geet ëm d'Evaluatioun vun eppes, wat mer ëmgesat hu virun zwee an engem hallwe Joer. Dat soll ee roueg maachen an déi Konklusiounen dorauser zéien.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. D'Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Jo, mir wäerten dat heiten och matdroen. Einfach, wann ee sech Reegele gëtt, ass et ëmmer gutt, wann ee se selwer herno evalueiert, e Bilan zitt. A wéi scho gesot ginn ass: Dat, wat net gutt klappt, soll een dee Moment dann thematiséieren an dat, wat ee ka verbesseren, solle mer dann och verbesseren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Ech gesinn also, datt jiddwereen domadder averstan ass, datt et also kee Grond gëtt hei, fir se net à main levée ofzestëmmen.

***Vote sur la résolution***

Dofir géing ech froen: Wien ass d'accord mat dëser Resolutioun?

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dann ass dës Resolutioun och à l'unanimité ugeholl. Ech soen Iech villmools Merci.

Domat si mer um Enn vun der Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzung ass de 7. Mee 2024 virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 18.12 heures.)*

## Sommaire


| Objet | N° | Auteur | Page |
|---|---|---|---|
| Vaccination contre le HPV (papillomavirus humain) | 0348 | Marc Spautz, Max Hengel | 75 |
| Politique publique concernant la contraception | 0355 | Mars Di Bartolomeo, Claude Haagen | 75 |
| Gare à l'Aéroport de Findel | 0358 | Jeff Engelen | 75 |
| Résultats de la campagne de reconnaissance sismique dans le bassin minier | 0379 | Joëlle Welfring, François Bausch | 76 |
| Contrôles des cabinets dentaires | 0381 | Sven Clement | 76 |
| Marchés publics pour les projets des promoteurs sociaux | 0399 | Sven Clement, Marc Goergen | 77 |
| Adaptation du tarif de rachat d'électricité | 0417 | Marc Goergen | 77 |
| Garantie d'achèvement | 0425 | Laurent Mosar | 78 |
| Transposition de la directive concernant les services de paiement (directive PSD2) en droit national | 0431 | Christophe Hansen, Diane Adehm | 78 |
| Déchets le long du CR176 | 0435 | Marc Goergen | 78 |
| Paiement de la prime pompe à chaleur | 0448 | Françoise Kemp | 79 |
| Prime de risque dans la fonction publique | 0449 | Sven Clement, Ben Polidori | 79 |
| Service de vidéosurveillance des CFL | 0450 | Fred Keup | 79 |
| Policiers retirés d'autres communes | 0454 | Marc Goergen | 80 |
| Instructions du Ministre des Affaires intérieures à la police | 0460 | Marc Goergen | 80 |
| Vaccination contre le tétanos | 0463 | André Bauler | 80 |
| Recours aux bureaux d'études par le Ministère des Affaires intérieures | 0475 | Jeff Engelen | 81 |
| Réorganisation de la gouvernance du Laboratoire national de santé | 0483 | Mars Di Bartolomeo | 81 |
| Système de consigne au Luxembourg | 0487 | Marc Goergen, Ben Polidori | 81 |
| Droits de cabaretage | 0488 | Marc Goergen | 81 |
| Frais de fonctionnement de l'État | 0489 | David Wagner | 82 |
| Impact du système d'échange de quotas européen | 0490 | David Wagner | 82 |
| Risques environnementaux des nouveaux OGM | 0492 | Joëlle Welfring | 83 |
| Implantations de nouvelles stations-service essence au Luxembourg | 0494 | Marc Goergen | 84 |
| Logiciel de vidéosurveillance intelligente | 0495 | Marc Goergen | 85 |
| Enseignement secondaire général au Lënster Lycée | 0496 | Max Hengel | 85 |
| Plan d'action « Sécurité routière » 2019-2023 | 0497 | Yves Cruchten, Francine Closener, Dan Biancalana | 85 |
| Aides pour ménages à revenu modeste | 0498 | Paul Galles, Marc Spautz, Alex Donnersbach | 87 |
| Taxe d'abonnement à taux réduit pour investissements durables | 0499 | Sam Tanson | 88 |
| Maladies sexuellement transmissibles | 0500 | François Bausch | 88 |
| Liaison Micheville | 0501 | Marc Spautz, Félix Eischen | 88 |
| Réglementation concernant l'examen de fin d'études secondaires | 0502 | Alexandra Schoos | 89 |
| Disque de stationnement électronique | 0503 | Marc Goergen | 89 |
| Médecine du travail | 0504 | André Bauler, Carole Hartmann | 90 |
| Capacité des bornes « SuperChargy » | 0505 | Marc Goergen | 90 |
| Amalgame dentaire | 0506 | Françoise Kemp | 90 |
| Création d'un observatoire du logement | 0507 | Mars Di Bartolomeo | 91 |
| Site d'informations sur les médicaments disponibles sur le marché | 0508 | Mars Di Bartolomeo | 91 |
| Droit d'association des médecins et professionnels de santé | 0509 | Mars Di Bartolomeo | 91 |
| Élèves à besoins spécifiques | 0510 | Marc Spautz, Max Hengel | 91 |
| Congé d'aidant et congé pour raisons de force majeure | 0511 | Carole Hartmann, Corinne Cahen | 92 |
| Précarité énergétique | 0512 | François Bausch, Joëlle Welfring | 92 |
| Liaison TGV entre Esch et Paris | 0513 | Meris Sehovic | 93 |
| Changements dans la fiscalité des frontaliers allemands | 0514 | Alexandra Schoos | 94 |
| Frelon asiatique | 0515 | André Bauler, Luc Emering | 94 |
| Rapport interne de la Caisse médico-complémentaire mutualiste | 0516 | François Bausch | 95 |
| Liens potentiels entre des sociétés luxembourgeoises et des crimes internationaux en cours dans la bande de Gaza | 0517 | David Wagner | 95 |
| Protection contre le licenciement de salariées enceintes | 0518 | Sven Clement | 95 |
| Dépistage gratuit des troubles du langage « Bilan 30 » | 0520 | Sven Clement | 96 |
| Cyberattaques contre des sites Internet de l'État | 0522 | Taina Bofferding, Liz Braz | 96 |
| Énergie nucléaire | 0523 | Corinne Cahen, Barbara Agostino | 97 |
| Énergie nucléaire | 0524 | Marc Goergen, Ben Polidori | 97 |
| Incidence des allergies au Luxembourg | 0525 | Carole Hartmann | 97 |
| Coqueluche | 0530 | Sven Clement, Ben Polidori | 98 |
| Vote par correspondance | 0797 urgente | Meris Sehovic | 99 |

**Vaccination contre le HPV (papillomavirus humain)** | Question **0348** (19/02/2024) de **M. Marc Spautz** | **M. Max Hengel** (CSV)

Rezent Date vun der nationaler schottescher Gesondheetsverwaltung „Public Health Schottland" weisen, datt zanter der Aféierung vun der Impfung géint Human Papillomaviren (HPV) am Joer 2008 bei Fraen, déi geimpft goufen, keen eenzege Fall vu Gebärmutterhalskriibs méi opgetrueden ass. Zu Lëtzebuerg huet de „Conseil supérieur des maladies infectieuses" (CSMI) 2007 eng éischte Kéier eng Impfrecommandatioun fir Meedercher am Alter tëschent 11 an 12 Joer erausginn. Zanterhier gouf dës Recommandatioun ausgeweit. Zanter 2018 kënnen och Jonge geimpft ginn. Och d'Altersgrenz gouf eropgesat.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Wéi gesäit d'Entwécklung bei de Fäll vu Gebärmutterhalskriibs zanter 2007 insgesamt aus?

2. Wéi vill Fäll vu Gebärmutterhalskriibs sinn zanter 2007 bei Fraen, déi geimpft goufen, festgestallt ginn?

3. Wéi eng spezifesch Kriibsfäll si bei Männer festgestallt ginn, déi zanter 2018 geimpft goufen?

4. Wéi vill Meedercher sinn insgesamt zanter 2007 geimpft ginn?

5. Wéi vill Jonge sinn insgesamt zanter 2018 geimpft ginn?

6. Wéi héich ass den Undeel vu Meedercher respektiv vu Jongen, déi der Recommandatioun vum CSMI nokommen?

7. Wat wëll d'Regierung maachen, fir d'HPV-Impfung ze propagéieren?

**Réponse** (22/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Vun 2011 bis 2016 sinn 43 Fäll vu Gebärmutterhalskriibs diagnostizéiert ginn[1].

Déi lescht Donnéeë fir Lëtzebuerg kommen aus Schätzunge vun Europa vum Site ECIS (European Cancer Information System https://ecis.jrc.ec.europa.eu/) fir d'Joer 2022.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2. Fir de Moment verfüügt de Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet net iwwert den HPV Impfungsstatus vu Fraen, fir dëse mat Gebärmutterhalskriibs ze kräizreferenzéieren.

ad 3. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet verfüügt och net iwwert den HPV Impfstatus vu Männer, wat et och hei onméiglech mécht, fir dëse mat Kriibs bei Männer ze kräizreferenzéieren.

ad 4. Tëschent dem 1. Mäerz 2008 an dem 31. Dezember 2019 sinn 32.659 Meedercher a jonk Fraen op d'mannst eemol géint den HPV geimpft ginn an et goufen insgesamt 80.693 Dosen an den éffentlechen Apdikten zu Lëtzebuerg fir Meedercher a jonk Frae kaaft. De Moment leeft och eng Ëmfro, fir den Taux un HPV Impfungsofdeckung zu Lëtzebuerg erauszefannen.

ad 5. Wéi scho bei 4. erwäänt, ass eng Ëmfro amgaang, fir den Taux un HPV Impfungsofdeckung zu Lëtzebuerg erauszefannen.

ad 6. Et sief bei dëser Fro op d'Äntwert op d'Froe 4 a 5 verwisen.

ad 7. Am Zesummenhang mam World HPV Impfungsdag, gouf de 4. Mäerz e Pressecommuniqué publizéiert.

De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet, zesumme mat der Direktioun vun der Santé, kommunizéiert a sensibiliséiert reegelméisseg iwwer d'Wichtegkeet vun der HPV Impfung a weidere Gesondheetsmoossnamen.

**Politique publique concernant la contraception** | Question **0355** (20/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Claude Haagen** (LSAP)

Le « Contraception Policy Atlas Europe » vient de placer notre pays à la première place en matière de politique publique concernant la contraception parmi 46 pays européens. Ce classement est surtout dû à l'introduction de la couverture quasi universelle de la contraception par le précédent Gouvernement et assurée par le biais de la CNS (Caisse nationale de santé) et le Ministère de la Santé depuis le 1er avril 2023.

1) Suite à cette prise en charge par la CNS, nous aimerions savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale quel est le bilan de cette mesure et quelles sont les premières statistiques sur les différents modes de contraception pris en charge par la CNS.

2) Quel est le montant total des prises en charges de la CNS dans ce contexte ?

3) Le Gouvernement entend-il, tel que proposé par le Planning Familial, recueillir des données fiables par le biais d'une enquête nationale sur la santé sexuelle et affective ?

4) Quelles seront les prochaines mesures afin d'assurer la mise à disposition gratuite de préservatifs ?

**Réponse** (23/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) et 2) Dans le cadre de la convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé (CNS) portant institution d'un programme de médecine préventive d'accès universel aux contraceptifs sur le plan national, qui est entré en vigueur le 1er avril 2023, la CNS prend en charge à 100 % et sans limite d'âge les moyens de contraception suivants ainsi que les coûts médicaux y liés, s'ils sont délivrés au Luxembourg :

– la pilule contraceptive
– le patch contraceptif
– l'anneau contraceptif
– la minipilule
– l'injection contraceptive
– la pilule du lendemain
– l'implant contraceptif
– le stérilet (dispositif intra-utérin)
– la stérilisation (ligature des trompes)
– la vasectomie.

L'État s'engage à rembourser à la CNS, via le biais de la Direction de la santé, les frais avancés sur base d'un décompte annuel.

Les statistiques qui suivent concernent la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 et sont à considérer comme provisoires, étant donné qu'à ce stade, la CNS n'a pas encore reçu toutes les factures relatives aux soins de santé prestés au cours de l'année 2023.

Entre le 1er avril 2023 et le 31 décembre 2023, 48.301 assurés ont bénéficié d'une prise en charge par l'assurance maladie-maternité pour un moyen de contraception dans le cadre du programme de médecine préventive d'accès universel aux contraceptifs sur le plan national. Au total, ceci a représenté un coût d'environ 4,3 millions EUR.

Les tableaux qui suivent affichent des statistiques sur les différents modes de contraception pris en charge par la CNS en distinguant ceux avec intervention médicale (tableau 1) de ceux sans intervention médicale délivrés par les pharmacies ouvertes au public (tableau 2).

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Au cours de la période analysée, 5.002 assurés ont consulté un médecin afin de s'informer sur les moyens de contraception et de réaliser des interventions médicales à visée contraceptive (pose d'implant contraceptif ou de stérilet, ligature tubaire, vasectomie). Le coût se situe aux alentours de 1 million EUR.

Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle convention au 1er avril 2023, 390 poses d'implants sous-cutanés, 2.934 poses de dispositifs intra-utérins, 98 ligatures de trompes et 262 vasectomies ont été réalisées et prises en charge par l'assurance maladie-maternité dans le cadre dudit programme. Leur coût se chiffre à quelque 780.000 EUR.

À la prise en charge des interventions pour ligatures de trompes affichées ci-dessus s'ajoutent 281 consultations préalables et de suivi y relatives réalisées entre le 1er avril 2023 et le 31 décembre 2023 par les médecins spécialistes en gynécologie-obstétrique. Le coût de ces consultations se chiffre autour de 20.000 EUR.

De même, 699 consultations préalables et de suivi réalisées entre le 1er avril 2023 et le 31 décembre 2023 par les médecins spécialistes en urologie complètent la prise en charge des vasectomies présentées ci-dessus, ce qui a généré un coût supplémentaire d'environ 55.000 EUR.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Entre le 1er avril 2023 et le 31 décembre 2023, 46.442 assurés ont bénéficié d'une prise en charge par l'assurance maladie-maternité pour un moyen de contraception acheté en pharmacie ouverte au public au Luxembourg. Au total, 90.867 moyens de contraception ont été pris en charge par l'assurance maladie-maternité pour un coût d'environ 3,3 millions EUR.

ad 3) Actuellement, le Plan national santé affective et sexuelle ne prévoit pas d'enquête nationale. Des réflexions sont en cours pour l'introduire dans les années à venir et les décisions seront communiquées à l'issue de ces réflexions.

ad 4) Pour cette question, il y a lieu de renvoyer à la réponse à la question parlementaire n° 0500 du 19 mars 2024 de l'honorable Député François Bausch.

**Gare à l'Aéroport de Findel** | Question **0358** (20/02/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Joer 2003 gouf vun der deemoleger Regierung d'Decisioun geholl, fir um Findel eng ënnerierdesch Gare ze bauen. D'Aarbechten haten och effektiv schonn ugefaangen an et si scho Baggere gerullt. D'Regierung, déi 2009 am Amt war, huet allerdéngs du rëm decidéiert, dëse Projet, deen si als ze käschtenintensiv ugesinn huet, ze stoppen. Iwwerdeems wär dëse Projet am Kader vum geplangten Tram och net méi néideg, esou d'Argumentatioun vun der deemoleger Regierung.

[1] Rapport national du cancer 2020 de l'Institut national du cancer https://institutnationalducancer.lu/MSA_5632_20_rapport-cancer-2020_web_BAT.pdf

Zanterhier existéiert ënnert dem Parkhaus vu lux-Airport e laangen Tunnel, deen ongenotzt ass. Dësen huet, mengen Informatiounen no, awer ëm déi 35 Milliounen Euro kascht.

An dësem Kontext hätt ech follgend Fro un d'Madamm Minister fir ëffentlech Aarbechten:

1. Huet d'Regierung e Konzept, respektiv besti Pläng, wéi een dës ënnerierdesch Gare an Zukunft ka sënnvoll notzen, esou datt déi Suen, déi deemools schonn an dëse Projet gestach goufen, net sënnlos ausgi goufen?

2. Wa jo, wéi gesäit dëst Konzept konkreet aus an a wéi engem Zäitraum ka mat der Ëmsetzung dovu gerechent ginn?

3. Wann nee, wat soll elo an Zukunft mat dëser ënnerierdescher Gare passéieren?

4. War et an den Ae vun der Madamm Minister net esou, datt bei deem genannte Projet e Manktem u Koordinatioun a laangfristeger Planung bestanen huet a wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir an Zukunft ze verhënneren, datt vill Suen an e Projet gestach ginn, deen – deemno wéi – ni realiséiert gëtt?

**Réponse** (27/03/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi ënnerierdesch Gare war en éischten Deel vun der Ëmsetzung vum Uschloss vum Flughafen a Kierchberg un de Schinnereseau vun den CFL, deen am Dezember 2003 vun der Chamber gestëmmt gouf. Se läit tëschent der neier Aerogare an dem ënnerierdesche Parking vum Flughafen an se ass dofir mat dësen zesummegebaut ginn. En nodréigleche Bau vun dëser Gare wär weesentlech méi deier ginn, hätt riskéiert, déi ganz Aarbechte vun der Aerogare ze verspéiden an hätt den Accès bei d'Aerogare jorelaang staark gestéiert.

De Projet vum Uschloss vum Flughafen a Kierchberg un de Schinnereseau vun den CFL ass 2009 gestoppt ginn, well en als ze käschtenintensiv ugesi gouf. Et muss ee wëssen, datt de Staat no der Finanzkris vun 2008 natierlech och huet misse kucken, wéi eng Projete prioritär wieren a mat den disponibele Budgete kéinte realiséiert ginn.

En Deel vun der ënnerierdescher Gare gëtt scho vun Ufank u vu lux-Airport fir intern Zwecker vun der Déifgarage um Fluchhafe genotzt. En plus benotzen d'Passagéier den Tunnel, fir aus dem Parking an den Terminal ze kommen.

Iwwert d'Jore goufen eng ganz Rei vun Notzungsméiglechkeeten iwwerpréift a rëm verworf. Dozou gehéiert och den Accès vum Tram oder d'Erweiderung vun der Déifgarage.

Wéi och scho viru Joren am „Airport Masterplan" virgestallt, gëllt den Tunnel als Tëschenniveau, deen als Verdeelerniveau weider zougänglech gemaach gouf, fir dass d'Passagéier dréchen an ouni iwwert d´Strooss mussen ze goen direkten Accès an de Parking, bei den Tram an an d'Aerogare hunn.

Den Zuchtunnel eegent sech primär opgrond vun de klammende Passagéierzuele fir d'Ënnerbrénge vun techneschen Installatioune bei enger Erweiderung. Eng zukünfteg Benotzung am Kader vum Zuch oder Tramverkéier kënnt a priori net méi a Fro.

Bei aktuellen an zukünftege Projete gëtt et mëttlerweil den interministeriellen Austausch, a Projeten dierfen nëmme lancéiert ginn, wann d'Ëmsetzung an de Budget ofschléissend gepréift an analyséiert sinn, sou wéi eng vollstänneg Risikoetude virläit.

**Résultats de la campagne de reconnaissance sismique dans le bassin minier** | Question **0379** (22/02/2024) de **Mme Joëlle Welfring** | **M. François Bausch** (déi gréng)

En 2015, un travail de recherche a fourni pour la première fois des données sur le potentiel de la géothermie de profondeur dans la région sud du Luxembourg. Afin d'établir un pronostic plus détaillé des conditions géothermiques, géologiques et hydrogéologiques et de collecter davantage d'informations sur le sous-sol en profondeur, une prospection géophysique a été réalisée entre le 10 novembre 2023 et début décembre 2023 sur le territoire de plusieurs communes dans le sud du pays par le Service géologique de l'État, ensemble avec une société spécialisée dans la prospection géothermique par sismique.

La campagne de reconnaissance sismique, lancée sur trois itinéraires, de Dudelange à Esch-sur-Alzette en passant par Kayl, de Dudelange à Foetz en passant par Schifflange et de Bettembourg à Schifflange, avait comme objectif de mieux connaître la structure du sous-sol dans l'ancien bassin minier jusqu'à 2.500 mètres de profondeur et de trouver des zones à exploiter afin de réaliser des forages géothermiques pouvant alimenter en chaleur de nombreux réseaux et quartiers, dont notamment le nouveau quartier Nei Schmelz à Dudelange et le projet Metzeschmelz à Schifflange.

Ayant annoncé les résultats de l'étude de reconnaissance sismique pour le mois de mars 2024, nous nous permettons de demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Quelles sont les données recueillies sur le potentiel géothermique de la région, et quels sont les résultats et conclusions tirés de l'étude ?

**Réponse** (27/03/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Après une phase préparatoire qui a débuté en juillet 2023, l'acquisition des données sur le terrain de cette exploration par la méthode de sismique réflexion a eu lieu du 10 novembre au 4 décembre 2023.

Grâce à une excellente coopération entre les services techniques des différentes communes concernées et le service régional de l'Administration des ponts et chaussées, les mesures se sont déroulées dans de bonnes conditions et sans rencontrer de problèmes majeurs.

Sur les 30 kilomètres avec 1.332 points vibrés prévus, répartis sur 3 profils, seulement une quinzaine, correspondant à environ 300 mètres, n'ont pas pu être réalisés en raison de mauvaises conditions météorologiques.

Les contrôles de qualité effectués durant l'acquisition des données sismiques ont montré que la qualité des données brutes recueillies était très bonne, de sorte que les résultats finaux de l'étude devraient être de bonne qualité. Les données brutes acquises sont en cours de traitement informatique et les résultats de l'étude sont attendus dans les semaines à venir. Ce traitement nécessite de nombreux contrôles intermédiaires et des temps de calcul non négligeables sur ordinateur.

Les résultats de l'étude devraient permettre de tirer des conclusions quant à l'opportunité de poursuivre les recherches sur l'exploitation géothermique des ressources situées à des profondeurs allant jusqu'à 2.500 mètres.

**Contrôles des cabinets dentaires** | Question **0381** (22/02/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am rezente Fall, wou een Zänndokter liewenslänglech Beruffsverbuet zu Lëtzebuerg krut, ass erauskomm, dass d'Sterilisatioun vum Material net fachgerecht gemaach ginn ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wat ass gesetzlech vu Maschinnen oder soss Material fir d'Sterilisatioun an engem Zänndokteschcabinet virgeschriwwen?

2. Kontrolléiert de Gesondheetsministère (oder en anere Ministère) bei der Ouverture vun engem neien Zänndokteschcabinet, ob all d'Material (Maschinnen) fir d'Sterilisatioun sur place ass, gesetzeskonform ass a funktionéiert?

3. Kontrolléiert de Gesondheetsministère (oder en anere Ministère) och bei alle scho bestoenden Zänndokteschcabineten, ob all d'Material (Maschinnen) fir d'Sterilisatioun sur place ass, gesetzeskonform ass a funktionéiert?
– Wa jo, wéi reegelméisseg ginn dës Kontrolle gemaach?
– Wann nee, wëll d'Ministesch hei Ännerunge virhuelen?

4. Sinn all dës Kontrollen annoncéiert oder net?

5. Wéi eng Sanktioune gi gesprach, wann en Zänndokteschcabinet net konform ass?

6. Wéi vill Cabinete waren an deene leschten 10 Joer net konform, wat d'Material an d'Sterilisatiounen ugeet (Zuele pro Joer)? Goufen an all dëse Fäll Sanktioune gesprach?

7. Wéi laang dauert am Schnëtt d'Prozedur vum Constat de non-conformité bis zum Beruffsverbuet oder der Fermeture définitive vum Cabinet?

8. Risquéiert de Staat, am Kader vun der Responsabilité civile (mat) responsabel ze sinn, wa Patienten ee Schued entsteet, wärend eng Prozedur géint een Dokter oder ee Cabinet leeft?

9. Hu scho Patienten de Staat a sou engem Dossier viru Geriicht ugesicht (Responsabilité civile)?

**Réponse** (22/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Sterilisatiounsmaterial ass e medezinneschen Dispositif a muss als solchen den CE-Marquage droen an den europäeschen Normen entspriechen.

ad 2. Et gëtt keng systematesch Kontroll bei der Ouverture vun neien Zänndokteschcabineten, well et keng gesetzlech Basis dofir gëtt.

Am Fall vun engem Problem oder enger geziilter Ufro, déi drop hindeit, datt en Zweiwel besteet, ob d'Hygiènesmoossname korrekt ugewannt a respektéiert ginn, kënnen Inspektioune vun der Gesondheetsdirektioun stattfannen, fir d'Konformitéit vun den Hygiènesreegelen ze kontrolléieren.

ad 3. Wéi schonn an der Äntwert op déi 2. Fro präziséiert, gëtt et keng systematesch Kontroll, well et keng legal Basis dofir gëtt.

ad 4. Et hänkt vun der Natur vun der Kontroll of. Eng administrativ Inspektioun muss ugekënnegt ginn. Eng Inspektioun, déi vum Parquet declenchéiert gëtt, muss net annoncéiert ginn.

ad 5. D'Sanktiounen hänke vum Verstouss (Infraction constatée) of souwéi vum Risiko, deen heivun ausgeet.

ad 6. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet huet kee Regëster, fir dës Froe kënnen ze beäntweren. Des Weidere gi Sanktioune meeschtens vun Instanzen ausserhalb vum Ministère ausgeschwat (z. B. Collège médical, Justiz), zu dësen Donnéeën huet de Ministère keen direkten Zougang.

ad 7. Et sief hei op d'Äntwert op d'Fro Nr. 6 verwisen.

ad 8. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet ka just nëmmen an deene Fäll, déi am Gesetz virgesi sinn, eng Prozedur géint een Dokter lancéieren.

Den Artikel 16 vum ofgeännerte Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwer „l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire" gesäit ënner bestëmmte Konditioune vir, datt de Minister an zwee Fäll intervenéiert: wann en Dokter onfäeg ass ze praktizéieren a wann et e „péril en la demeure" gëtt.

Dës Prozedure si strikt ze respektéieren a mussen integral ofgeschloss sinn, ier datt d'Beruffspraxis vum Dokter ka vum Minister suspendéiert ginn. Esoulaang en Dokter deemno net suspendéiert ass, kann hie weider Patiente behandelen.

Et ass och wichteg ze ënnersträichen, dass e medezinnesche Kontrakt tëschent dem Patient a sengem Dokter respektiv Zänndokter existéiert, an dass am Kader vun der Ausféierung vun dësem Kontrakt den Zänndokter seng Aktivitéit ënnert senger eegener Verantwortung ausüübt.

ad 9. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet huet keng Kenntnis vun esou enger Prozedur.

**Marchés publics pour les projets des promoteurs sociaux** | Question **0399** (28/02/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Gesetz vum 7. August 2023 iwwert den erschwéngleche Wunnraum erlaabt et, dass Associatiounen ouni Gewënnofsicht (Promoteurs sociaux) fir verschidde Baukäschte bis zu 75 % vu staatleche Bäihëllefe kënne profitéieren. Deemno ass et esou, dass ee Groussdeel vun de Kapitalkäschte vun erschwéngleche Bauprojete mat staatleche Mëttele finanzéiert ginn.

Am Gesetz zu den ëffentlechen Ausschreiwungen ass gereegelt, dass Projete vum Staat, Gemengen oder sonstege „pouvoirs adjudicateurs" ab engem gewëssene Wäert mussen iwwert eng ëffentlech Ausschreiwung u Firme vergi ginn.

Wann eng Associatioun ouni Gewënnofsicht bis zu 75 % vum Projet iwwer ëffentlech Bäihëllefe finanzéiert kritt, da stellt sech d'Fro, ob si an dësem Fall net och zu engem „pouvoir adjudicateur" gëtt an deemno ënnert d'Reegele vum Marché public fält. Dëst ëmsou méi, wann dës Associatioun als Promoteur social rekurrent Bäihëllefe fir Bauprojete kritt.

Am Gesetz zu den ëffentlechen Ausschreiwunge gëtt de „pouvoir adjudicateur" follgendermoossen definéiert:

„Art. 2 [...] iii. soit il est financé majoritairement par l'État, les communes ou par d'autres organismes de droit public, soit sa gestion est soumise à un contrôle de ces autorités ou organismes, soit son organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par l'État, les communes ou d'autres organismes de droit public."

Wann all déi eenzel Bauprojete vun de soziale Promoteuren eenzel mussen ausgeschriwwe ginn, dréckt dat d'Prozedure fir ze bauen nach eng Kéier an d'Luucht. Dës Regierung, ënnert der Fiederféierung vum Premierminister, huet am Koalitiounsaccord souwéi op de leschten zwou Pressekonferenzen zum Logement awer annoncéiert, fir d'Bauprozedure wëllen ze beschleunegen.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Wunnengsbau a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt de Krittär „financé majoritairement par l'État" am Fall vun de 75 % Bäihëllefe fir Promoteurs sociaux gemooss an applizéiert? Ab wéini ënnerläit ee Promoteur social als Bauhär dem Gesetz zu de Marchés publics a gëllt als Pouvoir adjudicateur?

2. Falen d'Associatiounen, déi erschwénglech Wunnprojete realiséieren an ëffentlech Gelder dofir erhalen, prinzipiell ënnert d'Gesetz vun de Marchés publics a mussen hir Projeten ëffentlech ausschreiwen?

**Réponse** (27/03/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Den Artikel 2 vum geännerte Gesetz vum 8. Abrëll 2018 iwwer d'ëffentlech Ausschreiwungen applizéiert sech beim Staat, de Gemengen, ëffentleche Kierperschaften oder Associatiounen, déi vun enger oder méi vun dësen Entitéite gegrënnt goufen.

Wann de Promoteur social als Bauhär eng ëffentlech Entitéit ass, dann ënnerläit en och dem Gesetz vum 8. Abrëll 2018.

Am Artikel 2 vun deem Gesetz gëtt eng ëffentlech Entitéit wéi follgendermoossen definéiert „d) ‚organisme de droit public', tout organisme présentant toutes les caractéristiques suivantes :

i. il a été créé pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial ;
ii. il est doté de la personnalité juridique ; et
iii. soit il est financé majoritairement par l'État, les communes ou par d'autres organismes de droit public, soit sa gestion est soumise à un contrôle de ces autorités ou organismes, soit son organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par l'État, les communes ou d'autres organismes de droit public."

Dës 3 Konditioune mussen deemno erfëllt sinn, fir dass dat uewe genannte Gesetz vum 8. Abrëll 2018 bei ëffentleche Bauopträg muss ugewant ginn.

Wann eng privatrechtlech Entitéit, wéi ënner anerem eng ASBL, dës Konditiounen net erfëllt, dann ënnerläit dës Entitéit och net dem Gesetz iwwer d'ëffentlech Ausschreiwungen.

ad 2. Den Artikel 57 vum geännerte Gesetz vum 8. Abrëll 2018 iwwer d'ëffentlech Ausschreiwunge gesäit allerdéngs Bestëmmunge vir, fir Kontrakter vu privatrechtlechen Entitéiten, déi vum Staat eng finanziell Bäihëllef kréien.

De vir genannten Artikel 57 gesäit vir, datt d'Gesetz sech bei privatrechtlechen Entitéiten applizéiert, déi staatlech Bäihëllefe vu méi wéi 5.538.000 € exklusiv TVA fir Déifbau („génie civil") Aarbechte kréien.

„Le présent Livre s'applique à la passation :

a) de marchés de travaux subventionnés directement à plus de 50 pour cent par des pouvoirs adjudicateurs, dont la valeur estimée, hors TVA, est égale ou supérieure à la valeur prévue à l'article 13 de la directive 2014/24/UE du Parlement et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE et qui concernent l'une des activités suivantes :

i. des activités de génie civil figurant sur la liste de l'annexe II ;
ii. des travaux de construction relatifs aux hôpitaux, aux équipements sportifs, récréatifs et de loisirs, aux bâtiments scolaires et universitaires et aux bâtiments à usage administratif ;

b) de marchés de services subventionnés directement à plus de 50 pour cent par des pouvoirs adjudicateurs, dont la valeur estimée, hors TVA, est égale ou supérieure à la valeur prévue à l'article 13 de cette directive, et qui sont liés à un marché de travaux visé au point a).

Les pouvoirs adjudicateurs qui fournissent les subventions visées à l'alinéa 1er, points a) et b), veillent au respect des dispositions du présent Livre lorsqu'ils n'attribuent pas eux-mêmes les marchés subventionnés. Ils sont tenus de respecter le présent Livre lorsqu'ils passent eux-mêmes ces marchés au nom et pour le compte d'autres entités.

Les valeurs prévues à l'alinéa 1er sont modifiées conformément à l'article 52."

Déifbauaktivitéite sinn an der Annex II vum uewe genannte Gesetz definéiert.

Eng privatrechtlech Entitéit, ënner anerem eng ASBL, déi finanziell Bäihëllefe vum Staat fir e Bauprojet kritt, muss d'Bestëmmunge vum Artikel 57 respektéieren.

Am Fall wou déi privatrechtlech Entitéit eng finanziell Bäihëllef vum Staat vu méi wéi 50 % fir e spezifesche Bauprojet kritt, muss dës Entitéit en ëffentlechen Optrag fir d'Déifbauaarbechten ausschreiwen, wann dës Aktivitéiten de Präis vu 5.538.000 € (ouni TVA) iwwerschreiden a fir Servicer am Zesummenhang mat den Déifbauaarbechten, déi de geschätzte Wäert vun 215.000 € (ouni TVA) iwwerschreiden.

Eng privatrechtlech Entitéit, déi vum Wunnengsbauministère eng finanziell Bäihëllef vu bis zu 75 % vun hirer Gesamtinvestitioun fir en Immobilieprojet als „aides à la pierre" kritt, ass deemno net verpflicht, eng ëffentlech Ausschreiwung fir dëse Projet ze maachen, ausser fir den Déifbaudeel, wann dësen Deel de Betrag vu 5.538.000 € (ouni TVA) iwwerschreit a fir Servicer am Zesummenhang mat den Déifbauaarbechten, wann dës de Wäert vun 215.000 € (ouni TVA) iwwerschreiden.

**Adaptation du tarif de rachat d'électricité** | Question **0417** (04/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ufanks vun dësem Joer sinn d'Stroumpräisser fir d'Clienten an d'Luucht gaangen, dëst trotz dem Präisdeckel, dee warscheinlech Enn vun dësem Joer kéint auslafen. An den Donnéeë vun Eurostat gesäit een effektiv, dass d'Stroumpräisser an Europa zënter der Invasioun vun der Ukrain duerch Russland geklomme sinn.

Stéit, déi eng Fotovoltaikanlag hunn an hire Stroum an d'Stroumnetz verkafen, kréien dofir vum Staat ee fixen Aspeisetariff. Et koum awer nach keng Annonce vun der Regierung, dass trotz steigende Stroumpräisser den Aspeisetariff fir d'Leit och géif an d'Luucht goen. CSV an DP hunn am Koalitiounsaccord festgehalen:

„Le Luxembourg renforcera ses efforts de promotion des énergies renouvelables en accélérant le

développement des secteurs de l'énergie éolienne et photovoltaïque, tout en assurant la pérennité du mécanisme de subsides et d'appels d'offres pour l'énergie photovoltaïque. [...]"

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Fro stellen:

– Wäert d'Regierung den Aspeisetariff fir de Stroum no uewen upassen, fir de Bau vu Solaranlage fir Privatstéit weiderhin interessant ze halen?

**Réponse** (22/04/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

D'Installatioun vu Solaranlagen duerch Privatstéit gëtt aktuell vum Staat iwwer zwou Mesurë gefërdert: de Klimabonus (Subsid) an Héicht vun aktuell 62,5 % vun den effektive Käschten am Fall vun Autoconsommatioun respektiv an Héicht vun 20 % an e garantéierten Aspeisetariff iwwer 15 Joer am Fall vun enger Injektioun an de Reseau.

D'Regierung schafft aktuell un enger genereller Iwweraarbechtung vun de Klimabonus-Aiden, dorënner och d'Hëllefe fir Solaranlagen. D'Installatioun vu Solaranlage wäert och an Zukunft fir Privatstéit attraktiv bleiwen an se ureegen, op erneierbar Energien zeréckzegräifen.

**Garantie d'achèvement** | Question **0425** (05/03/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le règlement grand-ducal du 24 février 1977 pris en exécution de l'article 1601-5 du Code civil, modifié par le règlement grand-ducal du 3 octobre 1978, précise qu'en cas d'une vente d'un immeuble en voie d'achèvement une garantie d'achèvement peut uniquement être émise par un établissement bancaire. Dans la pratique, selon mes informations, les compagnies d'assurance sont de plus en plus nombreuses à établir de telles garanties, qui sont d'ailleurs acceptées pour l'établissement d'actes notariés. Il se pose donc la question si le règlement en question ne devrait pas être réformé pour tenir compte de la réalité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Logement :

– Est-ce que les ministres ont connaissance du fait que les garanties d'achèvement sont de plus en plus souvent émises par des sociétés d'assurance ?

– Dans l'affirmative, est-ce que les ministres ont l'intention d'adapter le Code civil sur ce point spécifique à la réalité, en ce sens que les compagnies d'assurances seront légalement autorisées à établir une garantie d'achèvement ?

**Réponse** (22/04/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Le Gouvernement ne dispose pas de données chiffrées sur l'émission des garanties d'achèvement et ne peut par conséquent pas s'exprimer sur les parts de marché des émetteurs respectifs de ces garanties.

Le Gouvernement entend initier une analyse de la pratique du marché en étroite collaboration avec les différents acteurs du terrain. La nécessité d'adapter la législation ainsi que les éventuelles implications juridiques, financières et pratiques d'une telle modification seront évaluées.

**Transposition de la directive concernant les services de paiement (directive PSD2) en droit national** | Question **0431** (06/03/2024) de **M. Christophe Hansen** | **Mme Diane Adehm** (CSV)

Dans le cadre de la transposition de la directive (UE) 2015/2366 concernant les services de paiement (directive PSD2) en droit national, les États membres de l'Union européenne ont procédé à des choix qui ont provoqué des divergences. Force est de constater que les informations communiquées lors de transactions de paiement divergent fortement d'une banque à l'autre et d'un État membre à l'autre. Au Luxembourg, où la directive PSD2 a été transposée à travers la loi du 20 juillet 2018, les informations communiquées par les institutions bancaires divergent fortement d'une banque à l'autre et sont, en règle générale, moins détaillées et granulaires comparé aux informations fournies par les banques allemandes, belges ou françaises. Cet état de fait crée des difficultés et des charges administratives pour nos entreprises, en particulier dans la comptabilisation des transactions de paiement. En effet, les données fournies dans les champs « communication » sont trop restreintes pour être compatibles avec les exigences des programmes de comptabilité dernière génération. En outre ces données devraient suffire aux exigences des instances de vérification.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances :

– Le Gouvernement compte-t-il modifier la loi afin d'obliger les banques à fournir des informations plus détaillées sur les transactions de paiement ?

– Dans l'affirmative, sous quel échéancier le Gouvernement compte-t-il agir ?

– Le Gouvernement est-il d'avis qu'une telle mesure pourrait contribuer à la stratégie de digitalisation, de réduction de la charge administrative ainsi qu'à l'augmentation de la compétitivité de nos entreprises ?

**Réponse** (22/04/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Les honorables Députés s'enquièrent au sujet de la transposition de la directive (UE) 2015/2366 concernant les services de paiement dans le marché intérieur (ci-après la « directive PSD2 ») et plus particulièrement sur le caractère restrictif du champ « communication » prévu pour les opérations de paiement qui poserait des difficultés pour certaines entreprises dans le cadre de la comptabilisation des transactions opérées.

À cet égard, il y a lieu de noter que la directive PSD2 a établi un corpus de règles harmonisées dans l'UE concernant la transparence des conditions et des exigences en matière d'informations relatives aux services de paiement. Le Luxembourg a procédé à une transposition fidèle de ces dispositions dans la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement.

Quant aux exigences techniques pour les virements et les prélèvements libellés en euros dans l'UE, celles-ci sont fixées par le règlement (UE) n° 260/2012 établissant des exigences techniques et commerciales pour les virements et les prélèvements en euros (« SEPA ») et précisées davantage dans le SEPA Rulebook. Ces normes uniformisées incluent une standardisation européenne du champ relatif au libellé d'opération pour les opérations de virement et de prélèvement en euros et sont d'application directe dans l'UE.

Le Ministère des Finances n'a pas connaissance de divergences d'application des règles relatives aux informations communiquées lors de transactions de paiement qui découleraient de la transposition de la directive PSD2 en droit national. Il abordera le sujet avec les représentants des banques de la place en vue d'identifier d'éventuelles divergences de pratique entre les banques, et ce dans l'objectif de réduire les charges administratives pour les entreprises concernées.

**Déchets le long du CR176** | Question **0435** (07/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op der Streck vu Rodange op Déifferdeng iwwert den CR176 (d'Awunner kennen d'Streck ënnert dem Numm „Maus") gesäit een a leschter Zäit vill Offall laanscht d'Strooss. Den Informatiounen aus de Gemengeverwaltunge vu Péiteng an Déifferdeng no ass ze héieren, dass d'Gemenge fir d'Botzen net zoustänneg sinn, well den CR176 eng Staatsstrooss ass an deemno ënnert den Zoustännegkeetsberäich vum Staat, also Ponts et chaussées, fält.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau, fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. U wie kënne Bierger:innen sech wenden, wa si Dreck op enger Staatsstrooss gesinn?

2. Wéini wäert eng Botzaktioun op där Streck gemaach ginn?

3. Wéi reegelméisseg gëtt dës Streck gebotzt?

4. An eisen Nopeschlänner, zum Beispill der Belsch, lafe Sensibiliséierungscampagnen, fir d'Verschmotzung vun eiser Ëmwelt ze verhënneren. Zum Beispill ginn Informatiounsschëlder laanscht verschidde Strecke gestallt.
Ass zu Lëtzebuerg an noer Zukunft eng weider Campagne virgesinn, zum Beispill, andeems ee Schëlder op verschiddene Plazen opstellt, wou ee potenziell Täter nach eng Kéier informéiert, wat fir eng Strofe fir Ewechgeheie vun Dreck an d'Natur stinn?

**Réponse** (22/04/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Fir Dreck op enger Staatsstrooss ze melle respektiv och fir all aner Reklamatioun, Meldung oder Hiweis, kann de Public Kontakt mat den zoustännege Servicer vun der Stroossebauverwaltung entweeder iwwer d'Sammeladress „info@pch.etat.lu" ophuelen, oder sech direkt iwwer Telefon oder Mail un den zoustännege Regionalservice vun der Verwaltung adresséieren (www.pch.gouvernement.lu).

ad 2. Déi éischt Botzaktioun vun de Staatsstroossen erfollegt normalerweis am Fréijoer, wann de Wanterdéngscht ausleeft an d'Vegetatiounsperiod ufänkt. Nieft dem genannte Botze vun de Stroosse sinn awer nach ganz vill aner Aarbechten, déi an de virgeschriwwenen Delaie gemaach musse ginn, ze nennen, wéi:

– d'Schneide vun den Hecken a vum Doudholz aus de Stroossebeem,
– d'Botze vun de Stroossegrief an de Waasserofleef,
– d'Botze vun Äscht, Blieder an Dreck, déi op de Stroosse leien,
– kleng Reparaturaarbechten (Schlaglächer),
– d'Botzen, a falls noutwenneg d'Ersetzen, vu Kazenaen, Schëlder, Leitplanken an der Beschëlderung vu Baustellen an Deviatiounen,
– d'Méie vun de Grasflächen an den Accotementer,
– d'Nozéie vun de Grief an d'Ofdroe vun den Accotementer,
– souwéi och d'Usträiche vu Bamréng.

Op der vum Här Deputéierte genannter Streck tëscht Rodange an Déifferdeng (CR176) gouf virun e puer Deeg den Entretien vun den Equippe vun der Stroossebauverwaltung gemaach.

ad 3. Am Duerchschnëtt ginn dës Aarbechten all 2–3 Méint ausgefouert. Bei verschiddene Strecken ass et awer esou, datt méi oft propper gemaach muss ginn, fir d'Verknaschtung ze limitéieren.

Vun der Stroossebauverwaltung gëtt awer leider oft festgestallt, datt liicht verknaschte Stroossen dozou féieren, datt d'Hemmschwell allgemeng ofhëlt an nach méi Knascht derbäikënnt.

D'Equippe vun der Stroossebauverwaltung maachen dowéinst reegelméisseg Kontrollen, fir dem Knascht Meeschter ze ginn, wat sech awer leider op verschiddene Plazen als schwiereg erweist.

ad 4. Genau wéi an eisen Nopeschlänner, ginn och hei zu Lëtzebuerg an deem Beräich reegelméisseg Sensibiliséierungscampagnë vun der Ëmweltverwaltung organiséiert an duerchgeféiert. Vun den dräi leschte Campagnë vun där doten Zort kann een hei Informatioune fannen:

– 2018: Petits déchets, grande pollution: https://environnement.public.lu/fr/offallressourcen/types-de-dechets/Littering/campaign-2018.html
– 2019 : Offall kann déidlech sinn: https://environnement.public.lu/fr/offallressourcen/types-de-dechets/Littering/campaign-2019.html
– 2022: Remix nature, but not like this: https://environnement.public.lu/fr/offallressourcen/types-de-dechets/Littering/remix.html.

D'Ëmweltverwaltung schafft och aktuell nees un enger neier Campagne, déi Enn 2024 wäert starten. Dës Campagne gëtt an Zesummenaarbecht mat der Waasserverwaltung an der Valorlux ausgeschafft.

**Paiement de la prime pompe à chaleur** | Question **0448** (08/03/2024) de **Mme Françoise Kemp** (CSV)

Onsen Informatiounen no koum et an der rezenter Vergaangenheet zu gréissere Verzögerunge beim Traitement vun Dossiere bezüglech der Subventionéierung vu Wärmepompelen. Nodeems eng Demande am Mäerz 2023 an den Accusé de réception am Abrëll 2023 erausgeschéckt gouf, waarden déi betraffe Leit bis haut nach op eng Decisioun vun der Administratioun. Vu dass d'Uschafung vun enger Wärmepompel oder enger PV-Anlag eng gréisser Investitioun ass, sinn d'Leit zum Deel och op déi Suen ugewisen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Energieminister an un den Här Ëmweltminister stellen:

1. Kënnen d'Ministere confirméieren, dass et zu Verzögerunge bei der Decisioun fir d'Subventionéierung vu Wärmepompele komm ass?

2. Wa jo, wat sinn d'Grënn heifir a wéi wëll een an Zukunft sou Verzögerunge verhënneren?

3. Wat sinn aktuell déi aktuell Delaien, bis en Dossier traitéiert gouf? Kënnen d'Ministeren dëst wgl. eenzel oplëschte fir Wärmepompelen, fir Solarthermie a fir PV-Anlagen?

**Réponse** (22/04/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Jo.

ad 2. Bedéngt duerch de grousse Succès vun de Subside vum „Klimabonus Wunnen" si vill méi Demanden erakomm wéi initial erwaart a féieren zurzäit zu engem méi laangen Delai. Dëst gëllt speziell fir d'Subsiden am Beräich vun der Fotovoltaik, Solarthermie a Wärmepompelen. Intensiv Beméiungen, fir d'Delaie sou kuerz wéi méiglech ze halen, si weiderhin eng grouss Prioritéit an der Ëmweltverwaltung. Mëttlerweil kënnen d'Dossieren och iwwert MyGuichet deposéiert ginn, wat hëlleft, dass d'Dossiere generell méi komplett sinn.

Wéi am Koalitiounsaccord virgesinn, wäert d'Virfinanzéierung vun de Klimasubsiden agefouert ginn, fir datt d'Bierger nëmmen hiren Deel bezuele mussen. An deem Kontext wäert d'Regierung och dofir suergen, datt déi betraffe Betriber bannent kuerzer Zäit déi virgesinne staatlech Subside kréien. Et ass geplangt, esou ee Virfinanzéierungsmechanismus an enger éischter Etapp fir Fotovoltaikinstallatiounen anzeféieren.

ad 3. Zurzäit leien d'Delaie bei engem Joer, wat technesch Installatiounen ugeet. Et gëtt keen Ënnerscheed gemaach tëschent Fotovoltaik, Solarthermie oder Wärmepompelen. Weider Informatiounen heizou goufen an der Äntwert vum 27. Februar 2024 op d'parlamentaresch Fro 0181 duergeluecht.

**Prime de risque dans la fonction publique** | Question **0449** (08/03/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Eng Rei Mataarbechter an der Fonction publique kréien eng Prime de risques, well hire Beruff mat Risike ka verbonne sinn. D'Mataarbechter vun der Douane kréie fir hir Prime de risque 10 Punkten ugerechent. Bei de Giischtercher sinn et 20 Punkten, bei de Bannhidder 10 Punkten a bei den Agent-municipallen ënnert dem Statut vum Fonctionnaire sinn et 15 Punkten.

Bei der Douane ass et also esou, dass all Douanier eng kleng Prime de risque kritt. Souwuel den Douanier, deen a sengem Beruffsalldag tatsächlech mat engem Risiko konfrontéiert ka ginn an dowéinst och eng Waff muss droen, kritt also déi selwecht Prime de risque wéi een Douanier, dee just nach op engem Büro schafft, keng Déngschtwaff méi huet an domat och kengem Risiko a sengem Beruffsalldag ausgesat ass.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Finanzen an ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. No wéi enge Krittäre ginn dës Prime-de-risquen an der Fonction publique jeeweils festgeluecht a wéi vill verschidden Niveau-de-risquë gëtt et?

2. Wéi eng Posten an der Fonction publique si fir wéi eng Prime de risque eligibel?

3. An der Vergaangenheet ass et schonn zu Tëschefäll komm, bei deenen Douaniere mat geféierleche Situatioune konfrontéiert goufen. Grad d'Personal vum Cynotechnique vun de Services spécialisés aus der Unité Appui logistique oder och aus der Unité Enquêtes judiciaires vum Service Enquêtes et surveillance ass an hirem Alldag dacks mat Risike konfrontéiert.
Wéi ass et zu dëser Reegelung bei der Douane komm, no där all Douanier déi selwecht Prime de risque kritt, obwuel net fir all Douanier dee selwechte Risiko am Beruffsalldag besteet?

**Réponse** (23/04/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

ad 1. Esou wéi den Artikel 22 aus dem Gesetz vum 16. Abrëll 1979 et virschreift (Loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État), ginn all Elementer aus de Gehälter, zu deenen och déi divers Primme gehéieren, duerch e Gesetz festgehalen: „En dehors de son traitement, aucune rémunération n'est accordée à un fonctionnaire, sauf dans les cas spécialement prévus par les lois."

ad 2. Eng Etude vum 27. Oktober 2022 vum Ministère fir d'Fonction publique, déi och op dem Portail vun der Fonction publique fir all Bierger zougänglech ass, mécht de Bilan iwwert all Accessoire de traitement aus dem ëffentlechen Déngscht („Les accessoires de la rémunération dans la fonction publique de l'État"). Am follgenden Tableau sinn déi verschidde Primes de risque beim Staat opgelëscht.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3. D'Prime de risque fir Douaniere gëtt op Basis vum Artikel 12 aus dem modifizéierte Gesetz vum 27. Juli 1993 iwwer d'Organisatioun vun der Douanes- an Akziseverwaltung applizéiert.

An deem Artikel ass Follgendes festgehalen:

„Art. 12. Une prime de risque non pensionnable de dix points indiciaires est allouée aux douaniers assumant une fonction comportant :

– des attributions de police administrative et judiciaire
– le contrôle aux frontières extérieures et assimilées
– le contrôle sur place présentant des risques particuliers
– le maniement de fonds
– la coordination des relations avec les forces de l'ordre."

**Service de vidéosurveillance des CFL** | Question **0450** (11/03/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Rezent goung an der Press rieds vum Videoiwwerwaachungsdéngscht vun den CFL. Aus ermëttlungstechnesche Grënn kann d'Police Videomaterial vum genannte Service ufroen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi dacks huet d'Police an de leschten dräi Joer – an opgeschlësselt no all eenzelem Joer – Videomaterial vum Iwwerwaachungsdéngscht vun den CFL ugefrot?

2. Wat waren d'Grënn fir d'Ufroe vun dësem Videomaterial respektiv kann d'Regierung opschlësselen, ëm wéi eng Zorte vun Delikter et sech gehandelt huet?

3. Wéi schätzt d'Regierung de Stellewäert vun dësem Videomaterial a fir d'Opkläre vu kriminellen Aktivitéiten? Kann d'Police duerch d'Siichte vum betreffende Videomaterial hir Erfollegsquot fir d'Opkläre vun Delikter substanziell erhéijen?

**Réponse** (23/04/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Dem BMS-System säi primäre Rôle ass et, fir d'Eisebunnsinfrastrukturen an all Moment am Bléck kënnen ze halen. An där Zentral sinn all d'Biller vun den 1.456 Kameraen zu all Moment opruffbar. Dëst ass wichteg am Fall vun engem Incident oder enger technescher Pann.

Dëse System vu Kameraen huet awer nach eng additionell Funktioun iwwert déi vun der technescher Sécherheet eraus, déi och hëlleft, d'Passagéier besser ze schützen. D'Kamerabiller kënnen nodréiglech mat der Polizei gedeelt ginn am Fall, wou dëst néideg ass.

Wéi schonn op d'parlamentaresch Fro 0428 beäntwert, huet d'Police an de vergaangene 5 Joer 1.183 Kamerabiller ugefrot. D'Unzuel vun den Ufroen, opgeschlësselt no deene leschten 3 Joer, ass follgend:

2023: 397
2022: 270
2021: 190.

D'Police kann awer net matdeelen, firwat si d'Kamerabiller beim Service BMS ugefrot hat, well dës Informatioune statistesch net an den Datebanke vun der Police esou erfaasst ginn. Des Weideren ass ze bemierken, dass d'Saisië vu Videomaterial (Kamerabiller) am Kader vun Enquêten an Instruktiounen ënnert der Direktioun vun de Justizautoritéiten ausgefouert ginn.

**Policiers retirés d'autres communes** | Question **0454** (12/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Inneminister huet zënter dem 15. Januar fir d'Ëmsetzung vum Heescheverbuet Polizist:innen aus anere Regiounen am Land temporär ofgezunn, fir d'Equipe an der Stad ze ënnerstëtzen.

An enger Chamberssitzung zu dësem Theema am Januar hat de Minister Detailer doriwwer geliwwert, wéi vill Polizist:innen aus dem Land ofgezu goufen. Genee Zuelen huet hien aus Sécherheetsgrënn net an der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0191 publizéiert.

An der Press liest een, dass mol net d'Gemenge wëssen, wéi vill Polizisten aus de Kommissariater an hirer Géigend ofgezu goufen. An der Sitzung vum Déifferdenger Gemengerot huet de Buergermeeschter gesot, dass een sech „erkundigen kann", wéi d'„Wort" an engem Artikel vum 8. Mäerz bericht.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

– Kruten d'Gemengen Zuelen doriwwer, wéi vill Polizisten aus de Kommissariater ofgezu goufen? Falls nee, wäert de Minister de Gemengen dës Zuelen nach liwweren?

**Réponse** (23/04/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Operationell Detailer zu der interner Organisatioun vun der Police ginn aus policetaktesche Grënn net ëffentlech gemaach. Den Deploiement vum Dispositif spécial war an der Chamberskommissioun vum 23. Januar 2023 „à huis clos" presentéiert ginn.

Esou wéi ech an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 0445 präziséiert hat, wäerte vum Mount Mee u keng Agente méi aus de Policeregiounen Norden, Zentrum-Osten a Südwesten néideg sinn, fir d'Patrullen an der Stad Lëtzebuerg am Kader vum Policedispositif ze ënnerstëtzen. En netto Renfort vun 90 Agente wäert et erlaben, ab Mee d'Kommissariater vun der Stad Lëtzebuerg, esouwéi och aner Kommissariater an national Unitéiten a Servicer vun der Police ze verstäerken. Den Dispositif spécial, dee säit dem 15. Januar 2024 en place war, gëtt duerch dëse Renfort opgehuewen.

Verschidde Buergermeeschteren hate mech direkt ugeschriwwen an ech konnt hinne versécheren, dass den Dispositif de base vu Patrullen op hire Kommissariater zu all Moment assuréiert war an och, dass, am Verglach mat der selwechter Period vun 2023, d'Strofdoten erofgaange sinn an hire Gemengen.

Ech wëll och nach betounen, dass en Envoi vun Agenten am Kader vu Spezialdispositiffer näischt Neies an och näischt Ongewéinleches ass an drop hiweisen, dass et net Usus ass, fir d'Buergermeeschteren ze informéieren, wann d'Policekommissariat zäitweileg eng Hand mat upake geet op eng aner Plaz.

Schlussendlech sief betount, dass d'Regierung sech als Prioritéit ginn huet, d'Police weider personell opzestocken.

**Instructions du Ministre des Affaires intérieures à la police** | Question **0460** (13/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

A sengen Aussoe ronderëm d'Heescheverbuet huet den Inneminister e puermol gesot, dass hien der Police Uweisunge ginn huet. Esou och am RTL-Interview vum 11. Mäerz. Am nämmlechten Interview sot en awer och, dass et net um Minister wier, fir der Police ze soen, wéi si sech asetze soll.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi oft huet den Inneminister zënter sengem Amtsuntrëtt Uweisungen un d'Police ginn?

2. Wéi wäit ginn dem Inneminister seng Kompetenzen, fir der Police Uweisungen oder Uerderen ze ginn?

3. Déi aktuell Regierung wëll eng Gemengepolice aféieren. Wéi wäit ginn engem Buergermeeschter respektiv enger Buergermeeschtesch seng/hir Kompetenzen, fir der Police Uweisungen oder Uerderen ze ginn?

**Réponse** (23/04/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. an 2. Als politesche Responsabele fir d'Police an zoustänneg fir déi generell Politick vun der bannenzeger Sécherheet, sou wéi am interne Reglement vun der Regierung vum 27. November 2023 festgehalen, ass et meng Roll dofir ze suergen, dass d'Police déi néideg Moyenen, a virun allem dat néidegt Personal, zur Verfügung huet, fir hire legale Missiounen nozekommen.

An deem Sënn hunn ech, wéi an deem Interview gesot, d'Instruktioun ginn, dass déi nächst Rekrutementswell op 200 Polizistekandidaten eropgesat gëtt an och dem Generaldirekter gesot, dass et net ka sinn, dass Enquêteure vun alle Sektioune vum SPJ am Dispositif renforcé an der Stad agebonne sinn an hien opgefuerdert, déi néideg Moossnamen ze huelen, fir deem en Enn ze setzen.

Meng Roll als Minister, dee fir d'Police zoustänneg ass, besteet och doranner, an Zesummenaarbecht mat der Police, dofir ze suergen, dass d'Engagementer, déi d'Regierung an hirem Programm festgehalen huet, ëmgesat ginn.

Wéi ech och schonn an der Chamber gesot hunn, mëschen ech mech net an déi intern Organisatioun vun der Police an.

ad 3. D'Gemengenautoritéiten hu keen hierarchesche Pouvoir iwwert d'Police a kënnen der Police keng direkt Uerdere ginn, et sief, dëst wier vun engem Gesetz virgesinn, wéi zum Beispill am Kader vum Artikel 10 vum ofgeännerte Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'grousherzoglech Police, wou de Buergermeeschter der Police den Uerder ka ginn, am Fall vun enger imminenter Gefor vun enger Persoun an eng Gebailechkeet oder en Auto anzedréngen. Och am Kontext vum Artikel 12 vum genannte Policegesetz iwwert d'Fermeture vun engem Commerce huet de Buergermeeschter bestëmmte Kompetenzen. Doriwwer eraus kann de Buergermeeschter a verschiddene Fäll eng Interventioun vun der Police requisitionéieren.

Ganz allgemeng kann de President vum Comité de prévention communal am Fall vun Informatiouns- oder Klärungsbedarf eng Sëtzung vun dësem Comité aberuffen. Et besteet och zu all Moment d'Méiglechkeet, fir sech op direktem Wee mam zoustännege Policeregionaldirekter a Verbindung ze setzen.

Ofschléissend verweisen ech op e Pilotprojet als éischt Etapp fir eng „unité de police locale", sou wéi se am Koalitiounsaccord virgesinn ass, mat entspriechender Weisungsbefugnis fir de Buergermeeschter: „[…] une unité de police locale sera constituée au sein du corps actuel de la PGD, sur laquelle le bourgmestre aura un pouvoir de direction dans le cadre de ses missions d'ordre public (tranquillité publique, sécurité publique et salubrité publique)." Dëse Pilotprojet soll am Laf vun dësem Joer ulafen.

**Vaccination contre le tétanos** | Question **0463** (13/03/2024) de **M. André Bauler** (DP)

D'Tetanusimpfung géint de sougenannte „Wundstarrkrampf" ass eng Impfung, déi souwuel bei Kanner wéi bei Erwuessenen duerchgefouert gëtt. Si muss reegelméisseg widderholl ginn, fir wierksam ze sinn. Et gëtt etlech Fäll, wou dës Impfung awer net widderholl gëtt, well d'Leit sech net méi drun erënneren, keen Impfpass hunn oder et guer net méi wëssen.

Aus deem Grond wollt ech d'Madamm Gesondheetsministesch Follgendes froen:

1. Féiert d'Santé Statistiken iwwer d'Zuel vun de Leit, déi an der Bevëlkerung géint Tetanus geimpft sinn? Wa jo, wéi héich ass dëse Prozentsaz an de verschiddenen Alterskategorien?

2. Wéi vill Leit sinn an de leschten zéng Joer un Tetanus verscheet an a wéi engem Alter?

3. Plangt d'Santé, fir d'Leit ze sensibiliséieren, dës Impfung a reegelméissegen Ofstänn maachen ze loossen?

4. Wéi vill elektronesch Impfcarneten (CVE) goufe bis haut aktivéiert?

5. Wéi vill Dokteren notzen den Outil vum CVE, opgeschlësselt no Spezialisatioun?

**Réponse** (22/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Santé mécht all 4 Joer eng Enquête iwwert d'Couverture vaccinale bei de Kanner am Alter vu 25–30 Méint. Am Joer 2023 gouf festgestallt, datt 93,1 % vun de Kanner déi 4 Basisimpfunge géint ënner anerem Tetanos kruten. Dëst ass liicht besser wéi 2018, wou dësen Taux bei nëmmen 89,6 % louch.

ad 2. Laut Regëster vun den Doudesursaachen, si keng Doudesfäll am Zesummenhang mat Tetanos an de leschten 10 Joer bekannt.

ad 3. D'Divisioun vun der Preventivmedezinn kommunizéiert reegelméisseg a sensibiliséiert generell iwwer d'Wichtegkeet vun den Impfungen, besonnesch wärend der europäescher Woch vun den Impfungen (dëst Joer vum 21.–27. Abrëll).

ad 4. Laut de Statistike vun der Agence eSanté, sinn op de 27. Mäerz 2023, 35.904 CVE aktivéiert.

ad 5. Säit den zwee Joer, wou den elektroneschen Impfpass agefouert gouf, hu 416 Dokteren hiren Interessi um CVE ausgedréckt a kruten eng perséinlech Formatioun. Et sinn dëst:

– 333 Generalisten
– 51 Pediateren
– 16 Gynekologen

– 9 Internisten
– 3 Orthopeden
– 4 „autres spécialités".

Ze bemierken ass, datt 283 Dokteren de CVE aktiv benotzen, d. h., datt en net just aktivéiert ass, mee datt och wierklech Donnéeë saisiert gi sinn.

**Recours aux bureaux d'études par le Ministère des Affaires intérieures** | Question **0475** (14/03/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Kader vu verschiddenen Etüden, déi de Banneministère duerchféiere léisst, gëtt ëmmer erëm op extern Etüdebüroen zeréckgegraff.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Banneminister:

1. Wéi vill Etüdebüroe goufen an de leschten dräi Joer – an opgeschlësselt no de Joren 2021, 2022, 2023 – vum Banneministère beoptraagt, fir Etüden duerchzeféieren? Kann de Banneminister an deem Kader opschlësselen, vu wéi enger Natur dës Etüde waren?

2. Wéi héich waren an deem Kontext – opgeschlësselt no de Joren 2021, 2022 an 2023 – insgesamt d'Käschten, déi un extern Etüdebüroen ausbezuelt goufen?

3. No wéi enge Krittäre gëtt am Banneministère decidéiert, ob ee fir déi jeeweileg Projeten extern Etüdebüroe beoptraagt, oder déi betreffend Analysen a Studien intern duerchféiere léisst?

**Réponse** (23/04/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

D'Zuel vun de Büroen, déi vum Inneministère chargéiert goufen, fir Etüden duerchzeféieren, souwéi d'Gesamtkäschte vun dësen Etüde fir d'Joren 2021 bis 2023, resüméiere sech follgendermoossen:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Déi jeeweileg Natur vun den Etüde fir d'Joren 2012 bis 2023 ass follgend:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Déi uewe genannten Etüde sinn iwwer de Budgetsartikel 09.0.12.120 – Frais d'experts et d'études gelaf.

Ob eng Etüd vun Agente vum Ministère duerchgefouert oder extern ausgelagert gëtt, hänkt dovunner of, ob et an deem jeeweilege Beräich genügend Expertise gëtt, déi et erlaabt, déi Aarbecht op eng qualitativ héich Aart a Weis ze maachen, respektiv ob d'Ausféiere vun der Etüd zäitlech vereinbar ass mat den Activités courantes souwéi diversen anere Projeten, déi vun de Servicer assuréiert musse ginn.

**Réorganisation de la gouvernance du Laboratoire national de santé** | Question **0483** (15/03/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le Laboratoire national de santé vient de perdre simultanément sa présidente du conseil d'administration et son directeur général en place depuis le 1er février 2024.

– J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale quelles sont les raisons de ces démissions et plus particulièrement de celle du directeur qui lors de sa nomination avait été couvert d'éloges.

– Quels sont les éléments clés du nouveau plan stratégique annoncé ?

**Réponse** (22/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Il est exact que la présidente du conseil d'administration ainsi que le directeur du Laboratoire national de santé viennent de proposer leurs démissions respectives de façon rapprochée dans le temps.

En ce qui concerne la présidente, qui a dirigé le conseil d'administration depuis le 1er décembre 2019, il faut retenir qu'il était devenu évident depuis plusieurs mois que sa vision stratégique pour l'institution était de moins en moins alignée avec celle de l'ensemble des autres membres du conseil d'administration.

Pour le directeur, qui était en place depuis seulement un mois, il est apparu dès les premiers jours de sa prise de fonction – et ceci malgré ses compétences techniques indéniables – qu'il n'était pas disposé à élaborer ensemble avec le conseil d'administration une stratégie révisée pour le laboratoire.

Or, il est indispensable pour une institution à vocation nationale comme le Laboratoire national de santé de revoir régulièrement et de façon critique sa position stratégique dans un écosystème médical et diagnostique hautement complexe et rapidement évolutif.

Puisque les réflexions sur le développement du nouveau plan stratégique viennent seulement de débuter, il n'est pas possible de renseigner actuellement l'honorable Député sur les éléments de ce plan.

**Système de consigne au Luxembourg** | Question **0487** (18/03/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

An Däitschland existéiert zënter Joren ee Pfandsystem op Gedrénksfläschen a Béchsen. Hei ass et esou, dass all Supermarché, deen iwwer 200 m² Verkafsfläch huet, all Fläsche muss zeréckhuelen, op deenen ee Pfand drop ass. Geschäfter ënnert 200 m² musse just déi Saachen zeréckhuelen, déi si am Sortiment hunn. (Quell: https://dpg-pfandsystem.de/index.php/de/faq-ruecknehmer.html)

Och zu Lëtzebuerg existéiert op verschiddene Verpackungen, grad bei Glasfläschen, ee Pfand. Et ass awer esou, dass hei net all Gedrénkshändler oder Supermarché all Artikel zeréckhëlt, mee meeschtens ëmmer just dat, wat si och selwer am Sortiment féieren.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Wirtschaft a Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau dës Froe stellen:

1. Firwat si grouss Gedrénkshändler hei am Land net verflicht, fir all Gedrénksfläschen zeréckzehuelen, esou wéi dat an Däitschland schonns de Fall ass?

2. Wäert d'Regierung sech un der däitscher Gesetzgeebung inspiréieren an de lëtzebuergesche Pfandsystem deementspriechend verbesseren?

**Réponse** (23/04/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Den EU-Kader schaaft mat der neier Reglementatioun zum Packaging a Packaging Waste Regulation (PPWR), fir déi d'Verhandlungen tëschent EU-Parlament a Conseil am Mäerz 2024 ofgeschloss goufen, eng Basis, fir de Ressourcëverbrauch an de Verpackungsoffall an der EU ze reduzéieren an d'Kreeslafwirtschaft virunzedreiwen. Eent vun den Elementer, fir déi viséiert Ziler ze erreechen, ass d'Mise en place vun engem Consignesystem op verschiddene Gedrénksemballagen.

Um nationalen Niveau gouf mat der Modifikatioun vun der „loi modifiée du 21 mars 2017 relative aux emballages et aux déchets d'emballages" de Kader geschaf, fir een eenheetleche Consignesystem zu Lëtzebuerg opzebauen. D'Gestaltung an d'Ëmsetzung vun dësem System sollen duerch ee groussherzoglecht Reglement beschriwwen a festgehale ginn. Am Hibléck dovunner gouf d'lescht Joer vum Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit een encadréierten Austausch mam Secteur lancéiert, fir relevant Systemer fir Lëtzebuerg ze identifizéieren a verschidden Zenarien ze analyséieren.

Et muss een awer och soen, dass duerch d'Gréisst vum Lëtzebuerger Marché an de Lien mat de Marchéen aus den Nopeschlänner eng Ëmsetzung net esou einfach ass wéi a gréissere Länner mat manner grenziwwerschreidende Fluxen. Dëst muss an de Prozess afléissen; bei engem Consignesystem, deen ouni Ofsprooch mat den Nopeschlänner agefouert gëtt, géif de Lëtzebuerger Marché riskéieren, mat verschiddene Produiten net méi beliwwert ze ginn.

ad 2. De Lëtzebuerger Consignesystem muss dem nationale Kontext an de Systemer vu sengen Nopeschlänner Rechnung droen. Dofir ass de Prozess zur Definitioun vun engem adequate System nach amgaangen an et musse weider méi detailléiert Analysen an Echangë mam Secteur an den Nopeschlänner ginn, fir zu engem funktionéierende System ze kommen.

**Droits de cabaretage** | Question **0488** (18/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Geschäfter, déi zu Lëtzebuerg wëllen Alkohol verkafen, brauchen dofir eng Schanklizenz (Licence de cabaretage). D'Gesetz vum 29. Juni 1989 portant réforme du régime des cabarets reegelt de System esou, dass d'Unzuel u Schanklizenze begrenzt ass un d'Awunnerzuel vun enger Gemeng.

Dës Reegel gouf agefouert mam Argument, dass ee wëll den Alkoholkonsum reduzéieren. Statistike weisen, dass tëschent 1988 an 2019 den Alkoholkonsum zu Lëtzebuerg ëm ronn 27 % erofgaangen ass. Mee och an der Belsch sinn d'Zuelen am selwechten Zäitraum ëm de selwechte Montant erofgaang. Et kann een deemno also net pauschal behaapten, dass d'Aféiere vun de Schanklizenzen zu Lëtzebuerg een Impakt op den Alkoholkonsum hei gehat hätt.

Op der anerer Säit huet d'Reegel de perversen Effekt agefouert, dass verschidde Firmen sech konnten iwwert déi lescht Joerzéngten ee lukrative Maartundeel sécheren, well se där Schanklizenzen a Massen horden. D'Lizenze kënnen nämlech, soubal se am Besëtz vun enger Firma sinn, fräi um Marché verlount ginn. Grouss Firme sammelen d'Lizenzen, sécheren sech eng Maartpositioun a verlounen se dann zu hire Konditiounen u kleng Restaurateuren a Cafetieren.

A menger parlamentarescher Fro N° 8332 hat ech mech iwwert d'Unzuel vun de Schanklizenzen informéiert an déi deemoleg Finanzministesch huet u sech meng Unam vun der Maartkonzentratioun bestätegt. D'Zuele weisen, dass eleng zwou Firmen iwwert 1.100 vun insgesamt ronn 3.200 Schanklizenze besëtzen (Société A huet 623 Lizenzen, Société B huet 511 Lizenzen, also een Drëttel vun alle Schanklizenzen).

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mëttelstand, Finanzen a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zum Fakt, dass een Drëttel vun de vum Staat geschafene Lizenzen am Besëtz vun nëmmen zwou grousse Firme sinn?

2. Bekannterweis gouf et am Februar eng grouss Fusioun tëschent zwee grousse Gedrénkshändler zu

Lëtzebuerg. Wéi hu sech d'Besëtzverhältnisser zënterdeems geännert? Wéi enge 5 Firme gehéieren déi meeschte Schanklizenzen a wéi vill sinn et pro Firma?

3. Fënnt dës Regierung et richteg, dass de Staat esou staark an de Marché agräift an als Konsequenz doduerch vill kleng Cafetieren a Restaurateuren an d'Hänn vun zwou grousse Firmen dreift?

4. Wäert d'Regierung eppes ënnerhuelen, fir de Gedrénksmarché ze liberaliséieren an d'Schanklizenzen an der aktueller Form ofzeschafen oder ze reforméieren?

5. Firwat schaaft d'Regierung net d'Méiglechkeet of, fir Schanklizenzen dierfen ze verlounen?

**Réponse** (22/04/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Dat modifizéiert Gesetz vum 29. Juni 1989 portant réforme du régime des cabarets begrenzt d'Unzuel vun de Schanklizenzen zu Lëtzebuerg. D'Zuel vun de Schanklizenzen hänkt effektiv haaptsächlech vun der Awunnerzuel an all eenzel Gemeng of.

Weeder de gesetzleche Kader, nach de Staat schreiwe vir, wiem dës Schanklizenzen däerfe gehéieren. De Staat huet och keng gesetzlech oder administrativ Handhab, fir an d'Besëtzverhältnisser anzegräifen.

Et sief och bemierkt, dass d'Ëmsetze vun de Konkurrenzreegelen d'Missioun vun der Konkurrenzautoritéit, der Autorité de concurrence, ass. Dës ass eng onofhängeg ëffentlech Ariichtung, sou dass d'Regierung weeder gewëllt, nach berechtegt ass, an dës Missioun ze interferéieren.

Déi annoncéiert Fusioun vun deenen zwee grousse Gedrénkshändler zu Lëtzebuerg huet näischt un de Besëtzverhältnisser vun de Schanklizenze geännert, well d'Fusioun nach net ofgeschloss ass.

Am dësem Tableau sinn déi 5 Gesellschafte mat de meeschte Schanklizenzen op den 31. Mäerz 2024 opgelëscht:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

De System, wéi en haut existéiert, huet Vir- an Nodeeler. D'Regierung ass amgaang ze analyséieren, wéi den aktuelle Regime gegeebenefalls kéint geännert ginn.

**Frais de fonctionnement de l'État** | Question **0489** (18/0/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Dans sa réponse à la question parlementaire N° 0383 des honorables Députés Corinne Cahen et André Bauler du 22 février 2024, Monsieur le Ministre des Finances prévoit une progression de 7,3 % au niveau des frais de fonctionnement de l'État, ce qui signifierait une baisse de la progression par rapport à la période 2019-2023 qui s'établit aux environs de 10 %.

Ainsi, je souhaite poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre des Finances peut-il m'expliquer ce ralentissement dans la progression des frais de fonctionnement ? Monsieur le Ministre peut-il me faire parvenir une ventilation par administration qui permet de retracer cette baisse de la progression au niveau des différentes administrations ?

Dans sa réponse à la question susmentionnée, Monsieur le Ministre des Finances affirme que 1.800 postes dans la fonction publique étaient inoccupés à l'automne 2023. Monsieur le Ministre des Finances y affirme également que le Gouvernement s'appuiera davantage sur la « digitalisation » de la fonction publique afin de réaliser des économies.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

2) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer quels postes sont vacants dans la fonction publique, respectivement comment se chiffre de 1.800 postes vacants se répartit sur les différentes administrations publiques ? Monsieur le Ministre peut-il me donner les raisons pour lesquelles ces postes sont restés inoccupés ? Monsieur le Ministre peut-il me communiquer ses pistes de réflexion afin de remédier aux difficultés de recrutement ?

3) Monsieur le Ministre peut-il me faire part de ses projections quant à la baisse des effectifs dans la fonction publique que le Gouvernement espère réaliser à travers une digitalisation accrue de la fonction publique ? Pouvez-vous me dire dans quelles administrations ou dans quels secteurs d'activité le Gouvernement espère plus particulièrement réduire les besoins en ressources humaines à travers une digitalisation accrue ?

**Réponse** (23/04/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) Les dépenses pour la consommation intermédiaire au niveau de l'Administration centrale, à laquelle il est communément référée en tant que « frais de fonctionnement », se composent desdits frais réalisés au niveau du budget de l'État proprement dit, des fonds spéciaux, des services de l'État à gestion séparée et des établissements publics.

Les dépenses de consommation de l'Administration centrale ont au total augmenté de 9,3 % en 2019, de 9,1 % en 2020, 7,9 % en 2021, de 13,8 % en 2022 et de 9,3 % en 2023 (suivant les chiffres disponibles au moment de l'élaboration du budget). Cela représente une moyenne arithmétique de 9,9 % sur les années 2019-2023.

Le projet de budget de l'exercice de 2024 table sur une progression desdites dépenses de l'ordre de 7,3 %, soit à un taux qui est effectivement inférieur à la moyenne observée entre 2019 et 2023. Ceci est attribuable à une multitude de facteurs résultant, d'un côté des arbitrages budgétaires retenus dans l'élaboration du projet de budget et, de l'autre, de facteurs techniques, tels que l'échelle mobile des salaires.

ad 2) En poursuivant son objectif d'un service public moderne et performant, le Gouvernement s'est engagé d'améliorer l'efficacité de la fonction publique d'une part et de lier la stratégie de recrutement avec les priorités politiques déterminées par le Gouvernement d'autre part. Ces deux objectifs devant conduire à une meilleure allocation des ressources humaines basée sur une politique de recrutement plus ciblée. Dans l'optique d'une gestion responsable des effectifs dans la fonction publique, les postes de renforcement seront accordés en fonction de l'allocation effective des postes vacants et des mesures de simplification et de digitalisation des procédures mises en place.

Avec un effectif total de plus de 35.000 agents étatiques, il existe une rotation de l'emploi (turnover) régulière due notamment aux départs en retraite et aux démissions. Ceci explique que parmi les 1.800 postes vacants, une partie est toujours temporairement inoccupée à la lumière de cette rotation d'emploi.

L'État n'échappe pas aux effets de la pénurie de plus en plus importante de différents profils sur le marché du travail, il a donc, comme de nombreuses entreprises ou organisations actives au Luxembourg, des difficultés à trouver certains profils dans un vivier de plus en plus réduit et un marché du travail tendu. Ce fait amplifie la situation des postes vacants.

Les 1.800 postes vacants se répartissent à travers l'ensemble des métiers de la fonction publique étatique. À ce titre, peuvent notamment être mentionnés les métiers de l'IT, de l'éducation, de la santé ou encore de la finance.

Le Gouvernement est très actif dans la promotion des emplois dans la fonction publique via la marque GovJobs (foires de recrutement, portail GovJobs, campagnes de communication, etc.). Les procédures de recrutement auprès de l'État ont été digitalisées et professionnalisées les dernières années afin d'accélérer l'occupation des postes vacants et avant tout pour maximiser l'adéquation des candidats avec les exigences des profils de ces postes. Ces efforts de professionnalisation des procédures de recrutement et de promotion des emplois de l'employeur État seront poursuivis.

ad 3) La digitalisation aura un impact certain sur les ressources humaines dans l'ensemble des domaines qui traitent des volumes importants de demandes de la part des citoyens et entreprises. De manière générale, avec l'essor des technologies telles que l'intelligence artificielle, la digitalisation aura un impact sur la croissance des effectifs au niveau de tous les secteurs d'activité.

**Impact du système d'échange de quotas européen** | Question **0490** (19/03/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Le système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre (SEQE) est l'instrument européen pour réduire les gaz à effet de serre émis par certaines installations fixes et dans le secteur de l'aviation. Lancé en 2005 le SEQE se trouve actuellement dans sa quatrième phase. Au Luxembourg, 7 compagnies aériennes et 21 installations fixes sont actuellement visées par le SEQE et sont ainsi répertoriées dans le registre national qui permet de suivre la délivrance, la détention, le transfert, la restitution et l'annulation de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

Une partie des quotas d'émission est allouée gratuitement aux exploitants des installations fixes et aux compagnies aériennes visées par les législations européennes et nationales en la matière. La part de ces quotas d'émission alloués à titre gratuit a varié au fil des années en fonction des secteurs couverts par le SEQE et les modifications apportées au système.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Combien de quotas d'émission de gaz à effet de serre ont été alloués gratuitement aux installations fixes d'une part et aux compagnies aériennes d'autre part depuis le lancement du SEQE ? Quelle est la part des quotas gratuits dans le total des quotas restitués par les exploitants des installations fixes respectivement des compagnies aériennes ? Monsieur le Ministre peut-il également me fournir une ventilation des parts des quotas d'émission gratuits par secteur industriel (sidérurgie, ciment, verre, chimie, etc.) ?

2) Quelle est la part des émissions de gaz à effet de serre pour lesquelles des quotas d'émission gratuits ont été alloués aux exploitants des installations fixes et des compagnies aériennes dans le total des émissions de gaz à effet de serre comptabilisées pour le Luxembourg depuis l'entrée en vigueur du SEQE en 2005 ?

3) Quel est le manque à gagner au niveau des recettes de l'État de l'allocation gratuite des quotas d'émission depuis le lancement du SEQE en supposant que l'intégralité des allocations auraient été mises aux enchères et vendues au prix moyen par quota enregistré pour chaque année depuis le lancement du SEQE ? Monsieur le Ministre peut-il me fournir une ventilation de ces montants du manque à gagner en fonction des différents secteurs industriels visés par le système ainsi que pour l'aviation ?

4) Vos services ont-ils déjà réalisé voire commandité des calculs et des études sur l'impact négatif de l'allocation gratuite de quotas d'émission sur le dérèglement climatique ? Dans l'affirmative, quels en ont été les résultats ?

**Réponse** (19/04/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) La première phase du SEQE (2005-2007) était une phase d'essai et les opérateurs ne pouvaient plus utiliser les quotas de la phase I non utilisés au-delà de cette phase. Les compagnies aériennes ont rejoint le SEQE en 2012. Les émissions SEQE déclarées de l'année 2023 sont disponibles et les opérateurs disposent jusqu'au 30/09/2024 pour restituer les quotas correspondants. Le volume à restituer pour 2023 est déjà compris dans les chiffres repris ci-dessous. À l'heure actuelle, 3 sociétés (1 compagnie aérienne : max. 3.174 certificats ; 2 opérateurs industriels : max. 50.564 certificats) sont encore en attente de recevoir l'allocation pour 2023. Comme les montants de l'allocation pourraient encore varier légèrement, plusieurs données fournies par la suite sont provisoires et devraient légèrement augmenter dans les prochains mois. Elles sont marquées d'un astérisque (*).

Secteur industriel :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Ventilation par secteur industriel :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Compagnies aériennes :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 2) Le tableau suivant compare les émissions SEQE aux émissions totales du Luxembourg :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Les émissions SEQE de l'aviation, telles qu'elles figurent dans la dernière colonne du tableau ci-dessus, ne peuvent pas être comparées aux émissions totales du Luxembourg, car les émissions du SEQE de l'aviation sont considérées comme des « émissions européennes » et ne sont dès lors pas attribuées à un État membre particulier. De plus, les opérateurs d'aéronefs à administrer par le Luxembourg ne sont pas exclusivement des compagnies luxembourgeoises.

ad 3) Le fonctionnement du SEQE est entièrement régi par la réglementation de l'Union européenne. Il importe de préciser qu'il n'existe pas de relation directe entre le volume de quotas gratuits dont bénéficient les installations industrielles situées sur le territoire d'un État membre et la part des recettes des enchères, également régies par la réglementation européenne, dont bénéficie cet État membre. En effet, les allocations gratuites sont déterminées en application des référentiels correspondant aux différents produits couverts par le SEQE sur base, notamment, du niveau d'activité des installations et du facteur d'exposition aux fuites de carbone. La répartition des recettes des enchères entre les États membres en revanche est déterminée suivant une clé de répartition laquelle s'appuie principalement sur les émissions historiques du SEQE. S'y ajoute qu'une part des recettes des quotas mis aux enchères est mise à disposition du Fonds pour l'innovation, du Fonds pour la modernisation, du Fonds social pour le climat ou encore affectée au profit de la facilité pour la reprise et la résilience. Il s'ensuit que la détermination d'un manque à gagner au niveau des recettes de l'État, se référant au volume de quotas gratuits dont ont bénéficié les installations situées sur le territoire national, reposerait sur des hypothèses erronées et ne ferait donc aucun sens.

Rappelons enfin qu'historiquement, il a été recouru à l'allocation gratuite de quotas pour limiter les risques de fuites de carbone au niveau des installations industrielles. À partir de 2026, l'introduction progressive du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières sera accompagnée d'une suppression progressive de l'allocation de quotas à titre gratuit. Aussi, les quotas d'émission gratuits pour le secteur de l'aviation seront progressivement supprimés en 2024 et 2025 et feront l'objet d'une mise aux enchères intégrale à partir de 2026, à l'exception d'un volume limité de quotas réservés au niveau européen pour encourager l'utilisation de carburants d'aviation durables.

ad 4) Le Gouvernement n'a pas commandité d'études spécifiques sur l'impact négatif de l'allocation gratuite de quotas d'émission sur le dérèglement climatique. Il y a toutefois lieu de rappeler que les propositions de directive successives de la Commission européenne introduisant, puis successivement renforçant et étendant le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ont été accompagnées d'analyses d'impact.

**Risques environnementaux des nouveaux OGM** | Question **0492** (19/03/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

En juillet 2023, la Commission européenne a proposé un nouveau cadre pour la règlementation les « nouveaux OGM », donc les plantes produites par les nouvelles techniques génomiques. La proposition considère une catégorie de nouveaux OGM (dite de catégorie « NGT1 ») équivalente aux plantes dites conventionnelles sur base du type et du nombre de mutations introduites. Selon le texte, cette catégorie des OGM ne devra plus passer par une analyse des risques pour l'environnement et pour la santé.

Le Gouvernement luxembourgeois s'est prononcé en faveur d'une dérèglementation des nouveaux OGM, estimant que les plantes issues des nouvelles techniques génomiques NGT1 pourraient être produites naturellement, et devraient donc être considérées « équivalentes » à des plantes conventionnelles et ne devraient donc plus faire l'objet d'une analyse des risques pour l'environnement et la santé et ne devraient plus être traçables ni étiquetées.

Pourtant, la proposition de règlement est controversée, plusieurs agences étatiques européennes ainsi qu'organisations environnementales ayant sonné l'alerte par rapport aux effets que le proposé règlement risque d'avoir, notamment sur l'environnement naturel.

Ainsi, dans un premier avis[2] de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail de la France (Anses) datant de novembre 2023, son groupe d'expert.e.s conclut que les critères d'équivalence basés uniquement sur les aspects moléculaires sont insuffisamment justifiés et devraient prendre en compte les caractères des plantes et leurs éventuels risques.

Dans un deuxième avis[3] publié en mars 2024, le groupe d'expert.e.s de l'Anses considère que l'évaluation des risques pour l'environnement telle que demandée par le référentiel existant pour les OGM classiques reste pertinente pour les plantes issues de mutagénèse dirigée. De plus, le groupe estime que « [...] cette évaluation des risques pour l'environnement devrait prendre en compte les potentiels effets cumulés sur l'environnement à long terme liés à une augmentation des surfaces de culture de plantes génétiquement modifiées autorisées, ainsi que les caractéristiques agro-environnementales de leur culture ».

Il préconise la mise en place d'une évaluation des risques ex ante prenant à la fois en compte la technique utilisée et les caractéristiques de la plante, et souligne l'importance de mettre en place un mécanisme global de suivi de la mise en œuvre des nouveaux OGM après leur mise sur le marché, y inclus sur le plan environnemental.

Le Bundesamt für Naturschutz de l'Allemagne quant à lui a également publié une étude scientifique basée sur la proposition de la Commission européenne. L'étude conclut que certaines plantes NGT1 peuvent présenter des risques environnementaux similaires par rapport aux OGM classiques, notamment en ce qui concerne leur caractère invasif.

La Gesellschaft für Ökologie in Deutschland, Österreich und der Schweiz (GfÖ) dans son analyse[4] met en garde que la dérèglementation proposée s'appliquera à toutes les plantes, y inclus les espèces sauvages. Elle estime que l'application illimitée du NGT1 dans les populations sauvages aura des conséquences imprévisibles sur la biodiversité et la conservation de la nature. La GfÖ recommande une évaluation des risques appropriée de tous les nouveaux OGM, en application du principe de précaution.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant des précitées études et analyses concernant les risques pour la biodiversité émanant du dérèglement des nouveaux OGM ? Monsieur le Ministre a-t-il organisé des échanges avec les précitées agences voire organisations afin de mieux comprendre les préoccupations d'ordre environnemental abordées dans leurs analyses ?

2) Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il les préoccupations des précitées agences étatiques et organisations environnementales concernant les dangers pour la biodiversité et la conservation de la nature liés à la suppression de l'analyse des risques environnementaux pour une grande partie des nouveaux OGM ?

[2] Avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail relatif à l'analyse scientifique de la proposition de règlement de la Commission européenne du 5 juillet 2023 relative aux nouvelles techniques génomiques (NTG) – Examen des critères d'équivalence proposés pour définir les plantes NTG de catégorie 1, URL : https://www.anses.fr/fr/system/files/BIOT2023AUTO0189.pdf

[3] Avis et rapport de l'Anses relatif aux méthodes d'évaluation des risques sanitaires et environnementaux et des enjeux socio-économiques associés aux plantes obtenues au moyen de certaines nouvelles techniques génomiques (NTG), URL : https://www.anses.fr/fr/system/files/BIORISK2021SA0019Ra.pdf

[4] Expert Group "New Genomic Techniques", Ecological Society of Germany, Austria and Switzerland (GFÖ), New genomic techniques from an ecological and environmental perspective : science-based contributions to the proposed regulations by the EU Commission, URL : https://gfoe.org/sites/default/files/ngt_gfoe_final.pdf

3) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les discussions menées au sein du Conseil « Agriculture et pêche » devraient en tout cas se limiter aux plantes culturales ? Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

4) Au vu des précitées publications, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que toutes les plantes issues des nouvelles techniques génomiques devraient faire l'objet d'une analyse des risques environnementaux individuelle en application du principe de précaution ? Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

5) Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir auprès de Madame la Ministre de l'Agriculture afin d'aboutir à une position luxembourgeoise prenant en compte les aspects environnementaux ainsi que le principe de précaution ?

**Réponse** (23/04/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Les rapports en question émanent d'agences nationales de différents États membres. Il appartient aux autorités compétentes de ces États membres de consulter leurs agences et de présenter leurs avis à la Commission européenne et aux États membres. Ces avis pourront alors être discutés au sein du Conseil de l'Union européenne.

En absence d'une agence d'évaluation des risques au Luxembourg, l'EFSA constitue l'organisme de référence pour le Luxembourg. Elle joue un rôle central dans l'évaluation des risques pour la santé humaine, animale et environnementale liés aux denrées alimentaires et aux organismes génétiquement modifiés. Étant en échange régulier avec les réseaux scientifiques au niveau européen, et après consultation des études mentionnées, le Gouvernement maintient une position de précaution par rapport à ces techniques novatrices vu l'incertitude des séquelles potentielles à long terme sur la biodiversité et l'environnement naturel.

ad 2) La Commission européenne s'est basée sur l'avis de l'EFSA lors de la publication de la proposition législative en juillet 2023 et a déterminé un seuil critique afin de définir deux catégories de NGT. Les critères d'équivalence établis doivent permettre d'assurer que les plantes NGT qui les respecteraient (c.-à-d. les plantes NGT de catégorie 1) auraient pu être produites au moyen de techniques d'obtention conventionnelles.

Les rapports évoqués par l'honorable Députée constituent un complément d'information par rapport aux centaines d'études qui ont étayé l'avis initial de l'EFSA.

Notamment dans le rapport de l'ANSES, le GT « Biotechnologie » propose de clarifier certaines formulations de l'annexe 1 détaillant les critères d'équivalence entre les végétaux NGT et les végétaux conventionnels.

ad 3) Le champ d'application de la proposition se limite aux végétaux produits par mutagénèse et cisgénèse ciblées (y compris l'intragenèse), aux produits contenant ces végétaux ou consistant en ces végétaux ainsi qu'aux denrées alimentaires et aliments pour animaux contenant, consistant ou produits à partir de ces végétaux. Les plantes culturales ne sont donc a priori pas incluses.

Une différenciation au niveau de la formation du Conseil responsable pour discuter de la proposition concernant les nouvelles techniques génomiques en fonction de la nature des plantes n'est guère praticable. À travers les échanges entre les différents ministères, le Gouvernement adopte une position cohérente qui n'est pas conditionnée par la nature de la formation du Conseil de l'Union européenne qui tranche le sujet.

ad 4) La Commission européenne vise à réformer les lois européennes sur le génie génétique et à les adapter au progrès scientifique et technique. Avec le développement de nouvelles techniques de mutagénèse dirigée qui facilitent le développement de nouveaux produits il s'avère important d'adapter la législation relative aux organismes génétiquement modifiés.

L'objectif est de permettre l'innovation dans l'agriculture sans pour autant sacrifier le niveau élevé de protection de la santé humaine et animale et de l'environnement.

Chaque plante est soumise à une évaluation par les autorités compétentes des EM pour déterminer de quelle catégorie elle fait partie (cf. question 2). Les plantes NGT de catégorie 1 auraient pu être produites au moyen de techniques d'obtention conventionnelles et ne peuvent pas être différenciées par des analyses des plantes conventionnelles. De ce fait une analyse des risques environnementaux individuelle préalable ne s'avère pas nécessaire.

Si la Commission européenne ou un autre État membre émet un doute sur la classification établie, le dossier est soumis à une évaluation de risque individuelle par l'EFSA.

ad 5) Le principe de précaution est un principe fondamental du droit de l'environnement ancré dans le droit primaire de l'Union européenne. Selon la Commission européenne, la proposition de règlement vise à maintenir un niveau élevé de protection de la santé humaine et animale et de l'environnement et respecte le principe de précaution. Elle s'est notamment appuyée sur des avis scientifiques de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et du Centre commun de recherche (JRC).

Le Gouvernement luxembourgeois est conscient que plusieurs voix contestent la conformité de la proposition de règlement avec le principe de précaution. Le Gouvernement étudiera ces propos avec la diligence requise et veillera, lors des négociations en cours sur la proposition, au strict respect du principe de précaution.

La Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture est compétente en la matière. Néanmoins, un échange régulier sur ce dossier a lieu entre les ministres concernés et leurs administrations.

**Implantations de nouvelles stations-service essence au Luxembourg** | Question **0494** (19/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Dës Regierung huet sech am Koalitiounsaccord zum Nationale Klima- an Energieplang bekannt, wou eng Dekarboniséierung vum Transport klore Bestanddeel ass. Grad Lëtzebuerg huet am Transportsecteur eng immens schlecht Bilanz virzeweise wéinst dem Tanktourismus, well all Liter, dee mir hei am Land verkafen, eis ugerechent gëtt.

An dëser Kohärenz misst dës Regierung u sech dofir suergen, dass an Zukunft op d'mannst net méi Pëtrol verkaf gëtt, wéi dat haut schonns de Fall ass. Den traditionellen a klimaschiedlechen Tankstellereseau dierft deemno net weider ausgebaut ginn. Nom Bau vun enger neier Tankstell um Echangeur Steebrécken, hat ech dëse Punkt schonn a menge parlamentaresche Froen N° 1303 a 1552 aus dem Joer 2019 opgeworf.

An der Chamberssitzung vum 14. Mäerz 2024 hat ech de Minister dann op verschidde Projeten opmierksam gemaach, wou weider Tankstellen hei am Land solle gebaut ginn. Rezent gouf zum Beispill an der Sitzung vum 18. Mäerz 2024 am Péitenger Gemengerot een Terrain kaf mam Zil, dass d'Gemeng den Terrain enger Pëtrols-Multinationale zur Verfügung stellt, fir eng Tankstell drop ze bauen. De Minister sot an der Chamberssitzung, dass hien zu deem Moment nach keng Kenntnis vun esou Dossieren hat.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi steet dës Regierung zum Bau vu weideren traditionellen Tankstellen hei am Land?

2. Stinn déi zoustänneg Ministèren dem Bau vu weideren Tankstelle favorabel géigeniwwer?

3. Wéi steet d'Regierung am Kontext vum Klimawandel dozou, d'Aktivitéit an d'Unzuel vu Pëtrolstankstellen an Zukunft méi streng ze kontrolléieren an erofzesetzen, souwéi d'Gesetzer et aktuell bei den Apdikten oder bei de Schanklizenze maachen, wou d'Aktivitéiten och net liberaliséiert, mee méi streng encadréiert sinn?

4. D'Gemeng Péiteng huet an der Decisioun vum 18. Mäerz 2024 dovunner geschwat, dass d'Transaktioun am But vun der Utilité publique gemaach gëtt. Ass den Ausbau vum Tankstellennetz als Utilité publique unzegesinn, grad am Kontext vun enger Klima-Urgence, déi weltwäit op internationalem Niveau unerkannt ass?

**Réponse** (22/04/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

D'Regierung steet generell zu der Handelsfräiheet: E Betrib, deen déi néideg Geneemegungen huet an am legale Kader agéiert, ass fräi sech néierzeloossen.

E méi strengt Encadrement vum Tankstellesecteur ass net am Koalitiounsaccord virgesinn. D'Regierung wëllt, wéi am Koalitiounsaccord virgesinn, de Wiessel zur Elektromobilitéit an der klimaneutraler Mobilitéit anescht ënnerstëtzen, zum Beispill andeems de Kaf vun Elektroautoen an d'Installatioun vu Borne weider subventionéiert gëtt. D'Subventioune fir déi emissiounsfräi Mobilitéit vun de Bierger wäerte reegelméisseg ugepasst ginn, fir all Bierger d'Méiglechkeet ze ginn, op eng emissiounsfräi an nohalteg Mobilitéit ëmzeklammen.

D'Exploitatioun vun den 8 Autobunnstankstellen ass u Concessioune gebonnen, déi iwwer europäesch Ausschreiwungen attribuéiert ginn. Am Kader vun der Energietransitioun gesäit de Koalitiounsaccord vir, datt Konzepter ausgeschafft ginn, fir déi besteeënd Autobunnstankstelle mëttelfristeg zu Multi-Energie-Zentere weiderzeentwéckelen. Zousätzlech „traditionell" Autobunnstankstelle si momentan net geplangt.

Eng eventuell Limitatioun vun der Unzuel vun Tankstellen am Land misst op Basis vun de Krittäre vun der Constitutioun a vum EU-Traité analyséiert ginn. D'Lëtzebuerger Constitutioun gesäit an hiren Artikele 35 a 37 vir, datt all Aschränkung vun der Handelsfräiheet (Liberté de commerce) de Prinzipp vun der Proportionalitéit muss respektéieren. Dëst entsprécht der Logik vum EU-Traité a vun der Direktiv zu den Déngschtleeschtungen am Bannemaart (Directive relative aux services dans le marché intérieur 2006/123/CE), déi an hirem Artikel 15.2a virgesäit, dass quantitativ Limitatioune kumulativ déi dräi Konditiounen, vun der Netdiskriminéierung, der Noutwendegkeet an der

Proportionalitéit respektéiere mussen. Op Basis vun der konstanter Rechtsspriechung vum Europäesche Geriichtshaff, mussen all Exceptioune restriktiv interpretéiert ginn. Et misst also beluecht ginn, datt d'Zil vum Klimaschutz duerch manner Konsum vu Pëtrol net op eng méi efficace a manner restriktiv Aart a Weis kéint ëmgesat ginn, wéi eng Limitatioun vun der Unzuel vun Autorisatioune fir Tankstellen. D'Regierung ass der Meenung, datt ënnert anerem och d'Färdere vun der Elektromobilitéit de Konsum vu fossille Brennstoffer wäert limitéieren, esou datt eng Aschränkung vun der Handelsfräiheet net pertinent ass.

**Logiciel de vidéosurveillance intelligente** | Question **0495** (19/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wärend eng méiglech Reglementatioun vun der kënschtlecher Intelligenz am ëffentleche Raum op europäeschem an nationalem Niveau nach diskutéiert gëtt, ass hiren Asaz am Beräich vum Commerce a vereenzelte Modeller schonns Deel vum Alldag. Am „Amazon Go"-Geschäft hëllefe Kameraen, d'Kafverhale vun de Clienten ze analyséieren, esou dass dëse Modell ouni physesch Keess funktionéiere kann. An Däitschland gëtt a verschiddene Geschäfter e System vu „Veesion" getest, deen iwwert eng spezifesch Software d'Verhale vun de Clienten analyséiert, fir präventiv potentiell Déifställ erkennen ze kënnen. Zu Lëtzebuerg ass den Asaz vun esou Modeller am Commerce nach net publick ginn, ob esou Software genotzt ginn ass, ass also onkloer.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi positionéiert sech Lëtzebuerg zum Asaz vun esou Systemer, déi, laut Hiersteller, potentiell kriminell Akte präventiv erkenne kënnen?

2. Wier et professionellen zu Lëtzebuerg installéierten Acteure laut nationaler Legislatioun erlaabt, Systemer ze notzen, déi d'Verhale vu Leit op hirem Terrain mat Hëllef vu Videoiwwerwaachung a kënschtlecher Intelligenz analyséieren?

**Réponse** (22/04/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. Intelligent Videoiwwerwaachungssoftwaren, déi fir den Zweck vun der Präventioun vu Verbriechen installéiert sinn, mussen d'Bestëmmunge vum Gesetz vum 1. August 2018 betreffend de Schutz vun Individuen am Bezuch op d'Veraarbechtung vu perséinlechen Donnéeën am penale Beräich souwéi a Saache vun nationaler Sécherheet respektéieren.

Zousätzlech gesäit den Artikel 43bis vum geännerte Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'Police grand-ducale („VisuPol") d'Konditioune vir, ënnert deenen d'Videoiwwerwaachung vun ëffentleche Plaze kann ausgefouert ginn. Besonnesch de Paragraf (5) Alinea 2 vun deem Artikel gesäit vir: „[...] La prise d'image peut inclure le recours à des techniques de focalisation et à des détections automatiques de situations. Le recours à des techniques de reconnaissance faciale est exclu."

Ab 2025 muss och d'europäescht Reglement „Artificial Intelligence Act" berücksichtegt ginn, dat ënner anerem fir Systemer, déi perséinlech Donnéeë mat der Hëllef vu kënschtlecher Intelligenz („AI") veraarbechten, eng gewëssen Unzuel vun zousätzlechen Obligatioune virgesäit. Sou wäerte verschidden AI-baséiert Applikatiounen (zum Beispill d'Benotzung vu Videoiwwerwaachung, fir Gesiichtserkennungsdatebanken ze kreéieren) verbuede ginn. Et gëtt awer Ausname fir d'Strofverfollgung. Ausserdeem gi strikt Obligatioune fir aner AI Systemer virgesinn, besonnesch d'Verflichtung, fir Risikobewäertung a Minimiséierung vun Datebenotzung („data minimisation") ausféieren ze mussen, e Benotzungsregister ze hunn, transparent a korrekt ze sinn, an enger mënschlecher Supervisioun ze ënnerleien. Zousätzlech mussen allgemeng AI Systemer an d'Léiermodeller, op deenen se baséieren, Transparenzufuerderunge respektéieren. Et ass awer ubruecht, op Basis vun de legislativen Entwécklungen ze iwwerpréiwen, wéi dat europäescht AI Gesetz fir ëffentlech Acteuren zu Lëtzebuerg gëlle wäert.

ad 2. Intelligent Videoiwwerwaachungssoftwaren, déi vu privaten Acteuren installéiert goufen (oder ëffentlechen Acteuren, ausser zum Zweck vun der Präventioun vu Verbriechen oder der nationaler Sécherheet), mussen d'Bestëmmunge vum europäeschen Dateschutzreglement („GDPR") respektéieren.

Ënnert de Punkten, deene besonnesch Opmierksamkeet zoukomme sollt, notéiert d'Commission nationale pour la protection des données (CNPD) an hiren Analyse besonnesch de Prinzipp vun der Transparenz, dee vum „data protection by design", d'Konditiounen, déi mat der Notzung vun engem Sous-traitant verbonne sinn, an, falls relevant, d'Veraarbechtung vu sensibele perséinlechen Donnéeën.

D'Regierung schléisst sech der Analys vun der CNPD un, an ënnersträicht d'Wichtegkeet vum mënschlechen Element („Human in the loop") an automatiséierte Systemer. Wéi virdru schonn erwäänt, muss ab 2025 och den „Artificial Intelligence Act" berücksichtegt ginn. Esou wäerte verschidden AI-baséiert Applikatiounen, wéi zum Beispill d'Benotzung vu Videoiwwerwaachung, fir Gesiichtserkennungsdatebanken ze kreéieren, verbuede sinn, wärend strikt Obligatioune fir aner AI Systemer wäerte bestoen, déi an d'Kategorie „Héije Risiko" falen.

**Enseignement secondaire général au Lënster Lycée** | Question **0496** (19/03/2024) de **M. Max Hengel** (CSV)

Am Moment bitt de Lënster Lycée niewent dem Regime vum Enseignement secondaire classique och Klassen am Regime vum Enseignement secondaire général un. Mengen Informatiounen no, soll de Regime vum Enseignement secondaire général deemnächst auslafe gelooss ginn. An deem Zesummenhang wollt ech follgend Froen un den Här Bildungsminister stellen:

– Kënnt Dir konfirméieren, datt de Regime vum Enseignement secondaire général am Lënster Lycée ausleeft?
• Wa jo, wat sinn d'Grënn fir dës Entscheedung?
• Ab wéini gëllt dës Entscheedung?

**Réponse** (23/04/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

De Lënster Lycée (LLIS) bitt vun der Rentrée 2024 u keng 7G-Klasse vun der Voie d'orientation am Enseignement secondaire général (ESG) méi un. Schüler, déi aktuell op enger 7G oder enger 6G am LLIS sinn, kënne selbstverständlech hire Parcours op den ënneschte Klassen an där Schoul weiderféieren.

De Recht vun der schoulescher Offer mat nationalem Programm am LLIS bleift onverännert: Op den ënneschte Klasse gi weiderhin d'Klasse vun der Voie de préparation (7P, 6P, 5P), d'Classe d'initiation professionnelle (CIP) respektiv d'Classe d'orientation professionnelle (COP) esouwéi och d'Classe d'adaptation (5AD) ugebueden. Op den ieweschte Klasse gi weiderhin d'Sektioun Ingéniérie (4GIG-1GIG) an d'Division administrative et commerciale vum ESG ugebueden, nieft Formatioune vun der Beruffsausbildung.

D'Decisioun, keng 7G-Klasse méi unzebidden, ass getraff ginn, well d'Aschreiwungen an den europäesche Klasse staark geklomme sinn. D'Demande fir ESG-Klassen zu Jonglënster ass kleng, wat sech warscheinlech duerch d'Proximitéit notamment mat der Stad erkläert, wou d'Schüler e breede Choix un ESG-Klassen a verschiddene Lycéeën hunn.

Mat den europäesche Klassen an zousätzlech der Voie de préparation riicht sech d'Offer am Secondaire vum LLIS weiderhin un all Schüler, onofhängeg dovun, ob se um Enn vum Cycle 4.2. an de Classique, de Général oder d'Voie de préparation orientéiert ginn. Déi europäesch Klassen am Secondaire sinn nämlech accessibel souwuel fir Schüler, déi an den ESC, grad wéi och an den ESG orientéiert ginn.

**Plan d'action « Sécurité routière » 2019-2023** | Question **0497** (19/03/2024) de **M. Yves Cruchten** | **Mme Francine Closener** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Le Plan d'action « Sécurité routière » 2019-2023, visant à combattre de manière durable l'insécurité routière et à relever les défis actuels en matière de sécurité, s'est inscrit dans la continuité des efforts d'amélioration. Or, un rapport spécial de mars 2024 de la Cour des comptes européenne souligne que, sans une augmentation significative des efforts de l'UE et des États membres, les objectifs de réduction de moitié du nombre de morts et de blessés graves d'ici 2030, et l'objectif « Vision zéro » visant une mortalité nulle sur les routes, semblent difficile à atteindre.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et Madame la Ministre de la Justice :

1) Quel bilan global pouvez-vous dresser du Plan d'action « Sécurité routière » 2019-2023, notamment en ce qui concerne l'atteinte des objectifs fixés face aux 11 défis identifiés ?

2) L'augmentation du nombre des victimes d'accidents de la route durant cette période correspond-elle aux objectifs de sécurité routière fixés par l'Union européenne ? Nous vous prions de fournir des détails pour chaque année couverte par cette période.

3) Pouvez-vous préciser le nombre de radars « mobiles » et « chantiers » mis en place entre 2019 et 2023, ainsi que le nombre d'infractions relevées par ces dispositifs ?

4) Quel est l'état d'avancement du projet d'installation de radars tronçons sur les sections routières considérées comme dangereuses, notamment sur le tronçon « N25 Wiltz–Kautenbach » ?

5) Avez-vous des données sur les communes ayant mis en œuvre des zones scolaires limitées à 30 km/h ? Le ministère envisage-t-il de généraliser ces zones obligatoires à l'échelle nationale ?

6) Suite aux discussions sur les « éthylomètres antidémarrage » lors d'un séminaire avec cinq pays européens en 2015, le Gouvernement projette-t-il de rendre obligatoire l'installation de ces dispositifs pour les conducteurs reconnus coupables de délits liés à l'alcool ?

7) Combien de cas de fraude au compteur kilométrique ont été identifiés lors des contrôles techniques

pendant la période 2019-2023 ? Les autorités judiciaires disposent-elles de statistiques sur les infractions effectivement constatées ?

8) L'étude sur le profil des conducteurs impliqués dans des accidents avec blessés graves, mentionnée dans la mesure n° 22 du plan d'action, a-t-elle été concluante ? Pouvez-vous partager les éléments principaux définissant le profil type de ces conducteurs ?

9) Indépendamment des changements apportés par la refonte de la directive européenne sur le permis de conduire, envisagez-vous de rendre obligatoires des formations continues pour les instructeurs ? Si oui, pourriez-vous nous détailler les principaux objectifs et le contenu envisagé de cette formation ?

10) Le Gouvernement est-il en faveur de l'introduction de contrôles de vitesse effectués par des véhicules de police en mouvement, équipés de caméras ?

**Réponse** (23/04/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Dans le cadre du Plan d'action « Sécurité routière » 2019-2023, le Gouvernement précédent a pris une série de mesures ambitieuses afin de relever les défis spécifiques en matière de sécurité routière. Ces mesures ont porté notamment sur les principales causes d'accidents telles que la vitesse, l'alcool, les drogues, la distraction au volant et les comportements dangereux. Des améliorations ont été apportées aux équipements de sécurité, aux infrastructures routières et à la protection des usagers de la route les plus vulnérables. En outre, les efforts de prévention, comme la sensibilisation et la formation des conducteurs ainsi que des sanctions policières plus efficaces, font partie des actions les plus significatives.

En ce sens, la mise en place de radars fixes et mobiles ainsi que de radars tronçon constitue l'une des pierres angulaires de cette initiative. Avec l'ajout de 4 nouveaux radars fixes, le total atteint désormais 30 radars, auxquels s'ajoutent 2 radars chantier ainsi que 5 radars mobiles et 5 radars tronçon. Ces dispositifs ciblent spécifiquement les zones accidentogènes. Un règlement grand-ducal regroupe par ailleurs une série de tronçons avec limitation de la vitesse en dehors des agglomérations.

De surcroît, de nouvelles lignes directrices ministérielles ont été élaborées pour faciliter la création de zones à circulation apaisée favorisant une conduite plus sûre et en priorisant la qualité de vie. Des campagnes de sensibilisation, telles que « Zéro alcool au volant » et « La mort au bout du virage », visent à changer les comportements des conducteurs en mettant l'accent sur la responsabilité individuelle. D'autres campagnes comme « Respect my space » ou « Déi schéin Aktioun » thématisent la tolérance mutuelle.

Parmi les mesures les plus importantes figurent celles qui visent à prévenir une conduite dangereuse. Par exemple améliorer le respect des feux rouges avec la mise en service de quatre radars feux rouges ou encore dissuader l'utilisation du portable au volant avec le retrait de quatre points du permis de conduire.

Sur le plan international et européen, le Luxembourg s'engage à soutenir les initiatives visant à équiper les véhicules de nouveaux systèmes d'assistance à la conduite sécurisée ou encore, à lutter contre la fraude kilométrique. Le Luxembourg participe à des groupes de travail sur la conduite autonome à Genève et au projet pilote lancé par la Commission européenne (ODOCAR).

Des mesures spécifiques ont également été prises pour les conducteurs de motos, avec un plan d'action dédié et un renforcement des contrôles policiers pendant la saison moto.

L'analyse des accidents par l'Administration des enquêtes techniques permet une meilleure compréhension des causes sous-jacentes, ce qui oriente les actions préventives et les améliorations des infrastructures.

En parallèle, la réforme de la directive relative au permis de conduire est en discussion au niveau de l'Union européenne, avec des implications sur la formation des conducteurs et les programmes d'apprentissage. Sur le plan national, les questions de l'examen théorique ont été complétées par 600 nouvelles questions et un nouveau logiciel est en cours d'élaboration.

Des mesures plus répressives contribuent à une application plus efficace des règles du Code de la route, telles que le recours à la mise en fourrière du véhicule en cas de récidive de conduite sans permis de conduire ou encore la simplification de la procédure de dépistage de drogues en cas de signes manifestes ou d'aveu.

Quant à la conception des routes, la mise en œuvre du Plan d'action « Sécurité routière » constitue une priorité pour l'Administration des ponts et chaussées en vue de réduire l'insécurité routière durablement.

Ainsi, tout projet routier se base sur des considérations de sécurité routière autant pour les véhicules motorisés, les piétons ou les cyclistes. En ce qui concerne les aménagements routiers existants, une analyse continue des accidents est assurée pour pouvoir prendre, le cas échéant, des mesures adaptées. En parallèle, l'entretien des routes vise à maintenir le bon état des routes ainsi que des ouvrages d'art afin de garantir de bonnes conditions de circulation en toute circonstance.

Ces mesures continues comprennent, entre autres, le service hivernal, la mise en place de glissières de sécurité pour véhicules, l'installation de glissières spéciales pour motos (notamment dans les virages), la réfection de toute détérioration (nids de poule, dommages causés par les usagers de la route, etc.), la sécurisation ou l'enlèvement d'arbres routiers présentant un danger pour la circulation routière ou en mauvais état de santé, l'équipement spécifique des véhicules de balisage sur les chantiers autoroutiers et la sécurisation des accidents, etc. Ainsi, des efforts importants ont été déployés pour sécuriser les infrastructures routières, incluant le déplacement ou la suppression de 1.327 arbres, l'installation de 46 km de glissières de sécurité et d'écrans de protection pour motocyclistes (17,2 km).

Face au défi de dissuader les excès de vitesse, l'Administration des ponts et chaussées a continué de déployer des radars automatiques sur le réseau routier étatique. Tel que prévu dans le plan d'action, des radars tronçon ont également été déployés (route nationale N11 et tunnels autoroutiers) et des radars feux rouge ont été installés à la hauteur de la Place de l'Étoile, près du Lycée Aline Mayrisch et au niveau de la Porte de Hollerich.

Signalons encore l'existence d'un groupe de travail « Audit de sécurité » dont le lead incombe à l'Administration des ponts et chaussées et dont le rôle s'inscrit dans les engagements de la Charte nationale de la sécurité routière et de la « Vision zéro ». Les accidents mortels et graves survenus sont analysés du point de vue de la sécurité routière relative à l'infrastructure routière. Dans le cas où des améliorations sont considérées possibles et utiles, des mesures adéquates sont entreprises.

Le Gouvernement actuel s'est engagé dans le cadre de l'accord de coalition à mettre en place un troisième plan d'action, à l'instar des plans d'actions précédents, visant à combattre l'insécurité routière avec un objectif « Vision zéro ». Ce plan axé à la fois sur la prévention, la sensibilisation et sur la répression visera à combattre les causes principales d'accidents graves et mortels.

ad 2) Le programme décennal de l'Union européenne prévoyait de réduire de 50 % le nombre de victimes de la route tuées entre 2010 et 2020. Le Luxembourg a enregistré 32 décès en 2010. Avec 26 victimes, l'objectif visé de réduire le nombre de victimes de la route tuées au moins à 16 pour 2020 n'a malheureusement pas été atteint.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Les statistiques pour l'année 2023 ne sont pas encore disponibles et seront présentées, à l'instar des années passées, lors d'une conférence de presse.

La Commission européenne a reformulé ses défis pour la nouvelle « décennie d'action 2021-2030 » et s'est de nouveau fixé pour objectif de réduire de 50 % le nombre de décès au niveau européen de 22.800 à 11.400. La réduction de la mortalité due aux accidents de la route est une priorité pour la Commission européenne. Une réduction de 50 % du nombre de blessés graves est également visée. Pour atteindre cet objectif au niveau national, le Luxembourg devrait réussir à réduire le nombre de décès au moins à 12 et le nombre de blessés graves au moins à 133 en 2030.

L'objectif principal du Gouvernement actuel est la « Vision zéro », visant à réduire autant que possible le nombre de morts sur les routes.

ad 3) Le tableau ci-dessous contient les infractions « radars mobiles » et infractions « radars chantiers » entre 2019 et 2023 :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

La Police grand-ducale dispose de 2 radars chantier et de 5 radars mobiles. Des contrôles sont régulièrement effectués par la Police grand-ducale à différents endroits accidentogènes.

ad 4) À la suite d'une phase test du premier radar tronçon sur la route nationale N11, il a été retenu dans un premier temps de limiter l'installation de radars tronçon à des tronçons plus adaptés et rectilignes, tels que les tunnels autoroutiers, et à vitesse constante de 90 km/h dans les tunnels Markusberg, Grouft, Gousselerbierg et Stafelter, respectivement de 70 km/h dans le tunnel Micheville.

Ainsi, le tracé sinueux de la route nationale N25 entre Wiltz et Kautenbach ne se prête pas à une surveillance de la vitesse maximale autorisée de 90 km/h, condition sine qua non pour la mise en place d'un radar tronçon. La route nationale N25 n'a donc finalement pas été retenue pour ce type de radars.

En parallèle, l'Administration des ponts et chaussées a mis en place depuis 2018 des marquages spéciaux de sécurité pour les motards. Les motards sont impliqués dans la plupart des accidents sur les routes touristiques au nord du pays, notamment la route nationale N25. Après plus de 6 ans, ces marquages s'avèrent être un succès pour la réduction des accidents de motos sur les tronçons sélectionnés.

ad 5) Depuis de nombreuses années déjà, des tronçons limités à 30 km/h sont possibles sur les routes étatiques à l'intérieur des agglomérations. Notamment les tronçons au droit d'établissements scolaires le long de routes étatiques à l'intérieur des

agglomérations sont éligibles pour une limitation de la vitesse maximale autorisée à 30 km/h. Ainsi les demandes de limitation de vitesse introduites par les communes pour ces zones ont été donc accordées.

Le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics n'a pas d'informations sur le nombre de limitations de vitesse mises en œuvre par les communes sur la voirie étatique pour ces zones, étant donné que ni le Code de la route, ni les règlements de circulation communaux ne fixent une définition précise à ce sujet. En effet, les vitesses maximales autorisées sont réglementées pour chaque rue sans pour autant indiquer implicitement la présence d'un établissement scolaire. Toutefois, les échanges entre les services du ministère et les communes, relatifs aux introductions de zones d'apaisement de la circulation, permettent de confirmer que la plupart des communes ont réalisé ou entamé des mesures de mise en place de zones 30 aux abords des écoles selon les règles de l'art. Cette démarche est vivement saluée par le ministère.

L'initiative de ces règlements fait l'objet de l'autonomie communale. Le ministère n'a pas l'intention d'émettre une obligation dans ce contexte. Le constat général est d'ailleurs que les communes tendent à aménager tout particulièrement ces endroits en question.

ad 6) Du fait du règlement (UE) 2019/2144 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 relatif aux prescriptions applicables à la réception par type des véhicules à moteur et, grâce au règlement délégué (UE) 2021/1243 de la Commission du 19 avril 2021 complétant le règlement (UE) 2019/2144 précité en établissant des règles détaillées en qui concerne la facilitation de l'installation d'un éthylomètre antidémarrage dans les véhicules à moteur, il a été fait en sorte qu'à partir du 7 juillet 2024, tout véhicule nouvellement immatriculé au Luxembourg devra être équipé d'une interface normalisée qui facilite le montage de tels éthylomètres. Actuellement, l'utilisation obligatoire dans des cas individuels n'a pas été décidée.

ad 7) Conformément aux dispositions évoquées dans la réponse à la question parlementaire n° 0310 du 8 février 2024, les organismes de contrôle technique procèdent lors du contrôle technique à une vérification du compteur kilométrique des véhicules. Ce contrôle vise à détecter toute défaillance ou toute manipulation manifeste du compteur kilométrique ayant pour objectif de modifier le kilométrage affiché. Il est à noter que lors d'un contrôle technique, les inspecteurs disposent de toutes les données techniques du véhicule contrôlé, y compris le kilométrage des précédents contrôles techniques réalisés par un organisme de contrôle technique agréé au Luxembourg. Lorsque les inspecteurs de contrôle technique identifient une incohérence au niveau du kilométrage, le véhicule est sanctionné par une défaillance qualifiée de « majeure » qui entraîne la délivrance d'un certificat de contrôle technique avec une validité et une utilisation restreintes. Après la remise en conformité, le véhicule doit à nouveau être soumis à un contrôle technique.

Au cours des années 2019 à 2023, 315.732 contrôles techniques primaires ont été réalisés en moyenne. Le tableau ci-dessous renseigne le nombre de véhicules qui ont été sanctionnés avec des points de contrôle relatifs au compteur kilométrique :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Il est important de souligner que les irrégularités constatées au niveau du kilométrage peuvent également découler d'autres causes, y compris des erreurs de saisie lors du contrôle technique. De même, le remplacement d'un compteur kilométrique défectueux peut générer des incohérences avec les données kilométriques antérieures si le nouveau compteur kilométrique ne peut être initialisé à la valeur kilométrique du compteur défectueux. Dans ce cas, le client est tenu de présenter un document qui atteste le remplacement et indique le kilométrage du compteur remplacé. En conséquence, il est crucial de reconnaître que la présence de sanctions lors d'un contrôle technique ne signifie pas nécessairement qu'une infraction ait effectivement été constatée. Concernant les infractions effectivement constatées, le système informatique des autorités judiciaires ne permet pas d'extraire les statistiques demandées.

ad 8) Les connaissances acquises au sein du groupe de travail sur les accidents mortels, ou par le biais des statistiques, sont malheureusement peu concluantes et ne permettent pas de déterminer de responsable type.

Tout en sachant que les statistiques doivent être considérées avec prudence, on peut constater d'une part que certains comportements typiques sont toujours confirmés. Mais d'autre part, les tendances varient de plus en plus. Même si nos campagnes de sensibilisation, notamment sur l'abus d'alcool ou les moyens de transport alternatifs, tiennent bien sûr compte de ces connaissances, des mesures plus radicales ne se justifient pas à l'heure actuelle.

ad 9) Compte tenu de la révision des dispositions légales européennes, une refonte générale de la législation relative à la profession d'instructeur de conduite automobile et à sa formation est envisagée au niveau national. À l'heure actuelle, il n'est cependant pas encore possible de donner plus de détails sur le contenu d'une telle formation continue.

ad 10) L'introduction de la mesure des contrôles de vitesse effectués par des véhicules de police en mouvement, équipés de caméras, représenterait une mesure supplémentaire aux mesures appliquées par la Police grand-ducale (radars mobiles, contrôles routiers par les agents de police, etc.). « Mener des contrôles policiers efficaces / amplifier l'impact et l'efficacité des contrôles policiers et étudier la faisabilité de contrôles de vitesse par des véhicules policiers en mouvement, munis d'une caméra » figure comme mesure n° 24 dans le Plan d'action « Sécurité routière » 2019-2023.

Le procédé des contrôles en mouvement implique l'utilisation d'un équipement spécial embarqué dans des véhicules de police banalisés, comprenant des caméras capables d'enregistrer en continu les infractions routières, y compris les excès de vitesse.

Entre décembre 2023 et février 2024, une version « simplifiée » de l'équipement, qui prenait en compte uniquement les excès de vitesse, a été testée avec succès au Luxembourg par la Police grand-ducale. La société ayant conçu ce système travaille actuellement sur son homologation aux Pays-Bas. Une fois cette étape franchie, cet équipement devra encore être homologué au Luxembourg avant son acquisition éventuelle et pourrait être opéré en premier lieu sur le réseau autoroutier.

---

**Aides pour ménages à revenu modeste** | Question **0498** (19/03/2024) de **M. Paul Galles** | **M. Marc Spautz** | **M. Alex Donnersbach** (CSV)

D'Études-supérieures-Studente verléieren hiren Droit op d'Aides pour ménages à revenu modeste, wéi de REVIS (Revenu d'inclusion sociale), AVC (Allocation de vie chère), prime énergie, épicerie sociale, dëst gëllt och fir Persounen, déi de Statut „bénéficiaire de protection internationale" besëtzen.

Amplaz dass d'Studenten, déi an den Études supérieures ageschriwwe sinn, weider de REVIS kréien, kréien si d'AideFi (staatlech Studiebäihëllef ) als Ënnerstëtzung. De Montant, deen ee pro Mount am Kader vun der AideFi kritt, ass awer däitlech méi niddereg wéi dee vum REVIS, wat dozou féiert, datt Studenten, déi weider soss keng finanziell Ënnerstëtzung hunn, net kënne studéiere goen oder d'Studie mussen ofbriechen. Dës Studente sinn also op de REVIS ugewisen, fir hir Etuden ze maache respektiv weiderzeféieren.

De LISER kënnt a senger Etude „Précarité et (non-) recours aux aides financières au Luxembourg: Une étude qualitative", déi am Februar 2024 publizéiert ginn ass, zur Conclusioun:

„Le fait de percevoir l'Aide pour études supérieures entraîne l'impossibilité d'accéder à la plupart des autres aides. Sous certaines conditions, la bourse d'étude de base (1.200 €/semestre) peut être complétée par un complément social (2.321 €/semestre). En tout, cela représente environ 420 €/mois, sans cumul possible avec l'AVC et la prime d'énergie ; ce montant ne permet pas de vivre décemment au Luxembourg. Le complément social semble avoir été pensé pour compenser les ressources d'un ménage à revenu modeste mais pas pour fournir le revenu minimum nécessaire à l'étudiant n'ayant aucun parent pour l'aider. De plus, si l'étudiant travaille plus de 10 h/semaine, ce qui peut s'avérer indispensable pour vivre décemment, le complément social diminue substantiellement. Les jeunes de moins de 25 ans ainsi que l'ensemble des étudiants (quel que soit leur âge) n'ont par ailleurs pas droit au REVIS. Ces conditions peuvent décourager les étudiants les plus pauvres à commencer ou continuer des études (...)."

Den Octroi vum Revenu d'inclusion sociale (REVIS) huet als Zil, d'sozial Ausgrenzung ze bekämpfen, an och déi Leit, déi keng Aarbecht hunn, bei der Sich no enger Aarbecht ze ënnerstëtzen. Laut dem REVIS-Gesetz ginn d'Études secondaires Studente finanziell ënnerstëtzt, mee net déi vun den Études supérieures.

An dësem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Fuerschung an Héichschoul an un den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil stellen:

– Wëssend, datt all Études-supérieures-Student (Universitéit, BTS etc.) keen Droit méi huet op divers sozial Hëllefen, a virun allem op de REVIS, a wëssend, datt de REVIS d'Zil huet, déi sozial Ausgrenzung ze bekämpfen, an d'Leit bei der Sich no enger Aarbecht ze ënnerstëtzen, mengt d'Regierung, datt a verschiddenen a spezielle Fäll, de REVIS och un Études-supérieures-Studenten ausbezuelt kéint ginn?
• Dëst zum Beispill och am Fall vum Études-supérieures-Student, deen de Statut vum Bénéficiaire de protection internationale huet? Wier et ze envisagéieren, den Octroi vun de sozialen Aiden an deem Fall an der Zäit ze begrenzen?

– Ass d'Regierung der Opfaassung, dass dëst net nëmme bénéfique wier fir déi betraffe Persounen, mee och fir eis Wirtschaft, déi permanent op gutt Personal an Talenter ugewisen ass?

**Réponse** (19/04/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

D'Finalitéit vum Gesetz vum 28. Juli 2018 iwwert de REVIS besteet net doran, fir Héichschoulstudien ze finanzéieren.

Dat gëtt och duerch de ganzen Opbau vum Gesetz ënnerstrach. Esou muss den Demandeur vum REVIS sech op der Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) aschreiwen, à temps plein fir den Aarbechtsmarché disponibel sinn, ausser hie fält ënnert d'Kompetenz vum Office national de l'inclusion. Wann den Demandeur guer kenger Beschäftegung kann nogoen, notamment aus medezinnesche Grënn, kann en och vun der Konditioun, fir sech op der ADEM anzeschreiwen, dispenséiert ginn.

De REVIS ass also am Prinzipp als Mesure temporaire geduecht, déi dem Beneficiaire e Mindestakommes garantéiert, bis hien erëm eng Aarbecht huet oder bis hien e Revenu huet, deen iwwert dem Plaffong läit, dee vum Gesetz virgesinn ass an iwwert deem ee kee REVIS méi ka bezéien.

Am Allgemenge kann een och nach ernimmen, dass d'Studiebäihëllef (Loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures) eng Partie sozial Komponente beinhalt, déi et och Studenten aus Stéit mat méi modestem Revenu erméiglechen, ze studéieren.

Sou beinhalt dat Gesetz, nieft der allgemenger Studiebourse, eng Bourse sociale, mat Staffelung jee nom Revenu vum Ménage, eng Bourse familiale, am Fall wou och nach aner Geschwëster aus dem Stot studéieren, souwéi eng Majoratioun fir Studenten, déi an enger Situation grave et exceptionnelle sinn.

Finalement kann een och nach ënnersträichen, dass d'Studiebäihëllef och accessibel ass fir Leit, déi zu Lëtzebuerg eng Protection internationale als Refugié kritt hunn.

**Taxe d'abonnement à taux réduit pour investissements durables** | Question **0499** (19/03/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Afin d'encourager les investissements en faveur de la transition énergétique, le Luxembourg accorde depuis 2021 un taux réduit au niveau de la taxe d'abonnement pour les fonds qui investissent dans des activités durables. Plus précisément, il s'agit des activités désignées comme étant durables par la taxonomie européenne, hors le gaz fossile et le nucléaire.

Selon une réponse à la question parlementaire n° 7641 du 21 février 2023, un seul fonds d'investissement bénéficiait à l'époque de ce taux réduit, sachant qu'il s'agissait d'un dispositif nouveau et que la taxonomie elle-même était encore en cours de développement.

Notons que dans son accord de coalition, le Gouvernement affirme qu'il « analysera l'impact d'une réduction de la taxe d'abonnement des fonds d'investissement qui investissent dans des activités économiques durables et évaluera si des baisses supplémentaires de la taxe d'abonnement permettent d'augmenter les investissements dans ces activités ».

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Combien de fonds d'investissement profitent à ce jour de la taxe d'abonnement à taux réduit pour investissements durables ?

2) Comment Monsieur le Ministre veut-il faire en sorte qu'à l'avenir, plus de fonds utilisent cet instrument, investissant alors une part plus élevée de leurs actifs dans des activités durables ? Dans ce contexte, Monsieur le Ministre envisage-t-il évaluer et le cas échéant réviser le dispositif actuel et si oui, endéans quel délai ?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'autres nouvelles pistes concrètes pour inciter les fonds d'investissement de la place financière luxembourgeoise à passer à des investissements conformes aux objectifs climatiques de l'Accord de Paris ? Dans l'affirmative, quelles sont ces nouvelles mesures envisagées et endéans quel délai envisage-t-il les présenter voire mettre en œuvre ?

**Réponse** (19/04/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

L'honorable Députée s'enquiert sur la taxe d'abonnement à taux réduit pour les investissements durables.

À la date du 20 janvier 2024, aucun organisme de placement collectif ne déclarait la taxe d'abonnement réduite en application du paragraphe 3 de l'article 174 de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif.

Ce chiffre peut interpeller, mais il doit s'interpréter à la lumière du contexte réglementaire sur la finance durable.

Ainsi, dans toute réflexion sur des évolutions futures du dispositif de réduction de taxe d'abonnement pour des investissements durables, il est important de garder à l'esprit que l'ensemble du cadre réglementaire européen dans ce domaine est toujours, et cela depuis des années, en pleine évolution, avec des changements potentiellement conséquents à venir, notamment en ce qui concerne le règlement sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (SFDR).

En décembre 2022, la Commission européenne a annoncé une réévaluation complète de SFDR afin de déterminer ses lacunes potentielles, en se concentrant sur la sécurité juridique, la facilité d'utilisation du règlement et sa capacité à jouer son rôle dans la lutte contre l'écoblanchiment. Une option suggérée par la Commission européenne dans le cadre de deux consultations publiques est d'aller vers un système de catégorisation des produits financiers durables.

L'orientation que prendra la future révision de SFDR devra alimenter les réflexions nationales sur les mécanismes les plus appropriés pour offrir un taux de taxe d'abonnement réduit aux investissements durables. Il est ainsi judicieux d'attendre la mise à jour de ce cadre européen avant une éventuelle adaptation du régime actuel de réduction de la taxe d'abonnement pour les investissements durables.

Concernant plus particulièrement la question relative aux pistes pour inciter les fonds d'investissement de la place financière luxembourgeoise à passer à des investissements conformes aux objectifs climatiques de l'Accord de Paris, le ministre souhaite rappeler les travaux en cours de la Luxembourg Sustainable Finance Initiative (LSFI) à ce sujet.

La LSFI a ainsi évalué les outils et suggéré des méthodologies clés à utiliser par les institutions financières pour évaluer et comptabiliser les émissions de gaz à effet de serre (GES) associées à leurs activités financières (par exemple, leurs prêts et leurs investissements), facilitant ainsi leur alignement sur l'Accord de Paris. Ces outils s'avèreront critiques pour faciliter l'investissement durable.

Il convient cependant de noter que la part des actifs sous gestion dans des fonds ESG continue de progresser au Luxembourg. En effet, d'après l'étude de la LSFI « Sustainable Finance in Luxembourg : an expanded overview » (décembre 2023), en juin 2023, les actifs sous gestion des fonds ESG représentaient 67,3 % de l'ensemble des actifs des fonds OPCVM du pays contre 54,6 % en juin 2022.

**Maladies sexuellement transmissibles** | Question **0500** (19/03/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Selon une communication récente de l'ECDC (European Center for Disease Prevention and Control), une tendance à l'augmentation des cas de maladies sexuellement transmissibles se manifeste en Europe.

Ainsi, parmi les rapports de l'ECDC disponibles pour 2022, une hausse constante des cas de chlamydias et de gonorrhée diagnostiqués au Luxembourg depuis 2020 est constatée.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quelle est l'évolution du nombre de cas de maladies sexuellement transmissibles nouvellement diagnostiquées depuis 2020, pour les MST figurant dans la brochure d'information « Le Guide des infections sexuellement transmissibles 2023 » ?

2) Rappelant que le moyen le plus efficace pour se protéger des MST reste l'usage de préservatifs, Madame la Ministre compte-t-elle enfin compléter l'offre en matière de santé sexuelle par la gratuité des préservatifs externes, internes et carrés de latex ?

**Réponse** (22/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Sur les 11 principales maladies sexuellement transmissibles indiquées dans le « Guide des infections sexuellement transmissibles 2023 »[5], 8 maladies sont à déclarer par les responsables de laboratoire d'analyse médicale, médecins et médecins-dentistes selon la loi du 1er août 2018[6] et suivies par la Direction de la santé.

Leur évolution est montrée dans le tableau suivant :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Les données concernant l'année 2023 sont actuellement en cours de validation et seront publiées durant l'année 2024.

ad 2) L'accord de coalition prévoit une évaluation de tous les plans nationaux et programmes, y compris le Programme national – Promotion de la santé affective et sexuelle. L'accès équitable aux préservatifs est un des principes du programme. Ainsi, dans le cadre de l'évaluation, la nécessité d'une distribution à plus grande échelle sera considérée.

Par ailleurs, le Ministère de la Santé organise depuis des années des distributions de préservatifs dans le milieu scolaire en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, ainsi qu'à l'occasion de grands événements (p. ex. concerts, festivals, etc.). Des préservatifs ainsi que des carrés de latex sont encore distribués gratuitement à des populations plus vulnérables via les associations conventionnées avec le ministère. Finalement, il est prévu d'organiser une campagne de sensibilisation sur la prévention des maladies sexuellement transmissibles fin 2024.

**Liaison Micheville** | Question **0501** (19/03/2024) de **M. Marc Spautz** | **M. Félix Eischen** (CSV)

D'Ëmweltverwaltung huet rezent déi neiste „Kaméidiskaarte" publizéiert. Sou wéi et aus dësen ervirgeet an awer och däitlech ze héieren ass,

[5] https://sante.public.lu/fr/publications/i/guide-ist.html
[6] https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2018/08/01/a705/jo

besteet, beim Uschloss vun der Liaisoun Micheville un d'A4 a Richtung Esch-Raemerich, vill Kaméidi.

Doriwwer eraus ass festzestellen, dass sech de Val gesenkt huet an d'Leit, déi ronderëm wunnen, mëttlerweil aus hire Gäert op d'Autobunn gesinn. Dat war virum Bau vun der Liaisoun Micheville net de Fall.

An dësem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch eis soen, ob weiderhi speziell Schutzmesurë géint de Kaméidi laanscht d'Liaisoun Micheville virgesi sinn?
– Wa jo, wéini ginn dës en place gesat?

2. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir der Senkung vum Val entgéintzewierken?

**Réponse** (22/04/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Am Kader vum Bau vun der Liaison Micheville/Contournement Raemerich sinn am Virfeld detailléiert Kaméidisetudë gemaach ginn. Deemno gouf d'Bréck, déi iwwert d'Nationalstrooss N31 féiert, béidsäiteg mat Schallschutzpanneauen equipéiert an et gouf e Schutzwall vu bis zu 6 Meeter Héicht um südleche Rand vun der Autobunn opgeschott.

Am Ablack lafen och zousätzlech Etudë fir ze ënnersichen, wéi een dës Moossnamen nach eventuell verbesseren oder erweidere kéint. D'Resultater vun dësen Etudë leien awer nach net vir, sou datt et nach net méiglech ass, eng Ausso zu eventuellen zousätzleche Moossnamen an deem Beräich ze maachen.

ad 2. D'Opschëddung aus mat Zement verfestegtem Material gouf an Etappe realiséiert an dat opgeschottent Material gouf no all Tëschenetapp kompaktéiert, fir all gréisser Senkung ze evitéieren.

Menge Servicer si keng weesentlech Senkunge vun deem vun den Hären Deputéierte genannte Val bekannt.

**Réglementation concernant l'examen de fin d'études secondaires** | Question **0502** (20/03/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

2021, wärend der Pandemie, hat de Schoulministère de Premièreskandidaten, déi wéinst enger Coronainfektioun oder wéinst enger anerer Krankheet hiren Examen net maache konnten, d'Méiglechkeet ginn, fir dëse vum 3. Juni u bannent siwen Deeg nozehuelen, allerdéngs mat engem jeeweilegen Ofstand vun op d'mannst zéng Deeg géintiwwer dem ursprünglechen Termin. Dës Ausnamereegelung huet net just fir covidpositiv Primaner gegollt, mee och fir déi, déi eng aner Krankheet haten (cf. Artikel „Premièresexamen/Abiturienten mit Covid können Examen nun doch ab 3. Juni nachschreiben" am „Tageblatt" vum 17.5.2021).

De Schoulministère hat d'Lycéesdirekteren an engem Bréif iwwer dës Ausnamereegelung informéiert a wollt domat den Dilemma léisen, virun deem vill Primaner deemools stoungen: Vill Schüler, sou ass unzehuelen, wollte sech dat Joer net op Covid-19 teste bzw. teste loossen aus Angscht, dowéinst hire Premièresexamen net kënne matzeschreiwen an doduerch e Joer ze „verspillen". Anerersäits haten déi selwecht Schüler Angscht, wärend dem Examen aner Schüler unzestiechen.

Mat der mentionéierter Ausnamereegelung wollt de Ministère, och op Drock vun der nationaler Elterevertriedung, net nëmmen deen Dilemma léisen, mee och eng Alternativ zum „Nosëtzen" am September bidden, dat et ville Premièreskandidaten net erlaabt hätt, sech fristgerecht op hirer gewënschter Uni anzeschreiwen.

Dës Episod aus dem Pandemiejoer 2021 werft eng Rei Froen op, och well d'Reegelung, vun där rieds ass, „nicht nur für Abiturienten, die aufgrund einer Coronainfektion fehlen" (cf. „Tageblatt"-Artikel), gegollt huet.

Dofir géif ech dem Här Schoulminister gär follgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister preziséieren, opgestaffelt no Erkrankung, wéi vill Schüler 2021 hire Premièresexame krankheetsbedéngt nogeholl hunn?

2. Et goung 2021 ëm eng Ausnamereegelung. Kann den Här Minister preziséieren, ob dru geduecht gëtt, fir dës Ausnamereegelung grondsätzlech anzefëieren an esou ze verhënneren, datt vill Premièresschüler, déi wärend dem Joer laangfristeg ausfalen, e Joer verléieren? Wann net, wéi eng Grënn schwätze géint esou eng Reegelung?

3. Kann den Här Minister erklären, wéi eng Rechter a Flichten e Premièresschüler grondsätzlech huet, deen opgrond vun enger Erkrankung oder soss enger schwéierer Belaaschtung (sief et kierperlecher oder psychescher Natur) säi Premièresexamen net maache kann? Huet hien d'Méiglechkeet, säin Examen zäitno nozehuelen, sou datt hie sech nach fristgerecht op der Uni umelle kann? Wann net, firwat gëtt him dat Recht verweigert?

4. Gëtt et eng Zuel vun Deeg, déi e Premièresschüler wärend dem Schouljoer krankheetsbedéngt feelen däerf, ouni vum Examen ausgeschloss ze ginn, dat heescht, ouni säi Joer missen nozehuelen?

5. Kann den Här Minister preziséieren, wéi vill Schüler an de leschte 5 Joer hiert Ofschlossjoer hu missen nohuelen, well si krankheetsbedéngt net um Premièresexamen deelhuele konnten? Wéi vill vun dëse Schüler waren u Kriibs erkrankt?

6. Am „règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire technique et de l'enseignement secondaire" heescht et am Art. 9.: „Pour motifs graves tels qu'une absence prolongée pour cause de maladie ou une situation familiale éprouvante, le conseil de classe peut autoriser un redoublement exceptionnel." Kann den Här Minister mat Bezuch op dës Reegelung preziséieren, ob e Schüler, deen opgrond vun enger schwéierer kierperlecher oder séilescher Belaaschtung säi Premièresexamen zwar fristgerecht maache konnt, mee duerch déi Belaaschtung eng schlecht Nott krut an dofir säi Joer widderhuele wëll, d'Méiglechkeet huet, säi Joer ze widderhuelen? Wa jo, kann den Här Minister soen, wéi vill Schüler an de leschten zéng Joer hire Wonsch geäussert hunn, hiert Joer kënnen ze widderhuele mam Zil, eng besser Nott ze kréien? Wéi oft gouf hinnen dee Wonsch accordéiert?

**Réponse** (23/04/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Am Summer 2021 si vun 208 Schüler, déi sech dem Premièresexame gestallt hunn, 340 Absencë fir eenzel Epreuvë relevéiert ginn.

Déi honorabel Deputéiert freet, d'Grënn vun den Absencen „opgestaffelt no Erkrankung" matgedeelt ze kréien. Opgrond vun de Reegelen iwwert de Schutz vun de perséinlechen Donnéeë ginn dës Informatiounen de Schoulen net matgedeelt an dierfen och net erfaasst ginn.

ad 2. Déi ugeschwaten Ausnamereegelung huet sech op d'Absencë wärend den Examensdeeg applizéiert an net op Absencen, déi d'Examenskandidate wärend dem Schouljoer opgewisen hunn.

Zanter dem Summer 2023 gesäit den Examenskalenner nees een eenzegen Dag vir, fir datt Schüler, déi wärend engem Examensdag gefeelt hunn, d'Exame vun deem Dag noschreiwe kënnen. Grondsätzlech ass et esou, datt, wann d'Absencen sech iwwer méi Examensdeeg zéien, déi feelend Examensepreuven an der Sessioun vum Hierscht nogeschriwwe ginn.

Schüler, déi iwwer länger Zäit wärend dem Schouljoer feelen an d'Admissibilitéitskrittären net erfëllen, hunn d'Méiglechkeet, eng schréftlech a motivéiert Demande un de Minister ze riichten, fir awer nach zum Examen zougelooss ze ginn.

ad 3. All Schüler, deen zum Premièresexamen zougelooss ass, an deen sech dem Premièresexamen an der Summersessioun opgrond vun enger Erkrankung, déi duerch ee Certificat médical beluecht ass, net stelle kann, huet d'Flicht, sech bei der Direktioun vu senger Schoul ofzemellen. De Grond vun der Absence gëtt vum responsabele Commissaire du Gouvernement evaluéiert, an de Schüler huet am Prinzipp d'Recht, sech der Examenssessioun vum Hierscht ze stellen an sech op enger Universitéit unzemellen.

ad 4. Déi jeeweileg Artikele 4 souwuel vum Règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires classiques wéi och vum Règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires générales reegelen d'Admissibilitéit zum Premièresexamen a verlaange vum Kandidat eng reegelméisseg Presenz am Unterrecht; donieft gëtt vum Kandidat verlaangt, datt hien an alle Fächer composéiert huet an déi entspriechend Notte kann opweisen.

ad 5. D'Grënn, wéisou Schüler sech dem Premièresexamen net stellen, sinn ënnerschiddlecher Natur a gi statistesch net erfaasst. Aus der Unzuel vun de Redoublementer léisst sech deemno net erschléissen, wéi vill vun dëse Redoublementer op Erkrankungen zeréckzeféiere sinn. Déi honorabel Deputéiert freet och, wéi vill Schüler u Kriibs erkrankt waren. Ech verweisen do nach eng Kéier op déi uewe scho genannte Reegelen iwwert de Schutz vun de perséinlechen Donnéeën.

ad 6. Fir d'éischt sief preziséiert, datt e Schüler d'Recht huet, sech dräimol op enger Premièresklass anzeschreiwen. Dem Exame selwer kann de Schüler sech méi dacks stellen, esou wéi et aus de jeeweilegen Artikele 4 vun den uewe genannten Examensreglementer ervirgeet. E Schüler, deen no engem gepackten Exame seng Notte verbessere wëll, huet deemno d'Recht, eng Demande ze maachen, fir sech eng weider Kéier dem Examen ze stellen.

Iwwer déi lescht 10 Joer hunn am Ganzen 62 Schüler sech nach eng Kéier fir d'Première ageschriwwen, nodeems si schonn den Ofschlossexame gepackt haten. Am Enseignement secondaire classique (ESC) sinn et 39 Schüler, déi dëse Wee gewielt hunn, géigeniwwer 23 am Enseignement secondaire général (ESG).

*(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Disque de stationnement électronique** | Question **0503** (20/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Aktuell gëtt et op europäeschem Niveau keng Konformitéit, wat den Asaz vun enger digitaler Parkscheif ugeet. Eng digital Parkscheif huet en elektronesche Beweegungsmelder integréiert, esou dass, wann den Auto ausgemaach gëtt, d'Parkzäit sech

automatesch astellt. D'Zäit dierf dono net weiderlafen an och net à distance manipuléierbar sinn. An Däitschland, Dänemark an Holland ass esou e Modell ënnert bestëmmte Konditiounen erlaabt, an Éisträich, der Belsch an an der Schwäiz zum Beispill verbueden.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Ass den Asaz vun enger digitaler Parkscheif (esou wéi uewe beschriwwen, an net manuell manipuléierbar) zu Lëtzebuerg erlaabt? Falls net, aus wéi enge konkreete Grënn ass den Asaz verbueden?

2. Gëtt et Iwwerleeungen, dës Reglementatioun kuerzfristeg ze änneren an sech esou och den Nopeschlänner unzepassen?

**Réponse** (22/04/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Den Asaz vun enger digitaler Parkscheif ass net erlaabt. D'Parkscheif muss dem europäesche Modell entspriechen, deen am Artikel 167 vum Code de la route festgehal ass. Dës analog Parkscheif hëlleft dem Agent, bei enger Kontroll ze erkennen, dass et sech ëm eng Parkscheif handelt, déi Informatiounen net automatesch ännere kann oder an iergendenger Form vu bausse manipuléiert ka ginn.

ad 2. Et ass net virgesinn, fir eng digital Parkscheif ze erlaben.

**Médecine du travail** | Question **0504** (20/03/2024) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

D'Aarbechtsmedezinn spillt eng wichteg Roll an der Präventioun vu beruffsbedéngte Krankheeten. Am Koalitiounsprogramm gëtt präziséiert, datt an Zukunft d'Missioune vum Aarbechtsmedezinner méi kloer definéiert musse ginn, grad virum Hannergrond vun enger Penurie un Dokteren an deem Beräich.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Aarbechtsmedezinner schaffen zurzäit hei am Land? Wéi vill vun hinnen hunn d'Lëtzebuerger Nationalitéit? Wéi gesäit d'Altersstruktur vun dësem Beruffsstand aus?

2. Wéi vill Aarbechtsmedezinner ginn déi nächst Jore gesicht, fir d'Ofgäng an d'Pensioun ze kompenséieren a fir dem wuessenden Aarbechtsmaart gerecht ze ginn? Ass mat enger weiderer Verstäerkung vun der Penurie un Aarbechtsmedezinner ze rechnen?

3. Wéi kéint, graff ëmrass, eng Moderniséierung vun der Aarbechtsmedezinn a punkto Struktur a Fonctionnement ausgesinn?

**Réponse** (23/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Am Ament schaffen 102 Aarbechtsmedezinner, 70 Fraen an 32 Männer, hei am Land. Dovunner sinn der 91 direkt an den aarbechtsmedezinnesche Servicer engagéiert, 4 schaffe bei der ADEM, 2 um Conseil arbitral de la sécurité sociale, 2 beim CGDIS an 3 Aarbechtsmedezinner si bei der Division de la santé au travail vun der Direction de la santé täteg.

Vun deenen 102 Aarbechtsmedezinner hunn der 25 déi lëtzebuergesch Nationalitéit.

Ënner Berécksiichtegung vun allen Aarbechtsmedezinner, déi hei am Land schaffen, ergëtt sech follgend Verdeelung:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Bei dëse Chiffere muss een allerdéngs berücksichtegen, datt net all Aarbechtsmedezinner 40 Stonnen an der Woch schafft. Déi absolutt Zuele vun den Aarbechtsmedezinner, esou wéi se hei presentéiert sinn, sinn also mat dëser Aschränkung ze betruechten.

ad 2. Et gëtt haut schonn 8 Aarbechtsmedezinner, déi de Pensiounsalter erreecht hunn, an déi awer nach schaffen. An den nächste 5 Joer hunn dann nach eng Kéier 17 Aarbechtsdokteren de Pensiounsalter erreecht, an an 10 Joer nach eng Kéier 13. Esou datt eis dann 38 Aarbechtsdoktere feelen, wat ronn 37 % vum aktuellen Effectif entsprécht.

Den Artikel L.322-3 vum Code du travail seet: „Un médecin du travail ne peut prendre en charge plus de cinq mille salariés." Wann een dëst z. B. op de Service de santé au travail multisectoriel (STM) applizéiert, bedeit dat, datt do schonns am Joer 2022, 17,4 Aarbechtsdokteren à temps plein gefeelt hunn.

Et gëtt geschat, datt mir an den nächsten 10 Joer op d'mannst 50 nei Aarbechtsmedezinner benéidegen, fir dem Besoin gerecht ze ginn.

ad 3. Déi betraffen Institutiounen a Servicer sinn amgaange Pisten opzezeechnen, mat deenen een engersäits der Penurie entgéintwierke kéint an anersäits de Fonctionnement iwwer eng Upassung vum legale Kader an enger verstäerkter Moderniséierung ë. a. duerch d'Digitalisatioun vun de Prozesser ka méi efficace gestalten.

**Capacité des bornes « SuperChargy »** | Question **0505** (20/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

A menger parlamentarescher Fro N° 0142 hat ech mech beim Minister informéiert, wéi vill Luedstatiounen hei am Land installéiert sinn a wéi vill an deenen nächste Jore solle bäikommen. Speziell zu de Schnellluedstatiounen huet de Minister informéiert, dass Enn 2023 eng 216 ëffentlech zougänglech Schnellluedstatioune mat méi wéi 22 kW zu Lëtzebuerg stinn.

Elo ass et awer esou, dass net iwwerall Schnellluedstatioun dran ass, wou och Schnellluedstatioun drop steet. Mir ass bekannt, dass verschidde Luedstatioune gedrosselt sinn oder de Luedevirgang manner staark ass, wann zwee Autoen op enger Born lueden.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass net all Schnellluedstatiounen déi Leeschtung lueden, déi se uginn?

2. Wéi eng Garantie hunn d'Clienten, dass déi Luedstatioun, wou se lueden, och tatsächlech dat luet, wat se uweist?

3. Ass et ierféierend Werbung, wa Luedstatioune manner luede wéi dat, wat de Fournisseur versprécht? Misst Chargy deemno hei Adaptatioune virhuele bei den Informatiounen, déi affichéiert sinn?

4. Wou kann den Chargy-Client sech informéieren, wéi eng Luedstatiounen an ënnert wéi enge Konditiounen net déi Leeschtung hierginn, déi se verspriechen?

5. Hätt Creos genuch Capacitéit Stand haut, fir déi versprache Leeschtung vun all de Borne gläichzäiteg ze bréngen oder muss een Deel zu all Moment gedrosselt ginn?

**Réponse** (23/04/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Bedreiwer vun Chargy- a SuperChargy-Bornen hunn op Nofro hi bestätegt, datt all d'SuperChargy-Schnellluedstatiounen déi Leeschtung kënne garantéieren, déi op de Bornen ugewise gëtt. Déi aktuell eenzeg Ausnam ass d'SuperChargy-Statioun bei der Dikrecher Gare, déi wéinst engem Chantier an der Installatioun vun engem neien Traffo temporär gedrosselt ass.

D'Creos huet derfir gesuergt, datt op all Site genuch Leeschtung zur Verfügung steet, fir SuperChargy-Borne gläichzäiteg mat voller Leeschtung ze bedreiwen.

Wat aner Schnellluedstatiounen ubelaangt, déi vu staatleche Subventioune profitéieren, gëtt fir d'Berechnung vum Subsid déi Leeschtung consideréiert, déi d'Statioun reell kann eng Stonn laang ofginn.

De limitéierende Facteur beim Lueden op Schnellluedstatiounen ass an deene meeschte Fäll den Auto. Vill Schnellluedstatioune bréngen hir maximal Leeschtung nëmme bei Autoe mat enger Onboardspannung vun 800 Volt. Déi effektiv Luedleeschtung ass och ofhängeg dervun, wéi voll a wéi waarm d'Batterie ass, wärenddeem den Auto geluede gëtt.

An all Chargy- wéi och all SuperChargy-Borne si geeichte Compteure verbaut, déi vun enger Autoritéit gepréift sinn.

**Amalgame dentaire** | Question **0506** (20/03/2024) de **Mme Françoise Kemp** (CSV)

An der EU solle Quecksëlwerfëllungen an den Zänn ab 1. Januar 2025 wäitgeeënd verbuede ginn. Obwuel et quecksëlwerfräi Alternative gëtt, ginn an der EU pro Joer nach ëmmer ronn 40 Tonne Quecksëlwer fir Zännamalgam benotzt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet stellen:

1. Wéi vill Amalgamfëllunge sinn an de leschten 3 Joer zu Lëtzebuerg gemaach ginn?

2. Wéi vill Prozent vun de Fëllungen insgesamt sinn am selwechten Zäitraum mat Amalgam gemaach ginn?

3. Wéi vill Kilogramm Amalgam ginn zu Lëtzebuerg benotzt?

**Réponse** (17/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Zréckgräifen op Amalgam léisst sech net genau noverfollegen. D'Zänndoktere gräifen oft op ganz vill verschidden auslännesch Fournisseuren zréck, sou datt een sech net kann op konkreet Chiffere baséieren.

ad 2. Et gëtt kee spezifesche Facturatiounscode fir Amalgamfëllungen, de Code fir sougenannte Restauratioune gëllt fir all Typ vun Zännfëllungen, sou datt et schwéier ass, doraus ze schléissen, awéifern Amalgam benotzt gëtt.

ad 3. D'Tendenz, op Amalgam zréckzegräifen, geet staark erof. Sou ass vun den zwee gréisste Lëtzebuerger Fournisseure säit 2022 keen Amalgam méi verkaaft ginn (Stand Enn 2023).

De Comité vum Plan amalgame[7], deen ënnert der Leedung vun der Gesondheetsdirektioun ausgeschafft gouf, huet e Questionnaire iwwer de Gebrauch an d'Offallgestioun vun Amalgam an de Praxisse vun den Zänndokteren zu Lëtzebuerg opgestallt. Dëse wäert am Laf vum Joer verschéckt an duerno ausgewäert ginn.

[7] Plan national pour la réduction progressive de l'utilisation de l'amalgame dentaire – Portail Santé – Luxembourg

**Création d'un observatoire du logement** | Question **0507** (20/03/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Lors d'une conférence récente consacrée à la problématique du logement dans la Grande Région qui réunissait des responsables politiques ainsi que des chercheurs spécialisés dans le domaine, la proposition de créer un observatoire du logement mettant en réseau les spécialistes de la Grande Région a été réitérée.

Or, à la suite d'une conférence initiée par la présidence luxembourgeoise du CPI (Conseil parlementaire interrégional) sur le même sujet en 2017 à Luxembourg, la création d'un tel observatoire avait non seulement été proposée dans une résolution de ladite assemblée mais accueillie positivement par le Gouvernement. À la suite, le LISER avait été chargé d'une étude de faisabilité.

– J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire quelles suites ont été données par les partenaires de la Grande Région à cette étude.

– Étant donné qu'un besoin réel d'un tel observatoire persiste et qu'une analyse et un suivi approfondi de l'évolution, de l'indépendance, des possibilités d'une coopération renforcée seraient utiles, endéans quels délais cette structure pourrait être mise en place et selon quelles modalités ?

**Réponse** (02/04/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Je me permets de renvoyer l'honorable Député à la question n° 0407 relative au même sujet et dont la réponse m'a déjà donné l'opportunité de confirmer que « l'objectif d'un observatoire transfrontalier de l'habitat est largement partagé par les acteurs concernés de la Grande Région. Il s'agit de renforcer et de compléter les liens existants entre les différentes entités de recherche afin d'améliorer et d'harmoniser la collecte de données existantes, de compléter les lacunes d'information sur le marché immobilier et sur l'habitat ainsi que d'initier au cours des mois à venir des premières études à l'échelle transfrontalière.

Ainsi, le Comité de coordination du développement territorial (CCDT), qui a pour mission de suivre et de coordonner l'ensemble des travaux relatifs à l'aménagement du territoire de la Grande Région, rassemble un grand nombre d'acteurs pouvant intervenir utilement dans le développement de cet observatoire. Lors de la réunion du 19 janvier 2024 du CCDT, le projet d'un observatoire transfrontalier a fait l'objet d'un échange-débat. Sur proposition du Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire, les membres ont affirmé leur intérêt de lancer un projet Interreg sur un observatoire transfrontalier de l'habitat.

Le Gouvernement luxembourgeois est dès lors confiant que les travaux conceptionnels pourront être dynamisés au courant des mois à venir et qu'un projet Interreg à ce sujet puisse voir le jour. À cet effet le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire a inscrit la coordination de ces travaux parmi les activités prévues au programme de travail de l'Observatoire de l'habitat luxembourgeois et pour lequel le LISER est chargé de la mise en œuvre. Actuellement, des agents du Département de l'aménagement du territoire et du Département du logement élaborent avec les équipes du LISER les premières esquisses d'un tel projet. »

**Site d'informations sur les médicaments disponibles sur le marché** | Question **0508** (20/03/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

L'Agence fédérale belge des médicaments (FAGG) a lancé le site web gratuit FarmaInfo, qui vise à rassembler en un seul endroit toutes les informations sur les médicaments à l'intention des citoyens et des patients. Le site fournit des informations scientifiquement correctes et actualisées sur les médicaments et les produits de santé disponibles sur le marché belge. Des informations peuvent également être trouvées sur d'autres produits de santé vendus en pharmacie, tels que les dispositifs médicaux, les compléments alimentaires ou les produits cosmétiques.

Au moment du lancement, plus de 100 fiches d'information sont déjà disponibles pour les médicaments et les dispositifs médicaux.

Le site propose également des informations générales utiles. Par exemple, il explique ce qu'il faut faire avec des médicaments périmés et comment signaler les effets indésirables. L'initiative met l'accent sur la compréhensibilité et la convivialité. Le site web est également régulièrement mis à jour par l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (AFMPS), voire en temps réel pour certaines rubriques.

FarmaInfo ne remplace pas la notice ou le mode d'emploi, mais constitue une source complémentaire d'informations compréhensibles.

– Étant donné que la majorité des médicaments disponibles dans les pharmacies luxembourgeoises proviennent de Belgique, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale si une collaboration avec l'agence de médicaments belge ne serait pas souhaitable pour mettre à disposition de nos citoyens les mêmes informations.

**Réponse** (23/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Dans le cadre de la Convention de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en matière de médicaments et de produits de santé, faite à Luxembourg, le 17 janvier 2018, et de son introduction en droit interne dans les deux pays, l'accord bilatéral d'exécution (« Arrangement administratif ») négocié entre les deux parties conformément à l'article 1er, dernier alinéa de la Convention susmentionnée, prévoit l'adoption conjointe d'un programme de travail annuel.

Le programme de travail 2024 prévoit la collaboration notamment au niveau de la base de données des médicaments humains belge SAM ou Source authentique des médicaments et sur laquelle se base le site « FarmaInfo », mentionné par l'honorable Député, ainsi que d'autres services, comme la plateforme « PharmaStatut ». Le programme de travail 2024 prévoit également une collaboration pour « PharmaStatut », système de collecte et de notification des données relatives à la disponibilité des médicaments.

**Droit d'association des médecins et professionnels de santé** | Question **0509** (20/03/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Dans son accord de coalition 2023-2028, le Gouvernement a annoncé qu'il « créera au plus vite possible un cadre juridique pour les sociétés de médecins lesquelles ne pourront être composées que de médecins et d'autres professionnels de santé ».

Or, le projet de loi n° 8013, déposé le 30 mai 2022 par le précédent Gouvernement, avait lui aussi comme objet « d'élargir le droit d'association » entre médecins et professionnels de santé.

Comme ce projet de loi vient d'être retiré par l'actuel Gouvernement, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quelles sont les raisons de ce retrait ?

2) Quelles sont les différences entre les objectifs tracés par le projet de loi n° 8013 et ses propres vues et quelles seront les principales réorientations ?

3) Endéans quels délais un nouveau projet de loi pourra être déposé ?

**Réponse** (09/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La raison ayant conduit au retrait du projet de loi n° 8013 réside dans une volonté de prendre en considération certaines pistes de réflexions et certaines remarques soulevées dans les premiers avis qui ont été émis suite au dépôt du prédit projet et d'en faire une analyse plus approfondie.

ad 2) L'objectif principal du projet de loi n° 8013 et celui du projet de loi à venir sont les mêmes et consistent à maintenir un bon équilibre des intérêts en présence. D'un côté, il s'agit pour le législateur de créer un cadre juridique suffisamment sécurisant pour permettre aux médecins et à certaines professions de santé d'exercer librement, s'ils le souhaitent, leurs professions sous une forme sociétale, tout en préservant de l'autre côté, les droits des patients ainsi que les grands principes du droit de la santé actuellement en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg.

ad 3) Le futur projet de loi fait partie des dossiers prioritaires. Ce projet est actuellement en cours d'élaboration et sera déposé au plus tôt dans le courant de l'année prochaine.

**Élèves à besoins spécifiques** | Question **0510** (20/03/2024) de **M. Marc Spautz** | **M. Max Hengel** (CSV)

Kanner mat spezifesche schoulesche Besoinen hunn d'Recht op eng speziell Betreiung an der Schoul. D'Zuel vun de Kanner, déi dës Offer an Usproch huelen, klëmmt zanter Joren.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Wéi vill Kanner mat spezifesche Besoine sinn an de leschte 5 Joer an de reguläre Klassen an der Grondschoul en charge geholl ginn?

2. Wéi vill Kanner mat spezifesche Besoine sinn an de leschte 5 Joer an de reguläre Klassen am Secondaire en charge geholl ginn?

3. Wéi vill Kanner mat spezifesche Besoine sinn an de leschte 5 Joer an engem vun de Kompetenzzentren en charge geholl ginn?

4. Wat sinn d'Haaptursaachen, déi eng spezifesch schoulesch Betreiung an der Grondschoul respektiv am Secondaire noutwendeg maachen?

**Réponse** (23/04/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. De lokalen Dispositif an de Grondschoulen, deen sech aus der pedagogescher Equipe an dem I-EBS zesummesetzt, huet d'Méiglechkeet, op d'Differenzéierungsmesuren zeréckzegräifen, déi d'Entwécklung vun de schoulesche Kompetenzen zousätzlech sollen ënnerstëtzen. Reegelméisseg analyséieren déi pedagogesch Equippen de Besoin vun der Schoulpopulatioun, fir doropshin d'Léiersequenzen

dësem unzepassen. D'Upassunge bestinn ënnert anerem aus der Ëmsetzung vun Differenzéierungsmesuren, der Organisatioun vun Decloisonnementsmesuren, wärend deene klasseniwwergräifend geschafft gëtt, oder dem punktuelle Suivi duerch eenzel Schüler vu Léiersequenzen, déi an engem anere Cycle ugebuede ginn.

De lokalen Dispositif ass flexibel a kuerzfristeg asetzbar an d'Envergure vun der Interventioun variéiert jee no Schüler vun enger punktueller Interventioun iwwert eng sporadesch Prise en charge bis hin zu engem méi laangfristege Suivi. Wéi schonns an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 8002 präziséiert, ass et deemno net méiglech, d'Schüler, déi vun enger Prise en charge duerch den I-EBS profitéieren, statistesch ze erfaassen.

Um regionalen Niveau elaboréiert d'Commission d'inclusion (CI), virausgesat d'Elteren hunn hiren Accord ginn, een Diagnostic vun de Besoine vum Schüler, an erstellt eng Beschreiwung vun den Hëllefstellungen, vun deenen de Schüler soll profitéieren, esouwéi och ee Plan de prise en charge individualisé. Dës Mesurë bestinn ënnert anerem aus der Adaptatioun vum Enseignement an der Klass, engem Atelier de développement et d'apprentissage oder enger Assistance en classe, déi duerch ee Member vun der Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques (ESEB) assuréiert gëtt.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2. Fir den Enseignement secondaire goufe mam Gesetz vum 30. Juni 2023 iwwert d'Wuelbefanne vun de Schüler an déi inklusiv Beschoulung rezent de Fonctionnement an d'Zoustännegkeete vun der Commission d'inclusion (CI) am Lycée nei organiséiert. Gläichzäiteg goufen, grad wéi fir d'Grondschoulen, Équipes de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques (ESEB) an de Lycéeë geschaf, déi eng Prise en charge vu Schüler mat spezifesche Besoinen assuréiere kënnen. Ausser der ESEB bitt awer och de SePAS aus dem jeeweilege Lycée eng Rei Moossnamen un, déi Schüler mat spezifesche Besoinen zeguttkomme kënnen. Änlech wéi an der Grondschoul ass den Dispositif mat der Unzuel u Schüler an der Grondschoul, déi vun enger zousätzlecher Hëllef duerch d'ESEB profitéiert hunn an och dem SePAS, flexibel a kuerzfristeg asetzbar. D'Envergure vun der Interventioun variéiert jee no Schüler vun enger méi punktueller Interventioun bis hin zu engem laangfristege Suivi.

Well den Dispositif am Enseignement secondaire, wéi virdrun erwäänt, nei ass, leien hei aktuell just vergläichbar Zuele vun deene leschten zwee Schouljoer vir.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3. Déi aacht national Kompetenzzentre bidden nom Prinzipp vun der Subsidiaritéit dann eng Prise en charge un, wann déi lokal respektiv regional Mesuren net duerginn, fir dem Schüler a senge spezifesche Besoine gerecht ze ginn. Hei kann dann déi national Inklusiounskommissioun (CNI), nodeems si een oder méi Kompetenzzentre mat engem spezialiséierten Diagnostic chargéiert huet, den Eltere verschidde Moossname proposéieren. Dës Moossname ginn, nieft der Berodung vun den Elteren an dem Léierpersonal, vun engem spezialiséierten Atelier iwwert eng ambulant Prise en charge vum Schüler a senger Klass vun der Grondschoul oder dem Lycée bis hin zu enger spezialiséierter Beschoulung an enger vun de Klasse vum Kompetenzzentrum.

D'Prise-en-chargen, esou wéi se iwwert déi leschte fënnef Joer ëmgesat goufen, sinn am follgenden Tableau illustréiert:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 4. Déi heefegst spezifesch Besoinen, déi eng entspriechend Prise en charge erfuerdert hunn, louchen an de Beräicher vun der Sproochentwécklung, der intellektueller Entwécklung, den Autismus-Spektrum-Stéierungen an an der sozio-emotionaler Entwécklung.

**Congé d'aidant et congé pour raisons de force majeure** | Question **0511** (21/03/2024) de **Mme Carole Hartmann** | **Mme Corinne Cahen** (DP)

Depuis la fin du mois d'août de l'année dernière, les salariés peuvent bénéficier de deux congés supplémentaires s'ils ont des raisons familiales urgentes ou s'ils doivent s'occuper d'un membre de leur famille : le congé d'aidant et le congé pour raisons de force majeure.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Combien de fois ces deux nouveaux congés ont-ils été utilisés jusqu'à présent ?

2) Qui peut contrôler s'il y a une « raison médicale grave » pour demander un congé d'aidant ? Comment ce contrôle est-il effectué ?

3) Existe-t-il un modèle de certificat médical à fournir pour demander le congé d'aidant ? Dans la négative, Monsieur le Ministre sait-il si un tel modèle est encore en cours d'élaboration et dans quels délais il pourrait être disponible ?

4) Est-il possible de contester des certificats médicaux peu clairs ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre dispose-t-il déjà de chiffres concernant des certificats contestés ?

5) Combien de temps faut-il à l'employeur pour obtenir de l'État la prise en charge de 50 % du salaire versé prévue pour ces deux nouveaux congés ?

**Réponse** (23/04/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1) Le Ministère du Travail ne dispose pas de statistiques relatives à l'utilisation de ces congés.

Les seules données chiffrées dont il dispose dans ce contexte sont celles relatives aux demandes de remboursement formulées par les employeurs en application de l'article L.233-16 du Code du travail.

Celles-ci renseignent qu'entre le 21 août 2023 et le 31 décembre 2023, 52 demandes de remboursement dans le cadre du congé pour raisons de force majeure et 192 demandes de remboursement dans le cadre du congé d'aidant ont été réceptionnées.

ad 2) Suivant les dispositions du Code du travail relatives au congé d'aidant, le médecin est chargé d'attester la « raison médicale grave » et c'est donc à lui seul qu'appartient le contrôle de la véracité de ce motif.

S'il est vrai que selon une jurisprudence luxembourgeoise constante, l'employeur peut, dans le cadre d'un certificat médical « ordinaire », exiger de son salarié de se soumettre à un contre-examen par un médecin de son choix ou par un médecin du contrôle médical, de telles décisions n'existent pas encore pour les certificats exigés dans le cadre du congé d'aidant.

ad 3) Pour l'instant il n'existe pas de modèle de certificat médical à fournir pour la demande d'un congé d'aidant.

Au moment de l'entrée en vigueur du dispositif en question, l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) avait été contactée en vue de l'élaboration d'un tel modèle mais cette première prise de contact n'a pas été concluante jusqu'à présent.

ad 4) Ni la directive (UE) 2019/1158 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants[8], ni le Code du travail, ne prévoient la possibilité de contester des certificats médicaux peu clairs. Tant que cette possibilité de contestation des certificats médicaux n'est pas expressément prévue par la loi, elle n'est pas concevable.

ad 5) Toutes les demandes reçues jusqu'au 31 décembre 2023 ont été remboursées dans un délai maximal de 2 mois.

**Précarité énergétique** | Question **0512** (21/03/2024) de **M. François Bausch** | **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Un récent rapport du LISER[9] analysant la précarité énergétique au Luxembourg a souligné plusieurs défis liés à son évaluation et a formulé des recommandations en vue de son amélioration. Au niveau luxembourgeois, la définition de la précarité énergétique reste floue et les indicateurs actuels ne parviennent pas à capturer pleinement la complexité de ce phénomène multidimensionnel. L'indicateur national actuel est une combinaison quantitative d'indicateurs, à savoir le « TEE » (taux d'effort énergétique) et le « BRDE » (bas revenus – dépenses élevées), permettant d'éliminer les cas de gaspillage énergétique et de déterminer si le niveau d'effort est acceptable tout en prenant en considération le niveau de pauvreté des ménages.

L'autrice recommande de développer un portefeuille plus complet d'indicateurs plus qualitatifs, dont notamment des indicateurs couvrant différentes facettes de la pauvreté énergétique, comme le niveau du prix de l'énergie, le niveau de performance énergétique et le niveau de confort et d'humidité des logements. De plus, il serait crucial de développer des indicateurs précurseurs disponibles plusieurs fois par an pour pallier le défi posé par le retard d'une à deux années dans la mise à disposition des données actuelles. Finalement, il serait essentiel d'évaluer également la pauvreté en matière de mobilité en considérant les interactions entre la disponibilité des transports en commun ou l'accessibilité financière, étant donné leur lien étroit avec le coût de l'énergie.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) À part des mesures et projets existants, comme la prime énergie ou les projets de la Klima-Agence (conseil en énergie personnalisé, subvention pour le remplacement d'appareils électroménagers énergivores ou le projet « Zesumme renovéieren »), quelles nouvelles mesures le Gouvernement envisage-t-il de prendre et quelle stratégie envisage-t-il de mettre en œuvre pour atténuer le problème de la précarité énergétique à long terme ?

2) Monsieur le Ministre prévoit-il de créer une définition officielle de la précarité énergétique au Luxembourg ?

[8] https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32019L115

[9] Guio, A.-C. (12.2023). Pauvreté énergétique au Luxembourg : comment la mesurer ? Chambre des Salariés Luxembourg (CSL).

3) Monsieur le Ministre peut-il fournir les données concernant la précarité énergétique au Luxembourg pour l'année 2023 sur base des indicateurs actuels ?

4) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de réflexions concernant l'adaptation de l'indicateur actuel de la précarité énergétique, notamment en ce qui concerne la considération d'indicateurs qualitatifs, l'intégration de la variable mobilité ou encore le développement d'indicateurs précurseurs ? Si oui, est-ce que le Gouvernement prévoit de mettre en œuvre ces indicateurs revus et, le cas échéant, dans quel délai ?

5) Quelles mesures le Gouvernement prévoit-il de mettre en œuvre pour garantir que les logements en location des ménages en précarité énergétique répondent aux normes de salubrité et de qualité ?

**Réponse** (23/04/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Définition et mesure de la précarité énergétique

La définition de la précarité énergétique au Luxembourg est celle développée par le Statec en coopération avec le Ministre ayant l'énergie dans ses attributions. Elle figure dans le projet de mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) au chapitre 2.4.4 « Précarité énergétique ». Le Statec publie tous les ans les indicateurs de la précarité énergétique dans son rapport Travail et Cohésion sociale.

Le calcul des indicateurs de précarité énergétique se base sur les résultats de différentes enquêtes réalisées annuellement par le Statec, comme l'enquête budget des ménages et l'enquête EU-SILC (European Survey on Icome and Living Condtions). Les résultats complets pour 2023 de ces deux enquêtes seront disponibles en octobre de cette année.

Le Statec a néanmoins mis au point une méthode d'estimation prospective de la précarité énergétique. Ces estimations ont été publiées dans le rapport Travail et Cohésion sociale d'octobre 2023 qui précise : « [...] il est estimé que 1,9 % des ménages résidant au Luxembourg seront dans la précarité énergétique en 2023, atteignant le même niveau qu'en 2021 ». Ce rapport peut être consulté et téléchargé sous le lien suivant : https://statistiques.public.lu/fr/publications/series/analyses/2023/analyses-02-231.html. Ce rapport présente en outre plusieurs indicateurs additionnels permettant une meilleure analyse des facteurs influençant le niveau de précarité énergétique, tels que l'évolution du prix de l'énergie, la distinction entre locataire et propriétaire, les dépenses énergétiques médianes des ménages, les revenus nets médians, ainsi que plusieurs mesures subjectives comme le pourcentage de ménages qui estiment ne pas pouvoir chauffer suffisamment leur logement et le pourcentage des ménages qui ont eu des arriérés sur le paiement des factures énergétiques. Les travaux du Statec permettant un suivi des phénomènes de pauvreté et de l'exclusion sociale, notamment dans le cadre de son rapport Travail et Cohésion sociale, ont été exposés dans la réponse du 9 avril 2024 à la question parlementaire 0440.

Mesures afin de remédier à la précarité énergétique

Il convient de distinguer, d'un côté, les mesures à court terme et, de l'autre côté, les mesures à long terme.

Les mesures à court terme ont pour objectif de fournir un soutien immédiat aux ménages en situation de précarité énergétique. Par exemple, les lois du 1er août 2007 relatives à l'organisation du marché de l'électricité et à l'organisation du marché du gaz naturel prévoient qu'un client résidentiel se trouvant dans l'incapacité de payer ses factures d'électricité ou de gaz peut bénéficier d'une aide sociale auprès de l'office social compétent. La loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale prévoit que l'office social compétent procède à un examen pour déterminer si le client résidentiel est en mesure de payer ses factures d'énergie ou s'il a droit à une aide sociale. Ce mécanisme a été expliqué en détail dans la réponse du 15 février 2024 à la question parlementaire n° 0231 au sujet de la protection des consommateurs d'électricité.

Le règlement grand-ducal du 26 mai 2023 reconduit également la prime énergie en 2024 pour les bénéficiaires de l'allocation de vie chère.

À chaque fois qu'une hausse exceptionnelle des prix de l'énergie, notamment en raison de la situation tendue sur les marchés de l'électricité, a impacté les ménages, le Gouvernement a pris les mesures nécessaires pour stabiliser les prix de l'énergie pour les clients résidentiels, notamment dans les cadres des Solidaritéitspak sucessifs convenus en concertation tripartite. Comme le prévoit l'accord de coalition, le Gouvernement a maintenu les mesures arrêtées par l'accord tripartite du 7 mars 2023 afin que les citoyens ne soient pas confrontés à une explosion des prix de l'énergie et il évalue actuellement les mesures à prendre à l'issue de cette période de stabilisation des prix de l'électricité.

Les mesures à long terme, quant à elles, visent à rendre autonomes les ménages en situation de précarité énergétique, ainsi que les ménages vulnérables, en leur permettant d'améliorer leur efficacité énergétique, donc de réduire leur consommation en énergie et d'avoir recours aux énergies renouvelables. Ces mesures sont de nature plus structurelle. La rénovation énergétique des logements est une stratégie clé pour réduire la demande énergétique et diminuer les frais énergétiques.

Le projet de mise à jour du PNEC comprend des mesures en ce sens, notamment celles mentionnées par les honorables Députés :

– Mesure n° 329 Assistance aux ménages en précarité énergétique
– Mesure n° 328 Projet pilote rénovation de quartiers – Differdange
– Mesure n° 311 Régime d'aides individuelles au logement
– Mesure n° 312 Régime d'aides à la pierre
– Mesure n° 309 Préfinancement dans le cadre du régime d'aides Klimabonus Wunnen
– Mesure n° 324 Exigences minimales de performance énergétique pour logements mis en location (incitatifs propriétaires)

En parallèle, le Gouvernement poursuit ses efforts, notamment à travers la Klima-Agence, pour sensibiliser (mesures n° 114 et n° 317) les ménages à l'importance de la gestion énergétique et en fournissant des informations sur les moyens de réduire leur consommation d'énergie. De plus, la gratuité et le développement des transports publics (mesure n° 405) favorise l'accès à un mode de transport écologique et économique.

Le Conseil de Gouvernement a adopté le 10 janvier 2024 un projet de loi et un projet de règlement grand-ducal visant à prolonger de 6 mois les « top-up » du régime d'aides financières « Klimabonus Wunnen » pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement, introduits suite aux négociations tripartites fin 2022.

En outre, le Gouvernement élaborera d'ici juin 2025 un plan social pour le climat, conformément au règlement (UE) 2023/955 instituant un fonds social pour le climat.

Dans le cadre de la transposition de la directive relative à l'efficacité énergétique (UE) 2023/1791, le Gouvernement entend renforcer les stratégies visant à minimiser la précarité énergétique.

Le Ministère de l'Économie participe activement au groupe de coordination sur la précarité énergétique et les consommateurs vulnérables au sein de la Commission européenne, qui a pour mission :

(a) de servir de plateforme principale pour l'échange d'informations et la coordination entre la Commission et les États membres sur les questions relatives à la conception et à la mise en œuvre de la législation, des programmes et des politiques de l'Union européenne visant les ménages financièrement faibles ou ceux touchés par la précarité énergétique et les consommateurs vulnérables, notamment dans le contexte du caractère abordable de l'énergie, de mesures ciblées en matière de rénovation et d'efficacité énergétique et de mécanismes financiers au niveau national ;
(b) de constituer un forum d'échange d'expériences, de meilleures pratiques et d'expertise en matière de prise en charge des consommateurs vulnérables et des ménages financièrement faibles ou de ceux touchés par la précarité énergétique, y compris aux niveaux local et régional ;
(c) d'aider la Commission et les États membres dans la conception d'initiatives, en particulier en lien avec les plans nationaux en matière d'énergie et de climat (PNEC), les rapports d'avancement nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat et les stratégies connexes.

**Liaison TGV entre Esch et Paris** | Question **0513** (21/03/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Dans leur communiqué de presse du 12 mars 2024, les CFL ont annoncé une nouvelle offre TGV du 28 juillet au 11 août 2024 dans le cadre des Jeux Olympiques 2024. Grâce à une collaboration entre la SNCF et les CFL, un TGV par jour partira au départ des gares CFL de Rodange et Belval-Université à destination de Paris. Cette offre alternative est devenue nécessaire suite au chantier sur le pont Hammerel à Bettembourg qui impliquera une période de fermeture du trafic prévue jusqu'au 15 septembre, rendant impossible la circulation du TGV depuis Luxembourg-gare.

Considérant la mise en œuvre temporaire d'une liaison TGV entre Esch-sur-Alzette et Paris, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Pour quelles raisons cette offre n'est-elle pas étendue jusqu'à la réouverture du chantier du pont Hammerel à Bettembourg prévue en septembre 2024 ?

2) Comment Madame la Ministre juge-t-elle la viabilité d'étendre cette option de manière permanente au-delà de l'achèvement du chantier ?

3) Existe-t-il des discussions en cours entre les CFL, la SNCF et d'autres partenaires pour évaluer la possibilité et la pertinence d'une pérennisation de cette liaison ?

4) Comment Madame la Ministre juge-t-elle les avantages socio-économiques d'une telle liaison pour le sud du pays et pour le Grand-Duché dans son ensemble ?

**Réponse** (22/04/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'offre temporaire TGV du 28 juillet 2024 au 11 août 2024, que les CFL ont construite en étroite collaboration avec la SNCF, est motivée par l'attente d'une demande accrue durant les Jeux Olympiques et en raison de la fermeture simultanée de la gare de Bettembourg au trafic voyageurs, avec un vaste dispositif de substitution routière. L'offre consiste en un aller-retour quotidien à destination de Paris et d'un aller-retour quotidien vers Montpellier, au départ de Rodange, en empruntant la ligne passant par Esch-sur-Alzette et ceci en contournant Bettembourg par le triage.

En effet, du 13 juillet 2024 au 11 août 2024, la gare de Bettembourg est inaccessible au trafic voyageurs dû aux travaux au pont Hammerel, à cela s'ajoute le barrage du passage frontière en journée à partir du 13 juillet 2024 jusqu'au 27 juillet 2024. Ce dernier chantier explique l'impossibilité d'étendre l'offre exceptionnelle sur les deux premiers jours des Jeux Olympiques.

À partir du 12 août 2024, la gare de Bettembourg est à nouveau accessible au trafic ferroviaire venant du sud. En contrepartie, le trafic national sur la ligne 60 reprend entre Bettembourg et Rodange. La même ligne connaît un important trafic de fret national et international, se trouvant sur le corridor de fret international Mer du Nord-Méditerranée.

Plusieurs TGV auront donc leur origine et destination à Bettembourg permettant des temps de parcours globaux plus compétitifs.

Les restrictions de capacité sur la ligne 60, entre Rodange et Bettembourg, ne permettent pas de présenter une offre compétitive au niveau de la production.

D'un point de vue commercial, la séparation de l'offre sur deux destinations différentes (Esch/Rodange et Luxembourg) réduirait fortement la lisibilité de l'offre et le nombre de trains par destination dans une zone de chalandise tout de même compacte (30 km entre Rodange et Luxembourg).

Au vu de ces considérations, les CFL, de concert avec la SNCF, maintiendront la gare de Luxembourg comme unique destination des TGV, après le chantier du pont Hammerel.

Suite à la concertation entre les CFL et la SNCF, il s'avère qu'une offre TGV vers une destination unique, en l'occurrence Luxembourg, à moyen terme via la nouvelle ligne entre Luxembourg et Bettembourg, offre globalement des avantages sur la fréquence, le temps de parcours, la fiabilité ainsi que sur la lisibilité de l'offre.

**Changements dans la fiscalité des frontaliers allemands** | Question **0514** (21/03/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Den 20. Mäerz 2024 war am „Luxemburger Wort" ze liesen, datt Grenzgänger aus Däitschland, duerch en neit Kooperatiounsofkommes tëschent Lëtzebuerg an Däitschland vum 11. Januar 2024, hir Paien, Gehälter an Zouschléi fir geleeschten Iwwerstonnen an Däitschland réckwierkend vum 1. Januar 2024 u versteiere mussen.

Dat ass e grousse Problem, well de Manktem un Aarbechtskräfte riskéiert, sech doduerch a ganz ville Secteuren ze verstäerken, ënnert anerem och am Gesondheetssecteur.

D'Onzefriddenheet bei de Grenzgänger riskéiert sech ze verschlëmmeren an si kéinten duerch déi nei Steierreegele benodeelegt gi par rapport zu Beschäftegter, déi zu Lëtzebuerg wunnen, an zu Grenzgänger aus anere Länner.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Grenzgänger aus Däitschland si betraff?

2. Huet d'Regierung eng Statistik, ëm wéi vill Stonnen et sech bei deenen hei zu Lëtzebuerg steierfräie Stonnen (Iwwerstonnen, Weekend- an Nuetsaarbecht) handelt?

3. Wat gedenkt d'Regierung lo ze maachen?

4. Zitt d'Regierung a Betruecht, fir dëst Kooperatiounsofkommes réckgängeg ze maachen?

**Réponse** (23/04/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Am Joer 2022 hunn 20.150 däitsch Grenzgänger zu Lëtzebuerg bezuelten Iwwerstonne gemaach, op deenen dann d'sozial Cotisatioune berechent goufen. D'Donnéeë fir 2023 sinn zu dësem Zäitpunkt nach net komplett. Dës bezuelten Iwwerstonne sinn déi eenzeg Donnéeën, déi an de Fichiere vun der sozialer Versécherung kënne retracéiert ginn.

ad 2. Am Joer 2022 goufen am ganzen 1.505.000 bezuelten Iwwerstonne vun däitsche Grenzgänger geschafft. Déi aner gefroten Donnéeë kënne weeder vun der Steierverwaltung, nach vun der Inspection générale de la sécurité sociale identifizéiert ginn.

ad 3. a 4. Laut dem Artikel 115 Numero 11 vum modifizéierten Akommessteiergesetz vum 4. Dezember 1967 an dem groussherzogleche Reglement vum 21. Dezember 2007 ass d'Bruttoakommes fir Iwwerstonne vu Salariéen, déi dem Statut unique ënnerleien, zu Lëtzebuerg nach ëmmer integral steierfräi. Dat gëllt och fir eis däitsch Grenzgänger. Et ass also keng Fro vun der Lëtzebuerger Gesetzgeebung. Duerfir stinn de Finanzministère an d'Steierverwaltung an enkem Kontakt mat hiren däitschen Homologen, fir weider Informatiounen iwwert d'Applikatioun vum Steierrecht an Däitschland ze kréien a fir no enger Léisung fir eis däitsch Grenzgänger ze sichen.

**Frelon asiatique** | Question **0515** (21/03/2024) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Mir si gewuer ginn, datt déi sougenannt „Asiatesch Horniss" d'Beievëlker an der Westpfalz zanter enger Rei Joren zerstéiert an hiren Hunneg opfrësst. Dat féiert dozou, datt den Ökosystem an dëser Géigend gestéiert gëtt an datt just ronn een Drëttel vun de Beievëlker iwwerliewe kéint. Dozou kënnt, datt eng Rëtsch Beievëlker a Rheinland-Pfalz krank sinn, well de Wanter zimmlech mëll war a well se vun der „Varroamilbe" befall sinn.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Beievëlker sinn an de leschte fënnef Joer der „Varroamilbe" zum Affer gefall?

2. Ass déi „Asiatesch Horniss" mëttlerweil och zu Lëtzebuerg aktiv?

3. Mat wat fir enge Mëttel kann et geléngen, fir d'Beievëlker virun dësem aggressiven Insekt ze schützen?

4. Wéi gesäit an dësem Kontext d'Zesummenaarbecht tëscht de Beienziichter an dem Ministère aus?

**Réponse** (23/04/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Zuele vun de Verloschter vu Beievëlker iwwert déi lescht 5 Joer si follgend:

2023 -9 %
2022 -12,7 %
2021 -10,4 %
2020 -8,4 %
2019 -12,3 %.

Vu dass dës Verloschter multifaktoriell sinn, huet de Landwirtschaftsministère keng prezis Donnéeë vu Verloschter, déi duerch Varroamilbë verursaacht goufen. Zudeem ass d'Varroase an eise Beievëlker endeemesch, d. h. ganz staark verbreet, an d'Varroase ass och keng meldeflichteg Krankheet. De Ministère ënnerstëtzt och finanziell d'Varroamëttelen, déi d'Imker an hire Beievëlker asetzen.

ad 2. Déi Asiatesch Runn ass hei am Land eng éischte Kéier am September 2020 zu Jonglënster festgestallt ginn. Am selwechte Joer sinn op méi Plazen (Esch/Uelzecht, Biekerech, Angelduerf ...) zu Lëtzebuerg Individuen an Näschter entdeckt ginn, wat op eng méi flächendeckend Presenz vun dëser Aart hindeit. 2023 sinn 30 Näschter offiziell detektéiert ginn. D'Meldungen aus de leschte 4 Joer zu der Asiatescher Runn konzentréieren sech virun allem op de Süden an Zentrum vum Land, vereenzelt Virkomme sinn awer och aus dem Rescht vum Guttland, der Muselgéigend, dem Mëllerdall an och aus dem Éislek reportéiert. D'Zuele weisen also, datt sech déi urspréinglech tropesch Aart och zu Lëtzebuerg etabléiert huet an en vue vum Klimawandel ass ze erwaarden, datt sech hir Populatioun nach weider ausbreet.

ad 3. D'Asiatesch Runn ass a Süd- an Zentraleuropa schonn etabléiert a breet sech vun do och nach ëmmer weider aus. Hir Awanderung bei eis ass deemno net méi réckgängeg ze maachen an och kaum ze stoppen. Déi eenzeg reell Optioun ass dohier, d'Aart an hiren Afloss op déi eenheemesch Biodiversitéit an notamment d'Beievëlker am A ze behalen an e méiglechst gutt Zesummeliewe ze viséieren.

An deem Sënn gëtt aktuell probéiert, d'Zuele vun der Asiatescher Runn weiderhin op engem méiglechst nidderegen Niveau ze halen a gläichzäiteg d'Resilienz vun eisen Ekosystemer ze erhale respektiv ze stäerken, fir een natierlecht Gläichgewiicht ze erreechen.

Hei ass och d'Ëffentlechkeet gefrot, déi weider sensibiliséiert soll ginn, fir Näschter (notamment Primärnäschter am Fréijoer), déi entdeckt ginn, bei der Naturverwaltung ze mellen. Dës Näschter kënnen da geziilt ewechgemaach gi fir ze evitéieren, datt sech grouss Kolonien entwéckele kënnen, awer och, datt se hire Reproduktiounszyklus erfollegräich ofschléisse kënnen. Esou solle potenziell negativ Auswierkunge sou gutt et geet reduzéiert an déi weider Ausbreedung ofgebremst ginn.

Fir d'Hunnegbeie viru bestëmmte Falen ze schützen, kënnen d'Beienziichter Schutzdispositiffen an d'Entrée vun hire Beiestäck abauen, dozou zielen Agangsredukteuren, Zénk oder sougenannte „Maulkierf" fir Beiestäck.

Vun der Opstellung vu Falen (z. B. Fläsche mat Köder) gëtt iwwerdeems dréngend ofgeroden. Dës Method ass weeder effikass, fir d'Gesamtpopulatioun ze reduzéieren, nach selektiv, esou datt an deene Falen eng Onmass vun aneren nëtzlechen an deels bedroten Insekte gefaang ginn.

ad 4. D'Naturverwaltung tauscht sech reegelméisseg mat der Fédération des unions d'apiculteurs du

Grand-Duché de Luxembourg (FUAL) aus a war beim Kommitee vun dësem Verband present. Den Austausch concernéiert zum Beispill déi méiglechst fréi Detektioun a Meldung vun Näschter am Hibléck, déi ze eliminéieren, mee och nei Pisten a Strategië fir eng besser Andämmung vun dëser invasiver exotescher Aart.

**Rapport interne de la Caisse médico-complémentaire mutualiste** | Question **0516** (22/03/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

« L'affaire CMCM » fait la une des journaux depuis quelques semaines. Selon des informations parues dans la presse nationale aujourd'hui, le Ministère de la Sécurité sociale aurait eu connaissance du rapport interne critique relatif aux finances de la CMCM dès février 2023. Le rapport aurait été classé sans suite avec l'argument qu'aucune infraction relative à la loi sur les mutuelles n'a pu être constatée.

Cependant, suivant les informations reçues dans la presse, le rapport fait état de pratiques encourant un « risque d'aboutir à des abus » et à un « risque de fraude fiscale ». Le système des jetons critiqué par les auteurs du rapport aurait le potentiel pour la CMCM « de se retrouver éventuellement en situation de coauteur de magouilles fiscales ».

La presse relate également que deux représentants de la CMCM auraient envisagé de modifier le rapport en question sur trois points avec l'argument que la version diffusée serait erronée et n'aurait jamais été signée ni soumise au vote par le conseil d'administration.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre a-t-elle connaissance du rapport en question ? Quelle est la position de Madame la Ministre par rapport au rapport et au fait qu'il est envisagé de le modifier a posteriori ?

2) Le rapport a-t-il effectivement été classé sans suite par le Ministre de la Sécurité sociale début 2023 ?

3) Comment Madame la Ministre évalue-t-elle le fait que le rapport fait état de fraude fiscale potentielle ?

4) Quel est l'avis de Madame la Ministre sur le fait que le Ministère de la Sécurité sociale n'ait pas fait de dénonciation au parquet en 2023 sur base de l'article 23 du Code d'instruction criminelle ?

**Réponse** (05/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Un rapport intitulé « Rapport de la Commission Finances relatif au système de rémunération par jetons et à son traitement au regard de la législation fiscale et sociale » est parvenu de façon informelle par courrier électronique début 2023.

Le dossier ne contenant pas d'élément indiquant que la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises n'était pas respectée, il a été décidé de ne pas donner de suite supplémentaire à ce stade.

Au vu de la situation actuelle et après analyse détaillée du rapport en relation avec les allégations rapportées, la ministre a néanmoins décidé de porter ledit rapport à la connaissance du parquet ce mardi 26 mars 2024 et ce sur base de l'article 23 du Code d'instruction criminelle.

**Liens potentiels entre des sociétés luxembourgeoises et des crimes internationaux en cours dans la bande de Gaza** | Question **0517** (22/03/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Dans son ordonnance du 6 janvier 2024, la Cour internationale de justice a reconnu que les exactions commises par l'armée israélienne dans la bande de Gaza pouvaient être plausiblement qualifiées comme relevant du crime de génocide. Leur qualification comme crimes de guerre et comme crimes contre l'humanité ne fait quant à elle plus aucun doute au regard de la majorité écrasante des experts en la matière.

Dans ce contexte, je tiens à rappeler que le Luxembourg est partie prenante de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948, des Conventions de Genève de 1949, du Statut de Rome de la Cour pénale internationale de 1998 et du Traité sur le commerce des armes de 2013.

Au titre de ces instruments, le Gouvernement luxembourgeois a en effet l'obligation d'empêcher ses agents, ses ressortissants et toute personne résidant sur son territoire de participer à la commission de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de crimes de génocide. Cette obligation ne vaut pas seulement pour les personnes physiques. Par le jeu combiné des instruments mentionnés ci-dessus, elle s'étend également aux personnes morales établies au Luxembourg et à leurs dirigeants, y compris aux institutions financières.

Au regard de la gravité de la situation actuelle à Gaza et dans les autres territoires palestiniens occupés, la fourniture d'armes à Israël est susceptible de violer cette obligation. Le Nicaragua vient ainsi d'assigner l'Allemagne devant la Cour internationale de justice pour violation de la Convention sur le génocide et des Conventions de Genève en raison de son refus de mettre fin à ses livraisons d'armes à Israël dans le contexte actuel. Ayant à son tour été confronté au risque d'être assigné devant la CIJ, le Canada vient de décider d'interrompre ses fournitures d'armes à Israël.

Il n'y a aucune raison de penser que le financement de fournitures d'armes doive être apprécié différemment d'un point de vue juridique que cette fourniture elle-même.

Si le Gouvernement luxembourgeois laissait de telles activités se dérouler au Luxembourg, il courrait un risque réel d'engager la responsabilité internationale du Luxembourg, y compris devant la Cour internationale de justice.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que le transporteur de fret aérien Cargolux n'est pas impliqué dans le transport et la livraison d'armes destinées à l'État d'Israël ? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer quelles mesures le Gouvernement compte entreprendre afin d'y remédier ?

2) De manière générale, le Gouvernement a-t-il procédé ou entend-il procéder à une enquête approfondie sur les liens potentiels entre des sociétés domiciliées au Luxembourg, y compris du secteur financier, et les crimes internationaux en cours dans la bande de Gaza en vue de se conformer à ses obligations au titre des conventions internationales mentionnées plus haut ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

3) Plus particulièrement, la société israélienne cotée en bourse et basée à Luxembourg sous le nom de NSO Group (connue pour son logiciel espion Pegasus) est soupçonnée de mener ou de faciliter des activités jugées illégales au regard du droit européen et du droit international. Le Gouvernement luxembourgeois entend-il entreprendre des mesures à l'encontre de cette société ? Dans l'affirmative, lesquelles ? Dans la négative, le Gouvernement peut-il justifier son absence d'action ?

**Réponse** (23/04/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

De manière générale, les autorités de surveillance prudentielle et judiciaires compétentes veillent au respect par les entreprises, en ce compris financières, des dispositions nationales et internationales applicables.

L'entreprise Cargolux n'a pas soumis de demandes d'autorisation d'exportation ni de transit d'armes destinées à l'État d'Israël auprès du Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur.

Le Gouvernement n'a aucune connaissance des allégations à l'encontre de la société informatique citée par l'honorable Député.

**Protection contre le licenciement de salariées enceintes** | Question **0518** (22/03/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Schwanger Fraen hunn e Kënnegungsschutz, deen och gëlteg ass, wa si d'Schwangerschaft dem Employeur nach net matgedeelt hunn. Kritt eng schwanger Fra gekënnegt, éier si hirem Employeur d'Schwangerschaft matdeele konnt, huet si 8 Deeg Zäit, fir d'Schwangerschaft vun engem Dokter zertifiéieren ze loossen. De Patron muss d'Kënnegung dann zeréckzéien. Geschitt dat net, huet d'Fra 15 Deeg Zäit, fir d'Ophiewung vun der Kënnegung beim Aarbechtsgeriicht unzefroen oder 3 Méint Zäit, fir eng Action judiciaire en licenciement abusif ze maachen.

Leider kënnt et ëmmer nees vir, dass Fraen hir Rechter an dësem Beräich awer net kennen a mengen, dass de Kënnegungsschutz eréischt ab deem Moment gëllt, wou een dem Patron d'Schwangerschaft matgedeelt huet. Si akzeptéieren d'Kënnegung dann a verléieren domat och d'Urecht op d'Remuneratioun aus dem Congé de maternité an dem éischte Congé parental. Dat kann zu extreeme finanziellen Engpäss féieren an och dozou, dass d'Mamm ganz fréi no der Gebuert vun hirem Kand nees schaffe geet, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht a Justiz dës Froe stellen:

1. Ass de Ministère sech dem genannte Problem bewosst a gëtt et Pläng, fir konkreet Zuelen ze erhiewen, fir de geneeën Ëmfang vum Problem besser aschätzen ze kënnen?

2. Plangt de Ministère Campagnen, fir schwanger Aarbechterinne besser iwwert hir Rechter opzeklären?

3. Plangt de Ministère, déi genannte Fristen, innerhalb vun deenen ee sech als schwanger Fra géint eng Kënnegung ka wieren, ze verlängeren?

**Réponse** (15/04/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1. Dem Aarbechtsministère si keng Reklamatioune vu schwangere Salariéeë bekannt, déi sech iwwer de kuerzen Delai vu 15 Deeg beschwéiert hunn. Et gëtt deemno momentan keng Pläng, fir konkreet Zuelen ze erhiewen.

ad 2. De Ministère plangt keng spezifesch Campagne iwwert dat Theema.

De Ministère ass nämlech der Meenung, dass aktuell genuch Informatiounen an Hëllefe betreffend d'Rechter vu schwangere Salariéeën disponibel sinn, wéi zum Beispill dëst:

– Op enger Rei Internetsäiten, wéi zum Beispill, „guichet.lu", „csl.lu", „itm.public.lu" a „justice.lu", fënnt ee schonn all déi néideg Informatiounen zu der Protektioun vu schwangere Salariéeën.
– Schwanger Salariéeën, grad eréi all aner Bierger, kënnen dem Helpdesk vun der ITM uruffen, hinnen eng E-Mail schécken oder bei déi verschidde Guichete vun der ITM goen (Diekirch, Esch/Alzette, Strassen, Guichet Wiltz), fir sech iwwer hir Rechter am Aarbechtsberäich ze informéieren a sech beroden ze loossen. Dem Rapport d'activité vun der ITM vun 2022 no, goufen dat Joer 458 Dossieren iwwer schwanger Salariéeë vun der ITM traitéiert.
– De Parquet général vun der Stad (an der Cité judiciaire) a vun Dikrech (am Palais de justice) assuréieren e „Service d'accueil et d'info juridique" a Form vun engem individuellen Entretien, dee vertraulech a gratis ass, dëst a ville Beräicher, inklusiv am Aarbechtsberäich.

ad 3. Déi genannte Fristen applizéieren sech am Kontext vun enger Ufro, fir d'Kënnegung ze annuléieren, mam Zil, fir d'schwanger Fra nees an de Betrib ze integréieren. D'Friste goufen esou kuerz festgeluecht, fir eng séier Reintegratioun vun der schwangerer Fra ze erliichteren an och, fir se esou séier wéi méiglech aus der onsécherer Situatioun erauszehuelen.

Et muss ee wëssen, dass an deene meeschte Situatiounen, wou d'Salariéeën d'Nullitéit vun enger Kënnegung ufroe kënnen, den Delai vu 15 Deeg virgesinn ass, ausser bei der Kënnegung vun engem Personaldelegéierten, wou eng Frist vun engem Mount virgesinn ass (säit dem Gesetz vum 23. Juli 2015).

An deem Kader, huet d'europäescht Geriicht (Cour de justice de l'Union européenne, Affaire C-63/08, Urteel vum 29. Oktober 2009) an engem lëtzebuergesche Fall Zweiwel opgehuewen, ob den Delai vu 15 Deeg ze kuerz wier, fir kënnen effektiv ze sinn an et den nationale Geriichter iwwerlooss, ze analyséieren.

D'Verlängerung vun der Frist vu 15 Deeg wier deemno eng Manéier, fir d'Rechter vun de schwangere Salariéeën ze stäerken, an e bessere Kënnegungsschutz virzegesinn. Et ass eng interessant Pist, déi de Ministère ënnert d'Lupp wäert huelen.

**Dépistage gratuit des troubles du langage « Bilan 30 »** | Question **0520** (22/03/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Et existéiere verschidde Bilanen, mat deene Bëbeeën a kleng Kanner evaluéiert ginn, ob si sech hirem Alter entspriechend entwéckelen. Wa Kanner bei dëse Bilane méi schlecht ofschneide wéi dëst normalerweis de Fall ass, sou kann dat op eventuell Entwécklungsstéierungen hiweisen. Dës Bilane si fräiwëlleg, et gëtt also keng Obligatioun, fir un dëse Bilanen deelzehuelen, allerdéngs ginn deelweis finanziell Incentivë fir eng Participatioun proposéiert.

Beim Bilan 30 solle sproochlech Defiziter scho fréi festgestallt ginn an doduerch ka scho fréi mat enger Förderung ugefaang ginn, nach éier d'Kanner an de Cycle 1 kommen a se riskéieren, de Retard nëmme méi schwéier nees opzehuelen. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro huet déi deemoleg Gesondheetsministesch geäntwert, dass just 48,1 % vun den Elteren de Bilan 30 vun hire Kanner maache loossen an den Taux de participation an de leschte Jore stabel war. Den SNE fuerdert, dass de Bilan 30 sollt obligatoresch fir all Kand gemaach ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Ministesch der Fuerderung géigeniwwer, fir de Bilan 30 fir all Kand obligatoresch ze maachen?

2. Wéi vill Kanner kënnen all Mount fir e Bilan 30 evaluéiert ginn?

3. Wéi vill Kapazitéite sinn all Mount nach disponibel, fir Kanner ze evaluéieren?

4. Ëm wéi vill kéinten d'Kapazitéite kuerz-, mëttel- a laangfristeg ausgebaut ginn, fir nach méi Kanner ze evaluéieren?

5. An der Äntwert op eng Fro sot déi deemoleg Ministesch:
„Des projets de sensibilisation directe et ciblée des parents et des professionnels de la petite enfance sont actuellement élaborés par le Service audiophonologique. Les orthophonistes de ce service ont développé un module de formation concernant l'évolution normale et pathologique du langage et sa stimulation. Ce module sera proposé aux jeunes parents (sur invitation) et au milieu de l'éducation non formelle (personnel des crèches et des maisons-relais) au cours de l'année 2022."
Goufen dës Projete, wéi an der Äntwert annoncéiert, schonn ëmgesat?
– Wa jo, leien hei schonn Analysen iwwert den Erfolleg vun de Projete vir a wat sinn d'Resultater vun dëse Projeten?
– Falls nach keng Resultater iwwert den Erfolleg virleien, wéini sollen dës publizéiert ginn?

6. Wéi laang sinn an der Moyenne d'Waardezäiten, fir ee Rendez-vous fir de Bilan 30 ze kréien?

**Réponse** (22/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Regierung envisagéiert aktuell net, de Bilan 30 fir all Kand obligatoresch ze maachen.

ad 2. bis 4. An der Moyenne huet de Service audiophonologique vun der Direktioun vun der Santé eng maximal Capacitéit fir 830 individuell Rendez-vouse Bilan 30 pro Mount. De Bilan 30 besteet awer nom éischte Rendez-vous, gegeebenefalls aus engem reegelméissege Suivi vum Kand a sengen Eltere respektiv enger orthophonescher Behandlung bis zur Entrée an de Cycle 1.1, falls néideg.

En Ausbau vun de Capacitéiten ass nëmmen iwwert nei Ressourcen, dat heescht iwwert nei Posten (1,5 ETP fir 10 % méi Participatioun) an zousätzlech Raimlechkeete méiglech.

ad 5. Jo, dës Projete goufen ëmgesat. De Service audiophonologique vun der Gesondheetsdirektioun huet en neie Programm entwéckelt, deen „Info-Langage" heescht a wou d'Eltere vun allen neigebuerene Kanner invitéiert ginn op eng Gruppeseance, wou 2 Orthophonistinnen iwwert d'Sproochentwécklung, d'Sproochstimulatioun, d'Méisproochegkeet, de Mediekonsum an déi bestoend Ulafstellen zu Lëtzebuerg informéieren. Dës Seancë ginn aktuell op lëtzebuergesch a franséisch am 2-Wochen-Takt ugebueden.

Am Joer 2022 huet de Service audiophonologique och de Beräich vun der nonformeller Educatioun (Crèchen, Maison-relaisen) an d'Pediatere per Post iwwert d'Méiglechkeet vun enger Sensibilisatioun am Beräich Sproochentwécklung a Mediekonsum informéiert.

D'Analys vun de Projete gëtt all Joer am Kader vum järlechen Aktivitéitsbericht vun der Gesondheetsdirektioun realiséiert a publizéiert. Et gouf festgestallt, dass d'Participatioun bei den Elteren sech op 5 % vun den ugeschriwwenen Eltere beleeft an dass zanter 2022, 4 Crèchë vun den ugebuedene Formatioune profitéiert hunn.

ad 6. Aktuell läit d'Waardezäit bei 2–3 Méint no der Echeance vun den 30 Méint.

Fir weider Infoen: Dépistage des troubles du langage (Bilan 30) – Portail Santé – Luxembourg.

**Cyberattaques contre des sites Internet de l'État** | Question **0522** (22/03/2024) de **Mme Taina Bofferding** | **Mme Liz Braz** (LSAP)

Hier, le 21 mars 2024, des sites Internet gouvernementaux luxembourgeois ont subi une attaque par déni de service distribué (DDoS), les rendant inaccessibles pendant plusieurs heures. Ces attaques, orchestrées avec pour objectif de surcharger et rendre indisponible un service ou un serveur, ont été rapidement revendiquées par des hackers se proclamant prorusses sur diverses plateformes, telles que « X » et « Telegram ». Il apparaît que cette offensive était directement liée au soutien exprimé par le Luxembourg à l'Ukraine, reflétant ainsi des motivations géopolitiques précises.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Digitalisation et à Monsieur le Ministre d'État :

1) Pouvez-vous confirmer l'origine des attaques comme étant prorusse, en lien avec la position du Luxembourg sur la situation russo-ukrainienne ?

2) Quelle est l'étendue des dommages causés par ces attaques DDoS ?

3) De quel type spécifique d'attaque DDoS s'agissait-il ?

4) Quelles vulnérabilités ont été exploitées pour réussir cette attaque contre le réseau étatique ?

5) Les sites Internet des ministères, des administrations étatiques et de la Chambre des Députés sont-ils hébergés sur un serveur web commun ?

6) La structure serveur des sites étatiques est-elle centralisée ou décentralisée ?

7) Quelles mesures ont été prises pour contrer cette attaque ? Les serveurs étatiques sont-ils équipés de solutions de filtrage ou de répartition de charge adaptées aux attaques DDoS ?

8) Les infrastructures étatiques bénéficient-elles de protections modernes telles que les réseaux de distribution de contenu (CDN) ou des protections basées sur la blockchain contre les DDoS ?

9) Le Gouvernement utilise-t-il ou envisage-t-il d'adopter des outils de prévention des cyberattaques basés sur « Machine Learning » ou l'intelligence artificielle, comme le « Google Cloud Armor Adaptive Protection » ?

**Réponse** (26/03/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation

Depuis le matin du 21 mars 2024, plusieurs sites Internet de l'État ont fait l'objet d'une attaque cyber DDoS (déni de service distribué). Une attaque DDoS consiste à saturer les ressources informatiques des cibles, outre l'indisponibilité des sites Internet visés, à ce stade aucun autre dommage n'est connu. Une évaluation régulière de la situation est toujours en cours. Il n'est pas opportun de divulguer l'origine de l'attaque afin de limiter toute publicité involontaire recherchée par les attaquants.

Ladite attaque est composée de plusieurs vecteurs d'attaque. Le vecteur le plus utilisé était un botnet qui visait une attaque au niveau applicatif (surcharge de sites et services web). L'attaque conduit à la saturation des serveurs de chiffrement (TLS/SSL Offloader), ainsi que des serveurs web exposés à l'internet.

La majorité des sites des ministères et des administrations étatiques sont hébergés sur une infrastructure commune composée d'un ensemble de serveurs et hébergée au CTIE. De ce fait, ces sites profitent d'une protection de pointe et de la prise en charge par les équipes du CTIE. Pour des raisons d'efficience et de sécurité, l'architecture de l'État est centralisée au CTIE. Le système est conçu pour être hautement redondant et il est distribué sur différents centres de données. Le site de la Chambre des Députés n'est pas géré par le CTIE et ne fait pas partie de ces sites.

Pour contrer cette attaque, différentes mesures, dont nous ne pouvons divulguer ouvertement le détail, ont été mises en place. Les serveurs étatiques sont équipés de solutions de filtrage et de solutions de répartition de charge adaptées. De plus, nous disposons de protections avancées, tenant compte de l'état des connaissances et le Gouvernement suit de façon rapprochée les technologies émergentes dans le domaine de la cybersécurité. En fonction de l'évaluation du besoin, les technologies les plus adaptées sont mises en place. Pour des raisons de sécurité, nous ne pouvons pas communiquer publiquement le détail des mesures de protection et de mitigation mises en œuvre.

**Énergie nucléaire** | Question **0523** (25/03/2024) de **Mme Corinne Cahen** | **Mme Barbara Agostino** (DP)

Um éischten internationale Sommet fir Atomenergie huet de Premierminister sech fir eng finanziell Ënnerstëtzung vun der Nuklearfuerschung ausgeschwat, dëst och mat Hëllef vun europäesche Gelder. D'Press zitéiert den Här Premierminister, deen suggeréiert hätt, d'Fro ëm d'Energieversuergung „manner ideologesch" ze betruechten.

Donieft hu Fuerscher an Däitschland vum „Bundesamt für die Sicherheit der nuklearen Entsorgung" (BASE) gëschter eng Etude publizéiert, déi d'Sécherheet vun neie Reakteren analyséiert. D'Etude ergëtt, dass och nei Reakter-Typpen d'Sécherheetsproblemer, déi och elo scho bestinn, net léisen. Déi nei Reaktere kéinten och net méi wirtschaftlech bedriwwe ginn.

An deem Kader wollte mir dem Här Premierminister an dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

– Op wéi eng wëssenschaftlech Erkenntnesser baséiert d'Ausso, dass d'Nuklearenergie vu muer net déi selwecht wier wéi déi virun 30 oder 40 Joer?

– Den Här Premierminister huet gemengt, et misst ee „manner ideologesch" un déi Fro erugoen. Wat huet d'Sécherheet vun der Populatioun a vun der Zukunft mat Ideologie ze dinn?

– Sinn d'Häre Minister der Meenung, dass haut keng Gefor méi ausgeet vun der Atomenergie?

– Wéi steet de Premierminister zu der Positioun, déi de fréiere Premierminister Xavier Bettel ëmmer vertrueden huet, dass Lëtzebuerg sengen Nopeschlänner soll hëllefen, hir Atomreakteren an der Grenzregioun zouzemaachen an op aner Energien iwwerzegoen?

– Ass dës nei Positioun am Regierungsrot beschwat ginn?

– Sinn d'Aussoe vum Här Ëmweltminister beim Mouvement écologique vum 21. Mäerz net am Widdersproch zu den Aussoe vum Här Premierminister? Falls jo, wéi eng ass d'Regierungspositioun?

– Wat gesäit d'Regierung an den nächste Jore vir, wat d'Investitiounen an erneierbar Energien ugeet?

– Ass den Här Premierminister der Meenung, et misst een elo nei Investissementer generéieren, fir an den Atomenergieausbau an an d'Atomenergierecherche ze stiechen, op EU-Niveau an/oder zu Lëtzebuerg?

– Wann een dovunner ausgeet, dass d'Atomenergie weeder finanziell, nach zäitlech, ökologesch oder geopolitesch interessant ass fir eis Klimaziler ze erreechen: Wat genee ass der Regierung hire Plang? Huet d'Regierung keng Sécherheetsbedenken?

**Réponse** (28/03/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

En ligne mam Koalitiounsaccord, ass d'Regierung iwwerzeegt, dass déi erneierbar Energien d'Zukunft vun eiser Energieversuergung sinn, op nationalem an europäeschem Niveau. Dofir hält d'Regierung och weider un den Ziler vum Plan national intégré en matière d'énergie et de climat fest an investéiert massiv an d'Entwécklung an an den Ausbau vun erneierbaren Energiequellen.

D'Regierung considéréiert d'Atomenergie net als nohalteg Energie an huet Sécherheetsbedenke bezüglech der aktueller Technologie. Duerfir wäert d'Regierung sech weiderhi bei de franséischen a belschen Autoritéiten dofir asetzen, fir Cattenom, Tihange an Doel zouzemaachen. An duerfir schléisst d'Regierung och de Bau vun enger Atomzentral op lëtzebuergeschem Bueden aus.

D'Regierung notéiert par conter d'Intentioun vun aneren europäesche Länner fir weider an Atomenergie ze investéieren, fir hir $CO_2$-Emissiounen ze reduzéieren. Am Respekt vun den europäeschen Traitéën, déi esou Decisiounen de Memberstaaten iwwerloossen, wäert d'Lëtzebuerger Regierung dës Decisiounen net hannerfroen, ausser se schafen direkt Sécherheetsrisike fir eist Land.

Den europäesche Budget stellt haut schonn am Kader vum ITER an Euratom finanziell Mëttele fir d'Fuerschung an d'Atomenergie zur Verfügung. D'Regierung wäert sech op europäeschem Niveau dofir asetzen, dass esou vill wéi méiglech ëffentlech Ressourcen an d'Recherche an an den Ausbau vun erneierbaren Energië ginn an dass d'EU-Mëttel fir Nuklearfuerschung solle prioritär an de Beräich vun der Sécherheet a vun der Offallversuergung fléissen.

**Énergie nucléaire** | Question **0524** (25/03/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro vun de Piraten (N° 0135) hat d'Regierung erklärt, dass Lëtzebuerg a sengem Stroummix, dee mir am Ausland kafen, och Atomstroum matkeeft. Den nationale Stroummix hat deemno 2018 nach zu 10,4 % aus Atomstroum bestanen.

Eng Motioun vun eis fir een Enn vum Atomstroum an eisem Stroummix vum Abrëll 2021 war an déi zoustänneg Chamberskommissioun verwise ginn, wou den deemolegen Energieminister erklärt huet, dass d'Regierung een anere Wee wéilt goen.

Den 21. Mäerz huet de Premier um Atomenergie-Sommet erklärt, dass dës Regierung wéilt, datt weider an d'Entwécklung vun der Atomenergie investéiert gëtt an déi nuklear Fuerschung misst ënnerstëtzt ginn, och mat EU-Gelder.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Energie a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi huet sech de „mix résiduel" an deene leschte 5 Joer entwéckelt?
Kann de Minister hei Zuelen, opgeschlësselt no Energiesource a Prozenter, nennen?

2. Ass dës Regierung oppen, fir an Zukunft méi Atomstroum anzekafen?
Akzeptéiert dës Regierung, wann an Zukunft méi Atomstroum an eisem Stroummix wäert landen?

3. Ass dës nei Regierung net méi der Meenung vun hirer Virgänger-Regierung, datt Investissementer an Atomenergie dofir suergen, datt manner Geld un déi richteg nohalteg Energië fléisst, ewéi d'Solar- an d'Wandenergie?

4. Eisen Informatiounen no waren och Vertrieder vun der Banque européenne d'investissement um Atomenergie-Sommet. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'BEI sollt an Atom-Projeten investéieren? Wa jo, géif d'BEI dee Moment méi Geld kréien oder géifen aner Projeten dofir falegelooss ginn?

**Réponse** (28/03/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Den nationale Stroummix setzt sech fir d'Joer 2022 laut ILR follgendermoossen zesummen:

– 62,6 % erneierbar Energien,
– 30,3 % fossill Energien,
– 6,3 % Atomstroum,
– 0,8 % net identifizéiert Quellen.

Am Verglach huet den Undeel vum Atomstroum am Joer 2021 nach 7,7 % ausgemaach. Den Undeel vun den erneierbaren Energien ass am Verglach zu 2021 ëm 6,3 Prozentpunkten an d'Luucht gaangen. D'Regierung weist drop hin, datt just déi erneierbar Energiequellen eendeiteg zertifiéiert sinn, sou datt den Undeel vun de fossillen an nukleare Quellen eng Schätzung op Basis vum europäesche Stroummix duerstellt.

D'Zuelen iwwert de Stroummix ginn a reegelméissegen Ofstänn vum ILR ëffentlech kommunikéiert.

ad 2. D'Regierung keeft keen Atomstroum an et läit och net an der Hand vun der Regierung, ob a wéi vill Atomstroum an eisem Stroummix lant. D'Regierung wäert och an Zukunft d'Investitiounen an d'erneierbar Energien esouwuel zu Lëtzebuerg wéi och am Ausland weider massiv ausbauen, fir esou den Undeel vum Atomstroum a vu fossillen Energien an eisem Energiemix op e Minimum ze reduzéieren.

ad 3. D'Regierung ass onveränneert der Meenung, datt Lëtzebuerg an Europa just mat Hëllef vu massiven Investitiounen an d'erneierbar Energien hir Klimaziler erreeche kënnen.

ad 4. D'Regierung ass der Meenung, datt europäesch Gelder prioritär an d'Fuerschung iwwert erneierbar Energië solle fléissen. D'Regierung setzt sech derfir an, datt Investitiounen an d'Nuklearfuerschung prioritär an de Beräich vun der Sécherheet vu bestoende Reakteren a vun der Offallversuergung fléissen.

D'Regierung verweist am Iwwregen op hir Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0523.

**Incidence des allergies au Luxembourg** | Question **0525** (25/03/2024) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

Les allergies sont de plus en plus fréquentes. Selon l'OMS, 50 % de la population mondiale pourrait être touchée d'ici 2050. Qu'il s'agisse d'allergies alimentaires, aux pollens ou aux acariens, elles représentent

toutes un défi de plus en plus important pour le système de santé publique.

Une étude du Luxembourg Institute of Health (LIH), dont les résultats ont été publiés en septembre 2023, conclut que plus de 42 % des participants à l'étude souffrent d'une allergie. La catégorie des 25-34 ans est particulièrement touchée. Cela indique que le mode de vie moderne a une influence sur l'apparition d'allergies.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Le Ministère de la Santé dispose-t-il de chiffres concrets sur l'incidence des allergies au Luxembourg ? Dans l'affirmative, quelles sont les allergies les plus fréquemment diagnostiquées ? Comment le nombre de personnes allergiques a-t-il évolué au cours des dix dernières années ?

2) Madame la Ministre, n'est-elle pas d'avis qu'une sensibilisation au thème des allergies et de la prévention des allergies serait utile ?

3) Quelles mesures pourraient être prises, notamment dans une perspective de médecine environnementale, pour prévenir l'apparition d'allergies ?

En réponse à la question parlementaire n° 8044 du 31 mai 2023, la Ministre de la Santé de l'époque a répondu qu'une application prévue sur l'abondance de pollen au Luxembourg devrait être fonctionnelle pour la saison 2024.

4) À quel stade de développement se trouve cette application et quand les personnes allergiques au pollen pourront-elles l'utiliser ?

**Réponse** (23/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La Direction de la santé dispose des données issues des enquêtes European Health Interview Survey (EHIS).

Les enquêtes EHIS 2014 et 2019 fournissent les chiffres suivants pour les personnes résidentes âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir des allergies au cours des 12 derniers mois :

– En 2014, 26,6 % des personnes âgées de 15 ans et plus ont répondu avoir des allergies contre 18,5 % en moyenne dans l'Union européenne (UE) ;
– En 2019, 25 % des personnes ont indiqué avoir des allergies contre 16,9 % dans l'UE.

Ces enquêtes ne permettent pas de distinguer les allergies les plus fréquentes (rhinite, rhume des foins, inflammation de l'œil, dermatite, allergies alimentaires ou autre allergie), car elles sont toutes regroupées sous le terme générique « allergie » dans le questionnaire.

L'asthme allergique quant à lui (ex. pollen, acariens, poussière, poils d'animaux, ...) est regroupé indistinctement avec les autres types d'asthmes (génétique, dû à la pollution de l'air, aux infections bactériennes/virales, à l'effort, les médicaments, ...) sous le terme générique « asthme ». À titre purement informatif, en 2014, 6,8 % des personnes âgées de 15 ans et plus ont déclaré avoir eu de l'asthme au cours des 12 derniers mois contre 6 % en 2019.

Ces informations sont par ailleurs publiquement disponibles sur :

– Enquête European Health Interview Survey 2014 (EHIS 2014) : factsheet État de santé et bien-être disponible sous https://sante.public.lu/fr/publications/e/ehis-fact-sheet-etat-de-sante-et-bienetre.html
– Enquête European Health Interview Survey 2019 (EHIS 2019) : factsheet État de santé disponible sous https://sante.public.lu/fr/publications/e/ehis-etat-de-sante-2019.html.

ad 2) La sensibilisation au thème des allergies et la prévention des allergies rentrent dans les missions de la Direction de la santé. Il est prouvé que le terrain héréditaire joue un rôle très important, mais il est également suspecté que l'exposition à des facteurs environnementaux (chimiques et biologiques) peut amplifier les symptômes ou même favoriser le développement d'allergies.

Pendant la période des 1.000 premiers jours de vie des enfants qui inclut la période de gestation, le système immunitaire et le microbiote se mettent en place, deux systèmes jouant un rôle important lors du développement d'allergies. Selon le principe de précaution, l'exposition à des facteurs environnementaux nocifs devraient être limitée au maximum pendant cette période de vulnérabilité.

Dans cet ordre d'idées, les actions suivantes sont mises en place :

– Journée thématique santé périnatale et santé environnementale (22/03/2024 Kirchberg) organisée par la Direction de la santé, en collaboration avec le LIH (sensibilisation des professionnels de la santé envers la création d'un environnement sain pour la femme enceinte et le nouveau-né)
– Audits dans les crèches (envers un environnement sain pour les tout-petits ; les audits dans les crèches permettent de préparer un guide pour les professionnels de la jeune enfance pour sensibiliser par rapport aux facteurs nocifs à éviter dans l'environnement des jeunes enfants)
– QAI écoles (Surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les écoles de l'enseignement fondamental en vue d'une sensibilisation des communes par rapport à la création d'un environnement favorable à la santé).

En matière d'autres agents allergisants, surtout alimentaires, plusieurs recommandations de la Direction de la santé par rapport à la prévention aux allergies sont disponibles sur le site https://sante.public.lu.

Outre la prévention au niveau de la petite enfance, et concernant les allergies au pollen, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale finance la station d'aérobiologie qui est positionnée sur le toit du CHL et gérée par les allergologues du service national d'immuno-allergologie. Cette station permet de mesurer les concentrations en pollen dans l'air ambiant dont les données sont publiées sur le site Internet www.pollen.lu accessible au grand public.

Ces données permettent aux personnes allergiques de suivre la saison pollinique. Les personnes non diagnostiquées d'allergies aux pollens peuvent voir si leurs symptômes sont liés à la présence de pollens dans l'air et ensuite consulter leur médecin traitant ou un allergologue.

Sur le portail santé.public.lu une section pollen a été créée avec des informations utiles et des bons gestes à adopter.

Une collaboration avec le CHL et son service national d'immuno-allergologie existe et des échanges sont destinés à mieux comprendre quels seraient les besoins au niveau national concernant la sensibilisation et la prise en charge des patients souffrant des allergies aux pollens mais également d'autres allergies.

Plus récemment, précisément le 16 avril 2024, l'application mobile Pollen.lu vient d'être lancée et offre désormais une surveillance efficace des niveaux de pollens présents au Luxembourg. L'application permet de suivre en temps réel la concentration de pollen dans l'air.

ad 3) Les patients souffrant de symptômes qui pourraient être liés à une exposition à des facteurs environnementaux nocifs peuvent être transmis sur ordonnance au service national de médecine environnementale intégré au CHEM. Ce service se trouve actuellement en phase pilote.

Les médecins spécialisés du service peuvent faire des analyses de l'environnement intérieur chez les patients en collaboration avec le LNS. Les résultats permettent dans certains cas de déterminer s'il existe des facteurs de risques présents dans l'habitat qui pourraient être responsables des symptômes, en particulier en relation avec des allergies ou réactions fortes en présence de certains agents chimiques. Il s'agit ensuite de trouver les sources et de réduire l'exposition du patient, ce qui pourrait réduire les symptômes, les prises de médicaments et améliorer la qualité de vie du patient.

ad 4) Comme précisé dans la réponse à la question 2, l'application en question a été lancée le 16 avril 2024 et est désormais disponible pour être téléchargée via les stores Android et Apple.

Accessible à tous, cette nouvelle application mobile permet aux personnes allergiques de consulter instantanément les niveaux d'alerte des divers pollens présents dans l'air luxembourgeois. L'application fournit des données en temps réel sur les pollens dans l'air au Luxembourg. Cette technologie analyse l'air ambiant et fournit des informations sur la présence de 11 types de pollens les plus allergisants. Les plus importants sont dans un ordre chronologique le noisetier, l'aulne, le frêne, le bouleau, le chêne, les graminées et l'armoise. Les niveaux de concentration des pollens sont actualisés trois fois par jour et classés en quatre catégories : non détectés, faibles, moyens et élevés. En outre, l'application fournit des conseils pratiques pour réduire ou éviter l'exposition au pollen.

**Coqueluche** | Question **0530** (25/03/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Enn Februar huet ee vun enger ganzer Rei Fäll vu Bloem Houscht héieren. No engem éischte Bericht um RTL iwwert de Lycée Ermesinde ass et an de Medien awer roueg ginn. Virun allem fir Puppelcher ass d'Krankheet ganz geféierlech.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Gesondheet a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi vill Schüler si säit ufanks des Joers um Bloen Houscht erkrankt? Huet sech d'Situatioun säit Enn Februar verbessert oder verschlechtert?

2. Wéi vill Enseignantë si säit ufanks des Joers um Bloen Houscht erkrankt? Huet sech d'Situatioun säit Enn Februar verbessert oder verschlechtert?

3. Wéi vill Ariichtunge waren heivu betraff (Primärschoulen, Maisons relais, Crèchen a Lycéeën)?

4. Sinn nach weider Impfstatiounen ageriicht ginn, ausser déi am Lycée Ermesinde?

5. Wéi vill Impfdosen, fir géint de Bloen Houscht ze impfen, huet Lëtzebuerg am Moment op Stock?

**Réponse** (26/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Säit ufanks des Joers (Zäitraum vu Januar 2024 bis 7. Abrëll 2024), goufen 376 Fäll vu Bloem Houscht, och nach Keuchhusten oder Coqueluche genannt, gemellt. Dovu sinn 281 Fäll Schüler.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

Follgende Graphique weist d'Verdeelung op déi verschidden Altersklasse vum 1. Januar 2024 bis de 7. Abrëll 2024:

*(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 2. Säit ufanks des Joers sinn 10 Enseignantë betraff gewiescht, hei bleift d'Situatioun stabel, ouni grouss Veränneurungen.

ad 3. Stand vum 7. Abrëll 2024 war d'Zuel vu betraffenen Ariichtungen déi follgend:

Grondschoulen: 53
Lycéeën: 47
Crèchen: 3

Zu de Maisons relais kann de Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet keng genau Informatioune ginn, well eis Donnéeën net präzis genuch sinn.

ad 4. D'Inspection sanitaire war den 19. Mäerz 2024 och an de Lycée classique de Diekirch eng Impfcampagne maachen, dat nodeems sech an dësem Lycée och ee gréissere Cluster erauskristalliséiert hat. Bei dëser Interventioun goufen d'Impfkaarte vun de Schüler an Enseignantë kontrolléiert a wann néideg, a wann eng Autorisation parentale virlouch, gouf op der Plaz geimpft.

Och dës Campagne gouf ganz gutt vun de Schüler, hiren Elteren an Enseignanten ugeholl, sou dass och do d'Infektiounskette konnt ënnerbrach ginn.

D'Inspection sanitaire huet op deen Dag, am Lycée classique de Diekirch, 981 Impfkaarte kontrolléiert an 380 Persounen op der Plaz geimpft.

ad 5. D'Unzuel un Impfdosen op den 2. Abrëll 2024 zu Lëtzebuerg war follgend:

– Vaccin D, T, a P (diphtérie, tétanos, coqueluche): 2.785 Dosen
– Vaccin D, T, a P, IPV (diphtérie, tétanos, coqueluche, poliomyélite): 5.443 Dosen.

**Vote par correspondance** | Question urgente **0797** (28/05/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Zanter der leschter Woch ginn d'Courriere fir d'Bréifwal un d'Bierger:inne geschéckt, déi sech fir d'Europawale vum 9. Juni 2024 fir d'Bréifwal ageschriwwen hunn.

De Courrier beinhalt nieft dem Stëmmziedel an den Enveloppë fir de Retour och déi individuell Convocatioun wéi och en Dokument mat Erklärungen, fir d'Bréifwal richteg zeréckzeschécken. D'Dokument, op deem erkläert gëtt, wéi vill Stëmmen ee ka verginn a wéi ee richteg wielt, schéngt a munche Gemengen awer net Deel vum Envoi ze sinn. Wien nieft senger Convocatioun just d'Dokument „Prozedur fir d'Bréifwal" matgeschéckt krut, huet also net all d'Informatiounen, déi noutwendeg sinn, fir de Stëmmziedel richteg auszefëllen; schlëmmer nach, d'Piktogramme suggeréieren esouguer, dass ee just 5 Kräizer dierf maachen.

An dësem Kontext erlaben ech mer et, follgend Froen un den Här Inneminister ze stellen:

1. A wéi ville Gemenge gouf d'Dokument mat den Erklärungen zur Stëmmevergab net matgeschéckt?

2. Wéi gesäit den Här Inneminister d'Problematik vun de feelenden Informatiounen am Courrier fir d'Bréifwal, wat d'Validitéit vun de Walen ugeet?

3. Wat plangt den Här Inneminister, fir déi onkomplett Informatioune richtegzestellen?

4. Wier et net sënnvoll, an deene vum Oubli betraffene Gemengen eng statistesch Analys vun der Bréifwal ze maachen, fir den Impakt vun der feelender Informatioun op d'Walverhale vun de Bierger:innen ze analyséieren?

**Réponse** (29/05/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Dokument mat den Instruktioune fir de Wieler ass de Gemengen, sou wéi üblech, vum Staat a vum SIGI zur Verfügung gestallt ginn. Fir d'Verschécke vun dësem Dokument un de Wieler sinn d'Gemengen zoustänneg. Op telefonesch Nofro bei alle Gemengen huet sech erausgestallt, dass et sech just ëm siwe Gemengen handelt.

ad 2. Opgrond vun der Unzuel u Fäll, wou d'Instruktioune gefeelt hunn, huet dëst keen Impakt op d'Validitéit vun de Walen. D'Gemenge sinn och invitéiert ginn, fir d'Instruktiounen nozereechen, wéi an der Äntwert op d'Fro präziséiert gëtt.

D'Instruktioune fir d'Wieler kënnen des Weideren och ënnert enger paraphraséierter a vereinfachter Form op follgenden Internetsäite vum Wieler consultéiert ginn:

– https://elections.public.lu/
– https://elections.europa.eu/fr/how-to-vote/lu/
– https://jepeuxvoter.lu/
– https://guichet.public.lu/
– https://zpb.lu/.

ad 3. Als direkt Reaktioun op dës parlamentaresch Fro, sinn déi concernéiert Gemenge vum Inneministère opgeruff ginn, deejéinege Wieler, déi d'Dokument mat den Instruktiounen net solle kritt hunn, nozereechen.

Wat d'Dokument „Prozedur fir d'Bréifwal" ugeet, sou handelt et sech heibäi ëm eng bildlech a vereinfacht Veranschaulechung vun der Prozedur fir d'Bréifwal. Dëst Dokument ass net vum Gesetz virgesinn, mee soll dem Wieler hëllefe besser ze verstoen, a wéi eng Enveloppe e säi Stëmmziedel soll leeën, fir dësen zeréckzeschécken. Dëst Dokument, wat och scho bei virechte Wale verschéckt ginn ass, enthält kengerlee Indikatiounen zu de Reegele fir säi Stëmmziedel auszefëllen. An deem Sënn ass och de Walziedel, deen dorop ze gesinn ass, als Beispill gemengt.

ad 4. Esou eng Statistik ass net realiséierbar, ouni géint d'Walgeheimnis ze verstoussen.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

**Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis**

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

**Ech abonéiere mech:**

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

**Ech desabonéiere mech:**

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.




Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE
POST LUXEMBOURG
Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG
PORT PAYÉ
PS/799

Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen


Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-08

Séances publiques nos 24 et 25 p. 08-74

Questions au Gouvernement p. 74-99



2023-2028

n° 11




# Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-06

Nouvelles lois ..... p. 07-08

Séances publiques ..... p. 08-74

24e séance du mardi 7 mai 2024 p. 08-35

25e séance du mardi 14 mai 2024 p. 35-74

Questions au Gouvernement ..... p. 74-99

# Chambre des Députés

## Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

**Concept et layout :**
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

**Impression :**
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**
17/06/2024

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

# 80e anniversaire du Débarquement allié en Normandie

Sur invitation du Président de la République française, M. Emmanuel Macron, de nombreux chefs d'État et de gouvernement, des vétérans et des personnalités du monde entier se sont retrouvés à Saint-Laurent-sur-Mer, sur la plage d'Omaha Beach, pour participer à la cérémonie de commémoration à l'occasion du 80e anniversaire du Débarquement de Normandie, le « D-Day », le 6 juin 2024.

S.A.R. le Grand-Duc, M. le Président de la Chambre des Députés Claude Wiseler, M. le Premier ministre Luc Frieden et Mme la Ministre de la Défense Yuriko Backes étaient parmi les nombreux dignitaires présents.


© SIP Julien Warnand

*Le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, et la Ministre de la Défense, Mme Yuriko Backes, aux commémorations du « D-Day »*

### Un peu d'histoire

Le Débarquement de Normandie était un point tournant de la bataille pour l'Europe pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque les troupes alliées s'embarquèrent sur des milliers de navires quittant la côte sud du Royaume-Uni le 5 juin 1944 pour débarquer en Normandie le 6 juin. Le D-Day reste à ce jour le plus grand débarquement jamais tenté et n'a été possible que grâce à la bravoure, à l'engagement et au sacrifice de soldats et individus de nombreux pays, y compris du Luxembourg.

Le 11 juin 1944, le Prince Jean, futur Grand-Duc du Luxembourg, débarqua en Normandie en tant que membre d'une unité de renforts.

Son unité précédait le troisième Bataillon qui n'y arriva que le 23 juin près d'Arromanches. Dans la suite, le Prince Jean servait en Normandie à l'état-major de la 32e Brigade de la « Guards Armoured Division », prenant part à la bataille de Caen (« Opération Goodwood »).

De nombreux soldats ayant perdu la vie sur les plages normandes durant tout l'été 1944 reposent dans les cimetières disséminés à travers la région.

# Le Président de la Chambre à la cérémonie annuelle du « Memorial Day »


© U.S. Embassy

*M. Claude Wiseler, Président de la Chambre, lors de son allocution*

M. Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés, a participé à la cérémonie commémorative à l'occasion du « Memorial Day » au cimetière militaire américain à Hamm, le 25 mai 2024. La Ministre de la Défense, Mme Yuriko Backes, et des membres de l'armée grand-ducale étaient également présents à ce rendez-vous annuel.

Aux États-Unis, le « Memorial Day » rend hommage aux hommes et aux femmes décédés dans l'exercice de leurs fonctions au sein de l'armée américaine.

Lors de la cérémonie commémorative organisée par l'Ambassade des États-Unis au Luxembourg, M. Claude Wiseler a rappelé que « la paix et la stabilité dont nous jouissons aujourd'hui dans l'Union européenne sont le résultat de décennies de coopération et de solidarité entre les nations ».

« Le Memorial Day est un jour où nous nous souvenons du passé. Mais c'est aussi un jour où nous réfléchissons à ce que la liberté signifie pour nous tous aujourd'hui. » Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés

Le cimetière militaire américain est le lieu de repos de plus de 5.000 militaires américains, dont beaucoup ont perdu la vie lors de la bataille des Ardennes pendant la Seconde Guerre mondiale. Il est également la dernière demeure du Général George S. Patton.

Visite officielle du Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

# « La Chambre reste fortement attachée au Conseil de l'Europe et à ses valeurs »



*Le Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (10e à gauche) a été reçu à la Chambre des Députés.*

Plusieurs moments importants concernant le Conseil de l'Europe sont en vue, dont, en novembre, une présidence luxembourgeoise du Comité des Ministres. Voilà un des sujets sur lesquels se sont entretenus les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, le 5 juin 2024, avec M. Theódoros Roussópoulos, Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), en visite officielle à la Chambre des Députés.

À l'occasion des 75 ans du Conseil de l'Europe, le Président du Parlement, M. Claude Wiseler, a tenu à réaffirmer l'importance qu'il accorde aux « trois piliers » du Conseil de l'Europe : la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit. Il a encore précisé que « la Chambre reste fortement attachée au Conseil de l'Europe et à ses valeurs ».

Étant donné que l'APCE prend des « décisions vitales », dont la désignation du Secrétaire général du Conseil, la nomination du Commissaire aux droits de l'homme ou encore la désignation de juges à la Cour européenne des droits de l'homme, les missions de l'Assemblée sont particulièrement importantes à son avis. M. Wiseler a également évoqué la tenue, les 6 et 7 juin 2024, d'une conférence organisée à la Chambre des Députés dans le sillage du rapport de l'APCE intitulé « Relever les défis spécifiques auxquels sont confrontés les Bélarussiens en exil », adopté en juin 2023 et dont le rapporteur est M. le Député Paul Galles, également présent lors de l'échange. *(Veuillez trouver le détail de cette conférence dans la prochaine édition du compte rendu.)*

### Un « rapporteur général » pour le dossier bélarusse

Le Président de l'APCE quant à lui est revenu sur les thèmes qui déterminent le travail de l'Assemblée, dont la guerre en Ukraine qui « continue à générer de la souffrance, mais qui ne doit pas faire oublier les autres enjeux, dont celui du Bélarus ». Interrogé par M. Wiseler sur la mission exacte du « rapporteur général » qui doit être désigné par l'APCE pour traiter la situation de ce pays d'Europe orientale, M. Roussópoulos a précisé que celui-ci devrait assurer plus de visibilité à ce dossier. Ainsi il pourrait prendre la parole de manière régulière et aurait globalement la responsabilité d'une question qui poserait « trop de problèmes » pour être prise en charge dans les structures actuelles. Par ailleurs, le Président a annoncé que des locaux seraient mis à la disposition des forces démocratiques bélarusses en exil pour permettre une collaboration plus étroite avec elles.

Plusieurs parlementaires ont poursuivi le débat avec M. Roussópoulos, dont M. Gusty Graas, Mme Octavie Modert et M. Yves Cruchten, tous membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. La discussion était axée sur la situation des ONG, notamment en Géorgie qui aurait récemment passé « une législation rendant leur situation plus précaire ». Elle a également porté sur l'application des jugements en matière de droits de l'homme ou encore sur les recommandations à faire au Gouvernement en vue de la présidence luxembourgeoise du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. Concernant ce dernier point, M. Roussópoulos a déclaré qu'il était essentiel d'expliquer les valeurs démocratiques et la dignité de l'être humain aux jeunes en passant par les moyens de communication actuels, notamment les réseaux sociaux.

Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN)

# Valeurs démocratiques et soutien à l'Ukraine réaffirmés à Sofia

MM. les Députés Georges Engel et Sven Clement ont participé à la session de printemps de l'AP-OTAN qui s'est tenue à Sofia du 24 au 27 mai 2024.

Au cours de cette session, les parlementaires des 32 États membres de l'OTAN ainsi qu'une centaine de députés de 25 pays partenaires et organismes parlementaires ont abordé des thèmes clés de l'agenda de sécurité de l'espace euro-atlantique. Les discussions ont principalement porté sur le soutien à l'Ukraine et les priorités pour le sommet de l'OTAN qui se tiendra en juillet à Washington. Ce sommet, marquant le 75e anniversaire de l'OTAN, sera également la première session à laquelle des parlementaires suédois participeront en tant que membres à part entière. La Chambre des Députés y sera représentée par son Président, M. Claude Wiseler, ainsi que la Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN, Mme Nancy Arendt.

À Sofia, M. Sven Clement a présenté son projet de rapport sur les défis et les opportunités de l'intelligence artificielle dans le domaine de la défense. Par ailleurs, les députés de l'AP-OTAN ont examiné les autres projets de rapport des cinq commissions de l'Assemblée et ont échangé avec le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jens Stoltenberg, la Vice-Présidente du Parlement suédois, Mme Kerstin Lundgren, ainsi que le Ministre de la Défense ukrainien, M. Roustem Oumierov.

### Soutien indéfectible à l'Ukraine

L'Assemblée a réitéré sa position résolue sur la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. Les membres ont notamment discuté de l'appui immédiat et à long terme à l'Ukraine, de la dynamique de



*M. Sven Clement lors de la présentation de son projet de rapport*

la guerre et de l'économie de guerre de la Russie. Ils ont également adopté une déclaration spécifique de solidarité avec l'Ukraine en affirmant leur soutien inébranlable à sa démocratie, son indépendance, sa souveraineté, son intégrité territoriale, son autodéfense et son autodétermination, soulignant que ce soutien durerait aussi longtemps que nécessaire pour qu'elle remporte la victoire.

### Préparation du sommet de l'OTAN

L'Assemblée a adopté des recommandations qui seront présentées aux chefs d'État et de gouvernement lors du sommet de l'OTAN à Washington.

Dans une seconde déclaration, les membres se sont prononcés pour un engagement financier à long terme de l'OTAN en faveur de l'Ukraine et ont confirmé le caractère « irréversible » de la voie suivie par l'Ukraine vers l'adhésion à l'OTAN.

De plus, cette déclaration met en avant la création d'un centre pour la résilience démocratique au siège de l'OTAN. L'Assemblée examinera également la mise en œuvre pratique des nouveaux plans de défense de l'OTAN, l'évolution du dispositif de défense aérienne et antimissile ainsi que le respect des obligations des États membres en matière de dépenses de défense et de partage des charges.

### Renforcement des partenariats

L'Assemblée a par ailleurs adopté une réforme en profondeur de ses partenariats avec des pays non-membres et a accepté les demandes d'adhésion de Malte et de l'Assemblée du Kosovo comme délégations associées. En même temps, elle a souligné son appui pour les Balkans occidentaux et le souhait de renforcer son engagement pour cette région.

# Renforcer la résilience démocratique de l'OTAN

L'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) plaide depuis quelques années pour la création d'un Centre pour la résilience démocratique soulignant l'importance de la résilience démocratique dans un contexte mondial de montée des autoritarismes et des menaces hybrides.

La Chambre des Députés soutient concrètement la création d'un tel centre au sein de l'OTAN en finançant un poste auprès du Secrétariat général de l'AP-OTAN pour la résilience démocratique. En marge de la session de printemps à Sofia, la délégation luxembourgeoise a rencontré M. Joe Brinker qui occupe ledit poste depuis quelques semaines.

### Quel est l'objectif du Centre pour la résilience démocratique ?

L'objectif principal de ce Centre sera de renforcer la stabilité et la résilience des institutions démocratiques face aux menaces contemporaines telles que la désinformation, les cyberattaques et les ingérences étrangères. Son mandat devrait inclure la recherche, la formation et le développement de politiques publiques et son rôle sera de travailler en étroite collaboration avec des institutions académiques, des organisations non gouvernementales et des partenaires internationaux pour mettre en œuvre des programmes et des initiatives de résilience.

Il est prévu que le Centre sera dirigé par un conseil d'administration composé de représentants des principales institutions démocratiques, des experts en résilience et des membres de la société civile. Cette gouvernance inclusive vise à garantir que le Centre opère en toute indépendance et en cohérence avec les valeurs démocratiques.

### Le contexte

En tant qu'alliance de démocraties, ce qui la distingue des régimes autocratiques, l'OTAN doit accorder une attention particulière à la résilience démocratique. L'OTAN est souvent réduite à son rôle d'alliance militaire, mais elle est bien plus que cela.

Le préambule du Traité de l'Atlantique Nord, qui constitue le fondement de l'Alliance, stipule que « [Les États signataires] sont déterminés à sauvegarder la liberté de leurs peuples, leur héritage commun et leur civilisation, fondés sur les principes de la démocratie, les libertés individuelles et le règne du droit. L'article 2 du Traité exhorte les États membres à renforcer leurs institutions libres ».




*De gauche à droite : MM. Georges Engel, Joe Brinker et Sven Clement*

De plus, le nouveau concept stratégique de l'OTAN adopté en 2024 place les valeurs communes de l'Alliance au cœur de sa réponse aux menaces et défis actuels. Reconnaissant pour la première fois le défi posé par les autoritarismes et constatant qu'ils « s'en prennent aux démocraties », le concept stratégique rappelle que l'Alliance est liée par des « valeurs communes : liberté individuelle, droits de la personne, démocratie, État de droit ».

L'attaque contre le Capitole des États-Unis le 6 janvier 2021 a démontré que, malgré sa résilience, la démocratie au sein de l'Alliance demeure vulnérable. Cette agression s'adressait à un symbole majeur de la liberté et de la démocratie, visible à l'échelle mondiale.

Finalement les résultats des élections américaines ont pu être confirmés et le Congrès américain a prouvé que les États-Unis étaient gouvernés par la primauté du droit, et non par la vindicte populaire.

Les régimes autocratiques visent à promouvoir en parallèle leurs « modèles alternatifs » de répression, de mépris à l'égard du droit international et des droits fondamentaux, tout autant qu'ils s'efforcent de saper l'ordre international fondé sur des règles. Ainsi, l'attaque infondée contre l'Ukraine constitue en même temps une agression contre les démocraties libérales et les principes les plus fondamentaux qui sous-tendent l'ordre international depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

# Les défis de la jeunesse au Luxembourg

Dans le cadre de la conférence annuelle organisée par la cellule scientifique de la Chambre des Députés, les parlementaires et les experts présents ont discuté, les 23 et 24 mai 2024 au Cercle Cité, des grands enjeux auxquels les jeunes sont actuellement confrontés.

Lors du discours d'ouverture, le Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a salué l'effort de la Chambre des Députés pour créer des « espaces de rencontre entre monde politique et recherche ». Selon lui, la prise en compte de cette diversité et de différents points de vue est essentielle pour prendre des décisions éclairées. Cet échange respectueux et transparent est au cœur du bon fonctionnement d'une société démocratique.

« En combinant rigueur académique et expérience pratique, nous comptons élaborer des politiques efficaces, durables et véritablement adaptées aux défis de notre époque. » Fernand Etgen, Vice-Président de la Chambre des Députés






Tout au long de la conférence, les participants ont discuté de thématiques primordiales pour le Grand-Duché telles que la pauvreté intergénérationnelle. Lors de ce panel, le Prof. Dr Olivier De Schutter, rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, a proposé quelques pistes de réflexion à privilégier au Luxembourg pour briser le cercle vicieux qui perpétue cette pauvreté. M. De Schutter l'a présentée en effet comme le résultat d'un échec social et non pas d'un échec personnel. Selon lui, le Luxembourg devrait investir davantage dans la petite enfance, lutter contre le non-recours aux droits et combattre la discrimination fondée sur la fortune ou l'origine sociale.

Un autre sujet abordé lors de la conférence était celui de l'éducation. Ce panel a permis de mettre en lumière les enjeux de l'enseignement au Luxembourg tels que le multilinguisme, l'inclusion sociale, la gestion des conflits ou la lutte contre les discriminations. De manière générale, l'école peut et devrait contribuer à la réduction des inégalités.

Le panel sur l'inclusion professionnelle s'est notamment penché sur les difficultés des jeunes particulièrement vulnérables, notamment ceux issus de la migration, face à leur intégration sur le marché du travail luxembourgeois. Des pistes de collaboration et d'amélioration ont été discutées. Plusieurs intervenants ont plaidé pour la revalorisation de l'apprentissage ainsi que pour la prise en compte, primordiale selon eux, des parcours de vie individuels des jeunes.

Une autre séance était consacrée aux défis auxquels les jeunes sont actuellement confrontés et qui impactent leur santé et leur bien-être. En premier lieu, le panel a analysé des tendances résultant de l'enquête HBSC – « Health Behaviour in School-aged Children » – relative à la santé physique et psychique des jeunes. Il s'est ensuite plus particulièrement intéressé à l'utilisation de substances licites et illicites par les jeunes et aux comportements actuellement à risque liés au développement des nouvelles technologies. Le panel a enfin mis en évidence des mesures de protection des enfants contre tout type de violence.

Enfin, un dernier panel a souligné l'importance de la participation active des citoyens et des jeunes à la conception de politiques. Cette association des jeunes aux processus décisionnels valorise les compétences de chacun et permet de mieux adapter les décisions aux besoins concrets du terrain. Il a été conclu que l'engagement des jeunes se fait dans la poursuite d'un objectif collectif et à long terme.



# Visitt vum neie President vum Staatsrot

Den neie President an de Generalsekretär vum Staatsrot Marc Thewes a Marc Besch (riets op der Foto) goufe rezent an der Chamber fir eng Entrevue mam President Claude Wiseler a mam Generalsekretär Laurent Scheeck empfaangen.

## Paquet Logement

**8353 – Projet de loi portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement et portant modification**
**1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;**
**2° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;**
**3° de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement ;**
**4° de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable**

Le présent projet de loi vise à redynamiser le marché du logement et le secteur de la construction immobilière en introduisant un premier paquet de mesures aussi bien fiscales que non fiscales, devant agir à court, moyen et long terme.

Parmi les mesures fiscales temporaires figurent notamment l'augmentation du crédit d'impôt « Bëllegen Akt » de 30.000 euros à 40.000 euros, l'introduction d'un crédit d'impôt location de 20.000 euros et la réintroduction de la neutralité fiscale de certaines plus-values immobilières. Pour ce qui concerne les mesures fiscales non limitées dans le temps, on compte notamment l'augmentation de la déductibilité fiscale des intérêts débiteurs et l'introduction d'une prime locative pour jeunes professionnels. En ce qui concerne les mesures non fiscales, le projet de loi envisage d'apporter des adaptations ponctuelles à la législation concernant les aides individuelles au logement ainsi qu'aux dispositifs de logement abordable.

Ces mesures poursuivent un triple but, à savoir de renforcer le secteur de la construction et de l'artisanat afin d'y maintenir les emplois, d'augmenter l'offre de logements et de soutenir les personnes physiques et ménages souhaitant acquérir ou louer un logement.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, et M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 07/02/2024
Rapporteurs : Mme Diane Adehm, M. Gilles Baum

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) et de la
Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. Gilles Baum) :

| | |
|---|---|
| 28/03/2024 | Désignation d'un rapporteur |
| | Présentation du projet de loi |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État et des avis des chambres professionnelles |
| | Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires |
| 02/05/2024 | Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État |
| | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 14/05/2024
Loi du 22 mai 2024
Mémorial A : 2024, n° 219, page 1

## Aides individuelles au logement

**8357 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement**

La loi du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement prévoit des dispositions nouvelles relatives à la prescription qui se sont révélées plus strictes pour des demandeurs qui auraient bénéficié de ces aides sous l'ancienne législation (loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement), laquelle a été abrogée avec effet au 1er septembre 2023. Or, l'intention du législateur n'était pas d'exclure ces demandeurs des aides en question, mais de créer une harmonisation et une certaine cohérence de différentes dispositions relatives aux aides individuelles au logement.

Le présent projet de loi vise donc à modifier l'article 49 de la loi du 7 août 2023 précitée par l'introduction de dispositions transitoires en adaptant sur deux points – pour une période limitée – les dispositions relatives à la prescription des demandes d'aides prévues par la loi du 7 août 2023 précitée, à savoir :

– les demandes en obtention d'une prime d'accession à la propriété en cas d'une vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) dont l'acte notarié est signé avant le 31 décembre 2023 ;

– les demandes en obtention d'une prime d'amélioration (visée à l'article 24, alinéa 1er, point 1°, de la loi du 7 août 2023 précitée), ayant achevé des travaux d'amélioration du logement jusqu'au 31 décembre 2023.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 04/03/2024
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. Gilles Baum) :

| | |
|---|---|
| 17/04/2024 | Désignation d'un rapporteur |
| | Présentation du projet de loi |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| | Examen de l'avis de la Fédération des acteurs du secteur social |
| 02/05/2024 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 14/05/2024
Loi du 22 mai 2024
Mémorial A : 2024, n° 206, page 1

## Aide au logement

**8358 – Projet de loi portant modification :**
**1° de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;**
**2° de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable**

Le présent projet de loi vise à abroger les chapitres 1er à 2quinquies et l'article 66 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ainsi qu'à modifier les articles 88, 90, 91 et 92 de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable.

Lors de l'entrée en vigueur de la loi du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement et de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable, la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement devait être entièrement abrogée, à l'exception de son article 14octies relatif au certificat de durabilité d'un logement (« Lëtzebuerger Nohaltegkeets-Zertifizéierung », LENOZ). Étant donné que les deux lois de 2023 ne sont pas entrées en vigueur à la même date, l'abrogation de la loi de 1979 a été incomplète. Le présent projet de loi vise à redresser cette erreur, la seule disposition de la loi de 1979 qui restera en vigueur sera donc l'article 14octies.

De plus, le présent projet de loi vise à abroger le régime transitoire du calcul des loyers avec la suppression des alinéas 3 à 7 de l'article 88 de la loi précitée du 7 août 2023.

Le délai de la transmission des listes des candidats-locataires et des locataires est prolongé d'une année, à savoir de douze mois à vingt-quatre mois à partir de l'entrée en vigueur de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable, c'est-à-dire jusqu'au 30 septembre 2025. Le délai pour le choix du bailleur social doit être prolongé de la même durée, donc d'une année, pour arriver à échéance le 30 septembre 2025. Dans la même logique, le délai de la transmission des listes des candidats-locataires et des locataires est prolongé d'une année.

Finalement, le présent projet de loi vise à prolonger les délais relatifs à la mise en œuvre du registre national des logements abordables prévus par la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable ; le délai sera prolongé jusqu'au 31 décembre 2030.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 04/03/2024
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. Gilles Baum) :

| | |
|---|---|
| 17/04/2024 | Présentation du projet de loi |
| | Désignation d'un rapporteur |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| | Examen de l'avis de la Fédération des acteurs du secteur social |
| 02/05/2024 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 14/05/2024
Loi du 22 mai 2024
Mémorial A : 2024, n° 205, page 1

## Fonds du logement

**8359 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du logement »**

Le présent projet de loi vise à augmenter le plafond des prêts que le Fonds du logement peut contracter sous la garantie de l'État. Le plafond des prêts, fixé actuellement à 135 millions d'euros, risque d'être insuffisant à partir de 2025 au plus tard. Si en sus des projections, le Fonds du logement allait être amené à acquérir davantage de projets en VEFA (vente en l'état futur d'achèvement) ou investir dans d'autres projets pour soutenir la politique du logement abordable, les problèmes de trésorerie s'appliqueraient déjà pour l'année en cours (2024).

Par conséquent, il est proposé d'augmenter le plafond des prêts que le Fonds du logement peut contracter sous la garantie de l'État de 135 à 250 millions d'euros.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 04/03/2024

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire (Président : M. Gilles Baum) :

| | |
|---|---|
| 17/04/2024 | Désignation d'un rapporteur |
| | Présentation du projet de loi |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| | Examen de l'avis de la Fédération des acteurs du secteur social |
| 02/05/2024 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 14/05/2024

Loi du 22 mai 2024

Mémorial A : 2024, n° 207, page 1

# 24e séance

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 8
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Communications** p. 8
   M. Claude Wiseler, Président
3. **Ordre du jour** p. 9
   M. Claude Wiseler, Président
4. **Dépôt d'une proposition de modification de la Constitution par M. Marc Baum** p. 9
   Exposé : M. Marc Baum
5. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la position du Gouvernement en matière d'énergie nucléaire** p. 9
   Exposé : M. David Wagner (dépôt des motions 1 à 3)
   Débat : M. Jeff Boonen | M. Luc Emering (dépôt de la motion 4) | M. Georges Engel | M. Tom Weidig (dépôt de la motion 5) | M. François Bausch | M. Marc Goergen
   Prises de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Luc Frieden, Premier ministre
   Motion 1 : M. François Bausch | M. Georges Engel | M. Luc Emering | M. Marc Goergen | M. David Wagner | M. Tom Weidig
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
   Motion 2 : M. Jeff Boonen | M. Marc Goergen | M. Tom Weidig | M. François Bausch | M. Georges Engel | Mme Carole Hartmann | M. David Wagner (intervention de Mme Carole Hartmann)
   Vote sur la motion 2 modifiée (rejetée)
   Motion 3 : M. Laurent Mosar (interventions de M. François Bausch) | M. Tom Weidig | M. Marc Goergen | M. François Bausch (intervention de M. Laurent Mosar) | M. Georges Engel | M. David Wagner
   Vote sur la motion 3 (rejetée)
   Motion 4 : M. Luc Emering | M. François Bausch | M. Marc Goergen | M. David Wagner | M. Georges Engel | M. Tom Weidig | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme (intervention de M. Georges Engel) | M. François Bausch
   Vote sur la motion 4 (adoptée)
   Motion 5 : M. Tom Weidig | M. David Wagner | M. Marc Goergen | M. Georges Engel | M. François Bausch
   Vote sur la motion 5 (rejetée)
6. **Interpellation de M. Georges Engel au sujet du « Quality of Work Index »** p. 21
   Exposé : M. Georges Engel (dépôt de la motion 1)
   Débat : M. Marc Spautz (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et de M. Georges Engel) | Mme Corinne Cahen | M. Jeff Engelen | M. Meris Sehovic | M. Ben Polidori | M. Marc Baum (dépôt de la motion 2)
   Prise de position du Gouvernement : M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. Marc Baum (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Georges Mischo) | M. le Ministre Georges Mischo | M. Georges Engel (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Georges Mischo) | M. le Ministre Georges Mischo
   Motion 1 : M. Goerges Engel | M. Marc Spautz | Mme Corinne Cahen | M. Ben Polidori | M. Jeff Engelen | M. Marc Baum | M. Georges Engel | Mme Corinne Cahen (intervention de M. Georges Engel)
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
   Motion 2 : M. Marc Baum | Mme Corinne Cahen | M. Georges Engel (interventions de Mme Corinne Cahen et M. Marc Baum) | M. Ben Polidori | M. Meris Sehovic | M. Marc Spautz (intervention par M. Georges Engel) | M. Jeff Engelen
   Vote sur la motion 2 (rejetée)


Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Lex Delles et M. Georges Mischo, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

*(Négation)*

## 2. Communications

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

***Communications du Président – séance publique du 7 mai 2024***

*1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

*Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.*

*2) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

*3159 – Demande de pétition publique : Verbuet, Vëlo op der Strooss ze fueren, wann eng Vëlospist niewendrun ass*

*Dépôt : M. David Bertin, le 05/05/2024*

*3160 – Demande de pétition publique : Petition zum Schutz der Bienenpopulation*

*Dépôt : M. Yves Weiland, le 05/05/2024*

*3161 – Demande de pétition publique : L'adoption de lois et de réglementations plus rigoureuses pour préserver les arbres et les protéger contre l'abattage illégal et la déforestation*

*Dépôt : M. Joey Leite, le 06/05/2024*

*N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.*

*(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)*

## 3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 4. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Marc Baum

Här Baum, Dir wollt d'Wuert. Dir wollt eng Proposition de révision de la Constitution deposéieren.

Dann hutt Dir d'Wuert, Här Baum.

***Exposé***

**M. Marc Baum** (déi Lénk), auteur | Merci, Här President. Am Numm vun déi Lénk deposéieren ech hei eng Propositioun, fir den Artikel 15 vun eiser Verfassung ze erweideren. Mir wëllen d'Rechter op Verhütung an Ofdreiwung an eiser Constitutioun verankeren. Frankräich huet dat am Mäerz dëst Joer fir d'Ofdreiwung gemaach. Abee, mir wëlle mat dëser Propositioun och hei zu Lëtzebuerg e kloert Zeeche setzen an de Rechter an dem Schutz vun de Frae Verfassungsrang ginn.

Et kéint een elo natierlech froen: Ass dat dann onbedéngt néideg? Hu Fraen an eisem Land net schonn déi Rechter? Jo, si hunn dës Rechter – per Gesetz. An och dat ass nach guer net esou laang hier. Virun zéng Joer gouf d'Ofdreiwung ënner bestëmmte Bedéngungen hei am Land legaliséiert. Mee mir hunn an der rezenter Vergaangenheet a verschiddene Länner gesinn, wéi séier e reng gesetzleche Kader vun enger knapper Majoritéit ka gekippt ginn.

A verschiddenen europäesche Länner bleift d'Recht vun der Fra, nëmmen da Mamm ze ginn, wa si et wierklech wëll, awer och hautdesdaags ageschränkt. A mir gesinn a ville Länner politesch Kräften eropkommen, déi d'Auere vun der Geschicht nees wëllen zréckdréien a Fraen zu Mënschen zweeter Klass degradéiere wëllen. A mir gesinn iwwerall: Ofdreiwunge verbidde schrauft hir Unzuel net erof, mee d'Bedéngungen, ënnert deene se stattfannen, si méi verzweifelt a mat méi grousse Risike fir d'Liewe vun der Fra verbonnen!

Andeems mir d'Recht op Ofdreiwung a Contraceptioun an der Verfassung verankeren, ka Lëtzebuerg e kloert Zeeche setzen, datt eist Land seng Fraen, hire Choix an hir Fäegkeet, eegen Entscheedungen ze treffen, seriö hëlt a respektéiert.

D'Madamm Gesondheetsministesch huet d'lescht Woch hei op der Tribün op Nofro hi gesot, datt keng Verfassungsreform am Koalitiounsaccord virgesi wier a sech duerfir d'Fro vun enger Verfassungsännerung net stelle géif. Här President, ech denken, hei kann et sech just ëm en Oubli vun de Koalitionären handelen. A fir dësem Oubli entgéintzewierken, hu mir dës Propositioun entwéckelt. An ech géif mer wënschen, datt mer e groussen – wann och vläicht net unanimen, awer e groussen – parteiiwwergräifende Kompromëss fannen, deen de Respekt, d'Selbstbestëmmung an d'Würd vun der Fra als konstitutionelle Prinzipp festhält.

Frankräich huet et eis virun e puer Woche virgemaach. Mat enger parteiiwwergräifender, iwwerwältegender Majoritéit gouf d'Recht op Ofdreiwung an déi franséisch Constitutioun ageschriwwen. Dës Chamber huet d'Méiglechkeet, eist Land an de Peloton vum gesellschaftleche Fortschrëtt ze setzen. Dësen Text soll dofir d'Grondlag bidden.

Wannechgelift, Här President.

*8379 – Proposition de révision de l'article 15 de la Constitution*

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum.

## 5. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la position du Gouvernement en matière d'énergie nucléaire

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Positioun vun der Regierung a Bezuch op nuklear Energie, déi déi politesch Sensibilitéit vun déi Lénk ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalen. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet 10 Minutten, d'Fraktiounen an d'Sensibilitéiten hu jeeweils 5 Minutten, an duerno huet d'Regierung 15 Minutte fir ze äntweren. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, den Här Luc Emering, den Här Georges Engel, den Här François Bausch an den Här Marc Goergen.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här David Wagner als Vertrieder vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk. Här Wagner.

***Exposé***

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Zënter Woche stelle sech vill Leit hei am Land follgend Fro: Gëtt et ënnert der Regierung Frieden-Bettel e Revirement an der Lëtzebuerger Atompolitick? De Verdacht ass bei ville Leit opkomm, nodeems de Premierminister am Kontext vum Atomsommet am Mäerz zu Bréissel ganz nei a fir Lëtzebuerg ongewinnten Téin ugeschloen huet, wat d'Zukunft vun der Atomenergie ugeet. Den Här Frieden ass zitéiert gi mat der Ausso, dass Atomenergie eng Zukunftstechnologie wier, déi et ze ënnerstëtzen a mat ëffentleche Gelder ze finanzéiere gëllt.

Kierzlech ass d'Atomenergie als strateegesch Prioritéit vun der EU-Industriepolitick ageschriwwe ginn, an et huet och eng Debatt ugefaangen iwwert d'Méiglechkeet, europäesch ëffentlech Investitioune verstäerkt an d'Entwécklung vun der Atomenergie fléissen ze loossen. Den Här Premierminister huet natierlech direkt erkannt, wuer d'Geld hischwëmmt, an huet net laang gezéckt, fir mat an d'Waasser ze sprangen. An dobäi ass de joerzéngtelaange Konsens an der Atomfro zu Lëtzebuerg direkt mat buede gaangen.

D'Ausso vum Premierminister ass awer guer net esou iwwerraschend. Dat konnt ee scho beim Koalitiounsaccord tëscht DP an CSV viranen, well dee sech op d'Fuerderung no enger Schléissung vun de Wierker zu Cattenom, Tihange an Doel beschränkt – méi net! Dobäi kéint een och soen, datt den Accord méi wäit wéi d'Walprogrammer vu béide Parteie geet, well déi hunn nämlech kee Wuert iwwert d'Atomkraaft oder Cattenom verluer gehat.

Et soll een och net vergiessen, dass d'CSV scho viru knapp zwee Joer den Anti-Atom-Kommitee verlooss hat. An de klimapolitesche Spriecher vun der CSV, den honorabelen Här Galles, gouf am „Lëtzebuerger Land" mat der Ausso zitéiert, dass Atomenergie aus Klimaschutzsiicht dat méi klengt Iwwel wier.

Dofir ass et fir eis kloer, datt et sech beim Här Premierminister sengen Aussoen net ëm en Ausrutscher gehandelt huet, mee och ëm eng kloer politesch Positionéierung en faveur vun der Atomenergie. Esou huet et op jidde Fall och d'Jugendorganisatioun vun der DP, d'JDL, gesinn, déi de Premierminister och dofir gelueft huet.

Här President, ech mengen, mir sinn eis heibanne bal all eens, dass en Atomkraaftwierk e potenziell immens grousse Risiko duerstellt. D'Zentral vu Cattenom steet op e puer Kilometer vum Süde vu Lëtzebuerg. En Accident do kéint, enger rezenter Etüd vu Greenpeace Lëtzebuerg no, 26 Millioune Leit direkt treffen. 276 Leit missten direkt evakuéiert ginn hei zu Lëtzebuerg.

**Une voix** | 276.000.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, 276.000 Leit missten evakuéiert ginn hei zu Lëtzebuerg. Dat wier soss e bëssen ënnerdriwwen.

Jo, Cattenom ass eng Menace fir dat gesamt Lëtzebuerger Staatsgebitt. An dofir muss alles drugesat ginn, dass Cattenom zougeet an d'Lafzäit vun der Zentral net verlängert gëtt. Tihange an Doel si méi wäit ewech, mee opgrond vun den typesche Loftstréimunge wier Lëtzebuerg och hei bei engem Accident staark impaktéiert.

Dobäi kënnt jo och nach den Impakt vun der Klimaverännerung op d'Sécherheet vun de Reakteren. Et gëtt behaapt, d'Atomenergie wier néideg, fir de Klimawandel ze bekämpfen – dacks och vu Leit, déi de Klimawandel a Fro stellen –, an dobäi mécht de Klimawandel et schwéier, d'AKWen um Lafen ze halen, a grad och hei an der Géigend. Ech denken hei besonnesch un d'Killfäegkeet vun der Musel, déi am Summer reegelméisseg net méi genuch Waasser dréit an dowéinst zu Cattenom schonn op Noutreservoiren huet missen zréckgegraff ginn. E méigleche Risiko geet awer och vun den zwou voire dräi geplangten Zentralen an Holland aus.

Et ass un deem Beispill, wou een d'Ausso vun der Regierung muss kritiséieren, dass ee sech eenzeg an eleng op Cattenom, Doel an Tihange wëll konzentréieren. Wéi effikass ass dës Fuerderung vun enger Schléissung, wa fir d'Regierung nei Reakteren an Holland keng Roll méi spillen? Wou verleeft iwwerhaapt d'Grenz, ab wéini eng Atomzentral fir Lëtzebuerg net méi geféierlech wier?

Et ass och schwéier, glafwierdeg ze bleiwen, wann de Premierminister an Europa deklaréiert, dass Atomenergie als Zukunftstechnologie ënnerstëtzt gehéiert, mee dann awer zu Lëtzebuerg déi selwecht Atomkraaft als existenziell Bedroung duerstellt. De franséische President an de belsche Premier lauschteren

do och sécher ganz interesséiert mat. A si lauschteren och bestëmmt ganz gutt no, wann den Här Premierminister vun Investitioune schwätzt, well dës Länner an déi grouss Konzerner, déi Atomkraaftwierker bauen a bedreiwen, op ganz vill Investitiounen ugewise sinn. Eleng fir d'Astandhalung vun den aktuelle Produktiounscapacitéiten an Europa a fir de Réckbau vun ale Kraaftwierker an den Traitement an de Stockage vun den Offäll si bis 2050, laut der Atomindustrie, ronn 750 Milliarden – Milliarden! – Euro (veuillez lire: 750 Milliounen Euro) néideg.

Historesch ass et esou, dass an der Atomenergie virun allem ëffentlech Gelder stiechen, well d'Privatkapital de Risiko scheit an och net bereet ass, jorelaang Milliarden an eng Zentral ze investéieren, ouni een Euro en retour ze gesinn. Dat erkläert och, firwat op europäeschem Niveau elo ëm méi ëffentlech EU-Gelder fir d'Atomindustrie gefeilscht gëtt.

An deem Sënn wéilt ech och eng Motioun deposéieren, déi d'Regierung oprifft, alles ze ënnerhuelen, zesumme mat anere Regierungen an Europa, an der Europäescher Unioun, fir datt keng weider ëffentlech Sue fir d'Atomenergie solle fräigemaach ginn.

Wannechgelift.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*– vu la motion relative à l'action gouvernementale en matière d'énergie nucléaire adoptée par la Chambre des Députés en date du 8 décembre 2021 ;*

*– considérant l'opposition de la grande majorité de la population luxembourgeoise à l'énergie nucléaire ;*

*– rappelant que l'accord de coalition 2023–2028 prévoit l'intervention du Gouvernement pour obtenir la fermeture des centrales nucléaires à risque, notamment les sites de Cattenom, Tihange et Doel ;*

*– considérant que le Luxembourg s'est opposé à un classement des activités liées à l'énergie nucléaire comme « durables » dans la taxonomie verte européenne et s'est joint au recours de l'Autriche contre ledit règlement suite à l'introduction du gaz et du nucléaire ;*

*– considérant la déclaration finale du « Sommet de l'énergie nucléaire » du 21 mars 2024 signée par 37 États qui appelle à un triplement des capacités mondiales de production d'énergie nucléaire d'ici 2050 ;*

*– considérant la décision du Conseil des ministres de l'Union européenne et du Parlement européen (6 février 2024) de reconnaitre le nucléaire comme technologie stratégique pour la décarbonation de l'Union européenne ;*

*– considérant la décision de la Commission européenne d'établir une alliance industrielle sur les petits réacteurs modulaires afin de faciliter le déploiement des premiers réacteurs d'ici 2030 ;*

*– considérant les négociations en cours au niveau européen sur l'éligibilité des technologies nucléaires pour l'ensemble des financements publics européens ;*

*– considérant que les développements précités risqueront de freiner voire anéantir le financement déjà insuffisant de la recherche et du déploiement d'infrastructures en matière d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique et de stockage d'énergie,*

*invite le Gouvernement*

*– à user de tous les moyens politiques et juridiques, ensemble avec d'autres gouvernements opposés au nucléaire, pour empêcher le déblocage de financements publics européens en vue de la construction de nouvelles centrales nucléaires – y compris les petits réacteurs modulaires – et du prolongement de réacteurs existants.*

*(s.) David Wagner, Marc Baum.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Här President, privat Investisseure brénge just da Geld, wann et sech lount, wann e Profitt erausspréngt. Well dat awer bei der Atomindustrie schwéier ass, mussen zousätzlech Bedingunge geschafe ginn, fir dass et sech awer loune kéint. An hei kënnt déi berüümten europäesch Taxonomie an d'Spill, déi festleet, wéi eng Investitiounen nohalteg sinn a fir déi méi Ureizer geschafe solle ginn. D'Decisioun vun der EU, Atom a Gas mat an dës Taxonomie opzehuelen, bedeit elo, dass dës Energiequelle bei der Finanzéierung Virdeeler kréien. D'Iddi ass et also, dass d'Privatkapital do drafléisse soll.

Déi viregt Regierung huet Éisträich bei sengem Recours géint dëst Reglement aktiv ënnerstëtzt. Déi nei Regierung seet sech do méi zréckhalend, wëll de Recours zwar weider ënnerstëtzen, mee se weist sech awer méi ofwaardend. Op meng Fro hin, ob d'Regierung de Recours ënnerstëtzt, koum d'Äntwert vun den zoustännege Ministeren, dass een d'Decisioun ofwaart. Richteg iwwerzeegt ware mir vun dëser Äntwert net.

Här President, mir wëssen natierlech, dass net vun haut op muer d'Atomzentralen zougemaach ginn. Dat ass jo och guer net méiglech. Mir hannerfroen och net d'Necessitéit vun Investitiounen an d'Maintenance, d'Sécherheet an an den Traitement vun den Offäll, soulaang d'Zentrale lafen. Wat mir awer kritiséieren, ass d'Virstellung, dass Atomenergie an der Zukunft eng grouss Roll spille soll, zemools an der Bekämpfung vum Klimawandel. Oder mengt d'Regierung, datt d'Atomenergie do eng Roll ze spillen hätt?

D'Finanzementer, déi dofir och erfuerdert sinn, si gewalteg a si engagéieren eis bis d'Joer 2100 a weider. Dës Investitioune ginn eis europawäit verluer, fir aner Beräicher ze entwéckelen, sief et erneierbar Energien, sief et den ëffentlechen Transport oder d'Renovatiouun vu Wunnengen – dat, wat een alles bräicht, fir de Klimawandel ze bekämpfen. Atomenergie ass eng enorm deier a riskant Energiegewannungsquell. An eng Atomzentral ass duerch hir Komplexitéit och nach joerzéngtelaang am Bau – sou laang, datt et schonn ze spéit ass, fir iwwerhaapt géint de Klimawandel virzegoen.

Trotz all deem investéiere mer zu Lëtzebuerg weider an d'Atomkraaft. De Rentefong investéiert ëmmer nach Milliounen an d'Atomenergie, obwuel mir hei scho Motioune gestëmmt hunn, déi d'Regierung opgefuerdert hunn, domat opzehalen. An deem Sënn wollt ech och rëm eng Kéier eng Motioun deposéieren, fir rëm eng Kéier an dës Richtung ze goen.

***Motion 2***

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– que le 9 février 2023 la Chambre des Députés a adopté une motion sur la stratégie d'investissement du Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC) invitant notamment le Gouvernement à « adopter une stratégie de désinvestissement dans des entreprises productrices d'énergie nucléaire [...] » ;*

*– que le dernier rapport annuel audité de la SICAV-FIS du FDC renseigne que le FDC détenait au 31 décembre 2023 des actifs de nombreuses sociétés actives dans le secteur de la production d'énergie nucléaire ;*

*– que la liste d'exclusion du FDC, telle que mise à jour en février 2024, n'exclut aucune société de l'univers d'investissement du FDC en raison de son implication dans la production d'énergie nucléaire ;*

*que le site Internet du FDC ne fait aucune mention d'une stratégie de désinvestissement dans des entreprises productrices d'énergie nucléaire ;*

*– que dans sa réponse à la question parlementaire n° 434 du 7 mars 2024 de Madame la Députée Joëlle Welfring et de Monsieur le Député François Bausch, Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale ne fait aucune mention d'une stratégie de désinvestissement dans des entreprises productrices d'énergie nucléaire,*

*invite le Gouvernement*

*– à s'assurer que toutes les sociétés productrices d'énergie nucléaire soient durablement exclues de l'univers d'investissement du FDC et ceci au plus tard jusqu'à la fin de l'année 2024.*

*(s.) David Wagner, Marc Baum.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Wannechgelift.

Här President, Lëtzebuerg huet mat 4.300 Milliarden déi gréisste Fongenindustrie an Europa. En enormen Investitiounsvolume fléisst also iwwer eis Finanzplaz. E groussen Deel vun dëse Gelder stécht an Entreprisen, déi mat Ëmwelt a sozialer Nohaltegkeet a mat Mënscherechter wéineg um Hutt hunn – dat ass gewosst.

Den neie Problem, deen duerch d'Taxonomie elo entsteet, ass awer, dass d'Kapitalbeschafung fir Entreprisen am Beräich vun der Atomenergie elo méi bëlleg gëtt duerch déi nei EU-Reglementatioun. Wann déi aktuell Regierung hir Positioun net geännert sollt hunn – an also dergéint ass, dass d'Nuklearenergie als nohalteg soll unerkannt ginn –, da steet och näischt der Méiglechkeet am Wee, d'Taxonomie an der aktueller Form einfach ze ignoréieren.

Zumindest punktuell kann d'Regierung hir Verantwortung hei huelen an d'Spuerkeess, zum Beispill, als Staatsbank opfuerderen, d'Atomenergie an de Gas aus hire Fongen an Investitiounen ze verbannen, a bei deene Banken intervenéieren, wéi d'BIL oder d'BGL BNP Paribas, wou de Staat Aktionär ass. Dat huet ënner anerem och de Mouvement écologique gefuerdert. An dat géife mer dann och hei an dëser Motioun fuerderen.

***Motion 3***

*La Chambre des Députés,*

*– vu que la Banque et Caisse d'Épargne de l'État est un établissement public avec un actionnariat à 100 % public ;*

*– vu que l'État luxembourgeois détient 34 % du capital de BGL BNP Paribas et 10 % du capital de Banque Internationale à Luxembourg ;*

*– vu que l'État luxembourgeois est représenté au sein des conseils d'administration des deux instituts de crédit et que ses représentants y défendent les intérêts de l'État luxembourgeois ;*

*– considérant que les trois instituts de crédit prémentionnés disposent de par leurs parts de marché d'un levier important sur l'orientation des investissements réalisés au Luxembourg ;*

*– considérant que le Luxembourg s'est opposé à un classement des activités liées à l'énergie nucléaire comme « durables » dans la taxonomie verte européenne et s'est joint au recours de l'Autriche contre ledit règlement suite à l'introduction du gaz et du nucléaire ;*

*– considérant qu'une exclusion du gaz et du nucléaire des fonds d'investissements dits soutenables commercialisés par les trois banques prémentionnées renforcerait la cohérence des politiques publiques,*

*invite le Gouvernement*

*– à œuvrer pour l'exclusion du gaz et du nucléaire des fonds d'investissements dits soutenables commercialisés par la BCEE d'ici la fin de l'année 2024 ;*

*– à intervenir au sein des conseils d'administration de la BIL et de BGL BNP Paribas en faveur de l'exclusion du gaz et du nucléaire de leurs fonds d'investissements dits soutenables.*

*(s.) David Wagner, Marc Baum.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Nach eng Kéier merci, Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Voilà. Dat war déi lescht.

Zum Ofschloss: Här President, den Här Premierminister hat gesot, d'Regierung hätt net wëlles, eng Atomzentral ze bauen. Dorëms ass et natierlech ni gaangen. An dat huet och, mengen ech, ni een der Regierung ënnerstallt. Mir op jiddwer Fall net. Et ass e bëssen esou deen Trick, fir eppes ganz Schlëmmes ofzewieren, wat souwisou ni antriede wäert, fir duerno awer vläicht gewëssen onbeléift Saachen duerchzekréien.

Eis geet et awer drëms, ze wëssen, wou ee mat dëser Regierung drun ass, wat si vun der Atomenergie hält, an dat ouni Ambiguitéiten. A si däerf och derfir sinn! Dat ass hiert gutt Recht, genausou wéi et d'gutt Recht vun der Chamber ass oder vun der Bevëlkerung ass, och ze wëssen, wouhin eis d'Atomrees vun dëser Regierung hiféiert.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen Iech Merci, Här Wagner.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jeff Boonen ageschriwwen. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

***Débat***

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Jo. Merci, Här President. Wann de grousse Julius Caesar virun 2.000 Joer radioaktiven Offall an enger Höl hei zu Lëtzebuerg, wat deemools Gallie war, deposéiert hätt an en hätt an de Stee gemeesselt, dass kee sech soll do ophale respektiv dass een dat all 100 Joer muss eraushuelen, erëm nei verpaken a rëm aleeën, ech mengen, da wiere mer net esou begeeschtert haut.

*(Hilarité)*

An et ass ënner anerem aus deem Grond, dass et och e bewosste Choix ass vun eis als CSV, dass mir zu Lëtzebuerg net aktiv ginn an der Nuklearenergie. Fir eis huet den Ausbau vun erneierbaren Energien – op Basis vu Wand, Solar, Biomass – eng absolutt Prioritéit. An et ass do, wou d'Ressourcen hei zu Lëtzebuerg an och an Europa mussen agesat ginn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Jeff Boonen** (CSV) | D'Atomenergie ass an eisen Aen net nohalteg wéinst dem Problem vum Offall, awer och – den Här Wagner huet et gesot – wéinst der Gefor vun den Accidenter.

**Une voix** | Très bien!

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Aus deem Grond solle besteeënd Anlagen och nëmme weidergefouert ginn, soulaang d'Sécherheet ka garantéiert ginn. A mir sinn iwwregens och dem Aktiounskommitee géint d'Atomenergie erëm bäigetrueden. Och am Koalitiounsaccord, mengen ech, steet, Dir hutt et gesot, dass d'Anlagen an der noer Ëmgéigend sollen zougemaach ginn, wann d'Sécherheet net méi garantéiert ass.

An den Diskussioune ronderëm déi europäesch Taxonomie, wou et jo drëms geet, festzeleeën, wou Privatkapital investéiert gëtt, huet den Deputéierte Christophe Hansen, deemools Europadeputéierten, zesumme mat Deputéierten aus all de Fraktiounen eng Objektioun deposéiert, fir d'Nuklearenergie an och de Gas als net nohalteg anzestufen. Dës Objektioun huet keng Majoritéit am Europaparlament kritt. An dëse Vott ass awer elo ze akzeptéieren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Et ass och eng Realitéit, dass sech den 21. Mäerz zu Bréissel 32 Staaten, dorënner d'USA, China, awer och eisen Noper Frankräich, getraff hunn, fir iwwert d'Zukunft vun der Nuklearenergie ze schwätzen. Déi meescht Staate bedreiwe selwer Reakteren a wëllen och an Zukunft doran investéieren. D'Atomenergie wäert also en Deel vum Stroummix op der Welt sinn.

Den Artikel 194 vum Traité iwwert d'Fonctionnement vun der Europäescher Unioun ass ganz kloer: D'Energieversuergung ass eng gedeelte Responsabilitéit zwëschent der Europäescher Unioun an de Länner. D'EU suergt derfir, dass de Maart an d'Vernetzung funktionéieren, an et sinn déi eenzel Länner, déi decidéieren, wéi e Stroummix se huelen oder produzéieren.

An ech mengen, et ass derwäert, an enger Debatt wéi haut awer och emol eng Kéier ze kucken, wat déi Länner beweegt, virun an d'Atomenergie ze investéieren. Finnland huet iwwer 50 % erneierbar Energien. Eigentlech géif et jo op der Hand leien, domat virunzefueren, mee grad fir d'erneierbar Energië weiderzeentwéckelen, wëlle si eng Grondlaascht mat der Atomenergie produzéieren, fir d'Waasserkraaftwierker fräizemaachen, fir déi sougenannte Flaute bei der Loft opzefänken. Dat heescht, d'Atomenergie ass fir si e Choix. An ech mengen, domat sollte mir eis beschäftegen, well dat eng Realitéit ass.

Well d'Atomenergie weider eng Realitéit ass, ass et fir eis als CSV wichteg, dass mir virun an d'Fuerschung a verschiddene Beräicher vum Nuklear investéieren. D'Gestioun vum nuklearen Offall – den Här Wagner huet et och gesot –: Mir brauche Konzepter fir eng nohalteg Endlagerung, fir e Verschaffe vun deem Offall. Do duerfe mir am Numm vun den nächsten Honnerte vu Generatiounen net einfach de Kapp an de Sand stiechen.

An da si mir eis natierlech bewosst, dass déi kuerzfristeg Klimaziler vun 2050 nëmmen ze erreeche si mat den erneierbaren Energien, well mer do elo schnell sinn, well mer do ënnerwee sinn. Awer et gëtt och eng Zäit no 2050. An den Energieverbrauch wäert zouhuelen. Mir wäerten 10 Milliarde Mënsche mussen ernären an energeetesch versuergen. Dofir ass et fir eis och evident, dass mir virun an d'Fuerschung vun der Kärfusioun investéieren. Et wier net responsabel, net méi an den europäesche Programm ITER ze investéieren. Well wie vun eis weess, wat a 40 Joer ass? Wéi eng Problemer bréngen déi aktuell Energië mat sech? Ech mengen, et muss een hei oppe genuch sinn, fir verschidden Optiounen ze halen.

Wéi schonns am Ufank gesot: Mir sollen heiheem all eis Responsabilitéit huelen, fir op déi erneierbar Energien ze setzen: eng PV-Anlag op all Daach, op der ganzer versigelter Fläch, och a Kombinatioun mat Landwirtschaft – mee wierklech mat Landwirtschaft –, e weideren Ausbau vu Wandanlagen do, wou et méiglech ass, an natierlech och d'Biomass.

Da solle mer och responsabel ginn um Niveau vun der Speicherung. Ech mengen, och do kënne mir Responsabilitéit iwwerhuelen iwwer Subventiounen, iwwer Plazen, wou kënne Speicheranlagen higestallt ginn. Et ass awer wichteg, dass mer méi séier ginn, dass mer schnell standardiséiert Prozedure kréien, well et kann net sinn, dass et méi wéi zéng Joer dauert, fir e Wandrad zu Lëtzebuerg opzeriichten. Et ass do un eis all, fir e gewëssene Pragmatismus ze weisen, fir dass mer dora virukommen.

Dofir nach eng Kéier zum Schluss: Hei zu Lëtzebuerg alles maachen am Beräich vun der Produktioun vun erneierbaren Energien, an awer mat engem kloren, oppenen, kritesche Bléck op dat, wat dorëmmer geschitt. Domat leeschte mir eise Beitrag.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Boonen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

**M. Luc Emering** (DP) | Här President, léif alleguer, d'Diskussioun iwwert d'Klimakris ass keng nei. Am Géigendeel, mir befannen eis grad matzen an enger duebeler Transitioun. D'Energiekris, an där mir eis befannen, huet nach eng Kéier verdäitlecht, dass mir d'Energietransitioun elo ganz séier virundreiwe mussen.

Ech wëll virop direkt soen: D'DP setzt sech intensiv géint de Klimawandel an a seet ganz kloer Nee zu enger Zukunft fir fossil Brennstoffer oder Atomkraaft a kloer Jo zu den erneierbaren Energien.

**Une voix** | Très bien!

**M. Luc Emering** (DP) | D'Lëscht vun den Nodeeler vun der Atomkraaft ass ganz laang. Dat Éischt – an dat ass dat Wichtegst –, ass, well et einfach ze gefäierlech ass. Et ass jidderengem heibanne bewosst, wat zu Fukushima, Tschernobyl a sou weider geschitt ass. An dat si just déi bekanntste Katastrophen. Et kann zu all Moment an iwwerall eng Katastroph geschéien, grad an Zäite wéi dësen, wou Krich op der Agenda steet. An ech wëll mir net ausmolen, wat dat fir Konsequenzen hätt!

Et ass och kee Geheimnis, dass d'Léisung vun der Atomkraaft lues an deier ass. Fir eisen Energiebedarf ze decken, missten zeg nei Reaktere gebaut ginn, wat deier wär a wat bis zu 20 Joer kéint daueren, ier dës kënnen a Betrib goen. Dëst ass am Kader vun der Urgence vun der Klimakris, an där mir eis aktuell befannen, einfach vill ze spéit.

E weidere Punkt, deen dacks vun deene ville Leit, déi sech fir d'Atomkraaft asetzen, vergiess oder bewosst ignoréiert gëtt, ass, wat mat deem radioaktiven Offall geschitt. Et ass sécher, dass keen dëse bannent oder ronderëm seng Grenze wëll leien hunn.

Vu dass d'Sécherheet vun eise Bierger fir eis un alleréischter Plaz steet, ass eis Positioun ganz kloer. Mir setzen eis weiderhi fir d'Fermeturë vu Cattenom souwéi vun deene sech och nach do ronderëm eis Grenze befannenden Atomkraaftwierker an, wéi et och am Koalitiounsaccord virgesinn ass.

Déi eenzeg a richteg Alternativ, déi eis et erlaabt, eist Land klimaneutral ze entwéckelen an eis Klimaziler aus dem PNEC ze erreechen, sinn déi erneierbar Energien. Dës sinn net just méi bëlleg, mee och méi sécher a se kéinte scho bannent e puer Joer e grousse Stroumbedarf decken. Dowéinst si mir der Meenung, dass massiv Investitiounen a Fuerschungen am Beräich vun den nohaltegen Energien onëmgänglech sinn, fir Lëtzebuerg schnellstméiglech klimaneutral ze maachen an eis Ofhängegkeet vun Energieimporter ze reduzéieren.

Mir mussen eis Infrastrukturen ausbauen an un d'Besoine vu muer upassen. Dëst gëllt am Domän vun der Elektrifizéierung, op déi eis Industrie ëmmer méi setzt, mee och am Beräich vum Hydrogène an dem Biogas.

Lëtzebuerg huet säin Engagement fir d'Offshore-Wandenergie schonn duerch seng Bedeelegung um Projet fir déi éischt sougenannten „energeetesch Inselen" an Dänemark ënnerstrach. Och d'Fotovoltaik spillt eng grouss Roll am Stroumnetz vu muer. Doweinst ass et nëmme richteg, dass bei allen neie Gebaier d'Fotovoltaik op den Diech de Standard soll ginn, esou wéi et och am Koalitiounsaccord vermierkt ass.

Mir gesinn also, et gëtt eng ganz Rei u konkreete Pisten, déi besser Alternativen zu der Atomkraaft duerstellen. Doweinst wëll d'DP-Fraktioun, dass d'Suen an d'Fuerschung vun den erneierbaren Energië fléissen, an net méi an d'Atomkraaft. A wann et muss sinn, da sollen d'Suen an d'Fuerschung zur Behandlung vum radioaktiven Offall investéiert ginn. Well och do musse mir ganz dréngend Léisunge fannen. An deem Kader géif ech och eng Motioun deposéieren.

***Motion 4***

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– les déclarations récentes du Gouvernement concernant l'importance d'investir dans les énergies renouvelables et l'engagement de ne pas construire de centrales nucléaires sur le territoire luxembourgeois ;*

*– les études d'impact de la Commission européenne, qui reconnaissent les énergies renouvelables comme la colonne vertébrale du système énergétique de demain ;*

*– la déclaration commune pour une taxonomie européenne sans nucléaire en marge de la COP26 de Glasgow, dont le Luxembourg était aussi signataire, et dont découle que l'énergie nucléaire ne peut pas être considérée comme une source d'énergie verte, sûre ou renouvelable ;*

*– le projet international de réacteur à fusion nucléaire ITER auquel participe l'Union européenne à des fins de recherche ;*

*– l'augmentation du risque lié aux installations nucléaires avec l'âge d'exploitation ;*

*– que la gestion des déchets radioactifs constitue un des problèmes majeurs de l'énergie nucléaire à long terme ;*

*– la compétence nationale des États membres dans la détermination de leur bouquet énergétique sur base du Traité pour le fonctionnement de l'UE (TFUE),*

*invite le Gouvernement à*

*– continuer à investir dans la recherche et l'installation des énergies renouvelables ;*

*– soutenir, en matière d'énergie nucléaire, les investissements dans la recherche de la sûreté des réacteurs existants et dans la gestion sûre des déchets radioactifs ;*

*– continuer à suivre attentivement les développements en matière nucléaire dans nos pays voisins, en Europe et au niveau international ;*

*– poursuivre ses échanges bilatéraux ainsi qu'au sein de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de la sécurité nucléaire ;*

*– continuer ses efforts pour aboutir à une fermeture définitive des centrales nucléaires de Cattenom, Doel et Tihange.*

*(s.) Luc Emering, Jeff Boonen.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Emering.

**M. Luc Emering** (DP) | Här President, ier ech zum Schluss kommen, wëll ech awer och hei ganz kloer soen, dass mer hei zu Lëtzebuerg déi Energietransitioun, déi mer brauchen, just erreechen, wann an de Geneemegungsprozeduren endlech e massiivt Ëmdenke stattfënnt. Mindestens aacht bis zéng Joer, fir eng Wandmillen zu autoriséieren, sinn an Zukunft net méi tragbar. Etüden, Fliedermais, Wëllkazen, an, an, an. Een, deen hei zu Lëtzebuerg an erneierbar Energiequelle wëll investéieren, déi jo bekanntlecherweis zum groussen Deel an der Gréngzon stattfannen, dee gëtt esou munches geléiert. Wa mer Energietransitioun soen, musse mer och Ouverture d'esprit am Environnement soen. Am anere Fall wäerten d'Kamäiner zu Cattenom a ronderëm nach ganz laang dämpen.

An deem Sënn, léif alleguerten, ënnersträichen ech nach eemol ganz kloer, dass mer mussen oppen, sachlech an zilorientéiert no vir kucken an alles drusetzen, fir d'Energietransitioun ze assuréieren.

Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Emering. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel. Här Engel.

**M. Georges Engel** (LSAP) | Merci, Här President. Merci och deene Lénken an dem David Wagner dofir, dat Theema hei op den Ordre de jour bruecht ze hunn.

Ech hat mer net geduecht, dass mer eis nach eng Kéier missten hei an dëser héijer Kummer iwwert d'Atomenergie ausloossen. Ech hat op de jorelaange Konsens hei gehofft, deen dëst Parlament ëmmer hat, wou mer eis ëmmer géint d'Atomkraaftwierker ausgeschwat hunn, wou mer eis ëmmer géint d'Atomkraaft ausgeschwat hunn, an ech hat gemengt, dat Theema wär giess!

Leider ass dat net de Fall. Leider wëll nach op d'Atomenergie zréckgegraff ginn, wat awer u sech eng Energie vun der Vergaangenheet ass. An de 70er-Jore war et eng Energie vun der Zukunft, haut ass et eng Energie vun der Vergaangenheet.

An d'Argumenter géint d'Atomenergie, déi si ganz kloer. De Bau vu Reakteren ass immens deier an en dauert immens laang. Ee Beispill: Flamanville. De Bau vum Reakter huet méi wéi 16 Joer gedauert an en hat e Käschtepunkt vun 13,2 Milliarden Euro! Wann een dann déi extern Käschten, also den nuklearen Offall a längerfristeg Follge vun Atomenergie matarechent, dann ass d'Atomenergie déi deiersten Energie iwwerhaapt. Déi laang Bauzäit konnt een an de leschte 70 Joren net systematesch verkierzen. An deemno ass d'Atomenergie och dat falscht Rezept, fir géint d'Klimaurgence hei virzegoen.

Atomenergie ass och geféierlech a muss konstant deier betreit an iwwerwaacht ginn. Wouhinner mam radioaktiven Offall? De Risiko vun Accidenter mat fatale Konsequenze fir Millioune vu Leit. De Risiko vun Attentater. A mir wësse jo och, dass, wa mir fir d'Atomenergie Suen an d'Fuerschung stiechen, dat och ëmmer gebraucht ka gi fir Atomwaffen. Ech sinn der Meenung, dass dat eng ganz verantwortungslos Politick ass par rapport zu eise Kanner a par rapport zu eisen zukünftege Generatiounen!

D'Atomenergie mécht eis ofhängeg. D'Brennmaterial muss importéiert ginn, Uran zu 100 %. 2022 goufen nach 20 % aus Russland a 24 % aus dem Kasachstan an aus dem Usbekistan importéiert. Dozou kënnt och nach, dass de Waasserverbrauch ganz héich ass an dass dat an enger Zäit vu Waasserknappheet jo och net déi richteg Mesür ass.

Am Koalitiounsvertrag steet, datt d'Regierung sech fir d'Schléissung vun den Atommeilere vu Cattenom, Tihange an Doel wéilt asetzen, also allem, wat Lëtzebuerg ka geféierlech ginn. Mee op anere Plazen, do kënne mer awer weider an d'Atomenergie investéieren, do betrëfft et jo da bei enger Katastroph Lëtzebuerg net. Ech fannen dat en hypokriteschen Discours. Ech fannen dat en Discours, deen een net soll halen!

An ech fannen et iwwregens och geféierlech, wann een op där enger Säit seet: „Mir wëllen, datt weider an d'Atomenergie investéiert gëtt", an dann hei op der Tribün awer e ganz anere Langage gebraucht. Dat ass en doppelzüngegen, ambiguen Discours. Deen ass net gutt. Et ass e groussen Hin an Hier, deen d'Regierungsparteien do uginn. Déi eng, déi hunn en an hirer Partei selwer, déi aner, déi droen en no baussen. Dat ass net gutt. Et ass keng kloer Linn.

Vläicht nach ee Wuert och zu dem ITER-Projet, deen elo an deene leschte Joren och ëmmer ënnerstëtzt ginn ass. Hei geet et net ëm Fissioun, wat am Moment an den Atomreaktere gebraucht gëtt, mee ëm Fusioun, wat eng nei Technologie ass, déi awer och scho säit de 50er-Jore gebraucht gëtt, wat eiser Meenung no och net déi allerbeschten Technologie ass – am Moment op alle Fall nach. Mee et kéint awer eng Technologie sinn, déi net op der selwechter Linn ass wéi déi vun der Fissioun. Et ass also fir eis och lo keng absolutt Prioritéit, well d'absolutt Prioritéit läit bei den erneierbaren Energien. Well och déi Technologie vun der Fusioun ass net gëeegent, fir der aktueller Klimakris entgéintzewierken.

Summa summarum: E weideren Invest an déi traditionell Atomenergie ass verantwortungslos! Hei gi Milliarde vu Steiergelder an d'Täsch vun enger Lobby gestach, an déi feele bei den Erneierbaren. Et ass keen Invest an d'Zukunft, mee et ass eng Schold an d'Zukunft! An d'Atomenergie, déi rechent sech net. Mir maachen eis ofhängeg vun enger Energie, déi mer net ganz beherrschen an déi eis och nach an d'Ofhängegkeet vun anere Länner dreift.

Eise Wee ass deen, nach just a modern an an erneierbar Energien ze investéieren, déi effektiv an hirem ganze Bilan méi ëmweltfrëndlech sinn. Dat ass dee richtege Wee an op dee wëlle mir goen.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engel. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Tom Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Merci, Här President. Amerika, England, Frankräich, Holland, Japan, Schweden, Finnland, Polen, Tschechien: All dës grouss Länner mat Dausende vun Experten hu sech fir eng Verdräifachung vun der Nuklearenergie ausgeschwat. Mee et gëtt awer ee klengt Land hei an Europa, dat mengt, datt et alles besser weess, an dat ass Lëtzebuerg. Mee et gëtt awer och an deem klenge Land eng kleng Partei, déi Widderstand leescht, an dat ass d'ADR.

*(Interruptions)*

Mir als ADR si fir eng rational an technologieoppen Energiepolitick. Ech hätt jo ganz gär den Här Frieden luewend ernimmt, dee genau déi kloer Wierder och gesot huet, mee no enger klenger Revolt an den eegene Reie schéngt näischt méi kloer ze sinn. Kee Courage. Dozou spéider méi.

All Energiequell huet Stäerkten a Schwächten. Déi optimal Energie hänkt staark vun der geografescher Lag of an och vun Energiebesoinen: an der Wüst Solar, an de Bierger Waasserkraaft, un der Nordséi Wand an a ville Länner mat schlechter Geografie och Atomenergie. Grouss Industrielänner brauchen zu all Zäit vill a bëlleg Energie fir ze produzéieren. Entwécklungslänner hunn awer aner Besoinen. Duerfir soll all Regioun an all Land hir Energiepolitick selwer bestëmmen.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg d'Atomenergie säit Joerzéngte verdäiwelt an den Discours gëtt haaptsächlech vu Leit gefouert, déi net vill Anung hunn! An de leschte Wochen hunn eis Medie Greenpeace hofiert

an onkritesch Interviewe mat hirem sougenannten Nuklearexpert, dem Roger Spautz, gemaach. Ech wollt mol wëssen, wat fir Qualifikatiounen dee Mann huet. Ech hunn näischt fonnt, bis op en Artikel aus dem Joer 2014, ...

*(Interruptions et brouhaha)*

... wou e beschriwwe gëtt als „un postier aujourd'hui retraité". De Mann huet also bei der ...

*(Interruption)*

Däerf ech schwätzen?

**Une voix** | Dat ass inakzeptabel!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Weidig, fuert elo weider.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo.

*(Interruption)*

De Mann huet also bei der Post geschafft. Ech ka verstoen, datt Leit nervös gi bei Atomenergie, wann dauernd Feelinformatiounen oder Hallefwouerechten erzielt ginn.

Ech wëll hei mol mat zwou Saachen opraumen.

*(Interruptions)*

Éischtens: d'Sécherheet. Nuklearenergie huet en änleche Risikoprofill wéi mam Fliger fléien. Wann e Fliger eroffält, ginn et vill Affer op ee Coup. Mee well vill Millioune vu Flich ouni Accident oflafen, ass et e ganz séchert Transportmëttel. Wann een d'Date vun „Our World in Data" kuckt, dann ass d'Atomenergie eng vun de séchersten Energiequellen, esou sécher wéi Solarenergie. An dat ass richteg, dat ass Statistik. Ass de Risiko null? Nee. Mee de Risiko bei der Produktinstallatioun vu Solarpanelen ass och net null. All Energiequell huet Risiken!

Zweetens: Den Atomoffall gëtt och als Haaptargument geholl. Wat net gesot gëtt, ass, datt d'Nuklearindustrie sech a 40 Joer weiderentwéckelt huet. Säit 1985 huet Frankräich zwee Drëttel vum radioaktiven Offall recycléiert kritt. Och dat muss ee soen! Wa mir méi Suen an d'Fuerschung gestach hätten, da wär et héchstwarscheinlech nach méi. An et gëtt och en Endlager a Finnland.

All Energiequell huet Vir- an Nodeeler. Mir mussen all Optiounen um Dësch hunn. Dat gëllt och fir d'Fusiounsenergie, déi duerch nei Methoden an der Kënschtlecher Intelligenz grouss Fortschrëtter gemaach huet.

Den Här Frieden wëll weeder eng Nuklearzentral zu Lëtzebuerg bauen, mir vun der ADR och net, nach datt déi onsécher Zentrale weiderlafe sollen, mir vun der ADR och net. Et ass einfach nëmmen drëm gaangen, fir op EU-Niveau eng konstruktiv Politick ze maachen an eis net politesch ze isoléieren. Wa vill EU-Länner Atomenergie als wichteg ugesinn, da solle mir dat och akzeptéieren. Dat ass e relativ klenge Geste ...

*(Interruption)*

... a souguer do feelt et, schéngt et, bei der Regierung u Courage. Wann d'Regierung an den Här Frieden net mol Courage hu bei deem klengen Theema, da froen ech mech, wéi se déi grouss Theemen uginn, mat Logement, Gesondheetssystem a Migratioun. Do brauch een onendlech vill méi Courage!

Duerfir reechen ech am Numm vun der ADR-Fraktioun eng Motioun an, fir d'Regierung opzefuerderen, eng konstruktiv an net isolationistesch Politick op EU-Niveau ze maachen. Konkreet freet d'Motioun d'Regierung, d'Decisioun vun der vireger Regierung, fir Éisträich bei senger Klo ze ënnerstëtzen, zréckzezéien an d'Entscheedung vun der EU-Kommissioun an dem Europaparlament, fir Atomenergie an Äerdgas als nohalteg Energie anzestufen, ze akzeptéieren.

Ech géif mech freeën, wann d'Regierungsparteie vun der CSV an der DP dës Motioun matdroe géifen an domat éischtens Courage weisen an zweetens hirem Premier, dem Här Frieden, de Réck stäipen.

Villmools merci.

***Motion 5***

*D'Chamber vun den Deputéierten:*

*erënnert drun, datt*

*– déi viregt Lëtzebuerger Regierung de 7. Juli 2022 annoncéiert hat, fir beim Europäesche Geriichtshaff eng Plainte géint d'Integratioun vun Atomenergie an Äerdgas an d'EU-Taxonomie ze deposéieren, dat an engem Kontext vu konstant steigenden Energiepräisser;*

*– Éisträich am gläiche Kontext decidéiert hat, fir géint déi ergänzend delegéiert Veruerdnung zur EU-Taxonomie-Regulatioun ze kloen;*

*– d'Lëtzebuerger Regierung an hirer Äntwert op eng parlamentaresch Fro den 12. Oktober 2022 ugekënnegt hat, Éisträich an dëser Prozedur ze ënnerstëtzen, wat de facto bedeit huet, datt si net selwer géint déi mentionéiert Veruerdnung géif kloen;*

*– et schonns am Juli 2022 zu enger Ofstëmmung am Europäesche Parlament iwwert d'Taxonomie-Reegelung komm ass, an datt sech keng Majoritéit fonnt hat, fir Asproch géint d'Entscheedung vun der EU-Kommissioun ze erhiewen,*

*ass sech bewosst, datt*

*– vill europäesch Länner, dorënner Holland, Schweden, Finnland, Tschechien a Frankräich, decidéiert hunn, fir d'Notzung vun der Atomenergie auszebauen an technologesch weiderzeentwéckelen, an dat mam Argument, fir nieft der $CO_2$-Reduktioun Elektrizitéit fir d'Bierger ze produzéieren an domat d'Versuergungssécherheet sécherzestellen,*

*fuerdert d'Regierung op,*

*– d'Decisioun vun der viregter Regierung, fir Éistraich bei senger Klo ze ënnerstëtzen, zeréckzezéien an d'Entscheedung vun der EU-Kommissioun an dem Europaparlament, fir Atomenergie an Äerdgas als nohalteg Energien anzestufen, ze akzeptéieren.*

*(s.) Tom Weidig.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här François Bausch. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. An och merci deene Lénken, datt se déi Debatt hei ugefrot hunn.

Här President, ech wëll ufänken, andeem ech dat, wat elo just gemaach ginn ass, e bësselchen an de Kontext setzen. Wann hei behaapt gëtt, en Accident an enger Nuklearzentral, dat wär vum Risiko vergläichbar, wéi wann e Fliger eroffält, wou da leider natierlech och tragescherweis Leit ëmkommen, an dat wär et schonn, da fannen ech dat eigentlech onwarscheinlech! Well een, dee sech e bëssen, fir fënnef Su, dermat ausernanergesat huet, wat zu Fukushima geschitt ass oder zu Tschernobyl – dat hu mer scho verdrängt, 1986 –, wou ganz Europa drënner gelidden huet, well de radioaktive Stëbs duerch ganz Europa gaangen ass ... Da muss ech soen: Ech fannen dat de Combel bal vum Zynismus, wann een esou e Verglach maache kënnt wéi deen, deen elo hei gemaach ginn ass!

Dat ass och deen éischte Punkt, deen, mengen ech, nach kee geléist kritt huet am Kontext vun där Technologie: Dat ass dee vun der Sécherheet. D'Sécherheet bei den Nuklearzentrale betrëfft net nëmmen de Risiko vun engem Accident, mee dee betrëfft de Risiko vun Uschléi an dee betrëfft virun allem de Risiko vun der Prolifération nucléaire, datt radioaktiv ugeräichert Materialien erausgeschleeft ginn an datt dat domadder natierlech och direkt weltwäit eng sécherheetspolitesch Konsequenz huet mat dem Bau – oder dem méigleche Bau – vun Atomwaffen, déi ee kann domadder bauen.

An et ass jo net fir näischt, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, datt d'Weltgemeinschaft zënter Jore mam Iran streit, fir ze kucken, datt verhënnert soll ginn, datt den Iran zivill Nuklearenergie soll produzéieren, well kloer d'Angscht besteet, datt dat natierlech deen éischte Schratt ass zum Bau vun der Atombomm vum Iran. An ech brauch jo kengem auszemolen, wat et bedeit, wann e Land wéi den Iran d'Atombomm bis huet! Ech mengen, dat wëlle mer eis all net virstellen, wat dat bedeit! Donc, d'Sécherheetsfro ass den éischte Punkt, an ech fannen, do ass Zynismus wierklech falsch op der Plaz.

Den zweete Punkt ass d'Ofhängegkeet vun engem Rostoff. D'Zil muss et sinn, an der Energiepolitick – an effektiv brauche mer duerfir e gesonde Mix vun Energieformen, ech kommen nach dorobber zréck – onofhängeg ze ginn. Onofhängeg ze gi vu Ressourcen, déi mer an Europa net hunn. Mir hu kee Pëtrol – oder kaum nach Pëtrol – an Europa. Mir hu kaum Gas oder kee Gas. Uran hu mer och keen, Dir Dammen an Dir Hären. Mir hu keen Uran! Mir importéieren den Uran aus Kanada – dat ass nach déi beschten Alternativ –, mee awer och aus Länner, déi fréier zum Sowjetblock gehéiert hunn, wat wierklech „Billerbuchdemokratië" sinn an eiser Welt, oder souguer fréier aus Russland. Méi Atomzentralen heescht och eis weider méi ofhängeg maache vun Diktaturen, vu Länner, déi eis erpressen, wann et bis drop ukënnt. Dat gesi mer jo elo an deene Konflikter, déi de Moment stattfannen.

Den drëtte Punkt ass den Offall. Et gëtt de Moment keng richteg Léisung fir den Offall. Ech hat an engem Debat op der Televisioun dem Buergermeeschter vu Leideleng gesot – dem Här Linster, dee jo an der Demokratescher Partei ass a fir d'nuklear Energie ass –, wéi e gesot huet, ma dat wär alles kee Problem: „Ma, Här Linster, stellt Iech emol vir, mir géifen dann erausfannen, datt Leideleng sech gutt géif eegenen, fir zum Beispill Brennstëfter do iergendwou hinzemaachen." Du sot ech: „Wäert Dir dann als Buergermeeschter d'accord, datt an Ärer Gemeng esou eppes kéim?" Do war d'Äntwert: „Nee." An ech verstinn dat och. Dee Mann huet Recht, datt en do Nee seet. Mee e muss just natierlech konsequent sinn an och generell dann natierlech géint d'Atomenergie sinn.

Véierte Punkt: ekonomesch gesinn total onrentabel! Wann a Frankräich, wëll ech just soen, net iwwer Joerzéngten déi nuklear Energieindustrie ëmmer erëm mat Milliardenzomme finanziell gerett a gestëtzt gi wier, da wär se scho laang net méi do.

An doriwwer eraus gesinn: Ech ka mech jo nëmme wonneren, wann hei gesot gëtt, weltwäit wär d'Atomenergie um Virmarsch. Wësst Dir, wivill Prozent den Atomstroum weltwäit an der Energieproduktioun ausmécht? 9 %. 9 % op der Welt! Mir wëssen awer: D'Erneierbar sinn total um Virmarsch. Dat kann ech Iech just soen, Här Kartheiser. Do leie mer ...

*(Interruption)*

Jo, mee d'Erneierbar gëtt et jo nach net esou laang, datt se esou gefërdert ginn. An da wäert Dir mol gesinn, datt dee Virmarsch net méi ze stoppen ass. An erneierbar Energië sinn iwwregens net nëmme

Wand a Sonn: Dat ass Geothermie, et si Gezeitekraaftwierker, et ass e ganze Koup aner Saachen, déi de Moment an der Fuerschung sinn, déi een och kann notzen, fir iwwer erneierbar Energië Stroum ze produzéieren. Et sinn net nëmme Wand a Sonn, wéi Der ëmmer gär behaapt, et ass vill méi wéi dat!

An dann den Zäitraum: Mir hunn eng Zäitfënster, Här President, vun 10, 20, 25 Joer, fir de Klimawandel ze bremsen. Dat geet alles net op, wa mer dat wëlle maachen iwwer eng Technik, wou mer och fir d'Ëmsetzung vun der Technik eigentlech Joerzéngte brauchen.

An da wëll ech profitéieren natierlech, Här President – ech fannen et e bësse schued, datt den Ëmweltminister net hei ass –, fir als Lescht och iwwer Cattenom ze schwätzen. Mir sinn de Moment an der, wat ee muss nennen, „Fessenheim-Phas" vu Cattenom. Wat ass dat? Ma Fessenheim war en Atomkraaftwierk, dat ass op der franséisch-däitscher Grenz gewiescht, am Elsass, no bei Baden-Württemberg. Do ass eng Atomzentral vu Frankräich zougemaach ginn. Déi ass 2020 an der Grenzregioun vum Emmanuel Macron zougemaach ginn.

Firwat? Ma well Baden-Württemberg sech massiivst agesat huet, sech Experten zur Säit geholl huet, an de Ministèrë massiv gekuckt huet, fir sech mat zolitten Expertisen ze wappnen an op Paräis ze rennen an dauernd erëm virstelleg ze ginn, fir datt déi Zentral zougemaach gëtt. Déi ass zougemaach ginn!

Mir sinn elo an enger Phas, déi nächst zwee Joer, wou d'Lafzäitverlängerung vu Cattenom usteet. Eng éischt Phas leeft elo konsultativ, dat ass keng legal. Wéi virgesinn ass, geet déi a Frankräich bis de Summer, mee et ass awer och wichteg, datt d'Regierung sech do schonn abréngt. Da kënnt eng zweet Phas, déi ass ufangs d'nächst Joer. An da kënnt déi decisiv Phas, déi ass an der éischter Hallschent 2026. D'Regierung wär gutt beroden, sech hei Experten zur Säit ze huelen, juristescher wéi och technescher a wëssenschaftlecher, an elo schonn unzefänken, zu Paräis virstelleg ze ginn, well wann een eréicht Enn 2026 kënnt, dann ass dat ze spéit.

Duerfir ass och meng Fro un den Energieminister – deen ass jo zumindest mol hei –: Wéi vill Leit schaffen de Moment a sengem Ministère un dësem Dossier? Ech wär frou, wa mer dann awer och déi Äntwert kréichen – mir hunn och eng Commission jointe aberuff mam Ëmweltminister –, datt den Ëmweltminister och seet, wéi vill Leit a sengem Ministère op deem Dossier schaffen. Well den Ëmweltministère huet hei ganz vill dermat ze dinn!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Bausch, Dir misst zur Konklusioun kommen.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här President, entschëllegt, ech si fäerdeg. Nach just ee Saz.

Mir sinn hei an der Aarhus-Konventioun, wou grenziwwerschreitend muss consultéiert ginn. Den Ëmweltministère ass zoustänneg par rapport zu Aarhus, an dofir wéisst ech gär vun der Regierung – Här President, ech hoffen, datt mer dann déi Kommissioun séier zesummekréien –, wat dann do den Ament um Lafen ass, fir datt mer dee Schrottreakter zu Cattenom, dee ganz Lëtzebuerg a Gefor bréngt, endlech zoukréien.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här Marc Goergen. Här Goergen, et ass un Iech.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Mir Piraten stoungen an, stinn an a wäerten och éiweg astoe géint d'Atomenergie. Domat ass eise Message eigentlech ganz kloer!

Jo, ech hat bal geduecht no der Ried hei vun der ADR, si géifen elo eng gemeinsam Motioun hei erabréngen, dass se zu Leideleng e Buergermeeschter fonnt hätten, deen endlech eng Zentral géif mat hinne bauen an op hirer Linn wär. Gott sei Dank hu si déi net bruecht. Dofir hu si awer eng aner bruecht, wou ech herno eppes wäert derzou soen.

Mir haten an deene leschte fënnef Joer oft heibannen Diskussiounen, deemools nach mat där viregter Regierung, well mer dergéint waren, dass zu Lëtzebuerg am Stroummix nach ëmmer Atom ass. Mir schwätzen am Moment vun enge 5 %, déi nach ëmmer konsuméiert ginn am Lëtzebuerger Stroummix.

Dat heescht, et ass schéin, dass op eemol d'Parteie sech alleguerten eens sinn, dass ee géint Atom ass, mee wann en zu Lëtzebuerg nach ëmmer importéiert gëtt, ass dat awer e bëssen, naja … Et kann een et kritesch kucken – fir et ganz fein auszedrécken, Här Delles.

Deementspriechend ass dat och eng vun de Moossnamen, déi musse geholl ginn, dass mer endlech deen Atomimport mol stoppen. Well et ka jo net sinn, dass d'Parteien, wéi et awer schéngt, an enger grousser Majoritéit sech eens si géint den Atom, an een deen awer weiderhin hei konsuméiert.

Well, wat jo virun allem déi Parteien, déi fir Atom sinn, net soen, ass, dass de Kilowattpräis vill méi deier ass. De Konsument muss dräi- bis véiermol esou vill bezuele wéi fir déi erneierbar Energien, wann en dee Stroum konsuméiert. Dat heescht, dat ass déi Ligen, déi een jo dann zielt, Atom wär de bëllege Stroum. Faktuell hält dat d'Strooss awer net. Mee dat vergësst een dann derbäizesoen.

Déi Erneierbar mussen ausgebaut ginn. A fir eis Piraten ass et och kloer, dass déi Erneierbar, esou wéi se am Moment sinn, a fënnef, zéng Joer net wäerte an där Form vu Solarpanelen, déi een op den Daach leet, weider existéieren. Do muss een éierlech sinn. Wann een herno vu Solar schwätzt, da wäert dat am Daach agebaut sinn. Et wäert an de Fassaden agebaut sinn. Dir hutt et herno an den Autobunnen. Solar wäert iwwerall stattfannen, an et muss kee méi e Panel dohinnerleeën.

D'Technik wäert sech esou wäit evoluéieren, dass déi erneierbar Energien eng ganz aner Form wäerte kréien a se och vill méi accessibel wäerte ginn. Dat ass och eng Aufgab, déi d'Regierung sech elo scho soll ginn, well déi meescht Projeten, déi mer an der Infrastruktur lancéieren, wäerte jo eréischt an 10, 15 Joer gebaut ginn – also déi staatlech Projeten –, dass mer elo schonn op déi nei Technike setzen.

Do sinn och kleng Wandkraaftwierker, déi ee kann op den Daach setzen, wann ee Riseflaachdiecher huet. Do gëtt et esou vill Méiglechkeeten, wou leider, wann ech d'Infrastrukturprojete kucken, nach net genuch drop gesat ginn ass. Well déi aktuell Techniken, wéi mer se kennen, mat grousse spärege Pannoen, dat wäert Vergaangenheet sinn.

Och d'Wandmillen, wouriwwer d'Leit, déi eng, kontrovers diskutéieren: Ech verstinn elo net, dass op eemol Parteien do a Gréngzonen nach gäre géife Wandmille bauen. Nee, et si genuch Plazen do, wou ee Wandmille ka bauen, ouni datt … Mee och do ass et: Iwwert déi Wandmillen, wéi mer se haut kënne vum Konzept hier, wäert a fënnef bis zéng Joer och kee méi schwätzen, well mer ganz aner Techniken hunn, fir de Wand anzefänken an dorauser da Stroum ze maachen.

Dat ass jo och dat, wat déi grouss Erausfuerderung wäert sinn: déi erneierbar Energien herno ze späicheren. An do ass et, wou mer europawäit …, well Lëtzebuerg – do muss ee ganz éierlech sinn – kann op deem Projet ganz wéineg maachen. Mir brauchen eng europäesch Industrie, déi rëm selwer Solar ka bauen, déi selwer ka Wand bauen, déi awer och kann déi néideg Späichere bauen.

Well wat maache mer herno mat erneierbaren Energien? Déi sinn net 24 op 24 verfügbar. Mee mir mussen déi Späicheren hikréien! An déi Späichere wäerte ganz einfach fonctionéieren. Huele mer zum Beispill verschidden Autohiersteller. Déi ginn elo schonn hin an si huelen déi Autosbatterien, déi herno nach bei 70, 80 % Kapazitéit leien, a si bauen déi a Gebaier an. Da kënnt Der Är Solarenergie, Är Wandenergie, Waasserenergie – alles – späicheren, fir iwwert d'Nuecht ze kommen. Dat sinn déi Techniken.

Ech vermëssen haut nach zum Beispill och bei staatleche Projeten oder an de Gemengen, dass se iwwerhaapt Späichere virgesinn. Jo, do si ganz vill Gemengen, déi maachen op d'mannst emol eppes am Solar. Et kann een ëmmer soen, et misst nach méi gemaach ginn. Mee vu Späichere gëtt awer dann nach net geschwat, fir dass een déi Gebaier och nach kann zum Beispill iwwert d'Nuecht bréngen, wann de Solar net grad staark ass, oder dass een och kann d'Loftenergie deementspriechend aspäicheren.

Fir eis Piraten ass dat doten eréischt den Ufank vun den erneierbaren Energien. Mir däerfen op kee Fall op de Wee zréckkomme vum Atom. Ech gesinn heiansdo déi Fantasië vun eenzelne Politicker an ech sinn awer frou, dass zumindest all déi grouss seriö Parteie sech haut derzou bekannt hunn, dass se géint den Atom sinn.

D'ADR huet elo iergendeppes gesot gehat vu Logement an … Mee ech kann Iech eppes dozou soen: De Logement, Schoulen – wann eng Kéier en Atomkraaftwierk an d'Luucht geet, wäert dat keng Suerg méi sinn, déi Der hutt! An dat ass e ganz grousse Risiko. Dir spillt mam Liewe vun de Leit, wann Der haut sot: „Mir brauche weiderhin Atomkraaft a mir setzen op Atomkraaft"!

Merci.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Domat wär d'Lëscht vun eisen ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister Delles.

***Prises de position du Gouvernement***

**M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Merci villmools och deene Lénke fir dësen Debat.

Ech mengen, dass et wichteg ass, hei nach eng Kéier ganz kloer d'Positiounen ze gesinn. Déi heite Regierung steet ganz kloer zum weideren Ausbau vun den erneierbaren Energien. An alleguerten déi Diskussiounen, déi gefouert ginn, fir ze kucken, wat wéini soll sinn … Déi heite Regierung steet ganz kloer zu de PNEC-Ziler. Mir produzéieren op den Dag vun haut ronn 16 % vun eiser eegener Energie – dat duerch erneierbar Energien, sief et d'Waasser, sief et Loft oder Solar. 16 %. An de Rescht importéiere mer.

Dat weist ganz kloer, dass mer mussen aus där Dependance erauskommen, dass mer musse massiv an déi erneierbar Energien investéieren, dass mer mussen d'Prozedure méi einfach maachen, dass mer musse méi séier virukommen an och op nei

Iwwerleeunge goen, fir erneierbar Energië kënnen op Plazen ze aktivéieren, wou mer dat haut nach net kënnen.

Et ass ganz kloer d'Zil vun där heiter Regierung, dat kënnen ze erreechen. Well eis PNEC-Ziler, zu deene mer stinn, weisen eis, datt mer bis 2030 tëschent 36 a 37 % erneierbar Energië solle kréien. Den Här Goergen huet vum Mix geschwat, wou mer bei eis am Netz nach Atomenergie hunn. Dat ass richteg: Mir hunn haut nach 5 bis 6 % Atomenergie an eisen Netzer. Dat awer net, well Lëtzebuerg enzwousch en Atomreakter stoen huet, nee, mee dat aus deene Grënn, wéi ech grad gesot hunn, dass mer selwer just 16 % vun eiser eegener Energie produzéieren. De Rescht importéiere mer!

Wa mir wëllen, dass dee Prozentsaz op null kënnt, dierfe mer keng Energie méi aus dem Ausland importéieren a mir musse garantéieren, dass et a ganz Europa keng Atomkraaft méi gëtt. Dat kënne mir net. Et geet eis och näischt un, well ganz kloer am Artikel 194 vum Traité steet, dass et beim Mix énergétique vun deenen eenzele Länner den eenzele Länner och zousteet, doriwwer ze decidéieren, an et net un engem anere Land ass, dat ze maachen.

An da fannen ech selwer awer och, wa mir als Lëtzebuerg just 16 % selwer produzéieren, also 84 % vun eiser Energie importéieren, soll een och vläicht e bësse méi zréckhalend sinn, wat een anere Länner wëll reprochéieren a wat een hinnen net wëll reprochéieren.

Mir musse massiv an déi erneierbar Energien investéieren, fir aus der Dependance erauszekommen, fir eis PNEC-Ziler ze erreechen, fir kënnen ze dekarboniséieren a fir net méi vun aneren Importer esou staark ofhängeg ze sinn. Dat sinn déi ganz kloer Ziler, déi mer eis gesat hunn.

Jo, et gëtt verschidde Froen, a se sinn, mengen ech, elo virdrun opgeworf ginn. Dat ass déi vum Energiespäichere bei den erneierbaren Energien. Wat ass, wa keng Loft bléist? Wat ass, wann och nach keng Sonn schéngt? Dat si Froen, un deene mir amgaange sinn ze schaffen, wou et scho verschidde Léisunge gëtt, sief et déi mat de Batterien, sief et déi mat de smarte Reseauen, sief et awer och déi, an et ass och de Mëtteg schonn ugeschwat ginn, vu Waasserpompkraaftwierker, wou dann, wa vill Energie do ass, d'Waasser eropgepompelt gëtt, a wa keng Energie méi méiglech ass ze produzéieren, dat dann eeben duerchlafe gelooss gëtt, fir Energie kënnen ze hunn.

An dann däerfe mer den Hydrogène awer och besonnesch an de Froe vun der Industrie net vergiessen, well och Hydrogène ass e Moyen, fir Energie kënnen ze späichere bei enger Iwwerproduktioun vun Elektresch a fir der Industrie kënne bei der Dekarboniséierung ze hëllefen. Dat si ganz kloer déi Prioritéiten, wéi se am Regierungsprogramm stinn, wou mer wëllen higoen, fir eebe grad méi autonom ze ginn an den Energiefroen.

Et ass ugeschwat ginn, dass am Regierungsprogramm oder a Walprogrammer dat eent oder dat anert net drasteet. Ma ech soen Iech ganz kloer hei: Wat drasteet, dat ass de massiven Invest an d'erneierbar Energien! An ech mengen, dass mer hei alleguerten zesummen do hannendrustinn.

Wann Investissementer an d'Recherche gemaach ginn, wa mer weider Recherche maachen, fir Solarpannoe weiderzedeveloppéieren … E Solarpanno, dee viru fënnef Joer montéiert ginn ass, e Solarpanno, dee virun zéng Joer montéiert ginn ass, ass net méi den nämmlechte Solarpanno wéi deen, deen haut montéiert gëtt. Déi sinn haut vill méi staark. Si produzéiere vill méi Elektresch, majo, well Recherche doranner gemaach ginn ass. A grad dat sinn d'Prioritéite vun dëser Regierung. An ech mengen, do ass e ganz grousse Konsens hei am Raum.

Merci villmools.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Här Premierminister.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Här President, ech wollt der Chamber Merci soe fir déi Debatt hei, well et ass mer an deene leschte Wochen oft d'Impressioun komm, wéi wann ee géigeniwwer enger Realitéit wéi dëser zu Lëtzebuerg géif maachen, wéi wa ronderëm näischt géif geschéien.

Déi Ausso, déi ech zu Bréissel gemaach hunn op eng Journalistefro, war eng Reaktioun par rapport zu engem Sommet, un deem eng ganz Rei vun europäesche Memberstaaten deelgeholl hunn, wou déi Länner gesot hunn, datt fir si, am Kader vun der Transition écologique, d'Atomenergie och géif eng Roll spillen. Esou wéi den Här Minister Delles et elo grad gesot huet, ass dës Regierung der Meenung, datt een dat muss als e Fakt akzeptéieren a respektéieren, besonnesch wann een, wéi den Energieminister elo grad rappeléiert huet, de Gros vu senger Energie importéiert.

D'Lëtzebuerger Regierung steet fir d'erneierbar Energien. Dat ass hei bekräftegt ginn. Dat war och ëmmer meng Ausso, och zu Bréissel. Mee et ass e Fakt, an ech mengen, mat deem muss ee sech auserneesetzen, datt vill Länner an Europa, och eis direkt Noperen, mee och anerer a Skandinavien, Länner mat politesch ganz ënnerschiddlech composéierte Regierungen a Majoritéiten, och op aner Schinne ginn.

An ech mengen, et ass wichteg, datt mir zu Lëtzebuerg déi Realitéiten och kucken. Wéi kënne mir eis Transition énergétique maachen? Wéi maachen déi aner hir? An ech fannen, datt e respektvollen Debat tëschent eis heiheem an tëschent eis an dem Ausland an Europa muss och doriwwer kënne méiglech sinn.

Ech hunn un enger informeller Benelux-Reunioun deelgeholl, wou ech an der Minoritéit war mat der Lëtzebuerger Positioun. Et ass net u mir, fir déi aner onbedéngt ze iwwerzeegen. Et soll een en Echange vu Vuen hunn. Eis Partner am Benelux an zwee vun eisen dräi Nopere sinn op enger anerer Schinn. An dat ass déi Realitéit, déi ee muss beschreiwen an déi een och muss unerkennen.

An duerfir sinn ech eigentlech frou, datt an deene leschte Wochen, souwuel heibanne wéi och an de Medien, iwwert dat Theema aus verschiddene Perspektive geschwat ginn ass. Dat ass am Fong de Räichtum vun der Demokratie. An ech hoffen, datt mer bei ville Sujeten och esou eng Debatt erlaben an net nëmme soen: „Deen een huet Recht an deen aneren huet Onrecht."

Hei ass eng gemeinsam Vue vun der Regierung, datt mir zu Lëtzebuerg keen Atomkraaftwierk bauen, datt mir eis fir erneierbar Energien asetzen, datt mir selbstverständlech wéinst potenzielle Sécherheetsrisike gären hätten, datt déi al Atomzentralen an den Nopeschlänner zougemaach ginn. Dat ass eng Positioun, déi iwwregens zënter 40 Joer mat ënnerschiddleche Regierungen ouni ganz vill Erfolleg vertruede ginn ass. Dobäi bleift et.

Mee ech wollt Merci soe fir deen Debat. An ech mengen och net, datt een an Europa mat dëser Debatt hei fäerdeg ass, well et ass en Debat, deen eis esou laang wäert beschäftegen, bis mer kënnen aleng vun erneierbaren Energie liewen, sollt dat méiglech sinn. Mee ech mengen, dat dauert nach eng ganz Rei Joren.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Premierminister. Domat wär d'Diskussioun dann ofgeschloss.

***Motions***

An dann hunn ech wärend der Heure d'actualité, wou am Fong keng Motioune virgesi sinn, fënnef Motiounen erakritt, déi mer elo wäerte behandelen.

***Motion 1***

Da komme mer zur Motioun Nummer 1. Här Wagner, wëllt Dir nach e puer Wuert dozou soen?

*(Négation)*

Neen.

Wie wëll Stellung dozou huelen? Dat ass den Här Bausch, gesinn ech, an den Här Engel. Här Bausch, dann ass et emol fir d'éischt un Iech.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President. An och merci dofir, dës Motioun erabruecht ze hunn, déi mer och kënne matdroen, virun allem och, well ech et wichteg fannen, datt hei ënnerstrach gëtt, datt et drëms geet, datt keng europäesch Gelder fir de Bau, zum Beispill, vun neien Zentralen, ob et klenger sinn oder grousser, solle kënne benotzt ginn. Well europäesch Gelder si jo och eis Suen an ech fannen dat desto méi wichteg, datt dann d'Regierung sech derfir asetzt, datt déi net dierfe kënne benotzt ginn, fir national esou eppes ze maachen.

Dat Zweet ass, Här President, ech wollt och nach, wann Der erlaabt, vun där Motioun profitéieren, fir awer ee Mënsch ze rehabilitéieren, am Fong en Aussesteeënden, dee sech net kann hei verteidegen, deen zu Onrecht hei op der Tribün vum Här Weidig attackéiert ginn ass an och denigréiert ginn ass.

Ech wëll Iech just soen, Här Weidig, an der Chamber wëll ech dat virun allem soen: Den Här Spautz war ni bei der Post, huet ni do geschafft. Hie war 40 Joer agestallt bei Greenpeace. En ass Member vum Haut comité de transparence et d'information sur la sécurité nucléaire a Frankräich an en ass och Member vum Expertgrupp vum Institut de radioprotection de sécurité nucléaire. Also e war weeder e Postier nach huet e soss iergendwou geschafft, mee e war 40 Joer bei Greenpeace an huet sech iwwer 40 Joer eng grouss Expertis ugëeegent an ass och duerfir an deenen dote Gremien.

Duerfir wär ech frou, wa mer an der Chamber esou Saache géifen ënnerloossen, Här President, datt mer hei d'Chamberstribün an eis Immunitéit notzen, fir Leit dobaussen, déi sech net kënne wieren, ze denigréieren!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Déi nächst Wuertmeldung ass vum Här Engel.

**M. Georges Engel** (LSAP) | Merci fir d'Wuert. Keen Invest vun ëffentlechen europäesche Gelder an eng ofgelafen Technologie! Mir ënnerstëtzen dës Motioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engel. Här Emering.

**M. Luc Emering** (DP) | Merci fir d'Wuert. Mir gesinn dat relativ kritesch, dat heite matzestëmmen, well mer der Meenung sinn, wéi och den Energieminister et elo gesot huet, dass mer net kënnen deenen eenzelne Länner virschreiwen, wéi hiren Energiemix auszegesinn huet. An dat anert ass eeben och, dass mer eis awer ëmmer mussen drun erënneren, dass mer

aktuell just 16 % vun eiser Energie hei selwer produzéieren an och nach op déi aner Quellen ugewise sinn. Duerfir gesi mir dat kritesch, dat heite matzestëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Emering. Dann ass et um Här Goergen an duerno um Här Wagner.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Ech mengen, ech hunn en aneren Text wéi d'DP, well bei mir steet „europäesch Gelder, déi een net méi soll verwende fir Atomenergie". Dat hunn ech emol erausgelies aus der Motioun, déi mir och wäerte matstëmmen, well mir sinn och fundamental der Meenung, dass d'Europäesch Unioun net méi soll weiderhin an den Atom investéieren, well mer eis alleguerten heibannen eens sinn, dass mer keen Atom wëllen.

Da verstinn ech elo déi Logik net, wéi ee ka soen, mir solle weiderhin an Atom investéieren. Et ass sech eng Kéier am Krees gedréit, fir herno awer erëm iergendwéi eng Ouverture zouzeloosse fir den Atom. Dofir wäerte mir hei ganz kloer derfir stëmmen, well et steet ganz kloer dran: Et geet ëm europäesch Gelder. Et geet guer net ëm déi eenzel Länner, et geet ëm den europäesche Fong, ëm europäesch Gelder, an do hu mir hei als Lëtzebuerg och eppes matzedecidéieren. An eis läit um Häerz, dass dat net an d'Atomkraaft geet.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och, Här Goergen. Dir hutt et ganz richteg verstanen, an dat schéngt net de Fall ze si bei der DP. Ech menge wierklech, do gëtt et e Malentendu, an Dir kënnt Iech et nach eng Kéier iwwerleeën.

Mee wat hei ënner anerem gefuerdert gëtt, dat ass jo och guer net, datt een iergendengem Land eppes virschreift. Wat hei gefuerdert gëtt, dat ass: Wann d'Lëtzebuerger Regierung et eescht hëlt – wéi dat vu verschiddene Spriecher, y compris vum DP-Sprecher, gesot ginn ass; bei der CSV do war et e bësse lala, awer trotzdeem –, datt mer net op Atomenergie setzen, an dat ass och eist gutt Recht an dat ass och net respektlos vis-à-vis vu Länner, déi et aneschters gesinn, datt mir zesumme mat anere Regierungen, déi et vläicht och esou gesinn, där gëtt et der och, do Initiativen ergräifen an datt mer do derfir suergen, datt keng ëffentlech europäesch Gelder, also och eis, investéiert ginn an de Prolongement vu Reakteren, déi souwisou elo schonn existéieren.

Well ech hat awer esou raushéieren, zemools vun der DP-Säit an awer och vun der Regierungssäit u sech, datt mer net wëllen, datt weiderhin Atomenergie soll promouvéiert ginn – wann ech dat richteg verstanen hunn. Et ass zwar nach ëmmer e bësse flou heiansdo, mee ech hunn den Androck gehat, datt et dat ass. An et ass jo och dat, wat déi heite Motioun fuerdert.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, also mir als ADR si fir eng technologieoppen Energiepolitick. Duerfir ass et extreem wichteg, datt mir Fuerschung an allen Energiequelle maachen. Ech als Fuerscher weess: Oft gi vill Suen op iergendenger Plaz investéiert, well d'Politick mengt: „Do ass den Duerchbroch", mee do passéiert dann näischt. An an anere Saachen, déi alt negligéiert ginn, do ass da wierklech den Duerchbroch.

Duerfir ass et wierklech extreemst wichteg fir d'Zukunft vun Europa, datt mer an all Energiequell investéieren. An einfach ideologesch mat Scheiklappen eppes ze ecartéieren, dat ass wierklech irrational a wierklech geféierlech fir d'Energiezukunft vu Lëtzebuerg. Duerfir wäerte mir dat net matstëmmen.

*(Interruption par M. François Bausch)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech mengen, datt mir elo déi perséinlech Diskussioune wannechgelift op der Säit loossen. Mir sinn hei amgaangen, e wichtege Sujet ze behandelen. Sou, domat wär dann d'Diskussioun iwwert déi éischt Motioun ofgeschloss.

Ech ginn déi zum Vott fräi.

***Vote sur la motion 1***

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ok. Et sinn e puer Stëmmen, déi feelen. Ech gesinn, datt der warscheinlech virdrun e puer net ageloggt waren. Ech hätt dat och misse soen – obwuel ech et bal allkéiers soen.

*(Hilarité)*

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmme bei 37 Nee-Stëmmen. An déi, déi elo net ageloggt waren, kommen dem Generalsekretär dat soen, da gëtt dat rektifizéiert. Domat ass dës Motioun dann elo einstweile mat 37 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

*Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 20 voix pour et 38 voix contre.*

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Paulette Lenert (par M. Dan Biancalana) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

***Motion 2***

Da komme mer zur nächster Motioun, der Motioun Nummer 2, och vum Här Wagner. Här Wagner, wëllt Dir nach eppes dozou soen?

*(Négation)*

Wie wëllt Stellung huelen? Ech gesinn: den Här Boonen, den Här Goergen. Här Boonen, fänkt emol un.

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Jo, merci fir dës Motioun. De Fonds de compensation ënnerläit jo och dem europäesche Recht vun der Taxonomie. An ech mengen, do ass eng europäesch Decisioun geholl gi mat der Majoritéit. Mir gesinn natierlech, dass mer lues a lues dohinnerkommen, mee mir brauchen eng Transitiounsphas, fir do d'Investissementer vun eise wichtege Pensiounen ofzesécheren. An duerfir fanne mir et keng gutt Iddi, fir 2024 elo schonn eng Decisioun ze huelen, fir verschidde Fongen do auszeschléissen. Dofir géif ech menger Fraktioun roden, dat do mat Nee ze stëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Boonen. Deen nächsten, dee sech gemellt huet, ass den Här Goergen. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Mir wäerten och dës Motioun matstëmmen, well et ass nach eng Kéier dat selwecht. Ëffentlech Gelder sinn net ze investéieren an d'Atomenergie, egal wéi ee sech dréit a kéiert. Et kann een net hei op der Bün stoen a soen: „Mir si géint Atomenergie", an zënter Joren an eppes investéieren, wou een eigentlech dergéint ass. Hei steet „2024". Et kann ee laang iwwert den Datum diskutéieren. Ech géif soen: Am beschten, mir klamme muer eraus!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Här Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, wéi ech scho gesot hunn: Mir si fir eng rational, technologieoppen Energiepolitick. An dat heescht och, datt mer d'Forcë vun der fräier Marktwirtschaft solle walte loossen. An dat heescht, datt datt mer an all Energiequellen, déi net elo per se vum Gesetz hier verbuede sinn, investéieren. Well de Marché weess normalerweis am beschten, wat fir eng Technologie am meeschten Zukunft huet. An duerfir, wa mer do wierklech nëmmen nach a munch Saachen investéieren, ass dat wierklech menger Meenung no katastrophal fir d'Weiderentwécklung vun der Energiefuerschung an Europa. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, Här President, ech muss soen: Ech sinn e bëssen erstaunt iwwert dem Här Boonen seng Argumentatioun. Déi doten Diskussioun ass éischtens net nei, an och ronderëm de Fonds de compensation besteet se scho ganz laang. A wann e wëllt: Mir kënnen eis awer herno zesummesetzen.

*(Interruption)*

Et gëtt awer genuch Potenzial op de Marchéen, fir Alternativen ze fannen. Also, den Nucleaire ass jo awer elo net alles. Also, wann een dat dote wëllt maachen, da kann een dat relativ zügeg maachen. Mir schéngt dat awer e bësselchen eng dürfteg Argumentatioun ze sinn, fir dat elo net matzedroen. Wéi gesot, déi Diskussioun ass en plus net nei.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann hunn ech nach d'Wuertmeldung vum Här Engel, duerno d'Madamm Hartmann an dann den Här Wagner, dee mer als Auteur als Leschten huelen.

**M. Georges Engel** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Prinzipiell ass dat heiten eng Motioun, déi an déi richteg Richtung geet. Mir wëssen natierlech och, dass mer schonn an enger Exit-Strategie an dem Fong do sinn. Do si schonn Demarchë geholl ginn, fir eebe manner an esou Technologien ze investéieren. Mir hunn am Prinzipp jo och Vertrauen an déi Leit vum Fong, déi dat och richteg maachen. Si sinn op deem richtege Wee.

Wat eis hei e bëssen dru stéiert, dat ass net de Prinzipp, dass een hei net méi soll an Nuklearenergie

investéieren, mee dat ass, datt mer mengen, datt deen Datum heidran net realistesch ass. „Jusqu'à la fin de 2014", do mengen ech, datt dat …

**Plusieurs voix** | 2024.

**M. Georges Engel** (LSAP) | Pardon, 2024. 2014 wär effektiv net realistesch. Mee 2024, do mengen ech wierklech, dass deen net realistesch ass. Duerfir, wann een dat kéint sträichen, da kéinte mir mat där Motioun hei och absolutt d'accord sinn. Wa mer eis kéinten eens ginn, dass mer dat e bësse méi no hanne schiben, da wär dat fir eis eng ganz gutt Saach.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engel. D'Madamm Hartmann.

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. Ech wëll e bëssen an déi selwecht Richtung goe wéi den Här Engel, well mir haten heibanne scho ganz vill Diskussiounen, och an der leschter Legislaturperiod, iwwert de Fonds de compensation an hunn a ganz diversen Debatten, déi mer haten, an och an de Chamberkommissiounen awer och festgestallt an och presentéiert kritt, wat d'Efforte vun dem Fonds de compensation säit 2010 sinn, och wat d'Investissementer ugeet.

Ech mengen, dass de Fonds de compensation och en Deel ass vun der Transition énergétique, déi gemaach gëtt. Dat ass eppes, wat au fur et à mesure gemaach gëtt. A fir hei mat d'officen Exklusiounen ze schaffen, ass, mengen ech, och legislativ net virgesinn. Et gëtt Reegelen, un déi och de Fong sech muss halen. An dat mécht en. An déi responsabel Approche, déi déi lescht Jore geholl ginn ass, ass, mengen ech, do dee richtege Wee, deen hei geholl gëtt.

Ech proposéiere menger Fraktioun och, dës Motioun hei net matzedroen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Hartmann. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Deen éischte Considerant fir d'éischt emol, dee schwätzt vun enger Motioun, déi ugeholl ginn ass d'lescht Joer, den 9. Februar 2023 – déi ass ugeholl gi vun der Chamber –, déi d'Regierung invitéiert, „à adopter une stratégie de désinvestissement dans des entreprises productrices d'énergie nucléaire". Ech ginn dovunner aus, vu datt se ugeholl ginn ass an der viregter Legislaturperiod, datt d'DP se matgestëmmt huet. Et ass e klenge Revirement. An dat bestätegt u sech dat, wat mir virdrun och gesot hunn.

Duerno, wat de Vertrieder vun der CSV gesot huet concernant d'Decisioun op EU-Niveau: Éischtens, bon, wat déi Taxonomie ugeet, gëtt et e Recours – dat ass déi éischt Saach –, dee Lëtzebuerg jo ënnerstëtzt huet, an elo, hoffen ech, nach ëmmer. Zweetens fält de Fonds de compensation net ënnert déi Taxonomie, dat heescht, dat ass eng ganz onofhängeg Saach dovunner. Dat heescht, dat Argument ass u sech an deem Fall net recevabel.

Duerno, éierlech gesot, wann de Fonds de compensation a wann eis Renten elo vu Gelder vun der Atomenergie ofhänken, well Dir schwätzt jo vu Sécherung vun eise Rentesystemer – Dir hutt jo eng ganz gutt Ministesch, déi sech wäert drëms bekëmmeren, datt eise Rentesystem ofgeséchert ass –, wann dat elo vun der Atomenergie ofhänkt, dann hu mer awer e reelle Problem. Et ass keen Argument!

An ech wëll drun erënneren, datt déi heite Chamber … Ech hunn déi Motioun jo grad deposéiert – mir hu se grad deposéiert –, well dës Chamber dat schonn decidéiert huet viru Kuerzem. An elo: Déi, déi se virdrun ënnerstëtzt hunn, wëlle se elo net méi ënnerstëtzen. Do muss ee sech awer eng Rei Froe stellen! Madamm Hartmann, Dir hutt et grad gesot: Dir wäert dergéint stëmmen, genausou wéi d'ADR.

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Dir hutt net richteg nogelauschtert, Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Voilà!

An duerno, wat d'Propos vum Här Engel ugeet: Mir kënnen den Datum erausträichen. Dat ass guer kee Problem. An da kann d'CSV se och matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Et ass elo keng Wuertmeldung méi do, gesinn ech.

Da wäerte mer och dës Motioun zum Vott stellen ënnert där ëmgeännerter Form, déi den Här Wagner elo akzeptéiert huet vum Här Engel.

***Vote sur la motion 2 modifiée***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott – dës Kéier schéngen all d'Ecrane fonctionéiert ze hunn –: Jo-Stëmmen: 20, Nee-Stëmmen: 40. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par Mme Taina Bofferding), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Paulette Lenert (par M. Dan Biancalana) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

***Motion 3***

An da komme mer bei déi drëtt Motioun. Och dës ass vum Här Wagner hei deposéiert ginn. Här Wagner, Dir wëllt warscheinlech erëm zum Schluss schwätzen. Wien hätt gär d'Wuert? Den Här Mosar, den Här Weidig, elo mol. Här Mosar, da fänkt Dir un.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo, merci. Merci fir d'Motioun. Fir d'éischt, erlaabt mir trotzdeem, e gewëssent Erstaunen auszedrécke par rapport zu der Initiativ vun de Kolleege vun deene Lénken. Mir haten d'lescht Woch hei eng länger Diskussioun iwwert d'Unanimitéit zu Bréissel a verschiddene Froen, wou eng ganz Rei vu Kolleegen an och vu Fraktiounen eigentlech fir d'Ofschafe vun där Unanimitéit plädéiert hunn a Steierfroen.

Hei ass eigentlech elo eng Decisioun geholl ginn an der Majoritéit – an enger Majoritéit; déi ass ugeholl ginn! Leider Gottes war et net déi Decisioun, déi d'deemoleg Regierung sech gewënscht hat, mee et ass awer eng demokratesch Decisioun. An ech mengen, wann een d'Majoritéitsdecisiounen akzeptéiert, da muss een och akzeptéieren, datt déi sech elo applizéieren, och wann dat hei verschiddene Leit net gefält.

*(Interruption par M. François Bausch)*

Jo, dach, Här Bausch!

Hei gëtt elo gefrot, datt a sech d'Regierung d'Banke soll opfuerderen, sech net un déi Taxonomie ze halen. Ech muss soen: Dat geet awer ganz wäit! Eng Taxonomie, dat ass europäescht Recht! An hei gëtt en Appell gemaach, datt, wéi gesot, eng Regierung d'Banke soll opfuerderen, sech net un europäescht Recht ze halen. Dat kann net sinn!

*(Interruption par M. François Bausch)*

Jo … Majo, Här Bausch, dat steet ganz genau hei an der Motioun dran.

**M. François Bausch** (déi gréng) | De Staat ass Aktionär …

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo …

**M. François Bausch** (déi gréng) | De Staat ass Aktionär, e kann awer …

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech mengen, Här Bausch, Dir kënnt ganz gär duerno d'Wuert huelen, mee loosst den Här Mosar elo schwätzen.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Zweetens gëtt hei gefuerdert, datt och nach d'Regierung soll bei Banken intervenéieren an hirer Investitiounspolitick. Dat ass eppes, wat och absolutt net geet, wat och de Reegele vun der CSSF iwwerhaapt net entsprécht! An duerfir verstitt Dir, datt ech meng Fraktioun wäert invitéieren, dës Motioun net ze stëmmen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Mosar. Dann huet den Här Weidig d'Wuert gefrot.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, merci. Jo, déi heite Motioun ass och nees en Agréff an déi fräi Marktwirtschaft. Ech mengen, bei all Firma, déi an Europa eng Geneemegung huet fir ze fonctionéieren, soll och d'Méiglechkeet bestoen, fir a se ze investéieren. Et kann net sinn, datt mir op eemol als Staat, als Legislateur, ufänken ze soen: „A bestëmmte Firmen däerf een net méi investéieren." Dat ass komplett géint d'fräi Marktwirtschaft an duerfir wäerte mir et net matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. No den zwee Virriedner … Et ass e bësse komesch, well, ech mengen, Dir hutt och hei dann erëm net gelies: Et geet reng ëm déi, wou de Staat Parten huet! Dat heescht, do wäert eis Regierung jo awer esou responsabel sinn an iwwer hir Leit, déi an de Verwaltungsréit sëtzen – ech hoffen dat zumindest –, eng Strategie huelen, déi och gutt ass fir déi Banken.

Well et muss ee sech jo eppes bewosst sinn: Hautzudaags nach Aktien ze kafe vu Firmen, déi Atomenergie maachen, ass net onbedéngt dat, wou elo déi renomméiert Broker géife soen: „Maacht dat!" Well dat ass en héije Risiko. A wann ee kuckt, wéi et sech an de leschte Joren entwéckelt huet, sinn d'Aktie vun allem, wat Atom ass, éischter erofgaange wéi ëmgedréit.

Dat heescht, deementspriechend ass dat heiten och nach gutt gemengt, dass ee seet: „an deene Firmen, wou ee selwer Aktionär ass", net wéi virdrun hei duergestallt ginn ass: „alleguerten d'Banken". Hei

geet et ëm déi Banken, wou ee selwer Aktionär ass, wou ee selwer eppes bewierke kann.

Virun e puer Woche stoung de Finanzminister nach hei an en huet gesot: „Mir kucke mat den Zënsen, mir kucken, fir op Verschiddenes anzewierken." Dat heiten ass e bëssen en änleche Modell, just dass een hei am Positive géif awierken, fir d'Banken ze schützen, fir dass se net herno op Aktie sëtzen, déi näischt méi wäert sinn. Well Dir kënnt Iech jo denken, dass beim klengste Problem, deen iergendwou wäert optriede bei enger Firma, déi Atomkraaftwierker huet, déi Aktien da muer op null sinn. An do virdru misste mir awer eis Spuerkeess an aner Banken, wou mer Aktionär sinn, schützen – iwwregens och de Pensiounsfong.

A wat d'Madamm Hartmann gesot huet, ass net ganz richteg, well et gëtt elo schonn eng Lëscht beim Pensiounsfong, wou net däerf dran investéiert ginn, wou scho Firmen dropstinn. A wann ech d'Optik versti vun där Motioun virdrun, da war dat einfach nëmmen dat selwecht, fir do déi Entreprisen, déi an Atom investéieren, derbäizesetzen. Dat heescht, och dat wäert legal ginn. Dat heite gëtt legal, déi virdru wäert legal ginn. Et ass just um Wëlle, wou et feelt, fir géint den Atom virzegoen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Dann hunn ech elo nach Wuertmeldunge vum Här Bausch, vum Här Engel, an duerno warscheinlech vum Här Wagner. Här Bausch, et ass un Iech.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech muss Iech soen: Ech kommen hei net méi aus dem Staunen eraus, wann ech gesinn, wéi eng Fraktioun hei vun der Oppositioun an d'Majoritéit sech verwandelt!

Den Här Mosar a seng Kolleeginnen a Kolleegen an der CSV-Fraktioun sinn net midd ginn an där leschter Legislaturperiod, mech se bombardéiere mat Question-parlementaren a Mise-à-l'ordre-du-joure vun de Kommissiounen iwwer Betriber, wou de Staat och Aktionär ass. Wann ech da wollt äntwerten a soen: „Jo, Dir wësst jo, wéi d'Gestioun vun enger Firma fonctionéiert, Här Mosar", da stounge se um Dësch ze jäizen an ze brëllen, si hätten hei matzedecidéieren. D'Froen, déi se mer gestallt hunn, si gaange vun der Zesummesetzung vum Verwaltungsrot bis op déi allerënnescht Eebenen.

Elo op eemol ass dat alles anescht ginn! Dat ass, wann een an der Majoritéit ass, da gesäit eeben d'Welt natierlech e bëssen aneschters aus.

*(Interruption par M. Laurent Mosar)*

Dat stellen ech emol fest, Här Mosar.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | An an der Oppositioun!

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo. Dat Zweet, wëll ech Iech awer soen – elo kommen ech awer op dat, wat hei drasteet –: Hei steet guer näischt dra vun Amëschung. Hei steet just dran, datt de Staat als Aktionär sech sollt derfir asetzen an deenen zwou Banken, an déi dote Richtung ze goen. Dat ass awer elo näischt Extraes, dat kann een ëmmer verlaangen.

Dir hätt och kënnen an de leschte Legislaturperioden de Staat – d'Regierung deemools – opfuerderen, e sollt net Aktionär ginn, zum Beispill, bei deem chineeseschen Aktionär bei der Cargolux. Et wär Äert Recht gewiescht als Kontrollorgan vun der Regierung, dat ze fuerderen.

Mee méi steet eigentlech och hei net dran an där Motioun. Duerfir, fir dat elo hei esou ze dréien, wéi Dir et gedréit hutt, dat ass eng Acrobatie. Chapeau!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Dann ass et elo um Här Engel.

**M. Georges Engel** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech fannen och: Déi Doppelzüngegkeet, déi scho wärend där ganzer Debatt hei e bëssen an der CSV ass, hei kulminéiert se bal, well si effektiv net midd goufen an deene leschten zéng Joer, allkéiers d'Regierung, wéi den Här Bausch et elo gesot huet, opzefuerderen, hiren Afloss dach geltend ze maachen. An elo hei hätte se d'Geleeënheet, dat ze maachen, a si maachen et hei net.

An dann, op där anerer Säit gëtt awer vum Finanzminister ganz kloer gesot, mir hätten eng gréng Finanzplaz, mir wéilten hei wierklech eng gréng Finanzplaz opbauen. An da bei esou enger Motioun wéi där heiter, wou et wierklech ëm d'Finanzplaz geet, wou et drëm geet, fir mol richteg Faarf ze bekennen, brénge se et net fäerdeg, dat, wat se jorelaang virdrun ëmmer gesot hunn, hei selwer ze maachen. Ech fannen dat wierklech net ganz gutt an net logesch. Et ass och net, fir Vertrauen an d'Politick ze kréien, wann Der dat héiert, wat d'CSV seet!

Hei ass eng Motioun, déi geet an déi selwecht Logik vun deene Motioune virdrun, a mir wäerte se matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engel. An zu gudder Lescht den Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Zu gudder Lescht, jo. Zu gudder Lescht gesäit et esou aus, wéi wann erëm eng Kéier DP, CSV an ADR unisono géint eng Motioun stëmmen a sech och hei genau, an dat ass schonn e puermol gesot ginn, eens sinn, datt u sech d'Bankepolitick hei zu Lëtzebuerg – op jidde Fall d'Politick vun deene Banken, wou de Lëtzebuerger Staat soit majoritär ass oder Aktionär ass – sech vun anere bestëmme léisst, ënnert dem Virwand vun der Taxonomie – ce qui n'a rien à voir mat der Taxonomie. De Problem bei där neier Taxonomie soll dee sinn, fir ze soen, datt Atomenergie oder Gas duerno och als durabel sollen agestuuft ginn.

Mee hei – hei! – däerf tranquillement déi heite Regierung ganz souverän, well se Aktionär ass, bei der Spuerkeess majoritär, bei deenen anere Banken an de Verwaltungsréit sëtzt, dohinnergoen a soen: „Dat ass déi Investitiounspolitick, déi mir wëlle maachen oder net." Soss mécht et jo quasi kee Sënn, iwwerhaapt als Regierung an engem Verwaltungsrot ze sëtzen! Wien hëlt dann d'Decisiounen?

An et geet jo net drëms, fir sech an den Alldaagsbusiness vun enger Bank anzemëschen – dofir hunn d'Banken och Leit, déi kompetent sinn –, mee et geet ëm strateegesch Decisiounen. Dat heiten ass eng strateegesch Decisioun. Wien hëlt soss d'strateegesch Decisiounen an engem Verwaltungsrot, wou d'Regierung vertrueden ass, wann et net d'Regierung ass, wann et net de Minister ass? Et kënne jo net Beamte sinn, sou gutt se sinn, déi duerno misste politesch Decisioune ganz eleng huelen. Dat mécht jo och kee Sënn, dat ass jo eng aner Diskussioun.

Also do ass guer kee Problem. D'EU géif eis a Rou loossen, wa mir dat géifen ëmsetzen. A wannechgelift, ADR, wannechgelift, CSV, wannechgelift, DP, loosst dach net Leit, déi souwisou eis Bankepolitick net wëlle bestëmmen, bestëmmen! Huelt dat op jidde Fall net als Virwand, fir u sech Är Pro-Atom-Politick ze ënnerstëtzen!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun de Wuertmeldungen epuiséiert.

Da stellen ech och dës Motioun zum Vott.

***Vote sur la motion 3***

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Voilà. Fin du vote.

D'Resultat vun dësem Vott ass: Jo-Stëmmen: 19, Nee-Stëmmen: 41. Domat ass dës Motioun mat 41 Nee-Stëmme géint 19 Jo-Stëmmen ofgeleent.

*Résultat définitif après redressement : la motion 3 est rejetée par 20 voix pour et 40 voix contre.*

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Dan Biancalana) et Mme Paulette Lenert (par Mme Claire Delcourt) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Diane Adehm), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Max Hengel), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

***Motion 4***

Da komme mer zur nächster Motioun, der Motioun Nummer 4, déi hei vum Här Emering deposéiert ginn ass. Här Emering, wëllt Dir nach Stellung dozou huelen? Dat ass net de Fall.

**M. Luc Emering** (DP) | Dach.

**M. Claude Wiseler,** Président | Wie mellt sech hei zu Wuert?

**M. Luc Emering** (DP) | Dach, kuerz.

**M. Claude Wiseler,** Président | Kuerz. Ok, da maacht Dir et kuerz.

**M. Luc Emering** (DP) | Merci, Här President. Ma wéi gesot, et geet haaptsächlech drëm, dass mer weiderhi solle massiv an déi erneierbar Energien investéieren. A wa mer an den Nuklear investéieren, da soll et exklusiv derfir sinn, fir fir de radioaktiven Offall Léisungen ze fannen, fir dëse kënnen ze behandelen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Emering. Den Här Bausch wëll Stellung dozou huelen. Hunn ech nach aner Wuertmeldungen? Jo.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech wollt eppes soen. Éischtens emol: An de Considerante gëtt sech vill drop referéiert – wat och gutt ass –, fir ze soen, datt een d'erneierbar Energië misst ausbauen an dat misst relativ zügeg maachen. An do ass dat vum Här Emering hei e bësschen esou duergestallt ginn, wéi wann de gréissten Deel vum Problem, firwat dat net geschitt wär – oder net genuch geschitt wär an deene leschten 20, 30 Joer –, ze di gehat hätt mat Ëmweltprozeduren.

Ech wëll dem Här Emering éischtens emol soen, datt mer tëschent 2012 an 2022 d'Wandenergie vervéierfacht hunn zu Lëtzebuerg: vun 78 Gigawatt op 312 Gigawatt d'Stonn. Dat heescht, dat ass pas mal, wat do geschitt ass. Et gesäit een also: Wann de politesche Wëllen do ass – an dee schéngt jo da virdrun net do gewiescht ze sinn, an deene Joerzéngte virdrun –, dann ass et och méiglech, e relativ grousse Sprong ze maachen.

Dofir, natierlech kann een och ëmmer iwwert d'Prozeduren diskutéieren, mee ech géif awer virdru warnen, ze maachen, wéi wa mer net esou wäit wären an deem Beräich, well mir diskutéiere schonn zënter den 90er-Joren doriwwer! Ech wëll Iech drun erënneren, datt an der Zäit den Energieminister Krecké scho Saachen dozou gesot huet. Wann dat net geschitt ass, dann hat dat warscheinlech manner mat de Prozeduren ze di wéi éischter mam politesche Wëllen, fir et ze maachen.

Dat Zweet ass, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Wéi ech déi Motioun hei gelies hunn, dunn hunn ech mer gesot: „Jo, gutt, dat heien, do si Saachen derbäi, déi sinn natierlech richteg, an de Consideranten an esou weider. Och an dem ‚Invite le Gouvernement' sinn déi meescht Saachen dran." Mee wann een déi Motioun liest, da fënnt ee raus, datt et natierlech e Kompromëss an der Regierung ass. Ech war jo och laang an der Regierung, dofir weess ech jo, wéi déi Saach fonctionéiert.

*(Interruption par M. Laurent Mosar)*

Jo! Hei ass eng Partei, déi huet, mengen ech, e bësse méi eng kloer Positioun, an déi aner huet eng manner kloer. An deen, deen elo „Aha!" gesot huet, den Här Mosar, dat ass ee vun deenen an der CSV-Fraktioun, déi jo eng aner Positioun hunn!

*(Brouhaha)*

Et muss ee jo natierlech kucken an der Majoritéit, datt ee seng Truppen a seng Scheewercher hei hannert de Fändel kritt. An da muss een d'Motioun esou formuléieren, datt ee wéi den Här Mosar – dee jo en total ausgewisene Pronucleaire ass; dat kann een an x vu sengen Tweeten nokucke goen – dat och herno matdréit. Här Mosar, do gesitt Dir, wat Dir eng Éier hei gemaach kritt vu mir, datt Der hei esou ervirgestrach gitt!

*(Interruption par M. Laurent Mosar)*

An duerfir, wann ech dann esou e Saz liese wéi: „invite le Gouvernement à [...] continuer à suivre attentivement les développements en matière nucléaire dans nos pays voisins, en Europe et au niveau international", da seet ee sech jo: „A sech ass dat a priori anodin. Dat ass einfach sou eng Formulatioun." Mee dat ass awer genau déi, déi dem Här Mosar entgéintkënnt an den CSV-Leit entgéintkënnt, déi éischter pronucleaire sinn, fir datt se herno kënne soen: „A nee, et steet een Tiret dran, do steet ganz kloer: ‚jee nodeem, wéi et sech entwéckelt'; ech fannen, Lëtzebuerg muss och erëm an den nuclearë Beräich mat eragoen."

Duerfir, Här President, et sinn aner Motiounen, déi méi kloer sinn. Bei där heiter wäerte mir eis enthalen, well mer einfach au vu vun deenen ënnerschiddlechen, widderspréchlechen Deklaratioune vun der Majoritéit net esou richteg Vertrauen hunn, virun allem duerch déi verschidde schwammeg Formulatiounen, déi hei dra sinn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Dann hunn elo nach d'Wuert gefrot: den Här Goergen, den Här Wagner an duerno d'Regierung, déi och wollt Stellung huelen.

*(Interruptions)*

Nach zwou. Jo, ech huelen déi dann derzwëschent. Dat sinn den Här Engel an den Här Weidig. An elo ass et um Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Also, an där Motioun, do feelt e bëssen d'Kloerheet, dass ee seet, dass een net fir den Atom ass. Et sinn esou Tournuren an de Sätz benotzt ginn, déi e bëssen no engem faule Kompromëss kléngen, wéi „d'Investissementer an d'Recherche, wann d'Reaktere scho bestinn, si weiderzeféieren".

Nee, eigentlech, wann ee géint Atom ass, seet een: „Mir wëllen déi Reakteren net méi, fäerdeg!" Eigentlech wéi dee leschten Tiret, wou Der geschriwwen hutt – deen ech ganz gutt fannen, an duerfir wäerte mer och net dergéint stëmmen, mee eis enthalen –, dass Der wëllt Cattenom, Doel an Tihange zoumaachen. Dat ass e klore Message, deen drasteet.

Mee Ären zweeten Invite, fir d'Investissementer weiderzeféieren, an déi existéierend Atomkraaftwierker, souwéi den drëtten Tiret, wou Der nach eng Kéier alles opmaacht, déi ganz Dier ... Eigentlech misst deen drëtten Tiret erausgeholl ginn, wann ee wierklech géint Atomenergie ass. Deementspriechend wäerte mir eis hei enthalen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, dat komescht Gefill hu mir och. Also, ech repetéieren net onbedéngt dat, wat scho gesot ginn ass, mee bei den Invitten ... Also, et sti vill Saachen dran, déi richteg sinn.

Mee den drëtten Invite: „continuer à suivre attentivement les développements en matière nucléaire dans nos pays voisins, en Europe et au niveau international" – jo, et kann een ëmmer weiderhin observéieren, wat geschitt. Mee à la lumière vun deem, wat virdru gesot ginn ass, an zemools och vum honorabelen Här Boonen, deen awer gesot huet: „Et gëtt Länner, notamment Finnland, zum Beispill, déi erëm eendeiteg méi op Atomkraaft ëmsteigen" – ob dat d'Unanimitéit a Finnland ausmécht, dat ass eng aner Fro, mee bon, dat ass eeben e Fakt.

Jo, firwat net? Dat heescht, et gëtt tatsächlech en neien Trend vu gewëssene Regierungen, déi och meeschtens op eng gewësse Säit penchéieren, fir erëm an dës Richtung ze goen, déi op en Zuch sprangen, justement vum Klimawandel, a wou gesot gëtt ... An dat ass jo e bëssen eng Kärfro: d'Fro, ob d'Atomenergie als Transitiounsenergie ka benotzt ginn, fir eeben duerno op voll, honnertprozenteg erneierbar Energien ze goen.

Et gëtt Leit, och seriö Leit, déi soen: „Dat kann en Zenario sinn." Meeschtens soe se awer: „Ok, mir benotzen dat, wat elo do ass, nach, fir vläicht e bëssen ze hëllefen, a mir maachen net méi." Well de Problem ass jo deen: Och wann ee méi Nucleaireenergie mécht – a souwisou ass et dann ze spéit, fir iwwerhaapt géint de Klimawandel virzegoen, well da muss een nach méi AKWe bauen an esou weider, dann ass d'Bier souwisou scho geschielt –, wëllt et jo heeschen, datt een zum Beispill anerersäits aner Mesüren net hëlt, wéi erneierbar Energien ze ënnerstëtzen oder eng aner Aart a Weis d'Ekonomie ze organiséieren, déi méi sober ass a besser fir jiddereen.

Dat heescht, dat doten ass e relativ gefëierlechen Tiret, mat deem mir net liewe kënnen, an dofir wäerte mir eis och enthalen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Här Engel.

**M. Georges Engel** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Also, u sech hat ech mer méi erwaart vun der Regierung wéi déi Motioun hei.

*(Interruption)*

Méi e kloren ... Jo, u sech kann een et och esou gesinn. Et passt ganz gutt an déi zréckhalend, zögerlech Haltung bei deene Motioune virdrun, datt se déi Motioune virdrun net wollte stëmmen, well se kee kloert Bekenntnis hei wollte maachen, an hei u sech eng nichtssagend, u sech eng Wischiwaschi-Motioun bruecht hunn, déi näischt richteg an och näischt falsch seet, wou ech elo deen drëtten Tiret vläicht net esou kritesch gesinn, wéi dat meng Virriedner virdru gesinn hunn, wou awer u sech hei eng Motioun ass, déi näischt ausseet.

An esou engem Debat wéi deem heite wier et awer wichteg gewiescht, datt grad d'Regierung hei eppes kloer gesot hätt, an net esou e Wischiwaschi wéi dat heiten! Well awer näischt drasteet, näischt, wat falsch ass, an och näischt, wat richteg-richteg ass, kéinte mir dat heite matstëmmen, well et u sech nichtssagend ass. Et ass superfetatoire. Mir kënne se awer matdroen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engel. Dann ass et um Här Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, also, mir hunn eis dat ugekuckt. An am Fong ass dat och fir eis ok. Ech mengen, wa mer technologieoppe sinn, si mer natierlech och derfir, datt Fuerschung gemaach gëtt an erneierbaren Energien. Dat ass ok. Natierlech ass och d'Sécherheet vun de Reaktere ganz wichteg. Dat fanne mer och eng gutt Iddi.

Dat Eenzegt, wat eis beim Considerant stéiert, ass de Punkt Nummer 3. Dat ass e bëssen an der Vergaangenheet, well do steet: „dont découle que l'énergie nucléaire ne peut pas être considérée comme une source d'énergie verte". Ech mengen, elo ass jo déi Decisioun op EU-Niveau geholl gi vun der EU-Kommissioun an och vum Parlament. Duerfir, mir géifen dat matdroen, wann den drëtten Tiret net dobäi ass, soss géife mer eis enthalen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann huet nach d'Regierung d'Wuert gefrot. De Wirtschafts- an Energieminister, den Här Delles.

**M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools. Just fir dem Här Bausch ze äntweren op seng Fro, déi e gestallt huet zu der Durée: Ech fannen et ganz gutt, dass dat awer haut de Mëtten hei ugeschwat ginn ass, well wa mer wëlle weiderkommen an den erneierbaren Energien ... An ech si mer sécher, dass mer do eens sinn, dass mer, mir alleguerten, da musse massiv un eise verschiddene Barriären, déi mer hunn, schaffen, fir kënne Wandmillen opzebauen. Wa mir haut eng Wandmille wëlle bauen, wa mir haut kucken, dass se soll gemaach ginn, da sinn et Joren a Joren u Prozeduren. An dat wësst Der selwer gradesou gutt wéi ech, dass een dat ka méi schnell maachen, dass ee muss kucke fir weiderzekommen.

Ech wëll net soen, dass et schlecht gemaach ginn ass vun iergendenger Regierung virdrun, wou ech selwer Member war, wou ech selwer och blockéiert war mat Projeten, well d'Prozeduren einfach ze laang gedauert hunn. Mee ech mengen, dass mer eis alleguerten heibannen eens sinn, dass, wa mer d'Transition énergétique mat erneierbaren Energië wëlle seriö huelen, mir da musse kënne schnell bauen an da musse séier kënne virukommen, fir an den erneierbaren Energië weiderzekommen. Well Dir opgezielt hutt, wivill Wandanlagen opgebaut gi

si vun 2013 bis 2024 – oder bis 2023 –: Mir hätten der kënne vill méi bauen, wa mer net déi Prozeduren hätten, an et gëtt verschiddener am Land, déi scho säit fënnef, sechs, siwe Joer an de Blocagë sinn.

Et ass net, fir iergendengem d'Schold ze ginn, an dorëm geet et och wierklech net. Well mir hunn alleguerten e gemeinsaamt Zil: déi erneierbar Energië massiv auszebauen. An da muss een och kucken, ob een net ka Prozedure parallell lafe loossen, vereinfachen oder ob all déi Saachen néideg sinn.

Ze soen, dass eng Motioun superfetatoire ass oder dass näischt drasteet, wou steet: „continuer à investir dans la recherche et l'installation des énergies renouvelables" – ech fannen dat kee Wischiwaschi, ech fannen dat e kloert Bekenntnis! „Soutenir, en matière d'énergie nucléaire, les investissements" an d'Sécherheet – an d'Sécherheet! – vun Atomkraaftwierker. „Soutenir" d'Investissementer an d'Recherche, wat mer mat den Offäll am Nuklear maachen. Ass dat Wischiwaschi? Ech fannen dat ganz wichteg! Ech fannen et wichteg, well et ass eng Realitéit!

*(Interruption par M. Georges Engel)*

Et ass eng Realitéit, dass mer Atomoffall hunn an dass mer musse kucken, dass mer deen net einfach iergendwou an en Endlager kippen, mee dass mer kucken, wat mer kënnen domat maachen, fir dass déi nächst Generatioune vläicht awer net mat deene Saache grevéiert sinn.

Dann, dass mer sollen Échanges bilatéraux hu mat Frankräich, fir kënnen driwwer ze schwätzen, wat mat Atom geschitt. An den Här Bausch huet et virdrun a senger Interventioun gesot: Grad elo, wou mer wäerten driwwer schwätzen, wat mat der Verlängerung vu Cattenom geschitt, fannen ech grad deen Tiret e ganz wichtegen, kee Wischiwaschi an net superfetatoire, mee e wichtege Volet, fir kënne weiderzeschaffen.

An dann, „continuer ses efforts pour aboutir à une fermeture définitive" vun deenen Atomkraaftwierker, déi ronderëm d'Grenze sinn, wann dat Wischiwaschi ass, superfetatoire ass – bon, dat ass net eis Meenung!

**M. Georges Engel** (LSAP) | Dat hunn alleguer déi Regierunge virdrun och gesot.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Delles. Här Bausch, Dir hutt zwar Är Zäit all opgebraucht. Et ass elo just fir eng Richtegstellung, wou Der fir e puer Sekonnen d'Wuert kritt.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ma nee, ech wollt just ee Saz soen, ech wollt dem Här Delles just soen: D'Prozedure si kee Selbstzweck, do si mer eis eens, an et muss een ëmmer erëm bereet sinn, iwwert d'Prozeduren ze kucken, dat ass net de Punkt. Mee mech stéiert, datt, wann d'Duerstellung doriwwer gemaach gëtt, firwat mer net esou séier weiderkommen, dann awer ëmmer esou gemaach gëtt, wéi wann et just dowéinst wär. An dat ass dat, wat mech stéiert. An dat ass net richteg! Et war virdrun och kee politesche Wëllen do, soen ech, soss wär et och virdru méi séier gaangen. Mee fir de Rescht, ech kann Iech eng Kéier erklären, wat awer gemaach ginn ass an deenen zéng Joer, fir datt et méi séier sollt goen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat maache mer awer net elo.

*(Hilarité)*

Ech mengen, datt d'Diskussioun domat ofgeschloss ass.

Ech stellen déi véiert Motioun elo zum Vott.

***Vote sur la motion 4***

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Et sinn e puer Ecranen, déi net fonctionéieren, dat gesinn ech un der Kierpersprooch vun deem engen an deem aneren.

*(Brouhaha)*

Da schléissen ech de Vott hei of.

D'Resultat vum Vott ass: 44 Jo-Stëmmen. Ech ginn eigentlech dovun aus, datt dat der 45 wäerte sinn.

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou ugeholl mat 0 Nee-Stëmmen a bei 15 Abstentiounen. Also dës Motioun ass mat 45 Jo-Stëmme bei 15 Abstentiounen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Max Hengel), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par Mme Taina Bofferding) et Mme Paulette Lenert (par M. Dan Biancalana).*

*Se sont abstenus : M. Franz Fayot ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

***Motion 5***

An da komme mer zur Motioun Nummer 5. Dat ass eng Motioun vum Här Tom Weidig. Wëllt Dir nach Stellung huelen, Här Weidig?

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Da maacht Dir dat.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, ech wollt als Éischt dem Här Staatsminister villmools Merci soen, datt en an d'Chamber komm ass a munche Leit hei déi politesch Realitéit op EU-Niveau erkläert huet. Mir si mat eiser Energiepolitick op EU-Niveau éischter isoléiert. Et si ganz vill Länner, déi ginn en anere Wee.

An en zweete Punkt ass natierlech och, datt mer vill vun eiser Energie aus dem Ausland kréien. Et gëtt zwar gesot, datt nëmme 5 % Atomenergie dran ass, mee mir kënne mol d'Gedankenexperiment maachen: Mir schalten all d'Atomzentralen of an da kucke mer mol, wivill Energie Lëtzebuerg nach kritt!

Duerfir ass et e bëssen hypokritesch, all deenen anere Länner da virzeschreiwen, wat se solle maachen, wat fir eng Energiepolitick se solle maachen. An duerfir wollte mir déi Motioun maachen: Mir wëlle gären d'Regierung opfuerderen, fir d'Decisioun vun der viregter Regierung, fir Éisträich bei senger Klo ze ënnerstëtzen, zréckzezéien an d'Entscheedung vun der EU an dem Europaparlament ze akzeptéieren. Ech mengen, dat wär e ganz gudde Wee, fir aus där politescher Isolatioun op EU-Niveau e bëssen erauszekommen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. Wie wëllt dozou d'Wuert huelen? Den Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Et gouf e puermol gesot, den Här Weidig huet et elo grad gesot, d'Regierung huet et och gesot: Lëtzebuerg wier quasiment isoléiert um europäeschen Niveau, um Niveau vun der EU, wat, wéi et hei och steet an dëser Motioun, den Ausbau vun der Atomenergie ugeet.

Doriwwer léisst sech awer, mengen ech, diskutéieren. Et ginn e puer Länner ugefouert, Holland, Schweden, Finnland, Tschechien, Frankräich, déi natierlech nach eng Politick zurzäit bedreiwen, fir nach Atomenergie weider auszebauen. Däitschland, mengen ech, net. A souwäit ech weess, ass Däitschland net grad e Mikroland an huet e bësse Poids an der Europäescher Unioun. Éisträich och net. An aner Länner, do sinn ech mer och guer net esou sécher, ob se fir den Ausbau vun Atomenergie sinn.

Dat heescht, et ass awer e bësse komesch, Lëtzebuerg, dat klengt Lëtzebuerg, do duerzestellen, wéi wa mir total assiegéiert wieren an dat lescht gallescht Duerf wieren, wat sech dergéint wiert. Ech mengen, dat ass guer net wouer. Et gëtt Alliéierter um europäeschen Niveau.

An dofir – bon, mir wäerte souwisou géint dës Motioun stëmmen, well mir hu grad de Géigendeel gesot –: Aneschters wéi d'ADR menge mir a 95 % vun alle Wëssenschaftler net, datt Atomenergie an Äerdgas nohalteg Energië sinn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Dann hunn ech elo den Här Goergen, den Här Engel an den Här Bausch, déi sech ageschriwwen hunn. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Och mir wäerten dergéint stëmmen. Jo, d'EU-Kommissioun an d'EU-Parlament hu vläicht eppes decidéiert, mee mir trieden den 9. Juni un, fir eeben dat ze änneren, well et ass eng vun deenen Entscheedungen, mat deene mir Piraten net averstane sinn.

Wat den Här Delles virdru gesot huet iwwert d'Sécherheet, dat ass nämlech dat, wat d'Lobbyiste quer aus den Atomfirmen alleguerte soen: „Kommt, mir investéieren an d'Sécherheet, da kënne mer se méi laang lafe loossen." An dat ass jo deen Trugschluss, dee se maachen. Dat ass jo genau dee Feeler. An et ass och dee Feeler, op deen d'Europaparlament an anerer erafalen. Dat ass jo einfach nëmmen e Verkafstrick, deen déi ganz Lobbyisten zu Bréissel an zu Stroossbuerg hunn, fir dass hir Atomkraaftwierker kënne weiderlafen.

An deementspriechend ass et immens gefäierlech, ze soen: „Nee, mir investéiere just an d'Sécherheet, mir investéiere just kuerzfristeg." Nee, et muss een e klore Message ginn, dass ee géint d'Atomenergie ass an dass een esou schnell wéi méiglech erausklëmmt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Här Engel.

**M. Georges Engel** (LSAP) | Jo, mir stinn natierlech zu deem, wat mer an der leschter Regierung beschloss hunn a mir wäerte géint dës Motioun stëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engel. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Also weltwäit, wann Der de World Nuclear Industry Status Report liest, gi méi – bei Wäitem méi! – Atomzentralen zougemaach wéi neier opgemaach. Dat ass dat Éischt.

An dat Zweet ass: Däitschland, nach ëmmer déi gréissten Industrienatioun an der Europäescher Unioun, huet d'lescht Joer dat lescht Atomkraaftwierk zougemaach an d'Luuchte sinn nach ëmmer un.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch.

Ass nach eng aner Wuertmeldung do?

*(Négation)*

Dat ass net de Fall.

***Vote sur la motion 5***

Da bieden ech Iech ofzestëmmen.

*(Brouhaha)*

Sorry, ech hunn hei op dee falsche Knäppche gedréckt.

*(Hilarité)*

Gutt. Also: Oui: 5 Stëmmen, Non: 55 Stëmmen, an Abstentions: 0. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 55 Nee-Stëmme bei 5 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Max Hengel), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par Mme Taina Bofferding), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Paulette Lenert (par M. Dan Biancalana) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

An domat wär dann och iwwert déi lescht Motioun ofgestëmmt.

## 6. Interpellation de M. Georges Engel au sujet du « Quality of Work Index »

An da kéime mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Interpellatioun vum Här Georges Engel iwwert de „Quality of Work Index". D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgehalen, dat heescht, den Interpellateur, den Här Engel, huet 30 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 10,5, d'ADR 7,5, déi gréng 7, d'Piraten 7, déi Lénk 7 an d'Regierung duerno 30 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Spautz, d'Madamm Cahen, den Här Engelen, den Här Sehovic, den Här Polidori an den Här Baum. An elo huet den Här Engel d'Wuert. Här Engel.

***Exposé***

**M. Georges Engel** (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi 11. Editioun ass et vun dëser Enquête iwwert de „Quality of Work Index". 2.732 Entretiene goufe gefouert, dovunner 1.280 mat Residenten, 544 mat franséische Frontalieren, 509 mat däitsche Frontalieren an 186 mat belsche Frontalieren.

D'Durée moyenne vu sou engem Entretien war 31 Minutten an d'Enquête ass ausgefouert ginn am Optrag vun der CSL a vum infas, vum Institut fir angewandte Sozialwissenschaft.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir verbréngen e groussen Deel vun eisem Liewen op der Aarbecht. Dowéinst ass et wichteg, datt d'Leit sech op hirer Aarbechtsplaz wuelfillen, datt se eng sënnvoll Aarbecht maachen an datt d'Aarbecht och mam Privatliewe vereinbar ass. Ech hunn dës Interpellatioun ugefrot, fir datt d'Chamber sech mat deem doten Ëmstand, mat där doter Froestellung, an awer och ganz allgemeng mam Sënn vun der Aarbecht auserneesetzt. An deem Sënn sinn d'Resultater vun der leschter Enquête vum „Quality of Work Index" nëtzlech, déi eis eng Richtung uginn, wat zurzäit gutt a wat och manner gutt leeft.

D'Aarbecht, d'Aarbechtskonditiounen, d'Qualitéit vun der Aarbechtsplaz an den Ëmgang ënnereneen, dat waren nach ëmmer Sujeten, déi e groussen Deel vun der Gesellschaft beweegt hunn. Et sinn Theemen, déi an der DNA vun der LSAP leien. An et war ëmmer e predominant Theema vun de Parteie vun der Gauche an natierlech och vun de Gewerkschaften.

An haut hu sech och d'Droite an déi Liberal, déi och an hirer DNA ëmmer mol méi oder mol manner Verständnis fir d'Patronen haten, de Sujet vun der Aarbecht appropriéiert, awer op eng aner Aart a Weis: éischter, wat d'Flexibilitéit ugeet, wat d'Aarbechtszäiten ugeet, wat d'Sonndesaarbecht ugeet, wat d'Iwwerstonnen an d'Bezuelung dovunner ugeet oder wat d'Karenzdeeg ugeet, an ech kéint nach aner Saachen nennen. A gäre gëtt d'Gauche vun aneren als Parteien natierlech vun der Aarbecht, awer och als Parteie vun der, jo, quasi sou Lidderegkeet duergestallt, als Parteien, déi den Effort net schätzen, déi alles als Acquis duerstellen, déi e Recht op Aarbecht fuerderen, awer net och eng Flicht, eppes schaffen ze missen, oder déi d'Aarbecht u sech als net schätzenswäert gesinn.

Si ginn duergestallt als déi, déi sech haaptsächlech op der Säit vun den Assistéé gesinn. An dobäi ass dat net de Fall! Natierlech fannen déi, déi keng oder manner Chance am Liewen haten, bei eis Ënnerstëtzung, well an eiser Gesellschaft jidderee seng Plaz huet an et och eis Flicht ass, och deene Schwaachen ze hëllefen. Mee d'Gauche hält d'Valeure vun der Aarbecht nach ëmmer héich. D'Aarbecht ass e wichtege Pilier vun eiser Gesellschaft. Et ass wäertvoll ze schaffen. Et ass gutt ze schaffen an een Deel vun der Gesellschaft ze sinn, déi eppes produzéiert, ze hëllefen, dass mer eis no vir beweegen, dass mer eis Gesellschaft no vir bréngen.

An d'Aarbecht kann engem dofir och ganz vill ginn, um professionellen awer och um soziologesche Plang. Mee d'Gauche wäert sécherlech net de Feeler maachen, déi, déi schaffen, an déi, déi Hëllef brauchen, géinteneen auszespillen.

Den État de providence, de Sozialstaat, gëtt gäre vun enger Rei vu Leit, besonnesch vu riets, un de Pranger gestallt, wann et drëms geet, Hëllefe fir sozial Schwaacher anzeféieren, Hëllefen, déi eis all géifen ze vill kaschten, déi eis Budgeten ze vill géife belaaschten an déi deemno misste beschnidde ginn.

A ville Länner, wou d'Droite um Rudder ass, ass dat och de Fall. Kuckt mol nëmmen eng Kéier, wat a Finnland, kuckt mol eng Kéier, wat an Italien – an ech kéint Iech nach aner Länner nennen – geschitt. Zum Gléck ass eis Droite hei nach net do ukomm. Mee et gëtt awer Tendenzen, déi zu Beonrouegung kënne féieren. Well och hei gëtt et Stëmmen, déi gäre gleewe wëllen doen, dass déi ënnescht Klassen an d'Mëttelklass, déi schwéier schaffe mussen, fir net vill ze verdéngen, och nach déi, déi net vill hunn, misste mat duerchhuelen, an dass grad dat och d'Ursaach wier, firwat si hire verdéngte Loun net kréien, firwat hir Aarbecht net genuch entlount gëtt. De Malheur vun deenen hirer Situatioun, déi sech keen Haus méi kënne leeschten, déi ëmmer méi Schwieregkeeten hunn, d'Enner beieneenzebréngen, dee kéim vun den Hëllefen, déi an engem solidaresche System fir déi Aarm sinn. An an dëse Kuerf ginn dann och nach gären d'Immigrante mat dragehäit.

Dobäi sinn et net déi Aarm, déi hei d'Ursaach sinn, mee déi ganz Räich, déi vun Dag zu Dag méi räich ginn an déi vu lauter Geld net méi wëssen, wouhinner domat. Den Ierger misst sech deemno net géint déi Äermst riichten, mee géint déi, déi d'Majoritéit vum Patrimoine hunn an déi net genuch zum Wuel vun der ganzer Gesellschaft bäidroen, an dat scho säit Joerzéngten. An do misst den Usaz sinn!

An dat alles huet och Auswierkungen op d'Qualitéit vun der Aarbecht, well et Auswierkungen op d'Aarbechtszäiten, op den Equiliber tëschent Aarbecht a Privatliewen huet, op d'Perspektive vun engem gesonde Liewen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir ass et wichteg, datt d'Leit schaffe gi fir ze liewen an net liewe fir ze schaffen. Déi Aart a Weis, wéi mir schaffen, dat ass e gesellschaftlecht Konstrukt, ergo: Mir kënnen als Gesellschaft selwer bestëmmen, wéi mir d'Aarbecht wëlle reegelen. Anescht wéi vläicht aner Kolleeginnen a Kolleegen hei am Raum gesinn ech dat net als eng individuell Aufgab, mee als eng kollektiv Aufgab.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass an eisem Interêt als Gesellschaft, datt mir liewenswäert Aarbechtskonditioune schafen. Wann d'Salariéë motivéiert a gesond sinn, da si si och an der Reegel méi produktiv. Si si méi produktiv, wéi wa se ënner konstantem Drock, ënner Iwwerbelaaschtung oder Harcèlement stinn an deem ausgesat sinn. Natierlech spillt do och ëmmer den internationalen an och den nationalen ekonomesche Kontext eng Roll. Mee mir musse kucken, datt mir eng gutt Aarbechtsqualitéit an eng anstänneg Work-Life-Balance kréien an och duerfir suergen.

An déi eeleft Enquête iwwert de „Quality of Work Index" weist e puer Pisten an dat gëtt eis e Bild iwwert déi aktuell Aarbechtskonditiounen hei zu Lëtzebuerg. A gläich virop, ouni dass bis elo een dat gesot huet – well et huet nach kee geschwat, well ech sinn deen éischten –, héieren ech awer schonn d'Stëmmen, déi soen: „Mee wien hat da bis elo den Aarbechtsministère an deene leschte Joren?" Jo, dat war natierlech d'LSAP, well si sech ëmmer staarkgemaach huet fir e performante Ministère vun der Aarbecht. An et gouf jo och eng ganz Rei vu Verbesserungen.

Ech ginn nëmmen op dat an, wat am Joer 2023 – nëmmen dat, wat am Joer 2023! – alles gestëmmt gouf: d'Gesetz iwwert d'Dekonnexioun, d'Gesetz iwwert den Harcèlement moral, d'Gesetz iwwert d'Work-Life-Balance, notamment iwwert de Congé extraordinaire d'aidant an de Congé pour raisons de

force majeure liée à des raisons familiales, d'Aféierung vum Pappecongé fir homosexuell Koppelen. Alles dat si Gesetzer, déi eleng am Joer 2023 hei an der Chamber gestëmmt goufen. Ech kéint elo nach derbäisetzen – dat ass net am Joer 2023 gewiescht, mee dat war e bëssen éischter –: d'Erhéijung vun 100 Euro vum Mindestloun, oder nach en anert Gesetz, dat um Wee ass, de „SkillsPlang", deen een och zu dësen Initiativen hei kann zielen. Et kann een also, wann een et wierklech objektiv gesäit, net soen, dass näischt geschitt wär, wéi esou gären hei an dësem Haus esou dacks behaapt gëtt.

An dëser Enquête goufen, ech hat et gesot, 2.732 Entretiene gefouert an et goufe sechs grouss Theemeberäicher analyséiert.

Éischtens d'Charakteristike vun der aktiver Lëtzebuerger Bevëlkerung, pardon, Populatioun, déi schaffe geet, an den Trajet op d'Aarbecht. Zweetens d'Aarbechtszäit; drëttens d'Aarbechtskonditioune mat de Risiken an och d'Formatioun, véiertens d'Aarbecht an de perséinleche Bien-être, d'Gesondheet, de Stress an och d'Rouzäiten; fënneftens den Equiliber tëschent Aarbechtsliewen a Privatliewen an och den Teletravail; an da sechstens d'Wuelbefannen op der Aarbecht an och d'Perspektiven.

Eng Erkenntnis aus där Etüd ass: An der Praxis gëtt méi geschafft wéi dat, wat am Aarbechtskontrakt drasteet!

2014 huet de „Quality of Work Index" fir d'éischte Kéier déi real geleeschten Aarbechtszäit mat der Aarbechtszäit aus den Aarbechtskontrakter verglach. A säitdeem war et nach all Joer esou, datt déi geschafften Aarbechtszäit iwwert der kontraktueller Aarbechtszäit louch. 2023 war dat eng Differenz vun 3,3 Stonne pro Woch. A besonnesch bei Fraen ass déi Differenz do an deene leschte Joren ëmmer méi grouss ginn, vun 1,3 Stonnen am Joer 2017 op 2,6 Stonnen am Joer 2023.

Hei besteet kloer d'Gefor vun enger Iwwerbelaaschtung vun de Salariéë respektiv vun net un d'Situatioun ugepassten Aarbechtskontrakter. Wann een am Temps partiel schafft an déi ganzen Zäit Iwwerstonne muss maachen, da stëmmt eppes am Aarbechtskontrakt net. Wann een en Temps plein huet an trotzdeem déi ganzen Zäit muss Iwwerstonne schaffen, da besteet déi reell Gefor vun enger Iwwerbelaaschtung. Dat ka weeder am Interêt vum Salarié nach am Interêt vum Patron sinn.

An ech fannen et alarmant, dass sech dëse Phenomeen an de leschte Joren nach verstäerkt huet, jo, an ech soen et nach eng Kéier, och ënner LSAP-Ministeren. An dofir hat ech jo och d'Diskussioun am Joer 2022 an och am Joer 2023 grad iwwert d'Aarbechtszäiten an och iwwert d'Reduktioun vun den Aarbechtszäiten an d'Spill bruecht.

2020, Dir Dammen an Dir Hären, hu just 50 % vun de Salariéen déi Unzuel u Stonne geschafft, déi hirem Aarbechtskontrakt entspriechen. 2023 waren et nach just 38 % vun de befrote Salariéen. Dat heescht eng Majoritéit vun de schaffende Leit schafft net dat, wat am Aarbechtskontrakt drasteet. Si schaffe vill méi.

Wéi sollen d'Salariéen do hiert Aarbechtsliewe mat hirem Privatliewen an Aklang bréngen? Hei muss intervenéiert ginn, fir dass natierlech an Ausnamesituatiounen de Salarié sech mam Patron kann eens ginn, fir déi Situatiounen ze meeschteren. Dat ass jo evident. Mee anerersäits brauche mer awer och Previsibilitéit am Aarbechtsliewen an d'Salariéë musse virun Iwwerbelaaschtung geschützt ginn. An déi Iwwerbelaaschtung, déi kann net op d'Käschte vun engem Manque à gagner goen, well dat sécherlech der aktueller, ekonomesch schwiereger Situatioun vu ganz ville Leit net gerecht gëtt.

Hei ass eng kollektiv Ustrengung gefuerdert. An dat verdäitlecht dann och, datt et am Interêt vum Salarié ass, an awer och am Interêt vun eis alleguerten, datt Aarbechtszäitreegelen net individuell, mee kollektiv solle gemaach ginn.

An hei meng éischt Fro dann un de Minister. De Minister huet den 28. Februar hei an der Chamber ugekënnegt, dass een un enger Reform vum Dispositif iwwert d'Kollektivvertrëg géif schaffen, déi dann am CPTE (ndlr: Comité permanent du travail et de l'emploi) géif presentéiert ginn, ier se da vum Regierungsrot approuvéiert gëtt. An dat soll nach alles virum Summer iwwert d'Bün goen. Bon, mir si Mee, mir sinn nach ëmmer virum Summer. Mee et gëtt esou lues enk, well wann een dat jo nach an de CPTE wëllt huelen, dann deposéieren an dann nach hei an der Chamber wëllt duerch d'Kommissiounen an och hei duerch d'Chamber bréngen, da gëtt et enk.

Steet deen Timing nach ëmmer? Kann de Minister eis konkreet Datumer ginn, wéini den CPTE domadder befaasst gëtt, wéini de Projet de loi deposéiert gëtt? Dat géif eis ganz staark interesséieren.

D'Erkenntnis, dass d'Leit ze vill schaffen an net zefridde sinn, verdäitlecht dann och, datt déi vun de Sozialiste gewënschten Aarbechtszäitverkierzung definitiv vun de schaffende Leit och gewënscht ass. An et kann net sinn, datt vill Leit hautzedaags och méi schaffe wéi dat, wat an hirem Aarbechtskontrakt steet.

An duerfir meng zweet Fro direkt: Wat sinn deemno d'Moossnamen, déi de Minister wëllt an den nächste fënnef Joer an d'Weeër leeden, fir der ekonomescher Situatioun vun de Salariéë gerecht ze ginn, an awer och, wéi d'Aarbechts- an d'Privatliewe méi an d'Gläichgewiicht kënne kommen?

De Regierungsprogramm schwätzt sech fir eng Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäiten aus. Wéi kann dës am Sënn vun enger besserer Vereinbarkeet tëschent Beruffs- a Privatliewe realiséiert ginn? Wann déi uewe genannten Zuelen aus dem „Quality of Work Index" aus där Enquête mat consideréiert ginn, wéi wëllt de Minister an dësem Sujet virgoen?

Déi mental an déi physesch Belaaschtung op der Aarbecht hëlt zou. Dat weist déi Enquête hei och ganz kloer. Déi viregt Regierung, op Initiativ vum Paulette Lenert, huet hei en éischten Aktiounsplang, de Plan national santé mentale, de PNSM, fir 2024 bis 2028 ausgeschafft. Hei wëll ech dann och nach eng Kéier un d'Gesetz vum Harcèlement moral an och vun der Dekonnexioun erënneren.

An och a punkto Zefriddenheet op der Aarbecht gëtt et nach vill ze maachen. D'Zefriddenheet ass niewent der Motivatioun, fir schaffen ze goen, an de leschten zéng Joer zréckgaangen. Domadder parallell gaange sinn dann och déi negativ Effekter op de Bien-être an op déi physesch a mental Gesondheet, verbonne mam Risiko vun Depressioun a Burnout. Dat huet sécherlech eng ganz Rei vun Ursaachen, och déi ganz gesellschaftlech Ursaachen, déi hei kënne matspillen.

Dës Entwécklung féiert derzou, datt d'Salariéë sech an deene leschten zéng Joer ëmmer méi vun hirer Aarbecht ofgekoppelt hunn a sech verstäerkt an hiert Privatliewen zréckzéien.

*(Interruption)*

Déi lescht „Quality of Work Index"-Etüd weist dat och ganz kloer.

Meng drëtt Fro: Wat sinn deemno d'Mesüren, déi de Minister wëllt ënnerhuelen, fir der mentaler an der physescher Belaaschtung op der Aarbechtsplaz entgéintzewierken? Hält d'Regierung um Plan national santé mentale fest, esou wéi en deposéiert gouf?

Wa mir vu Work-Life-Balance schwätzen, da si mer och ganz séier beim Teletravail. Wärend der Pandemie krut den Teletravail e ganz neie Stellewäert an eisem Aarbechtsliewen. Säitdeem goufe sech vill Gedanke gemaach iwwert d'Vir- an d'Nodeeler vum Teletravail. Ech erënneren hei gären un de Rapport vun der Sous-Commission Télétravail, deen hei den 8. Juni d'lescht Joer virgeluecht gouf.

D'Enquête iwwert de „Quality of Work Index" huet sech och mam Teletravail beschäftegt. Deemno war 2021 dat Joer, wou am meeschte Leit Teletravail gemaach hunn. Dir wësst, firwat! Dat waren deemools 40 %. Säitdeem geet den Undeel awer ëmmer méi zréck. 2022 waren et nach 35 % an 2023 nach just 29 %.

Dat läit virun allem un de Frontalieren. Net, datt déi kee méi wëlle maachen, mee déi ginn anescht besteiert, wa se Teletravail maachen. Déi lescht Enquête weist, datt ëmmer manner Leit eeben Teletravail maache kënnen, mee awer trotzdeem vill Leit gäre méi Teletravail wéilte maachen. 12 % wollte keen Teletravail méi maachen, mee 57 % vun de befrote Leit géifen es gären all Woch maachen.

Dat heescht, et gëtt e Wonsch, mee net ëmmer d'Méiglechkeet. De Status quo spigelt net d'Wënsch vun de Salariéen erëm. Mir mussen deemno kucken, fir an Zukunft no Solutiounen ze sichen, fir den Teletravail als Méiglechkeet ze erhalen. A mir mussen Alternative fir déijéineg schafen, deenen hir Aarbecht net mam Teletravail kompatibel ass.

Hei gëtt et och Pisten. Zum Beispill gëtt et déi vun der CSL, fir deenen, déi keen Teletravail hunn, Verbesserungen am Horaire ze ginn, wat d'Ufangs- oder d'Departzäiten ugeet.

D'Resultater vun der leschter Enquête weisen, datt et net gutt fir d'Work-Life-Balance ausgesäit. Tëschent 2014 an 2022 hunn d'Konflikter tëschent Privat- an Aarbechtsliewe konstant zougeholl, och wa se 2023 fir d'éischte Kéier liicht erofgaange sinn.

Dat kann zum Deel och domadder ze dinn hunn, datt eng Rei Gesetzer gestëmmt goufen. Et muss awer net sinn, an ech kann dat och hei net esou behaapten. Mir mussen deemno weider Ustrengunge maachen, fir d'Konflikter tëschent Privat- an Aarbechtsliewen ze reduzéieren.

A Leit mat atypeschen Aarbechtszäite sinn heivunner nach méi schlëmm impaktéiert. D'Enquête weist, datt d'Salariéë mat atypeschen Aarbechtszäiten, an dat sinn déi, déi owes, nuets oder sonndes schaffen, vill méi staark Konflikter tëschent Privat- a Aarbechtsliewen hu wéi Salariéë mat typeschen Aarbechtszäiten. Si sinn dovunner betraff, zousätzlech zu hire méi schwéieren Aarbechtskonditiounen, wou d'Pausen an d'Rouzäiten och dacks nach net agehale ginn.

Dat weist, dass mir an Zukunft mussen, esou wäit dat och geet, fortkomme vun atypeschen Aarbechtszäiten. Dat ass natierlech, an dat weess ech och, net iwwerall méiglech. Mee et soll een net do nei Dieren opmaachen! An deem Sënn appelléieren ech un d'Regierung, bei der Ëmsetzung vun hirer geplangter Ausdeenung vun der Sonndesaarbecht onbedéngt op de Sozialdialog ze setzen, fir d'Situatioun net nach schlëmmer ze maachen. An aus deem Kontext eraus schéngt mir och Skepsis géigeniwwer enger Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäiten definitiv ubruecht ze sinn.

Ausserdeem hu besonnesch Salariéë mat atypeschen Aarbechtszäiten dorënner ze leiden, datt si oft baussent hiren Aarbechtszäite mussen disponibel

sinn. An hei muss och fir si den Droit à la déconnexion spillen. Et wier ze begréissen, wann déi betraffe Betriber dat Gesetz iwwert den Droit à la déconnexion vum 28. Juni 2023 elo scho géifen ëmsetzen an net domadder géife waarde bis Juli 2026, wat d'Gesetz hinnen awer erlaabt. Dat ass alles konform a legal, mee et wär besser, si géifen dat elo schonn direkt ëmsetzen.

D'Salariéë sinn deemno mat enger Rei Saachen onzefridden. Mee wat sinn d'Léisungen? D'Léisunge sinn net ëmmer einfach ze fannen. Ech ginn dat zou. Et muss een och wëssen, datt d'Wierkungsfeld vum Minister seng Limitten huet. E Schlëssel dozou ka sécherlech en éierlechen, en opriichtegen, e gerechte Sozialdialog sinn, wou d'Patronat natierlech seng Plaz huet, mee wou een awer och net muss fäerten, wann eng Gewerkschaft méi staark gëtt oder wa se méi eng wichteg Roll kritt.

Säit 2018 klëmmt den Undeel u Leit, déi gäre manner géife schaffe wéi dat, wat an hirem Aarbechtskontrakt haut steet. Wärend dat fir 33 % vun de Befroten 2018 gegollt huet, sinn et 2023 esouguer 53 %. 53 % vun de Salariéë géifen deemno gäre manner schaffen. Dat ënnersträicht alt erëm eng Kéier, wéi wichteg de schaffende Leit hiert Privatliewe respektiv eng gutt Work-Life-Balance ass. Eng vun eis viséiert Aarbechtszäitverkierzung géif genee dat heite bewierken. Nëmmen 8 % vun de Leit géifen nämlech gäre méi schaffe wéi dat, wat an hirem Aarbechtskontrakt steet.

Wat d'Salariéen en plein temps ugeet, hätten 58 % gäre manner laang Aarbechtswochen. 28 % vun de Salariéen an Deelzäit hätten dat och gären. A virun allem Fraen a Jonker tëschent 25 a 44 – bei de Frae sinn et 58 % a bei de Jonke 57 % oder 58 % – géifen och gären hir Aarbechtszäit kierzen. Et ass dat vläicht och eng aner Mentalitéit wéi déi, déi jorelaang eist Aarbechtsliewe kadréiert oder geprägt huet. Och Salariéen an den intellektuellen oder an de wëssenschaftleche Professiounen, an de Secteure vun den Human-, Gesondheets- a Sozialaktiounen, an och déi aus dem Finanz- an Assurancësecteur an déi däitsch Frontaliere géife gäre majoritär manner schaffen.

Mee wéi kéint esou eng Aarbechtszäitverkierzung dann ausgesinn? An der 11. Enquête hei gouf gekuckt, wéi favorabel d'Salariéë géigeniwwer der Iddi vun enger Aarbechtszäitverkierzung an dat bei gläichem Loun sinn. Dobäi erauskomm ass, datt och 17 % vun de Befrote géint esou eng Aarbechtszäitverkierzung wieren an awer 83 % derfir. Dat ass net besonnesch verwonnerlech! Bei gläichem Loun ass dat net besonnesch verwonnerlech.

Wichteg ass awer och ze ernimmen, datt d'Aarbechtszäitverkierzung sécherlech och en Argument ass fir Talentattraction. Well mer hei zu Lëtzebuerg awer e grousse Problem hunn, Leit heihinner ze kréien, wier sécherlech d'Aarbechtszäit en Atout – wann déi géif erofgoen! –, fir datt Leit sech géifen derzou beweege loossen, hei op Lëtzebuerg schaffen ze kommen.

Déi esou dacks gefaarte Reduktioun vun der Produktivitéit trëtt an e sëllege Beispiller, wou d'Aarbechtszäitreduktioun agefouert gouf, absolutt net an. Et gëtt do rezent Beispiller aus Etüden, wéi zum Beispill aus där ominéiser Etüd, déi ech och schonn hei op der Tribün eng Kéier zitéiert hunn, aus England. D'Produktivitéit ass par contre eropgaangen, d'Krankheetsfäll hunn ofgeholl, den Absenteisme geet erof an d'Leit sinn och méi zefridden. An dat soll jo awer och eent vun eisen Ziler sinn, d'Zefriddenheet vun de Bierger. Schaffe fir ze liewen an net liewe fir ze schaffen!

D'CSL huet eng Rei Fuerderungen, fir d'Work-Life-Balance ze verbesseren, deene mir Sozialisten och positiv géigeniwwerstinn. Dat gëllt zum Beispill fir d'Propos, den Elteren d'Recht ze ginn, de Patron ze froen, fir d'Aarbechtszäit bis zum Alter vun de Kanner vun zwielef Joer kënnen unzepassen a wärend enger bestëmmter Zäit och vun doheem aus kënnen ze schaffen. Eng aner Iddi ass natierlech d'Aarbechtszäitverkierzung, fir déi mir jo och sinn. D'CSL schwätzt sech och am Interêt vun enger Work-Life-Balance derfir aus, spéit Aarbechtszäiten an Aarbecht wärend dem Weekend ze limitéieren.

An dofir meng Fro: Wéi eng nei Weeër wëllt den Aarbechtsminister hei goen, fir dem Wëlle vun de Leit, manner ze schaffen an awer och nach weider kënne fir hir Käschten opzekommen, gerecht ze ginn? Wéi steet den Aarbechtsminister zur Véier-Deeg-Woch à 40 Stonnen oder zu manner Stonnen? A verschiddene Länner gëtt déi Véier-Deeg-Woch jo schonn ausprobéiert respektiv och konkreet applizéiert. Wou gesäit de Minister hei d'Vir- an d'Nodeeler? Wéi gesäit den Aarbechtsminister de Risiko vun enger Iwwerlaaschtung bei engem Zéng-Stonnen-Aarbechtsdag? Ass de Minister fir eng Reduktioun vun der Aarbechtszäit, wa se e spezifesche Grond huet, zum Beispill fir Sport ze maachen?

D'Formation continue sollt en integrale Bestanddeel vun enger moderner Aarbechtswelt ginn. Leider kënnt déi 11. Enquête zum Schluss, dass sech d'Méiglechkeete vun der Formation continue an de Betriber aus Siicht vun de Salariéen an de leschte Jore verschlechtert hunn. D'Enquête schwätzt sech derfir aus, eng Offensiv vun der Formation continue an de Betriber ze starten, fir d'Salariéen op d'Erausfuerderunge vu muer ze preparéieren an der Penurie u qualifizéiertem Personal entgéintzewierken.

Dat besonnesch virum Constat, datt d'gesellschaftlech Entwécklung haut zum Deel contradictoire ass zu deem, wat um Aarbechtsmaart leeft. De Chômage geet an d'Luucht, mee d'Betriber fannen d'Leit net, déi se brauchen. Wat gedenkt den Aarbechtsminister a punkto Formation continue hei konkreet ze maachen? Och hei brauch de Minister mol zum Deel, wat d'Formatioun am Betrib ugeet – mir mussen net alles nei erfannen! – just den Tirang opzemaachen an de SkillsPlang, deen am Moment beim Staatsrot läit, weiderzedreiwen, fir datt en och hei an d'Chamber kënnt.

Kloer ass awer och, dass de Salaire een Element vun der Satisfaktioun op der Aarbechtsplaz ass. Een Element vum Salaire, wou de Minister kann drop awierken, dat ass de Mindestloun. D'EU-Direktiv iwwert de Mindestloun gesäit jo vir, dass de Mindestloun un de Salaire moyen oder un de Salaire médian soll ugepasst ginn. An den 28. Februar huet de Minister och hei an der Chamber, ech zitéieren, gesot: „D'Aarbechte fir den Avant-projet de loi iwwert d'Transpositioun vun der EU-Direktiv – ech mengen, d'Zuel brauch ech Iech hei elo net ze soen – vum EU-Parlament a vum Conseil vum 19. Oktober 2022 iwwer adequat Mindestléin an der EU sinn amgaangen, finaliséiert ze ginn. An de Projet wäert viraussiichtlech elo am Mäerz dem Regierungsrot fir Approbatioun virleien." Dat huet en op d'Fro vun dem Marc Baum geäntwert, deen nach eng Kéier nogefrot huet an deen och déi Äntwert nach eng Kéier kritt huet.

Et entzitt sech elo mengem Wëssen, mee ass dat geschitt? Haut si mer Mee. An wann net, firwat ass et net geschitt? A wéini soll et da geschéien? A wann de Minister eis am Februar nach d'Zuel net konnt nennen, wat mam Mindestloun geschitt, vläicht kann en eis se dann haut nennen. Ëm wéi vill soll de Mindestloun, ausser der gesetzlecher Upassung, déi jo all zwee Joer ass – ech wéilt dat jiddwerengem nach eng Kéier hei rappeléieren – dann an d'Luucht goen?

Ech kommen zu mengem leschte Punkt: Dat ass d'Économie sociale et solidaire. Leider hunn ech am Regierungsaccord kee Wuert doriwwer gelies, an och am Budget vum Ministère du Travail ass et deen eenzege Posten, deen erofgaangen ass, mee et ass awer e ganz wichtege Pilier vun eiser Ekonomie an et ass och e Pilier, dee kuckt, datt d'Leit awer ënner uerdentleche Konditioune kënne schaffen. Et ass e Pilier, deen eeben net op dee kapitalistesche System vum Profitt opgebaut ass. Et ass e Pilier, dee fir de Mënsch, fir d'Gesellschaft an och fir d'Natur do ass.

A grad dee Pilier, wou ee wierklech kéint eppes konkreet och maachen, dee gëtt hei vun dëser Regierung vergiess. Ech géif duerfir nach eng Kéier gären de Rappell maachen, déi Économie sociale et solidaire net ze vergiessen, well se wierklech enorm wichteg ass fir eist Land!

Ech kommen zur Konklusioun. De Fazit vun der leschter Enquête iwwert de „Quality of Work Index" ass, datt et mat der Zefriddenheet, der Motivatioun an dem Wuelbefannen op der Aarbecht net zum Beschten ausgesäit.

Dës Enquête, déi hëlleft eis, d'Situatioun vun de Salariéë besser ze verstoen an och op hir Erwaardungen a Froen anzegoen. A kommt, mir nëtzen déi Geleeënheet hei, fir d'Aarbechtswelt e Stéck besser ze maachen.

An ech géif duerfir och hei gären eng Motioun deposéieren, wou et haaptsächlech ëm siwe Punkte geet, wou een déi Konklusiounen aus där Enquête hei soll seriö huelen, wou solle Mesüre fir den Equiliber tëschent der Vie professionnelle an der Vie privée geschaf ginn, wou et drëm geet, ze ënnerstëtzen, datt d'Aarbechtszäitreegelungen iwwert d'Kollektiv- an net individuell Verträg solle gereegelt ginn, dass Flexibiliséierung net op Käschte vum Equiliber vun der Vie privée a Vie professionnelle soll gemaach ginn, datt d'Charge mentale an d'Charge physique solle reduzéiert ginn an de Plan national santé mentale soll ëmgesat ginn, datt och den Teletravail ze promouvéieren ass, an dat och fir Frontalieren, an zu gudder Lescht och d'Formatioun an de Betriber soll entwéckelt ginn an och de legale Kader dozou verbessert ginn.

Si ass ënnerschriwwe vun der LSAP, vun déi gréng a vun déi Lénk a si ass ënnerstëtzt vun de Piraten.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*– vu le rapport de la onzième enquête « Quality of Work Index » réalisé par la Chambre des Salariés (CSL) en collaboration avec l'Université du Luxembourg ;*

*– considérant la loi du 29 mars 2023 portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif à la protection contre le harcèlement moral à l'occasion des relations de travail ;*

*– considérant la loi du 28 juin 2023 portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif au droit à la déconnexion ;*

*– vu la loi du 15 août 2023 et la loi du 29 juillet 2023 en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil ;*

*– vu la loi du 29 mars 2023 portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif à la protection contre le harcèlement moral à l'occasion des relations de travail ;*

*– vu le « Plan national santé mentale 2024-2028 » approuvé par le Conseil de Gouvernement le 14 juillet 2023 ;*

*– vu le rapport de la Sous-Commission « Télétravail » de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ;*

*– compte tenu de l'engagement déclaré dans l'accord de coalition à promouvoir un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée,*

*invite le Gouvernement*

*– à se pencher sur les conclusions de l'étude « Quality of Work Index 2023 » et mettre en œuvre des actions concrètes ;*

*– à prendre des mesures supplémentaires pour améliorer l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée ;*

*– à soutenir la règlementation des horaires de travail via la négociation de conventions collectives et non par des négociations individuelles ;*

*– de veiller à ce que la flexibilisation des horaires de travail ne se fasse au détriment de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des salarié·es ;*

*– à mettre en œuvre des mesures pour réduire la charge mentale et physique au lieu de travail et de poursuivre la mise en œuvre des objectifs fixés dans le « Plan national santé mentale 2024-2028 » ;*

*– à continuer à promouvoir le télétravail et à plaider pour l'harmonisation des seuils fiscaux en concordance avec la sécurité sociale ;*

*– à développer la formation continue dans les entreprises respectivement améliorer le cadre légal de la formation continue.*

*(s.) Georges Engel, Marc Baum, Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Meris Sehovic.*

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engel. Dir hutt Är Aarbechtszäit op jidde Fall ganz ausgenotzt, gesinn ech.

**M. Georges Engel** (LSAP), interpellateur | Jo, genau.

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci.

An dann ass deen éischten ageschriwwene Riedner den Här Marc Spautz. Här Spautz, fuert lass!

***Débat***

**M. Marc Spautz** (CSV) | Här President, Work-Life-Balance, wat ass dann elo déi eng Richtung an déi aner Richtung? Mir hunn en neie Riedemodell, deen heescht 15,5 Minutte fir mech. Dofir, soen ech, ass dat eng Verschlechterung vu mengen Aarbechtsbedéngungen. Fir Iech kann et awer vläicht eng Verbesserung sinn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir gitt domadder eens.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Ech wëll just soen, ech hunn et jo och matgestëmmt, mee haut, nodeem ech de Georges Engel héieren hunn, hätt ech awer fir méi wéi fir 15 an eng hallef Minutt ze schwätzen!

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

Bon, Här Di Bartolomeo, ech huelen Iech léiwer net als Modell, well dat wier net am Interêt ...

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Elo ... Här Spautz.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Ech weess mech ëmmer duerchzesetzen!

**M. Marc Spautz** (CSV) | Här President, Dir Dammen an Hären, léif Frënn, fir d'alleréischt wëll ech dem Georges Engel villmools Merci soe fir déi Interpellatioun, déi en ugefrot huet. Dat gëtt eis Geleeënheet, iwwer verschidde Sujeten ze schwätzen.

Wann ech awer säin Ufank lauschteren, wollt ech elo, misst ech ufänke bei Marx an Engels, bei Rerum Novarum, den Ufäng vun der kathoulescher Sozialléier, ...

**Une voix** | A!

**M. Marc Spautz** (CSV) | ... wou e gesot huet vum Kapital géint d'Aarbecht an ëmgedréint. Do wieren dat och Positiounen, déi een heibanne kéint diskutéieren, an et misst een dat als Basis huelen, fir vläicht dann och verschidde Saachen nach eng Kéier an de richtege Kontext ze setzen.

Ech wëll dat awer haut net maachen, well da géif et mat de 15 Minutten doudsécher net duergoen!

**M. Georges Engel** (LSAP), interpellateur | Ech hunn Iech als Gewerkschaftler gelueft, Här Spautz.

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

**M. Marc Spautz** (CSV) | Ech wëll awer och soen, dass ech awer e bëssen iwwerrascht war, de Georges Engel ass selwer drop agaangen: Dat hei ass deen 11. Rapport vun der CSL an dat hei ass eng Enquête, déi vu Mee bis September 2023 stattfonnt huet.

Fir d'alleréischt wëll ech der CSL nach eng Kéier felicitéiere fir déi Initiativ, déi se elo scho säit eelef Joer hélt. Mee dat war och déi Zäit, Här Engel, wou Dir nach selwer Aarbechtsminister waart. Also ass et am Fong Är Zensur, déi hei ausgestallt ginn ass vun der Chambre des Salariés.

*(Brouhaha)*

**M. Georges Engel** (LSAP), interpellateur | Mir scheien eis net!

**M. Marc Spautz** (CSV) | Ech wëll dat awer elo net weider thematiséieren, mee ech wollt dat awer och eng Kéier soen. An, ech mengen, dass et och wichteg ass, wa mer heivu schwätzen, wat alles an dem „Quality of Work Index" dran ass, wat do alles derzou gehéiert. Dir hutt en Deel dovu gesot: dat ass Aarbechtszäitorganisatioun. Mee eppes, wat bei mir bei der Aarbechtszäitorganisatioun ëmmer erëm zréckkënnt a wat och en Theema ass, mengen ech, dat ganz wichteg ass, dat sinn d'Kollektivverträg.

An Dir hutt geschwat vun EU-Direktiven. Et gëtt och eng EU-Direktiv, déi seet: An engem Land misst ee méi Kollektivverträg hunn. An, ech mengen, och do huet Lëtzebuerg nach vill nozehuelen. Ech mengen, dass et dofir och wichteg ass, dass mer et fäerdegbréngen, dass méi Kollektivverträg hei am Land gemaach ginn, dass et och muss d'Méiglechkeet sinn, wéi d'EU-Direktiv dat virgesäit, dass méi Leit ënnert d'Ofsécherung vun de Kollektivverträg falen. A wa mer schwätze vun de Kollektivverträg, do kann ee vill vun deene Sujeten, déi Der elo hei soulevéiert hutt an déi och an deem exzellente Bericht vun der Chambre des Salariés dra stinn, och iwwer Kollektivvertrag léisen.

An et muss ee sech ëmmer d'Fro stellen: Ganz vill am Gesetz, generell? Oder net e Kollektivvertragsgesetz, wat e Wuert wäert ass, wat säin Numm wäert ass, wou een dann op deem Niveau déi Diskussioune ka féieren, déi musse gefouert ginn, sief et fir Aarbechtszäit, sief et fir Congé, sief et fir d'Aarbechtszäitorganisatioun, fir déi kënnen ze féieren?

Well wou Der Recht hutt, an dat geet jo och aus dem Rapport ervir, dass vill Leit Schwieregkeeten hu mat enger Charge mentale, dass se Schwieregkeeten hu mat Mobbing, dass se Schwieregkeeten hu mat der Charge physique, déi se hunn, dass se Schwieregkeeten hu mat de Riske vun hirer Gesondheet an dass se och mat der Exigence émotionnelle net eens ginn, déi op der Plaz am Betrib heiansdo verlaangt gëtt. Dat steet grouss bei den Negativpunkten am Rapport dran.

Do steet awer och op där Säit drop, bei de positive Punkten, eng gutt Kooperatioun zwëschent dem Patron an dem Salarié, eng Participatioun un den Entscheedungen, déi am Betrib geholl ginn, de Feedback, d'Autonomie, fir esou kënnen ze schaffen, dass een och autonom ka sinn an net ëmmer nëmmen op Uweisung an net ëmmer dat selwecht muss maachen.

D'Formation continue hutt Der och erwäänt, d'Promotioun, d'Sécherheet vun der Aarbecht an d'Remuneratioun. Och dat si positiv Aspekter. An dat muss een net vun uewen erof am Gesetz deklaréieren. Et kann een. Mee et kann een awer och soen, mir maachen dat am Kollektivvertragsgesetz an dat do sinn déi Punkten, déi mer iwwert d'Kollektivvertragsgesetz decidéieren, well och all Betrib an all Secteur ass anescht. A wa mer jo dann nach eng Kéier kucken an der Analys, virun allem an der Konklusioun, do steet dat jo nach eng Kéier grouss dran: déi gréissten Onzefriddenheet ass am Commerce, an der Restauratioun an – wie wonnert et?!! – och an der Santé.

An der Santé geet et awer och vläicht dodrop zréck, dass mer net genuch Leit hunn an dass mer net genuch Leit fannen, fir dee Secteur och ze bedéngen. Well wa mer do jo eis Frontalierskolleegen net hätten, alleguerten déi, déi hei scho bei Covid souzen – mir hunn et all Mount nach eng Kéier ënnerstrach kritt –, dann hätte mer de Schlëssel „ënnert d'Dier geschoben", well dann hätte mer net genuch Leit gehat am Gesondheetsberäich, fir déi Versuergung ze maachen, déi bluttnoutwendeg war.

An erënnert Iech wéi dat klengt Land, wéi den Här Goergen et virdru genannt huet, hei niewendrun, Däitschland, d'Grenzen zougemaach huet, hu mer ee Moment geziddert, wat dat bedeit, wann alleguerten déi däitsch Grenzgänger, déi am Gesondheetssecteur schaffen, net méi géifen eriwwer an d'Land kommen. Mir ware schonn amgaang ze kucken, fir Hoteller ze kréien, fir dass se hei kéinte schlofen.

An, ech mengen, dofir ass et esou wichteg, dass mer dat mat de Secteuren diskutéieren an dass een do net all Secteur kann an een Dëppe geheien, mee dass dat grondverschidden ass.

Wann een de Bien-être kuckt – nach eng Kéier wëll ech drun erënneren, 2013 hu 65,5 % gesot, se wieren zefridden, 60,4 % hunn dat net gutt fonnt. Dat war den déifste Punkt. Elo si mer erëm bei 61,4 % bei der Satisfaktioun op der Aarbecht ukomm.

Wat d'Motivatioun ugeet, fir schaffen ze goen, do ware mer op 60 % 2014, do si mer elo nach op 51,9 %. A wat d'Gefill vum Bien-être ubelaangt, am Generellen, ass et erofgaange vun 63 % op 56,8 %. Och dat seet eppes aus! Mee, wat awer och richteg ass: Mir leien nach – gottseidank! – iwwerall iwwer 50 %.

Wann een d'Conciliatioun zwëschent Vie privée a Vie professionnelle kuckt, do gesäit et e bësse méi schlecht aus. Do war et bei 28,8 %, wou et ugaangen ass. Duerno war et bei 40,3 %, fir dass mer elo bei 38,8 % sinn. Dat heescht, dass do e ganz, ganz grousse Besoin ass.

A wa mer vum Burnout schwätzen, do war et bei 29,4 %. Haut si mer bei 39,2 %. A bei de Problemer vun der Santé physique ass et vu 25,7 % op 34 % an d'Luucht gaangen – laut de Chifferen, déi hei am Rapport vun der CSL an d'Luucht gesat gi sinn. An dat beweist, dass mer verschidde Saache musse maachen, dass mer verschidde Saache mussen änneren.

A wann ech dann de Koalitiounsaccord liesen zwëschent der CSV an der DP, dee jo och heibannen diskutéiert ginn ass, deen och schréftlech virläit,

do stinn a ville vun deene Punkten – och vun deene Punkten, zwar net alleguerten, mee zu engem groussen Deel, déi den Här Engel heibanne virgelies huet – ganz konkreet Saachen am Koalitiounsaccord dran, déi solle kommen. An ech sinn dovun iwwerzeegt – mee e schwätzt jo als leschte Riedner –, dass de Minister dat och heibanne wäert soen an dass vill vun deene Punkte bis den Dezember wäerten um Dësch leien, dass mer kënnen an de Kommissiounen – op de Staatsrot hu mer keen Afloss, mee op de Rescht hu mer Afloss –, déi néideg Adaptatiounen huelen, déi noutwendeg sinn, an dass mer et domadder och fäerdegbréngen, dass de „Quality of Work Index" erëm an d'Luucht geet.

Dir hutt geschwat, an do ginn ech Iech Recht mat all deene Problemer, déi mer hunn, wéi d'Leit ënnerwee sinn. Eppes, wat mech an deem „Quality of Work Index" awer méi nach erféiert huet – wat heescht erféiert, et ass net dat richtegt Wuert, well et stoung schonn d'lescht Joer dran, do hu mer et och gesinn –, dat ass déi Trajetsdiskussioun. Den Trajet, deen d'Leit all Dag hunn, fir op d'Aarbecht ze kommen. An do geet ganz kloer aus enger Statistik ervir, dass fir e Resident den Aller-retour ëm 5,4 Stonnen an der Moyenne an d'Luucht gaangen ass a fir en Non-résident ëm 9,6 Stonnen d'Woch.

A wat beweist eis dat? Dass mer mussen oppassen, wat mer maachen, well op eemol soen d'Frontalieren: „Wann ech muss 49,6 Stonne schafen, fir eng Pai ze kréie vu 40 Stonnen, well déi 9,6 sinn ech jo och fort. Da kommen ech net méi vun Épinal, vun Nanzeg, vu Léck, vun Namur op Lëtzebuerg schaffen, well da packen ech dat net méi. Dann ass et net méi rentabel."

An och dofir ass et wichteg, dass mer och dodriwwer diskutéieren, a mir wëssen, dass Betriber do sinn, déi amgaang sinn a verschiddene Géigenden ... Den Député-maire vu Beetebuerg sëtzt heibannen, wou amgaang ass eng gréisser Firma dohinner e Site ze bauen, well se seet: „Ech wëll menge Frontalieren et net méi zoumudden, all moies vun der Grenz och nach bis an d'Stad ze fueren oder nach méi wäit ze fueren", well se duerch d'Bestëmmunge vum Teletravail, wat d'Besteierung ubelaangt, wat d'Sécurité sociale ubelaangt, dann an där éischtméiglecher, et ass zwar net déi éischt, et ass nach eng Uertschaft virdrun, Här Di Bartolomeo, ech weess dat ...

*(Hilarité)*

... op der Grenz kënne sech implantéieren, fir do kënnen Teletravail ze maachen an dann ënnert d'Lëtzebuerger Legislatioun ze falen. Dat selwecht, wësse mer, geschitt zu Gréiwemaacher um Potaschbierg. Och do sinn esou Betriber amgaang, sech nidderzeloossen, well se wëssen, dass et schwiereg ass, déi Leit nach ze motivéieren, fir bis an d'Stad oder doriwwer eraus ze kommen, well se vill ze vill laang brauchen an do Aarbechtszäit verluer geet.

Och dat si Punkten, wa mer iwwert de „Quality of Work Index" schwätzen, da kënne mer net nëmmen déi dräi Sujeten, pardon, net dräi, mee déi Sujeten do soulevéieren, déi do gefrot gi sinn, mee mir mussen eis och domat beschäftegen: Wat kënne mer maachen an der Mobilitéit? Wat kënne mer maachen, dass mer d'Aarbecht erëm méi no bei d'Leit bréngen?

An déi méi stänneg Kolleegen heibanne kënne sech nach drun erënneren, dass et och ..., an der Zäit hunn d'Leit bei den Aarbechtsplaze gewunnt. Ech weess, dass – dat weess ech zwar nëmmen duerch Bicher, do war ech och nach net derbäi – Leit aus dem Norden an de Süde wunne komm sinn, well d'Aarbechtsplazen deemools am Süde waren, an dass mer och do Diskussioune musse féieren, wou mer d'Betriber usidelen a wou mer d'Betriber néierloossen.

A wann ech dat soen, da kucken ech och op de President vum Syvicol, well ech mengen, dee gesäit dat och e bëssen änlech, well dat bedeit jo och eppes fir d'Gemengen an d'Gemengekeesen. Och da géif dat zu enger anerer Diskussioun féieren.

An dann ass et de „Quality of Work Index", deen och do matspillt, well do spillen d'Gemenge jo och eng grouss Roll: dat ass bei der Kannerversuergung. A bei der Kannerversuergung, och dat geet jo hei ervir, wa mer schwätze vu Vie familiale a Vie privée. Do sinn awer, an ech kennen och Kolleegen, déi heibanne sollte sinn, déi Problemer hunn, fir alleguerten der Demande nozekommen, fir déi Kanner en charge ze huele vun deenen Elteren, an deementspriechend mussen déi Elteren dann och aneschters schaffen an aneschters present sinn, well se hir Kanner net iwwerall op alle Plazen ënnerdaach kréien. Dat ass net iwwerall d'selwecht. Et si Gemengen, do ass dat guer kee Problem, an et si Gemengen, déi e Problem domadder hunn. Och dat däerfe mer, wa mer déi Diskussioun féieren, net aus den Ae verléieren.

An dat selwecht ass dat mat der Organisatioun vun den Zäiten. Sechs-zwou, zwou-zéng, zéng-sechs, aacht-zwielef, zwou-sechs: Dat ware Modeller vun der Aarbechtszäit, kann ech mech erënneren, wéi ech an d'Spillschoul gaange sinn, waren déi am Buch. Do stoung dat, sou gëtt dee Moment geschafft. An deementspriechend waren dann awer och heiansdo bei verschidde Leit Problemer, fir déi Zäit do ze sinn. Ech weess, dass amerikanesch Schichtbetriber op eemol ëmgewandelt hunn an nuets zwielef bis moies aacht, vun aacht bis véier a vu véier bis zwielef, well se gesot hunn, dat wär besser fir d'Gesondheet respektiv da wäre se och net méi an de Stauen.

An och dat sinn Diskussiounen, déi mer musse féieren. Musse mer alleguerte moies um siwen, um aacht oder um néng ufänken? Kënne mer och do net méi eng grouss Flexibilitéit hunn? Well déi Flexibilitéit géif eis hëllefe bei der Aarbechtszäit, well mer nämlech manner Ufaartwee hunn an, komm mir denken drun, déi Infirmière oder deen Infirmier, dee moies um sechs Auer ufänkt, deen huet ..., um hallwer sechs spéitstens geet en doheem fort, wann net schonn éischter – ech mengen, déi meescht gi schonn éischter fort –, an da musse se och kucken, wou dee Moment hiert Kand hikënnt an alles dat. Dofir, mengen ech, dass wa mer vum „Quality of Work Index" schwätzen – an dofir nach eng Kéier Felicitatiounen un d'Chambre des Salariés! –, musse mer och all déi dote Saache mat eranhuelen.

Mir hunn en anere Problem. Dat ass een, dee misste mer och kombinéiert da kucken, mat der Sécurité sociale an deem Fall. Do si Leit, an dat hu mer jo matkritt, virun allem am Santésberäich si jo ganz vill Leit, déi keng honnertprozenteg Tâche méi hunn. Déi hu 70 %, 75 % oder 60 %, well dat si besser arrangéiert, well se sech da besser organiséiert kréien. An dat wëll dann net heeschen, dass se all Dag 60 % schaffen, mee déi hunn e globale Vertrag, dee 60 % méi déif ass. An da stelle mer awer fest an der Sécurité sociale, dass mer verschidde Gesetzer hunn an der Sécurité sociale: Wann déi Leit wëllen an d'Preretraite goen, hate se Pech, well do steet nämlech dran, dass de muss 100 % geschafft hunn, ier s de kanns an d'Preretraite goen.

A wa mer elo vun der Preretraite schwätzen: Dee Feeler ass dann elo bekannt an ech weess, dass d'Sozialministesch do amgaang ass. Et läit jo och eng gutt Proposition de loi um Dësch doriwwer. Mee et muss een awer och do sech d'Fro stellen, ob déi Leit – a wann Der mat hinne schwätzt, an hei sinn der jo vill vun Iech, déi där kennen – sech bewosst sinn, wat dat fir hir Pensioun herno bedeit, wa se elo nëmmen op 60 % cotiséieren, op 50 % cotiséiere vun der Aarbechtszäit, well dat feelt jo herno da bei der Pensioun. Och dat si Punkten, déi een all muss da mat diskutéieren, wann een dat mécht.

Dat selwecht ass dat vum Teletravail. Den Här Engel huet ënnerstrach, wat beim Teletravail erauskënnt. Ech hunn an der Analys festgestallt: Do steet, bei 31 % ass et net méiglech, 31 % vun deenen 2.300 Leit, déi gefrot gi sinn. 12 %, déi si plus ou moins zefridden dermat. 4 % maachen nëmmen Teletravail. Och eppes, wat et gëtt. Déi Leit, déi schaffe just am Teletravail. An da sinn et 25 %, déi zwëschent engem an zwee Deeg leien, an 28 % iwwer zwee Deeg. Mee bei deenen 28 % wësse mer jo awer rëm, an et ass richteg ënnerstrach gi vum fréieren Aarbechtsminister, do ass de Problem och da mat der Sécurité sociale a mat de Steieren.

Mat der Sécurité sociale ass jo en Accord fonnt ginn, mee mat de Steiere besteet dee fir den Non-résident nach ëmmer mat deenen 2 %. A mir stellen awer och fest, wann Der mat Leit schwätzt, déi souguer d'Méiglechkeet hätten, op den Teletravail zréckzegräifen, soen déi: „Ech wëll net méi wéi een Dag net am Betrib sinn, well ech brauch dat. Ech brauch dat, fir kënne mat de Leit ze diskutéieren. Ech brauch dat, fir dass ech och aner Leit gesinn an ech wëll net doheem agespaart sinn."

Dofir, mengen ech, wann een déi Diskussioun wëllt féieren, hu mir ganz vill Ustéiss dozou am Koalitiounsprogramm an den Aarbechtsminister wäert sécherlech duerno nach drop agoen, dass mer eis dem Problem – et ass et fir eis esou ugeklongen, wéi wa mer eis dem Problem net esou richteg bewosst wieren – bewosst sinn, mee dass een dee muss zesummen ugoen. An dee kann een nëmmen zesummen ugoen, d'Gewerkschaften zesumme mat de Patronen. An do ass de Sozialdialog, an dat, do ginn ech Iech honnertprozenteg Recht, Här Engel, ass ee vun deene wichtegste Punkten, well de Sozialdialog muss an deenen dote Punkte fonctionéieren an dann ass et awer wichteg, dass een an deem CPTE, och wann dat heiansdo dann e bësselche méi laang dauert, déi Diskussiounen do féiert, well et sollen net iwwert d'Käpp vun deenen engen an net iwwert d'Käpp vun deenen aneren ewech elo alleguerten déi do Diskussioune kommen.

Dann ass nach en anere Problem, deen ech awer wollt ... – Här President, ech gesi schonn un Ärem Bléck, wat amgaang ass, ze geschéien –, ...

*(Hilarité)*

... dat ass net nëmme beim „Quality of Work Index". Do ass jo nach eng aner Analys erauskomm – an erlaabt mer just, do nach e Saz derzou ze soen –, dat ass déi vum Statec, wou de Statec elo och nach eng Kéier nogeluecht huet mat der Nott vum 6. Mee, wou och ënnerstrach gëtt, dass ëmmer méi Leit kucken, esou séier wéi méiglech d'Lach ze hunn an de Betrib ze wiesselen.

An ech weess net, ob de Problem domat geléist ass, deen déi Leit hunn, wa se onbedéngt direkt de Betrib wiesselen, mee dass déi keng Satisfaktioun méi hunn an deem Betrib, wou se sinn, an duerfir probéiere fortzekommen. An dat ass an engem Moment, wou mer net genuch Main-d'oeuvre hunn a verschiddene Secteuren, natierlech fir déi eng wéi fir déi aner en Drockmëttel. Mee och dat ass net gutt, well et ass nach ëmmer, an do ginn ech dem Här Engel Recht, wichteg, dass ee sech wuelfillt, wann een op d'Aarbecht geet, an dass ee sech och do mat deem kann identifizéieren, wat een all Dag mécht. Well, wann ee 40 Joer muss eppes maachen, wat een net gäre mécht, da ginn et 40 laang Joren, a wann ee 40 Joer

kann eppes maachen, wat ee gäre mécht, da ginn et gutt Joren, an dofir wëll ech nach eng Kéier soen, Här Engel: Dat, wat Der hei ugeleiert hutt – „Quality of Work Index" –, ass eng gutt Saach!

Am Koalitiounsaccord sti vill Punkten dran, zu deenen Der d'Fro gestallt hutt: Aarbechtszäitorganisatioun, Aarbechtsqualifikatioun. Do steet dra vun der Formation continue. A mir sinn dervun iwwerzeegt, dass d'Regierung dee Koalitiounsaccord wäert ëmsetzen. Dat am Interêt vun all deene Leit, déi schaffe ginn, an dat am Interêt vun der Lëtzebuerger Ekonomie.

Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Georges Engel** (LSAP), interpellateur | Ech stelle fest, Dir gitt mer vill Recht!

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Cahen. Madamm Cahen.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif och gäre fir d'éischt emol dem Interpellant villmools Merci soe fir déi Interpellatioun, déi ech ganz spannend fannen, an ech fannen, dass et quasi eng Flichtlektür ass, dee „Quality of Work Report" ze liesen, well extreem vill interessant Saachen dra sinn. Ech wäert net op all déi Chifferen agoen, déi Der genannt hutt. Ech wäert vläicht dann nach e puer anerer nennen, well et si jo interessanter derbäi.

An et ass heiansdo awer och d'Diskussioun, ob e Glas hallef voll oder hallef eidel ass. Natierlech, mir wëssen, wann et Zuele gëtt, da kann ee sech déi ëmmer e bësselchen interpretéieren, wéi et engem gefält. Ech wäert natierlech elo probéieren, op e puer Saachen anzegoen. Mee virop géif ech awer nawell gäre soen: Mir sollte vläicht ophalen, ëmmer d'Welt a Schwaarz a Wäiss anzedeelen an a Gutt a Béis an an Droite a Gauche! Well eis geet et net ëm Droite oder Gauche bei der Demokratescher Partei, eis geet et ëm d'Leit! Datt d'Leit kënne liewe mat deem, wat se verdéngen. An ech mengen, Dir hutt et e puermol gesot: Net liewe fir ze schaffen, mee schaffe fir ze liewen! Do sinn ech ganz dermadder averstanen. A mir musse kucken, an dat hu mer an deene leschten zéng Joer och gemaach, dass mer de Leit d'Liewe méi einfach maachen, och op der Aarbecht.

*(Interruption)*

Hat ech mech elo geiert mat dem ... Voilà!

**Une voix** | Schaffe fir ze liewen, net liewe fir ze schaffen.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Genau! Dir hutt virun ...

*(Interruptions)*

Virun engem Joer hutt Der e bëssen d'Reformen opgezielt, déi mer als Regierung gemaach haten. Ech mengen, et misst een awer e bësse méi wäit zréck nach goen an d'Geschicht. Mir hunn de Congé parental vereinfacht, mir hunn de Congé parental méi attraktiv gemaach. Et gesäit een hei an deem Rapport, dass effektiv och elo jonk Pappe sech méi ëm d'Kanner këmmeren.

Allerdéngs gesäit een awer an deem Rapport hei och, dass d'Care-Aarbecht, dat heescht, sech zum Beispill ëm en eelere Mënsch ze këmmeren a senger Famill, awer nach ëmmer bei de Fraen hänke bleift. Dat ass och eng interessant Lektür an dësem Rapport.

Da gesäit een och, dass doduerch, dass mer de Congé parental flexibiliséiert a méi attraktiv gestalt hunn, doduerch, dass mer de Congé pour raisons familiales méi attraktiv gestalt hunn, d'Leit sech an deem Sënn besser organiséiert kréien.

Mee do, wou ech wierklech extreem gestaunt hunn, an Dir sidd och ganz kuerz drop agaangen, dat ass, dass e Fënneftel vun de Leit, déi hei gefrot gi sinn, soen, si géife méi wéi 46 Stonnen d'Woch schaffen. An do muss ech awer soen, do war ech awer scho bass erstaunt, wéi ech dat gelies hunn! Eng normal Aarbechtswoch huet 40 Stonnen. Dir hutt gesot, ganz dacks stéingen am Kontrakt 38 Stonnen, an d'Leit schaffen der 41. Mee wann een dann iwwer 46 Stonnen d'Woch schafft, dann, mengen ech, muss ee mol do usetze fir ze kucken, dass den Droit du travail do mol iwwerhaapt respektéiert gëtt.

Eng aner Saach: Dir reprochéiert eis, mir géife vill vu Flexibilitéit schwätzen, mee et wieren immens vill Leit, déi soen, si géifen déi 11-Stonne-Paus nuets net anhalen. Ech sinn iwwerrascht gewiescht, dass ech am Rapport näischt gelies hunn iwwert déi 44 Stonnen de Weekend, déi ee muss anhalen. An do, mengen ech, ass awer e Problem tëschent Theorie a Praxis.

An der Theorie wëlle mer, dass d'Leit eng Paus hunn. Mer wëllen, dass se genuch Paus hunn. Dir hutt et och gesot. Jiddweree wëllt dat. Mee an der Praxis kann ech Iech awer vum Terrain soen, dass d'Leit sech wëllen organiséiert kréien. A sech organiséiert kréien, heescht och, sech par rapport zu sengem Liewen organiséiert kréien.

*(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)*

A wann ech dann zum Beispill de Secteur vun der Vente oder vum Horeca huelen, mee do gëtt et immens vill jonk Elteren, déi soen: „Ech hätt gär zum Beispill dënschdes an donneschdes mëttes fräi, well ech mat de Kanner wëll an d'Museksschoul fueren, well ech mat de Kanner wëll an de Sport fueren, well ech einfach fir meng Kanner wëll do sinn, fir d'Hausaufgabe mat hinnen ze maachen, d'Schoulsaachen ze kontrolléieren an esou weider." Mee wann een an engem Betrib schafft, dee sechs Deeg d'Woch op ass: Fir déi 40 Stonnen dann ze verdeele respektiv déi 44 Stonnen hannerenee fräi ze hunn, däerf een entweeder samschdes mëttes net schaffen oder méindes moies. „Méindes moies", soen d'Leit, „jo, bon, do si meng Kanner an der Schoul, dat ass jo ganz gentil. Ech hätt léiwer dënschdes mëttes fräi, wannechgelift."

An ech mengen, dat ass dat, wat mir ënner Flexibiliséierung verstinn. Dat ass d'Demande vum Salarié. De Salarié soll kënne säi Patron froen, dass hien aneschters ka fräi kréien, an de Patron kann natierlech dann och domadder averstane sinn. Mee dat ass am Moment net esou virgesinn, ouni dass ee massiv méi Congé muss ginn. An dat ass dat, wat mir ënner Flexibilitéit verstinn: d'Demande vum Salarié, fir kënne säi Liewen ze organiséieren. Well dat, wat och ganz flott aus där Etüd hei erauskënnt, dat ass einfach: Wann d'Aarbechtsliewe stëmmt, dann ass een och méi zefridden an der Beruffswelt. A wann d'Beruffsliewe stëmmt, dann ass een dacks och méi equilibréiert an zefridden am Privatliewen. Dat kann een net ëmmer eent vun deem aneren trennen!

An ech hunn emol eng Damm héiere soen, Work-Life-Balance, si këint dat net méi héieren. Ech soen dat jo och dacks. Well si seet: „Mee Work-Life-Balance, dat ass och e Stéck vu mengem Life, mäi Work!" An ech mengen, dass een dat esou muss gestalten, dass ee sech gutt fillt. Wéi fillt ee sech gutt? Dat ass och interessant hei ze liesen: Wann een zum Beispill Feedback kritt. Wann ee konstruktiv Kritick kritt. Wann ee gesot kritt: „Ma dat do, dat war gutt, mee dat do war vläicht e bësse manner gutt!" Oder: „Komm, ech hëllefen der, dat elo d'nächst Kéier besser ze maachen!" Dat ass dat, wat d'Leit gären hätten, well se wëlle jo e Sënn an hirer Aarbecht gesinn.

Aarbecht ass jo per se näischt Schlechtes! An dat, mengen ech, hutt Der och gesot. Mir wëllen d'Gesellschaft jo alleguer weiderbréngen, mir wëllen alleguerten dozou contribuéieren. An do ass Aarbecht jo näischt Schlechtes. Also musse mer och ophalen, ëmmer ze soen: „O, Aarbecht ass eppes ganz Schlechtes!"

Well ganz interessant an deem Rapport ze liesen ass iwwregens och, dass 24 % vun de Leit ënner Workaholism leiden. 24 % vun de Leit leiden ënner Workaholism! 47 % soen, se géife guer net dorënner leiden. Mee dat heescht jo am Fong geholl, dass mer deene Leit mussen hëllefen, dass se net déi ganzen Zäit disponibel musse sinn. Mee et ass jo dann um Enn vum Dag awer nach u jiddwerengem Eenzelnen, ze jugéieren: „Kucken ech a mengem Congé léiwer heiansdo meng Mailen an ech kommen net heem an ech hunn der 500 mateneen ze liesen? Oder hunn ech léiwer, ech dekonnektéiere mech total?" Mee och do muss de Salarié kënnen dee Choix treffen, an dee soll net vum Legislateur an net vun uewen erof getraff ginn, mee et ass de Salarié a senger Entreprise, zesumme mat sengem Patron, deen doriwwer soll kënnen decidéieren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Da gesi mer och, dass net jiddwereen déi nämmlecht Chance huet, wann et drëms geet, spontan mol einfach eng Stonn fortzegoen. Soe mer mol, d'Schoul rifft un, d'Kand ass krank oder et huet sech d'Bee gebrach oder et ass grad eppes geschitt. Do gëtt et Leit, 55 %, fir déi ass et kee Problem, fir da kuerzfristeg ze soen: „Hei, ech muss elo leider eng Kéier séier fort, ech muss séier eng Kéier heemfueren." Oder wou och ëmmer hin. 26 % kënnen dat awer net. An dat ass jo och normal, well verschidde Beruffer sinn eeben esou! Ech soen elo mol, wa mer vun Teletravail schwätzen: D'Bäckerei mécht moies um 6.00 Auer op, jo, da kann natierlech deen, deen d'Bréidercher verkeeft, net am Teletravail schaffen. An deen, dee se béckt, warscheinlech och net, well en net dee richtege Bakuewen doheem huet, fir am Teletravail seng Bréidercher ze baken. Dat heescht, do sinn d'Beruffer natierlech net alleguerten d'nämmlecht.

Mee wat ech awer och am Rapport gelies hunn, dat ass, dass d'Leit am Fong geholl net déi ganzen Zäit Teletravail wëlle maachen. An ech mengen, den Här Spautz ass och schonn dorobber agaangen, dass mer och an der Entreprise wëlle sinn, an där Ambiance vun der Entreprise, an dass et immens wichteg ass, och de Feedback vun den Aarbechtskolleegen ze kréien. 58 % fille sech vun den Aarbechtskolleegen iwwregens ënnerstëtzt, an dat ass och eng Satisfaktiounsursaach, soen ech mol, fir d'Leit fir ze schaffen.

Wat een awer och erausliest aus deem Rapport, an ech mengen, do muss d'Politick ganz kloer usetzen, dat ass, dass d'Leit sech ëmmer méi ënner Drock spieren. Si schaffe manner physesch wéi an der Zäit, d'Aarbecht gëtt manner physesch, mee d'Leit spiere sech méi ënner Drock, well se eebe soen, si misste Multitasking sinn, si missten op der Aarbecht lauter verschidde Saachen zur selwechter Zäit maachen. Dee psychologeschen Drock do, deen hëlt einfach extreem zou op der Aarbecht, an ech mengen, do muss d'Politick dann dee Moment och usetzen, fir dorunner ze schaffen.

Bon, vill Leit, 50 %, soen, se hätte kee Problem mat der Conciliatioun zwëschent hirem Privatliewen an hirer Aarbecht. Dat ass allerdéngs awer e vill méi

schlechte Score wéi nach 2016, wou 70 % vun de Leit gesot hunn, dat wär alles iwwerhaapt kee Problem. Mee wien huet do virun allem e Problem? Ma déi, déi soen, si géife méi wéi 46 Stonnen d'Woch schaffen! Mee wann een dann do déi 46 Stonne scho Richtung 40 Stonnen erofsetzt, kréiche si dat dann och vläicht alles besser ënnert een Hutt.

Wéi gesot, d'Flexibilitéit an der Aarbecht, dat ass eppes, dat däerfe mer net verdamen. Mir mussen dat ënnerstëtzen. An dat steet och am Koalitiounsaccord vun dëser Regierung. Mir mussen op d'Demande vun de Salariéen hi méi flexibel ginn.

An ech kann do den Aarbechtsminister och nëmmen encouragéieren, dass e sech mat de Sozialpartner un en Dësch setzt an dass e kuckt, dass mer méi flexibel ginn am Sënn vum Salarié, fir dass hie sech dee Moment besser organiséiere kann.

Ech hat elo éinescht gesot, ech géif e bëssen an d'Vergaangenheet zréckgoen. 2013/2018, an där Regierung, ass de POT agefouert ginn. De POT, dat ware grouss Diskussiounen, och heibannen, de Plan d'organisation du travail. A mir musse jo awer haut feststellen, dass mer deen dréngend mussen op de Leescht huelen, well och do ass d'Theorie, mengen ech, eng aner wéi d'Praxis.

An der Praxis ass et esou, dass wann eng Entreprise, ech soen elo mol aacht- oder zéngmol d'Joer sonndes op ass an e Salarié huet virdru 5 vun deene Sonndeger geschafft – en huet dann, soe mer, 4 Stonne geschafft, en hat dann 8 Stonnen zegutt vu sengem Patron, fir fräi ze kréien, och vun der Legislatioun hier –, dann huet e sech déi 5 Sonndeger gesammelt an en huet sech eng Woch Congé méi geholl.

Mee zanter dem POT ass dat net méi méiglech, well een an deem Mount muss säin Dag, deen ee geschafft huet, zréckhuelen. Dat heescht, et kann een net méi fënnef Sonndeger iwwert d'Joer usammelen, fir dann eng Woch Congé méi ze hunn. An ech mengen, déi Etüd huet och ganz kloer gewisen, dass mer dee POT mussen op de Leescht huelen, och am Sënn vum Salarié.

Nach eng Kéier: Et geet drëms, dass d'Leit méi zefridde sinn an hirer Entreprise, da wiessele se och manner séier hir Entreprise, da bleiwe se och méi fidèle. An et ass jo genau dat, ech mengen, den Här Spautz huet et grad ugeschwat, wat haut dann an den Zeitunge steet, vum Statec: 12 % vun de Salariéë, virun allem déi méi jonk, denken driwwer no, d'Entreprise ze wiesselen, d'Aarbecht ze wiesselen. Bon, ech mengen hautzudaags bleiwen déi wéinegste Leit nach 40 Joer beim selwechte Patron. Déi Jonk, déi sinn e bësselche méi mobill. Mee wann dann am „Quotidien" steet: „L'insatisfaction au travail pèse sur les salariés", dann, mengen ech, muss ee kucken, wéi een de Salariéen d'Liewe méi einfach mécht a wat attraktiv fir si ass.

E klengt Wuert nach zum Benevolat, well dat och zur Attraktivitéit bäidréit, en Encouragement fir d'Entreprisen ass: dass si sech selwer mat hire Salariéen am Benevolat engagéieren, well dee soziale Beräich ass awer eppes, wat d'Leit haut immens interesséiert an och encouragéiert an och undreift, fir an enger Entreprise ze bleiwen.

Da vläicht ganz zum Schluss, am „Tageblatt" haut liesen ech: „Luxemburg weltweit auf Rang 32 der attraktivsten Länder für Arbeitnehmer". Mir hunn eis do e bësselche verbessert, mee ech mengen, mir sollten eis do och nach weider verbesseren, fir dass mer attraktiv sinn an attraktiv bleiwen an nach méi attraktiv ginn.

Nach eng ganz positiv Nott zum Schluss: Lëtzebuerg huet ganz wéineg CDDen, dat kënnt och aus där Etüd eraus. Ech mengen, dat sollt een awer och emol eng Kéier ervirhiewen. Dat heescht, d'Sécherheet vun der Aarbechtsplaz hei zu Lëtzebuerg ass awer garantéiert.

Ganz interessant och déi, déi soen, si géife „part time" schaffen, also net ganz. Dann denkt een ëmmer, déi géifen 20 Stonnen d'Woch schaffen. Nee, déi meescht schaffen awer iwwer 31 Stonnen d'Woch, dat heescht „part time" ass net onbedéngt en Halleffdaagskontrakt.

An da mierkt een eebe ganz kloer an där Etüd, dass déi, déi flexibel Aarbechtszäiten hunn, vill méi zefridde si wéi déi, déi no engem ganz rigiden a fixen Horaire schaffen. An dofir soll een déi Flexibilitéit net verdamen, mee et soll ee se eeben encouragéieren.

Dofir hu mir och als Demokratesch Partei gefrot, dass mer d'Joresaarbechtszäit aféieren. De POT muss, wéi gesot, op de Leescht geholl ginn an den Droit du travail muss schnellstens ugepasst ginn an den Usprëch vun de Salariéen eebe gerecht ginn. Dat ass nach eng Kéier eisen Appell un den Aarbechtsminister.

Villmools merci.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer fir unzefänken, dem Här Georges Engel Merci ze soe fir seng Interpellatioun zu dësem dach ganz wichtege Sujet.

De Rapport vun der Aarbechtsqualitéit hei zu Lëtzebuerg aus dem Joer 2013 (veuillez lire: 2023), iwwert dee mer haut schwätzen, ass eng ganz ëmfaassend Informatiounsquell iwwert d'Aarbechtsastellung vu Lëtzebuerger Salariéë respektiv Frontalieren, déi hei am Land schaffen. Insgesamt goufe fir dës Etüd 2.732 gülteg Interviewen duerchgefouert, dorënner 1.280 mat Salariéen, déi hei am Land wunnen, 544 Interviewe mat Beruffspendler aus Frankräich, 509 mat Salariéen aus Däitschland an 186 Interviewe mat Beruffspendler aus der Belsch.

Aus deene séllegen Informatiounen, déi een aus dëser Etüd gewuer gëtt, wëll ech der just e puer erausgräifen, déi mer iergendwéi markant erschéngen, well se beweisen, datt mer an enger Zäit liewen, wou d'Aarbecht fir vill Leit net méi dee Stellewäert huet wéi fréier. Sou wënsche sech 73 % vun de befrote Salariéen, hir Aarbechtszäit ze reduzéieren. Just 7 % géife se gär erhéijen. 18 % sinn zefridde mat hirer Aarbechtszäit. Den Trend geet also ganz kloer an d'Richtung, datt d'Leit wëlle manner laang schaffen.

Fir just 4 % vun de Befroten ass d'Aarbecht méi wichteg wéi d'Privatliewen, a just 7 % gesinn an der Aarbecht hire wichtegste Liewensinhalt. Wat d'Zefriddenheet vun de Salariéë mat hirer Aarbecht ugeet, geet den Trend och an eng Richtung: Just nach 49 % vun de Befrote si mat hirer Aarbecht zefridden, e Prozentsaz, deen 2014 bis 2017 nach tëschent 61 an 63 % louch.

Mir hunn also elo lues a lues dräi Tendenzen: D'Leit wëllen ëmmer manner laang schaffen, déi ganz grouss Majoritéit vun de Salariéë gesäit am Privatliewen e méi wichtegen Deel vun hirem Liewe wéi d'Beruffsaktivitéit, an eng schmuel Majoritéit vun de Befroten ass net oder net ganz zefridde mat hirer Aarbecht.

Ech mengen, wann een d'Analys esou mécht, begräift dat vill Punkten. Et ass eng komplex Matière an och eng villfälteg Matière an do muss ee lues a lues am Dialog un déi Saachen erugoen. Do gëtt et dräi Tendenzen, dat hat ech elo gesot, an dës dräi Tendenze sinn en däitlechen Hiweis, datt mer eis Aarbechtszäitmodeller iwwerdenke mussen, fir de Problem vu psychosoziale Risiken, deen an der Etüd och zum Ausdrock kënnt, an de Gréff ze kréien. Stress, Burnout, tëschemënschlech Konflikter, Mobbing si leider alldeeglech Problemer an de Betriber.

Zwee Drëttel vun de Salariéë ginn 2023 un, duerch hir Aarbecht mental belaascht ze ginn. D'Patrone mussen hei intern Preventiounsstrategië fannen, fir schlecht Aarbechtsbedingungen ze verhënneren. Mee tëschent guddem Wëllen a Realitéit besteet oft och e grousse Géigesaz. De Phenomeen vum Harcèlement moral op der Aarbecht bleift aktuell, trotz Verschäerfungen an der Gesetzeslag. Derbäi kënnt nach ëmmer, datt ronn 25 % vun de Salariéen zouginn, datt se Problemer hunn, hire Beruff an hiert Familljeliewen an Aklang ze bréngen.

D'Aufgaben, déi e Beschäftegten hautzudaags ze erfëllen huet, ginn ëmmer méi komplex, den Aarbechtsdrock gëtt ëmmer méi héich an d'Intensitéit vum Aarbechtsrhythmus hëlt och zou. Vill Salariéen, déi dorënner leiden, sinn esou méi onglécklech, well se wëssen, datt se net demissionéiere kënnen, well se da kee Chômagegeld kréien. Da gëtt et fir si eng qualvoll Existenz.

Duerfir misst een driwwer nodenken, fir d'Chômageallokatiounen och deene Leit zouzegestoen, déi aus psychesche Grënn quasi gezwonge sinn ze demissionéieren. Allerdéngs muss esou eng Initiativ Abuse vu vireran ausschléissen, wat e schwieregen Exercice dierft ginn an der Praxis. Mee et ass just als Denkustouss gemengt.

An engem Interview mam „Merkur" vum 3. August 2023 plädéiert d'Cheffin vun der Bundesagentur für Arbeit, d'Madamm Andrea Nahles, derfir, flexibel Aarbechtszäiten auszeschaffen, déi zu de Liewensphase passen, an deene sech d'Beschäftegt grad befannen. Esou brauche Beschäftegter mat Kanner speziell Aarbechtszäiten, fir Famill, Job a Betreiung ënner een Hutt ze kréien. Eeler Beschäftegter si fir vill Betriber onverzichtbar, well si déi gréisst Beruffserfarung hunn. Aus ënnerschiddleche Grënn wëlle si awer vläicht net méi esou vill oder esou laang schaffe wéi am Ufank vun hirer Karriär, se sinn och vläicht net méi bereet, esou vill Iwwerstonnen ze maachen. Da misst een och driwwer nodenken, fir d'Bestëmmunge fir Leit, déi trotz Pensiounsalter nach weiderschaffe wëllen, ze flexibiliséieren, dat och am Hibléck op d'Entlaaschtung vun eise Pensiounskeesen.

Och d'Heemaarbecht kann zu enger Verbesserung vun den Aarbechtskonditioune féieren, well vill Salariéen, déi d'Méiglechkeet hunn, vun doheem aus ze schaffen, sech doduerjer vu psychologesche Stressfacteure befreit fillen, déi si op hirer Aarbecht matkréien.

Et ass awer och kloer, datt grad déi Secteuren, déi am meeschte vu schwéieren Aarbechtsaccidenter betraff sinn, wéi d'Landwirtschaft, de Bau, d'Handwierk, d'Industrie, de Commerce an d'Transportwiesen – et ginn der nach –, manner op Heemaarbecht zréckgräifen, wat riskéiert, nei Spannungen an der Gesellschaft ze produzéieren, och dacks innerhalb vun engem Betrib, Spannungen tëschent deenen, déi vun doheem aus schaffe kënnen, an deenen, déi dës Méiglechkeet net hunn. Zu dëser zweeter Kategorie gehéieren och ganz dacks sozial schwaach oder manner qualifizéiert Mënschen.

Chancë fir den Aarbechtsmaart leien awer och an der optimaler Notzung vun Technologien. Digital Hëllefsmëttel brénge méi flexibel Aarbechtsformen an -zäite mat sech a kënnen hëllefen, mat der Aarbecht verbonnen Aufgabe besser ze organiséieren.

Gläichzäiteg verstäerkt dat de Problem vun der stänneger Erreechbarkeet och baussent den Aarbechtszäiten. Dat mécht et fir déi Beruffstäteg ëmmer méi schwéier, e gesond Gläichgewiicht tëschent Beruff a Privatliewen ze fannen, a riskéiert, e psychologesche Stressfacteur ze ginn, deen d'Leit krank mécht. D'Gesondheet op der Aarbechtsplaz ass e wichtege Facteur, dee muss eescht geholl ginn.

Et ass och kloer, datt dës permanent Erreechbarkeet negativ Konsequenzen net nëmmen op d'Gesondheet, mee och op d'Familljeliewe kann hunn. Als ADR maache mir eis staark fir d'Famill an hire gesellschaftleche Wäert. Dat ass e weidere wichtege Grond, datt mer eng gesetzlech Reegelung vum Recht op Dekonnexioun wëllen, dat am Interessi vum Salarié, senger Gesondheet an der Famill.

D'ADR ass generell géint eng Aarbechtszäitverkierzung. Allerdéngs ënnerstëtze mir, wéi ech och kloer ënnerstrach hunn, all Mesüren am Hibléck op eng Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäiten. Esou eng Flexibiliséierung muss, gradewéi d'Heemaarbecht, am géigesäitegen Accord tëschent dem Patron an dem Salarié festgeluecht ginn, dëst an Ofsprooch mat de Gewerkschaften oder och mat de Personaldelegatiounen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci och. An ech gesinn, den Här ...

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Sehovic.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | ... Mehovic ...

*(Hilarité)*

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Sehovic.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | ... Sehovic ...

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | ... ass scho prett. An Dir hutt d'Wuert direkt, Här Sehovic. Ech sinn e bëssen aus der Übung.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President Di Martolomeo.

*(Hilarité)*

Merci och dem Georges Engel, dass hien dës Debatt ugestouss huet zu dësem wichtege Sujet. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, säit 2013 realiséiert d'Chambre des Salariés zesumme mat der Uni Lëtzebuerg alljoers d'Enquête zu den Aarbechtskonditiounen an der Zefriddenheet vun de schaffende Leit zu Lëtzebuerg.

Dat ass an eisen Aen natierlech e wichtegen Exercice, well et verbréngt een nun emol e groussen Deel vu sengem Liewen op der Aarbecht. Dofir si gutt Aarbechtskonditiounen an e positiivt Aarbechtsëmfeld och kruzial fir en zefriddent Liewen a fir eng gutt Liewensqualitéit.

Wa mer eis de Rapport vun 2023 ukucken, gesäit een, dass de generelle „Quality of Work Index" haut méi niddereg ass, wéi en nach virun zéng Joer war, wou e fir d'éischt Kéier berechent gouf. Ass dat verwonnerlech? Eigentlech net, mengen ech. D'Salariat ass, esou wéi d'Gesellschaft am Ganzen, groussen Erausfuerderungen ausgesat. D'Krisen aus de leschte Joren hunn och hei hir Tracen hannerlooss.

Ouni elo op all Detail vum Indicateur agoen ze kënnen, esou weist eis d'Entwécklung aus de leschte Joren awer, dass mer, wa mer zefridde Salariéë wëllen an domat niewebäi och weider attraktiv wëlle bleiwen als Land, an deem ee gäre schafft, net just nokucke kënnen, mee da musse mer déi richteg politesch Weichestellunge setzen.

Dat geet u bei der Work-Life-Balance, déi jo schonn e puermol ugeschwat ginn ass. Mir sinn eeben haut net méi an enger Zäit, wou bei deene meeschten deen ee schaffe geet an deen aneren doheembleift. Mir gesinn dat ganz kloer an den Zuelen, déi och scho virdrun zitéiert gi sinn. Louch déi effektiv Aarbechtszäit bei de Fraen 2014 nach an der Moyenne bei knapps 35 Stonnen, esou läit se 2023 bal véier Stonnen driwwer. Bei de Männer ass déi effektiv Aarbechtszäit quasi onverännert bei 42,8 Stonnen am Joer 2023.

Déi nei Realitéiten um Aarbechtsmarché maachen, dass d'Aarbecht haut méi wéi jee muss Rücksicht huelen op d'familiär Situatioun an dass mer eist Aarbechtsrecht konstant moderniséiere mussen, fir deem gerecht ze ginn. Mam Congé parental hu mir schonns e gutt Instrument, wat awer ganz sécher nach muss erweidert ginn.

An deem Kontext gesi mir dat, wat d'Regierung plangt, nämlech de Congé parental ëm dräi Méint auszeweiden, ouni – ganz wichteg! – awer déi finanziell Kompensatioun deementspriechend unzepassen, kritesch, well ouni fair finanziell Kompensatioun riskéiert dëst, nëmme vu wéinege Famillje genotzt ze ginn. Eng gesond Work-Life-Balance ass an deem dote Modell kee Grondrecht, mee e Privileeg fir déi, déi et sech leeschte kënnen, an dat ass schued.

Als Gréng proposéiere mir eng Familljenaarbechtszäit, also e Modell, no deem d'Famill insgesamt hir Aarbechtszäit kann iwwer e gewëssenen Zäitraum reduzéieren an dofir och eng adequat finanziell Kompensatioun kritt. Dës finanziell Kompensatioun muss, anescht wéi dat, wat d'Regierung elo proposéiert, héich genuch sinn, dass dëse Modell fir all d'Familljen eng Optioun ka sinn, och fir déi mat méi nidderegem Revenu.

Genausou sollte mer eis och neien Aarbechtszäitmodeller net verschléissen, an dat natierlech am Dialog mat de Sozialpartneren. A verschiddene Beräicher kann d'Reduzéierung vun der Aarbechtszäit sech positiv op d'Salariéen an op de Betrib auswierken. Dat weisen Erfarungen aus dem Ausland. Firwat net och zu Lëtzebuerg éischt Schrëtt an déi dote Richtung maachen a woen, zum Beispill iwwer e Pilotprojet, wou d'Entreprisë sech kënne fräiwëlleg bedeelegen, wou mer e wëssenschaftleche Suivi kéinten assuréieren a wou mer kéinten, wéi gesot, éischt Schrëtt an déi Richtung maachen?

Ech kommen dann nach zu engem anere Sujet, dee mat Work-Life-Balance ze dinn huet, deen hei och schonn ugeklongen ass. Dat ass den Teletravail. Aus dem Rapport vun der CSL geet interessanterweis ervir, dass den Teletravail sech positiv – positiv! – op d'Zesummespill vun Aarbecht a Partei- ... a Parteiliewe vläicht och, mee virun allem awer Privatliewen auswierkt.

*(Hilarité)*

Konflikter tëschent Aarbecht a Privatem si bei de Salariéen ouni Teletravail geklommen, wärend se bei deenen, déi Teletravail maachen, gläich bliwwen oder souguer erofgaange sinn.

Mir hunn hei also e kloren Indicateur dofir, dass et Sënn mécht, den Teletravail ze encouragéieren an den néidege Kader ze schafen, fir dass an deene Beruffer, wou et méiglech ass, mindestens zwee Deeg an der Woch och ka vun doheem aus geschafft ginn.

Dat gëllt natierlech och fir d'Frontalieren. Et ass ze begréissen an deem Kontext, dass d'Seuilen, ënnert deenen een net extra besteiert gëtt, mëttlerweil bei 34 Deeg am Joer leien. Allerdéngs entsprécht och dat mol kengem Dag an der Woch, wann een dat op dat ganzt Joer kuckt, woufir mer och weider Efforte brauchen, fir d'Steiertraitéë mat eisen Nopeschlänner deementspriechend ze verbesseren, fir dass dat doten eeben net en exklusiivt Recht ass fir Verschiddener, mee e generellt Recht fir all déi schaffend Leit hei am Land.

Den Teletravail ass e Moyen, fir géint déi laang Zäite virzegoen, déi d'Salariéë brauchen, fir op hir Aarbecht ze kommen, Zäit, déi dann och manner zur Verfügung steet am Privatliewen. De Rapport vun der CSL weist, dass d'Residenten am Dag an der Moyenne ongeféier eng Stonn verléieren – soen ech elo mol –, fir op d'Aarbecht ze kommen. Bei de Frontalieren ass et bal dat Duebelt. D'Etüd weist och, wéineg iwwerraschend, dass d'Majoritéit vun de Salariéen, déi méi wéi 45 Minutten Trajet hunn, onzefridde si mat där Situatioun.

Mir kënnen deemno keng Debatt iwwert d'Zefriddenheet op der Aarbechtsplaz féieren, ouni net och iwwer Mobilitéit a Logement ze schwätzen. Dëst weist eis op en Neits, dass mer an deenen nächste Jore massiv Investitiounen an eng effikass a séier ëffentlech Mobilitéit an a bezuelbaren ëffentleche Wunnraum brauchen.

Zum Schluss dann nach e puer Wierder zu engem immens wichtegsten Aspekt vum Wuelbefannen op der Aarbecht: der mentaler Gesondheet. Aus dem „Quality of Work"-Rapport geet ervir, dass d'Dekonnexioun vun der Aarbecht an deene leschte Jore méi schwiereg ginn ass. Waren et 2021 – entre guillemets – „just" 19 %, déi uginn hunn, et géif vun hinnen erwaart, se missten no der Aarbecht joignabel bleiwen, sinn et der 2023, am leschte Rapport, 28 %, déi staark dovunner concernéiert sinn.

D'Regierung muss dofir d'Ëmsetzung vum Recht op Dekonnexioun an den Entreprisen an den nächste Joren enk suivéieren a falls néideg weider Mesüren huelen, fir sécherzestellen, dass dëst Recht och kann an der Praxis wouergeholl ginn.

Mir brauchen och generell eng Gesamtstrategie fir d'mental Gesondheet op der Aarbechtsplaz, zum Beispill fir géint Burnouts virzegoen, well och hei gesi mer eng staark Tendenz no uewe beim Risiko vu Burnout: plus 33 % säit 2014.

An der Konklusioun: D'Zefriddenheet op der Aarbecht geet erof. Dofir musse mer um systeemesche Level Mesüren huelen, fir d'Attraktivitéit fir déi schaffend Leit ze verbesseren. Et bleift also Aarbecht fir den Aarbechtsminister.

Ech soen Iech Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci och. An als Kompensatioun nach eng Kéier: Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President.

*(Hilarité)*

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt soen ech och dem Här Engel villmools Merci, datt en haut derfir gesuergt huet, datt mir iwwert d'Theema vun der Zefriddenheet an der Qualitéit vun der Aarbecht haut heibanne kënne schwätzen.

Et muss een awer och d'Aarbecht vun der Chambre des Salariés unerkennen, well si duerch hir Kooperatioune mat der Uni.lu, mam LISER a mat villen anere vill wichteg a vill interessant Statistiken opbauen.

D'Etüd vum „Quality of Work Index" ass do esou e Beispill, wat d'Zefriddenheet oder d'Onzefriddenheet op der Aarbecht an all hire Facettë beliicht.

Bon, meng Virriedner si schonn op ganz vill Aspekter agaangen, also wäert ech mech just nach op zwee Aspekter méi genau konzentréieren, an zwar op d'Weiderbildung vun den Aarbechterinnen an den Aarbechter an op d'Flexibilitéit vun der Aarbecht.

Fir d'éischt emol zur Weiderbildung: Hautdesdaags kann ee vill méi online maachen, d'Coursë gi méi innovativ an et gëtt ëmmer méi einfach, un Informatiounen zu Formatiounen ze kommen. An awer hunn haut prozentual gesi manner Leit d'Chance, fir sech berufflech weiderzebilden, wéi nach virun zéng Joer. Haut soe méi wéi en Drëttel vun de Leit, datt se sech net bis guer net kënnen op hirer Aarbecht weiderbilden. Haut gesinn 10 % manner eng Chance, fir eppes Neies am Beruff ze léieren, wéi nach virun zéng Joer. Domadder hu mer en neien Déifpunkt erreecht.

Firwat ass dat esou? Et ass normal, datt méi kleng Betriber manner Weiderbildungsméiglechkeete kënnen ubidden. Déi Servicer oder och d'Produiten, déi si ubidden, si limitéiert an et mécht fir de Betrib op den éischte Bléck vläicht kee Sënn, fir een an eng Formatioun ze schécken, wéi dat vläicht de Fall ass bei méi grousse Betriber.

Dann hu mir Piraten an de leschte Joren och probéiert, drop opmierksam ze maachen, datt d'Formatioune bei de professionelle Chamberen net ëmmer fir kleng Nischebetriber zougänglech sinn, zum Beispill well déi Formatiounen, déi déi kleng Betriber géifen interesséieren, wéinst ze mann Aschreiwungen iwwerhaapt net kënnen ugebuede ginn.

Do hate mir och proposéiert, datt een da sollt de Betriber erlaben, d'Leit an d'Nopeschlänner an eng Formatioun kënnen ze schécken an dann och de Leit dann entspriechend hei zu Lëtzebuerg déi Formatioun unzeerkennen, well de Fortbildungsstand vun de Mataarbechterinnen a Mataarbechter kann entscheedend sinn, fir eventuell en Optrag vun enger ëffentlecher Soumissioun um Enn ze kréien.

Da sinn och déi Onlineformatiounen net fir jiddereen dat Richtegt. Mir Piraten setzen eis fir eng Digitaliséierung an, déi d'Leit mathëlt an net d'Leit frustréiert.

**Une voix** | Très bien!

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Well d'Digitaliséierung vun haut ka ganz oft d'Aarbecht vun de Leit an de Mataarbechterinnen a Mataarbechter erliichteren, sief et am Klenge mat engem Programm, deen Datebanken als Beispill méi lieserlech mécht, sief et am Grousse mat Applikatiounen, déi engem den Daach ausmoossen an engem soen, wéi vill Fotovoltaik op en Daach géif passen.

Hei gesi mir d'Roll vun der Politick, virun allem de Patrone vun deene méi klenge Betriber ze weisen, wat d'Weiderbildung vun de Mataarbechterinnen a Mataarbechter wierklech ka bréngen. Net nëmmen an engem Produktivitéitssënn, mee och well et d'Mataarbechterinnen an d'Mataarbechter, déi eppes bäiléiere kënnen, wat hinnen d'Liewe méi einfach mécht, meeschtens och méi zefridde mécht wéi déi Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi déi Chance leider net hunn.

A wann ee vun Zefriddenheet schwätzt, Här President, da kommen ech elo zu mengem zweete Volet, deen ech haut wollt uschwätzen: d'Flexibilitéit vun der Aarbecht. Mir Piraten sinn der Iwwerzeegung, dass d'Work-Life-Balance haut net an engem ugemoossene Verhältnis zuenee steet. A ville Familljе musse béid Partner schaffe goen, fir sech e Logement kënnen ze leeschten. Vill Singelen an Alengerzéiender kënne sech hei am Land emol iwwerhaapt kee Logement méi leeschten a brauchen dofir nach méi laang fir op d'Aarbecht.

Fir eis Piraten muss d'Aarbechtswelt prett gemaach gi fir dat 21. Joerhonnert. Fir eis heescht dat Flexibilitéit op der Aarbecht a Respekt vum Privatliewen. Dozou gehéiert Zäit fir d'Famill, awer och fir dat soziaalt Engagement. Dofir wëlle mir eis asetze fir méi flexibel Aarbechtszäiten a fir Teletravail do, wou et Sënn mécht a wou et méiglech ass. Mir ënnerstëtzen och d'Cadre-mobillen, déi et engem erlaben, moies méi fréi unzefänken oder owes méi spéit ze schaffen, a wou d'Aarbechterinnen an d'Aarbechter mam Patron kucken, wéi eng Stonnen een effektiv muss um Büro present sinn.

Mir vergiessen och dobäi net déi negativ Aspekter vum Teletravail. Et ass scho vill heibannen ugeschwat ginn, och dat hu mer beduecht. Mee den Teletravail gëtt de Leit awer ganz kloer och Flexibilitéit an Zäit, fir virun oder no der Aarbecht nach eng kleng Kommissioun ze erleedegen oder méi bei hire Kanner oder bei hire Familljen ze sinn.

Zousätzlech huet den Teletravail och e positiven Afloss op d'Verkéierssituatioun, wouvunner mir alleguerte profitéieren, an och fir déi Leit, déi musse mam Auto respektiv och mam ëffentlechen Transport schaffe goen, well se keen Teletravail kënne maachen.

Zousätzlech sollen dofir och Coworkingspacen oder Satellittebüroen am ländleche Raum wéi och un de Grenzen nach weider ausgebaut ginn, an dat net nëmmen am ëffentleche Secteur, mee och am privaten.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, manner Stau, manner Zäit ënnerwee op d'Aarbecht verléieren, all dat dréit dozou bäi, datt ee sech méi wuel fillt, méi Zäit huet, den Ausgläich zu enger ustrengender Aarbecht ze maachen, an doduerch dann och erëm besser schafft. D'Qualitéit vun der Aarbecht fänkt nämlech net eréischt un, wann een op der Aarbechtsplaz ukënnt, si fänkt schonn un, wann een doheem aus der Dier erausgeet.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

Dofir ass et gradesou wichteg, fir hei unzesetzen an d'Liewensqualitéit vun de Stéit, virun allem de Familljе mat Kanner, ze verbesseren, andeems een hinnen d'Chancë gëtt, fir hiren Aarbechtsalldag hirem Privatalldag besser unzepassen. Mir Piraten setzen eis gär fir eng modern Work-Life-Balance an, déi der Realitéit vun de Stéit hei am Land gerecht gëtt an déi sech prettmécht fir d'Aarbechtswelt vu muer.

Domadder sinn ech um Schluss ukomm an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. An dann ass d'Wuert elo fir den Här Marc Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och dem Georges Engel fir dës Interpellatioun. A merci och vläicht fir déi e bësse méi grondleeënd Reflexiounen iwwert de Stellewäert vun der Aarbecht, mat deenen e seng Ried ugefaangen huet, iwwert d'Verhältnis vu Gauche an Droite dozou an och déi Äntwert, déi de Marc Spautz vun der Droite da souzesoen drop ginn huet mat der kathoulescher Sozialléier.

Dat ass nämlech ganz interessant, well fir Lénker huet Aarbecht e ganz grousse Stellewäert. Beim Marx ass et effektiv esou, datt Aarbecht ëmmer en Duebelcharakter huet am Kapitalismus. Et ass op där enger Säit en Ausbeutungsverhältnis an et ass awer op där anerer Säit, souguer am Kapitalismus, eng Méiglechkeet zur Emanzipatioun. Et ass do, wou sech d'Liewe verwierklechen an och Selbstverwierklechung stattfanne kann. Duerfir ass de Stellewäert vun der Aarbecht eebe ganz héich an duerfir ass d'Fro no der Qualitéit vun der Aarbecht, déi d'Salariatskummer stellt, och ganz wichteg.

Zënter e bësse méi wéi zéng Joer gëtt et elo dee Rapport. A wat un dësem Rapport wierklech interessant ass, ass, datt e probéiert, eng Perspektiv ze bidden a Vergläicher hierzestelle vun 2014 bis 2024 – oder respektiv 2013 bis 2023.

An dat Éischt, wat ee feststelle muss, ass, datt d'Entwécklung an deene leschten zéng Joer net positiv ass. Ech soen dat – an den Här Engel ass selwer och selbstkritesch drop agaangen, op eng virsiichteg Aart a Weis –, well awer och d'LSAP, déi an deenen zéng Joer den Aarbechtsministère hat, net vill Erfolleg dobäi hat, d'Aarbechtsbedéngunge vun de Salariéen zu Lëtzebuerg ze verbesseren. A wann, da muss ee soen, datt zumindest bis elo, bis zur Datenerhiewung, wéineg dovunner bei de Leit ukomm ass.

Den Här Engel ass ganz vill op d'Theema vun der Aarbechtszäit versus Fräizäit, op d'Schwieregkeet, Aarbecht a Famill ënner een Hutt ze bréngen, op d'mental Gesondheet, Drock a Stress agaangen. An ech denken och, datt dat e ganz zentrale Facteur ass. Mee ech mengen, fir vläicht unzefänken, datt d'Qualitéit vun der Aarbecht, déi an dësem Index jo ermëttelt gëtt, am Fong d'Additioun vun all deene verschiddenen Aspekter ass, déi den Här Engel och thematiséiert huet. An dat, wat e bëssen erschloend ass, ass, datt all déi positiv Dimensioune vun der Aarbecht, déi Salariéë mat der Aarbecht verbannen – Satisfaktioun, Motivatioun, Zefriddenheet mam Salaire, Autonomie op der Aarbecht –, ëmmer méi erofginn, wärend déi negativ Dimensiounen Zäitdrock, Stress, Charge mentale, emotionalen Drock ëmmer weider zouhuelen.

D'Etüd weist awer och, datt dës Entwécklung do net an all Secteur gläich ass. Et gëtt Secteuren, an deenen éischter méi intellektuell Aarbechte gemaach ginn, wou Leit mat héije Qualifikatioune schaffen, Beispill ICT, Administration publique, Recherche an intellektuell Aarbechten, wou d'Leit och lo nach majoritär éischter zefridde si mat hirer Aarbecht, an et gëtt, op där anerer Säit, Secteuren, wou Leit mat manner Diplomer schaffen, wou och de Salaire méi déif ass, wou d'Autonomie an d'Satisfaktioun och méi déif sinn. Dat ass virun allem am Horeca, am Commerce, a Beräicher vu méi kierperlechen Aarbechten, Services à la personne, mee och am Handwierk de Fall.

D'Fro vun der Qualitéit vun der Aarbecht stellt sech besonnesch an deenen zweetgenannte Secteuren: Oft schlecht bezuelt, ouni Autonomie, kënnen d'Salariéen do meeschtens net am Teletravail schaffen, kann also d'Work-Life-Balance nach méi schwiereg an d'Gläichgewiicht ze bréngе sinn. Et sinn och déi Secteuren, wou et am mannsten Opstigsméiglechkeete gëtt, wéineg Formatiounsméiglechkeeten, keng Reconnaissance an och kee Feedback vum Chef. An et sinn déi Beräicher, wou d'Leit och am meeschten onzefridde sinn, well d'Leit oft méi wëlle wéi dat. Eng Wirtschaft an och eng Regierung, menge mer, muss sech un dëser Problematik moosse loossen, un der Fro, ob se interessant Aarbechten a Weiderentwécklungsméiglechkeete bitt oder eeben net.

An dat ass déi eng grouss Konklusioun, déi een zéie kann: D'Aarbechtsintensitéit ass an deene leschten zéng Joer eropgaangen. Dat ass eng vun deene generelle Konklusiounen, wou mer mussen, mengen ech, och als Parlament an iwwer Kollektivverträg eraus wierken, fir dergéint virzegoen.

An déi zweet grouss Erkenntnis, déi och frappéierend ass, ass, datt déi tatsächlech geschafften Zäit ëm bal dräi an eng hallef Stonn méi héich ass wéi déi, déi am Kontrakt virgesinn ass. Knapp zwee Drëttel vun de Salariéë ginn un, méi ze schaffe wéi de Kontrakt selwer virgesäit.

D'Fro vun der Aarbechtszäit gëtt an der Etüd op eng interessant Aart a Weis gekuckt, well net just déi effektiv Schaffzäit gekuckt gëtt, déi souwisou scho méi héich ass wéi déi am Kontrakt, mee och nach den Trajet op d'Aarbecht derbäi kënnt. An do gëtt et och grouss Ënnerscheeder. An der Moyenne brauch e Salarié annerhallef Stonn, fir op seng Aarbecht ze goen an erëm zréckzekommen. Dat sinn 18 % vun der Schaffzäit, déi also nach eng Kéier derbäikommen. Bei engem Frontalier sinn et bal zwou Stonnen, also 24 % vun der Schaffzäit, déi derbäikommen. An och dat trëfft natierlech déi Leit am meeschten, déi net op Teletravail kënnen zeréckgräifen, also éischter erëm Leit, déi a manner gutt bezuelte Beräicher schaffen.

Bon, wat kann een dergéint maachen? D'Dezentraliséierung vun den Aarbechtsplazen – den Här Spautz huet dat ee Moment ugeschwat – ass sécherlech eng Méiglechkeet, geneesou wéi Investitiounen an den Transport an an abordabele Wunnraum. Do ass natierlech d'Stéchwuert „Landesplanung", dat an där doter Fro och eng zentral Bedeitung huet a wou ech awer muss soen, datt ech an deene leschte Méint, wat d'Aussoe vun dëser Regierung zur Landesplanung ugeet, e bëssen op mengem Honger sëtze bliwwe sinn. Vläicht huet dat awer och domadder ze dinn, datt den zoustännege Minister nieft de groussen Dossieren Educatioun a Wunnen da quasi nach Landesplanung sou niewelaanscht derbäi huet a wou ech d'Gefill hunn, datt et net wierklech virugeet.

D'Zäit, déi duerchschnëttlech all Woch fir d'Schaffegoe reservéiert ass, erreecht also an der Moyenne 50 Stonnen an net 40 Stonnen. An de Wonsch no Aarbechtszäitverkierzung, deen iwwert déi lescht zéng Joren ëmmer méi grouss ginn ass an deen entre-temps iwwer 50 % vun de Salariéen äusseren, erkläert sech domadder, mengen ech, ganz gutt. Wuelverstanen: Dat si Salariéen, déi bereet wieren, Akommesaboussen a Kaf ze huelen, wa se nëmmen d'Méiglechkeet hätten, manner ze schaffen, wat schwéier méiglech ass.

An 83 % si fir eng zentral Fuerderung, déi och historesch d'20. Joerhonnert an d'Qualitéit vun der Aarbecht vum 20. Joerhonnert verbessert huet, nämlech fir eng Aarbechtszäitreduzéierung bei vollem Lounausgläich. Déi lescht, déi mer an deem dote Sënn haten, ass 50 Joer hier: 1975 ass d'Aarbechtszäit vun 48 Stonne sukzessiv op 40 Stonnen erofgesat ginn. Mir mengen och, datt dat de konsequente Wee wier.

An ech ginn an där Hinsicht dem Här President direkt eng Motioun of – soubal ech mäi Sëtz erëmfonnt hunn, well do läit se –, wou mer och am Beräich vun der Aarbechtszäitreduzéierung hei dëser Regierung oder dëser Chamber eng Propos maachen.

Merci, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Dir kritt se do iwwerreecht. Gitt mir se weider. Villmools merci.

*(Interruption et hilarité)*

***Motion 2***

*La Chambre des Députés,*

*– rappelant que la durée de travail est fixée depuis 1975 à 8 heures par jour et 40 heures par semaine pour tous les salarié.e.s et que l'introduction de la cinquième semaine de congé légal date également de 1975 ;*

*– considérant qu'un seul jour de congé légal ainsi qu'un jour férié supplémentaires ont été introduits (en 2019) depuis l'introduction de la cinquième semaine de congé en 1975 et que le congé annuel de récréation est actuellement fixé à 26 jours ouvrables ;*

*– considérant que le temps de travail légal n'a donc plus été réduit de manière significative depuis 1975 ;*

*– vu le rapport de la onzième enquête « Quality of Work Index » réalisé par la Chambre des Salariés (CSL) en collaboration avec l'Université du Luxembourg ;*

*– considérant qu'une majorité des salarié.e.s sondés dans le cadre du « Quality of Work Index » expriment désormais un souhait de vouloir réduire le nombre d'heures de travail ;*

*– considérant que 83 % des salarié.e.s ayant participé à l'enquête dans le cadre du « Quality of Work Index » se prononcent en faveur d'une réduction générale du temps de travail à salaire égal ;*

*– considérant le désir exprimé par les salarié.e.s sondés dans le cadre de l'enquête pour le « Quality of Work Index » de rééquilibrer leur « work-life balance » ;*

*– considérant que les auteur.ice.s du rapport de l'enquête préconisent un ensemble de mesures pour améliorer l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des salarié.e.s dont en premier lieu une réduction du temps de travail ;*

*– considérant que la durée effective de travail d'un.e salarié.e à temps plein au Luxembourg (1.701 heures par an) a été[1] largement supérieure aux durées de travail d'un.e salarié.e à temps plein en Allemagne (1.677 heures), en Belgique (1.495 heures) et en France (1.544 heures) ;*

*– vu que le Gouvernement s'engage dans son accord de coalition à promouvoir un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée,*

*invite le Gouvernement*

*– à envisager l'introduction de 5 jours de congé de récréation supplémentaires pour porter le congé annuel de récréation à 31 jours ouvrables.*

*[1] Statec, 2019, On travaille plus d'heures au Luxembourg que dans les pays voisins, Regards n° 3*

*(s.) Marc Baum, David Wagner.*

Voilà. Ech mengen, domat ass dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da géife mer der Regierung, an dësem Fall dem Här Aarbechtsminister, d'Wuert ginn. Här Aarbechtsminister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | Villmools merci, Här President. Ech wëll mech dann elo mol am Ufank limitéieren op d'Theema vun der Interpellatioun, also op déi sechs Punkten, déi den Interpellant a senger Interpellatioun opgelëscht huet, an net op déi x Froen, déi nach hannendru komm sinn.

Voilà. Just ier ech ufänken, wollt ech awer och nach eng Kéier an dat selwecht Sproochrouer schwätze wéi d'Corinne Cahen, well mer elo déi ganzen Zäit mat deem Verglach vu gauche an droite geschwat hunn. Bei eis, do soen ech, an der Koalitioun oder an der Regierung, huet jiddereen seng Plaz an der Gesellschaft an dës Regierung wëll och net ee géint deen aneren ausspillen, fir dat eng Kéier ganz kloer hei awer gesot ze hunn.

Fir emol eng Kéier de Kader ze setzen: Firwat mécht d'CSL iwwerhaapt dës Enquête hei vum „Quality of Work Index"? Éischtens emol fir e bessert Verständnis vun de Realitéiten an enger Aarbechtswelt, déi am Wandel ass an déi ëmmer méi séier changéiert, wéi mer eis dat alleguerte vläicht wënschen, ze erméiglechen. Dann natierlech och, fir sech kënne fir besser Aarbechtsbedéngungen anzesetzen. Et muss een natierlech dann och eeben duerch dës Etüd méi fiabel Donnéeën hunn.

Dofir mécht d'CSL an Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg zanter 2013 reegelméisseg Interviewe mat de Salariéen zu Lëtzebuerg am Kader vun enger representativer Enquête iwwert hir Aarbechtsbedéngungen an iwwert d'Aarbechtsqualitéit, fir eng Etüd iwwert de „Quality of Work Index" kënnen ze publizéieren.

D'Sujeten, déi behandelt ginn, sinn zum Beispill – an et ass schonn ugeschwat ginn –: d'Erwaardungen an d'Aarbechtsbelaaschtungen, d'Aarbechtsstonnen, d'Zesummenaarbecht mat de Kolleegen, d'Fräiheeten op der Aarbecht, d'Weiderbildungs- an Opsteigméiglechkeeten an d'Bedeelegung un den Decisiounen an der Entreprise.

D'Enquête adresséiert sech un d'Salariéë bis 64 Joer mat enger reegelméisseger Aarbecht vu mindestens zéng Stonne pro Woch, där se zu Lëtzebuerg noginn, oder Grenzgänger aus Frankräich, der Belsch oder och nach Däitschland. Se gëtt all Joer am Optrag eebe vun der CSL a vum Institut des sciences sociales appliqués bei engem representativen Echantillon – d'Zuele si scho genannt ginn – vu Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen, gemaach.

Zum éischte Punkt, dem „impact d'une réduction du temps de travail sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée": Aus dem „Quality of Work Index" geet ervir, dass 83 % (veuillez lire: 73 %) vun de Salariéë fir eng generell Aarbechtszäitverkierzung bei gläichem Loun sinn. Ech mengen, wie wonnert dat doten? À première vue huet eng kierzer Aarbechtszäit ouni Lounkierzung fir de Salarié jo och just Avantagen.

Op den zweete Bléck kann een awer do och Nodeeler gesinn. E besseren Equiliber tëschent Beruffsliewen a Privatliewen entsteet net aleng duerch méi Fräizäit, mee et ass och eng Fro vu Qualitéit a Wuelbefannen op der Aarbecht an doheem. Eng generaliséiert Aarbechtszäitverkierzung riskéiert, méi Drock op der Aarbecht mat sech ze bréngen, well d'Produktivitéit muss an d'Luucht goen, an dat huet natierlech Repercussiounen op de Bien-être général an op d'Privatliewen.

Eng méiglech Léisung, fir deem Drock entgéintzewierken, ass, dass d'Entreprisë méi Leit astellen. Nieft den zousätzleche Käschte vun dësen Embauchen, déi sech negativ op d'Rentabilitéit an d'Kompetitivitéit vun der Entreprise auswierken, stellt sech hei dee ganz konkreete Problem vun der Pénurie de main d'œuvre: 2022 hunn 72 % vun den Entreprisë gesot, dass se Schwieregkeeten hunn, der haten, qualifizéiert Leit ze fannen. 28 % haten dee Problem och bei deenen Netqualifizéierten. Ech mengen, dat hate mer och an der Chamberskommissioun mat der Directrice vun der ADEM scho beschwat an och en long et en large diskutéiert.

D'Reduktioun vun der Zäit, déi de Salarié fir seng professionell Aktivitéit brauch – also d'Aarbechtszäit plus Pause plus Iwwerstonnen an den Trajet –, ass net onbedéngt proportionell zu der Reduktioun vun der Aarbechtszäit, zum Beispill wann ee muss fënnefmol pro Woch den Trajet maachen oder wann d'Iwwerstonnen duerch d'Aarbechtszäitverkierzung an d'Luucht ginn. D'Iwwerstonne leien, wéi och scho vum Här Baum ugeschwat ginn ass, laut dem „Quality of Work Index" bei 3,3 Stonnen, en moyenne, bei enger normaler Aarbechtszäit vu 40 Stonne pro Woch. 2022 sinn a 87 % vun deene groussen a 55 %

vun deene klengen Entreprisen Iwwerstonne gemaach ginn. Och hei kéinten zousätzlech Embauchen theoreetesch eng Léisung bréngen, mee och hei spillen de Coût, d'Kompetitivitéit an d'Pénurie de main d'oeuvre eng Roll, déi net kann ignoréiert ginn. Och d'Prestatioun vu méi Iwwerstonnen, fir d'Aarbechtszäitverkierzung ze kompenséieren, stellt duerch d'Supplementen en zousätzleche Käschtepunkt fir d'Entreprisen duer.

Zu de Käschte kënnt fir de Patron och nach d'Schwieregkeet vun der Organisatioun vum Betrib, zumools bei klengen Entreprisen, bei deenen och nach Clienten empfaange musse ginn. Allgemeng muss zum Theema vun der Aarbechtszäitreduktioun och nach ënnerstrach ginn, dass an der Etüd vum LISER iwwert den État des lieux des enjeux et des risques de la réduction du temps de travail, déi vum viregten Aarbechtsminister an Optrag gi war, steet: „En conclusion, ce document a souligné les effets ambigus d'une réforme visant une réduction de la durée légale hebdomadaire du temps de travail sur tous les aspects étudiés: la conciliation, le bien-être, la santé des travailleurs, l'emploi et le chômage, la productivité et la compétitivité."

Ech mengen, wann een d'Konklusioune méi en détail liest, steet natierlech och nach dran, datt am Fong geholl sech bal nëmmen op d'Littérature existante baséiert ginn ass, fir déi doten Etüd ze maachen, an dat ass am Fong geholl d'Evaluatioun vum Dispositif fir d'Réduction de travail, déi gemaach ginn ass an déi vun de Joren 1980 bis 2000 datéiert. Dat heescht, déi si „sous toute réserve" en compte geholl ginn.

Wann ech de Koalitiounsaccord liesen op der Säit 177, ass ganz kloer, wat dës Regierung zu der Aarbechtszäitverkierzung seet: „Le Gouvernement entend promouvoir une réorganisation du temps de travail tout en garantissant la protection des salariés et en maintenant le principe de la semaine de 40 heures, les limites maximales de durée de travail et les majorations de salaire pour le travail du dimanche et des jours fériés." Also, eng Aarbechtszäitverkierzung ass fir d'CSV an d'DP net ze maachen! D'CSV an d'DP hale sech do ganz eent zu eent un de Koalitiounsaccord, esou wéi e festgehale ginn ass.

Dann deen nächste Punkt, l'emprise du temps de travail sur le temps hors travail. D'Qualitéit vun der Zäit ausserhalb vum Beruffsliewen ass net eleng ofhängeg vun der Aarbechtszäit an der Quantitéit u Fräizäit, déi doraus resultéiert, mee och vun engem generelle Wuelbefannen op der Aarbecht an doheem. Hei spillen de Bien-être physique an de Bien-être mental eng ganz grouss Roll. An dofir en Appell u jiddereen, ëmmer schéi reegelméisseg och säi Sport ze maachen.

Wat d'Beruffsliewen ugeet, mussen dofir an de Betriber natierlech all d'Moyene genotzt ginn. D'Mesüre géint de Mobbing a géint den Harcelement; d'Garantéire vun allen néidege Mesüre fir d'Gesondheet an d'Sécherheet op der Aarbechtsplaz, do ass jo bei der ITM d'Sécurité/santé au travail, déi wäert vun de Mataarbechter virugedriwwe ginn, d'Application vum Droit à la déconnexion, deen x-mol de Mëtten hei ugeschwat ginn ass, d'Méiglechkeet fir de Salarié, individuell Modeller vun Aarbechtszäitorganisatioun mam Patron auszehandelen, d'Nodenken iwwer Modeller, déi d'Fräizäit vun de Salariéen an d'Luucht setzen, ouni d'Aarbechtszäit ze verkierzen, den Teletravail, deen natierlech Zäit fir den Trajet spuert – dat ass och schonn déi eng oder aner Kéier elo de Mëtten hei zur Ried komm –, Coworking, Ufank an Enn vum Aarbechtsdag anescht definéieren, fir de Beruffsverkéier ze evitéieren; d'Méiglechkeet, Fräizäitaktivitéite wéi Sport, Famill a Frënn wärend dem Dag ze maachen an duerno weiderzeschaffen, zum Beispill zwëschent 15.00 a 17.00 Auer mat de Kanner schwamme goen an duerno nach eng Kéier dräi Stonne schaffen.

Nächste Punkt: l'impact du télétravail sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. An éischter Linn dréit den Teletravail zu engem besseren Equiliber tëschent dem Beruffsliewen an dem Privatliewe bäi, well en d'Zäit reduzéiert, déi de Salarié fir seng professionell Aktivitéit brauch. En augmentéiert doduerch och automatesch d'Durée vun der Fräizäit, ouni awer d'Aarbechtszäit en soi ze reduzéieren. Laut dem „Quality of Work Index" ass d'Durée moyenne vum Trajet 2023 44 Minutte gewiescht an den Ecart tëschent de Residentë mat 32 Minutten an de Frontaliere mat 57,6 Minutte gëtt leider ëmmer méi grouss. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass mer Léisunge fannen, fir och eise Grenzgänger e reegelméissege Recours op den Teletravail ze erlaben.

2014 hunn nach 56 % vun de Salariéë manner wéi eng hallef Stonn gebraucht fir op d'Schaff, an 2023 sinn dat nëmmen nach 38 %. Ab 46 Minutten Trajet sinn 58 % onzefridde mat där Situatioun a bei méi wéi enger Stonn sinn dat esouguer 80 %.

Deemno kann ee soen, dass den Teletravail och de manière générale d'Liewensqualitéit vun de Salariéen eropsetzt. Ausserdeem mécht en d'Organisatioun vum Privatliewe méi einfach, well een zum Beispill zéng Minutten, nodeem s een opgehalen huet mat schaffen, bei der Primärschoul ka stoen, fir seng Kanner ofzehuelen. A schlussendlech kann e punktuell och zu enger Berouegung vum Verkéier bäidroen, wat, mengen ech, net vu Muttwëll wier.

L'emploi atypique et les conséquences potentielles d'une extension du travail dominical. Den Term, deen an der Interpellatioun gebraucht gëtt, ass „emploi atypique". De „Quality of Work Index" par contre schwätzt vun „horaire atypique", wat och an dëser Diskussioun méi Sënn mécht.

Vill Salariéen zu Lëtzebuerg hunn atypesch Aarbechtszäiten an hir Aarbechtskonditioune sinn effektiv e Stéck méi komplizéiert. Laut „Quality of Work Index" ass hiren Indice de qualité de travail ënnert der Moyenne mat 51,8 op 100 géint 54,6 fir d'gesamt Aarbechtswelt. Vill vun hinnen hu manner gutt Aarbechtsbedéngungen, méi eng schlecht Conciliatioun vu Vie professionnelle a Vie privée a manner Bien-être au travail. Zousätzlech hu si laut „Quality of Work Index" manner Autonomie, wat d'Festleeë vun hiren Aarbechtszäiten ugeet, a si sinn och méi betraff vun anere Contraintë wéi zum Beispill dem Netanhale vu Pausen a Rouzäiten, wéi d'Madamm Cahen dat schonn ugeschwat huet. Dat alles ass deplorabel a muss verbessert ginn, mee et huet awer näischt direkt mat Sonndesaarbecht ze dinn.

D'Oplockerung vun der Interdiction du travail le dimanche ass eng logesch Konsequenz vun der Evolutioun vun eiser Gesellschaft a vun hire Gewunnechten a war och schonn Theema am CPTE. Ausserdeem gëtt et eng ganz Rei Leit, déi de Fait, sonndes ze schaffen, arrangéiert. Éischtens gëtt d'Sonndesaarbecht mat engem Supplement bezuelt an zweetens erlaabt se dem Salarié et, en aneren Dag an der Woch fräi ze hunn, wat bei villen och kann zu enger Verbesserung vun der Conciliatioun Vie privée a Vie professionnelle bäidroen, well si sech an der Woch méi ëm hir Kanner këmmere kënnen, wärend de Partner schafft. Et gëtt also elo net nëmmen Nodeeler bei der Sonndesaarbecht.

Les conditions de travail, avec la charge physique et la charge mentale. Laut „Quality of Work Index" gëtt et tëschent 2022 an 2023 eng Stagnatioun bei de Scorë fir d'Charge physique, de Risque pour la santé, d'Pression du temps an d'Charge mentale au travail. D'Gefill vu Mobbing an d'Exigences émotionelles op der Aarbecht sinn awer wärend där Zäit an d'Luucht gaangen. Op zéng Joer gekuckt gesäit een eng Stagnatioun beim Mobbing an eng Augmentatioun vun den Exigences emotionelles, der Charge mentale an der Pression du temps. Bei der Charge physique an de Risques pour la santé ass de Score op zéng Joer gekuckt erofgaangen.

All déi Elementer sinn natierlech extreem negativ fir de Salarié an et sollt alles gemaach ginn, fir déi Scoren esou wäit wéi méiglech erofzedrécken. Mee sécherlech ass eng Aarbechtszäitverkierzung dofir net dee richtege Wee. Der Evolutioun vun deenen negativen Dimensiounen, esou wéi notamment der Pression du temps, muss mat individuellen Organisatiounsmodeller, Optimisatioun vun den Aarbechtsofleef, Weiderbildung an esou weider entgéintgewierkt ginn an net mat enger Reduktioun vun de Stonnen.

L'impact du droit à la déconnexion sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Laut „Quality of Work Index" soen 28 % vun de Salariéen, dass vun hinnen erwaart gëtt, dass si ausserhalb vun den Aarbechtszäiten erreechbar sinn. An der Fräizäit erreechbar mussen ze sinn, huet natierlech en negativen Afloss op den Equiliber tëschent Beruffsliewen a Privatliewen. Fir déi Tendenz auszebremsen, gëtt et zanter dem Juni 2023 e Gesetz, dat op engem Avis vum Conseil économique et social baséiert a wou d'Sozialpartner sech also eens waren, gemeinsam géint dëse Phenomeen virzegoen.

Voilà! Dann zu verschiddene Froen, déi awer d'Interpellatioun concernéieren. Am CPTE sinn natierlech alleguerten d'Partner, d'Sozialpartner, vertrueden. An do sinn natierlech och déi verschidden Theeme schonn ugeschwat ginn, ënner anerem d'Kollektivvertragsgesetz, dann natierlech awer och d'Congé-extraordinairen an d'Congé-spéciallen.

D'Positioune vun de Sozialpartnere sinn do beschwat ginn. Déi si virun allem elo am Kollektivvertragsgesetz schrëftlech festgehale ginn. Mir hunn als Ministère eng Zäitche missen op déi Texter waarden. Dat heescht, do wäert elo virum Summer dann e Plan martyr zesummegesat ginn, also en éischten Draft kommen, wourobber mer nach eng Kéier dann e CPTE aberuffen, wou mer mat de Sozialpartner déi dote Saachen nach eng Kéier wäerte beschwätzen.

De Plan national santé mentale 2024-2028 ass natierlech nach ëmmer aktuell.

D'Etüd vun der Aarbechtszäitverkierzung, ech mengen, bei där Etüd ass net onbedéngt dat erauskomm, wat ee sech erwaart huet, an déi bleift plus ou moins am Tirang leien, wou se bis elo och louch.

Net manner Stonne schaffen, dat hunn ech elo schonn erwäänt gehat, dat ass och esou am Koalitiounsaccord festgehalen. Fir mech perséinlech: Wann een 8 Stonne geschafft huet, da soll een duerno heem goen. Dat hunn ech och ëmmer an de Verhandlunge vum Süd-Kollektivvertrag gesot. Dann huet ee säi Match gemaach! An da soll een och en Droit à la déconnexion hunn a sech op seng Fräizäit kënne konzentréieren.

D'Véier-Deeg-Woch, ech mengen, dat ass eng Decisioun, déi een individuell an de Betriber mat de Salariéë soll diskutéieren. Eng Modernisatioun vun der Aarbechtszäit, dat steet och esou am Koalitiounsaccord. An d'Formatioun, wéi zum Beispill Reskilling an Upskilling, ass natierlech eppes, wat dës Regierung, an net nëmmen d'Regierung, mee och den Aarbechtsminister, natierlech wäert ënnerstëtzen, well Reskilling an Upskilling ass och eng Prioritéit vun dëser Regierung.

Digitalisatioun: D'Digitaliséierung ass do e ganz, ganz wichtegen Outil. Den Här Polidori huet virdrun ugeschwat gehat, dass jidderee kann dorobber zréckgräifen.

Den Teletravail ass fir mech als Aarbechtsminister en Outil, et ass keen Allheilmittel, well net jiddereen och dovunner ka profitéieren. Do muss een och evitéieren, dass Ongerechtegkeeten a Jalousien entstinn an de Betriber.

D'Madamm Cahen huet och nach de POT, de Plan d'organisation de travail ugeschwat gehat, wat sécher en Theema an engem vun deenen nächsten CPTEë wäert sinn, genausou wéi d'Joreszäitplanung, fir dass d'Leit sech kënne besser organiséieren, wat hir Aarbechtszäit respektiv hir Fräizäit oder hir Vakanzen ugeet.

De Sozialdialog ass e puermol ugeschwat ginn, ech hunn et och gesot, souwuel d'Kollektivvertragsgesetz wéi d'Congéë wéi och d'Sonndesaarbecht ware schonn Theema an deene verschiddene CPTEen, wou natierlech kontrovers mateneen diskutéiert ginn ass an och ganz flott diskutéiert ginn ass fir ze kucken, wat alles do méiglech ass.

Mee alles ass natierlech net ëmmer méiglech. Dir d'éischt muss ee mateneen diskutéieren, nolauschteren, da muss ee kucken, fir duerno Decisiounen ze huelen. An d'Decisiounen, déi ze huele sinn, mengen ech, stinn och schonn zum Deel am Koalitiounsaccord vun dëser Regierung. Voilà!

Ech mengen, d'Interpellatioun zum „Quality of Work Index" war och vum Interpellant e klenge Rundumschlag, fir alleguerten d'Theemen unzeschwätzen. Do ass och nach eng Kéier d'Theema vun der Économie sociale et solidaire ugeschwat ginn, well dat vläicht elo net méi am Titel vum Minister oder vum Ministère steet, mee d'Économie solidaire et sociale ass dem Aarbechtsminister nach ëmmer ganz, ganz wichteg an do gëtt, genau wéi am Handicap, extreem gutt Aarbecht geleescht. An do kann ech meng Mataarbechterinnen a Mataarbechter just luewe fir dat, wat do am Moment geschafft gëtt. Voilà.

Ech mengen, dat dote missten alleguerten déi Ausféierunge gewiescht sinn, déi zu där Interpellatioun hei gehéiert hunn. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. An da komme mer da warscheinlech nach zu de verschiddene Motiounen.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Et sinn nach zwou Wuertmeldungen do. Ech denken, datt et Froen un Iech sinn. Akzeptéiert Dir d'Froe vum Här Baum a vum Här Engel? Dat schéngt esou ze sinn. Da fänke mer mam Här Baum un.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och, Här Minister, fir déi Explikatiounen. Ech kommen op eng Fro zréck, déi effektiv den Här Engel gestallt huet. Ech weess net, ob en elo wëlles hat, déi selwecht ze stellen. Am „Quality of Work Index" geet et jo och ëm d'Zefriddenheet mat der Remuneratioun. An als Chamber hu mer jo ee groussen Hiewel, wat d'Remuneratioun ugeet, dat ass de Mindestloun. Mir wëssen, datt eng europäesch Direktiv um Dësch ass. An ech hat Iech am Februar gefrot, wéi do de Planning wier, wéi dat géif virugoen. An effektiv hat Der do gesot, dat géif elo ganz séier goen, an deenen nächste Wochen – dat war am Februar – géift Der dem Regierungsrot eng Propos maachen. Mir sinn effektiv elo Mee. D'Fro wier: Wou ass dat elo drun? Wéini kënne mer do mat engem Projet rechnen? Voilà. Dat wier déi eng Fro.

An déi aner Fro: Hunn ech dat richteg verstanen, datt Dir gesot hutt, den 8-Stonnen-Dag, dat wier fir Iech d'Reegel an dat hätt Dir och an de Süd-Kollektivvertragsverhandlungen ëmmer …

**M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | Nee, net d'Reegel! Nee.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Ok. Ma nee, wann Der dat net esou gesot hutt, dann eriwwregt sech meng Fro, well ech mengen, et gëtt vill Beruffer, wou den 8-Stonnen-Dag net d'Reegel ass, vill Beruffer, wou et manner Stonne sinn, déi effektiv an och theoreetesch geleescht sinn. An een dovunner, wou den 8-Stonnen-Dag sécherlech net d'Reegel ass, dat ass e Sportsproff.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Do war elo e bëssen Ironie hannendrun, mee …

*(Hilarité)*

**M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | Do gesäit een, …

**M. Claude Wiseler,** Président | … Dir äntwert elo, Här Minister.

**M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | Do gesäit een, dass den Här Baum dovunner net vill versteet, soss géif en dat net soen!

*(Hilarité)*

**Une voix** | Zwou Froen, zwou Froen.

**M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | Voilà, ok. Dem Här Engel seng och nach?

**Une voix** | Jo!

**M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | Ok, gutt. Also, ech hunn als Aarbechtsminister dem Regierungsrot elo nach näischt virgeluecht wéinst dem Mindestloun, mee dat wäert an nächster Zäit elo kommen. Mir haten elo nach Situatiounen a verschiddene Betriber, déi elo Schwieregkeeten hunn, wou Licenciementer sinn. Ech mengen, dat hat elo Virrang, dat hat elo Prioritéit. Dat wäert awer elo an nächster Zäit kommen.

An déi aacht Stonnen als Sportsproff, dat sinn net nëmmen déi Stonnen, déi een an der Schoul verbréngt, et sinn och déi Stonnen, déi een doheem preparéiert, och wann ëmmer nach, wéi soll ech soen, déi Mär an de Käpp ass, dass een do näischt géif preparéieren. Mee wann ee seng Aarbecht do seriö mécht, och als Sportsproff, da sinn et méi Stonnen. Den Här Polidori als mäi fréiere Schüler kann dat bezeien. Ech géif jo elo nach den Här Clement nennen, mee deen ass haut net do.

*(Hilarité et interruptions)*

Voilà, den Här Engel …

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, den Här Engel huet …

*(Interruption)*

Den Här Engel wollt nach eng Fro stellen.

**M. Georges Engel** (LSAP), interpellateur | Ech weess net, ob Dir den Här Polidori ëmmer mat heem geholl hutt fir ze kucken, …

*(Hilarité)*

**M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | Nee, nee, nee, nee!

**M. Georges Engel** (LSAP), interpellateur | … wat Dir preparéiert hutt.

**M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | Déizäit war en nach vill méi wibbeleg wéi haut.

*(Hilarité)*

**M. Georges Engel** (LSAP), interpellateur | Dat kann ech mer virstellen!

*(Hilarité et exclamations)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Mir kommen elo zum Sujet zréck!

**M. Georges Engel** (LSAP), interpellateur | Ech soen dem Aarbechtsminister, dem Här Mischo, e grousse Merci, datt en eng Rei Froen elo beäntwert huet. Dat ass an enger Interpellatioun jo och esou Usus, dass de a Fro stells, an da kriss de och eng Rei vun Äntwerten. Ech hunn déi Äntwerten do och mat ganz vill Opmierksamkeet nogelauschtert. Déi zur Formation continue, mengen ech, hunn ech net héieren, mee den Här Minister kann awer gären nach eng Kéier dorop agoen.

Ech hunn eng Rei Widdersprréch tëschent der Ausso vun dem Minister an den Aussoe vum Här Spautz hei héieren – ech ka mir dat ganz gutt virstellen! –, …

*(Hilarité et interruptions)*

… wou den Här Minister gesot huet, e géif gären op individuell Aarbechtsmodeller zréckgräifen, fir datt an engem Betrib ka gekuckt ginn, datt déi richteg Unzuel vu Stonnen do geschafft gëtt, woubäi ech beim Här Spautz do éischter d'Wuert Kollektivvertrag héieren hunn. An ech si ganz op der Säit vum Här Spautz, deen dat éischter iwwer Kollektivverträg wëllt maachen. An duerfir wollt ech den Här Minister hei nach eng Kéier froen, wéi genau en déi individuell Aarbechtsmodeller do géif gesinn.

An dann eng zweet Fro: Dir hutt gesot, den 8-Stonnen-Dag, dat wär – ech mengen, datt Der dat gesot hat – d'Reegel, wann ech dat richteg esou héieren hunn. Bon, an der Enquête hei ass erauskomm, datt awer eng ganz Rei Leit méi wéi 8 Stonne schaffen, 3,3 Stonnen an der Woch méi schaffe wéi dat, wat an hirem Aarbechtskontrakt drasteet. An duerfir meng Fro: Wat gedenkt Der ze maachen, fir dass d'Leit dee Kontrakt, an deem se sinn, dann och kënnen a sollen anhalen?

An eng Fro huet den Här Baum gestallt, déi vum Mindestloun.

Eng lescht Fro ass déi vum Teletravail. Dir sot, dat wier en Outil. Ech ginn Iech do Recht, dass dat éischter en Outil ass, datt et kee Recht op Teletravail gëtt. Mee dat gëtt awer vun enger Rei vu Leit gefrot. Awéifern maacht Dir Ären Afloss geltend, fir dass déi Leit, déi hei eis Ekonomie um Dréien halen – dat si ganz vill Frontalieren –, awer och méi vun deem Teletravail kënne profitéiere wéi se elo kënne profitéieren?

Merci.

**M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | Also, fir nach eng Kéier op déi 8 Stonnen do zréckzekommen, souwuel fir den Här Baum wéi och fir den Här Engel. Ech sot, dass ech an de Kollektivvertragsverhandlunge vum Süd-Kollektivvertrag ëmmer gesot hunn, dass een, wann een 8 Stonne geschafft huet, säi Match gemaach huet. Dat soll d'Reegel sinn, mee natierlech ass et jo ganz kloer, dass e Recht op Iwwerstonnen ëmmer besteet. Mee wann een 8 Stonne geschafft huet, wann ee seriö 8 Stonne geschafft huet, da soll een duerno kënnen heemgoen. Ech weess, dass natierlech net an all Beruff d'Méiglechkeet do ass, dass een no 8 Stonne ka goen. Mee voilà, et soll een am Fong geholl awer ëmmer erëm dorop hischaffen, dass et net méi wéi 8 Stonne ginn, wuel wëssend, dass et Beruffer gëtt, wou et méi wéi 8 Stonne sinn.

Virdrun, mat der Modernisatioun vun der Aarbechtszäit oder vun der Organisatioun hier, Kollektivverträg … Ech mengen, et ass en Zesummespill vu

Kollektivverträg, well net all Betrib ka Kollektivverträg maachen. Mir si jo do net grad Musterschüler an Europa. Et sinn 80 % gefuerdert vun der Unioun. 55 % huet Lëtzebuerg. Dofir hu mer jo en Aktiounsplang lancéiert, fir op déi, jo, esou vill wéi méiglech Prozenter ze kommen. Et sinn aner Länner, déi hu vill méi Prozenter, wéi zum Beispill Frankräich an och d'Belsch.

Mee wa keng Kollektivverträg bestinn, da soll, mengen ech, en Dialog bestoen zwëschent de Betriber an de Salariéen, fir verschidde Modeller auszeschaffen, fir dass d'Leit kënne méi flexibel oder méi modern schaffen.

An déi drëtt Fro war elo ...?

**Une voix** | D'Formation continue, hat ech gefrot.

**M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | Jo, d'Formation continue. Jo, also de SkillsPlang, oder Reskilling an Upskilling, ass eng absolutt Prioritéit, net nëmme fir de Lëtzebuerger Aarbechtsminister. Op den EPSCO-Reuniounen zu Bréissel ass dat ëmmer erëm en Theema. An ech mengen, dat ass d'Zukunft, well mer net einfach kënnen ... Ech mengen, den Här Spautz hat et och scho virdrun ugeschwat oder ugedeit: Déi Beruffer, déi ee léiert, dat sinn net ëmmer déi, déi een zum Schluss vun der Karriär mécht. Dat si Beruffer, mat deenen ee mol ufänkt an dann aner Erfarunge mécht, emol déi eng oder aner Kéier d'Aarbechtsplaz wiesselt. An da mussen natierlech e Reskilling an en Upskilling derbäikommen, fir op där Aarbechtsplaz oder an deem Beruff kënne weiderzekommen.

Dat ass eppes, wat ëmmer méi kënnt, ëmmer méi modern ass. An ech mengen, dat ass d'Zukunft um Aarbechtsmarché, dass ee sech permanent muss weiderbilden an dass et net duergeet, no enger Première oder no engem Ofschloss, egal wat fir en Ofschloss et ass, ob et en universitären ass oder ob dat en CATP ass ..., dass een da mengt, et bräicht een d'ganzt Liewe laang näischt méi ze léieren. Eng Formation Lifelong Learning, dat ass, mengen ech, e Must fir jiddereen, deen an der Aarbechtswelt ënnerwee ass.

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà. Merci, Här Minister.

***Motions***

Dann hunn ech nach zwou Motiounen hei um Büro leien.

***Motion 1***

Déi éischt ass vum Auteur vun der Interpellatioun, dem Här Engel. Här Engel, wëllt Dir nach eppes dozou soen?

**M. Georges Engel** (LSAP), interpellateur | Nee, ech hat déi a menger Ried erklärt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir hutt se explizéiert, effektiv. Wie mellt sech zu dëser Motioun? Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Mir kënnen déi Motioun net unhuelen. Ech hat et och erklärt a menger Ried. Mir hunn am Koalitiounsaccord alles drastoen, wat mer wëllen ëmsetzen, a mir wäerten dat och maachen. An dofir wäerte mir Är Motioun, Här Engel, net kënne matdroen. Villmools merci.

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Cahen, Här Polidori. Jo, d'Madamm Cahen.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Jo, villmools merci. Also éischtens emol sinn a bleiwe mir der Meenung, dass Negociatiounen am Betrib musse gefouert ginn. Dofir ass dat zum Beispill en Tiret, dee mir esou net kënne mat ënnerschreiwen. An da steet hei nees d'Flexibilisatioun, wéi wann dat eppes Negatives wär an ëmmer „au détriment de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des salarié·es". Dobäi kënnt an deem Rapport hei ganz kloer eraus, dass d'Leit, déi méi flexibel kënne schaffen, och méi zefridde sinn. Also kënne mir dat heiten natierlech net matdroen. Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Cahen. Den Här Polidori huet sech nach gemellt. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Jo, also mir deelen op alle Fall déi Notatioun, déi virdrun elo vun deene Virriedner gesot gouf, net. Also mir gesinn dat hei och net als Problem, well et am Koalitiounsaccord steet. Et gëtt och aner Motiounen, déi hei schonn ugeholl goufen, och wann déi Saache schonn am Koalitiounsaccord stinn.

Wéi gesot, hei si lauter wichteg Punkten. Mir hu se net mat ënnerschriwwen, well mer eis net zu 100 % sécher waren. Bon, duerno sinn d'Saachen nach méi am Detail erklärt ginn, doropshi fanne mer déi Saachen awer gutt. Et sinn awer Saachen dran, déi och schonn op der Vergaangenheet berouen, wou mer soen, et misst een awer vläicht Verschiddenes nach eng Kéier iwwerdenken, fir wierklech op e konstruktiivt a positiivt Resultat ze kommen.

D'Invitte ginn awer alleguerten an déi richteg Richtung, dofir droe mer dës Motioun mat. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Dann den Här Engelen, duerno den Här Baum an zum Schluss den Auteur nach eng Kéier. Här Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Jo, merci, Här President. Am Prinzipp kënne mir déi hei Motioun méi oder wéineger matdroen. Ech hunn awer just de Problem mam drëtten Alinea. Ënner „invite le Gouvernement", am drëtten Alinea, do steet: „et non par des négociations individuelles". Do ass awer e klenge Problem: Wann ech elo zum Beispill e Betrib hu mat manner wéi 15 Leit, do hunn ech jo keng Delegatioun, do hunn ech dat jo guer net, an do muss ech jo dann individuell verhandelen. Ech mengen, déi wieren dann do ausgeschloss. An duerfir géife mer eis bei dëser Motioun, wann den Text esou bleift, enthalen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engelen. Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci. Vläicht als direkt Äntwert dorobber: De Wee, fir méi Kollektivverträg ze maachen – oder ee Wee –, ass jo och, an d'Richtung vu Branchëkollektivverträg ze goen, wou dann och Betriber géifen drënnerfalen, déi manner wéi 15 Leit géifen embauchéieren, soudatt ech mengen, datt dat do duerchaus berechtegt ass.

An dann, jo, d'Flexibiliséierung. Madamm Cahen, Flexibiliséierung gëtt am „Quality of Work Index" iwwersat mat „atypesche Stonnen", dat, woumadder d'Leit eebe justement hir Problemer hunn. Dat, wat d'Leit gär hätten, dat ass Autonomie. An Autonomie, dat ass Selbstbestëmmung – oder eng gréisser Selbstbestëmmung – iwwert d'Méiglechkeet, schaffen ze goen.

An duerfir pake mir – also op jidde Fall mir als Lénk – dee Begréff vu Flexibiliséierung effektiv och mat Händschen un, well Flexibiliséierung, dat ka ganz staark au détriment goe vun deene Leit, déi schaffen, an zumindest eebe justement riskéieren, d'Qualitéit vun der Aarbecht ze verschlechteren. Duerfir, mengen ech, ass deen Tiret duerchaus sënnvoll an duerfir hu mer dës Initiativ vun der LSAP och ënnerstëtzt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Dann ass et um Här Engel.

**M. Georges Engel** (LSAP), interpellateur | Jo, merci fir déi gutt Commentairen, déi elo hei gemaach goufen. Ech wëll der Madamm Cahen och soen: Hei steet dran: „de veiller à ce que la flexibilisation des horaires de travail ne se fasse au détriment". Dat heescht, et steet net dran, datt dat automatesch ëmmer esou ass, mee just, dass mer sollen oppassen, dass et net „au détriment de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée" geschitt. Ech mengen, dass och d'DP domadder kéint zefridde sinn an dat och kéint matstëmmen. Wa se et net stëmmt, wa se dat hei net mat ënnerstëtzt, heescht dat jo och eppes.

Ech ginn dem Här Baum vollkomme Recht, dass natierlech, wann et brancheniwwergräifend Kollektivverträg sinn, och Betriber mat manner wéi 15 Mataarbechter do kënnen da mat drënnerfalen. Ech wär jo nach dermat d'accord, datt ee seet: „Ma, fir déi, wou et dat net gëtt, wou et keng grouss Branche dofir gëtt, kéint een natierlech mat senge Leit individuell verhandelen, bei deene puer klenge Betriber mat manner wéi 15 Mataarbechter, déi dat da sinn." Dat, mengen ech, geschitt jo souwisou och bei deene klenge Betriber.

Mee d'Reegel soll sinn, dass een dat an engem grousse Kollektivvertrag soll maachen, wat, mengen ech, jiddwerengem zeguttkënnt a wat och sécherlech an d'Richtung vum Här Spautz senger Initiativ geet. Duerfir misst d'CSV déi heite jo och da kënne matstëmmen, soudatt ech net verstinn, firwat si se net matstëmmen. Mir stëmme se op alle Fall!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ok. Merci, Här Engel. Dann huet d'Madamm Cahen nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Jo, mir bleiwen dobäi, dass d'Salariéen an d'Entreprise sech am beschte kennen an dass déi solle mateneen an der Entreprise verhandelen an net a groussen nationale Kollektivverträg. Ech mengen, dass een am Betrib am beschte weess, wat de Betrib brauch, souwuel de Salarié wéi och de Patron selwer. An dofir bleiwe mir bei onsem Nee, wat déi heite Motioun ugeet. Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Cahen.

**M. Georges Engel** (LSAP), interpellateur | Ech waarden op d'Reaktioun vum Här Spautz.

**M. Claude Wiseler,** Président | Domat hätte mer all d'Wuertmeldungen ofgeschloss, well et ass keng aner do, Här Engel.

Gutt, da komme mer zum Vott iwwert dës Motioun.

***Vote sur la motion 1***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ok. An ech schléissen elo de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmme bei 5 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par Mme Taina Bofferding), M. Yves Cruchten (par Mme Claire Delcourt), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen (par M. Georges Engel) et Mme Paulette Lenert (par M. Mars Di Bartolomeo) ;*

*MM. François Bausch (par M. Meris Sehovic), Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Max Hengel), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par Mme Corinne Cahen), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen (par Mme Barbara Agostino), Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Mandy Minella) et M. Gérard Schockmel.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Tom Weidig), Fred Keup (par Mme Alexandra Schoos), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

***Motion 2***

An da komme mer zur Motioun Nummer 2 vun dëser Interpellatioun. Déi ass vum Här Baum deposéiert ginn. Här Baum, wëllt Dir nach eng Kéier driwwer schwätzen?

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, vläicht kuerz.

**M. Claude Wiseler,** Président | Da fuert lass.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Et ass effektiv eng Motioun, déi quasi eng Äntwert ass op d'Interventioun vum Aarbechtsminister. Den Aarbechtsminister huet sech ganz vehement géint eng Aarbechtszäitreduzéierung ausgeschwat. Et gëtt verschidde Formen, wéi een Aarbechtszäit reduzéiere kann, soit iwwert d'Wochenaarbechtszäit, soit iwwert d'Congéen. Déi viregt Regierung war op de Wee gaangen, fir d'Aarbechtszäit ze reduzéieren duerch een zousätzleche legale Congésdag am Joer respektiv iwwert d'Aféierung vun engem weidere Feierdag.

Et ass nawell esou, datt am europäesche Verglach zu Lëtzebuerg immens vill geschafft gëtt, méi wéi an eisen Nopeschlänner wuelverstanen, datt besonnesch an Däitschland – déi Zuelen, déi hei dra sinn – d'Aarbechtszäit weider erofgesat ginn ass, notamment duerch staark Kollektivverträg, déi et an deenen exportorientéierte Branchë gëtt. Dat heescht, et huet net, wéi ëmmer behaapt gëtt, en negativen Effekt op d'Produktivitéit. De Géigendeel ass de Fall: Mir stelle fest, datt et an deene leschte Joerzéngte Produktivitéitsgewënner gi sinn an datt d'Salariéen net dovunner profitéiere konnten.

Par contre loossen ech dat Argument, datt wann d'Aarbechtszäit géif reduzéiert ginn, den Drock géif an d'Luucht goen, och net gëllen. Mir stelle fest, an dat ass och eng vun de Konklusiounen, datt d'Aarbechtsintensitéit ouni Aarbechtszäitreduzéierung massiv an d'Luucht gaangen ass. Dat huet eeben och domadder ze dinn, datt en Aarbechtsverhältnis en Dominatiounsverhältnis ass, e „lien de subordination", wéi en am Code du travail definéiert ass, an dat, wat mir als Legislateur maache kënnen, ass eeben, dat besser ze encadréieren.

Ech mengen och, datt dat Argument, eng Aarbechtszäitreduzéierung géif eng Penurie u Main-d'oeuvre bedeiten, net stëmmt. Ech mengen och do, datt de Géigendeel de Fall ass. Ech mengen, datt mer alles derfir maache mussen, datt d'Aarbecht zu Lëtzebuerg attraktiv bleift, soss riskéiere mer nämlech, datt mer all déi Main-d'oeuvre, déi besonnesch d'CSV mat engem quasi endlose Wirtschafts- a Beschäftegungswuesstum wëll, definitiv net fannen!

Den Här Spautz ass selwer virdrun drop agaangen, datt d'Leit sech eventuell d'Fro stellen, ob et sech wierklech nach lount, 50 Stonnen zu Lëtzebuerg mat engem liicht méi héije Loun ze schaffe par rapport zu 35 Stonnen a Frankräich.

An duerfir menge mir, och au vu vun all deenen Entwécklungen, déi d'ailleurs d'Regierung jo och ganz positiv bewäert, nämlech d'Kënstlech Intelligenz, déi vill Aarbechtskraaft wäert ersetzen, datt dat e klengen, bescheidene Wee ass. D'Bescheidenheet dréckt sech domadder aus, datt mer fënnef Deeg Congé méi froen als legale Minimum.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Gëtt et dozou Wuertmeldungen? D'Madamm Cahen.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Ech muss natierlech awer elo grinsen iwwert d'Surenchère, well elo ware mer op 40 Stonnen, mir waren och op 38 Stonnen emol hei bei de Kontrakter, déi mer am Rapport gelies hunn, op 41,3 Stonnen, déi d'Leit en moyenne schaffen, an elo op eemol sinn et der 50. Voilà!

*(Interruption)*

D'Surenchère ass awer elo wierklech op eemol séier, séier eropgaangen, muss ech soen, Här Baum. Also dat ass scho ganz, ganz impressionnant. Also mir sinn der Meenung: Fir dass eng Ekonomie ka funktionéieren, brauch se och staark Betriber, a Betriber, déi funktionéieren. An dofir mussen natierlech och Leit schaffe goen. A Schaffen ass net ëmmer eppes Negatives, och dat steet am Rapport. Et kann een och schaffe goe mat Freed. An ech mengen, dass eng Reduktioun vun der Aarbechtszäit am Moment net dee richtege Wee ass.

En plus, mengen ech, misst Der ophalen, just nëmmen d'Joresaarbechtszäit ze kucken. Dir misst och d'Liewensaarbechtszäit kucken. Da gesinn d'Chifferen nämlech ganz aneschters aus. Mee wéi ech am Ufank gesot hunn, et interpretéiert een ëmmer alles e bësselchen esou, wéi et engem gefält. Mir als Demokratesch Partei sinn net der Meenung, dass mir am Moment ons et leeschte kënnen, d'Aarbechtszäit erofzesetzen, weeder a Form vun Aarbechtsstonnen nach a Form vu Congé.

Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Cahen. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Den Här Engel.

**M. Georges Engel** (LSAP), interpellateur | Jo, merci, Här President. Ech rejoignéieren zu engem ganz groussen Deel dat, wat den Här Baum gesot huet. Wa mir hei wëllen attraktiv bleiwen, da musse mer och attraktiv sinn. A wann ee kuckt, wéi d'Leit ronderëm eis hei schaffen, wivill Stonnen déi schaffen, läit Lëtzebuerg ganz, ganz vir. Mir si souguer Spëtzereider, wann een eis mat eisen Nopeschlänner vergläicht.

A wa mir gäre weider attraktiv hei sinn, da musse mer dat och weisen. An da geet dat net duer mat engem Mindestloun, deen elo nach e bësse méi héich ass wéi an anere Länner, woubäi aner Länner sech awer ëmmer méi un eise Mindestloun upassen. An da geschitt dat, wat den Här Baum gesot huet, da stellt ee sech d'Fro, ob een dann och nach zwou Stonnen heihinner- an zwou Stonnen zréckfiert, fir vläicht e bësse méi Suen ze hunn. Da stellt ee sech d'Fro, ob een net vläicht dann awer 35 Stonnen a Frankräich wëll schaffen amplaz vun den 42 oder 41 Stonnen hei zu Lëtzebuerg mat quasi dem selwechte Loun a mat zwou Stonnen dohinner an zwou Stonne fir zréck, déi een dann net méi muss maachen.

Duerfir ass dat heiten, also d'Aarbechtszäitverkierzung, sécherlech e Wee, fir och d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg ze halen. An et ass eng Mär, ze mengen, datt d'Produktivitéit onbedéngt erofgeet. Aner Modeller weise ganz kloer, datt d'Produktivitéit an d'Luucht geet. De Krankestand geet erof, ...

*(Interruption)*

... den Absenteisme geet erof, d'Leit si méi zefridden, si komme léiwer schaffen a si méi produktiv. Also, kommt, mir sinn emol erëm eng Kéier als Lëtzebuerg e Virreider, emol eng Kéier als Lëtzebuerg een, deen e bësse méi wäit denkt wéi nëmmen un de kuerzfristegen Erfolleg! Ech mengen, dass dat heiten, also d'Aarbechtszäitreduktioun, e gudde Wee wär. An dat heiten ass een Deel vun Aarbechtszäitreduktioun.

*(Interruption)*

Fënnef Deeg méi Congé ass een Deel vun Aarbechtszäitreduktioun.

Mir haten an eisem Walprogramm 2023 stoen, dass mer géife vu 26 op 30 Deeg Congé eropgoen. Dat wär dann eng sechste Woch. Hei ass elo een Dag méi. Mir kënnen och ganz gutt mat deem Dag méi do liewen. Mir stëmmen dës Motioun hei mat.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Komescherweis huet d'„35 heures" a Frankräich dat guer net bewisen, wat Dir elo alles gesot hutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engel.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | A komescherweis ass d'Produktivitéit a Frankräich am Moment méi héich wéi an Däitschland!

**M. Claude Wiseler,** Président | Elo hunn ech dräi Wuertmeldungen: den Här Polidori, den Här Sehovic an dann den Här Spautz. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Also mir si ganz kloer fir d'Flexibiliséierung vun der Aarbecht, doweinst ass et fir ons en éischte Schratt. Dir gesitt dat vläicht anescht, Madamm Cahen. Mat 5 Deeg Congé méi gesi mir op alle Fall, dass een domadder de Salariéen eng gewësse Flexibilitéit och gëtt, fir méi flexibel ze schaffen. Och eng Aarbechtszäitreduktioun ass fir ons op alle Fall e ganz anert Theema. Duerfir fanne mir, datt déi heite Motioun gutt ass, a mir wäerten déi och matstëmmen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President. Ech rejoignéieren eigentlech a groussen Deeler de Räsonement vun de Kolleege vun déi Lénk a vun der LSAP. Mir hunn an eisem Walprogramm aner Preferenze geäussert, wéi ee sou eng Aarbechtszäitreduzéierung kéint maachen. De Marc Baum huet jo och gesot, dass d'Reduzéierung vun der Joresaarbechtszäit, esou wéi se hei an der Motioun ass, ee Wee ass. Et ass, menger Meenung no, net dee beschte Wee. Mir wäerten eis enthale bei där heiter Motioun. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic. Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President. Ech sinn e bëssen iwwerrascht iwwer verschidden Aussoen. Mee ech akzeptéieren awer alles, wie wat seet. Mir sinn hei an engem demokrateschen Haus.

*(Interruption)*

Mir sinn alleguerte legitimm vum Wieler heihinner genannt ginn, fir och dann eis Positioun anzehuelen. Ech ka mer zum jëtzegen Zäitpunkt 31 Deeg legale Congé hei zu Lëtzebuerg net virstellen. Ech ka mer dat iwwert den tariffleche Wee virstellen. Ech weess, dass et dat am tariffleche Wee gëtt. Mee e legale Congé vun 31 Deeg kann ech mer zum jëtzegen Zäitpunkt net virstellen.

An ech sinn och e bëssen iwwerrascht iwwert d'Aussoe vu menge Kolleege vun der LSAP. Dir hat 20 Joer Zäit. Wann Der dat do hätt wëllen an deenen 20 Joer maachen, hätt Der et kënne maachen!

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, et ass elo keng aner Wuertmeldung do.

**M. Georges Engel** (LSAP), interpellateur | Mir waren net eleng an der Koalitioun!

**M. Claude Wiseler,** Président | Dach, ech hunn den Här Engelen nach mat enger Wuertmeldung. Här Engelen.

**Plusieurs voix** | A!

*(Brouhaha)*

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President.

*(Interruption)*

Jo.

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Et ass um Här Engelen!

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Et ass zwar elo a Walkampfzäiten eng schéi Formuléierung, déi fënnef Deeg Congé méi, mee mir kënnen domadder awer net liewen, well dat schéngt eis awer trotzdeem bal eng 20 %-Erhéijung vun engem Moment op deen aneren. Dat schéngt eis e bëssen hefteg ze sinn. A wann iwwer Aarbechtszäitverkierzungen an alles geschwat gëtt – et gëtt jo heibannen esou vill iwwert de Sozialdialog geschwat –, dann ass dat jo eng gutt Méiglechkeet, dat do ze diskutéieren.

Well ech ka mech erënneren, viru Joren ass de Congé ëmmer am Sozialdialog an eenzelene Betriber eropgesat ginn, ëm een, zwee Deeg. An duerno, no Joren, huet de Gesetzgeeber sech ugepasst. Et war am Fong geholl esou eng ..., lues a lues ass sech do erugeschafft ginn. An ech mengen, mir sollen op deem Wee bleiwen. An dat do schéngt eis ze hefteg, well dat si bal 20 % Congésdeeg méi an – nee, 20 % méi, et si fënnef Deeg méi – dat schéngt eis e bësse vill ze sinn. An et muss een och anescht emol bedenken, ob d'Betriber dat do alles géifen an deem Sënn do packen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engelen. Ech mengen, elo huet jiddweree seng Meenung hei zum Ausdrock bruecht.

An da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun kommen.

***Vote sur la motion 2***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ok. Ech maachen de Vott zou.

D'Resultat vum Vott ass: 16 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 16 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen (par Mme Claire Delcourt) et Mme Paulette Lenert (par M. Mars Di Bartolomeo) ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Christophe Hansen (par M. Jeff Boonen), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Stéphanie Weydert), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen (par Mme Corinne Cahen), Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Carole Hartmann) et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Tom Weidig), Fred Keup (par Mme Alexandra Schoos), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Se sont abstenus : MM. François Bausch (par M. Meris Sehovic), Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring.*

An domat si mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir de 14., 15. a 16. Mee 2024 virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 18.29 heures.)*

# 25e séance

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 36
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Ordre du jour** p. 36
   M. Claude Wiseler, Président
3. **Communications** p. 36
   M. Claude Wiseler, Président
4. **Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la situation au Proche-Orient** p. 37
   Exposé : M. Yves Cruchten (dépôt de la motion 1)
   Débat : M. Christophe Hansen | M. Gusty Graas (dépôt de la résolution 1) | M. Fernand Kartheiser | M. François Bausch | M. Ben Polidori | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
   Motion 1 : M. David Wagner | M. Sven Clement | M. Christophe Hansen | M. Gusty Graas | M. François Bausch (intervention de M. Sven Clement) | M. Fernand Kartheiser | M. Yves Cruchten | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | M. François Bausch | M. Yves Cruchten
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
   Résolution 1 : M. Fernand Kartheiser | M. Gusty Graas | M. François Bausch | M. David Wagner | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | M. Christophe Hansen | M. Fernand Kartheiser | M. David Wagner | M. François Bausch | M. Sven Clement | M. Gusty Graas
5. **Ordre du jour (suite)** p. 48
   M. Claude Wiseler, Président
6. **8353 – Projet de loi portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement et portant modification**
   **1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;**
   **2° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;**
   **3° de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement ;**
   **4° de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable** p. 48
   Rapport de la Commission des Finances et de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire : Mme Diane Adehm | M. Gilles Baum
   Discussion générale : M. Alex Donnersbach | Mme Carole Hartmann | Mme Paulette Lenert (dépôt des motions 1 et 2) | Mme Alexandra Schoos | M. François Bausch (intervention de M. Gilles Baum) (dépôt de la motion 3) (dépôt des amendements 1 à 4) | M. Marc Goergen | M. David Wagner | M. Franz Fayot | M. Patrick Goldschmidt (interventions de M. François Bausch) | M. Alex Donnersbach

Prises de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Vote sur l'amendement 1 (rejeté)
Amendement 2 : M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mme Paulette Lenert
Vote sur l'amendement 2 (rejeté)
Vote sur l'amendement 3 (rejeté)
Vote sur l'amendement 4 (rejeté)
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8353
Motion 1 : Mme Taina Bofferding
Retrait de la motion 1
Motion 2 : M. Gilles Baum | M. François Bausch | M. Marc Goergen | Mme Paulette Lenert | M. Alex Donnersbach
Vote sur la motion 2 (rejeté)
Motion 3 : M. Gilles Baum | Mme Alexandra Schoos | M. Marc Goergen (intervention de M. Gilles Baum) | M. David Wagner | M. Alex Donnersbach | M. François Bausch
Vote sur la motion 3 (rejetée)

7. **Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la situation au Proche-Orient (suite)** p. 70
Résolution 1 (suite) : M. Gusty Graas (dépôt de la résolution 1 modifiée)
Vote sur la résolution 1 modifiée (adoptée)

8. **8357 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement** p. 71
Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire : M. Gilles Baum
Discussion générale : M. Alex Donnersbach | Mme Paulette Lenert | Mme Alexandra Schoos | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Goergen | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8357 et dispense du second vote constitutionnel

9. **8353 – Projet de loi portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement et portant modification**
**1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;**
**2° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;**
**3° de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement ;**
**4° de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable (suite)** p. 72
Dispense du second vote constitutionnel

10. **8358 – Projet de loi portant modification :**
**1° de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;**
**2° de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable** p. 72
Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire : M. Gilles Baum
Discussion générale : M. Marc Lies | Mme Paulette Lenert | Mme Alexandra Schoos | M. François Bausch | M. Marc Goergen | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8358 et dispense du second vote constitutionnel

11. **8359 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du logement »** p. 73
Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire : M. Gilles Baum
Discussion générale : M. Marc Lies | Mme Paulette Lenert | Mme Alexandra Schoos | M. François Bausch | M. Marc Goergen | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8359 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; M. Claude Meisch et M. Gilles Roth, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Xavier Bettel,** Vice-Premier ministre | Nee, Här President, dat ass net de Fall.

## 2. Ordre du jour

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

***Communications du Président – séance publique du 14 mai 2024***

*1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

*Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.*

*2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :*

*8380 – Proposition de modification des articles 102, 104 (2) et 105 (1) du Règlement de la Chambre des Députés relative aux nouveaux projets d'infrastructure dans le cadre du débat sur la politique financière et budgétaire*

*Dépôt : Mme Corinne Cahen, Députée, le 07/05/2024*

*8381 – Projet de loi portant modification du Code de procédure pénale*

*Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 08/05/2024*

*8299A – Projet de loi portant modification de :*
*1° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;*
*2° la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;*
*en vue d'arrêter un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature de l'ordre judiciaire pour les années judiciaires 2024/2025, 2025/2026 et 2026/2027*

*Scission du projet de loi 8299 le 13/05/2024*

*8299B – Projet de loi portant modification de :*
*1° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;*
*2° la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;*
*3° la loi modifiée du 23 janvier 2023 portant organisation du Conseil national de la justice ;*
*en vue de créer un pool de réserve des postes de magistrat auprès du Conseil national de la justice*

*Scission du projet de loi 8299 le 13/05/2024*

*3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

*3162 – Demande de pétition publique : Token Luxtrust fir Bankiwwerweisunge mat Sécherheet, ouni gehackt ze ginn*

*Dépôt : M. Patrick Jean Arthur Grenez, le 07/05/2024*

*3163 – Demande de pétition publique : Schueberfouer bezuelbar maachen*

*Dépôt : M. Gilles Dechambre, le 07/05/2024*

*3164 – Demande de pétition publique : Pour la fin des travaux dans la rue Maurice Barrès à Cessange – Plus de travaux effectifs depuis plusieurs années et une rue très dégradée*

*Dépôt : M. Yvan Scigala, le 07/05/2024*

*3165 – Demande de pétition publique : Élargir les critères d'éligibilité pour la nationalité luxembourgeoise, reconnaissance des compétences linguistiques dans les deux langues officielles du pays*

*Dépôt : M. Hicham Benmabkhout, le 07/05/2024*

*3166 – Demande pétition publique : Protéger les arbres dans les zones urbaines contre les abattages sans permis de la municipalité*

*Dépôt : M. José Bento Pereira, le 07/05/2024*

*3167 – Demande de pétition publique : Mise en place d'un projet de loi pour l'obtention systématique de l'aide au réemploi pour les seniors de plus de 55 ans*

*Dépôt : M. Claude Homerovski, le 07/05/2024*

*3168 – Demande de pétition publique : Eine Arbeitsvignette für während den Arbeitszeiten*

*Dépôt : Mme Myla Adèle Cristeta Diederich, le 08/05/2024*

*3169 – Demande de pétition publique : Strengere Maßnahmen gegen Fußgänger, die bei Rot die Straße überqueren*

*Dépôt : Mme Aline Pütz, le 08/05/2024*

*3170 – Demande de pétition publique : Plantation à grande échelle d'arbres fruitiers dans l'espace public et notamment dans les parcs et espaces verts*

*Dépôt : M. Julien Assouline, le 08/05/2024*

*3171 – Demande de pétition ordinaire : Apple Weather Data Addition*

*Dépôt : M. Antoine Elias Assaf, le 08/05/2024*

*3172 – Demande de pétition publique : Steierentlaaschtung fir Pensionnairen*

*Dépôt : M. Fernand Seidel, le 08/05/2024*

*3173 – Demande de pétition publique : Droit d'un enfant mineur né à Luxembourg ou à l'étranger de pouvoir utiliser son nom d'usage désigné*

*Dépôt : Mme Liliana Ciontu, le 09/05/2024*

*3174 – Demande de pétition publique : Légaliser l'interfile pour les motos lors des embouteillages*

*Dépôt : M. Rui Fernandes, le 09/05/2024*

*3175 – Demande de pétition publique : Écologie : Introduction de dispositif de consignes*

*Dépôt : M. Adam Oth, le 13/05/2024*

*3176 – Demande de pétition publique : Interdire l'utilisation des smartphones dans l'enceinte de l'école*

*Dépôt : Mme Cristina Matita, le 13/05/2024*

*3177 – Demande de pétition publique : Mehr Unterstützung vom Staat für jeden, um sich eine Wohnung leisten zu können / Plus de soutien de l'État pour que chacun puisse s'offrir un logement*

*Dépôt : Mme Samantha Kleren, le 13/05/2024*

*3178 – Demande de pétition ordinaire : Antrag, dass die Grundvoraussetzungen zur Realisierung des „Green Deal" auch beim Bürger umsetzbar gemacht werden*

*Dépôt : Mme Simone Hamacher et M. Peter Hamacher, le 13/05/2024*

*N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.*

*(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)*

## 4. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la situation au Proche-Orient

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Situatioun am Noen Osten, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalen. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet 10 Minutten. Déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéiten hu 5 Minutten. D'Regierung huet 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Christophe Hansen, den Här Gusty Graas, den Här Fernand Kartheiser, den Här François Bausch an den Här Ben Polidori. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Yves Cruchten als Vertrieder vun der LSAP-Fraktioun. Här Cruchten.

***Exposé***

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, ech géif gären ufänke mat engem Merci fir d'alleréischt, dass mer iwwerhaapt dës Debatt haut kënne féieren. Ech huelen nämlech un, dass et villen heibannen d'selwecht ergeet an dass se de Besoin verspieren, iwwert dat onerträglecht Leed vun de Leit am Gazaträifen ze schwätzen.

Ech wéilt awer och alle Parteien hei an der Chamber Merci soe fir d'Manéier, fir d'Aart a Weis, wéi mer bis ewell mat deem Konflikt hei am Noen Osten ëmgaange sinn. Mir hunn et bis ewell fäerdegbruecht, hei an der Chamber doriwwer ze diskutéiere mat allen Nuancen an Ënnerscheeder, déi mer selbstverständlech hunn, ouni eis géigesäiteg un de Kapp ze geheien, datt deen een op där enger Säit Terrorist wär oder een aneren Antisemitt oder de Genocide géif guttheeschen.

Dat ass leider net selbstverständlech, wann een déi opgehëtzte Stëmmung am Ausland suivéiert oder och heiansdo bei eis hei zu Lëtzebuerg an de soziale Meedien. D'Protester géint Israel op amerikaneschen an europäeschen Unien eskaléieren a sinn den Ausdrock vun där Onmacht an der Roserei, déi ee verspiert, wann een déi dramatesch Biller aus Palästina gesäit. Och wann et schwéierfält, musse mir awer kënnen differenzéiert driwwer schwätzen. Ee falscht Wuert an et riskéiert een, an en Eck gedréckt ze ginn. D'LSAP steet hei an der Diskussioun a kengem Eck, mee si steet un der Säit vun deene villen onschëllege Mënschen, déi am ganzen Noen Osten an Angscht an a Verzweiflung liewe mussen.

Ech verheemlechen Iech net, datt ech Bauchwéi kréien, wann ech un déi israeelesch Regierung denken, déi zanter siwe Méint no deem brutalen Iwwerfall vum Hamas e Krich féiert, bei deem déi onschëlleg Zivillbevëlkerung a Palästina alt nees ze leiden huet. Ech tréischte mech awer domadder, datt och vill Israeelien net mat hirer Regierung averstane sinn an dat och reegelméisseg mat Protester zum Ausdrock bréngen.

Déi israeelesch Regierung huet sech als Zil gesat, den Hamas ze eliminéieren, a féiert dowéinst e Krich quasi géint d'Zivillbevëlkerung am Gaza. Mee dee Krich géint den Hamas, deen ass net ze gewannen. Den Hamas, dat sinn net just Terroristen, mee dat ass och eng Ideologie, e politescht Zil, an déi kann een net mat Bommen ausläschen.

Wat geschitt, wann et dann endlech e Waffestëllstand sollt ginn? Wéi gesäit d'Zukunft aus vu Palästina? Wéi soll Palästina spéider verwalt ginn? Wéi soll nees opgebaut ginn? Wéi soll erëm Hoffnung a Fridde sech breetmaachen? Keng Äntwert dorobber gëtt et vum Här Netanjahu a sengem Cabinet. Déi israeelesch Regierung féiert deemno e Krich, dee se net ka gewannen a wou se zwar wousst, wéi se géif an de Krich eraklammen, mee net méi weess, wéi se elo erëm soll do erauskommen, an dofir einfach weiderfiert mat de Bombardementer.

An der Tëschenzäit sinn iwwer 35.000 Mënschen am Gazaträife gestuerwen. Iwwert d'Hallschent vun den Affer si Fraen a Kanner. Aner Zuele gi souguer méi wäit a soe bis zu 70 %. All zéng Minutte gëtt e Kand ëmbruecht oder verletzt. Obschonns Kanner am Krich e besonnesche Schutzstatus hunn, leide si am meeschten ënnert deene grujelegen Attacke vun der israeelescher Arméi. 1,9 Milliounе Palästinenser hunn hiert Doheem misse verloossen a sinn op der Flucht, op der Sich no engem Daach iwwert dem Kapp a virun allem no Sécherheet.

Déi israeelesch Arméi bombardéiert Flüchtlingscampe gradewéi Klinicken, Kierchen, Moscheeën, Wunnquartieren, Schoulen, kritesch Infrastrukturen. An dofir gëtt et och Beweiser: Amnesty International an aner Organisatiounen hu vun deene grausamen Attacke Satellittefotoen, déi dat Ganzt dokumentéieren. Dat hei si ganz kloer Verstéiss géint d'internationaalt humanitäert Recht a mir mussen dat och esou benennen. Wéinst de Bombardementer hunn 2,2 Milliounе Mënsche keen Accès zu propperem Waasser, Iessen, medezinneschem Material oder Medikamenter. D'Gesondheetsversuergung ass total kollabéiert. Et geet näischt méi!

Virun e puer Woche gouf e Massegraf an enger Klinick zu Khan Yunis fonnt. 283 Mënsche sinn hei brutal ëmbruecht ginn. Verschiddener haten d'Hänn verbonnen a si goufe mënschenonwierdeg meeterdéif ënner Dreck an Offall begruewen.

All déi Attacke vun der israeelescher Arméi sinn op dat Schäerfst ze verurteelen a mussen dokumentéiert ginn, fir spéider opgeschafft ze ginn. Et muss kloer ginn, wat virgefall ass, an déi Verantwortlech mussen och zur Rechenschaft gezu ginn! Dat internationaalt Recht gëllt nämlech fir jiddereen. Deem ka keen Eenzelnen an och kee Staat sech entzéien. Déi palästinensesch Populatioun muss méi leiden, wéi mir eis et warscheinlech virstelle kënnen. An et ass eng Fro vu Mënschlechkeet, hei Verantwortung ze huelen, engersäits déi richteg Wierder ze fannen an ze handelen – elo, direkt!

Mir bedaueren dowéinst och, datt déi Lëtzebuerger Regierung zéckt, fir Lëtzebuerger Residenten ze hëllefen, hir Familljememberen aus Gaza ze evakuéieren. Mir wëssen, dass dat net evident ass, Leit aus Gaza erauszekréien, mee d'Regierung gëtt eis net den Uschäin, wéi wa se wierklech géing probéieren, Leit mat Famill zu Lëtzebuerg aus dem Krichsgebitt erauszekréien.

Här President, wa mir haut vun der Situatioun am Noen Oste schwätzen, musse mer och e puer Wierder zum Rakéitenugréff vun der iranescher Regierung op Israel verléieren. De Krich am Gaza muss een natierlech am geopolitesche Kontext gesinn. Op dëser Plaz wëll ech am Numm vun der LSAP-Fraktioun souwuel den iranesche Rakéitenugréff op Israel wéi och d'Attack op d'Konsulat zu Damaskus verurteelen. Et ass jo ze fäerten, dass et zu engem Flächebrand kënnt an der ganzer Regioun. A mir wëssen, wéi einfach et ass, Feier ze leeën, a wéi schwéier et ass, fir et duerno ze läschen.

D'Eskalatioun vun de Relatiounen tëscht Israel an dem Iran huet méi oder manner direkt Implikatiounen op d'Situatioun a Gaza. Et kann ee vill doriwwer spekuléieren, wéi eng Konsequenzen de Rakéitenugréff vum 13. Abrëll huet, wat déi genee Hannergrënn sinn a wéi eng Auswierkungen dat op d'Relatioune vun den USA mat Israel huet. Mee eent ass kloer: Et huet net zur Stabilitéit vun der Regioun bäigedroen. Stabilitéit ass awer dat, wat d'Mënschen am Noen Osten elo dréngend brauchen. An do huet déi international Communautéit – a jo, och Lëtzebuerg – eng Verflichtung, fir Drock ze maachen, fir Stabilitéit a Fridden erbäizeféieren.

Här President, am Januar hunn ech hei op der Tribün beklot, datt déi international Gemeinschaft nokuckt,

wéi all Dag onschëlleg Ziviliste massakréiert ginn. Dorunner huet sech leider bis elo net vill geännert. Mee lues a lues ass awer en Ëmdenken amgaang. Sou hunn d'Amerikaner, awer och eis däitsch Noperen decidéiert, hir Waffeliwwerungen un Israel ze iwwerdenken.

Här President, ech hu virdru gesot, datt ee mat Bommen a Granaten net ka géint eng Iddi oder eng Ideologie gewannen. Wa mer awer wëllen eppes ënnerhuele géint d'Radikaliséierung vun der Bevëlkerung, da musse sech fir d'éischt d'Liewensëmstänn vun de Mënschen am Gazasträife fundamental verbesseren. Dat setzt viraus, datt d'Palästinenser hiert eegent Schicksal kënnen an d'Hand huelen an dobäi gehollef kréie vun der internationaler Gemeinschaft.

Ech hunn an der Debatt vum 16. Januar hei am Haus gutt nogelauschtert, a quasi all d'Riedner ware sech eens, datt d'Zweestaateléisung deen eenzege Wee ass, fir de Konflikt, dee jo wierklech schonn eng laang Geschicht huet, op en Enn ze bréngen an hoffentlech fir Fridden an der Regioun ze suergen. Fir dass et awer zu där Zweestaateléisung kënnt, brauche mer natierlech och zwee international unerkannte Staaten. D'Unerkennung vu Palästina ass deemno eng Prekonditioun, fir eng Zweestaateléisung ze kréien.

2014 huet d'Chamber mat 34 Jo-Stëmmen eng Motioun ugeholl, déi d'Lëtzebuerger Regierung opfuerdert, de Staat Palästina unzeerkennen. Den Zäitpunkt dofir gouf deemools bewosst der Regierung iwwerlooss an der Hoffnung, datt een déi Unerkennung hätt kënnen zesumme mat aneren europäesche Memberstaate maachen, fir esou méi Poids ze hunn op internationalem Parkett. Haut, zéng Joer duerno, ass awer nach näischt geschitt an déi Motioun läit nach ëmmer hei um Dësch.

Wéinst der dramatescher Eskalatioun am Noen Oste si rezent awer e puer Länner um Wee, fir Palästina unzeerkennen. Irland, Slowenien, Malta an Norwegen ënnerstëtzen d'Initiativ vu Spuenien, fir Palästina unzeerkennen. Aacht EU-Memberstaaten hu Palästina bis haut schonn unerkannt. De Josep Borrell huet confirméiert, datt weider EU-Memberstaaten amgaange sinn, d'Unerkennung vu Palästina ze préiwen an duerchzezéien.

Gläichzäiteg läit den UNO-Bäitrëtt vu Palästina um Dësch. Déi lescht Woch huet d'Assemblée générale vun der UNO mat 143 Jo-Stëmme géint 9 Nee-Stëmmen a 25 Enthalungen eng Resolutioun ugeholl, déi de Palästinenser den Observateursstatus an der UNO opwäert an déi de Conseil de sécurité opfuerdert, seng Haltung zur Unerkennung vu Palästina ze iwwerdenken. Obschonns de Vott vun der Assemblée générale net duergeet, well och de Sécherheetsrot muss säin Accord ginn, kann een net ofstreiden, datt mer hei op engem sougenannte Wendepunkt sinn an datt dëse Vott schonn historesch ass.

Mir sinn also an engem kritesche Moment vun der Geschicht vu Palästina. Fir d'Selbstbestëmmung vum palästinensesche Vollek an am Sënn vum Fridden an der Regioun appelléiere mir un eis Regierung, fir sech elo deenen europäesche Staaten unzeschléissen, déi e palästinensesche Staat unerkenne wëllen.

Dofir deposéieren ech eng Motioun, déi d'Regierung derzou oprifft, sech der Initiativ vun aneren EU-Staaten unzeschléissen an d'Motioun vum Dezember 2014 ëmzesetzen an deemno Palästina formell unzeerkennen.

Wann et deenen, déi hei fir eng Zweestaateléisung plädéieren, wierklech eescht gemengt ass, da musse se och dës Motioun matstëmmen.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*constatant*

*– l'échec à ce jour des tentatives de relance par la communauté internationale du processus de paix engagé depuis 1991 entre Israéliens et Palestiniens,*

*réaffirmant*

*– le droit inaliénable à l'autodétermination inscrit dans l'article 1er de la Charte des Nations Unies, dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques,*

*considérant*

*– la motion de la Chambre des Députés du 16 décembre 2014 concernant la reconnaissance d'un État de Palestine invitant le Gouvernement « à reconnaître formellement l'État de Palestine dans les frontières de 1967 uniquement modifiées moyennant accord des deux parties, au moment qui sera jugé le plus opportun » ;*

*– les multiples violations du droit international et humanitaire commises par la force de défense d'Israël et les autorités israéliennes ainsi que par le Hamas ;*

*– que l'organisation terroriste du Hamas ne représente pas le peuple palestinien ni ses aspirations légitimes ;*

*– la volonté de reconnaître la Palestine exprimée par l'Espagne, l'Irlande, Malte et la Slovénie lors du sommet européen à Bruxelles le 21 et 22 mars 2024, motivée par le raisonnement « que le seul moyen de parvenir à une paix et à une stabilité durable dans la région est de mettre en œuvre une solution à deux États, avec des États israélien et palestinien vivant côte à côte, dans la paix et la sécurité » ;*

*– la résolution A/ES-10/L. 30/Rev. 1 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 mai 2024 avec 143 voix pour, 9 contre et 25 abstentions, recommandant au Conseil de sécurité de « réexaminer favorablement » l'adhésion de la Palestine à part entière aux Nations Unies et rehaussant le statut d'État observateur de l'État de Palestine,*

*invite le Gouvernement à*

*- s'associer à l'initiative de l'Espagne, de l'Irlande, de Malte et de la Slovénie et de satisfaire à la demande formulée dans la motion de la Chambre des Députés du 16 décembre 2014, à savoir la reconnaissance formelle de l'État de Palestine.*

*(s.) Yves Cruchten, François Bausch, David Wagner.*

Här President, den Ament réckelt déi israeelesch Arméi vir an den Uertschaften Dschabalia, Beit Lahia, Beit Hanun, an och am Norden ass se erëm méi aktiv. D'Stad Rafah, an déi iwwer eng Millioun Palästinenser geflücht sinn, gëtt attackéiert an d'Leit ginn opgefuerdert, op en Neits fortzelafen.

Déi israeelesch Arméi huet kee kredibele Plang, fir d'Zivillbevëlkerung effikass ze schützen. Hëllefsconvoie ginn entweeder ganz blockéiert oder nëmme ganz sporadesch duerchgelooss. Déi humanitär Katastroph riskéiert, sech nach emol dramatesch ze verschäerfen.

Dofir widderhuele mir eis Fuerderunge vum Januar: éischtens: direkten onkonditionelle Waffestëllstand, zweetens: d'Fräiloosse vun alle Geiselen, drëttens: direkten an ongehënnerten humanitären Accès fir d'Zivillbevëlkerung.

Här Ausseminister, Dir sollt deemnächst an Israel an a Palästina reesen. Huelt wannechgelift dëse Message vun der Lëtzebuerger Chamber mat a sot de Palästinenser wannechgelift, si wären eis net egal.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci. Här Cruchten.

Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Christophe Hansen. Här Hansen.

***Débat***

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Villmools merci, Här President. Här Ausseminister, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, bal véier Méint ass et elo hier, du stoung ech och schonn hei um Riednerpult an hunn iwwert d'Lag am Noen Osten an notamment déi ugespaante Situatioun tëschent Israel a Palästina geschwat.

An haut, véier Méint méi spéit, ass d'Realitéit leider nach ëmmer katastrophal, voire nach méi schlëmm, wéi se war. Mee et gëtt näischt Schlëmmeres, wéi näischt ze soen, wann d'Mënscherechter mat Féiss getrëppelt ginn.

D'Situatioun huet sech net verbessert, bien au contraire, an dofir soen ech der LSAP villmools Merci, datt si dës Aktualitéitsstonn ugefrot hunn a mir eis haut nees mat där doter Situatioun am Noen Oste beschäftegen an derzou ausdrécke kënnen.

Déi humanitär Situatioun an der Grenzstad Rafah ass op engem absolutten Déifpunkt – méi komplex a méi onberechebar wéi jee virdrun. Dat soen net ech, mee dat seet d'Unicef offiziell. An och den Nouthëllefsbüro OCHA schwätzt vun engem nach ni do gewieschten Ausmooss, wou Kanner an Zivilisten erhéngeren, stierwen, well et tout simplement keng medezinnesch Versuergung méi gëtt.

Ma och déi innepolitesch Situatioun an Israel ass extreemst ugespaant an d'Leit ginn zu Dausenden op d'Strooss géint d'Politick vum Netanjahu an d'Ausnotze vum Konflikt fir seng eege politesch Zwecker, ouni Rücksicht op Verloschter.

Et gëtt ni e Grond, dee rechtfertegt, Zivilisten, Kanner, Fraen ze vergewaltegen, ëmzebréngen oder ze entféieren. Et gëtt och ni e Grond, de Leit d'Iessen, d'Waasser oder d'Medikamenter ze verwieren. An et gëtt ni e Grond, Spideeler, Schoulen oder Hëllefsinfrastrukturen ze zerstéieren. An och den Hamas muss sech bewosst sinn, dass seng Aktiounen déi humanitär Situatioun vum palästinensesche Vollek mat ze verantwerten hunn. Mee soulaang Kugelen, Bommen a Rakéite fléien, wäert et keng seriö Verhandlunge ginn, fir Fridden oder op d'mannst eng Wafferou am Noostkonflikt ze kréien.

Mee do si mer nach ganz wäit dervun ewech, besonnesch well den Netanjahu d'Situatioun och nach weider eskaléieren deet: eng Attack op en iranescht Konsulat zu Damaskus, dat ass scho genannt ginn, an déi direkt Riposte mat Rakéiten an Drone Richtung Israel.

Mat dem Weiderféiere vun der Offensiv vun der israeelescher Arméi op Rafah gëtt nëmmen nach weider Ueleg op d'Feier geschott an onschëlleg Ziviliste ginn tout simplement an den Doud gedriwwen. Well och wa schonn eng 300.000 Palästinenser aus Rafah geflücht sinn, bleiwen der awer nach Honnertdausenden do, well et einfach keng sécher Gebidder méi dohanne gëtt.

Den internationalen Drock op Israel wiisst an en Deel vun der internationaler Communautéit reagéiert och direkt. D'USA hunn op en Neits un Israel appelléiert, d'Offensiv op Rafah ofzebriechen an annoncéiert, Offensivwaffeliwwerungen un Israel ze stoppen. D'Studenteprotester sinn och scho genannt ginn, op der Sciences Po zu Paräis, op der Columbia University zu

New York, op der Freie Universität Berlin an op séllegen aneren Unie mobiliséiere sech Dausende Studente géint de Krich.

An d'Tierkei, wat bis elo deen nooste muslimesche Partner vun Israel war, huet ugekënnegt, den Handel mat Israel ze stoppen, a se huet un d'USA an d'EU appelléiert, méi Drock op Israel ze maachen, fir déi proposéiert Wafferou ze akzeptéieren. An Ägypten ënnerstëtzt elo Südafrika bei senger Genozidklo beim Internationale Geriichtshaff, och wann dës Initiativ inkohärent wierkt, wann Ägypte gläichzäiteg seng Grenzen zum Palästinensergebitt zouhält.

A wéi gesäit dann elo déi europäesch Reaktioun dorobber aus? Ma beim Vott vun der Resolutioun fir d'Ënnerstëtzung vum palästinenseschen Antrag op eng Memberschaft bei der UNO huet Lëtzebuerg zwar derfir gestëmmt, mee och zwee EU-Länner hunn dergéint gestëmmt an eelef EU-Länner hu sech enthalen.

A wann een déi spuenesch Press e bësse suivéiert, do huet „El País" rapportéiert, dass eng Grupp vun EU-Länner mat Irland, Malta a Slowenien – den Här Cruchten huet et och genannt – elo, ugefouert vu Spuenien, wëllt den 21. Mee de palästinensesche Staat unilateral unerkennen.

Mat esou Aktiounen, muss ech Iech soen, spane mer d'Kar virun den Ochs! Nee, et gesäit een, alles europäesch: Et gesäit alles duerjerneen aus, onkoordinéiert an onentschloss! Do muss eng gemeinsam Haltung kommen an net eenzel Aktioune just fir d'politescht Gutdünken.

Dat muss sech elo awer änneren. A mir mussen eis Demanden u béid Krichsparteien elo richteg formuléieren, fir eng direkt Wafferou ze erreechen. Den Hamas muss all d'israeelesch Geisele fräiloossen. Israel däerf op kee Fall Rafah iwwerrennen, well d'Recht op Selbstverdeedegung bedeit, laut Vëlkerrecht Artikel 51 aus der UN-Charta, eng Attack ofzewieren, awer net déi Vergeltung, déi elo do amgaang ass, gemaach ze ginn. An all Kanal fir iwwerliewenswichteg humanitär Hëllef muss opgemaach ginn a vun Hamas a vun Israel verschount bleiwen. A véiertens: Déi illegal Kolonisatioun vun der Westbänk muss ophalen, wann déi israeelesch Regierung wierklech u Fridden an Deeskalatioun interesséiert ass.

Dëst si véier essenziell Konditiounen, déi d'CSV gesäit, fir de Wee zréck un de Verhandlungsdësch ze fannen. An dëst sollen awer och eis Konditioune sinn, fir eng weider politesch a wirtschaftlech Kooperatioun tëschent der EU an Israel. An dëst sinn och d'Viraussetzunge fir eng definitiv Zweestaateléisung, déi laangfristeg Fridde brénge kéint.

Ofschléisse wëll ech, Dir Dammen an Dir Hären, mat engem Zitat vum Mahatma Gandhi: „Le silence devient lâcheté lorsque l'occasion exige de dire toute la vérité et d'agir en conséquence." À méditer, Mesdames et Messieurs.

Ech soen Iech villmools Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hansen. Den nächste Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas.

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Muer ginn et 76 Joer, datt de Staat Israel gegrënnt gouf, an zënterhier kënnt dat Land net zur Rou. Ech erënneren hei un de Sechsdeegkrich vun 1967, de Jom-Kippur-Krich vun 1973, eng ganz Rei Attacken dertëschent, terroristesch Attacken, an dann natierlech elo de leschte 7. Oktober déi terroristesch Attack vun Hamas.

Jiddefalls, no där Attack ass de Konflikt nach vill méi grouss ginn. Dat ass dat mannst, wat ee ka soen! Et ass hei schonn ënnerstrach ginn: Selbstverständlech muss een dem Land Israel e Selbstverteidegungsrecht zouerkennen, esou wéi dat jo och am Artikel 51 vun der UN-Charta festgehale ginn ass. Bis elo sinn eng ronn 35.000 Leit an der Gazaträif gestuerwen, an net méi spéit wéi de Moie konnt een och nach an der Press liesen, datt den OCHA u sech dervun ausgeet, datt leider nach Dausende vu Leit do ënnert den Trümmer wäerte leien.

D'Situatioun ass extreem dramatesch, besonnesch déi medezinnesch Versuergung ass op engem Punkt ukomm, wéi mir eis et emol net kënnen an deene schlëmmsten Dreem virstellen.

Et ass evident, datt e Land, wat attackéiert gëtt, sech och muss verteidege kënnen. An trotzdeem muss een an engem gewëssene Moment d'Fro stellen, ob dat an dësem Fall net disproportional ass. Jiddefalls, d'Attack elo op d'Stad Rafah an och déi geplangte Buedemoffensiv hu fir ganz grouss international Kritick gesuergt. Souguer d'USA, déi jo am Fong geholl bis elo nach ëmmer dee gréisste Verbündete vun Israel waren, hu gewarnt virun enger Buedemoffensiv an hunn och an Aussiicht gestallt, datt keng Bomme méi géifen un Israel geliwwert ginn. Dat ass en däitlecht, e ganz kloert Signal!

Datt elo – an dat sinn och nei Chifferen – 450.000 Leit vun Israel opgefuerdert goufen, d'Stad Rafah ze verloossen, och dat ass e Virgang, dee muss hannerfrot ginn. Si solle sech an d'Al-Mawasi-Lager zréckzéien. Jiddefalls huet den Här Netanjahu schonn ugekënnegt, datt esou oder esou géif d'Stad Rafah attackéiert ginn, ob d'Geisele fräikéimen oder net. Eppes ass evident: Israel ass hei amgaang, de Konflikt ze verschäerfen. Israel riskéiert awer och, sech duerch déi Virgoensweis international ëmmer méi ze isoléieren. Duerfir ass awer zumindestens d'Fro ze stellen, ob hir Virgoensweis nach kompatibel ass mam internationale Vëlkerrecht.

D'humanitär Hëllef ass ouni Zweifel méi wéi urgent. Et ass eng reegelrecht Hongersnout am Norde vun der Gazaträif entstanen, an hei beruffen ech mech och op e Bericht vun der Direktesch vun dem UNO-Welternärungsfong, déi ganz kloer seet, datt d'Situatioun extreem, extreem dramatesch ass. Duerfir ass et och ze begréissen, datt déi europäesch Kooperatiounsministere jo elo decidéiert hunn, iwwert d'UNRWA am Fong nach méi Hëllef ze leeschten. Ech wëll dann och drop hiweisen, vu datt jo zu der UNRWA elo awer eng Rei Diskussiounen opkomm waren, datt e Rapport erauskomm ass vun der fréierer franséischer Ausseministesch, der Catherine Colonna, dee ganz kloer seet, et géife keng Beweiser virleie fir d'Uschëllegungen, soudatt een also elo nëmme kann ënnerstëtzen, datt am Fong d'UNRWA d'Aarbecht erëm voll ophëlt, an och déi Demokratesch Partei steet do ganz derhannert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat wierklech immens ze bedaueren ass, ass, datt elo eng gewësse Well vun Antisemitismus sech iwwert d'Welt breetmécht – et ass virdru schonn hei gesot ginn –, a verschiddenen Universitéiten, sief dat an den USA, sief dat an Däitschland, an dat ass extreem geféierlech. An ech wëll awer hei och soen: Kritick un der israeelescher Regierung muss erlaabt sinn, ouni datt een awer gläichzäiteg dowéinst als Antisemitt duergestallt gëtt. Esou einfach kann et awer och net sinn!

D'Fro ass natierlech: Wéi kann endlech eng dauerhaft Léisung an deem Konflikt hei fonnt ginn? D'Viraussetzung ass natierlech en direkten definitive Waffestëllstand, d'Fräiloossung vun de Geiselen an natierlech och humanitär Hëllef. Dann natierlech, hu mer alleguerten hei, net gëschter an net virgëschter, mee scho laang, derfir plädéiert, datt endlech déi Zweestaateléisung soll kommen. Jo, am Prinzipp ass dat richteg. Mee an der Praxis ass dat guer net esou einfach. Well da musse mer emol diskutéieren: Wat stellt de Staat Israel duer? Wat géif en duerstellen? Wou sinn d'Grenzen? Ginn déi vun 1967 geholl? Ginn déi vun 1948 geholl? Dat sinn natierlech alles keng einfach Diskussiounen. Da muss een natierlech och op déi Siidlungspolitick vun Israel hiweisen, déi all déi Joerzéngten do gemaach gouf.

Eppes ass ganz kloer: Ouni Awierkung vu baussen dierft hei keen dauerhafte Fridden entstoen. Hei sinn natierlech an éischter Linn d'USA gefuerdert, mee awer och Länner wéi de Katar an Ägypte mussen hei eng ganz wichteg Roll spillen. Mir begréissen och, datt de Moment aktuell, jo, Friddensverhandlung ass vläicht ee grousst Wuert, mee zumindest Initiative lafen zu Kairo, fir am Fong dann d'Situatioun endlech an de Gréff ze kréien. Jiddefalls, eppes ass kloer: D'Loft fir Israel gëtt och méi dënn. Et ass virdru schonn hei higewise ginn op déi Resolutioun, déi elo an der Vollversammlung vun der UNO geholl ginn ass, mat der Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg, fir de Beobachtungsstatut vu Palästina nach auszeweiten. Dat fënnt natierlech och eis Ënnerstëtzung.

Jiddefalls, als Konklusioun muss ee soen: Et ass extreem schwéier, sech hei wierklech op déi eng oder déi aner Säit festzeleeën! Eis Positioun ass ganz kloer: Esou schnell wéi méiglech mussen hei Friddensverhandlunge gefouert ginn!

Ech hunn och an deem Sënn, wéi gesot, eng Resolutioun hei preparéiert. Ech weess net, Här President, däerf ech kuerz drop agoen?

*(Assentiment par la présidence)*

Dat ass léif. Just ganz schnell dann awer.

Wéi gesot, datt mer an där Resolutioun zréckbehalen, datt mer déi Pourparleren, déi de Moment zu Kairo lafen, voll wäerten ënnerstëtzen. Mir wëllen awer och nach eng Kéier hei ënnersträichen, ech hunn et virdru gesot: De Staat Israel besteet muer 76 Joer. Mir wëllen awer nach eng Kéier hei ganz kloer soen, datt Israel selbstverständlech och en Droit d'existence als Staat huet!

Dann awer och, datt déi militäresch Offensiv vu Rafah onbedéngt muss gestoppt ginn!

D'Aide humanitaire ass nach wie vor eng vun deene gréissten Erausfuerderungen. Mir begréissen och, datt Lëtzebuerg sech aktiv dorunner bedeelegt.

An dann awer zum Schluss natierlech erëm eng Kéier drop hiweisen, datt eeben d'Zweestaateléisung onbedéngt muss an d'A gefaasst ginn, datt dorobber muss higeschafft ginn.

A schlussendlech, datt awer och déi Kolonialisatiounspolitick vun Israel an där Form esou net méi kann akzeptéiert ginn.

Ech hu bis elo hei op där Resolutioun fënnef Ënnerschréften. D'Kolleege vun der ADR, do weess ech et net, si wäerte sech nach derzou äusseren. Dir hutt se jo och matgedeelt krut. A soss, mengen ech, huet jiddwereen heibanne se ënnerschriwwen, wat engem natierlech perséinlech Freed mécht. Ech wier och frou, wa mer déi awer vläicht eestëmmeg kéinten hei zréckbehalen, fir datt mer e kloert Signal als Lëtzebuerger Chamber géifen no bausse weisen, wou all déi ganz Problematik bis an dee leschten Detail opgelëscht gëtt a wou mer eng kloer Positioun huelen, datt et eis wierklech an éischter Linn ëm de Fridde geet. An, Här Kartheiser, Dir sot jo och esou oft, Dir

wiert fir de Fridden, dann hoffen ech, datt Der elo och fir de Fridde sidd an déi hei Affär dann och zumindestens mat ënnerstëtzt.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Graas, ech wier frou, wann Der mer se kéint ginn, wann Der se wëllt deposéieren.

*(Hilarité)*

**M. Gusty Graas** (DP) | Wannechgelift.

***Résolution 1***

*La Chambre des Députés,*

*– rappelant sa motion au sujet d'un cessez-le-feu immédiat à Gaza, adoptée à l'unanimité en séance plénière le 16 janvier 2024 ;*

*– considérant que l'Assemblée générale des Nations unies adopta, le 10 mai 2024, une résolution en faveur de l'admission de l'État de Palestine à l'ONU par une majorité absolue, y compris par la voix du Luxembourg, et rehaussa son statut d'Observateur permanent ;*

*– considérant que le département d'État des États-Unis critiqua, dans son rapport du 10 mai 2024, Israël au sujet du manque de protection de la population civile dans la bande de Gaza ;*

*– constatant que la guerre déclarée par Israël à la suite des attaques terroristes du 7 octobre 2023 fit au moins 34.900 morts dans la bande de Gaza ;*

*– saluant les contributions en aide humanitaire d'urgence fournie par le Grand-Duché de Luxembourg dans la bande de Gaza et dans la région ;*

*– condamnant l'attaque brutale par le Hamas contre Israël en date du 7 octobre 2023 au cours de laquelle environ 1.200 personnes furent tuées et environ 250 personnes furent prises en otage ;*

*– soulignant qu'un cessez-le-feu en novembre 2023 conduisit à la libération de 105 otages par le Hamas ;*

*– notant que chaque État a le droit de défendre ses citoyens contre des attaques terroristes, et ce dans les limites de la proportionnalité tout comme dans le respect du droit international humanitaire ;*

*– rappelant le droit à l'existence de l'État d'Israël dans un environnement géopolitique difficile ;*

*– affirmant que la résolution du conflit israélo-palestinien passe invariablement par la solution des deux États basée sur la négociation des parties concernées, soutenue de manière constante par le Luxembourg et l'Union européenne, impliquant la coexistence et la reconnaissance mutuelle de deux États démocratiques et souverains, à savoir l'État d'Israël et l'État de Palestine ;*

*– considérant que la politique de colonisation menée par le Gouvernement israélien est contraire au droit international et constitue une entrave majeure au processus de paix dans la région,*

*– demande aux parties au conflit à participer de manière constructive aux pourparlers au Caire, sous la médiation de l'Égypte et du Qatar, afin de parvenir à un accord en vue d'un cessez-le-feu immédiat et de la libération immédiate de tous les otages détenus par le Hamas ;*

*– demande à tous les acteurs de reconnaître le droit à l'existence de l'État d'Israël et de renoncer définitivement au terrorisme comme moyen politique ;*

*– demande instamment au Gouvernement d'Israël de ne pas poursuivre l'offensive militaire à Rafah, terre d'accueil de centaines de milliers de réfugiés palestiniens ;*

*– persiste dans sa demande adressée à Israël, l'exhortant à mettre en œuvre des mesures renforcées, absolument nécessaires, en vue de garantir la protection des populations civiles à Gaza ;*

*– soutient la mise en œuvre de toutes les mesures nécessaires afin d'assurer un acheminement sans entrave de l'aide humanitaire à toutes les populations dans le besoin ;*

*– s'engage en faveur de contributions par le Luxembourg à l'aide humanitaire d'urgence à Gaza et dans la région ;*

*– maintient son attachement à la solution des deux États comme seul moyen de garantir une paix équitable au Proche-Orient en rendant justice aux aspirations légitimes de tous les peuples de la région ;*

*– réitère aussi bien sa condamnation de la politique de colonisation du Gouvernement israélien ainsi que des attaques sur le territoire d'Israël et soutient les efforts diplomatiques de la communauté internationale pour mettre fin à cette politique.*

*(s.) Gusty Graas, François Bausch, Yves Cruchten, Christophe Hansen, Ben Polidori, David Wagner.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Kee Problem. Merci, Här Graas. Esou, an dann ass d'Wuert fir den Här Kartheiser. Här Kartheiser, et ass un Iech.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänke mat engem Merci un d'LSAP, un den Här Cruchten, dee ganz emotional – an zu Recht, mengen ech – Wierder fonnt huet, fir déi ganz Dramatik am Noen Osten ze beschreiwen. Déi Situatioun, déi mer elo hunn, ass eng, déi eis soll warnen, well mir haten hei e Konflikt, vun deem mer geduecht haten – och well an deene leschte Joren näischt méi war –, datt e sech vläicht berouegt hätt, obscho keng Friddens-, keng Verhandlungsléisung virlouch. A mir hunn eis do geiert! An dat soll eis weisen, wéi wichteg et ass, wa mer esou Situatiounen an der Welt hunn, wou esou Konflikter praktesch ongeléist do leien, datt mer eis ëmmer mussen druginn, fir ze probéieren, do Léisungen ze fannen.

De 7. Oktober 2023 gouf vun der Hamas e fuerchtbare Massaker ugeriicht, deen ee wierklech net schaarf genuch ka verurteelen. D'Recht vun Israel, fir sech ze wieren an ze verdeedegen, besonnesch no esou engem brutalen an terroristeschen Akt, muss onëmstridde sinn an et muss alles gemaach ginn, fir d'Geiselen ze befreien an hoffentlech lieweg a gesond nees heemzebréngen. An där Hisiicht kann de Staat Israel sech onageschränkt op eis voll Solidaritéit verloossen.

Dat Recht op Selbstverdeedegung muss awer am Aklang mam humanitäre Krichsrecht stoen. An dat, mengen ech – et ass vu ville Leit schonn opgeworf ginn –, dat ass hei problematesch. Mir wëssen, datt op där enger Säit d'israeelesch Arméi ganz grouss Efforte mécht, fir zivill Affer ze verhënneren. Mir gesinn awer och, datt dat net ëmmer de Fall ass an och net ëmmer fonctionéiert.

Dee ganzen Opwand, dee bedriwwe gëtt, huet net verhënnert, datt eng inakzeptabel héich Zuel un Zivilisten am Laf vun deene militäreschen Operatioune gestuerwe sinn oder soss zu Schued koumen. Zum Deel léisst sech déi dramatesch Entwécklung duerch d'Aktiounen an d'Perfidie vun der Hamas erklären, awer och d'Verantwortung vun Israel léisst sech net leegnen. Ech wëll just drun erënneren, datt d'Hamas och Installatiounen ënner Klinicken hat, Munitiounslageren a Schoulen an och déi eege Leit ugeschoss huet, wa se sech, géint d'Instruktioune vun der Hamas, vum Norden an de Süde vun der Gazasträif wollte retten.

D'ADR versteet, datt Israel déi militäresch Infrastruktur vun der Hamas an der Gazasträif wëllt zerstéieren, seet awer och, datt déi Ideologie, déi d'Hamas dréit, sech net duerch esou eng Aktioun eliminéiere léisst. Material a Strukture kann ee militäresch zerstéieren, den Haass awer net! Déi laangfristeg Léisung vum Konflikt läit also net an där Operatioun, déi Israel elo féiert. Si kann eng Verhandlungsléisung net ersetzen. Gaza brauch e politesche Projet an eng ekonomesch Perspektiv fir seng Zukunft.

Déi ganz schwéier Situatioun an der Gazasträif ass hei schonn thematiséiert ginn. Si muss eis jiddefalls derzou motivéieren, eis un enger méiglechst generéiser humanitärer Hëllef fir déi betraffe Populatioun ze bedeelegen, an dat gëllt selbstverständlech och fir all aner Staaten inklusiv d'Nopeschland Ägypten.

D'ADR warnt och virun enger Ausbreedung vum Konflikt an enger méi grousser Destabiliséierung am Noen Osten. Déi Attack vun Israel géint d'iranescht Konsulat zu Damaskus an déi iranesch Riposte hu gewisen, wéi séier dat ka geschéien. An enger Welt, déi leider schonn an héijem Mooss vum Krich gezeechent ass, sinn esou Entwécklunge besonnesch geféierlech a mussen onbedéngt verhënnert ginn!

D'ADR stellt fest, datt den Internationale Geriichtshaff zu Den Haag am Kontext vun där Klo vu Südafrika Israel eng Rei Oplagen am Kontext vu senger Operatioun am Gaza ginn huet a sech erwaart, datt Israel déi Oplagen anhält. D'Kredibilitéit an d'Autoritéit vum Internationale Geriichtshaff däerfen net a Fro gestallt ginn. Och d'International Criminal Court däerf net an hirer Aarbecht behënnert ginn oder ënner Drock gesat ginn. Mir hu gesinn an deene leschte Wochen, datt souwuel vun amerikanescher Säit wéi och vun israeelescher Säit probéiert gouf, d'Aarbecht vun deem Geriicht ze behënneren.

D'ADR ënnerstëtzt all Verhandlungsefforten, déi gemaach ginn, fir e Waffestëllstand ze erreechen an d'Geiselen ze befreien. Si seet all deene Staate Merci, déi hir gutt Déngschter ubidden, fir d'Situatioun am Noen Osten ze entschäerfen. Si erwaart sech vun der UNO a vun der Europäescher Unioun e staarken Engagement, fir e Waffestëllstand esou séier wéi méiglech ze facilitéieren.

D'Roll vun der UNRWA ass awer ze iwwerpréiwen – mir haten e puermol schonn heiriwwer geschwat –, an dat, wat an der UNRWA geschitt ass de 7. Oktober, muss och laangfristeg Konsequenze bréngen.

Eng eventuell Unerkennung vum Staat Palästina zu dësem Ableck ass net opportun. D'Terrorattack vum 7. Oktober däerf net indirekt zu engem politeschen Erfolleg féieren. E Staat Palästina muss all Dispositioune vum internationale Recht erfëllen, ier e kann unerkannt ginn, zum Beispill: eng kloer Definitioun vum Staatsvollek, eng kloer Delimitatioun vu sengem Territoire, eng erkennbar a legitiméiert Staatsautoritéit, an d'Fakultéit, mat anere Staate Bezéiungen ze fleegen – an dat heescht konkreet: d'Unerkennung vum Staat Israel.

Loosst mech zum Schluss nach soen, datt déi aktuell Evenementer am Noen Oste kee Virwand fir antisemitesch Aktivitéiten däerfen duerstellen! D'ADR verurteelt och all Versuch, fir Kënschtler an aner Privatleit wéinst hirer Nationalitéit oder den Aktivitéite vun hirer Regierung ze diskriminéieren.

Mir soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. An dann ass d'Wuert elo fir den Här François Bausch. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. An och merci der LSAP, dass si

déi Debatt haut ugefrot hunn. Ech mengen, et ass e richtege Moment, fir dat ze maachen. An ech mengen, ech kommen net derlaanscht, wéi jiddwereen, dee scho viru mer geschwat huet, natierlech drun ze erënneren, datt de 7. Oktober e grujelegt Attentat geschitt ass an Israel, wou d'Hamas mat bestialesche Methode virgaangen ass. An dat ass natierlech ze verurteelen. Dat ass och eestëmmeg gemaach ginn, virun allem, géif ech emol soen, eestëmmeg an allen demokratesche Länner. An dat ass och gutt esou.

A jo, et gëtt och selbstverständlech d'Recht fir Israel, wéi iwwregens awer och fir aner Staaten, op Selbstverteidegung. Duerfir muss dat Recht och garantéiert sinn.

Mee haut, méi wéi siwe Méint méi spéit, huet dat, wat an der Gazasträif geschitt, a mengen Aen net méi ganz vill mat Recht op Selbstverteidegung ze dinn, well déi Attacken op Gaza, wou d'Zivillbevëlkerung enorm drënner leit an Dausenden Opfer ze bekloen huet, déi spillt am Endeffekt souwisou der Hamas an d'Gräpp. Do brauche mer eis näischt virzemaachen.

Dee ganze Misär fir déi palästinensesch Zivillbevëlkerung provozéiert neien Haass an nei Roserei. An dat si keng gutt Viraussetzungen, fir eng friddlech Léisung ze kréien. De Risiko ass esou ganz grouss vun engem Flächebrand am Mëttleren Orient. Deen hätt fatal Konsequenze fir déi ganz Welt. Ech mengen, mir hunn nëmmen zu engem kuerze Moment gesinn opflackeren, wéi riskant et ass tëschent dem Iran an Israel. A glécklecherweis konnt dat agedämmt ginn. Mee mir gesinn un deem Beispill, wat fir eng Risiken datt mer droen. An ech wëll mer net ausdenken, wat dat géif bedeiten.

Dat aktuellt Virgoe vun Israel an der Gazasträif ass net ze rechtfertegen a ganz sécherlech keng Léisung fir de Fridden an der Regioun, weeder kuerz-, nach mëttel-, nach laangfristeg. D'USA halen et souguer fir méiglech, dass vun Israel mat Waffen, déi vun hinnen zur Verfügung gestallt gi sinn, an der Gazasträif Verstéiss géint d'Vëlkerrecht geschitt kënne sinn. Et géif Hiweiser ginn, esou d'Vereenegt Staaten, dass Israel Waffen an enger Aart a Weis agesat hätt, déi dem humanitäre Vëlkerrecht géife widderspriechen.

Deementspriechend geet och den amerikanesche President an déi amerikanesch Regierung ëmmer méi op Distanz zu deem, wat Israel an der Gazasträif mécht. A jo, et kann an et däerf net sinn, datt op där enger Säit d'Existenzrecht vun Israel a Fro gestallt gëtt, mee genausou hunn d'Palästinenser d'Recht op en eegene Staat. An dat ass et och, firwat mer se mussen ënnerstëtzen: fir datt se eng Kéier en eegene Staat kréien.

Dat militäresch mënschenonwierdegt Virgoen an der Gazasträif, dat muss en Enn kréien – aus humanitäre Grënn, mee och well eng Léisung vum Konflikt doduerjer all Dag méi wäit ewech vun eis kënnt.

Och d'UNO huet an enger rezenter Resolutioun de Palästinenser nei Rechter ginn oder hir Rechter gestäerkt. D'UNO-Resolutioun huet de Palästinenser zwar kee reguläert Stëmmrecht ginn, mee hinnen awer e Recht ginn, un de Vollversammlungen deelzehuelen. An zudeem huet dat Gremium, wou 193 Memberstaaten dra sinn, awer och dem Weltsécherheetsrot nogeluecht ze préiwen, fir datt eng voll Memberschaft vu Palästina soll esou séier wéi méiglech kommen.

Fir eis ass et kloer: Sou laang wéi mer net dem palästinensesche Vollek en eegent Recht op en eegene Staat unerkennen, sou laang wäert et kee Fridden an där Regioun do ginn.

An duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Mir verlaangen natierlech déi direkt Fräiloossung vun allen israeelesche Geiselen an de Stopp vun allen Hostilitéite géint Israel. Mir verlaangen awer och genausou, datt de Stopp kënnt par rapport zu dem Virgoen an dem Gazasträif selwer, an op alle Fall, op kee Fall méi weiderzefueren, fir ze versichen, d'Stad Rafah ze attackéieren a se – et muss een et esou soen, wéi et ass – herno dem Äerdbuedem gläichzemaachen.

Mir verlaangen awer och genausou déi direkt Unerkennung vun engem palästinensesche Staat. An duerfir ënnerstëtze mer och d'Motioun, déi d'sozialistesch Kolleegen erabruecht hunn. Duerfir hu mer déi och mat ënnerschriwwen.

Mir sinn och der Meenung, dass d'Regierung sech endlech soll kloer an direkt derfir ausschwätzen. A mir hoffen och, datt d'Chamber esou en Zeeche setzt. Et geet an eisen Aen nämlech net duer, ëmmer ze soen, et wär ee fir de Fridden an et géif ee mat jidderengem schwätzen. Et muss een och soen, wat ee konkreet bereet ass, ze maachen, fir e politesche Prozess am Gaza ze kréien, deen en dauerhafte Fridden am Noen Oste kann erméiglechen.

**Une voix** | Très bien!

**M. François Bausch** (déi gréng) | Well soss riskéiert erëm, dat ze geschéien, wat schonn 2002 bei der deemoleger israeelescher Konterterrorismusoperatioun „Defensive Shield" geschitt ass. Och deemools hunn d'Israeelien hiert Zil net erreecht, fir sech dauerhaft géint den Terrorismus ofzesécheren – am Géigendeel. D'Schwächung vun der palästinenser Autoritéit vum Jassir Arafat deemools huet letztendlech zu deem Machtvakuum gefouert, vun deem säithier d'Hamas konnt massiv profitéieren. Dat heescht, déi selwecht Hamas, déi de 7. Oktober esou brutal attackéiert huet.

D'Konfliktparteien an déi international Communautéit stinn haut méi wéi jee an der Verantwortung, fir nei Weeër ze fanne fir en dauerhafte Fridden. Mee duerfir brauch een awer och konsequent Schrëtt a kloer politesch Signaler.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. An den nächste Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol villmools merci dem Här Cruchten fir d'Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn.

Säit der leschter Debatt an der Chamber huet sech d'Situatioun ronderëm d'Gazasträif weiderhi verschlechtert. D'Piraten bleiwen derbäi: Dat, wat am Oktober zejoert geschitt ass, ass net ze verharmlosen an Israel huet kloert d'Recht, fir géint déi Terroriste virzegoen. Mënsche sinn ëmbruecht, zersteckelt, vergewaltegt ginn a goufen hire Famillje fortgerappt. Kee vun hinnen oder hire Familljen huet dat Schicksal verdéngt an näischt rechtfertegt dës onmënschlech Doten.

Mir Piraten fuerderen och weiderhin, datt d'Geiselen all op béide Säite fräigelooss ginn, respektiv hir Kierper hire Familljen iwwergi ginn, fir datt dës Gewëssheet kréien, wat op d'mannst mat hire Léifste geschitt ass a si deementspriechend och kënnen Äddi soen. Mir mussen hei awer och ganz kloer soen, datt d'Recht op Selbstverteidegung net heescht, datt net muss no de Konsequenze gekuckt ginn. Et kann net sinn, datt hei d'Gesetz vum Stäerkste gëllt.

Kloer fir eis Piraten ass och: D'Hamas ass net Palästina. D'Zivillbevëlkerung a Gaza ass net de Feind an dierf net als Feind consideréiert ginn. Am Gaza sinn et d'Zivilisten, déi sech net kënnen a Sécherheet bréngen, well et kee Wee eraus gëtt, a se och kengem traue kënnen, déi, déi mengen, e Wee do ze fannen.

Et kann een Zweifel un den Zuelen hunn, déi d'Hamas a punkto Doudesaffer publizéiert, mee sécher ass: Et ass e Multipel vun deem, wat Israel am Oktober huet misse verkraaften. Fir weider Affer ze verhënneren, mussen d'Hamas an d'israeelesch Regierung un de Verhandlungsdësch. An et muss endlech e Waffestëllstand ginn, wat net heescht, datt d'Hamas net weider verfollegt sollt ginn. An et muss weider un enger Geiselfräiloossung geschafft ginn.

Datt dës Verhandlungen endlech op e gutt Enn kommen, läit awer virun allem an den Hänn vun den USA an dem Katar. Den US-President interpelléiert ëmmer erëm, mee mécht oft méi eidel Droungen, wéi datt e wierklech iergendeppes bewierkt – och wann elo, wéi elo scho vum Här Cruchten gesot gouf, e Waffeliwwerungsstopp entscheet ginn ass. D'USA muss rout Linne setzen. A wann d'israeelesch Regierung dës iwwerschreit, da mussen et vun den Alliéierten deementspriechend och Konsequenze ginn. Israel muss awer virun allem international Organisatiounen an hir Mataarbechter respektéieren an déi och schützen, well ouni si verhongeren a stierwen a Gaza weider Fraen, Männer a Kanner.

Esou kënne mir Piraten dat net guttheeschen, datt d'israeelesch Regierung d'Uerdere vun Den Haag, fir humanitär Korridoren opzeloossen, net respektéiert. D'lescht Woch eréischt stoungen Honnerte Camionen erëm virun zouene Grenzen, a mëttlerweil sinn et méi wéi 200 Fräiwëlleger aus aller Welt, déi do schonn hiert Liewe gelooss hunn. Esou och zum Beispill Fräiwëlleger vu World Central Kitchen, deenen hiren Doud nach ëmmer net opgeklärt ginn ass. D'UN-Agence fir palästinensesch Flüchtlingen ass attackéiert ginn. Och dat ass net akzeptabel.

D'israeelesch Regierung muss fir de Schutz vun dëse Leit suergen, eppes, wat se am Moment awer iwwerhaapt net mécht an domat och d'Liewe vun alleguerten de Geiselen op d'Spill setzt.

Här President, mir Piraten hunn eis nach ëmmer fir eng Zweestaateléisung ausgeschwat an dëser Positioun bleiwe mir och weiderhin trei. D'Grenze vun 1967 musse laangfristeg hiergestallt ginn. Dofir brauch een natierlech och en demokratesch gewielten Uspriechpartner, deen d'Mënscherechter respektéiert, sou wéi mer deen op der palästinensescher Säit am Moment nach net hunn. Mee et brauch een awer och eng israeelesch Regierung, déi hir alliéiert international Organisatiounen a virun allem och d'Mënscherechter respektéiert.

Um Enn kënne mir Piraten hei nëmmen nach eng Kéier appelléieren: Et muss ee Verständnis an Empathie a sengem Kapp an a sengem Häerz fir béid Säiten hunn, dëst fir Israel a fir déi palestinensesch Zivillbevëlkerung am Gaza.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. An dann ass elo d'Wuert fir den Här David Wagner. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci natierlech och der LSAP an dem Här Cruchten fir dës Heure d'actualité, déi wichteg ass.

Wourëms geet et? Et geet jo, a mir sinn eis all eens, dorëms – egal wéi duerno iergendeng Kéier esou séier wéi méiglech, hoffe mer all, eng Léisung fonnt gëtt –, datt all déi Mënschen, déi an der Géigend liewen, dat heescht, innerhalb vun de Grenze vum Staat

Israel an innerhalb vun de Grenze vu Palästina vun 1967, dat heescht, Cisjordanien, Gaza an natierlech och Ostjerusalem, ob se Judde sinn, ob se Araber sinn, ob Muslimen oder Chrëschten, ob se Armeenier sinn, ob se Druse sinn, kënnen do liewen, do bleiwen, do fortgoen oder erëm zréckkommen, awanderen, wéi an engem normale Staat, datt se sech géigesäiteg kënne respektéieren, datt jiddereen esou ka liewen, wéi e wëll, seng Relioun ausüben, wéi e wëll – wann en eng Relioun wëll ausüben. An dat wäert warscheinlech nëmme funktionéieren, wa mer friddlech Verhältnisser hunn. An eng vun de Léisungen, eng vun de plausibelste Léisungen, ass natierlech déi Zweestaateléisung. Et ass warscheinlech och net déi eenzeg.

Et kann een och natierlech nach dreemen. Et kéint ee sech och nach virstellen, wéi dat och op ville Säiten, innerhalb vun Israel wéi och vu Palästina gefuerdert gëtt, datt een iergendeng Kéier vläicht och zesummewiisst an zesummelieft, well een zesummegehéiert, innerhalb vun engem konfederale System, dee mir hei souwisou net wäerten definéieren, mee deen nëmmen déi Leit definéiere kënnen, déi do liewen.

Wat och wichteg wäert sinn, dat ass, datt ee Liewensverhältnisser huet, sou egalitär wéi méiglech, déi verhënneren, datt een duerno Beweegungen huet, déi rietsextrem si wéi dem Netanjahu seng an aner Beweegungen, genausou wéi reaktionär a geféierlech Beweegungen a Palästina wéi d'Hamas, déi sech duerno och duerch ondemokratesch Putschen un der Muecht halen. An dat géif dann och esou Massakere wéi de 7. Oktober verhënneren – oder de Massaker, deen elo amgaangen ass ze geschéien am Gazasträifen.

Et gëtt och nach aner Geforen, d'ailleurs och doriwwer muss ee vläicht diskutéieren. Eng vun de gréisste Gefore fir d'Hamas ass u sech awer och e Prisonéier, deen am Prisong sëtzt, dat ass den Här Marwan Barghuthi, deen u sech „de palästinenseschen Nelson Mandela" genannt gëtt, deen eng ganz grouss Autoritéit huet a Palästina, deen eeëmoleg an der Fatah war, deen d'Fatah och verlooss huet, ënner anerem, well en net d'accord ass mam korrupte System vun der Fatah an och well e mat der Linn net méi averstanen ass. Wann deen erauskéim a wann deen eng politesch Roll kéint spillen, dann hätt d'Hamas et ganz schwéier an dann hätt awer och Israel e seriösen Diskussiounspartner an allen Hisiichten, seriös fir Israel a seriös fir déi palästinensesch Bevëlkerung.

Et muss een och doriwwer diskutéieren ... Wësst Der, do ass déi grouss Diskussioun: Ass et e Genozid? Ass et kee Genozid? Wann een engersäits dat Wuert ewechléisst ... Mir hu Fakten, déi do sinn: am Gazasträifen tëschent 34.000, vläicht 40.000 Zivilisten, déi gestuerwe sinn, 15.000 Kanner. Et ass vu menge Virriedner alles schonn opgezielt ginn. Et kann ee soen, da jugéiere mer unhand vun de Fakten, egal wéi mer et nennen.

Allerdéngs ass et e bësse méi komplizéiert, well et awer trotzdeem en Droit international gëtt. An d'Cour huet jo gesot, datt et e Risque de génocide gëtt an dat verflicht u sech all d'Länner, déi och déi Konventioun géint de Genozid ratifizéiert hunn, dorënner Lëtzebuerg a quasi all Land op der Welt, alles ze maachen, fir och deem virzebeugen – well et ass jo och dat: fir virzebeugen, datt et net zu engem Genozid kënnt, wann e Risiko do ass. An do ass de Problem, datt do a Wierklechkeet nach net vill geschitt.

Do muss enquêtéiert ginn an duerno mussen och Sanktioune kënnen decidéiert ginn, mee Sanktioune misste vläicht och elo geholl ginn. An ech géif och nach ënnersträichen: Et muss een och vu Crimes de guerre schwätzen, Crimes de guerre op alle Säiten – op alle Säiten! Dat ass e Wuert, wat och vill Leit net wollte benotzen, mee ech mengen, wa mer wëlle seriö virgoen a wa mer wëllen am Kader vum Droit international virgoen, da misst een dat maachen.

Ech wäert herno zum Staat Palästina am Kader vun der Resolutioun an der Motioun schwätzen, well ech mengen, do sinn e puer Saache gesot ginn, déi net ganz stëmmen: D'Grenze si ganz kloer!

An ech wéilt awer och nach eng Kéier soen: Jo, op Maniffen – ech war oft op Maniffen – huet een allerhand Leit, meeschtens, an et kann een net all Eenzelne kontrolléieren. Mee déi Maniffen, déi op den Unien elo stattfannen, e bëssen uechtert d'Welt, et kann een net behaapten, datt dat antisemitesch Manifestatioune sinn, wann ech awer de Gros, wat déi Studente soen, mathéieren, matkréien. Si gi géint Ausbeutungsverhältnesser, géint Kolonialverhältnesser, fir en Zesummeliewe vun de Leit doënnen.

Natierlech gëtt et ëmmer Drecksäck vläicht, déi mengen, et hätt eppes mat engem reliéise Konflikt ze dinn, déi och all d'Schold wëllen op d'Judde schiben. Mee de Gros vun deene Jonken, dee funktionéiert net esou. Dat si ganz fortschrëttlech Leit, dat si Leit, déi hir Meenung ganz offe soen. Dat si Leit, déi wëllen Egalitéit hunn, Egalitéit bei sech doheem an den USA, a Frankräich, an Däitschland, wou och ëmmer, mee och Egalitéit, d'Enn vu Kolonialverhältnesser iwwerall op der Welt, d'Enn vun Ausbeutungsverhältnesser iwwerall op der Welt. A vläicht gi se och dowéinst bekämpft a vläicht gi se och e bëssen dowéinst vu rietse Kräften och bekämpft.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci. Merci, Här Wagner.

An dann ass d'Wuert elo fir d'Regierung. Den Här Ausseminister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, Här Premierminister, léif Kolleegen aus der Regierung, ech wëll och dem Yves Cruchten Merci soen, dass mer haut dësen Debat kënnen hunn.

Ech hu säit deene leschten Diskussiounen, déi mer hei an dësem héijen Haus haten, ëmmer d'Chance gehat, kënnen och dobaussen ze soen, dass mer et fäerdegbruecht hunn, an dëser Chamber en Text ze hunn, wou och 100 % vun de Leit hannendrustoungen. Gleeft mer, an deene meeschte Länner ass dat net de Fall: Iwwert d'Fro Israel/Palästina gëtt gestridden an et gëtt virun allem och nach politeschen Opportunismus bedriwwen. An dat ass, mengen ech, e Feeler!

Déi Biller, déi mer gesinn, sinn net ze erdroen. Ech hunn deemools, virun engem Mount, gesot, dass dat net als legitimm Defense ze justifiéiere wär. Et ass haut net méi ze justifiéieren. Déi meescht vun Iech hunn et gesot: Et ass Leed op alle Säiten. Et ass Leed op Säite vu Leit, déi am Fong Otagë sinn, well se och net fortkommen, op där enger Säit, an op där anerer Säit richteg Otagen, Israeelien, Famillen, eng iwwer 120 oder 130 Leit, déi nach ëmmer do gefaange sinn.

Mir gesinn, dass déi lescht Zäit all Ustrengung, déi geholl ginn ass, och fir en zweete Waffestëllstand ze kréien, am Fong net gelongen ass. Et ass e puermol probéiert ginn, e puer Initiative sinn awer net gelongen.

Dir hutt et virdru gesot, deen een esou wéi deen aneren, dass d'lescht Woch och e wichtege Vott zu New York war, e wichtege Vott bei der UNO. An ech wëll awer just drun erënneren, well gesot ginn ass: „Dat sinn d'Länner, déi unerkannt hunn", et cetera, et cetera. Et sinn zwou verschidde Saachen. Hei ass et drëms gaangen, fir e Statutt vu Palästina bei der UNO unzeerkennen. An do si mir och der Meenung, dass et wichteg war, andeems d'Motioun, déi och deposéiert ginn ass, deen Text vun de Palästinenser, och eng Referenz op den Text vum Dezember gemaach huet, wou d'Fräiloossung vun den Otagen dra war (veuillez lire: An do si mir och der Meenung, dass et wichteg war, dass d'Resolutioun ES-10/23, déi schlussendlech den 10. Mee mat grousser Majoritéit vun der UN-Vollversammlung adoptéiert gouf, och eng Referenz op den Text vun der Resolutioun ES-10/22 vum 10. Dezember gemaach huet, wou d'Fräiloossung vun den Otagen dra war). Ech hat en Echange mam Ausseminister aus Palästina – et ass e ganz neien do –, wou ech em gesot hunn, fir eis wier et och wichteg, an deem ganze Kontext och vun der Fräiloossung vun den Otagen ze schwätzen. An dat ass och drakomm, wat och erméiglecht huet, dass mir och derfir waren.

Ech wëll awer soen – well hei gëtt gesot, wann een da se unerkennt, da geet dat –: Schweden huet se unerkannt, dat wësst Dir jo alleguerten. Schweden huet sech enthalen d'lescht Woch bei der UNO, just fir ze soen, dass d'Votten net ëmmer esou kloer sinn. An hei gëtt jo och gesot, dass ee gespalten ass. Mee Dir gesitt d'Opportunitéit vun deem engen, vun deem aneren. Ech wëll och net hei kritiséieren ..., ech weess net méi, wie vun Iech, ech mengen, et war den Här Cruchten, d'Zuel vun de Länner zitéiert huet, déi och Palästina unerkannt hunn. Et soll een net vergiessen, dass do eng Rëtsch vu Länner deemools, dat war 1988 ..., dat war Ungarn, dat war Polen, dat war Bulgarien, dat war Rumänien, dat war d'Tschechoslowakei, dat ware Länner deemools, déi no der Ried vum Arafat fir d'Independance am Fong vu Moskau gesot kritt hunn, si solle Palästina unerkennen.

Dat wëll net heeschen, dass dës Regierung net wëll Palästina unerkennen. An ech wäert do zum Schluss och drop agoen. Fir eis ass et wichteg op där enger Säit, dass ee gesäit, dass vu palästinensescher Säit eng Fräiloossung vun de Geiselen ... Dofir, ech insistéieren op deen doten Text. Awer och zum Beispill de President Abbas – an dat hu ganz vill Leit guer net matkritt –, deen huet viru Kuerzem an enger Ried zu Riad virun zwou Wochen eng éischte Kéier ëffentlech am Fong kloer an däitlech d'Attacke vum Hamas condamnéiert, wat och wichteg ass.

Et dierf een ... Den Här Graas huet et gutt resüméiert: Et ass schwéier, fir ze soen: „Ech si pro deen een oder pro deen aneren", wann een am Fong wéi d'Lëtzebuerger Politick och pro Fridden ass. A mir hunn e klore Choix gemaach, ob dat zu New York ass oder och déi lescht Joren. Dat ass dee fir de Fridden an och fir eng Zweestaateléisung. Et hëlleft hei weeder propalästinnesch nach proisraeelesch ze sinn, mee am Fong op e gerechten an och en nohaltege Fridden hinzewierken, an dat geet nëmme mat Palästina a mat Israel zesummen.

D'Sécherheet vun den Zivilisten op alle Säite muss an deem Sënn och déi éischt Prioritéit sinn. Wa mer zum Beispill d'UNRWA ... Et huet och e Kolleeg ..., ech mengen, et war den Här Bausch oder ech weess net méi, wie vun der UNRWA geschwat huet. Fir eis ass et wichteg, dass och weider d'UNRWA ënnerstëtzt gëtt. An elo mat deem Rapport, deen och presentéiert ginn ass ... Den Här Kartheiser seet, et misst nach eng Analys gemaach ginn, mee de Fazit ass awer, dass eng Rëtsch vu Länner schonn decidéiert hunn, elo nees bei der UNRWA matzefinanzéieren. An et wäerten an deenen nächste Stonnen oder Deeg – hunn ech matkritt, well et ass eng Reuniouun haut oder muer –, och nach verschidde Länner annoncéieren, dass se awer nees bezuelen.

Mir hunn deemools gesot: „Mir prejugéiere keen." Et ass weeder coupable, dat heescht, dass mer géifen hinnen d'Sue sträichen, nach plus favorable, andeem

mer soen, et wier näischt geschitt an dofir géife mer d'Montanten an d'Luucht setzen. Mir sollen elo déi nächst Deeg a Wochen eis Zäit huelen, fir déi Analys ze maachen iwwert d'UNRWA, an awer och kucken, ob dee Montant, dee mer am Moment der UNRWA ginn, duergeet oder ob een do souguer nach vläicht muss méi maachen. An ech wëll dat am Konsensus hei maachen, och kënnen doriwwer mat Iech ze diskutéieren.

Mir brauchen awer och zu Gaza e Partner, mat deem mer kënne schwätzen. Den Här Wagner ass elo mat Politiker komm. Ech wëll just hei net falsch verstane ginn, wann ech dat dote soen, mee ech weess net, wann haut Wale wären a Palästina, ob net den Hamas um Rudder wär. Dee Risk besteet. Dee Risk besteet! An dowéinst ass et wichteg, dass een déi Leit, déi haut probéieren, déi Transitioun ze schafen – an et ass eng nei Regierung do –, och ënnerstëtzt mat deene Moyenen, déi se hunn. Well den Här Kartheiser an aner Leit hunn et och gesot … Ech mengen, et war och den Här Bausch oder den Här Graas, déi gesot hunn, dass et wirtschaftlech immens wichteg ass, Palästina ze hëllefen. An och fir den Här Hansen ze zitéieren: Wa mer finanziell net hëllefen, da kollabéiert Palästina ekonomesch an da muss een net iwwerrascht sinn, wann een duerno – an ech zitéieren nach eng Kéier den Här Bausch – am Fong bal d'Leit zum Hamas dréckt. Déi jonk Generatiounen, déi haut dee Krich materliewen, déi riskéiere muer just eng Alternativ ze hu fir de Fridden, an dat ass an hire Käpp dann den Hamas. Dowéinster muss een och op deem dote Punkt gutt oppassen.

Ech sinn dofir der Meenung, dass ee muss wëssen, dass d'Léisung net militäresch wäert sinn. Et muss eng Friddensléisung sinn, wou ee färdegbréngt, och mat de Partner do ze diskutéieren. An Dir wësst, meng éischt Net-EU-Rees war an Israel an a Palästina an ech wäert an zwou Wochen nach eng Kéier dohinner fléien, wou ech an Israel an och op Ramallah wäert fueren, fir do mat den Autoritéiten zesummenzekommen.

D'Fro ass elo d'Reconnaissance. Dat ass jo elo eng vun deene grousse Froen, déi haut gestallt gëtt. Ech verstinn den Här Cruchten, ech verstinn den Här Bausch an ech verstinn och den Här Wagner, déi elo soen: „Hei et wier gutt, wann een elo symbolesch haut géif decidéieren, mir géifen do bei där Initiativ matmaachen." Ech géif Iech perséinlech recommandéieren – d'Chamber mécht wat se wëll –, dës Motioun haut zeréckzezéien. Ech soen Iech firwat. Am Moment – Dir hutt et selwer gesot – sinn et dräi oder véier Länner. Et sinn dräi oder véier Länner. Wa mer wëllen déi Reconnaissance maachen, soll et och en Impakt hunn. Dir hutt et selwer gesot: Et sinn 140 Länner an elo rezent nach Schweden 2014. Et hat keen Impakt. Wa mer wierklech wëllen, dass et en Impakt huet, ass et och wichteg, dass ee Länner wéi am Moment Portugal, wéi d'Belsch, wéi aner Länner, déi am Moment hesitéieren, et ze maachen …, amplaz dräi oder véier Länner an deenen nächsten zwou, dräi Wochen ze hunn, dass mer et färdegbréngen, an engem Mount oder an annerhallwem Mount … Ech ginn Iech gären eng Clause de rendez-vous an zwee Méint hei an dëser Chamber, fir nach eng Kéier driwwer ze diskutéieren, mee dass de Moment net verpasst gëtt. Fir elo wëllen am Drock eppes ze decidéieren …, wou mer géifen an zwee oder an dräi Méint kënnen eng Vague wierklech vu siwen, aacht, néng Länner hunn, déi déi Reconnaissance géife maachen.

Dowéinster, wann Der haut dëst net géift zeréckzéien, géif ech wierklech d'Chamber froen, fir net Jo ze stëmmen, well da wiere mer an enger Situatioun, wou mer och net déi Dynamik géife kënne weiderdreiwen, déi mir am Moment selwer hunn, wou mer mat de Spuenier diskutéieren an hinne soen: „Hei, bremst! Well am Moment bréngt Dir et just färdeg, dass duerno dräi oder véier Länner et maachen. Ass dat dat, wat Der wëllt?"

D'Chamber ass souverän. Dir musst duerno decidéieren, wat Der fir richteg fannt, mee ech wollt Iech just meng perséinlech Meenung soen, wou ech awer all Dag mat deem Dossier och konfrontéiert sinn a wou et och eng Dynamik gëtt. Ech hunn Iech et virdrun och gesot: Bei deem Text bei der UNO, do waren am Ufank eng Rëtsch vu Länner, déi wollten dergéint stëmmen. Duerch deen Text, dee geännert ginn ass, wou déi Fräiloossung vun de Geiselen dropkomm ass, hunn eng Rëtsch vu Länner sech dunn enthalen oder souguer derfir gestëmmt. Dat hu mir als Lëtzebuerger Diplomatie mat deem engen a mat deem anere färdegbruecht.

Ech sinn och gefrot ginn am Ufank, fir den Text ze kosponseren, well déi Like-minded, Spuenien, d'Belsch, Slowenien an Irland et géife maachen. Ech hunn et awer net gemaach, well ech der Meenung sinn, dass een et an deem doten Dossier muss färdegbréngen, mat deem enge Partner esou wéi mat deem aneren ze diskutéieren, ouni scho gesot ze kréien: „Ma Dir hutt scho prejugéiert!"

Mir sinn eis hei eens, dass d'Zukunft vu Palästina och d'Zukunft vun Israel ass. Deem enge säi Fridden ass och deem anere säi Fridden. An dowéinster géif ech wierklech froen, fir dass et entweeder zeréckgezu gëtt oder … Mee ech sinn deen Éischten, deen et gäre mécht. Mais ne ratons pas une occasion, wou mer vläicht eng Dynamik kënne kréien, déi wierklech en Impakt huet, wéi soss vun 140 da vläicht op 144 Länner ze kommen, déi unerkannt hunn, wat bis haut näischt geännert huet.

Dofir, Här President, ech soen Iech Merci fir déi Diskussioun. Déi Resolutioun fir mech ass wichteg, dass een och nach eng Kéier déi Attacke vum Hamas condamnéiert, och d'Responsabilitéit vun där enger oder vun där anerer Säit huet. An ech wëll nach eng Kéier hei widderhuelen: Vergiesst net, dass, wann Der Awunner vun Israel wäert, Der misst Angscht hunn an Iech Froe stelle vun Ärer alldeeglecher Sécherheet. Mir sinn eis däers net bewosst hei zu Lëtzebuerg. A kuckt – ech schwätzen elo vun Israel a Palästina – eng Kéier weltwäit, wéi vill jonk Leit net déi Rou hu moies, wa se opstinn, well se net wëssen, wat am Dag ka geschéien. Ob dat an der Ukrain ass, ob dat a Südkorea ass, well een net weess, wat an Nordkorea ka geschéien, ob dat am Niger ass, ob dat am Mali ass, ob dat am Burkina Faso ass, ob dat an Eritrea ass.

D'Welt huet Konflikter am Moment wéi nach ni – wéi nach ni! An dofir sinn ech der Meenung, dass een heiansdo, och wann ee Loscht hätt spontan, fir dem Här Cruchten Recht ze ginn an et direkt ze maachen, vläicht besser huet ze soen: „Hei, kommt, mir waarden hei nach!" An ech froe lo keng sechs Méint oder ee Joer, mee kommt, mir verpassen net dee Moment, wou mer et vläicht färdegbréngen, an zwou oder dräi Wochen oder an engem Mount wierklech eng grouss Etapp ze maachen, an dat wier, eng Zweestaateléisung weiderzedrécken, mee virun allem Fridden – Fridde fir Leit, déi näischt fir de Krich kënnen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Regierung Merci an ech ginn dervun aus, datt d'Diskussioun domadder ofgeschloss ass.

***Motion et résolution***

Dann hunn ech um Büro eng Motioun leie vum Här Cruchten an eng Resolutioun vum Här Graas.

***Motion 1***

Mir fänken an der Uerdnung un, wéi se deposéiert ginn ass, dat heescht mat der Motioun vun dem Här Cruchten. Här Cruchten, wëllt Dir nach Stellung dozou huelen? Dir wëllt zum Schluss schwätzen. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Ech fänken u mam Här Wagner, dann den Här Clement, den Här Hansen, den Här Graas, jo. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Zwou Saachen, déi ech och scho wollt soen: Wat d'Grenzen ugeet vun engem potenzielle palästinensesche Staat, et gouf gesot engersäits vum Här Graas, et wier net kloer. Et ass kloer! Et sinn d'Grenze vun 1967, an do gëtt et eng Kloerheet um internationalen Niveau. An dat sinn och déi Grenzen, déi quasi all Land op der Welt esou unerkennt. Ech weess, datt et esou eng Diskussioun gëtt, et wier net sou kloer, mee dat ass net wouer. Dat ass scho relativ kloer. Den Här Kartheiser huet och gesot: „Et gëtt jo eng Partie Krittären, déi mussen erfëllt ginn, fir datt e Staat iwwerhaapt unerkannt ka ginn." Dat ass e bësse méi komplizéiert wéi dat. Et muss net all Krittär erfëllt ginn, iert e Staat unerkannt gëtt, notamment d'Délimitation territoriale. Dat ass historesch souwisou 1918 geschitt mat Polen. Polen hat nach keng Délimitation territoriale, wéi decidéiert gouf, datt de Staat Pole sollt unerkannt ginn. Et kann ee souguer nach méi wäit zréckgoen: Lëtzebuerg, wou d'Grenzen definitiv …, also wou de Staat definitiv 1839 – dat offiziellt Joer vun eiser Onofhängegkeet – u sech och decidéiert gouf. Déi definitiv Grenze si fënnef Joer drop decidéiert ginn, 1844. An do huet Lëtzebuerg jo och e bësse verluer, well mer d'Areler Land u sech verluer hunn ënner anerem. Mee dat war och nach net esou kloer.

An et kann een och net soen: „Jo, et muss een eng Autoritéit hunn iwwert …", well natierlech, d'Autorité palestinienne huet keng Autoritéit éischtens iwwer Gaza, well do de Putsch vun der Hamas war, an zweetens och net iwwer Cisjordanien, well do eng militäresch Occupatioun ass. Dat heescht, et kann een net zu enger Autoritéit elo direkt soen: „Dir musst elo awer d'Autoritéit iwwer Äre ganzen Territoire hunn", obwuel se incapable, matériellement incapable sinn duerch eng Occupation militaire illégale, dat kënnen ze maachen, „an da gitt Der eréischt als Staat unerkannt." Et muss ëmgedréint sinn: Fir d'éischt emol musse se als Staat unerkannt ginn, an duerno hu se och déi Mëttelen, och nom internationale Recht, an da wäerte se och, hoffentlech, kënnen eng Autoritéit hunn.

Duerno: den Zäitpunkt. Jo, den Här Cruchten huet et gesot: Schonn 2014 huet dës Chamber gesot: „Mir mussen et unerkennen." Et ass ni geschitt. Et ass ni geschitt an et ass ni dee richtegen Zäitpunkt. Mir krute ganz oft ganz valid Argumenter zerwéiert, och vum Ausseministère ganz oft, well: „Elo, passt op, elo kënne mer et net maachen. Mir waarden, elo ass eng nächst Echeance an engem Mount, an zwee Méint, an da geschitt eppes."

Et huet sech näischt gereegt. Ech mengen, et huet éischter mat der attentistescher Positioun ze dinn. Ech mengen, eng Dynamik, och wann et just véier Länner sinn, och wann et Lëtzebuerg ass, Spuenien, Irland et cetera, datt dat lues a lues wiisst, datt dat justement eng Dynamik ka provozéieren. Ech mengen, et ass eng falsch Analys, ze mengen, datt d'Dynamik géif gebrach ginn, wa mer eis haut dozou géife bekennen an déi Initiativ vun deenen anere Länner géifen ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Mir hunn d'Motioun net mat ënnerschriwwen. Si ass eis zwar sympathesch, well mer fir d'Zweestaateléisung sinn. Mir wonneren eis awer e bëssen iwwert de Moment, wou se deposéiert gouf, nodeem mer d'Lescht, virun annerhallwer Woch, eng Diskussioun an der Chamberskommissioun doriwwer haten, nodeem mer zéng Joer laang eng Motioun hei an der Chamber leien haten, déi deemools vun de Majoritéitsparteien deposéiert gouf an och vun der Regierung hätt kënnen ëmgesat ginn, zéng Joer laang. An elo, zéng Joer méi spéit, deposéiere mer dann eng Motioun, wou mer drun erënneren, datt zéng Joer näischt gemaach gouf.

Dat ass dat, wat mech e bësse méi stutzeg gemaach huet bei dër Saach. A jiddweree ka sech fräi selwer iwwerleeën, wéi eng Parteien dann deemools dat deposéiert hunn an an der Regierung waren.

Dat gesot, mir fannen et wichteg, datt ee Palästina unerkennt. Ech ginn dem David Wagner Recht, datt d'Grenze ganz kloer sinn. Si sinn u sech glaskloer. Et gëtt international Resolutiounen, déi dat kloermaachen.

Wou et méi schwiereg ass, dat ass am Moment – an dat huet de Ben Polidori virdrun a senger Ried gesot –, datt mer iwwerhaapt nach Interlocuteuren op deenen zwou Säite vun deene Grenzen hunn, mat deenen een deen demokrateschen Debat ka féieren, wéi dat doten operationaliséiert soll ginn. Et just unzeerkennen, dat ass e bësse Symbolpolitick. Mir kënnen elo soen: „Mir erkennen dee Staat un." Ech fannen et eng wichteg Symbolpolitick, by the way, mee ech si mer net sécher, ob et elo, genau haut, dee richtege Moment ass, wa mer déi lescht zéng Joer, wou deen deemolegen Ausseminister oder den deemolegen aussepolitesche Spriecher vun der LSAP da gesot huet, et misst een de „moment opportun" ofwaarden, ob deen haut ass.

Fir mech, fir eis op alle Fall, ass deen haut net, well mer eebe grad der Meenung sinn, datt et ganz vill dër Momenter déi lescht zéng Joer gouf, mee datt et vläicht net genau wärend engem Krich sollt sinn, wou een dat heite mécht.

*(Interruption)*

An dofir géife mir dat heiten haut och net matdroen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci. Merci, Här Clement. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Hansen.

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. Et wonnert mech selwer, datt ech dat soen, mee ech si mam Här Clement averstanen.

*(Coups de cloche de la présidence)*

Et ass net dee richtege Moment. Ech hunn et virdrun och schonn a menger Ried gesot, et ass effektiv esou, datt wa mir als Europäesch Unioun, als Länner vun der Europäescher Unioun, just dräi, véier, fënnef Länner eppes zesumme maachen, den Impakt no baussen extreem begrenzt ass. Mir stinn och diplomatesch zimmlech schwaach do. Dofir géif ech och zu dësem Zäitpunkt dervun ofroden, dat heiten elo haut ze stëmmen.

An ech géif och d'Propositioun vum Här Ausseminister soutenéieren, datt mer dat doten op e spéideren Zäitpunkt géife verréckelen, well den Datum, dee mer elo héieren hunn am spueneschen „El País", ass den 21. Mee.

An ech ginn dem Här Clement och Recht: Et muss fir d'éischt emol eng Wafferou sinn, fir datt mer iwwer esou Saache kënnen diskutéieren, well déi zwou Säite mussen do ganz kloer elo e Bekenntnis maachen. Ech hunn eis véier Konditiounen och ganz klar opgezielt. Déi solle respektéiert ginn, an da kënne mer dat heiten zu engem spéideren Zäitpunkt matdroen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hansen. Här Graas.

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt awer nach der LSAP an dem Här Cruchten Merci soe fir déi Demande vun deem Debat. Ech hat dat virdru vergiess.

A wat déi Motioun ubelaangt: Et ass ganz kloer, datt mir nach ëmmer zu där Motioun stinn, déi mer de 17. Dezember 2014 hei gestëmmt hunn, wou am Prinzipp jo deemools d'Regierung opgefuerdert gi war, fir Palästina unzeerkennen, allerdéngs „au moment qui sera jugé le plus opportun". An dat ass nun eeben awer trotzdeem keen onweesentlechen Zousaz an deem Text gewiescht.

Dee Moment war bis elo nach net do. A mir mengen och, datt dee Moment zu dësem Zäitpunkt net do ass. Firwat? Ma aus deem ganz einfache Grond, well et eeben eng Rei Inconnuen nach gëtt, well eng Rei Punkten nach musse fir d'éischt diskutéiert ginn. Dat eenzegt, wat ee ka bedaueren, dat ass, datt natierlech eenzel Memberstaaten aus der Europäescher Unioun elo schonn dee Schrëtt ënnerholl hunn. Dat beweist eemol méi awer och e bëssen d'Schwächt vun der Europäescher Unioun an der Aussepolitick. An et si jo net wéineg Parteien, déi an hirem Walprogramm stoen hunn, datt mer sollten och dozou iwwergoen, um Niveau vun der Aussepolitick deen Eestëmmegkeetsprinzipp gegeebenenfalls dann elo och eng Kéier ofzeschafen. Datt d'Europäesch Unioun emol endlech kann och mat enger gemeinsamer Stëmm schwätzen, dat wier an dësem Fall extreem wichteg.

Ech mengen och net, datt Palästina schrecklech vill gehollef wier, wann elo nieft véier europäesche Länner nach e klengt fënneft derbäi kéim. Mir sinn éischter der Meenung, mir sollen dat en bloc eng Kéier als Europäesch Unioun maachen.

Nach wie vor gëllt eis ganz kloer Demande, datt mer eis schonn op där Basis vun 2014 nach wie vor beweegen. Mir sinn derfir, datt Palästina sollt zum richtegen Zäitpunkt eng Kéier unerkannt ginn. Mee deen ass de Moment nach net erkennbar. An doweinst géif ech menge Kolleegen aus der Fraktioun empfeelen, dës Motioun net ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Graas. Dann hunn ech elo nach den Här Bausch, den Här Kartheiser an den Här Cruchten. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech fannen et e bësselchen eng speziell Argumentatioun, déi Verschiddener hei féiere par rapport zu der Unerkennung vun engem eegestännege palästinensesche Staat. Well de deux choses l'une, wann ee fir d'Selbstbestëmmungsrecht vun engem Vollek ass, op Basis vu sengem Territoire, wou et jo awer, historesch gesinn, kloer Grenze gëtt, jo da verstinn ech net, firwat een dee Staat net och unerkennt. Dat ass dann effektiv à ce stade natierlech eng symbolesch Aktioun, déi ee mécht. Dat ass evident.

An et ass och evident, datt et net ka sinn, datt ee seet „Jo, also mir erkennen nëmmen een ... Mir si zwar op der enger Säit der Meenung, datt een e Recht huet op en eegene Staat, op en eegenen Territoire an deen ass eigentlech och historesch definéiert, mee en huet awer eréischt e Recht, deen ze hunn, wann e bis beweist an eisen Aen, datt en eng Gouvernance huet, eng Administratioun huet, déi deem och entsprécht." Dat ass jo eng absurd Situatioun. A wa mer dat emol géifen historesch kucke mat anere Situatiounen – ech kéint elo do der eng ganz Rei opzielen, mee ech mengen, ech wëll Iech dat awer elo hei erspueren –, da géife mer feststellen, datt mer a villen anere Fäll net esou räsonéieren, aus gudde Grënn. Well et ass natierlech esou: Fir datt een iwwerhaapt kann emol eng Chance hunn – an ech hunn ee Beispill virdrun opgezielt, wat geschitt ass 2001 –, wann een iwwerhaapt emol eng Chance engem wéilt ginn, jo da muss een iergendwéi kucken, datt een iwwerhaapt emol deem Land eng Daseinsberechtegung gëtt, fir datt et sech eng eege Gouvernance ka ginn.

Also ech kann dat net novollzéien. Duerfir ass et och esou, datt ... An ech wëll dem Här Clement och soen, et ass awer eng weesentlech aner Situatioun haut, par rapport zu virun deem, wat geschitt ass am Oktober, ganz sécher, net ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Nach manner Kontroll iwwer hiren Territoire.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här Clement, Dir hat elo laang d'Wuert. Dir kënnt Iech och nach eng Kéier ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Bausch huet elo d'Wuert.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Lauschtert emol e bëssen eng Kéier och no, dat schuet Iech och näischt.

*(Hilarité et brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Bausch, zum Sujet elo.

*(Interruption par M. Sven Clement)*

**M. François Bausch** (déi gréng) | Den Här Clement dréckt ëmmer de Knäppchen, Här President, dat stéiert mech immens, well dann héieren ech méi hie wéi mech selwer. An dat ass net immens gutt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Mee trotzdeem elo zum Sujet.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Et ass esou, datt effektiv d'Situatioun haut natierlech eng weesentlech aner ass, well mer riskéieren, e Flächebrand ze kréien an där ganzer Regioun. Mee dat hu mer jo och alleguer hei elo gutt beschriwwen, mat verschiddene Beispiller. An duerfir mengen ech schonn, datt et muss symbolesch méiglech sinn, deen Akt haut ze maachen.

Bon, mee wéi gesot, et geet drëms, wierklech endlech unzeerkennen, datt dat palästinensescht Vollek eng Existenzberechtegung huet. Dat muss een och emol eng Kéier soen, wéi et ass. An ech hunn engem Recht ginn, deem ech normalerweis net heibanne Recht ginn, dat ass, datt mer déi lescht Joerzéngten effektiv dat vill ze vill oft vergiess hunn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Här President. Ech wollt och eigentlech soen, datt mer dat ënnerstëtzen, wat den Här Bausseminister hei proposéiert huet, fir dat elo zréckzezéien. Ech weess net, ob d'Kolleegen och där Meenung sinn, mee ech mengen, dat wär sënnvoll.

Déi Doktrinn iwwert d'Unerkennung vun de Staaten entwéckelt sech jo a mir sinn net méi do, wou Pole

gegrënnt gouf; mir sinn e bësse méi wäit a mir hunn nei Rechtsakten am internationale Recht. Dozou ass eigentlech net vill ze soen.

Mir haten dat an der Ried preziséiert, wat d'Staatsvollek ugeet, wat d'Delimitatioun vum Territoire ugeet.

Ech wëll just ee Saz soe vläicht iwwert d'Regierung, well d'Staatsautoritéit ass jo och esou eng Fro. Mir wären e bëssen an enger komescher Situatioun, mengen ech, wa mer elo géifen eng Staatsautoritéit unerkennen, wa mer net wëssen, wien et ass. Déi palestinensesch Autoritéit ass jo weeder demokratesch legitiméiert a si verletzt och massiv d'Mënscherechter vun de Palästinenser an deene Gebidder, wou se eng Kontroll ausüübt. Dat däerf ee jo och net vergiessen. An op där anerer Säit hu mer e Grupp vun Terroristen, d'Hamas, deene mer och net wëllen eng diplomatesch Unerkennung ginn.

Also ech wär ganz staark drun interesséiert, wie mer dann do géifen als „Exzellenz" urieden an esou weider, wa mer de Staat bis unerkannt hunn. Ech hätt op jidde Fall Problemer, dat iwwert d'Lëpsen ze kréien, a vläicht anerer och, wa mer mat esou Leit missten an esou Relatiounen trieden.

Ech mengen, mir sollten de Palästinenser emol eng Chance ginn duerch demokratesch Walen an duerch en internen Ofklärungsprozess tëschent der Palästinensescher Autoritéit an der Hamas, fir emol festzestellen, wien do wat als Autoritéit huet.

Jo, ech mengen, domadder wär heizou elo am Ableck alles gesot. Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. An zum Schluss ginn ech dann dem Auteur vun der Motioun d'Wuert, dem Här Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. An ech géif och gären ufänken, andeems ech nach eng Kéier all deenen, déi sech haut de Mëtten hei zu Wuert gemellt hunn, e grousse Merci soe fir awer eng respektvoll an, ech fannen, och eng gutt Debatt, déi mer hei gefouert hunn. Och wa kleng Nuancë sinn, och wann et Ënnerscheeder gëtt tëschent verschiddene Positiounen, wollt ech dat awer onbedéngt hei nach eng Kéier ënnersträichen.

Ech wollt awer reagéieren op e puer Saachen, déi elo hei zu där Motioun gesot goufen, wou ech wierklech traureg sinn, dass hei erëm probéiert gëtt, déi Motioun ze ecartéieren oder op déi laang Bänk ze drécken oder iergendwann eng Kéier ze stëmmen. Well wann ech dat esou Revue passéiere loossen, dann ass ni de richtege Moment, fir déi Motioun hei ze stëmmen.

Den Här Clement huet virdru gesot, et wär jo och keen neie Moment. Bon, ech muss awer soen, an deene leschte siwe Méint ass awer vill geschitt. An ech hunn och virdrun – den Här Clement war leider net do, dofir kënne mer em dat och elo net virwerfen, dass en dat net héieren huet – argumentéiert, firwat mer dat elo wëlle maachen. Mir schreiwen net an där Motioun, déi mer hei zum Vott stellen: „Lëtzebuerg soll elo ..., d'Regierung soll elo Palästina unerkennen, Punkt!" Mir schreiwe jo, mir sollen eis associéieren un déi Initiativ vu véier aneren europäesche Memberstaaten, wou da vläicht nach deen een oder anere wäert derbäikommen. An et wär jo scho mol gutt, wa Lëtzebuerg och nach derbäi wär. Da wäre mer zu méi, fir dann zesumme méi Poids ze hunn, wa mer géifen zesumme Palästina unerkennen.

An ech hu virdru gesot: Wéi mer déi Motioun 2014 hei gestëmmt hunn, war ech deen Dag esou houfreg op déi Chamber, wéi mer dat zesummen hei färdegbruecht hunn, well dat hat jo laang Diskussiounen am Virfeld ginn. An do war ech esou houfreg a mir hunn deemools gesot – an dat huet och a mengen Ae Sënn gemaach –: „Mir fuerderen d'Regierung op, Palästina formell unzeerkennen zu deem Moment, wou se dat fir richteg fënnt." An dat war och d'Iwwerleeung, fir ze soen: „Kommt, mir maachen dat net eleng." Wa Lëtzebuerg haut Palästina formell unerkennt, da wackelen net iergendwou an der Welt d'Telleren, dann ass näischt geschitt, mee wa mer dat awer zu engem Grupp vun europäesche Staate maachen, dann huet dat schonn e klore Message.

An dofir, ech gesinn och net wierklech an, wat et géif bréngen, fir déi Motioun hei elo net ze stëmmen a se vläicht an d'Kommissioun ze ginn an a sechs Wochen erëmzekommen. Da kréie mer zwar vläicht nach eng Kéier eng flott Debatt, mee Dir wäert gesinn, dass sech do an deenen nächste Wochen näischt ännert. Oder gëtt et vläicht Informatiounen, déi mir elo hei net hunn, déi mer onbedéngt missten hunn?

*(Interruption par M. Xavier Bettel)*

Well ech gesinn et nämlech mat Ärer Argumentatioun, Här Ausseminister, ech gesi grad de Contraire. Ech gesi grad, dass doduerch, dass Lëtzebuerg sech géif un déi Initiativ hei vun aneren europäesche Staate ralliéieren, éischter, dass mer eng nei Dynamik schafen, wéi dass mer iergendeng Dynamik géife briechen.

**M. Georges Engel** (LSAP) | Très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | An duerfir sinn ech der Meenung, dass mer iwwert déi Motioun hei sollten ofstëmmen. An ech biede jiddwereen, deen hei de Knäppchen dréckt, dass e sech dat nach eng Kéier gutt duerch de Kapp goe léisst. Ech war esou houfreg 2014. Ech wär och houfreg, wa mer dat haut nach eng Kéier kéinte widderhuelen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Cruchten Merci. Dann huet d'Regierung nach d'Wuert gefrot. Här Ausseminister.

**M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, nach eng Kéier. Also et sinn elo net geheim Diskussiounen oder Saachen, déi ech Iech hei wéilt verstoppen. Ech soen Iech just, dass am Moment eng Dynamik ass, wou déi Länner, déi Der zitéiert ... Ech mengen, Malta hat et schonn unerkannt. Si wëllen et elo eng zweete Kéier erëm unerkennen, sauf erreur de ma part. Ech weess et elo net méi auswenneg. Mee mir hunn elo zwee, dräi oder vläicht véier Länner, déi et maachen. D'Spuenier hu jo schonn ugekënnegt, den Här Hansen sot et, et ass d'nächst Woch. Da wäerte si déi éischt sinn. Vläicht ass do nach Irland oder nach en anert Land dobäi, zwee oder dräi.

Mir kënnen et färdegbréngen, eng Dynamik ze hunn, géif ech schätzen, an engem oder an zwee Méint, wou een duerno aner Länner huet. D'Belsch, hunn ech Iech gesot, ass an der Diskussioun. Portugal ass an der Diskussioun. Ech ka mer zum Beispill och virstellen, dass a Frankräich och eng Diskussioun kënnt. A menger Meenung no wier den Impakt vu siwen, aacht europäesche Länner an och mat grousse Länner an net nëmme klenge Länner, mee grousse Länner en aneren. Ech verstinn d'Symbolik, sou wéi den Här Bausch se gesot huet, wéi Dir et och gesot hutt, mee et sinn haut 140 Länner, déi unerkannt hunn. Et sinn déi lescht dräi Wochen dräi Länner – ech mengen, Barbados an ech weess net wien nach – aus der Karibik, déi se unerkannt hunn. Et huet näischt geännert.

Dowéinster, kommt, mir maachen eppes, wat en Impakt huet! Wann déi zwee, dräi Länner elo d'nächst Woch dat unerkennen, riskéiert dat e „Pscht" ze maachen. Wa mer wëllen en Impakt hunn, dann hunn ech léiwer, dass mer et färdegbréngen, zu enger Dynamik ze féieren, déi och duerno der Populatioun dohannen hëlleft. Dir hutt et gesot: Et ass d'Symbolik, déi wichteg ass. Ech mengen, et ass am Moment méi wichteg wéi Symbolik, wa mer kënnen och en Impakt hunn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Ausseminister. Ech hunn nach eng Wuertmeldung. Här Bausch, kuerz, wannechgelift.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, ganz kuerz, Här President. Also, ech si jo net Auteur vun der Motioun, et ass d'LSAP an den Här Cruchten, mee wann dat esou ass, wéi den Här Ausseminister seet ... Et geet jo net hei drëms, haut de Mëtteg mordicus doriwwer ofzestëmmen. Mir kënnen och an zwee Méint iwwert se ofstëmmen. Dann ass, wa mer dann nach déi zwee Méint ginn a mir hu méi Länner hannendrun, dach méi méiglech ... Mir hunn Interêt, datt mer unanime driwwer ofstëmmen. Da géif ech proposéieren, datt mer se an d'Kommissioun verweisen a se do mol leie loosse bis ... Mir hunn nach ëmmer d'Méiglechkeet, se erëm erauszehuelen a se heihinner zréckzebréngen. Ech weess awer elo net ... Dat muss den Här Cruchten awer elo selwer decidéieren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Elo sinn ech forcéiert, och wann en et net gefrot huet, dem Här Cruchten d'Wuert ze ginn.

*(Hilarité)*

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Et ass awer schlëmm, dass ech och nach muss d'Wuert kréien, mee ech ... Merci, Här Bausch, dass Der dat do probéiert, mee ech gesinn et eigentlech aneschters. Ech gesinn eigentlech, dass mir mat deem Schrëtt hei eng Dynamik ënnerstëtzen, déi et scho gëtt, déi dokumentéiert ass, déi annoncéiert ass. Den Här Borrell huet et annoncéiert. Verschidde Staats- a Regierungscheffen hunn et fir hir Länner annoncéiert. An ech mengen, doduerch, dass mir eis deem ralliéieren, géife mer déi Dynamik ënnerstëtzen an déi Dynamik doduerch méi grouss maachen an net méi kleng. An dofir, géif ech mengen, sollte mer iwwert déi Motioun haut ofstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Cruchten. Wéi gesot, den Auteur wëllt, datt mer zur Ofstëmmung kommen.

Da komme mer zur Ofstëmmung. Ech stellen déi Motioun hei also zum Vott.

***Vote sur la motion 1***

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 17 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen an 3 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 17 Jo-Stëmme bei 3 Abstentiounen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar,*

*Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. André Bauler), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Se sont abstenus : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

***Résolution 1***

An da komme mer zu der Resolutioun, déi vum Här Graas deposéiert ginn ass. Den Här Graas hat se scho virdrun am Detail erkläert. Ech denken dann, datt Der dat net nach eng Kéier wëllt maachen. Da froen ech, ob Wuertmeldungen do sinn. Den Här Kartheiser. Dir sidd deen Eenzegen, deen et elo net ënnerschriwwen huet, duerfir si mer elo gespaant, wat Der sot.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Majo ech hoffen, ech enttäuschen Iech dann net, Här President. Mee ech wollt soen, mir sinn och der Meenung, datt et e staarkt Zeeche wär, wa mer e Konsens hei kéinte kréien an dësem Dossier. Mee et sinn e puer redaktionell Ännerungen, et sinn der véier, déi mer wéilte proposéieren. An ech kann Iech versécheren: Et ass net, datt mer ze wäit ginn an deene Propositiounen, menge mer, fir elo hei auszenotzen, datt mer alleguer un engem Konsens interesséiert wären, mee ech mengen, et wäre redaktionell Verbesserungen, déi awer dem Text géife guttdoen. Ech wéilt Iech dat proposéieren. Wa mer déi kéinten ophuelen, géinge mer se och matstëmmen. Wann net, géinge mer eis enthalen.

An deem véierten Tiret op der éischter Säit, „constatant que la guerre déclarée par Israël“, mat deene 34.900, dat ass rechtlech net ganz richteg. Mir géinge proposéieren, dee Saz esou ze redigéieren: „constatant que l'opération militaire lancée par Israël à la suite des attaques terroristes du 7 octobre 2023 fit un grand nombre de victimes civiles dans la bande de Gaza“, well et si jo och déi, déi eis interesséieren. Also dat ass déi éischt Propositioun, déi mer géinge maachen.

Déi zweet ass den zweetleschten Tiret op där Säit, „rappelant le droit à l'existence de l'État d'Israël dans un environnement géopolitique difficile“. Mir sinn der Meenung, datt Israel och däerf an engem flotten a friddlechen a gemittlechen Environnement existéieren. Dofir géinge mer soen, einfach: „rappelant le droit à l'existence de l'État d'Israël“, Punkt – oder Komma, wéi och ëmmer.

Op der nächster Säit, bei deem zweeten Tiret „demande“, do ass e bëssen e Mëssverständnis méiglech an deem Sënn, datt mer géingen Israel ënnerstellen, selwer terroristesch ze sinn. Dat wär eng Poleemik, an déi mir net wéilten eragoen. Dofir géinge mer proposéieren, dee Saz ze deelen an ze schreiwen: „demande à tous les acteurs de reconnaître le droit à l'existence de l'État d'Israël“, an dann en anere Saz ze maachen: „exige de renoncer définitivement au terrorisme comme moyen politique“, fir net den Androck ze ginn, datt mer hei Israel géingen ukloen, terroristesch Aktiounen ze maachen.

Bei deem leschte Punkt, „réitère“, do stéiert eis, datt mer praktesch d'„politique de colonisation“ op dee selwechten Niveau setze wéi „des attaques sur le territoire d'Israël“ wéi déi vum 7. Oktober. Dofir géinge mer och hei eng aner Redaktioun proposéieren. Do kéint ee soen: „appelle le Gouvernement israélien à cesser toute colonisation illégale“ als éischte Saz, an als zweete Saz da kéinte kënne mer dat heiten dann iwwerhuelen: „réitère“, datt mer do déi Attack op den „territoire d'Israël“ géinge verurteelen.

Also mir kënne redaktionell do nach kucken, wéi mer dat elo am beschte formuléieren, mee dat wären u sech eis véier Propositiounen. A mir kéinten dat, wéi gesot, ausformuléieren an nach eng Kéier drop zréckkommen, mee et geet eis just ëm eng Klarifikatioun op deene véier Punkten, fir datt mer net hei Saache soen, déi herno kéinten esou interpretéiert ginn, wéi wann d'Chamber hei hätt wëllen e Message ginn, dee mer awer net wëlle ginn an der Praxis.

Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, merci, Här Kartheiser. Da ginn ech natierlech dem Auteur vun der Resolutioun d'Wuert, fir dorop ze reagéieren. Här Graas.

**M. Gusty Graas** (DP) | Jo, merci, Här President. Och merci dem Här Kartheiser, dee sech an där kuerzer Zäit dann elo hei ganz vill Méi gemaach huet, fir am Fong geholl verschidde Punkte méi kloer duerzestellen. Déi véier Suggestiounen, déi en hei ënnerbreet huet, déi kënnen eis Zoustëmmung fannen, well se effektiv munch Onkloerheeten elo aus dem Wee raumen a verschidde Saache méi definitiv a méi kloer, wéi gesot, duerstellen, soudatt mir am Fong geholl sou, wéi se elo textuell hei presentéiert ginn ass, mat deenen Ännerunge vum Här Kartheiser d'accord kënne sinn. An duerfir géing ech da proposéieren ... Ech ginn dervun aus, datt ech vläicht kann am Numm ..., mee bon, ech ka jo elo net am Numm vun deenen anere Kolleegen hei, vun deenen anere Fraktioune schwätzen, mee zumindest wat d'DP ubelaangt, wiere mir mat deenen Ëmännerungen do d'accord. An nach eng Kéier, et wier e flott Zeechen, wa mer wierklech géingen als Chamber hei eis gemeinsam hannert eng Resolutioun stellen.

Ech soen Iech emol Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Auteur Merci. Dann ass d'Fro, ob nach aner Wuertmeldungen do sinn, well effektiv kënnt Der net am Numm vun hinnen alleguer elo schwätzen. Ech hunn hei véier Wuertmeldungen: den Här Bausch, den Här Wagner, den Här Cruchten an den Här Hansen. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, Här President, ech hunn ... Also bei de Consideranten, déi zwou Ännerunge vir, domadder hu mer kee Problem. Mee ech hunn awer virun allem e Problem, well ech hunn et och net richteg verstanen, dee leschten Tiret, Här Kartheiser. Kéint Der mer nach eng Kéier just soen – dat ass jo dee „réitère aussi bien sa condamnation de la politique de colonisation“ –, wat wëllt Der do amplaz stoen hunn?

**M. Claude Wiseler,** Président | Et ass effektiv komplizéiert, wa mer keen Text hunn, dofir ...

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, dat ass ...

**Une voix** | Genau, genau!

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, den Här Kartheiser huet probéiert, et auszeformuléieren. Ech géing elo proposéieren effektiv, datt mer et esou maachen, datt den Här Kartheiser probéiert, et ze formuléieren, mir huelen déi aner Intervenanten an den Här Kartheiser kënnt duerno exactement op dat zréck, wat Dir elo gesot hutt.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ech wëll just soen, well zum Beispill dat „réitère aussi bien sa condamnation de la politique de colonisation“ do, dat muss awer drastoe bleiwen. Et deet mer leed, dat ass eng Realitéit.

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech hunn dat och esou verstanen, datt dat géif drastoe bleiwen, datt dat deen éischten Tiret wär an deen zweeten Tiret géif hannendru kommen. Mee mir waarden op déi definitiv Propositioun vum Här Kartheiser, well ech hu léiwer, mir stëmmen iwwer eppes of, wou mer wëssen, iwwer wat mer ofstëmmen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, domat sidd Der d'accord. Den Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, Här President, et ass awer och e bësse komplizéiert. Mir kënnen novollzéien, datt – an dat ass jo schonn des Ëftere geschitt – ee bei enger Motioun oder Resolutioun eng Propos mécht, fir eng Saach ze klarifizéieren et cetera. Do ass et awer relativ sensibel.

Éierlech gesot, ech hunn déi heite Resolutioun mat ënnerschriwwen. Et sinn e puer Saachen – ech hat dem Här Graas dat gesot virdrun –, déi ech och net esou formuléiert hätt, mee ech wollt och elo net wierklech an all Detail eragoen. De Prinzipp vun der Resolutioun ass an der Rei, an dann hunn ech se och ënnerschriwwen, an déi kann een natierlech och matdroen.

Mee ech mengen, do sinn awer eng Partie Saachen, déi net kloer sinn. Also entweeder gëtt dat elo méi kloer formuléiert oder et misst een dann éischter an enger Kommissioun doriwwer diskutéieren. Well et kann een natierlech duerno laang driwwer diskutéieren, inwiefern Kolonialismus manner schlëmm ass oder méi schlëmm ass. Dat si Saachen, déi een net matenee ka vergläichen, mee déi awer schlussendlech katastrophal si fir d'Leit.

D'Fro iwwerhaapt och: Israel deklaréiert e Krich. Dat ass zum Beispill an der originaler Versioun. Doriwwer kann ee laang diskutéieren, ob et iwwerhaapt e Krich ass mat där Situatioun, wou mer sinn. Ech mengen, d'Wuert ass och net richteg. Et ass egal. Mir hunn dat trotzdeem ënnerstëtzt. Mee mir brauche wierklech e bësse méi Kloerheet, fir dat elo mat den Ännerungsproposen, déi gemaach gi sinn, kënnen ze ënnerstëtzen. Wa mer keng Kloerheet hunn och, da misste mer eis enthalen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vun dem Här Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci. Merci och dem Gusty Graas an der DP dofir, dass si deen Text hei ausgeschafft hunn. An ech menge selbstverständlech, dee resüméiert zimmlech gutt déi Diskussiounen, déi mer haut hei haten a wou mer eis och alleguerten erëmfannen dran. Dofir merci dofir.

Bon, et ass natierlech eng Resolutioun. Mir riichten eis hei un eis selwer. Mir riichten eis net un d'Regierung, mir fuerderen d'Regierung net op, eppes maachen, mee am Endeffekt ass et awer gutt, dass mer eis hei kënnen herno hoffentlech gemeinsam un engem Text zesummenhänken.

Ech wëll just bei deenen Ännerungen, déi elo éischter textuell, redaktionell waren ... Domadder kann ech liewen. Mee woumadder ech net ka liewen, dat wär, wann aus deem Text hei géif d'Verurteele vun der Politique de colonisation erausfalen. Well den Här Kartheiser hat virdru proposéiert, mir sollten déi

israeelesch Regierung wannechgelift bieden, opzehale mat der Koloniséierung. Dat ass eppes aneres. Mir sollen dat verurteelen. A mir halen drop, dass dat, op d'mannst deen dote Passage, esou wéi en hei formuléiert ass, drastoe bleift.

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, dat ass eng kloer Ausso och vun Iech. Elo froen ech mech, ob den Här Kartheiser fäerdeg ass. Dat gesäit esou aus. Da maacht emol Är Propositioun an da kucke mer weider. Den Här Hansen kënnt duerno dann drun.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Da probéiere mer, dee leschte Paragraf ëmzeformuléieren. Ech huelen awer och dem Här Cruchten … Ech verbéie mech elo esou wäit et geet, Här Cruchten, fir ze kucken, ob mer e Konsens hierkréien. Mee et wär schéi, wa mer awer eng Meenung hätten, an dat ass och … Ech ginn och dem Här Wagner Recht: Ech mengen, et kann een iwwer praktesch all Wuert hei diskutéieren, mee ech mengen, dat féiert eis dann och ganz, ganz wäit a warscheinlech iwwert de Kontext elo eraus.

Also, da géinge mer probéieren, dee leschte Paragraf an dräi opzedeelen: „appelle le Gouvernement israélien à cesser toute colonisation illégale". A well den Här Cruchten eng Condamnatioun wollt, kéint een da soen: „condamne la politique du Gouvernement israélien concernant la colonisation illégale dans les territoires occupés" oder esou eppes. Op jidde Fall hätte mer dann dat Wuert „Condamnatioun" do dran. Ass dat …?

*(Interruptions)*

Ech mengen, dat hate mer och schonn an aneren Texter an d'Regierung kéint warscheinlech och domadder liewen.

Den zweete Punkt wär dann …

*(Interruption)*

Den zweete Punkt wär: „réitère sa condamnation des attaques sur le territoire d'Israël". Ech mengen och, datt mer do kee Problem hätten alleguer.

An dat Drëtt wär dann dat Element „soutien". Do steet jo: „soutient les efforts diplomatiques". Do kéinte mer da setzen: „soutient les efforts diplomatiques de la communauté internationale pour mettre fin à toute violation du droit international dans le contexte du conflit israélo-palestinien", well dat bezitt sech dann och op déi zwou Saachen. Dann hätte mer och dat Element nach dran am Text.

Voilà, dat wär d'Propositioun. Ech hoffen, dat huet jidderee kënnen iergendwéi novollzéien a mat notéieren. Et ass eis Propositioun, Här President, loosse mer mol kucken, wéi wäit mer kommen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Also, ech resüméieren d'Propositioun. Et ass am Fong, an dräi ze deelen. Déi éischt ass d'Condamnatioun vun der Politique de colonisation, déi amgaang ass, an och eng kloer Ausso fir e Condamnéiere vun där Politique de colonisation, déi bis elo geschitt ass.

Dat Zweet, dat ass, nach eng Kéier d'Attacken op den Territoire d'Israël ze condamnéieren.

An dat Drëtt, dat ass, datt mer am Fong déi Effort diplomatiquen, fir Schluss zu sämtleche Mënscherechtsviolatiounen, déi vun där enger a vun där anerer Säit geschitt sinn, all déi Efforten ze ënnerstëtzen, déi an déi Richtung ginn. Dat ass am Fong d'Propositioun vum Här Kartheiser, esou wéi ech se verstanen hunn. Här Kartheiser, leien ech richteg do?

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, elo musst Der dozou Stellung huelen, ob Der domadder kënnt d'accord sinn. An da muss den Här Graas soen, iwwer wat fir eng Versioun mer elo hei sollen ofstëmme loossen. Mee ech géing elo fir d'éischt, éier ech dem Här Graas d'Wuert ginn … Här Graas, ech mengen, ech soll Iech als Leschten huelen. Dat wär méi utile, wa mer wëllen Uerdnung an de Betrib hei kréien. Dofir, sinn elo nach zu där Propositioun Wuertmeldungen? Ech hunn den Här Hansen, den Här Wagner an den Här Bausch. Här Hansen.

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Jo, villmools merci. Mat deenen dräi éischte Propositioune war ech complètement d'accord. Mat där leschter gesinn ech elo net wierklech de Sënn, datt mer dat nach eng Kéier an dräi Ënnerpunkten ënnerdeelen. Just, Här Kartheiser, kënnt Der nach eng Kéier widderhuelen: „réitère bien sa condamnation"? Wéi fänkt Der de Saz un? Well ech mengen, dat ass essenziell, wéi Der deen ufänkt, well soss hu mer besser, bei der initialer Versioun ze bleiwen, wéi dat doten ëmzesetzen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Kartheiser, probéiert elo nach eng Kéier an dann …

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Also, ech probéieren et nach eng Kéier, well wéi gesot, d'Iddi, déi mer haten, Här Hansen, dat ass, datt mer net wollten d'Politick …, datt mer eng Condamnatioun net wollten op dee selwechten Niveau setze vun enger „politique de colonisation" an den „attaques sur le territoire d'Israël". Dat war eng aner Dimensioun, wat mer de 7. Oktober gesinn hunn, wéi d'Kolonisatioun an de besate Gebidder. Also, dat ass den Ausgangsgedanken, datt do zwou Saachen op engem Niveau sinn, déi net op een Niveau gehéieren.

An d'Formuléierung kéint sinn: „appelle le Gouvernement israélien à cesser toute colonisation illégale et condamne les activités de colonisation dans les territoires occupés". Et ass elo keen héich fantastescht Franséisch, mee et géif awer déi zwee Elementer drabréngen, datt mer den Opruff un Israel maachen, fir d'Kolonisatiounspolitick ze stoppen, a well et de Wonsch hei vu Verschiddenen ass, fir ze soen, datt mir se verurteelen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Bon, gëtt et dozou Wuertmeldungen? Här Wagner, Här Bausch.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Vill Hin an Hier fir Ännerungen, wou ee schlussendlech net richteg gesäit, wou wierklech d'Plusvalue ass, ausser beim leschten Tiret, wou den Här Kartheiser d'Attacken an d'Kolonisatioun wëll trennen. Mir sinn awer trotzdeem der Meenung, datt déi initial Formulatioun u sech déi bescht ass an déi richtegst ass. A mir sinn der Meenung, datt et besser wier, datt mer u sech op jiddwer Fall eng Resolutioun unhuelen, wou dee leschten Tiret, dee „réitère", soll tel quel esou bleiwen, wéi en initialement och proposéiert gouf.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Also mir hunn déi Resolutioun hei mat ënnerschriwwen, well mer fonnt hunn, datt se eigentlech en zimmlech gudde Package ass vun der Beschreiwung vun deem, wat ass a wat mer gären hätten. Et sinn eng, zwou Remarke gemaach ginn am Ufank, déi kann ech nach novollzéien, do si mer och d'accord, datt déi geännert ginn. Mee dee leschten Tiret ass awer vill méi kloer, esou wéi en hei steet an der urspréngleche Versioun vun der Resolutioun, esou wéi se vun der Majoritéit proposéiert ginn ass. Dofir géife mir derfir plädéieren, déi bäizebehalen. Déi ass kloer an däitlech, do steet, ëm wat et geet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. An Dir sidd d'accord, wann ech richteg verstanen hunn, déi aner dräi unzehuelen, soudatt Är Positioun kloer ass.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Déi aner dräi si kee Problem.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann den Här Clement an duerno den Här Graas.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Ech mierken, datt e bëssen Onkloerheet ass, wouriwwer mer ganz konkreet herno ofstëmmen, virun allem mat verschidden Ännerungen, mat deenen, mengen ech, jiddweree liewe kann, anerer, wou et elo nach eng e bëssen Diskussiounsbedarf gëtt. Ech hat den Ausseminister esou verstanen – bon, éischtens emol ass et eng Resolutioun, wou d'Chamber hoheitlech ass –, datt en u sech mat der grober Richtung liewe kann.

Ech géif vläicht proposéieren, et geet hei wierklech ëm all Wuert, datt mer dat hei elo net stëmmen – mir hunn haut nach e laangen Dag –, datt mer déi Ännerunge schréftlech maachen an datt mer dann haut am Laf vum Dag, zwëschent zwee anere Projeten, nach eng Kéier op déi Resolutioun kéinten zréckkomme mat deenen textuellen Ännerungen.

Dat géif eis vläicht d'Méiglechkeet ginn, a Rou zwëschent deene Leit, déi dovunner betraff sinn, en Text zu Pabeier ze brëngen, wou mer eis iwwer all Wuert eens sinn, amplaz datt mer elo hei herno fënnef verschidden Interpretatiounen hunn, iwwer wat tatsächlech ofgestëmmt gouf, well dat deet eis bei esou engem sensibelen Theema definitiv net gutt a wär och net am Kader vu „mieux légiférer", dee mer eis u sech wëlle ginn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement, fir Är Propositioun. Elo ginn ech dem Här Graas d'Wuert an dann zéie mer Schlussfollgerunge fir weiderzekommen. Här Graas.

**M. Gusty Graas** (DP) | Jo, dat ass natierlech elo net esou evident an esou einfach, fir eng definitiv Konklusioun hei ze zéien. Ech hu Verständnis fir all Säiten. Mir hunn u sech dat, wat den Här Kartheiser hei proposéiert huet a sengen dräi éischte Punkten, ganz kloer verstanen. Dee leschte Punkt war u sech fir eis och awer relativ däitlech. Ech hunn awer och Verständnis, wann elo vun där lénker Säit a vun de Kolleege vun de Gréngen elo e bësselche Bedenke kommen. Duerfir géif ech vläicht Follgendes proposéieren: Solle mer eis net eng Stonn Zäit ginn, dat hei elo am Suspens halen? Da setze mer eis zu e puer zesummen, fir datt mer deen Text wierklech definitiv arrêtéieren. Da gesäit jo och jiddwereen, iwwert wat datt en herno ofstëmmt.

Et wier elo awer e bësse schued. Mir sinn elo sou, sou no bei der Arrivée ukomm an et wier jo awer, wéi gesot, nach eng Kéier e flott Zeechen, wa mer hei kéinten unanime eng Resolutioun zréckbehalen. Dat géif mat Sécherheet och der Regierung et méi einfach maachen herno an Negociatiounen op engem aneren Niveau.

Här President, et ass net u mir, wéi gesot, ech maache just eng Propos. Mee wier et net méiglech, vläicht dat ëm eng Stonn ze verréckelen an datt mer nach eng Kéier kuerz dann op de Vott zréckkéimen?

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | All gutt Propos ass wëllkommen. Ech mengen, datt dëse Sujet hei wichteg genuch ass, fir datt mer eis déi Stonn Zäit ginn, fir vläicht en Text zesummen ze fannen. Ob mer dann een zesumme fannen, dat bleift nach opstoen. Dat gesi mer dann.

## 5. Ordre du jour (suite)

Ech géif also elo proposéieren, datt ech dës Diskussioun provisoresch zoumaachen, datt mer deen nächsten Text, wat e Modell 3 ass, elo duerchhuelen an no deem Modell 3 op dës Resolutioun zréckkommen. Da géif ech just dozou den Auteur mat deenen zoustännege Leit bieden, sech vläicht fënnef oder zéng Minutten Zäit ze huelen, fir déi Aarbecht elo ze maachen.

Wann Der domat d'accord sidd?

*(Assentiment)*

Ass een dergéint?

*(Négation)*

Da maache mir dat esou. Ech maachen dëse Punkt provisoresch zou a mir kommen elo direkt zum nächste Punkt vum Ordre du jour.

## 6. 8353 – Projet de loi portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement et portant modification

### 1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;

### 2° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

### 3° de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement ;

### 4° de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable

An dat ass de Projet de loi 8353 iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesüren, déi de Logementssecteur solle redynamiséieren. D'Riedezäit ass nom Modell 3 opgedeelt. Ech maachen awer drop opmierksam, datt de Modell 3 deen neie Modell 3 ass, dee mat deem ale Modell 2 korrespondéiert – fir déi Leit, déi nach wëssen, wat dat eent an dat anert heescht. Et gëtt awer just eng Particularitéit. Dat ass, datt d'Conférence des Présidents hei de Rapporteure méi Zäit ginn huet, 30 Minutten, an och der Regierung méi Zäit ginn huet, och 30 Minutten, fir kënnen zu dësem Projet ze schwätzen. D'Riedezäite sinn also: 30 Minutte fir d'Rapporteuren, fir d'CSV 62, d'DP 48, d'LSAP 42, d'ADR 30, déi gréng 20, d'Piraten 15, déi Lénk 15 an d'Regierung 30 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Paulette Lenert, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här François Bausch, den Här Marc Goergen, den Här David Wagner an den Här Franz Fayot. An d'Wuert huet elo fir unzefänken d'Corapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission des Finances et de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire***

**Mme Diane Adehm** (CSV), corapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut de Mëtteg stëmme mir of iwwert de Gesetzesprojet 8353, dee weesentlech besser bekannt ass als de Paquet Logement. Wéi aus dem Exposé des motifs vum Gesetzesprojet ervirgeet, ass den Immobiliesecteur de Moment praktesch am Leerlauf. D'Zuel vun den Immobilieprojeten ass réckleefeg, gradesou wéi och d'Zuel vun den Transaktiounen um Immobiliemarché. D'Stéit kënne sech ëmmer manner eng Wunneng leeschten, bedéngt duerch engersäits déi héich Zënsen, awer och anerersäits duerch d'Baupräisser, déi ëmmer weider eropginn.

Am drëtten Trimester 2023 gouf et op een Trimester gesinn am mannste Verkeef vun Haiser, Appartementer an Terrainen zënter 2007. Wat de spezifesche Beräich vun de Ventes en l'état futur d'achèvement, also de sougenannte VEFAen, ugeet, esou gouf et fënnefmol manner Transaktiounen an den éischten dräi Trimester vum Joer 2023 wéi an der Moyenne an de Jore virun der Covidkris.

Dëse Gesetzesprojet vun haut de Mëtteg ass d'Äntwert vun der Regierung op déi aktuell Schwieregkeete vum Logement- a vum Bausecteur hei zu Lëtzebuerg. Et ass e Mix vu steierleche Moossnamen an net steierleche Moossnamen a betrëfft d'Privatleit, de Bausecteur an och d'Investisseuren.

Mat mengem Kolleeg, dem Gilles Baum, wäert ech Iech de Mëtteg de Rapport vun dësem Gesetzesprojet virstellen. Mir goufen an enger gemeinsamer Sitzung den 28. Mäerz 2024 vun der Finanzkommissioun an der Logementskommissioun als Corapportere genannt. An der selwechter Kommissioun gouf de Gesetzesprojet virgestallt, d'Avise vun de Beruffskummeren a vum Staatsrot goufen analyséiert an et goufen och eng Rei Amendementer gemaach. An der Reunioun vum 2. Mee gouf dëse Rapport ugeholl.

Här President, ech féieren Iech haut de Mëtteg duerch déi steierlech Moossnamen. Mäi Corapporter, de Gilles Baum, wäert Iech déi méi spezifesch Mesüre vum Logement duerno méi no erklären. Hie wäert och op d'Avise vun de Beruffskummeren a vum Staatsrot agoen.

Wat déi steierlech Mesüren ugeet, esou gëtt et verschidde Mesüren, déi sech op d'Joer 2024 beschränke wäerten.

Déi éischt Mesür: de Crédit d'impôt „bëllegen Akt". Wann een eng Immobilie keeft, fir selwer dran ze wunnen, huet een e sougenanntene Crédit d'impôt op den Enregistrementskäschten zegutt vu bis zu 30.000 Euro pro Persoun. Dëse Crédit d'impôt ass am Volleksmond besser bekannt als de „bëllegen Akt". Fir d'Joer 2024 gëtt dëse Betrag op 40.000 Euro pro Steierzueler eropgesat. Wann dës zousätzlech 10.000 Euro, déi ee fir 2024 zegutt huet, net an dësem Joer an Usproch geholl ginn, da verfale se ab dem Joer 2025 erëm. An dës Mesür, déi zielt fir all Akt, dee bei engem Notaire tëschent dem 1. Januar 2024 an dem 31. Dezember 2024 gemaacht gëtt.

Zweete Punkt: de Crédit d'impôt location. Et gëtt mat dësem Gesetzesprojet en neie Crédit d'impôt op den Enregistrementskäschten ageféiert fir Investisseuren, an dat an Héicht vun 20.000 Euro pro Persoun. D'Konditiounen, fir vun dësem Crédit d'impôt kënnen ze profitéieren, sinn ënner anerem: Et muss sech ëm eng Vente en l'état futur d'achèvement handelen, also eng VEFA. Den Akt beim Notaire muss zwëschent dem 1. Januar an dem 31. Dezember 2024 gemaach ginn. D'Immobilie muss wärend mindestens zwee Joer verlount ginn. An de Locataire muss spéitstens véier Joer nom Datum vum Akt beim Notaire an der Immobilie wunnen.

Drëtt Mesür: d'Besteierung vun der Plus-value aus dem Verkaf vun enger Immobilie mam Véierels oder mam Quart vum Taux global. Wann een aktuell eng Immobilie verkeeft, vun där ee méi wéi zwee Joer Proprietär ass, da bezilt een um Benefiss aus dësem Verkaf e Steierbetrag, deen d'Hallschent vu sengem globale Steiertaux ass. Dat ass den duerchschnëttleche Steiersaz, deen een op all senge Revenue bezilt. Wann een am Joer 2024 eng Immobilie verkeeft, gëtt dëse Steierbetrag, deen een um Benefiss vum Verkaf bezilt, op ee Véierel vu sengem duerchschnëttleche Steiersaz erofgesat.

Véiert Mesür: d'Erëmaféiere vun der steierlecher Neutralitéit vun de Plus-valuen op Immobilien. Wann een am Joer 2024 en Immeuble verkeeft, da kann een d'Plus-value aus dësem Verkaf steierlech neutraliséieren ënnert der Konditioun, dass dës Plus-value entweeder op eng Immobilie transferéiert gëtt, déi ënnert dem Regimm vun der Gestion locative sociale verlount gëtt, oder dass d'Immobilie A+ klasséiert ass, wat d'Energieperformance, d'thermesch Isolatioun an d'Ëmweltperformance ugeet. Dëst mussen nei gebaute Gebaier sinn an den Transfert vun der Plus-value muss bis spéitstens d'Steierjoer 2026 gemaach ginn.

Fënneft Mesür: d'Eropsetze vum Taux a vun der Dauer vum Amortissement vu Mietwunnengen. Wéi ech schonn a mengem mëndleche Rapport virdrun ernimmt hunn, huet haaptsächlech de Bausecteur de Moment ganz grouss Problemer an et geet drëm, fir eeben dëse Secteur um Lafen ze halen. Dowéinst gi mat dëser Mesür d'Investisseuren encouragéiert, a sougenannte VEFAen ze investéieren. An eeben aus dësem Grond kënnen Investisseuren, déi tëschent dem 1. Januar an dem 31. Dezember 2024 an eng VEFA investéieren, vun engem Abattement construction spécial just fir dës VEFA profitéieren.

Dësen Abattement gesäit vir, dass ab dem Joer, wou d'Immobilie fäerdeggestallt ass, an déi follgend sechs Joer den Investisseur kann zousätzlech 4 % Amortissement geltend maachen. Dës 4 % komme bei déi 2 % Amortissement derbäi, déi op all Immobilie kënne geltend gemaach ginn. De gesamten Amortissement beleeft sech also op 6 % vum Wäert vun der Immobilie ouni den Terrain. Den Abattement, dee mat dëser Mesür pro Joer geltend gemaach ka ginn, däerf net méi héich si wéi 250.000 Euro.

Niewent deene Mesüren, déi ech Iech elo opgezielt hunn an déi sech op d'Joer 2024 beschränken, ginn et och eng Partie Mesüren, déi struktureller Natur sinn.

Déi éischt Mesür ass d'Eropsetze vun der Exemptioun vun den Nettorevenuen, déi een aus der Gestion locative sociale kritt. Wann e Proprietär seng Immobilie an d'Gestion locative sociale gëtt, huet e bis elo 75 % vu sengem Revenu locatif aus dëser Immobilie steierfräi. An Zukunft gëllt dat fir 90 % vum Revenu locatif.

Zweet Mesür: d'Ausdeene vum Regimm vun der Exemption d'impôt vun der Plus-value, wann een un de Fonds du logement verkeeft. Bis elo huet ee keng Steieren op der Plus-value vum Verkaf vun enger Immobilie bezuelt, wann een dës Immobilie entweeder un de Staat, un eng Gemeng oder un e Gemengesyndikat verkaaft huet. Ab dësem Joer gëllt dat selwecht, wann een un de Fonds du logement verkeeft.

Drëtt Mesür: d'Aféiere vun enger deelweiser Exonération fiscale vun de Primmen, déi e Patron engem jonke Salarié bezilt, fir him ze hëllefen, säi Logement ze bezuelen. Dat heiten ass eng nei Mesür, déi et bis elo nach net gëtt. D'Lëtzebuerger Wirtschaft huet ëmmer méi Schwieregkeeten, qualifizéiert Leit ze fannen, Stéchwuert: Talentattraction. Ech mengen, ech hat a mengem Budgetsrapport laang a breet dovunner geschwat. En Deel vun de Problemer sinn déi héich Logementspräisser bei eis. Aus dësem Grond gëtt och déi nei Mesür hei agefouert, déi eng deelweis Steierbefreiung virgesäit op Primmen, déi Patrone jonke Mataarbechter bezuelen, fir hinne beim Bezuele vun hirem Logement finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen. Dës Primm gëtt am Gesetzesprojet als Prime locative bezeechent.

25 % vun der Prime locative sinn an Zukunft steierfräi, an dat bis zu enger maximaler Prime locative vun 1.000 Euro de Mount fir eng Persoun, déi Vollzäit

schafft. Mee dat Ganzt ass un e puer Konditioune gekoppelt: De Salarié däerf op den 1. Januar vum Steierjoer nach keng 30 Joer al sinn. D'Prime locative, déi de Patron sengem Salarié bezilt, däerf net méi héich si wéi de Loyer, dee vum Salarié bezuelt gëtt. An d'Bruttojoresgehalt mat allen Avantagen ausser der Prime locative däerf net méi héich si wéi 30-mol de qualifizéierte monatleche Mindestloun. Et ass och nach bei dësem Punkt ze erwänen, dass de Salarié, deen eng Prime locative vu sengem Patron kritt, net muss zu Lëtzebuerg wunnen. De Salarié kann och an engem anere Land wunnen.

An dann hu mer nach eng Mesür dran, déi och am Gesetz drasteet, awer net onbedéngt elo spezifesch ass fir dat heiten. Dat ass: Um Niveau vun der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA gëtt et nach eng kleng technesch Ännerung, fir dass den Enregistrement déi Gelder, déi hien nach zegutt huet, andreiwe kann.

An dann, last but not least, gëtt et awer och nach e Punkt, deen net onwichteg ass an deen och mat dësem Gesetzesprojet ofgeännert gëtt, an dat ass d'Definitioun vun engem Bénéfice de spéculation beim Verkaf vun enger Immobilie. Wann een ab dem Steierjoer 2025 eng Immobilie verkeeft, vun där ee manner wéi fënnef Joer Proprietär war, da gëtt de Benefiss aus dësem Verkaf als Bénéfice de spéculation besteiert. Wann ee méi wéi fënnef Joer Proprietär war, da gëtt de Benefiss vum Verkaf als Bénéfice de cession besteiert. Bis elo waren dat zwee Joer.

Voilà, domadder wier ech fäerdeg mat mengem Deel a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Adehm. An dann ass d'Wuert elo fir den zweete Corapporteur vum Projet de loi, den Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gilles Baum** (DP), corapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, wéi meng Virriednerin, d'Madamm Diane Adehm, et scho gesot huet, kann een et just nach eng Kéier betounen: Mir sinn eis alleguerte bewosst, dass de Lëtzebuerger Wunnengsmaart virun enger grousser, grousser Erausfuerderung steet an dass mer eng Wunnengsnout hunn. Nieft de Steiermesüren, déi d'Madamm Adehm elo presentéiert huet, spillen dowéinst och d'Sozialmesüren eng grondleeënd an effikass Roll bei der Bekämpfung vun der Wunnengsnout. Loosst mech op dëser Plaz konkreet op d'Sozialmesüren am Detail agoen.

De Projet de loi gesäit d'Aféierung vun engem éischten ëmfaassende Paquet mat enger ganzer Rei u Moossname vir, woumat de Marché vum Logement souwuel kuerz- wéi och mëttel- a laangfristeg redynamiséiert gëtt. Dës Mesüre goufe souwuel mat den ëffentleche wéi och mat de private Partner ausgeschafft a verfollegen en dräifacht Zil: Éischtens soll de Bau- an Handwierkssecteur gestäerkt ginn, fir Aarbechtsplazen ze erhalen. Zweetens soll déi aktuell Wunnengsoffer duerch d'Mesüre signifikant erhéicht ginn. An drëttens geet et eis ëm eng direkt an effikass Ënnerstëtzung vu Privatpersounen, déi eng Wunneng wëlle kafen oder lounen.

Am Beräich vun de Sozialmesüre gesäit dëse Gesetzesprojet dofir eng punktuell Upassung vun der Legislatioun vir, mat där déi individuell Hëllefen am Logement am abordabele Wunnraum gereegelt ginn, fir dass méi Leit d'Recht op eng Hëllef kréien. D'Situatioun um Logementsmaart huet sech an deene leschte Jore spierbar verännert, an dat net zum Gudden. Dowéinst ass et nëmme verständlech, dass mir och elo den Akommesplaffong vun dësen individuellen Hëllefen dëser Entwécklung upassen. De Plaffong, fir eligibel fir Hëllefen ze ginn, gëtt also an d'Luucht gesat.

Mat dëser Upassung komme méi Leit a Fro, fir vun den Hëllefe kënnen ze profitéieren. Sou klëmmt beispillsweis den aktuelle Plaffong fir déi nei individuell Hëllefe fir e Menage mat Kanner tëschent 8 % a 25 %, jee no der Unzuel vun de Kanner.

De Plaffong vun der Subvention loyer fir Stéit mat Kanner gëtt och ugepasst. Den Ament läit dee bei 200 Euro de Mount fir eng Eenzelpersoun mat enger Pai vu maximal 3.727 Euro de Mount. Fir eng Koppel mat maximal 5.591 Euro Akommes pro Mount läit de Plaffong aktuell bei 280 Euro. Wann de Menage een oder méi Kanner huet, dann erhéicht sech de Plaffong ëm 40 Euro pro Kand. Dat heescht, am Moment kritt ee 40 Euro pro Kand, wat am Menage lieft, an dat gëtt verduebelt fir all Kand, wat am Stot ass.

Et ass eis bewosst, dass d'Subvention loyer schonn an der Vergaangenheet ugepasst ginn ass, mee opgrond vun der aktueller Situatioun an deem Drock, deen am Moment op der Locatioun besteet, ass et wichteg, de Mënschen a virun allem de Famillje mat Kanner heimat nach eng Kéier verstäerkt ënnert d'Äerm ze gräifen.

Fir méi Menagen den Dram vun engem Eegenheem ze erméiglechen, gëtt des Weideren och den Akommesplaffong fir d'Prime d'accession à la propriété ugepasst. Mat dëser Upassung gëtt d'Unzuel vun den eligibele Menagen ëm iwwert d'Hallschent, fir genau ze sinn ëm 59 %, erhéicht a gläichzäiteg dann och déi potenziell Unzuel vun de Beneficiairë vun enger Prime d'épargne, well et sech hei jo ëm eng Zousazprimm vun der Prime d'accession à la propriété handelt.

Fir op déi erhéichten Zënsen op Immobiliekreditter ze reagéieren a fir eng Partie vun dëser Charge d'intérêts débiteurs op den Immobiliekreditter ofzedecken, gi souwuel de maximalen Taux fir d'Subvention d'intérêt wéi och déi verschidden Akommesplaffonge fir dës Subventioun erhéicht. Den Taux maximal fir d'Subventioun läit aktuell bei 2,5 %, an dee gëtt elo op 3,5 % erhéicht, dëst no statistesche Berechnunge vun der Zentralbank. Dës Moossnam gëllt souwuel fir déi nei wéi och fir lafend Prêten a soll, wéi gesot, opgrond vun den aktuell héijen Tauxen d'Zënslaascht vun den Immobiliekreditter no ënnen drécken an de Leit esou méi Loft loosse fir ze liewen.

Bei der Staatsgarantie gouf 2023 dat aalt Gesetz vun 1979 iwwerschafft an dobäi och de minimale Montant, deen een dräi Joer laang muss gespuert hunn, fir eng Staatsgarantie ze kréien, vun 290 Euro pro Joer op 1.000 Euro pro Joer eropgesat. Fir d'Transitioun vum ale Gesetz vun 1979 op dat neit Gesetz vum leschte Joer ze erliichteren, gëtt eng Disposition légale geschaf, soudatt kee Bierger vun dëser Staatshëllef ausgeschloss ka ginn, och net déi Persounen, déi just nach nom ale Regimm ugefaangen hunn ze spueren an dunn op eemol net méi konform waren zum neie Regimm. Och dës Persoune kënne weiderhi vun der Staatsgarantie profitéieren.

Ausserdeem ginn opgrond vun den aktuell héijen Taux d'intérêts um Immobiliemarché och d'Viraussetzunge fir d'Ufroe vun der Staatsgarantie, also der Garantie de l'État, ugepasst, andeems den Taux vun 3 % op 6 % erhéicht gëtt. De maximale Prozentsaz vun de Staatsgarantien, deen am Verhältnis zu de Käschte fir de Bau respektiv de Kaf oder d'Renovatioun vum Wunnraum berechent gëtt, soll vun aktuell 30 % op 40 % erhéicht ginn, souwéi och d'Akommesgrenzen, déi fir d'Staatsgarantie gëllen. Dat stellt och eng sensibel Hëllef duer.

Mir wëlle mat dësem Gesetz och de Kaf vun abordabelem Wunnraum a vu Wunnraum à coût modéré, déi vun engem ëffentlechen Träger wéi der SNHBM, dem Fonds du logement oder vun enger Gemeng geschaaft ginn, weider verstäerken. An dofir gëtt och d'Aide à la pierre an dëst Gesetz matabezunn.

E Wuert zum abordabele Wunnraum an dem Wunnraum à coût modéré: Wou läit do genau den Ënnerscheed? Kommt, mir huele beispillsweis de Fonds du logement. Bei engem abordabele Bauprojet leet de Staat 50 % bäi bei de Käschte vum Terrain a 50 % bei den Etüden a bei den Infrastrukturaarbechten. Bei engem Projet à coût modéré bedeelegt sech de Staat zu 50 % beim Terrain, mee net bei den Etüden an den Infrastrukturkäschten.

Et versteet sech vum selwen, dass alleguer dës Terrainen net verkaaft ginn, mee an eng Emphyteos kommen, dat heescht, et lount een déi Terrainen op 49 oder 99 Joer.

Eligibel fir de Kaf vun abordabelem Wunnraum ware bis elo Stéit mat engem Akommes bis zum sechsten Decile. Dee gëtt elo erhéicht op de siwenten Decile. Beim Wunnraum à coût modéré war et bis elo de siwenten Decile. An dat gëtt elo erhéicht op den aachten Decile.

Ënnert deenen Zuele kënnt Der Iech vläicht net ganz vill virstellen, an dofir wollt ech Iech e puer konkreet Beispiller ginn. Bei enger Eenzelpersoun gëtt de Plaffong beim abordabele Wunnraum gehuewe vu 47.700 Euro op 59.000 Euro an de Plaffong gëtt gehuewe beim Coût modéré vun 53.700 op 69.500 Euro. Fir eng Koppel ouni Kanner am abordabele Wunnraum, do geet de Plaffong erop vun 73.000 op 88.500 am Abordabelen an am Coût modéré vun 82.400 op 104.200. Fir eng Koppel mat zwee Kanner geet de Plaffong am abordabele Wunnraum erop vu 97.500 op 135.600 an am Coût modéré vun 110.000 op 159.700.

Fir de Krees vun de potenzielle Keefer fir dës abordabel Wunnengen ze erweideren, ginn d'Tariffer, déi de Plaffong festleeën, fir eligibel ze gi fir de Kaf vun abordabelem Wunnraum a Wunnraum à coût modéré, also temporär eropgesat. Soumat gëtt e Menage mat engem Nettoakommes ënnerhalb vum Decile 7, fréier Decile 6, eligibel fir de Kaf vun abordabelem Wunnraum an e Menage mat engem Nettoakommes ënnerhalb vum Decile 8, fréier den Decile 7, eligibel fir de Kaf vu Wunnraum à coût modéré.

Duerch dës zäitlech begrenzten Erweiderung soll de Krees vun de potenzielle Keefer vun abordabelem Wunnraum a Wunnraum à coût modéré kuerzfristeg ugekuerbelt ginn a geziilt deene Leit ënnert d'Äerm gegraff ginn, déi Hëllef brauchen. Deene Leit kënne mir och elo Hëllef ubidden. An de Krees vu Leit huet sech mat der aktueller Zënssituatioun natierlech erweidert.

Dat hei ass e ganz wichtegt Gesetz, e ganz substanziellt Gesetz, an dofir krute mer och eng Rei Avisen eran, op déi ech hei nach kuerz wéilt agoen.

*(M. Fernand Etgen prend la présidence.)*

De Staatsrot huet säin Accord fir dëse Projet de loi ginn, nodeems ënner anerem den Zäitraum, an deem den Demandeur vun enger Staatsgarantie e bestëmmte Montant ugespuert muss hunn, méi kloer definéiert gouf bezéiungsweis den Zäitpunkt, vun deems un den Demandeur ugefaangen huet ze spueren, méi kloer festgeluecht gouf. Dëst, fir juristesch Onkloerheeten ze vermeiden a méi Kloerheet an den Text eranzebréngen.

D'Chambre des Métiers begréisst déi individuell Hëllefen, déi am Projet de loi virgesi sinn, mee si

géing et ënnerstëtzen, wann dës finanziell Hëllefen zäitlech begrenzt wären, fir de Bausecteur, hirer Opfaassung no, kuerzfristeg maximal ze stimuléieren.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ënnerstëtzt och déi verschidde Sozialmesüren, stellt allerdéngs d'Wierksamkeet vun de Mesüre bei Stéit mat mëttlerem a ganz klengem Akommes a Fro.

Och d'Chambre de Commerce ënnerstëtzt dës Sozialmesüren aus dem Projet de loi, mee schléit des Weidere vir, dass och Privatentreprisen an dem Marché vum Kaf a vun der Locatioun vun abordabelem Wunnraum a Wunnraum à coût modéré matschaffe kënnen.

Den Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils, den OAI, schwätzt sech fir dës Mesüren aus a gëtt gläichzäiteg awer ze bedenken, dass d'Effikassitéit vun de Mesüren an engem bis zwee Joer misst evaluéiert ginn.

D'Chambre des Salariés begréisst d'Mesüren, mee weist op verschidde Propositiounen hin, beispillsweis dass net nëmmen den eligibele Krees vun den Aiden erhéicht gëtt, mee och d'Hëllef selwer, an dass d'Subvention loyer net nëmme fir Leit mat Kanner an d'Luucht gesat gëtt, mee och fir Celibatairen, also Leit ouni Kanner. Dës Weidere schloe si vir, dass d'Promotioun vum Logement abordable sech an éischter Linn sollt iwwert d'Locatioun maachen amplaz iwwert de Verkaf an dass Wunnraum, deen ouni Erfolleg an der Vente steet, dauerhaft an d'Locatioun soll goen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet beinhalt en éischten ëmfaassende Pak mat enger ganzer Rei Moossnamen, fir de Wunnengsmaart souwuel kuerz- wéi och mëttel- a laangfristeg nees ze dynamiséieren. Et ass e wichtege Projet de loi fir d'Mënschen dobaussen, fir d'Mënschen, déi et schwéier hunn, eng Wunneng ze fannen, an ech mengen, dass mer wierklech hei e grousse Schrëtt maache fir vill Leit, deenen et am Moment net méiglech ass, en Dag iwwert dem Kapp ze kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | An ech soen dem Corapporteur, dem Här Gilles Baum, Merci.

An ech ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Alex Donnerbach.

*(Hilarité)*

Donnersbach.

***Discussion générale***

**M. Alex Donnersbach** (CSV) | Voilà. Also: „Donnersbach", voilà!

*(Hilarité)*

Här President, fir d'éischt wëll ech de Rapporteure Merci soe fir hiren ausféierlechen an detailléierte Bericht. An da wëll ech am Numm vun der CSV d'Gesetz, de Projet de loi vun haut, ganz häerzlech begréissen. Et ass e wichtegen a substanzielle Schrëtt, fir d'Schiflag, déi mer aktuell am Bausecteur kennen, ofzefiederen a gläichzäiteg eng essentiel Entlaaschtung fir déi eenzel Stéit, fir déi d'Wunnkäschten an de leschte Joer massiv an d'Luucht gaange sinn duerch déi staark Erhéijung vun den Zënsen, fir déi endlech ze entlaaschten.

Mir begréissen, datt d'Regierung hei keng Zäit verluer huet an innerhalb vun den éischten 100 Deeg dëse Projet de loi deposéiert huet, e ficeléiert huet an domat wichteg Punkten aus eisem Koalitiounsprogramm vum November ëmsetzt.

Et gëtt aktuell zwou Krisen am Beräich vum Logement. Dat ass engersäits d'Baukris, déi doduerch entstanen ass, datt d'Zënse schlagaarteg duerch d'Europäesch Zentralbank an d'Luucht gaange sinn an hirem Effort, d'Inflatioun ze bekämpfen. Doduerch si vill nei Projeten op eemol net méi finanzéierbar gewiescht. An dat kann een och an den Zuele ganz gutt erkennen: Sinn et am Joer 2020 nach méi wéi 2.000 VEFAe gewiescht, sou waren et am Joer 2023 nëmmen nach 15 % vun där Unzuel. Déi Zuel illustréiert gutt, wéi déif d'Kris an deem Beräich ass.

Op der anerer Säit gëtt et eng strukturell Logementskris, déi iwwer Joren entstanen ass an déi sech doduerch auszeechent, datt einfach net genuch Wunnenge gebaut gi sinn, fir mat der Demande matzehalen, déi duerch de staarke Wuesstum vun der Bevëlkerung a vun den Aarbechtsplazen iwwert déi lescht Joren entstanen ass.

Ma et ass kloer, datt mer dës zweet Kris net geléist kréien, wa mer net séier handelen am Bausecteur an elo agéieren, fir de Bausecteur opzefänken. Wann nämlech bal näischt méi gebaut gëtt, wa keng Demande méi do ass, da geet d'Offer och net an d'Luucht.

Dowéinst ass et richteg an noutwendeg, datt d'Regierung dëse Projet de loi innerhalb vun den éischten 100 Deeg op d'Bee gestallt huet, fir geziilt neie Schwong an de Bausecteur ze bréngen.

Dobäi begréissen ech och ausdrécklech, datt eng Rei vu Mesüre sech retroaktiv op den 1. Januar applizéieren, well mir wëssen et, de legislative Prozess brauch seng Zäit, an et war wichteg, ab Februar den Acteure schonn ze signaliséieren, wat de Plang fir dëst Joer ass, fir datt och si hir Pläng kënne maachen.

Mir hu par ailleurs festgestallt bei deem leschten Debat iwwert de Logement hei an der Chamber, datt déi meescht Parteien hei déi Approche u sech deelen, fir elo mol séier ze handelen, fir d'Baukris hei ofzewenden an de Privathaushalter a Betriber ze hëllefen, géint déi schnell ustéigend Zënsen unzegoen.

Eng Kritick, déi u sech an deem Debat vu verschiddenen Ecker koum, war, datt d'Regierung hei Mesüren hélt, déi et fir d'Investisseuren ze vill attraktiv maachen, an de Wunnengsbau ze investéieren. Deene wëll ech kloer soen, datt mer ouni Privatinvest de Constructiounssecteur aktuell net beliewe kënnen!

**Une voix** | Très bien!

**M. Alex Donnersbach** (CSV) | Mir brauche souwuel déi privat wéi déi staatlech Gelder an déi mobiliséiere mer och, fir d'Demande grad zu dësem Moment erëm an d'Luucht ze drécken. A genau dat soll dëse Projet de loi erwierken, zesumme mat dem Budget, dee mer de leschte Mount gestëmmt hunn. Engersäits sollen Incentive geschafe ginn, fir de Privatinvest unzekuerbelen, notamment mat deem zäitlech begrenzte Crédit d'impôt fir d'Investoren an der zäitlech begrenzter Erhéijung vum Amortissement accéléré.

Déi zäitlech Begrenzung vun dëse fiskalesche Mesüren ass d'ailleurs weesentlech, wichteg, well si en Ureiz schaaft, elo ze investéieren an net an engem Joer, an zwee Joer oder an dräi Joer, mee dëst Joer. Well et ass elo, wou déi Sue mussen investéiert ginn, fir d'Demande am Bausecteur erëm eropzesetzen an de Bausecteur erëm opzepäppelen.

Da wëlle mer als CSV och kloer ervirsträichen, datt net nëmmen de Privatsecteur an de Logement investéiert, ma och de Staat. Och de Staat huet an dem Budget dëst Joer e groussen Invest an de Wunnengsbau gemaach. 480 Milliounе solle bis 2027 an den Opkaf vu VEFAe gestach ginn. Domat gëtt de Park vun öffentleche Wunnenge staark erweidert. An och d'Aide à la pierre, fir datt d'Gemengen an d'sozial Promoteure Logement maachen, geet vu lescht Joer 176 Milliounen op dëst Joer 480 Milliounen erop.

Dowéinst kënne mir net novollzéien, wéi Verschiddener ëmmer erëm uprangeren, et géif nëmmen alles fir d'Investeure gemaach ginn. Dat stëmmt net! Hei sinn d'Mesüre balancéiert: Fir déi eenzel Leit, déi, déi eng Wunneng hunn, déi, déi eng Wunneng lounen, fir jiddweree gëtt et hei eng Entlaaschtung.

Bei de Mesüre fir déi eenzel Leit, do wëll ech ufänke mam bëllegen Akt, dee mer vun 30.000 op 40.000 Euro eropsetzen. Dat hëlleft all deenen, déi déi éischt Wunneng sichen, gradesou wéi bei der Prime d'accession à la propriété. Och do gëtt de Plaffong an d'Luucht gesat. An och bei der Garantie de l'État gëtt nogebessert, déi laang net méi praktikabel war, well d'Plaffongen esou niddreg waren. Och hei ginn déi richteg Schrëtt gemaach.

An da ginn och déi aktuell Proprietären entlaascht duerch d'Eropsetze vum Plaffong vun den Zënsen, déi si alljoers vun hire Steieren ofsetze kënnen, an duerch d'Erhéijung vun der Subvention d'intérêt.

Ma doriwwer eraus passt dëse Projet de loi och d'Aidë fir d'Locataire un, notamment bei den Aides individuelles a bei der Subvention loyer. An da féiert dëse Projet de loi och eng Primm grad fir jonk Beruffsufänger an, eng Prime locative, déi steierlech ofsetzbar ass an déi eebe grad deenen, déi et am schwieregsten hunn, wa se op de Locatiounsmarché kommen, hëlleft.

An anere Wierder: Dëse Projet de loi ass e groussen Effort, fir engersäits Sue vu Leit ze mobiliséieren, déi sech eng éischt Kéier en Haus wëlle kafen, zesumme mat de Sue vu Privatinvestoren, fir d'Demande kuerzfristeg erëm unzekuerbelen an domat neie Schwong an de Bausecteur ze bréngen. An anerersäits sollen och konkreet déi Privatstéit a Locataire entlaascht ginn, déi direkt oder indirekt ënnert der Hausse vun den Zënse leiden. Et ass also e wirtschaftlech a sozial ausgeglachene Pak u Mesüren, déi souwuel de Privatstéit zeguttkomme wéi och der Baubranche, déi elo kuerzfristeg soll ënnerstëtzt ginn.

Da koum an eisen Debatten och ëmmer d'Kritick, datt déi Mesüren net wierklech de Kär vun der Problematik, der Logementskris, bei der Wuerzel pake géifen, datt elo erëm op der Demande geschafft géif an net op der Offer.

Hei wëll ech kloer soen: Jo, bei enger Baukris, wou d'Demande net méi do ass a wou d'Demande fort ass, do muss een och eng Politick maachen, fir datt déi Demande erëm zréckkënnt. D'Steierpolitick ass dofir do, de richtege Kader ze stellen, fir d'Suen an d'Invester an déi gewënschte Richtung ze leeden. Elo kuerzfristeg gëllt et, verstäerkt Suen an d'Demande fléissen ze loossen. A genau dat mécht den aktuelle Projet de loi mat engem Deel vu senge fiskalesche Mesüren.

Gläichzäiteg wësse mir – an dat hu mer och gläich um Ufank gesot –, datt mer hei zwou Krisen am Land hunn: d'Baukris an d'Logementskris. An dofir stinn am Koalitiounsprogramm engersäits Mesüren, déi erëm Schwong an de Bausecteur solle bréngen, awer och eng ganz Rei Mesüren, eng Panoplie u Mesüren, fir an Zukunft d'Offer hei zu Lëtzebuerg an d'Luucht ze schrauwen.

An deem Kontext begréisse mir als CSV ausdrécklech, datt d'Regierung parallell zum Depot vun dësem Projet de loi u weidere Mesüre schafft, déi nach virum Summer solle presentéiert ginn, fir déi Offer mëttel- a laangfristeg an d'Luucht ze setzen. Bei deene Mesüre soll et verstäerkt dorëms goen, wéi mir déi aktuell Hürden am Wunnengsbau, déi am Moment op ville Plazen existéieren, kënnen ofbauen an doduerch d'Offer iwwert déi nächst Jore méi séier an d'Luucht setzen.

Ganz besonnesch geet et ëm eng Vereinfachung an eng Rationaliséierung vun de Prozeduren, souwuel am Beräich vun de Gemenge wéi vum Patrimoine, vun der Ëmwelt an eng ganz Rei anerer. Hei mussen déi richteg Changementer gemaach ginn, fir datt eng Wunnengsbauoffensiv iwwert déi nächst Joren iwwerhaapt méiglech gemaach ka ginn.

Dowéinst kann ech ofschléissend an dësem komplexen Theema vun der Wunnengskris nëmme soen: Et gëtt net déi eng Léisung, fir dee Problem vun der Wunnengskris ze léisen! Et ass och keng Science exacte. Dowéinst muss een engersäits ëmmer erëm préiwen, ob déi Mesüren, déi een hëlt, och de gewënschten Effekt hunn a le cas échéant nobesseren.

An anerersäits bleift de Constat, dass et e komplexe Problem ass, well vill Interêten an der Wunnengsbaupolitick openeentreffen. Vun Autonomie communale iwwer Ëmweltschutz, Aarteschutz, wirtschaftlech Interessen, souguer de Brandschutz, de Schutz vum Patrimoine souwéi déi konkreet Interesse vun de Bierger op der Plaz – villes fléisst an déi Debatt hei mat eran, wat si gläichzäiteg ganz spannend mécht, mee awer och ganz komplizéiert.

Dowéinst gëllt et elo, u ville Schrauwe gläichzäiteg ze dréien, fir ze kucken, de richtegen Equiliber ze fannen, souzesoen den Optimum. Dat heescht, mir musse kucken, an den nächste Jore méi Wunnengen ze bauen, fir mam Wuesstum vun der Bevëlkerung an den Aarbechtsplaze Schrëtt ze halen a gläichzäiteg den Equiliber tëschent deene verschiddenen Interessen deementspriechend nei ze ajustéieren.

Dowéinst begréisse mir als CSV, datt déi nei Regierung u ville Schrauwen am Moment gläichzäiteg dréit, sief dat mat deene Suen, déi se am Budget investéiert fir de Logement abordable, sief et mat dësem Projet de loi, wou eng ganz Rei Mesüre kommen, fir de Bausecteur erëm a Schwong ze bréngen, sief et mat der Intentioun, de Privatsecteur och bei de Logements abordables verstäerkt anzebauen, sief et iwwert d'Prozeduren, déi méi effikass a méi rational solle ginn. Dat eent maachen heescht net, dat anert net maachen.

Dat ass alles vill Aarbecht, déi virun eis läit, an de Problem vun der Wunnengskris wäert och net direkt geléist kënne ginn, mee wa mer net ufänken, da wäerte mer och net ukommen. An dëse Projet de loi ass en éischte wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Donnersbach. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi scho vum Gilles Baum betount, befënnt sech eist Land säit Joren an enger Wunnengskris. Et ass eng traureg Realitéit, dass d'Nofro no Wunnengen d'Offer bei Wäitem iwwerschreit, an dëst strukturellt Ongläichgewiicht weist sech ëmmer erëm.

D'Wunnengsnout ass, wéi gesot, keng nei Thematik. De Logementsproblem zitt sech säit Joren a Joerzéngten a betrëfft ëmmer méi Mënschen hei am Land, bis an d'Mëttelschicht eran.

D'Problemer si bekannt: Lëtzebuerg wiisst, souwuel am wirtschaftleche wéi och am demografesche Beräich. An all dës Leit, déi zum Wuelstand vun eisem Land bäidroen, musse logéiert ginn. Dann hu mer natierlech d'Präisentwécklung, souwuel am Kaf wéi an der Locatioun vu Wunnengen, déi ganz ville Leit Kappzerbrieches mécht, eppes, op dat ech och ganz oft a menger Qualitéit als Buergermeeschtesch vu Bierger ugeschwat ginn.

Ech denken un déi Leit, déi Zäit hires Liewens geschafft hunn an elo vun enger knapper Pensioun liewen. Ech denken un déi Jonk, déi grad eréischt an d'Beruffsliewe gestart sinn a fir déi et schwéier ass, mat de finanzielle Mëttel, déi hinnen zur Verfügung stinn, e Loyer ze bezuelen oder méi spéit e weidere Schrëtt an d'Selbstännegkeet ze maache mat enger éischter eegener Wunneng. Ech denken awer och u Leit mam Mindestloun an elengerzéiend Elteren, déi duerch den héije Loyer oder déi héich Tauxen op Immobiliekreditter um Enn vum Mount näischt méi Rescht hunn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Wunnen däerf kee Luxus sinn! Als Staat musse mir derfir suergen, „datt jidderee mënschewierdeg ka liewen an eng gëeegent Wunneng huet", genausou wéi mer et an eiser neier Verfassung och verankert hunn.

An dësem Sënn sinn an der viregter Legislatur wichteg Moossnamen ëmgesat oder an Ugréff geholl ginn, fir méi Wunnraum a virun allem méi bezuelbare Wunnraum ze schafen. Mam Pacte Logement 2.0 ass eng nei Allianz tëschent de Gemengen an dem Staat entstanen, fir de Bau vu bezuelbare Wunnengen ze förderen an notamment och méi dense kënnen ze bauen an dobäi d'Versigelung vum Buedem an de bebaute Flächen ze verréngeren. Dëst ass fir d'Gemengen en immens wichtegt Instrument, bei deem et awer, wéi gëschter um Buergermeeschterdag beschwat, nach u verschiddenen administrativen Hürden ze schaffe gëtt.

Sëlleg grouss Logementsprojete wéi de Projet Elmen zu Kielen, NeiSchmelz zu Diddeleng, Wunne mat der Wooltz oder An der Schmëtt zu Biwer goufen déi lescht Joren an der Chamber ugeholl a wäerten derbäi hëllefen, weidere Wunnraum fir d'Mënschen am Land ze schafen.

Ënnert der DP-gefouerter Regierung ass et awer och zu enger immenser Budgetserhéijung vum Fonds spécial de soutien au logement komm, fir dass vu staatlecher Säit verstäerkt an de Logement investéiert gëtt. 2014 loung dëse Budget nach bei 38 Milliounen. 2021 waren et der schonn 170. 2023 lounge mer bei 246 Milliounen.

Als Reaktioun op d'Wunnengs- a Baukris huet déi nei Regierung mam DP-Logementsminister Claude Meisch d'Dotatioun vum Spezialfong nach eemol ëm ronn 110 Milliounen erweidert a gesäit bis 2026 Investissementer an Héicht vun 900 Milliounen Euro an d'Schafe vun abordabele Wunnenge vir.

Dës enorm Invester, zesumme mam ambitiéise VEFA-Programm, dee verlängert an ausgebaut gëtt, zilen dorobber of, engersäits de Bausecteur ze ënnerstëtzen an anerersäits de Parc immobilier vum Staat, wat abordabele Wunnraum ugeet, schnell an effikass ze erhéijen.

Ech wëll awer och d'Subvention de loyer ervirhiewen, déi schonn an der Vergaangenheet ënnert der DP-gefouerter Regierung däitlech eropgesat gouf. Déi weider Erhéijung vun der Subventioun vu 40 op 80 Euro pro Kand ass an der aktueller Situatioun, den héije Loyeren a ganz allgemeng dem Drock um Locatiounsmarché, e ganz wichtege Schrëtt, fir de Mënschen a virun allem de Familljе mat Kanner nach eng Kéier verstäerkt ënnert d'Äerm ze gräifen. Grad Locatairen, an déi mat Kanner, si besonnesch dem Risiko ausgesat, fir an d'Aarmut ze rutschen. Et ass deemno extreem wichteg fir eis als Demokratesch Partei, dass mer hei mat dëse Mesüren och géint d'Kanneraarmut virginn.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Här President, niewent de Mesüren aus dem Logementspaquet, op déi déi zwee Rapporteuren agaange sinn, gëtt et fir d'Demokratesch Partei eng Rei weider Mesüren, déi esou séier wéi méiglech sollen ëmgesat ginn, fir de Wunnengsmarché unzekuerbelen.

D'Demokratesch Partei steet zu der Reform vun der Grondsteier an der Aféierung vun enger Mobiliséierungs- a Leerstandssteier. Et kann nämlech net sinn, dass matzen an enger nationaler Logementskris mat Terrainen an Immobilie spekuléiert an hektarweis Bauland broochleie gelooss gëtt.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Virun allem sollen d'Besëtzer verstäerkt derzou ugereegt ginn, hiren Terrain och ze gebrauchen. Fir d'DP soll dofir d'Mobiliséierungssteier nach eng Kéier an der aktueller Krisesituatioun ugepasst ginn. Dës Steier soll awer och e begrenzten Abattement virgesinn am Fall, wou Eltere fir hir Kanner en Terrain bis zu engem gewëssenen Alter zréckhale wëllen.

Et wäert an eisen Aen allerdéngs net duergoen, fir d'Proprietären iwwer Steieren zur Mobiliséierung vun hiren Terrainen ze beweegen. Mir mussen dofir och aner Incentiver schafen. Dofir wëll d'DP et de Leit méi einfach maachen, hiren Terrain iwwer Emphyteos ze verlounen, soudass zum Beispill eng modular Konstruktioun do ka kuerzfristeg installéiert ginn, och wann de Proprietär laangfristeg gesinn nach aner Pläng fir säin Terrain huet. Esou kann een deen Terrain fir eng gewëssen Zäit fir de Logement mobiliséieren.

Eng weider Iddi vun der Demokratescher Partei, déi an der leschter Regierung op den Instanzewee komm ass a mat där mir eng grondleeënd nei Ausriichtung geholl hunn, ass de Baulandvertrag. Dëse gesäit kloer Delaie vir, bis wéini en Terrain bebaut muss ginn, well dëse soss zréckklasséiert gëtt. Heimadder soll an de Gemenge séchergestallt ginn, datt zousätzlecht Bauland bannent enger bestëmmter Zäit och tatsächlech bebaut gëtt.

Als DP gesi mir och eng weider Méiglechkeet, de Bauperimeeter ëm eng Rei Terrainen ze erweideren, déi just ausserhalb vum Perimeeter, mee direkt niewent bestoende Wunngebidder leien, andeems op dësen Terrainen ausschliisslech abordabele Wunnraum entstoe kann an dësen da verlount oder a Form vun engem Bail emphytéotique vergi gëtt. Mat dësem Outil, gradewéi mam Baulandvertrag, kann d'Spekulatioun mat Bauland oninteressant gemaach ginn a gläichzäiteg kënnen d'Gemengen déi néideg Planungssécherheet kréien, fir neien an abordabele Wunnraum ze schafen an nohalteg ze wuessen.

Wa mer beim Bauperimeeter sinn, wëll ech awer och d'Konzept „Natur auf Zeit" ervirhiewen, dat mir als Demokratesch Partei ëmsetze wëllen. Ëm wat geet et? Vereinfacht gesot: Bauland ass Bauland a soll och Bauland bleiwen. Et geet eis deemno drëm, datt, wann en Terrain bis eng Kéier als Bauland klasséiert gouf, en dann och Bauland bleift an ouni gréisser Ëmstänn soll kënne bebaut ginn. Kompensatiounsmesüre sollen eemoleg sinn, zum Beispill bei enger Erweiderung vum Perimeeter, an net no Joren nach eemol mussen opgewullt ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech soe bewosst „no Joren", well wa mer eis d'Dauer vun de Prozeduren ukucken, vum PAG iwwert de PAP zur Baugeneemegung, mat dertëschent nach x weidere Geneemegunge vu verschiddene Verwaltungen, dann ass et fir eis als DP kloer, dass mer méi séier, méi vernetzt a méi effikass Geneemegungsprozedure brauchen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Do stellt sech och d'Fro, ob beispillsweis d'Installatioun vu Fotovoltaikanlagen an Zukunft iwwerhaapt eng Autorisatioun brauch.

**Une voix** | Richteg!

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Am nämmlechte Sënn vun Acceleratioun an Effikassitéit hu mir als DP d'Virfinanzéierung vun dësen Anlage lancéiert, fir dass d'Stéit sech et engersäits leeschte kënnen, op dës erneierbar Energie eriwwerzeklammen, an anererersäits no de laange Prozeduren net nach x Méint, voire Joren op hir Subventioune waarde mussen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, niewent deene Mesüren, déi an der Pipeline vun der aktueller Regierung sinn, gëtt et fir d'Demokratesch Partei nach weider Usätz, déi mir an d'A faasse sollten, fir de Logementsmarché, souwuel um Niveau Locatioun wéi Vente, ze dynamiséieren.

Déi ëffentlech Hand muss weiderhin hir Responsabilitéit huelen, fir déi eegen Terrainen esou séier et geet ze mobiliséieren. Mir kënnen eis et net leeschten, Bauterrain broochleien ze loossen. D'Baubranche sicht de Moment Beschäftegung an de Staat sicht Wunnengen. Do muss een esou séier wéi méiglech d'Energië bündelen an zesummefannen. Esou kënne mir och de Bausecteur mat grousse Soumissiounen aktiv um Bau vun ëffentlechem Wunnraum bedeelegen an d'Ressourcë vu staatlechen a vu privaten Acteuren an enger eemoleger solidarescher Wunnengsbauoffensiv zesummeleeën.

Als DP gesi mir weiderhin d'Schafe vun engem nationale Biergerfong als e méigleche Katalysator vum ëffentleche Wunnengsbau. Hei kéinten d'Biergerinnen an d'Bierger, awer och d'Betriber, sech kollektiv un der Finanzéierung vu staatlechen Immobilieprojete bedeelegen a soumat déi néideg finanziell Moyenen opbréngen, fir de Marché weider ze dynamiséieren. Mir mussen d'Suen do mobiliséieren, wou se eebe sinn, an dat ass eeben am Privaten. Fir dëse Fong fir jiddereen interessant ze maachen, géif all Bierger e Rendement fir säin Invest kréien, gekoppelt mat steierleche Virdeeler. Fir eis als Demokratesch Partei wär esou ee Biergerfong deemno eng kloer Win-win-Situatioun.

Do dernieft setze mir eis als DP derfir an, d'Héicht vun de Wunnengsbauhëllefen an d'Akommesplaffongen och weiderhin un déi aktuell Immobiliepräisser an un d'Inflatioun unzepassen.

Trotz de wichtege steierleche Mesüren, déi mir haut decidéieren, si mir der Meenung, datt jonk Mënschen, déi hir éischt Wunneng kafen, an Zukunft eng eemoleg Exoneratioun vun den Droits d'enregistrement accordéiert kréie sollten.

Mir stinn och weider hanner eiser Iddi, déi sougenannte Leibrente, d'Rente viagère, auszebauen. Bei dësem Modell verkeeft eng Persoun hir Wunneng zu engem méi gënschtege Präis an erhält gläichzäiteg fir de Rescht vun hirem Liewen all Mount eng Pensioun vum Keefer. Am Géigenzuch huet de Verkeefer d'Méiglechkeet, d'Wunneng och weiderhin ze bewunnen, an dat bis zum Enn vu sengem Liewen.

Doriwwer eraus wëlle mir och weiderhin alternativ Finanzéierungsmodeller, wéi de Mietkauf, förderen. De Mietkaf ka grad jonke Familljen a Leit aus der Mëttelschicht ënnert d'Äerm gräifen, andeem si déi éischt Joren e Loyer bezuelen, deen uschléissend vum Kafpräis vun der Immobilie ofgerechent ka ginn. Esou hunn d'Leit déi éischt Joren eng finanziell Planungssécherheet, de Loyer ass méi niddereg wéi déi aktuell Tauxen op Immobiliekreditter an de bezueltene Montant gëtt herno als Fonds propre fir de Kaf vun der Immobilie mat ugerechent.

Grad an enger Zäit vun héijen Tauxen op Immobiliekreditter ass dëst eng Alternativ zum klassesche Kaf vun enger Wunneng, déi esou beispillsweis schonn zu Jonglënster ënnert dem liberale Buergermeeschter Ben Ries mat Erfolleg duerchgeféiert gëtt. Op dës Aart a Weis sinn do Awunner zu abordabelem Wunnraum komm, déi et sech iwwert de klassesche Kaf fir den Ament net hätte kënne leeschten. Esou Iddie gëllt et fir d'Demokratesch Partei, weiderzeverfollegen an auszebauen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Fir dem Manktem un abordabelem Wunnraum effikass kënnen entgéintzewierken, muss och d'Zesummenaarbecht tëschent de Ministèren an de Gemengen optiméiert ginn. Wéi kënnen d'Gemenge bei der Schafung vun abordabelem Wunnraum ënnerstëtzt ginn? Wou kann een usetzen, fir méi Struktur, méi Professionalitéit a manner Käschten ze schafen?

Eng Méiglechkeet wier hei d'Schafung vun enger staatlecher Agence, fir d'Gestion locative vun den abordabele Wunnengen ze iwwerhuelen. D'Gestion locative fält a ganz ville Gemengen nach ëmmer deene Beamten zou, déi sech ëm d'Verwaltung vun de sëllege Gemengegebaier këmmeren. Grad en vue vun der steigender Zuel un abordabelem Wunnraum um Gemengenniveau wier et wichteg, datt och d'Gemenge vun dëser staatlecher Agence profitéiere kéinten, fir hir abordabel Wunnenge vun dëser Agence geréieren ze loossen. Esou kéint de Gemenge mat zousätzlechem, professionell formëiertem Personal an harmoniséierten Direktiven och hei ënnert d'Äerm gegraff ginn. Heiduerch géinge mir eng Professionaliséierung vun den Ofleef, eng Verréngerung vun de Käschten an eng Vereinfachung vun der Gestion locative erreechen. Dat géif net nëmmen d'Gestioun vun abordabelem Wunnraum spierbar vereinfachen, mee virun allem de Biergerinnen a Bierger zeguttkommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg huet e strukturelle Problem am Wunnengsbau, an dës Problemer hu sech iwwert d'Zäit gefestegt a kënnen och nëmmen iwwert d'Zäit geléist ginn. De Bau a Verkaf vun Immobilien huet an de leschte Jore stagnéiert, mee mam Logementspak, deen hei zum Vott steet, wëlle mir de Marché erëm dynamiséieren an d'Leit finanziell entlaaschten.

De virleiende Gesetzesprojet ass ee weideren an e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung, well et ass héich Zäit ginn ze handelen, fir datt den Dram vum Eegenheem kee Privileeg bleift, esou wéi et aktuell ëmmer méi de Fall ass.

Fir d'Demokratesch Partei war eng vun den zentrale Prioritéite vun de leschte Walen, bezuelbare Wunnraum fir jiddereen ze erméiglechen. Mam Logementspak an de grad genannte Mesüre gi mir dës Prioritéit, d'Recht op e gutt Wunnen, ganz geziilt an direkt un. Wat et brauch, ass eng Strategie mat kuerz-, mëttel- a laangfristegen Iddien, Moossnamen a strukturellen Ureizer. Eng Strategie, bei där och de Privatsecteur matagebonne gëtt, bei där mir d'Bierger mathuelen, fir datt mir all zesummen dëse Problem kënnen ugoen. D'Demokratesch Partei huet dës Iddien a steet bereet, se och weiderhi konsequent ëmzesetzen.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | An ech soen där honorabeler Madamm Carole Hartmann villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den nächsten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Paulette Lenert. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Här President, et ass e wichtegt Theema fir eist Land. Ech mengen, dat ass eppes, wou mer alleguerten e breede Konsens heibannen hunn. An dat ass vläicht eng positiv Nout, op där mer kënnen ufänken. Et wäert sécher méi nuancéiert ginn am Laf vu menger Interventioun.

De Pak, dee mer haut presentéiert kritt hunn am Detail – merci dofir och de Rapporteren, déi dat ganz detailléiert gemaach hunn –, steet ënner engem dräifache Motto: Schwong an de Bau, an de Wunnengsbau, dat ass déi eng Saach, an dann de Leit an anererersäits de Betriber hëllefen, se ënnerstëtzen. Dat kléngt ganz gutt. Do kann een net dergéint sinn, wann een dat héiert. Et ass ganz simpel gefaasst an an där Hinsicht och net ze kritiséieren.

Mir wëssen alleguerten, dass mer an enger Kris stiechen am Bausecteur. Dat ass offensichtlech. Mir liesen et an allen Zeitungen. Wa bannent engem Joer 73 % manner verkaaft gëtt, Transaktioune sinn, wéi dat virdrun de Fall war, dann hu mer natierlech e Problem hei am Land. Wann d'Carneten eidel sinn, dann hu mer e Problem, an dat a villen Hinsichten.

Éischtens, well de Bau weesentlech ass fir eist Land. Net nëmmen eis Finanzplaz ass iwwerliewenswichteg, wéi dat oft duergestallt gëtt. Och aner Beruffer sinn et, an de Bau gehéiert dozou. E Land zukunftsfäeg halen, dat brauch villes, dat brauch och Hänn, déi schaffen, déi upaken. Mir brauchen de Bau, wa mer wëlle modern Infrastrukturen hunn, wa mer Wunnenge brauchen.

Mir brauchen e gutt Handwierk, gutt ausgebilte Leit, soudass mer absolutt dohannertstinn, dass hei muss schnell gehandelt ginn an effektiv dësem Secteur ënnert d'Äerm gegraff ginn, fir eeben den Effete vun de Krisen – ech mengen, et ass drop agaange ginn – schnell entgéintzewierken.

Mir kënnen net veräntwerten, dass Leit entlooss ginn, déi mer awer dréngend brauchen. Mir kënnen net veräntwerten, dass e Secteur an d'Stocke kënnt, dee mer grad elo dréngend brauchen. De Statec erënnert eis ëmmer erëm drun: Mir bauen net schnell genuch. Global gesi leie mir bei 6.000 bis 8.000 Wunnengen d'Joer, déi mer bräichten, a mir produzéieren der am Schnëtt iwwert déi lescht Jore just 3.000. Ech mengen, et brauch een net grouss ze rechnen, fir ze wëssen, dass mer e Problem hunn, dass mer Tempo do mussen erakréien.

Mir kënnen ons kee Stëllstand leeschten. Do si mer eis alleguerten eens. Allerdéngs, wann ee Schwong an de Bau wëllt bréngen, da gëtt et net just ee Moyen, fir dat ze maachen. De Schwong ass gutt, mee Schwong ass och net onbedéngt per se gutt. De Schwong kann an d'Mauer goen, mat Schwong an d'Mauer. Et ka mat Schwong no hanne goen op eemol. Et ass scho wichteg, dass d'Richtung och stëmmt.

An dofir ass dat, wat mir gemaach hunn, genau ze kucken, ob déi Mesüren, déi elo hei an d'Feld geféiert ginn ënnert dem Drock vun enger akuter Baukris – déi net ze verwiesselen ass mat der eigentlecher Logementskris, déi mer scho laang hei am Land hunn –, sech och gutt auswierken op dat, wat eigentlech de Mal vun eisem Land ass: Wéi ee Schwong gëtt hei ugefouert? Wie kritt gehollef? An ass dat alles zilféierend?

Mir gesinn d'Regierung hei virun enger dräifacher Verantwortung. D'Situatioun zu Lëtzebuerg ass komplex. Et kritt een et ganz schwéier erofgebrach op e puer Schlagwierder. Mir hu sécherlech eng konjunkturbedéngte Baukris. Dat stellt kee Mënsch a Fro. Et kann een et e bësselchen duerstelle wéi eng temporaire Krankheet: Wa mer e bësse krank sinn, da musse mer hëllefen. Mir hunn awer eppes vill méi Schlëmmes, an dat ass mëttlerweil eng richteg chronesch Krankheet ginn, an dat ass eis Logementskris.

A firwat dräifach? Et ass eng dräifach Erausfuerderung, well déi Logementskris extreem enk verknäppt ass natierlech mam Aarmutsrisiko, deen hei am Land, wéi mer alleguerte wëssen, och an de leschte Joren net zréckgeet, mee am Géigendeel ganz beängschtegend usteigt. Dofir eng dräifach Erausfuerderung. An da muss ee kucken, wann een un d'Schrauwen dréie geet, dass een net d'Kand mam Buedwaasser ausschëtt an eppes, wat gutt gemengt ass, op där anerer Säit en Effet produzéiert, deen ee vläicht net brauch, fir aner Problemer unzegoen.

Eis Suerg ass also villméi, dass mer net just insgesamt hannendra si mam Bauen, mee dass mer, wa mer genau kucken, wou de Schong dréckt, verschidde Kategorië vu Leit gesinn. Grondsätzlech hu mer am Land zweeërlee Leit, an déi driften ëmmer méi auserneen. Do ass eng Spannung, déi kënnt. Déi eng, dat ass e bësselche wéi am Monopoly, dat sinn déi, déi eppes hunn. Wann een eppes huet hei am Land oder hat iwwert déi lescht Joren, da war et relativ einfach, dat ze vermeeren. Den Invest ass gefërdert ginn. A sou wéi mer eis bis elo ëmmer ugeluecht hunn, konnt ee grad dann, wann een eppes hat, wann een déi Chance hat, dat ganz gutt weider investéieren, reinvestéieren. De Rendement war gutt.

Op där anerer Säit hu mer awer déi Leit, déi guer net kënne mathalen, déi net an d'Spill erakommen. Si kënnen net an d'Spill erakommen, well se deen éischte Schratt net kënne maachen. Si kommen net zu hirem Eegenheem. Si kënnen net kafen, verkafen, Plus-value maachen, erëm besser investéieren. An dës Leit, dat sinn déi, déi mir am Bléck hunn. Dat sinn déi, déi eis Suerge maachen. Dat sinn déi, bei deene sech d'Situatioun ëmmer méi akut zouspëtzt.

D'Tendenz ass steigend. Mir wëssen, dass déi Kris, déi Logementskris, déi mer hunn, déi mat der sozialer Kris an eisen Ae ganz staark verknëppt ass, eebe mat de Präisser ze dinn huet. A mir kommen aus enger Phas, wou iwwer Joren, bal e Joerzéngt, kann ee soen, d'Immobiliepräisser einfach nëmme geklomme sinn. An deene leschten zéng Joer, nëmme fir drun ze erënneren, méi wéi 70 %.

An ech kann Iech soen, et gëtt net vill Wäertpabeieren, et gëtt net vill Investissementer a Méiglechkeeten, wou een esou e Retour sur investissement huet. Dat war ëmmer e ganz gutt Geschäft. Et war fir vill Leit e gutt Geschäft. Et ass en typescht Kennzeeche vun eisem Modell Lëtzebuerg, dee säi Revers huet. An de Revers ass, dass eeben déi Leit, déi do net kënne matspillen, op der Streck bleiwen an dass dës Leit net manner ginn, mee ëmmer méi ginn.

Bei de Loyere gesi mer déi selwecht Tendenz: eng enorm Steigerung. Mir hunn zwar manner gutt Donnéeën, fir dat festzehalen, mee trotzdeem ass d'Tendenz och net vun der Hand ze weisen. Och d'Loyere sinn an eisem Land iwwerdeiert. Dat Ganzt, wa mer dat dann an d'Verhältnis setzen zu deem, mat deem et eigentlech muss a Verhältnis kommen, nämlech mam Akommes vun de Leit, da gesäit een, dass dat an iwwerhaapt kengem Verhältnis steet. Déi Präisser vun den Immobilie sinn därmoossen duerch de Plaffong gaangen, dass d'Lounentwécklung iwwerhaapt net domadder Schrëtt hält. Dat ass wierklech a kengem Verhältnis. An dat ass eigentlech d'Wuerzel vum Problem.

Mir hunn eng Situatioun, en Territoire, deen och net onendlech grouss ass, wou ganz vill investéiert ginn ass, wou d'Leit virun allem Rendement sichen, wou d'Wunneng als Invest ugesi gëtt. A mir hu Leit, déi mer hei brauchen, déi hei schaffen, déi mer fir eist Land brauchen, déi mer och hei wëllen unzéien. Ech mengen, dat ass jo och en Theema, wat eis vill beschäftegt, Leit unzéien, op d'Finanzplaz sécherlech, mee och an déi aner Metieren. Mir brauchen och Leit mat hiren Hänn beim Patient. Mir brauche se um Chantier, brauche se, fir eis Toilette ze flécken, wa se futti ass, a wat weess ech. A mir brauche se am Bau. Mir brauche ganz vill verschidde Leit, an idealerweis ass dat och fir déi nëmmen attraktiv, wa se kënnen hei bei eis eng Wunneng fannen.

„Dräifach Erausfuerderung", dat deit drop hin, dass et och net einfach ass, eng Léisung ze hunn, loin de là. Ech mengen, et huet och keen d'Pretentioun heibannen, ginn ech emol dervun aus, d'Baguette magique ze hunn an dat vun haut op muer ze léisen.

Mee wat ee ka festhalen, dat ass, dass Lëtzebuerg definitiv op der Säit vum Logement krank ass. Ech hunn eng ganz flott Citatioun vum Pierre Hurt vum OAI gelies. Hie schwätzt vum „mal de terre". Also en opposéiert d'Séikrankheet souzesoen der Landkrankheet. A Lëtzebuerg huet d'Landkrankheet. An dat ass, mengen ech, net deen allerharmlooste Virus, dee mer eis hätte kënnen afänken.

Mir mussen ëmdenken an d'Land als Ganzt denken. An et ass mat deem Bléck, wou mir dëse Mesürepak gekuckt hunn. Mir gesinn och an deem Mesürepak, wat eng éischt Amtshandlung vun der neier Regierung ass, eng gewësse Symbolik. An dat ass déi, déi mer gesicht hunn, hei erëmzefannen: Fanne mer dat grousst Versprieche vun der Aarmutsbekämpfung erëm? Wat fanne mer hei genau erëm?

Tatsaach ass, dass den Aarmutsrisiko grad bei deenen, déi eeben net d'Chance hunn, eng Proprietéit ze hunn … Ech wëll drun erënneren, dat sinn der grad bei eis Lëtzebuerger ganz vill. D'Lëtzebuerger Residentë sinn zu 80 % Proprietär, mee déi aner Leit, déi gëtt et och, a bei hinnen ass den Aarmutsrisiko immens ausgeprägt. Iwwer ee Véierel vun hinne lieft ënner Ëmstänn, déi mer hei eigentlech net esou an eisem räiche Land wëllen hunn, wou mer net musse stolz drop sinn. Wann ee rezent Etüde vum Observatoire de l'habitat liest, da gesäit een, dass d'Leit deels ënner ganz schlechte Konditioune liewe mat fiichte Maueren an hei an do, sech awer net onbedéngt trauen oder kënne leeschten ze wiesselen, well jo och dat e Käschtepunkt huet. An ech si ganz frou, dass dorobber zum Deel agewierkt gëtt. D'Frais-d'agencen hunn hire Präis. Et musse Garantien hannerluecht ginn. Dat alles huet e Präis.

An dat alles verschäerft déi ganz Kris, déi mer hunn. Dee ganzen Imbroglio vu verschiddene Krise verstäerkt dat. An et ass schonn erwäänt ginn: Déi Leidtragend sinn och leider ëmmer erëm déi selwecht. Et sinn déi Stéit, wou Kanner mat am Spill sinn. Et sinn déi Alengerzéiend. Mir kennen dat, mir hunn eis et hei ganz oft schonn um Riednerpult gesot, mee dat ännert näischt un der Tatsaach.

Tatsaach, Här President, ass och, dass d'Zuel vun de Leit op de Waardelëschte fir abordabel Mietwunnengen extreem geklommen ass. Déi Leit op der Waardelëscht, dat sinn der mëttlerweil Dausenden. Wann ech et richteg am Kapp hunn, leie mer bei iwwer 5.000 mëttlerweil. Dat muss ee sech emol op der Zong zergoe loossen. Dat si Leit, déi d'Krittären erfëlle fir eng abordabel Mietwunneng, mee et ass keng disponibel.

Mir hunn en enorme Retard bei eisem Parc immobilier eebe fir de soziale Wunnengsbau an den abordabele Wunnengsbau. Dat ass en Delta, deen onbedéngt muss opgeholl ginn. Et ass eng Course contre la montre. Déi Leit, déi ginn net manner am Moment.

Tatsaach ass och, dass de Modell Lëtzebuerg, dee mer hunn, am Fong geholl zwee Haaptkennzeechen huet. Wat sinn déi Kennzeechen? Mir hunn engersäits e private Marché, dee sech duerch déi Präisdeierecht auszeechent. Mir hunn iwwer Jore sécherlech, kann een haut réckbléckend soen … Op alle Fall an eisen Aen als LSAP, war et e Feeler, fir ze vill op den Invest ze setzen. Mir sinn den Invest reegelrecht ulackele gaangen. Vill Gelder aus dem Ausland sinn hei agefloss. Jo, dat si keng abordabel Wunnenge ginn. Dat sinn net Wunnengen, déi fir déi Leit zur Verfügung wäerte sinn, déi haut op de Waardelëschte sti beim Fonds du logement. Do hu mer e ganz anere Public ugeschwat. Och déi Wunnenge si gebaut gi mat den Hänn vun eisem Bausecteur. Déi Hänn, déi do schaffen, schaffen net op anere Chantieren, an dorobber kommen ech zréck.

An dat ass deen zweeten Deel, wat eis kennzeechent: Mir hunn dat méi politescht Segment vum soziale Wunnengsbau, dee reegelrecht ënnerentwéckelt ass an eisem Land. Deen hu mer vill ze vill laang negligéiert, an dat ass deen, wou mer den Tempo mussen erabrëngen. An och do brauche mer Schwong dran. An de Schwong, dee mir eis hei gewënscht hätten, op alle Fall och vun der Symbolik hier, dat wär vill méi e verstäerktene Schwong an de Bau, fir abordabel Wunnengen ze bauen. Well déi feelen einfach massiv am Moment.

Wat gesi mer, wa mer de Pak kucken? Ma mir gesinn, dass mer hei u sech ënnert dem Pretext vun enger Baukris – an dat ass déi kleng Erkältung, déi mer hunn, an ech sinn zouversiichtlech, dass mer déi erëm an d'Riicht kréien – eigentlech eppes maachen, wat der Logementskris net wäert zugonschte kommen. Mir komme mat ale Rezepter, wou mer erëm eng Kéier den Invest wäerten ukuerbelen. Elo wäerten erëm Wunnenge gebaut ginn, sécherlech wäert Schwong an de Bau kommen, mee net an déi Richtung, wou mer e gären hätten. Mir kréien also eppes verkaaft, wann ee genau kuckt, wat enger ganz bestëmmtener Clientèle haaptsächlech zeguttkënnt – net exklusiv, awer am grousse Mooss.

Fir mech ass de Problem vun dësem Pak dee vum Ongläichgewiicht. Et erkennt ee ganz kloer eng Handschréft. Et gesäit een, op wie gelauschtert ginn ass. Et gesäit ee ganz genau, wann een dee Pak kuckt, wie mat um Logementsdësch souz. Well genau dat ass agefloss. Et ass en Ongläichgewiicht do, e Gläichgewiicht, wat feelt tëschent deenen, déi et wierklech brauchen am Moment, an deenen, déi et net esou géife brauchen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Firwat gëtt am Moment net kaf? Firwat sinn d'Carneten eidel? Och do hu mer zwou verschidde Kategorië vu Leit. Mir hunn déi, déi kéinten eigentlech. Déi hunn d'Suen op der Bank placéiert. Dat hu mer jo och erklärt kritt vum Finanzminister rezent, dass do d'Resultater deementspriechend besser ausgefall sinn. Si kéinten, mee si wëllen am Moment net. Firwat? Well se einfach eng Rechnung maachen. Si sinn Investisseuren an am Moment ass et eebe genausou rentabel oder méi rentabel, bei aneren Anlagen d'Suen hinzesetze wéi an de Steen. Dat wäert sech ännere dee Moment, wou et erëm rentabel gëtt.

An dann hu mer niewent deenen, déi eigentlech kéinten, awer elo net wëllen, déi, ben, déi wéilte ganz gären, mee se kënnen net. A firwat kënne se net? Well se d'Prêten net kréien. Well d'Konditiounen einfach esou geännert hunn duerch d'Präisdeierecht, duerch d'Léin, déi net deementspriechend mat Schrëtt gehalen hunn – wat normal ass, de Problem ass éischter bei den héijen Immobiliepräisser. Si kënnen net, si kréie kee Prêt, si kréie kee Prêt relais, si kréien d'Eegekapital net zesummen, fir sech eng eege Wunneng ze kafen. An dat sinn déi, déi eis Suerge maachen. Déi Leit, déi am Moment net zu hirem Eegenheem méi kommen, d'Primo-acquéreuren an natierlech déi aner Leit, déi iwwerhaapt net dorunner denken, déi eng bëlleg oder eng abordabel Locatiouns-, eng Mietwunneng sichen. Dat sinn déi, deene mir d'Prioritéit ginn hätten. An dat ass natierlech eng Prioritéit, wéi Der Iech kënnt denken, déi mer esou am Mesürepak net erëmfonnt hunn.

Zu Lëtzebuerg gëtt et eigentlech net e richtege Problem um Niveau vun der Demande vun de Wunnengen. Mir feieren elo erëm hei d'Demande un, mee dat ass net de Problem. Ganz vill Leit hei zu Lëtzebuerg géife muer eppes kafen, wa se sech dat kéinte leeschten. Déi si quasi verzweifelt, well se kee Prêt kréien, well se kee Prêt relais kréien, well se en anert oder e méi grousst Haus wëlle kafen. Also et ass net, wéi wa keng Demande do wier. An et fënnt een och eppes. Ech hunn nach extra gëschter eng Kéier gekuckt: Also, wann ech muer en Haus wéilt kafen, ech hätt Suen, ech mengen, ech géif fündeg ginn. A sämtleche Bezierker hunn ech iergendwéi Saache gesinn, déi ech schéi fonnt hunn. Et ass net, wéi wann näischt do wär. Et ass eng Saach: Dat Richtegt feelt. Et feelt dat Abordabelt, an dat feelt einfach massiv. D'Präisser sinn ze héich.

Här President, d'Leit hunn d'Moyenen net. An déi Landkrankheet, déi mer hunn, déi musse mer drëngend léisen. Ech si frou, dass d'Carole Hartmann a senger Ried et ugeschwat huet. Mir sinn der Meenung, dass déi lafend Projeten, déi op den Instanzewee gaange sinn, fir eeben där Spekulatioun um Terrain, där Landkrankheet, do entgéintzewierken, fir déi weiderzebréngen …, dass d'Regierung do derhannert steet.

Mir erwaarden eis iwwert dat Lippenbekenntnis eraus hei wierklech och Aktioun. Mir sinn elo sechs Méint no Untrëtt vun der Regierung a mir erwaarden eis do Amendementer. Dat sinn eng ganz Rei Texter, déi um Instanzewee sinn, déi mer drëngend brauchen, fir eigentlech de Problem mat der Wuerzel unzegoen, fir deem Leerstand, dee mer hunn, en Enn ze setzen, fir et manner attraktiv ze maachen, einfach eppes leien ze loossen an drop ze spekuléieren, dass d'Präisser alt erëm wäerten an d'Luucht goen.

Fir eis ass kloer: Dëse Mesürepak, dee wäert net derzou féieren, dass d'Präisser nees a méi abordabel Paragë wäerten zréckkommen. Mir sinn iwwerzeegt, dass de Contraire wäert de Fall sinn. E wäert wuel de Bau ukurbelen, awer net onbedéngt de Bau vun abordabele Wunnengen. E wäert Wunnengen an de Bau ginn, déi fir déi Leit, déi op de Waardelëschte beim Fonds du logement sinn, keng Optioun wäerte sinn, well se ze deier sinn.

Här President, mir hunn eréischt rezent vusäite vun der SNHBM héieren, dass esouguer si keng Keefer méi fannen. Si sinn awer den Acteur vun den abordabele Wunnengen. Dat muss engem ze denke ginn! Dat ass problematesch. An ech kommen herno nach eng Kéier méi am Detail dorobber zréck.

Andeems mir dann elo erëm eng Kéier op déi al Rezepter do zréckgräifen, éischtens, mengen ech, maache mer dat Falscht. Mir wäerten erëm eng Kéier den Invest ukuerbelen ouni vill Konditiounen. Dat ass ganz groosszügeg. Do gi ganz vill Steierkaddoe gemaach an déi Richtung, ouni awer e Resultat um Niveau vum abordabele Wunnraum ze hunn, ouni awer deene Leit, déi keng abordabel Mietwunneng fannen, och nëmmen ee Jota ze hëllefe mat deem, wat mer maachen.

Dat, wat mer hei gesinn, dat ass e Mesürepak, deen derfir suergt, dass d'Geld bei d'Geld geet. Et ass dat, wat e mécht: D'Geld geet bei d'Geld. Et ginn Incentives gesat fir déi Leit, déi eigentlech kéinten, mee déi elo net wëllen. Da gëtt et hinne schmackhaft gemaach, fir dass se endlech wëllen. Gutt, da kënnt e Schwong an de Bau, mee fir eis ass et net dee richtegen. Mir sinn der Meenung, dass d'Geld prioritär an deenen Zäiten, wou mer elo sinn, bei déi soll goen, déi et elo wierklech am dréngendste brauchen. Eis Prioritéit, Dir hutt et verstanen, wäert also net sinn, weider d'Investisseuren ze lackelen.

Dat ass eng Prioritéit, déi typesch ass fir déi Leit, déi ronderëm den Dësch waren. Jo, si si vläicht och deene méi no, déi dorunner interesséiert sinn. Anerer hu gefeelt. Dat ass eppes, wat mer och bemängelt hunn. Grad eeben d'Vertrieder vun de Locataire hu gefeelt an Äre Gespréicher. Dat fannen ech net gutt, och vun der Symbolik hier. Och d'Acteure vum abordabele Wunnengsbau, vum soziale Wunnengsbau waren net derbäi. Si sinn déi, déi den Terrain kennen an déi wëssen, wou de Schong dréckt, an et hätt sech gepasst, a mengen Aen, déi Leit effektiv vun Ufank u mat ronderëm den Dësch ze hunn. Fir dat an enger zweeter Phas ze maachen, ass e schlechte Message, deen erausgeet. E steet am Widdersproch eebe mat deem grousse Verspriechen, d'Aarmutsbekämpfung zu der éischter Prioritéit vun der Regierung ze maachen. Wa mer Vertraue wëlle vun de Leit, da muss een d'Wierder mam Handelen an Aklang bréngen, an do hätt dat schonn eng aner Symbolik gehat.

Mir si kloer der Meenung – mir haten et och an eisem Walprogramm –, dass d'Wunnengen, déi an d'ëffentlech Hand gehéieren, musse méi ginn. Do brauche mer méi Quantitéit. 25 % hu mer gesot. Do sti mer nach ëmmer derhannert. An ech mengen, och vum Lippenbekenntnis hier si mer eis alleguerten do eens. Mir hunn eng Zilsetzung, déi mer gären hunn, mir sinn awer alleguerte ganz wäit nach dovun ewech. An dat, wat eis feelt, dat ass d'Ambitioun, fir hei Tempo eranzebréngen. An hei wär d'Geleeënheet gewiescht, fir do e Signal ze setzen, fir ze soen: „Do hu mer e risegen Delta. Dee musse mer opfëllen, also schalte mer an e Krisemodus iwwer, also gi mer Gas beim abordabele Wunnen." Dat wär de Message gewiescht, dee fir mech als Headline hätt misse bei dësem éischte Mesürepak erauskommen.

Mir begréissen natierlech prinzipiell, dass d'Regierung bereet ass, méi ze investéieren, dat och an der Kontinuitéit vun deem, wat schonn ugefaange ginn ass an deene rezente Joren. Dat ass gutt. Investéieren ass emol deen éischte Schratt. Et muss een d'Sue labbermaachen. Mee vun der Richtung ofgesinn ass et den Timing, deen hei zielt, an do ass et, wou mer eis géife wënschen, et wär manner timide. Mir géifen eis méi Tempo wënschen, méi Ambitioun. Mir géifen eis einfach wënschen, dass e Krisemodus ageschalt géif ginn, dass eng Krisenzell aktiv drop schafft, fir wierklech deen abordabele Wunnraum unzekurbelen.

Wa mer de Mesürepak kucken, da fält eis op: Wann et ëm d'Hëllefe fir d'Locataire geet, dann ass d'Regierung trotz allem e ganz gutt Stéck méi knéckeg, wéi wann et ëm d'Investisseure geet. D'Hëllefen a Richtung vun engem, deen an eng VEFA investéiert, ouni ganz vill Konditiounen, ouni iergendeng Konditioun, dass dat muss sozial verlount ginn oder eppes, si ganz generéis. D'Subvention loyer gëtt an d'Luucht gesat. Dat begréisse mer selbstverständlech prinzipiell. Mir hätten eis awer do gewënscht, et wär e bësselche méi.

Et ass schwéier, de Leit bei esou enger Gewiichtung ze vermëttelen, dass dat soll d'Ëmsetze si vun der Prioriséierung vun der Aarmutsbekämpfung. Eng Subvention loyer, déi ëm ganzer 40 Euro de Mount eropgeet pro Kand – dat sinn der 480 d'Joer –, dat ass net ganz vill an eisen Aen, wann een et vergläicht mat Montanten – a mäi Kolleeg Franz Fayot wäert do nach méi drop agoen –, déi am Amortissement accéléré méiglech sinn anzespuere bei Leit, déi investéieren. Wann ee gesäit, bis zu wéi engen héije Montante Leit kënne vu Steierkaddoe beneficiéieren, da fanne mer am Géigenzuch de Gest op der Subventioun relativ bescheiden. Et gëtt op där enger Säit geklotzt an op där aner Säit gekleckert, wéi een dat op Däitsch géif soen. Am Verglach zu deenen 250.000 Euro, déi ee maximal ka beim Amortissement accéléré ofsetzen, kléngen déi 480 Euro d'Joer vun der Subvention loyer natierlech scho bal liicht zynesch.

Mir erkennen hei, wa mer kucken, zweeërlee Mooss: D'Geld geet ganz generéis bei d'Geld. D'Geld geet manner a mat vill méi Detailkonditioune bei déi, déi et am dréngendste brauchen.

Och d'Prime locative: Op den éischte Bléck kléngt dat ganz gutt. Ech géif déi gären ervirhiewen. Dat ass jo eng ganz gutt Saach. Dat ass eng Mesür a Richtung vun de Locataire. Mee firwat ass se erëm gebonnen un dräierlee Konditiounen? Si muss iwwert de Patron lafen. Et ass eng indirekt Hëllef. Firwat net direkt de Locataire ënnert d'Äerm gräifen? Och hei sinn d'Konditiounen, fannen ech, relativ restriktiv, wat den Alter ugeet. Dir hutt proposéiert, et op 30 Joer ze begrenzen. Dat ass net vill, wann ee sech e bësselchen am Detail ukuckt, wéi eng Leit op de Waardelëschte sëtze beim Fonds du logement. Mir hunn der och ganz vill iwwer 30 Joer dobäi, Stéit mat Kanner. Mir wären der Meenung gewiescht, et wär ubruecht gewiescht, hei effektiv méi e generéise Gest ze maachen. E bësselche „manner méi" fir déi eng, wéi een et op „Adehmesch" géif ausdrécken, an op där anerer Säit da manner knéckeg, dat hätt et och gemaach. Et hätt een dat kënnen inverséieren an en anere Message no baussen erausginn.

Mir haten aleng, wat elo d'Locataire ugeet, beispillsweis proposéiert – mir haten et och an der Kommissioun proposéiert –, firwat een net dat, wat ee kennt bei de Steieren, dass ee ka seng Zënsen um Prêt immobilier, um Prêt hypothécaire ofsetzen, och kéint zum Beispill mam Loyer maachen. Dat wär e generelle Gest gewiescht a Richtung vun de Locataire, natierlech plafonéiert iergendwou, mee dat wär net esou e Gepiddels gewiescht, wou et mol fir d'éischt dovunner ofhänkt, ob een e Patron huet, deen dat dann elo mécht, dee bereet ass, esou eng Primm auszebezuelen, dee sech dat ka leeschten. Mir fannen, dass hei net ee wéi deen anere behandelt gëtt. D'Locataire hunn insgesamt e Problem, a mir hätten eis eng generell Mesür erwaart, déi … Do hätt ee kënnen e bësse méi maachen.

Generell ginn d'Plaffonge vun den Hëllefen an d'Luucht. Dat kann een natierlech nëmme begréissen. Ech géif awer gären nach eng Kéier drop agoen: Et interpelléiert ee schonn, wann d'SNHBM keng Keefer méi fënnt. Gutt, elo gëtt do de Krees vun deenen, déi kënne kafen, erweidert. Dat kléngt och op den éischte Bléck jo gutt, schéin a gutt, mee ass dat da wierklech d'Léisung? Ass dat d'Léisung fir déi, déi eebe justement net méi kënne kafen? Da maache mer elo de Krees méi grouss, dat heescht, déi Wunnenge

sinn och fort. Ech weess et net, ob dat déi Leit, déi am Moment eeben net d'Enner zesummekréien, ganz besonnesch freet, wa se elo héieren: „Eng super Mesür, déi elo kënnt. Da kënnen eeben elo déi, déi e bësse méi Suen hunn, kafen."

Mir mussen eng grondsätzlech Iwwerleeung féieren zum abordabele Wunnen, ob een iwwerhaapt an der Situatioun, wou mer elo sinn, wou mer feststiechen, net e bëssel che misst ëmschichten an deen Deel, deen eeben an de Verkaf geet, e bëssel che reduzéieren au bénéfice vun der Locatioun. Dat si Reflexiounen, déi ee bräicht. An deem Sënn wäerte mer och eng Motioun deposéieren, fir grondsätzlech um abordabele Wunnengsmaart mat enger konkreeter Strategie ze kommen, wou d'Rees soll higoen.

Mir hunn Ziler. Déi sinn och d'lescht Joer festgesat ginn an engem nationale Plang. Mir hu Plan-sectoriellen. Mir wëssen ongeféier, wouhi mer wëlle mat der Rees, mee et feelt un der konkreeter Ëmsetzung. Wa mer héieren – an dat huet mech erschreckt –, dass d'SNHBM geschwë keng Réserve-foncièrë méi huet, dat ass de Wansinn! Si hunn eis gesot – ech mengen, et stoung an der Note au formateur –, et wär nach fir siwe Joer. Ech hunn am Ouer iergendwou vum Radio, dass et souguer schonn a fënnef, sechs Joer kéint eriwwer sinn. Mee dat ass muer am Bau! Wann ee grouss Projeten ugeet, wéi Elmen oder anerer, déi mer kennen, mee da si fënnef Joer näischt!

Et ass extreem wichteg, dass mer effektiv eis Gedanke maachen, an do hätte mer eis méi Konkreetes erwaart wéi just ëmmer erëm dat Schwätze vun engem Fong. Mir schwätze scho säit Joren. Ech mengen, den Yves Cruchten huet schonn 2018 vun engem ëffentleche Fong geschwat, wou een och Gelder kann unzéien, fir an deen dote Segment eranzegoen. D'Madamm Hartmann huet et enoncéiert, dass och elo erëm ..., mee et bleift beim Lippenbekenntnis. No sechs Méint hätte mer eis erwaart, eng konkreet Iddi um Dësch leien ze hunn: Wéi wëlle mer dat finanzéieren? Wéi wëlle mer déi privat Suen dann do konkreet mobiliséieren?

Mir hunn et schonn oft fäerdegbruecht, méi schnell ze sinn hei am Land. Mir hunn eng ganz gutt Finanzplaz. Mir hunn Experten. E Fong opstellen ass net esou komplizéiert. Dat hätt een och scho kënnen hikréien. Dann hätt Der kënne méi konkreet sinn, dass mer einfach kucken: Jo, wéi wëlle mer dat maachen?

An da kënnt déi weesentlech Fro: Wou wëlle mer dat da bauen? Bis elo gëtt just esou au cas par cas, wou grad eppes sech bitt, opkaaft. Mee mir brauchen eng Strategie, eng Laangzäitstrategie, wou mer soen: Wéi vill Geld huele mer an de Grapp? Wou gi mer déi grouss zukünfteg Siidlungen himaachen? Wou sollen déi hikommen? Well och dat ass jo net esou onerheeblech.

Do muss ee sech mat deene jeeweilege Leit aus de Gemengen zesummesetzen. Et muss ee kucken: Wéi kann dat goen? Wat bedeit dat um Niveau vun aneren Infrastrukturen? Iergendeen huet emol an engem Artikel geschriwwen, et bräicht een e Marshall-Plang dofir. Dat hunn ech e gudden Term fonnt. Well effektiv, e grousse Lotissement erschléissen, wa mer wierklech hei wëlle richteg virukommen, da brauche mer och hei de Ganghiewel am Krisemodus. Et muss sech zesummegesat ginn, et muss gekuckt ginn, zesumme mam Finanzministère: Wou kafe mer? Wat ass eis Strategie? An et ass déi, déi mer mat enger Motioun wäerte fuerderen. Ech wäert déi herno deposéieren. D'Regierung ass fir eis do an der Bréngschold, well soss komme mer net virun. D'Zäit leeft eis dervun.

Voilà, et kéint ee stonnelaang schwätzen iwwert d'Wunnengen.

*(Interruption)*

Ech gi mer Méi.

Grondsätzlech solle mer eis fir den abordabele Wunnengsbau eng Kéier Zäit huelen an debattéieren, ob mer op der richteger Schinn sinn: Brauch et zousätzlech Acteuren? Solle mer déi besteeënd stäerken? Solle mer hir Kompetenzen ausbauen, fir och an d'Renovatioun iwwerzegoen? Am Moment gi vill VEFAen opkaf, dat mécht absolutt Sënn am Moment, mee et kéint ee sech och virstellen, vill méi an en anert Segment eranzegoen, wou een einfach besteeënd Wunnengen, déi am Moment net rutschen, opkeeft.

Et kéint een driwwer nodenken – ech hat et an der Kommissioun ugeschwat –, d'Krittären elo mol eng Kéier temporairement opzelockeren, dass een déi relativ strikt Krittären, déi jo och hire Sënn hunn am abordabele Wunnengsbau, géif fir eng gewëssen Zäit einfach mol e bëssel che méi soft gesinn, dass een einfach méi schnell virukënnt.

Gutt, ech mengen, Dir hutt et verstanen: Mir erwaarden eis e bëssel che méi Tempo, Krisemodus eeben. Mir sinn an enger Kris. Ech weess, wouvun ech schwätzen. Ech krut dat hei och ëmmer gesot. An ech kann Iech soen, et geet och, wann ee sech wierklech eng Krisenzell gëtt, déi aktiv ass. Mir hu vill Kompetenze queesch duerch de Gaart an eise Ministèren, an dat Zesummeschaffen, dat ka Bierger versetzen, wann et muss sinn.

Jo, mir hunn de Problem fir eis net un der Wuerzel gepaakt. Ech kann dat och nach ëmmer erëm paraphraséieren a paraphraséieren, dat mécht kee Sënn. Mir hunn ons jo och heibanne virgeholl, dat ze evitéieren an Zukunft, och am Respekt vun deene Leit, déi eis nolauschteren. Fir eis ass et am Resümmee kloer: D'Gewiichtung stëmmt net. D'Symbolwierkung no baussen ass schlecht, well mir hunn eeben déi vill Leit, déi einfach d'Enner net méi zesummekréien. Mir héieren et vun alle Säiten, an dat ass net just e politeschen Discours. D'Acteure vum Terrain soen et, si schloen Alarm. Mir hunn ëmmer méi Leit op der Strooss. Mir hu Leit, déi sech nieft dem Logement d'Iessen net méi kënne leeschten.

Wat ass et fir e Message, wann een erausgeet a seet: „Mir ginn elo den Invest nees ukuerbelen"? Dat ass e bëssen e Schlag an d'Gesiicht fir déi Leit. A mir haten eis wierklech erwaart mat der Deklaratioun vun der Regierung, d'Aarmutsbekämpfung géif grouss op dem Fändel stoen, dass hei eng aner Handschréft awer e bëssel che méi däitlech géif ginn.

Mir hunn elo nach eng Hoffnung op deen zweete Mesürepak. Deen ass hannendrun, deen ass jo elo annoncéiert fir Enn dëses Mounts, Ufank nächstes Mounts. À voir, wat do kënnt. Mee fir eis ass et e bëssel che schued. Et ass eng verpasste Chance, fir wierklech de Leit eng Basis ze ginn, fir Vertrauen ze hunn, fir drun ze gleewen, dass mer kënnen erëm Tempo bäisetzen an opkommen, a se ze iwwerzeegen, dass et derwäert ass, un d'Politick ze gleewen an eeben och hir Hoffnungen doranner ze setzen.

An deem Sënn wäerte mer och nach zwou Motiounen deposéieren. Eng éischt – dat wäert Iech net erstaunen –, dat ass, dass mer froen, dass déi lafend Projeten, déi schonn erwäänt gi sinn, eeben d'Grondsteier, d'Mobiliséierungssteier, d'Leerstandssteier, den ... Ach Gott, dee ganze Pak, Dir kennt se, d'Kolleege wäerten nach drop agoen. Do hu mer säit enger Rei Méint den Avis vum Staatsrot virleien. Dir hutt Är Ulafzäit gehat. Vill Leit an der Regierung kennen deen Dossier do och scho vu virdrun aus de Kommissiounen. Et misst méiglech sinn, dat virum Summer ze bréngen. Mir sinn der Meenung, dass mer hei dréngend déi Amendementer brauchen.

Mir sinn eis bewosst, dass et net einfach ass. Et si vill Opposition-formellen do, mee sechs Méint ass e räsonabelen Delai. Mir ginn eng Motioun of, fir eeben nach virum Summer, virum Enn vun dëser Sessioun vun der Chamber, dach wannechgelift dës Amendementer ze bréngen, dass mer och do Tempo an déi Dossiere kréien. Mir brauchen dat dréngend, well do si mer wierklech bei der Wuerzel. Do si mer bei der Landkränkt. Do geet et drëm, Terrainen aus dem Leerstand erauszekréien. A Leerstand ass dat Lescht, wat mir eis am Moment hei kënne leeschten.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

Déi zweet Motioun, an dat ass am Kontext eebe vum abordabele Wunnraum, wou mer d'Regierung opfuerderen, e konkreete Plang ze erstellen, an dat och méiglechst schnell, an zwar iwwert déi Zilsetzung eraus. E Plang, wou Der eis kloer sot, wou Der hiwëllt mam abordabele Wunnengsbau. Wou soll gebaut ginn? Wou soll erschloss ginn, konkreet, an a wéi engem Delai? A wéi eng Moyene gitt Der Iech? Dat ass eppes, wou fir eis och wierklech de Finanzminister mat gefuerdert ass. Wat ass déi Enveloppe, déi mer do wäerten huelen? Et brauch eng proaktiv Approche, fir Terrainen opzekafen.

Wa mir dat au compte-gouttes maachen, do, wou grad sech eppes bitt, wäert dat net fonctionéieren. Dofir si mer vill ze vill hannendran. Déi fënnef Joer – et kënnen och siwe Joer sinn –, wou mer Reserven hunn, dat wäert net duergoen. De Staat brauch Reserven. E muss der opkafen, soss wäerte mer nimools kënnen deen Tempo erakréien, dee mer brauchen. An de Bau wäert frou sinn. Och den abordabele Wunnengsbau muss gebaut ginn, dee mécht sech net vum selwen. Och dat mécht jo de Staat net selwer. E léisst bauen. Och dat bréngt Schwong. An dat ass de Schwong an eisen Aen, deen an déi richteg Richtung géif goen.

Ech soen Iech Merci an ech mengen, Dir hutt et verstanen. Ech hat dat abschliessend vergiess: Dir kënnt Iech virstellen, dass mer de Pak esou net kënne matstëmmen, wéinst der Gewiichtung, wéinst der Symbolik, déi een huet. Do feelt eis eppes. A mir hoffen drop, dass dat an deenen nächste Méint nach wäert nokommen.

Ech soen Iech Merci.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant la pénurie notoire de logements et le niveau des prix sur le marché de l'immobilier qui rend le logement inaccessible pour une part croissante de ménages au Luxembourg ;*

*– considérant que la rétention foncière freine le développement de logements et sous-tend la crise du secteur de la construction ;*

*– estimant que les instruments existants sont inaptes à inciter les propriétaires à mobiliser leurs terrains ;*

*– considérant le nombre important de logements inoccupés au Luxembourg et le fait que les communes ne font que rarement usage de la possibilité de percevoir une taxe spécifique sur les immeubles destinés au logement ou à l'hébergement des personnes qui ne sont pas occupés ou utilisés effectivement à ces fins ;*

*– notant que le programme gouvernemental prévoit que « les travaux relatifs à la réforme de l'impôt foncier, à l'introduction d'un impôt national sur les logements non-occupés et à la mobilisation des terrains seront poursuivis*

*à la lumière des avis des organes consultés et seront achevés dans les meilleurs délais » ;*

*– notant que le programme gouvernemental précise que « les travaux législatifs portant sur le remembrement ministériel seront poursuivis et finalisés dans les meilleurs délais » et que « dans le cadre de l'élaboration d'un PAP qui nécessite une modification ponctuelle au niveau du PAG, les deux procédures seront fusionnées dans une même procédure » ;*

*– vu l'avis du Conseil d'État du 13 juin 2023 concernant le projet de loi sur l'impôt foncier, l'impôt à la mobilisation de terrains et l'impôt sur la non-occupation de logements (PL n° 8082) ;*

*– vu l'avis du Conseil d'État du 28 juillet 2023 concernant le projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain (PL n° 7139),*

*invite le Gouvernement à*

*– donner priorité à l'achèvement de ces réformes (PL n° 8082 et PL n° 7139) faisant droit aux oppositions formelles du Conseil avant la clôture de la session parlementaire 2023/2024.*

*(s.) Paulette Lenert.*

***Motion 2***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant la crise actuelle du logement au Luxembourg, excluant une part significative de la population de l'accès au marché immobilier en raison des prix exorbitants ;*

*– considérant le besoin pressant d'agrandir considérablement le parc immobilier public au Luxembourg ;*

*– considérant le plan directeur sectoriel Logement, ayant comme objectifs principaux de définir les terrains destinés à la création de logements ainsi que de favoriser la création de logements à coût modéré ;*

*– considérant la stratégie nationale du Logement abordable, fixant un objectif précis de 20 % de biens immobiliers en main publique à moyen terme ;*

*– considérant les déclarations de la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) par la note au formateur du 16 octobre 2023, selon lesquelles les réserves foncières appartenant à l'État et dédiées à la création de projets de logements abordables seront épuisées d'ici sept ans,*

*invite le Gouvernement à*

*– élaborer d'urgence une stratégie nationale pour le développement futur du logement public au Luxembourg ;*

*– identifier, en collaboration avec les communes, les zones appropriées pour le développement de projets de grande envergure ainsi que de projets plus modestes ;*

*– concevoir un plan détaillé d'acquisition des terrains nécessaires ;*

*– présenter cette stratégie à la Chambre des Députés.*

*(s.) Paulette Lenert.*

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Lenert. An dann ass d'Wuert fir den nächsten ageschriwwene Riedner, d'Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Merci, Här Chamberspresident. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech wäert mech kuerz halen, well mir hu jo eréischt virun zwee Méint bei enger Interpellatioun vun déi gréng just iwwert deen heite Logementspak geschwat, also iwwert déi éischt Mesüren, déi d'Regierung hélt, fir aus dëser Bau- a Logementskris ze kommen. Mee ech si gespaant, ob d'Regierung schonn eppes weess oder schonn éischt Iddien huet, ob déi Mesüren, déi se geholl huet, schonn hir éischt Friichten droen, och wa mir haut eréischt dat Gesetz stëmmen.

Mir stëmme selbstverständlech fir dëse Gesetzesprojet, och wann en net iwwerall wäit genuch fir eis geet, mee mir stëmmen derfir, an dëst haaptsächlech aus zwee Grënn:

Éischtens, well d'Wunnen zu Lëtzebuerg fir ganz vill Residenten esou onerschwénglech ginn ass, datt all nei staatlech Mesür fir vill Betraffener vläicht eng nei Chance ka bidden, fir endlech zu enger Wunneng ze kommen. An dat kann een natierlech nëmme begréissen.

Zweetens: Mat dësem Gesetzesprojet soll d'Offer u bezuelbare Wunnengen eropgeschrauft ginn, wat noutwenneg ass. Zäitgläich soll et dem Bausecteur méiglech ginn, mat deenen neie Mesüren Aarbechtsplazen ofzesécheren.

Här President, och wann de Logementspak vu Schwaarz-Blo eng wichteg Initiativ duerstellt, esou ass e fir d'ADR awer nëmmen eng Drëps op de waarme Steen. Gutt, et muss een iergendwou eng Kéier ufänken. Mee mir dierfen net vergiessen, firwat mir haut iwwerhaapt an esou enger uerger Krisesituatioun ukomm sinn. E puer Joerzéngte laang hunn déi vergaange Regierungen eng Politick bedriwwen, déi absolutt net derzou bäigedroen huet, fir Wunnraum am Land ze schafen an e méi erschwénglech ze maachen. Also mir mussen eis quasi alleguer un der Nues paken.

Ech mengen, déi Kris besteet net eréischt säit gëschter. Siefen et d'Gambia-Regierungen oder virdru Schwaarz-Rout, si all hunn op onkontrolléierte Wuesstem gesat, deen derzou geféiert huet, dass bannent 30 Joer, am Zäitraum vun 1990 bis 2020, 250.000 nei Awunner derbäikomm sinn, wat natierlech zu engem enormen Drock op de Wunnengsmaart gefouert huet an d'Präisser no an no an d'Luucht gedriwwen huet – dat hu mer jo och schonn héieren –, mat der Konsequenz, datt ëmmer méi Awunner, Jonker, mee och Leit, déi jorelaang an eise Sozialsystem abezuelt hunn, hannert eis Grenzen an d'Nopeschlänner musse wunne goen.

Et sinn net nëmme vill Lëtzebuerger, déi esou hir Heemecht musse verloossen. Och vill Leit mat Migratiounshannergrond, déi mat zum Räichtum vun eisem Land bäigedroen hunn, loosse mir an där Hinsicht am Stach. Mengt dir, déi Leit, déi just de Mindestloun oder liicht driwwer verdéngen, géife sech gär hei vir an Däitschland, Frankräich oder der Belsch néierloossen? Nee, dacks hu se keen anere Choix, well si sech d'Wunnen hei am Land einfach net leeschte kënnen. Mee och déi sougenannt Working Poor ginn hei am Land leider sou lues zu enger Realitéit. Si verdéngen ze vill, fir en Urecht op soziale Wunnengsbau ze hunn, mee si verdéngen ze wéineg, fir sech privat eng eegen adequat Wunneng leeschten ze kënnen.

Här President, dës Regierung muss endlech konkreet Léisungen op den Dësch leeën a sech trauen, fir de quantitative Wuesstem erofzeschrauwen an dofir verstäerkt op e qualitative Wuesstem ze setzen, dat heescht dee Wuesstem, deen duerch eng Steigerung vun der Produktivitéit vun der Wirtschaft erreecht gëtt. An engems muss Schwaarz-Blo och de Courage hunn, fir déi negativ Konsequenze vun deem Turbowuesstem vun deene leschte Joerzéngte kloer ze benennen. Fakt ass, datt eis Infrastrukturen, sief et Stroossen- a Schinnennetzer oder och eis Schoulen a Crèchen an aner Betreuungsstrukturen, ëmmer méi staark ënner Drock stinn an net méi duerginn.

Als ADR verlaange mir vun dëser Regierung nieft de Mesüren aus dësem Gesetzesprojet och Mesüren, déi ganz kuerzfristeg gräifen an deene Mënschen hëllefen, déi mat am dréngendsten e Logement brauchen. Dofir verlaange mir, datt Schwaarz-Blo endlech de Leerstand vu sengen eegenen, also vum Staat, bestoende Wunnengen op de Leescht hélt, also déi, déi em selwer gehéieren. Et sief nëmmen ee Beispill ënner ville genannt: déi sougenannte Cité de l'Aéroport um Findel. Hei stinn e puer Dose Wunnhaiser eidel a bal déi ganz Cité gëtt zanter Jore quasi sech selwer iwwerlooss. An dat an Zäiten, wou d'Land mat esou enger akuter Logementskris konfrontéiert ass an, wéi d'Madamm Lenert grad gesot huet – ech hunn d'Zuele selwer net iwwerpréift –, eng Waardelëscht beim Logement vun iwwer 5.000 Haushalter oder Leit ass. Dat ass einfach net ze verstoen, awer Dir dierft et eis gär erklären.

Och eng Rei Gemenge loossen aus ënnerschiddleche Grënn Wunnhaiser, déi an hirem Besëtz sinn, dacks eidel stoen. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass de Staat mam gudde Beispill virgeet an Haiser, déi eidel stinn, nees mat Liewe fëllt. Et ass definitiv um Staat an un de Gemenge, fir mam gudde Beispill virzegoen. Wa se dat net maachen, wou bleift do d'Glafwierdegkeet, fir nei Steiere wëllen anzeféiere fir Haiser, déi eidel stinn, oder Terrainen, déi broochleie gelooss ginn? Och eng Flexibiliséierung vum Mietrecht, déi d'ADR iwwer eng Gesetzespropositioun am Juli 2023 proposéiert huet, kéint kuerzfristeg zu méi Offer um Locatiounsmaart féieren. Ekonomesch ass et fir kee sënnvoll, eng Wunneng eidel stoen ze loossen, wann d'Locatioun eng Recette brénge géif. Eng Ännerung am Zivillrecht géif de Problem vu Leerstänn a ganz ville Fäll léisen, wat och méi Wunnengen um Maart bedeite géif.

Dann erënneren ech och gär nach eemol dodrunner, datt hei am Land, zemools am soziale Wunnengsbau, eiser Meenung no einfach ze deier gebaut gëtt an datt et sech beim sougenannte Logement abordable dacks iwwerhaapt net ëm erschwéngleche Wunnraum handelt. Wat ass hautzudaags erschwénglech? Fir wien ass et nach erschwénglech? A fir wie baue mir, wa mir näischt verkaf kréien? Hei zitéieren ech gär och nach eng Kéier mäi konkreet Beispill: Wéi kann et sinn, dass en Haus vum soziale Wunnengsbau, d'Beispill zu Ierpeldeng un der Sauer, zirka 4.650 Euro de Meeterkaree kascht an e vergläichbaart Haus bei de Privatleit an der nämmlechter Gréisst ongeféier 3.330 Euro de Meeterkaree kascht?

Do kënnt nach derbäi, datt d'Regierung de Plaffong vum superreduzéierten Taux nach ëmmer bei 350.000 Euro gelooss huet, an dat scho säit iwwer zéng Joer, amplaz en un déi haiteg Zäiten unzepassen, wou eiser Meenung no e Plaffong vu 500.000 Euro éischter der Realitéit géing entspriechen.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Do brauche mir eis awer definitiv net ze wonneren, wa mer d'Haiser oder Appartementer, déi zum Verkaf stinn am Kader vum soziale Wunnengsbau, net verkaf kréien.

Eng lescht Problematik vum Terrain, déi bis elo nach net ugeschwat ginn ass an déi menger Fraktioun awer um Häerz läit an op déi mer gär géinge kuerz opmierksam maachen, ass, dass am Moment d'Bauhären, déi schonn eng Baugeneemegung hu fir Projeten an déi déi Geneemegung och schonn eng Kéier verlängert hunn an deem Delai, deen dofir virgesi war, am Moment déi Baugeneemegung eeben net nach eng Kéier verlängert kréien, well et esou am Gesetz net virgesinn ass. De Bauhär gëtt deemno gezwongen, fir mat sengem Projet erëm

bei Null unzefänken an en nei eranzereechen. Dat schléisst och all fälleg Taxen an. Zousätzlech entsteet domadder och eng Ongewëssheet, datt en deemno wéi net méi dat nämmlecht autoriséiert kritt, guer net ze schwätze vun der Zäit, déi verluer geet. Dat alles féiert schlussendlech derzou, dass d'Bauhären hire Projet eventuell ganz fale loossen. An dat wier definitiv kontraproduktiv an där Kris, an där mir am Moment sinn. Ech weess, et ass eventuell hei net de passende Moment, mee mir géingen eis awer freeën, wann de Minister a senger Ried hei eventuell kuerz kéint drop agoen.

Zum Schluss bleift mer ze soen: De grousse Problem bleift awer bestoen, dass d'Leit momentan nëmme schwiereg Prête kréien. An dat ass och grad genau dat, wat d'Madamm Lenert och scho gesot hat: Fir den éischte Schrëtt ze maachen, ass et nach ëmmer onméiglech. Da kënne mir wuel Wunnenge bauen, mee mir hunn nach ëmmer keen ënnerdaach bruecht, ausser eventuell an der Locatioun. Mee och do ass d'Demande grouss, wéi mer héieren hunn. Mee d'Präisser an der Immobiliewelt mussen erëm erschwénglech ginn. Do komme mer net derlaanscht.

Mir wäerten d'Regierung dann och an Zukunft dorunner moossen, awéiwäit sech de Bausecteur erhëlt, mee awer vill méi wichteg, ob méi Leit en Ënnerdaach fonnt hu respektiv och wéi vill Leit ausgewandert si respektiv iwwert d'Grenz wunne gaange sinn.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Madamm Schoos villmools Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här François Bausch. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass elo scho méi wéi eng Kéier hei de Mëtteg gesot ginn: Mir brauchen neie Schwong an dem Wunnengsbau, mee och an dem Bausecteur insgesamt. D'Fro, déi sech just stellt, ass, ob dat, wat hei virläit, deen neie Schwong géing bréngen oder net. Respektiv déi Fro, déi d'Madamm Lenert och schonn opgeworf huet virdrun an hirer Ried, fannen ech ganz gutt, wéi se gesot huet: „Jo, wien ass dann eigentlech deen, dee betraff ass vun der Logementskris?"

Et si 15 Mesüren elo hei proposéiert. 10 si fiskalescher Natur, 5 éischter am Beräich vun den Aides individuelles. Do sinn der eng ganz Rei derbäi, déi stäerken d'Kafkraaft vun de Leit. Do hu mer och kee Problem domadder. Fir e Beispill ze soe beim Fiskalen: déi Plaffongen, déi eropgesat gi fir d'Zënsen, déi ee kann ofsetzen, wann een e Logementsprêt huet.

Mee et ass awer och richteg, wat d'Madamm Lenert gesot huet: Wann ee vergläicht, wat gemaach gëtt souwuel bei den Aides individuelles – virun allem souguer do – an och eenzel steierlech Mesüren, déi geholl gi fir Privatleit, mat där Grosszügegkeet, déi hei un den Dag geluecht gëtt par rapport zu den Investisseuren en général, dann ass et awer do deux poids et deux mesures.

An et ass och esou, datt e ganz groussen Deel vun de Mesüren, déi hei an deem Pak drastinn, jo net nei sinn. Déi sinn och scho probéiert ginn an deene leschten 20, 30 Joer, wou mer och Krisen haten. Ech komm nach dorobber ze schwätzen. Wat awer scho ganz sécher ass, dat ass, datt se am Logement selwer fir de Grondproblem vum Logement näischt bruecht hu bis elo.

Wann Der haaptsächlech d'Mesür kuckt, déi eis besonnesch heidra stéiert, déi vun dem Amortissement accéléré, déi jo an der leschter Regierungsperiod, an deene leschten zéng Joer, virun allem an der leschter Regierungsperiod zweemol liicht ofgeschwächt ginn ass a wou och ëmmer Diskussioune waren, fir se ganz ofzeschafen, a wou mer souguer an der Chamber vun der Oppositioun deemools als Regierung virun allem vun der CSV gedriwwe gi sinn, fir se ofzeschafen, do kann ee seng Bedenken driwwer hunn, datt dat eppes bréngt.

An dat ass jo och 2006 agefouert ginn. Firwat ass et 2006 agefouert ginn? Ma well e ganze Pak Mesüren, déi tëschent 2001 an 2006 schonn och um Niveau, fir d'Demande unzekuerbelen, agefouert gi sinn, näischt bruecht hunn an deemools den deemolege Staatsminister Jean-Claude Juncker an enger fracassanter Deklaratioun gesot huet, dee gréissten Echec vu senger politescher Laufbahn wär, datt en am Logement net reusséiert hätt. An dunn ass 2006 e Pak nogeschoss ginn, wou dat do derbäi war. Mee entretemps hu mer an deene leschten 20 Joer gesinn, datt dat och näischt bruecht huet.

An, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da gëtt ëmmer gesot: „Jo, dat ass net ganz richteg", well d'Situatioun wär deemools eng weesentlech aner gewiescht wéi haut. An da gëtt verwisen op d'héich Inflatioun, mee virun allem op d'Zënsen, déi eropgaange sinn. An da gëtt gesot: „Dat ass eng komplett nei Situatioun. Duerfir, deen Amortissement accéléré, wann een deen elo befrist op ee Joer afeiert, da kann dat awer grad an där Situatioun, wou mer elo sinn, eng Wierkung hunn." Et gëtt e bësse gemaach, wéi wa mer keng esou Krisen, esou Wirtschaftskrisen an där Zäit virdru gehat hätten.

Or, wëll ech drop hiweisen, datt mer – 2006 ass dat jo agefouert ginn, den Amortissement accéléré – déi gréisste Wirtschaftskris nom Zweete Weltkrich tëschent 2008 an 2010 haten. An ironescherweis war den Ausléiser dovun zwar net zu Lëtzebuerg, mee an de Vereenegte Staaten. Et war d'Subprimekris. Dat hat och mat Logement ze dinn. De ganze Finanzsecteur ass zesummegebrach. Mir haten déi stäerkste Rezessioun zënter Joerzéngten. Mir haten eng Situatioun, wou och an der Baubranche villes net fonctionéiert huet, villes agebrach ass. An do huet déi Mesür och fonctionéiert. An et ass net déi Mesür, déi eis do gehollef huet. Au contraire, et si ganz anerer. Op déi kommen ech och nach ze schwätzen.

Also, fir ze maachen, wéi wann d'Situatioun an där Wirtschaftskris, an där mer de Moment sinn ..., well mir sinn de Moment an enger wirtschaftlecher Kris. Mir haten e Minuswuesstum d'lescht Joer an et ass net gesot, ob mer dëst Joer am Plus wäerten endegen oder net. Mee dee war bewierkt duerch héich Inflatioun. An natierlech koum dunn duerch déi héich Inflatioun déi abrupt Steigerung vun den Zënssätz derbäi. An natierlech hat dat ganz kloer en direkten Impakt virun allem op d'Kafkraaft vun de Leit, datt déi sech dunn nach manner konnten e Logement leeschten.

Mee et hat awer och mat den héijen Energiepräisser ze dinn, déi mer haten an déi gemaach hunn, datt doduerjer d'Matière-premièrë méi deier gi sinn – also dat heescht, wann ech elo d'Baubranche kucken. Dat heescht, et ass och esou, datt een dat am Endeffekt net ëmmer einfach matenee vergläiche kann. Et gëtt ëmmer esou eng Vermëschung gemaach, wéi wann déi Baukris an déi Logementskris alles total dat nämmlecht wär, an duerfir misst een elo e verréckte Plang huelen um Niveau vun der Demande, fir déi Bau- an déi Logementskris ze léisen.

Natierlech muss een eppes maache géint d'Baukris. Et ass ni gutt, wann de Bausecteur net fonctionéiert. Et ass e grousse Secteur zu Lëtzebuerg. A souwisou, Lëtzebuerg brauch e staarke Bausecteur, an datt een do eppes muss ënnerhuelen, dat ass keng Diskussioun. Mee d'Fro ass awer, ob dat, wat een hei mécht a gemaach huet, wierklech de Bausecteur relancéiert. Do hunn ech meng Zweifelen. An herno wäert ech och nach en Zitat bréngen, souguer vun der Branche selwer, vu ganz rezent, déi seet, datt se skeptesch wär, datt déi Mesüren do duerginn, fir hir Branche ze relancéieren.

Mee ech wëll awer ufänke mam Avis vun der Chambre des Salariés, deen ech iwwregens nëmme ka jiddwerengem recommandéieren, deen hei exzellent ass. Ech hätt en am Fong kënne ganz hei virliesen, mee dat wollt ech Iech awer elo net undinn. Dir hutt jo d'Méiglechkeet, dat selwer ze liesen.

*(Interruption par M. Gilles Baum)*

Gelift?

**M. Gilles Baum** (DP), corapporteur | 28 Säiten, dat wär ...

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, et ass e bëssen ... Et wär e bësse vill. Ech hunn och net esou vill Riedezäit. Ech hat mer zwar e Modell 3 gefrot, mee esou vill Riedezäit hunn ech net.

Mee ech wëll Iech awer net e puer flott Zitater virenthalen. Zum Beispill dat heiten, wou d'Chambre des Salariés seet: „Les données les plus récentes sur l'évolution du marché immobilier témoignent effectivement d'un ralentissement important s'étant matérialisé à la suite de l'envolée des prix de construction et du resserrement de la politique monétaire". A bei der Envolée des prix de construction, do misst een emol eng Kéier am Detail kucken, duerch wat déi kënnt. An déi kënnt jo gréisstendeels duerch dat, wat ech gesot hunn, d'Penurie vu Matières premières, d'Energiekris vu virdrun.

Well déi Zuelen, déi schlecht Zuelen am Bausecteur, dierft Der net vergiessen, dat kënnt jo alles mat Retard eréischt un. Déi datéieren eigentlech op d'Joer 2023. Well wann Der elo kuckt – dat hu mer jo och an de Budgetsdebatte festgestallt u verschiddenen Avisen, och deem vum Statec –, datt Ufank 2024 d'Situatioun sech schonn erëm verbessert huet. Wéi et herno bis Enn des Joers weidergeet, dat steet op engem anere Blat.

An da seet d'Chambre des Salariés kloer natierlech, datt een eppes do ...: „Cela dit, il faut tout de même souligner que le recul de l'activité suit une décennie durant laquelle les prix du foncier constructible et de l'immobilier résidentiel ont carrément doublé et évolué à un rythme nettement plus dynamique que les revenus des ménages." An dat ass och richteg, dat ass jo de Grondproblem. Mir maachen, wéi wann déi Baukris derzou gefouert hätt, datt all déi, déi do aktiv sinn an dem Bausecteur, alleguer schlecht dru wären. Dat ass ganz sécher net de Fall. Et gëtt der, déi si schlecht drun, an et gëtt der, do misst een déi och nach méi an den Detail kënne kucke goen, mee dat gëllt awer op alle Fall net fir se alleguer. An op alle Fall ass et a kengem Verhältnis zu deem, wat d'Menagen erlieft hunn déi lescht 10, 15 Joer an am Logement 20, 30 Joer, déi duerch déi Situatioun, duerch déi Kris, an där mer elo sinn, sécherlech net besser dru sinn.

Duerfir, insgesamt, mengen ech, misst een eng Trennung maachen tëschent engersäits der Baukris, déi, wéi gesot, verschidde Grënn huet, déi och zum Deel richteg beschriwwe ginn, an anerersäits der Logementskris. An do hunn ech jo a menger Interpellatioun hei gesot, dat huet vill méi déif Ursaachen. Dat ass natierlech d'demografesch Entwécklung. D'Zënse sinn natierlech och do uewendrop komm. Dat ass

keng Diskussioun. Mee dat huet awer elo sécher ganz aner Hannergrënn, op déi ech nach kommen. An do fannen ech eeben, datt an deem heite Pak vu Mesüre wierklech näischt dran ass – au contraire! –, fir datt déi Situatioun sech verbessert.

Bon, natierlech ass et och esou, datt een an der Baukris selwer déi Opportunitéit soll notzen. Dat ass dat, wat d'Regierung och gemaach huet – oder fortgesat huet. Dat huet déi viregt Regierung och gemaach. Dat ass zum Beispill ze kucken, éischtens emol natierlech d'éffentlech Investitioune generell héichzehalen, mee virun allem awer och da Projeten opkafen ze goen, déi berüümte VEFAen, déi opkaf gi sinn, wou d'Regierung substanziell nach eng Kéier d'Montante gehéicht huet. Dat fanne mer och alles richteg, well dat féiert jo och derzou, datt de Staat an d'Proprietéit kënnt vu Logementen an déi dann herno kann zum Beispill am locative Beräich sécherlech op de Marché bréngen, well do ass déi gréisste Penurie.

Et ass awer och esou, datt – an duerfir mengen ech och, datt ee guer net kann dervun ausgoen, datt déi Mesüren hei eleng en ekonomesch positiven Impakt hunn – kee Mënsch weess, wéi d'Wirtschaftskris bis Enn des Joers sech wäert entwéckelen. Also duerfir, ëmmer esou dee Lien ze maache reng zu dem Logement an zu der Baukris, ass menger Meenung net richteg. Wann eis zum Beispill am Mëttleren Orient wierklech alles laanscht d'Ouere flitt, wat mer jo net hoffen, dann huet dat sécherlech en immensen Impakt op d'Pëtrolspräisser. A wann d'Pëtrolspräisser an d'Luucht ginn … Dat war nämlech zum Beispill 2008, 2010 de Fall. Do sinn och d'Präisser vun de Matièrepremièren eropgaangen. Deen héchste Pëtrolspräis, dee mer jeemols haten, dat war 2008, just virdrun, ier d'Subprimekris komm ass. Et ass souguer gesot ginn deemools, datt deen héije Pëtrolspräis déi Kris definitiv ausgeléist hätt, soudatt een dat net ka soen.

Mee wat awer sécher ass, dat ass, dass doduerjer ganz bestëmmt d'Logementskris hei weeder wäert geléist ginn nach grouss Entlaaschtunge wäerte kommen, well et ass esou, datt déi, déi vun der Logementskris iwwerhaapt betraff sinn, Leit si mat klengen a mëttleren Akommessen. An do geet et effektiv, wéi d'Madamm Lenert och richteg gesot huet, drëms, datt déi iwwerhaapt emol en Accès kréien zu erschwénglechem Wunnraum. Dat ass net ginn.

An duerfir sinn ech nach ëmmer der Iwwerzeegung, datt déi gréissten Urgence doranner besteet, datt de Staat sech d'Moyene gëtt, fir datt mir bei där Croissance vun der Bevëlkerung, déi mir hunn, dee Manktum un ëffentlechem Wunnraum kompenséieren, an zwar massiv, datt mer do e groussen Investitiounsprogramm opleeën, fir ëffentlech Wunnengen ze bauen, datt de Park vun den ëffentleche Wunnenge vill méi grouss gëtt, an datt mer déi dann deementspriechend och do kënnen effektiv wierklech herno an d'Locatioun zum Beispill ginn.

An da kommen ech bei dee Punkt, deen ee vun de grousse Problemer ass. Dat ass d'Zeréckhale vu Bauland fir Wunnengen oder respektiv Wunnengen eidel stoen ze loossen. An do hëllefen och all déi Mesüren, déi elo hei dra sinn, guer näischt, weeder de bëllegen Akt nach d'Déductibilité fiscale vun den Intérêt-débiteuren nach d'Primmen, fir wann Employeuren hire Salariéen eng Wunneng zur Verfügung stellen. Alles Mesüren, mat deene mer eigentlech kéinten averstane sinn, mee do hëlleft dat ganz sécherlech guer näischt.

De Geescht vun dësem Projet de loi, deen ass eiser Meenung no net am Sënn, fir virun allem eppes ze maache fir déi, déi wierklech schlecht dru sinn, déi et brauchen. Dat sinn eeben d'kleng a mëttel Revenuen, Locataren, déi musse loune goen, déi extreem leiden ënnert deem Ganzen. Mee de Geescht vun deem Gesetz hei, deen ass effektiv, fir Verschiddener ze zerwéieren, déi souwisou schonn iwwert déi zéng Joer virdru massiv verdéngt hunn an elo einfach gär hätten, datt se genausou op deem nämmlechten Niveau weider verdéngen, wéi se dat déi zéng Joer virdru gemaach hunn.

Et ass och esou, datt déi lescht 20 Joer, säitdeem zum Beispill deen Amortissement accéléré geschafe ginn ass, wéi gesot, jo ëmmer erëm driwwer diskutéiert ginn ass, fir en ofzeschwächen. An et ass och dat de Grond, firwat mir deemools, 2020, fir d'Budgetsgesetz 2021 den Taux eng éischt Kéier vu 5 % op 4 % erofgesat, eng éischt Ofschwächung gemaach hunn. Déi war zwar nach nëmme behutsam. An 2022 ass nach eng Kéier eng Reform gemaach ginn. Do ass eng Limitt agebaut ginn op zwee Immeubles oder Parties d'immeuble, wou een dat nach kéint geltend maachen. A mir haten och an der deemoleger Regierung laang Diskussiounen dodriwwer, wéi gesot, an och an der Chamber sinn déi oft gefouert ginn, an ëmmer war jiddwereen heibannen éischter der Meenung, datt dat souwisou de Staat ganz deier géing kaschten an am Endeffekt näischt géing bréngen.

A wann Dir an der Chambre des Salariés hirem Avis kuckt, huet déi zwee Rechebeispiller do dragesat. Déi si richteg erschreckend, wann Der Iech dat ukuckt. An da gesitt Dir och, wien dovunner profitéiert an datt et e Risenënnerscheed gëtt tëschent engem modesten Investisseur, zum Beispill engem, deen dann en Appartement wëllt fir seng Kanner kafen oder fir eent vu senge Kanner kafen, deen esou wëllt investéieren als Apport fir säi Kand, oder zum Beispill groussen Investisseuren, déi am Joer 2024 bei deem, wat mer hei maachen, bei Wäitem méi grouss dervu profitéieren. Ech invitéieren Iech gär, déi Rechebeispiller ze liesen, déi do gutt beschriwwe sinn a gutt ausgerechent sinn, fannen ech. Dat ass ganz kloer, do gesäit een de Geescht, deen do draläit an där Mesür, an de Gedanken, deen hannendrustécht.

An de Risiko ass och reell, datt mer souguer d'Inflatioun weider erëm unheizen eleng duerch déi dote Mesüren. An dat gëtt och bestätegt. Dat seet d'Banque centrale. Den FMI huet eis gewarnt an sengem Avis, datt am Beräich vum Logement, vun deem, wat mer maachen, natierlech Lëtzebuerg e Logementsproblem huet, mee datt mer awer sollen oppassen, datt mer net duerch falsch Mesüren, déi mer treffen, nach grad d'Inflatioun an d'Präisser unheize ginn.

An dann ass natierlech e substanziellen Déchet fiscal do hannendrunner an deem Ganzen. Dat wësse mer och.

Et feelt also u Wunnenge fir Leit mat klengen a mëttleren Akommessen, an do ass haaptsächlech dee ganze Risiko vun der Aarmut. D'Regierung huet sech op de Fändel geschriwwen, d'Aarmutsbekämpfung seriö ze huelen. Wa se déi wëllt seriö huelen, da muss se wierklech do usetzen, well do läit de Gros vum Problem.

Et huet iwwregens och en Impakt op eis Kompetitivitéit. An e puererlee Hinsichten huet et en Impakt, well wa Wunnenge feelen, dann ass dat natierlech e Problem fir d'Leit, déi an d'Land wunnen a schaffe kommen, mee et ass och e Problem, well dat natierlech och d'Lounfuerderungen unheize geet. Dir kënnt roueg sécher sinn: Wann zu Lëtzebuerg déi Logementspräisser net wären, da wären d'Lounfuerderunge vun de Leit mat klengem a mëttlerem Akommes, déi an de Betriber schaffen, sécher méi moderat, wéi se dat de Moment sinn, wat natierlech evident ass, well en immens groussen Deel vun deem Salaire, deen een huet, direkt schonn an de Logement geet an een dat net huet. Dat heescht, dat ass och e Problem fir eis Kompetitivitéit.

Bon, a wa mer do wëllen eppes maachen, da musse mer och déi Facteuren an Ugrëff huelen, déi eeben d'Offer wierklech kënne steigeren, haaptsächlech déi ëffentlech Offer, fir datt éischtens de Staat an de Besëtz kënnt vun Terrainen, mee fir datt awer och Privater natierlech net méi spekuléieren, datt Bauland wierklech fräi gëtt an datt d'Spekulatioun bekämpft gëtt. An an dem Koalitiounsofkommes steet jo och eppes doriwwer dran, haaptsächlech och am Zesummenhang mat deem Gesetz, dat d'Madamm Lenert och schonn ugeschwat huet.

An, Här President, ech hunn och eng Motioun. Mir haten och eng gemaach. Dat ass warscheinlech d'Kopie vun där vun der LSAP, mee ech gi se awer och nach eng Kéier of. Da stëmme mer et eeben zweemol, warscheinlech jo negativ, of, wéi ech d'Regierung oder d'Majoritéit aschätzen, leider!

***Motion 3***

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– les effets néfastes du manque de logements abordables sur le taux de risque de pauvreté, le logement constituant pour beaucoup de ménages à revenus faibles ou moyens une dépense lourde ;*

*– les effets néfastes du manque de logements abordables sur la compétitivité de notre économie ;*

*– les mesures du Gouvernement se focalisant principalement sur la stimulation de la demande ainsi que la simplification ponctuelle des procédures ;*

*– l'importance de soutenir prioritairement l'augmentation de l'offre de logements et la nécessité qui en découle de s'attaquer aux facteurs qui empêchent l'augmentation de l'offre ;*

*– la rétention foncière et les logements inoccupés comme des facteurs qui freinent l'augmentation plus importante de l'offre de logements ;*

*– le projet de loi relatif à l'introduction d'un impôt de mobilisation de terrains et d'un impôt sur la non-occupation de logements ;*

*– l'accord de coalition du Gouvernement qui prévoit la finalisation dudit projet de loi « dans les meilleurs délais » tout en augmentant le niveau de taxation et en accélérant la mise en place des impôts par rapport au texte initial,*

*invite le Gouvernement*

*– à proposer les amendements prévus par l'accord de coalition concernant les projets de loi relatifs à l'introduction d'un impôt de mobilisation de terrains et d'un impôt sur la non-occupation de logements jusqu'à la fin du 3e trimestre de cette année afin de mobiliser le plus vite possible des terrains constructibles ainsi que des logements actuellement inoccupés et ainsi augmenter sensiblement l'offre de logements.*

*(s.) François Bausch, Meris Sehovic, Joëlle Welfring.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Mee dat ass awer, wou de Problem ass. Mir mussen do virukommen, wann et drëms geet, Bauland ze mobiliséieren an d'Spekulatioun ze bekämpfen, well dat sinn déi wichtegst Elementer, fir datt mer effektiv weiderkommen an deem, wat ech gesot hunn, nämlech am Schafe vun erschwénglechem Wunnraum.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wa mer souwisou vill Bauchwéi hu mat enger Rei Mesüren, hu mer eis dann awer nach d'Méi ginn, fir eng Rei Amendementen ze maachen. Mir hate se och an der Kommissioun ofginn. Si sinn natierlech an der Kommissioun vun der Majoritéit ofgeleent ginn, mee ech wëll se awer nach eng Kéier och hei deposéieren. Et sinn der am Fong zwee. Also am Ganze sinn et der elo véier, mee et sinn der dräi, do ass et ëmmer deen nämmlechten Artikel, dee betraff ass. Et sinn der zwee, déi gutt ënnersträichen, wéi de Geescht ass bei deenen, déi déi heite Mesüre getraff hunn. An duerfir wëll ech se awer nach eng Kéier hei erklären an och deposéieren an nach eng Kéier herno zum Vott brénge loossen.

Dat eent ass den Avantage fiscal fir Acquéreurs-investisseurs, wann een dann an e Logement à des fins locatives investéiert. Do steet an deem Text elo dran: zwee Joer. Éierlech gesot, dat fanne mir absolutt lächerlech. Do misst e mindestens op fënnef Joer eropgoen, well soss ass dat awer e bësselchen onseriö, wann een esou e Benefiss vun enger Mesür kritt wéi déi do an da seet: „Du muss dat maximal zwee Joer an d'Locatioun ginn an duerno kanns de et verkafen." Dat heescht, et misste mindestens – mindestens! – fënnef Joer sinn. Wéi gesot, mir haten deen Amendement an der Kommissioun eraginn. Dee betrëfft effektiv dräi Artikelen. Här President, ech ginn Iech se herno of.

An da war nach en zweeten Amendement, dee mer eraginn hunn. Dat war dee fir den Abattement construction spécial. Do ass et esou, dass de Moment e Plaffong vun 250.000 Euro virgesinn ass. Et ass awer esou, datt déi Berechnung, déi do gemaach ginn ass, fir dann op déi 250.000 Euro ze kommen an dat, wat als Géigewäert gerechent gëtt, wat dat bedeit, eiser Meenung no net richteg ass, well se net berücksichtegt, datt, wann ech e Beispill huele vun der Stad Lëtzebuerg, an der Stad Lëtzebuerg eleng d'Acquisitioun oder den Terrain selwer 43,8 % vun deem betreffende Logement, deen hei kommerzialiséiert gëtt, ausmécht. Dat heescht, wann ech dat reell rechnen, mam Terrain dran, da kommen ech op e Logement vun enger Valeur – haalt Iech un! – vun 11 Milliounen!

Do kënne mer eis jo awer d'Fro stellen: Ass dat sënnvoll, datt mir mat steierleche Gelder e Logement fërderen, wat 11 Millioune Valeur huet? An dat kënnt Der … Déi Chifferen, mir hunn dat ëmgerechent op Basis vun der Nott 32 vum Observatoire de l'habitat. Dat ass net aus der Loft gegraff, dat ass esou. An duerfir hu mir zumindest proposéiert: „Sot, lauschtert emol, wann Der dat dote maacht, ma maacht awer e Plaffong, dee seriö ass!" Do hu mer gesot: „Da gitt erof vun 250.000 op 80.000 Euro, da kommt Der op eng Valeur, wann Der den Terrain rechent mat deem, wat Der kommerzialiséiert, also mam Bâti uewendrop, vun 3,5 Milliounen." Dat ass jo scho wierklech net schlecht, e Logement vun 3,5 Milliounen. Mee ech mengen, dass et jo awer net um allgemenge Steierzueler ass, fir Saachen ze fërderen, déi 11 Milliounen Euro Valeur hunn!

Duerfir wëll ech se nach eng Kéier eraginn, well dat ënnersträicht de Geescht an och dat, wat d'Madamm Lenert scho virdru gesot huet, fir wien am Fong déi meescht Mesüren hei geduecht sinn.

Här President, ech géing Iech nach eng Kéier dann déi Amendementen hei ofginn. An da wier ech frou, wa mer déi herno dann zesummen och kéinten ofstëmmen.

***Amendements 1 à 4***

*I. Observation préliminaire concernant l'intitulé*

*À l'intitulé, il est proposé de supprimer le point final, étant donné que les intitulés ne forment pas de phrases.*

*II. Amendements*

*Amendement 1 concernant l'article 2*

*À l'article 2, point 2° in fine, le terme « deux » est remplacé par celui de « cinq ».*

*Commentaire :*

*S'agissant d'un avantage fiscal considérable accordé à des acquéreurs-investisseurs ayant comme but d'augmenter l'offre de logements donnés en location, il convient de prolonger la durée minimale de location requise pour pouvoir profiter de l'avantage fiscal de deux ans à cinq ans. Ainsi, il sera évité qu'après seulement deux ans, le logement en question pourra être utilisé à d'autres fins que la mise en location, ce qui serait en contradiction avec l'objectif de la mesure en question.*

*Par ailleurs, le délai de cinq ans serait plus cohérent avec l'élargissement prévu par le présent projet de loi de l'intervalle de deux à cinq ans après lequel les revenus issus de la vente d'un immeuble sont imposés en tant que plus-value et non en tant que bénéfice de spéculation.*

*Amendement 2 concernant l'article 8*

*À l'article 8, alinéa 1er, première phrase, le terme « deux » est remplacé par celui de « cinq ».*

*Commentaire :*

*Il est renvoyé au commentaire de l'amendement 1.*

*Amendement 3 concernant l'article 9*

*À l'article 9, alinéa 1er, le terme « deux » est remplacé par celui de « cinq ».*

*Commentaire :*

*Il est renvoyé au commentaire de l'amendement 1.*

*Amendement 4 concernant l'article 21 (article 129f nouveau inséré dans la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu)*

*À l'article 21, à l'article 129f nouveau, au paragraphe 3, le montant de « 250.000 euros » est remplacé par celui de « 80.000 euros ».*

*Commentaire :*

*Le projet de loi prévoit actuellement une limitation de l'abattement construction spécial à 250.000 euros. La limite de la somme des valeurs qui se trouvent à la base du calcul de l'amortissement correspond donc à six fois le montant de 250.000 euros. Sachant que l'amortissement se calcule uniquement sur la somme des valeurs du bâti et non du terrain, la valeur totale maximale du patrimoine immobilier sur lequel le contribuable pourra faire valoir l'abattement se trouve encore largement au-delà de cette valeur. Selon la Note 32 de l'Observatoire de l'habitat, le prix d'acquisition du terrain représente environ 43,8 pour cent des logements commercialisés à Luxembourg-ville. Prenant ce chiffre comme prémisse pour le calcul, un contribuable pourrait donc, selon les dispositions actuellement prévues par le projet de loi, faire valoir l'abattement construction spécial pour un patrimoine immobilier à Luxembourg-ville allant jusqu'à une valeur de marché d'environ 11.000.000 euros au total.*

*Afin de limiter le déchet fiscal engendré par la mesure ainsi que de garantir une certaine justice fiscale, il est proposé de réduire la limitation de l'abattement construction spécial de 250.000 euros à 80.000 euros, ce qui correspond à une somme maximale des valeurs se trouvant à la base du calcul de l'amortissement de 2.000.000 euros et, prenant toujours la même prémisse de calcul que ci-avant, équivaut à un patrimoine immobilier à Luxembourg-ville allant jusqu'à une valeur de marché d'environ 3.500.000 euros.*

*(s.) François Bausch, Marc Baum, Meris Sehovic, David Wagner, Joëlle Welfring.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Gesetzesprojet ass eiser Meenung no kee grousse Worf. Zum Deel mécht e Saachen, déi entweeder Fortsetzunge sinn, oder e mécht Saachen, déi an der Vergaangenheet geprouft gi sinn an déi näischt bréngen, déi op alle Fall net deem entspriechen, wat mer brauchen.

Mir mengen och guer net, datt dee wäert Schwong an de Wunnengsmaart bréngen, scho guer net am Sënn, fir d'Wunnengsnout ze bekämpfen, well duerfir muss eng ganz aner Offensiv kommen. Duerfir muss wierklech do ugegraff ginn, wou et sech gehéiert, nämlech bei der Spekulatioun hei zu Lëtzebuerg, well do läit de Grondproblem: D'Bauspekulatioun muss bekämpft ginn.

Dat Allerdramateschst ass, wéi ech virun iwwer enger Woch gelies hunn, datt souguer de Bausecteur selwer iwwerhaapt emol net dru gleeft, datt dat heiten iergendeppes bréngt. Ech zitéieren Iech aus engem Artikel, wou en Avis vum Bausecteur beschriwwe ginn ass, dee seet: „Die staatlichen Hilfen werden wohl nicht reichen, um die Nachfrage kurzfristig wieder anzukurbeln. 2025 gebe es das Risiko, dass die Inflation wieder zulegt." Bon, natierlech kann een elo driwwer diskutéieren, ob dat de Fall ass oder net, dat ass e bësselchen an d'Glaskugel gekuckt, mee virun allem: „So schaut man mit Pessimismus auf den weiteren Jahresverlauf. Die Kammer befürchtet", also d'Handwierkerkummer, „dass die aktuellen Trends auf einen substanzielleren Beschäftigungsabbau im Handwerk im Jahr 2024 hindeuten könnten. Gleichzeitig gibt sie zu bedenken, dass sich durch die aktuelle Schieflage das seit Jahrzehnten bestehende Ungleichgewicht zwischen Angebot und Nachfrage nicht verbessern werde." Also eigentlech hätt een et net kënne besser beschreiwe wéi d'Handwierkerkummer selwer, déi jo awer, mengen ech, do awer muss wëssen, vu wat se schwätzt.

An duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir verstitt, datt mir natierlech deen heite Projet net kënne stëmmen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. An dann ass d'Wuert fir den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Jo, d'Situatioun um Wunnengsmaart huet sech verännert. Wann ech mech zréckerënneren un déi Rieden, déi mer gehalen hu virun dräi, véier Joer, do si mer de Präisser nogelaf. Elo lafe mer no, fir dass d'Präisser sech stabiliséieren.

Jo, et huet sech komplett gedréit an d'Situatioun ass eng aner. Op där enger Säit hu mer d'Logementskris, dass verschidde Leit elo vläicht gäre géingen en Appartement oder en Haus kafen, well d'Promoteuren hinnen et gäre géinge verkafen an d'Präisser erofgaange sinn, awer op där anerer Säit net déi néideg finanziell Mëttel vun der Bank kréien. Op där anerer Säit hu mer d'Promoteuren, déi hir Constructiounsfirmen net kënne bezuelen, well se hir Appartementer bezéiungsweis hir Haiser net kënne verkafen an dat Ganzt souwisou schonn am Viraus iwwer Kreditter finanzéiert hunn. An deene lafen och elo d'Zënse fort, soudass mer nieft der Logementskris, déi mer virdrun haten, dass kee sech en Eegenheem konnt leeschten, elo an d'Constructiounskris eriwwergerutscht sinn.

D'Regierung huet elo e Moossnamepak presentéiert, wou sécherlech net alles esou gutt ass, wéi een dat eeben erklärt kritt, mee dat gehéiert eeben och zur Politick. Mee et ass op d'mannst emol en Usaz, fir de Marché ze stabiliséieren, fir de Leit ze hëllefen.

Dofir wäerte mir Piraten och haut dëse Projet matstëmmen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Et ass wichteg, dass den Invest héichgehale gëtt. Et kann een awer ënnerschiddlecher Meenung sinn, op wéi engen eenzelne Punkten dat soll gemaach ginn, an dorop wäert ech elo agoen.

D'Wunnenge musse gebaut ginn. Eis Bevëlkerung wiisst, sief et, dass ee vun ausserhalb erakënnt oder dass eis Kanner och gäre géingen enzwousch wunne goen. An do muss eebe gebaut ginn. Mir musse souwuel d'Konstruktioun wéi och de Logement héichhalen. Mee do kënnt dann eeben déi grouss Fro, wéi een dat am beschte mécht. Well et ass nun emol och e Fakt: Et sinn ëmmer méi Leit, déi sech en Eegenheem net méi kafe kënnen, mee déi op de Locatiounsmarché ginn.

Fir déi, déi nach kafe kënnen an dann déi Glécklech sinn, déi nach bei der Bank e Kreditt kréien, do geet de bëllegen Akt elo an d'Luucht. Dat kënne mer als Piraten direkt mat ënnerschreiwen. Mir hunn eis de Mond scho fuseleg geschwat, dass mer souwisou der Meenung sinn, dass de Staat d'Eegenheem net soll nach kënschtlech méi deier maachen, andeems en zousätzlech Steiere freet. Fir eis misst de bëllegen Akt eigentlech op den 100 % vum Kafpräis sinn, wann ee selwer dra wunne geet.

Interessant ass déi nei Formule vum bëllegen Akt vum Invest. Jo, déi fanne mir gutt, dat ass eng interessant Approche. An do muss een elo kucken an deenen nächste Joren, wéi dat sech wäert entwéckelen. Well dat ass och ee vun de Problemer, dass vläicht verschidde Leit wollten investéieren – an do schwätzen ech net vun de Millionären, mee einfach vun engem, deen e bëssen eppes op d'Säit geluecht huet –an awer vu gewëssene steierleche Moossnamen ofgehale gi sinn.

Zur Valeur ajoutée: Déi läit eis scho länger um Häerz a mir sinn eigentlech der Meenung, dass d'Valeur ajoutée, virun allem am familiäre Kontext, sief et bei Ierfschaften, sief et bei anere Projeten, misst eng Kéier reforméiert ginn. Et sinn Usätz dran, déi mer gutt fannen: dass se géint d'Spekulatioun ass, dass, wann ee bewosst Objete keeft, fir herno domadder Geld ze verdéngen, eng Valeur ajoutée drop ass. Ob een herno, wann een ierft oder aner ..., do kann een driwwer diskutéieren. An déi Reform géinge mer eng Kéier gären ustoussen, fir d'Valeur ajoutée eng Kéier ze reforméieren.

Da komme mer zum Amortissement accéléré. Jo, also mir begréissen, dass d'Regierung déi Barriär vun 250.000 Euro d'Joer agebaut huet, well wéinstens ass eng Barriär dran. Do kann een diskutéieren, ob een hätt sollen 150.000 oder 200.000 soen, mee zumindest ass de Wee vun enger Barriär dran. Wat eis awer – an dat ass ee vun de Punkten, wou mer dee meeschte Bauchwéi hunn – do net gefält, ass, dass net gestaffelt ass, wéi vill Loyer een däerf froen.

Mir haten do viru Méint hei eng Kéier d'Propos bruecht, dass een den Amortissement accéléré eigentlech just dierft zéien, wann ee kuckt, dass de Loyer, deen een en contrepartie freet, net ze héich ass. Wéi kann een dat maachen? Ma ganz einfach, et gëtt e Mietpreisspiegel – d'Steieramt huet deen zum Beispill, dat si mer elo gewuer ginn aus dem Rapport vum Ombudsman –, an do géif een einfach kucken: Leien ech mat mengem Loyer driwwer oder drënner? Leien ech driwwer an ech maachen en, nenne mer en emol e soziale Loyer, da wier den Amortissement accéléré méiglech gewiescht. A wann een awer 20, 30 % méi freet wéi normalerweis a sengem Quartier, da wier den Amortissement accéléré net méiglech gewiescht. Dat ass elo leider hei net zréckzefannen, mee dat ass awer eng Pist, déi mir matgi fir déi nächst Reformen.

Et ass nämlech och eng, déi mer allgemeng am Steierrecht wëllen änneren, a mir hunn dat och schonn e puermol erzielt. Mir géingen nämlech och gären d'Steieren um Loyer staffelen. An zwar: Huelt elo einfach e Loyer vun 2.000 Euro. Geet een 20 % drënner, hätt een e bessere Steiertaux. Geet een driwwer, misst een zum Beispill bal dat Duebelt u Steiere bezuelen.

Wat wëlle mer domat erreechen? Ma dass et ganz attraktiv gëtt, dass ee säin Appartement, säin Haus géing verlounen zu engem méi bëllege Loyer, an dat iwwert d'Steieren da géing kompenséiert ginn. Esou kéinte mer fir vill Leit en Ureiz schafen, dass se de Loyer net eropsetzen. Well wat héiert ee jo alt vun de Proprietären? „Jo, ech muss mäi Loyer sou héich setzen. Ech muss jo och Steieren drop bezuelen, an déi si jo net grad näischt!" Deementspriechend misste mer och do un eng Reform denken, dass mer kucken: Wéi vill Loyer frees de? Läis de iwwert dem Mietpreisspiegel oder läis drënner? An deementspriechend gëss de besteiert.

Wat mer begréissen, sinn déi Mesüren, déi Der dragesat hutt iwwert d'AIS oder d'GLS, d'Gestion locative sociale. Dat ass richteg, well domadder schafe mer eng Méiglechkeet, fir dass déi Leit, déi um fräie Marché näischt an der Locatioun wäerte fannen, kënnen iwwert déi Formel ee fannen, deen hinnen et verlount. Ob dat elo herno eng ASBL ass, en Office social, eng Gemeng oder de Staat, dat ass jo eigentlech zweetrangeg. Et geet drëm, dass déi herno kënnen e Logement fannen an dass op där anerer Säit Leit, déi an déi Formel eraginn, eng Garantie hunn, sief et, dass se de Loyer all Mount kréien, sief et, dass hir Wunnegen herno eng Kéier propper erëmgi ginn. Dat ass e bëssen änlech wéi déi 10 Euro de Meeterkaree, déi ech gefillt schon 100.000-mol erwäänt hunn. Et ass eeben déi Formule, déi mer mussen hunn.

Et si vill Leit, déi um fräie Marché ni wäerten eppes fannen. Dat ass eng Realitéit, déi een eng Kéier muss agesinn. An dofir sinn eeben déi Formelen AIS, GLS, wéi ee se herno och nennt, déi staatlech oder kommunal mussen ënnerstëtzt ginn. An déi Pist, déi d'Regierung hei gaangen ass, fir de private Marché ze encouragéieren, déi an d'AIS ze ginn, ass fir eis déi richteg. Well de Staat eleng kann et net packen. D'Gemenge kënne guer net esou vill bauen, dass mer herno genuch Wunnengen an der Gestion locative hunn. Dofir ass et gutt, dass mer hei op de private Wee ginn. Dat mécht et interessant fir déi Investisseuren, déi net onbedéngt op de Maximum vun engem Profitt aus sinn, mee déi wëlle fir d'Zukunft e séchere Rendement hunn.

Et ass virdrun ugeklongen, e Fonds fir den Invest ze schafen. Jo, also wann d'Regierung dee bréngt – ech hunn dat elo schonn e puermol héieren, dass Der gäre géingt op e Wee goen, dass privat Leit kënnen investéieren, änlech wéi e Fong, an da kréie se e Rendement –, da si mir och gäre Partenaire, well dat ass eng Iddi, déi ee sollt realiséieren. De Staat selwer kann net genuch Geld an de Grapp huelen, fir alleguerten déi Wunnengen ze bauen a se herno deementspriechend op de locative Marché ze ginn. Et ass eebe just elo de Moment, wou een et misst maachen. Et ass elo, wou d'Méiglechkeet do ass. An et ass elo, wou een déi eenzel Projete misst opkafen, fir dass een eeben de Leit en Daach iwwert dem Kapp ka ginn.

D'Prime locative fir Jonker ass eng flott Approche. Et ass eng nei Approche. Et misst een do no een, zwee Joer kucken, awéiwäit déi eppes bruecht huet. Mir sinn awer der Meenung, dass ee se a sech hätt kënne vill méi wäit opmaachen. Et misst een de Patronen erlaben, dass se, fir dass Leit heihinner schaffe kommen – oder hei schaffe bleiwen, dat muss ee jo och scho soen –, d'Méiglechkeet hunn, eng Primm derbäizeginn, an dat steierlech avantagéis. D'Patrone kënnen hiren Employéen a soumat de Familljen hëllefen, an dat ass bis elo zum Nodeel vun de Firme souwéi vun den individuelle Leit, wa se herno mussen déi Steier drop bezuelen. Dofir ass dat heiten eng gutt Approche an et muss ee kucken, wéi déi weidergeet.

D'Subvention loyer ass gutt, mee och do hu mer e Kritickpunkt. Mir ënnerstëtzen natierlech, dass déi eropgesat gëtt, mee ech mierken am Office social an deene leschte Méint, wéi staark d'Loyeren eropginn. An et sinn och gewësse Proprietären, déi vläicht net ëmmer sou fein sinn, déi elo scho wëssen: „A hei, do kommen nei Subventiounen", an dann dee Loyer wäerten eropsetzen.

Déi Subventioun vum Loyer ass gutt, wéi Der se geschriwwen huet, mee Dir hätt am Gesetz missen eng Barriär abauen, wou Der sot: „De Loyer däerf doropshin net eropgesat ginn", dass dat verhënnert gi wär. Well soss hutt Der nämlech de Problem, dass elo vill Leit wäerten iergendeng Kéier e Bréif heemkréien, dass de Loyer eropgaangen ass, mat dem Hannergedanken: „Se kréie jo souwisou d'Subventioun."

Dann d'Zënsen, do hutt Der scho gutt Moossname geholl. Dir wësst, mir hate vill méi héich Montante gefrot, virun allem bei deem, wat ee bei de Steiere kann ofsetzen. Mee gutt, do hutt Dir eng Mëtt iergendzwousch fonnt. Mir hätten dat gäre méi héich gehat. Ech hunn och schonn oft hei gesot, dass et net gerecht ass, wann een dat op der Locatioun net kann ofsetzen, dass ee säi Loyer net kann ofsetzen. Dat ass fir eis net gerecht an et misst ee steierlech och eng Moossnam fannen, dass Leit, déi lounen, dëst kënne vun der Steier ofsetzen, änlech wéi een eeben d'Zënse kann ofsetzen. Vu mir aus kéint een de selwechte Plaffong huelen, fir dass et eeben e gerechte System wär, well wéi et am Moment ass, gefält et eis net. Mee dat kënnt Der jo mol mat op de Wee huelen, well ech mierken, dass d'Approche vun der Regierung zimmlech oppen ass.

Dir kommt elo mat neien Iddien, wou der derbäi sinn, déi mer begréissen. Eng ganz gutt, déi virdrun d'DP hei genannt huet, ass de Mietkauf. Mir hunn elo fënnef Joer Iech, virun allem dem Här Lies – Dir hat souguer eng Proposition de loi, wann ech mech richteg erënneren, Här Lies, fir de Mietkauf –, ëmmer zougestëmmt, och deenen eenzele Motiounen, déi all déi Zäit hei abruecht goufen. Leider huet déi eeëmoleg Regierung alles, wat Mietkauf war, ofgeleent. Dofir hätt ech och eng Demande un den Här Baum, dass Der vläicht dee Modell vu Jonglënster eng Kéier kéint mat an d'Kommissioun bréngen, wéi si dat realiséiert hunn, well dat géif mech nawell interesséieren. Ech sinn dat elo hei an der Ried gewuer ginn, dass do de Mietkauf realiséiert ginn ass. An dat ass eigentlech eng Pist, déi mer sollten am Logement verfollegen, well domadder kënne mer de Leit, déi elo keng Kreditter kréien, et erméiglechen, fir hir eege Wunneng ze realiséien, dass mer eng Kéier de Lënster Modell kéinten an der Kommissioun kucken, dass mer eis deen eng Kéier erkläre loossen.

Also, mir wäerten eis Zoustëmmung ginn, och wa fir d'Locatairen net genuch dran ass. Mee ech hunn do Vertrauen an den Här Meisch, dass e sécherlech nach mat engem zweete Pak kënnt, wou d'Locatairen nach méi wäerten ënnerstëtzt ginn. Dat heite wäert der

Baubranche e bëssen en Ureiz ginn, se zumindest stabiliséieren.

Bon, d'Virriedner hunn et gesot, et huet keen déi Kugel fir ze soen, wat elo genau herno wäert erauskommen. Mee op d'mannst ass et besser, wéi einfach dergéint sinn an näischt ze maachen. Dir huelt op d'mannst elo mol eppes an de Grapp an Dir hutt Iech en Outil ginn, fir dergéint virzegoen, well et wäert ganz vill Leit betreffen a jidderee wëll en Daach iwwert dem Kapp.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Dann ass et um Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, dat Allermannst, wat ee ka soen, dat ass, datt dee Logementspak relativ séier schlussendlech zur Ofstëmmung komm ass. D'Regierung felicitéiert sech. Et kéint een d'Regierung felicitéieren, wann et och nach en interessante Logementspak gewiescht wier, deen och nach tatsächlech de Locataire eppes géing bréngen an och deene Leit eppes géing bréngen, déi Schwieregkeeten hunn, eng Wunneng ze fannen, sief et an der Locatioun oder an der Vente.

Dat ass awer allerdéngs net de Fall. An dofir hätt d'Regierung vläicht besser gehat, wa mer schonn esou laang an enger Wunnengskris sinn zu Lëtzebuerg, vläicht e bësse méi laang ze waarden, nach e puer Méint méi, voire datt ee sech ongeféier ee Joer geholl hätt an datt een och tatsächlech mat allen Acteure seriö diskutéiert hätt, net just mat den Acteuren, mat deenen ee sech souwisou schonn eens ginn ass – warscheinlech souguer virun de Walen –, an datt een och op Leit gehéiert hätt, déi fir d'Mieter dostinn, datt een och op Leit gehéiert hätt, déi Salariéë sinn, datt een och op Leit gehéiert hätt, déi selwer am Bau schaffen, awer net an de Chefetagen! Op déi Leit ass net gelauschtert ginn.

An da kënnt eeben esou e Logementspak eraus. Do sinn natierlech ganz verschidde Mesüren dran. An et ass tatsächlech net alles ganz schlecht. Ech hunn den Androck, datt mer esou eng Opdeelung „bad cop, good cop" an der Regierung hunn. Den Här Meisch huet e Volet geholl, wou en nach weiderhin, plus ou moins, op der Schinn fiert vun der viregter Regierung, fir ze soen: „Et muss een awer e bëssen ëffentlech bauen." Et gëtt tatsächlech nach Projeten. Et geet bei Wäitem net duer. Dorobber kann een nach zréckkommen. An anerersäits muss duerno awer d'CSV – an de Finanzministère – ganz kloer u sech hir Schold iergendwéi bezuelen oder hir Promessen aléise vu virun de Walen a mécht dofir jo eng Partie Steierkaddoen, déi strictement näischt wäerte bréngen.

Well dat ass jo de Problem: Non seulement … Mir hunn dat schonn, mir als Lénk, an ech mengen, net nëmme mir als Lénk, bal jiddereen … Hei an der Chamber hunn déi gréng dat gesot, d'LSAP huet dat och gesot, d'Chambre des Salariés seet dat et cetera, et cetera. Immens vill Acteuren dobausse soe ganz kloer, datt déi Steierkaddoe fir Groussbesëtzer näischt wäerte bréngen an en plus warscheinlech nach d'Situatioun wäerte verschäerfe fir d'Locatairen a fir déi normal Leit, och wann eng Partie vun deene Mesüren nëmmen ee Joer wäert daueren.

An en plus, dat gouf jo och gesot, sinn dat jo eng Partie Mesüren, déi scho versicht gi sinn, an do kann ee vill vum Kontext schwätzen. Et sinn eng Partie Mesüren, déi scho versicht gi sinn, wéi den Amortissement accéléré, deen och schonn 2006 agefouert gouf. Dat heescht, Steiererliichterunge fir Investisseuren, dat gouf et schonn an dat huet d'Situatioun a Wierklechkeet zu Lëtzebuerg guer net verbessert.

Dat, wat mir virschloen, ënner anerem, an dorobber wäert ech och nach zeréckkommen, ass u sech hei zu Lëtzebuerg nach ni esou versicht ginn, an op deene Plazen, wou et méi oder wéineger versicht ginn ass, dat heescht, d'Wunnengspolitick net als eng Geldpolitick ze gesinn, mee als e Mënscherecht ze gesinn, wou och d'ëffentlech Hand mat agräift, do huet et am Prinzipp ëmmer gutt fonctionéiert.

Wat stéiert eis dorunner? E puer Beispiller: Mir fänken un zum Beispill mat deem Steierkaddo vum Quart-taux. Dat heescht, datt u sech d'Plus-value nëmmen op e Véierel vun deem besteiert gëtt wéi normalerweis, also amplaz 42 % op 10,5 %. Do gëtt gesot: „Dat bréngt erëm Schwong an der Logementspolitick." Mir hunn nach ëmmer net verstanen, wat fir e Schwong dat kéint bréngen, ausser – wat wäert geschéien, ganz konkreet? – datt zum Beispill kleng Proprietären natierlech wäerten op d'Aubaine sprangen, fir manner besteiert ze ginn, wa se verkafen.

A wie wäert opkafen? Ma déi, déi déi finanziell Moyenen hunn. Dat heescht, et ass ganz kloer eng Mesür, déi derfir wäert suergen, datt grouss Promoteuren hir sougenannte „strateegesch Reserv" domadder wäerten opfëllen. Well dat ass dat Eenzegt, wat a Wierklechkeet wäert geschéien. Mir wäerten eng nach méi grouss Konzentratioun vu Bauland hunn, mat deem och nach spekuléiert gëtt. Mir wäerten nach eng méi grouss Konzentratioun vu Wunnengen u sech kréie wéi dat, wat mer bis elo och nach hunn. Dat heescht, déi strateegesch Baulandreserv, an iwwerhaapt déi strateegesch Immobiliereserv, wäert nach méi grouss ginn. Dat ass dee grousse Schwong, deen do geschitt, mee soss wäert net vill do geschéien.

Mir hunn och aner Saachen. Déi frequent Venten an esou weider wäerten natierlech och zu enger Hausse vun de Präisser bäidroen. Se wäerten och zu enger Präisspiral no uewe bäidroen. D'Loyere wäerte weiderhin eropgesat ginn, wa mer permanent Venten hunn. Dat heescht, datt de Bail … Also entweeder muss de Locataire eraus oder den neie Proprietär, deen e Grousspropriétär ass, dee kann natierlech vun der Situatioun profitéieren, fir duerno natierlech nach méi héich Loyeren ze froen. Dat heescht, mir hunn et do mat enger Mesür ze dinn, déi u sech nëmmen de Groussgrondbesëtzer an de Groussbesëtzer wäert zeguttkommen.

Dat selwecht gëllt natierlech och fir den Amortissement accéléré, well do ass et jo deemools drëms gaangen, fir de Rendement méi interessant ze maachen. De Rendement bei den Immobilien, dat ass jo engersäits de Loyer an dat sinn anerersäits och steierlech Mesüren. An dat war eeben eng vun deene steierleche Mesüren. Dat war eng staatlech Subventioun, well et muss een u sech déi Steierkaddoen esou nennen, beim Numm nennen. Dat si Subventiounen, staatlech Subventiounen, dat kascht de Staat eppes. Do gëtt et en Déchet fiscal an dee wäerte mer nach gesinn.

An duerno misst een awer kënne wëssen, wat dorauser entsteet. Well wann de Staat zum Beispill investéiert, kloer investéiert an direkt investéiert, ëffentlech investéiert, da weess een, wat herno erauskënnt, da weess een, wéi vill Wunnengen herno gebaut ginn. Mee bei dëse Mesüre weess ee guer net, wat fir e positiven Impakt dat wäert hu fir normal Leit, fir datt se Locataire kënne ginn oder iwwerhaapt kéinten eppes kafen. Dat heescht, all déi Suen, déi wäerten och nach feelen, fir ëffentlech kënnen ze bauen.

Staatlech Subventiounen, fir iwwerhaapt och d'Loyere kënnen ofzesetze vun de Steieren, dat ass och eng staatlech Subventioun u sech. Dat ass d'Propositioun vun de Piraten, mee a Wierklechkeet muss een an eng aner Richtung goen. Et muss een an déi Richtung goen, datt d'Loyeren erofginn. An dofir misst een natierlech och d'Gesetzgeebung änneren. Ech erënneren drun, datt mir eng Propos gemaach hunn, a mir wäerten nach weiderhin do um Ball bleiwen. Also et kann net sinn, datt de Staat och nach duerch d'Ofsetze vun de Loyere bei de Steieren erëm eng Kéier eng Subventioun gëtt an erëm eng Kéier u sech de Patronen …, pardon, net de Patronen – de Staat mécht och vill de Patrone Kaddoen –, mee an deem Sënn de Proprietären e Kaddo mécht.

Bon, bei deene Mesüren, do gëtt jo och gesot, dat wier u sech, ënner anerem beim Amortissement accéléré, fir och de Promoteuren e bëssen ënnert d'Äerm ze gräifen, well se hir VEFAen net lassginn. Bon, mir hunn dat och gutt fonnt, datt de Staat u sech jo och Budgete fräimécht, fir kënne VEFAen opzekafen, och mat Krittären. Dat ass ganz an der Rei. Mir waren och u sech am Fong geholl derfir, mee de Problem, dee sech elo stellt mat all deene verschiddene Steierkaddoen, déi elo gemaach ginn, ass, ob d'Privatpromoteuren u sech elo dem Staat Konkurrenz wäerte maachen, wat d'Opkafe vun de VEFAe ugeet. Well u sech ass et eng Aubaine, datt de Staat déi VEFAen opkeeft an datt e se och an d'Locatioun weidergëtt, datt mer u sech eise Park nach méi grouss maachen. An elo duerch déi verschidde Steierkaddoen, déi d'Privatpromoteure gemaach kréien, si si warscheinlech och eng seriö Konkurrenz fir de Staat. Dat heescht, mir hunn do u sech guer näischt geschafft.

Dat selwecht gëllt och fir déi Reform vum bëllegen Akt, wou een elo och en Abattement vun 20.000 Euro kritt fir d'Locatioun a wou een no zwee Joer erëm ka weiderverkafen a wou een dat mol net muss rembourséieren. Mir haten dat och gesot bei der Prime locative, och an der Kommissioun. Dat ass jo awer och e Problem, déi Prime locative, datt u sech erëm eng Kéier de Staat och de Patronen an deem Sënn hëlleft, well hir Salariéen u sech Schwieregkeeten hunn, eng Wunneng ze fannen.

Do gëtt et awer och eng Léisung. Net nëmmen, datt d'Loyere missten erofgoen, mee et kéint ee vläicht och d'Entreprisen e bësse responsabiliséieren, datt si iwwerhaapt Salairë bezuelen, déi korrekt sinn, fir datt d'Leit iwwerhaapt kënnen eng Wunneng fannen. Nee, ma neen, do muss erëm eng Kéier de Staat … An dat si meeschtens awer och Entreprisen, sorry, do sinn der vill, déi kënne sech dat leeschten, ouni Problem. Da solle se eeben hir Salairen erhéijen, amplaz datt de Staat hinnen erëm eng Kéier muss hëllefen.

Bon, wat déi verschidde Mesüren am Logement abordable ugeet, do ass et jo och e bësse pervers, deemno wéi. Et si jo do verschidden nei Krittäre festgeluecht ginn, wou mer elo esou wäit sinn, datt u sech déi iewescht Decilen, also erhéicht Decilen, de siwenten an den aachten, jo an de Genoss kënne komme vun enger Vente abordable fir de siwenten Decile. De siwenten Decile, dat ass e Stot mat zwee Kanner, deen netto pro Joer 140.000 Euro verdéngt, an duerno den Decille 8, do kënne se eng Vente à coût modéré kréien, dat ass dann eeben e Stot, deen netto mat zwee Kanner 164.000 Euro d'Joer verdéngt. Esou katastrophal ass d'Situatioun, datt een och deene Leit elo u sech muss hëllefen.

Dat ass schéin a gutt, et soll een de Leit hëllefen, mee et freet e sech iwwerhaapt, ob déi Leit net éischter wäerten trotzdeem waarden, bis Zënsen erofginn. An duerno – mir hu jo och net genuch Abordabel, mir

hunn net genuch Coût modéré – stellt sech d'Fro: Ma déi, déi nach vill méi schlecht dru sinn, déi mussen u sech nach just kämpfen, fir déi puer Grimmelen, déi vläicht iwwregbleiwen, nach ze kréien. Dat heescht, mir hunn u sech eng Situatioun, wou eng sozial Schicht déi aner opfrësst, ëmmer no ënnen, an dat ass net seriö.

Just eng kleng Fro, ech profitéiere vun der Presenz vun zwee Ministeren. Ech kéint och eng Question parlementaire maachen, mee dat ass vläicht méi séier gereegelt. Mir hu jo och eng interessant Gesetzgeebung bei dem Logement abordable, déi et erméiglecht, datt ASBLen och Logement abordable maachen an datt se och subventionéiert gi vum Staat à hauteur vu 75 %. Elo ass awer de Problem, sinn ech gewuer ginn, datt, wann ASBLen, déi dat maachen, bei eng gewësse Bank ginn – an et ass eeben déi staatlech Bank, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn; do gëtt et vläicht e klenge Malentendu –, déi u sech freet: „Dir musst Fonds propres hu vun 2,5 %", wat zum Beispill bei engem Bien, huele mer un, vun enger Millioun Euro ëmmerhin eppes ausmécht. An dat si jo ASBLen, déi net just eng Saach wëlle maachen. Dat heescht, si mussen dat bréngen. Dat hu se net, déi ASBLen.

Aner Banke paken dat aneschters un, well déi ASBLen, déi kënne jo och Forfaite kréien, Forfait d'exploitation an esou weider. An aner Banke soen: „Dir braucht déi 2,5 % Fonds propres net, well Dir sidd solvabel duerch déi Forfaiten, déi der kritt." Dat ass eppes, wat anscheinend esou praktizéiert gëtt. Et wier vläicht interessant ze kucken, wann d'Regierung d'Méiglechkeet huet, fir justement och mat där Bank, wou de Staat souwisou Aktionär ass, dat eng Kéier ze léisen.

Bon, mee anerersäits proposéiere mir jo eng Partie Saachen. Ech kann net alles opzielen, mee dat, wat mir elo och nach virschloen, vu datt mer jo grad och nach an enger Baukris sinn: Mir mengen, datt et wierklech un der Zäit ass, fir och eng ëffentlech national Baufirma hei zu Lëtzebuerg ze grënnen. Mir hunn et jo gesinn: Verschidden Entreprisë sinn a gréissere Schwieregkeeten. Grouss Promoteuren hunn och souwisou Baufirmen an d'Konkurrenzopsiicht hat jo och d'lescht Joer relativ alarmistesch gesot: „Hei, mir hunn et och ze di mat Kartellbildung, déi derzou féiert, datt zum Beispill och d'Léin relativ déif gehale ginn."

Mir sinn der Meenung engersäits, datt eng ëffentlech Baufirma net bei Null ufänke misst. Si kéint zum Beispill och déi Entreprisen, déi faillite gaange sinn, iwwerhuelen an da lues a lues à terme zu enger richteger, grousser Baufirma ginn, wou och all Corps de métier dra wier, déi och richteg Moyenen hätt, déi och géif de Leit, déi do schaffen, richteg gutt Salairë bezuelen.

Wësst Der, et kritt ee mat, Dir hutt zum Beispill Aarbechter um Bau, déi dann zwee Joer op Lëtzebuerg kommen, déi an Zelter wunnen an duerno erëm zréckginn an hiert Land. Da verdénge se e bëssen, well se souwisou net genuch verdéngen, fir sech hei eppes kënnen ze lounen. Oder et lount sech net, fir hei eppes ze lounen. Dat muss ee sech virstellen: Si ginn net genuch bezuelt vun deenen Entreprisen, déi souwisou ze vill deier bauen.

Majo, amplaz datt een esou Situatiounen huet, déi souwisou onmënschlech sinn, datt mer och Leit unzéien, Leit, déi am Chômage sinn, datt déi kéinten agestallt ginn, an och Leit unzéien, déi fir esou eng ëffentlech Baufirma géife schaffen. Do géif et och zu engem Cercle vertueux kommen, well dann eeben och déi privat Firme missten u sech hir Salairen an d'Luucht bréngen. An dann hätte mer och eng ëffentlech Baufirma, déi zum Beispill den ëffentleche Promoteure kéint zouschaffen, wéi dem Fonds du logement, wéi der SNHBM.

Ech mengen, dat wier u sech ..., datt mer à terme eng gréisser ëffentlech Baufirma hunn, déi méi séier ka bauen hei zu Lëtzebuerg an déi souwisou och nach e gréissere Filet de sécurité géif duerstellen, wa mer a verschidde Krise kommen, wou duerno gewëssen Entreprisen, zu Recht oder net zu Recht, Leit entloossen an duerno och nach vläicht ëffentlech Gelder kréie fir Versäumnisser, déi se hätte kënne vläicht och verhënneren.

Mee aus all deenen Ursaache wäerte mer selbstverständlech och géint dëse Projet de loi stëmmen. Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Paulette Lenert huet a senger Ried scho vill gesot an ass och drop agaangen, firwat mer als LSAP dëse Mesürepak net wäerte matdroen, well mer der Meenung sinn, dass e souwuel politesch wéi och sozial net déi richteg Impulser setzt. An ech wëll a menger Interventioun kuerz och nach eng Kéier op déi wirtschaftlech Grënn agoen, firwat mer der Meenung sinn, dass dës Mesüren, insbesonnesch déi Steiermesüren, net an déi richteg Richtung ginn.

Wann een de Logementsmaart kuckt, dann ass dat natierlech kee Maart wéi all aneren. Mir hunn e Recht op Wunnen an eiser Verfassung verankert als en Objectif constitutionnel. A wann een awer gesäit, dass dat Recht fir vill Mënschen net méi realiséiert ka ginn, da muss ee sech agestoen, dass de Maart hei versot huet. Et kann een nach e Schrëtt weidergoen an och der Meenung sinn, dass de Maart zum Deel de Grond ass, firwat mer déi Kris hunn.

Viru Kuerzem hunn ech en Artikel gelies vun enger jonker Architektin, déi eng Thees veröffentlecht huet zu der sougenannter Marchandisatioun vum Immobiliemaart, „commodification" op Englesch, wou se u sech seet, dass de Fait, dass ee Wunnengen, Terrainen an Haiser kann als e finanziellen Avoir verwäerten, horten an och verkafen, u sech schonn zu der Präisdeierecht bäidréit. Si schléit dann och en drëtte Wee vir, deen um Modell vun enger ëffentlech ënnerstëtzter Kooperativ opbaut, wou d'Leit en Urecht op Wunne kafen duerch eng Part an der Kooperativ, awer wou déi Terrainen an Immobilien net méi der Logik vum Maart ausgesat ginn. An eisen Aen eng interessant Pist, fir eeben esou en drëtte Modell och bei eis opzebauen, deen nieft dem privaten an dem ëffentleche Wunnengsmaart da ka koexistéieren.

Mee kuerzfristeg musse mer kucken, wéi mer mat där Defaillance vum Maart, souwuel dem private wéi och dem ëffentleche Wunnengsmaart, ëmginn. Wann ee wëll an e Maart agräifen, muss ee sech virun allem zwou Froe stellen: Et muss ee sech froen, ob ee grondsätzlech dat Richtegt mécht, a wa jo, ob een et zum richtegen Zäitpunkt mécht.

Bei de steierleche Mesüren, déi mer haut hei diskutéieren, si mer der Meenung, dass béid Froe mat Nee beäntwert musse ginn. Éischtens maache mer mat dëse Mesüren net dat Richtegt, well mer subventionéieren eigentlech erëm eng Kéier Investisseuren a Multiproprietären. Dat huet d'Paulette Lenert gutt beschriwwen, do muss ech net méi drop agoen. Geld bei Geld eeben. An zweetens maache mer et och net zum richtegen Zäitpunkt, well mer gesinn hunn, dass Proprietären a Promoteuren eng éischte Kéier säit ganz laanger Zäit hu missen e bëssen erofgoe mat de Präisser vun iwwerdeierte Wunnengen, iwwerdeiert no Analyse vum Statec. Bis zu 62 %, seet de Statec, war eise Wunnengsmaart iwwerdeiert. Abee, dee war amgaang erofzegoen, an et ass just zu deem Zäitpunkt, wou d'Regierung elo agräift, fir d'Präisser ze stabiliséieren.

Dës Mesüre wäerten an der Haaptsaach derfir suergen, dass d'Margë vun de Proprietären a vun de Promoteure geséchert bleiwen, well se eeben elo net nach weider musse mat hire Präisser erofgoen. A wéi héich déi Margë sinn, dat wësse mer säit engem Rapport vun der Konkurrenzautoritéit vu Juli 2023, deen de ganze Promoteurssecteur do ausernanergeholl huet an analyséiert huet.

Här President, et ass jo och net esou, wéi wa mer dat doten net alles schonn an der Vergaangenheet eng Kéier probéiert hätten. Den Investissement an de Steen ass wierklech bei eis beileiwen net verhënnert ginn, bien au contraire. Mir hu schonn den Amortissement accéléré. Mir hu schonn illimitéiert Ofsetzbarkeet vu Scholdzënsen. Mir wëssen also schonn, dass déi Mesüren en faveur vun den Investisseuren et déi lescht Joerzéngten net fäerdegbruecht hunn, de Bau vu Wunnengen däitlech ze acceleréieren. Mir sinn där Entwécklung ëmmer hannendrugelaf.

Här President, ech weess, dass d'Majoritéit dës Analys net deelt. Den Här Donnersbach huet dat a senger Interventioun gesot, mee ech géif awer dofir gäre verschidden aner Organisatiounen an Institutiounen zitéieren, déi Iech vläicht do manner suspekt schénge wéi d'LSAP, ugefaang mam Internationale Wärungsfong, deem seng Delegatioun rezent nach zu Lëtzebuerg war an deen de 26. Mäerz nach eng Kéier a sengem Rapport betount huet, dass d'Demande unheizen zu dësem Zäitpunkt eng weider Verschlëmmerung vun der Verschëldung vun de Stéit ausléise wäert an och eeben déi wëllkomme Korrektur vun de Präisser um Wunnengsmaart wäert stoppen.

Den Internationale Wärungsfong fäert doriwwer eraus och, dass d'Mesüre vun der Regierung d'Accessibilitéit zu enger Wunneng nach eng Kéier verschlechtere wäerten, amplaz dass d'Stéit méi einfach zu enger Wunneng kéimen. Schonn d'lescht Joer am Mee huet den FMI dat gesot an eeben elo och nach eng Kéier. An en huet eis och deemools gradewéi haut nach encouragéiert, fir d'abordabel Wunnengen am ëffentleche Secteur opzestocken – Wierder vum FMI, aus dem Rapport vum FMI zitéiert, wéi gesot, net aus dem Walprogramm vun der LSAP.

Och bei der Lëtzebuerger Zentralbank – och jo kee Club, dee bekannt ass, dass en elo besonnesch vill Lénksradikaler bei sech hätt – gëtt e bëssen eppes Änleches gesot. Si warne säit ville Jore virun den Effets pervers vun enger Politick, déi d'Demande encouragéiert, well se soen, dass dat natierlech d'Präisspiral unheizt an net eng Léisung ass fir de Wunnengsmaart. An de Gouverneur vun der Lëtzebuerger Zentralbank huet dat och nach eng Kéier betount rezent an der Finanzkommissioun, wéi mer d'Budgetsdiskussiounen haten.

Här President, an eisen Aen ass et kloer: Amplaz ëffentlech Gelder ze huelen a fir privat Initiativen auszeginn, wier et preferabel gewiescht, dës Sue fir de weideren Ausbau vum ëffentlechen Immobiliepark ze nëtzen.

Dat gëtt zum Deel gemaach, dat begréisse mer och, mee dat hätt een nach kënnen an enger anerer Envergure maachen, um Niveau vum Staat a sengen

ëffentleche Bauträger, awer och um Niveau vun de Gemengen, déi, mengen ech, gewëllt sinn, dat ze maachen, mee wou ee vläicht och nach eng Kéier d'Instrumenter misst ajustéieren, well d'Gemenge sinn do net alleguerten à la même enseigne. Verschidde Gemenge mussen Emprunten huelen, fir iwwerhaapt un déi Aide à la pierre do ze kommen. Ech mengen, do kéint een en partenariat mat de Gemenge munches beweegen, fir do nach méi weiderzekommen an deem Beräich.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Här President, ech erlabe mer, op eenzel Mesüren och am Detail kuerz anzegoen.

Déi éischt Mesür, dat ass de Steierkreditt op den Droits d'enregistrement, méi bekannt ënnert dem Numm „bëllegen Akt". Dee soll dëst Joer och Investisseuren zeguttkommen, déi eng VEFA maache wëllen. Dëst ass ee vun de steierlechen Avantagen, déi dës Regierung den Investisseure mécht, ouni iergendwellech Garantie, dass och nëmmen eng Wunneng méi dobäi gebaut gëtt wéi ouni dëse Steierkreditt.

Virun allem spréngt bei dëser Mesür an d'An, dass et wierklech kee Rapport gëtt tëschent den 20.000 Euro Steierkreditt engersäits an der Contrepartie anerersäits, well d'Wunneng muss grad emol zwee Joer verlount ginn, zu wéi engem Loyer och ëmmer, wat eppes ass, wat mir kritiséieren. An no deenen zwee Joer muss déi Wunneng och net méi dem Locatiounsmarché zur Verfügung stoen. Mir riskéieren also hei, en Effet ze hunn, dee ganz séier verpufft, mat Wunnengen, déi um Privatmaart wäerte landen, awer natierlech mat engem signifikative Käschtepunkt fir d'Ëffentlechkeet.

Och beim Taux vu 6 % beim Amortissement accéléré stelle sech natierlech eng Rei Froen an deem Kontext, haaptsächlech wat de Käschtepunkt ugeet. Ëmmerhin ass dat eng Mesür, déi et scho säit iwwer 20 Joer gëtt. A wa mer eis all eens sinn, dass dat heite keng Science exacte ass, esou ass et dann awer gutt, wann een déi Politicken, déi scho laang gemaach ginn, och emol heiansdo préift op hir Effikassitéit.

An ech mengen, dass ee géif beim Amortissement accéléré relativ schnell zur Konklusioun kommen, dass dat och alt erëm eng Kéier esou eng Mesür ass, déi haaptsächlech deenen zeguttkënnt, déi Investisseure sinn, déi déi néideg Fongen hunn, fir an den Immobiliemarché ze investéieren, an net de Primo-acquéreuren, déi mir an eisen Aen am Fong sollte vill méi staark hei ënnerstëtzen.

Ech mengen, dat gëtt och net wierklech verstoppt vun der Regierung, dass dat esou ass. Erëm eng Kéier: Hei geet et an der Haaptsaach drëm, fir Investisseuren a Multiproprietären ze ënnerstëtzen an net déi, déi probéieren, hir éischt Wunneng zu Lëtzebuerg ze kafen.

Mir hunn och de Problem, Här President, dass mer zum Deel riskéieren, verschidde Mesüren ze hunn, déi sech géigesäiteg neutraliséieren. Et kann een net de Steierkreditt „bëllegen Akt" erhéijen an da gläichzäiteg den Amortissement accéléré héichschrauwen. Déi eng Mesür déngt notamment de Primo-acquéreuren, déi aner den Investisseuren um Réck vun deenen Éischtgenannten.

An ech géif hei gär de fréieren DP-Finanzminister Pierre Gramegna zitéieren, deen dat a senger Budgetsried fir 2021 gutt op de Punkt bruecht huet, wou e sot, an ech zitéieren: „Den Amortissement accéléré ass 2002 agefouert gi mam Gedanken, dass da méi Leit géifen an Immeublen investéieren a Logement locatif schafen. Haut féiert de Mechanismus derzou, dass de Staat Investisseuren derzou incitéiert, potenzielle Primo-acquéreuren d'Immeuble virun der Nues ewechzekafen, fir kënne vun engem Steieravantage ze profitéieren." Béid steierlech Mesüre riskéieren, wéi gesot, sech géigesäiteg ze neutraliséieren, an dat awer mat engem duebele steierlechen Ausfall.

Här President, en anert kuerzt Beispill vun enger an eisen Ae problematescher Mesür ass déi vun der Prime locative. Bei der Prime locative stelle sech eng ganz Rei Froen. Grondsätzlech gesi mer et fir d'éischt emol schwiereg, dass e steierlechen Avantage fir Salariéen aleng ofhängeg soll si vun dem Wëlle vum Patron. Mee bei dëser Faveur stelle sech och eng Rei praktesch Froen: Wat geschitt, wann e Salarié ënnert dem Seuil vun 2,5-mol de Mindestloun louch an duerch eng Indextranche oder eng Augmentatioun am Laf vum Joer just iwwert de Seuil fält? D'Gesetz kuckt de Revenu nämlech op d'Joer, an de Seuil ass net indexéiert. Entfält dann d'Steierbefreiung, riskéiert d'Indextranche oder d'Augmentatioun vun de Paien, deier ze ginn. Ersetzt d'Prime locative also d'Paienerhéijungen? Vläicht och eng Fro un d'Regierung.

Här President, ech kommen zum Schluss. Mir hunn alles gesot zu dësem Mesürepak an och dem Grond, firwat mer en net kënne matdroen. Oft, wa mer esou Diskussioune féieren hei iwwert de Logementsproblem, komme mer mam Wiener Modell, deen allerdéngs scho viru méi wéi 100 Joer ugefaange gouf, engem Modell, dee wierklech à tous les égards vertueux ass, deen eng Mixitéit vu ganz breede Locatairesbase promouvéiert. A mir ginn d'Hoffnung net op, dass och mir hei zu Lëtzebuerg eis eng Kéier op de Wee maachen, fir aus dem Recht op eng Wunneng, dat mer eis an d'Verfassung geschriwwen hunn, och eng Realitéit ze maachen.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Dann hunn ech elo nach op der Lëscht den Här Patrick Goldschmidt an duerno den Här Alex Donnersbach, déi sech nach ageschriwwen hunn. Här Goldschmidt, Dir hutt d'Wuert.

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | Här President, Dir Dammen an Häre, ech hat a sech haut net wëlles erauszegoen, mee ech hunn awer e puer Interventiounen hei nogelauschtert, déi mech trotzdeem e bëssen iwwerrascht hunn.

Ech wäert elo net méi op all déi Mesüren agoen, déi dës Regierung proposéiert an déi ech a meng Partei natierlech matdroen. Si sinn en long et en large erkläert ginn, mee op verschiddener muss ech awer elo de Mëtten nach agoen.

2023 hu mer festgestallt, dass et keng Aktivitéit ginn ass um Logementsmarché an och net am Bausecteur. An dofir war et och normal, dass déi nei Regierung, wéi se bis am Asaz war, keen anere Choix hat, wéi do ganz schnell Mesüren ze proposéieren.

Dofir sinn ech dann och ganz iwwerrascht, dass deen, dee viru mir geschwat huet, de fréiere Wirtschaftsminister, grad do seet, dass een näischt hätt solle maachen, dass en den Internationale Wärungsfonds zitéiert respektiv d'Zentralbank a warscheinlech léiwer hätt, dass d'Firmen an d'Faillite ginn. D'Firme kënnen Iech jo nach egal sinn, well dat si jo déi Grossgrundbesitzer, dat si jo déi Räich, mee et geet awer hei haaptsächlech ëm déi Mesür, wou gesot ginn ass: „Mir musse kucken, dass d'Leit an der Aarbecht bleiwen!"

*(Interruption)*

Bis elo hat se vläicht e gudden Niveau, mee ech hunn awer nach vill Zäit. Also, ech probéieren dann …

*(Brouhaha)*

Loosst … Ech hunn Iech … Ech hu keen ënnerbrach hei. Ech hu schéi brav nogelauschtert, da géif ech Iech och bieden, mir hei déi nächst Minutten nozelauschteren!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Goldschmidt, et ass un Iech.

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | Dat heescht, déi Mesür ass extreem wichteg, wat d'Bauen ugeet, fir dass mer d'Firmen net an d'Faillite kréien an d'Leit duerno am Chômage sinn an dann awer de Steierzueler fir se muss bezuelen. Dat heescht, et ass wichteg, dass déi Leit do bleiwen.

Mir hunn et gemierkt wärend der Covidkris, wéi d'Restauranten zou waren, wéi d'Leit am Chômage waren, wéi schwéier et ass fir déi ganz Branche, erëm Personal ze fannen. An dat musse mer hei och evitéieren: dass déi Leit duerno an en anere Secteur gi respektiv vläicht eventuell och vu Lëtzebuerg fortginn. Mir mussen also – dat ass den éischte Punkt – kucken, dass d'Leit an der Aarbecht bleiwen.

Da sinn hei och nach Saache gesot gi wéi: „Wa méi verkaf gëtt", dat ass op menger rietser Säit gesot ginn, „da ginn d'Loyeren erop." Mee mir hätte gären, dass méi gebaut gëtt, well wa méi gebaut gëtt a méi Objeten um Marché sinn, da fält de Loyer och. Dat ass op d'mannst emol ekonomesch, makroekonomesch, esou.

A wat och wichteg ass: Wa mer Locatairë wëllen hunn, da geet et net ouni Proprietären! Dat ass nun emol esou. Do gëtt et keen anere Choix. Wann ech keng Leit hunn, déi investéieren, da fannen ech och keng Leit, déi en Objet op de Maart bréngen. An et ass de Mëtten, mengen ech, awer un all de Borde gesot ginn: De Staat kann net alles eleng maachen!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | Dann ass och nach e Beispill gesot ginn … Entschëllegt, Här Bausch, ech hunn Iech gutt nogelauschtert. Dat meescht huet mer gutt gefall, wat Der do gesot hutt, mee beim Amortissement accéléré par contre, do hutt Der e Montant gesot vun 11 Milliounen …

**M. François Bausch** (déi gréng) | Nee, nee, nee!

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | Ech hunn op jidde Fall 11 Milliounen a mengen Oueren héieren, mee …

**M. François Bausch** (déi gréng) | Dann hätt Der missen nolauschteren. Dat war am Zesummenhang mat mengem Amendement. Dat huet mam Amortissement accéléré guer näischt ze dinn. Dir kënnt den Amendement liese mat dem Exposé des motifs …

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | Op jidde Fall, déi 6 % Amortissement mat engem Maximum vun 250.000 Euro Baukäschten, also wou ech Amortissement ka maachen, bedeiten, dass ech 4,1 Millioune kann an d'Konstruktioun investéieren. A wann ech dann dat Beispill vum Här Bausch weiderféieren, dass e seet, 43 % wären den Terrainspräis, da kommen ech also op e Gesamtpräis vum Investisseur vu maximum 7 an eppes Milliounen. Einfach meng 4,1 Millioune gedeelt duerch 0,57, da kommen ech op meng 100 %, e bëssen iwwer 7 Milliounen. Mee Dir kënnt dat awer gären norechnen, ausser ech hätt dat da vläicht falsch am …

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ech hunn d'Zuele gekuckt am Observatoire de la mobilité …

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | Mobilité? Dat ass …

**M. François Bausch** (déi gréng) Am Observatoire du logement, pardon. An déi sinn op d'Stad Lëtzebuerg baséiert, selbstverständlech, net op d'ganzt Land. Dat ass net d'Moyenne vum Land.

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | Ech wëll soen, zu de Mesüre virdrun, 2002, wou den Amortissement accéléré agefouert ginn ass, muss een awer och eng Kéier soen: Do war en illimité. En ass dunn eng Kéier an de leschte Jore reduzéiert ginn, net ganz ofgeschaaft. An dann ass och nach eppes wichteg ze soen. Wann d'Steierverwaltung en Tablo vun den Objete bei all Proprietär hëlt, dann ass dat just en Differé. Da kritt een déi éischt sechs Joer zwar méi Amortissement, 6-mol 6, 36 %, mee wann een et richteg mécht, da kënnt een nëmmen op 100 %. Amplaz dass dann déi 100 % gedeelt duerch 1,5 op 66 Joer ofgeschriwwe ginn, gi se dann elo op 49 Joer ofgeschriwwen.

Dat heescht, an der Durée, wann een net méi wéi 100 % geet, dann ass den Avantage net do. Mee en ass awer am Ufank do, an dat schéngt och logesch ze sinn, fir dass och en Investisseur, deen et sech warscheinlech mat Scholden deelweis finanzéiert, dat ka stemmen.

A well mer Leit brauchen, déi an de Steen investéieren, ass déi Mesür elo, wou d'Zënsen esou héich sinn a wou vill Privatstéit kee Prêt kréien, wichteg. An dat mierkt souwuel de Fonds du logement wéi och mir an der Gemeng a bestëmmt och nach aner Gemengen, dass mer keng Leit fannen. Dofir ass et wichteg, dass mer Investisseuren heihinner kréien, fir eeben an de Steen ze investéieren.

Et war fir mech wichteg, dat do ze preziséieren. An ech hoffen, dass mer geschwënn eng Reprise hei zu Lëtzebuerg hunn an dass d'Leit op Lëtzebuerg kommen an dass mer se net verschrecken, andeems mer se dervunner ofhalen, hei ze investéieren.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goldschmidt. An dann ass d'Wuert elo fir den Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach.

**M. Alex Donnersbach** (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wollt och elo kuerz nach eng Kéier op dräi Punkten agoen, déi gesot goufen.

Ech mengen, eppes, wat oft net erwäänt ginn ass elo vun den Orateure vun der Oppositioun, ass, datt déi fiskal Mesüren, déi besonnesch eebe fir den Investisseur sinn, zäitlech limitéiert sinn. Dat ass eppes, wat ëmmer iergendwéi doutgeschwige gouf am Moment an där Debatt. Dat heescht, eng ganz Rei vun deenen anere Mesüren, déi de Locataire zeguttkommen, déi de Primo-acquéreuren zeguttkommen, dat si Mesüren, déi wäerten an der Durée bleiwen. An déi aner sinn do, fir elo kuerzfristeg de Marché, also de Bausecteur, erëm un d'Goen ze kréien. An do brauche mer eeben elo all d'finanziell Mëttel, déi mer kënne fannen. Dat gëtt hei oft net kloer ervirgestach, an ech wollt dat awer nach eng Kéier ganz kloer soen.

An dann den zweete Punkt, wou ech dann awer iwwerrascht sinn, wann ech meng Kolleegin vun der LSAP héieren, d'Madamm Paulette, déi seet …

*(Hilarité)*

D'Madamm Paulette Lenert, pardon. Entschëllegt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Fuert weider, Här Donnersbach!

**M. Alex Donnersbach** (CSV) | … d'Madamm Lenert, déi seet, datt den Tempo feelt vun der Regierung. Do muss ech soen, do sinn ech awer ganz iwwerrascht iwwert déi Ausso. Ech mengen, d'LSAP hat den Inneministère wärend zéng Joer, an an där Zäit ass dat net zum Gesetz ginn, eng Mobiliséierungssteier. Et ass och keng Tax um Eidelbestand komm. Also, mir sinn elo mol fënnef, sechs Méint hei an d'Ministere schaffen alleguer dorunner. Also, ech géif soen, mir kréien dat do an der nächster Zäit hin. Ech fannen et just e bësse gelungen, elo hei ze soen, datt mer missten op den Tempo drécken, nodeems d'LSAP jorelaang hei op der Brems stoung. Dat ass net ganz kredibel an dëser Debatt. Voilà!

Merci, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Donnersbach. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da wär d'Wuert fir d'Regierung. Wéi ech gesinn, ass den Här Logementsminister deen éischten, deen d'Wuert hëlt. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

***Prises de position du Gouvernement***

**M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, jo, et ass e puermol de Mëtteg hei gesot ginn: No zwee Méint huet déi nei Regierung e Mesürepaquet fir de Logement, fir de Wunnengsbau, fir d'Baubranche op de Wee bruecht, an no knapp sechs Méint kënne mer deen haut hei hoffentlech mat enger Majoritéit stëmmen.

An ech wëll dem Parlament och Merci soe fir déi gutt Zesumenaarbecht, déi mer hei haten, och dat zügegt Diskutéieren an och d'Weiderbrénge vun deem Dossier hei. An ech wëll natierlech och der Madamm Adehm an dem Här Baum als Corapportere Merci soen, datt mer ganz villes de Mëtten hei scho vun hinnen explizéiert kritt hunn.

Mee et wäerte weider Päck kommen, et wäerte weider Mesüre kommen, et si weider Mesüren noutwendeg. An ech hunn an där Debatt de Mëtten hei festgestallt, datt mer alleguerten iergendzwousch strotze vu ganz gudden Iddien. An der Majoritéit ass nach ganz villes, wat op de Leescht soll geholl ginn. An der Oppositioun si sécherlech och eng ganz Rei vu Proposen de Mëtteg gemaach ginn, déi derwäert sinn, eescht geholl ze ginn an och analyséiert ze ginn a vläicht mat an nächst Mesürepäck erageholl ze ginn.

Ech denken, datt mer eis an der Analys vun der Situatioun a ganz villem eens kënne sinn, sécherlech net an allem, dat läit och e bëssen an der Natur vun der Saach, mee datt mer eis awer a ganz villem eens sinn, datt mer als ëffentlech Hand méi musse maachen, datt dat vernoléissegt ginn ass, datt et eng Haapterausfuerderung ass, datt et ganz staark souwuel op d'Cohésion sociale wéi awer och op d'Kompetitivitéit vun eisem Land a vun eisem Wirtschaftsstanduert dréckt. Dat hunn ech eigentlech vu ganz villen Acteuren héieren, egal op wat fir enger Säit vum Parlament se hei sëtzen an egal wat fir eng Responsabilitéit se hei hunn.

Ech mengen, jiddereen ass d'accord, datt mer kuerzfristeg eppes musse maachen, fir d'Baubranche ze ënnerstëtzen, fir datt mer d'Acteuren, déi all Dag op de Chantiere schaffen, an der Aarbecht halen an hinne weider Aarbecht kënne ginn. Jiddereen ass sech hei eens, datt mer méi abordabele Wunnraum brauchen, och méi ëffentleche Wunnraum, an datt mer do ganz villes nozehuelen hunn. A jiddereen ass sech eens, datt mer och duerch geziilt Wunnengsbäihëllefen, duerch geziilt Sozialmesüren och deene schnell a méi mussen hëllefen, déi dat och méi brauchen. Dat hunn ech eigentlech de Mëtten hei vu jidderengem héieren, an dat eent eis jo awer.

Mir hunn duerfir als Regierung, fir deem éischte Punkt gerecht ze ginn, fir schnell der Baubranche kënnen ze hëllefen an eeben net, wéi dat vläicht d'Experte vum FMI soen, dat einfach bei der Däiwel goen ze loossen, déi Entreprisen an d'Faillite goen ze loossen, och déi Leit an de Chômage goen ze loossen, déi haut nach op de Chantiere schaffen an hoffentlech muer nach op de Chantiere schaffen … Mir sinn dee Wee net gaangen a mir sinn e Wee gaangen, fir eeben eng Rei, esou wéi den Här Donnersbach et och ënnerstrach huet, temporaire steierlech Mesüren ze huelen, déi wierklech just dëst Joer solle gëllen, déi also an der aktueller, kuerzfristeger Situatioun wierken.

Well mer hu momentan eng atypesch Situatioun. Wärend mer iwwer Joerzéngten eng Situatioun haten, datt mer vill méi Demande um Immobiliemarché hate wéi Offer, dann hu mer haut eeben eng Situatioun, datt duerch déi méi héich Zënsen d'Demande ewechgebrach ass. An déi Demande musse mer eeben och erëm kuerzfristeg stimuléiert kréien, fir eeben d'Immobiliebranche an d'Baubranche an der Aarbecht kënnen ze halen.

Ech hat gemengt, dat wier eppes, wat eis hei kollektiv net intellektuell géif iwwerfuerderen, déi doten Analys ze maachen, datt vläicht eppes, wat net méi onbedéngt richteg war an där Zäit virdrun, dach awer elo genau dat Richtegt ka si wärend enger gewëssener Zäit, well mer hei an enger atypescher Situatioun sinn.

Wann ech da vun Eenzelnen awer och hei héieren – an ech mengen, ech hat et scho virun e puer Wochen hei eng Kéier gesot –, mir géifen elo just iwwer steierlech Mesüre kucken – wéi d'Madamm Lenert et seet –, datt „Geld bei Geld" kënnt, an da gesinn ech awer op där anerer Säit, datt dat, wat budgetiséiert ass fir déi steierlech Mesüren, just en Drëttel ausmécht vun deem, wat mer zousätzlech als Enveloppe – zousätzlech als Enveloppe! – zu all deenen Efforten, fir Logement abordable ze maachen, derbäigesat hunn, nämlech fir VEFA-Projeten opzekafen, an een da seet, mir géifen eigentlech nëmmen iwwer Steiermesüre probéieren, eppes hei fir d'Investisseuren ze maachen, da muss een awer och nach eng Kéier nodenken a kucken: Jo, wéi kënne mer zu där doter Konklusioun kommen?

Fir een Euro, deen hei ausgi gëtt, fir iwwer steierlech Mesüre kuerzfristeg, limitéiert an der Zäit op dëst Joer eeben de Marché ze stimuléieren, datt d'Leit finalement an der Baubranche an Aarbecht bleiwen, ginn dräi Euro reservéiert, fir Logement abordable gradesou kuerzfristeg elo um Marché kënnen anzekafen. Ech denken, wou d'Prioritéit hei vun der Regierung läit, misst doduerjer eigentlech jidderengem definitiv kloer sinn, nämlech fir méi fir de Logement abordable ze maachen, méi fir ëffentleche Wunnraum ze maachen, méi, fir deene Leit ze hëllefe finalement, déi et wierklech am dréngendste brauchen!

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Mir hunn dann och an deem ganze Pak eng Rei vu Mesüren, déi komescherweis net vill diskutéiert goufen de Mëtteg, virgesinn, déi op de besteeënden Aides au logement baséieren, souwuel fir déi, déi loune ginn, op de Privatmarché loune musse goen, wéi och déi, déi wëllen um Privatmarché kafen an awer net déi gréisste Revenuen hunn an déi grad momentan och eebe vill Refusen – an do deele mer d'Analys jo erëm eng Kéier – vun de Banke kréien.

Mee mir hunn an dësem Pak och do gekuckt, datt mer besteeënd Aide-au-logementen esou ausgedeent

hunn, datt méi Familljen dovunner kënne profitéieren an datt se méi héich dovunner kënne profitéieren, datt der méi mat där doter Ënnerstëtzung herno bei d'Bank kënne goen an e Prêt kënne vläicht accordéiert kréien, well se eng méi héich Garantie vum Staat kréien, well se eng méi héich Subventioun op den Zënse kréien, well se eng méi héich Prime d'acquisition kréien, wéi dat bis ewell de Fall war. An deen, deen net wëll oder vläicht net ka kafen, dee kritt och méi gehollef iwwert d'Subvention loyer; an hei jo virun allem eeben déi Familllje mat Kanner, wou mer déi 40 Euro, déi een haut pro Kand als Subvention loyer konnt maximal kréien, op 80 Euro eropgesat hunn.

A wann ech dat, Dir Dammen an Dir Hären, awer och emol nach eng Kéier rechnen: Wann eng Famill mat engem mëttleren Akommes – wat emol guer net méi esou kleng ass – herno do pro Mount fir hir dräi Kanner 120 Euro méi ka kréien, 1.440 Euro am Joer, an dat hei als eng Drëps op de waarme Steen duergestallt gëtt vu Leit, déi virun engem Joer, wa se esou Mesüren hei presentéiert hunn, dach awer gemengt hunn, dat wär déi positiivste Revolutioun an eisem Sozialstaat, déi et dach jee ginn hätt, da muss ech mech awer och e bëssen doriwwer wonneren.

Dëst ass substanziell fir déi Familljen, deene mer elo hei hëllefen. Mir wëllen deenen hëllefen a mir hunn et iwwert déi besteeënd Mesüre gemaach, fir schnell kënnen ze hëllefen. Mir hunn duerfir net nei Mesüre fonnt, developpéiert, déi mer ganz kritesch sécherlech och vun engem Conseil d'État gekuckt kritt hätten, mee mir hunn direkt un deene besteeënde Schrauwe gedréit, fir datt dat Geld bei deene Familljen ukënnt, déi et am néidegsten hunn.

Da gëtt gefrot: „Jo, wat maache mer dann nach?" Ben, ech mengen, mir hunn e Regierungsprogramm! An do hu mer eis ganz villes nach virgeholl. Et soll kee mengen, mir hätten elo mat dësem Gesetz hei, och wann dat ganz schnell komm ass, eise Programm erfëllt. Nee, dat heiten ass net de Schluss vun eiser Ëmsetzung, mee dat heiten ass den Ufank vun enger ganzer Offensiv am Beräich vum Logement, déi nach muss mat Liewe gefëllt ginn.

Mir setze kloer – an dat ass jo eppes, wou mer eis eens sinn – d'Prioritéit op méi ëffentlech Wunnengen, abordabele Wunnraum. Mir wëlle ganz kloer – a mir wäerten och an den nächste Wochen do Proposen op den Dësch leeën – méi a méi schnell kënne bauen, net nëmmen am Abordabelen, mee generell. Well et ass jo dat, wou de Kärproblem eigentlech läit hei zu Lëtzebuerg: datt mer et net fäerdegbréngen, mat der Croissance démographique kënne Schrëtt ze halen, an eeben net genuch gebaut gëtt fir déi dynamesch Entwécklung, déi eist Land, eis Ekonomie an eis Gesellschaft déi lescht Jore kannt huet. Mir wëllen Terraine mobiliséieren, ëffentlech Terrainen natierlech mobiliséieren, mee awer och privat Terraine mobiliséieren. A mir sinn elo grad an deenen Diskussiounen a kënnen och an den nächste Wochen do sécherlech Konklusioune virweisen.

Mir hunn an der leschter Regierung villes gemaach, wat mer elo kënnen ausnotzen, wéi den Artikel 29bis vum Pacte Logement, wou mer eis d'Méiglechkeet ginn, an alle gréisseren Entwécklungen, wou Wunnraum entsteet, och en Deel ze reservéieren, souguer zousätzlech ze schafen, fir Logement abordable. Dat wäert mëttelfristeg derzou féieren, datt aleng doduerjer, datt heescht duerch déi ganz normal Croissance, déi mer hei vu Lëtzebuerg hunn, de Park vun ëffentleche Wunnengen, sief dat an der Hand vun de Gemengen, vum Staat, vu gemeinnützlechen Träger, däitlech méi grouss wäert ginn.

Mir hunn e Plan sectoriel „Logement", deen eigentlech ganz kloer seet, wou déi Plaze sinn, wou mer intelligent kënne wuessen, wou et Sënn mécht, och weider Logementer ze schafen. A mir hunn am Regierungsprogramm och virgesinn, datt mer d'Instrument vum Plan d'occupation du sol och emol kënne vläicht eng Kéier notzen, am Dialog mat de Gemengen selbstverständlech, fir och do weiderzekommen an d'Planungen op de Wee ze kréien.

Ech ginn all deene Recht, déi hei gesot hunn: „Jo, mir mussen och méi eng proaktiv Politique foncière maachen." Dat ass wouer. An ech deelen dat net nëmmen zu 100 %. Do hu mer an deene leschte Joren a Joerzéngte versot, an dat behënnert eis haut enorm an der Schafung vun zousätzlechem Wunnraum an de Méiglechkeeten, u wéi enge Ficellen een och als ëffentlech Hand kann zéien, als Regierung kann zéien, als Gemenge kann zéien, fir e wichtegen a staarken Acteur um Immobiliemarché ze sinn. An dorauser musse mer léieren. Dat ännert net onbedéngt eppes fir déi nächst fënnef Joer, mee mir mussen et haut ännere fir déi nächst Generatioun. Duerfir deelen ech déi Approche ganz bewosst.

Ech si mer absolutt bewosst, datt dat doten och nëmme geet mat de Gemengen, duerch d'Gemengen. All Wunneng, déi zu Lëtzebuerg gebaut gëtt, ass vun enger Buergermeeschtesch oder engem Buergermeeschter autoriséiert ginn. Mir brauchen also hei en engt Partenariat mat all de Gemengenautoritéiten. A mir mussen och nolauschteren, wou si denken, datt haut nach Hemmnisser sinn, wou si denken, datt ee méi kéint maachen, a wou awer och vläicht nach Bremsen am System sinn.

Duerfir hunn ech viru Kuerzem en Tour ugefaangen duerch ganz vill Gemengen, fir virun allem och nozelauschteren, fir awer och de Gemengen hir Responsabilitéit nach eng Kéier kloerzemaachen an d'Instrumenter och nach eng Kéier ze erklären, déi si haut hunn, déi mer zesumme kënnen notzen, mee vläicht awer och, wéi mer zesummen dat een oder dat anert nach e bësse besser openee kënnen astellen, fir datt mer dach méi Tempo dra kréien, hei virun allem d'Gemenge mat anzespanen.

Nun, ech si frou, datt eigentlech de Volet vun den Aides au logement, deen ënner meng Kompetenz fält, dach hei éischter begréisst ginn ass de Mëtteg. Dat weist, datt mer alleguerte verstanen hunn, datt mer deene Mënschen, déi duerch déi ganz komplex Situatioun op eisem Wunnengsmarché am gréissten an Nout sinn, als Éischt mussen hëllefen an datt mer dat och eeben elo musse maachen.

Eng Suerg hunn ech. Déi ass de Mëtten eigentlech net ugeschwat ginn. Där musse mer eis awer eng Kéier unhuelen. Dat ass, datt déi Hëllefen, déi bestinn, an deem Mooss vun där Populatioun, déi eigentlech kéint dorobber Réckgréff huelen, souwuel bei deene Primmen, fir e Logement ze kafen, wéi och bei deenen, déi engem Locataire kënnen hëllefen, nëmme ganz limitéiert dach wierklech gebraucht ginn.

An do musse mer eis sécherlech déi nächst Méint nach eng Kéier dermadder beschäftegen: Wéi kréie mer se besser erklärt op där enger Säit? A vläicht awer och mëttelfristeg: Wéi kënne mer se méi einfach strukturéieren, méi verständlech maachen, datt och jiddereen de Message versteet: „Jo, ech a menger Liewenssituatioun ka mat där doter oder vun där doter Aide och elo ganz konkreet gehollef kréien"?

Nee, mat dësem Gesetz ass net alles gereegelt, dat ass evident, mee mat dësem Gesetz huet dës Majoritéit awer och en éischte wichtege Schrëtt gemaach. An et musse weiderer an et wäerten och weiderer nokommen.

Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Da ginn ech deem zweeten zoustännege Minister an dësem Dossier d'Wuert, an zwar dem Här Finanzminister. Här Roth, et ass un Iech.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zu deem Volet, deen dann net soll déi breet Zoustëmmung hu wéi bei mengem Virgänger, dem Wunnengsbauminister, an ech versichen dann, déi Erklärungen ze ginn, firwat dës Moossnamen Afloss kritt hunn an dem Regierungsprogramm vun der CSV a vun der DP a firwat mer déi och esou schnell wéi méiglech ëmgesat hunn, an dat an enger Zäit – Enn Januar war et, wéi mer de Projet deposéiert hunn – vu manner wéi 60 Deeg, iert déi nei Regierung a Funktioun war.

Dat Éischt, wat ech wëll soen, ass: Ech soe Merci fir déi dach relativ breed Zoustëmmung vun dëser Chamber zu deem gesamte Gesetzesprojet. Et ass e wichtegt Signal fir d'Leit dobaussen, déi op dat hei gewaart hunn. Et ass e wichtegt Signal, jo, fir d'Investisseuren, mee et ass virun allem – an de Patrick Goldschmidt huet dorobber higewisen – e wichtegt Signal fir de gesamte Bausecteur. Well mir soen ëmmer zu Lëtzebuerg: „Wann et dem Bau gutt geet, da geet et dem Land gutt." Also wann et dem Bau net gutt geet, muss d'Land och eppes maachen, fir dass et dem Bau weiderhi gutt geet. Duerfir dëse Moossnamepak.

D'Handwierkerkummer, se ass virdru schonns zitéiert ginn, ma déi huet schonn am Dezember 2022 drop higewisen – dat ass schonn eng Zäitchen hier –, dass et am Bau géing biergof goen. An déi Zuelen, déi mer schonn dës Éftere genannt hunn, déi schwätzen eng kloer Sprooch, dass een net nëmme kann um Niveau vun der Offer agéieren, mee dass een och muss kuerzfristeg … An den Alex Donnersbach ass drop agaangen, dës Moossname si jo net ad aeternum, mee se applizéiere sech gréisstendeels fir d'Joer 2024 réckwierkend op den 1. Januar bis zum 31. Dezember.

28,6 %, Dir Dammen an Dir Hären, si manner Transaktioune gemaach gi lescht Joer, 2023, par rapport zu 2022 op besteeënden Appartementer. Dat ass bal een Drëttel! 72,8 % op de sougenannten Neibaute vun Appartementer, de VEFAen. Et sinn 2023 nach 4.458 Baugeneemegungen erdeelt ginn. Dat ass den Niveau vun 2015. Also gëtt et do e richtege Réckgang.

An eng weider Zuel, déi dës Regierung beschäftegt huet, am richtege Sënn vum Wuert: 2.322 Leit, Dir Dammen an Dir Hären, si méi bei der ADEM ageschriwwe wéi an deem Joer virdrun! Dat heescht, dass ee muss handelen. An déi Leit kommen haaptsächlech aus dem Bausecteur. Mee da kënne mer dach net de ganze Bausecteur sacrifiéieren, soudass déi Leit, déi meeschtens aus dem Ausland heihinnerkommen, erëm an hir Heemechtslänner zréckginn an dann herno, wann de Bau erëm eng Kéier soll ukuerbelt ginn, dann hu mer kee méi, fir an deem Secteur ze schaffen. Wéi gesot, Handwierk huet goldene Buedem, mee da musse mer och Leit hunn, déi an dem Handwierk schaffen!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Um Niveau vun de Steierrecetten ass jo och ëmmer drop higewise ginn. Ma Dir hutt dat matkritt – ech sinn x-mol an d'Chamberskommissioun komm –: 55 % manner Recetten op dem Enregistrement! Dat heescht also net, dass een de Marché einfach sech selwer iwwerléisst, mee dat heescht, dass een och muss kucken, um Niveau vun der Demande ze agéieren.

An dofir huet d'Regierung gehandelt a si huet bei dësem Gesetzesprojet, iwwregens och bei deene Moossnamen, déi mer direkt geholl hunn, mat enger demokratescher Legitimitéit vun där neier Regierung …, nämlech dass mer d'Kafkraaft – an dat ass jo ugeschwat ginn hei vu menger lénker Säit – vun de Leit direkt bei Amtsuntrëtt vun dëser Regierung gestäerkt, andeem mer de Steierbarème ugepaakt hunn an dass mer do véier Tranchen indexéiert hunn. Ech gesinn, dass eng Rei vu Leit, déi dëse Projet net matstëmmen a gesot hunn, mir missten eppes fir d'Kafkraaft vun de Leit maachen, och net déi Steieradaptatiounen am Ufank vum Joer matgestëmmt hunn.

Mir handelen also. Mir hunn déi néideg finanziell Mëttelen deblockéiert. An de Claude Meisch ass richteg drop agaangen. En huet gesot: „Et ass net alles, wat hei Steierkaddoe si fir Investisseure, Multiproprietären a Gott weess wat." De Claude Meisch huet richtegerweis drop higewisen, dass zwee Drëttel vun deem ganze Pak hei finanziell an direkt Ukeef vun dem Staat ginn, fir abordabele Wunnengsraum ze schafen. An dozou steet dës Regierung an hirem sozialen Engagement mam Wuert an och mat Doten. An deen aneren Drëttel ass komm, well de Staat et eleng net packt, Dir Dammen an Dir Hären. Duerfir brauche mer d'Investisseuren, duerfir brauche mer d'Privatleit a mir musse virun allem kucken, dass de ganze Constructiounssecteur um Rulle bleift.

A wann een da seet: „Dir kommt hei mat ale Konzepter …" Mee d'Situatioun op dem Wunnengsmarché – an ech hunn Iech hei Zuele genannt, déi kënnt Der net leegnen –, déi huet nun emol dramatesch geännert! Mir hu sécher nach ëmmer en Effort, dee muss gemaach ginn um Niveau vun der Offer, mee niewendrun musse mer awer och kucken, dass mer d'Demande erëm stimuléieren. Well wat bréngt et eis, wann x Projete geneemegt sinn a se leien elo do? An et si jo vill Leit hei aus de Gemengen do, déi wëssen, dass bei de Baugeneemegungen, déi d'Buergermeeschteren, d'Schäfferéit an anerer ënnerschreiwen, e weesentleche Réckgang gemaach gouf par rapport zu virdrun.

Dann den FMI: Jo, ech fannen et awer gutt, dass d'Sozialistesch Aarbechterpartei an anerer sech op den FMI beruffen. Also deen ass net dofir bekannt, dass dee lénkslasteg wier, …

*(Brouhaha)*

… mee dat ass eng … Ech war jo do op de Spring Meetings vun dem FMI. Dat Eenzegt, wat déi Leit gezielt a gezielt a gezielt hunn, dat ass: „Mir brauche Wuesstum. Mir brauche Wuesstum, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee mir brauchen dat an Europa a weltwäit!" An den FMI, jo, ech hat mat deene Leit en Echange. An ech hunn hinne gesot – an dozou stinn ech och an dat soen ech och hei op der Tribün –, si maachen eng makroekonomesch Analys vun dem ganze Wunnengsmaart, mee et ass och nach eng sozial Komponent.

Wësst Der, all Marché ka sech selwer reegelen, mee wat hu mer dervun, wann d'Leit e selwer gereegelt hunn? Si hu Problemer, fir hir Kreditter zréckzebezuelen, si hu Problemer, fir dass hir Kreditter garantéiert ginn, a si hu Problemer, dass iwwerhaapt nach Leit accessibele Wunnengsraum hunn. Well de Patrick Goldschmidt ass richteg drop agaangen, en huet gesot: „Majo, wa mer en Desequiliber hu vun der Offer a vun der Demande, da sinn nach just déi Happy Few, déi herno, wann net genuch nokënnt a mer d'Leit net ënnerstëtzen, eppes dovunner hunn." Dës Regierung steet derzou, dass mer och déi sozial Kohäsioun vum Land – an de Wunnengsbau gehéiert mëttlerweil zu der sozialer Kohäsioun vun dësem Land – mussen ënnerstëtzen.

Mir ënnerstëtzen Eegenheemkeefer, andeem mer de bëllegen Akt an d'Luucht setzen. Ech ka mech erënneren, dass a Virwalzäiten – et ass jo net esou laang hier – méi Leit wéi dës Regierungsparteien derfir plädéiert hunn, dass mer eppes um Niveau vun dem bëllegen Akt fir Eegenheemkeefer misste maachen. Bis 1,14 Milliounen Euro bezilt eng Koppel keng Enregistrementskäschten, wa se eppes kafe geet. Ech mengen, och dat kann dës Regierung sech mat dëse Moossnamen op de Fändel schreiwen, an iwwregens och alleguerten déi Leit, déi dat hei positiv ënnersträichen.

Da maache mer dat selwecht och fir Locatiounswunnengen. Et kënnt e bëllegen Akt fir Locatiounswunnengen. Et ass eppes Neies. Firwat? Mee well mer och Leit brauchen, déi net hir Suen einfach konservativ … A liest haut den Artikel, en ass elo als Pushnoriicht komm vun enger grousser Lëtzebuerger Dageszeitung. Vergläicht emol eng Kéier, wivill Leit virun zwee Joer oder dräi Joer hir Suen op de Spuerkonte stoen haten a wivill se der mëttlerweil elo drobber stoen hunn. Mee da kucke mer, dass mer déi Suen, déi mer op de Spuerkonten hunn, och sënnvoll investéiert kréien an de Steen, fir dass déi Leit och do de Rendement kréien.

Duerfir och déi Moossnam vun dem Amortissement accéléré: 6 % Amortissement accéléré, limitéiert op ee Joer. Ech wéilt Iech awer soen, dass virdrun, 2023, den Amortissement accéléré op 6 % fonctionéiert huet, iwwregens an enger blo-rout-grénger Koalitioun – mee ech halen op mat Vergaangenheetsbewältegung –, wou kee Plaffong war, wéi den Amortissement accéléré vu 6 % opgehuewe ginn ass. Alleguerten déi, déi dat also haut bemängelen, misste sech vläicht och eng Kéier da mat hirer eegener Vergaangenheet op deem Punkt auserna-nersetzen.

Op den ëffentleche Wunnraum ass de Logementsminister agaangen. 480 Milliounen Euro sinn an engem Gesamtpak – an ech ginn dervun aus, dass dat akzeptéiert ass vun der gesamter Chamber –, deen an den abordabele Wunnraum geet. Et sinn och nach eng Kéier 315 Milliounen Euro, déi an den nächste Joren an engem pluriannuelle Programm ausgi ginn, fir d'Gemengen ze ënnerstëtzen, wa se sech un dem Wunnengsbau bedeelegen.

Da gëtt awer och eppes gemaach um Niveau vun dem soziale Wunnengsbau. Ech wëll dat awer eng Kéier soen. Wann Dir investéiert an Dir verlount Är Wunneng un d'Agence immobilière sociale, da sinn 90 % vun deem steierfräi. Et ass also eng Incitatioun, dass d'Leit och hir Wunnengen dem soziale Wunnengsbau zouféieren. Dat selwecht ass, dass Der eng Immunisatioun hutt vun der Plus-value, wann Der en Haus oder eng Wunneng verkaaft an Dir investéiert dat an eng aner Wunneng, déi dem Logement social zougefouert gëtt.

Dann ass gesot ginn – ech muss e bësse méi séier schwätzen, well soss, et deet mer leed, kommen ech net méi derduerch, mee dat sinn déi nei Reegele vun der Chamber, Här President –: de Mal de terre. Mal de mer, Mal de terre, bon. De Mal de terre, jo, et ass e Problem. Ech ka mech awer nach gutt erënneren, an enger fréierer Fonctioun, wann Der do Wunnengsbau oder Plaz fir Wunnengsbau erschloss hutt, dann hutt Der scho bal e Crime gemaach, well Der gekuckt hutt, dass méi Wunnraum konnt erschloss ginn. Mee grad fir deem Mal de terre – an do ginn ech der Madamm Lenert vollkomme Recht – entgéintzewierken, duerfir féiere mer jo de Quart du taux global an, dass, wa Leit also hiren Terrain verkafen a se erreechen doduerch eng Plus-value, se dann nëmmen op engem Véierel vun dem normalen Taux – an der Reegel ass dat mat 10 % – besteiert ginn.

A wann Der kuckt, wat an der Vergaangenheet lass war: D'Notairen, déi hunn deemools geschafft bis den 31. Dezember, mengen ech, bis no Tagesschluss, fir nëmmen déi Akten nach den 31. Dezember eranzekréien. Ech hoffen, net fir d'Notairen, mee fir d'Stimulatioun vun dem Wunnengsmarché, dass dat dann och dëst Joer wäert geschéien.

An dann, dat selwecht ass och, wat eng wichteg Moossnam ass, dass mer d'Steierbefreiung vun der Plus-value applizéieren, wann ee seng Terrainen dem Fonds du logement zouwennt. Dat ass nei an dat ass och eng Moossnam, déi dann hëlleft, dass de Fonds du logement méi einfach, méi séier u gréisser Areale kënnt, wou e ka seng Wunnengen drop bauen.

An dann zum Schluss, Här President, wëll ech awer nach soen, …

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir hutt nach e puer Minutten.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | … well dat ugeschwat gouf, richtegerweis ugeschwat gouf vu ville Parteien, dat ass e reelle Problem bei de Leit dobaussen: D'Leit hunn net alleguerten e fixen Taux, dee se gemaach hunn an där Zäit, wou en niddreg war op hiren Emprunten. Et si vill Leit, déi och nach a variabelen Taux hunn. An ech mengen, dat muss een a Consideratioun zéien, well dat sinn déi vill, déi hiert Leed an hir Suergen um Enn vum Mount, wa se d'Famill mussen ernieren, net onbedéngt op der Place publique dobaussen zum Ausdrock bréngen. Och deene versiche mer entgéintzekommen.

Mee och hei kann d'Regierung net alles maachen, well dat macroprudentiel – esou nennt dat sech – Reegele si fir d'Banke vun der Commission de surveillance du secteur financier, also der CSSF, an dat geet bis erop op d'Europäesch Zentralbank fir déi systeemesch Banken an déi grouss Banken. Dir hutt eenzel staatlech Banke genannt, oder eng Staatsbank, déi do drënner fält, ënner anerem och aner Banken, wou de Staat Kapital dran huet. Déi sinn awer bereet, dass et méi einfach ass an Zukunft, fir kënnen un e Prêt ze kommen, andeem déi Exigenze vun dem Eegekapital, wat praktesch ëmmer muss cash do sinn – an och wann dat, enfin, entre guillemets, „nëmmen" 200.000 Euro sinn, ass dat fir vill Leit eng Zomm, déi se net einfach kënnen, besonnesch wa se jonk sinn, op den Dësch leeën –, geännert ginn, soudass do och aner Garantien, zum Beispill staatlech Garantien, kënnen ugerechent ginn oder dass aner Wäerter mat a Betruecht kënne gezu ginn. Dat zielt um Niveau vun dem Logement, mee dat zielt och um Niveau vun dem Accès un eege Leit.

Et ass net u mir, fir den Detail dovunner ze kommunikéieren. Ech weess awer och, ënner anerem aus Diskussioune vum Comité du risque systémique, wou d'Zentralbank, de Finanzminister, d'CSSF dra sinn, dass ee sech deem Problem bewosst ass. An ech ginn dervun aus, dass och iwwert déi Ufuerderungen um Niveau vun dem Eegekapital deemnächst wäert kommunikéiert ginn.

An dann eng lescht Saach ass déi: Ech hoffen an ech ginn dervun aus, dass an der nächster Zukunft och zu där Iddi, déi ugeschwat gouf: „Wéi kann de Staat zesumme mat de Banke weidert Kapital zur Verfügung stellen, fir dass op dem Wunnengsbaumarché kann aktiv geschafft ginn?", an den nächsten zwou Wochen déi eng oder déi aner Kommunikatioun kéint gemaach ginn.

Dir Dammen an Dir Häre, ofschléissend: Fir mech als Finanzminister bleift et hei wichteg, dass all d'Acteuren zesummeschaffen. Dat ass engersäits de Staat, dat sinn d'Banken, dat sinn d'Baufirmaen, dat sinn d'Promoteuren an, ech mengen, hei och d'Regierung, zesumme mat enger breeder Majoritéit vum Parlament.

An duerfir soen ech Iech villmools Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Roth. Ech wëll just d'Regierung dorop opmierksam maachen, datt d'Chamber Iech ganz generéis e puer Minutte bäiginn hat, fir datt Der konnt de ganzen Tour vun Äre Gedanke maachen, wat Der jo och elo an der Zäit gemaach hutt. Dat gesot, ass déi Diskussioun elo ofgeschloss. Ech gesi keng weider Wuertmeldung, also kënne mer zum nächste Punkt kommen.

***Amendements***

Dat ass d'Ofstëmmung … Also éier mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8353 kommen, stëmme mer natierlech fir d'éischt iwwert déi Amendementen of, déi hei eragereecht gi si vun déi gréng a cosignéiert vun déi Lénk. Ech géif iwwert déi eenzel Amendementen, déi Iech ausgedeelt gi sinn, och, vu datt et véier Stéck sinn, natierlech een nom aneren ofstëmme loossen.

***Amendement 1***

A mir komme fir d'éischt zu dem Amendement Nummer 1 vun déi gréng an déi Lénk, deen als Objet huet, am Punkt 2 vum Artikel 2 d'Wuert „deux" duerch „cinq" ze ersetzen.

Sinn do nach Wuertmeldungen dozou?

*(Négation)*

Wann dat net de Fall ass, géinge mer direkt zur Ofstëmmung vun deem Amendement kommen.

***Vote sur l'amendement 1***

Ech maachen de Vott iwwert den Amendement 1 also op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo-Stëmmen: 25, Nee-Stëmmen: 35, a keng Abstentioun. Dësen Amendement ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Georges Engel), MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Taina Bofferding), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet (par M. Laurent Mosar) ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gilles Baum), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering (par M. Fernand Etgen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Guy Arendt), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.*

***Amendement 2***

Da komme mer zu dem Amendement Nummer 2, och vun déi gréng an déi Lénk, deen als Objet huet, am éischten Alinea vum Artikel 8 d'Wuert „deux" duerch d'Wuert „cinq" ze ersetzen. Och hei si weider keng …

*(Interruption)*

Dach, d'Regierung wëll d'Wuert dozou huelen. Här Minister.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Ech wollt dorobber äntwerten, well et war mer duerch de Kapp gaang, wéi ech elo douewe stoung. Dat ass déi Fro: Wéi laang muss ech mäin Appartement verlounen, fir an de Genoss vun där Faveur ze kommen? Ech hat schonn eng Kéier Positioun geholl an der Chamberskommissioun do derzou.

D'Regierung huet virgesinn: zwee Joer. Mir haten och ursprünglech fënnef Joer, gradewéi d'Kolleege vun déi gréng an hirem Amendement, ugeduecht. Et gouf eis awer – ech weess net, ob dat Iech elo zefriddestellt oder net, mee ech muss mech awer dorun halen – gesot, dass et um Niveau vum Contrôle vun der Verwaltung technesch schwiereg wier, fir dat iwwer eng Zäitschinn vu fënnef Joer nozevollzéien.

Ech wëll awer eng konkreet Äntwert dozou ginn. Vu dass jo och fir alleguerten déi nei Wunnengen, déi 2024 an de Genoss vun dem Verloune kommen, parallell den Amortissement vu 6 % spillt, mengen ech, hätten déi mannsten Interêt drun, fir dat just wärend zwee Joer ze verlounen an da selwer dra wunnen ze goen, well dee Moment wier den Amortissement accéléré fleeten. Dat ass esou eng Kéier d'Explikatioun do derzou.

Also hei ass et esou, dass eis vun där Nobeaarbechtung, fir de Contrôle ze maachen iwwert déi fënnef Joer, deconseilléiert gouf. An duerfir huet d'Regierung an dem Projet de loi déi zwee Joer festgeschriwwen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Finanzminister. Dann hunn ech nach eng d'Wuertmeldung vun der Madamm Lenert. Madamm Lenert.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Merci, Här President. Ech géif gären d'Wuert huelen, fir ze soen, dass mer déi doten Explikatiounen effektiv kritt hunn an net konnte guttheeschen. Et gëtt duerchaus Méiglechkeeten, sech do ze hëllefen, wann een dat wëll kontrolléieren. Et kann een d'Charge de la preuve renverséieren, dass een deen, deen an de Benefiss vun dësem Avantage kënnt, am Fong an d'Flicht hélt, dass en am Géigenzuch dovunner muss beleeën, dass verlount ass. Do gëtt et Méiglechkeeten. A wann een dat wëll, fënnt een e Wee. Dofir konnte mer déi doten Erklärung esou net als satisfaisant zréckhalen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Lenert. Dozou ass elo keng Wuertmeldung méi do. Da géinge mer och zum Vott vun dem zweeten Amendement kommen.

***Vote sur l'amendement 2***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo-Stëmmen: 25, Nee-Stëmmen: 35. Dësen Amendement ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par Mme Taina Bofferding), MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gusty Graas), MM. Luc Emering (par M. Fernand Etgen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Guy Arendt), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.*

Dat heescht, den Artikel 8 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

***Amendement 3***

Da komme mer zum drëtten Amendement vun déi gréng an déi Lénk, deen als Objet huet, am éischten Alinea vum Artikel 9 d'Wuert „deux" duerch „cinq" ze ersetzen.

Sinn dozou Wuertmeldungen?

*(Négation)*

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

***Vote sur l'amendement 3***

Da maachen ech och hei de Vott zum Amendement 3 op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo-Stëmmen: 25, Nee-Stëmmen: 35. Dësen Amendement ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Georges Engel), MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise*

*Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Fernand Etgen), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering (par M. Gilles Baum), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gusty Graas), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.*

***Amendement 4***

Da komme mer zum Amendement Nummer 4, och vun déi gréng an déi Lénk, deen als Objet huet, am Artikel 21 de Montant „250.000" duerch „80.000" ze ersetzen.

Gëtt et dozou nach Wuertmeldungen?

*(Négation)*

Dat ass net de Fall.

***Vote sur l'amendement 4***

Da maachen ech och do de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo-Stëmmen: 17, Nee-Stëmmen: 35, Abstentiounen: 8. Dësen Amendement ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 17 Jo-Stëmme bei 8 Abstentiounen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Georges Engel), MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Taina Bofferding), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gilles Baum), MM. Luc Emering (par M. Fernand Etgen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Guy Arendt), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori.*

Den Artikel 21 vum Projet de loi bleift also ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Dat gemaach, komme mer dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8353. Den Text steet am Document parlementaire 8353[10].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8353***

An och do fänkt d'Ofstëmmen elo un. Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 42 Jo-Stëmmen, 18 Nee-Stëmmen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 42 Jo-Stëmme géint 18 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun.

*Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8353 est adopté par 43 voix pour et 17 voix contre.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet (par Mme Octavie Modert) ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering (par M. Fernand Etgen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gilles Baum), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori.*

*Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Georges Engel), MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

***Motions***

An da leien elo nach hei um Büro dräi Motiounen, déi mer och elo zur Ofstëmmung bréngen.

***Motion 1***

Déi éischt Motioun ass deposéiert gi vun der LSAP duerch d'Madamm Paulette Lenert. Madamm Lenert, wëllt Dir nach d'Wuert dozou huelen? Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Jo, Här President, ech géif kuerz d'Wuert dozou huelen. Mir wäerten dës Motioun zréckzéien, well déi gréng hunn déi selwecht deposéiert, ech mengen, aus pragmatesche Grënn. Mir hunn der jo zwou, da ralliéiere mer eis un déi vun déi gréng.

Ech wëll just op dem Här Donnersbach seng Ausso reagéieren, dass virdrun am Interieur näischt geschitt wär. Och wann Der dat ëmmer erëm widderhuelt, gëtt et domadder net méi wouer. Et kann ee vläicht mam Contenu vum Projet de loi net d'accord sinn, mee ech mengen, et kann een net reprochéieren, dass net geliwwert ginn ass. De Projet de loi läit do. Deen ass deemools an enker Zesummenaarbecht mat der Finanzministesch, mam Logementsminister ausgeschafft ginn.

An dofir eebe grad och déi Motioun, dass endlech Neel mat Käpp solle gemaach ginn, dass endlech dat Gesetz gestëmmt gëtt. An ech hoffen, dass déi nei Regierung do net ze vill Waasser wäert an de Wäi schëdde goen, dass mer och dat Gesetz kënne matstëmmen, well et ass wichteg – ech mengen, d'Orateuren hu sech dozou geäussert –, dass mer endlech déi Reformen do kréien.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Gutt. Domat wär dann en fin de compte d'Motioun Nummer 1 zréckgezunn.

*(La motion 1 de Mme Paulette Lenert est retirée.)*

***Motion 2***

Da géinge mer zur Motioun Nummer 2 kommen, och vun der LSAP, och vun der Madamm Lenert deposéiert. Madamm Lenert, wëllt Dir nach d'Wuert zu där Motioun huelen?

*(Négation)*

Dat ass net de Fall.

Wie wëllt dozou Stellung huelen? Si Wuertmeldungen do? Den Här Baum, den Här Bausch. Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Hei gëtt eng Strategie gefuerdert. Wann ech elo géif soen: „Mir stëmmen dat hei mat", da wär et jo, wéi wa mer keng Strategie hätten. Dat ass awer net de Fall. D'Strategie ass ganz kloer am Koalitiounsaccord festgehalen. Am Koalitiounsaccord sinn d'Iddie vun der CSV a vun der DP agefloss fir dat, wat mer am Logement wëlle maachen. Doriwwer eraus gëtt et e Plan sectoriel „Logement", op deem geschafft gëtt.

Dann hätt Der gären en detailléierte Plang, wat d'Acquisitiounen ugeet. Heiansdo triede Leit u mech erun, déi soen: „Ass dat näischt fir d'Gemeng?", oder: „Ass dat näischt fir de Staat?" Da maachen ech d'Relatiounen zum Staat, well mer an der Gemeng am Moment aner Prioritéiten hunn. Fir esou en detailléierte Plang opzestellen, ech mengen, dass dat net méiglech ass, well dat evolutiv ass. Wéi gesot, ech proposéiere menger Fraktioun, déi heiten net matzestëmmen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Dann huet den Här Bausch d'Wuert gefrot.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här President, mir stëmmen déi Motioun mat, well mer se berechtegt fannen, well mer eis, éischtens, net wëlle verloossen op déi vag Saachen, déi am Koalitiounsofkommes stinn an där heiter Fro, an zweetens, well mer och vum Inhalt hier dat, wat do steet, absolutt pertinent fannen. Duerfir stëmme mer se mat.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Dann hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Goergen an duerno d'Madamm Lenert.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Mir wäerte se och matstëmmen. Haut gouf vill vum Logement abordable geschwat, mee ech mengen, déi eenzel Riedner hu sech awer alleguerte vläicht eppes aneres drënner virgestallt, well et ass eigentlech e Wuert, wat wäit gefaasst ass. Deen ee schätzt et esou an, deen anere schätzt et esou an, sief et vum Montant, sief et vun deem, wat gebaut gëtt. Dofir wär et wierklech interessant, wann d'Chamber sech eng Kéier géing d'Aufgab ginn, fir konkreet iwwert de Logement abordable ze schwätzen. Dir frot elo eng Strategie. Ob dat eng Strategie direkt muss sinn, déi 100 % ofdeckt, oder einfach emol déi Diskussioun ze féieren ..., mee et wär awer wichteg, wa mer am Logement wëlle virukommen, dass mer déi

Diskussioun féieren iwwert de Logement abordable, natierlech och mat de Gemengen zesummen, wéi Der schreift.

Also, wann ech se esou liesen, schwätzt eigentlech guer näischt dergéint, well wann een haut op d'Tribün gaangen ass an et huet ee gesot: „Mir wëlle méi Logement abordable", misst een eigentlech als Konklusioun dat heite matstëmmen, well et geet jo ëm eng Strategie. Dir hutt jo net festgeluecht, wéi eng Strategie et wäert sinn. Et geet drëm, fir emol iwwerhaapt eng Strategie auszeschaffen. Duerfir wäerte mir se matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Madamm Lenert.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech sinn e bëssen iwwerrascht. Ech hat u sech, wéi ech dem Här Meisch nogelauschtert hunn, d'Gefill, dass dat genau an déi Richtung geet wéi dat, wat mer fuerderen. Hei geet et eebe justement drëm, an eng nächst Dimensioun ze goen. Mir hu richtungsweisend Instrumenter, dat ass kloer. D'Richtung ass ginn.

Hei geet et drëm, vill méi konkreet ze ginn, eeben ewech vun deem Cas par cas, mee eng Stratégie d'acquisition vusäite vun der Regierung, wou ee sech e Plang gëtt, wou ee seet: „Mir huelen deen doten an deen dote Budget a mir kafe mat Wäitsiicht Terrainen op, an zwar proaktiv, net just do, wou sech zoufälleg eng Geleeënheet bitt." Dat wäert et och ëmmer ginn, selbstverständlech, an dat ass och gutt, mee et geet drëms, wierklech hei richteg aktiv akafen ze goen, an zwar mat enger Wäitsiicht, fir wierklech dee Foncier disponibel ze hunn, dee mer brauchen. Wa mer iwwert déi fënnef Joer, iwwert déi siwe Joer eraus wëlle weider grouss Projeten ugoen, ass et dat, wat gemengt ass mat dëser Motioun.

Dofir sinn ech e bësselchen iwwerrascht. Ech war u sech ganz zefridden, wéi ech d'Wierder héieren hu vusäite vun der Regierung, well ech geduecht hunn, mir géifen do an eng Richtung zéien, mee dat schéngt net de Fall ze sinn. Dat ass schued, mee vläicht ass et och einfach e Mëssverständnis vun deem, wat gemengt ass, vun deem, wat um Pabeier steet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Lenert. Här Donnersbach, Dir hutt nach d'Wuert gefrot.

**M. Alex Donnersbach** (CSV) | Ech wollt just soen, datt mer eis dem Här Baum sengem Räsonement hei uschléissen an och déi Motioun net wäerte matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Donnersbach. Sinn nach aner Wuertmeldungen do?

*(Négation)*

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da stellen ech och dës Motioun zum Vott.

***Vote sur la motion 2***

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmme bei 5 Abstentiounen. Domat ass dës Motioun mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Yves Cruchten), MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Taina Bofferding), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Fernand Etgen), MM. Luc Emering (par M. Gilles Baum), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Guy Arendt), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

***Motion 3***

An domat wär och dëse Punkt vum Ordre du jour da fäerdeg, ausser datt mer nach eng Motioun vun dem Här Bausch hunn, déi mer dann huelen. Et war bal fäerdeg, Här Bausch, mee elo komme mer zu Ärer Motioun. Wëllt Dir d'Wuert dozou nach eng Kéier huelen?

*(Négation)*

Dir hutt alles erkläert.

Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Den Här Baum, d'Madamm Schoos. Jo, Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Effektiv, d'Motioun 1, déi zréckgezu ginn ass, an d'Motioun 3, déi si sech ganz, ganz änlech. Ech wollt Iech awer soen, dass mer déi heite Motioun aus zwee Grënn net wäerte matstëmmen. Den éischte Grond: well hei en Zäitdelai drasteet, wéini mer dat musse maachen. Dat ass den éischte Grond.

Den zweete Grond ass awer deen: Dat wennt sech un den Inneminister. An den Här Inneminister ass de Mëtten net hei. An dofir, mengen ech, huet hien och net d'Méiglechkeet, fir heizou Positioun ze bezéien. Dofir wäert meng Fraktioun se net stëmmen.

*(Brouhaha)*

Alles mat der Rou. Alles mat der Rou. Ëmmer cool bleiwen, net scho Schnappootmung kréien. Well mer awer alleguerte ganz cool sinn a well mer alleguerten Interêt hunn, dass dat heite weidergeet, wollt ech Iech proposéieren, dass mer géifen eng Jointe organiséieren, esou séier wéi et elo geet, tëschent dem Logement an dann dem Interieur, fir dass den Här Minister do d'Geleeënheet huet, fir eis soen ze kommen, wéi wäit e mat deene Projeten ass. Voilà!

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ok. Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Ech hunn den Här Goergen an ech huelen den Här Bausch dann zum Schluss als Auteur. Här Goergen.

*(Interruption)*

Pardon, Här Goergen, et deet mer leed, d'Madamm Schoos war vir. An dann huele mer den Här Goergen.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Villmools merci, Här Chamberspresident. Ech mengen, et wäert kee verwonneren: Mir wäerten déi Motioun net matstëmme kënnen. Mir bleiwe bei där Meenung, dass en Impôt sur la non-occupation de logements net zilfürend ass. An eis Propositioun ass ëmmer nach eng Ännerung am Droit civil, fir dass mer do méi Wunnengen an d'Locatioun kréien. Mee mir sinn op jidde Fall géint eng Steier op de Leerstand. Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Schoos. Dann ass et elo um Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Mir wäerte se natierlech matstëmmen, well mer och der Meenung sinn, dass eidel stoend Wunnengen an Terraine sollte mobiliséiert ginn. Mir sinn net ganz averstane mat der Formule, déi deemools proposéiert gouf, wéi zum Beispill dass d'Celibatairë méi bestrooft ginn an där Formule wéi déi aner Leit, mee dat ass en Detail, deen een herno soll klären.

Dass hei en Datum drasteet, also ech fannen dat elo guer net schlëmm. Den Här Bausch huet geschriwwen: „drëtt Trimester dëst Joer". Also bis dohinner hätt een dat awer locker hikritt. Dat war elo net eng ze staark Fuerderung.

Ech muss awer e bësse schmunzelen, wann Der sot, wann den Inneminister net do wär, kéint Der net eng Positioun huelen. Also ech mengen, d'Parlament ass schonn esou staark, dass och e Parlament eng Meenung kann hunn. An alle 60 si mer gewielt. Mir mussen net op e Minister waarden, fir iergendeng Äntwert ze hunn.

Ech hoffen da just, wann Der déi Jointe maacht, wat ech begréissen ...

**M. Gilles Baum** (DP) | Also ech mengen zwar schonn, dass mer de Minister mussen hunn, fir heirop eng Äntwert ze kréien.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Dann hu mer eng aner Vue vum Parlamentarismus. Fir eis ass d'Chamber déi, déi d'Entscheedungen hëlt, an d'Chamber déi, déi d'Linn virgëtt, an net de Minister, dass eng eenzel Persoun et mécht.

*(Brouhaha)*

Mee do komme mer an eng aner Diskussioun. Zu der Jointe vum Logement a vum Interieur: Dat begréisse mer. Mir hoffe just, dass déi dann och iwwerdroe gëtt, well et ass leider hei a leschter Zäit usus, dass, wann eng Kommissioun nämlech iwwerdroe soll ginn an dat ëmmer esou ass, wann eng Jointe ass, dass déi net méi iwwerdroe gëtt an déi Transparenz dann net do ass. Deementspriechend géinge mer begréissen, dass hei dann déi Jointe och géing iwwerdroe ginn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat ass richteg, Här Goergen. Ech wëll Iech awer just drop opmierksam maachen, datt dat d'Applikatioun vun eisem Reglement an dësem Moment ass. An dat musse mer evaluéieren um Enn vum Joer, mee dat maache mer dann an där nächster Etapp.

*(Interruption par M. Marc Goergen)*

Den Här Wagner huet d'Wuert gefrot an duerno ginn ech et dem Här Bausch. Här Bausch, ech huelen Iech als Leschten, als Auteur, drun. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Jo, mir mussen iergendeng Kéier och Neel mat Käpp maachen. A mir sinn eis jo all eens, datt ee vun de Problemer hei zu Lëtzebuerg justement d'Spekulatioun op den Immobilien ass. Ech mengen, egal wie ka ronderëmfueren a gesinn ... Wann ech

kucken an der Géigend, wou ech wunnen, am Norde vun der Stad an esou weider, do gëtt et Haiser, déi warscheinlech schonn zënter den 90er-Joren onbesat sinn, wéi ech Teenager war, hunn ech heiansdo emol den Androck.

**Une voix** | Ass dat scho sou laang hier?

*(Hilarité)*

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, jo, et ass scho sou laang hier. Et ass scho sou laang hier.

**M. Claude Wiseler,** Président | Fuert weider, Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Déi falen op. An ech mengen, jidderee kann déi Erfarung och maachen. D'autant plus, wat och e bëssen erstaunlech war: Wärend dem Walkampf war ech op eng Table ronde, wou den eeëmolege Premierminister sech awer och erstaunlecherweis op eemol derfir ausgeschwat huet, datt een och misst Spekulatiounsobjekter staark besteieren, woubäi e mech als Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg ëmmer beléiert hat, datt een dat net kéint maachen.

Bon, ech mengen, et gëtt e Konsensus, fir dat ze maachen. Et kann net sinn, datt Lëtzebuerger aner Lëtzebuerger ausbeuten, wéi deemools de Jean-Claude Juncker gesot huet, mee et bleift ëmmer bei Parolen. An iergend eng Kéier muss een handelen. An ech mengen, dat wier dee richtege Moment.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Här Donnersbach.

**M. Alex Donnersbach** (CSV) | Jo, ech wollt nach eng Kéier och kuerz soen, datt d'CSV dës Motioun net ka matstëmmen. Ech mengen, de Räsonement hat ech virdru schonn eng Kéier duergeluecht. Ech mengen, et ass vill Zäit an d'Land gezunn, fir déi do Méiglechkeet ëmzesetzen an de leschte Joren. den Inneminister schafft mat Héichturbo dorunner, datt dee Projet weidergeet. An ech mengen, soubal e fäerdeg ass, wäert en eis en och presentéieren. Mir brauche keng Motioun, fir elo nach en Delai ze setzen. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Donnersbach. Dann ass et um Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Hei ass am Fong eng gutt Veranschaulechung, wéi d'Prioritéite gesat sinn. Mir hunn de Mëtteg iwwer eppes hei ofgestëmmt. Ech hu gesot, d'Mobiliséierung vu Bauland an och d'Mobiliséierung vun eidel stoende Wunnengen, alles dat wär dat Substanziellt, wa mer gären d'Logementskris eng Kéier léisen.

Dat wonnert mech also guer net. Ech hunn dat och materlieft an der leschter Legislaturperiod. Haaptsächlech war och do an där Koalitioun, wou ech do war, ëmmer eng Partei, déi hei ëmmer mat zwee Féiss op der Brems gestanen huet. Et wonnert mech och guer net, datt de Staatsrot esou vill Oppositionformellen zu deem Gesetzesprojet vum Henri Kox gemaach huet, well hei geet ëm d'Substanz, ëm d'Essenz, wat de Grondproblem ass zu Lëtzebuerg, wa mer iwwert de Logement schwätzen.

A vu datt mer awer elo scho laang dorobber waarden, dee Projet laang deposéiert ass, och d'Regierung scho gutt Zäit hat, fir sech Gedanken doriwwer ze maachen, vu datt jo do eng Urgence besteet, fannen ech, datt deen Delai, deen do dragesat ginn ass, guer net iwwerdriwwen ass – zumindest fir de Jeu vun Amendementen eranzeginn, well et muss ee jo wëssen, déi gi jo bei de Staatsrot zeréck. Dat wëllt dann nach net heeschen, datt mer dann um Enn vun der Litanei ukomm sinn.

Ech wëll hei nach eng Kéier drun erënneren: Ech hat an der éischter Legislaturperiod, wou ech Minister war, 2013–2018, d'Landesplanungsgesetz reforméiert. Ech wollt dat deemools mat vill Elan reforméieren an ech sinn ëmmer erëm un esou Saache wéi där hei gescheitert beim Staatsrot. Ech hu fënnef Joer gebraucht, ier ech mam Staatsrot eng Eenegung hat. Ech hu vill Saache missen erausgeheien, déi all an deem heite Kontext ze gesi sinn, fir datt herno dat Landesplanungsgesetz duerchgaangen ass – wat d'Basis iwwregens war fir d'Plan-sectoriellen, ënner anerem och fir dee vum Logement, deen haut elo applizéiert ka ginn.

Also, dat heiten, och wann d'Amendemente vun der Regierung kommen, wa se an eng Richtung ginn, déi deem heite Problem gerecht gëtt, da wäert Der emol gesinn, da wäerte se nach x-mol bei de Staatsrot zeréckgoen. An duerfir kënne mer do keng Zäit méi verléieren!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch.

Also komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun.

***Vote sur la motion 3***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also ofgeleent bei 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Yves Cruchten), MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Fernand Etgen), MM. Luc Emering (par M. Gilles Baum), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Guy Arendt), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

Domat wär elo dëse Punkt definitiv ofgeschloss.

## 7. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la situation au Proche-Orient (suite)

Éier mer dann zu dem Projet de loi 8357 kommen, géing ech gär op de Punkt zeréckkommen, dee mer virdrun net ofgeschloss haten, an zwar deen iwwert d'Resolutioun, déi den Här Graas eragereecht huet.

Ech hoffen, den Här Graas huet eis elo eng gutt Nouvelle ze erzielen an duerfir kritt hien d'Wuert.

*(Interruption)*

Ech hoffen. Dat gesi mer elo.

***Résolution 1 (suite)***

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Ech maachen et och ganz kuerz.

Et war keng einfach Gebuert, mee et war awer keng Cesarienne. An ech soen dofir all deenen Acteuren, déi dorun deelgeholl hunn, fir datt aus där Gebuert hei e schéint Produkt erauskënnt, e ganz grousse Merci.

Mir hunn elo, wéi gesot, eng adaptéiert Resolutioun, ënner anerem och dank de Virschléi vun der ADR, awer och nach aner Kolleegen hunn am Laf vun der Debatt nach eng Kéier e bëssen um Text gefeilt, mam Resultat, datt sämtlech Fraktiounen an och Sensibilités politiques hir Ënnerschréft ënnert dat Dokument hei gesat hunn, wat mech perséinlech natierlech erfreet.

An ech mengen, et ass e gutt Zeechen, dat mer haut dann och als Chamber setzen, datt mer wierklech unanime hannert där ganzer Konfliktsituatioun am Noen Oste stinn an datt mer och als Chamber dee Moment och der Ëffentlechkeet an och der internationaler Communautéit matdeelen, wéi eis Positioun ass. An dowéinst, Här President, géing ech Iech dann elo awer definitiv déi lescht Versioun vun där Resolutioun iwwerreechen. Ech soen Iech Merci.

***Résolution 1 modifiée***

*La Chambre des Députés,*

*– rappelant sa motion au sujet d'un cessez-le-feu immédiat à Gaza, adoptée à l'unanimité en séance plénière le 16 janvier 2024 ;*

*– considérant que l'Assemblée générale des Nations Unies adopta, le 10 mai 2024, une résolution en faveur de l'admission de l'État de Palestine à l'ONU par une majorité absolue, y compris par la voix du Luxembourg, et rehaussa son statut d'Observateur permanent ;*

*– considérant que le département d'État des États-Unis critiqua, dans son rapport du 10 mai 2024, Israël au sujet du manque de protection de la population civile dans la bande de Gaza ;*

*– constatant que l'opération militaire lancée par Israël à la suite des attaques terroristes du 7 octobre 2023 fit un grand nombre de victimes civiles dans la bande de Gaza ;*

*– saluant les contributions en aide humanitaire d'urgence fournie par le Grand-Duché de Luxembourg dans la bande de Gaza et dans la région ;*

*– condamnant l'attaque brutale par le Hamas contre Israël en date du 7 octobre 2023 au cours de laquelle environ 1.200 personnes furent tuées et environ 250 personnes furent prises en otage ;*

*– soulignant qu'un cessez-le-feu en novembre 2023 conduisit à la libération de 105 otages par le Hamas ;*

*– notant que chaque État a le droit de défendre ses citoyens contre des attaques terroristes, et ce dans les limites de la proportionnalité tout comme dans le respect du droit international humanitaire ;*

*– rappelant le droit à l'existence de l'État d'Israël ;*

*– affirmant que la résolution du conflit israélo-palestinien passe invariablement par la solution des deux États basée sur la négociation des parties concernées, soutenue de manière constante par le Luxembourg et l'Union européenne, impliquant la coexistence et la reconnaissance mutuelle de deux États démocratiques et souverains, à savoir l'État d'Israël et l'État de Palestine ;*

*– considérant que la politique de colonisation menée par le Gouvernement israélien est contraire au droit international et constitue une entrave majeure au processus de paix dans la région,*

*– demande aux parties au conflit à participer de manière constructive aux pourparlers au Caire, sous la médiation de l'Égypte et du Qatar, afin de parvenir à un accord en vue d'un cessez-le-feu immédiat et de la libération immédiate de tous les otages détenus par le Hamas ;*

*– demande à tous les acteurs de reconnaître le droit à l'existence de l'État d'Israël ;*

*– maintient son attachement à la solution des deux États comme seul moyen de garantir une paix équitable au Proche-Orient en rendant justice aux aspirations légitimes de tous les peuples de la région ;*

*– exige de renoncer définitivement au terrorisme comme moyen politique ;*

*– demande instamment au Gouvernement d'Israël de ne pas poursuivre l'offensive militaire à Rafah, terre d'accueil de centaines de milliers de réfugiés palestiniens ;*

*– persiste dans sa demande adressée à Israël, l'exhortant à mettre en œuvre des mesures renforcées, absolument nécessaires, en vue de garantir la protection des populations civiles à Gaza ;*

*– soutient la mise en œuvre de toutes les mesures nécessaires afin d'assurer un acheminement sans entrave de l'aide humanitaire à toutes les populations dans le besoin ;*

*– s'engage en faveur de contributions par le Luxembourg à l'aide humanitaire d'urgence à Gaza et dans la région ;*

*– condamne la colonisation illégale dans les territoires occupés, ainsi que les violences y relatives, et appelle le Gouvernement israélien à cesser ces activités ;*

*– soutient les efforts diplomatiques de la communauté internationale pour mettre fin à toute violation du droit international ;*

*– réitère sa condamnation des attaques sur le territoire israélien.*

*(s.) Gusty Graas, François Bausch, Sven Clement, Yves Cruchten, Christophe Hansen, Fernand Kartheiser, David Wagner.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Graas.

Ech géing elo proposéieren – quitte datt déi elo nach net ausgedeelt ginn ass, mee all d'Fraktiounen hu jo absolutt Connaissance vun deem, wat elo verhandelt ginn ass –, datt mer déi direkt zum Vott brengen.

Wann ech déi Ënnerschréften hei drop gesinn, ginn ech och dovunner aus, datt mer kënnen e Vote par main levée maachen.

Ass een dergéint, e Vote par main levée ze maachen?

*(Négation)*

Dat ass net de Fall. Da stellen ech se zum Vott.

***Vote sur la résolution 1 modifiée***

Wien ass mat dëser Resolutioun d'accord? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen. Merci.

Ass een dergéint? Huelt d'Hand vläicht erof, voilà.

Enthält ee sech?

Dann ass dës Resolutioun eestëmmeg ugeholl an ech soen Iech villmools Merci.

Heiansdo ass et och derwäert, mat e wéineg Gedold un d'Saachen erunzegoen, fir se zu engem gudden Enn ze bréngen.

## 8. 8357 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement

An da géinge mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen: Dat ass de Projet de loi 8357 iwwert déi individuell Wunnengshëllef. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: Här Rapporteur, Dir sidd ongedëlleg, mee Dir kritt och Är 10 Minutten an duerno hunn déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéite 5 Minutten an d'Regierung huet dann 10 Minutten. Ageschriwwe si schonn: den Här Alex Donnersbach, d'Madamm Paulette Lenert, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här François Bausch, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire***

**M. Gilles Baum** (DP), rapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt elo vun der nächster annerhallwer Stonn profitéieren, fir Iech déi dräi Projeten hei virzestellen.

*(Hilarité)*

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP), rapporteur | Nee, nee, wa mer alleguer verstänneg sinn, da kréie mer dat heite relativ séier iwwert d'Bün.

Zum Schluss vun der leschter Legislaturperiod hu mer an dësem Haus de Gesetzesprojet zu den Aides individuelles au logement gestëmmt. Dëst Gesetz ass säit dem 1. September 2023 a Kraaft an op deem Datum ass och dat aalt Gesetz vun 1979 ofgeschaaft ginn, dat awer Bestëmmungen, dat d'Verjärungsfriste virgesinn huet, un déi d'Demandeure sech mussen halen, wa se gären eng Primm hätten.

D'Preskriptiounen am neie Gesetz fir verschidden Demandeuren, déi si méi streng gi wéi dat am 1979er Gesetz fir d'Wunnengshëllefen de Fall war, a géifen also de facto verschidden Demandeuren ausschléissen. Dat war awer net d'Absicht vum Legislateur. Et ass eigentlech nëmmen drëm gaangen, bei deenen Dispositioune vun den Aides individuelles eng méi grouss Harmoniséierung ze kréien.

De Gesetzesprojet 8357, dee mer haut diskutéieren, soll den Artikel 49 vum Gesetz vum leschte Joer ofänneren. Konkreet ass virgesinn, dass Iwwergangsbestëmmungen agefouert ginn, zäitlech begrenzt, an d'Preskriptiounszäit fir zwee Typpe vun Hëllefen ugepasst gëtt. Et handelt sech heibäi ëm d'Prime d'accession à la propriété am Fall vun enger VEFA, also enger Vente en l'état futur d'achèvement, an d'Prime d'amélioration.

Betreffend d'Demande fir d'Prime d'accession à la propriété: Wann den Nottärsakt virum 31. Dezember d'lescht Joer ënnerschriwwe gouf, ass mat dësem Projet de loi eng Derogatioun fir den Depot vun der Demande virgesinn. Anescht wéi am Reegelfall kann d'Demande fir d'Hëllef innerhalb vun engem Joer no der éischter Occupatioun beim Logementministère agereecht ginn. De Reegelfall gesäit vir, dass dat innerhalb vun engem Joer nom Akt vum Nottär gemaach muss ginn. Dat gëtt also ofgeännert.

Fir d'Prime d'amélioration kënnen d'Demandë bis zu zwee Joer nom Ofschloss vun der Renovatioun beim Ministère gemaach ginn, an net just, wéi bis elo, zwee Joer nom Datum vun Ausstellung vun de Rechnungen. Dës Reegelung bezitt sech awer nëmmen op Logementer, wou d'Renovatiounsaarbechte bis den 31. Dezember 2023 ofgeschloss goufen.

Dir gesitt, mat dësem Gesetzesprojet komme mer de Leit entgéint, fir déi néideg Demarchen ze maachen, a mir ginn hinnen e bësse Sputt.

Kolleeginnen a Kolleegen, zu dësem Projet de loi si véier Avisen erakomm: dee vum Staatsrot, dee vun der Handelskummer an dee vun der FEDAS an och dee vum Syvicol. A fir all weider Detailer, och zu den Avisen, géif ech op de schréftleche Rapport verweisen an den Accord vun der DP-Fraktioun ginn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci dem Rapporteur fir säi schréftlechen a fir säi mëndleche Rapport.

An dann ass deen éischten ageschriwwene Riedner den Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach.

***Discussion générale***

**M. Alex Donnersbach** (CSV) | Jo, merci, Här President. Mir ënnerstëtzen dëse Projet de loi, deen am Fong e Feeler verbessert oder eppes, dat vergiess gouf bei deem Gesetz, dat deemools gestëmmt ginn ass. Dat war natierlech mat ... Eng Disposition transitoire hätt een hei kënne virgesinn, mee elo ass et gutt, datt dee Feeler ausgebigelt gëtt. Als CSV begréisse mer dat a mir ënnerstëtzen och dëse Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Donnersbach. Madamm Lenert.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Merci, Här President. Mir begréissen natierlech och déi Rektifikatioun, déi do usteet, a wäerten dëse Projet matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Lenert. Madamm Schoos.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | An och d'ADR huet deem näischt hinzuzefügen a mir begréissen dat och a mir wäerten och dee Projet de loi matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Schoos. Här Bausch ..., Madamm Welfring. Et ass e bësse schnell gaangen elo. Dofir: Madamm Welfring, et ass un Iech.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Nee, kee Problem. Mir wäerten dëse Projet de loi matstëmmen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Mir ginn och eisen Accord.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | A mir ginn och eisen Accord.

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci.

Dann ass et un der Regierung.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Här President, ech wëll dee Schnellzuch hei net ophalen.

*(Hilarité et brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ok. Ech sinn am ...

*(Interruption)*

Mir waarden 30 Sekonnen, bis eis Truppen erëm erbäikomm sinn.

Sou, voilà, dat ass ... D'Chamber schafft och heiansdo ganz, ganz schnell!

*(Hilarité)*

An da komme mir elo zum Vott, zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8357. Den Text steet am Document parlementaire 8357[5].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8357 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vote par procuration ass nach net fäerdeg. Maacht nach vläicht e klengen Effort – voilà! –, soss schléissen ech de Vott of. De Vott ass ofgeschloss.

D'Résultat du vote ass: 57 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Laurent Mosar), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Diane Adehm), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering (par M. Fernand Etgen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Guy Arendt), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt (par Mme Paulette Lenert), MM. Georges Engel, Franz Fayot (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen (par Mme Alexandra Schoos), Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens och vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 9. 8353 – Projet de loi portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement et portant modification

### 1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;

### 2° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

### 3° de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement ;

### 4° de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable (suite)

***Dispense du second vote constitutionnel***

Ech hu bei deem Gesetz virdru, also beim Projet 8353, vergiess ze froen, ob Der och do d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel géingt ginn.

*(Assentiment)*

Dann ass och dat esou nogeholl an esou decidéiert.

## 10. 8358 – Projet de loi portant modification :

### 1° de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;

### 2° de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable

An da géinge mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen. Dat ass de Projet de loi 8358, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Wunnengshëllef souwéi deem iwwert de bezuelbare Wunnraum. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno d'selwecht opgedeelt, wéi dat virdrun de Fall war. An ageschriwwen hu sech: den Här Marc Lies, d'Madamm Paulette Lenert, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här François Bausch, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An dann huet de Rapporteur, den Här Gilles Baum, d'Wuert. Här Baum.

***Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire***

**M. Gilles Baum** (DP), rapporteur | Merci nach eng Kéier fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, léif alleguer, dëse Gesetzesprojet soll deen Deel vum modifizéierte Gesetz vum 25. Februar 1979 betreffend den abordabele Wunnraum ofschafen, ofgesi vum Artikel, wou et ëm d'Lëtzebuerger Nohaltegzertifiz... Nohaltegkeets-Zertifizéierung geet, kuerz LENOZ. Ech wäert dat anert Wuert elo net méi benotzen.

Dëse Gesetzesprojet soll och den Iwwergangsregimm vum Berechne vum Loyer ofschafen a gläichzäiteg den Delai vum Erschafe vun engem nationale Regëster vun abordabelem Wunnraum verlängeren. Den Delai vun der Transmissioun vun de Lëschte vun de Candidats-locataires a vun de Locatairë gëtt vun 12 op 24 Méint eropgesat, konkreet heescht dat bis op den 30. September 2025.

Den Delai fir de Choix vum soziale Bailleur muss ëm déi selwecht Dauer, och ëm zwielef Méint eropgesat ginn, dat heescht also och bis den 30. September 2025.

Schlussendlech gesäit dëse Gesetzesprojet vir, den Delai fir d'Schafe vum nationale Regëster vum abordabele Wunnraum bis zum 31. Dezember 2030 ze verlängeren.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Logementskommissioun krut och hei véier Avisen: dee vum Staatsrot, vun der FEDAS, vun der Handwierkerkummer an och vum Syvicol. Och déi Avisen hu mer an der Chamberskommissioun traitéiert, dofir wëll ech hei net länger dorop agoen. Dat kënnt Der am schréftleche Rapport noliesen. An ech ginn dann heimadder och den Accord vun der Demokratescher Partei.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht.

An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Lies. Här Lies.

***Discussion générale***

**M. Marc Lies** (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wéilt och hei der Chamber Merci soen, datt mer effektiv dëse Projet de loi ..., datt déi Upassungen hei gemaach gi sinn. Dat si ganz utile Upassungen.

Wat elo effektiv d'Delaien ugeet, well ech mengen, datt bei dësem Projet de loi, deen an der leschter Chamberssessioun op deem leschten Dag votéiert ginn ass, och do vun der deemoleger Majoritéit deen een oder deen aneren esou munche Bauchwéi dobäi hat, fir dëse Projet ze stëmmen.

A senger Finalitéit sinn eng Partie gutt Elementer mat dran, et sinn awer och eng ganz Partie Elementer, déi effektiv besonnesch um Terrain fir Kappzerbrieches suergen, besonnesch an de Gemengen. An, ben, ech mengen, als Gemeng hu mir eis och domat dann ausernanergesat – an ech kucken och d'Kolleegen, déi Responsabilitéit an de Gemenge ronderëm hunn –, datt d'Ëmsetzbarkeet heivun net ganz evident ass. An duerfir si mer och frou doriwwer, datt dës Delaien effektiv da verlängert gi sinn.

Vläicht eng Remark och a Bezuch op d'Gemengen, wa se Promoteur social an awer och Bailleur social sollte sinn oder ginn. Do wier et gutt, ze kucken, Här Minister, vläicht do eventuell och mam Inneminister zesummen, datt eng Nott un d'Gemenge geet, notamment wat de Konteplang ugeet, wat fir eng Budgetsartikelen an Zukunft dofir solle genotzt ginn.

Et ass sécherlech dee richtege Wee, wann eng Kollaboratioun zwëschent Gemeng an Offices sociaux do stattfënnt, an datt dann do awer och eng Kéier kloer kommunizéiert gëtt, ënner wat fir enge Modalitéiten dat soll gemaach ginn.

Och eis Gemeng hat virun enger Zäitchen eng Entrevue mat Mataarbechter vum Logement, do sinn déi Froen och opkomm an do konnte keng Äntwerte gi ginn. Duerfir, an deem Sënn wier et gutt, fir vläicht do nach e bësse Spezifikatiounen ze ginn.

Eng lescht Remark, dat ass déi iwwert de Contrat à durée indéterminée, wat, mengen ech, deem engen oder deem aneren och am soziale Beräich nach esou munche Bauchwéi mécht, vu datt effektiv dann déi sozial Aarbecht hannendrun extreem schwiereg gëtt mat de Leit. Wann effektiv keen Zil méi virun Aen ass, ass eng sozial Aarbecht extreem schwéier ze maachen, wann e Contrat à durée déterminée do derbäi ass (veuillez lire: wann e Contrat à durée indéterminée do derbäi ass).

Dofir, vläicht ass do de Logement dédié, deen eng gewëssen Dier opgemaach huet, mee eleng domat geet et net duer. Vläicht och dat nach eng Kéier ze analyséieren an ze kucken, fir do och an dësem Gesetz méi nach a Richtung vu Simplification administrative ze goen.

Dat sinn déi Remarken, déi ech heizou ze maachen hätt, an ech ginn awer och den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Lies. Madamm Lenert.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Merci, Här President. Mir erënneren eis net u Bauchwéi a begréissen déi Adaptatiounen, déi gemaach ginn. Mir wäerten dëse Projet kënne matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Lenert. Madamm Schoos.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Villmools merci. Och mir hunn eise Virriedner näischt hinzuzefügen a mir wäerten dee Projet de loi och matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Schoos. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här President, alles wonnerbar, mir stëmmen et och mat.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat freet mech, Här Bausch. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Mir stëmmen de Projet och mat.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | A mir stëmmen dee Projet och.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann huet d'Regierung d'Wuert.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | D'Regierung seet Merci, Här President, fir déi breet Zoustëmmung. Ech hat virdru vergiess, dem Rapporteur och Merci ze soen. Dat wëll ech hei dann och nach eng Kéier nohuelen, fir dëse Projet an och fir dee virdrun.

An ech wëll soen: Och wa mer elo eis e bësse Bedenkzäit ginn, wat d'Ëmsetzung ënner anerem vun dem nationale Regëster ubelaangt, wëll ech déi och notzen, fir am Dialog mat de Gemengen ze kucken, wéi ee vläicht dat eent oder dat anert un deem ganzen Text och wëll a kann nach eng Kéier modifizéieren, fir en dohinner ze bréngen, datt mer déi Ziler erreechen, mee datt mer se vläicht besser, méi schnell an an der Partnerschaft kënnen erreechen, zesumme mat de Gemengen.

Ech hu virdru gesot: Ech sinn amgaang, en Tour ze maachen duerch ganz vill Gemengen, och virun allem Gemengen, déi sech wëlle staark am Logement engagéieren, an hunn do en oppent Ouer fir Remarken, och wat dat besteeënd Gesetz iwwert de Logement abordable ubelaangt.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. An da stellen ech och dëse Projet de loi zum Vott.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8358 et dispense du second vote constitutionnel***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vote par procuration ass ofgeschloss an de Vott am Allgemengen ass ofgeschloss.

D'Resultat ass: 60 Jo-Stëmmen. Dëse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gusty Graas), MM. Luc Emering (par M. Fernand Etgen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Guy Arendt), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Georges Engel), MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Taina Bofferding), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 11. 8359 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du logement »

An da komme mer zum leschte Punkt vun de Mëtteg respektiv vun den Owend mam Projet de loi 8359 iwwert d'Erhéijung vum Prêtplafond, deen de Fonds du logement kann ënnert der Staatsgarantie ophuelen.

D'Riedezäit ass nom Basismodell, also déi selwecht wéi déi zwee Projete virdrun. An d'Riednerlëscht ass och genau déi selwecht wéi bei deem Projet virdrun. Dann huet de Rapporteur, den Här Gilles Baum, d'Wuert. Här Baum.

***Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire***

**M. Gilles Baum** (DP), rapporteur | Merci, Här President. De Fonds du logement ass am Beräich vum abordable Wunnraum niewent der SNHBM en essenziellen Acteur hei zu Lëtzebuerg. Dowéinst ass et och immens wichteg, déi hei passend Modifikatioun virzehuelen, fir dass en och an Zukunft der wuessender Demande ka gerecht ginn.

Dëse Gesetzesprojet gesäit vir, de Plaffong vun de Prêten ze erhéijen, déi de Fonds du logement ënner Staatsgarantie kann ophuelen. De Plaffong, deen am Moment op 135 Milliioune läit, riskéiert spéitstens 2025 net méi duerzegoen, fir mat der Envergure vun hire ville Projete Schratt ze halen.

Wann de Fonds du logement sech un nach méi VEFA-Projete bedeelege sollt oder an aner Projete vum abordabele Wunnraum investéiert, da kéint et sinn, dass souguer schonn dëst Joer d'Tresorie net méi géif duergoen. Dowéinst ass et wichteg, fir hinne mat dësem Gesetzesprojet déi finanziell Méiglechkeeten ze ginn, hiren Aufgaben nozekommen.

Wéi gesot, de Projet de loi gesäit vir, de Plaffong vun 135 op 250 Milliounen ze héijen ënner Staatsgarantien. Och hei koume véier Avisen eran, déi hutt Dir alleguerten och am Rapport gelies. Ech géif ophalen an den Accord vun der Demokratescher Partei ginn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Lies.

***Discussion générale***

**M. Marc Lies** (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Och dat hei ass, mengen ech, eng Upassung, déi extreem wichteg ass, fir vun 135 op 250 Milliounen an d'Luucht ze setzen.

Ben, ech mengen, fir Projeten, déi vum Fonds du logement an deenen nächste Jore wäerte realiséiert ginn, zu Wolz, zu Diddeleng, Mamer, Wecker, wat effektiv relativ grouss Projete sinn, do brauch een och déi richteg oder déi néideg Finanzmëttel, datt de Staat do Garant gëtt, fir eeben déi Kreditter oder déi Ligne-de-créditen och kënnen ze assuréieren.

Just vläicht eng Remark: D'Gesetz iwwert de Fonds du logement ass am Abrëll 2017 gestëmmt ginn. Bon, ech mengen, no enger Rei vu Jore sollt ee vläicht eng Kéier kucken, och eng Reevaluatioun vun deem Gesetz ze maachen, fir ze kucken, wat d'Effizienz ugeet, wat dann effektiv awer och a Richtung vu Simplification administrative geet respektiv awer och d'Komplexitéit, déi um Immobiliemarché ass, fir dat eng Kéier an dësem Gesetz ze analyséieren an duerfir, fir dat och vläicht eng Kéier op de Leescht ze huelen.

An deem Sënn, Dir Dammen an Dir Häre, géif ech awer och hei den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Lies. Madamm Lenert.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Jo, et ass dem ausféierleche Rapport vum Rapporter näischt bäizefügen. Mir wäerten dëse Projet matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Lenert. Madamm Schoos.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Mir ënnerstëtzen natierlech den abordabele Wunnraum a géingen den Accord gi fir dëse Projet de loi.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Schoos. Här Bausch.

*(Hilarité)*

Et deet mer leed, Här Bausch, mee et ass un Iech.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Den Här Mosar an ech, mir sinn och d'accord.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir sidd Iech eens.

*(Hilarité)*

Dat freet mech. Den Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. De Fonds du logement huet eng wichteg Aufgab an dem Här Lies seng Bemierkung ass richteg. Mir sollten eis eng Kéier dat Gesetz ukucken a kucken, wat ee verbessere kann. A mir ginn och hei eisen Accord.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, dat ass alles richteg gesot ginn a mir stëmmen dat och mat.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass d'Wuert fir d'Regierung. Här Meisch.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President. Och hei nach eng Kéier der Chamber merci fir déi breet Zoustëmmung.

Dat dote schaaft effektiv méi eng breet, méi eng staark Force de frappe fir de Fonds du logement. Wann et nach e Beweis gebraucht hätt, datt dës Regierung an hirer Wunnengsbaupolitick och staark op déi ëffentlech Promoteure setzt, op d'Schafung vu méi abordabelem Wunnraum, dann ass dat heiten eigentlech déi bescht Geleeënheet, fir dat nach eng Kéier ze ënnersträichen.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Meisch.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8359. Den Text steet am Document parlementaire 8359[5].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8359 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen. Domat ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering (par M. Fernand Etgen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Guy Arendt), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Yves Cruchten), MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Taina Bofferding), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 19.53 heures.)*

# Questions au Gouvernement

## Sommaire


| Objet | N° | Auteur | Page |
|---|---|---|---|
| Réfection du CR139 entre Herborn et Lellig | 0369 | Stéphanie Weydert, Marc Lies | 75 |
| Structuration des offres scolaires régionales | 0411 | David Wagner | 75 |
| Conventions avec des organismes gestionnaires d'initiatives sociales | 0519 | Sven Clement | 76 |
| Concentration de stupéfiants dans les eaux usées | 0526 | Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana | 77 |
| Loi RELIBI | 0527 | Franz Fayot, Claude Haagen | 77 |
| Outsourcing dans la fonction publique | 0528 | Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten, Franz Fayot | 78 |
| Pollution de l'environnement | 0529 | André Bauler, Luc Emering | 78 |
| Paiement des primes pour panneaux photovoltaïques | 0531 | Marc Goergen, Ben Polidori | 78 |
| Médiateur de la consommation | 0532 | Sven Clement | 79 |
| Investissement dans les réseaux électriques | 0533 | François Bausch | 79 |
| Coopération avec le Cap Vert en matière de l'hydrogène renouvelable | 0534 | Joëlle Welfring | 80 |
| Dépistage néonatal | 0535 | Sven Clement | 80 |
| Transparence au niveau communal | 0536 | Marc Goergen | 81 |
| Étude sur l'évolution du différentiel de prix de carburants | 0537 | Joëlle Welfring | 81 |
| Familles avec enfants touchées par la précarité | 0538 | Marc Goergen | 81 |
| Convocations des conseils communaux | 0539 | Marc Goergen | 82 |
| Offre scolaire | 0540 | Paul Galles | 82 |
| Thérapies à médiation artistique | 0541 | François Bausch | 83 |
| Examen du permis de conduire | 0542 | André Bauler, Gusty Graas | 83 |
| Apprentissage pour jeunes en situation de handicap | 0543 | Corinne Cahen, Carole Hartmann | 83 |
| Centre national de mitigation des attaques DDoS pour les situations de crise | 0544 | Sven Clement, Ben Polidori | 84 |
| Ventes des carburants | 0545 | Sam Tanson | 85 |
| Mineurs non accompagnés | 0546 | Dan Biancalana, Claire Delcourt | 85 |
| Recommandations de l'Observatoire national de la politique climatique | 0547 | Paul Galles | 85 |
| Conclusions du rapport du FMI | 0548 | Sam Tanson, François Bausch | 86 |
| Congés de maladie dans la fonction publique | 0549 | Mars Di Bartolomeo, Georges Engel | 86 |
| Admission des enfants à l'enseignement fondamental | 0550 | Ben Polidori | 86 |
| Indemnisation des intervenants dans les centres de formation | 0551 | Sven Clement | 87 |
| Analyse dans le cadre de l'indemnisation des intervenants dans les centres de formation | 0552 | Sven Clement | 87 |
| Habilitation de sécurité | 0553 | Ben Polidori | 88 |
| Fonctionnement de la CNS | 0554 | Mars Di Bartolomeo | 88 |
| Circulation facilitée des gigaliners sur les routes de l'UE | 0556 | Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo | 89 |
| Nature Restoration Law | 0557 | Joëlle Welfring | 89 |
| Langue parlée aux commissions consultatives communales | 0558 | Marc Goergen | 90 |
| Recours contre l'Administration des contributions | 0559 | Marc Goergen | 90 |
| Taux légal de THC pour conducteurs | 0560 | Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo | 90 |
| Évaluation des carrières dans la Police grand-ducale | 0561 | Marc Goergen | 91 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Plainte de Greenpeace contre le Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC) | 0562 | Sven Clement | 91 |
| Procédure de participation publique dans le cadre de l'intention des Pays-Bas de construire de nouvelles centrales nucléaires | 0563 | David Wagner | 91 |
| Téléchargement des résultats d'analyses dans le dossier de soins partagé | 0564 | Sven Clement | 92 |
| Cryptomonnaies | 0565 | Marc Goergen | 92 |
| Congé politique au niveau communal | 0566 | Marc Goergen | 92 |
| Contrôles aux frontières allemandes pendant le Championnat d'Europe de football | 0567 | Dan Biancalana | 93 |
| Lutte contre le trafic de drogue | 0568 | Franz Fayot, Dan Biancalana | 93 |
| Crédits immobiliers | 0569 | Liz Braz, Franz Fayot | 93 |
| Cotisations sociales d'associés ou d'actionnaires de collectivités | 0570 | Fred Keup | 94 |
| Minorités russes dans les pays baltes | 0571 | Fernand Kartheiser | 94 |
| Subside « qualité+ » aux clubs sportifs | 0573 | Sven Clement | 94 |
| Rapport d'activités 2022 du Ministère des Sports | 0574 | Sven Clement | 94 |
| Promotion de l'image de marque dans le sport | 0575 | Sven Clement | 95 |
| Charges d'exploitation dans le cadre d'une voiture électrique | 0576 | Marc Goergen, Ben Polidori | 95 |
| Label « Fairtrade Gemeng » | 0577 | Marc Goergen | 95 |
| Fonds d'aide pour l'Ukraine | 0578 | Sven Clement | 95 |
| Évolution de l'automobile suite aux exigences légales | 0579 | Jeff Engelen | 95 |
| Concentration de drogues dans les eaux usées | 0581 | Sven Clement | 96 |
| Installation des pompes à chaleur | 0582 | Joëlle Welfring | 96 |
| Implémentation des résultats du « Waasserdësch » de 2021 | 0583 | Joëlle Welfring | 97 |
| Siège des institutions européennes | 0585 | Liz Braz | 98 |
| Vote par correspondance | 0828 urgente | Meris Sehovic | 98 |
| Transport d'armes vers Israël | 0835 urgente | Yves Cruchten, Franz Fayot, Georges Engel | 98 |
| Publication des estimations des élections européennes 2024 aux Pays-Bas | 0866 urgente | Fred Keup | 99 |


**Réfection du CR139 entre Herborn et Lellig** | Question **0369** (21/02/2024) de **Mme Stéphanie Weydert** | **M. Marc Lies** (CSV)

D'Strooseverbindung zwëschent Hierber a Lelleg ass aktuell an engem desolaten Zoustand. De Stroossebelag ass mëttlerweil esou wäit ofgenotzt, dass d'Fueren op dem CR139 zu engem onnéidege Sécherheetsrisiko ginn ass. Scho viru Joren ass ulgekënnegt ginn, dass dës Strooss a Stand gesat sollt ginn.

An dësem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch eis soen, wéi wäit d'Präparatiounsaarbechten un dëser Strooss viru geschratt sinn?

2. Wéini kënnen déi richteg Aarbechten ufänken?

3. Wéi laang sollen dës Aarbechte viraussichtlech daueren?

**Réponse** (27/03/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Et ass richteg an och menge Servicer bekannt, datt d'Strooss tëschent Lelleg an Hierber sech mëttlerweil an engem schlechten Zoustand befënnt. Aus deem Grond gouf och virun enger Rei Jore mat der Planung un engem Projet ugefaang, dat fir d'Strooss op enger Längt vu ronn 1,8 Kilometer ze redresséieren. Wärend der Planung ass och decidéiert ginn, déi zwou Brécken iwwert d'Lellegerbaach a der Huesebaach nei ze bauen. Dës Decisioun, wéi och Demandë fir d'Waasser- an d'Ëmweltgeneemegung hunn eng Rei vun Etüde virausgesat. Donieft si relativ vill Emprisen (35) néideg, fir dëse Projet ze realiséieren.

Donieft ass ze betounen, datt d'Stroossebauverwaltung d'Entwécklung vum Zoustand vu senge Stroossen verfollegt. Deemno fiert de Regionalservice vun Iechternach dës Streck reegelméisseg of an ënnerhëlt déi néideg Reparaturen, wéi zum Beispill d'Opfëlle vum Summerwee oder vun de Rëss, déi duerch de Frascht entstane sinn, sou datt d'Strooss befuerbar bleift.

Aktuell ass d'Stroossebauverwaltung amgaang, den Ausschreiwungsdossier fir d'Aarbechten um CR139 auszeschaffen.

ad 2. Dem Zäitplang no ass virgesinn, datt d'Aarbechten um CR139 Ufank 2025 ufänken, dat ënnert dem Virbehalt, datt bis dohinner all déi néideg Geneemegunge virleien an och déi néideg Terrainen zur Verfügung stinn.

ad 3. De Projet gesäit also vir, fir engersäits d'Strooss ze erneieren an anerersäits déi zwou Brécken tëschent Lelleg an Hierber nei ze bauen. D'Stroossebauverwaltung geet fir dës Aarbechte viraussiichtlech vun enger Bauzäit vun 20 Méint aus.

**Structuration des offres scolaires régionales** | Question **0411** (04/03/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

En 2014, un nouveau lycée a ouvert ses portes à Junglinster. Le but était d'accroître l'offre dans le système dit « public international », mais aussi d'alléger la charge des lycées généraux de Grevenmacher et Echternach, qui peinaient à satisfaire la demande des élèves. À l'époque, il était entendu que le lycée de Junglinster se consacrerait principalement à la voie préparatoire, à la voie générale et à la formation professionnelle.

Ces dernières années, ce lycée a mis de plus en plus l'accent sur le versant dit « international » de son offre, et est maintenant connu principalement sous cet angle-là. Certaines sections du cycle supérieur de l'enseignement général consacrées à l'électronique (« DAP Électro »), à l'informatique (section générale GIF et formation professionnelle TPIF) et aux professions de santé ont été supprimées, et ce alors que le Luxembourg peine à recruter dans ces secteurs.

À l'évidence, la population du pays a très fortement augmenté depuis 2014, et ce également à l'Est. Dans ce contexte, il faut souligner que, même si cette augmentation de la population comprend des familles d'origine étrangère où les enfants suivent dès leur entrée à l'école maternelle une scolarisation en dehors du système scolaire luxembourgeois traditionnel, de nombreuses familles non luxembourgeoises font scolariser leurs enfants dès le début dans le système public national, avec comme langue scolaire principale l'allemand et comme langue véhiculaire le luxembourgeois, et ce dans le but d'intégrer au mieux leurs enfants dans la vie du pays. Et, naturellement, il y a aussi des familles luxembourgeoises habitant à l'Est qui souhaitent envoyer leurs enfants dans une école proche de la maison familiale.

S'ajoutent à cela des échos dans la presse d'un problème dont on parle peu, les élèves se taisant de peur que cela puisse influencer négativement leur avenir professionnel : pas tous les lycéens trouvent une place dans la formation de cycle supérieur qu'ils souhaitent suivre. Supprimer une formation dans un lycée n'est donc pas une action sans conséquence, car cela met les élèves en grave difficulté lorsque les lycées du pays qui proposent une formation similaire sont déjà remplis.

Me référant à Monsieur le Ministre de l'Éducation selon lequel « l'école doit être adaptée aux besoins de tous les élèves », je me permets de poser les questions suivantes :

1) S'agissant de la situation d'offre et de demande scolaire dans la région Est du pays :
– Combien d'élèves habitant le canton de Grevenmacher et d'Echternach se sont inscrits respectivement à une 7e générale ou à une 7e classique pour l'année scolaire 2023-2024 (à l'intérieur et en dehors de leur région) ? Combien l'ont fait dans l'année scolaire 2014-2015 ?
– Combien d'inscriptions de 7e générale et de 7e classique ont eu lieu dans l'ensemble des lycées de l'Est

respectivement dans l'année scolaire 2014-2015 et dans l'année scolaire 2023-2024 ?
– Combien d'élèves habitant la région Est se sont inscrits à une 4e générale ou à une 4e classique pour l'année 2023-2024 (à l'intérieur et en dehors de leur région) ? Combien l'ont fait dans l'année scolaire 2014-2015 ?
– Combien d'inscriptions à une 4e générale et à une 4e classique ont été offertes dans l'ensemble des lycées de l'Est respectivement dans l'année scolaire 2014-2015 et dans l'année scolaire 2023-2024 ?
– Combien de formations du cycle supérieur général étaient proposées dans l'année scolaire 2014-2015 dans les lycées de la région Est et desquelles s'agissait-il ? Combien en sont proposées dans l'année scolaire 2023-2024, et lesquelles ?

2) Est-ce que, à court, moyen ou long terme, la voie générale du système scolaire national (cycle inférieur et/ou le cycle moyen et supérieur) sera supprimée au Lycée de Junglinster, laissant place au seul système public-international ? Et dans le cas où la voie générale y serait supprimée, est-ce que les autres lycées de la région Est ont des capacités suffisantes pour accueillir les élèves qui devraient alors changer de lycée ?

3) Est-ce que le ministre estime qu'il n'y a plus besoin de fournir une offre supplémentaire pour l'enseignement général et classique à l'Est du pays, modifiant le constat qui a mené à la création du Lycée de Junglinster en 2014 ? Si la réponse est affirmative, le ministre peut-il exposer son raisonnement ?

4) La façon dont le Lycée de Junglinster se présente aux élèves et aux parents – avec dans son logo et dans son nouveau nom l'apposition « international school » – aurait pu artificiellement décourager des élèves luxembourgeois de s'inscrire et augmenter les inscriptions de la part d'élèves étrangers pendant ces dernières années. Cette stratégie de marketing reflète-t-elle la seule volonté de la direction du lycée ou bien a-t-elle été concertée ensemble avec le Ministère de l'Éducation ?

5) Le plan directeur sectoriel « Lycées » datant de juillet 2005, qui identifiait la zone de Junglinster comme un « vide scolaire » et a mené à la construction du Lycée de Junglinster, contient les affirmations suivantes :
À l'heure actuelle l'offre scolaire est trop centralisée sur la capitale et de ce fait celle-ci est trop attractive, ce qui se traduit par des flux scolaires surabondants en direction de la ville de Luxembourg. Or, celle-ci souffre déjà d'importants problèmes de circulation en raison d'un trafic pendulaire trop important. Il s'ensuit la volonté de doter chaque région du pays d'une offre scolaire quasi complète, de renforcer l'offre de certains lycées périphériques moins attractifs et d'implanter les nouveaux lycées dans des zones qui n'en possèdent pas encore.
Dans une réponse à une question parlementaire du 21 septembre 2020, le ministre affirme qu'« il s'agit (...) de garantir, dans tous les pôles d'enseignement du pays, une offre scolaire complète évitant aux élèves de devoir effectuer des trajets d'une longueur exagérée depuis leur lieu de résidence à leur lycée ».

6) Existe-t-il encore, au sein du Gouvernement actuel, une telle « volonté de doter chaque région du pays d'une offre scolaire quasi complète » ? Dans le cas contraire, pourquoi pas ?

7) Combien de lycéens de la région Est effectuent chaque jour un trajet vers un lycée d'une autre région ?

8) Existe-t-il des statistiques précisant si les lycéens effectuent un tel trajet par choix ou de façon forcée, parce qu'il n'y avait de place dans un lycée de leur région ? Si la réponse est affirmative, le ministre peut-il fournir ces statistiques ? Si la réponse est négative, le ministre peut-il préciser si de tels sondages seront effectués à l'avenir auprès des élèves du pays ?

9) Est-ce que le Ministère de l'Éducation met des limites à la flexibilité dont disposent les directions des lycées dans la structuration de leurs offres et programmes scolaires, dans un souci d'équité régionale et en prenant en compte les besoins scolaires des élèves ? Si la réponse est affirmative, quelles sont ces limites ? Si la réponse est négative, quel en est le raisonnement ?

**Réponse** (29/04/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1)
– Élèves habitant le canton de Grevenmacher et d'Echternach inscrits respectivement à une 7e générale ou à une 7e classique :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

– Inscriptions de 7e générale et de 7e classique dans l'ensemble des lycées de l'Est :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

– Élèves habitant la région Est inscrits à une 4e générale ou à une 4e classique :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

– Inscriptions à une 4e générale et à une 4e classique offertes dans l'ensemble des lycées de l'Est :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

– Formations du cycle supérieur général proposées dans les lycées de la région Est :

Formations offertes en 2014-2015 : 4

– Division technique générale
• Section technique générale
– Division des professions de santé et des professions sociales
• Section des professions de santé et des professions sociales
• Section des sciences sociales
– Division administrative et commerciale
• Section gestion

Formations offertes en 2023-2024 : 5

– Division technique générale
• Section ingénierie
• Section sciences naturelles
– Division des professions de santé et des professions sociales
• Section des professions de santé et des professions sociales
• Section des sciences sociales
– Division administrative et commerciale
• Section gestion

ad 2) Il n'est pas prévu de supprimer des formations des classes moyennes ou supérieures de l'enseignement secondaire général au Lënster Lycée (LLIS).

ad 3) En raison de l'ouverture des classes européennes au LLIS, la nécessité de créer des offres supplémentaires au niveau de l'enseignement secondaire national est moins forte.

ad 4) Je tiens d'abord à relever que les chiffres ne montrent pas que les élèves de nationalité luxembourgeoise ont été découragés de s'inscrire au LLIS. Ensuite, quant au nom du lycée, je note qu'il reflète la double identité d'une école qui offre des programmes tant du curriculum national que du curriculum européen. Finalement, compte tenu du fait que la dénomination des lycées est fixée par voie de règlement grand-ducal, un changement de nom ne saurait procéder de la seule volonté de la direction d'un lycée.

ad 5) et 6) L'accord de coalition prévoit à ce sujet que « [l]es sections et formations nouvellement développées seront étendues dans toutes les régions du pays afin de garantir que tous les élèves puissent profiter d'une offre scolaire diversifiée peu importe leur lieu de résidence ».

ad 7) Actuellement 3.714 lycéens de la région Est effectuent chaque jour un trajet vers un lycée d'une autre région.

ad 8) Il est matériellement impossible de réaliser de tels sondages auprès des élèves.

ad 9) L'initiative d'une modification de l'offre scolaire peut émaner soit d'un lycée soit du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Dans les deux cas, il est notamment tenu compte de la pertinence de l'offre par rapport à la demande ainsi que de facteurs géographiques.

**Conventions avec des organismes gestionnaires d'initiatives sociales** | Question **0519** (22/03/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wéi aus dem Rapport d'activité fir d'Joer 2021 vum Aarbechtsministère ervirgeet, goufen deemools 30 Konventioune mat verschiddenen Organismes gestionnaires d'initiatives sociales (dozou gehéieren z. B. d'CIGLen) ënnerschriwwen, déi insgesamt eng 2.152 Persounen encadréiert haten.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Kann de Minister schonn Zuele fir d'Joren 2022 an 2023 nenne fir déi genannten Ënnerstëtzungsprojeten? Wéi vill Konventioune gouf et an dëse Joren a wéi vill Leit hunn dovu profitéiert?

2. Huet de Minister Zuelen, déi den Erfolleg vun dëse Mesuren evaluéieren? Wat waren hei d'Parameeteren?

3. Wéi vill vun de Persounen, déi 2021 (an eventuell 2022 an/oder 2023) un enger vun de konventionéierte Mesuren deelgeholl hunn, kruten dono um éischten Aarbechtsmarché eng fest Plaz?

**Réponse** (02/05/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1. D'Zuel vun de konventionéierte Beschäftegungsinitiativen ass tëscht 2021 an 2024 konstant bei 30 bliwwen.

Am Joer 2022 si Konventioune fir den Encadrement vun engem Maximum vun 2.141 Persounen (an Équivalents temps plein ausgedréckt) ofgeschloss ginn, am Joer 2023 fir 2.171 Persounen, an am lafende Joer 2024 fir 2.218 Persounen. Et sief drop higewisen, dass eng Plaz an enger Beschäftegungsmesure am Laf vun engem Joer vu méi wéi enger Persoun ka besat ginn.

Am Joer 2022 hunn 1.687 Persounen, déi als Demandeur d'emploi op der ADEM ageschriwwe waren, eng Beschäftegungsmesure nei ugefaangen, am Joer 2023 sinn et der 1.392 gewiescht.

ad 2. an 3. Als quantitativen Indicateur fir d'Evaluatioun vun enger Beschäftegungsmesure gëtt typescherweis den Taux d'insertion professionnelle gekuckt, dee moosst, wéi vill Persounen no enger

bestëmmter Zäitperiod (t+X) nom Ofschloss vun enger Mesure eng Plaz um éischten Aarbechtsmarché fonnt hunn.

Fir d'Joren 2021 an 2022 gesäit dës Statistik follgendermoossen aus:

*(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Fir déi Persounen, déi am Laf vum Joer 2023 eng Mesure ofgeschloss hunn, kënnen den Ament nach keng Aussoen zur mëttel- a laangfristeger Reinsertioun gemaach ginn.

Et sief awer drop higewisen, dass d'Beschäftegungsinitiativen nieft hirer Missioun vun der berufflecher Reinsertioun och nach d'Aufgab hunn, fir d'Beneficiairen iwwert de Wee vun enger gereegelter Aarbecht ekonomesch, sozial a psychesch ze stabiliséieren, ze forméieren, a generell un hirer Employabilitéit (Motivatioun, Presentatioun, „soft skills" etc.) ze schaffen. Dës éischter qualitativ Aspekter si méi schwéier ze moossen a schloen sech net onbedéngt am Taux de réinsertion néier.

Finalement hänken d'Chancen, fir erëm eng fest Aarbechtsplaz ze fannen, och vun der wirtschaftlecher Konjunktur a vun der allgemenger Situatioun um Aarbechtsmarché of.

**Concentration de stupéfiants dans les eaux usées** | Question **0526** (25/03/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Les eaux usées de 88 villes européennes dans 24 pays dont le Luxembourg ont été analysées en 2023 par l'Observatoire européen des drogues et toxicomanies (EMCDDA) sur leur concentration en stupéfiants (cocaïne, ecstasy, amphétamine, méthamphétamine, kératine). Selon l'étude publiée le 20 mars 2024, les différentes substances se retrouvent dans presque toutes les villes analysées.

1) Comme indiqué sur le site Internet de l'Observatoire européen des drogues et toxicomanies, il ressort que pour le Luxembourg, les stations d'épuration de Mamer, Mersch et Boevange ont été prises en compte. Selon quels critères celles-ci ont-elles été choisies ?

2) Quelles conclusions le Gouvernement tire-t-il suite aux quantités de drogues détectées par cette étude ?

3) Le Luxembourg continuera-t-il à participer à cette analyse de l'EMCDDA dans les années à venir ? Les eaux usées dans d'autres stations d'épurations seront-elles également analysées ?

4) Le Laboratoire national de santé (LNS) et le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) ont effectué une étude similaire en 2019, analysant les eaux usées de la station d'épuration de Pétange. Est-il prévu de renouveler ce type d'exercice ? Peut-on voir une évolution entre les résultats de 2019 et ceux de 2023 ?

**Réponse** (02/05/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Les stations d'épuration de Mamer, Boevange et Mersch/Beringen ont été sélectionnées dans une première phase parce que les prélèvements des eaux y sont effectués selon une procédure accréditée (ISO 5667-10), garantissant un maximum de fiabilité pour le calcul des débits en fonction du temps.

ad 2) Le Gouvernement en retient notamment les conclusions générales et préliminaires suivantes :

L'ensemble des substances visées ont été détectées au moins une fois par année (2023) dans toutes les stations retenues et les différences observées entre les trois stations sont faibles.

En référence aux résultats de l'étude Score, mentionnée par les honorables parlementaires, qui permettent une comparaison avec d'autres villes européennes, on peut retenir que les valeurs de concentration pour le Luxembourg sont en moyenne plus faibles pour les amphétamines, la méthamphétamine et la kétamine, similaires pour le MDMA et la cocaïne et plus élevées pour le cannabis, par rapport aux valeurs européennes moyennes.

En ce qui concerne plus particulièrement le cannabis, pour les trois stations, les moyennes et les médianes mesurées après l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation nationale en matière de cannabis (juillet 2023) sont légèrement inférieures aux moyennes et médianes observées avant le vote de la loi y afférente.

ad 3) Outre les analyses menées par l'EMCDDA, toute initiative permettant de valoriser les stations d'épuration, au-delà de leur fonction de traitement des eaux usées est soutenue par le Luxembourg. Les stations d'épuration peuvent en effet servir comme source de données valable et représentative des aspects socio-économiques des habitants desservis, comme cela a été confirmé par le projet Coronastep lors de la crise Covid-19.

Dans cette optique, le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, ainsi que la Direction de la santé et le LIST ont lancé un projet commun intitulé « Supervir ». Ce projet a pour objectif la mise en place d'une plateforme de surveillance épidémiologique basée sur l'analyse des eaux usées et l'utilisation de cette plateforme pour la surveillance de pathogènes viraux d'intérêt tels que le Sars-CoV-2, l'influenza A et le Virus respiratoire syncitial (RSV).

De telles initiatives seront d'ailleurs encouragées par la refonte de la directive 91/271/CEE relative au traitement des eaux urbaines résiduaires, qui prévoit la mise en place d'un système de surveillance de certains paramètres sanitaires dans les eaux usées tels que du virus Sars-CoV-2, de la poliomyélite, des virus de grippe et d'autres pathogènes ainsi que de la résistance antimicrobienne.

ad 4) Les analyses effectuées à la station d'épuration de Pétange en 2019 servaient en premier lieu à des fins de tests de déploiement et d'affinement méthodologique. En raison des paramètres d'étude et d'analyses, qui ne sont pas entièrement comparables à ceux utilisés de façon homogène dans les trois stations retenues en 2023, une comparaison sérielle des résultats des études de 2019 et de 2023 est jugée hasardeuse.

**Loi RELIBI** | Question **0527** (25/03/2024) de **M. Franz Fayot** | **M. Claude Haagen** (LSAP)

Viru Kuerzem huet eng Onlinezeitung vun engem Urteel vum Tribunal administratif (N° 47458) bericht, wou eng Gesellschaft Paie respektiv Bonussen ënner Form vun Zënsen op engem Emprunt ausbezuelt huet, déi bekanntlech dem RELIBI-Gesetz ënnerleien.

D'Geriicht huet als Begrënnung vum Urteel de Paragraph 5 (1) vum Steueranpassungsgesetz vum 16. Oktober 1934 zitéiert: „Scheingeschäfte und andere Scheinhandlungen [...] sind für die Besteuerung ohne Bedeutung. Wird durch ein Scheingeschäft ein anderes Rechtsgeschäft verdeckt, so ist das verdeckte Rechtsgeschäft für die Besteuerung maßgebend."

Wann een sech dat betreffend anonymiséiert Urteel ugesäit, dann huet de Patron sengen Associéen ugebueden, d'Emissioun vun engem Emprunt vun enger Zweckgesellschaft ze zeechnen amplaz hir Bonussen als besteierbare Loun ausbezuelt ze kréien. Dës Emprunten hunn Tauxen opgewisen, déi largement iwwert de Konditioune vum Maart louchen. Eng lokal Bank huet als Guichet payeur figuréiert an Zënsen un d'Detenteure vun den Obligatiounen ausbezuelt, déi hirersäits als isoléiert bezeechent ginn, well se net Bestanddeel vun der normaler Aktivitéit vun der Gesellschaft sinn. Den Tribunal administratif kënnt zur Conclusioun, dass d'Bank just eng passiv Roll bei den Operatioune gespillt huet. Laut RELIBI-Gesetz huet de Guichet payeur ënner anonymmer Form 20 % (fréier 10 %) un de Recettëbureau ofgefouert. Opgefall ass dat Ganzt, wéi een Associé, deen an Däitschland wunnt, bei der lëtzebuergescher Steierverwaltung dës Retenue wollt zeréckfroen. Esou Abuse sinn eng Win-win-Situatioun fir de Patron, deen säin Undeel un de Charges sociales, der Assurance accident, der Mutualité des employeurs an der Santé au travail spuert an den Associéen, déi par rapport zu engem besteierbare Loun respektiv Bonus Steiere plus Charges sociales spueren. Et muss natierlech och Verléierer ginn an dat ass de Staat respektiv d'Pensiouns- a Gesondheetskeess.

An deem Kontext wéilte mir der Regierung dës Froe stellen:

– Ass dem Finanzministère dëst Urteel bekannt?

– Ass gewosst, ob aner Betriber hiren Associéen/Salariéen änlech „Scheingeschäfter" ugebueden hunn?

– Wéi héich ass an dësem Fall den Déchet fiscal vun allen Associéen, déi vun esou Scheingeschäfter profitéiert hunn an dat zënter dem Ufank vun esou Abusen?

– Wat fir eng Moyene gëtt et fir sécherzestellen, dass esou en Abus net méi ka virkommen?

– Missten esou Scheingeschäfter net och Suitten um penalen Niveau kréien?

– Gëtt et nach aner Praktiken, wou vum RELIBI-Gesetz abuséiert gëtt?

**Réponse** (29/04/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Déi honorabel Deputéierte beruffe sech an hirer parlamentarescher Ufro op een Urteel vum Verwaltungsgeriicht (Arrêt N° 47458).

Dëst Urteel gouf an der Tëschenzäit duerch een Arrêt vum 21. Mäerz 2024 (N° du rôle : 49678C) vum Verwaltungsgeriichtshaff bestätegt.

Vu dass d'Quellesteier op den Zënsen op anonymmer Basis duerch déi relevant „agents payeurs" agehale gëtt, ass et schwéier ze soen, ob a wéi vill sou oder änlech Strukture benotzt ginn. Duerfir huet d'Steierverwaltung och keng Informatiounen iwwert ee méigleche Steierausfall.

Wéi aus der zitéierter Jurisprudenz ervirgeet, huet et sech an der Saach ënner anerem ëm eng divergent Interpretatioun vun den Notiounen „agent payeur" an „épargne publique" gehandelt. Mam Gesetz vum 23. Dezember 2022 huet de Gesetzgeeber dës Begréffer präziséiert, sou dass an Zukunft bei der Ausleeung vun dësem Gesetz kee Spillraum méi dierft bestoen.

An der viséierter Affaire ass kee penalen Aspekt ze erkennen, vu dass et sech ëm eng Fro vun der Ausleeung vum RELIBI-Gesetz gehandelt huet. D'Revenue goufen der Steier och net komplett entzunn, mä sinn duerch eng entspriechend Strukturatioun an ee méi favorabele steierleche Regime gefall.

**Outsourcing dans la fonction publique** | Question **0528** (25/03/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

À côté des fonctionnaires, employés respectivement salariés de l'État travaillant dans la fonction publique, l'État recourt d'une façon non négligeable aux services d'entreprises privées pour assurer certaines tâches, dont le nettoyage, le gardiennage et d'autres.

Par la question parlementaire n° 1771 du 24 janvier 2020, Monsieur le Ministre de la Fonction publique avait été questionné sur l'étendue et les motifs du recours des ministères et des administrations étatiques à cet « outsourcing ». Dans sa réponse, Monsieur le Ministre s'était déclaré dans l'impossibilité de donner une réponse pour tous les services concernés étant donné que chaque ministère est autonome.

C'est la raison pour laquelle nous voudrions poser à Monsieur le Ministre des Finances les questions suivantes :

– Dans quels domaines les ministères, les administrations et les services dont ils ont la responsabilité recourent-ils à du personnel extérieur notamment dans le domaine du nettoyage et autres ?

– Combien de personnes sont concernées ?

– Quel est le volume budgétaire consacré à des contrats de sous-traitance par rapport aux dépenses de personnel ?

– Pour quelles raisons ne recourt-on pas à des contrats de travail conventionnels et suivre ainsi l'exemple de la Chambre des Députés ?

– L'État applique-t-il des clauses sociales dans ses soumissions, ceci dans l'intérêt des salariés du secteur privé qui travaillent pour le compte de l'État ?

– Quelles sont le cas échéant ces clauses ?

**Réponse** (25/04/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Les honorables Députés s'enquièrent au sujet de l'externalisation de certains services au niveau de l'État.

À cet égard, il est à noter que chaque ministère est autonome dans la gestion de ses marchés publics. Indépendamment du type de marché public, il est évident que tout prestataire sélectionné à l'issue d'une procédure d'adjudication devra se conformer dans le cadre de l'exécution de la commande à toutes les réglementations du marché du travail en vigueur, aussi bien au Luxembourg qu'à l'étranger, pour le cas d'une exécution d'une commande dans un autre État membre de la Communauté européenne.

En ce qui concerne les différents frais à charge du budget de l'État, les informations suivantes peuvent être fournies.

Les frais de nettoyage comptabilisés sous l'article 12.080 des différents départements ministériels sont passé de 13,4 millions d'euros en 2018 à 17,2 millions d'euros en 2023 ce qui présente une croissance moyenne de +5 %. Ces frais représentent 0,5 % des dépenses de personnel et 10 % des dépenses de rémunérations des salariés en 2018. Ces poids restent stables au cours de la période. Ainsi en 2023, ils sont respectivement de 0,4 % et 10 %. Sur l'ensemble de la période 2018-2023, un total de 88,7 millions d'euros ont été dépensés.

Les frais de gardiennage comptabilisés sous l'article 12.080 ont augmenté de 30 millions d'euros en 2018 à 75 millions d'euros en 2023 ce qui correspond à une croissance moyenne de +20 %. Ces frais représentent 1,2 % des dépenses de personnel en 2018 et augmentent à 1,9 % en 2023. Le ratio des dépenses de gardiennage par rapport aux dépenses de rémunérations des salariés passe quant à lui de 22 % en 2018 à 44 % en 2023. Sur l'ensemble de la période, les dépenses de gardiennage se chiffrent à 289 millions d'euros.

Ensemble, les dépenses de nettoyage et gardiennage s'élèvent à près de 44 millions d'euros en 2018 soit 1,7 % des dépenses de personnel et 32 % des dépenses de rémunérations des salariés. Elles augmentent ensuite pour atteindre un peu plus de 92 millions d'euros en 2023 soit 2,3 % des dépenses de personnel et 54 % des dépenses de rémunérations des salariés.

**Pollution de l'environnement** | Question **0529** (25/03/2024) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Aus der Press si mer rezent gewuer ginn, datt et 2023 230 registréiert Fäll vun Ëmweltverschmotzung gouf an datt d'Regierung elo d'Strofe fir Ëmweltverbriechen iwwerpréiwen an ënner Ëmstänn eropsetze wëll.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit an dem Här Inneminister follgend Froe stellen:

1. Wéi huet sech d'Zuel vun den Ëmweltdeliker an den Ëmweltverbriechen an de leschte fënnef Joer entwéckelt?

2. Kënnen d'Häre Ministeren eis präziséieren, wat fir eng Zorte vun Ëmweltverbriechen zanter 2018 festgestallt goufen?

3. A wéi vill Fäll konnten d'Täter iwwerfouert ginn? Wéi dacks goufen d'Täter bei Ëmweltdelikter oder -verbriechen „in flagranti" erwëscht?

4. Wat fir eng regional Policekommissariater beschäftegen sech spezifesch mam Theema Ëmweltkriminalitéit?

**Réponse** (02/05/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Well d'Fro vun den honorabelen Deputéierten sech op Ëmweltverschmotzunge bezitt, gi mir op déi Delikter an, déi bei der Waasser- an der Ëmweltverwaltung erfaasst goufen.

Vum 1. Januar 2019 bis den 31. Dezember 2023 sinn insgesamt 24 Rapporten un de Parquet verschéckt ginn. Dobäi waren et:

– 9 Rapporten am Kader vum Kommodosgesetz („loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés"),
– 1 am Joer 2019, 3 am Joer 2021 a 5 am Joer 2022,
– 1 Rapport am Kader vum Offallgesetz („loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets") wéinst engem Verstouss géint den Artikel 30 „Délivrance des autorisations",
– 14 Rapporten am Kader vum Offallgesetz („loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets") wéinst engem Verstouss géint den Artikel 19 „Régime de la responsabilité élargie des producteurs").

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Am Kader vun nationalen an internationalen Offalltransportkontrollen, déi zesumme mat der Douane an der Police ofgehale ginn, sinn am Zäitraum vum 1. Januar 2019 bis den 31. Dezember 2023 insgesamt 12 Procès-verballe geschriwwe ginn (1 am Joer 2021, 4 am Joer 2022 a 7 am Joer 2023).

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Am Kader vun dësen Offalltransportkontrolle sinn am Zäitraum vum 1. Januar 2019 bis den 31. Dezember 2023 insgesamt 355 Avertissements taxés ausgestallt ginn (22 am Joer 2019, 11 am Joer 2020, 76 am Joer 2021, 82 am Joer 2022 an 164 am Joer 2023).

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Den totale Montant, deen iwwert dësen Zäitraum encaisséiert ginn ass, beleeft sech op 52.150 €.

Mir verweisen och op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7827 vum 28. Mäerz 2023 vun den Häre Deputéierten André Bauler a Claude Lamberty, an där déi genau Zuele fir d'Joren 2018 bis 2022 opgeschlësselt sinn, mam Zousaz, dass am Joer 2023, 158 Ëmweltdelikter an der Policedatebank rezenséiert goufen.

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Am Beräich vum Waasser goufe vum 1. Januar 2019 bis den 31. Dezember 2023 insgesamt 63 Procès-verballen un de Parquet verschéckt. D'Waasserverwaltung huet sech 2021 eng nei Struktur ginn, fir méi systematesch mam Parquet zesummenzeschaffen.

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2. Wéi scho beim 1. Punkt opgefouert, goufen an de leschte Joren Ëmweltverbrieche géint d'Kommodosgesetz an d'Offallgesetz opgedeckt. An de meeschte Fäll goufen d'Delikter am Kader vu Betribskontrolle festgestallt – dat, well Geneemegunge feelen oder Deeler vun der Geneemegung net agehale ginn. Wéinst absichtlecher Ëmweltverschmotzung gouf vusäite vun der Ëmweltverwaltung an de leschte Jore kee Rapport un de Parquet geschéckt.

Am Beräich Waasser handelt et sech haaptsächlech ëm Verschmotzunge vu Gewässer.

ad 3. Fir d'Joer 2023 louch den „taux policier d'élucidation" vun Ëmweltdelikter bei 65,8 %.

D'Ëmweltverwaltung gëtt ënner anerem duerch administrativ Plaintë vu Bierger oder anere Verwaltungen op Delikter opmierksam gemaach. Bei akuten Ëmweltdelikter (z. B. absichtlech Entleedege vun Offäll an der Natur) froen d'Bierger an der Reegel ëm Hëllef bei der Police oder bei der Douane. Dës staatlech Organer hunn och méi Méiglechkeeten, fir an deem Kader eng Enquête ze féieren (z. B. Nosiche vun Nummereschëlder, Erauszéie vu Gefierer aus dem Verkéier). Bei all den uewe genannte Rapporten, déi vun der Ëmweltverwaltung un de Parquet geschéckt goufen, goufen d'Täter och am Virfeld identifizéiert. Bis dato gouf hei nach keen „in flagranti" vun Agente vun der Ëmweltverwaltung „erwëscht".

D'Datebanke vun der Police erfaasse statistesch och net, wéi vill Täter bei Ëmweltdelikter „in flagranti erwëscht" ginn. Eng automatiséiert Recherche vun de verschiddenen Typpe vun Ëmweltdelikter ass net méiglech.

ad 4. All Kommissariater vun der Police konstatéieren Ëmweltdelikter an informéieren d'Justizautoritéiten. Zousätzlech verfüügt d'Police iwwert „services régionaux de police spéciale", déi sech spezifesch mat der Ëmweltkriminalitéit beschäftegen.

**Paiement des primes pour panneaux photovoltaïques** | Question **0531** (25/03/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Persounen, déi Fotovoltaikanlagen op hiert Haus installéieren, kënnen zënter enger Rei Joren eng Subventioun fir d'Installatioun ufroen („Klimabonus").

Déi Primm gëtt ausbezuelt, nodeems d'PV-Anlag installéiert gouf.

Aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 6969 goung ervir, dass d'Delaien am Joer 2022 fir d'Ausbezuele vun de Primmen immens laang waren, am Duerchschnëtt 182 Deeg. Mëtt 2022 war deemno nach keng eenzeg Primm vum lafende Joer ausbezuelt.

An der Äntwert op d'Fro 7163 gouf versprach, dass „alles drugesat [géif ginn], fir déi momentan Retarde beim Ausbezuele vun de Primme schnellstméiglech ze reduzéieren, sou dass déi Fro sech an Zukunft net méi stellt", an dass ee kompletten Dossier an engem Delai vu maximal 3 Méint misst traitéiert sinn.

Des Weidere gouf ugekënnegt, dass „d'Ëmweltverwaltung 10 weider Posten à durée déterminée zougesprach [kritt huet], fir d'Beaarbechtungszäiten ze reduzéieren a Stéit schnellstméiglech dës finanziell Hëllefen zur Verfügung stellen ze kënnen".

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Energie a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Demandë fir d'Subventioun vu Fotovoltaikanlage goufen 2022 oder virdru gemaach a sinn nach net ofgeschloss?
– Wéi vill Demandë goufen 2023 gemaach a sinn nach net ofgeschloss?
– Wéi vill Demandë goufen 2024 gemaach a sinn nach net ofgeschloss?

2. Wéi al ass déi eelsten Demande, déi agaangen ass an nach net ofgeschloss ass?

3. Wat ass d'Duerchschnëttswaardezäit fir d'Ausbezuele vum Klimabonus fir PV-Anlagen am Joer 2022, am Joer 2023 an am Joer 2024 (Stand Mäerz)?

**Réponse** (02/05/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. D'Unzuel vun den Demanden, déi vun 2017 bis 2022 ënnert dem „Klimabonus Wunnen"-Regimm fir Fotovoltaikanlagen erakomm sinn, beleeft sech op 2.969. Dovunner sinn 2.806 Demandë finaliséiert ginn a 17 Demandë sinn an der Ausbezuelprozedur. Bei 146 Demandë waart d'Ëmweltverwaltung (AEV) nach op zousätzlech Informatioune vun den Demandeuren, fir kënnen den Dossier ofzeschléissen.

– D'Unzuel vun den Demanden, déi 2023 ënnert dem „Klimabonus Wunnen"-Regimm fir Fotovoltaikanlagen erakomm sinn, beleeft sech op 2.426. Dovunner sinn 189 Demandë finaliséiert ginn an 209 Demandë sinn nach an der Ausbezuelprozedur. Bei 248 Demandë waart d'AEV op zousätzlech Informatioune vun den Demandeuren, fir den Dossier kënnen ofzeschléissen. 1.780 Demandë sinn nach net ofschléissend traitéiert ginn.

– D'Unzuel vun den Demanden, déi bis den 31. Mäerz 2024 ënnert dem „Klimabonus Wunnen"-Regimm fir Fotovoltaikanlagen erakomm sinn, beleeft sech op 1.117. Dës Demandë sinn nach net ofschléissend traitéiert ginn.

ad 2. Déi eelsten Demande a Bezuch op eng Fotovoltaikanlag am Kader vum „Klimabonus Wunnen"-Regimm, déi nach net kontrolléiert gouf, ass op de 5. Juli 2023 datéiert. Déi eelsten Demande vun enger Fotovoltaikanlag am Kader vum „Klimabonus Wunnen", bei där d'Verwaltung op zousätzlech Informatioune vun den Demandeure waart, fir kënnen den Dossier ofzeschléissen, gouf Enn 2017 agereecht. Et sief awer präziséiert, datt just a vereenzelte Fäll Dossieren esou laang opstinn.

ad 3. Bei den Demandë fir eng Fotovoltaikanlag, déi 2022 an 2023 erakomm sinn, war d'Duerchschnëttswaardezäit fir d'Ausbezuele vun der Hëllef 1 Joer. Dësen Delai konnt rezent op 10 Méint reduzéiert ginn. Beméiungen, fir dësen Delai weider ze verkierzen, sinn amgaang. Dozou gehéieren d'Iwwerschaffe vun de Formulairen, d'Ausschaffe vun enger Strategie, fir d'Unzuel vun onvollstännegen Dossieren an Zukunft ze reduzéieren, souwéi d'Optimisatioun vun den interne Prozesser.

Doriwwer eraus ass ze bemierken, datt, esou wéi am Koalitiounsaccord virgesinn, d'Virfinanzéierung vun de Klimasubside wäert agefouert ginn, fir datt d'Bierger nëmmen hiren Deel bezuele mussen. An deem Kontext wäert d'Regierung och dofir suergen, datt déi betraffe Betriber bannent kuerzer Zäit déi virgesinne staatlech Subside kréien. Et ass geplangt, esou ee Virfinanzéierungsmechanismus an enger éischter Etapp fir Fotovoltaikinstallatiounen anzeféieren.

**Médiateur de la consommation** | Question **0532** (25/03/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Médiateur de la consommation ass eng neutral an onofhängeg Entitéit, déi de Verbraucher a Firmen e fräiwëllegen a vertrauleche Prozess zur Verfügung stellt an dobäi soll hëllefen, fir ee Verbraucherstrëit ze léisen, also ee Strëit, deen no engem Kaf vun engem Produit oder Service entstanen ass an deen tëscht engem Verbraucher an enger Firma ofgeschloss gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Fro stellen:

– Wat war de Budget (fir d'Personal, Gebailechkeeten etc.) fir de Médiateur de la consommation an de leschte 5 Joer (opgelëscht no Joer)?

**Réponse** (30/04/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Den Artikel L. 423-1. vum Gesetz vum 17. Februar 2016, dat de Service vum Mediateur fir d'Consommatioun schaaft (Loi du 17 février 2016 portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dans le Code de la consommation et modifiant certaines autres dispositions du Code de la consommation) gesäit vir, datt d'Käschte fir de Fonctionnement vum nationale Service vum Mediateur fir d'Consommatioun vum Staatsbudget gedeckt ginn.

Den nationale Service vum Mediateur fir Consommatioun huet ee spezifesche Budgetsartikel 12.327, fir am Fall vun engem Interessekonflikt vum Mediateur fir Consommatioun en externe Mediateur ze finanzéieren. Deen Artikel ass net limitéiert an den Tableau heidrënner stellt d'Gesamtdepensen op deem Artikel an de leschte 5 Joer duer:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

D'Fonctionnementskäschte vum Service vum Mediateur fir Consommatioun, wéi zum Beispill Büromaterial, Weiderbildungen oder Reeskäschten, gi vum Wirtschaftsministère finanzéiert, iwwert deem säi Budget.

Personalkäschte fir dës Mataarbechter fale beim Service vum Mediateur fir Consommatioun un:

– de Verbrauchermediateur selwer, zanter September 2016;
– ee Karriär-B1-Posten, zanter 2017;
– ee Karriär-A1-Mediateur an een Hallefzäit Karriär-B1-Posten, zanter September 2020.

D'Raimlechkeeten, an deenen de Service vum Mediateur fir Consommatioun 4 Büroen, ee Konferenzsall an ee Versammlungsraum notzt, gi vun der Loyerskommissioun finanzéiert.

**Investissement dans les réseaux électriques** | Question **0533** (26/03/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Un rapport récemment[1] publié par EMBER a examiné l'état actuel et l'avenir des réseaux de transmission nationaux de 35 pays européens dans le contexte de la transition énergétique. Le rapport met en lumière qu'une grande partie des réseaux électriques européens sont sous-préparés pour répondre à l'augmentation anticipée des capacités d'énergie renouvelable, tant en ce qui concerne les objectifs nationaux pour 2030 que par rapport aux projections de marché. Considérant que, en raison de leur complexité, les plans de réseau nécessitent environ deux ans pour être élaborés, ceci peut signifier qu'un plan de réseau publié en 2023 se base probablement sur des scénarios de développés en 2021 et un objectif politique fixé en 2019. Seuls les gestionnaires de réseaux de transport (GRT) de quatre pays – la Croatie, le Danemark, la Finlande et les Pays-Bas – ont prévu des scénarios de capacité plus ambitieux pour l'énergie solaire et éolienne que les objectifs actuels de leur pays.

Selon le précité rapport, le réseau électrique luxembourgeois présente un niveau de performance élevé par rapport à celui d'autres pays européens. Cependant, il reste nécessaire d'effectuer des investissements supplémentaires au cours des prochaines années.

Considérant l'importance cruciale des réseaux électriques dans la transition énergétique, je souhaiterais solliciter les informations suivantes auprès de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Comment Monsieur le Ministre interprète-t-il les conclusions de l'étude concernant le plan actuel du réseau électrique luxembourgeois[2] ?

2) Quels sont les projets d'investissement actuels du Gouvernement dans les réseaux électriques de transmission, telle que la nouvelle infrastructure à très haute tension de 380 kV, et quels montants sont alloués à ces projets de renforcement de réseau ?

3) Quant au déploiement du plan d'action européen pour les réseaux, quelle est l'estimation des fonds nécessaires pour préparer les réseaux de transport et de distribution d'électricité du futur ?

4) Compte tenu du fait que le plan de réseau luxembourgeois de 2021 repose principalement sur des scénarios élaborés dans le cadre du Plan national en matière d'énergie et du climat (PNEC), comment Monsieur le Ministre évalue-t-il la possibilité d'envisager des scénarios de capacité pour les énergies renouvelables plus ambitieux que ceux établis dans le PNEC pour le prochain plan de réseau ?

**Réponse** (23/04/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Le réseau électrique luxembourgeois présente effectivement un niveau de performance élevé par rapport à celui d'autres pays européens, il reste néanmoins nécessaire de maintenir un niveau d'investissements élevé au cours des prochaines années.

[1] EMBER, Putting the mission in transmission: Grids for Europe's energy transition (13/03/2024)
[2] Creos, Network Development Plan 2040, Electricity Transmission Grid 2040 (2021)

Il s'avère que le rapport EMBER compare le projet de mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg (PNEC)[3], datant de 2023, avec le plan décennal de développement du réseau de Creos de 2022 qui, à son tour, se réfère au PNEC 2020 ; il en résulte un léger écart entre besoins et planification. Cependant, l'écart se résoudra dans les futures itérations du plan de développement du réseau de Creos, qui tiendront compte de la dernière version du PNEC. En effet, la procédure prévue par la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité exige que le plan décennal de développement du réseau tienne compte des orientations générales de la politique énergétique.

À noter qu'une nouvelle version du plan de développement est en train d'être préparée par le gestionnaire de réseau de transport Creos. Cette nouvelle version du plan de développement est actuellement en consultation[4]. La mise à jour du PNEC prévue pour juin 2024 constituera la nouvelle base pour les plans de développement du réseau des gestionnaires de réseau.

Le Gouvernement n'exploite ni ne développe lui-même de réseau électrique, aucun budget n'y est donc alloué. La responsabilité de l'exploitation et du développement du réseau de transport incombe au gestionnaire de réseau de transport dans le cadre de sa concession et les projets d'investissements peuvent être consultés dans le plan de développement du gestionnaire de réseau Creos.

Dans son plan d'action, la Commission européenne estime qu'environ 584 milliards d'euros d'investissements sont nécessaires pour les réseaux électriques européens au cours de cette décennie. Creos estime le volume d'investissement pour le réseau de transport à 300 millions d'euros pour la période entre 2024 et 2034 dans son plan de développement déjà mentionné.

Pour assurer un réseau sûr, abordable et soutenant la transition énergétique, il est important que les plans des gestionnaires de réseau soient en cohérence avec le PNEC. Un développement trop ambitieux entraînerait des coûts disproportionnés, sans apporter de bénéfices équivalents. Néanmoins, le PNEC ne définit que les grandes lignes de la transition énergétique, tandis que les plans de développement du réseau préparent de manière détaillée les réseaux aux besoins futurs. Rien n'empêche donc les gestionnaires de réseau d'analyser des scénarios supplémentaires, par exemple en cas de signes d'un déploiement plus important des énergies renouvelables à l'échelle locale.

**Coopération avec le Cap Vert en matière de l'hydrogène renouvelable** | Question **0534** (26/03/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Selon l'accord de coalition « le continent africain a un énorme potentiel, notamment en tant que partenaire stratégique pour les matières premières » et que pour cette raison, « le Gouvernement veillera à créer de nouvelles synergies concernant les énergies renouvelables, notamment en matière de l'hydrogène renouvelable ».

En outre, le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) défini par l'ancien Gouvernement, prévoit que « le Luxembourg finalisera une étude de faisabilité de production d'hydrogène en vue de l'exportation avec le Cap Vert ».

Le Cap Vert est en fait un pays partenaire privilégié de la coopération luxembourgeoise depuis la signature d'un premier accord général de coopération en 1993. Dans le cadre du 5e Programme indicatif de coopération (PIC), signé en 2021, le Luxembourg a élargi ses appuis au Cap Vert aux secteurs de la transition énergétique ainsi que de la gouvernance et l'action climatique du pays. Une des cinq « axes d'interventions » couvertes par le PIC est notamment l'axe « Transition énergétique ».

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Est-ce que le Gouvernement envisage d'autres synergies en matière de l'hydrogène renouvelable sur le continent africain avec des pays autres que le Cap Vert ?

2) Quand l'étude de faisabilité de production d'hydrogène susmentionnée sera-t-elle achevée ?

3) Est-ce que cette étude sera rendue publique ?

4) Par quels moyens le Gouvernement prévoit-il mettre en œuvre des actions, projets et programmes de coopération basés sur les résultats de l'étude ? Par exemple, est-ce qu'il est prévu que les résultats serviront comme base d'élaboration pour un sixième PIC entre le Cap Vert et le Luxembourg ?

5) Est-ce que le Gouvernement continuera à poursuivre une approche pangouvernementale dans le contexte de la coopération au développement ? Dans l'affirmative, de quelle façon est-ce qu'il est prévu de la faire évoluer à l'avenir ?

6) Toujours dans l'affirmative, comment est-il prévu de développer l'approche pangouvernementale entamée dans cadre précis du Cap Vert ? Qui seront les partenaires clés (publics et/ou privés) envisagés ?

**Réponse** (30/04/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Il convient de noter tout d'abord que l'étude de (pré)faisabilité mentionnée a été lancée et menée hors du cadre prévu par le cinquième Programme indicatif de coopération « Développement – Climat – Énergie » (PIC DCE), couvrant la période de 2021 à 2025, et a dès lors été financée en sus du PIC DCE. Le Gouvernement envisage de procéder par étapes et compte d'abord tirer les conclusions des résultats de l'étude mentionnée. Dans la recherche de possibles synergies en matière d'hydrogène sur le continent africain, il veillera à ce que les priorités des contreparties soient respectées.

ad 2) L'étude de (pré)faisabilité de production d'hydrogène renouvelable (et de ses dérivés) au Cap Vert est achevée. Comme l'indique le communiqué de presse afférent, elle a été remise au Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Énergie du Cabo Verde, Alexandre Monteiro, à l'occasion de son entrevue au Luxembourg, le 15 mars 2024, avec le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, Lex Delles.

ad 3) Le Gouvernement capverdien considère que les résultats de cette étude sont d'une importance stratégique pour le développement économique et industriel du pays et a par conséquent demandé la confidentialité des résultats.

ad 4) La procédure d'élaboration du prochain PIC avec le Cabo Verde n'a pas encore été entamée. Il conviendra d'abord d'attendre la revue à mi-parcours, pour tirer les premières leçons quant à la mise en œuvre du PIC actuel, avant de s'engager dans les prochaines étapes. La mise en œuvre du PIC actuel est susceptible de produire des éléments, qui parviendront à satisfaire certaines recommandations de l'étude de (pré)faisabilité mentionnée. Un exemple est l'étude de faisabilité d'interconnexion maritime entre les multiples systèmes de transport d'électricité sur les différentes îles.

ad 5) L'approche pangouvernementale a notamment été prise en compte dans l'élaboration du nouveau PIC avec le Sénégal qui a été signé le 19 juillet 2023 et dans lequel le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité avait été étroitement impliqué. Il est dès lors prévu de mettre l'approche pangouvernementale en œuvre notamment dans ce contexte.

ad 6) Il est renvoyé à la réponse à la question n° 4. Pour ce qui est de la suite de la coopération avec le Cabo Verde dans ce domaine, il convient d'attendre d'abord la revue à mi-parcours du PIC actuel.

**Dépistage néonatal** | Question **0535** (26/03/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

A ville Länner ginn neigebuere Kanner kuerz no hirer Gebuert am Kader vum Dépistage néonatal op verschidde selte Krankheete getest. Zil vum Screening ass et, verschidde Krankheeten esou fréi wéi méiglech festzestellen, fir wa méiglech direkt mat enger Behandlung ufänken ze kënnen. Hei zu Lëtzebuerg sinn et awer zënter dësem Joer just 6 Krankheeten, no deenen am Screening gesicht gëtt. Am Vergläich mat anere Länner sinn dat just ganz wéineg Krankheeten. An der Schwäiz gëtt op 10 Krankheete getest, an Däitschland sinn et 19 Krankheeten an an Éisträich souguer iwwer 30.

An hirem Programm vun 2023 huet sech d'Regierung verflicht:
„Le Gouvernement fera un inventaire des programmes nationaux de prévention respectivement des plans d'action et de dépistage actuellement en place. Ils feront l'objet d'un contrôle de qualité et d'une analyse d'efficience. Les différents programmes seront prolongés en fonction des résultats de cette analyse. Le cas échéant, ils seront adaptés à la nouvelle stratégie. Les capacités d'examen pour la prévention et le dépistage devront être adaptées aux besoins afin d'éviter des retards de traitement."

De Programm vum Dépistage néonatal ass an der Lëscht vun den opgezielte Programmer dann och ze fannen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Firwat gëtt hei zu Lëtzebuerg beim Dépistage néonatal just op 6 Krankheete getest, obwuel an anere Länner op däitlech méi Krankheete getest gëtt?

2. Gouf d'Analys iwwert den Dépistage néonatal, wéi en am Accord fir eng Rei vu verschiddene Präventiounsprogrammer ugekënnegt gouf, schonn ofgeschloss?
– Wa jo, wat waren d'Resultater vun der Analys?
– Wann nee, wéini soll dës Analys ofgeschloss sinn?

3. Ass geplangt, an Zukunft d'Unzuel vun de Krankheeten, no deenen am Dépistage gesicht gëtt, ze erhéijen?
– Wa jo, no wéi enge Krankheete soll an Zukunft zousätzlech gesicht ginn?
– Wa jo, bis wéini soll d'Zuel vun de geteste Krankheeten erhéicht ginn?

[3] https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/actualites/2023/juillet-2023/pnec/pnec-projet-de-mise-jour-luxembourg.pdf

[4] https://www.creos-net.lu/actualites/actualites/article/network-development-plan-2024-2034-electricity-transmission-grid.html

– Wann nee, firwat gëtt d'Zuel vun de Krankheeten net erhéicht?

**Réponse** (29/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Äntwert op d'Fro 3 geet méi am Detail op d'Critèren an, fir dass eng Krankheet an de Screening opgeholl gëtt.

ad 2. Den Accord de coalition gesäit vir, dass all Programme de dépistage a Plan national soll evaluéiert ginn. Momentan gëtt un enger Methodologie an Zäitschinn fir dës Evaluatioune geschafft.

ad 3. Zu Lëtzebuerg goufe bis 2018, 4 Krankheete gesicht: Phénylcétonurie, Hypothyroïdie congénitale, Hyperplasie congénitale vun de Surrénallen an Déficience vum Enzym MCAD.

Am Joer 2018 koum d'Mukoviszidos dobäi. 2023 gouf decidéiert, den Dépistage fir d'Amyotrophie spinale anzeféieren. Dëse leeft elo säit Ufank 2024.

En Aarbechtsgrupp am Kader vum Plan national maladies rares schafft momentan un enger Lëscht mat weidere Krankheeten, déi kéinten an de Programm opgeholl ginn. Den Haaptcritère, fir eng Krankheet an de Screening opzehuelen, ass d'Méiglechkeet fir eng Therapie bei enger fréier Diagnos. D'Unzuel vun de Krankheeten, no deenen am Dépistage néonatal gesicht gëtt, wäert och weiderhi mam Fortschrëtt vun der Wëssenschaft (Diagnos an Therapie) progressiv ugepasst ginn.

**Transparence au niveau communal** | Question **0536** (26/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Bierger:innen am Land kommen an hirem Alldag oft a Situatiounen, wou se sech Froe stellen, firwat de Staat oder firwat eng Gemeng eppes mécht, wéi se et maachen. Verschiddener maachen sech dann d'Méi, fir bei der Administratioun oder der Gemeng nozefroen. Transparenz feelt awer nach ëmmer op ville Plazen, wéi och eng Enquête zu der Transparenz beim Staat vum Service juridique vum Staatsministère aus dem Abrëll 2023 weist. An der Ënnersichung ass gekuckt ginn, wéi d'ofgeännert Gesetz vun 2018 zur Transparenz an Oppenheet vum Staat (och ATO genannt) genotzt gëtt.

Bei dëser Enquête hunn och 36 Gemenge matgemaach. Generell ginn iwwer 90 % vun den Demanden am Kader vum ATO-Gesetz innerhalb vun 90 Deeg beäntwert. D'Etüd weist, dass och Gemenge Froe vu Bierger:innen a Journalist:inne kréien. A méi wéi der Hallschent vun de Fäll gëtt dann awer decidéiert, fir déi gefroten Dokumenter net ze verëffentlechen. Bei de Gemenge ginn a manner wéi 50 % vun de Fäll Donnéeën erausginn. Um Enn sinn et vill Bierger:innen, déi opginn a kee Recours aleeë bei der Commission d'accès aux documents oder viru Geriicht.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. D'Fonction publique hält an hire Lignes de bonne conduite fest, dass d'Bierger d'Recht hätten op eng passend Äntwert, déi kloer an einfach formuléiert ass an dëst an engem Délai raisonnable. Den Ombudsman hëlt hei d'Fauschtreegel vun engem Mount als Indicateur, ob eng Fro beäntwert ginn ass oder net.
Huet den Inneministère an deem Zesummenhang scho Kommunikatiounen un d'Gemenge geschéckt, wa jo wéi eng waren dat?

2. Wéi kënne Bierger:innen zu hirem Recht op Informatioun kommen, speziell wat d'Gemenge betrëfft?

3. Wat fir eng Conclusiounen huet d'Regierung aus der Enquête vun 2023 gezunn? Wat fir Ännerunge solle kommen? Wéi eng Ännerunge goufe scho gemaach?

4. Firwat ass d'Prozedur op MyGuichet, fir d'Commission d'accès aux documents ze saiséieren, net accessibel fir Demanden u Gemengen?
– Wäert dofir gesuergt ginn, dass dëst nogeholl gëtt?
– Wa jo, bis wéini?
– Wäert de Minister hei de Kontakt mat de Gemengen ophuelen, fir dësen Tool auszeschaffen a si nach eng Kéier drop hinzeweisen, dass d'Kommissioun och fir Gemengendokumenter ka saiséiert ginn?

**Réponse** (26/04/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. De Gemengesecteur ass duerch d'Circulaire N° 3651 vum 4. Dezember 2018 iwwert d'Dispositioune vum Gesetz vum 14. September 2018 zur Transparenz an Oppenheet vum Staat („ATO") informéiert ginn. Zousätzlech Präzisiounen iwwert d'Kommunikatioun vun Dokumenter, déi dem Gemengerot am Kader vun enger Gemengerotssëtzung zur Verfügung gestallt ginn, respektiv d'Kommunikatioun vun Deliberatiounen, déi am „huis clos" geholl ginn, krut de Gemengesecteur iwwert d'Circulaire N° 2023-104 vum 8. August 2023 matgedeelt.

ad 2. Wann d'Bierger Accès op Dokumenter froen, spillen d'Dispositioune vum ATO-Gesetz.

Sollt eng Gemeng refuséieren, Dokumenter erauszeginn, déi net ënner d'Exklusioune vum Artikel 1 Paragraph 2 vum uewe genannte Gesetz falen, kann de Bierger op Basis vum Artikel 10 vun dësem Gesetz d'Commission d'accès aux documents („CAD") schréftlech innerhalb vun engem Mount, ab der Notifikatioun vum Refus vun der Gemeng, saiséieren, fir en Avis iwwer de Refus ze kréien.

D'CAD kommunizéiert hiren Avis un de Bierger an un d'Gemeng an engem Delai vun 2 Méint. Sollt d'CAD der Meenung sinn, datt d'Dokumenter solle kommunizéiert ginn an ënnert der Viraussetzung, dass d'Gemeng mat deem Avis averstanen ass, huet d'Gemeng een Delai vun engem Mount, fir dëst ze maachen.

Sollt d'Gemeng net mam Avis vun der CAD averstane sinn oder keng Kommunikatioun innerhalb vum Delai vun engem Mount erfollegt sinn, kann de Bierger d'administrativ Juridictiounen an engem Delai vun 3 Méint saiséieren, déi dann en réformation iwwert de Litige statuéieren.

Am Sënn vum Gesetz vum 14. September 2018 gesäit de Gesetzesprojet N° 8218 eng Rei Dispositioune vir, déi fir méi Transparenz suerge sollen an de Bierger d'Méiglechkeet solle ginn, reegelméisseg iwwert d'Aktivitéite vun der Gemeng informéiert ze ginn. Fir een effektiven an transparenten Zougang zu Informatiounen ze garantéieren, gesäit dëse Gesetzprojet vir, datt d'Gemeng periodesch d'Populatioun iwwert d'Deliberatioune vum Gemengerot an d'Attributioune vum Schäfferot informéiert.

ad 3. Wéi am Koalitiounsaccord festgehalen, engagéiert d'Regierung sech, fir e biergernoen an transparente Staat ze schafen. Dozou gehéiert och d'Iwwerschaffe vum Gesetz vun 2018 zur Transparenz an Oppenheet vum Staat. Hei sinn déi zoustänneg Servicer amgaang, en Ännerungsprojet auszeschaffen.

ad 4. Fir de Bierger d'Demandes d'accès à l'information an d'Saisine vun der CAD betreffend Demanden u staatlech Administratiounen ze vereinfachen, huet de Service information et presse vun der Regierung (SIP) eng Plattform geschaf, déi d'Demanden u Ministèren a staatlech Administratiounen zentraliséiert.

All aner Organismen, déi potentiell an de Beräich vum ATO-Gesetz falen, dorënner Établissements publics, Entreprisen, déi eng staatlech Missioun ausüben, oder awer och Gemengen, déi eng eege juristesch Personalitéit hunn, gi vun de Bierger direkt saiséiert a sinn deemno net Deel vun der Plattform vum SIP.

**Étude sur l'évolution du différentiel de prix de carburants** | Question **0537** (26/03/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité a confirmé lors d'un événement récent que le Statec travaille actuellement sur une étude se penchant sur l'évolution du différentiel de prix de carburants par rapport aux pays limitrophes (carburant transports routiers).

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'objectif et les questions de recherche spécifiques de l'étude ?

2) Quand les résultats de l'étude seront-ils publiés ?

**Réponse** (28/03/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Dans le cadre de la mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), les travaux concernant la modélisation et les projections de la consommation et production d'énergie ainsi que des émissions de gaz à effet de serre dans les différents secteurs ont été confiés au Statec. Dans ce contexte, le Statec avait calculé la modulation de la taxe $CO_2$ requise en fonction de l'évolution du différentiel de prix des carburants routiers par rapport aux pays limitrophes afin d'assurer le respect des budgets d'émission cumulés pour la période 2021-2030 dont dispose le Luxembourg. Les travaux du Statec sont reflétés dans le projet de mise à jour du PNEC tel qu'arrêté par le Gouvernement en conseil en juillet 2023.

En vue de la finalisation de la mise à jour du PNEC, le Statec mettra à jour les projections susmentionnées sur base entre autres des données de base, prévisions macroéconomiques et projections macrodémographiques les plus récentes. Il sera dans ce contexte également tenu compte des dernières évolutions du différentiel de prix des carburants routiers par rapport aux pays limitrophes.

ad 2) Les projections susmentionnées du Statec seront incorporées dans la version finale de la mise à jour du PNEC, qui doit être soumise à la Commission européenne au plus tard fin juin 2024.

**Familles avec enfants touchées par la précarité** | Question **0538** (26/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Verwaltungsgeriicht huet rezent jugéiert, dass de Staat engem Flüchtling, deen eleng geflücht war, op Basis vun eiser Gesetzeslag net kann eng Wunneng refuséieren (Arrêt N° 50138R. E Verweis op kuerzfristeg Léisungen, wéi zum Beispill d'Wanteraktioun, ass och net als zoulässeg jugéiert ginn, mam Verweis op d'Gesetz zu Lëtzebuerg. Méi komplizéiert gëtt et, wann et bei Flüchtlingen oder och Residenten eng ganz Famill mat Kanner betrëfft. Hei stellen sech eng ganz Rei Froen, wéi een dës Famillje kann ënnerstëtzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wann eng Famill mat Kanner hei zu Lëtzebuerg hir Wunneng aus wéi enge Grënn och ëmmer verléiert, den Office social an de Fonds du logement keng Wunnenge fräi huet, wéi eng Hëllefe ginn esou enger Famill op staatlecher Säit ugebueden?

2. Wa Familljen aus anere Länner mussen op Lëtzebuerg flüchten, wéi eng Léisunge kann ee ganze Familljen ubidden, fir hir spezifesch Besoine wéi dee vun der Privatsphär respektéieren ze kënnen?

**Réponse** (29/04/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Wat d'Ënnerbréngung vu Famillje betrëfft, déi hir Wunneng verloosse mussen, sinn an éischter Linn d'Gemenge gefuerdert.

Donieft kënne betraffe Familljen sech awer och un den zoustännegen Office social wenden, deem seng Missiounen am Artikel 7 vum Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert d'Aide sociale definéiert sinn. Den Office social kann dann op verschidden Aart a Weisen hëllefen, woubäi ëmmer déi individuell Situatioun berücksichtegt gëtt, zum Beispill:

– duerch eng materiell oder finanziell Ënnerstëtzung,
– duerch Berodung, esouwéi duerch eng Begleedung bei administrativen Demarchen a bei der Ufro vu sozialen Hëllefen,
– duerch eng Orientéierung bei spezialiséierte Servicer am Fall wou spezifesch Vulnerabilitéiten oder Besoine bestinn,
– andeems en, falls néideg an an der Limitt vun de legale Konditiounen, eng Referenzadress ufreet a sécherstellt, dass d'Famill hir sozial Rechter behält,
– andeems e probéiert, sech ëm eng kuerzfristeg a kuerzzäiteg Noutënnerbréngung ze këmmeren, falls d'Famill selwer keng Méiglechkeet fënnt, fir ënnerdaach ze kommen.

Net all Office social verfüügt iwwert en eegene Park u Wunnengen, esou dass d'Handlungsméiglechkeete fir eng Noutënnerbréngung ënnerschiddlech sinn. An der Reegel gëtt et dofir eng enk Zesummenaarbecht mat de Gemengen an Associatiounen aus dem Wunnberäich. Wann trotz allen Efforten net matzäiten eng passend Léisung fonnt gëtt, besteet d'Méiglechkeet vun enger temporärer Ënnerbréngung an engem Hotel oder enger Jugendherberg.

Den Office social ka just op Demande vun der concernéierter Famill selwer aktiv ginn. Allgemeng gëllt, datt Familljen, déi riskéieren, hir Wunneng ze verléieren, esou fréi wéi méiglech Hëllef froe sollen, fir preventiv Moossnamen anzeleeden a Léisunge fir den Eeschtfall ze präparéieren. Nieft dem Office social kënnen hei och verschidden ëffentlech a konventionéiert Ulafplazen hëllefen, déi spezifesch fir d'Begleedung vu Kanner a Familljen an Noutsituatiounen zoustänneg sinn, an déi gréisstendeels dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend ënnerstinn.

De Familljeministère konventionéiert ausserdeem verschidden Associatiounen, déi Wunnengen a Wunnengsstrukture geréieren an déi iwwert ënnerschiddlech laang Zäiträim fir Familljen an Nout Wunnengen zur Verfügung stellen. Esou kënne si zum Beispill eng Perspektiv bidde fir Familljen, déi vun engem Wunnengsverloscht bedrot oder betraff sinn, an dëse Familljen hëllefen, hir Selbstständegkeet ze erhalen, falls e Retour op de private Wunnengsmaart net direkt méiglech ass. Aner Ministèren ënnerstëtzen änlech Initiativen, zum Beispill am Kader vun der Gestion locative sociale.

ad 2. Persounen, deenen hir Demande fir internationale Schutz unerkannt gëtt, sougenannt „Bénéficiaires de protection internationale (BPI)", hunn de selwechten Usproch op Ënnerstëtzung ewéi all anere Resident am Land.

**Convocations des conseils communaux** | Question **0539** (26/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Gemengegesetz sinn an den Artikelen 12 an 13 d'Delaien a verschidde Modalitéite festgehalen, wéi de Gemengerot muss zesummekommen. D'Gemengeconseillere gi convoquéiert, mee iwwert d'Form, wéi dëst geschéie muss, ass d'Gesetz allerdéngs net präzis.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. A wéi enger Form kënnen d'Convocatioune vum Gemengerot gemaach ginn? Geet een einfache Mail un d'Adress vum Gemengeconseiller duer oder muss d'Invitatioun per ageschriwwene Bréif gemaach ginn?

2. Wéi gesäit et aus mat der Charge de la preuve, am Fall wou ee Gemengeconseiller keng Convocatioun kritt?

3. Am Artikel 13 steet: „Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence."
Mir ass bekannt, dass verschidde Schäfferéit Punkten ënnert der Form vun enger Question préalable oder änleche Forme bäisetze loossen. Gëtt dëst erlaabt, och wa keng Urgence besteet?

4. Wéi mussen d'Bierger:innen iwwert de Changement vum Ordre du jour informéiert ginn? Muss de Changement virum Ufank vum Gemengerot op der Websäit veröffentlecht ginn?
– Wéi laang am Viraus, wann et keng Urgence ass?
– Wéi laang am Viraus, wann et eng Urgence ass?

**Réponse** (19/04/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Gemäss dem Artikel 13 Alinea 1 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 muss dem Gemengeconseiller d'Convocatioun schréftlech op d'Adress vu sengem Wunnsëtz geschéckt ginn, dëst op d'mannst 5 Deeg virun der Sitzung. D'Gemengegesetz gesäit deemno vir, datt d'Convocatioun schréftlech gemaach gëtt an op säi Wunnsëtz muss geschéckt ginn. D'Gemengegesetz iwwerléisst dem Schäfferot de Choix, wéi d'Convocatioun zougestallt gëtt.

D'Gemengegesetz gesäit weeder vir, datt d'Convocatioun dem Conseiller per E-Mail zougestallt ka ginn, nach, datt dem Conseiller d'Convocatioun iwwert de Wee vun engem ageschriwwene Bréif muss zougestallt ginn.

Eng elektronesch Zoustellung iwwer Mail vun der Convocatioun riskéiert awer contraire zum 1. Alinea vum Artikel 13 vum Gemengegesetz ze sinn, well d'Konditioun vum „à domicile" an dësem Fall net ka garantéiert ginn.

Fir dem Verschécke vun de Convocatiounen iwwert de Wee vun enger einfacher Mail eng rechtlech Basis ze ginn, sinn Dispositiounen am Projet de loi N° 8218 virgesinn, notamment, datt de Conseiller d'Convocatioun entweeder schréftlech op säin Domicile zougestallt kritt, oder datt hien d'Convocatioun iwwert de Wee vum Courrier électronique geschéckt kritt.

ad 2. Wéi et am Artikel 12 vum ofgeännerte Gemengegesetz virgesinn ass, convoquéiert de Schäfferot de Gemengerot, ausser et handelt sech ëm eng Urgence. D'Aart a Weis, wéi dës Zoustellung gemaach gëtt, ass dem Schäfferot iwwerlooss, sous réserve, datt d'Konditiounen, esou wéi se am Artikel 13 virgesi sinn, respektéiert ginn.

D'Convocatioun kann deemno iwwert de Postwee verschéckt ginn, oder, wéi et meeschtens de Fall ass, gëtt d'Convocatioun vun engem Mataarbechter vun der Gemeng dem Conseiller heem gedroen. Fir datt de Schäfferot eng Preuve huet, datt de Conseiller seng Convocatioun kritt huet, ass et normalerweis esou, datt de Mataarbechter vun der Gemeng sech vum Conseiller bescheinege léisst, datt hien d'Convocatioun zougestallt krut.

ad 3. Laut Artikel 13 Alinea 2 vum uewe genannte Gesetz ass et wärend enger Sitzung net méi erlaabt, e Punkt op den Ordre du jour bäizesetzen, ausser et handelt sech ëm eng Urgence[5].

Gemäss Artikel 13 Alinea 3 vum ofgeännerte Gemengegesetz kann all Conseiller froen, fir e Punkt op den Ordre du jour vum Gemengerot bäigesat ze kréien[6].

Wat d'Question préalable ugeet, esou ass déi net als neie Punkt ze consideréieren, mee als Fro zu engem Punkt, deen um Ordre du jour vum Gemengerot steet.

ad 4. D'Gemengegesetz gesäit am 1. Alinea vum Artikel 13 vir, datt d'Convocatioun mam Ordre du jour vun de Gemengerotssitzunge „par voie d'affiches apposées dans la commune de la manière usuelle ainsi que sur le site Internet de la commune" publizéiert gëtt.

De Fall gesat, et handelt sech net ëm eng Urgence an den Ordre du jour gëtt op Basis vum Artikel 13 Alinea 3 vum Gemengegesetz geännert, well e Conseiller gären e Punkt op den Ordre du jour bäigesat hätt, gëtt de modifizéierten Ordre du jour an der Gemeng affichéiert a kann zousätzlech um Internetsite vun der Gemeng publizéiert ginn.

Am Fall vun enger Urgence stellt sech d'Fro vun der Publikatioun vum Changement vum Ordre du jour net, well d'Urgence just „séance tenante" festgestallt ka ginn, an deemno keng Publikatioun méi méiglech ass.

Well eng „Question préalable" och just an enger Sitzung ka gestallt ginn, ass och hei eng Publikatioun net méiglech.

**Offre scolaire** | Question **0540** (27/03/2024) de **M. Paul Galles** (CSV)

Aus dem Koalitiounsaccord vun 2023–2028 geet ervir, datt d'Offer un nei gegrënnte Sektiounen, wéi beispillsweis d'Sektioun R (Politique et développement durable), och soll op aner Regiounen aus dem Land erweidert ginn.

Et besteet nämlech momentan eng limitéiert Offer fir esou Sektiounen, wéi déi beispillsweis uewe genannte Sektioun, déi nëmmen an engem Stater Lycée zougänglech ass.

Des Weidere gesäit de Koalitiounsaccord net nëmmen eng Erweiderung fir déi nei Sektioune vir, mee proposéiert, de Prinzipp vun de Sektiounen ofzeschafen.

Dëst neit Konzept soll de Lycéesschüler méi Fräiheet am Choix vun hire Fächer loossen.

[5] Article 13, alinéa 2 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 : « Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence. L'urgence est déclarée par la majorité des membres présents. Leurs noms sont inscrits au procès-verbal. »

[6] Article 13, alinéa 3 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 : « Tout objet d'intérêt communal qu'un membre du conseil communal demande au bourgmestre de faire figurer à l'ordre du jour du conseil doit y être porté par le collège des bourgmestre et échevins, pour autant que la demande motivée a été faite par écrit et trois jours au moins avant la date de la réunion du conseil. »

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

1. A wéi engem Zäitraum gesäit den Educatiounsministère vir, fir déi nei gegrënnte Sektiounen op aner Regiounen am Land ze erweideren?

2. Steet d'Erweiderung vun neie Sektiounen an alle Regiounen net am Widdersproch zur Ofschafung vum Konzept vun de Sektiounen?

3. Huet den Educatiounsministère schonns ugefaang mam Ausschaffe vun engem Pilotprojet?
– Wa jo, wou ass de Pilotprojet drun?

4. Et geet ervir, datt verschidde Lycéeë sech interesséiert u sou engem neie Konzept weisen. Wéi eng Lycéeë sinn dat?
– A wéi géifen déi interesséiert Lycéeën an de Pilotprojet mat integréiert ginn?

**Réponse** (29/04/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Et ass virgesinn, datt déi nei Sektiounen an d'Offer vu weidere Lycéeë kënnen opgeholl ginn, soubal se eemol de ganzen Zyklus vun 3e bis 1re duerchlaf hunn.

ad 2. bis 4. Ech verweisen den honorabelen Deputéierten op de Gesetzesprojet Nr. 8375 (Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement secondaire classique), deen de 16. Abrëll 2024 deposéiert gouf. Mat dësem Gesetzesprojet soll déi legal Basis fir dräi nei Sektiounen, mat deenen déi schoulesch Offer am Enseignement secondaire erweidert gëtt, geschafe ginn. All Sektioun, déi an eisem Schoulsystem ugebuede gëtt, brauch eng legal Basis, fir de jeeweilege Schüler déi néideg Rechtssécherheet ze garantéieren, notamment am Kader vum Premièresexamen. Et handelt sech deemno hei ëm eng Noutwennegkeet am Kader vum aktuelle System, onofhängeg vun der Zilsetzung, déi am Regierungsprogramm steet, fir e Pilotprojet auszeschaffen, an deem op d'Strukturéierung vun de Classes supérieures duerch Sektioune verzicht gëtt, fir op dës Manéier de Schülerinnen a Schüler méi e breede Choix, wat d'Zesummesetzung vun de Fächer ubelaangt, ze erméiglechen.

Aktuell gëtt un engem Konzept fir esou e Pilotprojet geschafft, dat, esoubal et steet, de Lycéeë wäert virgestallt ginn. Réischt da wäert en Opruff un d'Lycéeë gemaach ginn, fir bei deem Pilotprojet matzemaachen.

**Thérapies à médiation artistique** | Question **0541** (27/03/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Les thérapies à médiation artistique sont désormais établies dans le paysage national et international des professions de santé comme un élément essentiel des soins thérapeutiques, bien qu'elles ne soient pas réglementées sur le plan professionnel.

Le rapport « État des lieux des professions médicales et des professions de santé au Luxembourg » de 2019 encourage le Luxembourg à réglementer la profession de l'artthérapeute, afin d'assurer la qualité de la formation et des prestations.

Actuellement, les thérapeutes à médiation artistique travaillant dans les secteurs sous tutelle du Ministère de la Santé, du Ministère de l'Éducation ou encore du Ministère de la Famille, sont en partie employé.e.s en tant qu'art-thérapeutes, d'autres en tant qu'éducateur.rice.s, psychologues, infirmier.ère.s, etc.

Dans sa réponse à la question orale n° 43 relative à la musicothérapie, Madame la Ministre a reconnu l'existence de travail de qualité dans le domaine des thérapies à médiation artistique dans de nombreuses institutions, et a annoncé une analyse approfondie et la création d'une base légale pour encadrer ces activités.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre peut-elle nous renseigner sur le calendrier des travaux relatifs à l'analyse en question ?

2) Endéans quel délai les premiers résultats de cette analyse pourraient-ils être disponibles ?

3) Combien de personnes travaillant pour les secteurs étatiques et paraétatiques offrent actuellement des services en thérapie à médiation artistique ? Sous quel régime ces personnes sont-elles employées ?

**Réponse** (10/05/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) L'analyse du domaine des thérapies à médiation artistique doit se faire dans le cadre plus global de la réforme des professions de santé en vue de les adapter à la pratique sur le terrain. De nouvelles professions sont également en cours de discussion.

Dans ce cadre, il y a lieu de rassembler les informations concernant la réglementation de thérapies similaires dans les régions frontalières.

ad 2) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale est en train de finaliser le plan de travail sur l'ensemble des projets à analyser et réaliser pour les années à venir parmi lesquels figure également l'analyse d'une possible reconnaissance des activités thérapeutiques évoquées.

ad 3) Étant donné qu'il n'existe actuellement aucune profession réglementée dont les attributions recouvrent les activités thérapeutiques évoquées, tout recensement se trouve biaisé étant donné que la définition des activités dépend de l'appréciation des personnes auxquelles la requête de données est adressée.

**Examen du permis de conduire** | Question **0542** (27/03/2024) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

Medien hu bericht, datt an Däitschland quasi all zweete Kandidat duerch den theoreetesche Führerschäinsexame fält.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir d'Mobilitéit a fir d'Travaux publics follgend Froe stellen:

1. Wéi héich ass den Taux d'échec bei den theoreeteschen Examen zu Lëtzebuerg? Gëtt et do statistescht Material?

2. Wéi vill Kandidate mussen den Exame méi wéi eemol maachen?

3. Gëtt et an deem Zesummenhang Ënnerscheeder jee no Kategorie vu Führerschäinsexamen?

4. Wéi huet sech d'Zuel vun de Kandidate fir den theoreetesche Führerschäinsexamen an de leschte fënnef Joer entwéckelt?

5. Wéi héich ass, jee no Kategorie, den Taux d'échec beim praktesche Führerschäinsexamen?

6. Wéi vill Kandidate mussen dësen Examen, jee no Kategorie, méi wéi eemol widderhuelen?

**Réponse** (29/04/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Bei den theoreeteschen Exame war den Taux de réussite an de leschte Joren (2017–2023) an der Moyenne bei 80 % respektiv den Taux d'échec bei 20 %. D'Zuele weise gutt, dass ab 2019 nei Examensfroe bäigesat goufen. Am Joer 2020 gouf et e coronabedéngte Lockdown, wou d'Kandidate méi Zäit hate fir ze léieren.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2. Heiriwwer gi keng Statistik oder Zuelen zesummegestallt.

ad 3. D'Zuele weisen, dass et jee no Kategorie kaum en Ënnerscheed gëtt. Bei dem Busführerschäin (D) ass den Taux d'échec en moyenne liicht méi héich.

*(Tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 4. An deene leschte fënnef Joer ass d'Unzuel vun den theoreeteschen Exame vun 11.073 op 13.849 eropgaangen.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 5. Am grousse Ganze gëtt de prakteschen Examen zu 55–60 Prozent gepackt, den Taux d'échec ass deemno tëschent 40 a 45 Prozent.

De B-Führerschäi mécht ongeféier 80 % vun allen Examen aus. Et kann een hei feststellen, dass an der Moyenne den Taux de réussite am Fall vu „conduite accompagnée" bei 58 % läit, wärend en am Fall vum normale Regime nëmme bei 47 % läit.

*(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 6. Heiriwwer gi keng Statistik oder Zuelen zesummegestallt.

**Apprentissage pour jeunes en situation de handicap** | Question **0543** (27/03/2024) de **Mme Corinne Cahen** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

En France, les travailleurs handicapés ont la possibilité de suivre un apprentissage. Pour répondre à leurs besoins spécifiques, ils peuvent bénéficier d'aménagements particuliers, tels que la mise à disposition de matériel pédagogique spécifique ou la possibilité de suivre une formation « à distance ».

Au Luxembourg, par contre, il ne semble pas possible pour un jeune en situation de handicap de bénéficier d'un statut de salarié handicapé pendant un apprentissage.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

– Pourquoi n'est-il pas possible pour un jeune en situation de handicap de faire un apprentissage tout en ayant le statut de salarié handicapé ?

– Qu'en est-il des apprentissages en cours d'emploi ? Est-ce que d'autres dispositions sont prévues lorsque la personne bénéficie déjà du statut de salarié handicapé lorsqu'elle intègre un apprentissage en cours d'emploi ?

– Est-il prévu de remédier à cette situation le plus rapidement possible afin de faciliter l'accès des personnes handicapées au marché du travail en général et aux apprentissages en particulier ? Dans l'affirmative, s'inspirerait-on du modèle français ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

**Réponse** (02/05/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

L'accès à l'apprentissage est régi par les dispositions des articles L.111-1. à L.111-12. du Code du travail.

Ainsi, le statut de la personne à former est soit celui de l'apprenti lorsqu'il s'agit d'un contrat d'apprentissage, soit celui de l'élève stagiaire lorsqu'il s'agit d'une convention de stage de formation. Par conséquent, la nature de la relation de travail change lorsque la personne souhaite intégrer un apprentissage en cours d'emploi parce que l'apprenti n'est pas un salarié au sens du Code du travail. Il en résulte que le facteur déterminant pour pouvoir avoir accès à l'apprentissage n'est pas le « statut du salarié handicapé » en tant que tel, mais la relation de travail de la personne.

Bien qu'il n'existe pas de disposition légale spécifique dans la législation relative à la formation professionnelle prévoyant le statut du salarié handicapé pendant un apprentissage, il existe différentes mesures d'aide qui peuvent être mises en place pour un élève en situation de handicap.

L'accent n'est toutefois pas mis sur le « handicap » de l'élève, mais plutôt sur la mise en place de mesures visant à répondre aux besoins éducatifs spécifiques de l'élève.

En vertu de l'article 1er, point 3°, de la loi modifiée du 20 juillet 2018 en faveur de l'inclusion scolaire, constitue un enfant ou jeune à besoins éducatifs spécifiques, « un enfant ou un jeune qui selon les classifications internationales présente des déficiences ou difficultés ou qui a, de manière significative, plus de mal à apprendre que la majorité des enfants ou jeunes du même âge. Est également un enfant ou un jeune à besoins éducatifs spécifiques, un enfant ou un jeune à haut potentiel qui nécessite une prise en charge spécialisée lui permettant de déployer au maximum ses facultés ou son potentiel. »

Un ensemble de mesures peuvent être prises ayant pour but de compenser les déficiences relatives aux besoins éducatifs spécifiques ou au handicap de l'élève.

Il peut s'agir de mesures pédagogiques telles que :

– l'appui scolaire ;
– l'adaptation de l'enseignement en classe ;
– l'adaptation du contenu de l'enseignement ;
– la prise en charge par l'équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques du lycée.

Un élève de l'enseignement secondaire ou de la formation des adultes, qui a des besoins éducatifs spécifiques, peut, par exemple, encore s'adresser à la Commission d'inclusion du lycée qu'il fréquente ou à la Commission des aménagements raisonnables (CAR), en vue d'obtenir des aménagements raisonnables.

Conformément à l'article 1er, point 1bis, de la loi précitée, les aménagements raisonnables constituent un « ensemble de mesures qui peuvent porter sur l'enseignement en classe, les tâches imposées à l'élève pendant les cours ou en dehors des cours, les épreuves d'évaluation en classe, les épreuves des examens de fin d'études secondaires ou de fin d'apprentissage et les projets intégrés, ayant pour objectif de faire valoir à l'élève les compétences acquises et qui consistent en les mesures mentionnées à l'article 14ter, paragraphe 1er, points 6° et 7°, de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et à l'article 55-3 ».

La CAR peut ainsi, par exemple, décider du remplacement d'une partie des questions des épreuves de l'examen de fin d'apprentissage ou encore décider que des aides technologiques ou des aides humaines doivent être mises en place pour l'élève concerné.

Concernant plus précisément les élèves de la formation professionnelle, la CAR prend ses décisions en concertation étroite avec le représentant de la formation professionnelle, qui a d'ailleurs une voix délibérative au sein de la CAR, ce qui montre l'importance accordée par le législateur à cette voie de formation.

Les décisions et les avis rendus par la CAR sont applicables aussi dans le contexte du stage d'apprentissage des élèves. Il est fréquent que la CAR s'entretienne avec les patrons de stage et avec le Service de la formation professionnelle (SFP) pour affiner la mise en place des aménagements raisonnables dont bénéficie l'élève.

Les avis émis par la CAR pour les élèves de la voie professionnelle sont transmis au SFP et aux différentes chambres professionnelles concernées. Les élèves de la formation professionnelle bénéficient de ces mesures pour le Projet intégré intermédiaire (PII) et le Projet intégré final (PIF).

À côté des aménagements raisonnables qui peuvent être mis en place par la CAR ou la Commission d'inclusion du lycée, le personnel des centres de compétences en psychopédagogie spécialisée soutient également les élèves à besoins éducatifs spécifiques qu'ils prennent en charge dans le cadre de la recherche d'un apprentissage.

Enfin, il existe encore l'Agence pour la transition vers une vie autonome (ATVA) qui accompagne et conseille des jeunes ayant des besoins éducatifs spécifiques qui se trouvent en transition entre l'école et le travail et qui souhaitent, par exemple, suivre un apprentissage.

Les conseillers de l'ATVA aident les jeunes à établir leur propre projet professionnel et les accompagnent ensuite dans toutes les étapes de la mise en œuvre de celui-ci. Ils mettent en place des offres personnalisées et adaptées à chaque jeune.

Ils les aident activement à trouver des employeurs disposés à former des jeunes en situation de handicap. Les conseillers de l'ATVA deviennent ainsi l'interlocuteur entre l'employeur, l'école et le jeune, en proposant différents soutiens :

Pour les employeurs :

– sensibilisation au besoin spécifique, mais surtout aux atouts que présente le jeune ;
– échanges réguliers sur le déroulement de la formation sur le lieu de travail ;
– anticipation des difficultés éventuelles que le jeune puisse rencontrer sur le lieu de travail et élaboration commune de solutions pour offrir à celui-ci les meilleures conditions de travail possibles ;
– en cas de besoin : proposer une aide pour réaménager le poste de travail.

Pour l'établissement scolaire :

– échanges réguliers avec les enseignants et le jeune ;
– si nécessaire : établir un plan d'aide avec le jeune, les enseignants concernés et le conseiller de l'ATVA ;
– si nécessaire : demander avec l'école des aménagements raisonnables pour que le jeune à besoins spécifiques ait les mêmes chances de réussir le volet scolaire de son apprentissage que les élèves n'ayant pas de handicap.

Pour le jeune :

– entretiens de conseil individuels réguliers ;
– différentes offres de soutien, dans la mesure où elles sont souhaitées par le jeune, comme par exemple :
• l'accompagnement aux entretiens d'embauche ;
• le soutien dans la recherche d'un employeur ;
• l'aide à l'inscription à l'ADEM, ainsi qu'à d'autres tâches administratives éventuelles ;
• l'accompagnement aux entretiens et aux séances d'information de l'ADEM ;
• la mise en réseau avec différents services sociaux.

L'ensemble de dispositions décrites ci-avant permettent de favoriser l'inclusion et la réussite scolaire des élèves à besoins éducatifs spécifiques et elles offrent l'avantage d'impliquer tous les acteurs autour de l'élève.

**Centre national de mitigation des attaques DDoS pour les situations de crise** | Question **0544** (28/03/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

LU-CIX ass een nationalen Internet Exchange Point zu Lëtzebuerg, deen als Service de Schutz vu kriteschen Netzer an Hosts proposéiert. D'ASBL gëtt et säit 2009. Rezent huet LU-CIX ugekënnegt, dass déi franséisch Firma Acorus Networks, déi sech op de Schutz virun DDoS-Attacke spezialiséiert huet, Deel vum Netzwierk gëtt. Si hu laut eegenen Aussoen och Staaten als Clienten.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Schafft d'Regierung mat LU-CIX oder Acorus Networks zesummen? Wa jo, wéi gesäit dës Zesummenaarbecht aus?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt Lëtzebuerg am Domaine DDoS Scrubbing gutt genuch opgestallt ass?

3. Den deemolege Premier Xavier Bettel hat 2018 ugekënnegt, dass ee „Centre national de mitigation des attaques DDoS pour les situations de crise" soll opgebaut ginn. Ass den DDoS Scrubbing am Moment schonn aktiv? Wa jo, säit wann? Wann nee, firwat net?

4. An der Äntwert op d'Fro N° 0522 erkläert de Premier: „Le système est conçu pour être hautement redondant et il est distribué sur différents centres de données." Wéi konnt et dann awer dozou kommen, dass et ongefeier 6 Stonne gedauert huet, bis d'Sitten, fir déi den CTIE zoustänneg ass, erëm online waren?

**Réponse** (26/04/2024) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation | **M. Luc Frieden,** Premier ministre

Lëtzebuerg ass haut gutt opgestallt, fir massiv DDoS-Attacke géint kritesch Infrastrukturen ofzewieren. D'Defense-Kapazitéiten an d'Technike mussen natierlech stänneg un d'Situatioun vun der Menace ugepasst ginn. De CTIE huet, wéi och an der Äntwert op d'Fro N° 0522 erwäänt, verschidde Protektiounsmechanismen en place, fir DDoS-Attacken op d'Systemer vum Staat ofzewieren.

Als Reaktioun op déi weltwäit ëmmer weider zouhuelend Menace vu gréisseren DDoS-Attacken, huet déi viregt Regierung 2018 decidéiert, een nationalen DDoS Scrubbing Center ze schafen an deen ass och säit Enn 2020 voll operationell.

Den DDoS Scrubbing Center ass e Krisegestiounsinstrument, dat am „Plan d'intervention d'urgence cyber" (PIU Cyber) definéiert ass an et erlaabt, massiv volumeetresch DDoS-Attacke géint kritesch Infrastrukturen an aner kritesch Entitéiten ofzewieren. Am Optrag vun der Regierung bedreift LU-CIX GIE an Zesummenaarbecht mat Restena operativ den nationalen DDoS Scrubbing Center. Dës Missioun baséiert op Konventioune mam HCPN fir de Finanzement vun der Infrastruktur a mam Wirtschaftsministère fir de Finanzement vun der Exploitatioun vum DDoS Scrubbing Center.

Et ass virgesinn, dass déi verschidden Entitéiten an éischter Linn ugehale sinn, selwer Protektiounsmoossnamen ze ergräifen, fir sech géint DDoS-Attacken ze schützen an nëmmen am Fall, wou dës Moossnamen net gräife géifen an et doduerch zu massiven Impakter um nationalen Niveau komme kéint, kann, esou wéi am PIU Cyber definéiert, den DDoS Scrubbing Center aktivéiert ginn.

Vu dass et verschidden Aarte vun DDoS-Attacke gëtt, mussen d'Mechanismen, wéi virdrun erwäänt, un déi jeeweileg Attack ugepasst ginn, fir se kënnen erfollegräich ofzewieren. Dat war och de Fall den 21. Mäerz a wärend dëser Zäit waren d'Websitten zäitweis net accessibel.

Am Kader vun der geplangter Modernisatioun ass virgesinn, d'Ofwierkapazitéite vum DDoS Scrubbing Center weider ze erhéijen a kontinuéierlech un déi nei DDoS-Attack-Methoden unzepassen.

**Ventes des carburants** | Question **0545** (28/03/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Lors de la Commission des Finances et du Budget du 8 mars 2024, l'Administration des douanes et accises a présenté l'évolution des principales recettes en 2023, y inclus le total annuel des quantités d'essence et de gasoil mises en consommation.

Dans ce contexte, je voudrais demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il me fournir les chiffres mensuels des ventes de carburants pour 2023 et pour les trois premiers mois de 2024 (litres vendus ainsi que recettes réalisées pour l'essence et le gasoil) ?

2) Comment la fiscalité sur les carburants a-t-elle évolué au cours de 2023 et les trois premiers mois de 2024 dans nos pays voisins pour l'essence et pour le gasoil ?

**Réponse** (25/04/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

En réponse à la première question de l'honorable Députée, voici deux tableaux reprenant les quantités vendues ainsi que les recettes par mois et par produits pour les quinze derniers mois.

*(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Pour ce qui est de l'évolution de la fiscalité sur les carburants, les graphiques ci-dessous montrent qu'il n'y a pas eu de changements ces trois dernières années, sauf en ce qui concerne le diesel professionnel en Belgique. En effet, l'avantage fiscal dont bénéficient les entreprises de transport de marchandises a légèrement baissé depuis 2022. Les taux des droits d'accise sont exprimés en euros par 1.000 litres.

*(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

À toutes fins utiles, voici également une comparaison des taux des droits d'accise avec nos pays voisins, exprimés en euros par 1.000 litres.

*(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Mineurs non accompagnés** | Question **0546** (28/03/2024) de **M. Dan Biancalana** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Les guerres, les conflits armés, l'insécurité et les conséquences du changement climatique forcent beaucoup d'enfants à se déplacer. Parfois, ils sont séparés de leurs parents et poursuivent leur quête d'une vie sûre et meilleure seuls. Ainsi ils sont vulnérables non seulement par leur déplacement, mais aussi par le fait d'être enfant. C'est pourquoi Unicef rappelle la primauté du droit de la Convention internationale des droits de l'enfant sur la législation relative à l'immigration dans leur rapport « Enfants non accompagnés – Mettre l'enfant au centre » de novembre 2023. Dans ce rapport Unicef insiste également sur l'utilisation de la terminologie « enfants non accompagnés » afin de rappeler qu'il s'agit avant tout d'enfants, bien que le droit européen emploie la terminologie « mineur non accompagné ».

Selon mes informations, les structures d'accueil destinées aux mineurs non accompagnés étaient au maximum de leurs capacités en automne 2023. Pourtant, elles seraient très peu occupées actuellement. S'agissant de personnes doublement vulnérables une attention particulière doit être apportée à leur situation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Quelle est la position du Gouvernement par rapport à la terminologie « enfants non accompagnés » préférée par Unicef ?

2) Combien de mineurs non accompagnés sont arrivés dans les structures d'accueil de l'Office national de l'accueil par mois en 2023 et durant les trois premiers mois de 2024 ?

3) Combien de mineurs non accompagnés ont introduit une demande de protection internationale par mois en 2023 et durant les trois premiers mois de 2024 ?

4) Combien de mineurs non accompagnés ont introduit une demande de protection temporaire par mois en 2023 et durant les trois premiers mois de 2024 ?

5) Quelles sont les capacités du primo-accueil pour les mineurs non accompagnés et combien de places sont actuellement libres ?

6) Combien de structures accueillent les mineurs non accompagnés avant et après l'introduction de leur demande de protection internationale ? Dans quelles communes se trouvent ces structures ?

7) La procédure appliquée pour les réfugiés mineurs non accompagnés a-t-elle été modifiée récemment ? Dans l'affirmative, quels changements ont été effectués ? Quelles en sont les raisons ?

8) Existe-t-il des différences procédurales au niveau de l'accueil, de l'accompagnement ou de l'encadrement pour les mineurs non accompagnés demandant une protection internationale et pour les mineurs non accompagnés demandant une protection temporaire ? Dans l'affirmative, quelles sont ces différences et quelles en sont les raisons ?

**Réponse** (02/05/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Le Gouvernement n'est pas favorable à la terminologie « enfants non accompagnés » alors que la terminologie utilisée à savoir « mineur non accompagné » provient de la législation européenne et nationale. Les termes « enfants non accompagnés » ne sont définis ni par la loi, ni par les directives.

ad 2) L'ONE recense le nombre global de mineurs non accompagnés intégrant les structures d'accueil du dispositif de l'Aide à l'enfance et à la famille.

Ces chiffres sont publiés biannuellement sur le site officiel du MENJE et ceci en date du 01/04 et du 01/10.

01/04/2023 : 144 MNA
01/10/2023 : 156 MNA
01/04/2024 : 153 MNA

ad 3) En 2023, un total de 146* mineurs non accompagnés ont introduit une demande de protection internationale.

Par mois :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Pour les 3 premiers mois de 2024 :

– janvier : 2
– février : 3
– mars : 2.

ad 4) En 2023, 3 (2 en août, 1 en novembre).

En 2024, 2 (1 en février et 1 en mars).

ad 5) En date du 22 avril 2024, le primo-accueil pour les mineurs non accompagnés dispose d'une capacité de 18 places pour un accueil permanent, dont 14 places sont actuellement libres. Il va sans dire que le nombre de places libres peut être soumis à une fluctuation quasi quotidienne.

ad 6) Actuellement 16 structures accueillent des mineurs non accompagnés avant et après l'introduction de leur demande de protection internationale. Ces structures se trouvent sur le territoire des communes suivantes :

– Clervaux
– Differdange
– Esch-Alzette
– Kopstal
– Luxembourg-ville
– Mamer
– Mersch
– Stauséigemeng
– Strassen
– Troisvierges.

ad 7) Aucune modification de la procédure proprement dite n'est intervenue, à part le fait que depuis le 1er février 2024 les mineurs non accompagnés sont directement accueillis dans un foyer exclusivement pour mineurs.

ad 8) Au niveau procédural, la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, transposant la directive 2001/55/CE, ne prévoit pas d'administrateur ad hoc pour un mineur non accompagné qui demande la protection temporaire, mais seulement un tuteur. Par contre, un mineur non accompagné demandeur de protection internationale se voit désigner, en plus d'un tuteur, un administrateur ad hoc chargé d'assister et de représenter le mineur au cours des procédures relatives à sa demande de protection internationale.

En ce qui concerne le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, il n'existe pas de différences procédurales au niveau de l'accueil, de l'accompagnement ou de l'encadrement pour les mineurs non accompagnés demandant une protection internationale et pour les mineurs non accompagnés demandant une protection temporaire.

**Recommandations de l'Observatoire national de la politique climatique** | Question **0547** (28/03/2024) de **M. Paul Galles** (CSV)

A sengem Avis vum 25. Mäerz 2023 schwätzt sech den nationalen Observatoire fir Klimapolitick géint eng

allgemeng Verlängerung vu staatleche Subventiounen op fossillen Energien aus, well dës net effektiv de Klimawandel bekämpfe géif an och net nohalteg ze finanzéiere wier. An deem Kontext recommandéiert den Observatoire der Politick och, fir déi fossill Energien aus dem Wuerekuerf fir den Index erauszehuelen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Ëmweltminister stellen:

– Wéi gedenkt d'Regierung, mat de Recommandatioune vum Observatoire fir Klimapolitick ëmzegoen?

– Ass d'Regierung gewëllt der Propositioun nozekommen, fir déi fossill Energien aus dem Wuerekuerf fir den Index erauszehuelen?

**Réponse** (29/04/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

D'Regierung hëlt d'Recommandatioune vum Observatoire fir Klimapolitick eescht a wäert dës Recommandatiounen an hir politesch Decisiounen afléisse loossen.

Wat staatlech Energie-Subventiounen ubelaangt, déi am Kader vun den Tripartitt-Accorden zanter 2022 agefouert an deels verlängert goufen, ass ze bemierken, datt dës Mesuren als zäitlech limitéiert Äntwert op eng geopolitesch ugedriwwen Inflatiounskris ze gesi sinn. Donieft ass ze präziséieren, datt net all déi besote Subventiounen de Konsum vu fossillen Energien ënnerstëtzen. En attraktive Stroumpräis zum Beispill ass och an Zukunft noutwenneg, fir d'Transitioun op klimafrëndlech Technologien an de Beräicher vum Wunnen a vun der Mobilitéit ze förderen.

Den Indice des prix à la consommation national (IPCN) ass déi offiziell Mesure vun der Inflatioun zu Lëtzebuerg. An deem Indice ginn et iwwer 300 verschidde Kategorië vu Gidder an Zerwisser, deenen hir Gewiichtung op den Ausgabe vun de Stéit berout. D'Gewiichtung gëtt all Joer aktualiséiert, fir Ännerungen am Konsumverhale vun de Stéit ze berücksichtegen. De Wuerekuerf soll e méiglechst realistescht Bild vum Konsumbehuelen zu Lëtzebuerg erëmspigelen.

Den Indexsystem baséiert um IPCN. De Regierungsprogramm gesäit vir, datt den Indexsystem a senger haiteger Form bäibehale gëtt. Dofir kënne gréisser Upassungen um aktuellen Indexsystem just am Sozialdialog virgeholl ginn.

**Conclusions du rapport du FMI** | Question **0548** (28/03/2024) de **Mme Sam Tanson** | **M. François Bausch** (déi gréng)

Dans son « mission concluding statement » du 26 mars 2024, le Fonds monétaire international analyse la situation économique et financière du Luxembourg et formule des observations.

Par rapport aux mesures de soutien de la demande sur le marché du logement annoncées par le Gouvernement, le rapport du FMI donne à considérer que, vu les freins pesant sur le développement de l'offre de logements, les mesures proposées par le Gouvernement risquent d'exacerber davantage l'endettement des ménages et stimuler une croissance des prix immobiliers. Les auteurs du rapport soulignent l'importance de la mise en place de mesures pour stimuler l'offre.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Logement concernant les conclusions du rapport du FMI :

1) Quelles sont les conclusions que le Gouvernement tire des observations du rapport du FMI citées ci-dessus ?

2) Compte tenu des observations du FMI, le Gouvernement compte-t-il prioriser la mise en place de mesures stimulant l'offre de logements ?

3) Dans ce contexte, afin d'augmenter l'offre de logements, endéans quel délai le Gouvernement envisage-t-il adopter l'impôt national à la mobilisation de terrains et l'impôt national sur la non-occupation de logements ?

**Réponse** (02/05/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

L'honorable Députée s'enquiert sur les conclusions préliminaires des services du Fonds monétaire international (FMI) au sujet des mesures gouvernementales pour faire face à la crise du secteur immobilier.

Pour le Gouvernement qui a présenté un premier paquet de mesures le 31 janvier 2024, il était important d'agir de suite pour éviter une aggravation de la crise du secteur de la construction. Ainsi, des mesures fiscales et non fiscales ont été décidées pour stimuler à court terme la demande de logements. Dans ce même contexte, et en ligne avec les observations du FMI, le Gouvernement a décidé de renforcer son programme de vente en état futur d'achèvement avec une enveloppe financière de 480 millions d'euros pour l'acquisition d'environ 800 logements par l'État sur la période 2024-2027. De même, la participation financière de l'État à la construction de logements abordables e. a. par la Société nationale d'habitation à bon marché, le Fonds du logement et les communes via le Fonds spécial pour le logement abordable a été portée à 315 millions d'euros pour l'année 2024.

En sus de ce premier paquet de mesures, il a été décidé, lors de la réunion nationale du logement du 22 février 2024, d'explorer différentes pistes, y compris en matière de simplification administrative, pour construire plus et plus rapidement. Les travaux y relatifs sont actuellement en cours.

En ce qui concerne la dernière question de l'honorable Députée, le Ministère des Affaires intérieures est en train de finaliser, de manière prioritaire, les amendements gouvernementaux au projet de loi n° 8082 ayant trait plus particulièrement à l'impôt foncier et à l'impôt à la mobilisation de terrains. Il est prévu que ces amendements soient déposés vers la fin de cette année.

Parallèlement, et sur base de travaux qui ont d'ores et déjà été effectués par le Ministère des Affaires intérieures, un cahier des charges en vue d'un futur marché public et ayant trait à l'émission informatisée des différents bulletins d'impositions est actuellement en cours d'élaboration. Il y a lieu de rappeler dans ce contexte, que les amendements tiendront d'ores et déjà compte de la mise en place de ces différents outils informatiques.

Alors que le Gouvernement précédent n'a pas mis en place d'outils informatiques quant au fonctionnement de l'impôt national sur la non-occupation de logements, les amendements relatifs à la mise en place de cet impôt précité, ne pourront être entamés qu'au début de l'année prochaine.

Entre-temps, les travaux techniques préparatoires indispensables à l'établissement d'un registre national des bâtiments et des logements continueront d'être menés et ce en collaboration étroite avec l'Administration du cadastre et de la topographie.

**Congés de maladie dans la fonction publique** | Question **0549** (28/03/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

An hirer Äntwert op d'Fro Nummer 0333 vum 14. Februar 2024, huet d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet Zuelen iwwert d'Krankheetsabsencë vu Mataarbechter mam private Statut, déi zu Lëtzebuerg oder am Ausland wunnen, geliwwert.

Si huet weider präziséiert: „Selbstständeg Personen, awer och d'Salariéen, déi e Recht op eng illimitéiert Fortsetzung vun der Remuneratioun hunn an déi also net vun enger finanzieller Entschiedegung vun der Gesondheetskeess (CNS) profitéieren, ginn net berücksichtegt (d. h. Personen, déi bei der Krankeversécherung fir Gemengebeamten an Employéen (CMFEC), bei der Krankeversécherung fir Staatsbeamten an Employéen am ëffentlechen Déngscht (CMFEP) souwéi bei der Entraide médicale vun den CFL (EMCFL) affiliéiert sinn)."

1. Mir wéilte vum Här Minister fir d'Fonction publique wëssen, wéi d'Krankheetsabsencë vun de Personen, déi bei der CMFEC, bei der CMFEP a bei der EMCFL affiliéiert sinn, an de leschte 5 Joer evoluéiert hunn?

2. Der Internetplattform guichet.lu no wieren d'Ouvriers de l'État bei der CNS affiliéiert – dofir stellt sech d'Fro, ob si bei den Zuelen, déi d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet an hirer Äntwert op d'Fro Nummer 0333 geliwwert huet, mat berücksichtegt goufen. Wann net, kann den Här Minister fir d'Fonction publique eis déi Zuelen iwwermëttelen?

**Réponse** (29/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

ad 1. Esou wéi schonn an der Äntwert zur parlamentarescher Ufro N° 0351 vum 19. Februar 2024 erkläert, existéieren zum aktuellen Zäitpunkt keng consolidéiert Statistiken iwwert den Absenteismus an der Fonction publique. Fir weider Informatioune verweisen ech déi honorabel Deputéierten op déi uewe genannte parlamentaresch Ufro vun den Deputéierte Joëlle Welfring a François Bausch.

ad 2. Et handelt et sech beim sougenannten „ouvrier de l'État", ewéi en op der Internetplattform guichet.lu nach ze fannen ass, ëm de „salarié de l'État". Dësen ass duerch de Kollektivvertrag vum „salarié de l'État" un de Staat als Employeur gebonnen. De „salarié de l'État" ass bei der Gesondheetskeess (CNS) affiliéiert fir d'Sachleeschtungen, mee en huet awer e Recht op eng illimitéiert Fortsetzung vun der Remuneratioun am Fall vun enger Absence op der Aarbecht wéinst Krankheet. Aus deem Grond sinn d'„salariés de l'État" net an den Donnéeën dran, déi d'IGSS am Kader vun der QP 0333 zur Verfügung gestallt huet.

**Admission des enfants à l'enseignement fondamental** | Question **0550** (28/03/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

D'Gesetz vum 6. Februar 2009 reegelt d'Aschoulung vun de Kanner am Enseignement fondamental hei zu Lëtzebuerg. Do steet am Artikel 18 Follgendes ze liesen: „Chaque enfant habitant le Grand-Duché et âgé de trois ans révolus avant le 1er septembre peut fréquenter une classe d'éducation précoce dans une école de sa commune de résidence. L'admission se fait en principe au début de l'année scolaire sur demande écrite des parents adressée à l'administration communale avant le 1er avril. Le conseil

communal peut également décider des admissions au début du deuxième et du troisième trimestre."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Ginn a verschiddene Gemengen Ausname vum Artikel 18 gemaach? Wa jo, fir wéi vill Kanner goufen an de 5 leschte Joer Ausname gemaach?

2. Ass de Minister der Meenung, dass de strikten Datum vum 1. September nach ubruecht ass an net éischter misst evalueiert ginn, op wat fir engem Entwécklungsniveau d'Kand ass?

3. Gëllt bei enger Admissioun fir dat zweet oder drëtt Trimester vum Schouljoer och den Datum vum 1. September?

**Réponse** (29/04/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Wéi vum honorabelen Deputéierten erwäänt, gesäit den Artikel 18 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental vir, datt d'Admissioun an de Cycle 1 précoce fir d'Kanner, déi virum 1. September vum entspriechende Joer 3 Joer kritt hunn, am Prinzipp um Ufank vum Schouljoer stattfënnt. An dësem Zesummenhang ass et och zu dësem Zäitpunkt, wou de Gros vun de Schüler am Cycle 1 précoce ufänkt.

Dat zitéiert Gesetz bitt de Gemengen an engem zweete Schrëtt allerdéngs och d'Méiglechkeet, eng Admissioun am zweete respektiv am drëtten Trimester unzebidden. Wéi an der Lettre circulaire de printemps 2024 op der Säit 17 präziséiert, gëllt dës zweet an drëtt Rentrée fir déi Kanner, déi an der Tëschenzäit hir 3 Joer kritt hunn. Zousätzlech gëtt et och Gemengen, déi et a vereenzelte Fäll erméiglechen, ee Kand am Laf vum Trimester an de Cycle 1 précoce anzeschreiwen, virausgesat, datt d'Kand zu dësem Zäitpunkt 3 Joer huet.

Den Tableau heidrënner weist d'Unzuel vun de Schüler, déi am Laf vun engem Trimester bedéngt duerch d'Erreeche vum 3. Liewensjoer nei an de Cycle 1 précoce ageschriwwe goufen esouwéi d'Gesamtzuel vun de Schüler, déi dat Joer am Cycle 1 précoce ageschriwwe waren.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

D'Recht op Bildung fir all Kand ab 3 Joer, dat mam Gesetz vun 2009 agefouert ginn ass, ass ee wichtege Schrëtt um Wee zu engem universellen a gratissen Zougang zur Bildung fir all Kanner ënner 4 Joer. D'Recht op Bildung ëmfaasst an dësem Kontext net nëmmen e Recht, an eng ëffentlech Lëtzebuerger Grondschoul ze goen, mee och hei eng Bildung an Erzéiung ze kréien, déi de jeeweilege Besoinen a perséinlechen Dispositioune vum Kand Rechnung dréit.

Ee Kand vun 3 Joer, dat fir eng éischte Kéier an eng Klass vun der Éducation précoce kënnt, huet scho vill Erfarunge gemaach a seng éischt Sprooch(en) opgebaut. Trotz dëse wichtegen Entwécklungsschrëtt gëtt et individuell Ënnerscheeder, déi op d'Liewensëmstänn (beispillsweis de Milieu familial) an op individuell Eegenschaften (beispillsweis Interêten an Talenter) zeréckzeféiere sinn. De Cycle 1 précoce erkennt a respektéiert d'Perséinlechkeet vun all Kand a schaaft ee Bildungsëmfeld a Léiermomenter, déi den Entwécklungsstand an den Entwécklungstempo vum Kand, seng Virkenntnesser, Bedierfnisser, Interêten an Talenter respektéieren.

Fir de Kanner den Iwwergang vum Kontext vun hirer Famill eriwwer an d'Schoul esou einfach wéi méiglech ze gestalten, bitt d'Organisatioun vum Cycle 1 précoce méi Flexibilitéit. Kleng Kanner brauche stabill Repèren, déi hinnen Organisatioun, Sécherheet a Vertraue ginn. Fir den Dagesoflaf an der Schoul besser un de Rhythmus vun de Kanner unzepassen, recommandéiert den Educatiounsministère de Gemengen, am Enseignement précoce eng flexibel Plage d'arrivée vun enger Stonn virzegesinn. Zousätzlech ass et am Cycle 1 précoce, well et sech ëm ee fakultatiivt Joer am Enseignement handelt, och méiglech, fir säi Kand net fir de kompletten Horaire scolaire anzeschreiwen, mee nëmme wärend bestëmmte Moies- respektiv Mëttesplagen. An dësem Zesummenhang recommandéiert den Educatiounsministère, fir datt d'Educatioun hir Friichte kann droen, ee Minimum vu véier Plagë pro Kand.

Och am Cycle 1 précoce ginn d'Kanner reegelméisseg evalueiert. Dëst erlaabt et den Enseignanten, d'Aktivitéiten esou erauszewielen, datt d'Entwécklung vun de Kanner hire Kompetenzen ënnerstëtzt gëtt. D'Evaluatioune ginn och am Bilan vum Kand festgehalen, esou datt am Cycle 1 weider op dës kann opgebaut ginn. Grad a sou engem jonken Alter ass et enorm wichteg, fir déi ënnerschiddlech Kompetenzniveaue vun de Kanner ze erkennen, fir hinne jee no hire Besoinen déi entspriechend Ënnerstëtzung bidden ze kënnen.

**Indemnisation des intervenants dans les centres de formation** | Question **0551** (28/03/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der parlamentarescher Fro N° 0110 iwwert déi legal Basis fir extern Mataarbechter vun de Formatiounszentere bezitt sech de Minister op den Artikel 13 vum 1988er Gesetz iwwert déi administrativ Struktur vum Sport. Gläichzäiteg wier mat enger Modifikatioun vum Sportgesetz vun 2005 „eng nei legal Basis geschaf ginn" a seet domat, „dass et zu all Moment eng legal Basis gouf".

Am Projet de règlement grand-ducal déterminant l'indemnisation des intervenants dans les centres de formation fédéraux vun 2023 ass am Exposé des motifs ze liesen: „La loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports définit à son tour les missions et le cadre de l'École nationale de l'éducation physique et des sports ‚ENEPS' et crée dans son article 1 la base légale pour l'indemnisation entre autres des chargés de cours : [...] Par la suite un arrêté du Gouvernement en conseil du 21 décembre 2001 a fixé les montants des différentes indemnités [...] à l'occasion des formations de l'École nationale de l'éducation physique ‚ENEPS'. [...]" Weider heescht et: „Entre-temps, l'ENEPS n'intervient plus directement dans l'organisation des centres de formations fédéraux, qui sont organisés et coordonnés par le Sportlycée. Or, la fixation des indemnités constituant un acte à caractère réglementaire, elles devraient être fixées par règlement grand-ducal et non pas par un arrêté du Gouvernement en conseil. Par ailleurs, la matière concernée relève d'une matière réservée à la loi en vertu de l'article 99 de la Constitution. La base légale auxdits paiements est en cours de création par un amendement au projet de loi (document parlementaire 7955) [...] déposé en date du 3 avril 2023 [...]. Le montant et les modalités de l'indemnisation sont fixés par règlement grand-ducal [...] afin de créer ainsi la sécurité juridique requise à tous les intervenants."

Am Avis zum Projet de règlement vum Conseil d'État vum 11. Juli 2023 steet ze liesen: „le règlement en projet est basé sur l'article 8 de la loi modifiée du 21 juillet 2012 [...] ainsi que sur l'article 4, paragraphe 6, de la loi modifiée du 3 août 2005 [...]. En ce qui concerne l'article 4, paragraphe 6, de la loi précitée du 3 août 2005, le Conseil d'État constate que notamment les nouveaux alinéas [...] visent à servir de base légale aux indémnités prévues par le règlement en projet sous avis."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sport a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Kuckt een sech déi verschidden Aussoen aus dem Projet de règlement un a vergläicht se mat dem Avis zum Projet de règlement vum Conseil d'État an den Äntwerten op d'parlamentaresch Fro N° 0110, sou stinn déi an engem däitleche Widdersproch zueneen. Kënnen d'Ministeren erklären, wéi et zu sou engem Widdersproch konnt kommen?

2. Kënnen d'Ministeren erklären, firwat net rechtzäiteg eng adequat Base légale geschaf gouf?

**Réponse** (02/05/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Mir sinn der Meenung, datt et kee Widdersproch gëtt an den Aussoen an dësem Dossier.

An all den Äntwerten op déi verschidde parlamentaresch Froen, déi zanter 2022 gestallt goufen (Nr. 6577 vum 29.7.2022; Nr. 6578 vum 29.7.2022; Nr. 7819 vum 24.3.2023; Nr. 8040 vum 26.5.2023; Nr. 8318 vum 15.9.2023; Nr. 0110 vum 14.12.2023), ass ëmmer gesot ginn, datt et zu all Moment eng legal Basis, am Sënn vu gesetzlecher Basis, gouf fir d'Ausbezuele vun den externe Mataarbechter aus de Formatiounszenteren.

Ugangs war dat den Artikel 13 vum 1988er Gesetz iwwert déi administrativ Struktur vum Sport. Dësen Artikel ass awer ofgeschaaft zanter dem 1.1.2023 duerch d'Gesetz vum 29.7.2023 iwwert d'Schafung vum INAPS.

Zanter dem 4. August 2023 ass déi nei legal Basis, de modifizéierten Artikel 4 vum 2005er Gesetz, a Kraaft, esouwéi och dat groussherzoglecht Reglement vum 23. August 2023 iwwert d'Bezuele vun de Mataarbechter an de Formatiounszenteren, dat zanter dem 15.9.2023 applikabel ass.

ad 2. Dësen Dossier huet, duerch verschidden Ursaachen, missen ugepasst ginn.

D'Problematik ass am Juli 2022 opgeworf ginn an de 15.9.2023 war esouwuel déi nei legal Basis a Kraaft, wéi och dat groussherzoglecht Reglement fir d'Ausbezuele vun den externe Mataarbechter aus de Formatiounszenteren. Deemno ass ganz séier an dësem Dossier gehandelt gi fir ze assuréieren, datt d'Formatiounszentere weider konnte funktionéieren.

**Analyse dans le cadre de l'indemnisation des intervenants dans les centres de formation** | Question **0552** (28/03/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Avis zum Projet de règlement vum Conseil d'État vum 11. Juli 2023 steet ze liesen:

„le règlement en projet est basé sur l'article 8 de la loi modifiée du 21 juillet 2012 [...] ainsi que sur l'article 4, paragraphe 6, de la loi modifiée du 3 août 2005 [...]. En ce qui concerne l'article 4, paragraphe 6, de la loi précitée du 3 août 2005, le Conseil d'État constate que notamment les nouveaux alinéas [...] visent à servir de base légale aux indémnités prévues par le règlement en projet sous avis".

Laut dem Avis vum Staatsrot gouf et also virdru keng legal Basis zu den Indemnitéite fir extern Mataarbechter vun de Formatiounszenteren. Dëst misst also geschaf ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Sport dës Froe stellen:

1. Gouf am Sport- respektiv am Finanzministère eng intern Analys zu der Base légale vun den Indemnitéite fir extern Mataarbechter vun de Formatiounszentere gemaach? Wa jo, gëtt et heizou eng Note iwwert d'Resultater vun dëser Analys?

2. Ass de Contrôle financier mat enger Analys saiséiert ginn a wat ass am Avis vum Contrôle financier erauskomm?

**Réponse** (30/04/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. De Sportsministère huet sech 2022 mat der Direktioun vun der Finanzkontroll zesummegesat, fir den Dossier iwwert d'Bezuele vun den externe Mataarbechter an de Formatiounszenteren ze klären.

Do si follgend Punkte festgehale ginn:

– d'Decisioun vum Regierungsrot vum 21. Dezember 2001 unzepassen, fir an der Preambel all déi aktuell Gesetzer a Reglementer, déi a Kraaft sinn, ze zitéieren;
– d'modifizéiert Gesetz vum 3. August 2005 iwwert de Sport („2005er Gesetz") unzepassen;
– d'Aféiere vum neien INAPS-Gesetz an d'Upassung vum groussherzogleche Reglement iwwert d'Bezuelen.

Dës dräi Pisten, déi zeréckbehale goufen, sinn an Zwëschenzäit allen dräi ëmgesat, duerch:

– d'Decisioun vum Regierungsrot vum 7. September 2022;
– d'Gesetz vum 21. Juli 2023, dat den Artikel 4 vum 2005er Gesetz upasst an dem Schafe vum groussherzogleche Reglement vum 23. August 2023 iwwert d'Bezuele vun de Mataarbechter aus de Formatiounszenteren;
– d'Gesetz vum 29. Juli 2023 iwwert d'Schafe vum INAPS an dem groussherzogleche Reglement vum 29. August 2023, deen déi applikabel Tariffer festleet.

ad 2. Nodeems d'Finanzkontroll zousätzlech Informatioune gefrot hat betreffend d'Ausbezuele vun Indemnitéite fir Trainere vun de Formatiounszenteren, hat sech de Sportsministère am September 2022 engagéiert, fir kuerzfristeg eng nei gesetzlech Basis ze schafen an, bis zum Vott vun dëse Gesetzer, de Regierungsrot mat engem neien Arrêté ze saiséieren. Dësen Arrêté gouf de 7. September 2022 vum Regierungsrot ugeholl.

Op Basis vun den Explikatioune vum Sportsministère an dem besoten Arrêté vum Regierungsrot ass dunn een Accord avec observations vum responsabele Finanzkontroller ausgeschafft ginn, deen d'Ausbezuele vun deenen, opgrond vu geleeschte Servicer, geschëllten Indemnitéiten erlaabt huet.

**Habilitation de sécurité** | Question **0553** (29/03/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

An der Kommissiounssëtzung vum 25. Mäerz huet de Premier wësse gedoen, dass hien de Projet de loi N° 6961, bei deem et ëm Sécherheetsfräigaben an d'ANS sollt goen, wäert zréckzéien. An der Fro N° 8193 hunn d'Pirate scho Froe gestallt zum Projet N° 6961 an dem Zoustand an de Prozedure virum Vott vun dësem Projet de loi. De Besoin fir eng Gesetzesännerung besteet weiderhin, wéi een och am Exposé des motifs vun 2016 noliese kann:

„Le Luxembourg est souvent critiqué par l'UE et par l'OTAN pour un manque de règles législatives et réglementaires claires. Les responsabilités des différentes administrations actives dans le domaine des communications (SRE/ANS, HCPN, CERT et CTIE) ne sont pas clairement définies au goût des organisations internationales alors que ces dernières sont propriétaires juridiques des informations qu'elles confient aux interlocuteurs luxembourgeois."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Ass d'Autorité nationale de sécurité nach ëmmer responsabel, fir d'Sécherheetsenquêten am Kader vun den Habilitatiounsprozeduren auszeféieren?

2. Hunn d'Enquêteuren nach ëmmer vum SRE am Kader vun de Sécherheetsenquêten integralen Zougang zu de Protokoller an de verschiddene Berichter vun de repressive Verwaltungen oder de Protokoller a Berichter vum Procureur d'État? Wa jo, huet sech un der Base légale zanter der Fro N° 8193 (August 2023) eppes geännert?

3. Hunn d'Enquêteure Stand haut Zougang zu den Informatiounen iwwer d'Behuelen an dem Entourage vum Bewerber (an ob dës strofrechtlech relevant sinn oder net) an ob se verurteelt goufen?
– Wa jo, huet sech un der Base légale zanter der Fro N° 8193 (August 2023) eppes geännert? Muss all Persoun am Entourage hiren Accord ginn, fir datt dës Informatioune vum SRE am Kader vun enger Sécherheetsenquête bewäert kënne ginn?

4. Hunn d'Enquêteuren Zougang zu allen Informatiounen, déi zu Verurteelungen, Fräispriechungen, Entloossungen oder Rehabilitatioun gefouert hunn, esou wéi den Auteur vun de parlamentareschen Amendementer vum 25.4.2023 dat fir néideg hält? Wa jo, huet sech un der Base légale zanter der Fro N° 8193 (August 2023) eppes geännert?

5. Wat ass den aktuelle Prozentsaz vu gültegen Habilitatioune vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder renouvellement) berouen, wou den Enquêteur Accès zu den integrale Procès verbaux an de Rapporte vun der Police hat?

6. Wat ass den aktuelle Prozentsaz vu gültegen Habilitatioune vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder renouvellement) berouen, wou den Enquêteur Accès zu den integrale Procès verbaux an de Rapporte vun der Justice hat?

7. Wat ass den aktuelle Prozentsaz vu gültegen Habilitatioune vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder renouvellement) berouen, wou den Enquêteur Accès zu den integrale Procès verbaux an de Rapporte vun der Douane hat?

8. Wat ass den aktuelle Prozentsaz vu gültegen Habilitatioune vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder renouvellement) berouen, wou den Enquêteur Accès zu den integrale Procès verbaux a Rapporte vun der Administration de l'environnement hat?

9. Wat ass den aktuelle Prozentsaz vu gültegen Habilitatioune vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder renouvellement) berouen, wou den Enquêteur Accès zu dem integralen Dossier personnel vum Demandeur hat?

10. Wéi soll et elo an dësem Dossier weidergoen? Wéini ass mat engem neie Gesetzestext ze rechnen?

**Réponse** (09/04/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

Den Artikel 43quinquies (6) Alinea 3 vum Policegesetz vum 18. Juli 2018, inseréiert duerch den Artikel 3 vum Gesetz vum 29. Juli 2023 iwwert d'Datebanke vun der Police, reegelt säit dem 1. Mäerz 2024 den direkten Accès vun der ANS op d'Partie active vum Fichier central ënnert de Conditioune vum Paragraf (7).

De legale Kader, d'Missiounen an d'Accèsen op Informatioune vun der ANS hu fir de Rescht zënter der detailléierter Äntwert vum 16. August 2023 op d'Fro N° 8193, op déi d'Regierung dann hei och verweist, net geännert.

Wéi an der Seance vum 25. Mäerz 2024 vun der Institutiounekommissioun vun der Chamber erkläert, hunn ech d'Intentioun, fir virun Enn des Joers en iwwerschafftene Projet ze deposéieren.

**Fonctionnement de la CNS** | Question **0554** (29/03/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Dans une « Information à la presse » datant du 28 mars 2024, la Caisse nationale de santé (CNS) informe qu'« à partir du 2 mai 2024, toutes les agences de la CNS fonctionneront uniquement sur rendez-vous ». Ainsi, un certain nombre de démarches, comme le remboursement des factures médicales par chèque ou par virement instantané, ne pourront être faites qu'en prenant rendez-vous dans une des agences de la CNS.

Dans ce contexte, il convient de rappeler que les remboursements par chèque ou par virement instantané dans une des agences de la CNS s'adressent notamment aux assurés qui ont besoin de ces remboursements pour subvenir à leurs besoins. Les conditions à remplir pour pouvoir bénéficier d'un tel remboursement prévoient que le montant de chaque facture doit atteindre individuellement au moins 100 euros et ces factures doivent avoir été acquittées il y a moins de 15 jours.

Il faut noter également que certaines agences ont été fermées récemment, comme par exemple celle du boulevard Royal à Luxembourg, et que les délais pour une prise de rendez-vous en ligne peuvent atteindre plus de deux semaines selon l'agence. Certaines d'entre elles ne sont ouvertes que quelques jours par semaine et n'accueillent pas de public pendant les heures de midi ou après 16.00 heures.

Enfin et surtout, ni le communiqué de presse, ni le site de la CNS n'informent sur une quelconque possibilité de prendre rendez-vous par téléphone.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre est-elle au courant de la nouvelle politique de la CNS qui consiste à accueillir les assurés presque exclusivement sur rendez-vous ?

2) Madame la Ministre connait-elle les raisons de cette nouvelle règle imposée aux assurés ?

3) Madame la Ministre est-elle d'accord pour dire que la CNS devrait prévoir des plages horaires pendant lesquelles elle accueille les assurés sans rendez-vous ?

4) Madame la Ministre est-elle d'accord pour dire que la CNS devrait prévoir des plages horaires pour accueillir les assurés en dehors des heures de travail ?

5) Madame la Ministre est-elle d'accord pour dire que la CNS devrait dans tous les cas garantir aux assurés la possibilité de prendre rendez-vous par téléphone et mettre en place les moyens humains et techniques nécessaires ?

6) Madame la Ministre peut-elle me fournir des informations quant à l'évolution du déploiement du paiement immédiat direct auprès des médecins et professionnels de santé ?

**Réponse** (18/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Oui.

ad 2) Lors des jours sans rendez-vous, la CNS a dû constater dans l'agence de la Cité de la sécurité sociale et dans les agences de Differdange et d'Esch-sur-Alzette une forte affluence dans les salles d'attente et des files d'attente récurrentes allant jusqu'à l'extérieur du bâtiment. En découle un risque important de sécurité et un degré de satisfaction décroissant des assurés, susceptible de mener à des situations conflictuelles et à des conditions de travail particulièrement difficiles pour le personnel de la CNS.

À titre d'illustration, dans l'agence de la Cité de la sécurité sociale, les délais d'attente s'étalaient entre 45 minutes au minimum tout en pouvant atteindre 3 heures. Ainsi, pendant les heures d'ouverture prévues, un service raisonnable n'était plus garanti et les bornes distribuant les tickets de passage ont dû être fermées par anticipation afin de garantir que les assurés ayant déjà pris un ticket, puissent encore être reçus en bonne et due forme.

Suite à ce constat, un projet pilote de trois mois a été mené dans l'agence de Dudelange. Durant cette période, les bureaux de l'agence étaient seulement disponibles sur rendez-vous. Les files d'attente étaient ainsi beaucoup moins longues, le temps d'attente réduit et les collaborateurs nous ont rapporté un traitement plus serein et efficace des demandes.

Basé sur cette expérience et afin de mieux servir ses assurés, la CNS propose donc maintenant la prise de rendez-vous dans l'ensemble de ses agences.

ad 3) Au vu de l'expérience positive de la phase pilote, il n'est actuellement pas prévu de rétablir des plages horaires pendant lesquelles la CNS accueille les assurés sans rendez-vous. La CNS va cependant effectuer une évaluation après trois mois, notamment pour mesurer le gain d'efficience ainsi que les améliorations effectives pour les assurés et le personnel. Le cas échéant, les conclusions de cette évaluation conduiront à des adaptations.

ad 4) Comme indiqué dans la communication au public disponible sur le site[7] de la CNS, une extension des plages horaires pour accueillir les assurés sur rendez-vous dans les agences principales, c'est-à-dire de la Cité de la sécurité sociale, de Differdange et d'Esch-sur-Alzette sera mise en place à partir du 2 mai 2024 et permettra de prendre des rendez-vous à partir de 07.30 heures jusqu'à 17.00 heures.

Cette extension permettra de prévoir 300 rendez-vous supplémentaires par jour et donc d'augmenter la disponibilité envers les assurés.

ad 5) Oui.

Pour le surplus, je tiens à préciser que l'analyse du projet pilote concernant les points de contact pour la prise de rendez-vous a montré qu'il y a lieu de faciliter la prise de rendez-vous en ligne, ce qui a été fait en cocréation avec un panel d'assurés et mis en place au courant du mois de février. La prise de rendez-vous par téléphone est toujours possible et une assistance automatisée sera prévue prochainement sur le site Internet de la CNS.

Par ailleurs, une démarche d'information a été lancée dans les agences depuis mi-février pour faciliter la prise de rendez-vous par les assurés. Un accompagnement a été mis en place afin de guider l'assuré, de l'informer du fonctionnement de la prise de rendez-vous par Internet, de lui expliquer qu'une prise de rendez-vous par téléphone est toujours possible et de lui permettre, le cas échéant, de prendre un rendez-vous directement en agence.

Parallèlement, des campagnes de communication sont en cours pour sensibiliser les assurés (comme par exemple par des cartes de visites distribuées au guichet expliquant la prise de rendez-vous en ligne, des affiches aux entrées des agences et sur les écrans dans les salles d'attente, des communiqués de presse, via les médias sociaux, le news site Internet et l'adaptation de la page de prise de rendez-vous pour expliquer la démarche, le message téléphonique pendant le temps d'attente).

ad 6) Depuis le 19 mars 2024, le système du paiement immédiat direct (ci-après le « PID ») a été ouvert aux médecins-dentistes et aux médecins spécialistes.

À la date du 17 avril, 94 médecins utilisent le système du PID, dont 58 médecins généralistes, 18 médecins-dentistes et 18 médecins spécialistes.

La CNS, le Centre informatique de la sécurité sociale et l'agence eSanté travaillent avec engagement pour accélérer le déploiement du PID qui offre au médecin la possibilité de recevoir directement de la CNS la part du montant couverte par l'assurance maladie et qui limite le paiement de l'assuré à sa participation personnelle.

Nous nous échangeons par ailleurs constamment avec l'AMMD (Association des médecins et médecins-dentistes) sur les retours des médecins et des patients et les problèmes éventuels rencontrés dans l'implémentation des outils à mettre en place.

[7] Adaptation du fonctionnement des agences de la CNS – Actualités – CNS – Luxembourg

---

**Circulation facilitée des gigaliners sur les routes de l'UE** | Question **0556** (29/03/2024) de **M. Yves Cruchten** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le Parlement européen vient de se prononcer en faveur d'une circulation facilitée des « gigaliners » sur les routes de l'UE. Ces mastodontes peuvent avoir une longueur de 25 mètres et un poids jusqu'à 60 tonnes.

Le Gouvernement luxembourgeois s'était traditionnellement opposé à la circulation de ces camions géants sur nos routes, ceci avec des arguments de sécurité routière, de la non-adaptation de notre réseau routier et de la priorité des transports lourds par rail.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Sachant qu'après la décision du Parlement européen le texte devra être négocié et adopté par les pays membres, nous aimerions savoir de Madame la Ministre si le Gouvernement entend maintenir, à juste titre, son opposition à ladite directive.

2) Comment le Gouvernement prévoit-il d'aborder cette question avec ses homologues des pays voisins, où l'utilisation des « gigaliners » ne dépassant pas 44 tonnes est déjà une réalité ?

3) Face aux limitations de notre réseau routier, notamment concernant les infrastructures telles que les ronds-points, l'absence d'aires de stationnement adaptées, les accès autoroutiers et la capacité des ponts, quelles mesures le Gouvernement prévoit-il d'adopter pour répondre à une éventuelle mise en application de cette directive ?

**Réponse** (30/04/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les honorables Députés posent des questions relatives à la révision en cours de la directive européenne 96/53/CE du Conseil du 25 juillet 1996 fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international.

Les véhicules, couramment intitulés « gigaliners », sont des véhicules couplés dont la longueur peut aller jusqu'à 25,25 mètres et la masse maximale autorisée jusqu'à 60 tonnes. Dans le contexte de la directive précitée, il est fait référence à ces types de véhicules comme le système modulaire européen (EMS).

La proposition de révision de la directive précitée prévoit pour l'EMS des règles communes pour les États membres qui autorisent l'EMS sur leur territoire et ceci afin de faciliter des trajets transfrontaliers.

Le Parlement européen a exprimé son soutien à l'introduction du concept du EMS en mars. Toutefois, dans son rapport adopté, il préconise un renforcement du cadre de la gouvernance applicable au EMS, incluant une évaluation préalable des impacts sur la sécurité routière, l'infrastructure routière, la coopération modale et l'environnement.

Au niveau du Conseil des ministres, une orientation générale n'a pas encore été approuvée. Le Luxembourg vise principalement à garantir, lors des négociations, que l'adoption de règles communes pour l'EMS n'avantagera pas le transport routier au détriment du fret ferroviaire. Le Luxembourg continuera par ailleurs d'examiner attentivement les aspects de ce dossier relatifs à la sécurité routière et l'infrastructure routière.

---

**Nature Restoration Law** | Question **0557** (02/04/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

La Présidence belge du Conseil de l'UE a récemment dû reporter l'adoption du règlement relatif à la restauration de la nature – un des éléments centraux du Pacte vert de l'UE – en dernière minute, suite au risque de ne pas obtenir la majorité nécessaire pour passer cette étape finale, et ceci malgré l'accord obtenu entre la Commission, le Parlement et le Conseil en trilogue en novembre 2023.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Étant donné que l'adoption du dossier n'était en principe qu'une formalité, quelles sont les raisons expliquant le basculement des majorités dans ce dossier ?

2) Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir auprès de ses homologues européens, en faveur d'une approbation du règlement visant à protéger la nature et à restaurer les écosystèmes ?

3) Quelles sont les prochaines étapes prévues dans ce dossier au niveau européen ?

**Réponse** (02/05/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) En raison de l'absence d'une majorité qualifiée, la Présidence belge a été contrainte de reporter l'adoption dudit règlement. Le refus hongrois de dernière minute de supporter l'adoption du règlement a conduit à ce basculement des majorités.

ad 2) Lors du Conseil « Environnement » du 25 mars 2024, je me suis clairement prononcé en faveur du

règlement sur la restauration de la nature. Pendant mon intervention, j'ai exprimé mon regret quant au blocage du dossier juste avant la ligne d'arrivée et j'ai assuré à la Présidence belge le soutien du Grand-Duché pour parvenir dans les meilleurs délais à l'adoption du règlement. Cette adoption est nécessaire tant d'un point de vue environnemental que d'un point vue économique en tenant également compte des engagements de l'Union européenne et de ses États membres au niveau global. Le Luxembourg a d'ailleurs cosigné une lettre à l'initiative de l'Irlande invitant le Conseil à procéder rapidement à l'adoption du règlement.

ad 3) Lors du Conseil « Environnement » précité, la Présidence belge a annoncé qu'elle s'efforcera pour parvenir à une adoption du règlement avant la fin de sa présidence.

**Langue parlée aux commissions consultatives communales** | Question **0558** (02/04/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Mir ass zougedroe ginn, dass an der Gemeng Käl-Téiteng d'Sitzunge vu verschiddene konsultative Kommissiounen op Nofro vun der lokaler ADR-Sektioun ganz op Franséisch ofgehale solle ginn an d'Majoritéit vun de Kommissiounsmemberen dorobber insistéiert, dass all déi uwiesend Memberen sech nëmmen an der franséischer Sprooch dierften ausdrécken.

Et ass a Kommissiounen um Gemengenniveau normalerweis esou, dass d'Sitzungen op Lëtzebuergesch gehale ginn, mee kee Gesetz verbitt oder schreift vir, dass nëmmen eng vun den dräi Amtssproochen dierf genotzt ginn. D'Artikele 14 a 15 vum Gemengegesetz leeë fest:

„Art. 14. La langue usuelle parlée au conseil communal est le luxembourgeois. Les conseillers peuvent s'exprimer également dans l'une des autres langues visées à l'article 3 de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues. Nul ne saurait toutefois demander une interprétation de la langue parlée ou une traduction des documents écrits présentés en une des langues visées par la loi précitée ou en toute autre langue."

„Art. 15. Le conseil communal peut constituer des commissions consultatives dont la composition, le fonctionnement et les attributions sont fixés par règlement d'ordre intérieur. […]"

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

– Dierf eng konsultativ Kommissioun sech reng op Franséisch verstännegen?

**Réponse** (24/04/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Wat de Gebrauch vun der Sprooch an de Sitzunge vum Gemengerot ugeet, gesäit den Alinea 2 vum Artikel 14 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 follgend Dispositioun vir:

„La langue usuelle parlée au conseil communal est le luxembourgeois. Les conseillers peuvent s'exprimer également dans l'une des autres langues visées à l'article 3 de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues. Nul ne saurait toutefois demander une interprétation de la langue parlée ou une traduction des documents écrits présentés en une des langues visées par la loi précitée ou en toute autre langue."

Wéi bei de Sitzunge vum Gemengerot ginn och d'Sitzunge vun de konsultative Kommissiounen op Lëtzebuergesch gehalen.

Eng oder méi Persounen, déi Schwieregkeeten hunn, sech op Lëtzebuergesch ze verstännegen, kënnen op de Gebrauch vun enger vun de Sproochen zeréckgräifen, esou wéi se am Artikel 3 vum uewe genannte Gesetz vum 24. Februar 1984 festgehale sinn.

Op eventuelle Wonsch vun enger oder méi Persoune kann sech eng konsultativ Kommissioun och reng an enger vun de Sprooche verstännegen, esou wéi se am Gesetz vum 24. Februar 1984 virgesi sinn. Dëst kann awer keng Obligatioun sinn, a setzt viraus, datt déi aner Memberen domadder d'accord sinn.

**Recours contre l'Administration des contributions** | Question **0559** (02/04/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Persounen, déi net averstane si mat der Aart a Weis, wéi hir Steiererklärung vun hirem Steierbüro opgestallt gouf, kënnen dogéint ee Recours maachen, entweeder bei hirem Steierbüro oder beim Direkter vun der Steierverwaltung (Service contentieux) oder duerno um Verwaltungsgeriicht.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Recourse goufen zënter 2018, opgelëscht pro Joer, beim Direkter vun der Steierverwaltung agereecht?

2. Bei wéi ville Recourse beim Direkter vun de Steierverwaltung ware méi wéi ee Steierjoer vun engem Steierzueler betraff? Aneschters gefrot: Wéi vill Leit hu fir e puer Steierjoren op ee Schlag reklaméiert?

3. Wéi oft ass et vun 2018 bis 2023 (opgeschlësselt pro Joer) zu Zwangsandreiwungen (Recouvrement forcé) komm?
A wéi ville Fäll gouf d'Zwangsandreiwung ouni weidere Recours realiséiert an a wéi ville Fäll gouf d'Zwangsandreiwung no engem Recours realiséiert?

4. Op meng Fro N° 5955 krut ech d'Informatioun, wéi vill fiskal Dossieren tëschent Mäerz 2017 a Mäerz 2022 um Verwaltungsgeriicht gelant si betreffend d'Steierverwaltung. 168-mol krut de Steierzueler Recht.
– Kann d'Justizministesch dës Zuelen ergänze mat den Zuele vun 2022 bis 2024?
– Bei wéi ville vun dësen Affairë krut de Steierzueler Recht?

**Réponse** (06/05/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Den éierbaren Deputéierte stellt eng Rei Froen am Zesummenhang mat de Recourse virum Direkter vun der Steierverwaltung. Déi gefroten Zuele sinn a follgenden Tabellen zesummegefaasst.

ad 1. Déi 1. Tabell ëmfaasst souwuel d'Reklamatiounen no § 228 vun der Abgabenordnung (AO), ewéi och d'Recours hiérarchiques formels no de §§ 237 an 303 vun der AO:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 2. D'Zuel vu Recourse betreffend méi Steierjore sinn heidrënner opgefouert:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 3. Follgend Tabell renseignéiert d'Unzuel vun de Contrainten, déi zesumme mat engem Commandement vun engem Agent de poursuite an de Joren 2018 bis 2023 zougestallt gi sinn:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Et leie keng Zuele vir iwwert d'Zwangsandreiwungen, déi a Relatioun sti mat engem Recours, well et technesch net méiglech ass, ee Lien ze maachen, tëschent den Dossieren, wou mat de Poursuitten ugefaange gouf an deene Fäll, wou parallell ee Recours virun de Verwaltungsgeriichtsbarkeete lancéiert gouf.

ad 4. Insgesamt huet de Steierzueler 16-mol Recht kritt. Hei muss een awer präziséieren, dass vill Urteeler betreffend déi ënne genannte Joren nach net gesprach goufen:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

**Taux légal de THC pour conducteurs** | Question **0560** (02/04/2024) de **M. Yves Cruchten** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Concernant la consommation de cannabis, le Code de la route prévoit des peines pour tout conducteur de véhicule dont le taux de THC est égal ou supérieur à 1 nanogramme par millilitre de sang. Étant donné que, contrairement à l'alcool, le THC a tendance à s'accumuler dans le sang après une consommation répétée, une personne consommatrice peut avoir un taux plus élevé que cette valeur limite sans être sous son influence pour autant. Le 19 janvier 2024, le toxicologue médico-légal à l'Université de Fribourg Volker Auwärter a expliqué sur RTL que cette valeur revient à être un seuil de tolérance zéro, étant donné qu'elle est très basse.

En Allemagne, où le taux limite de THC actuel est également de 1 ng/ml, des discussions ont lieu pour rehausser ce taux à une valeur de 3,5 ng/ml. Ce taux permettrait de mieux cibler les personnes dont la consommation de cannabis pose un problème de sécurité routière et non des personnes qui auraient consommé du cannabis quelques jours avant le contrôle routier. À noter également que l'Allemagne procède le 1er avril 2024 à une ouverture en matière de consommation du cannabis proche de celle réalisée au Luxembourg par le précédent Gouvernement.

Par conséquent, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Le Gouvernement suit-il les discussions menées en Allemagne relatives à une hausse du taux légal de THC à partir duquel une infraction au Code de la route est constatée ?

2) Le Gouvernement envisage-t-il de hausser le taux légal de THC pour conducteurs ?

3) Dans la négative, le Gouvernement envisage-t-il une réduction des sanctions encourues, sachant que sont prévues des peines d'emprisonnement allant de huit jours à trois ans et d'amendes comprises entre 500 et 10.000 euros ?

4) Le Gouvernement envisage-t-il de créer un régime d'exception pour les patients consommant du cannabis médicinal ?

**Réponse** (02/05/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Les discussions en question sont suivies par le Gouvernement.

ad 2) À l'heure actuelle, une telle hausse n'est pas prévue.

ad 3) Il n'est pas prévu de réduire les peines prévues à l'article 12, paragraphe 1, de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation

de la circulation sur toutes les voies publiques, qui s'appliquent à toutes les infractions liées à la conduite sous l'influence excessive de l'alcool ou de substances susceptibles d'altérer l'aptitude ou la capacité de conduire et donc de constituer un danger pour les autres usagers de la route.

ad 4) Le Code de la route interdit la conduite d'un véhicule sous l'influence de substances pouvant altérer la perception, comme le THC, au-delà d'un certain seuil et ne fait pas de distinction selon la raison de la présence de la substance, afin de protéger tous les usagers de la route.

Il n'est actuellement pas prévu d'introduire un régime d'exception pour les patients consommant du cannabis médicinal. Le Gouvernement observera et analysera de près les développements en la matière dans d'autres pays, notamment en Allemagne, pour en tirer d'éventuelles conclusions.

**Évaluation des carrières dans la Police grand-ducale** | Question **0561** (02/04/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Regierung huet am Koalitiounsaccord festgehalen, dass se virhuet, fir eng déifgrënneg Analys iwwert de Karriärsystem bei der Police duerchzeféieren.

De Karriärsystem muss op de Leescht geholl ginn, ënnert anerem, well ee Geriichtsurteel vum Verfassungsgeriicht (Arrêt N° 174 den 9. Dezember 2022) festgehalen hat, dass de Mechanismus vun der Voie expresse ongerecht ass, well en de Prinzipp vun der Gläichheet virum Gesetz net respektéiert.

Dat neit Policegesetz, dat den 1. August 2018 a Kraaft getrueden ass, hat am Artikel 94 eng speziell Prozedur (d'Voie expresse) virgesinn, mat där d'Polizisten an eng méi héich Karriär wiessele kënnen, wa si genuch Beruffserfarung noweise kënnen. No där Reegel konnte Polizisten zum Beispill vum C1 an de B1 wiesselen. Dës Reegel ass, wéi gesot, vum Geriicht gekippt ginn.

Am Juli 2023, kuerz virun de Chamberwalen, hat den honorabelen Deputéierte Léon Gloden ee Gesetzesvirschlag (N° 8280) agereecht, fir de Polizisten am C1 de Sprong an de B1 ze erméiglechen. Den honorabelen Deputéierten ass am November 2023 den zoustännege Ressortminister fir d'Police ginn a ka soumadder seng Iddi mat enger Majoritéit an der Chamber ëmsetzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Et zirkuléiere Gerüchter an der Police, dass de Minister säi Gesetzesvirschlag wéilt zeréckzéien. Kann de Minister dës bestätegen?
Falls jo,
– aus wéi enge Grënn hält d'Regierung net um Gesetzesvirschlag fest,
– wat wëll ee par rapport zu dësem änneren,
– falls een neie Gesetzesprojet soll op den Instanzewee geschéckt ginn, wäert de Minister u senger Grondiddi aus dem Gesetzesvirschlag festhalen?

2. Den deemolegen Deputéierten hat, wéi een am Gesetzesvirschlag N° 8280 noliese kann, vergiess, fir eng Fiche financière bäizeleeë fir eis ze soen, wéi vill Suen am Staatsbudget misste virgesi ginn, fir seng Iddi ze realiséieren.
– Wéi vill Polizist:inne si vum Reklassement betraff?
– Wéi vill Sue missten am Staatsbudget virgesi ginn, fir de Reklassement, sou wéi en am Gesetzesvirschlag 8280 virgesinn ass, ze realiséieren?

3. An der Chamberssitzung vum 12. Mäerz hat de Minister op eng mëndlech Fro vum honorabelen Deputéierte Kartheiser bestätegt, dass et scho Reuniounen zu dësem Theema gouf den 12. Januar, 19. Februar an 8. Mäerz.
– War d'Personalvertriedung bei dëse Gespréicher involvéiert? Falls jo, wéi eng Personalvertriedung war mat dobäi?
– Wäert de Minister d'Personalvertriedung bei der Léisung vum Problem aktiv mat abannen?

4. An der Chamberssitzung hat de Minister och mëndlech verséchert, dass hien zu sengem Engagement steet.
Wäert de Minister all déi Punkten, déi hien am Gesetzesvirschlag 8280 de Polizist:inne versprach huet, ëmsetzen?

**Réponse** (02/05/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Am Koalitiounsaccord steet op der Säit 112 geschriwwen:

„Une analyse approfondie de toutes les carrières au sein de la Police grand-ducale sera effectuée. L'objectif est notamment de respecter les récents arrêts de la Cour constitutionnelle et de la Cour administrative concernant les carrières B1 et C1. La carrière A2 sera plus clairement définie."

Wéi schonn op d'Question orale Nr. 48 vum 12. Mäerz 2024 vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser an der Séance plénière vun der Chamber geäntwert, hält d'Regierung sech un dat, wat am Koalitiounsaccord ofgemaach ass an orientéiert sech un de genannte Geriichtsurteeler. Dat Engagement, wat d'Regierung geholl huet, wäert se och an deem Kader respektéieren.

Déi entspriechend Echangen tëschent mengem Ministère an dem Ministère fir d'Fonction publique sinn aktuell amgaangen. Esou war beispillsweis den 19. Februar eng Reunioun, un där de Minister fir d'Fonction publique an ech selwer deelgeholl hunn. Doriwwer eraus hunn 2 weider Reuniounen – den 12. Januar an den 8. Mäerz – stattfonnt, bei deenen déi 2 concernéiert Ministèren duerch hir respektiv Beamten, déi fir den Dossier zoustänneg sinn, vertruede waren.

Zurzäit ginn d'Modalitéiten analyséiert, an de Käschtepunkt gëtt erstallt.

Niewent den interministerielle Gespréicher hat ech de 4. Abrëll eng konstruktiv Entrevue mat dem „Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg" (SNPGL) respektiv der „Association du personnel policier détenteur d'un diplôme de fin d'études secondaires de la Police grand-ducale" (ADESP).

**Plainte de Greenpeace contre le Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC)** | Question **0562** (02/04/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den 11. Mäerz huet Greenpeace eng Plainte bei der OECD géint de Pensiounsfong (FDC) agereecht. Greenpeace reklaméiert, dass d'Investitiounsstrategie vum Pensiounsfong net d'Guidelines for Multinational Enterprises vun der OECD respektéiert, well et un Due Digilence Aarbecht feelt. Laut ESG Investor (https://www.esginvestor.net/luxembourg-sovereign-pension-fund-subject-to-oecdcomplaint/) wënscht Greenpeace sech mat dëser Mediatiounsprozedur erëm een Austausch tëscht dem FDC an der ONG selwer.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi positionéiert sech d'Regierung als Deel vun dem Conseil d'administration vum FDC zu dëser Plainte bei der OECD?

2. Wäert d'Regierung sech dofir asetzen, dass den FDC sech erëm mat Greenpeace an aneren Organisatiounen an der Zivillgesellschaft un den Dësch setzt, fir iwwert d'Investitiounsstrategie ze schwätzen?

**Réponse** (04/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Regierung suivéiert dësen Dossier a verweist fir de Moment op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0434, wat d'Investissementspolitick vum FDC betrëfft.

ad 2. Greenpeace huet eng Entrevue bei der Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet gefrot, fir iwwert d'„politique de durabilité du Fonds de compensation" ze schwätzen a wäert dës Entrevue a Funktioun vun den Disponibilitéiten an der Agenda accordéiert kréien.

**Procédure de participation publique dans le cadre de l'intention des Pays-Bas de construire de nouvelles centrales nucléaires** | Question **0563** (02/04/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

En date du 28 février 2024, vos services ont porté à la connaissance du public le lancement d'une consultation transfrontalière dans le cadre de la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement pour deux nouvelles centrales nucléaires aux Pays-Bas. Cette première étape de la procédure de consultation s'adresse à tou.te.s les intéressé.e.s et vise la définition de l'ampleur et du degré de détail de l'évaluation.

Les documents soumis par le Gouvernement néerlandais dans le cadre de cette consultation ne portent pourtant que sur l'intégration spatiale de ces deux nouvelles centrales nucléaires dont la construction serait déjà décidée par le Gouvernement néerlandais.

La législation européenne concernant l'application des dispositions de la Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement stipule pourtant que la participation du public doit intervenir à un stade précoce, lorsque toutes les options sont encore possibles. Considérant que l'« option zéro » à savoir le renoncement à la construction de deux nouvelles centrales nucléaires pour favoriser d'autres sources d'énergie décarbonée fait partie des options encore possibles, cette dernière devrait à mes yeux également être reprise dans la consultation du public.

Vu l'importance de cette consultation publique pour le Luxembourg dont le territoire pourrait être impacté en cas d'accident dans une de ces centrales nucléaires projetées, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Monsieur le Ministre a-t-il déjà pris connaissance du dossier soumis par les autorités néerlandaises ?

2) Dans l'affirmative est-il d'avis que les dispositions prévues par la Convention d'Aarhus et la législation en matière de consultation du public sont respectées par les autorités néerlandaises ?

3) Monsieur le Ministre est-il déjà intervenu auprès des autorités néerlandaises respectivement compte-t-il intervenir pour acter l'opposition du Gouvernement à la construction de nouvelles centrales nucléaires aux Pays-Bas au vu de l'impact qu'un accident dans une des deux centrales projetées pourrait

avoir sur le territoire luxembourgeois et au vu de la volonté du Gouvernement d'obtenir la fermeture des centrales nucléaires potentiellement dangereuses pour le territoire luxembourgeois en cas d'accident ?

**Réponse** (02/05/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Les autorités néerlandaises ont informé le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, en tant qu'autorité compétente dans le cadre de la convention d'Espoo, du lancement d'une procédure territoriale liée à la construction de deux centrales nucléaires. Le ministère a informé le public sur la procédure et les délais par une annonce dans la presse et a demandé des avis aux autorités nationales compétentes en la matière. En date du 10 avril 2024, le ministère a transmis aux autorités néerlandaises les avis reçus par les autorités luxembourgeoises et le public luxembourgeois.

ad 2) La convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, dite Convention d'Aarhus couvre le processus décisionnel complet des activités proposées du type de celles énumérées à son annexe I (p. ex. « centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires, y compris le démantèlement ou le déclassement de ces centrales ou réacteurs (1) [à l'exception des installations de recherche pour la production et la transformation des matières fissiles et fertiles, dont la puissance maximale ne dépasse pas 1 kW de charge thermique continue » ]).

Étant donné que le processus décisionnel est toujours en cours, la présente réponse se limite à l'état actuel de la procédure et ne peut préjuger des étapes ultérieures. En informant le public concerné à un stade précoce de la procédure, c'est-à-dire lorsque toutes les options et solutions sont encore possibles et que le public peut exercer une réelle influence, et en prévoyant la possibilité pour le public de soumettre ses observations qu'il estime pertinentes au regard de l'activité proposée, les autorités néerlandaises ont en principe respecté la Convention d'Aarhus.

ad 3) Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 0523, le Gouvernement ne mettra en principe pas en question les décisions de politique énergétique d'autres pays, conformément aux traités européens.

L'accord de coalition stipule que le Gouvernement interviendra auprès des autorités françaises et belges pour la fermeture des centrales nucléaires de Cattenom, Tihange et Doel.

**Téléchargement des résultats d'analyses dans le dossier de soins partagé** | Question **0564** (03/04/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Et gëtt eng Rei vu medezinneschen Examen, deenen hir Resultater duerno an den DSP (Dossier de soins partagé) eropgeluede kënne ginn. Dozou zielen zum Beispill Bluttanalysen oder Biller vun enger Rëntgen. Bis d'Dokumenter awer am DSP fir de Patient disponibel sinn, dauert et deelweis relativ laang. Esou dauert et scho mol eng Woch oder méi, bis d'Biller vun enger Rëntgen am DSP ze fanne sinn. Bei de Resultater vu Labosanalysen, zum Beispill vun enger Bluttanalys, déi bei engem private Labo hei am Land gemaach gouf, dauert et souguer dacks direkt e puer Wochen oder souguer e puer Méint, bis dës am DSP ze fanne sinn. Gläichzäiteg sinn déi selwecht Resultater awer iwwert d'Onlineportaler vun de Laboratoirë ganz séier fir hir Clienten an d'Dokteren zougänglech.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi laang dauert et an der Moyenne, fir d'Resultater vun Analysen oder medezinneschen Examen, déi an engem Spidol gemaach goufen, an den DSP eropzelueden?

2. Wéi laang dauert et an der Moyenne, fir d'Resultater vun Analysen oder medezinneschen Examen, déi bei engem private Labo gemaach goufen, an den DSP eropzelueden?

3. Wéi sinn déi laang Delaien ze erklären?

4. Plangt d'Ministesch, d'Resultater vun Analysen oder medezinneschen Examen, wéi zum Beispill enger Rëntgen, direkt am DSP disponibel ze maachen? Wa jo, wéi soll dat gemaach ginn?

**Réponse** (02/05/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Am Prinzipp ginn d'Resultater vu medezinneschen Analysen, déi an de Spideeler gemaach ginn, an engem raisonnabelen Delai am elektronesche Gesondheetsdossier vum Patient agespeist, esou wéi d'Gesetz dat virgesäit.[8]

Esou si Rëntgen, aner medezinnesch Biller (IRM asw.) an och hire Compte rendu jee no Struktur, direkt oder spéitstens no puer Deeg am DSP vum Patient ze fannen.

ad 2. Och d'Resultater vun de medezinneschen Analyse vun de private Laboe ginn an engem raisonnabelen Delai am elektronesche Gesondheetsdossier vum Patient hannerluecht, an der Reegel geschitt dat direkt oder spéitstens no e puer Stonnen, jee no Labo.

ad 3. An der Reegel gëtt et keng laang Delaien.

Kierzlech hat ee private Labo opgronn vun enger technescher Pann, déi eréischt méi spéit festgestallt gouf, ee Retard vun 2–3 Woche bei der Alimentatioun vu senge medezinnesche Resultater an den DSPe vu senge Patienten. Dëse Problem ass awer an der Tëschenzäit behuewen.

ad 4. Dat ass schonn haut de Fall. Esou wéi an den zwou éischten Äntwerte präziséiert, sinn d'Resultater vun Analysen oder anere medezinneschen Examen, déi vu Spideeler oder private Laboe gemaach ginn, am elektronesche Gesondheetsdossier vum Patient ze fannen.

Wat Rëntgen an aner medezinnesch Biller (IRM asw.) souwéi hire Compte rendu ubelaangt, esou sinn dës iwwert e „Link" op de Service vun der „Archive nationale d'imagerie médicale" (ANIM), am elektronesche Gesondheetsdossier vum Patient, fir dësen accessibel.

**Cryptomonnaies** | Question **0565** (03/04/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Hollännesch Kryptotrading-Plattforme mellen, dass d'Tradë mat Derivater verbuede gëtt. De Grond dofir ass d'Implementéierung vun der EU-Antigeldwäsch-Direktiv (AMLD5). Vill Kryptoinvestisseure ginn elo kreativ a sichen Ëmweeër iwwert d'Legislatioune vun anere Länner, wéi zum Beispill déi Vereenegt Arabesch Emirater, Palau etc. Zu Lëtzebuerg gouf d'EU-Direktiv mam Gesetz vum 10. Juli 2020 ëmgesat. Zu Lëtzebuerg ass Kryptotradë mat Derivater aktuell nach méiglech.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wäert och zu Lëtzebuerg de Kryptotrading mat Derivater weiderhin erlaabt bleiwen?

2. Am Koalitiounsaccord ass näischt zu Kryptowärungen an Handel ze fannen. Wéi eng Pläng huet d'Regierung diesbezüglech fir Lëtzebuerg?

3. Huet d'Regierung Kenntnis, wéi vill Plattforme fir den Echange vu Kryptowärungen hir Servicer hei zu Lëtzebuerg ubidden?
Falls jo, wéi eng Plattforme sinn dat?

**Réponse** (06/05/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

De Finanzministère an d'Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) suivéieren déi neisten Entwécklungen am Beräich vun de Kryptoaktiven.

Am Kontext vun der Roll, déi Lëtzebuerg als ee féierende Fongestanduert spillt an als eng unerkannte Juridictioun fir international Kapitalmäert, läit de Schwéierpunkt vum Finanzministère an dësem Beräich virun allem drop, e förderlecht Ëmfeld an en Ekosystem fir sougenannten digital Verméigenswäerter („tokenized financial instruments") ze schafen. Duerch een innovatiounsfrëndleche Gesetzeskader huet Lëtzebuerg sech um internationale Plang kloer positionéiert. Virun allem Lëtzebuerger Recht gëtt haut vu groussen internationalen Acteure benotzt, fir zum Beispill digital Obligatiounen ze emettéieren. De Finanzministère wäert u weideren Upassunge schaffen, déi d'Attraktivitéit an d'Kompetitivitéit vun der Finanzplaz stäerken.

Als EU-Memberstaat applizéiert Lëtzebuerg déi europäesch Reegelen am Beräich vun de Kryptoaktiven. Et sief an deem Kontext ugemierkt, dass d'Emissioun an den Handel mat Kryptowärunge vum 30. Dezember 2024 un, engem neien EU-Reglement („Regulation on Markets in Crypto Assets, MICA") ënnerleien. Lëtzebuerg begréisst déi EU-wäit Harmonisiérung vun dëse Reegelen an huet d'Aarbechte fir een europäesche Gesetzeskader aktiv mat begleet. E Gesetzesprojet, deen eng uerdnungsgemäss Uwennung vun den neien eenheetleche Virschréften um nationale Plang sécherstellt, gëtt zäitno deposéiert.

Plattforme fir den Austausch vu Kryptowärungen, déi hir Servicer zu Lëtzebuerg ubidden, musse sech bei der CSSF als „Virtual Asset Service Provider" enregistréieren. 12 Entitéite sinn aktuell bei der CSSF enregistréiert. De komplette Regëster kann ënnert follgendem Link opgeruff ginn: Recherche entités (cssf.lu).

**Congé politique au niveau communal** | Question **0566** (03/04/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Regierung huet am Koalitiounsaccord ugekënnegt, fir de Statut vum lokal gewielte Politiker ze verbesseren. Gemengemandatairen hunn ee Recht op ee Congé politique, fir dass si den Aufgabe vun hirem Mandat nokomme kënnen. Dat ass wichteg, fir dass ee Mandataire, dee Salarié ass, net vun engem schlecht gewëllte Patron kéint refuséiert kréien, fir politesch aktiv ze sinn.

Um Gemengenniveau sinn awer net nëmme gewielte Politiker:innen aktiv, mee och „normal" Bierger:innen. Verschiddener schaffen a konsultative Kommissiounen aktiv mat, fir hir Gemeng ze verbesseren.

[8] Fir den Detail vun de Bestëmmunge verweise mer op den Artikel 60quater vum Code de la sécurité sociale an de Règlement grand-ducal vum 6. Dezember 2019, deen d'Modalitéiten a Konditioune fir d'Opstellung vum elektronesche Gesondheetsdossier festleet.

Grad dëse Mënschen, déi an hirer Fräizäit an ouni Mandat wëlle politesch aktiv sinn, sollt de Staat et esou einfach wéi méiglech maachen, fir sech kënnen anzebréngen.

Dës Leit kréien awer fir hiren Asaz kee Congé politique, dee se kéinte vis-à-vis vun engem Patron geltend maachen. Se sinn, wa se Salarié sinn, op de gudde Wëlle vum Patron ugewisen, fir politesch Aarbecht kënnen aktiv ze ginn. An oft ass et esou, dass d'Kommissiounssitzungen an de Gemengen zäitgläich mat normalen Aarbechtszäiten (9.00–18.00 Auer) stattfannen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi eng Verbesserunge kënnen sech Lokalpolitiker ouni Mandat an dëser Legislatur erwaarden?

2. Wäert d'Regierung sech dofir asetzen, fir dëse Leit ee Congé politique ze erméiglechen? Falls nee, aus wéi enge Grënn net (doriwwer eraus, dass et net am Koalitiounsaccord steet)?

**Réponse** (25/04/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Den honorabelen Deputéierte freet den Inneminister, ob d'Regierung gewëllt ass, Persounen, déi sech um Niveau vun der Gemeng politesch engagéieren, awer kee Mandat am Gemengerot hunn, e Recht op Congé politique zouzegestoen.

De Benevolat vu Leit, déi sech an hirer Fräizäit fir hir Gemeng asetzen, ass eng wichteg Contributioun zu engem gudden Zesummeliewen op lokalem Niveau. Den Engagement vun all Benevole verdéngt och eng Unerkennung. Dofir huet de Gemengerot d'Méiglechkeet, fir de Membere vun de consultative Kommissioune vum Gemengerot ee Jeton de présence fir d'Reuniounen ze ginn, un deenen si deelhuelen.

D'Situatioun vu Persounen, déi kee politescht Mandat hunn, ass awer net mat där vun de Membere vum Gemengerot, vum Schäfferot a vum Buergermeeschter ze vergläichen. Déi Gewielten hu sëlleg gesetzlech Attributiounen a Flichten, déi si mussen erfëllen an dofir mussen si en contrepartie och ee Recht op Fräistellung oder Entschiedegung vun hirer professioneller Aktivitéit hunn. De Congé politique ass eng Garantie fir d'Ausübung vun den ëffentleche Funktiounen.

**Contrôles aux frontières allemandes pendant le Championnat d'Europe de football** | Question **0567** (03/04/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La Ministre fédérale allemande de l'Intérieur a récemment annoncé qu'il y aura des contrôles aux frontières allemandes pendant le Championnat d'Europe de football, du 14 juin au 14 juillet 2024. La frontière entre le Luxembourg et l'Allemagne sera également concernée. Selon la ministre allemande, ces contrôles ont pour but d'empêcher des auteurs de violence potentiels d'entrer sur le territoire allemand et de se protéger contre des hooligans, des islamistes et d'autres extrémistes.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant desdits contrôles ?

2) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'implication et le rôle de la Police grand-ducale ?

3) Y aura-t-il une coopération accrue entre la Police grand-ducale et les services de sécurité des pays voisins pendant le Championnat d'Europe de football, du 14 juin au 14 juillet ?

**Réponse** (06/05/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Monsieur le Ministre s'est entretenu personnellement avec Madame la Ministre de l'Intérieur et du Territoire de la République fédérale d'Allemagne, Nancy Faeser, sur la réintroduction des contrôles aux frontières intérieures allemandes pour la durée du Championnat d'Europe de football du 14 juin au 14 juillet 2024, lors de la récente rencontre des ministres de l'Intérieur germanophones à Bâle, les 21 et 22 avril 2024.

Conformément à l'article 27 du règlement (UE) 2016/399 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 concernant un code de l'Union relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (encore appelé Code frontières Schengen), l'Allemagne est tenue de notifier officiellement son intention de réintroduire de tels contrôles aux autres États membres et à la Commission européenne au plus tard quatre semaines avant la réintroduction prévue.

ad 2) La Police grand-ducale est en contact avec ses homologues allemands pour s'échanger au sujet de contrôles aux frontières. La police allemande devrait procéder entre autres à des contrôles proactifs aux frontières avec le Luxembourg. Ces contrôles auront lieu sur territoire allemand et seront temporaires et adaptés à la situation du moment. L'implication de la Police grand-ducale devrait se limiter au partage des données des contrôles effectués.

ad 3) De tels évènements à envergure internationale engendrent de façon générale une intensification de la coopération policière transfrontalière, notamment en matière d'échange d'informations.

**Lutte contre le trafic de drogue** | Question **0568** (03/04/2024) de **M. Franz Fayot** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

De l'aveu même de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures, le premier bilan de l'opération policière d'envergure dans la Ville-Haute et le quartier de la gare présenté le 27 février 2024 à la Chambre des Députés, soit après six semaines de son entrée en vigueur, était très modeste, avec :

– 438 interpellations,
– deux interpellations pour mendicité,
– 11 infractions liées à la drogue, aboutissant à cinq arrestations,
– et 61 garanties d'accès appliquées sans usage de force.

De plus, d'après les observations faites quotidiennement par l'un des députés soussignés habitant le quartier de la gare, le nombre et la présence de dealers n'ont pas diminué depuis le début de l'opération policière, les trafiquants de drogue arpentant toujours de manière très visible différentes rues de la gare et interpellant les passants. Cette situation, qui perdure depuis des années dans ce quartier résidentiel, et notamment aussi à l'abord d'écoles, a un effet délétère sur la vie des habitants.

Comme l'avait observé Madame la Procureur générale lors d'une commission parlementaire en présence de Madame et Monsieur les Ministres, ce n'est pas en envoyant des officiers de police judiciaire en civil dans les rues du quartier de la gare qu'on viendra à bout des réseaux de criminalité organisée à l'origine de ce trafic de drogue, visé pourtant par l'opération coup de point du Gouvernement.

Dès lors, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Que font concrètement les agents de police déployés sur le terrain pour appréhender les trafiquants de drogue présents dans les rues, et dont le mode opératoire peut être facilement observé ? Est-ce que les agents de police ont aussi l'instruction d'appréhender les clients des trafiquants de drogue ?

2) Est-ce que ces trafiquants font l'objet de contrôles d'identité, voire de fouilles ?

3) Est-ce que l'opération policière comprend l'usage de chiens spécialisés pour débusquer la drogue cachée à différents endroits ?

**Réponse** (06/05/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Le bilan du dispositif en question le plus récent a été effectué par la Police grand-ducale le 16 avril 2024 et présenté dans un communiqué de presse publié le même jour. Le Gouvernement souligne que le dispositif spécial a poursuivi des objectifs multiples, dont notamment la lutte contre les stupéfiants.

ad 1) De manière générale, la Police grand-ducale effectue des contrôles réguliers afin d'appréhender des vendeurs de stupéfiants. Ces contrôles peuvent prendre différentes formes, comme des actions d'envergure lors desquelles une zone géographique ou un endroit précis est ciblé.

Un contrôle a également lieu en cas d'observation par les policiers d'une transaction entre un trafiquant et son client en temps réel avec les interpellations conséquentes.

Des enquêtes d'envergure sur un trafic de stupéfiants impliquant plusieurs personnes peuvent être lancées sur base d'observations, qui s'étalent sur des périodes plus longues et sont strictement encadrées par le Code de procédure pénale.

Un prétendu client étant également en infraction à la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie, est également appréhendé par les policiers et pourra être poursuivi par la suite conformément aux dispositions légales en vigueur.

ad 2) La Police grand-ducale peut procéder à des contrôles d'identité ou des fouilles conformément aux dispositions légales en vigueur. L'article 3 de la loi modifiée du 19 février 1973, relative à la vente de substances médicamenteuses et à la lutte contre la toxicomanie, accorde le droit d'effectuer des fouilles sur les personnes, ainsi que de visiter et de contrôler tous les moyens de transport et les bagages à mains en cas de soupçons d'infraction à ladite loi.

Les modalités de vérification d'identité et des fouilles de personnes sont prévues par les articles 45 et 48-11bis du Code de procédure pénale.

ad 3) Des chiens renifleurs de stupéfiants sont en effet utilisés pour détecter la présence de stupéfiants, soit en des endroits spécifiques, soit sur des personnes.

**Crédits immobiliers** | Question **0569** (03/04/2024) de **Mme Liz Braz** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Après une décennie marquée par une politique monétaire très accommodante, les pressions inflationnistes ont poussé la Banque centrale européenne (BCE) à relever fortement ses taux directeurs, afin de modérer la demande et contenir les anticipations d'inflation. Les relèvements successifs des taux directeurs ont augmenté les coûts de refinancement des banques, de sorte qu'elles ont répercuté ces

coûts sur les taux des crédits aux ménages et aux entreprises.

Il en découle notamment que les montants des nouveaux crédits immobiliers octroyés au Luxembourg ont encore diminué de l'ordre de 17 % au 4e trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Comment a évolué le nombre de refus de crédits immobiliers au Luxembourg entre 2021, 2022 respectivement 2023 ?

– Comment a évolué le nombre de crédits immobiliers non performants sur la même période?

**Réponse** (29/04/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Les honorables Députés font référence dans leur question parlementaire aux dernières évolutions en matière de refus de crédits immobiliers et de crédits immobiliers non performants.

Le nombre de refus de crédits immobiliers ou de crédits non performants ne font pas l'objet d'un reporting réglementaire périodique de la part des établissements de crédits à l'adresse de la CSSF.

Néanmoins, sur base d'une enquête ad hoc menée auprès des établissements bancaires luxembourgeois au cours de l'année 2023, la CSSF estime qu'au cours du 1er semestre 2023, 14 % des demandes de crédits ont été refusées par les établissements de crédits luxembourgeois.

En ce qui concerne l'évolution du nombre de crédits immobiliers non performants sur la période 2021-2023, le ratio des crédits immobiliers non performants (mesurés en volume) est passé de 0,9 % à 1,5 % et se situe dans la moyenne européenne.

**Cotisations sociales d'associés ou d'actionnaires de collectivités** | Question **0570** (04/04/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Duerch d'Annulatioun vun der Circulaire L.I.R. 46/2 vum 23. Mäerz 2018 kënnen Independanten hir Sozialaaschte säit dem 1. Januar dëst Joer net méi iwwert hire Betrib bezuelen, mee mussen dës aus eegener Täsch virstrecken. Déi Moossnam, déi op den éischte Bléck wéi eng reng Ëmstellung vun der Comptabilitéit ausgesäit, bedeit fir d'Betriber awer dacks zolidd Méikäschten, well déi betraffe Leit sech déi entspriechend Zomm fir d'éischt musse virstrecken an deementspriechend versteieren. An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 8344 aus der Legislaturperiod 2018–2023 hat déi deemoleg Madamm Finanzminister dës Moossnam mat enger Incompatibilitéit mat den Artikelen 109 an 110 vum modifizéierten Akommessteiergesetz vun 1967 begrënnt.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Finanzminister gär dës Froe stellen:

1. Gesäit den Här Minister net de Risiko, datt duerch dës Decisioun manner Leit sech trauen, sech selbstständeg ze maachen?

2. Kéint den Här Minister sech virstellen, d'Akommessteiergesetz vun 1967 esou ze iwwerschaffen, datt déi bis 2023 üblech Comptabilitéit vun de Sozialaaschte fir Selbstständeger nees kann applizéiert ginn?

**Réponse** (06/05/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

D'Behandlung vun de Sozialaaschte vun den Independante gouf an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 8344 in extenso beschriwwen. D'Situatioun huet sech zanterhier net geännert, an déi Erklärungen hunn nach ëmmer hir Gültegkeet.

**Minorités russes dans les pays baltes** | Question **0571** (04/04/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

E rezenten Artikel am „Spiegel" („Die Unerwünschten" vum 9.3.24) huet d'Opmierksamkeet nees op d'Situatioun vun de russeschsproochege Minoritéiten an de baltesche Länner gezunn. Si hunn an deenen dräi Länner – allerdéngs an ënnerschiddlechem Mooss – Problemer, déi ee kéint als staatlech Diskriminéierung charakteriséieren. Déi sozial Situatioun vun deene Leit, zum Beispill um Aarbechtsmaart, ass dacks vergläichsweis prekär. Wann och déi respektiv offiziell Landessprooch an deene Staate promouvéiert gëtt, wat jo selbstverständlech ass, da muss een awer och feststellen, datt gläichzäiteg probéiert gëtt, de Gebrauch vun der russescher Sprooch zeréckzedrängen. En Deel vun deene Leit aus de russeschsproochege Minoritéiten hunn déi russesch Nationalitéit a musse mat Zwangsausweisunge rechnen („Spiegel": „Als Folge droht der Verlust des Zugangs zu Bankkonto, Sozialleistungen und Rente"). De Krich an der Ukrain kann dozou féieren, datt och politesch Tensiounen tëschent eethnesche Communautéiten entstinn oder sech verschäerfen.

Am genannte „Spiegel"-Artikel gëtt z. B. eng Anthropologin, déi selwer eng eethnesch Lettin ass, mat der Ausso zitéiert: „Wer sich in Lettland für die Russischsprachigen einsetzt, wird als ‚Putins Nachtigall' beschimpft oder als ‚Ruschist' – eine Mischung aus ‚Russe' und ‚Faschist'."

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi schätzt d'Regierung d'Situatioun vun deene russeschsproochege Minoritéiten an de baltesche Staaten an? Gëtt den Theemekomplex an EU-Gremien diskutéiert?

2. Gouf et an aneren internationalen Institutiounen, wéi der OSZE oder dem Conseil de l'Europe, schonn Diskussiounen iwwer d'Situatioun vun deene Minoritéiten?

3. Huet déi Lëtzebuerger Regierung déi Thematik an deene bilaterale Gespréicher mat deenen dräi Staate schonn ugeschwat? Wa jo, mat wéi engem Resultat?

4. Gesäit d'Regierung an dësem Kontext och d'Méiglechkeet vun enger baussepolitescher Sécherheetsfro?

**Réponse** (02/05/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

An ënnerschiddlechen internationale Foren (Europarot, OSZE) gëtt d'Situatioun vun de russeschsproochege Minoritéiten, déi an de baltesche Staate liewen, zanter Joerzéngten diskutéiert. D'EU-Charta vun de Grondrechter ënnersträicht d'Recht op Netdiskriminéierung, y inclus fir national Minoritéiten.

D'Memberstaate vum Europarot kënnen sech op d'Rapporte vum Comité consultatif vun der Convention-cadre vum Europarot zum Schutz vun nationale Minoritéite beruffen, fir neutral a faktuell Informatiounen iwwert d'Situatioun vun de russeschsproochege Minoritéiten an de baltesche Staaten ze kréien. Dës Conventioun ass spezifesch geduecht fir Länner, déi historesch etabléiert national Minoritéiten hunn.

Lëtzebuerg ass sech de Sécherheetsbedenke vun de baltesche Länner zanter dem Amarsch vu russeschen Truppen an der Ukrain voll a ganz bewosst. Dës legitimm Bedenke sollen net op d'Käschte vun de Grondrechter vun den uewe genannte Persoune goen.

**Subside « qualité+ » aux clubs sportifs** | Question **0573** (04/04/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Iwwert de Subside qualité+ gi Sportsveräiner, déi Sport fir Kanner ënner 16 Joer ubidden, finanziell vum Staat ënnerstëtzt. Duerch dës Subsidë kënne lokal Veräiner de Sport zu engem méi gerénge Präis fir eng breet Bevëlkerung ubidden. Am Rapport d'activités fir d'Joer 2023 steet fir de Subside qualité+ Follgendes ze liesen: „2.969.229 € pour le subside ‚qualité+' aux clubs sportifs. Un dépassement de l'ordre de 1.641.671 € est demandé principalement en raison de l'augmentation du nombre de demandes et du nombre d'enfants. Le montant global se chiffre alors à 4.610.900 €." De Montant, deen urspréinglech virgesi gi war, war also net héich genuch an huet missen opgestockt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. U wéi vill Veräiner ass dëse Subside gaangen a wat waren déi 10 Veräiner, déi dee gréisste Montant kruten?

2. Wéi vill Kanner waren 2023 vun dësem Subside betraff?

3. Wéi ass de Gesamtmontant vun de Subsiden an deene leschte 6 Joer evoluéiert a wéi vill Veräiner hunn an de Jore vun 2017 bis 2022, opgeschlësselt pro Joer, vum Subside profitéiert?

**Réponse** (03/05/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. 2023 gouf de Subside Q+ un 349 Veräiner ausbezuelt. Déi 10 Veräiner, déi am meeschte Subsidë Q+ kruten, sinn déi Veräiner, déi 2023 am meeschte Lizenze vu jonke Sportler*Innen ënner 16 Joer haten.

ad 2. 2023 ware 35.143 Kanner am Alter vu manner wéi 16 Joer vum Subside Q+ betraff.

ad 3. D'Evolutioun vum Subside Q+ tëscht 2017 an 2022 war follgend:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

An de 6 Joer vun der Referenzperiod stellt ee fest, datt ronn ee Véierel méi Veräiner fir de Subside Q+ eligibel waren. Donieft ass déi finanziell Ënnerstëtzung un d'Veräiner, déi hire Sportler*Innen e qualitativen Encadrement bidden, ëm bal 85 % an d'Luucht gaangen.

**Rapport d'activités 2022 du Ministère des Sports** | Question **0574** (04/04/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Aktivitéitsbericht 2022 vum Ministère gëtt et en Tableau mat offiziellen Zuelen zum Sport hei am Land. Aus dësem Tableau geet ervir, dass et am Joer 2022 55 Federatiounen, 1.311 Veräiner an insgesamt 131.971 Sportler:inne mat enger Lizenz hei am Land gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Wéi huet dës Statistik zënter 2015 evoluéiert?

2. Wéi huet parallell dozou wärend dëser Period d'Zuel vun de Veräiner am Keelesport evoluéiert? Wéi erkläert sech de Minister dëse Phenomeen?

3. Wéi steet de Minister zu der Evolutioun vun der Gesamtzuel vun de Lizenzen am Sport säit 2015?

**Réponse** (03/05/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. 2015 gouf et 56 Federatiounen, 1.411 Sportsveräiner, déi 126.030 Sportler*innen encadréiert

hunn. An de Joren dono hunn sech dës Zuele liicht verännert, sou datt et 2023 55 Federatiounen, 1.300 Veräiner an 136.805 lizenzéiert Sportler*inne gouf.

ad 2. Am Keelesport muss een e Réckgang vun de Veräiner vun 307 Clibb 2015 op 158 Clibb am Joer 2023 feststellen.

Zu den Ursaache vun dësem Réckgang leie mir net genuch Informatioune vir, déi mir et géifen erlaben, eng fundéiert Ausso heizou ze tätegen.

ad 3. Generell ass den Zouwuess u Lizenzen am organiséierte Sport, an absolutten Zuelen, duerch den demographesche Wandel ze erklären. Allerdéngs, wann een sech d'Zuele genee ukuckt, muss ee feststellen, datt 2015 nach ronn 22,4 % vun der Populatioun eng Lizenz an engem Sportveräin hat. 2023 sinn et just nach 20,7 %.

Als Sportsminister gefält mir dës Tendenz natierlech net. Dofir ass et mir immens wichteg, d'Réckgrat vum Lëtzebuerger Sport, dat heescht eis Veräiner esou ze stäerken, datt si hiert gesellschaftlecht Potenzial kënnen entwéckelen, an d'Leit de Wee an d'Veräiner erëmfannen, sief dat als aktive Member oder als Benevole.

**Promotion de l'image de marque dans le sport** | Question **0575** (04/04/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Laut dem Aktivitéitsbericht vun 2023 vum Sportsministère goufen am Kader vun der Promotion de l'image de marque dans le sport d'lescht Joer 12 Athleeten, 17 Federatiounen a 6 Organisateure vu Sportsmanifestatioune mat engem Montant insgesamt vun 802.156 € ënnerstëtzt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Fro stellen:

– Wéi gouf dës Ënnerstëtzung pro Entitéit opgedeelt a wat fir een Zweck gouf konkreet domat ënnerstëtzt?

**Réponse** (23/04/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

Am Kader vun der Promotion de l'image de marque am Sport huet de Sportsministère 2023 35 Konventioune mat Sportler*Innen, Federatiounen an Organisateure vu Sportsmanifestatiounen ënnerschriwwen. Dës Partner sinn duerch hir Notorietéit am Ausland an de Programm opgeholl ginn a maachen d'Mark Lëtzebuerg am Ausland siichtbar.

D'Sportler*Innen aus dem Programm goufen 2023 mat 85.000 EUR ënnerstëtzt. Donieft kruten déi international Evenementer, déi hei am Land organiséiert goufen, insgesamt 473.500 EUR an d'Federatiounen 240.500 EUR. Des Weidere gouf nach Promotiounsmaterial am Wäert vun 3.156 EUR kaf.

**Charges d'exploitation dans le cadre d'une voiture électrique** | Question **0576** (04/04/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

An de leschte Joren hunn ëmmer méi Leit eng Solaranlag (Fotovoltaikanlag) op den Daach vun hirem Haus installéiert. Dës Politick bréngt fir d'Leit verschidde Virdeeler an hëlleft virun allem eisem Land, fir dem Klimawandel entgéintzewierken a méi onofhängeg vum Ueleg aus anere Länner ze ginn.

Als Independant kann ee verschidde Käschten als Charges d'exploitation geltend maachen, wann dës am Zesummenhang mat de professionellen Aktivitéite vun der Firma sinn. Ee klassescht Beispill dofir sinn d'Käschte vun engem Auto, dee fir d'Aktivitéite vun enger Firma genotzt gëtt. Beim klassesche Verbrenner kann de Steierzueler d'Rechnung vum Sprit oder vun der ëffentlecher Luetstatioun direkt dofir notzen am Zesummespill mam Faartebuch. Et gëtt allerdéngs e bësse méi onkloer, wann de Stroum fir den Elektroauto am Doheem vum Steierzueler gezaapt gëtt.

Um Site vun der Steierverwaltung ass Follgendes erkläert:
„les frais de voiture subis par le chef d'entreprise ne seront déductibles que dans la limite de l'utilisation professionnelle de la voiture. Il appartient au chef d'entreprise d'apporter la preuve du caractère déductible de la dépense, par exemple sur base du carnet de route".

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Finanzen a fir Energie dës Froe stellen:

1. Op wéi eng Modalitéite muss de Steierzueler oppassen, wann hien de Stroum, deen hien aus senger Solaranlag fir ee Firmenauto zaapt, als Charges d'exploitation wëll geltend maachen?

2. Wéi eng Beweiser muss de Steierzueler an dësem Fall kënne presentéieren, fir de gezaapte Stroum als Charge d'exploitation kënne geltend ze maachen?

3. Wéi eng Plaffongen oder Limitte gëllen an dëse Fäll?

**Réponse** (07/05/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Am Artikel 45 vum Akommessteiergesetz ass verankert, datt d'Betribskäschten ofzezéie sinn, wann d'Käschten exklusiv duerch d'Gesellschaft verursaacht gi sinn.

Déi steierlech Konsequenzen am Kader vum Bedreiwe vun enger Solaranlag ginn an der Circulaire L.I.R. N° 14/2 vum 5. Juni 2023 beliicht. Do gëtt op 3 Méiglechkeeten higewisen, wou de Steierflichtegen déi ganz Stroumproduktioun un de Gestionnaire vum elektresche Reseau verkafe kann, de Stroum selwer verbraucht, respektiv een Deel verkeeft an de Rescht fir sech behält, fir privat respektiv professionell Notzung falls d'Solaranlag sech och am Bilan vun der Gesellschaft befënnt.

Generell ginn d'Deplacementer vun engem Firmenauto am Faartebuch opgefouert, an d'Käschte vun de geluedene Kilowattstonnen (kWh) gi wéi all aner Käschten a Bezuch op de Firmenauto behandelt. Als Vereinfachung fir d'Berechnung vun de Luetkäschte vun engem Firmenauto kann de Kilowattstonnepräis vun der Stroumrechnung geholl ginn, dee mam Verbrauch vum Auto op den zréckgeluechte Kilomeeter verrechent gëtt. Dëst kann der Steierverwaltung mat enger Pièce probante matgedeelt ginn (wéi z. B. enger ausgestallter Rechnung, wéi vill Kilowattstonne vum Elektroauto gezu goufen).

**Label « Fairtrade Gemeng »** | Question **0577** (04/04/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Vum 1. bis de 15. Mee feiert d'ONG Fairtrade Lëtzebuerg d'Fair-Trade-Wochen. An deem Kader hat ech den Inneminister gefrot, wéi eng Gemengen hei am Land Fair-Trade-Gemenge sinn. A senger Äntwert op d'Fro N° 0452 schreift hien, dass den Innenministère doriwwer keng Statistike féiert.

Grad de Staat an d'Gemenge sollte mam gudde Beispill virgoen a verantwortlech Produkter akafen. Fir d'Gemengen existéiert de Label „Fairtrade Gemeng", wou et virun allem drëms geet, dass d'Gemeng Werbung fir de fairen Handel mécht an offensiv un d'Bierger:inne kommunizéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Mat wéi vill Euro ënnerstëtzt de Lëtzebuerger Staat alljoers de Kaf vu Fair-Trade-Produkter?

2. A wéi enge Ministèrë gi Fair-Trade-Produkter kaf?

3. Wat huet d'Regierung bis ewell ënnerholl, fir d'Gemengen allgemeng op d'Notzung vun nohaltege Produkter ze sensibiliséieren?

**Réponse** (23/04/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Den Inneministère féiert keng Statistiken an deem Beräich an ass weeder zoustänneg fir den Ëmgang vun anere Ministèrë mat Fair-Trade-Produkter, nach fir d'Gemengen dofir ze sensibiliséieren.

**Fonds d'aide pour l'Ukraine** | Question **0578** (04/04/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Bei engem NATO-Treffen den 3. Abrëll gouf iwwert d'Schafung vun engem Fong fir d'Ukrain diskutéiert. An dësem Fong sollen 100 Milliarden iwwert déi nächst 5 Joer gesammelt ginn. D'Zil ass dem NATO-Generalsekretär Jens Stoltenberg no: „der Ukrain eng zouverlässeg a previsibel Ënnerstëtzung op laang Siicht [ze] garantéieren, fir datt mer manner op fräiwëlleg Bäiträg, a méi op fest NATO-Engagementer setze kënnen. Manner kuerzfristeg Offeren, méi Engagementer iwwer Joren".

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Verdeedegung a fir Aussenugeleeënheeten dës Froe stellen:

1. Gouf Lëtzebuerg scho virum NATO-Treffe vum 3. Abrëll am Kontext vum geplangte Fong approchéiert? Wa jo, wat war d'Positioun vun der Regierung zu dëser Iddi?

2. Plangt Lëtzebuerg, sech un dësem Fong ze bedeelegen?

**Réponse** (02/05/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

Lëtzebuerg ass virum NATO-Treffe vum 3. Abrëll iwwert dëse Fong an de respektiven Aarbechtsgruppen op der NATO informéiert ginn. Allgemeng gesäit Lëtzebuerg d'Institutionaliséierung vun der Ënnerstëtzung un d'Ukrain positiv.

Lëtzebuerg ass dem Virschlag vun engem Fong géigeniwwer positiv agestallt.

**Évolution de l'automobile suite aux exigences légales** | Question **0579** (05/04/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Esou wéi et am Artikel „viele Lieblingsmodelle der Autofahrer verschwinden vom Markt", deen de 26. Mäerz am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, heescht, verschwannen an noer Zukunft eng ganz Rei Modeller aus dem Beräich vun de klengen Autoe vum Maart. De Grond, firwat d'Hiersteller verschidde Modeller scho ganz agestallt hunn a weiderer geschwënn auslafe loossen, läit deem genannten Artikel no an ëmmer méi strengen Ëmweltoplagen, wéi der Euro Norm 7 an ëmmer méi Virschrëfte fir Sécherheetselektronik. Dës Sécherheetselektronik gouf net zulescht néideg, well d'EU selwer vun den Hiersteller ëmmer méi Iwwerwaachungsinstrumenter vum Chauffer (zum Beispill fir d'Vitesskontroll duerch den Auto) verlaangt an déi entspriechend Date jo och virun Hackerugréff musse geschützt ginn.

Vill kleng Modeller kënne mat all deene Virgabe weeder méi als Elektro- nach als Auto mat Verbrennungsmotor rentabel gebaut ginn. De Leit wäert also näischt anescht iwweregbleiwen, wéi op méi grouss an energieintensiv Modeller zeréckzegräifen, souguer wann se dat guer net wëllen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi beurteelt d'Madamm Minister dësen Trend hin zu ëmmer méi groussen Autoen, deen eleng op ëffentleche Virgabe berout? Gëtt mat där Entwécklung net genee de Géigendeel vun deenen Ëmwelt- a Klimaziler erreecht, déi d'Regierung sech mat där Politick selwer gesat huet?

2. Wéi beurteelt d'Madamm Minister d'Auswierkung vun dësem Trend op déi allgemeng Parkingssituatioun hei am Land? Musse Parkplazen an Zukunft mglw. nees méi grouss geplangt ginn?

3. Gesäit d'Madamm Minister an dësem Trend eng Benodeelegung vu Leit mat méi klengem Akommes, déi geschwë wa méiglech méi fir den Akaf vun engem Auto, fir den Ënnerhalt an och fir d'Energiekäschten (Bensinn oder Elektresch) mussen ausginn? Falls net, firwat net?

4. Gesäit d'Madamm Minister an dësem Trend eng Ursaach fir d'Noutwennegkeet vun engem allgemenge Paradigmewiessel am Bezuch op ëmmer méi ideologesch Virgabe fir déi individuell Mobilitéit? Falls net, firwat net?

**Réponse** (06/05/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honoréierten Deputéierte freet Informatiounen iwwert d'Evolutioun vun den Autosmodeller an Europa.

Fir e Gefier an Europa kënnen op d'Strooss ze bréngen, muss et enger europäescher Typgeneemegung entspriechen. Eng Typgeneemegung bestätegt, dass e Gefier de gesetzlechen europäeschen an internationale Mindestufuerdungen un d'Sécherheet an un d'Ëmwelt erfëllt. Mam Zil vun der Europäescher Kommissioun, fir d'Stroossesécherheet ze verbesseren an den negativen Impakt vum motoriséierte Verkéier op d'Ëmwelt ze reduzéieren, ginn d'Ufuerderungen un d'Typgeneemegung ëmmer méi strikt. Dat bréngt mat sech, dass d'Gefierer, ënnert anerem, mat ëmmer méi performante Fuerassistenz- a Sécherheetssystemer equipéiert musse ginn, déi d'Fueren net just eleng méi confortabel, mee virun allem de Stroosseverkéier fir all d'Usagere méi sécher maachen.

Déi zousätzlech Elektronik, déi néideg ass, fir dass dës Systemer effizient funktionéieren, stellt keng technesch Aschränkung duer, fir méi kleng Autoen ze bauen. Sou ass festzestellen, dass momentan bei villen Autoshiersteller en Trend ass, fir Modeller, zum groussen Deel och méi kleng Autosmodeller, déi fréier ugebuede goufen, haut nees elektrifizéiert op de Maart ze bréngen. Dëst geet och aus dem vum éierewäerten Deputéierten zitéierten Artikel ervir.

De Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten huet de Gemenge mat der nationaler Parkraumstrategie (www.parken.lu) opgrond vun der Situatioun hei am Land, esouwéi den internationale „meilleures pratiques" Recommandatiounen zur Verfügung gestallt. D'Gestioun an den Amenagement vum Parkraum ass awer eng kommunal, net eng staatlech, Kompetenz. Dofir ass et un de Gemengen ze decidéieren, wéi se mam ëffentleche Raum, a speziell mat deem Deel dovun, op deem soll geparkt ginn, wëllen ëmgoen.

Et sief nach ze ernimmen, dass ee Gesetz um Instanzewee ass, fir de Gemengen d'Installéiere vu Carsharing Statiounen ze vereinfachen. Fir Leit, déi den Auto net fir den Aarbechtswee brauchen, mä just sporadesch, ass Carsharing eng ekonomesch Alternativ. Fir den Aarbechtswee stellt d'Regierung als eenzeg op der Welt ee komplett gratis ëffentlechen Transport zu Verfügung. Dëse kann awer net all eenzel Demande ofdecken. Eng Alternativ dofir ass de Covoiturage, fir dee privat Acteuren ewell performant Smartphone Applikatiounen zur Verfügung stellen. Do dernieft ass am PNEC och virgesinn, ee Leasing social automobile mat Null-Emissiouns-Auto anzeféieren.

D'Regierung ass de Klimaziler a wat d'Stroosseséchereheet ugeet, der „Vision zéro" verflicht, an dohier sinn all Initiativen, déi noweislech heizou bäidroen, och ze ënnerstëtzen.

**Concentration de drogues dans les eaux usées** | Question **0581** (05/04/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Fir eng rezent Etude vum European Monitoring Center for Drugs and Drug Addiction (EMCDDA) goufen Ofwaasseranalysen a Stied a ganz Europa an och ausserhalb vun der EU gemaach. Et gouf ënnersicht, wéi héich d'Drogeréckstänn am Waasser sinn, fir doduerch Réckschlëss op de Konsum vun de verschiddenen Droge maachen ze kënnen. Mat de Wäerter aus dem Joer 2023, déi de Cannabiskonsum betreffen, ass Lëtzebuerg mat Mamer a Miersch direkt zweemol an den Top 20 ze fannen. Mamer ass op der 13. Plaz vun de geteste Stied, wat virun Zürech, Paris Seine centre, oder och Lissabon ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung déi genannten Etude zur Kenntnis geholl? Wéi eng Conclusiounen zitt d'Regierung aus der Etude vum EMCDDA?

2. Wéi eng Roll spillt de Verkaf vum medezinnesche Cannabis bei de Wäerter vun der genannter Etude? Wéi vill medezinnesche Cannabis gouf am Joer 2023 verkaf a wéi een Taux u Réckstänn an den Ofwässer géif sech doraus schätzungsweis erginn?

3. Wéi eng Roll spillt de rekreative Gebrauch vu Cannabis bei de Wäerter vun der genannter Etude? Wéi héich ass schätzungsweis den Taux u Réckstänn an den Ofwässer, déi sech net duerch d'Zuele vum Verkaf vum medezinnesche Cannabis erkläre loossen?

**Réponse** (10/05/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Mir verweisen op d'Äntwert vun der parlamentarescher Fro N° 0526 vum 25. Mäerz 2024 vun den honorabelen Deputéierten Här Mars Di Bartolomeo an Här Dan Biancalana.

ad 2. an 3. Et ass net méiglech, d'Metabolitte vu medezinneschem a rekreativem Cannabis am Ofwaasser ze differenzéieren.

Am Joer 2023 goufen insgesamt 382 kg gedréchent Cannabisbléie verkaaft am Kader vum Programm Cannabis médicinal an 2,023 Flacone Cannabisueleg (43.975 ml). Op Basis notamment vun dësen Donnéeën, huet den LNS op Nofro eng Estimatioun gerechent, wat de respektiven Undeel vun de Réckstänn vu medezinneschem Cannabis kéint duerstellen.

Bei dëser Approximatioun kënnt eraus, dass ongeféier 8 % vun de Metabolitten, déi am Ofwaasser 2023 zu Lëtzebuerg fonnt gi sinn, vum Konsum vu medezinneschem Cannabis kéinten hierstamen, an deemno 92 % vum rekreative Konsum vu Cannabis.

Déi Resultater sinn awer mat grousser Virsiicht ze genéissen, well se op Extrapolatioune baséieren an een zum Beispill och net weess, ob dee medezinnesche Cannabis dann och tatsächlech zu Lëtzebuerg konsuméiert gouf, respektiv seng Metabolitten an de Kläranlage gelant sinn. Och ass net gewosst, ob d'Resultater vun den dräi bedeelegte Statioune representativ si fir d'ganzt Land.

**Installation des pompes à chaleur** | Question **0582** (05/04/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Au cours des dernières semaines, Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité a expliqué que la transition énergétique dans le domaine des bâtiments dépendrait notamment de questions pratiques. Dans ce contexte Monsieur le Ministre a évoqué à plusieurs reprises une problématique par rapport à l'installation des pompes à chaleur « qui ne serait pas toujours faite correctement et mènerait à la frustration et à l'incompréhension des citoyens ».

Au vu d'un certain risque que la confiance dans l'artisanat travaillant dans le domaine de la transition énergétique soit affaiblie par de telles affirmations, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Le Gouvernement dispose-t-il de chiffres concrets ayant trait à la précitée « problématique par rapport à l'installation des pompes à chaleur » ? Existe-t-il un registre dans lequel sont répertoriés de tels « défauts d'installation » ?

2) Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur l'envergure de la problématique de l'installation fautive de pompes à chaleur ainsi que d'autres installations dans le domaine de la décarbonation du bâtiment ?

3) Dans la négative, un tel registre sera-t-il mis en place ?

4) Étant donné que Monsieur le Ministre de l'Environnement avait également évoqué l'introduction d'une réception obligatoire certifiant l'installation correcte d'une pompe à chaleur, quel est le calendrier envisagé pour l'introduction de la réception obligatoire ? Par quels moyens est-ce qu'il est prévu de garder le fardeau administratif y relatif au minimum ? Quelles autres mesures Messieurs les Ministres envisagent-ils afin de favoriser l'installation des technologies de transition selon les règles de l'art, tout en prenant soin de ne pas alourdir inutilement les procédures ?

5) Messieurs les Ministres sont-ils en mesure de m'informer combien d'installations de chauffage fonctionnant au mazout ou au gaz naturel devront être remplacées chaque année afin d'atteindre les objectifs nationaux de réduction de gaz à effet de serre pour 2030 ?

**Réponse** (07/05/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) à 3) Le Gouvernement ne dispose à ce stade pas d'indications chiffrées quant aux difficultés rencontrées par rapport à l'installation des pompes à chaleur. Des situations où de telles difficultés sont rencontrées ne présentent pas la règle générale.

ad 4) L'élaboration d'un avant-projet de règlement grand-ducal visant à établir les prescriptions et modalités d'exploitation de pompes à chaleur utilisées pour régler le climat intérieur des bâtiments est en cours de finalisation. Il définira les modalités et règles pour la mise en place (installation), la réception (vérification si l'installation a été réalisée de manière correcte), l'inspection périodique (pour évaluer le bon fonctionnement et l'efficacité énergétique de l'installation permettant de minimiser la consommation et les coûts d'électricité) et la mise hors service (pour garantir que le fluide frigorigène soit évacué de façon appropriée) des installations de pompe à chaleur.

Dans le cadre de cette réglementation, un registre des installations de pompe à chaleur sera mis en place. Ce registre servira notamment au monitoring des progrès dans le domaine de la décarbonation du secteur des bâtiments par rapport aux objectifs climatiques.

La transition énergétique et climatique implique en effet, outre de nombreuses autres mesures visant la décarbonation, un remplacement accéléré des chaudières alimentées aux combustibles fossiles par des installations de chauffage basées sur de l'énergie renouvelable, dont, en premier lieu, les pompes à chaleur. Le Gouvernement est conscient que cette transition constitue un défi pour l'ensemble des parties impliquées. C'est pourquoi, outre la mise à disposition de régimes d'aides financières attractifs, les ministères informent et sensibilisent à la fois les particuliers et les acteurs professionnels notamment à travers des outils mis à disposition par la Klima-Agence. Le Gouvernement soutient par ailleurs les centres de formation pour étendre les formations existantes et mettre en place de nouvelles formations et outils de calcul dans le cadre du déploiement des pompes à chaleur, répondant ainsi aux besoins rencontrés sur le terrain. Enfin, le Gouvernement encourage les communes à harmoniser leurs règlements des bâtisses pour ce qui est des dispositions se rapportant notamment à l'installation de pompes à chaleur.

ad 5) La mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) est actuellement en phase de finalisation et devrait être adoptée par le Conseil de Gouvernement dans les prochains mois. Dans ce contexte, le Statec est en train d'effectuer une mise à jour de ses projections relatives à l'impact des différentes mesures sur la réduction des gaz à effet de serre d'ici 2030. Les résultats de ces nouvelles projections seront intégrés dans la mise à jour du PNEC.

**Implémentation des résultats du « Waasserdësch » de 2021** | Question **0583** (05/04/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Fir d'Diversifikatioun vun der Landwirtschaft virunzedreiwen an de Geméis- an Uebstbau ze favoriséieren, ass et onëmgänglech, fir zesumme mat de landwirtschaftleche Betriber Léisungen auszeschaffen, fir innovativ an effizient Reewaasser-Notzungssystemer en place ze setzen.

De 26. Januar 2021 hunn déi deemoleg Ëmweltministerin an den deemolege Landwirtschaftsminister sech mat de landwirtschaftlechen Acteuren um Waasserdësch getraff, fir zesumme Mesuren am Waasserberäich ze diskutéieren, déi de Produzent:innen entgéintkommen an zugläich eis national Waasserressourcë schützen.

Wärend dëser Reunioun gouf decidéiert, eng Etüd ze lancéieren, fir Piste fir d'nohalteg Notzung vu Waasser an der Landwirtschaft, d'Innovatiounsméiglechkeeten an dësem Beräich, an d'Implikatioune vun der Notzung vun dësem Waasser fir aner Beräicher (wéi den Naturschutz oder d'Autorisatiounsregimmer) wëssenschaftlech ze beliichten.

Och gouf decidéiert, fir Pilotprojeten ze lancéieren, dëst mam Zil, fir, op Basis vu wëssenschaftlechen Donnéeën, Léisunge kënnen auszeschaffen, déi vun aneren Acteuren an der Landwirtschaft an am Gaardebau kéinten iwwerholl ginn (z. B. eng effizient Notzung a Reutilisatioun vu Waasser, d'Opfänken a Stockage vu Waasser, a landwirtschaftlech Praktiken, déi am Aklang mam Waasserschutz sinn).

An dësem Kontext erlaben ech mer et, follgend Froen un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit ze stellen:

1. Wat ass den aktuelle Stand vun der Implementatioun respektiv wat sinn d'Resultater vun den Initiativen (Pilotprojeten, wëssenschaftlech Etüd), déi um Waasserdësch vun 2021 lancéiert goufen? Wat sinn déi verschidden Etappen, déi bei dëse Pilotprojete respektiv den Etüden nach bevirstinn, ier definitiv Conclusioune kënne gezu ginn?

2. Wéi eng Acteure si fir d'Ëmsetzung vun dësen Initiativen zoustänneg? Wéi vill gouf bis ewell an d'Virbereedung an an d'Implementatioun vun den Initiative vum Waasserdësch investéiert an iwwert wéi eng Budgetsposte gi se finanzéiert?

3. Wéi vill Autorisatiounsdemandë krut den Ëmweltministère an de leschten zwee Joer vu landwirtschaftleche Betriber fir d'Opstelle vu Waasserreservoiren eran, déi fir d'Irrigatioun solle genotzt ginn? Wéi vill vun dësen Demandë kruten eng Geneemegung erdeelt? Wéi vill Demandë goufe refuséiert a wat waren d'Grënn fir de Refus vun dësen Autorisatiounen?

**Réponse** (07/05/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Opgrond vun der Entscheedung vum Waasserdësch 2021, ass de 4. November 2021 duerch eng ministeriell Circulaire ee gemeinsamen Appel à projets fir Pilotstudie mat Schwéierpunkt Geméis- an Uebstbau vun Ëmwelt- a Landwirtschaftsministère lancéiert ginn.

Dësen Appell huet sech op eng transparent Lëscht vun Ausschloss- a Bewäertungskrittäre baséiert, déi zesumme mat der Fédération horticole a dem Lëtzebuerger Landesuebstbauveräin ofgestëmmt gi sinn. Ënnert deene 7 Kandidaten, déi sech gemellt hunn, huet ee Gremium aus Vertrieder vun deenen zoustännege Ministèren a Verwaltunge souwéi vun onofhängegen Experten 3 Projeten zeréckbehalen, an deenen d'Projektträger jeeweils Gemengen a Gemengesyndikater sinn:

Projet N° 1: Verdeelung wärend 1 Joer vun opbereetem Kläranlagewaasser an enger Pilotanlag.
Projet N° 2: Notzung vu Reewaasserflächen aus enger Industriezon fir Bewässerungszwecker vu privaten an ëffentlechen Acteuren.
Projet N° 3: Notzung vu Reewaasser an anere Waasserressourcë fir een ëffentlechen Terrain.

De Projet N° 1 ass am Dezember 2022 gestart a wäert Enn Juni 2024 ofgeschloss ginn. Dobäi ass virun allem an de Summerméint 2023 Waasser duerch eng mobill provisoresch Opbereedungsanlag vun Ofwaasser verdeelt ginn, mat Iwwerwaachung vun der Waasserqualitéit. Et huet sech erausgestallt, datt d'Waasser virun allem fir Bewässerung vu Planzen a besonnesch de Wéngerte gëeegent ass. D'Verdeelung vu Kläranlagewaasser gëtt an Zukunft interessant, wa Kläranlage mat enger 4. Klärstuf ausgerüst ginn. Dëst gëllt nëmme fir Kläranlagen, déi laanscht gréisser Gewässer leien. Laanscht d'Musel kann och den alluviale Grondwaasserleeder als Notzung a Fro kommen. D'Erausfuerderung bleift, fir ee gemeinschaftleche Bedreiwer vun esou Infrastrukturen ze fannen.

Bei de Projeten N° 2 an N° 3 huet sech erausgestallt, datt opgrond vun der Komplexitéit vun de Projeten am Virfeld eng Machbarkeetsstudie noutwenneg ass. Dëst ënner anerem wéinst der eventueller Opbereedung vum Waasser, dem Impakt op d'Gewässer souwéi dem Emplacement an der Dimensionéierung vun Opfangbecken. An dëse Studie soll och de Käschtepunkt vun den Infrastrukturen ageschat gi souwéi effizient Geneemegungsprozedure fir déi aktuell an déi zukünfteg Projete festgeluecht ginn.

D'Machbarkeetsstudie fir de Projet N° 2 ass am August 2023 lancéiert ginn. Dat, nodeems en detailléierte Cahier des charges opgestallt ginn ass. D'Zil ass, datt déi Autorisatioune kënnen zumindest deelweis 2025 ausgestallt ginn.

Beim Projet N° 3 hu sech bei der concernéierter Gemeng administrativ Problemer mat dem Terrain erginn, dee sollt fir d'Irrigatioun benotzt ginn. Eng alternativ Sich no Terrainen ass no aktuellem Stand nach amgaangen.

Zousätzlech zu den 3 Projeten, déi opgelëscht goufen, ass och entscheet ginn, ee private Geméisbetrib, deen nohalteg Waasser aus enger Baach notze wëll, beispillhaft bei den Autorisatiounsprozeduren ze begleeden.

Niewent de Pilotstudien ass de 6. Abrëll 2022 eng wëssenschaftlech Studie mat der Universitéit vu Léck/Gembloux lancéiert ginn. Zil vun de Studien, déi bis 2026 lafen, sinn ënner anerem, fir waasserspuerend Bewirtschaftungsmethoden ze identifizéieren, Waasserbilanzen opzestellen, déi eng nohalteg Notzung garantéiere sollen, an eventuell Regiounen ze identifizéieren, déi vun hirer Charakteristik (Gewässer, Buedem, Geologie, ...) hier méi fir Bewässerungszwecker gëeegent sinn.

ad 2. D'Ziler vun den Initiativen, déi bei der viregter Äntwert ernimmt gi sinn, sinn déi follgend:

a) Spuermoossnamen an der Drénkwaasserversuergung ze identifizéieren;
b) Waasserressourcë vun de Gewässer an am Grondwaasser duerch eng nohalteg Notzung ze schützen an dat besonnesch an Dréchenzäiten. Dëst mam Zil, fir de gudden Zoustand vun de Gewässer a vum Grondwaasser ze erreechen;
c) Méiglechkeeten ze analyséieren, fir datt virun allem Geméis- an Uebstbaueren op Waasser zeréckgräife kënnen, ouni dobäi Ziler a) a b) a Gefor ze bréngen;
d) Notzung vun alternative Waasserressoucen (Reewaaser, opbereetend Ofwaasser, ...).

Bisweile sinn duerch de Fonds pour la gestion de l'eau (FGE) bis 2026 ronn 1.195.000 € fir d'Ausféierung vun de Pilotprojeten an de wëssenschaftleche Studien engagéiert ginn. D'Finanzéierung fënnt am Kontext vun der Entwécklung vun neien Approchen am Beräich vun der Waassergestioun statt (Artikel 65 Paragraf 1 n) an o) vum modifizéierte Waassergesetz vum 19. Dezember 2008).

Weider Acteure bei de Projete sinn nieft dem Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit, d'Waasserverwaltung, d'Naturverwaltung, de Ministère fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau, d'Akerbauverwaltung, Gemengen, Gemengesyndikater, d'Fédération horticole, de Lëtzebuerger Landesuebstbauveräin,

d'Landwirtschaftskummer souwéi privat landwirtschaftlech Betriber.

ad 3. Opgrond vun enger Demande ass am Moment eng Prozedur vun enger Ëmweltimpaktetüd (EIE) fir een Opfangbecken amgaangen.

Zousätzlech sinn 2023 4 Demandë gestallt ginn, fir 5 „cuves souples" („Waasserkëssen") am Beräich vum Geméisbau opzeriichten. Den ugefrote Volume wor jeeweils 4 x 1.000 $m^3$ an 1 x 250 $m^3$. Déi Behälter gi genotzt, fir Waasser ze stockéieren. Dës 4 Demandë sinn och autoriséiert ginn. D'Jore virdrun ass keng Demande fir Waasserreservoire gestallt ginn.

Waasserreservoire fir Irrigatiounszwecker, déi mat Terrassementsaarbechte verbonne sinn (a Frankräich och „retenue collinaire" oder „retenue de substitution" genannt), si bis elo nach net ugefrot ginn an dohier och nach net autoriséiert oder refuséiert ginn.

Et gouf aktuell nach keng Geneemegung nom Waassergesetz ugefrot. D'Verwaltung (AGE) steet awer a Kontakt mat Betriber, déi interesséiert sinn, sou Becken ze bauen.

**Siège des institutions européennes** | Question **0585** (05/04/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Le Luxembourg est l'un des trois sièges institutionnels de l'Union européenne (UE). Parmi d'autres, plusieurs directions générales de la Commission européenne, le secrétariat européen du Parlement européen, la Cour de justice de l'Union européenne et la Banque européenne d'investissement sont établis au Luxembourg.

Ces dernières années, certaines institutions et agences ainsi que des syndicats ont attiré l'attention sur le fait qu'il est devenu très difficile de recruter et de garder du personnel, notamment dans certaines carrières. L'une des principales raisons est que le Luxembourg est le seul pays où le coefficient correcteur n'est pas appliqué. Ce coefficient permet d'adapter les rémunérations sur base du coût de vie à Bruxelles, afin que le pouvoir d'achat reste le même pour le personnel européen n'importe l'État membre dans lequel ils travaillent.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Quels efforts Monsieur le Ministre compte-t-il entreprendre pour pallier le manque d'attractivité du siège luxembourgeois ?

2) Des discussions ou des négociations ont-elles déjà eu lieu en vue de l'application d'un coefficient correcteur au Luxembourg ? Si oui, où en sont ces discussions ?

3) Le Gouvernement a-t-il l'intention de compenser la différence du coût de la vie entre Bruxelles et Luxembourg par une éventuelle participation financière ou d'autres mesures ?

**Réponse** (06/05/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) La présence historique des institutions, organes et agences européens à Luxembourg revêt une grande importance pour le Luxembourg et le Gouvernement s'engage à tous les niveaux pour assurer l'attractivité du site de Luxembourg en tant que capitale européenne.

Le Gouvernement coopère étroitement avec les différentes institutions et organes européens ayant leur siège au Luxembourg, et des concertations régulières se tiennent notamment dans le contexte des réunions des secrétaires généraux et des chefs d'administration des institutions et organes de l'Union européenne installés à Luxembourg (CALux). Au sein du CALux, les participants se concertent, entre autres, sur l'initiative interinstitutionnelle sur l'attractivité du site Luxembourg, lancée fin 2020 par Johannes Hahn, Commissaire européen en charge du Budget et de l'Administration. Cette initiative vise à développer conjointement avec les différentes institutions et organes européens basés au Luxembourg, des actions concrètes portant sur différents domaines tels que la politique du personnel, le logement ou encore la communication. Plusieurs actions ont déjà été mises en œuvre avec succès, citant à titre d'exemple l'introduction des concours de recrutement spécifiques pour les institutions et organes européens avec comme lieu d'affectation le Luxembourg. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur (MAE) assure un suivi régulier avec les responsables des différentes institutions de l'initiative interinstitutionnelle et apporte son soutien au niveau des initiatives où une collaboration s'avère nécessaire (p. ex. organisation d'événements ayant pour but d'attirer et/ou de retenir des agents européens au Luxembourg).

Par ailleurs, le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Xavier Bettel, ensemble avec le secrétaire général du MAE, a invité les membres du CALux à déjeuner au Château de Senningen le 4 mars 2024 afin d'approfondir la discussion sur les sujets d'importance traités au CALux.

Pas plus tard que le 15 mars 2024, le Ministre Bettel a aussi rencontré le Commissaire Johannes Hahn, où les questions liées à l'attractivité du site Luxembourg ont été discutées, avec l'objectif d'obtenir des résultats concrets.

Le Gouvernement continue, en outre, à insister auprès de la Commission européenne que l'accord « Asselborn-Georgieva » conclu en 2015 soit respecté. Dans le cadre de cet accord, la Commission européenne s'est engagée à assurer une présence conséquente au Luxembourg de ses fonctionnaires et employés. Cette présence des agents de la Commission européenne doit non seulement se refléter dans un pourcentage fixe du nombre de personnel affecté au Luxembourg, mais également dans le niveau d'importance des postes à pourvoir au sein des services de la Commission européenne au Luxembourg.

Au-delà des questions de siège proprement dites, le Gouvernement luxembourgeois a mis en place en 2023 un comité interministériel visant l'attraction, la rétention et le développement de talents (de pays tiers, d'États membres de l'UE et de la Grande Région), dont le Luxembourg a besoin.

ad 2) Le Luxembourg suit de près la discussion sur l'introduction d'un coefficient correcteur et reste ouvert pour s'engager dans cette lignée auprès de la Commission européenne. Cependant, il convient de rappeler que l'introduction d'un tel coefficient correcteur nécessiterait une modification du cadre juridique applicable, à savoir, le statut des fonctionnaires de l'Union européenne et le régime applicable aux autres agents de l'Union européenne, et qu'en outre, le monopole d'une telle initiative de modification revient à la Commission européenne.

En effet, le statut des fonctionnaires dispose qu'« aucun coefficient correcteur n'est appliqué en Belgique et au Luxembourg, étant donné le rôle spécial de référence joué par ces lieux d'affectation en tant que sièges principaux et d'origine de la plupart des institutions ».

ad 3) Outre les mesures en cours de discussion, le Gouvernement n'envisage pas de compenser la différence du coût de la vie entre Bruxelles et Luxembourg.

**Vote par correspondance** | Question urgente **0828** (31/05/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Als Äntwert op meng Fro Nummer 0797 schreift den Här Inneminister, dass a 7 Gemengen d'Erklärunge fir d'Stëmmevergab net matgeschéckt goufen an dass d'Gemengen opgefuerdert goufen, dës nozeschécken, respektiv dass d'Wieler:innen op verschiddenen Internetsäiten dës Explikatioune kënnen nokucken.

Dozou erlaben ech mer et, follgend Froen un den Här Inneminister ze stellen:

1. Ass dës Virgoensweis konform zum Artikel 332 vum Walgesetz, dee kloer seet, dass d'Instruktioune mam Envoi fir d'Bréifwal musse matgeschéckt ginn?

2. Wéi vill Wieler:inne kruten an deene 7 Gemenge eng onkomplett Dokumentatioun zougeschéckt?

**Réponse** (04/06/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Ech hunn d'Gemengen aviséiert, d'Instruktiounen, déi am Artikel 332 vum Walgesetz virgesi sinn, de betraffene Wieler vun de jeeweilege Gemengen nozeschécken. D'Wieler hunn entre-temps awer schonn d'Méiglechkeet, d'Instruktiounen op deenen diversen Internetsäiten, déi an der Äntwert op déi dréngleche parlamentaresch Fro N° 0797 opgezielt waren, ze consultéieren.

ad 2. Et huet sech no enger weiderer Nofro bei de Gemengen erginn, dass just 6 Gemengen d'Instruktiounen net vollstänneg bei d'Convocatioune fir de Vote par correspondance bäigeluecht hunn. De folgenden Tableau renseignéiert pro Gemeng d'Zuele vun den Envoien, déi net vollstänneg zu Lëtzebuerg an an d'Ausland verschéckt gi sinn.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Transport d'armes vers Israël** | Question urgente **0835** (31/05/2024) de **M. Yves Cruchten** | **M. Franz Fayot** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Le 5 avril 2024, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a adopté une résolution appelant la communauté internationale à mettre fin à la vente, au transfert et au détournement d'armes, de munitions et d'autres équipements militaires vers Israël. Le Luxembourg a voté en faveur de cette résolution.

Selon nos informations, l'entreprise néerlandaise « Vertom », dont plusieurs navires naviguent sous pavillon luxembourgeois, a été sanctionnée pour avoir transporté des véhicules militaires à un pays sous embargo militaire des Nations Unies il y a deux ans.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Défense, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Le Gouvernement a-t-il connaissance de navires luxembourgeois impliqués dans la livraison ou le

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

transfert d'armes destinées à Israël ? Dans l'affirmative, de quels navires s'agit-il et comment sont-ils impliqués exactement ?

2) Est-ce que des certificats d'utilisation finale ont été délivrés concernant des armes à destination d'Israël ou à des entreprises israéliennes ?

3) Le Gouvernement a-t-il connaissance si l'entrepôt de Warehouses Service Agency (WSA) à Sanem a été utilisé pour stocker temporairement des armes destinées à être livrées à Israël ?

4) Quelles mesures le Gouvernement a-t-il prises pour assurer que le Luxembourg n'est pas impliqué dans la livraison ou le transfert d'armes vers Israël ?

5) Comment le Gouvernement s'engage-t-il pour la mise en œuvre de la résolution du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies mentionnée ci-dessus ?

**Réponse** (06/06/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Dès que le nom du navire sous pavillon luxembourgeois Vertom Odette a été cité dans ce contexte, le Commissariat aux affaires maritimes (CAM) a contacté l'armateur, qui a mis à disposition les informations demandées. Le CAM a vérifié les certificats d'utilisation finale ainsi que les autres documents relatifs à la cargaison de ce navire. Ces documents confirment qu'il n'y a pas de matériel militaire à bord, mais que le navire transporte entre autres des marchandises dangereuses au sens du Code IMDG, dont notamment des produits chimiques pouvant servir à la fabrication de munition. Les utilisateurs finaux de ces cargaisons sont des entités européennes.

Rien ne permet de confirmer les allégations selon lesquelles des navires sous pavillon luxembourgeois seraient impliqués dans la livraison ou le transfert d'armes vers Israël.

À noter qu'en principe, le CAM ne dispose pas d'informations concernant la nature des cargaisons des navires, mais il peut, en tant qu'autorité du pavillon, en solliciter l'obtention et/ou l'accès. Ces informations sont notamment disponibles auprès des autorités des ports concernés et des États ayant autorisé l'export, l'import et le transit des cargaisons.

ad 2) L'OCEIT ne délivre pas de certificats d'utilisation finale ; ce sont des documents analysés dans le cadre du traitement des demandes d'autorisation. Par ailleurs, l'OCEIT n'a pas émis d'autorisations d'exportation/de transit pour des armes destinées à Israël ou à une entreprise israélienne.

ad 3) Le Gouvernement tient à souligner que la WSA n'est pas habilitée à stocker des armes ou des munitions. La question est sans objet.

ad 4) et 5) Le MAE analyse chaque demande d'exportation ou de transit avec le plus grand soin en prenant en compte scrupuleusement tous les critères qui découlent des obligations internationales du Luxembourg en matière de contrôle d'exportations et de non-prolifération, et en refusant des demandes si ces critères ne sont pas respectés.

**Publication des estimations des élections européennes 2024 aux Pays-Bas** | Question urgente **0866** (07/06/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Zu Lëtzebuerg ginn d'Resultater vun den EU-Walen eréischt sonndes owes, den 9. Juni um 23.00 Auer publizéiert, fir Récksiicht op all déi Memberlänner ze huelen, wou d'Walbüroe réischt zu där spéider Stonn zoumaachen. Fir d'Kandidaten an all déi, déi si ënnerstëtzen, bedeit et eng zousätzlech psychologesch Belaaschtung, wärend interesséiert Bierger kaum eng Méiglechkeet hunn, sech fundéiert mam Theema ze beschäftegen.

Trotzdeem goufen an Holland, wou e puer Deeg éischter gewielt gouf, wéi an deene meeschten anere Länner elo schonn Héichrechnunge verkënnegt, déi och an der internationaler Press gedeelt goufen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Staatsminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. War den Här Staatsminister am Viraus iwwert déi hollännesch Decisioun informéiert? Falls net, firwat net?

2. Op wéi engem gemeinsamen Accord berout déi Decisioun, déi national Walresultater eréischt owes um 23.00 Auer ze publizéieren? Huet Holland deen Accord mat ënnerschriwwen? Wéi eng Sanktioune si virgesi fir de Fall, datt e Memberstaat sech net un deen Accord hält?

3. Op wéi eng Manéier ass séchergestallt, datt weider Tëschefäll wéi an Holland bis zum 9. Juni verhënnert ginn?

4. Wëll den Här Staatsminister weider u senger Decisioun festhalen, d'Resultater eréischt vun 23.00 Auer un ze publizéieren? Falls jo, gesäit hien doran net eng Ongläichbehandlung vun de Lëtzebuerger Bierger vis-à-vis vun anere Memberlänner?

**Réponse** (12/06/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

D'Regierung respektéiert déi geltend EU-Reegelen (den Artikel 10 Paragraph 2 vum Akt vun 1976), déi soen, dass d'Memberstaten hir Walresultater net offiziell public dierfe maachen, esoulaang an dem Memberstat, wou als lescht nach gewielt gëtt, d'Walbüroen net zou sinn.

Well an Italien d'Walbüroen ëm 23.00 Auer zoumaachen, ass dat d'Referenz, un déi sech gehal gëtt.

An anere Länner goufen och keng Resultater publizéiert, mee Sondagen („sondages sortis des urnes"), déi vu privaten Instituter gemaach ginn.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

**Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis**

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

**Ech abonéiere mech:**

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

**Ech desabonéiere mech:**

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen


Actualité parlementaire p. 03-08

Nouvelles lois p. 09-12

Séances publiques nos 26, 27, 28 et 29 p. 12-80

Questions au Gouvernement p. 81-99



2023-2028

n° 12




# Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-08

Nouvelles lois ..... p. 09-12

Séances publiques ..... p. 12-80

26e séance du mercredi 15 mai 2024 p. 12-33

27e séance du jeudi 16 mai 2024 p. 33-55

28e séance du mardi 11 juin 2024 p. 55-62

29e séance du mercredi 12 juin 2024 p. 63-80

Questions au Gouvernement ..... p. 81-99

# Chambre des Députés

## Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

**Concept et layout :**
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

**Impression :**
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**
04/07/2024

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Offiziell Zeremonie vun Nationalfeierdag an der Philharmonie

# „Demokratie a Fräiheet sinn net selbstverständlech“

Am Kader vun de Feierlechkeete ronderëm Nationalfeierdag den 23. Juni 2024 huet de Chamberpresident, den Här Claude Wiseler, betount, wéi wichteg et ass, fir d'Grondrechter anzetrieden, vun deenen d'Demokratie an eis Fräiheeten ofhänken.

A senger Ried huet hien erkläert, „d'Demokratie, de Rechtsstaat, Fridden a Fräiheet“ wären, soulaang hien zréckdenke kéint, hei am Land eng „Normalitéit“ gewiescht. Si wären zanterhier net méi a Fro gestallt ginn. Dat géif awer de Risk mat sech bréngen, dass dat, wat als „normal“ géif ugeholl ginn, mat der Zäit „banal“ oder „selbstverständlech“ kéint wierken.

Rezent Evenementer uechter d'Welt – wäit ewech, mee och no bei eis – géifen nämlech weisen, wéi séier dat ëmschloe kéint. „Haut ass Krich op ville Plazen, och an Europa“, sou den Här Wiseler, „onofhängeg Länner gi bedrot an iwwerfall, fir hinnen d'Fräiheet ze huelen. Jonk, mee och laangjäreg Demokratië ginn a Fro gestallt an hir Grondprinzippien hannerfrot an ausgehielegt. Net ëmmer mat Gewalt, mee oft Schrëtt fir Schrëtt, Element fir Element vun deem, wat e Rechtsstaat ausmécht.“

„Demokratie a Fräiheet sinn net einfach ginn, net selbstverständlech. Mir mussen eis fir si asetzen. Fir si kämpfen.“

Claude Wiseler, Chamberpresident




*De Chamberpresident virun de Vertrieder vum Staat an de Bierger an der Philharmonie*

### „Wehret den Anfängen“

A senger Ried ass de Chamberpresident och op d'Maximm „Wehret den Anfängen“ agaangen: „„Wehret den Anfängen‘ heescht fir mech, datt Fräiheet an Demokratie e Ganzt sinn, an déi geféierlechst Aart a Weis, se ze verléieren, ass manner duerch e Krich oder e Putsch, mee villméi duerch d'Opgi vun eenzelne Stécker vun deem, wat se ausmécht, Stécker, déi eis fräi Gesellschaft definéieren. An dat ass de Sënn vu mengem Message vun haut. Demokratie a Fräiheet sinn net einfach ginn, net selbstverständlech. Mir mussen eis fir si asetzen. Fir si kämpfen. Fir all eenzelt Stéck, dat si ausmécht. Kee Millimeeter opginn. Weeder hei zu Lëtzebuerg, nach an Europa, nach doriwwer eraus.“

### Ukënnegung vun der Lieutenance

Am Kader vun der offizieller Zeremonie an der Philharmonie huet de Groussherzog den Entschloss matgedeelt, am Oktober d'Lieutenance sengem Fils, dem Ierfgroussherzog Guillaume, ze iwwerdroen. D'Ernennung vum Lieutenant-Représentant fënnt traditionell wärend der Prozedur vum Trounwiessel statt. Dës Prozedur ënnerläit de Verfassungsbestëmmungen.

### Artikel 58 vun der Verfassung

De Lieutenant-Représentant trëtt eréischt da seng Funktioun un, wann e virun der Chamber follgenden Eed ofgeluecht huet: „Ech schwieren, d'Verfassung an d'Gesetzer ze respektéieren a meng constitutionnell Attributiounen trei ze erfëllen.“

# Remise de décorations honorifiques



À l'occasion de la fête nationale, M. le Premier ministre Luc Frieden a remis les distinctions honorifiques suivantes à des membres de la Chambre des Députés et de l'Administration parlementaire ainsi qu'à des collaborateurs de l'Ombudsman :

**Commandeur – Ordre de mérite** : M. Fernand Etgen, député (8e à droite)

**Officier – Ordre de la couronne de chêne** : M. Yves Cruchten, député (9e à gauche)

**Officier – Ordre de mérite** : M. Dan Biancalana, député (2e à droite), Mme Taina Bofferding, député (6e à droite), M. Sven Clement, député (1er à droite), M. Jeff Engelen, député (5e à droite), M. Paul Galles, député (7e à droite), M. Marc Goergen, député (7e à gauche), Mme Carole Hartmann, député (8e à gauche), Mme Patricia Weicker, gestionnaire Ombudsman (2e à gauche)

**Chevalier – Ordre de la couronne de chêne** : Mme Mireille Bourggraff, inspecteur (6e à gauche), Mme Gaby Fischbach, rédacteur (3e à gauche), M. Olivier Gérouville, attaché (3e à droite), Mme Joëlle Merges, attaché (5e à gauche)

**Chevalier – Ordre de mérite** : Mme Barbara Di Pillo, inspecteur (excusée), Mme Sandrine Mackel, secrétaire de direction auprès de l'Ombudsman (1re à gauche), M. Patrick Nacciareti expéditionnaire dirigeant (4e à gauche).

# Un appel à soutenir les Bélarussiens contraints à l'exil



*Le sort des Bélarussiens en exil au cœur d'une conférence qui s'est tenue en salle plénière*

Près de 70 parlementaires, de représentants de la société civile et de Bélarussiens ont participé, les 6 et 7 juin 2024, à la conférence « Les solutions luxembourgeoises – Le rôle des parlements nationaux dans la résolution des problèmes rencontrés par les Bélarussiens en exil ».

Entre 300.000 et 500.000 Bélarussiens ont été contraints de quitter leur pays à cause du régime autocratique instauré par M. Aliaksandr Loukachenka. Dans son discours d'allocution, M. le Vice-Président de la Chambre des Députés Fernand Etgen a rappelé que les exilés bélarussiens se heurtent à des obstacles quotidiens dans des démarches ou des droits que nous pourrions considérer comme banals, tels que le renouvellement du permis de conduire et du passeport ou encore la liberté de voyager.

## « La perspective d'un Bélarus démocratique n'est pas hors de portée »

Fernand Etgen, Vice-Président de la Chambre des Députés

M. Etgen a mis en avant que la « perspective d'un Bélarus démocratique n'est pas hors de portée », tout en ajoutant que le retour à un régime démocratique ne se réalisera pas du jour au lendemain et que « la transition sera ardue et chronophage ».

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Xavier Bettel, a souligné de son côté l'importance de ne pas confondre les ressortissants bélarussiens avec le régime d'Aliaksandr Loukachenka qu'il a qualifié de « régime proxy du régime russe ». Ses propos ont trouvé un écho chez Mme Sviatlana Tsikhanouskaya, cheffe des forces démocratiques du Bélarus et visage de l'opposition, qui a rappelé que « les citoyens bélarussiens sont les premières victimes du régime Loukachenka ».

M. Bettel a encore fait un appel aux parlementaires du Conseil de l'Europe afin qu'ils s'engagent activement dans leurs pays respectifs pour faciliter la régularisation des Bélarussiens en exil, en insistant de « ne pas les punir une deuxième fois en ne leur accordant pas de papiers ».

### Soutenir les familles des prisonniers

En effet, la conférence a mis en lumière la nécessité de rendre plus accessibles et de faciliter l'entrée et le séjour légaux des Bélarussiens en exil dans les États membres du Conseil de l'Europe. Les discussions ont également porté sur les représailles dans le pays d'origine, les menaces pesant sur les proches restés au Bélarus et le rôle crucial que peuvent jouer les parlements nationaux pour soutenir les familles des prisonniers en exil.

Une vingtaine de Bélarussiens ont activement participé à ces échanges et ont livré un témoignage poignant sur leur situation.

### Le Parlement luxembourgeois soutient la cause de l'opposition du Bélarus

En s'adressant à Mme Tsikhanouskaya, le Vice-Président de la Chambre des Députés a réitéré la position claire et résolue du Parlement luxembourgeois vis-à-vis de la situation au Bélarus ainsi que son soutien indéfectible au peuple du Bélarus.

La Chambre des Députés – notamment par le biais de sa délégation auprès de l'APCE – a entrepris diverses initiatives concrètes pour renforcer la coopération avec les défenseurs des droits de l'homme, les médias indépendants et la société civile bélarussienne. Un dialogue régulier avec les forces démocratiques a été établi, « allant au-delà » des simples gestes symboliques », comme l'a souligné M. Etgen. Deux enveloppes budgétaires ont été allouées pour soutenir le projet du Conseil de l'Europe visant à renforcer ce dialogue politique.

Par ailleurs, le Parlement luxembourgeois a instauré un « groupe parlementaire d'études à vocation internationale sur le Bélarus ». De plus, le parrainage de 16 prisonniers politiques a été mis en place pour attirer l'attention sur leurs situations et les protéger contre les traitements inhumains. Ces initiatives concrètes témoignent de l'engagement soutenu de la Chambre des Députés en faveur de la cause bélarussienne.

### Le contexte de la conférence

Cette conférence fait suite au rapport de l'APCE intitulé « Relever les défis spécifiques auxquels sont confrontés les Bélarussiens en exil », adopté en juin 2023 et dont le rapporteur est le député luxembourgeois Paul Galles.

# L'Ombudsman a reçu 1.456 réclamations en 2023

« Le nombre de réclamations continue d'augmenter chaque année. Il passe de 1.247 en 2022 à 1.456 en 2023, soit une augmentation de 209. » Tel était le constat de l'Ombudsman, Mme Claudia Monti, lors de la présentation de son rapport pour 2023 devant les députés au cours d'une réunion retransmise en direct le 10 juin 2024.

Dans les quelque 150 pages de son rapport, l'Ombudsman revient comme d'usage sur les différends qui sont survenus entre des particuliers et les administrations de l'État ou des communes. Mme Monti a énuméré les grandes catégories de problèmes, comme l'inégalité d'accès aux démarches administratives qui ont été digitalisées, ce qui fait que, par exemple, certaines personnes ne demandent pas les aides au logement auxquelles elles ont droit.

Comme en 2022, les deux ministères les plus concernés par les réclamations étaient le Ministère des Affaires étrangères et le Ministère de la Sécurité sociale. Mme Monti a abordé un certain nombre de cas concrets et a formulé des recommandations.

Répondant aux questions des députés, elle a assuré que la coopération avec les administrations s'était globalement améliorée, malgré des difficultés ponctuelles. Elle a également salué que l'utilité de l'Ombudsman ait été reconnue et qu'il soit désormais directement cité dans certaines décisions des administrations en tant qu'interlocuteur potentiel pour les particuliers concernés par une décision.

### Vers un débat sur les rapports 2022 et 2023 en automne

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a précisé que le rapport serait remis aux commissions parlementaires concernées, qu'un rapporteur serait désigné et qu'un débat public serait organisé en automne pour discuter les rapports de 2022 et de 2023. Mme Monti quant à elle présentera son dernier rapport en tant qu'Ombudsman en 2025, étant donné que son mandat, fixé à huit ans par la loi, viendra à échéance au début de l'année 2025.



*De gauche à droite : Mme Francine Closener, Présidente de la Commission des Pétitions, Mme Claudia Monti, Ombudsman, M. Claude Wiseler, Président de la Chambre, M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre*

# Évaluation de la politique en matière d'aide au développement du Luxembourg

Comment la politique poursuivie par le Luxembourg en matière de coopération pour le développement pourrait-elle évoluer ? C'est une des questions abordées le 5 juin 2024 lors d'un échange entre des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région et le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Parmi les points forts de la politique en matière d'aide au développement du Grand-Duché, certains membres du CAD ont identifié l'implication engagée du Luxembourg dans le cadre de missions au sein d'États fragiles. Les engagements pris dans le domaine des financements innovants et qui mettent l'accent sur les aspects environnementaux et du genre ont également été salués. Le Comité s'est notamment intéressé au rôle du Parlement luxembourgeois en matière de coopération pour le développement ainsi qu'à l'appréciation des députés de la politique poursuivie dans ce domaine.

Certains députés ont fait part, entre autres, de leurs réflexions sur la lutte contre l'extrême pauvreté, sur les projets de coopération auxquels la participation du Luxembourg a dû être arrêtée ainsi que sur des projets présentant une importance potentielle.

Pour rappel : le Luxembourg est un pays membre du Comité d'aide au développement de l'OCDE, ce qui implique qu'il se soumet régulièrement à une évaluation par ses pairs. La dernière de ce genre a été réalisée il y a six ans. Dans le cadre des travaux d'évaluation, le CAD rencontre pendant une semaine des parties prenantes de la Coopération luxembourgeoise. D'ici quelques mois, il émettra des recommandations quant à la politique du Grand-Duché en matière de coopération pour le développement.



*Les députés membres de la Commission de la Coopération ont reçu le Comité d'aide au développement de l'OCDE.*

# Le Luxembourg, « donateur généreux pour l'aide humanitaire »



*Mme Joyce Msuya, Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires et Coordinatrice adjointe des secours d'urgence (OCHA) des Nations Unies (8e à gauche) reçue pour un échange de vues à la Chambre*

L'engagement du Luxembourg pour l'aide humanitaire était au cœur de la visite de travail de Mme Joyce Msuya, représentante du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA – Office for the Coordination of Humanitarian Affairs) du Secrétariat de l'ONU, le 11 juin 2024 à la Chambre des Députés.

« Malgré la petite taille de votre pays, vous êtes un donateur généreux », a constaté Mme Msuya lors d'un échange de vues avec les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région. La Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires de l'OCHA a salué l'engagement particulier du Luxembourg, le plus grand pays donateur per capita de l'OCHA. En général, le Luxembourg consacre 1 % de son revenu national brut à la coopération, dont 15 % à l'aide humanitaire.

Le rôle des parlements a été souligné au cours de cette discussion à la Chambre : « Notre devoir en tant que parlement national est de montrer l'exemple pour soutenir l'action humanitaire et de pousser notre Gouvernement à mener l'action humanitaire de manière décisive », a déclaré le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler. Les interlocuteurs ont également constaté à quel point importe la sensibilisation de l'opinion publique sur ces actions. Dans ce contexte, la Chambre des Députés a récemment adopté une résolution appelant à garantir l'accès humanitaire à la bande de Gaza.

### Un secteur « surchargé » et « en sous-financement »

Mme Msuya a rapporté un contexte particulièrement difficile pour l'aide humanitaire surtout à Gaza où les acteurs sont confrontés à un manque de visibilité de la situation réelle ou en Ukraine où la guerre pèse davantage sur la population, mais également pour des conflits « oubliés » générant des situations humanitaires complexes comme en Syrie, dans le Sahel, au Yémen, au Soudan ou encore en Afghanistan.

Pour ce qui est du financement de l'aide nécessaire, Mme Msyua a témoigné d'un système humanitaire « surchargé » et « en sous-financement ». Jusqu'à présent, seulement 16 % des moyens promis pour 2024 de la part des différents pays donateurs se sont concrétisés selon la représentante de l'OCHA. Une piste pour diversifier les moyens de financement pourrait consister à impliquer davantage des acteurs privés.

Séance plénière de l'Assemblée interparlementaire Benelux

# À la recherche de stratégies et de solutions innovantes pour protéger les ports

Les 14 et 15 juin 2024, la sécurité portuaire figurait en tant que point fort à l'ordre du jour de la plénière du Parlement Benelux. Les échanges avec des experts en la matière ont mis en lumière la nécessité de trouver des stratégies innovantes pour mieux lutter contre les réseaux criminels qui acheminent des armes, des drogues et des personnes à travers les ports beneluxiens.

La lutte contre ces réseaux comprend des aspects transfrontaliers et le Traité de police entre les États membres du Benelux, entré en vigueur en octobre 2023, fournit un cadre efficace pour combattre ces activités au-delà des frontières. Les experts ont souligné que la sécurité portuaire ne relevait pas uniquement des forces de l'ordre, mais que les autorités portuaires et douanières jouaient également un rôle crucial. Ils ont ajouté que toutes ces autorités devaient coopérer efficacement pour empêcher que la criminalité organisée n'utilise les ports comme portes d'entrée dans le Benelux.

Les intervenants ont analysé la question du point de vue des autorités portuaires ainsi que de la cybersécurité. M. René De Vries, Capitaine du port de Rotterdam, et M. Niels Vanlaer, Capitaine du port d'Anvers-Bruges, ont passé en revue les défis auxquels ils sont confrontés. Ils ont notamment évoqué que la contrebande et le trafic d'armes et de drogues pouvaient remettre en question la gouvernance portuaire. Il est donc nécessaire, selon eux, de lutter plus efficacement contre les tentatives de corruption et les menaces à l'encontre des dockers.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et responsable de l'infrastructure du port de Mertert, a souligné dans son message vidéo l'importance des ports fluviaux. Ces derniers jouent un rôle clé en amont et en aval de la chaîne d'approvisionnement. Du point de vue du Luxembourg, la sécurité portuaire constitue également un enjeu.



*De gauche à droite : M. Yves Carl (Administration parlementaire), Mme Cathy Wagener (Ambassade du Luxembourg à La Haye), M. Gusty Graas, membre effectif de la délégation luxembourgeoise, M. Emile Eicher, Président de la délégation, M. Ben Polidori, membre suppléant, Mme Kim Miranda (Administration parlementaire)*

Par ailleurs, les députés ont adopté trois propositions de recommandation au cours de la session plénière : une sur la politique cyclable, une autre sur l'agenda ferroviaire du Benelux et une troisième sur l'avenir de l'agriculture.

Ce dernier sujet, très actuel, a été longuement débattu, ce qui montre son importance cruciale pour les pays du Benelux et au-delà. La recommandation souligne les pressions exercées sur les secteurs agricole et horticole, notamment en raison du marché mondial, du changement climatique et des prix fonciers élevés.

Pour encadrer ce secteur stratégique, plusieurs mesures sont proposées aux pouvoirs publics dans le but de prioriser la sécurité alimentaire pour garantir un accès à un approvisionnement alimentaire sûr et à des prix raisonnables, d'assurer des conditions de concurrence équitable via des initiatives réglementaires à tous les niveaux politiques, d'améliorer les revenus des agriculteurs et de soutenir l'innovation et la recherche agricoles tout en réduisant la charge administrative.

Les députés du Benelux appellent également les gouvernements à mieux informer les consommateurs et à promouvoir un comportement de consommation plus sain et durable. Cette approche complémentaire et inclusive vise à atteindre les objectifs de la recommandation.

La Chambre des Députés était représentée par M. Emile Eicher, Président de la délégation, M. Gusty Graas, membre effectif, et M. Ben Polidori, membre suppléant.

# « L'OSCE est une organisation œuvrant en faveur des citoyens, et non pas des leaders politiques »



*La Présidente de l'AP-OSCE, Mme Pia Kauma, signant le MoU avec la Chambre pour renforcer la démocratie dans les pays du Balkan.*

Dans le cadre de la visite de travail de la Présidente de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, Mme Pia Kauma, la Chambre des Députés a signé un Memorandum of Understanding (MoU) avec l'AP-OSCE pour renforcer la démocratie dans les pays des Balkans.

En amont de la signature du protocole, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a mis en avant « l'adhésion incontestable » du Parlement luxembourgeois aux objectifs de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE). Il a rappelé que le Grand-Duché soutient l'OSCE depuis sa création en 1975.

Le MoU prévoit une enveloppe budgétaire de 98.000 euros pour financer une série d'initiatives ciblées visant à renforcer la sécurité, à promouvoir les droits de l'homme et à encourager la démocratie en Europe de l'Est et en Europe du Sud-Est. Mme Kauma a exprimé sa gratitude pour l'engagement indéfectible du Luxembourg, soulignant son importance particulière dans le contexte actuel où « la situation sécuritaire en Europe est très complexe ».

### Le rôle de la Russie au sein de l'OSCE

L'OSCE demeure l'une des rares organisations paneuropéennes dont la Russie est encore membre. Ainsi, les députés luxembourgeois se sont notamment intéressés au rôle de la Russie au sein de l'AP-OSCE. Mme Kauma a rappelé que les statuts de l'OSCE ne prévoient pas l'expulsion d'un membre de cette organisation, qui regroupe 57 pays d'Europe, d'Amérique du Nord, du Caucase et d'Asie centrale. L'organisation a été créée pendant la guerre froide pour trouver des consensus sur les questions de sécurité.

« La Russie ne peut pas être expulsée, mais il est essentiel de mobiliser tous les moyens possibles pour lui montrer que ses actions en Ukraine sont inacceptables et injustifiables », a souligné la Présidente de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE face aux députés luxembourgeois.

Elle a expliqué que le soutien indéfectible à l'Ukraine est un sujet central de chaque session plénière de l'Assemblée parlementaire, faisant ainsi de celle-ci une plateforme essentielle pour demander des comptes à la Russie. De plus, la Présidente a attiré l'attention des députés sur la flexibilité et la marge de manœuvre dont dispose l'AP-OSCE grâce au fait que les votes en séance plénière se tiennent à la majorité, contrairement à l'aile gouvernementale de l'OSCE où l'unanimité est requise.

### L'engagement de l'AP-OSCE dans les Balkans

Les députés ont également porté leur attention sur les différentes actions entreprises par l'AP-OSCE dans les Balkans. La Présidente de l'Assemblée parlementaire a détaillé les divers efforts déployés pour renforcer la stabilité régionale et promouvoir les gouvernements démocratiques dans ces pays. L'objectif ultime de ces actions est d'accompagner les Balkans dans leurs efforts pour adopter l'acquis communautaire, en mettant particulièrement l'accent sur les réformes des systèmes judiciaires et des médias.

### Le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et les relations avec la Géorgie

Un autre sujet évoqué au cours de l'échange de vues était le rôle de l'OSCE dans la résolution du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Mme Kauma a reconnu que le « Groupe de Minsk » n'a pas produit les résultats escomptés et qu'il est nécessaire de trouver une « nouvelle solution » pour sortir de l'impasse actuelle.

Concernant la situation en Géorgie et la loi controversée sur les « agents étrangers » inspirée par une loi russe, Mme Kauma a assuré aux députés que l'AP-OSCE « garde un œil très vigilant sur la situation en Géorgie » et maintient des contacts étroits avec diverses ONG géorgiennes. De plus, l'organisation prévoit une mission d'observation des élections législatives en Géorgie cet automne.

Dans ce contexte, elle a déclaré que « l'OSCE est une organisation œuvrant en faveur des citoyens et de la démocratie, et non pas des leaders politiques ».

**Veuillez trouver le Memorandum of Understanding (MoU) signé par la Chambre des Députés et l'AP-OSCE en scannant le code QR suivant :**

# Le Président en visite au Lycée technique du Centre



*M. Claude Wiseler a visité des ateliers de la formation professionnelle et a discuté avec les élèves sur les thèmes de la démocratie et du vivre-ensemble interculturel.*

Un programme intéressant et très varié attendait le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, lorsqu'il s'est rendu au Lycée technique du Centre (LTC), où il a lui-même, de 1986 à 1987, enseigné en tant que professeur de français. Après avoir été accueilli par le Directeur, M. Jean-Paul Lenertz, et d'autres membres de l'équipe de direction, le Président a pu visiter certains ateliers de la formation professionnelle, dont ceux consacrés à l'esthétique et la mécatronique d'autos. Il a ensuite eu l'occasion de rencontrer des élèves du cycle inférieur qui lui ont montré leur exposition sur le thème de la démocratie.

> « La démocratie est une vieille idée moderne pour laquelle il vaut la peine de se battre »
>
> Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés

La démocratie était également au cœur d'un discours du Président de la Chambre des Députés devant plus de 70 élèves des classes supérieures dans la salle des fêtes. Les messages du Président étaient clairs : la démocratie est un ensemble de différents éléments qui sont tous nécessaires à sa survie et qu'il faut protéger. De plus, il faut des personnes qui s'engagent et prennent des responsabilités, c'est une des conditions pour qu'une démocratie puisse fonctionner. Le Président a lancé un appel aux jeunes de s'engager. « La démocratie est une vieille idée moderne pour laquelle il vaut la peine de se battre », a-t-il conclu.

Lors de la discussion qui a suivi son discours, le jeune public a posé des questions sur la démocratie directe, la séparation de l'Église et de l'État, le chômage, le droit de vote pour les non-Luxembourgeois, les guerres en Ukraine et au Proche-Orient, les limites de la liberté d'expression et les résultats des élections européennes dans certains pays voisins.

Au cours de la matinée passée au LTC, le Président a également eu une entrevue avec la direction au sujet des défis actuels et des projets d'avenir du lycée. Il a par ailleurs accordé une interview à des élèves du « LTC News Team ».



# Alphabétisation en français

Le projet pilote « Zesumme wuessen – Alphabetisiérung » offre le choix entre une alphabétisation en français ou en allemand. Les députés de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse se sont rendus à Schifflange pour se renseigner sur les expériences de terrain.

Le projet pilote avait été lancé en 2022 dans quatre écoles fondamentales : la « Schoul Uewerkuer » de la ville de Differdange, la « Schoul Deich » de la ville de Dudelange, l'école fondamentale de Larochette et la « Nelly Stein Schoul » de Schifflange. Dans cette dernière, les cycles 1 et 2, donc les classes du préscolaire et les deux premières classes du fondamental, participent au projet pilote.

Les membres de ladite commission ont vu les enseignants à l'œuvre et ont pu voir le matériel pédagogique utilisé en classe. Le personnel enseignant est accompagné par les directions de la région et par des enseignants de l'école européenne ayant une expérience en la matière.

L'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) propose des formations adaptées aux nouveaux besoins.

Le projet pilote est évalué par le « Luxembourg Center for Educational Training » (LUCET) sur base de questionnaires aux parents, d'épreuves standardisées et de groupes de réflexion. Un bilan intermédiaire de cette évaluation, dont les premiers résultats devraient être disponibles encore cette année-ci, est prévu pour 2026.

Les décisions politiques seront prises sur base de cette évaluation et la généralisation éventuelle de l'offre d'alphabétisation en français est prévue pour l'année scolaire 2026-2027. C'est aux parents qu'incombera le choix de la langue d'alphabétisation. Une recommandation des enseignants sert à les orienter au mieux dans leur choix.



*Les députés membres de la Commission de l'Éducation se sont rendus à la « Nelly Stein Schoul » à Schifflange pour se renseigner sur le projet pilote « Zesumme wuessen – Alphabetisiérung ».*

# Européennes 2024 : comprendre les électeurs



*Le professeur Philippe Poirier présente son étude aux membres du Bureau et de la Conférence des Présidents.*

Le professeur Philippe Poirier a été reçu à la Chambre des Députés pour présenter un document de synthèse de l'étude POLINDEX 2024 aux membres du Bureau et de la Conférence des Présidents. Environ 3.000 Luxembourgeois et résidents étrangers ont participé à l'étude pré-électorale des élections européennes du 9 juin 2024. Les données ont été récoltées entre les 15 et 29 mai 2024.

Les objectifs de l'étude étaient de comprendre les perceptions du public à l'égard de la démocratie luxembourgeoise, comme la confiance dans les institutions démocratiques et la connaissance de celles-ci, les sentiments par rapport à la politique ou la satisfaction à l'égard de la démocratie. L'analyse des préférences de vote dans le contexte socio-économique ainsi que l'élaboration d'une typologie des motivations de vote étaient également des points relevés dans le sondage. Environ 1.560 résidents au Luxembourg ont participé au sondage.

### La Chambre soutient activement la recherche en études parlementaires

Depuis octobre 2011, la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg, financée par la Chambre des Députés, a pour finalité de contribuer à la connaissance, à l'étude et au fonctionnement de la démocratie et du parlementarisme dans le processus décisionnel national, européen et international.

La Chaire contribue à des activités de recherche dans les domaines des politiques publiques, de la sociologie politique, du droit parlementaire et constitutionnel, des études européennes de la législation et de la politique comparée.

## Recherche scientifique au Parlement

# L'effort de défense du Grand-Duché de Luxembourg

Cette note de recherche de la Cellule scientifique vise à analyser l'effort de défense du Luxembourg, à le comparer à celui d'autres alliés de l'OTAN et à examiner s'il existe des alternatives à son calcul.

L'effort de défense du Grand-Duché a toujours été lié au contexte national et international.

Les relations entre le Luxembourg et l'OTAN ont été marquées par des moments de dissension, notamment en raison de l'abolition du service militaire obligatoire en 1967.

En comparaison avec les autres alliés de l'OTAN (excepté l'Islande), le Luxembourg a toujours été placé dernier en matière d'efforts de défense en pourcentage du PIB (produit intérieur brut). L'effort de défense du Luxembourg a connu un pic dans les années 1950, avec des dépenses dépassant 2 % du PIB, mais ce niveau de dépenses n'a pas pu être maintenu durablement.

Avec la fin de la Guerre froide, les pays de l'OTAN ont progressivement réduit leurs efforts de défense. L'OTAN a réorienté sa stratégie pour se consacrer, entre autres, aux opérations de maintien de la paix (OMP).

De nombreuses études sur les efforts de défense des pays de l'OTAN s'intéressent, entre autres, au partage du fardeau (burden-sharing) et au parasitisme (free-riding) au sein de l'Alliance.

Suivant la théorie économique des alliances, l'Alliance atlantique produit un bien collectif, à savoir la sécurité collective, qui profite à tous les alliés, peu importe leurs contributions.

Le parasitisme désigne généralement une situation dans laquelle il est estimé qu'un allié ne contribue pas assez à l'OTAN, tout en profitant du bien collectif produit par l'Alliance. Or, plusieurs auteurs ont souligné les difficultés de vérifier la présence ou non de parasitisme, en fonction de la méthodologie, des facteurs considérés et de la perspective adoptée.

La littérature académique a examiné une multitude de facteurs économiques, sécuritaires, géopolitiques ou institutionnels potentiels pouvant influencer les efforts de défense des pays.

L'indicateur du PIB utilisé pour mesurer les efforts de défense des pays de l'OTAN dans les débats publics n'est qu'un indicateur parmi d'autres indicateurs (non publics) dans la planification interne de l'OTAN, à savoir le « Nato Defence Planning Process » (NDPP).

Afin de faire reconnaître les efforts de défense auprès de l'OTAN, les pays membres doivent motiver et légitimer ceux-ci selon des critères internes qui ne sont pas publics. Hormis la catégorisation générale des efforts de défense, il n'est pas possible de présenter une ventilation détaillée des dépenses en raison de leur confidentialité.

L'objectif des 2 % du PIB présente aussi bien des avantages que des désavantages. S'il permet, entre autres, une comparaison facile et utile au débat politique, il simplifie une réalité plus complexe et ignore d'autres facteurs, tels que la qualité des investissements. Certains auteurs estiment que cet objectif n'a d'impact réel que si les grands pays de l'OTAN le respectent, les petites nations n'ayant guère de poids dans l'effort de défense global de l'OTAN.

Le Luxembourg est un pays peu étudié, parfois même exclu du jeu de données utilisé par les chercheurs pour comparer les efforts de défense. La littérature sur l'effort de défense du Luxembourg est très limitée. Une analyse consacrée au Grand-Duché qualifie le pays de « no-capability NATO nation », ne disposant pas de moyens propres pour défendre son territoire.

Depuis le sommet de Vilnius en 2023, le Luxembourg peut utiliser le RNB (revenu national brut) au lieu du PIB comme indicateur, plus représentatif de la situation économique du Grand-Duché. Son RNB étant inférieur à son PIB, cela réduit son objectif de dépenses de défense en valeur absolue.

Dans la littérature consultée, le RNB n'est pas envisagé comme alternative, et il n'est pas considéré dans les jeux de données des chercheurs ou dans les statistiques de l'OTAN et du SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute).

La considération du RNB, ou d'autres indicateurs quantitatifs suggérés (tels que le calcul de l'effort de défense par rapport au PIB/habitant, ou au PIB/habitant en considérant les travailleurs frontaliers), augmente l'effort de défense perçu du Luxembourg, mais n'améliore pas sa position dans les classements.

Cette note de recherche a été réalisée par la Cellule scientifique de la Chambre des Députés pour répondre à une demande soumise par M. Sven Clement, député.

***Résumé de la note de recherche scientifique par E. Mennicken et F. Spirinelli, « L'effort de défense du Grand-Duché de Luxembourg »,*** *Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 22 mai 2024.*

**Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :**

## Réaménagement du camp militaire à Waldhof

**8200 – Projet de loi relative au réaménagement et au remplacement de l'ensemble des infrastructures du camp militaire à Waldhof**

Le projet de loi n° 8200 concerne le réaménagement du camp militaire à Waldhof. Les travaux sont déclarés d'utilité publique et les dépenses engagées au titre du projet sont imputables à charge des crédits du Fonds d'investissements publics administratifs. Le budget pour le projet sous référence est prévu à (arrondi) 81.500.000 euros.

L'agression russe envers l'Ukraine et ses implications pour la sécurité sur le continent européen ont rappelé l'importance et le besoin d'une armée efficace, fonctionnelle et capable de réagir en cas de crise.

Malgré quelques améliorations opérées au fil des années, les bâtisses du camp militaire ne sont plus alignées aux normes de sécurité générale et techniques en vigueur. Les infrastructures existantes ne répondent ni aux besoins fonctionnels, ni aux exigences légales, ni aux standards de l'OTAN. C'est dans ce contexte que le réaménagement du camp militaire répond non seulement au besoin d'une armée faisant face à un nombre croissant de défis dans le cadre de ses engagements nationaux et internationaux, mais aussi à la nécessité d'une mise en conformité technique et fonctionnelle du site suite à l'évolution des paradigmes otaniens en matière de gestion de stockage de munitions et en raison de l'état de vétusté avancée de l'infrastructure.

Le programme de construction prévoit :

1. la restructuration de l'infrastructure administrative ;
2. la restructuration de l'infrastructure d'entreposage du matériel inerte ;
3. la construction d'un abri couvert pour l'instruction du personnel ;
4. le remplacement du stockage permanent de munitions et l'aménagement d'un abri de stockage temporaire ;
5. la construction d'un nouvel atelier de munitions ;
6. l'aménagement d'une aire de chargement et de déchargement et d'une zone d'attente ;
7. le renforcement de l'infrastructure de sécurité ;
8. l'aménagement de l'aire de stationnement du personnel militaire et
9. la renaturation d'une partie du camp actuel.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 18/04/2023
Rapporteur : M. Luc Emering

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Corinne Cahen) :
04/05/2023 Présentation du projet de loi
18/01/2024 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
28/03/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
02/05/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :
04/05/2023 Présentation du projet de loi

Vote en séance publique : 15/05/2024
Loi du 7 juin 2024
Mémorial A : 2024, n° 250, page 1

## Sécurité sociale

**8259 – Projet de loi modifiant :**
**1° le Code de la sécurité sociale ;**
**2° le Code du travail ;**
**3° la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité ;**
**4° la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension ;**
**5° la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;**
**6° la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit ;**
**7° la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale, aux fins de déterminer la procédure devant les juridictions en matière de sécurité sociale**

Le présent projet de loi vise à modifier et à compléter les dispositions relatives à la procédure devant les juridictions en matière de sécurité sociale au Luxembourg.

Le projet de loi découle d'une question préjudicielle du Conseil arbitral de la sécurité sociale portant sur la constitutionnalité de l'article 455, alinéa 1er, du Code de la sécurité sociale. La Cour constitutionnelle a statué dans son arrêt du 25 novembre 2022 que cet article violait le principe de la réserve de la loi en reléguant à un règlement grand-ducal les éléments essentiels caractérisant la procédure devant les juridictions sociales, alors que ceux-ci doivent être prévus dans une loi.

L'objectif principal du projet de loi est donc d'adapter les dispositions légales concernant la procédure devant les juridictions en matière de sécurité sociale pour se conformer à la Constitution, notamment en ce qui concerne la réserve de la loi dans ce domaine. Il s'agit notamment de modifier et de compléter les articles 454 et suivants du livre VI du Code de la sécurité sociale, régissant les recours devant les juridictions de la sécurité sociale, ainsi que d'adapter les références à la procédure dans le Code du travail et dans d'autres lois pertinentes, avec des précisions apportées en fonction des dispositions du Nouveau Code de procédure civile. Le projet de loi sous rubrique prévoit également l'abrogation du règlement grand-ducal modifié du 24 décembre 1993 qui réglait précédemment la procédure à suivre devant le Conseil arbitral de la sécurité sociale et le Conseil supérieur de la sécurité sociale, ainsi que les délais et frais de justice.

En résumé, le présent projet de loi a pour but de garantir que la procédure devant les juridictions en matière de sécurité sociale respecte pleinement les principes constitutionnels, notamment en assurant la primauté de la loi dans ce domaine.

Il est prévu que la loi issue du présent projet produira ses effets au 8 décembre 2022.

Dépôt par M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale, le 29/06/2023
Rapportrice : Mme Françoise Kemp

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Dan Kersch) :
13/07/2023 Présentation du projet de loi

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Président : M. Max Hengel) :
27/03/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et des amendements gouvernementaux
Examen des avis du Conseil d'État
24/04/2024 Examen des avis de la Chambre des Métiers, de la Chambre de Commerce et de la Cour supérieure de justice
08/05/2024 Examen de l'avis de la Chambre des Salariés
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/05/2024
Loi du 4 juin 2024
Mémorial A : 2024, n° 238, page 1

## Sécurité du barrage du lac de la Haute-Sûre

**8263 – Projet de loi relative aux mesures de confortement du barrage du lac de la Haute-Sûre**

Le présent projet de loi de financement donne l'autorisation au Gouvernement de faire procéder, pour une enveloppe budgétaire maximale de 98.000.000 euros, aux mesures de confortement du barrage du lac de la Haute-Sûre (OA1158/OA1159/OA1455/OA1166).

Le principal barrage du lac de la Haute-Sûre, situé à Esch-sur-Sûre, a été érigé entre 1956 et 1957. Depuis lors, il permet à la retenue du lac d'Esch-sur-Sûre de remplir son rôle crucial en tant que réservoir principal d'eau potable pour le Grand-Duché

de Luxembourg, tout en contribuant à la production d'énergie électrique renouvelable.

Étant donné que sa conception remonte aux années cinquante et compte tenu de son importance stratégique pour l'ensemble du pays, il est nécessaire de renforcer cet ouvrage afin de répondre aux besoins actuels et de garantir sa durabilité dans son intégralité, en mettant en œuvre des mesures de renforcement exhaustives.

Les dépenses occasionnées par ce projet sont imputables sur les crédits du Fonds des routes. Le montant maximal des dépenses est rattaché à l'indice semestriel des prix de la construction au 1er octobre 2022 et sera adapté semestriellement en fonction de la variation dudit indice. Le projet de loi rappelle par ailleurs que les travaux en question sont déclarés d'utilité publique, ceci afin de pouvoir procéder en cas de besoin aux acquisitions nécessaires par la voie de l'expropriation.

Le concept général du projet visant la réalisation des mesures de confortement a été développé pour atteindre les objectifs prioritaires suivants :

1. la garantie de la sécurité du barrage en cas de crue décamillénale (HQ10 000), conformément aux prescriptions en vigueur ;
2. l'augmentation de la capacité potentielle de la rétention d'eau ;
3. la consolidation du rôle d'écrêteur de crues de la retenue ;
4. l'augmentation de la protection de la localité d'Esch-sur-Sûre contre les inondations ;
5. l'augmentation de la protection de la localité de Bavigne contre la montée des eaux du lac.

Les mesures de confortement du barrage débuteront en 2025 et la fin du chantier est prévue pour 2032.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 29/06/2023
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

| | |
|---|---|
| 29/02/2024 | Désignation d'un rapporteur |
| | Examen du projet de loi |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 18/04/2024 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 15/05/2024
Loi du 7 juin 2024
Mémorial A : 2024, n° 251, page 1

## Nouvelle construction à Ettelbruck

**8264 – Projet de loi relative à la construction et à l'équipement d'un bâtiment abritant une auberge de jeunesse et une structure administrative multifonctionnelle au pôle d'échange multimodal à Ettelbruck**

Le projet de loi autorise le Gouvernement à procéder à la construction d'une auberge de jeunesse et d'une structure administrative multifonctionnelle au Pôle d'échange multimodal à Ettelbruck.

Historiquement, Ettelbruck est un site traditionnel de l'ajisme luxembourgeois. Les premières auberges y ont été installées dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Étant donné que le territoire de la « Nordstad » ne dispose que d'un nombre très limité d'hébergements dédiés au tourisme, l'idée née en 2004 d'une nouvelle structure d'hébergement reste désormais d'actualité.

Actuellement, le réseau national des auberges de jeunesse dispose de neuf structures. La nouvelle auberge de jeunesse d'Ettelbruck agit comme dixième auberge dans ce réseau afin de répondre aux besoins croissants en termes d'hébergement touristique au sein de la « Nordstad », 3e pôle d'attraction du Programme directeur de l'aménagement du territoire.

Le projet de l'auberge de jeunesse propose au-delà de l'hébergement d'autres prestations qui complètent le projet et en font une offre davantage complétée :

1. le projet regroupe sur un seul site une offre d'hébergement avec 120 lits répartis sur 35 chambres, dont 3 pour personnes à mobilité réduite, et une offre de restauration avec cafétéria et terrasse ;
2. le restaurant de l'auberge est ouvert aux résidents ainsi qu'au public. La disponibilité d'une restauration complète l'offre gastronomique d'Ettelbruck tout en permettant aux visiteurs de consommer des produits de la région et de saison ;
3. une plateforme panoramique à vue sur les vallées des trois rivières autour de la ville (Alzette, Sûre et Wark) est ouverte aux usagers du bâtiment ainsi qu'aux visiteurs externes pendant toute l'année et
4. l'auberge offre une multitude d'activités et d'offres spéciales pour les usagers étrangers ou résidents, pour les voyages de groupes ou voyages scolaires ainsi que pour les organisateurs du secteur MICE (meetings, incentives, conférences et expositions).

L'auberge à Ettelbruck est une auberge du genre « urban city hostel » – elle suit ainsi les traces et les succès rencontrés auprès des usagers des auberges du même type à Luxembourg-ville et à Esch-sur-Alzette.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 29/06/2023
Rapporteur : M. Fernand Etgen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

| | |
|---|---|
| 21/03/2024 | Désignation d'un rapporteur |
| | Examen du projet de loi |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 18/04/2024 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 15/05/2024
Loi du 7 juin 2024
Mémorial A : 2024, n° 252, page 1

## Réseau routier du Ban de Gasperich : rallonge budgétaire

**8283 – Projet de loi relative à l'adaptation du projet de construction relatif à l'aménagement du Boulevard Raiffeisen et du Boulevard Kockelscheuer dans le cadre de la construction du réseau routier du Ban de Gasperich**

La présente loi en projet a pour objet d'adapter l'enveloppe budgétaire accordée par la loi du 16 décembre 2010 relative à l'aménagement du Boulevard Raiffeisen et du Boulevard Kockelscheier dans le cadre de la construction du réseau routier du Ban de Gasperich (ci-après « la loi du 16 décembre 2010 ») à l'évolution réelle et actuelle du chantier et d'autoriser une rallonge budgétaire à hauteur de 6.550.000 euros, ce qui correspond à la valeur 1.071,67 de l'indice semestriel des prix à la construction d'octobre 2022, soit un dépassement de 5,87 pour cent par rapport au montant initialement voté.

À noter que le projet urbain du « Ban de Gasperich » a été autorisé par la loi du 16 décembre 2010. Divisés en quatre lots, les travaux ont débuté en 2013 avec le Lot 2, suivi du Lot 1 en mai 2015, puis du Lot 3 Phase 1 en février 2017 et enfin du Lot 3 Phase 2 en janvier 2018.

Au cours des années, le projet a connu une certaine évolution par rapport à la conception initiale. Ainsi, en 2014, l'intégration du tram dans le projet d'exécution du Boulevard Kockelscheuer a été décidée. Dès lors, les deux voies de bus centrales sur le Boulevard Kockelscheuer ont été réservées à l'assise du tram entre le croisement du Boulevard Kockelscheuer/Rue Einstein et le raccord du Boulevard Kockelscheuer avec la N4 côté Sud. Les équipements du pont OA17, tels que les joints de chaussées, la mise à la terre et l'étanchéité, ont également dû être adaptés afin de permettre l'installation du tram.

Par ailleurs, dans le but de promouvoir davantage la mobilité douce, des pistes cyclables supplémentaires ont été rajoutées au cours du chantier. Ainsi, en plus des pistes cyclables et pistes mixtes initialement prévues, une liaison douce sous forme de piste mixte a été créée pour relier le Ban de Gasperich à Howald, et un itinéraire cyclable express PC104, appelé « Vëloexpresswee », a été construit avec deux tunnels dédiés aux cyclistes sous l'N4 et le CR186.

D'autres modifications qui ont été apportées au projet en cours de route consistent, parmi d'autres, dans la modification du tracé routier afin de tenir compte de l'implantation du nouveau Stade de Luxembourg ; l'adaptation du carrefour N4/CR186/Boulevard Kockelscheuer ; le rajout de voies de bus sur la Route d'Esch.

En raison de ces facteurs, une rallonge budgétaire s'est avérée nécessaire par rapport à la loi du 16 décembre 2010. S'y ajoute la hausse du taux de la taxe sur la valeur ajoutée en janvier 2015, passant de 15 à 17 pour cent, ce qui a également contribué à une augmentation des coûts.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 20/07/2023
Rapportrice : Mme Corinne Cahen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Corinne Cahen) :
08/02/2024 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
29/02/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15/05/2024
Loi du 7 juin 2024
Mémorial A : 2024, n° 254, page 1

## Accord de partenariat et de coopération I

**8285 – Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume de Thaïlande, d'autre part, fait à Bruxelles, le 14 décembre 2022**

Le présent projet de loi vise l'approbation par la Chambre des Députés de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres et le Royaume de Thaïlande, fait à Bruxelles, le 14 décembre 2022.

L'accord de partenariat et de coopération (APC) entre l'Union européenne et la Thaïlande a été initié en 2004 et paraphé en 2013, mais sa signature a été retardée en raison de la situation politique en Thaïlande. Après des progrès dans le processus de démocratisation, les négociations ont repris en 2021 et l'accord a été signé en décembre 2022.

L'APC avec la Thaïlande est le sixième accord de ce type à être signé avec un pays de l'ASEAN, après l'Indonésie, le Viêt Nam, les Philippines, Singapour et la Malaisie. Il se substituera à l'actuel cadre juridique que constitue l'accord de coopération de 1980 entre la Communauté économique européenne et les pays membres de l'ASEAN.

Il vise à renforcer la coopération politique, économique et sectorielle, notamment dans des domaines tels que l'environnement, le changement climatique, l'énergie, l'éducation, la santé et la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée. L'accord comprend aussi des clauses sur les droits de l'homme, la non-prolifération des armes de destruction massive et des domaines plus sensibles comme la lutte contre le blanchiment des capitaux et la cybercriminalité.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 28/07/2023
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région
(Président : M. Gusty Graas) :
26/02/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
15/04/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/05/2024
Loi du 5 juin 2024
Mémorial A : 2024, n° 272, page 1

## Accord de partenariat et de coopération II

**8288 – Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Gouvernement de la Malaisie, d'autre part, fait à Bruxelles, le 14 décembre 2022**

Le projet de loi sous rubrique vise l'approbation par la Chambre des Députés de l'accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Gouvernement de Malaisie, d'autre part, fait à Bruxelles, le 14 décembre 2022.

L'accord-cadre de partenariat et de coopération (APC) entre l'Union européenne (UE) et la Malaisie vise à renforcer la coopération politique, économique et sectorielle entre les deux parties dans divers domaines tels que l'environnement, l'éducation, la sécurité, le commerce et la lutte contre la criminalité.

L'APC est le sixième accord de ce type à être signé avec un pays de l'ASEAN, après l'Indonésie, le Viêt Nam, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. Il se substituera à l'actuel cadre juridique que constitue l'accord de coopération de 1980 entre la Communauté économique européenne et les pays membres de l'ASEAN.

L'APC comprend des clauses politiques standard de l'UE sur par exemple les droits de l'homme, la non-prolifération des armes de destruction massive et la lutte contre le terrorisme. L'APC doit être ratifié par tous les États membres avant de pouvoir entrer en vigueur.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 28/07/2023
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région
(Président : M. Gusty Graas) :
26/02/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
15/04/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/05/2024
Loi du 5 juin 2024
Mémorial A : 2024, n° 273, page 1

## Libre circulation des personnes

**8304 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration**

Le projet de loi n° 8304 vise à transposer en droit national la directive (UE) 2021/1883 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2021 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié.

La directive a pour objet d'actualiser les règles antérieures relatives à la carte bleue européenne telles que résultant de la directive 2009/50/CE du Conseil du 25 mai 2009 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié et de doter l'Union européenne d'un système de migration légale ciblé, capable de répondre aux pénuries de compétences et permettant aux professionnels hautement qualifiés de rejoindre plus facilement la population active.

Plus particulièrement, le texte prévoit des conditions d'admission plus souples pour les travailleurs étrangers dotés de compétences élevées, notamment au niveau du seuil salarial minimal, des droits renforcés, des conditions plus favorables au regroupement familial ainsi que la possibilité de se rendre et de travailler plus facilement dans d'autres États membres de l'Union européenne.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 30/08/2023
Rapporteur : M. Marc Lies

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Président : M. Marc Lies) :
01/03/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Examen de l'avis de la Chambre de Commerce
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
17/04/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15/05/2024
Loi du 4 juin 2024
Mémorial A : 2024, n° 261, page 1

## Accord commercial

**8306 – Projet de loi portant approbation du Protocole d'adhésion à l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, en vue de tenir compte de l'adhésion de l'Équateur, fait à Bruxelles, le 11 novembre 2016**

Le projet de loi sous rubrique vise l'approbation par la Chambre des Députés de l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, en vue de tenir compte de l'adhésion de l'Équateur, fait à Bruxelles, le 11 novembre 2016.

L'accord commercial vise à établir une zone de libre-échange, à améliorer le commerce et les investissements entre les deux régions et à aider les entreprises locales à se développer sur leur marché régional afin de faire face à la concurrence internationale.

Il couvre des domaines de compétence tant de l'UE que des États membres, y compris les matières commerciales et d'investissement, nécessitant ainsi l'approbation et la ratification par les États membres pour entrer en vigueur.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 01/09/2023
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région (Président : M. Gusty Graas) :

| | |
|---|---|
| 26/02/2024 | Désignation d'un rapporteur |
| | Présentation du projet de loi |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 15/04/2024 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 16/05/2024
Loi du 5 juin 2024
Mémorial A : 2024, n° 258, page 1

## Infrastructures du champ de tir au Bleesdall

**8323 – Projet de loi relative au réaménagement et au remplacement de l'ensemble des infrastructures du champ de tir au Bleesdall**

Le présent projet de loi de financement donne l'autorisation au Gouvernement de faire procéder, pour une enveloppe budgétaire maximale de 71.540.000 euros, au remplacement de l'ensemble des infrastructures du champ de tir au Bleesdall, ainsi qu'à son extension, y compris la déconstruction d'infrastructures existantes et la construction de nouvelles infrastructures. Ces travaux s'inscrivent en tant que maillon central et indispensable dans un cadre plus large de modernisation des infrastructures militaires nationales.

L'attaque de la Russie contre l'Ukraine et ses répercussions sur la sécurité en Europe soulignent l'importance cruciale d'avoir une armée efficace, opérationnelle et prête à réagir de manière adaptée à diverses crises. Le renforcement des capacités de dissuasion et de défense, au niveau de l'OTAN et en Europe, est également une conséquence de l'agression russe. Il est aussi indispensable d'investir dans les infrastructures pour soutenir durablement les forces armées et l'effort de défense dans les années à venir.

Le montant maximal des dépenses est rattaché à l'indice semestriel des prix de la construction au 1er avril 2023 et sera adapté semestriellement en fonction de la variation dudit indice. Le projet de loi rappelle, par ailleurs, que les travaux en question sont déclarés d'utilité publique, ceci afin de pouvoir procéder en cas de besoin aux acquisitions nécessaires par la voie de l'expropriation.

Bien que des progrès aient été réalisés au fil des années, les constructions datant de l'après-guerre ne sont plus conformes aux normes générales de sécurité et techniques actuelles. L'état avancé de dégradation du stand de tir de 400 mètres, en particulier des pare-balles et du réceptacle de tir, ne respecte plus les normes en vigueur.

À côté des stands de tir, le champ militaire sert également de site de destruction d'obus et de munitions de la Deuxième Guerre mondiale. Le projet vise à augmenter la limite actuelle de la charge de 5 à 10 kg NEQ (quantité explosive nette, équivalente en TNT), afin de couvrir une gamme plus large de munitions à détruire sur place, réduisant ainsi le risque lié à leur transport vers l'étranger.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 09/10/2023
Rapporteur : M. Fernand Etgen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics (Présidente : Mme Corinne Cahen) :

| | |
|---|---|
| 18/01/2024 | Désignation d'un rapporteur |
| | Examen du projet de loi |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| | Adoption d'une série d'amendements parlementaires |
| 28/03/2024 | Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État |
| 18/04/2024 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 15/05/2024
Loi du 7 juin 2024
Mémorial A : 2024, n° 253, page 1

# 26e séance

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** **p. 13**
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Dépôt d'une proposition de loi par Mme Francine Closener** **p. 13**
   Exposé : Mme Francine Closener
3. **8304 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration** **p. 13**
   Rapport de la Commission des Affaires intérieures : M. Marc Lies
   Discussion générale : M. Marc Lies | M. Gusty Graas | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | M. Meris Sehovic (dépôt des motions 1 et 2) | M. Marc Goergen | M. Marc Baum
   Prise de position du Gouvernement : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8304 et dispense du second vote constitutionnel
   Motions : M. Meris Sehovic
   Motion 1 : M. Marc Lies | M. Fernand Kartheiser | M. Dan Biancalana | M. Marc Goergen | M. Meris Sehovic (parole pour fait personnel) (intervention de M. François Bausch) | M. Fernand Kartheiser
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
   Motion 2 : M. Marc Lies | M. Marc Goergen | M. Dan Biancalana
   Vote sur la motion 2 (rejetée)
4. **Question élargie n° 8 de M. Marc Goergen relative aux Medium Earth Orbit Global Services (MGS)** **p. 20**
   M. Marc Goergen | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense
5. **Question élargie n° 9 de M. Meris Sehovic relative à la route N7 entre Fridhaff et Weiswampach** **p. 21**
   M. Meris Sehovic | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Meris Sehovic | Mme la Ministre Yuriko Backes

6. **Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar** p. 22

Exposé : M. Laurent Mosar

7. **8200 – Projet de loi relative au réaménagement et au remplacement de l'ensemble des infrastructures du camp militaire à Waldhof** p. 23

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Luc Emering

Discussion générale : M. Charel Weiler | Mme Claire Delcourt | M. Jeff Engelen | M. Meris Sehovic | M. Marc Goergen | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8200 et dispense du second vote constitutionnel

8. **8263 – Projet de loi relative aux mesures de confortement du barrage du lac de la Haute-Sûre** p. 25

Rapport de la commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Gusty Graas (interventions de M. Fernand Etgen, M. Sven Clement et M. André Bauler)

Discussion générale : M. Emile Eicher | M. Yves Cruchten | M. Jeff Engelen | M. Meris Sehovic | M. Ben Polidori | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8263 et dispense du second vote constitutionnel

9. **8264 – Projet de loi relative à la construction et à l'équipement d'un bâtiment abritant une auberge de jeunesse et une structure administrative multifonctionnelle au pôle d'échange multimodal à Ettelbruck** p. 28

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Fernand Etgen (intervention de M. Sven Clement)

Discussion générale : M. Charel Weiler | M. Yves Cruchten (intervention de M. Sven Clement) | M. Jeff Engelen | M. Meris Sehovic | M. Ben Polidori | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8264 et dispense du second vote constitutionnel

10. **8283 – Projet de loi relative à l'adaptation du projet de construction relatif à l'aménagement du Boulevard Raiffeisen et du Boulevard Kockelscheuer dans le cadre de la construction du réseau routier du Ban de Gasperich** p. 31

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Corinne Cahen

Discussion générale : M. Paul Galles | M. Yves Cruchten | M. Jeff Engelen | M. Meris Sehovic | M. Marc Goergen | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8283 et dispense du second vote constitutionnel

11. **8323 – Projet de loi relative au réaménagement et au remplacement de l'ensemble des infrastructures du champ de tir au Bleesdall** p. 32

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Fernand Etgen

Discussion générale : M. Charel Weiler | Mme Claire Delcourt | M. Jeff Engelen | M. Meris Sehovic | M. Marc Goergen | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8323 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : Mme Yuriko Backes et M. Léon Gloden, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Léon Gloden,** Ministre | Nee, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat ass net de Fall.

## 2. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Francine Closener

Dann hunn ech eng Wuertmeldung vun der Madamm Closener fir den Depot vun enger Proposition de loi. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

***Exposé***

**Mme Francine Closener** (LSAP), coauteure | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vun der LSAP-Fraktioun géif ech gären dës Proposition de loi deposéiere vu mengem Kolleeg Dan Biancalana a vu mir selwer iwwer Cyberharcelement oder och nach Cybermobbing. Voilà.

*8385 – Proposition de loi modifiant le Code pénal aux fins de sanctionner le harcèlement moral numérique (« cyberharcèlement »)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci.

**Mme Francine Closener** (LSAP), coauteure | De Phenomeen, dat wësst Der, hëlt ëmmer méi zou. Betraff sinn dacks eeler Leit, dacks Fraen, awer besonnesch natierlech vill Kanner a Jugendlecher. Ee vu fënnef Teenager am Alter tëscht 12 a 16 Joer zu Lëtzebuerg war schonn eng Kéier Affer vu Cybermobbing, mat allem, wat dat u Konsequenze kann hunn, bis zu Depressiounen a Suicideversich. Et ass fir eis als LSAP ganz evident, datt méi fir de Schutz vun den Internetbenotzer muss gemaach ginn.

*(Brouhaha)*

Wann ech Iech net stéieren ... Ok, da géif ech weiderfueren.

An duerfir proposéiere mer, datt mer de Cyberharcelement, also d'Harcelementer am Netz, déi kee Stalking sinn, als eegestännegt strofbaart Vergoen, als Delikt, an eise Code pénal integréieren. Domadder, also mat engem eegenen Artikel, gëtt vill méi kloer, datt Cybermobbing strofbar ass, kee Kavaléiersdelikt ass. Dat huet sonner Zweifel eng ofschreckend Wierkung op potenziell Täter. Mir vermëttelen als Legislateur awer den Affer och domadder, datt mer se eescht huelen, datt mer weeder banaliséieren oder bagatelliséieren, wat si erlieft hunn. Dat legaalt Arsenal fir d'Justice gëtt natierlech och verstäerkt an d'Affer kréien et méi einfach gemaach, sech ze wieren, net nëmmen, wa se Plainte deposéieren, mee och fir sech als Victime vu Cyberharcelement ze identifizéieren a sech viru Geriicht ze verdeedegen.

Mir hunn eis hei ënner anerem u Frankräich inspiréiert, wou et eng ganz Sektioun am Code pénal gëtt zu deene verschiddenen Zorte vun Harcelementer. An ausserdeem wëlle mer eeben, dass e kloren Ënnerscheed an Zukunft gemaach gëtt zum Stalking. Dat ass haut an eisem Code pénal net de Fall.

Här President, d'Justizministesch, déi jo och delegéiert Medieministesch ass, wëll jo de Code pénal am Summer – virum Summer souguer nach – reforméieren. Si ass asiichteg a wëll jo déi einfach Heescherei eraushuelen. Ech si ganz sécher, si wäert och mierken, datt den Digital Services Act absolutt net duergeet, fir de Cybermobbing ze stoppen, well dee viséiert jo d'Plattformen, dee viséiert net onbedéngt d'Auteuren. A wann de Code pénal jo souwisou reforméiert gëtt, da geet dat hei jo eigentlech an engems.

An där leschter Legislatur huet sech d'CSV, besonnesch de Kolleeg Marc Spautz, ëmmer ganz vill Suerge gemaach iwwert de Cybermobbing – zu Recht. Absolutt zu Recht, Här Spautz. An duerfir wier et jo dann och ganz logesch, wann dës Propositioun den Accord vun der CSV an och vun anere Parteie géif fannen ...

*(Interruption par M. Marc Spautz)*

... nom Motto: „Lasst den Worten Taten folgen!"

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Closener.

## 3. 8304 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

An da komme mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten. Dat ass de Projet de loi 8304, d'Ëmsetze vun enger europäescher Direktiv iwwert d'Entrée an d'Openthaltskonditioune

vun héich qualifizéierte Staatsbierger aus Drëttlänner. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: 10 Minutte fir de Rapporter, 5 Minutte fir all Fraktioun an all Sensibilitéit, 10 Minutte fir d'Regierung. Ageschriwwen hu sech: den Här Gusty Graas, den Här Dan Biancalana, den Här Fernand Kartheiser, den Här Meris Sehovic, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet, den honorabelen Här Marc Lies.

***Rapport de la Commission des Affaires intérieures***

**M. Marc Lies** (CSV), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet, ëm deen et hei geet, ass drop ausgeluecht, Dispositioune vun der Carte bleue européenne nei auszeleeën. Ech mengen, mir alleguerte wëssen, datt dëst e ganz, ganz wichtege Projet ass, fir den heemeschen Aarbechtsmaart méi interessant ze maache fir héich qualifizéiert Leit, déi aus Net-EU-Memberstaate kommen. An duerfir, wéi gesot, ass dëst e wichtegen Text.

Konkreet ginn dofir verschidden Elementer aus der Direktiv 2021/1883 zu de Konditioune fir eng Arees oder en Openthalt vu Persounen aus Drëttstaaten am Kader vun der Ausübung vun enger héich qualifizéierter Beschäftegung op EU-Territoire vereinfacht. Dofir ännere mir als Lëtzebuerg eist Gesetz vum August 2008 zur Libre circulation des personnes et l'immigration.

De Projet de loi 8304, iwwert dee mir haut schwätzen, ass den 30. August 2023 vum deemolege Minister fir d'Immigratioun deposéiert ginn. Nodeems de Staatsrot am Februar 2024 säin éischten Avis ofginn huet, sinn ech zum Rapporter ernannt ginn an den 12. Mäerz konnten Adaptatioune sous forme vun Amendements parlementaires gemaach ginn. De finale Rapport ass de 17. Abrëll 2024 an der Interieurskommissioun ugeholl ginn.

Well Lëtzebuerg nieft 16 aneren EU-Memberstaate bis den 18. November 2023 der Europäescher Kommissioun nach keng konkreet Mesüre kommunizéiert hat, wéi mir d'Direktiv géifen transposéieren, huet d'Kommissioun eng Procédure d'infraction géint eist Land lancéiert. Dofir gëllt et elo, déi nei Dispositiounen zu der Carte bleue an eist Gesetz opzehuelen.

Ëm wat geet et am Text vun der EU-Direktiv a wat änert sech? Punkt eent: Fir d'éischt ginn déi al Dispositioune vun der Carte bleue aktualiséiert a vereinfacht, andeems de Champ d'application ausgeweit gëtt.

Punkt zwee: Da ginn d'Konditioune fir eng Zouloossung vun enger Carte bleue méi flexibel gestalt, virun allem, wat de Seuil vum Mindestloun an d'Dauer vun engem noweisbaren Aarbechtskontrakt ugeet.

Punkt dräi: D'Rechter vun den Detenteure vun enger Carte bleue gi gestäerkt.

Punkt véier: D'Direktiv gesäit och méi favorabel Konditiounen am Kader vum Regroupement familial vir.

Punkt fënnef: D'innereuropäesch Mobilitéit, déi d'Méiglechkeet virgesäit, an aner EU-Memberstaaten ze reesen an do ze schaffen, kuerz- wéi och laangfristeg, gëtt verbessert.

Mat dëser Direktiv gëtt sech virun allem erhofft, dem Mangel u qualifizéiertem Personal an der EU entgéintzewierken an e geziilte Kader fir déi legal Migratioun an der EU en place ze setzen.

Elo zum Detail: Wat ass am Projet de loi 8304 konkreet virgesinn? De Champ d'application vum Gesetz vum 29. August 2008 gëtt esou ausgeweit, dass ee mat der Carte bleue e Recht op eng Arees op bezéiungsweis en Openthalt zu Lëtzebuerg huet zum Zweck vun der Ausübung vun enger Aarbecht fir eng Dauer vun 90 Deeg op en Zäitraum vun 180 Deeg gekuckt. Dësen Titre de séjour vereinfacht déi ganz Prozedur, fir en definitive Visa ze kréien. Et ass och esou, dass d'Beneficiaires vun enger Protection internationale, d'BPIen, net méi ausgeschloss sinn, sou wéi dat virdrun de Fall war. Ëmmer nach net an de Champ d'application falen awer d'Demandeurs vun enger Protection internationale, d'DPIen, souwéi och d'Beneficiaires vun enger Protection temporaire, d'BPTen.

D'Rechter vu Leit, déi eng Carte bleue européenne hunn a soumat e gëltegen Titre de séjour, ginn heimat gestäerkt. An zwar kann en Titre de séjour elo net méi einfach entzu ginn, wann eng Persoun dräi Méint noeneen am Chômage ass, mee just wann et dräi Méint an engem Zäitraum vun zwee Joer oder manner sinn. Dat selwecht gëllt, wann déi concernéiert Persoun zanter sechs Méint am Chômage ass, an dat, wa se zënter zwee Joer d'Carte bleue huet. No zwielef Méint, amplaz vu virdrun zwee Joer, ass et dann esou, dass den Titulaire vun enger Carte bleue onbegrenzten Zougang zum Aarbechtsmaart an der EU kritt.

Wat de Regroupement familial betrëfft, gesäit dëse Projet de loi keng speziell Mesüre fir d'Familljemembere vun engem Detenteur vun enger Carte bleue vir. Dat huet awer follgende Grond: Vu dass d'EU-Direktiv hei fräiwëlleg Dispositioune virgesäit a mir an eisem Gesetz vum 7. August 2023 schonns eng Modifikatioun an deem Sënn um Gesetz vun 2008 virgeholl hunn, gesäit eist Gesetz elo scho vir, dass all Drëttstaatsugehéierege mat engem gëltegen „titre de séjour en qualité de membre de la famille" hei schaffen dierf.

Ännerunge sinn och un der Mobilité intraeuropéenne virgesinn. Fir dës méi attraktiv ze gestalten, kënne Persounen, déi eng Carte bleue hunn, kuerzfristeg an engem Zäitraum vun 180 Deeg 90 Deeg an engem aneren EU-Land schaffen, oder awer laangfristeg, dat heescht no 12 Méint, amplaz aktuell 18, an en anert EU-Land reesen, fir do ze schaffen.

Et sinn awer och vereenzelt fakultativ Dispositiounen aus der Direktiv net ëmgesat ginn. Dat ass eemol den Artikel 5 mam Begrëff „d'offre ferme pour un emploi hautement qualifié", well weeder an eiser Gesetzgeebung nach an der EU-Direktiv genau definéiert ass, wat hei gemengt ass, an den Artikel 13 vun der EU-Direktiv iwwert d'Procédures d'agrément vum Employeur. Vu dass et sech hei ëm en immens technesche Mechanismus handelt, deen a senger Komplexitéit eng kloer Definitioun mat objektive Konditiounen a Krittäre viraussetzt, souwéi awer och eng Definitioun vun de Moyens de preuve, de Sanktiounen am Fall vum Netanhalen an aner Prezisioune bräicht, géife mer hei eng Charge administrative kreéieren, déi disproportionéiert ass par rapport zu der Demande.

Aus dësen zwee Grënn sinn déi zwee genannte fakultativ Artikelen net tel quel ëmgesat ginn.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis de Projet de loi de 7. Februar 2024 dann och begréisst, notamment wat d'Lockerunge bei den Zouloossungskrittäre betrëfft. Si begréisst och, dass de Parallellsystem vun Titre de séjour a Cartes bleues européennes erhale bleift. Méi negativ gesäit d'Chambre de Commerce awer, dass net virgesinn ass, datt den Employeur kann eng Demande fir eng Carte bleue erareechen, souwéi och, dass de Statutt vum „employeur agréé" net virgesinn ass.

De Staatsrot huet a sengem éischten Avis vum 6. Februar 2024 dräi Oppositions formelles gehat, ënner anerem zum Champ d'application an de Ressortissants de pays tiers, déi op eng Decisioun waarden zu hirer Demande op Schutz, den DPIen, déi jo kloer ausgeschloss si laut der Direktiv. De Staatsrot hat hei eng aner Interpretatioun vum Text vum Projet de loi.

A sengem Avis complémentaire vum 29. Mäerz 2024, deen opgrond vun enger Série d'amendements parlementaires vum 12. Mäerz 2024 ausgeschafft ginn ass, weist de Staatsrot sech averstane mam Text.

Sou vill zum Rapport vum Projet de loi 8304, dee mir haut stëmme wäerten, an elo kommen ech zu mengem politesche Commentaire.

***Discussion générale***

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Carte bleue européenne ass effektiv schonns mam Vertrag vu Lissabon an der EU agefouert ginn. Si ass en Titre de séjour, deen drop ausgeluecht ass, qualifizéiert Personal unzezéien an dëse Leit en Accès op den EU-Aarbechtsmaart ze ginn. D'Zil dovun ass et, dem Mangel un héich spezialiséiertem Personal an der EU entgéintzewierken an et dem Employé méi einfach ze maachen, sech an engem anere Land néierzeloossen. Souzesoen ass d'Blue Card, Carte bleue oder och Blaue Karte genannt, vergläichbar mam amerikanesche System vun der Greencard.

D'Unzuel vun Titulairë vun enger Carte bleue européenne variéiert staark vu Land zu Land, ass awer generell schwaach an absolutten Zuelen. Esou ass Däitschland bei Wäitem dat Land, dat déi meeschte Blue Cards ausstellt. Bis dato war et esou, dass sech vill Employeuren an Demandeuren iwwert d'Komplexitéit vun der Prozedur, fir esou eng Kaart unzefroe respektiv eng Persoun mat Carte bleue anzestellen, beschwéiert hunn. Liest ee sech déi ganz Demarche op guichet.lu duerch, esou fält engem dat och séier op. Mat dësem Projet de loi erhoffe mir eis dofir, eng Simplification administrative ze erreechen an d'Carte bleue méi attraktiv ze gestalten, andeems d'Faiblessë vum System, wéi se bis elo do waren, erausgeholl ginn.

Am Kader vum Budgetsrapport hat d'CSV-Spriecherin Diane Adehm schonn op d'Talentattraction verwisen. Ma grad déi kënne mer mat der Carte bleue fërderen. Gebraucht ginn nämlech spezialiséiert Leit, virun allem am Beräich vun den ICT-Beruffer, Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien, souwéi am E-Commerce. D'Zuele betreffend déi effektiv Demande louchen am Joer 2023 bei 787 a bis elo fir d'Joer 2024 bei ongefëier 575 Demanden, fir eng Carte bleue européenne hei zu Lëtzebuerg ze kréien.

Mir begréissen dofir, datt d'Prozedur weesentlech vereinfacht gëtt an datt de Champ d'application ausgeweit gëtt. Souwisou si mer der Meenung, datt et wichteg ass, datt een e Gesetz wéi dat zu der Carte bleue européenne reegelméisseg evaluéiere muss an et un de Maart, sprëch eis Wirtschaft a Gesellschaft, ugepasst muss ginn.

Och ass et esou, datt d'Situatioun vun der weltwäiter Migratioun, awer ganz besonnesch an Europa a soumat och zu Lëtzebuerg, iwwert déi lescht Jore fundamental geännert huet. Ëmmer méi Leit schaffen a liewen net méi an hirem ursprüngleche Gebuertsland, dofir ass d'Erweiderung vum Champ d'application vun der Carte bleue op Beneficiaires vun enger Protection internationale, BPI, fir eis e ganz wichtegen a richtege Schrëtt.

Déi méi flexibel Zouloossungskrittäre weise sech ëmmer erëm dodran, dass en Aarbechtskontrakt elo net méi ee Joer al muss sinn, mee sechs Méint ginn och duer. Dat ass eiser Meenung no dem aktuellen Aarbechtsmaart ugepasst, geneesou wéi och den

onbegrenzten Zougang zum Aarbechtsmaart no zwielef Méint.

Wat elo d'Mobilité intraeuropéenne ugeet, esou gesäit d'Direktiv vir, dass, wann een eng Carte bleue européenne an engem anere Memberstaat vun der EU kritt an awer wëll zu Lëtzebuerg schaffe sous forme vun engem Long séjour, een dofir theoreetesch 30 Deeg waarde misst ab Erhale vun der Kaart. Mir hunn do awer méi favorabel Konditiounen an eisem Gesetz virgesinn a soen, dass den Titulaire vun enger Carte bleue direkt ka schaffe goen, wann e seng Kaart kritt, ouni 30 Deeg waarden ze mussen.

Virun e puer Wochen huet d'Europaparlament mat sengem positive Vott zum EU-Migratiounspak de Wee fräigemaach fir eng final Adoptioun, déi dann och elo geschitt ass. Ech wëll op dëser Plaz och ënnersträichen, dass mir dëse Vott begréissen a frou sinn, dass no méi wéi siwe Joer Negociatiounen zum EU-Migratiouns- an Asylpak de Wee endlech fräi ass.

D'EU brauch eng responsabel Migratiounspolitick am Respekt vun op där enger Säit der Protektioun vun den EU-Baussegrenzen an der Solidaritéit tëscht de Memberstaaten an op där anerer Säit dem Schutz vun humanitäre Standarden an de Mënscherechter.

Mir gesinn an dësem Mesürepak eng gutt Balance tëscht der Auslaaschtung vun eise Capacitéiten an dem Respekt vun eise Grondrechter, besonnesch fir schutzbedürfteg Persounen. Et ass déi Form vu responsabeler Migratiounspolitick, déi mir zu Lëtzebuerg an an der EU brauchen. An dofir bleift mir nach just ze soen, dass mir als CSV-Fraktioun dëse Projet de loi zu de Cartes bleues européennes begréissen an ech soumat och den Accord vu menger Fraktioun ka ginn.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Rapporter Merci fir säi schréftlechen a fir säi mëndleche Rapport. En huet seng Riedezäit an e groussen Deel vun där vun der CSV gebraucht. Dofir déi liicht Iwwerschreidung, déi am Fong an deem Fall keng war. Dann huele mer als nächste Riedner den Här Gusty Graas. An den Här Graas huet d'Wuert.

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Lëtzebuerg huet jo u sech eng grouss Traditioun, wat d'Awanderung ubelaangt. 1871 hate mer 5.872 Auslänner, déi hei zu Lëtzebuerg gewunnt hunn. Zënter dem 19. Joerhonnert muss ee soen op all Fall, datt d'Migratiounszuele staark an d'Luucht ginn. An den 20er-Joren, also vum leschte Joerhonnert, du war den Undeel vun den auslännesche Matbierger vun 33.000 am Joer 1922 op 56.000 am Joer 1930 geklomm. Gréisstendeels koumen déi Leit natierlech aus wirtschaftlechen Ursaache bei eis, haaptsächlech déi Däitsch an duerno d'Italieener a virun allem natierlech d'Portugisen, déi dunn an enger drëtter sougenanntener Well op Lëtzebuerg komm sinn. A laut dem Statec vum Joer 2023 waren et 313.400 Netlëtzebuerger, déi hei zu Lëtzebuerg gewunnt hunn. Dat si 47,4 % vun eiser Populatioun insgesamt, déi sech de Moment op 680.000 bis 670.000 Awunner beleeft. D'Haaptcommunautéit, dat sinn d'Portugisen. Dat heescht et kann ee bal soen: All sechste Resident hei zu Lëtzebuerg ass e Portugis.

Eppes muss ee ganz kloer soen: Wat wier dat Land hei ouni dee staarken Apport vun Netlëtzebuerger, déi an all deene Joerzéngten an eist Land komm sinn an hei wäertvoll Aarbecht ouni Zweifel geleescht hunn? Zwëschent Migratioun an Ekonomie besteet natierlech och eng direkt Relatioun. Engersäits sinn natierlech ganz vill Leit, déi hiert Land verloossen aus wirtschaftleche Grënn, an dofir ass et och richteg, datt e Land wéi Lëtzebuerg, dat eng ganz staark Ekonomie huet, d'Dieren opmécht, fir am Fong geholl esou Leit och bei sech opzehuelen. An et ass jo ganz kloer – an dat ass och aus dem Rapport vum Marc Lies hei ervirgaangen, deen dat jo och exemplaresch a ganz gutt hei presentéiert huet –, datt dat Land hei eeben och op Fachkräften ugewisen ass.

Ech wëll drop hiweisen, datt och schonn um europäesche Plang dat esou erkannt ginn ass, a maachen hei eng Referenz op de Programm vu La Haye aus dem Joer 2004. D'Migratioun ass ouni Zweiwel scho laang keen nationale Sujet méi. Dat ass och gutt esou an dat beweist jo och erëm eng Kéier, datt et wichteg ass, datt mer eng Europäesch Unioun hunn. An och dëst Gesetz gëtt dréit am Fong Rechnung. Et ass jo u sech awer eng Initiativ, déi um europäesche Plang gebuer ginn ass an déi mer esou nëmme kënnen ënnerstëtzen. An nach eng Kéier: Wat wier eist Land, wa mer, wéi gesot, net op auslännesch Main-d'oeuvre kéinten zréckgräifen?

D'Carte bleue, ëm déi et dann haut méi prezis geet, ass e ganz wichtege Sujet. Hei geet et jo am Fong geholl drëm, fir eng Autorisatioun fir déi Leit, déi qualifizéiert Fachkräften duerstellen ..., fir déi eeben ënner méi vereinfachte Konditioune kënnen an d'Land unzezéien. A mir brauchen dat an enger Rei vu wirtschaftleche Secteuren. Dat ass hei jo och scho genannt ginn. Ech verweisen nach eng Kéier zum Beispill op d'technesch Beräicher, d'Logistik, awer och den Tourismus, do, wou mer u sech och fachqualifizéiert Personal brauchen. Duerfir gesi mir als Demokratesch Partei hei eng ganz realistesch Approche, eng ganz gutt Approche, a mir kënnen op alle Fall déi doten Attitüd nëmmen ënnerstëtzen.

Mat deem Gesetz hei kommen natierlech eng ganz Rei Vereinfachungen, op déi ech elo net méi wëll weider am Detail agoen. Vläicht awer zwou Saachen, déi fir eis awer net onweesentlech sinn: Dat Éischt ass natierlech d'Recht op Aarbecht an engem oder méi EU-Staate fir 90 Deeg an enger Period vun 180 Deeg ouni Aarbechtsgeneemegung. Dat ass also e ganz weesentleche Fortschrëtt.

Dann nach vläicht en zweete Punkt: Wann een also wärend 12 Méint eng Openthaltsgeneemegung huet an der EU, fréier waren dat 18 Méint, da kann een elo an all EU-Land schaffe goen. Dat ass also eng gréisser Flexibilitéit. Dat ass e wichtegen Interechange ënnert deene verschiddenen EU-Länner an ech mengen, wann een hei mat Leit aus de verschiddene Secteure schwätzt, da weess een, datt et och en akute Besoin gëtt, et hei an do u Fachpersonal feelt. Hei gëtt am Fong geholl elo d'Méiglechkeet geschafen, datt een deem och kann da Rechnung droen. Ech géif och soen: Dat hei ass u sech och e wichtegt Element vum europäesche Bannemaart.

Et sinn natierlech eng Rei Artikelen, déi natierlech Spillraum loosse fir gewëssen Interpretatiounen, ouni elo am Detail dorop anzegoen. Ech huelen awer just den Artikel 45j (veuillez lire: den Artikel 45 (2) j). Do gëtt zum Beispill duergestallt, wat mer ënner Activité professionnelle verstinn. Do kann ee sech natierlech vill Gedanken driwwer maachen, mee ech ginn awer dovun aus, datt den Arbitraire hei awer net onbedéngt ëmmer wäert entscheedend si bei deem, wat een ënner Activité professionnelle versteet.

Ech wëll vläicht ofschléissend soen, Här Minister, ...

*(Interruptions)*

... et wier vläicht gutt, wann een awer géing an een, zwee Joer emol e Bilan maachen, datt och mir als Parlament, deem et jo awer oft u verlässlechen Zuele vläicht feelt, géinge matgedeelt kréien: Wat bréngt déi Neierung do? Wat huet dat der Ekonomie hei zu Lëtzebuerg bruecht? An deem Sënn awer, wéi gesot, sti mir als Demokratesch Partei selbstverständlech hannert deem Gesetz hei a wäerten et och matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Graas. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Dan Biancalana. Här Biancalana.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Awanderung ass eng Chance fir eis Gesellschaft an Europa an och hei zu Lëtzebuerg. An d'Awanderung huet Lëtzebuerg iwwer Joerzéngte gepräägt an huet eis och eng eenzegaarteg Positioun an Europa ginn, wat den Awanderungsundeel och deementspriechend ass. An dofir begréisse mer insgesamt ganz ausdrécklech dëse Gesetzesprojet, deen nach vum viregten Här Ausseminister Jean Asselborn an der viregter Regierung deposéiert gouf.

Et geet jo hei ëm déi Blo Kaart, am Fong de Pendant zu der amerikanescher Green Card, déi engem vläicht am Fong och méi geleefeg ass. An déi Blo Kaart ass, an et ass virdrun och schonn ugeklongen, allerdéngs keng nei Iddi. Si gouf schonn 2009 eng éischte Kéier duerch eng Direktiv agefouert an deemools schonn awer, dat muss ee sech eng Kéier virun Ae féieren, mat den Ziler, legal Migratiounsweeër ze schafen, den Accès zu bestëmmte Sozialrechter a sozialen Ofsécherungen ze erméiglechen, Famillje méi einfach zesummenzeféieren an och eng Perspektiv fir en dauerhaften a legalen Openthalt hei an Europa ze bidden. Gläichzäiteg huet awer och déi Blo Kaart dozou bäigedroen, dass eis Wirtschaft méi dynamesch engersäits an anerersäits och méi wettbewerbsfäeg ginn ass. A laangfristeg suerge mir awer och domadder fir e bessert Zesummeliewen a fir e bessere sozialen Zesummenhalt an eiser Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg, an, ech mengen, och dat sinn Elementer vun der sozialer Kohäsioun, déi eis insgesamt an dësem Land jo och ganz wichteg sinn an op déi mer och ganz houfreg sinn an déi mer och ëmmer an de Vierdergrond setzen, well se eis eng eenzegaarteg Positioun hei an Europa ginn.

D'Reegelen, fir an der Europäescher Unioun kënnen ze schaffen an ze wunnen, gi fir héichqualifizéiert Drëttstaatler méi souple duerch d'Adoptioun vun dësem Gesetz. Ausserdeem kréien dann och Salariéen, déi keng EU-Staatsbiergerschaft hunn, méi Rechter an d'Konditioune fir de Regroupement familial ginn och verbessert. An, mengen ech, ee Punkt, deen een och hei kann ervirhiewen, dat ass am Fong d'Vereinfache vun der Mobilitéit fir d'Leit mat enger Bloer Kaart an och hir Famill, wéi gesot, am Kader vum Regroupement familial. An och den Titulaire vun der Bloer Kaart dierf sech an engem oder méi Memberstaaten ophalen – ech mengen, dat ass och nei – an och do schaffen. An e brauch keng Aarbechtserlabnis, wann en op eng Period vun 180 Deeg manner wéi 90 Deeg an engem aneren EU-Land wéi an deem, wou en d'Blo Kaart kritt huet, wëll schaffen.

Ech mengen, dat sinn Neierungen, déi sécherlech jo och zu enger Simplificatioun bäidroen, an no zwielef Méint Openthalt mat enger Memberschaft dierf een an engem anere Memberstaat wunnen a schaffe goen an et kann een an deem zweete Memberstaat och eng Blo Kaart ufroen. An an dësem Fall ass och de Regroupement familial méiglech. Ech mengen, dat sinn insgesamt lauter Mesüren, Vereinfachungen, engersäits, déi stattfannen, mee déi awer souwuel de concernéierten Awanderer, et concernéiert dann och

Leit, déi dann do schaffen, wéi och eiser Wirtschaft an och eiser Gesellschaft zeguttkommen. An duerfir ginn ech och heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Biancalana. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, villmools merci. Nodeem mer sou vill ausgezeechent Rieden héieren hunn, mengen ech, kann ee ganz kuerz vläicht op just zwee politesch Aspekter agoen, wat elo hei eigentlech dermat bewierkt gëtt.

Dat Éischt ass, datt dat hei eng Äntwert ass op eng Revendicatioun, déi ee ganz vill héiert, wa mer iwwer Migratioun schwätzen, an déi Revendicatioun ass, datt mer legal Weeër musse schafen, fir kënnen an Europa anzereesen. Et gëtt jo ëmmer gesot, mir hätten esou eng grouss Migratiounswell an esou weider, an dat kéint een awer léisen, dee Problem, mat legale Weeër. Ma dëst ass e legale Wee, wéi héichqualifizéiert Leit kënnen an d'Europäesch Unioun areesen an op eng ganz virdeelhaft Manéier dann och hei schaffen. Dat ass eng Äntwert op déi Revendicatioun, déi ëmmer virbruecht gëtt. Et ass och ze betounen, datt hei ausdrécklech gesot gëtt, datt d'Demandeurs de protection internationale (veuillez lire: d'Bénéficiaires de protection internationale) och an deem Scope sinn an heidrënner falen. Dat ass ganz wichteg, mengen ech, an aner Riedner hunn dat och scho betount, soudatt eigentlech déi politesch Debatt da lo kann anescht geféiert gi wéi bis elo, well dat hei eeben e legale Wee ass, dee mer kënnen offréieren.

En zweete Kommentar ass: Wat musse mer da maachen, fir héich qualifizéiert Leit dann och op Lëtzebuerg ze kréien? D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis e ganz interessante Constat gemaach. Do gëtt et eng Etüd, World Talent Ranking, an do ass eist Land, wat d'Attraktivitéit ugeet fir Talenter, op Positioun 55 vu 64 Staaten. Dat ass net vill an do kënne mer eis nach däitlech verbesseren. Et geet elo also net duer, datt mer de Leit, héich qualifizéierte Leit erlaben, legal an d'Europäesch Unioun anzereesen, fir hei kënnen ze schaffen, mat enger besserer Familljenzesummeféierung an esou weider, mee mir musse se och nach op Lëtzebuerg kréien, fir hei och da kënnen zum géigesäitege Profitt vun hinnen a vun eis dann déi Talenter ze notzen. An do stelle sech Froen: Wat kënne mer da maachen, steierlech an op anere Pläng, fir déi Talenter op Lëtzebuerg ze kréien? An dat ass och en Defi, dee mer mussen hunn.

D'Chambre de Commerce hat och déi Fro opgeworf vum Employeur agréé. Den Här Lies ass dorobber agaangen. Mir mussen dat am A behalen, ob do wierklech eng Demande an deenen nächste Joren awer ass, ob déi Fuerderung vun der Chambre de Commerce bestoe bleift, wéi sech dat entwéckelt. Well mir mussen einfach ganz realistesch un déi Saach erugoen. Mir sinn an enger schwiereger ekonomescher Situatioun, a wann esou Dispositiounen eis wierklech kéinte virunhëllefen, da sollte mer vläicht och envisagéieren, dat ze maachen, wat d'Chambre de Commerce eis an deem Kontext réit.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | D'ADR ass ganz zefridden, datt mer deen heite Wee fir eng legal Immigratioun schafen. Mir gesinn elo net direkt den Zesummenhang mat engem Migratiouns- an Asylpak, mee mir ënnerstëtzen dat hei ganz gär. Ech soen och dem Här Lies nach eng Kéier Merci fir säin Exposé.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Meris Sehovic. Här Sehovic, et ass un Iech.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Blue-Card-Direktiv, déi u sech d'Basis ass vun där europäescher Bloer Kaart, iwwert déi mer haut schwätzen, besteet säit 2009 an ass e Regimm, fir héichqualifizéiert Mënschen an d'Europäesch Unioun eranzeloossen, fir dass se hei kënne wunnen, fir dass se hei kënne schaffen. Et muss ee bedaueren eigentlech, dass et ee vun deene wéinegen europäeschen Instrumenter ass, déi e legale Wee an d'europäesch Unioun bidden.

Leider huet sech erwisen an deene leschte Joren, dass de Regimm vun der Bloer Kaart, sou wéi e bis elo bestanen huet, onattraktiv ass an onpassend ass, fir Mënschen unzezéien a fir de Besoine vum europäeschen, voire och vum Lëtzebuerger Aarbechtsmarché gerecht ze ginn. Deelweis wéinst restriktive Krittären, dat ass ganz kloer erauskomm, deelweis och, wëll ech awer och kloer soen, wéinst konkurréierenden nationale Regimmen, vun deene mer der och zu Lëtzebuerg eng jett hunn. De Gros dovunner iwwregens am Beräich vun den héich qualifizéierten Aarbechtskräften, vun den héije Revenuen. Mir hunn e Regimm fir Investisseuren zum Beispill, fir Independanten an esou weider. An haut mam Gesetz stëmme mer u sech d'Transpositioun vun enger europäescher Direktiv a vu dass, Här President, den Europadag nach net esou laang hier ass an och elo nach eng Echeance eng Kéier usteet, erlaben ech mer awer e kuerzen Exkurs eng Kéier an d'europäesch Politick.

Fir déi Verbesserung vun der Direktiv ware mer säit 2016 ënnerwee. Mir hate vill Blocage um Niveau vun de Memberstaaten an, wéi et esou oft de Fall ass, en Europaparlament, dat sech mat enger méi ambitiéiser Positioun awer konnt duerchsetzen. An domat ass d'Resultat och, dass déi nei Blue Card, och wa se vläicht nach net esou wäit geet, wéi mir Gréng eis dat am Ufank erhofft haten, wierklech eng weesentlech Verbesserung wäert duerstelle fir d'Rechter a fir d'Liewe vu ville Mënschen, déi an der Europäescher Unioun wunnen a schaffen.

No ville Jore Verhandlungen ass dat also e gudde Kompromëss an ech hoffen am Numm vun deene Grénge wierklech, dass dat doten eigentlech awer de Startpunkt ka si vu weideren Efforten. An domadder riichten ech mech net un den Här Minister hei, mee eigentlech un d'Europäesch Kommissioun an och d'Uwäerterinnen an Uwäerter op de Poste vun der Presidence, dass dat eigentlech just den Ufank ka si vu weidere Schrëtt, fir den EU-Acquis am Beräich vun der Aarbechtsmigratioun an der Legislatioun dovunner och weider ze stäerken, auszebauen an ze harmoniséieren. An deem Sënn ass de virleiende Projet de loi natierlech ze begréissen, well en eng bedeitend Vereinfachung vun de Prozeduren an och eng Ofsenkung vun de legalen an administrativen Hürden duerstellt, wann och – dat bleift ze bedaueren – just fir e klengen Deel vun de Leit, déi nämlech, déi am héichqualifizéierte Beräich, am Beräich vun de ganz héije Salairë schaffen.

D'Carte bleue, ech hunn et gesot, ass eigentlech ee vu ville Regimmer am Lëtzebuerger Recht, déi am Kader vun der Aarbechtsmigratioun bestinn. Donieft gëtt et Regimmer, déi net aus der Transpositioun vun enger europäescher Direktiv stamen an also strictement lëtzebuergesch Regimmer sinn. Generell ass de Constat, dass d'Carte bleue an Europa wéineg genotzt gëtt – dat ass vu menge Virriedner och scho gesot ginn – an och zu Lëtzebuerg eigentlech net esou vill genotzt ginn ass, wéi se hätt kënnen. D'Verbesserungen, notamment bei der Mobilité interne a bei der Vereinfachung vum Accès, sinn natierlech ze begréissen. Et bleift awer generell e Constat, dass d'Prozeduren an deem Beräich, och am Beräich vun deenen anere Regimmer, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn, ëmmer nach ze schwéierfälleg an ze laangwiereg sinn, wat oft verhënnert, dass qualifizéiert Leit, déi hei eigentlech gebraucht ginn, déi hei schaffe wëllen, tatsächlech awer an déi Positioun kommen, fir hei kënnen ze schaffen. Dat gëllt fir de Regimm vun der Carte bleue – ech hunn et gesot, do wäerte mer haut eng ganz Rei vu Verbesserungen duerchkréien –, dat gëllt awer och fir all déi aner Regimmer, wou ech och den zoustännege Minister häerzlech invitéieren, fir déi och emol ganz dréngend alleguerten op de Leescht ze huelen.

An an deem Sënn, Här President, deposéieren ech zwou Motioune mat der Ënnerstëtzung vun de Kolleeginnen a Kolleege vun der LSAP a vun de Lénken, op déi ech dann duerno jo nach eng Kéier duerf agoen.

***Motion 1***

*« relative à la simplification et à la digitalisation des démarches dans le domaine de l'immigration professionnelle de ressortissant.e.s de pays tiers »*

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– que le Luxembourg, pays d'immigration, profite énormément de l'immigration ;*

*– la pénurie de main-d'œuvre et le vieillissement de la population ;*

*– que le manque de talents constitue une préoccupation majeure des entreprises selon le Baromètre de l'Économie de la Chambre de Commerce du 1er semestre 2023 ;*

*– que la Chambre des Métiers revendique l'attraction et la fidélisation des talents « artisanaux » dans un contexte de pénurie aigüe de main-d'œuvre qualifiée ;*

*– que des procédures complexes, des délais de traitement trop longs et des procédures non digitalisées peuvent être source d'incertitude pour les travailleur.se.s ainsi que les entreprises, et peuvent ainsi diminuer l'attractivité du Luxembourg,*

*invite le Gouvernement*

*– à continuer à simplifier les démarches dans le domaine de l'immigration professionnelle de ressortissant.e.s de pays tiers ;*

*– dans ce contexte,*

*• à créer la possibilité pour l'employeur.se d'introduire une demande de carte bleue européenne,*

*• à introduire la possibilité d'octroyer la carte bleue sur base d'une simple offre d'emploi ferme,*

*• à introduire le statut d'« employeur agréé » ;*

*– à faciliter le regroupement familial pour les ressortissant.e.s de pays tiers ;*

*– à faciliter la reconnaissance des diplômes ;*

*– à réduire la durée des procédures pour les permis de travail pour ressortissant.e.s de pays tiers ;*

*– à simplifier l'accès au marché du travail pour les demandeur.se.s de protection internationale, et, dans ce contexte, à permettre aux personnes en quête de protection d'accéder plus tôt au marché du travail et à étendre la validité de leur « autorisation d'occupation temporaire » à toute la durée de la procédure de protection et à tou.te.s les employeur.se.s du même secteur ;*

*– à numériser les procédures pour les permis de travail et à mettre en place un système de suivi qui fournit aux demandeur.se.s des informations actualisées sur l'état d'avancement de leur demande ;*

*– à mettre à disposition des informations et des documents de l'agence pour l'emploi et d'autres procédures liées à l'emploi en anglais ;*

*– à mettre en place une assistance technique pour les procédures de demande d'autorisation de séjour, tant pour les employeur.se.s que pour les bénéficiaires des autorisations.*

*(s.) Meris Sehovic, Marc Baum, Dan Biancalana.*

***Motion 2***

*« relative à la création de nouvelles voies d'accès pour la migration professionnelle »*

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– que le Luxembourg, pays d'immigration, profite énormément de l'immigration ;*

*– la pénurie de main-d'œuvre et le vieillissement de la population ;*

*– que le manque de talents constitue une préoccupation majeure des entreprises ;*

*– le besoin de créer de nouvelles opportunités pour les travailleur.se.s ressortissant.e.s de pays tiers dans les secteurs à bas et moyens salaires,*

*invite le Gouvernement*

*– à créer de nouvelles voies d'accès pour la migration professionnelle, notamment dans les secteurs à bas et moyens salaires ;*

*– dans ce contexte, à faciliter l'accès au marché du travail des ressortissant.e.s de pays tiers disposant d'un diplôme professionne,l voire de compétences professionnelles, ou susceptibles de suivre une formation professionnelle ;*

*– à flexibiliser la liste des métiers très en pénurie et ainsi abolir le test du marché du travail pour les ressortissant.e.s de pays tiers dans un plus grand nombre de secteurs économiques ;*

*– à s'engager au niveau de l'UE pour l'extension de l'immigration légale en provenance de pays tiers, par exemple par le biais du concept de migration circulaire qui permet une immigration limitée dans le temps en collaboration avec des pays partenaires.*

*(s.) Meris Sehovic, Marc Baum, Dan Biancalana.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Selbstverständlech. Merci, Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President.

Ech mengen, dass dat e ganz wichtege Sujet ass, mat deem mer eis haut beschäftegen. Fir dat ze illustréieren, eng Zuel: Eurostat huet berechent, dass mer all Joer an Europa 2 % Produktivitéit verléieren, well mer eng akut Penurie hu vu Main d'oeuvre a wichtegen ekonomesche Secteuren, an doweinst ass do dréngenden Handlungsbedarf. An, ech mengen, ech freeë mech och op d'Diskussioun dann elo am weidere Verlaf an dann och am Kader vun de Motiounen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Och mir wäerten dës Blue Card, déi Vereinfachung virun allem, matstëmmen, well ..., an do ginn ech op e spezielle Marché an, wou ech och an der Kommissioun schonn driwwer geschwat hat, nämlech den IT-Beräich, deem dës Blue Card wäert zeguttkommen. Mir schwätzen alleguerten ëmmer esou gären hei an der Chamber, dass mer soen: „Dat dote muss digitaliséiert ginn, dat dote muss informatesch herno ginn", mee iergendwéi muss awer och een et virdru programméieren an dat Ganzt emol ëmsetzen. An dës Vereinfachung bei der Blue Card ass elo eng Method, déi ee sech ka ginn, fir dass méi ITler, méi Informatiker heihinner kommen an d'Europäesch Unioun esou och stäerken. Well et muss een och do éierlech sinn: Aus eise Schoulen, an dat ass sécherlech e Versäumnis gewiescht, kommen net genuch Informatiker eraus, fir déi Digitaliséierung, déi d'EU an eist Land brauchen.

Lo ass een op de Wee gaangen, dass ee seet: „De Salaire geet vun 93.000 op 62.000 erof." Dat kann ee begréissen. Ech hunn dat an der Kommissioun och ugeschwat an ech krut jo och d'Äntwert, dass dat virun allem eng Ufro gewiescht wär vun de Patronen a vum Marché, fir eeben deementspriechend déi Leit heihinner ze kréien. Dat verstinn ech. Et misst een awer trotzdeem no engem Joer kucken, wéi dat sech entwéckelt huet, net dass een herno eng ze staark Konkurrenzsituatioun kritt, eebe vun deenen, grad an der IT-Branche, wou déi Salairen awer schnell iwwer 62.000 kënne steigen, par rapport zu deenen, déi hei duerch d'Schoule gaange sinn.

Et ass eis immens wichteg, dass d'Informatiker iwwert d'Blue Card kënnen heihinner kommen, well déi Digitaliséierung wäert eis Europäesch Unioun souwéi Lëtzebuerg virubréngen, an ech sinn iwwerzeegt: An den nächste Rieden hei vun de Politiker wäerte mer nach ganz oft héieren, wat alles muss digitaliséiert ginn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Mat dësem Text kréien héich qualifizéiert Persounen aus Drëttstaaten, déi an Europa wëlle schaffe kommen, d'Liewen e bësse méi einfach gemaach. Dat ass am Resümmee dat, wat déi europäesch Direktiv als Zil huet, déi mer haut mat dësem Gesetzesprojet a Lëtzebuerger Recht ëmsetzen. Mir begréissen dat a wäerten dëse Projet och matstëmmen. Mir begréissen dat virun allem am Sënn vun deene betraffene Persounen an hire Familljen, déi elo vill manner administrativ Schikanen hunn a méi Rechter kréien. Mir begréissen dat awer och am Sënn vun eiser gemeinsamer Zukunft, well Europa ass méi wéi jee op Awanderung ugewisen, wa mer eise Liewensstil erhalen an ausbaue wëllen. Europa brauch Awanderung, an net just am Beräich vun den héich qualifizéierte Persounen.

Ech muss zouginn, datt ech emol eng Kéier de Pragmatismus vun der Patronatskummer deelen. A gleeft mer, une fois n'est pas coutume, et fält mer schwéier, dëse Saz iwwert d'Lëpsen ze kréien.

*(Hilarité)*

D'Chambre de Commerce weist an hirem Avis engersäits drop hin, datt net just Héichqualifizéierter, mee Aarbechter an alle Secteuren a bei alle Qualifikatiounsniveaue gebraucht ginn. Donieft hält si fest, datt d'Nationalitéit eigentlech just eng Nieweroll spillt. D'Politick gesäit dat jo bekanntermoossen net esou realistesch. Déi Mënschen aus Drëttstaaten, déi net d'Chance haten, en Unidiplom ze maachen, mussen hiert Liewen op d'Spill setzen, fir an Europa schaffen ze kënnen. A vill vun hinne verléieren och dobäi hiert Liewen.

D'Europäesch Unioun bedreift eng extreem repressiv Migratiounspolitick géintiwwer vun deene Leit, gedriwwe vun enger irrationaler Antiimmigratiounshysterie, déi jo mëttlerweil och déi etabléiert Parteie schéngt erfaasst ze hunn. Fir Mënsche mat méi niddereger Qualifikatioun gi keng legal Immigratiounsweeër opgemaach, an dat, obwuel déi allermeeschte Migratiounsfuerscher genee dat säit Joerzéngte fuerderen: e Scheema vun zirkulärer Migratioun, wou och Mënsche mat niddereger Qualifikatioun reegelméisseg enger bezuelter Aarbecht an Europa nogoen an tëschenduerch nees an hiert Heemechtsland zeréckgoe kënnen, ganz legal, mat ordentlechem Aarbechtskontrakt a sozialer Ofsécherung, ouni den Zwang, mussen an e Schlauchboot ze klammen oder an d'Clandestinitéit ze dauchen.

Här President, ech hu mech virdrunner averstane gewise mat der Patronatskummer. Dat war natierlech och just op engem Punkt. Well wann een dann e bësse weiderliest an hirem Avis, da stinn engem als Lénke ganz séier d'Hoer nees zu Bierg.

Fir kënnen esou eng europäesch Blue Card zu Lëtzebuerg unzefroen, huet ee bis elo missen en Aarbechtskontrakt virweise mat enger Remuneratioun vun annerhallefmol dem Duerchschnëttsloun oder fir Informatiker ouni Unidiplom op d'mannst 1,2-mol den Duerchschnëttsloun. D'Chambre de Commerce huet Ufank Februar an hirem Avis insistéiert, datt dee Seuil onbedéngt misst fir all Beruffer op eemol den Duerchschnëttsloun erofgesat ginn. Ee Mount drop huet dann, wéi kann et anescht sinn, d'Regierung e Projet de règlement grand-ducal virgeluecht, wou dann dee Wonsch vum Patronat och prompt erfëllt gëtt.

D'Argumentatioun vun der Chambre de Commerce muss ee sech awer emol op der Zong zergoe loossen, an ech zitéieren: „Afin [...] de préserver [la] capacité [des entreprises luxembourgeoises] à recruter les profils dont elles ont besoin [...]." Also fir eis Chancen ze erhéijen, déi sougenannten Talenter, déi jo esou wichteg schéngen ze sinn, op Lëtzebuerg ze kréien, esou hir Logik, mussen d'Entreprisen d'Méiglechkeet kréien, deenen Talenter manner héich Salairen ze bezuelen. Aha. Dat ass natierlech Quatsch an dat funktionéiert och net! Mee dës Regierung ass jo zur Bauchriednerpopp vum Patronat ginn an dat ass leider zerstéieresch fir dat, wat eigentlech dëst Gesetz soll. Et geet hei dem Patronat drëms, dem indeschen Informatiker manner héich Paie mussen ze ginn an domadder och indirekt d'Léin ze drécke vun den Informatiker mat EU-Nationalitéit. An dat ass genau dee Punkt, deen awer problematesch ass: déi lokal Aarbechtskraaft mat der globaler Aarbechtskraaft a Konkurrenz setzen, fir d'Léin ze drécken. Dat dréit genau zu deem bronge Morast bäi, an deem déi europäesch Migratiounspolitick am Moment feststécht.

Här President, dëst Gesetz, dat d'Chamber votéiert, ass e Fortschrëtt, an duerfir stëmme mer et. De Règlement grand-ducal vun der Regierung, iwwert dee kënne mer awer just de Kapp rëselen.

Ech soen Iech Merci.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum.

Dann hu mer d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Innenminister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci dem Rapporteur, merci de Riedner a merci fir d'Unanimitéit fir dëse Projet, dee vun der viregter Regierung deponéiert ginn ass. Et ass vun alle Riedner gesot ginn: Lëtzebuerg ass eng oppen Ekonomie. An et ass och op d'Geschicht

agaang gi vun der Immigratioun en relation mat eiser Wirtschaft, an dat ass och richteg, well dat, wat Lëtzebuerg haut ass, ass et och dank deene Leit, déi aus dem Ausland heihinner schaffe komm sinn an och nach all Dag schaffen hei zu Lëtzebuerg.

Et ass och e puermol gesot ginn: Lëtzebuerg brauch qualifizéiert Aarbechtskräften. Mer liesen et all Dag an der Zeitung, mer kréien et all Dag vun de Secteure gesot, vun de Patronen: Mir hunn net genuch qualifizéiert, voire héich qualifizéiert Aarbechtskräften. An duerfir ass dëse Projet de loi och esou wichteg, mat deem mer eng Direktiv ëmsetzen, e bëssen ze spéit scho bal, mee mir setze se ëm. Dat ass dat wichtegt Signal, fir eeben déi nei Carte bleue hei an d'lëtzebuergesch Gesetzgeebung anzeféieren.

An an deem Kontext beweege mer eis och bei der Talentattraction – e Mot d'ordre, dee sech och dës Regierung an de Koalitiounsaccord geschriwwen huet – a mir wäerten och weider als Regierung dorunner schaffen.

Vläicht e puer Zuelen zu den ausgestallte Carte-bleuë bis elo. 2018 waren et der 511. 2019 waren et der 662. 2020 waren et der 448. 2021 waren et der 653. 2022 waren et der 914 an 2023 waren et der 797.

Ech wëll net méi op all d'Konditiounen agoen, déi ee muss erfëllen, just esou vill: Jo, mir hu bewosst de Seuil vum Salaire erofgesat, fir et eebe grad méi einfach ze maachen, fir qualifizéiert Personal, qualifizéiert Leit hei op Lëtzebuerg ze kréien. Dat wäert nach eng Kéier zur Talentattraction an zum Standuert Lëtzebuerg bäidroen an et ass och wichteg, an dat ass och vum Rapporteur gesot ginn, datt d'Beneficiairë vun der Protection internationale, d'BPIen, an Zukunft och kënnen esou eng Carte bleue ufroen.

Zu dem Punkt iwwert den Employeur agréé wëll ech soen, datt dat bewosst net agefouert ginn ass, well et komplex ass. Awer an der Praxis – wëll ech och hei ënnersträichen – kann e Patron scho mam Contreseing vum Employé eng Demande eraginn. An et ass och e puermol ugeschwat ginn, fir ze kucken, eng Evaluatioun no e puer Joer ze maachen. Och deem sinn ech favorabel.

Mat dësem Projet de loi gi mer also e weidere Schrëtt bei der Talentattraction a sécheren de Standuert Lëtzebuerg of. Merci fir déi breet Zoustëmmung. Ech kann nach net zur Motioun schwätzen, ech hu se elo just kritt. Ech muss se mol liesen. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Regierung Merci. Domat wär dann d'Diskussioun ofgeschloss.

An éier mer elo zum Vott kommen, géif ech Iech nach eng Kéier drun erënneren, Iech an Äre Posten anzeloggen, fir déi, déi et nach net gemaach hätten. Wann dat elo gemaach ass, da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8304. Den Text steet am Document parlementaire 8304[5].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8304 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e klengen Effort beim Vote par procuration, da si mer esouwäit. Bon, ok, ech schléissen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 59 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

*Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8304 est adopté à l'unanimité des 60 votants.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Fernand Etgen), Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

***Motions***

Ech hunn elo nach hei zwou Motioune vum Här Sehovic leien. Normalerweis gesäit eist Reglement vir, datt d'Schwätzzäit och dat muss abegräifen, wat zu de Motioune gesot gëtt. Vu datt den Här Sehovic dann nach 13 Sekonnen hätt …

*(Hilarité)*

… an d'DP nach eng Sekonn, fir drop ze äntweren, mengen ech, sinn ech liicht méi large an der Interpretatioun vum Reglement. Här Sehovic, Dir wollt trotzdeem nach kuerz eppes zu Ärer éischter an Ärer zweeter Motioun soen.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President, fir Är Kulanz. Dir mengt et ganz gutt mat mer.

*(Hilarité)*

Ganz kuerz: Et sinn zwou Motiounen. Déi eng bezitt sech wierklech op déi bestoend Prozeduren, notamment am Kader vun der Carte bleue européenne. D'Fuerderung, wou mir eis eigentlech deem ralliéieren, wat d'Chambre de Commerce och gefrot huet, fir och dem Employeur d'Méiglechkeet ze ginn, fir Demanden anzereechen, fir d'Méiglechkeet ze schafen, fir eng Demande de carte bleue ze maachen op Basis vun enger Offre ferme d'emploi a fir awer de Statut vum Employeur agréé ze schafen. Ech héieren den Här Minister, dass dat eng komplex Matière ass. Ech trauen em awer zou, dass en dat géing packen, wann de Wëllen do wär. An ech mengen, dass et eng weesentlech Verbesserung awer wär, well mer den Employeur géinge responsabiliséieren an doduerch och géinge wierklech eng Simplificatioun vun der Prozedur hikréien.

Doriwwer eraus d'Fuerderung no Vereinfachung vum Regroupement familial, no der Vereinfachung och vun der Reconnaissance vun den Diplomer, déi haut oft nach eng Barriär ass, fir d'Durée vun de Prozeduren ze verkierzen a fir awer och weider den Accès vun Demandeurs de protection internationale, also vun DPIen, op den Aarbechtsmarché ze vereinfachen, d'Digitaliséierung vun de Prozeduren ze maachen, d'Informatioun ze verbesseren, well mer de Constat gemaach hunn, datt vill Informatiounen op Franséisch verfügbar sinn, awer net op Englesch – ech mengen, dass dat eppes wär, wat ee séier kéint besser maachen –, an dann awer och eng Assistance technique anzeféieren, souwuel fir d'Employéë wéi och fir d'Employeuren, fir einfach besser kënnen duerch déi ganz Prozedur ze kommen.

Ech hu mech bei där heiter Motioun a ganz wäiten Deeler op den Avis vun der Chambre de Commerce baséiert, dat wëll ech ganz kloer soen, a wat déi aner Fuerderungen ugeet, sinn dat awer Saachen, déi ech esou oder esou änlech och am Koalitiounsaccord fonnt hunn. An an deem Sënn hoffen ech alt, dass mer vläicht eng Majoritéit hikréien.

Bei där zweeter geet et ëm nei Weeër. Ech hunn et virdru gesot, mir hunn zu Lëtzebuerg eng Hellewull vu Regimmer, déi sech awer leider alleguerten op de Beräich vun den héich qualifizéierten Aarbechterinnen an Aarbechter fokaliséieren. Et ass virdrun ugeklongen: Et ass justement de Mangel u legale Migratiounsweeër, dee mécht, dass Mënsche sech a Gefor brénge, sech a Booter setzen, an iwwerfëllte Booter setzen an iwwert d'Mëttelmier ukommen. Dowéinst en dréngenden Appell, dass mer weiderfueren a weider nei legal Migratiounsweeër schafen. Notamment awer och – an dat, mengen ech, ass zu Lëtzebuerg jo eng Evidenz – net nëmmen am Beräich vun den héije Salairen a vun den héije Qualifikatiounen, well mir wësse jo awer alleguerten, dass eis Ekonomie, grad eis lëtzebuergesch Ekonomie net just eng Penurie huet an deene Secteuren, mee och a ganz anere Secteuren, an deem musse mer dréngend Rechnung droen. Doriwwer eraus d'Fuerderung, dass d'Regierung sech och op europäeschem Niveau asetzt fir d'Schafung vun neie legale Migratiounsweeër. Dee Modell, dee mir proposéieren, ass zum Beispill dee vun der Migration circulaire, wou een op eng gewëssen Dauer befrist eigentlech seet: „De legale Wee ass op an op eng gewëssen Dauer limitéiert."

Ech bieden ëm Är Ënnerstëtzung an ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou. Villmools merci, Här Sehovic. Dir hutt elo Är zwou Motiounen erkläert.

***Motion 1***

Mir kommen awer elo an der Uerdnung op déi éischt fir d'éischt zréck. Wie wëllt zu där éischter Motioun d'Wuert huelen? Ech gesinn den Här Lies, den Här Kartheiser, den Här Biancalana, den Här Goergen. Da fänke mer u mam Här Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Lies** (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Ech soen och dem Här Sehovic Merci, fir dës Motioun eranzereechen, och de Contresignataires. Bon, ech mengen, dëse Projet de loi ass nach d'lescht Joer eragereecht gi vun deem deemolegen Immigratiounsminister. Mir haten och eng zeg Kommissiounsaarbechten an deene leschte Wochen a Méint, wou och heiriwwer diskutéiert ginn ass, wou dee ganze Pak presentéiert ginn ass, och erkläert ginn ass vun den zoustännege Beamten. Bon, ech mengen, do sinn déi Revendicatiounen net gestallt ginn an deem Mooss an den Här Minister huet jo och gesot, datt hie bereet ass, eng gewësse Reevaluatioun no enger gewëssener Zäitchen ze maachen an, ech mengen, dat ass genau dee richtege Wee. An duerfir géif ech proposéiere respektiv soen, datt d'CSV-Fraktioun dës Motioun net wäert matstëmmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Lies. Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo. Merci, Här President. Dat heiten ass wierklech, fannen ech, eng ganz

flott Initiativ vun deene Gréngen, well se villes weist, wat hei an der Politick muss beschwat ginn. Hei gëtt emol fir d'éischt pauschal behaapt, datt mer vun der Immigratioun profitéieren. Dat ass ganz sécher zu engem groussen Deel wouer. Virdrun ass iwwer eis portugisesch Matbierger geschwat ginn an aner Modellen. Et ass ouni Zweifel e grousse Succès. Awer net all Immigratioun ass eng Immigratioun, vun där mir musse profitéieren. Dat géif ech emol vill méi differenzéiert gesinn.

Da gëtt hei opmierksam gemaach op de Vieillissement de la population, datt mer dowéinst Immigratioun brauchen. Eis Äntwert ass emol eng gutt Familljepolitick! Wa mer d'Familljе géife stäipen, dann hätte mer och eng aner Demografie hei am Land.

Dann ass och emol ze soen, datt et absolutt legitimm ass, datt e Staat eraussicht, wien op sengem Territoire kann ënner wéi enge Konditioune liewen. Mir hu Staaten hei an der Welt, déi mer all kennen, déi d'Immigratioun iwwer e Punktesystem reglëieren. Dat ass absolutt legitimm. All Staat huet dat Recht, ze decidéieren, wien do ka liewen. A kee Staat huet eng Obligatioun, fir jiddereen opzehuelen, dee wëll an deem Land liewen. Och dat muss ee ganz kloer soen.

Mee wat hei eigentlech d'Konsequenz ass vun deene Propositioune vun LSAP, Gréng – a wien huet et nach ënnerschriwwen? –, dat ass einfach, datt hei soll eng Konkurrenz, eng sozial Konkurrenz geschafe gi fir déi sozial Schwaach. Well d'Konsequenz heivunner ass … Et sinn ausgerechent déi lénks Parteien, déi sech op de Fändel schreiwen, si géifen antriede fir déi sozial Benodeelegt, fir déi sozial Schwaach, déi hei eng Immigratioun wëlle favoriséieren, déi am Logement, um Aarbechtsmaart ausgerechent géif d'Situatioun vun deene sozial Schwaachen hei am Land nach verschäerfen. Dat ass d'Konsequenz!

Mir hunn hei viru Kuerzem eng Question parlementaire gehat, wou erauskoum, datt e groussen Deel vum Chômage hei am Land zum Beispill déi Kategorie ass vun Awanderung, déi keng vun de Sprooche vum Land schwätzen. An dat ass och den Ënnerscheed tëschent enger Approche vun enger Chambre de Commerce, déi mat Recht …, a si ass an hirem Recht, wa se seet: „Mir brauchen och déi an déi Kategorië vu Leit."

D'Politick ass awer net d'Chambre de Commerce! Mir mussen och aner Saache kucken! Mir mussen eebe just zum Beispill no deene sozial Schwaache kucken! Mir mussen d'Perspektive vun der Integratioun hei am Land kucken an nach esou vill aner Saachen!

An dofir kënne mir als Politick net eent zu eent iwwerhuelen, wat elo d'Analys vun der Chambre de Commerce ass, wéi awer hei eis Kolleege vun deene signatairë Parteien dat hei wëlle maachen …

*(Coups de cloche de la présidence)*

… well et se grad opportunistesch arrangéiert.

Mir als ADR stëmmen dat hei net mat, well et ass net am Interessi vum Land, et ass net am Interessi vun deene sozial Schwaachen.

Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser.

*(Interruption)*

Här Biancalana, et ass un Iech.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Bon, mir droen als LSAP dës Motioun mat.

Ech mengen, d'Diskussioun, déi mer de Mëtten hei haten, ass, nieft de besteeënde Prozeduren, déi mer hei adoptéiert hunn duerch e Gesetz, iwwert dës Motioun ze probéieren, weider Hëllefstellungen ze ginn, d'Simplification administrative weiderzefëieren, weider legal Méiglechkeeten ze schafen am Kader vun der Carte bleue.

An ech mengen, dass dat an deem Sënn och ganz positiv ass, mat deene Méiglechkeeten, déi hei kéinte geschaaft ginn. Dofir och d'Invitten, déi un d'Regierung ginn, dat effektiv och weider ze préiwen. An ech mengen, dat ass och an deem Sënn begréissenswäert. An dofir ënnerstëtze mer se ganz kloer.

Net d'accord si mer awer mat den Ausleeungen hei vum Här Kartheiser! Et gëtt awer, mengen ech, eng Plus-value tëschent Migratioun an Ekonomie, um Niveau vun der sozialer Kohäsioun, an och historesch gesinn um Niveau hei vum Land.

A mir gesinn effektiv d'Migratioun als eng Plus-value hei am Land, an net als eng Gefor.

**Une voix** | Très bien!

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | A mir sinn net déi an dësem Haus – déi Parteien, déi et mat ënnerschriwwen hunn, an ech hoffen, dass aner Parteie sech och nach do ralliéieren –, déi d'Migratioun als eng Gefor gesinn an déi Ängschte schüren, esou wéi d'ADR dat hei gemaach huet!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Dat ass de klassesche Modell, wéi d'ADR funktionéiert, fir ee géint deen aneren auszespillen, déi Schwaach an der Gesellschaft géint déi manner Schwaach an eiser Gesellschaft. Dat droe mer op alle Fall definitiv net mat, mee dës Motioun op alle Fall!

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Biancalana. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Och mir wäerten dës Motioun matdroen. Et ass awer ee Punkt dran, wou Der geschriwwen hutt, Agence pour l'emploi, dass do net alles op Englesch wär. Mir haten elo schnell gekuckt, eigentlech fir déi ze luewen: Si hu scho ganz villes op Englesch.

*(Interruption)*

Also et ass wierklech schonn esou, dass een do alles fënnt. Et ass elo net fir ze soen, dass do bei der ADEM an de leschte Joren näischt geschitt wär, wat Englesch gewiescht wär. Mir wollten dat elo schnell hei checken. Et ass just nach e klenge Feeler, dass op där enger Säit Lëtzebuergesch steet, wou Englesch sollt sinn. Mee fir de Rescht leeft dat awer.

Mir sinn och mat Iech averstane mat de Constaten, an ech kann och dem Dan Biancalana nëmmen zoustëmme bei deem, wat en elo grad gesot huet zum Virriedner. Deementspriechend wäerte mir se matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Här Sehovic, am Fong hutt Der …

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Fait personnel!

**M. Claude Wiseler,** Président | … guer keng Zäit méi. Ech gesinn awer elo absolutt net, wou e Fait personnel hei …

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Den Här Kartheiser hat mech ernimmt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Do musst Der awer scho wäit siche goen.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Mee et wonnert mech awer, Här President …

**M. François Bausch** (déi gréng) | Beim Här Kartheiser fanne mir ëmmer e Fait personnel, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Et wonnert mech eigentlech …

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Kartheiser fënnt och ëmmer ee bei Iech an dat ass eebe genau, wat net geet.

*(Hilarité)*

Dofir hutt Der elo 15 Sekonnen. An dann …

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Här President, et wonnert mech guer net, déi Derive hei vum Här Kartheiser.

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Dat ass nämlech ganz kloer. Iech arrangéiert dee System, esou wéi en elo ass. Dir wëllt eebe keng legal Migratiounsweeër, well dee Chaos an dat Stierwen am Mëttelmier …

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, Här Sehovic.

**Plusieurs voix** | O!

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | … Iech arrangéiert an Iech d'Biller mécht, fir Är Politick ze maachen.

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech mengen, mir hunn …

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | An dowéinst sidd Der géint legal Migratiounsweeër!

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Sehovic, et ass …

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Dir blockéiert déi dowéinst!

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà! Elo sinn deem enge säi Standpunkt an deem anere säi Standpunkt, mengen ech, kloer. Ech ginn dem Här Kartheiser och nach eng Kéier 15 Sekonnen. Mee ech soen Iech: Et ass ganz kuerz, Här Kartheiser!

*(Interruption par M. Fernand Kartheiser)*

Här Kartheiser, dofir ginn ech jo Iech elo d'Wuert, a ganz kuerz.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech probéieren, dat op engem Toun ze halen, deen awer der Dignitéit vun dësem héijen Haus entsprécht.

*(Hilarité et interruption)*

Ech géif, ech géif Iech just drun erënneren, Här Sehovic …

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | … datt déi Immigratiounspolitick, déi mir haut hei stëmmen, vun eis matgedroe gëtt, well mer eeben och legal – legal! – Immigratioun begréissen.

A wat d'Stierwen am Mëttelmier ugeet, si mir absolutt fir eng Séinoutrettung – dat ass emol dat Alleréischt –, déi d'Leit an deen éischte sécheren Hafen zréckbréngt.

**Une voix** | Voilà!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Dee kann och an Afrika sinn, dee muss net an Europa sinn. A mir …

*(Interruption par Mme Liz Braz)*

Dat ass esou, dat ass och internationaalt Séirecht. Esou ass dat gereegelt a mir hunn ni eng Politick

bedriwwen, déi Leit géif op Schëffer bréngen oder Schleiser encouragéieren.

Ech mengen, déi gréng misste sech déi Froe stellen, genau déi, déi Dir eis hei zu Onrecht virwerft.

Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Domat ass dës Diskussioun iwwert déi Motioun ofgeschloss.

***Vote sur la motion 1***

Ech maachen de Vott op fir d'Motioun Nummer 1 vun dem Här Sehovic. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par Mme Taina Bofferding), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. André Bauler), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

***Motion 2***

An da komme mer zur zweeter Motioun vum Här Sehovic, déi den Här Sehovic schonn erkläert huet.

Wie wëllt dozou d'Wuert huelen? Den Här Lies, gesinn ech elo emol, den Här Goergen, den Här Biancalana. Ok, Här Lies, fänkt Dir un!

**M. Marc Lies** (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President, och fir d'Wuert zu dëser zweeter Motioun.

Bon, an dëser zweeter Motioun, do gëtt gefuerdert, fir dann effektiv „notamment dans le secteur de bas à moyen salaire", fir dat ze vereinfachen. Bon, hei kënnt dee fachlechen Term, Begréff fir dës Motioun: dat ass „superfetatoire", vu datt d'lescht Joer schonn eng Prozedur agefouert ginn ass fir deen einfachen Travailleur, fir dat ze vereinfachen „en cas de pénurie" vun der Main-d'oeuvre. Duerfir ass dës Motioun superfetatoire. An duerfir proposéieren ech, se net matzestëmmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Lies. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Mir wäerten eis hei enthalen. Ech verstinn d'Iwwerleeung, fir do, wou Aarbechtskräfte gebraucht ginn, och nach opzemaachen.

Op där anerer Säit ass et awer esou, dass mer géifen e falscht Versprieche ginn, wa mer elo soe „bas salaire à moyen salaire", wann een do herno Versprieche géif no bausse ginn– dat wär net fair –, dass een domat zu Lëtzebuerg kéint iwwerliewen. Dat wär u sech déi Leit éischter ausgenotzt, wéi dass een hinne géif an der Immigratioun hëllefen.

Dofir gesi mer et schwiereg, wa mer op déi Bas-Salairen herno ginn, well déi Leit et net esou einfach wäerten hunn, wa se dann eng Blue Card géife kréien, déi deementspriechend ass, awer de Salaire net deementspriechend ass. An duerfir gesi mer et e bësse méi kriddeleg.

Mir verstinn awer d'Approche, dass e Manktum un Aarbechtskraaft do ass. Mee ob een dat muss esou léisen iwwert de bas Salaire, ass eng ganz aner Diskussioun.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Här Biancalana.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. D'Gesetz, dat mer hei gestëmmt hunn, ass jo fir Carte-bleuë fir héich qualifizéiert Fachkräften, déi dann och méi héich Salairen hunn, fir deenen effektiv nei Méiglechkeeten ze ginn.

Ech mengen, mir ënnerstëtzen déi Motioun, well mer hei dann op de Wee wëlle goen, den Accès zu der Carte bleue och deenen ze erméiglechen, och nei legal Weeër ze schafe fir Leit, déi manner héich Qualifikatiounen hunn an deementspriechend och aner Salairen hunn an awer Salairen hunn, déi sech an dësem Lëtzebuerger nationale Kader och deementspriechend erëmfannen. An dofir ënnerstëtze mer se.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Biancalana. Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung zu dësem Sujet.

Da géif ech dës Motioun zum Vott stellen.

***Vote sur la motion 2***

De Vott ass op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 17 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen an 3 Abstentiounen. Déi Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 17 Jo-Stëmme bäi 3 Abstentiounen. An domat wär dëse Punkt dann ofgeschloss.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par Mme Taina Bofferding), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. André Bauler), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Se sont abstenus : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

## 4. Question élargie n° 8 de M. Marc Goergen relative aux Medium Earth Orbit Global Services (MGS)

An da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, dat ass déi erweidert Fro Nummer 8 vum Här Marc Goergen iwwert d'Medium Earth Orbit Global Services, genannt MGS. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen, also 5 Minutten am Gesamten. Der Regierung stinn 10 Minutten zou fir ze äntweren. An den Här Goergen huet d'Wuert. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Meng Fro dréit sech ëm e Satellitt, un dee warscheinlech vill Leit heibanne sech nach kënnen erënneren. Et war de Gesetzesprojet am Mee d'lescht Joer. Dat heescht, all déi, déi schonn an der leschter Period hei waren, hunn en, mengen ech, alleguerte souguer matgestëmmt. Et geet ëm de Medium Earth Orbit Global Services. Kuerz erkläert: Et ass dës Kéier kee Satellitt, deen de Lëtzebuerger Staat deemools selwer kaf hätt a selwer géing an d'Luucht schéissen, mee et ass dorëms gaangen, dass een a Kooperatioun mat der SES géing d'Kommunikatioun kafen.

An deemools wéi och haut wär dat immens wichteg fir d'Ukrain, well dëse Satellitt am Géigesaz zu anere Systemer vun SES, déi am Moment och schonn an der Luucht sinn, och an der Ukrain géing Kommunikatioun erméiglechen.

An dofir hunn ech och dës Fro haut nach eng Kéier gestallt, well et fir eis immens dréngend ass, dass dëse Satellitt fonctionéiert.

Am Moment ass et esou, dass déi ukrainesch Arméi drop ugewisen ass, dass se d'Kommunikatioun kann oprechterhalen, eng sécher Kommunikatioun, wou d'Russen net onbedéngt direkt wëssen, wat geschwat oder iwwerdroe gëtt. Deementspriechend ass dat heiten déi Technik, déi hinnen déi Léisung kéint bréngen.

Et ass awer och esou, dass vun Ufank un, wéi de Konflikt ugefaangen huet, den Elon Musk deemools d'Kommunikatioun zur Verfügung gestallt huet. Do kann een elo kritesch derzou stoen, wéi mir et maachen. Et ass esou, dass deementspriechend duerno d'NATO, an och an der Verflichtung mat Lëtzebuerg, dëse Satellitt an Optrag ginn huet, deen dem Elon Musk seng Technik soll ofléisen. Well och wann een do ganz vill Vertrauen huet, weess ee jo awer net, ob et déi selwecht Sécherheet ass wéi wann elo mir als Staat der NATO déi Kapazitéit zur Verfügung stellen.

An hei ass e Satellitt, deen immens wichteg ass, fir dass d'Ukrain dëse Krich ka gewannen. Et ass d'Kommunikatioun, déi ausschlaggeebend ass, wéi herno dëse Krich wäert verlafen.

A mir kruten deemools ... Dee Satellitt, dee mir als Piraten och matgestëmmt hunn ... Et war, wéi gesot, deen eenzege Satellitt, dee mer matgestëmmt hunn, mee de Projet war zumindest seriö ausgeschafft a seriö presentéiert ginn. Mir kruten och an der Chamber hei – an ech hunn dat an de Rapporten nogelies, och an de Rieden nogelies – versprach, dass en Dezember lescht Joer sollt fonctionéieren. An dofir sinn ech nämlech zu dëser Fro komm, well et ass mir zougedroe ginn, an ech hat dat och schonn eng Kéier ugeschwat an enger Kommissioun, dass dëse Satellitt leider nach ëmmer net am Orbit ass an

deementspriechend mer nach ëmmer net kënnen der Ukrain déi néideg Kommunikatioun zur Verfügung stellen.

Duerfir géing ech d'Ministesch haut gäre froen, wéi de Stand ass an – deemools war och ugedeit ginn, dass en anere Satellittesystem vun der SES, deen net d'ganz Ukrain géing ofdecken, mee zumindest en Deel, och Kapazitéiten hätt – ob een dann net kéint op de Wee goen, dass, wann elo dëse Satellitt iergendwellech – Dir wäert mer elo d'Äntwert ginn – Problemer huet, fir nach net an der Luucht ze sinn an nach net operativ, een zumindest aner Kapazitéiten akeeft. Well et ass wierklech wichteg fir d'ukrainesch Arméi, dass se dës Kommunikatiounsméiglechkeete kritt. An ob een, wann aner Méiglechkeeten do wären, well mer eis hei jo schonn un e gudde Partner, d'SES, gewant hunn an dësem Projet, hinnen net kéint iwwer en anere Wee hëllefen, fir dass se eebe vun anere privaten Technike fortkommen. An et ass eebe ganz wichteg, dass et eng Technik ass, déi sécher ass, well soss wëssen d'Russen herno schonn, ier eppes gemaach gëtt, wat wäert kommen. An dat ass an engem Krich fatal.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. An dann huet d'Regierung d'Wuert fir d'Äntwert. Madamm Minister.

**Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a merci, Här Goergen, fir dës Froen.

Erlaabt mer, fir da kuerz dat ze erklären, wou mer elo haut stinn. Den initiale Plang war, dass deen O3b-mPOWER-Satellittesystem, wéi en heescht, am Oktober 2023 sollt ufänken, operationell ze sinn. Do hutt Der ganz Recht. Opgrond vun technesche Problemer huet de Start sech awer leider verzögert. An och bei den éischte sechs Satellitten, déi eropgeschoss gi sinn, waren e puer technesch Problemer awer du festgestallt ginn. Et ass festgestallt ginn, dass dës technesch Problemer dann och en Impakt op déi disponibel Capacitéite vun de Satellitten an op hir initial ageschate Liewensdauer hätten.

Aus deem Grond sollen déi follgend siwe Satellitten och vum Hiersteller eng Mise à jour kréien, fir dës technesch Schwieregkeeten dann eeben ze vermeiden. Dëst war och esou vun der SES den 31. Oktober d'lescht Joer ganz transparent an engem Communiqué matgedeelt ginn.

An ech mengen, ech sinn elo kee groussen Expert, mee dës Zort vu Schwieregkeeten an techneschen Erausfuerderungen, dat ass net ongewéinlech an esou engem Domän.

De 24. Abrëll vun dësem Joer – dat ass par hasard, mengen ech, dee selwechten Datum wéi Äre Bréif, d'Question élargie, de 24. Abrëll dëst Joer – huet d'SES dunn awer ugekënnegt, dass deen O3b-mPOWER-Satellittesystem operationell ass an dass ab deem Moment performant Satellittekommunikatiounscapacitéite ronderëm d'Welt ugebuede kënne ginn.

Bon, bis haut huet d'SES also sechs O3b-mPOWER-Satellitte lancéiert. Déi sinn am Medium Earth Orbit, also ronn 8.000 Kilomeeter vun der Äerd, an operéieren do. Et ass awer, wéi gesot, geplangt, dass nach siwen zousätzlech Satellitte sollen eropgeschoss ginn, bei deenen dann och déi technesch Problemer solle behuewe ginn, wat d'Satellitten da méi performant mécht an hir Liewensdauer par rapport zu deenen éischte sechs Satellitten dann och soll verlängeren.

De Start vun deenen nächsten zwee O3b-mPOWER-Satellitte gëtt da fir Enn dëst Joer erwaart an d'Joer drop sollen dann déi nächst lancéiert ginn.

Am Moment mat deenen nëmme sechs aktuelle Satellitten ass d'Couverture allerdéngs nach limitéiert. Lëtzebuerg läit net dran an d'Ukrain och just partiell. Iwwer extra Moossname kann d'SES eis awer garantéieren, dass Lëtzebuerg ganz couvréiert ka gi mat deene sechs Satellitte vun haut schonn.

Mat de siwen nächste Satellitte wäert dann d'Couverture nach méi a Richtung Norden a méi an de Süden erweidert ginn, soudass mat der voller Constellatioun d'Couverture vu Lëtzebuerg dann och assuréiert ass. Wat d'integral Couverture vun der Ukrain ugeet – ech mengen, et geet Iech haaptsächlech dorëms –, sou kann d'SES dat haut leider nach net garantéieren. Dat heescht, d'Méiglechkeet, der Ukrain esou Satellittecapacitéiten zur Verfügung ze stellen, kann eréischt exploréiert ginn, wann déi technesch Ëmsetzbarkeet hei vun der SES confirméiert ass.

Ech wëll allerdéngs rappeléieren: Deen heite Projet datéiert jo laang viru menger Zäit, ass vu mengem Virgänger, deen och hei ass. Ech mengen, deen ass viru sechs Joer ausgeschafft ginn an do war d'Ukrain net um Radar, dat heescht, de But hei war à l'origine effektiv net, fir der Ukrain déi Capacitéiten zur Verfügung ze stellen.

D'Capacitéiten, déi Lëtzebuerg och wëll, ginn zesumme mat den amerikanesche Besoinen iwwerschafft, ausgeschafft. Dat ass de Support Mechanism – Dir hutt et och gesot: d'NATO. Dat gëtt da vun der NSPA akaf.

Am Moment sinn d'Negociatiounen amgaangen zwëschent Lëtzebuerg, den USA, der NSPA an der SES, fir e Kontrakt op d'Been ze setzen, fir d'Capacitéiten an déi néideg Servicer dann och ze kafen. Wann de Kontrakt da bis ënnerschriwwen ass, wäert et nach e puer Méint daueren, bis dat alles kann ulafen. Mir rechnen haut domadder, dass se déi éischt MGS-Capacitéiten éischter am éischten Trimester 2025 vun eis kënnen zur Verfügung gestallt kréien, soudass dat alles sech leider e bësse verzögert huet.

Allerdéngs musse mer dann och kucken: Wëll, brauch d'Ukrain déi Capacitéiten? Ech mengen, dat musse mer an engem nächste Schratt kucken, wann d'Méiglechkeet effektiv konkreet besteet, dass d'Ukrain dann och couvréiert ass.

Ech hoffen, ech hunn op Är Froe geäntwert, an ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister.

*(Interruption)*

Den Här Goergen huet theoreetesch nach eng Zousazfro zegutt. Déi wëllt en net stellen. D'Äntwert war komplett an zefriddestellend. Da soen ech der Madamm Minister Merci.

## 5. Question élargie n° 9 de M. Meris Sehovic relative à la route N7 entre Fridhaff et Weiswampach

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'erweidert Fro Nummer 9 vum Här Meris Sehovic iwwert d'N7 tëschent dem Fridhaff a Wäiswampech.

*(Brouhaha)*

Den Auteur huet hei och 5 Minutten Zäit. Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President, ech profitéiere vun der ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee, loosst mech elo mol fir d'éischt fäerdeg schwätzen, ...

*(Hilarité)*

... fir Iech ze soen, datt Der 5 Minutten Zäit hutt fir Är Fro an Är Zousazfro an d'Regierung 10 Minutten Zäit huet. Esou, elo ass et un Iech.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President, entschëllegt d'Ënnerbriechung. Vun hei aus schéi Gréiss un den Här Kaes, ...

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat gemaach, kommt elo zur Saach.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | ... deen an engem ..., voilà, wou ech matkritt hunn, dass déi heite Fro iergendwéi an enger gewëssener Traditioun steet.

*(Hilarité)*

D'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Bauten huet rezent annoncéiert, dass se eng Etüd an Optrag gëtt, fir d'Machbarkeet vum Ausbau vun der N7 op véier Spueren tëscht dem Fridhaff a Wäiswampech ze préiwen. Dës Annonce iwwerrascht, och wa se am Koalitiounsaccord steet an och wa mer déi lescht Wochen eigentlech schonn ugefaangen hunn, eis drun ze gewinnen, dass, amplaz Chantieren ze lancéieren, een ëmmer erëm nei Etüden an Optrag gëtt.

An trotzdeem iwwerrascht d'Annonce, well d'Chamber schonn 2021 d'Finanzéierungsgesetz gestëmmt huet, fir deen Ofschnëtt vun der N7 auszebauen an ze securiséieren.

Fir déi éischt Phas vum Chantier läit eigentlech alles prett. D'Etüden an d'Pläng sinn all gemaach, d'Soumissioune si prett. De Staat ass Proprietär vun deenen Terrainen, déi gebraucht ginn. An an dësem Sënn wërft d'Decisioun vun der Madamm Ministesch eng Rei vu Froen op.

Éischtens: Sinn d'Aarbechten un der annoncéierter Etüd schonn um Lafen? Wéini soll d'Etüd ofgeschloss sinn? A wéini ginn d'Resultater vun der Etüd der Chamber presentéiert?

Zweetens: Ass de Staat am Besëtz vun den noutwennegen Terrainen, fir e potenziellen Ausbau op véier Spueren op der besoter Streck?

Drëttens: Wéi en Impakt huet d'Decisioun vun der Madamm Ministesch fir de Kalenner vun den Aarbechten, déi am Finanzéierungsgesetz vun 2021 virgesi sinn?

Pour rappel: De Chantier hätt kënnen an hätt sollen eigentlech spéitstens Ufank 2025 ufänken.

An da véiertens a leschtens: Wéi en Impakt huet d'Decisioun vun der Madamm Ministesch fir de Bau vum Contournement vun Hengescht, dee vum Virgänger bis op den Niveau vum Avant-projet sommaire virbereet war a wou eigentlech och den Avant-projet détaillé quasi prett misst sinn? Wat bedeit déi doten Decisioun fir déi Aarbechten? Op wéi eng Retarde musse mer eis do astellen? Wéi vill Zäit wäerte mer do verléieren?

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic. Dann ass d'Wuert fir d'Regierung. D'Madamm Minister vun den Infrastrukturen an dësem Fall.

**Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci, Här Sehovic, fir déi Panoplie oder Plethore vu Froen.

Dir schwätzt vu menger Decisioun. Ech sinn natierlech en treien Zaldot vum Koalitiounsaccord. Am Koalitiounsaccord steet, an ech zitéieren: „La mise à quatre voies de la route du Nord N7, aux endroits où cela est possible, sera analysée." Voilà!

Fir dem Koalitiounsaccord dann och nozekommen, hunn ech effektiv d'Stroossebauverwaltung beoptraagt, Analysen ze maache fir deen Ausbau op véier Spueren op deene Plazen, wéi et dann och am Koalitiounsaccord steet, wou et méiglech ass, fir esou eng Analys dann ze realiséieren.

Dës Analys bezitt sech och op den nërdlechen Deel vun der N7 zwëschent Fridhaff a Wäiswampech. Dir hutt och ganz richteg Referenz op verschidde Loien, Gesetzer gemaach. Ech mengen, am Summer 2021 sinn zwee wichteg Gesetzer gestëmmt ginn, Infrastrukturprojeten. Dat éischt ass de Contournement vun Housen an dat anert ass dat, dat Dir och mentionéiert hutt, d'Securisatioun vun der N7 zwëschent dem Fridhaff a Wäiswampech.

D'Finanzéierungsgesetz vum 6. August 2021 gesäit also vir, d'Nordstrooss N7 méi sécher ze maachen. Dat, well op dëser Strooss effektiv vill Accidenter sinn. An dat ass och wichteg, et ass néideg a fir mech op alle Fall soll dat och esou séier wéi méiglech geschéien.

De Projet vun der Securisatioun vun der Nordstrooss N7, wéi en dann och vun der Chamber gestëmmt ginn ass, ass vun der Stroossebauverwaltung an dräi Sektiounen opgedeelt ginn. Dat éischt Stéck, wann ee vum Süden an den Norde fiert, verleeft vum Fridhaff bis op d'Houschter Déckt, dat ass eng Streck vun 11 km. Dat zweet Stéck ass dann dat Stéck driwwer, House bis Maarnech, dat sinn nach eng Kéier 7,2 km. An dat drëtt vu Fëschbech erop op Wäiswampech, dat sinn dann eng Kéier 6,6 km.

Ech maachen eng Klammer op: Tëschent dem Fridhaff a Wäiswampech gëtt et awer zwee Deelstécker – dat weess och mäi Virgänger ganz gutt –, déi am aktuelle Projet vun der Securisatioun vun der N7 net berücksichtegt sinn, dat, well hei d'Securisatioun duerch d'Bebauung laanscht d'Strooss ganz schwéier, fir net ze soen, laut deem, wat ech gesot kréien, onméiglech ass.

Also, d'Finanzéierungsgesetz vum 6. August 2021 dréit engem Ausbau vun der N7 op véier Spueren, zweemol zwou, net Rechnung. Wéi gesot, dofir hunn ech d'Stroossebauverwaltung gefrot, fir ze analyséieren, wat wou eventuell méiglech ass.

Éischt Resultater – a fir op Är Fro ze äntweren – vun dëser Analys missten no der grousser Vakanz, also am spéide Summer dëst Joer dann ze erwaarde sinn. An op Basis vun deene Resultater vun där Analys wäert d'Regierung dann natierlech och kucken, wat se wëll maachen, an Decisiounen huelen. An, ech mengen, da wäerte mir och an der Chamber d'Geleeënheet kréien, fir doriwwer ze schwätzen, wa mer Iech déi Analys dann och kënne presentéieren.

Mee selbstverständlech kann ech elo keng Aarbechten ausschreiwen, bis d'Analysen iwwert dee méigleche véierspueregen Ausbau ofgeschloss sinn. De gesamte Projet vun der Securisatioun vun der N7, esou wéi en dann och am 2021er Gesetz virgesinn ass, soll an engem Zäitraum vu siwe Jore realiséiert ginn.

Um éischten Deelstéck konnte fir d'Lous zwëschent der Lëpschter Dällt an der Houschter Déckt all déi néideg Grondstécker – Dir hutt déi Fro och gestallt – kaaft ginn. Deemno sinn déi éischt Ausschreiwungsdossieren op Basis vum bestoende Konzept och fäerdeg an déi éischt Aarbechte kéinten am Fong d'nächst Joer ufänken.

Bon, dësen Datum ass elo natierlech vum Resultat ofhängeg, dat déi Analyse mat sech bréngen. Wat also elo d'Repercussioun op de Kalenner vun den Aarbechte vun der Securisatioun vun der N7 nom aktuelle Gesetz vum 6. August 2021 betrëfft, sinn déi natierlech elo ofhängeg vun dem Resultat vun der Analys an och wéi eng Decisioun d'Regierung dann dee Moment hëlt. Falls um bestoende Finanzéierungsgesetz, dat adoptéiert, hei votéiert ginn ass, festgehale gëtt, wäert den Ufank vun den Aarbechten da viraussiichtlech plus ou moins en halleft Joer Verspéidung kréien. Sollt awer op Basis vun de Resultater vun der Analys decidéiert ginn, d'Nordstrooss op véier Spueren op verschiddene Plazen auszebauen, wär de Retard natierlech méi grouss. Da muss dat nei studéiert ginn. Da mussen nei Ëmweltetüde gemaach ginn an nei Emprisendossiere gemaach ginn.

Voilà. Dat heescht, do géife mer eis dann an enger ganz anerer Situatioun befannen, wat natierlech dann och en Impakt op de Kalenner hätt. Mee, ech mengen, Dir kënnt verstoen, dass zu dësem Zäitpunkt, wou déi Analys elo nach net virläit ..., a wa se virläit, wa mer se kënne presentéieren an dann och kënnen driwwer schwätzen, kënne mer eventuell och eppes iwwert de Kalenner soen. Mee dat ass zu dësem Zäitpunkt, mengen ech – verstitt Der? –, och zimmlech onméiglech.

Dir hutt nach eng Fro iwwert den Hengeschter Contournement gestallt a wat fir en Impakt dat eventuell op deem seng Planung hätt. Do kann ech Iech soen, den Impakt op deen ass am Fong éischter geréng. Den Hengeschter Contournement befënnt sech an dem drëtten, am leschte Stéck am Fong vun deenen Aarbechten, wou d'Aarbechte viraussiichtlech eréischt am Fong a véier bis fënnef Joer wäerten ufänken. D'Planunge sinn also nach net esou wäit fortgeschratt wéi bei deenen anere Lousen.

An Dir hutt et ganz richteg gesot, den Avant-projet sommaire gouf vum honorabelen Deputéierten a vu mengem Virgänger Fränz Bausch den 3. Juli 2023, d'lescht Joer, approuvéiert. Den detailléierte Virprojet, also den Avant-projet détaillé, wäert op Basis vum approuvéierte Virentworf awer eréischt zu engem spéideren Zäitpunkt fäerdeggestallt ginn.

Voilà. Ech mengen, mat deem hätt ech op Är Froe geäntwert. Wann déi Analys dann nom Summer virläit, kommen ech Iech dat mat den Experte ganz gäre presentéieren, an da muss d'Regierung ganz séier eng Decisioun huelen. A fir mech ass et wichteg, dass mer do weiderkommen, well d'Securisatiounsaarbechten op där N7-Streck fir mech effektiv ganz wichteg sinn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | An den Här Sehovic huet ganz sécher nach eng Zousazfro. Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President. Merci, Madamm Ministesch, fir déi Erklärungen. Ech verstinn, dass Der elo net kënnt ganz genau Previsioune maachen, mee deelt Der meng Aschätzung, dass, wann Der decidéiert, op de Wee ze goe vun engem Ausbau op véier Spueren, mer missten en neit Finanzéierungsgesetz maachen, nei Etüde maachen, en neien Dossier maachen, nei Soumissioune preparéieren, nei Emprisen, an dass mer doduerch e Retard hätte vun tëschent véier a sechs Joer? Géift Der déi Aschätzung deelen?

Merci.

**Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ech deelen Är Aschätzung par rapport zu nei Etüde maachen, nei Emprisë maachen, dat hunn ech och selwer gesot. Wéi eng Konsequenz dat elo op de Planning huet, dat kann ech haut net aschätzen. An ech wéilt mech do och net gären op x Joer elo hei fixéieren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär déi Fro ofgeschloss.

## 6. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

An éier mer zum Projet 8200 kommen, hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Mosar, dee wëll den Depot vun enger Motioun maachen. Här Mosar.

***Exposé***

**M. Laurent Mosar** (CSV), auteur | Jo, merci, Här President. Ech wollt effektiv hei den Depot vun enger Motioun maachen iwwert d'Situatioun am West-Darfur am Sudan. Dës Motioun gëtt vun alle Fraktiounen a Gruppe vun dësem Haus gedroen. An ech wär frou, wa mer se muer vläicht kéinten a Presenz vum Här Ausseminister diskutéieren an dann och ofstëmmen.

Merci.

***Motion***

*La Chambre des Députés,*

*– soutenant la déclaration du Haut Représentant au nom de l'Union européenne du 12 avril 2024 sur la situation dans l'ouest du Soudan et le conflit armé déclenché par les forces armées soudanaises (FAS) et les forces de soutien rapide (FSR) ;*

*– saluant les efforts annoncés lors de la conférence humanitaire internationale pour le Soudan et les pays voisins à Paris le 15 avril 2024 ;*

*– étudiant le dernier rapport de Human Rights Watch publié le 9 mai 2024, qui constate que les attaques menées par les Forces de soutien rapide et les milices alliées dans la capitale du Darfour occidental, El Geneina, et ses environs, relèvent du nettoyage ethnique contre les Massalits et d'autres populations non arabes ;*

*– constatant que les attaques menées par les Forces de soutien rapide et des milices alliées ont fait plusieurs milliers de morts et ont provoqué le déplacement de centaines de milliers de personnes ;*

*– considérant que les combats se poursuivent depuis des années et que les Nations unies constatent régulièrement des niveaux élevés de violences sexuelles et de disparitions arbitraires et s'inquiètent aussi des attaques à caractère ethnique dans la région du Darfour,*

*invite le Gouvernement,*

*– à participer de manière proactive à la lutte contre l'une des pires crises humanitaires au monde au Soudan ;*

*– à intervenir auprès de l'Union européenne pour qu'elle fasse davantage pression sur les autorités soudanaises afin qu'elles mettent fin à toute action militaire et instaurent un cessez-le-feu au Darfour ;*

*– à œuvrer auprès de l'Union européenne pour que celle-ci intervienne immédiatement auprès des autorités soudanaises afin de promouvoir le respect des droits de l'homme, des différentes résolutions et d'autres instruments juridiques internationaux adoptés en la matière ;*

*– à s'engager auprès des Nations Unies et de l'Union africaine de manière concertée avec les États membres de l'UE pour un embargo immédiat sur les ventes d'armes au Soudan, à sanctionner les responsables de crimes graves, à déployer une mission pour protéger les civils et à mener une enquête sur l'intention des FSR et ses alliés de commettre un génocide.*

*(s.) Laurent Mosar, François Bausch, Sven Clement, Yves Cruchten, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, David Wagner.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat war ganz kuerz, Här Mosar, villmools merci. An da maache mir dat esou, datt mer muer driwwer diskutéieren, wann d'Chamber domat d'accord ass. Villmools merci.

## 7. 8200 – Projet de loi relative au réaménagement et au remplacement de l'ensemble des infrastructures du camp militaire à Waldhof

Da komme mer zu dem Projet 8200 iwwert d'Sanéierung vun den Arméisinfrastrukturen um Waldhaff. Och hei ass et e Basismodell, Dir kennt d'Reegele vun de Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Charel Weiler, den Här Yves Cruchten, den Här Jeff Engelen, den Här Meris Sehovic an den Här Marc Goergen. An dann ass et um Rapporteur, dem Här Luc Emering, fir eis de Projet virzestellen. Här Emering.

***Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics***

**M. Luc Emering** (DP), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi russesch Aggressioun an der Ukrain an de Konflikt tëscht Israel an der palestinensescher Hamas hu ville Staaten an Europa d'Grujelegkeete vun engem Krich erëm méi no virun Ae gefouert. Bal 80 Joer nom Zweete Weltkrich ass et nach eemol erschreckend kloer ginn, dass Konflikter zu all Ablack kënnen ausaarten an dass d'Sécherheet vun eis all näischt ass, wat ee liichtfankeg oder als selbstverständlech soll betruechten.

Ëmsou méi wichteg ass et, dass een – fir, jo, Krichsfäll, mee och allgemeng fir Noutfäll oder Krisen – eng Arméi huet, déi effikass ass, déi fonctionnel ass an déi capabel ass ze reagéieren, wann hir Hëllef gefuerdert ass. D'Effikassitéit ass dann notamment natierlech eng Saach vun der Disponibilitéit vun de Leit, ma gläichzäiteg awer och eng vum Material, mat deem d'Persoune kënnen a mussen am Noutfall schaffen.

Déi éischt Pläng, fir d'Militärbasis um Waldhaff ze reamenagéieren, gouf et 2018. Schonn deemools ass iwwer eng Modernisatioun vun den nationale militäreschen Infrastrukturen nogeduecht ginn, ganz einfach och, well déi bestoend Infrastrukture schonn deemools an d'Jore komm waren an net méi den néidege Standarden entsprach hunn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Luc Emering** (DP), rapporteur | Verschidde Projete wéi d'Rehabilitatioun an den Ausbau vun der Kasär Grand-Duc Jean um Härebierg, nei logistesch a Cyber-Infrastrukturen, och um Härebierg, oder och d'Participatioun als Gaaschtland um Finanzement vum strateegeschen Infrastrukturprogramm vun der NATO-Agence zu Capelle sinn och schonn an de Joren 2020 an 2021 decidéiert ginn.

Mee aktuell ass et effektiv esou, dass trotz vereenzelte Verbesserungen an Aarbechten d'Gebailechkeeten an d'Infrastrukturen um Waldhaff net méi de generelle Sécherheetsnormen an och net den technesche Sécherheetsnormen entspriechen. Si sinn nëmme limitéiert fonctionnel, suivéieren net ëmmer déi legal Ufuerderungen an entspriechen och net den NATO-Standarden.

Kuerz gesot, vu déi multipel Erausfuerderungen, déi ëmmer méi an och ëmmer méi komplex ginn, vu eis national an och international Engagementer, mee vu och d'Personal an d'Aarbechtskonditioune vun eise Leit, genee wéi hir Sécherheet – an ech mengen, do wësst Der vläicht, dass et och an net all ze ferner Vergaangenheet emol zu engem Accident komm ass –, vu dat alles, war a bleift et wichteg, eis Infrastrukturen op den Niveau ze bréngen, derfir ze suergen, dass eist Militär gutt dosteet, mat anstännegem Material ka schaffen an och sécher an effikass seng Missioune kann erfëllen.

Wat gesäit de Projet de loi 8200 elo genee vir?

Éischtens, dat sinn emol adequat a sécher Konditioune souwuel um Niveau vun der Gesondheet op der Aarbechtsplaz wéi och um Niveau vun der Sécherheet, dëst fir d'Personal an der Lokalitéit, mee och fir extern Leit, déi sech um Terrain ophalen. Heizou gehéieren eng Rei Elementer, op déi mir wäerten am Verlaf agoen.

Zweetens an drëttens soll d'Capacitéit erweidert ginn, fir d'Munitioun ze stockéieren, an et soll notamment och eng Gestioun vun der Munitioun erméiglecht ginn, déi konform zu den NATO-Normen ass. Hei si virgesinn: 13 Depote fir d'Munitioun vum Typ ECM, en Hangar, deen och fir de Stockage dediéiert ass, en Atelier an eng sougenannte Zone d'attente fir Gefierer. D'Konzentratioun vun der Munitioun ass esou zentraliséiert an enger definéierter an dediéierter Zon.

Et gëtt dann och en Ënnerscheed gemaach tëschent engem permanente Stockage, dat sinn eeben déi 13 nei Depoten, an dann engem temporairë Stockage, dee prinzipiell fir de Stockage vu Munitioun genotzt gëtt, déi nach aus dem Zweete Weltkrich staamt an déi an engem relativ séieren Delai muss eliminéiert ginn.

Véiertens, déi Zon soll dann och um funktionellen Niveau restrukturéiert ginn, fir eeben, wéi gesot, den NATO-Standarden ugepasst ze ginn.

Fënneftens ass, wéi gesot, och nach en neien Atelier fir d'Aarbechten un der Munitioun virgesi vu ronn 280 Meeterkaree, de sougenannten „explosives workshop". Deen ass och an der Zon vum Stockage ugesidelt an hei kënnen all Zorte vun Operatiounen an all Maintenance un der Munitioun an engem securiséierten Ëmfeld virgeholl ginn.

Fir d'Sécherheet um Terrain an tëschent deene verschiddenen Elementer nach besser ze garantéieren, gëtt et eng Andeelung tëschent der Zon 2, déi eeben de Stockage vun der Munitioun beherbergt, an der Zon 1, der Zone administrative.

Dës Zone administrative gëtt och de Besoine vum Personal um Terrain an allgemeng vun der Lëtzebuerger Arméi ugepasst. Hei gëtt et verschidde Bléck: de Block „corps de garde", wou sech iwwer zwou Etagë Lokaler fir d'Sécherheet an d'Iwwerwaachung befanne gradewéi Dortoiren an och d'Sanitäranlagen, de Block „administration et formation" mat Büroen, Schoulraimlechkeete gradewéi enger Restauratioun an Openthaltsraim, fir och dat gemeinschaftlecht Liewen ze ënnerstëtzen an ze förderen, a Raimlechkeeten am Sous-sol mat enger Rei Locaux techniques, Garagë fir Interventiounsgefierer a Raim a Plaz fir de Stockage vum Material fir den Deminage, also d'Minneräumung.

*(M. Fernand Etgen prend la présidence.)*

Finalement gëtt och de Perimeeter méi effikass securiséiert an och verstäerkt. Hei gëtt bannent dem Perimeeter um Terrain en neie System mat enger Clôture mat engem elektroneschen Iwwerwaachungssystem agebaut, gradewéi e Wee fir d'Patrullekontrollgäng.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e kuerzt Wuert zum Schluss och zu den energeetesche Modalitéiten, well dat och en Aspekt ass, dee bei dësem Projet de loi berücksichtegt ginn ass. Allgemeng ass déi energeetesch Performance vun den neie Bauten um Niveau vun den aktuelle Standarden. Hei gouf notamment drop opgepasst, dass déi thermesch Performance gutt ass, dass déi technesch Installatiounen e geréngen Energieverbrauch hunn, dass PV-Anlage genotzt ginn, fir d'Energieproduktioun ze förderen, dass Wärme- a Waasserpompelen agesat ginn, fir eeben och Hëtzt a Wäermt ze produzéieren.

Dëst gesot, gëtt et sécherlech nach immens vill kleng Detailer, technesch Detailer, déi mir duerch d'Zäit net all konnten uschwätzen.

E manner klengen Detail ass de Käschtepunkt vun dësem Projet: Dee läit bei ronn 81,5 Milliounen Euro.

Zum Schluss kuerz zu den Avisen: Do huet de Staatsrot gefrot, den Intitulé vum Projet ze änneren, well et senger Usiicht no notamment net just ëm e Reamenagement géif goen, mee tatsächlech ëm de kompletten Ëm- an Opbau vun den Installatiounen. Dëser Verbesserung si mir an der Kommissioun och nokomm.

Dir fannt, wéi ëmmer, de ganzen Detail am schréftleche Rapport, op deen ech dann och géif verweisen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn dann och mengersäits scho fir dëse Projet de loi den Accord vun der DP-Fraktioun. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools dem Här Rapporter Luc Emering.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Charel Weiler agedroen. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Charel Weiler** (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng modern Arméi brauch modern Infrastrukturen, fir hiren Aufgaben och kënne gerecht ze ginn. A säit dem Iwwerfall vu Russland op d'Ukrain ass dëse Besoin der Politick an dem Land méi bewosst ginn an et gëtt an d'Arméi investéiert an eeben och an hir Infrastrukturen.

Mat dësem Gesetzesprojet suerge mer derfir, datt d'Militärlager um Waldhaff moderniséiert gëtt. Den aktuelle Site, dat ass scho gesot ginn, entsprécht net méi den aktuellen Norme fir d'Technik a virun allem fir d'Sécherheet an ass och net méi konform zu de Standarden a gesetzleche Virgabe vun der NATO. Dofir ass déi komplett Renovatioun vum Site mat enger Enveloppe vun 81,5 Milliounen och onëmgänglech.

Nach eng Kéier kuerz den Detail, wat geschitt. De Site gëtt esou ëmgebaut, dass déi administrativ Zon an d'Munitiounslager besser vunenee getrennt sinn, och an deem Sënn, fir d'Sécherheet ze garantéieren. Déi administrativ Zon gëtt ausserdeem erweidert, fir den Aufgabe vun der Arméi gerecht ze ginn. D'Munitiounslager selwer gëtt erneiert an och ausgebaut, fir méi Lagercapacitéiten ze schafen. An de Site gëtt och no baussen hi besser geséchert, wat och e wichtegen Aspekt ass.

D'Gebaier gi moderniséiert, fir och den neien – an dat huet mäi Virriedner och gesot –energeeteschen Ufuerderunge gerecht ze ginn. Dëst alles ass méi wéi ze begréissen.

Här President, no der Erneierung a Moderniséierung vum Härebierg, déi an der leschter Legislaturperiod gestëmmt gouf, ass dëst en nächste Bausteen an der Renovatioun vun den Infrastrukture vun eiser Arméi. Méi spéit am Nomëtte wäerte mer och nach iwwert den Ausbau vum Schéissstand am Bleesdall debattéieren an ofstëmmen, e weidert Element an der Erneierung a Moderniséierung vun eisen Infrastrukturen.

Et ass wichteg, datt eis Arméi déi Infrastrukture kritt, déi se brauch. Et ass wichteg, datt eist Land e seriöe

Bäitrag als NATO-Bündnispartner leescht an och seng Responsabilitéiten assuméiert. Domadder ginn ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Weiler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Claire Delcourt.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Merci, Här President. Jo, mir hate jo déi grouss Éier, déi zwee Sitte kucken ze goen. An dësem Fall schwätze mer elo mol vun deem éischte Projet um Waldhaff. An an engem Joerzéngt, wou d'Onsécherheet duerch Multikrisen ëmmer méi zouhëlt a mer och zanter Februar 2022, jo, mat neie Realitéite konfrontéiert gi sinn, wësse mer, dass dëse Projet ëmsou méi wichteg ass.

An de russeschen Ugréffskrich an der Ukrain huet d'EU eng Kéier déif gerëselt an et ass eis kloer ginn, dass de Fridde keng Selbstverständlechkeet ass. An, ech mengen, et ass ganz wichteg, dass d'EU an och mir als Land natierlech investéieren an eis Sécherheet, an eis Defense an domat och a militäresch Infrastrukturen.

Mir schwätzen elo emol hei fir d'éischt vum Projet vum Militärcamp um Waldhaff. An ech ka mech nach erënneren: Ech hu bei der Police geschafft, wéi am Februar 2019 d'Noriicht komm ass, dass zwee Demineuren hiert Liewen do gelooss hunn. Mir waren all zudéifst erschreckt doriwwer. An dat huet am Fong gewisen, dass dës Infrastrukturen ëmsou méi e Besoin hunn, nach eng Kéier un d'Sécherheet ugepasst ze ginn, an dass se natierlech, wéi elo schonn e puermol gesot gouf, de Sécherheetsstandarden net entspriechen an net entsprach hunn dee Moment.

Jo, an deem Sënn ass et natierlech keng Fro, dass mir als LSAP-Fraktioun dëse Projet begréissen an natierlech och matdroen, schonn eleng eeben, fir Mesüren ze huelen, fir och eiser Defense d'Méiglechkeet ze ginn, eng gewësse Sécherheet am Alldag ze hunn.

Voilà, ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Madamm Delcourt. Da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken, dem Här Luc Emering en häerzleche Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport, soss vergiessen ech dat erëm.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir liewen haut an enger onroueger Welt, déi leider ëmmer méi onroueg gëtt, an dat bedéngt och, datt mer mussen an deem Beräich investéieren, haaptsächlech a Militärinfrastrukturen. Mir mussen déi moderniséieren, och fir der NATO an hiren Norme gerecht ze ginn.

Dat aktuellt Gebai, dat mer hei hunn, ass an d'Jore komm, trotz eenzele Verbesserungen am Laf vun der Zäit, an et gëtt elo ëmgebaut – den Här Luc Emering huet et méifach gesot – an dräi Zonen, wann een dat esou däerf soen: eng Kéier d'administrativ Zon, eng Kéier de Stockage, dee ganz verschiddenaarteg ass, an och een Deel kann erfreelecherweis erëm zu enger Renaturéierung bäigedroe ginn.

Mir mussen an déi Richtung goen, mir mussen eis upassen un d'Norme vun der haiteger Sécherheet an och vun der Aarbechtssécherheet, well soss geet dat schif – ech mengen, mir hunn et elo grad och héieren. An an deem Sënn géif ech den Accord gi vun der ADR-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet. Ech soen Iech en häerzleche Merci fir Är Opmierksamkeet.

**M. Fred Keup** (ADR) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Engelen. An da wier et um honorabelen Här Meris Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass e puermol schonn ugeklongen an ech schléisse mech deem natierlech un: Et ass enorm wichteg, dass mer modern Infrastrukture fir eis Arméi hunn, fir eis Zaldotinnen an Zaldoten, déi all Dag e wichtegen Déngscht leeschte fir d'Allgemengheet, fir eist Land. A si sollten dat – dovunner si mir fest iwwerzeegt – ënnert deene beschtméigleche Konditioune kënne maachen.

Leider sinn eng ganz Partie vun den Infrastrukture bei der Arméi an d'Jore komm, well säit Joerzéngten net méi richteg investéiert ginn ass. Dat gëllt ganz sécher och fir de Camp militaire um Waldhaff. An et ass an deem Sënn richteg a wichteg, dass dës fir d'Arméi zentral Struktur op den neiste Stand bruecht gëtt, fir notamment mat de Richtlinne vun der NATO beim Stockage vu Munitioun konform ze sinn.

Et ass elo an de Virrieden e puermol den Ukrain-Krich beméit ginn, och als Legitimatioun fir deen heite Projet. Dat ass ganz sécher net falsch. Ech wëll awer drop hiweisen, dass d'Decisioun fir déi heite Moderniséierung eigentlech scho ganz laang virdru gefall ass, nämlech am Dezember 2018, an an deem Sënn och wierklech dat heite jo just ee vu ville Projeten ass, deen an deene leschte Joren op de Wee bruecht ginn ass, fir d'Arméi an d'Infrastrukture vun der Arméi ze moderniséieren: e grousse Rehabilitatiounsprogramm vun der Kasär Grand-Duc Jean um Härebierg, wou mer d'Finanzéierungsgesetz 2018 gestëmmt hunn a wou de Chantier eigentlech säit 2022 um Lafen ass, en neie Logistik- a Cyberinfrastrukturzenter um Härebierg, dee mer gestëmmt haten hei am Haus mat de Grands projets d'infrastructure 2022. D'Renovatioun vum Schéissstand am Bleesdall, wou e Finanzéierungsgesetz virläit – do wäerte mer jo duerno nach dorop ze schwätze kommen –, an dann awer och ganz sécher de Bäitrag zum Programme stratégique d'infrastructure vun der NSPA.

Et muss eis, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, en Uleies sinn, dass déi Mënschen, déi sech fir d'Wuel vun der Allgemengheet bei der Arméi engagéieren, vun de beschten Aarbechtskonditiounen a vun deene modernsten Infrastrukture profitéiere sollen.

Doriwwer eraus ass deen heite Projet awer, dat wëll ech net onerwäänt loossen, e formidabelt Beispill eigentlech och fir d'Lenkwierkung vum Staat, well mir hunn et – an et ass virdrun ugeklongen – hei ze di mat engem toppmodernen Infrastrukturprojet, wou net nëmmen no deene beschten Nohaltegkeetsnorme mat deene modernsten Technologië gebaut gëtt, mee wou och profitéiert gëtt eigentlech vun deenen Infrastrukturaarbechten, fir en Deel vum Bësch ze renaturéieren. An ech mengen, dass dat an deem Sënn e ganz, ganz flott Beispill ass, wou mer ganz, ganz vill verschidden Ziler op eng intelligent Manéier kënnen zesummebréngen a wou de Staat eng Lenkwierkung entfaalt a wou de Staat eng Virreiderroll anhëlt. Dat ass luewenswäert, dat ass gutt an dowéinst wäerte mer deen heite Projet natierlech matënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Sehovic. An da wier et elo um honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Virdrun hu mer jo iwwert d'Satellitte geschwat, déi ganz wichteg sinn. Mee wat ass eng Arméi ouni Munitioun?

An hei ass et, dass mer elo eis Arméistrukturen esou moderniséieren, dass mer emol endlech en Depot hunn, deen och der aktueller Zäit entsprécht. Well mir hunn NATO-Verflichtungen, zu deene mir als Piraten ganz kloer stinn.

An déi NATO-Verflichtunge sinn duerch déi aktuell Konflikter an d'Luucht gaangen. Et muss ee méi Munitioun virräteg hunn. Do ass een am Moment op 30 Deeg. Dat ass fir e Land wéi Lëtzebuerg aktuell eng Erausfuerderung, an dëse Projet ass dofir batter néideg, fir dass mir kënnen eis Munitioun esou lageren, dass an engem Eeschtfall et och méiglech ass, fir resistent ze sinn.

An net nëmmen dat, mee och, dass mer kënne Munitioun un aner Länner liwweren. A mir kréien et am Moment duerch de Konflikt an der Ukrain mat, dass Munitioun selte ginn ass, dass ee Problemer huet, fir Munitioun erbäizekréien. An deementspriechend ass et wichteg, dass Lëtzebuerg sech elo e Standuert gëtt, wou een déi Munitioun och kann deposéieren an deementspriechend och genuch huet, fir iwwert déi éischt Wochen ze kommen – an deem Fall hei wären et 30 Deeg, déi d'NATO virschreift – bezéiungsweis anere se kënnen ze liwweren.

Et gëtt vill Diskussiounen iwwert de Site selwer, e wär ze no bei der Stad, ze no beim Findel. Et ass awer éischter, dass dat aus enger Traditioun eraus gewuess ass, aus enger Historie eraus gewuess ass, dass dee Site do ass. Et ass awer och esou, dass d'Arméi net onglécklech ass, wann en zimmlech zentral läit, well et wär och blöd, wann een e Site hätt mat der Munitioun, deen op iergendenger Grenz géing leien.

Hei ass sech bewosst deemools derfir entscheet ginn, an der Mëtt vum Land e Munitiounsdepot ze hunn, fir sech och manner ugräifbar ze maachen. Et ass eigentlech deemools eng ganz vernünfteg Entscheedung geholl ginn. Haut ass et schwiereg, mat all den Émweltnormen an all den eenzelnen Oplagen, déi do sinn. Et muss ee sech awer heiansdo d'Fro stellen, ob d'Arméi déi selwecht Norme muss anhale wéi Privatleit oder wéi gewësse Firmen, well d'Arméi awer eng iwwergeuerdent Bedeitung fir eist Land an eis Sécherheet huet.

Ech si frou, dass bei dësem Projet – mir waren e kucken a mir hunn all d'Erklärunge kritt –, d'Natur respektéiert ginn ass, soss géinge mir en och net esou positiv gesinn an och net matstëmmen. Hei gouf alles ëmgesat, fir d'Natur deementspriechend ze respektéieren. A mir hunn och do gesinn, wéi verschidde Sécherheetsmoossname fréier waren, wéi do nach Hënn zwëschent den Dréit gelaf sinn. Dat si Saachen, déi mer haut net méi géingen toleréieren – mir mam Déiereschutz scho guer net.

Dofir si mer frou, dass mer hei op informatesch Léisunge wäerte setzen, fir de Site ofzesécheren, och wann dee leider nach ëmmer – wéi bal all Restaurant – op Google Maps ze fannen ass, mat alleguerten den Informatiounen, Adressen, Loftbiller. Dat sinn aner Moossnamen, wou d'Regierung sech eng Kéier muss iwwerleeën, ob ee weiderhin am Internet eis militäresch Infrastrukturen esou fräi weist.

Ech weess, dass an anere Länner eng aner Approche ass, dass och op deene Satellittekaarten, déi fräi zougänglech sinn, déi eenzel Depoten ausgeblent sinn. Grad wa mer elo en neie baue bezéiungsweis renovéieren, wär et vläicht de Moment fir ze soen: Mir kucken, dass eis militäresch Infrastrukturen net fräi am Internet ze kucke sinn.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Goergen. An da wier et um honorabelen Här David Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir sinn der Meenung, datt jiddereen e Recht huet op eng Aarbechtsplaz, wou och Sécherheet herrscht, souwuel am Private wéi an der Fonction publique, an dat gëllt natierlech och fir d'Arméi. An aus deene Grënn wäerte mer dee Projet de loi och matdroen.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Wagner.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ministerin fir ëffentlech Aarbechten Yuriko Backes.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, Här Vizepresident, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, jo, eng modern Arméi brauch ganz modern Infrastrukturen. Dat ass elo scho puermol hei gesot ginn, an ech kann do natierlech nëmme soen: Dir hutt ganz Recht.

Am Koalitiounsaccord steet och explizitt geschriwwen, dass déi zwee Sitten, déi haut um Ordre jour vun der Chambersplenière stinn, Waldhaff wéi och de Schéissstand am Bleesdall, solle rehabilitéiert a moderniséiert ginn.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

A mat dësem Projet de loi mécht d'Chamber dat och, an ech soe wierklech e ganz grousse Merci fir déi ganz breet Zoustëmmung.

Ech war och ganz frou, dass ech Iech konnt proposéieren, déi zwou Plazen zesumme besichen ze goen. Ech mengen, dat si ganz wichteg Investissementer an eis Infrastrukturen, an d'Zukunft vun eiser Arméi. Dofir fannen ech et och wichteg, dass ee sur place geet, fir sech selwer e Bild dovunner ze maachen. Da versteet een dat och besser, wann een et wierklech gesäit, wéi wann een dat just esou an engem Pabeiersrapport liest.

An ech mengen, déi schwéier Investissementer, déi mer hei maachen, dat sollen och Investissementer sinn, déi absolutt sënnvoll sinn. Ech mengen, et ass och en Deel vun eisem Effort de défense a Richtung 2 %. Ech mengen, och dat muss een hei ënnersträichen.

Verschiddener vun Iech hunn och op de schrecklechen Incident virun e puer Joer higewisen an dass mer hei wierklech d'Risike fir d'Gesondheet an d'Liewe vun eisen Zaldotinnen an Zaldote beschtméiglech solle reduzéieren. Dofir ass dëse Projet och an deem Sënn wierklech ganz wichteg.

De Service an der Arméi, dat ass eng absolutt nobel Tâche. Ech mengen, dat war et am Fong nach ëmmer. An den Zäite vun haut ass et desto méi wichteg. Mir musse rekrutéieren, mir brauche vill Leit, och en vue vum Bataillon binational. A fir kënne Leit ze rekrutéieren, ass den Investissement a modern Infrastrukture vun eiser Arméi och e wichtege Volet.

An de leschte Punkt, dee vu verschiddene vun Iech och rëm mentionéiert ginn ass: De Site ass eebe méi kompakt gemaach ginn, fir en Deel vum haitege Site dann och der Natur zeréckzeginn. Och dat, mengen ech, soll een ënnersträichen.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir déi ganz breet Zoustëmmung hei. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister. An domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet ofgeschloss.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8200. Den Text steet am Document parlementaire 8200[4].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8200 et dispense du second vote constitutionnel***

Da fänkt d'Ofstëmmen un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei deemno kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Dëse Projet ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Luc Emering), Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 8. 8263 – Projet de loi relative aux mesures de confortement du barrage du lac de la Haute-Sûre

An da komme mer zu dem nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 8263 iwwert d'Verstäerkungsmoossname vun der Staumauer. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht, also: de Rapporter 10 Minutten, all Fraktioun a Sensibilitéit 5 Minutten, d'Regierung 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Emile Eicher, den Här Yves Cruchten, den Här Jeff Engelen, den Här Meris Sehovic, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet, den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas.

***Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics***

**M. Gusty Graas** (DP), rapporteur | Merci, Här President. D'Drénkwaasserversuergung huet hei zu Lëtzebuerg schonn eng ganz laang Traditioun. Schonn ënnert der Keeserin Maria Theresia sinn deemools Brunne gegruewe ginn. Dat war zwëschent 1740 a 1779. Déi haten eng Déift vun 48 m bis 68 m. Den 8. Juni 1908 gouf den éischten Drénkwaassersyndikat hei zu Lëtzebuerg gegrënnt. Dat war den SES, also de Syndicat des eaux du sud. An den Arrêté grand-ducal vum 8. Juli 1963 huet dunn dem SEBES och definitiv eng gesetzlech Basis ginn. De 27. Mee 2006, ganz genee ëm sechs Minutte virun eelef moies, huet de SEBES säi 500-milliounste m³ Waasser geliwwert.

Eist Land wiisst, ech mengen, dat fält eis nach ëmmer all Dag op. Dat brénkt natierlech mat sech, datt d'Demande no Drénkwaasser nach wie vor an d'Luucht geet. Och hei e puer Zuelen: Wa mer d'Moyenne huelen, déi zwëschent 1970 an 1979 vum SEBES geliwwert goufen, do waren dat 35.192 m³ den Dag. 2010 bis 2014 waren dat scho 54.849 m³ den Dag. An duerfir war et och richteg, datt mer hei den 8. Juni 2016 e Gesetz gestëmmt hunn, fir d'Capacitéit vum SEBES eropzesetzen op 110.000 m³.

D'Staumauer, ëm déi et haut ënner anerem och geet, ass opgeriicht ginn an de Joren 1956 bis 1957. Déi huet eng Héicht vu 47 m an déi gouf 2018 och vum Haut-Commissariat à la protection nationale als kritesch Infrastruktur agestuuft. Ech mengen, dat ass net méi wéi verständlech.

Deen Horrorzenario, dee mer eis léiwer net wëlle virstellen, wann dann d'Staumauer eng Kéier géing briechen … An Etüde weisen, datt dat souguer en Impakt bis op Tréier hätt – ouni vun de Schied ze schwätzen, déi kéinten hei zu Lëtzebuerg entstoen. Mee dowéinst gëtt jo alles gemaach, fir datt déi Staumauer ëmmer soll optimal kënnen ënnerhale ginn.

An duerfir hu mer haut e wichtege Projet. Et geet ëm e Finanzéierungsgesetz, wëll ech och direkt soen, op Basis vum Artikel 80 vum ofgeännerte Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert de Budget.

Da muss een och soen, datt d'Konzept vun deem Gesetz hei zum Deel sech och op en Héichwaasserjoer begrenzt, dat awer nëmmen all 10.000 Joer soll virkommen. Ech mengen also, et ass kee méi derbäi, wa sech eng Kéier sollt an 10.000 Joer sou eppes nach ereegnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deem Gesetz hei geet et u sech ëm fënnef Verstäerkungsmoossnamen. Ech wëll dann elo kuerz op déi eenzel Lousen agoen. Ech wëll allerdéngs direkt hei soen: Hei schwätzt e Laien zu engem héich komplizéierten techneschen Dossier, duerfir entschëllegen ech mech schonn am Viraus, wann do vläicht eenzel Wierder net ëmmer esou 100%eg richteg gewielt sinn. Mee bon, ech versichen, mäi Bescht ze maachen.

Da fänke mer mam Lous 1 un. Do geet et, wéi gesot, ëm d'Ofleede vum Waasser bei Héichwaasser. Bis elo hate mer zwee Duerchgäng am Fong vun der Staumauer an dat staarkt Héichwaasser vun 1993 an och dat vun 1995 hunn am Fong derzou bäigedroen, datt ee sech awer Gedanke gemaach huet, wéi mer déi Problematik nach besser an de Gréff kënne kréien. Et goufe sech do, wéi gesot, och iwwert d'Konformitéit vum Barrage Gedanke gemaach. An dofir gëtt elo op der lénker Säit vum Bau eng Galerie vun 160 m virgesinn, wou d'Waasser fräi oflafe kann.

Da ginn zwee Deversoire gebaut, déi deelweis och ënnert dem Waasser sinn an och deelweis iwwert dem Waasser. An da kënnt awer virun déi zwee Deversoiren e Barrage, e schwammende Barrage – fir dat emol esou ze nennen –, deen als Missioun huet, am Fong geholl dann Elementer zeréckzehalen, fir datt déi net an déi Deversoire kommen, ënner anerem natierlech Bamstämm. An duerfir ass dat och ganz kloer esou ze verstoen.

D'Waasser leeft dann duerch eng Sortie, déi gëtt „saut de ski" genannt, fir och den Drock vum Waasser ze minimiséieren, datt och manner Schied dee Moment un den Ufere vun der Sauer sollen entstoen. An d'Mëtt vun deem Ouvrage kënnt e Schacht, an hei ginn awer ëmmer speziell Buermaschinne gebraucht, fir de Barrage maximal ze schützen.

Da si mer scho beim Lous 2, do geet et och ëm de Bau vun enger Galerie, fir en aval vum Barrage d'Uertschaft Esch-Sauer am Fong geholl och virun Héichwaasser besser ze schützen, well do koum et iwwregens och schonn zu gréissere Schied un deenen Haiser, déi laanscht d'Ufer vun der Sauer do sinn. Do gëtt e Bypass vun 142 m gebaut mat enger hydraulescher Capacitéit vun 130 $m^3$ an der Sekonn.

D'Waasser gëtt an engem Ouvrage ongefeier 200 m iwwert der Kaunerefer Bréck opgefaangen. Dat ass eng sougenannt Ëmleedungsgalerie an déi gëtt parallell zum Stroossentunnel op der N27 amenagéiert a läit e puer Meeter ënnert der Strooss. An d'Sauerbett gëtt dann awer och an dësem Beräich ugepasst, fir am Fong geholl e besseren Oflaf vum Waasser an de Floss ze garantéieren. 35 m ënnert der Postillonsbréck – an all déi Leit, déi sech zu Esch-Sauer auskennen, wëssen, wou dat ass – gëtt dann e sougenannten „ouvrage de restitution" gebaut.

An da si mer scho beim Lous 3. Do geet et ëm Héichwaassermesüren zu Esch-Sauer selwer och nach eng Kéier, an zwar an der Rue du Moulin an an der „Eschdörfer Strooss" ..., seet ee jo, Här Etgen, ne?

**M. Fernand Etgen** (DP) | „Döerf"!

**M. Gusty Graas** (DP), rapporteur | „Döerf." „Eschdöerfer Strooss". Fir mech war et fréier Eschduerf. Mee bon, haut ass dat eeben „Eschdöerf".

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här Graas, dat ass wäit vu Beetebuerg fort.

**M. Gusty Graas** (DP), rapporteur | Jo, mee ech hunn awer ganz vill Wuerzelen zu „Eschdöerf".

... ginn d'Maueren dann, wéi gesot, ëm 30 cm méi héich gemaach. An der Rue du Moulin ass dat op enger Längt vun 180 m.

*(Interruption par M. André Bauler)*

An da ginn och nach déi Ouverturen an der Mauer zur Sauer hi mat verstellbaren Elementer ekipéiert. Lauschtert gutt no, Här Clement. An der Rue d'„Eschdöerf" gëtt dann op enger Längt vun 53 m d'Mauer erhéicht an och nach ëm 8 m verlängert.

Da gëtt och nach eng mobill Pompel installéiert, fir am Fall vun Héichwaasser ze evitéieren, datt d'Kanalisatioun soll iwwerlaascht ginn. A verschidden direkt Raccorde vun den Haiser laanscht d'Sauer ginn zougemaach oder mat enger Klapp installéiert.

Da sinn ech scho beim Lous 4, an da gi mer op Béiwen. An zwar gëtt do parallell zu der Strooss „Am Eck" eng Digue bis d'Béiwener Baach ugeluecht. Si läit 322,50 m iwwert dem Mieresspigel. Da gëtt och en Drainage laanscht déi Digue an eng Pompel installéiert, fir dass d'Waasser sech net hannert der Digue sammele kann. A wéinst där Digue muss dann och d'Dirbaach nach ëmgeleet ginn, well den Niveau vum Bassin d'orage bei engem honnertjäregen Héichwaasser kann depasséiert ginn. Duerfir ginn dann och nach eng Klapp an eng mobill Pompel installéiert.

Och sämtlech Kanalisatioune fir d'Reewaasser gi mat Klappen ekipéiert. An da ginn och nach zwee nei Deversoire gebaut, datt kee Reewaasser an d'Kanalisatioun ka komme respektiv datt et, wann et zu engem Iwwerlaf kënnt, sech ka mam Mëschwaasser bei deem héijen Debit dee Moment och, jo, vereenegen – loosse mer esou soen.

An dann d'Lous 5. Ech kommen also lues a lues schonn zum Schluss. An do si mer dann erëm beim Haaptbarrage, dee soll verstäerkt ginn. Hei ginn um Fong vum Stausëi ..., do si jo zwee Passagen – dat gesäit ee jo och, wann een do virun der Mauer steet. Déi gi mat engem Schiber ekipéiert.

Dat ass, fir datt et net zu engem onkontrolléierte Vidage vun der Retenue komme kann. Parallell ginn déi besteeënd Wannen och nach erneiert. Duerch zousätzlech Aarbechte kann déi héchst Cote – an dat ass awer ganz wichteg – vun 322 m ...

*(Interruptions)*

... ëm ee Meeter an d'Luucht gesat ginn.

Da gi Jointen ersat, d'Fënsteren am Sall vun de Servomotore ginn duerch Bullan oder Voilen aus Bëton ersat an déi säitlech Dier gëtt dann och an dësem Sall duerch eng waasserdicht Dier ersat. An déi iewescht Mauer laanscht d'Kummer vun de Servomotore gëtt dann natierlech och verstäerkt.

An dann, wat awer wierklech ganz wichteg ass, dat ass d'Iwwerwaachung, hunn ech scho virdru gesot. An zwar gëtt de Monitoring do adaptéiert, et gëtt en automatesche Suivi assuréiert duerch eng 50 Capteuren, wou ënner anerem Rëss, Deformatiounen, Ënnerdrock, Debit vun der Sauer an d'Temperatur kënne reegelméisseg kontrolléiert ginn.

Da gëtt natierlech och e periodesche Suivi vu Ponts et chaussées garantéiert, eng informatesch Surveillance, eng monatlech Inspektioun, all Joer eng komplett Oflauschteranalys fir ze kucken, ob sech net, wéi gesot, vläicht Rëss an der Mauer entwéckelen.

*(Interruption)*

An dann all Joer, wéi gesot, kënnt och eng Kontroll vu Barragespezialisten an all zéng Joer kënnt nach eng speziell Inspektioun derbäi an, wéi gesot, wärend den Aarbechten zu Esch-Sauer nach eng Rei aner Monitoringsmesüren, zum Beispill och d'Installatioun vun engem Sismomeeter.

A fir den Impakt op d'Ëmwelt och niddereg ze halen, ginn eng Rei spezifesch Moossnamen och nach gemaacht. Doniewent, an dat ass awer ganz wichteg, ass awer och den Akzent op d'Sensibilisatioun geluecht ginn, dat heescht virun allem d'Awunner vun deene Gemengen, déi ronderëm de Stausëi wunnen, sollen dann och elo beschtméiglech informéiert ginn iwwert déi Aarbechten. An zwar gëtt och e Visitingzenter elo kreéiert, wou am Fong geholl d'Leit sech och nach zousätzlech kënnen iwwert déi ganz Problematik do informéieren.

Déi Aarbechte sollen iwwregens nach dëst Joer ufänken, dofir ass et wichteg, datt mer dee Projet hei och haut stëmmen, a se solle bis 2031 daueren, also dat zitt sech da schonn iwwer eng länger Zäit. An zwar gi se a sechs Phasen ausgefouert. Lass geet et mam Lous 4, da kënnt de Lous 3, 5, 2, 1 an dann nach eng Kéier en Deel vum Lous 5.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, awer och nach e puer Wuert – ech mengen, da verstitt Der vläicht nach besser, woubäi ech awer elo kengem hei wëll ënnerstellen, e géing net alles verstoen, wat ech hei ...

*(Interruption)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech weess net, wat een hei net verstoe kann, Här Graas.

**M. Gusty Graas** (DP), rapporteur | Et ass net esou evident.

*(Interruption par la présidence)*

Wéi gesot awer nach e puer Wuert zu den Aarbechte vun der Kommissioun. Ech hu schonn iwwerzunn hei.

**M. Claude Wiseler,** Président | Majo.

**M. Gusty Graas** (DP), rapporteur | Ech sinn awer direkt fäerdeg, Här President.

*(Hilarité et interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech wollt Iech just drop opmierksam maachen, ...

**M. Gusty Graas** (DP), rapporteur | Ech si ganz séier fäerdeg, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | ... datt Der zur Konklusioun sollt kommen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Huelt d'Minutte vun der DP, dat ass kee Problem.

**M. Gusty Graas** (DP), rapporteur | A jo, ech ka jo nach am Numm vun der DP schwätzen.

**M. André Bauler** (DP) | Eng derbäi.

*(Hilarité et interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee, da musst Der Iech setze goen an duerno erëmkommen, Här Graas.

**M. Gusty Graas** (DP), rapporteur | Nee, virdru war een hei, dee war sech net setzen.

*(Interruptions)*

Also, nee, nach ganz ... Kommt, loosst eis nach seriö sinn, well et ass wierklech e ganz seriöe Projet.

D'Aarbecht vun der Kommissioun: De Projet gouf den 29. Juni vum Här Bausch, dem fréiere Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, deposéiert. Dir wäert en also ganz gutt kennen.

Den Avis vum Conseil d'État ...

*(Interruption par M. François Bausch et hilarité)*

Den Avis vum Conseil d'État ass vum 10. Oktober 2023. Deen hat ausser e puer legisteschen Awänn soss näischt ze mellen. Da gouf den 29. Februar 2024 de Rapporter genannt, dee lo just virun Iech steet. De Käschtepunkt ass 98 Milliounen, op Basis vum semestrielle Bauindex vum 1. Oktober 2022 gëtt deen awer adaptéiert, wa Variatioune vum Index sinn. An dat Ganzt gëtt iwwert de Fonds des routes finanzéiert.

An, wéi gesot, wat awer och wichteg ass: Déi Aarbechte sinn als d'utilité publique erkläert ginn, dat heescht wann also iergendeen do ass, dee mengt, e bräicht säin Terrain net hierzeginn, fir déi Aarbechten ze maachen, da riskéiert en, datt en awer expropriéiert gëtt.

Voilà! An da ginn ech nach just den Accord vun der DP a soen Iech Merci, datt Der awer trotz deem komplizéierten Dossier mer intensiv nogelauschtert hutt. Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Exzellent.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Graas. Ech mengen, mir wëssen alles iwwert den Dossier. A merci fir Äre schréftlechen an Äre mëndleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Eicher.

***Discussion générale***

**M. Emile Eicher** (CSV) | Merci, Här President. Genausou wéi mäi Virspriecher, den Här Gusty Graas, sinn ech och kee Spezialist an der Affär, versichen also, mäi Bescht hei ze maachen.

Mat dësem Projet de loi verstäerke mer d'Staumauer, mee suergen och fir eng Verbesserung vun dem Héichwaasserschutz. Et war scho gesot, 1956/1957 ass dës Staumauer gebaut ginn, fir d'Grondversuergung

vum Drénkwaasser hei am Land ze garantéieren. An dës wichteg Roll spillt se bis haut.

Duerch d'Staumauer gëtt awer och Stroum produzéiert duerch zwou Turbinne vu jee 250 kW. Ausserdeem schützt d'Staumauer net nëmmen d'Uertschaft Esch-Sauer virun Iwwerschwemmungen, mee wäit doriwwer eraus bis op Ettelbréck, an ech hu virdrun héieren, esouguer bis an d'Tréierer Géigend.

Am Ganze gesäit de Projet fënnef verschidde Phase vir. Éischtens geet et ëm en zousätzlechen Evakuéierungssystem fir Héichwaasser. An d'Iddi vun dësem Iwwerlafkanal ass guer net nei. E gouf scho säit längerer Zäit vun Experten a Betruecht gezunn.

De Virdeel vun deem Iwwerlafkanal bedeit eng méi grouss Sécherheet vun de Staumauerinstallatiounen, well grad bei enger Iwwerschwemmung mat méiglecher Hannerspullung vun der Staumauer kéint dës bedeitend beanträchtegt ginn.

De Stauniveau kann op d'mannst iwwert de Summer vill méi stabill gehale ginn, wat sécherlech och e positiven Atout fir eisen Tourismus ass. De Virdrock vun deenen zwou Turbinne wäert dann och méi staark ginn, wat och zu engem bessere Wierkungsgrad féiert. A virun allem d'Pompelbedingunge fir dem SEBES seng Drénkwaasseropbereedungsinstallatioun ginn domadder och besser.

Den Zoulaf vum Séi ass ganz variabel a läit zwëschent 130 an 340 Millioune m³ pro Joer. De SEBES brauch fir d'Drénkwaasserversuergung vum Land zwëschent 20 an 23 Millioune m³ pro Joer.

Den Debit ass am Laf vum Joer ganz variabel. Dofir sinn d'Missioune vum Séi am Wanter méi grouss fir d'Energieproduktioun an den Héichwaasserschutz. Wann am Summer net vill Waasser an de Séi leeft, geet den Niveau all Dag bis zu 5 cm erof, wat an engem Mount bis zu 1,5 m sinn. Dofir muss de Séi vum Enn vum Wanter bis an d'Fréijoer era gutt gefëllt ginn.

Haut ass d'Gestioun vum Séi mat enger Konventioun vum 3. Abrëll 2003 op zwee Niveaue reglementéiert: Vum 1. Abrëll bis zum 31. Oktober ass eng maximal Cote vun 320 m iwwert dem Mieresspigel zougelooss, de Rescht vum Joer ass déi maximal Cote op 317 m virgesinn.

Mat dem neien Iwwerlaf hofft de SEBES, eng nei Definitioun fir d'Gestioun vum Niveau vum Séi ze kréien. Konkreet brauch de SEBES eng dynamesch Gestioun a Funktioun vum Zoulaf, vum Niveau, vun de verschiddenen Notzungen, vun der Meteo a vun der Joreszäit. Esou en dynamesche Gestiounsplang nennt een am Fachjargon „Lamelleplang", wat ech och elo just geléiert hunn. Dëst soll erméiglechen, dass a ganz dréchene Joren de Séi am Fréijoer gutt ze fëllen ass, fir genuch Waasserreserve fir déi waarm Summermeint ze hunn an och eng beschtméiglech Drénkwaasserreserv fir eist Land ze garantéieren.

An enger 2. Phas vum Projet gëtt den Deviatiounskanal virun Esch-Sauer gebaut. An dëse Kanal hëlleft net nëmme beim Chantier, mee och an Zukunft bei Entretiensaarbechten a bitt e weidere Schutz géint Héichwaasser fir d'Bevëlkerung.

D'Phas 3 vum Projet gesäit Héichwaasserschutzmesüre fir d'Uertschaft Esch-Sauer vir.

An der Phas 4 gëtt och d'Uertschaft Béiwen duerch en Damm an aner Mesüre geschützt.

Déi 5. Phas da gesäit eng Verstäerkung vun der Staumauer selwer vir.

Dank dëse Mesüre gëtt d'Staumauer souguer virun Héichwaasser, wéi se all 10.000 Joer kéinte virkommen, geschützt. Déi 98 Milliounen, déi mer mat dësem Projet de loi fir dëse Chantier guttheeschen, sinn eng wichteg Investitioun an ons Zukunft. Si droen e bedeitenden Deel zu eiser Grondversuergung mat Drénkwaasser bäi, och fir déi kommend Generatiounen.

D'CSV ënnerstëtzt selbstverständlech dëse Projet. Heimadder ginn ech och den Accord, a merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Eicher. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Also ech sinn esou epatéiert vun deenen detailléierten technesche Presentatiounen, déi mer hei vum Rapporter gemaach kruten an och nach eng Kéier duerno vum Här Eicher, deen et fir déi, déi déi éischt Kéier net opgepasst haten, nach eng Kéier erklärt huet.

*(Hilarité)*

Dann, mengen ech, bleift mir just nach iwwreg, hei den Accord ze ginn an ze soen, dass dat do eng gutt Saach ass.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Cruchten. Dann ass d'Wuert fir den Här Jeff Engelen.

*(Brouhaha)*

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Waasser ass e wichtege Facteur an eisem Liewen, duerfir ass all Invest an dee Beräich ganz wichteg fir d'Zukunft, speziell wann et sech hei ëm eist Drénkwaasser handelt.

An de 50er-Joren, dat muss een och soen – et ass nach, mengen ech, net gesot ginn –, hunn eis Virfaren dat och esou gesinn a se hunn an dee Stauséi deemools investéiert. Dat war am Fong geholl eng grouss Viraussiicht, speziell wann een dat haut kuckt.

Ech wëll Iech just zwou Zuelen nennen: 1950–1960 hate mer ronn 310.000 Awunner am Land, haut hu mer der 645.000. Dat ass méi wéi dat duebelt. Stellt Iech emol vir, mir hätten all déi Joren net an dee Stauséi investéiert. Wat hätte mer grouss Problematike mam Drénkwaasser am Land. An ech mengen, duerfir kann een nëmmen eise Virfare Merci soen, datt se dat esou gesinn hunn.

Bon, haut si mer am Fong geholl ... Ech mengen, déi technesch Detailer erspueren ech Iech all. D'Zil ass jo, d'Sécherheet ze vergréisseren, d'Capacitéitserhéijung an och den Héichwaasserschutz fir d'Uertschafte Béiwen an Esch-Sauer. Ech mengen, dat kënne mer nëmme begréissen a mir géifen duerfir den Accord gi vun der ADR zu dësem Projet.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engelen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Meris Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och ech wäert mech relativ kuerz faassen no deene ganz extensiven, prezisen Erklärunge vum Rapporter, deem ech och heifir Merci soen.

Et ass zimmlech alles gesot ginn. 2018 huet den Haut-Commissariat à la protection nationale de Stau als kritesch Infrastruktur klasséiert, wat eigentlech nach eng Kéier ënnersträicht, wéi fundamental wichteg déi Infrastruktur fir eist Land ass, fir d'Drénkwaasser, mee och fir den Héichwaasserschutz.

Mat dësem Projet schafe mer d'Garantie vun der Sécherheet vum Stau am Fall vun enger „crue décamillénale", also engem all 10.000 Joer virkommenden Héichwaasser, wat – dat muss een awer och vläicht ënnersträichen – wierklech en Extreem ass, deen hoffentlech net antrëfft, mee mat deem mer am Kontext vun der Klimakris trotzdeem musse rechnen a wou mer mussen déi néideg Preventioun maachen, wat mer jo heimadder maachen.

Mir maachen hei och eng Erhéijung vun der Retentiounscapacitéit, verbesseren d'Héichwaasserschutzfunktioun vum Stau, notamment awer och fir d'Uertschaften Esch-Sauer a Béiwen. Dëse Projet de loi ënnersträicht nach eng Kéier, wéi essenziell wichteg et ass, dass mer och Investitioune maachen, fir eist Land méi resilient ze maachen. An dat heiten ass ganz sécher esou eng Investitioun, déi eist Land méi resilient mécht an eis Matmënsche besser schützt virun de Gefore vun der Klimakris.

Dowéinst sinn déi Sue gutt investéiert a mir wäerten deen heite Projet matstëmmen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic. Den Här Ben Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Ech hale mech net kuerz.

Also, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Staumauer zu Esch am Lach ass vu strateegescher Wichtegkeet fir eist Land. Des Weideren ass de Stauséi eng wäertvoll Plaz fir d'Erhuelung an eng wichteg Naturreserv, déi zur Biodiversitéit vun eiser Natur bäidréit.

Mir wëssen alleguerten, wéi wäertvoll Drénkwaasser fir eng Gesellschaft ass, an dass mir zu Lëtzebuerg eng immens Chance hunn, dass mir als klengt Land d'Méiglechkeet hunn, waassertechnesch onofhängeg ze sinn.

Dëse Projet weist awer och, wéi deier d'Konsequenze vum Klimawandel sinn. Haut investéiere mer, fir déi schlëmmsten Zenarioen am Fall vun Iwwerschwemmungen ze verhënneren. Ech erënneren do un déi verschidden Iwwerschwemmungen, déi verschidde Géigenden hei am Land an de leschte Jore mat erlidden hunn.

Mir Piraten begréissen dofir dës Preventiounsmoossnamen a mir soen och, dass et domadder eleng net duergeet. Hei eng kleng Klammer: Zanter Jore froe mir schonn, dass d'Regierung endlech och e Fong fir Naturkatastrophen hei am Land soll opstellen. Well mam Klimawandel wäert et derzou kommen, dass et leider ëmmer méi zu Naturkatastrophen oder ongeplangte Wiedere wäert kommen.

Mir sollten als Politick dofir virausschauend schaffen an eis op déi schlëmmsten Zenarien astellen. Dofir sti mir och weiderhin dofir, dass mer Sue fir schwéier Zäiten elo schonns op d'Säit leeën, eebe fir herno e Preventiounsfong géint Naturkatastrophen ze hunn. Eng Fuerderung, déi iwwregens och vun der Cour des comptes ugerode gouf.

Elo awer zeréck zur Staumauer. Haut solle mer eisen Accord gi fir ronn 100 Milliounen Euro, fir d'Infrastrukture ronderëm de Stauséi iwwert déi nächst Joerzéngten ze verbesseren. Mir sinn eis bewosst: Dat si vill Suen, mee et ass en Invest, dee muss gemaach ginn, well op laang Siicht ass eist Drénkwaasser domadder ofgeséchert a mir schützen domadder d'Uertschaften an d'Mënsche ronderëm de Stauséi.

Et ass e wichtegen Invest fir d'Sécherheet, deen de Leit zu Béiwen, Esch am Lach ewéi och an den aneren Uertschafte ronderëm de Stauséi eng gewësse Planungssécherheet wäert bidden. All Su, dee mer an

d'Ofsécherung vun eisen natierleche Ressourcë souwéi d'Sécherheet vun de Mënsche stiechen, ass e gutt Investissement. Dofir wäerte mir natierlech och eisen Accord ginn zu dësem Projet vun haut.

Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir wäerten dee Projet matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. An dann ...

**Plusieurs voix** | A! Très bien!

*(Interruptions et hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ok, wa mer eis calméiert hunn, da kann ech der Madamm Ministesch d'Wuert weiderginn.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci. An e grousse Merci fir déi grouss a breet Zoustëmmung, dem Rapporteur fir seng ganz inspiréierend an detailléiert Expertis, déi en hei mat eis gedeelt huet. E grousse Merci.

Et ass effektiv mat dësem Projet, wéi vill Deputéiert heibanne gesot hunn ..., et ass e wichtegen Invest an eis Infrastrukturen. Et ass e wichtegen Invest an d'Resilienz vun eisem Land. Mir wëssen, de Stau ass an de 50er-Jore gebaut ginn, 35 Joer drop sinn Aarbechten dru gemaach ginn. Elo si mer nach eng Kéier 35 Joer drop. Also et ass wierklech un der Zäit. Dofir soen ech Iech Merci, dass Der dësen Invest an d'Sécherheet vun dëser wichteger Infrastruktur matdrot.

An och nach eng Kéier merci fir déi exzellent Zesummenaarbecht an der Kommissioun. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister. Domat ass d'Diskussioun fir dëse Projet ofgeschloss.

A mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8263. Den Text steet am Document parlementaire 8263[2].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8263 et dispense du second vote constitutionnel***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen. Domat ass dëse Projet mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Luc Emering), Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 9. 8264 – Projet de loi relative à la construction et à l'équipement d'un bâtiment abritant une auberge de jeunesse et une structure administrative multifonctionnelle au pôle d'échange multimodal à Ettelbruck

A mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dem Projet de loi 8264 iwwert de Bau vun enger Jugendherberg a vun enger Verwaltungsstruktur zu Ettelbréck. D'Riedezäit ass nom Basismodell. Ageschriwwen hu sech schonn: den Här Charel Weiler, den Här Yves Cruchten, den Här Jeff Engelen, den Här Meris Sehovic, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. An d'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fernand Etgen. Här Etgen.

***Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics***

**M. Fernand Etgen** (DP), rapporteur | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, eng vun den Zilsetzunge vun enger Jugendherberg ass d'Förderung vun engem sozialen a sportlechen Tourismus, besonnesch fir Kanner, Jugendlecher a Familljen.

Egal wéi een Alter, Hierkonftsland, Kultur oder Relioun, jiddereen ass an enger Jugendherberg wëllkomm. Och Natur- an Ëmweltschutz ass hei eng Häerzensugeleeënheet. Hei fënnt ee Gemeinschaftsraim, déi fir jiddereen zougänglech sinn, wou een eng gemittlech, aluedend, geselleg a gaaschtfrëndlech Atmosphär virfënnt. Ideal, fir sech mat gläichgesënnten Touriste vun allen Horizonten ze treffen an auszetauschen.

An et sinn dës Objektiver, deenen de Projet mam Bau vun enger neier Jugendherberg op der moderniséierter Gare zu Ettelbréck versicht, gerecht ze ginn.

Den Exposé des motifs war schonn drop agaangen: Den Ettelbrécker Carlo Hemmer war de Pionéier vun der Lëtzebuerger Jugendherbergsbeweegung an hie wier sécherlech frou, haut d'Ëmsetze vun dësem Projet dierfe matzeerliewen.

Aus dem Exposé des motifs geet och ervir, datt ee vun engem strateegesche Kompass ka schwätzen, wann een all d'Projete ronderëm déi Ettelbrécker Gare kuckt, déi elo mam Bau vun enger neier Jugendherberg an engem Verwaltungsgebai als Pôle d'attraction ausgebaut an als Startpunkt fir Besichtegungen a Reesen duerch den Norde vum Land an d'Regioun nach méi attraktiv gëtt.

Et kann ee soen: Et ass en éiergäizege Kompass, deem seng Nol kloer a Richtung Nordstad weist. Hei gëtt e Pôle d'échange multimodal geschafen, wou de Gäscht, besonnesch deenen aus dem méi noen an dem méi wäiten Ausland, eng grouss Panoplie un Aktivitéiten an eng gutt Offer am Kader Reesen ugebuede gëtt.

Zuch, Bus, Auto, Vëlo a Foussgänger fannen hei hir Plaz. Mat engem Shared Space, ëffentleche Plazen, neier Restauratioun an enger Panoramaterrass mat Vue iwwert den Nordstadraum gewënnt d'Regioun nach emol un Attraktivitéit.

Et louch also op der Hand, op dësem Pôle d'échange eng Jugendherberg ze bauen. D'Nordstad huet mat hirer touristescher, kultureller, sportlecher a kommerzieller Offer vill ze bidden. Dobäi kënnt, datt den Tourismus am Éislek sech positiv entwéckelt huet. E puer Stéchwierder hei: Natur-Aktivtourismus, Kulturtourismus, historeschen Tourismus, Business- a Kongresstourismus a last but not least eng diversifiéiert gastronomesch Offer.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen** (DP), rapporteur | Vun Ettelbréck, der Porte des Ardennes, aus weist de Kompass ëmmer magnéitesch no Norden. Alles dëst gëtt och am Projet de loi 8264 berücksichtegt. Gutt Verbindunge mam gratis ëffentlechen Transport zu de Wanderweeër wéi dem Lee Trail oder dem Éislek Trail, si matageplangt.

Och de Cyclotourismus gëtt weider berücksichtegt. De Reseau vun de Vëlospisten ass gutt ugebonnen, ob dat elo a Richtung Lëtzebuerg, Iechternach, Veianen oder d'Atertlinn ass. Net ze vergiessen, d'Ubannen un déi grouss Vëlosstroosse RAVeL a Vennbahn wéi och un dat däitscht Vëlosnetz.

Déi nei Auberge de jeunesse bitt da selbstverständlech och Wanderen an Touren ouni Gepäck un a Kooperatioun mam Service MoveWeCarry.

Am Text geet rieds vun engem reellen Atout, an effektiv, déi nei Jugendherberg wäert neit Liewen op d'Gare bréngen an de Garer Quartier dynamiséiere mat enger Multitude vun Aktivitéitsméiglechkeeten a verschiddene Reuniounssäll, déi och dem Ettelbrécker Gesellschaftsliewen zegutt kommen.

D'Auberge zu Ettelbréck ass eng vum Typ Urban City Hostel, en Erfollegskonzept, wéi mer et aktuell scho vun der Stad Lëtzebuerg a vun Esch aus kennen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen Iech zwar just de Rapport iwwert dëse Projet, mee Dir héiert sécherlech eraus, datt ech meng Begeeschterung fir dës nei Jugendherberg schlecht verstoppe kann.

*(Hilarité)*

Déi selwecht Begeeschterung hunn ech awer och fir déi geplangt Structure administrative multifonctionnelle.

Schonn 2015 huet d'Regierung d'Decisioun geholl, sou eng Struktur am Kader vun der Realisatioun vum Pôle d'échange multimodal vun der Ettelbrécker Gare ze realiséieren. Dëst an der Logik, eng konsequent Dezentralisatioun vun de staatleche Servicer unzestriewen, do wou et Sënn mécht.

Et gëllt, e Gesamtkonzept fir all Administratiounen a staatlech Servicer am Raum Nordstad opzestellen, dëst, fir dem Bierger e beschtméigleche Service kënnen ze bidden.

Mat dësem Projet de loi gëtt nach emol bewisen, datt de Wëllen do ass, an d'Infrastrukture vun der Nordstad ze investéieren. E staarkt Signal, fir op der Plateforme multimodale sou eng Struktur ze realiséieren a sou déi urbanistesch Entwécklung vun dësem Quartier substanziell ze valoriséieren.

De Bauprogramm léisst sech weisen: 120 Better, zwee grouss multifunktionell Reuniounssäll, sechs méi klenger, Stellplaze fir 60 Vëloen an esou weider. Ech géif mir erlaben, Iech hei net alles opzezielen, ...

**Plusieurs voix** | O nee!

*(Interruptions)*

**M. Fernand Etgen** (DP), rapporteur | ... mee Dir fannt de Rescht wéi ëmmer am schréftleche Rapport.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dot Iech keen Zwang un!

*(Hilarité)*

**M. Fernand Etgen** (DP), rapporteur | Ugeduecht ass och en optimalen Zougang fir Foussgänger, Vëlosfuerer a fir déi, déi mam Zuch a Bus fueren. De Projet soll Synergië schafen zwëschent alle concernéierte Parteien an derzou bäizedroen, en neit, modernt Bild vum Quartier ze definéieren. Dëst duerch eng Zesummenaarbecht tëschent souwuel deenen ëffentleche wéi och deene privaten Acteuren.

Ech hat e schonn ugeschwat: deen neie Restaurant. Als Deel vun der Jugendherberg bleift en awer net nëmmen de Clientë vun der Auberge virbehalen, mee ass och fir de grousse Public op a bitt jidderengem d'Méiglechkeet, regional a saisonal Produkter ze konsomméieren.

*(Interruption)*

D'Plattform mat hirer exceptioneller Vue iwwert d'Däller vun Uelzecht, Sauer a Wark ass iwwert dat ganzt Joer fir d'Benotzer vum Gebai an och Visiteure vu baussen op.

De Choix vun de Materialie vum aachtstäckege Gebai entsprécht de Krittäre vu gudder Resistenz, dem Alterungsprozess, si sinn ekologesch, recyclabel, si brauche just e liichten Ënnerhalt a si si konform mam Concept énergétique.

Besonnesch flott ass hei, datt gekuckt gëtt, e Maximum vun natierlechem Liicht ze garantéieren, souwuel fir d'Reuniounssäll wéi och fir d'Büroen an d'Schlofzëmmer, duerch héich verglaaste Fënsteréffnungen ouni Fënsterstuerz.

*(Hilarité)*

D'Gebai charakteriséiert sech duerch de Respekt vun den Nohaltegkeetsprinzippien an d'Schounung vun de Ressourcen. D'Begréngung soll eng positiv Influenz op de Mënsch an d'Akzeptanz vum Gebai hunn, mee sech och positiv op d'Mikroklima am stättesche Milieu auswierken.

**Une voix** | Wéi eng Planzen?

**M. Fernand Etgen** (DP), rapporteur | De Projet, deen iwwert dem Stroossentunnel gebaut gëtt, ass besonnesch, wat de Génie civil ubelaangt, eng grouss Erausfuerderung wéinst der Komplexitéit vun der Statik. D'Bauzäit dauert ongefëier véier Joer. De Käschtepunkt däerf de Gesamtbetrag vun 63.400.000 Euro net iwwerschreiden.

De Projet ass den 29. Juni 2023 vum deemolege Mobilitéits- an Travaux-publics-Minister François Bausch an der Chamber deposéiert ginn. Mir hunn de Projet den 21. Mäerz 2024 an der Chamber vu kompetente Leit presentéiert kritt. Den Avis vum Staatsrot vum 10. Oktober 2023 huet eis gebieden, souwuel den Intitulé wéi och den Dispositif vum Projet liicht ze änneren. Deem si mer an der Kommissioun och nokomm.

Dëst gesot, verweisen ech fir weider Detailer op de schréftleche Rapport an d'Dokumenter zu dësem Projet. An ech ginn dann och gläich den Accord vun der Demokratescher Partei a soen Iech villmools Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen Iech villmools Merci, Här Etgen, fir Äre schréftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Charel Weiler. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

*(Brouhaha)*

***Discussion générale***

**M. Charel Weiler** (CSV) | Merci, Här President. Et ass net evident, no esou enger enthusiastescher Ried hei op d'Riednerpult ze kommen, mee erlaabt mer awer dës Kéier, dem Rapporter Merci ze soen. Hien huet dat op eng exemplaresch Aart a Weis gemaach.

Här President, ech mengen, mat dësem Text gi mer de Feu vert fir e wichtege Projet fir d'Nordstad. De Staat baut eng nei Jugendherberg zu Ettelbréck, déi dem Tourismus an der Nordstad an awer och doriwwer eraus der Regioun wäert guttdoen. Fakt ass, dass mer an eiser Regioun e Manktum un touristeschen Ënnerbréngungen hunn, an de Bedarf gëtt awer ëmmer méi grouss, soudatt et extreem wichteg ass an noutwendeg ass, datt déi Offer elo zu Ettelbréck ugebuede ka ginn.

Dës Jugendherberg bréngt ganz sécher eng nei, eng dynamesch Clientèle an d'Regioun. Et entsteet heimadder och e Reseau vu Jugendherbergen tëscht Esch, der Stad an Ettelbréck, wat den Touristen och erméigleche wäert, a kuerzer Zäit e groussen Deel vun eisem Land kënnen ze besichen. Si ass zentral geleeën a gutt un den ëffentlechen Transport ugebonnen a bréngt domat u sech och déi ideal Viraussetzunge mat.

Et wäert mat Sécherheet och zu enger Neibeliewung vum Quartier Gare zu Ettelbréck kommen, wat och extreem wichteg ass, fir deene Problemer a Suergen entgéintzewierken, déi déi Gemengeverantwortlech awer op där Plaz hunn. Et wäert och eng nei Dynamik fir de Commerce an d'Gastronomie entstoen, wat méi wéi ze begréissen ass.

Et entstinn och Büroe fir d'Services conventionnés vum Staat. Dës Büroe kënne vun der direkter Lag op der Ettelbrécker Gare an dem Multimodalpol, deen do entsteet, profitéieren. Nei a wichteg Aarbechtsplaze wäerten entstoen an d'Jugendherberg wäert och eng Clientèle unzéie mat enger méi staarker Kafkraaft, wéi dat vläicht bis elo de Fall war.

En anere wichtege Punkt ass, dass dëst Gebai d'Nordstad als e wichtegen administrativen Hub fir den Norde vum Land etabléiere wäert, wat och e wichtegt Zeechen no baussen ass. Et gëtt eppes fir d'Dezentraliséierung gemaach, e ganz wichtegt Element, an deem mer an Zukunft nach weider Efforte mussen a kënne maachen.

Eng Attraktioun – dat hate mer an der Kommissioun och emol esou festgehalen – wäert mat Sécherheet natierlech d'Panoramaplattform uewen um Daach vum Gebai sinn, wou ee quasi bis op Dikrech gesäit an déi souwuel fir d'Leit, déi d'Gebailechkeete benotzen, wéi och fir extern Leit zougänglech wäert sinn. Och dat wäert eng Attraktioun ginn.

Summa summarum e gudden a wichtege Projet fir den Norden. Här President, ech ginn heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weiler. An dann ass et um Här Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Nodeems de Rapporter dee Projet hei esou gutt erklärt huet, mee virun allem huet en e sou schéin erklärt, dass mer alleguerten heibanne Loscht kritt hunn, fir deemnächst eng Kéier, wa se da bis steet, Vakanz zu Ettelbréck ze maachen an eng Kéier déi Jugendherberg do ze besichen, selbstverständlech och de Restaurant.

Mee ech mengen, Här Rapporter, Dir hutt dat sou gutt gemaach, dass ech fannen, d'Regierung sollt sech iwwerleeën, Iech an d'Ausland ze schécken op Touristefoiren, fir do Promotioun fir d'Lëtzebuerger Land ze maachen. Ech mengen, mir kéinten déi Touriste guer net méi packen, déi Der eis géift alleguerten ulackelen.

*(Exclamations et hilarité)*

Mee de Geck an den Eck, ech ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | An de Burma bei d'Tigeren.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Ech géif awer gären nach eng Kéier betounen hei, dass och d'LSAP der Meenung ass, dass dat heiten e wichtege Projet ass. Déi Ettelbrécker Jugendherberg an och déi dorunner hänkend administrativ Gebailechkeete gehéieren zu enger ganzer Rei Projeten, fir dee Quartier vun der Gare zu Ettelbréck ze redynamiséieren. A mat dësem wichtege Projet fir Ettelbréck, awer och doriwwer eraus – et ass scho gesot ginn, fir déi ganz Regioun, fir d'Nordstad –, sollen dann nei Touristen ugezu ginn. An dat ass jo och dat, wat mer wëllen. Mir wëlle jo och eng Form vun deem méi nohaltegen Tourismus. Déi Leit, déi wëllen och d'Natur entdecken. An do si se da gutt opgehuewen.

Dat heiten ass e wichtegt Stéck vun engem Gesamtpësel, dee sech nennt „Visioun 2035 fir d'Nordstad", a mir si ganz frou doriwwer als LSAP, dass mer elo hei zu Lëtzebuerg dann, wann ech dat richteg gezielt hunn, eng zéngte Jugendherberg wäerte kréien an eng 120 weider Better wäerte schafen.

An dofir verdéngt dee Projet, deen hei 60 Milliounen, mengen ech, kascht an da gekoppelt mat deem vun der Gare nach eng Kéier 200 Milliounen ..., dat si gutt Suen, déi investéiert sinn an Ettelbréck, awer och doriwwer eraus an déi ganz Regioun. An duerfir verdéngt dat eis Zoustëmmung.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Cruchten. Den Här Jeff Engelen huet d'Wuert.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Bau vun enger Jugendherberg ass eng Beräicherung oder eng Vergréisserung vun der Offerte an all Raum, jee nodeem, wou se gebaut gëtt, a speziell hei an der Nordstad. Hei si jo 120 Better virgesinn a 35 Zëmmeren.

Ech mengen, och mat all deem, wat derbäigehéiert ... Dat muss een och soen: Restauratioun, Geschäfter, Büroen, ech mengen, dat gehéiert och haut alles ronderëm derbäi. Mee et muss een awer och soen, datt zanter 2004 keng esou eng Offerte méi hei an dësem Raum war. An duerfir, mengen ech, ass et bluttnoutwendeg, datt mer dat haut upaken.

Hei ass déi zéngt Jugendherberg, déi mer hei am Land haut hei stëmmen. Néng esou Strukturen hu mer nawell uechtert d'Land verdeelt. Am Raum vun der Nordstad ass dat ganz sécher eng positiv Entwécklung vun der Geschäfts- an och der Sportswelt. An ouni den Tourismus ze vergiessen: de Start vum Lee Trail oder vum Eislek Trail ass och hei ginn. Et gëtt zwar och am Rapport de cyclotourisme erwäänt, mee ech mengen, do musse mer nach e bësse waarden, ier déi Reseaue komplett fäerdeg sinn. Déi sinn nach net grad all fäerdeg.

Am Norden hu mer dann och zwou Jugendherbergen, wat ze begréissen ass: eng zu Lëlz an eng zu Veianen. An da wéilt ech dann opgräifen, wat den Här Rapporteur gesot huet. En huet gesot gehat: „De Kompass weist magnéitesch an den Norden." An ech mengen, da wier et och logesch, datt, wann en an den Norde

weist, mer do iergendwou am Klierfer Eck och nach eng Jugendherberg kéinte packen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech ginn den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engelen. Här Sehovic, et ass un Iech.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Rapporter huet vum „strateegesche Kompass" geschwat, dee Richtung Norde weist, wat, mengen ech, legitimm ass, vu dass mer jo hei eigentlech dat musse kucken am Kontext vun insgesamt dräi Finanzéierungsgesetzer an dräi groussen Infrastrukturprojeten, déi mer zu Ettelbréck realiséiere wëllen: eng Kéier de Pôle multimodal an d'Gare mam entspriechende Finanzéierungsgesetz, dann de Stroossebauprojet mam Tunnel ënnert der Gare, dee soll entstoen, an dann, drëttens, eeben dee Projet de loi, dee mer haut hei virleien hunn, mat der Jugendherberg a mat der administrativer Struktur.

„Strateegesche Kompass fir den Norden", seet de Kolleeg Fernand Etgen. Vläicht fir meng Kolleeginnen a Kolleegen op der rietser, op menger rietser Säit, och éischter d'infrastrukturell helleg Dräifaltegkeet fir den Norden. Bref, all d'Weeër féieren an d'Nordstad.

Positiv ervirzeträichen ass dëse Projet, well en, mengen ech, der Nordstad an der ganzer Regioun op ganz villen Niveauen eppes bréngt: eng besser Mobilitéit, e besseren ëffentlechen Transport, en ass gutt fir den Tourismus- a fir de Horeca-Secteur, gutt och ganz sécher fir d'ekonomesch Entwécklung vun der Regioun, Stéchwuert MICE-Tourismus, Stéchwuert awer och administrativ Servicer vum Staat, déi sech do an Zukunft da kéinten usidelen.

En ass awer och positiv ervirzeträichen – an dorop wëll ech kuerz agoen – wéinst dem Innovatiounscharakter, deen och hei de bauleche Projet eigentlech mat sech bréngt, souwuel wat d'Architektur ugeet, wéi awer och de Choix vun de Materialien. Den Här Rapporter huet dat schonn zum Deel ervirgestrach. Mir schaffe mat vill Holz. Mir hunn eng Fotovoltaikanlag um Daach. Dat ass net besonnesch innovativ, mee, vill méi innovativ, och eng PV-Anlag, déi op der Fassad soll entstoen. Dat ass ganz innovativ a ganz begréissenswäert. Zwar net déi alleréischt, mir hunn zu Esch dat éischt Gebai mat enger Fassade-PV-Anlag, mee dat ass ganz sécher eng Entwécklung, déi weider ze maachen ass.

Um Niveau vun der Heizung soll gehëtzt gi mat Geothermie, wat wierklech innovativ ass, vill Gréngs, souwuel wat d'Alentouren ugeet wéi och d'Fassad, an dann am Endeffekt eng Architecture circulaire mat engem Materialpass fir dat Gebai, wou eigentlech séchergestallt gëtt, dass all déi Materialien, déi an deem Gebai wäerte verbaut ginn, um Liewensenn vun deem Gebai eng Kéier an Zukunft, a wäiter Zukunft, wäerte kënne recuperéiert ginn. Dat ass eng gutt Nouvelle.

Et ass eng technesch Erausfuerderung, op déi ech gespaant wäert kucken, well mer effektiv hei e grousst Gebai bauen, op engem Tunnel an op enger Busgare. An deem Sënn e ganz spannende Projet a gutt investéiert Suen.

Ech géif mer vläicht eng Fro erlaben un d'Madamm Ministesch, ob et mëttlerweil eigentlech méi konkreet Iddie gëtt, wéi eng Servicer an Zukunft sollen an där administrativer Struktur beherbergt ginn.

A fir de Rescht soen ech Merci an ech ginn den Accord vun deene Grénge fir dee Projet. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic. Här Ben Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Et wäert och elo keng grouss Iwwerraschung sinn: No där exzellenter Presentatioun vum Rapporter wäerte mir ganz sécherlech dëse Projet matstëmmen.

Et gëtt eng Plaz, wou mir eist schéint Éislek, eis Traditiounen an d'Vitrinn kënne stellen. Den Tourismus bréngt Mënsche vu verschiddene Kulturen zesummen, e féiert oft zu Frëndschaften iwwert d'Lännergrenzen eraus. Den Tourismus an d'fräit Reesen ze ënnerstëtzen ass deemno och en europäesche Friddensprojet. Dës Jugendherberg wäert derfir suergen, dass am Endeffekt méi Leit aus der ganzer Welt och den Norde vun eisem schéine Ländche kennelëieren.

De Projet mécht awer och wirtschaftlech Sënn. Mir schafen eng modern Offer fir Iwwernuechtungsméiglechkeeten, och fir d'Touristen am ënneschte Präissegment, fir déi en Hotel ze deier ass oder déi eng Alternativ sichen an net onbedéngt op e Camping wëlle goe fir ze iwwernuechten.

Flott ass och ze gesinn, dass mer dësen Invest am Norde vun eisem Land maachen, well den Tourismus der Regioun an der lokaler Wirtschaft zegutt wäert kommen. Dir kënnt Iech jo virstellen, dass mir dës Regioun besonnesch wichteg ass.

An hoffentlech suergt dës nei Offer un Zëmmeren derfir, dass d'Touriste méi wéi eng Nuecht hei uewen am Land iwwernuechten an hir Suen dann och hei a flotte lokale Betriber wäerten ausginn.

De Bauprojet ass natierlech net geschenkt. Ronn 60 Milliounen Euro si fir dëse Site virgesinn. Wann ee vergläicht, virun zéng Joer – wéi scho vu mengem Virriedner gesot – gouf zu Esch bei der Gare och esou eng Jugendherberg gebaut. Wann een elo Biller kuckt, ass dat relativ identesch vum Projet hier. Mir hunn e bëssen an den Archiven nogesicht, an dës Jugendherberg hat deemools ronn 12 Milliounen Euro kascht. Souguer wann een d'Inflatioun do darechent, gesi mer, dass d'Jugendherberg zu Ettelbréck ronn dräimol esou deier gëtt wéi déi zu Esch.

Dëse Montant war eis am Ufank e bëssen iwwerdriwwe virkomm an en huet eis och e bësse skeptesch gemaach. Mir hunn dëst awer an der Kommissioun ugeschwat a mir kruten och als Erklärung, dass hei net nëmmen de Bau vun der Jugendherberg geplangt ass, mee dass eeben och eng grouss Infrastrukturaarbecht muss gemaach ginn, wou dee ganzen Terrain muss ënnertunnelt ginn, an dat erkläert dann och déi héich Käschte vun dësem Projet.

Nichtsdestotrotz bleift et an eisen Aen e gudden Invest, deen der Regioun iwwert déi nächst Joerzéngten erhale bleift. An dowéinst, soen ech nach eng Kéier, wäerte mer dëse Projet an deem Kontext matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Dann ass et um Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Eng Jugendherberg bei der Gare zu Esch, eng Jugendherberg elo geschwë bei der Gare zu Ettelbréck, als Stater gëtt een esou lues neidesch. Mee mir wäerten trotzdeem dee Projet matdroen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Domat war d'Lëscht vun eise Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Madamm Minister.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci och vu menger Säit, och merci dem Rapporter fir säin Enthusiasmus fir dëse flotte Projet, wou mer wierklech alles zesummebréngen, wat Tourismus ass an eisem Land, haaptsächlech am Norde vun eisem Land, och wat d'Accessibilitéit ugeet, och fir eng méi jonk Clientèle, an natierlech d'Mobilitéit. Ech ginn net nach eng Kéier op all déi Detailer an, déi Verschiddener vun Iech scho mentionéiert hunn.

D'Bauzäit soll dräi an en halleft Joer sinn, dat ass elo e puermol mentionéiert ginn. Et war hei rieds, dass eng Panoramaterrass wäert gebaut ginn, vläicht kéinte mer eis da Rendez-vous ginn an dräi an engem hallwe Joer, fir op där Panoramaterrass e Patt huelen ze goen.

Ech wëll och vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir fir dëse Projet, mee och fir déi lescht, wou mer och esou eng grouss Zoustëmmung vun der Chamber gesinn hunn, de Verwaltunge Merci ze soen – déi och deelweis hei uewe sëtzen – fir déi vill Aarbecht, an och de Kolleeginnen a Kolleegen am Ministère, déi un dësem Projet matgeschafft hunn.

Déi Fro, déi vum Här Sehovic gestallt ginn ass, wat d'administrativ Servicer ugeet, do ass elo nach keng Decisioun geholl. Do gëtt gewaart, wat d'Besoine vum Staat le moment venu dann nach sinn.

Mee ech soen Iech Merci fir déi grouss Zoustëmmung.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet ofgeschloss.

A mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8264. Den Text steet am Document parlementaire 8264[2].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8264 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen zu dësem Projet. Domat ass dëse Projet mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Fernand Etgen), Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par Mme Taina Bofferding), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vott?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 10. 8283 – Projet de loi relative à l'adaptation du projet de construction relatif à l'aménagement du Boulevard Raiffeisen et du Boulevard Kockelscheuer dans le cadre de la construction du réseau routier du Ban de Gasperich

An da komme mer zum nächste Punkt um Ordre du jour, de Projet de loi 8283 iwwert d'Adaptatioun vum Budget fir de Bau vum Verkéiersnetz vum Ban de Gasperich. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Yves Cruchten, den Här Jeff Engelen, den Här Meris Sehovic, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet, d'Madamm Corinne Cahen.

***Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics***

**Mme Corinne Cahen** (DP), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 8283 ass am Fong net immens laang. Ech wollt mech och kuerzfaassen, mee meng zwee Virrapportere waren esou explizitt a genee op hire Projeten, dass ech deen hei elo natierlech awer och wëll e bësse méi am Detail erklären, well ech wëll jo deenen an näischt hannendru stoen.

Den eigentlechen initiale Projet, an deem et ëm de Stroossereseau am Ban de Gasperich geet, gouf mam Gesetz vum 16. Dezember 2010 gestëmmt. De Projet – soi-disant déi eenzel Etappen – gouf deemools a véier Bléck gespléckt. Déi éischt Baggere sinn dunn 2013 gerullt.

Mam Gesetz, dat mer haut stëmmen, soll de Budget vum Amenagement vum Boulevard Raiffeisen an dem Boulevard Kockelscheier, also dem Projet Ban de Gasperich, erhéicht ginn, dëst ëm eng weider 6.550.000 Euro. Dat si 5,87 % méi wéi den urspréngleche Montant, dee geplangt war. An dofir musse mer dat haut och esou stëmmen.

Erlaabt mer dann, wéi gesot, nach eng Kéier e bëssel-chen awer an den Detail ze goen, wuel wëssend, dass et net ganz evident ass, dat heiten ze erklären. An ech géif och direkt dann op de schréftleche Rapport verweise fir all weider Prezisiounen.

Also, den éischte Lot ass de Reamenagement vun der N4 tëschent der Kräizung Rue Plantin/Rue Verte an dem Rond-point beim Gamm Vert, der Rue Raiffeisen tëschent dem Rond-point Gamm Vert an dem Echangeur Hesper gradewéi der nërdlecher Partie vum Boulevard Kockelscheier tëschent der Rue Raiffeisen an der Autobunn A6.

Den zweete Lot ass deen tëschent dem Boulevard Kockelscheier an der A6.

Déi éischt Phas vum Lot 3 ass verbonne mam Süddeel vum Boulevard Kockelscheier aus dem zweete Lot a geet iwwert d'A6 um Niveau vum Gasperecher Kräiz iwwer eng Bréck, déi heescht OA17. An der zweeter Phas gëtt de Boulevard Kockelscheier da verbonne mat der N4 an dem CR186 op der Säit vun der Kockelscheier.

Iwwer all déi Joren – et sinn der jo 14 bis elo, an dat sinn der jo scho jett – huet de Projet natierlech evoluéiert an en huet mussen adaptéiert ginn.

2014 zum Beispill koum d'Planung vum Tram derbäi. Do goufen dunn och Schinne virgesinn. Natierlech hunn dunn och d'Ekipementer vun der Bréck mussen deementspriechend adaptéiert ginn.

Do dernieft goufen och zousätzlech Vëlospiste geplangt. Nieft deenen, déi ugangs virgesi waren, gouf nach eng Verbindung geplangt tëschent dem Ban de Gasperich an dem Houwald. An och e Vëlosexpresswee mat zwee Tunnellen, déi nëmme fir d'Cycliste virgesi sinn, gouf eeben du matgeplangt.

Aner Changementer, déi am Laf vum Projet bäikoumen, sinn eng Ännerung vum Tracé vun der Strooss, fir dem neie Stadion Rechnung ze droen, d'Adaptatioun vun der Kräizung N4/CR186/Boulevard Kockelscheier oder nach weider Busspueren op der Escher Strooss.

Aus all deenen Ursaachen, an och wéinst der Erhéijung vun der TVA am Januar 2015, muss déi Rallonge budgétaire par rapport zum Gesetz vum 16. Dezember 2010 haut gestëmmt ginn.

De Projet 8283 gouf den 20. Juli 2023 vum deemolege Minister François Bausch deposéiert. Den Avis vum Staatsrot koum den 10. Oktober 2023. An eis Ministesch, d'Yuriko Backes, huet ons de Projet den 8. Februar an der Chamberskommissioun virgestallt. De Rapport gouf den 29. Februar ugeholl an ech gouf dann och zum Rapporter hei genannt. All d'Detailer fannt der, wéi ech scho gesot hunn, natierlech am schréftleche Rapport.

An domadder géif ech Iech da Merci soe fir d'Nolauschteren a géif och schonn den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei. Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Cahen, fir Äre schréftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Paul Galles. Här Galles.

***Discussion générale***

**M. Paul Galles** (CSV) | Jo, merci villmools, Här President. A merci och fir all déi Informatiounen, déi mer elo schonn iwwert de Rapport kruten. Dofir maachen ech et och ganz kuerz.

Also, et ass jo e Beräich, dat ass eis alleguerte bewosst – mir kennen en –, an deem an deene leschte Jore jo ganz vill gebaut an ëmgebaut ginn ass, an deene 14 Joer, säitdeem en hei gestëmmt ginn ass. An et gëtt och ëmmer méi en neuralgesche Punkt vun eiser Mobilitéit. Et ass zumindest den Accès bezéiungsweis d'Verbindung tëschent der Stad engersäits an dann natierlech dem Süden, dem Südweste vum Land anerersäits. Do leeft elo ganz villes iwwert deen dote Beräich. Dat wëssen déi vun Iech, déi do reegelméisseg ënnerwee sinn.

Deen heite Rallongement, et ass u sech just e Rallongement, erkläert sech, an et ass scho gesot ginn, virun allem duerch déi dräi Geschichten, déi dräi Saachen: dass den Tram derbäikomm ass, deen elo bis op d'Kockelscheier fiert, d'Upassung vun der Kräizung beim Stade de Luxembourg an dann – an ech freeë mech awer natierlech doriwwer ganz besonnesch – déi extra Vëlospisten, déi do nach derbäikomm sinn an déi och ganz wichteg sinn, well et e Punkt ass, wou d'Vëloen eebe sécher mussen driwwer ewech kommen, well et eng immens grouss Kräizung bezéiungsweis en immens grousse Beräich ginn ass. Voilà!

Alles dat si gutt Grënn, fir deen heite Rallongement ze ënnerstëtzen. An dofir soen ech dann och vun eiser Fraktioun hier eisen Accord. Merci villmools.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Galles. An dann ass d'Wuert fir den honorabelen Här Yves Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Ech ginn och den Accord vun der LSAP.

**Plusieurs voix** | A!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Cruchten. Här Engelen, et ass un Iech.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet am Fong geholl hei ëm eng budgetär Enveloppeerweiderung, well eenzel Aarbechten am Laf vun deene 14 Joer derbäikoumen. Et ass scho gesot ginn hei: Et war den Tram, d'Vëlospist ass geännert ginn an och eng Kräizung gouf geännert.

Domadder ginn ech den Accord vun der ADR zu dëser Prolongatioun vum Budget. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engelen. Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Jo, ech mengen, d'Depassementer sinn erkläert ginn. Se sinn alleguerten eigentlech fir eng gutt Saach, fir den ëffentlechen Transport a fir d'duuss Mobilitéit, gemaach ginn. An deem Sënn ass dat ze begréissen a mir wäerten de Projet matdroen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Och mir ginn eisen Accord.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir ginn och eisen Accord. Et deet ëmmer e bësse wéi, wann ee vum Ban de Gasperich schwätzt, well ech mengen, dee Quartier hätt kënne besser, vill besser, vill, vill, vill besser geplangt ginn, urbanistesch gesinn. Mee deen existéiert eeben elo an et soll een natierlech alles drusetzen, fir e mobilitéitspolitesch ze verbesseren. Et geet ëm den Tram. Ech freeë mech dann, datt d'ADR elo och hannert dem Tram steet. A mir musse weiderhin an den Tram investéieren, och an der Stad. An ech hoffen och, datt e weider wäert entwéckelt ginn, notamment op der Avenue de la Porte-Neuve, soubal de Stater Schäfferot erëm bei Sënnen ass.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Madamm Ministesch.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci. Ech kann Iech vergewëssseren, mir wäerte weider an den Tram investéieren! Mee elo op dëser Plaz, bei dësem Projet och der Chamber e grousse Merci fir d'Zoustëmmung zu dësem Projet, fir dass mer elo hei um Ban de Gasperich d'Aarbechte kënnen zur Satisfaktioun esou séier wéi méiglech ofschléissen.

E grousse Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet dann ofgeschloss.

A mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8283. Den Text steet am Document parlementaire 8283[2].

An ech wollt Iech drop hiweisen, datt am Artikel 4 de Punkt um Enn vum Saz feelt an deen elo muss derbäigesat ginn, fir datt dat och kloer ass.

*(Brouhaha)*

Da stëmme mer iwwert deen Text mat deem zousätzleche Punkt, mat där Ännerung also, of.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8283 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen. De Projet ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par Mme Stéphanie Weydert), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Max Hengel), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Fernand Etgen), Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par Mme Taina Bofferding), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Jeff Engelen), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 11. 8323 – Projet de loi relative au réaménagement et au remplacement de l'ensemble des infrastructures du champ de tir au Bleesdall

An da komme mer zum leschte Punkt vun dem Ordre du jour vun haut, dat ass de Projet de loi 8323 iwwert d'Finanzéierung vun der Sanéierung an dem Ersatz vun den Infrastrukture vum Schéissstand am Bleesdall. D'Riedezäit ass de Basismodell. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Charel Weiler, den Här Yves Cruchten, den Här Jeff Engelen, den Här Meris Sehovic, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporter, den Här Etgen.

***Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics***

**M. Fernand Etgen** (DP), rapporteur | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen: „Hat der Mensch eine Waffe, hat er auch ein Ziel."

*(Hilarité)*

D'Zil vun dësem Gesetz ass identesch mam Projet virdrun iwwert d'Militärlager um Waldhaff: Arméistrukturen, déi absolutt net méi zäitgeméiss sinn, deenen haitege Besoinen unzepassen a punkto Funktionalitéit. Si sinn net méi konform zu de legale Sécherheetsufuerderungen a wat d'Gesondheet op der Aarbechtsplaz ubelaangt. Och ginn et Virgabe vun der NATO fir d'Standarde vun engem militäresche Schéissstand.

Et geet ëm de Schéissstand, deen am schéinen, geschwongenen, déif ageschniddenen Dall vun der Blees un der Limitt vun der fréierer Gemeng Houschent an der Sektioun Groolje vun der Gemeng Pëtschent läit. E méi gëeegente Site opgrond vun der Topografie mat ideale Längten – 400 Meeter sinn hei gefrot – ass net ze fannen!

Esou wéi beim Projet vum Militärlager um Waldhaff wëll ech hei rappeléieren, datt de russeschen Aggressiounskrich an der Ukrain eis all Dag virun Ae féiert, wéi wichteg eng effikass, funktionell a reaktiv Arméi ass, fir d'Ofschreckungscapacitéiten um Niveau vun Europa an der NATO ze stäerken a fir eisen Engagementer do nozekommen.

D'Lëtzebuerger Arméi huet sech en ambitiéisen Investitiounsprogramm fir all seng Infrastrukture ginn. De Schéissstand am Bleesdall datéiert aus der Nokrichszäit a gëtt absolutt keng zefriddestellend Äntwert op déi verschiddenaarteg Funktioune vun enger zäitgeméisser Infrastruktur.

Dobäi kommen och déi technesch an déi baulech Defiziter. Et kann ee soen, datt déi besteeënd Installatioune vu Grond op an d'Viséier geholl gi sinn, fir datt wierklech am duebele Sënn vum Wuert kee Schoss méi no hanne ka lassgoen.

De komplette Reamenagement huet niewent dem Objektiv vun der Moderniséierung als Zil, enger ganzer Rei neie Paradigme Rechnung ze droen a méi Flexibilitéit fir militäresch Exercicer ze erlaben. Esou kënnen 30 Tireurë gläichzäiteg instruéiert ginn – virdrun d'Hallschent! –, an dat sinn Tireurë vu verschiddenen Niveauen, vum Ufänger bis bei den Elitteschützen.

Et geet och drëm, Sprengkierper, Granaten a Munitioun hei zu Lëtzebuerg kënnen ze zerstéieren. D'Gebailechkeete musse fir dës Ufuerderunge fit gemaach ginn.

Et ass mir wichteg ze soen, datt dëse Site och vun der Police grand-ducale a vun der Douanesverwaltung genotzt, also perfekt ausgelaascht gëtt. Esou erlaabt d'Shootinghouse dem Personal vun der Arméi an der Police et, eng Formatioun bannen an engem Haus ze ginn. De Shootingtower gëtt de spezialiséierten Elitteschützen optimal Trainingsméiglechkeeten. D'Zone de destruction erlaabt et, all Zorte vu Munitioun an akribescher Sécherheet ze zerstéieren, an en Ënnerstand Typ Bunker gëtt dem Service de déminage zousätzlech Sécherheet.

D'Gebailechkeete sinn der Topografie an dem Éisleker Landschaftsbild ugepasst. Et gouf ënner anerem och eng Etüd iwwert de Schall gemaach. D'Energiekonzept, d'Charakteristike vu banneschtem a bausechtem Material a besonnesch d'Resistenz wéi och den Alterungsprozess waren de Planungsleit fir eng gréng Infrastruktur wichteg.

De Projet gëtt an dräi Phase realiséiert. Opgrond vun der Spezifissitéit vu verschiddenen Aarbechten, an och wéinst dem Volume vu verschiddenen Aarbechten, ass eng Bauzäit vu 5 bis 6 Joer virgesinn. Et sinn Alternative gesicht ginn, fir wärend der Bauzäit weider déi néideg Formatioune kënnen ze garantéieren.

De Projet ass den 9. Oktober 2023 vum deemolege Mobilitéits- an Travaux-publics-Minister François Bausch, deen déizäit och Minister vun der Defense war, an der Chamber deposéiert ginn. Him gëllt eise Merci fir säin Engagement fir d'Cause vun der Arméi bei alle Projeten.

Mir hunn de Projet den 18. Januar 2024 an der Chamber vu kompetente Fachleit presentéiert kritt. Ech si Rapporter genannt ginn. Déi zwou zoustänneg Kommissiounen hunn de 7. Mäerz eng Descente op déi zwee Sitten, de Waldhaff an de Schéissstand am Bleesdall, gemaach a konnte sech iwwerzeegen, datt dës komplett Reamenagementer wichteg a bluttnoutwendeg sinn.

Den Avis vum Staatsrot vum 24. Oktober 2023 huet eis drop higewisen, datt bei Projete vun dëser Envergure déi prezis Affektatioun vun der Finanzenveloppe muss determinéiert ginn, an huet sech mat enger formeller Oppositioun mat der urspréngleche Denominatioun am Titel an am Artikel 1 net averstanen erkläert. D'Kommissioun huet dat agesinn an den Artikel 1 amendéiert.

Elo hat ech bal de Käschtepunkt vergiess. De Montant vun 71.450.000 Euro däerf net iwwerschratt ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet erlaabt et der Lëtzebuerger Arméi, hir Missiounen op nationalem an internationalem Plang esou auszeféieren, wéi dat an dëse mouvementéierten an turbulenten Zäiten ubruecht ass. Eis Arméi gëtt ëmmer erëm duerch hir Kohäsioun, Expertis a Professionalitéit vun hiren nationalen an internationale Partner héich appreciéiert.

D'Arméi passt sech den aktuelle politeschen, sozialen, militäreschen an technologesche Konditiounen un, fir d'Erausfuerderunge vu muer kënnen ze meeschteren.

Eng demokratesch Gesellschaft ass verflicht, hiren Zaldote beschtméiglech Infrastrukturen a Material zur Verfügung ze stellen. E kollektive Merci gëllt allen, déi un dësem Projet, egal op wéi eng Manéier, matgeschafft hunn.

Ech wëll dann och gläich den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet ginn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Rapporter, fir Äre schréftlechen a mëndleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Charel Weiler. Här Weiler.

***Discussion générale***

**M. Charel Weiler** (CSV) | Merci, Här President, wéi wichteg et ass, an eis Verdeedegung ze investéieren, ech mengen, dat ass haut de Mëtteg méi wéi eemol ënnerstrach ginn. De Reamenagement vum Schéissstand am Bleesdall ass wichteg an noutwendeg, well den aktuelle Schéissstand an engem schlechten Zoustand ass a well d'Sécherheetsmoossnamen oder d'Sécherheetsnormen net méi erfëllt sinn. Et ass e Projet, dee wichteg ass fir eis Arméi, fir eis Infrastrukturen, fir eise Beitrag zur NATO.

Domat ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weiler. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Claire Delcourt.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Merci, Här President. Jo, och mir hunn de Site kënne besiche goen, an ech fannen och, dass mer do ganz vill Erklärunge kruten, firwat dëse Site muss reamenagéiert ginn. An ech

mengen, déi Leit, déi dagdeeglech do schaffen, hunn och eng uerdentlech Struktur zegutt.

An domadder gi mer natierlech och den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Delcourt. Här Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Fir den Ufuerderunge vun eiser Zäit gerecht ze ginn, speziell an der Arméi, an och, fir den Norme vun der NATO ze entspriechen, brauche mer hei am Land militäresch Infrastrukturen, déi ugepasst sinn, déi d'Sécherheetsnormen erfëllen.

An ech mengen, hei ass e Projet, dee schonn zënter 1950 a Betrib ass. Dat sinn elo 70 Joer. Ech mengen, et gëtt Zäit, datt mer do renovéieren. Et ass am Interessi vun eis all, wa mer dat do maachen.

Duerfir ginn ech der ADR-Fraktioun hir Zoustëmmung heizou.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engelen. Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President. Ech mengen, dass mer bei deem virege Projet de loi schonn d'Méiglechkeet haten, op d'Wichtegkeet vun Investitiounen a modern Infrastrukture fir d'Arméi anzegoen. Dat selwecht ass hei natierlech och richteg.

An an deem Sënn ginn ech den Accord vun deene Gréngen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci. Merci, Här President. Och mir wäerten eisen Accord ginn. Wéi mer do waren, hu Verschiddener – an ech och! – e bësse blöd gekuckt, wéi mer gesinn hunn, dass do zum Deel am Moment Netzer mussen hänke bezéiungsweis wéi mer de Stand dee Moment do virfonnt hunn. Et ass héich Zäit ginn, fir et diplomatesch ze soen, fir net ze soen: Et ass ze laang verschleeft ginn.

An et ass och gutt, dass mer op eis belsch Partner kënnen zréckgräifen, well wärend där Zäit, wou elo renovéiert gëtt, muss ee jo awer weiderhin nach üben. Et ka jo net sinn, dass eis Police an eis Arméi kee Schéissterrain méi hunn. An deementspriechend musse mer do och e grousse Merci soen, dass mer bei de belsche Partner ee fonnt hunn, deen eis déi Zäit säi Schéissterrain wäert zur Verfügung stellen, wat natierlech mat villen Autorisatiounen herno verbonnen ass. An d'Arméi wäert vill Aarbecht herno hunn, fir iwwerhaapt dierfen iwwert d'Grenz ze fuere mat de Waffen. Mee dat ass alles nach e ganz anere Kontext. Dofir och e grousse Merci un d'Belsch.

A mir wäerten den Accord ginn zu dësem Projet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten dee Projet de loi och matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci. Dann hu mer d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Dann ass et un der Regierung. Madamm Minister.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, vu menger Säit och dem Rapporteur e ganz grousse Merci fir all d'Erklärungen. Nach eng Kéier: Et ass e wichtegen Invest an d'Modernisëierung vun eisen Infrastrukturen a fir eis Arméi.

Ech war frou, mat Iech zesummen dohinner ze goen, honorabel Deputéiert vun der zoustänneger Kommissioun, fir eis dat unzekucken. Hei si mer och nees voll am Effort de défense, dee mer musse maachen. De Schéissstand hei gëtt natierlech fir d'Arméi gemaach. Mee fir mech ass et awer och wichteg, dass verschidden Unitéite vun der Police an och vun der Douane dee kënne benotzen. Ech mengen, do muss een zesummeschaffen a Synergië fannen. An dat kënne mer mat dësem Projet da le moment venu och maachen.

Dofir och vu menger Säit nach eng Kéier e grousse Merci fir déi ganz breet Zoustëmmung fir dëse ganz wichtege Projet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister. Domat ass d'Diskussioun dann ofgeschloss.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8323. Den Text steet am Document parlementaire 8323[4].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8323 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo-Stëmmen: 60. Dëse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Fernand Etgen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. André Bauler), Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Georges Engel) et Mme Paulette Lenert (par M. Dan Biancalana) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 16.58 heures.)*

# 27e séance

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** **p. 34**
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Dépôt d'une motion par M. Gusty Graas** **p. 34**
   Exposé : M. Gusty Graas
3. **Dépôt d'une motion par M. François Bausch** **p. 35**
   Exposé : M. François Bausch
4. **8259 – Projet de loi modifiant :**
   **1° le Code de la sécurité sociale ;**
   **2° le Code du travail ;**
   **3° la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité ;**
   **4° la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension ;**
   **5° la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;**
   **6° la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit ;**
   **7° la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale, aux fins de déterminer la procédure devant les juridictions en matière de sécurité sociale** **p. 35**
   Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale : Mme Françoise Kemp
   Discussion générale : Mme Carole Hartmann | M. Mars Di Bartolomeo | M. Jeff Engelen | M. François Bausch | M. Sven Clement | M. Marc Baum | Mme Carole Hartmann

Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8259 et dispense du second vote constitutionnel

5. **Motion de M. Sven Clement relative à l'ajout d'une rubrique « Objectifs à valeur constitutionnelle » sur la fiche d'évaluation d'impact** p. 37

Exposé : M. Sven Clement

Discussion générale : M. Laurent Zeimet | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup | M. Guy Arendt | M. Meris Sehovic | M. Marc Baum

Vote sur la motion modifiée (adoptée)

6. **Ordre du jour** p. 39

M. Claude Wiseler, Président

7. **Motion de M. Laurent Mosar relative à la lutte contre l'une des pires crises humanitaires au monde au Soudan** p. 39

Exposé : M. Laurent Mosar

Discussion générale : M. Gusty Graas | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | M. François Bausch | M. Sven Clement | M. David Wagner

Vote sur la motion (adoptée)

8. **Motion de M. Gusty Graas relative au conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan** p. 40

Exposé : M. Gusty Graas

Discussion générale : M. Christophe Hansen | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | M. François Bausch | M. Sven Clement | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. David Wagner (parole après ministre)

Vote sur la motion (adoptée)

9. **Question élargie n° 5 de M. Franz Fayot relative à l'annonce d'une réorientation fondamentale de la politique en matière d'éducation et de sensibilisation aux questions de développement** p. 42

M. Franz Fayot | M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | M. Franz Fayot | M. le Ministre Xavier Bettel

10. **8285 – Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume de Thaïlande, d'autre part, fait à Bruxelles, le 14 décembre 2022** p. 43

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région : M. Gusty Graas

Discussion générale : M. Christophe Hansen | Mme Liz Braz | M. Fernand Kartheiser | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8285 et dispense du second vote constitutionnel

11. **8288 – Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Gouvernement de la Malaisie, d'autre part, fait à Bruxelles, le 14 décembre 2022** p. 46

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région : M. Gusty Graas

Discussion générale : M. Christophe Hansen

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8288 et dispense du second vote constitutionnel

12. **8306 – Projet de loi portant approbation du Protocole d'adhésion à l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, en vue de tenir compte de l'adhésion de l'Équateur, fait à Bruxelles, le 11 novembre 2016** p. 47

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région : M. Gusty Graas (intervention de M. André Bauler)

Discussion générale : M. Christophe Hansen | M. Fernand Kartheiser | M. David Wagner | M. Christophe Hansen (parole pour fait personnel) (interventions de M. David Wagner)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8306 et dispense du second vote constitutionnel

13. **Motion de M. François Bausch relative à la durée de vie au-delà de 40 ans de la centrale de Cattenom** p. 49

Exposé : M. François Bausch

Discussion générale et prise de position du Gouvernement : M. Christophe Hansen | Mme Carole Hartmann | M. Franz Fayot | M. Tom Weidig (interventions de M. Sven Clement et M. Marc Goergen) | M. Marc Goergen | M. Marc Baum | M. Tom Weidig (parole pour fait personnel) | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | M. François Bausch

Vote sur la motion modifiée (adoptée)

14. **Résolution de M. Sven Clement relative à l'autorisation pour toutes les organisations subventionnées par l'État de donner leur avis sur un projet de loi sans devoir passer par le ministère compétent et adaptation du Règlement dans ce sens** p. 52

Exposé : M. Sven Clement

Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert | M. Gilles Baum | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup (intervention de M. Sven Clement) | M. François Bausch (intervention de Mme Stéphanie Weydert) | M. Marc Baum | M. Sven Clement

Vote sur la résolution modifiée (rejetée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Martine Deprez, Ministre

*(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

*(Négation)*

Dat ass net de Fall.

## 2. Dépôt d'une motion par M. Gusty Graas

Dann hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Graas. Här Graas, et ass fir den Depot vun enger Motioun.

***Exposé***

**M. Gusty Graas** (DP), auteur | Merci, Här President. Effektiv, ech hunn eng Motioun hei ze deposéieren. An zwar geet et hei ëm de Konflikt zwëschent Aserbaidjan an Armenien, ëmsou méi well jo eng Delegatioun vun der Chamber d'nächst Woch an Armenie fiert. An doweinst hunn ech hei eng preparéiert am Numm vun der Majoritéit. Ech sinn awer ganz frou, datt sämtlech Fraktiounen a Sensibilités politiques déi hei matdroen. An ech géing Iech an deem Sënn déi och hei deposéieren.

***Motion***

*La Chambre des Députés,*

*– regrettant profondément l'exode forcé de plus de cent mille Arméniens du Haut-Karabakh à la suite du lancement d'une opération militaire injustifiée par l'Azerbaïdjan le 19 septembre 2023 ;*

*– soulignant son attachement à la déclaration d'Alma-Ata de 1991, par laquelle la République d'Arménie et l'Azerbaïdjan reconnaissent mutuellement leur intégrité territoriale et leur souveraineté ;*

*– considérant que le Luxembourg et l'Arménie partagent des intérêts communs et sont déterminés à renforcer et à approfondir leurs relations sur la base de valeurs communes ;*

*– se félicitant du fait que l'Arménie ait ratifié le Statut de Rome en date du 14 novembre 2023 afin d'adhérer à la Cour pénale internationale ;*

*– considérant qu'il fut convenu d'établir un nouveau programme de partenariat UE-Arménie à l'occasion du cinquième Conseil de partenariat UE-Arménie qui eut lieu le 13 février 2024 ;*

*– saluant l'accord conclu en date du 19 avril 2024 entre les commissions d'État respectives sur la délimitation de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ;*

*– soutenant l'engagement de l'Arménie pour la consolidation de sa démocratie,*

*invite le Gouvernement à*

*– réitérer son appel face aux États concernés de respecter le droit international et de donner suite à l'ordonnance de la Cour internationale de justice du 17 novembre 2023 ;*

*– poursuivre son engagement dans le cadre de la mission civile de l'Union européenne en Arménie (EUMA) et de prolonger celui-ci si demande en est faite par les autorités arméniennes ;*

*– soutenir l'établissement par l'Union européenne du nouveau programme de partenariat UE-Arménie afin de renforcer la coopération entre l'UE et l'Arménie dans toutes ses dimensions ;*

*– s'engager au sein du Conseil pour que l'UE assume davantage le rôle de médiateur dans le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan afin de mener à bien le processus de paix ;*

*– s'engager en faveur de la normalisation complète des relations diplomatiques entre les pays de la région, notamment entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ;*

*– encourager l'Arménie et l'Azerbaïdjan à poursuivre la résolution pacifique de tous les différends, en particulier la délimitation et la démarcation des sections restantes de la frontière ;*

*– exiger de Bakou de libérer immédiatement tous les prisonniers de guerre arméniens et de fournir des informations sur des centaines de personnes d'origine arménienne disparues ;*

*– s'engager pour approfondir les relations économiques bilatérales et de l'Union européenne avec l'Arménie dans les domaines du commerce, de l'investissement, de la science et de l'éducation ;*

*– s'engager à tous les niveaux pour une normalisation des relations entre la Turquie et l'Arménie ;*

*– poursuivre le renforcement des liens diplomatiques et économiques entre le Luxembourg et l'Arménie.*

*(s.) Gusty Graas, Marc Baum, François Bausch, Sven Clement, Yves Cruchten, Christophe Hansen.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci, Här Graas. Da stelle mer déi duerno zur Diskussioun. Merci.

## 3. Dépôt d'une motion par M. François Bausch

Dann hunn ech och nach eng Wuertmeldung vum Här Bausch. Dir kritt ganz gär d'Wuert, Här Bausch.

***Exposé***

**M. François Bausch** (déi gréng), auteur | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt et och ganz kuerz maachen. Mir haten de Moien eng insgesamt – bis op eng Ausnam – ganz konstruktiv Diskussioun an der Kommissioun, der Jointe iwwer Cattenom ..., an datt déi nächst zwee nächst Joer decisiv géinge ginn, fir datt mer do juristesch an och wëssenschaftlech virginn, fir datt Cattenom net verlängert gëtt, well dat jo fir Lëtzebuerg eng existenziell Fro ass.

Et ass och esou, datt de Moien ausser enger Partei quasi all Partei der Meenung war, datt een dat soll maachen, datt d'Regierung sech soll esou Moyene ginn. Ech hunn esou eng Motioun gemaach. Si ass elo ënnerschriwwe vun deene Gréngen, der LSAP, deene Lénken an de Piraten, mee ech ginn dervun aus, datt d'Majoritéitskolleegen – ech hat elo nach keng Zäit, se hinne virzeleeën – déi normalerweis och misste kënne matdroen an ënnerschreiwen, well se de Moien och déi nämmlecht Meenung haten. Ech wéilt Iech se emol deposéieren an da kënne mer nach kucken, ob si se och nach wëllen ënnerschreiwen.

***Motion***

*« relative à la prolongation de la durée de vie au-delà de 40 ans de la centrale de Cattenom »*

*La Chambre des Députés,*

*– vu l'accord de coalition 2023-2028 et l'engagement du Gouvernement d'intervenir auprès des autorités françaises pour obtenir la fermeture des centrales nucléaires à risque, dont notamment le site de Cattenom ;*

*– considérant la politique anti-nucléaire du Luxembourg sur la scène européenne et mondiale depuis des décennies et considérant l'énergie nucléaire comme une technologie vieille, chère, non renouvelable, aux déchets extrêmement problématiques et dont les dangers énormes sont non maîtrisables ;*

*– vu le lancement d'une concertation publique en janvier 2024 sur les dispositions de sûreté proposées par EDF pour poursuivre l'exploitation de ses réacteurs nucléaires de 1300 mégawatts électriques (MWe) au-delà des 40 ans de vie, respectivement en vue du 4e réexamen périodique des réacteurs visés, dont ceux de la centrale de Cattenom, située à moins de 10 km de la frontière luxembourgeoise ;*

*– rappelant l'accident nucléaire de Tchernobyl, en 1986, qui a démontré que même des pays lointains comme le Luxembourg, pourtant situé à 1.700 km, peuvent être impactés en cas d'accident grave et qu'un accident grave à proximité immédiate entraînerait non seulement de lourdes conséquences pour notre population, mais constitue une menace pour notre souveraineté, voire pour l'existence du pays ;*

*– rappelant que le réacteur 1 de Cattenom atteindra la limite de sa durée de vie initiale, soit 40 ans, en 2026 et que le risque associé aux installations nucléaires augmente aussi bien avec le nombre de réacteurs en opération qu'avec l'âge d'exploitation ;*

*– rappelant que les réacteurs vieillissants se basent sur des concepts de sûreté datant du début des années 1970 avec des exigences moins élevées qu'aujourd'hui ainsi qu'une protection insuffisante des installations contre les événements naturels ainsi que contre les accidents liés à la civilisation (attaques terroristes ou chutes d'avion) ;*

*– rappelant que le Luxembourg s'est donné en 2020, en prévision d'éventuels accidents nucléaires mêmes mineurs, un régime légal en matière de réparation des dommages causés par un accident nucléaire impactant notre territoire et notre population ;*

*– rappelant qu'un grave accident nucléaire à proximité du Luxembourg aurait de lourdes conséquences pour notre population et serait une menace directe pour la souveraineté nationale, voire l'existence du pays ;*

*– soulignant les réunions annuelles de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de la sécurité nucléaire permettant aux autorités luxembourgeoises de faire le point avec les autorités françaises, en présence de l'entreprise EDF, sur les développements récents intervenus dans les domaines de la sûreté nucléaire et de la radioprotection ;*

*– rappelant la représentation luxembourgeoise dans le Comité local d'information (CLI) de Cattenom et les dialogues techniques avec l'Association nationale des comités et commissions locales d'information (ANCCLI) ;*

*– rappelant le succès du rôle significatif et des actions concrètes du Land de Baden-Württemberg dans les efforts de fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim en France, mis hors service en 2020,*

*invite le Gouvernement à*

*– s'opposer clairement auprès des autorités françaises contre une prolongation de la durée de vie de la centrale nucléaire de Cattenom « à risque » proche de nos frontières ;*

*– formuler, en collaboration avec des experts, un avis critique et détaillé dans le cadre du processus de la consultation publique susmentionnée et à intervenir auprès de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de la sécurité nucléaire ;*

*– continuer de faire part, lors des contacts bilatéraux avec les pays voisins, de nos préoccupations par rapport aux déficiences constatées dans les réacteurs nucléaires, et du danger que constituent ces centrales pour le Grand-Duché ;*

*– informer la Chambre des Députés des démarches entreprises ou prévues par le Gouvernement concernant la fermeture rapide de la centrale nucléaire de Cattenom.*

*(s.) François Bausch, Marc Baum, Franz Fayot, Marc Goergen.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Da kucke mer dat. Villmools merci, Här Bausch.

## 4. 8259 – Projet de loi modifiant :

**1° le Code de la sécurité sociale ;**

**2° le Code du travail ;**

**3° la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité ;**

**4° la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension ;**

**5° la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;**

**6° la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit ;**

**7° la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale, aux fins de déterminer la procédure devant les juridictions en matière de sécurité sociale**

An da komme mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten. Dat ass de Projet de loi 8259 iwwert d'Prozedur virun de Geriichter a Saache Sozialversécherung. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Dat heescht, d'Rapportrice huet 10 Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéite 5 Minutten, d'Regierung 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Carole Hartmann, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Jeff Engelen, den Här François Bausch an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Françoise Kemp. Madamm Kemp.

***Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale***

**Mme Françoise Kemp** (CSV), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mir haut eng grouss Éier a Freed, fir dierfen als Rapportrice de Projet de loi 8259 ze presentéieren.

An dësem Gesetzesprojet geet et ëm d'Bestëmmungen iwwert d'geriichtlech Prozeduren am Domän vun der Sécurité sociale. En huet als Objectif, fir d'Dispositiounen ze modifizéieren an ze completéiere vun de Prozedure virum Conseil arbitral de la sécurité sociale, virum Conseil supérieur de la sécurité sociale an d'Adaptatioun vun de Renvoien. Notamment geet et drëms, den Artikel 454 ze modifizéieren an ze completéieren, deen d'Recourse virun de Juridictiounen am Beräich vun der Sécurité sociale reegelt. Dëse Projet de loi hieft dat modifizéiert Gesetz vum 24. Dezember 1993 op, dat virdrun déi ze befollgend Prozedure virum Conseil supérieur an

dem Conseil arbitral vun der Sécurité sociale reglementéiert huet, souwéi d'Delaien an d'Fraisen.

Dëse Projet de loi decouléiert aus enger Question préjudicielle vum Conseil arbitral de la sécurité sociale iwwert d'Verfassungskonformitéit vum Artikel 455 éischten Alinea vum Code de la sécurité sociale. D'Cour constitutionnelle huet de 25. November 2022 an engem Arrêt festgehalen, datt dësen Abschnitt de Prinzipp vun der Réserve de la loi violéiert. Nämlech kënnen déi essentiel Elementer vun der Prozedur vun de Juridictions sociales net an engem Règlement grand-ducal festgehale ginn, mee mussen an engem Gesetz definéiert ginn.

Dëse Projet de loi gouf den 29. Juni 2023 deposéiert an ass den 13. Juli 2023 der Kommissioun virgestallt ginn. De 27. Mäerz 2024 sinn ech Rapportrice genannt ginn.

Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, d'Santés- a Sécurité-sociales-Kommissioun krut zu dësem Gesetzesprojet fënnef Avisen an zwee Avis complémentaires eran. Den Avis vun der Chambre des Métiers vum 31. Juli 2023 begréisst d'Erhéijung vun dem Delai am Recours juridictionnel vu 40 Deeg fir d'Assuréen, déi am Ausland wunnen, an ënnersträicht, datt et keng supplementär Delaie fir e Recours administratif soll ginn, fir d'Gläichheet virun dem Gesetz ze garantéieren.

Am Avis vun der Chambre de Commerce vum 4. August 2023 souwéi am Avis complémentaire vum 2. Februar 2024 approuvéiert si de Projet de loi an huet keng besonnesch Remarken ze formuléieren.

Den Avis vum Conseil d'État vum 24. Oktober 2023 huet eng Rei Ajustementer suggeréiert am Sënn vun der Kohärenz, Kloerheet a juristescher Konformitéit vun dësem Gesetzestext. A sengem Avis complémentaire vum 12. Mäerz 2024 huet de Staatsrot den Amendement gouvernemental zu der Simplification vun der Procédure de notification vun der Decisioun ënnert d'Lupp geholl an huet e puer Ajustementer proposéiert.

Den Avis vun der Cour supérieure de justice formuléiert eng Rei Observatiounen a proposéiert eng Rei vu Modifikatiounen.

D'Chambre des Salariés ënnersträicht d'Wichtegkeet vum Assessorat bei der Deliberatioun vun den Affären an hirem Avis vum 24. Abrëll 2024 a recommandéiert eng Mise en place vun enger spezifescher Formatioun. D'Remarke vun der Chambre des Salariés an der Cour supérieure de justice sinn net materagefloss wéinst der Urgence vun dësem Dossier, mee si gi bei enger nächster Ännerung matconsidéréiert.

Elo bleift mir just nach ze ënnersträichen, datt dës Reform en Effet rétroactif op den 8. Dezember 2022 huet aus Grënn vun der Rechtssécherheet.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport an déi verschidden Avisen, déi virleien. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Rapportrice villmools Merci fir hire schréftlechen a fir hire mëndleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwe Riednerin ass dann d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann.

***Discussion générale***

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. Hei ass, wéi d'Rapportrice et gesot huet, effektiv op Basis vun enger Question préjudicielle eng Rei Adaptatioune gemaach ginn. Dës Adaptatiounen, déi sinn am Sënn och vun där méi grousser Reform vun eiser Procédure civile, déi gemaach ginn ass, fir d'Prozeduren ze vereinfachen a fir och méi effikass ze ginn, wat generell d'Geriichtsprozeduren ugeet.

Mir hunn am Kader vun der Kommissioun awer och méi generell kuerz iwwert d'Prozedur virum Conseil arbitral geschwat, dem Conseil arbitral, dee vill saiséiert gëtt a wou ganz, ganz vill Leit a Situatioune sinn, wou se dach Prozeduren hunn, déi ganz problematesch fir si sinn – ech denken un de Reclassement, ech denken awer och u Prozeduren ëm den RMG, bref, Saachen, déi d'Leit direkt befaassen –, wou d'Prozedure ganz, ganz laang sinn, wat fir d'Leit trotzdeem wierklech eppes ass, wat se immens affektéiert.

An ech mengen, dass mer parallell zu dëser Reform – mir hunn och iwwer aner Reforme geschwat, déi vläicht nach musse kommen – och weider musse kucken, dass mer och déi Prozedur virum Conseil arbitral verbesseren, dass mer se och verkierzen, well et eeben hei och ëm Saache geet, déi d'Leit direkt betreffen, well et gëtt aktuell awer Delaien, déi heiansdo bis zu zwee Joer laang sinn, bis een an eng Sitzung kënnt. An dorunner musse mer och an Zukunft schaffen.

Bei dësem Projet ass alles gesot an ech géif dozou den Accord vun der DP-Fraktioun ginn. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci Madamm Hartmann. Dann ass d'Wuert fir den Här Mars Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci, Här President. Merci fir dee gutt verständleche Rapport vun der Diddelenger Rapportrice. De Projet ass vun dem Virgänger vun der jëtzeger Sozialministerin, dem Claude Haagen, deponéiert ginn an e wäert erëm fir déi noutwenneg Rechtssécherheet, wat d'Prozedure bei de Geriichtbarkeete vun der Sécurité sociale ugeet, suergen. Dat ass gutt esou an et ass och gutt, dass mer d'Retroaktivitéit festgehalen hunn, fir dass net eng nei Onsécherheet entsteet.

Dat gesot, mengen ech, kéint een direkt den Accord vun eiser Fraktioun ginn, deen ech och ginn.

Ech hu just nach drop higewisen, dass déi Iwwerleeungen, déi d'Chambre des Salariés gemaach huet, ganz berechtegt sinn. D'Chambre des Salariés huet gespuert, dass den Assessorat kéint a Fro gestallt ginn. Dat wär dee falsche Wee, well d'Assesseure si Leit, déi vum Terrain kommen an déi och ganz vill Versteesdemech hu fir déi eenzel Situatiounen, déi sech kënne presentéieren. An dofir soll een den Assessorat, d'Assesseuren, net a Fro stellen, mee am Contraire, sou wéi d'Chambre des Salariés dat proposéiert, eng speziell Formatioun oder eng weider Formatioun vun den Assesseuren ubidden.

Dat gesot, mengen ech, bräicht ech näischt bäizefügen, ausser dass d'LSAP dee Projet wäert – wéi géif mäi Virgänger douewe soen? – mat ganz grousser Freed stëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Dann ass d'Wuert fir den Här Jeff Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Et geet am Fong geholl hei ëm den Transfert vun engem Règlement grand-ducal an e Gesetz, dëst op Initiativ vun der Cour constitutionnelle. Et ass alles gesot. Ech mengen, mir hunn deem näischt bäizefügen, an ech ginn den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet. Merci, net ouni awer virdrun och der Madamm Françoise Kemp fir hire Rapport Merci gesot ze hunn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat ass scho geschitt. Merci, Här Engelen. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, Här President, ech wollt menger Nopesch Merci soe fir dee gudde Rapport a soen, datt mir dat Ganzt matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech verspriechen, ech maachen et kuerz. Nichtsdestotrotz ass de gréissten Deel vun deem Text hei jo scho bekannt gewiescht. Et ass awer eng kleng Ännerung dran, déi eis als Piraten awer e bëssen opgefall ass an déi och de Staatsrot nach eng Kéier ervirgehuewen huet. An dat ass, datt u sech d'Méiglechkeeten, fir sech virum CSSS vertrieden ze loossen, geännert ginn.

Sou war et virdrun esou, datt ee sech vun engem Familljemember oder engem Gewerkschaftler vertriede konnt loosse respektiv begleede konnt loossen. An déi Ännerungen, déi mer elo haut stëmmen, wäerten dat ofschafen. Déi maachen u sech, datt et just nach, wann ee sech wëll begleede loosse respektiv vertriede loossen, muss en Affekot sinn. Do gëtt et Argumenter derfir, virun allem prozeduraler Natur, well mer eis jo hei elo och alignéieren, mee et féiert awer derzou, datt mer u sech elo hei d'Leit virun e Choix stellen, entweeder ze bezuelen, fir sech vertrieden ze loossen, oder et selwer ze maachen.

A mir Piraten stinn hei awer ganz kloer fir de fräie Choix, wat dat ugeet. All Bierger a Biergerin muss d'Méiglechkeet hunn, fir sech an allen Instanzen u sech selwer hei kënnen ze vertrieden an och selwer Kloe kënnen ze féieren, wann ee sech dat dann zoutraut. A mir gesinn – an do huet d'Press rezent nach driwwer rapportéiert – um Friddensgeriicht, wat fir Imbalancen et ka ginn, wann do op eemol déi eng Säit sech anescht vertrëtt wéi déi aner.

Mir Piraten hätten eis hei dofir gewënscht, datt u sech déi Méiglechkeet, fir sech och zum Beispill vu senger Gewerkschaft, ouni datt dat muss en Affekot sinn, vertrieden ze loossen, bäibehale gi wär.

Dat gesot, Här President – ech hat versprach, ech géif et kuerz maachen –, gi mer trotz deem enge Bemoll hei awer eis Zoustëmmung, fir datt mer dat Ganzt erëm verfassungskonform kënne maachen an datt mer hei u sech déi Prozeduren net weider behënneren, och wann den Text net ganz deem entsprécht, wat mer eis géife wënschen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. An dann huet den Här Baum nach d'Wuert gefrot.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Villmools merci, Här President. Mir wäerten dee Projet hei och matstëmmen. Et gëtt eng Urgence, wat d'Verfassungskonformitéit vun dësem Text ugeet. Nawell ass et an den Avisen – an d'Rapportrice ass drop agaangen – e bëssen zu enger Ausernanersetzung komm iwwert d'Roll vum Assessorat. Op där enger Säit d'Cour de justice, déi déi eigentlech wëll méi schwaach gesinn, an op där anerer Säit d'Salariatskummer, déi ganz staark insistéiert an eeben och nach – zu Recht och, mengen ech – freet, datt déi Assesseuren och d'Méiglechkeet hunn, sech weiderzebilden, sech auszebilden an domadder och e gewëssene Rapport de force kënnen duerstellen.

D'Madamm Rapportrice huet virdru gesot, datt all deene Bemierkungen, déi an den Avise gemaach gi sinn, an engem zukünftege Projet soll Rechnung gedroe ginn. Elo ass et awer esou, an dat ass eng Fro un d'Madame Minister, datt dat, wat d'Cour de justice seet, an dat, wat d'Salariatskummer seet, diametral

opposéiert sinn. An duerfir froen ech mech, wéi Der do d'Quadratur vum Krees wëllt hikréie respektiv wéi Är Haltung zu där Fro vum Assessorat ass.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Da wär d'Lëscht vun de Riedner ofgeschloss, mee ech hunn nach eng zousätzlech Wuertmeldung. D'Madamm Hartmann.

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Jo, merci, Här President. Ech wollt just kuerz op dat reagéieren, wat de Sven Clement gesot huet, well ech wëll net, dass dat falsch verstane gëtt. Et ass net esou, dass een an éischter Instanz, wann ee virun de Conseil arbitral geet, sech muss vun engem Affekot vertriede loossen. Dir hutt gesot „CSSS". Dat versteet vläicht net jiddereen dobaussen, mee déi Prozedur ass virgesinn, wann een en Appell mécht. An ech wëll dat awer präziséieren, well domadder u sech och en Alignement gemaach gëtt, wéi d'Procédure d'appel och virun de Juridictions civiles ass. Dat heescht net, dass een als Justiciabel ëmmer muss en Affekot hunn, fir virun déi Juridictions sociales ze goen. Dat konnt een an Ärer Interventioun falsch verstoen an duerfir war et mer wichteg, dat hei richtegzestellen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Hartmann. Domat ass dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Madamm Ministesch.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Jo, merci. Ech maachen et gradesou kuerz. Merci der Rapportrice. De Rapport war esou komplett. A mam Zousaz vun der Madamm Hartmann ass alles gesot, ausser d'Äntwert op déi Fro vum Här Baum, wéi mir dann als Regierung dozou stinn, wann deen een Avis dat eent seet, deen aneren dat anert. Ma ganz kuerz: Well déi eeben net concordant waren a well eng Urgence am Dossier war, hu mer eis dozou nach keng Meenung gebilt a wiere frou, wann deen Dossier elo mol haut esou géif gestëmmt ginn. A mir huelen dat mat an eis Iwwerleeungen era respektiv muss ech nach mat deenen zwou Parteie schwätzen, fir ze kucken, firwat déi eng dat eent soen an déi aner dat anert soen, an ze probéieren, se op eng Linn ze kréien.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch. Domat wär dann d'Diskussioun ofgeschloss.

Éier mer zum Vott kommen, erënneren ech Iech wéi ëmmer drun, datt Der Iech sollt aloggen an dat elo maachen, falls dat nach net geschitt wär.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8259. Den Text steet am Document parlementaire 8259[10].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8259 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vote ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen. Domat ass dëse Projet mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz (par Mme Diane Adehm), Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Dan Biancalana) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Sven Clement) ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 5. Motion de M. Sven Clement relative à l'ajout d'une rubrique « Objectifs à valeur constitutionnelle » sur la fiche d'évaluation d'impact

*(Motion déposée en séance publique n° 39 du 9 mars 2022 – à consulter dans l'Édition spéciale sur la proposition de révision de la Constitution n° 7755 concernant les droits et libertés en page 13)*

An da komme mer elo zum zweete Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar enger Motioun vum Här Sven Clement iwwert d'Afüge vun enger Rubrick „Objectifs à valeur constitutionnelle" op de Fiches d'évaluation. Den Auteur huet 5 Minutten, all Fraktioun huet och 5 Minutten, d'Sensibilitéiten hunn 2 Minutten an d'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Zeimet, den Här Keup an den Här Sehovic. An dann huet den Här Clement als Auteur vun der Motioun d'Wuert.

***Exposé***

**M. Sven Clement** (Piraten), auteur | Merci, Här President. Ech kann et ganz kuerz maachen. Als Éischt emol wollt ech der ganzer Kommissioun Merci soen, déi hei ganz konstruktiv dru geschafft huet. Ech mengen, mir kënnen herno dann och ... Mir sinn zu engem Konsenstext komm vun dëser Motioun. Dofir sinn ech frou, datt mer deen haut nach eng Kéier kënne ganz kuerz virstellen.

Et geet drëm, datt mer u sech eng nei Verfassung gestëmmt hunn d'lescht Joer an datt déi a Kraaft getrueden ass an datt mer domadder elo „Des objectifs à valeur constitutionnelle" an d'Verfassung ageschriwwen hunn an eis awer guer keng Prozedur ginn hunn, wéi déi am gesetzgeeberesche Verfare géife materialiséiert ginn. An dat war e bëssen d'Suerg, déi mer haten. Mir stëmmen hei eppes. Mir schafen eppes Guddes. Mir soen, mir wëllen eis fir eng ganz Rëtsch Valeuren asetzen, mee mir ginn eis net de Moyen als Chamber, fir dat dann och iergendwou ze materialiséieren.

An dunn hate mer deemools eng Motioun abruecht, en éischten Draft, deen herno an der Kommissioun och iwwerschafft gouf mam Zil, datt mer op der Fiche d'évaluation d'impact, déi fir all Gesetzesprojet souwisou muss geschriwwe ginn an ausgefëllt ginn, géifen eng Kategorie „Objectifs à valeur constitutionnelle" bäisetzen, wou mer eebe géifen dat materialiséieren, wou den Auteur vun de Gesetzesprojete weise kann, wéi eng Staatsziler hei da betraff wären.

An dat ass, mengen ech, dat, wat dës Motioun elo ausseet a wou mer elo och eng Formulatioun fonnt hunn, wéi dat net zu engem Pabeierkrich wäert féieren, awer gläichzäiteg, wéi ech gesot hunn, materialiséiert, datt déi Staatsziler dann och bei all Gesetzesprojet zumindest eng Kéier gekuckt ginn.

An dofir nach eng Kéier e grousse Merci un d'Kommissiounsmemberen, déi hei wierklech an engem ganz oppenen Esprit matgeschafft hunn. An ech freeë mech, datt mer déi haut kënnen zur Ofstëmmung bréngen. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement.

Dann ass d'Wuert fir den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet.

***Discussion générale***

**M. Laurent Zeimet** (CSV) | Merci, Här President. Jo, wéi den Här Clement et elo selwer gesot huet: Mir hu seng Motioun, déi nach an der leschter Legislaturperiod agereecht gouf, an der Kommissioun diskutéiert. Mir ware skeptesch, wat déi initial Formulatioun ugaangen ass, well mer gefaart hunn, datt dat awer vill Opwand bedeite géif, wann elo bei all Gesetzesprojet misst nach fir d'éischt en Aufsatz geschriwwe ginn, wéi eng Verfassungsziler dann elo géifen domadder verfollegt ginn. An dofir hu mer dann dee Konsens fonnt, datt mer op Casë géife goen, wou dann nëmmen nach muss ugekräizt ginn, wat, mengen ech, awer och eng Simplification administrative wier.

Ech weess net, wéi intensiv mer alleguerten déi Fiche-d'impacten an deemno wéi den Nohaltegkeetscheck ëmmer studéieren, mee bon, deen Outil gëtt et an asouwäit kann dat hei dann och nach eng Plus-value ginn.

Fir de Rescht wësse mer natierlech alleguerten, datt dat ëmmer eng politesch Interpretatioun wäert sinn. Ech gi jo mol dervun aus, datt de Paquet Logement, dee mer dës Woch gestëmmt hunn, da bestëmmt ugekräizt gi wier vun der Regierung. Ech ka mer awer virstellen, datt en Deel vum Haus dat aneschters gesinn hätt. An deem Sënn bleift et eng politesch Diskussioun an Interpretatioun, mee mir kënnen awer mat dëser Propositioun, wéi se vun der Kommissioun elo ugeholl gouf, liewen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Zeimet. Dann huet d'Madamm Bofferding d'Wuert gefrot.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten deem hei och zoustëmmen. Bon, d'LSAP war fiederféierend bei der Revisioun vun der Constitutioun a steet natierlech hannert deene Staatsziler. An ech mengen, deemools gouf et jo eng grouss Ëmfro ënnert der Populatioun, fir kënnen nach Theeme mat eranzeginn. Dat heescht, déi Objektiver si jo och opgrond vun där Ëmfro do entstanen. Dat bedeit, dass déi Ziler, déi Sujeten, Theeme sinn, déi d'Leit dobaussen interesséieren. Ech mengen, dat ass e Grond méi, fir deen Exercice hei ze maachen, fir déi Ajoute ze maachen.

An ausserdeem – den Här Zeimet huet et grad gesot – ass et eng politesch Interpretatioun. Bon, mir si elo an der Oppositioun an dat heite géif eis natierlech hëllefen, wa mer elo der Regierung mussen op

d'Fangere kucken, fir ze kucken, ob dann déi Staatsziler do agehale ginn. Wéi gesot, mir gesinn hei nëmme Virdeeler, fir dat doten ze maachen, a mir sollen dat roueg riskéieren, och déi Ajoute hei unzehuelen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, déi nei Verfassung hat sech virgeholl, net nëmmen d'Rechter vun de Leit an d'Institutioune vum Land ze veränneren, mee och iwwert de Wee vu politesche Staatsziler mat Verfassungsrang der Politick laangfristeg eng bestëmmte Richtung virzeschreiwen.

Fir d'ADR ass dat awer net de Sënn vun enger Verfassung, well dee besteet doran, e Staat rechtlech ze constituéieren, d'Reegele vu sengem Fonctionnement festzeleeën, d'Demokratie, de Rechtsstaat an d'Trennung vun de Gewalten ze garantéieren an de Bierger hir Grondrechter ze definéieren an ofzesécheren.

Eng Verfassung ass also do, fir engem Land eng laangfristeg Uerdnung a Stabilitéit ze ginn, an net, fir kuerzfristege politeschen Iwwerleeungen oder Interessie vu verschiddene Parteie Rechnung ze droen.

D'Aféierung vun de politeschen Ziler an déi nei Verfassung stellt also en Agréff an dee fräien demokratesche Meenungsbildungsprozess duer, well si de Parteien hir Handlungsfräiheet laangfristeg wëll aschränken. Wat geschitt, wann eng Partei demokratesch Wale gewënnt, déi net déi politesch Staatsziler an der Verfassung guttheescht? Misst déi nei gewielte Regierung dann eng Politick géint de Wëlle vun de Wieler maachen, well an der Verfassung bestëmmte politesch Ziler sinn, déi deem net entspriechen?

Ganz besonnesch bedenklech ass, wéi déi Staatsziler begrënnt ginn. Fir si ze erreechen, kënnen nämlech aner Verfassungsprinzippien ageschränkt ginn. Et steet do: „Les conséquences […] liées à ces objectifs s'expliquent par leur utilisation par le législateur pour justifier des dérogations non excessives à des principes constitutionnels. Les objectifs à valeur constitutionnelle peuvent donc étendre les pouvoirs du législateur en limitant l'application de certains principes constitutionnels." Domat kënnen also am Numm vun deenen neie Staatsziler, zum Beispill dem Kampf géint de Klimawandel oder dem Recht op eng passend Wunneng, déi konstitutionell Rechter vun de Leit ageschränkt ginn.

Wéi dobäi d'Formel „non excessives" soll interpretéiert ginn, ass bis dato ongewëss. Kënne Leit zum Beispill enteegent ginn, fir aneren eng passend Wunneng ze ginn? Ass et exzessiv, engem e Logement sous-occupé – dat ass schonn hei de Fall – ewechzehuelen, wann anerer keng Wunneng hunn? Den Text vun der neier Verfassung seet just: „Cet objectif impose au législateur de prendre les initiatives nécessaires pour permettre à toute personne de disposer d'un logement décent."

Och beim Kampf géint de Klimawandel kann een an Zukunft all Zwangsmoossname mat Hiweis op dat neit politescht Staatszil „Klimaneutralitéit" rechtfertegen an duerchsetzen. Wéi eng Limitatioune wäerten hei méiglech sinn, zum Beispill am Beräich vun der Beweegungsfräiheet? Wat kéint eis do imposéiert ginn? Däerfe mir an Zukunft nach an aner Länner fléien oder fueren, fir Vakanz ze maachen oder aus anere Grënn? Dierf nach vill gebaut ginn, obwuel dat natierlech absolutt géint d'Klima ass an absolutt net der Klimaneutralitéit, wéi se an de Staatsziler definéiert ass, entsprécht?

Aus all deene Grënn ass fir eis als ADR kloer, dass politesch Ziler net an d'Verfassung gehéieren, an duerfir wäerte mir dat hei och net matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. An dann ass d'Wuert fir den Här Arendt.

**M. Guy Arendt** (DP) | Merci, Här President. Ech ka mech am Fong just de Wierder vum Laurent Zeimet uschléissen, fir ze soen, dass mer eis an der Kommissioun eens waren, quitte dass souwisou de Conseil d'État do ass, fir d'Constitutionnalitéit vun den Texter ze préiwen. Mee mir kënnen awer ouni Problem mat där Resolutioun hei liewen a mir géinge se matstëmmen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Arendt. Dann ass d'Wuert fir den Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President. Mir kënnen déi dote Propos matdroen. Eng Rei vun den Objectifs à valeur constitutionnelle ginn op déi eng oder aner Manéier och schonn iwwert den Nohaltegkeetscheck couvréiert, mee et ass awer richteg, dass d'Objectifs à valeur constitutionnelle ganz sécher méi wäit ginn, an an deem Sënn steet deem näischt am Wee a mir wäerten dat matdroen. Ech hätt nach ganz vill ze soen zu mengem Virriedner, mee ech loossen dat haut sinn.

Merci.

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci, Här Sehovic. Ass soss nach eng Wuertmeldung do? Den Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten dës Resolutioun op jidde Fall och matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Motioun.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | … d'Motioun, pardon, matstëmmen. Et ass effektiv esou, datt mer eis an der leschter Legislatur no esou vill Viraarbechten eng Verfassung ginn hunn, déi Staatsziler definéiert. Ob dat sënnvoll ass, Staatsziler ze hunn oder net, dat hu mer laang de long en large diskutéiert. Mir hu se elo, an dann, mengen ech, sollt een och kucken, datt eng Constitutioun och seriö geholl gëtt an datt bei deene Gesetzer, déi sech evidenterweis an engem verfassungsrechtleche Kader ofspillen, déi Staatsziler och als een Element, dat iwwerpréift muss ginn, kënnen an enger Case zumindest cochéiert ginn, datt dat Staatszil domadder soll zumindest erreecht ginn.

Dat, wat mäi Virvirriedner gesot huet, ass einfach rechtsstaatlech net richteg. Dat, wat een un den Objectifs à valeur constitutionnelle souguer kritiséiere kann, ass, datt se am Géigesaz zu den anere Punkten net aklobar sinn. Duerfir sinn et eigentlech ganz schwaach Elementer. An et ass éischter Literatur, mee et ass awer eng Orientéierung, déi eng iwwerwältegend Majoritéit vun de Representantë vum Vollek sech ginn huet.

*(Interruption)*

A justement eebe mam Zil, fir eng gemeinsam Wëllenserklärung ze hunn, déi iwwert dat erausgeet, wat eventuell bei Walen eng politesch knapp Majoritéit ka veränneren. Duerfir hu mer iwwerhaapt eng Verfassung, well soss bräichte mer keng. Duerfir fanne mer dat hei eng sënnvoll Initiativ an ënnerstëtze se.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Ass soss elo keng Wuertmeldung méi zu där doter Motioun?

*(Négation)*

Dat ass net de Fall.

Da géif ech proposéieren, datt mer dës Motioun zur Ofstëmmung fräiginn.

***Motion modifiée***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,*

*– dass déi reviséiert Verfassung den 1. Juli 2023 a Kraaft getrueden ass;*

*– dass mam Kapitel 2 „Section 4. - Des objectifs à valeur constitutionnelle" Staatsziler an d'Verfassung encadréiert ginn;*

*– dass dës Staatsziler als Orientéierung fir déi zukünfteg Politickgestaltung fungéiere sollen;*

*– dass dës Staatsziler net aklobar sinn.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*– d'Fiche d'évaluation d'impact vun den zukünftege Gesetzesprojeten duerch eng weider Rubrick „Objectifs à valeur constitutionnelle" ze ergänzen, fir allkéiers unzekräizen, wéi eng Staatsziler betraff sinn.*

*(s.) Sven Clement.*

***Vote sur la motion modifiée***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

**Une voix** | Här President, hei ass et net gaangen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat ass awer elo erstaunlech, well ech hunn hei 55 Jo-Stëmmen a 5 Nee-Stëmme stoen, soudatt ech mengen, datt et gaangen ass, ouni datt Der et wousst.

*(Hilarité)*

Warscheinlech huet een Iech par procuration matgeholl. Dat ännere mer dann am Procès-verbal ëm, evidenterweis. Mee d'Konklusioun vun där ganzer Geschicht ass, datt dës Motioun ugeholl ginn ass mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Sven Clement) ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig.*

Domat hu mer dëse Punkt dann ofgeschloss.

## 6. Ordre du jour

An da géing ech Iech proposéieren, datt mer, éier mer zum nächste formelle Punkt vum Ordre du jour kommen, nach déi zwou Motiounen duerchhuelen, déi d'Aussepolitick betreffen, an zwar an der Reiefolleg, wéi se eragereecht gi sinn. Den Här Bausch huet nach zum Schluss och elo eng eragereecht. Do géing ech proposéieren, datt mer déi méi zum Schluss huelen, soudatt nach déi noutwendeg Diskussioune kënne bei deene Leit, déi se net ënnerschriwwen hunn, och gemaach ginn, wann Der domat d'accord sidd.

*(Assentiment)*

Dat schéngt de Fall ze sinn.

## 7. Motion de M. Laurent Mosar relative à la lutte contre l'une des pires crises humanitaires au monde au Soudan

*(Motion déposée en séance publique n° 26 du 15 mai 2024 – à consulter en page 22 de ce compte rendu)*

Da komme mer zur Motioun iwwert déi humanitär Kris am Sudan, déi den Här Mosar gëschter eragereecht huet. Här Mosar.

***Exposé***

**M. Laurent Mosar** (CSV), auteur | Jo, merci, Här President. Här Ausseminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hu virun zwee Deeg hei an dësem Haus iwwert déi deelweis och katastrophal Situatioun an der Gazasträif diskutéiert, wou d'Zivillbevëlkerung och extreem ënner Drock ass. Dat ass e Konflikt, deen do och scho säit enger ganz, ganz laanger Zäit schleeft.

Et gëtt awer och en anere Konflikt, iwwert dee leider Gottes vill manner an de Meedien an och soss op de Stroossen debattéiert gëtt. Dat ass d'Situatioun am Sudan, ganz besonnesch am West-Darfur. Och hei ass e Konflikt, deen eigentlech scho säit Méint a Jore leeft, deen awer elo an de leschte Wochen a Méint en trauregen Héichpunkt erreecht huet an deen och elo derzou geféiert huet, datt awer souwuel bei internationale Greemien, wéi notamment dem Haut-Représentant vun der Europäescher Unioun, wéi och an enger Conférence humanitaire zu Paräis de 15. Abrëll déi katastrophal humanitär Situatioun thematiséiert ginn ass.

Wat ass do geschitt? Ech géif vläicht all déi Kolleeginnen a Kolleege bieden, eng Kéier de leschte Rapport vu Human Rights Watch ze kucken, deen den 9. Mee, also virun e puer Deeg, publizéiert ginn ass a wou dervu rieds geet, datt hei déi lokal Populatioune massakréiert ginn, Honnertdausende Leit deplacéiert ginn an hei de Risk vun engem Genozid reell ginn ass, well notamment och déi lokal Populatiounen – fir d'alleréischt d'Masalitten, mee och anerer – systematesch hei niddergemetzelt gi vun deenen arabesche Force-arméeën, déi vun der sudaneesescher Regierung ënnerstëtzt ginn.

Et ass also eng katastrophal humanitär Situatioun, déi do besteet an déi all Dag virugeet, wou et, mengen ech, och wichteg ass, datt mir och dee Sujet eng Kéier hei an der Chamber thematiséieren. Duerfir sinn ech och ganz, ganz frou, datt déi Motioun hei den Appui vun der Unanimitéit, dat heescht vun alle Fraktiounen a Gruppen, kritt huet. Ech mengen, dat ass och e wichtegt Signal, dat mir haut no bausse schécken, datt mir hei an der Chamber eis wierklech der Situatioun am West-Darfur ugeholl hunn.

Wat froe mer elo d'Regierung an där Motioun? Fir d'alleréischt natierlech, fir sech proaktiv och ze engagéieren an der Lutte géint déi humanitär Kris, déi do amgaangen ass. Do wär et also gutt, wann d'Regierung géif kucken, wat se eventuell do och um humanitäre Plang ka bäidroen.

Zweetens froe mer, datt d'Regierung och intervenéiert um Niveau vun der Europäescher Unioun, datt déi nach méi Drock op déi sudaneesesch Autoritéite mécht, fir datt et endlech hei zu engem Waffestëllstand kënnt.

Da froe mir och, datt d'Regierung um Niveau vun der Europäescher Unioun intervenéiert, och erëm eng Kéier bei de sudaneeseschen Autoritéiten, datt hei d'Mënscherechter respektéiert ginn an datt déi verschidde Resolutiounen, déi vun diversen internationalen Institutioune geholl ginn, och ëmgesat ginn.

A schlussendlech froe mer dann och nach, datt d'Regierung sech esouwuel um Niveau vun de Vereenten Natioune wéi och der Union africaine engagéiert, fir datt et do esou schnell wéi méiglech zu engem Waffenembargo kënnt par rapport zu den Autoritéiten am Sudan an datt do och wierklech gekuckt gëtt, déi schrecklech Verbriechen, déi do jo am Moment geschéien an déi och scho geschitt sinn, ze poursuivéieren an dann natierlech – an dat ass net deen onwichtegste Punkt – alles ze ënnerhuelen, datt dee Genozid un deene lokale Populatiounen net virugeet.

Wéi gesot, dat ass dat, wat mir alleguerten zesummen hei an där Motioun froen. An ech wär dann och frou, wann déi vun der ganzer Chamber géif gestëmmt ginn. Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Mosar.

Hunn ech heizou Wuertmeldungen? Jo, den Här Graas. Ok, da fänke mer u mat dem Här Graas.

***Discussion générale***

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, déi Motioun hei huet ouni Zweifel de grousse Meritt, datt mer och emol eng Kéier de Fokus op eng Situatioun an Afrika setzen, déi eis och zënter Joren am Fong geholl misst interpelléieren.

Effektiv, den Här Mosar huet Recht a sengen Ausféierungen. Och hei ass am Fong geholl eng ganz grouss humanitär Katastroph amgaang virzegoen. Et ass flächeméisseg gekuckt dat drëttgréisste Land aus Afrika. An zënter véier Joer, nodeems do de Laangzäitdiktator, kann ee soen, den Omar al-Baschir, gestierzt ginn ass, ass dat Land am Fong geholl och guer net zur Rou komm. An zënter engem Joer gëtt et am Fong geholl haaptsächlech an der Haaptstad Khartum jo e Krich zwëschent der Arméi an der Miliz, der RSF. An dowéinst ass et och wichteg, datt mer eis elo dorobber konzentréieren. Et sinn eng 25 Millioune Leit, déi do an enger ganz prekärer Situatioun liewen. Do gëtt dervu geschwat, datt praktesch 17 Milliounen ënner enger gréisserer Hongersnout leiden. Dat muss ee sech also och emol virstellen.

An deem Sënn menge mir och als Demokratesch Partei, datt et gutt ass, datt d'lëtzebuergescht Parlament sech där ganzer Problematik do unhëlt.

Den Här Mosar weist och zu Recht op de Rôle vun der Europäescher Unioun hin. Jo, dat soe mer oft och an anere Konflikter. Leider musse mer munchmol feststellen, datt d'Europäesch Unioun net ëmmer ka mat enger Stëmm schwätzen. An ech mengen, dat do ass och erëm e gutt Beispill, wéi wichteg et ass, datt d'Europäesch Unioun och an Zukunft awer vläicht do um internationalen Niveau méi eng staark Roll spille kann. Ech wëll elo net erëm d'Diskussioun opmaachen iwwert d'Unanimitéit an der Aussepolitick – jo oder neen –, mee et ass awer hei erëm eng Kéier bewisen, wéi wichteg et ass, datt mer awer och als Europa méi eng staark Stëmm kréien.

Op jidde Fall ass dat do eng Motioun, déi mir als Demokratesch Partei nëmme kënnen ënnerstëtzen. Ech soen nach eng Kéier Merci fir den Depot a mir wäerten, wéi gesot, och eisen Accord ginn. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Graas. Dann ass et um Här Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci dem Laurent Mosar, dass en déi Motioun hei agereecht huet. Mir wäerten déi selbstverständlech matstëmmen. Et wär eis natierlech alleguerten hei bestëmmt léiwer, wa mer iwwer Aussepolitick schwätzen, dass mer emol eng Kéier géifen iwwer méi erfreelech Saache schwätzen, mee mir musse leider ëmmer méi, fillen ech, iwwer Krich schwätzen, iwwer nei Konflikter doruechter, no bei eis, awer och vill méi wäit an der Welt. An dat heiten ass een dovunner an dofir ass et och wichteg, dass mer do net d'Aen zoumaachen, mee déi och hei an der Chamber zur Sprooch bréngen.

D'Gewalt am Weste vum Darfur ass leider e weidere brutale Konflikt, dee jo och schonns jorelaang amgaangen ass an deen zanter November dann och weider eskaléiert. An déi grujeleg Gewaltdote géint d'Masalittvollek an aner net arabesch Communautéiten hu ganz kloer en eethnesche Charakter a sinn dofir ganz kloer op dat Schäerfst ze verurteelen.

De Rapport – en ass schonn ugeschwat ginn – vu Human Rights Watch schwätzt vun eethnescher Säuberung a Verbrieche géint d'Mënschlechkeet. Fotoen an Temoignagen dokumentéiere Vergewaltegungen, Folter an Exekutiounen. Dausende vu Mënsche goufen ëmbruecht an zanter Abrëll, gëtt geschat, wären eng hallef Millioun Mënschen op der Flucht.

Dofir begréisse mir dës Motioun, déi d'Regierung derzou oprifft, sech a multilaterale Kaderen, souwuel an der Europäescher Unioun wéi och an der UNO respektiv an der Afrikanescher Unioun, proaktiv fir e Waffestëllstand, d'Mënscherechter an d'Opklärung vun dëse grujelegen Doten anzesetzen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Cruchten. Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Den Här Mosar huet a senger Introductioun an och meng zwee Virriedner hunn eigentlech scho ganz vill gesot. Ech wëll vläicht just ee Gedanken derbäimaachen. Dat ass, datt mir als Europäer, wa mer iwwert de Sahel schwätzen, och eng Matresponsabilitéit fir d'Destabiliséierung vun där Regioun matdroen. Dat hu mer e puermol gemaach. An e ganz bekannte Fall, deen dramatesch Konsequenze bis haut an der Regioun huet, ass Libyen.

Eis Interventioun a Libyen an d'Destabiliséierung vun engem u sech ganz schreckleche Regimm, deen do war, mee deen alt de Meritt hat, Libyen ze stabiliséieren – mat allem, wat dat deemools geheescht huet –, huet derzou geféiert, datt déi Fragmentatioun an der Géigend och vum Sudan ganz séier virugaangen ass, datt Waffelager dorëmmer op eemol accessibel waren, datt sech Banden do konnte mat Waffen approvisionéieren, déi virdrun net do waren, datt mer Phenomeener gesinn hunn entstoe wéi Banden, déi duerch de Sahel zéie mat libeschen oder ex-libesche Waffen, woubäi mer musse wëssen, datt déi Grenzen an där Regioun eppes ganz Relatives sinn. Se si laang, se si bal net ze kontrolléieren. A mir hunn u sech en Destabilitéitszoustand vu Somalia bis déi aner Säit,

bis den Atlanteschen Ozean, wou mer esou Saachen hunn a wat och eng Roll gespillt huet bei eisem Engagement am Niger, am Mali an an anere Staaten.

Et ass also eng ganz komplex Situatioun. Mir si frou, datt mer hei d'Europäesch Unioun opruffen, sech fir eng Stabilitéitspolitick an där Regioun anzesetzen. Si huet et absolutt néideg a mir sollten als Lëtzebuerg alles maachen, wat mer kënnen, fir d'Situatioun vun deene Leit an där Regioun ze verbesseren.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President. Ech maachen et kuerz. Ech wëll dem Här Mosar Merci soe fir d'Motioun an och dem Här Graas an dem Här Cruchten, déi dat gesot hunn, wat ech och hätt kënnen oder wëlle soen. An duerfir wëll ech mech kuerzfaassen a soen, datt ech mech deem uschléissen a mir d'Motioun stëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Dat heiten ass ee vun deene Konflikter, déi een net all Owend op der Télee gesäit, wou een net all zweeten Dag an der Press dovunner liest an deen awer genausou grujeleg ass wéi eng ganz Rëtsch aner Konflikter, mat deene mer eis an der Lescht hei hu misse befaassen.

Den Yves Cruchten huet richteg gesot: Et ass u sech schued, datt mer eis ëmmer nëmme mat deene Regiounen heibanne befaassen, wann et erëm néideg ass, fir ze condamnéieren oder fir zu engem Waffestëllstand opzeruffen, a wa mer musse kucken: Wéi komme mer dann elo aus dem Schlamassel eraus?

Ech mengen, dat heiten ass vill méi wéi e Schlamassel. Et ass en humanitären Desaster an et weist och, wéi schwiereg et heiansdo ass ze entscheeden, wa Konflikter ophalen, wat mat deenen arméierte Forcen, déi an deene Konflikter oeuvréiert hunn, geschitt. An och do muss ee sech vläicht an Zukunft méi Gedanke maachen, wann ee Richtung Friddensmouvementer geet, wann ee Richtung Fridden oeuvréiert, fir och vu virera matzeplangen: Wéi desarméiere mer déi Milizen, déi bewaffnet Konflikter mat sech bréngen? Well datt et zu deenen heite Massakeren, jo zu deem Genozid hei u sech koum an nach ëmmer kënnt, läit dorunner, datt no anere Konflikter déi Forces – op Franséisch heesche se „Forces de soutien rapide" – net desarméiert goufen a sech du lassgeléist hu vun der staatlecher Kontroll an elo marodéierend do duerch d'Regioun zéien.

A genau do, mengen ech, musse mer an Zukunft och oeuvréieren, fir dat am Friddensprozess matzedenken a fréizäiteg esou Truppe kënnen ze desarméieren an erëm an d'Zivillliewen ze integréieren. Dat vläicht nach als zousätzleche Message zu där ganz gudder Motioun, wou ech och dem Laurent Mosar nach eng Kéier ganz vill Merci soen.

Mir wäerten dat hei natierlech matstëmmen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, den afrikanesche Kontinent ass warscheinlech ee vun de räichste Kontinenter iwwerhaapt, potenziell gesinn, an et ass trotzdeem – oder grad doweinster vläicht – e Kontinent, wou d'Leit am meeschten ënner Krich ze leiden hunn an am Krich ënner Aarmut, ënner Ënnerernierung.

De Konflikt elo am Sudan, déi Massakeren, dee Risque de génocide, dee ganz reell ass, deen natierlech och presentéiert gëtt als mat eethneschen oder reliéise Wuerzelen, ass awer och e Konflikt, wou et och ganz kloer ëm Ressourcenopdeelunge geet. A leider ass et och e Proxykrich, wéi esou oft – wéi esou oft!

An dat ass warscheinlech jo och deen Hiewel, wou ee muss upaken, well engersäits Länner wéi Ägypten, den Iran oder och d'Tierkei oder och d'Ukrain – dat ass interessant d'ailleurs – d'Regierung ënnerstëtzen, anerersäits Russland iwwer Wagner déi Forces de soutien rapide ënnerstëtzt an d'Emiratien och. Dat heescht, do gëtt et och nach verschidden Hiewelen, fir och Drock ze maachen. Et si vill Belligeranten, plus ou moins directs et plus ou moins indirects, wou ee kann intervenéieren, mee mir wäerten natierlech déi Motioun ënnerstëtzen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

Ech ginn dervunner aus, wann ech elo jiddwereen héieren hunn a wann ech d'Ënnerschréften op dëser Motioun gesinn, datt mer déi kéinte par main levée ofstëmmen. Ass een dergéint?

*(Négation)*

Et ass keen dergéint, also kënne mer se par main levée ofstëmmen.

***Vote sur la motion***

Wien ass fir dës Motioun? Merci.

Ass ee géint dës Motioun?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dann ass dës Motioun à l'unanimité ugeholl. Ech soen Iech Merci dofir.

## 8. Motion de M. Gusty Graas relative au conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

*(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 34 de ce compte rendu)*

An da kéime mer direkt zur nächster Motioun iwwer Armenien, déi hei deposéiert ginn ass vum Här Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

***Exposé***

**M. Gusty Graas** (DP), auteur | Merci, Här President. Effektiv, de Problem zwëschent Armenien an Aserbaidjan, deen eis ëmmer erëm interpelléiert, ass leider och keen neien. Ech denke virun allem och un d'Situatioun am Bergkarabach. Net méi spéit wéi d'nächst Woch geet jo eng Delegatioun vun der Chamber an Armenien. Ech mengen, et wier awer gutt, wa mer eis als Parlament am Virfeld iwwert déi ganz Problematik ausschwätze géingen. Ech wëll do op e puer Saachen hiweisen.

Et ass eng Motioun, wéi gesot, déi am Numm vun der Majoritéit hei deposéiert ginn ass, wou ech allerdéngs direkt ka soen, wou ech och frou driwwer sinn, datt sämtlech Fraktiounen a Sensibilités politiques déi hei matdroen. Ech ginn duerfir hei just kuerz drop an.

Mir sinn natierlech beonrouegt iwwert deen Exode forcé vun Armeenier – iwwer 100.000 – no där Opération militaire vum Aserbaidjan vum 19. September 2023.

Mir sinn der Meenung, datt een nach wie vor och muss zu der Deklaratioun vun Alma-Ata vun 1991 stoen. Do ass u sech dann déi Reconnaissance mutuelle, muss ee soen, vun dem Territorium an der Souveränitéit vun deenen zwee Länner ënnerstrach ginn.

Dann, wat awer ganz weesentlech ass a ganz wichteg ass, ass, datt Armenien de 14. November 2023 och de Statutt vu Roum ratifizéiert huet. Dat heescht, datt se sech der Cour pénale internationale ugeschloss hunn. Dat ass e ganz weesentlecht Evenement.

Da gëtt et jo och en neie Programme de partenariat zwëschent der Europäescher Unioun an och Armenien.

Da weisen ech och drop hin, datt et zum Beispill en Accord gëtt zwëschent Armenien an dem Aserbaidjan, wat eeben d'Grenzen ubelaangt, vum 19. Abrëll 2024.

An doweinst géinge mer aus all deene Considerant-en awer dann och d'Regierung opfuerderen, eng Rei Saachen ze maachen, an zwar nach eng Kéier déi zwee Staaten drop hinzeweisen, wéi wichteg ass, datt d'internationaalt Recht respektéiert gëtt, an dann awer och am Kader vun där Missioun vun der Union européenne, EUMA, datt déi am Fong geholl nach soll verlängert ginn.

Eng drëtt Fuerderung ass dann, datt den neie Programme de partenariat zwëschent der Europäescher Unioun an Armenien am Fong elo och soll weider ausgeschafft ginn.

Mir sinn och der Meenung, datt d'Europäesch Unioun – an dat geet och e bëssen an dat eran, wat an där Motioun virdrun hei diskutéiert ginn ass – soll méi eng staark Roll um internationale Plang spille kënnen, datt se eeben och, wéi gesot, an dësem Konflikt kann de Rôle vum Mediateur iwwerhuelen.

Mir wäerten eis och engagéieren, datt méi eng Normalisatioun zwëschent deenen zwee Staate kann entstoen.

Da soll awer och d'Relatioun zwëschent Lëtzebuerg an Armenien um diplomatesche Plang, um ekonomesche Plang nach verdéift ginn.

Mir hätten dann awer och gär, datt Baku – also dat ass d'Haaptstad vum Aserbaidjan – déi Prisonéier, déi opgrond vun dem Krich nach a Prisonge sëtzen, fräiléisst.

A wéi gesot, hätte mir zum Schluss am Fong geholl och nach gär, datt d'Relatiounen zwëschent der Türkei an Armenie solle verbessert ginn.

Wéi gesot, ech wier frou, wann déi Motioun hei, déi a sech vu jiddwerengem heibannen ënnerschriwwe ginn ass, och deementspriechend géing den Appui fannen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Présdient | Merci, Här Graas.

Dann huet den Här Hansen d'Wuert gefrot. Här Hansen.

***Discussion générale***

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. Fir d'éischt wëll ech dem Här Graas villmools Merci soen, datt en déi heite Motioun deposéiert huet. Ech mengen, d'Situatioun an Armenien ass bekannt, besonnesch am Haut-Karabakh, wou eng 100.000 Leit deplacéiert gi sinn no där Invasioun, wéi een et muss soen, vum September 2023.

Ech fannen et richteg, datt mer hei déi Saache ganz kloer denoncéieren an dëser Motioun. Ech fannen et awer och richteg, well dat heite gëtt der Delegatioun vun der Chamber, déi dohinner geet, och e ganz kloert Mandat. An ech mengen, dat ass den Outil vun deene Motiounen. Dat solle mer wierklech och esou maachen. Wann d'Chamber iergendwou higeet, ass et wichteg, datt mer och alleguerte wëssen ..., bezéiungsweis, mengen ech, deemno wien hei an d'Parlament op Besuch kënnt, ass et heiansdo och wichteg, datt mer eng kloer Positioun zu verschiddene Sujeten hunn.

An dofir soen ech villmools Merci an am Numm vun der CSV kënne mir dat heite matënnerstëtzen. Mir haten et jo och mat ënnerschriwwen. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci, Här Hansen.

*(Interruption par M. Xavier Bettel)*

Ech ginn Iech, Här Bettel, zum Schluss d'Wuert an ech fueren elo weider mat der normaler Reiefolleg. Den Här Cruchten huet elo d'Wuert.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Jo, mir hunn déi Motioun hei selbstverständlech matgedroen an och gehollef mat ausschaffen. Et ass och net déi éischt Motioun, déi mer zu Armenien hei an der Chamber unhuelen. Mir hunn 2021 eng ugeholl, mir hunn 2022 eng ugeholl. Et ass elo just gesot ginn: Nächst Woch wäert eng Delegatioun vun der Chamber fir eng zweete Kéier bannent engem Joer an Armenie goen, an dat kënnt net vun ongeféier.

Dem armeenesche Vollek ass an der Vergaangenheet ganz vill Onrecht geschitt. Ech denken un de Genozid vu virun 100 Joer, dee mer hei och esou als Genozid deklaréiert haten als Chamber. Awer och an der méi rezenter Vergaangenheet – Dir hutt et gesot gehat –, am Hierscht, hunn iwwer 100.000 Leit aus Bergkarabach misse flüchte virun der aseerescher Arméi. An déi Leit, déi sinn elo Flüchtlingen an Armenien. An ech mengen, dass et dofir gutt ass, dass mer déi Motioun hei unhuelen, dass mer eng Visitt och maachen op Jerewan an do eis Solidaritéit mat den armeenesche Kolleegen ausdrécken.

Ech wëll och vläicht eng Kéier fir déi Leit, déi Armenien net esou gutt kennen, awer soen: Mir si Partner op ganz villen Niveaue mat Armenien. Armenien ass mat eis zesummen ënner anerem och Member am Europarot. An net méi spéit wéi muer de Muere wäert de Monitoring Committee vun der Parlamentarescher Versammlung vum Europarot e ganz positive Rapport iwwert d'Entwécklung vun der Rechtsstaatlechkeet an der Demokratie an Armenien unhuelen. An dat weist eigentlech, dass dat Land op enger gudder Schinn ass an dass mer eist Bescht sollte maachen, fir et op deem Wee ze begleeden an ze ënnerstëtzen.

Wann ech elo nach 30 Sekonnen hunn, géif ech vläicht de President vun eiser Kommissioun awer och nach bieden, dass mer eis vläicht eng Kéier – mir mussen dat net an der Plenière maachen, mee op d'mannst eng Kéier an der Kommissioun – austauschen iwwert d'Evolutioun den Ament a Georgien. Mir hunn a Georgien eng ganz beonrouegend Entwécklung. Ech wëll vläicht och soen, dass mer zejoert zu enger Delegatioun a Georgie waren, grad zu deem Zäitpunkt, wou dat Gesetz iwwert d'ONGen, iwwert d'Agents étrangers, wéi et nach genannt gëtt, schonn an enger éischter Lektür war. Deemools, wéi mir do am Parlament waren, hu se sech zerklappt. Elo mierke mer, wivill Honnertdausende Leit op d'Strooss ginn, well se fäerten, dass dat doten ze vill eng russesch Influence kritt, an d'Vollek sech méi der Europäescher Unioun zougehéiereg fillt. Dofir wier ech frou, wa mer eis eng Kéier kéinten doriwwer austauschen a vläicht och do eng Kéier eng gemeinsam Aktioun kéinten huelen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Cruchten. Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, merci, Här President. Et ass wierklech eng ganz interessant Diskussioun, déi mer hei féieren. Mir hate jo och viru Kuerzem den armeenesche Bausseminister bei eis hei op Besuch.

Et ass leider esou, datt dat Land, fir dat mir immens vill Sympathie hunn, mat deem eis och ganz vill verbënnt, ganz gefäierlech lieft, well mir hunn elo nach ëmmer déi Situatioun, datt Aserbaidjan interesséiert ass un engem Korridor duerch armeenescht Staatsgebitt, fir zwee Deeler vu sengem nationalen Territoire mateneen ze verbannen. An déi Meenungsdifferenzen, déi tëschent deenen zwee Staaten an deem Zesummenhang bestinn, hunn och dat Potenzial, eventuell kënnen zu engem méi oppene Konflikt ze féieren.

Ech mengen, fir eis ass et wichteg – an dofir begréisse mir ausdrécklech, datt eng Delegatioun vun der Chamber och an Armenie geet –, souwäit mir dat kënnen, dat Land ze ënnerstëtzen an eis Solidaritéit ze weisen an och an deenen internationale Greemien, wou mer Member sinn, fir d'Interessie vun Armenien ze plädéieren.

A mir sollten net vergiessen – an den Här Cruchten huet drop higewisen –, datt déi geografesch Géigend, an där Armenie läit, eng ganz explosiv ass. An dofir ass et och wichteg, net nëmme vläicht mat Armenie selwer ze schwätzen, mee och eis Relatioune mat der Tierkei a mam Iran ze kucken.

Bei der Tierkei, do si mir jo der Meenung, an aner Parteien och heibannen, datt se net ka Member an der Europäescher Unioun ginn, awer se ass e wichtege regionale Facteur, inklusiv wat d'Situatioun an Armenien ugeet. An dofir sollt een och mat hinnen d'Gespréich sichen.

A wat den Iran ugeet, do hate mer schonn e Virgespréich an der Kommissioun an ech hat mech deen Ableck engagéiert, fir de Kolleegen eng Draftresolutioun virzeleeën. Déi ass net vergiess. Ech wäert dat an den nächsten Deeg maachen, fir datt mer eis och kënnen eng Kéier hei iwwert d'Situatioun am Iran an déi regional Auswierkungen ënnerhalen.

Dat gesot, soe mir dem Här Graas Merci fir deen Text. Mir ënnerstëtzen dat selbstverständlech a freeën eis doriwwer, datt mer dat haut kënne maachen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President. A vu datt mer hei sollen d'Zäiten an d'Riede jo e bësse kierzen, dem Här Graas Merci fir d'Initiativ. En huet alles gesot an an der Motioun steet alles dran, wat mir och kënnen ënnerstëtzen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Och vu mir nach eng Kéier e Merci fir d'Initiativ vun der Motioun. Et war keng, déi einfach esou aus der Füllfieder gefloss ass, well et waren awer e bëssen .... Et ass eng komplex Situatioun do ënnen. An ech mengen, et gouf scho gesot: Armenie befënnt sech an enger ganz schwiereger Situatioun zwëschent enger ganzer Rëtsch Länner, déi net onbedéngt friddlech gesënnt sinn, wann et ëm d'Recht vun Armenie geet, weider ze bestoen.

Mir hunn eis déi lescht Joren e puermol mat Nordkarabach beschäftegt, wou Dir fréier nach als Oppositiounspolitiker eng ganz Rëtsch Motiounen hei abruecht hutt, wou mer eis u sech och ëmmer zu Recht op d'Säit vun Armenie gestallt hunn an och fir d'Selbstbestëmmungsrecht vun Armenie gekämpft hunn.

Ech mengen, datt et hei wichteg ass, datt mer, wa mer déi Missioun d'nächst Woch maachen, e klore Message mathuelen an datt mer u sech och als Chamber der Regierung e klore Message mat op de Wee ginn. An dofir ass et ganz wichteg, datt déi Motioun hei och esou komplett ginn ass, well ech weess, datt et e bëssen e Pësel war, fir se zesummenzesetzen. An ech mengen, de Pësel ergëtt awer elo e ganz schéint a komplett Gesamtbild. An dofir wäerte mer déi Motioun och matdroen.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir wäerten dës Motioun natierlech och matdroen. Mir sinn och der Meenung ... Dat feelt vläicht och. Et ass keng Motioun, déi perfekt ass, mee de Facteur oder de Rôle, deen d'Tierkei an der Géigend spillt, ass en determinante Facteur. An ech hunn heiansdo den Androck, datt de Fait, datt d'Tierkei Member ass an der NATO, u sech e bëssen esou eng Gréng Luucht gëtt, fir op eng relativ einfach Aart a Weis Crimmen ze maachen. Dat natierlech a senger Bezéiung mam Regimm zu Baku a par rapport zu Armenien, mee mir vergiessen och ëmmer d'Kurden, déi weiderhi vum Regimm vum Här Erdoğan massakréiert ginn, an dat interesséiert och keen. Ech soe mer ëmmer: Wann d'Tierkei net an der NATO wier, da géife mer se vläicht méi séier condamnéieren. Ech hunn – dat ass vläicht eng Ënnerstellung – e bëssen deen Androck.

Ech mierken awer och, datt an dëser Chamber e grousse Besoin do ass, fir iwwer international Froen ze diskutéieren. An ech profitéiere vun der Occasioun, fir ze froen, ob mer iergendeng Kéier och eng Debatt hei féieren iwwert d'Aussepolitick vu Lëtzebuerg. Also ech weess net, vläicht ass déi iergendwéi eng Kéier geplangt. Et wier interessant. Et ass jo net, wéi wann näischt géif geschéien zurzäit op der Welt. An ech mengen, mir hätten eis villes ze soen. Voilà, dat war just eng kleng Demande.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Zu Ärer leschter Fro wëll ech just soen, datt mer amgaang sinn, mam Ausseminister en Datum ze sichen, fir iwwert déi Froe kënnen ze schwätzen, soudatt déi Äntwert scho ginn ass.

An da ginn ech dem Ausseminister d'Wuert, fir heizou Stellung ze huelen.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Ech soen dem Chamberspresident Merci als Spriecher vum Ausseministère.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ma dat hu mer gär.

**M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Ech hunn e puer Saachen. Déi éischt Saach ass: Här Hansen, Dir hutt gesot: „D'Chamber huet e kloert Mandat." Dir hutt eis kloer Hausaufgabe ginn. An ech mengen, et ass och dat, wat wichteg ass.

Mee ech wëll awer fir d'éischt der Chamber Merci soen, well wann ech kucken, d'lescht Woch iwwer RDC (ndlr: République démocratique du Congo), dës Woch och iwwer Gaza, haut iwwert d'Situatioun an Armenien, iwwert d'Situatioun am Darfur, vu Verschiddenen, vun der Majoritéit, vun der Oppositioun, ass et wichteg – a virun allem, well hei och Schoulklasse present sinn, Här President –, dass ee sech bewosst ass, dass et net iwwerall esou ass wéi hei an dass dat, wat ee mengt, a Fridde kënne grouss ze ginn, a Fridde kënnen ze liewen a keng Angscht viru sengem Noper ze hunn, net eppes ass, wat evident ass a wat en Acquis ass. Dofir fannen ech et och wichteg, dass an enger Chamber och esou Diskussiounen iwwert d'Aussepolitick kommen. An ech wollt Iech dofir Merci soen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Et sinn e puer Saachen. Déi éischt Saach, déi ech Iech wollt soen, ass: Den armeeneschen Ausseminister war hei. Et ass och scho gesot gi vum honorabelen Här Kartheiser, dass deen hei war. Si hunn och e Bureau opgemaach, eebe keng Ambassade, mee eng Représentation diplomatique hu se awer hei opgemaach. Dir wäert jo elo dohinner goen, d'nächst Woch, wann ech richteg verstanen hunn. Ech wäert am Hierscht och dohinner goen, well se probéieren eeben och, diplomatesch Relatiounen ze verdéiwen, a si probéieren, esou e Jerewan-Forum ze maachen, och fir mat anere Partner en diplomatesche Forum kënnen ze kréieren. A si hu mech och invitéiert, fir dohinner ze goen, an ech maachen och alles, fir kënnen dohinner ze goen.

Den Här Kartheiser huet och gesot, et wier wichteg, mat anere Länner ze schwätzen. An, jo, Dir hutt d'Türkei an den Iran zitéiert, an den Här Wagner seet dann, wann d'Türkei net an der NATO wär, da géife mer se condamnéieren. Ech si frou, dass d'Türkei an der NATO ass, well do hu mer eng Plattform, wou mat engem grousse Partner kann echangéiert ginn, an et kann och do nees drun erënnert ginn, wat déi Ziler sinn, déi mer eis gemeinsam ginn hunn. Dofir wëll ech elo net hei soen, dass et falsch ass, dass d'Türkei an der NATO ass. Ech soen au contraire: Ech si frou, dass d'Türkei haut an der NATO ass, well do hu mer awer e Partner, och wann et net ëmmer deen einfachsten ass, op dee mer eis kënne verloossen.

Den Här Kartheiser huet mech gefrot, fir mam Iran ze schwätzen. Huelt mer et net béis, mee dat geet net! Also ech packen et net, dat geet net. Ech probéiere wierklech als Ausseminister ... Dir wësst, dass ech mat jiddwerengem schwätzen a wierklech mat jiddwerengem en Echange hunn, mee beim Iran musse mer en anere fannen, deen dohinner geet!

*(Hilarité)*

Här President, Iech nach eng Kéier e Merci, dass heidriwwer kann diskutéiert ginn.

*(Interruption)*

Wann den Här Kartheiser esou eng Charge wëll iwwerhuelen ...

Mee op jidde Fall, maacht emol den Text, mee dot mer et net un, wannechgelift! Wann ech weess, wat do geschitt mat Fraen, wat do geschitt mat Homosexueller, wat do geschitt mat Minoritéiten, wat do geschitt mat engem Rechtsstaat, frot mech net, fir dohinner ze goen. Ech packen et net!

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Kartheiser, ganz kuerz.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech wollt just den Här Bettel berouegen. Ech hat gesot, mir sollte mat der Tierkei schwätzen an ech géing hei en Text tabléieren, deen ech mat de Kolleegen ofschwätzen, fir datt mir hei iwwert den Iran kënnen diskutéieren.

*(Interruption)*

Also, wësst Der, Här Minister, et gëtt Grenzen. Dir sidd net an der selwechter Partei wéi ech, mee ech wëll Iech awer esou wäit schounen, datt ech Iech dat do net wëll zoumudden.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ma, ech si frou, datt Dir Iech eens sidd.

*(Hilarité)*

Elo muss den Här Wagner natierlech och nach eppes soen. Här Wagner, awer kuerz.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Natierlech muss ech nach eppes soen, Här President, ganz kuerz awer. Ech mengen, den Här Ausseminister hat mech net ganz richteg verstanen. Ech ginn zou, datt ech och haut e bësse midd sinn. Vläicht drécken ech mech net richteg aus, mee ech hu gesot, wat d'Memberschaft ugeet vun der Tierkei an der NATO, datt mer doduerch – warscheinlech doduerch –, datt d'Tierkei Member ass vun der NATO, d'Tendenz hunn, se net ze condamnéieren, wa se Crimme mécht, wéi zum Beispill am Kurdistan. Dat ass ganz kloer. Ech hunn net gesot, d'Tierkei misst aus der NATO erausgoen. Ech si souwisou kee Frënd vun der NATO. Dat ass eng ganz aner Fro. Mee voilà, dat ass den „deux poids, deux mesures", deen ech erëm eng Kéier wollt ënnersträichen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, merci fir déi Kloerstellung. Elo komme mer zeréck op Armenien. A souwäit ech festgestallt hunn, ass hei eng Unanimitéit, zumindest an deene Fraktiounen, déi sech elo ausgedréckt hunn. Dofir stellen ech d'Fro, ob een dergéint ass, datt mer dat par main levée ofstëmmen.

*(Négation)*

Dat ass net de Fall.

***Vote sur la motion***

Da froen ech: Wien ass mat dëser Motioun d'accord? Merci.

Ass een, deen dergéint stëmmt?

Ass een, dee sech enthält? Dat ass net de Fall.

Dann ass dës Motioun à l'unanimité ugeholl.

An ech soen Iech dofir villmools Merci, well dat erlaabt mir an där Delegatioun, déi d'nächst Woch och an Armenie geet, mat aller Kloerheet d'Meenung vun der ganzer Chamber auszedrécken. An ech fannen dat wichteg. Dofir also villmools merci.

## 9. Question élargie n° 5 de M. Franz Fayot relative à l'annonce d'une réorientation fondamentale de la politique en matière d'éducation et de sensibilisation aux questions de développement

Da komme mer zum nächste Punkt vun dësem Ordre du jour, zu der erweiderter Fro Nummer 5 vum Här Franz Fayot iwwert d'Ukënnegung vun enger fundamentaler Neiorientéierung vun der Bildungs- a Sensibiliséierungspolitick am Beräich vun den Entwécklungsfroen. Den Auteur huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. D'Regierung huet 10 Minutten Zäit fir ze äntweren. An den Här Fayot huet d'Wuert. Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Merci, Här President. Et ass schued, dass déi Jonk elo um Wee no bausse sinn, well ech mengen, dat hei wär eng Fro, déi si och interesséiert hätt an déi se och direkt concernéiert. Mee soit.

Mir liewen an enger Welt, wou alles zesummenhänkt. Eis Wirtschaft, eise Konsum, eis politesch Decisiounen hei am Norden hunn Inzidenzen op d'Mënschen am Süden, op d'Aarmut, op de Klima an d'Ëmwelt, op d'Gläichheet tëscht Fra a Mann, op d'Mënscherechter.

D'Grondiddi vun der globaler Educatioun, deem, wat mer soss Sensibiliséierung genannt hunn, ass, dass, wa mer wëlle Problemer am globale Süde léisen – an dat wëlle mer jo probéieren ze maachen iwwer eis Kooperatioun –, da musse mer bei eis ufänken. Dat bedeit d'Zesummenhäng verstoen tëscht eis an den Entwécklungslänner, och d'Inkohärenzen an eise Politicke verstoen an ënnerbannen, a munchmol och eis Komportementer änneren.

An der Dublin Declaration vum November 2022, engem progressiven Text, wou Lëtzebuerg sech staark abruecht huet, engagéiert sech dann och all Land derzou, déi global Educatioun bei sech doheem ze verstäerken, an der formeller an an der informeller Bildung, duerch Recherche, awer och um Niveau vun der Zivillgesellschaft a bei den ONGen.

Heizuland hunn d'ONGen ëmmer eng zentral Roll bei der Sensibiliséierung zu Entwécklungstheeme gespillt, op d'mannst säit dem Gesetz vun 1996 iwwert d'Kooperatioun. Säit ville Jore kënne se Projete fir ee Joer oder Accord-cadren iwwer e puer Joer eraginn a kréien dat dann och finanzéiert iwwer eng Ligne budgétaire, déi der Kontroll vun der Chamber ënnerläit.

De Grond dofir läit op der Hand: Doduerch, dass se Projete maachen an Entwécklungslänner, hu se eng Expertis, hu se och eng Perspektiv, déi anerer net hunn an déi se dofir predestinéieren. An d'ONGen, dat muss een och soen, hu sech an deene leschte Joren do och zolidd professionaliséiert.

Dir, Här Minister, hutt am Mäerz dëst Joer den ONGen annoncéiert, dass d'Kooperatioun net méi wéilt d'Salairë vun de Mataarbechter vun den ONGe bezuelen, well ze vill a secteurinterne Formatiounen, Publikatiounen an Initiative géif gemaach ginn an net genuch a Campagnen no baussen, an dass Der elo wéilt, dass dat vun der Educatioun géif iwwerholl ginn an dem Curriculum vun der Schoul an, wat d'Campagnen ugeet, vum Cercle des ONG.

Dëst ass natierlech eng zimmlech radikal Kehrtwende, déi munch ONGe virun existenziell Problemer stellt. Doduerch, dass se keng Previsibilitéit iwwer 2025 eraus hunn an et och anscheinend keng weider Appels à projets, weeder annuel nach nei Accord-cadren, wäert ginn, stinn hei eng Partie ONGe virun enger grousser Incertitude. Et stinn hei 50 ETP-Posten, Équivalents temps plein, um Spill, wat awer méi wéi 50 Leit betrëfft, Leit mat Expertis an och mat vill Erfarung, déi riskéieren, deem Secteur verluer ze goen. Dofir meng Froen:

Éischtens, wat begrënnt dëse fundamentale Changement?

Zweetens: Wéi e Stellewäert gitt Dir der Aarbecht an der globaler Entwécklung? A steet Lëtzebuerg weiderhin zu der Dublin Declaration?

Drëttens: Gedenkt Dir, d'Gesetz iwwert d'Kooperatioun dohigeeënd ze änneren, fir d'Suppressioun vun der Roll vun den ONGen aus der Educatioun zu globale Sujeten heizuland ze aktéieren?

Véiertens: Ass d'Entscheedung, fir déi betraffe Projetannuellen an Accord-cadren auslafen ze loossen, definitiv?

Fënneftens: Wäert et nach dëst Joer en Appel à projets ginn? A wa jo, wéini? Wëssend, dass do och ëmmer eng gewësse Previsibilitéit wichteg ass.

Sechstens: Ass virgesinn, dass de Finanzement, wann en da weider besteet, am Ausseministère bei der Kooperatioun bleift? Oder hutt Dir wëlles, en Deel an den Educatiounsministère ze verlageren? A wéi soll dann d'Educatioun déi Missioun, déi se natierlech och virun Erausfuerderunge stellt, kënne schëlleren?

A lescht Fro: Wéi gesitt Der d'Roll vum Cercle de coopération an Zukunft, wann e soll nei Tâchen iwwerhuelen, wéi zum Beispill Campagnë maachen?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Här Ausseminister. Nee, Här Kooperatiounsminister an dësem Fall.

*(Hilarité)*

**M. Xavier Bettel,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Et ass mat där Kap.

Merci, Här President. Ech soen dem Här Fayot Merci, mee ech wëll just drun erënneren, dass déi honorabel Madamm Welfring schonn de Sujet an enger Kommissioun vun den Affaires étrangères relevéiert hat virun e puer Wochen, wou mer schonn op all déi Froe geäntwert hunn. Mee ech mengen, vis-à-vis vum honorabelen Här Fayot wäert ech nach eng Kéier e kuerze Resümmee maache vun deem, wat mer schonn diskutéiert haten.

De Fait ass, hei gëtt gesot: „Et ass e fundamentale Changement. Et ass eng radikal Decisioun." Ech hunn nach guer keng Decisioun geholl, Här President, nach guer keng! Dofir sinn ech frou, dass mer dat hei och kënnen an enger ëffentlecher Sitzung maachen, well dat war d'Suerg vun der Madamm Welfring, fir ze froen: „Wat ass da bis elo decidéiert ginn?" An et ass nach näischt decidéiert ginn!

Mir si mat den ONGen amgaangen ze diskutéieren, wéi mer déi Sensibilisatiouns- an Educatiounsmissioun, déi se hunn, kënne verbesseren. Am Moment gëtt et a verschiddene Schoulen ... An et ass och gesot ginn, dass a verschiddene Schoulen ... Dat wier net wouer, well mir hätte keng Semaine de la coopération an de Schoulen. Et si verschidde Schoulen, déi et gemaach hunn, mee et ass näischt Coordonéiertes.

Ech hunn do extra beim Educatiounsministère nogekuckt. Mir sinn amgaangen ze kucken ... Dat ass e Sujet, deen den SNE elo scho kritiséiert huet. Et soll jo nämlech en neit Fach kommen, dat heescht „D'Entwécklung vum Kand zum Weltbierger". An an deem Cours gëtt gekuckt, ob net en Deel zum Beispill kann awer och iwwert d'Kooperatioun diskutéiert ginn. Et ass jo net, dass mer elo wëllen e Kooperatiounscours maachen, mee mir sinn der Meenung, dass, wann een d'Educatioun an d'Sensibilisatioun wëll maachen, et awer och wichteg ass, dass ee mam Educatiounsministère kuckt, wéi een d'Sensibilisatiounsaarbecht an de Schoule ka maachen.

Et ass och d'Iddi, ob een net soll eng Semaine de la coopération maachen an de Schoulen. Ech hunn zum Beispill d'Iddi bruecht, a mir sinn amgaangen, déi ze kucken: Mir hunn Hotelschoulen, déi mer jo finanzéieren. An den Här Fayot weess dat, en huet der och selwer matdecidéiert. Mir hunn eng am Cap Vert, mir hunn eng am Laos, mir hunn eng am Vietnam. Firwat net an där Semaine de la coopération eeben och Leit aus de Projeten an deene Länner heihinner bréngen, fir mat de Lëtzebuerger Schüler gemeinsam Projeten ze maachen?

D'Sensibilisatioun ass fir mech, wou mer musse kucken, dass de Grand public och eppes dervu matkritt. An der Diskussioun, déi mer an der Chamber haten, si verschidde Beispiller geholl ginn. Ech hunn och vu verschiddenen ONGe gesot kritt, dass se zum Beispill iwwert deen dote Budget hir RH, also déi Leit, déi sech ëm d'Relation-publiquë këmmeren, finanzéieren. Dat ass net de But vun deem Ganzen!

Dofir wëll ech mat hinne kucken, zesummen, wéi mer kënnen déi Koordinatioun vun der Sensibilisatioun a vun der Educatioun verbesseren. Well am Moment ass et de Ministère, deen esou seet: „Jo, mir finanzéieren!", oder: „Nee, mir finanzéieren net!" An ech fannen et och arbiträr, dass e Ministère kann decidéieren, wat richteg ass oder net. An dofir ass ze kucken, ob ee mam Cercle des ONG eng Léisung ka fannen, wou een do méi Kohärentes ka maachen an och zesumme Sujete kann ausschaffen. Well ech weess, lauter kleng Steng hëllefen och, eng Mauer ze bauen, mee wann een zesumme méi grouss Steng kann huelen, da kann et och méi séier goen. An et ass do, wou ech eebe probéieren, déi Koordinatioun ze maachen.

Si hunn eng Assemblée générale den 13. Juni. Ech hunn deemools schonn der Madamm Welfring an der Kommissioun versprach a vis-à-vis vum President vun der Kommissioun, dem honorabelen Här Graas, datt ech géif, soubal ech déi Positiounen hunn, bei Iech an d'Chamber kommen, fir Iech au courant ze halen. Mee elo keng Panikattacken iwwer Saachen, déi scho geännert gi wieren! Mir sinn elo an enger Phase de discussion, d'échange. A soubal déi sinn, kommen ech déi en toute transparence mat Iech diskutéieren. An ech hunn Iech selwer gesot: Et ass näischt a Bëton gegoss! Wa mer duerno feststellen, dass et keng gutt Iddi ass, loosse mer se falen. Mee hei ass et au contraire, fir ze probéieren, ob et Piste gëtt, fir et besser kënnen ze maachen. Ech mengen, dat ass am Interêt vun den ONGen, mee et ass virun allem och am Interêt vun enger Sensibilisatioun.

An hei ass et bestëmmt net mäi Wonsch, fir ... Dir hutt et virdru gesot: De Budget bleift och bei eis. Mir kucke just, wéi d'Projete kënnen zesumme gemaach ginn. De But ass ... An ech hat an deem Echange, deen ech mat dem Cercle des ONG hat, gesot, dass et net drëms geet, Plazen ofzebauen, mee fir mech wier eng gewësse Koordinatioun an deem dote Sënn doudsécher net vu Muttwëll. Fir mech solle mer eeben och hei déi Thematiken zesummen diskutéieren.

A fir Iech och ze soen, dass do e Projet ass – an ech mengen, dass mer domat zesumme ganz vill kënnen erreechen –, dass mer eng Maison de la coopération sollte schafen, eng Maison de la coopération, wou och zesumme mat den ONGen, Ausstellungen, Echangen, Table-rondë kënne stattfannen, fir dass d'Leit, déi sech fir d'Kooperatioun interesséieren, dat wëssen. Wann ech zum Beispill zum „Brennpunkt" gesot kréien: „Jo, dat ass wichteg an der Sensibilisatioun." Déi meescht Leit – an et soll kee mech falsch verstoen –, déi de „Brennpunkt" liesen, si meeschtens scho sensibiliséiert, soss géife se en net liesen.

An dowéinst ass et wichteg, dass mer et fäerdegbréngen, méi Leit derzou ze kréien ..., vläicht elo net de „Brennpunkt" ze liesen, mee virun allem vläicht an där Maison de la coopération sech och fir de Sujet ze interesséieren, mat de Schoulen, mat deem engen oder mat deem aneren, an net just enger ONG, mee den ONGen zesummen. Ech mengen, dass dat och am Interêt vun der Kooperatioun ass.

Mee op jidde Fall merci fir d'Fro. An esou, wéi ech mech vis-à-vis vun der Madamm Welfring engagéiert hunn a vis-à-vis vum President vun der Kommissioun, dem honorabelen Här Graas, wäert ech Iech och, Här Fayot, informéieren, soubal ech méi Informatiounen hunn, well se treffe sech am Moment all Woch, fir iwwert dat heiten ze diskutéieren. A wann näischt erauskënnt, kënnt näischt eraus. Et fält mer keng Zack aus der Kroun, wann ech eppes lancéiert hunn, wat duerno näischt gëtt. Guer net! Mee wann et duerno besser ass, dann, mengen ech, kënne mer eis all driwwer freeën.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kooperatiounsminister. Den Här Fayot huet eng Zousazfro. Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Och merci dem Minister fir seng Stellungnam. Ech hunn Iech gutt nogelauschtert. Et bleift awer derbäi, dass fir de Moment eng relativ grouss Incertitude do ass, well normalerweis am Abrëll den Datum ass, fir Preprojeten eranzegi fir Accord-cadren, an am November soll da fir déi Accord-cadren do en Appel à projets kommen. A fir de Moment ass iwwerhaapt net gewosst, ob dat wäert geschéien.

Natierlech, wann déi ONGen alleguerten ... Wéi gesot, dat si Leit, déi do schaffen, déi natierlech och vun deene Budgeten do ofhänken. Mir schwätzen hei net vum Geld all. Ech mengen, déi Ligne budgétaire, dat sinn ongeféier 4 Milliounen oder 4,5 Milliounen am Budget. Wann déi net wëssen, ob déi Projeten do wäerte verlängert ginn oder dass iwwerhaapt nach nei Accord-cadrë kommen, majo da kucken déi sech natierlech anerwäerts ëm an da sinn déi fort. Bon, da kann een natierlech soen: „Dann ass dat esou", mee dat wär natierlech awer schued, well, wéi gesot, do geschitt dann e gewëssene Leak vun Expertis an och vu Savoir-faire aus deem Secteur do eraus.

Dofir wär et, mengen ech, awer wichteg, hinne relativ zäitno do eng gewësse Visibilitéit ze ginn, wat mat deenen Appel-à-projeten do géif geschéien. Wann Der vläicht nach kéint ee Wuert dozou soen.

**M. Xavier Bettel,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Ech entschëllege mech, Här President, beim Här Fayot, well ech hunn et vergiess. En hat déi Fro och scho virdru gestallt. Dofir hu mer jo express d'Prolongatioun vun de Konventioune gemaach bis den 31. Dezember vum nächste Joer. Dat léisst ee Joer an néng Méint, plus ou moins, fir elo eeben déi nei Saache kënnen ze maachen. Ech hunn Iech et virdru gesot, den 13. Juni ass déi Assemblée générale. Ech wëll dat do net op déi laang Bänk schiben. Dat heescht, am Juli wësse mer scho Bescheed. An den Delai leeft am Moment – se si jo verlängert ginn, et ass keng, déi elo ofgebrach ginn ass – bis Dezember d'nächst Joer. Dat sinn, wéi gesot, bal ee Joer a siwe Méint, fir dann déi nei kënnen zesummen auszeschaffen. Mee am Moment gi keng neier gemaach, déi al lafe weider.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci fir Är Äntwert, Här Kooperatiounsminister. Domat hätte mer dëse Punkt dann ofgeschloss.

## 10. 8285 – Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume de Thaïlande, d'autre part, fait à Bruxelles, le 14 décembre 2022

An da géinge mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, dem Projet de loi 8285, an zwar d'Ëmsetze vun engem globalen Accord-cadre, wat d'Partnerschaft an d'Kooperatioun tëschent der EU an hire Memberstaaten an Thailand ugeet. D'Riedezäit ass de Basismodell: 10 Minutte fir de Rapporteur, 5 Minutte fir d'Fraktiounen a Sensibilitéiten, 10 Minutte fir d'Regierung. Ageschriwwe si schonn: den Här Christophe Hansen, den Här Yves Cruchten, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An de Rapporteur, den Här Gusty Graas, huet d'Wuert.

***Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région***

**M. Gusty Graas** (DP), rapporteur | Merci, Här President. Ech mengen, Thailand ass ouni Zweifel e ganz attraktiivt Land fir Lëtzebuerg. Net nëmmen,

datt eng ganz Rei Leit ëmmer do Vakanz maachen, mee et sinn och vill Lëtzebuerger, déi do deelweis oder souguer ganz wunnen. Et muss een och hei ënnersträichen, datt Thailand ganz gutt Relatiounen net nëmme mat Lëtzebuerg huet, mee och mat der Europäescher Unioun.

De 25. November 2004 hat de Conseil am Fong geholl d'Kommissioun beoptraagt, fir mat deene sechs Länner vun der ASEAN e sougenannten Accord de partenariat ofzeschléissen. Ech wëll just drun erënneren, datt d'ASEAN 1967 zu Bangkok gegrënnt gouf.

Deen Accord hei war u sech schonn 2013 paraféiert ginn, mee ab dem Joer 2014 ass d'Situatioun an Thailand ganz onstabill ginn. Duerno huet een e gewëssenen Demokratiséierungsprozess erkannt an duerfir sinn dann och déi Gespréicher 2017 erëm opgeholl ginn. No de Wale vun 2019 huet een och eng Amelioratioun um Niveau vun de Mënscherechter an och a punkto Rechtsstaat gemierkt. A schlussendlech konnt dunn den Accord de 14. Dezember 2022 ënnerschriwwe ginn.

Thailand hat am Joer 2023 – dat ass jo nach net esou laang hier – e PIB vu 556 Milliarden Dollar. D'Haaptclientë vun deem Land sinn d'USA, Japan a China, mee, wéi ech scho virdru gesot hunn, och d'Europäesch Unioun ass e wichtege Partner vun Thailand, och wat déi kommerziell Echangen ubelaangt. An zwar belafen déi sech op 35,4 Milliarden. Dat ass eng Zuel, déi aus dem Joer 2021 ass. Dat mécht 7,4 % vum gesamten Handel an deem Land aus. An deem selwechte Joer huet Thailand Wueren an Héicht vun 22,1 Milliarden Euro an d'EU exportéiert, an d'EU 13,3 Milliarden an Thailand. Déi Wueren, déi haaptsächlech vun der Europäescher Unioun an Thailand exportéiert goufen, ware fir den Transport, cheemesch Produkter oder och Wuere fir Betriber.

Thailand ass de 25. Handelspartner vun der Europäescher Unioun. Am Joer 2021 huet den Échange de services zwëschent Lëtzebuerg an Thailand sech op 150 Milliounen Euro belaf. Dovunner koumen 80 % aus dem Finanzsecteur. De kommerziellen Echange war elo e bësselche méi moderat. Deen ass 28 Milliounen. Wat awer interessant ass, dass, datt d'Bourse hei zu Lëtzebuerg eng éischt gréng thailännesch Emissioun an Héicht vun 1,3 Milliounen Euro krut, an zwar fir den ëffentlechen Transport zu Bangkok an och fir d'Relance vum Postcovid fir PMEen.

Et sinn dann awer och schonn eng Rei Lëtzebuerger Entreprisen, déi an Thailand aktiv sinn, ënner anerem d'Cargolux, Guardian Glass, Rotarex, Fallprotec/SolarCleano, Ceratizit, CTI Systems, Codipro a B Medical Systems. Mir hunn och an Thailand zënter 2007 eng Ambassade zu Bangkok an och zwee Consules honoraires.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dësen Accord de coopération ass u sech de sechsten, deen elo ënnerschriwwe ginn ass, no Indonesien, Vietnam, Philippinnen, Singapur a Malaysia, op deen ech dann herno nach eng Kéier wäert hei zréckkommen.

Erlaabt mer vläicht, e puer Domänen hei erauszesträichen, déi an dem Accord awer ganz wichteg sinn. Do geet et ëm Ëmweltschutz, et geet ëm Energie, Educatioun, Santé, Drogenhandel, Kultur oder d'Lutte géint d'Kriminalitéit. An déi hunn am Fong geholl als But, fir d'Kooperatioun mat Thailand ze verbesseren. Deen Accord kéint am Fong geholl och d'Gespréicher relancéieren, wat en Accord vum fräien Handel tëscht der EU an Thailand ubelaangt.

Ganz kuerz, ëm wat geet et nach weider an deem Accord hei? Ech wëll virun allem op de méi effikasse bilateralen Engagement zwëschent der EU an Thailand hiweisen. Da ginn awer natierlech och Standarden, déi fir eis als Europäer ganz wichteg sinn, respektéiert. Hei geet et virun allem ëm Mënscherechter. Da wëll ech awer trotzdeem hei ënnerstréichen, datt Thailand – mir hu virdrun iwwer Armenie geschwat – contrairement zu deem Land leider net de Statut vu Roum huet.

An elo gëtt awer och, fir dann dee ganzen Accord ze iwwerwaachen, e Comité mixte agesat. Deen huet u sech nieft der Iwwerwaachung vum Accord och als Missioun, datt e ka Recommandatiounen ausspriechen.

Wichteg ass vläicht och, op den Artikel 55 hinzeweise vun deem Accord. Do geet et drëm, wann Differenzen zwëschent deenen eenzelne Partner bestinn, datt déi kënnen dee Moment och regléiert ginn.

Den Artikel 59 gesäit vir, datt all Memberstaat vun der Europäescher Unioun selbstverständlech muss dësen Accord ratifizéiert hunn, ier en a Kraaft triede kann, mee e kann awer trotzdeem elo och scho provisoresch applizéiert ginn.

Da weisen ech nach drop hin, datt deen Accord hei aacht Titelen a 64 Artikelen huet. D'Lafdauer ass fënnef Joer, kann allerdéngs automatesch fir ee Joer verlängert ginn, wa keng vun deene Parteien e sechs Méint virum Oflafe kënnegt.

Dann nach kuerz zu den Aarbechten an eiser Kommissioun. De Projet de loi hei gouf den 28. Juli d'lescht Joer vum deemolegen Ausseminister deposéiert. D'Chambre de Commerce huet den Avis den 10. Oktober 2023 ginn. Si hu sech ganz d'accord erkläert mam Projet de loi. Den Avis vum Staatsrot datéiert vum 10. Oktober 2023, och hei koum keng Oppositioun. De 26. Februar 2024 ass de President vun der aussepolitescher Kommissioun als Rapporter genannt ginn. De 15. Abrëll ass de Rapport och eestëmmeg ugeholl ginn.

Voilà, dat waren déi puer Explikatiounen. Ech ginn och d'Zoustëmmung vu menger Partei, der DP, an ech wier och frou, wann Dir deem Projet de loi hei géingt zoustëmmen. Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Graas, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Christophe Hansen. Här Hansen.

***Discussion générale***

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Villmools merci, Här President. Wann een nom Här Graas schwätzt, da kann ee sech meeschtens ganz kuerz halen, besonnesch bei engem Text, wou mer eigentlech just d'Ratifikatioun musse maachen.

Ech wëll just soen, et handelt sech hei ëm e Partenariat, dat heescht, et ass keen Handelsaccord tëschent der EU an Thailand. Et ass effektiv 2004 schonn ugefaange ginn dermat. Et huet awer wéinst politesche Problemer op där anerer Säit extreem geschleeft, och wéinst politeschen Divergenzen, déi mir mat Thailand haten deelweis. E konnt awer 2022 ënnerschriwwe ginn.

Den Här Graas huet déi politesch, wirtschaftlech a sektoriell Zesumenaarbecht scho beschriwwen: Ëmwelt, Klima, Energie, Bildung, Gesondheet. Se ass awer och ganz wichteg an der Lutte géint den Terrorismus, der Lutte géint d'Verbreedung vu Massevernichtungswaffen an och der Lutte géint international organiséiert Kriminalitéit.

Ech muss soen, fir déi Europäesch Unioun ass et immens wichteg, esou Accorde gemeinsam ze verhandelen an ze maachen. Net nëmmen, well mer doduerch immens vill Ressourcë spueren, mee awer och well mer doduerch eng gläichméisseg Uwendung am Marché intérieur erreechen. Dat ass immens wichteg, well de Contraire wier besonnesch fir kleng Länner wéi Lëtzebuerg fatal.

Ausserdeem bidden dës Partnerschaften och Méiglechkeete bei multilateralen Organisatiounen, zum Beispill der OMS – mir hu jo vun der Gesondheet geschwat –, fir do och Alliéierter ze fannen. An et ass och erëm besonnesch fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg gutt, Alliéierter ze hunn.

An dofir kann ech och am Numm vun der CSV eis Zoustëmmung ginn. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hansen. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Liz Braz.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Merci, Här President. Ech gräifen och scho vir op déi nächst zwee Projeten, da musse mer do net och nach eng Kéier allkéiers d'Wuert huelen, fir dat selwecht ze soen.

An dësem Partenariat mat Peru, Kolumbien, Ecuador, do si gutt Opportunitéiten engersäits fir lëtzebuergesch Entreprisen an och fir déi europäesch. An et ass en Accord, dee souwuel Wäert drop leet, dass den Handel e positiven Effekt op d'Gesellschaft an der Ande-Gemeinschaft huet, mee awer och dass de Schutz vu Mënscherechter, dem Aarbechtsrecht, dem Rechtsstaat, de Schutz vun der Natur, der Nohaltegkeet an der Transparenz hei solle consideréiert ginn.

Dat sinn dräi Accorden, déi mir als Fraktioun begréissen a fir déi ech dann och elo dräimol eisen Accord ginn. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Braz. An dann ass d'Wuert fir den Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech schwätzen och elo schonn zu Thailand an zu Malaysien. Dat erlaabt eis dann, herno e bëssen Zäit ze spueren.

An ech wollt elo profitéieren, well den Här Bausseminister Bettel hei ass an och nolauschtert, fir vläicht e Wuert iwwer eisen diplomatesche Reseau ze soen. Mir hate gëschter eng Entrevue hei mam Corps diplomatique an et ass vläicht interessant, fir ze kucken, wou elo déi grouss international Organisatioune sinn a wéi mir do vertruede sinn. Mir hu bei der Organisatioun vun den amerikanesche Staaten déi Chance, also aus eiser Perspektiv, datt déi zu Washington ass an datt mer och do kënnen da present sinn. Mir si bei der Organisatioun vun den afrikanesche Staaten zu Addis Abeba vertrueden.

An Asien ass dat e bëssen anescht. Mir hunn elo Thailand a Malaysien, déi allen zwee Member vun der ASEAN sinn a wou immens vill an där Géigend geschitt – ech mengen, d'Virriedner hunn dat ënnerstrach –, och ekonomesch a villerlee Hisiicht, wat fir eis och ka ganz interessant sinn, awer mir hunn nach keng direkt Presenz elo an Indonesien. An ech mengen, déi Organer vun der ASEAN, déi sinn zu Jakarta. An et wär vläicht interessant fir eis … Mir hunn och Participatiounen u verschiddene regionalen Entwécklungsbanken, souwuel an Afrika wéi an Asien an esou weider, soudatt mer vläicht kucke mussen, datt mer d'Strukture vun eisen diplomatesche Vertriedungen awer och e bëssen alignéieren op déi regional Associatiounen, wou déi sech constituéiere mat hiren Organer an esou, datt mer awer als Lëtzebuerg och do kënne méi present sinn.

Wat déi Accorden ugeet, ginn ech ganz gär och den Accord vun der ADR. Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Jo, merci. Zu deem Accord mat Thailand ass just ze soen, dass mer effektiv an de leschte Joren och Kooperatiounen haten iwwert den Energie- a Klimafong am Beräich vun de Klimafinanzen. An dat heiten ass wierklech, mengen ech, ganz flott, fir dat och ze verbreederen an och nach ze verdéiwen. Dofir eisen Accord zu deem heiten, mee ech gi bei dëser Geleeënheet och den Accord vun eiser Sensibilitéit fir déi zwee aner Accorden, déi elo nach zum Debat stinn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Erlaabt mer och, direkt zu deenen dräi ze schwätzen. Dat spuert eis e bëssen Zäit.

Bei deenen dräi Projete kënne mer u sech frou sinn, datt et se gëtt. Verschiddener dovun hu wierklech eng laang Zäit gebraucht fir ze accouchéieren, an et huet vill Schweess och gebraucht, fir déi Accorden ze ficeléieren.

Et ass elo esou, datt ech nach eng Nofro hat, wat Malaysien ugaangen ass. Dir wësst vläicht, datt Lëtzebuerg do och mat am Coup war, wat den 1MDB-Prozess ugaangen ass, wou et ëm Korruptioun a Malaysie gaangen ass, wou verschidde Leit soupçonéiert waren, iwwer Lëtzebuerg Geldwäsch gemaach ze hunn. Ech si frou, datt deen, och no Aussoe vum Ausseministère, bei deem heiten Accord keen Impakt hat, also virun allem keen negativen Impakt, soudatt mer u sech elo hei och erëm gutt Relatioune mat Malaysien hunn.

Zu deenen anere Länner kéint een elo all Kéier esou ee Punkt aus dem Accord erausgräifen, zum Beispill datt mer an Zukunft zwar e rengrassegt Päerd aus dem Ecuador mat 0 % Taxe beleeën, wann et awer e Mauliesel ass, also net ganz esou rengrasseg, datt mer da 17,5 % Taxe froen. Dat ass éischter anekdotescher Natur, mee wat mir als Piraten begréissen, dat ass, datt kee vun deenen dräi Accorden hei Schidsgeriichter huet a virun allem och net déi Problemer opwerft, déi am Moment mat den UEBL-Traitéen u sech opgeworf ginn.

An dofir gi mir och ganz gären eisen Accord zu deenen dräi Texter. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Bon, da wäert ech eeben och zu deenen dräi Accorde schwätzen an och erklären, firwat mir eis bei deenen zwee Accords-cadres wäerten enthalen a beim Accord de libre-échange evidenterweis dergéint wäerte stëmmen. Ech erkläre mech och.

Déi Accords-cadres kënnen natierlech als … Dat si keng Accords de libre-échange, mee dat ass e bëssen de Contenant vun deem, wat duerno kéint kommen. An et gouf och scho gesot, och vum Här Rapporteur, datt et och duerno d'Dier opmécht fir verschidden Accorden, dont un accord de libre-échange.

An de Problem ass: Wann et wierklech een Domän gëtt vun europäescher Politick, dee katastrophal ass fir de Rescht vun der Welt, dann ass et d'Handelspolitick vun der Europäescher Unioun. D'Handelspolitick vun der Europäescher Unioun ass katastrophal fir latäinamerikanesch Länner, ass katastrophal fir afrikanesch Länner, ass katastrophal fir asiatesch Länner. A mech wonnert et, datt et esou eng Unanimitéit gëtt op deene Froen an esou eng Insensibilitéit vläicht och par rapport zu Rechter vun Aarbechter a manner industrialiséierte Länner.

D'Adhesioun vum Ecuador innerhalb vun deem Accord de libre-échange mat der Europäescher Unioun … Den Ecuador ass jo Member vun der Union andine mat anere Länner. Den Ecuador – a Bolivien ass nach ëmmer dergéint – war laang dergéint, fir eranzekommen – aus gudde Grënn. Aus gudde Grënn! Dat war och ënner fortschrëttleche Presidencen, wou sozialistesch Presidenten un der Spëtzt waren, den Här Correa am Ecuador an den Här Morales. A Bolivien, déi waren dergéint, do eranzekommen, ganz einfach well duerno hir Mäert iwwerschwemmt gi mat europäesche Produkter, an dat wäert da ganz einfach d'Ekonomie vun deene Länner komplett entravéieren.

Mir géifen esou eppes nimools akzeptéieren, mee mir als Europäer imposéieren deene Länner dat. Et ass och richteg vill Drock ausgeüübt ginn, well de Problem ass deen: Vu datt den Ecuador zum Beispill an der Union andine dran ass … Jo, wa Kolumbien drageet an de Peru drageet, ben, den Ecuador ass tëschent deenen zwee Länner gequëtscht an hie ka jo seng Grenze schwéier zoumaache fir déi Produkter, déi dann aus dem Peru oder aus Kolumbie kommen, vu datt en an enger Union de marché intégré ass mat deene Länner.

De Problem ass jo och nach deen, datt zu deenen Zäiten – dat war schonn dann 2009, 2010 – Länner wéi den Ecuador, Länner wéi Bolivie versicht haten, justement och eng regional Kooperatioun ze maachen, déi vill méi equilibréiert ass wéi dat, wat d'Europäesch Unioun permanent nëmme fuerdert, dat heescht d'Iwwerschwemmung vu Mäert mat eise Produkter, dat heescht d'Opmaache vun hirem Secteur tertiaire, wat jo och bedeit, datt déi Länner Schwieregkeeten hunn, de Secteur tertiaire ze entwéckelen.

Dat ass dat, wat mir herno wäerte matstëmmen. An ech muss soen, ech fannen et e bëssen traureg, datt zemools Parteien, déi sech als fortschrëttlech bezeechnen, esou eppes esou liichtfankeg mat ënnerstëtzen. Dat ass kee grousse Renouveau. A wann et esou weidergeet, dann … Naja, et ass Politick as usual, wéi d'Europäesch Unioun se a leschter Zäit gemaach huet.

Ech weess, domadder gewënnt een net vill, well et ass vläicht ville Leit egal, wat mat den ecuadorianeschen Aarbechter geschitt, wat mat de kolumbianeschen Aarbechter geschitt, mäi Gott, an esou weider. Dat si Länner, wou Gewerkschaftler erschoss ginn an esou weider. Bon, dat si Länner, déi eis complètement insensible sinn, a mir stëmmen einfach elo en Accord mat, deen ënner Drock entstanen ass, wou den Ecuador ënner Drock huet misse bäitrieden op eng total ondemokratesch Aart a Weis. Dat ass gesponsert vun der Europäescher Unioun. Mir hu guer keng Ursaach, fir stolz dorobber ze sinn an dat unzehuelen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass et un der Regierung.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Ech kann elo zu deenen dräi Positioun mateneen huelen, mee ech weess, dass ech da Spillverdierwer sinn, well de Rapporteur nach zwee Rapporten huet. Mee ech mengen, dass deen ee mat deem anere schonn e Lien huet. Erlaabt mer, dat ze soen.

An ech kann deen Negativismus, deen elo just och vum Här Wagner soulevéiert ginn ass, awer hei net stoe loossen. Am Ecuador sinn Ännerunge komm bei dem Droit du travail a virun allem bei der Lutte géint Kanneraarbecht wéi nach ni virdrun – wéi nach ni virdrun! Se hunn d'Legislatioune geännert, se hunn nei … D'OITs-Reegelen ziele bei hinnen elo. Si rapprochéiere sech méi de Standarde wéi jee. A gleeft mer et, wa mer deen Accord mat hinnen net gemaach hätten, wier do, mengen ech, wéineg Volonté politique gewiescht, fir do grouss Ännerungen ze maachen. Dat heescht, et ass au contraire positiv geschafft ginn.

Ech gesinn den Accord mat Thailand an och den Accord, dee mer haut och nach ënnerschreiwen, mat Malaysien als wichteg Schrëtt, well et si selbstverständlech d'Wäerter dran, mee och Ëmweltkrittären. An ech mengen, d'Madamm Braz huet déi och gutt relevéiert, dass et wierklech Standarde sinn, wou mer soen: „Mir probéieren, eis ze rapprochéieren."

Mir sollen net mengen, dass dat, wat mir maachen, d'Bibel ass a jiddwereen déi muss wéi déi Zéng Geboter suivéieren. Wat mer musse fäerdegbréngen, ass, dass mer Konvergenzen hunn an dass mer am Fong eis Volontéite ginn, fir mat verschiddene Länner a verschidde Richtungen ze goen, wou och en Intérêt économique hannendrun ass. Jo, mir sinn eis eens, dass en Intérêt économique do ass, mee gleeft mer et, wann deen Intérêt économique net do wier, weess ech net, ob mer déi aner Krittären, ob dat Ëmweltkrittäre sinn, ob dat sozial Krittäre sinn, ob dat Rechtskrittäre sinn, mat géifen drakréien. Dofir sinn ech frou iwwert déi Accorden, déi mer gemaach hunn. Dir wësst, dass déi jo op Niveau vun der EU negociéiert ginn.

Den Här Kartheiser huet hei och vun der ASEAN geschwat. Tatsächlech muss ech haut dem Här Kartheiser op engem Punkt Recht ginn: Dat ass, dass eisen Ambassadeur zu Bangkok ze vill huet. Deen huet am Moment Laos, Vietnam, bon, Myanmar huet en net vill, mee Indonesien an nach eng Rëtsch vu Länner, an dofir hunn ech och d'Decisioun geholl, dass eng Persoun vum … Well wirtschaftlech ass do e risege Potenzial! Singapur ass nach dran an et cetera, a mir verléieren deen. Dofir hunn ech och d'Decisioun geholl, dass eng Persoun vum LTIO, dat heescht vum Luxembourg Trade and Investment Office, och do elo detachéiert gëtt. Dat heescht, dass eng Persoun mat méi enger ekonomescher Kompetenz och do soll an Zukunft schaffe goen. An dat wäert an deenen nächste Wochen dann och de Fall sinn. Deen ass och akkreditéiert bei der ASEAN.

An d'ASEAN ass e wichtege Partner. Mir dierfen dat net ënnerschätzen. Ech hat déi lescht Reunioun an do hu mer et elo fäerdegbruecht, dass mer en Accord de collaboration, esou e Pacte d'amitié, wann ech dat bal kéint esou nennen, zesumme mat der ASEAN hunn. A fir Iech ze weisen, wéi si dat appreciéieren: Ech sinn op deen nächste Sommet, net ministeriel, mee de Sommet vun der ASEAN, deen am Laos stattfënnt, invitéiert gi vun der Presidence a vum Sekretariat vun der ASEAN. Dat ass de Beweis, dass mer wierklech do awer och eng Vertrauensrelatioun konnten opbauen, déi am Interêt ass vun engem Echange.

Mee nach eng Kéier: Accorde sinn net do, fir Saachen ze diktéieren. Si sinn do, fir Saachen zesummen ze convergéieren. A gleeft mer, et ass och am Interessi vun deenen, vun deenen hei gesot gëtt, dass déi géifen hei oppresséiert ginn – au contraire!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Ausseminister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet ofgeschloss.

Mir hunn elo iwwert dräi Projete geschwat. Ech géing mengen, datt mer awer elo fir d'éischt iwwert deen hei ofstëmmen. Da si mer also erëm bei Thailand. An ech wéilt dëse Projet dann zum Vott stellen, also de Projet de loi 8285, den Text aus dem Document parlementaire 8285[3].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8285 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

Dësen Text huet 58 Jo-Stëmme kritt bei kenger Nee-Stëmm an 2 Abstentiounen. Den Text ass also mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Enthalungen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par Mme Taina Bofferding), M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Dan Biancalana) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Sven Clement).*

*Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 11. 8288 – Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Gouvernement de la Malaisie, d'autre part, fait à Bruxelles, le 14 décembre 2022

An da gi mer dem Rapporter, dem Här Gusty Graas, d'Wuert, fir op de Projet 8288, also d'Ëmsetzung vun engem globalen Accord cadre, wat d'Partnerschaft an d'Kooperatioun tëschent der EU an hire Memberstaaten a Malaysia ugeet, anzegoen. Här Graas.

***Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région***

**M. Gusty Graas** (DP), rapporteur | Merci, Här President. Effektiv huet dee Projet hei gewësse Parallelle mat deem virdrun iwwer Thailand, mee trotzdeem gëtt et awer verschidden Nuancen. Doweinst wollt ech awer nach eng Kéier kuerz och op deen heite Projet agoen.

Och Malaysia – ech mengen, den Ausseminister huet dat hei scho richteg ënnerstrach – ass awer trotzdeem ganz wichteg fir eis. Et ass iwwregens déi véiertgréisste Wirtschaftsmuecht am ASEAN. Den ASEAN ass fir eis awer ekonomesch ganz interessant – net nëmmen ekonomesch, gekuckt, mee virun allem awer och fir d'Zukunft. De PIB huet sech do am Joer 2023 op 412 Milliarden Dollar belaf. Et däerf een och net vergiessen, datt Malaysia eent vun deene wéinege Länner war am asiatesche Raum, wat relativ gutt duerch d'Covidkris komm war. A Malaysia huet zum Beispill awer och duerch d'Produktioun vu Plastikhändschen der internationaler Communautéit do ganz vill gehollef.

Da muss een och wëssen, datt d'EU de fënneften Handelspartner vu Malaysia ass no China, Singapur, Südkorea an de Vereenegte Staaten. An 90 % vun den EU-Exportatiounen, dat sinn u sech elektresch Ekipementer a Maschinnen. A Malaysia ass u sech och den 20. Handelspartner vun der Europäescher Unioun.

Et ass och scho virdrun hei gesot ginn: Mir hunn zënter 2007 eng Ambassade zu Bangkok, déi da Malaysia mat couvréiert. An den Ausseminister huet jo elo hei eng däitlech Ausso gemaach, datt seng Iwwerleeungen an déi Richtung ginn, fir, wéi gesot, d'Ambassade zu Bangkok an deem Sënn nach ze verstäerken, well eeben do eng ganz Rei Länner mat couvréiert ginn. Mir hunn och e Consul honoraire do. Dann, zënter 2020 hu mer en éischte Conseiller du commerce extérieur zu Kuala Lumpur.

Déi zwee Länner hunn allerdéngs – esou kann ee roueg hei soen – gutt Relatiounen. Den Echange mat Malaysia war 111 Milliounen Euro am Joer 2021. Verschidden Entreprisë vu Lëtzebuerg sinn och do present, zum Beispill Cargolux erëm, ArcelorMittal, United Caps an och Rotarex.

Bon, wat steet elo an deem Accord hei? Wéi gesot, et ass och een, dee mat ASEAN-Länner – ech hunn déi aner virdru schonn opgezielt – ënnerschriwwe ginn ass. Erlaabt mer vläicht, op e puer Domänen hei anzegoen, wéi den Ëmweltschutz, wéi d'Energie, d'Educatioun, d'Santé, Drogenhandel, Kultur, Korruptioun, Lutte géint d'Kriminalitéit. An dat ass awer ganz wichteg. Op Basis dovunner kann een awer och dann d'Zesummenaarbecht mat Malaysia ouni Zweifel verbesseren.

Da gëtt et och hei e Comité mixte, deen engersäits als Missioun huet, fir d'Ëmsetzung vum Accord ze iwwerwaachen, op där anerer Säit awer och Recommandatiounen auszespriechen, wéi d'Objektiver vun deem Accord nach kënne besser erreecht ginn.

Deen Accord hei huet zéng Titren, an och hei wëll ech nach eng Kéier op den Artikel 53 hiweisen. Dat ass deen, deen d'Differenze géing regléieren. E leeft och fir fënnef Joer a gëtt fir ee Joer verlängert, wann net, wéi gesot, eng Partei e sechs Méint virum Oflafe kënnegt.

Nach e ganz kuerzt d'Wuert zu den Aarbechten an der Kommissioun. De Projet de loi gouf den 28. Juli 2023 deposéiert. D'Chambre de Commerce huet den Avis den 9. Oktober 2023 erausginn. Déi ware ganz d'accord mam Projet de loi. De Conseil d'État huet säin Avis den 10. Oktober 2023 ginn. Do war och keng Oppositioun. De 26. Februar 2024 gouf de President vun der aussepolitescher Kommissioun als Rapporter genannt. De 15. Abrëll ass en eestëmmeg ugeholl ginn.

Ech brëngen och d'Zoustëmmung vun der DP a géing Iech dann och bieden, dësem Accord zouzestëmmen. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci dem Rapporter fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport.

Vu datt déi meescht Leit elo scho bei deem Projet virdrun hir Intention-de-votë fir déi zwee Projeten duerno deklaréiert hunn, wollt ech froen, ob nach ee wëll d'Wuert hei huelen. Den Här Hansen.

***Discussion générale***

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Jo, ganz kuerz, Här President. Ech wëll just d'Remark maachen: Et ass e bëssen duercherneen, well effektiv d'Leit hei d'Saachen alleguerte schonn ofratteren. Ech mengen, dat ass net am Interêt vun der Saach, well effektiv, e Partenariat mat ASEAN-Länner ass net dat selwecht wéi en Handelsaccord, wat eppes ganz aneres ass, mat engem latäinamerikanesche Land. Dofir géif ech proposéieren, datt mer an Zukunft déi Saachen eenzel behalen, quitte datt dann ee vläicht bei eppes näischt seet, mee dann ass dat ëmmer méi coordonéiert an dat erlaabt och dem Här Minister, mengen ech, méi prezis dee Moment op d'Saachen ze äntweren.

Meng Justifikatioun, firwat mer derfir stëmmen, ass déi selwecht, wéi déi, déi ech scho virdru gesot hat: Et ass wichteg, datt mer Partenariater hunn, fir op deene multilaterale Plattforme besser kënne mateneen zesummenzeschaffen. An ech ginn den Accord fir d'CSV.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hansen. Ass nach eng aner Wuertmeldung do?

*(Négation)*

Dat ass net de Fall. Och net vun der Regierung, gesinn ech. Dir hat och virdru schonn doriwwer geschwat. Da si mer um Schluss vun der Diskussioun iwwert dëse Projet ukomm.

An da géing ech och deen zum Vott stellen. Et geet also ëm de Projet de loi 8288. Den Text steet am Document parlementaire 8288[3].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8288 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. E klengen Effort beim Vote par procuration, da geet dat.

*(Hilarité)*

Voilà, villmools merci. An da schléissen ech de Vott of.

58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Dan Biancalana) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Sven Clement).*

*Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 12. 8306 – Projet de loi portant approbation du Protocole d'adhésion à l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, en vue de tenir compte de l'adhésion de l'Équateur, fait à Bruxelles, le 11 novembre 2016

An da komme mer elo zu dem Projet de loi 8306, der Ratifizéierung vun engem Handelsofkommesprotokoll, engersäits tëschent der EU an hire Memberstaaten, an anerersäits tëschent Kolumbien an dem Peru, fir dem Bäitrëtt vum Ecuador Rechnung ze droen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgehalen. De Basismodell kennt Der. An do ginn ech direkt dem Rapporteur d'Wuert a kucken, wie sech duerno nach dozou mellt. Här Graas, et ass un Iech.

***Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région***

**M. Gusty Graas** (DP), rapporteur | Merci, Här President. Effektiv, hei geet et ëm en Accord commercial zwëschent der Europäescher Unioun an hire Memberen natierlech op där enger Säit, op där anerer Säit Kolumbien a Peru. Op där anerer Säit wëllt awer elo och Ecuador deem Accord commercial bäitrieden. Den 19. Januar 2009 hat de Conseil am Fong geholl d'Kommissioun autoriséiert, fir dësen Accord commercial mat der Ande-Gemeinschaft, esou gëtt déi genannt, auszehandelen. Dat ass eng Gemeinschaft, déi 1997 vu véier Länner gegrënnt gouf, an zwar Bolivien, Ecuador, Kolumbien a Peru.

De 26. Juni 2012 hat d'EU schonn en Accord mat Kolumbien a Peru ënnerschriwwen. Zënter dem 1. Mäerz 2013 ass dee mat Peru provisoresch a Kraaft an zënter dem 1. August 2013 dee mat Kolumbien.

Den Artikel 329 gesäit Dispositioune vir, wéi am Fong geholl och aner Länner kënnen dësem Accord bäitrieden. De 17. Juli 2014 koum dunn e Protocole d'adhésion mam Ecuador an den 8. Februar 2016 huet de Kommitee „Commerce", deen am Kader vun deem Accord hei mat Kolumbien a Peru kreéiert gouf, dëse Protokoll guttgeheescht. Bolivie kann u sech och elo, wéi gesot, eng Demande maachen, fir dësem Accord nach bäizetrieden.

Et ass en Accord mixte, dat heescht also, e muss och vu sämtlechen EU-Staaten erëm approuvéiert an och ratifizéiert ginn. En huet 14 Titren, 14 Annexen an zwou gemeinsam Deklaratiounen. Dat heescht, et gëtt och elo eng gemeinsam Fräihandelszon hei geschafen.

Et geet drëms, den Handel an d'Investissementer tëschent deene Regiounen ze verbesseren an och virun allem de lokalen Entreprisen ze hëllefen, sech op hirem regionale Marché ze behaapten. An do kann een am Fong geholl festhalen, datt eng Erspuernis vu 500 Milliounen Euro pro Joer géif entstoen, wat d'Importrechter ubelaangt, awer dat no enger gewëssener Iwwergangsperiod. An deen Accord hei gesäit awer och eng ganz grouss Vereinfachung vun enger Rei Prozedure vir.

D'Applikatioun vum provisoreschen Accord mam Ecuador huet schonn éischt positiv Resultater elo bruecht. Den Export vu landwirtschaftleche Wueren aus dem Ecuador an d'EU stellt bis elo bal ronn 50 % vum gesamten Export duer. Weesentlech – an ech mengen, dat huet den Ausseminister och virdrun hei ënnerstrach – ass awer d'Anhale vun de Mënscherechter. An da gëtt natierlech och den Akzent op d'Nohaltegkeet geluecht, virun allem, wéi gesot, wat d'Gestioun vun de Bëscher ubelaangt, wat déi illegal Fëscherei ubelaangt oder natierlech och de Klimawandel.

An da ginn awer – vläicht, fir dem Här Wagner dat dann awer och nach eng Kéier ze rappeléieren – duerch deen Accord hei och Efforte gemaach um Niveau vum Ecuador, wat d'Aarbechtsrecht ubelaangt, fir eeben och d'Situatioun vun den Aarbechter an deene Länner ze verbesseren. An do kann ech awer nëmmen nach eng Kéier dat widderhuelen, wat och den Ausseminister hei virdru gesot huet: Wann et déi Accorden hei net géing ginn, da kéint een awer bal dervun ausgoen, datt et an deene Länner den Aarbechter mat Sécherheet op kee Fall géing besser goen.

*(Interruption par M. David Wagner)*

Jo, dat kënnt Der jo herno da vläicht nach eng Kéier rappeléieren.

Bon, ech wëll dann drop agoen. Deen Accord huet 475 Säiten, an ech hu mer virgeholl, elo pro Säit dann nach eng kuerz Erklärung ze ginn, wann dat …

*(Hilarité)*

Ass dat akzeptéiert? Ok. Bon, fir Iech dann awer net ze vill ze strapazéieren, wëll ech trotzdeem vläicht just op e puer weesentlech Punkten agoen.

Do geet et virun allem emol ëm d'Douanesrechter. D'Douanesrechter gi suppriméiert. Dat heescht, d'EU huet och decidéiert, fir praktesch op allen Exporter aus Kolumbien, Peru an Ecuador Douanestaxen opzehiewen, ausser op gewëssenen Zorte vu Geméis a Friichten.

*(Brouhaha)*

Dann, zweetens, d'Liberaliséierung vum Handel …

*(Coups de cloche de la présidence)*

… soll dann och progressiv weidergoen, mee dat ka bis zu 17 Joer daueren. An op e puer sensibele Produkter wäert et allerdéngs keng Franchise ginn.

Drëttens geet et am Accord och ëm intellektuell Proprietéit a geografesch Indikatiounen.

De véierte Punkt ass den Echange vu Servicer. Do kënnt méi eng juristesch Sécherheet, an zwar geet dat nach méi wäit wéi déi um Niveau vun der OMC. Ech gi just ee Beispill, an zwar gëtt et Restriktiounen, wat de minimale Pourcentage vun der Main-d'oeuvre ubelaangt, dee lokal muss sinn.

Dann de fënnefte Punkt: Do geet et ëm d'Visiteuren, déi an déi Länner gi respektiv och déi vun hinnen, déi an d'Europäesch Unioun kommen. Déi kënnen dann och temporairement ouni gréisser Problemer do bleiwen.

En anere Punkt – an dat ass ganz wichteg –, ass, datt awer och Entreprisen aus der Europäescher Unioun un de Marchés publics an deene Länner kënnen deelhuelen. Do sinn d'Reegelen an der Annex XII vum Accord opgelëscht.

Op Basis vun dësem Accord kann ee soen, datt d'Artikelen 91, 100, 207 an 218 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun dee Moment respektéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dann zum Ofschloss – an dann, wéi gesot, sidd Der erléist – nach e puer Wuert iwwert d'Aarbechten an der Kommissioun. De Projet de loi gouf den 1. September 2023 vum fréieren Ausseminister – deem säin Numm ech dann awer hei nach eng Kéier wëll rappeléieren, en ass och nach net vergiess –, dem Här Jean Asselborn, deposéiert. De 16. Oktober 2023 huet d'Chambre de Commerce hiren Avis virgeluecht. Déi war ganz dermat d'accord. An da krute mir de Projet de 26. Februar 2024 an der Kommissioun presentéiert an de selwechten Dag ass de Rapporter designéiert ginn. De 15. Abrëll ass de Rapport eestëmmeg ugeholl ginn.

Ech géing Iech dann och bieden, dësem Projet de loi zouzestëmmen, an ech ginn och gläichzäiteg den Accord vun der Demokratescher Partei. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. André Bauler** (DP) | Ganz gutt! Dat war ganz gutt, Här Graas!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Rapporter, och fir dëse schréftlechen a mëndleche Rapport.

An da froen ech: Si Wuertmeldungen do? Den Här Hansen.

***Discussion générale***

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. Och dës Kéier huet den Här Graas eng ganz detailléiert Presentatioun gemaach. Dat ass och gutt esou. Ech muss awer och soen: Den Handelsaccord, deen et elo gëtt, dee bestoenden tëschent der EU, Kolumbien a Peru an elo mam Ecuador derbäi, wat bedeit deen u sech? Dee bedeit, datt Handels- an Investitiounsflëss bedeitend méi einfach wäerte lafen. Den Här Graas huet et gesot: De Bäitrëtt vum Ecuador, contrairement zu deem, wat den Här Wagner seet, weist scho seng éischt Friichten, souwuel fir d'Leit wéi fir d'Betriber, awer och fir d'Ëmwelt.

De Konsument mierkt et och, well eng ronn 500 Milliounen Importtaxe järlech ewechfalen an esou d'Wueren och fir d'Leit méi gënschteg ginn – ech mengen, dat ass emol dat éischt –, an dann och d'Leit an d'Aarbechter, well an dësem Accord besonnesch e Schwéierpunkt op Mikro-, Kleng- a Mëttelbetriber geluecht gëtt an doduerch d'Aarmut aktiv bekämpft gëtt, Här Wagner.

An ech muss och soen: Déi nei Accorden, wéi se am Moment verhandelt an ëmgesat ginn, an och dësen, déi hu ganz kloer en Accent op der Nohaltegkeet, dem Rechtsstaat an de Mënscherechter. Dat gëtt an dësem Accord ganz grouss geschriwwen. A mir brénge et effektiv duerch dës Accorde fäerdeg, eng ganz Rëtsch vun eise Wäerter an d'Welt ze exportéieren. An ech mengen, dat ass och gutt esou. „Wandel durch Handel" gëtt och heiansdo gesot.

A ville Käpp, wéi beim Här Wagner, sinn Handelsaccorden eppes Schlechtes, wou nëmmen e puer grouss Betriber profitéieren, de Wëlle Weste souzesoen. An ech muss awer soen: Dat ass grondleeënd falsch, Dir Dammen an Dir Hären, well an der Praxis ass et genau de Géigendeel! Modern Handelsaccorden hunn e spezifescht Ëmweltkapitel, si hunn

e spezifescht Mënscherechtskapitel, si hunn e spezifescht PME-Kapitel, wou justement derfir gesuergt gëtt, datt och effektiv déi Kleng- a Mëttelbetriber profitéieren. Et gëtt Quoten, et gëtt Safeguards an all deene modernen Handelsaccorden, Här Wagner, an ech mengen, dat ass dat, wat gutt ass.

Mir bréngen et fäerdeg, e Changement ze kréien. Ass e vläicht net genuch? Dat ka sinn, mee wa mer näischt maachen, si ganz aner Ekonomien, déi dohannen op der Dier stinn, an ech wëll net, datt déi do e Schratt vir hunn, well dat wier devastateur fir d'Leit, fir d'Ëmwelt, fir d'Länner a fir d'Demokratie dohannen.

An ech kann zu deem heiten Accord d'Zoustëmmung vun der CSV ginn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hansen. Ech hu selbstverständlech elo eng Wuertmeldung vum Här Wagner. Sinn nach aner Wuertmeldungen do?

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee, ech muss se der Rei no huelen. Den Här Kartheiser huet sech nach virdru gemellt, ...

**M. David Wagner** (déi Lénk) | O nee!

**M. Claude Wiseler,** Président | ... an dann den Här Wagner duerno. Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, ech gesinn, Här President, wat ech net geduecht hätt: datt awer hei verschidde Passiounen dechaînéiert gi bei dësem Accord, an ech wollt dofir vläicht och e puer Wuert derzou soen.

Déi Handelsaccorden entwéckele sech iwwert d'Zäit. An ech mengen, mir mussen einfach och eisen Discours den Entwécklungen upassen, och den Defien, déi sech stellen. Dat Éischt, wat ee muss soen, den Här Hansen huet et och gesot: Mir exportéiere Wäerter. An dat ass och vläicht dat Éischt, op dat ech wéilt reagéieren. Jo, mir kënne Wäerter exportéieren, mir sollen awer net Wäerter imposéieren. An dat ass mol eppes ganz Wichteges: datt mer vun de Konditionalitéiten ewechkommen, well och eis Partner an der sougenannter „Drëtter Welt" dat haut guer net méi akzeptéieren. Si wëllen zum Deel net, datt mir mat eise Wäerter kommen. „An unserem Wesen soll die Welt genesen", esou e bëssen an deem Genre. Dat ass et net méi. Mir brauchen och géintiwwer deene Länner eng Attitüd vu gläichberechtegtem Dialog, an dann ass et warscheinlech vill méi liicht, fir eng laangfristeg gutt Relatioun ze kréien.

Eppes Zweetes, wat mer geléiert hunn an deene leschte Joren, dat ass, datt mer d'Schidsgeriichter ersetzen duerch richteg Geriichter, wou eeben net méi aleng grouss Firme kënnen e groussen, staarken Afloss hunn, mee wou wierklech och eng neutral Geriichtsbarkeet kann d'Interesse vun deenen engen a vun deenen anere vläicht besser considéieren.

Eppes Drëttes, wourop mir speziell insistéieren, dat ass och eppes, wat mer aus den CETA- an TAFTA-Diskussioune geléiert hunn. Dat ass, datt et net ka sinn, datt déi national Parlamenter hir Rechter ewechgeholl kréien, d'Europaparlament praktesch alles wëll ratifizéieren an déi national Parlamenter esou eng subsidiär Rechtskompetenz do kréien. Dat geet net, well d'Zivillgesellschaft an eise Societéiten dat mat Recht refuséiert!

Mir haten hei, wéi mer iwwert den CETA geschwat hunn, eng breet Allianz iwwer eis ganz Gesellschaft vun Organisatiounen, déi sech an hire Rechter leséiert gefillt hunn oder Observatiounen haten oder aner Consideratiounen. Mir kënnen eis net einfach doriwwer ewechsetzen a soen: „Ma mir stëmmen hei iwwerhaapt net méi doriwwer of. Dat soll d'Europaparlament maachen." Dat ass e Beispill, wéi mer en demokrateschen Defizit an der Unioun géinge kreéieren, fir hei enger Rei Saachen aus dem Wee ze goen. Dat ass net dee richtege Wee!

An da läit eng Gefor fir déi Accorden – déi jo awer och deene Länner profitéieren, soss géinge se se net ofschléissen – an de Liwwerkettegesetzer. Dat ass elo eng nei Entwécklung, well an deene Liwwerketten, do gëtt jo u sech vun den Entreprisë verlaangt, datt d'Mënscherechter kontrolléiert ginn, ob d'Mënscherechter bei hiren Zouliwwerer respektéiert ginn. Mee dat geet elo scho méi wäit. Ech liese bei Verschiddenen – och Parteien, déi hei vertruede sinn –, datt net nëmmen d'Mënscherechter solle kontrolléiert ginn, mee och d'Aarbechtskonditiounen.

Wéi soll eng Lëtzebuerger Entreprise, eng Lëtzebuerger PME, kënne kontrolléieren, ob am Ecuador an am Peru d'Aarbechtskonditiounen agehale ginn? Dat ass e Problem bei deene Liwwerkettegesetzer. D'Entreprisen zéie sech vläicht léiwer zréck, wéi herno viru Geriicht gestallt ze ginn, well se all hir Obligatiounen net konnten erfëllen. Dann ass dat kontraproduktiv. Da gëtt eeben net méi gehandelt mat deene Länner. An dat wär wierklech genau de Contraire vun deem, wat mer wëllen erreechen.

Mir däerfen an all deene Moossnamen net vergiessen, datt et u sech d'staatlech Verantwortung ass oder eng EU-Verantwortung, fir d'Anhale vu Konditiounen, vu Mënscherechter, vun Aarbechtskonditiounen ze iwwerpréiwen, well eis Firme si komplett domadder iwwerfuerdert a riskéieren, sech dann einfach zréckzezéien.

Als ADR vertriede mer déi Meenung, datt et gutt ass, Handelsaccorden ofzeschléissen, wa se „mutually beneficial" sinn, wa jidderee kann dervu profitéieren a wa mer esou haart Positiounen, wéi mer se an der Vergaangenheet haten – datt et keng Gerechtegkeet gëtt ass oder datt Leit ausgebeut ginn –, kënnen zesumme verhënneren. Mir verloossen eis drop, datt mer esou vill geléiert hunn aus der Vergaangenheet, datt mer esou Feeler kënne fir d'Zukunft ausschléissen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Fir d'éischt emol: Mir sinn net géint Handelsaccorden! Dat hu mer ni gesot. Mee mir si géint Handelsaccorden, déi desequilibréiert sinn an déi deene Länner, déi manner industrialiséiert sinn – an deem Fall elo Länner aus der Communauté andine, Ecuador, Bolivien –, méi schueden. A mir si géint en Accord commercial, wou d'Europäesch Unioun sech wéi e Geier behëlt. An dat ass d'Realitéit.

Dat, wat Dir gesot huet, Här Hansen ... Bon, ech si warscheinlech ënner Afloss vun de Gewerkschaften, vun de Bauerenorganisatiounen a Latäinamerika, vun der latäinamerikanescher Gauche. Dir sidd warscheinlech ënner Afloss vun der latäinamerikanescher Droite a vun deenen, déi hinnen nostinn an déi och permanent fortschrëttlech Regierungen do destabiliséieren.

Dat ass am Ecuador geschitt. Et gouf gesot: „Mee den Ecuador, deen trëtt elo bäi, well et him profitéiert." Wësst Der, wat geschitt ass? D'Europäesch Unioun ass quasiment mat der Pistoul géint de Kapp vun der ecuadorianescher Regierung gaangen. Si hu gesot: „Wann Dir net bäitriet, da wäerte mir Är Importer immens komplizéiert maachen innerhalb vun der Europäescher Unioun!" Si sinn ënner Drock gesat ginn, ganz einfach. Esou ass verhandelt ginn! Den Ecuador ass e klengt Land, gequëtscht tëschent dem Peru a Kolumbien. Dat heescht: Neen!

An et ass awer komesch, datt Bolivie glécklecherweis weiderhin net wëll bäitrieden. Mee firwat, wann déi Accorden esou fantastesch sinn? Vergiesst net, datt deene Regierungen – notamment d'Regierung a Bolivien – hir Basis aus Gewerkschaften a Bauerenorganisatioune besteet. A si sinn dergéint. Vläicht si si domm. Vläicht versti si dat net. Vläicht si mir hei méi intelligent. D'Europäesch Kommissioun ass méi intelligent. D'Europäesch Chrëschtdemokratie, déi liberal Famill an d'Sozialdemokratie, déi verstinn anscheinend besser, wéi d'Liewenskonditioune si vun de Latäinamerikaner an deene schwéierste Beruffer, déi am meeschten ausgebeut ginn.

Dofir wäerte mir och weiderhin dergéintstëmmen. An et ass net wouer: Et ass net wéinst deenen Accorden, datt d'Aarbechtskonditiounen am Ecuador sech verbesseren! Dat huet ënner och anerem domadder ze dinn, datt et och do op der Plaz eng Zivillbevëlkerung gëtt. Et gëtt och Beweegungen, déi kämpfen, déi fir hir Rechter kämpfen. Si brauchen eis net. Kommt, mir halen op mat deem neokoloniale Gedanken, mir wieren déi, déi hinnen eppes géife bréngen! Dat ass guer net wouer.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Hansen.

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Jo, merci, Här President. E Fait personnel. Den Här Wagner däerf natierlech soen, ënner wéi engem Afloss hie seng Decisiounen trëfft. E soll sech awer enthalen, wann e seet, datt ech ënner iergendengem Afloss vun enger latäinamerikanescher Droite wär. Dat musst Der wierklech fir Iech behalen, ganz kloer!

**M. Laurent Zeimet** (CSV) | Très bien!

**M. Christophe Hansen** (CSV) | An Dir kënnt natierlech dann och soen, wien dat ass, Är Influence dohannen, ob dat Venezuela oder aner kommunistesch Diktature sinn. Voilà, dat musst Dir dann ...

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Movimento sem terra zum Beispill a Brasilien. Ech kennen déi ganz gutt.

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Voilà, Dir sidd jo och do liéiert.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Je n'ai pas honte !

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, domat wär dann d'Diskussioun ofgeschloss.

Wëll d'Regierung nach eppes dozou soen? Ech ginn net dovunner aus, den Här Bettel hat virdru schonn driwwer geschwat.

*(Hilarité)*

**M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Dir gesitt a meng Gedanken an Dir liest se.

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, da wäre mer um Schluss vun der Diskussioun iwwert dëse Projet ukomm.

An da komme mer och zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8306, deen am Document parlementaire 8306[3] steet.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8306 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Dan Biancalana) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Sven Clement).*

*Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 13. Motion de M. François Bausch relative à la durée de vie au-delà de 40 ans de la centrale de Cattenom

*(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 35 de ce compte rendu)*

Da komme mer elo, wéi gesot, éier mer zum nächsten offizielle Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, zu der Motioun, déi den Här Bausch um Ufank vun der Sëtzung hei deposéiert hat. An ech ginn dem Här Bausch d'Wuert. Mir maachen déi Uerdnung esou an da komme mer selbstverständlech zu Ärem Punkt, och wéinst der Organisatioun vun dem Här Ausseminister senger Zäit.

***Exposé***

**M. François Bausch** (déi gréng), auteur | Merci, Här President, datt mer dat de Mëtteg nach kënnen diskutéieren. Mir haten de Moien op Ufro vun deene Gréngen an der Commission jointe Ekonomie an Environnement eng Diskussioun iwwert d'Verlängerung vun de Lafzäite vu Cattenom 1. An ech wëll och direkt de Mëtteg dat soen, wat ech och de Moien do gesot hunn: Et geet net drëms, elo nach eng Kéier d'Debatt hei ze féieren, wie fir oder géint Atomenergie ass, dat ass net den Objet, mee et geet drëms, driwwer ze diskutéieren, wat déi Atomzentral bedeit, déi direkt op eiser Grenz steet – wat ëmmerhin eng vun deene gréissten an Europa ass – a bei där d'Lafzäit vun engem Deel dovunner, Cattenom 1, 2026 ausleeft a soll oder misst oder kéint verlängert ginn.

Et ass esou, datt dat eng spezifesch Situatioun ass, well mir wëssen éischtens, datt mir et do ze dinn hu mat engem Reakter, wou et entre-temps genuch Etüde gëtt, interner, externer, an och genuch Incidenten, déi mer haten an deene leschte Joren, déi beweisen, datt dee Reaktertyp do, dat Atomkraaftwierk, wat do steet, net nëmmen dat gréisst ass, mee och eent vun deenen onstabelsten ass, oft ausgeschalt wéinst technesche Problemer an esou weider.

Mee et gëtt awer och Etüden, déi eebe virun allem beleeën, datt, wann en Incident –e gréisseren Incident; ech wëll de Moment emol net vun engem ganz groussen Incident schwätzen – géif do passéieren, dat d'Existenzrecht vu Lëtzebuerg eigentlech géing a Fro stellen, well d'Konsequenze fir Lëtzebuerg extreem grouss wieren. Dat ass eebe souwisou ëmmer de Problem: Wann eng Atomzentral gebaut gëtt op enger Grenz, dann huet dat natierlech eng Inzidenz. Net nëmmen, well dat Land fir sech selwer decidéiert huet – wat säi gutt Recht ass, ob een domadder d'accord ass oder net –, fir Atomenergie ze bedreiwen, mee et huet och eng direkt Konsequenz fir d'Land niewendrun. An duerfir gëtt et jo och Sécherheetsprozeduren, wou d'Nopeschland muss informéiert ginn iwwer all Incident an esou weider. Also dat heescht, hei geet et drëms, datt natierlech dat Atomkraaftwierk bei engem klenge Land steet an datt, wéi gesot, wann eppes do geschitt, am Fong direkt d'Existenz vun deem ganze Land an där Natioun do a Fro steet.

Et ass eng änlech vergläichbar Situatioun ginn zu Fessenheim. Dat ass op der Grenz vu Baden-Württemberg. Dat Atomkraaftwierk ass 2020 zougemaach ginn. Dat ass net verlängert ginn. Do huet d'Regierung a Baden-Württemberg sech iwwer laang Joren agesat, mat villen Experten, déi se erugezunn hunn, fir kënnen dogéint virzegoen, a si huet erreecht, duerch vill Diskussiounen a mat etofféierten Expertenavisen, och vu baussen, datt dat Atomkraaftwierk zougemaach gëtt.

An elo ass dëst an d'nächst Joer bis 2026 wierklech eng entscheedend Phas. An et ass wichteg, datt d'Regierung sech do déi néideg Moyene gëtt, dat heescht net nëmmen intern, mee eeben och extern, fir dogéint virzegoen, fir zu Paräis virstelleg ze ginn, fir kritesch Avise virzeleeën an och d'Dimensioun ze ënnermaueren a wierklech juristesch op d'Ganzt ze goen, fir datt Cattenom 1 net verlängert gëtt an datt mer déi Atomzentral endlech zoukréien.

Ech sinn och frou, datt mat Ausnam vun enger Partei de Moien an der Kommissioun all déi aner där Meenung waren. An duerfir hu mer gesot: „Da kommt, mir maachen och de Mëtteg déi Motioun, déi d'Regierung eeben opfuerdert, op dee Wee ze goen an deementspriechend dann och d'Chamber reegelméisseg ze informéieren iwwert déi Avise respektiv iwwert déi Schrëtt, déi se gemaach huet."

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch.

Gëtt et dozou Wuertmeldungen? Den Här Hansen.

***Discussion générale et prise de position du Gouvernement***

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Villmools merci, Här President. An och merci, Här Bausch, fir d'Presentatioun vun dëser Motioun. Mir haten effektiv de Moien eng ganz extensiv Diskussioun an der Commission jointe Ekonomie an Environnement, déi d'ailleurs och gewebstreamt war. Dat heescht, Dir kënnt och do d'Detailer nokucken. Den Argumentaire, deen den Här Bausch elo ginn huet, hat en nach e bësse méi detailléiert och schonn de Moie ginn.

An ech mengen, de Koalitiounsaccord vun der CSV/DP ass ganz kloer op dem Punkt vun deene kriteschen Anlagen, déi ëm eis ronderëm sinn. An déi dote Motioun, dat spigelt och gréisstendeels dat erëm, wat mer de Moie geschwat haten.

Ech géif just proposéieren, datt mer den zweeten Tiret vir géifen eraushuelen. Deen ass e bësse bizarre formuléiert an eisen Aen, notamment well mer d'Technologie bewäerten, ob se elo deier ass oder ob se bëlleg ass oder ob se al ass oder nei ass. Ech géif proposéieren, dee Punkt erauszehuelen, an da kéint d'CSV effektiv derfir stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hansen. Dann d'Madamm Hartmann.

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. De Koalitiounsaccord, deen huet eng ganz kloer Sprooch geschwat, wat d'Énergie nucléaire an och eng Fermeture vun notamment der Zentral vu Cattenom ugeet.

Mir hunn u sech kee Problem mat dëser Motioun. Et ass just ee Punkt, do, wou d'Regierung opgefuerdert gëtt, den zweeten Tiret, do ass u sech gefrot ginn, fir en Avis critique am Kader vun enger Consultation publique, déi jo och explicitéiert ginn ass, hei ze maachen. Déi Consultation-publiquen, déi sinn u sech geduecht, fir dass d'Bierger an och d'Société civile sech kënnen zu Wuert mellen. Et ass net onbedéngt do, wou d'Regierungen intervenéieren. Dat ass net onbedéngt de Rôle. D'Regierung ass awer och a priori bereet, fir och Avis critiques an détaillés zu dësem hei ze maachen, well dat och en Deel vun der Analys ass, déi muss gemaach ginn, och natierlech zesumme mat Experten.

Duerfir géif ech just proposéieren, dass mer „dans le cadre du processus de la consultation publique" géifen eraushuelen a fir de Rescht och deen Tiret awer géife bäibehalen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Hartmann. Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, Här President, mir ënnerstëtzen dës Motioun och mat. Déi Atommeilere vun där Generatioun, vun där vu Cattenom, awer insbesonnesch natierlech Cattenom, wat direkt un eiser Grenz steet, sinn eng tickend Zäitbomm. An all déi Leit, déi franséisch Press an och déi kritesch franséisch Press, déi sech reegelméisseg mat EDF beschäftegen a mat der Sécherheet vun hiren Atomkraaftwierker, insbesonnesch vun deene vun där doter Generatioun, maache sech natierlech, kënne sech nëmme grouss Suerge maachen iwwert d'Sécherheet vun deenen Installatiounen.

An ech mengen, et soll een op kee Fall déi Zäitfënster 2026 verpassen, wou et ëm d'Extensioun vu Cattenom geet. Mir wëssen, dass et do eng Intentioun gëtt, fir dat nach eng Kéier ze verlängeren ëm eng laang Zäit. An do soll ee sech virulent dogéint wieren a sech och wierklech déi Moyene ginn, déi et dofir brauch, fir dat och op eng effikass Aart a Weis ze maachen. Dofir ënnerstëtze mer dës Motioun.

Mir wäre méi frou, wa mer deen zweete Considerant géife mat derbäi halen – bon, mee ech sinn net den Auteur vun der Motioun, dat sinn déi gréng –, well ech am Fong och net gesinn, wat dorunner problematesch ass. Dat, en fait, seet eng Rei Fakten, dass et eng al, deier, net renouvelabel Technologie ass. Ech mengen, dat huet näischt mat Technologieoffenheet ze dinn. Dat huet mat enger laanger Lëtzebuerger Traditioun ze dinn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Här Weidig.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Et straalt schonn!

*(Hilarité)*

**M. Tom Weidig** (ADR) | Straalt et schonn, jo? Super!

D'ADR steet fir eng rational, pragmatesch a realistesch Energiepolitick. Mir sinn net eesäiteg pro Nuklearenergie. All Energiequell huet Pro a Kontra a jee no geografescher Lag an Energiedemande ass déi eng besser wéi déi aner. Mir setzen eis och fir Sécherheet an, ob dat elo eng Atomzentral ass oder eng Staumauer oder eis Gasleitungen.

Den Här Bausch seet nees dat selwecht, wat e säit 40 Joer seet: Frankräich soll Cattenom zoumaachen. Dat ass politesch total onrealistesch an naiv, wéi mer déi lescht 40 Joer jo gesinn hunn. Mir wëssen all: Frankräich mécht genau dat, wat Frankräich maache wëll! Cattenom liwwert 8 % vum Stroum a Frankräich. Dat ass Stroum fir 5 Millioune Leit. A si kënne sech et net leeschten, Cattenom zouzemaachen, aus ekonomesche Grënn. Mir mussen also Realpolitick maachen, Här Bausch!

Duerfir hat ech och an der Kommissioun proposéiert, datt Lëtzebuerg mat Frankräich zesumme kuckt, fir d'Sécherheetsmoossnamen esou héich wéi méiglech ze halen. A mir sollten, wa Frankräich extra Sécherheetsmesüren hëlt, och wéinst eis, déi och matbezuelen.

*(Exclamations et interruptions)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dir sot also, Lëtzebuerg soll Cattenom bezuelen?

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Merci, jo.

**Une voix** | Jo.

*(Hilarité)*

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Also jo, dass Lëtzebuerg soll Cattenom bezuelen?

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift! Den Här Weidig huet ganz eleng d'Wuert elo!

**M. Tom Weidig** (ADR) | Voilà, merci. Merci, Här President.

Also, wéi gesot, wa Frankräich extra Sécherheetsmesüren hëlt wéinst eis, da solle mir déi och matbezuelen.

Mir sinn averstane mat de Kommentarer vun der CSV a vun der DP. Dat ass éischtens den Tiret 2, an och den Tiret 2 beim „invite le Gouvernement à". Mir wëllen och rappeléieren, datt mir 2020 dergéint gestëmmt haten, fir en nationale legale Regimm anzeféieren. Do existéiere schonn international Konventiounen. Mee fir Frankräich awer trotzdeem un den Dësch ze kréien an och e Statement ze maachen, datt eis d'Sécherheetsmesüren zu Cattenom ganz, ganz wichteg sinn, wäerte mir déi Motioun selbstverständlech matstëmmen.

Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ech muss nach realiséieren, wat den Här Weidig elo zum Schluss gesot huet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Da maacht schnell an da fänkt Der u mat schwätzen!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Also fir d'éischt solle mer Cattenom bezuele beim ADR. Elo solle mer et zoumaachen. Ech kommen aus Ärer Ried nach ëmmer net eraus. Mee, bon, dat ass och Äre Problem.

*(Interruption par M. Fred Keup)*

Nee, Här Keup, dat doten ass och net ze verstoen. Et deet mer leed, Är Positioun ass do net ze verstoen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, mee maacht elo Äre Punkt, Här Goergen!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Mir hunn déi Motioun mat ënnerschriwwen, well natierlech ass et wichteg, dass Cattenom soll zougemaach ginn. Ech verstinn awer elo net, firwat deen zweeten Tiret do eraus soll. Ech verstinn d'Approche vun der CSV net. Do steet jo eigentlech näischt dran, wat net géing stëmmen. Et steet dran, dass déi Technologie al wär – Fakt! Dass se ze deier ass – Fakt! Net erneierbar – Fakt! Dass d'Offäll problematesch sinn – Fakt! An dass d'„dangers énormes sont non maîtrisables", ass och e Fakt. Ech verstinn elo net, op wat d'CSV do eraus wëll, fir deen erauszehuelen. Dir sot jo dann eigentlech de Contraire. Bon, ok, ech verstinn dat da genausou wéineg wéi déi aner Säit der ADR hir Positioun. Mir wäerte se matstëmmen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. An dann ass et um Här Baum fir d'éischt, Här Bausch, an da kritt Dir selbstverständlech d'Wuert. Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. D'ADR huet gesot, si wiere fir eng rational Politick. Den Här Weidig insistéiert ëmmer dorobber, wéi wëssenschaftlech a konsequent a kohärent d'ADR versicht ze sinn. Dat, wat mer awer elo hei gemierkt hunn, dat ass Akrobatie! Dat huet relativ wéineg mat Wëssenschaft ze dinn. Nämlech op där enger Säit ze soen, Lëtzebuerg soll dem franséische Staat och nach Sue ginn, fir Cattenom ze verlängeren, wat eng politesch Fuerderung ass, an dann op där gläicher Säit da wëllen eng Motioun ze stëmmen, déi genau de Contraire freet, dat ass eng politesch Akrobatie, déi op jidde Fall ganz wäit ewech vu rationaler Politick ass an och vun engem rationale Räsonement.

Als Lénk hate mir virun enger Woch eréischt déi Heure d'actualité gefrot. De Kolleeg David Wagner huet eis Positioun dozou och, mengen ech, relativ eendeiteg duergeluecht. Evidenterweis wäerte mer déi heite Motioun matstëmmen. Mir sinn natierlech och derfir, datt mer alles derfir maache mussen, datt dee Reakter, deen e Sécherheetsproblem duerstellt a bei engem Incident eigentlech d'Souveränitéit vun eisem Land a Fro stellt, esou séier wéi méiglech ofgeschalt gëtt. Geneesou wéi dës Motioun et fuerdert, fënnt dat eis Ënnerstëtzung.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Här President, Fait personnel.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, ech ginn nach fir d'éischt dem Här Weidig d'Wuert. Ganz kuerz, Här Weidig, an nëmmen zur Saach an zum Fakt.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, also Dir hutt gesot, mir wëllen, datt Cattenom weidergeet an dat finanzéieren. Dat ass natierlech falsch. Jiddwereen hei am Sall weess: Frankräich mécht, wat Frankräich mécht. A Frankräich, an där heiter Situatioun, wäert dat weiderlafe loossen. Duerfir musse mer eng realistesch Realpolitick maachen. Dat heescht, wa Frankräich dat elo weiderlafe léisst, mat Sécherheetsmoossnamen, déi se maachen – a mir mengen, datt Cattenom ka méi sécher ginn, wa se nach extra Sécherheetsmoossname maachen –, firwat solle mer dat net matfinanzéieren? Well et ass besser, wéi wa Cattenom weiderleeft ouni déi extra Sécherheetsmoossnamen. Duerfir ass et complètement, 100 % rational.

Merci.

**Une voix** | Vu wivill Millioune Lëtzebuerger Steiergelder schwätzt Der do?

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. Här Bausch, wann Der erlaabt, d'Regierung huet och nach d'Wuert gefrot. Da géing ech dem Här Bettel d'Wuert ginn. Här Ausseminister.

**M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här President. Ech mengen, et ass wichteg, dass et och eng Kontinuitéit gëtt vis-à-vis vun enger Politick – an dat steet och an dëser Motioun –, déi déi lescht Joerzéngten hei an dëser Chamber war. Ech géif och wierklech der Chamber recommandéieren, dass mer evitéieren, dass mer duerno e Vott vun 31 oder 32 hunn. Ech mengen, wat een hei méi no u 60 Stëmme kënnt, wat besser. An ech géif wierklech do …

*(Brouhaha)*

Dowéinster, ech mengen, dass et bis elo e grousse Konsensus hei zu Lëtzebuerg ginn ass. An dat steet och hei dran: „considérant la politique anti-nucléaire du Luxembourg sur la scène européenne et mondiale depuis des décennies". Dat ass e Constat an dat ass och esou. An ech mengen, wa mer dat scho soen, ass dat wichteg.

An dann duerno d'Analys, ob et elo bëlleg oder net bëlleg ass, modern oder net modern ass: Cattenom ass doudsécher net modern, mee gleeft mer et, ech hunn déi lescht zéng Joer um europäesche Plang, an net eleng, och mat de Kolleege vun deenen zwou anere Parteien, ëmmer erklärt kritt: „Nee, et gëtt elo ganz modern. Et ass net méi dat Aalt!" Wann ech gesot hunn: „Et ass ze deier", krut ech gesot: „Et ass och méi bëlleg."

Dofir, fir eng Partei ass et hei wichteg, dass een dat doten eraushëlt, well dat awer contestéiert gëtt vun deem engen oder aneren Expert. Kommt, mir eenegen eis einfach, fir ze soen, dass mer säit Joerzéngten …, a mir géifen hannert „décennies" do e Punkt maachen an net elo soen, dass et al oder net al ass, dass et deier oder net deier ass, well selon les experts, ça change, dowéinster. Ech wëll Iech just drun erënneren, dass dat heite wichteg ass. Ech wéilt, dass an deem zweete Considerant no „considérant la politique anti-nucléaire du Luxembourg sur la scène européenne et mondiale depuis des décennies" e Punkt ass an dass mer „et considérant l'énergie nucléaire comme une technologie vieille, chère" an esou weider einfach ewechloossen, well eeben deen een oder anere vun den Experten och eng aner Meenung huet.

Ech wollt Iech just matdeelen, dass am Juni nees eng Commission mixte ass, wou selbstverständlech deen dote Punkt och um Ordre du jour wäert sinn.

A fir op dee Punkt vun der honorabeler Madamm Hartmann ze kommen: Mir hunn diplomatesch Kanäl, fir kënnen déi Saachen ze maachen. Mir hunn déi Commission mixte. Mir kënnen an der Consultation publique … Dat, wat a mengen Aen d'Madamm Hartmann och wollt soen, ass, ob mer am Fong déi Participation publique – publique, vun de Bierger, citoyenne! – net reduzéieren, andeem mir als Regierung selwer matmaachen. An dofir war jo d'Iddi do fir déi Consultation, also déi vun dem …

*(Interruption)*

Nee, mee dat ass jo och déi Propositioun vum Carole Hartmann gewiescht.

Op jidde Fall kann ech Iech just soen als Ausseminister, dass eis Positioun nach ëmmer déi selwecht ass, dass mer awer – an Dir musst dat wëssen – an Europa isoléiert sinn an dass mer de Reproche gemaach kréien, dass d'Regierunge vun alle Faarwen, vun alle Parteien awer derfir wieren an dass mir mat den Éisträicher déi Eenzeg wieren, déi nach ëmmer dergéint wieren.

Ech kann Iech just soen, dass, wann zu Cattenom eppes geschitt, mir dann hei Problemer hunn, an dat ass eng Realitéit! An ech wëll deenen, déi mengen, dass dat net richteg ass, soen: Wa mer Fukushima kucken, wa mer Tschernobyl kucken, an elo, déi meescht hunn et vergiess, déi gréisste Suerg, déi mer déi lescht Méint haten am Krich an der Ukrain, war Saporischschja, wou d'Leit net woussten, wat géif geschéien! Dowéinst, mengen ech, ass dat scho wichteg, dass, wa mer hei niewendrun eng al Zentral hunn … An ech wëll just drun erënneren, dass déi al Regierung nach ënnert dem François Hollande och probéiert huet, dorauser e Park mat Énergie-renouvelablen ze maachen.

Mee tatsächlech, hei muss ech och engem Vertrieder vun der ADR, dem Här Weidig, Recht ginn. Tatsächlech, jiddweree mécht a sengem Land, wat e wëll! Mee e soll sech awer och bewosst sinn, dass en net eleng op der Landkaart ass an dass en och Noperen huet!

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci der Regierung. An da ginn ech dem Auteur vun der Motioun d'Wuert. Här Bausch, da musst Dir eis soen, iwwer wat mer duerno sollen ofstëmmen. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng), auteur | Jo, Här President, fir d'éischt wëll ech dem Här Weidig soen, datt ech wierklech aus dem Staunen net méi erauskommen, datt déi Partei, déi eis vu moies bis owes wëllt Lektioune ginn iwwert d'Souveränitéit vum Land Lëtzebuerg, datt een op internationaler Bün vu moies bis owes soll riichtstoen, fir Lëtzebuerg an d'Souveränitéit ze verteidegen, hei vu virera kapituléiert a seet: „D'Fransouse maache souwisou, wat se wëllen, an duerfir ass et egal. Kommt, mir bezuele souguer nach mat fir méi Sécherheet, wann et da keng Sécherheet gëtt." Also, ech muss Iech soen, ech kommen aus dem Staune wierklech do net méi eraus! Mee bon, dat iwwerloossen ech hinnen, dat ze maachen.

Mee ech muss awer och soen: Déi Volte-face, fir dat do ze soen an dann awer ze soen: „Mir stëmmen awer d'Motioun mat", wou awer kloer drasteet, datt mer fir en Zoumaache sinn … Well dat steet hei an deem Text dran, datt se soll zougemaach ginn! Mee ech soen Iech och, Här Weidig firwat datt Der dat sot: Well Der Iech verrannt huet de Moien a well Der genau wësst, datt d'Lëtzebuerger Populatioun mat enger ganz grousser Majoritéit géint déi Centrale nucléaire vu Cattenom ass! An Dir hutt warscheinlech an Ärer eegener Partei de Moien doriwwer diskutéiert an Dir hutt fonnt, datt Dir nawell eng zimmlech Boulette geschoss hutt de Moien!

*(Hilarité et interruptions)*

Duerfir wëllt Der dat hei elo matstëmmen de Mëtteg an aus soss kengem anere Grond!

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Interruption par M. Fred Keup)*

**M. François Bausch** (déi gréng), auteur | Ech wëll … Majo heiansdo ass et derwäert ze jäizen, Här Keup. Heiansdo ass et wierklech derwäert ze jäizen, well ech mengen, Dir sidd esou voller Widdersprëch! Dir gitt de Leit dobaussen den Androck, wéi wann Dir fir d'Vollek géingt stoen, mee Dir sidd iwwerhaapt net fir d'Vollek! Dir sidd géint d'Vollek, an dat heiten ass de beschte Beweis derfir!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. François Bausch** (déi gréng), auteur | Elo zu den Artikelen, Här President. Natierlech geet et mir drëms, datt virun allem d'CSV an d'DP, d'Majoritéit, dat hei och matstëmmen. Mir solle jo all zesumme kucken – déi, déi hei seriö un deem interesséiert sinn, ëm wat et hei geet –, datt mer e gemeinsame Message ginn.

An duerfir hunn ech mat där Propositioun, wéi den Ausseminister se gemaach huet, kee Problem, datt mer dann e Punkt maache bei „décennies". Dann hu mer ënnerstrach, datt mir eis als Lëtzebuerg iwwert déi lescht Joren ëmmer agesat hunn, fir dat doten zouzemaachen, an de Rescht loosse mer eraus. Mir sinn zwar der Meenung, datt dat och wichteg ass, mee dat passt elo net hei an de Kontext, well et geet jo net drëm ze diskutéieren iwwer pour oder contre le nucléaire en général.

A mir sinn och d'accord, datt mer dann deen Deel ewechhuelen „dans le cadre du processus de la consultation publique". Ben, dat ass zwar och wichteg, mee dat ass awer elo net esou wichteg fir eis hei. Fir eis ass wichteg, datt d'Regierung e seriöen, vun Experte begleete Rapport mécht, dee se zu Paräis ofgëtt. An ech mengen, da kéinte mer mat enger grousser Majoritéit dat hei stëmmen.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, ech soen dem Här Bausch villmools Merci. Domat ass jo elo kloer, iwwer wat mer ofstëmmen. Déi Modifikatioun an dem zweete Considerant, wou mer bei „décennies" ophalen, an déi Modifikatioun am zweeten Invite, wou mer iwwert de „cadre du processus de la consultation publique" schwätzen, dat huele mer aus dëser Motioun eraus.

An da géing ech dës Motioun ënnert där ëmgeännerter Form zum Vott stellen. Ech ginn dervunner aus, datt awer e Vote électronique hei gefrot ass.

***Motion modifiée***

*« relative à la prolongation de la durée de vie au-delà de 40 ans de la centrale de Cattenom »*

*La Chambre des Députés,*

*– vu l'accord de coalition 2023-2028 et l'engagement du Gouvernement d'intervenir auprès des autorités françaises pour obtenir la fermeture des centrales nucléaires à risque, dont notamment le site de Cattenom ;*

*– considérant la politique anti-nucléaire du Luxembourg sur la scène européenne et mondiale depuis des décennies ;*

*– vu le lancement d'une concertation publique en janvier 2024 sur les dispositions de sûreté proposées par EDF pour poursuivre l'exploitation de ses réacteurs nucléaires de 1.300 mégawatts électriques (MWe) au-delà des 40 ans de vie, respectivement en vue du 4e réexamen périodique des réacteurs visés, dont ceux de la centrale de Cattenom, située à moins de 10 km de la frontière luxembourgeoise ;*

*– rappelant l'accident nucléaire de Tchernobyl, en 1986, qui a démontré que même des pays lointains comme le Luxembourg, pourtant situé à 1.700 km, peuvent être impactés en cas d'accident grave et qu'un accident grave à proximité immédiate entraînerait non seulement de lourdes conséquences pour notre population, mais constitue une menace pour notre souveraineté voire pour l'existence du pays ;*

*– rappelant que le réacteur 1 de Cattenom atteindra la limite de sa durée de vie initiale, soit 40 ans, en 2026 et que le risque associé aux installations nucléaires augmente aussi bien avec le nombre de réacteurs en opération qu'avec l'âge d'exploitation ;*

*– rappelant que les réacteurs vieillissants se basent sur des concepts de sûreté datant du début des années 1970 avec des exigences moins élevées qu'aujourd'hui, ainsi qu'une protection insuffisante des installations contre les événements naturels ainsi que contre les accidents liés à la civilisation (attaques terroristes ou chutes d'avion) ;*

*– rappelant que le Luxembourg s'est donné en 2020, en prévision d'éventuels accidents nucléaires mêmes mineurs, un régime légal en matière de réparation des dommages causés par un accident nucléaire impactant notre territoire et notre population ;*

*– rappelant qu'un grave accident nucléaire à proximité du Luxembourg aurait de lourdes conséquences pour notre population et serait une menace directe pour la souveraineté nationale voire l'existence du pays ;*

*– soulignant les réunions annuelles de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de la sécurité nucléaire permettant aux autorités luxembourgeoises de faire le point avec les autorités françaises, en présence de l'entreprise EDF, sur les développements récents intervenus dans les domaines de la sûreté nucléaire et de la radioprotection ;*

*– rappelant la représentation luxembourgeoise dans le Comité local d'information (CLI) de Cattenom et les dialogues techniques avec l'Association nationale des comités et commissions locales d'information (ANCCLI) ;*

*– rappelant le succès du rôle significatif et des actions concrètes du Land de Baden-Würtemberg dans les efforts de fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim en France, mis hors service en 2020,*

*invite le Gouvernement à*

*– s'opposer clairement auprès des autorités françaises contre une prolongation de la durée de vie de la centrale nucléaire de Cattenom « à risque » proche de nos frontières ;*

*– formuler, en collaboration avec des experts, un avis critique et détaillé et à intervenir auprès de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de la sécurité nucléaire ;*

*– continuer de faire part, lors des contacts bilatéraux avec les pays voisins, de nos préoccupations par rapport aux déficiences constatées dans les réacteurs nucléaires, et du danger que constituent ces centrales pour le Grand-Duché ;*

*– informer la Chambre des Députés des démarches entreprises ou prévues par le Gouvernement concernant la fermeture rapide de la centrale nucléaire de Cattenom.*

*(s.) François Bausch, Marc Baum, Franz Fayot, Marc Goergen.*

***Vote sur la motion modifiée***

Da maachen ech dee Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen. Dës Motioun ass also mat der Unanimitéit vu 60 Jo-Stëmmen hei ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie*

*Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Fernand Etgen), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par Mme Taina Bofferding), M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Dan Biancalana) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Sven Clement) ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Domat wär dee Punkt dann ofgeschloss.

## 14. Résolution de M. Sven Clement relative à l'autorisation pour toutes les organisations subventionnées par l'État de donner leur avis sur un projet de loi sans devoir passer par le ministère compétent et adaptation du Règlement dans ce sens

*(Résolution déposée en séance publique n° 36 du 8 mars 2023 – à consulter au compte rendu n° 12/2022-2023 en page 64)*

An da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass eng Resolutioun vum Här Sven Clement iwwert d'Autorisatioun, fir datt all vum Staat subventionéiert Organisatioun hiren Avis iwwer e Gesetzesprojet kann ofginn, ouni dofir mussen iwwert den zoustännege Ministère ze fueren. D'Riedezäit ass déi follgend: All d'Fraktiounen hu 5 Minutten an den Auteur och, d'Sensibilitéiten 2 Minutten, d'Regierung 5 Minutten. Ageschriwwe si schonn: d'Madamm Weydert, den Här Keup, den Här Bausch, den Här Clement an den Här Wagner. Da ginn ech dem Här Clement d'Wuert. D'Madamm Bofferding schreift sech nach an an den Här Baum. Ok. Här Clement.

***Exposé***

**M. Sven Clement** (Piraten), auteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir krut haut och eng verbessert respektiv aktualiséiert Versioun vun der Resolutioun virgeluecht an och ausgedeelt, déi Iech och an der Vergaangenheet schonn zougeschéckt gouf.

Ech ginn e bëssen op den Antecedent vun där Resolutioun an. Mir hunn déi deemools deposéiert, well et dach bei verschiddenen Texter derzou kënnt, datt majoritär vum Staat finanzéiert Organisatiounen am gesetzgeeberesche Verfaren Avisen ofginn. Sou wäit, sou gutt. Déi schécken déi traditionell haut per E-Mail un déi jeeweileg Deputéiert oder un d'Fraktiounen. Zum Deel schécke se se och un d'Chamber. Heiansdo verdeelt d'Chamber se, heiansdo net.

Wat se awer alleguerte gemeinsam hunn, ass, datt se net am Dossier parlementaire optauchen. Den Dossier parlementaire, dat ass déi Säit um Site vun der Chamber respektiv och intern bei der Chamber, wou all d'Texter, déi mat deem Text am Zesummenhang stinn, publizéiert ginn. An dat ass u sech e wichtegen Outil, en Outil, dee méi Transparenz schaaft, dee weist, wien zu wéi enger Positioun an engem gesetzgeeberesche Verfare kënnt.

An aus där Iwwerleeung eraus, datt eebe grad hei deelweis e Mangel un Transparenz an deelweis och en ongläichen Zougang zu Informatioune fir déi verschidden Deputéiert bestanen huet, hu mer déi Resolutioun deemools deposéiert.

Et geet nämlech heiansdo méi wäit. Mir hu schonn a Kommissiounssëtzungen erlieft an der Vergaangenheet, datt mer op eemol vum Rapporteur oder vun der Rapportrice vun engem Text mat engem Avis konfrontéiert goufen zu engem Projet, deen net all d'Parteie kruten, wou et och vläicht e Preavis war, deen dann awer genotzt gouf, fir eppes ze erklären oder fir Ännerungen am Gesetz ze argumentéieren.

An dat fannen ech problematesch, well wa mer eis wierklech wëlle kloer Transparenzreegele ginn, da musse mer u sech derfir sinn, datt mer esou Avise publizéieren, datt all Deputéierten d'Recht huet, se ze gesinn, a virun allem och, datt d'Biergerinnen an d'Bierger dobaussen, déi eis kontrolléiere sollen, d'Méiglechkeet hunn ze gesinn, firwat déi eng oder aner Ännerung am Sënn vun deem engen oder deem aneren ass. A genau dorëm geet et eis.

A wann Der mer elo sot – an ech hunn d'Argumenter an der Kommissioun héieren; mir hu jo schonn eng Kéier an der Kommissioun en Tour mat deem heite gedréit –: „Dat gëtt ze vill Opwand". Also, ech si Wirtschaftsinformatiker, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Ech weess, wéi wéineg zousätzlechen Opwand et ass, fir en Dokument op enger Websäit ze publizéieren, wann et bis digital virläit, dat heescht, wann een eppes per E-Mail krut. Dat Dokument dann och nach ze publizéieren hannendrun, generéiert kee groussen Opwand.

Mir sinn och laang aus den Zäiten eraus, wou all Dokument an engem Dossier parlementaire 60-mol gedréckt gouf an dann all Deputéierte moies a seng Case geluecht gouf. Glécklecherweis sinn och déi Zäiten erëm a mir kréien déi Dokumenter haut digital ausgedeelt.

An da komme mer erëm op dat zréck, wat ech am Ufank gesot hunn. Avisen, déi un d'Chamber direkt geschéckt ginn, also un d'E-Mail-Adress vun der Chamber, un d'Boîte chd@chd.lu, déi kréien all d'Deputéiert geschéckt. Avisen, déi awer cibléiert un e Rapporter geschéckt ginn oder un eenzel Deputéiert, déi ginn net gedeelt. Déi ginn net automatesch publizéiert respektiv zumindest och net un déi 60 Deputéierte verdeelt.

Elo kann ee soen: Wou ass dann do de Problem? Ma nach eng Kéier: Et geet ëm Transparenz, et geet ëm d'Kontrollfunktioun vun de Biergerinnen a Bierger an et geet drëm, fir natierlech och ze weisen, wéi eng Meenungen am gesetzgeeberesche Verfaren hei zustane kommen.

Mir hunn d'Resolutioun geännert, fir verschiddene Bedenken aus der Reglementskommissioun Rechnung ze droen, de Wording e bësse méi kloer ze maachen a fir virun allem och drop hinzeweisen, datt mer haut net mat enger klorer Proposition de texte kommen, mee datt mer u sech just der Chamber, eis selwer, d'Wuert ginn, bei der kommender Aktualiséierung vum Chambersreglement déi Dispositioun ze verankeren, soudatt mer gutt Zäit hätten, an där zoustänneger Kommissioun Detailer, wéi wéi eng Organisatiounen an a wéi enger Zäitschinn mer dat géife maachen, ze diskutéieren an dann och ze decidéieren.

Déi Resolutioun hei probéiert, e Kompromëss ze maachen zwëschent deem, wat an der Kommissioun – zu Recht – ugemierkt gouf an engem, mengen ech, ganz legitimme Besoin vu méi Transparenz vun de Biergerinnen a Bierger, déi zu Recht verlaangen, datt eng Chamber sech net kann am stille Kämmerlein Texter ukucken an dann déi einfach esou entweeder ignoréieren oder abauen, ouni datt d'Leit wëssen, wouhier se kommen.

Dofir géif ech mech freeën, wann eng méi breet Majoritéit, wéi sech aktuell ofzeechent, dësen Text kéint matdroen. Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement.

An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Stéphanie Weydert.

***Discussion générale***

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci och dem honorabelen Deputéierte Clement fir dës Resolutioun an d'Fro vum Traitement vun den Avise vun de staatlech subventionéierten Organisatiounen, déi se zu engem Gesetzesentworf ofginn. Den Här Clement huet schonn drop higewisen, dass en initial gefuerdert hat, dass déi Avise missten am parlamentaresche Prozess consideréiert ginn. Bon, eis ass dat zwar vläicht ganz sympathesch, awer mir sinn der Meenung, datt een déi legislativ Prozedur an den Instanzewee net nach méi stengeg soll maachen an net nach méi soll verbürokratiséieren.

Mir hunn e legislative Prozess, dee ganz kloer virgesäit, datt d'Chambres professionnelles musse bei all Gesetzesentworf, deen hire Beruffsstand betrëfft, ëm Avis gefrot ginn. Hei wëll ech ënnersträichen, datt et dës Beruffskummere scho méi wéi 100 Joer gëtt. Am Abrëll ass d'Gesetz 100 Joer ginn, no deem se gereegelt sinn. Déi fënnef Beruffschamberen, notamment d'Landwirtschaftskammer, d'Chambre des Métiers, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Salariés an d'Chambre vun de Fonctionnaires an Employés publics vertrieden all déi Professionell aus de betraffene Beruffsstänn. D'Wiel vun hire Vertrieder ass och gesetzlech reglementéiert, an d'Vertrieder ginn och reegelméisseg demokratesch gewielt.

Eng vun de Kompetenze vun de Beruffschamberen ass d'Erhale vun den Interesse vum Beruffsstand, deen déi jeeweileg Chamber vertrëtt. Dat virgenannte Gesetz verankert och kloer hir Roll am legislative Prozess, an zwar datt se musse consultéiert gi bei all Gesetzesentworf, dee si concernéiert. Domat hu si all d'Legitimatioun, an engem legislative Prozess consultéiert ze ginn, wat bei aneren Organisatiounen net onbedéngt de Fall ass.

Donieft consultéieren d'Ministèren nach Organisatioune fir hiren Avis, well och si direkt concernéiert si vum Gesetzesprojet respektiv wann e Gesetz virgesäit, dass se musse consultéiert ginn. An dës Avise kommen dann och an de parlamentareschen Dossier.

Ech wëll des Weideren ervirhiewen, datt och haut schonn, wéi de Kolleeg Clement et scho gesot huet, all aner Organisatioun, ob staatlech subventionéiert oder net, d'Méiglechkeet huet, en Avis zu engem Gesetzesprojet ze schreiwen an deen dann och ze schécken. D'E-Mail-Adresse vun allen Deputéierte si public. D'Kompositioun vun de Chamberskommissiounen ass och public. Also ass et awer den Organisatiounen nach ëmmer fräigestallt, se entweeder un een oder un d'ganz Chamber ze schécken. Dat, mengen ech, ass den Organisatiounen iwwerlooss, an dat, ouni dass se mussen iwwer iergendee Ministère fueren, fir dat ze maachen. Ech denken, mir

kréien alleguerte reegelméisseg Courrieren entweder an eis Fraktioune geschéckt oder op eis E-Mail-Adressen, an esou ass et och mat den Avisen.

An ech wëll och nach eng Kéier ervirhiewen – Dir hutt virdru vum finale Gesetz geschwat, dass d'Leit mussen novollzéie kënnen, wou dat hierkënnt –: Nach laang net all den Avise gëtt och ëmmer Rechnung gedroen am finale Gesetz, wat gestëmmt gëtt. Dat wëll ech och nach eng Kéier soen!

Also, mir soen alleguerten ëmmer, mir wëlle manner Bürokratie, mee wa mer dat hei elo aféieren, denken ech, maache mer nach méi Bürokratie, well et fir d'Chamber eng zousätzlech administrativ Charge wäert schafen, fir ze kontrolléieren, wéi eng Organisatioun dann elo dierf en Avis ofginn, deen am parlamentaresche Prozess consideréiert gëtt oder net. An dann ass och nach schwéier ze definéieren: Wat fält dann elo an eng Subventionéierung? Sinn dat direkt, indirekt Subventionéierungen? Muss een eng Konventioun mam Staat hunn oder net? Also, dat sinn alles laang Diskussiounen, wou een, mengen ech, elo keng Plus-value schaaft fir de legislative Prozess.

An dofir wäerte mir och dës Propos vun der Resolutioun net matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Weydert. Dann ass d'Wuert fir den Här Gilles Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci, Här President. Merci och nach fir déi Erklärungen, déi mer kritt hunn, souwuel vum Här Clement wéi och vun der Madamm Weydert. Et ass esou, dass ech mech de Moien eng länger Zäit mat der Madamm Weydert an och mam Fraktiounschef Marc Spautz ausgetosch hunn. Ech kann Iech soen, dass mer d'Meenung vun der CSV hei deelen. A fir Är Zäit net weider ze strapazéieren, soen ech Iech, dass ech menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei net matzedroen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Taina Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Bon, mir gesinn dat hei elo manner streng. Effektiv sinn ech awer ganz bei der Madamm Weydert, wat alles hei ënnert déi staatlech subventionéiert Organisatioune fält. Do fält villes drënner. Ech mengen, do muss een awer e bëssen differenzéiert kréien. Mee bon, dat hei ass jo d'Opfuerderung, dass eeben d'Chambersreglementskommissioun sech domadder soll befaassen. Ech mengen, da soll se kucken, wou se do d'Limitt zitt. Mee ech mengen, alles, wat natierlech eis Aarbecht beräichere kann, interessant Avisen, solle mer natierlech matconsideréieren.

Den Här Clement huet vill vun Transparenzreegele geschwat. Jo, do si mer ganz derbäi. Mee et geet awer net duer, dass d'Avise just publizéiert ginn. Et soll ee sech och mat den Avisen auserneesetzen. An dann, mengen ech, wier et och gutt, wa mir vläicht méi systematesch déi Avisen, déi vun de Beruffskummeren erakommen – déi sech ganz vill Méi ginn! –, géifen analyséieren. Dat gëtt zum Deel gemaach, mee dass mer eis vläicht do selwer nach méi Zäit huelen, dass mer och herno kucken, wat vu Remarke mat an de Rapport fléisst respektiv mat an de Gesetzestext herno erakënnt. Ech mengen, dass et wichteg ass, dass een déi vläicht nach méi seriö hëlt. Déi si jo net fir d'Galerie, wéi gesot, et ass vill Aarbecht, déi hannendrunner stécht. An et ass, mengen ech, eis Aufgab, déi ze valoriséieren an eeben och déi Aarbecht wäertzeschätzen.

Mir wäerten dës Resolutioun hei matstëmmen, well mer fannen, dass dat en interessanten Optrag ass, dass sech eeben domat auserneegesat gëtt a gekuckt gëtt, wéi een dee Moment dat heite kéint reegelen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Jo, d'Opfuerderung hei, déi ugefrot ass, dass d'Reglementskommissioun soll driwwer diskutéieren, wéi se dann dorunner erugeet, schéngt eis relativ onprezis ze sinn, well eeben näischt wierklech Konkreetes, Handfestes hei gefuerdert gëtt. Ech mengen, dass an der Reglementskommissioun souwisou iwwer esou eppes wéi dat heite jo diskutéiert gëtt, soudass ech elo an deem Punkt elo net onbedéngt de Meerwäert hei vun dëser Resolutioun gesinn.

Et sinn awer e puer interessant Punkten dran, déi ech wéilt hei kuerz uschwätzen. An een dovun ass eeben hei déi Formulatioun „déi staatlech subventionéiert Organisatiounen". Et ass elo schonn eng Kéier ugeschwat ginn hei: Wéi vill gëtt et där? A wien zielt do alles derzou? Well et ass jo zum Beispill all Sportsveräin hei am Land, all Fussballsveräin oder Basketsveräin staatlech subventionéiert. Ech weess net, wéi vill et der sinn. Ech huelen un, dass et largement iwwer 1.000 Organisatioune sinn, déi staatlech subventionéiert sinn. An et wier emol interessant, et ass elo kee vun der Regierung hei, mee fir déi Fro ze stellen un d'Regierung, fir eng Kéier eng Lëscht ze kréie vu sämtleche staatlech subventionéierten Organisatiounen hei am Land.

*(Interruption)*

Dat wier emol interessant, well dat geet jo a sämtlech Beräicher. A mir wësse jo emol guer net, wéi ee Sportsveräin zum Beispill dat ufreet an et kritt a wien en et net mécht. Dat heescht, mir kënnen et net wëssen. Am Telefonsbuch kënne mer et net erausfannen.

An do kommen ech da weider op deen anere Punkt. Ech verstinn och net esou wierklech, firwat een déi Trennung mécht zwëschent staatlech subventionéierten Organisatiounen an – soen ech elo emol – net staatlech subventionéierten Organisatiounen. Firwat sollen déi, déi vum Staat subventionéiert ginn, kënnen en Avis eraginn, deen dann och consideréiert gëtt, an déi aner Organisatiounen, déi net staatlech subventionéiert sinn, net? Well ganz oft ass et jo awer esou, dass Organisatiounen hei am Land, déi sech grënnen, déi net staatlech subventionéiert sinn, mee déi awer politesch ganz aktiv sinn, eebe grad och Interessantes ze soen hunn a grad och déi et oft sinn, déi méi an der Oppositioun sinn.

Ech ginn Iech e ganz konkreet Beispill. Dir fannt warscheinlech vill staatlech subventionéiert Organisatiounen, déi antrieden, fir weider industriell Wandanlagen opzeriichten. Dat ass jo hire Choix.

*(Hilarité)*

Där fannt Der ganz vill. Dir fannt awer …

*(Interruption)*

Dir fannt awer op där anerer Säit vill Biergerinitiativen hei am Land, déi géint industriell Wandanlage sinn. Déi ginn awer alleguerten net staatlech subventionéiert!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Awer fir Cattenom, oder wéi?

**M. Fred Keup** (ADR) | Dat heescht, wann Der dat heite géift maachen, hätt Der natierlech erëm eng Kéier just déi Avise vun deenen, déi derfir wieren, an Dir hätt net déi Avise vun all deene Bierger a Biergerinitiativen, déi dergéint sinn. An ech mengen, dat ass vum demokratesche Gedanken hier net gutt. An duerfir fannen ech, dass een dat net eleng op staatlech subventionéiert Organisatioune reduzéiere kann.

Schlussendlech si mer awer och der Meenung, wéi och elo scho virdru gesot vun der CSV, dass een, fir et méi einfach ze maachen, soll dat Ganzt sou loossen, wéi et ass, bei de Beruffskummeren, déi och legitiméiert sinn, déi gewielt sinn, sou wéi dat ass. An all déi aner, déi staatlech subventionéiert an déi net staatlech subventionéiert, déi kënnen hir Avise jo weiderginn un d'Deputéiert, un d'Press an iwwerall publizéieren, wou mir se da kënne consideréieren oder net.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Dann huet den Här Bausch d'Wuert.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här President, et ass scho sensationell, datt, wann een et fäerdegbréngt … Ech soen ëmmer: Mir kënnen an Zukunft eng Kéier hei iwwer Toilettendeckele schwätzen, den Här Keup kënnt ëmmer bei de Wandmillen eraus!

*(Hilarité et interruptions)*

Mee bon, dat ass … Dir schéngt Iech verléift ze hunn an d'Wandmillen.

Här President, ech wëll eppes soen zum Inhalt vun där Resolutioun hei. Et ass esou, datt ech muss soen: Ech kann net esou richteg verstoen, wéi déi Diskussioun elo hei evoluéiert huet. Sécherlech, den Här Clement hat eng éischt Versioun proposéiert, do hate mer och e bësse Bedenken, well mer der Meenung waren, datt dat awer vläicht e bëssen ze vill large gesi gi wär an datt soss awer vläicht all Miniveräin dann en Avis kéint ofginn.

Mee a priori ass Biergerbedeelegung fir mech net e Plus u Bürokratie. Ech mengen, mir mussen awer emol eng Kéier oppassen, wat mer och heiansdo soen, wa mer eppes soen. D'Bierger méi participéieren ze loossen, do mir sinn an de Sonndesriede alleguer ëmmer derfir. Da kënne mer net hei an der Chamber, wa mer driwwer diskutéieren – well dat hei ass jo eng nei Form oder eng Form vu méi Participatioun –, soen, dat wär Bürokratie. Dat ass dat ganz sécher net, well et ass éischtens emol esou …

*(Interruption)*

Jo, dach! Dir hutt gesot: „Da kommen hei vill Avisen eran, da muss een agestallt ginn."

*(Interruptions par M. Sven Clement et Mme Stéphanie Weydert)*

Dach!

*(Interruption par Mme Stéphanie Weydert)*

Jo, da sot … Dann erkläert Iech vläicht emol nach eng Kéier besser!

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV) | Dat ass eng administrativ Charge méi fir d'Chamber, fir dat Ganzt missen ze kontrolléieren. Ech hunn net gesot, dass ee géint Biergerparticipatioun ass. Ech hu gesot, dass all Mënsch nach ëmmer seng Avise kann eraschécken. Dann hunn ech och ganz kloer gesot, dass een déi E-Mail-Adresse vun de Membere vun der Chamber an d'Kompositioun vun de Kommissiounen alleguerten online fënnt. Déi sinn ëffentlech disponibel. Dat hunn ech gesot, an dass weiderhi jiddereen dierft … Also ech hunn …

*(Coups de cloche de la présidence)*

Pardon!

**M. François Bausch** (déi gréng) | Wann Dir fannt ... Wann dat Är eenzeg Suerg ass, datt, wann hei Avisen erageschéckt ginn, déi dann och musse mat gekuckt ginn oder diskutéiert ginn oder solle gekuckt an diskutéiert ginn – well iwwregens d'Beruffskammeravise kommen oft och eran, ginn net ëmmer mat diskutéiert, dat wësse mer an de Kommissiounen –, mee wann Dir fannt, datt duerch de Fait, datt dann ee misst agestallt gi bei der Chamber, dat dann e Problem wär, dat gesi mir natierlech net esou! An dat ass jo net méi Bürokratie. Duerfir mengen ech awer ..., mee dat ass awer elo egal.

De Prinzipp ass deen, datt mir fir méi Participatioun sinn. Natierlech muss se definéiert ginn. An duerfir steet jo och an der Resolutioun dran, datt d'Règlementskommissioun sech domadder soll befaassen. Do fanne mer mat Sécherheet e Modus vivendi, wéi mer dat kënne gestalten. Mee kommt, mir hunn dach keng Angscht oder Suerge virun Avisen, déi mer kréien! Dat ass dach awer net de Problem. D'Chamber ass souverän a mécht herno domadder, wat se wëllt. An et kann net sinn, datt et herno um Fait scheitert, datt d'Chamber ee misst méi astellen.

Ech wëll Iech just soen: Ech sinn 1989 fir d'éischt an d'Chamber komm. Do war den Apparat vun der Chamber ... Wat ware mer do? 30 oder 40 Beamten hunn hei geschafft. Déizäit haten d'Deputéierte keng Moyenen, si haten emol kee Büro, si hate kee Computer, si hate guer näischt. Et sinn der och, déi dat déizäit gutt fonnt hunn an der Majoritéit.

*(Interruption)*

Ech hunn et deemools net gutt fonnt. Ech souz och eng Kéier hei an enger Trap dowéinst, well ech dat net gutt fonnt hunn.

*(Hilarité)*

An duerfir, kommt, mir hu keng Angscht virdrun! Kommt, mir huelen dach déi Resolutioun un an dann diskutéiere mer zesummen an der Règlementskommissioun, da fanne mer och gemeinsam e Wee!

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Här Clement, Dir wollt nach eng Kéier d'Wuert huelen.

*(Interruption par M. Sven Clement)*

Den Här Baum, ok. Dat ass, well Der ageschriwwe gitt op där heiter Plaz. Mee Dir wëllt hannendru schwätzen als Auteur.

*(Interruption par M. Sven Clement)*

Ok. Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Et ass effektiv komesch, wéi d'Diskussioun elo gelaf ass, well ech mengen, de Feeler läit doranner, datt effektiv eng éischt Versioun zirkuléiert ass, wou relativ konkreet Virstellungen dra waren, iwwert déi een effektiv nach hätt missen diskutéieren.

Hei gëtt am Fong just proposéiert, datt d'Règlementskommissioun sech mat där Fro vun deenen Avisen, déi net vun de Beruffskummere kommen, soll ausenanersetzen. Wat maache mer mat deenen? Well am Moment ass et Anarchie. Verschiddener ginn dann awer, well de Rapporter dat interessant fënnt, mat integréiert, ginn also quasi en Document parlementaire. Anerer ginn et net. A gleeft mer et, dat ass och en administrativen Opwand, wa ganz laang muss diskutéiert ginn, ob deen doten Avis dann elo derzougehéiert oder ob deen net derzougehéiert, ob de Mouvement écologique en Avis ofgëtt, deen awer esou interessant Elementer dran huet, datt se sollen am Rapport zréckkommen oder net.

An d'Fro ass just: Wéi gi mer mat deenen Avisen, déi vu bausse kommen an déi net zu dem rengen institutionelle Prozess vun de Beruffskummere gehéieren, ëm? An datt d'Règlementskommissioun sech soll mat där Fro befaassen. Also eigentlech solle mer e Reglement fannen, fir déi Anarchie, déi mer am Moment hunn, ze ënnerbannen. An dat fannen ech awer éischter positiv.

Drëttens mengen ech, datt et effektiv, wéi den Här Bausch och gesot huet, schonn eng Fro vu Biergerbedeelegung ass. Dat heescht, wann Associatiounen, déi a verschiddenen Domänen eng ausgeschwaten Expertis hunn, datt d'parlamentaresch Aarbecht héchstens ka beräichert ginn, wann zumindest déi selwecht Reegele gëllen, wien iwwerhaapt Accès zu deenen Avisen huet, an datt dat och, mengen ech, awer eppes ass, wat eis Aarbecht vereinfachen an och méi transparent géif maachen.

Ech hunn et virdru scho gesot: Ech mengen net, datt et un den administrative Chargë géif hänken, well mer wësse jo nach net, wéi ee Reglement mer fannen. Mir kéinte jo och an der Règlementskommissioun zum Schluss kommen: „Ma mir huele guer keng Avisen un als Document parlementaire." Dat kéint eng Konklusioun sinn. Dat ass net onbedéngt dat, wat den Auteur wëll, mee et ass awer déi Facultéit, et ass dat, wat hei gefrot gëtt.

An duerfir mengen ech och, datt et schonn der Chamber ganz gutt géif zu Gesiicht stoen, sech mat där Fro seriö ausenanerzesetzen an d'Règlementskommissioun eebe genau ze beoptragen, dës Fro ze klären a Pisten opzeweisen oder eeben, wa se fënnt, datt et keng Piste gëtt, dat dann eeben der Chamber ze proposéieren.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten), auteur | Merci, Här President. Also ech hat u sech no der Règlementskommissioun, wou mer déi éischte Kéier iwwert déi éischt Versioun geschwat hunn, d'Gefill kritt, datt der Majoritéit hir Haaptsuerg wär, datt ze vill Veräiner oder ze vill Organisatioune kéinten en Avis ofginn, deen da misst traitéiert ginn. Dat erkläert, firwat ech dat „staatlech subventionéiert" stoe gelooss hunn. Elo hunn ech héieren, aus enger ganzer Rëtsch vu Wuertmeldungen, datt sech eng Majoritéit heibanne schéngt un deem „staatlech subventionéiert" ze reiwen, well dat ze vill Bürokratie wär.

Ma, Här President, ech maachen hei direkt d'Propos: Ech sinn domadder averstanen, dat „staatlech subventionéiert" ze sträichen, well vu datt sech d'Règlementskommissioun souwisou domadder befaasse soll, ass et mer u sech egal, iwwer wéi eng Organisatioune mer an der Règlementskommissioun diskutéieren.

Ech fannen et nämlech krass, wéi sech deen Debat hei awer e bëssen entwéckelt, mat Stréimannargumenter géint méi Transparenz a méi Participatioun.

*(Brouhaha et exclamations)*

Bürokratie! Transparenz féiert zu Bürokratie! Ma natierlech féiert Transparenz zu Bürokratie! Natierlech féiert Biergerbedeelegung zu Bürokratie! Dat muss een encadréieren! Mee wann eis dat et net wäert ass, da kënne mer och einfach éierlech sinn a soen: „Mir wëlle keng Participatioun!" Ma nee, Participatioun kascht eis, a mir sollten houfreg sinn, dat ze bezuelen!

*(Interruptions)*

Mir sollten houfreg sinn, ...

*(Coups de cloche de la présidence)*

... déi Käschten, déi Transparenz kascht, ze bezuelen, well dat ass nämlech och eis Missioun als Biergervertrieder: Transparenz vun eisem Handelen ze schafen.

An da stellen ech einfach d'Fro: Wëlle mer Biergerbedeelegung oder wëlle mer keng? A wann ech aner Diskussiounen, déi mer dës Woch hei an der Chamber schonn haten, héieren a matkritt hunn, dann hunn ech awer staark d'Gefill, datt dës Majoritéit manifestement net u Biergerbedeelegung interesséiert ass oder zumindest et anere Leit sou schwéier wéi méiglech wëllt maachen, fir hei um parlamentaresche Prozess matzeschaffen.

An da komme mer zur Gläichbehandlung. An ech hu gewësse Sympathien, fir mech mam Här Bausch elo gläich nach eng Kéier op eng Trap sëtzen ze goen, wann dat géif eppes bréngen, mee ech hunn awer ...

*(Interruption)*

... ganz d'Gefill, datt hei e Mëssverständnis vu Verschiddenen ass. Just well e Rapporter oder eenzel Deputéierter oder mengetweegen déi 60 Deputéiert en Avis kruten, heescht dat net, och wa mir d'ganzt Land vertrieden, datt d'ganzt Land d'Chance huet ze gesinn, datt deen Avis erakoum an ob d'Chamber sech domadder befaasst huet oder net. An och dat ass Transparenz!

An domadder hunn ech, mengen ech, nach eng Kéier reagéiert op dat, wat hei opgeworf gouf. Ech si bereet, „staatlech subventionéiert" ze sträichen. Ech géif och proposéieren, déi Versioun dann zum Vott ze stellen, an da kënne mer jo kucken, ob hei wierklech fir Participatioun a fir Transparenz matgestëmmt gëtt oder net.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, domat wär dann d'Lëscht vun de Riedner ofgeschloss. Ech gesinn och keng weider Wuertmeldung. Ech hunn eng verännert Form vun där Resolutioun hei duerch den Auteur doleien, wou dat „staatlech subventionéiert" erausgeholl gëtt. Dozou ass och elo keng weider Wuertmeldung.

Also stellen ech elo dës Resolutioun zum Vott.

***Vote sur la résolution modifiée***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen a 5 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme bei 20 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiounen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par Mme Taina Bofferding), M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Dan Biancalana) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Sven Clement) ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie*

*Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig.*

Domat wäre mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 11., 12. an 13. Juni 2024 virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 16.44 heures.)*

# 28e séance

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 55
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Ordre du jour** p. 55
   M. Claude Wiseler, Président
3. **Communications** p. 55
   M. Claude Wiseler, Président
4. **Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Luc Frieden, Premier ministre** p. 56
   M. Luc Frieden, Premier ministre


Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue et M. Eric Thill, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

## 2. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen haut de Mëtten un d'Chamber ze maachen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

***Communications du Président – séance publique du 11 juin 2024***

*1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

*Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.*

*2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :*

*8382 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité*

*Dépôt : M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, le 14/05/2024*

*8386 – Projet de loi ayant pour objet le renouvellement du régime d'aides à la protection de l'environnement et du climat*

*Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 21/05/2024*

*8387 – Projet de loi portant :*
*1° mise en œuvre du règlement (UE) 2023/606 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2023 modifiant le règlement (UE) 2015/760 en ce qui concerne les exigences relatives aux politiques d'investissement et aux conditions de fonctionnement des fonds européens d'investissement à long terme et la définition des actifs éligibles à l'investissement, les obligations en matière de composition et de diversification du portefeuille et l'emprunt de liquidités et d'autres dispositions des statuts des fonds ;*
*2° mise en œuvre du règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les marchés de crypto-actifs, et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 1095/2010 et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/1937 ;*
*3° mise en œuvre du règlement (UE) 2023/1113 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et de certains crypto-actifs et modifiant la directive (UE) 2015/849 ;*
*4° transposition de l'article 38 du règlement (UE) 2023/1113 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et de certains crypto-actifs et modifiant la directive (UE) 2015/849 ;*
*5° mise en œuvre du règlement (UE) 2023/2631 du Parlement européen et du Conseil du 22 novembre 2023 sur les obligations vertes européennes et la publication facultative d'informations pour les obligations commercialisées en tant qu'obligations durables sur le plan environnemental et pour les obligations liées à la durabilité ; et*
*6° modification de :*
*a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;*
*b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;*
*c) la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;*
*d) la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;*
*e) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;*
*f) la loi modifiée du 16 juillet 2019 relative à l'opérationnalisation de règlements européens dans le domaine des services financiers*

*Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 21/05/2024*

*8388 – Projet de loi portant modification :*
*1° de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;*
*2° de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune (« Vermögensteuergesetz ») ;*
*3° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu*

*Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 23/05/2024*

*8389 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer l'acquisition et le soutien logistique du matériel roulant pour les besoins de l'Armée luxembourgeoise*

*Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense, le 31/05/2024*

*8390 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Bruxelles, le 29 mars 2023*

*Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 03/06/2024*

*8391 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration*

*Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 05/06/2024*

*8392 – Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le statut des missions et des représentants d'États tiers auprès de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, fait à Bruxelles, le 14 septembre 1994*

*Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 05/06/2024*

*3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

*3179 – Demande de pétition publique : Faire plus pour les personnes handicapées*

*Dépôt : Mme Brigitte Gaspard, le 14/05/2024*

*3180 – Demande de pétition ordinaire : Petition Busking Luxembourg*

*Dépôt : M. Pierre Rauchs, le 14/05/2024*

*3181 – Demande de pétition publique : Anpassung des Gesetzes zur Kündigungsfrist nach der Rückkehr aus der Elternzeit*

*Dépôt : Mme Maria Tzanidakis, le 14/05/2024*

*3182 – Demande de pétition publique : Création d'une commission de création de documents et de lois pour l'encadrer*

*Dépôt : M. François Christian Jean-Marie Lange, le 15/05/2024*

*3183 – Demande de pétition publique : Chômage ersetzen duerch Aarbecht*

*Dépôt : M. Kevin Krier, le 15/05/2024*

*3184 – Demande de pétition publique : Soutien étatique pour l'acquisition de smartphones : proposition de prime universelle*

*Dépôt : M. Carlo Sanitate, le 17/05/2024*

*3185 – Demande de pétition publique : Interdiction du film „zelënyj slonik" (1999), éléphant vert*

*Dépôt : M. Roman Kurilow, le 21/05/2024*

*3186 – Demande de pétition publique : Beschréftung vun Uertschaftsschëlder ëmdréien: Lëtzebuergesch fir d'éischt. Ortsschilder zuerst auf LU. Town signs first in LU*

*Dépôt : M. Leo Fankhänel, le 21/05/2024*

*3187 – Demande de pétition publique : Absence de loi au Luxembourg*

*Dépôt : Mme Françoise Seyler, le 22/05/2024*

*3188 – Demande de pétition publique : Installéiere vun Douchetten/Washlets op ëffentleche PMR-Toiletten / pour l'installation de douchettes/washlets dans les toilettes PMRs (personnes à mobilité réduite) publiques*

*Dépôt : M. Patrick Hurst, le 22/05/2024*

*3189 – Demande de pétition publique : Renégociation du nombre de jours de télétravail autorisés pour 2024 en raison des différents chantiers en cours*

*Dépôt : Mme Chantal Maestri, le 24/05/2024*

*3190 – Demande de pétition ordinaire : Remodération salariale du chauffeur minibus*

*Dépôt : M. Tiago Roca, le 24/05/2024*

*3191 – Demande de pétition publique : Contrôle frontières, améliorer la sécurité routière*

*Dépôt : M. Joaquim Gonçalves, le 25/05/2024*

*3192 – Demande de pétition publique : Remboursement intégral d'un enterrement ou d'une incinération d'un corps humain par la CNS*

*Dépôt : Mme Simone Allar, le 27/05/2024*

*3193 – Demande de pétition publique : Den Token Luxtrust soll weiderhi bestoe bleiwen*

*Dépôt : M. Joé Schmit, le 28/05/2024*

*3194 – Demande de pétition publique : Rendre les primes et bonus non imposables*

*Dépôt : M. Johann Chiodini, le 29/05/2024*

*3195 – Demande de pétition publique : Demande de pétition pour la reconnaissance de l'État palestinien, la reconnaissance de crimes de guerre, la reconnaissance du génocide en cours. / Pour un cessez-le-feu, pour un arrêt d'occupation du territoire palestinien, pour la suspension des échanges avec Israël, pour un boycottage des produits israéliens, pour un embargo. / Pour apporter une aide humanitaire aux Palestiniens*

*Dépôt : Mme Célinie Michèle Caroline Naveau, le 30/05/2024*

*N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.*

*(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)*

## 4. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Luc Frieden, Premier ministre

Dir Dammen an Dir Hären, mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Premierminister Luc Frieden zur Lag vun der Natioun. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, den 22. November d'lescht Joer hunn ech hei am Numm vun der neier Regierung gesot, datt mir eis d'Zil ginn hunn, Lëtzebuerg fir d'Zukunft ze stäerken. Datt mir wëllen eist Land a Fridden, Fräiheet a Wuelstand an déi Zukunft féieren, dat bleift eist Objektiv an dorunner schafft d'Regierung all Dag, heiheem an am Ausland, zënter eiser Vereedegung.

Mir maachen dat an engem geopolitesche Kontext vu Kricher an Europa an u senge Grenzen – an der Ukrain an am Noen Osten –, an engem Kontext vu Spannungen, staarker Konkurrenz a Mësstrauen tëscht de gréisste Länner vun der Welt. All dat huet Repercussiounen op eis Natioun.

D'sozial Kohäsioun vun eiser Natioun, eis ekonomesch Zukunft an enger Welt, wou oft méi no sech wéi nom allgemengen Interêt gekuckt gëtt, de Klimawandel, deen eng Ëmstellung verlaangt, an déi geféierlech Sécherheetslag an der Welt mussen duerfir all Dag an eis gesamt Iwwerleeungen an Handlunge mat afléissen. D'Lag vun der Natioun, d'Zukunft vun eiser Natioun, hänkt dovunner of.

Dës Ried zur Lag vun der Natioun op déi neiste Wirtschaftsprognosen oder Budgetszifferen ze limitéieren, géing ze kuerz gräifen, net déi eigentlech Fro beäntwerten.

D'Ried zur Lag vun der Natioun ass virun allem eng Occasioun, fir Recul vum politeschen Alldag an den deeglechen Norichten ze huelen, fir eise Fokus vum Detail ewech op dat Ganzt ze werfen. Et ass eise Rendez-vous tëscht gëschter an haut, eiser Vergaangenheet an eiser Zukunft, well Politick ass gestalten an net just verwalten.

Vill vun eise Matbierger maache sech Suergen ëm d'Zukunft, ëm hir eegen an déi vun hire Kanner, ëm déi vun hirem – vun eisem – Land a vun Europa.

Mir denken un d'Suerg, datt mam Krich an der Ukrain de Fridden iwwerall an Europa a Gefor ass an dass d'Länner an der Europäescher Unioun sech géigesäiteg rëm méi friem ginn.

Mir denken un d'Sich no enger Wunneng an d'Hoffnung op en Eegenheem, déi ëmmer méi schwéier ze realiséiere sinn.

Mir denken un d'Gefill, dass ee mat senge Problemer aleng dosteet an dass et an eiser Gesellschaft méi normal gëtt, als Éischt no sech ze kucken an net noeneen.

Mir denken un d'Suerg, eng Aarbechtsplaz ze fannen, déi et engem erlaabt, e suergefräit Liewen ze féieren.

Mir denken un de Klimawandel, dee riskéiert, eise Planéit an eis Liewensbasis zum Kollaps ze bréngen, wa mir eis Emissiounen net an de Grëff kréien.

Mir gesinn all déi Suergen. Mir versti se a mir fille se mat. Mee ech soen Iech och: D'Zukunft ass net fixéiert a si ass net virbestëmmt. D'Zukunft geschitt net – mir schafe se.

Och Generatioune virun eis hunn dat gewosst an hunn d'Defie vun hirer Zäit ugeholl a gemeeschtert – am Ufank vum zwanzegste Joerhonnert, nom Zweete Weltkrich, wärend der Stolkris, der Finanzkris – an dat soll eis Kraaft an Optimismus ginn. Och mir hunn d'Méiglechkeet – an d'Aufgab –, eis eegen Zukunft ze gestalten. A mir wäerten dat maachen.

Ech wëll haut an dëser Ried zur Lag vun der Natioun net all Politickfeld uschwätzen. Dat ass jo am Kader vum Regierungsprogramm, vum Koalitiounsaccord gemaach ginn. All Politickfelder si wichteg an Deel vun engem Ganzen. Mee ech wëll haut just op e puer grouss Theemebléck agoen, déi mir an den nächste Wochen a Méint prioritär wëllen ugoen.

Här President, d'Welt ronderëm Lëtzebuerg ännert sech. Dat fänkt an der Europäescher Unioun un. Trotz Divergenze gouf et ëmmer eng gemeinsam Ambitioun, déi europäesch Integratioun virunzedreiwen: de Friddensprojet, de Bannemaart, den Euro, de Schengeraum, e gemeinsamt Europäescht Parlament.

Mir begréissen, datt e Sonnde bei den Europawalen hei zu Lëtzebuerg d'politesch Mëtt, déi proeuropäesch Parteien e gutt Resultat gemaach hunn. Och am Gesamtbild vum europäesche Parlament stellen ech mat Satisfaktioun fest, dat weiderhin zwee Drëttel vun allen Deputéierte proeuropäesche Parteie vun der politescher Mëtt ugehéieren.

Mee mir stellen och fest, datt an eisen Nopeschlänner d'Europasketpiker méi staark gi sinn. Verschidde Leit hunn d'Gefill, dass Europa keng Äntwerte méi liwwere kann. Dës Skepsis mécht sech breet am selwechte Moment, wou awer d'Gewiicht vun Europa an der Welt d'Tendenz huet ofzehuelen. D'EU-Bevëlkerung mécht haut 6 % vun der Welt aus. Viru 50 Joer waren et nach 10 %. Déi 10 % hunn deemools nach all véierten Dollar an der Welt erwirtschaft, haut ass et nach just all sechsten.

An awer – oder éischter grad dowéinst – läit d'Zukunft vu Lëtzebuerg an der Europäescher Unioun. An enger staarker, gestäerkter Europäescher Unioun. Vis-à-vis vun deenen anere grousse Muechten an der Welt – Amerika, China, Indien, dem afrikanesche Kontinent – kënnen déi europäesch Länner nëmmen zesummen eng Roll spillen.

Mir stinn zesummen oder falen eenzel. Dat gëllt fir all d'EU-Länner, mee et gëllt virun allem fir Lëtzebuerg. Eisem Land säi Wuelstand baséiert op enger stabiller, friddlecher a globaliséierter Welt. Eis Gesellschaft ass am Alldag enorm enk mat sengen Nopere verbonnen. Keen anert europäescht Land lieft d'Oppenheet esou wéi d'Heemecht vu Schengen.

Vill vun de groussen Zukunftsfroe kënne mir nëmme mat eisen Noperen an Alliéierten ugoen. Mir mussen an eise politeschen Decisiounen europäesch denken.

Mir mussen europäesch denke bei der Wirtschaft. D'Basis vun eisem Wuelstand ass den europäesche Bannemaart. A Wuelstand gëtt et fir eis nëmmen an

enger kompetitiver Europäescher Unioun, déi mat den Amerikaner a Chineese mathale kann.

Duerfir begréisse mer déi Haaptrecommandatioune vum fréieren italieenesche Premierminister Enrico Letta, fir den europäesche Bannemaart ze stäerken: mat engem neien Effort, fir d'Barriären tëscht eisen Ekonomien ofzeschafen, déi eis Produkter onnéideg méi deier maachen, sou wéi de Geoblocking oder Restriktioune beim Choix vum Fournisseur; mat enger gemeinsamer Spuer- an Investitiounsunioun, déi et attraktiv mécht fir d'Bierger, an europäesch Betriber, virun allem a kleng a mëttelgrouss Betriber, ze investéieren; mat enger Recherche ouni Grenzen tëscht den EU-Länner, déi eis d'Basis gëtt, fir zu engem weltwäite Leader an der digitaler an ekologescher Transitioun ze ginn.

An all deene Punkte muss Europa d'Liewe vun de Leit an de Betriber méi einfach maachen. Duerfir wëlle mir eis beim Bannemaart derfir asetzen, datt net iwwerreglementéiert an onnéideg zentraliséiert gëtt.

Mir mussen och europäesch denke beim Klimawandel. Jo, mir maachen eis Efforten zu Lëtzebuerg. Mee d'$CO_2$-Emissioune mussen iwwerall op der Welt reduzéiert ginn, wa mir wëllen d'Paräisser Ziler erreechen. Duerfir ënnerstëtze mir der EU hir Efforten, fir gemeinsam Klimaziler bis 2040 ze definéieren, déi eis zesummen a Richtung Klimaneutralitéit bréngen. An duerfir setze mir eis derfir an, datt déi noutwendeg grenziwwerschreidend Energieinfrastruktur an Europa méi schnell gebaut gëtt.

A mir mussen europäesch denke bei der Defense. Dat, well hannert de Grenze vun eiser Europäescher Unioun d'Welt nach vill méi am Wandel ass. Deen inakzeptabele russeschen Ugréff op d'Ukrain huet eis aus eiser kollektiver Illusioun vum definitive Fridden an Europa gerappt.

Dat ass zwar dat flagrantst Beispill, mee leider net dat eenzegt Zeechen, datt den internationale System hannerfrot gëtt, datt d'Wäerter vu Fräiheet an Demokratie international ugeschloe sinn, a mécht kloer, datt d'Welt manner sécher ass. Se ass manner sécher an der Sahelzon, am Noen Osten, an der Ukrain. Sahel, Israel-Palästina, Ukrain, déi Plaze schéngen all wäit ewech. A si sinn awer esou no.

Si sinn no an eisen Häerzer, well mir dat Leed an der Welt net ignoréiere kënnen. Si sinn no an eiser Gesellschaft, well mir ronn 7.000 Mënsche bei eis Schutz virun dësen Drame bidden. Si sinn no an eiser Ekonomie, well mir wéinst dëse Konflikter ronn 10 % méi fir eis Wuere bezuele wéi nach 2019. Si sinn no an eiser Kooperatiounspolitick, well mir säit Joren do am Sahel humanitär Hëllef leeschten. A si si geografesch méi no, wéi ee sech dat oft bewosst ass. Kiew läit ronn 1.700 Kilomeeter vun hei wech. Dat ass dat selwecht wéi vun hei op Lissabon.

Dës Konflikter bréngen eis virun e schwieregen, mee eendeitege Constat: De Fridden, vun deem mer gemengt haten, datt en an Europa definitiv wär nom Zweete Weltkrich an dem Enn vum Kale Krich, ass ni definitiv.

Déi nei traureg Realitéit zwéngt eis zu engem Politickwiessel. Mir mussen haut eis Defense fir muer stäerken, och hei zu Lëtzebuerg. Mir maachen dat net, fir Krich ze féieren, mee fir Krich ze evitéieren duerch eng kredibel Ofschreckung. Duerfir brauche mir eng Verdeedegungspolitick, déi sech an eis Bündnisser innerhalb vun der NATO an der Europäescher Unioun aschreift, ouni dobäi déi national Besoinen aus den Aen ze verléieren.

Am Juli 2023 huet Lëtzebuerg – déi viregt Regierung – sech bei eisen NATO-Partner dozou engagéiert, eis Defenseausgaben op 2 % vun eisem Bruttonationalakommes eropzeschrauwen, sou wéi déi aner NATO-Länner dat och schonn haut oder geschwë maache wäerten. Mir maachen dat, well mer iwwerzeegt sinn, dass mir soss riskéieren, spéider e vill méi héije Präis ze bezuelen: dee vun eiser Fräiheet an eisem Fridden.

Mir maachen dat och net, well mir mengen, datt eise Bäitrag deen entscheedenden Ënnerscheed mécht. Et ass grad ëmgedréint. Grad well mir wëssen, datt mir eis aleng net verdeedegt kréien, si mir Deel vun engem Bündnis.

Dat ass d'Lektioun vun eis Lëtzebuerger vum Zweete Weltkrich. Ech hu vill dorunner geduecht, wéi ech d'lescht Woch mam Grand-Duc an der Normandie op enger emouvanter Zeremonie deene villen amerikaneschen an aneren Zaldote Merci gesot hunn, déi virun 80 Joer do debarquéiert hunn, fir eis eis Fräiheet erëmzeginn. Den Asaz vun all deenen, déi sech fir eis Fräiheet agesat hunn, dierf ni vergiess ginn.

D'NATO an d'Europäesch Unioun si fir eis no deem schrecklechen Zweete Weltkrich de Garant gi vu Fridden a Sécherheet. Bei mengem Untrëttsbesuch beim NATO-Generalsekretär hunn ech gesot, dass mir drun denke géifen, dat Zil vun den 2 % vum RNB, zu deem sech Lëtzebuerg engagéiert huet, iwwert déi nächst zéng Joer ze erreechen. Wéinst der internationaler Situatioun a wéinst den Engagementer vun all eisen NATO-Partner annoncéieren ech Iech haut, datt d'Regierung decidéiert huet, dat Zil vun den 2 % pro Joer schonn 2030 ze erreechen.

Um NATO-Sommet zu Washington am Juli dëst Joer wäert ech zesumme mam Ausseminister an der Defenseministesch dës Zäitschinn – 2 % bis 2030 – a senge groussen Orientatiounen eisen NATO-Partner virleeën.

Wéi ugekënnegt, wäert d'Defenseministesch och dës Pisten, un deene si mat eiser Arméi an aneren um Schaffen ass an déi sech zum Deel iwwer eng ganz Rei Joren hinzéien, mat der zoustänneger Chamberskommissioun an den nächsten Deeg diskutéieren.

Dës Investissementer wäerte sech an d'Efforte vun eisen Alliéierten aschreiwen, mee och eis selwer stäerken. Si betreffe souwuel déi méi klassesch militäresch Investissementer wéi och Aspekter wéi Cybersécherheet, déi ëmmer méi eng grouss Roll unhëlt, oder eisen Knowhow am Satellitteberäich.

Bei all dësen Ausgabe wäerte mir versichen, dass och eis national Wirtschaft vun dësen Investissementer profitéiert, besonnesch Betriber, déi eng Kompetenz hunn, déi souwuel fir zivill wéi fir militäresch Zwecker kënnen an der europäescher Defense nëtzlech sinn.

Mir hoffen, datt mer bei dësem fir eist Land grousse an och ganz ongewinnten Effort op e méiglechst breede Konsens am Land an heibanne kënnen zielen.

Eis Sécherheet hänkt awer och mam Ausgang vum Krich an der Ukrain zesummen. An enger Welt, wou ee Land einfach en anert iwwerfale kann, sinn och mir manner sécher. D'Ukrainer bezuele säit iwwer zwee Joer mat hirem Liewe fir hir Fräiheet, mee och fir eis Fräiheet, fir de Respekt vum internationale Recht, fir Grenzen, déi net kënnen duerch Waffegewalt geännert ginn. Lëtzebuerg wäert weider mat sengen Alliéierten un der Säit vun der Ukrain stoen.

Nëmme wa Russland gesäit, datt et um Terrain keng Chance huet op Erfolleg, wäert de Wee un de Verhandlungsdësch attraktiv ginn. Mir wëlle mat der Ukrain an eise Partner de Wee zu Fridden a Stabilitéit an Europa rëm hierstellen. Duerfir ginn ech och dëse Weekend mat villen anere Staats- a Regierungscheffen op d'Friddenskonferenz iwwert d'Ukrain an d'Schwäiz. Dës Konferenz wäert net op ee Coup de Fridde bréngen, mee si soll op d'mannst eng éischt Etapp sinn op engem komplizéierte Wee zu Fridden op eisem Kontinent.

D'Welt ganz no ronderëm eis ass dramatesch. Mir mussen eist dozou bäidroen, eng besser Welt ze gestalten, dobaussen an och heiheem. Alles hänkt sou enk zesummen. Duerfir gehéiert zu enger responsabeler Aussepolitick och, deene Leit zur Säit ze stoen, déi virum Krich flüchten. A mir halen och weider un eisem traditionellen Engagement fest, fir 1 % vun eisem RNB fir Entwécklungshëllef ze ginn.

De Mënschen e bessert Liewen ze bidden, dat ass d'Aufgab vun der Politick, an déi Missioun huele mer eescht.

Här President, Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken, heescht duerfir och, sech den Defien am Logement ze stellen.

Wa mir vun Zukunft schwätzen, dann ass en Doheem eng vun de gréisste Prioritéite vun der perséinlecher Zukunft. Well eng Wunneng ass méi wéi véier Maueren an en Daach iwwert dem Kapp. Et ass en Doheem fir sech selwer a seng Famill, eng Plaz, fir sech wuel ze spieren, eng Plaz voller Erënnerungen an duerfir och e Stéck vum Liewe selwer.

Mir verstinn duerfir ganz gutt, dass d'Schwieregkeet, eng bezuelbar Wunneng ze fannen, déi gréisste Suerg vu ville vun eise Matbierger ass. Déi nei Regierung ass dëse Problem als éischt Prioritéit ugaangen.

Fir d'Leit, déi am Bausecteur schaffen, hu mir mat der Kuerzaarbecht vill Aarbechtsplazen ofgeséchert.

Fir d'Locatairen hu mir d'Loyersbäihëllefe gehéicht a fir méi Leit zougänglech gemaach.

Fir d'Offer vu Wunnengen unzekuerbelen, hu mir en ambitiéisen ëffentlechen Opkafprogramm gestart an Héicht vun enger hallwer Milliard Euro bis 2027.

Fir déi, besonnesch déi Jonk, déi wëllen eng Wunneng kafen, hu mir de bëllegen Akt fir Éischtkeefer eropgesat an d'Subventioun vun den Zënsen um Prêt an d'Luucht gesat, fir de Leit ze hëllefen, mat de méi héijen Zënsen eens ze ginn.

Fir Privatinvestissementer a méi Wunnengen ze encouragéieren, hu mir en neie bëllegen Akt fir Investisseuren agefouert an d'Bail-à-loyers-Gesetz gouf ofgeännert.

A mir hunn d'Lëtzebuerger Banke mat an d'Boot geholl, fir hiren Deel derzou bäizesteieren, dass nei Residencen net um Finanzement scheiteren.

Dat waren éischt wichteg Schrëtt, fir d'Kris vun de leschte Joren ze stoppen, mee elo musse mer strukturell Moossnamen dobäisetzen. Mir mussen haut d'Jalone setzen, fir dass Wunnen och zu Lëtzebuerg nach an zéng Joer méiglech ass – dat fir eis sozial Kohäsioun an eis wirtschaftlech Attraktivitéit.

D'Regierung ass ugetrueden, fir méi a méi schnell ze bauen. Mir hunn duerfir de Chantier vun der administrativer Vereinfachung lancéiert. E Chantier, deen eigentlech gären ëmfuere gëtt. Ze komplex, ze kontrovers. Mä et ass awer genau hei, wou de Schong dréckt. Jiddwereen heibannen an am Land weess, datt mir ze vill an ze schwéierfälleg Prozeduren hunn.

Den Aarbechtsgrupp iwwert d'Prozeduren, déi no der nationaler Logementsreunioun agesat gouf, huet seng Reuniounen ofgeschloss. Ech soen allen Acteure Merci fir déi intensiv Aarbecht, mee och fir de gemeinschaftleche Geescht, an deem tëscht dem Staat, de Gemengen an dem Privatsecteur diskutéiert gouf. Jiddwereen huet säin Deel bei deenen Aarbechte bäigedroen!

Eng éischt Mesür – nämlech d'Verlängerung vun de Baugeneemegunge vun engem op zwee Joer – huet

d'Regierung schonn hei an der Chamber deposéiert. Doriwwer eraus annoncéieren ech Iech haut en Zéng-Punkten-Aktiounsplang, deen engem Paradigmen- a Mentalitéitswiessel an de Logementsprozeduren entsprécht – beim Staat a bei de Gemengen, an ouni dobäi d'Qualitéit ze vernoléissegen.

Wéi am Koalitiounsaccord festgehalen, féiere mir de Prinzipp vum „silence vaut accord" an. D'Gemenge si bereet, dëse Schrëtt mat eis ze goen, wa mir dee selwechten Effort um Niveau vum Staat maachen. Duerfir schaffe mir elo intensiv drun, dëse Prinzipp op nationalem Niveau do anzeféieren, wou en net am Widdersproch mam europäesche Recht ass. An der Tëschenzäit proposéiere mir nach dëst Joer d'Bagatellgrenze bei de Baugeneemegungen a bei staatlechen Autorisatiounen. Sou wäert een an Zukunft guer keng Autorisatioun méi brauchen, voire just nach eng Notifikatioun maache mussen, fir kleng Aarbechte wéi eng nei Fënster oder eng kleng Fotovoltaikanlag. Doriwwer eraus ginn d'Prozedure beim Staat a bei de Gemenge mat neie strikten Delaie besser encadréiert. Dës Moossname wäerten elo schonn en Impakt hunn op d'Schnellegkeet, mat där ka gebaut ginn, mee mir wëlle mam „silence vaut accord" à moyen terme nach e Schrëtt méi wäit goen.

Zweetens ginn d'PAG- an d'PAP-Prozeduren, déi haut am Duerchschnëtt 12 Méint daueren, zu enger eenzeger Prozedur fusionéiert an domat op maximal 8 Méint verkierzt. Wann e PAP-Projet eng punktuell Veränneruing am PAG benéidegt, wäert dat an Zukunft dann och an enger Prozedur gemaach ginn. A bei ronn engem Véirel vun de méi klenge Projete féiere mer eng ganz nei vereinfacht PAP-Prozedur an, déi nach méi kuerz wäert sinn. A well d'Diskussioune ronderëm d'Infrastrukture fir en neie Quartier oft laang daueren, féiere mer do en Délai légal vu 6 Méint an.

Drëttens wäert et bis 2025 en nationaalt Standard-Bautereglement ginn, mat eenheetleche Reegelen. D'Gemenge wäerte kënne weider urbanistesch Detailer definéieren, fir dem Bild vun hiren Uertschafte Rechnung ze droen. Mä mat méi eentheetleche Reegele vermeide mer ganz vill prozedural Feeler, a Bauprojete kënne méi schnell a méi bëlleg gebaut ginn.

Véiertens: Mir wëllen, datt Schluss ass mat de widderspréchlechen Normen, déi de Staat de Leit heiansdo virschreift. Duerfir schafe mer eng nei Kommissioun tëscht der ITM, dem CGDIS an dem Familljeministère, déi en eenzegen Uspriechpartner fir de Bauhär ass, an och an Zukunft Bauprojete gemeinsam aviséiert, fir esou Onstëmmegkeeten ze evitéieren. An der selwechter Iwwerleeung integréiere mer de Service national de la sécurité dans la fonction publique an d'ITM.

Fënneftens wäerten all Autorisatiounsprozeduren op enger eenzeger Plattform zentraliséiert an digitaliséiert ginn. Op Basis vum Prinzipp „once only" – nëmmen eng Kéier – muss ee seng Donnéeën nëmmen nach eemol dann afëllen. Op dëser Plattform wäert een och eng personaliséiert Lëscht vun den néidege Prozedure fir säi spezifesche Projet kréien. Dat erliichtert d'Prozeduren, de Suivi fir d'Bierger, d'Betriber an d'Administratiounen enorm. Dëse Mammutprojet wëlle mer an den nächste 24 Méint ofschléissen.

Sechstens ginn déi néideg Gesetzesännerunge fir de Remembrement ministériel nach virum Summer an der Chamber deposéiert. Haut kann en eenzelne Proprietär de Bau vun engem ganze Quartier blockéieren a säin eegenen Interêt iwwert dee vun der Gesellschaft stellen. Mat dëser Moossnam kritt den Inneminister d'Méiglechkeet, esou engem Proprietär säin Terrain ze réckelen, fir dass de Projet ka starten.

Siwentens schafe mer och méi Flexibilitéit bei der Gestioun vum Bauschutt. Och dat wäert d'Effizienz steigeren an evitéieren, dass d'Camione queesch duerch d'Land fueren.

Mir hunn eis och engagéiert, fir d'Ëmweltprozeduren ze vereinfachen, ouni den Naturschutz ze vernoléissegen. Den Naturschutz muss a senger Globalitéit geduecht ginn, fir dass en och eng breet Akzeptanz bei de Leit fënnt. Andeems mir dës Makroapproche huelen, wäerte mir d'Unzuel vun Ëmweltetüden a Kompensatiounsmoossnamen, déi en eenzelne Bauherr maache muss, substanziell reduzéieren. An dësem Sënn proposéiere mir de Prinzipp vum „Natur auf Zeit" am stättesche Raum nach virum Summer. Dat wäert dem Proprietär vun engem Terrain erlaben, Gehecks a Gestrëpps opkommen ze loossen, ouni ze fäerten, dass säi Projet doduerch net méi méiglech oder méi deier gëtt. Esou Biotope mussen dann am stättesche Raum net méi kompenséiert ginn. Am Géigenzuch sollen 10 % vun engem neie Wunnquartier fir Gréngfläche reservéiert ginn. Dat mécht eise stättesche Raum méi gréng a verbessert d'Liewensqualitéit.

Mat enger néngter Moossnam wäerte mir nach dëst Joer als éischt Land an der EU de Prinzipp vun der „compensation une fois pour toutes" proposéieren. Dëst ass eng einfach Léisung fir d'Juegdrevéier vu verschiddene geschützten Déieren an der Bauzon generell an ouni eenzel Etüd fir de Bauträger ze kompenséieren. D'Juegdrevéier gëtt dann op Staatsterraine kompenséiert, wou keen héicht landwirtschaftlecht Potenzial besteet. Dat kombinéiert mat engem Pestizidverbuet op deenen Terrainen.

An als zéngte Moossnam hiewe mer de Seuil, ab deem eng Etüd vun den Ëmweltinzidenze fir en neie Bauprojet muss gepréift ginn, vun zwee op véier Hektar. D'Erfarung nämlech vun de leschte Jore weist, dass nëmmen een eenzege vu 14 Bauprojeten an där Gréisstenuerdnung eng komplett Etüd gebraucht huet. Doduerch, datt dee Screening ewechfält, gewanne mir oft Wochen, voire Méint an de Prozeduren.

„Silence vaut accord", „Once only", „Digital first", „Natur auf Zeit", „Compensation une fois pour toutes". Dir gesitt, dës zéng Moossname setze grouss Prinzippie vun eisem Koalitiounsaccord ëm a moderniséiere substanziell eis Wunnengsbauprozeduren.

D'Prozedure gi méi einfach, méi digital a méi kloer. An duerfir gi se méi schnell.

Méi schnell bauen, kënnt de Leit zegutt, well et ass deen eenzege Wee, wéi mer laangfristeg jiddwerengem säi Recht op eng Wunneng assuréiere kënnen. Méi baue gëtt oft mat manner Liewensqualitéit gläichgesat, mee dat muss net esou sinn.

Wann et gutt duerchduecht ass, féiert e gutt geplangten urbane Milieu nämlech zu méi Liewensqualitéit an net zu manner. E méi dichte Wunnquartier ass nämlech och méi attraktiv fir de Commerce, e bedeit e Bäcker an der Noperschaft, e Coiffeur, eng Apdikt. Méi kuerz Weeër op dës Plazen heescht Zäitgewënn, Zäit fir d'Famill, fir sech, fir en Hobby.

Eist Land brauch méi Wunnengen, méi séier. Et feelt eis och net u Plaz. Mir hunn haut schonn am Bauperimeeter Plaz fir iwwer 100.000 nei Wunnengen. Mir mussen dës Terraine mobiliséieren. Duerfir wäerte mir un der Iddi vun der Mobilisatiounssteier festhalen an déi néideg Amendementer zum Gesetz nach dëst Joer an der Chamber deposéieren. An duerfir hu mir dëst Joer d'Besteierung vun der Plus-value op de Verkaf vu besteeënde Wunnenge reduzéiert.

Mee ech soen et nach eemol: D'Offer u Wunnengen ass a bleift fir déi no Zukunft den Haaptproblem. A wat ee manner verdéngt, wat dee Problem natierlech nach méi akut ass.

Mir mussen duerfir och méi abordabele Wunnraum schafen. Aus deem Grond huet d'Regierung schonn d'steierlech Avantagë verbessert, fir eng Wunneng an eng Gestion locative sociale ze ginn, wou de Loyer däitlech ënnert dem Marchéspräis läit.

A mir wäerte bis Enn des Joers eng Upassung um Text iwwert de Logement abordable – fir d'Spezialisten: Artikel 29bis vum Gesetz iwwert den Aménagement communal – hei an der Chamber deposéieren. Déi momentan Reegele schafen oft abordabel Wunnengen, déi ze grouss an domat awer rëm ze deier sinn. Duerfir wäerte mer dat änneren, fir dass méi abordabel Wunnengen entstinn.

Mir wëllen och an dësem Beräich nei Weeër goen. Duerfir starte mir e puer Projeten, déi de Privatsecteur mat abannen, fir méi abordabel Wunnengen ze kréien.

Op där enger Säit sollen ëffentlech Promoteure kënne Wunnengen, déi de Privatsecteur op sengem eegenen Terrain baut, fir 20 Joer lounen, amplaz se ze kafen. Dat zu engem Präis ënnert dem Marché, mee iwwert dem Loyer abordable. Den ëffentleche Promoteur verlount déi Wunneng dann zum besteeënde Loyer fir abordabel Wunnengen un déi eligibel Leit weider. De Staat iwwerhëlt den Ënnerscheed tëscht deenen zwee Loyeren an huet duerfir no 20 Joer e Virkafsrecht.

An am Kader vun engem weidere Pilotprojet wëlle mir dëse Modell och fir Betriber opmaachen, déi fir Salariéë baue wëllen.

Mam drëtte Pilotprojet wëlle mir och en neie Wee goen. An zwar soll de Privatsecteur op ëffentlechem Terrain abordabele Wunnraum kënne bauen, deen duerno un den ëffentleche Promoteur fält. Mir hunn duerfir schonn zwee méiglech Terrainen identifizéiert. Och hei ass eist Zil, méi a méi séier abordabele Wunnengsraum ze schafen.

De Logementsminister, den Inneminister an den Ëmweltminister wäerten dës Initiativen am Detail de Chamberkommissiounen an den Acteuren am Wunnengsbau an den nächste Woche virstellen.

Här President, all dës Aktiounen am Logement sinn immens wichteg. Net just, fir jidder Awunner Zougang zu enger Wunneng ze ginn, mee och well d'Bezuele vun enger Wunneng, an där ee lieft, dee gréisste Käschtepunkt fir déi meescht Stéit hei zu Lëtzebuerg ass. Bei den 20 % vun eiser Bevëlkerung, déi am mannste verdéngen, geet méi wéi all zweeten Euro op d'Wunneng.

An dat mécht d'Logementspolitick och zu engem wichtege Pilier vun der Aarmutsbekämpfung – eng weider Prioritéit vun dëser Regierung. Et ass eng Prioritéit, well en ze groussen Deel vun eiser Bevëlkerung säit e puer Joer dem Aarmutsrisiko ausgesat ass oder aarm ass, an duerfir net matkënnt an eiser Gesellschaft.

De Familljeminister schafft intensiv um nationale Plang fir d'Preventioun an de Kampf géint d'Aarmut. Dëse wäert eng transversal Approche zur Aarmut an all senge Facetten definéieren, well de Kampf géint d'Aarmut ass eng Investitioun an d'Zukunft vum ganze Land.

Et ass virun allem eng Investitioun an eis gemeinsam Zukunft, wa mir d'Situatioun vu Kanner verbesseren, déi am Aarmutsrisiko liewen. Haut sinn dat 30.000 Kanner, e Véierel vun all eise Kanner. Kanner, déi deels net gesond iessen oder hire Gebuertsdag net feiere kënnen – zu Lëtzebuerg.

Kanner haut an esou enger Situatioun ze loossen, ass eng verpassten Zukunft fir d'Kand an domat eng verpasste Chance fir eis ganz Gesellschaft. Duerfir hunn de Familljeminister an ech iwwert déi lescht Woche vill Acteure vum Terrain, wéi Croix-Rouge, Caritas, Unicef an anerer, getraff a gutt nogelauschtert. Si maachen eng groussaarteg Aarbecht fir eis Gesellschaft. Mir mussen dës Acteuren an eis Politickgestaltung an dësem Beräich mat abannen an dëse Problem zesummen upaken.

No dëse Consultatioune stelle mer fest, dass gradewéi beim Logement déi administrativ Vereinfachung och bei der Aarmutsbekämpfung e Kärstéck vun der Léisung muss sinn. Et geet duerfir net ëm méi Hëllefen, mee ëm besser Hëllefen; Hëllefen, déi bei de Leit ukommen. Mir brauchen eng Politick vun der Effikassitéit, net vun der Popularitéit.

Schonn haut ass quasi d'Hallschent vun den ëffentlechen Ausgabe fir d'Sozialpolitick, mee eis Moossnamen erreechen oft net déi, déi se am meeschte brauchen. Bei der Subvention de loyer, grad do, wou d'Hëllef haut am néidegsten ass, kréien zum Beispill dräi Véierel vun den eligibele Leit d'Suen net.

Oft fänkt de Problem schonn domadder un, dass d'Leit net wëssen, wat fir eng Hëllefen hinnen zur Verfügung stinn. Duerfir goufen déi éischt Aarbechte lancéiert, fir e Guichet social unique an eng digital Plattform mat enger Iwwersiicht vun alle Sozialhëllefen ze schafen.

Am Kader vun de Viraarbechte fir den Aktiounsplang géint d'Aarmut wäert de Familljeminister och zesumme mat den Offices sociaux d'Sozialhëllefe vereinfachen an harmoniséieren, fir dass se och wierklech do ukommen, wou se gebraucht ginn. Mee fir e wierklechen Duerchbroch brauch et och hei eng nei Approche.

Duerfir maache mir e Paradigmewiessel an der Aart a Weis, wéi mir eis Hëllefen opstellen. An dat, andeems mir déi gesetzlech Basis fir de Once-Only-Prinzipp beim Staat och hei schafen. Dëse Gesetzesprojet, deen d'Digitalisatiounsministesch an den nächsten Deeg wäert deposéieren, dréit de momentane System komplett op d'Kopp. Et wäert an Zukunft net méi um Bierger sinn, fir d'Dokumenter ëmmer erëm zesummenzedroen, déi e fir eng Demande brauch. All Informatiounen an Dokumenter, déi de Staat schonn huet, musse vun der Administratioun selwer zesummegedroe ginn. Dat wäert dann och d'Zuel vu Refuse wéinst onkompletten Dossieren drastesch reduzéieren.

A mir ginn nach e Schratt méi wäit. Wou elo de Bierger all Hëllef muss selwer kënnen ufroen, wäerten an Zukunft d'Administratioune kënne bei aneren Administratiounen nofroen, wéi eng Persoun eligibel gëtt fir eng Hëllef. De Staat kann da proaktiv dëse Bierger e Formulaire schécken. A wéinst dem Once-Only-Prinzipp ass dee Formulaire a ville Fäll schonn am Viraus vun der Verwaltung ausgefëllt. Am beschte Fall muss de Bierger just nach ënnerschreiwen.

Mir wëlle Schluss maache mat deem administrativen Dschungel, an deem sech virun allem déi vun eis verlafen, déi et sech am mannsten erlabe kënnen. Dat ass eng Politick vun der Effikassitéit; eng Politick, wou déi finanziell Hëllefe bei deene landen, déi se am meeschte brauchen.

Déi materiell Situatioun ass awer just eng Facette vun der Aarmut. Well Aarmut huet och immens Impakter op d'Gesondheet an d'Educatioun vun eise Kanner, an dat e Liewe laang. Wéi een Acteur um Terrain et resüméiert huet: „Aarm mécht krank a krank mécht aarm." Dat kann eis net egal sinn. Dat dierf eis net egal sinn.

A wa mir deen Däiwelskrees vun der Aarmut duerchbrieche wëllen, da musse mer och bei der Gesondheet usetzen. Duerfir wäert d'Gesondheetsministesch am Ufank vum nächste Joer e Plang virstellen, deen aus der „médecine scolaire" eng „santé scolaire" mécht. Mir wëlle proaktiv e gesonde Liewensstil bei de Schüler promouvéieren an en adequaten Accès zu preventiver Medezinn fir all eis Kanner erméiglechen.

Virun allem wäerte mir dat soziaalt Ëmfeld an déi mental Gesondheet vun eise Kanner an de Vierdergrond stellen. Dat mat der Zilsetzung, méiglech Problemer an enger integréierter Approche unzegoen, mat engem medezinnesche Volet, enger Assistance sociale an engem wichtege Kontakt mat den Elteren.

Enger Etüd vun der Uni – vun eiser Uni – no, ass all fënneft Kand zu Lëtzebuerg am Risk, eng Depressioun ze entwéckelen. All drëtt Kand weist där Etüd no Symptomer vun Angschtgefiller. Dat sinn Zuelen, déi eis all interpelléiere mussen. D'Kandheet soll eng suergefräi Zäit sinn, net eng Zäit vun Depressioun an Angscht.

Mee et ass net just bei eise Kanner a Jugendlechen, wou mer mussen hei usetzen. Déi mental Gesondheet ass e Sujet fir all Alterskategorie. D'Gesondheetsministesch mécht dat duerfir zu enger vun hire Prioritéite fir déi nächst zwielef Méint. Mir musse bei all Hiewel usetzen, vun der Preventioun bis zum Traitement.

A fir de Cercle vicieux tëscht Aarmut a Gesondheet och bei den Erwuessenen ze duerchbriechen, wäerte mer am Hierscht de Pilotprojet vun enger Couverture universelle des soins de santé auswäerten a wa méiglech zu engem permanenten Deel vun eisem Sozialnetz maachen.

Domat géinge mer de vulnerabelste Leit an eiser Gesellschaft, notamment de Sans-abrien, en Accès zu engem Dokter an zu Medikamenter ginn, an och eng CNS-Kaart, fir hirer Stigmatisatioun virzegräifen.

Mir schaffen all Dag dorunner, dass zu Lëtzebuerg keen an der Aarmut oder op der Strooss muss liewen. Esou huet am Dezember eng véiert Halte de nuit hir Dieren opgemaach an ech war mam Familljeminister eng nei Struktur zu Berbuerg besichen, wou 22 Better fir eeler Sans-abrien zur Verfügung gestallt ginn.

Eng sozial gerecht Politick, déi no vir kuckt – eng Regierung, déi haut iwwert d'Sozialpolitick vu muer nodenkt –, passt sech och ëmmer erëm un d'Evolutioun an der Gesellschaft un. Duerfir wäerte mir an deenen nächste Méint eng Rei grouss Projete lancéieren, déi eis Politick un dës Gesellschaftsevolutiounen upasst.

Engersäits musse mer der Realitéit Rechnung droen, dass d'Familljekompositioune vun haut méi divers si wéi nach virun 20 oder 30 Joer. Et gëtt virun allem ëmmer méi Kanner mat just engem Elterendeel doheem. Duerfir hu mir eis am Koalitiounsaccord virgeholl, bis d'Joer 2026 e Projet ze presentéieren, fir eng eenzeg Steierklass ze schafen.

Fir Monoparentallen awer net aleng mat hire finanzielle Suergen ze loossen, bis dësen ambitiéise Projet ofgeschloss ass, mécht de Finanzminister geschwënn eng Propos, fir si schonn ab dem 1. Januar 2025 steierlech ze entlaaschten.

Och dat ass e weidert Puzzlesték an dëser Strategie géint Kanneraarmut. Well all fënneft Kand zu Lëtzebuerg lieft an engem Stot mat just engem Elterendeel. Dat ass dee véierthéchsten Taux an Europa an duebel esou héich wéi zum Beispill an Holland oder an der Schwäiz.

Doriwwer eraus suerge mir derfir, dass och d'Adoptiounsrecht deene méi diverse Familljekompositioune Rechnung dréit.

Eng weider Realitéit ass et, dass mir haut méi laang liewen. Dat ass eng erfreelech Evolutioun, mee eng, déi mer als Gesellschaft encadréiere mussen. Duerfir musse mir eng breet Debatt iwwer eise Pensiounssystem féieren. Vill Leit si bal sou laang an der Pensioun, wéi se abezuelt hunn. Eise System ass haut gesond, mee muss och fir déi zukünfteg Generatiounen ofgeséchert bleiwen. De System muss also als Ganzt diskutéiert ginn, och Rechnung droend der demografescher Entwécklung an eiser wirtschaftlecher Entwécklung.

Ab dem Hierscht wäert d'Ministesch fir sozial Sécherheet bilateral Gespréicher mat de Gewerkschaften an de Betriber féieren. Mee an der Sich no engem breede Konsens wäerte mer och proaktiv d'Gespréich mat där Generatioun sichen, déi am wäitste vun der Pensioun fort ass, mee am längste mat de Konsequenze vun eisen Decisioune liewe muss: mam Jugendparlament, mat de Jugendparteien, mat de Studentevertrieder, jo, mat alle Leit am Land.

A fir déi breet Gesellschaft mat anzebannen, wäert d'Ministesch och op Konferenzen an Table-ronden alueden. Mir wënschen eis hei eng grouss Partizipatioun vun alle Bierger. Fir eng gemeinsam Basis fir dës Debatt ze hunn, schafft de Conseil économique et social grad un engem Avis, deen nach dëse Summer soll finaliséiert ginn.

Egal ob a wéi eng Reform aus deem Debat ervirgeet, eent ass kloer: Eng staark Allgemengversécherung fir jiddweree bleift d'Kärstéck vun eisem Pensiounssystem a se muss jiddwerengem erlaben, vertrauensvoll a Richtung Pensioun ze kucken. Dat ass eng Froe vu Solidaritéit a sozialer Kohäsioun am Sënn vun eisem Generatiounevertrag.

A mir loosse keen op der Streck. Duerfir féiere mer och eng Allocation complémentaire fir eeler Leit an. Mat dëser Hëllef, déi den Accueil gérontologique ersetzt, wäerte mir eisen eelere Matbierger mat manner Akommes besser finanziell ënnert d'Äerm kënne gräifen, fir hinnen den Zougang zu enger Plaz an engem Altersheem an e Liewen an Dignitéit kënnen ze assuréieren.

Eng drëtt Realitéit, där mir Rechnung droe mussen, ass d'Vereinbarkeet tëscht dem professionellen an dem private Liewen. D'Leit an d'Betriber wëllen a brauchen haut eng aner Aarbechtsorganisatioun.

Déi zoustänneg Ministere schaffen an deem Sënn un engem gemeinsame Mesürepak, dee bis Enn des Joers soll stoen. Dozou gehéiert d'Flexibilisatioun vum Congé de maternité, den Temps partiel familial, d'Organisatioun vun den Aarbechtszäiten oder nach eng Neireegelung vun der Sonndesaarbecht, esou wéi dës Moossnamen am Koalitiounsaccord festgehale gi sinn. Heizou féieren déi zoustänneg Ministeren an den nächste Méint Diskussioune mat de Sozialpartner an hunn zum Deel schonn domat ugefaangen.

Zur sozialer Kohäsioun gehéiert och eist friddlecht a séchert Zesummeliewen, sech halen un déi Reegelen, déi de Staat an d'Gemenge sech ginn. Duerfir ass de Staat do, duerfir ass d'Police do. Well Sécherheet a Fräiheet, Sécherheet a friddlecht Zesummeliewen Hand an Hand ginn, a well awer och eis Populatioun wiisst, setzt d'Regierung d'Zuel vun de Kandidate pro Promotioun bei der Police vun 160 op 200 erop. Genuch Police bedeit Visibilitéit a reegelméisseg Presenz um Terrain.

Duerfir fänkt och de Pilotprojet vun enger Unité de police locale, enger Gemengepolice, nach dëse

Summer an der Stad Lëtzebuerg an zu Esch un. Dës Unitéit ass keng Police nieft der Police, si gëtt Deel vun der Police grand-ducale.

An d'Police brauch och e klore juristesche Kader, fir kënnen ze handelen, do, wou et néideg ass. Duerfir wäert den Inneminister nach dëst Joer de Projet de loi mat engem verbesserte Platzverweis deposéieren an d'Justizministesch wäert de Code pénal moderniséieren, fir en effikasse Moyen géint déi agressiv Mendicitéit ze schafen.

Här President, d'Architektur vun eisem Sozialsystem definéiert sech a groussen Zich ronderëm eng Aarbechtsplaz: d'Krankekeess, de Chômage, de Pensiounsregime. Et kann een dat Soziaalt net vum Wirtschaftlechen trennen. Dat heescht engersäits, datt Aarbecht sech loune muss.

Mir sinn ugetrueden, fir de Leit méi Netto vum Brutto ze loossen, fir d'Kafkraaft ze stäerken. Duerfir huet déi nei Regierung d'Steiertabell dëst Joer schonn ëm véier Indextranche berengegt. Dës Chamber huet dat Gesetz gestëmmt. Jee no Familljekompositioun léisst dës Ännerung de Leit bis zu 1.100 Euro pro Joer méi an der Täsch.

Ab dem 1. Januar 2025 wäert d'Steiertabell ëm weider 2,5 Indextranchë berengegt ginn. Dat wäert nach emol jidderengem méi Kafkraaft ginn. Dës Mesür mécht wirtschaftlech a sozial Sënn.

Mee dat Wichtegst bleift als Éischt emol, eng Aarbecht ze hunn. An duerfir mussen Aarbechtsplaze geschafe ginn. D'Wirtschaft dréit méi lues. D'lescht Joer, just éier dës Regierung ugetrueden ass, hat Lëtzebuerg eng Rezessioun. An d'ekonomesch Perspektiven a ganz Europa bleiwen ënnert der historescher Moyenne. An déi digital Transitioun gëtt an dësem Kontext oft mat skepteschen Ae gesinn, trotz allem positive Potenzial.

Duerfir musse mir haut eis Aarbechtswelt vu muer preparéieren. D'Ekonomie vu muer wäert anescht si wéi déi vun haut. Mee änlech Suerge gouf et och bei aneren Transitiounen: beim Stroum, beim Auto, beim Computer. Virun 20 Joer gouf et knapps Internet; haut kennt oder benotzt zum Beispill jiddwereen d'Servicer vun Amazon. Mee esou e Beispill weist och, wat doraus kann entstoen: Amazon huet haut méi wéi 4.000 Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg geschaaft.

Wat ëmmer wouer war a wouer bleift, ass, datt Aarbechtsplazen do geschafe ginn, wou et Wuesstem gëtt. A Wuesstem entsteet do, wou e Land e kompetitive Kader bitt.

Den Term „Kompetitivitéit" gëtt oft als Synonym vu Sozialofbau an Aarbechtsplazverloschter gesinn. Mee Kompetitivitéit ass an eisen Aen näischt Negatives. Et beschreift jidder Land säi beschte Versuch, an engem bestëmmte Secteur besser ze si wéi déi aner Länner. Dat wëll dës Regierung fir eist Land a fir Europa. Dës Konkurrenz ass fir jiddweree vu Virdeel. Et féiert zu Innovatioun, zu bessere Präisser a besserer Qualitéit.

Eis Kompetitivitéit muss ee gesinn och vis-à-vis vun aneren europäesche Länner, mee och als Deel vun der ganzer EU vis-à-vis vum Rescht vun der Welt. Europa als Ganzt huet an de leschte Joren u Kompetitivitéit verluer. De PIB pro Kapp an Amerika huet iwwert déi lescht Joren all eenzel grouss europäesch Ekonomie iwwerholl.

Dësen Trend riskéiert, sech ze verschäerfen. Mir sinn nämlech och an de Secteure vun der Zukunft manner kompetitiv ginn; bei den erneierbaren Energien, bei der kënschtlecher Intelligenz. China dominéiert 80 % vum globale Marché vun der Produktioun vu Fotovoltaikanlagen. Eng chineesesch Firma ass mëttlerweil de gréisste Verkeefer vun Elektroautoen. D'Silicon Valley an Amerika dominéiert den Tech-Secteur. No Google, Apple an Amazon ass ChatGPT dat neiste Beispill vum amerikanesche Virsprong.

Fir eis Kompetitivitéit ze erneieren, brauche mir virun allem zwou Saachen: engersäits e kompetitive legalen a steierleche Kader an anerersäits Strategië fir Ekosystemer a spezifesche Secteuren.

De legale Kader an Europa an zu Lëtzebuerg ass oft komplex, voire ze komplex. Och hei braucht et e Mentalitéitswandel, ewech vun der Iwwerreglementatioun, zréck bei de gesonde Mënscheverstand. D'Reegele mussen de Firmaen hëllefen ze wuessen, net hire Wuesstum ausbremsen.

Virun allem eis kleng a mëttelgrouss Betriber dierfen net un engem Bürokratie-Burnout ënnergoen. Well do entsteet d'Majoritéit vun den Aarbechtsplazen. An dorunner schaffe mir all Dag, heiheem an zu Bréissel.

Fir dass e Saisonaarbechter net méi laang op seng Pabeiere waarde muss, wéi d'Saison iwwerhaapt dauert, wëlle mir dës Proceduren nach dëse Summer beim Wäibaudësch vereinfachen.

Fir dass d'Baueren hir Zäit um Feld an net um Büro verbréngen, bréngt d'Agrikulturministesch nom éischte Landwirtschaftsdësch e Gesetzesprojet an d'Chamber, fir de bürokrateschen Opwand fir eis Baueren ze reduzéieren.

Fir datt eis PMEen déi beschtméiglech Konditiounen hunn, sech ze entwéckelen, presentéiert de Wirtschaftsminister nach dëst Joer eng Revisioun vun der Loi-cadre fir d'PMEen a schafft un der administrativer Vereinfachung, fir eng Firma ze grënnen.

E kompetitive Kader geet och op déi spezifesch Besoine vun ënnerschiddleche Betriber an, jee no Secteur a Gréisst vun de Betriber. Esou gëtt e Land och méi kompetitiv duerch Innovatioun. An Innovatioun, wéi mer wëssen, fänkt oft mat enger gudder Iddi an enger Startup un. Mee nieft enger gudder Iddi brauche Startuppen och finanziell Hëllefen a kompetent Mataarbechter. Hei wäert de reglementareschen a fiskale Kader an noer Zukunft verbessert ginn.

Mee och déi bestoend Betriber innovéiere stänneg. Dofir begréisse mer, datt d'Bonification d'impôt fir esou Aktivitéite schnell gestëmmt ginn ass, mee mir kucken elo, fir dat nach méi effikass ze maachen. A fir all d'Betriber wäert de Once-Only-Prinzipp beim Staat den administrativen Opwand verréngeren an domat eis Kompetitivitéit stäerken.

Nieft méi einfache Reegele brauchen eis Betriber och steierlech en attraktive Kader. Duerfir wëlle mer de Steiersaz fir d'Betriber un den internationalen Duerchschnëtt upassen. D'Regierung proposéiert duerfir, de Kierperschaftssteiersaz ab dem 1. Januar 2025 vu 17 op 16 erofzesetzen.

All dës Moossname stäerken eis Kompetitivitéit. Si ginn eise Betriber erëm Sécherheet, fir ze plangen, ze investéieren, ze expandéieren a fir esou Aarbechtsplazen ze schafen. Mee Kompetitivitéit spillt net just um Niveau vun der ganzer Ekonomie, si spillt och an all Secteur.

Wa mir wëllen, dass Lëtzebuerg weider vill a gutt Aarbechtsplaze schaaft, da musse mer geziilt a strateegesche Secteuren e performanten Ekosystem ubidden. Mir hu schonn esou en Ekosystem am Secteur vun den Daten an der Kommunikatioun. Dee baue mer konsequent weider aus.

Ee vun de gréissten Acteuren an dësem Beräich, d'SES, wou de Staat eng Partizipatioun huet, huet virun zwee Méint decidéiert, Intelsat opzekafen. Dat eebe grad, fir sech méi staark am Satellitten-, am Datesegment vun der Zukunft ze positionéieren. Dat stäerkt dës historesch Firma mat weltwäitem Sëtz zu Betzder. An dat stäerkt de ganzen Ekosystem ronderëm d'Satellitten an de Weltall hei am Land.

Lëtzebuerg zeechent sech awer och aus duerch d'Sécherheet vu sengen Datenzenteren: Ee Véirel vun allen Datenzentere mat héchster Sécherheetsqualifikatioun an Europa steet haut zu Lëtzebuerg. Zur Sécherheet gehéiert haut och d'Souveränitéit vun den Daten. Et ass haut wichteg, datt een d'Kontroll doriwwer huet, duerch wéi eng Länner Daten transitéieren. Hei positionéiere mir Lëtzebuerg als Pionéier, notamment am breede Kader vun der Europäescher Unioun.

Am Hierscht wäert de Projet Clarence vu LuxConnect a Proximus live goen. Dëse Projet offréiert déi éischt dekonnektéiert Cloud-Solutioun, déi Daten exklusiv op europäeschem Buedem stockéiert a geréiert.

An dësem Kontext ass Lëtzebuerg och Deel vum europäesche Projet, fir e Cloud-Edge-Continuum ze schafen, eng Infrastruktur, déi ënner anerem néideg ass, fir d'autonoomt Fueren ze erméiglechen – eng weider Aktivitéit, déi mir zu Lëtzebuerg developpéiere wëllen. Duerfir mécht am Hierscht zu Biissen en Incubateur am Automobility Campus seng Dieren op, dee Firmen an dësem Beräich ënnerstëtze wäert.

An deem Secteur si mer och frou, datt nieft Lyten och Pony.ai sech engagéiert huet, fir sech hei zu Lëtzebuerg nidderzeloossen. Pony.ai ass e Leader am Beräich vum autonome Fueren an Amerika an a China. An dës Firma bréngt elo hiren europäesche Sëtz a Recherchezenter op Lëtzebuerg.

Fir eebe grad esou Recherche ze erméiglechen, brauche mir och héich performant Computeren als e weidert Pëselsték an dësem ganzen Ekosystem. Duerfir preparéiere mir d'Mise en place vun engem Supercomputer vun der neier Generatioun, deen de MeluXina-Computer ersetze wäert. A mir ginn nach e Schratt méi wäit. Mir hunn am Mäerz eis Kandidatur gestallt, fir de Standuert fir ee vun den éischte Quantecomputeren an der EU ze ginn.

Dir gesitt, eis Aktioune sinn all Deel vun enger integréierter Approche – eng Approche mat engem kloren Zil: Lëtzebuerg zu engem Leader an der Datenekonomie ze maachen! Wa mir wëllen e Leader sinn, da musse mir eis och eng Strategie ginn, fir den Essor vun der Kënschtlecher Intelligenz ze begleede – eng Technologie, déi vu villen als déi nächst industriell Revolutioun beschriwwe gëtt. Un där Strategie schaffe mer. D'Zil ass et, dës nei Technologie an den Déngscht vun eise Bierger ze setze fir eng besser Liewensqualitéit a besser Servicer.

Dësen Datenekosystem ass och wichteg fir eise Finanzsecteur, déi dreiwend Kraaft vun der Lëtzebuerger Ekonomie. Mir wëllen dës Erfollegsserie, dës Erfollegsgeschicht weiderschreiwen. Och hei brauch et Kompetitivitéit, well eis Konkurrente schlofen net.

Duerfir gëtt de legislative Kader vun alternative Fongen an Digital Assets moderniséiert. Oft sinn et kleng legislativ Upassungen, déi dee ganzen Ënnerscheed maachen.

Mir positionéiere Lëtzebuerg och am Beräich vun den aktiv generéierten ETF-Fongen, duerch d'Erofsetze vun der Taxe d'abonnement fir dësen Typ Fongen ab dem nächste Joer. Dëst ass e Marché mat engem immense Potenzial, deen an der EU nach relativ ënnerentwéckelt ass.

De legale Kader ass déi eng Saach, mee dësen Ekosystem brauch och Talenter. Déi musse mir selwer trainéieren an och aus dem Ausland unzéien. Duerfir wäerte mir d'Schafe vun zwee neie Masterstudiegäng

op der Uni.lu ënnerstëtzen: een am Actuariat an een an de Private Assets zesumme mat de Beruffsorganisatiounen ACA an ALFI.

D'Finanzplaz brauch Spezialisten a mir sinn do an enger haarder Konkurrenz mat London, Paräis, Frankfurt, Dublin. Duerfir wëlle mir nach dëst Joer fir d'Steierjoer 2025 d'Prime participative an de Régime d'impatriation iwwerschaffen a méi attraktiv maachen.

An innerhalb vum Secteur schaffe mir och weider um Ekosystem an der Finance durable, ënner anerem mam weltwäit éischten Accelerateurprogramm fir Firmen, déi geziilt gréng Finanze mat digitaler Innovatioun verbannen, oder mat der Ambitioun, fir iwwert d'Finance verte erauszegoen an eng Virreiderroll am Beräich vun der Finanzéierung vu soziale Projeten ze iwwerhuelen.

Iwwer eis Finanzplaz ka Lëtzebuerg esou e groussen Impakt an der Welt hunn, notamment am globale Kampf géint de Klimawandel.

Här President, eis Gesellschaft an eis Ekonomie brauchen all Dag vill Energie. En vue vum globale Klimawandel musse mir kucken, datt esou vill wéi méiglech dovunner aus ëmweltfrëndleche Sourcë kënnt. Duerfir musse mir haut iwwert d'Energie vu muer schwätzen.

De Krich an der Ukrain, mee och scho fréier Spannungen am Noen Osten hunn eis gewisen, datt mir duerch eisen Energiemix den internationalen Developpementer ausgeliwwert sinn.

D'Präisser sinn 2022 duerch d'Ewechfale vum russesche Gas an Ueleg an d'Luucht geschoss an et gouf e Präisdeckel op all d'Energien en place gesat. Dee gëllt bis den 31. Dezember dëst Joer. Dësen huet de Leit a Betriber an dësen exceptionellen Ëmstänn zolidd ënnert d'Äerm gegraff.

Well déi meescht Energiepräisser gefall sinn an de leschte Méint, falen déi meescht Energiepräisdeckelen ab dem 1. Januar 2025 ewech. Mee mir halen de Stroumpräisdeckel nach 2025 bäi, well de Stroum an der Kris fir e puer Joer kaaft ginn ass an déi héich Akafspräisser vun deemools hunn nach 2025 hir Repercussiounen. Mir maachen dat op eng sozial gerecht Manéier.

Engersäits hëllefe mir alle Stéit, andeems mir just fir d'Joer 2025 d'Hallschent vun der projezéierter Hausse iwwerhuelen. Domat bleift de Stroumpräis an de selwechte Paragë wéi an eisen Nopeschregiounen.

Anerersäits ënnerstëtze mir geziilt déi Leit mat manner Akommes duerch dräi cibléiert Moossnamen: d'Prime énergie gëtt verdräifacht fir déi aktuell Beneficiairen a geet da progressiv erof, de Crédit d'impôt énergie fir REVIS-Empfänger gëtt op 90 Euro eropgesat an de Staat iwwerhëlt och fir 2025 een Deel vun den Energiekäschte vun den Altersheimer, fir datt d'Präisser, déi d'Leit musse bezuelen, stabill bleiwen.

Dës Mesüren, fir déi mer ronn 50 Milliounen Euro an de Grapp huelen, wäerten de Leit mat manner Akommes derbäi hëllefen, mat deene Käschten eens ze ginn, déi net iwwert de Stroumpräisdeckel couvréiert sinn. Och dës Mesüre muss een duerfir am Kontext vun der Aarmutsbekämpfung gesinn.

Mir fiederen den Effet vum héije Stroumpräis awer och of mat engem A op eis Klimaziler. An enger Klimaperspektiv ass natierlech déi beschten Energie déi, déi guer net gebraucht gëtt. Esou huet Lëtzebuerg tëscht dem Abrëll 2023 a Mäerz 2024 bal 8 % manner Stroum verbraucht wéi an de Jore virdrun. Dat ass eng positiv Entwécklung an déi muss weider gefërdert ginn.

Mee fir d'$CO_2$-Emissioune substanziell ze reduzéieren, musse mir virun allem vun de fossillen Energien ewech an eriwwer op déi nohalteg Energien: vu Kuelen a Gas op d'Fotovoltaik, vun der Pëtrolsheizung op d'Wärmepompel, vum Bensinner op den Elektroauto. Alljoers kënnt neie grénge Stroum un d'Netz, alljoers gi Wärmepompelen installéiert an alljoers gi méi Elektroautoe kaaft. Dat ass gutt, mee mir wëlle méi schnell virukommen, mat enger pragmatescher Klimapolitick, mat Ureizer, déi de Leit Loscht maache matzemaachen. Duerfir investéiere mir massiv an erneierbar Energien. Eleng dëst Joer wäerten 2,5 Milliarden an d'Ëmsetzung vum nationalen Energie- a Klimaplang fléissen. Dat ass esou vill wéi nach ni virdrun! A fir Planungssécherheet ze ginn, hu mir decidéiert, fir iwwert de Mécanisme de compensation d'Käschte vu gréngem Stroum bis 2028 ze stabiliséieren.

An duerfir féiert dës Regierung en neie Klimabonusregimm an, deen ab dem 1. Oktober 2024, also dëst Joer, gräife soll. Bis dohinner wäerten déi aktuell Reegele gëllen, wann d'Chamber domadder d'accord ass.

Well et bei der energeetescher Effizienz vun eisen Haiser nach grouss Efforte brauch, gëtt déi finanziell Ënnerstëtzung fir d'energeetesch Renovatioun vu Wunnhaiser, also de Klimabonus Wunnen, zesumme mat der Majoratioun aus der Tripartitt bäibehalen. Bei de Fotovoltaikanlagen hale mer de Basisregimm vu 50 % Finanzéierung bäi; dat, well Fotovoltaikanlage generell méi bëlleg gi sinn an den Invest an d'Installatioun och mat 50 % finanziell attraktiv bleift.

Mir passen de Klimabonus Mobilitéit ab dem 1. Oktober enger Rei Entwécklungen un:

Éischtens – an dat ass eng gutt Entwécklung – sinn d'Elektroautoen an de leschte Jore méi bëlleg ginn. Duerfir kritt een an Zukunft fir en Elektroauto eng maximal staatlech Hëllef vu 6.000 Euro. Dat ass liicht manner wéi bis ewell, mee relativ zu de Käschte vun de meeschten Elektroautoen dat selwecht.

Zweetens gëtt de Krittär, fir dës Zomm ze kréien, méi ekologesch gestaffelt: Bei Autoe mat bis zu 16 Kilowatt Verbrauch pro Stonn pro 100 Kilometer kritt ee bis zu 6.000 Euro, tëscht 16 an 18 Kilowatt 3.000 Euro a bei engem ganz décke Motor leet de Staat näischt méi bäi. Eng Ausnam gëtt et hei fir gréisser Elektroautoe fir Familllje mat dräi oder méi Kanner.

Drëttens erhéije mer d'Zäit, déi een den Auto hale muss, fir eng Subventioun ze kréien, vun engem op dräi Joer, a mir féieren eng Primm vu 1.500 Euro a fir elektresch Occasiounsautoen, déi méi wéi dräi Joer hunn. Béid Ännerunge wäerten dozou bäidroen, dass en zweete Marché vun Elektroautoen entsteet. Dat mécht se engersäits méi attraktiv an anerersäits reduzéiert et de Ressourcëverbrauch.

Elektresch Vëloe sinn eng flott Saach. An d'Zil vu méi Elektrobiken am Verkéier ass largement erreecht: 80.000 Vëloe si bis ewell zu Lëtzebuerg vum Staat subsidiéiert ginn. Bei den elektresche Vëloe kommen duerfir och Ännerungen: Ab dem 1. Oktober dëst Joer gëtt nach just de Kaf vu sougenannte „Cargobikes" finanziell vum Staat ënnerstëtzt, well dëst sinn am Alldag am stättesche Raum fir jonk Famillen eng reell Alternativ zum Auto. D'Leit, déi d'Allocation de vie chère kréien, kréien och weider eng finanziell Ënnerstëtzung beim Kaf vun engem Vëlo. Dat ass Deel vun eiser Strategie géint d'Aarmut a fir sozial Inklusioun.

Suen aleng ginn awer net duer, fir eis Klimaambitiounen ze realiséieren. Och hei brauch et eng Politick vun der Effikassitéit, fir e Gank méi héich ze schalten. E Mix aus finanziellen Hëllefen an einfache Prozeduren ass eng staark Kombinatioun, fir schnell Fortschrëtter ze maachen.

Engersäits féiere mer, wéi scho gesot, eng Bagatellreegelung a bei de Baugeneemegunge fir Fotovoltaikanlagen. Wien esou eng Anlag wëll, dee soll déi och kréien an e soll se schnell kréien, ouni grouss administrativ Demarchen. Laangfristeg ass eng Fotovoltaikanlag um eegenen Daach nämlech net just gutt fir d'Ëmwelt, mee och de beschte Schutz géint d'Entwécklung vun den Energiepräisser.

A fir de Leit Loscht op d'Energietransition ze maachen, entwéckele mer bis Enn des Joers en neien Tool, fir den Eegeverbrauch vu Fotovoltaikstroum besser verständlech ze maachen.

Mee dee Problem ass och hei eng ze komplizéiert Prozedur, déi an dësem Fall dozou féiert, dass d'Demanden net schnell genuch traitéiert ginn. Virun allem bei der Renovatioun vum Haus ass dat net gutt, well d'Käschte schnell iwwer 50.000 Euro klammen. Domat schrecke mir vill Interessenten of. Entweeder et streckt een alles vir oder et hëlt een e Prêt op. Dann ass de Choix séier gemaach, well et ass kee richtege Choix. Fir vill Leit ass weeder Virstrecken nach e Prêt ophuelen eng wierklech Optioun fir dës Aarbechten.

Wa mir eng Klimapolitick mat de Leit wëlle maachen, da kann de Staat d'Leit net ausbremsen. An duerfir schafft den Energieminister do drun, de Prefinanzement vun de Klimahëllefen anzeféieren. An enger éischter Phas wäert d'nächst Joer de Prefinanzement vu Fotovoltaikanlage kommen.

D'Prioritéit bei den technesche Viraarbechten ass et och, sécherzestellen, dass de Prefinanzement och schnell bei de Betriber, déi dës Aarbechte maachen, ukënnt. Mir hu kengem gehollef, wa mir de Retard, dee mer haut bei de Privatpersounen hunn, elo einfach op d'Betriber iwwerdroen.

De Prefinanzement ass am Geescht vun enger Klimapolitick, déi d'Leit mat op de Wee hëlt. Mee fir esou eng Klimapolitick brauche mer och pragmatesch Reegele bei grousse Wand- a Solarinstallatiounen, a kee versteet d'Prozeduren – an hir Limitatiounen – am Alldag esou gutt wéi d'Acteuren um Terrain. Dat ass hei eebe just net anescht wéi am Logement.

A genau wéi am Logement organiséiere mer duerfir dëst Joer eng breet Consultatioun vum Secteur a vun de Gemengen, fir d'Prozedure ronderëm d'Wand- an d'Solarenergie eemol komplett op de Leescht ze huelen, mat engem kloren Zil: méi schnell méi Wandrieder a méi Fotovoltaikanlagen autoriséieren.

Esou eng gemeinschaftlech Approche huet bei der nationaler Logementsreuniouh hir Friichte gedroen. Ech hunn Iech dat virdru gesot. A si wäert och hei zu konkreete Resultater féieren, well se entsprécht eigentlech dem Lëtzebuerger Erfollegsmodell vun Dialog an Zesummenaarbecht, an dee géife mer gäre weider opliewe loossen.

An och wann déi grouss Fotovoltaikanlagen haut schonn e grousse Succès hunn, wäert den Energieminister am Hierscht e grousse Fotovoltaiksdag organiséieren. Hei ginn dann Innovatioun a Best-Practice-Beispiller presentéiert, zesumme mam a fir de Secteur.

A mir lancéieren an den nächste Méint zwou nei Ausschreiwunge fir grouss Fotovoltaikanlage mat neie Louse fir innovativ Iddien, esou wéi d'Fotovoltaik, déi an d'Fassad integréiert ka ginn.

Mir wëllen Innovatioun an alle Beräicher vun der erneierbarer Energie erlaben a proaktiv förderen. Dobäi dierfe mer eis dann och net vun eisen eegene Reegele limitéiere loossen, déi heiansdo, muss ech soen, schwéier novollzéibar sinn.

Esou zum Beispill bei der Iddi, fir Wandrieder a Fotovoltaikanlage méi no nieft den Autobunnen ze bauen. Déi zoustänneg Ministeren erwaarden nach dëse Summer éischt Resultater vun enger Etüd, déi d'Fotovoltaikpotenzial vum Lëtzebuerger Autobunnsnetz aschätzt.

Mir wäerten d'Reegele fir de Bau vu Wandrieder a vun Industriezone besser harmoniséieren, fir dass energieintensiv Betriber sech direkt selwer mat gréngem Stroum versuerge kënnen. A bei der sougenannter „Agrifotovoltaik" wäerte mir d'Auswäertung vun der Pilotausschreiwung ofschléisse mam Zil, den Impakt op de landwirtschaftlechen Ertrag ze minimisieren.

Op der Basis vun deenen Analyse wäert d'Regierung esou schnell wéi méiglech decidéieren, wéi dës Iddie kënne virugedriwwe ginn. Selbstverständlech ass et eis wichteg, datt all dës nei Iddien am Aklang mam Mënsch, der Natur an der Sécherheet realiséiert ginn.

Eng Klimapolitick ass nëmmen erfollegräich, wa se d'Leit mathëlt a si hëlt d'Leit nëmme mat, wa se net op d'Käschte vun eisen Aarbechtsplazen oder eisem Sozialmodell geet. Mir kënne keng Klimapolitick um Réck vun der Kompetitivitéit maachen. Duerfir musse mir och der Wirtschaft hëllefen, dëse Schrëtt matzegoen iwwert d'Klima-Agence, Luxinnovation, de Klimapakt, an iwwert en neie Gesetzesprojet, deen de Wirtschaftsminister viru Kuerzem deposéiert huet an deen eis Betriber bei Investissementer am Kader vun der ekologescher Transitioun nach besser finanziell ënnerstëtzt.

Nieft méi einfache Prozeduren an dem deelweisen Aféiere vum „silence vaut accord", hu mir d'finanziell Enveloppe an d'Portée vun deenen Hëllefen erweidert, déi och elo den Ausbau vun Hydrogeensinfrastrukturen an den Akaf vun elektresche Camionnettë couvréiert.

Mir mussen och spezifesch eis Industrie bei der Transitioun ënnerstëtzen, well d'Industrie bleift e wichtegen Deel vun eiser Wirtschaft a vun eiser Souveränitéit. Duerfir huet de Wirtschaftsminister mat den Acteuren um Terrain eng gemeinsam Feuille de route ausgeschafft, déi dës Transitioun begleede wäert.

Et ass zum Beispill wichteg, dass Lëtzebuerg un den internationalen Hydrogeensreseau ugeschloss gëtt, well dat eng villverspriechend Energie ass fir d'Schwéierindustrie, wéi zum Beispill eis Stolindustrie.

Duerfir sinn ech och frou, datt, no Echangë mat eisen hollänneschen a belsche Partner, d'Creos un engem grenziwwerschreidende Projet deelhëlt, fir iwwert déi nächst zéng Joer eng Hydrogeeninfrastruktur an der Groussregioun mat opzebauen.

A fir méi erneierbar Energien heiheem ze kréien, gëllt et och, mat aneren europäesche Partner enk zesummenzeschaffen. Duerfir hunn ech dëse Sujet och bei menge rezente Gespréicher mat dem portugiseschen an dem hollännesche Premier beschwat. Hei kënnen nei Kooperatiounen entstoen.

Alles dat wäert eis Offer un erneierbaren Energië komplettéieren an ass domat en integralen Deel vun eiser Strategie, fir aus Lëtzebuerg e Land mat vill méi erneierbarer Energie ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, dat sinn e puer Haaptziler fir déi nächst zwielef Méint.

Fir eng Politick, déi sech un déi nei geopolitesch Realitéit adaptéiert a gemeinsam mat eise Partner de Fridden an d'Fräiheet an Europa schützt.

Eng Politick, déi d'Prozedure vereinfacht an domadder d'Basis leet, fir méi Wunnenge méi séier ze bauen.

Eng Sozialpolitick, déi sech ëm déi bekëmmert, déi et am meeschte brauchen, an déi d'Aarmutsbekämpfung an d'Kannerarmut konsequent ugeet.

Fir eng Steier-, Finanz- a Wirtschaftspolitick, déi Aarbechtsplaze schaaft an de Wuelstand generéiert, mat deem mir eise Sozialmodell bäibehale kënnen.

Fir eng Klima- an Energiepolitick, déi d'Leit an d'Betriber mathëlt um Wee an eng $CO_2$-neutral Zukunft.

An all dëse Beräicher gi mir nei Weeër. An op dësen neie Weeër si mir och schonn e gudde Schratt virukomm. Ech weess, datt Verschiddener heibannen an dobaussen am léifsten hätten, datt eise ganze Koalitiounsprogramm elo schonn, no aacht Méint, ëmgesat wär.

Mee Politick mécht ee Schratt fir Schratt. Besonnesch an enger lieweger Demokratie wéi mir eng sinn. Duerfir awer net mat manner Ambitioun oder Elan. Den Erfolleg moosst een um Enn vun enger Legislaturperiod, am Ganzen.

Ech hunn haut net all Theema ugeschwat, wat fir eis Zukunft wichteg ass, mee dës Deklaratioun ass jo och net en neie Koalitiounsaccord. Et ass e Lagebericht um Ufank vun enger Amtszäit vun dëser Regierung an en Ausbléck op e puer wichteg Elementer vun den nächste Méint. Si schreift sech an an de Regierungsprogramm vum November d'lescht Joer.

A wéi all Regierungserklärung, wéi all Erklärung zur Lag vun der Natioun, wäerten déi eng se gutt an déi aner manner gutt fannen. Mee d'Stäerkt vun enger pluralistescher Demokratie läit jo doranner, datt et eng Konfrontatioun vun ënnerschiddlechen Iddien zu den Erausfuerderunge vun eiser Zäit a vun der Zukunft gëtt.

An duerfir freeën ech mech op dës Debaten dës Woch – mee och duerno – mat Iech als gewieltene Vertrieder vum Vollek, mee och iwwert dëst héicht Haus eraus, mat alle Leit hei am Land iwwert dës wichteg Theemen.

Mir sinn houfreg op déi Lëtzebuerger Demokratie a mir wëllen a musse se all Dag stäerken. Fir dës Demokratie ze stäerken, wëll ech duerfir d'Commission consultative fir Mënscherechter, déi haut bei mir am Staatsministère ugesidelt ass, un dës Chamber rattachéieren, fir datt hir wichteg Avisen am legislative Prozess nach méi Attentioun kréien.

A fir d'Diskussioun an der Demokratie esou breet wéi méiglech ze maachen, deposéieren ech nach virum Summer e Gesetzesprojet, fir der Press e gesetzlech verankert Recht op Informatiounen ze ginn, fir dass si d'Allgemengheet beschtméiglech informéiere kann.

Et geet hei net nëmmen ëm Informatiounen, et geet net nëmmen ëm Transparenz. Am Kär geet et ëm Vertrauen. Eng Politick mat de Leit a fir d'Leit kann een an enger Demokratie nëmmen am Vertrauen an am Dialog maachen.

Dat heescht net, datt een ëmmer muss bei allem mat jiddwerengem d'accord sinn. No all Diskussioun mussen Entscheedunge getraff ginn, well soss bleift eist Land stoen. Dat wëlle mir net. An dat ass d'Aufgab vun der Regierung an dëser Chamber, fir datt et Beweegung gëtt.

Här President, eis Gesellschaft steet virun enger Rëtsch Erausfuerderungen. Mir kënnen eis et einfach maachen an dës Defien ignoréieren. Et ass einfach, et ass komfortabel, et ass berouegend. Mee et ass nëmmen haut einfach, komfortabel a berouegend. Muer wäert et duerfir ëmsou méi schwéier, ëmsou méi onkomfortabel an ëmsou méi beonrouegend sinn.

D'Aufgab vun der Politick ass et, d'Zukunft ze gestalten. Loosst eis dës Zukunftsgestaltung, am Interêt vun eisem Land, gemeinsam a virun allem respektvoll diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. Ech soen him Merci fir seng Ausféierungen; Ausféierungen, déi mer muer de Moien a muer de Mëtten am Kader vun der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun wäerten heibannen debattéieren.

Domat si mer dann och schonn um Enn vun eiser Sëtzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer um 9.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 15.57 heures.)*

## Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 63
M. Claude Wiseler, Président
2. **Débat sur la politique générale sur l'état de la nation** p. 63
M. Marc Spautz (interventions de M. Georges Engel, M. Mars Di Bartolomeo, M. Ben Polidori, M. Sven Clement, Mme Octavie Modert et M. François Bausch) | M. Gilles Baum | Mme Taina Bofferding (intervention de M. Marc Spautz) (dépôt des motions 1 et 2) | M. Fred Keup (interventions de M. Marc Baum, M. Mars Di Bartolomeo et M. François Bausch)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Martine Hansen, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin et Mme Elisabeth Margue, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Mir hu vill ze soen, Här President, mee keng formell Kommunikatioun de Moien.

## 2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation

**M. Claude Wiseler,** Président | Da komme mer elo zur Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun. D'Riedezäit ass nom Modell 5 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'CSV-Fraktioun huet 155 Minutten, d'DP huet 120 Minutten, d'LSAP 105, d'ADR 75, déi gréng 50, d'Piraten 37,5, déi Lénk 25. An d'Regierung huet duerno 100 Minutte fir ze äntweren. Ech maachen Iech drop opmierksam, datt déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéiten déi Zäiten net ganz mussen ausnotzen.

*(Hilarité)*

Et si schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, den Här Gilles Baum, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an d'Madamm Carole Hartmann. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir hate gëschter eng Ried vun der neier Regierung, déi ënnert dem Motto stoung: „Einfach. Besser. Modern." An ech mengen, dass deen Titel och genau passt bei dat, wat de Premierminister eis am Numm vun dëser Koalitioun, där neier Majoritéit, déi bei de Wale vum Oktober ervirgaangen ass, virgestallt huet.

Bei all deene Reaktiounen, déi komm sinn an der Press, gëschter Owend an enger Televisiounsemissioun an och haut de Moien um Radio, do hunn ech mer heiansdo d'Fro gestallt, ob mer alleguerten an där selwechter Sitzung waren. Mee ech war awer berouegt, wéi ech do d'Titelen an der Press gelies hunn, wou d'Press gesot huet: „Et war eng kloer Ried. Et war eng Ried mat vill Inhalt." An déi eenzeg Fro, déi ëmmer och vun der Press opgeworf ginn ass, ass déi vun der Géigefinanzéierung gewiescht.

Mir hu jo – dank de Computeren an dank all deem, wat méiglech ass, kanns de haut jo och nokucke goen – bei deene leschte fënnef Regierungserklärungen an der Press ni d'Fro fonnt vun der Géigefinanzéierung. Ech hunn do och ni d'Ausso fonnt vun der Géigefinanzéierung. Dofir war ech elo e bësse paff, dass dat elo dës Kéier de Mëttelpunkt ass – obwuel déi Fro legitimm ass. Mee bei all deene Punkten, bei all deem, wat déi lescht Jore gemaach ginn ass a Regierungserklärungen, war d'Theema vun der Géigefinanzéierung ni d'Haapttheema. Wat ech awer festgestallt hunn, ass, dass dat de Moment scheinbar dat ass, wat am allerwichtegsten ass. Et ass och wichteg, dass ee weess, wéi ee wat finanzéiert, ganz kloer. Mee wisou elo net iwwert den Inhalt diskutéiert gëtt, mee just iwwert d'Géigefinanzéierung, dat huet mech dach awer e bësse gewonnert.

Dat hei war eng Regierungserklärung ouni eidel Verspriechen, mee mat konkreete Punkten, mat engem konkreete Farplan. Mee et geet verschiddene Leit nach net séier genuch. De Premier huet ënnerstrach, dass dat hei de Punkt wier fir déi nächst zwielef Méint an dass d'Fachministeren op déi eenzel Punkte géifen zréckkommen. Mee dat ass net iwwerall hänke bliwwen, well et iwwerall heescht: „Et ass keen Inhalt do an et ass net genuch driwwer diskutéiert ginn."

Ma dofir, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, wäert ech mech dann och wärend 155 Minutten nach eng Kéier mam Inhalt vun deenen eenzelne Punkte beschäftegen …

*(Hilarité)*

… an dat och nach eng Kéier ervirstellen.

**Une voix** | Dir musst awer net esou laang schwätzen.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Gelift? Jo, hei steet, 2.32 Stonnen hätt ech nach.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, de Premier huet gëschter ënnerstrach, wéi wichteg d'europäesch Punkte sinn, wéi wichteg dat Europäescht ass an dass Lëtzebuerg ouni Europa näischt ass. An dat hu mer jo och déi lescht Wochen a Méint gesinn. A grad mir Lëtzebuerger, mir mierken et reegelméisseg.

Virun allem och an der Covidkris hu mer et gemierkt: Wa mer do eis Noperen net gehat hätten, dann hätte mer alleguerte komesch aus der Wäsch gekuckt. Well wa si et net gewiescht wieren, déi de Santéssecteur oprecht erhalen hätten, da wier et e bësse komesch ginn. Well ech weess net, ob d'Leit et fäerdegbruecht hätten, 25 Stonnen den Dag ze schaffen, well menges Wëssens huet en der just 24. Mee wann ee weess, dass iwwer 60 % vun deene Leit, déi am Gesondheetssecteur schaffen, Grenzgänger respektiv Netlëtzebuerger sinn, da muss ee soen: Wa mer déi do net gehat hätten, da wier et net gaangen!

Mir wëssen, wat de Bannemaart fir eis alleguerte bedeit. A mir wëssen, déi vu menger Generatioun: Déizäit hu se d'Drauwen nach, wa se um Maart zu Thionville oder zu Metz waren, giess, ier se iwwert d'Grenz gefuer sinn, well do si se vun der Douane ugehale ginn, ob dat dann … Op der Musel, mengen ech, war et änlech. An op der belscher Grenz, do war et ëmmer e bësse méi labber, well déi dat net ëmmer esou kontrolléiert hunn. Mee alles dat ass en neie Wee, ass eppes aneres.

Ech ka mech erënneren, mäi Papp hat ëmmer doheem dräi Portmonnie leien – ee fir zu Lëtzebuerg an an der Belsch, ee fir an Däitschland an ee fir a Frankräich –, fir ëmmer Suen derbäi ze hunn. Dat kënne verschidde Generatioune sech net méi virstellen, wat dat ass, ëmmer fir d'éischt ze kucken: „Hunn ech dat alles derbäi?", ier ee gefuer ass. Haut fiers de vu Lëtzebuerg erof a Portugal an du hues nach ëmmer déi selwecht Wärung an du bass net bei all Douane stoe bliwwen, eng Kéier op de Change gelaf, fir dat ze wiesselen. An alles dat si jo déi Virdeeler, déi mer haut alleguerten als selbstverständlech ugesinn. An da soe mer net méi, dass awer Europa och hei net gutt ass an do net gutt ass.

Ech mengen, dass Europa eng Erfollegsgeschicht ass wéi keng aner an dass et jo och am Fong eng Friddensunioun war, déi mat dem europäesche Gedanken ugaangen ass, wou et virun allem drëm gaangen ass, dass eis zwee gréisst Nopeschlänner, déi och déi zwou mächtegst Wirtschafte waren an der Europäescher Unioun, sech och do fonnt hunn an dass Lëtzebuerg do ëmmer de Mëttelsmann war. An dat ass eng Successstory. Ech mengen, och dofir ass et gutt, dass mer dat Europa hunn. An och wa mer net ëmmer mat allem d'accord sinn, wat plazeweis decidéiert gëtt, ass dat awer och wichteg fir eis.

An ech menge grad, ech hunn et gesot: Et ass eng Friddensunioun. A gëschter huet de Premier an haut de Moien huet och d'Verteidegungsministesch do an der zoustänneger Kommissioun nach eng Kéier gesot, wat alles muss gemaach ginn. Mir haten eis drop agestallt, dass duerch déi Friddensunioun, déi mer haten, an all déi Maueren, déi ofgebrach gi sinn, mir manner misste an d'Verteidegung investéieren. Mee déi lescht Méint hunn eis bewisen, dass dat net esou ass an dass mer als Europäer an och als Member vun der NATO vill musse maachen, dass mer do erëm mussen ëmdenken, well dat awer net esou ass, wéi mer alleguerte gehofft hunn.

An ech muss do e bëssen un e fréieren amerikanesche President denken – ech mengen, et war deen eelsten, dee se bis elo haten –, et war de Ronald Reagan, deen eng Kéier gesot huet: „Wa se net aneschters reagéieren, da musse mer eeben an d'Defense investéieren. An da wäerte mer hinne weisen opgrond vun der technologescher Entwécklung, dass se vläicht besser hunn, dass se ophale mat deene Spillercher", wou deemools déi Oprüstung komm war, wat zu groussen Diskussioune gefouert huet, och an der Europäescher Unioun. Deemools ass och vill investéiert ginn. Duerno konnte mer domat eroffueren, mee mir sinn elo déi lescht Méint eppes Besseres beléiert ginn.

Et ass och wichteg, dass do Lëtzebuerg senge Verantwortungen nokënnt, an do huet de Premierminister jo och gëschter ugekënnegt – an d'Madamm Defenseministesch haut de Moien an der zoustänneger Kommissioun –, dass mer alles maachen, fir déi 2 % ze erreechen, an dat och schonn ab 2030, net, wéi am Ufank gesot, an zéng Joer, mee dass mer dat 2030, bei deem Punkt, wëllen erreecht hunn. Et ass och d'nächst Woch – oder ass et déi Woch drop? – e Preparatiounssommet zu Bréissel, wou ech dovun ausginn, dass d'Regierung dat seet. An duerno ass jo och dee grousse Sommet an Amerika, gläichzäiteg mat der Feier vun de 75 Joer NATO.

Ech mengen, och dat si wichteg Punkten, déi an enger Deklaratioun vun der Natioun musse sinn. An et ass och kloer, dass deen Invest vun deenen 2 % och eis Zoustëmmung fënnt. An et ass och ganz kloer, dass do muss gekuckt ginn, dass esou vill wéi méiglech e Return-on-Invest an d'Lëtzebuerger Ekonomie kënnt. Dass dat an anere Länner méi einfach ass wéi hei zu Lëtzebuerg, ass gewosst, well aner Länner awer e bësse méi an der Militärindustrie doheem sinn, mee och do kann en Deel op Lëtzebuerg zréckkommen.

En anere grousse Punkt – an dat wëll ech och nach eng Kéier ënnersträichen, an dat war net déi éischte Kéier, dass déi nei Regierung dorop agaangen ass –, dat ass de Punkt vum Logement. Do ass schonn nach eng Kéier e Pak heibannen an der Chamber verabschit ginn, wou verschidden Ännerunge komm sinn. Gëschter ass nach eng Kéier en Zéng-Punkte-Programm ugekënnegt gi vum Premierminister, wou déi Ministeren, déi do mat involvéiert sinn, ugefaange mam Logementsminister iwwert den Innenminister, den Ëmweltminister, de Wirtschaftsminister, bei deenen eenzelne Punkten alleguerten nach eng Kéier wäerten drop zréckkommen.

Ech war do e bëssen iwwerrascht, wéi ech gëschter héieren hunn, dass dat schonn alles virbereet war, dass dat alles am Tirang loung, well do war en Aarbechtsgrupp vun deene Ministeren, ech weess, dass déi a ville Sitzungen zesumme waren an dass op d'mannst 70 % vun all deem nei ass an dass dat nei Punkte sinn, déi do erauskomm sinn, obwuel ech gëschter Owend héieren hunn: „Et loung alles am Tirang." Dofir hunn ech mer d'Fro gestallt, wat dann elo déi fënnef Ministeren zesumme mat hire Verwaltungen ëmmer gemaach hunn, wa schonn alles fäerdeg an der Beaumontsgaass am Tirang loung.

Här Gloden, dann hutt Der an dem Tirang net gutt gekuckt, well do loung alles fäerdeg dran! Dir hutt héchstwarscheinlech net gutt gekuckt. Dat ass dat, wat ech gëschter Owend héieren hunn, well dat war alles fäerdeg. Ech hunn de Moien nach eng Kéier dat selwecht héieren op der Antenn vun RTL, dass dat schonn alles fäerdeg war. Ech ka just staunen. Mee da loosst Iech elo mol iwwerraschen, wann déi fënnef Ministeren déi Projeten op den Dësch leeën, wat alles dran ass, wat do dran ass an op wat fir engem Punkt et dran ass!

An da muss ee sech just d'Fro stellen: Wann ech déi lescht 45 Joer kucken, war et gutt, dass d'LSAP nach ni an der Regierung war an deene 45 Joer, fir alles dat, wat elo op eemol an deene leschte sechs Méint nach net geschitt ass. Well d'LSAP hat an deene 45 Joer, wou si net an der Regierung war, ...

**M. Georges Engel** (LSAP) | Dir waart just 10 Joer net derbäi!

**M. Marc Spautz** (CSV) | ... net d'Méiglechkeet, do eppes ze maachen.

Här Engel, et ass interessant ze wëssen, dass Der just ...

*(Interruptions)*

Ech wollt just soen: Et ass interessant ze héieren, dass ...

*(Interruption par M. Georges Engel)*

Här Engel, ech hu jo net hei ugefaangen, déi Kritick ze maachen, déi vun Ärer Säit komm ass.

**M. Georges Engel** (LSAP) | Den Här Juncker huet scho gesot: „De Logementsproblem ass mäi Problem. Ech kucken nach, deen ze léisen." Wou ass en dann?

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Nee, et war Chefsaach!

**M. Marc Spautz** (CSV) | Ech kenne Leit, déi hunn affichéiert a Walcampagnen, dass, wa si un de Pouvoir kéimen, am Logement alles aneschters géif ginn, a wann da verhandelt ginn ass, wien de Logementsministère wollt, wollte se en net. Allez, loosse mer och doriwwer schwätzen, och dat däerf een an der ganzer Geschicht net vergiessen!

*(Exclamations)*

**M. Georges Engel** (LSAP) | Dat war awer net d'LSAP!

*(Interruptions)*

**M. Marc Spautz** (CSV) | Mee elo komme mer awer op de Punkt, nach eng Kéier, déi zéng Punkten, déi ënnerstrach gi si vum Premierminister a wou déi fënnef zoustänneg Ministeren och an deenen nächsten Deeg – fir net ze soen: an deenen nächste Stonnen – dat alles wäerten am Detail op den Dësch leeën. A si wäerten net een, zwee oder dräi Joer waarden, fir dat ze maachen, mee si kommen an deenen nächsten Deeg nach domat, soudass nach virun der Vakanz bekannt ass, wat an all deene Punkten ass, fir dass mer déi Vereinfachung fir déi Saach um Logementsmaart och kréien. Nëmme wa mer méi bauen a wann d'Offer méi grouss gëtt, ass et och méiglech, dass mer de Problem op d'mannst e bëssen an de Gréff kréien an dass do eppes geschitt.

En anere Punkt, wou ech gelies an och héieren hunn, wat net gutt ass, dat ass, dass bei der Aarmutsbekämpfung soss näischt géif geschéie wéi eng Simplification administrative. Also ech hu gestaunt, wéi ech dat héieren hunn, mee et ass natierlech méiglech, dass d'Leit nach net d'Méiglechkeet haten, d'Säiten 18, 19 an 20 vun der Regierungserklärung vu gëschter ze liesen, well do huet de Premierminister net nëmme vun enger Simplification administrative geschwat, mee en huet och vun enger konkreeter Aarmutsbekämpfung geschwat.

En huet do ganz kloer ënnerstrach, dass bei der Kanneraarmut eppes wäert kommen. En huet ënnerstrach, dass en zesumme mat sengem zoustännege Minister, dem Familljeminister, Sitzungen hat mat den Träger op dem Terrain, fir alles ze kucken, wat ee ka maachen an engem Aktiounsplang. An et steet och an där Regierungserklärung op der Säit 18, dass en Aktiounsplang wäert komme géint d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg.

A fir dann ze soen, dat Eenzegt, wat dës Regierung géif maachen, wat d'Aarmut ubelaangt, dat wier d'Simplification administrative, da muss ech soen, ass et éischter esou, dass een net gelies oder gelauschtert huet, wat hei vum Premierminister gëschter gesot ginn ass! Mee Dir kënnt et noliesen op de Säiten 18, 19 an 20 vun der Regierungserklärung, wou dee Punkt och schéi propper mat dran ass a wou dat och erklärt ginn ass.

An da wëll ech op eppes zréckkommen, wat hei gesot ginn ass wärend dem Budget – den Här Clement huet elo keng Zäit, fir haut de Moien hei ze sinn –, do ass am Budget gesot gi vum Här Clement: „Elo kënnt en décken Hummer den Dag no den Europawalen an da gëtt alles zerschlo, da kënnt d'sozial Keelt eraus an de Mëttelpunkt." Also, d'Wieder dobaussen ass besser ginn an ech hunn och gëschter net matkritt, dass dat hei d'Regierung ass vun der sozialer Keelt an dass alles géif futtigeschlo ginn an dass alles géif d'Baach erofgoen no deem Dag. Hei si Motiounen op den Dësch komm vun der gesammelter Oppositiounskraaft, dass dat alles misst éischter sinn, virun den Europawalen, well dat wier jo just alles, fir ze verstoppen, dass duerno géif hei a Lëtzebuerg d'sozial Keelt Anzuch halen.

Dir Dammen an Dir Häre, dat Eenzegt, wat ech de Moien héieren hunn, dat ass: D'Wieder war an deene Junie virdrun ëmmer besser an et ass elo e bësse méi kal, temperaturméisseg. Mee vun enger sozialer Keelt ze schwätze mat dëser Regierung a mat deem, wat gëschter gesot ginn ass, fannen ech dach awer e staarkt Stéck, ...

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Marc Spautz** (CSV) | ... an dofir wëll ech och nach eng Kéier dodrun erënneren. Ech hunn och dat héieren ... A, do kommen ech nach drop, net dass ech mech elo hei etofféieren.

Bei der Aarmut ass och nach eng Kéier gesot ginn, dass och d'Santé dozou gehéiert, Médecine scolaire, Santé scolaire, wou mer ganz vill Leit hunn ..., dass et e Problem ass, dass mer dofir eng Couverture universelle kréien. Dat war och an där Regierungserklärung, déi gëschter an der sozialer Keelt vum Premier gemaach ginn ass. Ech stelle mer just d'Fro, wien all déi Jore virdrun ëmmer zoustänneg war, well dat hätt ee jo och scho virdru kënne maachen. Wann dat hei alles, wat mir maachen, ze laang dauert an net geschitt ass, wier et och méiglech gewiescht, dat déi Jore virdrun ze maachen.

An do just, Här Engel: Mir haten an deene 45 Joer als CSV ni de Gesondheetsminister. Ech wëll Iech dat just...

**M. Georges Engel** (LSAP) | Awer ëmmer de Premier. Awer ëmmer de Premier!

**M. Marc Spautz** (CSV) | Ech wëll Iech dat just ... Ech wëll dat just ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Jo. Mee, Här Spautz, Dir vergiesst de Projet pilote, dee sollt zu engem Gesetz féieren.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Här Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Also, déi viregt Regierung huet d'Weiche gestallt an Ären Zuch fiert dann iwwert déi gestallte Weichen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Di Bartolomeo!

**M. Georges Engel** (LSAP) | Mee dat héiert Der net gär, Här Spautz.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Voilà!

**M. Marc Spautz** (CSV) | Här Di Bartolomeo, Dir héiert och net gär, dass dat an deene 45 Joer net realiséiert ginn ass. Hei si Koalitiounspartner, déi zwou Parteien, déi dat ëmsetzen, si diskutéieren net driwwer, ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Ech war mat Iech zesummen an der Regierung, ech hunn ni esou eppes héiere vun Iech!

**M. Marc Spautz** (CSV) | ... si maachen Neel mat Käpp a si setzen dat ëm.

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Spautz** (CSV) | Da kommen ech bei d'Steieren. Ech hunn och héieren, hei zu Lëtzebuerg wier nëmmen d'Léisung, wa mer eng global Steierreform kréien. Et ass jo och net falsch. Ech ka mech erënneren, an der Regierungserklärung gëschter war dat net den Haaptpunkt vun der Ried. An der Regierungserklärung steet – an et ass gesot ginn an et ass gëschter nach eng Kéier bestätegt ginn –, dass fir 2026, sou wéi et am Koalitiounsaccord steet, eng Steierreform presentéiert gëtt an dass mer dann 2026 dodriwwer diskutéieren, an da kënne mer Neel mat Käpp maachen. Dat ass ganz kloer. Dat ass gesot ginn. Dat ass ënnerstrach ginn. Ech muss Iech soen, dofir wonneren ech mech dann, dass gesot ginn ass, et géif iwwerhaapt näischt geschéien.

Ech wëll drun erënneren: Mir hunn och virdru geschwat vun der Aarmut a vun der Kanneraarmut.

Den 1. Januar 2025, dat ass a sechs Méint, do kënnt eppes, dat heescht: Berengegung vun der Steiertabell ëm 2,5 Indextranchen. Déi gëtt ugepasst. Ech war mol där Meenung, dass dat eng Fuerderung war, déi, ech mengen, bal sämtlech Parteien haten an hirem Walprogramm. Dat ass nach begréisst ginn, wéi déi véier Upassunge komm sinn op dësen 1. Januar, an elo schéngt et, dass dat fir den 1. Januar 2025, wann een zwëschent den Zeilen alleguerten d'Remarken héiert, awer a Fro gestallt gëtt.

Et ass dat selwecht bei der Fro vun Entlaaschtunge fir Monoparentallen. Ech mengen, dass dat an all Diskussioun, an all Table ronde – op alle Fall déi, déi ech gelauschtert hunn oder déi, wou ech och d'Chance hat, selwer derbäi ze sinn –, ëmmer ee vun den Haaptpunkte war, dass eppes misst geschéie bei de Monoparentallen. De Premierminister huet net méi spéit wéi gëschter ganz kloer gesot, dass eppes géif komme fir d'Monoparentallen, an dat op den 1. Januar 2025. Da gëtt dat awer gläichzäiteg dobaussen esou duergestallt: „Et kënnt jo iwwerhaapt näischt! Et geschitt jo näischt! Déi Leit gi mat hire Problemer eleng gelooss!"

Mee Dir Dammen an Hären, léif Frënn, dat ass net richteg an et ass kloer, dass dat op den 1. Januar 2025 kënnt an dass och de Finanzminister eis déi Detailer an déi zoustänneg Kommissioune wäert virstelle kommen an dass duerno hei am Parlament doriwwer debattéiert gëtt, et presentéiert gëtt, an duerno hoffentlech mat 60 Stëmmen och gestëmmt gëtt. Well dat ass jo awer eng Entlaaschtung, déi jiddweree verlaangt, dass scho wéi laang eppes misst geschéie bei de Monoparentallen. Elo geschitt et.

Et heescht och gläichzäiteg, déi Simplification administrative, dat wier e gutt Wuert, dat géif och gutt kléngen, mee et géif näischt geschéien. Ech hunn hei e Rapport vum LISER a vun der Chambre des Salariés, do steet drop, dass et awer komesch wier a se géife feststellen an där Etüd, dass 40 % vun de Kanner – oder hiren Elteren – net géifen op dat zréckgräifen, wat se zegutt hätten, a bei der Subvention de loyer wieren et 80 % vun de Leit, déi dat net géifen ufroen.

Dir Dammen an Hären, léif Frënn, da kann een doriwwer de Geck maachen a soen: „Mat der Simplification administrative ass awer de Problem net geléist." Also de Problem ass nach wie vor: D'Demande muss ee maachen. Mee d'Prozedur, fir déi Demande kënnen ze maachen, gëtt vereinfacht. Et ass e „once only". Dir braucht net allkéiers hannendrunzelafen, fir allkéiers erëm eng Kéier alles vu vir ze bréngen. Ech fannen, dass dat sécherlech wäert dozou bäidroen. An ech si sécher, dass, wann de LISER zesumme mat der Chambre des Salariés, nodeem dat do agefouert ginn ass, nach eng Kéier eng Etüd wäert doriwwer maachen, déi Seuile vu 40 % respektiv 80 % wäerten erofgoen.

An ech hunn och gelies an enger Zeitung, déi net derfir bekannt ass, mir ideologesch besonnesch nozestoen – et ass d'„woxx" –, dass déi schonn 2020 an engem gréisseren Artikel doriwwer geschwat huet, dass et awer wichteg wier, dass do eng Simplificatioun géif kommen, dass et vill méi en einfache Wee géif ginn, fir alles dat doten unzefroen, an dass et komesch wier, dass d'Leit allkéiers nei Certificate misste bréngen, fir dat ze realiséieren. Dat huet d'„woxx" 2020 geschriwwen. Dës Regierung aus CSV an DP setzt dat elo ëm a wäert derfir suergen, dass dat dann och Realitéit gëtt.

Da kucken ech op d'Sozialversécherungen. Do huet gëschter schonn ee vun enger Pensiounsreform geschwat. Ech hunn an der Regierungserklärung gelies, dass elo e Pensiounsdebat kënnt an dass dee sech baséiert op den Avis vum Conseil économique et social. Vu dass ech de Conseil économique et social e bësse kennen, well ech emol an der Zäit selwer mat deem ze dinn hat … Mir waarde jo net op en unanimmen Avis vun dem CES, well ech fäerten, da kënnt en ni. Mee do wäert en Avis komme vun där enger a vun där anerer Säit an dat soll de Startschoss sinn, fir duerno en Debat an der Gesellschaft ze féieren.

Et ass do och wichteg, dass dat politesch diskutéiert gëtt, dass dat mat de Sozialpartner diskutéiert gëtt, awer och mat deenen, déi herno am meeschten domat ze dinn hunn. A kommt, mir sinn éierlech! Mir sinn do schonn e bësselche méi wäit fort. Mee et sinn déi Jonk vun haut. Et sinn déi, déi mussen … Entschëllegt, Madamm Braz, bei Iech ass et vläicht anescht, mee bei deenen aneren ass et esou, dass se awer méi no bei der Pensioun si wéi bei all deem aneren.

Da muss ee vläicht mat deene Leit schwätzen, déi dee System an Zukunft musse finanzéieren. An dofir begréisse mir dat, wat de Premierminister gëschter gesot huet, dass hei Diskussioune wäerte stattfanne mam Jugendparlament, dass Diskussioune wäerte stattfanne mat der Jugend, well et sinn déi, déi dat herno musse bezuelen, an et sinn déi, déi och do mat de Konsequenze musse liewen.

An ech mengen, dass et awer och wichteg ass – an dat ass och nach eng Kéier ënnerstrach ginn –, dass eng Allocation complémentaire wäert kommen, fir deenen eelere Leit och ze hëllefen. An déi ersetzt dann den Accueil gérontologique, wat och e Wee ass an déi richteg Richtung a wat och eng ganz gutt Saach ass.

Dann dat Theema, vun deem ech héieren hunn a gelies hunn, do wier iwwerhaapt net driwwer geschwat ginn, dat ass dat vun dem Travail. Dass do ganz kloer eng Diskussioun iwwert d'Aarbechtszäitorganisatioun kënnt, déi de Moment am CPTE, dem Comité permanent du travail et de l'emploi, diskutéiert gëtt, an dass et kloer war – an dat war och ëmmer mäi Verständnis –, dass mer ëmmer och als Chamber drop gepocht hunn, dass fir d'éischt mat de Sozialpartner géif iwwer alles diskutéiert ginn, ier et heihinner kéim.

Déi sinn elo an deem Gremium amgaangen, an et ass och gëschter ugekënnegt ginn, dass dat duerno heihinner kënnt. Do geet et ëm de Mutterschaftsurlaub, ëm den Temps partiel, ëm d'Organisatioun vun den Aarbechtszäiten, d'Ëffnungszäiten, dass dat alles do diskutéiert gëtt an dass dat dann heihinner kënnt. Fir dann ze soen, et wier iwwerhaapt net doriwwer geschwat ginn, hunn ech dach awer komesch fonnt. Ech wëll dat just ënnersträichen: Dat ass gesot ginn.

Elo kann ee soen: „Et ass net genuch doriwwer geschwat ginn." Doriwwer kann een diskutéieren. Deenen enge läit dat eent Theema méi no, deenen anere läit dat anert Theema méi no, mee dat ass emol net de Choix vum Premier, mee de Premier huet dat gesot, wat an deenen nächsten zwielef Méint geschitt. Well bei der nächster Regierungserklärung wäert en Iech erklären, wat dann déi nächst zwielef Méint geschitt, an da si sécher ganz aner Theemaen, déi dann am Mëttelpunkt wäerte stoen, wéi dës Kéier. Mee et kann een net alles beienee maachen, well mer hu fënnef Joer Zäit. Eng Legislaturperiod huet fënnef Joer. A fir elo ze erwaarden, dass mer alles a sechs Méint géife maachen oder a siwe Méint, dat ass e bësse komplizéiert. Mee et gëtt schéi propper gemaach, Step by Step, an och déi eenzel Ministere wäerten dorop nach eng Kéier agoen.

Bei der Police geet d'Promotioun vun 160 op 200 Leit an d'Luucht, et kënnt eng Ännerung vum Platzverweis an och d'Moderniséierung vum Code pénal steet do mat am Mëttelpunkt. An ech mengen, dass dat och dee richtege Wee ass.

Et gëtt méi Kafkraaft, et gëtt manner Steieren an et gëtt eng etappeweis Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell, wou d'Leit méi Suen, méi Netto vum Brutto hunn – wat wichteg ass. Et ass dat, wat mer gesot hunn. Et ass dat, wat mer och allkéiers erëm, souwuel bei der Regierungserklärung wéi och beim Budget, nach eng Kéier ënnerstrach hunn. Mir hu gesot, et géif och eppes geschéien, wat d'Alengerzéier ubelaangt. Och dat huet de Premier gëschter ugekënnegt, an de Finanzminister wäert drop zréckkommen.

An ech hunn dat gesot vun de Polizisten, an et ass jo och nach gläichzäiteg gesot ginn: manner Verwaltungsaarbecht. Do wäert de Policeminister och le moment venu nach eng Kéier am Detail drop zréckkommen, fir dass d'Police déi Méiglechkeeten huet, fir um Terrain ze sinn, fir dass och do d'Sécherheetsgefill bei de Leit méi grouss wäert sinn a fir dass och d'Theema vun der Sécherheet do wäert mat am Mëttelpunkt kënne stoen.

Da komme mer bei d'Simplification administrative. Ee vun deenen éischte Punkten – an dat wäert virun allem d'Wënzer freeën; fir d'Spargelsbaueren an d'Äerdbiersbauere kënnt déi Ännerung e bëssen ze spéit –, dat ass de Problem vun de Saisonsaarbechter, dee wäert ugepaakt ginn, soudass et do och méiglech ass, dass fir déi Leit, déi just an de Saisone ganz konkreet bei deenen dote Projete kommen, eng Vereinfachung vun der Prozedur wäert gemaach ginn. Um Landwirtschaftsdësch ass ofgemaach ginn, dass de bürokrateschen Opwand vun de Baueren och aneschters wäert ugepaakt ginn. Do wäert d'Landwirtschaftsministerin nach drop zréckkommen.

Et gëtt eng Revisioun vun der Loi-cadre vun de PMEe gemaach, soudass och do Vereinfachunge wäerte kommen. An dat, wat ech Iech elo soen, dat ass net fir an dräi Joer, dat geschitt elo alles an deenen nächste Wochen, Méint, fir dass mer och an zwielef Méint …

*(Interruption par M. Ben Polidori)*

… déi dote Saachen all ëmgesat hunn.

Här Polidori, gleeft mir, wa mir soen, mir géifen dat ëmsetzen heibannen als Majoritéit, da geschitt dat och. Gleeft mer et!

*(Hilarité et interruption par M. Georges Engel)*

Dir wäert Iech dat … Här Engel, Dir wäert soen …

**M. Georges Engel** (LSAP) | Mir wäerten Iech dorunner moossen!

**M. Marc Spautz** (CSV) | Majo, moosst eis dodrun, wat mer Iech haut, dës Kéier, dës Regierung, dës Majoritéit, Iech gëschter an der Regierungserklärung gesot hunn, an da kucke mer an zwielef Méint, wat do alles realiséiert ginn ass, an da kucke mer mol, wat virdrun aner Leit ugekënnegt hunn a wat do realiséiert ginn ass!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Georges Engel** (LSAP) | À bon entendeur, salut !

**M. Marc Spautz** (CSV) | … an da gesot hunn, et léing alles an den Tiräng fäerdeg. Dass mer do och wëssen, vu wat mer schwätzen.

Da wëll ech nach eng Kéier drop hiweisen, dass och beim Staat de Once-Only-Prinzipp wäert agefouert ginn, fir dass mer do net allkéiers musse bei allem erëm ufänken, fir dass net jiddwereen all Certificat lénks a riets muss siche goen. Dat ass och eng Entlaaschtung fir déi jeeweileg Verwaltungen, déi ëmmer déi Certificate mussen ausstellen. Dat ass och eng Entlaaschtung fir d'Gemengen, déi, allkéiers och do, wann déi eenzel Saache sinn, déi Certificaten deelweis mussen ausstellen.

Ech hunn et scho gesot bei de Steieren, dass mer eppes maachen am Kader vun der Aarmutsbekämpfung. Mir maachen eppes an der Digitaliséierung. Mir wäerte kucken, dass an der Datewirtschaft – LuxConnect, Proximus – alles wäert am Hierscht op den Dësch kommen, wou Der alleguerten déi Projete gesitt. An da kënnt Der déi Froe stellen, wou et Iech elo net séier genuch geet.

Mee loosst eis, wannechgelift, eis an och den zoustännege Ministèren, Zäit, fir och alles an de finalen Text ze maachen! Well et hëlleft näischt, elo eppes an den Text ze geheien an dann an de Staatsrot ze schécken, an da kritt een, wéi dat bei verschiddene Projeten déi lescht Jore war, 34 Opposition-formellen. Mir probéieren, dass de Legistique an alles dat ..., an dat sinn d'Ministeren amgaangen, mat hire Beamten ze maachen, dass dat eis net geschitt, dass et och do e bësse méi séier virugeet.

Et ass och wichteg, dass mer eng Moderniséierung maache vun der Finanzplaz. Do geet et vun de Fondsalternatiffe bis och d'Taxe d'abonnement fir d'ETFen. Dat ass och e wichtege Punkt, dee kënnt, well nach ëmmer ass d'Finanzplaz – fir déi eng kléngt dat gutt, fir déi aner kléngt dat manner gutt – d'Mëllechkou vun der Lëtzebuerger Wirtschaft. An et ass och wichteg, dass een, wann een eng gutt Mëllechkou huet, déi och schéin dobäi behält, dass se och ëmmer déi Mëllech bréngt, déi gebraucht gëtt, fir dass een alles dat ka maachen, wat ee brauch.

Et ass och wichteg, dass mer an der Ausbildung an an der Héichschoul a bei den Talenter eppes maachen. Et ass do och ganz wichteg, dass mer kucken, dass mer attraktiv bleiwen, dass mer och déi Leit fannen um Aarbechtsmaart, déi gebraucht ginn. An der Ausbildung ass dat ..., an do zielen ech kengem vun Iech heibannen eppes Neies, dat wësst Der alleguerten, dass mer plazeweis Problemer hunn, déi qualifizéiert Leit ze fannen, déi mer brauchen. Mir mussen eppes maache bei den Héichschoulen. Mir mussen eppes maache fir d'Talenteférderung. An och do wäert d'Regierung nei Saachen ugoen. Do kommen Zesummenaarbechte mat der ACA, mat der ALFI, och op der Uni zwee nei Studiegäng. An och dat, wat d'Formation complémentaire an d'Formation professionnelle ubelaangt, wäert an Ugréff geholl ginn. Do sinn et d'Beruffschamberen, déi ëmmer drop hiweisen, dass do verschidde Problemer sinn. Déi Problemer muss een och upaken an dat och um Kär upaken.

Da muss een och wëssen, dass ee bei der Wettbewerbsfäegkeet éischtens muss op en nohaltegen an inklusive Wuesstum goen, dass mer gesot hunn, mir géife gär 20 % vum Verwaltungsopwand direkt an esou séier wéi méiglech ofbauen, dass mer Steiervirdeeler wäerte schafe fir eng ökologesch an digital Transitioun, dass et och wichteg ass, déi kleng Handwierksbetriber mat ze ënnerstëtze bei der Aus- a Weiderbildung, awer och bei der Firmenübernam, well och do gëtt et heiansdo Problemer, déi Leit dann hunn – wien iwwerhëlt de Betrib an op wat fir eng Zäit? –, dass mer gären eng Neigestaltung vun der Aarbechtszäitorganisatioun maachen, dass mer och eis Finanzplaz ausbauen, fir dass mer d'Nummer eent am Beräich vun der Green Finance ginn. Alles dat si Punkten, déi wichteg sinn. A mir gedenken och, alles ze maachen, fir dass mer den Triple-A behalen, well ouni den Triple-A huet d'Finanzplaz net dee Stellewäert, dee se de Moment huet. Och dat däerf een net aus den Ae verléieren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Marc Spautz** (CSV) | D'Regierung ass och amgaangen, déi Digitaliséierung an den administrative Virgäng vill méi séier ëmzebauen. An do wäert och déi zoustänneg Ministesch, soubal d'Projete fäerdeg sinn, an déi Kommissioun kommen an da kann do jiddwereen déi Froe stellen, wou en elo seet: „Et kënnt näischt." Mee waart, wann et do ass, da kritisiert Der, amplaz elo schonn ze behaapten, et kéim näischt!

Da kéim ech zu der Energie. An do bedaueren ech elo, dass de Spriecher vun de Piraten net hei ass. A, elo kënnt en, elo kënnt en.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Et war eng aner Kommissioun gewiescht, Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Deen huet gëschter an enger Radiosemissioun gesot, et géif keen Auto fir eng Famill ginn, dee géif ënnert déi nei Norme vun der Regierung, déi festgehale ginn, fir Eenheetlechkeet ze kréie bei Elektroautoen, falen.

**Une voix** | Net vill!

**M. Marc Spautz** (CSV) | En opmierksamen Nokuckert vu gëschter Owend huet mer eng Lëscht geschéckt. Dee Mann kënnt aus der Gemeng Noumer an deen huet mer do geschéckt vun deem gréissten a bekanntsten amerikanesche Produzent. Deen huet net manner wéi véier Modellen, déi dorop kommen, deen ee mat 14 kWh op 100 Kilomeeter, deen anere mat 15,5. Dee franséische Konzern – deen de selwechten Embleem wéi d'Stad Lëtzebuerg huet; bei deem enge steet en op engem a bei deem anere steet en op zwee Been –, dee mat engem Léiw vir drop, deen huet zwou Variante fir Familllje mat 14,8 respektiv 15,8 kWh (veuillez lire: deen huet eng Variant fir Familllje mat 15,8 kWh).

Den Adam – Opel huet e geheescht; ech soll zwar keen Numm nennen, elo ass et mer awer geschitt –, deen huet een op de Maart bruecht, do kënnt Der all Owend och op der Tëlee an an den Zeitunge kucken, do sinn et 15 kWh (veuillez lire: 16 kWh) op 100 Kilomeeter. E gréissere japanesche Konzern mat 14,7. Eng bayeresch Luxusmark, ...

*(Interruption par M. François Bausch et hilarité)*

... déi kënnt mat 15,9 – Här Bausch, Dir sëtzt voll an der Linn vum Här Clement, pardon – a 15,4. An da gëtt et och nach en Auto vun enger Mark, déi zu Wolfsburg hiergestallt gëtt, wat e relativ groussen ass, deen huet 14 kWh op 100 Kilomeeter an dee gëtt et souguer net nëmme mat fënnef Plazen, mee Dir kënnt en och nach mat sechs Plaze kréien. Ech krut gëschter Owend gesot, fir véier Plaze géif et doran näischt ginn.

De Mann huet mer awer geschriwwen, déi Lëscht kéint nach komplettéiert ginn, well et wieren der nach vill méi, mee en hätt net d'Méiglechkeet ...

*(Interruption)*

Bei de Chineesen, bei de Schweede wäert et dat och sécherlech ginn.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dat heescht, Dir encouragéiert d'Leit elo, chineesesch Elektroautoen ze kafen?

**M. Marc Spautz** (CSV) | O, Dir fuert jo mat esou engem, dofir ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech fuere mat engem europäeschen.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Mee da kuckt emol, wien do am Aktionariat ass bei deem Autobauer, da schwätze mer nach eng Kéier virun.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Net wéi ech e kaf hunn, Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Dofir muss ech Iech just soen, Här Clement, ech hunn Iech et scho gëschter Owend gesot: Ech mengen, Dir hutt och heiansdo besser, Dir gitt an d'Rhön. An der Rhön, dat ass an Däitschland, do gëtt et eng Märchenstraße. An do gëtt et d'Gebrüder Grimm, ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Do sidd Dir jo Expert, wann Der déi kennt, Här Spautz!

**M. Marc Spautz** (CSV) | ... an do gëtt et d'Gebrüder Grimm. Well Dir hutt gëschter Owend schonn allkéiers gesot, dat, wat mer géife soen, wier net richteg.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Ma do géift Dir Iech allen zwee begéinen!

*(Exclamations et hilarité)*

**Mme Octavie Modert** (CSV) | An Dir nach mat dobäi!

**M. Marc Spautz** (CSV) | O, Här Di Bartolomeo, ech mengen, Dir wiert awer do deen éischten, deen derbäi wier.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Ma ech hunn Iech jo do gesinn!

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, komme mer zréck zum Theema, Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Ma, ech wollt just soen, dass dat, wat den Här Clement gëschter gesot huet, falsch war an dass ech duerfir soen, dass en e Geschichtenerzieler ass.

Sou. Da wollt ech nach soen, dass mer och, wat d'Autoen ubelaangt, op 6.000 Euro erofginn, well mer bei der Primm och der Meenung sinn, dass et och wichteg ass, dass een net alljoers en neien Auto kafe geet, an dass et och dofir op dräi Joer gestreckt gëtt. Mee et kënnt eppes Neies, dat ass, dass ee bei enger Occasioun 1.500 Euro ka kréien. A wann een da seet, dass et virdrun 8.000 waren – elo nach 6.000 –, da muss ee vläicht fir den Auto soen, dass et vun 8.000 op 7.500 erofgaangen ass. Well fir deen Auto, wou Der eng Kéier déi 6.000 kritt, kënnt Der och nach eng Kéier déi 1.500 Euro kréien, wann en als Occasioun nach eng Kéier verkaf gëtt. Dass dat manner ass wéi virdrun, ass richteg. Mee och dat ass e Wee, wou mer soen, dass d'Occasiounen och musse matgeholl ginn, oder net?

Dann ass och diskutéiert ginn, am Energieberäich hätte mer alles ofgeschaaft. Ech wëll just soen: Et ass net alles ofgeschaaft, mir hu just gesot, dass mer verschidde Finanzéierungen aneschters maachen. Bei de PV-Anlage wäert et ab dem 1. Oktober 50 % ginn. Et sinn elo 62,5 %. Wann een dat seet, 50 %, kléngt dat, wéi wa mer eng 50%eg Kierzung virgeholl hätten, wat net richteg ass. Och net an den Duerstellungen an den Erklärungen, wéi dat vu verschiddene Leit duergestallt gëtt, well et geet vun 62,5 % bis op 50 % erof. Och do wäerte mer eng Simplification administrative maachen, dass eng aner Method wäert sinn, fir och déi Projete kënnen ze bezuelen, an dass dat och an déi Richtung geet, fir dat och kënnen ze maachen.

Da wollt ech soen, dass et och fir eis wichteg ass, dass mer de Betriber och bei der ökologescher Transitioun hëllefen, dat ze maachen, an dass do och eng Feuille de route wäert erstallt ginn, wéi déi Transitioun an deene Betriber wäert begleet ginn, an dass mer och zesummen – an dat huet de Premier gëschter nach eng Kéier ënnerstrach –, mat dem gréisste Lëtzebuerger Energieproduzent, mat der Creos, e grenziwwerschreidende Projet maachen, wat den Hydrogène ubelaangt.

Mir soen nach eng Kéier Jo zu den europäesche Klimaziler. Mir hätte gär e massiven Ausbau vun

erneierbaren Energië fir 2030. A mir géife gären déi Prozedure bei der energeetescher Wend beschleunegen. Mir stinn och offen zu allen neien Technologien a mir wëllen och do e Guichet unique als Ulafstell a fir d'Antragstellung fir déi Geneemegungen, soudass dat och do vereinfacht gëtt. An och do, ech ënnersträichen et nach eng Kéier, wëlle mer och 20 % vum Verwaltungsopwand ofschafen.

Da wëll ech nach eng Kéier un eng Diskussioun erënneren, un déi verschidde Kolleege sech gutt kënnen erënneren, déi mer ëfters heibannen haten, dat ass, dass d'Commission consultative vun de Mënscherechter an Zukunft wäert bei d'Chamber kommen. Déi Kolleegen, déi méi stänneg sinn heibannen a schonn e bësse méi laang heibanne sinn, wëssen, dass dat ëmmer erëm en Debat war, dee gefouert ginn ass, firwat déi véier Haiser net alleguerte bei der Chamber wieren, mee déi eng bei de Ministèren an déi aner ..., beim Familljeministère waren der, déi aner ware beim Staatsministère, dass déi dann och elo zesummen der Chamber mat ënnerstallt ginn an dass et dann och d'Chamber ass, déi do weess, wat an deem Punkt leeft.

An dann eppes, wat och ganz wichteg ass, dat ass, dass de Premier nach eng Kéier ënnerstrach huet, dass mer och gären e gesetzlech verankert Recht op Informatioun fir d'Press wäerten afëieren an dass do och virum Summer 2024 e Projet wäert kommen, wou dat ganz kloer ass, fir dass och do d'Informatioun fir d'Press méi einfach gëtt.

Ech muss just soen, ech kéint elo nach 100 Minutte weiderfueren. Ech wëll just soen, dass et awer och fir eis wichteg ass bei all deene Punkten, déi och nach eng Kéier ënnerstrach ginn ... Dee Präisdeckel, dat wier net gutt, wat mer do géife maachen, dass deen aneschters géif verschobe ginn oder esou – ech muss Iech soen, et ass nach eng Kéier ënnerstrach ginn, an de Premier huet et gëschter gesot an Dir kënnt et och noliesen, dass et fir déi Leit, déi méi schlecht dru sinn, och doriwwer eraus Hëllefe gëtt, dass nach verschidden Aiden an d'Luucht gesat ginn.

D'Prime énergie gëtt an d'Luucht gesat fir déi Leit, déi am REVIS sinn, déi gëtt op 90 Euro an d'Luucht gesat. An ech mengen, et sinn déi Leit, deene mer sollen hëllefen. Ech hu jo och näischt dergéint, wann ee gäre schwamme geet, mee dass verschidde Leit hir Schwämm op 30 Grad erhëtzen an dass dat soll iwwert d'Allgemengheet lafen, do mengen ech, dass dat net dee richtege Wee ass. An et ass och dofir, firwat mer ënner anerem probéieren, dat zréckzefueren, a firwat mer do och sozial Krittären afëieren, fir dat kënnen ze maachen.

Dann heescht et: Et ass näischt Konkreetes gesot ginn. Ech wëll just soen, Madamm Bofferding, wann Der nach eng Kéier noliest an déi zéng Punkte kuckt ... An ech fänken un och bei der Defense: Déi 2 % sinn eppes Klores. Déi zéng Punkten am Aktiounsplang vum Logement sinn eppes Klores. Ech halen Iech awer do zegutt, Dir hutt gesot, do wieren och Saachen dran, déi géift Der gutt fannen an déi géift Der matstëmmen. An der Wettbewerbsfäegkeet a bei der Simplification administrative wäert eppes geschéien. Bei de Monoparentalle kënnt eppes. A fir dann ze soen, et wiere keng konkreet Saachen dran, dann iwwerrascht dat mech dach awer ferm!

Dann heescht et gläichzäiteg, et wieren onrealistesch Verspriechen, déi géife gemaach ginn. Ech soen et nach eng Kéier: All déi Saachen, déi de Premier gëschter gesot huet, sinn de Farplan fir déi nächst zwielef Méint. Kommt, mir schwätzen an zwielef Méint an da sot Der eis, wat dann net sollt komm sinn, well ech dovun iwwerzeegt sinn, dass dat kënnt, esou wéi mer dat ugekënnegt hunn!

Dann heescht et, an der Regierungserklärung wier net genuch gewiescht iwwer Bildung an iwwer aner Punkten. D'Prioritéit an dëser Regierungserklärung war, dat ze maachen, wat an deenen nächsten zwielef Méint kënnt. An déi nächst Regierungserklärung wäert da kommen, wat an deene follgenden zwielef Méint kënnt, an da wäerten dat aner Theemae sinn an da wäert Der soen, dass déi Theemaen, déi dës Kéier ugeschnidde gi sinn, do net méi géifen zréckfonnt ginn. Dofir fannen ech dat och net gutt an ech wëll och nach eng Kéier ënnersträichen, dass et fir eis wichteg ass, dass dat geschitt, an dass och déi jeeweileg Projeten do alleguerte komme wäerten.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Spautz, den Här Bausch wëllt Iech eng Fro stellen. Huelt Der déi un?

**M. Marc Spautz** (CSV) | Den Här Bausch? Jo, selbstverständlech, Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här Spautz. Dir sidd zwar nach net ganz fäerdeg.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Awer bal, Här Bausch. Mee fir Iech maachen ech ëmmer gären eng Paus.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ech hunn dat gesi kommen, datt Der elo gläich fäerdeg wäert, dofir duecht ech, ech stellen da léiwer d'Fro. Et ass esou, datt déi vill Saachen, déi Der elo opgezielt hutt, jo alleguerten eppes kaschten. An déi Regierung, virun allem *Är* Partei, ass ugetratt, fir de budgetären Equiliber och erëm hierzestellen. Wat ass dann d'Strategie fir d'Erëmhierstellung vum Equiliber vum Budget respektiv wou ass d'Géigefinanzéierung fir all déi Saachen, déi Der do decidéiert?

Also mir schwätze jo do net vu klengen Zuelen. Eleng den Effort de défense bis 2030, dat si 700 Milliounen Euro pro Joer méi, déi mer wäerten ausginn, d'Steierreduktioune fir d'nächst Joer, déi Der virgesinn hutt ... Wéi stellt Der Iech dat vir? Wou ass de Plang bis 2028, fir dann an engems och de Budget an den Equiliber ze bréngen? Dozou hutt Der net vill gesot, wéi iwwregens och gëschter net de Premierminister.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här Bausch. Ech wëll just soen: Dir waart nach an der Defensekommissioun, do hunn ech schonn op dat do opmierksam gemaach, dass Der iwwerall elo op eemol ufänkt ze diskutéieren iwwert d'Géigefinanzéierung. Mir wäerten och an deene jeeweilege Punkten ..., an och wann de Finanzminister mat senge Positiounen a senge Propositioune kënnt, da wäert dat och ganz kloer um Dësch sinn. Dass dat do alles net fir näischt ze kréien ass, do si mer eis alleguerten eens, dass do och eppes wäert geschéien.

Mee déi heite Projete gi gemaach a mir ginn och dovun aus, dass, wa mer d'Ekonomie ukuerbelen duerch all déi aner Moossnamen, déi mer kréien, op där anerer Säit déi dann och Recettë generéieren. An an deenen nächste Wochen a Méint – nee, Woche sinn et nach – wäerte mer déi neitsten Zuelen op den Dësch kréien. An da kënne mer gären nach eng Kéier dorop zréckkommen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, fir eis ass et wichteg, dass d'Regierung dat kann ëmsetzen, wat se ugekënnegt hat an hirem Koalitiounsprogramm, deen am November heibanne virgestallt ginn ass. Dat hei ass déi éischt Regierungserklärung vun der CSV/DP-Regierung, déi aus de Walen ervirgaangen ass. An als CSV si mer dovun iwwerzeegt, dass alles dat, wat gëschter de Premierminister gesot huet a wat déi Fachministeren déi nächst Wochen a Méint wäerte maachen, dee richtege Wee ass, fir Lëtzebuerg op alleguerten déi Erausfuerderungen, déi op eis zoukommen, virzebereeden. Et läit vill Aarbecht virun eis a mir sollen dat alleguerten zesummen ugoen. An da si mer och dovun iwwerzeegt, dass mer eng gutt Politick maachen, an dat am Interesse vu Land a Leit.

Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. Här Spautz, den Här Engel wollt Iech nach eng Fro stellen, wann Der d'accord sidd. Mee Dir sidd ëmmer d'accord.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Bal ëmmer! Bal ëmmer!

**M. Georges Engel** (LSAP) | Majo, Här Spautz, Dir hutt virdru vun de Säiten 18, 19 an 20 aus der ominéiser Ried vum Här Frieden geschwat.

*(Exclamations)*

**M. Marc Spautz** (CSV) | U, ominéis! Ominéis, oh là là!

**M. Georges Engel** (LSAP) | ... aus der Ried vum Här Premierminister. An do wären eng ganz Rei vu ganz gudden, neien Iddien derbäi, déi do opgezielt goufen. An ech hunn dunn och nach eng Kéier nogekuckt, wat op deene Säiten 18, 19 an 20 dann drasteet, well et géing net nëmmen iwwer administrativ Saache goen. Mee op der Säit 18, do geet et exklusiv ëm de Guichet unique an ëm de „once only".

**M. Marc Spautz** (CSV) | An op der Säit 19 geet et ...

**M. Georges Engel** (LSAP) | Op der Säit 19 geet et u mam „administrativen Dschungel", fir just dat nach eng Kéier ze soen. An da kommen e puer Projeten, de Plan, d'Santé mentale, d'Couverture universelle an déi véiert Halte, déi fir Sans-abrisen, wat alles Projeten ... Wann déi am Dezember opgaangen ass, ass dat jo kee Projet vun dëser Regierung. Dann ass dat e Projet vun der leschter Regierung, soss wär dat jo net machbar gewiescht, gradesou wéi d'Hëllef fir d'Monoparentallen, wou och schonn an der leschter Regierung Initiative geholl goufen. Dat heescht, op där ganzer Säit, do steet eppes Neies, dat ass, datt d'Médecine scolaire elo „Santé scolaire" géif heeschen. Duerfir ...

**M. Marc Spautz** (CSV) | Entschëllegt, Här Engel, da gitt emol an déi Rei do uewendriwwer an da liest Der am Kader ...

**M. Georges Engel** (LSAP) | Ech hunn alles ganz gutt gekuckt an ech wëll just soen, dass dat, wat Der hei gesot hutt, net ganz richteg ass!

**M. Marc Spautz** (CSV) | Dir zitéiert gäre bewosst Saachen an da vergiesst Der eppes. Op der Säit 18 steet ganz grouss iwwert deem vum „once only": „Am Kader vun de Viraarbechte fir den Aktiounsplang géint d'Aarmut", Aktiounsplang géint d'Aarmut, „wäert de Familljeminister och am Dialog mat den Offices sociaux d'Sozialhëllefe vereinfachen an harmoniséieren, fir dass se och wierklech do ukommen, wou se gebraucht ginn." Dat wëll ech ganz kloer soen. Dat steet hei an et ass den Aktiounsplang, fir d'Aarmut ze bekämpfen. An dann elo op eemol alles ze zitéieren a just net dat vum Aktiounsplang, op dat ech agaange sinn, dat ass zwar och e bësse komesch. Mee dofir ass et jo gutt, d'Leit kënnen op de Säiten 18, 19 an 20 um Internet an op all deen anere Plazen dat noliesen, dass dat do steet an dass et net esou ass, dass der alles virliest, just net dat, wat ech gesot hunn an op dat ech mech och beruff hunn!

**M. Georges Engel** (LSAP) | Kënne se gäre liesen.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo, si sollen dat och liesen, da gesi se et!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. Dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gilles Baum** (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Premierminister huet gëschter am Numm vun der Regierung de Point gemaach, wou Lëtzebuerg steet a wou mer histeiere wëllen. Et si grouss Erausfuerderungen, déi virun eis stinn, déi mer mussen ugoen, fir d'Land, fir Lëtzebuerg, fir d'Zukunft ze stäerken.

Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken, dat heescht fir d'Demokratesch Partei, eist Land weiderzeentwéckelen, d'Suerge vun de Leit hei am Land eescht ze huelen, an deenen ze hëllefen, déi eis Hëllef och am meeschte brauchen, d'Kafkraaft vun de Leit zu Lëtzebuerg ze stäerken, déi sozial Ongerechtegkeeten ze bekämpfen an ofzebauen an all eise Kanner reell Perspektiven op eng gutt Zukunft hei zu Lëtzebuerg ze ginn.

Et heescht och, weider Tempo ze maache bei der duebeler Transitioun an do alles drunzesetzen, alles, fir dass mer eis Klimaziler erreechen an de kommende Generatiounen e liewenswäerte Planéit hannerloosse kënnen.

Et heescht, Schratt ze hale mat anere Wirtschaften, fir gutt a fir sécher Aarbechtsplazen. Mir wëllen deemno d'Kompetitivitéit am Land stäerken a Lëtzebuerg als Innovatiouns- an als Kompetenzzentrum ausbauen.

Et heescht, d'Investitiounen héich ze halen, fir d'Liewensqualitéit vun alle Biergerinnen a Bierger ze verbesseren.

Et heescht awer och, déi geopolitesch Situatioun am An ze behalen a beduecht drop ze reagéieren. Mir liewen an onsécheren Zäiten an et gëllt, eist Land esou opzestellen, dass mir och an Zukunft a Fridde kënne liewen. Dat sinn nëmmen e puer vun de Prioritéite vun der Demokratescher Partei.

Der Regierung hir Feuille de route, fir déi ambitiéis a couragéiert Politick an dëser Legislaturperiod ze maachen, dat ass de Koalitiounsaccord. A jo, d'Majoritéit huet sech fir dës Legislatur ganz vill virgeholl an d'DP-Fraktioun ass houfreg drop, dass ganz, ganz vill vun hiren Iddien aus hirem Walprogramm de Wee an de Koalitiounsaccord fonnt hunn.

Ech wäert mech a menger Ried op e puer Sujete konzentréieren, notamment de Logement, d'Aarmutsbekämpfung, d'Zukunftschancë fir eis Kanner an d'Defense, well dat Beräicher sinn, déi fir eis Fraktioun immens wichteg sinn. Et wäert awer nach fir d'Demokratesch Partei eng zweet Spriecherin eropkommen: D'Carole Hartmann wäert d'Prioritéiten zeechne vun der liberaler Fraktioun an de Beräicher Ekonomie, Energie, Aarbecht a Gesondheet.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg huet säit Laangem e strukturelle Problem am Wunnengsbau. Dës Problemer hu sech iwwer Joren a Joerzéngte gefestegt a si kënnen och nëmmen iwwert d'Zäit geléist ginn. De Problem ass bekannt: Lëtzebuerg wiisst, souwuel wirtschaftlech wéi och demografesch. Aktuell hu mer ronn 670.000 Awunner. An all dës Leit, déi hei wunnen oder déi bei eis schaffe kommen all Dag, droen zum Wuelstand bäi. An déi, déi hei wunnen, mussen natierlech logéiert ginn.

Fir der struktureller an awer och konjunktureller Logementskris entgéintzewierken, sinn an der viregter Legislatur scho wichteg Mesüren an Ugréff geholl ginn, fir méi Wunnraum ze schafen a virun allem méi bezuelbare Wunnraum ze schafen.

Hei wier zum Beispill de Pacte Logement 2.0 ze nennen, eng nei Allianz tëschent dem Staat an de Gemengen, fir de Bau vu soziale Wunnengen ze förderen duerch innovativ Instrumenter, well och ka méi dicht gebaut ginn.

Weider sinn déi lescht Joren eng sëlleg grouss Logementsprojeten hei an der Chamber gestëmmt ginn. Dir kennt se all, et ass Elmen, et ass Wunne mat der Wooltz an et ass de Projet NeiSchmelz zu Diddeleng.

Et ass awer och an de leschte Méint intensiv un engem ganze Pak Mesüre geschafft ginn, fir de Mënschen hei am Land beim Kaf vun engem Eegenheem oder beim Loyer verstäerkt ze hëllefen, a fir datt erëm méi an de Logement investéiert gëtt, fir dass d'Betriber Aarbecht kréien a soumat och d'Leit, déi an deem Secteur schaffen, an der Aarbecht kënne bleiwen. De Chômage partiel fir Deeler vum Secteur war och eng wichteg Stäip, fir de Mënschen an de Betriber ze hëllefen.

D'Präisentwécklung an déi héich Zënse maache ganz ville Leit Kappzerbrieches, souwuel de Keefer wéi och de Locatairen. D'Situatioun huet zu engem Ralentissement – ech géif souguer soen, quasi zu engem Stëllstand –, am ganze Secteur gefouert.

De Mesürepak fir d'Relance vum Logementsmarché, dee viru Kuerzem hei an der Chamber gestëmmt ginn ass, ass grad dowéinst geholl ginn, fir dësen Trend ëmzedréien. Eng weider wichteg Signalwierkung fir de Marché ass d'Decisioun vun der Europäescher Zentralbank, déi d'lescht Woch geholl ginn ass an déi de Leetzëns ëm 0,25 % erofgesat huet.

Et fënnt een an deem Logementspak eng ganz Panoplie u Mesüren. An ech wëll net méi op alles agoen, mee ech wëll awer soen, dass d'Dotatioun vum Spezialfong nach eemol ëm ronn 110 Milliounen ausgebaut gëtt. A bis 2026 sinn Investissementer an Héicht vun 900 Millioune virgesinn, fir abordabele Wunnraum ze schafen oder opzekafen. Ech mengen, dat do ass awer substanziell.

De Plaffong vun den individuellen Hëllefe gouf der Entwécklung vum verännerte Liewensstandard ugepasst. An doduerch kommen och méi Leit a Fro, fir eng Hëllef vum Staat ze kréien. De Plaffong ass esou fir Menagë mat Kanner am Duerchschnëtt vun 8 bis zu 25 % jee no Unzuel vun de Kanner geklommen.

Och déi weider Erhéijung vun der Subvention loyer fir d'Kanner vu 40 op 80 Euro pro Kand pro Mount ass e wichtege Schrëtt, fir de Mënschen, besonnesch de Familljе mat Kanner, nach eng Kéier weider ënnert d'Äerm ze gräifen. Well mir wëssen, datt et e wichtegen Hiewel ass, fir géint Kanneraarmut virzegoen, a mir wëssen, dass de Logement op de Portmonni vun de Stéit, besonnesch och vun deene Stéit, wou nëmmen een Elterendeel do ass, e risegen, risegen Impakt huet. An dofir wëlle mer do och nach eng Kéier noleeën.

Eng weider wichteg Mesür vum Logementspak ass d'Erhéijung vun den Akommesplaffonge fir eligibel Clienten. Domat gouf de Krees vun de potenzielle Keefer, zum Beispill bei der SNHBM, erhéicht. Dat heescht, méi Leit kënne sech den Dram vun engem Eegenheem erfëllen. Zesumme mam ambitiéise VEFA-Programm, dee verlängert an ausgebaut gëtt, sollen dës enorm Investitiounen engersäits de Bausecteur ënnerstëtzen, awer och anersäits de Parc immobilier vum Staat vergréisseren an effikass an abordabele Wunnraum investéieren.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir wëllen d'Investitiounen an d'Locatioun, awer och an de Kaf vu Wunnenge weider ënnerstëtzen. Nieft de Sozialmesüren, op déi ech grad agaange sinn, gëtt et och eng Rei steierlech Mesüren. Op déi wëll ech net nach eng Kéier in extenso agoen. Ech wëll se just eng Kéier kuerz opzielen. De bëllegen Akt ass eropgesat ginn an d'Ofsetzbarkeet vun den Zënsen ass gehéicht ginn. Donieft sinn och Mesüre geholl ginn, fir den Invest an de Steen erëm unzekuerbelen.

An dësem Kontext wëll ech kuerz op dëser Plaz awer eng Kéier op d'Kriticken agoen, déi oft vun der Oppositioun kommen. Bei den Debatten iwwert de Paquet Logement, iwwert de Logementspak, gouf esou gemaach, wéi wa virun allem an haaptsächlech eppes géif gemaach gi fir d'Investisseuren.

Wa mer Locatiounswunnenge wëlle schafen, da brauche mir och Leit, déi bereet sinn, an de Steen ze investéieren. Mir brauchen déi Leit, fir Wunnraum ze schafen, an awer och fir eise Betriber Opträg ze ginn an Aarbechtsplazen ofzesécheren. A mir hunn, mengen ech, alleguer Interêt drun, dass déi Leit et sënnvoll fannen, hiert Kapital an de Logement hei zu Lëtzebuerg ze investéieren, besser wéi zum Beispill an amerikanesch Tech-Aktien, well vun Investissementer an auslännesche Finanzproduiten hu mir zu Lëtzebuerg ganz wéineg – ech géif souguer soen, vun deenen Investissementer hu mir zu Lëtzebuerg guer näischt!

Ech wëll et nach eng Kéier kloerstellen: D'Enveloppe, déi fir den Invest virgesinn ass, ass nëmmen e klengen Deel vun deem ganze Montant aus dem Logementspak. Et ass en Drëttel vun der Enveloppe. Do gesäit een, dass d'Schwéiergewiicht vun deem Paquet Logement ganz eindeuteg net op de steierleche Mesüre baséiert, mee awer op deem Invest, dee mer wëlle maachen, fir Wunnenge fäerdegzemaache respektiv opzekafen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Et gouf och dacks vergiess, ze soen, dass eng ganz Rei vun deene Mesüren zäitlech begrenzt sinn, wéi zum Beispill den Amortissement accéléré. D'Mesüre sollen als Kickstarter hëllefen, fir de Marché erëm un d'Rullen ze bréngen. An et ass net, wéi heiansdo hei gesot gëtt, eng Happy Hour fir Verschiddener, déi sech et kënne leeschten.

Kolleeginnen a Kolleegen, fir den Invest erëm unzekuerbelen, gëtt et eng Rei vu Mesüren. Ganz kuerz: de bëllegen Akt fir d'Investitiounen, de Logement locatif am VEFA-Beräich, mir applizéieren nees de Quart-taux bei de Plus-Valuen, d'Erhéijung vun der Exonération d'impôt fir Locatiounswunnenge vu 75 op 90 %, wa se an d'Gestion locative sociale kommen, an natierlech d'Ufuerderunge vun der Ëmweltklass A+ respektéieren.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vun der DP-Fraktioun begréisse mir den Zéng-Punkte-Plang vun der Regierung, dee gëschter fir de Logement presentéiert ginn ass. Et ass e weidere wichtege Meilesteen am Kampf géint de Logementsproblem, fir doranner virunzekommen a besonnesch fir strukturell Léisungen ze huelen.

Fir eis als DP ass et kloer, dass méi séier, méi vernetzt a méi effikass Prozedure gebraucht ginn. Vill vun deene Mesüren, déi presentéiert goufen, zilen dorop of, d'Prozeduren ze vereinfachen a méi schnell ze maachen, den Naturschutz mam Logement an Aklang ze bréngen an am Groussen a Ganze méi séier méi Wunnraum zu Lëtzebuerg ze schafen.

Wichteg heibäi ass, dass den Accord tacite soll kommen, dëst souwuel bei de Gemenge wéi och um staatlechen Niveau, an datt och verschidde Baugeneemegungen, wéi zum Beispill d'Ersetze vun enger Fënster oder d'Opstelle vun enger PV-Anlag, vläicht kënne just nach iwwer eng Notification oder eng Déclaration de travaux gemaach ginn, awer net onbedéngt eng Geneemegung brauchen. Domadder maache mir de Leit d'Liewe méi einfach a mir kommen och méi séier eise Klimaziler méi no.

Méi einfach wäert et och an Zukunft bei de PAGen an de PAPe goen, déi an enger eenzeger Prozedur

kënne verschmëlzen, déi nach maximal aacht Méint soll daueren. Am selwechte Sënn sollen och déi verschidde Bautereglementer hei am Land harmoniséiert ginn. Domadder wäert net nëmme méi séier, mee och méi bëlleg an Zukunft gebaut ginn.

Vill Zäit a vill Käschte falen am Moment och un, well eenzel Proprietäre bei neie Quartiere ganz Projete blockéiere kënnen, an dat géint den Interesse vun der Allgemengheet, an engem Moment, wou mer dréngend Wunnraum brauchen. D'Annoncë vu gëschter, virum Summer déi néideg Gesetzgeebung vum Remembrement ministériel an der Chamber ze deposéieren, kënne mir also dofir nëmme begréissen!

Och d'Digitalisatioun wäert eis hëllefen, d'Prozeduren ze vereinfachen, ze straffen, méi séier ze maachen, notamment duerch d'Applikatioun vum Prinzipp „once only". D'Autorisatioune ginn op enger Plaz zentraliséiert an erlaben et dem Demandeur, de Suivi vu sengem Dossier zu all Moment ze maachen.

Jo, d'Simplificatioun administrative ass eppes, vun deem ech mengen, dass et jiddwerengem heibanne wichteg ass. Et ass en Theema, woumat mer eis vill beschäftegt hunn. Et ass gutt, dass mer dat doten elo konkreet upaken, och wat d'Ëmweltoplage betrëfft, ouni domadder awer, an ech soen dat ganz kloer, den Naturschutz a Fro ze stellen.

Am urbane Raum wäert eis de Prinzipp vun der „Natur auf Zeit" hëllefen, e klasséierten Terrain ouni gréisser Ëmstänn ze bebauen. D'Kompensatiounsmesüre sollen eemoleg sinn, zum Beispill bei der Erweiderung vum Perimeeter, an net dass déi Prozedur no Joren nach eemol muss opgerullt ginn.

Wichteg heibäi ass awer och, dass 10 % fir Gréngfläche virgesi sinn, fir d'Liewensqualitéit an den neie Quartieren ze verbesseren. Generell wäert dës Regierung d'Ëmweltetüden an d'Kompensatiounsmooss-namen op de Leescht huelen, fir d'Prozeduren an deem Kader ze optimiséieren.

Dëst sinn e puer Beispiller, déi wichtegst Punkten aus dem Zéng-Punkte-Plang, déi ech op dëser Plaz als wichtege Bausteen, fir zur Léisung vun der Logementskris bäizedroen, wëll ugefouert hunn.

An ech géif, wannechgelift, jiddwereen heibanne bieden – an ech weess, dass d'Opposition och ganz ongedëlleg ass, fir konkreet ze gesinn, wat geschitt –: Gitt eis eng Chance! Mäi Virriedner, de Marc Spautz, huet gesot, dass d'Fachministeren nach virun der grousser Vakanz wäerten an d'Chamberskommissioun kommen, fir déi verschidde Projeten, fir déi verschidde Punkte vum Zéng-Punkte-Plang ze presentéieren.

Et ass och gëschter gesot ginn, dass eng Rei vun deene Saache scho virbereet sinn oder virbereet waren. Dat mag sinn. Ech hu gëschter an engem Interview gesot, dass mer jo net e Cut gemaach hunn, wéi mer eng nei Regierung haten. Mir hunn eng Rei Projeten, déi och vun de Kolleege vun deene Gréngen a vun der LSAP nach mat ausgeschafft gi waren, déi kënnen dann hei och zum Deel mat afléissen. Dat ass jo eng gutt Saach, da komme mer méi séier weider. Ech wëll dat hei kloer soen. Mee dann hoffen ech awer och dann, zu deem Moment, wa mer déi Saachen ofstëmmen, op d'Ënnerstëtzung vun de Kolleegen aus der fréierer Koalitioun.

Fir d'Demokratesch Partei gëtt et awer nach eng Rei aner Mesüren am Logement, déi mer mussen ugoen, fir der Kris bäizekommen an esou séier wéi méiglech d'Situatioun erëm hallefweegs an de Gréff ze kréien.

Mir sti ganz kloer zu enger Reform vun der Grondsteier, zu der Aféierung vun enger Mobilisatiounssteier an och zur Aféierung vun enger Leerstandssteier. Et ka jo net sinn, dass matzen an enger nationaler Logementskris mat Terrainen an Immobilie spekuléiert gëtt, hektarweis Bauland broochleie gelooss gëtt, wärend aner Mënsche keng Plaz fannen, fir sech en Daach iwwert dem Kapp kënnen ze bauen oder ze leeschten. Grad Proprietäre sollen dowéinst dozou animéiert ginn, hir Terrainen ze gebrauchen oder se dem allgemengen Notzen zur Verfügung ze stellen. An dofir freeë mer eis, dass d'Amendementer zur Mobilisatiounssteier och nach a kierzester Zäit wäerten an der Chamber deposéiert ginn.

Fir d'DP war et wichteg – an et bleift wichteg –, dass awer e begrenzten Abattement virgesinn ass, fir dass Elteren hire Kanner en Terrain, fir spéider drop ze bauen, kënnen halen.

Steierlech Mesüre si sécherlech en Ureiz, fir Proprietären dozou ze beweegen, hir Terrainen ze mobiliséieren. Mee mir mussen awer och nach aner Ureizer schafen, fir d'Leit ze motivéieren, laangfristeg mat op de Wee vun der Mobilisatioun vun Terrainen ze goen. Mir wëllen et de Leit méi einfach maachen, hiren Terrain iwwer Emphyteos ze verlounen. Esou zum Beispill kéint een eng modular Konstruktioun kuerzfristeg installéieren, och wann de Proprietär laangfristeg aner Iddien huet, fir säin Terrain ze gebrauchen. Esou kéint een op d'mannst iwwer eng gewëssen Zäit scho weider Terraine fir de Logement zur Verfügung stellen.

Eng aner Iddi vun der DP, déi och an der viregter Regierung op den Instanzewee geschéckt gouf a mat där mer eng grondleeënd nei Ausriichtung wëllen huelen, dat ass de Baulandvertrag. De Baulandvertrag gesäit kloer Delaie vir, bis wéini en Terrain muss bebaut sinn, well e soss zréckklasséiert gëtt. Heimat soll op Gemengenniveau séchergestallt ginn, dass zousätzlecht Bauland och bannent enger gewëssener Zäit kann oder muss bebaut ginn.

Als DP gesi mer och d'Méiglechkeet, de Bauperimeeter ëm eng Rei Terrainen ze erweideren, déi awer just baussent dem Perimeeter leien, an nëmmen, wa se direkt u bestoend Wunngebitter ugrenzen. Op dësem Terrain soll dann ausschliisslech abordabele Wunnraum entstoen, dee verlount oder ënner Form vun engem Bail emphytéotique verkaf ka ginn. Op dësem Wee, gradewéi beim Baulandvertrag, ka Spekulatioun mam Bauland méi oninteressant gemaach ginn. A gläichzäiteg kréien d'Gemengen déi néideg Planungssécherheet, fir neien an abordabele Wunnraum ze schafen an esou nohalteg ze wuessen.

Am Hibléck op d'Acceleratioun an d'Effikassitéit vun de Prozeduren hu mir d'Iddi vun der Virfinanzéierung vun de PV-Anlage lancéiert, an dat wäert och elo ëmgesat ginn, fir dass d'Stéit, déi et sech vläicht manner leeschte kënnen, op erneierbar Energien eriwwerzewiesselen, net de ganze Montant musse virstrecken a fir dass se net musse Méint oder Joren op hir Subventioune waarden. Net all Mënsch ka sech esou eng Anlag ouni Subventioune leeschten. A wa mer d'Leit am Beräich vun der Energietransitioun a vum grénge Wandel begleede wëllen, da musse mir och déi Leit ënnerstëtzen, déi dëse wichtege Schratt ouni Hëllef net goe kéinten.

Fir d'Demokratesch Partei steet fest, dass mer d'Leit mussen um Wee vun der Transitioun mathuelen an hinnen d'Hand reechen, do, wou et néideg ass. D'Klimaneutralitéit ass eist grousst Zil. A meng Kolleegin, d'Carole Hartmann, wäert an deem Kontext nach emol op d'Mesüren an der Energiepolitick agoen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi ëffentlech Hand muss beim Baue mam gudde Beispill virgoen a weider hir Responsabilitéit iwwerhuelen, fir déi eegen Terrainen, déi se huet – souwuel de Staat wéi d'Gemengen –, esou séier wéi méiglech ze mobiliséieren. Mir kënnen eis et net leeschten, Bauterrain, deen am Besëtz vun der ëffentlecher Hand ass, broochleien ze loossen. D'Baubranche sicht am Moment Beschäftegung an de Staat brauch Wunnengen. De Pilotprojet vun der Regierung, fir Privatpromoteuren op ëffentlechen Terraine bauen ze loossen, ass an eisen Aen e Schratt an déi richteg Richtung.

Mir wëllen de Privatsecteur mat grousse Soumissiounen aktiv um Bau vun ëffentlechem Wunnraum bedeelegen an d'Ressourcë vu staatlechen a privaten Acteuren an enger eemoleger, solidarescher Wunnengsbauoffensiv zesummeleeën, well dovunner profitéiert jiddwereen.

Eng vun de Méiglechkeeten, déi och gëschter vum Här Premierminister annoncéiert gouf an déi mer begréissen, ass, dass beim Schafe vun abordabele Wunnengen, déi ëffentlech Promoteure kënne lounen, déi op den Terraine vum Privatsecteur kënne gebaut ginn. Dës Wunnenge solle fir 20 Joer gelount ginn, an dat ënnert dem Marchéspräis, mee iwwert dem Loyer abordable. De Staat iwwerhëlt dann d'Differenz tëschent deenen zwee Loyeren an huet d'Virkafsrecht no 20 Joer.

Mir setzen eis och fir weider alternativ Finanzéierungsmodeller an, wéi de Mietkauf. De Mietkauf soll grad jonke Familljen, jonke Mënschen ënnert d'Äerm gräifen, andeems si déi éischt Joren e Loyer bezuelen, deen duerno vum Kafpräis vun hirer Immobilie ofgerechent gëtt. Esou hunn d'Leit am Ufank eng finanziell Planungssécherheet, de Loyer ass méi niddreg, wéi wa se missten e Prêt maachen op enger Bank, an de bezueltene Montant, dat, wat se abezuelt hunn, gëtt als Fonds propre beim Kaf vun der Immobilie matagerechent. Grad an enger Zäit vun héijen Tauxen op den Immobiliekreditter ass dat fir eis eng Alternativ zum klassesche Wunnengskaf.

Eng besser Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen an de Ministèren ass néideg. Dat hunn ech och scho virdru gesot. Dozou gehéiert och d'Schafe vun enger staatlecher Agence fir d'Gestion locative vun den abordabele Wunnengen. Grad en vue vun der Steigerung vum abordabele Wunnraum op Gemengenniveau wär et wichteg, dass och d'Gemengen op esou en zentraliséierte Service vun der Gestioun fir abordabele Wunnraum zréckgräife kéinten. D'Resultat wier eng Professionaliséierung vun den Ofleef, eng Baisse vun de Käschten an eng allgemeng Vereinfachung vun der Gestion locative – en erliichterte Prozess fir d'Biergerinnen a Bierger, deenen dat zeguttkënnt.

Här President, d'Erausfuerderungen am Logement si riseg a si reeche mëttlerweil bis déif an d'Mëttelschicht eran. Déi finanziell Belaaschtung duerch de Logement gëtt fir ganz vill Stéit ëmmer méi zu engem Problem an den Aarmutsrisiko geet och hei am Land duerch d'Situatioun am Logement spierbar an d'Luucht.

D'Krisen aus de leschte Joren, d'Präisdeierecht bei de Liewensmëttel a bei der Energie, belaaschten de Portmonni vun de Leit ëmmer méi, a vill Leit hu mëttlerweil seriö Problemer, fir um Enn vum Mount nach déi zwee Enner beieneenzekréien.

Der Regierung ass den Eescht vun där Situatioun wuelbekannt. An d'Bekämpfung vun der Aarmut an d'Bekämpfung vum Aarmutsrisiko stinn als politesch Prioritéit ganz, ganz uewen op eiser Lëscht. Dobäi kënne mir op gutt Initiativen aus der leschter Legislaturperiod opbauen.

Nieft dem gratis ëffentlechen Transport an enger Rei Sachleeschtungen, déi gratis gemaach goufen, zum Beispill d'Schoulbicher, d'Maison relais an de

Schoulwochen, d'gratis Iessen an der Schoul, kruten och d'Offices sociaux zum Beispill 50 % méi Personal, de Mindestloun gouf erhéicht, d'Allocation de vie chère ass e puermol ugepasst ginn an d'Krittäre vun der Subvention loyer goufen och ugepasst.

Et goufe weider cibléiert Mesüren ëmgesat, déi hir Friichte gedroen hunn. D'Monoparentaux sinn eng – an dat wësse mer – besonnesch vulnerabel Grupp, wann et ëm den Aarmutsrisiko geet. Fir hinnen ënnert d'Äerm ze gräifen an esou gläichzäiteg d'Kanneraarmut ze bekämpfen, gouf ënnert dem Lead vun der DP 2017 eng Steierreform ëmgesat, déi virop de Mëttelstand an déi elengerzéiend Familllje finanziell entlaascht huet. Och de REVIS huet fir d'Monoparentalle spierbar méi Virdeeler bruecht wéi de fréieren RMG a färdert doduerch och déi sozial Inklusioun.

Am Kampf géint d'Aarmut an am Kampf géint d'sozial Ausgrenzung wäert dës Regierung och an Zukunft déi ambitiéis Sozialpolitick vu virdru weiderféieren. De Statec huet e Méinden déi rezent Zuele presentéiert, an eent ass kloer: Obwuel d'Revenue vun de Menagen eropgaange sinn an et eng Rei Indextranchë gouf, ass den Aarmutsrisiko nach ëmmer eng Realitéit hei zu Lëtzebuerg.

Mir mussen de Mënschen also weider hëllefen, si weider ënnerstëtzen. An ech si frou, dass eng Rei finanziell Hëllefen ugepasst wäerte ginn. Ech weess, dass dat gëschter Owend och schonn thematiséiert ginn ass, an et wäert och net all Mënsch gefalen, a mir wäerten och am Laf vum Debat doudsécher nach e puermol drop zréckkommen, mee ech wëll Iech awer soen, dass Lëtzebuerg dat eenzegt Land ass, wat deelweis d'Präisdeckelen op der Energie weiderféiert. Esou verlängert d'Regierung de Stroumpräisdeckel fir d'Altersheimer ëm e weidert Joer, fir d'Käschte fir d'Bewunner am Gréff ze halen.

Fir déi sozial méi ufälleg Leit gëtt dann den Équivalent crédit d'impôt, deen d'Beneficiairë vum REVIS oder vum RPGH zegutt hunn, d'nächst Joer op 90 Euro gehéicht.

An d'Energieprimm, déi aktuell tëschent 200 a 400 Euro läit, deemno wéi de Stot zesummegesat ass, gëtt verdräifacht. Also kënnen d'Beneficiairë vun der Allocation de vie chère an Zukunft 600 bis 1.200 Euro fir d'Energiepräisser méi derbäi kréien. Dat ass fir eis eng verstäerkt sozial selektiv Manéier, fir den Zougang zur Energieprimm degressiv nach zousätzleche 25 % vun de Stéit zougänglech ze maachen ..., nee, mir hate se esou ugepasst, dass 25 % vun de Stéit kënnen an de Benefiss vun der Energieprimm kommen (veuillez lire: Dat ass fir eis eng verstäerkt sozial selektiv Manéier, fir den Zougang zur Energieprimm degressiv nach zousätzleche 25 % vun de Stéit zougänglech ze maachen). D'Regierung huet dës Decisioun geholl, well ëmmer méi Leit riskéieren, duerch d'Energiepräisser an duerch d'Logementspräisser an d'Aarmut ze rutschen.

Här President, all dës Hëllefe si wichteg, mee virun allem musse mer derfir suergen, dass méi Leit och vun deene villen Hëllefen, déi et awer gëtt, dass méi Leit vun deene villen Hëllefen, déi de Staat ubitt, och profitéieren, wa se eligibel sinn. Eng rezent Etüd vun der Chambre des Salariés weist nämlech, dass d'Leit sech vereenzelt net trauen, dass d'Leit sech schummen, fir d'Hëllefe vum Staat unzefroen oder fir bei den Office social ze goen.

Mir musse géint d'Stigmatisatioun vun der Aarmut virgoen. Kee Mënsch brauch sech ze schummen, wann et engem zu engem Moment am Liewen net esou gutt geet, dass et engem schlecht geet, aus wat fir engem Grond och ëmmer. Kee brauch sech ze schummen, fir Hëllefen, déi de Staat ubitt, och unzehuelen. Well genee dofir, fir de Leit an enger Noutsituatioun ze hëllefen, sinn dës Mesüren do: Mënschen an enger Noutsituatioun ze ënnerstëtzen an hinnen ënnert d'Äerm ze gräifen, fir hir Situatioun laangfristeg ze verbesseren.

Da wëssen och vill Leit guer net, dass et Hëllefe gëtt. Oder vill Leit wëssen net, dass se déi Hëllefe kréichen, dass se en Urecht hätten op dës Hëllefen, obwuel dat dacks de Fall ass. Dat heescht, dass eng Rei vun de Moossnamen, déi mir iwwert déi lescht Jore geholl hunn, guer net do ukommen, wou se gebraucht ginn. Iwwer eng nei digital Informatiounsplattform wäerten all dës Informatiounen iwwer national an och lokal Hëllefen einfach, onbürokratesch a fir jiddwereen zougänglech sinn.

Jiddereen, deen en Urecht huet op eng Hëllef, soll och eng Hëllef kréien. Dofir sinn eng besser Informatioun an eng Vereinfachung vun den administrative Prozeduren dréngend noutwendeg. Och mussen d'Prozedure vereenheetlecht ginn. Fir verschidden Aidë falen haut nach verschidde Seuilen oder Konditiounen un. Déi selwecht Dokumenter mussen e puermol op där selwechter Plaz agereecht ginn. Eng schwéierfälleg Bürokratie mécht d'Prozesser onnéideg komplizéiert. Kee Wonner, dass do deen een oder aneren d'Loscht verléiert, den Duerchbléck verléiert a verdrësslech gëtt, vun de laange Waardezäiten, bis een d'Sue kritt, mol ganz ofgesinn.

Mee Mënschen, déi déi finanziell Hëllef, déi déi finanziell Ënnerstëtzung vum Staat brauchen, déi brauchen dës Sue meeschtens direkt. Zäit ass an dësem Fall tatsächlech Geld a si kënne sech net de Luxus leeschten, ze waarden, bis hiren Dossier clôturéiert ass. De Once-Only-Prinzipp wäert dës Situatioun verbesseren. An d'Schafung vun engem Guichet social unique an engem Dossier social partagé sinn hei wichteg Pisten, déi ënnert der Leedung vun den DP-Ministere Stéphanie Obertin a Max Hahn ausgeschafft wäerte ginn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Een eenzege Guichet als Ulafstell fir all d'Hëllefe vum Staat wäert de Leit en onnéidegt Hin an Hier erspueren. All Informatioune sinn dann op enger Plaz regruppéiert. A mat Hëllef vun engem zentraliséierten digitalen Dossier kënnen déi vereenzelt staatlech Administratiounen déi jeeweils néideg Informatioune fannen a selwer méi proaktiv virgoen.

Wann all déi néideg Informatiounen zougänglech sinn, da sollen d'Administratioune selwer op eligibel Stéit zougoen an hinnen déi schonn ausgefëllte Formuläre fir d'Finanzhëllefen zur Verfügung stellen. D'Demandeure mussen also net allkéiers erëm eng Ufro fir hir Dokumenter erareechen, mee just hir Ënnerschrëft ënnert de Formulär setzen. Dëse Once-Only-Prinzipp ass also eng Win-win-Situatioun fir béid Säiten.

Och d'Zesummenaarbecht tëschent de Ministèrë muss verbessert ginn. Den nationalen Aktiounsplang, vun deem de Kolleeg Marc Spautz elo just och scho geschwat huet, den nationalen Aktiounsplang géint d'Aarmut, deen an dëser Legislaturperiod vum Familljeministère ausgeschafft gëtt, wäert sech genee op déi Aspekter konzentréieren. All Ministèrë mussen un engem Strang zéien, fir den Aarmutsproblem a senger ganzer Komplexitéit ze bewältegen.

Gëschter ass gesot ginn, mir wären der Meenung, dass mer d'Aarmut géifen an de Gréff kréien, nëmmen doduerch, dass mer géifen digitaliséieren. Dat ass natierlech net de Fall. Mee mir sinn awer der Meenung, dass e besseren Zougang zu den Hëllefen an de Fait, dass méi Leit kënnen op Hëllefen zréckgräifen, awer enger ganzer Rei vu Stéit ka kuerzfristeg hëllefen. Mee natierlech gi ganz vill aner Mesüre gebraucht, fir géint d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg virzegoen.

Fest steet, dass d'Aarmut net vun haut op muer aus der Gesellschaft wäert verschwannen. Mee et läit un eis all zesummen, d'Problematik, esou gutt wéi et geet, an de Gréff ze kréien, d'Aarmut ze reduzéieren an derfir ze suergen, dass déi zukünfteg Generationen d'Chance kréien, ënner beschtméigleche Konditiounen hei am Land ze liewen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | An deem Kontext, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, och e puer Wuert zur Bildung. Fundamental wichteg an enger Gesellschaft ass d'Bildung. Et ass d'Zeeche vun enger staarker Sozialpolitick, wa mir all Kand an all Mënsch hei am Land Bildungschancen, Bildungsméiglechkeete kënne bidden, déi hinnen herno eng besser an eng sécher Zukunft hei am Land erméiglechen.

Virop brauch et dofir déi passend Strukturen. Eis Populatioun wiisst, an do, wou méi Schüler sinn, gi logescherweis och méi Schoule gebraucht. Dat heescht awer net, dass mer solle willkürlech hei an do, lénks a riets, Schoule bauen an dann, onofhängeg vun hirem Profill a vun hire Kompetenzen an Interessen, d'Kanner einfach an déi Schoul solle schécken an duerch eng virgefäertegt Schabloun solle filteren. Mir musse geziilt nei Strukture schafen, ugepasst un d'Demande, ugepasst un dat, wat op deene Plaze soll geléiert ginn, an ugepasst un d'Interessien an d'Talenter vun deene Jonken.

Mir solle Plaze schafen, wou mir de Schülerinnen a Schüler hëllefen, an engem speziell op hire Wee ausgeriichte funktionelle Kader genau déi Kompetenzen ze entdecken, genau déi Kompetenzen weiderzeentwéckelen, déi si fir hir Zukunft wëllen an déi si fir hir Zukunft brauchen.

Projete wéi den Ausbau vum Lycée zu Déifferdeng, den Ausbau vun der Europaschoul zu Jonglënster oder och den Ausbau vum Bouneweger Lycée si jo viru Kuerzem hei an der Chamber beschwat a gestëmmt ginn.

Dës Infrastrukture sinn awer nëmmen dann eppes wäert, wann och all Kand kann dorobber zréckgräifen, ganz onofhängeg vu sengen Originnen a sengem sozioekonomeschen Hannergrond.

Als DP läit et eis um Häerz, weider géint sozial Ongerechtegkeete virzegoen an eis weider fir Chancëgläichheet anzesetzen. A mir si frou, dass am Beräich vun der Bildung eleng d'Subventioun fir Stéit mat niddregem Akommes fir 2024 op ronn zéng Milliounen Euro am Budget eropgaangen ass. Dat awer net eleng, och d'Gratuitéit vun de Musekscoursen a vun de Maison-relaise wärend de Schoulwoche bleift natierlech bestoen.

Wann dat och net Cash an d'Täsch ass fir d'Menagen, esou sinn et awer Suen, déi bei ville Familljen, déi et soss eventuell méi schwéier hätten, Käschten aspueren a si esou laangfristeg an nohalteg finanziell entlaaschten. An och dovunner profitéieren d'Kanner an hir Familljen. Beid Säite kënnen also en Notzen aus eleng dëse puer Mesüren zéien.

Zur Kannerbetreiung selwer: Ech ka mech nëmme widderhuelen, dass den Ausbau vun der Kannerbetreiung eng vun den Haaptprioritéite vun der Demokratescher Partei war, ass an och an Zukunft wäert sinn. All Eltere wëllen hir Kanner a gudden, kompetenten a sécheren Hänn wëssen. An dat ass och richteg. An et ass der DP wierklech en Uleies, dass

och all Kand an all Famill bis 2030 déi Méiglechkeet kritt. All Kand huet d'Recht op eng adequat an eng héichwäerteg Betreiungsoffer, déi senge Besoinen an allen Aspekter gerecht gëtt. Fir dëst ze garantéieren, wëlle mir natierlech d'Capacitéite vun de Crèchen an de Maison-relaisen och an Zukunft weider an d'Luucht schrauwen.

Mee d'Qualitéit huet och hire Präis. A mir si frou, dass d'Regierung zesumme mam Educatiounsminister fir 2024 iwwer 550 Milliounen an de Grapp hëlt, déi souwuel deene private wéi och deenen éffentlech subventionéierte Strukture massiv ënnert d'Äerm gräifen. Dat mussen eis Kanner ons wäert sinn. An als DP kënne mer déi dote Mesüren natierlech nëmmen ënnerstëtzen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Kolleeginnen a Kolleegen, éier ech zur Defense kommen, wollt ech kuerz awer och e Wuert zur Ekonomie an zu de Steiere soen. De Volet vun der Ekonomie am méi breede Sënn wäert d'Carole Hartmann herno beliichten.

Fir d'DP-Fraktioun ass eng staark Wirtschaft an en nohaltege Wuesstum eng Prioritéit. Et ass kee Fetischismus, et ass kee Selbstzweck, mee et ass eng Noutwendegkeet. Et ass eng Noutwendegkeet, fir eise Wuelstand ofzesécheren, fir gutt Aarbechtsplazen ze schafen a fir eise generéise Sozialstaat och an Zukunft kënnen ze finanzéieren.

Mee kommt, mir soen et ganz däitlech: Mir brauchen d'Recettë vun enger kompetitiver Wirtschaft, fir eist Land op d'Zukunft ze preparéieren, fir iwwert déi néideg finanziell Moyenen ze verfügen, fir déi genannten Ziler ze erreechen.

Am Sënn vun enger kompetitiver Wirtschaft gesäit de Koalitiounsaccord vir, dass d'Betribsbesteierung a Richtung vun der OCDE-Moyenne reduzéiert soll ginn. Jo, contrairement zu deem, wat oft gesot a gemengt gëtt, läit Lëtzebuerg iwwert dëser Moyenne.

Mir begréissen dowéinst ausdrécklech d'Annonce, fir d'Kierperschaftssteier ëm 1 % ab dem nächste Joer erofzesetzen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Dës Reduktioun stäerkt eis Betriber an dréit zur Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg bäi, fir och weider Aktivitéiten unzezéien.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Et léisst eise Betriber e weidere Sputt fir Investitiounen, notamment an der duebler Transition. Mat dëse Mesüre brénge mir et och fäerdeg, nei Aarbechtsplazen ze schafen an ergo nei Recettë fir de Staat ze generéieren.

Mir wëssen, dass mir dës net ëmmer kënne mat eisen eegene Leit hei am Land besetzen an dass mer op Talenter aus dem Ausland ugewise sinn. Mat der Revisioun vum Régime d'impatrié an der Prime participative si mer iwwerzeegt, dass wichteg Signaler gesat ginn, fir Lëtzebuerg als attraktive Standuert fir Talenter ze positionéieren an esoumat Leit op Lëtzebuerg unzezéien, déi weiderhin zum Wuelstand vun eisem Land bäidroe wäerten.

Da gouf gëschter och eng weider Upassung vun der Steiertabell annoncéiert. Den 1. Januar dëst Joer ass d'Steiertabell jo ëm véier Indextranchen ugepasst ginn an d'nächst Joer wäerten dann nach emol 2,5 Indextranchen derbäikommen. Déi kal Progressioun gëtt doduerch reduzéiert. Dat ass eng wichteg Mesür, mengen ech, fir alleguerten d'Biergerinnen an d'Bierger hei am Land, well dës Mesür stäerkt de Stéit hir Kafkraaft an dëse schwieregen Deeg.

De Premier huet gëschter nach emol bestätegt, dass e Projet fir d'Individualiséiere vun de Steiere bis 2026 soll presentéiert ginn. Dat ass eng Mesür, un där d'Demokratesch Partei besonnesch hält, well et e wichtege Schrëtt ass, fir an eiser Gesellschaft méi modern ze ginn, fir de Steiersystem méi gerecht ze maachen, wéi den aktuelle Steiersystem ass, fir also Ongerechtegkeeten aus dem aktuelle Steiersystem aus der Welt ze schaffen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, loosst mech elo op e Volet kommen, dee virun 2022 wierklech e manner prominente, fir net ze soen, e marginalen Deel vum État de la Nation ausgemaach huet, en Deel, dee mer awer elo leider – leider! – als feste Bestanddeel vun der Ried zur Lag vun der Natioun an eiser Politick hunn: An dat ass d'Defense, et ass eis Verdeedegung.

Effektiv gëtt et en Europa vu virum 24. Januar 2022, …

**Une voix** | Februar.

**M. Gilles Baum** (DP) | … pardon, Februar, an et gëtt en Europa vun nom 24. Februar 2022.

Am Numm vun der DP-Fraktioun begréissen ech ausdrécklech, dass d'Finanzministesch d'lescht Woch d'Engagementer vu Lëtzebuerg nach eemol bekräftegt huet. Si huet kloer Zuele geliwwert, déi beleeën, dass dës Regierung hir Responsabilitéit an där géeentener Verdeedegungspolitick wouerhëlt.

Lëtzebuerg steet kloer op der Säit vun der Ukrain. Lëtzebuerg steet kloer op der Säit vum ukrainesche Vollek a sengem Kampf géint déi russesch Aggressioun!

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Dëst Joer huet eist Land fir d'éischte Kéier 70 Milliounen Euro militäresch Hëllef fir d'Ukrain deblockéiert. Dat ass de strikte Minimum, dee mir als Hëllef bereetstellen. Dëse Montant kann awer, falls néideg, an Zukunft ugepasst ginn, ofhängeg vum weidere Verlaf vum Krich a vun den Doleancen, déi d'Ukrain un eis wäert stellen.

D'Verdeedegungsministesch huet de Plang ausgeschafft, wéi d'Trajectoire soll ausgesinn, fir eis Effort en an der Verdeedegung vun 1,3 % op 2 % vum RNB ze hiewen, an dat scho bis 2030 an net gestreckt iwwert déi nächst zéng Joer. Et ass en ambitiéise Plang, et ass e realistesche Plang an et ass e Plang, dee mer mussen ugoen.

Erlaabt mer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, vläicht deene Leit virzegräifen, déi der Meenung sinn, Lëtzebuerg sollt net an d'Defense investéieren. An d'Äntwert vu menger Fraktioun ass déi heiten: Als Member vun der NATO hu mer gewëssen Engagementer a mir mussen eise Bäitrag leeschten, fir d'Defense a fir d'Dissuasioun am euroatlantesche Raum ze garantéieren. An deem Kader investéiere mer a gemeinsam Projeten, fir d'Capacitéite vun der ganzer Allianz ze stäerken a fir esou zum internationale Fridden an och zur Stabilitéit an Europa an an der Welt bäizedroen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Mir wäerten och derfir suergen, dass déi Investitiounen an d'Defense och positiv Effeten op eis Ekonomie hei am Land wäerten hunn. Ech denken hei un Aarbechtsplazen, déi geschafe ginn, mee och un den Ausbau vun der militäresche Gesondheetsversuergung, déi och de Biergerinnen a Bierger zeguttkënnt.

Och eis Arméi muss weiderhin hir Grondmissiounen erfëlle kënnen. Dofir gi jo – an d'Projete sinn hei an der Chamber gestëmmt ginn – den Härebierg, de Militärcamp um Waldhaff an och de Schéissstand um Bleesdall renovéiert.

Mir hunn donieft awer och musse feststellen – dat och hei zu Lëtzebuerg –, dass mer an enger hybrider Krichsféierung sinn an dass mir och zu Lëtzebuerg dovunner net verschount bleiwen. Virun e puer Méint war Lëtzebuerg d'Zil vun enger gréisserer cibléierter Cyberattack. Net just eis Institutiounen, mee och privat Acteure ware betraff. A mir kënne ganz staark dovunner ausgoen, dass dat doten net déi lescht Attack op eis war vun där Zort. Dowéinst begréisse mer och ausdrécklech, dass eis Defense mat der Zäit geet an och weider wëll intensiv an d'Cybersécherheet investéieren an déi och prioritär behandelen.

Wéi gesot, déi leider ugespaante geopolitesch Situatioun däerf net ënnerschat ginn. Schlussendlech ass eis Defense awer och e kollektiven Effort. An deem Sënn mussen alleguerten déi europäesch Länner hir Interoperabilitéit weider ausbauen. E wichtegt Beispill hei ass zum Beispill de belsch-lëtzebuergesche Reconnaissance-Bataillon, deen elo geschaaft gëtt. Just wann d'EU-Memberlänner harmoniséiert Material benotzen a koordinéiert zesummeschaffen, kann d'Defense vun eisem Kontinent garantéiert ginn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Här Chamberspresident, Dir Dammen an Dir Hären, domat kommen ech zum Schluss vun der Ried. Fir d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei ass et besonnesch wichteg, eng ganzheetlech Vue, eng holistesch Vue, vun de Problemer ze hunn, fir och ganzheetlech Léisunge kënnen unzegoen.

De Wuelstand zu Lëtzebuerg an en dezent Liewe fir all seng Bierger kënnen nëmme garantéiert ginn, wann d'Politick vum Staat kohärent ass a wann d'Problemer och bei der Wuerzel gepak ginn.

Dofir hu mir de Logement prioritär genannt, well d'Dynamik um Logementsmarché d'Wirtschaft an d'Liewen zu Lëtzebuerg op ganz villfälteg Aart a Weise beaflosst.

Vu dass d'Wunnen zu Lëtzebuerg e groussen Deel vun den Depensë vun de Stéit ausmécht, dréit d'Logementsproblematik zum Aarmutsrisiko bäi a stellt och Risike fir d'Attraktivitéit vun eisem Land als Wirtschaftsstandort duer. Et geet awer och ëm d'Betriber an hir Mataarbechter, déi vun dëser Baukris betraff sinn.

Am Numm vu menger Fraktioun kann ech nëmmen den Appell widderhuelen, dës Theemen, de Logement an d'Aarmutsbekämpfung, zesummen unzegoen. An dat huet d'Regierung gëschter an der Ried zu der Lag vun der Natioun confirméiert. D'Ministèrë mussen ënnerteneen awer och zesumme mat de Gemengen nach besser fonctionéieren. Méi effikass Prozeduren sinn am Interêt vum Bierger an eisem Land. Dat huet en direkten Impakt op d'Liewensqualitéit vun de Leit zu Lëtzebuerg.

Wann d'Aiden dann do ukomme, wou se gebraucht ginn, dann ass de Leit scho vill gehollef. Dat hëlleft eis och, déi verschidden Erausfuerderunge méi séier a méi einfach unzegoen, sief dat am Logement, bei der Transition énergétique, awer och an anere Beräicher. Mir setzen eis, wéi déi lescht Joren, fir eng kohärent Politick an, an där déi verschidden Acteure beschtméiglech am Interêt vum Land a vu senge Leit zesummeschaffen; eng Politick, déi d'Problemer net eenzel ugeet, mee déi sech konkreet ëm d'Suerge vun de Leit këmmert, ouni – ouni! – déi kollektiv Erausfuerderungen dobäi aus den An ze verléieren. Dat ass de sozialliberale Fuedem vun der Demokratescher Partei, dee mir weiderféiere wäerten. A meng

Kolleegin, d'Carole Hartmann, wäert an hirer Interventioun weider Prioritéite vun der Demokratescher Partei verdéiwen.

Fir de Moment soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Une voix** | Wierklech gutt!

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Taina Bofferding. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

*(Interruption et hilarité)*

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Här President, léif alleguerten, ech hunn dem Premier gëschter natierlech ganz gutt nogelauschtert. An Här Spautz, d'Ried – wou ech awer bedaueren, dass mer déi ganz spéit eréischt zur Verfügung gestallt kritt hunn – hunn ech och gutt gelies.

Wat ass hänkebliwwen, wann ech elo misst resüméieren? Bon, de Premier schéngt gefillt ze hunn, dass en hei am Land an engem bürokrateschen Dschungel lieft. An effektiv, wann dann elo iwwerall Prozedure vereinfacht ginn, da kréie mer alleguerten d'Problemer hei am Land geléist. De Logementsproblem kréie mer esou an de Gréff, well elo méi séier gebaut gëtt. D'Aarmut verschwënnt, well elo jidderee vum Staat e virausgefëlltene Certificat kritt. Déi energeetesch Transitioun klappt och einfach esou an d'Wirtschaft wäert och weiderhi boome respektiv wäert nach besser goen.

*(Interruption diverses)*

Dat ass vläicht elo e bëssen iwwerspëtzt formuléiert, mee an der Essenz …

**Une voix** | Awer wierklech!

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | **…** huet eis de Premier awer genau an deene véier politesche Beräicher, déi ech grad opgezielt hunn, virun allem vun der Simplification administrative geschwat, vum „once only" bis Digital First.

Natierlech si mir och fir eng Vereinfachung vun de Prozeduren – wie kéint net derfir sinn? Ech mengen, et ass ëmmer gutt, wann ee bürokratesch Hürden ofbaue geet. Mee de Punkt ass: Dat aleng geet net duer! Et ass e gudden éischte Schrëtt, mee do muss nach méi hannendrunner kommen.

De Premier huet gëschter gesot, den État de la nation wär e Moment, wou ee soll e Recul huelen, ewech vun den Detailer, a sech op dat grousst Ganzt soll konzentréieren. Domadder sinn ech absolutt averstanen! Et ass just: Är Ried huet dat net esou wierklech hierginn. Är Ried war haaptsächlech eng Zesummesetzung aus Punkten, Ukënnegungen, déi der scho bei der Deklaratioun vun Ärem Programm gemaach hutt, wou der eebe wëllt Prozedure vereinfachen, an et war och eng Uneneereiung vu Projeten, déi Der ganz gutt fannt, déi Der och wëllt virundreiwen, just mam Ënnerscheed, dass Der vergiess hutt ze erwänen, dass déi vun der viregter Regierung kommen. An ech mengen, déi intellektuell Éierlechkeet hätt dëser Debatt awer sécherlech net geschuet.

Den Ënnerscheed tëschent Ärer Untrëttsried an Ärer Ried vu gëschter ass, dass se aacht Méint méi spéit gehale gouf. Ganz vill Neies si mer gëschter net gewuer ginn, wat déi konkreet Reforme betrëfft. Ëmmer erëm kréie mer elo gesot, dass an den nächste Wochen déi eenzel Ressortministeren an d'Kommissioun kommen, fir eis dann hir Projeten ze presentéieren.

An awer zeechent sech – dat muss een och soen – an Ärer Ried Äert Verständnis vun der Politick, vun der Roll vum Staat, vun der Gesellschaft och ganz kloer of. Dir verteidegt weiderhi ganz vehement de Wirtschaftsmodell, den ale Wirtschaftsmodell, dee reng op de blanne Wuesstum setzt. Déi negativ Begleiterscheinungen, déi e mat sech bréngt, déi erwäänt Der net, wou et awer wichteg wär, och déi ze ernimmen, déi och mussen encadréiert ginn. Mat kengem eenzege Wuert sidd Der dorobber agaangen.

Mir gesinn an deenen Initiativen, op déi ech herno nach méi am Detail wäert agoen, datt virun allem déi gestäerkt ginn, déi vill Suen hunn, déi kënnen investéieren, déi kënne consomméieren, fir dass d'Ekonomie dréit. A fir déi aner, déi manner hunn, gëtt et just e puer Grimmele vum Kuch, wann iwwerhaapt. Déi wierklech ganz Aarm, déi op d'Solidaritéit vun hire Matmënschen ugewise sinn, déi gi carrement vun der Strooss verdriwwen.

Här President, éier ech elo am Detail dorobber wäert agoen, awer nach e Wuert zum Ausgang vun den Europawalen. Ëmmerhin ass dat jo nach net allze laang hier. An et ass och esou, dass all dat, wat an Europa geschitt, jo och en direkten Afloss op eis huet. An ech mengen, wann een iwwert den État de la nation hei schwätzt, esou wéi de Premier et och gemaach huet, muss een och iwwer Europa schwätzen.

A ville Länner ass e Rietsruck däitlech ze spieren. Déi Entwécklung mécht eis Suergen, wa mer gesinn, dass Rietser a Populisten u Support gewannen. An ech fannen, Här Premier, dass Der eigentlech gëschter d'Chance verpasst hutt, Iech och ganz kloer dozou ze äusseren an och ganz kloer ze soen – an ouni Zweifel –, dass Är Partei um europäeschen Niveau net bereet ass, eng Koalitioun mat Rietsen anzegoen. Bon, d'Debatt geet jo nach weider. Ech géif et begréissen, wann Der Iech wierklech hei ganz kloer géift dozou äusseren, dass mat Iech esou eng Zesummenaarbecht … Dir nennt se Europaskeptiker, dat ass nach moderat. Mee ech mengen, et ass wichteg, eng Kéier ganz kloer ze soen, dass Der net bereet sidd, mat esou Leit eng Koalitioun anzegoen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Wat Lëtzebuerg betrëfft, do gesi mer, dass mer effektiv hei en aneren Trend hunn. An, Här Frieden, et ass net sou, wéi Der et de Moien nach um Radio gesot hutt, dass Är Partei déi Walen hei elo groussaarteg gewonnen hätt, wann Der eleng schonn nëmme kuckt, dass déi zwou Regierungsparteien dann nach op 41 % Zoustëmmung kommen, déi Der e Sonnde kritt hutt. Et ass awer eng Partei hei am Land, déi massiv gestäerkt ginn ass: dat ass d'LSAP mat ronn 10 %. Jo, gutt, mir hunn den zweete Sëtz verpasst, mee trotzdeem hu mer nach e Spëtzekandidat, deen e Plus vun 144 % kritt huet. Ech mengen, dat ass net näischt. Mir sinn am Ranking vun der véierter Plaz op déi zweet gerutscht.

A virun allem huet ee gesinn, dass dee frësche Wand, op dee mer gesat hunn – virun allem op Jonker, op Fraen –, absolutt d'Zukunft ass. Dovunner sinn ech och ganz fest iwwerzeegt. D'Zukunft ass och rout. D'Zukunft ass och sozial. An et gesäit ee ganz kloer: D'Leit wëllen eng Politick mat Häerz, d'Leit wëllen eng Politick, wou de Mënsch am Mëttelpunkt steet. Sozial Gerechtegkeet, Fräiheet, Solidaritéit, Egalitéit: Dat sinn déi Wäerter, déi mir verteidegen, an dofir ass et och keen Zoufall, dass mir e Sonnden esou massiv gestäerkt gi sinn.

*(Interruptions)*

Déi Politick, dee Gesellschaftsmodell, dee mer verteidegen, dee verteidegt am Moment den Nicolas Schmit an de Verhandlungen ëm den zukünftegen europäesche Programm. An déi Politick verteidege mir och konsequent hei zu Lëtzebuerg elo dann an der Oppositioun.

Domadder kommen ech dann zréck op Lëtzebuerg. D'Aarbecht vun der Majoritéit, do, wou se bis elo konkreet Politick gemaach huet, do gesi mer, dass Der effektiv eng aner Politick maacht, wéi mir se weider géifen an der Majoritéit maachen. Et muss een awer soen, dass d'Lag vun der Natioun, déi grouss Erausfuerderungen, déi sech stellen, säit – wéini sidd Der vereedegt ginn? – dem 22. November (veuillez lire: dem 17. November) d'lescht Joer net fundamental geännert hunn. Wat allerdéngs fundamental geännert huet, dat sinn déi Äntwerten, déi op d'Erausfuerderungen elo presentéiert ginn.

Elo kann ee soen, et ass net iwwerraschend. Mir sinn alleguerten ënnerschiddlech Parteien. Mir sinn ënnerschiddlech Fraktiounen, mat ënnerschiddleche Wäerter. A mir setzen eis Prioritéiten och anescht.

Är Handschréft ass eng konservativ-liberal, an déi weist sech duerch eng ganz Rëtsch Punkten. Wéi gesot wäert ech elo haaptsächlech déi véier grouss uschneiden, wou Dir elo schonn déi éischt Handlung gemaach hutt, eeben duerch d'Adaptatioun vun der Steiertabell ëm véier Indextranchen. An der Vergaangenheet gouf sech jo op zwou an eng hallef gëeenegt, an der Tripartitt. Dir hutt nach eng an eng hallef drop gesat an hutt domadder dem Staat laangfristeg finanzielle Spillraum ewechgeholl. Dat ass den Ënnerscheed dann tëschent Iech an eis: Mir wären hei méi cibléiert virgaangen. Mir hätten eebe gekuckt, wéi mer et och presentéiert haten, iwwer e Steierkreditt ze fueren, respektiv hate mer jo och eng Erhéijung vum Mindestloun proposéiert, fir esou och kënnen d'Schéier zwëschent Aarm a Räich méi kleng ze maachen.

An da wëll ech awer och soen, dass Indextranchë berengege keng Sozialpolitick ass, well am Endeffekt kréien déi, déi haut scho vill hunn, mengen ech, mat finanzielle Moyenen, mat de Suen, nach weesentlech méi bäi wéi déi, déi haut wéineg hunn. A wann ee gäre wëll sozial Gerechtegkeet iwwert d'Steiere maachen, da muss een aner steierlech Mesüren huelen, mee sécherlech kritt ee sozial Gerechtegkeet net iwwer eng Indexberengegung gereegelt.

Dann hutt Der elo och ugekënnegt, nach eng weider Adaptatioun ëm zwou an eng hallef Indextranchen ze maachen. Och hei hëlt de Staat sech erëm Suen ewech respektiv weider wichteg Recetten, dat an Héicht vun 300 Milliounen. An dat muss een och wëssen: Dat ass net eemoleg 300 Milliounen, mee dat sinn 300 Milliounen alljoers, déi an der Staatskeess wäerte feelen.

D'Erofsetze vum Kierperschaftssteiersaz ëm 1 %, dat wäert och en zousätzlecht Lach vun 100 Milliounen d'Joer an de Recetten hannerloossen. Hei stellt sech Fro, wat Der virgesinn hutt fir déi kleng Betriber. Klenge Reminder: Déi viregt Regierung hat hinne jo e reduzéierten Taux vu 15 % ginn. Ass hei och virgesinn, eppes fir déi kleng Betriber ze maachen? Dir hutt gëschter just vun de Multinationalle geschwat, Här Premierminister. Ech mengen, Dir hutt souguer vun Amazon geschwat. Dofir eeben och hei ganz konkreet d'Fro: Wat hutt Der fir déi mëttel an och fir déi kleng Betriber hei virgesinn?

Duerch de Logementspak, deen Der hei presentéiert hat, deen hei gestëmmt gouf, gesäit een och ganz kloer *Är* konservativ-liberal Handschréft, well sech haaptsächlech hei op d'Promoteuren an d'Investisseure viséiert gëtt. Ech wäert net méi op déi Punkten agoen. Mir haten d'Debatt heibannen. D'Paulette Lenert huet dat ganz gutt erklärt, fir dat an engem Saz ze resuméieren: D'Geld geet bei d'Geld.

An dann an der Decisioun, an enger Zort Symbolpolitick, wou der och virun allem ganz staark eebe géint Heescherten an der Stad Lëtzebuerg virgaange sidd, woumat am Endeffekt kengem gehollef ass, och dat, mengen ech, weist ganz kloer eng konservativ a liberal Handschréft.

Wat een der Regierung muss zegutthalen, ass, dass déi ideologesch Linn ëmmer kloer erkennbar ass an och an alle Projeten déi selwecht ass. Et ass eng Ideologie, déi mir logescherweis net deelen, well se net mat eise Wäerter esou vereinbar ass. Mir hale se och fir eng ganz geféierlech Linn, notamment fir déi sozial Kohäsioun hei am Land, well et gëtt sech op e schlanke Staat konzentréiert, deem déi finanziell Moyenen ewechgeholl ginn, fir eeben och kënne geziilt Sozialpolitick ze maachen. A fir de Rescht gëtt dem Staat seng Roll op de gentil Facilitateur fir d'Ekonomie a fir d'Leit reduzéiert, wou d'Leit sech da solle mat de Betriber zesummen um fräie Marché eens ginn.

Dëst ideologescht Grondverständnis gëtt am Fong duerch näischt méi kloer wéi duerch dat Bild, dat de Premier jo selwer gären zeechent: de Premier als CEO vun der Firma Lëtzebuerg. D'Iddi, dass de Staat als Entreprise soll consideréiert ginn, ass net nei, dat ass d'Ideologie vun den Trickle-down Economics, eng Ideologie aus de 1970er-Joren. A well se sou al ass, huet se eigentlech de Virdeel, dass se schonn a ganz ville Länner getest gouf an effektiv duerchgefall ass. Dass Steiersenkunge fir déi Räich – dat ass am Fong geholl d'Iddi, déi hannendrunnerstécht – dann am Endeffekt och eppes fir déi Akommensschwaach géife maachen, dass dat deenen och géif zegutt kommen, huet an deene Länner, wou dëst agefouert gouf, am Endeffekt gewisen, dass d'Aarmut explodéiert ass an dass d'Schéier tëschent Aarm a Räich nach méi auserneegaangen ass.

Et goufen effektiv ekonomesch Profitter generéiert, dat muss ee soen. De Punkt ass just, dass dës Profitter net der Allgemengheet zeguttkomm sinn. An de Staat, an dat ass de sprangende Punkt, de Staat huet sech selwer, seng Infrastrukturen a seng Sozialsystemer, am Endeffekt futti gespuert.

Dofir ass et fir eis ganz kloer: De Staat ass keng Entreprise! De Staat ass d'Representatioun vun der gesamter Gesellschaft. De Staat, dat si mir alleguerten.

De Wuelstand gerecht ze verdeelen a solidaresch mateneen ze sinn heescht net, datt Eegeninitiativ a Leeschtung sech net lounen. Am Géigendeel. Wierklech Fräiheet ass just méiglech, wann d'Sécherheet, am Noutfall opgefaangen ze ginn, och do ass. Eng staark Gemeinschaft baséiert op Solidaritéit an Zesummenhalt an dëst weist sech och ganz kloer an eise Sozialleeschtungen an eisem Sozialstaat, deen eis alleguerten ofséchert.

D'Ekonomie muss am Déngscht vun de Leit stoen, mat gudden a sécheren Aarbechtsplazen. A mir mussen d'Erausfuerderunge vun der Klimakris ugoen, an zwar esou, dass mer déi grouss Transitioun, déi jo virun eis steet, aus Europa eraus couragéiert kënne leeden an do net d'Feld China iwwerloossen. An zwar esou, dass d'Betriber déi Transitioun och packen, dass d'Leit forméiert gi fir déi nei Beruffer an dass alles herno net méi deier däerf gi fir d'Biergerinnen an d'Bierger. Ech mengen, dat ass net d'Iddi vun der grousser energeetescher Transitioun, déi mer wëllen ugoen. Wichteg ass et, an ech mengen, do si mer eis alleguerten eens, d'Leit matzehuelen. Mee an den Detailer, do sinn awer d'Differenze kloer ze gesinn.

Dat, wat ech opgezielt hunn, ass alles méiglech, awer net, wann de Staat schlank ass, wann e sech selwer kleng mécht, wann e sech selwer aus der Equatioun eraushëlt, esou wéi dat eeben am konservativ-liberale Modell de Fall ass. An dofir maache mir eis Suergen, datt déi konkreet Handlungen, déi mer bis elo gesinn hunn, weiderhin an déi Richtung ginn. An dat ass fir eis net deen Zukunftsmodell fir Lëtzebuerg, dee mir hei wäerte verteidegen.

Här President, gradewéi de Premier net wëlles hat, eng Houmass hei ofzehalen an op alleguerten d'Theemen anzegoen, wäert ech dat och net maachen an ech wäert mech an den nächste Minutten haaptsächlech op zwee Theeme fokusséieren: engersäits d'Aarmutsbekämpfung an anerersäits d'Fro vun der ekologescher Transitioun mat roudem Häerz. D'Aarmutsbekämpfung, well dat natierlech fir eis eng Prioritéit ass, awer och, well d'Regierung dat jo zur grousser transversaler Prioritéit deklaréiert huet. An déi ekologesch Transitioun: Och wa mer do vläicht an deene leschte Méint elo net méi esou vill héieren hunn, esou mengen ech, si mer eis alleguerten awer eens, dass et eng vun deene gréissten Erausfuerderungen ass an dass mer déi och net eleng duerch Simplification administrative wäerte kënne léisen.

Zur Aarmut: De Premier huet a senger Untrëttsried gesot, d'Schéier zwëschent Aarm a Räich dierft net méi grouss ginn. Spéitstens gëschter hätte mer eis jo eigentlech Konkreetes dozou erwaart. Stattdesse gouf gesot – ech zitéieren –, et sollt net méi, mee besser geholl ginn. Bon, anstatt elo primär iwwert d'Simplification administrative ze schwätzen an ze kucken, wou een dann do Prozedure ka straffe goen, wär et gutt gewiescht, do schonn éischt Detailer vun deem groussen Aktiounsplang ze héieren, deen ugekënnegt ginn ass, well am Géigesaz zu anere Mesüren, wou mol en Delai genannt ginn ass, ass komescherweis beim nationalen Aktiounsplang fir d'Aarmutsbekämpfung bis elo nach keen Timing verrode ginn. Dofir freet ee sech, ob et wierklech esou déi grouss Prioritéit vun der Regierung ass, wa bis elo nach guer keng Detailer dorauser ze héiere sinn.

Da soll och elo keen drop hiweisen, dass ronn d'Hallschent vun eisen Ausgabe vum Budget an de Sozialstaat fléisst. Jo, d'Hallschent vum Budget fléisst an de Sozialstaat. Doriwwer si mir och frou als LSAP, an ech mengen, eebe grad all déi Joren, wou mer an der Regierungsverantwortung waren, hu mer ëmmer derfir gesuergt, dass dat esou war. Mee dat eleng ass kee Beweis, dass een d'Aarmutsbekämpfung un d'éischt Stell vu senger Politick setzt, well – an dat ass dee groussen Defi, dee mer och musse kollektiv ugoen – wa mer den État de la nation wëlle verbesseren, notamment fir déi Leit, deenen hiren État de la nation haut net esou gutt ass, ass et wichteg, dass déi Mesüren, déi elo en place sinn, weidergefouert ginn.

Mee – an dat soen ech och ganz kloer – dat eleng geet net duer! Et geet manifestement net duer, well den Aarmutsrisiko läit hei am Land bei 19 %. De Statec huet elo nach eng Kéier ganz kierzlech déi neitste Chiffere presentéiert, wou ganz kloer nach eng Kéier draus ervirgeet, dass Schaffen eleng keen dezent Liewe méi garantéiert. Do läit den Aarmutsrisiko, wéi gesot, bei 12,9 % an ass domat den héchsten Taux vu Working Poor an der ganzer Eurozon.

2023 louch den Aarmutsrisiko bei den Elengerzéier iwwer 43 %. Dat ass enorm vill! 43 % vun den Elengerzéier, déi eeben dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn. An dofir kënne mer eeben net domadder averstane sinn, wann de Premier seet, dass mer net méi Hëllefe brauchen, just besserer. Nee, mir brauche méi Hëllefen a mir mussen et och besser maachen! Dat ass de Punkt. Well deenen 19 %, déi am Aarmutsrisiko sinn, an deenen 43 % vun den Elengerzéier hëlleft d'Erhéijung vum Crédit d'impôt énergie op 90 Euro – dat sinn am Ganze 6 Euro – net ganz vill. Dat ass, fir et am neisten Escher Jargon auszedrécken, mol net en hallwen Gin Tonic.

All dës Leit, all dës Famillje waarden op konkreet a geziilt Mesüren, déi hir Situatioun verbesseren, wéi e méi gerechte Steiersystem, deen déi niddereg Akommessen an d'Monoparentallen entlaascht. Eng weider Mesür wär d'Erhéijung vum Mindestloun an zousätzlech spezifesch Leeschtungen, wéi zum Beispill e Complement beim Kannergeld, fir eeben Elengerzéienden a Leit mat engem niddereg Akommes hei ganz geziilt ënnert d'Äerm ze gräifen. Awer och e besseren a méi liichten Zougang zu den Hëllefen, wéi zum Beispill beim REVIS. An dee sollt, an dat ass eis ganz wichteg, opgrond vun där bestoender Evaluatioun, déi gemaach gëtt, op de Leescht geholl ginn an onbedéngt deementspriechend och ugepasst ginn.

De Premier sot viru Kuerzem, hie misst nach vill iwwert d'Kanneraarmut léieren. Ben, mat Recht, a mir begréissen, dass de Premier elo d'Kanneraarmut als e grousst Theema ugeschwat huet an och iwwerhaapt zum groussen Theema mécht. A mir begréissen – an dat wëll ech och ganz éierlech soen – déi Iddi, déi hannendrunner stécht, vum Guichet social unique. Deen ass jo virdrun nach eng Kéier hei erkläert ginn, dofir brauch ech net méi drop anzegoen. Effektiv kann dat hëllefen, hei e besseren a vereinfachten Zougang fir déi Leit ze assuréieren, déi op déi Hëllefen ugewise sinn. An dat ass natierlech och zesummegeknäppt mat där ganzer Gesondheetspolitick, déi hannendrunner steet.

Mee ee Punkt feelt eis awer hei, deen an der Diskussioun vun der Aarmut net opkomm ass. De Punkt ass, dass d'Aarmut sech weiderverierft an dass d'Aarmut weider Aarmut produzéiert. Ech mengen, et ass och ganz wichteg, grad wann een iwwert d'Aarmut schwätzt an en nationale Plang wëllt opsetzen, dass ee sech och däers bewosst ass. An dofir fannen ech et eigentlech och immens verwonnerlech an eigentlech komesch, wann de Premier hei iwwert d'Zukunft schwätzt an iwwert d'Chancë vun de Kanner, d'Chancen an der Gesellschaft, dass mat kengem Wuert d'Bildung, d'Educatioun erwäänt gëtt, well fir eis ass dat definitiv de Garant fir de sozialen Opstig vun engem jonke Mënsch.

Mee bon, elo kann ee soen, et verwonnert vläicht net, dass den Här Premier, d'Educatioun, d'Bildungsgerechtegkeet hei net erwäänt huet, well Dir hutt jo och mol eng Kéier gesot, de sozialen Opstig wäert haaptsächlech duerch d'Verierwung vum Patrimoine gelengen. Och hei, mengen ech, gesäit ee ganz kloer den Ënnerscheed tëschent Iech an eis.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Fir d'Wuel vun de Kanner gouf gëschter nach de verlängerte Congé parental an och den Temps partiel familial ugeschwat. Hei wëll ech just drop hiweisen ... Jo, elo sot Der mer: „Mir hunn d'Detailer nach net um Dësch leien!", mee trotzdeem hutt Der an Ärem Regierungsaccord stoen, dass dëst ouni finanziellen Ausgläich soll agefouert ginn, genausou wéi d'Verlängerung vun de Babyjoren. Bon, ënnert dem Strëch sinn dat herno Mesüren, déi zwar interessant sinn, mee et si Mesüren, déi dann nëmme Leit mat Geld sech kënne leeschten, wann Der effektiv hei kee finanziellen Ausgläich virgesinn hutt.

Dann, weiderhin dee gréisste Facteur bei der Aarmutsbekämpfung, dee gréisste Facteur, deen den Aarmutsrisiko beaflosst, dat sinn natierlech déi héich Logementspräisser. Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens. Just wéi mer de Problem uginn, do si mer eis, mengen ech, net esou eens.

Den Här Baum huet viru mir elo grad gesot: „Mir brauchen Investitiounsmesüre fir Locatiounswunnengen!“ Ben, do ass eebe grad de fundamentalen Ënnerscheed. Mir soen, mir brauche Locatiounswunnengen aus der ëffentlecher Hand! An et ass wichteg, dass d'ëffentlech Hand, de Staat, eebe grad déi Wunnengen, déi kreéiert ginn, ënnerstëtzt, fir dass déi och herno bezuelbar sinn. Well mir haten an der Vergaangenheet esou Modeller, wou de Staat zwar d'Kreatioun vu Wunnengen ënnerstëtzt huet, déi awer zu engem spéideren Zäitpunkt dann erëm um Marché mat enger grousser Plus-value verkaaft gi sinn. An eigentlech ware mer eis eens, dass mer esou Modeller net méi wëllen hunn. An dofir ass et wichteg, dass déi Wunnengen eeben an d'ëffentlech Hand kommen, fir dee Moment do och weiderhi kënnen en Afloss op d'Präisser ze hunn.

Da koum elo d'Decisioun vun der EZB, de Leetzëns no zéng Erhéijungen endlech erëm eng éischte Kéier erofzesetzen. Dat wäert evidenterweis och de Logementsmarché dynamiséieren. Déi fix Tauxen op den Immobilieprête si scho virun der formeller Decisioun vun der EZB erofgaangen, dat well d'Banken dat anticipéiert hunn.

Dës Decisioun wäert wuel hëllefen, an ech denken, dass se warscheinlech nach méi wäert hëllefe wéi déi Kaddoen un d'Investisseuren, déi de Finanzminister an enger Kommissiounssitzung scho presentéiert huet, respektiv och nach déi, déi Der an Ärem Logementspaquet festgeschriwwen hutt. An ech denken, dass och déi Decisioun hei vun der EZB méi wäert si wéi just deen Effet d'annonce, deen Dir gesot hat mat Ärem Lancement vum Logementspaquet.

Beim Logement vläicht ganz kuerz nach den Zéng-Punkte-Programm. Bon, do kréie mer sécherlech nach d'Geleeënheet, fir iwwert déi eenzel Punkten eng Kéier am Detail ze diskutéieren. Den Här Spautz huet scho gesot, datt ech gëschter an der Table-ronde drop higewisen hunn, dass do Punkten dra sinn, déi duerchaus interessant sinn, wéi de „silence vaut accord“. Dat wëlle mer elo guer net schlechtrieden. Och hei waarde mer natierlech op de Projet, fir dann ze wëssen, op wat genau am Detail sech do gëeenegt ginn ass.

*(M. Fernand Etgen prend la présidence.)*

Mee dat kéint duerchaus eng interessant Pist sinn.

Dann de Remembrement ministériel: Här Spautz, Dir hutt dat virdrunner esou eriwwerbruecht, wéi wann dee Projet an der Beaumontsgaass am Tirang géif leien. Ben, do muss ech Iech just soen: Et ass net den Tirang an der Beaumontsgaass, deen Der musst opmaachen, mee et ass den Tirang hei an der Chamber! Well de Projet de loi ass schonn deposéiert mat der Nummer 7139, dat heescht en ass domat an der Prozedur. De Staatsrot huet dësen och schonn aviséiert. An duerfir brauch kee Projet de loi méi deposéiert ze ginn. Mee wichteg ass, dass Amendementer kommen, fir deenen Opposition-formellë Rechnung ze droen.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Wéi vill Opposition-formellen, Madamm Bofferding?

*(Interruptions)*

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Also, wichteg ass, dass déi Opposition-formellen elo aus dem Wee geraumt ginn. An do sti mir och weider derzou, dass mer dëse Projet wäerten ënnerstëtzen, wann en och an där Form, wéi mir en eraginn hunn, wäert bleiwen, well et ass e wichtegt Instrument fir d'Gemengen, an d'Gemenge waarden och scho ganz laang dorobber.

Da begréisse mer och, dass d'Mobiliséierungssteier soll bäibehale ginn. Déi huet jo de Premier selwer nach gëschter erwäänt. En huet zwar net vun der Grondsteier a vun der Leerstandstax geschwat – dat si weider Elementer an dësem Projet de loi. Bon, ech hunn elo den Här Baum héieren, deen awer gesot huet, dass si weider dorunner festhalen, soudass ech hoffen, dass dat Gesetz, dee Package, an där Form och weiderhi bestoe bleift, well et wichteg ass, dass mer déi dräi Instrumenter grad och zesumme séier gestëmmt kréien.

Dann huet den Här Baum och vum Baulandvertrag geschwat, wat mech ganz besonnesch gefreet huet, well do hunn ech och schonn dem Inneminister d'Fro gestallt, ob en un deem Projet wäert festhalen oder net. Do ass den Avis vum Staatsrot zimmlech negativ, mat ganz ville juristesche Bedenken. Mir waren eis awer hei, mengen ech, esou zimmlech iwwert d'Parteien eraus eens, dass mer awer esou en Instrument brauchen. Den Här Baum huet et virdrun nach erkläert, dofir brauch ech net méi drop anzegoen. Mee et ass wichteg, dass mer esou en Instrument hunn, fir eeben och do eng Obligatioun ze schafen. Bon, gëschter ass en net erwäänt ginn, mee ech hoffen och hei, dass de Baulandvertrag net gestuerwen ass. An ech hoffen, dass mer dann och deemnächst hei Amendementer dozou wäerte presentéiert kréien.

Voilà, dat wäerte mer jo dann elo deemnächst an de Kommissioune presentéiert kréien. A wéi ech scho gesot hunn: Den Däiwel stécht am Detail! An da gesi mer, wat dann am Endeffekt wierklech dobäi erauskënnt, mat deenen Ukënnegungen, déi mer elo héieren hunn.

Här President, ech géif gären en anere Punkt uschwätzen, well ech gesinn, dass d'Sécurité-sociales-Ministesch hei ass. Dat ass nämlech eng Meldung, déi mer aus enger Rëtsch vun Office-socialle kréien, déi eis e bësse beonrouegt. Dat ass déi, dass ganz vill Leit net méi nokommen, fir hir Dokteschrechnungen ze bezuelen.

Jorelaang hate mer jo als LSAP fir den Tiers payant généralisé gekämpft. A mir hunn der do vun der AMMD zimmlech vill laanscht d'Bake kritt. Mir sinn dowéinst zimmlech geschleeft ginn, an no ganz zéie Verhandlunge gouf sech jo dann och herno op de Paiement immédiat direct gëeenegt, deem seng Ëmsetzung awer, muss ee soen, am Moment extreem lues ass. Vun deene ronn 2.600 Dokteren an Zänndoktere sinn et der just eng 200. Ech mengen, do si mer eis eens, dass dat net duergeet.

An dofir och hei eisen Appell un d'Securité-sociales-Ministesch, fir dës Ëmsetzung mat alle Moyene weiderzeféieren. Op alle Fall hutt Der eise Support, fir dass mer dat doten ëmgesat kréien. Well Dir wësst et och, et ass am Interêt vun de Patientinnen a Patienten, déi déi doten Ënnerstëtzung brauchen, déi eeben net nokomme mat deenen héijen Dokteschrechnungen.

Dir hutt jo och elo bei de Subside fir d'energeetesch Installatiounen esou e System vum Tiers payant virgesinn, deen Der wäert aféieren, wat mer och ganz gutt fannen. An ech denken, dass een dat bei der Gesondheet hei genau d'selwecht sollt maache wéi bei den Energiesubsiden. Wann d'Basis bis gesat ass, da soll een onbedéngt an déi dote Richtung goen.

D'Aarmutsbekämpfung, fir dee Punkt ofzeschléissen: Wéi gesot gi mir do ëmmer erëm vertréischt mat engem nationalen Aktiounsplang, deen alles soll beinhalten. Also nach eng Kéier: Mir stellen deen Aktiounsplang net a Fro! Et ass just speziell, dass en ëmmer ernimmt gëtt, mee dass mer bis elo nach näischt dervun héieren hunn, a wéi eng Richtung e wëllt goe respektiv wou Der hei gäre wëllt Prioritéite setzen a wéi eng Mesüren Der wäert huelen.

A well mer jo gäre konstruktiv matschaffen a well mer och net esou séier opgi mat eisen Iddien, well mer nach ëmmer der Meenung sinn, dass d'Regierung déi virun allem kéint kuerzfristeg ëmsetzen, hu mer hei eng Motioun virgesinn, fir eeben d'Regierung an hiren Aarbechten ze ënnerstëtze bei hirem Aktiounsplang, dass se déi Piste soll préiwen a considéréieren.

Et geet haaptsächlech ëm eng Augmentatioun, wéi ech virdru scho gesot hunn, vum Mindestloun, fir de Mindestloun och steierfräi kënnen ze maachen, a fir eng Augmentatioun vum Crédit d'impôt monoparental, an dat, bis eeben déi Ukënnegungen, déi Der gemaach hutt, en place sinn.

Dann, wéi ech och scho gesot hunn: eng Reform vum REVIS, baséierend op de Fakte vun der Evaluatioun, déi gemaach gouf, genau wéi och, dass een nach e Complement beim Kannergeld ka virgesinn an insgesamt eeben och eng national Strategie, fir de Logement public hei am Land kënnen ëmzesetzen.

An am Numm vun der LSAP deposéieren ech dann d'Motioun.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*– consciente de l'évolution du taux de risque de pauvreté – atteignant selon le Statec 18,8 % en 2023 et touchant 43 % des ménages monoparentaux – ainsi que du taux de la pauvreté laborieuse qui s'élève à 12,9 % ;*

*– constatant que, selon le Statec, la proportion de personnes ayant des difficultés « à joindre les deux bouts » a augmenté en 2023 pour atteindre 22,4 % des ménages et 26 % des ménages avec enfants ;*

*– tenant compte de la crise actuelle du logement au Luxembourg, excluant une part significative de la population de l'accès au marché immobilier en raison des prix exorbitants ;*

*– considérant que le coût du logement et le taux d'effort élevé pèse sur la situation financière de bon nombre de ménages ;*

*– saluant les mesures mises en place ou renforcées au cours des dernières années pour soutenir les familles, tant au niveau des prestations familiales, des transferts sociaux, des avantages en nature aux familles, qu'en ce qui concerne l'aide sociale et les mesures d'aides visant à réduire les effets de la crise énergétique et de l'inflation ;*

*– considérant que le Gouvernement a déclaré, aux termes de l'accord de coalition, la lutte contre la pauvreté comme « priorité absolue » ;*

*– étant donné que le Gouvernement perçoit la pauvreté comme phénomène multidimensionnel nécessitant une stratégie transversale ;*

*– notant que le Gouvernement prévoit d'élaborer un plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la pauvreté,*

*invite le Gouvernement à*

*– analyser et prendre en considération, lors de l'élaboration de la stratégie transversale et du plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la pauvreté, les mesures suivantes :*

*une augmentation du salaire social minimum de 100 euros nets,*

*une exonération fiscale du salaire social minimum et un allègement de la charge fiscale pesant sur les revenus modestes,*

*une augmentation du crédit d'impôt monoparental en attendant une réforme de la classe d'impôt 1a visant une imposition plus équitable,*

*une réforme du dispositif du REVIS en tenant compte des défis identifiés lors de l'évaluation précitée, notamment en relevant le niveau des aides allouées, en renforçant l'encadrement et l'accompagnement social des bénéficiaires et en allégeant les procédures et démarches,*

*l'introduction, en sus des prestations existantes, d'aides spécifiques pour les ménages à revenus modestes,*

*l'élaboration d'une stratégie nationale pour le développement futur du logement public au Luxembourg.*

*(s.) Taina Bofferding.*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci, Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | De Kampf géint d'Aarmut ass an eisen Ae ganz kloer eng Obligatioun am Numm vun der Solidaritéit an am Numm vun der sozialer Gerechtegkeet fir eng besser sozial Kohäsioun.

Mee well d'Regierung et jo éischter mat den Zuelen huet, wéilt ech et mol gären aneschters ausdrécken, fir dass et och kloer verstane gëtt: D'Aarmutsbekämpfung ass en Invest an d'Zukunft. Et ass net nëmmen en Invest an déi Betraffen, déi aarm sinn, déi et brauchen, mee et ass en Invest an eis alleguerten, et ass en Invest an déi ganz Gesellschaft.

An op enger rezenter Veranstaltung vun der Caritas iwwert d'Kanneraarmut hunn d'Experten och argumentéiert, datt 1 Euro, deen an de Kampf géint d'Aarmut investéiert gëtt, tëschent 5 a 7 Euro erëm erabréngt. Elo verstitt Der, wat ech gemengt hu mat dem Invest an d'Zukunft. Duerfir ass et wichteg, d'Aarmutsbekämpfung als e Ganzt ze gesinn, als en Uleies vun der gesamter Gesellschaft.

A vun all deenen, déi vun Aarmut betraff sinn, sinn déijéineg et am meeschten, déi de Kampf ëm eng Wunneng definitiv verluer hunn an déi zousätzlech och nach mat anere Problemer konfrontéiert si wéi Krankheeten an Ofhängegkeeten.

Här President, domadder kommen ech op déi éischt grouss politesch Amtshandlung, d'Heescheverbuet an der Stad Lëtzebuerg. Ech wäert elo net op d'Analys vun der Cellule scientifique agoen, där ech nach eng Kéier e grousse Merci wëll soe fir hir ëmfangräich Aarbecht. Den Avis ass zougänglech, dat ka jiddereen noliese goen. Dat ass ganz interessant, well si jo och soen, dass mat grousser Warscheinlechkeet d'Heescheverbuet verfassungswiddreg ass.

Mäi Punkt ass, dass mat all deenen Diskussiounen, déi mer haten, mat all deene Streidereien, déi mer bis elo haten, am Endeffekt deene Leit, déi op der Strooss sinn, déi heeschen, net gehollef ass. Au contraire: Si gi mëttlerweil kriminaliséiert, si ginn isoléiert a si gi stigmatiséiert.

De Policedispositif huet säin Zil verfeelt. Iwwer 150 Patrulle goufen am Land ofgezunn, fir esou d'Stad Lëtzebuerg kënnen ze verstäerken. D'Resultat ass, datt tëschent dem 15. Januar an dem 14. Abrëll just véier – véier! – Protokoller wéinst Heesche geschriwwe gi sinn.

Mir froen eis och, wéi et iwwerhaapt mam Heescheverbuet an der Stad Lëtzebuerg soll weidergoen. An ech gesinn, d'Justizministesch ass jo hei. Si huet jo ugekënnegt, d'Mendicité simple, déi hirer Meenung jo nach am Code pénal ass, erauszehuelen. Wat bedeit dat dann herno fir d'Heescheverbuet an der Stad Lëtzebuerg? Och wa mer elo erëm héieren, dass domadder d'Mendicité simple net viséiert ass, wësse mir awer, mir kënne jo liesen, dass et awer schwaarz op wäiss esou an hirem Reglement steet. Dofir: Wat bedeit dat, wann et herno dann aus dem Code pénal definitiv gestrach gëtt? Wat muss d'Stad Lëtzebuerg da maachen?

Mir mengen – an dat ass eigentlech de weesentleche Punkt, deen ech grad genannt hunn –, dass et wichteg ass, deene vulnerabele Leit ze hëllefen. Nodeems mer jo scho vill doriwwer gestridden hunn, ass et wichteg, dass endlech eng Rei vu spezifesche Mesüre kommen, wou een deene Leit kann hëllefen, fir dass se vun der Strooss erofkommen.

Mir denken do u méi Sozialaarbecht direkt um Terrain. Mir denken awer och un dezentraliséiert Housing-First-Projeten. Projeten, déi och wierklech den Housing-First-Numm verdéngen, wou een ouni Virbedéngungen an ouni Aschränkunge säin eegenen Daach iwwert dem Kapp kritt a sech eeben och esou ka stabiliséieren. Dat si jo dee Moment d'Ziler, déi mam Housing First solle viséiert ginn.

An iwwerhaapt brauche mer och méi nidderschwelleg Offeren an och spezifesch fir déi 18- bis 27-Järeg, well dat ass eng Populatioun, déi oft nach duerch déi Netzer, déi mer hunn, duerchfält, déi net opgegraff gëtt. An dofir ass et wichteg, eeben och d'Offer spezifesch fir déi dote Populatioun auszedeenen.

An dofir hu mer och, fir deem da kënne Rechnung ze droen, fir dat och kënnen ëmzesetzen, eng zweet Motioun hei, wou mer ganz genau dat do proposéieren. A mir géifen eis wënschen, hei d'Zoustëmmung vun alleguerten de Fraktiounen ze kréien, wa mir och wëssen, dass dat net direkt kann ëmgesat ginn. Trotzdeem géife mer eis wënschen, dass mer zumindest an der Kommissioun kënnen diskutéieren, ganz konstruktiv, well et ass wichteg, wéi gesot, dass no deem ville Gestreits deene Leit schlussendlech gehollef gëtt. An dofir hu mer och déi heite Motioun.

***Motion 2***

*La Chambre des Députés,*

*– vu l'approbation par le Ministre des Affaires intérieures du règlement de police de la Ville de Luxembourg interdisant la mendicité ;*

*– condamnant la mendicité agressive et organisée, qui, de toute façon, est interdite par le Code pénal ;*

*– compte tenu de l'arrêt rendu le 19 janvier 2021 par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), dans l'affaire Lacatus contre Suisse ;*

*– rappelant que le Luxembourg est signataire de la déclaration de Lisbonne dont l'objectif est de mettre fin à l'exclusion liée au logement d'ici 2030 ;*

*– considérant que le Gouvernement s'est engagé, aux termes de l'accord de coalition, à poursuivre ses engagements dans la lutte contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au problème du logement ;*

*– notant que le Gouvernement prévoit la mise en œuvre d'une stratégie coordonnée, transversale et inclusive et de mettre en place plus de structures « Housing First » ;*

*– vu le nombre limité et les capacités insuffisantes des structures « Housing First » ainsi que des offres bas seuil ;*

*– étant donné le manque de projets et de structures s'adressant aux jeunes en situation de précarité ;*

*– rappelant les divers instruments internationaux – Conventions des Nations Unies et leurs protocoles additionnels, Directives du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne par lesquels le Luxembourg est lié – ainsi que le cadre juridique national en matière de lutte contre la traite des êtres humains, de protection et d'assistance aux victimes de la traite,*

*invite le Gouvernement à*

*– adopter une approche humaniste et sociale et offrir aide et soutien aux personnes en précarité et/ou sans domicile fixe ;*

*– renforcer les moyens alloués au travail social sur le terrain et élargir son champ d'intervention ;*

*– investir de façon conséquente dans des projets décentralisés de type « Housing First » – sans conditions préalables – pour permettre aux personnes sans-abri de se stabiliser ;*

*– améliorer et à développer l'offre générale en matière de mesures d'aides et d'accompagnement bas seuil ;*

*– élargir et à renforcer l'offre d'aide et d'accompagnement qui s'adresse spécifiquement aux 18-27 ans afin de prévenir le sans-abrisme de longue durée ;*

*– poursuivre la mise en œuvre du paquet de mesures élaboré par le Gouvernement précédent suite au débat sur la problématique de la criminalité liée aux stupéfiants au Luxembourg ;*

*– entreprendre tous les efforts nécessaires pour garantir le respect des différents instruments internationaux ainsi que les dispositions légales et réglementaires en matière de traite des êtres humains, notamment pour lutter contre la mendicité organisée et garantir la protection des victimes.*

*(s.) Taina Bofferding.*

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Här President, oder besser gesot, Här Vizepresident, eng weider Kris, déi nach iwwert eng méi laang Zäit wuel schéngt unzedaueren an déi nach méi schlëmm gëtt a richteg vill wäert kaschten, dat ass de Klimawandel an dat ass d'Biodiversitéitskris.

Mir mussen, dat ass fir eis ganz kloer, a Mesüren investéieren, fir de Klimawandel net zousätzlech unzedreiwen. A preventiv Mesüre musse mer investéieren, fir méi widderstandsfäeg ze sinn a gläichzäiteg no Katastrophen an den Erëmopbau kënnen dee Moment ze investéieren. Hei ass d'Stéchwuert „build back better". Dat ass wichteg, grad wa mer gesi bei Gemengen, wou duerch Iwwerschwemmungen oder vill Wand eeben Infrastrukturen zerstéiert goufen, dass dee Moment de Staat och hei d'Gemenge kann ënnerstëtzen.

Grondsätzlech iwwerrascht et awer e bëssen, dass d'Regierung de Fokus just op d'Reduktioun vun den $CO_2$-Emissioune riicht. D'Ëmweltpolitick an de Schutz vun der Biodiversitéit hunn an der Ried vum Premier gëschter eigentlech gefeelt. Dir hutt net vill – fir net ze soen: eeben iwwerhaapt guer näischt – zu dësem gesot.

Mir begréissen et awer, dat huet Der gesot, dass Der Iech als Regierung weider zu den internationale Klimaschutzziler bekennt. A mir hoffen och, dass Der um europäeschen Niveau dat dann och vehement esou weider wäert verteidegen, an dass net herno verschidden Ziler, déi sollte festgehale ginn, Mesüren, verwässert ginn.

Der Premierminister sot, d'Ëmweltpolitick sollt d'Leit begeeschteren, amplaz ze nerven, dat mat manner Reglementatioun, méi positiven Incentives, an och bürokratesch Hürde sollen ofgebaut ginn. Ben, de Punkt ass: Bei der Regierungsdeklaratioun huet de Premier awer och gesot, dass d'Privatleit an d'Betriber méi sollen ënnerstëtzt gi bei der energeetescher Sanéierung vun den Haiser an och bei der Produktioun vun erneierbaren Energien. Mat dem neie Klimabonusregimm geschitt awer elo just de Contraire, wéi mer da schénge festzestellen. Et gëtt nämlech manner Subside fir d'Fotovoltaikanlagen, et gëtt och manner Subside fir d'Elektroautoen an och manner fir d'Elektrovëloen.

De Premier huet dat argumentéiert an en huet och gesot, dass en do wéilt elo méi sozial selektiv virgoen. Bon, dat kann een effektiv maachen. Dat kann, deemno wéi et dann herno gestaffelt ass, och interessant sinn. De Punkt ass just: Sot net, dass d'Leit géife méi finanziell Ënnerstëtzung kréie bei de Subsiden, wann Der herno awer déi Energiesubside wäert eeben aneschters staffele goen! Dat ass de Punkt.

Ganz penibel fanne mer d'Aart a Weis awer, wéi d'Regierung bei engem anere Punkt virgaangen ass. Dat betrëfft déi Subsiden, déi d'Leit kréie bei der Fotovoltaik a bei de Wärmepompelen. Do gouf virun dräi Wochen de Rapport an der Chamber ugeholl zu dem Projet de loi, dee jo eigentlech haut sollt gestëmmt gi fir déi legal Basis, fir dass déi Bäihëllefen, déi aus dem Tripartitt-Accord kommen, bis Enn Juni verlängert ginn. Dëst, wéi mer jo festgestallt hunn, gëtt haut net gestëmmt, well den Ëmweltminister jo eng ganz wichteg Reunioun huet, soudass et net zu dësem Vott ka kommen.

De Punkt ass: Mir haten an der Kommissioun de Minister schonn drop higewisen, dass e sollt iwwert den Delai vum 30. Juni erausgoen, dass een do sollt verlängeren. Dat gouf refuséiert. De Refus gouf esou argumentéiert, dass jo géif eng Reform kommen. Wéi da gefrot gouf, wat dann déi Reform géif beinhalten, koumen awer just ganz vag Äntwerte respektiv guer keng Äntwerten, wou et sollt higoen. An duerfir hu mer als Oppositioun gefuerdert, dass déi Subsiden en attendant einfach esou, wéi se elo ausgeluecht sinn, sollte verlängert ginn, bis déi Reform sollt kommen. Dat huet an der Kommissioun, wéi gesot, den Ëmweltminister refuséiert.

Elo hu mer awer gëschter vum Premier héieren, dass en dat dann awer géif gären esou maachen, dass en an déi dote Richtung geet. Natierlech freet eis dat, mir fannen et just schued, dass net direkt op eis gelauschtert gëtt, a virun allem, dass dee Chaos hätt kënnen evitéiert ginn, dass d'Leit vu vireran do scho méi Planungssécherheet kritt hätten, fir dass se wëssen, wéi et mat deene Subside weidergeet, amplaz deen Hickhack, dee mer hei virgefouert kritt hunn.

Da gouf ugekënnegt, dass d'Konzept vun der Klimabank soll iwwerduecht ginn. Mir hate gesot, dat war deemools bei der Presentatioun vum Regierungsprogramm, dass mir dat absolutt begréissen. Allerdéngs: gëschter kee Wuert doriwwer. Dofir och hei d'Fro: Hutt Der nach ëmmer wëlles, bei der Klimabank déi Evaluatioun ze maache respektiv dat Konzept nei auszeleeën? Fir eis wär et wichteg, dat op de Leescht ze huelen an ze préiwen. Mee wéi gesot, mir hunn näischt méi doriwwer héieren, dofir d'Fro, wou dëse Projet drun ass.

Gëschter huet de Premierminister nach emol gesot, dass e géif virum Summer de Prinzipp vun der „Natur auf Zeit" proposéieren. Och den Ëmweltminister hat dat schonns am „Background" ugekënnegt, wou en dann och nach niewebäi op déi gréng geklappt huet. Ben, de Punkt ass just: Souwuel de Premierminister wéi och den Ëmweltminister waren do net ganz éierlech, well och dat ass e Projet vun der viregter Regierung. Ech gesinn hei d'Madamm Welfring: Si huet dëse Projet den 13. September d'lescht Joer deposéiert. Dofir ass et e bësse speziell, wann et dann erëm heescht, déi nei Regierung wéilt dat elo gäre maachen. Wéi gesot, déi Éierlechkeet, déi vermësse mer äusserst oft hei an de politeschen Debaten.

An duerfir wëll ech och gären hei eng Klammer opmaachen, well ech och gesinn, dass d'Madamm Backes hei ass. An ech fannen, dass verschidde Ministere sech vun der Madamm Backes kéinten eigentlech do eng Scheif ofschneiden, well si am Géigesaz zu deenen aneren de Mobilitéitsplang vum Här Bausch ëffentlech fir gutt befënnt an och ganz kloer gesot huet, dass si op der gudder Aarbecht opbaut an dass dat och konsequent soll weidergefouert ginn.

Dat ass déi intellektuell Éierlechkeet, déi mer gutt fannen. An ech fannen et, wéi ech scho virdrun hei gesot hunn, schued, mat deene Beispiller, déi ech genannt hunn, wann eng Regierung dohinnergeet … Et ass jo evident, dass Dir déi Projeten, déi virdrun ausgeschafft goufen, elo ëmsetzt. Mee et ass awer net evident, wann Der se ëmmer esou verkaaft, wéi wann dat Ären neien, eegene Produit wär! An dat ass dat, wat mer onfair fannen. Dass Der, wann Der déi Projete gutt fannt an déi weidermaacht, wat mir jo och begréissen, wéinstens esou éierlech wäert an och drop hiweise géift, dass dat vun der viregter Regierung ass, an eeben net dat esou verpaakt, wéi wann dat elo eppes komplett Neies wär.

An dofir verwonnert mech och, well ech och elo hei den Inneminister an de Finanzminister gesinn, déi da kierzlech e Reel opgeholl hunn, fir dann de Leit matzedeelen, dass dank der gudder Konjunktur d'Gemengen dann elo méi un den Tranchen ausbezuelt kréien, méi Sue kréien. Jo, evidenterweis – dat muss ech awer och soen – hätt esou zimmlech all Minister vu sämtleche Couleuren dat gemaach. Et ass evident, dass wann et der Konjunktur besser geet, dee Moment och d'Gemenge méi ausbezuelt kréien. Domat wëll ech soen, dass dat elo net Äre grousse politesche Worf ass, mee am Endeffekt ass et eng Evidenz.

An domadder sinn ech beim Stéchwuert vun der Kommunikatioun, wou ee muss soen …, an ech mengen, den État de la nation ass jo och e Moment, wou een och sollt awer kucken, wéi d'Regierung déi lescht Méint da geschafft huet. Bei der Kommunikatioun, jo, do weess ech net esou richteg, ob et eng bewosst Strategie ass, heiansdo schlecht ze communiquéieren, oder ob eng Rei Ministeren et einfach net kënnen.

Mee et ass awer scho speziell, wa mer vun enger Partei zéng Joer laang virgeheit kritt hunn, mir géifen eisem Usproch vun der Transparenz net ganz kloer nokommen. Ben, ech muss soen: Dir kommt dem Usproch vun der Transparenz zwar definitiv och net no!

Well ech erënnere mech dorunner, wéi de Koalitiounsaccord presentéiert ginn ass – an do hu mer dee jo mol net direkt zougänglech gemaach kritt, dee sollt net public goen. Mir hunn den Inneminister dobäi entlarvt, wéi en eis d'Geschicht vun den décken däitsche Limousinne mat den auslännesche Placke gezielt huet, woufir et jo iwwerhaapt guer kee Beweis bis haut gouf. Dann hu mer e Sportsminister, dee frontal d'Press attackéiert huet, e géif falsch zitéiert ginn, obwuel e jo säin Zitat respektiv säin Interview validéiert huet. An dann hu mer nach e Kooperatiounsminister, deen elo mol ukënnegt, dass en eng Rei Accord-cadrë mat den ONGen net méi wëll verlängeren, ouni dass e seet, wat en da wëll amplaz maachen, an ouni, mengen ech, sech och bewosst ze sinn, dass do hannendrunner Aarbechtsplaze stinn. Dofir hu mer elo e ganze Milieu, dee sech elo Gedanke mécht – an de Franz Fayot huet dat jo schonn ugeschwat a senger Question élargie –, wéi et elo weidergeet mat hiren Aarbechtsplazen, wann de Minister eeben dës Accorde mol einfach wëll kënnegen.

Dat alles hannerléisst éischter e Bild vu Leit, déi sech definitiv nach net fonnt hunn an dowéinst schlecht oder guer net communiquéieren. Et ass e Bild vun enger kommunikativer Chaostrupp.

Dobäi kënnt dann och nach niewent der schlechter Kommunikatioun dat onbeduechtend Behuele vu verschiddene Politiker. An enger Welt, wou einfach Messagen ëmmer méi no riets ofdriften, do dréit d'Behuele vu munche sécherlech net derzou bäi, dass et besser geet, au contraire.

An zënter – an dat muss ee leider esou soen, Här Premier –, Dir de CEO vun der Firma Lëtzebuerg da sidd, fir et an Ärem Jargon auszedrécken, do heefe sech déi Skandaler, een nom aneren, a virun allem weist et, an dat, mengen ech, ass dat, wat eigentlech d'Trauerspill bei deem Ganzen ass: D'Politickverdrossenheet gëtt doduerch ëmmer méi grouss.

*(Interruption)*

D'Leit hunn ëmmer manner Loscht op Politick an och d'Vertrauen an d'Politick an an d'Institutioune gëtt ëmmer méi kleng.

An ech hu lo grad, mengen ech, dohannen den Här Lies héieren eppes soen. Ech mengen, Här Lies, grad Dir waart mat Ärem Virgoen op de Social Media wuel net grad e grousst Virbild. Ech mengen, Dir reit Iech do komplett an an d'Causa Gloden, d'Causa Beissel, fir déi opzezielen, oder déi vum Här Knaff. Ech mengen, dat sinn alles Beispiller, dat si keng Stärestonne vun der Politick. A virun allem, dofir erwänen ech et, dréit et derzou bäi, dass déi Politickverdrossenheet, déi mer hei am Land hunn, definitiv nach wäert bäihuelen.

Kommunikatioun – an dat ass mer wichteg ze soen –, ass en integrale Bestanddeel vun der politescher Aarbecht. An et ass fir all Minister elementar, seng Politick ze vermëttelen, bei de Fakten ze bleiwen an op d'Froe vun der Press an och vun den Deputéierte faktuell an zäitno ze äntwerten, an eeben net mat onbeduechten Aussoe fir Opreegung ze suergen. Dat geléngt net ëmmer jidderengem.

Jo, jidderee mécht emol Feeler an huet och Recht op Léierzäit. Déi hate mir all. Mee sou vill Chaos, muss een awer trotzdeem soen, wéi Dir an deene leschte Méint provozéiert hutt, ass dach schonn erstaunlech. Wuel wëssend, dass eng ganz Rëtsch vun Iech scho Minister waren. Souguer de Premier war schonn eng Kéier Minister, vill vun Iech ware scho virdrunner Deputéiert a waren och souguer scho Buergermeeschter. An duerfir ass et wierklech verwonnerlech, dass Der esou vill Chaos do hannerlooss hutt an, wéi gesot, sécherlech kee gutt Bild ofginn hutt, fir d'Leit weiderhi fir Politick ze begeeschteren a fir dass d'Leit nach Loscht hunn, sech fir Politick ze begeeschteren.

Wichteg – an dat ass de Punkt am Interêt vun eis all, an och am Interêt vun der Oppositioun –, fir dass mer op den inhaltleche Sujete kënnen diskutéieren, ass et, dass mer dann och endlech déi inhaltlech Sujeten, déi Projet-de-loien um Dësch leien hunn, fir dass et eeben net nëmme bei den Ukënnegunge bleift, mee dass mer konkreet op den Dossiere schaffen.

Elo ass eis jo eng ganz Rëtsch nach virum Summer ugekënnegt ginn. Et heescht ëmmer, mir sollen eis nach weiderhi gedëllegen, mir sollen Iech eng Chance ginn. Jo, definitiv. Déi Chance huet Der verdéngt. Dir muss just verstoen, dass mer awer e bësse skeptesch sinn, well villes ass schonn hei am Haus ugekënnegt ginn. Fir Iech hei just e puer Beispiller ze ginn: Den Aarbechtsminister huet ugekënnegt, am Mäerz e Projet de loi ze deposéieren iwwert d'EU-Direktiv, fir de Mindestloun ze transposéieren. Bon, Mäerz, dat ass awer schonn eriwwer. Dann huet en och nach versprach, dass virum Summer géif de Projet de loi zu der Reform vun de Kollektivverträg kommen. Bon, virum Summer geet elo ganz séier. Da gouf eis nach virum Summer en Avis versprach, deen d'Basis fir d'Debatt soll liwweren, wou wuel am Hierscht de meeschte politesche Sprengstoff wäert

drastiechen. Dat ass d'Pensiounsreform, oder wéi mer elo héieren hunn, d'Pensiounsdebatt.

Ech mengen, mir féieren déi Debatt haut net, dat ass kloer. Mee eng konkreet Fro hunn ech awer, well Dir, Här Premierminister, hutt gëschter vun deem Ganze geschwat. Just fir dass mer awer e bësse wëssen, wou d'Rees higeet: Schwätzt Der do just iwwert de Privé? Ass och de Public gemengt? Ass dat dat Ganzt, wat Der hei eebe consideréiert? Wat sinn eventuell rout Linnen – doriwwer hu mer bis elo nach näischt héieren –, déi Der hei consideréiert, respektiv wat erwaart eis herno an där grousser Pensiounsdebatt?

Woubäi ech awer muss soen, dass et gutt ass, dass Der wëllt breet consultéieren, dat begréisse mer ausdrécklech. Well wann een esou eng grouss Reform wëll maachen, ass et wichteg, dass een do e Konsens an der Gesellschaft huet an och e Konsens mat der Oppositioun. An dofir wëll ech och ganz kloer soen, dass mer eis gären un där Debatt hei wäerte bedeelegen, mee fir eis gëtt et ganz sécherlech rout Linnen, a mir wäerte kucken, dass si och net iwwerschratt ginn.

An dann als lescht Beispill bei den Ukënnegungen, firwat mer jo dann eeben e bësse skeptesch sinn: Dat ass d'Justizministesch, déi och …, wou ech schonn driwwer geschwat hunn, d'Reform vum Code pénal. Et gouf och ëmmer gesot, dass mer déi Reform virum Summer géife presentéiert kréien. Bon, wéi gesot: De Summer ass gläich.

An de Punkt ass awer och, dass bis elo nach guer net consultéiert ginn ass. Just zur Erënnerung: D'Madamm Tanson huet, wéi si nach als Ministesch de Code vun der Procédure pénale reforméiert huet, ganz breet consultéiert, och huet si d'Oppositiounsparteie matagebonnen. Duerfir hei d'Fro: Gëtt et eng grouss Reform? Oder gëtt et nëmmen e klengt Refërmchen, wou Der effektiv just zwou Dispositioune wäert ännere goen?

Well wann Der eng grouss Reform wëllt maachen – wat mer och géife begréissen, fir de Code pénal och kënnen den neisten Erausfuerderungen an och den Entwécklungen an der Gesellschaft unzepassen –, da géife mer Iech invitéieren, Iech déi néideg Zäit ze huelen an effektiv och breet ze consultéieren, och hei iwwerparteilech, an am beschten och konstruktiv mat der Oppositioun zesummen.

Politick, dat ass hir eege Welt mat hiren eegene Spillreegelen. Mir hunn all d'Tendenz, eis vun deene Spillreegelen heiansdo ze vill afänken ze loossen. D'Riedzäite ginn awer voll ausgenotzt. Et ass ee frou, wann ee sech géigesäiteg Sprëch an de Kapp gehäit. A séier sinn zwee bis dräi Zitater virbereet, haaptsächlech fir d'Press, fir esou ze hoffen, dass een d'Headlines kann dominéieren.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

D'Majoritéit verteidegt a fënnt ëmmer alles gutt, natierlech, wat vun der Regierung proposéiert gëtt. D'Oppositioun kritiséiert munches, versicht och emol konstruktiv ze sinn, gëtt dann awer, wann déi konstruktiv Proposen e wierklechen Impakt hunn, da vun der Majoritéit ofgeleet. Dat sinn d'Spillreegelen. Mir all, an ech schléisse keen domadder aus, spillen déi mat. Et ass en Deel vun eisem Job. De Punkt ass awer: Ganz ville Leit dobaussen ass dat Spill relativ schnuppe! Un hirem perséinlechen État de la nation, wéi si hiert Liewen all Dag eeben erliewen, wéi si d'Liewen empfannen, dorunner ännert dat Spillchen eigentlech näischt. Si interesséiert, wat um Enn eigentlech dobäi erauskënnt.

An an der Vergaangenheet si wichteg Erneierungen doduerch entstanen, dass iwwerparteilech zesummegeschafft gouf. D'Verfassungsreform ass esou e gutt Beispill, wou et en iwwerparteileche Konsens gouf. Ech denken awer och nach un d'Euthanasiegesetz, dat deemools vun den Deputéierte vun der LSAP a vun deene Gréngen zesumme virugedriwwe ginn ass. Deemools war d'LSAP an der Majoritéit an déi Gréng waren deemools an der Oppositioun. An trotzdeem huet dat déi deemoleg Regierung net gesprengt.

Jo, et sinn Ausnamen. Dat ass richteg. Mee trotzdeem wär et sënnvoll, wann ee gutt Iddien, och wa se vun der Oppositioun kommen, matafléisse léisst an och hei konstruktiv zesummeschafft. A mir sollen ophalen ze mengen, mir hätte gutt geschafft, well mer den Deputéierte vun enger anerer Partei hei vun der Tribün aus eng auswësche mat engem clevere Sproch, mat engem Zitat aus der Vergaangenheet oder well mer op Social Media mat populistesche Sprëch Stëmmung maachen.

Här President, ech kommen zu mengem Schluss, an dat ass och gläichzäiteg mäi Plädoyer, mat deem ech wëll ophalen.

Mir sollte stattdessen zesummen um État de la nation vun alleguerten de Leit schaffen, besonnesch deenen, deenen et haut net esou gutt geet. Do solle mer zesummen dru schaffen, dass et deenen an Zukunft besser geet. Dat solle mer konstruktiv maachen an dat solle mer zesumme maachen.

An dofir wär et wichteg, niewent deene Reiwereien an Diskussiounen a Streidereien, déi mer heiansdo hunn, eis dorobber ze konzentréieren. Et ass och heiansdo am Interêt vum ganze Land, wann d'Majoritéit an d'Oppositioun un engem Strang zéien, dat, fir eebe genau déi Mesüren, déi mer mussen huelen, ze huelen, eis den Erausfuerderungen ze stellen, dass mer dat maachen – an domadder halen ech op – an dass mer dat zesumme maachen.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Mir huelen elo nach ee Riedner drun, éier mer Paus maachen. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fred Keup** (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, en Debat zur Lag vun der Natioun ass natierlech eng immens Geleeënheet, fir e Bléck ze werfen an d'Vergaangenheet vun der Natioun an och an d'Zukunft vun der Natioun. Dat ass gëschter e bëssen ze kuerz komm beim Här Premierminister, wou dach awer eng zimmlech bürokratesch Ried gehal ginn ass a wou Visioune fir d'Zukunft vun eisem Land, wéi mer eis laangfristeg Lëtzebuerg virstellen, an 10, 20, 30 Joer, awer gefeelt hunn.

Ech stellen och fest: Dat, wat vill Leit gefaart hunn, de Mann mam Hummer, deen ass gëschter net komm! Ech géif souguer soen, et war, vläicht net ganz, mee éischter de Mann mat der Strenz, dee komm ass. An duerfir wonneren ech mech och, wann haut eng Partie Leit, Journalisten an och hei meng Virriednerin, soen, hei wier eng konservativ-liberal Politick no vir bruecht ginn. Wou ass dann dat Konservatiivt hei an dëser Ried vum Här Frieden gewiescht?

Ech géif soen, et war enttäuschend wéineg konservativ. A bei liberal sinn ech och net ganz averstanen, well et muss een awer éierlecherweis soen, dass ganz vill sozial Punkten hei an dëser Ried zur Lag vun der Natioun waren. Duerfir soen ech emol, konservativ-liberal als Bezeechnung fir dës Ried ass doudsécher falsch!

Wat een och ka soen, dat ass, dass eng Partie Sujeten hei vergiess gi sinn. Den Här Premierminister huet och gesot, e géif sech net iwwer all d'Theemaen äusseren, déi ustinn. Dat kann een esou maachen. Ech mengen awer, dass eng Partie Saachen, déi wierklech wichteg sinn, och fir d'Leit dobaussen a fir eis Natioun, ëm déi et jo geet, hei verpasst gi sinn!

Ech denken drun, fir méi wäit anzegoen an d'Theema Sécherheet an d'Bekämpfung vu Kriminalitéit. Ech denken – an dat ass eppes, wat ganz wichteg ass an engem Land, wou mer dach awer bal 50 % Auslänner a vill Frontalieren hunn, a beim Här Juncker war dat awer ëmmer e wichtegt Theema fréier an deenen Debaten – u Migratioun, Integratioun, Sprooch, an, wa mer iwwert d'Natioun schwätzen, och un d'Identitéit.

Dann ass d'Theema vun de Famillje wéineg ugeschwat ginn, d'Schoul iwwerhaapt net. An déi grouss Fro, déi sech natierlech bei all deem stellt, wat ugekënnegt ginn ass: Wéi kann een dat bezuelen? Wann een op där enger Säit seet: Mir setzen d'Steieren erof. Da komme manner Suen eran. Op där anerer Säit setze mer d'Sozialhëllefen erop. Da gëtt ee méi Suen aus. Jo, an dann, iergendwéi, wa mer schonn dervun ausginn, dass mer souwisou déi nächst Joren eng Milliard Euro Defizit maachen, wéi solle mer da finanziell do erauskommen?

Schlussendlech ass et jo esou, dass een als Konservative seet wéi an der Bibel: „An den Taten werdet Ihr sie erkennen!" An hei géif ech soen: An den Ergebnissen werdet Ihr sie erkennen! An Dir gitt am Endeffekt gemooss un deem, wat mer a 4 Joer wäerten hei am Land hunn. An dat kann ee moossen.

Mir wäerte moossen a 4 Joer: Ass d'Kriminalitéit zréckgaang? Mir wäerte moossen a 4 Joer: Ass d'Verkéierssituatioun besser ginn? Mir wäerte moossen a 4 Joer: Ass d'Kafkraaft besser ginn? Mir wäerte moossen: Sinn d'Energiepräisser erofgaangen oder erop? Wéi ass d'Situatioun an de Klinicken? Wéi hu sech eis Scholden entwéckelt? Wéi vill Natur ass nach weider zerstéiert ginn? Wéi vill Lëtzebuergesch gëtt nach geschwat? A ganz wichteg, an dat kann ee mat Zuele jo erausfannen: Wéi steet et mat der Aarmut a 4 Joer? Och dat kann ee genee erausfannen.

An deem Zesummenhang: Mussen a 4 Joer nach ëmmer ganz vill Lëtzebuerger a Jonker aus Lëtzebuerg an d'Ausland plënnere fir ze wunnen, jo oder nee? Op deene Parameetere kënne mer a 4 Joer moossen, ob dat, wat Dir elo hei ugekënnegt huet, och seng Friichte gedroen huet.

Fir e bësse méi konkreet elo anzegoen op d'Ried. Mir hunn am Ufank eppes héieren iwwert d'Europawalen. Mir hunn zum Beispill héieren, dass d'politesch Mëtt, déi proeuropäesch Parteien, e gutt Resultat gemaach hunn. Jo, dat ass gutt! Dat mierkt een och bei der ADR, déi och proeuropäesch ass a sécherlech am internationale Kontext zu enger politescher Mëtt kann zielen. Mir soen Iech also dofir och Merci, dass Der dat begréisst.

Mir sinn natierlech an deem Kontext ganz kloer, och wann dat ëmmer falsch duergestallt gëtt, fir oppe Grenzen an Europa, an natierlech si mer och fir den Euro. An natierlech gesi mer, dass d'Europäesch Unioun Lëtzebuerg immens vill Virdeeler bruecht huet. A mir sinn natierlech och elo mat engem Europadeputéierten, dem Här Kartheiser, derfir do fir derfir ze suergen, dass d'Europäesch Unioun weider besser, gutt funktionéiert.

Da gëtt hei festgestallt, dass an den Nopeschlänner d'Europaskeptiker méi staark gi sinn. Dat kann een esou interpretéieren, muss een awer net! Am Fong, wann een et aneschters kuckt, sinn et net onbedéngt Europaskeptiker, mee et si Leit, déi mat

der Politick, déi zu Bréissel gemaach gëtt, net averstane sinn. Wa Leit do sinn, déi de Green Deal net wëlle matmaachen, well se deen net gutt fannen, aus iergendengem Grond, oder wa Leit do sinn, déi d'Migratiounspolitick vun der Europäescher Unioun net gutt fannen, dann ass dat hiert gutt Recht! Da si se dofir net méi schlecht Leit, an da si se dofir och net onbedéngt Europaskeptiker!

Mir hunn eng Zäit haut – do ass geschwat gi vu Krich – an Dir hutt gesot, Här Premierminister: „Nom Enn vum Zweete Weltkrich hu mer eis dat net méi esou kënne virstellen!" Ech wëll awer drun erënneren, dass mer an där Zäit och e Jugoslawien-Krich haten, dee jorelaang gedauert huet. Ech wëll och drun erënneren, dass mer Krich an Armenien haten, direkt op der Grenz zu Europa. A mir riskéieren, ouni awer elo wäit dorop anzegoen, an eng nei Phas vu Kalem Krich eranzegeroden, mat all deene Problematiken, déi dat mat sech bréngt, an eventuell nach weidere Kricher, déi typesch Stellvertreterkriege, déi mer haten am Kale Krich, dass et esou eppes an Zukunft ëmmer méi gëtt. An et wier besser, mir géifen op där ganzer Welt am Fridden zesumme schaffen, och wann dat schwiereg ass. Mee do muss een heiansdo iwwer säi Schiet sprangen.

An deem Kontext gëtt dann och eise Militärbudget erhéicht op 2 % vum RNB. Bon, do kann een dann dermat d'accord sinn oder net. Wichteg ass fir eis, dass déi Suen esouwäit wéi méiglech och an eis lëtzebuergesch Wirtschaft investéiert ginn an domadder och eis zeguttkommen. Déi aner Länner maachen dat och.

Dann de Chantier vun den administrative Vereinfachungen. Dat ass natierlech eppes, wat gutt kléngt a wou jiddweree sech dann normalerweis freet. Et freet ee sech awer och, ob dat duerno och ëmsetzbar ass. Saache wéi „silence vaut accord" – natierlech fënnt een dat gutt! De „once only" – natierlech fënnt een dat gutt! Mee et läit eeben am Detail, an et weess een haut elo net, op alle Fall weess ech et net, wéi genee dat duerno an der Realitéit ëmsetzbar ass, well et brauch ee jo gewësse Prozeduren, an et muss een zum Beispill och de Leit d'Méiglechkeet ginn, fir Asproch géint eppes anzeleeën.

Dir wëllt e Standardbautereglement aféiere fir d'Gemengen. Dat kann een och maachen. Ech stelle mer awer do d'Fro, ob dat net dach awer en Agréff ass an déi sougenannte Gemengenautonomie.

An d'Gemengenautonomie ass fir eis als ADR aus engem Grond immens wichteg: D'Gemengen, dat ass fir eis basisdemokratesch! D'Leit wielen an hirer Gemeng, relativ perséinlech, Leit, déi hir Politick vertrieden. An duerfir ass et ganz wichteg, dass déi och eng gewësse Muecht hu fir ze decidéieren, wat an hirer Gemeng geschitt, fir dass dat an der Gemeng geschitt, wat d'Leit, déi an där Gemeng wunnen, och gären hätten, an net dat, wat de Staat vun uewen erof eventuell hinnen opzwéngt, ouni dass dat den Interesse vun de Leit entsprécht. Dat ass Demokratie!

Dir hutt geschwat vum Remembrement ministériel. Dat ass e schéint Wuert. An do muss ech awer elo soen, Dir hutt do e ganz interessanten Term benotzt. Dir hutt gesot: „Dat gëtt esou engem Proprietär d'Méiglechkeet, säin Terrain ze réckelen, fir dass e Projet ka starten." Also, „ze réckelen" ass am Fong am Endeffekt e feint Wuert fir „enteegnen"! An do, mengen ech, muss ee ganz, ganz virsiichteg sinn.

Méi Flexibilitéit beim Bauschutt, absolutt gutt! Natur auf Zeit, dat hate mer an eisem Walprogramm. Eng ganz Partie Saache kommen hei, wou, wéi gesot, mir als ADR och kënnen dermadder averstane sinn.

Da geet et jo drëms, fir méi schnell ze bauen an och méi ze bauen. An do weess ech elo net, ob dat heiten alles zu deem wäert féieren. An der Theorie gesäit dat esou aus. Méi schnell bauen: Jo! Mee da freet ee sech awer och: Ass dat d'Äntwert op déi ganz Fro vum Logement, déi mir hei am Land hunn? An ech mengen, mir wëssen alleguerten, dass alles dat, wat mer elo an de leschte Méint decidéiert hunn hei an der Chamber, vläicht eng Drëps op e waarme Steen ass, mee de Kärproblem wäert domadder net geléist ginn. An et huet jo kee vun eis heibannen, mengen ech, elo gesot, an et wäert och keen et soen, dass deemnächst d'Logementspräisser wäerten drastesch erofgoen an domadder vill méi Leit sech eppes wäerte kënne leeschten, ganz einfach, well mer wëssen, dass dat net geschéie wäert!

Mir mussen awer och am Kapp hunn, dass de Problem vun deem Ganzen deen immens héije Bevëlkerungswuesstum ass, dee mir an de leschte Joerzéngten, a besonnesch déi lescht zéng Joer, haten. A wa mer elo higinn a mir soen: „Mir bauen nach méi schnell an nach méi", da riskéiert dat jo nach méi staark ze ginn, mat allen negative Konsequenzen. Woubäi ech net wëll soen, dass mer net solle bauen, zemools fir déi Leit, déi hei am Land liewen an eng Wunneng sichen!

A wann der elo bei eng Gemeng gitt an Dir sot zu där Gemeng: „Da maacht Dir emol d'Prozedure méi schnell, an da baue mer bei Iech elo vill méi schnell a vill méi", da seet déi Gemeng warscheinlech: „Jo, mee eis Infrastrukture kommen net no hannendrun, mir hu kee Kanal, mir hu keng Kläranlag, mir hu keng Schoul dofir, mir hu keng Maison relais dofir", an esou weider an esou fort.

A mir hunn och mëttlerweil op ganz ville Plaze kee Personal méi, fir an deenen Infrastrukturen ze schaffen. Soudass et einfach ass ze soen: Vill méi bauen! Mee an der Realitéit, an enger Gemeng, op enger Plaz, wou Der dat wëllt maachen – a vun de Stroossen, déi iwwerfëllt sinn, hunn ech nach net geschwat! –, ass et awer ganz schwéier. An ech mengen och net, dass d'Leit onbedéngt wëllen, dass hir Uertschaften elo esou schnell wuessen.

An ech mengen och, dass ee ka kritiséieren, wéi haut gebaut gëtt. Den Här Frieden huet nämlech gesot, dass een an engem geplangten urbane Milieu eng méi héich Liewensqualitéit kann erreechen. Dat mag sinn. Mee mir wëssen awer alleguerten, dass ganz vill Leit heibannen net am urbane Raum wunnen. Déi wunnen éischter an engem Haus, an enger Cité, oder e bësse méi wäit ewech vun der Stad, mat engem grousse Gaart ronderëm a mat enger oder zwou Garagen. An ech mengen, dat ass och en Zeeche vu Liewensqualitéit! A mir sollen de Leit keng virmaachen, dass op eemol an engem Appartement an enger Stad an engem Quartier vill méi eng héich Liewensqualitéit soll si wéi an engem Haus, wéi et eebe fréier gebaut ginn ass, mat alle Vir- an Nodeeler.

Da gëtt gesot, dass de Privatsecteur méi soll matagebaut ginn. Dat ass natierlech och fir eis eng gutt Saach, well mir brauchen deen, well de Staat eleng kann a punkto Sozialwunnengen an abordabele Wunnengen dat net eleng erreechen.

Här President, dann d'Aarmutsbekämpfung. Ech soen elo mol eppes hei, wat vläicht … Jo, wann elo Patronen nolauschteren, da solle se vläicht net onbedéngt nolauschteren. Mee ech wëll emol einfach soen: Ech fannen, oder mir fannen als ADR, dass dach awer déi niddreg Léin hei am Land, d'Mindestléin – ech soen einfach déi niddreg Léin –, fir hei am Land kënnen ze liewen, ze niddreg sinn! Dat ass awer e Constat, deen ee muss maachen, alleguerte musse mer dee maachen.

A fir dann ëmmer erëm weider sozial Mesüren anzeféieren, fir dass de Staat dann deene Leit hëlleft, déi niddreg Léin hunn, do weess ech net, ob dat laangfristeg déi richteg Äntwert ass. A Länner, déi änlech, soen ech elo mol, Duerchschnëttsléin hu wéi Lëtzebuerg – Dänemark, Schwäiz –, do fält op, dass déi niddreg Léin awer däitlech méi héich si wéi zu Lëtzebuerg. Ech wëll dat ze bedenke ginn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Keup, den Här Baum wollt Iech eng Fro stellen.

**M. Fred Keup** (ADR) | Wéi en Här Baum? A, den Här Baum do.

**M. Claude Wiseler,** Président | Deen do Här Baum, den Här Marc Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Ech si ganz erstaunt iwwert dee Revirement. Schléissen ech dat richteg, datt Dir fir eng strukturell Erhéijung vum Mindestloun sidd?

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, mir si fir eng Erhéijung vum Mindestloun, Här Baum. Mir hunn e grousst soziaalt Häerz, änlech wéi Dir. Dir vläicht nach méi, ech wëll Iech dat net ofschwätzen, mee mir och, jo! Gutt.

*(Interruption)*

E grousse Problem – an dat ass ugeschwat ginn, dat ass och gutt – ass d'Kanneraarmut. D'Kanneraarmut, mir haten hei déi lescht Joren oft driwwer geschwat, ass an de leschte Joren ëmmer méi an d'Luucht gaangen!

Mir hate verschidde Regierungen, mir haten eng ganz Partie Parteien heibannen, déi un der Regierungsmuecht waren, an trotzdeem ass d'Kanneraarmut ganz staark an d'Luucht gaangen. Dat heescht, si hunn et net fäerdegbruecht, do déi richteg Weichen ze stellen. An ech mengen, dass dat och ganz schwéier ass, well et ass e strukturelle Problem, an et ass och e Problem vun der Famill, déi haut ëmmer manner wäert ass. Familljen, déi auserneebriechen an déi mat sech bréngen, dass et Kanneraarmut gëtt. An duerfir soen ech ëmmer: Mir musse kucken, fir hei d'Familljen ze stäerken, fir dass d'Familljе kënnen esou wäit wéi méiglech zesummebleiwen!

Et gëtt geschwat vu ville Kanner, déi mëttlerweil Depressiounen entwéckelen. Alles dat ass dramatesch a mir brauchen eng Politick, déi méi zentréiert ass op d'Familljen, op d'Kanner. Ech hoffen, dass mer dat kënne maachen. Ech hunn et schonn eng Kéier hei gesot, ech weess och, dass dat haut net méi esou üblech ass, mee mir hunn e Problem, dass mer hei am Land, mengen ech, ze vill Scheedungen hunn, wat dann och mat sech bréngt, dass ze vill Kanner opwuesse bei elengerzéienden eenzelnen Elteren.

An Dir schreift, Dir sot et jo och hei: All fënneft Kand zu Lëtzebuerg lieft an engem Stot mat just engem Elterendeel. Dat ass de véierthéchsten Taux an Europa, an duebel esou héich wéi an Holland an an der Schwäiz! Firwat ass dat zu Lëtzebuerg esou héich? A wat kënne mer dogéint maachen?

Nächste Punkt, Här President, Dir Dammen an Dir Häre: de Pensiounssystem. Interessant Aussoen och hei vum Här Premierminister. Eise System ass haut gesond, mee e muss och fir déi zukünfteg Generatiounen ofgeséchert ginn. Fir dass de System ofgeséchert ass, braucht Der pro Persoun, déi an der Pensioun ass, 2,5 Persounen, déi cotiséieren, déi schaffen.

Mir hunn aktuell 500.000 Leit hei am Land, déi schaffen. Bon, déi ginn net eng Kéier all zesummen an d'Pensioun, mee mir wäerten awer iergendwann 300.000 Leit an der Pensioun hunn. Wann Der wëllt de Pensiounssystem oprechterhalen, da braucht Der awer 2,5-mol 300.000, dat gëtt 750.000 Leit, déi schaffen. Wann Der dann eng Kéier 500.000 Leit an der Pensioun hutt, da braucht Der – mol 2,5 – 1,25 Milliounе Leit, déi hei am Land schaffen. A wann Der

eng Kéier – an dat ass, wa mer esou weiderfueren, net esou wäit ewech, dat erliewen eng ganz Partie Leit nach heibannen – dann 1 Millioun Leit hutt, déi an der Pensioun sinn, da braucht Der 2,5 Milliounе Leit, déi cotiséieren a schaffen hei zu Lëtzebuerg, fir déi zukünfteg Generatiounen, wéi et hei steet, mat eisem aktuelle System ofzesécheren.

Ech mengen, dass mer eis alleguerten eens sinn, dass dat net fonctionéiert, dass mer eng Kéier hei am Land, an engem Zäitraum vu 50, 60 Joer, 2 Milliounе Leit hunn, déi hei schaffen. Wat dat fir en Afloss hätt op d'Land, dat kënne mer alleguerten dann an eisen Albdreem eng Kéier dreemen.

Duerfir mengen ech och, dass een de Courage brauch, an dat ass jo elo politesch net esou interessant, fir dat hei ze soen, de politesche Courage, fir dat Theema unzegoen. A mir haten och am Walprogramm als ADR stoen, dass mer e Pensiounsdësch brauchen an dass mer eis mussen iwwerleeën, wéi mer an Zukunft kënnen eise Pensiounssystem esou gestalten, dass all Mënsch hei awer eng anstänneg Pensioun kritt, ouni an där Wuesstumsfal ze sinn, an deem Schneeballeffekt, fir dorauser erauszekommen.

Dat ass ganz schwéier, ech weess dat. Ech weess och net, wat derbäi erauskënnt, wann et gemaach gëtt. Mee ech fannen et mol gutt, dass d'Regierung wëllt mat den Acteure schwätze fir ze kucken, eng Léisung do ze fannen. Dat begréisse mir ganz sécher.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Fënnef Sechstel fir jiddwereen!

**M. Fred Keup** (ADR) | Dat ass natierlech den Idealfall, Här Di Bartolomeo, mee Dir wësst och, dass dat haut net méi méiglech ass an an Zukunft och net méi!

**Plusieurs voix** | A!

**M. Fred Keup** (ADR) | Zur sozialer Kohäsioun, sot Der dann, gehéiert eist friddlecht a séchert Zesummeliewen. Dat ass e ganz wichtege Punkt an erlaabt mer, do nach e puer Saachen derzou ze soen. Mir hunn nämlech hei am Land eng Kriminalitéit, déi zouhëlt, a mir hunn eng Sécherheet an e Sécherheetsgefill, déi ofhuelen.

Ech soen elo e puer Zuelen hei. Dem Statec no ass an de leschten 20 Joer d'Zuel vu Strofdote géint Persounen ëm 400 % eropgaang, vun 2.351 Strofdoten am Joer 2000 op ronn 10.000 Strofdote géint Persounen haut. An nach eng Kéier dem Statec no: D'Zuel vu Gewaltakte géint Persounen ass ëm 300 % eropgaangen an 20 Joer, vun 1.269 Gewaltakten am Joer 2000 – ech mengen, do war Dir Minister, wann ech mech net ieren – op ronn 4.000 haut. Dat ass eng Verdräifachung an 20 Joer. D'Zuel vun den Awunner ass awer just ëm 50 % gewuess, fir déi, déi mengen, dat als Excuse kënnen ze benotzen. Also ass d'Zuel vun Awunner, de Wuesstum, net de Grond vun der Zounam vun der Kriminalitéit.

Mir hunn also do e ganz, ganz grousse Problem. Iwwerfäll mat Gewalt sinn och extreem eropgaangen. Mir hunn hautzudaags – an dat sinn Zuele vun 2023 aus dem Rapport, deen elo erauskomm ass – pro Dag eelef Abréch oder Abrochversich, pro Dag zéng Gewaltakte géint eng Persoun a pro Woch eelef Iwwerfäll mat Gewalt. Dat ass d'Realitéit hei zu Lëtzebuerg. Dat héiert Der net esou vill, well et och net vun der Police esou kommunizéiert gëtt. A mir géifen eis wënschen, dass dat méi gemaach géif ginn, och an engem Sënn vun Transparenz. Dat ass schued. Mee dat misst gemaach ginn.

An et stellt ee sech awer d'Fro: Wëlle mer, dass eis Police kann duerchgräifen? Brauche mer net méi streng Gesetzer, fir dass mer d'Kriminalitéit hei am Land an de Grëff kréien? Wéi vill Kriminalitéit wëlle mer dann nach zouloossen?

Mir sinn als Lëtzebuerg, och dat hunn ech hei scho gesot – Statistiken, vu virun zwee dräi Joer, méi aktueller gëtt et net vum Eurostat –, ënnert deene fënnef Länner, déi am meeschten Iwwerfäll hunn op de Kapp, an ënnert deene fënnef Länner, déi am meeschten Abréch hunn op de Kapp, am Verglach zu allen europäesche Länner. Dat ass wierklech net ganz staark, dat ass schwaach!

Mir missten dofir, fir dräi Punkten ze nennen, éischtens, méi transparent iwwer Kriminalitéit berichten, méi Statistike maachen. Dat war iwwregens, mengen ech, vum Här Gloden virun engem Joer och versprach ginn. Mir missten doduerch och kënne méi preventiv schaffen. „Mir brauche méi Police op der Plaz", dat hutt Der gesot, dat ass eng richteg Saach. Dir wëllt och méi Polizisten astellen. Och dat ass richteg. Mir brauchen awer och méi Befugnisser fir d'Police, fir dass se sech kann duerchsetzen.

Ee vun de Punkten, déi mer brauchen, ass de Platzverweis, deen anstänneg funktionéiert. Och dat hutt Der gesot. Dat fanne mer gutt. Mee soss hätt een dat kënne vill méi thematiséieren a vill méi wäit nach goen, well mir brauchen definitiv och als Lëtzebuerg méi streng Gesetzer, fir dass mer dat an de Gréff kréien. Ze oft, an dat kréie mer vu Poliziste gesot – an Dir och –, huele si ee fest, mussen en erëm lafe loossen, huelen ee fest, mussen en erëm lafe loossen. An dat kann net esou fonctionéieren.

Mir mussen derfir suergen, dass déi Kriminell et hei am Land méi schlecht hu wéi an eisen Nopeschlänner an dass se e grousse Bou ronderëm eist Land maachen. Lëtzebuerg misst haut e vill méi séchert Land sinn. Fréier war et dat emol. An ech mengen, dass mer alleguerte missten dru schaffen, dass Lëtzebuerg erëm e méi séchert Land gëtt.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Fred Keup** (ADR) | D'Kafkraaft stäerken: Ëm véier Indextranchë krute mer d'Steiertabell ugepasst, dat war eng gutt Saach. Elo sollen dann den 1. Januar 2,5 Indextranchen erëm derbäikommen, wou d'Steiertabell berengegt gëtt. Och dat fanne mer eng gutt Saach.

Dir hutt och dervu geschwat, dass et wichteg ass, eng Aarbecht ze hunn. Ech denken och do, dass mer jo awer trotzdeem hei am Land ronn 7 % Aarbechtslosegkeet hunn, wat fir e Land wéi Lëtzebuerg zimmlech vill ass, an dass dat net gutt ass. Ech weess awer net, ob mer duerch d'Schafe vu méi Aarbechtsplazen dee Problem léisen. Mir schafe jo elo schonn immens vill Aarbechtsplazen. De Problem ass, dass mer bei deene 7 % Aarbechtslosegkeet eng ganz Partie Leit hunn, déi einfach ganz schwéier an den Aarbechtsmarché ze integréiere sinn. Notamment hate mer gefrot viru Kuerzem an enger Question parlementaire ..., sinn do 1.000 Leit, déi keng eng vun eise Sproochen hei am Land och nëmmen annähernd beherrschen. Da gëtt et natierlech schwéier, fir eng Aarbecht ze fanne fir esou Leit.

Et geet dann och, mengen ech, net just drëms, ze soen: „Mir wëllen Aarbechtsplaze schafen." Et geet drëms, produktiv ze sinn an Aarbechtsplazen an deenen Domänen ze schafen, wou mer eng héich Produktivitéit hunn, an dat, fir de qualitative Wuesstum ze erreechen, an net dee quantitative Wuesstum, deen eis ëmmer erëm mat Problemer konfrontéiert, déi mer net léise kënnen. Mir hunn déi lescht Jore 15.000 Aarbechtsplaze pro Joer geschaf. Mir hunn awer just 6.000 Jonker, déi hei aus der Schoul erauskommen. An dat produzéiert eeben dee quantitative Wuesstum, ënnert deem mer leiden. Dat misst méi cibléiert geschéien, an deene Secteuren, wou mer produktiv sinn.

Ee vun de Secteure wou mer produktiv sinn, dat ass d'Finanzplaz. An d'Finanzplaz ass eis als ADR ganz wichteg. Dat ass fir Lëtzebuerg Raison d'État, an ech mengen, mir mussen alles maachen, fir d'Finanzplaz ze ënnerstëtzen, wou mer haut a grousser Konkurrenz sti mat Dublin, mat London, mat Paräis, an esou weider an esou fort. Hei steet d'Erofsetze vun der Taxe d'abonnement. Dat geet, mengen ech, an déi richteg Richtung. Mir mussen d'Finanzplaz hei ënnerstëtzen.

Här President, léif Kolleegen, da kommen ech elo nach zu deem Kapitel iwwert den $CO_2$ – oder iwwer Stroum an Energie an dat Ganzt. En Deel, wou ech mech e bësse gefrot hunn, op e wierklech esou gemengt ass, wéi en och hei virgedroe gouf. Ech hat e bëssen esou d'Gefill, dass een domadder wéilt verschidde Leit hei – och heibannen – apaiséieren, wéi een esou schéi seet. Ech ka mech awer ieren. Mee ech gi lo e bësse méi dorobber an.

De Stroumpräisdeckel soll 2025 deelweis nach erhale ginn. Dat ass natierlech eng gutt Saach fir d'Leit, déi ënnert deenen héijen Energiepräisser leiden. Mir sti fir niddreg Energiepräisser. Et ass awer och esou, dass, an dat wësse mer, mengen ech, och alleguerten, déi Energiepräisser immens staark an d'Luucht gaange sinn duerch de Krich an der Ukrain an haaptsächlech och duerch ..., an dat muss een och objektiv soen – a gleeft mer, ech hu jo elo näischt mat Russen ze dinn –, mee et huet ganz vill och mat de Sanktiounen ze dinn.

*(Interruption)*

Ech net.

**Une voix** | Mee aner Leit, oder wéi?

**M. Fred Keup** (ADR) | Et huet ganz vill mat Sanktiounen ze dinn. An d'Sanktioune féieren derzou, dass Europa an engem groussen Deel veraarmt, ouni dass mer eppes dermat erreechen. An ech géif mer wierklech wënschen, an, ech mengen, ech sinn net deen Eenzegen awer hei, dass mer kéinten dee Krich an der Ukrain beendegen.

Dir hutt gesot, Dir gitt dann elo an d'Schwäiz op déi Konferenz. Bon, do ass, mengen ech, elo Russland net invitéiert. Mee ech mengen, wann ee wëll Fridden erreechen, muss ee kënne mat jidderengem schwätzen. Oder et mécht een et bis zum bitteren Ende. Mee wa mer géint Russland kämpfe bis zum bitteren Ende, da geet et schif aus fir ganz vill Leit hei. Dofir mengen ech, dass just wierklech eng Friddensinitiativ, e Waffestëllstand, Fridden an dann duerno en Erëmophuele vu wirtschaftleche Relatiounen, vu frëndschaftleche Relatiounen, Reconciliatioun ... Et huet jo och geklappt nom Zweete Weltkrich: Däitschland, Frankräich. Ech mengen, dass esou eppes muss méiglech sinn, mëttelfristeg.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

*(Brouhaha)*

**M. Fred Keup** (ADR) | De Stroumpräisdeckel ass schéin, mee den ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Keup, hei sinn e puer Froen. Huelt Dir se un oder wëllt Der se duerno beäntwerten oder huelt Der se net un?

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, ech kann eng Fro beäntwerten.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Dir hutt gesot, et huet och geklappt mat Däitschland a Frankräich nom Zweete Weltkrich.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo.

**M. François Bausch** (déi gréng) | War den Hitler dann nach un der Muecht an Däitschland nom Zweete Weltkrich?

**Une voix** | Très bien!

**M. Fred Keup** (ADR) | Nee, et huet och gepasst mat Japan an Amerika. An do war de Kaiser nach ëmmer un der Muecht.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Gitt mer eng Äntwert op meng Fro, déi ech Iech gestallt hunn!

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo. Jo, nee, do war et eng aner Regierung.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Also, den Hitler war net méi do, also, ne?

**M. Fred Keup** (ADR) | Mee d'Land war awer net d'selwecht an et huet a Japan geklappt, obwuel de Keeser, d'Famill, haut nach ëmmer un der Muecht ass. Also et klappt. Et kann een eng Reconciliatioun kréien. Et kann ee Fridde kréien, wann een et wëll. Et ass net einfach, mee et kann een et kréien.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

*(Interruption)*

**M. Fred Keup** (ADR) | Sou. Dann, jo, de Stroumpräisdeckel. Wéi ass et da mat engem Präisdeckel fir Masutt? Wéi ass et da mat engem Präisdeckel fir Gas? Wou sti mer do? Oder soll just nach de Stroum an deem Sënn subventionéiert ginn?

Dir hutt da gesot, Lëtzebuerg hätt 8 % manner Stroum verbraucht wéi an de Jore virdrun. Ech weess net genee, wou déi 8 % hierkommen. Ech weess net, ob Dir et wësst. Mee ech hunn esou d'Gefill, dass déi 8 % Erspuernis och dohier kommen, dass eis Wirtschaft manner gutt rullt. Dat heescht, et ass net onbedéngt e positiivt Zeechen, dat ka ganz gutt och en negatiivt Zeeche sinn, wann op eemol manner Stroum an der Industrie oder manner Gas verbraucht gëtt.

Da geet et ëm Elektroautoen, e Liblingstheema vu verschiddene Leit hei, fir déi meescht Leit warscheinlech net esou wichteg. An Dir sot: „Alljoers ginn Elektroautoe kaaft, an dat ass gutt." An ech froe mech, ob dat wierklech esou ass. Ech wëll soen, kee Mënsch huet eppes géint Elektroautoen, mee wéineg Leit hunn awer och eppes fir Elektroautoen. Mir hunn aktuell keng 3 % vun de Privatautoen hei am Land, déi reng elektresch fueren. Also 97 % vun de Privatautoen hunn e Verbrennungsmotor.

Et gëtt ëmmer gesot, dass d'$CO_2$-Bilanz vun engem Elektroauto automatesch besser wier wéi vun engem Diesel oder Bensinner. Mir wëssen awer haut och, dass dat guer net onbedéngt de Fall ass, well d'Herstellung jo och immens energieintensiv ass. A bis e gewëssene Kilometrage sinn den Diesel an de Bensinner sécherlech besser wéi en Elektroauto. Duerfir solle mer eis net esou fokusséieren, wéi wann den Elektroauto d'Rettung vun der Mënschheet wier.

An dass d'Leit dat och net onbedéngt wëllen, mierkt een och dorun, dass trotz Primmen, déi mer haten, eebe genau sou wéineg Elektroautoe kaaft gi sinn. Dat ass jo awer eng Realitéit.

*(Interruptions)*

3 % vun de Privatautoen hei am Land si reng Elektroautoen. Dat heescht, déi Primmen, déi bréngen och net esou dat. An duerfir mengen ech, Primmen oder net Primmen, dat ass emol guer net de Punkt.

Fir heibannen nach eppes ze soen iwwert de Stroum, dat ass dat heiten: Lëtzebuerg verbraucht ronn 50 Terawattstonnen Energie, dovunner 6,5 Terawattstonne Stroum d'Joer. Vun deene 6,5 Terawattstonne Stroum ginn déi meescht vun Industrie a soss professionelle Clientë gebraucht. Da bleiwen nach ganzer 14 % vum Gesamtstroumverbrauch hei am Land fir d'Stéit. Also d'Stéit verbrauchen nëmme 14 % vum Stroum.

Vun der Energie zu Lëtzebuerg, der Gesamtenergie, verbrauchen d'Stéit 2 % Stroum. Dat ass also immens wéineg. Ech soen dat hei, well ech eppes wierklech wëll hei eng Kéier soen och, dat ass nämlech, dass oft d'Leit e bëssen, wéi soll ech soen, getäuscht ginn, wa gesot gëtt: „Mir bauen elo eng Wandanlag, déi Stroum produzéiert fir 1.500 oder fir 2.000 Leit oder Stéit." De Stroum, deen d'Stéit verbrauchen, ass just ganz wéineg. An de Stroum, dee mer soss awer brauchen alleguerten, wéi zum Beispill hei an der Chamber, deen ass jo net do matagerechent. Dat heescht, fir éierlech ze sinn, misst een dat alles matarechnen. Mat der Realitéit huet dat also net esou vill ze dinn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fred Keup** (ADR) | An da muss een ëmmer och kucken, wa mer vu groussen industrielle Wandanlage schwätzen: Déi funktionéiere jo just dann a produzéiere Stroum, wann och Wand ass. Et ass awer oft kee Wand. An Däitschland sinn ëm déi 40 % vun der Zäit Windflauten, wou se kee Stroum produzéieren. An Dir kënnt 10.000 industriell Wandanlagen hunn, wa kee Wand ass, dann ass hir Produktioun ganz genee null. A wann se null ass, da braucht Der eppes aneres.

An dat ass dee grousse Problem vun der Wandkraaft an och vun der Solarenergie: Dat ass déi Volatilitéit, dass se zu enger gewëssener Zäit kee Stroum produzéiert an zu enger anerer Zäit Stroum produzéiert. An Dir kritt et net kontrolléiert. An et gëtt aktuell och keng Méiglechkeet, fir dee Stroum an esou enger grousser Envergure ze stockéieren, wéi mir dat missten hunn.

Da soll een de Leit och éierlech soen, wéi vill Prozent vum Gesamtstroumverbrauch an Energieverbrauch eng Wandanlag bréngt. Eng Wandanlag bréngt 0,01 % – also déi modern, déi mer elo opriichten – vun eisem Energieverbrauch. Dir bräicht also 10.000, fir Lëtzebuerg mat Energie ze versuergen, wat onméiglech ass. A wéi gesot, wa kee Wand ass, fonctionéiert et net.

D'Solarenergie ass d'selwecht: D'Fotovoltaik mécht 0,5 % vun eisem Gesamtenergieverbrauch aus, also quasi och näischt. Dat ass d'Realitéit!

Ech mengen, et kann een hei schéi soen: „Mir bauen elo op all Haus eng Fotovoltaikanlag." Ech sinn och derfir, et ass eng gutt Saach! Et kann een och soen: „Mir baue Wandanlagen iwwerall an d'Landschaft." Do muss ech awer soen, do sinn ech meeschtens net derfir, well et net schéin ass.

**Une voix** | A!

**M. Fred Keup** (ADR) | Mee och wann een et mécht, et rett een domadder näischt! Et mécht ëmmer nëmmen e minimale Bäitrag aus vun eiser Stroumproduktioun, vun deem Stroum, dee mir hei brauchen. An et ass éierlech, dat ze soen.

A wa mer elo nach weider esou fueren, wa mer op eemol méi Elektroautoen eng Kéier sollten hunn – wat jo dann ok wier –, a wann op eemol Google op Biisse kënnt an immens vill Stroum verbraucht, da brauche mer nach méi Stroum. An dee kann net eleng oder och emol net zu engem anstännegen Deel vu Solaranlagen a vu Wandkraaftanlage kommen. Dat musse mer wëssen.

An och am europäesche Verband hutt der de Problem, dass … Do si jo Leit, déi soen: „Jo, mee wann zu Lëtzebuerg kee Wand ass, dann ass jo awer an Däitschland Wand." Och dat ass oft falsch, well Dir hutt ëmmer eng Gesamtwetterlage an Europa an Dir kënnt de Stroum och net iwwer onmoosseg grouss Distanzen transportéieren. Dat geet och net. Mir sinn also ugewisen op klassesch Kraaftwierker. Dat ass d'Realitéit. De Rescht ass ideologesch.

*(Interruption)*

De Problem mat der Versuergung mat Stroum, wa mer esou weider maache wéi Dir et hei mengt, deen ass reell.

*(Interruption)*

An déi kleng verdeelten Anlage fir erneierbar Energie si schéin a gutt, mee si kënnen ni déi selwecht Versuergungssécherheet bidde wéi grouss Kraaftwierker.

Elo steet hei dran: 2,5 Milliarde gitt Der aus fir d'Ëmsetzung vum nationalen Energie- a Klimaplang. Den nationalen Energie- a Klimaplang ass faktesch net ze erreechen an e bréngt am Endeffekt extreem wéineg an ass immens deier.

A wann Der wierklech wëllt eng $CO_2$-neutral Energieversuergung an Europa hunn, dann ass dat eenzegt, wat fonctionéiert, Här Frieden, dat, wat Der eng Kéier esou hallef proposéiert hat virun zwee, dräi Méint, dat ass an Europa d'Atomkraaft. An ech mengen, dat wëssen och déi meescht Leit hei, och wann se et net soen. Dat ass leider esou.

Ech kommen elo zum Schluss, Här President.

**Plusieurs voix** | A!

**M. Fred Keup** (ADR) | Den Här Frieden huet geschriwwen, oder gesot: „Dat sinn e puer Haaptziler fir déi nächst zwielef Méint." Jo, hien huet also a senger Ried vun Haaptziler geschwat fir déi nächst zwielef Méint. Dat ass awer éischter, soen ech elo mol, eng Regierungserklärung a manner en État de la nation, wou ech mer méi gewënscht hätt, eeben och méi laangfristegt Denken.

Ëm Fridden a Fräiheet geet et an Europa, dat ass alles richteg.

Méi Wunnenge solle mer bauen als Zil. Jo, mee d'Zil soll och sinn, dass mer manner Lëtzebuerger a Jonker hei aus dem Land hunn, déi mussen iwwert d'Grenz plënneren. Dat muss awer och d'Zil sinn.

Eng Sozialpolitick mat Aarmutsbekämpfung – jo, mir hoffen, dass dat funktionéiert!

An da, wéi gesot, wou mer awer soen: „Dat Zil kënnt Der net erreechen", dat ass eng $CO_2$-neutral Zukunft, well eng $CO_2$-neutral Zukunft funktionéiert aktuell, faktesch, wëssenschaftlech gesinn, wéi gesot, just mat Atomstroum. Dat ass einfach esou.

Dann hutt Der gesot an Ärer Ried: „Et ass e Lagebericht am Ufank vun enger Amtszäit vun dëser Regierung an en Ausbléck op e puer wichteg Elementer vun den nächste Méint", wärend Der am Ufank vun der Ried gesot hat, et wier e Fokus vum Detail ewech op dat Ganzt. Dat ass e klenge Widdersproch, well Der am Ufank sot „op dat Ganzt", an zum Schluss kommt Der awer op e puer Elementer, wat jo dann och éischter Detailer sinn.

Dofir mengen ech allgemeng, dass fir en État de la nation dat heite vläicht e bëssen dürfteg war an dass do méi dra gewiescht wier fir d'Zukunft vun eisem Land, fir Lëtzebuerg. An dat hätte mir eis als ADR sécherlech gewënscht.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup.

Domat si mer dann um Schluss vun eiser Sëtzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber fiert haut de Mëtten um 14.00 Auer mat den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun virun.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 11.58 heures.)*

## Sommaire


| Objet | N° | Auteur | Page |
|---|---|---|---|
| Infrastructure de protection et droit de défense des citoyens dans le cas d'une intervention militaire sur le territoire luxembourgeois | 0478 | Claire Delcourt, Georges Engel | 81 |
| Citoyens luxembourgeois ayant leur résidence principale dans la Grande Région | 0482 | Marc Goergen | 81 |
| Relations diplomatiques avec la Serbie | 0521 | Sam Tanson | 82 |
| Aides au logement | 0555 | Liz Braz | 82 |
| Entretien téléphonique entre les ministres français et russe de la Défense | 0587 | Fernand Kartheiser | 83 |
| Assurance pension volontaire pour les fonctionnaires | 0588 | Sven Clement, Ben Polidori | 83 |
| Personnel des CFL | 0589 | Marc Goergen | 84 |
| Dispositifs intra-utérins | 0590 | François Bausch | 84 |
| Finances communales | 0592 | Marc Lies | 85 |
| Avocat de l'enfant | 0594 | Tom Weidig, Fernand Kartheiser | 85 |
| Réseau transeuropéen de transport | 0596 | Fernand Kartheiser | 86 |
| Développement du tracé du tram | 0597 | Francine Closener | 86 |
| Capacités du Centre national PET (CN PET) | 0599 | André Bauler, Carole Hartmann | 86 |
| Contingentement de médicaments | 0600 | Sven Clement | 87 |
| Squat de logement | 0601 | Paulette Lenert | 87 |
| Déclarations du commissaire à la langue luxembourgeoise | 0603 | Fred Keup, Jeff Engelen, Alexandra Schoos | 88 |
| Adresse de référence | 0606 | Franz Fayot, Georges Engel | 89 |
| Interdiction des envois de cadeaux et d'autres aides à destination de la Russie et de la Biélorussie | 0607 | Fernand Kartheiser | 89 |
| Ancienne déponie du Syndicat intercommunal SIDA à Kautenbach | 0609 | André Bauler, Luc Emering | 90 |
| Promotion de l'innovation dans l'agriculture | 0610 | Joëlle Welfring | 90 |
| Animaux domestiques | 0611 | Marc Goergen | 91 |
| Protection des victimes en matière de violences fondées sur le genre | 0612 | Marc Baum | 91 |
| Frais de justice des victimes en matière de violence domestique et de violence fondée sur le genre | 0613 | Marc Baum | 92 |
| Position du Gouvernement sur les violences fondées sur le genre | 0614 | Marc Baum | 92 |
| Délinquance juvénile | 0615 | André Bauler | 95 |
| Urgences pédiatriques | 0616 | Alexandra Schoos | 96 |
| Paiement immédiat direct (PID) | 0617 | Alexandra Schoos | 97 |
| Conférence à Londres afin de résoudre la prolifération et l'usage irresponsable de capacités commerciales de cyberintrusion | 0618 | Franz Fayot | 97 |
| Demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM | 0644 | Fred Keup | 99 |


**Infrastructure de protection et droit de défense des citoyens dans le cas d'une intervention militaire sur le territoire luxembourgeois** | Question **0478** (15/03/2024) de **Mme Claire Delcourt** | **M. Georges Engel** (LSAP)

La politique européenne d'armement connaît actuellement une relance. Néanmoins la population civile est peu informée sur les infrastructures de protection au Luxembourg ainsi que leurs droits en cas d'une intervention militaire.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Défense :

1) Le Luxembourg dispose-t-il d'abris antibombes ? Si oui, combien de ces abris existent sur le territoire luxembourgeois ? Si oui, en cas de besoin, comment la population civile serait-elle informée sur leurs localisations ? Si oui, les frais liés à l'entretien de ces abris sont-ils considérés dans les contributions luxembourgeoises à l'OTAN ?

2) Dans le cas improbable d'une offensive terrestre sur le territoire luxembourgeois, les résidents en possession d'une arme disposent-ils du droit de se servir de l'arme pour se défendre ? Quelles sont les modalités concernant l'utilisation d'une arme à feu en cas d'une intervention militaire ?

**Réponse** (18/04/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

ad 1) Non.

ad 2) La loi du 2 février 2022 sur les armes et munitions règle la possession et l'utilisation des armes à feu par des particuliers et ne prévoit pas de dispositions spécifiques concernant le cas improbable d'une offensive militaire terrestre sur le territoire luxembourgeois. L'article 58 (3) de la loi du 2 février 2022 prévoit que « sans préjudice des dispositions relatives à la légitime défense, il est interdit de tirer avec des armes à feu et avec des armes non à feu visées par la présente loi sur tout le territoire du Luxembourg, sauf lorsque le tir est autorisé en application de la présente loi [par exemple dans le cadre de la chasse ou encore sur le champ de tir] ou d'une autre disposition légale ou réglementaire ».

**Citoyens luxembourgeois ayant leur résidence principale dans la Grande Région** | Question **0482** (15/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Déi héich Wunnengspräisser drécken zënter Joren op de Budget vu ville Lëtzebuerger Awunner. Zënter 2009 sinn d'Präisser extreem an d'Luucht gaangen a mat der aktueller Zënssituatioun a Bautekris ass et fir Locatairen a Leit, déi hir éischt Wunneng kafe wëllen, guer net méi einfach ginn. Vill Leit plënneren dofir an d'Groussregioun, wou d'Wunnengspräisser dacks méi bëlleg si wéi hei.

Schonns 2009 huet de Forum Europa mam CEPS/Instead an der Etüd „Die grenzüberschreitende Wohnmobilität zwischen Luxemburg und seinen Nachbarregionen" erausfonnt, dass d'Leit, déi decidéieren, fir Lëtzebuerg ze verloossen an iwwert d'Grenz ze plënneren, et zum groussen Deel aus finanzielle Grënn maachen. D'Optioun, fir sech hannert der Grenz nidderzeloossen, ass fir vill Leit déi eenzeg Alternativ.

Dat huet allerdéngs och Konsequenzen. D'Plënneren an d'Nopeschlänner ass fir Ex-Residente mat villen Nodeeler verbonnen – zum Beispill wat d'Sozialleeschtungen ugeet, wéi de Chômage, REVIS oder d'Krankeversécherung. Wat ville wéideet, ass, datt d'Kanner vun Ex-Residenten a ville Fäll d'Méiglechkeet verléieren, fir am lëtzebuergesche Bildungssystem ze bleiwen an doduerch den Uschloss un déi lëtzebuergesch Kultur a Sproochevilfalt verléieren. Och beim Teletravail verléieren déi nei Lëtzebuerger Frontalieren.

Dës Leit dierfen net vun der Politick vergiess ginn, nëmme well si et sech net méi leeschte kënnen, fir hei um Territoire eng bezuelbar Wunneng ze kréien. Schonns 2019 hat ech déi deemoleg Regierung a menger Fro N° 1151 gefrot, wat fir d'Lëtzebuerger Ex-Residenten an der Groussregioun kéint gemaach ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz, fir Groussregioun, fir Wunnengsbau a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi vill Lëtzebuerger wunnen, Stand 1.1.2024, an der Groussregioun, opgeschlësselt no Land?
Wéi huet d'Situatioun den 1.1.2018 ausgesinn?

2. Wäert d'Regierung deene Leit, déi finanziell gezwonge si fir ze plënneren, entgéintkommen, andeems een zum Beispill de Kanner d'Méiglechkeet garantéiert, fir am lëtzebuergesche Schoulsystem ze bleiwen?

Wat fir weider Verbesserunge kënnen d'Lëtzebuerger, déi an der Groussregioun wunnen, vun der Regierung erwaarden?

**Réponse** (16/05/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. All Joer entscheede sech eng gewëssen Unzuel u Lëtzebuerger Résidents, d'Land ze verloossen, ouni hir berufflech Aktivitéit zu Lëtzebuerg opzeginn. Mat den Donnéeë vun der IGSS (Inspection générale de la sécurité sociale) ass et méiglech, déi Persounen opzelëschten, déi dës Entscheedung geholl hunn, a sech an der Groussregioun néiergelooss hunn. Déi follgend Zuele betreffen nëmme Persounen, déi am Lëtzebuerger Sozialversécherungssystem affiliéiert sinn.

Am Laf vum Joer 2018 hunn 2.503 Persounen de Choix gemaach, iwwer d'Grenz wunnen ze goen. No enger Hausse tëschent 2018 an 2022 ass d'Zuel am Joer 2023 op 2.962 erofgaangen.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

D'Zuel vun de Leit, all Nationalitéiten zesummen, déi iergendwann emol (ab 2003 gekuckt) vu Lëtzebuerg an d'Groussregioun geplënnert sinn an am November 2023 nach ëmmer an der Groussregioun wunnen (dëst sinn déi lescht Donnéeën, déi haut disponibel sinn), beleeft sech op 26.380 Leit, dorënner 23.036, déi am November 2023 zu Lëtzebuerg schaffen. D'Verdeelung no Land ass par rapport zum November 2023 sou gutt wéi konstant bliwwen.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2. Hei muss een ënnerscheeden, ob et sech ëm e Kand am Enseignement fondamental oder am Enseignement secondaire handelt.

Am Enseignement fondamental:

Den Artikel 20 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental hält fest:

„Ils [les parents] peuvent également demander l'admission de leur enfant dans une école d'une autre commune. Dans ce cas, ils adressent une demande écrite dûment motivée au Collège des bourgmestre et échevins de la commune où ils entendent inscrire leur enfant."

Déi legal Dispositiounen definéieren am selwechten Artikel och déi Motiver, déi als valabel fir esou eng Demande ugesi ginn:

„Sont considérés comme motifs valables :

1. la garde de l'enfant par un membre de la famille jusque et y compris le 3e degré ;
2. la garde de l'enfant par une tierce personne exerçant une activité d'assistance parentale agréée par l'État ;
3. la garde de l'enfant par un organisme œuvrant dans le domaine socio-éducatif agréé par l'État ;
4. la situation du lieu de travail d'un des parents."

Weider ginn déi genau Modalitéiten esouwéi d'Delaie vun der Demande fir esou eng Admissioun am Règlement grand-ducal modifié du 14 mai 2009 déterminant les modalités suivant lesquelles un enfant peut être admis dans une école d'une commune autre que sa commune de résidence ainsi que le mode de calcul des frais de scolarité festgehalen.

Et ënnerläit der Gemeng, d'Recevabilitéit vun der Demande ze préiwen a gegeebenefalls op Basis vun hirer Schoulorganisatioun eng Entscheedung ze huelen.

Am Enseignement secondaire:

Kanner a Jonker, déi an engem ëffentleche Lëtzebuerger Lycée ageschriwwe sinn, behalen d'Recht op hir Inscriptioun. Dës ass och gülteg, wann d'Elteren aus dem engen oder anere Grond sollten an d'Grenzregioun plënneren. Wat nei Inscriptioune betrëfft, ass et esou, datt d'Admissiounen an de Lycéeën opgrond vun den disponibele Plaze virgeholl ginn. Kanner vu Lëtzebuerger Familljen, déi an der Grenzregioun wunnen, kënnen deemno an engem Lëtzebuerger Lycée ageschriwwe ginn.

D'Regierung ass beméit, de Leit, déi an der Grenzregioun wunnen an zu Lëtzebuerg schaffen, hire berufflechen Alldag an hir Verbindunge mat Lëtzebuerg esou einfach wéi méiglech ze gestalten. Dofir gëtt et vill gemeinsam Initiativen, Projeten a Konventiounen am Kader vun der grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht tëscht de Lëtzebuerger Autoritéite mat deenen aus den Nopeschregiounen/länner.

**Relations diplomatiques avec la Serbie** | Question **0521** (22/03/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Selon des informations circulant en ligne et sur les réseaux sociaux, il semble que le Président serbe Alexandar Vučić ait récemment proféré des menaces concernant une possible invasion du Kosovo.

Au cours de la dernière décennie, les relations diplomatiques de la Serbie ont continué de naviguer entre des liens historiques profonds avec la Russie et un alignement plus fort avec l'Union européenne, la Serbie étant candidate officielle à l'adhésion depuis 2014. Alors que le refus du Gouvernement serbe de se joindre aux sanctions occidentales contre la Russie avait déjà attiré des critiques de la part de l'UE et des États-Unis, la signature en 2022 d'un accord pour des « consultations » de politique étrangère à long terme avec la Russie a soulevé de nouvelles questions tant pour la relation entre la Serbie et l'UE que pour les relations bilatérales entre la Serbie et ses partenaires occidentaux.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Quelle est l'appréciation de Monsieur le Ministre concernant les propos récents du président serbe envers le Kosovo ?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il des conséquences diplomatiques ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

**Réponse** (15/04/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Il importe d'éclaircir le contexte dans lequel ces propos ont été tenus. Le Président Alexsandar Vučić a prononcé le discours en question à l'occasion de la commémoration du vingtième anniversaire du 17 mars 2004, date à laquelle éclataient au Kosovo des violences antiserbes et antiorthodoxes. Il s'agissait des affrontements les plus meurtriers depuis la fin, en juin 1999, de la guerre qui avait opposé l'armée serbe à la communauté albanaise. À côté de cet aspect spécifique, il n'est pas exclu que l'actualité politique locale, nationale et régionale, avec, entre autres, la réorganisation des élections municipales à Belgrade qui se tiendront le 2 juin prochain, ait incité le Président Vučić à se positionner ainsi.

Que ce soit sur le plan bilatéral, avec les partenaires du Benelux ou au sein de l'Union européenne, le Luxembourg souligne la nécessité de mettre fin aux rhétoriques menant à des tensions. En outre, il y a lieu de rappeler que l'Union européenne et ses États membres continuent à demander aux deux parties, dans le cadre du dialogue entre Belgrade et Pristina, de progresser rapidement dans la normalisation de leurs relations, élément essentiel pour la sécurité et la stabilité de la région et pour l'avancement des deux parties sur leurs trajectoires européennes respectives.

Le Luxembourg continuera de suivre la situation de près et de se coordonner avec ses partenaires afin d'évaluer les développements dans la région.

**Aides au logement** | Question **0555** (29/03/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

D'Gesetz vum 7. August 2023 zu den individuelle Logementshëllefe gesäit Hëllefe bei der Acquisitioun a bei der Locatioun vir. Esou si fir d'Acquisitioun d'Prime d'accession à la propriété, d'Prime d'épargne, d'Subvention d'intérêt oder den Accès zur Staatsgarantie virgesinn. Fir d'Locatairen ze ënnerstëtzen, goufe Mesuren ewéi d'Subvention loyer oder d'Bäihëllef bei der Mietkautioun reglementéiert.

Wëssend, dass de Wunnengsbau- a Landesplanungsministère all Joer e Rapport publizéiert, géif ech gär nach e puer weider Informatioune kréien:

– Wat sinn déi duerchschnëttlech Delaie fir d'Joren 2022 an 2023, an deenen déi jeeweileg Demandë fir d'Logementshëllefen traitéiert gi sinn?

– Wéi vill vum Budget, dee pro Logementshëllef virgesi war, ass an de Joren 2022 an 2023 tatsächlech ausbezuelt ginn?

– Wat ass den Duerchschnëttsalter vun den Demandeure fir déi eenzel Logementshëllefen an de Joren 2022 an 2023 gewiescht?

– De Rapport annuel d'activité vum Wunnengs- a Landesplanungsministère 2023 seet eis, dass d'lescht Joer just 20 Staatsgarantien accordéiert gi sinn.
• Wat sinn d'Grënn fir déi geréng Unzuel un accordéierten Demanden?
• Denkt de Minister drun, d'Eligibilitéitskrittären, fir d'Staatsgarantie ze kréien, weider unzepassen an d'Staatsgarantie esou méi accessibel ze maachen?

– Déi Persounen, déi eng Prime d'accession à la propriété zougesprach kruten, hunn Usproch op d'Prime compensatoire conjoncturelle fir Immobilien, bei deenen den Acte tëschent dem 1.9.2023 an dem 31.12.2024 ënnerschriwwe gëtt.
• Wéi vill Persounen hunn déi Prime compensatoire conjoncturelle bis elo ugefrot?
• Wéi vill Persoune kruten déi Prime compensatoire conjoncturelle bis elo accordéiert?

– D'Montante bei der Subvention d'intérêt si momentan op 2,45 % gedeckelt. Wéi vill Demandë sinn an de Joren 2022 an 2023 gestallt ginn? A wéi oft si Montanten aus dëse follgende Quartilen accordéiert ginn?
• 0,25 %–1,00 %;
• 1,00 %–1,5 %;
• 1,5 %–2,00 %;
• 2,00 %–2,45 %.

– Wéi laang war am Joer 2023 den duerchschnëttlechen Delai vum retroaktive Remboursement vun der TVA beim Kaf vun enger Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA)? Wéi ginn dës Delaie gerechtfäerdegt?

**Réponse** (04/06/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Bei den Delaie vun der Loyerssubventioun kann ee soen, dass, iwwert d'Gesamtzuel vun den Dossiere gekuckt, 26 % bannent 1 Mount finaliséiert konnte ginn, 28 % innerhalb vun 2–3 Méint an 28 % innerhalb vu 4–6 Méint. Eng Opschlësselung no Joer ass aus technesche Grënn de Moment net méiglech.

Bei den Aidë fir d'Kafen, Bauen a Renovéiere vu Wunnenge konnten am Joer 2023 18 % vun den Affairë bannent 1 Mount ofgeschloss ginn (2022: 13 %), 42 % innerhalb vun 2–3 Méint (2022: 34 %) an 29 % bannent 4–6 Méint (2022: 31 %).

Wat d'Delaie fir d'Beaarbechte vun den Dossiere fir déi verschidde Wunnbäihëllefen ugeet, ass hei allerdéngs wichteg ze bemierken, dass et just méiglech ass, den Temps de traitement brut unzeginn, deen d'Zäit vum Echange vu Courrier mat abegraift, well de Ministère fir Wunnengsbau a Landesplanung och Dossieren acceptéiert, déi beim Erareechen nach net komplett sinn, fir déi dann zousätzlech Dokumenter mussen nogefrot ginn.

Als Äntwert op d'Froe betreffend den ausbezuelte Budget fir déi verschidde Wunnbäihëllefen, fannt Dir hei ënnendrënner, an den Tableauen 1 an 2, eng detailléiert Oplëschtung fir d'Joren 2022 an 2023.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Wat den Duerchschnëttsalter vun de Beneficiairë vun der Loyerssubventioun ugeet, sief gesot, dass et technesch net méiglech ass, eng Opschlësselung fir all Joer eenzel opzestellen, mee just op déi aktuell aktiv Dossieren.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Bei de Bäihëllefe fir d'Kafen, Bauen a Wunne gesäit een, dass de gréissten Deel vun de Beneficiairen tëschent 31 a 50 Joer al sinn, wéi sech aus dem Tableau 4 erausliese léisst. Sou sinn z. B. am Joer 2023 73 % vun de Beneficiairë vun der Bau-/Uschafungsprimm tëschent 31 a 50 Joer al gewiescht.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Obwuel d'Staatsgarantie als Haaptzil huet, fir Leit, déi net genuch Eegegarantien hunn, beim Kaf vun enger Wunneng ze ënnerstëtzen, muss den Emprunteur kënnen d'Mensualitéite vum Hypothéikeprêt zeréckbezuelen. Allerdéngs war duerch déi steigend Präisser vun de Wunnengen an déi steigend Zënstauxen op den Immobiliekreditter de Logementsmarché an deene leschte Joren immens réckleefeg, soudass dann och d'Staatsgarantie net méi sou oft ugefrot oder accordéiert gouf.

Fir dës Aide méi accessibel ze maachen, gouf mam Gesetz vum 7. August 2023 iwwert d'Aides individuelles au logement de maximale Montant vun der Staatsgarantie ëm ronn 100.000 Euro eropgesat (vu virdrun 194.000 op elo ronn 294.000). Mam Gesetzprojet Nummer 8353 (Paquet de relance), ginn d'Verdéngschtlimitte fir d'Staatsgarantie eropgesat, fir nach méi Leit kënnen dovunner profitéieren ze loossen. Zousätzlech dozou gesäit de PL 8353 och vir, dass d'Garantie vum Staat bis zu 40 % vum Präis vum Projet kann ofdecken (virdru loung dësen Taux bei 30 %).

Wat d'Prime compensatoire conjoncturelle ugeet, ass ze soen, dass den Demandeur dofir keng spezifesch Demande muss erareechen. Dës Primm gëtt – wann d'Konditiounen dofir erfëllt sinn – zesumme mat der Prime d'accession à la propriété ausbezuelt. Säit dem 1. September 2023, wou dës Primm hir legal Basis krut, hu 25 Persounen (16 Stéit) vun der Prime compensatoire conjoncturelle konnte profitéieren.

Fir d'Zënssubventioun goufen am Joer 2022 1.303 nei Demanden eragereecht, 2023 waren et der 977. Wat den Taux vun der Zënssubventioun ugeet, sinn d'Beneficiairë gläichméisseg iwwert déi verschidde Plagë vum Taux vun der Subventioun verdeelt, wéi een aus dem Tableau 5 erausliese kann:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Ofschléissend kann ech nach op de Gesetzprojet Nummer 8353 verweisen, deen de 14. Mee 2024 an der Plenarsëtzung vun der Chamber gestëmmt gouf, mat deem d'Verdéngschtlimitte fir d'Zënssubventioun fir all Typpe vu Stéit op den Decile 6 eropgehuewe ginn, fir nach méi Stéit fir dës Hëllef eligibel ze maachen an och de maximalen Taux vun der Subventioun op 3,50 % an d'Luucht gesat gëtt.

Am Joer 2023 goufen 894 Demandë bei der Enregistrementsverwaltung op Basis vum modifizéierte Gesetz vum 30. Juli 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation, eragereecht. Vun dësen Demandë ware 685 Stéck eligibel.

Dës Zuel beinhalt net nëmmen d'Demande fir e Remboursement am Kader vun de Ventes en l'état futur d'achèvement, mee betrëfft all Acquisitioun, déi am Artikel 5 a) vum Gesetz vun 30. Juli 2002 opgezielt ass, wéi zum Beispill och d'Venten, d'Adjudicatiounen, d'Partagen an d'Echangen.

Den Delai vum Remboursement läit bei 1 bis 3 Wochen no der Receptioun vun der Demande.

**Entretien téléphonique entre les ministres français et russe de la Défense** | Question **0587** (08/04/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

De 4. Abrëll 2024 huet de franséische Verdeedegungsminister, den Här Sébastien Lecornu, säi russeschen Homolog, den Här Sergej Schoigu, ugeruff. No den Echoen, déi een an der Tëschenzäit iwwer dat Gespréich ka kréien, wollt den Här Lecornu virun allem dës Sujeten uschwätzen:

– d'Méiglechkeet, fir de Konflikt an der Ukrain op de Linne vu virun der russescher „spezieller Militäroperatioun" „anzefréieren";
– déi russesch Reaktioun op eng eventuell Presenz vu franséische respektiv westlechen Truppen um Staatsgebitt vun der Ukrain.

Doniewent gouf och iwwer dat rezent terroristescht Attentat zu Moskau geschwat.

An deem Zesummenhank wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. War den Uruff vum Här Lecornu eng reng franséisch Initiativ oder war déi Lëtzebuerger Regierung am Kader vun der EU oder der NATO am Virfeld informéiert oder consultéiert ginn?

2. Gouf déi Lëtzebuerger Regierung no dem Gespréich iwwer d'Resultater informéiert?

3. Wéi schätzt déi Lëtzebuerger Regierung dës diplomatesch Initiativ vu Frankräich an? Wat bedeit si fir déi Lëtzebuerger Politick am Kontext vum Krich an der Ukrain?

4. Ass déi Lëtzebuerger Regierung bereet, fir mat der russescher Regierung bei der Bekämpfung vum Terrorismus zesummenzeschaffen?

**Réponse** (06/05/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

ad 1. Lëtzebuerg war net am Virfeld iwwert dës bilateral franséisch Initiativ informéiert ginn.

ad 2. Een Austausch iwwert bilateral a multilateral Initiative fënnt reegelméisseg op EU- an NATO-Niveau statt.

ad 3. D'Lëtzebuerger Regierung hält et net fir ubruecht, dës bilateral franséisch diplomatesch Initiativ weider ze kommentéieren.

ad 4. Am Kader vun der internationaler Kooperatioun am Beräich vun der Terrorismusbekämpfung schaffen déi Lëtzebuerger Autoritéite mat alle potenzielle Partner zesummen am Interêt vun der Protektioun vun der Zivillbevëlkerung.

**Assurance pension volontaire pour les fonctionnaires** | Question **0588** (08/04/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Wann ee wëll fräiwëlleg an d'Pensiounskeess abezuelen, huet een normalerweis de Choix, fir dëst zum Taux vun 1/3 Mindestloun, engem Mindestloun oder méi héich ze maachen. Fir Staatsbeamte gëllt d'Optioun, fir nëmmen 1/3 vum Mindestloun anzebezuelen, awer net. Den Artikel 8 vum groussherzogleche Reglement vum 25. Juni 2009 gesäit hei de Minimum vum Salaire social minimum vir.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Sozialversécherung an ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Firwat ass et de Fonctionnairen net erlaabt, fir nëmmen 1/3 vum Mindestloun ze cotiséieren?

2. Sinn hei Ännerunge geplangt, fir de Fonctionnairen dëst Recht ze ginn? Wa jo, wéini soll dëst konkreet geschéien?

**Réponse** (07/05/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

Bei enger Modifikatioun vum modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 5. Mee 1999 iwwert d'„assurance continuée, l'assurance complémentaire, l'assurance facultative, l'achat rétroactif de périodes d'assurance et la restitution de cotisations remboursées dans le régime général d'assurance pension" ass d'Méiglechkeet agefouert ginn, dass Persounen, déi net méi duerch hir Aktivitéit pensiounsversécher sinn, sech kënne fräiwëlleg pensiounsversécheren op Basis vun engem Drëttel vum soziale Mindestloun fir eng maximal Dauer vu 5 Joer. Virun dëser Modifikatioun war de minimale Montant, op deen déi concernéiert Leit sech konnte fräiwëlleg weider versécheren, de soziale Mindestloun.

Bei dëser Modifikatioun hat de Ministère fir sozial Sécherheet iwwersinn, dass och dat groussherzoglecht Reglement vum 25. Juni 2009 „déterminant les conditions et modalités relatives à la mise en compte des périodes prévues à l'article 4 et à l'assurance continuée, l'assurance complémentaire, l'assurance facultative et l'achat rétroactif de périodes d'assurance prévues aux articles 5, 5bis et 6 de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois" an

der selwechter Logik hätt misse modifizéiert ginn, fir dës nei Dispositiounen och applikabel ze maache fir d'fräiwëlleg Pensiounsversécherung vun de Staatsbeamten, de Gemengebeamten an och fir d'statutaresch Agente vun der CFL.

De Ministère fir d'Fonction publique gesäit awer vir, dës Modifikatiounen um groussherzogleche Reglement vum 25. Juni 2009 esou séier wéi méiglech virzehuelen an doduerch sech mat den Dispositioune fir d'fräiwëlleg Pensiounsversécherung fir d'Leit, déi am Privatsecteur affiliéiert sinn, gläichzesetzen.

**Personnel des CFL** | Question **0589** (08/04/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Äntwert op meng Fro N° 0387 huet d'Mobilitéitsministesch informéiert, dass d'CFL am Joer 2035 misste ronn 40 % méi Leit astellen, fir d'Ziler vum nationale Mobilitéitsplang (PNM 2035) ze erreechen. Am ganze Grupp CFL schaffe ronn 5.000 Leit, dat wieren also insgesamt gekuckt 2.000 Leit méi (Passagéierverkéier a Cargo). Deemno missten d'CFL ab elo all Joer am Schnëtt 200 nei Leit astellen, fir d'Zil ze erreechen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi deelen sech d'Personal bei den CFL op tëschent dem Passagéierberäich an dem Fret?

2. Wéi vill Persoune sinn iwwert déi lescht 3 Jore bei den CFL am Passagéierberäich agestallt ginn, opgelëscht no Joer?

3. Wéi vill Persounen hunn iwwert déi lescht 3 Joren d'CFL am Passagéierberäich verlooss (Pensiounen, Kënnegungen, Wiessel an de Fret etc.), opgelëscht no Joer?

4. Wéi wëll d'Ministesch dofir suergen, dass d'CFL ronn 200 Persoune pro Joer astellen? Wéi eng Virdeeler wäerten d'CFL am Vergläich zu anere Verwaltunge kënne bidden?
Wéi dréit d'CFL hei den Ëmstänn um Aarbechtsmarché Rechnung, dass beim Staat a verschiddene Verwaltungen och massiv rekrutéiert gëtt?

**Réponse** (14/05/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Mat Stand op den 31.3.2024 si vun de 5.154 Leit, déi beim Grupp CFL schaffen, 1.749 Leit am Passagéierberäich agestallt an 1.198 Leit am Fret.

ad 2. Hei ass den Tableau mat der Unzuel u Persounen, déi iwwert déi lescht 3 Joer bei den CFL am Passagéierberäich agestallt gi sinn:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 3. Hei ass den Tableau mat der Unzuel u Persounen, déi iwwert déi lescht 3 Joer d'CFL am Passagéierberäich verlooss hunn:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 4. A menger Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 0387 vum 23. Februar 2024 hat ech informéiert, datt fir d'Ëmsetzung vun allen Elementer vum PNM 2035 circa 35–40 % méi rullend Personal am Verglach zu haut noutwendeg sinn. Ënnert rullend Personal versti sech d'Lokféierer an d'Zuchbegleeder, déi am Passagéierberäich schaffen.

Bei engem aktuelle Personalstand vu 607 Leit, déi am Passagéierberäich fir déi Kategorie vu Posten agestallt sinn, missten deemno circa 212–242 zousätzlech Leit iwwert déi nächst 10 Joer agestallt ginn.

**Dispositifs intra-utérins** | Question **0590** (08/04/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Au printemps 2018, le fabricant « Eurogine » a été informé par les autorités espagnoles qu'un certain nombre de ses modèles de dispositifs intra-utérins (DIU) présentaient des problèmes de matériel susceptibles d'entraîner la rupture des branches latérales des stérilets de contraception. En conséquence, ces modèles de DIU ont été rappelés par « Eurogine ».

Malgré ce rappel, de nombreuses personnes ont été prévenues tardivement des problèmes associés à ces modèles de DIU.

Selon les calculs d'un expert, jusqu'à 68 % des DIU en question seraient défectueux. Ainsi, en Autriche, où 28.502 de ces DIU ont été vendus, 19.000 personnes pourraient potentiellement être affectées par un DIU défectueux.

En Allemagne, il a fallu attendre décembre 2019 pour que le Bundesinstitut für Arzneimittel und Medizinprodukte émette une première alerte sur les défauts matériels des DIU.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre est-elle au courant des problèmes liés aux DIU d'« Eurogine » susmentionnés ? Ces DIU sont-ils également utilisés au Luxembourg ? Dans l'affirmative, depuis quand la problématique est-elle connue au sein du ministère et quelles démarches ont été entreprises pour protéger les personnes affectées ?

2) Toujours dans l'affirmative, Madame la Ministre a-t-elle connaissance de personnes ayant rencontré des problèmes suite à la pose ou l'enlèvement d'un DIU du fabricant « Eurogine » au Luxembourg ? Si oui, combien de cas ont été recensés ?

3) De façon générale :
– Comment est-ce que les professionel.le.s de santé sont informé.e.s en cas de produits médicaux problématiques et quelles sont les procédures à suivre par les professionel.le.s dans de tels cas ?
– Y a-t-il un rappel automatique dans des cas que celui des DIU susmentionné ?
– Par quelle procédure les personnes potentiellement affectées sont-elles informées de produits médicaux problématiques ?
– Existe-t-il un registre de dispositifs médicaux dans lequel la référence du dispositif médical que l'on a placé chez un-e patient-e est notifiée ?
– Comment des dysfonctionnements de dispositifs médicaux sont-ils surveillés au Luxembourg ?

**Réponse** (14/05/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Au premier trimestre 2018, les autorités espagnoles ont porté à la connaissance de tous les États membres des problèmes liés uniquement à une liste limitée de lots de DIU du fabricant Eurogine : retrait de 4 lots du modèle Ancora®. Le mélange d'un polymère et du sulfate de baryum était correct en proportion, mais pouvait donner lieu de manière aléatoire à la formation d'agglomérats qui, si localisés à des zones spécifiques, pouvaient affaiblir le dispositif au point qu'il se rompe. Le processus de fabrication a été modifié dès décembre 2017.

En plus du rappel de ces lots, par prévention, le fabricant a également procédé au remplacement de 7 autres lots des modèles Ancora®, Novaplus® et Gold T® potentiellement concernés par la même action corrective dans le processus de fabrication.

Ces dispositifs intra-utérins sont destinés à être remplacés maximum après 5 ans chez la femme. Étant donné le faible taux d'incidence calculé par le fabricant, principalement lors de l'extraction (0,25 % de rupture à l'extraction et 0,08 % de rupture in situ/expulsion spontanée), un retrait prématuré du DIU chez la femme n'était pas recommandé.

Comme le prévoit la législation en vigueur, le fabricant a partagé ces instructions via un avis de sécurité (Field Safety Notice – FSN) pour communication à toute la chaîne d'approvisionnement jusqu'aux professionnels de santé dans le cas des DIU. Aucun État membre n'a ajouté d'élément à cet avis de sécurité.

Parmi d'autres États membres, le Luxembourg n'était pas listé comme pays concerné par cet avis, et le fabricant Eurogine n'a pas notifié le ministère du rappel de produit mis à disposition au Luxembourg. Aucune démarche n'était donc nécessaire.

La législation nationale actuellement en vigueur ne prévoit pas l'enregistrement des distributeurs mettant des produits à disposition ou des dispositifs mis à disposition sur le territoire luxembourgeois. Cependant, en 2020, un distributeur luxembourgeois a informé le ministère de son intention de mettre ces modèles de DIU à disposition sur le territoire du Luxembourg. Il ne peut donc s'agir que de nouveaux lots commercialisés.

ad 2) À ce jour, aucun incident n'a été rapporté par le fabricant Eurogine, par des professionnels de santé, par des utilisateurs ou par des patients luxembourgeois concernés par les modèles de DIU en question au Luxembourg.

ad 3)

– L'article 89 (8) du règlement européen 2017/745 précise que le fabricant veille à ce que les informations relatives aux mesures correctives soient portées sans tarder à l'attention des utilisateurs du dispositif en question au moyen d'un avis de sécurité (Field Safety Notice – FSN), tout en notifiant les autorités compétentes en parallèle. Les procédures à suivre par les utilisateurs (professionnel de santé dans le cas présent des DIU) sont décrites dans l'avis de sécurité.

– Dans le cas des lots de DIU en question, le fabricant Eurogine a décrit la démarche à suivre pour les dispositifs toujours in situ et concernant le rappel des lots de dispositifs défectueux concernés toujours en stock.

– Comme précisé dans la réponse à la question 3) a, les professionnels de santé sont informés au moyen d'un avis de sécurité (Field Safety Notice – FSN). Dans le cas présent des DIU, ce sont les professionnels de santé qui en informent leurs patients.

– À ce jour, la législation nationale ne prévoit aucun registre de dispositifs médicaux.

– D'une part, le fabricant a l'obligation de mettre en place un système de surveillance après commercialisation, et de notifier aux autorités compétentes concernées les incidents graves et les mesures correctives de sécurité. D'autre part, comme prévu par la législation nationale en vigueur, les autorités compétentes enregistrent au niveau national, de manière centralisée, les incidents graves qu'elles reçoivent des professionnels de la santé, des utilisateurs et des patients et en informent le fabricant qui procède sans tarder à une évaluation. Pour faciliter ces déclarations, un formulaire de notification est à disposition sur le site www.santé.lu Dispositifs médicaux – Portail Santé – Luxembourg (public.lu).

**Finances communales** | Question **0592** (09/04/2024) de **M. Marc Lies** (CSV)

La loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes a introduit de nouveaux critères de redistribution en vue de la répartition des avoirs du Fonds de dotation globale des communes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Monsieur le Ministre peut-il fournir dans un tableau pour l'année 2023 le détail par commune de la répartition du Fonds de dotation globale des communes suivant les critères de péréquation tels que définis à l'article 3, paragraphe (2) de la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes ?

– Monsieur le Ministre peut-il fournir pour l'impôt commercial communal un tableau détaillé par commune des recettes d'impôt perçues en 2023 et le détail de leur redistribution aux communes du pays ?

– Monsieur le Ministre peut-il fournir un tableau retraçant les montants par commune de leur contribution au Fonds pour l'emploi pour l'année 2023 ?

– Monsieur le Ministre peut-il me mettre à disposition un tableau comparatif pour toutes les communes de la dotation totale par habitant sur base des comptes FCDF et ICC de 2021, 2022 et 2023 ?

**Réponse** (14/05/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

L'honorable Député s'enquiert du décompte du Fonds de dotation globale des communes (FDGC), de l'impôt commercial communal (ICC) et de la contribution au Fonds pour l'emploi. Un tableau annexé à la présente reproduit les chiffres détaillés sur les finances communales de l'année 2023.

J'entends profiter de la présente question parlementaire pour confirmer qu'il existe un besoin de réformation au niveau de la contribution des communes au Fonds pour l'emploi. À l'heure actuelle les communes doivent contribuer ensemble au Fonds pour l'emploi à hauteur d'un total de 2 pour cent du montant des recettes de l'impôt commercial communal national. Cependant, le mécanisme de détermination complexe[1] des contributions communales individuelles au fonds, mis en place dans le cadre de la réforme des finances communales en 2017 a conduit à des inégalités entre les communes. Depuis 2021, moins d'un tiers des communes y ont contribué, soit 31 communes en 2021, 28 communes en 2022 et 27 communes en 2023. Par ailleurs la contribution de la moitié de ces communes est plus élevée que leurs participations directes aux produits de l'impôt commercial communal.

Les contributions de certaines communes en 2023, reprises au tableau ci-dessous, illustrent parfaitement le déséquilibre dans le système en place :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Dès lors une révision des modalités de contribution des communes au Fonds pour l'emploi s'impose dans le but de rendre le système plus juste. C'est l'objet d'un projet de loi en cours d'élaboration de baser la contribution de chaque commune au fonds sur sa participation directe au produit de l'impôt commercial communal généré sur son territoire par rapport au total des participations directes de l'ensemble des communes. Ainsi, chaque commune contribuerait équitablement en fonction de sa capacité financière, garantissant une répartition plus transparente et juste des charges, en appliquant le principe de solidarité entre les communes, un principe récemment confirmé par la Cour constitutionnelle[2] et la Cour administrative[3].

En cas de croissance ou de récession économique, la contribution d'une commune s'ajustera automatiquement en fonction de sa participation au produit de l'impôt commercial communal généré sur son territoire, permettant ainsi une réaction plus dynamique aux réalités économiques fluctuantes.

*(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Avocat de l'enfant** | Question **0594** (09/04/2024) de **M. Tom Weidig** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Den honorabelen Deputéierte Roy Reding hat am Juni 2022 d'parlamentaresch Fro 6361 zur Formatioun zum Kanneraffekot gestallt a mir wéilten nach e puer Präzisiounen zu den Äntwerte vun der Madamm Minister.

Dowéinst wollte mir der Regierung nach dës Froe stellen:

Zum Ad 1 vun der Äntwert zu der Fro 6361: „D'Affekoten, déi un der Formatioun zum Kanneraffekot vum Stater Barreau wëllen deelhuelen, mussen e Bréif un de Bâtonnier riichten, an deem si hir Motivatioun detailléieren, firwat si Kanneraffekot wëlle ginn. D'Plaze vun der Formatioun si limitéiert, fir ee konstruktiven Austausch tëscht de Formateuren an den Affekoten ze erméiglechen. D'Aschreiwunge fir d'Formatioun ginn zougemaach, esoubal de Maximum vu Participanten sech ageschriwwen huet."

1. Wat passéiert mat deenen Affekoten, déi net geholl gi si fir d'Formatioun? Kommen déi op eng Waardelëscht fir déi nächst Formatioun? Wa jo, ass déi Lëscht ëffentlech, respektiv hunn d'Affekoten Zougang zu der Lëscht?

2. Wéi vill Affekote ginn all Joer ofgeleent, respektiv wéi laang ass d'Waardelëscht par rapport zu der Unzuel vun den Affekoten, déi d'Formatioun duerchlafen an engem Joer?

3. Denkt dir driwwer no, Mesuren ze huelen, fir d'Waardelëscht ze reduzéieren?

4. Kann de Bâtonnier op Basis vum Motivatiounsbréif en Affekot ofleene respektiv aner Affekote virzéien? A wa jo, wat waren d'Grënn an der Vergaangenheet, fir dat ze maachen?

5. Sinn d'Prozeduren en détail ëffentlech gemaach ginn? A wa jo, kéint Dir eis déi bei Är Äntwert derbäi leeën?

Zum Ad 2: „Am zweete Joer bitt de Barreau eng ‚journée de formation follow-up' vun 8 Stonnen un. An dëser Opfrëschungsformatioun ginn d'Kanneraffekoten iwwert Aktualitéitssujete forméiert an Ateliere mat erfuerenen Affekote ginn organiséiert. E Kanneraffekot muss un dëser Opfrëschungsformatioun deelhuelen, wann en op der Lëscht vun de Kanneraffekoten ageschriwwe wëll bleiwen."

6. Ass déi „journée de formation follow-up" vun 8 Stonnen nëmmen obligatoresch, fir dat zweet Joer ofzeschléissen, oder muss e Kanneraffekot alljoers esou en Dag matmaachen, fir op der Lëscht kënnen ze bleiwen?

7. Zum Ad 6: „Falls de Riichter een Affekot fir e Mannerjärege bestëmmt, da steet et och dem Riichter fräi, een Affekot ze wielen, deen d'Formatioun zum Kanneraffekot ofgeschloss huet oder net. De Barreau stellt de Riichter eng Lëscht zur Verfügung, wou all d'Kanneraffekoten agedroe si mat den Domainer, an deene si spezifesch exerzéieren (Familljerecht, Strofrecht fir Mannerjäreger, Jugendschutz) an och hire jeeweilege Sproochkenntnisser."

8. A wat fir Fäll sicht de Riichter de Kanner de Kanneraffekot eraus? Ass dat konform mam Gesetz, dat, no gängeger Interpretatioun, nëmmen dem Kand oder den Elteren d'Recht gëtt, en Affekot ze wielen? Misst de Mannerjärege selwer oder seng Elteren/Erzéiungsberechtegt dowéinst net och hiren Accord zu där Wiel ginn?

**Réponse** (08/05/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Et steet dem Barreau zou, d'Formatioun vun den Affekote selwer ze organiséieren an ze geréieren. An dësem Kader bitt de Stater Barreau eng Formatioun zum Kanneraffekot un.

ad 1. an 3. Et gëtt keng Waardelëscht fir d'Formatioun zum Kanneraffekot. D'Affekoten, déi net un der Formatioun deelhuele konnten, si fräi, sech fir déi nächst Formatioun vum Stater Barreau anzeschreiwen.

ad 2. D'Zuel vun den Affekoten, déi interesséiert sinn, un der Formatioun zum Kanneraffekot deelzehuelen, variéiert vu Joer zu Joer. De Stater Barreau gëtt sech Méi, eng méiglechst grouss Unzuel vun Affekoten ze forméieren. Fir d'Qualitéit vun der Formatioun ze assuréieren, gëtt dës an Ateliere mat klenge Gruppen ofgehalen, esou datt d'Unzuel u Formatiounsplazen awer begrenzt ass.

ad 4. De Bâtonnier huet d'Méiglechkeet, interesséiert Affekoten aus anere Grënn wéi der limitéierter Unzuel u Formatiounsplazen ze refuséieren, fir d'Qualitéit vun der Formatioun oprechtzeerhalen. Dëst ass awer nach net virkomm.

ad 5. Bei dëse Prozeduren handelt et sech net ëm ëffentlech Prozeduren, mä ëm intern Prozedure vum Stater Barreau.

ad 6. D'Formatioun zum Kanneraffekot fënnt an zwou Etappe statt an ass op zwee Joer opgedeelt. Am éischte Joer schléissen d'Affekoten eng Ganzdaagsformatioun of. Am zweete Joer bitt de Barreau eng Journée de formation „follow-up" vun aacht Stonnen un. Dës Opfrëschungsformatioun ass obligatoresch, wann een Affekot op der informativer Lëscht vun de Kanneraffekoten ageschriwwe wëll bleiwen.

No der Formatioun zum Kanneraffekot ginn d'Kanneraffekoten encouragéiert, fir sech eegestänneg weiderzebilden duerch Formatiounen, déi vum Barreau organiséiert ginn, oder duerch Formatiounen, déi am In- an Ausland vun Associatiounen organiséiert ginn, déi an dësem Domaine schaffen. Dës Formatioune sinn awer net obligatoresch.

[1] Actuellement la participation de chaque commune au Fonds pour l'emploi se compose principalement de deux contributions. La première contribution est déterminée par des recettes combinées, à savoir les recettes du Fonds de dotation globale des communes et de la participation directe au produit de l'impôt commercial communal. Cette contribution concerne seulement les communes dont la moyenne des recettes combinées par population ajustée est supérieure à 110 pour cent au moins de la moyenne des recettes combinées nationales par population ajustée. Le montant à verser sur base de cette première contribution correspond au montant qui excède ces 110 pour cent. Cette première contribution ne peut dépasser 2 pour cent du montant total des communes en impôt commercial. Ensuite et si la somme des premières contributions des communes est insuffisante pour couvrir 2 pour cent du montant total des communes en impôt commercial, une deuxième contribution s'effectue afin de combler la différence. Le pourcentage de participation de chaque commune à la deuxième contribution correspond à la part de ses recettes combinées dans les recettes combinées du pays.

[2] Cour constitutionnelle, 13 novembre 2020, n° 00157 du registre ;

[3] Cour administrative, 19 mars 2024, n° 49094C et n° 49095C, n° 49236C et n° 49237C ;

ad 7. E Kanneraffekot gëtt entweeder op der Basis vum Artikel 388-1 vum Code civil oder op der Basis vum Artikel 1007-50 NCPC vum Familljeriichter designéiert. Béid Dispositioune ginn dem Riichter de Pouvoir, e Kanneraffekot fir e Kand, dat nach keen Affekot huet, ze nennen.

Am Fall vum Artikel 1007-50 NCPC kontrolléiert de Familljeriichter, ob vum Jugendriichter schonns een Affekot fir d'Kand designéiert gouf, oder ob d'Kand an enger viregter Instanz beim Familljegeriicht schonns een Affekot hat. Falls béides net de Fall ass, designéiert de Familljeriichter een Affekot fir d'Kand. Wa méiglech gëtt e Kanneraffekot designéiert, deen d'Formatioun vum Barreau ofgeschloss huet. Falls d'Kand awer gären e spezifeschen Affekot hätt, da gëtt säi Wonsch vum Familljeriichter respektéiert.

Falls e Kand op Basis vum Artikel 388-1 vum Code civil an enger Prozedur gehéiert soll ginn, da gëtt deen Affekot designéiert, deen d'Eltere gemeinsam virschloen. Falls sech d'Elteren net op een Affekot eenege kënnen, designéiert de Riichter een Affekot fir d'Kand. De Riichter wielt deen Affekot fir d'Kand aus, deen duerch seng sproochlech Kenntnisser, säin Alter, a gegeebenefalls och säi Geschlecht, am beschte gëeegent ass, dës Charge unzehuelen. Wa méiglech gëtt e Kanneraffekot designéiert, deen d'Formatioun vum Barreau ofgeschloss huet.

**Réseau transeuropéen de transport** | Question **0596** (11/04/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Säit dem Vertrag vu Maastricht gëtt an Europa um sougenannten Transeuropäeschen Transportnetzwierk geschafft. Dozou gehéiert notamment en europawäiten, transnationalen Ausbau vum Schinnennetz. Och zu Lëtzebuerg goufen nach rezent Gesetzesännerungen an der Chamber ugeholl, fir den Ausbau vun deem Reseau ze erméiglechen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. U wéi eng vun dëse Verbindunge soll Lëtzebuerg direkt iwwert d'Stater oder aner Garen hei am Land ugeschloss ginn?

2. Vu wéi enge vun dëse Verbindungen an iwwert wéi eng auslännesch Garen an der Groussregioun sollen d'Lëtzebuerger Bierger iwwer Uschlossméiglechkeete profitéieren?

3. Wéi vill Suen huet Lëtzebuerg bis ewell selwer fir den Ausbau vum Transeuropäeschen Transportnetzwierk ausginn? Wéi eng Projete goufen dobäi konkreet realiséiert?

4. Wéi vill Sue sinn ëmgekéiert vun der EU u Lëtzebuerg gefloss, fir sech un deem Ausbau ze bedeelegen? Wéi eng Projete goufen an deem Kader finanzéiert?

5. Bis wéini sollen déi eenzel Eisebunnsstrecke fäerdeggestallt ginn? Kënnen déi urspréinglech Zäitpläng agehale ginn?

6. Op wéi eng Manéier soll Lëtzebuerg iwwert d'Projete vum Transeuropäeschen Transportnetzwierk eraus an den nächste Joren a Joerzéngte laangfristeg verdéift un de franséischen TGV an den däitschen ICE-Reseau ugeschloss ginn?

**Réponse** (10/05/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den 9. Februar 2024 ass en Accord fonnt ginn téschent der Europäescher Kommissioun, de Memberstaten an dem Europaparlament fir en neit europäescht Reglement iwwert den TEN-T Reseau. Dëst Reglement betrëfft all d'Transportmëttelen, net nëmmen d'Eisebunn. Dat neit Reglement leet eng Rei Critèrë fest, déi op dësem Reseau mussen erfëllt sinn. Dës Critèrë betreffen den Transport vu Persounen an och den Transport vu Gidder iwwert d'Schinn. Ee leschte Critère betrëfft och e Minimum vu Gidderzich, déi musse kënnen iwwert eng Streck fueren. Wéi d'Kapazitéit, déi um Schinnereseau disponibel ass, soll verdeelt ginn, gëtt an engem separate Reglement gereegelt, dat den Ament nach am Conseil diskutéiert gëtt. D'Reglement iwwert den TEN-T Reseau leet also eng gewëssen Unzuel vu Critèrë fest, ouni awer Verbindungen, déi mussen ugebuede ginn, opzezielen.

Fir dësen TEN-T Reseau opzebauen, goufen eng Rei Kniet an Europa definéiert, déi ënnerteneen duerch déi verschidden Transportmëttel verbonne ginn. Fir Lëtzebuerg goufen d'Gare Lëtzebuerg, de Flughafen um Findel, den Terminal zu Beetebuerg/Diddeleng an den Hafen zu Mäertert festgehalen. Wat den Eisebunnsreseau ugeet, sou gehéieren d'Haaptstrecken zum TEN-T Reseau, déi et erlaben, de Knuet vun der Stad Lëtzebuerg mat Metz, Tréier, Arel a Léck ze verbannen. Bei dës Relatioune kënnt nach d'Streck vu Rodange a Richtung Belsch derbäi, déi zum Fret-Korridor gehéiert, deen d'Nordmier mam Mëttelmier verbënnt.

Nieft der Erneierung vum Schinnereseau, gouf och de Reseau zu Lëtzebuerg ausgebaut an un europäesch Standarden ugepasst. Sou gouf an de leschte Jore beispillsweis d'Streck op Klengbetten nei elektrifizéiert an den europäesche Sécherheetssystem ERTMS op all de Strecken agefouert. Well dat neit Reglement méi streng Critèrë virgesäit, mussen an Zukunft verschidden Ouvragen a Gleisanlagen ugepasst ginn.

Fir déi néideg Kapazitéit kënnen um Lëtzebuerger Reseau unzebidden, gouf d'Gare Lëtzebuerg ëm zwee Quaien erweidert. Ee vun deene gréisste Projeten ass sécherlech de Bau vun enger neier Streck tëschent Lëtzebuerg a Beetebuerg. Bei dësem Projet, dee bis 2027 wäert fäerdeg gestallt ginn, huet déi Europäesch Kommissioun bis elo bal 27,6 Milliounen Euro bäiginn. Parallell ass den Ament eng Etude amgaangen, fir d'Gare Beetebuerg weider auszebauen an un déi besteeënd an un déi nei Eisebunnsstreck unzepassen. Dës Etude gëtt vun der Europäescher Kommissioun mat 2,5 Milliounen Euro subventionéiert.

A Richtung Belsch goufen an der Vergaangenheet verschidden Aarbechten zu Péiteng a Rodange souwéi och dat neit Stellwierk zu Klengbetten, wat am November 2014 mat neie Signalanlagen a Betrib geholl ginn ass, vun der Europäescher Kommissioun subventionéiert (1,1 Milliounen Euro). Déi meescht Projeten, déi am leschte Joerzéngt realiséiert goufen, hunn dozou bäigedroen, datt de Lëtzebuerger Reseau ee vun deenen interoperabelsten an Europa ass, mee et muss virun investéiert ginn, fir de Reseau deenen neiste Critèren unzepassen. D'TEN-T Reglement gesäit net vir, datt nei Strecken zu aneren Destinatioune solle gebaut ginn, mee Lëtzebuerg ass am Kontakt mat den Nopeschlänner, fir d'Eisebunnsoffer bis 2030 an driwwer eraus bis 2040 ze definéieren.

Etudë sinn um grenziwwerschreidende Reseau amgaangen, fir d'Offer fir Pendler an Destinatiounen op grousser Distanz kënnen eropzesetzen: Koblenz, Mannheim iwwer Saarbrécken, Bréissel, Metz a Stroossbuerg. Et muss een awer ervirsträichen, datt all Destinatiounen op grousser Distanz duerch Zich, déi ënner kommerzieller Verantwortung fueren, vun Eisebunnsentreprisë proposéiert ginn.

**Développement du tracé du tram** | Question **0597** (11/04/2024) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

Mercredi, le 27 mars 2024, les autorités de la Ville de Luxembourg ont annoncé lors de la présentation de leur plan de mobilité de ne plus prolonger le tram vers le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) jusqu'en 2035. Le tracé du tram sur la route d'Arlon ne serait donc plus une priorité.

Ce changement de priorité aurait pour conséquence que les habitants de Mamer, de Strassen et de l'ouest de la capitale devraient attendre plus longtemps une liaison par tramway, qui finalement apaiserait aussi fortement la circulation. La modération du trafic est d'autant plus importante si l'on tient compte du développement du nouveau site du « Sportlycée ».

Enfin, il faut ajouter que l'ancien Ministre de la Mobilité et des Travaux publics a reconnu la priorité de ce tronçon, raison pour laquelle son achèvement était initialement prévu pour 2028.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Quelle priorité le Gouvernement attribue-t-il à ce tracé de tramway ?

– Est-ce que Madame la Ministre partage l'avis que le tracé en question devrait être finalisé avant 2035 ?

– Madame la Ministre est-elle d'avis que la connexion de tramway entre la place de l'Étoile et la Cloche d'Or présente une plus haute priorité nationale que la ligne de tramway vers Strassen-Mamer ?

**Réponse** (17/05/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée demande des renseignements quant aux priorités de l'extension du réseau de tramway. En effet, il est important de se donner une priorité et une logique d'intervention pour réaliser les différentes extensions du tram, conformément au Plan national de mobilité 2035.

Dans ce cadre, lors de la conférence de presse du 19 avril 2024, en collaboration avec Mme la Bourgmestre Lydie Polfer et les responsables de Luxtram, j'ai exposé les priorités et les étapes à venir de l'extension du réseau.

Une première priorité pour les prochaines années réside dans l'attention particulière accordée aux quartiers existants tels que Belair, Hollerich, Cessange et Gasperich. Un nouvel axe nord-sud, passant par la route d'Esch, facilitera leur intégration au réseau actuel.

La deuxième priorité, confirmée lors de cette conférence de presse, porte sur l'extension du réseau le long de la route d'Arlon. Cette priorité demeure immuable, et les études nécessaires sont actuellement en cours. Mon objectif est de déposer un projet de loi pour cette section l'année prochaine. Néanmoins, les projets connexes, tels que le développement de la place de l'Étoile et l'acquisition d'emprises, laissent entrevoir une mise en service improbable avant 2028.

En conclusion, le Gouvernement accorde le même degré de priorité à l'extension sur le route d'Arlon qu'à celle sur la route d'Esch en direction vers Cloche d'Or.

**Capacités du Centre national PET (CN PET)** | Question **0599** (11/04/2024) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Déi fréier Gesondheetsministesch hat eis 2023 matgedeelt, datt dru geduecht gëtt, fir d'Kapazitéite

vum Centre national PET (CN PET) ze erweideren, dëst, fir verlängert Waardezäiten ze vermeiden. Et war hirer Opfaassung no wichteg, fir d'Offer u Plagen duerch een zweeten Apparat ze verstäerken. Eng zukünfteg Upassung vun der Annex vum Spidolsgesetz géif och d'Uschafung vun engem zousätzleche PET-CT virgesinn, sou déi fréier Ministesch. Fir d'Leit aus dem Norde wier et awer vu Virdeel, wann och op Ettelbréck ee PET-CT kéint kommen. Dës mussen nämlech dacks wäit Weeër op sech huelen, verbonne mat engem groussen Zäitopwand. Op Ettelbréck kéinten och Patienten aus dem Zentrum an aus dem Weste vum Land kommen – net ze vergiessen och Biergerinnen a Bierger aus dem Kanton Iechternach.

An deem Kontext wollte mir der Madamm Gesondheetsministesch follgend Froe stellen:

1. Wou sinn d'Virbereedungsaarbechte fir d'Uschafung vun engem weidere PET-CT momentan drun?

2. Ass d'Madamm Ministesch gewëllt, fir Gespréicher mat der Direktioun vum ChdN opzehuelen, fir datt sou eng Offer och am Norde vum Land verfügbar wier?

3. Wéi huet sech d'Zuel vun de Behandlungen an deem Beräich zanter 2014 entwéckelt?

**Réponse** (16/05/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Wéi an der QP 8012 vum 22 Mee 2023 beschriwwen, ass den Equipement PET-CT een „équipement national no der Annex 3 vum ofgeännerte Gesetz vum 8. Mäerz 2018 betreffend d'Spideeler an d'Spidolsplanung". Eng konstant wuessend Demande opgrond vun neie medezinneschen Indikatiounen an neien nuklearen Traceuren, déi agesat ginn, huet eng Erweiderung vun de Kapazitéite vum CN PET noutwendeg gemaach, fir verlängert Waardezäiten ze vermeiden. Mam Gesetz vum 22. Dezember 2023 (Loi du 22 décembre 2023 portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière en vue d'autoriser l'État à participer au financement des gardes et astreintes des médecins hospitaliers dans les centres hospitaliers et les établissements hospitaliers spécialisés) ass déi maximal Unzuel vu PET-CT Maschinnen (Tomographe à émission de positons) am Land vun 1 op 2 eropgesat ginn.

Eng Demande, fir en zweete PET-CT am Centre national PET CHL kënnen ze bedreiwen, gouf Ufank dëst Joer, nom Avis favorable vun der Commission permanente hospitalière (CPH) vum 23. Februar 2024, vum Ministère guttgeheescht. Doropshi gouf d'Prozedur „appel d'offre" lancéiert. Am September kann dann eng Bestellung gemaach ginn. Eng Exploitatioun vun dem zweete PET ass fir de Laf vum éischten Trimester 2025 geplangt.

ad 2. D'Bedreiwe vun engem PET-CT erfuerdert eng adaptéiert Logistik an Infrastruktur. Spezialiséiert Kompetenze vun der Équipe médico-soignante sinn néideg an de Patientenoflaf ass komplex. Ee Laboratoire, fir déi radioaktiv Produkter ze manipuléieren a stockéieren, ass erfuerdert an d'Kompetenz vun engem Radiopharmacien op der Plaz ass indispensabel. D'Gestioun vun de radioaktive Produkter mat enger limitéierter Haltbarkeetszäit kann an enger zentraler Struktur eng héich Aktivitéit vu realiséierten Exame sécherstellen.

Souwuel vum Comité scientifique, wéi och vum Comité de gestion vum CN-PET koum d'Demande, dass d'Kapazitéite vum CN PET erweidert solle ginn, fir verlängert Waardezäiten ze vermeiden an aus den uewe genannte Grënn ass et d'Konklusioun, d'Aktivitéit op engem Site ze zentraliséieren. Weider Gespréicher sinn am Moment net geplangt.

ad 3. Säit 2014 bis 2023, ass d'Unzuel vun Exame vun 2.672 op 7.295 an d'Luucht gaangen, huet sech also progressiv méi ewéi verduebelt.

**Contingentement de médicaments** | Question **0600** (12/04/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Ëmmer nees kënnt et vir, dass Medikamenter an den Apdikte kuerzfristeg net méi disponibel sinn an eréischt no e puer Wochen erëm verkaf kënne ginn. Grond dofir kënne Problemer um Niveau vun der Produktioun oder vum Transport sinn, mee awer och d'Kontingentéierung vu bestëmmte Medikamenter spillt hei eng Roll.

Vun enger Kontingentéierung vun engem Medikament schwätzt een, wann en Hiersteller eng bestëmmten Unzuel un Dose pro Land festleet, déi pro Mount geliwwert dierfe ginn. Wann d'Nofro an engem Land méi héich ass wéi d'Unzuel u Medikamenter, déi dem Kontingent entspriechend geliwwert dierfe ginn, kënnt et um Enn vum Mount zu Engpäss. Wann e Land säi Kontingent opgebraucht huet, ginn nämlech keng weider Dose geliwwert – an dat och, wann den Hiersteller der eigentlech nach op Stock hätt.

D'Kontingentéierung baséiert op der Iddi, dass all déi beliwwert Länner iwwert dat ganzt Joer Medikamenter erhalen an et net an engem Land zu Engpäss kënnt, well an engem aneren ze vill akaf gouf. Wann d'Produktioun vun engem Medikament limitéiert ass, kann eng Kontigentéierung also zu enger méi fairer Verdeelung bäidroen. Leider héiert een awer och ëmmer nees vu Medikamenter, deenen hir Distributiounszuele vum Hiersteller kënschtlech niddreg gehale solle ginn, fir Parallellexporter ze verhënneren. An dëse Fäll géif opgrond vu wirtschaftlechen Interesse manner produzéiert a verkaf ginn, wéi méiglech wier, well d'Hiersteller sécherstelle wëllen, dass all Land just grad genuch Medikamenter kritt, fir d'Besoine vun der Bevëlkerung ze decken, esou dass sech keen Exportmarché entwéckele kann an d'Hiersteller d'Kontroll iwwert de gesamte Verkaf behalen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi eng Medikamenter, déi a lëtzebuergeschen Apdikten akaf kënne ginn, si vun enger Kontingentéierung betraff?

2. Wéi vill vun dëse Medikamenter konnten an de leschten 12 Méint zu engem gewëssen Zäitpunkt net méi verkaf ginn, well de Kontingent opgebraucht war?
Op wéi engem Datum waren dës Kontingenter pro Medikament pro Mount jeeweils erschöpft?

3. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3024 vun 2009 hat d'Regierung gesot, dass et bei de lëtzebuergesche Verkafszuele wéinst dem verhältnismäisseg klengen Effectif zu prozentual héije Schwankunge kéint kommen, déi dozou féiere géifen, dass d'Zuele vun de d'Kontingentéierungen net ëmmer richteg op de lëtzebuergesche Marché passen. Wat gouf säitdeem gemaach, fir mat dësem Problem besser ëmzegoen?

4. Wéi eng Beméiunge si geplangt oder goufe vun der Regierung ënnerholl fir ze verhënneren, dass kontingentéiert Medikamenter temporär an den Apdikten net méi ze kréie sinn?

**Réponse** (23/05/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Déi pharmazeutesch Betriber hunn déi legal Obligatioun, der Division de la pharmacie et des médicaments vun der Gesondheetsdirektioun d'Indisponibilitéit vun engem Medikament, souwéi och d'Ursaach dovu matzedeelen. Allerdéngs ginn d'Firmaen d'Kontingentéierung net explizitt als Ursaach vun enger Indisponibilitéit un. Dowéinst ass et net méiglech, Informatiounen zu dësem Theema ze ginn.

D'Kontingentéierunge si vu pharmazeutesche Laboratoiren ufanks den 2000er Joren agefouert gi mam Zil, de Flux vu verschiddene Produkter ze optimiséieren. Bei der Kontingentéierung berechent d'pharmazeutesch Industrie sou genau wéi méiglech d'Produktioun an d'Quantitéit, déi an all Land ausgeliwwert gëtt, an dat op Basis vum Verkaf vun de leschte Joren.

ad 2. Aus den Informatiounen, déi vun de pharmazeutesche Betriber matgedeelt ginn, ass et net méiglech, Konklusiounen ze zéien, ob eng Onverfügbarkeet vun engem Medikament op d'Kontingentéierung zeréckzeféieren ass.

ad 3. Am Joer 2009 waren d'Previsioune fir d'Verdeelung vun deene verschiddene Produzente baséiert op Daten zum Verkaf vun hire Produkter duerch Grossisten, déi d'Apdikten an de verschiddene Memberstaate beliwweren. Dës europäesch Prognose waren net onbedéngt passend fir e klenge Maart wéi Lëtzebuerg.

Zënterhier ass de Maart gewuess, huet sech erweidert, an d'Datesammlung ass méi präzis ginn. Pharmazeutesch Firmen hunn Zougang zu méi präzisen an zouverlässegen Donnéeën, fir hir Fabrikatiouns- a Verkafsprevisiounen ze maachen, besonnesch duerch d'Zréckgräifen op Servicer vu spezialiséierte Firmen, déi „Maartinterpretatiouns- an Datenanalysesystemer" ubidden, déi op der Kräizung vun Donnéeë baséiert sinn, déi am ganze Land gesammelt ginn.

D'Estimatioune vun de Besoine vu Medikamenter, déi op viregte Ventë baséieren, ginn awer net duer, fir d'Bedierfnesser ze decken am Fall vun aussergewéinlech héijer Nofro (z. B. saisonal Epidemie, déi méi schwéier wéi erwaart ausgefall ass) oder am Fall vun engem Fabrikatiounsproblem (z. B. Mangel u Rohmaterial no engem gréissere Virfall).

Dofir si rezent op europäeschem Niveau verschidden Dispositiffen en place gesat ginn, fir eventuell Indisponibilitéitsproblemer vu Medikamenter besser ze antizipéieren, onofhängeg vun der Ursaach vun der Indisponibilitéit.

ad 4. D'Division de la pharmacie et des médicaments vun der Gesondheetsdirektioun huet am Januar 2022 e Comité de pilotage an d'Liewe geruff, dee sech mat der Ausschaffung vun engem nationale Plang fir d'Gestioun vun den Indisponibilitéite vu Medikamenter an anere Gesondheetsproduite beschäftegt. Ee vun den Aarbechtsgruppe widmet sech dem Theema Kontingentéierung.

Nieft de kommerziellen Iwwerleeunge vun enger Kontingentéierung ass et wichteg, fir sech mat allen Acteuren aus dem Circuit vun der Medikamenteverdeelung auszetauschen, fir d'Disponibilitéit vu kritesche Medikamenter ze garantéieren.

**Squat de logement** | Question **0601** (12/04/2024) de **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Il m'est revenu que plusieurs personnes ont squatté dans différentes maisons dans la commune de Junglinster pendant les mois de février et mars derniers. La police de Junglinster a été informée et les agents de police du commissariat Ernz de Junglinster se sont rendus à plusieurs reprises sur les lieux en question. Malheureusement, dans plusieurs cas, les agents de police ne se sont pas déplacés sur place.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Monsieur le Ministre des Affaires intérieures peut-il confirmer lesdits cas ? Dans l'affirmative, comment est-il possible que la police n'intervienne pas toujours lors de squats itératifs ?

2) Est-ce que des agents de police du commissariat Ernz ont été retirés ces derniers mois afin de soutenir les policiers de Luxembourg-ville ? Dans l'affirmative, est-ce que les agents concernés vont être réaffectés au commissariat Ernz en vue de réassurer le bon fonctionnement de celui-ci ? Si tel n'est pas le cas, qu'est-ce qui explique cette pénurie de personnel au sein du commissariat Ernz à Junglinster ?

3) Monsieur le Ministre des Affaires intérieures peut-il me renseigner sur le nombre de cas, depuis le 15 janvier 2024, pour lesquels des commissariats de police n'ont pas été en mesure de poursuivre dans l'immédiat des cas signalés et de dispatcher des patrouilles à cause d'un manque d'effectifs et quelles ont été les communes concernées ?

4) Quels sont les moyens dont la Police grand-ducale dispose lorsque des personnes squattent des logements ? Comment Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire juge-t-il les logements squattés compte tenu du phénomène prononcé de logements vacants au Grand-Duché de Luxembourg ?

**Réponse** (14/05/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) Il n'existe pas au Luxembourg de législation spécifique concernant le squat. En cas d'intervention de la police sans constatation d'une infraction pénale, la police invite les squatteurs à quitter les lieux. Elle ne dispose toutefois pas de moyen de contrainte en cas de refus de la part des sqatteurs de ce faire.

La police répond de façon générale aux appels concernant les squats. Il est possible que le contrôle d'un squat soit retardé si une urgence survient et doit être priorisée. Si des appelants signalent une intrusion de squatteurs, la police mobilise dans les délais requis tous les moyens pour se rendre rapidement sur les lieux afin d'appréhender les individus et de les contrôler.

Le commissariat Ernz est un commissariat à deux roulements (C2R) et reste opérationnel jusqu'à 21.00 heures, puis le commissariat Museldall (C3R) prend le relais, de manière à ce que la continuité des interventions reste assurée.

ad 2) L'effectif disponible au commissariat Ernz est suffisant pour garantir le bon fonctionnement des opérations policières et soutenir d'autres services.

Le déploiement lors du dispositif spécifique n'a pas créé de pénurie de personnel au commissariat Ernz qui est resté ouvert au public comme prévu et qui a continué de fournir ses services sans interruption.

Comme il a été annoncé par voie de communiqué de presse en date du 16 avril 2024, l'appui des policiers d'autres régions n'est plus requis à partir de mai, suite à l'assermentation de nouveaux policiers fin avril.

ad 3) En situation d'urgence, comme une intrusion de squatteurs, la police réagit avec rapidité et toutes les unités environnantes s'entraident, grâce au système ELS (Einsatzleitsystem). Ce système est conçu pour favoriser une collaboration efficace entre les commissariats, indépendamment de la localisation de l'intervention, étant donné que la priorité est donnée à la proximité géographique et que les unités de police les plus proches sont appelées en premier pour agir rapidement. Grâce à l'ELS, la police peut répondre de manière simple, coordonnée et rapide aux besoins, où que l'intervention soit requise.

ad 4) Concernant les moyens de la Police grand-ducale, il est renvoyé au point 1.

Le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire est en faveur de la mobilisation des logements vacants. La gestion locative sociale est un moyen existant. Par ailleurs, tel que prévu par le l'accord de coalition, le Gouvernement entend poursuivre l'introduction d'un impôt national sur les logements non occupés. Un registre national des bâtiments et des logements sera ensuite mis en place pour la saisie des logements occupés et non occupés et pour le calcul de l'impôt sur les logements vacants. Cette mesure devra ainsi contribuer à mobiliser les logements vacants.

**Déclarations du commissaire à la langue luxembourgeoise** | Question **0603** (12/04/2024) de **M. Fred Keup** | **M. Jeff Engelen** | **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Den 8. Abrëll 2024 war den Här Pierre Reding, Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch, „Invité vun der Redaktioun" op RTL. An deem Interview goufen him duerchaus kritesch Froe gestallt, wat d'Beméiunge vun der Regierung am Hibléck op d'Förderung vun der Lëtzebuerger Sprooch ugeet. Obschonns den Här Kommissär betount huet, datt et wichteg wier, eis Sprooch um Liewen ze halen an datt dat eng gesamtgesellschaftlech Aufgab wier, huet hien eng Rei vu Bemierkunge getätegt, déi aus dem Mond vun engem Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch ongewéinlech a besuergniserregend sinn. Sou huet hie beispillsweis gesot: „Ech hunn e Problem mat dem Wuert ‚Mammesprooch'. Dat ass e Begréff, deen hautdesdaags net méi an der Literatur oder an der Fuerschung benotzt gëtt." Eng weider Ausso vum Här Kommissär war: „Wann e Mann aus Eritrea op Lëtzebuerg kënnt an e freet mech, wat fir eng Sprooch hie soll als Éischt léieren, da soen ech als Kommissär fir d'Lëtzebuergescht, e soll fir d'éischt Franséisch léieren [...] wéinst alle praktesche Saachen, wéinst de Formulairen, déi op Franséisch sinn, dat mécht him d'Iwwerliewen hei zu Lëtzebuerg méi einfach."

An deem Zesummenhang hu mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Iwwer de Begréff „Mammesprooch" huet d'Zwetelina Ortega 2021 op „derstandard.de" geschriwwen: „[...] weil dieser Begriff dazu verleitet, ihn missverständlich zu interpretieren, ersetzt ihn die Sprachwissenschaft heute mehr und mehr durch den Begriff Erstsprache. Aber so ganz falsch ist der Begriff nicht, denn die Sprache der Mutter ist die Sprache, die das Kind am intensivsten hört. Ungefähr ab der 23. Schwangerschaftswoche kann das ungeborene Kind hören, besonders die Stimme der Mutter, die über Schallwellen in den ganzen Körper übertragen werden. Gedämpft hört das Kind natürlich auch, was in seiner Umgebung gesprochen wird. Ab diesem Moment beginnt sich Sprache zu entwickeln. Es darf also nicht verwundern, wenn bereits Neugeborene zwischen bekannter und unbekannter Sprache unterscheiden können." Deelt d'Regierung d'Ausso vum Här Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch, datt de Begréff „Mammesprooch" onwëssenschaftlech bzw. obsolet ass?

2. Wéi steet d'Regierung zur Ausso vum Här Kommissär, datt et fir en Auslänner, deen op Lëtzebuerg kënnt, sënnvoll wier, fir d'éischt Franséisch ze léieren, an net Lëtzebuergesch? Ass de Saz „Dat mécht him d'Iwwerliewen hei zu Lëtzebuerg méi einfach" net d'Ageständnes, datt d'Lëtzebuerger Sprooch hei am Land eng ëmmer méi marginal Roll spillt?

3. Am mentionéierten Interview bedauert den Här Kommissär: „Et wier flott, wann och d'Eisebunnsstatiounen [wéi d'Tramstatiounen an der Stad] an Zukunft ënnendrënner de Lëtzebuerger Numm hätten ..." Denkt d'Regierung drun, fir dëse Wonsch vum Här Kommissär an nächster Zukunft ze realiséieren? Wann net, läit dat dorun, datt déi national Eisebunnsgesellschaft sech dogéint wiert?

4. Am gläiche Saz géif den Här Kommissär et gutt fannen (an hie spillt domat ouni Zweiwel op Verwaltungs- a Regierungssitten un), „wa vill Sitten op Lëtzebuergesch wären am Internet". Déi uschléissend Fro vun der RTL-Journalistin géife mir gär opgräifen an un d'Regierung riichten: „Sitten upassen, dat ass näischt Komplizéiertes. Firwat ass dat nach ëmmer net geschitt?"

5. Den Här Kommissär weist drop hin, datt et besonnesch am Fleegesecteur wichteg wier, wann d'Leit, déi an deem Secteur schaffen, Lëtzebuergesch géife schwätzen a verstoen. Wéi steet d'Regierung zur Iwwerleeung, (a) datt Kandidaten, déi an dësem Beruffssecteur schaffe wëllen an nach keng Kenntnesser am Lëtzebuergeschen hunn, gratis Coursen offréiert kréie sollen, fir op d'mannst den Niveau A1 ze hunn, ier si däerfen ufänke mat schaffen; (b) datt si fir dës Coursë schonn eng Pai kréie sollen, déi op de Sprooche congé ugerechent gëtt; (c) datt en Aarbechtskontrakt am Gesondheets- a Fleegesecteur muss kënnen annuléiert ginn, wann de Salarié guer kee Lëtzebuergesch versteet; (d) an datt am Aarbechtskontrakt och Delaie festgesat musse ginn, bis wéini een e bestëmmte Sproochenniveau muss erreecht hunn?

6. D'Regierung hat 2017 an hirem „40-Punkte-Programm fir d'Lëtzebuerger Sprooch" ugekënnegt, en nationalen Dag vun der Lëtzebuerger Sprooch a Kultur ze organiséieren. Dat ass awer bis elo net geschitt. Wäert d'Regierung derfir suergen, datt esou en Dag an Zukunft all Joer am Land stattfënnt?

**Réponse** (14/05/2024) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

D'Froe vun den honorabelen Deputéierten erlaben eis, nach déi néideg Prezisiounen ze ginn, wat an engem kuerzen Interview net méiglech ass:

ad 1. D'Unesco benotzt nach ëmmer de Begréff „Mammesprooch" an organiséiert all 21. Februar de „Weltdag vun der Mammesprooch". Allgemeng muss een awer feststellen, datt an der Wëssenschaft de Begréff als ze onprezis ugesi gëtt an dofir éischter op den Term „Éischtsprooch" zeréckgegraff gëtt, dat virun allem an engem Kontext vu Migratioun a Méisprochegkeet.

Egal ob „Mammesprooch" oder „Éischtsprooch", d'Regierung ënnerstëtzt selbstverständlech all Initiativ, déi jonken Eltere bewosst mécht, wéi wichteg all prenatal a postnatal sproochlech Stimulatioun fir kleng Kanner ass. Dës Stimulatioun ass fir déi allgemeng Sproochentwécklung vum Kand vu grousser Wichtegkeet. Dat Phenomeen huet deemno net exklusiv eppes mam Lëtzebuergeschen, mee mat der Sprooch vun den Elteren ze dinn an ass besonnesch spannend, wann d'Elteren zwou verschidde Sprooche schwätzen. An deem Kontext sollt och fir jidder Kand

spéider beim formale Sproocheléieren eng individuell Sproochebiografie erstallt ginn, fir d'Léiere vu weidere Sproochen unzepassen.

ad 2. Bei der Fro, wat fir eng Sprooch als Éischt geléiert soll ginn, muss een d'Sproochebiografie vun der betraffener Persoun an d'Sproochesituatioun am Land matenee kucken.

Et ass déi gängeg Praxis, datt Jugendlecher an Erwuessener, déi op Lëtzebuerg kommen a keng vun den dräi Landessprooche beherrschen, fir d'éischt Franséisch ugebuede kréie respektiv d'Léiere vun der franséischer Sprooch wielen. Simultan kréie se dacks déi éischt honnert Wierder op Lëtzebuergesch oder no enger Zäitchen dann och Lëtzebuergesch ugebueden.

Dëst gëtt iwweregens och vum Institut national des langues Luxembourg bestätegt. Et si kaum Leit an de Lëtzebuergeschcoursen, déi weeder Franséisch nach Däitsch kënnen. Op där anerer Säit sinn zënter Joren nawell gradesou vill Leit an de Franséisch- ewéi an de Lëtzebuergeschcoursen. Dat bedeit, datt d'Lëtzebuergescht net vernoléissegt gëtt. Et kann ee behaapten, datt ee mam Franséischen hei am Land bestoe kann, d'Lëtzebuergescht awer d'Integratiounssprooch ass, d'Sprooch, fir um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen. An deem Sënn gëtt d'Léiere vun eiser Sprooch jo enorm gefërdert mat engem Zouwuess u Coursen a Methoden. An d'Leit mat Migratiounshannergrond si sech däers bewosst a weisen dat, andeem se massiv u Coursen am Presentiel an online deelhuelen.

ad 3. a 4. De Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch mécht den Tour vun all de Ministèren, Verwaltungen an ëffentlechen Etablissementer, fir mat deenen dann allkéiers spezifesch ze kucken, wat si zu der Presenz respektiv der Visibilitéit vun der Lëtzebuerger Sprooch kënne bäidroen. Et sief bemierkt, datt elo schonn e sëllegen offiziell Internetsitten eng lëtzebuergeschsprooch eg Versioun ubidden. Et gëllt awer och, de konventionéierte Secteur an d'Privatwirtschaft fir dës Saach ze sensibiliséieren. Dofir sicht de Kommissär zum Beispill och d'Gespréich mat de Beruffskummeren.

ad 5. De Kommissär ass doriwwer am intensiven Austausch mat de verschiddenen zoustännegen Instanzen, wat alles ka gemaach ginn, fir d'Lëtzebuergeschkompetenze vum Personal am Gesondheets- a Fleegesecteur ze förderen. Bei deem Theema musse jo vill Acteure mat abezu ginn, niewent den Adressate vun den honorabelen Deputéierten hirer Fro och zum Beispill nach de Familljeministère, d'Prestatairen an d'Beruffsvertriedungen.

Des Weidere gëtt u beruffsspezifesche Coursen („à visée professionnelle") geschafft, déi dës Leit kënnen ugebuede kréien. Et ginn och spezifesch Wuertinventarer (Glossairen) erstallt, déi fir esou Coursë gebraucht ginn. Och gëtt intensiv un digital Méiglechkeete geduecht, déi d'Kommunikatioun tëscht Personal a Patiente respektiv Pensionairë solle vereinfachen.

Iwweregens gëtt et elo schonn an de betraffene Schoulen am franséische Grenzgebitt eng Offer fir d'Initiatioun an eis Sprooch, dëst duerch en Ofkommes mat der Akademie vun Nancy-Metz (Académie de Nancy-Metz).

Wat déi berufflech Weiderbildung ugeet, ass an deem Kontext och op den Dispositif vum Congé linguistique hinzeweisen. Dëse Congé erlaabt et de Salariéen an Independantë vun allen Nationalitéiten, Lëtzebuergesch ze léieren oder hir Kenntnisser am Lëtzebuergeschen ze verbesseren. D'Gesamtdauer vun dësem Sproochecongé ass op 200 Stonne limitéiert. Den Employeur kritt an deene Fäll 50 % vun den entstanene Gehaltskäschte vum Aarbechtsministère remboursëiert.

ad 6. Den nationalen Dag vun der Lëtzebuerger Sprooch ass fir 2025 budgetiséiert.

**Adresse de référence** | Question **0606** (15/04/2024) de **M. Franz Fayot** | **M. Georges Engel** (LSAP)

L'article 25 de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques introduit l'adresse de référence qui est définie comme « l'adresse habituelle d'une personne morale œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, dûment agréée conformément à la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique » à laquelle peuvent être adressés le courrier et les documents administratifs, et être signifiés ou notifiés les documents judiciaires en vue de leur transmission effective à leur destinataire.

Si les personnes souhaitant bénéficier d'une adresse de référence ne peuvent indiquer l'adresse d'une personne morale précitée, l'adresse de l'office social territorialement compétent pour la commune, peut constituer l'adresse de référence.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Combien de personnes sont actuellement inscrites à une adresse de référence et dans quelles communes ?

– Combien de personnes actuellement inscrites le sont par l'intermédiaire d'associations ASFT ?

– Combien de personnes actuellement inscrites le sont par l'intermédiaire de l'office social compétent pour la commune ?

– Combien de personnes ont bénéficié d'une adresse de référence en 2023 ?

– Combien d'inscriptions avisées positivement par les associations ASFT et les offices sociaux n'ont pas été accordées par le bureau de la population de la commune ? Quelles ont été les raisons de ces refus ?

– Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant de différences d'interprétations du droit à une adresse de référence, aussi bien au niveau des administrations communales que des associations ASFT et des offices sociaux ?

– Est-ce qu'une circulaire ministérielle pourra clarifier les rôles des acteurs impliqués dans l'obtention d'une adresse de référence :
• délai maximal de réponse de la part de l'association ASFT ou de l'office social à la personne demandant une adresse de référence
• modèle de certificat à délivrer à la personne et à l'administration communale
• voie de recours en cas d'avis négatif de la part de l'association ASFT ou l'office social, respectivement de l'administration communale ?

**Réponse** (21/05/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation

Conformément aux dispositions de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, une personne peut s'inscrire à une adresse de référence, soit par le biais d'une personne morale œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, dûment agréée conformément à la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, soit par le biais d'un office social territorialement compétent.

Tel que détaillé dans le Registre national des personnes physiques (RNPP), le nombre de personnes inscrites à une adresse de référence au 1er mai 2024, ventilé par canton, se présentait comme suit :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Du 01/01/2023 au 31/12/2023, 1.215 personnes étaient inscrites à une adresse de référence au RNPP au total.

Dans ce cadre, il y a lieu de préciser que le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil (MFSVA) ne dispose pas d'informations sur le nombre de personnes inscrites à une adresse de référence par l'intermédiaire d'associations ASFT.

En ce qui concerne les offices sociaux, 774 dossiers « adresse de référence » étaient actifs en 2023, couvrant 1.056 personnes dont 876 adultes. Au mois d'avril 2024, 543 dossiers d'adresse de référence étaient actifs dans leurs registres. Ces derniers concernaient 680 personnes dont 571 adultes.

Selon les informations à disposition du MFSVA, 68 refus ont été prononcés en 2023 par des offices sociaux, alors que les personnes ne remplissaient pas les conditions de la loi précitée ou parce que les concernés ne se trouvaient factuellement pas sur le territoire de l'office social concerné. À préciser que certains refus étaient également liés à des éléments particuliers, comme par exemple une intervention judiciaire.

Le Gouvernement est conscient de la problématique de différences d'interprétation des dispositions de la loi précitée. Pour cette raison l'accord de coalition 2023-2028 prévoit que « Les dispositions concernant l'adresse de référence dans la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques seront révisées. Des précisions au niveau du texte législatif s'avèrent nécessaires afin de veiller à une application harmonieuse et cohérente de la loi par les communes et associations, et de garantir ainsi un traitement égalitaire des demandeurs d'une adresse de référence. »

Les questions découlant des différences d'interprétation, tel que le rôle des acteurs impliqués, seront abordées dans le cadre des travaux d'adaptation de la loi susmentionnée.

**Interdiction des envois de cadeaux et d'autres aides à destination de la Russie et de la Biélorussie** | Question **0607** (15/04/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

A Russland an am Belarus gëtt et vill Mënschen, déi a sozial prekären Ëmstänn liewen a bis viru Kuerzem vu Leit aus dem Weste materiell a finanziell ënnerstëtzt goufen. Dëst wor eng sozial an humanitär Solidaritéit, déi mat Politick näischt ze dinn hat.

Dofir ass et ëmsou méi verwonnerlech, datt, wéi eis aus gutt informéierte Kreesser zu Ouere komm ass, et net méi méiglech ass, Cadeauen, Liewensmëttel an aner Hëllefsmëttel an de Belarus an a Russland ze schécken.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Bausseminister:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt et net méi méiglech ass, Cadeauen, Liewensmëttel an aner Hëllefsmëttel an de Belarus an a Russland ze schécken?

2. Wa jo, awéiwäit war d'Regierung un dëser Decisioun bedeelegt?

3. Ass dru geduecht, fir dës Reegelung aus humanitäre Grënn erëm réckgängeg ze maachen? Wann net, wéi eng Grënn schwätzen dogéint?

**Réponse** (08/05/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

EU-Sanktioune si proportionell a suergfälteg cibléiert an esou opgesat, fir ongewollte Konsequenze souwäit wéi méiglech ze minimiséieren.

Konsumproduiten a Produkter am Zesummenhang mat Gesondheet, Medikamenter, Liewensmëttel a Landwirtschaft si vun den Exportrestriktioune wäitgoend ausgeschloss, bis op eng Rei Luxusproduiten, déi an der Annex XVIII vum Reglement 833/2014 opgezielt sinn, souwäit hire Wäert méi wéi 300 EUR pro Artikel ass (ausser d'Annex gesäit en anere Montant vir).

Dat uewe genanntent EU-Reglement gesäit ausserdeem humanitär Exceptioune fir verschidde Kategorië vu Gidder vir.

**Ancienne déponie du Syndicat intercommunal SIDA à Kautenbach** | Question **0609** (15/04/2024) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Virun 30 Joer ass d'Deponie vum fréiere Gemengesyndikat SIDA bei Kautebaach zougemaach ginn. Haut ass den interkommunalen Offallsyndikat SIDEC verantwortlech fir d'Gestioun an d'Sanéierung vun dësem Site.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Ginn nach reegelméisseg Kontrollen op dëser aler Deponie duerchgefouert? Wa jo, a wat fir enger Kadenz a wat sinn d'Resultater? Wéi gëtt d'Sickerwaasser aus dësem Deponiekierper opgefaang an entsuergt?

2. Verfüügt den Här Ëmweltminister iwwer genee Informatiounen zum haitegen Zoustand vun der Ofdichtung?

3. Op wat fir engen anere Plazen am Land goufen nach änlech kleng Deponien identifizéiert, a wat kann een iwwer hiren Zoustand soen? Wou gëtt et nach eventuell Risike fir d'Ëmwelt?

**Réponse** (17/05/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. an 2. Et gouf Echangen tëscht dem SIDEC an der Ëmweltverwaltung (AEV), wat d'Desaffectatioun vun dëser Deponie ugeet. D'Basis vun de Gespréicher ass d'Dokument „Antrag zur Überführung der Deponie SIDA in die Stilllegungs- und Nachsorgephase" vum Juli 2019.

A besotem Dokument gëtt ënner anerem den Zoustand vun der Deponie analyséiert a Moossnamen zur Sécherung projezéiert. Déi lescht Kontrollen a Begeeunge goufen am Kader vun deem genannten Dokument gemaach. Déi Etüd huet och d'Sickerwaasser thematiséiert opgrond vun Analysen, déi vun 2001–2018 gemaach goufen. An der Etüd gëtt d'Konklusioun gezunn, dass d'Waasserqualitéit vun der Wolz net duerch d'Deponieofwaasser beaflosst gëtt.

Et soll een och an deem Kontext erwänen, dass déi Deponie säit den 90er Joren inaktiv ass, an domat virun allem nach inert Materialien hei virzefanne sinn.

ad 3. Zu Lëtzebuerg gëtt et 617 bekannten, zouen Deponien. Et handelt sech dobäi ëm al Tippen, déi bis an d'80er Jore respektiv mat Ausname bis an d'90er Joren als „Duerftipp" fir Hausmüll benotzt goufen. Eng visuell Inspektioun vun all deene Plaze gouf am Joer 2017–2018 vun der AEV a Kollaboratioun mat der Naturverwaltung (ANF) duerchgefouert.

17 vun de 617 Tippe weisen eng Erosioun vun der Uewerfläch op, esou datt et net auszeschléissen ass, datt op verschiddene Plazen eng Rei Offäll (haaptsächlech Plastik, Glas a Metall) zum Virschäi komme kënnen. Zum gréissten Deel befanne sech déi besoten Deponien (> 95 %) op Gemengenterrainen, dofir läit den Ënnerhalt vun deene Sitten an der Verantwortung vun de jeeweilege Gemengen. Deementspriechend huet d'AEV Kontakt mat de betraffene Gemengen opgeholl, fir dës Problematik opzeschaffen. Et ass wichteg ze wëssen, datt Uewerflächenerosioune mat der Zäit progresséiere kënnen, dofir ass eng zweet Bestandsopnam fir 2027 geplangt.

Déi Deponië si säit 30–40 Joer inaktiv an doduerch ass den aktiven Zersetzungprozess och zu ronn 90 % ofgeschloss. Et bleiwe meeschtens just nach Offäll wéi zum Beispill Plastik a Glas am Deponiekierper leien, déi sech nëmme lues zersetzen. Deementspriechend ass net mat enger direkter Gefor fir d'Ëmwelt ze rechnen.

**Promotion de l'innovation dans l'agriculture** | Question **0610** (15/04/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

D'Ënnerstëtzung vun der Innovatioun an der Landwirtschaft an am Wäibau ass en essenzielle Pilier, fir den nächste Generatioune vu Landwirt:innen nei a villfälteg Méiglechkeete vu Liewensmëttelproduktioun opzemaachen, déi souwuel ressourcëschounend wéi och wirtschaftlech sinn. Landwirt:innen a Wënzer:inne brauchen déi néideg Ënnerstëtzung, fir hir innovativ Projetsiddien ze entwéckelen an ëmzesetzen.

Fir d'Innovatioun am landwirtschaftleche Beräich virunzedreiwen, huet ënnert der viregter Regierung de Landwirtschaftsministère am Juni 2023 eng Kooperatioun mat Luxinnovation lancéiert. Mat der Ënnerstëtzung vun engem Innovatiounsberoder kréie landwirtschaftlech Betriber soumat e besseren Accès op Wëssen, op technesch a finanziell Ënnerstëtzung, Reseauen asw, an hunn esou och besser Méiglechkeeten, fir innovativ Usätz ze entwéckelen an op hirem Haff ëmzesetzen. Zousätzlech gëtt et eng Kommissioun fir d'Promotioun vun der Innovatioun, der Fuerschung an der Entwécklung vum Agrarsecteur, déi eng Innovatiounsstrategie soll entwéckelen a Rechercheprojete soll aviséieren.

Ënnert dem Agrargesetz gëtt et aktuell dräi Finanzéierungsinstrumenter fir Innovatiouns- a Fuerschungsprojeten an der Landwirtschaft: 1) d'europäesch Innovatiounspartnerschaft, 2) d'allgemeng Fuerschungsbäihëllefen an 3) d'Demonstratiouns- an Ubauversich.

Laut dem Rapport d'activité vum Landwirtschaftsministère goufen 2023 4 Projeten an der Kategorie „Europäesch Innovatiounsspartnerschaft" ënnerstëtzt, souwéi 9 Rechercheprojeten an 9 Demonstratiounsprojeten.

Fir de Wëssens- an Innovatiounssystem op nationalem Niveau ze verbesseren, gouf zousätzlech op eng extern Berodung zeréckgegraff, déi Recommandatiounen ausgeschafft huet.

An hirem Regierungsprogramm seet d'Regierung, dass si innovativ Projete weider wëll ënnerstëtzen, notamment iwwert d'Weiderféiere vun der europäescher Innovatiounspartnerschaft, fir esou innovativ Léisungen op d'Defie vun der Landwirtschaft ze entwéckelen.

An dësem Kontext erlaben ech mer, follgend Froen un d'Madamm Minister fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau ze stellen:

1. Wéi vill Sue sinn an de leschte 5 Joer vum Landwirtschaftsministère an d'Förderung vun der Innovatioun gefloss iwwert déi 3 jeeweileg Finanzéierungsinstrumenter? Sinn doriwwer eraus nach finanziell Moyenen an d'Förderung vun der Innovatioun investéiert ginn, a wa jo, wéi vill? Wéi vill vun dëse finanzielle Moyenen am Beräich vun der Innovatioun sinn a Projete gefloss, déi d'Zil haten, ressourcëschounend an ëmweltfrëndlech landwirtschaftlech Praktiken ze entwéckelen oder ze förderen?

2. Wat sinn der Madamm Minister hir Prioritéitsberäicher, fir d'Innovatioun an der Landwirtschaft an dem Wäibau an dëser Legislatur ze förderen? Begräifen dës z. B. niewent innovativen an nohaltege Produktiouns- an Ubaumethoden och d'Vermaartung vun nationale Produkter? Wéi vill finanziell Moyene solle bis 2027 all Joer an d'Stäerkung vun der Innovatioun an der Landwirtschaft fléissen, an iwwert wéi eng Budgetsartikelen?

**Réponse** (08/05/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. D'Ënnerstëtzung vun der Innovatioun an der Landwirtschaft an am Wäibau ass essentiel, fir och nach an Zukunft kënnen eng modern an nohalteg Landwirtschaft ze garantéieren, an dëst bei engem steigende Liewensmëttelbedarf a verännerten Ernierungsgewunnechten an engem Kontext vum Klimawandel. Fir d'Landwirtschaft bei der Bewältegung vun dësen Defien ze ënnerstëtzen, waren am „alen" Agrargesetz dräi Finanzéierungsinstrumenter fir d'Innovatioun virgesinn.

Iwwert d'Period 2019–2023, huet de Landwirtschaftsministère am Ganze 7.639.612 € Subventiounen ausbezuelt fir d'Förderung vun Innovatiounsprojeten, wouvu 6.319.293 € a Projete gefloss sinn, déi ausschliisslech d'Zil haten, ressourcëschounend an ëmweltfrëndlech Praktiken ze entwéckelen.

Opgeschlësselt jee no Finanzinstrument:

– Agrargesetz vum 27 Juni 2016
• Artikel 38: 1.096.533 € fir d'Ënnerstëtzung vun den Demonstratiouns- an Ubauversich
• Artikel 40: 2.281.192 € fir d'Ënnerstëtzung vun den europäeschen Innovatiounspartnerschaften
• Artikel 43: 2.730.034 € fir allgemeng Fuerschungsprojeten.

Dëst mécht also 6.107.759 €, déi aus dem Agrarfong finanzéiert gi sinn.

– Dobäi kommen dann nach:
• 1.216.853 € fir Projeten an de Beräicher Sprëtzmëttelreduzéierung a Buedemfruchtbarkeet
• 180.000 € fir den Opbau vu Wäertschöpfungsketten, 25.000 € fir Bio-Demobetriber a ronn 110.000 € fir verschidden Aktioune ronderëm Biozorteversich. Dëst alles, fir d'Bioprimärproduktioun ze stäerken.

Dëst mécht zesummen 1.531.853 €, déi iwwert Budgetsartikele finanzéiert gi sinn.

Doriwwer eraus huet de Landwirtschaftsministère och eng Kollaboratioun mam Fonds national de la recherche lancéiert, fir de Secteur mat thematescher Fuerschung an dräi spezifeschen Theemeberäicher ze ënnerstëtzen:

– d'Adaptatioun vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft un de Klimawandel
– den Impakt vu lokale landwirtschaftleche Praktiken op Waasserressourcen
– den Impakt vu lokale landwirtschaftleche Praktiken op Biodiversitéit an Ökosystem-Servicer an Agroökosystemer.

Aktuell gi 4 Projeten iwwert dës Kollaboratioun ënnerstëtzt fir d'Period 2023–2026, an en totale Montant vun 2.697.928 €.

Am Laf vun 2023 huet de Landwirtschaftsministère eng Konventioun mat „Luxinnovatioun" ënnerschriwwen, fir vir- an nogelagert agro-alimentaire Entreprisen aus dem Secteur bei der Innovatioun ze ënnerstëtzen. Käschtepunkt fir 2023: 67.800 €.

ad 2. Am aktuellen Agrargesetz ass iwwert den Artikel 70 eng Kommissioun fir d'Promotioun vun der Innovatioun, der Fuerschung an der Entwécklung vum Agrarsecteur virgesinn, déi d'Prioritéite fir d'Fuerschung an d'Innovatioun fir d'Landwirtschaft an de Wäibau definéiert.

Aktuell ënnerstëtzt de Landwirtschaftsministère mat senger Politick Fuerschungs- an Innovatiounsprojeten an de follgende Beräicher:

– Adaptatioun un de Klimawandel
– Schutz vun natierleche Waasserressourcen
– Reduktioun vu Pestiziden
– Erhalung a Promotioun vun der Biodiversitéit
– Protein- an Energieautonomie
– Reduktioun vun der Benotzung vun Antibiotika
– Déiereschutz
– Buedemschutz
– Diversifikatioun vun der Landwirtschaft an Ausbau vun neie Produktiounszweigen
– Kreeslafwirtschaft a Wäertschöpfungsketten
– Digitaliséierung an der Landwirtschaft.

Bis 2027 huet de Landwirtschaftsministère 12.815.057 € ageplangt, fir d'Innovatioun ze ënnerstëtzen. Dës finanziell Moyene sollen, nieft de Kollaboratioune mam Fonds national de la recherche a Luxinnovatioun, iwwert d'Artikele 67, 68 an 69 vum Agrargesetz vum 2. August 2023 ausbezuelt ginn.

**Animaux domestiques** | Question **0611** (15/04/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

A menge parlamentaresche Froen N° 3813 an 3927 hat ech op d'Situatioun vun Déierebesëtzer um Wunnmarché opmierksam gemaach, wou et virkënnt, dass Locatairë verbuede kréien, fir een Hausdéier an hirer Wunneng ze halen, wann de Proprietär net domadder averstanen ass. Bei enger Locatioun kann de Proprietär d'Hale vun engem Hausdéier a senger Wunneng am Mietkontrakt explizitt verbidden. A verschiddene Fäll ass et souguer virkomm, dass Persoune mat Assistenzhënn virun de Choix komm sinn, hiren Hond, op Drock vun der Assemblée des propriétaires, mussen ewechzeginn oder aus der Residence ze plënneren.

Déi vireg Regierung hat erkläert, hei net wëllen anzegräifen, fir d'Hale vun Déieren a Wunnenge speziell ze reegelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wunnengsbau a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wäert dës Regierung eppes ënnerhuelen, fir dass Leit mat Hausdéieren um Wunnmarché besser geschützt ginn a falls jo, wéi eng Piste wäert d'Regierung hei aschloen?
Falls nee, wéi solle Leit, déi wéinst hiren Hausdéiere keng Locatiounswunneng kréien, sech uleeën, fir am Eeschtfall hiert Hausdéier net ewech mussen ze ginn oder aschléiferen ze loossen, well si soss den Daach iwwert dem Kapp verléieren?

2. Kann ee Proprietär och enger Persoun mat enger Beanträchtegung verbidden, fir een Assistenzhonn a senger Wunneng ze halen, bzw. ass dat ee Grond, fir ee Mietkontrakt ze kënnegen?

**Réponse** (15/05/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Am Moment huet d'Regierung net vir, eppes un de besteeënde Gesetzer an deem Beräich ze änneren. E Proprietär vun enger Wunneng huet d'Recht, d'Hale vun Hausdéieren ze verbidden, wann hien seng Wunneng verlount.

D'Mietgesetz vum 21. September 2006 gesäit net vir, dass d'Hale vun engem Déier – wéi zum Beispill vun engem Assistenzhond – e Kënnegungsgrond ass. Ob d'Hale vun engem Assistenzhond an enger verlounter Wunneng als e „motif grave et légitime" ugesi ka ginn, fir e Mietkontrakt legal ze kënnegen – oder net –, hänkt sécherlech vun den Ëmstänn vum Fall of, a kann nëmme vum zoustännege Riichter festgestallt ginn.

D'Gesetz vum 22. Juli 2008 iwwert d'Zougänglechkeet vun ëffentlech zougänglechen Uerter fir Mënsche mat enger Behënnerung, déi vun Assistenzhënn begleet ginn, bezitt sech eenzeg op Transportmëttel, ëffentlech zougänglech Uerter an Uerter mat kollektivem, ëffentlechem oder privatem Notzen, souwéi Uerter, déi eng berufflech, ausbildend oder sozialpedagogesch Tätegkeet erméiglechen. D'Gemeinschaftsraim an enger Residence sinn deemno och vun dësem Gesetz betraff, mat Ausnam vun de Privatraim. Et ass awer wichteg ze betounen, dass d'Behënnerung an der aktueller Gesetzgeebung als ee vu siwen Diskriminatiounsmotiver unerkannt ass, opgrond vum Gesetz vum 28. November 2006 iwwert de Prinzipp vun der Gläichbehandlung. Zu Lëtzebuerg gouf de „Centre pour l'égalité de traitement – CET" duerch dat ernimmte Gesetz vum 28. November 2006 geschafen, fir, ënnert anerem, d'Gläichbehandlung vun alle Leit ouni Diskriminéierung baséierend op de gesetzlech festgeluechte Motiver ze iwwerwaachen an ze analyséieren.

Wéi schonns an der Äntwert vum deemolege Wunnengsbauminister Henri Kox op d'parlamentaresch Fro N° 3927 vum 24. Mäerz 2021 beschriwwen, gëllen „dës Antidiskriminéierungsreegelen [...] och am Kontext vum Zougank zu enger Wunneng".

**Protection des victimes en matière de violences fondées sur le genre** | Question **0612** (15/04/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Le rapport de l'association GREVIO, publié en juillet 2023, met le doigt sur certaines données qui manquent au Luxembourg en matière de violences domestiques et sexuelles. Nous vous prions donc de bien vouloir fournir des réponses aux questions suivantes pour que le public puisse se faire une idée plus précise en matière de violences conjugales et sexuelles.

Données sur le divorce dans le contexte de violences conjugales

En fonction de l'article 1007-35 du Nouveau Code de procédure civile, des mesures spécifiques pour le divorce s'appliquent dans un contexte de violences domestiques et/ou conjugales. En l'occurrence, si un conjoint a été condamné pour un fait visé à l'article 250 ou 251 du Code civil et lorsqu'un conjoint a porté plainte pour un fait visé par les articles 250 et 251 du Code civil, ces mesures spécifiques impliquent alors que le juge aux affaires familiales ne peut pas ordonner de médiation, ni un délai de réflexion en cas de contestation de la rupture.

De plus, en cas d'infractions inscrites dans le Code pénal (telles que les violences sexuelles et les violences domestiques) commises pendant le mariage, les articles 250 et 251 du Code civil impliquent sur demande du conjoint victime des violences à la fois la perte du droit à une pension alimentaire et la perte des avantages matrimoniaux pour le conjoint condamné.

Sur le fond de ces informations, permettez-moi de vous demander, Madame la Ministre de la Justice et Monsieur le Ministre de la Police :

1) Combien de requêtes de divorce en moyenne par année de 2020 à 2023 ont été formulées par les victimes de violences conjugales et/ou domestiques, combien par l'auteur.ice de violences ? Quel est le nombre de femmes parmi les victimes et quel en est le nombre d'hommes ? Quel est le nombre de femmes parmi les auteur.ices et quel en est le nombre d'hommes ?

2) Bien qu'il n'y ait pas d'obligation, combien d'auteurs ou autrices de violences domestiques apparaissent aux audiences de divorce ?

3) Combien de conjoints ont été condamnés pour un/des faits visés à l'article 250 ou 251 du Code civil ? De quel(s) fait(s) s'agissait-il ?

4) Combien de conjoints ont porté plainte pour un/des faits visés à l'article 250 ou 251 du Code civil ? De quel(s) fait(s) s'agissait-il ?

Données sur la mise à l'abri des victimes de violences domestiques fondées sur le genre

La cellule Recherche fugitifs et protection des victimes (RFPV) du Service de police judiciaire assure la protection des victimes de violences domestiques qui ont été exposées à des menaces extrêmes représentant un danger réel et imminent pour leur intégrité physique. D'après les informations fournies dans la réponse commune n° 8277 aux questions parlementaires de Madame l'ex-Députée Nathalie Oberweis, deux victimes de violences domestiques en instance de séparation ont bénéficié de la protection de la cellule.

5) Monsieur le Ministre de la Police et Madame la Ministre de la Justice pourraient-ils dire quels critères exacts déterminent la mise en place de mesures de protection spécifiques ?

D'après nos informations, les gestionnaires du MEGA gèrent des centres d'accueil classiques offrant 166 places dans le cadre du logement urgent et 95 places dans le cadre de logements de deuxième phase, destinées aux femmes victimes de violences domestiques avec ou sans enfants.

L'option du logement d'urgence s'applique d'ailleurs surtout aux victimes qui ne bénéficient pas d'une expulsion leur permettant de rester dans leur domicile, et qui ont par conséquent besoin d'un logement temporaire suite à la séparation de leur partenaire ou suite à un incident de violence. L'option des logements de deuxième phase est destinée aux usagères plus autonomes, suite à leur départ d'un centre d'accueil. Toute femme admise dans un centre d'accueil classique est aussi inscrite sur les listes d'attentes des promoteurs de logements sociaux.

6) Dans les centres d'accueil classiques, combien de places sont prévues pour les femmes avec des enfants à charge et combien s'adressent aux femmes

seules ? Combien de femmes seules et combien de femmes avec des enfants à charge se trouvent sur la liste d'attente des centres d'accueil classiques ?

7) Combien de logements de deuxième phase sont disponibles pour des femmes seules et pour des femmes avec des enfants à charge ? Combien de femmes seules et combien de femmes avec des enfants à charge se trouvent sur la liste d'attente des logements de deuxième phase ?

8) Combien de demandes d'accès aux centres d'accueil classiques ont été faites (par année) entre 2020 et 2023 par des femmes seules et par des femmes avec enfants à charge ?

9) Combien de demandes d'accès aux logements de deuxième phase ont été faites (par année) entre 2020 et 2023 par des femmes seules et par des femmes avec enfants à charge ?

10) Quel est le taux d'occupation des logements d'urgence d'une part et des logements de deuxième phase d'autre part ?

11) Combien de femmes seules accueillies dans un premier temps dans un centre d'accueil classique ont ensuite eu accès à un logement de deuxième phase entre 2020 et 2023 ? Combien de femmes avec des enfants à charge ont eu accès à un logement de deuxième phase ?

12) Combien de temps en moyenne ces femmes restent-elles dans leur logement de deuxième phase ?

13) Quel est le temps d'attente pour obtenir une place dans un centre d'accueil classique d'une part et dans un logement de deuxième phase d'autre part, respectivement pour les femmes seules et pour les femmes avec enfants à charge ?

14) Combien de femmes victimes de violences domestiques étant passées par un centre d'accueil sont actuellement inscrites sur la liste d'attente pour les logements sociaux ? Parmi elles, combien ont des enfants à charge ?

15) Quel est le temps d'attente en moyenne pour ces femmes avec et respectivement sans enfants pour accéder à un logement social ?

**Frais de justice des victimes en matière de violence domestique et de violence fondée sur le genre** | Question **0613** (15/04/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Avec la loi-cadre « Mesure de protection intégrale contre les violences conjugales », votée en 2004, l'Espagne a mis en place un système de conseil juridique gratuit pour les victimes de violences conjugales ainsi qu'une représentation gratuite par un.e avocat.e de garde et un.e procureur.e spécialisé.e.s dans le domaines des violences domestiques et conjugales. Ces aides juridiques sont assurées durant toutes les procédures administratives et judiciaires directement ou indirectement liées aux violences subies.

Or, selon les dires des ministres de la Justice et de l'Égalité des genres du Gouvernement précédent, il ne serait pas nécessaire d'introduire une aide judiciaire gratuite pour les victimes de violences domestiques et violences basées sur le genre. En effet, selon les ex-ministres compétentes, « le Luxembourg ne connaît pas des frais d'accès à la justice. Les dépenses de justice sont assez faibles et ne constituent de ce fait pas une source de victimisation secondaire » (réponse n° 8277 à la question parlementaire de Nathalie Oberweis).

1) Mesdames les Ministres sont-elles également d'avis que le Luxembourg ne connaît pas de frais significatifs d'accès à la justice (par exemple les frais d'avocats) qui pourraient constituer une barrière pour des victimes ayant peu de moyens financiers ?

2) Concernant les frais d'avocats, Mesdames les Ministres s'exprimeraient-elles en faveur d'une représentation gratuite par un.e avocat.e des victimes de violences conjugales et domestiques fondées sur le genre ?

3) Combien d'assistances judiciaires accordées entre 2020 et 2023 pour des litiges de violences domestiques fondées sur le genre ont été accordées a) aux auteur.ices de violences et b) aux victimes ?

4) Combien d'hommes et combien de femmes se trouvent parmi les auteur.ice.s de violences ayant obtenu une assistance judiciaire ?

5) Combien d'hommes et combien de femmes se trouvent parmi les victimes ayant obtenu une assistance judiciaire ?

6) Parmi les victimes de violences domestiques qui n'ont pas droit à l'assistance judiciaire, combien ont les moyens d'engager un avocat, et combien n'en ont pas les moyens ?

Selon la réglementation en vigueur, l'auteur.ice de violences domestiques et fondées sur le genre peut également bénéficier d'une assistance judiciaire pour ses procédures, étant précisé que si l'auteur.ice se trouve en détention, l'assistance judiciaire lui est octroyée indépendamment de son revenu, sans préjudice du droit de l'État de demander le remboursement des frais avancés si l'auteur.ice revient à meilleure fortune après sa libération.

7) Madame la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité n'est-elle pas d'avis que dans un soucis d'égalité de traitement, les victimes de violences domestiques devraient avoir accès à une assistance judiciaire gratuite indépendamment de leur revenu, dans la mesure où c'est le cas pour les l'auteur.ices de violences domestiques se trouvant en détention ?

Madame la Ministre de la Justice et Madame la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité peuvent-elles m'indiquer :

8) Combien de détenu.e.s pour violences domestiques disposent actuellement d'une assistance judiciaire gratuite, et combien d'assistances judiciaires ont été accordées aux détenu.e.s dans les années 2020-2023 ?

9) Quels sont les nombres d'hommes et de femmes parmi ces détenu.e.s ayant obtenu une assistance judiciaire dans le contexte de violences domestiques ?

Données sur les aides financières et la protection dans le cadre des procédures judiciaires entamées par les victimes de violences fondées sur le genre.

Force est de constater que les victimes de violences fondées sur le genre ne disposent que d'un accès restreint à des aides financières dans le cadre de leurs procédures judiciaires. Concernant en l'occurrence l'accès des victimes de violences fondées sur le genre à l'indemnité à charge de l'État, les conditions d'accès à cette indemnisation telles que définies par la loi modifiée du 12 mars 1984 sont très limitées. En effet, elles dépendent du fait que l'auteur.ice des violences est insolvable ou inconnu.e ; la victime doit notamment avoir subi un dommage corporel ayant entraîné la mort, une incapacité permanente, ou une incapacité totale de travail personnel pendant plus d'un mois. L'attribution de cette indemnité repose de fait sur un préjudice valable qui constitue un trouble grave dans les conditions de vie, ce qui vaut notamment en cas de viol, d'attentat à la pudeur, de traite humaine de mineure.

Partant, je voudrais savoir de la part de Mesdames les Ministres de la Justice et de l'Égalité des genres la réponse aux questions suivantes :

10) Êtes-vous en faveur d'une plus grande accessibilité de l'indemnité à charge de l'État, de telle sorte qu'elle ne dépend plus de l'extrême mise en danger des victimes de violences domestiques et fondées sur le genre ?

11) Combien de personnes ont bénéficié d'une indemnité à charge de l'État au cours des années 2020-2023 et pour quels types de préjudices engagés ?

**Position du Gouvernement sur les violences fondées sur le genre** | Question **0614** (15/04/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Le GREVIO, qui a pour mission d'évaluer les mesures d'application de la Convention d'Istanbul par les pays signataires, a émis un certain nombre de critiques et de recommandations pour le Luxembourg.

Ainsi, le GREVIO « constate avec regret qu'il n'existe pas au Luxembourg de définition de la violence fondée sur le genre à l'encontre des femmes et que l'attention portée à toutes les formes de violence à l'encontre des femmes visées par la convention autres que la violence domestique reste limitée, même si le Luxembourg a érigé en infractions pénales certaines formes de violence couvertes par la convention ».

L'ancien Gouvernement et ses ministres compétentes en cette matière préconisaient une approche universaliste de la violence, approche qui faisait abstraction du fait que la majorité des victimes de violences domestiques sont des femmes et que la majorité des auteurs et autrices de violence sont des hommes. Il se dégage également de leur réponse commune n° 8277 aux six questions parlementaires de l'ex-Députée Madame Nathalie Oberweis que les ex-ministres compétentes n'estimaient pas nécessaire de donner une définition légale claire de la violence envers les femmes basée sur le genre. Or le GREVIO recommande « que les autorités luxembourgeoises élargissent le champ d'application des politiques en se fondant sur une approche globale intégrant toutes les formes de violence à l'encontre des femmes visées par la convention », notamment celles qui ont lieu en dehors de la sphère domestique et qui incluent des violences ou dommages de nature physique, sexuelle, psychologique et économique. Le GREVIO salue en effet les efforts qui ont été faits dans le cadre de la lutte contre la violence domestique, mais souligne que la violence envers ces femmes basée sur le genre dépasse ce cadre.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des genres ainsi qu'à Madame la Ministre de la Justice :

1) Comment les ministres se positionnent-elles vis-vis de ces critiques du GREVIO, et reconnaissent-elles leur bien-fondé ? Vont-elles s'engager en faveur d'une approche plus globale en matière de lutte contre les violences basées sur le genre ?

2) Mesdames les Ministres sont-elles en faveur d'une inscription du féminicide dans le Code pénal ? Je note que, malgré le fait que le CSV, actuellement parti du Gouvernement, avait inscrit cette revendication dans son programme électoral de 2023, l'accord de coalition n'en dit rien.

Dans leur réponse commune n° 8277 à la question parlementaire n° 8275 relative aux nombres de féminicides constatés au Luxembourg, les anciens ministres compétents indiquent qu[e]'« il est à noter toutefois que la Police grand-ducale ne fait pas de distinction de genre ou d'origine ethnique dans l'exécution de ses missions, de sorte qu'il n'existe pas

de statistiques sur les féminicides, qui ne constitue d'ailleurs pas une infraction spécifique au sens du Code pénal, ni sur l'origine des personnes déposant plainte ».

3) Mesdames les Ministres sont-elles d'avis ou pas que la prise en compte du genre et de l'origine ethnique s'avère nécessaire dans l'exécution des missions de la police, notamment dans le contexte de l'enregistrement des plaintes et des interventions au domicile dans le contexte de violences domestiques, et également pour déterminer à quel point il est nécessaire de former les stagiaires de la police à agir avec tact et compétence dans des situations qui impliquent des éléments de discrimination ethnique, raciale ou de genre ?

Données sur les formes de violences basées sur le genre

La loi de 2003 sur les violences domestiques prévoit que des données sur la violence domestique, ventilées par sexe, âge et relation entre auteur et victime et indiquant pour chaque rubrique l'existence ou l'absence d'une situation de cohabitation entre l'auteur et la victime, doivent être collectées annuellement. Ces données devraient être complétées par les chiffres collectés par l'Observatoire de l'égalité entre les genres mis en place par le MEGA en 2022. Dans sa réponse commune n° 8277, le Gouvernement précédent était d'avis qu'il ne serait pas nécessaire d'étendre la collecte des données.

Or, le GREVIO indique dans son rapport d'évaluation relatif au Luxembourg que :

« L'Observatoire de l'égalité – pour le moment à l'état de projet pilote – comprenant une section spécifique consacrée à la violence domestique (dans le contexte de la mise en œuvre de la loi de 2003) [...] regroupe des données existantes, mais n'offre pas de données supplémentaires sur les autres formes de violences basées sur le genre. »

De la même manière le GREVIO fait remarquer qu'il n'existe pas de données concernant les enfants exposés aux violences domestiques lorsqu'ils ne sont pas répertoriés en tant que victimes. Il regrette également que les données collectées par la police et la justice en dehors du contexte de la loi de 2003 n'indiquent pas la relation entre auteur et victime et constate l'absence d'information sur le sexe de la victime et le lien entre l'infraction et la victime.

De fait, on constate à l'heure actuelle une absence de données accessibles de la police et de la justice concernant d'autres formes de violence à l'égard des femmes visées par la Convention d'Istanbul : par exemple, les violences sexuelles commises en dehors du contexte de la violence domestique, les mariages forcés, les mutilations génitales féminines, ainsi que le harcèlement moral, le harcèlement sexuel et la violence psychologique, la violence économique, etc.

4) Mesdames les Ministres sont-elles d'avis qu'il faudrait effectivement établir ces données supplémentaires, tel que le recommande le GREVIO, et vont-elles mettre en place les dispositifs nécessaires pour le faire ?

Le GREVIO a formulé en outre des critiques sur le manque de données relatives aux violences fondées sur le genre à l'encontre des femmes. Or le projet de loi n° 8032, votée à la Chambre en mars 2023, introduit une circonstance aggravante générale pour les crimes, délits et contraventions commis en raison d'un mobile fondé sur un ou plusieurs des éléments visés à l'article 454 du Code pénal, et ce en réponse aux recommandations formulées par des instances européennes et internationales. Le manque de données statistiques par rapport aux crimes de haine au Luxembourg avait notamment été souligné par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (ci-après « OSCE ») et plus particulièrement par le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (ci-après « BIDDH » ou « ODIHR ») qui assiste les États participants à l'OSCE dans la mise en œuvre de leurs engagements.

Étant donnés les éléments précités, j'aimerais demander à Mesdames les Ministres :

5) Est-ce que vous vous comptez élargir la collecte de données du rapport « Violence » aux formes spécifiques de violences tombant sous les dispositions de l'article 454 du Code pénal ?

Le rapport « Violence » du comité de coopération décrit le statut professionnel des victimes majeures suivies par le SAVVD. En 2022, 48 % des victimes étaient engagées en tant que salariées, 13 % recevaient un revenu de remplacement et 10 % étaient sans revenus. Dans le contexte de la question parlementaire n° 8273, Madame Oberweis avait demandé d'avantage d'informations sur la situation économique des victimes de violences domestiques et son impact sur le pouvoir de décision de quitter une relation violente ou de retourner chez un partenaire violent. Or, il s'avère que le SAVVD se limite à saisir des données par rapport au statut professionnel de leurs usagers, sans pour autant collecter des informations salariales détaillées des personnes prises en charge. Ainsi, il n'est à ce stade pas possible de déterminer de manière précise le lien entre le niveau de salaire d'une victime suivie par le SAVVD et sa décision de quitter une relation violente ou de retourner chez un partenaire violent.

6) Partant, Mesdames les Ministres ont-elles l'intention d'élargir le champ de la saisie de données par le SAVVD en incluant les informations concernant le revenu des personnes prises en charge par le service ?

**Réponse** (15/05/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Les trois questions parlementaires n° 0612, 0613 et 0614 concernent le sujet de la violence fondée sur le genre et présentent des recoupements. Dans un esprit de coordination et d'une meilleure lisibilité, il a été décidé de formuler une réponse commune et consolidée et de renvoyer aussi aux réponses aux questions parlementaires, n° 8272, 8273, 8274, 8275, 8276 et 8277, qui fournissent des éléments de réponse soulevés dans les questions n° 0612, 0613 et 0614.

La violence domestique et la violence fondée sur le genre représentent une réalité au Luxembourg. Des personnes de tout genre, majeures et mineures, dans toute leur diversité subissent des violences physiques, psychiques, sexuelles ou verbales dans leur vie quotidienne, à l'école, au travail et dans leur famille. La lutte contre ce fléau sociétal est une priorité pour les ministères respectifs et le Gouvernement entier.

Le site violence.lu renseigne d'ailleurs sur les différentes formes de violence fondées sur le genre et propose aussi des définitions pour les types de violence couverts par la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (ci-après la Convention d'Istanbul) et les dispositions légales en vigueur au Luxembourg. Ce site offre aussi des informations sur le réseau national des acteur·ices prenant en charge les victimes et auteur·es de violences.

Le Luxembourg ne part pas de zéro, mais a mis sur pied bien avant la ratification de la Convention d'Istanbul en 2018, un dispositif législatif et procédural performant au profit des victimes de la violence fondée sur le genre, dont notamment celui relatif à la violence domestique. Ce dernier mise sur une approche globale et multidimensionnelle centrée sur la prise en charge des victimes, la responsabilisation et la sanction des auteur·es et la sensibilisation de la société.

Les gestionnaires conventionnés avec le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (ci-après MEGA) offrent à cet égard une assistance sociale intégrale et une prise en charge psychosociale pour les victimes de violences et des personnes en détresse. Ils gèrent aux côtés de leurs centres de consultations des structures d'accueil offrant un logement d'urgence aux victimes avec ou sans enfants et des logements de deuxième phase qui peuvent accueillir des usagèrs·es plus autonomes avec ou sans enfants à la suite de leur départ d'une structure d'accueil. Une option qui s'applique surtout à des situations où l'auteur·e n'est pas expulsé·e de son domicile et où la victime et le reste de la famille ne peuvent par conséquent pas rester dans leur environnement habituel. Dans ce contexte, il est pourtant important de rappeler que toute personne, dont notamment des femmes victimes de violence, admise dans une structure d'accueil est aussi inscrite sur les listes d'attente des promoteurs de logements sociaux, étant donné que l'accueil dans un foyer ou un appartement géré par un des gestionnaires doit toujours être une mesure temporaire et l'autonomisation des victimes doit rester le principal objectif.

En ce qui concerne le public cible accueilli dans les différentes structures d'accueil et les critères d'attribution des différentes formes de logements aux femmes inscrites sur la liste d'attente, il convient de préciser que :

– 66 femmes, dont 80 % de femmes avec enfants et 20 % de femmes seules, figurent actuellement sur la liste d'attente, en vue d'une admission dans un foyer pour femmes. En tout 80 enfants ont été enregistrés pour accompagner leurs mères dans une structure d'accueil. Vu le haut niveau de fluctuation dans les structures, cette liste ne donne toutefois qu'une vue instantanée de la situation.

– La liste d'attente communément gérée par les gestionnaires Femmes en détresse, Fondation Pro Familia, Fondation Maison de la porte ouverte et le Conseil national des femmes, inclut toute femme en détresse indépendamment du fait si elle a des enfants ou pas. Actuellement, 43 demandes concernent la violence domestique, 10 demandes sont liées à la grossesse et 13 concernent des difficultés sociales liées au logement.

– L'attribution de logements est faite au cas par cas et selon les disponibilités de chambres. Elle se base sur différents critères comme l'urgence de la situation, le niveau de risque pour les femmes, le type d'encadrement nécessaire pour stabiliser et assister une victime, ainsi que le délai d'attente. Vu le fait que le taux d'occupation des structures et logements disponibles varie entre 85 et 95 %, il n'est pas possible de réserver des places pour des femmes avec des enfants à charge ou des femmes seules dans les structures. Toutefois, il convient de souligner que les différentes structures disposent des chambres adaptées pour l'accueil de familles, de femmes seules ou des personnes à mobilité réduite et quelques chambres pour des situations d'urgence. Le transfert d'une personne d'un centre d'accueil dans un logement de deuxième phase ou un logement mis à disposition

par un bailleur social dépend à nouveau du degré d'autonomie des personnes encadrées et de la disponibilité des logements. La durée de séjour dans les structures d'accueil varie de quelques semaines à plusieurs mois, la moyenne d'un séjour dans un centre d'accueil classique étant en moyenne de cinq à six mois. Il existe aussi des situations où des femmes restent plus d'une année dans un centre d'accueil, faute d'alternatives de logements. Les séjours dans des structures de deuxième phase sont plus longs et peuvent s'étendre jusqu'à trois ans, dans des cas exceptionnels jusqu'à cinq ans.

Pour de plus amples détails sur le nombre de logements et les modalités de la prise en charge de femmes en détresse avec une priorité pour des victimes de violence domestique, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 8273.

Si le Luxembourg dispose, en effet, déjà depuis plus de vingt ans d'un mécanisme proactif et évolutif de prévention et de lutte contre la violence offrant une assistance de qualité à toute personne victime de violence domestique, le Gouvernement est conscient du fait que la prise en charge des autres formes de violence fondées sur le genre doit être renforcée davantage.

Dans ce contexte, la Convention d'Istanbul et les recommandations du Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (ci-après GREVIO) du Conseil d'Europe servent, entre autres, comme un fil directeur pour renforcer et adapter le dispositif national. Une ambition qui est aussi reflétée au niveau du programme gouvernemental qui prévoit la mise en place de projets et initiatives concrets renforçant le dispositif de lutte et de prévention contre toute forme de violence couverte par la Convention d'Istanbul. Ainsi, le MEGA a été mandaté :

– de coordonner en concertation avec d'autres ministères et acteurs·ices de terrain les travaux de rédaction du premier Plan d'action national « Violences fondées sur le genre » qui se basera sur les quatre piliers prévention, protection, poursuites et politiques intégrées de la Convention d'Istanbul.

À cette fin, le MEGA a lancé un processus de consultation qui permettra de faire un état des lieux des priorités et de sonder les propositions et recommandations du terrain pour définir ainsi les priorités opérationnelles pour le renforcement du dispositif de lutte contre la violence fondée sur le genre.

C'est dans le contexte de l'élaboration de ce plan que les recommandations du GREVIO seront analysées et le cas échéant mises en œuvre pour renforcer et adapter la prise en charge des victimes, ainsi que pour améliorer la prévention et la collecte des données.

Le principe directeur en matière de collecte de données est que toute donnée essentielle pour l'évaluation de la prévalence des différentes formes de violence et pour l'exécution des missions des acteurs·ices intervenants·es dans la chaine d'intervention est recueillie par les partenaires de terrain ou directement dans l'interaction avec les victimes. Il importe de trouver un juste équilibre entre le besoin d'information et la charge administrative qui en découle pour les partenaires de terrain, pour lesquels la prise en charge des personnes en détresse doit rester une priorité absolue.

– Par rapport au recueil des informations salariales des usagers·ères du Service d'assistance aux victimes de violence domestique (ci-après SAVVD), il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 8273, qui a rappelé que ce service se limite à saisir des données par rapport au statut professionnel de leurs usagers·ères, sans pour autant collecter des informations salariales détaillées.

Toute victime de violence domestique prise en charge par le SAVVD reçoit un encadrement et une assistance professionnelle et personnalisée qui répond à ses besoins et attentes. Une telle prise en charge inclut un encadrement psychosocial, une assistance dans des démarches administratives et judiciaires et un soutien dans l'orientation vers un foyer pour femmes en détresse. Cette assistance est organisée et adaptée en fonction de la situation personnelle, – y compris la situation financière et économique – , et les attentes de la victime.

Pour le Gouvernement, il est important que toute victime reçoive une assistance indépendamment de son statut social, son état civil, sa situation économique et indépendamment du dépôt d'une plainte pénale ou non. Rendre assistance à une personne en détresse reste toujours au centre de l'intérêt de tous les gestionnaires. Dans ce contexte, il convient de souligner que cette prise en charge prévoit aussi une analyse de risques et la mise en place d'éventuelles mesures de protection spécifiques.

– Quant aux cas à risque, une collaboration étroite est mise en place entre les différent·es acteur·ices intervenant dans la chaine d'intervention en matière de violence domestique. L'appréciation de la gravité d'un dossier se fait au cas par cas par le substitut du parquet qui centralise tous les procès-verbaux en relation avec un couple ou une famille.

Le substitut dispose de sources d'informations diverses, telles que les antécédents judiciaires des parties, les procès-verbaux et rapports de police, les plaintes directes des victimes, les rapports d'enquête sociale et d'autres informations pouvant être contenues dans le dossier de protection de la jeunesse ainsi que, en cas de procédure d'expulsion, les retours d'information légalement prévus des associations prenant en charge les auteur·es/victimes de violence domestique.

Le service SAVVD prend en charge les victimes de violence domestique ensemble avec le PSYea (Service pour enfants et adolescents de l'association Femmes en détresse) ainsi que le service ALTERNATIVES de la Fondation Pro Familia (pour les enfants uniquement). Le SAVVD informe le parquet de chaque victime (prise de contact, suivi) et le PSYea et la Fondation Pro Familia informent le parquet en cas de danger pour les enfants. Le SAVVD a également la possibilité de faire une analyse DyRIAS (Dynamic Risk Assessments Systems), un programme scientifique d'analyse de risque, du risque émanant de l'auteur·e sur base d'une série d'indicateurs.

En fonction des informations reçues et en cas de menace supposée grave, le parquet a recours à la cellule protection des victimes du Service de police judiciaire pour analyser le dossier et mettre en place des mesures de protection.

– Par rapport au recueil des données sur le divorce dans le contexte de violences domestiques, il convient de noter que l'article 250 du Code civil dispose que le conjoint condamné par une décision ayant acquis force de chose jugée pour une infraction énumérée par cet article commise pendant le mariage à l'égard de l'autre conjoint ou d'un enfant vivant au même foyer, perd tout droit à une pension alimentaire. Parmi la liste d'infractions, on retrouve notamment l'accomplissement d'un acte à caractère sexuel sur une personne non consentante, le viol, et l'homicide. La tentative de commettre les mêmes infractions entraîne aussi la perte de tout droit à une pension alimentaire. S'y ajoute encore les tentatives de commettre les infractions prévues par les articles 401, 403, 404 et 405 du Code pénal. L'autre conjoint doit en faire la demande.

L'article 251 du Code civil prévoit pour les mêmes infractions énumérées par l'article 250 du Code civil la perte par le conjoint condamné des avantages matrimoniaux que l'autre conjoint lui avait donnés. La tentative de commettre les mêmes infractions énumérées par l'article 250 du Code civil entraine aussi la perte des avantages matrimoniaux. À l'instar de l'article 250 du Code civil, l'autre conjoint doit en faire la demande.

Veuillez trouver ci-dessous les tableaux reprenant le nombre d'applications des articles 250 et 251 du Code civil :

*(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Concernant les questions soulevées par rapport aux frais à charge de la victime, tel qu'il a déjà été énoncé dans la réponse commune aux questions parlementaires n° 8272 à 8277, il convient de rappeler que l'article 238 du Nouveau Code de procédure civile dispose que « toute partie qui succombera sera condamnée aux dépens [...] ». Le tribunal ne peut déroger à cette règle que par une décision spéciale et motivée. La condamnation de la partie succombante aux dépens intervient obligatoirement et d'office. En application du prédit article, les auteur·es de violences sont, lorsqu'ils/elles succombent en justice, condamné·es à payer les dépens de justice.

Contrairement à d'autres pays membres de l'Union européenne, le Luxembourg ne connaît pas de frais d'accès à la justice. Les dépens de justice sont assez faibles et ne constituent de ce fait pas une source de victimisation secondaire.

Les frais d'avocat ne font pas partie des dépens de justice. Par principe, chacune des parties au litige doit assumer seule la charge des honoraires de son avocat. Les honoraires d'avocat qu'une partie a dû exposer pour faire valoir ses droits peuvent toutefois constituer un préjudice réparable au titre de la responsabilité civile de droit commun. Les victimes de violences domestiques peuvent demander au tribunal l'attribution de dommages-intérêts au titre d'une faute commise par l'adversaire dans le cadre de l'introduction ou du déroulement d'une instance.

Parallèlement, les victimes de violence domestique et de violence fondée sur le genre ont, comme toute victime d'infraction, le droit de bénéficier d'une assistance judiciaire dans le cadre de leur constitution de partie civile sans condition de résidence au Luxembourg et quelle que soit leur nationalité. La condition de ressources insuffisantes doit néanmoins être remplie. Une loi du 7 août 2023 a introduit l'assistance judiciaire partielle afin que les justiciables à revenus modestes, mais quelque peu supérieurs au REVIS (revenu d'inclusion sociale), puissent bénéficier de l'assistance judiciaire à hauteur de 50 % respectivement 25 %.

En outre, il existe le service d'accueil et d'information juridique localisé respectivement dans les locaux de la Cité judiciaire à Luxembourg et du Palais de justice à Diekirch. Ce service est tenu par des agents désignés par le Parquet général ainsi que des avocats désignés à cet effet par les barreaux de Luxembourg et de Diekirch, qui peuvent réorienter les victimes qui n'ont pas d'avocat vers les services compétents respectivement, en ce qui concerne les avocats, fournir des conseils juridiques gratuits en fonction des besoins spécifiques de la victime. Dans ce contexte, il convient encore de relever qu'il existe également

des permanences spécifiques tenues à la Cité judiciaire pour les personnes ayant besoin de conseils en matière de droit de la famille (Service d'information juridique « Droit de la famille »), par exemple en ce qui concerne les divorces et séparations, les violences domestiques, la filiation et l'autorité parentale ainsi que les abus sexuels.

En conclusion, les victimes disposent à l'heure actuelle de plusieurs possibilités pour se voir fournir des conseils ou une assistance juridiques gratuits ou à faible coût.

Concernant les chiffres demandés au sujet des assistances judiciaires octroyées en matière de violence domestique, aucune différenciation n'est faite par le Barreau de Luxembourg en matière civile entre les victimes et les accusés de violence domestique, ni selon le sexe ou le statut de détenu du demandeur, dans le cadre du traitement des demandes d'assistance judiciaire.

– En 2020, vingt-cinq (25) assistances judiciaires ont été accordées pour des litiges de violences domestiques, sur un total de 4.028 dossiers accordés au cours de l'année civile 2020.
– En 2021, vingt-sept (27) assistances judiciaires ont été accordées pour des litiges de violences domestiques, sur un total de 4.306 dossiers accordés au cours de l'année civile 2021.
– En 2022, dix-sept (17) assistances judiciaires ont été accordées pour des litiges de violences domestiques, sur un total de 5.062 dossiers accordés au cours de l'année civile 2022.
– En 2023, vingt-neuf (29) assistances judiciaires ont été accordées pour des litiges de violences domestiques, sur un total de 5.325 dossiers accordés au cours de l'année civile 2023.

Il n'existe pas non plus de statistiques permettant de déterminer si un demandeur s'étant vu refuser l'assistance judiciaire dispose de moyens suffisants pour engager un avocat ou non.

Enfin, concernant l'indemnité octroyée par l'État en application de la loi du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse, il convient de rappeler que cette indemnité est octroyée à la victime seulement à titre subsidiaire, lorsque celle-ci ne peut pas obtenir une indemnisation de son préjudice à un titre quelconque, notamment lorsque que l'auteur·e de violence domestique est insolvable ou inconnu·e. La victime doit notamment avoir subi un dommage corporel ayant entraîné la mort, une incapacité permanente ou une incapacité totale de travail personnel pendant plus d'un mois.

Le préjudice doit consister en un trouble grave dans les conditions de vie et ce trouble est présumé lorsque la personne a été victime d'un viol ou d'un attentat à la pudeur, et lorsque la personne mineure a été victime de la traite des êtres humains.

La question de l'opportunité d'un allègement de ces conditions fera l'objet d'une analyse plus approfondie.

Les chiffres qui suivent se réfèrent tant aux hommes qu'aux femmes victimes, alors que la législation luxembourgeoise sur la violence domestique ainsi que sur la violence sexuelle ne fait pas de différence selon le sexe de la victime.

Les données se rapportent aux demandes formulées et aux indemnisations octroyées (provisions incluses) pendant les années 2020 à 2023. Il en résulte que certaines demandes étant p. ex. recensées en 2023 peuvent avoir fait l'objet d'une décision après l'année 2023. Inversement, une indemnisation octroyée en 2020 peut provenir d'une demande introduite avant 2020. De plus, certaines demandes ont été rejetées étant donné qu'elles ne remplissaient pas les conditions de l'article 1er de la loi du 12 mars 1984 précitée.

Les préjudices indemnisés sont le préjudice corporel, le préjudice moral et le préjudice matériel, étant précisé que ce dernier n'est indemnisé qu'à la condition qu'un préjudice corporel ou moral ait été retenu et que le lien de causalité entre le préjudice matériel et l'infraction soit établi. Dans quelques cas, des victimes par ricochet ont été indemnisées pour perte d'un être cher ou pour vue de la souffrance d'un être cher.

Nombre total de demandes

– 2020 : 18
– 2021 : 3
– 2022 : 7
– 2023 : 13

Nombre total de victimes ayant obtenu une indemnisation

– 2020 : 14
– 2021 : 1
– 2022 : 5
– 2023 : 5

– Par rapport à la mise en place d'une approche plus globale en matière de lutte contre les violences fondées sur le genre, telle que recommandée par le GREVIO, il est à soulever que le MEGA est en étroite collaboration avec le Ministère de la Justice, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, pour élaborer un concept d'une structure d´accueil nationale pour toute victime de violence ouverte 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Cette structure offrira une prise en charge globale et centralisée et sera soutenue par des services spécialisés en fonction du type de violence et de la situation personnelle de la victime et de ses demandes.

– En ce qui concerne le féminicide, il convient de souligner que le Luxembourg a un dispositif permettant une prise en compte juridique du féminicide.

Même s'il n'existe pas de définition spécifique du « féminicide » au niveau du Code pénal luxembourgeois, une protection légale pour toute victime en la matière est d'ores et déjà assurée par le biais de l'article 80 du Code pénal, introduit par la loi 28 mars 2023, qui prévoit une circonstance aggravante générale pour les crimes et délits commis en raison d'un mobile fondé sur un motif de discrimination prévu à l'article 454[4] du Code pénal. Cette approche assure la prise en compte juridique du féminicide, en permettant aux juridictions de retenir qu'une personne a été tuée ou blessée en raison de son sexe, ce qui peut résulter en une aggravation de la peine des infractions étant punies d'une réclusion à temps, dont les coups et blessures volontaires.

De plus, cette approche respecte aussi un principe important en matière d'égalité, à savoir l'égalité de traitement en n'introduisant aucune hiérarchisation entre les 18 motifs de discrimination reconnus au Luxembourg.

Bien que le féminicide puisse aujourd'hui déjà être poursuivi au Luxembourg, le Gouvernement évalue l'application de cette loi et fera au besoin des adaptations, tel qu'il est annoncé dans l'accord de coalition.

**Délinquance juvénile** | Question **0615** (16/04/2024) de **M. André Bauler** (DP)

Les médias nous informent que, dans de nombreuses villes françaises, la délinquance juvénile est en train d'exploser. Ce phénomène, qui ne semble plus être une manifestation marginale en Europe, touche également l'Allemagne qui vient de présenter récemment des statistiques inquiétantes en la matière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils dresser un bilan sommaire de la délinquance juvénile au Luxembourg depuis l'an 2019 en présentant une analyse des crimes et délits constatés par les autorités policières ? Quelles sont les régions de notre pays les plus touchées par cette problématique ?

2) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils informer sur les caractéristiques et le champ d'action des bandes juvéniles ?

**Réponse** (15/05/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Les statistiques policières disponibles ne permettent pas de comparer, pour différentes catégories d'infractions, le nombre d'auteurs mis en rapport avec une infraction par les différentes unités de police (auteurs identifiés). Ces statistiques permettent cependant de dégager les tendances reprises ci-dessous.

Notons tout d'abord qu'en termes de statistiques, l'année 2020 est à considérer comme « exceptionnelle » alors que la crise sanitaire liée au Covid-19 et les restrictions de mouvement de la population ont donné lieu à un nombre historiquement bas d'infractions en règle générale.

Entre 2019 et 2023, 13 % des auteurs d'infractions contre les biens étaient des mineurs. Cette catégorie comprend principalement les cambriolages, les autres vols (sans violence), les vols liés aux véhicules et les infractions de vandalisme. Sur cette même période, on constate que la proportion d'auteurs mineurs par rapport à l'ensemble des auteurs reste pratiquement inchangée. Il y a certes une augmentation du nombre d'auteurs mineurs sur la période (de 941 en 2019 à 1.734 en 2023), mais la progression est sensiblement la même si l'on considère l'ensemble des auteurs d'infractions identifiés sous cette catégorie (de 7.157 en 2019 à 12.793 en 2023).

Dans la catégorie des vols avec violence les statistiques montrent une progression assez nette dans l'implication des mineurs. Alors qu'en 2019, les auteurs mineurs représentaient 35 % de cette catégorie, en 2023, cette proportion est passée à 41 %. En termes de chiffres, le nombre d'auteurs mineurs de cette catégorie progresse de 126 en 2019 à 226 en 2023. Par contre, nous constatons également une nuance dans cette progression, à savoir que d'un côté, une progression marquée est constatée pour la sous-catégorie des infractions de vols avec violence et menace (213 auteurs mineurs en 2023, soit 44 % de l'ensemble des auteurs de cette catégorie) alors que pour les vols avec menace et armes, le nombre de mineurs impliqués est en baisse quasi constante pour ne représenter plus que 18 % des auteurs de cette sous-catégorie (13 auteurs en 2023).

[4] « Constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur couleur de peau, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur changement de sexe, de leur identité de genre, de leur situation de famille, de leur âge, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs mœurs, de leurs opinions politiques ou philosophiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée. »

Dans la catégorie des violences envers les personnes, on constate que la proportion des auteurs mineurs par rapport à l'ensemble des auteurs est quasiment stable depuis 2019 de sorte que les auteurs mineurs représentent approximativement 10 % de cette catégorie. Le nombre d'auteurs mineurs de cette catégorie progresse de 44 % par rapport à 2019 (de 494 en 2019 à 712 en 2023), la somme des auteurs identifiés dans cette catégorie progresse elle de 27 % sur cette même période (de 6.177 en 2019 à 7.931 en 2023).

Dans la catégorie des autres infractions contre les personnes, qui comprend notamment les menaces et les injures, les auteurs mineurs représentent approximativement 11 % de cette catégorie. C'est également dans cette catégorie que l'on constate la plus forte progression du nombre d'auteurs mineurs. En effet, alors qu'en 2019, seuls 121 mineurs avaient été identifiés comme auteurs sous cette infraction, ce chiffre est passé à 355 en 2023, soit une progression de presque 200 %. Sur la même période, le nombre total d'auteurs identifiés pour des faits de menaces a augmenté de 50 % pour passer de 2.073 auteurs en 2019 à 3.109 auteurs en 2023.

Enfin, pour la catégorie des « affaires de drogue », qui comprend aussi bien les auteurs de détention, d'usage et de trafic de stupéfiants, le chiffre des auteurs mineurs a augmenté en 2023 pour passer de 561 auteurs identifiés en 2022 à 664 pour 2023. Aussi, la part des auteurs mineurs dans l'ensemble des auteurs concernés par cette catégorie est en évolution quasi constante. Alors que cette proportion n'était que de 9,8 % en 2019, elle représente actuellement 16,6 %.

Concernant les données des autorités judiciaires, de manière préliminaire, il convient de noter que les données contenues dans le système informatique des autorités judiciaires permettant de suivre le déroulement d'une affaire (« JU-CHA ») ne permettent pas de présenter uniquement les chiffres relatifs aux mineurs ayant commis une infraction pénale. En effet, le nombre des procès-verbaux mentionnés par les autorités judiciaires ci-dessous se rapportent aux procès-verbaux traités par les départements Jeunesse des parquets de Luxembourg et de Diekirch de manière générale (mineurs délinquants et mineurs en danger/victimes de négligence ou maltraitance).

Toutefois, les chiffres fournis ci-dessous ne comprennent pas les dossiers contenant des mineurs victimes d'infractions pour lesquels aucune mesure au titre de la protection de la jeunesse ou à l'aide à l'enfance n'a été nécessaire au vu de la situation.

Au sein de l'arrondissement de Luxembourg, le nombre de procès-verbaux recensés et mettant en cause des mineurs (mineurs auteurs et mineurs victimes qui ont été pris en charge au titre de la protection de la jeunesse et de l'aide à l'enfance) en 2019 était de 2.221, en 2022 de 2.517 et il est passé en 2023 à 3.081.

Au sein de l'arrondissement de Diekirch, le nombre de procès-verbaux recensés et mettant en cause des mineurs (mineurs auteurs et mineurs victimes qui ont été pris en charge au titre de la protection de la jeunesse et de l'aide à l'enfance) en 2019 était de 396, en 2022 de 1.015 et il est passé en 2023 à 1.431.

L'on peut constater qu'il y a eu une augmentation plus importante de procès-verbaux entrés au Parquet de Diekirch que celle identifiée pour le Parquet de Luxembourg. Toutefois, cette augmentation est à nuancer, étant donné qu'elle semble être due à une différence d'encodage des procès-verbaux dans le système informatique utilisé par les autorités judiciaires de Diekirch. En effet, les procès-verbaux successifs qui rentrent au Parquet de Diekirch dans le cadre d'une même affaire sont enregistrés séparément (procès-verbal de base, de fouille, de saisie, etc.), alors qu'au Parquet de Luxembourg, les procès-verbaux relatifs aux fouilles et saisies sont joints aux procès-verbaux de base et enregistrés comme un seul procès-verbal.

De plus, concernant les deux parquets, un procès-verbal ne concerne pas nécessairement un seul mineur, mais assez souvent les faits peuvent être commis en bande.

Toutefois, bien que les chiffres ci-dessus se rapportent aux procès-verbaux relatifs tant à des mineurs ayant commis une infraction qu'à des mineurs victimes pris en charge au titre de la protection de la jeunesse ou de l'aide à l'enfance, les mineurs auteurs d'infractions représentent la majeure partie de ces procès-verbaux.

En additionnant les chiffres du Parquet de Luxembourg et du Parquet de Diekirch, il appert que les procès-verbaux liés à des infractions en relation avec des mineurs et traités par le département Jeunesse des deux parquets a augmenté de plus de 72 % de 2019 (2.221 + 396 = 2.617) à 2023 (3.081 + 1.431 = 4.512).

Enfin, il convient également de relever que l'augmentation des procès-verbaux est également à relativiser en raison de l'augmentation de la population, et de l'augmentation des signalements effectués auprès des parquets.

Au vu de ce qui précède, bien que l'augmentation de 72 % ne concerne pas uniquement les procès-verbaux relatifs à des mineurs auteurs d'infractions, mais également ceux relatifs à des mineurs victimes pris en charge au titre de la protection de la jeunesse ou de l'aide à l'enfance, et doive être relativisée en raison d'autres facteurs, il est avéré que la délinquance juvénile a nettement augmenté, surtout depuis les années 2022 et 2023.

Une augmentation de la propension à la violence parmi les mineurs et la population générale a également été constatée par les autorités judiciaires et policières.

ad 2) Depuis longtemps déjà, notre pays connaît l'existence de groupes de mineurs qui se fréquentent sur la base d'un point commun (par exemple une origine ou un intérêt communs) et qui se donnent une identité commune sur la base de cette caractéristique. Ainsi, depuis quelques années, certains de ces groupes ont donné un nom à leur identité, souvent basé sur le code postal d'une certaine rue ou le nom d'un quartier auquel les jeunes s'identifient et qu'ils communiquent publiquement, le plus souvent à l'aide des médias sociaux. Ces groupes n'apparaissent toutefois pas ensemble dans l'espace public dans le but de commettre des infractions, de sorte que l'on ne peut pas parler de bandes de jeunes délinquants.

Cependant, il arrive de temps en temps et à intervalles plus ou moins longs que des mineurs, qui se sont déjà fait remarquer auparavant, se réunissent et passent spontanément à des actes de violence (comme par exemple le « racketing »). L'expérience montre que ces incidents se produisent plutôt durant les mois d'été.

Les mineurs qui participent aux actes décrits ci-dessus ne sont pas constamment les mêmes et ces actes sont souvent limités dans le temps, ce qui constitue un argument supplémentaire contre la thèse de l'existence de bandes de jeunes.

Même si, jusqu'à présent, les services de police ne constatent pas de situations similaires à celles évoquées dans la question parlementaire se référant aux pays limitrophes, le domaine de la délinquance juvénile est surveillé de près afin de pouvoir identifier à temps d'éventuels développements dans le domaine des « bandes de jeunes », dans le but de pouvoir prendre le cas échéant les mesures nécessaires le plus rapidement possible.

La police réitère son constat, qu'on ne peut pas parler de l'existence de bandes de jeunes dans notre pays, tel que notamment indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 5752 du 11 février 2021. Il n'est donc pas possible de fournir des informations sur les caractéristiques ou le domaine d'activité de telles bandes.

---

**Urgences pédiatriques** | Question **0616** (16/04/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Zënter Ufank Februar huet den CHdN (Ettelbréck) och e Service fir d'Pediatrie („Urgences pédiatriques“: https://sante.public.lu/fr/actualites/2024/01/chdn-pediatrie-urgences.html). Allerdéngs musse Kanner, déi mat enger Ambulanz kommen, Kanner mat schlëmme Krankheeten, déi eng Hospitalisatioun verlaangen, Kanner a Liewensgefor oder Kanner, déi psychiatresch Hëllef brauchen, nach ëmmer an d'KannerKlinik vum CHL fueren.

An dësem Kontext géing ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Kanner sinn zënter der Eréffnung vun der Pediatrie zu Ettelbréck scho versuergt ginn? Wat ass déi duerchschnëttlech Unzuel u Kanner, déi pro Dag an d'Pediatrie kommen?

2. Ass genuch Personal (Kannerdokteren an Infirmièren) do, fir d'Demande ze decken?

3. Besteet eng passend a konform Infrastruktur fir eng Pediatrie bzw. eng Noutfallpediatrie zu Ettelbréck (Wartesall, Behandlungsraim, Kummeren a Better, Material)? Wann net, wéi gedenkt d'Regierung hei virzegoen?

4. Sinn d'Elteren (genuch) informéiert ginn, wéini si mat hirem Kand an den CHdN fueren däerfen?

5. Wéi ginn d'Situatioune geréiert, wann elo awer Eltere mat hire Kanner an den CHdN kommen, obwuel d'Situatioun verlaangt hätt, datt si an den CHL hätte fuere missen?

6. Wéi gëtt den Triage am CHdN gemaach a wien hëlt d'Decisioun, ob et sech ëm e Kand mat schlëmmer Krankheet handelt, déi eng Hospitalisatioun verlaangt („maladies graves nécessitant une hospitalisation“)?

7. Wéi vill Ambulanze mat Kanner sinn awer an den CHdN gefuer? Wéi gëtt hei d'Situatioun geréiert, wann dat de Fall ass?

8. Ass all CIS (Centre d'incendie et de secours) mat Ambulanzen informéiert ginn, datt si mat Kanner an d'KannerKlinik an den CHL fuere mussen?

**Réponse** (31/05/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Zënter der Erweiderung vun den Éffnungszäite vum Service de pédiatrie de proximité zu Ettelbréck den 1. Februar goufen 1.827 Kanner am CHdN gesinn (Zuele bis den 21. Mäerz 2024 inclus). Pro Dag komme ronn 40 Kanner an d'Consultatiounen am Service Urgences. Kleng Noutfäll ginn nuets vum Pédiatre de garde gesinn.

ad 2. Niewent de Kannerdokteren, souwuel een de garde wéi een d'astreinte d'appel, huet den CHdN 2,5 ETP Infirmiersposte bäikritt am Budget, fir der neier Situatioun vun den Éffnungszäite Rechnung ze droen.

ad 3. Am Kader vum Service Urgences erlaben d'Infrastrukturen et, souwuel de klenge Patiente wéi

och den Elteren e beschtméiglechen Accueil an eng beschtméiglech Versuergung ze garantéieren. Den Erweiderungsprojet vum Service Urgences, deen aktuell ëmgesat gëtt, wäert et erlaben, dediéiert Lokaler fir d'Prise en charge vun de Kanner ze amenagéieren.

ad 4. Informatiounen an Detailer zu der Reorganisatioun vum Service pédiatrique vum CHdN si souwuel an der geschriwwener Press, souwéi och um Site www.sante.lu an der Rubrick „Gardes pédiatriques" publizéiert ginn. De Link Pédiatrie de proximité – CHdN | Centre hospitalier du Nord féiert direkt op de Site vum entspriechende Service am CHdN.

ad 5. a 6. Wéi an der Äntwert op d'QP 8052 vum 2. Juni 2023 beschriwwen, ass et den Dokter am Service Urgences oder de Pédiatre de garde, deen d'Decisioun hëlt, ob d'Kand kann am CHdN behandelt ginn, oder ob et am Interêt vum Patient ass, fir an d'KannerKlinik transferéiert ze ginn.

ad 7. an 8. Jee no Schweregrad vun der Verletzung an no Ofsprooch tëschent dem SAMU-Dokter an dem Spidol kann d'Entscheedung getraff ginn, direkt an d'KannerKlinik ze fueren oder net.

Detailléiert Zuelen hu mir net virleien.

**Paiement immédiat direct (PID)** | Question **0617** (16/04/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

De Paiement immédiat direct (PID) fënnt net säin erhofften Erfolleg. Zënter dem Start hu ganz wéineg Dokteren an Zänndokteren den Uschloss un de PID maache gelooss (laut den Artikele vum 100,7 vum 28. Februar an 8. Abrëll). Am Moment kann de PID nëmme mat der Software „Emed" vun der Firma Maveja Software Solutions Luxembourg" gemaach ginn.

An dësem Kontext géing ech der Regierung gär folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Dokteren a wéi vill Zänndoktere benotzen dës Software haut iwwerhaapt schonn zu Lëtzebuerg?

2. Ass déi Software gëeegent fir all Spezialisatiounen ënnert den Dokteren/Zänndokteren? Deckt si all d'Besoine vun de verschiddene Spezialisatiounen oder sinn d'Dokteren/Zänndokteren da gezwongen, mat zwee Programmer ze schaffen, fir hir dagdeeglech Aarbecht kënnen ze maachen?

3. Duerch de PID kënnt et zu enger duebeler Comptabilitéit fir d'Dokteren/Zänndokteren (Verrechnung mat de Patienten, Verrechnung mat der CNS). Dëst féiert zu enger zousätzlecher administrativer Charge a weiderem Zäitopwand bei den Dokteren/ Zänndokteren an/oder hire Mataarbechter. Wat gedenkt d'Regierung am Kader vun der „simplification administrative" an deem Sënn ze maachen?

4. Laut der Äntwert vun der Madamm Gesondheetsminister op d'parlamentaresch Fro N° 0420 vum honorabelen Deputéierte Sven Clement, läit den Delai momentan bei 46 Deeg bis zum Remboursement vum Patient. Wéi ass beim PID momentan den Delai, bis den Dokter/Zänndokter seng Déngschtleeschtung bezuelt kritt? Wéi een Delai gëtt sech theoreetesch erwaart, wann all d'Dokteren an Zänndokteren de PID asetze géingen? Garantéiert d'CNS e gewëssen Delai beim PID, vu datt d'Dokteren/Zänndokteren am Prinzipp d'Sue fir hir Déngschtleeschtung virstrecken?

5. Am Kader vum PID geschitt den Austausch vun de Patientendonnéeën tëscht dem Dokter/Zänndokter an der CNS, an net wéi bis elo tëscht dem Patient an der Krankekeess. De Patient ass awer den eigentlech Versécherte bei der Krankekeess an decidéiert selwer, wat hien erareeche wëll oder der Krankekeess matdeele wëll. Gëtt am System vum PID de Patient net iwwergaang an ass dat GDPR-konform?

6. Consideréiert d'Regierung, fir op dee vun der AMMD (Associatioun vun den Dokteren an Zänndokteren) ausgeschafften DHN (Digital Health Net) zereckzegräifen? Wann nee, firwat net?

**Réponse** (31/05/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. De PID kann och mat anere Softwaren ëmgesat gi wéi just mat där vun der Firma Maveja Software Solutions. Aktuell hu fënnef Softwaren eng Attestation de conformité fir de PID vun der Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé ausgestallt kritt. Déi aktualiséiert Lëscht kann zu all Moment op follgendem Internetsite consultéiert ginn:

https://www.esante.lu/portal/fr/industriels/logiciels-labelises-ra-pid-477-730.html.

Laut den Informatioune vun der CNS, benotzen op den 21. Abrëll 2024, 111 Dokteren de PID, dorënner 18 Zänndokteren.

ad 2. Wéi scho bei 1. erkläert, gëtt et méi wéi eng Software, déi PID konform ass.

Zanter dem 19. Mäerz 2024 stinn d'Déngschtleeschtunge vum PID allen Dokteren an Zänndokteren zur Verfügung. A wéi wäit dës Servicer an de Logiciel de gestion vun de verschiddene Cabinets agebonne ginn, ass de jeeweilegen Dokteren iwwerlooss. De Service ass awer esou konzipéiert, dass keen 2. Logiciel néideg ass, fir déi dagdeeglech Aarbecht kënnen ze maachen.

ad 3. Duerch de PID gëtt d'Part statutaire direkt vun der CNS un den Dokter/Zänndokter iwwerwisen. Well déi assuréiert Persoun hir Participatioun direkt bezilt, brauch den Dokter/Zänndokter weeder e Suivi vun de Paiementer ze maachen, nach Rappeller un déi concernéiert Patienten ze schécken, wat eng administrativ Entlaaschtung bedeit.

Fir d'Fluiditéit vun de Paiementer ze garantéieren an de finanziellen Impakt fir den Dokter/Zänndokter sou niddreg wéi méiglech ze halen, réit d'CNS dësen un, op en Editeur an eng Fiduciaire zereckzegräifen, deenen hir Programmer compatibel sinn an esou eng Ofstëmmung vun de Paiementer erméiglechen.

ad 4. Den Dokter/Zänndokter kritt bannent 48 Stonnen d'Part statutaire iwwerwisen, nodeems d'Preuve de paiement agaangen ass, respektiv den nächste Schaffdag, wann den Delai op e Weekend oder Feierdag fält.

D'CNS verfüügt ënnert anerem iwwert déi néideg Outilen, fir SEPA Viremente bannent Sekonnen ze realiséieren, 24 Stonnen op 24, 7 Deeg op 7, an dëst ouni zousätzlech Fraise fir den Dokter/Zänndokter.

ad 5. De System vum PID léisst dem Patient de fräie Choix, ob en d'CNS informéiere wëll oder net. Et besteet effektiv keng Obligatioun, fir de PID an Usproch ze huelen, weeder fir de Versécherten, nach fir den Dokter. Wann den Assuré also keng Informatioun un d'CNS wëll weiderleeden, kann hien, wéi gewinnt, d'Dokteschrechnung bei sengem Dokter ganz bezuelen a selwer decidéieren, fir d'Rechnung un d'CNS ze schécken, fir remboursëiert ze ginn.

ad 6. D'Digitalisatioun am Gesondheetsberäich ass eng grouss Prioritéit fir d'Regierung, déi all Initiativ encouragéiert, déi dozou bäidréit, fir d'Digitalisatioun no vir ze dreiwen. An deem Sënn huet d'Regierung enk mat der CNS zesummegeschafft, fir den Asaz vum PID ze acceleréieren. Den DHN huet de Moment eng Attestation de conformité, fir en acceleréierte Remboursement ze erméiglechen. Aktuell lafen och Gespréicher iwwert d'Weiderentwécklung vum „écosystème numérique", dee vum DHN entwéckelt gouf, dëst am Sënn vum Virundreiwe vun der Digitalisatioun. (2024-04-25-circulaire-pid-m3s-ammdcns.pdf)

**Conférence à Londres afin de résoudre la prolifération et l'usage irresponsable de capacités commerciales de cyberintrusion** | Question **0618** (16/04/2024) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

Les 6 et 7 février 2024 s'est tenue une conférence à Londres à l'initiative de la France et du Royaume-Uni afin de résoudre la prolifération et l'usage irresponsable de capacités commerciales de cyberintrusion. Cette conférence réunissait une quarantaine d'États, des organisations internationales, des ONGs, des universitaires et des entreprises de cybersécurité. Elle a abouti à une déclaration commune, signée par les participants, qui s'articule autour des quatre principes de redevabilité (accountability), précision, contrôle (oversight) et transparence. La déclaration a été signée par 25 États, dont 14 États membres de l'Union européenne. Elle constitue un pas important vers un usage plus responsable des instruments de cyberintrusion, suite au scandale lié aux révélations concernant l'usage du logiciel d'intrusion Pegasus de l'entreprise israélienne NSO.

Étant donné que le Luxembourg s'est également doté d'une capacité de cyberintrusion sous la forme de l'instrument Pegasus, comme l'a confirmé l'ancien Premier ministre en réponse à une question parlementaire en octobre 2021, la question de la responsabilisation de l'usage de tels logiciels nous concerne au plus haut degré. Ceci d'autant plus que le numérique et, en particulier, le développement de capacités commerciales en matière de cybersécurité constituent une priorité économique pour notre pays, et un axe important de notre politique de défense.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

– Est-ce que le Luxembourg n'était pas invité à la conférence qui s'est tenue à Londres les 6 et 7 février 2024 ? Ou pour quelle autre raison notre pays n'était-il pas parmi les signataires de la déclaration ?

– Est-ce que les ministres partagent la direction de cette déclaration et en particulier les quatre principes énoncés pour un usage responsable des instruments de cyberintrusion ?

– Est-ce qu'il existe, au sein du SRE ou d'autres instances ayant recours à de tels instruments, des lignes directrices ou des principes encadrant leur usage ?

– Est-ce que le Luxembourg compte se joindre à l'avenir à cette initiative internationale menée par la France et le Royaume-Uni ?

**Réponse** (16/05/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Le Luxembourg n'a pas été invité à la conférence du « processus Pall Mall » à laquelle l'honorable Député fait référence.

Les principes y retenus concernant les activités de cyberintrusion sont en phase avec le cadre légal national.

Au Luxembourg, la Police grand-ducale et le Service de renseignement de l'État sont les seules autorités nationales légalement compétentes pour procéder à l'interception à la source moyennant un logiciel.

1. Le cadre légal et les modalités d'utilisation d'un logiciel d'interception à la source par les autorités nationales compétentes

a) La Police grand-ducale

La Police grand-ducale ne peut procéder à l'interception à la source que sur base d'une ordonnance du

juge d'instruction conformément à l'article 88-1 du Code de procédure pénale. L'article 88-1 du Code de procédure pénale accorde le pouvoir au juge d'instruction d'ordonner, dans des circonstances exceptionnelles, pour des infractions graves et sous un contrôle très strict, l'utilisation de moyens techniques,

1° de surveillance et du contrôle des télécommunications ainsi que de la correspondance postale ;
2° de la sonorisation et de la fixation d'images de certains lieux ou véhicules ;
3° de la captation de données informatiques.

Les mesures prévues à l'endroit de l'article 88-1 du Code de procédure pénale ne peuvent être ordonnées par le juge d'instruction uniquement et exclusivement dans le cadre de faits d'une gravité particulière. Selon l'article 88-2 du Code de procédure pénale, elles sont subordonnées aux conditions suivantes :

« 1° que la poursuite pénale a pour objet, s'agissant de la surveillance et du contrôle des télécommunications ainsi que de la correspondance postale, en tout ou en partie, un fait d'une gravité particulière emportant une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à deux ans d'emprisonnement, et, s'agissant de la sonorisation et de la fixation d'images des lieux et véhicules visés à l'article 88-1, paragraphe 2, et de la captation de données informatiques, en tout ou en partie, un ou plusieurs des faits énumérés ci-après :

a) crimes et délits contre la sûreté de l'État au sens des articles 101 à 123 du Code pénal ;
b) actes de terrorisme et de financement de terrorisme au sens des articles 135-1 à 135-6, 135-9 et 135-11 à 135-16 du Code pénal ;

2° que des faits déterminés rendent la personne à surveiller suspecte, soit d'avoir commis l'infraction ou d'y avoir participé, soit de recevoir ou de transmettre des informations destinées à l'inculpé ou au suspect ou qui proviennent de lui ;

3° que les moyens ordinaires d'investigation s'avèrent inopérants en raison de la nature des faits et des circonstances spéciales de l'espèce ».

L'article 88-2 du Code de procédure pénale vise à délimiter le cadre dans lequel le juge d'instruction peut ordonner une des mesures prévues par l'article 88-1 précité.

L'article poursuit que « (3) La décision du juge d'instruction est écrite et contient, sous peine de nullité, les mentions suivantes :

1° la motivation spéciale d'après les éléments de l'espèce et par référence aux conditions indiquées au paragraphe 2 ;
2° le nom ou, s'il n'est pas connu, une description aussi précise que possible de la ou des personnes visées par les mesures ordonnées ;
3° la manière dont les mesures seront exécutées ;
4° la période durant laquelle les mesures pourront être exécutées au regard des dispositions du paragraphe 4 ;
5° le nom et la qualité de l'officier de police judiciaire qui procède à l'exécution de l'enquête ».

L'article 88-2, paragraphe 4, délimite le champ d'application temporel desdites mesures en imposant qu'elles doivent être levées dès qu'elles ne sont plus nécessaires. Elles cessent de plein droit un mois à compter de la date de l'ordonnance. Elles peuvent toutefois être prorogées chaque fois pour un mois, sans que la durée totale puisse dépasser un an, par ordonnance motivée du juge d'instruction, approuvée par le président de la chambre du conseil de la Cour d'appel qui statue dans les deux jours de la réception de l'ordonnance, le procureur général d'État entendu en ses conclusions.

La mesure ne peut, à peine de nullité, être ordonnée à l'égard d'un inculpé après son premier interrogatoire par le juge d'instruction et celle ordonnée antérieurement cesse ses effets de plein droit à cette date (article 88-2, paragraphe 5).

L'article 88-2, paragraphe 6, interdit, sous peine de nullité, d'ordonner les mesures précitées à l'égard d'une personne liée par le secret professionnel au sens de l'article 458 du Code pénal, à moins qu'elle ne soit elle-même suspecte d'avoir commis l'infraction ou d'y avoir participé.

Conformément à l'article 88-2, paragraphe 6, alinéa 3, « la mise en place du dispositif technique mentionné aux paragraphes 2 et 3 de l'article 88-1 ne peut, à peine de nullité, être réalisée dans les locaux utilisés à des fins professionnelles, le domicile ou ses dépendances au sens des articles 479, 480 et 481 du Code pénal ou le véhicule d'un avocat, d'un médecin, d'un journaliste professionnel ou d'un éditeur, ces deux derniers termes compris au sens défini par la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias, ou concerner les systèmes automatisés de traitement de données se trouvant dans ces lieux ».

L'article 88-4 précise encore que « les enregistrements des télécommunications, conversation, images ou données informatiques et les correspondances postales interceptées sont détruits, à la diligence du procureur d'État ou du procureur général d'État, à l'expiration du délai de prescription de l'action publique. En cas de décision d'acquittement, ils sont détruits immédiatement après que la décision est coulée en force de chose jugée. En cas de condamnation, ils ne sont pas détruits. »

b) Le Service de renseignement de l'État

La loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État (ci-après dénommée « loi SRE ») définit clairement la mission du Service de renseignement de l'État (SRE) et délimite également de manière précise le contexte dans lequel celle-ci pourra s'exercer : la présence d'une menace ou d'un risque de menace pour la sécurité nationale, à savoir une activité susceptible de mettre en cause l'indépendance et la souveraineté de l'État, la sécurité et le fonctionnement des institutions, les droits fondamentaux et les libertés publiques, la sécurité des personnes et des biens, le potentiel scientifique et technique ou les intérêts économiques du Grand-Duché de Luxembourg. Le champ d'application de cette mission s'étend aussi à la sécurité des États étrangers ou des organisations internationales et supranationales avec lesquelles le Luxembourg a signé des accords.

La loi précise la nature des menaces potentielles pour la sécurité nationale :

– espionnage et ingérence ;
– extrémisme à propension violente ;
– terrorisme ;
– prolifération d'armes de destruction massive ou de produits liés à la défense et des technologies afférentes ;
– crime organisé et cybermenace dans la mesure où ils se trouvent liés à l'une des menaces précédentes.

Il importe de souligner que la loi précitée exclut explicitement de la mission du SRE toute surveillance politique interne.

L'article 8 (1) c de la loi SRE constitue la base légale pour la mise en œuvre de la mesure dite d'interception à la source.

La mise en œuvre des moyens et mesures de recherche prévus à l'article 8 (1) c est soumise à des conditions strictes et à des critères précis.

La mise en œuvre doit être conforme à trois principes essentiels, qui sont la légitimité, la proportionnalité et la subsidiarité. Cette démarche vise à allier professionnalisme dans la prévention de menace à un haut niveau de protection de l'individu et de sa sphère privée.

Les mesures doivent ainsi viser des personnes physiques ou morales, identifiées ou identifiables.

La mesure d'interception à la source visée à l'article 8 (1) c de la loi SRE est limitée à un délai de 3 mois à compter du jour où elle a été ordonnée par le Comité ministériel, après assentiment de la commission spéciale de magistrats, sur demande écrite du directeur du SRE.

Elle peut être renouvelée dans les mêmes conditions de forme et de fond.

La mesure d'interception à la source visée à l'article 8 (1) c de la loi SRE est soumise aux conditions cumulatives suivantes :

– les moyens et mesures de recherche dont dispose le SRE en vertu des articles 5 (observations dans des lieux publics), 6 (collecte de renseignement humain), et 7 (moyens techniques de surveillance et de contrôle de toutes sortes de communication et repérages de données de trafic de communications), s'avèrent inopérants en raison de la nature des faits et des circonstances spécifiques de l'espèce ;
– il s'agit d'un ou plusieurs faits qui revêtent un degré de gravité caractérisé ;
– les faits ont trait soit à des activités d'espionnage, soit à des activités de prolifération d'armes de destruction massive ou de produits liés à la défense et de technologies y afférentes, soit à des activités de terrorisme.

La mesure permet d'accéder au(x) système(s) informatique(s) susceptible(s) d'être utilisé(s) par une personne ou plusieurs personnes visées par les moyens et mesures de recherche, afin de

– rechercher de manière ciblée des renseignements nécessaires à l'exécution d'une des missions définies au premier alinéa ou de
– surveiller et contrôler des communications dont l'interception technique n'est pas possible moyennant les réseaux normaux de télécommunication et à ce titre y installer un dispositif technique ou informatique non permanent d'une durée n'excédant pas le délai de trois mois.

Les moyens et mesures de recherche susvisés sont ordonnés par le Comité ministériel du renseignement sur demande écrite du directeur du SRE et après l'assentiment de la commission spéciale selon la procédure identique à celle définie pour la mise en œuvre des mesures visées par l'article 7 (moyens techniques de surveillance et de contrôle de toutes sortes de communication et repérages de données de trafic de communications) (cf. point 2 b).

2. Les mécanismes de contrôle applicables

a) La Police grand-ducale

La mesure de la captation de données informatiques ne peut être ordonnée uniquement dans l'exercice des missions de protection de la sécurité nationale et de la sûreté de l'État et dans le cadre d'un dispositif de contrôle strictement réglementé.

Conformément à l'article 88-4, paragraphe 6, du Code de procédure pénale, « [l]a personne surveillée par un moyen technique au sens de l'article 88-1, paragraphe 1er, [...] sont, pour autant qu'ils n'ont pas la qualité d'inculpé ou de partie civile, informés par le juge d'instruction de la mesure ordonnée ainsi que de leur droit de former un recours en nullité sur base et dans les conditions de l'article 126 au moment de

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

la dernière inculpation intervenue dans l'instruction préparatoire en question ou, lorsque l'instruction préparatoire est clôturée par le juge d'instruction sans inculpation, au moment de cette clôture ».

Puis, le paragraphe 7 de l'article 88-4 du Code de procédure pénale permet au procureur d'État de « former appel dans tous les cas des ordonnances du juge d'instruction conformément à l'article 133 ».

Il importe également de rappeler que la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale s'applique également à la Police grand-ducale. Pour des raisons de sécurité et de confidentialité les moyens techniques des instruments de cyberintrusion employés ne peuvent pas être publiquement révélés.

b) Le Service de renseignement de l'État

Pour garantir une sécurité juridique aussi bien aux citoyens qu'aux professionnels du renseignement, le SRE est soumis à un contrôle à quatre niveaux, dont trois se situent en amont (niveau administratif et autorités judiciaires, pouvoir exécutif) et un a posteriori (au niveau du pouvoir législatif).

En vertu de l'article 8 (3) de la loi SRE :

« Les moyens et mesures de recherche visés au présent article, dont l'interception à la source visée par l'article 8 (1) c, sont ordonnés par le comité sur demande écrite du directeur du SRE et après l'assentiment de la commission spéciale selon la procédure inscrite à l'article 7, paragraphe 4. »

L'autorisation de la mise en œuvre des moyens et mesures de recherche prévus à l'article 8 de la loi SRE fait l'objet des étapes de contrôle suivantes :

– Après décision du SRE de formuler la demande afférente, le directeur du SRE adresse une demande écrite et motivée au Comité ministériel du renseignement, composé de membres du Gouvernement.

– La demande écrite et motivée du directeur du SRE est soumise au préalable à l'assentiment d'une commission spéciale composée de hauts magistrats, à savoir le président de la Cour supérieure de justice, le président de la Cour administrative et le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg. (article 7 (4) loi SRE).
– Après avoir obtenu l'assentiment de la commission spéciale, le directeur du SRE soumet la demande écrite, ensemble avec l'assentiment écrit de la commission spéciale, au Comité ministériel du renseignement composé de membres du Gouvernement dont le Ministre ayant le Renseignement dans ses attributions (article 2 de la loi SRE) pour voir ordonner la mesure sollicitée.

A posteriori, les activités du Service de renseignement de l'État sont soumises au contrôle d'une Commission de contrôle parlementaire (chapitre 6 de la loi SRE).

La Commission de contrôle parlementaire est informée d'office tous les six mois des mesures de surveillance et de contrôle des communications ordonnées par le Comité ministériel du renseignement à la demande du SRE. La Commission de contrôle parlementaire peut également procéder à des contrôles portant sur des dossiers spécifiques.

En dernier lieu, il échet de préciser que la mesure cesse (à l'instar des mesures visées à l'article 7 de la loi SRE) en cas de transmission du dossier au procureur d'État compétent dans les limites des faits communiqués.

L'autorité de contrôle instituée par l'article 3 de la loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données est compétente pour contrôler et vérifier le respect par le SRE des dispositions légales applicables en matière de protection des données à caractère personnel, et ce, en vertu de l'article 39 de la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale.

**Demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM** | Question **0644** (22/04/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Aktuell sinn 18.166 Leit op der Sich no enger Aarbecht bei der ADEM ageschriwwen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Aarbechtsminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill vun deene Leit, déi aktuell bei der ADEM ageschriwwe sinn, hunn hire Wunnsëtz, ausgedréckt an absolutten Zuelen, zu Lëtzebuerg? Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, op wéi eng Länner déi Leit sech verdeelen, déi net hei wunnen?

2. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi d'Opdeelung vun de Clientë vun der ADEM no Staatszougehéieregkeet regruppéiert an dobäi och eventuell Duebelnationalitéite präziséieren?

3. An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 5608 vum honorabelen Deputéierte Jeff Engelen aus der Legislaturperiod 2018–2023 huet Äre Virgänger geäntwert, datt nom deemolege Stand 682 Leit bei der ADEM ageschriwwe waren, déi weeder eng vun eisen dräi Amtssproochen, nach Englesch beherrschen. Wéi huet déi Zuel sech säitdeem entwéckelt?

**Réponse** (06/05/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3. Op de 24. Abrëll 2024 waren 903 „résidents disponibles" bei der ADEM ageschriwwen, déi weeder eng vun den dräi Amtssproochen, nach Englesch beherrschen.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

**Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis**

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

**Ech abonéiere mech:**

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

**Ech desabonéiere mech:**

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen


Actualité parlementaire p. 03-09

Nouvelles lois p. 10-12

Séances publiques nos 30, 31 et 32 p. 12-77

Questions au Gouvernement p. 78-99



2023-2028

n° 13




# Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-09

Nouvelles lois ..... p. 10-12

Séances publiques ..... p. 12-77

30e séance du mercredi 12 juin 2024 p. 12-36

31e séance du jeudi 13 juin 2024 p. 37-58

32e séance du mardi 25 juin 2024 p. 59-77

Questions au Gouvernement ..... p. 78-99

# Chambre des Députés

## Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

**Concept et layout :**
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

**Impression :**
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**
22/07/2024

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

# La Chambre renouvelle son soutien indéfectible à l'Ukraine



*Le Premier Vice-Président du Parlement ukrainien et sa délégation accueillis à la Chambre pour une visite de travail.*

« Le drapeau ukrainien est hissé devant la Chambre des Députés depuis le début de la guerre, symbolisant un soutien indéfectible et une solidarité profonde », a affirmé le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, face au Premier Vice-Président du Parlement ukrainien, M. Oleksandr Kornienko, en visite de travail à la Chambre le 25 juin 2024.

Cette visite s'est inscrite dans le cadre de la première conférence intergouvernementale entre l'Union européenne et l'Ukraine, qui a eu lieu à Luxembourg le même jour. La conférence a marqué le début formel des négociations visant à permettre à l'Ukraine, ainsi qu'à la Moldavie, de devenir un jour membres à part entière de l'Union européenne. En décembre dernier, les chefs d'État et de gouvernement européens avaient décidé d'ouvrir les négociations d'adhésion avec l'Ukraine sous certaines conditions. Lors de l'échange de vues avec des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, M. Kornienko a souligné les efforts déployés par l'Ukraine ces derniers mois et années pour aligner sa législation et ses normes sur celles de l'UE afin de satisfaire aux conditions émises par la Commission européenne.

Interrogé par les députés sur les progrès réalisés, M. Kornienko a assuré que l'Ukraine faisait tout son possible pour mettre en œuvre les réformes nécessaires à son adhésion à la famille européenne. Ces réformes incluent des adaptations du système judiciaire, le renforcement de l'État de droit ou encore la protection des minorités présentes en Ukraine. Le Président de la Chambre s'est dit impressionné par les efforts considérables déployés par l'Ukraine malgré la guerre et a exprimé son admiration pour les avancées réalisées dans le rapprochement avec l'acquis européen.

Au cours de l'échange de vues, plusieurs députés ont souligné l'importance de maintenir les efforts de la population et de l'armée ukrainiennes en tête de l'agenda politique et médiatique. Dans ce contexte, M. Wiseler a déclaré que « les Ukrainiens ne se battent pas uniquement pour la défense de leur pays, mais également pour les valeurs fondamentales de l'Union européenne. Voilà pourquoi le Grand-Duché continuera à soutenir la cause de l'Ukraine aussi longtemps que celle-ci en aura besoin ». M. Wiseler a mis en avant le soutien financier apporté par le Luxembourg à l'Ukraine, ainsi que son appui aux initiatives militaires au niveau européen ou avec d'autres pays européens. Il a assuré au Vice-Président du Parlement ukrainien que le Grand-Duché utilisera toujours au mieux son influence pour soutenir et défendre la cause ukrainienne.

Un autre sujet abordé lors de l'échange de vues entre les députés et le Vice-Président de la Verkhovna Rada d'Ukraine concernait les mesures entreprises par le Gouvernement ukrainien dans l'optique de faire rentrer au pays des forces vives pour combattre la Russie. M. Kornienko a précisé que la ligne de front s'étend sur 1.000 km et que l'Ukraine a besoin de tous les efforts possibles, tant en termes de soldats que de munitions, pour la protéger.

# Le Luxembourg, un « partenaire fiable » pour la Chine

La position de la Chine en ce qui concerne l'Ukraine, le conflit au Proche-Orient, le mandat de la Chine au Conseil des droits de l'homme, les droits des minorités ethniques, la situation à Hong-Kong, mais aussi les opportunités de partenariat, notamment en matière financière et en ce qui concerne le développement durable : il s'agit là de quelques-uns des sujets qui ont été abordés lors de l'échange du 21 juin 2024 entre le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et le Premier Vice-Premier ministre de la République populaire de Chine, M. Xuexiang Ding. Le Président de la Chambre était entouré pour l'occasion des députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région.

Sur le plan diplomatique et de la coopération, M. Ding a qualifié le Luxembourg de « partenaire fiable ». Il a également affirmé que la Chine attachait une grande importance à sa relation avec le Luxembourg et a exprimé le souhait de voir la coopération bilatérale entre les deux pays se développer davantage. Un souhait partagé par le Président de la Chambre des Députés, qui a estimé que les deux pays étaient « loin d'avoir exploité tout le potentiel de coopération et d'innovation possible ».



*Le Premier Vice-Premier ministre chinois, M. Xuexiang Ding, a été reçu pour une visite de travail à la Chambre.*

### « Une seule Chine »

Sur le plan des questions internationales, le Président de la Chambre des Députés a affirmé que « la Chine a une responsabilité forte dans ce domaine en tant qu'acteur global », invitant son interlocuteur à s'engager sur la question de l'Ukraine. M. Ding a quant à lui mis l'accent à plusieurs reprises sur l'importance de respecter le principe « une seule Chine », notamment en ce qui concerne la question de Taïwan, espérant « que le Luxembourg s'opposera à l'indépendance de Taïwan ». Sur l'Ukraine, le Vice-Premier ministre chinois a rappelé que la Chine n'était pas partie prenante du conflit, tout en disant avoir travaillé à une solution pacifique et en affirmant « ne fournir d'armes létales » à aucune partie.

Évoquant le conflit au Proche-Orient, le Premier Vice-Premier ministre a fait part de la préoccupation de la Chine concernant la situation humanitaire dans la bande de Gaza ainsi que de son engagement pour un cessez-le-feu et la garantie de l'acheminement de l'aide humanitaire. Il a ajouté que le Luxembourg et la Chine partagent nombre de positions dans ce dossier et que les deux pays pourraient travailler ensemble à une solution équitable, juste et durable.

Session d'été de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

# Justice, sanctions et préservation culturelle face à l'agression de la Russie contre l'Ukraine




*De gauche à droite : M. Gusty Graas, Mme Stéphanie Weydert, Mme Octavie Modert, M. Yves Cruchten*

L'un des temps forts de la session d'été de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a été le débat conjoint sur les réponses juridiques, économiques et culturelles à donner à la Fédération de Russie pour son agression de l'Ukraine. L'Assemblée a proclamé que la création d'un tribunal spécial, fruit d'un accord entre le Conseil de l'Europe et l'Ukraine, soutenu par un accord partiel élargi accessible aux États non-membres et à diverses organisations internationales, représente désormais « l'option la plus judicieuse et légitime, tant sur le plan juridique que politique » pour juger les dirigeants politiques et militaires russes accusés de crime d'agression. En matière de sanctions, l'accent est mis sur le renforcement des contrôles à l'exportation et sur la responsabilisation accrue des sociétés mères pour les actions de leurs filiales, marquant ainsi une avancée significative vers une régulation plus stricte et une éthique d'entreprise renforcée. Quant à la russification et aux tentatives d'effacement de l'identité culturelle ukrainienne, les parlementaires les ont condamnées de « crimes de guerre et crimes contre l'humanité ».

La délégation luxembourgeoise qui a participé aux travaux à Strasbourg du 24 au 28 juin 2024 était constituée de M. Gusty Graas, Mme Octavie Modert, M. Yves Cruchten et Mme Stéphanie Weydert.

## Le respect des obligations et engagements de l'Arménie




*Mme Octavie Modert lors de son discours*

Au cours de son intervention sur les obligations et engagements à respecter par l'Arménie, la députée luxembourgeoise Octavie Modert s'est félicitée des réformes significatives réalisées, tout en affirmant que le pays était sur la voie de la démocratie. Elle a constaté que l'Arménie était « la seule véritable démocratie dans cette région », entourée de pays à régime autocratique que sont la Russie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Turquie et l'Iran.

En tant que membre d'une délégation parlementaire luxembourgeoise en Arménie, elle avait récemment pu effectuer une visite des positions militaires azéries aux nouvelles frontières ; les coups de feu entendus sur place avaient témoigné de la volatilité de la situation. La parlementaire a insisté sur la nécessité de continuer le processus des réformes entamé et « notamment de persévérer dans le renforcement de l'indépendance des juges, de la liberté d'information, du droit électoral et des institutions démocratiques, ainsi que dans sa détermination dans la lutte contre la corruption ».

Mme Modert a terminé ses propos en soulignant que le Conseil de l'Europe devait maintenir son accompagnement de l'Arménie dans son cheminement vers la démocratie.

Dans ce contexte, les membres de l'Assemblée ont adopté à l'unanimité une résolution déplorant la polarisation excessive de l'environnement politique. Le texte appelle les politiques « à engager un dialogue sur la manière d'améliorer les [...] relations entre la majorité parlementaire et l'opposition ».

## La sauvegarde des droits humains des générations futures




*M. Gusty Graas à l'occasion de son intervention*

Deux éléments essentiels sont à retenir de l'intervention du parlementaire luxembourgeois Gusty Graas au sujet de la sauvegarde des droits humains des générations futures.

Tout d'abord, il a mentionné le principe d'équité intergénérationnelle, qui devrait être considéré comme pilier directeur de toute politique environnementale. Pour ce faire, un « profond altruisme » serait nécessaire afin de garantir la préservation des ressources naturelles et des écosystèmes au profit des générations futures.

En second lieu, le Président de la délégation luxembourgeoise a prôné l'abandon de la perspective anthropocentrique. D'après lui, « seule une approche holistique » serait à même de considérer les impacts de l'action humaine sur l'environnement. Il a aussi salué la nouvelle jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire des KlimaSeniorinnen suisses. Pour terminer, M. Graas a annoncé une conférence parlementaire dédiée à l'environnement et aux droits humains qui sera tenue au printemps 2025 à Luxembourg.

Une résolution fut adoptée en plénière qui exhorte les États membres à « profiter de ce moment stratégique » en manifestant une véritable volonté politique pour avancer dans le domaine environnemental.

## Les défis pour la démocratie en Géorgie

Un débat lancé selon la procédure d'urgence a été dédié à l'actuelle situation démocratique en Géorgie suscitant des préoccupations majeures. La corapporteur, Mme Edite Estrela, a mis en lumière la loi sur la transparence de l'influence étrangère, également connue sous le nom de loi sur les agents étrangers, en la qualifiant d'incompatible avec les normes européennes et fondamentalement erronée, portant atteinte à la liberté d'expression. Une autre évolution inquiétante réside dans le blocage des réformes judiciaires.

L'autre corapporteur, M. Claude Kern, a appelé l'attention sur la transformation des prochaines élections en un référendum de facto, soulignant une polarisation et un environnement politique très tendu à l'approche des élections. Il a soulevé la question de la légitimité de ces élections et de leurs résultats, en évoquant la Central Election Commission (CEC), laquelle semble exercer un contrôle prépondérant. Ces éléments montrent que la situation démocratique en Géorgie est complexe et nécessite une attention soutenue de la communauté internationale pour supporter le peuple géorgien dans ses aspirations démocratiques.

Par le biais d'une résolution, les parlementaires ont exprimé leur vive inquiétude face à l'usage excessif et disproportionné de la force par la police, ainsi qu'aux attaques violentes et aux campagnes d'intimidation contre les manifestants, les activistes de la société civile et les journalistes. Ils ont appelé les autorités à garantir et protéger la sécurité de tous les manifestants.

## Élection d'un nouveau Secrétaire général du Conseil de l'Europe

L'Assemblée a élu M. Alain Berset en tant que Secrétaire général de l'organisation pour un mandat de cinq ans. L'ancien Président de la Confédération suisse a obtenu la majorité des votes au deuxième tour, devançant ainsi ses deux opposants, MM. Indrek Saar et Didier Reynders. Il succédera à Mme Marija Pejčinović Burić et prendra ses fonctions le 18 septembre 2024.

# « Notre volonté démocratique est forte »

À l'occasion d'une visite de travail à la Chambre des Députés le 20 juin 2024, le Ministre de la Défense de la République d'Arménie, M. Suren Papikyan, fut reçu par les députés membres du Bureau et ceux des commissions en charge des affaires étrangères et de la défense.

Lors de son allocution de bienvenue, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a salué les bonnes relations diplomatiques qui existent entre l'Arménie et le Luxembourg, citant notamment les deux visites officielles luxembourgeoises en Arménie en moins d'un an, la plus récente datant seulement de quelques semaines. Il a également rappelé que le Parlement luxembourgeois a adopté plusieurs motions en faveur du pays, notamment en ce qui concerne le litige qui oppose l'Arménie à l'Azerbaïdjan concernant le territoire du Haut-Karabakh.

M. Suren Papikyan a quant à lui affirmé que l'Arménie, malgré les défis qu'elle doit relever, avait « une forte volonté de poursuivre sur la voie d'un avenir démocratique ». Il a également souligné l'importance que son pays attache à la signature d'un accord de paix avec l'Azerbaïdjan, malgré « les nombreuses difficultés rencontrées ». Pour le Ministre de la Défense arménien, un tel accord devra respecter plusieurs principes, comme la reconnaissance mutuelle de l'intégrité territoriale des deux pays et les principes de la Déclaration d'Almaty.

M. Papikyan a par ailleurs soulevé la question de l'état des forces armées arméniennes, formulant l'objectif de « mettre sur pied une armée capable de préserver l'intégrité territoriale ». Lors des discussions menées avec les députés, il a évoqué les accords en matière de matériel militaire que l'Arménie est en train de nouer, notamment avec la France, une démarche qui a été publiquement critiquée par l'Azerbaïdjan.



*De gauche à droite : M. Gusty Graas, Président de la Commission des Affaires étrangères, M. Suren Papikyan, Ministre de la Défense arménien, M. Claude Wiseler, Président de la Chambre*

Plusieurs autres sujets de l'actualité géopolitique ont été approfondis, comme l'état d'avancement des négociations pour un traité de paix avec l'Azerbaïdjan ou encore l'état des relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie.

La prise en charge des réfugiés et les programmes sociaux mis en place par l'Arménie pour les accueillir ont également fait l'objet d'un échange, tout comme les relations entre l'Arménie et la Russie. Dans ce contexte, M. Papikyan a rappelé l'intention de son pays annoncée par le Premier ministre, M. Nikol Pachinian, le 12 juin 2024, de quitter l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) dont fait partie la Russie.

# Rencontre avec les ambassadeurs résidents des pays de l'UE



*Les travaux parlementaires étaient au cœur de la rencontre organisée par l'Ambassadeur d'Hongrie.*

Dans le cadre de la présidence hongroise du Conseil de l'Union européenne qui a débuté le 1er juillet 2024, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a été l'invité d'honneur d'un échange de vues réunissant des membres du corps diplomatique de l'UE résidant au Luxembourg.

L'Ambassadeur de la Hongrie, S. E. M. Tamás Ivan Kovács, a d'abord donné un bref aperçu des priorités de la présidence hongroise. Dans son intervention, M. Wiseler a ensuite évoqué le rôle du Parlement dans le paysage institutionnel luxembourgeois, les nouveaux pouvoirs de la Chambre des Députés introduits par la Constitution révisée et les efforts du Parlement pour rendre les travaux plus transparents, notamment par la publicité des réunions des commissions parlementaires.

Lors d'une séance de questions qui a suivi son intervention, il a donné des explications sur la diplomatie parlementaire, le suivi des dossiers européens à la Chambre et l'implication des jeunes dans les travaux du Parlement.

# Il faut une « coordination internationale » sur l'IA



*MM. Darrell Issa et Ben Cline (7e et 8e à droite) de la Chambre des Représentants des États-Unis ont rencontré des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères pour un échange de vues sur l'IA.*

Deux membres de la Chambre des Représentants des États-Unis ont débattu avec des députés luxembourgeois des enjeux liés au développement de l'intelligence artificielle (IA) et à la position des États-Unis en ce qui concerne le soutien à l'Ukraine. MM. Darrell Issa et Ben Cline, tous les deux membres du Parti républicain, ont été reçus par les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région le 18 juin 2024. Les deux hommes politiques sont notamment membres d'un sous-comité sur la Propriété intellectuelle de la Chambre des Représentants des États-Unis qui s'occupe des enjeux autour de l'émergence de l'intelligence artificielle et de ses applications, notamment en ce qui concerne la production d'images.

Ce thème a été au centre du début de l'échange. M. Darrell Issa a affirmé qu'il ne fallait pas que « deux standards différents » se développent en matière d'IA, notamment entre l'Europe et les États-Unis. Sans plaider pour un alignement total, le Représentant a plaidé pour une « coordination internationale » en ce qui concerne les régulations.

M. le Député Sven Clement a pris la parole dans ce contexte en tant qu'auteur d'un rapport sur l'IA pour l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Il a notamment débattu avec les hôtes américains de la possibilité d'appliquer les règles en matière de droits d'auteur, ou « copyright », à des images générées par IA. M. Issa a affirmé que, malgré des positions contraires aux États-Unis, il lui paraissait qu'une image générée par ordinateur pouvait faire l'objet de droits d'auteur, tout comme une photographie. La raison en serait, selon le Représentant américain, qu'il faut « toujours une intervention humaine » pour les commandes – ou « prompt » – données au programme de génération d'images.

### « Nous sommes tous pour la liberté de l'Ukraine »

Dans une seconde partie de l'échange, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a souligné les efforts récents du Luxembourg en matière de défense dans le cadre de ses engagements envers l'OTAN.

Il a ensuite souhaité interroger ses interlocuteurs sur la position américaine sur l'avenir du soutien financier des États-Unis à l'effort de guerre de l'Ukraine, qui avait été remis en cause en amont d'un vote à la Chambre des Représentants en avril 2024. M. Issa a affirmé que, malgré les différences sur le vote, la liberté de l'Ukraine restait importante aux yeux des États-Unis. M. Cline a quant à lui expliqué le vote négatif d'une partie des membres de la Chambre des Représentants par le fait que le Gouvernement ne proposait pas de vision claire sur les objectifs stratégiques à atteindre en Ukraine, notamment en ce qui concerne les régions annexées ou à récupérer par les Ukrainiens.

L'échange a encore porté sur la situation au Proche-Orient ainsi que sur la position qu'adoptent les États-Unis envers la Chine.

# Un engagement américain sans faille en Europe

« Les doutes en Europe par rapport à l'engagement américain sur le continent, dans un contexte international difficile, sont infondés. » C'est ce qui a été souligné par un membre de la délégation parlementaire du Congrès américain, sous la conduite de M. Mike Rogers, lors d'une entrevue le 30 juin 2024 avec des députés membres du Bureau, de la Commission des Affaires étrangères et de la Commission de la Défense à la Chambre des Députés.

Quelle est l'attitude des acteurs politiques et qu'en est-il de l'opinion publique de part et d'autre – aux États-Unis et en Union européenne –, dans le contexte international très tendu ? Autant de questions soulevées lors de l'échange entre les invités américains et les députés luxembourgeois.

Un membre de la délégation américaine a regretté que l'Europe connaisse des doutes par rapport à l'engagement américain. Il a assuré que les efforts des États-Unis pour la liberté et la démocratie ne faibliraient pas et que les États-Unis ne feraient pas preuve d'un manque de détermination, tout au plus d'un « manque de toute-puissance ». La défense des valeurs communes serait primordiale, ont affirmé les représentants américains, aujourd'hui comme par le passé.



*Les membres de la délégation du Congrès américain et les députés luxembourgeois*

### Le budget de la défense en période de crise

« Une partie de la population américaine perçoit d'un mauvais œil la manière dont les Européens remplissent leurs obligations dans l'Alliance atlantique. » C'était une autre remarque de la part des invités américains qui ont salué l'augmentation du budget alloué par le Luxembourg à la défense.

Le Gouvernement actuel s'est engagé, tout comme le précédent, à augmenter le budget de la défense qui devrait atteindre 2 % du revenu national brut en 2030, a expliqué le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler. Il ne s'agirait toutefois pas seulement de revoir à la hausse les sommes consacrées à l'effort de défense ; on opérerait également un changement de la politique de défense. L'armée luxembourgeoise irait former un bataillon commun avec l'armée belge et, par ailleurs, le Luxembourg se concentrerait sur les domaines dans lesquels il dispose d'une grande expertise, à savoir l'espace, les satellites et la cybersécurité.

Les membres de la Chambre des Députés ont fait prévaloir que, même si le Luxembourg pourrait mieux faire en matière de budget de la défense, il excellerait

toutefois dans l'aide au développement qui s'élève à 1 % du produit national brut. Celle-ci contribuerait également à améliorer la sécurité au niveau international.

### Un plaidoyer pour la souveraineté de l'Ukraine

Dans le contexte du conflit en Ukraine, « deux grands principes guident la politique des États-Unis », a expliqué un représentant du Congrès américain : préserver la souveraineté et la démocratie ukrainiennes et éviter une troisième guerre mondiale avec la Russie.

De leur côté, les députés luxembourgeois ont évoqué l'accueil de plus de 4.800 Ukrainiens au Grand-Duché et les efforts pour soutenir l'Ukraine.

### Un large soutien américain pour Israël

En ce qui concerne le conflit au Proche-Orient, « nous étions choqués par les images du 7 octobre 2023 et Israël est largement soutenu au Congrès américain », a expliqué un membre de la délégation américaine. Les commissions parlementaires auraient surtout cherché à éviter l'ouverture de nouveaux fronts au Nord d'Israël. Une représentante du Congrès a exprimé, en son nom personnel, une grande inquiétude quant à la politique du Gouvernement israélien actuel. L'action militaire aurait comme effet une augmentation du terrorisme. Un de ses collègues s'est dit préoccupé par l'occupation israélienne de la Cisjordanie. Israël n'aurait aucun droit de revendiquer ces territoires.

Le Président de la Chambre des Députés quant à lui a déclaré que le Parlement luxembourgeois avait condamné avec fermeté les attentats terroristes du Hamas, mais qu'il avait tout aussi fermement condamné la réaction militaire israélienne, la jugeant démesurée dans le temps et disproportionnée en envergure.

La visite de la délégation américaine a eu lieu avant le sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Washington du 9 au 11 juillet 2024 (ndlr : un article sur ce sommet sera publié dans un prochain numéro) et en amont des élections présidentielles et législatives américaines du 5 novembre 2024.

# Visitt bei der Police-Unitéit UGAO



Am Alldag ass d'„Unité de garde et d'appui opérationnel" (UGAO) dacks ronderëm d'Chamber am Asaz. Den 28. Juni 2024 hat dës Unitéit vun der Police Lëtzebuerg d'Membere vum Chamberbureau bei sech invitéiert.

De Chamberpresident Claude Wiseler an d'Deputéiert Diane Adehm, André Bauler, Taina Bofferding, Fernand Etgen a Marc Spautz kruten op der Plaz Erklärungen iwwer déi villfälteg Aktivitéiten, vun der Aarbecht mat Policehënn bis zum Gefaangenentransport. Si kruten och d'Ekipementer wéi en Helikopter gewisen.

# Des députés en visite auprès de LuxConnect et LuxProvide à Bissen

En date du 18 juin 2024, une délégation de la Commission des Médias et des Communications a visité les locaux de LuxConnect SA et LuxProvide SA à Bissen afin d'avoir un aperçu des activités des deux entreprises.

La visite était l'occasion d'échanger avec les responsables sur la sécurité des données, les évolutions récentes et prochaines dans le domaine de la communication quantique et de l'intelligence artificielle ainsi que sur les perspectives de développement dans le domaine du « supercomputing » et du cloud souverain.

Les députés s'intéressaient particulièrement à la question de l'empreinte écologique de l'exploitation d'un centre de données, empreinte qui est minimisée par le recyclage de la chaleur produite par une usine de pellets attenante, le recours exclusif à l'électricité verte et l'utilisation de l'air extérieur pour le refroidissement des installations techniques dès que la température extérieure est inférieure à 11° C. À noter encore que le centre de données à Bissen dispose d'un circuit d'eau fermé de sorte que la consommation d'eau s'avère minime.




*De gauche à droite : M. Ben Polidori, Mme Stéphanie Weydert, M. Félix Eischen, M. Gusty Graas, députés, M. Paul Konsbruck, CEO de LuxConnect, M. Vincent Weynandt, CTO de LuxConnect, M. Tom Weidig, député, M. Arnaud Lambert, CEO de LuxProvide, M. Valentin Plugaru, CTO de LuxProvide*

Recherche scientifique au Parlement

# L'interdiction de la mendicité au Luxembourg

Dans le contexte des discussions sur l'interdiction de la mendicité par la Ville de Luxembourg, la Cellule scientifique a été saisie de la question de la conformité de cette interdiction communale à la Constitution.

Cette note de recherche scientifique apporte des clarifications sur l'infraction de mendicité, sur l'abrogation de la mendicité simple dans la loi pénale, mais aussi sur les compétences des communes pour interdire ces comportements. Elle analyse, enfin, la question de la conformité de l'interdiction de la mendicité dans le règlement général de police de la Ville de Luxembourg à la Constitution.

**Résumé :**

La mendicité a été érigée en infraction pénale dans le Code pénal, adopté en 1879 par la Chambre des Députés.

La mendicité simple, à savoir le simple fait de faire appel à la charité publique dans son intérêt personnel, a été érigée en contravention à l'article 563 (6) du Code pénal.

La mendicité aggravée ou qualifiée, punissant des formes de mendicité plus graves, comme mendier en réunion, au moyen de menaces ou de violences, a été érigée en délit aux articles 342 et suivants du Code pénal.

Les actes visant à organiser la mendicité d'autrui sont punis par l'article 382 (1) du Code pénal. Il s'agit d'une forme de traite des êtres humains, dont le mendiant peut être la victime. Les infractions de mendicité, simple ou aggravée, n'ont pas connu de modification majeure jusqu'à la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

L'article 157 de cette loi est venu modifier l'article 563 (6) du Code pénal. La formulation de l'article 157 est obscure. Les travaux préparatoires semblent indiquer que le législateur n'avait pas l'intention d'abroger l'infraction de mendicité simple, mais seulement la mesure de reconduite à la frontière des mendiants. Le juge pénal, obligé de trouver un sens à cette disposition obscure afin de l'appliquer, a cependant estimé que la loi du 29 août 2008 avait abrogé l'infraction de mendicité simple. Cette interprétation est constante depuis 2009 et la mendicité simple n'est plus poursuivie.

Ainsi, quand bien même l'infraction demeure inscrite dans le Code pénal consolidé, nous pouvons affirmer que la loi, telle qu'interprétée par le juge pénal, a abrogé l'infraction de mendicité simple.

Cela étant, contrairement à une idée largement répandue, cette abrogation ne prive pas les communes de la possibilité théorique d'interdire la mendicité simple. Les communes portent la responsabilité d'offrir à leurs habitants les avantages d'une bonne police, à savoir la sécurité, la salubrité et la tranquillité publiques, au niveau communal.

Eu égard aux circonstances locales, les communes peuvent prendre des mesures de police administrative générale, dans le but de maintenir l'ordre public au niveau communal.

C'est dans l'exercice de ses pouvoirs de police administrative que la Ville de Luxembourg a interdit, dans son règlement général de police, la mendicité. Toutes les formes de mendicité sont visées, selon des conditions temporelles et territoriales différentes. La mendicité simple est également restreinte.

Cette interdiction communale, reposant sur les dispositions réglementant la police administrative générale, peut viser des comportements en fonction des particularités locales, même s'ils ne sont pas punis par la loi pénale. L'abrogation de la mendicité simple dans le Code pénal n'a donc pas d'incidence sur la possibilité d'interdire la mendicité au niveau communal.

La Cellule scientifique est plus spécifiquement saisie sur la question de la conformité de l'interdiction communale de la mendicité à l'article 37 de la Constitution.

L'article 37 de la Constitution a été introduit à la faveur de la dernière révision de la Constitution, entrée en vigueur le 1er juillet 2023. Cet article, appelé « clause transversale », organise les conditions dans lesquelles l'exercice des libertés publiques peut être limité.

L'interdiction de la mendicité vient en effet limiter certaines libertés publiques garanties par la Constitution : la liberté individuelle, qui comprend la liberté d'aller et de venir et le droit au respect de la vie privée, en restreignant les mendiants dans leurs possibilités de solliciter la charité publique pour subvenir à leurs besoins. Une atteinte à la liberté d'expression et au principe d'égalité pourrait également être envisagée.

Selon l'article 37 de la Constitution, les limitations aux libertés publiques doivent respecter certaines conditions :

– elles doivent être prévues par la loi (première condition),
– poursuivre un objectif d'intérêt général ou de protection des droits et libertés d'autrui (deuxième condition),
– être nécessaires et proportionnées à la poursuite de cet objectif (troisième condition).

La première condition est que toute limitation aux libertés publiques doit être prévue dans la loi. Cette exigence issue de l'article 37 de la Constitution doit être lue en combinaison avec le nouvel article 124 de la Constitution, relatif aux règlements communaux. Le nouvel article 124 de la Constitution permet aux communes d'exercer leur pouvoir réglementaire dans les matières réservées à la loi. Cette intervention est conditionnée à l'existence d'une disposition légale particulière qui fixe l'objectif des mesures d'exécution et, le cas échéant, les conditions auxquelles elles sont soumises.

En matière de police administrative générale, au regard de l'interdiction de la mendicité, une telle disposition légale particulière fait vraisemblablement défaut. Néanmoins, nous ne pouvons apporter de réponse claire quant aux conséquences de ces nouvelles exigences constitutionnelles sur l'interdiction de la mendicité par le règlement général de police de la Ville de Luxembourg.

La deuxième condition prévue par l'article 37 de la Constitution est que ces limitations aux libertés publiques doivent poursuivre un objectif d'intérêt général ou de protection des droits et libertés d'autrui. Cet objectif doit être apprécié dans le contexte de l'exercice des pouvoirs de police administrative générale des communes. Les limitations des libertés publiques doivent uniquement poursuivre le but de maintenir l'ordre public au niveau communal. En l'occurrence, l'interdiction de la mendicité est prise, d'après le conseil communal, « dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques », la commune ayant reçu des plaintes de la part d'habitants au regard de certains comportements. Selon le conseil communal, elle viendrait aussi lutter contre la traite des êtres humains.

Il n'appartient pas à la Cellule scientifique de se prononcer sur la légitimité de ces motifs. Néanmoins, les justifications avancées par la commune seront utiles à l'examen de la troisième condition.

La troisième condition posée par l'article 37 est que toute limitation à l'exercice des libertés publiques doit être nécessaire et proportionnée à la poursuite de ce but légitime. Une mesure de police administrative est nécessaire si elle constitue le seul moyen de préserver l'ordre public et qu'elle ne va pas au-delà de ce qui est nécessaire.

Au regard de la mendicité aggravée, la nécessité d'une intervention communale fait défaut dans la mesure où ces comportements constituent déjà des délits dans le Code pénal et font l'objet de poursuites pénales sur le fondement des articles 342 et suivants du Code pénal.

Au regard de la mendicité simple, la nécessité de répondre aux troubles générés par ce comportement particulier dans les rues visées pourrait éventuellement être justifiée, pour autant que la commune en démontre la réalité. En revanche, la nécessité de punir la mendicité simple pour lutter contre la traite des êtres humains est douteuse, en particulier eu égard au fait que le Code pénal prévoit expressément que les victimes de la traite, forcées à mendier, ne sont pas pénalement responsables.

Une mesure de police administrative interdisant la mendicité est proportionnée si l'intensité et la gravité du trouble à l'ordre public généré par les mendiants sont proportionnées à la gravité des restrictions qui leur sont imposées dans leurs possibilités de solliciter la charité publique pour subvenir à leurs besoins.

L'appréciation de la proportionnalité doit être réalisée sur base des éléments concrets justifiant les mesures liberticides à l'égard des mendiants. C'est une appréciation d'espèce qui incombe au juge, sinon à l'autorité d'approbation du règlement communal.

L'interdiction de la mendicité simple contenue dans le règlement général de police de la Ville de Luxembourg n'est pas générale et absolue : elle

## Recherche scientifique au Parlement

concerne des rues déterminées et une plage horaire précise. Cependant, l'interdiction est très large en ce qu'elle vise de nombreuses rues très fréquentées, s'étend sur une plage horaire de 07.00 heures à 22.00 heures, tous les jours de la semaine, et n'est pas limitée dans le temps. Elle réduit grandement les possibilités pour les personnes dans le besoin de faire appel à la générosité des passants.

Au vu de la gravité de l'atteinte aux droits des mendiants, la condition de proportionnalité ne sera remplie qu'en présence d'une atteinte aussi grave à l'ordre public au niveau communal, générée par l'activité de mendicité simple.

Enfin, parmi les libertés publiques garanties par la Constitution figure le principe de légalité pénale, consacré à l'article 19 de la Constitution. Ce principe n'a pas été analysé à travers l'article 37 de la Constitution, mais a fait l'objet d'un examen détaillé au vu de la nature répressive de la mesure de police administrative en question.

Le principe de légalité pénale signifie que toute infraction pénale, et plus largement toute disposition qui sanctionne un comportement de mesures répressives, doit être prévue, tant ses éléments constitutifs que sa sanction, dans la loi. Le principe exige également que la loi pénale soit claire, prévisible et accessible pour protéger les individus contre l'arbitraire des autorités publiques.

L'interdiction de la mendicité aggravée au niveau communal vient punir d'une amende des comportements qui sont déjà punis de peines d'emprisonnement dans le Code pénal. Ce cumul d'incrimination nuit à la clarté de la loi pénale, en particulier parce qu'un même comportement est puni de deux peines différentes. Nous pourrions également y voir une rupture de l'égalité devant la loi pénale.

Les dispositions en matière de police administrative générale ne semblent pas non plus assez précises pour que la mendicité simple puisse être érigée en infraction pénale par les communes.

Au vu de l'ensemble de ces considérations, les dispositions relatives à la mendicité contenues dans le règlement général de police de la Ville de Luxembourg sont vraisemblablement contraires à la Constitution. Un tel constat relève cependant de la compétence du juge, administratif ou judiciaire, seul compétent pour se prononcer sur la constitutionnalité du règlement communal.

***Note de recherche scientifique par M. Marty et F. Spirinelli, « L'interdiction de la mendicité au Luxembourg »,*** *Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 5 juin 2024.*

**Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :**

# Assermentatioun vu fënnef Fonctionnairen

Den 11. Juni 2024 goufe fënnef nei Fonctionnairë vun der Chamberverwaltung vereedegt: d'Madamm Roberta Da Graça an d'Häre Patrick Pereira, Eric Sanchez, Christophe Schumacher an David Vieira. Virum Generelsekretär, dem Här Laurent Scheeck, hunn si follgenden Eed ofgeluecht: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité". Bei der Zeremonie derbäi waren och déi jeeweileg Responsables de service an d'Responsabel vum Personalservice, d'Madamm Manon Hoffmann.



*Vu lénks no riets: D'Häre Patrick Pereira (Service gestion des connaissances), Gaëtan Fagnart (Responsable adjoint vum Service gestion des connaissances), Eric Sanchez (Service gestion des connaissances) a Laurent Scheeck (Generalsekretär vun der Chamberverwaltung), d'Madamm Roberta Da Graça (Service des commissions), den Här Christophe Schumacher (Responsable adjoint vum Service des commissions), d'Madamm Carole Closener (Responsabel vum Service des commissions), d'Hären David Vieira (Service logistique et technique) a Claude Barthel (Responsabel vum Service logistique et technique) an d'Madamm Manon Hoffmann (Responsabel vum Service des ressources humaines)*

# L'Administration parlementaire recrute :

**- un chercheur spécialisé en sciences économiques ou en finance (m/f/d)**
**pour les besoins de la cellule scientifique du service secrétariat général, archives et recherche scientifique,**
**poste à pourvoir sous le statut de salarié de droit privé appartenant au groupe d'indemnités A1 ;**

**- un responsable de service (m/f/d) pour sa cellule scientifique,**
**sous le statut de salarié de droit privé appartenant au groupe d'indemnités A1 ;**

**- un huissier/chauffeur (m/f/d) pour les besoins du service logistique et technique dans le groupe de traitement D2,**
**poste à pourvoir par voie de changement d'administration.**

**En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : https://www.chd.lu/fr/offres_emploi**

## Liberté d'expression dans les médias

**8128 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias**

Le projet de loi sous rubrique vise à modifier la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias afin d'adapter le cadre légal du droit de réponse aux exigences de la presse en ligne. Accessoirement, le présent projet de loi prévoit d'introduire des membres suppléants dans la composition de la Commission des cartes de presse et la Commission des plaintes du Conseil de presse.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 27/12/2022
Rapporteur : M. Félix Eischen

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications
(Président : M. Guy Arendt) :
21/02/2023 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur

Travaux de la Commission des Médias et des Communications
(Président : M. Félix Eischen) :
20/02/2024 Désignation d'un nouveau rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption de deux amendements parlementaires
04/06/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/06/2024

## Médias électroniques

**8204 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques**

Le projet de loi sous rubrique vise à modifier la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques afin de rendre le déploiement de la radio numérique au Grand-Duché possible. Il est notamment prévu de moderniser l'infrastructure de radiodiffusion pour augmenter le nombre de services radiodiffusés au Luxembourg et d'améliorer la qualité de la couverture des services de radio existants.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 24/04/2023
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications
(Président : M. Guy Arendt) :
10/07/2023 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur

Travaux de la Commission des Médias et des Communications
(Président : M. Félix Eischen) :
09/01/2024 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
04/06/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/06/2024

## Gestion des ondes radioélectriques

**8205 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques**

Le projet de loi sous rubrique vise à modifier la loi modifiée du 30 mai 2005 portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques, suite à l'entrée en vigueur de la loi de décembre 2021 sur les communications électroniques. Cette dernière crée un cadre européen pour attribuer les fréquences radio, assurant ainsi une prévisibilité aux investisseurs dans les réseaux sans fil.

Il convient de souligner que cet objectif est compatible avec les objectifs nationaux liés aux réseaux publics gouvernementaux et de défense, à la régulation des médias et de l'audiovisuel, ainsi qu'au droit d'utiliser le spectre radioélectrique à des fins de radioamateur, de maintien de l'ordre public, de sécurité publique et de défense, sans les compromettre.

Le but est de réguler l'utilisation des dispositifs comme les drones ou les brouilleurs illégaux, en autorisant leur usage par certaines administrations uniquement pour maintenir l'ordre public et répondre aux besoins de défense et de sécurité nationale. De plus, le projet propose de confier certaines compétences réglementaires à l'Institut luxembourgeois de régulation.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 24/04/2023
Rapportrice : Mme Stéphanie Weydert

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications
(Président : M. Guy Arendt) :
10/07/2023 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur

Travaux de la Commission des Médias et des Communications
(Président : M. Félix Eischen) :
09/01/2024 Désignation d'un nouveau rapporteur
20/02/2024 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire
04/06/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/06/2024

## Approvisionnement en produits pétroliers

**8275 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers**

La loi relative à l'organisation du marché de produits pétroliers prévoit que tout importateur pétrolier est obligé d'assurer de manière permanente des stocks de sécurité équivalents à 93 jours de ses importations journalières moyennes nettes. De plus, il faut également disposer de niveaux minima de stocks de sécurité sur le territoire national et régional.

Le projet de loi n° 8275 a comme objectif d'optimiser la sécurité d'approvisionnement du territoire national en produits pétroliers. Son dispositif prévoit d'ajuster le territoire régional par :

1° la réduction de son rayon qui passe de 230 km à 185 km partant du centre géographique du Luxembourg ;
2° l'inclusion du territoire national dans le territoire régional en augmentant le nombre de pays sur le territoire régional de 3 à 4, sans que la notion de territoire national ne disparaisse.

Cette décision permet de réduire les distances qui doivent être parcourues en cas de crise d'approvisionnement pour mettre sur le marché national les stocks de sécurité constitués et maintenus sur le territoire régional. De plus, les importateurs de pétrole ont ainsi la possibilité de constituer des stocks de sécurité sur le territoire national pour satisfaire à leur obligation de stockage prévue pour le territoire régional, ce qui n'était pas le cas auparavant.

En outre, le projet de loi prévoit l'obligation de connaître la localisation exacte des stocks de sécurité dans une infrastructure pétrolière de stockage, laquelle doit être déterminée en amont.

L'entrée en vigueur du projet de loi est fixée au 1er octobre 2024 afin d'accorder aux opérateurs du secteur un temps d'adaptation.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 13/07/2023
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme
(Présidente : Mme Carole Hartmann) :
21/03/2024 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
16/05/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 25/06/2024

## Secteur financier : résilience opérationnelle numérique

**8291 – Projet de loi portant modification de :**
**1° la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;**
**2° la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep ;**
**3° la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;**
**4° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;**
**5° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;**
**6° la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;**
**7° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;**
**8° la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;**
**9° la loi modifiée du 16 juillet 2019 relative à l'opérationnalisation de règlements européens dans le domaine des services financiers,**
**en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2554 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 sur la résilience opérationnelle numérique du secteur financier et modifiant les règlements (CE) n° 1060/2009, (UE) n° 648/2012, (UE) n° 600/2014, (UE) n° 909/2014 et (UE) 2016/1011 et de la transposition de la directive (UE) 2022/2556 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 modifiant les directives 2009/65/CE, 2009/138/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE, 2014/65/UE, (UE) 2015/2366 et (UE) 2016/2341 en ce qui concerne la résilience opérationnelle numérique du secteur financier**

Le présent projet de loi comporte un double objet. Il vise, d'une part, à mettre en œuvre le règlement (UE) 2022/2554 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 sur la résilience opérationnelle numérique du secteur financier et, d'autre part, à transposer la directive (UE) 2022/2556 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022, qui accompagne le règlement (UE) 2022/2554.

L'objectif du règlement (UE) 2022/2554 (communément appelé « DORA » ou « Digital Operational Resilience Act »), et accessoirement de la directive (UE) 2022/2556, est d'harmoniser et de renforcer les exigences en matière de sécurité des technologies de l'information et de la communication (TIC) afin d'atteindre un niveau élevé de résilience opérationnelle numérique pour l'ensemble du secteur financier.

Le secteur financier dépend de plus en plus de technologies informatiques et de processus numériques. La transition vers le numérique à grande échelle a également renforcé les interconnexions et les relations de dépendance au sein du secteur financier et avec les prestataires tiers d'infrastructures et de services TIC. Cependant, les exigences applicables aux entités relevant du secteur financier pour répondre aux risques liés aux TIC sont, à ce jour, fragmentées, parfois incomplètes et scindées dans divers actes juridiques sectoriels de l'Union européenne.

Le règlement (UE) 2022/2554 consolide les différentes règles traitant le risque lié aux TIC dans le secteur financier et les réunit dans un seul et même acte législatif pour combler les lacunes susmentionnées et pour remédier à d'éventuelles incohérences.

La consolidation et l'harmonisation plus poussée des exigences clés en matière de résilience opérationnelle numérique s'inscrivent dans l'objectif de favoriser l'innovation et l'adoption de nouvelles technologies dans le secteur financier, tout en assurant la stabilité financière et la protection des investisseurs et des consommateurs. Le règlement (UE) 2022/2554 établit un corpus de règles uniformes sur la résilience opérationnelle numérique en vertu duquel les entités visées devront s'assurer qu'elles peuvent résister, répondre et se rétablir face à toute perturbation opérationnelle grave liée aux TIC. Il établit également des règles relatives à l'établissement du cadre de supervision applicable aux prestataires tiers critiques de services TIC.

Les dispositions du règlement (UE) 2022/2554 étant directement applicables dans l'Union européenne, le projet de loi vise principalement, aux fins de l'opérationnalisation du règlement (UE) 2022/2554, à doter les autorités compétentes nationales chargées de veiller à l'application du règlement (UE) 2022/2554 des pouvoirs de surveillance et d'enquête nécessaires à l'exercice de leurs fonctions, dans les limites définies par ledit règlement, et à fixer un régime de sanctions approprié.

La directive (UE) 2022/2256 accompagne et complète le règlement (UE) 2022/2554 en prévoyant une série de modifications ciblées à des directives européennes existant dans le domaine du secteur financier.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 04/08/2023
Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
15/03/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire
04/06/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/06/2024
Loi du 1er juillet 2024
Mémorial A : 2024, n° 271, page 1

## Reconnaissance des qualifications professionnelles

**8371 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles**

Le présent projet de loi vise à modifier l'article 33, paragraphe 2, de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles en vue d'une transposition de la directive 2024/505/UE du Parlement européen et du Conseil du 7 février 2024 modifiant la directive 2005/36/CE en ce qui concerne la reconnaissance des qualifications professionnelles des infirmiers responsables de soins généraux formés en Roumanie.

Bien que l'article 1er de la directive 2024/505/UE précitée comporte trois dispositions modificatives de la directive 2005/36/CE, le présent projet de loi se borne à transposer l'article 1er, point 2), de la directive (UE) 2024/505 étant donné que les points 1) et 3) de l'article 1er ne nécessitent pas de mesures de transposition en droit luxembourgeois.

Dépôt par Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, le 09/04/2024
Rapporteur : M. Gérard Schockmel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation
(Président : M. Gérard Schockmel) :
21/05/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
18/06/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 25/06/2024

## Enseignement secondaire classique : ajout de sections

**8375 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement secondaire classique**

Le présent projet de loi vise à modifier l'article 47, alinéa 4, de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement secondaire classique en vue d'ajouter, au niveau du cycle de spécialisation de l'enseignement secondaire classique, les points 10° à 12° suivants :

– 10° la section entrepreneuriat, finance et marketing (N) ;
– 11° la section sciences cognitives et sciences humaines (P) ;
– 12° la section politiques et développement durable (R).

Centrée sur les compétences entrepreneuriales, managériales, commerciales, ainsi que sur le marketing, la gestion financière et la gestion des ressources humaines, la section « entrepreneuriat, finance et marketing » (N) met l'accent sur l'interdisciplinarité à travers des semaines dédiées à des projets, répondant ainsi aux réalités du marché du travail. Cette nouvelle section vise à préparer les élèves aux exigences d'un monde professionnel en constante évolution, notamment en raison des progrès technologiques et de la digitalisation croissante.

Dans le but de promouvoir une forte interconnexion entre les sciences humaines et les sciences naturelles, la section « sciences cognitives et sciences humaines » (P) combine un enseignement humaniste et scientifique. Elle met l'accent sur l'interdisciplinarité, répondant aux exigences et réalités des études académiques grâce à un projet personnel de recherche qui initie les élèves aux bonnes pratiques de la communication scientifique. Tout au long de leur parcours, ils développent des compétences techniques et théoriques ainsi que le sens critique nécessaire pour exploiter les données, les présenter et en tirer des conclusions. De plus, la section P vise à améliorer les compétences linguistiques des élèves, tant à l'oral qu'à l'écrit, et à élargir leurs connaissances culturelles afin qu'ils puissent évoluer avec aisance dans une société en pleine mutation.

La création de la section « politiques et développement durable » (R) se fait dans le contexte d'une spécialisation dans l'analyse des relations internationales et de la compréhension du fonctionnement du monde actuel ainsi que des défis qui en découlent. Un autre volet est l'évolution des sociétés et l'aiguisage de l'esprit critique des élèves ainsi que l'acquisition d'un esprit de synthèse et d'une rigueur méthodologique à l'écrit, à l'oral et dans le traitement de l'information sous toutes ses formes (textes, données chiffrées, images). Les élèves développent leurs facultés d'analyse grâce à une approche interdisciplinaire dans les domaines de l'économie, l'histoire, la géographie, la philosophie et la sociologie, dans le but de bien les préparer aux études universitaires dans le domaine des sciences humaines, avec une composante forte dans les relations internationales.

L'intégration de ces trois nouvelles sections dans l'offre scolaire élargit le choix donné aux élèves dans leur orientation et contribue ainsi à les préparer aux études supérieures et aux réalités de la société.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 16/04/2024
Rapportrice : Mme Barbara Agostino

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Présidente : Mme Barbara Agostino) :

| | |
|---|---|
| 06/06/2024 | Désignation d'un rapporteur |
| | Présentation du projet de loi |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 18/06/2024 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 25/06/2024

# 30e séance

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 13
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par Mme Francine Closener** p. 13
   Exposé : Mme Francine Closener
3. **Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)** p. 13
   Mme Sam Tanson (dépôt de la motion 3) | M. Sven Clement (dépôt des motions 4 et 5) (interventions de M. Marc Baum et M. Marc Goergen) | M. Marc Baum | Mme Diane Adehm | Mme Carole Hartmann | Mme Lydie Polfer (interventions de Mme Sam Tanson et M. François Bausch) | Mme Sam Tanson (interventions de Mme Lydie Polfer) | Mme Taina Bofferding | Mme Lydie Polfer (interventions de M. Marc Baum et M. Sven Clement)
   Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre (interventions de M. Sven Clement, M. Georges Engel, M. Claude Haagen et M. Mars Di Bartolomeo) | M. Marc Baum (parole après ministre) | Mme Taina Bofferding (parole après ministre) | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | M. le Premier ministre Luc Frieden | M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre)
   Motion 1 : Mme Taina Bofferding | M. Gilles Baum | M. Marc Spautz | Mme Sam Tanson (interventions de M. Marc Spautz et M. François Bausch) | M. Sven Clement | M. Fred Keup | M. Marc Baum | Mme Taina Bofferding | M. Marc Spautz
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
   Motion 2 : M. Gilles Baum | M. Marc Spautz | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson (intervention de M. Fred Keup) | M. Sven Clement | M. Marc Baum | Mme Taina Bofferding
   Vote sur la motion 2 (rejetée)
   Motion 3 : M. Gilles Baum | M. Marc Spautz | Mme Taina Bofferding | M. Sven Clement | M. Marc Baum | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson (interventions de M. Gilles Baum et M. François Bausch)
   Vote sur la motion 3 (rejetée)
   Motion 4 : M. Sven Clement | M. Marc Spautz | Mme Sam Tanson | Mme Taina Bofferding | M. Marc Baum | M. Sven Clement
   Vote sur la motion 4 (rejetée)
   Motion 5 : M. Sven Clement | M. Marc Spautz | M. Fred Keup (interventions de M. François Bausch) | Mme Sam Tanson (intervention de M. Fred Keup)
   Vote sur la motion 5 (rejetée)


Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin et Mme Elisabeth Margue, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung säit de Moien eng Kommunikatioun ze maachen, Här Premier?

*(Négation)*

Très bien.

## 2. Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par Mme Francine Closener

Da ginn ech d'Wuert der Madamm Francine Closener fir den Depot vun engem Ännerungsvirschlag vum Chamberreglement. Madamm Closener.

***Exposé***

**Mme Francine Closener** (LSAP), auteure | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, heimadder deposéieren ech dann also am Numm vun der Petitiounskommissioun eng Propositioun, fir d'Chambersreglement ze änneren.

*8397 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au Titre V, Chapitre 11 « Des pétitions »*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP), auteure | An zwar geet et eebe prezis ëm d'Kapitel 11 iwwert d'Petitiounen.

Här President, jidderee vun eis heibannen ass sech jo der Bedeitung vum Instrument vun de Petitioune bewosst, fir d'Bierger un der Politick ze bedeelegen. Den 12. Mäerz 2014 ass dat Instrument, sou wéi mer et haut kennen, fir d'éischte Kéier a Kraaft getrueden an zanterhier sinn am Ganzen 225 ordinär Petitiounen erakomm an 2.647 ëffentlech Petitioune waren online. Dat huet am Ganzen zu 77 Débats publics heibanne gefouert. A besonnesch an deene leschten dräi Joer ass d'Zuel vun deenen Debaten, vun den Hearingen immens geklommen.

Dat alles weist den Interessi vun de Biergerinnen a Bierger un der Politick, un der Partizipatioun um politesche Gescheeën. An dat ass ganz gutt esou. A genee deen Interessi an och d'Bedeitung vun dëser Biergerbedeelegung wëlle mer a musse mer héichhalen. An dowéint gëtt et no zéng Joer Zäit, fir eeben d'Chamberreglement an deem Punkt ze moderniséieren.

D'Propositioun, déi mir an der Petitiounskommissioun ausgeschafft hunn, bréngt, éischtens emol, méi Transparenz vun de Prozeduren, a genee dat féiert zu méi Vertrauen och an d'Aarbecht vum Parlament. Objektiv, transparent an offiziell Reegelen, déi kloer definéiert sinn, sinn am Sënn vun de potenzielle Petitionären. Mir proposéieren nämlech eng Lëscht vun am Ganzen eelef Krittären, déi erfëllt musse sinn, fir datt eng Petitioun recevabel ass.

Domadder geet den Taux vun de Petitiounen, déi online kënne goen, mat Sécherheet an d'Luucht. De Petitionär an och d'Chamber spueren domadder ganz vill Zäit an Aarbecht, et ass am Sënn vun der Sécurité juridique, d'Decisioune vun der Kommissioun ginn domadder méi previsibel, méi kohärent a méi novollzéibar.

Eng aner wichteg a vill diskutéiert Ännerung ass d'Eropsetze vum Seuil, deen eng Petitioun muss erreechen, fir dass et zu engem Débat public ka kommen. Dat war keng einfach Diskussioun a scho guer keng einfach Decisioun. An dat ass mir och ganz wichteg hei ze betounen, datt all eenzelne Member vun der Kommissioun och weiderhin absolutt Débats publics wëll. Kee wëll dat verhënneren!

Deene meeschte Membere geet et awer och drëm, dass mer dat Instrument net bradéieren a banaliséieren. Mir wëllen, datt Débats publics hir Bedeitung an hir Effikassitéit behalen. A virun allem ass et kruzial, datt d'Chamber amstand ass, e richtege Suivi vum Debat ze garantéieren. Esou en Hearing muss e Suivi kréien, soss verléiert d'Instrument un Effikassitéit, d'Leit verléieren d'Vertrauen an eis, an dat wier deemno kontraproduktiv.

Duerfir proposéiert d'Kommissioun eng kloer an objektiv Formule, no där dee Seuil berechent gëtt. Am Ufank vun all Legislaturperiod gëtt déi Berechnung erëm gemaach. Si ass de Spigel vum Wuesstum, vun der Populatioun a vun de Frontalieren. An de Seuil géif deemno elo op 5.500 Signaturë gehéicht ginn.

Aner Neierungen nach ganz kuerz: Wann eng Petitioun de Seuil erreecht, da muss den Debat bannent véier Méint stattfannen. Domadder verhënnere mer, datt zum Beispill e Minister, deen net erpicht drop wier, iwwert e Sujet ze diskutéieren, den Debat op Mokuchsdag verréckele kéint. Iwwregens leeë mer awer och fest, datt, wann en Debat public stattfënnt an de Petitionär einfach net kënnt – Dir erënnert Iech drun, datt mer dee Fall virun e puer Méint hei haten –, dann an deem Fall dee Petitionär wärend zwee Joer keng Petitioun méi däerf erareechen. Mir schafen och eng Recoursméiglechkeet.

An da gesäit d'Propositioun och fir, datt an Zukunft deen, deen eng Petitioun wëll deposéieren, sech och entweeder mat LuxTrust muss identifizéieren oder mat engem änleche Moyen, deen et an eisen Nopeschlänner gëtt. Alternativ kann een natierlech och d'Petitioun perséinlech an der Chamber deposéieren oder seng Signature op der Gemeng legaliséiere loossen. Et muss séchergestallt ginn, datt e Petitionär och wierklech deen ass, fir deen e sech ausgëtt, an net d'Identitéit vun enger anerer Persoun ka mëssbrauchen.

Voilà, dat sinn d'Haaptpunkte vun der Propositioun vun der Kommissioun. Mir hunn eis a fënnef Sëtzungen intensiv domadder beschäftegt. An erlaabt mer och ze soen, dass mer frou wieren, wann déi Neierunge bei der Rentrée vum Parlament am Hierscht kéinten a Kraaft trieden.

Ech wëll de Kolleeginnen a Kolleegen och e grousse Merci soe fir déi flott an exzellent Zesummenaarbecht an der Kommissioun an déi ganz gutt Ambiance, déi eis trotz hei an do ënnerschiddleche Meenungen awer ëmmer erhale bliwwen ass. Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Closener.

## 3. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)

An da komme mer un d'Suite vun der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun. Et sinn elo fir haut de Mëtten nach ageschriwwen: d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement, den Här Marc Baum, d'Madamm Diane Adehm an d'Madamm Carole Hartmann. An dann als éischt Riednerin vun de Mëtten huet d'Madamm Sam Tanson d'Wuert. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Här President, Här Premierminister, Är Regierung ass elo bal siwe Méint am Amt a fir et an Ärem CEO-Jargon ze soen: D'Période d'essai ass definitiv eriwwer! Et ass doweinst den Ament, éier mer op d'Lag vum Land kucken, och en éischten Tëschebilan vun dëser Regierung ze zéien. Wat ass bis ewell geschitt? Wou hutt Der Akzenter gesat? Wat ass d'Visioun vun dëser Regierung? Respektiv: Huet se eng Visioun?

Vläicht ugefaange mat deem leschte Punkt: Dir sot gëschter, Dir wéilt „gestalten an net just verwalten". Ech muss Iech awer soen, datt op d'mannst dat, wat mer gëschter héieren hunn, mat Gestaltung nëmme wéineg ze dinn huet. Prozeduren, Kommissiounen, Digitaliséierung a Steieren erofsetzen, dat kléngt zwar gutt, huet awer mat Gestalte relativ wéineg ze dinn. D'autant plus, well Der Iech zemools mat deem leschte Punkt, der Reduktioun vun de Steieren, eigentlech Gestaltungsspillraum ewechhuelt.

Mee effektiv, Dir sidd eréischt am éischte Joer. An och wa mer Iech de Gefalen net wäerte maachen, Iech eréischt a véier Joer ze jugéieren – mee Dir kënnt drop zielen, och dat wäerte mer natierlech maachen –, sou bleift ze hoffen, datt Der an d'Gäng kommt.

Wa mer Iech gëschter gutt nogelauschtert hunn – mir hu jo nëmmen dierfe lauschteren, net matliesen, déi Prerogativ war jo der Press reservéiert –, da gi mer elo an den nächste Wochen a Méint mat enger sëllege Gesetzesprojete konfrontéiert. Et ass och esou lues un der Zäit, well an den éischte Méint waren d'Depote vu Projeten, déi net just Direktiven oder Traitéen transposéiert hunn, dach extreem rar geséit. Dir hat Iech d'Prerogativ gehalen, alles selwer hei wëlle gëschter Mëtten ze presentéieren an Dir hutt dat net Äre Ministeren iwwerlooss. Dat huet natierlech zu e puer Retarden a verschiddenen Dossiere gefouert.

A mir hunn eis d'Fro gestallt, gëschter, wou mer dat héieren hunn, ob Der net awer dem Koalitiounspartner e bësse méi streng Delaie virginn an e bësse méi ewechgeholl hutt bei der Presentatioun wéi Ären eegene Parteikolleegen. Mee dat just als klengt Gestëppels niewelaanscht.

Nawell krut Der schonn an der Lescht zolidd Vorschusslorbeeren, op d'mannst emol an der eegener Gemeng. Do gëtt et elo well eng Plaz Luc Frieden, eng Éier, déi nach kengem vun den zwee viregte Premieren an hire respektive Gemengen zougestane gouf. Madamm Polfer – si ass elo leider net hei –, Madamm Closener, do gëtt et also nach Aarbecht! Obwuel nieft dem Ex-Premier zu Mamer warscheinlech och dee viregte Buergermeeschter géing dann esou en Usproch stellen.

Bis elo ass – an do war Är Ried vu gëschter keng Ausnam – an der Ëmsetzung mat e puer Nuancë vill „weider esou". D'Rhetorik huet allerdéngs changéiert, mat der klorer Zilsetzung, virun allem beim Patronat ze punkten.

Wann een d'Akzenter vun der Regierung kuckt, da kann ee soen, datt verschidde Regierungsmembere sech kommunikativ virun allem extra ervirgedoen hunn. Sief et mam Ignoréiere vum Rechtsstaat, mat enger doutéiser Kommunikatioun, mam A-Fro-stelle vun der kënschtlerescher Fräiheet – ok, bon, dat war elo just alles een an dee selwechte Minister –, mat zweifelhafte Commentairen iwwert d'Press an duerno d'Leugnen dovun, mat 180-Grad-Kéiere par rapport zu deem, wat virdrun an der Oppositioun gesot ginn ass, an duerno dubiéise Rechtfertegunge vun deem Volte-face, oder och nach, sech nei Weeër op de Fändel schreiwen, déi ganz kloer vu grénge Ministerinne

stamen, an dann nach bëlleg Poleemik maachen no sechs Méint am Amt.

Net ze vergiessen: De Spëtzenduo Frieden-Bettel, déi et schonn an d'international Press bruecht hunn, deen een als Orbanflüsterer, deen aneren als deen, mat deem een héchstens e Béier drénke goe soll, ouni ëm awer d'Aussepolitick unzevertrauen. Kee Wonner, datt grad dëse bei der Aussepolitick virun allem duerch seng Dosende Reesen, net awer duerch eng ganz kloer Positioun ervirgetrueden ass. Ganz am Géigendeel, wann een den Zickzackkurs kuckt, zemools an der Palästinafro, wou fir d'éischt e puer méi EU Länner sech sollte bedeelegen, duerno Südamerika, a wéi bis erauskoum, datt do quasi kee Land méi géing bleiwen, si mer an Indonesie gelant.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Idem an der Kooperatioun, wou d'Onrou am Secteur no e puer Méint ongeféier esou grouss war wéi no e puer Méint Maggy Nagel an der Kultur.

Et gëtt natierlech och déi Ministeren, déi hir Aarbecht gutt maachen. Et ass net um mir, Punkten ze verdeelen, mee zum Gléck, Här Premierminister, hutt Der e puer Fraen an där Regierung.

**Plusieurs voix** | A!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Da gëtt et der awer och nach e puer, do weess een net genau, wat se maachen an ob se an der Regierung sinn, fir och reell eppes ëmzesetzen oder just, fir vun engem Fototermin zum nächsten ze sprangen. D'Progressioun an de Kommunikatiounsekippen a verschiddene Ministèrë sprécht Bänn. Och wann do keng eenzel Ligne budgétaire dropsteet, et si Mënschen, déi bezuelt ginn an déi d'Lokaler a verschiddene Fraktioune méi eidel gemaach hunn.

Mee mir si jo méi eng fein Oppositioun wéi déi viregt, dofir kommentéiere mer all déi Parteirekrutementer, déi et an de Ministèrë gouf, vu Leit, déi ee „besser kennen", fir wuel méi flott Videoen iwwert de Fuerpark vun der Regierung ze dréien, net méi wéi dat.

*(Hilarité)*

**Une voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dir hutt als Moment, fir iwwert d'Lag vun der Natioun ze schwätzen, zwee Deeg no den Europawale gewielt. Et ass natierlech op der enger Säit e gudden Ament, fir iwwert déi Lag ze schwätzen, well mer elo bannent kierzester Zäit dräi Stëmmungsbiller vun de Mënschen hei am Land kruten, mee ech bedauere weiderhin, datt Der net virun de Wale Faarf bekannt hutt, well den État de la nation, deen Der gëschter hei virgezeechent huet, dach weiderhin dee vun de Villverdénger ass a bedeitend manner dee vun deenen, déi manner gutt gestallt sinn, vum Schutz vun de Schwaachen, vum Erhale vun onser Natur fir zukünfteg Generatiounen.

Fir ze kucken, wéi et ëm d'Lag vun eisem Land steet, wëll ech a menger Interventioun haut op sechs Froen agoen: Wéi geet et onser Demokratie? Wéi geet et eise Leit? Wéi geet et eiser Natur? Wéi geet et eiser Wirtschaft? A wéi geet et eise Finanzen? Ufänken awer wëll ech mat der Fro: Wéi geet et Europa?

Den ugekënnegte Rietsruck ass leider e Sonnde komm – glécklecherweis net esou staark zu Lëtzebuerg. E Lëtzebuerger Resultat … an do muss ech Iech felicitéiere fir dee Spin, deen Der hikrutt, wou een am Verglach mat den Nationalwalen nämlech eigentlech feststelle muss, datt d'Regierung quasi 8 % verluer huet a mat 41 % vun de Stëmme méi wäit vun der Majoritéit ewech ass.

An Europa awer huet d'extreem Riets en enorme Sprong no vir gemaach. An ech ka mech nëmme wonneren, wa mer d'Resultater eleng an onsen Nopeschlänner kucken, wéi do e Lëtzebuerger Majoritéitsdeputéierten iwwert säi botgesteierten Twitter-Account zum Constat komme konnt, Europa wier nëmmen an d'Mëtt an net no riets geréckelt. Rassemblement national a Frankräich, AfD an Däitschland, Rietspopulisten an der Belsch an an Holland, Fratelli d'Italia, ADR zu Lëtzebuerg – alles Parteien, …

*(Exclamations et interruptions)*

… déi net fir d'Meenungsfräiheet stinn, déi net fir d'Pressefräiheet stinn, déi net fir eng oppe Gesellschaft stinn, déi net fir e staarkt Europa stinn, déi ausgrenzen, déi och – am Géigendeel vun deem, wéi se sech oft virstellen – net fir de Schutz vun de Schwaachen an der Gesellschaft stinn! Dat ass kee gutt Zeeche fir Europa an domat fir ons all!

D'Ouverturë vun der Kommissiounspresidentin am Virfeld vun de Walen a Richtung rietsbaussen hu mech schuddere gedoen. D'Aart a Weis, wéi och zu Lëtzebuerg Kandidate vu ganz riets ongefiltert Ligen, russesch Propaganda an Haass gestreet hunn, misst ons all ze denke ginn. Ech hoffe wierklech, datt an der EU elo net de Feeler gemaach gëtt, dee scho sou munch konservativ Parteie gemaach hunn: Aus Angscht viru Rietsbaussen hu se hiren Discours an hir Politick och ganz wäit no riets geréckelt.

D'Fräiheet an déi liberal Demokratie stinn ënner Drock, esou vill wéi scho laang net méi. Populiste probéieren, d'Demokratie vu banne futti ze maachen. Geschwate Gewalt gëtt net méi just verbal, mee och physesch ausgedroen. Eng Demokratie muss Rietspopulisten aushale kënnen, mee net akzeptéieren a scho guer net imitéieren an normaliséieren. „Wie sech ze vill no riets béckt, dee riskéiert, aus der Fënster ze falen", sot de Jean-Claude Juncker nach dëser Deeg an der däitscher Press. Ech hoffe wierklech, datt hie Gehéier fënnt bei senger eegener Partei.

Wann ech awer nach gëschter héieren, dass de President vun de franséischen LR sech ubidert, fir eng Allianz mam Le Pen a Frankräich ze maachen, da berouegt mech dat alles net fir déi nächst Méint. Mee och Dir wäert gemooss ginn déi nächst Wochen, wéi e Choix Der wäert maachen tëschent enger Allianz mat ganz riets an enger Allianz mat de Gréngen, zum Beispill, op europäeschem Niveau. Tëschent enger Allianz mat deenen, déi Europa wëllen ofbauen, an enger Allianz mat deenen, déi fir dat Europa stinn, wat Dir gëschter hei selwer gezeechent hutt.

Et ass villes gesot ginn an dësem Walkampf, wat d'Extreemer ugeet an hiren Ëmgang domat. Mir wäerte genee kucken, wie sech op europäeschem Plang mat wiem alliéiert, wéi eng Versprieche gehale ginn a wéi eng net. Wann ee sech zum Beispill mat engem Zemmour senger Partei alliéiert, da kann een net behaapten, et géing ee géint Extreemer kämpfen. Dee Mann ass verurteelt wéinst Rassismus, Opruff zum Haass a Provokatioun vun Haass géint Moslemen, fir just e puer Beispiller ze zitéieren.

Och d'Ukrain-Politick vun der EU ass iwwerliewenswichteg fir ons Grondwäerter. Russland huet mat sengem Ugréffskrich gewisen, wéi een Drock den Erfollegsmodell vun enger fräier an demokratescher EU kann op en autoritäre System ausüben. Och aner autoritär Staate kucke genee, wéi Europa an de Westen op dës Aggressioun reagéieren, well och si fäerten d'Stäerkt vun enger fräier an oppener Gesellschaft.

Lëtzebuerg muss och weider konsequent d'Ukrain ënnerstëtzen. Wann ee sech d'Geschicht vun deene Gréngen ukuckt, da si mer sécher bei deene Leschten, déi begeeschtert si fir Oprëschtung a Krich. Mir géifen déi Suen an Ustrengungen och haut léiwer an Energietransition, den Ëmweltschutz, zukunftsweisend Entreprisen, d'Bekämpfung vun der Kannerarmut, de Logement an esou weider stiechen, mee esou einfach ass et leider net méi.

D'Fräiheet an d'Demokratie sinn d'Basis vun allem, wat de Räichtum vun der westlecher Welt a vun eisem Land ausmécht. Si sinn d'Basis vun eisem wirtschaftlechen Erfolleg, vun eisem Sozialstaat, vun eiser Innovatiounskraaft. An enger méi onsécherer Welt wäert Europa de Wëllen an d'Ressourcë mussen opbréngen, fir alles dat méi aktiv ze verdeedegen.

Schonn haut gi mir als Europäer vill fir eis Defense aus, mee op eng Aart a Weis, déi eis nëmme limitéiert Capacitéite gëtt. Ëmsou méi wichteg wäert et sinn, déi bestoend Efforten tëscht de Länner besser ze koordinéieren an ze kombinéieren. Mir stinn dofir och weider zum Erhéije vum Effort de défense. Mir hunn och guer kee Problem dermat, déi 2 % vum RNB virzezéien, mir erwaarden ons just eng ganz kloer Ausso doriwwer, wou déi Suen hierkommen heifir, genee wéi och fir déi aner Mesüren. Dorop kommen ech nach zréck.

Wéi geet et dann eiser Demokratie? Et geet vill rieds vu Politickverdrossenheet. Fir ons ass ganz kloer: Deem kann een entgéintwierken duerch méi Bedeelegung um politesche Prozess. Eppes, wat grad an engem Land mat 50 % Netstëmmberechtegte grondleeënd ass a muss ugaange ginn. Wat genee fäert Der bei der Biergerbedeelegung, datt Der direkt am Januar ofgewonk hutt, fir e permanente Biergerrot anzesetzen? Ass et d'Suerg, mat Iddie confrontéiert ze ginn, déi net an de Businessplang erapassen? Wat genee ass d'Suerg bei de Petitiounen, datt een elo de Seuil souguer méi an d'Luucht setzt, wéi d'Populatioun gewuess ass? Ass dat déi nei oppen an transparent Chamber? Wat genee fäert Der bei der Diskussioun ëm d'Erofsetze vum Walalter op 16 Joer?

Ech hu virun e puer Deeg e Reportage um 100,7 héieren iwwert d'EU-Walen, wou de Journalist en däitsch-lëtzebuergesche Lycée op Pärel besiche war. Hei si Kanner aus Däitschland, Lëtzebuerg, Frankräich. Et war immens interessant, well et ass ëm d'EU-Wale gaangen an et ass drëms gaangen, dass déi eng Kanner mat 16 Joer dierfe wiele goen, déi aus Däitschland, déi aus Lëtzebuerg an aus Frankräich net. Si sinn an enger Klass, si hunn de selwechte Projet a si sinn dorop sensibiliséiert ginn. Et war richteg touchant, deene Jonken nozelauschteren, och wéi se sech informéiert hunn iwwert déi Walen. An natierlech kann een ëmmer erëm soen: „Et si Jonker, déi sech net interesséieren", mee wéi ass et bei den Erwuessenen? Jidderee voll am Coup, oder?

An och d'Auslännerwalrecht solle mer net ignoréieren. Laut der POLINDEX-Etüd si mëttlerweil d'Hallschent vun de Lëtzebuerger der Diskussioun net méi verschloss. A virun allem wëlle sou vill Auslänner wéi nach ni, 70 %, sech aktiv bedeelegen. Mir liewen an engem Land, an deem d'Hallschent vun der Bevëlkerung kee Stëmmrecht huet. Dat gouf et fir d'lescht virun iwwer 100 Joer, wou d'Fraen an déi Aarm net hunn dierfe wiele goen.

D'nächst Joer ginn et zéng Joer, datt de Referendum zu dësem Sujet gemaach gouf. Et ass an onsen Ae wichteg, datt mer ons der Diskussioun zu dësem grondleeënd demokratesche Sujet net verschléissen. Mir sinn ugewisen op déi sëllegen Auslänner, déi hei op Lëtzebuerg schaffe kommen. Do hänkt och eng Responsabilitéit mat drun, datt mer dës Mënschen an den alldeegleche Prozess matabannen an och doduerch hire spezifesche Suerge besser Rechnung droen.

Ech weess – ech hu se schonn héieren –, datt Politiker heibanne sinn, déi nëmmen drop waarden, dass dëst thematiséiert gëtt, fir nees den Däiwel un d'Mauer ze molen. Ma trotzdeem, mir sollen de Problem gemeinsam ugoen a kucken, wéi eng Léisungsméiglechkeeten et gëtt, fir eng besser demokratesch Representatioun hei am Land an doduerch e besseren Zesummenhalt an der Gesellschaft ze kréien.

Nieft der Bedeelegung vun de Bierger mécht ons natierlech och d'Rechtsstaatlechkeet Suergen. Ech gi lo net méi hei am Detail op den Dossier vum Heescheverbuet an. Ech stelle just fest, datt d'Wëssenschaftler hei vun dësem héijen Haus an engem fouilléierten, sachlechen Avis villes geschriwwen hunn, wat d'Oppositioun an de leschte Wochen a Méint gesot huet a wou mer quasi vun uewen erof beléiert goufen, dat wier Quatsch.

Déi éischt Reaktiounen op dësen Avis vu Majoritéitssäit waren awer schonn e bëssen erschreckend. Do gouf op eemol d'Gewaltentrennung nees als Sujet erkannt, wou wochelaang grad dës vun deene selwechte Leit mat Féiss getrëppelt gouf. An et ass dach witzlos, wa mir als Chamber decidéieren, datt en Avis éffentlech gëtt, fir eis selwer herno doriwwer opzereegen, datt dat geschitt ass. Och ze behaapten, den Avis géing sech just op déi nei Verfassung beruffen, beweist virun allem eppes: datt een den Avis net gelies huet.

Déi ganz Diskussioun war jiddefalls keng Glanzstonn vun der Regierung, an där d'Aarmut an d'Affer vun Ausbeutung kriminaliséiert goufen. Och an Ärer Ried gëschter hutt Der nees a punkto Sécherheet den Haaptaccent op Platzverweis an Heescherei geluecht. Mol kucken, wat dann do déi nächst Méint op ons duerkënnt. De Koalitiounsaccord verspréicht jo nach e puer Schrecklechkeeten. Do si mer nach net méi gewuer ginn, obwuel d'Theema Sécherheet de Walkampf mat dominéiert huet.

Aus der eegestänneger Gemengepolice, déi dem Buergermeeschter sollt ënnerstallt ginn – wat souwuel bei der Police wéi och ausserhalb fir vill Opreegung gesuergt huet –, bleift net méi vill. Et ginn dann e puer Beamte „Gemengepolice" genannt, kréien e Badge an domat ass net nëmmen d'Walversprieche vun CSV an DP glécklecherweis net agehal, nämlech datt de Buergermeeschter soll d'Kompetenz iwwer eng Policegemeng, iwwer eng Police kréien, mee virun allem wieren déi zousätzlech Patrulle pro betraffe Gemeng ouni gréng Rekrutéierungsoffensiv iwwerhaapt net méiglech gewiescht.

Zu enger gutt fonctionéierender Demokratie gehéiert och eng Press, déi hir Aarbecht maache kann. Dat schéngt laut enger Rëtsch Artikelen an der leschter Zäit den Ament méi schwéier ze sinn. D'Haaptformule „Mir kommen op Iech zeréck", ouni datt et geschitt, ass geneesou respektlos wéi parlamentaresch Froen, déi net seriö beäntwert ginn. Souguer déi sougenannte „Circulaire Bettel" soll net méi respektéiert ginn, an dat trotz Opstocke vu Kommunikatiounsekippen a politesche Beroder. Mir waarden da mat Spannung op dat gëschter nach eng Kéier ugekënnegt neit Informatiounszougangsgesetz.

D'sozial Gerechtegkeet: Wéi geet et eise Leit? Déi fënnef räichste Männer – et si Männer – op der Welt hunn hiert Verméige säit 2020 verduebelt; bal fënnef Milliarde Mënschen …

*(Interruption par M. Tom Weidig et coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, wannechgelift, Här Weidig!

**Une voix** | Haalt Iech an, Här Weidig!

*(Hilarité)*

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Et gëtt sou verschidden Triggerpunkten: Männer, Fraen, Gender a sou weider. Do weess een, dass et direkt lassgeet.

Déi fënnef räichste Männer op der Welt hunn hiert Verméige säit 2020 verduebelt; bal fënnef Milliarde Mënsche si méi aarm ginn. Superräicher a Konzerner profitéiere vun Inflatioun, Krich, Pandemie, wärend déi meescht Mënschen ënnert de Follge leiden. Och zu Lëtzebuerg geet et den Happy Few, déi enger Etüd vu leschter Woch no ëmmerhin zu 47.000 sinn, besser. Laut Capgemini sinn an den Hänn vun dëse Bierger a Biergerinnen eng 139,4 Milliarden Euro, e Plus vu bal 3 % tëscht 2022 an 2023. Parallell dozou hu mer en Aarmutsrisiko a sozial Ongläichheeten, déi ëmmer weider klammen, a si Spëtzereider bei der Aarmutsgefäerdung vu Leit, déi schaffen, de sougenannte Working Poor.

D'Regierung hat sech d'Aarmutsbekämpfung op de Fändel geschriwwen. Gëschter koumen éischt Annoncen, déi zwar wäertvoll sinn am Sënn vun enger Vereinfachung, mee mir vermëssen heibäi dräi Saachen:

Éischtens, den Automatismus vun den Aidë gouf net versprach. De Staat soll an Zukunft kënne proaktiv virgoen, hutt Der gesot, Här Premierminister, mee net, datt et zu engem automatesche Kontaktéieren an Ausbezuele vun den Aidë kéim, déi een zegutt huet.

Besser nach wéi Aiden ass awer e gudde Loun. Eng Erhéijung vum Mindestloun, zum Beispill, géing de Working Poor sécherlech hëllefen, mee weeder dëst nach en Erhéije vum REVIS oder Upassunge vum REVIS goufe genannt. Vläicht kënnt jo dann dozou eppes an dem Plang vum Familljeminister. An äntwert mer elo wannechgelift net, d'Steiertabell géing un d'Inflatioun ugepasst ginn. Mir wësse jo alleguer, datt dat virun allem déi spieren, déi méi verdéngen, also net d'Working Poor.

Drëttens, Aarmut vierft sech. De beschte Wee, fir aus der Aarmut erauszekommen, ass eng gutt Educatioun. Och d'Schoul – an dat hu mer wierklech dramatesch fonnt – ass mat kengem Wuert gëschter ernimmt ginn. An dat ass nu wierklech kee Sujet ënner villen. D'Chancëgläichheet entsteet net duerch Masteren an der Finanz. D'Chancëgläichheet entsteet, andeems kee Kand op der Streck bleift vun eisem Schoulsystem, well et eng Sprooch net gutt beherrscht, seng Elteren em net kënnen hëllefen oder sech keng Nohëllefstonne leeschte kënnen.

Wou ass d'Schoul drun, Här Premierminister? Wou wëllt Der hin? Mee mir haten et scho bei der Regierungserklärung vermësst. Mir wëssen, datt dat ee vun de wéinege Sujeten ass, wou d'CSV an d'DP sech net esou eens sinn. Ass et dowéinst net ernimmt ginn? Oder – e sëtzt zwar elo ganz niewent Iech – well mer just een Drëttel Educatiounsminister hunn? Grad d'Formatioun vun der Gesellschaft, net just déi vun de Masteren an der Finanz, misst Chefsaach sinn, Här Premierminister.

D'Iddi, datt et just en Trampolin bräicht, fir am Liewe Succès ze hunn, déi fonctionéiert vläicht op Netflix – oder bei der DP –, d'Realitéit am Liewen ass eng aner. Net all Mënsch huet vu Gebuert un déi selwecht Erfollegschancen am Liewen. Als Lëtzebuerg musse mir eis et leeschten, d'Kanneraarmut ze bekämpfen, eng Sozialpolitick ze maachen, déi op d'Kanner zougeschnidden ass, an eng Schoulpolitick, déi net méi Ongerechtegkeete schaaft.

D'Rechter vun de Kanner si Mënscherechter an de Start an d'Liewen däerf keng Lotterie sinn. Dofir meng Fro: Sinn déi Jonk d'Verléierer vun den nächste fënnef Joer – oder véier?

An der Praxis gesäit een ze oft, dass laangfristeg Erausfuerderungen – an déi Jonk als déi prinzipiell dovunner Betraffen – den zweete Präis kréien, well aus kuerzfristegen a Partikularinteressen eraus déi nächst Generatioun am Ree stoe gelooss gëtt.

Mir gesinn et bei der Logementspolitick, déi gemaach gëtt. Ech kommen herno nach am Detail drop zréck. E Logementspak, wou Investisseuren am mëttleren an héijen Alter mam bëllegen Akt fir Locatiounswunnengen an Amortissement accéléré subsidiéiert ginn, fir de Jonken d'Wunnengen ënnert der Nues ewechzekafen – déi Wunnengen, déi déi Jonk da kënne bei hinne lounen, well se sech wéinst der Präishausse näischt méi kënne leeschten.

Beispill och den Tram, wou d'Etüd vun der Stater Buergermeeschtesch mat 200.000 Utilisateure pro Dag am Joer 2035 rechent, mee den Tracé duerch d'Neipuertsgaass awer net soll gebaut gi wéinst e puer Awunner aus zwee Quartiere vun der Stad, déi dann 300 Meeter Ëmwee misste fueren. Och hei sinn et déi Jonk, déi méi warscheinlech mam Tram ënnerwee sinn, wéi datt se Proprietär um Lampertsbierg sinn. An d'ailleurs ass den Transport och gëschter net wierklech thematiséiert ginn.

Beispill Klima an Ëmweltschutz. Och do wäert ech nach drop zréckkommen.

Fazit: Déi Jonk, op d'mannst déi, déi keng „Talenter" aus dem Ausland sinn, riskéieren, zu de Verléierer ze gehéieren an deenen nächste Joren.

Nach eng aner Remark zu deene Jonken, déi jo vill am politeschen Discours beméit ginn: Oft gi Constate gemaach à la: „Déi Jonk hunn ëmmer méi Stress, hänken ëmmer méi virum Bildschirm, sinn ëmmer méi iwwergewiichteg etc." Natierlech brauche mer spezifesch Analysen a Léisunge fir déi Jonk, mee wann een an engem Saz „déi Jonk" och ersetze kann duerch „d'Bierger/innen allgemeng", da sollt een dat maachen.

Jo, déi Jonk hu mat ville Schwieregkeeten ze kämpfen. Dat soen eis all d'Experten. Dir hat et gëschter och nach ënnerstrach. Ëmsou méi däerf net vergiess ginn: D'Erausfuerderunge vun de Kanner a Jonke sinn d'Erausfuerderunge vun eiser Gesellschaft. Ob beim Logement, bei de Renten, bei der Klimakris: Et sinn déi Jonk, déi hei an éischter Linn stinn, well si entweeder am direktesten oder am längsten dovunner betraff sinn. Et sinn déi Jonk, déi oft als Geréngverdénger oder am CDD schaffen, déi Problemer hunn, eng Wunneng ze fannen, déi sech Suergen ëm hir Rente maachen a sech froen, wéi se perséinlech ënnert der Klimakris wäerte leiden. Dofir däerf een, wann et ëm déi Jonk geet, net de „big picture" vun der Politick aus den Ae verléieren.

De Géigendeel dovun ze maachen, nämlech grouss gesellschaftlech Problemer erofzebriechen an ze isoléieren op déi Jonk, dat ass eigentlech just de Versuch, d'politesch Sprengkraaft vun de Problemer ze minimiséieren. Da schwätzt ee just vum Handy an der Schoul amplaz vun der Meediekompetenz vun eis alleguerten; vu Stress bei Kanner amplaz vun Iwwerlaaschtung bei Erwuessenen. Oder et wënscht ee sech op d'Schoul beschränkte pädagogesch Léisungen op Problemer, déi eigentlech déi ganz Gesellschaft betreffen, zum Beispill déi wuessend Inegalitéiten.

Déi Jonk sinn net domm. Si verstinn dat. Si verstinn och, wann d'Léisungen, déi si ugebuede kréien, just Symptombekämpfunge sinn, wärend déi strukturell Facteuren, déi d'Problemer erschaaft hunn, systematesch erhalen oder souguer nach verstäerkt ginn.

Gesellschaftlechen Zesummenhalt heescht virun allem och emol verstoen an unerkennen, dass mer all

an engem Boot sëtzen: Aarm a Räich. Jonk an Al. Leit, déi sech Suergen ëm de Klima maachen an aner Leit – oder déi selwecht –, déi sech Suerge maachen, wéi se matzäit moies op d'Aarbecht an owes bei hir Kanner kommen. Leit, déi eng Entreprise mussen duerch onsécher Zäite féieren, a Leit, déi net wëssen, wéi se hiren nächste Loyer solle bezuelen.

Wann ech beim Wunne sinn, zu den Annoncen am Logement an der Vereinfachung vun de Prozeduren: Dir hutt eis elo gëschter do éischt Conclusiounen aus den Aarbechtsgruppe presentéiert. An ech war dach bass erstaunt. Am Walkampf sidd Dir an och anerer net midd ginn ze betounen, den Haaptproblem am Wunnengsbau wieren d'Ëmweltprozeduren. Mir hunn Iech ëmmer geäntwert, et misst ee fir d'éischt un d'Gemengeprozedure goen, et wieren déi sëllegen ënnerschiddlech Bautereglementer, PAG-, PAP-Prozeduren, déi missten ugaange ginn. Ironesch – oder och net – ass, datt elo a punkto „d'Ëmweltprozedure sinn de Problem bei der aktueller Logementskris" manifestement eng Keertwende stattfonnt huet, an net just bei Iech.

Am Baromeeter vun der Chambre de Commerce gëtt dat als Problem quasi net ugesinn, mee virun allem extern Facteuren, wéi Zënsen, déi jo elo glécklecherweis nees erofginn, an d'Schwieregkeeten, Prêten ze kréien – Schwieregkeeten, déi mat der Baisse vun den Tauxen och erofginn –, an, ganz wichteg, de Fait, datt net genuch Sozialwunnengen do sinn.

Dat heescht, en neie Boom ka virun allem duerch eng Baisse vun den Zënsen erreecht ginn. Wann déi also weider erofginn, da kann d'Baukris behuewe ginn – wat allerdéngs net onbedéngt d'Logementskris en tant que tel entschäerft. Do brauch et nach aner Mesüren. Verschiddener goufen ënnert der viregter Regierung abruecht; et wier Zäit, déi ze finaliséieren, éier d'Präisser nees duerch de Plaffong ginn. Ech denken hei un dee schonn diskutéierte Remembrement, mee och un de Baulandvertrag, d'Mobiliséierungssteier, d'Grondsteier.

Wat hale mer elo vun Ären neie Proposen? Et ass schwéier anzeschätzen, well den Däiwel läit dach am Detail, och wann Dir gëschter sot, Dir wéilt net an den Detail agoen, mee mir musse jo awer elo dat kommentéieren, wat Der gëschter gesot hutt. Wann ech de Wording a punkto „silence vaut accord" vu gëschter kucken, da liesen ech do: „Mir féieren en an, mee u sech musse mer mol kucken, wat kompatibel ass mat EU-Recht" – och dat erënnert mech d'ailleurs un eng Diskussioun aus dem Walkampf – „an dowéint wësse mer nach guer net, wou mer en aféieren."

Dat ka jo eng gutt Saach sinn, do, wou et Sënn mécht, an do, wou et net onnéideg Drock op d'Verwaltungen ausüübt, fir Projeten dann noutfalls ze refuséieren. Mee erlaabt mer awer eppes: Är Beispiller vu gëschter, datt een elo fir Fënstere keng Autorisatioun méi bräicht oder fir PV-Anlagen, wat zum Deel elo haut schonn de Fall ass, dat léist jo awer net de Logementsproblem – do si mer eis jo hoffentlech eens?

Eng Vereinfachung vu PAG-, PAP-Prozeduren ass sécherlech eng gutt Saach, dat begréisse mer. Mir waarden natierlech och op den Detail.

Dann awer eng Fro, déi ech bis elo net beäntwert krut, zum „eenheetleche Bautereglement": Ass dat just e Règlement type, also eng Zort Modell, un deem d'Gemenge sech kënnen inspiréieren, wa se da wëllen oder soll dat en obligatorescht Reglement ginn? Wann et nämlech just eng Facultéit ass, da si vläicht eenzel kleng Gemenge ganz frou, kënnen drop zréckzegräifen, mee gréisserer wäerte sech do awer warscheinlech net wëllen draschwätze loossen.

Eng Kommissioun tëscht de verschiddenen Akteuren ITM, Famille, CGDIS ass och positiv, gradewéi déi Plattform fir de „once only", woubäi een hei och muss soen, datt vun der Joëlle Welfring schonn am Kader vun der Reform vum Kommodo eng zolidd Viraarbecht geleescht ginn ass, op déi och elo kann zeréckgegraff ginn, idem bei de Bauschuttdeponien, wou scho Vereinfachunge komm sinn, an och de Projet „Natur auf Zeit", dee si deposéiert huet. Zu der „compensation une fois pour toutes" waarde mer dann op Detailer vum Ëmweltminister, well hei musse mer wierklech den Detail kucken.

Nach eng kleng Remark zum Erhéije vum Seuil bei den Ëmweltimpaktstudien. Dir hutt gëschter gesot, an deene leschte Joren – ech weess elo net, op wéi vill Joer dat sech bezitt – wiere just 14 Dossieren gewiescht, déi do a Fro komm wieren. Da kënne mer et jo och eigentlech ëmgekéiert kucken a soen, dass dee Changement do jo och elo net wäert e risegen Impakt hunn.

Am Resümmee: Och wa mer de Sinneswandel begréissen – et gëtt ewell net méi d'Natur an d'Ëmwelt verdäiwelt, fir d'Wunnengsbaukris ze léisen –, vun zéng Mesüre sinn der nëmmen dräi, déi den Naturschutz betreffen. Dat weist awer och d'Onéierlechkeet, déi am Walkampf geherrscht huet, mat enger Verdäiwelung vun der Naturschutzpolitick aus warscheinlech elektorale Grënn. Mir bedaueren dat weiderhin, och wa mer, wéi gesot, frou sinn, datt Der op d'mannst elo hei eng Kéier geholl hutt.

Dat, wat ons awer interpelléiert bei deem, wat Der gëschter presentéiert hutt, dat sinn déi „Pilotprojeten". Dat si keng Pilotprojete fir abordabele Wunnraum, dat si Vollkaskoe fir Promoteuren a Constructeuren. Eng Firma baut op hirem Terrain Wunnengen, stellt dem Staat se zur Verfügung an huet fir 20 Joer e garantéierte Loyer, dee just liicht ënnert dem Marchéspräis läit, brauch sech awer duerfir ëm näischt ze këmmeren a bleift och Proprietär. De Staat kritt, laut deem, wat Der gëschter gesot hutt, e Virkaafsrecht a bezilt d'Differenz zum abordabele Loyer. Dat kléngt – op alle Fall vun deem, wat mer bis elo héieren hunn – no enger zolitter Renditt, déi garantéiert ass fir de Proprietär! Well ënner wéi enge Konditioune spillt zum Beispill dat Virkafsrecht? Zu egal wéi engem Präis?

Nach besser gëtt de Modell, wann d'Firma fir hir eege Salariéë baut an 20 Joer laang d'Differenz vum Loyer da gerechent kritt, a sech och do dann ëm näischt ze këmmere brauch – oder wéi? Wisou mécht de Constructeur dat net haut schonn? E muss jo net eng Rise-Plus-value erausschaffen, wann en et dofir mécht, datt seng eege Mataarbechter en Daach iwwert dem Kapp hunn. Et gëtt haut scho Firmaen, déi dat maachen an déi awer keng esou eng Kasko vum Staat dobäi kréien!

Zur Natur: Wéi geet et eiser Natur? Den Zoustand vun eise Gewässer, den Zoustand vun der Biodiversitéit vun de Bëscher weisen: Et geet der Natur net gutt. Et ass en enormen Defi, deen een net kann ugoen, wann een en net unerkennt. Or, mir hu gëschter heizou näischt héieren. Keng positiv Visioun zu Klima- an Naturschutz.

D'Regierung mécht keng éierlech a keng kohärent Politick, fir d'Klima- an d'Biodiversitéitskris an de Gréff ze kréien. De Réckgang vun der Natur an der Biodiversitéit, d'Klimakris an d'Zerstéierung vun eisen natierleche Ressourcen hunn all Ursaachen, déi d'Politick muss benennen an ugoen. Amplaz dëst ze maachen, huet d'Regierung aus dësen essentielle Ressorten an den éischte Méint e gesellschaftlecht Konflikttheema gemaach. Mir erkennen aktuell just eng grouss Kluft tëscht der Rhetorik an dem tatsächlechen Handelen. Et hätt een nach genuch Zäit ze handelen, net wéi bei akute Krisen. Dat Ganzt misst ee méi entspaant gesinn, huet et geheescht. Just well ee beschloss huet, klimaneutral ze ginn, an dovu schwätzt, heescht dat net, datt dat egal wéi antrëtt!

Engersäits stellt Der gréng Initiativen an d'Vitrinn a verkaaft se als Är eegen – Beispill „Natur auf Zeit", e Projet, deen net nëmmen den Ëmweltminister, mee och d'Leit dobausse soll begeeschteren –, anerersäits stellt Der den Natur- a Klimaschutz ëmmer erëm rhetoresch an den Eck. Dir begrenzt d'Naturschutzpolitick op d'Theema Vereinfachung a maacht d'Aen zou par rapport zum immense Biodiversitéitsverloscht, der Klimakris an den Efforten, déi et wäert erfuerderen, fir eis europäesch Engagementer anzehalen.

Dat erënnert un de bayeresche Ministerpresident, deen déi lescht Joren d'Ëmweltpolitick ridiculiséiert huet an elo huet mussen nokucken, wéi duerch säin Nethandele massiv Iwwerschwemmungen a Bayern méi schlëmm Konsequenzen haten, wéi wa verschidden Naturschutzmoossname geholl gi wieren.

Zouzätzlech ënnerstëtzt d'Regierung op EU-Niveau de Réckbau vum Natur- an Ëmweltschutz, Beispill Deregulëierung vun den neien OGMen oder och den Ofbau vun Ëmweltoplagen an der Landwirtschaft.

Wat mer awer wierklech bedaueren, dat ass, datt Der de Leit elo wëllt Loscht maachen, méi nohalteg ze liewen, andeem Der d'Subventiounen erofschrauft. Jo, d'Elektromobilitéit hëlt zou, mee mir sinn awer nach net do, wou mer sollte sinn. An Dir setzt elo d'Subsiden erof an enger Hauruckaktioun, wat genee wéi bei de Klimaprimmen zu engem kënschtlechen Drock op de Marché féiere wäert.

Dir sot nach de Moien am Radio, manner Aiden auszebezuele wier méi sozial a méi ekologesch. Dat stëmmt nëmme bedéngt. Als Famill, déi keng dräi Kanner huet a just een Auto wëll hunn, deen awer fir all méiglech Situatioune genotzt ka ginn, riskéiert ee mat deem, wat den Ament um Marché ass, duerno keng oder just nach eng oneffikass Aide ze kréien. Et ass an onsen Aen ze fréi an ze holpereg, fir dat elo esou, wéi Dir et elo maacht, erofzeschrauwen.

Datt een den Auto méi laang hale muss, fanne mer eng gutt Saach, genee wéi d'Primm vun 1.500 Euro fir den Occasiounsmaart. Mir bedaueren awer och bei den anere Mobilitéitsprimme beim Vëlo, dass do fir d'Familljen net eng Ausnam geschaf ginn ass, wa se e Vëlo fir hir Kanner wëlle kafen. Do hätt een och zum Beispill kënnen op de Wee vun engem Occasiounsmarché goen, wann een déi Aiden da ganz ewechhëlt.

Wat ons awer och Suerge mécht, ass, datt d'Energiepräisser elo ab dem 1. Januar wäerte fir jiddwereen an d'Luucht goen. Beim Gas fält d'Hëllef ganz ewech, mee de Gaspräis wäert dat nächst Joer just liicht klammen, iwwerdeems den Elektreschpräis riskéiert, ëm 60 % an d'Luucht ze goen an d'Regierung just nach 30 % vun där Hausse couvréiert. Dat heescht, déi Leit, déi ëmgeklomme sinn op Wäermepompel, op E-Auto an déi net an deenen allerënneschte Gehälterklasse leien, déi mussen elo selwer dropleeën. Déi Suen also, déi se op där enger Säit duerch d'Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell erakréien, déi musse se dann nees ausgi fir hir Elektreschrechnung.

Mir froen ons och, wéi en Impakt dat op d'Inflatioun huet. De Statec hat am Kader vum Budget virgerechent, datt, wann déi Primmen, also deen Deckel géing ewechfalen, d'Inflatioun nees géing zolidd an d'Luucht goen. Ech gi jo dervunner aus, datt Der dat do duerchgerechent hutt, duerchrechne gelooss hutt.

Dir kënnt eis jo hoffentlech herno da bei Ärer Äntwert soen, wat den Impakt vun deem Ewechfale vum Deckel op d'Inflatioun ass.

Nach e Wuert zu der Verlängerung vun den Top-up-Aiden aus der Tripartitt: Dës lafen Enn des Mounts aus, an eréischt zwou Woche virdru kommt Der dann elo mat der Annonce, wéi et weidergeet. Ech mengen, den Hickhack iwwert d'Gesetz huet d'Madamm Bofferding schonn am Detail de Moien duergeluecht. Ech kommen elo net nach eng Kéier dorobber zréck. Mee et ass schonn och eng Onsécherheet, déi hei onnéidegerweis geschaf gouf, an och en zousätzleche Frust, deen net hätt misse sinn.

Wéi geet et eiser Wirtschaft? D'Ursula von der Leyen – a méi rezent awer och Dir, Här Premierminister – féiert en Narrativ vu „méi Wirtschaft, manner gréng". Och dëse Géigesaz ass Quatsch. Dat ass evident, wann ee sech zum Beispill Amerika ukuckt mat hirem Inflation Reduction Act, dee mat enger grénger Industriepolitick gutt Aarbechtsplazen an den USA wëll schafen. Et ass e falschen Debat, deen zwar vläicht elektoral zéie kann, mee mat deem mir Europäer eis e beispilllose Schoss an den eegene Knéi setzen.

Entre-temps warne souguer d'CEOe vu groussen europäesche Konzerner, dass d'EU d'Transitioun an domat och de Wuelstand vun der Zukunft verpennt. Zum Beispill de CEO vu Repsol, dee seet, Europa dierft d'Energietransitioun net erëm opginn. De CEO vu Mercedes, dee géint Strofzëll op chineeseschen Elektroautoen ass. Just de CEO vu Lëtzebuerg, bei deem ass de Memo nach net ganz ukomm.

Wie wëll, fënnt Weeër. Wien net wëll, fënnt Grënn. Mir brauchen e Plang fir d'Zukunft an net e Festhalen un der Vergaangenheet. Eng gesellschaftlech Transformatioun hin zu méi Nohaltegkeet ass keen ideologescht Hirngespinst, mee eng Noutwendegkeet. D'Gefore fir d'Klima an d'Ëmwelt, déi vun eiser Aart fir ze liewen, eisem Produktiouns- a Konsumverhalen ausginn, si säit Joerzéngte bekannt. De Glawen, datt de Maart alles vun eleng riichte wäert, steet exemplaresch fir eng Politick, déi am Geescht vum Näischtmaache steet. Mir brauchen e Staat, deen net polariséiert an d'Gemidder auserneendreift, mee deen eis verbënnt, fir wichteg gemeinsam Ziler ze erreechen.

An deem Kontext och: Technologieoppenheet. An ech mengen, mir sinn eis eens, datt et ouni Innovatioun an nei Technologië keng Léisunge fir de Klimawandel géif ginn. Mee d'Fro ass net, ob mir Technologie brauchen, fir eis ze hëllefen. Dat ass sous-entendu. D'Fro ass, ob mir dervun ausginn, datt de Maart dës Technologië vu sech aus fräi entwéckelt. A wann, ob dës och zur Zäit komme wäerten oder ob mer net awer eppes dofir maache mussen. Effizient Mäert entsti souwisou eréischt duerch kloer Spillreegelen an duerch Vertrauen, soss kënnt keng effikass Ekonomie zustanen.

A wa mer bei de Mäert sinn: Wéi geet et eise Finanzen? Et bestätegt sech ëmmer méi: Dëst ass keng Regierung vum Fortschrëtt, mee eng Regierung, déi mat falsche Léisungen aus der Vergaangenheet probéiert, neie Schwong an d'Lëtzebuerger Politick ze bréngen.

Wann een eng Kéier séier den Iwwerschlag mécht vun all de Steierreduktiounen, déi ab nächstem Joer spillen, kéint een op eng 500 Milliounen Euro d'Joer kommen. Wann een dann nach den zousätzlechen Effort de défense derbäirechent, komme pro Joer nach eemol eng 100 Milliounen Euro dobäi, bis zu zousätzlech 700 Milliounen Euro ab 2030. Dat sinn dann eleng duerch dat, wat elo gëschter an déi lescht Wochen ugekënnegt gouf – also Reduktiounen um Steierniveau, déi chiffréiert sinn, an den zousätzlechen Effort de défense –, bis 2030 1,2 Milliarden d'Joer méi, wéi am Pluriannuel stinn. An dat an engem, wéi Der selwer sot, „schwierege Kontext". Dir setzt weiderhin drop, datt eleng de Konsum vum Eenzelnen an d'Attraktivitéit vun der Plaz de finanzpolitesche Equiliber hierstelle soll. Mir hoffe wierklech, datt déi Wett opgeet, mee se sent awer och definitiv dat falscht Zeechen no baussen.

Steet dës Regierung nach zur Ausso vum Finanzminister am Mäerz, datt et drëm geet, déi sozial Schéier méi no beieneenzebréngen? Dovun hunn ech gëschter näischt héieren. Well dat wier jo ëmmerhin eng gesamtgesellschaftlech Visioun gewiescht, vun där et plausibel ass ze mengen, dass se wierklech vill Problemer am Fong ugeet, dorënner och d'Aarmut, d'Gerechtegkeet an d'Klimafro. Äre Choix, fir ze soen, d'Vereinfachung vun de Prozedure wier do de Kinnekswee – déi ass eng Nummer ze kleng geduecht, fir de Constat vu Krisen, deen Der selwer maacht, unzegoen.

D'Ambitioun, déi am Budget ugekënnegt gouf, vun der Reduktioun vun der faméiser Schéier, wou fanne mir déi an Ären Deklaratioune vu gëschter erëm? Do gouf et op där enger Säit d'Promoteuren, de Bausecteur, an op där anerer Säit déi Aarm. Firwat si vill vun deenen Ukënnegungen awer carrement kontraproduktiv? Promoteure méi räich maachen, Betribsbesteierung erofsetzen, Régime impatriés a Prime participative ausweiten – an dann d'Energiehëllefe kierzen? Fakt ass, d'Regierung katapultéiert dat räicht Enn vun der Schéier sou séier no uewen, dass déi ënne guer net kënnen nokommen. Ass dat net en Desaveu vum Finanzminister sengem Constat, datt grad do misst ugesat ginn?

D'selwecht beim Klima, wou d'Visioun sollt sinn: D'Leit mathuelen, ouni ze nerven. An elo ginn d'Hëllefen an d'Primmen zréckgeschrauft an e bëssen u Prozedure gedoktert. Och dat ass net de plausibele Wee an entsprécht och net der Ambitioun, déi versprach gouf.

Neie Schwong géife mer awer zum Beispill kréien, wa mer séier eng gerecht a ressourcëschounend Steierreform géifen ëmsetzen. Domadder hëllefe mer de Menagen an den Entreprisen a maachen eist Land prett fir d'Zukunft.

Ech deposéieren dofir eng Motioun …

***Motion 3***

*« relative à une réforme fiscale écologique, sociale et équitable »*

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– l'augmentation du taux de risque de pauvreté à 19 % en 2023, les ménages monoparentaux étant particulièrement touchés ;*

*– la difficulté pour une part croissante de la population de se loger au Luxembourg face aux prix toujours élevés sur le marché privé et le manque d'offre de logements ;*

*– l'importance de financer des investissements publics considérables au cours des prochaines années notamment dans la transition énergétique, le logement abordable et la mobilité durable ;*

*– la nécessité de renforcer la transition écologique en soutenant des investissements privés ;*

*– la situation économique actuelle marquée par une stagnation de l'économie dans un contexte international difficile,*

*invite le Gouvernement*

*– à préparer une réforme fiscale écologique, sociale et équitable en vue de son implémentation pour l'année 2025 ;*

*– à combattre la pauvreté en réduisant la charge fiscale des ménages à bas et moyens revenus par des mesures fiscales ciblées par l'augmentation des crédits d'impôts salariés, indépendants, pensionnés, monoparental et salaire social minimum ;*

*– à garantir plus de justice fiscale tout en mobilisant des recettes supplémentaires pour financer des investissements d'avenir par l'augmentation du taux marginal maximal de l'impôt sur le revenu des personnes physiques à 45 % et par l'introduction d'une imposition des plus-values immobilières réalisées suite à des décisions administratives, comme p. ex. l'augmentation de la densité permise au niveau d'un terrain à bâtir ;*

*– à combattre la crise du logement par l'augmentation de l'offre de logements en priorisant la mise en œuvre des projets de l'impôt à la mobilisation de terrains et de l'impôt sur la non-occupation de logements ;*

*– à renforcer les efforts en matière de transition écologique et de finance durable en favorisant fiscalement les investissements des personnes physiques dans des activités durables telles que définies par la taxonomie européenne, hors nucléaire et gaz naturel ;*

*– à soutenir davantage les entreprises dans la transition écologique en préférant l'introduction d'avantages fiscaux supplémentaires favorisant des investissements dans l'économie circulaire, les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, etc. à une diminution générale et non ciblée du taux d'imposition de l'impôt sur le revenu des collectivités.*

*(s.) Sam Tanson, François Bausch, Meris Sehovic, Joëlle Welfring.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | … mat fënnef konkreete Proposen:

D'Aarmut an de Phenomeen vun de Working Poor bekämpfen: Entlaaschtung vu Stéit mat niddregem Akommes iwwert d'Erhéijung vum Steierkreditt Salariés a Salaire social minimum.

Méi Steiergerechtegkeet a Recettë fir de Finanzement vun Investitiounen: d'Erhéijung vum Spëtzesteiersatz op 45 % a Meerwäertabgaben op Plus-valuen, déi op administrativ Vereinfachungen zréckginn.

Zousätzleche Wunnraum mobiliséieren: d'Mobiliséierungssteier an d'Leerstandssteier erhéijen, méi séier gräifbar maachen a séier ëmsetzen.

Méi klimafrëndlech Investitiounen: Privatinvestitiounen a klimafrëndleche Beräicher duerch Privatpersoune steierlech begënschtegen.

A Betriber geziilt ënnerstëtzen: amplaz allgemeng Betribsbesteierung erofzesetzen, geziilt zousätzlech steierlech Begënschtegunge fir Investitiounen an déi digital an energeetesch Transitioun.

Dir sicht Schwong an albekannte Léisungen, déi scho probéiert goufen an déi eis deemools an d'Laberente bruecht hunn. E Gesamtkonzept ass leider bis elo net ze erkennen. Do, wou et Konzepter gëtt, dat ass virun allem beim „manner": manner Steieren, manner nerven, manner Fokus op de sozialen Zesummenhalt an op eis Ëmwelt. Eng positiv Visioun, wou d'Land hi soll, mat neien Iddien, déi vermësse mer.

Dat Ganzt an enger Zäit, wou ganz Europa virun der Erausfuerderung steet, an d'Zukunft ze goen, amplaz der Vergaangenheet nozetraueren. Mat esou engem Virgoe kritt een an der Chamber vläicht

d'Zoustëmmung vun der ADR, mee d'Land bréngt een esou net virun.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Et léisst een duerch dee Mangel u Visioun am Endeffekt d'Leit am Stach, och d'Entreprisen am Stach, déi sech e politesche Leadership erwaarden a keen Zréckgerudders.

A jo, d'Mënsche wënsche sech den Ament e Festhalen, voire en Zréck. Mee mir sinn de jonke Generatiounen et schëlleg, eng Politick ze maachen, wou net si den zweete Präis kréie géintiwwer der Generatioun vun hiren Elteren a Grousselteren.

D'politescht Zil vun der Regierung sollt et sinn, d'Bewosstsinn ze stäerken, dass mir all an engem Boot sëtzen, an op der Basis dovunner gesellschaftleche Réckhalt ze schafe fir ambitiéis a progressiv Projete fir d'Zukunft. Net ee géint deen aneren ausspillen an dobäi eis Ëmwelt, déi Jonk an déi aarm Deeler vun eiser Gesellschaft op der Streck loossen, fir den Happy Few hir Privileegien ofzesécheren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, gëschter hu mer dann déi éischt Ried zur Lag vun der Natioun vun der neier Regierung héieren. Et waren e puer nei Annoncen derbäi, virun allem a punkto Logement an Ëmweltsubventiounen. Mee – an dat muss ee fir d'éischt soen – gefillt d'Hallschent vun deem, wat de Premier gëschter op dëser Plaz gesot huet, stoung schonn am Regierungsaccord, huet e schonn an der Regierungserklärung erzielt oder am Budget, dee mer och schonn heibannen en long et en large diskutéiert hunn.

Beispill: weiderhin 1 % Entwécklungshëllef. Jo, dat ass gutt. Mee dat hutt Der souwisou scho fir déi nächst fënnef Joer versprach. An Dir hutt et am Budget dëst Joer als Gesetz gestëmmt. Wëllt Der dat also elo all Joer erëm am État de la nation widderhuelen, esou nom Motto: „Wat ech et méi oft soen, wat et besser gëtt", oder: „Hoffe mer op d'wundersame Geldvermehrung." Ech verstinn et net, well ech hat wierklech d'Gefill, beim État de la nation sollt ee sech net op Saache fokusséieren, déi ee schonn dräimol gesot huet, mee op nei Mesüre respektiv op den Zoustand, den État vun eisem Land. Dat ass dat, wat d'Leit interesséiert, an net, dat repetéiert ze kréien, wat se scho wëssen.

Mir Piraten wëllen dann am Ufank awer op eng Rei Mesüren agoen, déi mer positiv fannen. Mir fannen et gutt, datt weider un der administrativer Vereinfachung geschafft soll ginn. Dat ass batter néideg, souwuel beim Theema Logement wéi och bei der Aarmutsbekämpfung. Projeten, déi elo ugekënnegt gi sinn, wéi en nationaalt Bautereglement fir 2025, wou et nach ganz, ganz vill Froe gëtt, hu mir Piraten scho laang gefuerdert. Datt d'Biergerinnen an d'Bierger elo net méi dem Staat mussen Dokumenter schécken, déi dee souwisou scho laang huet, dat ass nëmme richteg.

Mee da probéiert emol heiansdo, dem Staat Dokumenter ze schécken. Dat kann esou wäit goen, datt ee vun der Steierverwaltung E-Maile kritt, op déi een da probéiert ze äntwerten, an da kritt een eng automatiséiert Äntwert zeréck vun der Steierverwaltung, datt dee betraffenen Agent guer net d'Recht huet, fir eng E-Mail ze kréien. Et soll ee sech dach wannechgelift direkt un de Steierbüro wenden. Esou vill zum Theema administrativ Vereinfachung.

Mee vläicht mécht dat Är Tâche méi einfach, léif Regierungsmemberen. Vläicht mécht dat d'Tâche vun deene sougenannte „low-hanging fruits" méi einfach, fir déi séier kënnen ze plécken a séier tangibel Resultater fir d'Biergerinnen an d'Bierger ze schafen.

Mir Piraten hu schonn oft gesot, datt de Staat op de Käschte vun de Leit Geld spuert, wann een Hëllefen aféiert, mee d'Leit net oder net genuch driwwer informéiert an hinnen och bei der Ufro net zur Säit steet. Datt hei elo seriö soll dru geschafft ginn, dat kann een nëmme begréissen. Et ass héich Zäit, och méi preventiv Gesondheetsversuergung ze maachen, zum Beispill bei de Kanner. Dat ass gutt a mir begréissen et.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, erlaabt mer … Et muss ee jo och déi Saache soen, déi gutt sinn, an dozou gehéiert sécherlech och, datt PV-Anlagen a kleng Wandrieder da jee no Resultater vun enger Etüd solle bei an iwwert d'Autobunne kommen. Och dat eng Fuerderung vun de Piraten, déi scho méi laang hei ass, wou eng ganz Rëtsch Questionparlementairen un déi lescht Regierung goungen an ëmmer erëm negativ beäntwert goufen. Dofir sinn ech frou, datt an deem Dossier och eng gewësse Beweegung no vir kënnt.

A bei den ugekënnegte Mesüre si mer dann och frou, datt d'Regierung de Leit elo endlech en Deel vun den ze vill bezuelte Steieren duerch eng weider Upassung vun der Steiertabell zeréckgëtt.

Och begréisse mer, datt d'Leit an den Altersheemer alt weider viru Präisexplosioune geschützt solle ginn.

An dat, wat mer scho virun e puer Joer, nämlech 2022, bei der Ried zur Lag vun der Natioun vum Premier Bettel gefuerdert hunn, kënnt dann och elo zum 1. Januar 2025, nämlech eng Upassung vum Steierkreditt fir Alengerzéiend.

Dëst sinn eng Rei vun de Mesüren, déi mir Piraten wäerte matdroen. Mee et gëtt natierlech och Saachen, déi mer net esou guttheesche kënnen. An do kommen ech e bëssen op de Fuedem, dee sech awer duerch d'Deklaratioun zur Lag vun der Natioun vum Premier gezunn huet.

Här President, et zitt sech an den Ae vun eis Piraten e Fuedem duerch dës Ried zur Lag vun der Natioun: D'Leit ginn informéiert iwwer eng Pensiounsreform, d'Leit ginn informéiert iwwert d'Logementsaiden, d'Leit ginn informéiert iwwer en nationalen Aarmutsbekämpfungsplang, mee matentscheeden, dat kënne se net, dat ass eppes aneres. Et gëtt zum Beispill kee Biergerrot opgestallt, dee bei der Pensiounsreform, déi dës Regierung wëll maachen, soll matschaffen an eegen Iddie soll matabréngen.

Mee maacht Iech keng Suergen, léif Regierung, Dir hutt do déi vollsten Ënnerstëtzung vun der fréierer Rentegerechtegkeetspartei, déi gëschter op der Télee gesot huet, si wären absolut derfir, datt ee mol bei de Renten eppes misst maachen. Also ech kann Iech soen, déi aner Oppositiounsparteien, deenen ass de Kënn erofgefall. Dat hate mer eis net erwaart. An esou hutt Der vläicht, Madamm Deprez, déi éischt Gäscht scho fir Är Table-ronden, déi Der organiséiert, wou Dir jo aleng entscheet, wien Der invitéiert. A wann ech haut schonn an der Press liesen, datt eng grouss Gewerkschaft der Meenung ass, datt déi Jonk jo awer näischt mat der Rentendiskussioun sollen ze dinn hunn, da kann ech nëmmen de Kapp rëselen. Et sinn nämlech genau déi, déi herno mat den Entscheedunge vun haut musse liewen!

An och dofir hoffen ech – an dat ass mäin Appell dann un d'Regierung –, datt se eebe grad op deen Appell net ageet a weiderhin déi Jonk wäert participéiere loossen. Mee just Table-ronden, Diskussiounsowenter, wou d'Ministesch decidéiert, wat d'Theema, wat d'Froen, jo, a wien d'Invitéë sinn, dat geet eis net duer. Dat ass keng reell Matbestëmmung an dem Debat si vu virera kënschtlech Grenze gesat. Et ass e Matbestëmmungsmärchen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Leit ginn net matdecidéiere gelooss. Si ginn och net matdecidéiere gelooss, wéi mir an der Logementskris solle virgoen. Gewerkschaftsvertriederinnen a -vertrieder, déi jo awer eng grouss Unzuel un Aarbechter/innen hei am Land vertrieden, waren ufanks des Joers zum Beispill net fir de Logementsdësch invitéiert. Si sinn zum Schluss informéiert ginn, mee si hunn net dierfe matdecidéieren, geschweige denn -diskutéieren. Et huet geheescht, datt d'Theeme vum Logementsdësch net hire Sujet wären.

Dobäi sot de Premier gëschter selwer, datt de Logementsproblem déi gréisste Suerg vu ville vun eise Matbiergerinnen a Matbierger ass. Direkt am Saz duerno geet en dann op d'Aarbechter an d'Aarbechterinnen am Secteur an. Et ass also och hire Sujet. Et geet net duer, d'Vertrieder vun de Biergerinnen a Bierger duerno schwätzen ze loossen, wa schonn alles decidéiert ass.

Huet sech d'Regierung nämlech bei hirem Zéngpunkteplang gefrot, wat d'Biergerinnen an d'Bierger wëllen, oder just, wat de Secteur wëll? Wëllen d'Leit, datt Enteegnungen duerch en Terraintausch solle méi einfach ginn? Wëllen d'Leit, datt abordabel Wunnengen elo solle méi kleng gebaut ginn? Wéi fannen d'Leit dat, datt d'Regierung hei de Promoteure weider Kaddoe mécht? Wat géifen d'Biergerinnen an d'Bierger zum Beispill vun der Iddi vum Mietkauf halen, déi mer scho säit Jore proposéieren?

Déi Mesüren, déi d'Regierung bis elo hei proposéiert huet, déi begréisse mer an deem Sënn, datt mer frou sinn, datt hei séier eppes proposéiert gouf. Et sinn och verschidde gutt Mesüren derbäi, verstitt mech net falsch, déi mer och kënne matdroen, au cas par cas, wann d'Texter da bis an d'Chamber kommen a mer Zäit hunn, se am Fong ze analyséieren. An ech hat dat och schonn am Ufank gesot, mee d'Wunnengspolitick vun der Regierung ass awer net ausräichend, wann ee kuckt, wéi vill Geld mer investéieren a wéi vill herno wierklech bei de Leit ukënnt. Déi meescht vun den haut ugekënnegte Mesüren hëllefen net direkt den Éischtkeefer oder der mëttelstännescher Famill, mee de Multiproprietäre respektiv de groussen Investisseuren.

CSV/DP steet net fir eng Demokratiséierung vum Logement, mee fir e Bäibehale vun de Besëtzverhältnisser. Här bleift Här a Max bleift Max.

Mir Piraten si fir eng nei, jo eng aner Logementspolitick, eng, déi derfir suergt, datt déi Leit, déi hei am Land sinn a schaffen, och kënnen hei am Land wunnen. D'Piraten sti fir eng Logementspolitick, déi net nëmmen deenen hëlleft, déi eppes kafe wëllen, mee och deenen, déi loune mussen. Fir eis Piraten muss dofir an der Locatioun gehollef ginn, fir datt d'Loyeren net weider konstant an d'Luucht schéissen.

Bei all deene Mesüren, déi d'Regierung bis elo a punkto Logement ugekënnegt huet, gi mir Piraten d'Gefill net lass, datt hei haaptsächlech eppes fir d'Promoteure gemaach gouf, fir d'Leit mat Honnerte Wunnengen. A well mer dat Gefill hunn an et net lassginn a mer awer ganz gäre Fakte géife wëssen, Här President, hunn ech Iech eng Motioun matbruecht, déi no méi Statistike freet, enger Evaluatioun vun de Mesüren no engem respektiv no dräi Joer, fir esou erauszefannen, wien déi wierklech Beneficiairen dovunner waren, soudatt mer eeben net op

d'Bauchgefill musse goen, mee datt mer eis kënnen op haart Zuele beruffen.

Här President.

***Motion 4***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,*

*– datt eng Rei Mesüren nom Logementsdësch der Chamber proposéiert gi sinn. Dës goufe schonn am Gesetzesprojet 8353 festgehalen a gestëmmt;*

*– datt den Aarbechtsgrupp fir administrativ Vereinfachung seng Aarbechten ofgeschloss huet an elo weider Mesüre sollen ëmgesat ginn;*

*– datt verschidde Mesüren dem Staat entweeder manner Geld abrénge wäerten, duerch Decisioune wéi d'Erëmféiere vum Amortissement accéléré, an datt aner Mesüren de Staat kaschte wäerten, esou zum Beispill de Pilotprojet, wou ëffentlech Promoteure kënne Wunnengen, déi de Privatsecteur op sengem eegenen Terrain baut, fir 20 Joer lounen amplaz se ze kafen.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*– fir no 1 Joer an no 3 Joer eng Evaluatioun ze maachen, déi soll feststellen, wéi engen Akteuren (Firmen, Primoaquereuren, Multiproprietären, Privatstéit) dës Mesüren zeguttkomm sinn an a wat fir engem Mooss. Dës Evaluatioun soll och d'Montanten analyséieren, déi eenzelne Firmen zeguttkomm sinn, a si sollen ëffentlech zougänglech gemaach ginn.*

*(s.) Sven Clement.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mee nom Liese vum Zéngpunkteplang schéngt et, wéi wann d'Iessen deemools beim grousse Bauhär kuerz virun de Wale sech fir de Bauhär dach déck bezuelt gemaach hätt. Well den Zéngpunkteplang, léif Kolleeginnen a Kolleegen, deen hätt kënnen op enger Zerwéit entstane sinn deen Owend, op enger Zerwéit zu Monnerech am Restaurant, ronderëm e Patt Wäin, wou zéng Punkte vum Bausecteur der neier Regierung, der zukünfteger – deemools nach zukünfteger – Regierung, op der Zerwéit an d'Hausaufgabebichelchen diktéiert goufen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Sven Clement** (Piraten) | An d'Regierung huet geliwwert: Si setzt déi zéng Punkte vun där Zerwéit vun deem Owend haut ëm.

Jo, de Premier Luc Frieden ass net de CEO vu Lëtzebuerg! En ass den Handlanger vun deenen, déi sech déi lescht Joerzéngten eng gëllen Nues mat der Logementskris verdéngt hunn. An datt dofir eng zoubetonéiert Plaz no him benannt gouf, dat ass dann awer wierklech nach treffend!

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Passt op, datt Der net verklot gitt!

*(Hilarité)*

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Vun de Promoteurskolleege vum Premier?!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech ziddere schonn. Dir gesitt, ech zidderen, Här Baum.

*(Interruption)*

Well et kann ee sech d'Fro stellen: Wou bleift den Aktivismus vun der Regierung, dee se dobäi un den Dag leet, fir de Millionären, de Multiproprietären, de Promoteuren ze hëllefen, an anere Krisesituatiounen? Virun de Walen hunn d'Leit kloer wësse gedoen, datt se eng Steierreform wëllen. Och hei dierfe se no de Walen awer net matdecidéieren. Si dierfen hir Meenung soen – a wéi engem Forum, wësse mer nach net ganz –, mee esou wierklech gehéiert gi se net.

D'Fuerderung, datt dës Reform sollt esou séier wéi méiglech kommen, gëtt no hanne geschubst. Méi Netto vum Brutto war versprach, mee mam Auslafe vum Energiepräisdeckel riskéiert d'Kafkraaft vun de Leit awer, méi kleng ze ginn – trotz der Upassung vun der Steiertabell!

Jo, d'Upassung vun der Steiertabell, dat ass jo u sech eng gutt Iddi. An ech hu virdru scho gesot, datt et eng gutt Iddi ass, datt mer dat maachen. A mir stinn och do derhannert. Mee mir Piraten hu schonn am Dezember hei eng Motioun deposéiert gehat, wou mer u sech en Automatismus fuerderen. Net den Automatismus, datt et direkt geschitt, mee den Automatismus, datt d'Regierung obligéiert ass – e bësse wéi bei de Renten –, fir, wa gewësse Seuilen iwwerschratt ginn, e Gesetz ze presentéieren, wat dann an der Chamber diskutéiert gëtt, a wou een dann natierlech all Upassunge ka virhuelen, déi musse sinn, mee datt à la base dovunner muss e Gesetz …

**Une voix** | Jo.

**M. Sven Clement** (Piraten) | … op de legislative Wee kommen. Och déi Motioun huet keng Majoritéit fonnt.

*(Interruption)*

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Klimakris trëfft eise Planéit alljoers méi staark, mee d'Regierung relativéiert a seet, si géifen dru schaffen, fir a Richtung vun der Klimaneutralitéit ze goen. Beim Kampf géint de Klimawandel hat déi viregt Regierung versprach, si géif d'Leit matdecidéiere loossen. D'Propose vum Biergerrot vun deemools goufen awer nëmmen dann iwwerholl vun der Regierung, wann et hinnen an de Krom gepasst huet. Déi ganz Aarbecht vun de Leit, déi sech informéiert hunn, Pisten opgezeechent hunn, ausgeschafft hunn, jo, déi goufen am ronnen Dossier klasséiert. An dat war et! Och sot de Premier, datt dës Regierung net wëlles hätt, weider Biergerréit anzeféieren, respektiv dësen e legale Kader ze ginn.

Et sti grouss gesellschaftlech Debatte virun der Dier! Mir hunn iwwert d'Pensioune geschwat. Wéi wëlle mer an Zukunft zesumme liewen? Wéi wëlle mer dat Liewe finanzéieren? Jo, alles dat si grouss Froen, déi och grouss Debatte bräichten. Mee amplaz grouss Debatten an eng Visioun fir genau déi Zukunft ze liwweren, kréie mer vun der Regierung eng Oplëschtung a Pläng, amplaz vun enger Approche, wéi mer d'Leit alleguerten zesumme mat an e Boot kënnen huelen, wéi mer alleguerte kënnen zesumme partizipativ doriwwer diskutéieren.

Vu datt dës Regierung net wëllt d'Leit matdecidéiere loossen, beschäftege mir eis dann haut mat deem, wat se a punkto Klimamesüren decidéiert hunn. D'Leit kréie manner Hëllefen, wa se Fotovoltaikanlage bauen. D'Leit kréie manner Hëllefen, wa se en Elektroauto kafen. An déi meescht Leit kréie keng Hëllef méi, wa se en Elektrovëlo kafen. Méi Netto vum Brutto! A, nee, dat doten ass manner Netto vum Brutto. Lo hat ech scho bal d'Propaganda vun der Regierung gegleeft.

Et gesäit een an Däitschland am Moment ganz gutt, wéi eng Konsequenzen et kann hunn, wann een de Leit d'Subside sträicht: 30 % manner Elektroautoen zougelooss am Mee 2024 wéi am Mee 2023 an Däitschland. Dat ass enorm! Domadder erreecht een d'Klimaziler net.

Och eis Verkafs- an Umeldungszuelen a punkto E-Bikes an E-Autoe wäerten no dëser Annonce erofgoen, well d'Leit rose wäerte sinn op eng Politick, déi se net kënnen novollzéien. Bal jiddwereen hei an der Chamber betount ëmmer erëm, wéi wichteg de Kampf géint de Klimawandel ass. Ech soe „bal jiddwereen", well et gëtt eng Partei, déi dat net gleeft. Mee bon, et kann een net ëmmer gewannen.

Bal jiddweree behaapt … beweist, datt de Klimawandel bekämpft muss ginn. Mir encouragéieren d'Leit ëmzestellen: wech vu fossillen Energien, hin zu Stroum. A wat maache mer? Mir maache genau dee méi deier! Den Energiepräisdeckel gëtt zum Deel auslafe gelooss. Och dat: manner Netto vum Brutto. Mir gi manner Aiden, wat heescht, datt d'Leit méi mussen op den Dësch leeën. Dat heescht am Endeffekt: manner Netto vum Brutto. A matschwätzen däerfen d'Leit doriwwer och net!

Et ass awer iergendwéi komesch. Fir eng ganz Rëtsch Mesüren ass Geld do, zum Beispill, fir d'Kierperschaftssteier erofzesetzen. Do ass Geld do. Mee wann et drëms geet, de Biergerinnen a Bierger ze hëllefen, fir mat den $CO_2$-Ausstouss ze reduzéieren, dann ass kee Geld do. Dat demotivéiert d'Leit fir matzehëllefen a veronséchert se beim nächsten Autokaf zousätzlech. Dofir hu mir Piraten eng Motioun matbruecht, fir d'Primm vun den 8.000 Euro, zum Deel, ze erhalen.

Här Präsident, wannechgelift.

***Motion 5***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest, datt:*

*– déi viregt Regierung sech d'Zil gesat hat, datt bis 2030 solle 50 % vun de Gefierer op de Lëtzebuerger Stroosse mat Elektresch fueren;*

*– an Däitschland d'Ofschafe vun der Primm fir Elektroautoe verheerend Konsequenzen hat op d'Unzuel vun nei ugemellten Elektroautoen;*

*– Autoe fir Familljen oft déi 16 kW-Grenz géifen iwwerschreiden, ouni awer Luxusautoen ze sinn.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung:*

*1. fir d'Primm vum Klimabonus Mobilitéit weiderhin op 8.000 Euro ze hale fir Leit, déi vun engem Verbrenner op een Elektroauto ëmklammen, dee manner wéi 18 kW verbraucht.*

*(s.) Sven Clement.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt zwar gär gesot, datt een iwwert d'Geld net schwätzt, mee, ech mengen, datt dat hei méi wéi ubruecht wier, well et geet net ëm dem Premier säi Portemonni, mee ëm dem Steierzueler säin!

Mir Piraten wëllen awer mol froen, wéi mer dës Mesüren, wéi zum Beispill d'Reduzéierung vun der Kierperschaftssteier, all wëlle finanzéieren. Virgëschter huet de Finanzrot matdeele gelooss, datt den Defizit d'lescht Joer souwisou scho mol méi héich ausgefall ass, mee dëst Joer och nach vill méi héich ass, wéi ursprünglech geplangt. D'lescht Joer huet déi viregt Regierung gemengt, mir kriten 2024 3,8 % Wuesstum. Eng Previsioun, wou mir Pirate schonn deemools soten – ha! –, datt dat komplett irrealistesch wär!

Elo dann, an deene leschten Dokumenter vun der Regierung, schwätze mer vun 2 %. An och dat hale weeder mir nach d'Chambre de Commerce, déi jo lo net wierklech wuesstemsfeindlech agestallt ass, fir realistesch. Den internationale Wärungsfong – dat ass esou e lénksradikale Thinktank, mengen ech, esou aus dem Eck vum Här Baum a vum Här Wagner, deen …

*(Interruption par M. Marc Baum et hilarité)*

… absolutt wuesstemskritesch ass –, deen ass der Meenung, Lëtzebuerg géif, wann et gutt geet, 1,2 % Wuesstem kréien. An dat kléngt iergendwéi, wann ee sou kuckt, wéi d'Leit dobausse schwätzen, wéi et de Menagë geet, awer realistesch.

A firwat ass déi Aschätzung vum PIB esou wichteg? Mir Piraten hunn et schonn am Abrëll beim Budget eng Kéier erkläert: Well mat engem héije Wuesstem vum PIB och méi Recetten erakommen. Dat ass eng lineär Korrelatioun. D'Regierung geet also dovunner aus, wa se de PIB héich schätzt, de Wirtschaftswuesstem héich schätzt, datt se da méi Geld wäert hunn, wéi se am Endeffekt huet. Si mengt also, se kéint méi ausginn, wéi d'Experten an hire Prognosen dat soen.

An d'Regierung wéisst jo elo, wat se mat deem Geld wëllt maachen, vun deem se mengt, datt se et hätt. Jo, mee si huet et net! Dat heescht, am Endeffekt gi mer Geld aus, wat mer guer net hunn. Bei de Menagen heescht dat, datt een iwwer senge Moyene lieft.

Mee nach eng Kéier: D'Experten hei am Land soen eis, datt den Defizit fir dëst Joer sech wäert erhéijen. Dee vum lescht Joer, deen huet sech einfach mol mathematesch verduebelt. Do misst een och eng Kéier driwwer schwätzen, firwat mer hei zu Lëtzebuerg esou eng Fluktuatioun u sech an den Zuelen hunn. Et seet och vill doriwwer aus, wann de Finanzrot der Regierung muss soen: „Mir gi guer keen Avis zu Ärem PSC/PNR of, well u sech hutt Der eis eng Copie conforme vum Budget geliwwert, wou Der a Wierklechkeet nei Zuelen hätt missen afléisse loossen."

Jo, mir verstinn, Dir wëllt kohärent kommunizéieren op Bréissel. Mee nichtsdestotrotz sinn et zwou verschidde Prozeduren an zwee verschidden Dokumenter.

Firwat also um Märche vun deem héije Wirtschaftswuesstem festhalen?! Ass et, well hei eng Regierung vun Trickle-down-Believers sëtzt? Eng Regierung, déi mengt, wann ee just uewe bei deene Räiche genuch op den Dësch leet, datt da fir déi Aarm ënne genuch iwweregbleift? Ma an deene leschte Joerzéngten ass déi Theorie méi wéi eng Kéier widderluecht ginn.

Mir kéinten eis also d'Fro stellen, ob een net misst en aneren Usaz wielen, ob een net vläicht misst mat senge Moyenen haushalten. An dat ass sou e schéint Wuert, well an Däitschland: „Haushalt", dat ass de Budget. Déi Däitsch schwätze vun „haushalten" an net nëmme vun engem Budget. A vläicht misste mir och heiansdo erëm léieren, wéi mer mat deenen Zuelen, déi mer hunn, an net mat deenen Zuelen, déi mer eis erbäidichten, ëmginn.

*(M. Fernand Etgen prend la présidence.)*

Et gëtt haut de Schäin vun enger Mesür gemaach. A wéi mer dat Ganzt muer finanzéieren oder wou mer muer d'Geld hierhuelen, dat schéngt net esou wichteg. Oder mir hoffen drop, datt de Wirtschaftswuesstum dat Ganzt scho wäert iergendwéi riichtbéien. Alles an allem muss ee soen: Et ass vill Hoffnung an deem Budget. Dat gënnen ech der Regierung.

Den Här Baum, op där anerer Säit, huet gëschter gesot, et misst een Iech jo mol Zäit ginn, fir dat alles ëmzesetzen. Ma ech hoffen, datt Iech d'Zäit herno net fortleeft, Här Baum, an all de Kolleeginnen a Kolleegen aus de Majoritéitsparteien, …

*(Interruption)*

… well dat ass dat, wat der leschter Regierung anscheinend geschitt ass. Et gouf sou laang drop verwisen, datt de Koalitiounsaccord géif ëmgesat ginn, datt herno, wéi d'Wale waren, op eemol festgestallt gouf, datt de Koalitiounsaccord net ëmgesat gouf. An du ware mer alleguerten iwwerrascht, datt, zum Beispill, déi laang ugekënnegt Steierreform awer net koum. Dat heescht, ech wënschen Iech wierklech an all Ärer Hoffnung, datt Iech d'Zäit herno net fortleeft.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, alles an Allem muss ee soen: Dee Fuedem, dee sech duerch dee Budget zitt, vum Informéieren anstatt vum Partizipéieren, dee Fuedem vum „Mir entscheede vun uewen erof a mir hoffen, datt dat iergendwéi gutt ukënnt, well mir wësse jo, wat gutt fir Iech ass, obwuel mer da gläichzäiteg dat mat Scholde fir zukünfteg Generatioune finanzéieren, wou d'Leit dann och erëm just informéiert ginn awer net matdecidéieren däerfen", dat läit mer schwéier um Mo.

Dofir, Här President, an dat wäert elo keen heibanne wonneren, si mir Piraten net zefridde mat deem, wat de Premier gëschter hei virgestallt huet. Och wann eng ganz Rei vu piratesche Fuerderungen aus deene leschte Joren Uklang bei der neier Regierung fonnt hunn, sou gëtt hei Politick iwwert d'Käpp vun de Leit gemaach. Et gëtt Politick fir d'Promoteure gemaach. Et gëtt Geld ausginn, dat mer, laut Experten, eis net leeschte kënnen, jo, net hunn.

Mir Piraten wënschen eis eng Regierungspolitick, wou d'Leit kënne matdecidéieren, wou se kënne matschwätzen a wou hinnen net nëmmen nogelauschtert gëtt, mee wou se aktiv agebonne ginn. Mir wënschen eis eng Regierungspolitick, déi a Krisenzäiten eppes fir d'Biergerinnen an d'Bierger mécht, an net eleng fir d'Millionären. Mir wënschen eis eng Logementspolitick, déi och fir Locataren, fir déi, déi als éischt kafen, jo, fir d'Familljen do ass. Mir wënschen eis eng Klimapolitick, déi net nëmmen a Richtung Klimaneutralitéit geet, mee déi all Dag aktiv dru schafft, dat ze erreechen, an déi d'Biergerinnen an d'Bierger matschaffen a matschwätze léisst.

Jo, dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wär e Märchen, dat gären dierft wouer ginn. Heivunner gesi mer awer bei der CSV-DP-Regierung nach vill ze wéineg. An datt grad haut zwëschent den Debatten zum État de la nation d'Majoritéitsparteien, mat e bëssen Hëllef, eng Erhéijung vum Seuil fir Petitiounen duerchdrécken, ass de Beweis, datt et hei net drëm geet, nozelauschteren oder matschwätzen ze loossen, mee vun uewen erof ze decidéieren!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz richteg!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mee mir Piraten wäerten net opginn a weider appelléieren, proposéieren a kontrolléieren. Dat hu mer dann och haut gemaach.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Clement. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Dës Ried vum Premier zur Lag vun der Natioun fënnt dräi Deeg no den Europawale statt. An et dauert elo, falls näischt dertëschent kënnt, nach eng Kéier véier Joer, bis mer fir d'nächst wiele ginn. Duerfir mengen ech, datt et schonn interessant ass ze kucken, wat dann do virun dräi Deeg geschitt ass – hei am Land an an Europa.

Meng éischt Feststellung ass: D'Demokratesch Partei huet e bësse méi wéi dräi Prozent verluer, an domadder och ee vun hiren zwee Sëtz am Europaparlament.

*(Interruptions)*

An d'CSV ass op hirem historeschen Déif vun 2019 plus ou moins stagnéiert. Haut, am Géigesaz zu 2019, heescht de Parteipresident vun der CSV Luc Frieden. An och hien huet et net fäerdegbruecht, d'CSV aus deem historeschen Déif erauszeféieren.

*(Interruption)*

D'CSV huet par rapport zu de Chamberswale 6,3 % verluer. Elo kann een natierlech soen: „Dat si verschidde Walen an et geet ëm verschidde Saachen", mee et muss een awer feststellen, datt knapps aacht Méint no de Chamberswalen déi populär Zoustëmmung vun dëser Koalitioun vun 48 % op 41 % gefall ass.

An ech hunn et am November bei der Regierungserklärung gesot: datt nach keng Koalitioun esou wéineg populäre Support hat wéi dës. Sou gëllt dëst no den Europawalen nach eng Kéier méi staark. Nach ni virdrun, wéi Europawale waren, haten d'Regierungsparteie gemeinsam esou wéineg Stëmme wéi d'CSV an d'DP virun dräi Deeg! Dont acte. Well et seet schonn eppes aus iwwert de politeschen Zoustand vum Land an d'Ënnerstëtzung, an domadder och schonn iergendwéi iwwert d'Legitimitéit an d'Kredibilitéit vun der Koalitioun an der Bevëlkerung.

Den zweete Constat ass net manner bedeitend fir den Zoustand an d'Zukunft vun eisem Land. Mir hunn, am Géigesaz zu anere Länner, hei zu Lëtzebuerg kee Rietsruck erlieft. D'ADR huet nëmmen eppes méi wéi ee Prozent bäigeluecht, wat awer duerch d'Reschtsëtzverdeelung duergaangen ass fir ee Sëtz. An et ass och net fir d'éischt, datt d'ADR am Europaparlament vertrueden ass. Et ass also kee Ruck (veuillez lire: Et ass zwar fir d'éischt, datt d'ADR am Europaparlament vertrueden ass; et ass awer kee Ruck).

Mee ech mengen, datt mer eppes méi Geféierleches hei suivéieren, nämlech eng schläichend Entwécklung vun enger eeëmoleger Rentnerpartei hin zu enger ideologesch stramm rietser Parteimaschinn, déi, international vernetzt, elo zesumme mat der Postfaschistin Meloni an där selwechter Fraktioun sëtze wäert. An et ass eis och net entgaangen, datt et dës ADR war, déi an deene leschte Méint dee gréissten Fanboy vun der Regierung war an hir reegelméisseg Blummen op hirem Wee gestreet huet.

*(Hilarité)*

A villen – an dat ass mäin drëtte Constat – europäesche Länner hu mer awer, par contre, e Ruck erlieft – och wann e sech ugekënnegt huet –, dorënner eis zwee grouss Noperen. Besonnesch schlëmm a Frankräich, wou de President Macron no Jore vu verantwortungslosem Handelen d'Assemblée nationale opgeléist huet an Hals iwwer Kapp Neiwalen ausgeruff huet. Neiwalen, déi riskéieren, datt mer an engem Mount eng rietsextreem bis faschistesch Regierung an eisem Nopeschland hunn.

De Premier Luc Frieden huet d'Decisioun vum Macron als „couragéiert" bezeechent, vläicht well e geaant huet, datt d'Iwwerreschter vu senger Schwësterpartei a Frankräich, a besonnesch säi Presidentekolleeg, grad amgaang ass, eng historesch Allianz mat de Rietsextreemen ze schléissen. Mir mengen, datt dat net couragéiert war vum Här Macron, mee de Boulevard opgemaach huet fir den ordonéierte Suicide vun enger ganzer Natioun, an domadder den Ufank vum Enn vun der Europäescher Unioun.

Mee wann d'Nuecht am däischtersten ass, ass och den Dag am noosten. A mer hoffen, a mer setzen dorobber, datt all déi fortschrëttlech Kräften, déi am Moment a Frankräich amgaang sinn, sech ënnert dem Front populaire zesummenzefannen – vu Sozialiste, Gréngen a Lénken, Gewerkschaften, ONGen, Biergerinitiativen –, et fäerdeg wäerte bréngen, dës Tendenz ee fir allemol ëmzedréinen.

Den Zoustand vun der Europäescher Unioun ass warscheinlech mat kengem anere Land esou enk verknäppt wéi mat eisem, an domadder evidenterweis och mat eiser Zukunft. Et géif vill iwwert d'Konstruktiounsfeeler vun där ursprünglech fortschrëttlecher Iddi ze soe ginn, mee hei just een eenzegen: D'EU konnt leider ëmmer responsabel gemaach gi fir eng antisozial Politick, déi national Regierunge wollten, an déi si awer hire Bevëlkerungen op nationalem Plang net esou einfach verklickere konnten: ënnert de Stéchwierder „Liberaliséierung" an „Dereguléierung" ass europawäit de Sozialstaat ausgehielegt ginn a si Mënschen an Natiounen zuenaner a Konkurrenz gesat ginn. Stéchwuert: „Kompetitivitéit".

An Der gesitt, do si mer vun deem europäeschen Exkurs scho ganz séier beim Premier senger Ried: Dat Wuert „Kompetitivitéit" ass 16-mol a senger Ried gefall. Kompetitiv mussen Europäer géint Amerikaner a Chineese sinn. Kompetitiv musse Lëtzebuerger géint Fransousen, Iren, Däitscher, Hollänner etc. sinn. Ee géint deen aneren! Net mateneen, net Kooperatioun mat eisen Noperen, wéi een dat vun enger anstänneger Unioun erwaarde kéint, mee Konkurrenz tëschent allen a jidderengem. Dëst ass d'ailleurs och déi politesch Agenda vun deene Rietsen, an Europa an och hei zu Lëtzebuerg.

Dës Politick ass am Interessi vun enger Minoritéit vun Ultraräichen a Multinationallen, déi sech um Bockel vun de Leit hirer Aarbecht, vun den ëffentlechen Déngschtleeschtungen a schlussendlech duerch Raubbau un eisen natierleche Ressourcen eng gëllen Nues verdéngt hunn an nach weider verdéngen.

Dëst ass de politesche Kader, dee mer zanter Joerzéngte kennen an deem seng Konsequenzen ëmmer méi dramatesch ginn: wuessend Ongläichheeten an e Verloscht u Biodiversitéit, déi duerch de Klimawandel nach verstäerkt ginn. Dat ass d'Resultat vu joerzéngtelaanger neoliberaler Politick, déi den neie Premier Luc Frieden elo just wëll „Einfach. Besser. Modern" maachen.

A wann ech dem Premier gëschter gutt nogelauschtert hunn, da kéint ee mengen, datt d'Äntwert op all Problem fir dës Regierung d'prozedural Vereinfachung ass. Mat Prozedurevereinfachunge léise mer den Aarmutsproblem – einfach sou. Mat Prozedurevereinfachunge léise mer de Wunnengsproblem – einfach sou. A mat der Prozedurevereinfachung léise mer och nach de Klimaproblem a keen ass genervt – d'Welt vum Luc Frieden.

Wann et esou einfach wier, hunn ech mer gëschter geduecht, ma nondikass, firwat ass dann déi lescht 20, 25 Joer nach kee Mënsch op déi wonnerbar Iddi komm? Ech mengen, et huet domadder ze dinn, datt et net esou einfach ass, well d'Prozedure vereinfachen ass a ville Fäll sécher eng gutt, längst iwwerfälleg a begréissenswäert Saach. Mee se gëtt eis, éischtens, zanter Joerzéngte versprach an, zweetens, léist se de Problem net un der Wuerzel, mee se ass allerhéchstens Symptombekämpfung. Et ass letztlech e Manöver, fir sech déi onbequeem Froen net mussen ze stellen, fir Aktivismus virzeginn, ouni déi politesch Confortzon mussen ze verloossen.

Den eigentleche Problem, dat sinn nämlech déi sozial Inegalitéiten, déi permanent klammen. Eréischt virgëschter huet de Statec déi neisten Zuele presentéiert: Den Ënnerscheed tëschent dem ënneschte Fënneftel um Wupp vun der sozialer Leeder an dem ieweschte Fënneftel ass weider massiv geklommen. Sozial Ongläichheet ass och net gläich Aarmut, mee et bedeit op där anerer Säit och eng Konzentratioun vu Räichtum an e puer Hänn.

An ënner sozialen Ongläichheete leiden net nëmmen déi ënnen, mee sozial Inegalitéiten zéien all d'Membere vun enger Gesellschaft erof. An dat weisen all international Etüden: All déi Länner, wou d'Ongläichheet grouss ass, do gëtt et méi Onsécherheet, do gëtt et méi sozial a Gesondheetsproblemer an der ganzer Gesellschaft. Méi Ongläichheet bedeit manner Wuelbefanne vun de Kanner, manner Benevolat, manner gesellschaftlecht Engagement, manner Vertrauen an d'Noperen a méi psychesch Erkrankungen, gradesou wéi méi Kriminalitéit. Oder anescht gesot: Ongläichheete schafen Angscht an enger Gesellschaft.

An Angscht ass dat Gëft, dat eis Gesellschaft ausenanerräisst. An et sinn och eebe grad Rietser, déi dës Ängschten ausnotzen an zu enger Abschottungspolitick féieren, kollektiv an individuell. Net nëmme géintiwwer dem Friemen, mee och géintiwwer dem Noper, den Aarbechtskolleegen, de Bekannten. Angscht produzéiert Egoismus. An hei bäisst sech d'Kaz an de Schwanz: well den dominante wirtschaftleche Paradigma op Egoismus baséiert an Ongläichheete produzéiert, déi erëm hirersäits zu Ängschte féieren. An dat spieren an erleiden ëmmer méi Leit.

Deen Däiwelskrees muss duerchbrach ginn. A genau do misst eng verantwortungsvoll Politick usetzen: bei der Reduzéierung vun den Ongläichheeten an net bei der Virstellung, datt, wann uewe Leit méi räich ginn, iergendwéi op iergendeng mirakuléis Aart a Weis ënnen iergendeppes méi géif ukommen.

Wie vun Aarmut schwätzt, muss och vun der obszöner Konzentratioun u Räichtum a Proprietéit schwätzen, also vun eiser ëmmer méi inegalitärer Gesellschaft. Mee dovunner ass wéineg geschwat ginn. Prozedure vereinfache kann a verschiddene Fäll hëllefräich a sënnvoll sinn, mee et léist net de Problem vun der Ongläichheet.

An déi Ongläichheete verfestegen a multiplizéiere sech zu Lëtzebuerg duerch vill Facteuren.

Éischtens op der Aarbecht: De Mindestloun hei am Land geet net duer, fir ouni Sozialhëllef iwwert d'Ronnen ze kommen. E läit ënnert der Aarmutsgrenz. Ma dat kann dach net sinn! Duerfir hu mer zu Lëtzebuerg esou vill Working Poor wéi soss néierens. Dozou vum Premier kee Wuert. Weeder zum Mindestloun ..., obwuel mer duerch eng Direktiv gebonne sinn, bis November spéitstens do nozebesseren. An obwuel den Aarbechtsminister ugekënnegt hat, en hätt scho längst eng Propositioun, fir de Mindestloun an d'Luucht ze setzen, presentéiert, wonnert et mech dach, datt dovunner keng rieds war am Premier senger Ried. Gradesou wéineg wéi vun de Working Poor, also déi Leit, déi, obwuel se voll schaffen, net d'Méiglechkeet hunn, fir mat hirem Salaire iwwert d'Ronnen ze kommen.

Mee vläicht hält de Premier et jo do mat sengem Aarbechtsminister, dee mer an enger Kommissioun op déi Fro, déi ech em gestallt hunn, wéi et da mat de Working Poor soll virugoen a wat d'Regierung da géif gedenken ze maachen, geäntwert huet: „Här Baum, datt et an der Aarbechtswelt net nëmme Gewënner gëtt, dat ass eebe sou." Ech fannen, dat ass de Combel vun Zynismus! Ech fannen, dat kann net sinn. Déi Entwécklungen, déi mer hei am Land erliewen, wou mer Spëtzereider an Europa si vun deem Phenomeen vun de Working Poor, duerzestellen als Naturgesetz, ass eigentlech skandaléis!

Déi eenzeg Ukënnegung a punkto Aarbecht ass eng weider Dereguléierung vum Aarbechtsrecht, nämlech d'Sonndesaarbecht am Commerce, déi vun de Salariéë majoritär net gewollt ass a meeschtens Niddreglounempfänger betréfft, déi dann nach manner Zäit fir hir Famill wäerten hunn. Ass dat déi „transversal Approche", fir géint Kanneraarmut virzegoen, wann déi Leit, déi am Niddreglounsecteur schaffen, nach manner Méiglechkeeten hunn, Famill a Beruffsliewen zesummenzebréngen?

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Iwwerhaapt, déi transversal Approche: Ass et dann net awer och esou, datt mer do sinn, wou mer sinn, well awer och d'DP zënter eelef Joer dee Ressort huet, well REVIS-Reforme gemaach gi sinn, déi d'Handschréft vun der DP droen, wou et och Evaluatioune gëtt an déi een dringend, dringend verbessere misst? Elo waarde mer drop, datt dann éischt aner, weider Initiative geholl ginn.

Mir als Lénk bleiwen derbäi: Aarbecht muss sech lounen. Duerfir brauche mer e Mindestloun iwwert der Aarmutsgrenz an anstänneg Kollektivverträg duerch staark Gewerkschaften. Et geet net duer, blann Aarbechtsplazen ze schafen. Si mussen de Mënschen, déi do schaffen, och Sécherheet a Perspektive bidde kënnen.

An zweetens, d'Wunnen: Et ass onméiglech, sech zu Lëtzebuerg mat engem dezente Salaire eng anstänneg Wunneng ze leeschten. D'Zënshaussen, mat deenen d'Banken astronomesch Gewënner gemaach hunn, hunn d'Situatioun souguer bis an déi iewescht Mëttelschicht zougespëtzt. Et ass ganz einfach onméiglech mam Duerchschnëttsloun vun der Privatwirtschaft, jeemools kënnen och nëmmen e klenge Studio ze kafen. Anescht gesot: Et ass och fir manuell Aarbechter onméiglech, duerch hir Aarbecht och nëmmen eng abordabel Wunneng ze kafen.

A wat mécht d'Regierung mat hirem Zéngpunkteprogramm? Majo se vereinfacht d'Prozedure fir ze bauen, mee un de Präisser ännert dat näischt. Am Géigendeel: Obwuel mer mat den niddregsten Taux vun ëffentleche Wunnengen an Europa hunn, soll elo nees virun allem op de Privatmarché a seng Promoteure gesat ginn, déi Promoteuren also, deenen hir Margen an deene leschten zéng Joer sech veraachtfacht hunn, ouni datt doduerjer substanziell weider Wunnenge gebaut goufen.

An duerfir bleiwe mir och derbäi: De Staat an d'Gemenge musse weider a méi ëffentlech bauen. A virun allem brauche mir eng Deckelung vun de Loyeren, well d'Loyere sinn och an der Kris weider geklommen. D'Entwécklung vun de Loyeren ass zur Aarmutsfal fir Zéngdausende Leit ginn. D'Loyerssubventioun ass fir déi Betraffen zwar wäertvoll, mee awer am Endeffekt just en Transfert vun ëffentleche Suen hin zu de Proprietären. Un de verréckte Loyerspräisser ännere se näischt.

Déi zwee Facteuren Aarbecht a Wunne bedénge sech géigesäiteg: keng anstänneg Pai oder eng prekär Aarbechtsplaz bedeit lounen, lounen heescht, kaum eng Chance ze hunn, jeemools en eegenen Daach iwwert dem Kapp ze kréien.

A wann dann nach Kanner an d'Spill kommen, jo, dann ass et bal onméiglech. Mir begréissen de Crédit d'impôt fir Monoparentallen, mee wat ass mat deene Familljen, déi méi wéi ee Kand hunn? Wat geschitt do? Duerfir menge mer, datt mer weiderhin eng strukturell Erhéijung vum Kannergeld brauchen, déi zumindest d'Perten duerch d'Desindexéierung vun de leschten Austeritéitspäck nees opfänkt.

Mir hunn dozou eng Gesetzespropositioun ausgeschafft. De Staatsrot huet se aviséiert. Et gëtt keng Opposition formelle. Also wann Der wëllt, mir kënne se nach virun der grousser Vakanz hei an der Plenière votéieren.

Här President, duerch eise Bildungssystem, deen d'sozioökonomesch Ënnerscheeder nach verstäerkt, amplaz se ze iwwerwannen, amplifiéiere mer all déi Phenomeener, déi ech virdru genannt hunn, nach eng Kéier méi a suergen derfir, datt sech d'Aarmut och quasi verierft. Jo, net nëmmen de Räichtum verierft sech, och d'Aarmut an d'Prekaritéit. De soziale Lift ass zu Lëtzebuerg scho laang futti. An dat ass Dynamit fir eis Gesellschaft a fir hir Zukunft.

D'Annoncë vum Premier änneren näischt un dëser katastrophaler Situatioun. All drëtt Kand leit haut ënner Angschtsymptomer. Eng Santé scolaire ass sécher gutt, mee och si gräift net un der Wuerzel vum Problem. Well do bräicht ee méi wéi prozedural Vereinfachungen, mee vläicht eng Reflexioun, wéi dëst Land a seng Mënschen an Zukunft sollen ausgesinn, wéi se liewe kënnen an deem Land.

An zu de sozialen Ongläichheeten dréit och d'Steierpolitick vun dëser Regierung bäi. Eise Steiersystem ass net gerecht. Dat wësse mer alleguer. Wien d'ganz Woch schaffe geet, ma dee gëtt op all Euro besteiert. Wie säi Geld oder aner Leit fir sech schaffe léisst, dee ka sech relativ einfach derlaanscht drécken. Aarbecht gëtt vill méi staark besteiert wéi Kapital. Dat net ze änneren, dat ass och e politeschen Akt. Dat net ze änneren, heescht, datt een déi Ongerechtegkeete bewosst oprechterhale wëll. An dat net ze änneren, heescht, déi Superräich ze beschützen an déi kleng Leit bei d'Lisette ze loossen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Déi ugekënnegt Kompensatioun vun den Indextranchen am Barème entlaascht zwar och déi kleng Léin, mee se entlaascht natierlech déi Déck weesentlech méi an ännert dofir och strictement näischt un der ongläicher Verdeelung vun der Steierlaascht. Dëse Wee ass ouni seriö Steierreform virun allem eng weider Ëmverdeelung vun ënnen no uewen op Staatskäschten.

Am Logementspak ware schonn eng ganz Rei Steiermesüre verstoppt, déi Promoteuren a Bauhäre massiv steierlech entlaascht hunn. Ënnert dem Deckmantel vun der Baukris krute genau déi Kreesser, déi sech an deene leschte Joren a Joerzéngten um Misère vun de Leit beräichert hunn, nach weider steierlech Faveure gemaach.

An elo geet et riicht viru mat de Steierkaddoen. Kierzlech eréischt gouf vum Finanzminister e Gesetzesprojet deposéiert, deen de Bréifkëschten d'Verméigenssteier erofsetzt. Käschtepunkt fir de Staat: 40 Milliounen Euro. An da kréie mer gesot, datt d'Taxe d'abonnement fir Investmentfonge soll erofgesat ginn. Déi ass jo elo scho mikroskopesch kleng. An dann nach eng weider Baisse vun der Betribsbesteierung vu 17 op 16 %. Dovunner profitéieren iwwregens just déi déck Betriber, well fir déi kleng ass se elo schonn op 15 %. An dann net ze vergiessen: d'Prime participative, also e Steierkaddo fir gutt verdéngend Kaderen.

Här President, am leschte Joer hunn d'Banken déi héchste Profitter an hirer Geschicht gemaach. Dat selwecht gëllt fir Energiebetriber wéi Encevo. An als Merci kréien déi elo nach weider Steierkaddoen op Käschte vun der Staatskeess gemaach. An am Géigenzuch wäerten dann ab dem 1. Januar d'Energiepräisser fir bal jiddwereen hei am Land staark an d'Luucht goen. Här Premierminister, ech mengen, mir hu kee Kompetitivitéitsproblem hei am Land, mir hunn e Gerechtegkeetsproblem!

Här President, dat eenzegt Positiivt, wat een am Beräich vun der ökologescher Transitioun der Regierung zegutthale muss, ass d'Ukënnegung, datt d'energeetesch Sanéierungsaarbechten an Zukunft integral vum Staat kënne virfinanzéiert ginn. Eng Fuerderung, déi och mir als Lénk schonn zënter Jore regelméisseg stellen. An duerfir begréisse mer och déi doten Ukënnegung.

Mir wëssen awer och, datt domadder verschidden aner Froen nach net gekläert sinn, nämlech och d'Fro, wat notamment mat deene klenge Proprietäre geschitt, déi am Moment iwwerhaapt net an der Lag sinn, fir och kënnen eng Perspektiv ze bidden, fir dat jemools kënnen zréckzebezuelen, respektiv wat mat deene Locatairë geschitt, déi am Moment a Passoires énergétiques wunne mussen an duerfir och iwwerhaapt keen anere Choix hunn.

De Premier seet, d'Energietransitioun soll Loscht maachen, an da kënnegt en un, datt Energieprimmen ofgeschafe ginn. Also mir mécht dat keng Loscht. Éierlech, mech nervt dat éischter.

D'Energiepräisser, notamment de Stroum, gi massiv an d'Luucht an d'Subventioun fir Fotovoltaik, ma déi gëtt gekierzt. Also ech mengen, dat ass keng Politick, déi d'Leit mathëlt, mee eng Spuermesür, déi net am Interêt vun der Transitioun ass.

Här President, als Lénk menge mer, datt d'Lag vun der Natioun guer net esou roseg ass an datt mer alleguer an d'Zukunft kucke mat villen oppene Froen. D'Zukunft gestalten ass Saach vun der Politick. Ech denken awer, datt de Premier gëschter a senger Ried de Géigendeel vu gestalte gemaach huet, nämlech de Status quo verwalten, a keng Perspektiv fir d'Zukunft opgezeechent huet. Dat ass, mengen ech, net responsabel, besonnesch wann ee versicht, de Point de vue vun de Jonken anzehuelen.

A fir déi geet et ëm ganz konkreet Froen, wéi déi Fräiheet, déi Jonker an der Zukunft, also an 10, 20 oder 50 Joer, nach wäerten hunn, fir hiren Dreem nozegoen an eng liewenswäert Existenz kënnen ze hunn. Ëm d'Fro, ob et sech lount, sech an der Schoul oder am Aarbechtsliewen drunzeginn, well ee weess, datt, wann ee sech drugëtt, een iergendwéi virukomme kann, an datt d'sozial Leeder funktionéiert, oder ob fir déi grouss Majoritéit vun hinnen de sozialen Opstig onerreechbar bleift. Et geet ëm d'Fro, ob fir si fundamental Bedürfnisser, wéi eng Wunneng ze hunn, nach erfëllt gi vun eiser Gesellschaft. An et geet ëm d'Fro, ob eng anstänneg Rent nach iwwert de Solidaritéitsprinzipp garantéiert wäert sinn oder ob d'Altersaarmut an Zukunft mat der Hëllef vu kapitaliséierte Rente wäert explodéieren.

Dat si Froen, déi sech déi allermeeschten heibanne guer net an där Form hu misse stellen, wéi si jonk waren. Mee fir jonk Mënsche vun haut stelle se sech ganz akut, well se ganz genau verstinn, datt keng oder falsch Decisioune vu gëschter a vun haut muer scho ganz schlëmm Auswierkunge kënnen hunn an dass si als Alleréischt dovunner betraff wäerte sinn. D'Konsequenze vun der Klimaverännerung sinn dat treffendst Beispill dovunner. Mir gesi se all Dag. Si gi méi schlëmm a se kommen och ëmmer méi no bei eis. Jonk Leit wëssen, datt mer op enger geféierlecher Gratwanderung sinn. An dat schaaft Zukunftsuergen, dat schaaft Ängscht, an déi maache krank.

Mee déi grouss Tendenzen an eiser Gesellschaft vun der wuessender Aarmut an der Aarmut vun de Kanner, der Schéier tëschent Räich an Aarm, déi ëmmer méi opgeet, vum Wäertverloscht vun der Aarbecht an de Léin, vun eisem Bildungssystem, deen d'Ongläichheete spigelt a reproduzéiert, vum Derapage bei de Logementspräisser, alles dat gesi mer eigentlech alleguerte säit Joren a Joerzéngten. Dës Problemer ginn och scho laang ëmmer erëm diskutéiert, se ginn – ënnert deenen ënnerschiddlechste Konstellatiounen – zu Prioritéiten erkläert an et ginn Annoncen iwwer Annoncë gemaach, mee grouss Ustrengungen, fir deenen Entwécklunge wierklech entgéintzetrieden, gouf et bis haut keng wierklech, och net, leider, vun de Virgängerregierungen. D'Politick leeft éischter just nieft deenen Entwécklunge mat a probéiert, d'Problemer rhetoresch ëmmer erëm nei ze faassen an esou Aktivitéit virzetäuschen, sou wéi och gëschter den Här Frieden. Mee et gëtt net gehandelt.

Bei der aktueller Regierung weist villes drop hin, dass sech déi Tendenz verschäerft. Eng bestëmmten a verantwortlech Politick vermëttelt d'Regierung net. Éischter am Géigendeel: De Logementsproblem soll mat Steierkaddoe vu Privatinvestore geléist ginn, obwuel mer wëssen, dass genau esou eng Politick un der Wuerzel vum Problem ass. D'Veraarmung vu gréisseren Deeler vun der Gesellschaft ass op eemol en administrativen a kee politesche Problem méi a soll mat vereinfachte Prozeduren an Infocampagnë gestoppt ginn. Dem Klimaschutz gëtt all Urgence geholl, obwuel mer an de leschte Woche méifach, deelweis och hei am Land, gesinn hunn, dass eis d'Waasser bis zum Hals steet.

Här President, ech hat gëschter den Androck am Premier senger Ried, datt eis grouss gesellschaftlech Erausfuerderunge bagatelliséiert gi sinn. An dat halen ech net fir verantwortlech.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Marc Baum. An den nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Diane Adehm** (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass elo ganz vill haut geschwat ginn, an ech mengen, et ass un der Zäit, fir emol erëm eng Kéier verschidde Punkten no vir ze bréngen, déi gëschter Mëtteg gesot gi sinn.

Ech géing do einfach mat dem Punkt ufänken: Wéi ech hei war a mäi Budgetsrapport gemaach hunn, dunn hat ech Iech verschidde Saache mat op de Wee ginn, wat eng ganz Partie Recommandatioune waren, déi wichteg ware fir eis Wirtschaft a fir eist Land am Allgemengen a fir d'Finanzplaz souwisou.

Ech hu gëschter Owend nach eng Kéier meng Ried erausgeholl, an ech hu ganz einfach verschidde Punkten erausgeholl, gekuckt, an dunn ass mer erëm eng Kéier bewosst ginn, dass déi heite Regierung – contrairement zu deem, wat ech elo de Moien oder haaptsächlech de Mëtteg héieren hunn – liwwert! Si liwwert ganz vill!

Ech denken un den éischte Punkt, deen ech gesot hat als Recommandatioun. Dat war, dass ech gesot hunn: Et soll een eng aktiv Reglementatioun maachen, fir nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze kréien. An ech hunn an deem Kontext vu FinTech-Aktivitéite geschwat. Ech hu vu kënschtlecher Intelligenz geschwat. An do huet eise Premierminister gëschter Mëtteg a senger Ried geliwwert! En huet eng ganz Partie Saache geliwwert gëschter Mëtteg!

Ech denken un den Automobilcampus, vun deem e gëschter Mëtteg geschwat huet. Ech denken u Pony. ai, vun där e geschwat huet, Lyten, déi an der autonomer Mobilitéit täteg sinn. A wann een déi doten Entreprisen alleguerten zesummenhëlt, da sinn déi äusserst wichteg, fir d'intelligent Mobilitéit hei zu Lëtzebuerg weiderzebréngen.

Et ass och geschwat ginn iwwer Supercomputeren. Ech hat och a menger Ried proposéiert, dass mer géifen dohinnergoen an – firwat net? – en Hub maache

fir alles, wat Donnéeën hei zu Lëtzebuerg sinn. Mir hunn Datenzenteren hei zu Lëtzebuerg. Et ass gëschter Mëtteg nach eng Kéier rappeléiert ginn. Ech hat och vun engem High Performance Computing geschwat. De Premierminister huet eis gëschter Mëtteg och gesot, dass eng Kandidatur gestallt ginn ass, fir de Quantecomputer op Lëtzebuerg ze kréien. Dat wier dann déi eenzeg Plaz, hei an der EU!

Dat sinn awer Punkten, déi gëschter ugekënnegt gi sinn. Dat si Punkten, déi wichteg si fir eis Wirtschaft. Et si Punkten, déi mir hei zu Lëtzebuerg einfach brauchen, wa mer wëllen, wéi een esou schéi seet, op der Landkaart weider bestoe bleiwen.

Duerfir kann ech net duerchgoe loossen, dass ëmmer erëm gesot gëtt, déi heite Regierung géif net liwweren. Si ass siwe Méint am Amt a si huet an deene siwe Méint scho méi geliwwert, wéi aner Parteie virdrun, géif ech emol esou soen.

Et ass och ganz vill iwwer Kompetitivitéit geschwat ginn. Jo, Kompetitivitéit ass wichteg, well Kompetitivitéit séchert eis Aarbechtsplazen. Wann d'Leit keng Aarbecht hunn, dann hu se keng Pai. Vu wat solle se da liewe kënnen? Duerfir ass d'Kompetitivitéit e ganz wichtege Punkt, och am Kampf géint d'Aarmut.

Ech hat eng weider Recommandatioun gemaach, fir ze soen, et soll ee bei den nohaltege Finanze kucken, fir Lëtzebuerg als „the place to be" op d'Landkaart ze setzen. Eise Finanzminister, de Gilles Roth, huet geliwwert. En huet am Abrëll en Zéngpunkteplang virgestallt, fir Green Finance hei op Lëtzebuerg ze kréien. Wann ech haut kucken, d'Bourse, déi huet e Communiqué gemaach: Mir hu mëttlerweil 15.000 „green, social, sustainability and sustainability-related bonds", déi hei zu Lëtzebuerg cotéiert sinn. Och do ass geliwwert ginn a manner wéi sechs Méint!

En anere Punkt, deen ech ugeschnidden hat, dat war, fir auslännesch Talenter an Decideuren op Lëtzebuerg ze kréien. Et ass e Problem, dass mer hei zu Lëtzebuerg ganz vill Leit sichen, dass mer net déi néideg Qualifikatiounen hunn an dass mer do mussen dohinnergoen a speziell Systemer schafen, fir déi Leit op Lëtzebuerg ze bréngen. De Minister, de Premierminister, huet gëschter erëm eng Kéier geliwwert. Hien huet ugekënnegt, de Regimm vun der Prime participative an de Régime d'impatrié ze iwwerdenken, fir dass mer kënnen déi néideg Talenter op Lëtzebuerg kréien.

En huet awer och nach eng Kéier driwwer geschwat, dass mer och jonk Talenter hei zu Lëtzebuerg brauchen. Mir hunn … wéi mer de Paquet Logement hei an der Chamber gestëmmt hunn, do hate mer Mesüren dran, fir ganz prezis déi Jonk ze ënnerstëtzen. Dat ass och eppes, wat haut gesot ginn ass, dass mer näischt maache fir déi Jonk. Mee do war eng Prime locative virgesinn, fir jonk Salariéen hei zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen. Jonk Salariéen, déi manner wéi 30 Joer hunn, déi kënne vun hirem Patron eng Primm bis zu 1.000 Euro de Mount kréien, an de Patron kann déi Primm deelweis vun de Steieren ofsetzen.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

Mir hunn e Paquet Logement geliwwert virun der Vakanz, dee mer hei an der Chamber en long et en large diskutéiert hunn. Och do huet déi heite Regierung geliwwert. De Paquet Logement, dat war, fir engersäits d'Investissementer am Logement unzekuerbelen.

Et gëtt vill driwwer geschwat, dass d'Leit kee Logement fannen. Mee firwat fanne se kee Logement? Well mer eng Penurie u Logementer hunn. Mee wa mer eng Penurie u Logementer hunn, da kommt, mir ginn dohin a mir baue weider Logementer! An dat war e Paquet, deen op engem éischte Punkt dohinnergaang ass, fir de Promoteure geziilt ënnert d'Äerm ze gräifen, fir dass si kënne Logementer bauen, fir dass mer der genuch hunn hei am Land.

Mir haten och – an de Gilles Baum hat se presentéiert – eng ganz Partie Mesüren dra fir den abordabele Wunnengsraum, fir de Leit mat Primes locatives an esou weider ënnert d'Äerm ze gräifen. Och déi Mesüren hu mer alleguerte geliwwert an den éischte sechs Méint hei am Land.

Et ass driwwer geschwat ginn, dass ee sollt d'Investissementer an d'Cybersécherheet eropsetzen. Och do ass geliwwert ginn. Déi Leit, déi an der Defensekommissioun sëtzen, déi hunn de Moien héieren, wéi d'Ministesch vun der Defense ugekënnegt huet, nach weider Mesüren ze ergräifen, fir alles, wat Kommunikatiounen iwwer Satellitten ass, fir alles, wat Cyberdefense ass an esou weider. Och do ass geliwwert ginn.

Et ass gesot ginn … De Minister huet et, de Premierminister huet et gëschter ugekënnegt. Mee eng Simplification administrative, och eng Simplification administrative ass wichteg! Et gëtt hei ëmmer erëm probéiert, dat e bëssen an d'Lächerlecht ze zéien. Esou lächerlech ass déi Simplification administrative net, well déi ganz Prozeduren, déi mer hei am Land hunn, déi hunn e Käschtepunkt. Dee Käschtepunkt ass immens héich. A wa mer et fäerdegbréngen, dat Ganzt ze vereinfachen, da kënnt dat eise Betriber zegutt. Et hëlleft awer och dem Staat, fir do Ressourcë fräi ze kréien, fir se op anere Plazen anzesetzen, wou mer se vill méi néideg brauchen. Och do ass eis Regierung amgaang ze liwweren.

An dann e leschte Punkt, deen ech wierklech nach gären eng Kéier géif no vir bréngen, dat sinn d'Steieren. Et gëtt hei driwwer gelästert, ob et gutt ass oder net gutt ass, fir d'Kierperschaftssteier ëm ee weidere Prozentsaz erofzesetzen. Ech ka just soen, mir hunn hei zu Lëtzebuerg fir d'Betribsbesteierung en Taux d'affichage vu 24,9 %, an d'Moyenne an der OCDE ass 21 %. Wa mer dohinnerginn a mir setzen eis Kierperschaftssteier ëm 1 % erof, mee da komme mer méi no bei déi OCDE-Moyenne erun an doduerjer bréngt mer et fäerdeg, zousätzlech Betriber op Lëtzebuerg ze kréien.

Firwat ass et wichteg, dass mer zousätzlech Betriber kréien? Mee erëm eng Kéier, fir Aarbechtsplazen ze schafen. An déi Aarbechtsplaze ginn de Leit Aarbecht, mat där se eng Pai kréien, mat där se erëm eng Kéier liewe kënnen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Diane Adehm** (CSV) | Dofir, et kann een d'Saachen ëmmer vun där enger Säit kucken, et soll ee se awer och emol eng Kéier vun där anerer Säit kucken.

An da gëtt iwwert d'Upassung vum Barème ëm déi 2,5 Indextranchen ab 2025 geschwat. Jo, et kann een och doriwwer en long et large hei diskutéieren. Fakt ass awer, dass et zënter 2017 hei am Land aacht Indextranchë gouf. A bei all Indextranche gëtt jiddwereen, deen hei am Land Steiere bezilt, e bësse méi aarm. An dat ass souwuel deen, deen ënnen an der Tabell ass, wéi deen, deen uewen an der Tabell ass. Deen ënneschten an der Tabell, och dee gëtt méi aarm mat all Indextranche, déi kënnt, well e muss méi Steiere bezuelen.

Mir hunn am Dezember 2024 schonn eng Kéier eng Upassung vun der Steiertabell u véier Indextranchen heibanne gestëmmt. An elo hu mer ugekënnegt kritt, dass dann nach eng Kéier 2,5 dobäikomme sollen. D'Koalitiounsofkommes vun der Regierung huet virgesinn, dass déi véier Indextranchen, déi nach ausstinn, dass déi solle gemaach ginn, wann d'finanziell Situatioun vum Staat et erlaabt.

Ech ginn dovunner aus, dass d'finanziell Situatioun vum Staat et erlaabt, well de Minister, de Finanzminister, wäert deemnächst mat den Trimesterzuelen op den 30. Juni bei eis kommen. An ech ginn emol dovunner aus, dass déi Zuele guer net esou schlecht wäerte sinn, wéi verschidde Leit hei probéieren, un d'Mauer ze molen. Mee och dat ass e wichtege Punkt am Kampf géint d'Aarmut, well jiddwereen, deen hei am Land – an do fänke mer bei deem Äermsten un – Steiere bezilt, profitéiert vun där doter Saach.

Dann ass ganz vill iwwert d'Monoparentalle geschwat ginn. Jo, mir wëssen, dass d'Monoparentalle vill méi en héijen Aarmutsrisiko hunn. Mir wëssen och, dass 43 % vun de Monoparentallen hei zu Lëtzebuerg carrement dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn. Mee et ass jo schonn am Koalitiounsaccord festgehale ginn, dass op den 1. Januar 2025 solle verschidde Mesüre kommen, fir de Monoparentallen an Zukunft ënnert d'Äerm ze gräifen. Mee da kommt, mir waarden of! De Premierminister huet eis gëschter ugekënnegt, dass déi verschidde Fachministere wäerte bei eis an déi zoustänneg Kommissioune kommen, dass se eis do wäerten hir Projet-de-loie presentéieren. Da kommt, mir kucke mol, wat déi eenzel Ministeren eis proposéieren!

Déi éischt Ministesch huet de Moien ugefaangen um 8.00 Auer an der Defensekommissioun, wou si eis hir Saachen op den Dësch geluecht huet. Da kommt, mir kucken, wat déi aner Ministeren eis an Zukunft liwwere wäerten! Well ech ginn dervunner aus, dass de Premierminister eis gëschter keng eidel Wierder hei versprach huet, mee dass do eppes wäert hannendru sinn. Well esou, wéi ech hien aschätzen, ass hie kee Mann vu grousse Wierder, mee et ass e Mann vun den Akten!

*(Brouhaha)*

Also kommt, mir waarden of, wat an Zukunft an där dote Saach kënnt!

An dann e leschte Punkt. Jo, et soll eng Classe d'impôt unique fir 2026 kommen. Déi ass ugekënnegt, déi steet och en tant que tel am Regierungsofkommes dran.

Ech fannen et awer remarkabel, dass hei Parteie sinn, déi elo 10 Joer an der Regierung dra waren, wou et net zu där doter Steierreform komm ass, aus wéi enge Grënn och ëmmer; ech selwer weess net, wat d'Grënn waren. Mee wann een 10 Joer Zäit hat, fir eppes ze maachen an et huet een et net gemaach, sinn ech der Meenung, dass een net soll dohinnergoen an een, deen zënter November vum leschte Joer am Amt ass, elo do un d'Mauer spéngelen, well deen et nach net ronn kritt huet, wann een et selwer déi lescht 10 Joer virdrun net hikritt huet! Voilà.

Dat ware Saachen, déi ech Iech wollt eng Kéier kuerz mat op de Wee ginn a wou Iech och nach eng Kéier weisen, dass déi heite Regierung liwwert! Si huet gëschter nach eng Kéier gesot, wat si iwwert d'nächst Joer wëlles huet, alles ze liwweren. Also, wannechgelift, waart of, wat an deenen nächste Méint nach alles wäert op Iech zoukommen!

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Adehm. An dann ass déi nächst ageschriwwe Riednerin d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann.

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eise Fraktiounspresident, de Gilles Baum, ass a senger Ried gëschter op eng Rëtsch Sujeten agaangen, déi der DP-Fraktioun wichteg sinn. Dozou gehéieren de Logement, d'Aarmut, d'Defense an och d'Bildung. Dës Theeme stelle gesellschaftlech Erausfuerderungen duer, déi duerch déi verschidde Krise vun de leschte Joren nach verstäerkt goufen.

Wéi schonn déi vergaange Regierung, kuckt och dës Regierung net nëmmen no. Si péckt un an hëlleft de Mënschen an dësem Land. Vill Hiewele si schonn a Beweegung gesat ginn, vill Gelder sinn an de Grapp geholl ginn, fir fir eng besser Zukunft ze suergen.

A menger Interventioun wäert ech weider Prioritéite vun der DP-Fraktioun wëllen uschwätzen, notamment d'Ekonomie an d'Energiepolitick, d'Digitalisatioun esouwéi och den Travail an d'Santé.

Fir an dësen Theemeberäicher virunzekommen, huet d'Politick e puer Hiewelen, déi se a Beweegung setze kann, notamment de legale Kader, awer och d'Mobilisatioun vu finanzielle Mëttelen. Oft geet hei am Haus rieds vun de Gelder, déi mobiliséiert musse ginn, also iwwert d'Depensen. Manner oft schwätze mer awer driwwer, datt déi Suen erwirtschaft musse ginn, datt mer Betriber brauchen, Betriber, déi fonctionéieren an déi och Profitter generéieren. Nëmmen ënnert där Viraussetzung kënne mir eise generéise Sozialstaat finanzéieren.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Mir brauchen also weiderhin eng kompetitiv Wirtschaft. Kompetitiv net als Selbstzweck, mee als Mëttel. Eng Wirtschaft, déi sécher Aarbechtsplazen an den néidege Wuelstand schaaft. Nëmme wa Wuelstand geschaaft gëtt, kann och eppes verdeelt ginn.

*(Interruptions)*

Fir kompetitiv ze bleiwen ass et onëmgänglech, eis Wirtschaft op de bestoende Piliere weider auszebauen an dës och weiderhin attraktiv ze halen. Dozou gehéiert ganz kloer eis Finanzplaz, déi zur Lëtzebuerger DNA gehéiert, ronn een Drëttel vum Räichtum hei am Land schaaft an dëse wichtege Standuertrôle och weiderhin iwwerhuele soll.

Et gëllt awer och, eis méi breet opzestellen, eis net just op ee Secteur ze verloossen, mee eis ze diversifiéieren. Mir mussen deemno konsequent eng zukunftsorientéiert, innovativ an intelligent Diversifiéierungspolitick virundreiwen, fir eise Wuelstand ze erhalen. D'DP setzt dofir op den Ausbau an d'Entwécklung vu verschiddene Secteuren, wéi dee vum Espace, vun den Daten an der kënschtlecher Intelligenz, vun der nohalteger Industrie oder och der Logistik. Och d'Kreeslafwirtschaft an d'Clean-and-Health-Tech-Industrie solle weider gefërdert ginn.

Mir mussen eis als Industriestanduert och nei erfannen. Vill Betriber siche Plaz fir hir Aktivitéiten, eppes, op dat ech och vill als Buergermeeschter ugeschwat ginn. Duerfir sinn den Ausbau an d'Neidenke vun den Aktivitéitszone fir eis als DP onëmgänglech.

Spéitstens zanter den Enkpäss bei de Liwwerkette wärend der Pandemie ass eis bewosst ginn, dass mir méi onofhängeg musse ginn. A mir sinn duerchaus och dozou fäeg. Haut gëtt et scho „Made in Luxembourg"-PV-Pannoen. Dat ass nëmmen ee Beispill, dat weist, dass Lëtzebuerg Wirtschaftsbranchë vun der Zukunft developpéiere kann, an d'Politick soll d'Diversifizéierung vun eiser Ekonomie aktiv ënnerstëtzen.

Dofir hu mir an der leschter Legislaturperiod ënner anerem d'Bonification d'impôt fir Investissementer moderniséiert, fir déi duebel – energeetesch an digital – Transitioun an de Betriber virunzedreiwen.

Fir eise Betriber nach méi Loft fir Investissementer ze ginn, huet de Staatsminister d'Baisse vum Taux d'affichage vun 1 % annoncéiert. Dat dréit zur Attraktivitéit a Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg bäi a léisst de Betriber e weidere Sputt fir Investitiounen, an dat am Respekt vun de Reegele vun der Mindestbesteierung vun de Betriber.

Léif alleguer, mir striewen och eng nohalteg a responsabel Wirtschaftspolitick un. Dozou gehéiert eng Energiepolitick, déi eist Land méi onofhängeg mécht vun eisen Nopeschlänner, awer och vun den Energiequellen, déi méi wäit ewech leien a wou d'Versuergung staark un de geopolitesche Kontext gebonnen ass. Säit der Energiekris ass eis alleguerte bewosst, dass dëst absolutt noutwendeg ass. Mir wëllen doweinst de Ressourcëverbrauch vun der wirtschaftlecher Entwécklung entkoppelen a soumat d'Ekologie an d'Wirtschaft matenee verbannen. Dofir brauche mir déi richteg Infrastruktur. Fir d'DP ass et dohier essenziell, dass déi nei Industriehalen esou konzipéiert ginn, dass der Installatioun vu Solarpanel näischt méi am Wee steet. All neit Wunngebai soll iwwer eng PV-Anlag verfügen an och d'Diecher vun de Betriber sollten net eidel stoen, mee genotzt ginn, fir Solarenergie ze produzéieren.

Als DP wëlle mir dat zesumme mat de Leit an de Betriber maachen. Dat hu mir schonn an der leschter Legislaturperiod mam Klima-Biergerrot bewisen, bei deem d'Biergerinnen an d'Bierger aktiv un der Weiderentwécklung vum PNEC matschaffe konnten. Eist Haaptzil ass et, eis Energie- a Klimapolitick esou séier wéi méiglech klimaneutral ze gestalten, fir d'Ziler aus dem PNEC ze erreechen a gläichzäiteg eise Wuelstand laangfristeg ofzesécheren. An dofir fléissen, wéi annoncéiert, dëst Joer och ronn 2,5 Milliarden Euro an d'Ëmsetzung vum PNEC.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Engem eppes verbidde gesi mir als DP net als déi richteg Léisung. Mir mussen d'Leit an d'Betriber um Wee vun der Energietransitioun mathuelen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Mat Hëllef vu massiven Investitiouns- a Subventiounsprogrammer soll d'Energietransitioun nach méi séier virugedriwwe ginn, fir datt all Mënsch a Betrib vun enger sécherer a bezuelbarer Energieversuergung profitéiere kann. Wichteg dobäi, an dofir huet de Wirtschaftsminister Lex Delles sech agesat, ass de System vun der Virfinanzéierung fir PV-Anlagen. D'nächst Joer soll et esou wäit sinn. Dat ass eng gutt Noriicht fir d'Bierger, déi esou net méi méintelaang op déi staatlech Subside waarde mussen, mee just hiren Deel bezuele mussen.

Här President, an der Debatt vun haut de Moien an och scho gëschter Owend um Fernsee ass vill iwwert d'Energiemesüren, dorënner den Energiepräisdeckel, d'Upassung vum Klimabonus an d'Energieprimm, rieds gaangen. Ech wëll och als Reaktioun op verschidden Interventiounen zu dëse Mesüren e puer wichteg Prezisioune ginn.

D'Marchéspräisser hu sech bei der Energie nees berouegt. Mir leien zwar net um selwechten Niveau, wéi dat virun der Pandemie de Fall war, awer nees an normale Paragen, normal genuch fir e Phasing-out vum Energiepräisdeckel, op d'mannst beim Masutt, de Pellets, der Fernwärme an dem Gas.

Bei der Fernwärme huet de Präisdeckel souwisou net méi gespillt, well d'Präisser do schonn haut ënnert de Limitte leien. Beim Gas leien d'Präisser zwar nach iwwert de Limitten, mee dat huet manner mat der Kris ze dinn, mee méi mat der Struktur, wéi d'Netzkäschte gerechent an op de Verbraucher verdeelt ginn. Aus dësem Grond huet d'Regierung decidéiert, de Präisdeckel hei auslafen ze loossen. Awer, an dat ass eng wichteg Prezisioun, déi Leit, déi wierklech Problemer hunn, hir Rechnungen ze bezuelen, kréie gehollef, andeems d'Energieprimm weiderleeft.

Et muss een och betounen, dass d'Hausse bei den Netzkäschten nach moderat an ze droen ass. An an Zukunft wäerte mir nach eng generell Diskussioun iwwert d'Netzkäschte féiere mussen, déi net u Krisemesüre gebonnen ass.

Beim Stroum bleift e Präisdeckel bestoen. Dat ass wichteg, well d'Präisser soss ëm ongefeier 60 % an d'Luucht géife goen. Dat wier en haarde Coup fir d'Kafkraaft vun de Leit a géif och d'Inflatioun ufeieren. Esou ass eise Stroumpräis aktuell deen nidderegsten an der Groussregioun, a souguer ouni Präisdeckel géif en den zweetnidderegste bleiwen.

Fir d'nächst Joer wëlle mir d'Hausse vum Präis op 30 % limitéieren an da stabiliséieren. Zousätzlech wëlle mir fir d'Joren 2026 bis 2028 iwwert de Méchanisme de compensation garantéiert Tariffer fir erneierbar Energien, Sue bäileeën, fir de Stroumpräis ze stabiliséieren a weiderhin Investisseuren derzou beweegen, op erneierbare Stroum ze setzen.

Här President, d'DP ass keng Verbuetspartei. Mir sinn iwwerzeegt, datt d'Bierger bereet sinn, de Wee an d'Klimaneutralitéit matzegoen, wann d'Politick hinnen déi néideg Optioune gëtt, se finanziell ënnerstëtzt an all onnéideg Paperassen aus dem Wee raumt. Et gëllt och sécherzestellen, dass mir héich Investissementer maachen a finanziell Hëllefe proposéieren, déi richteg a gutt agesat ginn. Jo, fir d'DP dierf an der Energiepolitick net gespuert ginn. D'Investissementer mussen héichgehale ginn, d'Hëllefen un d'Stéit an un d'Betriber och.

Dat heescht awer net, datt mir eis Hëllefen, eis Mesüren, net regelméisseg op de Leescht huelen an eis follgend Froe stelle sollen: Erreeche mir mat eiser Politick déi erwënschten Ziler? Setze mir eis disponibel Finanzmëttel intelligent genuch an, fir eis Ziler ze erreechen? Musse mir verschidden Ureizer vläicht ausbaue respektiv neier aféieren? Musse mir eventuell verschidde Mesüren iwwerdenken, well se net zu den erwënschte Resultater féieren, fir d'Klimaziler ze erreechen?

Et si vill Stellschrauwen, op déi d'Politick en Afloss huele kann. Fir d'DP-Fraktioun ass et kloer, an ech wëll et an aller Däitlechkeet soen: Eis Depensen, besser gesot, eisen Invest an d'Klimaneutralitéit huet fir eis Prioritéit! Hei kann an dierf net gespuert ginn, an dat gëtt och net gemaach mat de Mesüren, déi hei am État de la nation annoncéiert goufen. Et geet virun allem drëm ze kucken, ob mir eis Sue gutt asetzen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Doweinst begréisse mir, datt d'Top-ups beim Klimabonus Wunne bleiwen, zum Beispill fir nei Wärmepompelen a Sanéierungen, an datt d'nächst Joer d'Virfinanzéierung fir d'Fotovoltaik kënnt.

Beim Klimabonus Mobilitéit ginn Upassunge virgeholl, fir d'Mesüre méi zilféierend auszeriichten. Méi zilféierend heescht, dass d'Primm fir Fräizäitvëloen zwar ewechfält, mee dofir fir Cargobikes developpéiert gëtt. Mir wëllen d'Leit schliisslech méiglechst vum Auto ewech a méi oft op de Vëlo kréien. E Cargobike, mat deem sech och eppes transportéiere

léisst, ass am urbane Raum eng wierklech Alternativ zum Auto, mat där mir eis Klimaziler besser erreeche kënnen.

Och bei den Autoe wäerten d'Krittären, fir vum Klimabonus ze profitéieren, adaptéiert ginn, fir méi sozial selektiv ze sinn. Ënner anerem d'Gréisst vun der Batterie soll méi berücksichtegt ginn. Dat ass eng gutt Saach, och wann een och aner Krittären hätt kënne matconsidéieren, wéi zum Beispill de Präis vum Auto.

Fir den Zweetmarché vun den Elektroautroe méi attraktiv ze gestalten, ass eng Primm vu 1.500 Euro fir elektresch Occasiounsautoen, déi méi wéi dräi Joer hunn, annoncéiert ginn. Esou verbrauche mer nach manner Ressourcen a stellen eis méi nohalteg op.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'DP wëllt doriwwer eraus och déi international Zesummenaarbecht u groussen Offshore-Wandprojete wéi och Solarparke weider ausbauen. Fir där grousser Elektrifizéierung hei am Land gerecht ze ginn, mussen och déi néideg Produktiounscapacitéiten an d'Infrastrukturen ausgebaut an d'Investitiounen an d'Stroumnetz vu muer héichgehale ginn. Grad dofir baue mir och d'Fotovoltaik weider aus, sief dat op den Diecher vun den ëffentlechen oder private Gebaier oder op de Felder laanscht d'Stroossen. A mir setzen op Wandenergie, mat enger Beschleunegung vun de Prozeduren, fir eis Capacitéiten an dësem Domän eropzesetzen.

Här President, et gehéiert och zu eise Prioritéiten, dass mir eng gewësse Previsibilitéit fir d'Entreprisë garantéieren. An Zukunft wäerten eng Rei Patrone, déi zu der Babyboomer-Generatioun gehéieren, an d'Pensioun goen. Fir dass de Generatiounswiessel an de Betriber gutt ofleeft, setze mir drop, dass verschidde Plattformen, déi se dobäi begleede sollen, weider ausgebaut ginn, wéi beispillsweis den SME Package Transmission d'entreprise.

Zu der Verbesserung vun der Previsibilitéit gehéiert och ze versichen, déi administrativ Contrainten ze limitéieren. Grad dofir ass de Once-Only-Prinzipp esou wichteg. Och d'Retarde bei de Geneemegunge musse reduzéiert ginn. Dofir muss bei all Prozedur analyséiert ginn, ob et méiglech ass, de Prinzipp vum „silence vaut accord" anzeféieren. Éischt Schrëtt an dës Richtung goufen an der leschter Legislaturperiod scho vum Minister Lex Delles mat der Autorisation tacite beim Droit d'établissement gemaach. An och den Ausbau vum Guichet unique fir d'Betriber ass vun essenzieller Bedeitung, fir dass d'Betriber mat Hëllef vu kënschtlecher Intelligenz méi séier un déi néideg Donnéeë kommen.

Domat wier ech beim Stéchwuert „Digitaliséierung". Mir mussen eis bei der Digitaliséierung duerchsetzen, fir mat anere Konkurrente mathalen ze kënnen an net u Kompetitivitéit ze verléieren. D'Digitaliséierung brëngt immens vill Virdeeler an Opportunitéite mat sech, déi mir mam Ausbau vun eisen digitalen Infrastrukture virundreiwe mussen. Mir wëllen zu de Virreider an de Secteure vun der Zukunft gehéieren. Dozou gehéiert och d'Datenekonomie, déi ënner anerem och fir de Finanzsecteur immens wichteg ass. Dofir ass et nëmme richteg, dass mir an en neie Supercomputer vun der neier Generatioun investéieren an och eis Kandidatur agereecht hunn, fir als éischt Land an der EU e Quantecomputer op eisem Terrain stoen ze hunn.

D'Sécherheet vun den Datenzentere muss zu all Moment garantéiert sinn. Dozou gehéiert och d'Souveränitéit vun den Daten. Dowéinst begréisse mir de Projet Clarence vu Proximus a LuxConnect, deen eng éischt dekonnektéiert Cloud-Solutioun an d'Weeër leet. Dëst erlaabt de Stockage vun den Daten exklusiv bei eis an Europa.

Lëtzebuerg als Industriestanduert ze stäerken ass essenziell fir d'Demokratesch Partei. Mee mir hunn eng kloer Visioun dervun, wéi dat ausgesi soll. D'Industrie vu muer ass ganz kloer energieeffizient, awer och digitaliséiert. Fir dëst ze erreechen, setze mir op staatlech Hëllefen, mee och op Subventiounsprogrammer fir LuxInnovation oder uni.lu.

Duerch d'Digitaliséierung kënnen eis staatlech Verwaltunge méi effikass schaffen an déi verschidden administrativ Prozeduren, mat deenen d'Bierger an d'Betriber sech ploe mussen, acceleréieren.

Ma mir gesinn och, datt vill Betriber, besonnesch kleng a mëttelstännesch Betriber, Ënnerstëtzung bei der Digitaliséierung brauchen. Duerfir gëtt et den SME Package Digital, deen eng cibléiert an effikass finanziell Hëllef fir kleng a mëttelstännesch Betriber duerstellt, déi en digitalen Outil an hirem Betrib implementéiere wëllen, fir hir Performance a verschiddene Beräicher ze verbesseren, sief dat am digitale Marketing oder och um Niveau vun der elektronescher Gestioun a Facturatioun oder och bei dem Ausbau vun der Robotiséierung.

Fir Projeten, déi den Impakt op d'Ëmwelt limitéiere sollen, gëtt et zousätzlech den SME-Package Sustainability. Energeetesch an digital Transitioun ginn deemno Hand an Hand.

E weidert Finanzéierungsinstrument, fir déi innovativ Projeten an de Betriber ze förderen, déi eis Ekonomie diversifiéieren a méi nohalteg gestalte sollen, ass den Zukunftsfong. Déi rezent Inkorporatioun vun engem Private-Equity-Fong, dem M80-Fong, deen an der Digitaliséierung spezialiséiert ass, stellt e wäertvollen Atout fir eis Betriber duer, well dëse Fong net just a si investéiert, mee se och bei der Digitaliséierung begleet. Dëst wäert e generelle positiven Afloss op déi nohalteg Entwécklung an Diversifizéierung vum lëtzebuergeschen Ekosystem hunn.

Ma och déi strateegesch Partenariater vum Pakt PRO Artisanat an dem Pakt PRO Commerce wëlle mir bäibehalen an doduerch d'Digitaliséierung am Handwierk an am Handel weiderféieren.

Weider Initiative wéi Letzshop si wichteg, fir och de Commerce fit fir déi digital Kommerzialisatioun ze maachen, well mir brauchen eis näischt virzemaachen: Den Onlinehandel wäert och an Zukunft méi u Wichtegkeet gewannen.

All déi Hëllefen, déi ech elo genannt hunn am Kader vun der Digitalisatioun, awer och an der Energiepolitick, dat sinn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, contrairement zu deem, wat hei gesot ginn ass, geziilten Hëllefen, déi d'Betriber bei der digitaler an energeetescher Transitioun begleeden.

Bei allem Positiven, wat d'Digitaliséierung eis brëngt, kënne mir haut awer och net ignoréieren, dass d'Digitaliséierung och Risike mat sech brëngt wéi Cyberattacken. Mir mussen eis besser opstellen, fir potenziell Risike méi séier ze erkennen a méi séier dogéint virzegoen. Et misst eis alleguer spéitstens no den DDoS-Attacken op Lëtzebuerg dëst Joer bewosst sinn, ewéi wichteg et ass, datt mir eis als Land gutt genuch géint dës Menacen opstellen. Mir mussen déi staatlech IT-Strukture wéi och d'Betriber an d'Privatpersoune virun all Zort vun Hackerugréff schützen. Dowéinst ass et wichteg, dass d'Sécherheetsfroen direkt um Ufank vun der Entwécklung vun neie Softwarë gekläert ginn, dat nom Prinzipp Security by Design.

D'DP wäert sech dowéinst verstäerkt derfir asetzen, d'Sécherheet an dësem Beräich auszebauen, fir dass mir méi staark, méi resilient a méi widderstandsfäeg ginn. Dëst ass och vu Wichtegkeet, wa mir den Ausbau vu sougenannte „Smart Cities" virundreiwe wëllen a soumat de Fonctionnement vun de Gemengen optimiséieren a méi inklusiv an nohalteg gestalte wëllen.

Kolleeginnen a Kolleegen, nieft der Diversifizéierung vun eiser Wirtschaft, dem Ausbau vun nohalteger Energie an der Digitaliséierung brauche mir awer och attraktiv Aarbechtsplazen, well en attraktiven an innovative Standuert brauch och qualifizéiert Aarbechtskräften, an ëmmer méi fanne mir där keng méi bei eis, Stéchwuert „Talentattraction". Hei geet et drëm, Aarbechtskräfte vu Lëtzebuerg fir vill gesichte Beruffer ze spezialiséieren an awer och Fachkräfte bei eis unzezéien.

Fir eise Besoinen hei zu Lëtzebuerg entgéintzekommen, begréisse mir, dass zwee nei Masterstudiegäng op der Uni Lëtzebuerg sollen agefouert ginn, een am Actuariat an een am Private Assets, awer och, dass de Régime des impatriés an d'Prime participative méi interessant solle gemaach ginn.

Hautdesdaags gëtt de Salaire oft als eenzege Moosstaf fir d'Attraktivitéit vun enger Aarbechtsplaz ugesinn. Haut sinn Aarbechtsplazen awer besonnesch attraktiv, wa se niewent engem gudde Salaire och gutt Aarbechtskonditioune bidden, besonnesch wat d'Work-Life-Balance betrëfft.

Den Teletravail ass aus der haiteger Aarbechtswelt net méi ewechzedenken an ass fir vill Salariéen en decisive Krittär ginn, fir sech fir oder géint eng Aarbechtsplaz ze entscheeden. Wärend der leschter Legislatur hunn d'DP-Finanzministere bilateral Accorde mat eisen Nopeschlänner ausgehandelt, déi de Frontaliere méi Deeg am Teletravail erméiglecht hunn, ouni dass et fir si zu steierlechen Nodeeler komm ass.

**M. André Bauler** (DP) | Ganz gutt!

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Idealerweis sollten déi bilateral Accorden 49 % vun der Aarbechtszäit am Teletravail erlaben, sou wéi dat och d'EU-Reegelen a Bezuch op d'Sozialversécherungen erméiglechen. Am Dialog mat de Sozialpartner sollt dofir och an Zukunft weiderhin um Teletravail geschafft ginn, ouni awer esou wäit ze goen, dass mir als Demokratesch Partei e Recht op Teletravail aféiere wéilten.

Vill léiwer wëlle mir de Salariéen nach méi e grousse Choix ginn, wann et dorëms geet, vu wou si schaffe kënnen. Coworkingspaces gehéieren zur Aarbechtswelt vun der Zukunft. Si erfëllen de Besoin vun deene Leit, déi sech e laangen Aarbechtswee spuere wëllen, awer net kënnen oder net wëlle vu doheem aus schaffen. Déi eng hunn einfach net genuch Plaz doheem, déi aner hu vläicht net déi néideg Rou, zum Beispill, well niewendru Kaméidi ass.

E Pilotprojet vun engem Coworkingspace zu Schiere fir Mataarbechter aus dem Ministère de la Fonction publique an aus dem Digitalisatiounsministère huet positiv Erfarungswäerter bruecht. Am Mäerz dëst Joer gouf dann och decidéiert, dëse Coworkingspace fir de ganzen ëffentlechen Déngscht zougänglech ze maachen an nach weider Sitten an aneren Deeler vum Land ze schafen.

D'DP ënnerstëtzt dëse Schrëtt, dee fir d'Leit e groussen Zäitgewënn duerstellt. Vill grouss Betriber aus der Privatwirtschaft sinn och schonn op dëse Wee gaangen a proposéieren dezentral Antennen uechter d'Land, fir de Mataarbechter de Wee op d'Aarbecht ze vereinfachen an hinnen de Beruffstrafick ze limitéieren.

Mir setzen eis weiderhin och derfir an, datt de Privatsecteur verstäerkt vun esou enger Offer profitéiere kann. Et sinn nämlech virop d'Frontalieren, déi laang Aarbechtsweeër, net siele vun iwwer enger Stonn, op

sech huele mussen, fir op de Büro ze fueren. An dat huet och e groussen Impakt op hir Zefriddenheet. Amplaz sech all Dag zwou Stonnen duerch e Lëtzebuerger Verkéier ze ploen, kann ee méi laang ausschlofen, éischter akafe goen oder och Sport oder soss Fräizäit maachen. Kuerz gesot, et kann ee seng Zäit méi sënnvoll notzen.

An dat ass mäin nächst Stéchwuert: „Zäit". Well niewent der Zäiterspuernis duerch den Teletravail ass et en Haaptuleies fir d'Demokratesch Partei, och d'Aarbechtszäitorganisatioun ze moderniséieren. Déi schaffend Leit wënsche sech méi Flexibilitéit, fir hir Aarbecht, hir Famill an hir Fräizäit besser openeen ofstëmmen ze kënnen. Och de leschte „Quality of Work Index" huet erginn, datt Leit mat méi flexibelen Aarbechtszäite méi zefridde si wéi Leit mat rigiden Horairen.

D'DP wäert sech weiderhin derfir staark maachen, datt eng Joresaarbechtszäit fir méi Salariéen erméiglecht gëtt. Dofir muss de POT op de Leescht geholl ginn, deen aktuell vun der Majoritéit vun den Entreprisen am Land net genotzt gëtt, well seng Uwendung vill ze ëmständlech ass.

Och d'Reegele vun de Rouzäiten a vun der Sonndesaarbecht sinn ze rigid a stinn de Besoinen an de Wënsch vun de Salariéen am Wee.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Hei gesi mir Potenzial fir eng besser Work-Life-Balance, einfach duerch e gréissere Choix un Optiounen. Wichteg ass dobäi ëmmer, datt Upassunge vun den Aarbechtszäiten am géigesäitegen Averständnis tëschent dem Patron an dem Salarié oder der Personaldelegatioun virgeholl musse ginn.

Als DP setze mir eis och weiderhi fir d'Gläichheet tëschent Salariéen an Independanten an. Op meng Initiativ hin hate mir am Mäerz d'lescht Joer hei an der Chamber en Debat iwwert de Statutt vum Independant. Wärend der Pandemie war et offensichtlech ginn, datt Ongläichheeten tëschent dem Traitement vun de Salariéen an den Independantë bestinn, déi net begrënnt sinn. Ongläichheete wéi, zum Beispill, kee Recht op de Chômage partiel, hu verschidde Selbstänneger bal an de finanzielle Ruin gedriwwen. Net all Independant ass räich, och wann dat nach oft d'Bild ass, dat d'Leit vun engem Independant hunn. Vill vun hinne verdénge wéineg. Dat gëllt virun allem fir déi éischt Joren, wou de Betrib opgebaut muss ginn a vill finanziellt Kapital néideg ass.

Dës Ongläichheeten am Bezuch op de Chômage partiel, mee och d'Pension de vieillesse anticipée, wou am Mäerz dëst Joer och en Urteel vum Verfassungsgeriicht gesprach gouf, oder nach Dispositioune betreffend de Conjoint aidant mussen dréngend op de Leescht geholl ginn, fir de Statutt vum Independant ze revaloriséieren a méi Jonker nees ze motivéieren, de Wee vun der Selbstännegkeet anzeschloen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Jo, mir sinn den Independanten dat schëlleg, well et si si, déi derfir suergen, datt et Betriber gëtt, datt Aarbechtsplaze geschaf ginn an datt Wuelstand erwirtschaft gëtt. Déi nach bestoend Ongerechtegkeete gëllen deemno aus dem Wee geraumt.

Här President, d'Zefriddenheet op der Aarbecht gëtt natierlech och duerch d'Gesondheet beaflosst, souwuel vun der physescher wéi vun der psychescher. Mam Recht op Dekonnexioun an dem Antimobbinggesetz goufen an der leschter Legislatur wichteg Mesüren ëmgesat, fir besonnesch déi mental Gesondheet vun de Salariéen ze schützen. Zanter dem Rapport Lair an der Pandemie ass de politeschen a gesellschaftleche Fokus zu Recht nees méi op d'Gesondheet, op eise Gesondheetssystem geriicht ginn.

Besonnesch bei de Kanner muss et zu Verbesserunge vun der Gesondheetsversuergung kommen. Et ass net ouni Grond, dass den OKaJu als Haaptsujet vu sengem leschte Rapport den Accès zur Gesondheetsversuergung fir Kanner gewielt huet. Eis feele vill Dokteren am Land, mee et ass ganz extreem bei de Kannerdokteren. D'Pediatrie muss deemno méi valoriséiert ginn. De Premier huet an deem Kontext vun der Médecine scolaire geschwat, déi méi holistesch zur Santé scolaire soll ginn. Dës ass vu grousser Wichtegkeet.

Doriwwer eraus brauche mir an eisen Aen eng national Preventiounsstrategie, wou mir d'Biergerinnen an d'Bierger vu Gebuert un iwwer hir Schoulzäit, wärend dem Beruff a bis an den héijen Alter begleeden, gesond Gewunnechten ënnerstëtzen an duerch Fréierkennung vu Krankheeten a Krankheetsrisike fréizäiteg d'Behandlungs- a Geneesungschancen erhéijen.

An och d'Ëmweltmedezinn sollt net aus dem Bléckfeld verschwannen. Eist Waasser an eis Ernärung, d'Liichtan d'Loftverschmotzung, de Kaméidi an ëmmer méi intensiv an heefeg Hëtzewellen duerch de Klimawandel hunn en direkten Impakt op eis Gesondheet. D'Preventioun muss och hei matgeduecht ginn. A Preventioun kann op ville verschiddenen Niveaue geleescht ginn. D'Regierung huet eng Iddi aus dem DP-Walprogramm iwwerholl, fir ab 30 Joer reegelméisseg Gesondheetsbilanen duerch den Hausdokter duerchféieren ze loossen, mat enger méi déifgräifender Anamnees a klineschen Ënnersichungen.

An de leschte Jore gouf oft vum Virage ambulatoire oder méi korrekt vum Extrahospitalier geschwat. D'Iddi ass et, verschidde medezinnesch Behandlungen, déi aktuell nach eise Spideeler virbehale sinn, ausserhalb vun de Spideeler unzebidden a méi dezentrale Strukturen, méi no beim Patient. D'DP ass nach ëmmer der Meenung, datt mir hei méi wäit goe mussen, wéi dat mam Gesetz zum Virage ambulatoire bis elo de Fall ass. Mammografien a verschidde kleng chirurgesch Agréffer kënnen och ausserhalb vun engem Spidol ugebuede ginn. Et ass an anere Länner méiglech, firwat solle mir net eng Méiglechkeet fannen, et och hei zu Lëtzebuerg esou ze maachen?

D'DP wëll keng Konkurrenz zu de Spideeler kafen. Mir wëllen den Extrahospitalier stäerken, fir d'Spideeler ze entlaaschten. Hir Operatiounssäll wieren da méi séier disponibel fir komplex Agréff an et géife manner laang Waardezäiten entstoen. An et wier och méi Plaz fir d'medezinnesch Fuerschung, wat bestëmmt vill Dokteren an d'Spideeler zéie géif. Esou e System, deen den Doktere méi Optiounen erméiglecht, géif och zur Attraktivitéit vun eisem Gesondheetssystem bäidroen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann** (DP) | A mir mussen dréngend méi attraktiv ginn, fir kompetent Dokteren an d'Land ze zéien an och hei ze halen.

Selbstverständlech musse mir awer och hei am Land Dokteren a Gesondheetspersonal selwer ausbilden. Beim medezinnesche Studium ass an de leschte Jore vill geschitt. Dräi nei Bachelorstudiegäng fir Medezinn goufen agefouert an déi éischt Studenten hunn d'lescht Joer hire Bachelor an der Médecine générale, an der Neurologie an an der Onkologie ofgeschloss. De Medezinnstudium wäert och an den nächste Jore weider ausgebaut ginn. No enger Evaluatioun vum Bachelorstudium ass et d'Iddi, och e Masterstudium auszeschaffen an d'Studienoffer duerch weider Spezialisatiounen, zum Beispill an der Pediatrie oder der Psychiatrie, ze diversifiéieren.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Och e Statutt fir Médecins en voie de spécialisation soll d'Aarbechtsbedéngunge fir jonk Doktere verbesseren a si motivéieren, sech hei am Land fäerdeg ausbilden ze loossen. Op der Uni Lëtzebuerg ginn zanter der leschter Legislatur och Bachelore fir Infirmieren ugebueden, wat zur Attraktivitéit vun dëser Beruffsgrupp bäidréit. Ma d'Gesondheetsberuffer mussen insgesamt nach méi valoriséiert ginn, sief dat duerch d'Offer un Ausbildungen, duerch déi urgent Reform vun den Attributiounen oder duerch d'Reglementatioun vum Beruff vum Psycholog.

Jo, et gëtt nach ganz villes an der Gesondheetspolitick ëmzesetzen an ech kéint nach op vill weider Punkten ze schwätze kommen, zum Beispill de Stellewäert vun der mentaler Gesondheet, d'Digitaliséierung am Gesondheetssecteur, e verbesserten Accès zu palliative Soinen oder zur Euthanasie, oder och d'Gesetz fir d'Dokteschsocietéiten, dat nei deposéiert muss ginn. Och all dës Sujete leien eis als DP um Häerz.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Haut bleift awer keng Zäit, fir drop anzegoen. Zu deem, wat ech developpéiert hunn, bleift ze soen, dass d'Preventioun verstäerkt an de Mëttelpunkt muss réckelen, d'Gesondheetsversuergung méi no a méi séier verfügbar bei de Leit muss sinn an eise Gesondheetssystem nees méi attraktiv fir d'Dokteren an d'Gesondheetspersonal muss ginn.

Mat den diversen Annoncen, déi d'Regierung hei am État de la nation gemaach huet, sinn an der Ekonomie, der Energiepolitick, der Digitalisatioun esou wéi och am Travail an an der Santé weider Hiewelen a Beweegung gesat ginn. D'DP steet fir eng léisungsorientéiert Politick, déi eis Bierger a Betriber haut geziilt ënnerstëtzt an eist Land op d'Defie vu muer, ënner anerem déi digital an energeetesch Transitioun, virbereet, mam Zil, eise Sozialstaat ze erhalen a fir eng besser Zukunft fir d'Bierger an d'Betriber ze suergen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Hartmann. An dann hunn ech nach d'Madamm Polfer, déi sech op eis Lëscht ageschriwwen huet. A si kritt och d'Wuert. Madamm Polfer.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Här President. Här President, jo, ech wollt ganz kuerz d'Wuert ergräifen, fir op eppes zréckzekommen, wat d'Madamm Tanson gesot huet, an zwar an der Appreciatioun vun deem, wat – huelen ech elo mol un – ech gesot hunn, nodeem déi Note de recherche erakomm ass, a wou ech effektiv drop higewisen hunn, datt mer hei an engem Fall sinn, wou mer eng Note de recherche kruten, eng Note, déi vun engem Jurist geschriwwe ginn ass.

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift!

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Ech wär am Fong frou, wann Der géingt nolauschteren.

*(Exclamations)*

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dir waart net heibannen, wéi ech geschwat hunn. Dat heescht ...

*(Hilarité)*

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Dach, ech hunn alles nogelauschtert. Also ech hunn alles ... Wësst Der, et gëtt

sou eppes wéi d'Tëlee, wou een och vum Büro aus kann nolauschteren.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dat stëmmt net, Madamm Polfer, Dir waart net hei!

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Ech hunn alles nogelauschtert!

**M. François Bausch** (déi gréng) | ... wann Dir emol eng Kéier hei sidd ...

**Plusieurs voix** | O!

**Une voix** | Da lauschtert dach der Madamm Polfer no! Ass dat da sou schwéier fir nozelauschteren?

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Ech hunn alles nogelauschtert.

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Madamm Polfer ganz eleng huet d'Wuert!

**Une autre voix** | Mir sinn hei net am Gemengerot.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Madamm Tanson, Dir sidd drop agaang. Ech hunn alles nogelauschtert. Wéi gesot, et kann een dat alles nokucken, an ech hunn dat alles nogelauschtert a ganz opmierksam ....

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, wannechgelift, e wéineg Rou!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech kann och schwätzen a lauschteren.

*(Exclamations)*

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Maja, da lauschtert. Dir hutt, ginn ech emol dervun aus, ouni mäin Numm ze nennen, gesot, datt do drop higewise gi wier, datt do d'Séparation des pouvoirs iergendwéi am Spill wier. An dann hutt Der iergendwéi och nach esou ënnerstallt, wéi wann een dat vläicht net alles gelies hätt. Ech kann Iech garantéieren, ech hunn dat alles ganz gutt gelies. An déi Note de recherche, déi vun enger Juristin geschriwwe ginn ass ... Et gëtt vill Notten, déi vun anere Juristen driwwer geschriwwe gi sinn, an ech fänken net hei un ze soen, wie besser ass wéi deen aneren, well et ass eng ganz interessant Note, eng ganz interessant, déi ech vun der éischter bis zur leschter Zeil gelies hunn.

An ech muss soen, ech sinn am Fong frou an ech fanne mech a ganz ville Punkten do erëm. Ech soen Iech nëmmen een, zum Beispill, wou d'Juristin zur Konklusioun kënnt, a ganz kloer, an ech liesen Iech et vir: „Il est [...] essentiel de rappeler que c'est au juge qu'il revient d'apprécier la conformité d'un règlement ou des dispositions d'un règlement à la Constitution, que ce soit le juge administratif saisi d'un recours en annulation, ou le juge judiciaire qui statuerait par la voie de l'exception d'illégalité. La mission de la Cellule scientifique n'est en aucun cas de se substituer à cette appréciation."

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Ech kann déi doten Appreciatioun nëmme mat zwou Hänn ënnerschreiwen. Mee déi Leit, an dofir huelen ech si aus dem Kräizfeier, wéi si déi Nott do gemaach hunn, wousste warscheinlech net, datt just wärend där Zäit eeben och eng Aktioun virun der Justice pendante wier. Ech soen elo nëmmen dat. Dat ass deen éischte Punkt.

Deen aneren ass, well Dir hutt Iech jo dann och gewonnert, datt just déi och eng aner Kéier schonn en aneren Excès de pouvoir, oder nee, d'Séparation des pouvoirs net respektéiert hunn. An an dëser Nott fannen ech doriwwer och eng ganz, ganz interessant Appreciatioun, an dëser Note de recherche. An ech liesen Iech se dann nach eng Kéier vir. Et geet jo drëm, ob dann 2008 do eppes erausgeholl gi wier oder net. An ech liesen Iech vir, wat an der Nott hei steet vun der Juristin vun dem Comité de recherche: „L'interprétation que le juge pénal a donnée de l'article 157 de la loi du 19 août 2008 ne semble nullement correspondre à la volonté du législateur lorsqu'il a entendu modifier l'article 563 (6) du Code pénal. Rien n'indique une quelconque volonté de supprimer l'infraction de mendicité simple dans les travaux parlementaires et la formulation maladroite de l'article 157 est, selon toute vraisemblance" – mee dat wësse mer – „une erreur qui n'a jamais été rectifiée au cours de ces débats." Do kann ech och nëmme soen: Ech hunn ni eppes aneschters gesot!

Mee wat awer dat Interessantst nach ass, dat ass, wat e bësse méi ënne kënnt – an dann halen ech geschwënn op, well da sinn ech ganz sereine –, éischtens, iwwert dat, wat d'Riichter wäerten iwwert déi éischt ... Well wat war d'Commission de recherche gefrot ginn? D'Constitutionalitéit vun engem Règlement communal de police ze interpretéieren. Dat ass net hir Kompetenz, do si mer eis hoffentlech all eens!

Mee dat Zweet ass – an dofir sinn ech ganz frou iwwert dee Rapport, dee ganz interessant ass an dee gutt recherchéiert ass –, si kommen zum Schluss: Mais „cela étant, la question de l'abrogation de l'infraction de mendicité simple dans la loi pénale est un ‚faux débat'." Est un faux débat! „En effet, le pouvoir de la commune d'interdire la mendicité ne découle pas de la loi pénale ou, plus précisément d'une éventuelle infraction pénale qui punirait déjà le même comportement."

Duerno geet en dann drop an, wat an engem Reglement ass, ob et effektiv wierklech zu esou vill Saache komm ass. Dat sinn déi 58 Säiten, déi dee Rapport hei huet, deen u sech nach eng Kéier eng ganz interessant a gutt recherchéiert Aarbecht duerstellt. Mee dat ass net dat, wat ech gesot hu vun der Séparation des pouvoirs. An dat woussten déi Leit net. Mir sinn hei an engem Moment, wou d'Riichter – d'Riichter! – mat där doter Fro befaasst sinn. An ech waarde mat aller Serenitéit of, a mat desto méi Serenitéit, well d'Madamm Minister, d'Justizministesch déi Onkloerheeten – wou mer jo alleguerten och eens sinn, datt déi an dem gesetzleche Rame sinn –, wéi se ons gesot huet elo schonn e puermol – an ech ginn dervun aus, datt dat a kuerzer Zäit, oder nach an dësem Joer, wäert geschéien –, wäert klarifiéieren. An datt mer dann an aller Serenitéit kënne befannen iwwert den Ordre public, d'Sécurité publique an d'Salubrité publique, wat d'Gemengen do kënne maachen, fir déi ze assuréieren, esou, wéi et an der gesetzlecher Basis – jo, vu 1789 – steet. Mee, an dat misst Dir jo wëssen: All d'Decisiounen, déi an der Gemeng geholl ginn, ob dat e PAG ass, ob dat e PAP ass, baséiere sech och haut nach op dee Reglement vu 1789.

Wann deen also géing deklaréiert ginn als Base, déi net méi géing gëllen, eh ben, da bonne Chance! Da muss awer nach ville, ville nei iwwerluecht ginn! Mee ech schenken der Madamm Minister, der Justizministesch, an dem Ministre de l'Intérieur d'vollt Vertrauen, datt se eis an deenen nächste Méint do wäerten déi néideg Base légale bréngen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Polfer. Da ginn ech dervunner aus, datt d'Madamm Tanson nach wëllt d'Wuert froen. D'Madamm Tanson huet am Kader vun dëser Debatt siwe Minutten, wa se d'Wuert freet.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech hat mer ... Ech komme bei Iech.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Kommt Dir bei mech, jo, dat ass gutt.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech hat in weiser Voraussicht meng Riedezäit net ganz ausgenotzt. Madamm Polfer, ech muss Iech awer soen, och wann Der dat dann iergendzwousch anescht gelauschtert hutt, Dir hutt et dann awer warscheinlech net esou gelauschtert, wéi ech et gesot hunn.

Ech hunn nämlech vun e puer Saache geschwat. Dat eent, effektiv, wou et drëms gaangen ass, dass d'Séparation des pouvoirs – dat war Är Ausso – net respektéiert wier duerch den Avis vun der Cellule scientifique. Do sinn natierlech e puer Constaten, déi mech do e bësse staunen dinn.

Éischtens emol, ech mengen, Dir waart eng vun den Haaptwortfürerinnen, wéi et drëms gaangen ass, Jurisprudenze klengzerieden, Iech opzereegen iwwer Aussoe vu Magistraten, och am Stater Gemengerot, wat een do an der Press driwwer gelies huet. Do war d'Séparation des pouvoirs irrelevant. An elo op eemol, wann een Avis, deen net bindend ass, deen net vun engem Politiker ass, dee vu Juristen hei aus dësem Haus geschriwwe gouf, a wou eng Conférence des Présidents – eng Conférence des Présidents, wou Äre Vertrieder, deen e puer Sëtz niewent Iech sëtzt, mat derbäi ass – decidéiert huet, datt deen Avis soll ëffentlech gemaach ginn ... Eng Conférence des Présidents, déi och absolutt d'Moyene gehat hätt – nodeems dee Recours och an der Press war, wou also, denken ech, och d'Cellule scientifique driwwer informéiert war, mee wou och d'Conférence des Présidents, wa se dann d'Press liest, wouvunner ech jo ausginn, driwwer informéiert war –, zu all Moment dat doten erëm op den Dësch ze leeën, well mir wousste jo och ongeféier, wéini den Avis géif kommen, an dat dann do ze thematiséieren. Dat ass net geschitt!

Duerfir fannen ech et da schonn e bësse speziell, wann den Dag vun der Publikatioun en Avis, deen net just dat erëmgëtt, wat Dir elo gesot hutt ... Ech kenne jo Är Aart a Weis fir ze argumentéieren: Dir hutt just deen Deel erausgeholl aus dem Avis, deen Iech elo arrangéiert huet. Well den Avis seet nämlech och kloer, dass hirer Meenung no d'Reglement net konform ass zur Verfassung, och wa se virdrun e puer Reserve maachen. An dat weist jo och, dass et e ganz mesüréierten Avis ass, wou se soen: „Verschidde Punkte sinn Appreciatiounssach!" Mee ech denken, mir wäerten an der Kommissioun nach en long et en large d'Occasioun hunn, fir doriwwer ze debattéieren.

Verschidde Punkte sinn Appreciatiounssach. Mee hir Konklusioun ass déi, dass dat Reglement, wat Dir an der Stad Lëtzebuerg geholl hutt a wat vum Inneminister confirméiert ginn ass, très vraisemblablement net konform zur Verfassung ass. Et ass och net den Avis vun enger Juristin, wéi Der dat hei e bësse probéiert, esou ...

*(Interruption)*

Wann Der eleng liest, wat am Avis steet: Do stinn zwee Nimm. Et ass den Avis vun enger Cellule. Ech ginn dervun aus, dass déi professionell fonctionéiert, dass do net einfach eng Juristin eppes schreift, keen et nach eng Kéier liest an et dann online geet.

Mir sollten awer e bësse méi hannert eiser eegener Cellule scientifique stoen, ...

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | ... wéi dat elo hei esou klengzerieden!

Ech hunn och mat Erstaune gesinn – mee ech hunn et awer begréisst –, datt notamment Ären Affekot, deen

och nach aner Funktiounen huet, op soziale Reseaue felicitéiert huet fir deen Avis vun där Auteurin, déi Dir elo genannt hutt, vun enger vun den Auteure vun dësem Avis. En huet hir felicitéiert fir deen extreem gudden Avis, dee se do geschriwwen huet.

An dann zu der Jurisprudenz. Och do zitéiert Der en Deel vun deem, wat gesot gëtt. D'Jurisprudenz seet nämlech eppes, an do hoffen ech jo wierklech, dass jiddwereen dat dann och am Detail gelies huet: D'Jurisprudenz seet, dass dat eng Erreur matérielle war – dat huet jo och ni ee contestéiert, dass dat eng Erreur matérielle war –, déi awer net adresséiert ginn ass vum Legislateur an all deene Jore vun 2008 un, dat heescht, déi Jore vun deene viregte Koalitiounen ...

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Madamm Tanson, wéi vill Joer waart Dir Justizministesch?

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Vun deenen ... Entschëllegt, also ...!

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Wéi vill Joer waart Dir Justizministesch? Dir sot, et ass net adresséiert ginn.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Här President, hunn ech d'Wuert oder d'Madamm Polfer?

**Mme Lydie Polfer** (DP) | An all deene Joren, wou Dir Justizministesch waart, hätt Der et jo kënne redresséieren!

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

Majo, majo, majo! Also, allez!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Merci. Also, ech huele gär Responsabilitéit fir Saachen, mee hei muss ech awer elo soen, dat do ass wierklech d'Aangel ganz wäit gehäit! Well tëschent 2008 an 2019, wou ech dunn de Ressort iwwerholl hunn, do ass scho ganz, ganz vill Waasser d'Baach erofgelaf, soudass ech mengen, dass ech net als Éischt concernéiert war vun där doter Fro. An eis Jurisprudenz, dee Moment, wou ech d'Justiz iwwerholl hunn, ...

*(Interruptions)*

... war glaskloer, an ech gesinn net an, eppes ofzeschafen, wat vun der Jurisprudenz schonn ofgeschaaft ginn ass, well et fir mech kloer war, dass mer déi Interdictioun net bräichten.

An da just nach e leschte Punkt, zu deemjéinegen, deen a mengen Aen den Avis net gelies huet, éier en de Mikro geholl huet, oder deem et vläicht egal war. Domat hunn ech net Iech gemengt! Duerfir, ech fannen et elo erstaunlech, dass Dir Iech dovu concernéiert gefillt hutt, well wann Der mer nogelauschtert hätt, dann hätt Der héieren, wat ech virdru gesot hat. Ech hu gesot: Et huet ee vun de Majoritéitsparteien an de Mikro gesot, den Avis géif sech reng op déi aktuell Verfassung baséieren. An déi Ausso hätt en net gemaach, wann en et gelies hätt. A souwäit ech dat an der Press retracéiere konnt, waart net Dir deen, deen déi Ausso gemaach hat, mee den Här Gloden. Voilà!

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Dann huet d'Madamm Bofferding nach d'Wuert gefrot. Och si huet nach eng ganz Rei Minutten Zäit, fir sech ze expriméieren. Ech maache just drop opmierksam, datt awer an enger Debatt keen Orateur méi wéi zweemol däerf schwätzen, fir datt och do d'Saache kloer sinn. Madamm Bofferding, et ass un Iech.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Ech wëll just ganz kuerz mäin Erstaunen zum Ausdrock bréngen, well d'Madamm Polfer elo seet, dass et gutt wär, dass hei elo d'Geriicht géif tranchéieren. Bon, mir ware jo bal an där Situatioun gewiescht. Dir sidd just bei den Inneminister gaangen an hutt gefrot, dass e mäi Refus zréckzitt, Dir hutt dee Moment agegraff, soudass et ni zu deem Geriichtsurteel komm ass.

Dofir sinn ech elo e bëssen erstaunt, dass Der sot, dass et gutt wär, dass elo d'Riichtere géifen tranchéieren, well deemools hutt Der jo meng Decisioun op d'Geriicht geholl. Dann hätt et jo kënnen zum Prozess kommen! Do ass awer agewierkt ginn, well den Inneminister jo do mäi Refus zréckgezunn huet a schlussendlech awer déi Dispositioun, den Artikel, eeben approuvéiert huet. Dofir sinn ech erstaunt, dass Dir sot, et wär elo wichteg, dass dann d'Geriichter sollen tranchéieren, well wa mer bei deem bliwwe wären, dann, mengen ech, wären eis vill Streidereien a vill Chaos erspuert bliwwen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Madamm Tanson, pardon, entschëllegt, pardon.

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Polfer, frot Dir nach eng Kéier d'Wuert?

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Ech muss awer ganz kuerz der Madamm Bofferding do äntwerten.

*(Interruption)*

Mir ware mat eppes net d'accord, dat war mat där Decisioun, déi Dir geholl hat am Mee, fir eist Reglement op zwee Artikelen net unzehuelen. Dogéint hu mir e Recours gemaach, dee ganz gutt argumentéiert ass an zu deem mer och nach ëmmer stinn. Sou, den Här Minister, Äre Successeur, deen huet dunn eng Decisioun geholl, datt en eist Reglement unerkannt huet an ...

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou!

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Bon, dat ass elo näischt Neies. An duerno koum en anere Recours géint déi Decisioun.

Sou, mir sinn also nach ëmmer voll an deem Prozess. Dat ass e Recours elo géint déi Decisioun. De Moment si mir nach net an Interventioun gesat. Ech géif awer mol dervun ausgoen, datt mer wäerten an Interventioun gesat ginn, an da wäerte mer déi Positiounen, déi mer haten, an do ass dësen ...

A fir der Madamm Tanson et da ganz kloer ze soen: Ech hunn dat nämmlecht gesot wéi eisen Affekot, deen eise Recours gemaach huet. Dat ass deen, dee sech esou beluewegend ausgedréckt huet. Ech hunn, wann der mer nogelauschtert hutt, och gesot, datt deen Avis do ganz gutt recherchéiert ass, sauf datt déi Kompetenz, fir eppes zu der Constitutionalitéit ze soen, net hei läit, déi läit nëmme beim Geriicht. An da waarde mer of, wéi et mat deem Recours geet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Polfer.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Här President, ass dat hei den État de la Ville de Luxembourg?

**M. Claude Wiseler,** Président | Domadder schléisse mer déi Diskussioun hei of.

**Une voix** | Et geet elo duer mam État de la Ville de Luxembourg!

**M. Claude Wiseler,** Président | Et huet jiddweree geschwat zu deem Sujet, an ech géif elo mengen, datt ech der Regierung d'Wuert ginn, dem Här Premierminister, fir iwwert den État de la nation ze schwätzen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | An der Schoul wär dat do en Hors sujet gewiescht, Madamm Polfer.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, och éier ech d'Ried geschriwwen hunn zur Lag vun der Natioun, wousst ech eigentlech, wéi d'Reaktioune géife sinn.

*(Brouhaha)*

Well déi waren esou bei all Lag vun der Natioun, bei deenen, deenen ech bäigewunnt hunn als Deputéierten, duerno als Minister an och elo, wou ech als Regierungschef rëmkomm sinn. D'Oppositioun fënnt se schlecht, d'Majoritéit fënnt se gutt. Mee dorëms geet et eigentlech guer net. Et geet jo drëm ze kucken: Wat sinn dann d'Alternativen, déi kommen? Wat sinn dann déi fundamental Kriticken, a si se justifizéiert? An ech stelle fest, et ass schwiereg. Wéi vill Stonnen diskutéiere mer elo hei? Scho sechs Stonnen, a vu dass ech Är Texter och net schréftlech kritt hunn ... Dat ass jo bemängelt ginn, datt ech meng Ried net ausgedeelt hunn, mee ...

*(Interruption)*

... Dir hat op d'mannst eng Nuecht Zäit, fir driwwer nozedenken. Ech hunn dat haut nogelauschtert, an obschonns ech Är Texter net schréftlech hat, si mer dach eng Rei Kontradiktiounen opgefall.

Ech stelle fest, datt d'Presidentin vun der sozialistescher Fraktioun, d'Madamm Bofferding, seet, et wär eng konservativ Ried. Konservativ Regierung, konservativ-liberal. An den Här Keup seet e puer Minutten duerno, se wär net konservativ genuch! An duerfir, mengen ech ...

*(Brouhaha)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dat ass awer e Luef fir d'Majoritéit!

**Une voix** | Dir sidd awer och net an där selwechter Partei!

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | An duerfir confirméiert dat ...

**Une voix** | Ui, ui, ui.

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | An duerfir confirméiert dat dat, ...

**Une voix** | Dir waart scho besser!

*(Hilarité)*

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | ... wat ech gesot hunn, datt dëst eng Regierung ass vun der politescher Mëtt ...

*(Brouhaha)*

**M. Georges Engel** (LSAP) | Well den Här Keup gesot hutt, Dir wäert net konservativ genuch!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Wann Der den Här Keup awer als nëmme liicht riets gesitt ...

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Lauschtert net ze vill op den Här Keup!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Här Premierminister, Dir verdéngt eng zweet Plaz.

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Premierminister huet d'Wuert ganz eleng. Här Premierminister.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Et ass eng Regierung vun der politescher Mëtt, déi bei de Walen e staarkt Mandat vum Wieler kritt huet, wat sech mat

35 Deputéierten hei an der Chamber ausdréckt, déi och – an dat soen ech dem Här Baum vun deene Lénken – bei den Europawalen, souwuel an Europa wéi heiheem, e staarkt Resultat huet: dräi Deputéierte vu sechs Lëtzebuerger am Europaparlament.

An ech soen nach eng Kéier, wat ech an der Erklärung gëschter gesot hunn, datt ech feststellen, datt am Europaparlament zwee Drëttel vun den Deputéierte proeuropäesch Zentrumsparteie sinn, aus dem politeschen Zentrum sinn. An ech mengen, datt een dat och muss soen, trotz alle Beweegungen, déi op där enger oder anerer Plaz stattfonnt hunn, datt déi europawäit net esou staark sinn, wéi déi Impressioun bei verschiddenen Aussoen heibanne hätt kënne sinn.

Frankräich ass eng aner Situatioun, mee bei den Europawale generell ass et kloer, wéi eng Parteien déi Wale gewonnen hunn an och an Zukunft wäerten d'Europapolitick gestalten. An d'Lëtzebuerger Regierung, dat hunn ech gëschter nach eng Kéier kloer gemaach, wäert dee proeuropäesche Kurs vun enger Verstäerkung vun der Europäescher Unioun och an deenen nächste Joren zolidd determinéiert ugoen. Do gëtt et eng ganz kloer Linn, déi d'ganz Regierung an all deenen eenzelne Matièren, déi ustinn, fiert

Dann hunn ech héieren, datt d'Spriecherin vun der grénger Fraktioun gesot huet, dës Regierung hätt keng Visiounen. Wann ech mer d'Regierungserklärung vum 22. November, de Koalitiounsaccord, an d'Lag vun der Natioun ukucken, dann ass déi Visioun ganz kloer: Déi Visioun ass am Slogan „Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken". Dat heescht, eng sozial Kohäsioun hunn. Dat heescht, eng Wirtschaft hunn, déi Aarbechtsplaze schaaft an déi doduerch en Ëmfeld fënnt, wou se sech och ka weiderentwéckelen an net vu riets a vu lénks a vun uewen a vun ënne blockéiert gëtt. Dat ass eng, déi d'Kafkraaft stäerkt, de Leit méi Suen zur Verfügung léisst, fir hire Besoinen nozekommen, dorënner de Wunnengsbau, wat ee ganz grousse Besoin vun eise Matbierger ass. Dat ass eng Regierung, déi am Kontext vun der sozialer Kohäsioun kuckt, datt mer déi Problemer vun der Aarmut a virun allem vun der Kanneraarmut, déi eis extreem um Mo leien, méi kleng gemaach kréien, voire eliminéiert kréien. An et ass eng Regierung, déi eng Visioun huet, fir déi ekologesch Transitioun hinzekréie mat de Leit, duerch Ureizer, mat de Betriber, déi ënnerstëtzt ginn. An dat ass dat Gesamtbild, wat mer wëlle maachen.

An d'Erklärung vu gëschter, déi konkretisiéiert déi Visioun, déi dat Wirtschaftlecht, dat Soziaalt an dat Ekologescht sech niewentenee weiderentwéckele léisst. An den Titel vu gëschter war „Einfach. Besser. Modern." Dat ass also de Wee, fir zu där Visioun an zu deem Zil ze kommen. An zu deem Zil ass d'Vereinfachung vu ville Prozeduren net e Schlagwuert, wat een allgemeng ka gebrauchen, mee dat soll ganz prezis derzou féieren, datt mer am Wunnengsbau weiderkommen, datt mer an der Kanneraarmut weiderkommen.

An och do hunn ech eng weider Kontradiktioun festgestallt. D'Madamm Bofferding huet hei gesot, datt et keng intellektuell Éierlechkeet gewiescht wär, datt d'Iddien oder d'Dossiere schonn alleguerten an den Tiräng geleeën hätten. Mee da froen ech mech just: Firwat hutt Der se net erausgeholl aus den Tiräng? Well …

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Brouhaha)*

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Jo, mee, wann Dir viru fënnef oder zéng Joer am Logement déi Saachen do gemaach hätt, all déi Prozeduren do geännert hätt, déi mir gëschter proposéiert hunn, da bräichte mir dat elo net ze maachen.

Dat Zweet ass: Dir hutt gesot, et wär ideenlos gewiescht. Mee da waren Är Iddien ideenlos. Also, do waren esou vill Kontradiktiounen dran, déi ech awer nëmme mat Erstaunen hei ka feststellen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Mir hunn eng kloer Marschroute. Mir gesinn, datt mir trotz sécherlech gudden Efforten, déi gemaach gi sinn, e Problem vu Kanneraarmut hunn. Deen ass awer an deene leschte Jore massiv an d'Luucht gaangen. An dës Regierung ass ugetrueden, fir dat méi kleng ze kréien. Mir mierken, datt mer net genuch Wunnengen hunn, net genuch abordabel Wunnengen an allgemeng net genuch Wunnengen. Mir hunn de Constat gemaach vun all deenen Hürden, déi an deene leschte Joren ëmmer méi grouss gi sinn, a mir hu gesot: „Mir ginn déi elo geziilt un, zesumme mat den Acteuren um Terrain", an dat ass eng nei Approche. Mir huele Privatacteure mat eran. An déi eenzel Ministèren hunn op eng remarkabel Aart a Weis – Logementsministère, Interieursministère, Ëmweltministère – e Paradigmewiessel an enger ganzer Rei vu Matièren decidéiert, an déi wäerte konsequent an den nächste Méint ëmgesat ginn.

An da stellen ech fest, datt et Ënnerscheeder gëtt – an dat ass jo och gutt. Mee ech soen Iech och, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten – Dir wësst et, well mir sinn e Resultat dovunner –: Et goufe Walen. Hei gëtt contestéiert, datt d'Steieren erofgesat ginn. Mee mir sinn domat, d'CSV/DP-Koalitioun ass domat ugetrueden, datt mer géingen d'Kafkraaft vun de Leit stäerken. D'LSAP-Spriecherin huet hei gesot, datt si keng Inflatiounsberengegung gemaach hätten, wa si an der Regierung wären. Mir maachen déi, well mir hunn dat gesot, mir hunn dat versprach an de Walen, déi zwou Parteie vu der Koalitioun. Mir hunn dat am Koalitiounsaccord a mir wäerten dat ëmsetzen.

Dat selwecht gëllt fir d'Ekonomie, fir d'Wirtschaft. Mir wëllen, datt mer zu Lëtzebuerg Betriber hunn, déi sech kënne weider entfalen. Mir wëssen, datt mer an enger Konkurrenz mam Ausland sinn. An duerfir gi mer mam Kierperschaftssteiersaz d'nächst Joer erof vu 17 op 16 %. Dat ass versprach. Dat gëtt gemaach. An op deem Wee wäerte mer weiderfueren.

An och an deem Kontext wëlle mer eppes ab dem nächste Joer fir d'Monoparentalle maachen. Ech mengen, datt ass jo hei vu méi Spriecher begréisst ginn. Dat ass um Wee och vun enger gréisserer Steierindividualisatioun, déi selbstverständlech méi Zäit brauch, mee wou mer och an nächster Zäit mat Propositioune komme wäerten.

Ech mengen, datt Steierpolitick net dat Eenzegt ass, mee et ass e wichtegt Element, fir de Leit méi Suen um Enn vum Mount ze iwwerloossen a fir de Betriber ze erlaben, och Suen ze hunn, fir an déi digital an an déi noutwendeg ekologesch Transitioun ze investéieren. Well ouni Betriber, deenen et gutt geet, kënne se weeder uerdentlech Salairë bezuelen nach kënne se och duerno déi Investissementer maachen, déi mer brauchen, fir innovativ ze sinn an och fir déi Transitioun hinzekréien.

Den Här Baum vun deene Lénken huet e Saz gesot zum Schluss, dee mech trotzdeem interpelléiert huet. En huet gesot: „Déi grouss Problemer si bagatelliséiert ginn." Also ech kann Iech just soen, datt, wann ee vu Logement, Kanneraarmut, Pensioune schwätzt, Sujeten, déi d'ganz Gesellschaft betreffen, déi Jonk betreffen, déi d'Zukunft vun eisem Land betreffen, wann een da fënnt, déi grouss Problemer wäre bagatelliséiert ginn, da muss ech soen, dann hunn ech näischt verstane vun där Ausso.

Op jidde Fall, mir ginn déi grouss Problemer un a mir wäerte se determinéiert ugoen, sou wéi dat am Koalitiounsaccord steet. Mir wäerten nolauschteren, mir wäerte Sozialdialog féieren, mee um Enn, hunn ech och gesot, muss entscheet ginn. Duerfir ass eng Regierung do. Duerfir ass eng Chamber do. D'Regierung mécht Propositiounen, d'Chamber diskutéiert se, verbessert se a geet op deem Wee dann déi Richtung, déi se fir richteg fënnt an där Legislaturperiod.

D'Madamm Bofferding huet gesot, et soll een och gutt Iddie vun der Oppositioun ophuelen. Dat ass richteg. Dat ass an der Vergaangenheet – ech war zwar méi wäit dervun ewech, mee ech hunn dat observéiert – net ëmmer geschitt, well de Gros vun de Motiounen an der leschter Legislaturperiod vun der Oppositioun ass verworf ginn, an dat wäert an dëser Legislaturperiod vläicht ëmgedréit de Fall sinn. Mee fundamental …

*(Hilarité)*

Wann ech de Radio gelauschtert hunn, war et ëmmer 31:29.

Ech wëll just soen: Et gëtt hei zwee Sujeten, wou ech ganz frou wär, wa mer hei am Parlament eng Eenheet hätte fir virunzekommen. A se sinn ënnerschiddlecher Natur. An ech hunn et gëschter bei deem enge gesot an ech géing et gäre bei deem aneren derbäisoen.

Dat eent, dat ass eise kollektiven Effort fir Verteidegung, wat eigentlech heibannen héchstwarscheinlech kee vu sech aus spontan esou wollt, wéi en an d'Politick gaangen ass. Mee d'Welt huet geännert, an op esou Sujete vu Fridden a Fräiheet, vu Sécherheet, mengen ech, ass et gutt, wa mer un engem Strang zéien, hannert de Sécherheetsorganer stinn, hannert der Politick, déi och do steet, fir datt eist Land a Fridden a Sécherheet lieft.

An deen aneren ass dee vun der Kanneraarmut. Dir wësst – an ech soen dat hei nach eng Kéier –, dat ass e Sujet, dee mech scho perturbéiert huet, wéi ech Chiffere gesinn hunn, wéi ech nach net zréck an der Politick war. E stéiert mech haut nach méi, wou ech an der Regierungsverantwortung sinn, zesummen iwwregens mat de Kolleegen an der Regierung. Ech mengen, datt dat kee parteipolitesche Sujet soll sinn an datt mer déi Moossnamen, déi mer do proposéiert hunn, konstruktiv kucke sollen, well ech se ganz gäre géing zesumme mat den zoustännege Ministeren – dem Minister fir Schoul a Jugend, dem Minister vun der Famill, dem Finanzminister an aneren – kucken a kucken, wat een do ka maachen.

Mir hunn eng ganz Rei Saache virgeluecht. De Familljeminister schafft un deem Aktiounsplang géint Kanneraarmut. Mir hu géint d'Aarmut gëschter hei ganz konkreet Propositioune gemaach, zu deenen ech mäi Pefferkär bäigeluecht hunn an deenen Diskussiounen an de leschte Wochen. Ech si gäre bereet, do och Propositioune vun der Oppositioun ze lauschteren, insofern se och Sënn maachen an der gesamter Wirtschaftspolitick, an der gesamter Sozialpolitick, fir datt mer eng effikass Politick maachen. Well vill vun deene Moossnamen, déi an de leschte Jore geholl gi sinn an deem dote Beräich, hunn eeben net zum Resultat geféiert, well se héchstwarscheinlech vill ze vill breet an net geziilt genuch distribuéiert gi sinn. An dat wëlle mer änneren, an duerfir ass dës Regierung ugetrueden.

An dann e lescht Wuert zur Kommunikatioun. Wéi huet dat geheescht? E „Kommunikatiounschaos". Also, ech wees net, ob d'Debatt heibannen net heiansdo méi chaotesch war wéi déi Kommunikatioun, déi d'Regierung an deene leschte Woche gemaach huet. Ech wär ganz frou, wa mer géingen iwwert déi Kommunikatioun schwätzen. Ech sinn der Meenung,

datt haut, doduerch, datt duerch d'sozial Meedie jiddweree seng eegen Zeitung e bësse publizéiert, niewent all deene Saachen, déi jiddwereen an enger Demokratie kann a soll maachen …, datt dat selbstverständlech net ëmmer dat nämmlecht ass bei jiddwerengem. An ech fannen, datt dat och eis Demokratie lieweg mécht.

Ech fannen, datt mer heibanne vill méi direkt solle mateneen diskutéieren. Dat war iwwregens d'Ursaach – wollt ech och soen –, firwat ech gëschter meng Ried net ausgedeelt hunn: well ech weess, aus der Vergaangenheet, datt, wann d'Ried virdrun ausgedeelt gëtt, da gëtt et e bësse wéi eng Procédure écrite. Da liest jiddwereen deen Deel vun der Ried, deen en interesséiert. Et gëtt kee gesamten Debat. An ech fannen et vill méi flott, wann d'Leit mateneen diskutéieren. Wann Der se gären d'nächst Joer virdrun hätt, da schléissen ech dat net aus. Dann hätt ech och gären d'Riede vun de Spriecher vun de Parteien. Mee dann ass et eng Procédure écrite. Mee da bréngt et, mengen ech, dem Parlament manner Debat, gradesou wéi ech et eigentlech speziell fannen, datt d'Debatten en dehors vun der Chamber scho geféiert gi sinn, éier se an der Chamber geféiert gi sinn.

*(Brouhaha)*

Duerfir géing ech proposéieren, Här President, datt mer eng Kéier géingen iwwert déi Saache mat der Conférence des Présidents …

*(Interruption)*

**M. Georges Engel** (LSAP) | An d'Press hat se awer!

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Duerfir géing ech proposéieren: Ech sinn …

*(Interruption)*

Majo, et ass guer kee Problem! Wann Dir déi gären d'nächst Joer hätt, ginn ech se och gären deen Dag virdrun, mee da brauche mer d'Chamberdebatt vläicht net méi ze maachen. Wat ech Iech wollt proposéieren, ass, datt mer …

*(Brouhaha)*

**M. Georges Engel** (LSAP) | Nee, nee, d'Debatt gëtt gehalen!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Et ass alles gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Kommt, mir lauschteren der Propositioun mol no.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Lauschtert dem Här Chamberpresident no!

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Ech wollt also soen: Ech hu Chamberdebatte ganz gären an ech fannen am flottsten déi Debatten, wou een d'Riede fräi hält, an duerfir ass dat eng aner Form, déi ech der Chamber wollt proposéieren, datt mer och eis Froestonnen un d'Regierung, op d'mannst déi un de Premierminister, dat heescht u mech, géingen an enger Form maachen, déi sech um Ausland inspiréiert, déi méi tac au tac ass, déi net an den technesche Detail geet.

*(Interruption)*

Do brauch een d'Ried net virdrun auszedeelen, mee datt mer méi Liewen an eis parlamentaresch Debatt erakréien, an dat géing ech begréissen an dozou sinn ech bereet.

A fir déi Debatt besser ze maachen, wëll ech nach eng Kéier och drop hiweisen, datt ech gëschter annoncéiert hunn, datt ech dee Projet de loi deposéieren iwwert de gesetzlech verankerten Zougang vun der Press zu den Informatiounen. E Projet, deen iwwregens zënter zéng Joer der Press versprach ginn ass an net komm ass. Mir maachen et. Mir hunn eppes versprach. Mir liwweren dat elo.

*(Interruption et hilarité)*

An ech wollt Iech … Et ass e Gesetz vun der ganzer …

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

All Gesetz kënnt vun der gesamter Regierung. An ech wëll Iech soen, datt ech den Debat an d'Kommunikatioun gären hunn. An duerfir wëll ech och soen: Dës Debatt ass nëtzlech, och wa se laang ass. An déi Remarken, déi hei gemaach gi sinn, musse déi mer weider diskutéieren. Déi Regierungserklärung vu gëschter ass den Ufank … Eng Lag vun der Natioun ass eng Regierungserklärung. Eng Regierungserklärung zu enger hallwer Dose Sujete gëtt selbstverständlech an deenen nächste Méint bei all Projet de loi verdéift. Dat ass de Wee, wou dat fonctionéiert. Déi Debatt dierf net ophalen.

An ech kann Iech soen, vu datt Der d'Kommunikatioun jo net gutt fannt, datt ech Iech wäert all Mount zu deem engem oder deem anere Sujet zesumme mat de Kolleege vun der Regierung informéieren, fir am Kader vun der Ëmsetzung vun deem Programm do och ze soen, wat mer alles gemaach hunn. An Dir wäert Iech nach wonneren, wéi vill Kommunikatioun mir kënne maachen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Premierminister villmools Merci. Ech maache just drop opmierksam, datt ech sécher sinn, datt dës Chamber dat Ugebot, fir d'Heure de questions ze änneren a méi lieweg ze maachen, mat extreem grousser Freed, déi – ech ginn dervunner aus – vu sämtleche Fraktioune gedeelt gëtt, wäert unhuelen.

**Une voix** | Nach ass et d'Chamber, déi decidéiert, wéi mir hei schwätzen, an net d'Regierung!

**M. Claude Wiseler,** Président | Do diskutéiere mer an der nächster Conférence des Présidents mat Pleséier driwwer.

*(Brouhaha)*

Elo hunn ech nach Wuertmeldungen hei, ganz kuerz, ech weess net, a wellechem Kontext Der elo wëllt d'Wuert froen, well dat steet a priori net um Programm, datt elo nach …

*(Interruptions)*

Parole après ministre an nach eng Kéier Parole après ministre. Et ass jo esou? Gutt, also.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Premier fir dat kuerzt Agoen op eng Debatt vun awer sechs Stonnen, awer och fir déi Suggestiounen, déi d'Exekutiv der Chamber mécht, och wat d'Froestonn ugeet. Ech mengen, datt dat effektiv och duerchaus kéint an eisem Sënn sinn.

De Premier huet mir awer perséinlech eng Fro gestallt. En huet nämlech gesot, en hätt net verstanen, firwat ech zur Konklusioun kommen, datt ech déi grouss Sujeten, wéi zum Beispill Logement oder Aarmut, an dëser Regierungserklärung bagatelliséiert fonnt hunn. Ech hunn dat gemaach an ech hu probéiert, dat a menger Interventioun doduerjer ze begrënnen, datt déi grouss zentral Froen an éischter Linn – an éischter Linn! – vun dëser Regierung am État de la nation als Froe vun enger administrativer Vereinfachung betruecht gi sinn, dat heescht, datt zentral politesch Froen administrativ Äntwerte kréien. Dat ass a mengen Aen eng Bagatelliséierung. Dat musst Dir net esou gesinn. Ech wollt Iech just d'Äntwert op Är Fro ginn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. D'Madamm Bofferding och, huelen ech un, Parole après ministre.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Ganz genau, Här President. Kuerz e Faktencheck, well et grad awer duergestallt ginn ass, wéi wann am Tirang vun der Beaumontsgaass nach Projete géife leien. Nee, nach eng Kéier: Et ass den Tirang vun der Chamber, deen Der musst opmaachen. Ech hunn nach eng Kéier ganz genau nogekuckt: Baulandvertrag. Remembrement ministériel mat de Prozedure fir am PAG, dat ass de Projet de loi 7139. Dann „Natur auf Zeit", do hu mer jo och schonn driwwer geschwat. Deen ass och deposéiert ënnert der Nummer 8082 (veuillez lire: 8308). An dann d'Mobiliséierungssteier, d'Grondsteier an d'Leerstandstax, dat ass d'Nummer 8308 (veuillez lire: 8082). Déi Projete sinn deposéiert, nach eng Kéier fir ze präziséieren, an et ass net, wéi wa se géifen am Tirang leien a se wären net weiderkomm. Mir sinn nach ëmmer an der Prozedur an ech si frou, dass d'Regierung jo eng Rëtsch vun deene Projeten do wëll weiderdreiwen. Mee just fir ze preziséieren: Se leien net am Tirang. Se sinn an der Prozedur. Ech hunn hu se deposéiert.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, Madamm Tanson, dat selwecht, huelen ech un. Jo, da lass!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech weess, et ass eent vun Äre Liblingsinstrumenter an eisem Reglement, Här Chamberpresident, mee Dir wësst och, firwat dass ech esou frou sinn, dass mer dat solle bäibehalen. Ech sinn awer och ganz frou, dass eng Propositioun elo hei vum Premierminister koum iwwert d'Heure de questions, déi ech selwer scho gemaach hat, wou ech fonnt hunn, mir sollen eis un deem neie franséische System mol vläicht eng Kéier inspiréieren. An de Chamberpresident hat och deemools dee Moment gemengt, Dir wiert bestëmmt och bereet, dorop anzegoen an heihinzekommen an eis reegelméisseg Ried an Äntwert ze stoen. Ech fannen dat eng gutt Saach an ech hoffen dann, dass mer dat ëmgesat kréien.

Bon, ech begréisse jo, dass Der elo probéiert hutt, Iech kuerzzefaassen. Ech stelle just fest, dass déi Froen, déi awer gestallt gi sinn, eigentlech net beäntwert gi sinn. An ech ginn elo net nach eng Kéier am Detail op alles an, mee ech hat awer eng méi grondsätzlech Fro: Dat war iwwert d'Berechnunge par rapport zu dem Energiepräisdeckel, ob Der dat vum Statec och berechne gelooss hätt, fir ze wëssen, wat do den Impakt op d'Inflatioun wär. Ech wier elo frou, wann Der mech elo net géingt op d'Finanzkommissioun verweisen, déi dann iergendwann eng Kéier stattfënnt, mee wann Der mer dorobber kéint eng Äntwert ginn.

An da vläicht nach eng Kéier zur Form, well ech dat effektiv gesot hat mat der Ried. Et geet jo net drëm, dass domat d'Diskussioun net géing stattfannen, well déi Diskussioun hei, haut, déi hätt genau d'selwecht stattfonnt, wa mer Är Ried gëschter ausgedeelt kritt hätten. Ech hunn et e bëssen eng Infantiliséierung fonnt vun der Chamber, wann Der eis sot, Dir géingt eis se net ginn.

Parallell dozou kritt d'Press se awer ausgedeelt an da gi mer erof – a mir wësse jo, wéi et fonctionéiert, an et ass jo och richteg, dass dat esou fonctionéiert an dass d'Press net muss waarden, wéi Der dat elo suggeréiert hutt, bis mir dann haut geschwat hätten –, fir dass si da Reaktioune kënnen afroen. Mir ginn dann erof. Mir ginn da Commentairë gefrot, fir och deem Rechnung zu droen, wat Der wierklech gesot hutt. Well wann een engem nolauschtert – ob dat elo annerhallef Stonn ass oder wéi Dir elo haut dann

e bësse méi laang –, ech sinn och sécher, Dir wéisst elo net méi, ob all exakten Detail, deen hei gesot ginn ass, ob deen elo esou gesot ginn ass oder anescht gesot ginn ass. Mee fir et wierklech kënne richteg zréckzeginn, géing ech mengen, fir d'Qualitéit vun eise Reaktioune wär et och utile gewiescht, dat Dokument ze hunn.

An ech hunn et einfach vun der Aart a Weis hier net ganz glécklech fonnt. Dass Der elo sot, dat hätt dann d'Diskussioun iergendwéi ..., doduerch wier keng Diskussioun opkomm, dat kann ech beim beschte Wëllen net novollzéien.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Vu datt Der dem Premierminister d'Fro gestallt hutt, wann e wëllt äntwerten, misst ech em natierlech elo d'Wuert ginn. Här Premierminister, wann Der wëllt.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Jo, gären. Ech hu jo gesot, ech hätt gären den Debat. Ech hunn och op déi zwou Froe vun der Madamm Tanson eng Äntwert. Op déi éischt, dat ass déi vun dem Impakt vun dem Phasing-out vum Energiepräisdeckel op d'Inflatioun: Deen ass de Berechnunge vum Statec no 1,2 % plus. Jo.

Déi zweet Fro ass déi vun deem Ausdeele vun deem Text. Also ech fannen, dat ass iwwerhaapt ... Ça ne mérite pas un grand débat. Ech wëll just soen, datt an der Vergaangenheet – ech hunn dat elo grad nach gecheckt – d'Ried och net ausgedeelt ginn ass, wéi Dir an der Regierung waart, eréischt ganz zum Schluss vun der Ried zur Lag vun den Natioun. Ech wëll dat nach verbesseren. Ech si bereet – contrairement zu deem, wat ënner all menge Virgänger gemaach ginn ass –, se virdrun ze ginn, wann de Chamberpresident dat eng gutt Iddi fënnt, datt dann awer nach Leit am Sall sinn a se net scho virdrun an de Meedien an an der Chamber zerriet gëtt oder keng Attentioun méi fënnt. Ech hunn Iech dat schonn eng Kéier gesot: Ech si gäre bereet, ëmmer Saachen ze verbesseren. Domadder sinn ech ugetrueden. A wann dat hei kann d'Chamber glécklech maachen, da kritt Dir se ganz gären d'nächst Joer virdrun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Mir fannen do, Här Premierminister, eng appropriéiert Form, fir dat ze maachen. Ech soen op jidde Fall Merci fir d'Offer. An dann hunn ech nach den Här Di Bartolomeo, deen d'Wuert gefrot huet.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci, merci, Här President. A merci, merci och dem Här Premierminister fir seng spontan Offer, fir d'Froestonne méi spontan ze maachen.

Vu dass an där Diskussioun hei eng Rei vu Froen onbeäntwert bliwwe sinn, wollt ech dann direkt op dat Ugebuet vum Premierminister agoen an e froen: Eischtens, ass et richteg, esou wéi hien dat duergestallt huet, dass déi Pensiounsdiskussioun, déi mer féieren, eng global Pensiounsdiskussioun gëtt, net nëmme mam private Regimm, mee och mam ëffentleche Regimm?

A vu dass ech da scho spontan sinn, sou wéi de Premier sech dat wënscht: Kann de Premier eis vläicht eng Indicatioun ginn, wéi déi eenheetlech Steierklass wäert ausgesinn, déi 2026 a Kraaft trëtt? Gëtt dat d'Steierklass 2 fir jiddwereen? Gëtt dat d'Steierklass 1a fir jiddwereen? Kann en eis vläicht eng kleng Indikatioun ginn?

Ech mengen, dat do géif der Spontanitéit vum Premierminister fräie Laf ginn, wann en dorop wéilt a kéint äntweren. Ech soen Iech Merci. A mir wäerten dat dote grousszügegt Ugebuet och ganz grousszügeg notzen.

Merci villmools.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Di Bartolomeo Merci. Ech mengen, datt mir nach eng Kéier iwwert d'Aart a Weis, wéi mer déi Froestonn do sollen organiséieren, ...

*(Hilarité)*

... mussen hei gemeinsam schwätzen. An dofir ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Wat de Premier wënscht, dat maache mir!

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, mee mir sinn actuellement net an enger Froestonn – precisement. Mir sinn an engem Debat iwwert den État de la nation. Infolgedessen hutt Der Är Froe gutt gestallt. An den Här Premier weess, wat ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Ech géif soen, den Här Premierminister seet senge Ministeren, wat se ze maachen hunn, an e seet eis och haut an der Chamber, wat mer ze maachen hunn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech mengen, Här Di Bartolomeo ... Sou, elo hu mer déi Debatt hei ofgeschloss. An nom Ofschléisse vun der Debatt hu mer awer nach ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Awer d'Äntwert vum Här Premierminister feelt nach.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech mengen, de Premierminister äntwert elo an dësem Moment – en huet mer en Zeeche gemaach – net op déi Froen. Dir hutt se elo mol gestallt. Dat si Froen, déi net onbedéngt ...

*(Interruptions)*

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | A! Wou ass d'Spontaneitéit vum Premierminister?

**Plusieurs voix** | O!

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Di Bartolomeo, mir sinn hei an enger Prozedur, wou mer iwwert den État de la nation schwätzen.

***Motions***

An ech komme lo rëm op den Ordre du jour zeréck, a mir hu fënnef Motiounen deposéiert.

***Motion 1***

Am Kader vun deene Motiounen ass déi éischt eng vun der Madamm Bofferding. D'Madamm Bofferding kritt elo d'Wuert, wa se hir Motioun nach eng Kéier wëllt exposéieren. Madamm Bofferding.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Bon, dat do war awer net spontan.

**Plusieurs voix** | O!

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Bofferding, et ass un Iech.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ben, déi éischt Motioun, do hat ech jo a menger Ried schonn alles genau erkläert, wat mer hei fuerderen, wéi och an där zweeter. A nee, mir maachen eng no där anerer, pardon.

Ok, bei der éischter Motioun eeben d'Aarmutsbekämpfung, wou mer jo hei déi ganz Oplëschtung gemaach hunn – op déi brauch ech elo net méi weider anzegoen –, wou ech awer hoffen, dass mer hei d'Zoustëmmung kréien, well jo d'Regierung un deem nationalen Aktiounsplang amgaangen ass ze schaffen. An dat hei sinn eebe Pisten, wou mer soen, dass et interessant ass, fir déi ze iwwerpréiwen, dass een dat herno kéint mat an den Aktiounsplang eranhuelen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Wie wëll dozou Stellung huelen? Den Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Merci och de Kolleege vun der LSAP fir déi Motioun, wou se eis alueden, fir am Kader vum Plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la pauvreté verschidde Mesüren ze huelen.

Déi éischt Mesür, déi se hei fuerderen, dat wären 100 Euro netto méi um Salaire social minimum. Dat ass eng Mesür, déi mer vun de Kolleege vun der LSAP schonn éfters héieren hunn.

Dann ass et de Steierfräibetrag um Salaire social minimum, wou ech, mengen ech, hei schonn eng Kéier gesot hunn, souguer vläicht méi wéi eng Kéier, dass an der Steierklass 1a an an der Steierklass 2 keng Steieren um Salaire bezuelt ginn. Ech sinn d'leschte Kéier hei vun de Kolleege vun de Piraten berichtegt ginn, dass an der Steierklass 1 effektiv Steieren ze bezuele wieren. Mee ech hat gesot 4 % an, ech mengen, Dir hat gesot 6,7 %. Iergendeppes an déi Richtung.

Da kënnt eng Fuerderung hei, fir beim Crédit d'impôt monoparental Efforten ze maachen. Ech mengen, et ass och hei ugeklongen, dass de Finanzminister ab 2025 do eppes wëll maachen.

Da spezifesch Aiden nach fir Stéit mat klenge Revenuen. Do si mer gëschter gewuer ginn, am Kader vun den Diskussiounen, dass de Crédit énergie verdräifacht gëtt.

Dann eng national Strategie fir de Logement. Ech mengen, mir hunn do e Plan sectoriel „Logement", op deem mer och an den nächste Méint a Jore wäerte weiderschaffen, mat all deenen Efforten, déi gemaach ginn iwwert de Paquet Logement, dee mer viru Kuerzem gestëmmt hunn.

Gëschter ass ganz interessanterweis vun de Kolleege vun der Oppositioun bei der Press ëmmer gesot ginn: „Wéi gëtt dat do géigefinanzéiert?" An déi Fro stellen ech haut net, mee ech proposéiere menger Fraktioun, déi Motioun hei net matzedroen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Den Här Spautz huet nach d'Wuert gefrot.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo, ech brauch elo net méi vill ze soen, den Här Baum ass schonn op all d'Detailer agaangen. Ech mengen, dass et fir eis zu dësem Zäitpunkt net opportun ass, fir dës Motioun matzedroen. Et ass erkläert ginn – déi lescht Stonnen, haut, gëschter vum Premierminister, haut de Moien ass et nach eng Kéier gesot ginn hei och am Debat –, dass een och elo all deene Saachen, déi d'Regierung ugekënnegt huet, soll eng Chance loossen an dass et elo net ass, fir schonn a Motiounen d'Ham an der Mëllech ze kachen. Dofir wäert eis Fraktioun dat do och net matstëmmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. D'Madamm Tanson huet nach d'Wuert gefrot.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Also, dat heescht, wann ech Iech elo richteg verstanen hunn, Här Spautz: Dir wëllt bei der Aarmut net d'Ham an der Mëllech kachen, an duerfir stëmmt Der dat elo net mat?

**Plusieurs voix** | O!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech fannen dat schonn awer eng ...

**Une voix** | Dat ass richteg!

*(Interruptions)*

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech hunn dat elo esou héieren. Ech hunn et vläicht falsch héieren. Wann ech et falsch héieren hunn, dann deet et mer leed, mee et ass awer dat, wat ech elo héieren hunn.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Dir hutt et da falsch verstanen.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Wat hutt Der da gesot?

**M. Marc Spautz** (CSV) | Dir hutt et falsch verstanen …

**M. François Bausch** (déi gréng) | Dann erkläert Iech nach eng Kéier.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Also …

**M. Claude Wiseler,** Président | Madame Tanson, Dir hutt d'Wuert.

*(Interruption)*

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo. Bon, ech fannen dat … Bon, et war vläicht einfach en onglécklechen Ausdrock, mee an deem heite Kontext fannen ech dat wierklech schwiereg, well mir wëssen, dass mer enorm Defien hunn. Et ass ugeklongen: Et kënnt nach e Plang. Mir hunn och begréisst, déi administrativ Vereinfachungen, déi kommen. Mee dat geet einfach net duer!

Et geet effektiv och drëm, an dat hunn ech och a menger Ried gesot, dass notamment bei deene Working Poors, mee net nëmme bei deenen, een och natierlech muss kucken, dass se méi Moyenen zur Verfügung kréien. Do wier eng vun de Mesüren, dass de Mindestloun géing an d'Luucht gesat ginn. Duerfir begréisse mer dat.

An och déi aner Mesüre sinn alles Mesüren, déi mir selwer och esou scho méi wéi eng Kéier gefuerdert hunn. An duerfir ënnerstëtze mer dat heiten absolutt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Mme Tanson. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Mir kënnen dat heiten nëmme matdroen. Et ass zum Deel eppes, wat mer och schonn a Motiounen hei gefuerdert hunn an der leschter Legislatur, déi awer komescherweis vun der Majoritéit ofgeleent goufen. Bon, da probéiere mer et elo nach eng Kéier, ob déi nei Majoritéit dat da vläicht gutt fënnt.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Här Keup, an duerno den Här Baum.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Jo, et kann ee sech awer wonneren, wann een dann esou schnell, wann een net méi an der Regierung ass, Saache proposéiert, déi ee jo scho virdrun hätt kënnen ëmsetzen. Ech denken do ganz besonnesch un d'Kolleege vun der LSAP. Wéi si an d'Regierung komm sinn – ech mengen, et war 2004 –, du louch den Aarmutsrisiko fir Familljе mat Kanner bei ëm déi 10 %. Elo leie mer bei ëm déi 25 %. Do sinn also sécherlech net ëmmer déi richteg Mesüre getraff ginn. Vun dohier fannen ech dat heiten dann e bëssen dach awer, jo, gewot.

Mat deem, wat do steet, kënne mer natierlech awer liewen. An duerfir wäerte mer se och matstëmmen. Et kann een nach bei verschiddene Saache vläicht méi an den Detail goen. Mee bon, grosso modo ass dat ok.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, mir stëmmen dat hei och mat. Mir sinn och frou driwwer, datt et dann an der Oppositioun méi e grousse Konsens schéngt ze ginn, wat déi dote Froen ugeet. Ech denken effektiv, datt dat hei Mesüre sinn, déi wierklech iwwerfälleg sinn, an duerfir stëmme mer dat hei mat.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Ech gesinn elo bal keng Wuertmeldung méi, mee d'Madamm Bofferding huet sech nach gemellt. Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Jo, Merci, Här President. Just zur Prezisioun op d'Reaktioun vum Här Baum a vum Här Spautz: Hei steet dran, dass déi Piste sollen analyséiert ginn a si solle „prendre en considération". Mir hunn net gesot, dass se muer sollen ëmgesat ginn. Mir soe just, well mer eis jo gäre konstruktiv mat abannen: Wann Der dat do elo ausschafft – Dir sidd jo elo anscheinend an de Familljeminister ass jo anscheinend amgaangen, fläisseg deen Aktiounsplang do auszeschaffen –, huelt déi dote Piste mat, fir eeben ze préiwen, fir se a Consideratioun ze huelen. Esou steet et hei.

Et steet net do, dass Der se muer musst ëmsetzen. Mir géifen eis dat natierlech wënschen. Mee mir soen einfach: Hei, huelt dat mat an Är Reflexiounen, wou Der jo elo warscheinlech och wäert nach consultéieren, fir dat doten mat an d'Aarbecht afléissen ze loossen.

An da fannen ech et schued, dass Der Iech deem elo scho verschléisst. Well Dir wäert jo awer verschidde Pisten hei iwwerpréiwen goen. Dir wäert jo och mat verschiddenen Acteure schwätzen. Mir fannen et schued, dass Der et einfach elo hei erëm nidderschmettert, nëmme well et vun der Oppositioun kënnt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Den Här Spautz huet nach d'Wuert gefrot.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Ech wëllt just op dat reagéieren, wat d'Madamm Tanson gesot huet. Ech hu mech vläicht onglécklech ausgedréckt, mee dat ass de Punkt hei ganz kloer. Mir hu gesot: „Mir maachen en Aktiounsplang." An wann een elo da schonn erëm nach allkéiers wëll dropleeën, da soll een eis och d'Chance loossen …, der Regierung d'Chance loossen, net eis, mee der Regierung d'Chance loossen, och dee Programm op den Dësch ze bréngen. An duerno kann een och gären nach iwwer aner Saachen schwätzen. Mee et soll een elo fir d'éischt dat eent ofwaarden, éier een dat anert mécht.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat ass da kloergestallt. Dann hunn ech keng Wuertmeldung méi.

Da komme mer zur Ofstëmmung vun der Motioun Nummer 1.

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

***Vote sur la motion 1***

Dës Motioun huet 25 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen, bei kenger Abstentioun. Si ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;*

*MM. Jeff Engelen (par Mme Alexandra Schoos), Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.*

***Motion 2***

Da komme mer zur zweeter Motioun vun haut de Mëtten, och vun der Madamm Bofferding. Madamm Bofferding wëllt Dir direkt nach …? Dir hutt se schonn explizéiert wärend Ärer Ried. Wie wëll zu dëser Motioun Stellung huelen? Den Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci och hei fir d'Wuert, Här President. A Merci un d'Kolleege vun der LSAP fir d'Motioun, wou et ëm de Soutien fir Leit geet, déi an der Prekaritéit liewen. Loosst mech e puer Remarke maachen, wannechgelift.

Den zweeten Tiret hätt gär, dass méi Moyenen zur Verfügung gestallt gi fir den Travail social um Terrain. Dat ass eppes, wat scho souwisou gemaach gëtt. Dat ass eppes, wat am Koalitiounsaccord steet. Also wär deen doten Tiret iwwerflësseg.

Da geet hei rieds ëm den Housing First. Dat ass natierlech eng exzellent Saach, eng exzellent Initiativ fir Leit, déi an der Prekaritéit sinn, respektiv Leit, déi op der Strooss wunnen, fir deene kënnen en Daach iwwert dem Kapp ze ginn. Mir schwätzen hei vun den Hall-de-nuiten, awer och vu Strukture fir Flüchtlingen.

Wa mer awer dann, ass mer zougedroe ginn, bei d'Gemenge ginn, dann ass dee Kontakt méi schwiereg. D'Croix-Rouge waart drop, d'Caritas waart drop, de Staat waart drop, dass d'Gemenge solle mathëllefen. Da géif ech hei den Appell maachen. Mir hu jo eng Rei Buergermeeschteren a Schäffen heibannen, vun alle Parteien. Da mengen ech, dass se dann och hir Gemengendiere grouss opmaachen an Zukunft, fir kënnen dem Staat beim Housing First ze hëllefen.

Mir hätte gäre méi Mesures d'encadrement. Ech mengen, et ass och am Kader vun de Budgetsdebatten ugeklongen, dass déi verschidden Organisatiounen iwwert de Staat 70 Leit méi dëst Joer zur Verfügung gestallt kréien.

Dann ass hei eng Demande, dass mer eis sollte spezifesch un déi Jonk wenden, eis spezifesch ëm déi Jonk këmmeren, déi am Sans-abrisme sinn. Dat ass natierlech richteg, mee ech mengen, dass et d'Aufgab vum Staat ass, fir sech ëm jiddwereen ze këmmen, deen am Sans-abrisme ass. Do gëtt et och elo säit ganz Kuerzem eng nei Altersstruktur zu Berbuerg, Här Minister, mat 20 oder 22 Plazen.

*(Interruption)*

22 Plazen. Also, dat ass och Work in Progress. Mir bleiwen hei drun.

A well mer eng Rei vun deene Saache souwisou amgaange sinn ze maachen, wollt ech menger Fraktioun virschloen, déi Motioun hei net matzedroen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Wie wëllt nach zu dëser Motioun Stellung huelen? Den Här Spautz, den Här Keup an d'Madamm Tanson.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wollt dann nach op déi zwee aner Punkten agoen, déi och an der Motioun vun de Kolleege vun der LSAP dra sinn. Et ass virdrun och nach eng Kéier drun erënnert ginn, dass d'Justizministesch amgaangen ass mam Code pénal, fir déi Ännerunge virzehuelen an der Mendicitéit an déi Kloerstellung ze maachen, déi mer gemaach hunn.

Et ass och geschwat ginn, wat d'Problematik vun der Kriminalitéit ubelaangt. Och do ass nach eng Kéier ënnerstrach ginn, souwuel an der Regierungserklärung wéi am Koalitiounsaccord, dass eppes geschitt mat der Police op der Plaz. An dofir wier dat de Moment net de Moment, wou eis Fraktioun där doter Motioun kéint d'Zoustëmmung ginn.

Villmools Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. Den Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Et geet mer effektiv och hei ëm den zweeten Tiret: „condamner la mendicité aggressive et organisée". Mir stellen elo fest, dass déi awer lues a lues erëm méi present gëtt hei an der Stad, ...

*(Interruption)*

... quitte dass hei steet: „interdite par le Code pénal". Se ass awer do! Et erkennt ee se, et erlieft ee se, d'Leit erliewe se. An ech mengen, dass ee sech mol do misst drëm këmmeren, dass een déi Gesetzer, déi do sinn, probéiert, mol duerchzesetzen.

An do feelt mer och e bësse bei deem Ganzen hei, wat natierlech positiv kléngt: „Eppes maache fir all déi Leit, déi Problemer hunn. Jo, do muss een hëllefen, déi Jonk an esou weider" ... Mee dat heite spillt och do mat! An et spillt och mat: Ganz vill Leit – wéi och emol eng Kéier déi Verantwortlech vun der Stad Lëtzebuerg gesot hunn –, déi hei op der Strooss liewen, déi si jo mol guer net aus der Stad! An ech mengen, mir kënnen och net hei d'ganz Welt sozial betreien. Déi Nuance feelt mer an deem Ganzen, an dofir wäerte mir se net matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Also, déi dote Logik, déi hunn ech elo, éierlech gesot, net richteg verstanen. Dat heescht, e Sans-abri, ...

**M. Fred Keup** (ADR) | Da musst Der gutt nolauschteren.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | ... „sans domicile fixe", do muss een elo mol nach feststellen, vu wou en dann ursprünglech ass, fir ze kucken, ob en och wierklech däerf hei an der Stad „sans domicile fixe" sinn.

*(Interruption)*

Dir kënnt natierlech Äre Repli op Iech selwer, op all Schichte vun der Populatioun uwenden, mee hei geet et jo ëm wäit méi wéi dat. Hei geet et jo drëm, dass de Leit insgesamt gehollef gëtt, déi a ganz, ganz schwierege Situatioune sinn.

An ech muss Iech soen: Ech sinn elo och net ganz sécher, d'Argumentatioun vun der Majoritéit verstanen ze hunn. Well wann ech Iech richteg verstanen hunn, dann hutt Der gesot, dass dat souwisou alles géing gemaach ginn.

*(Interruption)*

Maja. Ass dat esou?

*(Interruption)*

Jo, ok.

Da wëll ech just un eng Diskussioun erënneren, déi mer virun e puer Wochen hei haten, wou et ëm d'Eestëmmegkeet an der Fiskalitéit gaangen ass op europäeschem Niveau, wou Der d'Motioun matgestëmmt hat vun der ADR heizou, a wou dann ee vun den Deputéierte vun der CSV nach viru ganz Kuerzem um Radio erkläert huet, dat wier ganz normal, eppes matzestëmmen, wat jo souwisou géing gemaach ginn.

Ech stelle fest, wann et dann ëm déi Äermst an der Gesellschaft geet, wéi elo hei, dass dat net méi gëllt. An ech bedaueren dat extreem, well: Wann Der dat souwisou maacht, wou ass dann de Problem, fir et matzestëmmen? Mir op alle Fall droen dat heite mat, well mir fannen, dass dat alles an déi richteg Richtung geet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Also, mir kënnen dat heiten nëmme matdroen. Ech weess och net, firwat sech elo hei dergéint gesträubt gëtt, et matzedroen. Virun allem verstinn ech déi Ausso vum Här Baum elo net, wann en eis seet, et wär elo op eemol un den LSAP-Buergermeeschteren, hei aktiv ze ginn.

**Une voix** | All d'Buergermeeschteren!

**M. Sven Clement** (Piraten) | All d'Buergermeeschteren! Ma, da géif ech vläicht eng Kéier an Ärer Heemechtsgemeng doriwwer nodenken. Dir hutt jo och nach e puer Schäffe bei Iech an der Partei, déi do kéinten aktiv ginn. A virun allem vis-à-vis vun Iech sëtzen der e puer. A wann ech dann driwwer nodenken, datt et souguer eng grouss Stad am Land gëtt, ...

*(Interruptions)*

... net d'Stad Lëtzebuerg, net datt d'Madamm Polfer elo direkt hei Fait personel huet, mee eng grouss Stad hei am Land, wou souwuel d'DP wéi d'CSV an der Majoritéit sinn, wou de Buergermeeschter awer eng Hëllefsaktioun fir Sans-abrie wollt ënnerbannen!

Also, ech mengen, datt dat heite méi wéi néideg ass an datt mer net sollten higoen an dat doten direkt erëm verdamen. Mir sollten dat doten éischter stëmmen an domadder weisen, datt dës Chamber och en Häerz fir déi Schwächst an der Gesellschaft huet, an net nëmmen, wéi virdrun am État de la nation, fir d'Multimillionären.

Villmools Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, merci, Här Clement. Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech gesinn dat änlech wéi den Här Clement an och d'Madamm Tanson. Also, ech fannen éischter, datt d'Motioun roueg nach méi wäit kéint goen. Mee vu datt dat hei effektiv alles dat ass, wat d'Regierung jo awer och wëlles huet ze maachen, a vu datt de Premier virdrun, wann ech em richteg nogelauschtert hunn, jo awer och den Häerzenswonsch ausgedréckt huet, datt mer genau op där doter Fro eng méiglechst Unanimitéit fannen, verstinn ech elo net, firwat d'CSV an d'DP dat hei net wëlle matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Si soss nach Wuertmeldungen dozou do? Jo, d'Autrice, d'Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Zu de Kolleege vun der CSV an der ADR: Dir huet Iech jo haaptsächlech op dee juristesche Volet vun der Mendicitéit fokusséiert. Mee hei geet et ëm déi sozial Mesüren, wou mer proposéieren, dass déi solle geholl ginn, fir de Leit um Terrain och konkreet ze hëllefen.

Den Här Baum huet gesot, dass se d'Motioun elo net matdroen, well et effektiv jo Saache sinn, déi se schonn amgaange wären ëmzesetzen, dass dat schonn alles esou gereegelt wär. Ben, da géif ech proposéieren, dass mer dann eng Modifikatioun maache beim zweeten Tiret, wou Der ... Ech fannen et nämlech ganz interessant, wat Der elo gesot hutt: dass beim Housing-First-Konzept nach aner Gemenge sech un deem sollte bedeelegen. Mir schreiwe jo och hei vun der Dezentraliséierung. Also, wa mer doduerch elo d'Unanimitéit kréien, wa mer nach en Niewesaz bäisetzen, dass mer en Appell un d'Gemenge maachen, da si mir gäre bereet, dat ze maachen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Hunn ech dozou nach Wuertmeldungen?

*(Négation)*

**Une voix** | Au vote!

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat ass visiblement net de Fall.

***Vote sur la motion 2***

Da maachen ech de Vott zu der Motioun Nummer 2 vun der Madamm Bofferding op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 40. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen (par Mme Alexandra Schoos), Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

***Motion 3***

Da komme mer zur Motioun Nummer 3, déi vun der Madamm Tanson deposéiert ginn ass. Madamm Tanson, Dir hutt se explizéiert wärend Ärer Ried. Wie wëllt dozou Stellung huelen? Här Baum.

*(Interruption)*

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci de Kolleege vun der grénger Partei fir dës Motioun. D'Madamm Tanson huet eng ganz interessant Ried gehalen de Mëtten, hunn ech fonnt. Ech wollt Iech awer soen, Madamm Tanson: Dir moolt awer relativ vill schwaarz. An ech kann Iech soen, dass dës Koalitioun wäert derfir suergen, dass d'Land net ënnergeet! Well et ass awer e bëssen dat Bild, wat Dir gemoolt hutt.

Dir fuerdert hei eng Steierreform, eng ekologesch, sozial, equitabel, fir 2027. Ech si kee Finanzmann, ech si keen Expert an de Steieren, sécher net, mee wann een dat do fuerdert, an Zäit vu sechs Méint ze maachen, da muss ech Iech soen, dass dat awer scho relativ dreist ass, zemools well mer wëssen, dass mer jo fir 2026 vun der Regierung a vum Här Finanzminister e Projet op den Dësch geluecht kréien.

Hei fuerdert Der och en Eropsetze vum Spëtzesteiersaz op 45 %, eppes, wat net an eisem Koalitiounsaccord steet. An dofir géif ech menge Kolleegen hei proposéieren, dës Motioun hei net matzedroen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Den Här Spautz huet sech d'Wuert nach gefrot.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wëll och nach eng Kéier just op dat agoen, wat och vum Premier ënnerstrach ginn ass, dass engersäits den Aarmutsplang kënnt, deen de Familljeminister amgaang ass auszeschaffen, dass anerersäits ugekënnegt ginn ass, dass fir den 01.01.2025 d'Steiertabell ugepasst gëtt an dass gläichzäiteg, wat d'Monoparentallen ubelaangt, an der Klass 1a och fir den 01.01.2025 Aktioune kommen.

Et ass gëschter gesot gi vum Premierminister, et ass haut och am Debat nach eng Kéier gewiescht. Dofir gesi mir de Moment net an, fir dës Motioun matzestëmmen, an dofir wäerte mir se ofleenen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. Hunn ech soss nach eng Wuertmeldung? D'Madamm Bofferding, jo.

*(Problème de sonorisation)*

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Et ass gutt elo, elo klappt et. Merci.

Mir wäerten dës Motioun hei matdroen, well effektiv eng Rëtsch Aspekter dra sinn, déi mir och an eise Motiounen hu respektiv och esou schonn op anere Plaze gefuerdert hunn.

Zu der Remark vum Här Baum elo, wat d'Steierreform betrëfft, sinn ech e bëssen iwwerrascht, wëll hei an deem Haus si scho vill Debatten iwwert d'Fiskalitéit gefouert ginn, wou wierklech villes preparéiert ginn ass. Ech mengen, do war nach en Débat d'orientation, wou alleguerten d'Aspekter op den Dësch geluecht gi sinn. Dofir verstinn ech net, dass een elo seet, dass een dofir nach vill méi Zäit bräicht respektiv nach alles misst esou analyséiert ginn.

Ech mengen, Dir hutt jo och e Finanzminister, dee jo awer relativ suedelfest an deem Dossier ass, dee jo och ëmmer zu allem eng Meenung huet. Dofir verstinn ech net, dass Der Iech deem elo hei verschléisst, fir dat doten unzegoen. Wéi gesot, mir wäerten déi Motioun hei ganz sécherlech matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann den Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Am Kär ass déi Motioun eis ganz sympathesch, well d'Ziler eis ganz sympathesch sinn. Mir brauchen eng Steiergerechtegkeet. Ech si virdrun e bëssen drop agaangen, wou een och deelweis iwwert d'Steiere ka schwätzen. Wat fir eis awer e bëssen onkloer hei ass, dat ass, datt hei einfach en neie Spëtzesteiersaz an de Raum geworf gëtt, ouni awer eng Pist ze ginn, ab wéini. Ech hunn dat vläicht virdrun net héieren, mee et ass awer en Ënnerscheed, ob esou e Spëtzesteiersaz ..., bei wéi engem Montant, bei wéi enger Tranche dee soll ufänke mat gräifen, a wéi en dohinnerkënnt. An deementspriechend: À ce stade géife mir eis hei enthalen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir ënnerstëtzen dat heiten. Et sinn effektiv grouss Linnen dra virgezeechent. Et ass awer och nach eng ganz grouss Marge de manœuvre oder Saachen, déi ze kläre sinn, effektiv: Ab wéi engem Montant gräift dee Spëtzesteiersaz? Mee, dass et awer kloer ass, datt mer wëllen an déi dote Richtung goen, fir en an d'Luucht ze setzen. Dir kennt eis Positioun. Déi géif souguer nach driwwer erausgoen. Dat hei wier, zumindest fir eis, awer eppes Intermediaires, wat mer op jidde Fall géife vun der Richtlinn ënnerstëtzen. An duerfir stëmme mir dat hei och mat.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Jo, ech maachen et am Fong kuerz. Ech kéint hei op eng ganz Partie Saachen agoen. Mee ech mengen dat, wat hei vun deene Grénge proposéiert gëtt, dat ass nun awer emol a ganz ville Punkte ganz wäit ewech vun deem, wat mir wëllen, wat vill Leit wëllen. An ech mengen, dass dat doten eppes ass, wat mir op kee Fall kënne matstëmmen.

Ech mengen och, dass ee sech iergendwann eng Kéier muss bewosst ginn, a Situatioune vu Krisen, a Situatiounen, wou manner Suen do sinn, och dat, wat Dir ëmmer wëllt maachen – do deen Equiliber zwëschent deem Sozialen an dem Bekämpfe vun dem $CO_2$-Ausstouss, deen immens deier ass –, dass dat net wierklech fonctionéiert. Fir et einfach kuerz ze maachen: Dat hei kënne mer net matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo. Fir d'éischt emol, Här Baum – also, Här Gilles Baum –, ech weess net, ob ech eng aner Ried gehalen hu wéi déi, déi Dir héieren hutt. Ech hu keen ...

**M. Gilles Baum** (DP) | Dir hutt eng ganz gutt Ried gehalen.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Maja. Très bien! Merci fir d'Kompliment.

*(Interruption par M. Gilles Baum)*

Merci fir d'Kompliment.

Eng Schwaarzmolerei war net dran. Ech si just der Meenung, dass ee sech net de Realitéiten dierf verschléissen. An déi Krisen, déi de Premier d'ailleurs och opgezeechent huet a sengem éischten Deel, do sinn ech einfach der Meenung, a mir sinn der Meenung – an, ech mengen, mir sinn net eleng domadder –, dass een do och aner Léisunge muss bréngen, wéi just mat Prozedurevereinfachungen ze kommen. Dat war d'Essenz vun deem, wat ech gesot hunn.

An dat ass keng Schwaarzmolerei, well souguer de Premierminister huet de Moien nach um Radio gesot: „Mir sinn an enger ganz schwiereger Situatioun." An et kann een natierlech och alles blo molen ...

*(Interruptions)*

Ech weess, ech weess.

*(Hilarité)*

**M. François Bausch** (déi gréng) | ... do sinn déi Blo dru gewinnt!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Mee en l'occurrence sinn ech schonn der Meenung, dass ee muss och de Realitéiten an d'A kucken.

Dann zu den Ofstëmmungsverhalen hei bei deene Motiounen: De Premier hat et och virdru schonn ugeschwat, wou e gesot huet, fréier, virun e puer Méint, du wier alles mat 31:29 ofgestëmmt ginn. Wat d'ailleurs och net ganz richteg ass. Ech ka mech un e puer Proposition-de-loien notamment erënneren, déi a mengem Beräich ugeholl gi sinn, well ech dat ënnerstëtzt hunn.

Mee hei si mer wierklech an der Logik: Entweeder et gëtt net ugeholl, well et am Koalitiounsaccord steet, oder et gëtt net ugeholl, well et net am Koalitiounsaccord steet.

*(Hilarité)*

Dat heescht, et ass ëmmer entweeder dat eent oder dat anert.

**Une voix** | Ausser et kënnt vun der ADR ...

*(Hilarité)*

**M. François Bausch** (déi gréng) | ... huet do méi Chance ...

*(Hilarité)*

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Zu dem Spëtzesteiersaz ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Zu dem Spëtzesteiersaz vu 45 %: Dat hei ass, wéi gesot, eng Richtlinn, wou mer gär géifen driwwer diskutéieren. Déi géif sech och natierlech aschreiwen an déi Tabell, wéi mer se elo am Moment kennen, de Fall gesat, déi Reform kënnt nach net an, dat heescht, dat géif einfach hannert déi nächst Montante kommen.

Natierlech kann een doriwwer diskutéieren, op wéi engem Montant dat ugesat gëtt. Mee ech denke schonn, dass mer do op alle Fall nach Marge hunn, zemools wa mer eis wierklech mussen och d'Fro stellen iwwert d'Géigefinanzéiere vun all deene Mesüren, déi mer jo all och gären ëmmer erëm wëllen huelen.

Ech muss awer soen, wann ech dann d'ADR héiere soen, dass dat, wat mer hei proposéieren, ganz wäit ewech ass vun Äre Preoccupatiounen, da confirméiert dat u sech dat, wat ech just virdrun – also, bei menger Ried, déi da jo anscheinend dem Här Baum gefall huet – gesot hunn. Well mir schwätzen driwwer, dass mer d'Aarmut solle bekämpfen, mir schwätzen driwwer, dass mir sollen déi héich Revenuen taxéieren, mir schwätzen driwwer, dass mer solle Steieren erhiewen, fir d'Mobiliséierung vun Terrainen ze garantéieren. An duerfir fannen ech dat dann awer interessant, Här Keup, wann Der sot, mir wieren do ganz wäit ewech vun Äre Preoccupatiounen.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Et ass elo keng aner Wuertmeldung do.

Da géif ech och dës Motioun Nummer 3 zum Vott stellen.

***Vote sur la motion 3***

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 17 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen an 3 Abstentiounen. Dës Motioun ass also

ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 17 Jo-Stëmme bei 3 Abstentiounen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par M. Max Hengel), Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par Mme Barbara Agostino), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Fernand Etgen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen (par Mme Alexandra Schoos), Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Se sont abstenus : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

***Motion 4***

Da komme mer zu der véierter Motioun, déi deposéiert ginn ass vum Här Sven Clement. Här Clement wëllt Dir se nach explizéieren? Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo also, Här President, ech hunn dat heiten deposéiert, well mer jo och gëschter nach, an och haut, e bëssen eng Diskussioun haten iwwert d'Gefill, iwwer Fakten, doriwwer, wiem et zum Schluss zeguttkënnt. Ech verstinn, datt d'Regierungsparteien der Meenung sinn, datt dat natierlech genau där richteger Zilgrupp zeguttkënnt. An ech verstinn awer och … Also ech hoffen, Dir hutt awer och e bësse Versteesdemech derfir, datt d'Oppositioun dat naturgeméiss e bësse méi kritesch gesäit an do vläicht en anert Gefill huet.

An ech wollt deen Debat awer e bëssen erëm op Faktenniveau bréngen. Op en Niveau, wou mer herno – net haut, well haut hu mer d'Zuelen net méi –, an engem Joer an an dräi Joer, awer eng Kéier kënnen eng Evaluatioun maachen an iwwert déi Zuele schwätzen. An dofir hunn ech déi heite Motioun matbruecht, fir datt mer eebe genau déi Mesüren, déi elo am Pak Logement dra sinn, an engem an an dräi Joer eng Kéier kënnen evaluéieren a kucken, u wie se gaange sinn.

An da kënne mer mat Fakten diskutéieren. A wa se da bei deene Richtegen ukomm sinn, dann hunn ech och kee Problem domadder ze soen, datt d'Regierung dat gutt gemaach huet. Wa se awer bei deene Falschen ukomm sinn, da wëll ech dat awer och kënnen dee Moment mat Fakte beleeën.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Wie freet heizou d'Wuert? Den Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo, merci, Här President. Och merci dem Här Clement fir déi Motioun, fir déi Aarbecht, déi e sech gemaach huet, fir déi Motioun ze erstellen. Ech wëll soen, dass mir dat e bëssen aneschters gesinn.

*(Hilarité)*

Deen éischte Paquet ass bis elo gemaach ginn. Et kënnt nach en zweete Paquet, wou mer amgaang sinn, wou mer wëssen, dass déi véier Ministeren dat wäerten an deenen nächsten Deeg virstellen, sou dass een och alles dat soll ofwaarden an een elo net soll ufänken ze kucke bei all eenzelnem Projet, mee dass een duerno dat Globaalt soll kucken. An dat solle mer och maache virum Ofschloss vun dëser Legislaturperiod, dass een dann déi Fakten alleguerten op den Dësch leet. Duerfir kënne mir dëser Motioun zu dësem Zäitpunkt eis Zoustëmmung net ginn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. Hunn ech nach Wuertmeldungen zu dëser Motioun? D'Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ben, ech denken, dass et wierklech wichteg wär, och fir dann déi Kritiken ze entkräften, wou jo d'Majoritéit der Meenung ass, dass se onberechtegt sinn, fir dat doten ze maachen, fir ze kucken: Wiem kënnt dat zegutt? An ob dat elo no engem Joer, no zwee Joer, no dräi Joer ass – ech denken, do kéint sech garantéiert driwwer diskutéiere loossen, Här Clement, gediert? Mee ech fannen et immens schued, wann ee sech enger Evaluatioun wéi där heiter verschléisst, bei eppes, wat awer esou kontrovers diskutéiert ginn ass, wéi déi Mesüren, déi do geholl ginn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Mir wäerten dës Motioun matdroen, well mer fannen, dass et interessant ass, eebe justement eng Evaluatioun ze maachen. Ech ka mech erënneren, wéi hei am Haus beim Paquet Logement 2.0 den Artikel 29bis agefouert ginn ass, dass do vill Diskussioun war. Ech weess nach haaptsächlech vun där doter Säit.

*(Mme Taina Bofferding s'adresse au groupe politique CSV.)*

An do ass gesot ginn, mir missten onbedéngt eng Evaluatioun maachen, fir ze kucken, ob den Artikel gräift, ob d'Gemengen dorobber zréckgräifen, ob dat eppes bréngt. Do ass et net séier genuch gaangen. Do sinn, mengen ech, nodeems en en vigueur war, no zwee Méint schonn déi éischt Question-parlementairë gestallt ginn, fir ze froen, wéi et weidergeet.

Dofir fannen ech et e bësse speziell, dass et op eemol elo heescht, dass een net sollt eng Evaluatioun maachen, well ech mengen, dass dat awer gutt deet, justement fir ze kucken, wat herno den Impakt vun deenen Dispositiounen ass, vun deene Mesüren, déi mer och hei am Haus huelen. An dofir verschléisse mir eis deem guer net. Au contraire, mir fannen, dass an Zukunft eigentlech nach méi esou Evaluatioune misste stattfannen, fir ze kucken, wat eeben de genauen Impakt dovunner ass.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Hunn ech nach eng Wuertmeldung? Den Här Baum, jo.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir ënnerstëtzen dës Motioun och. An ech ka mech awer och nach drun erënneren, wéi ech mam President vun der Fraktioun vun der CSV nach méi gemeinsam hat wéi just de Virnumm, nämlech d'Tatsaach, datt mer allen zwee an der Oppositioun waren, do huet d'CSV awer esou zimmlech bei all Projet de loi Evaluatioune gefrot.

*(Hilarité)*

An duerfir fannen ech et elo e bësse bosseg, datt se seet, nee, dat bräicht een net. Ech mengen, grad an deem heite Beräich, wou et wierklech eng Fro ass och vun Inegalitéiten, wier et immens wichteg, déi Evaluatioun kënnen ze maachen. Duerfir wäerte mir dat hei matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Ech gesinn elo, datt keng aner Wuertmeldung méi do ass. Den Här Clement als Auteur wëll zum Schluss nach d'Wuert huelen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, Här President. Ech wollt just, éischtens emol, der Madamm Tanson soen: Jo, mir wären natierlech bereet, den Delai unzepassen. Do wäre mer ganz flexibel.

Ech muss awer och soen, datt ech e bëssen erstaunt sinn iwwert déi Retizenz vun der Majoritéit, fir hei eng Evaluatioun ze maachen, nodeem se eis virgeworf hat, mir géife mat Fantasiezuelen hantéieren a mir géife Märercher erzielen, well genau dat war de Versuch, et ze entkräften.

Wann Der elo sot: „Mee mir wëllen déi Evaluatioun do net" … An iwwregens, Här Spautz, wann Der d'Motioun ganz genau liest, da steet do net dran, datt mer just d'Mesüre vum Logementsdësch wëllen analyséieren. Wann Dir elo mat engem zweete Paquet kommt, si mer ganz gäre bereet, dat mutatis mutandis dorobber ze applizéieren an déi nämmlecht Evaluatiounen och do ze maachen. Well mir mussen hei schonn … Aleng deen dote Projet ass iwwer eng hallef Milliard Steiergelder. An elo gëtt hei mat 35 zu 25 oder vläicht da mat 40 zu 20, dat wësse mer net, dat doten – Transparenz u sech – verhënnert. An dat fannen ech schued. Et geet hei ëm richteg vill Geld an ech mengen, datt et wichteg wär, dat ze evaluéieren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Elo ass keng weider Wuertmeldung do.

***Vote sur la motion 4***

Da géing ech och de Vott zu der Motioun Nummer 4 vum Här Clement opmaachen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen a 5 Abstentiounen. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen (par Mme Alexandra Schoos), Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

***Motion 5***

An da komme mer zur leschter Motioun, der Motioun Nummer 5, och deposéiert vum Här Clement. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech hat et virdru kuerz ugeschwat, ech hat et awer net ganz erkläert, och faute de temps an där Ried: Et geet eis hei net drëm, fir déi 8.000 Euro fir jiddwereen an an all Situatioun ze erhalen. Et geet eis wierklech ëm den Ëmstig vun engem Verbrenner op en Elektroauto. Dat heescht, et ass wierklech just am Fall, wou een u sech en Ëmstig mécht vun engem fossille Brennstoffgefier op en elektrescht Gefier, datt mer do déi Primm wéilten op 8.000 Euro halen.

An allen anere Fäll hunn ech meng Kriticken un der Propos vun der Regierung schonn ubruecht. Ech ginn awer net esou wäit, fir déi komplett op d'Kopp wëllen ze stellen. Et geet eis hei wierklech drëm, e richtegen Incentive ze erhalen, fir datt ee Leit, déi haut e Verbrenner hunn an déi mam Gedanke spillen, vläicht en Elektro ze kafen – also net een, dee schonn eng Kéier eng Primm fir en Elektroauto krut, mee een, dee wierklech fir d'éischte Kéier wiesselt –, zousätzlech Incentivë gëtt. An dat wär eis Propos vun dëser Motioun.

An ech hoffen do u sech op eng méi breet Zoustëmmung, wéi dat vläicht op den éischte Bléck kéint kléngen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Wie freet sech heizou d'Wuert? Den Här Spautz, dann den Här Keup.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President. Och nach eng Kéier merci dem Här Clement fir seng Propos. Mir hu scho gëschter op enger anerer Plaz iwwert déi Punkten do geschwat an och nach eng Kéier haut de Moien heibannen. Ech wëll nach eng Kéier soen: Mir hunn am Koalitiounsaccord ofgemaach – a mir hunn dat och gëschter héieren an der Ried vum Premierminister –, dass mir där Meenung sinn, déi

Primm zréckzefueren op 6.000 Euro fir all Auto, deen déi 16-Kilowatt-Grenz net iwwerschreit.

Haut de Moie schonn hat ech mat Äre Fraktiounskolleegen eng Diskussioun iwwert déi Autoen, déi do mat dra sinn, well ech do vun engem opmierksamen Zuhörer dat geschéckt kritt hunn, wat fir eng Autoen dat sinn – do gëtt et anscheinend och nach Ënnerscheeder mat de Felgen a mat de Spigelen, mee do halen ech mech awer elo eraus –, dass do déi 6.000 Euro geschëlt si bei deene 16 Kilowatt.

Mir hunn och gesot, dass bei den Occasiounen an Zukunft sollen 1.500 Euro ausbezuelt ginn. Dat heescht, da bleiwe mer pro Auto nach ëmmer bei 6.000 plus 1.500, bei 7.500 Euro. An dat selwecht ass och, wou deemools geschwat ginn ass vu Groussfamilljen: Et ass extra ënnerstrach gi vun der Regierung, dass bei dräi Kanner eng aner Moossnam géif gräifen. Dofir si mir der Meenung, mir solle bei deem bleiwen, sou wéi d'Regierung dat elo virgeschloen huet an datt och an deenen nächste Wochen dat ganzt Gesetz wäert op den Instanzewee goen.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. Wie wëllt heizou nach d'Wuert huelen? Den Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Ech verstinn eigentlech net, firwat ee bei Elektroautoen eng Primm gëtt a bei Bensinnsautoe keng Primm gëtt.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

*(Hilarité)*

**M. Fred Keup** (ADR) | Vun dohier stëmme mer dat hei net mat.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Also ech géif proposéieren, datt een och nach d'Päerdskutsch derbäihëlt!

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. D'Madamm Tanson huet d'Wuert gefrot.

*(Interruptions)*

**M. François Bausch** (déi gréng) | Wat? Ech hunn och heiansdo gutt Iddien, Här Weidig!

*(Hilarité)*

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech stelle fest, datt der ADR d'Gesondheet vun de Leit egal ass, ...

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Interruption par M. Fred Keup)*

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | ... well och wann Der ... Jo, mir wësse jo, dass Der leugnet, dass mer e Klimawandel hunn, ...

**M. Fred Keup** (ADR) | Nee!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | ... dass mer Problemer hunn, wat dat ubelaangt, mee ech wosst net, dass Der och géingt leugnen, dass Dieselemissioune géingen zu ganz schlëmme Krankheete féieren, dass eng schlecht Loftqualitéit géing zu schlëmme Krankheete féieren, a grad eeben och erëm hei bei deenen Äermeren an eiser Gesellschaft. An ech denken, dass et am Sënn vu jiddwerengem ass, wa mer eng gesond Loft förderen, an domat och d'Gesondheet vun de Leit.

Mir sinn der Meenung – ech hunn dat de Moie gesot –, dass et eigentlech utile gewiescht wär, och well dat heite wierklech e bëssen en Hauruckverfaren ass, wann déi Primmen einfach weidergelaf wären elo ee Joer, an dann hätt ee kënnen iwwert déi Seuilen diskutéieren. Well, Här Spautz, déi Lëscht, déi am Moment existéiert, déi ass net ganz fouilléiert fir Leit, déi kee Luxusauto wëllen, mee déi wëllen en Auto hunn, dee se kënnen am Alldag mat enger Famill benotzen, an déi just een Auto wëllen hunn an net puer Autoe wëllen hunn, fir dat dann och ze maachen.

An en plus ass et eeben och esou, dass déi heite Mesüren awer elo e bëssen iwwert de Knéi gebrach geholl goufen. A mir bedaueren dat, well et en onnéidegen Drock op de Consommateur an op de Marché mécht.

Dat hei ass awer op alle Fall besser wéi dat, wat d'Regierung proposéiert. Duerfir kënne mer dat och matstëmmen. Mee wéi gesot, eiser Meenung no wär et besser gewiescht, déi Aiden einfach ee Joer nach esou weiderlafen ze loossen an dann en temps utile ze kommunizéieren, wéi een dat géing adresséieren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Ech gesinn elo keng weider Wuertmeldungen.

Da géing ech och dës Motioun Nummer 5 vum Här Clement zum Vott stellen.

***Vote sur la motion 5***

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Françoise Kemp), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen (par Mme Alexandra Schoos), Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

Domat wäre mer dann haut um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 17.49 heures.)*

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 38
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Changement de composition d'une commission parlementaire** p. 38
   M. Claude Wiseler, Président
3. **Changement de composition d'une délégation luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale** p. 38
   M. Claude Wiseler, Président
4. **Communications** p. 38
   M. Claude Wiseler, Président
5. **Dépôt d'une résolution par Mme Sam Tanson** p. 39
   Exposé : Mme Sam Tanson
6. **Heure de questions au Gouvernement** p. 39
   **Question n° 71 du 13 juin 2024 de Mme Octavie Modert relative à l'organisation du « Wäibaudësch », adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture** p. 39
   Mme Octavie Modert | Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture
   **Question n° 72 du 11 juin 2024 de Mme Taina Bofferding relative au taux d'abstention, aux bulletins nuls ainsi qu'à une réforme éventuelle du processus de l'organisation d'élections, adressée à M. le Premier ministre** p. 39
   Mme Taina Bofferding | M. Luc Frieden, Premier ministre
   **Question n° 74 du 13 juin 2024 de Mme Alexandra Schoos relative aux animaux exotiques, adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture**
   **Question n° 75 du 13 juin 2024 de M. Fernand Etgen relative à la possession et l'encadrement des animaux domestiques au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture** p. 40
   Mme Alexandra Schoos | M. Fernand Etgen | Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture
   **Question n° 73 du 13 juin 2024 de M. André Bauler relative à l'introduction d'une carte d'identité professionnelle pour médecins, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 41
   M. André Bauler | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
   **Question n° 76 du 13 juin 2024 de M. Max Hengel relative aux problèmes de fonctionnement récents du tomographe à émission de positrons, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 41
   M. Max Hengel | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
   **Question n° 77 du 13 juin 2024 de Mme Sam Tanson relative au rôle du modèle « tripartite », adressée à M. le Premier ministre** p. 42
   Mme Sam Tanson | M. Luc Frieden, Premier ministre
   **Question n° 78 du 13 juin 2024 de M. André Bauler relative au délai du dépôt de la déclaration fiscale des personnes physiques, adressée à M. le Ministre des Finances** p. 42
   M. André Bauler | M. Gilles Roth, Ministre des Finances
   **Question n° 79 du 13 juin 2024 de M. Marc Goergen relative à la baisse des taux d'intérêt, adressée à M. le Ministre des Finances** p. 43
   M. Marc Goergen | M. Gilles Roth, Ministre des Finances
   **Question n° 80 du 13 juin 2024 de Mme Diane Adehm relative à la gratuité des numéros de téléphone des institutions publiques luxembourgeoises, adressée à M. le Premier ministre** p. 43
   Mme Diane Adehm | M. Luc Frieden, Premier ministre
   **Question n° 81 du 13 juin 2024 de M. David Wagner relative à la plateforme pour l'action climat et la transition énergétique, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité** p. 44
   M. David Wagner | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
   **Question n° 82 du 11 juin 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'accessibilité aux services bancaires au Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Finances** p. 44
   M. Mars Di Bartolomeo | M. Gilles Roth, Ministre des Finances
7. **Dépôt d'une motion par Mme Joëlle Welfring** p. 45
   Exposé : Mme Joëlle Welfring
   Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre
8. **Ordre du jour** p. 45
   M. Claude Wiseler, Président
9. **8128 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias** p. 46
   Rapport de la Commission des Médias et des Communications : M. Félix Eischen
   Discussion générale : M. Gusty Graas | Mme Francine Closener | M. Tom Weidig | M. François Bausch | M. Ben Polidori | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8128 et dispense du second vote constitutionnel
10. **8204 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques** p. 48
    Rapport de la Commission des Médias et des Communications : M. Guy Arendt
    Discussion générale : M. Félix Eischen | Mme Francine Closener | M. Tom Weidig | M. François Bausch | M. Ben Polidori | M. David Wagner
    Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8204 et dispense du second vote constitutionnel
11. **8205 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques** p. 50
    Rapport de la Commission des Médias et des Communications : Mme Stéphanie Weydert
    Discussion générale : M. Luc Emering | Mme Francine Closener | M. Tom Weidig | M. François Bausch | M. Ben Polidori | M. David Wagner
    Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8205 et dispense du second vote constitutionnel
12. **8291 – Projet de loi portant modification de :**
    **1° la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;**
    **2° la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep ;**
    **3° la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;**
    **4° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;**
    **5° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;**
    **6° la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;**
    **7° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;**
    **8° la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;**
    **9° la loi modifiée du 16 juillet 2019 relative à l'opérationnalisation de règlements européens dans le domaine des services financiers,**
    **en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2554 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 sur la résilience opérationnelle numérique du secteur financier et**

**modifiant les règlements (CE) n° 1060/2009, (UE) n° 648/2012, (UE) n° 600/2014, (UE) n° 909/2014 et (UE) 2016/1011 et de la transposition de la directive (UE) 2022/2556 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 modifiant les directives 2009/65/CE, 2009/138/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE, 2014/65/UE, (UE) 2015/2366 et (UE) 2016/2341 en ce qui concerne la résilience opérationnelle numérique du secteur financier** p. 52

Rapport de la Commission des Finances : M. Laurent Mosar

Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. André Bauler | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8291 et dispense du second vote constitutionnel

13. **8273 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'enregistrement des réunions des commissions, du Bureau et de la Conférence des Présidents** p. 54

Rapport de la Commission du Règlement : Mme Stéphanie Weydert

Discussion générale : M. Guy Arendt | M. Mars Di Bartolomeo | Mme Alexandra Schoos | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement (intervention de M. Marc Goergen) | M. Marc Baum | Mme Sam Tanson | Mme Stéphanie Weydert | M. Sven Clement

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8273

14. **Résolution de Mme Sam Tanson relative aux sondages sortie des urnes (SSU)** p. 56

Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Gilles Baum | M. Fred Keup | Mme Taina Bofferding | M. Sven Clement | M. Marc Baum | Mme Sam Tanson

Vote sur la résolution modifiée (adoptée)

15. **Motion de Mme Joëlle Welfring relative aux instructions vestimentaires à l'occasion de la célébration publique de l'anniversaire de la naissance de S.A.R. le Grand-Duc** p. 58

Discussion générale : Mme Mandy Minella | Mme Alexandra Schoos | Mme Taina Bofferding | Mme Nathalie Morgenthaler | M. Sven Clement | M. Marc Baum | Mme Joëlle Welfring

Vote sur la motion (adoptée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Serge Wilmes et Mme Elisabeth Margue, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**Mme Martine Hansen,** Ministre | Nee, Här President.

## 2. Changement de composition d'une commission parlementaire

**M. Claude Wiseler,** Président | Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, huet d'DP-Fraktioun follgend Ännerung matgedeelt: An der Commission des Pétitions ersetzt d'Madamm Mandy Minella den Här Gilles Baum.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

*(Négation)*

Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 3. Changement de composition d'une délégation luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ugeet, huet d'LSAP-Fraktioun follgend Ännerung matgedeelt: An der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional, dem CPI, ersetzt d'Madamm Liz Braz d'Madamm Paulette Lenert als effektive Member.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

*(Négation)*

Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 4. Communications

Esou wéi dat am Chambersreglement virgesinn ass, wollt ech follgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen: Den 11. Juni 2024 huet de President vum Staatsrot matgedeelt, dass e Poste vu Staatsconseiller vakant wäert ginn. Esou wéi et festgehalen ass am ofgeännerte Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot an an den Artikelen 116 bis 127 vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, e Kandidat fir de Poste vum Staatsconseiller ze bezeechnen. Interessente kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten, an dat bis spéitstens de 4. Juli 2024. Den Datum vum Poststempel ass maassgeebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzereechen, déi beleeën, dass d'Konditiounen aus dem Gesetz erfëllt sinn. Dat heescht, éischtens d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze hunn, zweetens am Besëtz vun den zivillen a politesche Rechter ze sinn, drëttens am Grand-Duché ze residéieren a véiertens den Alter vun 30 Joer erreecht ze hunn.

Esou wéi den Artikel 6 vum ofgeännerte Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot et virgesäit, huet eis de Staatsrot follgend zwee Profiller matgedeelt, déi d'Chamber an hirem Choix leede sollen: éischtens eng Persoun mat enger zolitter professioneller Erfarung am Wirtschafts-, Finanz- a Gesellschaftsrecht an zweetens eng Persoun, déi e grousst Wëssen am Beräich vun der Organisatioun, dem Fonctionnement an dem Finanzement vun de Sozialsystemer huet.

Et ass ze bemierken, datt den Artikel 7 vum ofgeännerte Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot an den Artikel 122 vum Chambersreglement virgesinn, datt beim Choix vum Kandidat an der ëffentlecher Sëtzung d'Chamber soll dorop oppassen, dass d'Zesummesetzung vum Staatsrot déi vun de Parteien an der Chamber soll widderspigelen, ënnert der Konditioun, datt déi jeeweileg Parteie bei deene leschten zwou Legislativwalen op d'mannst dräi Sëtzer kritt hunn.

Ech erënneren Iech drun, datt all Deputéierten d'Recht huet, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäizeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist. Dës Kommunikatioun gëtt och als Avis officiel an der Press verëffentlecht.

***Communications du Président – séance publique du 13 juin 2024***

*Par courrier du 11 juin 2024, M. le Président du Conseil d'État a informé M. le Président de la Chambre des Députés qu'un mandat de conseiller d'État allait devenir vacant.*

*La loi modifiée du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État et les dispositions des articles 116 à 127 du Règlement de la Chambre des Députés prévoient que la Chambre des Députés est appelée à désigner un candidat pour le poste de conseiller d'État devenu vacant.*

*Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 4 juillet 2024, le cachet de la poste faisant foi.*

*Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les qualifications et les conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir :*

*1) être de nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité) ;*
*2) jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire n° 3 et certificat d'inscription aux listes électorales) ;*
*3) résider au Grand-Duché de Luxembourg (certificat de résidence) ; et*
*4) être âgé de trente ans accomplis (extrait de l'acte de naissance).*

*Conformément à l'article 6 de la loi modifiée du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État, le Conseil d'État a proposé deux profils de candidats, destinés à guider la Chambre des Députés dans son choix. Ces profils se présentent comme suit :*

*1) une personne possédant une solide expérience professionnelle en droit des affaires, droit financier et droit des sociétés ;*

*2) une personne disposant d'une connaissance approfondie de l'organisation, du fonctionnement et du financement des systèmes de sécurité sociale.*

*(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)*

## 5. Dépôt d'une résolution par Mme Sam Tanson

An dann hunn ech nach, mengen ech, eng Wuertmeldung vun der Madamm Tanson, déi wollt en Depot maachen. Madamm Tanson.

***Exposé***

**Mme Sam Tanson** (déi gréng), auteure | Jo, merci, Här President. Ech wollt no den Europawale vun e Sonnden an deem laange Waarden op déi Resultater eng Resolutioun deposéieren. Ech weess net, wéi et Iech gaangen ass, mee mir souzen alleguerten e bësse wéi op Eeër, well mir iwwerhaapt net wousste bis eelef Auer, a wéi eng Richtung datt et géing goen. An der Tëschenzäit huet awer eent vun eisen Nopeschlänner schonn op Basis vun de Resultater hir Assemblée opgeléist gehat. A mir hunn dat schonn e bësse speziell fonnt. Et gëtt natierlech déi Reegel, dass ee soll waarden, bis d'Walbüroen zou sinn a ganz Europa, bis eppes kommunikéiert gëtt, mee aner Länner maachen Héichrechnungen.

Mir hunn eng Konventioun mat der Uni fir de POLINDEX. Mir hunn eis gefrot, ob et net sënnvoll wär, mat hinnen ze kucken, fir och e Sondage sortie des urnes ze organiséieren, fir dass mer net misste waarden, bis all déi aner Länner schonn hir Previsiounen op d'mannst éffentlech gemaach hätten, bis mer och hei zu Lëtzebuerg géinge gewuer ginn, wéi et bei den Europawalen ausgaangen ass. Dat och am Sënn vun der Informatioun vun de Biergerinnen a Bierger iwwert déi Resultater. An duerfir deposéieren ech eng Resolutioun an deem dote Sënn.

***Résolution***

*« relative aux sondages sortie des urnes (SSU) »*

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– que les sondages sortie des urnes (SSU) sont des sondages de grande ampleur réalisés le jour même des scrutins électoraux, à la sortie des bureaux de vote ;*

*– que les SSU permettent de comprendre les clés sociologiques et politiques significatives d'un scrutin et constituent en ce sens une véritable radiographie du corps électoral ;*

*– que les SSU ont le potentiel de livrer des premières indications en ce qui concerne les résultats d'un scrutin avant la publication des résultats provisoires ;*

*– qu'au Luxembourg, aucun SSU n'a été effectué dans le cadre des élections européennes de 2024 ;*

*– que les résultats provisoires des élections européennes ne peuvent être publiés qu'après 23h00 CET, après la fermeture des derniers bureaux de vote en Italie ;*

*– que pour cette raison, le public et la presse n'ont pas eu d'indications quant au résultat des élections avant la publication des résultats à 23h00,*

*décide*

*– de charger une institution indépendante (comme par exemple l'Université du Luxembourg) avec la conceptualisation et la réalisation d'un SSU lors des élections européennes 2029 et de financer ce SSU.*

*(s.) Sam Tanson, François Bausch, Joëlle Welfring.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson.

## 6. Heure de questions au Gouvernement

Da komme mer zum nächste Punkt. Haut de Mëtten huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als éischt Fro hu mer d'Fro vun der Madamm Octavie Modert un d'Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau iwwert d'Organisatioun vum Wäibaudësch. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 71 du 13 juin 2024 de Mme Octavie Modert relative à l'organisation du « Wäibaudësch », adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture**

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Merci, Här President. Madamm Minister, Dir hutt e Landwirtschaftsdësch gehal ugangs vum Joer, sou wéi et och am Regierungsofkommes virgesi war, an dat ass gutt, et ass vill ze beschwätzen. Et ass och virgesinn, fir Wäibauassisë respektiv e Wäibaudësch ze maachen. Och dat ass extreem wichteg, net nëmme well vill Froe sech stellen, mee och well natierlech ëmmer manner Nofollger an de Wënzerbetriber sinn. Dat huet awer am Géigesaz zur Landwirtschaft nach eng aner Konsequenz. Dat huet zur Konsequenz, datt ëmmer méi Wéngerte broochleie bleiwen an domadder riskéieren, keen zesummenhängend Wäibaugebitt méi ze sinn, wat ganz schwiereg ass, well doduerch déi vill Kränkten, déi jo am 19. Joerhonnert aus Iwwerséi hei ageschleeft gi sinn, dann nach schlëmmer ginn.

Meng Fro un Iech, Madamm Minister, ass: Wéini ass dee Wäibaudësch? Wéi eng Theemae ginn do behandelt? Respektiv sinn déi och vläicht scho virbereet gi mam Secteur zesummen? Oder mat wiem? A meng drëtt Fro ass dee Moment: Wien ass alles op deem Wäibaudësch derbäi? Also d'Fro vum Wéini a Wéi, vum Wat a vum Wien.

Merci villmools.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Modert. Dann huet d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung an an dësem Fall Wäibau d'Wuert.

**Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Merci, Här President, an och merci der Madamm Modert fir dës Fro. Genausou wéi et am Koalitiounsaccord steet, setze mer op den Dialog, net nëmmen an der Landwirtschaft, mee och am Wäibau. An dofir hu mer de Wäibaudësch festgehal.

Déi éischt Fro war: Wéini? Deen ass den 11. Juli vun 10.00 bis 16.00 Auer zu Senneng. Entweeder ass d'Invitatioun de Moien erausgaangen oder si geet eraus.

Wien ass invitéiert? Och hei ass Haaptuspriechpartner ëmmer d'Landwirtschaftskammer, well déi déi offiziell Vertriedung ass. Dat heescht de Comité de direction vun der Landwirtschaftskammer an d'Direktioun selwer. Dann d'Wënzer natierlech, eemol Vertrieder vun der Vinsmoselle, da Vertrieder vun de Privatwënzer a Vertrieder vun der Fédération luxembourgeoise des vins et spiritueux a vum Fonds de solidarité viticole.

Dozou hu mer awer och nach Vertrieder vum Gaardebau an Uebstbau invitéiert, well – an da kommen ech op de Sujet – den Haaptsujet wäert eeben d'administrativ Vereinfachung sinn, virun allem do, wou et ëm d'Saisonsaarbechter geet. Déi Suerge krute mer definitiv direkt erkläert vun de Wënzer, datt d'Prozeduren einfach ze vill schwéierfälleg wieren. An do musse mer administrativ Vereinfachunge maachen. Den Detail vun de Sujeten, dee schwätze mer jo do um Dësch un. Dat heescht, dee kann ech Iech elo nach net matdeelen, mee dat wäert sécherlech vun der Aarbechtsmedezinn iwwert d'Sanktiounen, iwwert d'Flexibilitéit vun den Aarbechtszäite goen.

An duerfir wäert ech och net eleng als Minister do sinn, mee dofir wäert d'Ministesch vun der Sécurité sociale an der Santé, d'Martine Deprez, an och de Minister vun der Aarbecht, den Här Georges Mischo, mat derbäi sinn. An ech kommen dann natierlech och gären, wa mer den Dësch haten, duerno an d'Chamber, fir Iech d'Konklusioune matzedeelen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch.

Da komme mer zur Fro Nummer 72 vun der Madamm Taina Bofferding un de Premierminister iwwert den Abstentiounstaux, déi ongülteg Walziedelen an eng eventuell Reform vun de Walvirgäng. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 72 du 11 juin 2024 de Mme Taina Bofferding relative au taux d'abstention, aux bulletins nuls ainsi qu'à une réforme éventuelle du processus de l'organisation d'élections, adressée à M. le Premier ministre**

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Elo hutt Der scho bal alles gesot, wat ech wollt soen. Gutt! Effektiv, meng Fro bezitt sech op d'Bulletinen, notamment d'Vote-nullen, also déi ongülteg Walziedelen. Elo bei de leschte Walen, den Europawalen, waren dat 4,48 %. Bei de Gemengewale waren dat 5,19 %. A bei de Landeswale waren et 4,29 %.

Bon, fir de Phenomeen besser ze verstoen an och méiglech Hypotheesen, firwat dat esou ass, kënnen am Detail ze préiwen, wär et wichteg, hei eng Analys dozou ze maachen, well nëmme wa mer verstinn, wat de Problem ass, da kënne mer och kucken, eeben deem entgéintzewierken, Léisungen hei auszeschaffen. Ech mengen, et ass jo en Ënnerscheed, ob een elo e Smiley op säi Walziedel moolt oder ob een herno feststellt, dass e vläicht méi Stëmme verginn huet, wéi em eigentlech zur Verfügung stinn.

Ech hunn dat och schonn d'lescht Joer opgeworf, wéi ech eeben d'Gemengewale begleet hat. An ech ka mech och erënneren, dass mer hei eng Fro hate vum Michel Wolter, deen och schonn d'Theema opgeworf huet an och schonn e puer interessant Piste matpresentéiert huet, wéi ee vläicht d'Leit kéint méi sensibiliséieren, nach besser kéint opklären.

Elo hu mer effektiv dräi Walen hannert eis, an dofir meng Fro un de Premier, ob Der wëlles hutt, vläicht esou eng Analys ze maachen, dat och wëssenschaftlech begleeden ze loossen, fir eeben de Phenomeen ze verstoen, firwat dës Walziedelen ongülteg sinn.

An dann effektiv stécht och den Taux vun den Abstentiounen an d'An. Dat sinn dës Kéier ronn 18 %. Op eng Question parlementaire vun de Kolleege Biancalana an Engel gouf geäntwert, dass de Parquet kee Relevé pro Gemeng mécht an dass et och net weider zu Amendë komm ass an och dass d'Prozeduren extreem schwéierfälleg wäre fir d'Poursuite. An dofir meng Fro: Hutt Der awer wëlles, bei deem dote System ze bleiwen?

An dann déi lescht Fro betrëfft d'Prozeduren. Wéi gesot, ech hunn et bei de Gemengewale matgemaach, Dir dann elo neierdéngs bei den Europawalen. An ech mengen, Dir konnt och feststellen, dass déi Prozeduren hannendrun extreem komplizéiert

sinn, dass een dat duerchaus kéint vereinfachen, digitaliséieren – elo net de Vott, dat ass nach eng aner Diskussioun, mee dat Vereinfachen an Digitaliséieren ass jo och an Ärer Strategie. An dofir meng Fro, ob Der bereet wäert, och do d'Walgesetz opzemaache respektiv nozebesseren, fir och déi Prozeduren deementspriechend kënnen un d'Erausfuerderungen ze adaptéieren.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Den Här Premierminister huet d'Wuert.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Här President, ech si mat der Madamm Bofferding d'accord, datt een dat do soll studéieren. Ech stelle fest, datt et trotzdeem eng kleng Zuel ass vu Bulletinen, déi nul sinn, 4,5 %. Dat ass souguer liicht manner bei dëse Wale wéi bei de Wale virdrun. Dat ass also elo keen exorbitante Phenomeen, dee menger Meenung no eng Inzidenz huet op déi grouss Trende vum Walresultat. Nach ass et net gutt, well derbäi komme jo niewent de Bulletins nuls d'Bulletin-blancen, wat och nach eng Kéier eng 4 % bis 5 % sinn.

Ech mengen, datt de Bulletin blanc éischter en Ausdrock dann ass vun engem, deen de System net wëllt matmaachen. Do ass also scho méi eng politesch Expressioun dra wéi bei deem, deen nul gestëmmt huet. Dat kann heiansdo deen nämmlechte Phenomeen sinn, et muss net onbedéngt sinn.

Ech sinn also där Iddi ganz oppen, datt mer kucken, datt dat analyséiert gëtt. D'Fro ass natierlech, wien dat ka maachen. Dat musse mer vläicht mat der Chamber kucken, mat der Uni kucken. Mee op jidde Fall fannen ech d'Iddi ganz gutt.

Dat Zweet, wat Der gesot hutt, dat ass den Taux d'absentéisme, dee mech ëmmer erëm perturbéiert, well ech et eigentlech ..., mee dat ass vläicht, well mir Deel si vun dem demokratesche Geschéien. Et ass eng Chance, kënne bei Wale matzemaachen, ze soen, wat een denkt, wat ee gären hätt fir säi Land a fir Europa. 18 % hunn net matgemaach bei de Walen. Do sinn awer och déi drënner, déi eng Excuse de droit hunn, wéi zum Beispill Leit iwwer 75 Joer, déi also net musse wiele goen, mee et sinn der och vill derbäi, déi et net maachen. An ech stelle mer d'Fro, ob et gutt ass an eisem System, datt dat ëmmer esou einfach stoe gelooss gëtt.

Elo weess ech – an ech sinn e groussen Adept vun der Séparation des pouvoirs –, datt et net u mir ass ze soen, wat de Parquet ze maachen huet, mee ech mengen, dat ass awer eng Reflexioun wäert, ob een eppes, wat e Recht ass, mee zugläich och eng Flicht an der Demokratie ..., ob een dat an alle Fäll einfach esou do stoe léisst.

Dir schwätzt d'Prozeduren un. Ech mengen, datt een ... Ech si ganz oppe fir ze kucken, wéi ee vläicht ..., wann déi Prozeduren ze komplizéiert sinn, wat mech wonnert, mee dat kann een awer nach eng Kéier kucken, firwat dat net poursuivéiert gëtt, ob dat e Choix ass vum Parquet am Kader vun der Opportunité des poursuites oder ob et ze komplizéiert ass. Ech wäert och do mat der Justizministesch driwwer schwätzen.

An dann Äre leschte Punkt, dat ass dee vun dem Walgesetz. Wann ech richteg gesinn hunn, huet d'Institutiounskommissioun vun der Chamber d'nächst Woch eng Sitzung, wou se och iwwert d'Feuille de route, iwwert d'Modifikatioun vum Walgesetz schwätze wëllt. Ech invitéieren d'Parteien, Propositiounen ze maachen, wéi een d'Walgesetz ka vereinfachen, och opgrond vun den Erfarungen.

Effektiv, elo hu mer dräi Walen hannerun eis. Mat e bëssen demokratescher Rou wäerte mer elo e puer Joer keng Walen hunn, also ass elo den opportune Moment, fir dat ze maachen. A vu datt ech als Premierminister zoustänneg si fir d'Walgesetzgeebung, sinn ech der Meenung, datt mer sollen am nächste Joer, an deenen nächsten zwielef Méint, déi Ännerunge maachen, virun allem d'Simplificatioun vun de Prozeduren, och all déi Dokumenter, déi ee muss ofginn, fir Kandidat ze sinn. Dat hu mer alleguerte matgemaach. Dat ass relativ komplex.

An e leschte Punkt ass deen: Mir sinn och drun um Schaffe fir ze probéieren, dat ëmzesetzen, wat mer am Koalitiounsaccord stoen hunn: de Vote électronique dans l'isoloir, also net doheem, mee an der Walkabinn. Do si mer amgaangen, auslännesch Modeller ze kucken, an dat deelen ech dee Moment och mat der Chamber.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Premierminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 74 vun der Madamm Alexandra Schoos an zur Fro Nummer 75 vum Här Fernand Etgen. Béid Froe sinn un d'Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau a béid Froe ginn iwwert d'Haltung vun exoteschen Déieren. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

*(Interruptions)*

Madamm Schoos.

**– Question n° 74 du 13 juin 2024 de Mme Alexandra Schoos relative aux animaux exotiques, adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture**

**– Question n° 75 du 13 juin 2024 de M. Fernand Etgen relative à la possession et l'encadrement des animaux domestiques au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture**

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | A, pardon, ech war elo irritéiert. Ech hat gemengt, ech wier net drun.

Merci, et ass net direkt d'Haltung, et geet haaptsächlech ëm d'Alarméierungsketten. Mir hunn alleguerten héieren: Et ass e Känguru, deen am Oste ronderëmhoppelt. Ech mengen, en Drëttel vum Iechternacher Kanton ass an de Bëscher ënnerwee. Do geet et mer wierklech effektiv drëm: Wie soll wéini kontaktéiert ginn an esou Fäll? Wien ass responsabel? Ass dat d'Police? Ass dat d'Lëtzebuerger Veterinär- a Liewensmëtteladministratioun? Ass dat de CGDIS? Sinn dat Déiereschutzorganisatiounen? Wien huet wat fir eng Befugnis?

An dann nach eppes, wat elo éierlech gesot net direkt hei drasteet, mee dat ass: Wéi gesitt Dir d'Roll vun de Social Media? Ech mengen, déi sinn och am Moment voll mat Fotoen, déi gepost ginn, och am Sënn vum Déiereschutzaspekt, dass do Leit eventuell am Bësch ronderëmrennen, déi vläicht dann, wa mer wëssen, wat d'Alarméierungsketten ass, déi responsabel Leit éischter behënneren an hirer Aarbecht, wéi dass se hëllefen. Mir wëssen, jiddweree mengt et gutt, mee gutt gemengt ass net ëmmer och gutt gemaach. Do hätt ech gär Äntwerten, ob et do iwwerhaapt Prozedure gëtt, a wann net, dass déi vläicht en place sollte gesat ginn.

Villmools merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Schoos. Zum selwechte Sujet dann den Här Etgen.

**M. Fernand Etgen** (DP) | Merci, Här President. Och bei menger Fro geet et ëm de Känguru, deen ...

**Plusieurs voix** | A!

**M. Fernand Etgen** (DP) | A!

... dee vun engem Privatbesëtzer fortgelaf ass, well en anscheinend Angscht kritt hat a sech erschreckt hat.

**Plusieurs voix** | O!

**M. Fernand Etgen** (DP) | En ass dunn zu Konsdref an am Mëllerdall gesi ginn.

Schonn 2020 gouf et eng änlech Geschicht, wou och e Känguru fräi gelaf ass zu Lëtzebuerg, deen du spéider vun der Police an der Regioun Réiden erëmfonnt ginn ass, a wou säi Proprietär dunn an der Belsch de Känguru zréckkritt huet.

D'Kängurue sinn net op der Lëscht vun Déieren, déi een zu Lëtzebuerg als Hausdéier besëtzen däerf. An deem Fall muss eng extra Autorisatioun ugefrot ginn, fir esou een Déier ze besëtzen. Et gëtt eng Exceptioun, nämlech wann een d'Déier scho virun 2018, also virum Akraafttriede vum neien Déiereschutzgesetz, a Besëtz hat. Et muss een allerdéngs dem Déier e Liewensraum kënne bidden, deen aartgerecht ass.

An dozou wëll ech dann e puer Froen un d'Agrarministesch stellen: Ass et richteg, datt ausser Fräiwëllegen och d'ALVA an d'ANF bedeelegt sinn un der Sichaktioun nom Känguru? Ass d'Hondsunitéit vun der Police, déi 2020 bei der Sich no deem Känguru intervenéiert ass, dës Kéier och am Asaz? Wéi ginn d'Autoritéiten dobäi vir? No wat fir enge Krittäre gëtt eng Autorisatioun fir de Besëtz vun Déiere gi bei Déieren, déi net op där positiver Lëscht sinn? Sinn d'Veterinärinspektere vun der ALVA trainéiert, fir bei méi exoteschen Déieren ewéi engem Känguru kënnen ze jugéieren, ob si aartgerecht gehalen a behandelt ginn? Gëtt et zu Lëtzebuerg Veterinären, déi kënnen no esou méi exoteschen Déiere kucken? Wéi ginn Déiere wéi Känguruen, déi vun engem anere Kontinent kommen, op Lëtzebuerg transportéiert?

Ech soen Iech villmools Merci.

*(Interruptions et hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Etgen. An dann huet d'Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau d'Wuert.

*(Interruptions)*

Sou, wannechgelift, ech verstinn, datt déi Fro vill Diskussioune verlaangt, mee d'Äntwert gëtt elo d'Madamm Ministesch. Wannechgelift.

**Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Jo, also eng grouss Fro, déi ech mer och gestallt hunn, dat ass: Wat mécht e Känguru zu Lëtzebuerg?

*(Hilarité)*

Mee mir hunn een hei. An dat Éischt, wat ech wëll soen, dat ass, datt d'Déiereschutzgesetz definitiv festhält, datt Aarten, déi net op esou enger gewëssener Lëscht am Gesetz sinn, net däerfe gehale ginn, ausser et hätt een eng Autorisatioun. Den Här Etgen huet dat gesot. An an dësem Fall ass keng Autorisatioun do. Dat heescht, hei ass géint d'Déiereschutzgesetz dann do verstouss ginn. Dat ass dat Éischt.

Dann: Wien ass zoustänneg, fir d'Déieren ze fänken? Dat war e bësse vu jiddwerengem d'Fro. D'ALVA, d'Veterinärverwaltung, ass informéiert, mee si fänkt net.

*(Hilarité)*

Si ass net zoustänneg fir ze fänken. Do ass direkt d'Police do, déi intervenéiert. D'Police ass zoustänneg fir d'Sécherheet. An och do, wann een de Känguru gesäit, da soll en dat bei der Police um 113 melden, net op Social Media Fotoe posten, well d'Police geet net Fotoe kucken a muss da kucken, wou e soll ronderëmsprangen. Nee, dat soll ee beim 113 melden.

Wann Hiweiser do sinn, huele si och d'Hondsstaffel mat a schaffen och enk mam Groupe de sauvetage animalier vum CGDIS zesummen, well déi zwee kënnen u sech dat Déier betäuben. Mat der Veterinärverwaltung hu se gekuckt, wéi se dat Déier am beschte betäuben, well do muss ee jo och d'Gewiicht wëssen, d'Mëttel wëssen, d'Doséierung a sou weider, fir datt dat Déier net zu Schued kënnt.

Wéi gesot, et ass wichteg, datt dat och gemaach gëtt, well dat ass awer en Déier, wat keen Hausdéier ass, wat een herno einfach an den Auto setzt, wann een dat gefaang huet, mee dat ass jo och ënner Stress, a wann dat da betäubt gëtt, da kann et och aartgerecht transportéiert ginn.

Esou, zu de Krittären, déi evaluéiert ginn, ob et aartgerecht ass, do muss ech soen, datt mir hei zu Lëtzebuerg bei der Veterinärverwaltung kee Känguruspezialist hunn.

*(Exclamations et hilarité)*

Mee mir wäerten eis awer hei op d'Wëssenschaft baséieren a mir wäerten och do Experten aus dem Ausland erunzéien. Et ass wichteg, datt déi eng gewësse Gréisst vu Geheege hunn, datt déi sech kënne beweegen. E Känguru ass fiichtëmpfindlech a kälteëmpfindlech. Dat heescht, dee muss am Wanter och e gehëztene Raum zur Verfügung hunn. Den Drot muss natierlech héich genuch sinn, well deen hoppelt net nëmmen, mee dee kann och sprangen, dee kann och do erauskommen.

Also, mir hunn – ech weess net méi, wien dat gefrot huet – fir aner wëll Déieren – dat war den Här Etgen, deen hat gefrot huet –, fir aner exotesch Déieren, Spezialisten, well eebe ganz dacks awer Schlaangen a soss Saachen op Lëtzebuerg kommen. Do hu mer scho Leit, déi Bescheed wëssen, mee mer hunn elo keen ausgewisene Känguruspezialist. Déi eenzeg zwou Institutiounen, déi u sech wëll Déieren hunn, dat ass de Beetebuerger Park an dat ass d'Wëlldéierestatioun zu Diddeleng.

Wéi kommen d'Déieren heihinner? Här Etgen, ech wéisst et och gären. Dat heescht, wann et natierlech vun engem anere Kontinent kënnt, da gëtt et zwou Méiglechkeeten: Entweeder se si mam Schëff komm oder se si mam Fliger komm. Wa se mam Fliger komm wieren, dann ass de Cargozenter do, wou d'ALVA d'Kontrolle mécht, an da kënnt keen eran, dee keng Autorisatioun huet. Et kann awer natierlech och innerhalb vun Europa mam Auto transportéiert gi sinn.

An ech wëll allgemeng hei just nach eng Kéier wierklech widderhuelen: Et ass verbueden, exotesch Déieren ze halen, ausser et hätt een eng Autorisatioun. Déi Autorisatioun muss een am Virfeld ufroen. An do gëtt kontrolléiert, ob se aartgerecht gehale ginn. An da wëll ech hei och nach eng Kéier betounen: Et sinn och Leit, déi hu kleng Schwäin doheem a sou virun. Och déi muss ee melden. Mir hu Krankheeten, déi ginn iwwerdroe vun Déier zu Déier, vum Déier op de Mënsch. Also et muss een …

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

Mat „kleng Schwäin" hunn ech der mat véier Bee gemengt, ok?

*(Hilarité)*

Déi muss ee melden. Hinger muss ee melden. An ech hoffen, datt mer de Känguru gesond a monter agefaange kréien.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zur Fro Nummer 73 vum Här André Bauler un d'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Aféierung vun enger professioneller Carte d'identité fir Dokteren. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 73 du 13 juin 2024 de M. André Bauler relative à l'introduction d'une carte d'identité professionnelle pour médecins, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Schonn am Abrëll 2018 huet déi deemoleg Gesondheetsministesch Lydia Mutsch dem Deputéierten an Dokter Edy Mertens a mir selwer schréftlech verséchert, datt et noutwendeg wier, fir eng professionell Kaart fir Dokteren anzeféieren, déi op engem legalen, engem gesetzlechen, Kader géif berouen. Dat stoung an hirer Äntwert op eis gemeinsam parlamentaresch Fro mat der Nummer 3746. Déi aktuell Legitimatiounskaart géif dann duerch eng professionell Kaart ersat ginn. Virum Summer 2018 géif nach e gesetzleche Kader an deem Sënn ausgeschafft ginn.

Den 19. Januar 2021 huet déi nächst Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert, mer am Plenum vun der Chamber geäntwert, datt d'Kaart nach net prett wier, mee datt géif dru geschafft ginn.

Haut, den 13 Juni 2024, hunn eis Dokteren elo nach ëmmer keen esou e professionellen Ausweis. Dat bedeit konkreet, datt si sech, wa si am Ausland ënnerwee sinn a si missten zum Beispill am Noutfall bei engem Accident asprangen, dann net als Dokter kéinten ausginn an eventuell riskéieren, Schwieregkeeten ze kréien. Déi aktuell Pièce d'identité vum Collège médical ass am Ausland eigentlech kaum eppes wäert. Ech hu mer och soe gelooss, et géif nach eng giel Kaart gi vun der Direction de la santé. Ech mengen, do ass et änlech.

Elo si mëttlerweil esou vill Joren an d'Land gezunn an et ass bis haut näischt geschitt. Grad dofir wollt ech Iech, Madamm Gesondheetsministesch – Dir sidd dann elo déi Drëtt an der Rei –, froen, ob Dir dës Problematik kennt an ob Dir eventuell gewëllt wiert, fir derfir ze suergen, datt eis Dokteren esou eng professionell Kaart, déi am Ausland och akzeptéiert gëtt, géifen ausgestallt kréien.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauler. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a fir sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci. Jo, ech kennen d'Problematik an ech kann och elo nach net soen, datt se muer do ass, d'Kaart. D'Gesetzesännerung, opgrond vun där déi Kaart kann ausgestallt ginn, ass den 31. Juli 2020 an d'Gesetz komm, just datt deen Artikel, deen derbäigesat ginn ass, den Artikel 7bis, a sengem zweete Paragraf virgesäit, datt e Règlement grand-ducal soll d'Detailer klären, wéi déi Kaart agefouert gëtt, wie se ausstellt, wéi e Modell datt se ass, wéi eng Donnéeën datt däerfen dropstoen.

A wéi Der wësst, steet an de meeschten Avise vum Staatsrot dran, datt et gutt ass, wann d'Gesetzesprojeten deposéiert ginn, datt d'Reglementer entweeder derbäileien oder sou séier wéi méiglech derbäileie kommen, mee zënter dem 31. Juli 2020 ass nach net un deem Reglement geschafft ginn.

Dat Reglement wäert dann elo sou séier wéi méiglech geholl ginn. De Collège médical ass och d'accord, fir d'Kaart auszestellen. A soubal mer d'Krittären hunn, déi drastoe musse kommen, wäerte mer d'Reglement huelen, an dann hoffen ech, datt mer bis d'Fréijoer spéitstens d'Kaart erausginn hunn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zu der nächster Fro, der Fro Nummer 76 vum Här Max Hengel un d'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Fonctionnementsproblemer vum PET-CT. Den Här Hengel huet d'Wuert.

**– Question n° 76 du 13 juin 2024 de M. Max Hengel relative aux problèmes de fonctionnement récents du tomographe à émission de positrons, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**M. Max Hengel** (CSV) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, den Tomographe à émission de positrons, besser bekannt als PET-Scan, ass an de leschte Joren e ganz wichtegen Outil ginn, wann et ëm d'Kriibsdiagnostik respektiv och ëm den therapeutesche Suivi vun de Kriibspatiente geet.

Aktuell hu mir een esou en Apparat am CHL stoen. An Dir kënnt Iech bestëmmt alleguer drun erënneren, datt mer am Dezember d'lescht Joer am Kader vum Projet de loi zu de Garden an Astreintë vun de Spidolsdokteren och d'Uschafung vun engem zousätzleche PET-Scanner hei gestëmmt hunn. Dat aus dem Grond, datt deen aktuelle PET-Scanner quasi zu 100 % ausgelaascht ass mat ronn 6.500 Passagë pro Joer.

Ech mengen, jiddereen, deen emol an där Situatioun war, weess, wéi wichteg et ass, datt ee séier e Rendez-vous kritt. Engersäits fir datt séier ka mat der Therapie ugefaange ginn an anerersäits och well laang Waardezäiten awer ganz ustrengend si fir déi Patienten, déi dann op hir Diagnos waarden.

Mengen Informatiounen no gouf et an de leschte Wochen e puer technesch Problemer mam PET-Scan am CHL. Dowéinst meng Froen un d'Madamm Minister: Kënnt Dir confirméieren, datt et Problemer mam PET-Scan gouf respektiv eventuell nach gëtt? Wa jo, wat waren d'Grënn? Ass gewosst, wéi vill Patienten doropshin hu missen en neie Rendez-vous kréien? A wësst Dir, wéini deen zousätzleche PET-Scanner, dee mer jo dann am Dezember hei gestëmmt hunn, wäert operationell sinn?

Ech soen Iech Merci an ech hoppelen dann zréck op meng Plaz.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hengel. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a fir sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci och fir dës Fro. De PET ass gebaut ginn, fir ronn 20 Clienten den Dag entgéintzehuelen. Well mer de Moment awer nëmmen een am Land hunn, gëtt dee maximal ausgelaascht, an dat sinn de Moment 35 Passagen am Dag.

Pannen hate mer. Déi rezentst war vum 7. Juni bis den 11. Juni, dat heescht, virgëschter war en erëm operationell owes. Am Joer 2023 waren et 13 där Pannen, am Joer 2024 bis elo 8 där Pannen.

Déi Leit, déi do betraff waren, dat ware ronn 100 Rendez-vousen. Déi sinn all direkt kontaktéiert ginn an déi Rendez-vouse sinn da prioriséiert ginn. Dat heescht, deen, deen d'Examene mécht, kuckt dann d'Justifikatioun vum Examen. Eppes, wou e seet valablement, dat kann e bësse méi laang waarden, gëtt dann hannendrunner gesat. An all déi Leit, wou awer eng Urgence war, déi wierklech séier hu musse bäikommen, gi sou séier wéi méiglech bäigeholl. Da gi mer moies zwee bis dräi Leit vir bäisetzen a mir maachen elo dräimol samschdes op: eng Kéier den 22. Juni, eng Kéier den 29. Juni an eng Kéier ee Samschden am Juli. Domadder hoffe mer, datt mer d'Retarde sou séier wéi méiglech an de Gréff kréien.

Deen zweete PET, deen am Dezember am Gesetz gestëmmt ginn ass, deen ass haut autoriséiert ginn. An do geet elo d'Commande eraus an dee misst Enn des Joers operationell sinn.

Bis dohinner drécken ech all deene Leit mäi Matgefill aus, déi dann elo wéinst deene Pannen hu musse waarden a méi oder manner laang dann op hir Gewëssheet musse waarden. Mäi Matgefill an eis Entschëllegung! Ech hoffen, datt mer am Dezember do kënne Remedur maachen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zur Fro Nummer 77 vun der Madamm Sam Tanson un de Premierminister iwwert d'Roll vum Tripartitt-Modell. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 77 du 13 juin 2024 de Mme Sam Tanson relative au rôle du modèle « tripartite », adressée à M. le Premier ministre**

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Här Premierminister, Dir hutt eis virgëschter annoncéiert, dass den Deckel op den Energiepräisser wäert gréisstendeels ewechfalen. Do hätte mer e puer Bedenken.

Dat eent ass eeben, dass mer elo eng Transitioun Richtung Elektresch gären hätte mat de Wäermepompelen, mat den Elektroautoen, dass awer duerch d'Ewechfale vun där Energiepräisbrems herno d'Elektresch riskéiert, wierklech deier ze ginn iwwert dat Joer, wat elo kënnt.

An dat anert ass de Problem vun der Inflatioun. An do hat ech Iech gëschter e puermol d'Fro gestallt, eng Kéier wärend der Ried an eng Kéier no der Ried, wéi en Impakt et op d'Inflatioun géing hunn. Dir hutt mer du geäntwert, et wier en Impakt vun 1,2 %.

Ech wollt elo vun Iech vläicht e puer Detailer doriwwer héieren: Hutt Der dat vum Statec ausrechne gelooss? A wat ass och d'Inzidenz op d'Indextranchen, déi géinge falen? Ech hunn hei nach eng Kéier d'Statnews vum Mee vun dësem Joer erausgeholl, wou verschidden Zenarioen ausgerechent gi sinn a wou mer jee no Zenario, an deem mer da sinn, géingen op eng Inflatioun tëschent 1,6 fir de Scénario bas, 3,1 fir de Scénario central, bis 4,7 fir de Scénario haut kommen. Bei deem leschten Zenario hätt een zwou Indextranchen, déi d'nächst Joer géinge falen, plus eng Indextranche, déi dëst Joer géing falen.

An ech wollt wëssen, ob Der am Virfeld vun där Decisioun, déi Der geholl hutt ..., also éischtens, ob Der mer mol kéint Detailer ginn iwwert déi Berechnunge vum Statec fir déi Mesür, déi Der elo ugekënnegt hutt, an zweetens, ob Der mat de Sozialpartner – ech hunn nach eng Kéier am Registre des entrevues gekuckt, ech hunn elo näischt fonnt, mee vläicht ass et nach net dran – dat heiten diskutéiert hutt, well et kann eng Inzidenz hunn op d'Inflatioun an doduerjer eeben och op d'Indextranchen, a wann net, ob dat nach géing ustoen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. An dann huet de Premierminister d'Wuert.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Merci, Här President. Ech hat Iech gëschter Owend effektiv op Är Fro geäntwert, datt den Effet vum Präis vun den Energiemoossnamen eng Inzidenz vu plus 1,2 % op d'Inflatioun hätt. Déi setzt sech zesumme grosso modo aus 0,5 % fir de Stroumpräisdeckel, dee mer op 30 %, also op d'Hallschent vun deem besteeënden, limitéieren, 0,5 % fir de Volet Gas an 0,2 % fir de Volet Masutt. Déi dräi Elementer sinn dran, fir zu deenen 1,2 % Inflatiounsimpakt ze kommen, déi ech gëschter Owend hei genannt hunn.

Dat ass an eisen Ae keng Fro vun enger Tripartitt, well d'Tripartitt ass e Kriseninstrument. Mir sinn eebe justement hei net méi an enger Kris, dofir maache mer jo och dee sougenannte Phasing-out, well d'Präisser vun der Energie elo erëm gefall sinn. Ech hunn a menger Lag vun der Natioun erkläert, firwat mer fir 2025 nach e Stroumpräisdeckel bäibehalen: well dee Stroum akaaft ginn ass um Ufank vun dem Ukrain-Krich. Do waren d'Präisser ganz héich. Dee keeft een a fir dräi Joer. Dat ass déi Decisioun, déi deemools geholl ginn ass. Ech war bekanntermoossen net an der Politick, hunn déi Decisioun also net direkt oder indirekt mat ze veräntwerten, mee déi huet nach en Impakt 2025. An duerfir maache mer elo nach just beim Stroum e Präisdeckel. Dat ass also keng Krisesituatioun.

Déi zoustänneg Ministeren haten awer en Échange de vues iwwert de Phasing-out mat de Gewerkschaften. Do ass nogelauschtert ginn. Ech mengen och net par ailleurs, Madamm Tanson, datt dat eng Fro ass, déi misst am Regëster stoen, well dat war jo keng Diskussioun, fir Lobbying ze maachen iwwer e besteeënd Gesetz. Dat war en Échange de vues iwwer eng Thematik, déi an der leschter Tripartitt diskutéiert ginn ass. De Gewerkschaften ass och nogelauschtert ginn, well aus där Diskussioun mat de Gewerkschaften eraus ass och d'Iddi komm, fir de Crédit d'impôt énergie op 90 Euro ze fixéieren. Dat war eppes, wat d'Gewerkschafte gewënscht hunn a wou d'Regierung nogelauschtert huet.

Wat elo den Effet op d'Indextranche ubelaangt, esou ass de Calcul, dee mer hunn, datt duerch dee Präisdeckel, dee mer maachen, déi ëm dräi Méint wäert no hanne verréckelt ginn. Wéini genee eng Indextranche erfält, dat ass natierlech schwiereg ze soen, well dat hänkt jo och nach zesumme mat ganz anere Phenomeener: der allgemenger wirtschaftlecher Entwécklung, geopoliteschen Evenementer, der Geldpolitick vun der Europäescher Zentralbank. Fir de Moment geet de Statec dervun aus, datt, souwäit een dat iwwerhaapt kann an dësem Moment maachen, 2025 eng Indextranche eréischt géif ganz um Enn vum Joer erfalen, mee ech mengen, et ass nach e bësse fréi, fir déi Previsiounen haut ze maachen.

Mee nach eng Kéier: Et ass keng Fro vun enger Kris. Et ass eng Fro vun engem normalen Auslafe vun engem Mechanismus, dee gemaach ginn ass, deen zu Recht gemaach ginn ass an enger Krisesituatioun, bedéngt duerch den Ukrain-Krich an domadder déi Energiepräisentwécklung.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Premierminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 78 vum Här André Bauler un de Finanzminister iwwert den Delai fir den Depot vun der Steiererklärung fir physesch Persounen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 78 du 13 juin 2024 de M. André Bauler relative au délai du dépôt de la déclaration fiscale des personnes physiques, adressée à M. le Ministre des Finances**

**M. André Bauler** (DP) | Nach eemol merci, Här President. Den Här Finanzminister weess et, an der leschter Legislaturperiod gouf den Delai fir Privatpersounen, fir eng Steiererklärung anzereechen, vu senger Virgängerin vum 31. Mäerz op den 31. Dezember verlängert. Dëst gouf deemools entscheet, well awer vill Leit sech net konnten un den Delai halen.

An deem Kader wollt ech dem Här Finanzminister e puer Froe stellen: Wat sinn elo d'Effeten? Kann een do e Bilan zéie vun där Ännerung, virun allem a punkto Aarbechtsorganisatioun vun der Steierverwaltung? A wéi vill Leit hunn hir Deklaratioun fir d'Joer 2022 nom 31. Mäerz agereecht a vum neien Delai profitéiert? Hu méi Leit den Delai also agehal, wéi dat virdrunner nach de Fall war? Sinn duerch dës Adaptatioun, duerch dës Upassung, also manner Rappellen erausgaangen an hu manner Astreintë missen ausgeschwat ginn?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauler. Dann huet de Finanzminister d'Wuert. Här Finanzminister.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech soe virun allem dem André Bauler och Merci fir seng Froen. Hien huet richteg preziséiert, dass fir d'Steierjoer 2022 d'Deklaratiounen eigentlech konnten ofgi gi bis den 31. Dezember 2023. Virdru war deen Delai ëmmer méi enk. Do huet ee misse bis den 31. Mäerz seng Steiererklärung dem Gesetz no ofginn.

Dat huet natierlech bei ganz ville Leit zu Problemer gefouert, well se oft net déi Pièce haten, déi se awer gebraucht hunn, zum Beispill de Lounsteierdekont vum ganze Joer. Oder virun allem Leit, déi en Appartement zum Beispill verlount haten, hate keng Assemblée générale vun der Koproprietéit an da konnte se hir Steiererklärung net ausfëllen an deem Delai vun dem 31. Mäerz, wéi et fréier war. Duerfir, mengen ech, ass dat eng richteg Moossnam gewiescht, fir deen Delai no hannen ze reportéieren.

Elo stellt Der mat Recht d'Fro: Wat ass den Impakt? Generell – a mir hunn dat misse bei der Steierverwaltung nofroen, well de Minister jo net, gottseidank net, déi Dossieren alleguerte kritt, dat heescht genauer gesot keen – si méi Dossieren am Delai erakomm, wat eigentlech u sech normal ass. Dat heescht, wann ech den Delai verlängeren, da kommen der och méi am Delai eran.

Awer fir eng konkreet Äntwert ze ginn, déi mech awer selwer elo e bëssen erstaunt huet: Fir d'Steierjoer 2022, wou, wéi gesot, d'Leit d'Méiglechkeet haten, bis den 31. Dezember 2023 hir Steiererklärung ofzeginn, hu just nach 2,4 % vun de Leit hir Steiererklärung fir d'Joer 2022 net ofginn. Dat heescht am Kloertext, fir d'Joer 2022 hunn am Umkehrschluss 97,6 % vun de Leit hir Steiererklärung ofginn, wat, ech fannen, e ganz respektabele Chiffer ass a wat och ganz kloer seet, dass d'Leit sech un dee verlängerten Delai halen. Well Dir wësst, wann Der et dann net maacht, da kann eng Steierverwaltung eng Astreinte ausspriechen, dat heescht eng Geldstrof, wann Der dat net rechtzäiteg eragitt. 8,3 % vun de Betriber hu fir d'Steierjoer 2022 hir Erklärung nach net ofginn.

De Report vun dem Delai huet laut der Steierverwaltung also och keng direkt Auswierkungen op

d'Verschaffe vun de Steiererklärungen. Dat heescht, wann déi Steiererklärungen erakommen am Laf vum Joer, da ginn déi verschafft. De Report vum Delai huet also do keen Impakt.

An da sot Der: Ma wat ass den Impakt op d'Erakomme vun de Steiersuen? Deen ass net grouss. Firwat? Well zwee Drëttel vun de Leit a vun de Betriber Avancë bezuele respektiv wann et Leit sinn, déi géint Loun a Gehalt schaffen, kréien déi jo op hirer Pai all Mount eng Retenue gemaach, soudass do net méi Ausstänn sinn. Also do ass och kee richtegen Impakt. Mee fir generell an ofschléissend eng Meenung ze hunn, musse mer zwee Joer kënne matenee vergläichen. An dat verstitt Der, dat heescht, mir mussen och nach waarde fir d'Steiererklärungen 2023, déi dann no där neier Reglementatioun kënne bis den 31. Dezember dëst Joer ofgi ginn.

Generell – an dat hunn ech de Moie gesot, ech kommen awer, sou wéi dat de Respekt och verlaangt, an d'Finanz- a Budgetskommissioun – ass d'Evolutioun vun de Steieren, besonnesch wat d'Lounsteier ubelaangt, fir 2024 gutt, virun allem och wat d'Betriber ubelaangt, wat erfreelech ass. An ech wäert ugangs Juli an d'Finanzkommissioun kommen, fir dann d'Zuelen ze presentéiere vun den éischte sechs Méint. Dat gëtt da méi Opschloss iwwert d'Evolutioun vun de Steierrecetten.

Ech soen Iech Merci, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen dann zur Fro Nummer 79 vum Här Marc Goergen, och un de Finanzminister, iwwert d'Baisse vun den Zënsen op de Prêten. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 79 du 13 juin 2024 de M. Marc Goergen relative à la baisse des taux d'intérêt, adressée à M. le Ministre des Finances**

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Här Finanzminister, bekanntlech huet d'lescht Woch d'EZB decidéiert, ëm 0,25 erofzegoen. Dat ass emol eng erfreelech Nouvelle fir déi meescht Leit, déi Kreditter hunn – fir déi, déi spueren, manner erfreelech.

Haut geet et mir méi ëm d'Kreditter. An do geet et drëms, dass … Mir wëssen dat nach alleguerten: Wéi d'Haussë komm sinn, sinn d'Bréiwer quasi live an den S-Net a wéi se alleguerten heeschen erageflattert, dass d'Kreditter géinge méi deier gi bei de variabelen Zënsen. Mir hunn awer elo schonn iwwer eng Woch a bis elo ass et nach zimmlech roueg bei de Banken, wou d'Bréiwer da bleiwen, dass d'Zënsen erëm e bëssen erofginn?

Ech weess, Dir hutt als Finanzminister do wéineg Afloss drop. Et ass awer och esou, dass eng Regierung do ass fir ze kontrolléieren, dass net iergendeen awer e bësse géing profitéieren a vläicht d'Delaien e bësse méi laang hält, wann d'Zënsen erofginn. Mir wësse jo alleguerten aus de leschte Geschäftsberichter, dass et eise Banken immens gutt geet, wat hinnen och zousteet, mee dann ass et awer eiser Opfaassung no och wichteg, wann d'Zënse vun der EZB erofginn, dass se genausou schnell reagéieren, wéi se deemools reagéiert hunn, wéi se eropgaange sinn.

An dofir ass meng Fro: Huet d'Regierung scho mat de Banke geschwat, fir dass se dat awer och respektéieren? Well et géing ganz ville Stéit hei am Land hëllefen, wann déi Zënsbaisse elo géing ganz schnell kommen, am beschte schonn esou, dass fir den nächste Mount, wann d'Salairen ausbezuelt ginn, beim Prêt schonn déi Baisse mat dra wär. Sinn do déi Gespréicher gefouert ginn?

An dann ass jo nach déi aner Diskussioun. Ech hat déi deemools scho mat der Madamm Backes, wéi se nach Finanzministesch war, well et jo och op d'Steieren en Afloss huet, wivill Zënsen ee bezilt. Dat kann een herno deementspriechend geltend maachen. An deemools war jo meng Fro: Wéi verhält et sech mat den Avancen? Deemools krut ech d'Äntwert, dass et der Steierverwaltung net méiglech wär, d'Avancë méi kleng ze maachen, well et muss ee jo manner Steiere bezuelen dee Moment, wou ee méi Zënse bezuelt huet. Dann hoffen ech jo elo eigentlech am Ëmkeerschluss, dass keng Bréiwer kommen, dass d'Avancë mussen eropgoen, well d'Leit kënne manner Zënsen ofsetzen, wann d'Zënsbaisse bis do ass.

Dat heescht, ech hoffen, esou kulant, wéi Der deemools waart, wéi se eropgaange sinn, als Éischt an Är Richtung, dass dat och elo par rapport zu den Avancë bleift fir d'Clienten.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Dann huet den Här Finanzminister erëm d'Wuert.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och villmools merci dem Här Marc Goergen fir déi Fro, déi, mengen ech, awer ganz vill Leit am Land beschäftegt. Ech wëll och dofir eng Äntwert ginn. Ech weess net, ob se Iech voll kann zefriddestellen, mee ech mengen, zumindest deelweis.

D'Europäesch Zentralbank, déi huet effektiv d'Zënsen erofgesat. Dat ass den europäesche Leetzëns. Ech fannen, dass de Gouverneur vun der Lëtzebuerger Zentralbank, dee jo och zu Frankfurt mat an deem Conseil vun de Gouverneure sëtzt, ganz subtill kommunikéiert huet leschte Freiden iwwert dat, wat d'Zentralbank gemaach huet, well en huet do ee Moment gesot: „Dat huet d'Zentralbank gemaach." De Message, dee ka jiddwereen dorauser liesen.

Richteg ass, dass natierlech d'Politick zu Lëtzebuerg – och opgrond vun deenen Zënsbaissen, déi d'Zentralbank gemaach huet, déi awer net mechanesch, automatesch iwwerdroe ginn op déi eenzel Banken, och net op déi systeemesch Banken, där mer jo awer zu Lëtzebuerg niewent der Spuerkeess eng Rei hunn – do keen Afloss huet.

Et ass och net en Automatismus zwëschent Zënsbaisse vun der Zentralbank an den eenzelne Banken. Dat ass eng reng kommerziell Decisioun vun all eenzeler Bank, souwuel wat d'Spuerkonten ubelaangt wéi och dat, wat d'Prêten ubelaangt, dat heescht dat, wat d'Leit an der Reegel mussen zréckbezuelen.

Ouni dass ech mech elo natierlech géing amëschen, géing ech et begréissen als Finanzminister, sachant bien, dass bei deenen héijen Immobiliekreditter, déi d'Leit ze rembourséieren hunn, déi Zënsbaisse och kéint virugi ginn. Mee wéi gesot, ech däerf mech do net amëschen an ech wäert dat natierlech och net maachen.

Ech kann Iech awer zum Schluss nach eppes soen. Ech hat geduecht, Dir géift mat deem Artikel kommen, si hu mech nämlech am Ministère drop opmierksam gemaach. Mir hu jo e Gesetz iwwert d'Spuerkeess, ech mengen, aus dem Joer 1989. An am Gesetz vun der Spuerkeess, also eiser nationaler Bank, do steet dran: „Sont sujettes à l'approbation du ministre compétent", an dësem Fall de Finanzminister, Artikel 27, „b) le taux d'intérêt des livrets d'épargne et des prêts hypothécaires pour le financement des logements".

Elo ass et awer esou, dass deen Artikel, sou wéi en 1989 agefouert gouf, haut no der Aféierung vun der Zentralbank sécherlech net méi kéint Bestand hunn. Richteg ass, dass de Finanzminister formell deen Taux approuvéiert, mee dee mëscht sech awer net an. An „approuvéieren" heescht jo, eng Propos vun der Bank huelen, an net diktéieren, wat fir en Taux dass se sollt applizéieren.

Nach eng Kéier: Är Fro, mengen ech, déi brennt ville Leit am Land ënnert den Neel. Déi ass och verständlech. An ech wënsche mer dann als Finanzminister, dass Är Fro a meng Äntwert dobausse Gehéier fannen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Finanzminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 80 vun der Madamm Diane Adehm un de Premierminister iwwert d'gratis Telefonsnummere vun den ëffentlechen Institutiounen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 80 du 13 juin 2024 de Mme Diane Adehm relative à la gratuité des numéros de téléphone des institutions publiques luxembourgeoises, adressée à M. le Premier ministre**

**Mme Diane Adehm** (CSV) | Jo, merci, Här President. Et ass e Problem, dee mer alleguerten heibanne kennen: Jiddweree vun eis muss emol op déi eng oder aner Verwaltung telefonéieren an da kënnt en an eng Waardeschläif eran a wann en da Chance huet, gëtt en iergendwann no laanger Zäit weidergeleet, a wann e Pech huet, da flitt en aus der Waardeschläif eraus an da kann en d'Nummer nach eng Kéier wielen an dann hänkt en erëm an der Waardeschläif.

Elo ass et esou, dass déi meescht vun eis heibannen dann och iergendwou eng Flatrate hunn, dass se dat elo net extra bezuele mussen, wa se da laang an der Waardeschläif hänken, mee et ass net jiddwereen, dee vun esou enger Flatrate profitéiere kann. Net all Privatpersoun huet eng Flatrate op hirem Telefon an och net all Betrib. An do sinn awer Betriber, déi vill uruffe mussen, déi och laang an der Waardeschläif hänken, a fir déi ass dat dann och e gewëssene Käschtepunkt.

An elo ass meng Fro un de Premierminister, ob en net drun denkt, fir emol haaptsächlech mat deene Ministèren unzefänken, wou da ganz vill ugeruff gëtt, fir do vläicht gratis Nummeren anzesetzen, dass d'Leit net méi musse bezuelen, wa se op déi Nummeren uruffen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Adehm. Dann ass d'Wuert fir de Premierminister. Här Premierminister.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Här President, als Premierminister gëtt ee scho mat enger ganz ënnerschiddlecher Zort vu Froe konfrontéiert an ech muss éierlech zouginn, datt ech mer déi dote Fro bis haut net gestallt hunn.

*(Interruptions)*

Ech wëll awer soen, datt ech verstinn, wéi de System fonctionéiert, nämlech datt Linnen, déi een an enger Noutsituatioun urifft, de Kanner-Jugendtelefon, den 112, den 113, Nummere sinn, déi gratis sinn, well déi treffen an an enger Noutsituatioun. Déi aner Telefonater sinn net an Noutsituatiounen a sinn duerfir och bezuelbar.

Elo kann ee sech d'Fro stellen, an ech mengen, dat ass och d'Fro, déi d'Madamm Adehm am Fong stellt, fir ze kucken: Gëtt et net verschidden Nummeren, déi vläicht nach eng aner Finalitéit hunn, déi méi Leit uruffen?

Et kann awer keng Excuse sinn, datt den Telefon net opgehuewe gëtt. Duerfir mengen ech, datt ee fir

d'éischt muss kucken, datt d'Verwaltungen hir Telefonen ophiewen, datt ee sech d'Fro vun der Gratislinn kann iwwerleeën. Ech muss mer dat dann iwwerleeën, wéi eng Nummeren a Fro géife kommen.

Ech wëll awer derbäi soen, datt ech generell nach eng Kéier wëll drop hiweisen, datt et am Fong näischt gratis an eisem Land gëtt. Mir soen ëmmer: „Alles ass gratis." Nee, d'Lëtzebuerger, d'Steierzueler, bezuelen dat. Duerfir ass et eng Fro, ob een dat de Steierzueler bezuele léisst a jiddweree matbezuele léisst oder just deen, deen urifft.

Ech si perséinlech net der Meenung, datt alles soll gratis sinn, mee ech ka mer virstellen, datt ee sech bei där enger oder anerer Nummer, déi d'Leit oft brauchen, a vläicht grad Leit, déi finanziell net gutt drop sinn, déi Fro stellt, ob een déi net och soll, gradewéi d'Nouttelefonen, gratis maachen, an dat wëll ech mer dann ukucken.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Premierminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 81 vum Här David Wagner un de Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit iwwert d'Plattform fir Klimaaktioun an déi energeetesch Transitioun. An den Här Wagner huet d'Wuert.

**– Question n° 81 du 13 juin 2024 de M. David Wagner relative à la plateforme pour l'action climat et la transition énergétique, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Dir hutt et gesot: Ech hunn eng Fro, déi d'Plattform Klima u sech concernéiert. Et ass u sech eng relativ kuerz Fro. D'Plattform Klima besteet jo souwuel aus Vertrieder vun der Regierung wéi och vu Gewerkschaften, Patronat, Société civile an esou weider a soll u sech och als Diskussiounsforum déngen, fir eeben iwwer Klimafroen ze diskutéieren, soll kënnen och Recherchë virschloen, soll och den Dialog oprechterhale mat deene verschiddene staatlechen oder net staatlechen Niveauen an eiser Gesellschaft an natierlech och d'Ëmsetzung vum PNEC begleeden – jee, eng ganz Partie Saachen.

An ech hu mer elo soe gelooss, datt u sech déi Plattform Klima, wann ech richteg informéiert sinn, zanter dem leschte Summer net méi zesummekomm wier. Elo si mer schonn am Juni. Et si Leit, déi drop waarden, datt se eng Kéier zesummekënnt, a souwäit ech informéiert sinn, misst d'Regierung déi och warscheinlech – well déi Plattform gëtt jo och presidéiert vun engem Vertrieder vun der Regierung – zesummeruffen.

Ass dat scho geschitt? Wäert dat deemnächst geschéien? Kënnt déi Plattform Klima zesummen? Wa se nach net zesummekomm ass, aus wat fir enge Grënn? Voilà, dat wieren u sech déi Froen, déi eng Partie Leit wëlle wëssen. An ech wier frou, wann den Här Minister kéint dorobber agoen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Dann huet den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit d'Wuert. Här Minister.

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President. Merci och dem Här Wagner fir déi Fro. Fir drop ze äntwerten: Déi Plattform gëtt et zënter Oktober 2022. Si ass jo duerch d'Klimagesetz geschafe ginn an zënter dem Oktober 2022 a bis den Oktober 2023 ass se néngmol zesummekomm.

Fir d'lescht ass se invitéiert gewiescht ginn am Abrëll vun dësem Joer, well do war nämlech eng Reunioun am Ëmweltministère. Do war d'Direction générale vum Klima an d'Direction générale vun allem, wat Energie ass, vu Bréissel hei op Lëtzebuerg komm. Ech mengen, dass déi zoustänneg Chamberskommissioune se och hei an der Chamber empfaangen haten. An do war, wéi gesot, och eng Reunioun an dem Ëmweltministère, wou d'Membere vun der Plattform Klima och mat invitéiert waren. An do ass ënner anerem iwwert d'Mise à jour vum PNEC geschwat ginn, iwwert d'Objektiver vun der Europäescher Unioun, fir hir $CO_2$-Emissioune bis 2040 ze reduzéieren, iwwert de European Climate Risk Assessment. Dat heescht, dat war u sech do, wou se fir d'lescht eng Kéier convoquéiert ginn ass.

A mir wëlle se elo zesummeruffen, soubal mer – an dat ass eminent – d'Mise à jour vum PNEC elo fäerdeg gemaach hunn. Mir hu jo en Avis krut vun der Europäescher Kommissioun zu der Mise à jour, déi proposéiert gi war nach vun der viregter Regierung. An och d'Klimaplattform hat d'lescht Joer dozou en Avis gemaach. Dat ass matagefloss a mir sinn drop an drun elo, dat ofzeschléissen, an da wëlle mer selbstverständlech d'Plattform zesummeruffen, fir dann driwwer ze schwätzen, iwwert d'Mise à jour vum PNEC. A mir wëllen awer och dovunner profitéiere fir ze kucken, wéi mer an Zukunft wëlle gären zesummeschaffen tëschent dem Ministère an hinnen. Dir hutt et jo scho richteg gesot: Et si jo och Vertrieder vum Ministère selwer mat dobäi.

Wou se awer och nach wäert consultéiert ginn, dat ass bei Sujete wéi zum Beispill der Klimaupassungsstrategie, wou mer am Moment ronderëmgeschéckt hu bei déi eenzel Ministèren, fir datt si hiren Avis kënne ginn. An duerno kënnt eng Phas, wou och wäerten extern Acteuren hiren Avis kënnen dozou ginn, respektiv de Public. An eeben och zum Beispill iwwert den Horizon 2040, d'Emissiounsreduktiounsziler vun der Europäescher Unioun bis 2040, an och iwwert d'Zukunft vun den europäesche Klima- an Ëmweltgesetzgeebungen, déi jo wäerten diskutéiert musse ginn, och wa bis déi nei Kommissioun en place ass an dat neit Europaparlament. Also et wäerte genuch Sujete sinn, déi mer wäerte mat hinnen zesummen diskutéieren an den nächste Wochen a Méint.

Mee villmools merci awer fir déi Fro, well et ass e wichtegt Instrument an dat verdéngt eeben och, dass doriwwer geschwat gëtt an een eeben och gewuer gëtt, wéi mer mat hinne wëllen zesummeschaffen. Also merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

An da komme mer zu der leschter Fro vun haut de Mëtten. Dat ass d'Fro Nummer 82 vum Här Mars Di Bartolomeo un de Finanzminister iwwert d'Verschlechterung vun de Bankservicen a vun der Disponibilitéit vu Bankagencen. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 82 du 11 juin 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'accessibilité aux services bancaires au Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Finances**

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Här President, ech ka meng Roserei schlecht verstoppen, well eng Rei vun eise Banken engersäits Rekordbenefisser, déi hinnen duerch déi héich Zënsen an de Schouss gefall sinn, mellen an anerersäits hir Servicer fir hir normal Clienten drastesch reduzéieren. Esou ginn Agencen no beim Bierger zougemaach, Ëffnungszäite reduzéiert, Clienten nëmmen nach op Rendez-vous acceptéiert oder souguer, wéi bei der ING, erausgehäit!

Ech sinn aus dem Staunen net méi erauskomm, wéi ech virun der Spuerkeess-Agence vum Knuedler, am Häerz vun der Stad, virun zouenen Diere stoung. Si ass a gudder Gesellschaft mat ronn enger Dosen anere Spuerkeess-Agencen. Dobäi kann e Bildschierm de Kontakt tëschent Bankmataarbechter a Clienten, besonnesch eelere Leit oder Leit mat Mobilité réduite, net ersetzen.

An der selwechter Zäit wëllen déi grouss Banken de Bancomatreseau reorganiséieren, an ech fäerten, dass do erëm eng Kéier d'Accessibilitéit fir de Client mam Argument vun der Moderniséierung ofgebaut gëtt.

Dofir meng Froen un de Finanzminister: Fënnt d'Regierung déi däitlech Ausdënnung vun de Banken hire Servicer um Bierger, deen net vernetzt ass, normal? Ass et normal, datt eis Spuerkeess an aner Banken, déi enk mat hirem Aktionär Staat verbonne sinn, vill Clientë virun zouenen Diere stoe loossen? Wëll d'Regierung just nokucken, wéi déi Banken, déi mat ëffentleche Gelder a Krisenzäite gerett goufen, den Ofbau vum Service public bedreiwen, oder endlech – an ech maachen dat da stellvertriedend – déi rout Kaart weisen an hiren Afloss als Aktionär geltend maachen?

*(M. Mars Di Bartolomeo montre un carton rouge.)*

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Dann ass d'Wuert fir den Här Finanzminister. Här Finanzminister.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Nach eng Kéier merci dem Här Di Bartolomeo fir déi Fro. Déi ass berechtegt an ech versichen dann, eng Äntwert drop ze ginn, well se ass méi villschichteg. D'allgemeng Politick an d'Ausriichtung vun der ING-Bank, déi wëll ech net kommentéieren. Dat steet mir net zou. Ech weess, dass do deemnächst en Transfert vu Clientë bei aner Banke wäert musse geschéien. Dat Eenzegt, wat ech bedaueren, dat ass déi Kommunikatiounspolitick vun der Bank, an ech mengen, si huet mëttlerweil och agesinn, dass déi net optimal war, fir et da mol fein auszedrécken.

Richteg ass och, dass mer e Gesetz vun 2017 hunn, wat op enger europäescher Direktiv berout, dass all Privatpersoun, mee och eng Gesellschaft u sech Urecht huet op e Basiskont. Zu Lëtzebuerg wäerte fënnef Banken esou Basiskonte mussen de Leit offréieren. Dat ass d'Spuerkeess, dat ass d'BIL, dat ass d'BGL, dat ass d'Raiffeisebank an dat ass d'POST, wat eigentlech net eng richteg Bank ass, mee et ass d'POST.

Ech hat de leschte Freideg – an dozou hat ech mech engagéiert an enger leschter Finanzkommissioun – am Ministère e Gespréich mat eiser Bankenopsiicht, der CSSF, an der ABBL, déi déi Saach do proaktiv uginn. Dat heescht, d'ABBL ass sech dem Problem vun deem Transfert vun Zéngdausende Leit op aner Banke bewosst a si wëllen dat proaktiv ugoen.

Ech géing soen, mäin Engagement ass dat: Sollt sech erausstellen, dass bei dem Transfert vun ING-Clienten, wat Privatpersoune sinn, nach sollte Problemer sinn, dass d'Leit iwwerhaapt net méi, och bei deene fënnef Basisbanken, kéinten e Basiskont opmaachen, da muss ee kucken, ob een net un der Stellschrauf vun deene Krittäre vun 2017 dréie geet.

Wat heescht dat? Wann Der haut vun enger Bank refuséiert kritt, vun deene fënnef Basisbanken, fir e Kont opgemaach ze kréien, dann hutt Der Recours bei der CSSF. A Frankräich zum Beispill oder an der Belsch, do kann et esou wäit goen, dass d'Banque nationale de France oder d'Banque nationale an der Belsch ka praktesch enger Bank imposéieren, fir e Kont opzemaachen.

Ech hoffen net, dass et esou wäit misst kommen, mee dat wier eng ultime Moossnam, wou de Gesetzesgeeber, natierlech d'Chamber am Endeffekt, kéint drop zréckgräifen, soudass d'Leit eigentlech Accès hätten zu Basisoperatiounen. Ech soen dat fir d'Leit, well fir Entreprisen, mengen ech, ass et méi delikat, enger Bank ze imposéieren, well do spillen eng ganz Rei Compliancekrittären, dat heescht Reegele wéi Wäisswäsche vu Suen oder esou Krittären, déi do matspillen. Mee do si mer nach net.

Dir stellt dann d'Fro: „Wéi steet et mat de Reseauen?" Dat heescht, dass d'Leit net nëmme kënne bei e Bancomat oder bei en digitalen Interface goen, fir Bankoperatiounen ze maachen, mee wéi ass déi physesch Presenz an engem Reseau? Meng Zäit leeft virun, duerfir wëll ech Iech kloer soen, dass an der EU allgemeng zënter 2008 e Réckgang ass, wat d'Zuel vun den Agencen ugeet. 2023 gëtt et an der EU nach ronn 30 Agencë pro 100.000 Awunner, also an all Land 30 Agencë pro 100.000 Awunner. 2008 waren dat nach 58 Agencen. A Lettland zum Beispill, do sinn néng vun zéng Bankenagencë säit 2018 zougemaach ginn.

Wéi ass et dann zu Lëtzebuerg? Do sinn et 2023 25 Agencen op 100.000 Awunner. 2008 waren et nach 47 Agencen. Mir sinn awer mat der Héicht vun der Densitéit vun den Agencen am Spëtzepeloton vun der Europäescher Unioun. Et gëtt just nach méi Agencë pro 100.000 Awunner a Portugal, an Italien, a Spuenien, an Éisträich an a Frankräich.

Mee d'Unzuel vun de Gäng vun den eenzelne Bierger an déi eenzel Agencen, déi läit zënter 2019 an der Moyenne nach bei zweemol pro Joer an déi louch viru Joren nach bei zwielefmol pro Joer. Dat heescht, d'Leit ginn einfach manner an déi Agencen.

*(Interruption et coups de cloche de la présidence)*

Fir de Rescht géing ech soen, dass bei der Spuerkeess – d'Zäit leeft mer fort, mee mir kënnen eng Kéier an der Finanzkommissioun dorop agoen – zënter 2020 d'Unzuel vun den Agencë stabill op 54 Agencen hei an dem Land ass.

*(Interruption)*

Ech wäert Récksprooch huelen an ech wäert dem Kommissär, dee bei der Spuerkeess ass, Är Doleance zoudroen, fir dass an der Politick vun eiser Staatsbank – wou natierlech och Fraisen dermat verbonne sinn – Ären Uleies Gehéier fënnt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Finanzminister.

## 7. Dépôt d'une motion par Mme Joëlle Welfring

An dann hunn ech nach eng Wuertmeldung, éier mer zum nächste Punkt kommen, vun der Madamm Welfring, déi wëllt eng Motioun deposéieren. Madamm Welfring.

***Exposé***

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, bei der Motioun, déi ech haut deposéieren, handelt sech ëm en Theema, wat eigentlech net zu deene gréisste Problemer sollt gehéieren, déi eis am Moment beschäftegen. An awer, op den zweete Bléck zumindest, geet et ëm eis Prinzippien, eis Valeuren an och ëm de Virbildcharakter. Et geet ëm Inklusioun an och ëm déi perséinlech Fräiheet.

D'nächst Woch feiere mer den 23. Juni de Gebuertsdag vu Senger Altesse Royale dem Grand-Duc. An dozou gehéiert eng gewëssen Traditioun, ënner anerem och eng offiziell Feier an der Philharmonie, zu där de Premierminister nieft de Regierungsmemberen, de Membere vum Staatsrot an dem Ordre judiciaire, de Vertrieder/inne vum Gemengerot aus der Stad an dem Corps diplomatique eeben och eis als Deputéiert invitéiert huet, dëst a Form vun enger schréftlecher Invitatioun, an där eng Rei Detailer an Informatiounen iwwert den Oflaf stinn, mee och, wéi ee soll sech undinn. Ech zitéieren: „En ce qui concerne la tenue, les hommes voudront bien porter la jaquette, tandis que les dames sont invitées à porter la robe courte."

Männer sollen also e sougenannte „Cut" undinn a Frae si fir dës Geleeënheet gebieden, e kuerze Rack unzedinn. Elo kann ee laang driwwer diskutéieren, wat mat „courte" gemengt ass, et als en Detail ofdoen oder als eng Invitatioun ugesinn, un déi ee sech och vläicht net ëmmer muss halen, mee mir fannen et net richteg an och net zäitgeméiss, net nëmmen dass Mënschen, an dësem Fall Fraen, quasi offiziell opgefuerdert ginn, Kierperdeeler ze weisen, déi se vläicht selwer net wéilte weisen, mee dëst bréngt ënner anerem och Trans- oder net binär Mënschen an eng onwürdeg Situatioun.

Dofir géinge mer heimat gären d'Regierung invitéieren, fir mam gudde Beispill virzegoen an d'Formulatioun vun dësem Dresscode oder der Kleederuerdnung ze iwwerdenken a fir se an Zukunft un d'Prinzippie vun der Inklusioun an der Netdiskriminatioun unzepassen, fir der Diversitéit vun eiser Gesellschaft an dem Respekt vun eiser perséinlecher Fräiheet besser ze entspriechen, dëst natierlech am Aklang mam Respekt virum Grand-Duc an der Cour grand-ducale. Dat heescht, dass een natierlech net an der Jeans soll kommen. Ech iwwerloossen do d'Formulatioun deene Leit, déi dora spezialiséiert sinn. An dofir ginn ech déi Motioun hei of, ...

***Motion***

*« relative aux instructions vestimentaires à l'occasion de la célébration publique de l'anniversaire de la naissance de S.A.R. le Grand-Duc »*

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– l'invitation à la cérémonie officielle à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de la naissance de S.A.R. le Grand-Duc le dimanche 23 juin 2024 à la Philharmonie Luxembourg en présence de la famille grand-ducale, des député.e.s, des membres du Gouvernement, des membres du Conseil d'État ainsi que de l'ordre judiciaire, du conseil communal de la Ville de Luxembourg et du corps diplomatique accrédité au Luxembourg ;*

*– la formulation de l'invitation aux membres de la Chambre des Députés du 22 mai 2024, à savoir : « En ce qui concerne la tenue, les hommes voudront bien porter la jaquette, tandis que les dames sont invitées à porter la robe courte. » ;*

*– le rôle exemplaire de l'État et l'importance de promouvoir des politiques vestimentaires inclusives et non discriminatoires ;*

*– que les règles vestimentaires relatives aux genres peuvent être considérées comme obsolètes pour des raisons d'inclusion, d'égalité, de liberté individuelle, de modernité et d'efficacité ;*

*– que des règles vestimentaires non genrées reflètent une société ouverte, inclusive et respectueuse des choix individuels, en accord avec les valeurs fondamentales du Luxembourg,*

*invite le Gouvernement à*

*– formuler ses exigences vestimentaires à l'occasion de la célébration publique de l'anniversaire de la naissance de S.A.R. le Grand-Duc d'une manière neutre, inclusive et non discriminatoire ;*

*– de renoncer à des normes vestimentaires en fonction du genre, renforçant des stéréotypes et potentiellement excluant des personnes non binaires ;*

*– permettre une certaine flexibilité concernant le choix de la tenue correcte afin de mieux accueillir la diversité et de respecter les choix de chacun.e.*

*(s.) Joëlle Welfring, François Bausch, Taina Bofferding, Mandy Minella, Nathalie Morgenthaler, Ben Polidori, Alexandra Schoos, Sam Tanson, David Wagner.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng), auteure | ... déi ënnerschriwwe ginn ass vun all de Parteien, déi hei an der Chamber vertruede sinn, an ech géing mech da freeën, wa mer déi kéinte geschwënn unanime stëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring.

Dozou wëllt direkt de Premierminister d'Wuert huelen. Här Premierminister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Här President, vu datt ech hei ...

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift!

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Vu datt ech hei direkt ugeschwat gi sinn an als Premierminister den Auteur vun där Invitatioun sinn, wëll ech soen, datt ech d'Formulatioun iwwerholl hunn, déi déi zwou Virgängerregierunge gebraucht hunn, well déi Zeremonie ...

*(Brouhaha)*

... an der Philharmonie ass 2013 ageféiert ginn. Et ass also eng Kopie vun deenen Invitatioune vu virdrun. Dat ass mäin éischte Punkt.

Dat Zweet ass awer: Ech verstinn déi Remark, ech huelen déi eescht an ech mengen, datt een déi Formulatioun ka sécherlech adaptéieren, fir datt een déi Remarken, déi do gemaach gi sinn an där Motioun, déi, wann ech dat richteg verstanen hunn, vun alle Fraktiounen ënnerschriwwe ginn ass ..., datt een déi d'nächst Joer ännert.

Ech wëll awer och dee leschte Punkt ënnersträichen, deen d'Madamm Welfring gesot huet, deen ech deelen. Ech fanne schonn, et ass e feierleche Moment, et ass eisen Nationalfeierdag, et ass den offizielle Geburtsdag vun eisem Staatschef, dem Grand-Duc, an datt et wichteg ass, datt een eemol am Joer, fir esou eng Geleeënheet, wann een dann drun deelhëlt, wann een invitéiert ass, sech och e bësse feierlech undeet. An insofern dat respektéiert ass, kann ee sech all aner Formule virstellen. An ech wäert dat bei der nächster Invitatioun da berücksichtegen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Premierminister.

## 8. Ordre du jour

A sech kéinte mer och elo direkt driwwer ofstëmmen. Ech géing awer proposéieren, och aus Respekt virun der Chamber, well déi meescht vun Iech déi Motioun nach guer net gesinn hunn a konnte liesen, datt mer se ausgedeelt kréien – se gëtt elo fotokopéiert – an datt mer iwwert déi Motiounen a Resolutioune vun haut

dann zum Schluss vun der Sëtzung ofstëmme loossen, fir datt Der och wësst, iwwer wat Der genau ofstëmmt. Wann Der domat d'accord sidd, da géing ech zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen.

## 9. 8128 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias

An dat ass de Projet de loi 8128, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Liberté d'expression an de Meedien. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 10 Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéite 5 Minutten, d'Regierung 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gusty Graas, d'Madamm Francine Closener, den Här Tom Weidig, den Här François Bausch, den Här Ben Polidori, den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Félix Eischen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

Ech wär frou, wann Der och dem Här Eischen kéint nolauschteren. Dat wär léif. Här Eischen.

***Rapport de la Commission des Médias et des Communications***

**M. Félix Eischen** (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 8128 gesäit vir, d'Gesetz vum 8. Juni 2004 iwwert d'Liberté d'expression an de Meedien ëmzeänneren. Fir genee ze sinn, geet et hei ëm den Droit de réponse, d'Äntwertrecht, ëm d'Information postérieure an ëm d'Membres suppléants am Presserot.

Den Droit de réponse ass e fundamentaalt Recht vun all Eenzelnem am Kader vun der Meenungsfräiheet. D'Gesetz vun 2004 gesäit a sengem Artikel 36 vir, dass, soubal eng Persoun oder e Groupement mam Numm oder implizitt designéiert gëtt, déi viséiert Persoun kann hiren Droit de réponse afroen.

Scho virun 20 Joer ass kloer festgehale ginn, dass et drëms geet, eng Géigenduerstellung ze erlaben aus dem Point de vue vun der zitéierter Persoun. Et ass net oninteressant ze bemierken, dass eng méiglech Reparatioun vun engem eventuelle Schued virun de Geriichter gereegelt gëtt. An do kann et sinn, dass de Riichter an deem Kader d'Publikatioun vun engem Rectificatif uerdert. D'Notioun vun engem Schued ass e spezifesche Fall, dee vill méi wäit geet wéi hei den Droit de réponse.

An dësem Text hei geet et, wéi gesot, drëms, eng Géigenduerstellung ze erlaben an den Text no 20 Joer un déi nei Gegeebenheeten unzepassen. Den Droit de réponse suergt nieft de Méiglechkeete wéi der Information postérieure fir e méi fairen, ausgeglachenen an demokrateschen Diskurs dobaussen.

Kuerz: Wat ass eng Information postérieure? Ma déi ass do, fir dass eng Persoun, déi viru Geriicht acquittéiert gëtt oder zum Beispill en Non-lieu krut, dëst da ka gratis publizéiere loossen, fir esou eng fälschlech Uschëllegung ze redresséieren.

Duerch déi séier Entwécklung vun de Meedie gëtt et awer hautzudaags mat deem ale Gesetz Fäll, bei deenen een d'Gesetz vum Droit de réponse net uwende kann, notamment bei Onlinepublikatiounen, well bei dësen de Caractère périodique, also d'Reegelméissegkeet, feelt.

Haut, léif Kolleeginnen a Kolleegen, stäerke mir dësen Droit de réponse an awer och déi uewe genannten Information postérieure, andeems mir se un d'Exigencë vun der Onlinepress upassen. Zousätzlech dozou profitéiere mir vun dësem Gesetz, fir dem Conseil de presse Membre-suppléantë fir zwou vu senge Kommissiounen derbäizesetzen.

Wat ännert sech elo nach konkreet mat dësem Projet? Mat den éischten zwee Artikele kritt, wéi grad ugekënnt, de Conseil de presse fir seng Commission des cartes, also d'Pressekaartkommissioun, a seng Commission des plaintes fir all Membre effectif och e Membre suppléant bäigesat.

Den Artikel 3 passt d'Gesetz den Onlinemeedien un a setzt de Begréff „publication en ligne" an den Text, soudatt den Droit de réponse och endlech bei dëse spillt.

E Wuert iwwert den Artikel 4, d'Längt vum Droit de réponse: Hei geet et am Gesetz drëms, datt d'Äntwert net méi laang däerf si wéi d'Informatioun, op déi se sech bezitt. Bei dësem Artikel hat de Staatsrot eng Opposition formelle ausgeschwat; dat, well dësen Artikel net am Aklang mat der Liberté d'expression vun der viséierte Persoun wier an domadder géint d'Convention des droits de l'homme et des libertés fondamentales verstousse géing. Duerch en Amendement vun der Meediekommissioun ass deemno bäigesat ginn, datt d'Äntwert, egal wéi kuerz den Artikel ass, op déi se sech bezitt, e legale Minimum vu „mille lettres d'écriture", deemno 1.000 Buschtawen, däerf hunn.

De fënneften Artikel beseet, datt d'Diffusioun vun der Äntwert op eng Onlinepublikatioun ënnert deene selwechte Konditioune gemaach muss ginn, wéi dat och beim Artikel, op dee se sech bezitt, de Fall war. Zudeem muss an dësem Text och ëmmer erëm de Lien gemaach ginn zu der Äntwert, déi erakomm ass, respektiv e Verweis gemaach ginn, dass et eng Äntwert gëtt, déi een dann och fanne kann. Wann déi ëmstridden Informatioun éiere geläscht gëtt, bleift d'Äntwertrecht awer bestoen, an dës Äntwert muss esou laang public si wéi den éischten Artikel, ëm deen et geet. Wann den Artikel en question och nëmmen eng Stonn zum Beispill public war, dann duerf d'Äntwert minimum een Dag visibel si respektiv online bleiwen.

Den Artikel 6 reegelt, datt, soubal d'Äntwert op eng Onlineveröffentlechung erakomm ass, dës da spéitstens dräi Deeg no der Receptioun muss online accessibel sinn.

D'Artikele 7 an 8 si praktesch identesch zu den Artikele 5 a 6, mee bezéie sech op d'Information postérieure. Fir d'Information postérieure, also, nach eng Kéier, d'Recht, fir no engem Fräisproch oder agestallte Geriichtsprozess kënnen ouni Käschten d'Diffusioun vun enger Informatioun ze verlaangen, déi eng viregt Falschinformatioun richtegstellt, soll domadder a punkto Veröffentlechung an Accès dat selwecht gëlle wéi fir den Droit de réponse.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, schlussendlech nach kuerz déi verschidden Avisen. De Staatsrot hat sech, wéi scho gesot, virun allem dru gestéiert, datt d'Längt vum Droit de réponse net déi vum urspréngleche Artikel iwwertreffen dierft. Duerch eis Amendementer, déi mir an dësem Sënn an der Kommissioun gestëmmt hunn, war de Staatsrot awer séier bereet, seng Opposition formelle opzeléisen.

D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce sinn der Meenung, et misst een den Terme „publication en ligne" besser definéieren, a verlaangen esou wéi de Staatsrot, datt beim Droit de réponse e Minimum vun 1.000 Buschtawen agefouert gëtt.

D'ALIA ënnerstëtzt de virleiende Projet de loi, gëtt awer och ze bedenken, datt et längst iwwerfälleg war, fir eng kohärent an un déi nei Meedien ugepasste Gesetzgeebung op de Leescht ze huelen. Dat ass jo elo heimadder geschitt.

D'ALMI (ndlr: Association luxembourgeoise des médias d'information) an de Presserot wëllen d'Modalités vum Droit de réponse besser definéieren. Dësen däerf nëmme spillen, wann d'Äntwert och relevant ass, also wann et drëms geet, falsch Behaaptungen ze widderleeën oder de Ruff vun enger betraffener Persoun ze schützen. Zudeem solle kloer Krittären an e Kader ausgeschafft ginn, wéi een och kann en Droit de réponse refuséieren.

An effektiv, an der Reunioun vum 4. Juni huet d'Meediekommissioun Nott geholl vun enger Propositioun, fir d'Äntwertrecht méi streng ze regléieren an och dem Editeur d'Méiglechkeet ze ginn, d'Äntwertrecht erëm unzefechten. À ce stade huet d'Kommissioun dat dunn awer net opportun fonnt an huet gesot, dass spéitstens an zwee Joer eng Evaluatioun vun dësem Text géif gemaach gi respektiv vun deem, wat um Terrain geschitt, fir dann och ze gesinn, ob et eventuell en Abus beim Droit de réponse géif ginn oder net.

Voilà, léif Kolleeginnen a Kolleegen, sou wäit, sou gutt. Ech hoffen, et war net ze vill komplizéiert. Ech soen de Kolleegen aus der Kommissioun Merci fir déi flott a konstruktiv Diskussiounen, déi mer haten. Merci dem Staff aus der Chamber an der Fraktioun. An ech ginn natierlech heimat den Accord vu menger CSV-Fraktioun.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Eischen villmools Merci fir säi schréftlechen a fir säi mëndleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas.

***Discussion générale***

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Mir hunn d'Chance, an engem Land ze liewen, wou déi fräi Meenungsäusserung nach ëmmer respektéiert gëtt, wat u sech e weesentleche Bestanddeel ass vun eisem Rechts- an och eisem Gesellschaftssystem. Dat ass och en elementaren Aspekt vun enger Demokratie. Leider ass dat awer a ville Länner op der Welt net de Fall.

Eis Meedielandschaft huet natierlech déi lescht Jore fundamental geännert. Fréier louch de Fokus dann éischter op de klassesche Meedien, wéi dem Radio, wéi der Tëlee, wéi natierlech der geschriwwener Press, mee se ass entre-temps, jo, kann ee soen, revolutionéiert ginn duerch déi sozial Meedien, sief dat Facebook, sief dat X, sief dat Instagram an esou weider an esou fort. Dat huet natierlech e ganz groussen Impakt, net nëmmen op déi tëschemënschlesch Kommunikatioun, mee virun allem awer och op d'Politick. An haut ass ganz kloer, datt d'Europäer zum Beispill méi Zäit dermat verbréngen um Internet, wéi datt se elo geschriwwe Press géinge studéieren.

Den Internet erlaabt natierlech d'Diffusioun vun – et kann ee soen – méi onkontrolléierten Informatiounen. Do läit natierlech direkt schonn eng Gefor dran. A wat een och mierkt, dat ass natierlech, datt déi Hemmschwell besonnesch op de soziale Meedien, fir ëmmer méi Haass, Beleidegungen an Ënnerstellunge weiderzeginn, am Fong geholl ëmmer manner grouss gëtt.

An ech kann do aus deem rezenten Europawalkampf hei ganz kuerz drop hiweisen, datt zum Beispill d'Kospëtzekandidatin vun der Demokratescher Partei, d'Madamm Amela Skenderović, kann ech Iech soen,

Affer ginn ass vun enger Rei vu Kommunikatiounen, vu Messagen, déi wierklech inakzeptabel waren – wierklech inakzeptabel! An do mierkt een awer, wéi wäit datt sech d'Gesellschaft awer och deelweis negativ entwéckelt huet. An duerfir ass et och wichteg, datt eng Rei Barriären agebaut ginn, inwiefern datt een nach kann ënner wat fir enger Form communiquéieren op de soziale Meedien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut hu mer natierlech awer eng ganz wichteg Ännerung vun dem Gesetz. Et kënnt een eeben, wéi gesot, net derlaanscht, fir dat och op de soziale Meedien – a mir denken natierlech hei un déi Publikatiounen online, sief dat Newspapers, sief dat eeben Zeitungen, Onlinezeitungen – aneschters ze reglementéieren. Iwwregens, a Frankräich gouf dat scho virun 20 Joer gemaach.

Ech mengen, mam Aféiere vun dem Äntwertrecht maache mer hei eng ganz wichteg Etapp. Dat misst u sech derzou bäidroen, datt och Aussoen, déi wierklech der Realitéit net entspriechen, déi franchement heiansdo gelu sinn, awer kënne redresséiert ginn, datt och do d'Méiglechkeet besteet, um Niveau vun den Onlinemeedien dann och ze reagéieren.

Natierlech mussen déi Äntwerte ganz séier kommen. Mir wëssen, wéi d'sozial Meedie fonctionéieren. Mir wëssen och, wéi all déi Onlinepublicatiounen haut fonctionéieren. Dat geet alles sou schnelllieweg a wann een do net direkt reagéiert, datt een dann natierlech gären net op där richteger Säit dee Moment ass. Mir mussen och wëssen, datt mer et net nëmme mat Professionellen hei ze dinn hunn. Och dat däerf een net ausser Uecht loossen.

Da muss een natierlech och eng Differenz maachen zwëschent privater Kommunikatioun en ligne oder ëffentlecher Kommunikatioun en ligne, wat och net ëmmer sou einfach ass. Wann een zum Beispill e Website oder e Blog huet fir jiddwereen, da schwätze mer vun engem Service de communication au public, mee da gëtt et jo awer och sougenannte Bloggen, Sitten, déi am Fong geholl nëmme fir e restreintë Publikum zur Verfügung stinn. Dee Moment ass d'Situatioun schonn eng ganz aner.

Dann awer och nach eng Fro: Wéi kann ee reagéiere vis-à-vis vu Biller, vu Fotoen? Kann do dat Äntwertrecht gegeebenefalls och geltend gemaach ginn oder net?

Vläicht ofschléissend dann och nach eng Remark, well mer jo net nëmmen d'Äntwertrecht elo hei aféieren am Gesetz, mee eeben och nach zwou Modifikatiounen, wat d'Fonctionnement vum Presserot ubelaangt. Ech weess dat aus eegener Erfarung, effektiv war dat ëmmer e Problem, well eebe kee Suppleant an deenen zwou Kommissiounen, déi elo hei betraff sinn, war. An dat huet dann derzou bäigedroen, datt de gudde Fonctionnement munchmol entravéiert ginn ass. Domadder hiewe mer dat jo hei elo op, wat eng gutt Saach ass.

Vläicht ofschléissend eng lescht Remark: De Conseil de presse huet sech jo u sech derfir agesat, fir nach e bessere Kader ze kréie fir d'Äntwertrecht. Dat ass nozevollzéien. An dowéinst ass awer déi Propositioun, loosse mer soen, déi mir an der Kommissioun zréckbehalen hunn, fir no zwee Joer dann e Bilan ze maachen, gutt. Et soll net nëmme fir dëst Gesetz gëllen, et soll fir vill Gesetzer gëllen, mee et ass awer wichteg, datt mer sou séier wéi méiglech dann awer eng Kéier eis selwer Rechenschaft doriwwer ofleeën, wat am Fong geholl dat heiten elo vu Positivem mat sech bruecht huet.

An deem Sënn, wéi gesot, ass et eng Decisioun, eng legislativ Decisioun, déi mir als Demokratesch Partei och nëmme kënne begréissen, an ech ginn och dowéinst den Accord. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Graas. An dann ass déi nächsten ageschriwwe Riednerin d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, d'Press ass de véierte Pilier vun eiser Demokratie. D'Pressefräiheet ass e grondleeënde Prinzipp vun engem Rechtsstaat, an als LSAP sti mir selbstverständlech dohannert. D'Meedien hunn awer d'Aufgab an och d'Verantwortung, eis op eng transparent Manéier ze informéieren, d'Politick op eng kritesch Aart a Weis ze hannerfroen an eeben och ze kontrolléieren.

Mee wéi all Fräiheeten ass och d'Pressefräiheet net ouni Grenzen. Si fuerdert Verantwortung géigeniwwer der Wourecht an och deene betraffene Persounen, iwwert déi bericht gëtt. Den Droit de réponse baséiert deemno um Prinzipp vun der sougenannter „Waffegläichheet" tëscht Meedien a Concernéierten.

An dëse Gesetzesprojet erweidert dësen Droit de réponse elo zu Recht op déi digital Welt. Dat bedeit, datt jiddereen, deen – an engem Onlineartikel wuelverstanen – an enger journalistesch opbereeter Publikatioun erwäänt gëtt, d'Méiglechkeet kritt, eng Géigenduerstellung ze maachen, falls en dat fir néideg hält. Dat garantéiert, datt all Persoun, déi sech duerch eng Verëffentlechung, och online, falsch duergestallt oder ongerecht behandelt fillt, dat Recht eeben op seng Äntwert huet. Dëst Recht op eng Äntwert ass fundamental, fir d'Kredibilitéit, fir d'Glafwierdegkeet, vun de Meedien online an offline ze stäerken an domadder och d'Vertrauen an der Ëffentlechkeet ze garantéieren.

Fir eis als LSAP ass et evident, datt dëst Recht och op digitalen Noriichteplattformen ënner faire Bedéngungen ze applizéieren ass, an d'Konditioune si jo elo schonn e puermol genannt ginn. Interessant an net ze negligéieren ass awer och, datt de Conseil de presse an d'ALMI zu Recht drop higewisen hunn, datt hei eng gutt Geleeënheet gewiescht wier, fir eeben de Statutt vum Journalist besser ze definéieren, d'Definitioun op de Leescht ze huelen. Och d'ALIA wier nach méi wäit gaangen, fir méi prezis ze definéieren, wat eng Onlinepublicatioun ass a wat net.

Mee d'Regierung léisst sech domadder nach Zäit. Dir hutt jo och nach vill wëlles. Da kucke mer emol, wat nach kënnt an der Meediepolitick, och a punkto Accès à l'information. Do krute mer jo schonn e puer Annoncen. Mir wëllen awer och heimadder soen, datt mer net bis zum Enn vun dëser Regierung respektiv vun der Regierungszäit waarden, bis déi neideg Reformen zugonschte vun der Press a vun de Journaliste kommen.

Mee zu dësem Projet de loi gi mer awer eisen Accord. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Closener. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Merci, Här President. Mir wäerten de Projet matstëmmen. Et ass sënnvoll, datt den Droit de réponse op Onlinepublikatiounen ausgedeent gëtt. Et ass natierlech ëmmer am Internet e bësse méi e grousse Flou, wat elo eng Publikatioun ass. Mir begréissen och, datt et Membres suppléants gëtt. Dat ass och wichteg, well een, wann der eng Kéier feelen, de Quorum net huet. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. Dann ass d'Wuert fir den Här François Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech ka mech kuerzfaassen. Mir wäerten dee Projet de loi hei matstëmmen. Ech wëll awer just profitéieren, fir zwou Remarken ze maachen an deem heite Kontext.

Dat eent ass, datt mir natierlech hoffen, datt den Accès à l'information ..., wou jo dann och de Statutt vum Journaliste professionnel relativ séier elo kënnt.

An dat Zweet ass, datt ech mengen, datt mer och eng Kéier mussen op de Leescht huelen, net nëmmen datt ee sech kann ausdrécken op de soziale Meedien oder op Forumen, wou och ëmmer, mee datt ee misst eng Kéier seriö driwwer diskutéieren iwwert dat, wat do gesot gëtt am Kontext vum Anonymat. Well mir wëssen all, datt een, wann een anonym eppes schreift, sech da ka verstoppe goen hanner Pseudonymmen, hanner Fakenimm, déi et net gëtt, an esou weider an da kann een natierlech relativ monter drop lasschreiwen. An dat ass eppes aneres, wéi wann ee sech muss bekennen zu deem, wat ee schreift. An ech mengen, datt dat e Sujet ass, dee mer och eng Kéier mussen thematiséieren, well dat, wat sech de Moment zum Deel ofspillt a verschiddene Foren, net derzou bäidréit, fir en ziviliséierten, kontroversen Debat ze féieren oder fir Meenungen auszedrécken.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Dann ass et um Här Ben Polidori. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng staark a kritesch Press brauch Vertrauen. D'Leit mussen drop vertraue kënnen, dass d'Berichterstattung vun der Press faktesch richteg ass an dass Feeler, falls se dann awer mol virkommen, kënne korrigéiert ginn. An do, wou et net ëm Fakten, mee ëm Meenunge geet, soll een och drop vertraue kënnen, dass verschiddenst Meenungen an der Meediewelt Ausdrock fanne kënnen.

D'Recht, op Meedienaussoe reagéieren ze kënnen, déi een direkt concernéieren, ass dofir vu fundamentaler Wichtegkeet. An dowéinst ënnerstëtze mir natierlech als Piraten dës Ausweitung vum Projet vum Droit de réponse.

Mee och wann d'Zil vum virleiende Gesetz ganz luewenswäert ass, muss een awer leider soen, dass et bei der Ëmsetzung trotzdeem e puer kleng Kritickpunkte gëtt. E puer punktuell Upassunge ginn net duer, fir e Gesetz, dat ursprünglech fir déi geschriwwe Press geduecht war, anstänneg elo un déi aktuell digital Welt vun haut unzepassen. Dat hu mir scho méi wéi eng Kéier hei an der Chamber gesinn, an dofir ass jo och scho méi laang eng méi breet Reform vun de Meedien- a Journalismusgesetzer geplangt. Mee si léisst awer nach op sech waarden.

Dobäi ass en neit Gesetz dréngend néideg, wéi och dëse Projet nees weist. Och wa mat den Ännerunge vun haut d'Onlinepublicatiounen an d'Gesetz opgeholl ginn, kann een awer net verstoppen, dass weider Onkloerheete bleiwen. Wéini eng Printzeitung eng Printzeitung ass, war fir déi meeschte Leit ëmmer kloer. Mee wat ass alles eng Onlinepublicatioun? Sinn Artikelen, déi op engem private Blog gepost ginn, Onlinepublicatiounen? Wat ass mat Publicatiounen op digitale Plattforme vun Influencer? D'Definitioun ass net esou kloer, wéi se vläicht misst sinn. An dat ass och an der Kommissioun opgefall, wou mer verschiddenst Äntwerte vun der Ministesch kruten op d'Fro, wat dann elo eng Publication en ligne ass.

Et gouf schlussendlech vun der Ministesch festgehalen, dass den neien Text sech just géif op d'Publicatioun am Internet vun der Press bezéien. Mee den Text gëtt déi Aschränkung an eisen Aen net esou

prezis erëm. Et bleift eiser Liesaart no e groussen Interpretatiounsspillraum, deen et erlaabt, d'Definitioun vun der Onlinepublicatioun méi breet ze faassen, wéi et vun der Regierung initial gewollt war. Well mir Piraten awer och mat enger méi breeder Definitioun vum Begréff vun der Onlinepublicatioun averstane sinn, ass dëst awer fir ons kee Grond, fir dëse Projet net matzestëmmen.

Wat mir awer bedauerlech fannen, ass och, dass net kloer festgehale gouf, wéi genee e Verweis op eng Äntwert bei enger Video- oder Audiopublicatioun gekennzeechent muss ginn. E winzege Link iergendwou am Video ënne riets oder ënne lénks ka ganz bewosst placéiert ginn, soudass keen et richteg gesäit. Dat kann en Droit de réponse ënnergruewen, an dee Punkt soll an eisen Aen dofir bei de geplangte Reformen och nach eemol consideréiert ginn.

Här President, trotzdeem féiert de virleienden Text zu enger Verbesserung vun der aktueller Situatioun, an dowéinst ginn ech och heimadder den Accord vun de Piraten.

Merci.

**Plusieurs voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. An dann ass d'Wuert fir den Här David Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, et ass net de grousse Worf, deen heite Projet de loi, dat muss een zouginn. Den Här Polidori huet jo och eng Partie Kriticke gemaach. D'ALIA hat jo och kritizéiert a gesot, et misst een awer wéinstens eng Definitioun vun der Publication en ligne ginn, an d'ALIA huet souguer eng virgeschloen. Bon, allgemeng gesot, hunn ech den Androck, datt d'ALIA heiansdo souwisou net ëmmer ganz seriö geholl gëtt.

An ech mengen, et ass eng aner Diskussioun, déi mer eng Kéier missten hei an dëser Chamber féieren, iwwert d'Konzeptioun vum Meedieministère iwwerhaapt, seng Konzeptioun, déi en huet vu Pluralismus, vu Meedienpluralismus, sief et an der geschriwwener Press, mee och an der audiovisueller Press. Ech hunn den Androck, datt et do net onbedéngt, a mengen Aen, déi beschte Konzeptioune gëtt. Dat ass eng Diskussioun, déi mer onbedéngt eng Kéier musse féieren.

Duerno, jo, voilà, mir stëmmen deen heite Projet de loi och mat. Et ass ëmmerhin eng Verbesserung. Et reduzéiert sech natierlech zurzäit nëmmen op d'Publications en ligne vun den Zeitungen, déi mer kennen.

Ech wollt soen, ech war och 10 Joer laang Journalist. Ech ka mech erënneren, ech krut och warscheinlech dräi Droit-de-réponsen, vläicht méi. Ech hunn ni eng opgefouert, fir se ze publizéieren. Ech mengen, et ass eng Éier vum Journalist, fir en Droit de réponse ze erlaben. Dat mécht net all Zeitung esou. Ech ka mech erënneren, datt mir selwer eng Kéier en Droit de réponse gefrot hunn, well eng Zeitung – ech nenne se net mam Numm – gemengt huet, eise Vott aneschters duerzestellen, wéi en a Wierklechkeet war. An et war net bei enger Lappalie. An et ass ëmmer schued, wann ee seet: „Hei, mir wëllen en Droit de réponse", an, voilà, déi Zeitung mécht esou, wéi wann näischt wier. Hautzudaags kann een dat natierlech ëmgoen, och iwwer sozial Reseauen, mee awer en Appell: Et brauch ee sech net ze schummen, fir sech als Journalist ze ieren oder eppes falsch verstanen ze hunn. Dat gehéiert derzou.

Et ass och gesot ginn, et ginn e puer Reforme gemaach, wat de Presserot ugeet. De Presserot huet eng ganz grouss a wichteg Missioun, zumools elo deemnächst, well jo zwee Projet-de-loien – oder respektiv souguer Avant-projet-de-loien – existéieren zur Pressehëllef an och zum Informatiounszougang. A justement den Objet, d'Zil, d'Missioun vum Presserot ass et – an der Plenière natierlech, net am klenge Kommitee, mee an der Plenière –, esou Saachen ze diskutéieren. An ech si ganz gespaant ze gesinn, wat d'Journalisten innerhalb vun der Plenière vum Presserot wäerten ze soen hunn zu deenen zwee Projet-de-loien, déi si direkt betreffen, ob dat wierklech wäert d'Aarbecht vun de Journalisten hei zu Lëtzebuerg erliichteren oder ob dat näischt wäert änneren. Dat gëtt nach eng ganz spannend Diskussioun, déi mir och wäerte verfollegen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass elo d'Wuert fir d'Madamm Ministesch.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, fir d'éischt géif ech gär dem Rapporter, dem Här Félix Eischen, Merci soe fir säin detailléierte Rapport. Dat erlaabt mir et, net mussen op all Element dovunner anzegoen.

Ech wollt awer nach eng Kéier kloer ënnersträichen, datt d'Liberté d'expression ee vun de Grondpilieren ass vun eiser Demokratie. An deementspriechend ass och den Droit de réponse e Bestanddeel vun der Meenungsfräiheet. Et ass d'Recht fir jiddwereen, deen an enger Publicatioun ernimmt ass, fir dorop ze äntweren. Dir hutt all gesot, Dir wäert d'accord mat dësem Gesetz. Dat freet mech. An Dir hutt och all zu Recht soulevéiert, datt nach eng Rei Chantieren en cours sinn.

Ech wollt Iech awer kuerz erklären, firwat mer dat hei gemaach hunn, well mir hunn am Fong hei och reagéiert op en Arrêt vun der Cour d'appel, dee consideréiert huet, datt den Droit de réponse sech nëmme bei enger Publication périodique applizéiert an datt eng Onlinepublicatioun net dorënner fält. An ech mengen, datt et awer wichteg ass, datt mer hei déi punktuell Nobesserung maachen, fir och kloerzestellen, datt bei enger Publication en ligne och den Droit de réponse spillt, fir datt deen och kann exercéiert ginn.

Wéi gesot, mir schaffe parallell un enger Rei anere Reformen. An eng Rei vun deene Froen, déi opgeworf ginn, wäerte sech och stellen am Kader vun der Reform iwwert d'Médias électroniques vun 1991. Do hu mer elo e Cycle de conférences ugefaangen, wou eeben och eng Rei Konferenze gemaach ginn, dont notamment och eng iwwert d'Anonymat, wou déi Froe sech stellen, an och iwwerhaapt iwwert de Champ d'application vun esou engem Gesetz a vun den Onlinepublicatiounen. Dowéinst, Dir sidd häerzlech invitéiert, Iech an deem Kontext anzebréngen.

Dat hei, deen Droit de réponse, dee bezitt sech, wéi gesot, op de Champ d'application vun dësem Gesetz. Dat heescht, do si mer dann am Kader, wéi gesot, vun engem Editeur, wat awer net verhënnert, datt mer eis Reflexioune weider musse féieren, fir iwwerhaapt ze kucken, wéi mer ëmgi mam Contenu op de soziale Meedien.

Ech soen Iech villmools Merci fir déi breet Ënnerstëtzung.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister. Domat wäre mer dann um Schluss vun eiser Diskussioun ukomm.

A mir géingen zum Vott kommen. Ech erënneren Iech nach eng Kéier drun, datt Der Iech musst aloggen, wann d'Ofstëmmung elo kënnt. An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8128. Den Text steet am Document parlementaire 8128[10].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8128 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen an deemgemääss keng Nee-Stëmmen a keng Abstentioun. An dofir ass dëse Projet also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens zum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 10. 8204 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques

An da komme mer elo zum Projet de loi 8204, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert déi elektronesch Meedien. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Riedezäit ass genau déi selwecht wéi beim Projet virdrun. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Félix Eischen, d'Madamm Francine Closener, den Här Tom Weidig, den Här François Bausch, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt.

***Rapport de la Commission des Médias et des Communications***

**M. Guy Arendt** (DP), rapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, mat dem Projet de loi 8204 soll de legale Kader vun den elektronesche Meedien, deen aktuell zu Lëtzebuerg gëllt, ugepasst ginn, fir den Ausbau vum DAB+, dat heescht dem digitale Radio, ze erméiglechen.

Allgemeng sollen d'Infrastrukture fir d'Radiodiffusioun moderniséiert ginn, fir esou d'Offer u Radiosprogrammer zu Lëtzebuerg kënnen ze vergréisseren an och d'Couverture, also wéi gutt déi eenzel

Regiounen am Land ofgedeckt sinn an dës Servicer ubidde kënnen, fir déi Radiosenderen, déi aktuell potenziell net iwwerall gutt accessibel sinn, ze verbesseren.

Fir den Ausbau vum DAB+ ze erméiglechen, brauch et am Gesetz virun allem dat, wat ee géif technesch Upassungen, Ännerungen nennen. An dësem Fall gëtt et dräi prezis Zilsetzunge vun dësem Text:

Eemol muss eng legal Basis geschafe gi fir d'Verdeele vun den néidege Lizenze fir d'Diffusioun vun enger digitaler Radiosoffer. Déi muss eeben, wéi gesot, geschafe ginn. D'Attributioun vun den néidege Lizenzen ënnerläit dem zoustännege Minister, deen am Beräich vun der Radiokommunikatioun an dem ganze Spectre radioélectrique zoustänneg ass.

Dann, zweetens, mussen och Reegelen opgesat gi fir d'Radios sonores, also déi klassesch Radiosenderen, FM, wéi mer se nennen, fir eng digital Offer unzebidden.

An drëttens: D'Dispositiounen, déi d'Erwaardungen un d'Lokalradioen definéieren, mussen un dat neit Ëmfeld ugepasst ginn.

Nieft dësen Aspekter gesäit de Gesetzesprojet nach e puer weider punktuell Verbesserunge vir. Esou kënne beispillsweis d'Lokalsenderen den Ament nëmmen eng Erlabnis ufroen, dat heescht, si hunn am Moment d'Erlabnis, fir ee Sender ze exploitéieren, also hire lokalen, klassesche Radiosender.

Da sinn den Ament och technesch Vernetzungen an de Regruppement vu verschiddene lokalen Déngschter verbueden.

Dat alles widdersprécht u sech dem Wëllen, d'Distributioun vun zousätzleche Lizenze fir den digitale Radio erauszeginn. Deemno mussen an de bestoenden Artikelen déi néideg Upassunge gemaach ginn, an de Projet de loi 8204, dee mer haut traitéieren, gesäit dann och Ausnamereegelunge fir dës speziell Fäll vir.

Zum Text an den Avise ganz kuerz: Den initialen Text ass de 24. Abrëll 2023 vum deemolege Meedieminister Xavier Bettel deposéiert ginn a gouf an d'Kommissioun vun der Digitalisatioun, de Meedien an der Kommunikatioun verwisen.

Avise sinn erakomm. Engersäits vun der Chambre de Commerce. De Projet gëtt vun hinne positiv ugeholl, souwuel an hirem éischte wéi an hirem Avis complémentaire.

Da vun der ALIA. D'ALIA ass do méi kritesch un de Projet de loi erugaangen. Si stellt nämlech virun allem d'Fro, ob den DAB+ net schonn iwwerholl ass, well verschidde Länner vum DAB+ erofkommen. Des Weidere freet se, dass d'Kompetenzen am Verdeele vun de Lizenze solle regruppéiert ginn.

An natierlech den Avis vum Staatsrot. Och hei gouf et en zweete complementairen Avis. D'Oppositions formelles, déi am éischten Avis ausgeschwat gi waren, ware gréisstendeels baséiert op d'Utilisatioun, d'Benotzen, vum Verb „pouvoir", wat an eenzelnen Artikele benotzt gi war. Well awer d'Matières réservées à la loi concernéiert waren, sinn dunn déi néideg Upassunge gemaach ginn an den Text gouf vum Staatsrot a sengem Avis complémentaire ugeholl, andeems hie seng Opposition-formellen opgehuewen huet.

Dëst gesot, géif ech fir all weider Detailer op de schréftleche Rapport an d'Dokumentatioun zum Dossier verweisen.

Ech ginn heimadder den Accord vun der DP-Fraktioun an ech soen all deenen, déi hei matgehollef hunn, an Iech alleguerte fir d'Nolauschteren e grousse Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Arendt, fir Äre mëndlechen a fir Äre schréftleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Félix Eischen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Félix Eischen** (CSV) | Merci, Här President. Jo, et ass bal e Quantesprong, dat kann een esou soen, fir d'Radioslandschaft hei zu Lëtzebuerg. An et gëtt ganz sécher där Landschaft eng frësch Dynamik. An dat ass och déck néideg, wann ee weess, dass dës Upassung elo un d'Gesetz vun 1991 geet. Dat ass scho ganz laang hier. Also, et ass wichteg, dass dat do gemaach gëtt.

Den honorabelen Här Arendt war awer esou explizitt, kloer a verständlech, dass een näischt méi muss dozou soen. En décke Merci. An domadder ginn ech dann natierlech den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Eischen. Madamm Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Jo, villmools merci. Effektiv ass et héich Zäit ginn, fir dat hei unzepassen. Déi Fro, déi sech awer stellt, ass: Wéini kënnt dee Changement zerguttst? Mir haten dat an der Kommissioun schonn eng Kéier gefrot. An anere Länner gëtt et e festen Termin, wéini komplett op DAB+ ëmgestallt gëtt. Bei eis gëtt et deen Termin nach net. Vläicht weess d'Ministesch haut méi.

An natierlech ass och d'Fro ganz wichteg, wéini déi zwee Systemer parallell solle lafen an eeben och, wéi dat soll fonctionéiere bei deene klengen, lokale Radiosenderen. Do wëll d'Regierung jo eng Ënnerstëtzung ginn. Do wiere mer frou, nach e puer Detailer ze héieren.

Fir de Rescht gi mer och den Accord fir dëse Projet de loi. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Closener. Här Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, mir wäerten dëse Projet och matstëmmen. Den digitale Radio bitt en principe vill méi Méiglechkeete fir eis Radiolandschaft, souwuel qualitativ wéi och quantitativ. Ob sech dat elo wierklech duerchsetze wäert, e grousse Succès huet, dat wäerte mer gesinn, well natierlech um Internet och vill quasi radiolike Saache scho fonctionéieren, wéi Podcasts an esou weider. Do sinn ech elo bësse skeptesch, mee mir stëmmen dat mat an ech hoffen awer och, datt et e Succès gëtt.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Mir stëmmen dee Projet natierlech och mat, well et ass e Fortschrëtt, op dee Beräich iwwerzegoen. An ech wëll och nach eng Kéier rappelléieren, dass et der hei gëtt, haaptsächlech kleng Radioen, déi awer wichteg sinn an eiser Landschaft, déi sech etabléiert hunn zu Lëtzebuerg, datt déi hei net ënnert d'Rieder geroden, well deen Invest jo awer grouss ass. Bon, d'Regierung huet eis versprach, datt se dat géing am A behalen. Ech hoffen, datt dat dann och klappt, net datt dat zu engem Stierwe féiert vu méi klenge Radiosstatiounen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Här President. Jo, bon, mir hunn hei vun engem Quantesprong geschwat. Bon, den DAB+ ass elo keng Technologie, déi gëschter eréischt entdeckt gouf. Déi ass schonn e bësse méi laang do. Ech denken, et gëtt Zäit, dass mer se enfin hei am Land wäerten en place setzen. An et ass scho vill gesot ginn, ech hoffen an deem heite Kontext och, dass mer déi kleng Radiossenderen hei net vergiessen, well ech mengen, et sinn déi, déi hei déi gréisst Aarbecht wäerten hunn, fir sech ëmzestellen.

An niewendrun, mir wäerten dëse Projet och matstëmmen, well mer och soen, onofhängeg vun der Consommatioun vum aktuellen Internetradio, déi awer zouhëlt, huet awer nach ëmmer net jiddereen hei am Land eng Internetverbindung um Handy oder och doheem. An doweinst ass et awer wichteg, dass mer dëse Projet och esou séier wéi méiglech wäerten ëmsetzen. Dofir hoffen ech, dass d'Madamm Minister eis och schnellstméiglech kann en Datum soen, wéini mer wäerten an de Genoss komme vum DAB+ hei am Land.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. An dann ass et um Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, ass et eng grouss Moderniséierung? Ech weess et net. Et ass vläicht e bëssen esou, wéi wann ee géif soen: „Voilà, elo klamme mir ëm vum Telegraf op den Telefon", mee Internet gëtt et schonn.

*(Hilarité)*

Well dat ass jo och e bëssen dat, wat d'ALIA seet. Si seet, a ville Länner ass dee Modell jo schonn obsoleet an et gëtt nach aner Modeller wéi radioplayer.lu et cetera. Dat heescht, mir musse vläicht eisen Enthusiasmus, wat déi Moderniséierung ugeet, e bësse bremsen.

Anerersäits – an dat gouf jo och scho gesot vun den Häre Bausch a Polidori, zu Recht – gëtt et eng reell Gefor, datt duerno aner, méi kleng Radioen, déi dee Changement finanziell net kënnen droen, do ënnert d'Rieder kommen. Dat gëtt wierklech befiercht, well zurzäit gëtt et jo e Monopol. Dat ass BCE-RTL. Déi hunn dat an esou weider, mee déi aner hunn dat net. Et gouf gesot: „Jo, mir wäerte spéider kucken, datt och déi méi kleng Lokalradioen net vergiess ginn." Mir vertrauen zurzäit dem Meedieministère net onbedéngt an dëser Hisiicht. Mir kruten e puermol schlecht Beispiller vum Meedieministère, datt en net onbedéngt vill Verständnis weist par rapport zu méi klenge Meedien an haaptsächlech fir grouss Meedie schafft.

Dofir wäerte mir eis enthalen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass d'Wuert elo fir d'Regierung.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Villmools merci. Fir d'éischt géif ech och an dësem Fall dem Rapporter, dem Här Guy Arendt, Merci soen, well e mer och erëm erlaabt, relativ kuerz ze sinn. An ech géif och deene meeschten Intervenantë Merci soen – also hinnen all Merci soen, an deene fir d'Zoustëmmung, déi se prett sinn ze ginn.

Ech mengen, et ass eng kloer Evolutioun an et wäert eis et erlaben, méi Radiosenderen ze hunn an och eng besser Qualitéit. An et ass effektiv d'Fro vun der Technologie, mee et ass esou, datt säit 2021 dat och e Standard ass op europäeschem Niveau an den

Autoen, deen d'Autoe mussen hunn, soudatt ech mengen, datt mer och kee Choix hunn, wéi dee Wee hei ze goen. Eis Nopeschlänner sinn och amgaangen, nach weider auszebauen, weider Multiplexe vum DAB+ en place ze setzen, soudatt dat fir mech definitiv e Wee ass, dee mer sollte goen.

Dir hat d'Fro vun der Timeline ugeschwat. Ech kann Iech kee konkreeten Datum ginn, mee et geet elo am Fong an dräi Etappen. Dat Éischt ass, wéi gesot, den Appell fir den Operateur fir de Multiplex. Dee kann elo lancéiert ginn, soubal dat hei Gesetz gestëmmt ass. An do ass och scho Viraarbecht geleescht ginn. Dat heescht, ech hoffen, datt dat ka relativ schnell goen. Dat Zweet ass dann den Appell fir d'Servicer fir op de Multiplex. An am Ufank vum nächste Joer gëtt dann och den Appell lancéiert fir den zweete Multiplex.

Dir hat an deem Sënn och d'Fro gestallt vun de Lokalradioen. An do hat déi viregt Regierung jo och schonn an hirer Feuille de route kloer en Engagement geholl, fir eng strukturell Hëllef en place ze setze fir déi Lokalradioen. An an deem Sënn si mer a Kontakt mat dem Daachverband vun de Lokalradioen, fir, wéi gesot, ze kucken, wéi een dat ka maachen.

A fir nach Är Fro par rapport zum Ofschalte vum FM ze beäntweren: Do ass kee fixen Datum virgesinn. Dat hänkt da vun de Programmer of. Mee dee Ball läit da bei hinnen.

Voilà, ech géif Iech villmools Merci soe fir d'Ënnerstëtzung an ech freeë mech, wann den DAB+ da ka Realitéit ginn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister. Domat ass d'Debatt ofgeschloss.

An da komme mer zur Ofstëmmung vun dësem Text, dem Projet de loi 8204. Den Text steet am Document parlementaire 8204[7].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8204 et dispense du second vote constitutionnel***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel (par Mme Barbara Agostino) ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Mars Di Bartolomeo) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

*Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 11. 8205 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 8205, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Gestioun vun de Funkwellen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Dir kennt déi Riedezäiten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Luc Emering, d'Madamm Francine Closener, den Här Tom Weidig, den Här François Bausch, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. An dann huet déi honorabel Rapportrice, d'Madamm Weydert, d'Wuert. Madamm Weydert.

***Rapport de la Commission des Médias et des Communications***

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 8205 gesäit vir, d'Gesetz vum 30. Mee 2005 iwwert d'Organisatioun vun der Verwaltung vun de Funkwellen ze verbesseren an d'Benotze vu Stéiersenderen ze reguléiere respektiv ze iwwerwaachen. Et geet hei ëm e ganz technesche Gesetzesprojet.

D'Ännerung vum Gesetz iwwert d'Organisatioun vun der Verwaltung vun de Funkwellen ass duerch d'Gesetz vum 17. Dezember 2021 iwwert d'elektronesch Kommunikatiounsnetzer a -servicer noutwendeg ginn. D'Gesetz vun 2021 schaaft en harmoniséierten europäesche Kader fir d'Attributioun vu Funkfrequenzen. Dat geschitt natierlech ëmmer am Aklang mat den Ziler a Grondsätz vun der Europäescher Unioun a bréngt och mat sech, datt d'Investisseuren eng gewësse Previsibilitéit hunn, fir kënnen an drotlos Héichgeschwindegkeetskommunikatiounsnetzer oder -déngschter ze investéieren.

An deem Kontext wëll ee mat dësen Ännerungen och eng ugemoosse gesetzlech Äntwert ginn, déi et erméiglecht, dat net konformt, net autoriséiert oder geféierlecht Notze vun Apparater wéi Dronen oder illegale Stéiersenderen ze stoppen. Dëst kënnt an eisem alldeegleche Liewen nämlech ëmmer méi heefeg vir.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, kuerz op déi wichtegst Artikelen aus dësem Gesetzesprojet anzegoen. Den éischten Artikel definéiert de genaue Champ d'application vum Gesetz vum 30. Mee 2005 als Loi générale betreffend d'Verwaltung vu Funkwellen. An donieft gëtt et déi Loi spéciale, dat Gesetz vun 2021, wourop ech virdru scho verwisen hat.

Well d'Funkwelle rar Ressourcë sinn, ënnerläit d'Benotzen an d'Verwaltung dem Staat, deen Drëtte kann eng Autorisatioun ginn, Funkwellen ze benotzen. De Gesetzesprojet preziséiert, datt eventuell nach zousätzlech Autorisatiounen an Agremente fir d'Notze vun de Funkwellen duerch Drëtter ënner anere Gesetzer néideg kënne sinn. Hei geet et zum Beispill ëm d'Geneemegungen, déi entweeder am Kader vum Gesetz iwwert d'Raumfaartaktivitéiten, am Kader vun ëffentlechen Enquêten zu Kommodo- oder Inkommodoprozeduren oder am Kader vun der Funkzouloossung, zousätzlech zur staatlecher Geneemegung, fir d'Benotzen erfuerdert sinn.

Fir den deegleche Fonctionnement vun den administrative Prozesser an dëser Matière ze optimiséieren, gëtt den Institut luxembourgeois de régulation, kuerz den ILR, elo zoustänneg fir d'Vergi vu Lizenze fir Funkekipmenter u Bord vu Schëffer an un Amateurfunker.

Den neien Artikel 3bis vum Gesetz bréngt déi substanziellst Ännerung vum Gesetz vun 2005 mat sech. Dësen neien Artikel gesäit e strikten a prezise Kader vir fir d'Benotze vun Apparater, déi Funkfrequenzen ausstralen an dobäi aner Ekipementer oder Apparater stéiere kënnen. De Prinzipp ass a bleift, datt d'Benotze vu fixen oder mobille Stéierapparater um Territoire vum Grand-Duché oder u Bord vu Schëffer, Booter, Fluchgeräter oder anere Supporten, déi dem Lëtzebuerger Recht ënnerleien, verbueden ass.

Wou et e Prinzipp gëtt, gëtt et natierlech och Ausnamen. Dës sougenannte Stéierapparater dierfen nëmmen ënner verschiddenen Ëmstänn, wéi d'ëffentlech Uerdnung, d'Defense, d'national Sécherheet oder den ëffentlechen Déngscht vun der Justiz, ënner strenge Krittären a vu bestëmmte Verwaltungen an Etablissementer benotzt ginn. Dës sinn d'Militär, d'Police, de Geheimdéngscht souwéi d'Prisongsverwaltung am Kader vun hire gesetzlechen Aufgaben. D'Benotze vun dësen Apparater muss zäitlech, raimlech an op bestëmmte Frequenze begrenzt sinn an och am Virfeld beim ILR gemellt ginn. Berechtegt Entitéite musse Kontrollmoossnamen un hiren Apparater duerch den ILR zouloossen an och e Regëster iwwert d'Benotze féieren.

Den ILR muss dann och den zoustännege Ministère informéieren, an am Fall, wou e Risiko fir d'Sécherheet besteet oder d'Sécherheet vun der ziviller Loftfaart impaktéiert gëtt, muss och d'Direktioun vun der ziviller Loftfaart informéiert ginn.

Den Zweck heivun ass et, wierklech e legale Kader ze schafen, an deem déi concernéiert Verwaltungen an Etablissementer sporadesch d'Méiglechkeet kréien, op Stéierapparater zréckzegräifen, fir esou am Noutfall direkt an effikass kënnen ze handelen. Initial hat de Gesetzesprojet och virgesinn, datt ee just misst dem ILR eng Notifikatioun maachen, wann een iwwer e gewëssenen Zäitraum dëse Stéierapparat géing notzen, mee do huet de Staatsrot bemängelt, datt doduerch ganz vill Notzunge vu Stéierapparater net misste gemellt ginn an esou e potenzielle Sécherheetsproblem géingen duerstellen. Dofir gesäit de Gesetzesprojet a senger aktueller Versioun vir, datt all Notzung vun engem Stéierer am Virfeld muss beim ILR gemellt ginn, egal wéi laang een deen da benotzt.

Des Weidere gëtt de Gesetzesprojet dem ILR d'Méigéechkeet, fir d'Modalitéite fir d'Prozedur vun der Collecte vun de Lizenzkäschte festzeleën.

Zu gudder Lescht wëll ech nach eemol kuerz op d'Prozedur an déi verschidden Avisen agoen. De Gesetzesprojet gouf de 24. Abrëll d'lescht Joer an der Chamber deposéiert.

D'Direction de l'aviation civile huet hiren Avis den 12. Juli 2023 ofginn an hieft an dësem virun allem ervir, datt beim Benotze vun Apparater, déi Stéiersignaler aussenden, Upassunge musse gemaach ginn, fir d'Sécherheet an de Schutz vun de Loftfaartaktivitéiten ze verstäerken. Ënner anerem ass si der Meenung, datt si 28 Deeg virum Benotze vun esou Apparater muss informéiert ginn, datt een e Plang fir den optimale Oflaf mat hinne beschwätze muss an datt d'Konsequenze mussen ofgeschat ginn.

D'Chambre de Commerce huet zwee Avisen ofginn. An hirem éischten Avis vum 3. Oktober 2023 ass d'Chambre de Commerce drop agaangen, datt de Projet nach e puer Upassunge brauch, fir eng effektiv Reguléierung vum Benotze vun dësen Apparater sécherzestellen. D'Reegele fir d'Benotze solle besser definéiert ginn an et soll méi kontrolléiert ginn. Esou wéi de Staatsrot ass och d'Chambre de Commerce der Meenung, datt d'Utilisateure bei all Notze mussen dem ILR dat am Virfeld mellen. Des Weidere soll een awer och drun denken, datt den zivillen Asaz vun Dronen erlaabt a reguléiert ass an net däerf gemengt ginn, datt Dronen am Allgemengen net konform oder geféierlech wieren.

A sengem Avis vum 24. Oktober 2023 huet de Staatsrot eng Opposition formelle géintiwwer de Paragrafen 2 an 3 aus dem Artikel 5 vum Gesetzesprojet formuléiert, wat d'Derogatioune fir d'Utilisatioun vu Stéierer ugeet, well dës net prezis genuch waren. Dës Paragrafen erméiglechen Ausname fir spezifesch Bedierfnisser a gesetzlech Aufgaben, mee et ass net kloer, ob dës kënne kombinéiert ginn oder ob et alternativ Méiglechkeete gëtt. D'Meedien- a Kommunikatiounskommissioun huet den 20. Februar där Opposition formelle Rechnung gedroen an dann och de Gesetzesprojet ugepasst, soudatt am Avis complémentaire vum 29. Mäerz de Staatsrot seng Opposition formelle fale gelooss huet.

Am Avis complémentaire vum 18. Abrëll 2024 weist d'Chambre de Commerce sech mat den neien Amendementer zefridden. Si sinn awer der Meenung, datt den ILR déi betraffen Telekommunikatiounsbedreiwer direkt informéiere misst, soubal dësen iwwer en Asaz vun engem Stéiersender benorichtegt gëtt, an net just, wéi et momentan de Fall ass, de Minister an d'Direction de l'aviation civile. Dësem Virschlag gouf awer an dësem Gesetz net Rechnung gedroen.

Ech gouf den 9. Januar dëst Joer zum Rapporter genannt an hunn déi Charge vun der honorabeler Barbara Agostino iwwerholl. Mäi schréftleche Rapport gouf d'lescht Woch, de 4. Juni, an der Meedien- a Kommunikatiounskommissioun ugeholl.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport, an ech ginn heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Weydert, fir Äre schréftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Luc Emering** (DP) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech géif fir d'éischt der Madamm Weydert Merci soe fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, et ass u sech keen immens grousse Projet an och d'Changementer, déi gemaach gi sinn, sinn iwwerschaubar. Trotzdeem géif ech mir erlaben, e puer Wuert, haaptsächlech iwwert d'Elementer Störsender an Dronen, ze soen. Ech mengen, Dir hutt vill deen technesche Volet erläutert. Dofir géif ech gär op e puer Beispiller agoen, wou et elo an der Vergaangenheet zu Tëschefäll komm ass.

Et ass elo sechs Joer hier, den 19. Dezember 2018, kuerz viru Chrëschtdag. E Flughafen an England war, wéi Der Iech virstelle kënnt, virun de Feierdeeg kräfteg belaascht mat Passagéier, déi bei Frënn a Famill wollte reesen. Mee amplaz dass d'Leit konnten hir Destinatioun ugoen, sinn all d'Volle gestoppt ginn. Den Dag selwer an déi dräi Deeg duerno goufen iwwer 1.000 Flich annuléiert. 150.000 Passagéier sinn um Buedem bliwwen. Wat war passéiert? Eng Koppel Drone si wärend deenen dräi Deeg iwwer 33 Stonnen ëmmer erëm an der Géigend vum Flughafen am Loftraum geflunn an hunn esou de Fluchverkéier perturbéiert.

En anert Beispill, eng Nouvelle am Abrëll dëst Joer: Europäesch Noriichtenagencen, och hei zu Lëtzebuerg, hu gemellt, dass iwwert déi lescht Méint eng 50.000 Flich Affer vu GPS-Stéierunge waren. Ëmmer erëm hätt ee ganz kloer, geziilt Stéierunge festgestallt, wou Fligeren an hir Piloten a voller Absicht Zilscheif ware vu cibléierten Attacken op hir GPS-Systemer, ënner anerem och Volle vu Lëtzebuerger Maschinnen, wou de GPS vun de Maschinnen entweeder duerch de sougenannten „Jamming" gestéiert gouf, carrement falsch Informatiounen agespeist goufen, déi d'Vue vun de Pilote beanträchtegen an esou den Trajet vun der Maschinn beaflosse kënnen, a wou een op déi traditionell Apparater a Gerätschaften huet mussen zréckgräifen, fir sech onofhängeg vum GPS kënnen ze orientéieren.

Här President, dëst just als zwee Beispiller aus der Aviatioun vun deem Schued, deen Dronen oder Störsendere kënnen uriichten, an déi veranschaulechen, wéi wichteg et ass, an dëser Matière e klore legale Kader ze hunn.

Duerch nei Technologien entsti leider och ëmmer hybrid Geforen. An ouni wëllen den Däiwel un d'Mauer ze molen, ass et wichteg, dës beschtméiglech ze encadréieren an ze probéieren, all potenziell Risiken ze reduzéieren.

Wéi gesot, et ass kee groussen Dossier, trotzdeem e ganz wichtegen Dossier, wann ee sech de méigleche Konsequenzen, déi en Netbeuechte vu gewëssene Reegele mat sech ka bréngen, bewosst gëtt.

An deem Sënn ginn ech heimat den Accord vu menger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Emering. Dann ass et un der Madamm Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Jo, villmools merci, Här President. Den Här Emering an och d'Madamm Rapportrice ware ganz detailléiert, an et ass jo evident, dass ee reguléiere muss fir ze verhënneren, dass Sabotagë mat Brouilleuren oder Drone gemaach gi vun net staatlechen Acteuren, grad an dësen Zäiten, op zum Beispill GPS-Systemer an eiser Aviatioun.

Duerfir ass et jo kloer, dass mir och dëse Projet de loi wäerte matdroen. Merci.

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Closener. Här Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, mir wäerten dëse Projet och matstëmmen. An de leschte Joren huet sech d'Technologie vun den Dronen, mee och vun de Störsenderen, enorm weiderentwéckelt, haaptsächlech och wéinst dem Krich an der Ukrain. D'Dronen hu wierklech bewisen, datt een halt eng grouss Arméi ka mat Drone stoppen. An d'Dynamik vum Krich huet sech fundamental geännert.

Allerdéngs, op där anerer Säit huet sech natierlech och d'Technologie vun de Störsenderen enorm geännert, well d'Russen nämlech vill méi performant Störsenderen entwéckele konnten. Dat heescht, am Moment hu mer bei der Technologie vun den Dronen an och bei de Störsendere wierklech eng grouss Entwécklung, an do ass nach net kloer, wat dat fir den Impact op eis Gesellschaft huet.

Dat eent sinn natierlech d'Störsenderen, déi de Loftverkéier kënne stéieren, mee och d'Dronen, déi ... Et wäert warscheinlech just eng Fro vun der Zäit sinn, bis iergendwellech Dronen als Terrorwaffen agesat ginn. An do sinn natierlech Störsendere ganz, ganz wichteg, fir eis Stied deelweis ze schützen an och an anere Situatiounen. Duerfir ass et och wichteg, datt mer dat méi reguléieren an datt mer do och wierklech à la pointe si vun der Technologie.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President. Et ass e ganz wichtege Projet, mee wéi d'Madamm Rapportrice scho gesot huet, e ganz technesche Projet. A vu datt keng politesch Divergenzen hei dertëschentfunken an interferéieren, ginn ech dann d'Zoustëmmung vu menger Partei.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Bon, all déi technesch Detailer si scho vu menge Virriedner ugeschwat ginn an och mir begréissen, dass mer elo den Asaz vun de Brouilleuren dann och gesetzlech wäerten encadréieren. An dofir ginn ech och d'Zoustëmmung vun de Piraten fir dëse Projet.

Merci

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, voilà, mir wäerten och eis Zoustëmmung zu dësem Projet de loi ginn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

Madamm Ministesch.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Majo, ech géif dann och just der Rapportrice Merci soen, der Madamm Weydert, fir hiren detailléierte Rapport, deen effektiv ganz technesch war. An ech mengen, ech freeë mech, datt mer elo e Kader kréien, deen den autoriséierten Entitéiten, nämlech Arméi, Police, Geheimdéngscht an och dem Prisong, erlaabt, Brouilleuren anzesetzen. Ech mengen, datt dat ganz wichteg ass. Den Här Emering hat Beispiller ginn, wat ka geschéien, wa mer net kënne Brouilleuren asetzen.

An deem Sënn e grousse Merci fir déi breet Zoustëmmung.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch. Domat ass d'Diskussioun dann ofgeschloss.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8205. Den Text steet am Document parlementaire 8205[7].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8205 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen. Domat keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert),*

*Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Mars Di Bartolomeo) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 12. 8291 – Projet de loi portant modification de :

**1° la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;**

**2° la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep ;**

**3° la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;**

**4° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;**

**5° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;**

**6° la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;**

**7° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;**

**8° la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;**

**9° la loi modifiée du 16 juillet 2019 relative à l'opérationnalisation de règlements européens dans le domaine des services financiers,**

**en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2554 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 sur la résilience opérationnelle numérique du secteur financier et modifiant les règlements (CE) n° 1060/2009, (UE) n° 648/2012, (UE) n° 600/2014, (UE) n° 909/2014 et (UE) 2016/1011 et de la transposition de la directive (UE) 2022/2556 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 modifiant les directives 2009/65/CE, 2009/138/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE, 2014/65/UE, (UE) 2015/2366 et (UE) 2016/2341 en ce qui concerne la résilience opérationnelle numérique du secteur financier**

An da komme mer elo zum Projet de loi 8291 iwwert déi operationell digital Resilienz vum Finanzsecteur. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här André Bauler, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar. Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission des Finances***

**M. Laurent Mosar** (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm an Här Minister, de Projet de loi 8291 ass en enorm wichtege Projet fir eis Finanzplaz. Leider ass en och äusserst technesch an net ëmmer ganz einfach nozevollzéien. Duerfir wäert ech mech och de Mëtteg a mengem mëndleche Rapport ganz kuerz halen. A fir all déi Leit, déi awer de Besoin verspieren, sech méi déif mat den Technicalities vun deem Projet ofzeginn, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Mat dësem Projet, Här President, setze mer dat sougenannt EU-Reglement „DORA" – e flotten Numm – mat där begleedender EU-Direktiv ëm. DORA steet – an Dir hutt Iech dat bestëmmt alleguerte gefrot – fir „Digital Operational Resilience Act". Hei geet et also ëm d'Harmoniséierung an d'Verstäerke vun de Sécherheetsstandarde vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien am Finanzsecteur.

Eis Finanzplaz ass – an ech mengen, dat ass gëschter oft genuch erëm ervirgestrach ginn – de Motor vun eiser Wirtschaft. A mir mussen alles drusetzen, fir derfir ze suergen, datt dësen och adequat viru Cyberattacke geschützt gëtt. Dëse Secteur gëtt dank ëmmer méi grousser Digitaliséierung méi performant, awer och méi ufälleg. An d'Cyberkriminalitéit mécht, esou wéi an der gesamter Gesellschaft, och keen Halt virum Finanzsecteur. Duerfir ass DORA immens wichteg, fir iwwerall an der Europäescher Unioun déi nämmlecht staark Standarden anzeféieren an dës och an engem Reegelwierk zesummenzeféieren.

D'EU-Reglement ass tel quel applikabel a mir ginn eigentlech mat dësem Projet de loi eiser Finanzopsiicht déi néideg Kompetenzen a Befugnisser, datt si fir d'Anhale vun dësen neie Reegelen am Finanzsecteur kënne suergen. D'Direktiv sëtze mir ëm, andeem mer duerch dëse Projet de loi eng Rei Gesetzer punktuell ëmänneren.

Zu den Avisen: De Staatsrot hat eng Opposition formelle, déi mir duerch en Amendement vun der Finanzkommissioun behuewen hunn.

D'Chambre de Commerce ass a groussen Zich averstane mam Projet de loi, fënnt awer, datt d'Sanktioune fir d'Netanhale vun de Reegelen e wéineg ze héich ugesat wiere mat engem maximale Montant vu fënnef Milliounen Euro. An der Finanzkommissioun hate mer doriwwer eng länger Diskussioun mam Finanzminister a mir sinn awer alleguerten zu der Konklusioun komm, datt et och wichteg ass, datt een e staarkt Signal sent, fir datt déi Reegelen, déi mir haut hei dann hoffentlech alleguerten unhuelen, och respektéiert ginn. An an änleche Gesetzestexter bei aneren Institutioune sinn déi Amenden och änlech héich.

Zur Prozedur: De Projet de loi ass de 4. August 2023 deponéiert ginn. D'Chambre de Commerce huet hiren éischten Avis den 23. Oktober 2023 ginn. De Staatsrot huet de 27. Februar 2024 säin Avis ginn. Ech gouf de 15. Mäerz zum Rapporter ernannt. An d'Finanzkommissioun huet sech mam Text a mat den Avise befaasst an huet och een Amendement parlementaire ugeholl. De Staatsrot huet dësen Amendement dann an engem Avis complémentaire de 7. Mee positiv aviséiert. An d'Chambre de Commerce huet hiren Avis complémentaire den 21. Mee publizéiert. A mäi Rapport gouf de 4. Juni an der Finanzkommissioun ugeholl.

Mat dësem Projet wäerte mer e wichtege Meilesteen am Kampf géint d'Cyberkriminalitéit am Finanzsecteur goen. An duerfir wär ech och ganz frou, wann dëse Projet mat ganz ville Stëmmen aus dësem Haus kéint ugeholl ginn.

***Discussion générale***

Här President, erlaabt mer dann, elo ganz kuerz d'Kap vum Rapporter auszedoen an d'Kap vum Spriecher vu menger Fraktioun ganz kuerz unzedoen, fir d'alleréischt, fir natierlech den Accord vun der Fraktioun zu dësem eminent wichtege Projet ze ginn, awer och, fir zwou Remarken zum Projet an och zum Kontext vum Projet ze maachen.

Dat Éischt ass, datt eigentlech dat Reglement schonn den 20. Januar (veuillez lire: de 17. Januar) vum nächste Joer wäert a Kraaft trieden. Dat ass also net méi éiweg laang. Mir stellen eis awer déi Fro, ob de Finanzsecteur prett ass, fir déi ganz vill technesch Dispositiounen ëmzesetzen. An duerfir hate mer an der Finanzkommissioun gefrot, datt eng Kéier déi zoustänneg Institutioun, nämlech d'CSSF, eis géif de Point maache kommen, wou mer do dru sinn. Dat wäert an den nächste Woche geschéien, wou ech also ganz dankbar sinn, datt mer dann och eng Kéier kënnen héieren, wou mer hei genau dru sinn.

Déi zweet Remark, déi huet indirekt och mat dësem Projet ze dinn, deen erëm dem Finanzsecteur a ganz besonnesch och de Banke wäert zousätzlech administrativ Contrainten operleeën. Dat ass awer elo e Punkt, deen ufänkt, wierklech Suergen ze maachen. Ech mengen, déi ganz Compliance am Finanzsecteur fänkt un, Ausmoossen unzehuelen, déi ëmmer méi wäit ginn. Dës Regierung, dës Majoritéit huet sech eigentlech d'Simplification administrative op de Fändel geschriwwen. Et muss een allerdéngs elo wëssen, datt dee Projet, dee mer haut de Mëtteg stëmmen, an och nach aner Projeten, déi mer wäerten an de nächste Woche stëmmen, trotzdeem hei d'Reegelwierk ganz besonnesch fir de Finanzsecteur ëmmer méi grouss maachen.

An ech géif mer vläicht och erlaben, Här Finanzminister, vu datt mer elo Europawalen haten – et kënnt eng nei EU-Kommissioun; ech huelen un, datt och eng nei Majoritéit, wat dann awer hoffentlech vläicht och déi al Majoritéit ass, sech erëm wäert forméieren –, dorun ze appelléieren, awer dorobber hinzewierken, datt mer iergendwéi awer elo mol eng Kéier d'Brems aleeën, wat déi Iwwerreglementéierung betrëfft, déi net nëmmen dem Finanzsecteur awer ëmmer méi Suerge mécht, mee och deene ville klengen a mëttleren Entreprisen an och all deenen Independanten, déi sech mat ëmmer méi Paperasserie administrative mussen erëmschloen. An duerfir mäin Appell och de Mëtten un Iech an un d'Kolleege vun der Regierung, datt mer, wann elo déi nächst Kommissioun an d'Amt trëtt, insistéieren, datt mer do vläicht e bësselche méi mollo wäerte maachen.

Dat gesot, nach eng Kéier den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet an e grousse Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Mosar, fir Äre schréftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**M. André Bauler** (DP) | Jo, merci, Här President. Den Här Mosar huet am Detail dëse Projet virgestallt. An den Här Mosar wier net den Här Mosar, wann en net och eng Rei Remarken, Bedenken a Kriticke

formuléiert hätt. An en huet jo och do dem Här Minister elo eng Rei Messagë mat op de Wee ginn zu dësem Projet, engem Projet, dee jo d'Widderstandsfäegkeet vun eisem Finanzsecteur soll stäerken, jo, weider stäerken, e Secteur, dee jo ëmmer méi d'Digitaliséierung notze muss. De Rapporter huet et gesot, dëst ass ëmsou méi wichteg an Zäiten – mir wëssen et alleguer –, wou Menacen, wéi grouss ugeluechte Cyberattacken, beschtméiglech virbereet, anticipéiert musse sinn.

Et geet och drëm, fir d'Harmoniséierung vun der spezifescher Reglementatioun an domat vun den Ufuerderungen an deem Beräich am Kader vum Bannemaart ze garantéieren. Dëst ass och ganz kloer am Interêt vun engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, deem seng Ekonomie – mir wëssen et alleguer – ganz staark vum Finanzsecteur, vun der Finanzplaz, geprägt ass, enger Place financière, déi eng Diversitéit u Servicer ubitt, jo, e reegelrechten Ekosystem an domat Investisseuren, jo, an och Konsumenten a Marchéen aus der ganzer Welt a Verbindung brëngt, se konnektéiert.

Mee un éischter Plaz steet awer virun allem de Schutz vun den Investisseuren an de Konsumenten an awer och den Dateschutz. Hei geet et net nëmmen ëm Resilienz, mee och ëm Vertrauen. Ech denken, Vertrauen, dat ass d'Schlësselwuert. Effektiv, d'Vertraue vun de Privatpersounen a vun den Entreprisen an d'Finanzinstituter muss weider gestäerkt ginn, an dofir ass dësen Text esou wichteg, well en eeben d'Exigenzen a punkto Sécherheet vun den Informatiounstechnologien eropsetzt, fir eng héich Resilienz ze erreechen.

Jo, schlussendlech dierf een effektiv net aus den Ae verléieren, datt d'Ëmsetzung – den Här Mosar huet et gesot – vun der Reglementatioun an dësem Beräich och mat engem bedeitende Käschtepunkt verbonnen ass, deen d'Finanzinstituter bewältege mussen.

Dat gesot, wëll ech just soen, datt fir de Rescht näischt méi ze soen ass vun eiser Säit aus, an ech géif dann am Numm vun eiser Fraktioun, der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, den Accord ginn. Merci, Här President, fir Är Gedold.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauler. Dann ass et um Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Här President, léif Kolleegen, Här Minister, mat der fortschreidender Digitaliséierung vum Finanzsecteur geet natierlech och d'Vulnerabilitéit par rapport zu Cyberattacken an d'Luucht. Dat geet vun esou spektakuläre Cyberattacke wéi där vum nordkoreanesche Lazarus Group, dee mat enger Malware virun e puer Joer Bankomate vun enger indescher Bank iwwerall op der Welt ausgeraubt huet, iwwert de Klau vu Clientsdonnéeë bis hin zu Ransomwareattacken, wou Systemer lamgeluecht ginn, bis e Léisegeld bezuelt gëtt.

D'Cyberkriminalitéit gëtt ëmmer méi sophistiquéiert an dofir verlaangt d'Resilienz an d'Preventioun vun operationelle Risiken, dass mer eis hei en zolitte Kader ginn, änlech wéi mer dat no der Finanzkris vun 2008 an Europa gemaach hunn, wou mer déi finanziell a prudentiel Resilienz vun eisem Finanzsecteur gestäerkt hu mat der Union bancaire. An dofir begréisse mer dëst Gesetz.

Dass et néideg ass, dat weisen och nach rezent Beispiller wéi dat vun der Bank Santander, déi virun zwou Wochen, Enn Mee, attackéiert gouf, wou Donnéeë vu Millioune Clienten an Dausende Mataarbechter vun engem Hackergrupp geklaut goufen. Concernéiert ware Clienten a Spuenien, awer och a Chile an an Uruguay.

En anert rezent Beispill vum November d'lescht Joer ass dat vun der chineesescher Bank ICBC, déi och bei eis hei zu Lëtzebuerg present ass, där hir amerikanesch Filial ugegraff gouf, wou u sech duerch dës Attack d'Bank eng Zäit laang keng Kompensatioune méi konnt maachen op den Transaktioune vun amerikanesche Staatsobligatiounen.

En anert Beispill, wat och interessant ass, ass dat vun ION Group. Dat ass eng englesch Softwareentreprise, déi am Januar 2023 cibléiert gouf an déi am Beräich vun Derivativgeschäfter aktiv ass a wou en fait iwwert déi Entreprise méi wéi 40 Banken, Hedgefongen a Brokere wärend enger ganzer Zäit flaachlouchen, wat och weist, wat fir eng Verflechtung déi Digitaliséierung am Finanzsecteur mat sech brëngt.

Et sinn also net just Banken oder Assurancen, déi hei viséiert sinn, mee et sinn eeben och Acteurs tiers, wéi zum Beispill Softwareentreprisen, déi deene Banken zouschaffen, déi vulnerabel sinn an déi hei mussen och geschützt ginn ënnert dësem Reglement.

Här President, dëst Gesetz, dat de sougenannten „DORA-Act" ëmsetzt, ass déi richteg Äntwert op d'Gefore ronderëm Cyberattacken an aner Dysfonctionnementer vun engem ëmmer méi digitaliséierte Finanzsecteur an der EU an natierlech och bei eis zu Lëtzebuerg, wat eis esou wichteg Finanzplaz wäert stäerken.

Et ass awer och, wéi esou oft bei europäesche Gesetzer, weegweisend fir aner Regiounen an der Welt, déi nach keen esou e Kader hunn. A mir sinn och net der Meenung, anescht wéi de Laurent Mosar, dass mer elo wärend deenen nächste fënnef Joer sollen e Stopp maache bei der Reglementatioun insgesamt, awer och insbesonnesch wat de Finanzsecteur ugeet. De Finanzsecteur evoluéiert, d'Digitaliséierung geet virun, an dofir wäert och sécher e Besoin bestoen, fir nach weider un där Reglementatioun do ze schaffen.

Jo, et soll ee Bürokratie do ofschafen, wou se kee Sënn mécht oder wou se ze vill ass, mee et soll ee ganz sécher elo net wärend fënnef Joer ophalen, sech de Kapp ze zerbriechen, wéi een dee Kader, déi Reglementatioun do, besser mécht.

Ofschléissend géif ech och nach gären drop hiweisen, dass dat heiten nach mat enger weiderer europäescher Reform zesummenhänkt, déi sech annoncéiert: där vun engem Kader fir den Accès zu finanziellen Daten, déi sech an déi europäesch Datestrategie afüügt. An dat ass an eisen Aen och ganz sécher eppes, wat mer als Land, als Lëtzebuerg, sollte wierklech ganz no verfollegen a wou mer eis och am Kader vun eiser eegener Datestrategie, wou mer jo och verschidde spezifesch Secteure kucken – an dee vun de Finanzen mécht bei eis do och ganz sécher Sënn –, sollten abréngen an dat och ganz genee sollten observéieren.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der LSAP zu dësem Gesetz. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Dann ass et um Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Am Numm vun der ADR-Fraktioun ginn ech hei d'Zoustëmmung.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech denken, et ass scho ganz vill zu deem Projet gesot ginn, an ech limitéiere mech och just op den Accord. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Keng Angscht, Dir musst net lafen. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Digital Operational Resilience Act, also den DORA, wéi mer en haut scho virgestallt kruten, setzt jo u sech de Kader, e Kader ronderëm d'Cybersécherheet, an dat ab Januar 2025. An dat ass net vu Muttwëll, léif Kolleeginnen a Kolleegen. A virun allem ass et net vu Muttwëll, datt mer méi Transparenz am Beräich vu Fuitte vun Donnéeën a vu Cyberattacke schafen, well an Zukunft mussen d'Banken hei zu Lëtzebuerg d'CSSF dann a Kenntnis setzen, wann eng Fuite de données war oder wann eng Cyberattack stattfonnt huet.

An dat fanne mir wichteg, well et Vertraue schaaft. Et suergt derfir, datt esou Saachen net ënnert den Teppech kënne gekiert ginn, mee datt se behandelt musse ginn an datt wierklech dann och derfir gesuergt gëtt, datt se opgekläert ginn. A virun allem, wa mer vum Austausch vu Schwaachstelle schwätzen, ass dat fir eis e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung, well wann een alles ëmmer nëmme fir sech behält, da kënnen déi aner net aus de Feeler léiere respektiv aus de Best Practices léieren. An och grad do ass dat Deelen esou e wichtegt Element, wat mer eebe begréissen.

Wann een natierlech haut an enger Welt ënnerwee ass, déi virun allem och digital ëmmer méi onsécher ass, mat ëmmer méi Arnaquen. A jiddweree vun eis kennt et, déi SMSen, déi mer kréien, déi E-Mailen, déi mer kréien, wou eis Bank virgespigelt gëtt, wou een da gebiede gëtt, iergendwéi Donnéeën anzetippen, mam eenzegen Zil, eis u sech de Kont ze raumen, nämlech auszeraumen. Ma genau déi Attacke muss een an Zukunft nach vill méi genau am Bléck halen.

An dofir ass et esou wichteg, datt d'Banken och an deem Beräich déi néideg Kapazitéite schafen a virun allem dann och transparent mat der Opklärung dovunner ëmginn.

Mir hate virun enger gewëssener Zäit d'Gesetz iwwert d'kritesch Infrastrukturen zu Lëtzebuerg gestëmmt, wat och eng Transpositioun vun enger Direktiv war, genausou wéi hei. An do ass et drëm gaangen, wéi mer eisen Telekommunikatiounssecteur resilient maachen. A ganz séier ass natierlech dann och kloer ginn, datt net nëmmen de Kommunikatiounssecteur zu Lëtzebuerg eng wichteg Roll spillt – mir haten haut nach eng Question orale zu den Telefonsnummere beim Staat; och dat ass kritesch Infrastruktur zu engem gewëssenen Deel –, mee et geet hei tatsächlech och drëm, datt mer dann och eis Banken, eise Finanzsecteur resilient géint esou Attacken opstellen. An dat kann nëmme gutt sinn. An dat ass sécherlech net vu Muttwëll.

An dofir, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, si mir Piraten fir all Schrëtt a Richtung méi Transparenz an Austausch am Kampf géint Cyberkriminalitéit. An domadder ginn ech den Accord vun de Piraten.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir ginn och eisen Accord zu dësem Projet de loi.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci, Här President. An ech soen och der ganzer Chamber

Merci fir déi breet Zoustëmmung. De Rapporter, den Här Mosar, huet virdru gesot, dat wier en techneschen Dossier. Jo, an der Ausféierung vun deenen eenzelne Bestëmmungen, déi an dem Gesetz virgesi sinn, mee et ass fir mech awer och e politeschen Dossier, well et muss een de richtegen Equiliber fannen op enger vun deene wichtegste Finanzplazen a virun allem dem zweetgréissten Investmenthub weltwäit, wat mir zu Lëtzebuerg sinn, zwëschen engersäits awer dem Schutz vun den Investisseuren, dem Schutz vun de Clientë vun enger Bank, an anerersäits, wat e mentionéiert huet, de Fraisen, déi domadder verbonne sinn.

Ech deelen dat, wat den Här Clement virdru gesot huet. Och eng Bank, och e Finanzoperateur muss heimadder, wann intern eppes schif gelaf ass, dat matdeelen. Dat muss gedeelt ginn. Dat kann net einfach bannendra bleiwen, well, wéi et an dem Exposé des motifs vun dem Gesetz drasteet, zwee Drëttel vun de Virfäll, déi sinn intern bei de Bankopereateuren an et ass nëmmen een Drëttel vun de Virfäll, dee vu bausse kënnt. An Dir hutt och gesinn, an deenen Explikatiounen, déi gi goufen, dass eigentlech déi Tendenz vun de Cyberattacke steigend ass mat iwwer 16 % iwwert dat leschte Joer.

Duerfir fannen ech, dass dat hei e richtegen Equiliber ass. A mech stéiert et awer hei net – dat soen ech, an do ginn ech dem Här Fayot Recht –, dass hei eng europäesch Reglementatioun kënnt. Well dat ass och am Interessi vun eiser Finanzplaz, well dann hu mer jo dat, wat mir ëmmer soen, de Level-Playingfield op Englesch, also dass jiddwereen deene selwechte Konditiounen ënnerläit. An dann d'Fraise fir en Operateur, deen zu Lëtzebuerg operéiert, forcement sinn déi net méi an net manner héich wéi bei engem, deen op enger anerer Plaz ass.

Dir hutt dat mat Recht mentionéiert: Ass hei net eng Iwwerreglementéierung? Dir wësst, dass an dem Regierungsprogramm drasteet, mir musse jo déi europäesch Reglementatiounen ëmsetzen. Et gëtt der an den Europäesche Réit – an et si jo genuch fréier Ministeren hei, de Wirtschaftsminister –, déi soen, mir sollen net méi administrativ Chargë vun Europa dropluede wéi déi, déi absolutt néideg sinn. Mee wa mer e Reglement hunn, da setze mer dat ëm a mir maachen, wéi dat esou schéin heescht, kee Goldplating, dat heescht, mir setzen net nach zousätzlech Konditiounen hei zu Lëtzebuerg drop.

Ech wëll nach agoen op déi Fro vun de Sanktiounen. Den Här Mosar huet dat a sengem Rapport mentionéiert. Jo, hei kënne Strofen ausgeschwat gi bis zu fënnef Milliounen Euro. Déi kënnen déi eenzel Entitéit treffen, mee wann Der den Detail gekuckt hutt, kënne se och souguer déi Leit, déi an der Direktioun vun engem Operateur drasëtzen, perséinlech, wa perséinlech Verfeelungen do wieren, treffen. An ech fannen, dass mer mat deene fënnef Milliounen Euro, déi mentionéiert goufen – dat mag vläicht deen een oder den aneren erschrecken, mee et ass och d'Explikatioun gi ginn –, awer hei an der Moyenne vun deenen aneren europäesche Memberstaate sinn. An duerfir fannen ech, dass dat e gudden Ausgläich ass.

Wéi ass et elo mat dem Ëmsetze vun där Reglementéierung? Jo, d'CSSF an anerersäits de Commissariat aux assurances, déi sinn dofir zoustänneg. Ech hunn zumindest d'Experienz, an Dir och, dass eis zwou Finanzopsiichten, mat ganz wéinegen Ofstrécher, awer, mengen ech, eng relativ proaktiv Roll spillen an d'Finanzoperateure begleeden an deene Reglementatiounen, déi mussen ëmgesat ginn. Jo, dat ass elo nach, ech soe mol, eppes méi wéi en halleft Joer, well de 17. Januar 2025 muss jiddwereen heimadder am Aklang sinn. Ech wëll awer och drop hiweisen, dass d'ABBL, also d'Bankevereenegung, och hir Memberen derbäi begleet, fir dass déi Ufuerderungen, déi hei an deem Akt, an deem Reglement, an dësem Gesetzesprojet virgesi sinn ..., dass déi hinnen Hëllefstellung leeschten.

Duerfir nach eng Kéier merci fir déi breet Zoustëmmung. Dat invitéiert och d'Regierung – ech wëll dat ganz kloer soen –, net nëmmen am Beräich vun dem Finanzsecteur, mee virun allem am Beräich vun dem Finanzsecteur, déi néideg Investissementer ze maachen am Sënn vun der Cybersécherheet. Well Dir wësst, wa mer hei ... Also, mir kënne kee Virfall ausschléissen, mee wa mer der ze vill hunn, da wäert dat och der Reputatioun vun eiser Finanzplaz schueden. An duerfir wäert d'Regierung déi Schrëtt an déi Moossnamen aleeden, fir dass och hei begleedend Investitioune säitens der ëffentlecher Hand kommen, fir dass Lëtzebuerg e séchert Land ass um Niveau vun der Cybersecuritéit, souwäit dat et eis erlaabt.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8291. Den Text steet am Document parlementaire 8291[6].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8291 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass ...

Ech géing Iech et gär soen. Ech weess et zwar, mengen ech, wann ech Iech héieren hunn, mee et kënnt näischt op mäin Ecran.

*(Interruption par M. Sven Clement)*

Dofir géing ech de Generalsekretär bieden, dat schnell nach eng Kéier nofroen ze goen, well et ass normalerweis ofgeséchert an eiser Regie, falls den Ecran eng Kéier net géing fonctionéieren. Dir musst elo e wéineg Gedold hunn.

*(Interruption)*

Ech weess net, ob et elo spannend ass, mee ech hätt et gär richteg.

Voilà, merci! Dann ass d'Resultat vum Vott hei an dësem Fall: 55 Jo-Stëmmen ... Nee, 60 Jo-Stëmme bei 0 Abstentiounen a kenger Nee-Stëmm. Et ware fënnef Procuratiounen, dofir hat ech déi falsch Zeil erwëscht.

Also, d'Resultat ass: Jo: 60, Abstention: 0, an Non: 0. Domat ass dëse Gesetzestext mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Laurent Mosar), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 13. 8273 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'enregistrement des réunions des commissions, du Bureau et de la Conférence des Présidents

De leschte Punkt vum Ordre du jour – oder loosse mer lo mol soen de virleschte Punkt vum Ordre du jour, well no dësem leschte Punkt stëmme mer nach zwou Motiounen; dat heescht, wannechgelift net duerno fortlafen! – vun haut ass den Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 8273 iwwert d'Opname vu Reunioune vun de Kommissiounen, dem Bureau an der Presidentekonferenz. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Guy Arendt, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement, déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission du Règlement***

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV), rapportrice | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Dokument 8273 gesäit vir, d'Chambersreglement ze completéieren, fir eng gängeg Praxis am Reglement vun der Chamber ze formaliséieren. Et geet nämlech ëm d'Ophuele vun de Kommissiounssëtzungen, de Reunioune vum Bureau vun der Chamber souwéi och vun der Presidentekonferenz.

D'Presidentekonferenz huet dës Ännerung vum Chambersreglement ugefrot an an deem Kader och eng Nott bei der Cellule scientifique vun der Chamber an Optrag ginn, fir déi bestoend Praxis vum Ophuelen ze encadréieren.

Den Artikel 25 vum Chambersreglement iwwert d'Aarbechten an de Kommissioune gëtt duerch d'Paragrafen 10, 11 an 12 completéiert. Dës gesi fir, datt d'Sëtzungen, déi physesch oder iwwer Viseokonferenz stattfannen, opgeholl ginn, ausser d'Kommissioun hätt decidéiert, dass d'Diskussiounen zu engem Punkt à huis clos wieren. Am Fall vun enger Visiokonferenz gëtt souwuel am Toun an am Bild opgeholl.

Des Weidere gëtt festgeluecht, datt all d'Deputéiert aus der Chamber, awer och just d'Deputéiert, d'Opname kënne consultéiere goen, fir sech selwer eng Retranskriptioun vun den Debate fir hir eegen Zwecker ze erstellen. Dës Retranskriptioun dierf allerdéngs net ëffentlech oder als Document faisant foi genotzt ginn. Am Fall vun esou enger Consultatioun ginn d'Deputéiert och iwwert d'Reegelen an

d'Responsabilitéiten, déi mat dëser Consultatioun vun der Opnam verbonne sinn, informéiert.

De President vun der betraffener Kommissioun souwéi d'Membere vun der Chamberskommissioun ginn iwwer all Consultatioun vun enger Opnam vun der Sëtzung informéiert.

All d'Opname gi wärend fënnef Joer gehalen, ausser et géing e spezifeschen historeschen oder archivareschen Interessi bestoen. An deem exceptionnelle Fall huet d'Conférence des Présidents d'Méiglechkeet, eng motivéiert Decisioun ze huelen, fir den Enregistrement iwwert déi fënnef Joer eraus ze halen.

Betreffend d'Reunioune vum Bureau respektiv vun der Presidentekonferenz gesäit den Artikel 11 respektiv den Artikel 31 vir, datt eng Opnam vum Toun oder am Fall vun enger Visiokonferenz en Enregistrement audiovisuel ka gemaach ginn. Dat ass eng kleng Nuance par Rapport zu de Kommissiounssëtzungen, wou d'Opnam obligatoresch gemaach gëtt.

D'Modalitéite fir d'Enregistrementer sinn allerdéngs hei méi ageschränkt, well souwuel de Bureau wéi och d'Presidentekonferenz mat méi sensibelen Informatiounen oder perséinlechen Donnéeën ze dinn hunn.

Just Membere vum Bureau respektiv vun der Presidentekonferenz oder déi Deputéiert, déi e Member aus dem besote Gremium ersat hunn, kënnen d'Opnam consultéiere goen, an dat, nodeems si den Accord vum President vun der Chamber dofir kritt hunn. Gradewéi bei de Kommissiounssëtzunge ginn d'Opname wärend fënnef Joer versuergt an déi selwecht Ausname fir d'Verlängerung vun der Conservatioun wéi fir d'Kommissiounssëtzunge si méiglech.

De Rapport vun dëser Ännerung vum Chambersreglement gouf de 5. Juni an der Reglementskommissioun ugeholl.

An ech soen alle Kolleeginnen a Kolleegen aus dëser Kommissioun e grousse Merci fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht. Als CSV begréisse mir, datt dës laangjäreg Praxis elo formell am Chambersreglement verankert gëtt. An dofir ginn ech heimat och den Accord vun der CSV-Fraktioun. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Weydert, fir Äre schréftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Guy Arendt.

***Discussion générale***

**M. Guy Arendt** (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, et ass alles gesot, a mir ginn den Accord.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Arendt. Här Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Et kéint een et net besser soe wéi den Här Arendt, an d'LSAP-Fraktioun ass och domat d'accord.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Madamm Schoos.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | An och d'ADR-Fraktioun ass domat d'accord.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Schoos. D'Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech ka mech deem nëmmen uschléissen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Den Här Clement.

*(Hilarité et exclamations)*

Den Här Clement huet d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Video- an Audioopname vun de Gespréicher an der Chamber sinn e wichtegt Mëttel, fir d'Transparenz ze steigeren …

**Une voix** | A!

**M. Sven Clement** (Piraten) | … an demokratesch Kontroll ze erméiglechen. Dofir ware mer u sech ganz frou, wéi mer gemeinsam entscheet hunn, datt eng Rei Kommissiounen da gestreamt solle ginn, an hoffen och, datt an Zukunft all d'Kommissiounen – all d'Kommissiounen! – solle kënne per Video suivéiert ginn.

*(Interruption)*

An der Zwëschenzäit mierke mer natierlech, datt et do vun der Majoritéitssäit eng concertéiert Aktioun gëtt, fir dat bei de Jointeën ze blockéieren. Dont acte.

*(Interruption par M. Gilles Baum)*

O, Här Baum, ech kann Iech beweisen, datt et eng concertéiert Aktioun ass! An ech géif elo wierklech mengen, datt d'Majoritéit gutt géif drun doen, sech do och nach eng Kéier d'Fro ze stellen, ob se wierklech wëllt e bëssen Iechternacher Sprangpressesioun mat der Transparenz spillen oder ob se wierklech Transparenz wëllt maachen, …

**Plusieurs voix** | O!

**M. Sven Clement** (Piraten) | … well manifestement gëtt et hei de Wëllen, dach awer ëmmer esou e bëssen ze simuléieren, wéi wann een dat wéilt maachen, an dann erëm séier zréckzerudderen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz richteg!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Bref, d'Leit hunn e Recht drop matzekréien, wéi hir Vertrieder schaffen, wat hir Vertriederinne maachen, a virun allem musse se och d'Méiglechkeet hunn, Recherchen ze maachen iwwert dat, wat d'Chamber da gemaach huet.

Dofir gesi mer et dann och kritesch, datt dësen Text virgesäit, datt d'Opname vun de Sëtzungen no fënnef Joer solle geläscht ginn, falls et keng kloer Begrënnung fir eng Ausnam gëtt. Wat ass da mat den historeschen Analysen? Aus Transparenzgrënn fanne mer, datt et misst ëmgedréint sinn: D'Archivéierung misst d'Reegel sinn an d'Läschen d'Ausnam.

A mir kënnen och net richteg novollzéien, wisou entscheet gouf, datt just déi Deputéiert d'Opname vun der Conference a vum Bureau dierfe lauschteren, déi zu deene Greemie gehéieren oder an der Sitzung een ersat hunn an den Accord vum President hunn. Also, dat ass eis e bëssen ze vill des Gudden. Dat schléisst dann awer eng ganz Rëtsch Kontrollmechanismen aus. Grad bei der Conference, wou ee sech kann ersetze loossen, ganz onlimitéiert, hale mer déi Begrenzung awer fir e bësse problematesch.

An och beim Bureau misste mer eis generell eng Kéier d'Fro stellen, firwat et am Moment dräi Klasse vun Deputéierten heibanne gëtt: déi Deputéiert, déi alles kréien; déi, déi en Deel vun de Bureausdokumenter ze gesi kréien; an dann déi, déi guer näischt ze gesi kréien. Och do muss ee sech dann awer d'Fro stellen, ob dat e gutt Zesummeschaffen hei an der Chamber ass an ob dat wierklech déi Transparenz ass, déi mer heibanne wëllen och ënnertenee liewen.

D'Deputéiert hunn – an dat huet d'Regierung nach an engem Projet de loi, dee se zwar wëll iwwerschaffen, affirméiert – d'Recht, fir och geheim Dokumenter ze gesinn, ënner verschiddene Konditiounen. Dat heescht, mir däerfe geheim Dokumenter vun der Regierung requeréieren an déi dann och ënner penibelste Konditioune kucke goen, mee mir dierfen awer intern Greemie vun der Chamber, déi Dokumenter oder Opnamen, net consultéieren. Also, iergendwéi schéngt mer dat net ganz logesch an ech hoffen, datt mer bei der Reform vun eisem Reglement dann awer dorobber nach eng Kéier kënnen zréckkommen.

Wéi gëtt dann erwaart, datt jidderee sech soll un d'Entscheedunge vum Bureau halen an dës och iwwert d'Joren ewech gülteg bleiwen, wann net all Member vun der Chamber se kann noliese goen, well weeder d'Rapporten nach d'Opname kënne vu jiddereengem consultéiert ginn?

An da soen ech Iech elo eppes ganz Kokasses: Mir sinn am Moment an där Situatioun, datt no all Bureau, wou dann d'Suppléants permanents däerfen derbäi sinn, d'Entscheedungen dokumentéiert ginn. Déi gi verschéckt. Mee ech gesinn elo an de Blécker vun deenen anere Suppléants permanents, zumindest op Oppositiounssäit, datt se déi genausou wéineg wéi ech bis elo kritt hunn. Dat heescht, et ginn Decisioune geholl, déi ginn dokumentéiert, a souguer déi Leit, déi u sech e Recht hunn, se ze gesinn, kréie se net ze liesen!

An do stellen ech mer dann awer d'Fro, wéi dat soll sinn, datt mer da spéider iergendwann gesot kréien: „Jo, mee firwat hutt Der Iech net un déi Decisioun gehalen?" Ma léif Kolleeginnen a Kolleegen, ganz einfach, well mer se ni zougestallt kruten an net emol gesot kruten, datt et déi Decisioun gouf! An datt mer dann nach op Decisioune vun 1993 zréckkommen, doriwwer soen ech elo léiwer näischt.

Déi Aschränkungen, déi hei gemaach ginn, fir Zougréff zu den Opname vun de Sëtzunge vun der Conference a vum Bureau ze kréien, erschwéieren an eisen Aen den Aarbechtsalldag a maachen eng Kontroll duerch déi ganz Chamber méi schwéier. Dat ass weeder demokratesch nach effizient.

An dofir kënne mir den Text haut och net matstëmmen. Fir eis Demokratie ze stäerken a se ze moderniséieren, brauche mer méi Transparenz a Kontroll an net manner.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Ech maachen d'Reiefolleg fäerdeg, Madamm Tanson. Ech huelen den Här Baum an dann, wann Dir wëllt, kënnt Dir selbstverständlech nach eppes soen. Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, Här President, ech mengen, mir mussen awer kucken, iwwer wat mer elo hei diskutéieren. Mir hunn hei eng punktuell Ofännerung vum Chambersreglement, wat eng Adaptatioun ass un eng Praxis, déi mer viru Kuerzem agefouert hunn. Ech mengen, dat, wat hei zréckbehale ginn ass, ass sënnvoll. An duerfir wäerte mir dat hei och matstëmmen.

Dat, wat den Här Clement awer seet, ass natierlech och net ganz falsch, just, et ass net, mengen ech, Objet vun där heiter Debatt, déi gefouert gëtt, dass mer nämlech e Chambersreglement hunn, wat ganz staark anachronistesch Zich huet, wat verschidde Sensibilitéiten, notamment d'Sensibilitéiten, nach ëmmer benodeelegt, wat verschidden Elementer ugeet, wat den Informatiounszougang ugeet an esou weider.

Mee do ass awer elo e Prozess amgaangen – an dat muss ech awer och der Éierlechkeet halber soen –, wou notamment all déi Saache sollen op den Dësch kommen, wou se sollen diskutéiert ginn.

D'Sensibilitéiten an d'Fraktioune si jo invitéiert, hir Proposen, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, bis de 15. Juli – dat ass jo awer zäitno – ze maachen, soudatt am Hierscht déi Aarbechten dann och kënnen ufänken.

Bei enger ganzer Rëtsch Saache vun deenen, déi den Här Clement gesot huet, sinn ech och ganz bei him. Ech mengen awer, datt dee ganz konkreeten Text, iwwert dee mer hei ofstëmmen, awer eng Upassung ass, déi domadder ze dinn huet, datt verschidde Kommissiounssëtzungen opgeholl ginn. An dat ass awer sënnvoll, wat hei gemaach gëtt. Duerfir stëmme mir dat mat.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Dann hunn ech nach doropshin zwou Wuertmeldunge gehat. Dat ass d'Madamm Tanson an duerno d'Madamm Weydert. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Merci, Här President. Ech si mat verschiddene Saachen averstan, déi den Här Clement gesot huet. Ech wollt just awer vläicht als Presidentin vun där Kommissioun e puer Remarke maachen.

Dat eent ass: Mir hunn eng ganz consensuel Demarche an där Kommissioun, wou mer och hei, wat deen heiten Text ubelaangt, vill Diskussiounen haten, also mir haten Diskussiounen an e puer Kommissiounssëtzungen doriwwer. Mir hunn deem engen an deem aneren nogelauschtert, jiddwerengem Rechnung gedroen a probéiert, zu engem Accord ze kommen, soudass ech denken, dass een all déi Diskussiounen och ëmmer kann an der Kommissioun, op alle Fall an där heiter, mengen ech wierklech, huelen, fir dass mer och ëmmer e Reglement hunn, dat jiddweree kann droen.

Ech wollt just awer eppes wierklech rectifiéieren, well dat eppes ass – ech sinn elo net ganz sécher, wat Der gesot hutt schlussendlech –, wat mer wierklech wichteg ass a wou mer eeben och an der Kommissioun driwwer rieds haten. Dat ass den Archivage pour questions historiques. An duerfir ass souwuel am Rapport vun der Rapportrice wéi awer och am Text selwer eebe Mentioun gemaach, dass de Bureau eng Décision contraire kann huelen, dass se net geläscht gëtt. An de Justifikatiounen zu deem Artikel war eppes, wat ville vun eis wichteg war – an ech kucke grad och op de Marc Baum; ech froe mech, ob Dir et net souguer soulevéiert hat an der Kommissioun –, fir ze soen, datt natierlech den Archivage historique eng immens pertinent Ursaach ass, fir esou eppes ze halen. An duerfir ass dat och nach drakomm no den Diskussiounen an där Kommissiounssëtzung.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Dann d'Madamm Weydert.

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV), rapportrice | Villmools merci, Här President. Also, ech mengen, d'Madamm Tanson huet eigentlech scho relativ completéiert, wat ech wollt soen. Ech si just einfach erstaunt iwwert dem Här Clement seng Aussoen, well d'lescht Kéier, wéi mer de Rapport ugeholl hunn, war den Här Clement, mengen ech, net do. An dunn ass näischt vu senger Sensibilitéit an deem Sënn komm. Voilà, merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà! Här Clement, ganz kuerz, wannechgelift.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, also d'Madamm Weydert kann elo natierlech ... Mir hunn tatsächlech un den Diskussioune vun deem heite Projet net deelgeholl, dat deelweis, well Kommissiounssëtzungen hei an der Chamber jo mëttlerweil awer méi wéi reegelméisseg openeefalen, esou datt grad kleng Sensibilitéiten et net ëmmer einfach hunn.

*(Brouhaha)*

An ech wëll domadder just soen: Mir hätten an där Kommissioun hei och dergéint gestëmmt, wa mir do gewiescht wären.

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, domat ass dës Diskussioun dann ofgeschloss.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert deen Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 8273. Den Text steet am Document parlementaire 8273[1].

***Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8273***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e klengen Effort beim Vote par procuration, da si mer sou wäit. Ok, bon, ech schléissen dann de Vott heimat of. Voilà, esou war et gutt.

D'Resultat vum Vott ass : Jo: 57 Stëmmen, Neen: 3 Stëmmen, Abstentioun: 0. Domat ass d'Ännerung vum Chambersreglement mat 57 Jo-Stëmme géint 3 Nee-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Laurent Mosar), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Stéphanie Weydert), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Mars Di Bartolomeo) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

## 14. Résolution de Mme Sam Tanson relative aux sondages sortie des urnes (SSU)

*(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 39 de ce compte rendu)*

Da komme mer nach zum allerleschte Punkt vun eisem Ordre du jour, an dat sinn déi Resolutioun respektiv déi Motioun, déi am Ufank vun der Seance deposéiert gi sinn. Ech huele se och no der Uerdnung, wéi se hei deposéiert gi sinn. Dat heescht fir d'éischt d'Resolutioun. Dat ass d'Resolutioun iwwert d'Sondages sortie des urnes, notamment no den Erfarungen, déi mer elo de leschte Sonndeg bei den Europawalen haten. Dofir wollt ech d'Autrice vun dëser Resolutioun froen, ob se nach eng Kéier wëllt Explikatioune ginn.

*(Interruption par Mme Sam Tanson)*

Vläicht duerno, da loosse mer déi aner Wuertmeldungen huelen. Wie wëllt heizou d'Wuert? Den Här Spautz. Här Spautz.

***Discussion générale***

**M. Marc Spautz** (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, meng grouss Sympathie fir déi Resolutioun, déi vun de grénge Kolleegen erakomm ass, well genau wéi si och, wéi se dat gesot hunn, souze mir do bis 23.00 Auer an hunn eis Froe gestallt. Wann d'Assemblée nationale opgeléist gëtt um 21.00 Auer a wann Däitschland um 18.10 Auer scho kann Erklärungen ofginn, dann ass et dach awer op eemol komesch, dass dat gréisste Land vun deene 27 an der Europäescher Unioun et net fäerdegbréngt, bis 23.00 Auer op Resultater ze waarden. Dat selwecht hu mer bei de finnesche Kolleege gesinn. Déi hu souguer Zwëscheresultater kritt aus de Walbüroen, soudass dat Ganzt dach awer e bësse komesch ass.

Ech wollt just d'Madamm Tanson froen, ob et méiglech ass, dass een ënne schreift, wou si schreift vun der Universitéit, ech kéint mer do och de LISER virstellen, dass een och seet, dass déi dat sollen etudiéieren an dann och gläichzäiteg mat enger Propos kommen. Mir sollen emol fir d'éischt kucken: Ass et iwwerhaapt machbar op déi doten Aart a Weis? Oder solle mer net herno nach aner Méiglechkeeten hunn, dass mer awer éischter e Resultat wéi um 23.00 Auer kréien? Dat ass déi eenzeg Propos, déi ech wollt maachen.

Mee op alle Fall, ech ginn hir 100%eg Recht: Et ass dach awer eng komesch Situatioun, dass mer just an deem gréisste Land vun Europa esou laang hu misse waarden, bis 23.00 Auer, bis mer d'Resultat haten.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. Dann ass et um Här Baum an duerno dem Här Keup.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Effektiv kënne mir eis als Demokratesch Partei och an där Resolutioun hei erëmfannen. Ech fannen et ganz speziell, dass an Däitschland um 18.00 Auer déi éischt Héichrechnunge kommen, d'selwecht a Frankräich, a mir zu Lëtzebuerg, mir bréngen et emol net méi fäerdeg, fir d'Resultater Gemeng pro Gemeng erauszeginn, well dat gouf et jo och, wann ech mech net ieren, bis viru fënnef Joer. Ech hunn dat vergeeblech gesicht dëst Joer. Ech hunn et op eng Kéier opginn, well ech geduecht hunn, et huet warscheinlech eppes sech geännert, firwat dass se net méi publizéiert ginn.

Mee dat hei ass eppes, wat mer effektiv sollte maachen. A wann aner Länner et maachen, firwat net och mir? Et gëtt kee Grond, dass mer et net maachen. A mir sollte vläicht nach eng Kéier kucken, ob mer net awer d'nächst Kéier Gemeng pro Gemeng kënnen d'Resultater erausginn. Ech mengen, dat ass fir deen een oder aneren awer ganz interessant ze wëssen, wéi a senger Gemeng ofgestëmmt ginn ass.

Merci, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Dann den Här Keup, duerno d'Madamm Bofferding an dann den Här Clement an duerno den Här Baum – deen aneren Här Baum.

**M. Fred Keup** (ADR) | Villmools merci, Här President. Effektiv ass dat, wat leschte Sonnden do gelaf ass, net onbedéngt ganz frëndlech gewiescht, net nëmme vis-à-vis vun de Kandidaten an eis, mee och vis-à-vis vun all deene Leit, déi wiele gaange sinn an déi wollten e Resultat kréien, zäitno, wéi mer dat zu Lëtzebuerg gewinnt sinn.

Mir hunn nämlech zu Lëtzebuerg jo een Ënnerscheed zu ganz ville Länner. Dat ass, dass bei eis d'Wallokaler um 14.00 Auer zoumaachen. Ech mengen, an Däitschland ass et awer eréischt um 18.00 Auer, wann ech mech net ieren. An duerfir ass et jo och an

Däitschland méi interessant, esou Héichrechnungen ze maachen, baséierend op Ëmfroe virum Wallokal wéi bei eis. Well bei eis sinn normalerweis mëttes schonn déi éischte Resultater vu verschiddene Gemengen do, wou se da ganz schnell sinn am Richteg-Zesummenzielen.

Déi Resultater kommen dann, an da weess ee jo schonn zu Lëtzebuerg am Prinzipp, wann een d'Resultater vun zwou Gemengen huet, a wéi eng Richtung et geet plus/minus, respektiv wann, wéi bei de Chamberwalen, schonn d'Lëschtestëmme kommen, da kann ee jo scho vergläichen, da weess een och, wou et higeet. An dat ass jo de System, wéi et bei eis och bei de Chamberwale war. Ech mengen och, dass dat am einfachsten ëmzesetze wier. Da bräicht een elo net onbedéngt eppes wéi dat hei ze maachen. Well dat hei ass … Also, dat kann ee maachen, mir sinn net dergéint, och fir da „comprendre les clés sociologiques et politiques significatives". Dat ass da warscheinlech ze kucken, wéi déi Jonk oder esou wielen.

Et stellt sech natierlech ëmmer d'Fro … Dat ass och ëmmer e System Ëmfro, sou wéi mer se och zu Lëtzebuerg kennen, d'Ëmfroen. An d'Ëmfroen zu Lëtzebuerg sinn ni wierklech elo vun enger mega gudder Qualitéit. Ech erënneren drun, mir hate beim Auslännerwalrecht Ëmfroen, do war et 50:50, an duerno war et 80:20. Dat seet e bëssen, wéi d'Ëmfroe sinn. A jo, ech géif éischter soen: Jo, mir kënnen dat matstëmmen, mee mir géifen nach méi wäit goen. Mir hätte gär, dass d'Resultater, soubal iergendwou ausgezielt ass, publizéiert gi vun de jeeweilege Gemengen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Bon, ech wäert elo net als Véiert mech hei opreegen, dass d'Resultater ze spéit komm sinn. Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens.

Den Här Spautz huet gesot, dass een eventuell de LISER kéint domadder beoptragen, vläicht och d'Cellule scientifique. Mir proposéieren, dat do vläicht mat an de Bureau, d'Conférence des Présidents ze huelen, fir dat doten ze diskutéieren, well dat schonn derwäert ass, dass ee sech domat auserneesetzt. Mir sinn eis jo alleguerten eens, dass mer dat aneschters wëllen an Zukunft handhabe bei den Europawalen an dann doriwwer eraus jo anscheinend och elo bei Nationalwalen. Dofir proposéiere mir, dat da mat an de Bureau ze huelen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ok. Dann hunn ech nach d'Wuertmeldung vum Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also, datt mer et net publizéiert hunn, dat huet jo anscheinend och zum Deel mat EU-Recht ze dinn, hunn ech mer soe gelooss. Dat heescht, ech verstinn, datt mer keng definitiv Resultater däerfe publizéieren – bien que datt d'Finnen dat anescht gemaach hunn. Mee Héichrechnungen – an dat sinn Héichrechnungen –, déi gi mat Exitpolls gemaach, déi gi mat Sondagë gemaach, sou wéi et hei steet, SSU op Franséisch – dann hunn ech haut eng nei Ofkierzung kennegeléiert.

Mee wat wichteg ass, ass, mengen ech, datt mer eis en Outil ginn an datt deen Outil, wa mer eis deen da ginn, och fir all Acteur vun de Meedien hei zu Lëtzebuerg accessibel ass an datt et net herno eng reng privat Veranstaltung vu vläicht dem gréisste Meediekonzern hei zu Lëtzebuerg ass, deen dann nach do ronderëm Werbung verkeeft. Well dat ass jo och e bëssen dat, wat bei de Chamberswalen de Fall ass, datt u sech d'Héichrechnungen net ëffentlech gemaach ginn, mee datt déi reng privat organiséiert ginn.

Wat mir eis gewënscht hätten, wär, datt een déi Klammer, déi am Decide steet, ewechgelooss hätt, well ech mengen och, datt et net onbedéngt d'Uni ass, déi als Institutioun déi Beschtplazéiertsten ass. Ech ka mer do nach e puer anerer virstellen.

Mee ech mengen, wa mer einfach haut géifen decidéieren, datt mer eng Institutioun géife chargéieren, dat ze maachen, hätte mer näischt falsch gemaach. A wéi dann déi Missioun ausgesäit, mat där mer se chargéieren, do hu mer da véier Joer Zäit, fir an deenen zoustännege Greemie vun der Chamber ze decidéieren, wéi mer et maachen. Mee ech géif op alle Fall d'Decisioun haut huelen a se net op déi laang Bänk schiben.

An dofir wäerte mir dat heiten och matstëmmen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Dann den Här Baum, duerno d'Madamm Tanson.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci. Also, sou gär mer jo och hätten, datt zäitno d'Resultater direkt kommen, am beschte souguer Walbüro fir Walbüro, ass et awer esou, datt mer eis hei an engem europäesche Kader beweegen, mat europäesche Reegelen, un déi mir eis halen. Wann anerer sech net dorunner halen, dann ass dat awer hir Geschicht. Ech mengen, mir sollten dat scho respektéieren.

Mee awer fir trotzdeem eis Nervekostümer an déi Fotoen, déi ee gesinn huet, den Dag no de Walen, wou Leit den Tréinen no waren, well se néng Stonne laang hu misse waarden op dann elo de Verdikt, fir eis dat awer e bëssen ze erspueren, mengen ech, datt dat hei wierklech eng sënnvoll Propos ass.

Ob dat elo d'Uni ass, ob dat de LISER ass, dat ass mir eigentlech egal. Ech menge just, datt et public ass. Et gëtt jo och privat …, ee ganz Groussen hei zu Lëtzebuerg, dee jo och nach kuerz virun de leschte Wale virausgesot hat, datt déi Leit viru mir hei zu siwe géife sëtzen.

*(Hilarité)*

Ech mengen, datt et méi sënnvoll wier, eng ëffentlech Institutioun … An dann hu mer och e Moyen, deen net nëmmen e One-shot ass fir eng Kéier Walen, mee wou dat eppes ka sinn, dat och fir aner Walen oder fir aner …, mäi Gott, hu mer eng Kéier Referenden, ka benotzt ginn, fir dat hei ze maachen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Ech gesinn, Dir hutt, Madamm Tanson, grouss Ënnerstëtzung fir d'Iddi. Elo musst Der just probéieren, eng Formulatioun ze fannen.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng), auteure | Majo, une fois n'est pas coutume, do huelen ech dann dem Här Spautz seng Propos gären un …

**Plusieurs voix** | A!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng), auteure | … a sinn och ganz dankbar, Här Spautz, fir déi breet Ënnerstëtzung fir eng Propos hei vun der Oppositioun, soudass mer da géife schreiwen: „de charger une institution publique", géing ech dann awer schreiwen, „indépendante", an dann hunn ech och guer kee Problem dermat, d'Klammeren erauszehuelen, „d'étudier la conceptualisation et la réalisation d'un SSU".

Domat géinge mer da jo och der Demande vun der Madamm Bofferding Rechnung droen, dass mer dann zesumme géingen an der Conference diskutéieren oder am Bureau, wie mer dann do géinge mat wat genau beoptragen. Mee ech wier awer och Demandeur, dass mer dat hei awer elo géingen zum Vott bréngen, fir elo net dann nach eng Kéier mussen dorop zréckzekommen.

A jo, Här Baum, effektiv, den Nervekostüm vu Verschiddene war vläicht méi strapazéiert wéi dee vun aneren, mee ech krut awer och ganz vill Messagë vu Biergerinnen a Bierger, déi mer geschriwwen hunn: „Wéi ass dat méiglech? D'Leit ronderëm eis, déi wëssen, wat leeft. A Frankräich gëtt et kee Parlament méi a mir hu keng Anung, wien eis am nächsten Europaparlament representéiert, a mir wiele just sechs Deputéiert!" Voilà, an ech denken, dass et virun allem och do awer scho wichteg ass, an där Logik no baussen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, merci, Madamm Tanson. Ech mengen, Är Propositioun war ganz kloer eng ëmgeännert Form vun dëser Resolution: „de charger une institution publique indépendante", Klammer eraus – wéi hat Der gesot? –, „d'étudier la conceptualisation et la réalisation d'un SSU" an esou weider.

Kann ech déi zum Vott stellen? Kënne mer e Vote par main levée maachen? Ass een dergéint?

*(Négation)*

Et ass keen dergéint.

***Résolution modifiée***

*« relative aux sondages sortie des urnes (SSU) »*

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– que les sondages sortie des urnes (SSU) sont des sondages de grande ampleur réalisés le jour même des scrutins électoraux, à la sortie des bureaux de vote ;*

*– que les SSU permettent de comprendre les clés sociologiques et politiques significatives d'un scrutin et constituent en ce sens une véritable radiographie du corps électoral ;*

*– que les SSU ont le potentiel de livrer des premières indications en ce qui concerne les résultats d'un scrutin avant la publication des résultats provisoires ;*

*– qu'au Luxembourg, aucun SSU n'a été effectué dans le cadre des élections européennes de 2024 ;*

*– que les résultats provisoires des élections européennes ne peuvent être publiés qu'après 23h00 CET, après la fermeture des derniers bureaux de vote en Italie ;*

*– que pour cette raison, le public et la presse n'ont pas eu d'indications quant au résultat des élections avant la publication des résultats à 23h00,*

*décide*

*– de charger une institution publique indépendante d'étudier la conceptualisation et la réalisation d'un SSU lors des élections européennes 2029 et de financer ce SSU.*

*(s.) Sam Tanson, François Bausch, Joëlle Welfring.*

***Vote sur la résolution modifiée***

Da froen ech: Wien ass mat dëser Resolution d'accord? Dee soll d'Hand an d'Luucht strecken. Ech soen Iech Merci.

Géigeprouf: Ass een dergéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dann ass dës Resolutioun à l'unanimité ugeholl.

## 15. Motion de Mme Joëlle Welfring relative aux instructions vestimentaires à l'occasion de la célébration publique de l'anniversaire de la naissance de S.A.R. le Grand-Duc

*(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 45 de ce compte rendu)*

An da komme mer zu der Motioun, déi hei deposéiert ginn ass vun der Madamm Joëlle Welfring, iwwert d'Instructions vestimentaires – ech mengen, dat nennt ee Kleederuerdnung op Lëtzebuergesch – fir Nationalfeierdag.

*(Hilarité et interruption par Mme Joëlle Welfring)*

Ok, Dir schwätzt direkt duerno. Wie wëllt heizou d'Wuert huelen? D'Madamm Minella, d'Madamm Schoos, d'Madamm Bofferding an d'Madamm Morgenthaler. Madamm Minella, fänkt Dir emol un.

***Discussion générale***

**Mme Mandy Minella** (DP) | Merci, Här President fir d'Wuert. Et ass eng pertinent Motioun, déi ech der DP-Fraktioun proposéiere matzedroen. Fir mat der Zäit ze goen, gesi mir hei och kee Problem, de Wording beim Dresscode ze adaptéieren. Et versteet sech vum selwen, dass d'Tenue, déi een awer fir esou Occasiounen auswielt, muss am Respekt vun der Saach sinn an der Dignitéit vum Event och soll Rechnung droen. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minella. Madamm Schoos.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Jo, villmools merci. Ech hunn déi Motioun mat ënnerschriwwen, well d'ADR eng Partei vum Choix, vun der Fräiheet, ass. Et soll ee sech awer ganz kloer hei distanzéiere vun enger Ideologie, mee den Aspekt vun der perséinlecher Fräiheet an de Mëttelpunkt setzen. Bei dëser Motioun ass mir vun allem wichteg, dass et ëm eng Flexibilitéit bei enger Tenue correcte geet, sou wéi dat elo grad och vun der Madamm Minella gesot ginn ass.

Ech fille mech net diskriminéiert als Fra, well do „robe courte" steet oder ech an eng Stereotypie soll eragedréckt ginn. An ech ginn och dervunner aus, dass dat net d'Absicht vun der jëtzeger a vun de virege Regierunge war. Mee ech fille mech perséinlech ageschränkt, well ech mech onwuel fille géing. Als Persoun mat Lipödeem wëll ech net onbedéngt virun der Tëlee an enger Robe courte defiléieren.

Ech mengen, wann een an Zukunft „tenue chic" géing schreiwen – mee dat iwwerloossen ech dem Protokoll vum Staat natierlech –, wier dëser Motioun scho Rechnung gedroen.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Schoos. Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Jo, et ass effektiv e feierleche Moment, wou ee sech och feierlech undeet, mee feierlech bedeit net onbedéngt, dass ee muss d'Knéie weisen. Et ass richteg, déi Formulatioun ass net méi zäitgeméiss, wa se jeemools richteg sollt gewiescht sinn. Ech mengen, adaptéiert ass dat, wat net stéiert.

Elo kann ee soen: „Jo, wien definéiert, wat net stéiert?" Ben, ech mengen, heibannen hu mer och, menges Wëssens, keen Dresscode a mir kommen alleguerten awer, mengen ech, passabel hei eran. Ech hunn nach ni een hei mat der Schwammbox gesinn.

*(Hilarité)*

Dofir hunn ech vollstens Vertrauen, dass mer dat doten och esou wäerten hikréien. A mir ënnerstëtzen dat absolutt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Madamm Morgenthaler.

**Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV) | Déi Leit, déi scho méi laang heibanne sinn, déi ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, wannechgelift, d'Madamm Morgenthaler huet d'Wuert!

*(Coups de cloche de la présidence)*

**Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV) | Déi Leit, déi scho méi laang heibanne sinn, déi haten dee Fall jo schonn, mee virun allem mir nei Deputéiert hunn e bësse gestaunt, wéi mer déi Invitatioune gelies hunn, well fir d'Feier an der Philharmonie eng relativ prezis an genderstereotypesch Kleederuerdnung virgeschriwwen ass oder op d'mannst staark recommandéiert ass.

An ech stëmme menge Virriednerinnen zou an ech sinn och zouversiichtlech, dass d'Regierung do déi richteg Formulatioun wäert fannen. Well et wär schued, wa Leit, déi sech onwuel fillen ..., wann dat de Grond wär, firwat dass een als Volleksvertrieder oder -vertriederin net un enger offizieller Feier géif deelhuelen.

Et kann ee sech natierlech d'Fro stellen, ob d'Motioun hei de richtege Wee war. Et hätt een och vläicht iwwer eng Question parlementaire déi selwecht Äntwert zumindest erreecht, well mir hu jo héieren, dass de Premierminister deem Ganze schonn zougestëmmt huet, fir eisem Wonsch do nozekommen a méi eng neutral Formulatioun ze benotzen.

A well mir de Prinzipp deelen, géife mer dat dann och matdroen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Morgenthaler. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech kann déi Motioun hei nëmmen ënnerstëtzen. Et ass esou, datt, mengen ech, och an deene leschte Joren zwar de Rack bei de Fraen nach quasi duerchgesat gouf. Ech froe mech zwar, wat se géife maachen, ob se eng Deputéiert géifen ëmdréien, wa se bis do steet – well dat géif ech gäre mol gesinn. Ech weess awer aus Erfarung vun deene leschte Joren, datt dat, zwësche Robe courte, Robe longue, awer schonn ëmmer ganz variabel goung. Ech fannen et awer ganz ...

*(Interruption)*

An dat wëll ech vläicht ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | An ech wëll dat awer vläicht soen: Et ass jo awer e bësse kokass, wann d'Deputéiert gesot kréien – d'weiblech Deputéiert virun allem –, se sollen e Rack undoen, an dann d'Fra vun deem, deem säi Gebuertsdag mer feieren, am Boxekostüm kënnt.

*(Hilarité)*

Da soen ech mer awer: Da muss een och déi Restriktioun fir d'weiblech Deputéiert net hunn.

An da kann ech awer och soen, datt och net all Mann an och net all männlechen Deputéierten déi lescht Joren an der Jackett koum. An déi sinn och net ëmgedréit ginn. An dofir, mengen ech, géife mer heimadder just eppes enterinéieren, wat u sech scho geliefte Realitéit ass. An dofir ass et méi wéi néideg, datt mer dat endlech maachen. An dofir: Mir ginn eis Zoustëmmung.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Dann och zum parlamentareschen Héichpunkt vun der Kleederuerdnung vun den Deputéierte mäi Wuert.

*(Hilarité)*

Natierlech – natierlech! – ass dat hei eppes, wat ee muss ënnerstëtzen. Ech hunn et ëmmer ganz schrecklech fonnt, datt do stoung, datt d'Dammen invitéiert sinn, „robe courte" ze droen. A mir wäerten dat hei natierlech sécher matstëmmen.

Ech muss Iech awer och soen: Wann dat hei bis gestëmmt ass, dann hunn ech ab nächstem Joer e Malaise, well da fält nämlech ee vun nach e puer Argumenter ewech, firwat ech net do defiléieren.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ok.

*(Interruption par M. Sven Clement)*

Gutt, dat war eng kloer Ausso. Da kritt nach d'Autrice selbstverständlech d'Wuert, d'Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng), auteure | Merci. Ech mengen, et ass villes gesot ginn. Dat Lescht muss ech elo net kommentéieren, ...

*(Hilarité)*

... mee ech stelle fest, datt verschidde Männer hei de Sall verlooss hunn. Et geet mer och net drëm, iwwer Juppen an iwwer Räck hei ze schwätzen. Et geet mer einfach drëm, dass mer en Text hunn an eis och eng Reegel ginn, déi wierklech dem 21. Joerhonnert ugepasst ginn ass. An ech si ganz frou, dass de Premier dat doten och elo validéiert huet. Voilà, et ass alles gesot.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring.

Wann ech dat elo richteg hei verstanen hunn, hu mer éischtens elo keng Wuertmeldung méi an zweetens hu mer och en Accord op dëser Motioun. An ech froen, ob mer déi kënne mat Handophiewen ofstëmmen.

*(Assentiment)*

***Vote sur la motion***

Wann dat de Fall ass, da soen ech: Deen, dee fir déi Motioun ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen. Ech soen Iech Merci.

Ass een dergéint? Neen.

Enthält ee sech? Eng.

**Plusieurs voix** | A!

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Bei enger Enthalung.

Dann ass dës Motioun ugeholl à l'unanimité mat enger Enthalung.

Domat wär dann den Ordre du jour vun haut ofgeschloss. Mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. An d'Chamber kënnt de 25., 26. a 27. Juni nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 17.04 heures.)*

## Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 59
M. Claude Wiseler, Président
2. **Ordre du jour** p. 59
M. Claude Wiseler, Président
3. **Communications** p. 59
M. Claude Wiseler, Président
4. **Validation des élections européennes du 9 juin 2024** p. 61
Rapport de la Commission de Vérification des Pouvoirs : Mme Carole Hartmann
M. Fernand Kartheiser
Vote (adopté)
5. **Dépôt d'une motion par Mme Sam Tanson** p. 62
Exposé : Mme Sam Tanson
6. **Dépôt d'une résolution par Mme Taina Bofferding** p. 62
Exposé : Mme Taina Bofferding
7. **Heure de questions au Gouvernement** p. 63
**Question n° 83 du 25 juin 2024 de M. Paul Galles relative à l'instauration d'une « Härtefallkommission » au niveau de l'immigration, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 63
M. Paul Galles | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
**Question n° 84 du 25 juin 2024 de Mme Taina Bofferding relative à la révision du système de la Klimabank, adressée à M. le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire** p. 63
Mme Taina Bofferding | M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire
**Question n° 85 du 25 juin 2024 de Mme Carole Hartmann relative à la différence de traitement entre les salariés et les indépendants en matière de cumul d'un revenu professionnel avec une pension de vieillesse anticipée, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 64
Mme Carole Hartmann | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
**Question n° 86 du 25 juin 2024 de Mme Alexandra Schoos relative au suivi de la pandémie Covid-19, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 64
Mme Alexandra Schoos | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
**Question n° 87 du 25 juin 2024 de M. Alex Donnersbach relative à la réforme de l'archéologie préventive, adressée M. le Ministre de la Culture** p. 65
M. Alex Donnersbach | M. Eric Thill, Ministre de la Culture
**Question n° 88 du 25 juin 2024 de Mme Sam Tanson relative aux négociations par rapport aux postes clés de l'Union européenne, adressée à M. le Premier ministre** p. 66
Mme Sam Tanson | M. Luc Frieden, Premier ministre
**Question n° 89 du 24 juin 2024 de M. Gérard Schockmel relative à l'autorisation de séjour pour des personnes privées en capacité de vivre de leurs propres ressources et provenant d'un pays tiers, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 66
M. Gérard Schockmel | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
**Question n° 90 du 25 juin 2024 de M. Marc Goergen relative à la pénurie de logements abordables, adressée à M. le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire** p. 67
M. Marc Goergen (intervention de M. Marc Lies) | M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire
**Question n° 91 du 25 juin 2024 de M. Laurent Mosar relative à l'argent liquide, adressée à M. le Ministre des Finances** p. 67
M. Laurent Mosar | M. Gilles Roth, Ministre des Finances
**Question n° 92 du 25 juin 2024 de M. David Wagner relative à l'ASBL « Fir en nohaltege Bësch FSC Luxembourg », adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture** p. 68
M. David Wagner | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
**Question n° 93 du 24 juin 2024 de M. Dan Biancalana relative à la réforme annoncée du Code pénal, adressée à Mme la Ministre de la Justice** p. 69
M. Dan Biancalana | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice
8. **8275 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers** p. 69
Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : M. André Bauler
Discussion générale : M. Félix Eischen | M. Georges Engel | M. Tom Weidig | M. François Bausch | M. Marc Goergen | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8275 et dispense du second vote constitutionnel
9. **8375 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement secondaire classique** p. 71
Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse : Mme Barbara Agostino
Discussion générale : M. Paul Galles | Mme Francine Closener | M. Fred Keup | M. Meris Sehovic | M. Ben Polidori | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Ben Polidori (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8375 et dispense du second vote constitutionnel
10. **8371 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles** p. 75
Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation : M. Gérard Schockmel
Prise de position du Gouvernement : Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8371 et dispense du second vote constitutionnel
11. **8380 – Proposition de modification des articles 102, 104 (2) et 105 (1) du Règlement de la Chambre des Députés relative aux nouveaux projets d'infrastructure dans le cadre du débat sur la politique financière et budgétaire** p. 76
Rapport de la Commission du Règlement : Mme Stéphanie Weydert
Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert | Mme Corinne Cahen | M. Mars Di Bartolomeo | Mme Alexandra Schoos | M. Marc Goergen | M. Marc Baum
Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8380

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Claude Meisch, M. Lex Delles, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue et M. Eric Thill, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

*(Négation)*

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

## 2. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

***Communications du Président – séance publique du 25 juin 2024***

*1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

*Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.*

*2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :*

*8394 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 relative à certaines mesures de suivi de l'évolution du virus SARS-CoV-2 et de lutte contre la maladie Covid-19*

*Dépôt : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 12/06/2024*

*8395 – Projet de loi*
*1) relatif à la valorisation des données dans un environnement de confiance ;*
*2) relatif à la mise en œuvre du principe « once only » ;*
*3) relatif à la mise en application de certaines dispositions du règlement (UE) 2022/868 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 portant sur la gouvernance européenne des données et modifiant le règlement (UE) 2018/1724 (règlement sur la gouvernance des données) ;*
*4) relatif à la mise en application de certaines dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)*

*Dépôt : Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation, le 12/06/2024*

*8396 – Projet de loi portant modification de la loi du 22 décembre 2023 relative à l'imposition minimale effective pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure*

*Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 12/06/2024*

*8398 – Proposition de loi modifiant l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003*

*Dépôt : M. Gilles Baum, Député, Mme Taina Bofferding, Députée, M. Fred Keup, Député, M. Marc Spautz, Député, le 13/06/2024*

*8400 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Monténégro pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 29 janvier 2024*

*Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 20/06/2024*

*8401 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Tirana, le 14 janvier 2009, ainsi que du Protocole, fait à Luxembourg, le 21 octobre 2020, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Tirana, le 14 janvier 2009*

*Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 20/06/2024*

*8402 – Projet de loi relative à l'adaptation du projet de construction du bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg-Kirchberg*

*Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 21/06/2024*

*8403 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2023*

*Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 21/06/2024*

*3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

*3196 – Demande de pétition publique : Nomination d'administrateur(s) indépendant(s) pour les sociétés résidentes au Grand-Duché de Luxembourg*

*Dépôt : M. Spyridon Binias, le 30/05/2024*

*3197 – Demande de pétition publique : Soumettre le financement de plus en plus massif et de plus en plus discutable du soutien militaire à l'Ukraine à un référendum*

*Dépôt : M. Pierre Gerges, le 30/05/2024*

*3198 – Demande de pétition publique : Exclure les thématiques LGBT dans l'éducation des mineurs*

*Dépôt : M. Helder Rui De Almeida Neves, le 31/05/2024*

*3199 – Demande de pétition publique : Kee Verbuet méi / Fräiheet, fir rëm Hecken ze verbrennen*

*Dépôt : M. Roger Van Leemput, le 04/06/2024*

*3200 – Demande de pétition publique : Obligation de service de base pour banques / Obligation des banques établies sur la place financière de fournir, comme actuellement les cinq autres banques de détail de la place, un minimum de services de base à des consommateurs*

*Dépôt : M. Manfred Reinertz Barriera, le 05/06/2024*

*3201 – Demande de pétition publique : Augmentation de la durée du congé pour raisons familiales*

*Dépôt : Mme Christiane Wagner, le 05/06/2024*

*3202 – Demande de pétition publique : Abolition du code CP1 chez les médecins*

*Dépôt : M. Massimo Regno, le 05/06/2024*

*3203 – Demande de pétition publique : Liste d'attente transparente, équitable et automatisée en ligne pour les crèches publiques et autres services publics au Luxembourg*

*Dépôt : Mme Olga Brim, le 05/06/2024*

*3204 – Demande de pétition ordinaire : Einfach Petitioun fir d'Aféierung vun HVO 100 als Alternativ zu konventionellem Diesel*

*Dépôt : M. Romain Reiter, le 29/05/2024*

*3205 – Demande de pétition publique : Überarbeitung der Ausgangsregelung bei Krankenscheinen*

*Dépôt : M. Thomas Bäcker, le 06/06/2024*

*3206 – Demande de pétition publique : Réduction des coûts d'homologation des pièces de tuning sur la carte grise*

*Dépôt : M. Nelson Martins Sousa, le 07/06/2024*

*3207 – Demande de pétition publique : Tollwutimpfung bei Muppen! / Mir hu säit villen, ville Jore keen Tollwutfall zu Lëtzebuerg, awer sinn trotzdeem bal dat eenzegt Land, wou et eng Tollwutflichtimpfung fir d'Inland gëtt! / Eis Nopeschlänner hunn dës Impfflicht just nach beim Grenziwwergang! Lëtzebuerg sollt am Interessi vun onse Muppe sech och upassen, all Impfung huet a ka schwéier Niewewierkunge mat sech bréngen!*

*Dépôt : M. Jean Toussaint, le 08/06/2024*

*3208 – Demande de pétition publique : Für ein kundenfreundliches Bankensystem*

*Dépôt : Mme Germaine Menghi, le 11/06/2024*

*3209 – Demande de pétition publique : Härtere und vor allem konsequente Strafen bei Tierquälerei*

*Dépôt : Mme Noémie Entringer, le 14/06/2024*

*3210 – Demande de pétition publique : Remboursement sans délai des soins en ostéopathie par la CNS!*

*Dépôt : Mme Zoé Galvão, le 14/06/2024*

*3211 – Demande de pétition ordinaire : Petition to the honourable Luxembourgish Parliament*

*Dépôt : M. Rossen Kirilov, le 14/06/2024*

*3212 – Demande de pétition publique : Ouvrir ou créer une liste publique pour les délinquants sexuels*

*Dépôt : M. Gonçalo Alves Rodrigues, le 16/06/2024*

*3213 – Demande de pétition ordinaire : Demande de légalisation de la cocaïne dans la vue d'un message de nouvelle pour mon emission „Around the Corner"*

*Dépôt : M. Pierre Rausch, le 17/06/2024*

*3214 – Demande de pétition publique : Steuern für Rentner abschaffen*

*Dépôt : M. André Alesch, le 18/06/2024*

*3215 – Demande de pétition ordinaire : Cure*

*Dépôt : Mme Aurélie Hilger, le 19/06/2024*

*3216 – Demande de pétition publique : Bonjour, / Je vais avoir bientôt 56 ans et aucune aide n'est proposée à l'embauche des séniors, ce qui n'est pas normal. / Passé un certaine âge, les gens de mon âge ne sont plus considérés sur le marché du travail. Ce qui est absolument stupide, nous sommes plus qualifiés, très motivés. / Le Gouvernement doit inciter les employeurs à nous engager via des incitations fiscales*

*Dépôt : M. Philippe Laval, le 19/06/2024*

*3217 – Demande de pétition publique : Ban fireworks in Luxembourg*

*Dépôt : M. Erjon Begaj, le 19/06/2024*

*3218 – Demande de pétition ordinaire : Ensemble, nous demandons la fin des exécutions en Iran!*

*Dépôt : M. Farideh Absalan, le 18/06/2024*

*3219 – Demande de pétition publique : Ab 16 fräi an der Natur zelte kënnen, awer ouni der Natur ze schueden, a keen Dreck hannerlossen*

*Dépôt : M. Kevin Teixeira Pereira, le 19/06/2024*

*3220 – Demande de pétition publique : De Känguru Sammy soll bei senger Famill bleiwen an eng Erlabnis och hei zu Lëtzebuerg kréien. D'Déier soll net vu senger Famill getrennt ginn*

*Dépôt : Mme Sandra Sinner, le 20/06/2024*

*3221 – Demande de pétition publique : Für eine verantwortungsvolle Hundehaltung: Einführung eines verpflichtenden Hundeführerscheins*

*Dépôt : Mme Jill Rößler, le 20/06/2024*

*3222 – Demande de pétition publique : Bonjour, Premièresschüler, déi en Noexamen hunn, mussen deen am September maachen. Den Nodeel ass, dass, wa se sech op enger Uni ageschriwwen hunn, se net mei kënnen untrieden, well se hiren Diplom mussen erareechen. Dofir probéieren ech, dass Noexamen direkt nom Resultat kënne*

*gemaach ginn an d'Schüler un der offizieller Diplomiwwerreechung deelhuelen, an och eventuell, wa se op enger Uni ageschriwwe sinn*

*Dépôt : Mme Mireille Hut, le 24/06/2024*

*3223 – Demande de pétition publique : Kebab muss rëm 5 Euro kaschten, well dee Präis ass net mei ze bezuelen*

*Dépôt : M. Yann Schiertz, le 25/06/2024*

*3224 – Demande de pétition publique : Die Kebab-Preisbremse sollte eingeführt werden*

*Dépôt : M. Max Mayer, le 25/06/2024*

*N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.*

*(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)*

## 4. Validation des élections européennes du 9 juin 2024

No den Europawale vum 9. Juni 2024 a laut den Artikelen 282 an 283 vum Walgesetz kënnt d'Chamber de Mëtten zesummen, fir d'Europawalen ze validéieren an d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoire virzehuelen. D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren ass de Moien an enger ëffentlecher Sëtzung zesummekomm, fir laut den Artikelen 200 bis 202 vum Chambersreglement d'Resultater vun den Europawale vum 9. Juni 2024 ze iwwerpréiwen, d'Konditiounen, déi d'Wielbarkeet vun deene gewielte Kandidaten uginn, ze iwwerpréiwen a fir dann hir Konklusiounen der Chamber virzeleeën. An deem Sënn kritt elo d'Vizepresidentin a Rapportrice vun der Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren, d'Madamm Carole Hartmann, d'Wuert. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de Vérification des Pouvoirs***

**Mme Carole Hartmann** (DP), rapportrice | Villmools merci, Här President. Dir hutt d'Missioune vun der Kommissioun schonn esou beschriwwen, dass ech u sech direkt kann zu de Resultater vun eise Verifikatiounen aus der Commission de Vérification des Pouvoirs iwwergoen.

Als Éischt hu mir eis d'Pièce iwwert d'Walvirgäng, eventuell Reklamatiounen an d'Resultat vun den Europawalen ugekuckt. All d'Pièçë vun de Wale sinn an der Chamber tëschent dem 10. an dem 21. Juni 2024 erakomm. Dat ass de Procès-verbal vum eenzege Walbezierk, deen an der Chamber de 17. Juni ukomm ass. Déi gesamt Procès-verballen aus all de Walbüroe vun all de Gemenge sinn tëschent dem 10. an dem 13. Juni 2024 an der Chamber ukomm. D'Päck mat de Walziedele vun all de Walbüroe vun all de Gemenge sinn tëschent dem 10. an dem 13. Juni 2024 ukomm. An all déi aner Pièce, déi mat de Walen ze dinn hunn, sinn tëschent dem 10. an dem 21. Juni 2024 an der Chamber ukomm.

Unhand vun Tabloen ass e strikte Protokoll fir den Empfang an d'Kontroll vun der Konformitéit vun all de Pièce agehale ginn. Eng Kontroll vun de Procèsverballe vun all de Walbüroe vun all de Gemengen ass gemaach ginn.

Am Kader vun de Verifikatioune konnten eng Rei vun Elementer zum Oflaf vun de Walvirgäng vum 9. Juni 2024 festgestallt ginn, déi net zu 100 % esou fonctionéiert hunn, wéi dat virgesinn ass. Trotz de verschiddene Feststellungen ass d'Kommissioun zur Schlussfollgerung komm, datt keng Elementer do sinn, déi en Afloss op d'Éierlechkeet vum Walresultat hätte kënnen hunn, an anere Wierder, datt se d'Resultat vun de Walen hätte kënnen a Fro stellen.

Bei den Diskussiounen an der Kommissioun hu mir festgehalen, dass d'Constaten, déi gemaach goufen, un déi Haaptwalbüroe vun den 100 Gemenge geschéckt ginn, fir dass an all Gemeng och déi richteg Schlëss aus de Feststellunge kënne gezu ginn.

Opgrond vun de Constate ginn och eng Rei Recommandatiounen un de Staatsministère geriicht, déi och hei an der Chamber an der Institutiounskommissioun behandelt solle ginn:

Éischtens weise mir drop hin, datt eng besser Kommunikatioun vun den Usprëch vum Walgesetz un d'Presidente vun de Walbüroe vun de Gemenge soll stattfannen, wat d'Begleede vun invalide Wieler oder Wieler, déi ënner Tutelle stinn, ugeet.

Zweetens soll och drop opgepasst ginn, datt et an all Gemeng eng Rei Walkabinnen – mindestens eng Walkabinn – gëtt, déi fir Leit am Rollstull a surtout fir Leit an elektresche Rollstill adaptéiert sinn.

Drëttens soll bei de Presidente vun de Walbüroen insistéiert ginn, datt se deenen offiziellen Instruktioune vum Haaptwalbüro vum Walbezierk a vum Bureau centralisateur nokommen, ganz besonnesch wat d'Benotze vum sougenannte Formulaire A ugeet.

Véiertens, well d'Walgesetz virgesäit, dass Temoinen de Procès-verbal ënnerschreiwen, wier et an eisen Aen ubruecht, op de Modeller vun de Procès-verballen eng Plaz virzegesinn, wou d'Temoine sollen drop ënnerschreiwen.

Fënneftens sollt eng verbessert Transmissioun vun den Informatioune gemaach ginn, wéi eng Pièce aus de Walbüroen un d'Chamber musse geschéckt ginn, fir datt d'Lëschten an d'Reschter aus de Büroen och all der Chamber zougestallt ginn.

Sechstens recommandéiere mir, dass d'Presidente vun den Haaptwalbüroe vun de Gemenge sollen drun erënnert ginn, wat déi legal Ufuerderunge sinn iwwert den Zäitpunkt, wéini déi verschidde Päck musse verschéckt ginn, dëst, well se séier an direkt der Chamber sollen zougestallt ginn.

Siwentens – déi lescht Recommandatioun – gi mir mat op de Wee, dass eng Vereinfachung vun de Modeller vu Procès-verballen ubruecht wär, fir datt d'Terminologie, déi benotzt gëtt, méi verständlech ass. Esou kann ee sech virstellen, datt een amplaz vu komplizéierte Sätz éischter Rubricken ouni Sätz hätt, wou een d'Zuele just ausfëlle misst. An déi Rubricken, déi kéinten och mat deene Felder, déi am Formulaire A stinn, iwwerteneestëmmen an domat d'Feelerquot, wat d'Saisien ugeet, verréngeren.

Wichteg ass et nach ze betounen, dass keng Reklamatiounen zu de Walvirgäng vum 9. Juni 2024 an der Chamber agereecht goufen, sou wéi dat awer gesetzlech méiglech gewiescht wär.

Aus all de Constaten, déi gemaach goufen, hu mir an der Kommissioun festgehalen, dass d'Walvirgäng gereegelt ofgelaf sinn an datt d'Resultater vun de Wale kënne validéiert ginn, besonnesch wat d'Identitéit vun de gewielte Kandidaten ugeet an d'Reiefolleg vum Klassement vun de Suppleanten.

Dës Resultater vun de Wale sinn déi follgend:
Stëmmziedelen an den Urnen hate mer der: 262.676;
blank Stëmmziedelen: 12.280;
ongülteg Stëmmziedelen: 11.794;
blank an ongülteg Stëmmziedelen: 24.074;
gülteg Stëmmziedele waren et der deemno: 238.602;
doraus ergëtt sech:
Unzuel vu gültege Stëmme vun all de Lëschten: 1.384.190;
an den Nombre électoral: 197.742.

Déi verschidde Lëschten hu follgend Stëmme kritt:
Lëscht 1 (Oppositiounsbeweegung Mir d'Vollek): 11.819 Stëmmen;
Lëscht 2 (Volt Luxembourg): 14.334 Stëmmen;
Lëscht 3 (LSAP): 300.649 Stëmmen;
Lëscht 4 (Fokus): 21.863;
Lëscht 5 (KPL – d'Kommunisten): 13.372;
Lëscht 6 (déi Konservativ – d'Fräiheetspartei): 8.044;
Lëscht 7 (déi Lénk): 43.663;
Lëscht 8 (DP – Demokratesch Partei): 253.102;
Lëscht 9 (ADR): 162.947;
Lëscht 10 (Zesummen – d'Bréck): 6.171;
Lëscht 11 (CSV): 317.289 Stëmmen;
Lëscht 12 (déi gréng): 162.767;
an d'Lëscht 13 (Piraten): 68.170 Stëmmen.

Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:
Lëscht 1: (Oppositiounsbeweegung Mir d'Vollek): do ass kee gewielt ginn;
Lëscht 2 (Volt Luxembourg): kee Gewielten;
Lëscht 3 (LSAP): ee Gewielten, den Här Marc Angel;
Lëscht 4 (Fokus): kee Gewielten;
Lëscht 5 (KPL – d'Kommunisten): kee Gewielten;
Lëscht 6 (déi Konservativ – d'Fräiheetspartei): kee Gewielten;
Lëscht 7 (déi Lénk): kee Gewielten;
Lëscht 8 (DP – Demokratesch Partei): ee Gewielten, den Här Charel Goerens;
Lëscht 9 (ADR): ee Gewielten, den Här Fernand Kartheiser;
Lëscht 10 (Zesummen – d'Bréck): kee Gewielten;
Lëscht 11 (CSV): zwee Gewielter, den Här Christophe Hansen an d'Madamm Isabel Wiseler-Lima;
Lëscht 12 (déi gréng): ee Gewielten, d'Madamm Tilly Metz;
a Lëscht 13 (Piraten): kee Gewielten.

D'Reiefolleg vun de Suppleante vum eenzege Walbezierk ass da wéi follegt:
Lëscht 3 (LSAP): d'Madamm Liz Braz, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Madamm Danielle Filbig, den Här Franz Fayot an d'Madamm Michaela Morrisova;
Lëscht 8 (DP – Demokratesch Partei): d'Madamm Amela Skenderović, d'Madamm Jana Degrott, den Här Gusty Graas, d'Madamm Nancy Braun an den Här Christos Floros;
Lëscht 9 (ADR): den Här Jeff Engelen, d'Madamm Alexandra Schoos, Här Alex Penning, d'Madamm Sylvie Mischel an d'Madamm Véronique Stoffel;
Lëscht 11 (CSV): d'Madamm Martine Kemp, Här Metty Steinmetz, d'Madamm Mélanie Grün an Här Guy Breden;
Lëscht 12 (déi gréng): den Här François Bausch, den Här Fabricio Costa, d'Madamm Djuna Bernard, d'Madamm Chantal Gary, den Här Patrick Hurst.

Här President, niewent de Pièce iwwert d'Walvirgäng an d'Resultat vun de Walen, sinn dann nach, wéi uganks gesot, wéi vun Iech och erkläert, d'Pièçë vun de gewielte Kandidate verifiéiert ginn.

Déi gewielte Kandidaten hunn an der Chamber tëschent dem 11. an dem 21. Juni 2024 follgend Pièce ofginn: eng Kopie vun hirer Carte d'identité oder vun hirem Pass; e Certificat de résidence; eng Deklaratioun op d'Éier, wat d'Netbestoe vun Incompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis ugeet; e Formulaire, mat deem si sech engagéieren, d'Incompatibilitéiten, wat d'Funktioun ugeet, matzäit ze behiewen; souwéi eng Attestatioun, datt si net och simultan an engem aneren EU-Memberstaat fir d'Europawale kandidéiert hunn.

De Parquet huet de 24. Juni 2024 der Chamber e Bilan mat de Konklusiounen zougestallt iwwert d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, an dat fir jidder eenzelne Kandidat.

Op där Basis huet d'Kommissioun festgehalen, datt sech aus de genaue Kontrollen op deene gesamte Pièçë vun de gewielte Kandidaten ergëtt:

– éischtens, datt all gewielte Kandidat d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt;
– zweetens, datt kee gewielte Kandidat vun enger Incompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis betraff ass;
– drëttens, datt all gewielte Kandidat sech och dozou verflicht huet, nodeems seng Pouvoire vun der Chamber validéiert goufen, Demarchen ze ënnerhuelen, fir datt keng Incompatibilitéiten, wat d'Funktioun ugeet, méi bestoen;
– a véiertens, datt kee gewielte Kandidat simultan an engem aneren EU-Memberstaat fir d'Europawale kandidéiert huet, konform zu deem Verbuet, deen an dësem Kontext am Walgesetz besteet.

Voilà! Domadder wär ech um Enn vu mengem Rapport a géing Iech dann als Chamber froen, dës Konklusiounen unzehuelen. Wann dat och de Fall ass, da sinn d'Europawalen domadder validéiert a kënnen un d'Presidentin vun dem Europäesche Parlament weidergeleet ginn.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Hartmann. Den Här Kartheiser huet d'Wuert gefrot.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Här President. No den offiziéise Resultater vun den Europawalen, wat och elo confirméiert gouf am Rapport vun där honorabeler Madamm Hartmann, wär et esou, datt ech zu de gewielte Kandidate géing zielen. Iert d'Chamber elo zur Validatioun vun de Resultater da kënnt, wollt ech awer zu Protokoll ginn, datt ech beim Vott net mat ofstëmmen, fir all Interessekonflikt dann eventuell ze verhënneren.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Da géing ech Iech, Här Kartheiser, wann Der dat wëllt esou maachen, bieden, Iech aus dem Sall ze beweegen, fir dat dann och komplett ze maachen.

Sorry, mee wa schonn, da schonn! Ganz genau!

*(Hilarité et interruptions)*

Dat gemaach, a soubal den Här Kartheiser d'Dier zougemaach huet, géing ech dann der Chamber d'Fro stellen, ob se mat de Konklusioune vun der Kommissioun averstane wier an domat d'Europawale vum 9. Juni géing validéieren.

***Vote***

Ech géing Iech, déi, déi mat d'accord sinn, ëm en Handzeeche bieden.

Wien enthält sech?

Wien ass dergéint?

Domat sinn also d'Wale vum 9. Juni 2024 eestëmmeg validéiert. D'Resultater ginn dann der Presidentin vum Europaparlament matgedeelt.

## 5. Dépôt d'une motion par Mme Sam Tanson

Dann hunn ech nach eng Meldung, éier mer zu eiser Heure de questions kommen, fir den Depot vun enger Motioun a vun enger Resolutioun. Fir d'éischt huet d'Madamm Sam Tanson d'Wuert. Madamm Tanson.

***Exposé***

**Mme Sam Tanson** (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi nei Regierung ass elo – wéi vill sinn et? – siwen, aacht Méint am Amt. Dat heescht, de Welpeschutz, wéi dat esou schéin heescht, dee gëllt, mengen ech, elo esou lues net méi. Et kënnt nach derbäi: Et sinn eng Rëtsch Memberen an där Regierung, déi ware schonn an der Regierung virdrun, an et sinn och virun allem vill verséiert Parlamentarier an der Regierung, déi hei op dëser Plaz ëmmer mat aller néideger Vehemenz fir d'Rechter vum Deputéierten agetruede sinn.

Dir wësst – ech betounen ëmmer –, mir si vill méi eng fein Oppositioun, wéi Dir et waart! Duerfir jäizen ech elo hei net.

*(Interruption)*

Mee … A, voilà! Mee et ass eis awer wichteg, dass Respekt virun der Chamber herrscht an dass och d'Rechter vun den Deputéierten, fir dass se hir Kontrollfonctioun der Regierung géintiwwer kënnen ausüben, respektéiert ginn.

Or, no dem État de la nation, wou mer hei an deem héijen Haus gefillt annerhallef Äntwert op Froe kruten, an dat nach no Nofro, wou awer vill Regierungsmemberen hei souzen, hu mer du moies de Radio ugemaach an hunn dunn Explikatioune vum Finanzminister héieren. Mir hunn Invitatioune gesi fir eng Pressekonferenz vum Ëmweltminister. Mir hunn Invitatioune gesi fir eng Pressekonferenz vum Logements-, Innen- an Ëmweltminister, an dat, obwuel et fir d'éischt ganz soft a fein an der Conférence des Présidents gesot gi war, duerno e bësse méi sec an engem Bréif.

An dunn hu mer de Summum gëschter erlieft hei mat enger Jointe, wou d'Froen net konnten alleguerte beäntwert ginn, sief dann all Theema iwwerhaapt konnt opgeschafft ginn.

A mir géifen Iech wierklech bieden, dat heiten alleguerte matzedroen. Et ass eng Motioun, déi ech deposéieren am Numm vun der LSAP …, also vun deene Gréngen natierlech, vun der LSAP, vun deene Lénken a vun de Piraten, wou mer froen, dass d'Chamber kann hire Rôle als éischte Pouvoir vun dësem Land exercéieren, dass den Devoir d'information, dee vis-à-vis vun der Chamber existéiert, an der Prioritéit ausgeüübt gëtt an och an aller Transparenz, éier mer dann déi selwecht Explikatiounen an der Press liesen däerfen, an dass mer och Zäit hunn, fir dat kënnen hei an deene Kommissiounssëtzungen uerdentlech ze debattéieren an och kontrovers ze diskutéieren, eis Froen a Remarke mat eranzebréngen.

Merci.

***Motion***

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– les réformes annoncées par Monsieur le Premier ministre lors de son discours sur l'état de la nation 2024 ;*

*– les conférences de presse et interviews tenues par les membres du Gouvernement qui ont suivi le discours de Monsieur le Premier ministre ;*

*– que, à une exception près, la Chambre des Députés n'a pas été informée sur les projets de réforme par les ministres respectifs avant les conférences de presse et interviews en question ;*

*– que la Chambre des Députés a dû prendre connaissance des projets de réforme par voie de presse ;*

*– que cette manière de procéder constitue un manque flagrant de respect par rapport au premier pouvoir du Grand-Duché de Luxembourg,*

*exige du Gouvernement*

*– de respecter pleinement le rôle de la Chambre des Députés comme premier pouvoir du pays ;*

*– de prendre au sérieux son devoir d'information vis-à-vis de la Chambre des Députés en s'expliquant en priorité et en toute transparence devant elle avant de s'adresser au public par voie de conférence de presse ;*

*– de fournir toutes les informations pertinentes et nécessaires à la Chambre des Députés en temps opportun, afin de permettre une analyse et une discussion approfondies par les représentant.e.s des citoyen.ne.s.*

*(s.) Sam Tanson, Taina Bofferding, Marc Goergen, David Wagner.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson.

## 6. Dépôt d'une résolution par Mme Taina Bofferding

Dann huet d'Madamm Taina Bofferding d'Wuert gefrot. Madamm Bofferding.

***Exposé***

**Mme Taina Bofferding** (LSAP), auteure | Merci, Här President. D'Madamm Tanson huet grad gesot, mir wären eng fein Oppositioun. Jo! Dat si mer! Mir mellen eis awer zu Wuert, wa mer et fir néideg halen, respektiv wa mer awer d'Gefill hunn, dass mer eis liicht veräppelt spieren.

Ech schwätzen elo hei en Theema un, dat mer schonn éfters an der Conférence des Présidents ugeschwat hunn, wou mer scho vill Diskussiounen haten. Et geet ëm d'Organisatioun vun de Kommissiounen. Duerfir deposéieren ech hei eng Resolutioun, déi sech un d'Chamber riicht.

De Punkt ass, dass mer feststellen, dass sech ëmmer manner un d'Reglement gehale gëtt, dass ëmmer méi oft Kommissiounen ausserhalb vun de Plagefixen organiséiert ginn. Och d'Demanden, fir Punkten op d'Dagesuerdnung ze kréien, schleefe ganz laang.

Natierlech muss een eng gewësse Flexibilitéit hunn. Ech mengen, däers si mer eis alleguerte bewosst. Heiansdo geet et net aneschters. Dann huet een och kee Problem, wann een emol eng SMS kritt an en Telefonsuruff, dass een da mëttes soll an d'Kommissioun kommen, well et wichteg ass. Ech mengen, déi Flexibilitéit hu mer. De Problem ass just: Dir sidd amgaangen, d'Ausnam zur Reegel ze maachen! An dat ass eis Kritick, déi mer hei ganz kloer un Iech riichten, wou mer frou wären, dass endlech géif awer d'Reglement respektéiert ginn.

Kierzlech gouf nach eng Kéier e Bréif un d'Presidentinnen an d'Presidente verschéckt. Bon, dat schéngt net ganz vill gehollef ze hunn, well mir hate lo gëschter eng Jointe, wou dräi Kommissiounen zesummekomm sinn, déi a kenger vun deenen dräi Plage-fixë stattfonnt huet. Elo hu mer eng Suite vun där Kommissioun d'nächst Woch, déi och net op der Plage fixe ass.

Wéi gesot, eng gewësse Flexibilitéit maache mer gären, awer net, wéi gesot, wann Der hei d'Ausnam zur Reegel maacht. An dofir deposéieren ech hei och am Numm vun deene Gréngen, vun deene Lénken a vun de Piraten eng Resolutioun, wou mer nach eng Kéier esou eng Aart Appel à l'ordre maachen, respektiv hei de President invitéieren, dass d'Reglement soll weiderhi respektéiert ginn, respektiv emol soll

respektéiert ginn, sech gréisstméiglech eeben un d'Plage-fixë soll orientéiert ginn, an dass och soll ..., besonnesch wa Punkte vun der Oppositioun op d'Dagesuerdnung gefrot ginn, dass si och an engem räsonabelen Delai dee Moment sollte convoquéiert ginn.

Et steet jo elo eng grouss Revisioun vun eisem Chambersreglement un. Do si mer jo alleguerten als Fraktioun invitéiert, eis Iddie mat eranzeginn. An dat hei wär en éischt Zeechen. Dofir hoffe mer, dass mer hei alleguerten elo d'Zoustëmmung vun all de Fraktioune kréien, wou mer eis dann och wierklech eescht huelen.

De President huet jo am Ufank vun der Legislaturperiod gesot, dat hei wär dat stäerkste Parlament ever. Da solle mer och esou fonctionéieren, dass mer eis Aarbecht och kënne wierklech seriö huelen, dass mer eis kënne preparéieren, fir an d'Kommissioun ze kommen, dass mer d'Dossieren och matzäit kréien. An dofir ass déi heite Resolutioun an eisen Ae ganz wichteg.

Merci.

***Résolution***

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– qu'à maintes reprises, les commissions ont été convoquées dans des délais qui ne respectent pas l'article 23 (2) du Règlement de la Chambre des Députés ;*

*– que de nombreuses commissions sont fixées de plus en plus souvent en dehors de leurs plages fixes ;*

*– que cette manière de procéder ne permet pas une préparation adéquate aux réunions,*

*invite le Président de la Chambre des Députés*

*– à veiller au respect des délais de convocation des réunions de commissions tels que définis à l'article 23 (2) du Règlement de la Chambre des Députés ;*

*– à s'assurer à ce que les réunions soient convoquées aux plages fixes définies, sauf urgence dûment motivée, pour les commissions en question ;*

*– à intervenir auprès des président-e-s de commissions lorsque des réunions concomitantes sont fixées ;*

*– à intervenir auprès des président-e-s de commissions lorsque des demandes de mise à l'ordre du jour ne sont pas traitées dans un délai raisonnable,*

*s'engage à*

*– préciser le Règlement de la Chambre des Députés en ce sens.*

*(s.) Taina Bofferding, Marc Baum, Marc Goergen, Sam Tanson.*

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding.

## 7. Heure de questions au Gouvernement

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, enger Heure de questions, enger Froestonn. Fir d'éischt wëll ech awer drop opmierksam maachen, datt ech haut 16 Froen erakritt hunn, wat der e gutt Stéck méi sinn, wéi mer dat normalerweis gewinnt sinn. Ech soen also direkt am Ufank, datt mer der selbstverständlech, wéi dat vum Bureau ofgemaach gouf, allkéiers eelef drunhuelen, sécher drunhuelen. Dono, wann eis nach Zäit bleift an där Stonn, déi a sech virginn ass, huele mer nach déi eng oder déi aner derbäi, wann d'Zäit et zouléisst.

Déi, déi haut net drukommen, déi kënnen nach eng Kéier eragereecht ginn oder kënnen och schréftlech gestallt ginn. Aus Zäitgrënn applizéieren ech d'Reglement, esou wéi et ..., wéi d'Reglement dat erméiglecht a wéi et et virgëtt.

De Mëtten huet all Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Déi éischt Fro ass d'Fro Nummer 83 vum Här Paul Galles un den Här Inneminister iwwert d'Aféierung vun enger Härtefallkommissioun um Niveau vun der Immigratioun. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 83 du 25 juin 2024 de M. Paul Galles relative à l'instauration d'une « Härtefallkommission » au niveau de l'immigration, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**M. Paul Galles** (CSV) | Merci villmools, Här President. Ech wëll et dann och kuerz maachen.

Härtefäll si Fäll, déi a ganz ville politesche Felder kënne virkommen. Normalerweis definéiert sech en Härtefall doduerch, dass et eng mënschlech Situatioun ass, déi net richteg mat de Reegelen a Gesetzer iwwerteneestëmmt, an dass een dann an en Dilemma kënnt, well een dem Mënsch ganz vill schuet duerch d'Applikatioun vun de Reegelen. Dat ass eng allgemeng Definitioun, et gëtt och sécher nach anerer.

An ech wëll mech hei bezéien op den Domän vun der Immigratioun, well dat ass natierlech e ganz, jo, sensibelen Domän, besonnesch wann et dann eeben ëm Zouwanderung geet, ëm Logement, ëm Aarbecht an esou weider. An do sinn duerchaus eng Rei Situatiounen, déi oft mënschlech, humanitär oder aus Gesondheetsgrënn fir Mënsche ganz schwiereg sinn. A wann dann d'Reegelen applizéiert ginn, da kënnt een eeben a sougenannten Härtefallmomenter.

Et gëtt an Däitschland, hunn ech gesinn ..., also ech hu mech do informéiert, elo an Nordrhein-Westfale gëtt et eng Härtefallkommissioun, eebe fir déi dote Saachen ze tranchéieren, fir se nach eng Kéier méi am Detail ze kucken. Also net einfach nëmme Reegelen ze applizéieren, mee och eng Kéier déi ganz Situatioun am Detail ze kucken. Déi, dat ass déi vun Nordrhein-Westfalen, war bis 2004 fräiwëlleg an duerno ass se duerch d'Zouwanderungsgesetz an Däitschland dunn institutionaliséiert ginn.

Ech wollt den Här Inneminister froen, ob mer zu Lëtzebuerg eppes Vergläichbares hu wéi déi Härtefallkommissioun aus Däitschland. Wann net, ob et iergendeppes gëtt, wat eeben dat soll ersetzen. Wann net, dann ob et geplangt ass, vläicht eppes Änleches anzeféieren oder sech do eng Kéier ze inspiréieren, oder wéi mir eeben zu Lëtzebuerg mat deenen dote Fäll ëmginn.

Merci villmools.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Galles. Dann huet den Här Inneminister d'Wuert. Här Gloden.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci dem Deputéierte Paul Galles fir déi Fro.

An Däitschland ass déi Härtefällkommissioun duerch e Gesetz vun 2004 institutionaliséiert ginn, wéi den Deputéierte gesot huet, fir Härtefäll. Den 11. Juli 2023 waren d'Servicer vun der Immigratioun déi Kommissioun an Däitschland besichen. Dës Visitt war op Initiativ vum Ronnen Dësch gemaach ginn.

Hei zu Lëtzebuerg hu mer am Immigratiounsgesetz eng Rei Fäll, eng Rei Krittären, wou ee ka sougenannten Härtefäll tranchéieren, zum Beispill wann ee ganz schlëmm krank ass oder wann d'Scolarisatioun vun de Kanner um Spill steet. A mir hu säit 2021 dee Forum ONG, wou eeben déi grouss ONGe vertruede sinn, wéi d'Caritas, d'ASTI an de CLAE. A säit senger Kreatioun bis Enn 2023 sinn do 93 Dossiere vun den ONGe presentéiert ginn. Dovunner sinn 78 Dossieren, wou eng Regularisatioun stattfonnt huet.

Dat weist, datt dee System fonctionéiert, datt e gutt fonctionéiert, et ass eng gewësse Flexibilitéit do, et ass en onkomplizéiert Schaffe mateneen. An duerfir gesinn ech à ce stade elo kee Besoin, do elo eng Institutionalisatioun vun deem Forum duerch e Gesetz ze maachen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Inneminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 84 vun der Madamm Taina Bofferding un den Här Minister fir Wunnengsbau a Landesplanung iwwert d'Revisioun vum Klimabanksystem. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 84 du 25 juin 2024 de Mme Taina Bofferding relative à la révision du système de la Klimabank, adressée à M. le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire**

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. De Premierminister huet a senger Ried zur Lag vun der Natioun ugekënnegt, dass eeben an Zukunft sollen déi Klimahëllefe prefinanzéiert ginn, dat an enger éischter Etapp nächst Joer scho bei de Fotovoltaikanlagen.

An der Debatt hunn ech gesot, dass mer dat absolutt begréissen, well trotz de Subside gëtt et awer ganz vill Leit, déi finanziell Schwieregkeeten hunn, sief et fir hiert Haus ze sanéieren oder eng Wärmepompel oder Solaranlag op den Daach ze installéieren. A wa mer jo gären déi energeetesch Transitioun wëllen an der Gesellschaft virubréngen, ass et wichteg, dass mer och jidderee mathuelen. Dofir ass et scho gutt, fir an déi do Richtung ze goen.

Sécherlech, wa mer an déi do Richtung ginn, wäert dat nach eng Zäitchen daueren, well mer gesinn haut schonn, dass d'Betriber ganz héich Avancë bei de Leit froen, éier se mat den Aarbechten ufänken. An déi Betriber waarde sécherlech keng zwielef Méint of, wann da schonn d'Aarbechten ofgeschloss sinn.

Ben, hei kéint eventuell d'Klimabank d'Léisung sinn. Dat ass e Projet, dee jo scho viru Jore lancéiert gouf, dee vläicht am Ufank net grad dee Succès hat. Do gouf et jo awer Adaptatiounen, fir dass och méi Leit vun esou engem Klimaprêt kënne profitéieren. An ech mengen, mir waren eis alleguerten an den Debatten och eens, datt een dat nach eng Kéier misst iwwerpréiwen.

Dir hutt et och an Ärem Regierungsprogramm stoen, dass no enger Analys dës nach eng Kéier sollten iwwerschafft ginn. A vu dass de Premierminister eeben an der Debatt kee Wuert méi dozou gesot huet an ech och d'Fro gestallt hat, awer keng Äntwert op meng Fro kritt hunn, wollt ech eeben haut vun der Froestonn profitéieren, fir dem zoustännege Minister dann d'Fro ze stellen, wou d'Regierung mat der Analys drun ass, wéini Dir gedenkt, eeben de Regimm vu Klimaprêten ze iwwerschaffen. An ob Der och der Meenung sidd respektiv ob d'Klimabank effektiv hei kéint hëllefen, fir en attendant, bis eeben deen Tierspayant-System, dee mer jo wierklech begréissen, en place ass, dass d'Leit dee Moment awer verstäerkt kéinten op d'Klimabank zeréckgräifen, fir kënnen hir Projeten ze realiséieren.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann huet d'Wuert: de Minister fir Wunnengsbau a Landesplanung. Här Minister.

**M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och der Madamm Bofferding fir déi interessant Fro.

Fir déi, déi mech scho kannt hunn, wéi ech nach méi dacks an deem Haus hei war, déi wëssen, datt d'Klimabank mer un d'Häerz gewuess ass an datt ech fest un de Prinzipp gleewen, datt mer duerch eng Virfinanzéierung vun energeetesche Sanéierungen de Leit kënnen Hëllefe ginn, fir datt se hir Energiepräisser à moyen terme kënne selwer an d'Hand huelen a selwer erofdrécken, datt mer gläichzäiteg awer och formidabel Marchéë kënnen entwéckelen, fir datt d'Handwierksentreprisen an deem dote Beräich eeben Aarbecht kënne fannen.

Ech hunn et deemools wichteg fonnt, ech fannen et haut wichteg an ech fannen et bei deene Präisexplosiounen, déi mer jo an der Energie hate virun enger ganzer Rei vu Joren, nach emol méi wichteg, datt mer dat doten Instrument voll zur Geltung bréngen.

Dir hutt et gesot: Wéi se geschafe gouf, ware mer eigentlech an enger Period, wou d'Zënsen extreem niddreg waren, soudatt déi Instrumenter, déi en place gesat goufe vun enger Klimabank, nämlech eng staatlech Garantie op deenen Investissements d'amélioration énergétique, wéi awer och eng Zënssubventioun – awer ëmmerhi bis zu 1,5 % vun engem Zënssaz konnten domat subventionéiert ginn, wat awer considerabel ass –, un Attraktivitéit verluer hunn, well d'Zënsen eben op den internationale Marchéen an eeben och bei de Banken hei op der Plaz deementspriechend méi niddreg waren, an domadder war den Drock vläit manner grouss. Dat kann eng Erklärung sinn, firwat datt d'Klimabank bis elo net hire Succès fonnt huet.

Dës Regierung bekennt sech zu deem Prinzipp an hirem Regierungsprogramm. Dës Regierung seet awer och, datt mer déi Analys do nach eng Kéier musse verdéiwen, vläicht och nach eng Kéier musse kucken, wéi mer eng Verknäppung hikréien zu aneren Aiden, déi entre-temps derbäikomm sinn, aneren Aiden, déi mer och krisebedéngt jo nach eng Kéier dropgesat hunn, déi och zum groussen Deel nach eng Kéier confirméiert goufen a weidergefouert goufe vun dëser Regierung an och an Zukunft wäerte gëllen, an awer gläichzäiteg och dem Aspekt vun engem Virfinanzéieren, wou mer net nëmme Subventioune ginn, mee datt d'Leit dann awer och dat, wat se aus der eegener Täsch musse bäileeën, iwwer e Prêt kënne finanzéieren, deen, wéi déi zwee Instrumenter, déi hei existéieren, zum Deel staatlech garantéiert ka ginn, wéi awer och eng Subvention d'intérêt kënne kréien. An dat, denken ech, kann an Zukunft nach méi eng grouss Roll spillen.

Dir frot, wéini mer déi Analys do ofgeschloss hunn. Do ass et geféierlech, Iech elo en Datum ze nennen, well soss kënne mer eis jo direkt hei erëm Rendezvous ginn an et kéint sinn, datt se nach net ofgeschloss ass. Mee ech denken, datt dat doten awer eppes ass, wat mer am Ufank vun dëser Legislaturperiod sollten op de Leescht huelen, déi Analys maachen a virun allem kucken, d'Vernetzung vun der Klimabank mat allen aneren Acteuren, déi och do täteg sinn an och do Aidë ginn, fir wierklech déi Vollentfalung vun där Puissance, déi a mengen Aen nach ëmmer do derhannert steet, kënnen ze garantéieren.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 85 vun der Madamm Carole Hartmann un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert den Traitementsënnerscheed tëschent de Salariéen an de Selbststännegen, wat de Cumul vun Akommes mat enger anticipéierter Rent ugeet. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 85 du 25 juin 2024 de Mme Carole Hartmann relative à la différence de traitement entre les salariés et les indépendants en matière de cumul d'un revenu professionnel avec une pension de vieillesse anticipée, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. Madamm Minister, de Koalitiounsaccord gesäit vir, dass déi gesetzlech Bestëmmunge fir Salariéen an Independanten harmoniséiert solle ginn, dëst, well zurzäit nach net begrënnbar Ongläichheete bestinn, déi fir Independanten deelweis grouss Nodeeler duerstellen. Dat ass och de Fall, wann ee mat enger virgezunnener Alterspensioun enger professioneller Aktivitéit nogeet. Fir Salariéen an Independante gëllen hei ënnerschiddlech Reegele beim Cumul vum Revenu mat der Pensioun.

Am Mäerz dëst Joer huet d'Verfassungsgeriicht zréckbehalen, datt déi ënnerschiddlech gesetzlech Behandlung vu Salariéen an Independanten, wat d'Pension de vieillesse anticipée ugeet, net verfassungskonform ass, well se nämlech géint den Egalitéitsprinzipp verstéisst.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Ministesch vun der Sozialversécherung:

Quitte dass déi verfassungswiddreg Dispositioune sech net méi applizéiere kënnen, wéini gedenkt d'Regierung d'Cumulsreegele vun engem professionelle Revenu mat enger virgezunnener Alterspensioun fir Salariéen an Independanten an enger Gesetzesupassung ze harmoniséieren?

Gëtt an deem Kader eventuell doriwwer nogeduecht, d'Limitte fir de Revenu, déi ee mat enger Pension de vieillesse anticipée verdénge kann, ofzeschafen oder eropzesetzen, fir esou méi Leit am Alter ze motivéieren, weider enger Aarbecht nozegoen; dëst grad ënnert der Berücksichtegung, dass dës Limitten ab 65 Joer jo net méi gëllen?

An nach méi generell: Sinn um Niveau vun der Regierung aner gesetzlech Upassungen am Sënn vu méi Gläichberechtegung tëschent Salariéen an Independanten an Aussiicht?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann huet elo d'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet d'Wuert. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Jo, merci och der Madamm Hartmann fir déi pertinent Fro.

Et ass scho méi laang bekannt, datt déi ongläich Behandlung am Code besteet, am Artikel 184. An duerfir haten och d'honorabel Deputéiert Laurent Mosar a Marc Spautz schonn d'Initiativ geholl, fir eng Proposition de loi an deem Sënn ze deposéieren, am Dossier 7922.

Den Avis vum Staatsrot datéiert vum 7. Februar 2023. Ab do ass d'Caisse nationale d'assurance pension aktiv ginn, fir déi Proposition de loi opzehuelen an ze completéieren, well mir hunn zwee Regimmer: een ëffentleche Regimm fir d'Fonction publique an ee Regimm fir déi Leit, déi am Privatsecteur schaffen. An do gëtt et och Leit, déi eng Pensioun am Privatsecteur kréien an nach e bëssen an der Fonction publique verdéngen, an ëmgedréit. Dat war nach net an där Proposition de loi virgesinn, an duerfir muss dat matageschafft ginn.

Nom genannten Urteel vum 1. Mäerz 2024 ass dunn dee ganzen Dispositif anticumul als net verfassungskonform deklaréiert ginn. En éischten Entworf vun engem Avant-projet de loi loung dem Minister am Februar 2023 vir, a gouf elo nom Urteel erëm adaptéiert an ass bei déi jeeweileg juristesch Servicer gaangen, fir finaliséiert ze ginn. Mir rechnen domadder, am Hierscht 2024 en Depot kënnen ze maachen. Domadder wier d'Fro vum Wéini beäntwert.

Ob mer déi Limitt vun engem Drëttel vum Mindestloun bäibehalen oder net, hu mer elo mol net diskutéiert. Mir hunn elo mol „à législation constante" räsonéiert an den Dispositif gläichgezunn. Dat kënne mer awer gären diskutéieren.

An op déi aner Fro, ob nach aner Dispositiffen en cours sinn, déi missten adaptéiert ginn, weess ech sécher, datt och Propositions de loi vun deene selwechten honorabelen Deputéierten do leien, fir am Chômage nach verschidden Dispositiounen ze adaptéieren. Do musse mer da mam Aarbechtsminister kucken, wéi wäit datt deen ass.

Villmools merci.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch.

Da komme mer zur Fro Nummer 86 vun der Madamm Alexandra Schoos un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert de Suivi vun der Covidpandemie. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 86 du 25 juin 2024 de Mme Alexandra Schoos relative au suivi de la pandémie Covid-19, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Merci, Här President. Madamm Gesondheetsminister, ech hunn net schlecht gestaunt, wéi ech d'Äntwerte krut op meng parlamentaresch Froe 690 an 883.

Ech hunn Iech ënner anerem gefrot: „Wéi soll sech den eigentlechen Expertegrupp", wéi e genannt ass an der Motioun vun der CSV, „(‚groupe d'experts indépendants') herno zesummesetzen, virun allem och, fir de Charakter vun der Onofhängegkeet vun dësem Grupp ze garantéieren?"

Doropshin äntwert d'Madamm Minister, dass d'Motioun vun déi gréng vum 2. Mee 2024 d'Regierung invitéiert – an elo fänken ech mam Zitat u vun der Äntwert vun der Madamm Minister –: „am Kader vun der future ‚Loi santé publique' een Inventaire ze maachen ‚de toutes les mesures prises pour lutter contre la propagation du virus'", et cetera, „ouni nach emol op d'Noutwendegkeet vun engem onofhängegen Expertegrupp hinzeweisen. Duerfir ass de Moment och net virgesinn, sou een Expertegrupp anzesetzen." Dat war d'Äntwert vun der Madamm Gesondheetsminister.

Ech hat den 2. Mee d'Madamm Minister och nach eng Kéier drun erënnert, dass d'Motioun vun der CSV vun 2023 net duerch d'Motioun vun déi gréng vun dësem Joer opgehuewen oder ersat gëtt. Zousätzlech erënnert och nach eng Kéier d'Motioun vun déi gréng selwer direkt am éischte Punkt drun, dass jo schonn an der Motioun vun der CSV e Groupe d'experts indépendants gefrot ginn ass.

Här Chamberspresident, Madamm Minister, als nei gewielten Deputéiert feele mir quasi d'Wierder! Hei ginn unanime gestëmmte Motiounen einfach ignoréiert. A mir schéngt et, dass mer hei bei engem Wonschconcert sinn, wou d'Regierung sech erausnimmt, wéi eng Motioune consideréiert ginn a wéi eng net!

An eisen Aen, baséiert op deenen zwou Motiounen, ass d'Regierung nach ëmmer verflicht, eng Analys ze maache vun de Mesüren, déi wärend der Covid-pandemie geholl gi sinn, an dat duerchgefouert vun engem onofhängegen Expertegrupp. An och net nëmmen en Inventaire, mee eng ëmfaassend an detailléiert Evaluatioun vun de verschiddene Mesüre betreffend hir Effikassitéit, Noutwendegkeet, Proportionalitéit an hiren net diskriminatoresche Charakter!

Fir d'ADR ass de Projet de loi fir eng Loi santé publique onofhängeg vun der grad genannter Analys ze behandelen, quitte dass natierlech d'Resultater vun där Analys an déi Loi santé publique mat erafléissen.

Vun dohier haut an hei ganz kloer meng Fro: Madamm Minister, wäert Dir en onofhängegen Expertegrupp an d'Liewe ruffen, esou wéi et gefrot ass an der Motioun vun der CSV vun 2023 a sou wéi dorun erënnert ginn ass an der Motioun vun déi gréng vum 2. Mee 2024? Wann net, firwat ignoréiert d'Regierung hei ganz kloer dës Fuerderung vun der Chamber, an net nëmme vun der Chamber, mee och vum Vollek?

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Tipptopp!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Schoos. Dann ass d'Wuert fir d'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Villmools merci, Madamm Schoos, fir déi Nofro a fir mer d'Geleeënheet ze ginn ze soen, firwat datt ech esou geäntwert hunn, wéi ech geäntwert hunn.

Virun e puer Momenter hu mer hei vun zwou honorabelen Deputéierten ee Plädoyer gehale kritt, dass ee misst Respekt virum éischte Pouvoir hunn.

An Ärer éischter Fro vum 6. Mee, déi d'Nummer 690 dréit, zitéiert Der aus enger Sitzung vum 2. Mee, datt eng Motioun ugeholl gi wär, wou dra géif stoen, datt eng „analyse indépendante relative à l'efficacité des mesures" misst gemaach ginn. An dee Saz, deen Der do zitéiert, ass aus där Motioun, déi zwar deposéiert ginn ass, déi awer deen Dag net gestëmmt gouf.

A fir dat net am grousse Public breetzetrieden, hunn ech déi Äntwert gemaach, déi ech gemaach hunn – e bësse salomonesch. Ech hu laang nogeduecht, wat ech sollt äntwerten. An duerfir hunn ech mech op d'Motioun bezunn, déi op där richteger Plaz um Chambersite steet. Ech hunn de Link och nach ënnen op déi Säit dragesat, fir op déi richteg Motioun hinzeweisen, an drop hinzeweisen, datt do eigentlech just am Kader vun der nächster Loi santé publique, wéi Der gesot hutt, en Inventaire géif opgestallt gi vun de Mesüren.

Et war mer bewosst, datt ech op all déi eenzel Froen, déi Der gestallt hutt, net agaange sinn. Mee wann ech dorobber agaange wär, hätt ech, wéi gesot, missen drop hiweisen, datt Dir Iech op déi falsch Motioun referéiert hutt.

Dir hutt dunn den 13. Juni mat der Fro 883 nach eng Kéier Ären Onmutt zum Ausdrock bruecht, datt ech net op all déi Froe geäntwert hunn. Ech hunn du mäi Mutt an zwou Hänn geholl an nodeems Der warscheinlech selwer gemierkt hat, datt Der Iech op déi falsch referéiert hat, hutt Der dann déi Motioun vum 23. Mäerz vum Claude Wiseler zitéiert, wou effektiv de Groupe d'indépendants nach drastoung. An ech hunn du geäntwert op déi Fro: „Goufen déi zwou Motiounen, esou wéi vun der Madamm Gesondheetsminister ugekënnegt, mëttlerweil am Regierungsrot diskutéiert?". Dorop hunn ech mat Jo geäntwert.

Op déi aner Fro: „Wéi soll sech den eigentlechen Expertegrupp zesummesetzen?", war eigentlech näischt ze äntwerten, well et gëtt jo elo keen Expertegrupp. „Läit en Dokument vir, wat d'Missioune vum Expertegrupp soll beschreiwen?" Jo, wa mer keen Expertegrupp asetzen, da kënne mer och keng Missioune beschreiwen. A wéi déi finanziell Ressourcë vun deem Expertegrupp sollen ausgesinn, huet sech dunn och erüübregt.

Wéi gesot, mir hunn dat um Regierungsniveau diskutéiert. Mir hunn déi Rapporte gekuckt, déi do sinn un der OCDE, vun der OMS iwwer Lëtzebuerg. A mir sinn am Moment der Meenung, datt et kee Bedarf gëtt, fir en onofhängegen Expertegrupp anzesetzen. Mir halen eis un dat, wat an der Motioun den 2. Mee gestëmmt ginn ass, a wäerten am Kader vun der Loi santé publique alles opschaffen, wat opgeschafft gi muss.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch.

Da komme mer zur Fro Nummer 87 vum Här Alex Donnersbach un den Här Kulturminister iwwert d'Reform vun der preventiver Archeologie. Här Donnersbach, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 87 du 25 juin 2024 de M. Alex Donnersbach relative à la réforme de l'archéologie préventive, adressée M. le Ministre de la Culture**

**M. Alex Donnersbach** (CSV) | Merci, Här President. D'Regierung huet d'lescht Woch de 40-Punkte-Plang am Logement méi am Detail virgestallt. Dëst si wichteg Mesüren, déi hei an der Chamber an den nächste Méint wäerten deposéiert an debattéiert ginn an déi e weidere Schrëtt sinn, fir méi einfach a méi séier Wunnengen hei zu Lëtzebuerg ze bauen an op de Marché ze brëngen.

An deem 40-Punkte-Plang vun der Regierung geet et och besonnesch ëm d'Prozeduren, souwuel beim Staat selwer wéi bei de Gemengen, awer och a verschiddene Beräicher: Urbanismus, Ëmwelt. E weidere Beräich, deen am Kontext vum Logement awer eng Roll spillt, an deen och am Koalitiounsofkommes ugekënnegt ginn ass, ass d'Gesetz vum 25. Februar 2020 iwwert de Patrimoine culturel, a konkreet och zum Prinzipp vun der Archéologie préventive.

Ech erënneren hei nach eng Kéier un dat, wat ech op dëser Plaz och schonn eng Kéier gesot hunn: de Problem, deen d'SNHBM zu Rëmersche begéint huet, wou bei Fouilles archéologiques hu misse 6.000 $m^3$ Buedem ewechgefouert ginn no de Fouillen a wou déi 6.000 $m^3$ neie Buedem hu missen erbäibruecht ginn, Käschten, op deenen d'SNHBM komplett sëtze bliwwen ass, vun 318.000 Euro. All Haus an deem Projet ass 8.000 Euro méi deier ginn an et ass weider Zäit verluer gaangen.

Oder en anert Beispill: Et muss een ëmmer eng Autorisatioun ufroen an all de Zones d'observation archéologique, fir keng Evaluatioun missen ze maachen, bei all Projet de travaux de construction, de démolition, remblai et déblai, wann ee manner wéi 0,25 Meeter déif geet.

Dat alles bedeit vill Aarbecht, vill Contrainten. An hei wéilt ech ganz konkreet de Minister vun der Kultur dowéinst froen, wéi et hei mat den Aarbechten un der Revisioun vun dësem Text steet. Gëtt et schonn eng Timeline, an där de Projet hei kéint presentéiert ginn? A besonnesch: Wéi kéinten déi Prozeduren och acceleréiert ginn a méi séier weidergoen?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Donnersbach. Dann huet den Här Kulturminister d'Wuert. Här Minister.

**M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischt dem Här Donnersbach e ganz, ganz grousse Merci fir dës Fro.

De Prinzipp vun der Archéologie préventive gouf eréischt am Patrimoinesgesetz vum 25. Februar 2022 agefouert. Jo, wéi den Numm et seet, huet d'Archéologie préventive d'Zil, de Risiko vu gréisseren Imprevuen an och Retarde wärend Konstruktiounsaarbechten ze reduzéieren an esou och dem Amenageur méi Previsibilitéit ze ginn. Dëst betrëfft engersäits ganz kloer säi Kalenner, mee natierlech och säi Portmonni. An dës zwou Saachen, dat wësse mer alleguer, jo, spillen eng besonnesch wichteg Roll bei all deene Logementsprojeten, déi mer kennen.

A Saache Logement, dat hutt Der ugeschwat, ass et richteg, dass d'Regierung net méi spéit wéi d'lescht Woch eng ganz Panoplie u Mesüren, e ganze Mesürepak op den Dësch geluecht huet. An deem Pak geet ënner anerem och rieds vum Prinzipp vum „silence vaut accord". Ech wëll hei – an dat fannen ech ganz flott, dass ech dat hei eng Kéier ka maachen – drop hiweisen, d'Geleeënheet notzen, profitéieren, fir eeben Iech nach eng Kéier mat op de Wee ze ginn, datt d'Patrimoinesgesetz vun 2022 a Saache „silence vaut accord" mat zu de First Movers an deem Beräich gehéiert.

Jo, dee Prinzipp gëtt et elo schonn an en ass explizitt och schonn am Archeologiesgesetz, am Patrimoinesgesetz vun 2022 esou festgehalen. Konkreet heescht dat: Wann den INRA mat enger Evaluatioun vun engem Terrain saiséiert ass an de Minister an deem Sënn innerhalb vun 30 Deeg näischt géif ordonéieren, also keng Äntwert gëtt, da spillt eeben de Prinzipp vum „silence vaut accord" an et gëtt eng Levée des contraintes. Dëst ass ganz am Sënn vun der Acceleratioun vun de Prozeduren a ganz kloer och am Sënn vun der Simplification administrative, déi eis alleguerten heibannen um Häerz läit.

Dir hutt mech konkreet natierlech och no der Reform vun der Archéologie préventive gefrot. Wichteg ass et mer, hei ze ënnersträichen, dass mer un deem Esprit vun deem besote Projet de loi aus dem Joer 2022 festhalen. De Koalitiounsaccord gesäit awer och effektiv eng punktuell Ännerung um finanzielle Volet vun der Archéologie préventive vir.

Wat heescht dat konkreet? Ma an Zukunft sollen, jo, d'Käschte fir d'Fouilles préventives op engem Terrain integral vum Staat iwwerholl ginn. Bis ewell iwwerhëlt de Staat just d'Hallschent. Dëst wäert d'Bauhären a ganz kloer och d'Amenageure finanziell entlaaschten an esou zu méi einfachem an och méi séierem Baue bäidroen, wat, wéi gesot, eng Prioritéit vun dëser Regierung ass.

Wou ass d'Reform elo drun? Meng Ekippen aus dem Kulturministère zesumme mam INRA schaffen äifreg un dësem Text a mir sinn hei op der leschter Ligne droite. Ech sinn och ganz zouversiichtlech, dass ech nach dëst Joer virum Summer, an deenen nächste Wochen, dem Regierungsrot en Avant-projet de loi ka presentéieren. Fir dann an deem Sënn all de Betraffenen déi gréisstméiglech Previsibilitéit ze ginn, kommen ech dann natierlech och zäitno an d'Chamber, fir der Chamber dann an der Chamberskommissioun Ried an Äntwert ze stoen an de Projet dann och ze presentéieren.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 88 vun der Madamm Sam Tanson un den Här Premierminister iwwert d'Verhandlungen ëm d'Spëtzeposte fir d'EU-Institutiounen. Madamm Tanson.

**– Question n° 88 du 25 juin 2024 de Mme Sam Tanson relative aux négociations par rapport aux postes clés de l'Union européenne, adressée à M. le Premier ministre**

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo. Merci, Här President, an ech ka mer et elo wierklech net verkneifen, well ech elo d'Wuert hannendrun hunn, fir ze soen, dass ech dat eng ganz gutt Saach fannen, an ech regrettéieren, dass et bei dem éischten Depot vum Projet net méiglech war, genau dat ze maachen, well dee Koalitiounspartner, deen nach ëmmer op der Regierungsbänk sëtzt, deemools net do dermat d'accord war.

Komme mer awer elo zur europäescher Politick. Här Premierminister, ech wollt Iech eng Fro stelle par rapport zur Positioun vu Lëtzebuerg bei der Verhandlung iwwert d'Topjobs, déi elo an deenen nächsten Deeg zu Bréissel wäert ustoen. Ech hunn awer natierlech elo grad bei „Politico" gesinn, d'Decisioun wier gefall. Dir kënnt eis dat da vläicht confirméieren. Et gouf jo … Bei deem leschte Conseil war jo eng Diskussioun opkomm, dass … An de Prem..., den Ex-Premierminister, den Ausseminister – ech wäert mech iergendwann dru gewinnen – huet nach gëschter fonnt, d'EVP wäert jo net ze vill gurmangzeg sinn, wat eeben déi Topjobs ubelaangt.

An duerfir eeben d'Fro, wéi Der Iech do an der Regierung ofgeschwat hutt. Well jo bei dem leschte Conseil, dat stoung emol an der Press, wär d'Konklusioun gewiescht, dass Är Mammepartei och misst de Conseilspresident zur Hallschent gesplitt kréien. Ass déi Fuerderung elo vum Dësch? Dat wier also meng éischt Fro.

Meng zweet Fro ass: Sidd Der dann elo d'accord mat deem Pak, wéi e virläit, eebe von der Leyen, Kallas a Costa?

An da meng lescht Fro, well dat jo och vill diskutéiert ginn ass: Wéi positionéiert Der Iech da par rapport zu engem Aarmreechen oder enger sougenannter Brandmauer vun de Postfaschiste vun der Madamm Meloni? Och hei am Artikel vu „Politico" liest een, datt si elo e gudden, grousse Poste versprach kréich fir hire Commissaire. Den Här Orbán huet awer schonn op Twitter geschriwwen, dass déi Topjobs, wéi se elo géingen um Dësch leien, net all Memberstaat géinge representéieren, mee just – ech zitéieren – „leftists and liberals". An duerfir meng Fro, wéi Der Iech par rapport zu där Brandmauer do positionéiert.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Dann huet d'Wuert: de Premierminister. Här Premierminister.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Här President, et gëtt an Europa politesch Fakten an et gëtt Prozeduren. Politesch Fakte sinn, datt aus den Europawalen zwee Drëttel proeuropäesch Parteien ervirgaange sinn an datt sech aus deenen eng Majoritéit erauskristalliséiere muss, déi dann och déi eenzel Poste besetzt.

An der Press gëtt vill geschwat iwwer Posten, mee et geet och ëm Inhalter. An et ass esou, datt op deem éischten informelle Conseil – dat war kee Conseil, dat war eng informell Reunioun vun de Staats- a Regierungscheffen, wou also guer keng Decisioun konnt geholl ginn – gesot ginn ass an e Konsensus war vun deenen, déi an deene proeuropäesche Parteie sinn, déi am Conseil deelhuelen, d'Chrëschtdemokraten, d'EVP, d'Sozialisten an déi Liberal, datt déi wéilte versichen, zesummen eng Majoritéit ze bilden. An dorauser entstinn och déi eenzel Funktiounen, déi ze besetze sinn.

Domadder beäntwerten ech de Schluss vun Ärer Fro, nämlech datt opgrond vun där Konstellatioun, well d'Posten oder d'Käpp mussen op d'Inhalter passen, an deem dote Plang keng Plaz ass bei der Besetzung vun de Presidente vun deenen eenzelnen Institutioune fir Parteien, déi net aus der proeuropäescher Mëtt si vun deenen dräi Parteien, déi ech elo grad genannt hunn.

Dorobberhin hunn déi dräi Parteie, vun deenen ech elo geschwat hunn, Negociateure genannt an déi Negociateure sinn amgaangen, déi Gespréicher ze féieren. Ee vun deenen Negociateuren ass de polnesche Premierminister Donald Tusk vun der EVP, dee jo och d'lescht Woch hei zu Lëtzebuerg war a bei der Pressekonferenz gesot huet, datt et eng Tendenz gëtt, fir an d'Richtung ze goe vun deenen dräi Nimm, déi Dir elo grad zitéiert hutt, nämlech d'Madamm von der Leyen als Kommissiounspresidentin, den Här António Costa als Conseilspresident, als Propositioun vun de Sozialisten, an d'Madamm Kallas als Aussebeoptraagt vun der EU, als Propositioun vun den europäesche Liberalen.

Déi Diskussioune sinn nach amgaangen, well déi kënne jo eréischt aktéiert ginn, wa mer e volle Conseil beieneen hunn an dee Conseil, dee kënnt eréischt en Donneschdeg den Owend an e Freide beieneen. Sollten déi dote Propositiounen um Dësch leien, da muss ech soen, datt déi meng Zoustëmmung wäerte fannen, well se souwuel vum Inhalt hier, wat fir mech wichteg ass, wéi vun de Personalitéiten hier menger Meenung no déi Aufgaben do zur voller Satisfaktioun ausübe kënnen.

D'Fro vun der Durée vun deene Mandater ass am Traité kloer beschriwwen. De President vum Europäesche Conseil gëtt genannt fir zwee an en halleft Joer. D'Fro ass dann: Leet ee sech elo scho fest iwwert dat, wat duerno geschitt, oder net? An ech wëll soen: Dat ass net nëmmen eng Fro, déi sech am Conseil stellt. Déi stellt sech och am Europäesche Parlament. Duerfir: Déi, déi an der Press just iwwert de Conseil schwätzen, mussen natierlech och gesinn, datt et och nach e Pendant gëtt am Europaparlament, mat deem de Conseil natierlech net direkt eng Kompetenz huet, mee deen awer am Gesamtbild muss berücksichtegt ginn.

Ech kann Iech just, à ce stade, soen, datt, opgrond vun deenen Informatiounen, déi ech an deene leschten Deeg kritt hunn, an deene leschte Stonnen och kritt hunn, déi Negociatioune konstruktiv viruginn an datt ech duerfir ganz optimistesch sinn, datt mer um Conseil européen den Donneschden/Freide wäerten zu engem Accord kommen, y compris bei där doter Fro.

An dann, mäi leschte Punkt ass nach eng Kéier: Och do gëtt et da Prozeduren. De Conseil proposéiert e Kommissiounspresident. Dee muss vum Parlament approuvéiert ginn an duerfir ass dat alles e bësse méi komplex. Mee ech mengen net, datt et zu grousse Streidereie kënnt. Mir wäerten op jidde Fall eist derzou bäidroen, datt et zu engem Accord kënnt. An eréischt, wann deen Accord iwwert d'Topjobs besteet, wäert all Memberstaat säi Kommissär proposéieren a mat der Kommissiounspresidentin diskutéieren. An doriwwer hu mer kloer Virstellungen, well dat ass an der Kompetenz vun der Lëtzebuerger Regierung a vu soss kengem.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Premierminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 89 vum Här Gérard Schockmel un den Här Inneminister iwwert d'Autorisation de séjour fir Privatleit aus engem Drëttland, déi op hir eege Käschte kënne liewen. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 89 du 24 juin 2024 de M. Gérard Schockmel relative à l'autorisation de séjour pour des personnes privées en capacité de vivre de leurs propres ressources et provenant d'un pays tiers, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**M. Gérard Schockmel** (DP) | Merci, Här President. Effektiv, a menger Fro geet et ëm d'Openthaltsgeneemegung fir Persounen aus Drëttstaaten, déi aus private Grënn zu Lëtzebuerg sinn. Hei gëtt et d'Gesetz vun 2008 an dat gëtt fir Openthaltsgeneemegungen eng ganz Partie Konditioune vir. Esou muss een ënner anerem och beweisen, datt een eege Ressourcen huet, fir kënne fir sech selwer ze suergen. Dat kann och eng Pensioun sinn, déi ee bezitt, an dat ass am Punkt 1b vun dem Artikel 78 festgehal.

Allerdéngs muss déi Pensioun vun enger Sozialversécherung zu Lëtzebuerg ausbezuelt ginn oder vun enger Sozialversécherung aus dem europäesche Schenge-Raum. Et hätt also scho Fäll ginn, datt Persounen aus Drëttstaaten, déi ënner anerem och schonn zu Lëtzebuerg liewen, duerch e Courrier vum Ministère opgefuerdert gi wieren, d'Land ze verloossen, dëst onofhängeg dervun, dass si à même wieren, fir hire Liewensënnerhalt am Land selwer ze garantéieren. Dat féiert zu engem gewëssenen Onverständnis, virun allem, wann et hei ëm Länner geet, zu deene Lëtzebuerg ganz enk a frëndschaftlech Relatiounen ënnerhält.

Hei stelle sech eng Partie Froen, déi ech bei dëser Geleeënheet un den Här Inneminister adresséieren:

Wéi steet den Här Minister zum Artikel 78 (1b) aus dem Gesetz vun 2008? Sinn him Situatioune bekannt, wou dësen Artikel applizéiert gëtt a Persounen opgefuerdert goufen, d'Land ze verloossen? Wéi vill där Bréiwer sinn dëst Joer verschéckt ginn? Wéi vill Persoune sinn dovu betraff?

Wäert den Här Minister dësen Artikel wëlle bäibehalen oder gëtt et Iwwerleeungen, fir hei eng Upassung ze maachen? Am Fall vun enger Upassung, géif de Ministère d'Opfuerderungen dann eventuell temporär aussetzen?

A fir de Fall, datt Privatpersounen d'Land géife verloossen an duerno wëlle mat engem Touristevisa zréckkommen, wéi gëtt dës Situatioun gehandhaabt? A kéinten an dësem Fall virdru Bescheinegungen ausgestallt ginn, datt déi Leit als Resident an net just op Visitt zu Lëtzebuerg waren, fir ze verhënneren, datt déi 90 Deeg vum Touristevisa direkt iwwerschratt sinn?

Villmools merci fir Är Äntwert.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Schockmel. Dann ass d'Wuert fir den Här Inneminister. Här Inneminister.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci dem éierewäerten Deputéierte Schockmel fir dës Fro. D'Gesetz vun 2008 ass ofgeännert ginn duerch e Gesetz vum 21. Abrëll 2023, dat dës Chamber gestëmmt huet, wou d'Konditioune fir Drëttstaatler bei der Openthaltsgeneemegung fir Privatzwecker ëmgeännert gi sinn. Dat, well et ganz vill Abuse gi si virun där Ofännerung vun 2023, well

vill Leit op Lëtzebuerg komm sinn, och eng Preuve hate vun enger Pensioun aus engem Drëttstaat, an dann no engem Joer hate se awer op eemol keng Ressourcë méi, fir hei kënnen ze liewen.

Duerfir huet d'Chamber den 21. Abrëll 2023 dëst Gesetz gestëmmt, an dorobberhi sinn déi Abusen do och gänzlech zréckgaangen. Et ass awer dofir fir déi Leit, déi en Titre de séjour virum 12. Mee 2023 kruten, elo net méi méiglech, e Renouvellement vun deem Titre unzefroen, well se dann eeben déi Konditioune vun de Ressourcen do net méi erfëllen.

Do kann et natierlech, an do ginn ech Iech Recht, zu Situatioune kommen, datt d'Leit, wa se mat deem Titre de séjour méi laang zu Lëtzebuerg liewen an net d'Konditioune fir en Titre de séjour an enger anerer Kategorie erfëllen, dann eebe mussen heemgoen.

Wat ass zum Beispill d'Solutioun? D'Solutioun ass, ënner anerem, datt déi meescht vun deene betraffene Persounen no engem legale Sejour vu méi wéi fënnef Joer op en Titre de séjour résidence longue durée kënne wiesselen. Bei anere war dëst net méiglech, well verschidde Konditiounen net erfëllt waren. Wann et also Leit gëtt, déi duerch déi gesetzlech Modifikatioune kee Recht méi hunn op en Titre de séjour vie privée an och d'Konditioune fir en Titre de séjour an enger anerer Kategorie net erfëllen, da kënne meng Servicer eng individuell Analys vum Dossier maachen, wou gekuckt gëtt, wéi laang déi Leit schonn zu Lëtzebuerg sinn, ob si sech nach eppes zuschold komme gelooss hunn a wat d'Liene mat hirem Heemechtsland nach sinn. Wa sech dann erausstellt, dass et wierklech Härtefäll sinn, da gëtt probéiert, nom Prinzipp vun der Proportionalitéit do eng Léisung ze fannen.

Mee meng kloer Äntwert ass: À ce stade gëtt d'Gesetz net geännert, fir net erëm d'Dier opzemaache fir Abusen!

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Inneminister.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 90 vum Här Marc Goergen un den Här Minister fir Wunnengsbau a Landesplanung iwwert de Mangel u bezuelbare Wunnengen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 90 du 25 juin 2024 de M. Marc Goergen relative à la pénurie de logements abordables, adressée à M. le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire**

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Ech si frou, dass ech haut meng Fro un den Här Meisch ka stellen. Ech hat se gëschter Moie schonn ugefaangen, du goufe mir zwee abrupt auserneegerappt an der Kommissioun, soudass ech wärend der Froestellung mol net fäerdeg konnt schwätzen.

An ech hunn elo gesinn, Dir hutt fir nächste Méindeg elo eng nei Kommissioun ugesat, wou awer leider zum selwechte Moment d'Jugendparlament wäert hei sinn an dat um 10.00 Auer eng Motioun iwwert de Logement wäert hunn. Ech weess net, wéi mer dat solle maachen. Dofir hunn ech mer geduecht, da stellen ech dem Här Meisch haut emol d'Fro, well haut kann och kee vun der CSV mech ënnerbriechen a soen, ech misst ophalen, meng Froen ze stellen.

**M. Marc Lies** (CSV) | Egal wat!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Et ass net egal wat, Här Lies, dat ass eis gëschter esou geschitt!

Mee ech kommen awer elo zu der Indexfro, well déi aner Froen däerfe mer jo herno nach eng Kéier klären, wéi Dir hei mat eis verfuert. An zwar Follgendes: An Ärer Pressekonferenz hutt Der erkläert, dass Der elo géingt den Index ..., wa Proprietären Iech eng Wunneng zur Verfügung stellen, dass Der déi Loyere géingt indexéieren. Dat wär eng ganz nei Approche, wéi et eigentlech bis elo am Gesetz bei Privatwunnengen net erlaabt war. Bis elo war et ëmmer esou, dass de Mieter, de Locataire, ëmmer geschützt war, fir dass en net mat all Indextranche erëm de Verléierer ass.

An deementspriechend hunn ech meng Fro haut matbruecht, wou ech Iech wollt froen, wéi Dir Iech dat da virstellt. Well Dir hutt jo gesot, op där enger Säit géingt Der kompenséieren. Wann de Proprietär, soe mer, 20 Euro géing froen de Meeterkaree, Dir awer herno de Locataire der 10 frot, da géingt Dir déi 10 Euro Differenz dertëschent bezuelen. Dat ass de Konzept, sou wéi ech e verstanen hunn.

Et ass awer elo esou, dass Der geschriwwen hutt, déi 20 wieren herno indexéiert. Dat ass eng ganz nei Approche. Dat géing a sech dem ganze Marché vun den Immobilien nach eng Kéier – fir mech – en negativen Impakt bréngen. An do ass dann d'Fro: Bezilt dann herno de Staat dem Proprietär déi Indexéierung, well dee kritt jo da méi Loyer? Oder wëllt Der dat un déi Leit, déi scho mussen an de bezuelbare Wunnraum goen an net genuch Geld hunn a sech, fir um normale Marché ..., wëllt Der deenen et nach eng Kéier indexéieren? Well esou oder esou stellt sech hei eng Ongerechtegkeetsfro, wann Dir wierklech an deem heite Projet den indexgebonnene Loyer géingt aféieren.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Dann huet elo d'Wuert: den Här Minister fir Wunnengsbau a Landesplanung.

**M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech denken, Här Goergen, dat doten, wéi och aner Froen, déi sécherlech nach Kolleeginnen a Kolleege vun Iech hunn, sollte mer effektiv an der Chamberskommissioun nach eng Kéier diskutéieren, well ech och an der Froestellung a bei villen anere Commentairen héieren hunn, datt nach Klärungsbedarf schéngt ze sinn.

Ech sinn och net esou pessimistesch, soudatt mer zäitno en Delai wäerte fannen, wou et der Chamber geet a wou d'Regierung sech nach iergendwéi awer och kann nach Zäit huelen, fir dann och gären heihinner ze kommen. Ech mengen, et war och gëschter net un Iech an u mir, datt dat gescheitert ass.

Jo, mir hunn no Diskussiounen, déi mer mam Privatsecteur am Immobilieberäich haten, ofgemaach, datt mer Pilotprojete wëllen testen, wéi mer, amplaz datt mer, wéi mer et elo maachen, VEFA-Projeten, also fäerdeg autoriséiert Immobilieprojeten, ofkafen, se kéinten oflounen an datt de Fonds du Logement déi géif lounen zu engem Loyer, deen ënnert dem Marchésloyer läit. Well ech denken, datt do, wou de Staat hannendrusteet, dat emol e gudde Locataire ass, dee fiabel ass, deen all Mount bezilt, datt wann de Staat derhannert steet, een och vläicht seng Finanzéierungskäschten op der Säit vun der Bank och nach eng Kéier e Stéck gedréckt kéint kréien, an datt dat justifizéiert, datt mer e Stéckwäit ënnert dem Marchéspräis do géifen e Loyer bezuelen.

Da wëlle mer dat dem Fonds du Logement zur Verfügung stellen an dee gëtt et da weider zu deene ganz normale Konditioune vum Logement abordable u Persounen, u Familljen, déi eligibel sinn an déi dann och dee selwechte Loyer bezuelen, wéi wa se an iergendenger anerer Wunneng vum Fonds du Logement wären.

Wa mer also elo géifen higoen – wat eng Méiglechkeet ass, dat musse mer kucken an deene Pilotprojeten, wéi mer dat iwwer Konventiounen da reegelen – an dee Loyer indexéieren, deen de Fonds du Logement engem privaten Immobiliebesëtzer da bezilt, dann huet dat näischt domadder ze dinn, datt herno och de Locataire misst de Loyer adaptéiert kréien, soudatt dat emol eng Kéier net matenee reliéiert ass.

An dat heescht dann, datt elo, wéi awer och an 10 Joer an an 20 Joer, den Delta do misst vum Staat mat subventionéiert ginn. Sou wéi mer eeben, wa mer e VEFA-Projet opkafen, 100 % direkt bezuelen, sou wéi mer, wann eng Gemeng oder eng ASBL e Projet am Logement abordable realiséiert, 75 % subventionéieren, géife mer hei eeben en Delta iwwerhuelen als Subventioun a Form vun enger Subventioun um Loyer, an dat wärend op d'mannst 20 Joer.

Ech wëll nach drop hiweisen, datt de Loyer net indexéiert gëtt, deen am Logement abordable gefrot gëtt, mee datt deen Tablo, op Basis vun deem de Loyer da berechent gëtt, reegelméisseg awer och un d'Inflatioun ugepasst gëtt, well ee soss natierlech – rechne mer mol eng Kéier an engem Zäitraum vun 10, 20 oder méi Joren – do der Realitéit, der ekonomescher Realitéit vun deene Montanten net méi kéint gerecht ginn, soudatt et evident ass, datt dat och misst vun Zäit zu Zäit ugepasst ginn. An d'Gesetz gesäit dat och haut scho vir. Dat gëllt da fir déi dote Wunnengen, mee dat gëllt och fir all déi aner, déi iwwer Logement abordable verlount ginn.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

An da komme mer zur Fro Nummer 91 vum Här Laurent Mosar un den Här Finanzminister iwwert d'Boergeld. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 91 du 25 juin 2024 de M. Laurent Mosar relative à l'argent liquide, adressée à M. le Ministre des Finances**

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo. Merci, Här President. Gëschter huet d'Europäesch Zentralbank offiziell d'Aféierung vum digitalen Euro ugekënnegt. Dëst ass eng ganz gutt Initiativ. Et wäert dann och esou sinn, datt den digitalen Euro als offiziellt Bezuelmëttel an der Europäescher Unioun wäert unerkannt ginn.

Dorauser ergi sech awer eng Rei Froen, wéi et mam Boergeld virugeet. An duerfir erlaben ech mer follgend Froen ze stellen:

Éischtens: Wat huet déi doten Decisioun vun der Europäescher Zentralbank fir en Impakt op d'Boergeld an der Europäescher Unioun?

Zweetens: Gëtt weider assuréiert, datt dat Boergeld och sou wéi bis elo wäitgeeënd weider kann distribuéiert ginn?

An déi drëtt Fro, déi huet éischter mam digitalen Euro ze dinn: Wéi gëtt hei ofgeséchert séchergestallt, datt souwuel den Dateschutz wéi och d'Bankgeheimnis wäerte weider protegéiert ginn?

Ech soe schonn dem Minister Merci fir seng Äntworten.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Mosar. An dann ass d'Wuert fir de Finanzminister. Här Finanzminister.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Här Mosar Merci fir seng Fro, well et mer eigentlech erlaabt, an de véier Minutten, déi mer bleiwen, eng Rei vu Prezisiounen iwwert den Usage vum Boergeld ze ginn, déi dobaussen, mengen ech, net ëmmer esou richteg verstane ginn.

Also, richteg ass, dass mer nieft dem Boergeld och Kredittkaarten hunn an, wéi Der dat richteg gesot hutt, digitaalt Geld. Richteg ass och, dass 59 % vun den Transaktioune mat Geld nach ëmmer mat Boergeld gemaach ginn – 59 %! A 37 % vun de Leit, och dat ass erstaunlech, hunn nach ëmmer Cashreserven, also Boergeld, doheem. An dat ass beluecht, net well ech Iech dat elo esou soen, mee duerch eng Etüd, déi vun der Lëtzebuerger Zentralbank 2022 duerchgefouert gouf.

Et ass och festzestellen, dass net nëmme Leit Boergeld hunn, déi näischt mat der digitaler Welt, S-Net an aneres, ze dinn hunn. Dat ass net den entscheedende Facteur, mee d'Boergeld ass nach ëmmer fir vill Leit einfach en Ausdrock einfach vun enger perséinlecher Fräiheet. An duerfir gëtt d'Recht op Boergeld – also: Recht op Boergeld! – och net a Fro gestallt, onofhängeg dovunner, dass mer elo den digitalen Euro, wat eng richteg Decisioun ass, wäerten aféieren.

An déi Europäesch Zentralbank, Här Mosar – Dir hutt dee Rapport vum 24. Juni och mentionéiert –, ënnersträicht dat och nach eng Kéier ganz kloer: Den digitalen Euro, wou de Cours eent zu eent ass mat dem normalen Euro, ass complementaire zu dem Euro an et gëtt also net eppes geschafen, fir eppes aneres ofzeschafen.

Et ass och ganz kloer, dass um europäesche Plang am Juni 2023 en europäescht Reglement komm ass, fir de Cash, also Schäiner a Mënzen, weiderhin als gesetzlecht Bezuelmëttel – als gesetzlecht Bezuelmëttel! – ze schützen. Dat heescht ganz kloer: Och mat deem Reglement muss jiddwereen d'Boergeld weiderhin akzeptéieren. An et gëtt souguer an deem Reglement virgesinn, dass all Land, all Memberstaat, muss virgesinn, eng Autoritéit ze schafen, déi de Contrôle vum weideren Usage vun dem Boergeld weider garantéiert.

Elo sot Der: „Wat ass da mat där 10.000-Euro-Limitt, déi do ass bei Boergeld?" Jo, et gëtt eng Limitt vun 10.000 Euro, déi een als Eenzelpersoun als Boergeld ka bei sech hunn. Dat zielt awer net – net! – fir den Echange zwëschent renge Privatpersounen.

Dann ass et och esou, dass mer weiderhi 25 Agencen hunn op 100.000 Leit hei am Land, wou natierlech och Boergeld nach ka benotzt ginn. A mir hunn zu Lëtzebuerg 535 Bankautomaten, déi jo haaptsächlech geduecht sinn, fir Boergeld opzehiewen. An domat leie mer iwwert der Moyenne vun der Eurozon. An ech mengen, dat gëtt och net a Fro gestallt.

Dann ass an där SPACE-Etüd vun der Europäescher Zentralbank vun 2022 – et bleiwe mer nach 35 Sekonnen – och festgehalen, dass 59 % vun allen Transaktiounen nach ëmmer am léifste mat Cash gemaach ginn – quitte dass dee Prozentsaz awer staark réckleefeg ass. 2016, also sechs Joer virdrun, waren et nämlech nach 79 %. Ech soen: 2022. Et kéint sinn, dass dat no der Pandemie, wou d'Leit awer eng aner Gewunnecht hunn am Ëmgang mat Boergeld … Dat gesitt Der och – wann der zum Beispill op Dëppefester gitt, och do gëtt mëttlerweil mat aner Bezuelmëttelen operéiert –, dass dat zréckgeet. An 52 %, fir och dat nach eng Kéier ze soen, vun alle Bezuelungen am Geschäft geschéie mëttlerweil mat der Kaart.

Dat sinn eng Rei vu Prezisiounen, déi ech Iech wollt op Är Fro ginn. Ech gesinn, meng Zäit ass ofgelaf, an duerfir soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Finanzminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 92 vum Här David Wagner un d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau iwwert d'ASBL Fir en nohaltege Bësch FSC Lëtzebuerg. Un den Här Ëmweltminister, gesinn ech, ass d'Fro geriicht.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Da stellt se, Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Dat ass mäi Feeler, Här President. Ech hat se un déi falsch Adress eraginn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech hunn Äre Feeler iwwerholl, dat ass da mäi Feeler.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Voilà.

*(Hilarité)*

Voilà, mir ginn all eis Feeler zou.

**– Question n° 92 du 25 juin 2024 de M. David Wagner relative à l'ASBL « Fir en nohaltege Bësch FSC Luxembourg », adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture**

Merci, Här President. Dir hutt bestëmmt … Haut de Moie war de President vun der ASBL Fir en nohaltege Bësch FSC Lëtzebuerg op der Antenn vun RTL Radio agelueden an en huet jo eng Partie interessant Aussoe gemaach, notamment wat d'Verwäertung vum Holz aus eise Bëscher ugeet. En huet e bëssen erzielt esou, dat d'Holz géif hei zu Lëtzebuerg a Containere geluecht ginn, mat Pestiziden a Fungizide besprëtzt ginn an da géif et an d'Häfe vun Antwerpen a vu Rotterdam bruecht ginn a vun do aus géif dat Holz dann a China landen. Eng ganz grouss Rees géif dat Holz dann do matmaachen. An a China géif et da verwäert ginn, ier et dann erëm zréck op Lëtzebuerg komme géing, fir erëm hei verkaf ze ginn.

Also, Här President, ech hat mer dat mat der zirkulärer Ekonomie aneschters virgestallt. Ech hat net verstanen, datt dat géif bedeiten, datt e Produit eemol den Tour misst maache vum Äerdball. Ech duecht, dat wier e bësse méi regional limitéiert. An dat ass natierlech geckeg. Och klimapolitesch mécht dat jo natierlech kee Sënn.

An dat hätt och domadder ze dinn, sot den Här, datt mer u sech schlecht strukturéiert wieren, wat d'Holzekonomie géif ugoen. An dofir hätt seng ASBL och eng Fuerderung: Dat wier d'Schafung vun engem Conseil supérieur de la forêt et du bois, wat zum Beispill géif virgesinn, datt och d'Acteure vun der Holzverwäertung misste matagebonne ginn. Dofir wollt ech wëssen, wat den Här Minister dovunner hält a wat d'Regierung och gedenkt, konkreet ze maachen, fir eng nohalteg an ekologesch Holzverwäertung zu Lëtzebuerg op d'Been ze brénge.

En huet dann och nach vun deem elektroneschen Holzhaff geschwat, wou ee seng Produite kann eroplueden a wou e Schräiner se ka kafe goen. Mee de Site géif net funktionéieren an och d'Natur- a Bëschverwaltung hätt Honnerte Produiten zur Verfügung, mee kéint se net eroplueden, well de System net kompatibel wier mat deem anere System. Wat gedenkt d'Regierung do ze maachen?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. An dann huet d'Wuert: den Här Ëmweltminister. Här Minister.

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Villmools merci, Här President. Merci dem Här Wagner fir déi Fro. Et ass schonn e bëssen apaart gewiescht, de President vun där Associatioun um Radio de Moie mat ganz kriteschen Téin ze héieren, well net méi spéit wéi d'lescht Woch hat en eng Reunioun – an en huet reegelméisseg Reuniounen – mat de Beamten aus dem Ministère respektiv aus der ANF. A lescht Woch war zum Beispill eng Reunioun, wou sech drop gëeenegt ginn ass, datt eng Etüd géif an Optrag gi ginn, fir de Flux vum Wäertholz zu Lëtzebuerg eng Kéier genau ze analyséieren. An dat weess de President ganz genau.

An e weess och ganz genau, datt et u sech schonn eng Zort Zukunftsdësch iwwert den Zukunftsbësch gëtt. Dat ass nämlech dee ganze Prozess iwwert de Programme forestier national, dee muss op d'Bee gestallt ginn – deen amgaangen ass, op d'Bee gestallt ze ginn – a wou déi eenzel Acteuren, dont och déi doten Associatioun, selbstverständlech mat associéiert sinn an do och matschwätzen. An och do ass nach eng Kéier an der Reunioun vu leschter Woch driwwer diskutéiert ginn, datt elo dee Programm wäert am Hierscht finaliséiert ginn. An do si si och mat associéiert.

Och déi Iddi, fir ze soen, et misst e Conseil supérieur de la forêt du bois ginn, dat gëtt et. Et gëtt e Conseil supérieur des forêts, deen ass duerch dat neit Bëschgesetz an d'Liewe geruff ginn an deen ass och nominéiert ginn an dee wäert och mat sengen Aarbechten am Hierscht ufänken.

Hei ginn awer och dann erëm verschidde Saachen e bëssen duerjerneegeheit, wat schued ass. Well wat schued ass, ass ganz kloer aus der Siicht vun der Regierung, datt een net alles op d'Holz als Wäert ka reduzéieren, respektiv de Bam eeben net reng op d'Holz als Wäertstoff. Well wa mer vum Bësch schwätzen a vum Zukunftsbësch schwätzen, da geet et ëm de Bësch als Ökosystem. An de Bësch als Ökosystem huet vill méi Déngschtleeschtungen, wéi datt mer e Bam zu Holz verschaffen.

Bëscher ze stäerken – wat eng vun de Prioritéite vun dëser Regierung ass –, se ze schützen a se staark ze maache fir d'Zukunft, dat ass vill méi, wéi just derfir ze suergen, datt herno och kann nohalteg Bëschwirtschaft bedriwwe ginn. Dat heescht, datt mer net méi Holz eraushuelen, wéi datt wäert nowuessen. De Bësch huet ganz aner Fonctiounen. E bitt enger Abberzuel vu Planzen- an Déierenaarten en Doheem, en huet ganz wichteg Fonctiounen, wat d'Waasserretentioun, d'Späicherung vum Waasser, ugeet, e filtert selbstverständlech d'Loft, e späichert den $CO_2$, e produzéiert Sauerstoff, an, an, an.

Dofir ass et e bësse schued, wann een dat da reng nëmmen aus engem ökonomeschen Aspekt kuckt, deen och natierlech am Bësch ginn ass. Mee de Bësch huet ganz vill Aspekter ze erfëllen, och en ökologeschen an e sozialen. A sou wäerte mir dat och ugoen.

An et gëtt – well ech hei mäi Kolleeg Wirtschaftsminister gesi vis-à-vis vu mer sëtzen – jo dee Wood Cluster, dee Luxinnovation zënter 2016 geréiert. En ass vun der viregter Regierung geschafe ginn, eebe grad mam Zil, ze probéieren, all déi Entreprisen – an ech mengen, et sinn der ronn eng 1.500, déi direkt oder indirekt mat Holz ze dinn hunn, bei ronn bal 11.000 Aarbechtsplazen, déi domadder verbonne sinn – an e Reseau ze brénge.

Et muss een och nach eng Kéier preziséieren, datt mer hei zu Lëtzebuerg just zwou Seeëreien hunn an natierlech net alles, wat mer hei eraushuelen un Holz, och zu Lëtzebuerg iwwerhaapt emol kënne verschaffen.

An nach eng Kéier: Mir kucken eng Kéier mat där Etüd méi genau, wéi de Flux ass. Dat Beispill, dat do zitéiert ginn ass, kann ech elo hei weeder confirméieren nach soen, datt et net géif stëmmen. Ech weess awer och, datt ëffentlech Acteuren, do gehéiert d'ANF zum Beispill derzou, iwwer en Holzhandel fueren

aus der Groussregioun, do vernetzt sinn, an datt och zum Beispill verschidde Gemengen hiert eegent Holz eeben, dat se an hire Bëscher eraushuelen, verwäerten a verschaffen. Also ass net alles gradesou wéi dat duergestallt ginn ass.

An dowéinst kann een dat och nëmmen e bësse bedaueren, well wa mer vun enger Partnerschaft schwätzen, déi mer mat där doter Associatioun hunn, da muss ee sech kënne reegelméisseg doriwwer austauschen – och kritesch selbstverständlech –, wat geschitt. An da soll een net herno iwwer ëffentlech Optrëtter versichen, dat erëm a Fro ze stellen. Well dat ass en Acteur, dee ganz seriö geholl gëtt, dee mat agebonnen ass, deen all d'Informatiounen huet, déi ech Iech elo hei och ginn hunn, an dee, wéi gesot, ganz seriö geholl gëtt. An dofir ass et vläicht net grad opportun gewiescht, esou Saachen hei duerzestellen. Mee déi konnt ech jo elo nach eng Kéier hei richtegstellen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

An da komme mer zur Fro Nummer 93 vum Här Dan Biancalana un d'Madamm Justizministesch iwwert déi ugekënnegt Reform vum Code pénal. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 93 du 24 juin 2024 de M. Dan Biancalana relative à la réforme annoncée du Code pénal, adressée à Mme la Ministre de la Justice**

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Wann ech nach ka bieden, e bësse méi roueg ze sinn, well et ass schwéier fir den Orateur, ze schwätzen a sech ze konzentréieren! Merci.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Den 11. Juni huet de Premierminister a senger Ried zur Lag vun der Natioun annoncéiert, datt d'Justizministesch de Code pénal géif reforméieren, fir sou en effikasse Moyen géint déi aggressiv Mendicitéit ze schafen. Dat spigelt awer eigentlech net ganz den Objektiv vun där vun der Justizministesch schonn annoncéierter Reform erëm. Do solle jo nämlech déi vereelzten Dispositiounen iwwert de Vagabondage an déi einfach Heescherei aus dem Code pénal erausgeholl ginn, sou wéi ech dat verstanen hunn.

Bon, am Generellen erfëllt den Droit pénal jo verschidde Funktiounen, déi ee muss am Hannerkapp behalen, wann een eng Modernisatioun respektiv eng Reform vum Code pénal mécht. Nieft der Repressioun vu Verhalen, déi an enger Gesellschaft net kënne gedult ginn a mat deenen een awer am Alldag confrontéiert gëtt, ass natierlech och déi preventiv Funktioun fundamental. Normen, déi festgehale gi vum Legislateur an deenen ee jo soll nokommen, solle Verhale bestrofen, déi eng Gefor fir eis Fräiheet sinn, fir eis Integritéit sinn – an och dat an enger demokratescher Gesellschaft –, déi och duerstellen. An zäitgläich sollen natierlech och preventiv an dissuasiv dës Verhalen an Zukunft ënnerbonne ginn. D'Lutte géint solcht Behuelen ass also de But vum Code pénal.

Dofir hunn ech am Fong follgend Froen un d'Madamm Justizministesch, well ech bis dato nach keng Aussoen an deem Kontext, mengen ech, héieren hat.

Wat ass respektiv wat gëtt déi generell Orientéierung, déi generell Ausriichtung – wat ass d'Essenz vun Ärer Reform vum Code pénal, déi Dir gäre wëllt ënnerhuelen? Soll eppes un der aktueller Ausriichtung um Niveau vum Tarif des peines geännert ginn?

A wat plangt Dir, aus de besteeënden Dispositiounen erauszehuelen? Mee virun allem: Wat soll un neien Dispositiounen erakommen? Wéi genee soll deen effikasse Moyen géint déi aggressiv Mendicitéit ausgesinn?

A ginn nei Delikter geschaaft um Niveau vun der Kriminalisatioun respektiv kënnt et zu enger Verschäerfung vum Strofmooss, notamment bei deene bestoenden Infraktionen?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Biancalana. Dann huet d'Madamm Justizministesch d'Wuert.

**Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | Merci, Här President. Merci och, Här Biancalana, fir Är Fro. Dat gëtt mer nach eng Kéier d'Méiglechkeet, genau dat ze soen, wat ech op eng Fro vum Här Sven Clement geäntwert hunn, dee mech nämlech och gefrot hat, wéi déi Reform géing ausgesinn.

En gros wäert et esou goen, datt mer eng Reform an dräi Etappe maachen.

Déi éischt Phas, dat ass déi, déi mer, wéi gesot, elo wäerten nach kënne virum Summer maachen, wou mer eng ganz Rei Dispositiounen aus dem Code pénal sträichen. Dat sinn haaptsächlech Dispositiounen, déi einfach al sinn oder net méi zäitgeméiss sinn. Mir profitéieren och vun där Reform, fir Kloerheet ze schafen am Dossier Mendicité simple, wou, wéi gesot, säit 16 Joer déi Onkloerheet ass, ob se elo drasteet oder net. Mir wäerten déi dann ee fir alle Mol eraushuelen, a mir wäerten da gläichzäiteg awer d'Mendicité aggressive méi genau definéieren, fir justement och der Police an dem Parquet d'Moyenen ze ginn, dergéint virzegoen. An ech mengen, do hate mer jo och e Konsens hei an der Chamber, datt dat e Verhale wär, wat eebe sollt repressiv belaangt kënne ginn.

An enger zweeter Phas passe mer dann d'Strofmoossen un. Do wäerte mer da kucken, datt och eng gewësse Kohärenz nach ëmmer bäibehale gëtt.

An an enger drëtter Phas wäerte mer kucken, nach eng Kéier iwwert d'Terminologie ze goen, well effektiv eng Rei Wierder, déi benotzt gi sinn, och net méi ganz zäitgeméiss sinn.

An deem Kontext wäerte mer och kucken, ob nach nei Infraktioune musse bäigesat ginn. Et muss ee sech bewosst sinn, datt entre-temps eng ganz Rei Disposition-pénallen och a Gesetzer stinn. An da muss een awer … Dat hëlt e bëssen Zäit fir ze kucken, datt do eng Kohärenz gewährleistet ass, fir datt net dat Eent an engem Gesetz anescht repriméiert gëtt wéi am Code pénal.

Wéi gesot, an dann: D'Mendicité agressive wäerte mer reegelen am Sënn, datt mer net méi eng Konditioun vun engem Mënsch – nämlech de Fakt, datt en op der Strooss ass a keng Aarbecht huet – repriméieren, well dat däerf net sinn, mee datt mer d'Verhale wäerte repriméieren. An do wäerte mer eis och um franséische Code pénal inspiréieren, deen do och eng Dispositioun bei der Extorsioun virgesinn huet. Un där wäerte mer eis inspiréieren.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister.

Vu datt mer elo iwwert eng Stonn amgaang si mat der Heure de questions a vu datt mer eelef Stonnen …

*(Interruption et hilarité)*

… eelef Froen hei gemaach hunn, mengen ech, schléisse mer elo d'Froestonn hei of. Dat heescht, d'Froen, déi net konnten drukommen, sinn op Basis vun eisem Chambersreglement heimat eebe vum Ordre du jour erofgeholl. Se kënnen awer selbstverständlech nach agereecht gi bei der nächster Froestonn oder, wann d'Auteuren dat mengen, als normal schréftlech Fro. Voilà.

## 8. 8275 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers

Da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtten. Dat ass de Projet de loi 8275 iwwert d'Versuergungssécherheet vu Pëtrolsproduiten. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 10 Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéite 5 Minutten. D'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Félix Eischen, den Här Georges Engel, den Här Tom Weidig, den Här François Bausch, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme***

**M. André Bauler** (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet, deen d'Nummer 8275 dréit, soll eng europäesch Direktiv ëmsetzen, déi d'Verflichtung vun de Memberstaate betrëfft, fir iwwer ee bestëmmte Stock u Pëtrol oder Pëtrolsproduiten op hirem Territoire ze verfügen. Doduerch soll d'Pëtrolsversuergung besser ofgeséchert sinn oder ginn.

Konform zum Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Pëtrolsmarché muss all Pëtrolsimportateur e permanente Sécherheetsstock hunn, deen dem Duerchschnëtt vun den deeglechen Importatioune vu genee 93 Deeg entsprécht. Da gëtt et och nach d'Flicht, fir iwwer eng bestëmmt Quantitéit u Sécherheetsstocken, souwuel um nationale wéi um regionalen Territoire, ze verfügen.

D'Zil vun dësem Gesetzesprojet besteet doranner, fir d'Sécherheet vun der Pëtrolsversuergung um nationalen Territoire ze optimiséieren. Esou ass virgesinn, dass de regionalen Territoire ugepasst gëtt. Et ass eng Reduktioun vum Radius, dee vum geografeschen Zentrum vu Lëtzebuerg ausgeet, virgesinn, an zwar vun 230 Kilomeeter op 185 Kilomeeter. Da gëtt och nach den nationalen Territoire an dee regionalen Territoire integréiert. Doduerch geet d'Unzuel vun de Länner um regionalen Territoire vun dräi op véier erop, ouni dass d'Notioun vum nationalen Territoire verschwënnt.

Ech gesinn, de Minister wénkt wohlwollend. Dann hunn ech nach näischt falsch gesot.

Dës Entscheedung erlaabt et, d'Distanzen ze kierzen, déi a Krisenzäite mussen duerchlaf ginn, fir d'Sécherheetsstocken, déi sech um regionalen Territoire befannen, op den nationalen Territoire ze kréien. An duerch dës Ännerungen erlabe mir och, dass d'Importateure vum Pëtrol hir Sécherheetsstocke kënnen um nationalen Territoire lageren, fir hirem obligatoresche regionale Stock gerecht ze ginn; wat eebe virdrunner net de Fall war.

D'Abannung vum nationalen Territoire an de regionalen Territoire garantéiert eng gréisser Flexibilitéit um Niveau vun der Konstitutioun vun de Sécherheetsstocken. Da gesäit de Gesetzesprojet och d'Verflichtung vir, dass déi genau Lokalisatioun vun

den Infrastrukture fir Sécherheetsstocken am Virfeld bekannt muss sinn.

Dëse Projet de loi, dëse Gesetzesprojet soll den 1. Oktober dëses Joers, also 2024, a Kraaft trieden, fir dass d'Operateuren am Secteur eng gewëssen Zäit kréien, fir déi erfuerdert Upassungen duerchzeféieren.

Léif alleguer, d'Ekonomieskommissioun krut zu dësem Gesetzesprojet zwee Avisen eran. Den Avis vum Staatsrot ass datéiert op den 22. Dezember 2023. En huet keng formell Oppositioun beinhalt. De Staatsrot begréisst dës Initiativ duerchaus, well doduerch d'Importateuren eng gréisser Flexibilitéit hunn, wat de Stockage vum Pëtrol um regionalen Territoire ubelaangt.

De Staatsrot freet sech awer, ob d'Reduktioun vu 45 Kilomeeter vum Radius wierklech derzou bäidréit, fir d'Pëtrolsversuergung vu Lëtzebuerg ze verbesseren, an e freet, wéi dëse Wäert festgesat gouf. Doriwwer eraus mierkt de Staatsrot och un, dass een oppasse muss, dass d'Konkurrenz um Maart vum Stockage net a Fro gestallt gëtt, an doduerjer d'Präisser net an d'Luucht ginn.

An der Kommissiounssëtzung vum 21. Mäerz huet de Wirtschaftsministère erkläert, dass d'Reduktioun vun de 45 Kilomeeter erausgesicht ginn ass, fir dass Antwerpen a Gent vum Territoire régional ausgeschloss ginn, well et do an der Vergaangenheet zu verschiddene Retarde koum, virun allem duerch de Blocage vun de Pëtrolsinfrastrukturen duerch d'Protester vun de sougenannte Gilets jaunes oder och duerch een ze déiwe Waasserstand vum Rhäin. Dat war jo an de leschte Joren de Fall, wéi mer esou dréche Summeren haten – dass et dëst Joer sou vill géif reenen, domat hat kee gerechent.

*(Hilarité)*

D'Handelskummer huet hiren Avis den 3. Oktober 2023 eragereecht a begréisst hirersäits och d'Zilsetzung vun dësem Gesetzesprojet, awer virun allem d'Dispositioun, no där déi genau Lokalisatioun vum Stockage am Virfeld bekannt muss sinn.

Mee d'Handelskummer fäert, dass d'Reduktioun vum Radius vum regionalen Territoire d'Konkurrenz um Maart vum Stockage kéint begrenzen a soumat en oligopolistesche Marché kéint schafen, deen zu enger Steigerung vun de Stockagekäschte kéint bäidroen.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. D'DP-Fraktioun, wann Der erlaabt, Här President, gëtt dann och elo schonn den Accord zu dësem Gesetzesprojet. An ech wier frou, wann Dir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat och esou kéint maachen.

Merci villmools fir Är Opmierksamkeet.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauler. Ech soen Iech Merci fir Äre schréftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Félix Eischen. Här Eischen.

***Discussion générale***

**M. Félix Eischen** (CSV) | Merci, Här President fir d'Wuert. Och wann eis Energiepolitick am Wandel ass a mir zu Recht Alternativen zum Pëtrol brauchen – a mir sollen och doranner investéieren –, bleift d'Versuergung mat de Pëtrolsprodukter strateegesch wichteg. Ech mengen, den Här Bauler huet dat jo och elo grad gesot.

Mat dësem Projet de loi brénge mer, wéi de Rapporter et erkläert huet, déi strateegesch Stocken u Bensinn an Diesel méi no un eis Landesgrenzen erun. Dat ënnerstëtze mir, well mir musse verhënneren, datt et am Fall vu Blocagë vun den Depoten, zum Beispill duerch Streik et cetera, zu Liwwerenkpäss géif kommen.

Mat dësem Projet de loi forcéiere mer och d'Importateuren, am Virfeld genee auszeweisen, wou eis Stocke sinn, wat och fir méi Planungssécherheet suergt.

Mir sinn och der Meenung, datt ee weiderhin natierlech soll op d'Dekarbonisatioun setzen an doranner investéieren an esou ewechkomme vun de fossille Brennstoffer. Dat schéngt evident. Dëst maache mer, andeems mer d'Elektromobilitéit weiderhi förderen.

Ausserdeem begréisse mer absolutt d'Förderе vun der Infrastruktur fir den Hydrogène, un deem seng Zukunft ech perséinlech immens gleewen – ech wëll dat emol eng Kéier hei soen – an déi och vum Wirtschafts- an Energieminister kierzlech mam Depot vum Projet de loi iwwert d'Reform vun de Bäihëllefen a punkto Ëmwelt- a Klimaschutz annoncéiert gouf.

Mir sinn derfir, datt d'Versuergung duerch Bensinn an Diesel weiderhi geséchert bleift. Mat eiser Politick bleiwe mer op alle Fall fir all ëmsetzbar Alternativ fir d'Zukunft op.

Ech ginn natierlech den Accord vun der CSV zu dësem Projet. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci, Här Eischen. Dann ass d'Wuert fir den Här Georges Engel.

**M. Georges Engel** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech sinn iwwerzeegt, dass an e puer Joer, wa mer eng Kéier iwwert dëst Gesetz schwätzen, d'Donnéeën e bëssen anescht sinn, well mer vill méi op renouvelabel Energie wëlle setzen, well mer am Ganze vill méi op d'Dekarbonisatioun am Allgemenge setzen, well mer och vill méi op den Hydrogène setzen. An duerfir wäerten an dësem Gesetz sécherlech ëmmer nees Adaptatioune kommen.

Well dës Adaptatioun och richteg ass, well se méi Flexibilitéit bitt, ginn ech heimadder den Accord vun der LSAP. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engel. Dann ass d'Wuert fir den Här Tom Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, merci, Här President. De Prinzipp vun deem Gesetz kënne mir natierlech ënnerstëtzen, well d'Zil ass, datt a Krisen an Enkpäss d'Land 93 Deeg laang Pëtrol soll hunn. A mir hunn och Obligatioune bei der EU a bei der NATO an déi Richtung.

Mee ech muss awer soen, wéi ech mer dat Ganzt e bësse méi no ugekuckt hunn, do war ech schonn erstaunt, datt all déi Reserven haut net an eisem eegene Land sinn. Ech mengen, et ass natierlech gutt, wa mer vun 230 Kilomeeter erofginn op 185, dann hu mer scho manner Problemer. Mee am Fong hu mer, wa mer wierklech éierlech sinn, keng wierklech sécher Reserven. An datt dat Ganzt e bëssen eng Fata Morgana ass, dat hu mer jo bei der Pandemie gesinn, an och bei der WM hu mer gesinn, datt een d'Grenzen einfach zoumaache kann. A bei enger Katastroph, enger Naturkatastroph, do kéint d'Musel eventuell gefruer oder blockéiert sinn oder et kéint eventuell och aner Problemer ginn.

Duerfir wär et definitiv besser, wa mer déi Reserven hei am Land hätten, op eisem Nationalterritoire, well da kéinte mir dorop zougräifen, wann et Problemer géif ginn. An der Zukunft hu mer déi och eventuell, zum Beispill, wann ee Krich géif kommen. Mir hu jo elo mat der Ukrain a mat Russland eng Destabiliséierung. Et weess een ni, wat ka passéieren. Mir hoffen natierlech, datt näischt passéiert, mee et weess een et ni. A mir hunn natierlech och dee Problem, datt eventuell all déi Reserven als Optioun existéieren oder als Urecht um Pabeier, mee awer eventuell net als Ueleg an iergendengem Tanklager hei zu Lëtzebuerg sinn.

Do kann ee sech natierlech och d'Fro stellen, firwat datt mer net méi grouss Tanklageren hei zu Lëtzebuerg hunn. Zum Beispill war jo och am Gespréich, datt mer zu Mäertert e grousst Lager sollten hunn. Mee dat ass jo anscheinend och gescheitert un der Gemeng Gréiwemaacher an hirem fréiere Buergermeeschter.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Tom Weidig** (ADR) | Duerfir, am Prinzipp ass et eng gutt Saach, mee well mir halt mengen, datt mer eis e bësse méi misste fokusséieren a méi Reserven an eisem Nationalterritoire missten hunn, wëlle mir eis enthalen.

Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. Dann ass d'Wuert fir den Här François Bausch. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President. Heiansdo, wann ech verschidde Leit héiere schwätzen, da kann ech nëmme staunen.

**Une voix** | Mir och!

**M. François Bausch** (déi gréng) | Éischtens emol, wa mer schwätze vu Pëtrolsreserven, da schwätze mer vu Pëtrolsreserven, déi mer jo souwisou net hunn! Well mir hu kee Pëtrol! An a ganz Europa sinn och net vill Länner, déi Pëtrol hunn.

Dat heescht, déi éischt Fro, déi ee sech muss emol stellen, wann een doriwwer diskutéiert a wann ee wëllt dovunner ofhängeg bleiwen, ass, wou mer an Zukunft dann iwwerhaapt de Pëtrol wëllen hierkréien. Dat ass emol dat Éischt.

Et gëtt ëmmer esou gemaach, wéi wa mir esou quasi am Éislek iergendwou och kéinten ufänken ze bueren, da géife mer iergendeng Pëtrolsquell fannen. Ech mengen, mir wëssen all, datt dat net de Fall ass.

*(Hilarité)*

Dat Zweet ass: Ech wonnere mech driwwer! Well ech hunn deen Dossier hei scho laang suivéiert, Här President, Dir Dammen an Dir Häre. Ech hunn dee suivéiert laang Zäit an der Oppositioun, duerno am Schäfferot an der Stad Lëtzebuerg, duerno an der Regierung. A wann hei gesot gëtt, vun enger gewëssener Säit, et wär besser, mir hätte méi Pëtrolslageren a Pëtrolstanken, da sinn ech iwwerzeegt, datt déi, déi dat soen, wa mer e Site géifen definéieren, wou se géifen hikommen, déi éischt wieren, déi mat de Biergerinitiativen op de Barrikade géife stoe fir ze verhënneren, datt se iwwerhaapt zustane kommen.

*(Interruption)*

Well de Problem ass jo deen, Här President, et ass alles schéin a gutt fir ze soen: „Mir hätte gär Pëtrolslageren a mir lagere gär iwwerall!", mee et muss och nach iergendwou e Site fonnt ginn. An da mussen d'Leit och nach domadder d'accord sinn! An ech hunn do iwwert déi lescht 25 Joer nëmme Saachen erlieft, déi an eng aner Richtung gaange sinn.

Duerfir, wannechgelift, ech fannen **...**

*(Interruption par M. Michel Wolter)*

Nee, entschëllegt, dat ass richteg, mir hunn ee Buergermeeschter heibannen, dee war derfir, dee war d'accord, ...

**Une voix** | Dee war d'accord.

**M. François Bausch** (déi gréng) | ... jo, dee war d'accord, dat war eng wäertvoll Ausnam.

*(Hilarité et brouhaha)*

E war d'accord, e war d'accord.

*(Interruption par M. Michel Wolter)*

Et ass ëmmer, Här Wolter, ...

*(Coups de cloche de la présidence)*

... et ass ëmmer gutt, et sinn der ëmmer, déi d'Ausnam duerstellen, dat ass richteg.

*(Interruption par M. Michel Wolter)*

Mee Dir sidd awer wierklech eng Ausnam an där Hinsicht.

Fir de Rescht fanne mir dee Projet hei natierlech gutt, well d'Welt ass ronn, och wa verschidde Leit mengen, d'Welt wär platt an net ronn. Mir mengen, datt se ronn ass, a well se ronn ass, dréit se, a si dréit weider, a si dréit och technologesch weider, an ech mengen, datt mer hei déi richteg Decisiounen huelen.

Et ass wichteg, datt mer Reserven hunn. Effektiv, souguer déi Zäit, déi drasteet, do kann ee soen: „Dat ass vill!" Mee deemno, wat géif passéieren, kann et schonn enk ginn, dat ass richteg. Mee mir fannen awer, datt dee Projet hei an déi richteg Richtung geet, well en einfach och d'Zukunft mataplangt. An duerfir si mer och derfir.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Dann ass et um Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Och mir wäerten e matstëmmen, och wa mer gären eng aner Strategie fir eis Fortbeweegungsmëttelen hätten. Et ass jo e bësse paradox, dass mer eis Reserven elo méi no huelen, well duerch de Klimawandel d'Schëffer net méi kënne fueren an deementspriechend mer dat heite Gesetz musse maachen. Well de Klimawandel weist eis, dass de Pëtrol net méi soll weider benotzt ginn!

Ech sinn och frou, dass a menger Nopeschgemeng zu Käerjeng keen neit Pëtrolslager entstanen ass, well mir Piraten sinn der Meenung, dass et en Auslafmodell ass an dass et net d'Zukunft ass.

Ech weess, d'ADR gesäit dat anescht. Si géife gären an all Gemeng elo Pëtrolsreserve bauen. Dat ass och Äert politescht Recht. Do däerf jo jidderee maachen an denken, wéi e wëll.

Mir stëmmen dat heite mat, och wa mer der fester Iwwerzeegung sinn, dass mer geschwë wäerten aus dem Pëtrol eraus sinn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. An dann ass et um Här David Wagner.

*(Interruption)*

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir wäerten dëse Projet de loi och matstëmmen, mee mir wollten natierlech och e puer Gedanke mat op de Wee brénge.

Wa mer eis dee Projet de loi ukucken, da kënnt een tatsächlech net derlaanscht, fir e puer Remarken ze maachen. Den Här Rapporter ass jo drop agaangen, en huet zwou Ursaache genannt, firwat d'Regierung déi Gesetzesinitiativ geholl huet: et sinn engersäits zum Beispill déi sozial Konflikter a Frankräich – en huet vun de Gilets jaunes geschwat – an dann anererséits och de Peegelstand vum Rhäin, deen eeben erofgeet. Den Här Goergen ass e bëssen dorop agaangen.

Ech wäert dat och maachen, well, jo, d'Verbrenne vu Pëtrol setzt $CO_2$ fräi. An den $CO_2$, deen do fräigesat gëtt, perturbéiert de Klima, bréngt de Klima duerjerneen. Dat ass e wëssenschaftleche Fakt, dee keen a Fro stellt, op jiddwer Fall kee mat gesondem Mënscheverstand. An doduerch, datt de Klima duerjernee geréit, kënnt et natierlech dann och zu soziale Konflikter. Well d'Gilets jaunes, dat hat jo och eppes domadder ze dinn, mat der $CO_2$-Tax et cetera. Da kënnt et zu soziale Konflikter. An et kënnt dann eeben och zu natierleche Phenomeener wéi dem Peegelstand vun engem Floss, deen erofgeet.

Déi Fro stellt sech natierlech och bei Atomenergie, well Atomenergie funktionéiert jo och mat Waasser, dat vun de Flëss kënnt.

Dat heescht, jo, do hu mer e Problem. Mir sinn nach ëmmer ofhängeg vum Pëtrol, an déi Ofhängegkeet wäert deemno wéi nach méi sozial Konflikter produzéieren an nach méi natierlechen Duerjerneen. Dat huet och domadder ze dinn, datt mer vill ze vill lues mam Ausbau vun den erneierbaren Energië virginn, vill ze vill lues si bei der Renovatioun vun de Gebaier, vill ze vill lues bei der Dekarboniséierung vun eiser Industrie, vill ze vill lues beim Ausbau vun den ëffentlechen Transportmëttelen. An dofir bleiwe mer dann ze vill ofhängeg vum Verbrenne vum Pëtrol, deen een d'ailleurs aneschters kéint asetzen. Mee dat ass nach eng aner Diskussioun.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Dann hu mer d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Ech soe fir déi grouss Zoustëmmung villmools Merci. Ech mengen, dass dat heiten e Gesetz ass, dat eebe grad d'Versuergungssécherheet fir Lëtzebuerg nach eng Kéier garantéiert, andeem mer et méi rapprochéieren, an ech mengen, dass dat scho vun alleguerten de Riedner ugeschwat ginn ass.

Et ass awer och en Text, deen an enger Linn ass domat, dass mer op den 1. Januar 2024 e Règlement grand-ducal geholl hunn, fir och do schonn Adaptatiounen ze maachen. An dat ass déi Fro, déi de Rapporter opgeworf huet, wou et drëm geet: Wéi vill Sécherheet hu mer dann zu Lëtzebuerg um nationalen Territoire? Do ass vum 1. Januar un deen Delai vun 8 Deeg, déi mer mussen um Territoire national hunn, op 10 Deeg schonn eropgaangen. An do ass och schonn opgemaach ginn, dass mer eeben och méi kënnen an d'Groussregioun eriwwergoen, fir déi Stocken unzeleeën.

Ech wëll just hei bei där Diskussioun, déi opgeworf ginn ass, firwat mer dann net méi hei zu Lëtzebuerg bauen, den Appell maachen un déi Partei, déi dat lancéiert: Dir sidd jo selwer och a Gemengeréit vertrueden, Dir kënnt jo do ganz gäre Motioune mat erabréngen, fir dass dann an deene Gemenge sollen d'Tanklageren ausgebaut ginn. Wann Der dann do positiv Äntwerten hutt, kommt Der bei mech, ganz gären!

*(Hilarité)*

Da kënne mer driwwer diskutéieren. Mee bis dohinner, mengen ech, ass de Wee, fir eis strateegesch Stocken opzebauen, net dee vu méi Stocken um Territoire national opzebauen. Mee de Wee dohinner ass fir ze soen, dass mer dekarboniséieren, andeem mer manner verbrauchen a soumat dann och de Stock, dee mer brauchen, wäert erofgoen an dass et dann e ganz anere Wäert ass.

En attendant waarden ech dann dodrop a soe Merci fir déi breet Zoustëmmung.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. An domat ass d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

An éier mer elo zum Vott iwwert de Projet de loi kommen, froen ech Iech, ob Der alleguer ageloggt sidd op Äre Posten, fir datt mer dee Vott och kënnen uerdentlech duerchféieren.

Wann dat de Fall ass, da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8275. Den Text steet am Document parlementaire 8275[3].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8275 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmmung fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass elo ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, 5 Abstentiounen a keng Nee-Stëmm. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Laurent Mosar), Alex Donnersbach (par M. Félix Eischen), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Maurice Bauer), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 9. 8375 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement secondaire classique

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 8375 iwwert d'Aféierung vun dräi neie Sektiounen am Classique. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an also déi selwecht wéi beim Projet virdrun. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, d'Madamm Francine Closener, den Här Fred Keup, den Här Meris Sehovic, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse***

**Mme Barbara Agostino** (DP), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 8375, ëm deen et haut geet, ass zwar e kuerze Gesetzesprojet, mee en huet doduerch net manner Relevanz, grad fir d'Schülerinnen an d'Schüler ass dem Enseignement secondaire classique, déi sech fir eng Sektioun entscheede mussen, déi hiren Ambitiounen, Fäegkeeten an Interessen entsprécht.

Eisen Usproch ass et, d'schoulesch Offer ze moderniséieren an ze diversifiéieren a se domat besser un d'gesellschaftlech Realitéit an Exigenzen unzepassen, awer och un déi individuell Talenter vun de Jugendlechen.

Dowéinst sollen dräi nei Sektiounen am Enseignement secondaire classique geschafe ginn, an dat, fir genau ze sinn, andeems dem Artikel 47 Alinea 4 vun der Loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement secondaire classique dräi Punkte bäigefüügt ginn.

Éischtens gëtt eng nei Sektioun N fir Entrepreneuriat, Finanzen a Marketing geschaaft. Hei gëtt sech op den Entrepreneuriat an de Management konzentréiert souwéi op kommerziell Kompetenzen, de Marketing, d'finanziell Gestioun an d'Gestioun vun de Ressources humaines. D'Sektioun N setzt soumat de Schwéierpunkt op Interdisziplinaritéit, zum Beispill och duerch Projetswochen, duerch déi d'Schüler op d'Realitéite vum Aarbechtsmarché solle virbereet ginn. Dës nei Sektioun ziilt dorop, d'Schüler op d'Erausfuerderunge vun enger Beruffswelt virzebereeden, déi sech am permanente Wandel befënnt, besonnesch wéinst den technologesche Fortschrëtter an der zouhuelender Digitaliséierung.

Déi zweet Sektioun, déi nei geschafe gëtt, ass d'Sektioun P fir kognitiv an human Wëssenschaften. Dës Sektioun kombinéiert en humanisteschen an e wëssenschaftlechen Unterrecht a verbënnt domat d'Science-humainë mat den Naturwëssenschaften. Hei geet et ënner anerem drëm, datt mat engem perséinleche Fuerschungsprojet vun de Schüler de Schwéierpunkt op d'Interdisziplinaritéit geluecht gëtt, andeems op d'Fuerderungen an d'Realitéite vun den akadeemesche Studien agaange gëtt. Am Verlaf vun hiren Etüden entwéckelen d'Schüler technesch an theoreetesch Kompetenze souwéi de kritesche Sënn, deen néideg ass, fir Donnéeën ze notzen, ze presentéieren an dorop baséiert Konklusiounen ze zéien. Zousätzlech geet et drëm, d'Sproochekompetenze vun de Schüler ze verbesseren, souwuel am Mëndlechen, mee awer och am Schrëftlechen, an hir kulturell Kenntnisser ze erweideren.

Als drëtt a lescht nei Sektioun gëtt d'Sektioun R agefouert, fir nohalteg Politick an Entwécklung. D'Kreatioun vun dëser Sektioun leet de Schwéierpunkt op d'Analys vun den internationale Bezéiungen an dem Verstoe vum Fonctionnement vun der aktueller Welt an den Erausfuerderungen, déi sech doraus erginn. En aneren Aspekt ass d'Entwécklung vun de Gesellschaften an d'Schäerfe vum kriteschen Denke vun de Schüler. Esou hunn d'Schüler d'Méiglechkeet, hir Analysfäegkeeten an de Beräicher Wirtschaft, Geschicht, Geografie, Philosophie a Soziologie ze entwéckelen, mam Zil, si gutt op d'Unistudien am Beräich vun de Sciences humaines, mat engem staarke Schwéierpunkt op d'international Bezéiungen, virzebereeden.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et sief nach ofschléissend ze soen, dass déi nei Sektiounen N an R elo schonns am Kader vun engem Projet fir pädagogesch Innovatioun am ECG, École de Commerce et de Gestion, bezéiungsweis am Athénée de Luxembourg existéieren an duerchaus gutt ugeholl an ëmgesat goufen, fir d'Schüler beschtméiglech op hiren Diplom an eventuell weider Studien ze preparéieren.

Den Zougang zu dësen dräi neie Sektioune soll an all de Regioune vum Land gläichermoosse méiglech sinn, fir eng ongläich Behandlung vun de Schüler, jee nodeems, a wéi enger Regioun si de Lycée besichen, auszeschléissen. Dëst soll elo net heeschen, datt all eenzelne Lycée all Sektioun ubitt, mee datt eng equilibréiert Offer an deene verschiddene Pole vum Enseignement secondaire classique am Norden, Süden an am Zentrum virgesinn ass.

D'DP-Fraktioun gëtt soumat hiren Accord zu dësem Gesetzprojet. Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Agostino, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles.

***Discussion générale***

**M. Paul Galles** (CSV) | Merci villmools, Här President. De Rapport war gutt, dat heescht, do ass alles gesot. Mee et ass interessant, et sinn dräi interessant Sektiounen, déi hei nei agefouert ginn. Eigentlech ass jo déi Sektioun N eng Sektioun, déi bal maassgeschneidert ass op déi Lëtzebuerger Spezifissitéiten, déi mer ekonomesch hei zu Lëtzebuerg hunn, an eng Sektioun P, déi eng wierklech interessant d'Kombinatioun mécht tëschent Geeschteswëssenschaften an Naturwëssenschaften. Oft ginn déi ganz artificiell getrennt. An dann eeben eng Sektioun R, déi interessant ass an deem Sënn, dass awer d'Nohaltegkeet ëmmer méi gesi gëtt als eigentlech d'Basis vun der Politick, also déi dräi Saile vun der Nohaltegkeet – Soziales, Ökologie, Ökonomie – als Saile vun der Politick. An dat ass eng wierklech interessant Kombinatioun.

Ech hat mech just am Cours de route vun dësem Gesetzesprojet dunn eng Kéier gefrot, wéi mer driwwer diskutéiert hunn, wéi d'Aféierung vun deenen dräi Sektioune géif dann zesummepasse mat dem Plang vun der Regierung, fir eng Kéier och ze testen, wat et géif heeschen, wann een d'Sektioune géif ofschafen.

Ech hat dozou eng Question parlementaire dozou gestallt, a wann ech dat richteg verstanen hunn, da seet d'Regierung eeben: „Déi heite Sektioune ware virgesinn, déi regulariséiere mer elo. Mir maachen dee Prozess op en Enn an da gëtt an engem Pilotprojet dat probéiert, fir d'Sektiounen emol eng Kéier ewechzehuelen an och d'Schüler dann op eng aner Aart a Weis dann op hir Zukunft virzebereeden, besonnesch well ee weess, dass d'Beruffsbiller haut awer ganz duerchlässeg sinn an dass et ganz vill Changementer gëtt."

Mir ënnerstëtzen dëse Gesetzesprojet. Mir fannen et awer och interessant, dass et dee Pilotprojet do soll ginn. A mir wäerten en och mat ganz vill Opmierksamkeet konstruktiv begleeden an eis dat och ukucken. An domat ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Galles. An elo huet d'Wuert: d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, N, P an R, sou heeschen also déi dräi nei Sektiounen, déi mat dësem Projet am Enseignement secondaire classique agefouert ginn. Déi dräi nei Sektioune si ganz kloer um Bols vun der Zäit. D'Rapportrice ass am Detail dorobber agaangen.

Et si Schoulen, also den Terrain selwer, déi jo Demandeur waren, well eebe sou vill Interêt bei deene Jonken ass fir esou Sektiounen an och well den Aarbechtsmaart Opportunitéiten an deene genannte Beräicher bitt. Dat ass eng gutt Saach an duerfir stëmme mir dee Projet och mat an der Hoffnung, datt déi Sektiounen dann effektiv a méi wéi a jeeweils engem eenzege Lycée ugebuede ginn. Eng equilibréiert Offer, huet d'Rapportrice gesot, dat gesi mir och esou.

Ech wëll och op dëser Plaz betounen, datt mer generell eng breet an divers Offer fir Lycéesschülerinnen a -schüler begréissen, net nëmmen, well d'Première jo eng Virbereedung fir d'Uni ass, mee virun allem, well ee ganz einfach besser léiert, wann ee sech och fir de Contenu interesséiert. Esou wäit, esou gutt.

Här President, et ginn also nees nei Sektiounen agefouert. Dat war jo an de leschte Jore schonn Trend. Gläichzäiteg steet awer am Koalitiounsaccord, datt en organisatorescht Konzept soll ausgeschafft ginn, fir d'Sektiounen am Classique ofzeschafen. Dee Konzept soll fir d'éischt an engem oder méi Pilotlycéeë getest an duerno dann eventuell an alle Classiquen agefouert ginn.

De Minister gesäit doranner kee Widdersproch, wéi en eis an der Kommissioun gesot huet. Allerdéngs ass do net jiddereen där selwechter Meenung. Well wat ass da lo d'Richtung, an déi eisen Educatiounssystem am Secondaire geet? Wëlle mer iwwerall eng breet Offer u Sektiounen? Oder wëlle mer just e Stack u Flichtfächer an da Walfächer?

Natierlech wier et en Defi, fir elo ganz ëmzeschwenken op e System vu Flicht- a Walfächer. Natierlech muss een och an esou engem System den Entréesticket behale fir op d'Uni, also de Premièresdiplom däerf net u Wäert verléieren. An natierlech ass et ganz sécher organisatoresch e groussen Defi. All dat huet de Minister och betount an eiser Kommissioun a féiert, wéi gesot, elo nei Sektiounen an.

Duerfir muss awer d'Fro erlaabt sinn: Ass dee Pilotprojet éiere keng Prioritéit fir den Educatiounsministère? A wann nee, ass en da just an de Koalitiounsaccord stoe komm, fir dem Koalitiounspartner eng kleng Freed ze maachen? Deen Androck gëtt ee jiddefalls net esou ganz lass.

Eis ass scho bewosst, dass esou e Konzept net fir haut a muer ass. Dat Ganzt muss gutt iwwerluecht, gutt geplangt a mat Wäitsiicht gemaach ginn. Eisen Educatiounssystem – all Educatiounssystem – ännert schliisslech net all gutt Schouljoer. Mir wieren awer ganz frou, ze wëssen, op wéi enger Zäitschinn mir eis dann hei sou beweegen. Kann den Här Minister eis soen, wéini soll e Konzept presentéiert ginn, wéini de Pilotprojet gestart gëtt? Oder anescht gefrot: Wäerten déi Schülerinnen a Schüler, déi sech bei der nächster Rentrée fir d'Sektioun N, P oder R decidéieren, och eng Première N, P oder R kënne maachen? Oder sinn d'Sektioune bis dohinner vläicht dann awer schonn ofgeschaaft?

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Closener. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, mir schafen – oder Dir

schaaft – elo erëm nei Sektiounen am Lycée. Mir hunn deemools ugefaange mat A, B, C, D. Do koumen E an F an A2, an dat ass duerno G ginn, an H net, an I gëtt et awer, an dann M, N, L gëtt et net. An elo R an da P an dann N. An ech schwätze mol guer net vun deem, wat et am Technique – pardon, am General – gëtt: GSE, GIG, GIN, GSN, GCC an esou weider an esou fort. An d'Fro ass einfach, fir et emol esou auszedrécken: Gëtt et hei am Land iwwerhaapt nach vill Leit, déi sech wierklech do auskennen a sech erëmfannen an deem ganzen, pardon, Kuddelmuddel vu Sektiounen, déi mir ewell hei am Land hunn?

Dat ka wuel alles am Eenzelfall seng Berechtegung hunn. Et mécht d'Saach awer net méi einfach. An et mécht d'Saach zumools net méi einfach fir déi, déi sech manner gutt auskennen, an dat si jo ganz oft déi, déi am meeschte Problemer an der Schoul hunn. A grad fir d'Orientatioun, fir d'Versteesdemech vum ganze Schoulsystem, mengen ech, ass et wichteg, fir kloer Strukturen ze hunn. A wat ee méi Sektioune schaaft an d'Saach méi komplizéiert mécht, wat een eebe grad deene Leit, deenen een eebe grad am Fong am meeschte misst hëllefen, guer net hëlleft. An dat ass hei de Fall.

Dofir si mer iwwerhaapt net begeeschtert vun dëser Saach, quitte dass mer natierlech dat gutt fannen, wann et Proffe gëtt, déi sech a verschiddene Lycéeë ganz engagéieren an nei Sektioune wëlle schafen. Mee da gëtt et déi an engem Lycée, an an engem Lycée hëlleft dat och kengem weider, well mir mussen awer kucken, dass déi Sektiounen iwwerall am ganze Land ugebuede ginn. Am ganze Land heescht op d'mannst am Süden, am Zentrum an am Norden oder vläicht nach am Osten. Da wiere mer bei dräi bis véier Lycéeën.

Hei wier da meng Fro: Wéini si mer dann um Zäitpunkt ukomm, wou déi dräi Sektiounen hei och op d'mannst an dräi Lycéeën am Land wäerten ugebuede ginn? Well et ass jo net nëmmen, dass et ëm déi regional Opdeelung geet an d'Recht vun all Schüler, wierklech dann och op déi Sektioun ze goen, wou e wëll goen, an dass dat net dermat zesummenhänkt, dass en op enger Plaz wunnt an et dowéinst net kann.

Mee d'Fro ass och déi, wéi et dann duerno iwwerhaapt an der Praxis geet, well ech hunn dat selwer mol matgemaach: Dir musst jo dann eng triple Correction hunn am Premièresexamen. Wéi maacht Der déi dann, wann Der just eng Klass hutt? Wou gitt Der dann déi sichen, déi dat solle maachen? Dat si jo dann déi, déi dee Cours guer net kenne respektiv dat Fach net enseignéiert hunn. An iwwerhaapt, fir d'Examenskopien ze erstellen an esou weider an esou fort. Duerfir mengen ech, dass een allgemeng, wann een eng Sektioun schaaft, dat sollt direkt esou maachen, dass et op d'mannst an dräi, véier, fënnef, sechs Lycéeën ass an net just an engem, well ech net gesinn, wéi dat soll och praktesch oflafen.

Ech mengen och allgemeng, dass et esou ass, dass d'Spezialiséierung am jonken Alter net onbedéngt lo … Et ass natierlech flott, wann ee seng Fächer ka wielen. Da kann een emol alleguerten déi, wou ee manner gutt ass a wou et méi schwéier ass, ewechfale loossen. An esou ass et jo och, wéi déi meescht funktionéieren. Dat ass net béis gemengt, mee dat ass d'Realitéit. Mee d'Spezialiséierung am jonken Alter, do muss een sech awer d'Fro stellen, ob dat wierklech och sënnvoll ass, ob et net wichteg ass, grad am Lycée eng méi allgemeng Bildung ze ginn an d'Spezialiséierung duerno der Uni ze iwwerloossen.

Nach e klengt Wuert zum Schluss, och wat den Här Galles gesot huet: Nohaltegkeet. Ech mengen, all déi Fächer, déi elo hei an deene Sektiounen an d'Vitrinn gestallt ginn, déi gëtt et jo och elo schonn, an eigentlech ass déi Sektioun, also dat R, Geschicht, Geografie, ass net wäit ewech vun enger G-Sektioun. An och op alle Klassen, a Geografie, a Geschicht, an esou weider an esou fort, gëtt jo och Nohaltegkeet gemaach, politesch Saachen am Kontext, an esou weider an esou fort, fir d'Welt ze verstoen, déi … Ech mengen och, et muss ee ganz kloer soen: Mat deene Sektiounen hei, déi een hei schaaft, erfënnt een och elo net wierklech eppes groussaarteg Neits.

Dat gesot, soen ech Iech Merci. A mir enthalen eis.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Meris Sehovic. Dir hutt fënnef Minutten.

*(Hilarité)*

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Aféierung vun dräi neie Sektiounen am Secondaire classique geet nach op Initiativen aus der leschter Legislaturperiod zréck, ass jo och schonn op verschiddene Plazen am Land haut scho Realitéit a virun allem ass, an dat ass virdru scho gesot ginn, eng Demande och vum Terrain. Dofir ass d'Saach haut net ganz komplizéiert. An dat direkt virewech: Ech ginn am Numm vun deene Gréngen hei an der Chamber den Accord fir dëse Projet de loi.

Wat ech am Kontext vun dëser Initiativ awer méi grondsätzlech wëll ze bedenke ginn, ass Follgendes: Duerch d'Villzuel vun neien Initiativen a Pilotprojeten ass d'Komplexitéit vum ëffentleche Schoulsystem esou lues op engem Punkt ukomm, wou d'Kohärenz an och d'Verständlechkeet vum System un hir Limitte kënnt a wou sech och verschidde Problemer zouspëtzen. Zwee gutt Beispiller dofir aus den Avise vun der Chambre des Salariés an och vun der Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics zum virleiende Projet de loi:

Déi nei Sektioune gi just op e puer Plazen am Land ugebueden. De Minister huet eis an der Kommissioun verséchert, dass Efforte gemaach ginn, fir op d'mannst eng Offer ze hunn allkéiers an der Nordstad, am Zentrum an am Süden. Mee mir stellen eis awer Froen, ob a wéi genee dat soll oflafen. Do gëtt et am Moment wéineg Konkreetes.

D'zousätzlech Fräiheet vun de Lycéeën, fir déi eenzel Sektiounen nach individuell auszegestalten, op d'mannst zum Deel individuell auszegestalten, vergréissert nach d'Komplexitéit vum System uechtert d'Land fir d'Schüler, mee och fir d'Vergläichbarkeet vun den Diplomer.

Dass d'Kohärenz vum ganze Bildungssystem mat de ville Pilotprojeten an Deelreforme Schwieregkeete mat sech bréngt, dat gesäit een och op der Uni.lu, zum Beispill wann Absolventinnen an Absolvente vun ëffentlechen internationale Schoulen hei zu Lëtzebuerg net kënnen op der Uni.lu studéieren, well se déi dräi néideg Sproochen net op deem néidegen Niveau beherrschen. D'Joëlle Welfring hat an deem Kontext schonn Ufank des Jores eng Question parlementaire gestallt.

Mir sinn dowéinst, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, der Meenung, dass et an noer Zukunft erëm muss zu enger Synthees kommen, zu enger Harmoniséierung an zu enger ganzheetlecher Weiderentwécklung vun eisem ëffentleche Schoulsystem. Mir sinn dobäi net aleng: Beim groussen Debat hei am Haus zum Enn vun der leschter Legislaturperiod ware quasi all Parteien hei am Haus sech eens, dass et un der Zäit ass, fir de System méi ganzheetlech ze maachen, amplaz ëmmer weider Pilotprojeten ze lancéieren. Mir solle vun den ëffentlechen Europaschoule knäipen an déi gutt Saachen doraus an eis traditionell Schoulen iwwerhuelen, dat sot sënngeméiss deemools d'Martine Hansen als bildungspolitesch Spriecherin vun der CSV.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir maachen eis haut awer Suergen, ob d'DP an d'CSV do net éischter riskéieren, an déi falsch Richtung ze schaffen, obwuel se et jo, wéi d'Martine Hansen deemools, eigentlech misste besser wëssen. Dat gesäit een zum Beispill bei der projetéierter Ofschafung vun de Sektiounen, sou wéi se am Koalitiounsaccord steet. Do krut de Minister Meisch jo eigentlech zimmlech séier, am Kontext och vun deem heite Projet de loi, direkt eng Question parlementaire vun enger Majoritéitsdeputéierten ëm d'Oueren, wou gefrot gëtt, ob déi dräi nei Sektiounen, iwwert déi mer haut schwätzen, net am Widdersproch géife stoe mat deem, wat am Koalitiounsaccord ofgemaach ass.

Här Minister, kënne mir doraus schléissen, dass dee Punkt Iech vun der CSV méi oder manner eigentlech opgezwonge gouf am Kader vun de Koalitiounsverhandlungen? Mir ginn dat Kräfteverhältnis an der Koalitioun an där Fro leider ni esou richteg gewuer, vu dass de Premier Luc Frieden systematesch eigentlech de Sujet vun der Bildungspolitick bei senge grousse Rieden – État de la nation, Regierungserklärung – lénks leie léisst. Mir froen eis dofir, wéi dës Regierung et wëll packen, fir eigentlech dat ze maachen, woufir d'CSV sech hei am Haus jorelaang staarkgemaach huet, nämlech eise System ze moderniséieren, ouni en ze zersplitteren an ouni en iwwerzestrapazéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hoffen och, dass mer bei dëse Froen an Zukunft net wéi an der Kommissioun bei all Geleeënheet gesot kréien, mir missten op déi Zäit no 2029, also op eng nächst Regierung, waarden. Do deelen ech – a mir Gréng – dee Constat, deen hei an der Chamber eebe wéi gesot virun engem Joer scho gemaach ginn ass: De Moment fir deen Effort kann net méi éiweg waarden. De System stéisst u seng Grenzen a mir erwaarden eis vun der Regierung, dass si eis, deene Jonken, hiren Elteren an och dem Personal vun der Éducatioun nationale Äntwerte gëtt op dës wichteg Froen. A wann de Minister wëll, da kann en haut schonn domadder ufänken.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic. An d'Wuert ass elo fir den Här Ben Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Jo. Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet sinn ech e bëssen hin- an hiergerappt. Déi eng Säit gesi mer: Jo, mir maachen de Choix vun de Schülerinnen a Schüler elo méi grouss. Mir wëssen awer och haut, dass mer scho ganz vill Schülerinnen a Schüler hunn, déi et schwéier hunn, sech iwwerhaapt kënnen ze entscheeden, iwwerhaapt eng Sektioun ze wielen. Mat dësem Projet maache mer et deenen nach méi schwéier. Natierlech gëtt et där enger an där anerer. Déi eng wësse ganz kloer vu vireran, wat se wëlle maachen. Déi hätte sech och an den aktuelle Sektiounen, denken ech, gutt erëmfonnt. Dofir mengen ech, dass dat lo an deem Aspekt lo net e megapositive Punkt ass.

Den anere Volet sinn natierlech och nach d'Inegalitéiten, déi mer hunn, wou mer schonn haut Sektiounen hunn, déi net am ganze Land, wéi och scho vu menge Virriedner gesot gouf, proposéiert ginn an, denken ech, och net mat deem heite Projet a mat deenen heite Sektioune wäerte kënne proposéiert ginn. Dat

emol zu deenen – wéi ech emol denken – e bësse méi negative Punkten.

Natierlech positiv, wéi och scho vum Här Galles gesot: Mir schafen heimadder méi eng grouss schoulesch Offer. Mir passen eis de berufflechen Ufuerderungen natierlech och un. Dat gesi mer ganz kloer als positiv. Mir bereeden domadder natierlech och d'Schüler vläicht méi spezifesch a qualitativ besser schonn op hir Zukunft vir.

Perséinlech soen ech awer, hätte mer besser gehat, mir hätten ons, wéi och scho vum Här Sehovic gesot, dorop konzentréiert, wéi och am Koalitiounsaccord steet, déi ganz Sektiounen emol eng Kéier ganz konkreet ze iwwerdenken an deementspriechend vläicht op e moduläre System oder e ganz anere System iwwerzegoen. Den Här Minister huet jo och an der Kommissioun gesot, e géif et gäre maachen. Doweinst wär einfach onse Wonsch éischter gewiescht, mir hätten eis dorobber konzentréiert an eis ganz Energie dorobber gesat, wéi elo dëse Projet nach à court terme ze stëmmen. Well ech denken, wa mer dëst an engem oder zwee Joer evaluéieren – et ass jo e Pilotprojet –, sinn ech gespaant, ob mer effektiv esou e grousse Succès hunn an de Schoulen a Klassen, wéi mer en ons alleguerten hei erwaarden.

Bon, dëst awer gesot, wäerte mer awer och dëse Projet matdroen, well mer awer net wëllen d'Schülerinnen an d'Schüler blockéieren, sech an eng Sektioun kënnen anzeschreiwen, déi am Beschte bei si passt. Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Dann ass d'Wuert fir den Här David Wagner. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Et ass net evident, eng Entscheedung ze treffen, an ech erklären Iech firwat. Mir wäerten dee Projet de loi matstëmmen, mee ouni gréisseren Enthusiasmus. Et ass virdru gesot ginn, och vun der Madamm Rapportrice, datt u sech och déi nei Sektiounen, N, P, R – mir hu geschwënn dat ganzt Alphabet duerch, dofir wëllt den Här Minister warscheinlech esou laang an deem Ministère bleiwen, et ass vläicht e perséinlecht Zil –, ...

*(Hilarité)*

... datt dat ka vläicht de Schüler erlaben, no hire Goûten, no hire Capacitéite sech besser virzebereeden, fir duerno op d'Uni ze goen. An do ass schonn alles gesot ginn.

D'Première ass u sech net vill wäert, wann een herno net op d'Uni geet. Dach! Et ass net, datt ee guer näischt ka maachen, mee dat gëtt oft net gesot. A wourobber wëll ech eraus? Dat ass, datt mer nach ëmmer e Problem, e fundamentale Problem hunn hei zu Lëtzebuerg am schoulesche System, deen een an de 70er-Jore versicht huet ze léisen, enger Zäit, wou och festgestallt ginn ass, datt de Lëtzebuerger Schoulsystem u sech e ganz inegalitäre System ass an e System ass, deen immens vill sozial Inegalitéite reproduzéiert. Dat war déi faméis Étude MAGRIP, déi schonn iwwer 50 Joer al ass. Et huet sech nach net vill geännert a Wierklechkeet.

Ech hat viru Kuerzem eng Kéier d'Méiglechkeet ... Mäin Neveu ass 13 Joer al, 12, 13 Joer an dee geet elo an de Lycée. Ech hu mech e bëssen drëms bekëmmert. Ech hu gekuckt: Fondamentalement sinn u sech vill Reforme geschitt, mee fondamentalement par rapport zu menger Zäit, wou et souguer nach en Opnamsexame gouf, fir an den Technique oder de Classique ze goen, huet sech u sech net vill geännert. D'Kanner ginn nach ëmmer opgrond vun deene selwechte Krittäre selektionéiert, fir duerno an de Lycée ze goen, an de Classique an an de General, déi an der Theorie jo gläichgesat ginn. An der Praxis awer ass et eeben esou, datt ... Voilà, et gouf jo och deemools gesot, den Exame vum Classique wär jo e bësse méi schwéier an dee vum Technique méi liicht. Dat seet schonn alles.

Dat heescht, mir hunn eng Segregatioun. Mat zwielef Joer gi Kanner op eng Bunn gesat, Classique oder Technique, Akademiker – zukünfteg Akademiker – oder Handwierker et cetera. An et vergësst ee komplett, datt mat zwielef Joer ... Also mat zwielef Joer wousst ech och nach net, wat ech géif ginn. Dach, ech wollt Filmstar ginn, mee bon, voilà, et ass näischt aus mer ginn an elo sinn ech hei.

*(Hilarité)*

Mee mat zwielef Joer wëssen déi meescht Kanner jo net, wat se wëlle maachen. Vläicht wëlle se eng akademesch Bunn maachen oder eng méi intellektuell. Vläicht si se éischter interesséiert, fir en handwierkleche Beruff ze maachen, an et gëtt jo vill gesicht an där Kategorie. Mee nee, meeschtens ass et ze spéit. An heiansdo mierke se och, wa se op Première sinn, datt se vläicht och keng Loscht hunn – dat kann een och verstoen –, duerno weider op d'Uni studéieren ze goen, respektiv vläicht wiere se gäre Kach ginn oder ... An ëmgedréit, et ass een am Technique an et wier ee vläicht ... Et kann een och mat enger Treizième deemno wéi nach ëmmer op d'Uni goen, mee et ass méi schwéier.

Dat heescht, et gëtt een op eng Bunn gesat. Dat heescht, mir huelen de Kanner déi Méiglechkeet ewech, lues a lues kënnen ze entscheeden, a wat fir eng Richtung se ginn. An ech sot: Et gouf an de 70er-Jore versicht, dat duerch d'Gesamtschoul ze reegelen. Dat war déi faméis sozial-liberal Koalitioun. Déi huet versicht, dat ze maachen. D'CSV huet dat sabordéiert, an dorënner leiden nach ëmmer Generatioune vu Kanner.

An ech weess, datt dat e rout Duch ass. An et wëllt ni een doriwwer schwätzen. Ech schwätzen dat allkéiers un, et kritt een ni eng Äntwert, well et ass e rout Duch. Ech krut eng Kéier vun enger eeëmoleger Educatiounsministesch gesot, wéi ech nach Journalist war, jo, dat wier richteg, dat misst ee maachen. Mee gewëssen Eltere wéilten dat zum Beispill net – ëm Gottes wëllen –, datt hir Kanner, déi am Classique sinn, géife gemëscht gi mat Kanner aus dem Technique.

Mee ech mengen, déi Noss muss een awer iergend eng Kéier knacken a lues a lues duerno zum Beispill d'Kanner nach weiderhin, wéinstens am Cycle inférieur, zesummenhalen, och de Kanner d'Méiglechkeet ginn – all de Kanner! –, souwuel handwierklech wéi och intellektuell Aktivitéiten ze maachen, fir e Choix kënnen ze treffen a fir weiderhin duerno sech besser ze formëieren. An ech mengen, dat bréngt vill méi duerno wéi déi Panoplie vu Sektiounen, déi gegrënnt ginn, prinzipiell. Dat hëlleft u sech an der Orientéierung vill méi. Natierlech gëtt et Passerellen, mee ech mengen, déi si meeschtens net effikass. Voilà.

Mir wäerten dee Projet de loi trotzdeem matstëmmen, well mir wëssen, datt et och Enseignante gëtt, déi sech Méi ginn, déi Projete versichen ze maachen. An et kann och flott si fir e Schüler, deemno wéi, sech méi mat Fächer auserneenzesetzen duerno op Première oder souguer op Deuxième, Première an esou weider, déi e méi interesséieren. Also dat hätt ech och vläicht léiwer gehat. Mee ech mengen, de reale Problem muss un der Wuerzel ugepaakt ginn an dofir brauche mer eng Gesamtschoul.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

Dann huet elo d'Regierung d'Wuert. Här Minister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dat heiten ass e Stéck Innovatioun vun ënnen. An et ass vun e puer Virriedner betount ginn, datt et Initiative sinn a Projeten a Gedanken, déi gemaach goufe vun Enseignanten an eise Schoulen, am klassesche Lycée, fir eeben eng nei Sektioun ze maachen, mee allkéiers eng Sektioun, déi awer och esou orientéiert ass, datt kloer e Lach och gefëllt ginn ass. An eigentlech ass et onverständlech, datt et bis d'Joer 2024 gebraucht huet, bis mer eng Sektioun geschafen hunn – offiziell dann haut geschafen hunn –, déi sech ronderëm d'Geeschteswëssenschaften am klassesche Lycée dach awer orientéiert, well dat eng Fachrichtung ass, déi zum Beispill déi Jonk awer herno ganz gäre studéiere ginn. Mee de klassesche Lycée huet awer gemaach, wéi wann dat eigentlech net géif existéieren.

Ech wëll och betounen, datt et, mengen ech, kee Widdersproch ass, fir dat heite Gesetz elo ze stëmmen. Dat heite si jo effektiv Iwwerleeungen, déi an der leschter Legislaturperiod gemaach goufen. Mir hunn dat als Pilotprojet gestart. Wa mer elo eng nei Iwwerleeung maachen, fir duerno de Sektiounssystem duerch e Fächerwalsystem – loosst eis et emol esou nennen – ofzeschafen, solle mer dann elo einfach dat heiten net méi fest an eis Gesetzgeebung huelen? Solle mer guer näischt méi änneren, bis mer dann eng Kéier e Pilotprojet stoen hunn, bis mer deen dann eng Kéier evaluéiert hunn? An ech denken, de Bon sens géif jo awer mol soen, fir dee propper kënnen ze evaluéieren, bräichte mer op d'mannst ee Joergang, dee vun Troisième, Deuxième, Première, deen dat dann duerchlaf hätt, eng Phas, wou mer dat kéinten evaluéieren – vläicht wär et och net allze falsch, fir zwee Joergäng ze maachen –, an da wäre mer schonn e gutt Stéck méi wäit, nämlech an der nächster Legislaturperiod, bis mer dann dorauser Konklusioune géifen zéien.

Oder mengt Der wierklech, Dir Dammen an Dir Hären, mir kéinten eis elo hei beieneesetzen a mir géifen um wäisse Blat en neie System hei entwéckelen an ausdenken an dee géife mer einfach esou duerch eng Decisioun, déi mer hei zesummen huelen, einfach esou vun uewen erof ëmsetzen? Dat ass, mengen ech, de Contraire vun deem, wat dat heiten ass. Dat wär keng Innovatioun vun ënnen. An duerfir plädéieren ech derfir, dat heiten elo ze stëmmen a gläichzäiteg driwwer nozedenken, ob mer net nach aner Weeër kënne goen. An ech wëll dozou nach e Wuert dozou soen.

Ech denken och, datt et kee Widdersproch ass, well hei schafe mer jo net nëmmen nei Sektiounen. Mir schafen och am klassesche Lycée nei Fächer. A wa mer duerno eng Kéier an de System géifen eriwwerwiesselen, wou mer Walfächer hätten an den eenzelne Schüler sech méi konkreet kéint säin eegene Programm zesummestellen – woubäi ech guer net elo wëll drop agoen, wéi dat dann herno soll a kann iwwerhaapt goen –, dann hätte mer hei nei Fächer geschafen, déi een natierlech dann och kéint wielen. A wa mer hei Sektioune schafen, wou mer e Lach fëllen, well keng Offer do ass, dann hu mer och hei Fächer geschafen domadder, wou mer och Lächer fëllen am klassesche Lycée, an dat géif eis och hëllefen, dann duerno méi eng komplett Offer u Fächer kënnen zur Verfügung ze stellen, wann et dann zu deem dote Choix kënnt.

Ob mer elo ze vill Choix hunn oder net genuch Choix bei eise Sektiounen – mir forcéiere keen, op eng nei Sektioun ze goen. Also, all Schüler kann nach ëmmer op eng A-, B-, C-, D- an E- an F-Sektioun goen, wann en dat da wënscht, wann en also mengt, dat wär dat, wat him géif leien. Ech muss awer soen, datt ech ganz dacks héieren hunn: „Ech hunn déi do Sektioun gewielt, well déi an déi an déi eigentlech net a Fro komm si fir mech, well déi mer näischt gesot hunn." An emol éierlech, wiem ass et net esou gaangen? An zanterdeem mer awer eng Rei vun neie Sektiounen hunn, begéinen ech awer och ëmmer ganz vill Leit, déi soen: „A, déi dote Sektioun, déi hätt ech awer warscheinlech gewielt, wann et se bei mir scho ginn hätt."

Duerfir mengen ech awer, datt et net esou falsch ass, deen dote Wee ze goen an a Fonctioun vun den Interessien, vun den Talenter a vun der Motivatioun vun de Schüler och am klassesche Lycée eeben deementspriechend Sektiounen unzebidden. Datt dat eng Erausfuerderung mat sech bréngt duerno am Domän vun der Orientatioun, ass evident. An do musse mer natierlech kucken, datt mer déi Offere bekannt maachen, och bekannt maache bei deene Schülerinnen a Schüler, déi se vläicht net an hirem eegene Gebai hunn, jo, a mir sollen och kucken, datt mer landeswäit eng Offer hunn, déi equivalent ass.

Hei hu mer Sektiounen, zwou vun deenen dräi op d'mannst, déi wierklech d'Initiativ vun de Schoule sinn. Bei där drëtter, der P-Sektioun, war de Ministère nach éischter de Motor, well mer gesot hunn: Do brauche mer elo eppes. An duerfir hu mer direkt och do an dräi Schoulgebaier jo gestart. Déi aner komme jeeweils aus enger Schoul. An d'Reegel, déi mer deene Schoulen awer och wëllen zougestoen, soe mer mol esou, dat ass, datt mer dräi Joer da waarden, éier mer se duerno opmaachen an aner Lycéeë se dann och kënnen offréieren, fir datt se sech emol fest etabléiert huet, och an deem Lycée, wou mer se dann op d'mannst lancéiert hunn an och do eng éischte Kéier d'Experienz gemaach hunn – ech mengen, dass och d'Experienz vum Premièresexame wäertvoll ass –, éier aner Lycéeën do géifen nozéien.

Hei ass elo probéiert ginn, iergendwéi sou un dësem Sujet ze zéien an ze spekuléieren a mol Vermuddungen unzestellen, datt et tëscht CSV an DP hei eng Divergence de vues géif ginn. An eisem Regierungsprogramm stinn zwou Saachen heizou:

Et steet do, datt mer déi besteeënd Sektiounen – an déi heite fonctionéiere jo schonn um Terrain, mir schafen elo eigentlech eppes Definitives, wat als Pilotprojet scho geschafe gouf – landeswäit iwwerall wéilten ubidden, fir datt mer eng equivalent Offer hunn. Dee Saz steet an eisem Regierungsprogramm. A mat dësem Gesetz maache mer dat haut.

An eisem Regierungsprogramm steet och, datt mer e Pilotprojet géife lancéieren, fir eeben ze kucken, ob mer an eisem klassesche Lycée d'Sektioune kënnen ersetzen duerch e System vu Walfächer, wéi mer en zum Beispill an Nopeschlänner hunn, wéi mer en zum Beispill och an den Europaschoulen hunn. Och dee Saz steet an eisem Regierungsprogramm. Béid Sätz sinn aus dem Walprogramm vun enger vun deenen zwou Parteien, an et ass net dee vu menger Partei, wëll ech Iech soen. Also haalt wannechgelift op, hei kënschtlech e Gruef wëllen ze entdecken, deen et eigentlech esou net gëtt!

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech si frou, trotz deene klenge Spillereien do, datt et awer méi eng breet Zoustëmmung hei zu deem Projet gëtt. Fir mech ass et nach eng Kéier wichteg, datt mer net nëmmen am klassesche Lycée, mee och am General eng breet Offer hu fir méi Schülerinnen a Schüler, déi mer jo och hunn. An dat solle mer ausnotzen, fir domadder eise System a Fonctioun vun hiren Interessien an hirer Motivatioun kënne weiderzeentwéckelen.

Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Den Här Polidori wëll Iech eng Fro stellen. Wëllt Der se unhuelen?

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech kucken emol, wat et ass.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, nee. Wa se bis gestallt ass, wär et gutt, wann Der se géift beäntweren. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci. Ech hätt just nach eng Verständnisfro. Dir hutt elo gesot zu de Sektiounen R an N ... Déi si jo aktuell schonn an zwee Lycéeë schonn disponibel. Ech hu jo richteg verstanen, dass déi déi nächst dräi Joer mol just an deene Lycéeë wäerte sinn, bevir Der se wëllt ausbauen op aner Lycéeën.

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech hu gesot, datt de Grondprinzipp, dee mer normalerweis deene Lycéeën zougestinn, déi mat esou Initiative kommen – an dat ass schonn eng Aarbecht, do sëtzen Enseignanten net nëmme Stonnen, mee Deeg a Woche beieneen, bis dat dote steet –, deen ass, datt si déi Offer als Offre unique wärend dräi Joer kënne maachen. Elo leeft déi Zäit awer do schonn, well Dir wësst, datt dat doten als Projet d'innovation pédagogique scho virun engem Joer respektiv virun zwee Joer lancéiert gouf, soudatt déi dräi Joer sech vun deem Moment u rechnen, soudatt an engem Joer respektiv an zwee Joer dann och aner Lycéeën dat dote kéinten ubidden.

Ech wëll och soen, dat ass net onbedéngt eppes, wat e Lycée elo vun haut op muer ka maachen. Mir hu bewosst déi Lycéeën, déi d'P-Sektioun ronderëm d'Geeschteswëssenschaften ubidden, esou erausgesicht, datt een och Enseignanten huet an deene Fächer, déi dat kënnen enseignéieren. Also ass och do schonn eng gewësse Preparatioun dann noutwendeg, fir déi Enseignanten an esou enger Schoul ze hunn an dat da lues a lues kënnen opzebauen, soudatt dräi Joer och an deem Sënn absolutt räsonabel sinn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Domat wären d'Diskussiounen zu dësem Projet ofgeschloss.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8375. Den Text steet am Document parlementaire 8375[5].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8375 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm a 5 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Laurent Mosar), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Paul Galles), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Maurice Bauer), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Dan Biancalana) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 10. 8371 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles

Den nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 8371, d'Ëmsetze vun enger europäescher Direktiv iwwert d'Unerkennung vun de Qualifikatioune vun den Infirmièren, déi a Rumänien ausgebilt goufen. Ech erënneren Iech drun, datt no der Presentatioun vum Rapporteur ouni Diskussioun iwwert dëse Projet de loi ofgestëmmt gëtt. An de Rapporteur huet 5 Minutten.

***Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation***

**M. Gérard Schockmel** (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, tatsächlech: Bei dësem Projet de loi geet et ëm d'Gesetz vum 28. Oktober 2016 betreffend d'Unerkennung vun de professionelle Qualifikatiounen. Et geet ëm eng punktuell Upassung a si betrëfft de Paragraf 2 Artikel 33 vun dësem Gesetz.

Den 21. Mee dëst Joer hu mir dëse Projet presentéiert kritt an der Kommissioun an den 18. Juni 2024 huet d'Kommissioun de virleiende Rapport ugeholl.

Wourëm geet et? Et geet ëm d'Beruffsausbildung vun de rumäneschen Infirmièren, déi a Rumänien dispenséiert gëtt. Bis elo war et esou, datt si hu missen noweisen, datt si an deene leschte fënnef Joer wärend dräi Joer hannerteneen déi Formatioun gemaach hunn. Dat war allerdéngs e bëssen enk gefaasst an dofir ass an Tëschenzäit eng Mise à niveau komm, déi eigentlech d'Equivalenz mat deem doten hierstellt. Entspriechend ass dann och déi europäesch Direktiv geännert ginn a mir wäerten elo déi Direktiv ëmsetzen an eist Gesetz, an dat am Paragraf 2 vum Artikel 33.

Et gouf eng Partie Avisen, den Avis vum Staatsrot, vun der Chambre des Salariés, vum Collège médical, vun der Chambre de Commerce, vum Conseil supérieur de certaines professions de santé, an déi Avise waren alleguerte favorabel.

Wat sinn elo d'Konsequenzen heivun? Andeem och déi Mise à niveau direkt unerkannt gëtt, kënnt et zu enger administrativer Vereinfachung, well eng Infirmière aus Rumänie kann dann direkt sech bewerbe fir eng Autorisation d'exercice beim Ministère de la Santé a si muss net virdrun hir Formatioun unerkenne loosse vum Héichschoulministère. Dat heescht, doduerch entsteet eng administrativ Vereinfachung. Dat anert, wat ass: Et ännert sech net ganz vill hei zu Lëtzebuerg, well mir ware scho mat änlechen Dossiere konfrontéiert a si sinn eigentlech ëmmer ugeholl ginn. Voilà. Also et ass eng punktuell Upassung, et ass eeben och eng Transpositioun vun enger europäescher Direktiv. Si huet keng dramatesch Konsequenzen, awer si vereinfacht eis administrativ Ofleef.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Schockmel, fir Äre mëndlechen a fir Äre schréftleche Rapport. Wann d'Regierung nach wéilt d'Wuert huelen, dann hätt se fënnef Minutten Zäit.

*(Négation)*

Ech gesinn, datt dat awer net de Fall ass.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | Nee, ech géif Merci soen, wann dëse Projet de loi géif Är Zoustëmmung fannen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister. Da wär d'Diskussioun domadder ofgeschloss.

An da géinge mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8371 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8371[6].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8371 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Domat ass de Vott dann ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, also och keng Nee-Stëmm an och keng Abstentioun. De Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Laurent Mosar), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Paul Galles), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten (par M. Dan Biancalana), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 11. 8380 – Proposition de modification des articles 102, 104 (2) et 105 (1) du Règlement de la Chambre des Députés relative aux nouveaux projets d'infrastructure dans le cadre du débat sur la politique financière et budgétaire

A mir schléissen dës Sëtzung vun de Mëtteg mam Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 8380 of iwwert d'Erhéijung vum Seuil, deen am Artikel 102 vum Chambersreglement virgesinn ass iwwert déi nei Infrastrukturprojeten. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht, dat heescht, de Rapporteur huet 10 Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéiten hu 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Corinne Cahen, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert, déi de Rapporteur vum Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement, den honorabelen Här Charel Weiler, hei ersetzt. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission du Règlement***

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV), en remplacement de M. Charel Weiler (CSV), rapporteur | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi virleiend Propos fir d'Modifikatioun vum Chambersreglement huet hiren Ursprong an Diskussiounen, déi wärend der Reunioun vun der Kommissioun fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten den 29. Februar 2024 gefouert goufen. Dës Diskussioune bezéie sech op eng Ännerung vun e puer Bestëmmunge vum Kapitel 3, „Débat sur la politique financière et budgétaire", „Nouveaux projets d'infrastructure", d'Artikelen 102 bis 105 vum Chambersreglement.

D'Propos gouf de 7. Mee 2024 vun der honorabeler Deputéierter Corinne Cahen agereecht. D'Conférence des Présidents huet dës Propos den 8. Mee un d'Reglementskommissioun verwisen. D'Kommissioun huet d'Texter vun der Propos an hirer Reunioun vum 5. Juni analyséiert an diskutéiert an den honorabelen Deputéierte Charel Weiler als Rapporter nominéiert. De Rapport gouf eestëmmeg an der selwechter Reunioun ugeholl.

Well den Här Weiler haut aus privaten Ursaache verhënnert ass, hei ze sinn, huet hie mech gebieden, de Rapport a senger Plaz ze presentéieren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV), en remplacement de M. Charel Weiler (CSV), rapporteur | An dëser Propos fir d'Modifikatioun vum Chambersreglement geet et drëms, de Seuil fir nei Infrastrukturprojeten no uewen unzepassen, fir esou der Präisdeierecht Rechnung ze droen. Bedéngt duerch d'ekonomesch Situatioun, hu mer leider aktuell ëmmer nach eng stänneg Präissteigerung ënner anerem am Beräich vun der Constructioun.

Den Artikel 102 vum Chambersreglement gesäit vir, datt d'Regierung d'Chamber all Joer spéitstens den 30. Juni mat enger Lëscht mat prioritären Infrastrukturprojeten, déi vum Staat solle realiséiert ginn an den nächste Joren, saiséiert.

Den aktuelle Seuil fir d'Käschte vun dësen Infrastrukturprojeten läit bei 10 Milliounen Euro a gëtt mat dëser Upassung op 30 Milliounen Euro erhéicht. Ouni d'Upassung vum Seuil un d'Entwécklung vun de Präisser géif d'Zuel vun de Projeten, fir déi d'Chamber muss saiséiert ginn, weesentlech an d'Luucht goen. Infrastrukturprojete mat engem globale Wäert iwwer 15 Milliounen Euro, awer manner wéi 30 Milliounen Euro, musse vun der Regierung an der zoustänneger parlamentarescher Kommissioun presentéiert ginn a vun der Kommissioun analyséiert ginn.

Am Gesetz vun 1999 iwwert de Budget, d'Kontabilitéit an d'Trésorerie de l'État gouf d'lescht Joer schonn déi néideg Upassung gemaach, fir de Seuil vu 40 op 60 Milliounen Euro eropzesetzen. Do muss elo eréischt ab 60 Milliounen Euro e speziellt Gesetz gemaach ginn, fir en ëffentlechen Infrastrukturprojet oder en ëffentlecht Gebai ze realiséieren. Dat war och d'Basis fir d'Diskussiounen an der Kommissiounssitzung, fir d'Seuilen am Chambersreglement unzepassen.

Zum Schluss gesäit dës Modifikatioun vir, am Artikel 104 Paragraf 2 de Sazdeel „et dont la Chambre demande l'inscription dans la loi budgétaire" ze sträichen. D'Ursaach heifir ass, datt déi vum Parlament autoriséiert Projeten net all am Budgetsgesetz opgeholl ginn. An der Praxis betrëfft dat nëmmen déi Projeten, déi iwwert de Fonds vun ëffentlechen Investitioune finanzéiert ginn, de Stroossefong an de Schinnefong. Projeten, déi vum Fonds Belval a vum Fong fir d'Aarbechte realiséiert ginn, ginn duerch d'Kreditter vun engem Joer vun engem oder méi Budgetsartikelen aus dem Budget vun de Kapitelausgaben net am Budgetsgesetz opgeholl, mee gi bei der Adoptioun vun enger Motioun duerch d'Chamber autoriséiert.

Ech bieden Iech also, dës Propos matzeënnerstëtzen, fir eist Reglement un déi aktuell ekonomesch Realitéiten unzepassen. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

***Discussion générale***

An dann doen ech elo meng Kap als Spriecherin vun der CSV-Fraktioun un an ech ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Weydert, fir Äre schréftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. An dann ass déi éischt ageschriwwe Riednerin d'Madamm Corinne Cahen.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géing och der Rapportrice villmools Merci soen. Ech mengen, si huet dat gutt resüméiert, wat mer decidéiert hunn. Ech géing och gären als Presidentin vun der Mobilitéits- a Bautekommissioun de Memberen, all de Memberen aus där Kommissioun, Merci soen.

Dat war eng ganz konstruktiv Diskussioun. A mir waren ons alleguerten eens, mengen ech, dass mer dee Seuil wéilten an d'Luucht setzen, einfach un d'Inflatioun och upassen, fir dass mer hei an der Chamber och just nach am Plenum iwwert déi grouss Infrastrukturprojete schwätzen. Netdestotrotz wäerte mer awer och weiderhi vun der Ministesch d'Infrastrukturprojeten, déi manner wéi 30 Millioune kaschten, an der Kommissioun presentéiert kréien. Dat wollte mer esou an der Kommissioun an dofir wäert dat och esou geschéien.

Villmools merci och de Memberen aus der Reglementskommissioun, dass Dir dat dann esou konnt am Reglement adaptéieren. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Cahen. Den Här Mars Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci, Här President. Wéi richteg gesot, ass et eng logesch Konsequenz vun dem Gesetz, dat d'Seuilen eropsetzt fir déi Projeten, déi realiséiert ginn, vu 40 op 60 Milliounen. Mir hunn dee Mouvement suivéiert. Dat heescht awer net, dass déi aner Investitioune laanscht d'Chamber ginn. Do ass weiderhin d'Obligatioun, dass déi zoustänneg Kommissiounen informéiert ginn, doriwwer diskutéiere kënnen an, wann eng Problematik optrëtt, och hir Meenung dozou kënne soen.

An deem Sënn si mer mat der Reglementsänderung d'accord. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Madamm Schoos.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Jo, och d'ADR-Fraktioun gëtt do hir Zoustëmmung. Mir mussen där wirtschaftlecher Evolutioun natierlech Rechnung droen.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Schoos. Den Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Effektiv, de Seuil vun de Gesetzer gouf gehuewen. An do hu mer an der Mobilitéitskommissioun eng Kéier déi Diskussioun ugefaangen, wéi et da mat eise Projeten ass, well den Yves Cruchten huet ëmmer gesot: „Et ass esou schéin, wa mer déi Motioun bréngen, da ka jiddereen iwwer seng Trottoiren an iwwer seng Stroossen an der Gemeng schwätzen!", wat awer net onbedéngt dem Parlamentarismus gehollef huet.

An dunn hu mer ugefaangen, an der Mobilitéitskommissioun ze kucken, wéi een da kann déi Staffelung nei maachen. Do war et mir awer ganz wichteg, dass mer d'Transparenz bäibehalen, dass mer net einfach soen: „De Seuil vun der Motioun geet erop op déi 30 Milliounen", well déi ënnendrënner géifen da verluer goen. A mir als Deputéierter hunn awer och e Recht drop, déi Projete mat ze begleeden an informéiert ze ginn an herno ze entscheeden, wéi d'Infrastrukturen an eisem Land ausgesinn.

Dofir sinn ech frou, dass mer e Kompromëss konnte fannen tëscht deene 15 an 30 Milliounen, dass mer do an der Chamberskommissioun driwwer diskutéieren. An e ganz wichtege Facteur, deen haut nach net erwäänt ginn ass an deen nei ass, ass, dass d'Budgetskontrollkommissioun elo matagebonnen ass, zesumme mat der Mobilitéitskommissioun. Dat war soss net de Fall.

D'Mobilitéitsministesch huet bis elo zweemol d'Joer de Rapport gemaach mat Ponts et chaussées an den Eenzelnen zesummen. Do war awer d'Mobilitéitskommissioun ni mat invitéiert. Dat ass fir mech eigentlech net déi Transparenz, déi ee muss hunn, wann ee Member vun esou enger Kommissioun ass. Als Mobilitéitskommissioun hu mir d'Éier, fir d'Projeten zwar ze lancéieren – souguer wann een déi Motioun hëlt, dat si just Etüden, dat ass mol nach net de Projet selwer –, mir hunn awer duerno näischt méi héieren. De Suivi huet gefeelt.

Mat deem Text, deen elo virläit, dass mer herno als Mobilitéitskommissioun déi Projeten och nach eng Kéier an der Kontrollkommissioun wäerte begéinen, kënne mer kucken, wat effektiv ëmgesat ginn ass. Well et huet sech erausgestallt bei eenzelne Projeten, wéi mer déi ganz Diskussioun elo mol opgemaach hunn, dass op eemol déi eenzel Corpse beim Staat awer d'Projeten ëmgeännert haten. Se ware vläicht nach an der Ligne budgétaire, mee wat awer hannen erauskomm ass, war eppes aneres wéi dat, wat virun deelweis 10, 15 Joer an enger Mobilitéitskommissioun decidéiert ginn ass. Dofir ass et immens wichteg, dass mer och elo gesot hunn: „Mir verbleiwe bei deene vu 15 bis 30 Milliounen esou, dass d'Mobilitéitskommissioun nach ëmmer däerf matschwätzen."

Déi vun 30 bis 60 Millioune kommen dann heihinner an enger Motioun, wou dann nach eng Kéier déi eenzel Deputéiert kënnen eppes iwwert déi eenzel Projete soen. Och dat ass wichteg, well dat sinn Avant-projeten an do muss een och herno de Suivi maachen.

Dat heiten ass eng Mesür, déi mer geholl hu fir méi Transparenz, fir dass de Bierger dat ka matkréien, well eis Rapporte vun deene Kommissioune wäerte jo herno public sinn, soudass de Bierger herno ka matkréien, wat mat senge Steiergelder geschitt. Dofir wäerte mir dat och haut fir méi Transparenz matstëmmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. An dann ass d'Wuert fir den Här Marc Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci. Merci, Här President. Haut ass jo deen éischten e bësse méi waarme Summerdag. Ech perséinlech sinn net grad esou chaud, wat deen heiten Text ugeet, ech gesinn awer d'Argumentatioun an, wat d'Erophiewe vun de Seuilen ugeet.

A mir stëmmen dat hei duerfir ouni weider gréisser Begeeschterung mat.

**Plusieurs voix** | O!

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Majo, da komme mer zur Ofstëmmung vum Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 8380. Den Text steet am Document parlementaire 8380[1].

***Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8380***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. Vläicht nach e ganz klengen Effort beim Vote par procuration, da wiere mer souwäit. Voilà! De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass follgendermoossen: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Den Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl ginn.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Félix Eischen), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Alex Donnersbach), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 17.06 heures.)*

## Sommaire


| Objet | N° | Auteur | Page |
|---|---|---|---|
| Comité d'éthique du CHL | 0572 | Sven Clement | 78 |
| Représentant de l'État dans le conseil d'administration de l'initiative pour l'emploi ProActif | 0580 | Jeff Engelen | 79 |
| Promotion du vélo | 0584 | David Wagner | 79 |
| Annonces automatisées à l'Aéroport de Luxembourg | 0586 | Fred Keup | 80 |
| Lutte contre toute forme de violence | 0591 | Fernand Kartheiser | 80 |
| Population d'arbres du Luxembourg | 0593 | André Bauler, Luc Emering | 80 |
| Structure d'accueil d'urgence « Wanteraktioun » | 0595 | Claire Delcourt | 81 |
| Marchés publics pour les projets des promoteurs sociaux | 0598 | Sven Clement | 81 |
| Foire « Rad+Freizeit 2024 » | 0602 | Meris Sehovic | 82 |
| Compte bancaire des sociétés | 0620 | Laurent Mosar | 82 |
| Clé de répartition obligatoire pour les communes concernant les DPIs | 0622 | Georges Engel, Claire Delcourt, Dan Biancalana | 83 |
| Précarité énergétique | 0623 | Georges Engel, Claire Delcourt, Dan Biancalana | 83 |
| Utilisation des sachets de nicotine dans le milieu sportif | 0624 | Mars Di Bartolomeo | 83 |
| Régimes de pension privés | 0625 | David Wagner | 84 |
| Normes pour salles d'attente de cabinets médicaux | 0626 | Mars Di Bartolomeo | 85 |
| Réseaux d'ingérence pro-russes | 0627 | Sam Tanson | 85 |
| Cumul de revenus professionnels et pension | 0628 | Marc Baum | 85 |
| Délai d'approbation de fonds d'investissement | 0629 | Laurent Mosar | 85 |
| Demande d'entrevue d'un syndicat du personnel des institutions européennes | 0630 | Sam Tanson | 86 |
| Nouveau bâtiment de la SNCI | 0631 | Corinne Cahen | 86 |
| Recommandé électronique de POST Luxembourg | 0635 | Marc Goergen | 87 |
| Accès à la carrière d'officier de l'armée | 0637 | Fernand Kartheiser | 87 |
| Capacité du Luxembourg à recruter des professionnels de la santé en Allemagne | 0640 | François Bausch | 87 |
| Fermeture de l'agence régionale de l'ADEM à Dudelange | 0641 | Dan Biancalana, Claude Haagen, Mars Di Bartolomeo | 88 |
| Œuvres d'art spoliées | 0642 | Alexandra Schoos | 88 |
| Implantation prochaine d'Uber au Luxembourg | 0643 | Yves Cruchten, Georges Engel | 89 |
| Violence au lycée | 0646 | Fred Keup | 90 |
| Rapport de l'ancien Premier ministre italien sur l'avenir du marché unique | 0647 | Dan Biancalana, Franz Fayot | 90 |
| Cumul d'une pension anticipée avec des revenus d'une activité accessoire | 0648 | Claire Delcourt | 90 |
| Pool des assistants pédagogiques de l'ADEM | 0651 | Mars Di Bartolomeo, Francine Closener | 91 |
| Rapport d'Europol sur les réseaux criminels en Europe | 0652 | Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana | 91 |
| Chômage par commune | 0653 | Dan Biancalana, Georges Engel | 92 |
| Bilan du dispositif destiné à renforcer la présence policière à Luxembourg-ville | 0656 | Meris Sehovic | 92 |
| Promesse de poste en amont des élections législatives de 2023 | 0657 | Sam Tanson | 92 |
| Manque de place dans le Palais de justice à Diekirch | 0658 | Charel Weiler | 93 |
| Santé des enfants | 0660 | Mandy Minella, Carole Hartmann | 93 |
| Consommation de viande | 0662 | André Bauler, Luc Emering | 93 |
| Avortement | 0664 | Nancy Arendt épouse Kemp | 94 |
| Oncologie pédiatrique au Luxembourg | 0665 | Sven Clement, Marc Goergen | 94 |
| Registre des entrevues du Gouvernement | 0667 | Sam Tanson | 94 |
| Accord sur les pandémies de l'OMS | 0668 | Alexandra Schoos | 95 |
| Appels téléphoniques de choc | 0669 | Meris Sehovic | 95 |
| Réduction du temps de travail pour faire du sport | 0670 | Georges Engel | 96 |
| Accélération des procédures liées à la construction | 0671 | Sven Clement, Marc Goergen, Ben Polidori | 96 |
| Statistiques dans le domaine du dépistage des cancers | 0673 | Mars Di Bartolomeo | 97 |
| Délais d'attente pour un rendez-vous pour un examen d'ostéodensitométrie | 0674 | Mars Di Bartolomeo | 97 |
| Échanges avec la CGFP | 0675 | Corinne Cahen, Fernand Etgen | 97 |
| Commission spéciale de réexamen de l'ADEM | 0676 | Sven Clement | 98 |
| Résolution de l'ONU concernant le génocide de Srebrenica | 0678 | Liz Braz | 98 |
| Mesures de réduction des dépenses du Gouvernement | 0679 | Sam Tanson | 98 |
| Licenciement annoncé de 126 salariés de la société Tarkett GDL | 0680 | Marc Spautz | 99 |


**Comité d'éthique du CHL** | Question **0572** (04/04/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Gesetz vum 8. Mäerz 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière reegelt mam Artikel 26 d'Aufgaben an d'Missioune vum sougenannte Comité d'éthique, iwwert deen all Spidol verfüge muss. De Comité d'éthique huet innerhalb vum Spidol ganz wichteg Aufgaben a Missiounen ze erfëllen.

Esou verfüügt natierlech och den CHL iwwert ee Comité d'éthique. Op der Website vum CHL ginn d'Missiounen an Aufgabe vun dësem beschriwwen an et ginn d'Presidentin, de Vize-President an d'Sekretärin vum Comité genannt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Aus wéi ville Membere besteet de Comité d'éthique vum CHL insgesamt a firwat ginn net alleguer d'Membere vum Comité op der Website genannt?

2. Wou steet dëse Comité am Organigramm vum CHL respektiv ass en der Direktioun ugegliddert oder handelt et sech ëm eng Cellule libre?

3. Wat sinn d'Konditiounen, fir kënne Member vum Comité ze ginn? Ginn et Incompatibilitéiten?

4. Wéi vill Avisen huet de Comité d'éthique pro Joer geschriwwen? Wou kënnen dës Avisen nogekuckt ginn?

5. Wéi eng Schrëtt kann eng Persoun ënnerhuelen, wa si sech beim Comité d'éthique wéinst engem Problem mellt, vun dësem awer keng Äntwert kritt?

**Réponse** (13/05/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. De Centre hospitalier de Luxembourg (CHL), den Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle (INCCI) an d'Haus Omega hunn e gemeinsame Comité d'éthique hospitalier (CEH), deen aus 17 Membere besteet, 3 Membres associés an engem Secrétaire administratif.

Dëse Comité funktionéiert no engem Règlement interne. No enger interner Decisioun, ginn nëmmen de President, Vize-President a Secretaire vum CEH um Internetsite affichéiert.

ad 2. Et handelt sech ëm en onofhängege Gremium, deen seng Avise fräi an onofhängeg vun de jeeweilege Spideeler formuléiert, gemääss Artikel 26 (3) vum Spidolsgesetz.

ad 3. D'Membere gi vun den Ariichtungen ausgewielt ënnert den Dokteren an/oder dem Personal esou wéi och externe Perséinlechkeeten a Funktioun vun hire Kompetenzen am medezinneschen, eetheschen, sozialen oder juristesche Beräich.

Et kënne sougenannte Membres associés genannt ginn a Funktioun vun hire spezifesche Kompetenzen, déi awer kee Stëmmrecht hunn. Den CEH kann och op en externen Expert zeréckgräifen, wann seng Kompetenzen an engem spezifeschen Dossier gebraucht ginn.

E Member vun der Direktioun kann net Member vum CEH sinn.

Am Fall vun engem Interessekonflikt an engem bestëmmten Dossier, siegéiert de betraffene Member an deem speziellen Dossier net.

ad 4. E spezifeschen Avis gëtt exklusiv un den Demandeur weidergeleet. Laut Artikel 26 (4) vum Spidolsgesetz sinn dës Avise confidentiel an net bannend. D'Deliberatiounen dozou sinn deemno och confidentiel.

E generellen Avis gëtt souwuel un den Demandeur wéi och un d'Generaldirektioune vun den dräi Etablissementer weidergeleet.

Den CEH decidéiert wat fir eng Saisinë vu generellem Interessi fir d'Institutioune sinn an ob dës Avisen an de jeeweilegen Institutiounen anonym kënne publizéiert ginn.

ad 5. Jiddereen (Member vum Personal, Famill, Patient etc.) kann eng offiziell Saisine beim President areechen.

All Saisine, och déi, déi net zréckbehale ginn, ginn de Membere virgeluecht an dëst am Sënn vun enger kompletter Transparenz.

Déi Saisinen, déi net zeréckbehale goufen, sinn déi, bei deenen et sech net ëm en eethesche Konflikt handelt, wéi zum Beispill Kommunikatiounsproblemer.

Jiddereen, deen den CEH offiziell saiséiert huet, kritt eng Äntwert, och wann d'Demande net zeréckbehale gouf.

**Représentant de l'État dans le conseil d'administration de l'initiative pour l'emploi ProActif** | Question **0580** (05/04/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 0409 schreift den Här Aarbechtsminister iwwert d'Representatioun vu sengem Haus am Verwaltungsrot vu ProActif dat hei: „De Vertrieder vum Aarbechtsministère ass just als Observateur bei de Reuniounе vum Conseil de gérance vu ProActif SIS SARL dobäi." Dat, obwuel d'SARL mat mëttlerweil bal 25 Milliounen Euro pro Joer duerch den Aarbechtsministère ënnerstëtzt gëtt an an der Vergaangenheet duerch eng schlecht Gestioun vun ëffentleche Gelder opgefall ass.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Aarbechtsminister gär dës Froe stellen:

– Op wéi enger legislativer Basis respektiv op wéi engem Accord berout dee reng observéierende Statut vum Vertrieder vum Aarbechtsministère? Kann den Här Minister an deem Zesummenhang preziséieren, firwat de Staat sech als Géigeleeschtung fir dësen enorme Betrag u Steiersue kee Stëmmrecht am Verwaltungsrot ausgehandelt huet?

**Réponse** (02/05/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

Et gëtt keng gesetzlech Basis, déi virgesäit, e Vertrieder vum Aarbechtsministère als Observateur an de Verwaltungsrot vun enger Beschäftegungsinitiativ ze nennen.

D'Designatioun vun engem Vertrieder vum Aarbechtsministère an de Verwaltungsrot vu ProActif ASBL (bis 2021) resp. vu ProActif SIS SARL (ab 2022) baséiert op engem Accord, deen zënter enger Rei vu Jore besteet a fir d'lescht duerch e Bréifwiessel vum Juli 2019 tëscht dem deemolegen Aarbechtsminister a ProActif confirméiert gouf.

De Staat ass weeder Member (ASBL) nach Actionnaire oder Associé (SARL, s.coop.) an enger vun den 30 konventionéierte Beschäftegungsinitiativen an huet deemno och net automatesch eng Plaz an de Verwaltungsréit vun dësen Organismen zegutt.

D'Gesetz vum 3. Mäerz 2009 iwwert de „Rétablissement du plein emploi" an den Artikel 82 vum ofgeännerte Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert de Budget, d'Comptabilitéit an d'Tresorerie vum Staat, ginn dem Aarbechtsminister déi néideg Moyenen, fir d'Aktivitéiten an d'Finanze vun de konventionéierten Initiativen ze kontrolléieren, och ouni e Vertrieder mat Stëmmrecht an all Verwaltungsrot sëtzen ze hunn.

**Promotion du vélo** | Question **0584** (05/04/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

La ville de Luxembourg, qui occupe 2 % du territoire luxembourgeois et comprend 20 % de la population du pays, est une ville qui favorise traditionnellement l'usage de la voiture par rapport à la circulation en vélo ou à pied. Or des mesures qui créeraient des zones sans voiture dans la ville ou avantageraient l'usage du vélo de façon générale auraient un impact certain sur les émissions de gaz à effet de serre de ses résidents et permettraient d'atteindre une partie des objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de carbone. Le plan de mobilité de la ville affirme en outre : « Im Grunde ist Luxemburg ideal für Radverkehr. Die Wege sind kurz, die Stadt hat einen Durchmesser von nur etwa sieben Kilometern. »

En janvier 2024, la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics a déclaré à propos de la promotion du vélo au Luxembourg : « Was in internationalen Großstädten möglich ist, sollte auch in Luxemburg machbar sein », faisant allusion au fait que plusieurs villes dans le monde ont commencé à créer des zones sans voiture à l'intérieur dans leur périmètre dans un contexte de réchauffement climatique croissant. Elle a également affirmé alors que le Plan de mobilité 2035 continuerait à être le cadre pour le développement et l'amélioration de la mobilité nationale. Ce plan comporte, entre autres, les objectifs suivants :

– rendre les pistes cyclables à l'intérieur des communes assez sûres pour que même des enfants puissent se déplacer sans problème et en toute sécurité à vélo ;
– rendre le vélo « au moins aussi performant que la voiture pour les déplacements en agglomération ».

En outre, la ministre a récemment signé à Bruxelles la Déclaration européenne sur l'utilisation du vélo qui vise à promouvoir et répandre l'usage du vélo en Europe.

Néanmoins, elle a déclaré à l'occasion de cet événement qu'il ne faudrait pas non plus enlever de la place aux usagers de la route autres que les cyclistes. Or il s'agit là d'une chose qui pourrait s'avérer difficile voire impossible si le but est de rendre l'usage du vélo aussi attrayant que celui de la voiture à l'intérieur des communes du Luxembourg.

Étant donné les éléments précités, Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics pourrait-elle répondre aux questions suivantes :

1) A-t-elle bien voulu dire avec cette dernière affirmation qu'elle ne veut pas enlever de la place aux voitures pour la donner aux vélos sur les rues et les routes luxembourgeoises ?
Pourrait-elle clarifier le sens de son affirmation en expliquant de quelle façon elle a l'intention de structurer la place disponible sur les routes et les rues à l'intérieur et en dehors des communes, et quelle sera la priorité qu'elle compte attribuer aux différentes catégories d'usagers de la route dans ses décisions en tant que Ministre de la Mobilité ?

2) L'objectif de rendre les voies des communes sûres pour des enfants à vélo d'ici 2035 reste-t-il d'actualité ?

3) Existe-t-il à l'heure actuelle une collaboration active et continue entre le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et la Ville de Luxembourg en vue de la réalisation des objectifs du Plan de mobilité 2035 ?

4) Quelle est la position de la ministre sur la possibilité pour le Luxembourg de devenir une 15-minute city ?

5) Les communes sont responsables au Luxembourg en matière de gestion et entretien des pistes cyclables. Quels ont été jusqu'ici et quels sont à l'heure actuelle les devoirs de la Ville de Luxembourg en matière de mise en œuvre du Plan national de mobilité 2035 ?

6) La Ministre a-t-elle l'intention de mettre en œuvre, en coopération avec la Ville de Luxembourg, des projets qui limiteraient la circulation des voitures à

l'intérieur la ville de Luxembourg tout en favorisant celle des transports en commun, des cyclistes et des piétons ?

7) Sur la réalisation de quels points de la Déclaration européenne sur l'utilisation du vélo Madame la Ministre veut-elle se concentrer pendant son mandat ?

8) Le plan de mobilité de la Ville de Luxembourg constate qu'il manque des connexions en termes de pistes cyclables entre la capitale d'une part et l'aéroport, Sandweiler, Contern, Leudelange, Esch et Dudelange d'autre part. Madame la Ministre va-t-elle remédier à ce manque ?
Si la réponse est affirmative, en donnant la priorité à quels projets et pourquoi ? Si elle est négative, quelles en sont les raisons ?

9) Le plan de mobilité de la Ville de Luxembourg conclut, à propos du réseau cyclable, qu'il faudrait développer encore bien davantage ce réseau (à la fois à l'intérieur de la ville et dans sa connexion avec les communes et villes voisines), assurer plus de lieux où les cyclistes peuvent garer leur vélo de façon sûre, et promouvoir l'usage du vélo davantage – et ce à tous les niveaux. Madame la Ministre peut-elle assurer le public que ces recommandations seront effectivement suivies dans l'aménagement de la ville de Luxembourg pendant son mandat ?

**Réponse** (07/05/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député demande des renseignements sur ma position sur le développement du vélo en tant que mode de transport, en particulier en lien avec la Ville de Luxembourg et son plan de mobilité publié récemment.

Tout d'abord, je tiens à préciser qu'en vertu du principe de l'autonomie communale, l'État ne peut imposer une politique de mobilité, une réglementation ou un aménagement spécifique sur les routes qui relèvent de la compétence des communes. De même sur les voiries étatiques à l'intérieur des localités, il n'est pas envisageable d'imposer un aménagement ou une réglementation contre la volonté de l'administration communale concernée. Il en va de même avec l'organisation de l'urbanisme d'une commune et de la présence ou non d'une mixité des fonctions dans les quartiers qui sont le prérequis pour une ville du quart d'heure. Ce ne sont pas des sujets qui relèvent des fonctions du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics.

Les principes et objectifs énoncés pour la promotion du vélo dans le Plan national de mobilité 2035 ainsi que dans la Déclaration européenne sur l'utilisation du vélo sont les fils conducteurs pour les projets de mon ressort. Concrètement, chaque projet routier étatique intègre le vélo dès le début de la planification et mes services et administrations soutiennent tous les projets communaux impactant des voiries étatiques et conformes aux principes d'aménagement du PNM 2035. Cela est valable quelle que soit la commune concernée.

En général, dans les projets de réaménagement de voiries étatiques, un rééquilibrage de la répartition de l'espace public en faveur des modes alternatifs à la voiture individuelle est toujours prévu. Le réaménagement de l'avenue de la Liberté, ou de manière plus large, l'ensemble des aménagements prévus en lien avec les différentes extensions du tram en sont de bons exemples.

Toutefois, il ne faut pas oublier que, également conformément aux principes du PNM 2035, chaque route remplit également une certaine fonction pour le trafic motorisé, qu'il s'agit de respecter. Dans le cas des voiries étatiques en agglomération qui assument le rôle de route de liaison ou de distribution, cela signifie en général qu'il est nécessaire d'assurer une voie par sens de circulation avec une largeur suffisante pour le type de trafic devant y circuler.

L'aménagement du reste de l'espace public doit ensuite se faire en étroite concertation avec l'administration communale concernée. L'arbitrage de la répartition de l'espace entre les différentes fonctions à accueillir – à savoir : le stationnement, les aménagements pour les vélos, la présence de verdure et l'espace dévolu aux piétons – doit se faire en tenant compte des spécificités et contraintes locales. Comme déjà mentionné, mes services élaborent dans ce cas toujours un projet comprenant des aménagements cyclables, mais comme dit en introduction, l'État ne peut imposer cela contre la volonté d'une administration communale.

Finalement, en ce qui concerne les liaisons cyclables spécifiquement mentionnées par l'honorable Député, celles-ci font toutes partie du réseau national des pistes cyclables et sont actuellement en cours de planification :

– Pour la liaison vers Sandweiler et Contern, le tronçon entre le cimetière américain et la gare Cents est déjà praticable et sera inauguré en mai. D'autres tronçons, en particulier la liaison entre la gare Cents et la Pulvermühle se trouvent dans un stade de planification avancé et viendront compléter cette liaison dans un avenir proche.
– La liaison vers Bettembourg et Dudelange est aujourd'hui déjà praticable et un tracé plus direct et sans conflits avec le trafic motorisé est en construction dans le cadre du chantier de la nouvelle voie ferrée.
– La liaison vers Leudelange et Esch/Alzette est prévue dans le cadre de la réalisation du tram rapide. En attendant la réalisation de cet itinéraire cyclable rapide, un aménagement provisoire permettant d'offrir une meilleure liaison vers Foetz et Mondercange est actuellement à l'étude.

**Annonces automatisées à l'Aéroport de Luxembourg** | Question **0586** (05/04/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

An der Äntwert op eng parlamentaresch Fro N° 4932 vum September 2021 huet den deemolege Mobilitéitsminister, den Här François Bausch, präziséiert, datt een d'Lëtzebuerger Sprooch bis d'Summersaison 2022 an déi automatiséiert Usoe vum Findel integréiere wéilt. Heizou heescht et: „Ausserdeem ass eng komplett Erneierung vum System amgaangen, déi bis d'Summersaison 2022 ofgeschloss ass a wou déi lëtzebuergesch Sprooch integréiert gëtt."

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Mobilitéitsminister an un den Här Kulturminister:

1. Kann d'Madamm Minister confirméieren, datt déi komplett Erneierung vum System um Findel, déi d'Lëtzebuerger Sprooch an déi automatiséiert Usoen integréiert, am Joer 2022 ofgeschloss gouf an datt deemno all déi automatiséiert Usoen um Findel elo och op Lëtzebuergesch ze héiere sinn?

2. Falls net, ass geplangt, dëst ze maachen?

3. Wéi steet d'Regierung zu enger méi breeder Benotzung vum Lëtzebuergesche bei der Beschëlderung um Flughafen, sou wéi och op villen anere Plazen an Europa lokal Sproochen (z. B. Mallorca, Barcelona) benotzt ginn?

**Réponse** (07/05/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

D'Erneierung vum System ass mëttlerweil ofgeschloss, deemno sinn déi generell Usoen um Findel och op Lëtzebuergesch ze héieren.

Eng Upassung vun der Beschëlderung ass am Moment net virgesinn.

**Lutte contre toute forme de violence** | Question **0591** (09/04/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

No enger Entrevue vun der Madamm Justizminister mat der Associatioun LVDS (La voix des survivant(e) s) stoung am Quotidien vum 8. Abrëll 2024 en Artikel mat dem Titel: „Des failles juridiques trop nombreuses" mat ë. a. dësem Abschnitt: „À l'issue de la réunion, la délégation affirme avoir été entendue par une ministre ‚à l'écoute des revendications', qui a reconnu les ‚faiblesses' du système judiciaire et partageant ‚ce même objectif de lutter efficacement contre toute forme de violence'. À cet égard, Elisabeth Margue a rappelé la volonté gouvernementale de ‚créer un centre national d'accueil pour victimes de violences sexuelles et de retravailler plusieurs dispositions légales'."

An dësem Zësummenhank wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Pläng gëtt et konkreet fir esou en Zentrum „d'accueil pour victimes de violences sexuelles"? Sollen hei all Kategorië vun Affer berücksichtegt ginn?

2. Wéi eng legal Dispositiounen sollen „iwwerschafft" ginn, firwat an zu wéi engem Zweck? Wat sinn d'Pläng vun der Regierung an u wéi eng Delaie gëtt hei geduecht?

**Réponse** (13/05/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1. Ewéi am Koalitiounsaccord virgesinn, soll hei am Land een nationalen Zentrum fir Affer vu sexueller Gewalt geschafe ginn. D'Zil ass et, datt an Zukunft d'Prise en charge vun den Affer vu sexueller an och vun anere Forme vu physescher Gewalt op enger eenzeger Plaz ka gemaach ginn, wou eng multidisziplinär a personaliséiert Approche et soll erméiglechen, datt de Besoine vun den Affer besser ka Rechnung gedroe ginn. Een Aarbechtsgrupp, an deem déi verschidde concernéiert Ministerie vertruede sinn, schafft aktuell un den Detailer, wéi esou eng Ulafstell méiglechst efficace zu Lëtzebuerg opgebaut ka ginn a fonctionnéiere soll.

ad 2. 2023 huet de GREVIO (een onofhängegt Organ, dat kontrolléiert, dass d'Konventioun vum Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique – d'Konventioun vun Istanbul – respektéiert gëtt) säin Evaluatiounsrapport mat Recommandatioune fir Lëtzebuerg publizéiert, déi d'Regierung amgaang ass opzeschaffen. Och wann déi lëtzebuergesch Legislatioun haut schonns e gudde Kader stellt, fir sexuell an haislech Gewalt ze poursuivéieren an ze bestrofen, gëllt et, dëse legale Kader op Basis vum Rapport vum GREVIO a vun enger eegener Evaluatioun am Laf vun dëser Legislaturperiod ze adaptéieren.

**Population d'arbres du Luxembourg** | Question **0593** (09/04/2024) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

En 1990, le pourcentage d'arbres sans dommages s'élevait à 60 % de la population d'arbres du Luxembourg. En 2020, ce pourcentage s'est élevé à

seulement 15,4 %. Le nombre d'arbres légèrement endommagés s'élevait, quant à lui, à 24,2 % en 1990 alors qu'en 2022 il se situait à 23 % à peine. Le nombre d'arbres nettement endommagés s'est accru de manière tangible au fil des dernières décennies. En effet, alors que le pourcentage de ces arbres s'élevait à 15,9 % en 1990, il se situe à presque 62 % en 2022.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quels sont les types d'arbres qui sont le plus touchés par la sécheresse et par les maladies les plus courantes dans ce domaine ?

2) Quelles sont les régions ou communes du pays dont les bois et forêts sont particulièrement concernés par une dégradation de leur état de santé ?

3) Quelles sont les mesures qui ont été prises au cours des dernières années pour protéger et rajeunir la population d'arbres dans nos bois et forêts ?

**Réponse** (14/05/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) À partir de 2018 – la première année d'une série d'années avec des étés chauds et très secs – l'état de santé de nos forêts s'est considérablement aggravé. Depuis la fin de l'été 2018, les peuplements d'épicéa Picea abies se font de plus en plus attaquer par des scolytes qui se sont – à la suite des sécheresses des années subséquentes – propagés à travers le pays de sorte que les peuplements d'épicéa n'ont pas de perspective à long terme au Luxembourg. Parmi les autres essences, le hêtre Fagus sylvatica, la première essence forestière au Luxembourg, a également été fortement touchée par les températures élevées et les sécheresses. Les dépérissements des hêtres se sont manifestés surtout sur les sols lourds, où l'approvisionnement en eau des arbres a été déficitaire pendant les périodes très sèches des dernières années. Une autre essence d'arbre indigène qui suscite des inquiétudes est le frêne Fraxinus excelsior. Depuis une quinzaine d'années, les frênes sont ravagés par la chalarose du frêne, une maladie causée par l'Hymenoscyphus fraxineus, un champignon d'origine d'Asie orientale qui provoque un dépérissement des pousses. Cette maladie s'est propagée de manière épidémique en Europe, de sorte que l'existence du frêne, en tant qu'essence indigène, est menacée. Pour ce qui est des douglas Pseudotsuga menziesii – une essence résineuse non indigène à forte valeur marchande – les dégâts causés par la rouille suisse, une maladie fongique qui s'attaque aux aiguilles de l'arbre, ont également augmenté ces dernières années. S'y ajoutent des dommages d'un genre nouveau, causés par l'activité de minage des larves de la cécidomyie nord-américaine du douglas Contarinia spp. Dans les deux cas, il y a destruction d'une partie des aiguilles de l'arbre, ce qui entraîne à son tour une diminution de son activité photosynthétique.

ad 2) L'état de santé d'un arbre est influencé de manière générale par la nature du sol dans lequel il est enraciné, les conditions microclimatiques auxquelles il est soumis, par son lieu d'implantation ainsi que par les influences extérieures qui agissent sur lui. Les signes de dépérissement dont question sub 1) ont été observés dans le Gutland au niveau des hêtraies, localisées sur des sols lourds qui dessèchent fortement pendant les étés secs et dans les Ardennes au niveau des taillis de chêne localisés sur des sols très superficiels. Les peuplements d'épicéas ont également beaucoup souffert des conditions météorologiques de ces dernières années et ceci à travers tout le pays. L'approvisionnement insuffisant en eau a affaibli les épicéas, ce qui les a rendus très attractifs pour les scolytes de sorte à provoquer le dépérissement de nombreux peuplements.

Par ailleurs, un peu partout dans le pays, des arbres situés le long des routes, dans les agglomérations ou dans les parcs ont été fortement touchés par les conditions météorologiques de ces dernières années. Ces arbres solitaires s'enracinent souvent dans des endroits au volume de terreau réduit. Le manque d'eau et les autres conditions extérieures qui pèsent sur ces arbres provoquent un affaiblissement chronique.

ad 3) Dans les forêts publiques, l'Administration de la nature et des forêts pratique depuis les années 2000 la sylviculture proche de la nature. Avec la nouvelle loi sur les forêts du 23 août 2023 et son règlement d'exécution, les principes de cette sylviculture sont à appliquer partout en forêt publique. Ce mode de gestion repose sur le fondement qu'il faut avant tout essayer à maintenir un couvert forestier continu (CCF – Continous Cover Forestry). Pour ce faire, les arbres sont récoltés dans la mesure du possible arbre par arbre, de façon à ce que le couvert forestier ne soit pas trop entrouvert. Les coupes rases sont à éviter. Pour s'assurer que le système est durable, il faut veiller à ce que la forêt se régénère en permanence.

Dans les forêts publiques, le volume des coupes de bois a été réduit à partir de 2018 par mesure de précaution. Les coupes de bois se sont surtout concentrées sur l'évacuation des bois infestés et la sécurisation dans les peuplements de feuillus. De gros efforts ont été faits en matière de plantations mélangées, afin de restaurer les peuplements d'épicéas dévastés par le scolyte et d'augmenter le nombre des essences d'arbres dans la régénération naturelle des peuplements. En outre, des mesures visant à accroître la biodiversité dans les forêts ont été mises en œuvre, telles que la conservation de vieux arbres et de bois mort, la création d'îlots de sénescence, des mesures de rétention d'eau en forêt, etc. À long terme, l'augmentation de la biodiversité dans les forêts conduira à une augmentation de la résilience des forêts. De gros efforts ont également été menés pour préserver et restaurer la diversité génétique des forêts. Les mesures de régénération des peuplements forestiers tiennent désormais davantage compte des éléments favorisant la diversité génétique des forêts. L'Administration de la nature et des forêts a créé des peuplements et des jardins à graines afin de garantir le maintien d'un nombre suffisant de provenances autochtones des principales essences forestières.

Pour soutenir les propriétaires forestiers dans la gestion durable de leurs forêts, le Gouvernement a adopté des nouveaux régimes d'aides financières, en mettant un accent sur les travaux de régénération des forêts avec des essences adaptées à la station et sur les mesures en faveur de l'augmentation de la biodiversité en forêt. Par ailleurs, l'Administration de la nature et des forêts a mis à disposition des propriétaires forestiers un outil d'aide permettant d'identifier l'essence la plus adaptée à chaque station.

Reste à préciser que le succès des mesures pré-exposées de rajeunissement des forêts est tributaire de la régulation de la densité du gibier à un niveau qui permette à toutes les essences forestières de se développer.

**Structure d'accueil d'urgence « Wanteraktioun »** | Question **0595** (11/04/2024) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Selon les informations publiques, la structure d'accueil d'urgence « Wanteraktioun », mise en place chaque hiver pour offrir un abri aux personnes sans domicile, fermera ses portes le 15 avril 2024. Par la suite, elle ne sera réactivée qu'en cas de conditions météorologiques extrêmes, tels que des froids exceptionnels, sans assurer un service continu comme c'était le cas jusqu'à présent. Cette situation suscite des préoccupations, particulièrement en ce qui concerne les demandeurs de protection internationale qui, en raison de la saturation des structures d'hébergement de l'Office national de l'accueil (ONA), trouvaient refuge à la « Wanteraktioun ».

Les demandeurs de protection internationale constituent un groupe particulièrement vulnérable qui requiert une protection spéciale, et que leur hébergement est essentiel à la garantie de leurs droits fondamentaux, conformément aux principes établis par la Cour européenne des droits de l'homme.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Est-ce que la « Wanteraktioun » fermera définitivement ses portes en date du 15 avril 2024 ?

2) Dans l'affirmative, quelle solution sera proposée aux demandeurs de protection internationale auxquels l'ONA n'a pas pu offrir d'hébergement dans son réseau d'hébergement ?

**Réponse** (13/05/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

L'Action Hiver, qui a été mise en place en tant qu'action humanitaire visant à protéger les personnes majeures en situation de sans-abrisme en période de grand froid, a fermé ses portes tel que prévu en date du 15 avril 2024. Or, au vu de la situation météorologique avec des températures en dessous de zéro continues au cours de la deuxième semaine suivant sa fermeture, et afin de garantir que personne ne risque de mourir d'hypothermie, elle a été temporairement réouverte du 23 au 28 avril.

Le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil ainsi que l'Office national de l'accueil sont constamment à la recherche de nouveaux terrains et bâtiments pour développer le réseau de structures d'accueil, tout en veillant à prioriser l'accueil des personnes particulièrement vulnérables. Dans ce contexte, deux nouvelles structures ont récemment été ouvertes, à savoir une structure pour DPI à Schimpach (mars 2024) et une structure pour BPT à Esch/Alzette (avril 2024).

**Marchés publics pour les projets des promoteurs sociaux** | Question **0598** (11/04/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0399 hunn déi zoustänneg Ministere gekläert, dass eng privatrechtlech Entitéit, déi vum Wunnengsbauministère eng finanziell Bäihëllef vu bis zu 75 % vun hirer Gesamtinvestitioun fir en Immobilieprojet als „aides à la pierre" kritt, net verpflicht ass, eng ëffentlechen Ausschreiwung fir dëse Projet ze maachen, ausser fir den Déifbau Deel, wann dësen Deel de Betrag vu 5.538.000 € (ouni TVA) iwwerschreit, a fir Servicer am Zesummenhang mat den Déifbauaarbechten, wann dës de Wäert vun 215.000 € (ouni TVA) iwwerschreiden. De Wunnengsbauministère huet an deem Zesummenhang eng Circulaire publizéiert (Circulaire 4/2024 aux promoteurs sociaux sans but de lucre).

Am Sënn vum „parallélisme des formes" missten dës Reegelen deemno och fir Projete gëllen, déi vun anere Ministèrë cofinanzéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mëttelstand, fir Wunnengsbau a Landesplanung, fir Wirtschaft a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Fale Bauteprojeten (z. B. de Bau vun engem Foyer duerch eng ASBL oder Fondatioun), déi méi wéi 50 % vum Staat cofinanzéiert ginn, ënnert d'Gesetz vun de Marchés publics a mussen hir Projeten ëffentlech ausschreiwen?

2. Gëllt d'Reegel vun der Circulaire 4/2024 fir Projeten, déi vun anere Ministèrë mat méi wéi 50 % cofinanzéiert ginn?

3. Wäert d'Regierung eng weider Circulaire verëffentlechen, fir ze klären, ab wéini een duerch eng Verwaltung cofinanzéierte Projet ëffentlech ausgeschriwwe muss ginn?

**Réponse** (13/05/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro erkläert, gesäit den Artikel 57 vum geännerte Gesetz vum 8. Abrëll 2018 iwwer d'ëffentlech Ausschreiwunge Bestëmmunge vir, wéini sech d'Reegele vun de Marchés publics uwende fir Kontrakter vu privatrechtlechen Entitéiten, déi vum Staat eng finanziell Subventioun kréien.

„Le présent Livre s'applique à la passation :

a) de marchés de travaux subventionnés directement à plus de 50 pour cent par des pouvoirs adjudicateurs, dont la valeur estimée, hors TVA, est égale ou supérieure à la valeur prévue à l'article 13 de la directive 2014/24/UE du Parlement et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE et qui concernent l'une des activités suivantes :

i. des activités de génie civil figurant sur la liste de l'annexe II ;
ii. des travaux de construction relatifs aux hôpitaux, aux équipements sportifs, récréatifs et de loisirs, aux bâtiments scolaires et universitaires et aux bâtiments à usage administratif ;

b) de marchés de services subventionnés directement à plus de 50 pour cent par des pouvoirs adjudicateurs, dont la valeur estimée, hors TVA, est égale ou supérieure à la valeur prévue à l'article 13 de cette directive, et qui sont liés à un marché de travaux visé au point a).

Les pouvoirs adjudicateurs qui fournissent les subventions visées à l'alinéa 1er, points a) et b), veillent au respect des dispositions du présent Livre lorsqu'ils n'attribuent pas eux-mêmes les marchés subventionnés. Ils sont tenus de respecter le présent Livre lorsqu'ils passent eux-mêmes ces marchés au nom et pour le compte d'autres entités.

Les valeurs prévues à l'alinéa 1er sont modifiées conformément à l'article 52."

Dës Reegele gëllen allgemeng fir all privatrechtlech Entitéiten déi staatlech Subventioune kréie vu méi ewéi 50 % fir e spezifesche Projet. D'Déifbauaarbechten a Servicer, déi se selwer am Kader vun hire Projeten ausféiere loossen, mussen an deem Fall ëffentlech ausgeschriwwe ginn. Et handelt sech hei ëm eng Transpositioun vum Artikel 13 vun der europäescher Direktiv iwwert d'ëffentlech Ausschreiwungen (directive 2014/24/UE du parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE).

Dës Reegele sinn also allgemeng gülteg, egal wéi ee Ministère d'Subventioune gëtt.

Vu datt d'Reegele kloer sinn, ass am Moment net ugeduecht, fir eng allgemeng Circulaire zu deem Sujet ze publizéieren. Et kann all Ministère, dee Subventioune gëtt, selwer appreciéieren ob et eventuell ubruecht ass, a sengem spezifesche Beräich dës Reegelen duerch Circulairen ze rappeléieren.

De Volet „ëffentlech Ausschreiwunge" mat der Referenz op den Artikel 57 vum geännerte Gesetz vum 8. Abrëll 2018 iwwer d'ëffentlech Ausschreiwunge vun der Circulaire 4/2024 ass deemno allgemeng gülteg.

**Foire « Rad+Freizeit 2024 »** | Question **0602** (12/04/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

De 7. Abrëll 2024 huet d'ADFC Vëlosfoire „Rad+Freizeit 2024" am Rhein-Sieg-Forum zu Siegburg an Däitschland stattfonnt. Den ADFC Bonn/Rhein-Sieg ass ee vun de gréisste Kreesverbänn vum ADFC (Allgemeiner Deutscher Fahrrad-Club) mat iwwert 7.000 Memberen a setzt sech säit 1979 fir den Interessi vun de Vëlosfuerer*innen zu Bonn an um Rhein-Sieg-Kreis an. Dëst Joer war Lëtzebuerg, als villsäitegt Vëlos-, Wander- a Kulturgebitt, fir d'zweete Kéier no 2003 offiziell Partnerregioun vun der gréisster Vëlostourismusfoire an Nordrhein-Westfalen. D'Foire selwer konnt 100 Aussteller aus 6 Länner souwéi 4.000 Visiteuren am Kongresszentrum begréissen. Och Lëtzebuerg war als Partnerland mat engem grousse Stand präsent.

An de leschte Joren huet sech Lëtzebuerg staark op de Vëlostourismus konzentréiert an huet seng flächendeckend Infrastruktur fir de Vëlo mat iwwert 600 Kilomeeter Vëlosnetz attraktiv ausgebaut. D'Editioun vun 2024, déi am Zeeche vum Haaptpartnerland Lëtzebuerg stoung, gouf offiziell vum Verkéiersminister vun NRW, zesumme mam Buergermeeschter vu Bonn-Siegburg, opgemaach.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Mobilitéitsministesch an dem Här Tourismusminister follgend Froe stellen:

1. Wien huet Lëtzebuerg op Regierungsniveau bei der offizieller Eréffnung vertrueden?

2. Wéi gouf Lëtzebuerg als Land am Kontext vum Nation Branding op der gréisster Vëlostourismusfoire an NRW präsentéiert?

3. Wéi eng Moossname goufen a Relatioun mat der Zesummenaarbecht mam AFDC Bonn/Rhein-Sieg ergraff, fir déi wirtschaftlech Potentialer vum Vëlostourismus zu Lëtzebuerg weider auszeschäffen?

**Réponse** (13/05/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Organisateur vun der Participatioun op touristesche Foiren a Salonen ass de GIE „Luxembourg for Tourism" (LfT), et ass also net systematesch e Vertrieder vum Wirtschaftsministère oder der Regierung op all Foire oder Salon derbäi. An dësem Fall war eng Beamtin, aus der Cellule „Aktivtourismus" am Wirtschaftsministère bei der Ouverture vun der Foire „Rad+Freizeit" mat derbäi.

D'Präsenz vu Lëtzebuerg op dëser regionaler Foire gouf zanter Jore vu ProVelo (fréier LVI) assuréiert, mat der finanzieller Ënnerstëtzung vum Ministère. Fir d'Editioun 2024, a well Lëtzebuerg Gaaschtland war, war LfT eng éischte Kéier mat Personal an Elementer vum nationalen Tourismusstand mat derbäi.

LfT, an och déi privat Partner, déi mat op dëser Foire waren, wäerten déi bei dëser Geleeënheet geknëppt Kontakter an de kommende Méint verdéiwen. Doriwwer eraus huet LfT eng Marketing- a Promotiounsstrategie fir den däitsche Marché, wou de Vëlostourismus e wichtege Bestanddeel ass.

**Compte bancaire des sociétés** | Question **0620** (16/04/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Je me permets de revenir sur une situation sur laquelle j'ai attiré l'attention à plusieurs reprises à travers diverses questions parlementaires (n° 7519, question élargie n° 188), à savoir l'impossibilité de nombreuses sociétés d'ouvrir un compte bancaire auprès d'une banque établie sur le territoire luxembourgeois.

Suivant mes informations, certaines banques de la place financière ont procédé à la fermeture d'un grand nombre de comptes bancaires de personnes privées et de sociétés en raison d'une réorganisation de leur politique interne. Ces personnes se retrouvent dépourvues de compte bancaire et doivent procéder rapidement à l'ouverture d'un compte bancaire auprès d'une autre banque. Malheureusement, ce processus prend du temps, notamment en raison de la procédure appelée « KYC » (know your customer) implémentée par les banques afin de respecter les règles prudentielles. Étant donné que ces clients ont déjà été identifiés et reconnus auprès d'une banque établie au Luxembourg, la question se pose si la banque ne pouvait pas reprendre ces données et ne serait dès lors plus obligée de recommencer la procédure à partir de zéro.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faudrait accélérer la procédure KYC en faisant profiter aux banques les données déjà recueillies par d'autres banques de la place financière ?

– Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'une plus forte coopération entre les banques en matière d'échange d'informations pourrait être envisagée en vue de faciliter l'ouverture de comptes bancaires ?

– Quelles autres mesures Monsieur le Ministre compte-t-il prendre afin de faciliter l'ouverture de comptes bancaires au Luxembourg ?

**Réponse** (02/05/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

L'honorable Député s'enquiert sur les procédures « KYC » implémentées par les banques au Luxembourg et la coopération entre elles dans ce contexte.

À cet égard, il y a lieu de relever tout d'abord que le cadre législatif et réglementaire actuel prévoit déjà que les mesures de vigilance à l'égard de la clientèle peuvent, sous certaines conditions, être effectuées par des tiers et non par le professionnel lui-même. Ainsi, la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (ci-après, « la loi du 12 novembre 2004 ») indique dans son article 3-3 que les professionnels peuvent recourir à des tiers pour l'exécution des mesures de vigilance définies à l'article 3, paragraphe 2, alinéa 1er, points (a) à (c), et alinéa 2.

Concrètement, la loi du 12 novembre 2004 définit deux régimes pour l'exécution des mesures de vigilance par des tiers :

1. le régime du tiers introducteur défini à l'article 3-3, paragraphes 1er à 4, qui permet aux professionnels sous certaines conditions d'accepter des clients dont les mesures de vigilance ont été effectuées par une tierce personne ;

2. le régime d'externalisation défini à l'article 3-3, paragraphe 5, permet de confier l'exécution des mesures de vigilance à un tiers qui est considéré, en vertu d'un contrat, comme une partie du professionnel.

Il convient cependant de souligner que la responsabilité finale dans l'exécution des obligations de vigilance et l'acceptation du client incombe au professionnel qui a recours au tiers.

Ces régimes vont être détaillés encore davantage par le nouveau règlement européen relatif à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme (ci-après, « AMLR ») qui a été adopté par le Parlement européen en date du 24 avril 2024. En effet, l'AMLR prévoit des dispositions encore plus explicites en ce qui concerne la possibilité de recourir à une procédure de vigilance à l'égard de la clientèle qui a été suivie par d'autres entités assujetties. Il est également prévu que l'Autorité européenne de lutte contre le blanchiment de capitaux (« AMLA ») publie des orientations à ce sujet. Étant donné que l'AMLR est un règlement européen, ces dispositions s'appliqueront directement au Luxembourg à partir de la date d'entrée en vigueur de celui-ci.

Finalement, il convient de noter qu'il existe d'ores et déjà sur la place financière luxembourgeoise une solution qui permet d'externaliser la réalisation des contrôles « KYC » à un prestataire spécialisé en la matière. Cette solution fonctionne sur base d'un référentiel centralisé des vérifications liées à la revue des dossiers clients, qui permet de bénéficier de la mutualisation de certaines données et documents afin de satisfaire aux exigences de la loi du 12 novembre 2004.

**Clé de répartition obligatoire pour les communes concernant les DPIs** | Question **0622** (16/04/2024) de **M. Georges Engel** | **Mme Claire Delcourt** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Le programme gouvernemental 2023-2028 souligne la nécessité d'une répartition équitable des demandeurs de protection internationale (DPI) à travers le territoire national, affirmant que « les DPI seront répartis équitablement à travers le pays. Toutes les communes devront participer et être solidaires en ce qui concerne l'effort de créer des structures pour DPI ».

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Le Gouvernement prévoit-il d'établir une clé de répartition obligatoire pour les communes concernant les DPIs ? Dans l'affirmative, quels critères détermineront cette répartition ? Cette clé de répartition se limitera-t-elle à l'accueil des demandeurs ou englobera-t-elle également la création de structures d'accueil adaptées pour un séjour de longue durée ?

2) Combien de structures d'accueil pour les DPI sont actuellement en cours de planification ou de construction ? Quelle est la capacité d'accueil envisagée pour ces structures et quelles sont les communes concernées ?

**Réponse** (15/05/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) Le Gouvernement ne prévoit à l'heure actuelle pas l'établissement d'une telle clé de répartition obligatoire pour les communes. En même temps, les discussions avec les communes seront intensifiées afin de continuer à développer le réseau de structures d'accueil à travers le pays.

ad 2) Le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil ainsi que l'Office national de l'accueil (ONA) cherchent quotidiennement à développer le réseau de structures d'accueil, adapter les capacités à une demande qui s'avère très dynamique et anticiper les développements futurs. À cette fin, le ministère et l'ONA sont en contact permanent avec les communes dans le pays entier pour explorer les possibilités d'une mise à disposition de nouveaux terrains ou immeubles au profit de l'accueil.

À l'heure actuelle, le réseau des structures d'hébergement de l'ONA se compose de 72 structures, réparties sur 34 communes du pays.

Ci-dessous les structures de l'ONA qui se trouvent en cours d'aménagement, respectivement qui ont récemment pu être ouvertes :

– structure d'hébergement pour DPI à Schimpach dans la commune de Wincrange, avec une capacité maximale de 55 lits, ouverture en mars 2024 ;
– structure pour bénéficiaires de protection temporaire (BPT) à Esch-sur-Alzette, avec une capacité maximale de 118 lits, ouverture en avril 2024 ;
– structure d'hébergement pour DPI à Etelbruck, avec une capacité maximale de 140 lits, ouverture prévue pour l'été 2024 ;
– structure d'hébergement pour DPI à Hesperange, avec une capacité maximale de 41 lits, ouverture prévue pour l'été 2024.

**Précarité énergétique** | Question **0623** (17/04/2024) de **M. Georges Engel** | **Mme Claire Delcourt** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Dans la réponse à la question parlementaire n° 0231, Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme a assuré qu'« aucun client vulnérable, donc éligible à l'aide sociale, n'est donc déconnecté, puisqu'un client vulnérable, qui est pris en charge par l'office social en cas de défaut de paiement, ne peut pas être déconnecté du réseau ».

Selon le dernier rapport de l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR, 2022), le nombre des dossiers envoyés aux offices sociaux en relation avec un non-paiement de factures d'électricité a nettement augmenté entre 2021 et 2022. Il a également été observé qu'« une harmonisation des procédures de traitement des clients en défaillance de paiement fait défaut, à la fois au niveau des fournisseurs et au niveau des offices sociaux ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

– Pour les années 2021, 2022 et 2023, combien de fois les offices sociaux ont-ils pris en charge les dettes des clients vulnérables ? Quel en est le montant ?

– Combien de clients n'ont pas été déclarés vulnérables ?

– Est-ce que le Gouvernement envisage une harmonisation des procédures de traitement des clients en défaillance de paiement ?

**Réponse** (21/05/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Dans un premier temps il y a lieu de préciser que la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale établit un droit à l'aide sociale et précise que toute demande d'aide adressée à un office social relève d'une démarche délibérée et libre de la personne concernée. En effet, l'article 24 de la loi modifiée du 18 décembre 2009 précitée dispose que « La personne dans le besoin s'adresse à l'office (...). » Il en découle donc que la personne concernée doit activement saisir l'office social.

De plus, il y a lieu de préciser que la notion de « client vulnérable » évoquée par Madame et Messieurs les Députés, n'est pas définie par la loi précitée de sorte que cette notion peut être interprétée différemment selon les offices sociaux.

L'article 29 de la loi précitée précise cependant que « Dans les conditions et modalités fixées par la présente loi, l'accès à l'eau ainsi qu'à une fourniture minimale en énergie domestique est garantie à toute personne remplissant les conditions d'éligibilité pour le droit à l'aide sociale, si elle se trouve dans l'impossibilité de faire face à ses frais d'eau destinée à la consommation humaine ou d'énergie domestique. »

Le tableau ci-dessous reprend le nombre de ménages ayant profité d'aides financières sous forme de subsides non remboursables, pour des factures d'électricité. Comme le programme informatique de gestion des dossiers sociaux gérés par les offices sociaux ne permet pas de différencier davantage, le tableau ne renseigne pas le contexte dans lequel une telle aide a été adressée, voire octroyée. Il n'est donc pas possible de différencier entre les demandes adressées par les ménages en vertu d'une procédure de déconnexion du réseau et les demandes formulées dans un autre contexte.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

La décision de l'octroi d'une aide incombe au conseil d'administration de l'office social qui se base sur une enquête sociale et le diagnostic de l'étendu du besoin d'aide du demandeur voire une proposition d'aide élaborée par le professionnel social. La décision du conseil d'administration prend nécessairement en considération la situation globale du ménage.

En outre, l'accord de coalition affirme que « Dans le sens de l'égalité de traitement et de l'égalité des chances, le Gouvernement adaptera la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale, en étroite collaboration avec les offices sociaux. L'introduction d'un indice socio-économique pour le calcul du ratio du personnel ainsi que les missions, l'organisation interne et la coordination des travaux de l'office social constitueront des éléments à analyser dans le cadre de cette refonte. » Les questions concernant une éventuelle harmonisation des procédures pourront également être analysées dans le cadre de cette refonte.

À noter toutefois qu'à ce jour, la procédure pour les fournisseurs est déjà harmonisée par la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité. En effet, cette loi prévoit d'ores et déjà des procédures pour les clients résidentiels en défaut de paiement. Si des divergences peuvent néanmoins être constatées sur le terrain, c'est parce que les différents fournisseurs souhaitent traiter leurs clients en difficulté avec une procédure encore moins contraignante.

**Utilisation des sachets de nicotine dans le milieu sportif** | Question **0624** (17/04/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Déi sougenannten Nikotin-Säckelcher, déi ënner Nimm wéi „Thor", „Velo" asw. wéi Kamelle verkaf ginn an hire Konsumenten e spezielle „Kick" oder

Wickingereegeschafte verspriechen, fannen och Zousproch am Sportmilieu.

1. Dofir wéilt ech gär vum Här Sportsminister wëssen, ob hien dovu Kenntnis huet.

2. Wéi ass déi Substanz anzeklasséieren?

3. Hunn déi national an international Doping-Agenturen de schnell wierkenden Nikotin, dee fir en direkte „Kick" soll suergen, um Radar a wéi ass gegeebenefalls hir Haltung dozou?

**Réponse** (02/05/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Jo ech hu Kenntnis vun der Consommatioun vun Nikotin-Säckelcher, notamment och am Sport.

ad 2. Aktuell sinn d'Nikotin-Säckelcher nach net reglementéiert. Well si keen Tubak enthalen, falen si net ënnert d'Antitubaksgesetz.

ad 3. No Récksprooch mat eiser nationaler Anti-Doping-Agence, der ALAD, kann ech confirméieren, datt dëse Sujet national, wéi och international vun der Welt-Anti-Doping-Agence (WADA), suivéiert gëtt. D'ALAD ass sech dem Gebrauch vun Nikotin-Säckelcher bewosst a schafft präventiv mat de Sportler*innen, fir se iwwer d'Risike vun all Zorte vu Sucht opzeklären.

Zu der Fro, ob de Konsum am Sport verbueden ass, gëllt et ze betounen, datt den Nikotin, an domat och d'Nikotin-Säckelcher, aktuell net op der Lëscht vun de verbuedene Substanze vun der WADA steet.

**Régimes de pension privés** | Question **0625** (17/04/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Dans l'objectif de renforcer le deuxième et le troisième pilier de l'assurance pension, le régime fiscal prévoit aujourd'hui plusieurs avantages fiscaux qui sont liés aux cotisations faites dans le cadre d'un contrat de pension privée, ainsi qu'aux prestations résultants.

Concernant les avantages liés aux cotisations, le budget de l'État projette un déchet fiscal lié à la déductibilité des versements au titre d'un contrat de prévoyance-vieillesse (3e pilier) à hauteur de 54 millions d'euros en 2024, en hausse de 50 % depuis 2021. En ce qui concerne le déchet fiscal lié à la déductibilité des cotisations personnelles dans un régime complémentaire d'entreprise (2e pilier), celui-ci s'élève à 8 millions d'euros en 2024 (+33 % depuis 2021).

D'après un article de presse paru en janvier[1], 72.700 déclarations fiscales avec mise en compte de la déduction pour les contributions au titre d'un plan prévoyance-vieillesse auraient été introduites en 2021 avec un total de 207 millions d'euros de déductions accordées. Le déchet fiscal de l'année 2021, tel qu'affiché dans le budget pluriannuel 2021-2024 (36 millions d'euros), correspondrait ainsi à 23,2 % de la déduction total des déclarations introduites en cette année, ce qui laisse supposer que le déchet fiscal affiché est déterminé sur base du taux moyen d'imposition du ménage et non pas sur base de son taux marginal.

Or, afin de pouvoir comparer la situation actuelle avec une situation hypothétique dans laquelle les cotisations ne seraient pas déductibles, il est nécessaire de connaître à quel niveau le déchet fiscal s'élèverait si on le calculait sur base du taux d'imposition marginal du contribuable, étant donné que le contribuable qui fait des contributions à un régime de pension privé serait redevable d'un impôt supplémentaire égal à la multiplication de son taux marginal et des contributions faites.

Ainsi, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Pouvez-vous me confirmer que le déchet fiscal lié à la déductibilité des versements au titre d'un contrat de pension privée (2e et 3e pilier) est calculé sur base du taux d'imposition moyen du contribuable et non pas sur base de son taux d'imposition marginal ?

2) Dans l'affirmative de la première question, pouvez-vous me donner le niveau du déchet fiscal lié à la déductibilité des versements au titre d'un contrat de pension privée (2e et 3e pilier), calculé sur base du taux marginal du contribuable, et ceci pour les années 2020, 2021, 2022 et 2023 ?

Les avantages fiscaux octroyés aux pensions privées ne se limitent pas à la seule déductibilité des contributions. En effet, l'exemption partielle ou complète, voire la moindre imposition des prestations perçues par le bénéficiaire d'une pension privée constitue un avantage fiscal supplémentaire.

Toujours dans l'optique d'avoir des clarifications concernant le déchet fiscal réel, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

3) Quel serait le niveau de recettes fiscales supplémentaires générées si les prestations des plans de prévoyance vieillesse (3e pilier) auraient été imposées de manière intégrale (donc sans exemption partielle et sans régime d'imposition au demi-taux global), et ceci pour les années 2020, 2021, 2022 et 2023 ?

4) Quel serait le niveau de recettes fiscales supplémentaires générées si les prestations des régimes de pension complémentaires (2e pilier) auraient été imposées de manière intégrale, et ceci pour les années 2020, 2021, 2022 et 2023 ?

5) À titre de comparaison, pouvez-vous me renseigner à quel montant se sont élevées les recettes fiscales générées par l'imposition forfaitaire de 20 % des contributions à un tel plan de pension du 2e pilier au niveau des employeurs et ceci pour les mêmes années ?

Le coût des avantages fiscaux décrits ci-dessus est supporté par la collectivité, tandis que seule une partie des salariés souscrit ou a accès à ce genre de produit. Dès lors, il me paraît judicieux de requérir davantage de renseignements sur le profil des personnes qui ont contracté un plan de prévoyance-vieillesse ou qui ont accès à un régime complémentaire d'entreprise.

Ainsi, je voudrais encore poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

6) En procédant par une ventilation par classe d'imposition, comment les contribuables ayant contracté un plan de prévoyance-vieillesse se distinguent-ils des contribuables non-souscripteurs d'un tel plan en matière de revenu imposable (revenu moyen, revenu médian, seuils des différents déciles de revenus, etc.) ?

7) Parmi les entreprises qui ont un plan de pension complémentaire, quelle est la part des salariés qui est couverte par un tel plan ?

8) Comment les salariés couverts par un plan de pension complémentaire d'entreprise se distinguent-ils des salariés non couverts par un tel plan en matière de salaire (salaire moyen, salaire médian, seuils des différents déciles de salaires, etc.) ?

**Réponse** (17/05/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) L'honorable Député s'enquiert au sujet du déchet fiscal lié à la déductibilité des versements au titre d'un contrat de pension privée (2e et 3e pilier).

À cet égard, il y a lieu de confirmer que le calcul de ce déchet fiscal est basé sur le taux d'imposition moyen, alors qu'un calcul effectué en application du taux d'imposition marginal aboutit à une surévaluation du montant du déchet fiscal. Le tableau ci-après reprend le montant des déchets fiscaux calculés sur base du taux d'imposition moyen du contribuable pour les années 2020 à 2024 (chiffres issus des projets de budget respectifs) :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 2) Le tableau ci-après expose le montant des déchets fiscaux relatifs à la déductibilité des versements auxdits contrats de pension privée en appliquant le taux marginal maximal dans lequel se trouve le contribuable à l'intégralité de la somme des versements effectués au 2e ou au 3e pilier. Il est important de souligner que le calcul par taux marginal est à relativiser, car cette méthode surévalue le montant du déchet fiscal, alors que le taux marginal s'applique, le cas échéant, seulement sur une fraction de cette somme.

L'année 2023 a été laissée de côté, vu le nombre relativement faible d'impositions traitées fin avril 2024 (état d'imposition de 5,27 %).

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3) À la fin du contrat, les prestations à verser au bénéficiaire peuvent prendre la forme de rente viagère ou d'un versement en capital, ou sous forme de combinaison des deux.

En ce qui concerne la mise à disposition sous forme de rente, les revenus des rentes viagères mensuelles résultant d'un contrat de prévoyance-vieillesse sont saisis informatiquement de manière cumulée avec les éventuels arrérages de rentes et autres allocations et avantages périodiques, de sorte qu'aucun détail n'est disponible informatiquement.

De manière similaire dans le cas d'un versement en capital : Ce revenu est intégré et saisi informatiquement dans les revenus nets divers tout comme, par exemple, les plus-values mobilières ou les cessions de participations importantes.

Il s'ensuit que le montant du revenu n'est pas disponible séparément de manière informatique, et une estimation des recettes additionnelles s'avère impossible.

De manière générale, n'ayant pas d'informations sur les réactions comportementales des contribuables en cas de traitement fiscal moins favorable desdites prestations, les recettes fiscales supplémentaires estimées ne seraient que hypothétiques.

ad 4) Comme pour les plans de prévoyance vieillesse du 3e pilier, l'allocation à la fin du contrat peut se faire soit sous forme de rente viagère soit sous forme d'un versement unique en capital, ou comme mélange des deux.

Ainsi, pour l'option de mise à disposition sous forme de rente, les informations y relatives sont regroupées avec celles sur les éventuels autres arrérages et rentes, et en cas de versement en capital, les données sont regroupées avec d'autres revenus nets divers.

De manière générale, n'ayant pas d'informations sur les réactions comportementales des contribuables

[1] « Abenteuer dritter Pfeiler » et « Berichtigung ». « Land » du 12 janvier 2024 rectifié dans « Land » du 19 janvier 2024.

en cas de traitement fiscal moins favorable desdites prestations, les recettes fiscales supplémentaires estimées ne seraient que hypothétiques.

ad 5) Le tableau ci-après reprend les impôts encaissés via l'imposition forfaitaire de 20 % des contributions à un tel plan de pension par les employeurs :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 6) Les informations demandées sont reprises dans les tableaux annexés à la présente.

ad 7) Les données relatives au 2e pilier dont dispose l'Administration des contributions directes (ACD) ne sont pas exhaustives. L'ACD a uniquement connaissance de la retenue libératoire de 20 % globale effectuée par les employeurs pour le compte de leurs salariés (cf. 5)), mais ne dispose pas de détail sur le nombre de bénéficiaires effectifs au sein de chaque entreprise.

ad 8) L'ACD ne dispose que des informations sur le nombre de salariés qui cotisent de manière volontaire à un plan de pension complémentaire d'entreprise. Ainsi, l'ACD n'est pas à même de fournir des informations sur la part des salariés qui ne cotisent pas à un tel plan eux-mêmes, mais où uniquement l'employeur effectue un versement pour leur compte.

*(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Normes pour salles d'attente de cabinets médicaux** | Question **0626** (17/04/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Dans un certain nombre de pays, les salles d'attente dans les cabinets médicaux sont assujetties à des normes précises dont l'accessibilité, l'affichage, le respect de la confidentialité, le confort et l'aménagement ainsi que l'affichage des tarifs.

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale si une telle réglementation est envisagée au Luxembourg.

2) Quelles sont le cas échéant les normes que devraient respecter les salles d'attente annexées aux cabinets médicaux ?

3) Une telle réglementation pourrait-elle être envisagée dans le cadre du projet de loi sur les sociétés médicales ?

**Réponse** (07/06/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Pour l'instant, il n'est pas prévu d'introduire une réglementation spécifique pour l'aménagement des salles d'attente. Les règles encadrant l'exercice de la médecine sont établies par le Code de déontologie des professions de médecin et de médecin-dentiste, qui énonce notamment en son article 30 que « Le médecin doit disposer, au lieu de son exercice professionnel, d'une installation convenable, de locaux adéquats et des moyens techniques suffisants en rapport avec la nature des actes qu'il pratique ou avec la population qu'il prend en charge. [...] »

ad 2) Le Code de déontologie précité énonce divers principes à respecter notamment en matière d'accès au cabinet et d'encadrement des informations qui peuvent être affichées.

ad 3) Toute réglementation y afférente constituerait une ingérence dans l'exercice d'une profession libérale et devrait, le cas échéant, être insérée au Code de déontologie.

**Réseaux d'ingérence pro-russes** | Question **0627** (17/04/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Fin mars le Service de renseignement tchèque BIS a révélé que le serveur de propagande prorusse « Voice of Europe », basé à Prague, aurait entretenu des contacts à travers toute l'Europe, y compris jusqu'au Parlement européen. Ce portail était également actif sur les réseaux sociaux, avec pour objectif de discréditer l'Ukraine et d'influencer les élections européennes.

Mi-avril, les services de renseignement belges ont annoncé avoir découvert « des réseaux d'ingérence pro-russes » actifs dans plusieurs pays européens, selon le Premier ministre belge Alexander De Croo. D'après les enquêteurs belges, ces réseaux dirigés par la Russie cherchent à influencer les élections européennes en soutenant les candidats pro-russes.

Dans ce contexte, se pose dès lors la question si des hommes ou femmes politiques luxembourgeois sont également concernés par ces réseaux d'ingérence, d'où ma question :

– Est-ce que Monsieur le Premier ministre a connaissance de faits similaires concernant des politicien. ne.s ou candidat.e.s voire d'autres personalités au Luxembourg ?

**Réponse** (22/04/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

Je n'ai pas connaissance de faits similaires au Luxembourg.

**Cumul de revenus professionnels et pension** | Question **0628** (17/04/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Depuis la réforme des pensions de 2012, il est possible de cumuler revenus professionnels et pension sans restriction après l'âge de 65 ans.

Dans une réponse, datée du 2 mai 2022, à une question parlementaire, l'ancien ministre responsable Claude Haagen avait précisé combien de personnes combinaient leur pension de vieillesse après 65 ans avec une activité professionnelle :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Madame la Ministre de la Sécurité sociale, serait-il possible d'avoir les données suivantes à propos des pensionnés combinant pension et activité professionnelle après l'âge de 65 ans :

1) Combien occupent une activité dite « insignifiante » (dont les revenus s'élèvent à moins d'un tiers du salaire social minimum) et combien une activité aux revenus qui dépassent ce seuil (de 2012 à 2022) ?

2) De quelles catégories professionnelles (agriculteurs, cadres et professions intellectuelles, commerçants, employés, ...) ces personnes relèvent-elles (de 2012 à 2022) ?

3) Ces personnes ne paient pas de cotisations de pension sur les revenus qu'elles tirent de leurs activités professionnelles. S'agissant des personnes qui ont une activité professionnelle non insignifiante, combien d'argent supplémentaire aurait été disponible de 2012 à 2022 chez la CNAP si ces personnes avaient dû payer des cotisations de pension sur leurs revenus ?

**Réponse** (13/06/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) En 2022, sur 120.219 bénéficiaires d'une pension de vieillesse du régime général d'assurance pension âgés d'au moins 65 ans, 6.309 (5,2 %) ont réalisé des revenus d'une activité professionnelle au Luxembourg. Dans 3.237 cas, ces revenus dépassent le seuil d'un tiers du salaire social minimum (non insignifiant).

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Remarque : Les différences avec les effectifs renseignés dans la question parlementaire n° 5842 de 2022 sont entre autres dues au fait que les cas d'activités à revenus insignifiants et dispensés de l'assurance obligatoire à l'assurance maladie-maternité en vertu de l'article 5 du Code de la sécurité sociale (CSS) n'y étaient pas communiqués.

ad 2) En 2022, le revenu professionnel des 6.309 personnes concernées provient en 2.434 cas d'une activité salariée, dans 356 cas d'une activité agricole indépendante, dans 1.514 cas d'une activité intellectuelle indépendante et dans 2.005 cas d'une autre activité indépendante.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3) L'article 178 du CSS prévoit que « les bénéficiaires d'une pension de vieillesse qui exercent une activité pour leur propre compte après l'âge de soixante-cinq ans ne sont pas soumis à l'assurance. En cas d'exercice d'une occupation salariée après l'âge de soixante-cinq ans par un bénéficiaire de pension de vieillesse, la cotisation est due comme en cas d'assujettissement. La moitié du montant nominal de la cotisation à supporter par l'assuré conformément à l'article 240 est remboursée sur demande par année de calendrier. En cas de décès l'article 209 est applicable. »

Les revenus professionnels non insignifiants sur activités indépendantes réalisées par des bénéficiaires d'une pension de vieillesse du régime général après l'âge de 65 ans et non soumis à l'assurance pension s'élèvent à 79,8 millions d'euros en 2022. Ce montant tient compte du maximum cotisable.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Les cotisations pensions sur salaires remboursées par la CNAP à des bénéficiaires d'une pension de vieillesse du régime général après l'âge de 65 ans s'élèvent à 4,9 millions d'euros en 2022.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Délai d'approbation de fonds d'investissement** | Question **0629** (17/04/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

En janvier 2024, l'association irlandaise des fonds a publié une mise à jour sur le régime révisé des Fonds européens d'investissement à long terme (ELTIF 2.0), faisant référence aux éléments clés du chapitre ELTIF proposé dans le règlement sur les fonds d'investissement alternatifs de la Banque centrale irlandaise et évoquant la possibilité d'approuver les ELTIF en 24 heures.

À la suite d'un processus de consultation sur le chapitre ELTIF, la Banque centrale d'Irlande a écrit dans sa déclaration de retour d'information publiée en mars 2024 : « Lorsqu'un ELTIF d'investisseur qualifié répond aux critères énoncés dans la définition du chapitre ELTIF et prévoit une souscription minimale de 100.000 €, la Banque centrale lui permettra de se prévaloir du processus d'approbation en 24 heures de la Banque centrale pour les QIAIF (Fonds d'investissement alternatif d'investisseur qualifié) et ces ELTIF

seront soumis aux exigences de détail et aux limites énoncées dans la réglementation ELTIF dans l'intérêt d'assurer une protection appropriée des investisseurs. » Suite à cette décision de la Banque centrale d'Irlande, la question se pose dans quelle mesure le régulateur luxembourgeois pourrait approuver des fonds d'investissement dans des délais plus brefs afin de permettre au secteur de rester compétitif face à son principal concurrent européen. Même si le délai de 24 heures peut être considéré de trop juste pour un examen réglementaire approfondi et que cet examen reste très important, une accélération des procédures d'approbation serait quand même bénéfique pour l'industrie des fonds luxembourgeois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre pourrait-il me renseigner quel est le délai d'approbation de fonds ELTIF au Luxembourg ?

– Plus généralement, quel est le délai d'approbation des fonds UCITS et ETF ?

– Quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour simplifier et réduire les délais d'approbation dans le secteur financier ?

**Réponse** (17/05/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

L'honorable Député se réfère à une récente déclaration de la Banque centrale d'Irlande et demande des renseignements sur les délais d'approbation des Fonds européens d'investissement à long terme (ELTIF) par la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF).

En réponse aux questions de l'honorable Député, il y a tout d'abord lieu de préciser qu'un ELTIF n'est pas une structure « standalone », mais un agrément additionnel donné à un Fonds d'investissement alternatif (FIA) lui permettant de commercialiser ses parts auprès d'investisseurs professionnels et/ou de détail, les FIA étant quant à eux généralement limités aux investisseurs professionnels.

Ainsi, d'après la CSSF, les délais avancés par la Banque centrale d'Irlande pour l'approbation des ELTIF seraient des délais additionnels aux agréments d'un FIA, cette approbation du FIA, ou du moins la revue et l'acceptation de la documentation du FIA, étant un prérequis. S'y ajoute que le processus d'approbation très court ne s'applique pas à tous les ELTIF et demande que des conditions préalables soient remplies.

Au Luxembourg, les délais d'agrément pour un FIA sont variables, selon le volume, la complexité et toutes les spécificités du dossier. La CSSF s'efforce toutefois constamment et pour chaque dossier d'agrément de FIA de garder ces délais le plus court possible.

À des fins de transparence, la CSSF publie depuis 2021, semestriellement, des statistiques sur les délais d'agrément de nouveaux fonds d'investissement: Processing time of initial authorisations of regulated investment vehicles – CSSF. Les statistiques démontrent que la bonne préparation d'un dossier résulte dans un temps réduit de traitement, revue et accord du dossier par la CSSF.

En ce qui concerne les délais pour l'agrément du volet « ELTIF » d'un FIA déjà existant, la CSSF a pour objectif d'octroyer l'agrément au plus tard endéans 5 jours ouvrables à partir de la soumission d'un dossier complet. Dépendant du dossier concret, le délai d'approbation peut être plus ou moins long. Les ELTIF pouvant être commercialisés auprès d'investisseurs de détail, la CSSF ne fait aucune impasse en matière de protection des investisseurs de sorte à aboutir à un dossier de haute qualité en fin d'agrément.

La CSSF améliore continuellement son processus d'agrément pour tous les fonds qui nécessitent un agrément de sa part. En ce qui concerne plus spécifiquement les ELTIF, il convient de noter que la CSSF a publié, avant toutes les autres autorités, un questionnaire d'agrément actualisé le 15 décembre 2023. L'objectif principal de ce questionnaire est d'accélérer les demandes d'agrément du volet « ELTIF » en posant les questions pertinentes dès le départ, évitant ainsi au maximum des commentaires de la CSSF, voire des allers-retours inutiles. Ceci dit, les délais d'agrément ont été réduits depuis la mise en ligne de la refonte du questionnaire et les retours de la part de l'industrie ayant remis des dossiers pour agrément sont très positifs.

Il convient par ailleurs de rappeler que la CSSF a implémenté des modèles de prospectus et de statuts standardisés suite à la demande de l'industrie des fonds d'investissement. Ces modèles ont pour objectif de faciliter et de standardiser la création de la documentation légale, et la revue par la CSSF, avec l'objectif de réduire le temps d'accès au marché.

Il y a enfin lieu de noter que d'après le registre tenu par l'Autorité européenne des marchés financier (ESMA) (Register of authorised European long-term investment funds (ELTIFs) (europa.eu)), la CSSF est actuellement l'autorité qui a accordé le plus grand nombre d'autorisations ELTIF. Au 31 mars 2024, la CSSF compte 78 ELTIF luxembourgeois agréés.

**Demande d'entrevue d'un syndicat du personnel des institutions européennes** | Question **0630** (17/04/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Selon un article de presse, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes n'a jusqu'à présent pas rencontré l'Union syndicale Luxembourg, un syndicat d'employé.e.s de l'UE au Luxembourg, pour discuter des difficultés de recrutement de personnel pour les institutions européennes établies dans le pays. Et ce, bien que ledit syndicat ait déjà demandé à trois reprises un tel échange au cours des derniers six mois.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

– Monsieur le Ministre entend-il rencontrer des représentant.e.s de l'Union syndicale Luxembourg ? Dans l'affirmative, quand ? Dans la négative, pourquoi ?

**Réponse** (08/05/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

La promotion de l'attractivité du site Luxembourg pour les personnes employées par les institutions et organismes de l'Union européenne basés au Luxembourg est une priorité du Gouvernement.

En sa qualité de Premier ministre, M. Bettel a rencontré les représentants de l'Union syndicale Luxembourg (USL) en septembre 2023 pour discuter notamment des difficultés de recrutement de personnel pour les institutions européennes établies dans le pays. Dans sa nouvelle qualité de Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, M. Bettel est disposé à rencontrer à nouveau les représentants de l'USL quand son agenda le lui permettra.

**Nouveau bâtiment de la SNCI** | Question **0631** (17/04/2024) de **Mme Corinne Cahen** (DP)

Zanter 2019 ass gewosst, dass déi National Kredittan Investissementsgesellschaft (SNCI), déi eng Dose Leit beschäftegt, an en neit Gebai um Boulevard Emmanuel Servais plënnere soll, well dëst laut engem Artikel aus dem „Paperjam" aus dem selwechte Joer, „besser un hir Aktivitéiten adaptéiert wier".

Dëst Gebai gouf doropshi fir 14,35 Milliounen Euro opkaf. Et waren awer gréisser Renovatiounskäschten néideg.

Eenzel Artikelen an der Press haten ugedeit, dass sech duerch déi grouss Surface vun der Villa d'Méiglechkeet géif ubidden, dass nach aner Acteuren an dës Raimlechkeete kéinte plënneren.

An deem Kader wollt ech dem Här Finanzminister folgend Froe stellen:

– Wéi grouss ass d'Surface vun dem neie Gebai vun der SNCI?

– Wéi héich sinn d'Renovatiounskäschten? Sinn dës méi héich, wéi ufanks ugeduecht? Bei wéi vill wäerten d'Gesamtkäschte fir d'Gebai an d'Ëmbauaarbechten um Enn leien?

– Wäerten nieft de Mataarbechter vun der SNCI nach aner Acteuren dës Gebailechkeeten notzen? Falls jo, gëtt et heifir scho konkreet Iddien?

**Réponse** (17/05/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Déi honorabel Deputéiert stellt eng Rei Froen zu dem zukünftege Gebai vun der SNCI. Et sief drun erënnert, dass d'SNCI eng finanziell autonom Bank ass, déi dem Lëtzebuerger Staat gehéiert. D'SNCI gëtt fir keng vun hiren Aktivitéite subventionéiert oder soss vum Staat bezuelt. Si bestreit all hir Fonctionnements- an Investissementskäschten aus hiren eegene Mëttelen (an net iwwert dem Staat säi Budget).

D'Gebai, dat d'SNCI 2019 fir ee Präis vu 14,35 Milliounen Euro kaf huet, staamt aus dem Ufank vum 20. Joerhonnert (mat enger Annex vun 1982). Dat historescht Gebai, e Stéck lëtzebuergesche Patrimoine, deen deelweis vun der Stad Lëtzebuerg als geschützt klasséiert ass, gëtt vu Lëtzebuerger Handwierksbetriber am Respekt vun de geltenden Norme renovéiert.

D'Bruttofläch vum neien SNCI-Gebai beleeft sech op ronn 2.830 Meeterkaree. D'Gebai huet eng Nettonotzfläch vun 2.300 Meeterkaree, dovu si 687 Meeterkaree Bürosfläch. De Rescht si Versammlungssäll, Gäng, Sanitär, sozial Raim an Archiven, esouwéi eng 500 Meeterkaree mat enger separater Entrée, déi ofgetrennt a verlount kënne ginn.

D'Renovatioun vum Gebai huet just virun der Covidpandemie ugefaangen. Trotz extensiven Tester virum Kaf vum Gebai, gouf Asbest op verschiddene verstoppte Plaze fonnt. Dëst huet eng Rei zousätzlech Käschte mat sech bruecht. D'Inflatioun huet sech, iwwert de Konstruktiounsindex, och um Budget niddergeschloen. Dowéinst huet den initiale Budget eemol missen ugepasst ginn. D'Renovatioun kascht am Ganze 15,7 Milliounen Euro, verdeelt op d'Joren 2020 bis 2025.

D'SNCI zielt haut 21 Mataarbechter a plangt weider Leit iwwert déi nächst Joren anzestellen, fir zukünftegen Erwaardunge gerecht ze ginn. Donieft ass virgesinn, een Deel vum Gebai ze verlounen, un ee Partner, deem seng Aktivitéit mat där vun der SNCI komplementar ass. D'SNCI ass de Moment a Gespréicher an deem Kontext.

**Recommandé électronique de POST Luxembourg** | Question **0635** (18/04/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

POST bitt zënter 2023 de Service vum Online-Recommandé un, mat deem ee Bréiwer iwwert den elektronesche Wee kann un een Destinataire fortschécken. POST selwer schreift op hirer Websäit:

„Le recommandé électronique de POST Luxembourg respecte les exigences du service d'envoi recommandé électronique qualifié au sens du règlement (UE) n° 910/2014."

Mir sinn awer Fäll zu Ae komm, wou Verwaltungen de Recommandé électronique ignoréiert hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz a fir Wirtschaft dës Fro stellen:

– Kann de Recommandé électronique och vu Bierger:inne genotzt ginn, fir Messagen u staatlech Verwaltungen ze schécken? Ass dës Form vum Verschécken equivalent zum Verschécke vu Recommandésbréiwer a Pabeierform?

**Réponse** (22/05/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

De Recommandé électronique vu POST Lëtzebuerg ass equivalent mat engem Recommandésbréif a Pabeierform an entsprécht den Ufuerderunge vum qualifizéierten elektronesche registréierte Versandservice, deen duerch d'Reglement (EU) N° 910/2014 festgeluecht gouf.

Technesch gëtt d'Identifikatioun vu Sender an Empfänger iwwert eng Luxtrust Zertifizéierung duerchgefouert, déi den Ufuerderunge vum Reglement (EU) N° 910/2014 entsprécht. Wann de Client eng elektronesch registréiert Sendung bestellt, gëtt hien op dës duebel Ufuerderung opmierksam gemaach. D'Regierung wäert un enger Promotioun vun dësem Service bei de Verwaltunge schaffen, dëst a Kooperatioun mat POST Luxembourg.

**Accès à la carrière d'officier de l'armée** | Question **0637** (19/04/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

De Staat huet rezent an zweeter Instanz eng Geriichtsaffär verluer, wou et ëm d'Eligibilitéit vun engem Kandidat fir d'Offizéieschkarriär an der Arméi goung. Engem bestëmmte Kandidat seng Kandidatur gouf wéinst sengem Alter ecartéiert, obwuel hien de Sportstest ewéi och de schréftlechen Test mat ganz gudde Resultater bestanen hat an dee Betreffenden ausserdeem och scho Member vun der Arméi war. D'Geriicht huet hei en offensichtleche Fall vun Diskriminatioun erkannt, deen der Verfassung widdersprécht. De Fall, deen elo schonn e puer Joer zerécklait, kann iwwerraschen, well et schonn zum Zäitpunkt vun där Decisioun vun där fréierer Regierung weeder politesch nach rechtlech ëmstridde wor, datt eng Altersdiskriminéierung prinzipiell net zoulässeg ass.

Wann esou eng Decisioun kënnt, misst een eigentlech kënnen dovun ausgoen, datt de Staat ganz séier säi Bescht mécht, fir d'Onrecht, dat entstanen ass, géintiwwer dem Betraffenen integral ze redresséieren. Verzögerunge kënnen ouni Zweiwel bedeitend negativ Auswierkungen op d'Karriär vun deene Betraffenen hunn.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung follgend Froe stellen:

1. Wéi kann d'Madamm Arméisminister esou eng Rekrutéierungsentscheedung, besonnesch am Kontext vum akute Mangel u qualifizéierte Kandidature fir d'Arméi, erklären? Wéi eng Léieren zitt d'Arméi aus dëser Affär, och fir an Zukunft diskriminatoresch Entscheedunge géint militäresch an zivill Kandidaten, déi bannent der Arméi opsteige wëllen, ze verhënneren?

2. Ass der Regierung bekannt, ob weider Fäll vun Diskriminéierung bannent dem ëffentlechen Déngscht an deene leschte fënnef Joer opgetratt sinn? Wa jo, wéi vill an aus wéi enge Grënn? Wéi goufen dës Fäll ënnersicht an zu wéi enge Conclusioune sinn déi verantwortlech Instanze komm?

3. Ginn an deene Fäll, an deenen de Staat e Geriichtsprozess verléiert, all Ustrengungen ënnerholl, fir dat Onrecht, dat eng Persoun duerch de Staat erlidden huet, séier a komplett ze reparéieren? Gëtt et Reklamatiounen, well de Staat esou Urteeler net direkt a mat guddem Wëllen ëmsetzt?

**Réponse** (17/05/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense | **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

Wat déi éischt Fro betrëfft, wéilt d'Verdeedegungsministesch informéieren, dass d'Decisioun am Fréijoer 2021 sech dorop baséiert huet, dass am Militärgesetz, wat zu deem Zäitpunkt a Kraaft war, eng Alterslimitt fir Offizéier ze ginn, virgeschriwwe war.

D'europäesch Direktiv 2000/78/CE, déi e generelle Kader fir eng egalitär Behandlung um Aarbechtsmaart an op der Aarbecht setzt (Égalité de traitement en matière d'emploi et de travail), gesäit vir, dass d'Memberstaaten, a bestëmmte Fäll, Derogatiounen zum generelle Verbuet vun Diskriminatiounen däerfe festleeën. Dës Méiglechkeet ass am Kader vun enger Modifikatioun vum Staatsbeamtestatut am Joer 2005 esou iwwerholl ginn, sou dass bei der Arméi op Basis vum Artikel 1bis am Staatsbeamtestatut zum Zäitpunkt vun der Decisioun Alterslimitte fir d'Militär bestanen hunn.

Scho virun der Decisioun, op déi den honorabelen Deputéierten sech bezitt, war am Kader vun den Aarbechten zur Revisioun vum Militärgesetz geplangt, d'Alterslimitte fir Militär ofzeschafen.

Virun deem Hannergrond gouf de Kandidat an den Examen zougelooss, mam Hiweis, dass en d'Alterslimitt net respektéiere géif, mee dass déi deemoleg zoustänneg Ministeren (ëffentlechen Déngscht a Verdeedegung) iwwerpréiwe géifen, ob eng Derogatioun zu där Alterslimitt méiglech wier.

Leider war keng legal Derogatioun méiglech, sou dass d'Regierung sech un déi am Militärgesetz virgeschriwwen Alterslimitt huet missen halen, fir net géint d'Gesetz ze verstoussen.

Dës Decisioun gouf och an éischter Instanz vum Tribunal administratif den 19. Juli 2023 confirméiert.

Mam Akraafttriede vum Arméisgesetz vum 7. August 2023 goufe sämtlech Alterslimitten, fir an d'Arméi ze goen, ofgeschaaft.

D'Urteel vun der Cour administrative vum 14. Mäerz 2024 bitt elo nodréiglech d'Méiglechkeet, de Kandidat anzestellen. D'Servicer vun der Defense hunn an deem Sënn Kontakt mam Kandidat opgeholl.

Wat déi zweet an drëtt Fro betrëfft, méilt de Minister fir d'Fonction publique den honorabelen Deputéierten informéieren, dass him keng weider Fäll vun Diskriminéierung bekannt sinn.

**Capacité du Luxembourg à recruter des professionnels de la santé en Allemagne** | Question **0640** (19/04/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Le Ministre allemand de la Santé a annoncé des réformes qui devraient avoir un impact considérable sur l'architecture des soins de santé en Allemagne.

D'un côté, il est prévu de réformer le système actuel qui soumet les hôpitaux à une pression de rentabilité économique considérable. Aujourd'hui, les cliniques reçoivent un montant forfaitaire en euros par cas traité. Ces forfaits seront réduits et en échange, il est prévu d'établir des montants fixes pour la disponibilité du personnel, des services d'urgence ou des équipements médicaux nécessaires. À l'avenir, les hôpitaux allemands devraient recevoir 60 % de la rémunération uniquement pour la disponibilité des services offerts.

De l'autre côté, un deuxième projet de réforme concernant le personnel soignant en général a pour objectif l'amélioration de l'attractivité des métiers des soins en Allemagne. Il est prévu d'élargir les compétences des soignant.e.s, notamment l'habilitation pour la prescription de certains soins, et d'introduire de nouvelles formations qui devraient élargir les perspectives de carrière du personnel.

Ces deux réformes à elles seules ont le potentiel d'améliorer considérablement les conditions de travail du personnel de santé en Allemagne, aussi bien en milieu hospitalier qu'extrahospitalier. Le Luxembourg recrute un pourcentage important de ses professionnel.le.s de la santé en dehors de ses frontières, et les projets de réformes allemands ont la capacité à diminuer l'attractivité du marché du travail luxembourgeois pour les professionnels de la santé allemands.

Selon le Plan national de santé, le Luxembourg aura besoin de 3.827 infirmiers et infirmières d'ici 2030. Selon ce calcul, environ 600 nouveaux.elles candidat.e.s devraient ainsi être formé.e.s chaque année au Luxembourg, la réalité se situant actuellement autour de 80-100 nouveaux.elles diplomé.e.s. par année. L'Allemagne représente actuellement environ un quart des infirmiers.ères recruté.e.s en dehors de nos frontières.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre partage-t-elle notre analyse que les réformes annoncées par le Ministre de la Santé allemand pourraient augmenter considérablement l'attractivité des professions de santé en Allemagne, en particulier pour les professions des soins ?

2) Le Ministère de la Santé a-t-il évalué l'impact des réformes annoncées sur la capacité du Luxembourg à recruter des professionnels de la santé en Allemagne, toutes professions confondues ?

3) Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de cette analyse ?

**Réponse** (07/06/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Il semble que tel soit le souhait des auteurs de la réforme.

ad 2) et 3) Le recrutement de professionnels de santé est une priorité pour le ministère. Il suivra de très près les mesures mises en place en Allemagne et dans d'autres pays européens.

**Fermeture de l'agence régionale de l'ADEM à Dudelange** | Question **0641** (22/04/2024) de **M. Dan Biancalana** | **M. Claude Haagen** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

L'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) compte sept agences régionales. Ces agences régionales peuvent être créées ou supprimées par règlement grand-ducal qui en fixe le nombre et l'implantation géographique.

Plus particulièrement, en ce qui concerne l'agence régionale de Dudelange, il y a lieu de noter qu'elle existe depuis 13 ans et couvre le territoire des communes de Dudelange, Bettembourg, Frisange et Roeser. Toutefois, étant donné que les locaux actuels de l'agence régionale de l'ADEM à Dudelange sont devenus trop exigus, l'ADEM cherche de nouveaux espaces de bureaux. Par conséquent, la Ville de Dudelange a été sollicitée par cette dernière afin d'aider à trouver des locaux adéquats. Lors des entretiens qui ont suivi, la Ville de Dudelange a attiré l'attention sur de nouveaux espaces créés et disponibles à Dudelange qui furent également visités par l'ADEM et la Commission des loyers de l'État. Néanmoins, il nous revient que des discussions sont actuellement en cours pour fermer respectivement transférer ladite agence régionale vers une autre commune.

Dès lors, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces rumeurs ? Dans l'affirmative, pourquoi les locaux disponibles à Dudelange ne sont-ils pas satisfaisants ? Quel est le dernier état des lieux ?

2) Pour quelles raisons Monsieur le Ministre n'a-t-il pas cherché le dialogue avec les responsables politiques des communes concernées concernant l'annonce de la fermeture prévue de cette antenne régionale ?

3) Quelles sont les raisons de quitter les espaces de bureaux actuels à l'adresse 56, rue du Parc ? Sachant que la Ligue médico-sociale est le propriétaire des locaux actuellement loués par l'ADEM à ladite adresse, le contrat de bail prend échéance à quelle date ?

4) Quels sont les services offerts par l'agence de l'ADEM implantée à Dudelange ? N'est-il pas possible d'assurer à l'avenir une partie de ces services dans l'immeuble actuel ?

5) Sachant que Dudelange est la quatrième ville la plus peuplée du Luxembourg et l'impact économique et social qu'aurait le transfert de l'agence régionale de Dudelange vers une autre commune, que compte faire Monsieur le Ministre pour tenir compte de ces aspects ?

6) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le nombre d'agents affectés à l'antenne régionale de Dudelange ?

7) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le nombre de dossiers traités par l'agence de l'ADEM à Dudelange respectivement du nombre de personnes prises en charge par l'agence en question ?

8) Quels sont les éléments concrets qui plaident en faveur d'une fermeture de cette antenne régionale ?

9) Dans l'esprit d'une régionalisation des services étatiques, comment justifier un tel départ de l'agence en question ? Vu la taille de la commune en question, ne serait-il en revanche pas approprié d'accorder un plus important rôle avec de services supplémentaires à l'agence régionale à Dudelange ?

10) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le maintien de l'agence régionale table sur la proximité d'un service régionalisé à l'égard des demandeurs d'emploi ?

**Réponse** (13/05/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1) Les services de l'ADEM mènent actuellement une analyse concernant une fermeture éventuelle de l'agence de Dudelange. Les locaux actuellement utilisés par l'ADEM à Dudelange ne correspondent en effet plus aux besoins et aucune autre proposition satisfaisante de locaux à Dudelange n'a pu être trouvée.

La réception principale du bâtiment actuel n'est pas utilisable, obligeant les clients à se rendre au sous-sol pour accéder à l'agence pour prendre un ticket à la réception de l'ADEM. Or les bureaux de l'ADEM ne se trouvent pas seulement au sous-sol, mais également au 1er étage. Cette configuration entrave non seulement l'accessibilité, mais elle nuit également à l'image de l'agence et à la qualité de l'accueil réservé aux demandeurs d'emploi.

L'ADEM a étudié avec soin les différentes propositions qui ont été avancées et le Ministre du Travail est reconnaissant envers la commune de Dudelange pour son engagement actif et les solutions proposées. Les locaux suggérés ne répondent cependant pas aux critères de l'ADEM et/ou ne sont pas disponibles dans un délai raisonnable et d'autres pistes doivent donc être analysées.

ad 2) La direction de l'ADEM a mené, à plusieurs reprises, des discussions avec les responsables politiques de la Ville de Dudelange. Néanmoins, aucune solution adéquate n'a pu être trouvée.

ad 3) Comme évoqué plus haut, la décision de fermer l'agence de Dudelange ne sera pas prise à la légère, mais sera le résultat d'une évaluation minutieuse des services offerts et de leur adéquation avec les objectifs stratégiques, notamment dans le cadre de la stratégie « ADEM 2025 ». Cette stratégie vise à mettre l'accent sur une approche encore plus centrée sur le client en introduisant des solutions numériques innovantes. Pour les demandeurs d'emploi ne disposant pas d'outils numériques à leur domicile, les agences de l'ADEM devront mettre à leur disposition une aide afin de pouvoir réaliser certaines démarches dans les agences. Les locaux actuels de l'agence de Dudelange ne sont pas adaptés pour accueillir ces évolutions. Sa taille réduite a entraîné certaines problématiques quant à la qualité de service offerte. En ce qui concerne le contrat de bail, celui-ci arrive à expiration le 31 décembre 2024, toutefois, il inclut une clause permettant une extension de 6 mois.

ad 4) L'agence de Dudelange propose un accompagnement pour les demandeurs d'emploi âgés de plus de 30 ans, habitant les communes de Dudelange, Bettembourg, Roeser et Frisange, ainsi qu'une partie des demandeurs d'emploi en situation de reclassement professionnel externe résidant en France et en Allemagne. Cet accompagnement est assuré activement par 8 conseillers (6,25 ETP).

Dès que le demandeur a besoin d'autres services (introduction d'une demande d'indemnité de chômage, visite médicale, atelier de recrutement ou de formation, rédaction de CV ou de lettre de motivation), il doit se rendre sur un des autres sites de l'ADEM.

Il est apparu que pour certains demandeurs habitant les communes que gère l'agence de Dudelange, il serait plus pratique d'accéder à d'autres agences plus proches géographiquement de leur domicile que celle de Dudelange.

L'agence de Dudelange se spécialise exclusivement dans l'accompagnement des demandeurs d'emploi de plus de 30 ans, et il n'est pas possible de segmenter ce service ni de diviser les équipes. Une telle division rendra le processus moins clair et plus complexe pour les demandeurs d'emploi. De plus, fractionner l'accompagnement à Dudelange ne serait pas en cohérence avec l'approche adoptée dans les autres agences de l'ADEM.

ad 5) Le Ministre du Travail tient à souligner qu'aucune décision définitive quant à la fermeture de l'agence à Dudelange n'a été prise à ce stade. L'ADEM est en train d'analyser le marché de l'immobilier de bureaux dans le sud du pays. Par ailleurs, il se peut que certains services actuellement offerts par l'agence de Dudelange seront repris par l'agence existante au Belval.

ad 6) En termes d'effectifs, l'agence de Dudelange est la deuxième plus petite. 13 agents sont affectés à l'agence de Dudelange, dont :

– 1 chef d'agence (1 ETP) ;
– 6 conseillers référents (4,25 ETP) ;
– 2 conseillers spécialisés (assistant social, psychologue du travail – 2 ETP) ;
– 2 conseillers suivi intermédiaire (2 ETP) ;
– 1 réceptionniste (1 ETP).

Le nombre réduit d'agents affecte directement la qualité et les délais de traitement des dossiers. En cas d'absence imprévue d'un agent, la charge de travail incombant aux agents restants devient très importante – impactant ainsi la qualité de service offerte.

ad 7) En date du 26 avril 2024, 1.580 personnes sont suivies à l'agence de Dudelange :

| | |
|---|---|
| Dudelange | 746 |
| Bettembourg | 287 |
| Roeser | 157 |
| Frisange | 111 |
| France | 264 |
| Allemagne | 13 |

N.B. : Les demandeurs d'emploi de moins de 30 ans des communes de Dudelange, Bettembourg, Frisange et Roeser sont suivis à l'agence d'Esch-sur-Alzette.

En date du 30 avril 2023, 489 personnes sont suivies à l'agence d'Esch-sur-Alzette :

| | |
|---|---|
| Dudelange | 250 |
| Bettembourg | 95 |
| Roeser | 56 |
| Frisange | 32 |

ad 8) cf. réponses aux questions n° 1 et n° 3.

ad 9) Tout en respectant l'esprit d'une régionalisation des services étatiques, l'ADEM envisage d'occuper des surfaces de bureau supplémentaires dans le sud du pays. En conformité avec l'accord de coalition et la stratégie « ADEM 2025 », la réorganisation au niveau des agences de l'ADEM s'inscrit dans une optique de digitalisation et de simplification administrative.

ad 10) Oui, le Ministre du Travail est d'avis que le maintien d'une agence régionale dans le sud du pays table sur la proximité d'un service régionalisé à l'égard des demandeurs d'emploi.

**Œuvres d'art spoliées** | Question **0642** (22/04/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

D'Theema „Beute- bzw. Raubkonscht" ass bis haut e ganz kontroverst Theema. Wärend de Prinzipp vun der Beutekonscht dora besteet, datt de Gewënner (vun engem Krich) sech dat mathëlt, wat e wëll (Beispiller gëtt et vum Altertum iwwer den Napoleon bis hin zum 2. Weltkrich), souzesoen als „Souvenir" oder aus pekuniäre Grënn, subsuméieren d'Historiker an

d'Juristen ënner „Raubkonscht" all déi Konschtwierker, déi opgrond vun der NS-Herrschaft onrechtméisseg a Besëtz geholl goufen.

E Beispill vu „Beutekonscht" gouf rezent an de Lëtzebuerger Medien thematiséiert. Et geet ëm e Konschtwierk vum belsche Moler Jacob Jacobs aus dem 19. Joerhonnert, dat viru Kuerzem an den USA erëmfonnt gouf a bei deem den FBI dovun ausgeet, datt et wärend der Ardennenoffensiv vun (engem) amerikaneschen Zaldot(en) aus Lëtzebuerg (warscheinlech aus Iechternach) „matgeholl" gouf. (Quell: RTL-Artikel „FBI sicht no Besëtzer vu Konschtwierk, dat wuel aus Iechternach geklaut gouf", 8.4.2024).

Den Internationale Militärgeriichtshaff hat schonn 1945 d'Raubkonscht als „Verbrieche géint d'Mënschlechkeet" verurteelt, wärend de Ronald Lauder, President vum Jüddesche Weltkongress, déi geklaute Konschtwierker als „déi lescht Krichsgefaangener vum 2. Weltkrich" genannt huet. Et geet een dovun aus, datt schätzungsweis 600.000 Konschtwierker tëscht 1933 an 1945 vun den Däitschen a ganz Europa geklaut oder fir erzwonge „Spottpräisser" a Besëtz geholl goufen. Experte schätzen, datt nach méi wéi 100.000 Wierker onrechtméisseg a friemen Hänn sinn. (Quell: „Planet Wissen" online).

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Kulturminister:

1. Kann den Här Kulturminister matdeelen, ob de Lëtzebuerger Staat bereet wier, dat mentionéiert Bild vum Jacob Jacobs der amerikanescher Regierung ofzekafen, falls sech kee rechtméissege Besëtzer melle géif, an et engem Lëtzebuerger Musée (z. B. MNHA) oder enger Lëtzebuerger Galerie ze schenken?

2. Leien dem Kulturministère aktuell Estimatioune vir, wéi vill Lëtzebuerger Konschtwierker ganz allgemeng sech haut nach a friemer Hand befannen?

3. Gëtt et aktuell Estimatiounen, wat d'Zuel vu Lëtzebuerger Konschtwierker ugeet, déi vun den Däitsche wärend bzw. zum Schluss vum 2. Weltkrich geklaut goufen? Wa jo, wéi vill vun dëse Konschtwierker hu jüddesche Matbierger aus Lëtzebuerg gehéiert?

4. Gëtt et Beméiungen, fir bei der däitscher Bundesregierung ze intervenéieren, fir op d'mannst en Deel vun dëse geklaute Konschtwierker erëmzefannen an se den Ierwe vun den urspréngleche Besëtzer zeréckzeginn?

5. Gëtt et Zuelen, déi beleeën, wéi vill geklaute Konschtwierker säit 1945 insgesamt zréck op Lëtzebuerg koumen?

**Réponse** (07/05/2024) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

Aktuell leien dem Kulturministère keng ëmfaassend Chiffere vir, wéi vill Konschtwierker wärend dem NS-Regime zu Lëtzebuerg geklaut goufen, sech a friemen Hänn befannen oder de Wee zeréck op Lëtzebuerg fonnt hunn.

Eng Zuel, déi een awer an dësem Kontext nenne kann, sinn déi iwwer 1.100 Dossiere vu jiddesche Matbierger a Matbiergerinnen aus dem Office de l'État des dommages de guerre, wou méi ewéi 80 Konschtwierker, praktesch nëmme Biller, vu jiddeschen Iwwerliewenden oder hiren Ayants-droits deklaréiert gi sinn. Dës Konschtwierker op Basis vun den Deklaratiounen ze identifizéieren an erëmzefannen ass an der Reegel ganz schwéier, vu dass d'Beschreiwungen net detailléiert genuch sinn.

Als Rappell ass och ze nennen, dass Lëtzebuerg 1998 de Washington Principles on Nazi-Confiscated Art zougestëmmt huet, déi den Ëmgang mat Raubkonscht zu Zäite vum Nationalsozialismus festleeën. Dës Prinzippie goufen Ufank 2024 duerch Best Practices ergänzt an och vu Lëtzebuerg ënnerstëtzt. Ënnert anerem gesinn dës Richtlinne vir, dass Donnéeë sollen ëffentlech gemaach ginn, fir Recherchen ze vereinfachen.

Eenzel Kulturinstitutiounen hunn an deene leschte Jore scho Provenienzfuerschungen duerchgefouert. Des Weidere gesäit den Accord tëschent dem Staat an dem Consistoire israélite de Luxembourg vum 27. Januar 2021 vir, dass weider Provenienzfuerschung an d'Weeër geleet gëtt. Esou gëtt zanter leschtem Joer e kollaborative Fuerschungsprojet zesumme mat der Uni Lëtzebuerg realiséiert am Nationalmusée, der Nationalbibliothéik an der Villa Vauban. D'Resultater vun dëser Recherche wäerte sech an deenen nächste Jore konkretiséieren.

Am Fall vum genannte Konschtwierk vum Jacob Jacobs huet de Service de la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale vum Staatsministère der US-Ambassade zu Lëtzebuerg hir Hëllef ugebueden. Opgrond vun den ongekläerte Proprietéitsverhältnisser vum Wierk gëtt et aktuell keng Iwwerleeunge vum Staat, dëst Bild ze kafen.

**Implantation prochaine d'Uber au Luxembourg** | Question **0643** (22/04/2024) de **M. Yves Cruchten** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Récemment, un article paru le 18 avril 2024 dans un quotidien luxembourgeois a annoncé l'implantation prochaine d'Uber au Luxembourg, marquée par une campagne de recrutement de livreurs. Cette annonce soulève plusieurs questions concernant la régulation des plateformes numériques de livraison et le statut des travailleurs qui y sont employés.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, à Monsieur le Ministre du Travail et à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelles conditions spécifiques, notamment en termes d'autorisations et de sécurité sociale, doivent être remplies par les plateformes numériques offrant un service de livraison et par les chauffeurs-livreurs opérant au Luxembourg ?

2) Le Gouvernement envisage-t-il de légiférer sur le travail fourni par l'intermédiaire d'une plateforme de travail numérique ?

3) Quelles mesures le Gouvernement compte-t-il prendre pour lutter contre la problématique des « faux indépendants » qui exercent leur activité pour le compte de plateformes collaboratives ?

4) Quels sont les critères reconnus par les juridictions luxembourgeoises pour déterminer l'existence d'un lien de subordination entre un chauffeur-livreur et une plateforme ?

5) À quelle échéance le Gouvernement prévoit-il de finaliser le projet de loi n° 7762, qui vise à modifier la loi du 5 juillet 2016 concernant l'organisation des services de taxis ?

6) Concernant la création d'une plateforme nationale de réservation de taxis et de voitures de location avec chauffeur (VLC) évoquée dans les réponses aux questions parlementaires n° 6413 du 28 juin 2022 et n° 0339 du 15 février 2024, pourriez-vous nous fournir une mise à jour sur l'avancement de ce projet et sur les consultations menées avec les parties prenantes du secteur ?

**Réponse** (23/05/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) En ce qui concerne le domaine de la sécurité sociale, une société de plateforme numérique, offrant un service de livraison par des chauffeurs-livreurs opérant au Luxembourg, doit s'immatriculer auprès du Centre commun de la sécurité sociale en soumettant une déclaration d'exploitation avant la prise d'activité, comme c'est le cas pour tout autre nouvel employeur s'installant sur le territoire luxembourgeois.

Il y a lieu de noter que le Centre commun de la sécurité sociale s'occupe uniquement de l'immatriculation de l'employeur à des fins d'affiliation de salariés à la sécurité sociale luxembourgeoise. Concernant les autorisations requises pour effectuer une telle activité sur le territoire luxembourgeois, il y a lieu de s'adresser aux autorités compétentes en la matière.

Des informations relatives à l'immatriculation d'un employeur sont disponibles sur le site Internet du Centre commun de la sécurité sociale : https://ccss.public.lu/fr/employeurs/secteurprive/immatriculation-employeur.html.

Concernant l'affiliation des personnes exerçant une activité professionnelle dans ce domaine au Luxembourg, il y a lieu de préciser que toute personne, salarié ou indépendant, qui exerce une activité professionnelle sur le territoire luxembourgeois doit être affiliée à la sécurité sociale luxembourgeoise.

Pour les salariés d'une société de plateforme numérique exerçant leur activité professionnelle sur le territoire luxembourgeois, une affiliation est faite moyennant la démarche de la déclaration d'entrée pour salarié du secteur privé. Les informations y relatives se trouvent sur le site Internet du Centre commun de la sécurité sociale : https://ccss.public.lu/fr/employeurs/secteur-prive/engager-personnel.html.

En ce qui concerne les travailleurs indépendants, la démarche à suivre est celle de la déclaration d'entrée pour travailleurs indépendants : https://ccss.public.lu/fr/independants/commencer-arreteractivite/affilier.html.

Dans le cadre des affiliations, il y a lieu de rendre attentif sur le fait que la législation européenne est également applicable. En cas d'activité qui n'est pas exercée exclusivement sur le territoire luxembourgeois, mais également sur le territoire d'un autre État, il y a lieu d'analyser si l'affiliation doit être effectuée au Luxembourg ou dans un autre État en application des règlements européens. Dès lors, afin de savoir où une personne est à affilier, une analyse de cas par cas est à effectuer.

En ce qui concerne les autorisations, les plateformes numériques de ce type implantées au Luxembourg doivent disposer d'une autorisation d'établissement en bonne et due forme pour leur offre des services. Conformément à la libre prestation des services au sein de l'UE, une plateforme numérique peut également opérer au Luxembourg depuis un autre pays de l'UE et ne nécessite pas d'autorisation luxembourgeoise si elle n'y est pas implantée.

Les chauffeurs-livreurs opérant au Luxembourg doivent disposer d'une autorisation d'établissement pour transport national de marchandises par route avec des véhicules de moins de 3,5 tonnes pour leur propre entreprise.

ad 2) En date du 24 avril 2024, le Parlement européen a adopté la directive sur le travail des plateformes qui vise principalement à améliorer les conditions d'emploi des personnes travaillant via une plateforme numérique et à introduire de nouvelles règles pour remédier au faux travail indépendant.

Avant que cette directive puisse être publiée dans le Journal officiel de l'UE, il faut encore que le texte soit formellement adopté par le Conseil de l'Union européenne. Cette adoption devrait avoir lieu en mai ou en juin 2024 au plus tard.

Le Gouvernement s'engage à transposer cette directive dans le délai de transposition qui y sera prévu et créera ainsi un cadre légal qui réglementera le travail des plateformes numériques.

ad 3) Le Gouvernement compte lutter contre la problématique des « faux indépendants » qui exercent leur activité pour le compte d'une plateforme en mettant en place une présomption légale réfragable de relation de travail telle que prévue par le compromis final sur le texte de la proposition de directive sur le travail via une plateforme.

Cette présomption constituera une facilitation procédurale en faveur de toutes les personnes exécutant un travail via une plateforme, et notamment des « faux indépendants », qui souhaitent faire établir leur statut de salarié.

En plus, afin de garantir la mise en œuvre effective et le respect de la présomption, des mesures d'accompagnement, telles que par exemple des mesures de contrôle ou des recommandations pratiques, seront mises en place.

**Violence au lycée** | Question **0646** (23/04/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Ëmfeld vun de Lycéeë kënnt et geheeft zu Fäll vu Gewalt, Bedroungen, Drogekonsum, Erpressung, Déifställ etc. Et ass evident, datt am Sënn vun enger transparenter Opklärung vun dëse Virfäll a fir esou dës negativ Phenomeener kënnen ze bekämpfen, déi néideg Analysen a Statistike mussen duerchgefouert ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Banneminister:

1. Ass den Här Minister averstanen domat, datt déi zoustänneg Autoritéite musse kënnen op déi néideg Statistiken an Daten zeréckgräifen, fir kënne kriminell Delikter effizient ze bekämpfen?

2. Kann den Här Minister matdeelen, wéi dacks d'Police am leschte Schouljoer huet missen an de Lycéeën intervenéieren? Vu datt follgend Informatiounen net géint den Dateschutz verstoussen: Kann den Här Minister opschlësselen, a wéi enge Lycéeën d'Police hätt missen intervenéieren a wéi dacks?

3. Kann den Här Minister opschlësselen, wéi vill Schüler dat lescht Schouljoer aus wéi enge Lycéeën hu misse verwise ginn? Kann de Minister eenzel opschlësselen, wat d'Grënn heifir waren?

4. Kann den Här Minister bestätegen, datt all Staatsbeamte respektiv Staatsugestallten, deen an engem Lycée schafft, laut sengem Statut beim Verdacht vun enger Strofdot, ewéi Gewalt, Déifstall, Drogekonsum, Erpressung etc. dozou verflicht ass, d'Police ze alertéieren?

**Réponse** (04/06/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Et ass generell wichteg fir d'Police, dass si kann, am Respekt vum legale Kader, op Informatiounen zréckzegräifen, fir hir Missiounen ze erfëllen.

Aus der Fro vum Här Deputéierte geet net ervir, wéi eng Donnéeën oder Statistike spezifesch viséiert sinn.

ad 2. D'Police kann net matdeelen, wéi dacks se am leschte Schouljoer an de Lycéeën intervenéiert huet, well dës Informatiounen net statistesch an den Datebanken esou erfaasst ginn. Eng automatiséiert Recherche, déi sech exklusiv op Interventiounen an de Schoule baséiert respektiv de betraffene Lycée als Krittär erkennt ass net méiglech.

Eng Nofro vum Educatiounsministère an de Lycéeën huet erginn, datt et insgesamt eng 120 Interventioune vun de Servicer vun der Police gouf. Allerdéngs erfaassen och d'Schoulen dës Interventiounen net systematesch, esou datt verschiddener just eng Schätzung konnte virhuelen; ausserdeem sinn d'Grënn vun den Interventioune ganz ënnerschiddlech a schliisslech ass och net gewosst, op wiem seng Initiativ et zu enger Interventiouun vun der Police koum. Eng Opschlësselung no Lycéeën ergëtt deemno kee Sënn.

ad 3. Am Schouljoer 2022/2023 ass 251-mol eng Schülerin oder e Schüler vun der Schoul verwise ginn.

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 6834 präziséiert, ass d'Zuel vun de Schoulverweiser pro Lycée e Renseignement, deen aus Dateschutzgrënn net ka kommunizéiert ginn, well de Risiko besteet, datt e Schüler op déi Manéier kéint identifizéiert ginn.

D'Grënn, déi zu engem Verweis gefouert ginn, baséieren sech op den Artikel 43 vum Lycéesgesetz (Loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées) a ginn aus follgendem Tableau ervir:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Et ass ze ënnersträichen, datt a vereenzelte Fäll e puer Grënn zu engem Verweis gefouert hunn, an dofir den Total vun de Grënn méi héich ass, wéi den Total vun de Verweiser.

ad 4. Den Artikel 23 aus dem Code de procédure pénale definéiert, a wéi engem Fall e Signalement un de Parquet muss gemaach ginn:

« Toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire, ainsi que tout salarié ou agent chargés d'une mission de service public, qu'il soit engagé ou mandaté en vertu de dispositions de droit public ou de droit privé, qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance de faits susceptibles de constituer un crime ou un délit, est tenu d'en donner avis sans délai au procureur d'État et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs, et cela nonobstant toute règle de confidentialité ou de secret professionnel lui étant applicable le cas échéant. »

Am Joer 2018 hunn d'Ministèrë vun der Educatioun, der Justiz an der Santé ee Guide erausginn, deen déi komplex Froe ronderëm Jugendschutz, Dateschutz, Vertraulechkeet a Signalement erläutert an deen als Richtlinn gëllt (Maltraitance de mineur: procédures à suivre par les professionnels de l'enfance et de la jeunesse).

An de Lycéeë goufen ab der Rentrée scolaire 2023 „coordinateurs addiction" agefouert, déi eng Expertis am Beräich vun der Suchtpräventioun an der Suchtinterventioun hunn an déi am Lycée an och fir extern Partner Uspriechpersoun sinn am Kontext vum Konsum an dem Trafic vu legalen an illegalen Drogen. An hiren Tâchen ass virgesinn, datt si de Lien maachen tëschent der Schoul, den externe Partner vun der Drogeprävention, der Prise en charge thérapeutique an der Police. Bei ausgefouerte Strofdote muss d'Police ëmmer alertéiert ginn.

**Rapport de l'ancien Premier ministre italien sur l'avenir du marché unique** | Question **0647** (23/04/2024) de **M. Dan Biancalana** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

L'ancien Premier ministre italien, Enrico Letta, vient de remettre son rapport sur l'avenir du marché unique dans le cadre du sommet des chefs d'État et de Gouvernement de l'Union européenne à Bruxelles. L'objectif de ce rapport stratégique consiste à relancer le marché européen dans un temps, où l'Union européenne rencontre des difficultés notamment en matière de compétitivité et de marchés financiers. Les différentes pistes de réforme élaborées par Enrico Letta sont d'autant plus importantes si l'on considère le fait que l'UE a perdu de compétitivité sur le plan mondial.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre des Finances :

– Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent partager les réflexions élaborées dans ledit rapport ?

– Le cas échant, quels sont les points sur lesquels le Gouvernement prend une position critique ?

– De quelle manière le Gouvernement luxembourgeois entend-il s'impliquer au niveau de la mise en œuvre des pistes citées dans ledit rapport ?

**Réponse** (27/05/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Le Gouvernement luxembourgeois partage l'analyse de l'honorable Député que l'Union européenne doit regagner en compétitivité. Ainsi, le rapport rédigé par l'ancien Premier ministre italien, Enrico Letta, traite d'un sujet prioritaire pour l'agenda stratégique de l'Union européenne pour les années à venir.

Partant, le Gouvernement soutient les grandes lignes et ambitions dudit rapport, notamment l'importance de réduire davantage les barrières restantes entre nos économies. Vu son degré d'ouverture élevé, l'économie luxembourgeoise ne saura fleurir qu'au sein du marché unique. Par conséquent, le Gouvernement prend une position critique face aux éléments du rapport qui risquent de créer de nouvelles lourdeurs administratives.

Vu l'importance du sujet, le Gouvernement s'efforce à tous les niveaux, aussi bien au niveau national qu'européen, pour œuvrer en faveur d'un marché intérieur intégré, qui est indispensable pour assurer une économie compétitive qui crée des emplois et de la prospérité, tant nécessaire pour financer nos modèles sociaux et soutenir la transition digitale et verte.

**Cumul d'une pension anticipée avec des revenus d'une activité accessoire** | Question **0648** (23/04/2024) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

En ce qui concerne le cumul d'une pension anticipée avec des revenus d'une activité accessoire, le Code de la sécurité sociale prévoit des règles différentes selon qu'il s'agit d'une activité salariée ou non salariée.

En effet, s'il s'agit d'une activité accessoire salariée et que les revenus de l'activité dépassent la limite d'un tiers du salaire social minimum par mois, la pension est réduite – pour autant que ce revenu, cumulé avec la pension de vieillesse anticipée, ne dépasse pas un certain plafond ; s'il s'agit d'une activité accessoire non salariée et que les revenus de l'activité dépassent la limite d'un tiers du salaire social minimum par

mois, la pension est refusée ou retirée si le revenu provient.

Dans son arrêt n° 191 du 1er mars 2024, la Cour constitutionnelle, en réponse à une question préjudicielle, juge que cette « différence de traitement instituée par la loi au préjudice des bénéficiaires d'une pension de vieillesse anticipée exerçant une activité accessoire non salariée, qui encourent le refus ou le retrait de la pension de vieillesse anticipée en cas de dépassement des plafonds résultant de l'article 184, paragraphe 5, du Code de la sécurité sociale, la réduction de la pension de vieillesse anticipée pour cette catégorie n'étant pas prévue dans cette hypothèse, n'est pas conforme au principe d'égalité devant la loi consacré par l'article 10bis, paragraphe 1, de la Constitution ».

Conformément aux dispositions applicables, l'article en question du Code de la sécurité sociale a cessé d'avoir un effet juridique le lendemain de la publication de l'arrêt au Mémorial, à savoir en date du 8 mars 2024.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre est-elle au courant de l'arrêt de la Cour constitutionnelle précitée ?

2) Madame la Ministre a-t-elle l'intention de procéder à une modification du Code de la sécurité sociale pour adapter les dispositions concernées ? Si oui, dans quel sens et dans quels délais ?

3) Au cours des années, combien d'assurés ont fait l'objet d'un refus ou d'un retrait de la pension de vieillesse anticipée en application de l'article en question ?

4) Madame la Ministre considère-t-elle qu'il convient de prévoir une application rétroactive des nouvelles dispositions pour réparer les effets de cette inégalité traitement de façon rétroactive ?

**Réponse** (31/05/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale a bien connaissance de l'arrêt précité.

ad 2) Les adaptations nécessaires du Code de la sécurité sociale constituent une priorité et un projet de loi y afférent sera déposé dans les meilleurs délais.

ad 3) et 4) Le nombre de refus ou de retraits d'une pension vieillesse anticipée en raison de l'exercice en parallèle d'une activité non salariée plus qu'insignifiante ne peut pas être établi avec la précision requise. En effet, dès l'apparition d'un potentiel refus ou retrait, les assurés essaient de régulariser leur situation et de diminuer ou d'arrêter, le cas échéant, l'exercice de leur activité non salariée simultanée au bénéfice de l'obtention de leur pension de vieillesse anticipée.

En 2023, et sur base de recensements individuels opérés par les gestionnaires de dossiers, vingt cas de demandeurs ou de bénéficiaires d'une pension de vieillesse anticipée ayant généré un revenu non salarié en excès du tiers du salaire social minimum luxembourgeois, notamment au cours d'au moins un exercice précédent, ont été établis. Parmi ces vingt assurés figurent dix non-salariés ayant exercé leur activité non salariée depuis longtemps à l'étranger, en absence de toute activité au Luxembourg pendant de nombreuses années. Un seul assuré poursuivant une activité non salariée à l'étranger comptait une carrière luxembourgeoise récente. Ces onze assurés se sont vu refuser leur pension de vieillesse anticipée de la part de la CNAP.

Parmi les neufs résidents luxembourgeois poursuivant une activité non salariée significative recensés en 2023, quatre assurés ont renoncé à leur demande d'une pension de vieillesse anticipée. Les montants des revenus professionnels de deux assurés étaient tels que les pensions payées indûment dans le passé ont dû être remboursées, cependant la nature de l'activité professionnelle poursuivie par ces assurés n'était pas le facteur déterminant. Les trois assurés restants se sont vu retirer leur pension de vieillesse anticipée par une décision susceptible d'un recours. Aucune décision concernant un éventuel remboursement des montants indûment payés n'a cependant été lancée au vu de la question préjudicielle posée à la Cour constitutionnelle.

Les modalités d'un éventuel effet rétroactif des modifications destinées à adapter le Code de la sécurité sociale selon la réponse donnée feront l'objet d'une analyse détaillée lors de l'élaboration du projet de loi y relatif.

---

**Pool des assistants pédagogiques de l'ADEM** | Question **0651** (24/04/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Francine Closener** (LSAP)

La mesure « pool des assistants » pédagogique est une mesure de réinsertion professionnelle. Elle consiste à charger des demandeurs d'emploi d'assister les directeurs d'enseignement postprimaire dans la surveillance ainsi que les domaines périscolaires et administratifs. Les bénéficiaires de cette mesure doivent être inscrits comme demandeurs d'emploi auprès de l'ADEM et répondre à différents critères, dont notamment celui d'être détenteur soit d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires techniques, soit d'un diplôme luxembourgeois de technicien, soit d'un diplôme reconnu équivalent par le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et avoir suivi avec succès des études supérieures ou universitaires d'au moins une année.

Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et de Monsieur le Ministre du Travail :

1) Combien de jeunes demandeurs d'emploi disposant d'un des diplômes prémentionnés sont occupés dans les lycées et quel est leur nombre selon les différents diplômes énumérés ?

2) Quelles sont les tâches exactes dont sont chargés les assistants pédagogiques ?

3) Quelles sont les conditions contractuelles et quelles sont les rémunérations selon les différents diplômes ?

4) Combien de jeunes ont trouvé un emploi stable endéans les cinq dernières années par le biais de cette mesure ?

**Réponse** (07/06/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Au 31 mars 2024, 218 demandeurs d'emploi ont fait partie du « pool des assistants pédagogiques » :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 2) Les assistants pédagogiques sont engagés pour assister le directeur de l'établissement dans les domaines suivants :

– le maintien de la discipline par la surveillance des salles de classes, des salles spéciales, des cours de récréation, des structures d'accueil, etc. ;
– la tenue des études surveillées ;
– la surveillance des classes momentanément sans titulaire ;
– le remplacement de titulaires absents avec l'obligation d'occuper les élèves utilement ;
– la participation à l'organisation d'activités périscolaires.

Ils peuvent également être chargés de travaux administratifs, mais ne sont pas chargés de leçons d'enseignement, et ceci conformément au paragraphe (3) de l'article VII du chapitre 5 de la loi modifiée du 31 juillet 1995 relative à l'emploi et à la formation professionnelle.

ad 3) Les contrats des assistants pédagogiques sont conclus pour une tâche hebdomadaire de 40 heures et pour une durée de douze mois ; ils sont susceptibles d'être renouvelés pour une seconde et ultime durée de douze mois. Les trois mois après le commencement du travail sont à considérer comme période d'essai.

Les assistants pédagogiques bénéficient du régime des congés prévus pour les employés de l'État et d'une indemnité mensuelle égale au salaire social minimum pour travailleurs qualifiés au sens des dispositions des articles L. 222-1 à L. 222-10 de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail.

ad 4) Pour analyser l'insertion sur le marché de l'emploi des personnes ayant bénéficié de la mesure « pool des assistants pédagogiques », les personnes qui sortent de la mesure au cours de l'année ont été sélectionnées afin de voir quelle est leur situation un mois, trois mois, six mois et 12 mois après la fin de la mesure. Compte tenu du recul nécessaire pour observer l'insertion sur le marché du travail (12 mois), les personnes ayant accompli la mesure en 2023 ne sont pas incluses dans l'analyse (les dernières données actuellement disponibles à l'IGSS concernent janvier 2024).

Au total, 840 personnes ont bénéficié de la mesure « pool des assistants pédagogiques » au cours des années 2019-2022.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

---

**Rapport d'Europol sur les réseaux criminels en Europe** | Question **0652** (24/04/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Europol vient de publier un rapport qui a cartographié les pires réseaux criminels en Europe. Ce rapport a identifié pas moins de 821 réseaux criminels actifs sur le terrain de l'Union européenne en matière de trafic de stupéfiants, de fraude, d'atteintes aux biens, de trafic de migrants et bien d'autres.

1) Nous aimerions dès lors savoir des membres du Gouvernement si le rapport fait état des réseaux criminels actifs dans notre pays et le cas échéant lesquels et dans quels domaines.

2) Est-ce que nos autorités compétentes sont entrées en contact avec Europol pour s'assurer le partage des résultats détaillés de l'enquête Europol concernant notre pays aux fins d'investigations complémentaires ?

**Réponse** (15/05/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Il convient de noter que ce rapport d'Europol a été établi sur base des diverses contributions des

États membres de l'Union européenne, dont notamment le Luxembourg, ainsi que de 17 États partenaires non membres.

Les contributions des États membres de l'UE et des autres États partenaires hors Union européenne ont été faites sans indications de données personnelles. À côté de la version publique du rapport, il existe également une version restreinte.

ad 2) En ce qui concerne la deuxième question, nos autorités compétentes sont en contact permanent avec Europol, notamment par le biais de notre bureau de liaison à La Haye. En outre, si l'analyse dudit rapport et l'échange au niveau de la coopération policière subséquent révélaient par la suite que des réseaux criminels connus par d'autres pays sont actifs au Luxembourg et que ceux-ci ne font pas encore l'objet d'une enquête judiciaire au Luxembourg, la police judiciaire dressera, conformément aux dispositions de la coopération policière et de la procédure pénale, un rapport aux autorités judiciaires compétentes.

Sur le plan de l'Union européenne, des réflexions sont également en cours afin de donner une suite opérationnelle aux enseignements dudit rapport.

**Chômage par commune** | Question **0653** (24/04/2024) de **M. Dan Biancalana** | **M. Georges Engel** (LSAP)

En date du 22 avril 2024, l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) a publié les statistiques actuelles relatives au nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM. Le taux de chômage, corrigé des variations saisonnières, calculé par le Statec s'élève actuellement à 5,6 %.

Les tableaux interactifs annexés à la publication de ces chiffres ne donnent malheureusement aucun détail facilement interprétable sur la répartition du nombre de demandeurs d'emploi par commune respectivement sur la situation du taux de chômage par commune.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une liste reprenant une répartition du nombre de demandeurs d'emploi par commune et du taux de chômage par commune ?

2) Monsieur le Ministre est-il disposé à ce que l'ADEM intègre et publie ces données régulièrement lors de ses prochaines publications ?

**Réponse** (13/05/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1) Au 31 mars 2024, l'ADEM compte 17.654 demandeurs d'emploi résidents disponibles.

Voici la répartition du nombre de demandeurs d'emploi par commune :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu)*.

Ces données sont mises à jour mensuellement et disponibles sur le portail « Open Data » via cet hyperlien.

*(Hyperlien à consulter sur www.chd.lu.)*

Le taux de chômage par commune est quant à lui calculé par le Statec et publié annuellement. Les chiffres les plus récents sont pour l'année 2023 et sont disponibles en suivant cet hyperlien.

*(Hyperlien à consulter sur www.chd.lu.)*

Voici le taux de chômage par canton et par commune :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu)*.

ad 2) Les données concernant le nombre de demandeurs d'emploi résidents disponibles par commune sont mises à jour mensuellement et disponibles sur le portail « Open Data » via cet hyperlien.

*(Hyperlien à consulter sur www.chd.lu.)*

Le Ministre du Travail estime qu'une publication du taux de chômage par commune sur base annuelle est appropriée. Il est à noter que le taux de chômage par commune est calculé et publié par le Statec.

**Bilan du dispositif destiné à renforcer la présence policière à Luxembourg-ville** | Question **0656** (24/04/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Lors du City Breakfast du 23 avril 2024, Madame la Bourgmestre de la Ville de Luxembourg s'est déclarée satisfaite des premiers résultats du dispositif renforcé de la Police grand-ducale en cours depuis janvier 2024 en ce qui concerne les résultats relatifs à la mendicité.

Elle émet cependant aussi une critique envers la police, selon laquelle la consommation de drogue ne serait plus poursuivie. Surtout devant une école dans le quartier de la gare, ce qui ne serait pas tolérable selon elle. Les trafiquants de drogue seraient également présents dans le quartier de la gare ainsi qu'à différents arrêts du tram, par exemple sur la Place de l'Étoile. La presse écrite a quant à elle rapporté une délocalisation des activités des dealers vers un grand centre commercial situé à Bertrange. Selon la bourgmestre, la police devrait intensifier ses contrôles de manière plus significative.

Cela semble contredire vos propos tenus lors de la séance publique de la Chambre des Députés en date du 14 mars 2024 : « Ech rappeléieren nach eng Kéier, datt deen Dispositif spécial do ass, fir d'Drogebekämpfung, géint d'Immigration illégale, de Proxenetisme, fir d'Salubrité publique a géint d'Mendicité organisée ass. »

Au vu de ce qui précède, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quelles sont les raisons qui expliqueraient selon Monsieur le Ministre que les objectifs du dispositif policier spécial ne semblent pas être atteints sur le terrain ?

2) Quel est le bilan de Monsieur le Ministre en ce qui concerne la lutte contre les infractions liées aux stupéfiants dans le quartier de la gare ?

3) Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse de Madame la Bourgmestre selon laquelle le focus sur la mendicité empêche les agents de la police de poursuivre efficacement les infractions liées aux stupéfiants, par exemple devant les écoles ?

4) Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse de Madame la Bourgmestre, appuyée par les observations relayées par la presse, selon laquelle le dispositif de la police a eu comme effet la délocalisation des activités des dealers vers d'autres sites ?

**Réponse** (28/05/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Depuis le 15 janvier 2024, la police a déployé le dispositif spécial dans les quartiers Gare, Bonnevoie et Ville-Haute à Luxembourg, avec l'objectif d'assurer, entre autres sous forme de patrouilles pédestres, une présence policière régulière et visible dans les quartiers cités et à agir ainsi de manière positive sur le sentiment d'insécurité des citoyens.

L'objectif d'accroître la présence de la police dans ces quartiers, rendant les forces de l'ordre plus visibles et accessibles, a été pleinement atteint.

ad 2) En date du 16 avril 2024, la Police grand-ducale a publié un bilan des contrôles effectués dans le cadre du dispositif spécial.

Le bilan final du dispositif spécial pour la période du 15 janvier au 30 avril 2024 est le suivant :

– 2.363 contrôles policiers
– 1.071 contrôles de personnes
– 4 procès-verbaux portant sur la mendicité
– 30 procès-verbaux portant sur des signalements
– 24 autres portant sur la vérification d'identité, usage de faux, etc.
– 8 procès-verbaux de notifications d'étrangers (Fremdennotiz)
– 212 infractions au Code de la route
– placement au centre de rétention de 2 personnes
– 235 fois usage de l'article art. 5bis (garantie d'accès)
– 70 interpellations de trafiquants de stupéfiants
– 48 arrestations de trafiquants de stupéfiants (dans le quartier Gare).

De manière générale, des actions de grande envergure, des flagrants délits et interpellations de trafiquants présumés sont des actions couramment menées par la Police grand-ducale, afin de lutter contre le trafic de drogues à Luxembourg-ville.

Depuis début janvier 2024, 4 opérations de grande envergure ont été réalisées dans le quartier de la gare.

ad 3) S'agissant des propos de Madame la Bourgmestre que vous citez et selon lesquels Madame Polfer a déploré que « la consommation de drogue ne serait plus poursuivie », il convient de préciser que la police continue d'interpeller les consommateurs de stupéfiants et rédige des procès-verbaux qu'elle transmet aux autorités judiciaires aux fins d'éventuelles poursuites.

ad 4) Toute action continue de la police dans un certain domaine de criminalité en un lieu géographique déterminé peut impliquer le déplacement de ces phénomènes vers d'autres endroits en fonction de leur nature. Il convient de souligner que la police poursuit son travail de lutte contre le trafic de drogues dans toutes les régions.

**Promesse de poste en amont des élections législatives de 2023** | Question **0657** (24/04/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Récemment, l'ancien président du Syndicat national de la Police grand-ducale (SNPGL) Pascal Ricquier a déclaré dans la presse qu'un poste de conseiller de Gouvernement lui aurait été promis en échange de sa candidature sur la liste du CSV pour les élections législatives d'octobre 2023.

J'aimerais dès lors savoir de la part de Monsieur le Premier ministre :

– Monsieur le Premier ministre peut-il confirmer qu'une telle promesse ait été faite en amont des élections législatives de 2023 ?

**Réponse** (26/04/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

Le Premier ministre n'a pas connaissance d'une telle promesse.

**Manque de place dans le Palais de justice à Diekirch** | Question **0658** (24/04/2024) de **M. Charel Weiler** (CSV)

Le projet de loi n° 8299 portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire prévoit « un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature de l'ordre judiciaire » qui porte sur six années judiciaires. Un renforcement substantiel des ressources humaines de la justice luxembourgeoise est envisagé.

Dans son avis du 24 novembre 2023, le Parquet de Diekirch s'est dit préoccupé par le nombre insuffisant de juges d'instruction. Pour le surplus, le tribunal d'arrondissement de Diekirch se plaint, entre autres, d'un manque de greffiers.

Or, en raison d'un et compte tenu des recrutements qui auront lieu dans les prochaines années, l'acquisition d'un nouveau bâtiment est indispensable.

Au vu des développements qui précèdent, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Quand est-ce que le Gouvernement envisage d'augmenter le nombre de juges ainsi que de greffiers dans l'arrondissement judiciaire de Diekirch ?

2) Comment le Gouvernement compte-t-il remédier au manque de place dans le Palais de justice à Diekirch ? L'acquisition d'un nouveau bâtiment est-elle envisagée ?

**Réponse** (17/05/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Le projet de loi n° 8299 sur le programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature de l'ordre judiciaire, déposé le 23 août 2023, prévoit le renforcement des services de l'ordre judiciaire par la création de 194 postes supplémentaires de magistrat sur une période de 6 années judiciaires.

Sur base des avis des autorités judiciaires et du Conseil national de la justice, la Commission de la Justice de la Chambre des Députés a décidé la scission du projet de loi n° 8299 en deux projets de loi séparés :

– le projet de loi n° 8299A prévoit la création de 94 postes de magistrat pour les besoins des services de l'ordre judiciaire, postes qui sont répartis sur les années judiciaires 2024/2025, 2025/2026, 2026/2027 ;
– le projet de loi n°8299B prévoit la création d'un pôle de réserve de 100 postes de magistrat que le Conseil national de la justice pourra attribuer, en cas de besoin, aux services de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif.

En ce qui concerne l'arrondissement judiciaire de Diekirch, le projet de loi prévoit la création d'un nombre total de 17 postes de magistrats sur une période de 3 années judiciaires :

– tribunal d'arrondissement de Diekirch : 11 postes ;
– parquet auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch : 5 postes ;
– justice de paix de Diekirch : 1 poste.

Une fois les deux projets de loi votés par la Chambre des Députés, les postes nécessaires de greffiers, de secrétaires et de référendaires de justice seront attribués dans le cadre de l'enveloppe de postes prévus dans les budgets annuels du Ministère de la Justice pour ces différentes années.

ad 2) En ce qui concerne les localités du Palais de justice à Diekirch, il faut noter que des échanges ont eu lieu entre la présidente du tribunal d'arrondissement de Diekirch et le Ministère des Finances en vue d'occuper de nouveaux locaux.

Une surface supplémentaire de 1.000 m² à proximité sera louée prochainement et sera aménagée suivant les besoins du tribunal.

**Santé des enfants** | Question **0660** (25/04/2024) de **Mme Mandy Minella** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Une enquête de l'HBSC (Health Behaviour in School-aged Children) de 2022, ainsi que le rapport de l'OKaJu de 2023 et l'audit récent réalisé auprès de la médecine scolaire, indiquent tous les trois l'accumulation de problèmes de santé chez les enfants au Luxembourg. L'accès aux soins de santé, tant physiques que psychologiques, constitue également un défi.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quelles sont les mesures prévues pour améliorer les soins de santé de nos enfants ?

2) Madame la Ministre envisage-t-elle la mise en œuvre d'une stratégie nationale dédiée à la santé des enfants ?

3) Madame la Ministre, quel est son avis sur la proposition de l'OKaJu de mettre en place un coordinateur national de la santé infantile ?

4) Est-il envisagé de créer une plateforme nationale d'échange de bonnes pratiques et initiatives en matière de soins pédiatriques ?

5) Madame la Ministre, juge-t-elle utile de prévoir spécifiquement la profession de psychothérapeute pour enfants et adolescents dans la législature nationale afin d'améliorer l'accès aux soins de santé mentale des enfants ?

**Réponse** (07/06/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Les mesures en place semblent, selon les rapports cités, ne pas suffire, voire ne pas produire les effets désirés, d'où la nécessité de se pencher sur les raisons de cette insuffisance ou inefficacité, voire les possibilités d'y remédier. Le rapport sur la médecine scolaire indique un certain nombre de constats et évoque des pistes stratégiques à entamer.

ad 2) Les pistes évoquées par l'expert dans son rapport sur l'analyse de la médecine scolaire prône un changement de paradigme dans le sens où il indique qu'il nous faudra plutôt œuvrer pour un service de « santé scolaire » en réduisant les contrôles biannuels qui souvent se bornent à relever quelques paramètres médicaux essentiellement mis en place pour des dépistages. Les moyens libérés pourraient, dans son appréciation, être remplacés par des suivis conséquents des enfants et jeunes dont l'état de santé semble préoccupant d'un point de vue prévention.

ad 3) Le rapport de l'OKaJu est en train d'être analysé et sera sous peu discuté avec ses auteurs en vue de détecter les éléments à mettre en place tout en les intégrant dans les autres dispositifs déjà existants ou à créer.

ad 4) Dans le cadre des activités des conseils scientifiques des services nationaux de la KannerKlinik, des échanges continus ont lieu notamment pour la prise en charge des enfants. Font partie de ces conseils scientifiques les acteurs concernés des autres centres hospitaliers, ainsi que des experts étrangers et des représentants de la Direction de la santé.

ad 5) Selon l'accord de coalition « [...], le Gouvernement réexaminera la loi réglementant la profession de psychothérapeute et procédera, le cas échéant, à des adaptations ». Étant donné qu'il s'est avéré au cours des dernières années que les diplômes étrangers attestant que ses détenteurs sont formés pour assumer la profession de psychothérapeute pour enfants et adolescents ne revêtent pas les conditions de la loi modifiée du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute, une partie du réexamen devra concerner l'encadrement de la reconnaissance de ces diplômes.

**Consommation de viande** | Question **0662** (25/04/2024) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

An Däitschland huet d'„Bundesinformationszentrum Landwirtschaft" kierzlech matgedeelt, datt den duerchschnëttleche Joreskonsum vu Fleesch am Joer 2023 ëm 430 Gramm op 51,6 Kilogramm gefall ass. De gréisste Réckgang hätt et beim Rand- a Kallefleesch ginn (-5 %). Beim Gefligel huet den Informatiounszenter dogéint eng Hausse festgestallt (vun 12,2 op 13,1 Kilogramm).

An deem Zesummenhank wollte mir der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau folgend Froe stellen:

1. Gëtt et an deem Kontext vergläichbar Statistike fir Lëtzebuerg?

2. Wéi huet sech d'Fleeschproduktioun hei am Land an de leschten 10 Joer entwéckelt? Wéi vill Fleesch, dat heiheem produzéiert gëtt, gëtt an d'Ausland exportéiert?

3. a) Aus wat fir engen EU-Länner an Iwwerséilänner importéiere mer Fleesch?
b) Wat stellen dës Importer am gesamte Fleeschkonsum hei zu Lëtzebuerg duer?

4. Wéi hu sech d'Fleeschersatzprodukter am Verglach zum klassesche Fleeschkonsum entwéckelt?

**Réponse** (05/06/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Zu Lëtzebuerg gi järlech „Bilans d'approvisionnement" fir déi wichtegst landwirtschaftlech Produkter erstallt, wourënner och d'Fleesch fält. An dësem Bilan gëtt de Konsum vun de verschiddene Fleeschkategorië gerechent, andeems d'Exporter vun den Disponibilitéiten (Produktioun an Import) ofgerechent ginn. De Gesamtkonsum gëtt uschléissend duerch déi duerchschnëttlech Awunnerzuel vum jeeweilege Joer gedeelt:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Bei der Interpretatioun vun dësen Zuele muss ee beuechten, dass d'Frontalieren net fir d'Berechnung vum Pro-Kapp-Verbrauch kënne berücksichtegt ginn, se awer trotzdeem en Deel zum Verbrauch bäidroen.

ad 2. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3. a) Importer vu Fleesch (an iessbare Schluechtnieweprodukter) pro Joer an Dausenden EUR

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

D'Importzuelen aus Iwwerséilänner stellen déi Länner duer, wou Lëtzebuerg als Direktimportland figuréiert. Importer aus Iwwerséilänner, déi iwwer en anert EU-Land ofgewéckelt ginn, opgrond vun

internationalen Handelsaccorden oder net, si beim innergemeinschaftleche Wuereverkéier enthalen.

ad 3. b) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 4. Montant an Euro, deen d'Moyenne pro Stot vun den Ausgaben iwwert d'ganzt Joer duerstellt (2019–2023)

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Donnéeën zu Fleeschersatzprodukter sinn net verfügbar.

**Avortement** | Question **0664** (29/04/2024) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Aus der Dagespress vum 26. Abrëll geet ervir, dass am Joer 2023 1.043 Fraen sech fir eng Ofdreiwung an engem vun den dräi Zentre vum Planning Familial entscheet hunn. Dës Zuel bedeit laut dem Planning Familial eng weesentlech Hausse zum Joer 2022, wou nämlech 46 % manner Ofdreiwunge stattfonnt hunn.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Kann de Gesondheetsministère dës Zuele confirméieren?

2. Wéi vill Ofdreiwunge goufen ausserhalb vum Kader vum Planning Familial duerchgefouert? Zu wéi engem Zäitpunkt an der Schwangerschaft koum et zu besoten Ofdreiwungen?

3. Wat ass déi perséinlech Situatioun vun de Fraen, déi sech fir e Schwangerschaftsofbroch entscheet hunn? Wéi al si si? Wat ass hire Pays de résidence?

4. Wéi oft gouf „d'Pëll vum Dag dono" am Joer 2023 verkaf?

5. Huet de Gesondheetsministère Kenntnisser zu den Ursaache vun dëser signifikativer Hausse?

6. Wat ënnerhëlt de Gesondheetsministère, fir fir eng besser Datelag ze suergen?

**Réponse** (17/05/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Op[2] der Säit 14 vum Rapport d'activités vum Planning Familial steet, datt am Joer 2023, 1.034 Fraen eng Ofdreiwung gefrot hunn. Am Joer 2022 waren dat der nach 706, dat heescht, datt 46 % méi Demandë gemaach goufen.

Op där selwechter Säit gëtt da geschriwwen, datt 880 Ofdreiwunge geplangt goufen. Am Joer 2022 waren et der 653, wat dann am Verglach mat 2023 ee Plus vu 35 % ass.

De Planning Familial schreift dann als Kommentar dozou: „Les changements d'agrément délivré par le Ministère le Santé en 2021 et 2023 ont certes contribué à cette hausse, néanmoins, en l'absence de collecte de données systématiques au niveau national, aucune conclusion ne peut être tirée de ces observations."

ad 2. De Planning Familial publizéiert op där selwechter Säit follgend Zuelen:

– 713 IVG (+28 %) ont été pratiquées au Planning Familial jusqu'à 8 semaines depuis les dernières règles (8SA), soit 81 % (729 étaient planifiées).
– 135 femmes ont été transférées au CHL.
– 16 IVG ont été pratiquées à l'étranger, dont 5 hors délai.

[2] 2403_PF_RA_F2-1.pdf (pfl.lu)

Well et an der Nomenclature vun den Doktere keng spezifesch Akte gëtt, mat deenen een d'Zuel vun IVGe kéint retracéieren, kënnen d'Zuelen, déi de Planning Familial ugëtt a puncto CHL, net an de Fichiere vun der CNS retracéiert ginn.

ad 3. Dozou gëtt et keng Donnéeën.

ad 4. D'CNS huet keng Verkafszuelen. Hir Donnéeën erlaben et awer, d'Zuel vun den Ordonnancen opzestellen. Fir déi éischt 9 Méint vum Joer 2023 goufe 7.635 Ordonnancë fir 5.166 Patientinnen ausgestallt.

ad 5. An deem Kader verweise mer op de Kommentar vum Planning Familial. Well de Ministère selwer keng Donnéeën huet, kënne mer och keng Hausse feststelle respektiv kommentéieren.

ad 6. Déi Fro gëtt zesumme mat allen Acteuren an den nächste Méint diskutéiert.

**Oncologie pédiatrique au Luxembourg** | Question **0665** (29/04/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den 3. Oktober 2022 gouf et an der Chamber eng ëffentlech Sëtzung zu der Petitioun N° 2232 „Augmenter la capacité du service existant d'oncologie pédiatrique au Luxembourg", nodeems dës den néidege Seuil vun Ënnerschréfte kritt huet. Am Kader vun dëser Sëtzung gouf festgehalen, dass d'Servicer an d'Personal vum Service Oncologie pédiatrique an der KannerKlinik vum CHL sollen ausgebaut ginn.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Goufen déi zousätzlech Dokteren, bei deenen deemools ee Mangel festgestallt gi war, antëscht agestallt? Wat ass bis elo beim Ausbau vu sonstegem medezinnesche Personal geschitt? Respektiv wat ass den aktuelle Stand a wat ass nach an der Ëmsetzung oder an der Planung?

2. Wat ass bis elo am Ausbau vun der Unzuel vun de Better geschitt respektiv wat ass Stand aktuell nach an der Ëmsetzung oder an der Planung?

3. Ka mëttlerweil och eng Bestralung hei zu Lëtzebuerg ugebuede ginn oder mussen sech d'Kanner an d'Jugendlecher an hir Elteren dofir nach ëmmer an d'Ausland deplacéieren?

4. An der Sëtzung huet d'Ministesch gesot, dass extern Auditte mat dem Institut Gustave Roussy vu Paräis an dem Institut Jules Bordet vu Bréissel ugefrot gi sinn. Goufen dës zwee Auditte scho gemaach?
– Wa jo, wat ass d'Resultat vun dësen Auditten?
– Wann nee, wéini sollen dës gemaach ginn?

**Réponse** (07/06/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Wéi an der QP 7923 vum 24. Abrëll 2023 beschriwwen, sinn am Beräich Oncopediatrie zwee Pediateren am CHL agestallt an et gëtt aktuell kee weidere Besoin. D'Organisatioun vum Behandlungsparours pro Pathologie ass adaptéiert ginn an d'Pflegepersonal ass deementspriechend ugepasst ginn.

Et kënnen awer zu Lëtzebuerg net all Pathologië vu Kriibse bei de Kanner à charge geholl ginn, well déi néideg „masse critique" vu Fäll net ëmmer besteet. Dëst gouf och an der Analyse d'activité am Kader vum Audit vun den Experte bestätegt.

ad 2. Den Ausbau vum Service national d'onco-hématologie pédiatrique (SNOHP) ass fir Enn 2026 geplangt mat der Kreatioun vu 4 neien Dagesbetter, souwéi och 4 neien Akutbetter am Kader vun engem Erweiderungsprojet vun der KannerKlinik.

ad 3. Eng kurativ pediatresch Bestralung gëtt am Moment zu Lëtzebuerg net duerchgefouert fir Patienten ënnert 16 Joer, well spezifesch Kompetenzen néideg sinn a well ze wéineg pediatresch Patienten zu Lëtzebuerg eng Bestralung brauchen.

Eng palliativ pediatresch Stralentherapie ass fir d'Zukunft ugeduecht.

ad 4. Den Expert vum Institut Gustave Roussy (Paräis, Frankräich) begleet vun engem Member vum Plan cancer huet een Audit am Dezember 2022 duerchgefouert. Den Auditbericht gouf den Interesséierten am Juni 2023 presentéiert. Den Expert ënnerstëtzt de Service momentan weider a senger Entwécklung.

Een Haaptaspekt dobäi ass d'Aarbechtsstrukturéierung vum Service an d'Zesummenaarbecht mat Zentren am Ausland ewéi och mat verschiddenen nationale Partner.

Verschidden Aktioune sinn zënterhier amgaang:

– Intern an extern Aarbechtsgruppen tëschent den Haaptacteuren
– Ausschaffe vu Conventioune mat Zentren aus dem Ausland
– Ënnerstëtzung vum auslänneschen Expert mat reegelméissege Reuniounen.

**Registre des entrevues du Gouvernement** | Question **0667** (29/04/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Selon l'arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement, le Gouvernement doit tenir un registre des entrevues ayant eu lieu entre les membres du Gouvernement et des représentants d'intérêts ou des tiers. Ce registre inclut les entrevues sollicitées sur initiative des membres du Gouvernement et celles sollicitées sur l'initiative des représentants d'intérêts ou des tiers, pour autant que ces entrevues aient eu comme objet la recherche d'une prise d'influence sur les activités législatives ou réglementaires du Gouvernement.

L'arrêté prévoit la publication des informations relatives à ces entrevues dans les meilleurs délais et au plus tard six semaines après l'entrevue sur le site Internet du Gouvernement.

Or nous constatons qu'aucune entrevue ayant eu lieu après le 20 février 2024 n'est actuellement publiée sur le registre des entrevues. Quant au registre des entrevues des conseillers de Gouvernement avec les représentants d'intérêts tiers, il ne comporte qu'une seule entrée.

J'aimerais dès lors savoir de la part de Monsieur le Premier ministre :

– Quelles sont les raisons qui expliquent le retard de la mise à jour du registre des entrevues du Gouvernement et celui des conseillers de Gouvernement sur www.gouvernement.lu ?

**Réponse** (07/05/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

Pour des raisons administratives, le registre des entrevues des membres du Gouvernement/des conseillers adjoints au Gouvernement rencontre actuellement un retard de quelques semaines. Par ailleurs, suite au changement du Gouvernement, certaines personnes en charge du traitement des entrevues dans les départements ministériels se trouvent encore dans une phase de familiarisation.

Conformément aux termes de l'accord de coalition, le Gouvernement s'engage à simplifier et à alléger les procédures administratives, tout en encourageant

la digitalisation et la modernisation du service public. Un accent particulier sera mis sur la proximité, la transparence et l'efficacité. Dans ce contexte, la procédure administrative relative au registre des entrevues est en cours d'analyse afin de la rendre conforme à ces principes. Le Ministère d'État a notamment mandaté le CTIE en vue d'apporter les changements nécessaires à l'application informatique y relative.

Veuillez trouver sous le lien suivant une version actualisée dudit registre :

https://gouvernement.lu/fr/systeme-politique/gouvernement/deontologie-declarationsregistres/2023-2028/registres-entrevues.html.

**Accord sur les pandémies de l'OMS** | Question **0668** (29/04/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N°0414, huet d'Madamm Gesondheetsminister sech op déi neiste Versioun vum „WHO pandemic agreement" bezunn. Déi Entwécklungen a Verbesserungen am Text kann ee begréissen. Et stelle sech awer och an der neier Versioun nach eng Rei Froen.

Dowéinst géing ech der Regierung gär follgend Froe stellen (Zitater aus dem WHO pandemic agreement A/INB/9/3 vum 13. Mäerz 2024 si kursiv geschriwwen):

1. „Recognizing that the World Health Organization is fundamental to strengthening pandemic prevention, preparedness and response, as it is the directing and coordinating authority on international health work."
Wéi interpretéiert d'Regierung dat Wuert „directing" an „authority"? Wat bedeit dat am Verhältnis zu der nationaler Souveränitéit? Wéi eng Konsequenzen huet déi Ausso am Fall vun enger Pandemie fir déi vereenzelt Länner?

2. Kapitel 2 Artikel 18 Punkt 1: „Each Party shall promote timely access to credible and evidence-based information on pandemics and their causes, effects and drivers, with the aim of countering and addressing misinformation or disinformation, particularly through risk communication and effective community-level engagement."
Gesäit d'Regierung hei keng Gefor vun enger Zensur? Wéi a vu wiem sollen d'Wierder „misinformation" an „disinformation" definéiert ginn, zemools an engem Kontext, wou et ënnerschiddlech wëssenschaftlech Approchë ka ginn? Léiert eis d'Erfarung aus der leschter Pandemie net, eng Pluralitéit vu Meenungen zouzeloossen?

3. Kapitel 2 Artikel 18 Punkt 4: „The Parties shall exchange information and cooperate, in accordance with national law, in preventing misinformation and disinformation, and endeavour to develop best practices to increase the accuracy and reliability of crisis communications."
Wéi soll dëse Punkt um Terrain ëmgesat ginn? Wat stellt sech d'Regierung heirënner vir, dëst och mat Bezuch op déi Fro Nr. 2 hei uewendriwwer? Wéi steet dat am Aklang mat dem Recht op Meenungsfräiheet, dat an der Verfassung verankert ass?

4. Kapitel 2 Artikel 20:
– Punkt 4: „The Mechanism shall include a pooled fund to provide financing to support, strengthen and expand capacities for pandemic prevention, preparedness and response, and a necessay for day zero surge response, in Cooperating Parties that require financial support. The fund may include sources from monetary contributions received as part of operations of the PABS System, voluntary funds from both State and non-State actors and other contribution to be agreed upon by the Conference of the Parties."
– Punkt 6b: „establish, as necessary, following a mandate from the Conference of the Parties, working arrangements with relevant identified financing instruments and entities to facilitate their alignment with the Financial and Implementation Strategy."
Domat besteet nach ëmmer de Risiko vum Afloss vu kommerziellen Entitéiten op d'Gesondheetspolitick. Wéi steet d'Regierung zu deene Punkten an deem Risiko? Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir dëse Risiko ze minimiséieren?

5. Kapitel 3 Artikel 27 Punkt 2: „Notwithstanding paragraph 1 of this Article, no reservation may be made to Article XX, Article YY, or Article ZZ of the WHO Pandemic Agreement."
Wéini gëtt festgeluecht, duerch wéi eng Artikelen den „XX", „YY", „ZZ" ersat ginn? Hunn déi verschidde Memberlänner Zäit, dëst nach eng Kéier ze negociéieren? Wéi ass den ablécksleche Stand vun där Diskussioun?
Ass d'Regierung bereet, konform zum Artikel 27 Punkt 2 Virbehalter festzehalen, wéi z. B. den Artikel 18 – Punkt 1 a 4 net ze applizéieren, sou datt kee Risiko vun Zensur kéint entstoen?

**Réponse** (17/05/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

D'WHO huet keng Autoritéit, fir Staaten eppes ze imposéieren. Wärend engem internationale Gesondheetsnoutstand kann d'WHO Recommandatiounen un d'Länner erausginn. Dës sinn net rechtlech verbindlech an d'Länner si fräi, de Rotschléi ze follegen oder net. Am Zousaz, Artikel 24, steet kloer, dass:

„Nothing in the WHO Pandemic Agreement shall be interpreted as providing the WHO Secretariat, including the WHO Director-General, any authority to direct, order, alter or otherwise prescribe the national and/or domestic laws, as appropriate, or policies of any Party, or to mandate or otherwise impose any requirements that Parties take specific actions, such as ban or accept travellers, impose vaccination mandates or therapeutic or diagnostic measures or implement lockdowns."

De Rescht vun de Froe baséieren net op der aktueller Versioun vum Text (Document A/INB/9/3 Rev. 1 from 22 April 2024) a keent vun den Elementer, déi an de Froen opgeworf ginn, ass an der an dësem Saz zitéierter Versioun vum Text virgesinn.

**Appels téléphoniques de choc** | Question **0669** (29/04/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

L'arnaque de « l'appel téléphonique de choc » est une tactique utilisée par les escrocs pour induire les victimes en erreur et les inciter à fournir des informations personnelles ou à effectuer des paiements. Dans cette arnaque, les fraudeurs utilisent des appels téléphoniques où ils prétendent qu'il y a une urgence, comme un membre de la famille en détresse, une dette impayée ou une affaire juridique urgente.

Les malhonnêtes, qui se font passer dans certains cas pour des agents de la police, profitent du sentiment de détresse engendré par l'appel afin de demander des informations personnelles, des numéros de carte de crédit ou des virements d'argent. Ces appels peuvent sembler crédibles car les escrocs peuvent utiliser des techniques de manipulation émotionnelle pour inciter les victimes à agir impulsivement.

La presse ayant récemment relaté le cas d'une personne concernée par ce type d'appel, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Combien de cas de tentatives d'arnaque au moyen de l'appel choc ont été documentés au cours des deux dernières années ?

2) La Police grand-ducale informe sur son site Internet sur la pratique des appels téléphoniques de choc. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une campagne d'information d'une envergure plus importante soit de mise ?

3) Est-ce que des auteurs d'appels téléphoniques de choc ont pu être identifiés au cours des deux dernières années ? Dans l'affirmative, dans combien de cas ?

**Réponse** (31/05/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

L'honorable Député se renseigne sur le phénomène des « appels téléphoniques de choc ».

ad 1) « L'appel téléphonique de choc » (Schockanruf) consiste à utiliser des techniques de manipulation émotionnelle et à créer un sentiment de détresse émotionnel pour extorquer de l'argent des victimes. Les auteurs tentent de mettre leur victime dans une situation de stress intense en prétendant par exemple qu'un membre de leur famille se trouverait en garde à vue et ne pourrait être libéré seulement sous caution. Dans ce mode opératoire, les victimes choisies sont le plus fréquemment des personnes âgées, souvent facilement influençables. Le but est d'obtenir physiquement de l'argent liquide et/ou des objets de valeur via des intermédiaires chargés de la collecte.

En ce qui concerne le nombre de cas de tentatives d'arnaque au moyen d'appels de choc documentés au cours des deux dernières années :

– En 2022, dix cas d'appels de choc ont été rapportés aux services de police. Dans quatre cas, une remise d'argent a eu lieu.
– En 2023, douze cas d'appels de choc ont été rapportés aux services de police. Dans deux cas, une remise d'argent a eu lieu.
– Entre le 1er janvier 2024 et le 7 mai 2024, huit cas d'appels de choc ont été enregistrés avec une remise d'argent.

ad 2) Des campagnes de sensibilisation spécifiques sur ce phénomène sont menées activement depuis plusieurs années, dont la campagne récente du 26 avril 2024. Le service de prévention de la Police grand-ducale a promu une action nationale de sensibilisation intitulée « Schockuriff och zu Lëtzeburg e Problem » sur le site Internet rtl.lu avec une multitude d'exemples concrets, ainsi que des témoignages anonymes de victimes dans le but de sensibiliser la population à ces phénomènes. Des campagnes de sensibilisation de ce type sont organisées et présentes dans les médias chaque fois que la police enregistre plusieurs nouveaux cas.

On peut mentionner également la communication de la police « D'Police warnt viru sougennante Schockuriff » du 19 mars 2024 sur le site Internet RTL. En 2023, au moins deux messages de sensibilisation eurent lieu. On rappellera également l'importance de la campagne de sensibilisation de juin 2023 intitulée « Léif Boma, léiwe Bopa, loosst iech net beducksen » présentée conjointement par le Ministère de la Famille et de l'Intégration et le Ministère de la Sécurité intérieure.

Depuis l'apparition de ce nouveau phénomène en 2022, la police constate que ces escroqueries réussissent de moins en moins souvent. Cette tendance à la baisse peut s'expliquer entre autres par le succès des campagnes de sensibilisation à ce type d'arnaque.

ad 3) Dans le domaine des escroqueries dites « appel de choc », il existe une coopération internationale

exemplaire sous la direction de l'agence européenne Europol. Depuis 2023, des actions communes ont permis de nombreuses arrestations et confiscations de sommes d'argent importantes. Ce succès a été relayé par différents communiqués de presse d'Europol.

Au Luxembourg, plusieurs intermédiaires chargés de venir récupérer de l'argent liquide, des valeurs ou des moyens de paiement ont été identifiés et interpellés. Il est important de souligner cependant que les auteurs principaux demeurent à l'étranger, souvent dans des pays où l'entraide judiciaire est plus difficile.

**Réduction du temps de travail pour faire du sport** | Question **0670** (29/04/2024) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Il m'est revenu que récemment lors de la table ronde « New Ways of Working » organisée par la Fédération des jeunes dirigeants, le Ministre des Sports a clairement annoncé que les agents du Ministère des Sports sont dispensés d'une voire de deux heures de travail par semaine afin d'exercer une activité physique ou du sport. De même, il paraît que cette mesure s'applique aussi aux agents de l'Institut national de l'activité physique et des sports (INAPS). S'il est vrai que toute activité physique est bénéfique pour la santé mentale et physique de chacun, je souhaite néanmoins poser dans ce contexte les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports, à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Monsieur le Ministre des Sports peut-il confirmer cette annonce ? Si oui, cette réduction de temps de travail s'applique-t-elle à tous les agents et comment est-elle exactement réglementée ?

2) Monsieur le Ministre du Travail peut-il dès lors confirmer qu'il plaide en faveur d'une réduction du temps de travail généralisée ou uniquement au sein de la fonction publique ?

3) Monsieur le Ministre de la Fonction publique peut-il confirmer qu'une réduction du temps de travail sera dès lors généralisée au sein de la fonction publique ? Si non, quelles sont les raisons et les règlements qui déterminent que les agents du Ministère des Sports et de l'INAPS peuvent bénéficier d'une réduction de temps de travail ? S'agit-il d'une nouvelle mesure spécifique ?

**Réponse** (28/05/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports, Ministre du Travail | **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

ad 1) « Les bienfaits de l'activité physique et des sports ne sont plus à démontrer et leur importance pour la société, la santé et l'économie est indiscutable. Le Luxembourg n'échappe pas pour autant au problème croissant de sédentarité et d'inactivité physique, qualifié d'épidémie du 21e siècle par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les conséquences de cette inactivité sont une augmentation des hospitalisations, des visites médicales et des maladies comme par exemple les maladies coronariennes et certains types de cancer ou encore des maladies mentales.

Le coût économique de cette inaction est considérable, avec des estimations de plusieurs millions d'euros en termes de coûts de soins de santé et de pertes de productivité du travail. » Cet extrait de l'accord de coalition souligne l'importance d'une politique innovatrice et proactive en matière de promotion de l'activité physique et des sports.

Néanmoins, le Ministre des Sports ne peut pas confirmer que les agents du Ministère des Sports « sont dispensés d'une voire de deux heures de travail par semaine afin d'exercer une activité physique ou des sports ».

L'Institut national de l'activité physique et des sports (INAPS), en revanche, face aux défis de changement et de charge de travail de ses agents suite à l'entrée en vigueur de sa loi-cadre le 1er octobre 2023, a initié un projet pilote visant à observer l'impact d'une promotion proactive de la part de l'employeur de l'activité physique et de sports sur l'indice de gestion de la santé et du bien-être.

Le projet pilote est limité à une durée de 6 mois, durée pendant laquelle toute séance d'activité physique et sportive se déroulant dans ce cadre est approuvée au préalable par le supérieur hiérarchique et documentée par l'agent.

Il s'agit d'une mesure proactive s'inscrivant dans la lignée stratégique des recommandations de l'OMS sur le lieu de travail visant au renforcement de la santé physique et mentale dans le cadre de la prévention des maladies chroniques à long terme et non d'une réduction du temps de travail.

ad 2) Le Ministre du Travail ne plaide pas en faveur d'une réduction du temps de travail, ni généralisée, ni limitée à la fonction publique.

ad 3) Le Ministre de la Fonction publique ne confirme pas qu'une réduction du temps de travail sera généralisée. En l'espèce, il s'agit d'un projet pilote de l'INAPS limité dans le temps.

**Accélération des procédures liées à la construction** | Question **0671** (29/04/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Déi nei Regierung huet sech op de Fändel geschriwwen, fir d'Prozeduren am Bau ze vereinfachen an d'Bauen esou ze beschleunegen. An deem Kader freet een sech dann, wou een dës ka beschleunegen. Dëst fir d'éischt beim Staat selwer, wou vill verschidden Acteure mussen zesummeschaffen, dëst zum Beispill am Kader vum Bau vu Centres culturels, Schoulen an anere Gebaier.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir den Interieur, Aarbecht, ëffentlechen Déngscht a Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi schafft den SNSFP, d'ITM an zum Beispill de CGDIS bei staatleche Projeten zesummen? Bei wéi engen Etappen ass dëst de Fall?

2. Wéi eng Ressourcen a Prozedure kéint een hei zesummeleeën, fir d'Prozedur insgesamt ze beschleunegen?

3. Falls d'Regierung heizou nach keng Ausso ka maachen, wäert si dës Analys dës Legislaturperiod maachen? Falls jo, bis wéini? Falls nee, firwat net?

**Réponse** (04/06/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

ad 1. Et gëtt eng permanent Zesummenaarbecht tëschent dem CGDIS, der Inspection du travail et des mines (ITM) an dem Service national de la sécurité dans la fonction publique (SNSFP). De CGDIS proposéiert dem Demandeur vun enger Baugeneemegung, gemeinsam Reunioune mat de betraffenen Acteuren ze organiséieren, dëst mam Zil, sech fréizäiteg ofzestëmmen an dem Bauhär domat Planungssécherheet ze ginn.

D'ITM an de CGDIS baséieren sech an hirer jeeweileger Missioun op déi nämmlecht Texter. Et ass haut allerdéngs nach esou, dass all Acteur säin Avis separat muss ofgi respektiv seng Autorisatioun ausstellt.

Dem CGDIS ass et iwwer déi lescht knapp 6 Joer gelongen, sech duerch seng praktesch Erfarungen a Kompetenzen an der Brandbekämpfung als den Haaptacteur am Beräich vum präventive Brandschutz ze etabléieren.

Am Kader vum Erstelle vu sengem Avis analyséiert de CGDIS den Dossier souwuel wat d'Sécherheetsufuerderunge fir d'Notzer vum Gebai, wéi och fir d'Pompjeeë selwer, ugeet. Eng séier a sécher Evakuatioun vun de Benotzer ass domat garantéiert, grad wéi och en effektiven Asaz vun de Pompjeeën.

Des Weidere gëtt et säit der Mise en vigueur vum modifizéierte Gesetz vum 10. Juni 1999 betreffend „établissements classés" Aarbechtsgruppen tëschent der ITM an dem CGDIS, déi bei der Elaboratioun vun neie gemeinsame Virschrëften – respektiv bei den Upassunge vu bestoende gemeinsame Virschrëften – d'Evolutioun vun der Technik betruechten (z. B. am Holzbau, bei Parkingen, bei Fotovoltaikinstallatiounen etc.).

Dobäi kënnt, datt iwwert den Artikel 104 vum modifizéierte Gesetz vum 27. Mäerz 2018 betreffend d'Organisatioun vun der Sécurité civile d'Commission consultative de prévention d'incendie (CCPI) instauréiert gouf.

Dës Kommissioun ass, duerch Representante vun de betraffene Ministèrë respektiv Verwaltungen (ë. a. CGDIS, SNSFP an ITM) esouwéi Utilisateuren (OAI, Bâtiments publics etc.) besat. Si kann Avisen iwwert all méiglech Froe betreffend d'Applikatioun vu Konzepter an der Prévention incendie, neie Reegele respektiv Modifikatioune vu bestoende Reegele souwéi Evolutioune vun architekturalen a konstruktiven Technike ginn.

Een anert Beispill sinn d'Maison-relaisen an der Schoul, do gëtt et säit dem 15. Juli 2016 eng Circulaire vun enger harmoniséierter Prozedur, déi detailléiert d'Zesummenaarbecht vun den Autoritéite mat de Bauhären an deem Beräich beschreift.

D'Zesummenaarbecht fënnt also esouwuel am Virfeld vun de Projete statt, wéi awer och wärend der Projetsphas.

Bei Projeten, déi ënnert d'Kommodosgesetz falen, gi reegelméisseg Reuniounen organiséiert, wou déi verschidden Autoritéite mam Bauhär respektiv Architekt zesummekommen. A ville Fäll, a besonnesch bei Projeten, déi ënnert d'Kommodosgesetz falen, mee net nëmmen, mussen d'Projete mat der Zilgeebung vum jeeweilege Gesetz individuell gekuckt ginn.

ad 2. Am Kader vum Aarbechtsgrupp fir déi administrativ Vereinfachung, dee vun der Regierung no der „réunion nationale logement" aberuff gouf, gi momentan Iwwerleeunge gefouert, wéi d'Prozeduren, déi de Bausecteur betreffen, vereinfacht a verbessert kënne ginn. D'Zesummeleeë vun dëse Ressourcen a Prozeduren tëschent de verschiddenen zoustännegen Acteuren am Bau erméiglecht et, d'Prozeduren ze vereinfachen an d'Bauen esou ze beschleunegen. Och am Beräich vun der Sécherheet gi sech Gedanken iwwer Vereinfachunge gemaach, déi souwuel prozeduraler wéi och inhaltlecher Natur sinn.

Dëst betrëfft dann och d'Erstelle vun Avisen an Autorisatiounen, wou follgend Mesuren analyséiert ginn:

1. eng besser Harmonisatioun vun den ëffentleche Consultatiounsprozeduren;
2. eng eenzeg Ulafstell fir de Bausecteur, fir Projeten anzereechen;

3. eng Vereinfachung vun der Reglementatioun am Zesummenhang mat der Konstruktioun an dem präventive Brandschutz mat enger méiglecher Kodifikatioun an enger objektiver Approche.

Ervirzehiewen ass, dass de CGDIS deen eenzegen Acteur am Domaine vun der Sécherheet ass, deen iwwer Wëssen, Erfarung a Kompetenz an de Beräicher Brandbekämpfung a Brandschutz verfüügt a fir quasi sämtlech Bauprojete ka consultéiert ginn, onofhängeg vun der Gréisst oder der Notzung (aktuell Ausnamen: Eefamilljenhaiser a Bi-familiales).

Duerch seng Missiounen ass de CGDIS och den zoustännegen Acteur, deen d'Objektiver vun der Präventioun definéiert. Et geet heibäi ëm:

– d'Verhënnere vun der Brandentsteeung;
– d'Verhënnere vun der Brandausbreedung;
– déi sécher an effikass Evakuatioun vu Mënsch an Déier; d'Erméigleche vun enger effektiver Brandbekämpfung.

ad 3. Et ass virgesinn, dass den uewe genannten Aarbechtsgrupp deemnächst dem Regierungsrot seng Conclusioune wäert presentéieren.

**Statistiques dans le domaine du dépistage des cancers** | Question **0673** (29/04/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Malgré un quasi-monopole du Laboratoire national de santé (LNS) dans le domaine du dépistage des cancers, il paraît que les statistiques de notre pays en matière de nouveaux cancers et de cancers en général sont plus que lacunaires et obsolètes.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

– Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations ?

– Quelles sont le cas échéant les mesures envisagées pour doter le pays de statistiques récentes sur les cancers en général, leur nature ainsi que leur répartition géographique ?

– Madame la Ministre entend-elle charger l'Observatoire national de la santé, nouvellement créé, de ce dossier ?

**Réponse** (10/05/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Malgré un quasi-monopole du Laboratoire national de santé (LNS) dans le domaine du dépistage des cancers, il paraît que les statistiques de notre pays en matière de nouveaux cancers et de cancers en général sont plus que lacunaires et obsolètes.

Par règlement grand-ducal du 18 avril 2013, le Ministre ayant la Santé dans ses attributions, a établi le Registre national du cancer (RNC), qui est un registre basé sur la population entière du pays et qui collecte des données à partir de sources multiples (registres hospitaliers du cancer, Laboratoire national de santé (LNS), programmes nationaux de dépistage, Contrôle médical de la sécurité sociale, Caisse nationale de santé (CNS), Régime commun d'assurance maladie des communautés européennes (RCAM), Direction de la santé (certificats de décès), Registre de l'état civil, laboratoires privés d'analyses médicales). De ce fait, il a intégré d'office l'ancien Registre des tumeurs existant avant cette date au LNS dans le RNC nouvellement créé.

Cependant, la principale source de données du RNC sont actuellement les établissements hospitaliers traitant des patients atteints d'un cancer. Les autres sources, dont le LNS, sont toujours nécessaires pour garantir l'exhaustivité du RNC. Afin d'intégrer l'ensemble des données dans le respect de la loi et de la protection des données, un flux de données précisément défini et une pseudonymisation efficace sont nécessaires.

Le Ministre ayant la Santé dans ses attributions a mandaté en 2013 par voie de convention le Luxembourg Institute of Health (LIH) de la mise en œuvre du RNC. Par la suite, le service RNC au LIH a établi un réseau de collaboration national et international très étendu, a acquis une grande expertise en épidémiologie des cancers, en gestion de registre et en informatique médicale, tous essentiels pour le bon fonctionnement du RNC. En tant que le plus jeune Registre du cancer en Europe, le RNC a maintenant toutes les compétences pour produire des données de haute qualité en cancérologie ainsi que d'être l'expert en épidémiologie des cancers et du flux de données au niveau national.

Les données les plus récentes disponibles à ce jour au niveau du RNC proviennent de l'année 2021. En moyenne, les registres de cancers en Europe publient les données rétrospectives entre 1-3 ans après le diagnostic. Des données des cancers chez l'enfant ont pu être publiées par le RNC pour les années 2014-2022. Des données multi-annuelles sur les cancers du sein sont en cours de publication.

Des efforts majeurs sont en cours au RNC pour augmenter la disponibilité des données les plus récentes. La Direction de la santé, ainsi que le deuxième Plan national cancer soutiennent ces efforts.

La mission légale de l'Observatoire national de la santé n'inclut pas la collecte de données en cancérologie et de ce fait, il n'a pas de mission primaire dans le domaine du cancer. Il pourra cependant utiliser les données recueillies et traitées par le LIH pour des analyses secondaires.

**Délais d'attente pour un rendez-vous pour un examen d'ostéodensitométrie** | Question **0674** (30/04/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

L'ostéodensitométrie est un examen d'imagerie médicale qui mesure la densité des os et permet de diagnostiquer l'ostéoporose due entre autres à l'âge et à certains traitements pharmaceutiques. Ce diagnostic permet de prescrire un traitement adapté destiné à réduire le risque de fractures.

Actuellement les délais d'attente pour un rendez-vous pour un examen d'ostéodensitométrie peuvent atteindre un an et demi ou même plus en dehors des plages réservées aux examens prescrits par les spécialistes des disciplines médicales spécifiquement concernées.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quelles sont les raisons des délais excessifs pour un rendez-vous pour un examen d'ostéodensitométrie ?

2) Est-ce que l'acquisition d'équipements supplémentaires inscrite dans la loi du 22 décembre 2023 portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière en vue d'autoriser l'État à participer au financement des gardes et astreintes des médecins hospitaliers dans les centres hospitaliers et les établissements hospitaliers spécialisés a déjà été réalisée ?

3) Une extension des plages horaires pour les examens d'ostéodensitométrie sur les équipements disponibles est-elle envisagée ?

**Réponse** (07/06/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) L'ostéoporose est une maladie fréquente dont les conséquences sont importantes en termes socioéconomiques, en termes de mortalité et de morbidité. La mesure de la densité minérale osseuse par DXA (absorptiométrie biphotonique à rayons-X) est l'examen de référence pour le diagnostic de l'ostéoporose en dehors des fractures objectivées. Jusqu'à ce jour, un seul appareil est exploité au Luxembourg, il se trouve aux HRS – site ZithaKlinik. L'examen est complété par une consultation avec un médecin spécialiste en rhumatologie. Cette procédure permet de garantir un niveau de qualité des prestations en termes d'interprétation des résultats avec personnalisation liée au contexte médical du bénéficiaire de traitement recommandé et de suivi de celui-ci, le cas échéant. En raison du nombre restreint de rhumatologues exerçant au Luxembourg et malgré qu'en 2023 environ 6.500 actes ont été réalisés, la demande implique que les délais d'attente sont de l'ordre de 12 à 15 mois.

ad 2) Par la loi du 22 décembre 2023 portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers, 3 équipements de mesure de la densité minérale osseuse par DXA sont désormais autorisés. Une demande pour l'acquisition d'un ostéodensitomètre additionnel a été introduite par un hôpital et est actuellement en cours d'instruction. Dès avis favorable de la Commission permanente pour le secteur hospitalier et du Collège médical une autorisation d'acquisition et de subventionnement y relative pourra être émise.

ad 3) La nécessité ou non d'un élargissement des plages horaires pourra être mise à l'étude dans le cadre d'une réflexion globale dans le contexte de la mise en usage du ou des nouveaux appareils.

**Échanges avec la CGFP** | Question **0675** (30/04/2024) de **Mme Corinne Cahen** | **M. Fernand Etgen** (DP)

D'Press mellt vun enger Manifestatiounsversammlung vun der Staatsbeamtegewerkschaft CGFP den 29. Abrëll 2024, wou der Regierung virgehäit gëtt, „mam soziale Fridden ze spillen". Vum Minister vun der Fonction publique gëtt behaapt, hie wier „ënnergetaucht".

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir den ëffentlechen Déngscht an dem Här Premierminister follgend Froe stellen:

– Wéi vill Entrevuen hat de Minister vum ëffentlechen Déngscht perséinlech bis ewell mat der CGFP oder Ënnerorganisatioune vun der CGFP? A wéi engem Kader hunn déi Entrevuë stattfonnt a wat stoung um Ordre du jour vun deene Reuniounen?

– Huet de Premierminister d'Staatsbeamtegewerkschaft scho gesinn? Falls jo, wat waren d'Sujete vun den Entrevuen?

– Als gréissten Employeur vum Land huet den ëffentlechen Déngscht och säin eegene Ministère. De Koalitiounsaccord beseet „Le Gouvernement s'engage à promouvoir l'égalité des droits et la représentation équilibrée au sein du service public". Awéiwäit gëtt d'Staatsbeamtegewerkschaft an esou Iwwerleeunge mat agebonnen?

**Réponse** (13/05/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique | **M. Luc Frieden,** Premier ministre

Wat de Fong ubelaangt, ass dëse Sujet am Kader vun enger Aktualitéitsstonn den 2. Mee 2024 am Detail am Plenum vun der Chamber vum Minister fir

d'Fonction publique beäntwert ginn, dat och a Präsenz vun den honorabelen Deputéierte Corinne Cahen a Fernand Etgen.

Am Kader vum Sozialdialog tauscht d'Regierung sech iwwer all wichteg Sujete mat de Sozialpartner aus.

Wat den Detail vun den Entrevuë betrëfft, hat de Minister fir d'Fonction publique vun Ufank vun der Legislaturperiod bis haut 2 Entrevuë mat der CGFP:

– de 24.11.23 – éischten Echange am Kader vun enger Visite de courtoisie um Siège vun der CGFP;
– de 25.1.24 – am Ministère fir d'Fonction publique, um Ordre du jour stoungen, op Propositioun vun der CGFP, den „Avant-projet visant à mettre en œuvre le point 10 de l'accord salarial conclu le 9 décembre 2022 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et la Confédération générale de la fonction publique" an de „Projet de loi n° 7644 relatif à l'aménagement du temps de travail dans la fonction publique";

an eng drëtt Entrevue ass fir de 16. Mee 2024 virgesinn.

De Premierminister hat 2 Entrevuë mat der CGFP:

– de 5. Mäerz 2024 – zesumme mat de Gewerkschaften OGBL an LCGB. D'Diskussioun ass ëm déi generell wirtschaftlech a sozial Situatioun zu Lëtzebuerg gaangen, dorënner de Logement;
– de 15. Abrëll 2024 – nationale Sozialdialog am Kader vum Semestre européen.

Op Ufro vun de jeeweilegen Ënnerorganisatioune vun der CGFP waren oder si confirméiert vun Ufank vun der Legislaturperiod bis Mëtt Mee och follgend Entrevuë mam Minister fir d'Fonction publique:

– 5.3.24: Entrevue – Association des membres des directions des lycées publics luxembourgeois (ADIL)
Ordre du jour: Carrière des fonctions dirigeantes de l'enseignement secondaire
– 19.4.24: Entrevue – Association générale des cadres (AGC) et Association générale des bachelors scientifiques et techniques de l'État (AGITE)
Ordre du jour: Écart de salaire groupes de traitement B1 et A2
– 29.4.24: Entrevue – Association générale des cadres (AGC)
Ordre du jour: Formation des agents de la carrière B1 administrative, recrutement excessif d'employés de l'État et le recrutement de manière générale, mécanisme temporaire de changement de groupe de traitement (mesure transitoire prolongée jusqu'en 2030 par le dernier accord salarial)
– 17.5.24: Entrevue – Association des maîtres d'enseignement ASBL (AMET)
Ordre du jour: Recrutement des maîtres d'enseignement.

**Commission spéciale de réexamen de l'ADEM** | Question **0676** (30/04/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An de Froe 5415 a 5551 hunn d'Piraten sech schonn zu de Beaarbechtungszäite vun der Commission spéciale de réexamen vun der ADEM informéiert. Hei gouf et 2022 mat 6 bis 6,5 Méint ganz laang Beaarbechtungszäiten. Fir déi Betraffen ee grousse Problem, well si, esoulaang hire Recours leeft, kee Recht op Chômage oder REVIS hunn. Am Fall wou se an hirem Recours Recht kréien, kréien se d'Geld duerno, mee si mussen an där Zäit anescht iwwert d'Ronne kommen, wat fir vill, voire all déi Betraffen, net einfach ass. Den deemolegen Aarbechtsminister war och net zefridde mat der Beaarbechtungszäit an hat an der Äntwert op d'Fro 5551 erkläert, datt am Sekretariat méi Leit agestallt géife ginn, fir d'Delaien ze kierzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wat sinn déi momentan Delaie fir d'Beaarbechtung vun engem Recours bei der Commission spéciale de réexamen vun der ADEM?
Ass de Minister der Meenung, datt dësen Delai zefriddestellend ass?

2. Trëfft sech d'Commissioun mëttlerweil méi oft wéi ee- bis zweemol am Mount?

3. Wéi laang dauert et momentan tëscht der getraffener Decisioun an der Notifikatioun vun der Decisioun un déi Betraffen?

4. Wéi vill Leit si säit Januar 2021 am Sekretariat vun der CSR agestallt ginn? Wéi vill Leit hunn d'Sekretariat an där Zäit verlooss? Wat ass de momentanen Effectif?

**Réponse** (13/05/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1. D'Delaie si fir déi éischt 3 Méint vun dësem Joer 86 Deeg tëscht der Rezeptioun vum Recours an der Notifikatioun vun der Decisioun.

An der nämmlechter Period an de Joren 2021, 2022 an 2023 loung dësen Delai bei jeeweils 147, 156 an 116 Deeg. D'Tendenz weist also däitlech no ënnen an dat obwuel an deem nämmlechten Zäitraum, also déi éischt 3 Méint vun de Joren 2021, 2022, 2023 an 2024 d'Unzuel vun de Recourse staark an d'Luucht gaangen ass: vun 366 Recoursen iwwert 380 a 458 op elo 646 Recoursen.

Obwuel d'Tendenz also kloer an déi richteg Richtung weist, ass een nach net do ukomm, wou d'Kommissioun hiwëll: nämlech bei 60 Deeg, wat e realisteschen a vertrietbaren Delai ass.

ad 2. D'Kommissioun trëfft sech entre-temps am Prinzipp dräimol de Mount.

ad 3. Deen Delai läit am Moment bei 43 Deeg fir déi éischt 3 Méint vun dësem Joer. Fir déi nämmlecht Period 2021, 2022 an 2023 war deen Delai bei 74, 43 an 48 Deeg.

ad 4. Am Moment schaffen 9 Agenten (7,6 ETP) am Sekretariat vun dëser Kommissioun.

Zanter Januar 2021 sinn 3 Agente bäikomm (2,75 ETP).

Zousätzlech wäert d'Sekretariat e Renfort vun 1 ETP (Jurist) kréien.

**Résolution de l'ONU concernant le génocide de Srebrenica** | Question **0678** (30/04/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Fir den 11. Juli um Niveau vun der UNO zum internationalen Dag fir d'Gedenken un de Genozid vu Srebrenica ze deklaréieren, hunn eng Rei Staaten e Projet de résolution ausgeschafft. D'Resolutioun sollt den 2. Mee 2024 an der Assemblée générale vun der UNO zum Vott gestallt ginn. Dëst ass kierzlech fir d'zweete Kéier reportéiert ginn. Am Juli 1995 goufen iwwer 8.300 muslimesch Männer a Jonge vun de serbesch-bosneschen Truppe brutal ëmbruecht. Am Joer 2007 huet den Internationale Strofgeriichtshaff d'Massaker als Genozid verurteelt.

Aktuell suergt de Projet vun der UNO-Resolutioun fir Onrouen. An der serbescher Deelrepublick a Bosnien an Herzegowina hunn Dausende bosnesch Serbe géint d'UNO-Resolutioun protestéiert. De President vun der Deelrepublik, Milorad Dodik, huet de Vëlkermord geleegent a wärend senger Visitt zu Belgrad behaapt, d'Bestoe vu Bosnien an Herzegowina wier a Gefor, wann d'Resolutioun géing gestëmmt ginn. D'Situatioun a Bosnien an Herzegowina, EU-Bäitrëttskandidat zanter Dezember 2022, ass immens beonrouegend.

An deem Kontext géing ech dem Här Minister fir auswäerteg Ugeleeënheeten an Aussenhandel follgend Froe stellen:

1. Wéi wäert Lëtzebuerg sech beim Vott vun der UNO-Resolutioun zu der Aféierung vum internationalen Dag fir d'Gedenken un de Genozid vu Srebrenica positionéieren? Kann den Här Minister dës Positioun begrënnen?

2. Wéi gedenkt d'Regierung zu enger Berouegung vun der Situatioun a Bosnien an Herzegowina bäizedroen? Wéi eng Méiglechkeete gëtt et dofir um europäeschen an um multilateralen Niveau?

**Réponse** (27/05/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. Lëtzebuerg huet dës Resolutioun coparrainéiert a wäert deementspriechend och duerfir stëmmen. Et ass wichteg, an Zäite vun Desinformatioun a Geschichtsrelativiséierung vergaange Verbriechen net ze vergiessen an den Affer ze gedenken.

ad 2. Am Joer 2021 huet den deemolegen Haut Représentant fir Bosnien an Herzegowina de Code pénal esou ergänzt, dass d'Leegne vum Genozid vu Srebrenica strofbar ass. Dës gëllt am ganze Land an domadder selbstverständlech och an der Republika Srpska. Et ass un de jeeweilegen Autoritéiten a Geriichter fir sécherzestellen, dass d'Gesetzer respektéiert ginn a fir déi néideg Konsequenzen ze zéien, falls dogéint verstouss gëtt.

D'Weiderentwécklung vum Rechtsstaat a Bosnien an Herzegowina ass eng zentral Prioritéit, déi Lëtzebuerg esouwuel am bilaterale politeschen Dialog ënnersträicht, wéi och um Niveau vun der EU, am Kader vum Bäitrëttsprozess vu Bosnien. Deementspriechend setzt sech Lëtzebuerg, zesumme mat deenen aneren EU-Memberstaaten, dofir an, dass dës Gesetzer effektiv ëmgesat ginn an eng Erënnerungskultur entstoe kann, an där d'Leegne vum Genozid an déi ëffentlech Verherrlechung vu Krichsverbriecher keng Plaz hunn.

**Mesures de réduction des dépenses du Gouvernement** | Question **0679** (02/05/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Lors du débat public concernant le budget de l'État pour l'exercice 2024, Monsieur le Ministre a déclaré économiser 320 millions d'euros au niveau de son ministère suite à une décision de louer des nouveaux bâtiments pour les administrations publiques plutôt que de les acheter.

Dans ce contexte, je voudrais demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Vu les propos tenus par Monsieur le Ministre en séance plénière, le Ministère des Finances a-t-il déjà conclu des contrats de bail ? Si oui, selon quelles conditions ?

2) Dans le cas où le ministère dispose d'une option d'achat, sous quelles conditions le ministre envisagerait-il d'acheter les bâtiments en question ?

3) Monsieur le Ministre peut-il préciser quels sont les bâtiments qu'il a décidé de louer plutôt que d'acheter ? Quelles administrations sont concernées ?

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

4) Peut-il chiffrer en détail les coûts de la location par rapport à l'achat et renseigner d'où provient le chiffre avancé de 320 millions d'euros ?

**Réponse** (07/06/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

En date du 19 mars 2024, le Ministère des Finances a signé un premier contrat de bail avec option d'achat pour la location d'une surface de 10.191,35 $m^2$ au Belval (Esch-sur-Alzette) pour l'implantation d'une école (MENJE – École nationale pour adultes (ENAD). Cette location a été réalisée au prix du marché. Une clause prévoyant la possibilité d'acquérir l'immeuble endéans les cinq premières années de location a été insérée dans le contrat de bail. Après ce délai, le Ministère des Finances s'est réservé un droit de préemption en cas de vente de l'immeuble en question.

D'autres contrats de bail sont encore en cours de négociation.

La levée d'une option d'achat peut dépendre de plusieurs facteurs :

– état ; conformité ; durabilité de l'immeuble ;
– emplacement stratégique ;
– spécificités de l'occupant ;
– investissements de l'État pendant la phase de location ;
– conditions d'acquisition fixées lors de la signature du contrat de bail à la lumière de la situation du marché au moment de la décision d'acquisition.

Le total des dépenses en matière de location s'élève à 70 millions d'euros pour l'année budgétaire 2024. Ce montant est maintenu sur toute la période de programmation financière pluriannuelle pour 2024 à 2027.

Les dépenses relatives à l'acquisition d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'État, à acquérir auprès des secteurs des administrations publiques et autres, s'élèvent à 63 millions d'euros pour l'année budgétaire 2024. Ce montant est également maintenu sur toute la période de programmation financière pluriannuelle pour 2024 à 2027.

Le chiffre avancé de 320 millions d'euros représente la différence entre le programme d'acquisition initialement prévu pour 2024 et le crédit de 63 millions d'euros finalement retenu au budget 2024.

**Licenciement annoncé de 126 salariés de la société Tarkett GDL** | Question **0680** (02/05/2024) de **M. Marc Spautz** (CSV)

L'entreprise spécialisée dans la fabrication de revêtements de sol Tarkett GDL a annoncé récemment vouloir licencier 126 salariés via un plan social. Cette décision intervient à la suite d'un plan de maintien dans l'emploi signé en août dernier et renouvelé récemment qui avait pour objectif d'éviter des licenciements et de pérenniser l'avenir du site. D'après ses propres dires, l'entreprise est cependant confrontée à une baisse de la demande, ce qui entraîne une « surcapacité de la production » à Lentzweiler.

Différentes entrevues ont eu lieu entre la direction de Tarkett GDL et les représentants syndicaux ainsi qu'avec Monsieur le Ministre du Travail pour discuter de la situation.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Est-ce que la direction de Tarkett GDL semble ouverte au dialogue ?

2) Quelles sont les options qui ont été discutées avec la direction de Tarkett GDL ?

3) Quelles solutions sont envisagées pour assurer l'avenir des salariés concernés par un licenciement, plus particulièrement les salariés de plus de 50 ans qui ne sont pas encore éligibles à la préretraite ?

4) Est-ce que de nouvelles entrevues sont d'ores et déjà planifiées pour continuer les négociations ?

**Réponse** (14/05/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Oui, la direction de Tarkett GDL semble ouverte au dialogue.

ad 2) Le Ministre du Travail a souligné que le plan de maintien dans l'emploi (ci-après PME) est un outil qui permet de restructurer l'entreprise tout en garantissant l'emploi des salariés que ce soit auprès de Tarkett GDL ou en externe.

Cependant il appartient en fin de compte à l'employeur de prendre ses responsabilités et de choisir l'option qu'il trouve le plus adapté à la situation de son entreprise. Le cadre légal ne prévoit pas d'obligation pour négocier un PME.

Le Ministre du Travail a indiqué à la direction de Tarkett GDL que cette discussion va être menée dans le cadre du prochain Comité de conjoncture et qu'un retrait de l'homologation du PME pourra, le cas échéant, être envisagé.

ad 3) Il y a différentes mesures qui peuvent être mises en route. Ce sont d'ailleurs les mêmes mesures qui doivent être négociées dans le cadre d'un PME. Il faut donc attendre le résultat des négociations entre les partenaires sociaux pour voir quelles mesures seront retenues.

Les services du Ministère du Travail sont à la disposition de l'entreprise et des représentants des salariés afin de les accompagner et renseigner sur les différentes mesures envisageables pour trouver des solutions adaptées à la situation.

En tout cas, l'ADEM est aussi prête pour accompagner les salariés concernés et pour voir si d'autres sociétés seront prêtes à embaucher des personnes concernées par le plan social.

ad 4) Oui, les représentants du personnel, les syndicats et la direction de Tarkett GDL resteront en échange continu.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

**Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis**

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

**Ech abonéiere mech:**

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

**Ech desabonéiere mech:**

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen


Actualité parlementaire p. 03-07

Nouvelles lois p. 08-12

Séances publiques nos 33, 34 et 35 p. 12-82

Questions au Gouvernement p. 82-99



2023-2028

n° 14




# Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-07

Nouvelles lois ..... p. 08-12

Séances publiques ..... p. 12-82

33e séance du mercredi 26 juin 2024 p. 12-27

34e séance du jeudi 27 juin 2024 p. 27-70

35e séance du mardi 2 juillet 2024 p. 70-82

Questions au Gouvernement ..... p. 82-99

# Chambre des Députés

## Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

**Concept et layout :**
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

**Impression :**
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**
12/08/2024

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

7e Forum d'échange entre les Présidents des Parlements germanophones à Duisbourg

# Les Présidents des Parlements germanophones mettent l'accent sur l'intelligence artificielle


© Deutscher Bundestag / Tobias Koch

*Les Présidents des Parlements germanophones découvrent Duisbourg, ville natale de la Présidente du Bundestag allemand.*

Un des sujets clés de la septième conférence annuelle du forum d'échange entre les Présidents des Parlements germanophones les 17 et 18 juillet 2024 à Duisbourg était l'actualité internationale, notamment la guerre en Ukraine et le conflit au Proche-Orient. Mais le thème qui était avant tout au cœur de cette rencontre était la désinformation et l'impact de l'intelligence artificielle sur la politique démocratique.

Le Président du Parlement luxembourgeois, M. Claude Wiseler, a attiré l'attention de ses homologues d'Allemagne, d'Autriche, du Liechtenstein, de Suisse et de la communauté germanophone de Belgique sur les « deepfakes » tels que des vidéos de personnalités politiques produites à l'aide de l'intelligence artificielle qui circulent sur les réseaux sociaux. Il a néanmoins estimé que le véritable problème ne réside pas dans l'IA elle-même, « mais dans l'absence de réglementation et de sanctions pour son utilisation abusive ».

Dans ce contexte, il a informé ses homologues que la Chambre des Députés s'est récemment dotée d'une « charte d'utilisation des systèmes d'intelligence artificielle », l'objectif étant de « garantir une utilisation éthique et responsable de l'IA afin de protéger à la fois l'institution et le processus démocratique ».

« L'IA est en train de devenir l'un des plus grands défis pour nos sociétés et nos démocraties. »

Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés

### Un forum d'échange créé en 2016

Le forum d'échange entre Présidents de Parlements germanophones a été créé en 2016 par le Président du Bundestag de l'époque, M. Norbert Lammert. À l'invitation de Mme Bärbel Bas, Présidente du Bundestag allemand, les homologues suivants ont participé à la 7e édition à Duisbourg : Mme Patricia Creutz-Vilvoye, Présidente du Parlement de la communauté germanophone de Belgique, M. Albert Frick, Président du Parlement du Liechtenstein, M. Wolfgang Sobotka, Président du Parlement autrichien, M. Eric Nussbaumer, Président du Parlement suisse, et M. Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés du Luxembourg.

Les Présidents des Parlements ont été accueillis par le maire de la ville de Duisbourg, M. Sören Link, qui leur a fait découvrir le site sidérurgique « Krupp Mannesmann ».

# Une charte sur l'intelligence artificielle pour la Chambre

Étant donné que l'intelligence artificielle est susceptible de prendre une place de plus en plus importante dans les activités et les projets de l'Administration parlementaire, la Chambre des Députés a décidé de se doter d'une charte encadrant son utilisation. Cette charte IA décrit 10 lignes directrices que la Chambre suivra pour ses futurs projets en lien avec l'intelligence artificielle, notamment en matière de transparence, d'éthique et de responsabilité.

Une des lignes directrices met en avant que tout système d'IA est guidé par une logique de support à l'activité humaine et ne vise pas à se substituer à des ressources humaines.

La charte sur l'IA de la Chambre repose sur le règlement européen concernant l'intelligence artificielle (« AI Act »). Il s'agit du premier acte législatif au monde en matière d'intelligence artificielle. L'objectif est de promouvoir une IA digne de confiance en veillant à ce que les systèmes d'IA respectent les droits fondamentaux, la sécurité et les principes éthiques.

Le règlement européen sera pleinement applicable dans les États membres de l'Union européenne 24 mois après son entrée en vigueur, à savoir le 2 août 2026.

### Premiers projets en collaboration avec l'Uni.lu

L'Université du Luxembourg et la Chambre des Députés travaillent ensemble sur le développement d'un système de reconnaissance vocale spécifique à la langue luxembourgeoise. Cet outil pourrait notamment être utilisé pour le sous-titrage des vidéos des débats en séance publique.

**Veuillez trouver la Charte d'utilisation des systèmes d'intelligence artificielle à la Chambre des Députés en scannant le code QR suivant :**

Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF)

# L'intelligence artificielle et les dynamiques politiques dans les pays francophones

Montréal, la plus grande ville francophone des Amériques, a accueilli quelque 450 participants pour la session annuelle de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF) du 5 au 9 juillet 2024. Cette rencontre a marqué l'intégration de trois nouveaux membres, à savoir l'Angola, Chypre et Pondichéry, portant le nombre total de sections à 95. M. Mars Di Bartolomeo, trésorier de l'APF, a présenté le rapport financier annuel. La présidence de l'Assemblée a été transférée de la section canadienne à la section camerounaise, sous la direction de M. Hilarion Etong.

La Chambre des Députés était représentée à la session annuelle de l'APF par M. Mars Di Bartolomeo, Mme Carole Hartmann, Mme Alexandra Schoos et M. Michel Wolter. Parallèlement s'est tenue la dixième édition du Parlement francophone des jeunes avec la participation de Mme Vanina Bisse et M. Johann Philipp Bost pour le Luxembourg.




*De gauche à droite : M. Mars Di Bartolomeo, Mme Vanina Bisse, M. Johann Philipp Bost, Mme Carole Hartmann, Mme Alexandra Schoos et M. Michel Wolter*

### L'intelligence artificielle au service du législateur

La francophonie « a le potentiel de façonner l'avenir de l'intelligence artificielle générative », telle a été l'une des conclusions marquantes du débat général. L'IA offre des possibilités inédites pour les parlements, notamment l'amélioration de la transparence, l'optimisation des processus législatifs et l'automatisation des tâches répétitives. En outre, les interventions publiques des parlementaires peuvent être davantage axées sur les besoins spécifiques des citoyens grâce à une analyse préalable des données par l'IA.

Cependant, cette avancée technologique soulève des défis majeurs, notamment en matière de polarisation politique, de manipulation de l'information et de protection de la vie privée. Il est impératif d'aborder conjointement les transitions numérique et écologique, en intégrant la sobriété numérique et en identifiant et priorisant les usages les plus bénéfiques. La mise en place de régulations appropriées, notamment d'un point de vue éthique et responsable, est cruciale pour exploiter pleinement les potentialités de cette nouvelle technologie tout en minimisant ses risques associés.

### Les situations politiques de l'espace francophone

Lors de la session plénière à Montréal, de nouveaux mécanismes de vigilance ont été adoptés pour renforcer la surveillance et l'intervention dans l'espace politique francophone. Ces mécanismes, dirigés par un comité de vigilance, sont organisés à cinq niveaux distincts :

– veille préventive : mise en place d'un dispositif de vigipermanence pour surveiller en continu les situations politiques dans l'espace francophone ;

– observation : examen des situations sans imposition de sanctions ;

– alerte : activation d'un niveau d'alerte pour des situations jugées préoccupantes nécessitant une attention particulière ;

– transition : nouvelle catégorie introduite pour accompagner les régimes en transition après une rupture de l'ordre constitutionnel, avec un accès privilégié aux actions de coopération ;

– suspension : maintien de contact via des auditions au sein de la commission politique pour les pays suspendus.

Sous les anciens mécanismes, plusieurs pays étaient déjà soumis à un suivi particulier. Les nouvelles mesures adoptées impactent directement la situation des pays suivants : la Syrie, le Mali, le Burkina Faso et Haïti maintiennent leur suspension en raison de l'absence de retour à l'ordre démocratique ; le Niger reste également suspendu, le pays étant privé de parlement depuis le coup d'État de 2023 ; le Gabon, la Guinée et le Tchad sont placés sous le régime de transition avec un engagement déterminé pour adhérer aux valeurs de la francophonie ; la République centrafricaine (RCA) est en alerte en raison de violations des droits parlementaires et des droits de l'opposition politique et la Tunisie est réintégrée en tant que membre de plein droit.

Les régimes proposés aux diverses sections sous ces nouveaux mécanismes visent à fournir une réponse adaptée et flexible aux différentes situations politiques, avec un accent mis sur la promotion de la démocratie, la protection des droits parlementaires et l'accompagnement des pays en transition.

Sommet parlementaire de l'OTAN à Washington

# « Le Luxembourg honore ses engagements envers l'OTAN »

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et Mme Nancy Arendt, cheffe de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) ont participé au sommet parlementaire de l'OTAN qui a eu lieu à Washington le 9 juillet 2024. Ce sommet parlementaire a été organisé en amont du sommet des chefs d'État et de Gouvernement de l'OTAN et s'inscrit dans le cadre des célébrations du 75e anniversaire de l'Alliance.

Devant les Présidents et les représentants des Parlements des 32 pays membres de l'Alliance, M. Claude Wiseler a mis en avant que le « Luxembourg honore ses engagements » envers l'OTAN. Il a informé ses homologues sur la feuille de route du Gouvernement luxembourgeois visant à porter les efforts de défense à 2 % du revenu national brut (RNB) d'ici 2030. « Il s'agit d'un plan accéléré par rapport au plan initial fixé pour 2035 », a-t-il souligné.

Le Président de la Chambre a relevé que le Luxembourg est classé parmi les cinq premiers pays à respecter la consigne de consacrer 20 % de l'effort de défense à des équipements lourds. Il a expliqué par ailleurs que le Grand-Duché continuera d'améliorer les capacités stratégiques de l'OTAN « dans des domaines où nous excellons », comme la communication par satellite et la cybersécurité, offrant ainsi à l'Alliance une technologie de pointe dans un




*Le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, et Mme la Députée Nancy Arendt au sommet parlementaire de l'OTAN à Washington.*

environnement de sécurité de plus en plus complexe. Le Luxembourg se classe déjà 8e pays pour l'investissement en défense par habitant, a encore précisé le Président de la Chambre lors de cet événement d'envergure.

Selon lui, le Luxembourg contribue de manière « sincère » pour soutenir et préserver les valeurs de liberté, de démocratie et de paix représentées et défendues par l'OTAN.

### Soutenir l'Ukraine sur le chemin de son adhésion à l'OTAN

À Washington, le Président de la Chambre a fermement réitéré le soutien du Luxembourg à l'Ukraine dans sa lutte pour la démocratie et l'indépendance. Il a souligné que « l'Ukraine montre la voie en défendant non seulement ses territoires, mais aussi chaque parcelle de ses institutions démocratiques, valeurs et idéaux ». Il a également réaffirmé le soutien luxembourgeois lors de sa rencontre avec son homologue ukrainien, le Président de la Rada d'Ukraine, M. Ruslan Stefanchuk.

### Des entrevues avec des personnalités politiques

En marge du sommet parlementaire, M. Claude Wiseler et Mme Nancy Arendt ont eu un échange de vues avec Mme Nancy Pelosi, Présidente émérite de la Chambre des Représentants des États-Unis, ainsi qu'avec la députée américaine Ann Wagner, ancienne ambassadrice au Luxembourg.

Le programme comprenait également une visite au cimetière national d'Arlington, où la délégation luxembourgeoise a déposé une gerbe, ainsi que des échanges avec des experts sur l'intelligence artificielle.



*Les membres de la délégation luxembourgeoise lors d'un entretien avec Mme Nancy Pelosi*

Échange de vues avec le Représentant spécial de l'UE pour le processus de paix au Proche-Orient

# « Développer un processus de paix maintenant »



*Bon nombre de députés ont participé à l'échange de vues avec le Représentant spécial de l'Union européenne pour le processus de paix au Proche-Orient, M. Sven Koopmans (5e à gauche).*

Contribuer à créer un processus de paix pour le Proche-Orient est la mission clé de M. Sven Koopmans. Lors d'un échange de vues le 15 juillet 2024 à la Chambre des Députés, le Représentant spécial de l'Union européenne pour le processus de paix au Proche-Orient a partagé son aperçu du conflit avec les députés luxembourgeois.

« La situation actuelle est tellement loin de ce que nous aimerions voir, mais si on n'y travaille pas maintenant, il sera trop tard. Nous devons entamer ce processus de paix maintenant », a constaté d'emblée M. Koopmans, qui a été mandaté en 2021 par le Conseil de l'Union européenne en tant que Représentant spécial pour une durée de quatre ans.

La complexité du conflit au Proche-Orient et la recherche de solutions ont été abordées lors de l'échange de vues avec les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région. Une solution à deux États est-elle faisable ? Qui seraient les interlocuteurs ? Quel rôle reviendrait à l'Union européenne ? Reconnaître un État palestinien, est-ce une piste qui pourrait contribuer à une solution ?

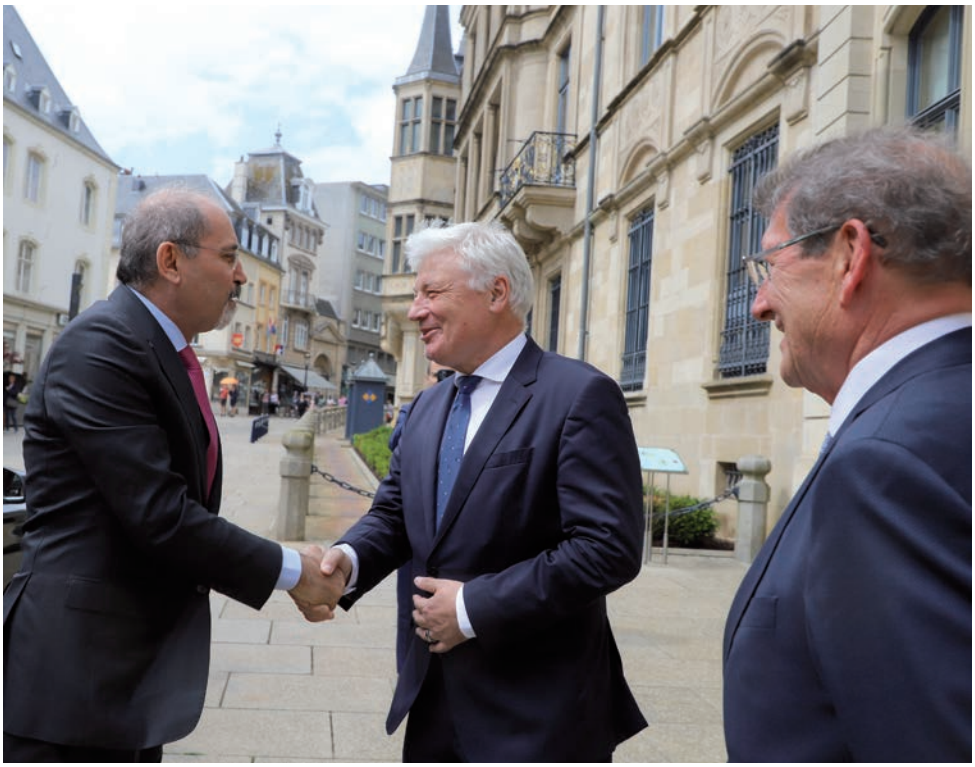
M. Koopmans a rappelé la dimension humanitaire du conflit pour les quelque 2,3 millions de personnes à Gaza qui souffrent de faim et qui n'ont aucune possibilité de quitter cette zone. Le Représentant spécial a souligné que « les Gazaouis ne subissent pas de catastrophe naturelle, mais des décisions politiques ». Dans ce contexte, il a salué l'engagement du Luxembourg. Au courant de la dernière décennie, le Grand-Duché a contribué à hauteur de 4,8 millions d'euros pour atténuer la crise humanitaire à Gaza ; un montant supplémentaire de 2,5 millions d'euros a été promis récemment pour répondre à l'amplification de la crise.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, est revenu sur l'engagement du Parlement luxembourgeois. Un dernier débat sur la question de la reconnaissance d'un État palestinien avait été organisé fin juin pour donner suite à une pétition. Lors de ce débat, le Ministre des Affaires étrangères s'était engagé à revenir vers les députés avant la fin de l'année pour leur exposer sa position. Depuis le 7 octobre dernier, la Chambre des Députés a adopté deux résolutions et une motion concernant le conflit au Proche-Orient. Les députés ont également reçu des membres de familles de personnes retenues en otage par le Hamas tout comme des membres de la communauté palestinienne de Luxembourg ayant de la famille dans la bande de Gaza.

M. Koopmans a encouragé les députés à poursuivre leur engagement et à rappeler constamment l'importance d'une solution à ce conflit au Gouvernement.

Visite du Vice-Premier ministre et Ministre des Affaires étrangères et des Affaires des expatriés de Jordanie

# Plaidoyer pour la solution à deux États dans le conflit israélo-palestinien



*Le Ministre des Affaires étrangères jordanien, M. Ayman Safadi, accueilli pour un échange de vues par le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, et le Président de la Commission des Affaires étrangères, M. Gusty Graas.*

Le conflit israélo-palestinien avec ses évolutions récentes a dominé l'entrevue du Vice-Premier ministre et Ministre des Affaires étrangères et des Affaires des expatriés de Jordanie, M. Ayman Safadi, avec le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, M. Gusty Graas, le 16 juillet 2024 à la Chambre.

L'invité jordanien voit la solution à deux États – un État de Palestine indépendant à côté de l'État d'Israël – comme seule issue possible du conflit.

Une condamnation sans équivoque des attentats du 7 octobre 2023 tout comme une réaction israélienne jugée disproportionnée : telle fut l'appréciation partagée par le Ministre des Affaires étrangères jordanien et le Président de la Chambre des Députés, qui a fait référence aux motions en ce sens adoptées par la Chambre.

### La situation de la Jordanie

« Nous nous trouvons en plein milieu du conflit, comme cela a déjà été le cas pour les autres conflits et guerres dans la région, en Irak ou en Syrie » : c'est ainsi que le Ministre jordanien a dépeint la situation de son pays qui accueille par exemple 1,3 million de réfugiés syriens. Une très grande partie de la population jordanienne serait d'origine palestinienne et l'économie serait durement touchée avec un énorme recul du tourisme.

### Plaidoyer pour la solution à deux États

Un cessez-le-feu dès que possible, des aides pour la population palestinienne à Gaza et en fin de parcours la reconnaissance de deux États, Israël et la Palestine : selon le Ministre des Affaires étrangères jordanien, c'est le seul moyen pour arriver à une paix durable. La politique du Gouvernement israélien actuel obstruerait la voie vers la paix. Israël devrait se retirer des territoires occupés et devrait en même temps bénéficier de garanties pour sa sécurité. Actuellement, les populations de tous les bords auraient perdu tout espoir de paix et cela constituerait le meilleur terreau pour les radicaux et extrémistes.

L'invité jordanien a qualifié la position du Luxembourg de pondérée et d'équitable, respectueuse du droit international. Le Président de la Chambre a déclaré que le Luxembourg avait l'intention de reconnaître la Palestine, mais qu'il restait à savoir quel serait le moment opportun pour le faire.

### Les relations bilatérales

M. le Ministre Safadi a souligné que les relations bilatérales entre la Jordanie et le Luxembourg sont excellentes à tous les niveaux. Cependant cela n'empêcherait pas d'aller plus loin dans des domaines comme le tourisme ou les technologies de l'information.

# Hearing du Parlement des jeunes

Les membres du « Jugendparlament » ont pris la parole à la Chambre le 1er juillet 2024. Ils ont discuté avec les députés de leurs résolutions sur des sujets d'actualité comme une défense européenne commune, les défis du logement, l'indépendance énergétique, les inégalités en milieu scolaire, une réforme de la dernière année de l'enseignement secondaire ou encore l'intelligence artificielle à l'école.





# Un échange avec les jeunes conseillers de l'OKaJu

Les jeunes conseillers de l'« Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher » (OKaJu) ont rencontré le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, pour lui présenter une série de recommandations visant à accroître l'accessibilité et la visibilité de l'OKaJu, l'un des organes rattachés au Parlement.

Les « OKaJu Young Advisors » sont des jeunes qui « conseillent » l'OKaJu dans l'accomplissement de ses missions qui consistent à préserver, protéger et promouvoir les droits de l'enfant, en y apportant leur point de vue. Lors de cette entrevue avec les jeunes conseillers et l'Ombudsman, M. Charel Schmit, le Président de la Chambre des Députés a souligné l'importance de ces jeunes conseillers car ils permettent à l'OKaJu d'intégrer la perspective des jeunes dans ses démarches au quotidien.

« Les jeunes conseillers sont un élément essentiel pour soutenir le travail de l'OKaJu et pour pouvoir y intégrer la perspective des jeunes. »

Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés

Les jeunes conseillers, engagés pour les droits des enfants, se sont réunis à plusieurs reprises entre avril 2023 et mars 2024. Après avoir analysé les dispositifs existants ainsi que les actions de promotion et de sensibilisation de l'OKaJu, ils ont dressé une liste de recommandations. L'objectif de ces recommandations est d'accroître l'accessibilité et la visibilité de l'OKaJu et d'adapter davantage la communication aux attentes et besoins d'un public jeune.



*Le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler (2e rangée, 2e à droite), l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, M. Charel Schmit (2e rangée, 2e à gauche), et les jeunes conseillers de l'OKaJu*

# Visite du Haaptmann's Schlass à Berbourg



*De gauche à droite : Mme Françoise Kemp, M. Tom Weidig, Mme Nathalie Morgenthaler, Mme Stéphanie Weydert et Mme Mandy Minella, Députés, M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, M. Yves Morby, Directeur du Haaptmann's Schlass, Mme Claire Delcourt et M. Ben Polidori, Députés, M. Jean-Pierre Hoffmann, Bourgmestre de la commune de Manternach, et M. Claude Theisen, Échevin, et M. Marc Pitzen, Président de l'Amicale Haaptmann's Schlass*

En date du 28 juin 2024, une délégation de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité a visité les locaux de la structure d'hébergement pour personnes âgées Haaptmann's Schlass à Berbourg afin de se faire présenter le projet pilote « Lieu de vie pour personnes en précarité vieillissantes ».

En présence du Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, M. Max Hahn, le Directeur du Haaptmann's Schlass, M. Yves Morby, a expliqué qu'à l'heure actuelle, dix personnes en précarité vieillissantes vivent dans la structure dans le cadre dudit projet pilote. Celles-ci bénéficient, au-delà des services prestés dans d'autres structures d'hébergement pour personnes âgées, d'un encadrement spécifique adapté à leurs besoins, tel qu'une assistance en matière de gestion financière, tout en conservant l'autonomie qu'elles requièrent dans d'autres domaines.

Par ailleurs, les députés se sont intéressés à la question du personnel nécessaire à l'encadrement adéquat des résidents et aux prochaines étapes du projet pilote ainsi qu'à l'évaluation subséquente.

# Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



***... S. E. Mme Gloria Navarrete, Ambassadrice du Chile***



***... Mme Martine Solovieff, Présidente du Conseil national de la justice***

## Emploi : plus de transparence et plus de prévisibilité

**8070 – Projet de loi portant modification :**
**1° du Code du travail ;**
**2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;**
**3° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,**
**en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1152 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles dans l'Union européenne**

Le projet de loi a pour objet de modifier le Code du travail, la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ainsi que la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, afin de transposer la directive (UE) 2019/1152 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles dans l'Union européenne.

Cette directive avait été proposée par la Commission européenne suite à la proclamation du socle européen des droits sociaux par les institutions de l'Union européenne à Göteborg le 17 novembre 2017. Le socle européen des droits sociaux fournit un cadre global pour un ensemble de principes et de droits essentiels pour doter l'Europe du 21e siècle de marchés du travail et de systèmes de protection sociale équitables et fonctionnels.

Depuis l'adoption de la directive 91/533/CEE du Conseil du 14 octobre 1991 relative à l'obligation de l'employeur d'informer le travailleur des conditions applicables au contrat ou à la relation de travail, le marché du travail a connu de profondes mutations dues à l'évolution démographique, à la dématérialisation de l'économie ainsi qu'à l'émergence de nouvelles formes d'emploi. Face à un marché du travail qui est en constante évolution, il devient donc nécessaire que les travailleurs soient pleinement informés des conditions de travail essentielles auxquelles ils sont soumis, ces informations devant être données en temps utile, par écrit et sous une forme accessible.

De manière générale, tout travailleur a droit à des conditions de travail qui respectent sa santé, sa sécurité et sa dignité, de même qu'à une limitation de la durée maximale du travail et à des périodes de repos journalier et hebdomadaire ainsi qu'à une période annuelle de congés payés.

L'objectif principal de la directive est donc de promouvoir un emploi plus transparent et plus prévisible, en améliorant l'accès des travailleurs aux informations essentielles applicables à leur relation de travail, en leur garantissant des exigences minimales applicables à leurs conditions de travail et en veillant à l'application stricte des règles y relatives en droit interne.

Le projet de loi vise à régler plusieurs dispositions au niveau national :

1. l'élargissement des informations essentielles à transmettre aux salariés, apprentis, salariés intérimaires, salariés détachés, fonctionnaires d'État, salariés d'État, fonctionnaires communaux, employés communaux et salariés des communes, en relation avec leurs conditions de travail ;
2. un encadrement de la durée de la période d'essai ;
3. l'instauration de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives relatives aux infractions des droits découlant de la directive (UE) 2019/1152 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 ;
4. l'instauration d'une procédure de transition vers des formes d'emploi plus sûres et prévisibles ;
5. la généralisation du principe d'accessibilité et de gratuité de formations ;
6. la prohibition de dispositions visant d'interdire d'occuper un emploi parallèle pour les apprentis, les salariés ou les salariés intérimaires.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 07/09/2022
Rapportrice : Mme Françoise Kemp

Travaux de la Commission du Travail
(Président : M. Marc Spautz) :

| | |
|---|---|
| 07/02/2024 | Présentation du projet de loi |
| | Désignation d'un rapporteur |
| 06/03/2024 | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 15/03/2024 | Adoption d'une série d'amendements parlementaires |
| 05/06/2024 | Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État |
| | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 26/06/2024
Loi du 24 juillet 2024
Mémorial A : 2024, n° 324, page 1

## Accords relatifs aux services aériens

**8236 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Ghana on air services », fait à Luxembourg, le 13 décembre 2021**

Le projet de loi sous rubrique porte sur l'approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Ghana on air services », fait à Luxembourg, le 13 décembre 2021.

Cet accord permettra de soutenir les compagnies aériennes nationales à travers l'octroi d'un maximum de droits de trafic. De plus, il renforcera le rôle de l'aéroport de Luxembourg en tant que plateforme internationale pour le transport de marchandises et de passagers.

Les principaux éléments de l'accord incluent :

– les définitions terminologiques de la Convention de Chicago de 1944 ;
– les droits d'exploitation des services, comme le survol, l'escale technique, l'escale commerciale et les libertés de l'air ;
– la clause dite de désignation européenne, garantissant l'accès non discriminatoire au marché pour les transporteurs aériens au sein de l'UE ;
– la possibilité de limiter ou retirer une autorisation si le transporteur ne respecte pas les termes de l'accord ;
– l'exonération, sous conditions, de certains droits de douane et taxes ;
– les principes déterminant la capacité mise en œuvre et son adaptation à la demande de trafic ;
– la procédure d'établissement des tarifs et l'application des lois et règlements internes ;
– l'engagement à respecter les conventions internationales en matière de sûreté de l'aviation civile ;
– le transfert des excédents de recettes réalisés sur le territoire de l'autre partie ;
– la consultation périodique entre autorités aéronautiques et la procédure de règlement des différends ;
– l'adaptation de l'accord à toute convention multilatérale future ;
– l'égalité des chances pour les opérateurs aériens et la sauvegarde de leurs intérêts mutuels.

**8237 – Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif aux services aériens entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Cuba, fait à Luxembourg, le 20 avril 2021**

Le projet de loi sous rubrique porte sur l'approbation de l'Accord relatif aux services aériens entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Cuba, fait à Luxembourg, le 20 avril 2021.

Cet accord permettra de soutenir les compagnies aériennes nationales à travers l'octroi d'un maximum de droits de trafic. De plus, il renforcera le rôle de l'aéroport de Luxembourg en tant que plateforme internationale pour le transport de marchandises et de passagers.

Les principaux éléments de l'accord incluent :

– les définitions terminologiques de la Convention de Chicago de 1944 ;
– les droits d'exploitation des services, comme le survol, l'escale technique, l'escale commerciale et les libertés de l'air ;
– la clause dite de désignation européenne, garantissant l'accès non discriminatoire au marché pour les transporteurs aériens au sein de l'UE ;
– la possibilité de limiter ou retirer une autorisation si le transporteur ne respecte pas les termes de l'accord ;
– l'exonération, sous conditions, de certains droits de douane et taxes ;
– les principes déterminant la capacité mise en œuvre et son adaptation à la demande de trafic ;
– la procédure d'établissement des tarifs et l'application des lois et règlements internes ;
– l'engagement à respecter les conventions internationales en matière de sûreté de l'aviation civile ;
– le transfert des excédents de recettes réalisés sur le territoire de l'autre partie ;
– la consultation périodique entre autorités aéronautiques et la procédure de règlement des différends ;
– l'adaptation de l'accord à toute convention multilatérale future ;
– l'égalité des chances pour les opérateurs aériens et la sauvegarde de leurs intérêts mutuels.

**8238 – Projet de loi portant approbation de l'Accord de transport aérien entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, fait à Alger, le 24 août 2022**

Le projet de loi sous rubrique porte sur l'approbation de l'Accord de transport aérien entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, fait à Alger, le 24 août 2022.

Cet accord permettra de soutenir les compagnies aériennes nationales à travers l'octroi d'un maximum de droits de trafic. De plus, il renforcera le rôle de l'aéroport de Luxembourg en tant que plateforme internationale pour le transport de marchandises et de passagers.

Les principaux éléments de l'accord incluent :

– les définitions terminologiques de la Convention de Chicago de 1944 ;
– les droits d'exploitation des services, comme le survol, l'escale technique, l'escale commerciale et les libertés de l'air ;
– la clause dite de désignation européenne, garantissant l'accès non discriminatoire au marché pour les transporteurs aériens au sein de l'UE ;
– la possibilité de limiter ou retirer une autorisation si le transporteur ne respecte pas les termes de l'accord ;
– l'exonération, sous conditions, de certains droits de douane et taxes ;
– les principes déterminant la capacité mise en œuvre et son adaptation à la demande de trafic ;
– la procédure d'établissement des tarifs et l'application des lois et règlements internes ;
– l'engagement à respecter les conventions internationales en matière de sûreté de l'aviation civile ;
– le transfert des excédents de recettes réalisés sur le territoire de l'autre partie ;
– la consultation périodique entre autorités aéronautiques et la procédure de règlement des différends ;
– l'adaptation de l'accord à toute convention multilatérale future ;
– l'égalité des chances pour les opérateurs aériens et la sauvegarde de leurs intérêts mutuels.

**8240 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Panama relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 1er juillet 2021**

Le projet de loi sous rubrique porte sur l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Panama relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 1er juillet 2021.

Cet accord permettra de soutenir les compagnies aériennes nationales à travers l'octroi d'un maximum de droits de trafic. De plus, il renforcera le rôle de l'aéroport de Luxembourg en tant que plateforme internationale pour le transport de marchandises et de passagers.

L'accord aérien entre le Luxembourg et le Panama contient des clauses sur la désignation, la révocation et le contrôle, conformément au droit communautaire. Il a été partiellement rédigé sur la base du modèle de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et des clauses types de l'Union européenne, conformément au règlement (CE) 847/2004 du Parlement et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la négociation et la mise en œuvre d'accords relatifs à des services aériens entre les États membres et les pays tiers. Une fois ratifié, l'accord sera enregistré auprès de l'OACI.

Les principaux éléments de l'accord incluent :

– les définitions terminologiques de la Convention de Chicago de 1944 ;
– les droits d'exploitation des services, comme le survol, l'escale technique, l'escale commerciale et les libertés de l'air ;
– la clause dite de désignation européenne, garantissant l'accès non discriminatoire au marché pour les transporteurs aériens au sein de l'UE ;
– la possibilité de limiter ou retirer une autorisation si le transporteur ne respecte pas les termes de l'accord ;
– l'exonération, sous conditions, de certains droits de douane et taxes ;
– les principes déterminant la capacité mise en œuvre et son adaptation à la demande de trafic ;
– la procédure d'établissement des tarifs et l'application des lois et règlements internes ;
– l'engagement à respecter les conventions internationales en matière de sûreté de l'aviation civile ;
– le transfert des excédents de recettes réalisés sur le territoire de l'autre partie ;
– la consultation périodique entre autorités aéronautiques et la procédure de règlement des différends ;
– l'adaptation de l'accord à toute convention multilatérale future ;
– l'égalité des chances pour les opérateurs aériens et la sauvegarde de leurs intérêts mutuels.

**8241 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 25 mars 2021**

Le projet de loi sous rubrique porte sur l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 25 mars 2021.

Cet accord permettra de soutenir les compagnies aériennes nationales à travers l'octroi d'un maximum de droits de trafic. De plus, il renforcera le rôle de l'aéroport de Luxembourg en tant que plateforme internationale pour le transport de marchandises et de passagers.

Les principaux éléments de l'accord incluent :

– les définitions terminologiques de la Convention de Chicago de 1944 ;
– les droits d'exploitation des services, comme le survol, l'escale technique, l'escale commerciale et les libertés de l'air ;
– la clause dite de désignation européenne, garantissant l'accès non discriminatoire au marché pour les transporteurs aériens au sein de l'UE ;
– la possibilité de limiter ou retirer une autorisation si le transporteur ne respecte pas les termes de l'accord ;
– l'exonération, sous conditions, de certains droits de douane et taxes ;
– les principes déterminant la capacité mise en œuvre et son adaptation à la demande de trafic ;
– la procédure d'établissement des tarifs et l'application des lois et règlements internes ;
– l'engagement à respecter les conventions internationales en matière de sûreté de l'aviation civile ;
– le transfert des excédents de recettes réalisés sur le territoire de l'autre partie ;
– la consultation périodique entre autorités aéronautiques et la procédure de règlement des différends ;
– l'adaptation de l'accord à toute convention multilatérale future ;
– l'égalité des chances pour les opérateurs aériens et la sauvegarde de leurs intérêts mutuels.

Dépôts des projets de loi 8236, 8237, 8238, 8240 et 8241 par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023
Rapporteur des projets de loi 8236, 8237, 8238, 8240 et 8241 : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région relatifs aux projets de loi 8236, 8237, 8238, 8240 et 8241
(Président : M. Gusty Graas) :

| | |
|---|---|
| 23/05/2024 | Examen des projets de loi |
| | Examen des avis du Conseil d'État |

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics relatifs aux projets de loi 8236, 8237, 8238, 8240 et 8241
(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

| | |
|---|---|
| 23/05/2024 | Examen des projets de loi |
| | Examen des avis du Conseil d'État |
| | Désignation d'un rapporteur |
| 20/06/2024 | Présentation et adoption des projets de rapport |

Votes des projets de loi 8236, 8237, 8238, 8240 et 8241 en séance publique : 27/06/2024

## Transport de voyageurs par autobus

**8322 – Projet de loi relative au financement du contrat entre l'État et la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois concernant le service de transport de voyageurs par autobus**

Le réseau ferroviaire luxembourgeois fit l'objet d'un réaménagement substantiel pendant la deuxième moitié du XXe siècle au cours duquel il fut réduit de près de la moitié de sa taille. En effet, les statuts des CFL précisaient que des services ferroviaires sur les lignes ou sections de ligne dont l'exploitation s'avérait

habituellement déficitaire pouvaient être réduits, suspendus ou supprimés. De manière progressive, des lignes ferroviaires furent ainsi éliminées et remplacées par des services d'autobus.

La base juridique du contrat de service public de transport de voyageurs par rail est le règlement (CE) n° 1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, et abrogeant les règlements (CEE) n° 1191/69 et (CEE) n° 1107/70 du Conseil, tel que modifié par le règlement (UE) 2016/2338 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016, notamment son article 5, paragraphe 4bis.

Or, comme le service de transport de voyageurs par autobus assuré par les CFL n'est pas considéré comme une concession, celui-ci est soumis aux directives européennes régissant les marchés publics, à savoir les directives 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE et 2014/25/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à la passation de marchés par des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux et abrogeant la directive 2004/17/CE.

Compte tenu du statut particulier des CFL, le service des bus est considéré comme relevant du régime des marchés conclus entre pouvoirs adjudicateurs en vertu de l'article 12 de la directive 2014/24/UE précitée, transposé en législation nationale par l'article 8 de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics, ce qui dispense les CFL de l'obligation de mise en concurrence.

Entre 2025 et 2034, l'État versera une rémunération correspondant aux charges effectives encourues. Le coût total de ces dépenses est estimé à 692.123.000 euros. Le coût total prend en compte plusieurs paramètres, dont une offre de kilomètres parcourus stable, le remplacement progressif des autobus diesel par une flotte entièrement électrique, la mise en place progressive des infrastructures de chargement pour les bus électriques, une augmentation annuelle des salaires de 1,5 % et une augmentation globale de 25 % sur dix ans du coût de l'entretien du parc électrique par rapport au parc diesel en raison du coût engendré par le remplacement des batteries.

Le contrat de transport de voyageurs par autobus prendra effet le 1er janvier 2025 pour une période de dix ans, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 2034.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 05/10/2023
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

| | |
|---|---|
| 02/05/2024 | Examen du projet de loi et des avis du Conseil d'État, de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Salariés<br>Désignation d'un rapporteur |
| 06/06/2024 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 27/06/2024
Loi du 24 juillet 2024
Mémorial A : 2024, n° 308, page 1

## Lutte contre la diffusion de contenus terroristes

**8325 – Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2021/784 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 relatif à la lutte contre la diffusion des contenus à caractère terroriste en ligne**

Le projet de loi n° 8325 vise à transposer le règlement (UE) 2021/784 du 29 avril 2021 relatif à la lutte contre la diffusion de contenus terroristes sur internet, ci-après dénommé « règlement (UE) 2021/784 » ou « règlement TCO », et d'adapter ainsi les législations nationales rendues nécessaires par ledit règlement. Le règlement (UE) 2021/784, adopté le 29 avril 2021 et directement applicable depuis le 7 juin 2022, vise à permettre le retrait rapide des contenus terroristes en ligne et établit des règles à l'échelle de l'UE pour lutter contre l'utilisation abusive des services d'hébergement pour la diffusion publique de contenus à caractère terroriste.

De manière générale, le règlement (UE) 2021/784 entend contribuer à la protection de la sécurité publique tout en mettant en place des garanties appropriées et solides pour assurer la protection des droits fondamentaux, notamment les droits au respect de la vie privée, la protection des données à caractère personnel, la liberté d'expression, y compris la liberté de recevoir et de communiquer des informations, la liberté d'entreprise et le droit à un recours effectif.

Ainsi, le règlement (UE) 2021/784 offre un cadre juridique clair qui définit, d'une part, les responsabilités des États membres dans la lutte contre la diffusion des contenus à caractère terroriste et, d'autre part, les responsabilités que les fournisseurs de services d'hébergement doivent assumer pour garantir la sécurité de leurs services et pour identifier et retirer ou bloquer l'accès à des contenus terroristes en ligne de manière rapide et efficace. Il crée un nouvel instrument opérationnel efficace pour éliminer les contenus à caractère terroriste en permettant l'émission d'injonctions de retrait ayant un effet transfrontalier.

En vertu de l'article article 12, paragraphe 1er, du règlement (UE) 2021/784, chaque État membre doit désigner une ou plusieurs autorités compétentes pour l'émission des injonctions de retrait ou de blocage, pour procéder à l'examen approfondi des injonctions de retrait ou de blocage émises par l'autorité compétente d'un autre État membre, pour la supervision de la mise en œuvre des mesures spécifiques ainsi que pour imposer des sanctions en cas de violation par le fournisseur de services d'hébergement de ses obligations.

Dans ce contexte, la Commission européenne a adressé une lettre de mise en demeure à 22 États membres de l'Union européenne, dont le Grand-Duché de Luxembourg, au motif qu'il a manqué à ses obligations qui lui incombent au titre de l'article 12, paragraphe 1er, du règlement (UE) 2021/784.

Par la suite, le Conseil de Gouvernement s'est prononcé pour la désignation du ministre ayant la Police grand-ducale dans ses attributions et du Haut-Commissariat à la Protection nationale dans sa fonction d'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information comme autorités compétentes au titre de l'article 12, paragraphe 1er, du règlement (UE) 2021/784.

Toutefois, la Commission européenne a continué la procédure d'infraction à l'encontre du Grand-Duché de Luxembourg, en lui adressant un avis motivé en date du 7 février 2024, pour défaut d'avoir pris les mesures nécessaires concernant les autorités compétentes et les sanctions applicables aux violations et, en tout état de cause, pour défaut d'avoir respecté les obligations de notification y afférentes. Les autorités compétentes désignées conformément à l'article 12 du règlement (UE) 2021/784 et les fournisseurs de services d'hébergement ne doivent prendre que les mesures qui sont nécessaires, appropriées et proportionnées dans une société démocratique, tout en tenant compte de l'importance particulière accordée à la liberté d'expression et d'information ainsi qu'à la liberté et au pluralisme des médias, qui sont des fondements essentiels d'une société pluraliste et démocratique.

Par conséquent, l'autorité compétente peut émettre une injonction de retrait à l'encontre de tout fournisseur de services d'hébergement proposant ses services au sein de l'Union européenne. De leur côté, les fournisseurs de services d'hébergement doivent veiller à ce que les contenus à caractère terroriste identifiés dans l'injonction de retrait soient retirés ou que l'accès à ces contenus soit bloqué dans tous les États membres dans un délai d'une heure à compter de la réception de l'injonction de retrait. Lorsque les fournisseurs de services d'hébergement sont exposés à des contenus à caractère terroriste, ils doivent prendre des mesures spécifiques pour protéger leurs services contre la diffusion en ligne de ces contenus.

Pour garantir la mise en œuvre effective du règlement (UE) 2021/784 par les fournisseurs de services d'hébergement, des sanctions sont nécessaires. Il appartient donc aux États membres de déterminer le régime des sanctions applicables en cas de violation dudit règlement par les fournisseurs de services d'hébergement, comme le propose le présent projet de loi.

L'article 6 du projet sous avis prévoit donc des sanctions pénales à l'encontre des fournisseurs de services d'hébergement qui ne respectent pas soit l'obligation de retrait ou de blocage des contenus à caractère terroriste conformément à l'article 3, paragraphe 3, du règlement TCO, soit l'obligation d'information en cas de présence d'un contenu à caractère terroriste représentant une menace imminente pour la vie au titre de l'article 14, paragraphe 5, du règlement TCO.

L'article 7 du projet prévoit des sanctions administratives et pécuniaires qui peuvent être imposées, en fonction de la violation constatée, soit par le ministre ayant la Police grand-ducale dans ses attributions, soit par le HCPN.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 12/10/2023
Rapporteur : M. Alex Donnersbach

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :

| | |
|---|---|
| 18/04/2024 | Présentation et examen du projet de loi<br>Désignation d'un rapporteur<br>Examen de l'avis du Conseil d'État |

Adoption d'un amendement parlementaire
02/05/2024 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
20/06/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
27/06/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02/07/2024
Loi du 24 juillet 2024
Mémorial A : 2024, n° 310, page 1

## Information des représentants légaux de mineurs privés de liberté

**8326 – Projet de loi portant sur l'information des représentants légaux des mineurs privés de liberté en vue de la transposition des articles 5, paragraphes 2 à 4, et 10, paragraphe 3, de la directive 2013/48/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires**

Le projet de loi n° 8326 vise à parachever la transposition de la directive 2013/48/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires (ci-après « la directive »).

La directive a été transposée par le Grand-Duché de Luxembourg par la loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale.

Dans le cadre d'une procédure d'infraction lancée par la Commission européenne en 2017 contre le Luxembourg, cette dernière a fait valoir que le Luxembourg n'avait pas correctement transposé les articles 5, paragraphes 2 et 4, et 10, paragraphe 3, de ladite directive.

Les articles susmentionnés prévoient que les représentants légaux sont informés d'office en cas de privation de liberté de leur enfant mineur, tant dans le cadre des procédures pénales nationales que dans le cadre des procédures liées au mandat d'arrêt européen ainsi que les exceptions à ce principe. Or, la notion de « procédure pénale » est interprétée au sens large par la Commission européenne et vise à couvrir toute procédure pouvant « potentiellement donner lieu à des mesures privatives de liberté », si cette mesure de privation est « justifiée non seulement par des raisons thérapeutiques, mais également par des motifs de sûreté ; et [...] si cette procédure est appliquée à l'égard d'une personne soupçonnée ou accusée d'avoir commis un fait constitutif d'une infraction pénale ». Ainsi, la Commission européenne estime que les procédures prévues par la loi modifiée du 10 août 1992 sur la protection de la jeunesse sont à qualifier de procédures pénales.

Selon l'appréciation de la Commission européenne, la législation luxembourgeoise ne prévoit pas une information d'office des représentants légaux d'un mineur lorsque celui-ci est privé de liberté.

L'exposé des motifs souligne que le projet de loi n° 7991 portant introduction d'une procédure pénale pour mineurs prévoit une disposition visant l'information des représentants légaux de mineurs privés de liberté. En attendant l'aboutissement de la procédure législative du projet de loi n° 7991, le Gouvernement propose de remédier ponctuellement aux lacunes constatées par la Commission européenne afin de garantir la pleine conformité de la législation luxembourgeoise à la directive.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 12/10/2023
Rapporteur : M. Laurent Zeimet

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :
21/12/2023 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
28/03/2024 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
06/06/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13/06/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 26/06/2024
Loi du 24 juillet 2024
Mémorial A : 2024, n° 309, page 1

## « Klimabonus Wunnen »

**8350 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement**

En raison des objectifs ambitieux en matière d'énergie et de climat du plan national intégré ainsi que de la crise du logement, le projet de loi n° 8350, moyennant quelques modifications ponctuelles de la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement, envisage de prolonger de 6 mois les « top-up » du régime d'aides financières « Klimabonus Wunnen ».

Une augmentation du « bonus de remplacement » de 30 % à 50 % est incluse pour le remplacement de chaudières alimentées au combustible fossile ou de systèmes de chauffage électrique par des solutions plus écoénergétiques. De plus, un supplément de 25 % sera ajouté aux aides pour les installations solaires photovoltaïques si les bénéficiaires optent pour l'autoconsommation ou rejoignent une communauté énergétique. Enfin, un supplément de 25 % sera accordé pour les projets d'assainissement énergétique durable.

Les modifications proposées sont censées favoriser et accélérer les travaux de rénovation énergétique ainsi que la transition énergétique des ménages vers les énergies renouvelables et contribuent ainsi à la réduction de la dépendance aux énergies fossiles des ménages.

Dépôt par M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 24/01/2024
Rapporteur : M. Christophe Hansen

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
(Président : M. Christophe Hansen) :
08/05/2024 Présentation et examen du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
22/05/2024 Examen des avis respectifs de la Chambre de Commerce, de la Chambre des Salariés et du Syvicol
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 26/06/2024
Loi du 31 juillet 2024
Mémorial A : 2024, n° 339, page 1

## Covid-19 : prorogation de la loi Covid

**8394 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 relative à certaines mesures de suivi de l'évolution du virus SARS-CoV-2 et de lutte contre la maladie Covid-19**

Le présent projet de loi vise à proroger l'application de la loi modifiée du 17 juillet 2020 relative à certaines mesures de suivi de l'évolution du virus SARS-CoV-2 et de lutte contre la maladie de Covid-19.

Bien que l'Organisation mondiale de la santé ait déclaré la fin de la Covid-19 en tant qu'urgence de santé publique de portée internationale en mai 2023, il reste nécessaire de maintenir le système d'information prévu par l'article 10 de la loi précitée du 17 juillet 2020 sur le traitement des informations. Les données collectées ont en effet pour finalité notamment de suivre l'évolution de l'état de santé des personnes vaccinées. Sans le maintien d'une base de données de vaccination, il ne serait plus possible de surveiller l'apparition et l'évolution des effets secondaires éventuels.

Le présent projet de loi propose dès lors une prorogation de la loi précitée du 17 juillet 2020 de deux ans, jusqu'au 30 juin 2026 inclus, dans l'attente de l'élaboration d'une loi plus complète relative à l'utilisation des données de santé.

Par ailleurs, le fait de proroger l'application de la loi précitée du 17 juillet 2020 permet aux personnes qui le souhaitent d'obtenir une attestation de vaccination ou encore aux pharmaciens de continuer à vacciner contre la maladie de Covid-19.

En outre, les personnes qui le souhaitent auront toujours la possibilité de porter partout un masque en fonction du contexte sanitaire. Il y a donc lieu de maintenir l'autorisation du port du masque dans certains lieux dans lesquels la dissimulation du visage est interdite en vertu de l'article 563, point 10°, du Code pénal (« Vermummungsverbot »).

Dépôt par Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 12/06/2024
Rapporteur : M. Max Hengel

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Président : M. Max Hengel) :

| | |
|---|---|
| 12/06/2024 | Présentation du projet de loi |
| | Désignation d'un rapporteur |
| 19/06/2024 | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 20/06/2024 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 27/06/2024
Loi du 28 juin 2024
Mémorial A : 2024, n° 267, page 1

# 33e séance

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 13
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Question élargie n° 10 de Mme Corinne Cahen relative à l'Inspection du travail et des mines (ITM)** p. 13
   Mme Corinne Cahen | M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Mme Corinne Cahen | M. le Ministre Georges Mischo
3. **8070 – Projet de loi portant modification :**
   **1° du Code du travail ;**
   **2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;**
   **3° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,**
   **en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1152 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles dans l'Union européenne** p. 14
   Rapport de la Commission du Travail : Mme Françoise Kemp
   Discussion générale : Mme Carole Hartmann | M. Georges Engel | M. Jeff Engelen | M. François Bausch | M. Sven Clement | M. Marc Baum
   Prise de position du Gouvernement : M. Georges Mischo, Ministre du Travail
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8070 et dispense du second vote constitutionnel
4. **8326 – Projet de loi portant sur l'information des représentants légaux des mineurs privés de liberté en vue de la transposition des articles 5, paragraphes 2 à 4, et 10, paragraphe 3, de la directive 2013/48/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires** p. 17
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Laurent Zeimet
   Discussion générale : M. Laurent Zeimet | Mme Carole Hartmann | M. Dan Biancalana | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson (dépôt de la motion 1) | M. Sven Clement | M. Marc Baum
   Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8326 et dispense du second vote constitutionnel
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
5. **8350 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement** p. 20
   Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité : M. Christophe Hansen
   Discussion générale : M. Christophe Hansen | M. Luc Emering | Mme Claire Delcourt | M. Jeff Engelen | Mme Joëlle Welfring | M. Ben Polidori | M. David Wagner (intervention de M. Marc Goergen)
   Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (interventions de M. Marc Goergen) | M. Ben Polidori (parole après ministre) | M. le Ministre Serge Wilmes | Mme Joëlle Welfring (parole après ministre) | M. le Ministre Serge Wilmes | M. David Wagner (parole après ministre) (intervention de M. Marc Goergen) | M. le Ministre Serge Wilmes | Mme Claire Delcourt (parole après ministre) | M. le Ministre Serge Wilmes | M. Jeff Engelen (parole après ministre) | Mme Sam Tanson (parole après ministre)
   M. Sven Clement (dépôt des amendements 1 à 3)
6. **Ordre du jour** p. 25
   M. Claude Wiseler, Président
7. **8350 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement (suite)** p. 25
   Vote sur l'amendement 1 (interventions de M. Marc Goergen, M. Sven Clement et M. Georges Engel) (rejeté)
   Vote sur l'amendement 2 (interventions de M. Michel Wolter, Mme Sam Tanson, M. Sven Clement et M. Marc Goergen) (rejeté)
   Vote sur l'amendement 3 (rejeté)
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8350 et dispense du second vote constitutionnel (intervention de M. Ben Polidori)
8. **Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller à la Cour des comptes** p. 26
   M. Claude Wiseler, Président
   Vote secret pour le premier candidat au poste de conseiller à la Cour des comptes (interventions de Mme Lydie Polfer et M. Laurent Zeimet)
   La séance publique est suspendue de 15.59 à 16.03 heures.
   Vote secret pour le deuxième candidat au poste de conseiller à la Cour des comptes
   La séance publique est suspendue de 16.09 à 16.12 heures.
   Vote secret pour le troisième candidat au poste de conseiller à la Cour des comptes
   La séance publique est suspendue de 16.18 à 16.21 heures.


Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Georges Mischo,** Ministre | Nee, Här President.

## 2. Question élargie n° 10 de Mme Corinne Cahen relative à l'Inspection du travail et des mines (ITM)

**M. Claude Wiseler,** Président | Da fänke mer d'Sëtzung vun haut u mat der erweiderter Fro Nummer 10 vun der Madamm Corinne Cahen iwwert d'ITM. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn 10 Minutten zou. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 30. Abrëll konnte mir a verschiddenen Zeitungen d'Berichterstattung liesen iwwert d'Pressekonferenz, déi de Minister zesumme mam Direkter vun der ITM, der Inspection du travail et des mines, hat. Et goung op där Pressekonferenz ëm de Bilan vun der ITM aus dem Joer 2023.

Den Direkter huet dee Moment doriwwer informéiert, dass am Joer 2023 iwwer 17.000 Contrôlë gemaach goufe vun der ITM. Dat wär e Plus gewiescht vun 72 %. Et goufen 3.000 Sanktiounen ausgeschwat. D'Betriber hu mussen iwwer 14 Milliounen Euro un d'ITM u Strofe bezuelen.

Ech wëll direkt soen, dass d'Betriber natierlech frou sinn, wann déi schwaarz Schof erausgefiltert ginn, wann déi fonnt ginn. Jiddweree muss sech un d'Gesetzer halen hei am Land. An awer héiert een ëmmer nees, dass d'ITM d'Betriber dacks grad da kontrolléiert, wa si déi meeschten Aarbecht hunn. D'ITM kënnt dann einfach ouni Virwarnung an da kommen och direkt substanziell Strofen, wann eppes net 100 % konform ass, amplaz de Betriber fir d'éischt d'Méiglechkeet ze ginn, sech emol iwwerhaapt konform ze setzen.

An de Wéngerten zum Beispill ass ëmmer nees ganz grouss Opreegung, wa Contrôlë sinn, mee och an der Restauratioun zum Beispill, well d'ITM da spontan Contrôlë mécht an der Kichen, wa grad d'Clienten owes um 20.00 Auer do sëtzen a waarden, zerwéiert ze ginn, fir kënnen ze iessen. Oder am Dezember 2020, an engem Joer, an deem all d'Betriber jo wierklech extreem staark gelidden hunn ënnert der Fermeture wéinst der Covidpandemie, wéi d'ITM dunn am Dezember matzen am Chrëschtgeschäft d'Bijouterien op eemol kontrolléiert huet. Esou e Contrôle hélt nämlech ganz vill Zäit ewech fir de Patron, fir déi ganz administrativ Saachen dann zesummenzesichen, och wann en 100 % konform ass.

Op där Pressekonferenz, vun där ech elo geschwat hunn, op déi ech Referenz geholl hunn, hat den Direkter vun der ITM awer och betount, dass d'Inspektere Partner wiere vun de Betriber a si géife verstoen, wat d'Betriber brauchen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass evident, dass all Betrib – an ech hunn et scho gesot – sech un d'Gesetzer muss halen an dass all Betrib sech och muss un d'Kollektivverträg halen, déi et am jeeweilege Secteur gëtt. Et ass awer och evident, dass et ëmmer méi schwéier gëtt fir kleng a mëttelgrouss Betriber, dass ganz vill Betriber eeben ëm d'Iwwerliewe kämpfen an dëse wirtschaftlech ganz schwieregen Zäiten.

An dësem Kontext wollt ech dem Minister eeben e puer Froe stellen. Gëtt et bei der ITM Consignen doriwwer, wéini a wéi d'Contrôlen an de Betriber duerchgefouert solle ginn, fir d'Aktivitéite vun de Betriber esou mann wéi méiglech ze perturbéieren? Falls jo, wéi genee gesinn dës Consignen aus?

Wéi eng Initiative vun der ITM gëtt et, déi virop de Fokus op d'Preventioun leeën an d'Betriber derbäi ënnerstëtzen, sech konform ze setzen, fir esou de Réckgréff op finanziell Sanktiounen ze evitéieren, fräi nom Motto, wat den Här Boly jo gesot huet op der Pressekonferenz: „D'ITM ass e Partner a si ass net nëmmen do, fir Sanktiounen auszeschwätzen"? Ass iwwerhaapt virgesinn, Här Minister, dass Betriber fir d'éischt emol op Feeler higewise ginn, dass vläicht d'éischt emol eng Kéier e béise Fanger gewise gëtt, dass se sech da kënnen zäitno a Konformitéit setzen, amplaz dass direkt deels ganz héich finanziell Strofe verhaange ginn?

An am Koalitiounsaccord steet, dass d'Regierung d'Missioune vun der ITM wäert nei definéieren. Do wéilt ech natierlech gäre vum Minister wëssen, ob en ons soe kann, a wéi eng Richtung dat soll goen a wéi do d'Zäitschinn ass.

Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Cahen. Dann huet elo d'Wuert: den Här Aarbechtsminister. Här Minister.

**M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | Merci, Här President. Och villmools merci der honorabeler Deputéierter Corinne Cahen fir dës Question élargie, dass ee vläicht mol eng Kéier ka mat deem Schreckgespenst ITM opraumen. Dir hutt et virdrun ugeschwat: D'Missioune vun der ITM stinn och am Koalitiounsaccord 2023–2028, an dee gesäit vir, dass d'Regierung eng Reform vun der ITM virgesäit, fir eeben d'Missioune vun der ITM nei ze definéieren oder ze redefinéieren. An de Rôle vun der ITM am Kader vun der Preventioun an der Begleedung vun den Entreprisë soll och renforcéiert ginn. An ech mengen, Dir hutt och scho matkritt, dass et eng Fusioun soll ginn tëscht der ITM an der Sécurité dans la fonction publique an dass domat dann d'Missiounen nach kënnen erweidert ginn an nach besser ka kontrolléiert ginn.

Dann zu Äre Froen: Also d'Kontrolle vun der ITM ginn nëmmen a Matièrë gemaach, déi der Kompetenz vun der ITM ënnerleien an déi de Legislateur der ITM operluecht huet, fir ze kucken, dass se och agehale ginn. Domat huet d'ITM e ganz kloren Optrag vum Legislateur an d'Kontrolle vun der ITM ginn entweeder proaktiv a bestëmmte Secteuren a Matièren organiséiert oder op Basis vun enger Plainte an de Betriber duerchgefouert oder op Basis vun engem – leider – Aarbechtsaccident.

Proaktiv Kontrolle ginn entweeder op Basis vun enger Analys vun den Donnéeë betreffend d'Aarbechtsaccidenter an d'Beruffskrankheete gemaach, fir esou berufflech Risiken ze vermeiden an d'Aarbechtsaccidenter domat och ze minimiséieren, fir dass si sech net méi widderhuelen. Oder et ginn och no enger thematescher Informatiounscampagne proaktiv Kontrollen organiséiert, fir sécherzestellen, dass d'Betriber déi spezifesch Matièrë respektéieren. Oder se kënne sech op d'Ëmsetzung vun neie Gesetzer oder Reglementer fokusséieren, fir sécherzestellen, dass d'Betriber se respektéieren, soubal se a Kraaft trieden.

Kontrolle vun der ITM fannen ëmmer wärend der Aarbecht statt, well een nëmme wärend der Aarbecht kann iwwerpréifen, ob d'Reegele betreffend d'Aarbechtsbedingungen an d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht agehale goufen oder net. Dir hutt d'Wënzer ugeschwat oder d'Wéngerten. Do ass et och schonn zu Situatioune komm, wou da bei Kontrollen aacht Leit, jo, gepëtzt gi sinn an da sinn d'Inspektere vun der ITM owes erëmkomm an da waren der just nach dräi do an déi aner waren op onerklärlech Aart a Weis verschwonnen. An duerfir geet et heiansdo dann e bësse méi strikt zur Saach.

Et kann een awer och méiglech geféierlech Situatioune just wärend den Aarbechtszäiten identifizéieren an/oder och korrigéieren, ier se bei de Salariéen zu Accidenter oder Beruffskrankheete féieren.

Laut de Prozedure vun der ITM ginn d'Kontrollen awer esou organiséiert, fir d'Betriber esou mann wéi méiglech ze perturbéieren oder och ze stéieren. Wann et méiglech ass, ginn d'Kontrollen am Viraus geplangt an ugekënnegt, soudass d'Employeuren Zäit hunn, fir sech deementspriechend ze organiséieren. An deem Fall kënnen d'Betriber déi néideg Dokumenter an Informatioune virun der Inspektioun virbereeden, soudass d'Zäit vun der Kontroll op der Plaz op e Minimum ka reduzéiert ginn. Wann Betriber schlecht preparéiert sinn, dauert d'Kontroll natierlech méi laang. Oder et gëtt och versicht, wann et méiglech ass, dass Kontrollen ausserhalb vun de Spëtzestonne gemaach ginn – dat ass natierlech net ëmmer méiglech –, zu engem Moment, wou am Betrib dann och manner intensiv geschafft gëtt.

Anstatt ëmmer generaliséiert Kontrollen ze maachen, gëtt och versicht, d'Inspektiounen nëmmen op Matièren ze limitéieren, wou d'berufflech Risiken am héchste sinn oder d'Vulnerabilitéit vum Salarié am gréissten ass. Bei senge Kontrollen, laut de Prozeduren, setzt d'ITM och Checklëschten an, fir esou d'Inspektiounen ze beschleunegen an och d'Betriber dann esou mann wéi méiglech kënnen ze perturbéieren. Zousätzlech ginn d'Agente vun der ITM speziell geschuult, fir déi Kontrollen esou effikass an effizient wéi méiglech ze maachen.

D'ITM organiséiert och reegelméisseg Formatioune mat deenen entspriechenden Organismen oder Organismes de formation an Informatiounsversammlunge mat de Partner oder mat de Partenaires sociaux – dat ass souwuel fir d'Betriber wéi awer och fir d'Salariéen –, fir hinnen esou ze hëllefen, déi gesetzlech Ufuerderungen an Aarbechtsinspektiounsprozedure besser ze verstoen an hire jeeweilegen Obligatioune gerecht ze ginn.

Dann op Är zweet Fro: Am Kader vun der Preventioun hélt d'ITM follgend Moossnamen, déi d'Betriber derbäi ënnerstëtzen, sech konform ze setzen, fir esou de Réckgréff op Sanktiounen ze evitéieren a gläichzäiteg berufflech Risiken ze vermeiden an d'Rechter vun de Salariéen ze schützen:

D'ITM informéiert a sensibiliséiert éischtens d'Betriber iwwer berufflech Risiken a Preventiounsmëttel. D'ITM hält Formatioune betreffend d'Aarbechtsbedingungen an d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht, participéiert u Konferenzen an Table-ronden, déi entweeder vun de Betriber selwer oder vun hire Federatioune gefrot ginn oder organiséiert ginn, stellt de Betriber dann och Informatiounsdokumenter zur Verfügung, fir hinnen ze hëllefen, an et déi hinnen erméiglechen, d'gesetzlech Obligatiounen a gutt Praktiken a punkto Preventioun besser ze verstoen.

Zweetens: D'ITM organiséiert Sensibilisatiounscampagnen iwwer spezifesch Theeme betreffend d'Aarbechtsbedingungen an d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht.

An drëttens: D'ITM bitt den Employeuren, awer och de Salariéen, technesch a juristesch Berodungen un, fir dass d'Reegele betreffend d'Aarbechtsbedéngungen an d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht richteg ëmgesat kënne ginn. Am Kader vun de Kontrolle vun der ITM kréien d'Employeuren an d'Salariéë spezifesch Moossname proposéiert, fir d'berufflech Risike kënnen ze reduzéieren. Dann, d'ITM encouragéiert natierlech d'Betriber, gutt Gesondheets- a Sécherheetspraktiken unzehuelen, dacks no Beispiller vun effikasse Moossnamen, déi och vun aneren Entreprisen agefouert goufen. D'ITM bitt dann och de Betriber individuell Consultatiounen a Berodungsvisitten un, fir hinnen ze hëllefen, Preventiounsmoossnamen ze identifizéieren an ëmzesetzen, déi un hir spezifesch Besoinen ugepasst ginn.

Dann op Är drëtt Fro: Genau sou ass d'Gesetzbuch natierlech opgebaut. Am Kader vun de Kontrolle vun der ITM ginn d'Betriber ëmmer fir d'éischt op Feeler higewisen, fir sech zäitno dann och an d'Konformitéit ze setzen. Am Fall, wou Infraktiounen iwwert d'Reegele betreffend d'Aarbechtsbedéngungen an d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht constatéiert ginn, gëtt de Betrib per Bréif opgefuerdert, seng Situatioun innerhalb vun engem gewëssenen Delai ze regulariséieren. Am Prinzipp gëtt en Delai vu 15 Deeg fixéiert, mee falls et néideg ass, kann dësen Delai op Demande vum Employeur och verlängert ginn.

Et si just d'Employeuren, déi net op d'Uerdere vun der ITM reagéiert hu respektiv sech guer net oder net integral regulariséiert hunn, déi eng Geldstrof dann och kréien. Et ass – an dat ass ganz, ganz wichteg; ech mengen, et ass och wichteg, datt ech dat hei nach eng Kéier ka soen – just am Kader vun der Beschäftegung vun Net-EU-Bierger ouni Openthaltstitel an/oder Aarbechtserlabnis, déi vum Ministère des Affaires intérieures ausgestallt ginn, wou d'ITM duerch d'Gesetz gezwongen ass, direkt eng Geldstrof ze ginn, ouni dass de Betrib eng Méiglechkeet huet, fir sech kënnen ze regulariséieren. An der Matière ass et och esou, dass d'Geldstrof pro Net-EU-Bierger op 10.000 Euro am Gesetz fixéiert ass.

Dat war och eng Opfuerderung vun der EU, dass dat méi dissuasiv sollt ginn. Als Beispill: A Frankräich ass den Taux 30.000 Euro pro Salarié, deen do erwëscht gëtt. Hei ass en 10.000 an do gëtt et och, wéi et och heiansdo dobausse gesot gëtt, keng Forschett. 10.000 ass d'Geldstrof an et gëtt keng Forschett zwëschent – ech soen elo – 250 an 10.000, et gëtt just een Tariff.

Dann op Är nächste Fro: Am Koalitiounsaccord steet, dass d'Regierung d'Missioune vun der ITM wäert nei definéieren. Dat hunn ech virdru scho gesot. D'Roll vun der ITM soll am Kader vun der Preventioun an der Ënnerstëtzung vun de Betriber gestäerkt ginn. An dëser Hisiicht ass et wichteg, ze wëssen, dass d'Missioune vun der ITM internationale Reegelen ënnerleien, déi an der Konventioun Nummer 81 vun der internationaler Aarbechtsorganisatioun stinn.

Um europäeschen Niveau musse Lëtzebuerg an d'ITM verschidden Direktiven iwwert d'Aarbechtskonditiounen an d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht ëmsetzen an natierlech och respektéieren. An am Kader vun der Beruffssécherheet an der Gesondheet sinn d'EU-Memberstaaten duerch den Traité ugehalen oder opgefuerdert, eng national Strategie ëmzesetzen an och ze applizéieren. Dës national Strategie gëtt normalerweis duerch d'Aarbechtsinspektiounen an de verschiddene Memberstaaten opgesat.

Fir d'ITM am Kader vun der Preventioun ze stäerken, brauch ee méi wéi nëmmen eng nei Sensibilisatiounscampagne. Et geet éischter drëms, eng richteg Preventiounskultur opzebauen. Wat den organisatoreschen Impakt ugeet, muss e Preventiounsservice bei der ITM geschafe ginn, dee sech ganz geziilt ëm d'Betriber bekëmmert, fir hinnen ze hëllefen an hinnen ze erméiglechen, gesetzlech Obligatiounen a gutt Praktiken a punkto Preventioun besser ze verstoen.

D'Promotioun vun der Preventioun vu Beruffsrisiken erfuerdert eng déifgräifend Ännerung vun der Kultur a vun de Praktike vun der ITM. Dës Ännerung implizéiert net nëmmen d'Sensibiliséierung vun de Mataarbechter vun der ITM iwwer Preventiounsmesüren, mee bréngt och mat sech, dass d'Mataarbechter vun der ITM esou mussen ausgebilt ginn, dass se eng proaktiv Preventiounsapproche am Kader vun hiren Inspektiounen a Berodungsaktivitéiten adoptéieren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Dann huet d'Madamm Cahen d'Méiglechkeet, eng Zousazfro ze stellen. An Dir hutt nach eng Minutt Zäit, Madamm Cahen.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Jo, villmools merci un den Här Minister. Ech mengen, dat mat der Geldstrof, dass déi just erfält, wann ee sech net conformément huet, dat kënnt mir ëmmer aneschters zu Oueren. Ech wär frou, wann Der Iech do nach eng Kéier kéint renseignéieren oder dat nach eng Kéier kéint der ITM weidersoen.

Ech sinn awer ganz frou, ze héieren, dass d'Preventioun an d'Sensibilisatioun ganz wichteg Sujete sinn an och dass juristesch an technesch Berodunge stattfannen. Ech mengen, dat sollt Der da vläicht nach eng Kéier kucken, mat der ITM zesummen, dat och un d'Betriber ze kommunikéieren, well et an hirem Interêt och ass, fir dass se sech do och berode loossen a kucken, ob se konform sinn. Ech mengen, dat ka jo och eng proaktiv Demarche vum Betrib sinn. An do wär ech ganz frou, wann Der dat nach eng Kéier kéint dann esou mathuelen.

Villmools merci.

**M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | Jo, merci nach eng Kéier fir dës Fro. Et sinn natierlech och schonn an der Vergaangenheet Konferenzen oder Informatiounsversammlunge gelaf, fir verschidde Secteuren op Problemer hinzeweisen. Do kommen dann heiansdo net vill Leit oder just déi, déi sech souwisou schonn un alles halen, déi kommen dann nach eng Kéier lauschteren, an déi, déi sech net drun halen, déi kommen dann net.

Et ass natierlech genau wéi bei den Agent-municipallen, déi Protokolle schreiwen. D'Inspektere vun der ITM gi keng Kamelle verdeelen, sinn natierlech ëmmer oppe fir den Dialog, mee a gewëssene Situatioune kënne se net anescht, wéi ze sanktionéieren.

A wéi gesot, nach eng Kéier en Appell: Ressortissants de pays tiers mussen en Titre de séjour hunn, mussen eng Aarbechtserlabnis hunn – déi mussen déi zwee hunn –, fir kënnen ze schaffen. A wann dat net de Fall ass, da gëtt et leider deier. An dofir nach eng Kéier en Appell, fir déi 10.000 Euro pro Kapp ze evitéieren, dass ee sech do och bei der ITM erkundegt oder urifft, och emol eng Kéier nofreet, anstatt dass een einfach de Risiko ageet oder mengt, et wier ee richteg. Da soll een do bei der ITM nofroen. Dat ass eng vu mengen Administratiounen, zu deenen ech 100 % stinn. Jo, si maachen hir Aarbecht. A leider ass et heiansdo och net esou, wéi deen, deen de Protokoll kritt, et deementspriechend och an deem Moment gesäit.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, merci, Här Minister. Domat wär dann déi Fro ofgeschloss.

## 3. 8070 – Projet de loi portant modification :

**1° du Code du travail ;**

**2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;**

**3° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,**

**en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1152 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles dans l'Union européenne**

Da kéime mer zum zweete Punkt vum Ordre jour vun haut de Mëtten. Dat ass de Projet de loi 8070, d'Ëmsetze vun enger europäescher Direktiv iwwer transparent a previsibel Aarbechtskonditiounen an der Europäescher Unioun. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht a follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 10 Minutten Zäit, all Fraktioun an all Sensibilitéit hu 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Carole Hartmann, den Här Georges Engel, den Här Jeff Engelen, den Här François Bausch, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An elo huet d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Françoise Kemp, d'Wuert. Madamm Kemp.

***Rapport de la Commission du Travail***

**Mme Françoise Kemp** (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, an engem Aarbechtsmarché, dee sech stänneg entwéckelt, ass et noutwendeg, dass d'Aarbechter vollstänneg iwwert déi essentiel Aarbechtskonditiounen informéiert ginn, deene se ënnerleien.

D'Aarbechtswelt ass am Wandel. D'Aarbecht ass méi global, méi mobill an digital ginn. D'Aarbechtsmobilitéit op engem nationalen an europäeschen Niveau ass an de leschte Joerzéngten aus verschiddene Grënn staark gewuess. D'Aarbechtswelt gëtt ëmmer méi komplex an nei Kompetenze sinn néideg. Wärend et virun dräi Joer üblech war, all Dag op de Büro ze goen, ass et a ville Firmen haut anescht. Wuelbefannen a kierperlech a mental Gesondheet ginn ëmmer méi wichteg.

D'Zil vum Gesetzesprojet 8070 ass et, d'europäesch Direktiv 2019/1152 vum Europäesche Parlament a vun dem Conseil vum 20. Juni 2019 bezüglech den transparenten a previsibelen Aarbechtsbedingungen an der Europäescher Unioun ëmzesetzen. Dës Direktiv gouf zu Göteborg vun der Europäescher Kommissioun no der Proklamatioun vum europäesche Pilier vun de soziale Rechter vun den Institutioune vun der Europäescher Unioun de 17. November 2017 proposéiert.

D'Haaptzil vun der Direktiv ass et also, méi eng transparent a previsibel Beschäftegung ze förderen, andeems dem Aarbechter säin Zougang zu weesentlechen Informatioune vu sengem Beschäftegungsverhältnis verbessert gëtt an d'Mindestufuerderunge bezüglech sengen Aarbechtsbedéngunge garantéiert ginn. Dës Informatioune solle rechtzäiteg schréftlech an enger zougänglecher Form geliwwert ginn.

Am Kader vun dësem Gesetzesprojet, deen dës Direktiv ëmsetzt, ass och eng Ausdeenung vu weesentlechen Informatioune fir all Mataarbechter, sief et Léiermeedercher, Léierbouwen, detachéiert Salariéen, Interimssalariéen, Staats- a Gemengebeamten, Employéen, Salariéen, par rapport zu hiren Aarbechtskonditioune souwéi de formelle Konditiounen an Delaien, bannent deenen dës Informatiounen iwwerdroe musse ginn, geplangt.

En Encadrement vun der Längt vun der Proufzäit, déi am Kader vun engem befristete Kontrakt vereinbaart ass, ass och an dësem Projet de loi virgesinn. Des Weidere gëtt d'Mise en place vun effektiven, proportionalen an dissuasive Sanktiounen am Fall vun enger Verletzung vun den nationalen Dispositioune bezüglech de Rechter, déi an der Direktiv virgesi ginn, gereegelt.

De Gesetzesprojet soll verschidde Bestëmmungen op nationalem Niveau reegelen, wéi d'Schafe vun der Iwwergangsprozedur a Richtung vu méi sécheren a previsibelen Aarbechtsformen, zum Beispill den Iwwergang op en onbefristeten Aarbechtsvertrag oder e Vollzäit-Aarbechtskontrakt.

Des Weidere gesäit de Projet de loi d'Verallgemengerung vum Prinzipp vun der Accessibilitéit an der Gratuitéit vu Formatioune vir an de Verbuet vun Dispositiounen, déi de Léiermeedercher a Léierbouwen, Salariéen oder Interim-Salariéë verbitt, eng parallell Beschäftegung ze besetzen.

Dëse Gesetzesprojet gouf de 7. September 2022 deposéiert. De 7. Februar 2024 sinn ech Rapportrice genannt ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Aarbechtskommissioun krut zu dësem Gesetzesprojet 4 Avisen an 2 Avis complémentaires. De Gesetzesprojet gouf geännert duerch en Amendement gouvernemental vum 20. Mäerz 2023. D'Zil ass et, déi modifizéiert Dispositioune vum modifizéierte Gesetz vum 9. November 1990, wat d'Schafe vun engem ëffentleche maritimme lëtzebuergesche Register ugeet, ze sträichen. Et gouf virgesinn, datt d'Bestëmmunge betreffend d'Mindestsécherheets- a Gesondheetsvirschrëfte vun de Séifuerer ënnert d'Kompetenz vum Wirtschaftsministère falen a se ginn net an dësem Gesetzesprojet behandelt.

De Staatsrot hat a sengem Avis vum 24. Oktober 2023 21 Opposition-formellë festgehalen. Dës formell Oppositioune sanktionéieren eng onvollstänneg oder net konform Transpositioun vun der Direktiv, souwéi d'Netkonformitéit mam Artikel 19 vun der Verfassung. D'Aarbechtskommissioun huet decidéiert, den Observatioune vum Staatsrot ze follegen an huet eng Serie vu parlamentareschen Ännerungen de 15. Mäerz 2024 ugeholl. Am Avis complémentaire vum 21. Mee hieft de Conseil d'État d'Opposition-formellen op.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ass mam Projet de loi averstanen, mee huet e puer praktesch Prezisioune gefrot a Bezuch op d'Iwwermëttelunge vun Informatiounen a Relatioun mat den Aarbechtsbedéngungen.

D'Chambre de Commerce huet zesumme mat der Chambre des Métiers en Avis de 6. Mäerz 2023 formuléiert an en Avis complémentaire de 26. Abrëll. Allgemeng bedaueren déi zwou Beruffskummeren e gewëssene Manktum u Lisibilitéit bei der Ëmsetzung vun der Direktiv. Am Avis complémentaire vum 26. Abrëll approuvéieren d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers d'Amendementer, déi gemaach gi sinn.

Am Avis vun der Chambre des Salariés vum 20. Oktober 2022 huet si e puer Zweifel un der neier Dispositioun geäussert. Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport an déi verschidden Avisen, déi virleien.

Allgemeng huet all Aarbechter e Recht op Aarbechtskonditiounen, déi seng Gesondheet, seng Aarbecht, seng Sécherheet a seng Dignitéit genausou wéi eng Limitatioun vun der maximaler Aarbechtsdauer, Rouperioden an e Recht op eng järlech Period vu bezuelltem Congé respektéieren.

Ech ginn domadder den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen der Rapportrice villmools Merci fir hire schréftlechen a fir hire mëndleche Rapport.

Déi éischt ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann.

***Discussion générale***

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. Transparenz a Previsibilitéit si ganz wichteg an dem Aarbechtsverhältnis, wat d'Aarbechtskonditiounen ugeet vun den eenzelnen Employéen. Hei ass et awer och esou, an dat wëll ech ënnersträichen, dass duerch déi nei Reegelungen och eng Rei nei Chargen op d'Employeuren duerkommen an awer och op d'Privatstéit, well et ass nämlech esou: Och an engem Travail domestique mussen déi Reegelen hei agehale ginn – dat ass eppes, iwwert dat mer och an der Kommissioun geschwat haten –, soudass et fir ganz kleng Betriber an och fir Ménage-privéen trotzdeem eng gewësse Charge supplémentaire ass, déi hei muss agehale ginn.

An et muss een, mengen ech, awer och do eng wichteg Informatiounscampagne maachen. Par rapport zu deenen ass et vläicht fir grouss Betriber méi einfach, déi heite Saachen ëmzesetzen, well een och déi néideg Manpower huet, fir et ze maachen. Et ass wichteg, dass hei elo déi néideg Informatiounen um Terrain ukommen, och bei de Privatstéit, fir dass déi heiten nei Reegelen och kënnen ëmgesat ginn. Dat ass dat eent.

An dat anert, dat ass, dass, och wa mer hei zousätzlech Chargë schafe fir d'Entreprisen, wat d'Aarbechtskonditiounen ugeet, déi ganz, ganz wichteg sinn, mir da parallell awer och weider un der Simplification administrative musse schaffen. Well et kommen zousätzlech Chargen op d'Betriber duer, an do musse mer och kucken, wéi mer et hinnen awer vläicht méiglech maachen, dat een oder dat anert och méi vereinfacht kënnen ëmzesetzen.

Ech ginn den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann huet den Här Georges Engel d'Wuert.

**M. Georges Engel** (LSAP) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Hei ass e Projet de loi, do geet et ëm d'Transparenz vun den Aarbechtskonditiounen, a wat déi méi transparent sinn, wat se besser si fir de Salarié, awer och fir den Employeur. Un homme averti en vaut deux! An et ass wichteg, dass mer esou e Projet, wou et méi kloer ass, wou et méi transparent ass, wat d'Aarbechtsformen ugeet, hei stëmmen.

Ech flichten der Madamm Hartmann bäi, dass do natierlech och muss eng Informatiounscampagne kommen, och fir d'Patronen, och déi kleng Patronen, fir datt se wëssen, op wat se sech aloossen, wat se mussen an deen Aarbechtskontrakt schreiwen, an iwwerhaapt, wat d'Transparenz vun den Aarbechtskonditiounen ugeet.

Et ass, wéi gesot, eng europäesch Direktiv. De Gesetzesprojet gouf de 7. September 2022 – wat e schéinen Dag – deponéiert. An e läit mir och wierklech ganz staark um Häerz, well en awer eng Verbesserung fir d'Salariéen ass. An eng Rei parlamentaresch Amendementer, déi nom Avis vum Staatsrot koumen, hu gemaach, dass mer en net an der leschter Legislaturperiod konnte stëmmen.

Hei ginn, wéi gesot, eng ganz Rei vu gudde Saachen, déi an dësem Projet stinn, encadréiert, wéi d'Dauer vun der Proufzäit. En huet och Sanktioune virgesinn, wa géint déi Direktiven hei verstousst gëtt. E féiert och Iwwergangszäiten an, wat zu méi sécheren a méi previsibelen Aarbechtsforme féiert. An dann ass och de Prinzipp vun der Accessibilitéit a vun der Gratuitéit vun de Formatiounen hei ofgeséchert. Dat sinn alles wichteg Saachen, déi zu méi Transparenz féieren. An dofir ginn ech hei och den Accord vun der LSAP.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engel. Dann ass et elo um Här Engelen.

*(Hilarité)*

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Et geet hei ëm d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv. Ech mengen, déi ass noutwendeg. Mir mussen all wëssen, datt mer haut an enger verännerter Aarbechtswelt liewen. Duerfir musse mer och permanent d'Aarbechtskontrakter der Zäit upassen. Do komme mer mat de Joren net derlaanscht.

Mee erlaabt mer, nach vläicht eppes Generelles ze soen. Ech wëll aus dem Avis vun der Chambre des Salariés e puer Punkten erausgräifen. Ganz zum Schluss weist si drop hin a bedauert de Retard vum Gesetz – et ass jo ëmmerhin an der EU-Direktiv schonn 2019 op de Wee bruecht ginn – an datt et elo eréischt realiséiert gëtt. Si bedauert och, datt keen Dialog war mat de Sozialpartner. Ech mengen, dat kéint ee jo awer verbessere mat de Joren. A si huet och Bedenken, wat d'Aarbechtsplaz oder -rhythmen ugeet an haaptsächlech och nach, wat den CDI an den CDD ubelaangt.

Mee am Generellen ass et eng Verbesserung vun der Situatioun, an duerfir wäerte mer hei eis Zoustëmmung ginn. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engelen. Dann ass et um Här François Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci. Merci och der Madamm Rapportrice fir de Rapport. An ech ginn d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech ginn net op de Rapport an, ech ginn éischter e bëssen op d'Form vum Gesetz an an och op d'Delaien. Mir sinn erëm spéit un. Dat heiten ass jo e Gesetz, wou et dës Kéier net de Staatsrot oder d'Chamber waren, déi spéit u waren, mee et war u sech dës Kéier d'Regierung, déi ganz spéit mat hirem Text koum, well den Transpositiounsdelai war schonn iwwerschratt, ass iwwerschratt. A mir sinn elo dat zweetlescht Land, wat dat heiten ëmsetzt.

An ech fannen, grad wann et drëm geet, Aarbechterrechter ze stäerken, datt mer dann net sollten dat lescht Land oder dat zweetlescht Land sinn, mee mir sollten u sech am Peloton de tête sinn, voire, de préférence, souguer an der Echappée, fir dann och zousätzlech dem Sportsminister e bëssen eppes matzeginn.

Et ass ganz oft ugeschwat ginn, datt d'Chamber Zäit brauch, fir Gesetzer anstänneg ze behandelen. An ech mengen, mir wäerte muer nach eng Kéier op déi nämlecht Debatt zréckkommen. Mee et wär wierklech wichteg, datt hei an Zukunft – an dat ass e bësse

mäi Wonsch un déi nei Regierung, an, Här Minister, ech ginn Iech deen dann haut e bësse mat – d'Feeler vun der Vergaangenheet vläicht net widderholl ginn an datt, grad wann et ëm Ëmsetzunge vun Texter geet, déi Texter méi séier an d'Chamber kommen, soudatt dann och d'Chamber an de Staatsrot déi néideg Zäit hunn, fir eng gutt Aarbecht op deene Gesetzer ze maachen.

Zum Contenu awer vum Gesetz: Et ass e Beräich, an deem bis elo relativ wéineg legiferéiert gouf, an dobäi ass et awer wichteg, datt mer hei méi harmoniséieren. Domat menge mir net, datt all Land déi selwecht Montanten an déi selwecht Delaie soll aféieren. Nee, mir sinn der Meenung, datt dës Direktiv e Minimum u Rechter fir d'Aarbechter an d'Aarbechterinnen an d'Apprentien an der EU sécherstelle muss.

Ee Beispill sinn d'Formatiounen, déi se maache mussen, fir hire Beruff auszeüben. Elo ass et wichteg, datt hei festgehale gëtt – an dat wëll ech wierklech eng Kéier begréissen –, datt déi als Aarbechtszäit ze consideréiere sinn an net einfach esou niewebäi onbezuelt kënne lafen.

An dann, dat, wou mer och méi, mengen ech, driwwer geschwat hunn a wou och an der Ëffentlechkeet vill driwwer geschwat gouf, dat ass déi Fro vum Recht, fir vum CDD an en CDI ze wiesselen. Et ass e Recht, dat ze froen, et ass awer keng Obligatioun fir de Patron, fir deem Rechnung ze droen. Also, dat ass, mengen ech, och ganz wichteg ze soen. Et ass awer wichteg, datt mer hei d'Leit nach eng Kéier sensibiliséieren, datt se dat Recht hunn, fir no sechs Méint an engem CDD an Zukunft en CDI ze froen. Well dat gëtt de Leit eng zousätzlech Sécherheet, a wann de Patron mat hinnen zefridden ass, da steet deem normalerweis jo och näischt am Wee.

An da muss ech der Madamm Hartmann och absolutt Recht ginn: Dat heite schaaft nei administrativ Aarbecht fir d'Betriber, an do ass et wichteg, datt mer déi Betriber elo gutt encadréieren, hinne wierklech och gutt zur Hand ginn, hinne weisen, wou se Hëllefe kënne fanne respektiv och wéi se esou einfach wéi méiglech dat Gesetz kënnen ëmsetzen, an datt mer dat dann haaptsächlech och bei der ITM a bei staatlechen Acteuren usidelen an net erëm un d'Betriber oder un hir Selbstverwaltung ofginn, soudatt se awer schlussendlech dat selwer bezuele mussen.

Dat gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, ginn ech den Accord vun eise Piraten fir dëse Projet. An ech géif mer wënschen, datt mer an Zukunft déi Texter méi séier géife kréien an datt, wann et administrativ Erschwéierunge gëtt fir d'Betriber, mer gläichzäiteg och iergendwéi e Wee fannen, fir net nëmmen iwwer administrativ Vereinfachungen ze schwätzen, mee se och tatsächlech en oeuvre ze setzen.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Ganz gutt!

**Une autre voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Dëst Gesetz kritt och d'Zoustëmmung vun eise Lénken.

*(Hilarité)*

Mee ech mengen, et kann een awer zwou Saachen nach dozou soen. Dat Éischt ass, datt effektiv – an den Här Engelen huet et erwäänt – den Datum, wou déi Direktiv hätt sollen ëmgesat ginn, schonn zwee Joer hier ass an datt do an der Vergaangenheet dann awer net mat deem Nodrock geschafft ginn ass, wéi dat eventuell hätt misse sinn, an och datt effektiv, wéi d'Salariatskummer och zu Recht bedauert, den Dialog mat de Sozialpartner en amont vun der Redaktioun net an deem Mooss gesicht ginn ass.

Et ass eigentlech keng grouss Revolutioun, deen heiten Text. Verschidde Saache gi preziséiert, verschidde Saache gi méi transparent gemaach. An dat ass am Interêt vum Salarié, an dat ass natierlech och am Interêt, mengen ech, vum Betrib, well d'Previsibilitéit generell an d'Luucht gesat gëtt. An dat sinn eenzel Detailer, déi duerchaus wichteg sinn an déi gutt sinn, firwat mer et och matstëmmen.

Et ass virdrun esou vill vu Chargë geschwat ginn, déi op d'Betriber duerkomme mat dësem Text. Ech muss Iech awer éierlech soen: Et si punktuell Adaptatiounen! Et ass an Zukunft esou, datt Aarbechtskontrakter e bëssen anescht mussen ausgesinn. Ech mengen net, datt dat Chargë sinn, déi elo esou deier wieren oder esou géifen an d'Gewiicht falen, datt d'Betriber finanziell dorënner leide géifen.

Ech mengen awer, an do sinn ech mat derbäi, datt effektiv eng Informatiounscampagne muss gemaach ginn, datt d'Betriber mussen informéiert ginn, datt ab elo verschidde Saachen och méi kloer mussen an den Aarbechtskontrakter stoen. An do vertrauen ech awer och op den Aarbechtsministère, datt dee mat de Betriber deen dote Kontakt an déi Kommunikatioun sicht.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum.

Dann huet elo eis Regierung d'Wuert. Här Aarbechtsminister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | Merci, Här President. Ier ech ufänken, wollt ech awer och emol begréissen, dass eis potenziell Nofollgerinnen an Nofollger op der Tribün sinn, déi dann emol gesinn, wéi mir schaffen. A voilà, dat ass ganz flott. Déi Transpositioun, déi betrëfft dann och vläicht si eng Kéier an Zukunft. Mee ech fannen et ganz sympathesch, dass esou Exkursiounen organiséiert ginn. Voilà.

Merci der Rapportrice fir hiren exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Awer och merci der Chamber fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi. Erlaabt mer awer trotzdeem, nach eemol op de But vun dësem Projet de loi, deen eis haut virläit, anzegoen an e puer Detailer zu deem zukünftege Gesetzestext nach eemol ze ënnersträichen.

Wéi Dir alleguerte wësst, transposéiert dëse Projet de loi, deen am September 2022 deposéiert ginn ass, d'Directive relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles dans l'Union européenne. Wéi de Numm et scho seet, ass d'Haaptzil vun dëser Direktiv, méi transparent a méi previsibel Aarbechtskonditiounen ze promouvéieren. An dat ass natierlech och der Regierung ganz wichteg.

Dëst soll geschéien, andeems d'Memberstaaten deene schaffende Leit e besseren Zougang zu de wichtegsten Informatioune ginn, déi hiert Aarbechtsverhältnis betreffen, hinnen awer och minimal Exigenze betreffend hir Aarbechtskonditioune garantéieren a sécherstellen, dass déi dofir néideg Reegele strikt applizéiert ginn.

Nom Depot am September 2022 hunn, wéi ech scho gesot hunn, d'Chambre-professionellen hir Avisen am Oktober 2022 an am Mäerz 2023 ofginn. Am Mäerz 2023 ass och en Amendement gouvernemental deposéiert ginn, nodeems de Staatsrot constatéiert hat, dass deen Deel vum Projet, dee vum Commissariat aux affaires maritimes virbereet gi war an deen och vun der Direktiv betraff ass, Dispositioune sollt änneren, déi selwer nach net en vigueur waren, well de concernéierte Projet de loi mat der Nummer 7329 nach an der Prozedur war.

Am Oktober 2023 huet de Staatsrot du säin Avis zum Text ofginn, soudass d'Vue vun der Regierung amendéiert ginn ass. An deem Avis huet déi héich Kierperschaft eng ganz Rei Opposition-formellë formuléiert, dat ass virdrun och gesot ginn, op déi mat Amendements parlementaires reagéiert gouf.

Effektiv huet d'Commission du Travail de 15. Mäerz 2024 eng Serie Amendementer decidéiert, déi et dem Staatsrot erlaabt hunn, a sengem Avis complémentaire den 21. Mee 2024 all seng formell Oppositiounen opzehiewen, soudass d'Commission du Travail de 5. Juni 2022 hire Projet de rapport adoptéiert huet.

Wéi schonns ugangs gesot an och vun der Madamm Kemp erkläert, transposéiert dëse Projet eng europäesch Direktiv, an zwar d'Direktiv vum 20. Juni 2019 iwwer transparent a previsibel Aarbechtsbedingungen an der Europäescher Unioun. Esou en Text war laang iwwerfälleg, well d'Dispositiounen aus der Direktiv iwwert d'Verflichtung vum Patron, den Aarbechter iwwert d'Konditiounen, déi op de Kontrakt oder d'Aarbechtsbezéiung applikabel sinn, ze informéieren, vun 1991 sinn an definitiv net méi adaptéiert waren, fir d'Aarbechter adequat ze informéieren, vu dass d'Aarbechtswelt sech entre-temps fundamental verännert huet.

No där ganz wichteger Proklamatioun vum europäesche Socle des droits sociaux am November 2017 zu Göteborg a Schweden, déi d'Madamm Kemp an hirer Interventioun vu virdrun och schonn erwäänt huet, huet d'Europäesch Kommissioun dofir hir Proposition de directive presentéiert, déi schlussendlech 2019 a Kraaft getrueden ass.

Effektiv baséiert dëse wichtegen europäeschen Text, deen hei soll ëmgesat ginn, dann och op de Prinzippie 5 a 7 vum europäesche Pilier, déi sech engersäits op d'Recht vun den Aarbechter op eng gläich a gerecht Behandlung betreffend d'Aarbechtsbedéngunge souwéi den Accès zur Protection sociale an zu der Ausbildung bezéien an anerersäits op d'Recht vun den Aarbechter, iwwer hir Rechter a Flichten informéiert ze ginn, déi aus hirem Aarbechtsverhältnis entstinn, d'Grënn fir hir Entloossung ze kennen, vu räsonabele Kënnegungsfriste kënnen ze profitéieren, Zougang zu effektiven an onparteiesche Mechanisme fir d'Sträitléisungen ze hunn an, am Fall vun ongerechten Entloossungen, en Droit de recours a gegeebenefalls en Urecht op eng gerecht Entschiedegung ze hunn.

Genau an deem État d'esprit ass d'Haaptzil vun der Direktiv, déi mam Projet de loi, iwwert deen Dir haut ofstëmmt, ëmgesat gëtt, eng méi transparent a previsibel Beschäftegung ze förderen. Dëst soll geschéien, andeems den Aarbechter hiren Zougang zu de wesentlechen Informatioune betreffend hiert Beschäftegungsverhältnis verbessert gëtt.

Donieft sollen hinnen d'Mindestufuerderungen, wat hir Aarbechtsbedéngungen ugeet, genausou wéi déi strikt Uwendung vun de betraffenen nationale Reegele garantéiert ginn.

De Projet de loi ass also eent vun de Puzzlestécker vun deem sozialen Europa, wat net nëmmen d'Proklamatioun vum europäesche Socle des droits sociaux ustrieft, mee och déi am Abrëll vu 25 Memberstaaten ënnerschriwwe La Hulpe-Deklaratioun. Där hiert Zil ass et, déi zukünfteg Sozialagenda fir d'Period 2024 bis 2029 virzebereeden an den europäesche Pilier vun de soziale Rechter als Kompass vun der

EU-Sozialpolitick fir déi nächst Joren nei ze bestätegen, wat mir als Lëtzebuerg natierlech staark begréissen.

Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Rechter vun den Aarbechter an engem Aarbechtsmaart, dee sech stänneg entwéckelt, an deem Sënn ze stäerken, gesäit de Projet de loi, wéi scho vun der Madamm Kemp ënnerstrach, notamment vir, dass d'Aarbechter komplett iwwert déi weesentlech Aarbechtsbedingungen, deene se ënnerleien, informéiert sinn an dass dës Informatioune fristgerecht, schréftlech an an enger zougänglecher Form zur Verfügung gestallt ginn.

Fir d'Ëmsetzung vun der Direktiv proposéiert de Projet de loi eng Modifikatioun vu verschiddene Punkten, net nëmme vum Code du travail, mee och vum ofgeännerte Gesetz vun 1979 iwwert de Statut général du fonctionnaire a vum ofgeännerte Gesetz vum 24. Dezember 1985 iwwert de Statut général des fonctionnaires communaux.

Wéi der sécherlech all wësst, ass dëst néideg, well d'Direktiv sech op all d'Travailleure bezitt, wat natierlech net nëmme Salariés de droit privé sinn, mee och all déi Aarbechter, déi en anere Statut hunn, an dat sinn an eisem Fall natierlech och d'Staatsbeamten an d'Gemengebeamten.

Wéi Der och konnt feststellen, geet et am Projet de loi bei deenen dräi Texter haaptsächlech ëm punktuell Ännerungen an Ajoutten a sechs verschiddenen Domäner:

Éischtens eng Ausdeenung vu weesentlechen Informatioune fir d'Salariéen, d'Apprentien, d'Salariés détachés an intérimaires, d'Staatsbeamten an d'Employés de l'État, d'Gemengebeamten an d'Employé-communalle par rapport zu hiren Aarbechtsbedingunge souwéi déi formell Konditiounen an Delaien, bannent deenen dës Informatioun muss matgedeelt ginn.

Zweetens dann och en Encadrement légal vun der Längt vun der Proufzäit, déi am Kader vun engem zäitlech begrenzte Kontrakt ausgemaach ass.

Drëttens dann d'Mise en place vun effektiven, proportionellen an dissuasive Sanktiounen am Fall vum Verstouss géint national Bestëmmunge betreffend d'Rechter, déi laut Direktiv mussen applizéiert ginn.

Véiertens d'Mise en place vun enger Prozedur, fir en Iwwergang ze schafen zu méi sécheren a méi previsibelen Aarbechtsformen, wéi zum Beispill en Iwwergang zu CDIen a Vollzäitkontrakter.

Fënneftens dann d'Generalisatioun vum Prinzipp vum Accès zu enger gratis Formatioun, déi à charge vum Patron ass, wat gesetzlech, reglementaresch, administrativ, kollektivvertraglech oder via Accord interprofessionnel festgehale gëtt. Dat entsprécht och deem Punkt vum Koalitiounsaccord, wou gesot gëtt, dass Formatioun an den Entreprisë muss a soll encouragéiert ginn.

Sechstens dann de Verbuet vu Bestëmmungen, déi dem Léierbouf oder dem Léiermeedchen, dem Salarié oder dem Salarié intérimaire verbidden, parallell Aarbechtsplazen ze besetzen, a virun allem och de Verbuet vu sougenannten Exklusivitéitsklauselen, déi net duerch berechtegten Interesse gerechtfertegt sinn, déi objektiv verifizéierbar sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Opstelle vun Obligatiounen a Verbueter ass awer net genuch. Effektiv, sou wéi d'Rapportrice et scho ganz richteg bemierkt huet, muss d'Netanhale vun dësen neien Dispositiounen natierlech och sanktionéiert ginn. Zum Éischte sinn all Klauselen, déi contraire sinn zu den uewe genannten Elementer, null an ouni Effet.

Da sinn och Geldstrofen an Héicht vun 251 bis 5.000 Euro virgesinn. Si applizéiere sech op all Patron, deen zum Beispill net all gesetzlech virgeschriwwen Informatiounen an de Contrat d'apprentissage oder an de Contrat de travail geschriwwen huet, oder och nach op deen, deen net am virgeschriwwenen Delai op eng Demande vum Salarié reagéiert, dee gefrot huet, fir seng Aarbechtszäit eropzesetzen oder ze verkierzen.

Selbstverständlech ass och an dësem Domän d'ITM zoustänneg, fir ze kontrolléieren, ob déi gesetzlech Bestëmmungen agehale ginn. Am Resümmee kann ech soen, dass dëse Projet de loi fir all déi schaffend Leit hei zu Lëtzebuerg, sief et am Privatsecteur oder beim Staat a bei de Gemengen, ganz däitlech Verbesserunge mat sech bréngt, andeems hir Aarbechtsbedingunge méi previsibel a méi transparent ginn, fir esou hir Positioun ze stäerken, genausou wéi dat vun der Direktiv 2019/1152 virgeschriwwen ass a genausou wéi och dës Regierung dat wëll maachen.

Dann zu de Froen oder de Suggestiounen, déi elo nach vun den Deputéierte komm sinn:

Infoe fir Privatstéit – dat ass, mengen ech, ganz wichteg, well déi vläicht net sou dodra si wéi déi am Secteur. Dass een déi soll informéieren, ass enorm wichteg.

Simplification administrative – absolutt, dat ass jo och eent vun den Haaptstéchwierder am Koalitiounsaccord.

Eng Informatiounscampagne ass, mengen ech, zweemol erwäänt ginn. Déi muss och gemaach ginn, fir dass jiddereen herno weess, u wat e sech ze halen huet.

A jo, de Sportminister weess awer och, dass déi meeschten Echappéeën a leschter Zäit net méi ukommen. Also et soll ee scho kucken, dass een dat an enger normaler Zäit ëmsetzt. Dat hei war elo kee Projet de loi vun der aktueller Regierung, mee d'Ëmsetzung vun der Direktiv soll esou séier wéi méiglech gemaach ginn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun ofgeschloss.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8070. Den Text steet am Document parlementaire 8070[9B].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8070 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e klengen Effort bei de Procuratiounen, da si mer geschwë gutt. Nach e bëschen. Voilà. Domat wär de Vott dann ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, follglech keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. De Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl ginn.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par Mme Barbara Agostino), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gusty Graas), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 4. 8326 – Projet de loi portant sur l'information des représentants légaux des mineurs privés de liberté en vue de la transposition des articles 5, paragraphes 2 à 4, et 10, paragraphe 3, de la directive 2013/48/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires

Da komme mer zum Projet de loi 8326 iwwert d'Informatiounsrecht vum Rechtsvertrieder vun engem Mannerjäregen, dee verhaft gouf. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno déi selwecht wéi virdru schonn annoncéiert. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Carole Hartmann, den Här Dan Biancalana, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Zeimet. Här Zeimet.

***Rapport de la Commission de la Justice***

**M. Laurent Zeimet** (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet 8326 bessere mir d'Ëmsetzung vun der EU-Direktiv 2013/48 no, déi initial mam Gesetz vum 8. Mäerz 2017 virgeholl gouf. Et geet drëm, op Nodrock vun der Europäescher Kommissioun, ze preziséieren, datt am Fall, wou e Mineur seng Fräiheet entzu kritt am Kader vun enger penaler Prozedur, engem Placement am Kader vum Jugendschutz oder engem europäeschen Haftbefeel, dem Mannerjärege seng legal Vertrieder mussen informéiert ginn.

D'Europäesch Kommissioun huet eng breet Interpretatioun vu penaler Prozedur a versteet dorënner all Prozedur, déi potenziell zu engem Fräiheetsentzuch ka féieren, also och Prozeduren am Kader vun eisem Jugendschutz.

Dir wësst, datt der Chamber d'Projet-de-loien 7991, 7992 an 7994 virleien, déi d'Aféierung vu Prozeduren am Jugendstrofrecht an eng Moderniséierung vum Jugendschutz virgesinn. D'Regierung proposéiert

awer, mat dësem Projet elo punktuell op d'Procédure d'infraction vun der EU-Kommissioun ze reagéieren, fir eis mat der Direktiv 2013/48 konform ze setzen.

Dëse Projet gouf dofir den 12. Oktober – e ganz schéinen Datum – 2023 vun der deemoleger Justizministerin, der Madamm Tanson, hei an der Chamber deposéiert. D'Justizkommissioun huet sech den 21. Dezember 2023 eng éischte Kéier domadder befaasst.

D'Cour supérieure de justice huet an hirem Avis niewent praktesche Verbesserungsvirschléi och eng terminologesch Adaptatioun proposéiert, fir d'penal Prozeduren net ze verkomplizéieren. An engem gemeinsamen Avis vum Parquet général, dem Jugendgeriicht an dem Bezierksgeriicht Lëtzebuerg ass fir d'éischt festgestallt ginn, datt och haut d'Informatioun vun de legale Vertrieder vun engem Mannerjäregen natierlech garantéiert sinn. Si proposéieren och, den ONE duerch déi kompetent Instanz, de SCAS, ze ersetzen. Och de Parquet vun Dikrech huet festgestallt, datt de Projet net am Widdersproch zum Jugendschutz steet.

De Staatsrot huet den initiale Projet mat zwou Oppositions formelles beluecht, éischtens, well de Projet keen Ënnerscheed tëschent temporairen an net temporairë Restriktioune bei der Informatiounsflicht gemaach huet, zweetens, well de Projet eng Restriktioun zur Informatiounsflicht virgesinn huet, déi net an der Direktiv stoung, nämlech de Fall, datt keen Erwuessene konnt erreecht ginn oder bekannt wier. De Staatsrot huet weider Ännerungsvirschléi vu Parquet a Geriichter opgegraff.

D'Justizkommissioun huet den 28. Mäerz 2024 Amendementer ugeholl, déi dem Staatsrot et mam Avis complémentaire vum 21. Mee dëst Joer erlaabt hunn, d'Opposition-formellen opzehiewen.

Den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher huet déi amendéiert Versioun vum Projet favorabel aviséiert, huet awer weider ënnerstrach, datt de Jugendschutz misst mat den europäeschen an internationale Standarde vun de Kannerrechter konform gesat ginn.

Eis Kommissioun huet den 13. Juni de schréftleche Rapport ugeholl, op deen ech fir weider Detailer géif verweisen, a mir proposéieren Iech also, den Text, esou wéi en elo virläit, unzehuelen.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

***Discussion générale***

An ech géif dann och profitéieren, fir d'Ënnerstëtzung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet zouzesoen, a wéilt drun erënneren, datt mer eis als Chamber jo och scho laang mam Jugendschutz beschäftegen. An ech erënnere mech drun, datt scho viru 25 Joer eng Spezialkommissioun an der Chamber ënnert dem Virsëtz vum Lucien Weiler sech mat dëse Froe beschäftegt huet a Konklusioune gezunn huet.

An ech wéilt op dëser Plaz profitéieren, fir dem Lucien Weiler och ze felicitéieren, fir seng nei Aufgab als Bopa a fir och dann am Kader vum Jugendschutz weider kënnen aktiv ze sinn.

**Plusieurs voix** | O!

**Une voix** | Très bien!

**M. Laurent Zeimet** (CSV) | An natierlech, déi Konklusioune sinn ëmmer nach richteg an et gëtt Zäit, datt mer eis weider mat dësem Projet beschäftegen. An ech denken, dat ganzt Haus wäert un dësen Aarbechte weider äerdeg schaffen.

An deem Sënn villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Zeimet, fir Äre schréftlechen an Äre mëndleche Rapport. An da kéime mer zum Sujet erëm zréck. D'Madamm Carole Hartmann huet d'Wuert.

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. Ech sinn natierlech frou fir de Bopa an och eisen Deputéiertekolleeg heibannen, deem mer natierlech alleguerte ganz häerzlech felicitéieren.

Dat heiten ass elo en Deel vu Garanties procédurales, déi och Mineure mussen hunn, wa se an engem strofrechtleche Verfare sinn. Mir hunn, och wa scho vill Aarbechten an deene leschte 25 Joer gemaach gi sinn, awer als Land e gewëssene Réckstand, wat d'Rechter vun de Mineuren ugeet. Mir sinn do net op all Niveau konform mat der Convention internationale des droits des mineurs. An duerfir ass et ganz, ganz wichteg, niewent deem heiten Text och déi aner Reform vun dem Droit pénal des mineurs weiderzeféieren, well mer awer doduerch, dass mer aktuell nëmmen d'Dispositioune vun der Protection des mineurs hunn, eigentlech haut net fir d'Mineuren hei zu Lëtzebuerg déi selwecht Garantie-procédurallen hunn, wéi se scho fir Majeure bestinn.

Dat ass eng Lacune, déi mer hunn, déi mer onbedéngt musse behiewen. An dofir géif ech vläicht d'Justizministesch froen, wou mer dru sinn. Ech mengen, dat ass e ganz komplexe Projet de loi oder eng ganz komplex Serie u Projet-de-loien, déi mer hunn, fir d'Jugendstrofrecht anzeféieren an och d'Protection de la jeunesse ofzeänneren. Mee dat ass awer e ganz, ganz wichtege Projet de loi.

Hei ass elo en Deel vun de Garanties procédurales. An deem Cadre légal, dee méi breet ass, deen en cours ass, musse mer vill, vill méi Garantie-procéduralle fir Mineure schafen, well u sech sinn ech der Meenung, dass e Mineur eigentlech méi Garantie-procéduralle muss hunn am Kader vun engem strofrechtleche Verfaren, wéi dat bei Majeuren ass, well e Mineur ass d'office eng Persoun, déi méi vulnerabel ass wéi e Majeur.

Duerfir ass et ganz, ganz wichteg, dass mer déi Reform virubréngen an onbedéngt och esou séier wéi méiglech zu Enn bréngen. Dëst gesot, ass dat hei natierlech awer e wichtege Schrëtt, eng kleng Transpositioun, déi mer onbedéngt sollte maachen. Duerfir ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann ass et um Här Dan Biancalana.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Ech mengen, et ass wichteg, dass mer haut dëse Punkt vun der Transpositioun vun der Direktiv ëmsetzen, well et geet ëm d'Rechter vun eise jéngste Matbierger am Kader vun enger Prozedur, wou e Fräiheetsentzuch stattfënnt a verschiddene Situatiounen. An ech mengen, et ass och wichteg, dass dann och deementspriechend am Kader vum Jugendschutz déi legal Representanten informéiert ginn – oder en aneren informéiert gëtt, wann dee legale Representant et net sollt sinn. An deem droe mer och hei ganz kloer Rechnung.

Et ass och wichteg, dass een hei am Avis vum OKaJu och ganz kloer seet – an deem gi mer jo och hei no –, dass um Niveau vum Jugendschutzrecht och effektiv europäesch an international Standarde sinn, an déi sollen à jour gehale ginn. An ech mengen, et ass gradesou wichteg, dass an dëser Transpositioun jo och de SCAS festgehale gëtt an net den ONE, wéi et initial virgesi war, well mer an enger Transitiounsphas entre-temps sinn, well mir jo déi dräi Projet-de-loie virleien hunn, engersäits deen iwwert de Jugendschutz, dann deen iwwert den Droit pénal pour mineurs an deen iwwert de Renforcement vun de Rechter vun de Victimmen.

Dofir schléissen ech mech effektiv menger Virriednerin un: Madamm Justizministesch, wou si mer drun am Kader vun deenen dräi Projet-de-loien, och um Niveau vun den Opposition-formellen an och den Amendementen, déi deementspriechend sollte kommen?

Ech mengen, dass dat heiten e wichtege Schratt ass, en attendant, dass déi dräi Projet-de-loien ëmgesat ginn. Dofir gi mir och hei den Accord als LSAP-Fraktioun. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Biancalana. Här Fred Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Ech mengen, et ass elo zimmlech alles dozou gesot. Mir stëmmen als ADR dëse Projet natierlech mat. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Effektiv, dee Projet geet op eng Diskussioun zréck, déi laang Jore mat der Kommissioun ugedauert huet. Déi virviregt Regierung hat déi Direktiv transposéiert. An du war d'Kommissioun der Meenung, dass dat net géif duergoen. Mir hu parallell deemools un dem Jugendschutz an der Jugendstrofrechtreform geschafft an haten am Fong gehofft, dann domat de Problem geléist ze kréien, well an deenen Texter gëtt de Problem nämlech och geléist. Dat war elo leider nach net méiglech.

Duerfir ass dat awer eng ganz gutt Saach, dass iwwert deen heiten Text elo déi Diskussioun ronderëm d'Informatioun vun de Mineuren ass, wat en essenzielle Punkt ass, …

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Hei, wannechgelift e wéineg méi calme! Merci.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | … wa se an esou enger konfliktueller Situatioun sinn, dass d'Informatioun vun de Representante vun de Mineuren uerdentlech verleeft.

Doriwwer eraus, an duerfir stinn ech och elo hei, huet den OKaJu a sengem Avis eppes opgeworf, wou e gesot huet, an dat ass absolut richteg, dass déi „child-friendly information" …, dat heescht, net nëmmen d'Informatioun vun de Représentants légaux, mee eeben och eng adaptéiert Informatioun vun de betraffene Mineuren, dass ee sech vläit soll eng Kéier e bëssen e Gesamtbild maachen dovunner, wéi dat fonctionéiert.

An ech sinn immens frou, dass all Fraktioun an all Sensibilité politique och déi Motioun hei matdréit, wou mer eebe froen, dass en Inventaire vun deenen ënnerschiddlechen Dispositioune soll ausgeschafft ginn a gegeebenefalls, wann et noutwendeg ass, nach zoustänneg Ligne-directricë sollen ausgeschafft ginn, fir dass d'Kanner grad an esou ganz schwierege Situatiounen, wou se eeben den Autoritéite vis-à-vis stinn an net onbedéngt wëssen, wat geschitt a wat d'Implikatioune si vun deem, wat hinne grad geschitt, déi richteg Informatioune kréien.

An natierlech – ech schléisse mech do deene Virriedner un, déi dat ënnerstrach hunn – ass et extreem wichteg, dass mer dee globalen Text, déi Reforme vum Jugendschutz, vum Jugendstrofrecht a vun den Affer an Zeie vu Strofdoten, op en Ofschloss kréien. Mir schwätzen oft an der Kommissioun doriwwer.

An der leschter Kommissiounssëtzung, wou ech d'Fro gestallt hat, krute mer gesot, dass bei Iech am Ministère, Madamm Ministesch, d'Amendementer souwäit fäerdeg wären oder op alle Fall virum

Summer kéinte fäerdeg sinn. An eeben do d'Fro: Steet déi Zäitschinn nach ëmmer? Kënne mer virum Summer mat deenen Amendementen zum Jugendstrofrecht rechnen? A gëllt dat dann och fir déi zwee aner Texter, oder op d'mannst fir de Jugendschutztext? Well dat ass wierklech eppes, wou mer scho ganz laang dru schaffen – de Rapporter huet et ënnerstrach – a wou et wichteg ass, dass mer am Interêt vun de Kanner séier zu enger Léisung kommen.

Hei ass d'Motioun.

***Motion 1***

*« relative à l'information des enfants mineurs d'âge en contact avec la police, les autorités judiciaires ou les douanes ainsi que de leurs représentants légaux »*

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– le vote du projet de loi n° 8326 portant sur l'information des représentants légaux des mineurs privés de liberté en vue de la transposition des articles 5, paragraphes 2 à 4, et 10, paragraphe 3, de la directive 2013/48/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires ;*

*– l'avis de l'OKaJu relatif à ce même projet de loi n° 8326 qui rappelle la nécessité de s'orienter aux standards européens et internationaux, notamment les Lignes directrices du Comité des ministres du Conseil de l'Europe sur une justice adaptée aux enfants adoptée le 17 novembre 2010,*

*invite le Gouvernement*

*– à réaliser un inventaire ainsi qu'une analyse de l'ensemble des dispositions traitant de circonstances mettant un enfant mineur d'âge en contact avec les autorités publiques tel que la police, les autorités judiciaires ou la douane ;*

*– à mettre à disposition des lignes directrices appropriées aux fins d'une transmission d'information dite child-friendly, tout comme du matériel d'information nécessaire en langage facile et en communication accessible.*

*(s.) Sam Tanson, Marc Baum, François Bausch, Dan Biancalana, Sven Clement, Carole Hartmann, Fred Keup, Joëlle Welfring, Laurent Zeimet.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. An dann ass et um nächsten ageschriwwene Riedner, dat ass den Här Sven Clement. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat heiten ass en Text, wou mer jo u sech eng Transpositioun nach eng Kéier upasse ginn, nodeems mer matgedeelt kruten, datt mer en net ganz esou ëmgesat hunn, wéi een dat hätt solle maachen. Ech erënnere mech och, datt dat heiten en Text ass, wou mer e puermol schonn Diskussiounen driwwer haten, wéi déi eenzel Prozeduren oflafen. An duerfir, mengen ech, muss ee wierklech ofwaarden, bis de ganze Package ofgeschloss ass, fir all déi Interaktioune mat deenen eenzelnen Acteuren, esou wéi dat och haut schonn ugeschwat gouf, ze analyséieren an dann ze kucken, ob ee vläicht punktuell awer nach muss nobesseren, grad wat d'Informatiounsflichte respektiv d'Kontaktméiglechkeete sinn, well do gëtt et, mengen ech, nach déi eng oder aner Onkloerheeten oder zumindest Doutten, déi awer kënnen opgeworf ginn.

Dat gesot, gi mir awer eisen Accord, well dat heiten ass e wichtegen Text, e wichtegt Puzzlesteck u sech an där Reform vum Jugendrecht.

A wann ee vu Jugend a vu Mineure schwätzt, da wëll ech awer op dëser Plaz och dervunner profitéieren, fir eisem Kolleeg, dem Charel, alles Guddes ze wënsche fir säin neie Rôle als jonke Papp.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Dann ass d'Wuert fir den Här Marc Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, deene Wënsch kann ech mech just uschléissen. Wat d'Gesetz hei ugeet, effektiv, et ass e klengen Deel vun engem Package, deen nach an der Maach ass respektiv wou och scho länger Zäit driwwer diskutéiert ginn ass. Ech mengen, datt et eng Necessitéit gëtt, fir deen heite besonneschen Deel erauszehuelen, fir dee virzezéien, och eleng schonn nëmmen, well mer eis domadder musse konform setze mat europäeschem Recht. Ech mengen, datt et ganz wichteg ass, datt een d'Rechter vun deene ganz Jonken, vun de Mineuren, ugeet. An duerfir wäerte mir dat hei och matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum.

An dann ass elo d'Wuert fir d'Regierung. Madamm Minister.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | Merci, Här President. Och dem Rapporter e grousse Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Dat erlaabt mer, datt ech net méi muss op den Detail agoen.

Wéi gesot, mir behiewen hei eng punktuell Lacune, en attendant, datt mer déi grouss Jugendschutz- a Jugendstrofrechtreform hunn, wou mer natierlech all gehofft haten, datt mer se schonn hätten. Mee wéi der wësst, waren an deem Projet eng ganz Rei Opposition-formellen, a mir schaffe ganz intensiv drun, déi ze behiewen. Mir sinn och scho relativ gutt weidergeschratt. Et ass natierlech esou, datt et dräi Texter sinn, déi mussen aneneegräifen. Et sinn, wéi gesot, zwee Texter bei mir am Ministère an een am Ministère de l'Éducation, an déi mussen aneneegräifen, soudatt dat natierlech och eng gewësse Concertatioun viraussetzt. Mee mir schaffe mat Héichdrock un där Reform.

An attendant mengen ech, datt dëse Projet ganz wichteg ass, well mer awer d'Interête vun de Kanner, d'Rechter vun de Kanner, schützen, wa se am Kader vun enger Prozedur engem Fräiheetsentzuch ausgesat sinn, datt se dann awer wéinstens kënnen eng Vertrauenspersoun informéieren. Wéi Der richteg sot, ass effektiv déi Dispositioun hei herno och an deem anere Projet dran, déi wäert iwwerholl ginn.

Ech wollt och nach zwee Wuert just soen zu der Motioun, déi proposéiert ginn ass vun deene Gréngen. Dat ass fir mech an der Rei, wa mer esou en Inventaire maachen. Dat muss een dann natierlech och zesumme maachen, souwuel mam Ministère de l'Intérieur, wat d'Police betrëfft, wéi mam Ministère des Finances, wat d'Douane betrëfft, an dann, le cas échéant, och herno fir d'Lignes directrices mam Conseil national de la justice. Mee ech mengen, datt dat sécher eng wäertvoll Aufgab kéint sinn. A mir musse souwisou, wa mer déi Gesetzer bis stëmmen, och Informatiounscampagnë maachen, fir och d'Leit doriwwer kënnen ze informéieren.

Ech soen Iech op alle Fall villmools Merci fir déi breet Ënnerstëtzung.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Punkt ofgeschloss.

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8326. Den Text steet am Document parlementaire 8326[8].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8326 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, follglech keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also eestëmmeg ugeholl ginn.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Félix Eischen), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

***Motion 1***

Dann hu mer nach eng Motioun erakritt vun der Madamm Sam Tanson. Wëll d'Madamm Tanson nach Stellung dozou huelen? Dat ass scho gemaach.

Ass nach en aneren, dee wëll dozou d'Wuert huelen?

*(Négation)*

Dat ass net de Fall.

Kënne mer dës Motioun dann ...

**Une voix** | Ech hu scho gestëmmt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir hutt scho gestëmmt. Ma dat war dann e wéineg fréi, da musst Der et nach eng Kéier maachen.

*(Hilarité)*

Da ginn ech dervunner aus, datt mer iwwert dës Motioun och kënne mat Handophiewen ofstëmmen.

*(Assentiment)*

***Vote sur la motion 1***

Wien ass domadder d'accord?

Ass een do, deen dergéint ass?

Ass een do, dee sech enthält? Dat ass net de Fall.

Dës Motioun ass also eestëmmeg ugeholl.

## 5. 8350 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 8350 iwwert d'Verlängerung vu verschiddene Bäihëllefen am Kader vum Klimabonus Wunnen. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht. Deen huet nach ëmmer net geännert. An et si schonn ageschriwwen: den Här Luc Emering, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporter, den honorabelen Här Christophe Hansen. Här Hansen.

***Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité***

**M. Christophe Hansen** (CSV), rapporteur | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, beim Projet de loi 8350 handelt et sech ëm eng minimal, awer trotzdeem wichteg Ännerung vum ofgeännerte Gesetz vum 23. Dezember 2016, dat e Bäihëllefesystem agefouert huet zur Förderung vun der Nohaltegkeet an der rationaler Notzung vun erneierbaren Energien am Beräich vum Wunnen. Mir schwätze vum Klimabonus Wunnen an deem sougenannten Top-up. An dësen Top-up vum Klimabonus ass Enn Dezember 2023 ausgelaf a gëtt duerch dëse Projet de loi ëm sechs Méint bis Enn Juni 2024 verlängert.

Pour rappel: Deen Top-up gouf no den Tripartitt-Verhandlunge vu September 2022 agefouert, notamment fir d'Inflatioun ze bremsen a fir de Stéit an de Betriber ze hëllefen, fir déi energeetesch Transition ze beschleunigen, notamment duerch energeetesch Renovatiounen an de Switch op erneierbar Energien, fir esou d'Ofhängegkeet vu fossillen Energieträgere bei de Stéit ofzebauen.

Wéinst den ambitiéisen, mee awer och néidege Klima- an Energieziler am PNEC an der Kris am Logement huet d'Regierung decidéiert, den Top-up vum Klimabonus ëm sechs Méint ze verlängeren. Dat war wichteg an och richteg. An dës Ännerunge goufen an eiser Kommissiounssëtzung vum 22. Mee à l'unanimité ugeholl.

Mir kruten och Avise vun der Chambre des Salariés, der Chambre de Commerce, dem Syvicol an natierlech och, wéi et sech gehéiert, vum Staatsrot. All dës Avise ware positiv.

Ech wéilt awer eng kleng Remark vun der Chambre de Commerce ervirsträichen, notamment wat d'Laf-zäit vun esou Bäihëllefen ugeet. Aus deem Avis geet notamment ervir, datt een aus Grënn vun der Planungssécherheet esou Mesüren op d'mannst iwwer ee Joer soll strecken. A wa se da geännert ginn, soll ee se op d'mannst dräi Méint virum Auslafe bezéiungsweis virun den Ännerungen ukënnegen. Dat ass natierlech wichteg, fir datt d'Betriber och déi néideg Stocken opbauen oder och keng Liwwerenkpäss kréien. Dat wier immens wichteg, wann an Zukunft esou Ännerunge géife gemaach ginn.

Här President, dat heite war elo de Rapport vum Projet de loi 8350. Dat ass elo ofgeschloss.

***Discussion générale***

An ech huelen dann och kuerz Stellung am Numm vun der CSV. De Klimabonus Wunnen soll jo laut dem Minister gréisstendeels onverännert bleiwen, just den Top-up vun der Fotovoltaik soll vun 62,5 % op 50 % erofgoen. A bei de Subventioune vun all deenen anere Programmer, zum Beispill Wärmepompelen, de Sanéierungen et cetera, soll den Top-up bäibehale ginn.

Ech mengen, besonnesch den Abau vu Wärmepompelen ass fir eis energeetesch Transitioun vun entscheedender Bedeitung. An dat ass och eng zentral Moossnam an eisem Energie- a Klimaplang, zu deem sech ons Regierung laut dem Koalitiounsofkommes jo och ganz kloer bekennt an un dee se sech och hale wäert.

An dat selwecht gëllt natierlech och fir déi energeetesch Sanéierung vun den Haiser. Dat ass dee Beräich, wou Lëtzebuerg am meeschte Potenzial huet, fir méi energieeffizient ze ginn, wa mer wëlle bis op déi 40 bis 44 % Effizienz bis 2030 kommen, déi eist Zil sinn. An och dat, mengen ech, gouf vun de Ministere Wilmes an Delles an eiser Jointe Ekonomie an Environnement och ganz kloer nach eng Kéier ënnerstrach.

Dir Dammen an Dir Häre, hei handelt et sech natierlech ëm eppes, wat wichteg ass, aktuell fir eis Generatioun, mee awer och fir déi zukünfteg Generatiounen.

An ech géif mech do dem Här Zeimet uschléissen: Déi nei Generatioune sinn ukomm an ech géif och gär dem Kolleeg Charel Weiler a senger Fra Cathy ganz häerzlech zur Gebuert vun hirem Bouf, dem Noé, felicitéieren.

An dat gesot, soen ech Iech Merci, an am Numm vun der CSV ginn ech eisen Accord zu dësem Projet de loi. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen Iech Merci fir de mëndlechen an de schréftleche Rapport. Ech mengen, déi Wënsch, déi sinn elo geschwënn ukomm douewen.

*(Interruption)*

An dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

**M. Luc Emering** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen haut iwwert d'modifizéiert Gesetz vum 23. Dezember 2016 iwwert de Regimm vun Aidë fir d'Promotioun vun der Nohaltegkeet, der rationeller Benotzung vun der Energie an den erneierbaren Energien am Beräich vum Logement of. Wéi de Christophe Hansen gesot huet, gëtt dat Ganzt ëm sechs Méint verlängert, vum Dezember 2023 bis elo Enn Juni 2024.

Well et bei der energeetescher Effizienz vun eisen Haiser nach grouss Efforte brauch, ass et wichteg, dass mir weider eng finanziell Ënnerstëtzung gi fir d'energeetesch Renovatioun vu Wunnhaiser, d'Installatioun vun enger Fotovoltaikinstallatioun, d'Promouvéiere vun der Autoconsommatioun bei PV-Anlage bis 30 kW an de Remplacement vun enger Chaudière, déi mat fossillem Brennstoff alimentéiert gëtt, oder enger elektrescher Heizung duerch eng méi nohalteg an energieeffizient Alternativ, wéi zum Beispill d'Wärmepompelen.

Dir Dammen an Dir Häre, d'DP begréisst, dass scho vill Efforte gemaach goufe vu staatlecher Säit, fir d'Demandë vun de Subside méi séier ze traitéieren. Och hei bleift awer nach vill ze dinn. Leit, déi investéieren an d'energeetesch Sanéierung vun hire Wunnhaiser, léine ganz oft vill Sue bei de Banke mat héijen Zënsen a sinn drop ugewisen, dass déi Aidë séier an onkomplizéiert ausbezuelt ginn, well dës ganz einfach vun Ufank un an d'Rentabilitéitsberechnunge mat agefloss sinn, an et deemno d'Leit a finanziell Schwieregkeete bréngt, wann et, wéi an der Vergaangenheet, immens laang dauert, bis déi Sue bei de Leit um Kont ukommen.

Eleng dëst Joer wäerten 2,5 Milliarden Euro an d'Ëmsetzung vum nationalen Energie- a Klimaplang fléissen. Dat ass esou vill wéi nach ni virdrun.

E weidert wichtegt Element ass, dass den Energieminister Lex Delles dru schafft, e Prefinanzement fir d'Klimabäihëllefen anzeféieren. An enger éischter Phas wäert dësen d'nächst Joer fir d'Fotovoltaikanlage kommen.

Dir Dammen an Dir Häre, mir stinn als DP hannert dësem Gesetzesprojet. Dës Mesüren droen derzou bäi, dass jidderee soll d'Méiglechkeet kréien, an engem klimafrëndlechen an energiespuersame Logement ze wunnen.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren. Ech soen awer och dem Rapporter villmools Merci fir seng zwee Rapporten, souwuel säi schréftleche wéi säi mëndlechen, a ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Emering. An den nächste Riedner ass d'Madamm Claire Delcourt.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi déi nei Regierung ugangs des Joers decidéiert huet, de sougenannten Top-up beim Klimabonus Wunnen bis Enn Juni ze verlängeren, well si sech Zäit wollt ginn, fir de bestoende Regimm ze analyséieren an eventuell och ze iwwerschaffen, hu mir dat gutt fonnt. Et ass och effektiv ganz normal a wichteg, dass d'Leit sech net all dräi Méint un en neie Regimm mussen, jo, upassen an duerno och net méi wëssen, wellech Bäihëllefe se zegutt hunn a wellech net. D'LSAP wäert dëse Projet de loi also och matstëmmen.

Kee Versteesdemech hu mer awer fir d'Virgeeënsweis vun der Regierung. Et konnt ee relativ fréi Zweifel drun hunn, ob déi sechs Méint géifen duergoen, fir en neie Regimm en place ze setzen. An deem Sënn hat d'LSAP Enn Abrëll eng Motioun vun de Piraten ënnerstëtzt, fir genau déi Delaien an deem Projet de loi ze verlängeren. Déi Motioun gouf vun der Majoritéit awer ofgeleent, dëst mam Argument, dass d'Regierung sécher matzäit kéint en iwwerschafftene Subsideregimm virleeën.

Dëse Projet de loi gouf elo den 8. Mee an der Kommissioun diskutéiert. Och zu deem Zäitpunkt gouf et nach keng Äntwert op d'Fro, wéi et nom 30. Juni sollt weidergoen. Trotzdeem gouf et e klore Refus, fir den Delai fir déi méi héich Subsiden ze verlängeren.

Wéi mer dann elo de Rapport den 22. Mee ugeholl hunn, war eisen Informatiounsstand nach ëmmer dee selwechten. Grouss Iwwerraschung: Dräi Woche méi spéit koum de Premierminister am Detail deen neie Klimabonusregimm virstellen, deen ab dem 1. Oktober dëst Joer soll gëllen. Ob den Ëmweltminister frëndlecherweis dem Premier d'Freed wollt loossen, fir dës Nouvelle ze annoncéieren, oder ob d'Regierung sech bis op de leschte Stëppel awer net sécher war, wouhin d'Rees sollt goen, sief dohigestallt.

Mee spannend ass d'Fro, wat elo tëschent dem 1. Juli an dem 30. September passéiert. Dozou sot de Premier – an ech zitéieren –: „Bis dohinner wäerten déi aktuell Reegele gëllen, wann d'Chamber domat d'accord ass." Jo, d'Chamber ass domat d'accord – zumindest d'Oppositioun, déi jo eng Verlängerung gefuerdert huet.

Wien awer elo erwaart, dass dëse Projet de loi schnell nach emol amendéiert géif ginn, louch leider falsch.

Dobäi wier et keng grouss Affär gewiescht, mat Amendementer déi Datumer vun deem Projet de loi nach emol unzepassen, an et hätt de Staatsrot och sécherlech elo net eng grouss Aarbecht kascht an et wär och kee groussen Zäitverloscht gewiescht.

Mee neen, mir waarden dann op en neie Projet de loi, deen déi selwecht Bestëmmunge bis Enn September verlängert, an natierlech op de Projet de loi, deen en neie Regimm ab Oktober festleet. Et freet sech just, wéini dat soll gestëmmt ginn, well mir hunn elo nach genau zwou Sëtzungswoche bis den 11. Juli, an da prinzipiell Paus bis den 8. Oktober. Mir riskéieren also, d'Verlängerung vum Top-up ze stëmme fir eng Period, déi schonn ofgelaf ass, dat zu engem Moment, wou schonn en neie Regimm gëllt, fir deen et awer nach keng legal Basis gëtt.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Wéi sollen d'Leit dobaussen do nach den Iwwerbléck behalen?

Ganz änlech gesäit et iwwregens beim Klimabonus Mobilitéit aus. Dat fält manner op, well dee Subsid iwwer Règlement grand-ducal, an net iwwer Gesetz, festgeluecht ass. An och hei leeft d'Majoratioun vu 5.000 op 8.000 Euro den 30. Juni aus. En neit Reglement, dat dee méi héije Subsid bis den 30. September verlängert, ass menges Wëssens nach net do. Mee hei kann de Minister eis jo vläicht herno soen, wou dat Reglement dann drun ass.

Här President, an der Klimapolitick wëll dës Regierung de Leit Loscht maache matzemaachen. Den Interessi vun de Leit un der energeetescher Sanéierung vun hiren Haiser, der Wärmepompel oder och de Solaranlagen ass duerchaus do, mee si froe sech natierlech als Alleréischt: „Wat kascht et? Kann ech mir et leeschten?", oder: „Wat bréngt dat um Enn?" D'Héicht vun de Subside spillt an deem Kontext eng ganz weesentlech Roll. An de Rapporter huet jo och scho gesot, dass d'Betriber an och hir Clienten eng gewësse Previsibilitéit brauchen.

Ofschléissend wëll ech dofir soen, dass mir als LSAP erwaarden, dass besonnesch déi Texter, déi d'Iwwergangszäit bis zum 1. Oktober reegele sollen, spéitstens d'nächst Woch virgeluecht ginn. Dat gëllt fir de Klimabonus Wunnen an och fir d'Reglement zum Klimabonus Mobilitéit. Dës Texter sinn zwar dann nach net a Kraaft, mee d'Intentioun vun der Regierung ass domat awer kloer. Mir erwaarden och, dass eng Informatiounscampagne déi Prozedur begleede soll, fir dass interesséiert Leit verstinn, wat si tatsächlech un Hëllefe kënne kréien. Voilà.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Delcourt. An dann ass den nächste Riedner den Här Jeff Engelen.

*(Interruption)*

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Et geet hei drëm, beim Klimabonus d'Delaien ze verlängere bis den 30. Juni. Dat ass jo quasi schonn dës Woch nach, wann een ..., oder dëse Sonndeg. Ech mengen, dat ass e bësse spéit. Mee, wann awer schonn iwwert dëse Klimabonus geschwat gëtt, iwwert d'Delaien – d'Madamm Delcourt huet et elo grad e puermol ugeschnidden –, wat awer och nach wichteg ass ze soen – ech wëll si do ergänzen –, dat ass: D'Leit bräichten awer och emol Planungssécherheet, wat alles op se duerkënnt a wat se kënnen erwaarde vu Subsiden a wat net.

A wa se och Subside kréien, da sollen déi och, wannechgelift, méi oder wéineger an engem vernünftegen Delai ausbezuelt ginn, wat bis elo net ëmmer de Fall war. Well do héiert ee ganz vill Reklamatiounen an der Gesellschaft. Do misst een awer Remedur schafen. Et ka jo net nëmmen eleng sinn, datt keng Leit do sinn, déi dat maachen, datt mer net genuch Personal hätten. Ech mengen, dat ass schonn e Problem. Dat wësse mer awer schonn e puer Joer.

Merci fir Är Opmierksamkeet. A mir géifen dësem Projet eis Zoustëmmung ginn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engelen. Dann ass et un der Madamm Joëlle Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Här President, zu Lëtzebuerg hu mir an de leschte Jore grouss Fortschrëtter beim Ausbau vun erneierbaren Energië gemaach, virun allem bei der Produktioun vum Stroum. Déi neisten Zuele vum ILR weisen, dass 2023 20,3 % vum nationale Stroumverbrauch duerch d'Produktioun vu gréngem Stroum zu Lëtzebuerg gedeckt gouf. Mir produzéieren also mëttlerweil méi Stroum, wéi eis Stéit zesumme verbrauchen. Bei der Wandkraaft gouf d'Stroumproduktioun an zéng Joer versechsfacht, an aleng d'lescht Joer goufen zéng weider Wandrieder installéiert.

Bei de Solaranlage leie mer op der Plaz 6 vu 27, wat déi installéiert Capacitéit pro Kapp an der EU ubelaangt. Ganzer 13.622 Anlage konnten 2023 gezielt ginn. Säit der Annonce vum Top-up-Programm ass d'Unzuel vun dësen Anlagen ëm 72 % an d'Luucht gaangen. Et gesäit een also ganz kloer: Wann héich Aiden do sinn, da kënnt och déi erwënscht Wierkung zum Droen.

Dës Dynamik muss onbedéngt weidergedriwwe ginn. Leider iwwerzeegen awer d'Aussoe vun de leschte Méint net wierklech, weeder am Bezuch op Atomkraaft nach duerch d'Ophiewe vum aktuelle Stroumpräisdeckel, deen d'Leit, déi an d'Energietransitioun schonn investéiert hunn, souguer bestrooft, oder eeben d'Kierze vu Subside bei de Solaranlagen an an der Mobilitéit. Et geet heibäi bei Wäitem net nëmmen ëm d'Erreeche vun eisen Energie- a Klimaziler, mee ëm d'Schafe vun Aarbechtsplazen. Et geet ëm eist Handwierk, eis Wirtschaft an et geet ëm eis Liewensqualitéit.

Fir eis ass et dofir kloer, dass zu dësem Zäitpunkt d'Klimabonussubsiden an de Beräicher Wunnen a Mobilitéit als wichteg Puzzlestécker vun der Transformatioun um héijen Niveau solle bäibehale ginn. Grad elo ass net de Moment, als Land bei der Energietransitioun d'Investitiounen erofzeschrauwen – ganz am Géigendeel! Dofir maachen eis d'Annoncen, dass déi aktuell Aiden ab dem 30. September solle reduzéiert, voire deelweis ofgeschaaft gi scho Suergen.

Apropos Annoncen: D'Regierung – et ass virdrun och schonn ugeklongen – huet an de leschte Méint ëmmer erëm betount, eng komplett Evaluatioun vum Klimabonusprogramm wëllen ze maachen, an de Programm dann deementspriechend ganz unzepassen. No dëser Evaluatioun hate mir op d'mannst an zwou Question-parlementairë gefrot a keng Äntwert drop kritt. Wou déi déifgräifend Changementer an Upassunge sinn, konnte mer bis elo och nach net direkt erkennen.

Zur Previsibilitéit – och dat ass schonn ugeklongen –: Modifikatiounen am Aidëberäich bedeiten ëmmer stéissweis ganz héich Unzuele vun Demanden – eeben duerch déi Onsécherheet bedéngt, wéi et duerno weidergeet. Dat vun eise Bierger/innen, déi zu ... An dat bedeit quasi virprogrammëiert Retarden op der Säit vun eise Verwaltungen, wéi bei der Ëmweltverwaltung, an dat natierlech och mat deenen domat zesummenhängenden Onzefriddenheeten. Mee d'Ofännerunge bedeiten och e Méiopwand un Informatioun, fir d'Leit iwwert d'Regimmer ze informéieren, zum Beispill duerch d'Klima-Agence.

Dofir och meng Fro: Wéini goufen déi rezent Upassunge vum Klimabonus un déi concernéiert Verwaltunge kommunizéiert, fir dass si kënnen hirersäits déi néideg Informatioune weiderginn? Och d'Betriber, déi zum Beispill Vëloen, Autoen oder Fotovoltaikanlage verkafen, mussen déi néideg Informatiounen hunn, fir se un hir Clientë weiderzeginn a si ze beroden.

Leit, déi doriwwer nodenken, hir Suen ze investéieren, hunn och sëllege Froen zu den Detailer, zum Beispill, wat d'Definitioun ass vun engem Cargobike – dat schéngt am Moment och net geklärt ze sinn – an och wéi et mat den Aidë vun de Borne weidergeet, déi Enn des Joers auslafen. Wéi steet et dann och mam Stroumpräis op deenen ëffentleche Bornen? Alles Froen, déi awer wichteg sinn, wann ee sech do gär gutt virbereet op déi doten Ännerungen.

Mir froen eis eeben och, wisou mer haut e Gesetzestext stëmmen, wou dach annoncéiert ginn ass, dass déi aktuell Top-up-Aidë weider bis Enn September gëlle sollen. Wier et net méi effizient a manner verwirrend gewiescht, dësen Datum eeben direkt unzepassen, statt elo en zweeten zousätzleche Gesetzesprojet – op d'mannst een, jiddefalls – nach zousätzlech mussen ze definéieren? A wier et net besser gewiescht, e kohärente Gesamtpak zu engem spéideren Zäitpunkt virzeleeën?

Nieft Subside brauche mer och strukturell Moossnamen, déi am PNEC verankert sinn a schnell ëmgesat musse ginn. D'Regierung huet sech zu dësem Text bekannt, mee et bleift nach ze froen, a wéi enger Form si de Klimaplang um Enn vun dësem Mount un d'Kommissioun wäert schécken. Heiriwwer ass d'Chamber bis elo éischter wéineg gewuer ginn.

Genausou wichteg ass et, d'Mesüre selwer ze definéieren, fir déi dann och séier a gutt ëmzesetzen. Grad d'Kärmesüre fir d'Klimatransitioun sinn hei ganz wichteg: notamment déi vum Leasing social, wou Stéit mat manner Revenu emissiounsfräi Autoe zu engem nidderege Montant lease kënnen; den Opbau vun enger nationaler Renovatiounsgesellschaft, als nächst Beispill, fir d'Proprietäre vu Wunnhaiser strukturéiert a vun A bis Z ze begleeden; d'Virfinanzéierung ass ugeklongen, déi soll dann Ufank d'nächst Joer kommen; an awer och d'Aus- a Weiderbildung vun Handwierker, mat deenen déi viregt Regierung ganz enk zesummegeschafft huet.

Vill dovunner sinn eebe Schlëssellelementer, fir och finanziell manner gutt opgestallte Menagen ze ënnerstëtzen. Dës Mesüre musse prioritär weidergedriwwe ginn, an d'Fro ass eeben: Wéini kann ee sech hei eppes Konkreetes dozou erwaarden?

Rezent Entwécklungen a verschiddenen Nopeschlänner an och Stëmmen aus dem Secteur weisen et däitlech: Mir brauche kloer Aussoen, kloer Bekenntnisser an eng tatkräfteg Ëmsetzung vu Moossname fir eis Energietransitioun, an dat ouni Bremsen an ouni politesch Onsécherheeten, souwuel an Europa, mee och heiheem.

Merci.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bon, ech wäert elo

net nach eng Kéier dee ganzen techneschen Detail uschwätzen. Ech mengen, wouriwwer mer eis alleguerten heibannen eens sinn, dat ass d'Wichtegkeet vun dësem Projet.

Mir gesinn, dass och an dësen Zäiten, wou mer sinn, d'Energiepräisser an d'Luucht schéissen. Mir gesinn, dass d'nächst Joer nach eng Kéier d'Energiepräisser wäerte klammen. An doropshin ass dëse Projet nach méi wichteg wéi ... Par konter, och nach fir alleguerten d'Leit mat engem klenge Portmonni ass dësen Top-up, deen an dësem Projet gestëmmt gëtt, wichteg.

Wat een awer hei elo muss soen, ass: Mir – an haaptsächlech d'Majoritéit, déi glänzen hei – soen, wéi fantastesch dësen Top-up ass. Jo, mir fannen e gutt. Ech mengen, déi meescht heibanne fannen e gutt. An och d'Majoritéit fënnt e gutt. Par konter, wou ech e bëssen erstaunt heibanne sinn: Mir stëmmen elo e Projet – bon, ech sinn elo zwar nach en neien Deputéierten – réckwierkend op den 1. Januar bis elo den 30. Juni, dat heescht, dat sinn elo nach véier Deeg. Dat heescht, mir soen de Leit elo: „Gitt nach séier, ënnerschreift nach eng Offer, well nom 30. Juni gëtt et keen Top-up méi!"

Bon, dat ass elo mol dat, wat mir vum Premierminister esou annoncéiert kruten. Dat war jo eng vu senge Spuermesüren. Dat ass fir ons – op alle Fall fir d'Leit, wéi och scho vum Här Engelen gesot – keng Planungssécherheet, déi d'Leit sech kënnen hei erwaarden. Och fir d'Handwierk ass et e Kuddelmuddel. Also, ech muss Iech soen, wann d'Leit mech froen, wéi et am Moment virugeet – ech weess et selwer net als Deputéierten, wéi sech do ons aktuell Regierung wierklech positionéiert!

An och dat anert, wat ech awer nach muss soen, dat ass eng Fro vläicht un de Minister: Alleguerten déi Demanden, déi elo tëschent dem 1. Januar an dem 30. Juni dann ënnerschriwwe goufen an och schonn eventuell installéiert goufen, wéi ass et do mat dem Ausbezuele vun den Aiden?

Bon, elo hu mer vläicht d'Chance, ech mengen, mir haten och eng QP dozou gestallt, am Moment si mer bei deenen Aiden, wann ee se ufreet, bei engem Delai vun engem Joer. Dat spillt deementspriechend och mat an d'Kaarten, datt een elo ka soen: „Mir stëmmen haut de Projet, well déi Leit hir Sue souwisou eréischt an engem Joer kréien."

An dat Zweet ass natierlech elo: Wéi geet et nom 1. Juli weider? Soe mer elo nach de Leit, se solle kucken – bon, mir sinn haut elo Mëttwoch –, dass se nach séier bis e Freiden ënnerschreiwe ginn, well nom 1. Juli kréie se jo dann deen Top-up net méi? Oder seet d'Regierung dann ... Wéi och scho vun der Madamm Delcourt ugeschwat, wäerte mer vläicht den Top-up réckwierkend dann am Oktober hei stëmmen?

Voilà, dat ware meng Froen, an da sinn ech elo um Schluss. Mee mir wäerten awer natierlech dëse Projet och matstëmmen, well mir sti fir den Top-up a mir hunn och, wéi och scho vun der Madamm Delcourt gesot, eng Motioun gestëmmt, fir dësen Top-up och nach weider ze erhalen. Mee leider ass dat verworf ginn.

Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Dann ass et um Här David Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Also dëst Gesetz ass eng Verlängerung eebe vum Klimabonusregimm zugonschte vu Leit, déi an eng Renovatioun vun hirer Wunneng, an d'Elektromobilitéit oder an erneierbar Energië bei sech doheem investéieren.

Ouni dës Verlängerung wier dëse Regimm Enn 2023 ausgelaf. D'Regierung huet awer virum Delai annoncéiert, de Regimm bis op den 30. Juni ze verlängeren. Haut si mer de 26. De Regimm ass also ofgelaf, nach éier dat Gesetz hei iwwerhaapt am Memorial publizéiert ass!

De Premierminister hat och a senger Ried iwwert den État de la nation eng weider Verlängerung vun dësem Regimm bis den 30. September ugekënnegt. Doriwwer eraus huet en awer och en neie Regimm ab dem 1. Oktober 2024 ugekënnegt.

Här President, d'Madamm Delcourt ass wierklech dorobber am Detail agaangen. Ech wäert och drop agoen, well ganz onofhängeg elo vun der Zoustëmmung – also mir wäerten dat heiten trotzdeem nach matstëmmen – oder vun der Oppositioun zu dëse Subventioune fanne mir och déi Aart a Weis virzegoe vun der Regierung awer e bësse komesch, fir et gelinde auszedrécken, well se och den Deputéierten d'Decisioun virenthält.

Wéi soll d'Chamber e Regimm nach kënnen adaptéieren oder souguer géint dëse Regimm stëmmen, wann de Regimm beim Vott de facto scho sechs Méint applikabel ass an d'Leit hir Entscheedungen opgrond vun de Primmen, déi se versprach kritt hunn, gemaach hunn? D'Chamber muss hei einfach u sech hiren Ok ginn, soss mengen d'Leit dobaussen, mir wieren e bësse komesch hei.

*(Interruptions et hilarité)*

An dat huet vläicht och domadder ze dinn ... Wat och e bësse stëmmt, zemools well mer eng Regierung hunn, déi alles dofir mécht an eis selwer net ganz seriö hélt. Doriwwer wäerte mer och nach dës Woch diskutéieren.

D'Verlängerung vum Regimm steet elo schonn op de Sitte vum Staat ugekënnegt, dobäi ass emol nach kee Gesetzesprojet deposéiert. Och dat ass awer e bësse problematesch, besonnesch och well dëst Gesetz, geneesou wéi déi Verlängerung bis September, jo séier hätt kënne geschéien. Et geet just drëms, en Datum ze änneren. Braucht Dir ... Firwat muss d'Regierung esou Méint dorunner schaffen?

*(Interruption par M. Sven Clement)*

Den neie Regimm soll ab ... Bon, et geschitt jo immens vill zurzäit am Ëmweltministère, et wäert domadder ze dinn hunn.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Déi hu keng Zäit.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Nee. Den neie Regimm soll ab dem 1. Oktober a Kraaft trieden. Och do hu mer just e puer Iddie vum Premierminister héieren an en Text läit net vir. Dee wäert egal wéi net virum Akraafttriede gestëmmt sinn, well virum Akraafttrieden dann och warscheinlech keng Plenière méi ass. An hei stelle sech awer och nach méi fundamental Froen, well hei nei politesch Choixen an e Gesetz fléissen, déi, jee no Lafzäit vun deem neie Regimm, gréisser Montanten engagéieren, déi à la base jo guer keng demokratesch Legitimatioun hunn. D'Leit ginn also an de kommende Méint an d'Garage, an do rechent de Garagist hinne vläicht e Finanzement fir en Auto vir opgrond vun Aussoe vum Premierminister am Juni op der Chambertribün. Bon.

Här President, ech wollt awer och nach e puer Wuert soen zum Klimabonus selwer. Mir waren, dat wësst Der och, ni der Meenung, dass esou Subventiounsprogrammer fir Privatstéit déi lescht Wourecht sinn, well se d'Tendenz hunn, méi Ongläichheeten ze schafen an eiser Gesellschaft. Wa mir eis awer ukucken, wéi vill Subventiounen elo tatsächlech all Joer iwwert de Klima- an Energiefong un d'Stéit fléissen, déi beispillsweis Solarpannoen op hiren Daach wëlle maachen, da stelle mer fest, dass dat alljoers drastesch ënnert deem läit, wat als Budget viséiert gëtt.

2021 waren et 3 Milliounen amplaz vu 6. 2022 waren et 1,75 Milliounen amplaz vun 10. 2023 waren et 900.000 Euro amplaz vun 9 Milliounen. An der Moyenne ginn also just 25 % vun deene Budgete wierklech benotzt, eraus kommen dann éischter anekdotesch Montanten. Bei anere Posten am Beräich Energie a Renovatioun ass dat och eng ganz änlech Tendenz. Mir ginn dovunner aus, dass déi viséiert Budgeten enger Zilsetzung entspriechen. Wann déi esou wäit verfeelt ginn, da muss ee sech awer och d'Fro stellen, ob déi Primmepolitick net gescheitert ass.

Déi nei Regierung seet elo, si wéilt dee Primmesystem weiderféieren a setzt d'Montanten erof. Ass d'Regierung tatsächlech der Meenung, dass mat manner Primmen elo méi géif investéiert ginn? De Premierminister huet d'Baisse vun de Primme jo mat falende Käschte vu Solarpannoe begrënnt. Dat wierkt esou, wéi wann de Klimabonusregimm bis elo e volle Succès gewiescht wier an de Marché elo räif genuch wier, fir mat manner Ënnerstëtzung ze funktionéieren. Dat stëmmt awer net, an d'Zuele weisen dat.

Eis geet et elo net drëms, Primmen eropzesetzen. Mir menge villméi, dass een anescht misst virgoen, dat hu mer oft gesot, a kollektiv ëffentlech Investitiounen den individuelle private misst virzéien. Ech hunn elo keng Zäit méi, fir dorobber anzegoen, mee dat hu mer scho gemaach a mir wäerten dat weiderhi maachen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

An dann ass et elo un der Regierung. Här Minister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Villmools merci, Här President. Merci dem Rapporter fir säi Rapport. Merci och den eenzelnen Deputéierte virun allem fir déi breet Zoustëmmung. Dat ass jo och haut dat Wichtegst, datt sech d'Parlament kloer dozou bekennt, datt mer sollen och weider mat Hëllef vu Subsiden op de Wee goen, fir och ënner anerem eis Klimaziler kënnen ze erreechen.

Et ass ganz kloer vun der Regierung kommunizéiert ginn. An ech mengen, dat ass och dat, wat zielt. An dofir solle mer och elo net ze vill Verwirrung selwer hei maachen, heibannen.

*(Interruptions)*

Et ass ganz kloer vun der Regierung kommunizéiert ginn, datt ab dem 1. Oktober en neie Regimm kënnt, an deen heite wäert verlängert gi bis den 30. September. Mir hunn, soubal mir d'Diskussiounen ofgeschloss hate mat dem Secteur, gekuckt, dee Regimm dann eeben nei ze adaptéieren. Mir hunn awer mam Secteur geschwat. Mir hunn en Dialog mat hinne gehat, et huet jo och e bësse gedauert, mir huelen dat jo och seriö, an do hu mir och déi Texter dunn, souwéi mer se konnten deposéieren, deposéiert. Dat brauch natierlech dann e bëssen. Mir sinn net aleng Acteur an enger legislativer Prozedur. Do gëtt et jo och nach Avisen, déi mussen erageholl ginn, och dee vun engem Staatsrot.

An dat Wichtegst ass, datt mer se wäerten egal wéi retroaktiv applizéieren. A Retroaktivitéit ass jo

näischt, wat dës Chamber oder Regierunge virdrun net och scho gemaach hätten. Dowéinst, dat Wichtegst ass de Message, datt deen aktuelle Regimm, wéi en elo nach besteet, wäert haut op den 30. Juni, duerno op den 30. September verlängert ginn. An ab dem 1. Oktober gëtt et en neie Regimm.

Ech mengen, dat ass déi kloer Kommunikatioun, déi och selbstverständlech un déi eenzel Partneren esou kommunizéiert ginn ass, sief dat ons Verwaltungen, wéi hei besonnesch d'Émweltverwaltung, oder sief dat d'Klima-Agence. An ech mengen, dat ass dat, wat zielt: Dat ass Kloerheet. An do si mer also ganz kloer, an do ass keng Verwirrung, déi ass. Déi eenzeg Verwirrung, déi ...

*(Interruption par M. Georges Engel)*

Dat ass kee Kabes, Här Engel ...

**Plusieurs voix** | Chaos!

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Déi eenzeg ... Et ass och kee Chaos. Et ass kee Chaos!

*(Brouhaha)*

Et ass ganz kloer kommunizéiert ginn. Mir hu mat den Acteuren och geschwat.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Et ass reng eng Spuermoossnam, déi Der virhuelt!

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Elo geheie mer alles ... Här President, effektiv, wien huet d'Wuert?

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Minister huet d'Wuert!

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir kënnt, Här Polidori, duerno eng Fro stellen. Elo schwätzt de Minister.

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Elo kënne mer jo net ufänken, alles ... Elo schwätze mer net vu Spuermesüren a vun allem duercherneen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Et ass eng Spuermoossnam! Dir bezuelt manner ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, wannechgelift!

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Mir schwätzen elo mol vun deem Regimm, dee mer elo verlängeren. Mir hunn elo net vun deem Regimm geschwat, ...

*(Interruption par M. Marc Goergen)*

... dee mer den 1. Oktober wäerten nei aféieren.

Mir hunn also kloer hei kommunizéiert, wat mer gäre wëlle maachen. Dat ass och esou ugeholl ginn. Et ass mer nach kee begéint, dee gesot huet: „Ech verstinn elo net, wat Der do wëllt maachen", well mer mam Secteur geschwat hunn a well mer kloer kommunizéiert hunn. Fir d'éischt de Premierminister a senger Ried zu der Lag vun der Natioun an duerno hu mer och dat nach eng Kéier ganz kloer preziséiert, wat mer gäre wëlle maachen. An dat ass och esou ukomm, souwuel bei eise Verwaltunge wéi och bei dem Secteur selwer. An esou wäerte mer dat och maachen.

Nach eng Kéier: Et ass net déi éischt Kéier, datt retroaktiv Mesüren applizéiert ginn. D'Leit brauche sech keng Gedanken ze maachen. Si wäerten déi Aiden am aktuelle Regimm och nach bis den 30. September kënne kréien, wann dann och déi offiziell Zoustëmmung natierlech vun der Chamber bis komm ass. An da gëtt dat retroaktiv applizéiert. Do wäert keen eppes verléieren. An ab dem 1. Oktober wäerte se an en neie Regimm iwwergoen.

An zu deem neie Regimm ... Dat ass elo, mengen ech, net hei d'Debatt. Do kënne mer natierlech awer och eng Kéier a Rou driwwer diskutéieren, wat eeben d'Avantagë wäerten dovunner sinn, mee ech mengen, dat ass net Bestanddeel vun dëser Debatt hei. An dowéinst gi mer elo net dorobber an, wat Der gesot hutt, well kloer ass, datt mer, wéi gesot, hei elo dee Regimm nach eng Kéier wäerte verlängeren an ab dem 1. Oktober en neie Regimm kënnt.

An ech soen der Chamber Merci fir d'Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Et waren nach zwou Wuertmeldungen elo do. Här Minister, sidd Der bereet, nach eng Fro unzehuelen? Här Minister?

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ok, da ginn ech dem Här Ben Polidori, dem Här Wagner an der Madamm Welfring ... Oder et war d'Madamm Welfring an den Här Wagner als Reiefolleg.

*(Interruptions)*

An d'Madamm Delcourt.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Kuerz Froen, net Kommentaren!

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Jo, jo, ok. Also ech wëll just d'Fro stellen, wann dovu geschwat gëtt, dass d'Acteure mat an d'Boot geholl goufen, ob d'Chamber net ee vun dësen Acteure wär, fir awer dann un deem Projet och matzeschaffen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Well ech sinn an där Kommissioun a bis elo hu mer nach keng Convocatioun kritt, fir iergendwéi un deem Projet kënnen ze schaffen.

An déi zweet Fro, déi ech awer wollt stellen, ass: Wa scho gewosst war, ganz kloer, et war jo gewosst, well dëse Punkt war schonn um Ordre du jour vu leschter Woch, en ass verréckelt ginn ..., firwat mer net dann awer nach de Projet ugepasst hunn, mat engem Datum zum 1. Oktober, well dat jo anscheinend scho sécher ass, dass den Top-up da bis dohinner leeft. Da froen ech mech, firwat d'Regierung dann net nach déi Saache wollt upassen, soudass mer dat dann och propper an engem Gesetz stoen hätte bis den 1. Oktober an net erëm eppes missten herno réckwierkend stëmmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Här Minister.

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | D'Chamber ass kloer informéiert ginn. An der Ried zur Lag vun der Natioun huet de Premierminister och ganz kloer gesot, wat déi grouss nei Prinzippie wäerte si vun deem heite Regimm. Also ass et net wouer. En huet an Exklusivitéit der Chamber dat hei gesot, selbstverständlech an engem ëffentleche Raum. An domadder ass och an der Ëffentlechkeet all Mënsch dat gewuer ginn, och eis Matbierger, dat si jo déi Concernéiert. An duerno sinn natierlech eng ganz Partie Prezisioune komm, notamment och vu ville Journalisten. Dofir hu mer och misse relativ séier eng Kéier kloer soen, wéi et da genau am Detail wäert weidergoen. Mee dee Virworf, d'Chamber wär net informéiert ginn iwwert déi nei Regimmer a wéi et wäert weidergoen, dat ass net richteg. De Premierminister huet dat hei gemaach, an ech mengen, dat ass och d'Plaz, fir esou Annoncë kënnen ze maachen.

Är zweet Fro war scho méi wéi eng? Mat dem ... Jo, et ass kee Problem ... Et wär och kee Problem gewiescht, fir ze soen, mir hätten elo nach kënnen direkt dovunner profitéieren, mee mir sinn net deen eenzegen Acteur. Wann ech d'Delaie kucke vum Staatsrot sengen Avisen zu deene meeschte Saachen, déi mer deposéieren, hätte mer dat net méi gepackt, fir dat elo ze maachen.

*(Brouhaha)*

Dat wär ganz kloer net un eis gescheitert, mee ...

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Minister krut eng Fro gestallt. En ass amgaangen, drop ze äntwerten, wannechgelift!

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Voilà, villmools merci! Ech mengen, datt mer och ganz calme kënnen dorobber äntwerten.

Voilà, et ass nun eemol mat den Delaien, déi mer hunn, net méiglech gewiescht, et ze maachen. Wéi gesot, et ass net déi éischt Kéier, wou mer retroaktiv Saachen applizéieren. Mir wäerten dat maachen, an dat Wichtegst ass, datt eis Matbierger wëssen, datt dee Regimm wäert, wéi gesot, verlängert ginn, op där enger Säit, an datt en neie Regimm wäert kommen an datt keen also wäert herno eppes dovunner verléieren. Dat ass dat, wat kloer an transparent erklärt a kommunizéiert ginn ass.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Jo, merci fir d'Wuert. Fir d'éischt emol: Et gëtt hei vun Delaie geschwat, déi hätte kënnen daueren, bis dann Avisen do wären. Mee ech muss éierlech soen: Hei kënne keng Avisë geschriwwe ginn zu engem Gesetzestext, deen net virläit. Dat ass schonn emol eng Saach.

An dat anert ass: Dir schwätzt och vu Prezisiounen, déi geliwwert goufen. Dat sinn da Prezisiounen – huelen ech dann un –, déi opgrond vun där Pressekonferenz da geliwwert goufen, gefrot goufen. Déi Chance hate mir net, fir Froen ze stellen. Dat ass eeben dat. Dat eent ass eng Informatioun, dat anert ass wierklech eng Diskussioun a Froen, déi ee ka stellen zu prezisen Textvirlagen. Dat ass et eeben net ginn, a mir appréciéieren dat wierklech net. Wéi gesot, ech krut hei eng Äntwert op eng QP, wou dann drasteet, ech soll mech da referéieren op den Discours vum État de la nation, op de Communiqué de presse. Ech fannen dat eng ganz, ganz komesch Saach, eng ganz komesch Aart a Weis, fir mat eis hei ze schaffen.

Ech weess, dass ech d'lescht Joer hei an deem Sall vu genau där doter Partei Respektlosegkeet virgeworf krut, wann ech net de leschten Detail op iergendeng Fro wosst, wann ech an där doter Situatioun war, wou Dir elo sidd. Awer hei kritt ee wierklech flagrant Respektlosegkeet an d'Gesiicht geheit mat esou enger Äntwert. Ech muss soen, dat do ass net an der Rei!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. Dat war elo keng Fro. Här Minister, wëllt Dir Stellung dozou huelen?

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Selbstverständlech. Nach eng Kéier: Ech mengen, de Staatsminister huet hei nach eng Kéier déi grouss Prinzippie gesot. Ech hunn net an der Hand, fir datt ... Wann d'Chamber mech invitéiert, da kommen ech natierlech dat och erklären.

*(Hilarité et exclamations)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, wannechgelift!

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Entschëllegt, ech hunn ...

*(Brouhaha)*

Et deet mer leed, ech si jo lo net ... Gewaltentrennung ... Ech mengen, et ass net d'Regierung, déi déi Invitatioune mécht, fir an d'Chamber dat erklären ze kommen. Et wär hir fräigestallt gewiescht, dat ze maachen.

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, elo eent nom aneren!

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Nach eng Kéier, ech soen et nach eng Kéier ganz kloer: De Premierminister huet hei déi grouss Prinzippie gesot. An duerno sinn direkt natierlech och Prezisioune gefrot ginn. Duerno sinn och selbstverständlech d'Deputéiert higaangen an hu sech do Froe gestallt, och an de Meedien, wou se awer Saachen dann net richteg duergestallt hunn. An dofir hu mer och misse ganz séier an der Ëffentlechkeet nach eng Kéier preziséieren, wéi et dann elo wäert goen. Mee mir verschléissen eis selbstverständlech do kengen Erklärunge vis-à-vis vun der Chamber.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Dann ass et um Här Wagner, dann d'Madamm Delcourt, dann den Här Engelen an d'Madamm Tanson.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Also, et gëtt ëmmer méi komplizéiert.

*(Hilarité)*

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Dat ass dës Regierung!

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Et ass dës Regierung, mee ... Ok, Dir sidd nach nei a frësch an onerfueren, mee no siwe Méint ...

**Plusieurs voix** | O!

**M. David Wagner** (déi Lénk) | ... misst Der vläicht ... Aacht Méint schonn, o mäi Gott, et géif ee mengen, et wieren der fënnef!

Mee wat versteet d'Regierung dann elo ënnert „d'Parlament informéieren"? Bis elo hunn ech matkritt – dat sot den Här Polidori jo och –, Dir schwätzt mam Secteur, deen de toute évidence besser informéiert ass wéi d'Chamber. Et gëtt scho Prezedenzfäll, dat schéngt u sech en Usage ze si vun dëser Regierung. „Informéieren" heescht net, datt de Premierminister beim État de la nation seet: „Mir wäerten en anere Regimm ab dem 1. Oktober aféieren." „Informéieren" heescht: Wat wäert geschéien?

Ech ginn dervunner aus, datt de Premierminister an den Ëmweltminister normalerweis mateneen diskutéieren an den Ëmweltminister och plus ou moins weess, wéi esou e Regimm wäert ausgesinn, an duerno dat an der Kommissioun wäert presentéieren. Dat ass net geschitt. An duerno, jo, esou oder esou, wann ech richteg verstinn, wäerte mer och dat Gesetz stëmmen, an dat wäert retroaktiv sinn dann, fir op de ... Voilà.

Huele mer un, dës Chamber géif net nëmmen aus Kopfnicker bestoen, da kéint et jo sinn, datt d'Gesetz net gestëmmt gëtt. An da sinn d'Leit awer dobaussen e bëssen ugeschass. Ech ginn dervunner aus, datt et ugeholl gëtt, Dir hutt eng Majoritéit, mee Dir kënnt net einfach esou maachen, wéi wann dat evident wier, datt Dir eng Majoritéit hutt. Et ass och e ganz komescht Verständnis vum Parlamentarismus.

**Une voix** | Genau!

**Une autre voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Här Minister.

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Ech hoffe jo awer mol staark, datt mer kënnen dervun ausgoen, datt mer eng Majoritéit hunn, soss hu mer keng Regierung méi. Ech mengen, dat war bei de viregte Regierungen och de Fall esou. Ech mengen, Dir sidd laang genuch derbäi, fir dat selwer och ze wëssen!

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, dann ass et elo un der Madamm Delcourt.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Jo, also ech sinn och elo nach net vill méi schlau gi mat all deene Froen, déi elo gestallt goufen. Ech probéieren dann, zwou Froen ze stellen, déi da vläicht sollen eis e bësse méi Asiicht ginn. Dat heescht, Dir hutt elo net amendéiert, well de Staatsrot laang brauch. Mee ech denken, dass et, wann ee just en Datum amendéiert hätt, elo net esou laang gebraucht hätt.

*(Interruption)*

Ech muss do widderspriechen.

Dann déi Fro: Wéini soll dann deen neie Projet de loi deposéiert ginn, deen da réckwierkend soll ... Also wéi ass dann elo genau Äre Plang, wéi Der elo wéini wat wäert virleeën? Wéi gesot, mir hunn elo just nach zwou Wochen, dann ass eng Paus dertëschent. An et gouf elo schonn e puermol gesot: Mir brauchen awer eng gewësse Previsibilitéit, och wann Dir dat elo ukënnegt, dat ass jo an der Rei. Mee mir mussen awer och e bësse verstoen, wéi Der virgoe wëllt. Also, dat ass mer bis elo net kloer.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Minister.

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Dee Projet de loi, mengen ech, dee mer haut hei diskutéiert hunn, ass wéini deposéiert ginn? Am Mee?

*(Assentiment)*

Am Mee. Et huet also och bis elo gedauert, bis datt mer alles zesummenhaten. Mee ech hunn den 19. Juni alles deposéiert. Ech hunn de Regierungsconseil mat allen Texter – well et ass net nëmmen d'Gesetz, dat ugepasst muss ginn, et mussen och Règlements grand-ducaux ugepasst ginn –, den 19. Juni saiséiert, woumat se an d'Procédure législative ginn. Vun do un ass et an der ganzer Prozedur, an da musse mer kucken, wéi mer do duerchkommen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann huet den Här Engelen d'Wuert gefrot an duerno d'Madamm Tanson.

*(Brouhaha)*

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Jo. Merci, Här President. Ech wëll just drop opmierksam maachen, datt ech an der Kommissioun, wéi mir dat heite Gesetz diskutéiert hunn, d'Propos gemaach hat, ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, wannechgelift!

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Jeff Engelen** (ADR) | ... fir ze verlängere bis den 31. Dezember. An do ass just gegrinst ginn an et ass net gesot ginn, firwat et géif ... Et hätt jo kënne verlängert gi bis den Oktober oder ... Et gouf ni gesot, datt doriwwer eraus bis den 30. September géif verlängert ginn, et ass ni gesot ginn an der Kommissioun, datt en neie Regimm géif kommen nom 1. Oktober. Ech wëll dat kloerstelle vis-à-vis vun der Kommissioun. Dat kann een am Rapport ganz sécher noliesen. Ech wollt dat just kloerstellen. Ech hat d'Propos gemaach, et ass gegrinst ginn an dunn hunn ech näischt méi gesot. Merci.

**Une voix** | Et ass en Deel vun der Koalitioun, deen ofsprëngt!

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, merci, Här Engelen. Här Wilmes?

*(Négation)*

Dann huet d'Madamm Tanson d'Wuert an duerno den Här Clement.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo. Bon, et geet mir elo méi ëm dat Prinzipiellt, well ech awer bass erstaunt sinn iwwer verschidden Aussoen, déi hei gemaach gi si vusäite vun der Regierungsbänk.

Mir hu fir d'éischt op eng, ech hunn dat jo och scho gëschter hei gesot, fein, informell Aart a Weis an der Conférence des Présidents gefrot, dass déi Informatiounen net par Voie de presse sinn – mir kënnen natierlech elo permanent un all Minister Bréiwer schécken, si solle wannechgelift prioritär an d'Chamber kommen; mir kënne jo net wëssen, wéini Der wat wou presentéiert –, wou Dir dunn Är Convocatioun erausgeschéckt hutt fir d'Press, fir eng Pressekonferenz ze maachen. Dunn hu mer e Communiqué gemaach, e Bréif hei un de Chamberpresident, deen och weidergaangen ass un d'Regierung, fir ze soen, mir hätte gären, dass dat doten ophéiert an dass d'Ministeren, wannechgelift, an d'Kommissioun kommen.

Mir sinn hei keng Informatiounsversammlung. Mir sinn hei, fir d'Regierung ze kontrolléieren. Mir kënnen dat net maachen, wa mir just informéiert ginn! Beim État de la nation sinn Dosende Froe gestallt ginn. Et ass net op eng Fro eng Äntwert komm. Ech krut eng Fro beäntwert, nodeem ech dunn herno nach réckgefrot hunn. Soss ass op keng eng Fro, déi mir gestallt hunn, eng Äntwert komm. Dat heescht, fir elo ze soen, am État de la nation wier jo alles erkläert ginn an Dir misst eng perséinlech Invitatioun vun der Chamber kréien, fir Är Projeten an d'Chamber virstellen ze kommen, dat ass wierklech relativ culottéiert, Här Minister, wann Der dat erlaabt!

Well ech hoffe wierklech, dass mer net iwwert déi nächst Joren esou musse weiderfueren. Wann Dir e Projet presentéiert, kommt wannechgelift virdrun an d'Chamberkommissioun, esou wéi dat déi lescht Joren üblech war – a wéi et och déi lescht Joren üblech war, hei e Skandal ze maachen, wann dat net geschitt ass, an, ech muss soen, och zu Recht, well ech sinn der Meenung, wann ee Respekt huet virun dësem Haus, an deem Der jo selwer laang Jore waart, da geet een net esou vir an da kënnt een net och nach heihin a seet: „Ech sinn net gefrot ginn, fir bei Iech ze kommen." Éischtens ass dat net wouer an zweetens ass dat eng Frechheet!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Minister? Nee. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo. Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt u sech guer

net heizou schwätze kommen an ech wollt u sech och guer net nach eng Kéier dem Minister eppes soen, mee wann Dir Iech wonnert, a wéi enger Prozedur mer elo sinn, ech erklären Iech et direkt: Ech maachen den Depot vun dräi Amendementer. Här President.

***Amendement 1***

*À l'article 1er les termes « et le 30 juin 2024 inclus » sont remplacés par « et le 30 septembre inclus ».*

*(s.) Sven Clement, Marc Goergen, Ben Polidori, Sam Tanson, Joëlle Welfring.*

***Amendement 2***

*À l'article 1er les termes « au plus tard le 31 décembre 2026 » sont remplacés par « au plus tard le 31 mars 2027 ».*

*(s.) Sven Clement, Marc Goergen, Ben Polidori, Sam Tanson, Joëlle Welfring.*

***Amendement 3***

*À l'article 2 les termes « et le 30 juin 2024 inclus » sont remplacés par « et le 30 septembre inclus ».*

*(s.) Sven Clement, Marc Goergen, Ben Polidori, Sam Tanson, Joëlle Welfring.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech hu se schonn. Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Laut dem Artikel 72 vun eisem Chambersreglement kënnen Amendementer an der Plenière deposéiert ginn, wa se vu fënnef Deputéierten appuyéiert ginn. Dat ass hei de Fall.

D'Regierung mécht Annoncen, mécht Annoncen, mee se liwwert awer déi Amendementer net no. Ma mir hunn et elo fäerdegbruecht, hei nach wärend den Debaten déi Amendementer op der Hand ze schreiwen. Mir hunn Iech also Är Aarbecht, déi Der déi lescht dräi Méint hätt kënne maachen, ofgeholl. An u sech maache se näischt anescht, wéi dat ze maachen, wat Dir annoncéiert hutt oder wat de Premier hei op dëser Plaz annoncéiert huet, nämlech déi Datumen no hannen ze réckelen.

Vu datt dat, mengen ech, och de Prerogativ vun dëser Chamber ass, fir Gesetzer ze maachen – ëmmerhi si mer de Legislateur –, géif ech mech freeën, wann dann net nëmmen d'Wierder vum Premier hei Gewiicht hätten, mee d'Aktioune vun der ganzer Chamber déi Amendementer da géifen appuyéieren, well dann hätte mer no haut de Mëtteg Kloerheet, bis wéini dat Gesetz gëllt, an net e Verspriechen, datt dat gemaach gëtt, wann dann iergendwann eng Kéier Zäit dofir fonnt gëtt, nodeem deen neien Delai schonn ofgelaf ass.

Elo hu mer d'Chance, fir dat bis den 30. September direkt ze verlängeren. An dofir géif ech mech freeën, wann Der alleguerten déi dräi Amendementer géift matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Elo hunn ech keng weider Wuertmeldung, just ech hunn dräi Amendementer hei um Büro leien.

*(Hilarité)*

An da musse mer kucken, wéi mer dat do organiséieren, well effektiv kënnen déi ...

*(Interruption par M. François Bausch)*

Ok, Här Bausch.

## 6. Ordre du jour

Ech wëll Iech just soen, der Madamm Tanson och, datt mer muer jo nach en Debat féieren iwwer eng Motioun, déi Dir gëschter deposéiert hutt, déi de Sujet vu Pressekonferenzen an Änleches concernéiert. Déi Diskussioun féiere mer muer nach eng Kéier separat, esou wéi dat gefrot ginn ass.

## 7. 8350 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement (suite)

***Amendements***

Elo komme mer hei zu den dräi Amendementen, déi deposéiert gi sinn. Ech ginn dovunner aus, datt jiddweree se huet. An ech ginn elo een Amendement nom aneren an de Vott. Ech hoffe just, datt eis Technik douewen, well se elo relativ rapid komm sinn, dann och esou wäit ass. Dofir schwätzen ech e wéineg méi laang, fir dat alles do kënnen an de Computer anzespeisen.

*(Hilarité)*

***Amendement 1***

Insofern gesinn ech, datt dat awer gemaach ass, well et kënnt bei mir um Ecran hei un. Dofir, iwwert den éischten Amendement, sinn dozou nach Saachen ze soen? Ech mengen, dat ass elo net de Fall. Da kéime mer zum Ofstëmmen iwwert den éischten Amendement, deen elo just vum ...

*(Interruptions)*

... Här Clement deposéiert ginn ass. Ech hu gefrot, ob eng Wuertmeldung do ass. Ech gesinn net, datt eng Hand an d'Luucht geet. Also ...

*(Interruption)*

Fir mech ass dat kloer, also stellen ech deen Amendement 1 hei zum Vott.

***Vote sur l'amendement 1***

An ech maachen elo de Vott op iwwert den Amendement 1. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

*(Brouhaha et interruptions)*

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Also, wann d'CSV natierlech géint de Premier ass ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ass dat net e Mëssträuensvott, wa se géint de Premier stëmmen?

**M. Claude Wiseler,** Président | An de Vott ass ofgeschloss. D'Resultat vum Vott ass ...

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Dat ass eng Logik, déi muss een net verstoen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Goergen, ech géing Iech bieden, d'Resultat vum Vott nozelauschteren! Dat si 25 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen.

*(Exclamations et interruptions)*

**M. Georges Engel** (LSAP) | Quel désaveu vum Minister, quel désaveu! Eieiei. Penibel!

**M. Claude Wiseler,** Président | Dësen Amendement ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp (par M. Félix Eischen), M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Stéphanie Weydert), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Luc Emering), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.*

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ass de Premier dann elo ofgeléist?

***Amendement 2***

**M. Claude Wiseler,** Président | Da komme mer zum Vott vum zweeten Amendement. Si beim zweeten Amendement Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall.

***Vote sur l'amendement 2***

Wa keng Wuertmeldunge sinn, da stellen ech och den zweeten Amendement zum Vott.

Här Wolter, wollt Dir d'Wuert nach huelen?

**M. Michel Wolter** (CSV) | Nee, nee!

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee, et deet mer leed, mee ech ...

**Une voix** | Et ass vläicht gradesou gutt.

*(Interruptions)*

**M. Michel Wolter** (CSV) | Wann ech hei d'Wuert huelen, dann hunn ech eppes ze soen!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Et géing awer hei vill ze soe ginn!

**M. Claude Wiseler,** Président | De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Beim Vote par procuration nach e ganz klengen Effort.

*(Interruptions)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Vertraut der Regierung!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech schléissen de Vott of.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Si wëllen net verlängeren!

**M. Claude Wiseler,** Président | De Vott ass: Jo-Stëmmen: 25, Nee-Stëmmen: 34, bei kenger Abstentioun. Dësen Amendement ass also mat 34 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun ofgeleent.

*Résultat définitif après redressement : l'amendement 2 est rejeté par 25 voix pour et 35 voix contre.*

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Christophe Hansen), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Maurice Bauer), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.*

***Amendement 3***

Da komme mer zum drëtten Amendement.

**Une voix** | Dee geet elo duerch!

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Gëtt et zum drëtten Amendement Wuertmeldungen? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

***Vote sur l'amendement 3***

Da maachen ech de Vott iwwert den drëtten Amendement op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo-Stëmmen: 25, Nee-Stëmmen: 35, bei kenger Abstentioun. Deen drëtten Amendement ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Félix Eischen), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.*

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8350. Den Text steet am Document parlementaire 8350[5].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8350 et dispense du second vote constitutionnel***

An d'Ofstëmmen iwwert de Projet de loi fänkt elo un.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Do wäert d'Majoritéit och Nee soen.

**M. Claude Wiseler,** Président | De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 59 Jo-Stëmmen, 1 Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dësen Text ass also ugeholl mat 59 Jo-Stëmme géint 1 Nee-Stëmm.

*Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8350 est adopté à l'unanimité des 60 votants.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Christophe Hansen), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Dan Biancalana), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 8. Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller à la Cour des comptes

An da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass den Etablissement vun enger Lëscht vun dräi Kandidate fir de Poste vum Conseiller à la Cour des comptes.

Esou wéi dat ofgeännert Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert d'Organisatioun vun der Cour des comptes et virgesäit, an d'Artikelen 128 bis 129 vum Chambersreglement et och virgesinn, stelle mer haut eng Lëscht vun dräi Kandidate fir e Poste vum Conseiller bei der Cour des comptes op.

*(Brouhaha)*

Dir misst elo relativ genau nolauschteren, well dat ass nawell komplizéiert.

No den Dispositioune vun den Artikelen 117 bis 120 vum Chambersreglement huet d'Presidentekonferenz eng Kandidatelëscht mat dräi Persounen arrêtéiert, déi un all d'Deputéierte verschéckt ginn ass an och nach eng Kéier haut verdeelt ginn ass. Dat sinn an alphabeetescher Reiefolleg: den Här Gilles Reckert, d'Madamm Laura Valli an den Här Patrick Weymerskirch.

D'Chambersreglement gesäit vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass, et däerf also net par procuration ofgestëmmt ginn. Nëmmen d'Votten iwwert déi offiziell deponéiert Kandidature sinn och valabel Votten.

D'Wal vum Kandidat erfollegt duerch eng absolutt Majoritéit vun de Stëmmen, woubäi déi blank an ongülteg Walziedelen net a Betracht gezu ginn, fir déi Majoritéit auszerechnen.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolutt Majoritéit krut, kënnt et zu engem Ballottage, an deem déi zwee Kandidate vertruede sinn, déi am éischten Tour déi meeschte Stëmme kritt hunn.

Bei Stëmmegläichheet am éischten Tour kënnt et zu engem Spezialtour, fir d'Kandidate fir de Ballottage ze designéieren. An dësem Spezialtour geet dann eng relativ Majoritéit duer.

Beim Ballottage gëtt et dräi Méiglechkeeten:

Entweeder ee Kandidat kritt déi absolutt Majoritéit vun de Stëmmen an ass gewielt.

Oder et ass Stëmmegläichheet an da kënnt et zu engem zousätzlechen Tour. Wa bei dësem Tour déi zwee Kandidaten nach ëmmer déi gläich Stëmmenzuel hunn, da muss d'Lous entscheeden.

Oder et kritt beim Ballottage kee vun de Kandidaten déi absolutt Majoritéit vun de Stëmmen an et ass keng Stëmmegläichheet. An deem Fall muss en neien Appel à candidatures gemaach ginn.

Laut dem Artikel 129 vum Chamberreglement gëtt iwwer jiddweree vun deenen dräi Kandidaten eenzel ofgestëmmt.

Sou, elo ass dat alles ganz kloer fir jiddwereen.

***Vote secret pour le premier candidat au poste de conseiller à la Cour des comptes***

An da fänke mer un ze wielen. Also, mir wielen elo deen éischte Kandidat. Ech wëll nach eng Kéier d'Chamber drop opmierksam maachen, datt héchstens eng Kandidatur däerf ugekräizt ginn, soss ass de Stëmmziedel ongülteg.

Ech géif Iech dann elo bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Här President, Här President!

**M. Laurent Zeimet** (CSV) | De Bulletin ass falsch, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech kréien hei gesot, datt mer en Orthografiefeeler op dem Stëmmziedel stoen hunn. Ech géing Iech awer proposéieren, vu datt et reconnaissabel ass, deen „e", deen hei ze vill steet, och ze consideréieren, wéi wann en ze vill wier, well en ze vill ass, ...

**Une voix** | Gutt Iddi, Här President!

**Une autre voix** | Da maache mer dat esou, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | ... an dee Moment géife mer d'Ofstëmmung weiderféieren, och wann e Schreiffeeler drasteet. Da si mer eis esou eens.

Voilà, d'Ziedele sinn all ausgedeelt, da géif ech en Appel nominal maachen, fir datt mer kënnen déi eenzel Bulletin-de-votten ophiewen.

*(Appel nominal)*

Voilà, an dann ass d'Sëtzung fir d'Auszielen ënnerbrach.

*(La séance publique est interrompue à 15.59 heures.)*

* * *

*(La séance publique est reprise à 16.03 heures.)*

D'Sëtzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Den Total vun de Stëmmziedelen ass: 51, keng blank Stëmmziedelen, keng ongülteg Stëmmziedelen. Gülteg Stëmmziedelen also: 51. An d'absolutt Majoritéit ass deemgemääss: 26.

D'Stëmme si follgendermoosse verdeelt: den Här Gilles Reckert: 4 Stëmmen, d'Madamm Laura Valli: keng Stëmm, an den Här Patrick Weymerskirch: 47 Stëmmen.

Domat ass den Här Weymerskirch dann als éischte Kandidat designéiert.

***Vote secret pour le deuxième candidat au poste de conseiller à la Cour des comptes***

An da komme mer zur Designatioun vun dem zweete Kandidat vun där Lëscht, déi mer musse weiderginn.

Och hei ass et kloer, datt bei der nächster Wal deemno nëmmen eng Kandidatur däerf ugekräizt ginn, soss ass de Stëmmziedel ongülteg. A soubal d'Stëmmziedele fäerdeg sinn, géing ech bieden, datt Der se géingt ausdeelen.

Ech ginn dervunner aus, datt d'Walziedelen elo all ausgedeelt sinn. Da maache mer erëm den Appel nominal, fir se opzehiewen.

*(Appel nominal)*

D'Sëtzung ass dann erëm ënnerbrach.

*(La séance publique est interrompue à 16.09 heures.)*

* * *

*(La séance publique est reprise à 16.12 heures.)*

D'Sëtzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt: Total vun de Stëmmziedelen: 49, weeder blank nach ongülteg Stëmmziedelen. Gülteg Stëmmziedelen also: 49. An d'absolutt Majoritéit ass deemgemääss: 25.

D'Stëmme si follgendermoosse verdeelt: D'Madamm Laura Valli huet 44 Stëmmen, den Här Gilles Reckert 5 Stëmmen.

Domat ass dann d'Madamm Valli als zweete Kandidat vun dëser Lëscht fixéiert.

***Vote secret pour le troisième candidat au poste de conseiller à la Cour des comptes***

An da fuere mer weider mat dem drëtte Kandidat vun där Lëscht, deen och muss eng Majoritéit vu Stëmme kréien, fir als drëtte Kandidat dropzekommen.

An ech géif mengen, datt mer dann och do d'Ziedelen ausdeelen. Soubal se prett sinn, fuert Der duer.

Voilà, da sammele mer d'Ziedelen erëm an. Ech fänken u mat dem Ordre alphabétique.

*(Appel nominal)*

An d'Sëtzung ass erëm ënnerbrach.

*(La séance publique est interrompue à 16.18 heures.)*

* * *

*(La séance publique est reprise à 16.21 heures.)*

D'Sëtzung geet erëm weider.

D'Ziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 48. Blank Stëmmziedele waren et der: 6, ongülteg Stëmmziedelen: keen. Gülteg Stëmmziedelen also: 42. D'absolutt Majoritéit ass: 22. An den Här Gilles Reckert huet 42 Stëmme kritt.

Domat ass also den Här Gilles Reckert den drëtte Kandidat vun eiser Lëscht. An domat wäre mer um Schluss vun dësem Punkt ukomm.

Domat si mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 16.22 heures.)*

# 34e séance

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** **p. 28**
   M. Fernand Etgen, Président de séance
2. **Ordre du jour** **p. 28**
   M. Fernand Etgen, Président de séance
3. **Heure d'actualité du groupe politique ADR au sujet du Fonds de compensation** **p. 28**
   Exposé : M. Tom Weidig (intervention de M. Marc Baum) (dépôt des motions 1 et 2)
   Débat : M. Marc Spautz (dépôt de la motion 3) (intervention de M. Tom Weidig) | M. André Bauler (interventions de M. Tom Weidig) | M. Claude Haagen (interventions de M. Fred Keup) (dépôt de la motion 4) | M. François Bausch (intervention de M. Claude Haagen) | M. Sven Clement | M. Marc Baum
   Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Tom Weidig (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Deprez
   Motions 1 et 2 : M. Sven Clement | M. François Bausch (interventions de M. Fred Keup) | M. Marc Spautz | M. Claude Haagen | M. Marc Baum | M. Tom Weidig
   Vote sur la motion 1 (rejetée) (intervention de M. Claude Haagen)
   Vote sur la motion 2 (rejetée)
   Motion 3 : M. Marc Baum | M. Sven Clement | M. François Bausch | M. Claude Haagen | M. Marc Spautz (interventions de M. Claude Haagen et M. Sven Clement) | M. François Bausch
   Motion 4 : M. Claude Haagen | M. Sven Clement (intervention de M. Claude Haagen) | M. Marc Baum | M. François Bausch
   M. Fernand Etgen, Président de séance (interventions de M. François Bausch, M. Sven Clement, M. Laurent Mosar, M. Claude Haagen, M. Marc Goergen, Mme Sam Tanson et Mme Joëlle Welfring)
   Vote sur l'ordre de priorité (priorité accordée à la motion 3 ; caducité de la motion 4) (intervention de M. Sven Clement)
   Vote sur la motion 3 (adoptée)
4. **Question élargie n° 12 de M. André Bauler relative à la santé mentale dans le milieu professionnel** **p. 38**
   M. André Bauler | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
5. **8394 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 relative à certaines mesures de suivi de l'évolution du virus Sars-CoV-2 et de lutte contre la maladie Covid-19** **p. 40**
   Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale : M. Max Hengel (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
   Discussion générale : M. Max Hengel (dépôt de la motion 1) | M. Gérard Schockmel | M. Mars Di Bartolomeo (dépôt des motions 2 et 3) | Mme Alexandra Schoos (intervention de M. Gérard Schockmel) | M. François Bausch (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Sven Clement | M. Marc Baum (interventions de M. Sven Clement et M. Gilles Baum) | M. Gérard Schockmel (parole pour fait personnel) | Mme Alexandra Schoos
   Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (interventions de M. Fernand Etgen, M. Marc Baum et M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Paulette Lenert (parole après ministre) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme la Ministre Martine Deprez | M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Deprez (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Sven Clement (parole après ministre) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme la Ministre Martine Deprez
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8394 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : M. Max Hengel | M. François Bausch | M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. François Bausch) | Mme Alexandra Schoos | M. Marc Baum | M. François Bausch (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Meris Sehovic

Vote sur la motion 1 (adoptée)

Motion 2 : M. Mars Di Bartolomeo | M. Max Hengel

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Motion 3 : M. Mars Di Bartolomeo | M. Max Hengel (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et Mme Nancy Arendt épouse Kemp)

Vote sur la motion 3 (rejetée)

6. **Question élargie n° 13 de Mme Taina Bofferding relative à l'étude du LISER sur la hausse des prix et les inégalités du genre au Luxembourg** **p. 50**

Mme Taina Bofferding | Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

7. **Question élargie n° 11 de M. Laurent Mosar relative à l'amélioration du flux des passagers à l'aéroport du Findel** **p. 52**

M. Laurent Mosar | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Laurent Mosar | Mme la Ministre Yuriko Backes

8. **8322 – Projet de loi relative au financement du contrat entre l'État et la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois concernant le service de transport de voyageurs par autobus** **p. 53**

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Gusty Graas (intervention de M. Jeff Engelen) (dépôt de la motion 1)

Discussion générale : M. Félix Eischen | Mme Francine Closener | M. Jeff Engelen | M. Meris Sehovic (interventions de M. Jeff Engelen) | M. Marc Goergen (dépôt des motions 2 à 4) | M. Jeff Engelen (parole pour fait personnel) (interventions de M. David Wagner et M. Marc Goergen) | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8322 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : M. Jeff Engelen

Vote sur la motion 1 (adoptée)

Motions 2 à 4 : M. Marc Spautz | M. Gusty Graas | M. Meris Sehovic | M. Dan Biancalana | M. David Wagner | M. Marc Goergen | M. François Bausch

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Retrait de la motion 3

Vote sur la motion 4 (rejetée)

9. **8236 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Ghana on air services », fait à Luxembourg, le 13 décembre 2021**

**8237 – Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif aux services aériens entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Cuba, fait à Luxembourg, le 20 avril 2021**

**8238 – Projet de loi portant approbation de l'Accord de transport aérien entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, fait à Alger, le 24 août 2022**

**8240 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Panama relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 1er juillet 2021**

**8241 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 25 mars 2021** **p. 61**

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Gusty Graas

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8236 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8237 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8238 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8240 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8241 et dispense du second vote constitutionnel (interventions de M. Sven Clement et M. Fred Keup)

10. **Motion de Mme Sam Tanson relative au devoir d'information du Gouvernement par rapport à la Chambre des Députés** **p. 63**

Exposé : Mme Sam Tanson

Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Gilles Baum | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Marc Goergen (intervention de M. Sven Clement) | M. Marc Baum | M. Michel Wolter (parole pour fait personnel) (intervention de M. Gilles Baum)

Vote sur la motion (rejetée)

11. **Résolution de Mme Taina Bofferding relative au respect du Règlement de la Chambre des Députés concernant la convocation de réunions de commissions** **p. 67**

Exposé : Mme Taina Bofferding

Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Gilles Baum | Mme Taina Bofferding | M. Gilles Baum | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson (interventions de M. François Bausch) | M. Marc Goergen | M. Marc Baum

M. Claude Wiseler, Président | Mme Taina Bofferding

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Michel Wolter, M. Fernand Etgen, Vice-Présidents

Au banc du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Mme Martine Deprez, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

*(Négation)*

Erlaabt mir, virewech eise President, den Här Claude Wiseler, ze entschëllegen, deen de Mëtteg d'Chamber um Fakellaf zu Schenge representéiert.

## 2. Ordre du jour

Ech proposéieren Iech, d'Motioun vun der Madamm Sam Tanson an d'Resolutioun vun der Madamm Taina Bofferding, déi an der Sëtzung vum 25. Juni deponéiert goufen, haut no deem leschte Punkt, de fënnef Projete vum Här Gusty Graas, op den Ordre du jour ze setzen.

Ass d'Chamber mat dëser Ofännerung vum Ordre du jour averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass et esou decidéiert.

## 3. Heure d'actualité du groupe politique ADR au sujet du Fonds de compensation

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert de Kompensatiounsfong, déi d'ADR-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass nom Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet 10 Minutten an déi eenzel Fraktioune respektiv Sensibilitéite 5 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, den Här André Bauler, den Här Claude Haagen, den Här Tom Weidig, den Här François Bausch an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Tom Weidig als Vertrieder vun der ADR-Fraktioun. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

***Exposé***

**M. Tom Weidig** (ADR) | Merci, Här Vizepresident. Meng Partei, d'ADR, ass gegrënnt gi fir, stoung, steet a wäert ëmmer fir sécher a fair Pensioune stoen. Fairness heescht, datt d'Bierger, déi an d'Pensiounskeess abezuelen, e Maximum u Pensioun fir e Minimum u Risiko kréien.

Leider sinn hir Suen an de leschte Joren ëmmer méi gebraucht ginn, fir politesch Ziler vun aneren ze

implementéieren. Dat huet relativ harmlos 2010 mat enger Responsible Investment Policy ugefaangen, fir ënner Gambia, also ënnert der leschter Koalitioun vun der DP, LSAP an déi gréng, auszeaarten. D'Politick huet ëmmer méi aggressiv d'Kontroll iwwert d'Investmentpolitick vum Pensiounsfong iwwerholl, anstatt de professionellen Investmentmanagers d'Fräiheet ze loossen, fir hir Aarbecht ze maachen.

Dëst ass passéiert ënnert dem Deckmantel vun den ESG-Krittären, wat fir Ëmwelt, Soziaalt a Gouvernance steet. Kuerzgefaasst: Politiker wëllen decidéieren, a wat d'Pensioune vun aneren investéiert solle ginn. Mir hate jo zu deem Theema am Februar 2023 eng Diskussioun hei an der Chamber.

Mir als ADR haten d'Hoffnung, datt déi nei Regierung, och ënnert der Leedung vum Här Frieden, dee sech jo gär als Realpolitiker mat guddem Wirtschaftsverständnis verkeeft, nees géing zréckkommen zu enger méi rationaler Investitiounspolitick, fir fir sécher a fair Pensiounen anzestoen.

Mee d'Äntwert op eng Question parlementaire vun déi gréng am Mäerz weist, datt dat net de Fall ass. Duerfir hunn ech och dës Aktualitéitsstonn ugefrot, fir d'Positioun vun där neier Regierung ze hannerfroen. Mee virun allem wëlle mir als ADR d'Bierger opklären, wat mat hire Sue passéiert, datt hir Sue fir politesch Ziler vun anere genotzt ginn. Dës Aktualitéitsstonn ass nëmmen den Ufank vun dëser Campagne.

Ëm wat geet et? Mir wëssen, datt eise Pensiounssystem laangfristeg ënner enormem Drock steet. Zum enge wéinst der demografescher Kris: Mir hunn net méi genuch Kanner an d'Gesellschaft gëtt ëmmer méi al doduerch. Zum anere ginn d'Pensiounen am Moment nach gedeckt duerch en onkontrolléierte Wirtschaftswuesstum mat enger Massenimmigratioun iwwert déi lescht 20 Joer. Ganz vill jonk Frontalieren an Auslänner sinn um Aarbechtsmarché derbäikomm, bezuelen d'Pensioune vun haut, an déi ginn natierlech muer an d'Pensioun. Mir hunn déi grouss moralesch Verantwortung, datt och si eng wuelverdéngte Pensioun kréien an net nëmme benotzt ginn, fir d'Pensioune vun haut ze bezuelen!

2012 ass eng allgemeng Pensiounsreform gemaach ginn, fir där Evolutioun entgéintzesteieren. Elo net dee grousse Worf, nee, mee trotzdeem en éischte Schrëtt an déi richteg Richtung. Zemools mat der Schafung vun engem Pensiounskompensatiounsfong vun 23 Milliarden ass en Instrument geschaaft ginn, fir d'Pensiounskris ënner Kontroll ze kréien oder op mannst d'Rentemauer ëm ettlech Joren an d'Zukunft ze drécken.

Mee et gesäit net gutt aus. D'Zil war et, d'Pensioune bis 2052 ze sécheren, mee de leschten Zuelen no solle se nëmme bis 2042 geséchert sinn. A souguer schonn 2027, also an dräi Joer, musse méi Pensiounen ausbezuelt ginn, wéi Leit an d'Pensiounskeess abezuelen.

De Pensiounskompensatiounsfong soll dee Manktum kompenséieren. An duerfir ass dee Fong esou wichteg. Wat e besser investéiert gëtt, wat mir déi Rentemauer vun 2042 méi an d'Zukunft drécke kënnen. Duerfir ass et esou wichteg, de professionellen Investmentmanager d'Fräiheet ze loossen, fir hir Aarbecht ze maachen an e Maximum u Pensioun fir e Minimum u Risiko ze kréien.

Mee de Problem ass, datt dës ESG-Krittäre eis Pensioune reduzéieren:

Éischtens ginn d'Administratiounskäschten an d'Luucht, well en extrae Level vu Kontroll agefouert ginn ass. Dat reduzéiert automatesch d'Renditt.

Zweetens ass den Investmentpool ageschränkt, dat heescht, datt de Portfolio manner staark diversifizéiert ass. E gutt Beispill ass d'Rüstungsindustrie, déi oft antizyklesch ass. Duerch den Ukrain-Krich sinn d'Aktien allgemeng erofgaangen, mee d'Aktie vun der Rüstungsindustrie ginn erop, well hire Revenu no uewe gaangen ass. Doduerch bleift d'Renditt am Portfolio méi stabill, ouni staark Fluktuatioun am Investmentportfolio.

Drëttens geet Renditt verluer, well munch Firmen op den Exklusiounslëschte ganz gutt ofgeschnidden hunn, grad well se Geschäfter maachen, déi fir d'Ekonomie wichteg sinn. Ech denken do un d'Nuklearindustrie, mee och d'Rüstungsindustrie. Rheinmetall ass vun 100 op 600 eropgaangen, Rolls-Royce vun 100 op 400. Déi ganz Profitter kritt eise Pensiounsfong net mat.

Véiertens, den Investmentmanager ka sech net méi op säi Corebusiness fokusséieren, mee op d'Erfëllung vu politeschen Ziler. Dëst ënnergrueft och eis fräi Maartwirtschaft.

Mee déi ESG-Krittäre bréngen och net dat, wat se versprieche, Här Bausch:

Éischtens kënnt et zum Phenomeen vu Greenwashing. Vill huelen déi ESG-Krittären net seriö, mee si soen: „Dat ass dat, wat d'Politick eis forcéiert ze maachen. Et mécht kee Sënn. Mir mussen et matspillen." Vill Firme maachen en Exercice mat, fir eng gutt Nott ze kréien, an dréien alles esou, fir datt et gutt ausgesäit.

Zweetens sinn déi Krittären dacks vun der Realitéit ewech. Den Elon Musk huet sech kierzlech doriwwer opgereegt, datt Tesla en niddregen ESG-Score huet, mee méi Innovatioun fir den E-Auto gemaach huet wéi all aner Firmen zesummen.

Drëttens ginn déi ESG-Krittären elo ëmmer méi fir politesch Zwecker gebraucht. E gutt Beispill ass d'Nuklearenergie: No den EU-Richtlinnen ass d'Nuklearenergie klimafrëndlech, mee munch Parteie wëlle via de Pensiounsfong d'Nuklearindustrie schwächen, obwuel et gutt Argumenter gëtt, datt se klimafrëndlech ass.

Mee wat mech nach am meeschte stéiert, ass de komplette Widdersproch zur politescher Realitéit. Kommt, mir kucken eis emol un, wat fir Firmen op där Lëscht sinn, an déi net investéiert däerf ginn: Rheinmetall, Dassault, Airbus a Rolls-Royce. Mir soen: „Dir sidd schlecht Firmen", an den Zéngdausende Leit, déi do schaffen, datt si fir moralesch korrupt Firme schaffen.

Mee ech soen Iech: Gottseidank existéieren déi Firmen! Si garantéieren eis Fräiheet an Europa. Duerch d'Waffeliwwerungen an d'Ukrain fir hir Verdeedegung sinn eis Reserven niddreg, an ouni déi Firme gesäit et net gutt aus mat eiser militäreschter Stäerkt. Rheinmetall liwwert däitsch Panzere wéi de Gepard. Viru Kuerzem huet Däitschland, en enke Partner vun eis, si gefrot, fir 155-mm-Artillerie fir 8,5 Milliarden Euro ze produzéieren. Dassault liwwert Frankräich, engem enke Partner vun eis, 42 nei Rafale Fighterjets. An elo kënnt de Clou: Airbus …

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Här Weidig, erlaabt Der, datt den Här Baum Iech eng Fro stellt?

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, ok dann.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och Här Weidig. Ech hunn elo ganz interesséiert an iwwerrascht nogelauschtert. Verstinn ech dat richteg, datt d'Positioun vun der ADR elo doranner besteet, der Ukrain Waffen ze liwweren? Dat wier nei!

**M. Tom Weidig** (ADR) | Nee. Et geet hei einfach ëm d'Konsistenz. Ech mengen, all Parteie soen, si solle Waffe liwweren, mee op där anerer Säit – do kommen ech elo drop –, datt den Investmentfong awer net däerf an déi Rüstungsfirmen investéieren. Dat mécht einfach kee Sënn. An dorop wëll ech kommen, dat ass mäi Punkt.

**Une voix** | Dir wëllt jo keng kafen …

**M. Tom Weidig** (ADR) | Airbus: Eist Militär, also mir hunn 2020 en Airbus A405 (veuillez lire: A400M) kaaft. Mir soen also eisem Pensiounsfong, datt déi Firme moralesch korrupt sinn, datt mir op kee Fall an déi investéieren däerfen, mee da kafe mir awer e groussen Airbus vun hinnen! Dat mécht kee Sënn.

Duerfir deposéiere mir eng Motioun, fir dës Firmen, déi absolutt wichteg si fir d'Sécherheet hei an Europa, erauszehuelen aus där Lëscht. Wann Dir et eescht domadder mengt, fir militäresch staark vis-à-vis vum Putin sengem Russland ze stoen, da musst Dir och déi Firmen an hir Mataarbechter respektéieren an aus der Lëscht eraushuelen.

Fir ze resüméieren: De Pensiounskompensatiounsfong soll fräi si vu politeschen Ziler a soll no rationale Kriterie vun der Maximiséierung vun der Renditt schaffen. An et sinn dem Bierger seng Suen, seng Pensioun a seng Zukunft. Duerfir deposéiere mir och eng zweet Motioun, an där mir dem Bierger, de Leit, déi all Dag haart schaffen an an eise Pensiounssystem abezuelen …, datt si selwer entscheede kënnen, ob si do matmaache wëllen oder net. D'Regierung soll eng Propos ausschaffe fir en Opt-out aus den ESG-Kriterien. Et sinn de Leit hir Suen an net Är Suen. Gitt de Leit d'Fräiheet, fir iwwer hiert finanziellt Liewen an Zukunft selwer ze entscheeden!

Merci.

***Motion 1***

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*stellt fest, datt*

*– de Kompensatiounsfong bei der Definitioun vu sengen Investitiounen enger Rei Restriktiounen ënnerworf ass, déi net nëmmen op d'Reegele vun engem rationale Management vum Risiko-Renditt-Verhältnis zeréckzeféiere sinn, mee och op ESG-Krittären;*

*– zu dësen Ausschlosskrittären, esou wéi se ënnert dem Punkt 2.2.1. f) vun der Direktiv vum Verwaltungsrot vum Kompensatiounsfong festgeluecht sinn, och „les sociétés impliquées dans des activités liées aux armes controversées, dont notamment les mines antipersonnel, les bombes à sous-munitions, les armes nucléaires, les armes à l'uranium appauvri, les armes au phosphore blanc ainsi que les armes chimiques et biologiques" gehéieren;*

*– de Kompensatiounsfong de facto iwwerhaapt net an d'Rüstungsindustrie investéiert a souguer Airbus wéinst sengen Engagementer an der Verdeedegungspolitick op der Exklusiounslëscht gefouert gëtt (Stand 20.06.2024),*

*ass sech bewosst, datt*

*– d'Regierung wärend de leschten zwee Joer vill Suen ausginn huet, fir d'Ukrain bei hirer Verdeedegung géint Russland militäresch ze ënnerstëtzen;*

*– d'Suen am Sënn vum Paragraf virdru virun allem an d'Ausland an ausserhalb vun der EU gefloss sinn, well Lëtzebuerg iwwer keng national Rüstungsproduktioun verfüügt, an och net indirekt zeréckgefloss sinn, well de Staat keng Participatioun an der Rüstungsindustrie hält;*

*– d'Regierung vun 2030 un alljoers 2 % vum Bruttonationalakommes fir d'Verdeedegung wëll ausginn an duerfir Méiglechkeete gebraucht ginn, datt dës Suen eiser Ekonomie zeguttkommen;*

*– Lëtzebuerg net op där enger Säit d'Produktioun an de Kaf vu Waffen an anere Rüstungsgidder op EU-Niveau*

*ënnerstëtze kann, mee op där anerer Säit dës Entreprisen op eng Exklusiounslëscht setze kann,*

*fuerdert d'Regierung op,*

*– dem Kompensatiounsfong d'Investitioun a sämtlech Waffentyppen a Rüstungsentreprisen ze erlaben, souwäit dës Waffentyppe produzéieren, déi konform si mat den internationale Konventiounen, déi Lëtzebuerg mat ënnerschriwwen huet.*

*(s.) Tom Weidig.*

***Motion 2***

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*stellt fest, datt*

*– de Kompensatiounsfong bei der Definitioun vu sengen Investitiounen enger Rei Restriktiounen ënnerworf ass, déi net op d'Reegele vun engem rationale Management vum Risiko-Renditt-Verhältnis zeréckzeféiere sinn, mee op den ESG-Krittäre berouen, déi am Punkt 2.2.1. f) vun der Direktiv vum Verwaltungsrot festgeluecht sinn,*

*ass sech bewosst, datt*

*– de Bierger en Deel vu sengem Akommes an d'Pensiounskeess abezilt an duerfir och eng gewësse Kontroll driwwer soll hunn, wéi seng Suen ugeluecht solle ginn;*

*– d'Bierger ganz divers sinn an hiren Iwwerzeegungen zu der richteger Approche zu ESG-Theemen an doduerch déi aktuell ESG-Krittären net der Iwwerzeegung vun alle Bierger entspriechen a fir déi Leit e Risiko fir hir Pensioun bedeiten,*

*fuerdert d'Regierung op,*

*– en Opt-out-Instrument ze entwéckelen, fir datt d'Bierger zukünfteg selwer decidéiere kënnen, ob hiren Undeel um Kompensatiounsfong no ESG-Krittäre soll investéiert ginn oder net.*

*(s.) Tom Weidig.*

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Weidig.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

***Débat***

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéinst der Ufro vun de Kolleege vun der ADR iwwert de Fonds de compensation hunn ech mech nach eng Kéier mat all deene Saache beschäftegt, och dat, wat ech an deene leschte Jore gesot hunn, wa mer schonn heibannen iwwert de Fonds de compensation geschwat hunn – wat jo déi lescht Joren awer normalerweis eemol d'Joer de Fall war –, wa mer eng Diskussioun heibannen dodriwwer haten. Dat Eenzegt, wat amgaangen ass, e bëssen ze änneren, dat sinn d'Reserven. Déi sinn amgaangen, e bësselchen nach an d'Luucht ze goen – wat och gutt esou ass, dass d'Reserve vun der Pensiounskeess an d'Luucht ginn.

Mir mussen eis awer och direkt vu vireran eens sinn: Wa mir hei vun deene Sue schwätzen, sinn dat keng Suen aus dem Staatsbudget, sinn dat keng Suen, déi dem Staat seng sinn, mee sinn dat d'Sue vun den Assuréen. Dat sinn d'Sue vun deene Leit aus dem Privatsecteur, déi abezuelen. Dat sinn déi Suen, wou de Staat eng Part abezilt, an dat sinn déi Suen, wou de Patron eng Part abezilt. An dat soll een ëmmer am Kapp behalen, dass dat den Assuréen hir Sue sinn, iwwert déi mer hei schwätzen, wa mer iwwert de Fonds de compensation schwätzen.

Et muss een awer och wëssen, gläichzäiteg musse mer och vun eppes schwätzen: Déi lescht Wochen hu mer vill, wat traureg ass, iwwer Kanneraarmut musse schwätzen, mee mer mussen och schwätzen iwwer Altersaarmut. Och Altersaarmut ass eng Realitéit. A wann ee kuckt, dass mer 2011 eng Altersaarmut hate bei deene 65-Järege vu 4,7 %, sou hu mer 2022 eng vun 11,6 %. Dat ass vill, 11,6 %, mee mir leien am internationale Vergläich awer nach besser do, well an der Europäescher Unioun läit se bei 17,3 %, wou mer och wëssen, dass déi Pensiounssystemer net esou fonctionéiere wéi eisen – mat enger Dräiglidderung –, mee wou der oft nëmmen zwee abezuelen, nämlech eng Kéier de Salarié an och duerno de Patron, a wou de Staat keng Participatioun hält.

Et däerf een och net vergiessen, dass de Fonds de compensation gegrënnt ginn ass … Déi méi stänneg Kolleegen heibanne kënne sech nach erënneren: Virdrun huet d'Pensiounskeess an der Zäit Prête gi fir Leit, déi Assuré waren an der Privatbeamtepensiounskeess – ech muss betounen, et war bei de Privatbeamten –, wou Leit sech konnten e Prêt siche goen op 15 oder 20 Joer, an domadder war d'Méiglechkeet do, fir en Haus ze kafen, en Haus ze bauen. An et sinn och ganz vill Leit, déi dodrop zeréckgegraff hunn. An et ass eréischt vill méi spéit gewiescht, wou do ugefaange ginn ass, och iwwert de Fonds de compensation ze schwätzen a wou et och do zu dem Fonds de compensation komm ass, well et dodrëm gaangen ass, en nohaltege Pensiounssystem hei zu Lëtzebuerg ze maachen.

Mir hunn och … De Premier huet och nach eng Kéier an der Ried zu der Lag vun der Natioun drop higewisen, wéi breet een eng Debatt muss féieren iwwert d'Zukunft vun de Pensiounen. An ech mengen, dass déi jo och kënnt. Et ass ugekënnegt, dass mer esou eng Diskussioun féieren, mee ech wëll mech do fir de Moment op dat konzentréieren, wat de Fonds de compensation ubelaangt.

An et ass jo och bekannt – an dat wëssen déi meescht Leit heibannen –, dass de Pensiounsfong jo och en aktiven Acteur ass um Wunnengsbaumaart. Net direkt, mee iwwert den Ëmwee vun der Société nationale des habitations à bon marché ass och de Kompensatiounsfong ganz aktiv an deem Marché. An dat ass och eng ganz gutt Saach, dass de Fong an der SNHBM present ass. Och dat hëlleft der SNHBM, dass se méi Méiglechkeeten huet, fir kënnen ze agéieren.

Mee et muss ee sech awer och bewosst sinn, wa mer vun deene Saache schwätzen, dass een och muss driwwer diskutéieren, wat alles mat de Suen a mat de Reserve vum Fonds de compensation geschitt. A wéi der alleguerte wësst, hate mer jo do schonn Debatten heibannen iwwer all déi Plazen, wou de Fonds de compensation kann investéieren a wou e soll investéieren, an dass do och eng Liste d'exclusion erstallt ginn ass, wou verschidde Länner gesot hunn: „Hei, lauschtert, mir wëllen net, dass dat nach geschitt!"

An de Fonds de compensation hei zu Lëtzebuerg huet sech och déi Anlagestrategie ginn, wou e gesot huet: „Och mir hätte gären, dass mer e propperen Invest hunn, an dass net an egal wat investéiert gëtt." An dat ass jo och geschitt, an do huet de Fonds de compensation sech jo och eng nei Guideline ginn, wou mer jo och heibanne schonn Diskussioun driwwer haten a wou Kolleege vun deene Gréngen an och aner Leit jo och scho Question-parlementairen dozou gestallt hunn, soudass mer do eng Lëscht hunn, fir dass et och kloer ass, wou, a wat fir eng Produiten déi Suen, déi de Fonds de compensation huet, eraginn. A fir eis ass et wichteg, dass mer un deene Strategië festhalen, dass mer och festhalen un deem vun der Dekarboniséierung, dass déi och mat den Objektiver vum Accord vu Paräis stattfannen.

An ech wëll dann awer och soen, ech hunn dann … Mir sinn zwar méi fir d'Ukrain, mee mir hunn eng aner Vue zu de Waffe wéi déi, déi den Här Weidig duergeluecht huet. Mir sinn der Meenung, dass een d'Ukrain mat alle Moyene muss ënnerstëtzen, mee dass dat awer net heescht, dass mer mat alle Moyene mussen d'Waffenindustrie ënnerstëtzen. Ech wëll dat just …

*(Interruption)*

Ech wëll dat just soen, dass dat net eis Vue ass an deem Punkt.

Mir hätte gär, dass Transparenz besteet, dass bekannt ass, wou déi Suen ugeluecht sinn, an dass et och dofir fir eis wichteg ass, dass och reegelméisseg kontrolléiert gëtt, wou déi Suen dru sinn. Dat gëllt och bei deene Firmaen, déi an Energie investéieren. A fir dass do och iwwerhaapt keng Zweifelen opkommen, wëll ech och am Numm vun de Majoritéitsparteien eng Motioun hannerleeën, wou och ganz kloer dran ass, wat eis Vuë sinn an deem Punkt. An ech wëll Iech soen, fir eis ass et wichteg, dass mer e séchere Kompensatiounsfong hunn, a fir eis ass et och wichteg, dass mat de Sue vum Kompensatiounsfong eng ordentlech a fair Politick gemaach gëtt.

Villmools merci.

***Motion 3***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant les articles 247, 248, 260 et 261 du Code de la sécurité sociale qui ont trait à la politique de placement et au Fonds de compensation (ci-après « FDC ») ;*

*– considérant le document « Directive du conseil d'administration du FDC » de février 2023 ;*

*– considérant que les efforts d'investissement du FDC tendent depuis 2017 de façon continue à inclure des investissements dans des domaines dits « à impact positif » ou alignés sur l'Accord de Paris ;*

*– considérant la mise à jour du « Sustainable Investor Factsheet » en 2022 qui montre une réduction supplémentaire de l'empreinte carbone et d'autres gaz contribuant au réchauffement de la planète ;*

*– considérant que le FDC a rejoint en janvier 2024 le réseau « Institutional Investors Group on Climate Change » et l'initiative « Climate Action 100+ » ;*

*– considérant qu'en février 2024 le FDC a mis à jour la liste d'exclusion d'entreprises en vertu des normes internationales telles qu'entérinées dans les dix principes du Pacte mondial des Nations Unies,*

*invite le Gouvernement*

*– à s'assurer que le FDC continue à procéder à une diversification appropriée des risques afin d'assurer un rendement adéquat ;*

*– à inciter le FDC de continuer à prévoir dans sa prochaine « Directive du conseil d'administration du FDC » une stratégie d'investissement qui désinvestit dans les entreprises ne pouvant pas se prévaloir d'une trajectoire de décarbonisation en ligne avec les objectifs de l'Accord de Paris, tout en lui permettant d'écarter désormais les investissements dans des produits financiers relevant exclusivement de la production d'énergie par fission nucléaire ;*

*– à veiller à ce qu'il soit continuellement procédé à la mise à jour de la liste d'exclusion d'entreprises en vertu des normes internationales.*

*(s.) Marc Spautz, André Bauler, Gilles Baum, Max Hengel, Françoise Kemp.*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Spautz. Här Spautz, erlaabt Der nach, datt den Här Weidig Iech eng Fro stellt?

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, ech wëll awer trotzdeem froen: Mir hu virun zwee Joer e groussen Airbus kaaft vun der Firma Airbus – do si mer jo och frou driwwer, datt mer dee kaaft hunn –, mee op der anerer Säit kann eise Pensiounskompensatiounsfong awer net an Airbus investéieren. Fannt Der net, datt do e gewësse Widdersproch ass a souguer eng gewëss Hypokrisie par rapport zu eiser Attitüd?

**M. Marc Spautz** (CSV) | Ech mengen, dass et wichteg war, dass mer deemools en Engagement agehalen hunn, wat laang zeréckgaangen ass, wou Lëtzebuerg decidéiert huet, zesumme mat eise belsche Kolleegen e Fliger ze kafen, wat den A400M ass, dat am Kader och vun de Verflichtungen, déi mer hunn als Lëtzebuerger Land bei de Militärausgaben, wat mer och gemaach hunn, soudass deen Airbus elo ee vun deenen ass, déi dem belsche Contingent ënnerstallt sinn, dass dat eng richteg Decisioun war.

An ech fannen net, dass een déi Saachen hei ka matenee vermëschen. An ech soen et nach eng Kéier, Dir hutt virdrun hei gesot, bei der Ukrain hätte mer jo och d'Méiglechkeet, wa mer géife méi Waffe bauen, fir der Ukrain esou ze hëllefen. Mir sinn der Meenung, mir kënnen der Ukrain och iwwer en anere Punkt hëllefen.

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Spautz. An d'Wuert ass elo fir den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir huet d'Wuert.

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. D'Ofsécherung vun de Pensioune réckelt an der Lescht verstäerkt an de Mëttelpunkt vun der politescher an der gesellschaftlecher Debatt. D'Madamm Ministesch vun der sozialer Sécherheet huet dofir ugekënnegt, am Hierscht eng breet Diskussioun iwwert de Pensiounssystem organiséieren ze wëllen, wou all déi betraffen Akteuren hir Positiounen an hir Virschléi fir eng méiglech Reform abrénge kënnen.

A mir begréissen ausdrécklech, datt och déi Jonk zu Wuert komme sollen. De Pensiounssystem ass schliisslech e Generatiounevertrag. Dat bedeit souwuel Solidaritéit mat de Pensionnairë vun haut wéi awer och mat de Rentner vun der Zukunft, deene Jonken, déi och e Recht op eng dezent finanziell Ofsécherung am Alter hunn.

Obwuel zwar net direkt vun enger eventueller Reform betraff, spillt de Kompensatiounsfong, dee vum Staat, de Gewerkschaften a vum Patronat zesumme geréiert gëtt, fir eis Pensiounen natierlech eng wichteg Roll, schliisslech sollen duerch responsabel placéiert Investissementer eis Pensiounsreserven erhéicht ginn an esou zur Ofsécherung vun eise Rente bäidroen, och fir déi zukünfteg Generatiounen.

Am Kader vun engem Debat zum FDC, also zum Pensiounsfong, gouf dat lescht Joer eng Motioun mat de Stëmme vun der deemoleger Majoritéit ugeholl. Eng vun de Fuerderungen un d'Regierung huet doranner bestanen, derfir ze suergen, dass de Pensiounsfong seng Investitiounsstrategie verstäerkt un d'Ziler vum Paräisser Klimaofkommes an un d'ESG-Krittären upasse géif an Investissementer an déi ekologesch an energeetesch Transitioun begënschtege géif. Kuerz gesot: Den FDC, an domadder eis Rentereserven, sollten a solle méi nohalteg ginn.

An dat huet de Verwaltungsrot vum Kompensatiounsfong och gemaach: 100 % vun hiren aktiv geréierte Fongen entspriechen elo dëse Krittären. En neien indexéierten, also, anescht gesot, passiv geréierten Deelfong vu 500 Milliounen Euro ass mam Paräisser Klimaofkommes ofgestëmmt. An et sinn ëffentlech Ausschreiwunge lancéiert ginn, fir weider 500 Milliounen Euro an Infrastrukturprojeten ze investéieren, dorënner haaptsächlech an erneierbar Energien.

De Pensiounsfong huet ausserdeem – an dat ass och elo vum Marc Spautz ugeschwat ginn – d'Ausschlosslëscht vun Entreprisen aktualiséiert, déi international Standarden net erfëllen, zum Beispill, wat de Schutz vun de Mënscherechter an der Ëmwelt betrëfft oder d'Korruptiounsbekämpfung. Mir brauchen a mir wëlle méi Nohaltegkeet. Grondsätzlech ännert sech doduerjer och näischt um Rendement, well d'Gesetz e Minimum virgesäit. Un deem hält d'DP jo och fest. An dësen ass och wichteg, fir eis Pensioune beschtméiglech ofzesécheren.

Nohalteg bedeit fir den FDC deemno zweeërlee: Engersäits gëtt déi ekologesch, energeetesch Transitioun viséiert, déi eisem Planéit zegutt kënnt, anererséits mussen och ekonomesch a sozial Aspekter a Betruecht gezu ginn, fir eise generéise Pensiounssystem ze stäerken.

Här President, dem FDC säin eenzege Sënn an Zweck ass et, d'Iwwerschëss gutt ze investéieren, fir esou dozou bäizedroen, datt eis Rentereserven op laang Zäit ofgeséchert sinn. D'Investitiounsstrategie muss dofir reegelméisseg hannerfrot ginn an och am Aklang mat anere Politicken an Ziler stoen, virun allem och mat eise Klimaziler.

D'DP ënnerstëtzt hei méi Nohaltegkeet. Dat soll schrëttweis geschéien, an dat geschitt och, wéi déi rezent Entwécklunge bei den Investissementer vum FDC weisen. Mir wëllen, datt dat Schratt fir Schratt gemaach gëtt, net well mer net méi séier maache wéilten, ma well mer wëssen, datt och verschidde Contraintë bestinn.

Mir befannen eis, wéi mer alleguer wëssen, de Moment an enger Transitiounsperiod an der Wirtschaft, an der Finanzwelt, mat hire Produiten, déi e Spigelbild vun der realer Wirtschaft sinn. Dës Realitéit kann een net einfach ignoréieren. An dës Regierung setzt alles drun, fir dës Transitioun aktiv ze begleeden. Genee an dësem Ëmfeld fënnt och d'Transitioun vum Pensiounsfong statt.

Här President, an der Demande vun der ADR gëtt och vun engem Manktem un Autonomie bei der Altersvirsuerg geschwat. Obwuel et wouer ass, datt jiddereen, deen zu Lëtzebuerg als Salarié schafft, an en allgemengen a solidaresche Pensiounssystem abezilt – dat ass och richteg esou –, kann een awer kaum vun engem Manktem un Autonomie bei der Altersvirsuerg schwätzen, schliisslech besteet jo d'Méiglechkeet, eng zousätzlech privat Altersvirsuerg ofzeschléissen. Dat ass dee berüümten drëtte Pilier. Zousätzlech proposéiere verschidde Betriber hire Salariéen eng Betribsaltersvirsuerg. An ech wëll an Erënnerung ruffen, datt de Koalitiounsaccord vun dëser Regierung virgesäit, datt den 2. an den 3. Pilier eventuell duerch Steiervirdeeler kënne gestäerkt ginn. Der Autonomie bei der Altersvirsuerg wier esou zousätzlech Rechnung gedroen.

Am Resümmee – ech kommen zum Schluss, Här President –: Fir d'DP soll a muss de Pensiounsfong säi Kurs a Richtung méi Nohaltegkeet weiderféieren. Dëst soll gutt iwwerluecht geschéien, also net liichtfankeg gemaach ginn. Et soll am Interessi vun de Leit, deenen hir Suen iwwert den FDC geréiert ginn, gehandelt ginn. Nëmmen esou garantéiere mer, datt d'Leit, déi hiert Liewe laang geschafft hunn, eng dezent Pensioun kréien.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Bauler. An och Iech wëll den honorabelen Här Tom Weidig eng Fro stellen.

**M. André Bauler** (DP) | Ech hunn dat scho gespuert.

*(Hilarité)*

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, an ech stellen déi selwecht Fro: Wéi kann et sinn, datt mer virun zwee Joer e groussen Airbus kaaft hunn – an Zéngdausende vu Leit hunn do mat dru geschafft –, ...

*(Interruption)*

... an op där anerer Säit soe mer eisem Pensiounsfong: „Nee, an déi Firma, déi eis e groussen Airbus gebaut huet, an déi kënne mer net méi investéieren"? Fannt Der net, datt dat, zumools fir eng Partei, déi sech jo Liberalismus a Wirtschaftsliberalismus op de Fändel schreift, inkonsistent ass?

**M. André Bauler** (DP) | Dir mengt inkohärent?

*(Interruptions et hilarité)*

Jo. Gutt.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo.

**M. André Bauler** (DP) | Ech mengen, mir waarden d'Debatt of. An ech schenken do dem Pensiounsfong a senge Responsabele vollt Vertrauen, datt si dat Bescht maache mat deem, wat se musse geréieren, nämlech déi Reserven, déi souwuel d'Salariéë wéi d'Patronat an de Staat him uvertrauen.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Bauler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Merci, Här President. Ech muss Iech soen, ech hu ganz gutt nogelauschtert. An ech war am Fong der Meenung, datt Antipersouneminnen, Ausbeutung, Kanneraarbecht, Ëmweltzerstéierung, datt déi lescht Regierung, déi lescht ... oder d'Deputéierten alleguerten der Meenung sinn, datt mer dat awer sollte bekämpfen an och verdamen!

Ech héieren elo vun enger Partei, datt dat net esou gewollt ass, ...

**Une voix** | Falsch!

**M. Claude Haagen** (LSAP) | ... datt mer laut deem Räsonement, deen hei opgefouert gëtt an enger Heure d'actualité – wou ee sech muss froen, wat dat mat enger Heure d'actualité ze dinn huet –, jo dohinnerginn, fir déi Ofschlëss, déi mer hunn, déi international Verträg, déi mer hunn, déi Konventiounen, déi mer hunn als Lëtzebuerg, déi déi viregt Regierunge jo net eréischt zënter zéng Joer matgedroen hunn, datt mer déi bei Investissementer iwwert dee Fonds de compensation mat Suen aus der Pensiounskeess dann net méi sollen droen.

Dat géif bedeiten, datt mer de Green Deal a Fro stellen. Dat géif bedeiten, datt mer den Accord de Paris a Fro stellen. Dat géif bedeiten, datt mer d'Transition énergétique a Fro stellen. An ech ka sou weiderfueren!

*(Interruption par M. Fred Keup)*

Ech si frou ... Nee, sot dat och haart, sot dat einfach haart!

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, mir wëllen dat a Fro stellen!

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Jo, da musst Der et a Fro stellen oder dergéint sinn. A Fro kann ee villes stellen. Da muss een och bis zum Schluss goen, an dat maacht Der jo eebe grad net.

**M. Fred Keup** (ADR) | Dach!

**M. Claude Haagen** (LSAP) | An ech kann Iech awer berouegen: Dir wäert déi Chance och ni kréien!

**M. Fred Keup** (ADR) | Dir wäert gesinn!

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Wann ech gesinn, datt ...

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Här Keup, Dir hutt d'Wuert net!

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Wann ech gesinn ... O, ech huele mer et selwer, Här President.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Ech wëll Iech dorunner erënneren!

*(Hilarité)*

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Wann ech gesinn, datt verschidden Iwwerleeunge sou wäit gi wéi Sensibilité-politiquen oder Parteien, déi komesch finanziell Usiichten hunn, wat d'Placement vu Suen ugeet – fir net méi ze soen –, do wëll ech awer soen, datt mir als LSAP nach ëmmer 100 % fir d'Transition énergétique sinn an datt mer och eisen Engagement géint d'Atomkraaft zu 100 % hunn. An dat wäert och weider bestoe bleiwen!

Well Der vun den ESG-Krittären ... An et sinn net nëmme just d'ESG-Krittären, déi an den internationale Placementen oder iwwert d'Valeur-boursièren determinéiert oder definéiert ginn, et sinn och aner Taxonomien, déi europäesch, zum Beispill. Dann hutt der déi ganz Disclosure, finanziell Obligatiounen, fir eeben den Assetmanager, deen Der jo geholl hutt, de professionellen Investisseur, ze kontrolléieren iwwer Auditen, déi iwwert de Fonds de compensation jo och gemaach ginn, fir e Contrôle iwwert d'Suen ze kréien.

An ech muss Iech awer soen – an et ass schonn ugedeit ginn –, datt déi Sue jo net staatlech Sue sinn, dat si Sue vun den Assuréen, vun den Employeuren a vum Staat, déi also net iwwer e Staatsbudget lafen. An ech wier dann emol gespaant, wann Der dat dann eng Kéier géift maachen ... Dir sidd jo esou fir Ëmfroen, Referenden. Maacht eng Kéier e Referendum, deen hutt Der séier organiséiert, da wësst Der, wou Der dru sidd.

Op jidde Fall bedeit et net, wann een en Engagement, e finanziellt Engagement, e finanziellt Investissement mécht, fir datt eeben och Entreprisen aus der Atomenergie erauskommen, aus der Waffenindustrie erauskommen, à long terme – dat mécht een net vun haut op muer –, datt een dann net och Ëmwelt a Klima, Gesellschaft a Mënschen- an Aarbechtsrechter wäert schützen. An dofir setze mir eis als LSAP weider an!

Dir hutt déi verschidden Ausschlussverfaren, déi Gro Lëscht, déi Schwaarz Lëscht, ugeschwat, ech ginn net weider drop an. Déi gi jo och geholl, fir wann Entreprisen – ech mengen, et ass elo no engem Joer, virun 2023, mengen ech, war et fir zwee Joer – sech net méi konform setzen, datt se da vun der Groer Lëscht op déi Schwaarz kommen an direkt, fir eeben och do iwwert d'ESG-Krittären ... Besonnesch och d'Gouvernance: D'Aarbechtsrecht muss respektéiert ginn, sozial Krittäre musse respektéiert ginn, d'Oplag vun Ëmweltkrittäre muss respektéiert ginn. Dat si jo déi Krittären, déi mer eis op jidde Fall am Green Deal, am Accord de Paris ginn hunn, fir eeben déi Ziler ze erreechen.

Dat heescht, Dir sidd och net derfir, déi Ziler ze erreechen, fir déi Ofsécherung vun de Pensiounen an och domadder de Fonds de compensation, deen, wëll ech Iech just soen – ech ka mech elo villäicht ëm 10 % ieren, well ech d'Zommen net méi grad esou am Kapp hunn –, mengen ech, säit senger Entsteeung zéng Milliarden Euro agespillt huet. Da kënnt Der net soen, datt dat net géif fonctionéieren. Da kënnt Der net soen, datt dat méi professionell misst gemaach ginn. Da kënnt Der net soen, datt dat méi misst vun internationalen, fäegen Assetmanager gemaach ginn, well déi ginn op d'Spekulatioun. An déi ginn op eng Spekulatioun ... – dee Schoss kann och no hanne lassgoen!

An dofir ass et fir eis op jidde Fall doudsécher, datt déi nohalteg Investitiounspolitick vum Fonds de compensation net am Widdersproch steet zu enger gudder Gestioun an enger finanzieller Ofsécherung vun de Pensiounsreserven, déi doduerch kënnt.

Ech gesinn, meng Zäit ass ofgelaf. Ech wëll just nach vun der Geleegenheet profitéieren, Här President, fir awer ze soen, ier ech Iech eng Motioun eraginn, déi vun deene Gréngen, vun deene Lénken a vun der LSAP momentan ënnerschriwwen ass – jiddwereen ass wëllkomm, fir se matzedroen –, datt ech hei den Androck hunn, datt d'ADR prett ass, ouni mat der Wimper ze zucken, fir d'Ëmwelt, d'Klima, d'Aarbechtsrechter an d'Mënscherechter op dem Altor vum Profitt ganz einfach ze afferen.

Merci.

***Motion 4***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant que le « Fonds de compensation commun au régime général de pension » (FDC), créé par la loi du 6 mai 2004 sur l'administration du patrimoine du régime général de pension, a pour mission de gérer la réserve du régime général de pension dans le but d'en garantir la pérennité ;*

*– considérant que l'article 248 du Code de la sécurité sociale prévoit que les placements du FDC doivent respecter les principes d'une diversification appropriée des risques répartissant les disponibilités entre différentes catégories de placement ainsi qu'entre plusieurs secteurs économiques et géographiques ;*

*– considérant que le FDC gère la réserve du régime général de pension selon le principe tripartite par les assurés, les employeurs et l'État ;*

*– considérant que, conformément à l'article 261 du Code de la sécurité sociale, il appartient au conseil d'administration du FDC d'établir les directives concernant les principes et règles de gestion du patrimoine et que celles-ci sont soumises à l'approbation du ministre ayant dans ses attributions la Sécurité sociale, sur avis de l'Inspection générale de la sécurité sociale ;*

*– considérant le débat de consultation sur la future directive d'investissement du FDC à la Chambre des députés organisé en date du 9 février 2023 sur demande du Ministre de la Sécurité sociale ;*

*– considérant les informations, documentations et explications fournies et discutées lors de diverses réunions de la commission parlementaire compétente en charge en amont dudit débat ;*

*– considérant que depuis 2010, le FDC a développé une politique d'investissement intégrant les aspects de durabilité, et plus précisément de critères environnementaux, sociaux et sociétaux et de gouvernance (critères ESG) au sein de sa stratégie d'investissement ;*

*– considérant que la stratégie d'investissement se fonde notamment sur les engagements pris par le Luxembourg dans le cadre des différents traités ou conventions, dont également les dix principes du « United Nations Global Compact » et ses standards complémentaires, couvrant le respect et la promotion des droits humains, la protection de l'environnement, le respect des normes internationales du travail ou la lutte contre la corruption, ou encore l'Accord de Paris ratifié en 2016 et visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre ;*

*– saluant les informations fournies par les responsables du FDC en amont du débat de consultation du 9 février 2023, selon lesquelles les investissements du FDC visent à être conformes aux engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris ;*

*– considérant que le FDC a développé les investissements dans le domaine de l'immobilier respectant les critères ESG, dont la création de logements à prix abordable ;*

*– considérant que la performance du FDC en matière de soutenabilité est évaluée régulièrement et que le Sustainable Investor Factsheet 2021 publié par le FDC fait état des résultats et progrès importants en la matière, corroborés notamment par une liste d'exclusion ambitieuse et étendue inégalée par les institutions similaires d'autres pays européens ;*

*– considérant que la crise énergétique survenue suite à l'attaque russe en Ukraine a révélé une menace de pénurie énergétique mettant en exergue les déficiences et retards en matière de transition énergétique,*

*invite le Gouvernement à*

*– s'assurer que le FDC continue à intensifier sa stratégie d'investissement en cohérence avec les objectifs climatiques de l'Accord de Paris et les critères ESG ;*

*– continuer à inciter le FDC à favoriser les investissements soutenant la transition énergétique et écologique ;*

*– poursuivre une stratégie de désinvestissement dans des entreprises productrices d'énergie nucléaire et des entreprises ne pouvant pas se prévaloir d'une trajectoire de décarbonisation en ligne avec les objectifs de l'Accord de Paris ;*

*– encourager le FDC à soutenir la création de logements à coûts modérés.*

*(s.) Claude Haagen, Marc Baum, François Bausch.*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Haagen. Här Haagen, och Dir bleift net vun enger Fro vum Här Tom Weidig verschount.

*(Hilarité et interruptions)*

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

Genau. Den Här Haagen huet gesot, datt seng Interventioun fäerdeg ass, an da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här François Bausch. Här Bausch, et ass un Iech.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Den Här Haagen huet säi Brëll nach hei leie gelooss.

**M. Claude Haagen** (LSAP) | O, bréngt e mat!

*(Hilarité)*

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ech probéieren, ob ech domadder eppes gelies kréien.

*(Interruption et hilarité)*

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech sinn elo zënter 1989 an dësem héijen Haus an ech souz schonn op de verschiddenste Plazen, op de verschiddenste Bänken, an ech muss soen, ech hunn och scho vill Rieden hei héieren, mee ech hunn nach keng Ried héieren, déi vun esou enger Rücksiichtslosegkeet a vun esou enger Kalbliddegkeet gepräägt war wéi dat, wat den Här Weidig hei zum Beschte ginn huet.

Ech hunn dat ganz gutt nogelauschtert, wat e gesot huet. An am Endeffekt seet den Här Weidig näischt aneres wéi: „Wann een antrëtt fir Gesetzer géint Kanneraarbecht, dat ass Ideologie. Wann een antrëtt fir Gesetzer, déi d'Mënscherechter respektéieren, dat ass Ideologie. Wann een antrëtt fir Gesetzer, déi derfir suergen, datt net egal wou an der Welt d'Ëmwelt

zerstéiert gëtt, dat ass Ideologie. Dat Eenzegt, wat zielt", seet den Här Weidig, „dat ass Renditt, Renditt au maximum, ganz egal, op wiem seng Käschten et geet. Ob et op d'Käschte vu Kanner, vu Fraen, vun der Émwelt geet, et ass komplett egal. D'Haaptsaach ass, mir hunn eng héich Renditt, sou héich wéi méiglech, fir datt eis Pensiounen hei ofgeséchert sinn."

Dir Dammen an Dir Hären, dat ass extreem schlëmm, wat hei gesot ginn ass, extreem schlëmm! Well net nëmme sinn eng ganz Rei international Konventioune jo hannendrun, hannert deem, wat ech elo alles hei gesot hunn, mee dat ass jo awer och e laange Kampf gewiescht, international, fir datt mer iwwerhaapt déi ESG-Krittäre géife kréien, fir datt d'Finanzwelt och ufänkt, eeben net just nëmmen op d'Renditt ze kucken, mee och ze kucken, datt d'Suen, déi doruechter zirkuléieren, agesat ginn zum Wuel vun der Mënschheet, an net nëmmen op d'Käschte vun der Mënschheet.

Dat ass e laange Kampf gewiescht. An deen ass iwwregens, niewebäi bemierkt, gefouert gi virun allem virun 20, 25 Joer, vu Pionéier, vu Leit, déi aus der Finanzwelt komm sinn, dorënner eng Rei Schwäizer. Ech wëll nëmmen een hei zitéieren, dat ass de Schmidheiny, dat ass ee vun deene gréisste Schwäizer Industriellen, e grousse Financier a Banquier. Deen huet scho viru 25 Joer e Buch geschriwwen, wou e gesot huet: „Mir mussen d'Finanzwelt notzen, fir de Kurswiessel an eiser Gesellschaft matzedroen, matzefinanzéieren. Dat heescht, mir mussen iwwergoen zu Krittären, wéi mer investéieren, wat mat de Sue geschitt, a mir kënnen net méi weider esou rücksichtslos verfueren, wéi dat vläicht eng Zäitlaang gaang ass."

Dat sinn Errungenschaften, Här President, Dir Dammen a Dir Hären! Dat sinn Errungenschaften, déi mer net dierfen opginn a wou ech hoffen, datt dëst Parlament sech ëmmer wäert dergéintstellen a derfir antrieden, datt d'Mënscherechter respektéiert ginn, Kanneraarbecht verbuede gëtt, Mine-antipersonellë verbuede ginn an datt doranner net soll investéiert ginn.

An ëmsou méi, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann et ëm Suen geet, déi d'Kotisatioune sinn, effektiv, vun de Salariéen hei zu Lëtzebuerg, déi am Fong natierlech sollen esou agesat ginn, datt se och e Rendement hunn, fir datt mer domadder och d'Pensiounen ofsécheren. Mee grad do, mengen ech, wär keen een d'accord – keen een! –, dee cotiséiert, ausser vläicht den Här Weidig a seng Trupp hei vun der ADR, fir ...

*(Exclamations)*

Jo, dat héiert Der alles net gär, ...

*(Interruptions par M. Tom Weidig et par M. Fred Keup)*

... mee dat ass d'Realitéit, ...

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Wannechgelift!

**M. François Bausch** (déi gréng) | ... dat ass d'Realitéit, an där Dir Iech befannt! Dir sidd op engem Wee, deen ass ganz geféierlech, an Dir aamt just no, wat verschidden anerer vun Iech am Ausland wëlle maachen, mee dat ass ganz geféierlech!

*(Interruption par M. Tom Weidig)*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Här Weidig, wannechgelift!

**M. François Bausch** (déi gréng) | Dir stellt de gesellschaftlechen Zesummenhang komplett a Fro – komplett a Fro! –, an dat wäert net acceptéiert ginn an dësem Parlament, dovu sinn ech fest iwwerzeegt!

Duerfir mengen ech, datt et wichteg ass, datt mer kucken, datt dee Fonds de compensation hei, datt deen esou Saachen, wéi ech virdru beschriwwen hunn ..., datt en dorobber oppasst, datt investéiert gëtt an engem – natierlech! –, finanztechnesch gesinn, responsabele Sënn.

Dat gëtt jo iwwregens och gemaach. Et si jo Professioneller, déi dat Ganzt geréieren. Et ass jo net d'Chamber oder och net d'Regierung, déi d'Gestioun dovunner mécht. Do si jo Leit um Wierk, déi vum Fach sinn. Mee datt déi natierlech vun deenen hannendrun, déi d'Interessen hunn, awer och gewëss Guidancë kréien, dat ass normal.

Dat gëtt et och iwwregens och bei all Investmentfong, och am Privaten. Jo, och souguer fir déi grouss amerikanesch Pensiounsfonge gëtt et Krittären, entre-temps. Och déi hu sech eethesch Krittäre ginn, entre-temps, wéi se wëllen an der Welt investéieren. Dat ass guer näischt Aussergewéinleches.

An ech hoffen, Här President, datt, wéi gesot, dës Chamber esou Saache wéi dat doten ëmmer dohinner verweist, wou et higehéiert, nämlech an d'Poubelle vun der Geschicht!

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Bausch. Här Bausch, ech wëll Iech froen, ob Der eng Fro akzeptéiert vum Här Weidig.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här President, ech muss net op all Bauzegkeet äntwerten, déi den Här Weidig hei zum Beschte gëtt! Merci.

*(Interruption par M. Fred Keup)*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Bausch. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

*(Interruption et hilarité)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et war jo iergendwéi kloer, firwat eng ADR dës Aktualitéitsstonn géif ufroen: Fir de Leit Märercher ze erklären! Datt eis Pensioune méi sécher wieren, wa mer se weider a Pëtrol an an Atom géifen investéieren.

D'Pensiounsrécklage sinn awer nëmme sécher, wa mer se krisefest maachen an aus Energien erausklammen, déi de Rendement an eis Welt futtimaachen. Mir Piraten wëllen dofir dës Aktualitéitsstonn notzen, fir ze erklären, datt Investissementer a Pëtrol, Gas an Atom Stranded Assets wäerte ginn.

Fir unzefänken: Wat ass dat, e Stranded Asset? Ma dat si Finanzproduiten, déi hir Valeur schlagaarteg verléieren. Fir d'ADR: Eppes, wat se gutt verstinn, wär d'Beispill russesch Rubelen. Déi hat de Pensiounsfong um Dag vun der Invasioun vun der Ukrain nämlech nach an de Bicher – a vun haut op muer fir näischt méi ze gebrauchen! D'Geld ass futsch, Milliounë verbrannt. An da gëtt et och Produiten, déi d'Welt zerstéieren, an där se awer wëllen hire Profitt maachen. An dozou gehéiert all Finanzement a fossill Energien.

Mir hunn eis am Kader vun dësem Debat mat Fuerscher, déi sech op Stranded Assets spezialiséiert hunn, getraff a mir hunn och mat de Gewerkschaftsvertrieder geschwat. D'Fuerscher hu ganz kloer gesot, datt weider Investissementer a Gas, Pëtrol an an Atom riskant, liichtsënneg an ineffikass sinn. D'Performance vun de fossille Finanzproduiten ass net gutt. Si waren an de leschte Joren ëmmer eng 6 bis 7 % hannert den Erwaardungen. Si bréngen de Leit, déi cotiséieren, also manner Rendement.

Souguer d'Cheffe vun de grousse Firmen, wéi ExxonMobil, gesi keng Zukunft méi an de fossillen Energien. Den Darren Woods, dat ass de CEO vun ExxonMobil, huet an engem Interview gesot, datt hien dovun ausgeet, datt ab 2040 an den USA – wou et kee Verbrennerverbuet gëtt, näischt! – just nach Elektroautoe wäerte verkaf ginn a virun allem och kaaft ginn. Firwat? Well de Marché dat esou reegelt. Si gleewen also selwer net méi un de Businessmodell vum Verbrenner. Firwat sollt also de Pensiounsfong grad an esou Firmen investéieren?

Här President, am éischten a bis elo eenzege Sustainable Investor Report vum Pensiounsfong sinn och d'Stranded Assets kuerz analyséiert. Dee Moment waren 9 % vun eisem Pensiounsfong dovunner betraff. 9 %, ech fannen dat enorm. Wa mer dat Geld muer net méi hätten, well eeben eppes geschitt, da wäre vun haut op muer 2 Milliarden Euro fort. Fort fir d'Pensiounen, fort vun de Cotisanten. 2 Milliarden Euro, mat deenen d'ADR hei liichtfankeg spillt. 2 Milliarden Euro vun de Cotisanten, mat deenen d'ADR hei liichtfankeg wëllt spillen. Dat ass kee Monopoly-Geld, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Dat ass Geld, fir dat d'Leit haart geschafft hunn, an dofir wäerte mir eis och weiderhin derfir asetzen, datt hei nohalteg a sënnvoll mat guddem Rendement investéiert gëtt.

An net nëmmen de Lëtzebuerger Pensiounsfong, nee, och Privatpersounen zu Lëtzebuerg setze laut Estimatioune vu Fuerscher haut op 6 Milliarde Stranded Assets. De Fong huet sech, wéi et üblech ass, derfir gelueft, datt déi 9 % manner wäre wéi den internationalen Duerchschnëtt. Wat een do awer net liest, dat ass, dass déi 9 % eis, als déi, déi cotiséieren a Pensiounen ausbezuelt kréien, manner Geld abruecht hunn ewéi aner Fongen, déi och a fossill Energien investéieren. E Véierels manner, iwwregens. Dat heescht, déi Investitiounen, déi de Pensiounsfong a fossill Energië mécht, sinn net nëmme riskant, well se Stranded Assets kënne ginn, se bréngen och nach manner Geld an.

An do, spéitstens do, léif Kolleeginnen a Kolleegen, verstinn ech dann awer d'Iwwerleeung vun de Kolleege vun der ADR guer net méi. Si wëllen, datt d'Pensiounen ofgeséchert sinn, bien que d'ADR, déi ëmmerhi fréier mol eng Kéier d'Fënnef-Sechstel-Pensioun fir jiddweree gefuerdert huet, rezent op der Tëlee gesot huet: „Jo, also un d'Pensioune misst ee schrauwe goen." Also, ech mengen, Är Grënnerinnen a Grënner – ech mengen, et waren nëmme Grënner – géife sech definitiv rotéieren, wa se esou eppes géifen héieren.

An hei kënnt eng ADR, déi wëllt an Zukunft a Produiten investéieren, déi manner Rendement brénge wéi déi Produiten, déi eis Welt rette kënnen. Dofir haalt dach op, de Leit Geschichten ze erziele vun der rentabeler Pëtrols- oder Atomaktie. Et gëtt se net, et gouf se net, an et wäert se net ginn. Et ass e Märchen. A mir kënne gären eng Kéier zesumme mam Här Spautz dann an d'Rhön goen, an d'Grimmstrooss oder an d'Märchestrooss, well et ass e Märchen.

Här President, einfach erkläert: Manner Rendement heescht manner Suen, fir d'Pensiounen ze bezuelen. Dat geet iergendwann net méi op. Wa mer d'Geld haut huelen an an aner nohalteg Produiten investéieren, kréie mer méi Geld eraus, hu mer net méi de Risiko, datt et zu Stranded Assets kënnt a mir hunn d'Zerstéierung vun eisem Planéit net matfinanzéiert. Wann de Lëtzebuerger Pensiounsfong géif esou investéieren, wéi d'ADR dat hei verlaangt, géifen déi lëtzebuergesch Pensiounsrécklage schrumpfen. Mir Piraten wëllen dat net. Mir wëllen, datt se weider wuessen. An duerfir schwätze mir eis fir eng Investitioun an nohalteg Produiten aus.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Clement. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech hu mer soe gelooss, datt den Här Weidig a senger Fräizäit gär Schach spillt. Dann hätt ee jo eigentlech kënnen unhuelen, datt den Här Weidig weess, wat geschitt, wann een net méi wäit wéi seng eegen Nuesespëtzt denkt, also net méi wäit wéi just deen nächste Schachzuch: Jo, et verléiert een. An der Reegel. Wat den Här Weidig elo grad probéiert huet, eis ze erklären, ass, datt de Pensiounsfong an egal wat, egal wou an egal wéi investéiere soll. Wéi e Glécksspiller. Dem kuerzfristege Profitt nolafen, ouni iwwert déi laangfristeg Konsequenzen nozedenken – Konsequenze fir d'Welt, Konsequenze fir eis, mee virun allem fir déi zukünfteg Generatiounen. Déi zukünfteg Generatioune vu schaffende Leit an déi zukünfteg Generatioune vu Pensionären.

Duerfir géif ech dem Här Weidig gär e Gedanke mat op de Wee ginn: Ob mir an 30 Joer nach e stabillen a gutt funktionéierende Pensiounssystem hunn, hänkt net dovunner of, ob de Kompensatiounsfong haut e Rendement vu 4,1 oder vu 4,2 % mécht. En hänkt an éischter Linn dovunner of, wéi déi Welt, an där mir liewen, an 30 Joer ausgesäit. A wann de Pensiounsfong aktiv bäidréit zu enger Welt, déi un allen Ecken an Enne brennt a wou déi wirtschaftlech an ökologesch Liewensgrondlage vun eisem Land massiv a Fro gestallt sinn, dann, jo, da si mer effektiv duerno schachmatt.

Déi Proposen, déi den Här Weidig elo hei gemaach huet an op déi mer herno leider mussen agoen, maache mam Pensiounsfong och de Contraire vun deem, wat am Gesetz steet. Well laut Gesetz ass de Pensiounsfong censéiert, d'Pensioune laangfristeg ofzesécheren. Déi dote Propositioune maachen de Contraire. An am Géigesaz zu der ADR, wéi een elo héieren huet, gi mir eist Land an déi Leit, déi dra liewen, net einfach esou op um Altor vum kuerzfristege Benefiss.

Den Här Weidig beschwéiert sech, datt d'Investitioune vum Fong net méi exklusiv der kuerzfristeger Profittgier ënnerleien, mee éischt kleng, an eiser Meenung no vill ze bescheiden, Krittären agefouert ginn, datt d'Mënscherechter awer solle respektéiert ginn an datt de Fong, zwar am Schleekentempo, lues aus de fossillen Energien erausklamme soll. Hie beschwéiert sech, datt de Fong domadder géif politiséiert, ideologiséiert ginn. Mee Här Weidig, d'Tatsaach, datt mer iwwerhaapt eng Rentereserv hunn, ass eng politesch Decisioun. Datt mer iwwerhaapt en ëffentleche Rentesystem hunn, dat ass eng politesch Decisioun. Datt dee System am Laf vum 20. Joerhonnert op- an ausgebaut gouf, notamment duerch de Kampf vun der Aarbechterbeweegung an hire Spriecher, de Gewerkschaften, ass eng politesch Decisioun. Gradesou wéi déi Attacken, déi mer am 21. Joerhonnert géint d'Interessie vun deene klenge Leit gesinn, och eng politesch Decisioun sinn. Duerfir haalt op, esou ze maachen, wéi wann dee skrupellosen Neoliberalismus, fir deen d'ADR a Wierklechkeet steet, en Naturgesetz wier. Et ass de Géigendeel. Et ass Ideologie, déi en plus selbstzerstéiereg ass.

D'Ried vum Här Weidig ass duerfir e schéint Beispill, wéi um rietse Bord Politick geduecht a gemaach gëtt. Et gëtt probéiert, d'Ängscht vun de Leit auszenotzen. An dësem Fall d'Angscht, datt et an Zukunft keng geséchert Pensioun méi géif ginn. Et gëtt mat einfachen, awer falschen Erklärungsmusteren operéiert, an deem heite Fall, datt d'Pensiounen ofhängeg wiere vum Rendement vum Pensiounsfong an datt ee mat propperen Investissementer géif Sue verléieren. Béides stëmmt net. An dann, tjo, da gëtt natierlech nach e Feindbild opgebaut, nämlech déi schlëmm lénks-gréng versiffte Clique, déi angeeblech aus renger Ideologie muttwëlleg eis wuelverdéngte Pensiounen op d'Spill géif setzen. De Géigendeel ass de Fall. Déi dote Politick setzt sech derfir an, datt mir iwwerhaapt nach kënnen eng Zukunft hunn.

Här President, ech muss awer och zouginn, datt ech och der Meenung sinn, datt eis Pensiounen a Gefor sinn. Awer net, well de Pensiounsfong decidéiert huet, ganz e bësse méi responsabel ze sinn. Se sinn a Gefor, well och d'Reform vun 2012 automatesch Pensiounsverschlechterungen an d'Gesetzgeebung ageschriwwen huet, déi deemnächst wäerten aktivéiert ginn. An ech fäerten, datt se doriwwer eraus nach méi a Gefor geroden, well dës CSV-DP-Regierung wëlles huet, nach eng dropzeleeën. Et kann een natierlech de klenge Leit hir Pensioune kierzen oder se nach méi laang schaffen doen. Dat ass an der Reegel dat, wat rietsliberal Parteie maachen, zu deene sech jo d'ADR och zielt. Oder et kann een awer en anere Wee goen an nei Recettë generéieren. Zum Beispill, andeems een déi mat deene ganz décke Portmonnie freet, zumindest geneesou vill anzebezuele wéi déi einfach Leit. Wou da letztendlech d'Rees higeet, dat gesi mer dann am Hierscht. Mee elo de Leit wëllen anzerieden, mir kéinten de Problem ganz einfach léisen, andeems mer d'Pensiounsreserve massiv an d'Pëtrolsindustrie an an d'Militärindustrie stiechen, dat ass net just de Leit Sand an d'Ae gestreet, Här President, dat ass einfach Quatsch.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Marc Baum.

D'Regierung huet d'Wuert. D'Madamm Ministesch, zoustänneg fir d'sozial Sécherheet, d'Madamm Martine Deprez.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Virun e bësse méi wéi siwe Méint hätt ech iwwerhaapt net geduecht, hei ze stoen, a scho guer net, hei ze stoen a missen ze verteidegen, firwat datt eise Fonds de compensation net investéiert a Firmaen, déi Nuklearwaffe produzéieren, net a Firmaen investéiert, déi Tellerminne produzéieren, an net a Firmaen investéiert, déi Streebomme finanzéieren, net a Firmaen investéiert, déi d'Mënscherechter net respektéieren, an esou weider.

*(Interruption)*

Airbus ass ausgeschloss gi just wéinst sengen Nuklearwaffeproduktiounen a wéinst soss näischt. Dowéinster si se ausgeschloss ginn.

De Fong selwer ass gereegelt iwwert de Code de la sécurité sociale. Am Artikel 248 steet op Franséisch dat, wat den Här Baum elo just op Lëtzebuergesch erkläert huet: „La réserve [...] est placée dans le but de garantir la pérennité du régime général de pension." Dat heescht, mir solle Sue generéieren, fir de Regimm ze ënnerstëtzen. „Les placements doivent respecter les principes d'une diversification appropriée des risques. [...] les disponibilités doivent être réparties entre différentes catégories de placement ainsi qu'entre plusieurs secteurs économiques et géographiques."

Firwat dës strikt Krittären? Ma wéi meng Virriedner et scho gesot hunn, sinn dat déi Suen, déi Rescht bliwwe sinn an deene Joren, wou méi Cotisatiounen erakomm sinn, wéi Sue gebraucht gi sinn, fir Pensiounen ze bezuelen. Vläicht ass dat geschwënn eriwwer, mee déi Debatt féiere mer net haut.

Jo, dat ass d'Geld vun de Leit an dat muss gutt a sécher placéiert ginn, fir datt et net manner gëtt. Duerfir gëtt de Fong och tripartittméisseg geréiert. Laut dem Artikel 262 setzt de Conseil d'administration sech wéi follgt zesummen: vum Patronat véier Vertrieder, vum Salariat véier Vertrieder a véier Vertrieder vum Staat. Déi Leit hunn also eng enorm Verantwortung an duerfir brauche se kloer, retracéierbar Krittäre fir d'Gestioun, fir si à l'abri vu Kloen ze stellen. Si vertrieden déi schaffend Leit, d'Patronen an iwwert d'Staatsvertrieder all d'Bierger hei am Land. A wéi et scho gesot gouf, kann ech mer net virstellen, datt de Sënn an den Zweck vum Debat haut soll sinn, d'Fro ze stellen, ob mir manner strikt Krittäre sollen hunn.

Déi Krittären, déi mer elo hunn, hunn e Rendement dëst Joer bruecht vu ronn 10 %. Iwwert déi legal Krittären eraus, huet de Fong sech och nach Direktive ginn. Si hunn eng Directive du conseil d'administration du FDC, déi en ligne ass mam Accord de Paris. Si hunn an Domänen investéiert, déi e positiven Impakt hunn, och am Accord mam Accord de Paris. Si publizéieren e Sustainable Investor Factsheet a si sinn am International Investors Group on Climate Change a si si bei Climate Action 100+ derbäi.

An de Fong setzt reegelméisseg seng Liste d'exclusion à jour mat internationalen Normen. Déi international Normen, dat si Konventiounen, déi mir ënnerschriwwen hunn um Niveau vun der UNO, um Niveau vun der OCDE an och um Niveau vum Accord de Paris. Fir den Detail renvoyéieren ech op hiren explizitten Internetsite. Do fannt Der all Detailer, all Deklaratiounen, all Factsheet, all Direktiven, all Lëschte vu Firmaen, déi excluéiert sinn.

Ech géif Iech bieden, d'Krittären net manner streng ze maachen. A wéi gesot, déi Virstellung, datt mir iergendwann erëm eng Kéier an esou Domänen investéiere wéi déi, déi haut ugeschwat gi sinn, hätt ech mer virun aacht Méint net kënnen denken.

Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools der Madamm Deprez. Erlaabt Der, Madamm Deprez, datt den Här Weidig Iech nach eng Fro stellt? Parole après ministre.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Bon, anscheinend muss jo jiddereen deen Exercice maachen.

*(Hilarité et interruptions)*

Här Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo. Jo, ech wollt Iech mat Airbus ... Dat mécht dach absolutt kee Sënn! Wéi kënne mer dann op där enger Säit soen: „Airbus ass eng ganz schlëmm Firma, mir investéieren net!", an op där anerer Säit kafe mer vun Airbus e grousse Fliger? Misste mer dann net konsequent sinn, wa mer wierklech op där moralescher Eebene bleiwen, an da kafe mer näischt vun Airbus? A genau dat selwecht ass mat all deenen anere Rüstungsfirmen a ganz Europa. Mir soen: „Mir mussen eis Reserven nees fëllen. Mir brauche Waffen, fir militäresch Stäerkt ze weisen", mee op där anerer Säit soe mer: „O nee, dat si ganz schlecht Firmen! Mir däerfen net an déi investéieren." Dat mécht fir mech einfach kee Sënn!

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Aus Respekt virun deem héijen Haus hu mer Iech dann elo nach eng Kéier nogelauschtert. Ech hat awer virdrun a menger Ried scho gesot, datt mir Airbus net ausgeschloss hunn, just well et Airbus ass. Mir hunn Airbus ausgeschloss, well se an Nuklearwaffen investéieren. An dat ass en ligne mat internationale Lëschten. An do hale mir eis un déi Konventiounen, déi mer ënnerschriwwen hunn.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci, Madamm Ministesch.

***Motions***

Dëse Punkt kënne mer net ofschléissen, ouni datt mer iwwert d'Motioune befannen. Da kéime mer elo zur Diskussioun respektiv der Ofstëmmung vun deene verschiddene Motiounen.

***Motions 1 et 2***

Mir fänken u mat der Motioun Nummer 1. Wëllt nach een ee Wuert zu där Motioun soen? Den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Also, Här President, ech hu virdrun duergeluecht, datt grad déi Segmenter zum Deel méi schlecht Rendemente liwwere wéi dat, wat aner Investissementer kënne liwweren. Mir haten déi Diskussioun iwwregens scho viru sechs Méint heibannen eng Kéier, wéi mer iwwert déi verschidden MSCIe geschwat hunn, an datt den nohaltegen MSCI zum Beispill vill besser Performance liwwert wéi de klasseschen, wou eeben esou Saachen dra sinn. Deementspriechend wär dat heiten net nohalteg.

Et ass absolutt sënnfräi, fir mat dem Geld vun de Pensionnairë Poker ze spillen an a Saachen ze investéieren, déi net de Rendement hunn, dee se brauchen. Wann ech dat hei liesen, stellen ech mir d'Fro, ob net verschidden Deputéierte bei der ADR oder den Auteur vun deem heite Parten an deene Firmen hunn an hoffen, datt d'Coursen an d'Luucht ginn.

*(Interruption)*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci, Här Clement. Dann huet den Här Bausch d'Wuert gefrot.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, Här President, déi Motioun hei, den Här Baum huet et schonn ugeschwat, dat ass am Fong den Ausdrock vu perséinlecher Schizophrenie, well ...

**Une voix** | O!

**M. Fred Keup** (ADR) | Dir musst net frech ginn hei am héijen Haus!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Här Keup, wannechgelift, et huet just een de Moment d'Wuert, an dat sidd Dir net!

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här President, sot dem Här Keup, e soll emol e bëssen erausgoen. Dat wär net schlecht fir en.

**M. Fred Keup** (ADR) | Et gëtt eng Limitt, Här President!

**M. François Bausch** (déi gréng) | Nee, et gëtt keng Limitt!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Nee.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Dir hutt d'Limitte längst depasséiert, Här Keup. Ech kann Iech awer och erklären, firwat.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Dat ass eng Saach vum normale Respekt, datt een deen, deen d'Wuert huet, schwätze léisst.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, jo, jo.

*(Hilarité)*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Dann haalt Iech och drun. Dann haalt Iech och drun. Här Bausch, wannechgelift.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här President, firwat soen ech dat? Firwat soen ech dat? Mee dat ass, well dat absurd ass, wann ech hei liesen, datt sech hei staarkgemaach gëtt fir Rüstungsproduktioun, haaptsächlech am Zesummenhang och mat Waffeliwwerungen an d'Ukrain, a grad de Spriecher vun der ADR, den Här Kartheiser, eis wärend Méint hei verdaamt huet, well mir Waffen un d'Ukrain geliwwert hunn. Elo kënnt d'ADR heihin an da schreift se esou eppes hei an eng Motioun eran. Duerfir ass dat, wat ech virdru gesot hunn, deen Term, deen ech gebraucht hunn, net falsch. Dat nennt een esou. Dat ass eng Perséinlechkeetsspaltung, géing ech soen. Well soss kéint een net esou eppes wéi dat heite schreiwen.

Mee bon, den Zweck, firwat dat hei geschriwwe gëtt, ass jo ganz einfach. Dat ass jo nëmmen, fir ze versichen oder fir ze mengen, domadder kéint een dat maachen, wat den Här Baum virdru beschriwwen huet: De Leit dobausse mat falschen Argumenter, andeem een alles vermëscht, Angscht maachen. Dat ass jo d'Zil dovunner. Mee wann een dat hei géing stëmmen, ech mengen, dat verstitt Der, datt een dat net ka maachen.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Bausch. Dann huet den Här Marc Spautz d'Wuert gefrot.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo, Här President, ech wollt just soen: D'Kolleegen hu scho villes gesot, mee déi Motiounen 1 an 2, déi si fir eis net tragbar, well dat, wat do vum Här Weidig gesot ginn ass an och wat hei drasteet, dat kënne mir net matënnerstëtzen, well dat ass eng komesch Duerstellung vun der Situatioun, wéi se dobausse wier. Dofir kënne mir dat net matdroen.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Spautz. Dann huet den Här Claude Haagen d'Wuert gefrot.

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech deelen d'Meenung vun der CSV an och vun de Virriedner, besonnesch wat d'Motioun 1 an 2 vun der ADR ugeet. Fir awer elo hei och nach d'Regierung opzefuerderen, am Kompensatiounsfong Investitiounen a sämtlech Waffentyppen – a sämtlech Waffentyppen! –, a Rüstungsentreprisen – sämtlech; ech denken, datt de „sämtlech" och fir Rüstungsentreprisë steet – ze erlaben, souwäit dës Waffentyppe produzéieren – bon, dat schéngt mer schonn e bëssen zweedeiteg ze sinn –, déi konform si mat internationale Konventiounen, déi Lëtzebuerg mat ënnerschriwwen huet, fir dat da kënnen ze maachen, also dat ass awer ..., méi farfelu geet et net.

Dann ass déi Objektioun, déi scho gesot gouf, par rapport zu den ESG-Krittären. Do falen net nëmmen Ëmweltkrittären drënner, do fale Krittären drënner vum Aarbechtsrecht, vun der Gouvernance vun enger Entreprise, Soziales. Dat heescht, dat ass vill méi mannegfalteg, an do gëtt et verschidden Artikelen, déi gi vu sechs bis néng, wann ee sech eng Kéier domadder auserneesetzt, fir ze kucken, wéi déi Konditioune vun denen ESG-Krittäre sinn.

Bon, dat anert, datt Sue vu Lëtzebuerg dann iwwert de Pensiounsfong an d'Ausland gefloss sinn, bon, dat ass eng gutt Fro. Wësst Dir dann, d'Siègë vun all deenen Entreprisen, wou déi sinn? Da wësst Der jo net, ob dat an der EU ass oder net. Dofir ass dat scho mol eng Behaaptung, déi och ganz gewot ass.

Dofir leene mir op jidde Fall déi Motioun 1 of.

A bei der Motioun 2, do hunn ech schonn alles gesot par rapport zu der Directive d'investissement, déi vun 2023 bis 2027 geet a wou jo och de Portefeuille, wann ech et sou däerfen nennen, d'Direktiv aneschters opgestallt ass, en fonction vun der Bourse, vum Marché boursier, par rapport zu den Zënsen, mat Obligatiounen, Aktien, Real Estate, dat heescht Immobilier.

Ech däerf drun erënneren, datt de Fonds de compensation Bëscher kaaft huet. Dat heescht, en huet sech och aner Obligatiounen oder ... direkt an där Direktiv ginn, fir zum Beispill och an den Immobilier ze investéieren. Dat beschte Beispill ass d'Gebai bei der Post, vis-à-vis vun der Gare, vun der Sécurité sociale, wat vum Pensiounsfong finanzéiert ginn ass, an och den Ausbau. An dat sinn nëmme kleng Beispiller dervun, wou och Suen zu Lëtzebuerg fléissen.

Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Haagen. An dann huet den Här Marc Baum d'Wuert gefrot.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Also ech kommen och aus dem Staunen net eraus. D'ADR fuerdert hei an hirer Motioun, datt de Kompensatiounsfong Investitioune soll maachen an den internationale militäresch-industrielle Komplex. Also, wa Lëtzebuerg eppes net huet, dann ass et eng developpéiert Waffenindustrie. Dat hu mer hei net. Datt awer elo grad d'ADR higeet a sech mordicus drun hält, datt d'Sue vun de Lëtzebuerger Salariéë sollen iergendwou op der Welt investéiert ginn, fir Waffen hierzestellen, fir Fluchtursaache vu Flüchtlingen hierzestellen, dëst ass einfach nëmme Wansinn! Mir stëmmen dat hei net mat.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Marc Baum. An da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier un den Auteur vun der Motioun, den Här Tom Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, villmools merci. Ech kommen och aus dem Staunen net méi eraus. Ech hu laang an der Investmentindustrie geschafft, ...

**Plusieurs voix** | A!

**M. Tom Weidig** (ADR) | ... an all déi Saachen, déi Der sot, ech mengen, do si wierklech ganz vill Saachen, wou een einfach nëmme kann de Kapp rëselen.

*(Interruptions)*

An de Punkt ass ganz einfach deen, datt ass ganz wichteg: Mir maache Restriktiounen op den Investmentpool, an do ass et ganz kloer, datt d'Renditt erofgeet, dass Rentemauer méi no kënnt anstatt méi wäit ewech geet. Dat ass kloer.

*(Hilarité)*

**Une voix** | Well Dir et sot, oder wéi?

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, absolutt. Jo, genau, voilà.

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Wannechgelift!

**M. Tom Weidig** (ADR) | An de Punkt ass, nach eng Kéier: Dir sidd alleguerten – et muss ee wierklech soen – wierklech Hypokritten! Jo. Op där enger Säit ...

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Hei, wannechgelift!

**M. Tom Weidig** (ADR) | ... sot Der: „Mir mussen ...

*(Interruptions)*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Wielt Äre Langage!

**M. Tom Weidig** (ADR) | ... Waffe liwweren. Eis Reserve sinn niddreg bei de Waffen.“ Jo, mee iergendeen ... Dat muss jo gefëllt ginn. Eis Arméi muss Waffe kréien. Eis Reserve musse gefëllt ginn. Mee wou kommen déi dann hier? Aus iergendwelleche Firmen, déi am Ausland sinn. Mee dat sinn awer da ganz schlecht Firmen an an déi investéiere mer dann net! Ma dat mécht vu vir bis hanne kee Sënn, dat Ganzt!

An dat, wat mir soen, ass: Selbstverständlech soll een natierlech net nëmmen a Waffen investéieren, mee deen Investmentmanager soll d'Fräiheet hunn, fir an dat ze investéieren, vun deem hie mengt, datt et halt eng gutt Renditt gëtt. An duerfir hunn ech och déi Motioun gemaach, fir einfach ze weisen, datt Der einfach am Widdersproch zu Ären eegene moralesche Standarde sidd: op där enger Säit Waffen, mee op där anerer Säit wëllt Der d'Waffenindustrie net ënnerstëtzen!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci, Här Weidig.

Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott vun dëser Motioun kommen.

***Vote sur la motion 1***

D'Ofstëmme fänkt un.

**Plusieurs voix** | Et geet net!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Et geet elo. Da komme mer elo bei de Vote par procuration.

*(Brouhaha)*

Den Här Haagen?

**M. Claude Haagen** (LSAP) | De Vott geet net; et ass Nee!

*(Hilarité)*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Domat ass de Vott ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

*Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 5 voix pour et 55 voix contre.*

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer (par Mme Stéphanie Weydert), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Max Hengel), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Félix Eischen), Mmes Octavie Modert (par M. Paul Galles), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Franz Fayot), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claire Delcourt), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Da kéime mer elo zur Motioun Nummer 2. Wie wëll do nach d'Wuert ergräifen?

*(Brouhaha)*

**Une voix** | Et ass alles gesot.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Et ass alles gesot.

Ech mengen, da komme mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 2.

***Vote sur la motion 2***

De Vott fänkt un. An da maache mer de Vote par procuration. Do feelen der nach e puer. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 2 ass bei 2 Jo-Stëmmen an 51 Nee-Stëmmen ofgeleent.

*(Interruptions)*

Mir probéieren, déi do Saachen dann ze korrigéieren.

*Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 5 voix pour et 55 voix contre.*

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser (par M. Tom Weidig), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer (par Mme Stéphanie Weydert), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Paul Galles), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Max Hengel), Mmes Octavie Modert (par M. Alex Donnersbach), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Franz Fayot), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Claire Delcourt) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Ech mengen, de Vott ass kloer: Dës Motioun ass ofgeleent, soudatt mer elo kënne bei d'Motioun Nummer 3 kommen.

***Motion 3***

Wie wëllt nach zur Motioun Nummer 3 d'Wuert ergräifen? Den Här Marc Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci, Här, Här President. Et ass eng Motioun vun de Regierungsparteien, déi effektiv de Regierungsprogramm resüméiert. Dat kann een esou soen. Bon, elo hate mer jo schonn e puermol Votten iwwert de Regierungsprogramm. Do gëtt et Saachen, déi méi interessant sinn, et gëtt Saachen, déi manner interessant sinn. Also, et steet näischt Falsches hei dran, dat kann een net soen, mee ech fannen et awer wéineg ambitiéis, dofir, datt mer dann awer eng Diskussioun hei haten, wou mer eis, mengen ech, awer zum Deel méi kloer prononcéiert hunn. Mee well näischt Falsches drasteet, wäerte mer eis enthalen.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Marc Baum. Ass nach een, deen d'Wuert zu där Motioun wëllt ergräifen? Den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also, wann d'Oppositioun der Regierung Auszich aus dem Regierungsprogramm an eng Motioun schreift a se zum Vott stellt ...

*(Interruption)*

... – Jo! –, ...

*(Hilarité)*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Den Här Clement huet d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | ... da kréie mer gesot: „Et ass superfetatoire.“

**Une voix** | Et hänkt dervun of, wien.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Et hänkt dervun of, wien. Wann een Amendementen deposéiert, wou een d'Erklärunge vun der Regierung wëllt an e Gesetz schreiwen, da stëmmt d'Regierungsmajoritéit dergéint, ouni och nëmmen ze begrënnen.

Wa si awer selwer déi grandios Iddi hunn, fir e Copy-Paste aus dem Regierungsprogramm ze maachen an deen hei ze deposéieren, da gëtt erwaart, datt et eng breet Zoustëmmung gëtt.

Bon, den Här Baum huet gesot: „Et ass net ganz ambitiéis, wat hei steet“, sou wéi de ganze Regierungsprogramm an deenen heite Froen net ganz ambitiéis ass. Mee ech muss Iech awer elo éierlech soen: Ech hunn e bëssen d'Angscht, wa mer dat heite stëmmen, da kréie mer bei der nächster Motioun gesot: „Et ass jo elo superfetatoire, well Dir hutt jo elo grad eng Motioun gestëmmt, wou dat nämmlecht drasteet.“ Mee nee, déi zwou Motioune sinn ënnerschiddlech, an dofir wäerte mir eis hei enthalen a mir wäerten déi nächst matstëmmen.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Clement. Dann huet den Här François Bausch d'Wuert gefrot.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech muss soen, ech deelen dem Här Baum seng Aschätzung, wat den Inhalt vun där Motioun ubelaangt. Ech fannen et och e bësse speziell, well mir hunn zwou Motioune virleien, déi déi nämmlecht Theeme behandelen. An eigentlech hätt een hei missen déi eng par rapport zu där anerer ofstëmmen, ausser d'Majoritéit seet mer elo: „Ma nee, mir stëmmen déi hei, mir stëmmen déi aner och mat.“ Well soss ... Also, mir hunn och e bësse Schwieregkeeten ... Et ass näischt Falsches, wat hei drasteet an där heiter, mee déi aner geet vill méi wäit. An duerfir hätte mir eng Preferenz gehat, fir ze soen: „Ma da kommt, mir stëmme se géinteneen of.“ Dat kann een nämlech maachen. Da gesi mer, wat fir eng déi meeschte Stëmme kritt.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Bausch. Den Här Claude Haagen huet d'Wuert gefrot.

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Jo, merci, Här President. De selwechte Remarken, déi den Här Bausch an den Här Baum gesot hunn, schléisse mir eis un. Ech hunn, well wierklech näischt an dëser Motioun steet ... Et ass och näischt Falsches dran.

Ech ginn awer ze bedenken, datt „invite le Gouvernement“, deen éischten Tiret, datt dat den Artikel 248 ass, deen d'Madamm Minister elo grad virgelies huet. Dee steet also am Code vun der Sécurité sociale.

Den zweeten Tiret ass am Fong dee selwechten, bis op d'Terminologie bei zwee Wierder, wéi an der Motioun, déi duerno kënnt.

An den drëtten Tiret, do muss ech Iech soen, dat gëtt souwisou scho gemaach, well déi Mise à jour vun der Liste d'exclusion, déi gëtt jo gemaach par rapport zu den Auditen a par rapport zu de Resultater vun den Entreprisen, also vun den Assetmanager, déi jo engem Contrôle ënnerleien. Also gëtt dat souwisou annuellement gemaach. A menges Wëssens – ech mag mech awer ieren – war et annuell, an ech mengen, et gëtt elo all sechs Méint gemaach. Do sinn ech mer awer net sécher. Da kommt, mer huelen un, datt dat all Joer gemaach gëtt. Also ass déi Konditioun och ginn.

Wann ech da gesinn, datt zwee Tirete schonn erfëllt sinn an datt deen zweeten Tiret an der Motioun, deen duerno kënnt, souwisou dran ass, dann, muss ech soen, kënne mer dat hei als Abstentioun huelen. Mee et ass op jidde Fall net superfetatoire par rapport zu der Motioun 4.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Haagen. Sinn nach weider Wuertmeldungen do zur Motioun Nummer 3? Den Här Marc Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Et ass jo näischt Falsches an der Motioun dran, sot Der. Dann ass et jo och kee Problem, dass Der se kéint matstëmmen.

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Déi Saachen hu sech schonn erfëllt.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci. Mir wäerten déi Motioun op alle Fall stëmmen. Dat wonnert Iech jo guer net.

*(Hilarité)*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Ech mengen, dann dierfte mer elo einfach zum Ofstëmmen iwwert d'Motioun Nummer 3 iwwergoen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech mengen, den Här Bausch wollt nach eppes soen.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Den Här Bausch hat gesot, fir …

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här President, wéi gesot, vu datt d'Majoritéit nach guer näischt gesot huet zu där anerer Motioun, hätt ech léiwer, mir géifen dann elo d'Diskussioun opmaachen zu deenen zwou, also och zu där anerer an engems. Da ka jidderee sech dozou positionéieren. An da kann een duerno dat maachen, wat am Reglement virgesinn ass: Da kann een e Prioritéitevott huelen. Sou steet et nämlech am Reglement. Et sinn zwou Motiounen zu genau deem nämmlechte Sujet, just déi eng geet méi wäit wéi déi aner. Dat heescht …

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Da géife mer d'Diskussioun opmaachen – iwwert d'Motioun Nummer 4 fir d'éischt.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Genau!

**Une voix** | Nee, nee! Mir hätte gär e Vott heizou.

*(Interruptions diverses)*

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, mee d'Reglement ass awer kloer, Här President.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | D'Reglement seet am Fong geholl: Wann eeben zwou Motiounen déi nämmlecht Ziler hunn, da kann een d'Prioritéit dervu festleeën.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Mee da muss een d'Diskussioun natierlech virdrunner opmaachen.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Mir mussen d'Diskussiounen opmaachen, fir dass …

***Motion 4***

Elo komme mer zur Diskussioun iwwert d'Motioun Nummer 4. Wëllt nach een eppes zur Motioun Nummer 4 soen? Den Här Haagen.

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Jo. Merci, Här President. Also, déi Motioun hei baséiert natierlech op där Motioun, déi iwwert den Débat de consultation am Februar 2023 gefouert ginn ass, wou verschidde Saachen oder verschidde Consideranten erausgeholl gi sinn, fir eeben och hei ze erlaben, eng méiglechst grouss Majoritéit ze kréien.

Wann ech gesinn: „invite le Gouvernement […] à intensifier sa stratégie d'investissement en cohérence avec les objectifs climatiques de l'Accord de Paris et les critères ESG" – ech mengen, dat ass dat, wat notamment den Här Spautz och gesot huet.

Dann „à favoriser les investissements soutenant la transition énergétique et écologique" – ech hunn elo keen anere Riedner, deen eppes aneschters gesot huet.

Dann eng „stratégie de désinvestissement", fir datt mer och kënne bei den „entreprises productrices d'énergie nucléaire" par rapport zu der „trajectoire de décarbonisation en ligne avec les objectifs" vum Paräisser Accord …, hunn ech och keen héieren, eppes aneschters soen, ausser d'ADR.

An dann eppes, wou net vill hei driwwer geschwat ginn ass, mee, ech mengen, wou jiddwereen dat kann approuvéieren: Dat ass, datt de Fonds de compensation weiderhin an d'„création de logements à coûts modérés" investéiert. Wou se souwisou amgaang sinn, souwuel an de Wunnengsbau wéi och an d'Logements à coûts modérés weider och Suen ze investéieren.

Dofir ass et fir mech kloer, datt déi Motioun hei am Fong dat widderspigelt, wat an dëser Heure d'actualité geschwat ginn ass.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Haagen. Gëtt et nach eng Wuertmeldung zur Motioun Nummer 4? Den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Merci och der LSAP, fir déi Motioun hei nach eng Kéier anzebréngen. Ech mengen, et war virun zwee Joer den Här Kersch, dee bal genau, op e puer Kommaen an e puer Wierder an e puer Datumer près – et muss een …, déi si jo och à jour gesat ginn –, déi nämmlecht Motioun hei deposéiert huet. An déi huet virun zwee Joer, a mir hunn et elo nach eng Kéier nogekuckt, zwar net d'Stëmme vun der CSV kritt, si huet awer d'Stëmme vun der DP deemools kritt. An ech gi jo mol dovun aus, datt d'DP …

**M. Claude Haagen** (LSAP) | An dräi Abstentioune bei der CSV.

**M. Sven Clement** (Piraten) | An dräi Abstentioune bei der CSV, gesitt Der?

Ech ginn also dovunner aus: Haut, wann een elo deenen zwou Motiounen, wéi den Artikel 87 vum Reglement dat virgesäit, Prioritéit gëtt, da missten d'DP-Deputéiert, déi jo virun zwee Joer och heibanne souzen an dat dote matgedroen hunn, u sech kohärent och nach eng Kéier dat nämmlecht matdroen. Well et geet nämlech méi wäit wéi dat, wat an der Regierungsmotioun steet.

Mee ech weess jo, wéi dat ass hei an der Politick: „Wat interesséiert mech mäi Vott vu gëschter? Ech maachen haut genau de Contraire." Dofir géif et mech net wonneren, wann d'Majoritéit elo geschlosse géif dergéint stëmmen an domadder d'DP u sech einfach rëm vun deem engen Extreem an dat anert Extreem géif ëmfalen. Mee sou ass dat an der Politick! D'Wielerinnen an d'Wieler …

*(Interruptions)*

… kënne sech dat da jo an Erënnerung ruffen. Mir wäerten op alle Fall der Motioun 4 d'Prioritéit ginn an hoffen, datt d'Motioun 3 doduerjer caduc gëtt.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Clement. Dann huet den Här Marc Baum d'Wuert gefrot.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech kann och just dem Här Haagen an dem Här Clement Recht ginn an deem, wat se bis elo gesot hunn, an awer och op eppes opmierksam maachen, wat, mengen ech, wichteg ass, nämlech, datt hei an där véierter Motioun och explizitt de Logement virgesinn ass, also Investissementer zu Lëtzebuerg, déi, mengen ech, wichteg sinn an engem zentrale Beräich, wou ëmmer gesot gëtt: „Mee mir brauchen do vill Investissementer."

Et ass esou, datt mer eng grouss Reserv hunn – ma, da kommt, mer huelen déi Reserv! Mir wëssen, datt do e Rendement sécherlech ze kréien ass, dee vläicht net esou geckeg ass wéi deen, dee mer am Moment um Privatmarché de Privatpromoteuren iwwerloossen, a mer léisen e Problem a schafe gläichzäiteg d'Grondlag fir zolidd Revenuen och an der Zukunft. An duerfir – dat ass awer eng Dimensioun, déi an der CSV-Propos net esou virkënnt –, mengen ech, datt déi hei méi wäit geet a besser ass.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci, Här Baum. Dann huet den Här François Bausch nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, Här President, ech kann et ganz kuerz maachen. Den Här Baum huet dat exzellent erklärt. An dat ass och, firwat mir se ënnerschriwwen hunn a se och wäerten esou stëmmen.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci, Här François Bausch.

Ech mengen, da kënne mer fir d'éischt iwwert den Ordre de priorité ofstëmmen.

Déi, déi derfir sinn, datt d'Motioun 3 soll den Ordre de priorité kréien, déi stëmme mat Jo. An déi aner, déi stëmme mat Nee.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Sot et nach eng Kéier!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Den Ordre de priorité: Déi, déi do fir d'Motioun Nummer 3 sinn, déi solle mat Jo stëmmen, an déi als Ordre de priorité d'Motioun 4 wëlle virzéien, déi solle mat Nee stëmmen.

*(Brouhaha)*

De Vott fänkt un.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Nee, nee, dat ass net sou, wéi et am Reglement steet.

Här President, d'Motion d'ordre. Nee, pardon, dat ass net esou, wéi et am Reglement steet. Am Reglement, mengen ech, ass et esou: Fir d'Prioritéit misste mer déi zwou u sech als éischt froen. Also déi, déi an engem éischten Tour déi meeschte Stëmme géif kréien, déi géif duerno ofgestëmmt ginn, an déi aner gëtt caduc.

**Une voix** | Nee.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mee, dat ass esou, wéi ech d'Reglement elo verstanen hunn. Mee mir kënnen och esou ofstëmmen, wéi Dir dat wëllt.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Et geet iwwert den Ordre de priorité, esou wéi ech et verstanen hunn.

*(Interruption par M. Michel Wolter)*

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ma jo! Dat ass awer ... Esou, wéi de President et gesot huet, ass et awer richteg.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Dat geet net!

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Dach!

*(Interruptions et hilarité)*

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Dat geet net!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Et misst een als éischt zweemol ofstëmmen, an dann nach eng Kéier.

*(Brouhaha)*

*(Interruptions par Mme Joëlle Welfring et par Mme Sam Tanson)*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Laurent, wéi ass et?

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Liest de Saz einfach eng Kéier vir. Da wësse mer et.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Maja, ech hunn et hei. Ech kann Iech e virliesen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Dat Einfachst wär, ee géing de Saz virliesen. Da weess och jiddereen, deen nokuckt, ëm wat et geet.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Maja, d'Madamm Tanson ass prett, fir et virzeliesen.

**Une voix** | D'Madamm Tanson ass ëmmer prett.

*(Hilarité)*

*(Concertation interne)*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Jo. Ech kréien hei vun de Leit gesot, datt et am Fong geholl richteg wier, sou wéi de President et hei proposéiert hat, datt dat déi richteg Aart a Weis wier.

**Une voix** | A.

**Une autre voix** | Voilà!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Follglech stëmme mer dann of iwwert den Ordre de priorité.

Déi, déi eeben den Ordre de priorité wëllen der Motioun 3 ginn, déi solle mat Jo ofstëmmen. An déi den Ordre de priorité setze fir d'Motioun Nummer 4, déi stëmme mat Nee.

*(Brouhaha)*

***Vote sur l'ordre de priorité***

De Vott fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

35 Jo-Stëmmen, géintiwwer 9 Nee-Stëmmen a 5 Abstentiounen, soudatt den Ordre de priorité bei der Motioun Nummer 3 läit.

*Résultat définitif après redressement : la priorité est accordée à la motion 3 par 35 voix pour, 20 voix contre et 5 abstentions.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer (par Mme Françoise Kemp), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Paul Galles), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Félix Eischen), Mmes Octavie Modert (par Mme Diane Adehm), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Alex Donnersbach), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gusty Graas), Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel.*

*Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

Da géife mer elo fir d'éischt ...

*(Brouhaha et concertation interne)*

An domadder ass déi Motioun Nummer 4 caduc. Jo.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Nee, nee, réischt, wann d'Nummer 3 ugeholl ass!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Jo.

**Plusieurs voix** | Nee!

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Jo. Mir stëmmen dann elo fir d'éischt iwwert d'Motioun Nummer 3 of.

***Vote sur la motion 3***

De Vott fänkt un. De Vott iwwert d'Motioun Nummer 3: Déi, déi mat der Motioun Nummer 3 d'accord sinn, déi stëmme mat Jo. De Vott fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 3 ass elo mat 35 Jo-Stëmme géint 22-Nee Stëmme bei 3 Abstentiounen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Max Hengel), MM. Maurice Bauer (par Mme Françoise Kemp), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Diane Adehm), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Alex Donnersbach), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par Mme Barbara Agostino), Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.*

*Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Se sont abstenus : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

Domadder ass elo d'Motioun Nummer 4 caduc an domadder ass och dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

*(Brouhaha)*

## 4. Question élargie n° 12 de M. André Bauler relative à la santé mentale dans le milieu professionnel

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 12 vum Här André Bauler iwwert déi mental Gesondheet am berufflechen Ëmfeld. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn 10 Minutten zou. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**M. André Bauler** (DP) | Här President, léif alleguer, mir hunn eis hei am Parlament scho méi dacks mat der Problematik vum Suicide an der Santé mentale auserneegesat. De Sujet ass a bleift aktuell an en ass a bleift ganz eescht. Eise Fraktiounschef, de Gilles Baum, hat virun enger gewëssener Zäit d'Thematik vun der mentaler Gesondheet opgegraff. Lëtzebuerg huet sech scho viru Joren eng Strategie ginn, fir mat Hëllef vu verschiddenen Acteuren, Initiativen an Instrumenter d'Preventioun am Beräich vum Suicide ze verstäerken.

Esou gouf de Plan prévention suicide fir den Zäitraum 2015-2019 lancéiert. 33 Aktioune goufen deemools definéiert, déi iwwer eng multisectoriell Approche d'Ursaachen an d'Konsequenze vum Suicide bekämpfe sollten. D'Bewäertung vun dësem nationale Plang gouf am Mäerz 2020 veröffentlecht – ee Joer, dat als Pandemiejoer an d'Geschicht agaangen ass ...

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Et wier gutt, wann et vläicht e bësse méi roueg heibanne wier.

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Ech gesinn, den Här Baum dohanne passt ganz gutt op. Très bien!

*(Intervention de la présidence)*

Merci, Här President.

... an d'mental Gesondheet vu ville Leit op Prouf gestallt a strapazéiert huet.

De Lancement vum Plan santé mentale, deen d'Aarbecht vum Plan suicide 2015-2019 weiderféiere sollt, ass dann och opgrond vun der Pandemie a Verzuch geroden. En hätt sollen den Zäitraum 2020-2024 ofdecken, mee e gouf eréischt dat lescht Joer am Oktober lancéiert an definéiert elo déi national Strategie fir d'Joren 2024-2028.

Ech wëll mech haut virun allem op Aktioune bezéien, déi eng Verbindung hu mat der Aarbechtswelt.

Op éischter Plaz wéilt ech gär e puer Froe stellen, déi sech op d'Bewäertung vum Plan national suicide bezéien. An dëser Bewäertung goufen ënner anerem sougenannt bescht Pratiquen, Best Practices, aus Betriber ervirgehuewen. Zum Beispill, fir nëmme just déi ze nennen, en informatiséierte Questionnaire

iwwer psychosozial Risiken oder Formatioune fir Manager respektiv Chefs d'équipe.

E puer Froen, zum Beispill déi: Ass gewosst, wéi vill Entreprisen iwwer Crisis Intervention Teams verfügen, aus wéi ville Leit dës Ekippe bestinn a wéi dacks se an de leschte Joren an den Asaz komm sinn? Wier et sënnvoll, esou Ekippen an Entreprisen ze förderen?

Wéi vill Betriber hu vun deem grad ernimmten informatiséierte Questionnaire an de leschte Jore Gebrauch gemaach? Wat sinn d'Resultater vun dëse Questionnairen? A kommen déi och weiderhin an den Asaz?

Wéi vill Manager a Chefs d'équipe hunn an de leschte Joren eng Formatioun zu de psychosoziale Risiken, Geforen ofgeschloss? Ginn et Secteuren, déi dës Formatioune manner an Usproch huelen? Falls jo, ginn et Iwwerleeungen, wéi een dës Formatiounen an dëser Branche vun eiser Ekonomie verstäerkt förderen/promouvéiere kéint?

Wéi vill Consultatiounen, Formatiounen, Coachings a Sensibiliséierungen zum Sujet psychosozial Risiken hunn déi verschidde Servicer fir Gesondheet op der Aarbecht an de leschte Joren ugebueden? A léisst sech an dësen Zuelen eng Tendenz no uewen erausliesen?

Den neie Plan santé mentale gesäit selbstverständlech och Moossname vir, fir déi psychosozial Risiken op der Aarbecht ze erkennen. Ënner anerem ass virgesinn, den Term „psychosozial Risiken" oder d'Expressioun „psychosozial Risiken" gesetzlech ze definéieren an d'Aarbechtsmedezinn ze verstäerken.

Dozou wéilt ech gär e puer Froe stellen:

Ass scho gewosst, wéini déi psychosozial Risike gesetzlech definéiert kéinte ginn?

D'Defie vun der Aarbechtsmedezinn si gréisstendeels scho bekannt. Virop de Manktem un Aarbechtsdoktere mécht Kappzerbrieches. Gëtt dru geduecht, fir den Infirmièren an den Infirmiere méi Kompetenzen ze iwwerdroen, fir d'Aarbechtsdokteren ze entlaaschten an ze ënnerstëtzen? Wa jo, wéini kéinten hir Attributiounen ugepasst ginn?

Rezent huet d'Mobbing ASBL an engem Artikel dorobber higewisen, datt si Waardelëschten huet missen ariichten, well si zënter dem neie Gesetz vill méi Dossieren ze behandelen huet. Ass virgesinn, fir d'Mobbing ASBL méi ze ënnerstëtzen?

An zum Schluss wollt ech nach froen: Ass och geplangt, fir d'ITM nach eng Kéier mat zousätzlechem Personal opzestocken, dat sech ganz spezifesch ëm Fäll vu Mobbing a psychosozial Risike këmmere soll?

Dat gesot, merci fir Är Opmierksamkeet.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Bauler. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Martine Deprez.

*(M. Claude Wiseler prend la présidence.)*

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här Bauler. Dat ass ee Sujet, fir deen ech ganz gären heihinner kommen.

D'Definitioun vun der Santé mentale laut OMS: „La santé mentale correspond à un état de bien-être [...] qui nous permet d'affronter les sources de stress de la vie, de réaliser notre potentiel, de bien apprendre et de bien travailler, et de contribuer à la vie de la communauté." Dat heescht also, datt eng Persoun, déi sech net méi kapabel fillt oder sech net wuelfillt fir ze schaffen, een Deel vun där Definitioun vu Mental Health net méi erfëllt. An dofir ass et ganz wichteg, och op der Aarbecht een Ëmfeld ze schafen, wat Preventiounsmesüren en place setzt, déi mat sech bréngen, datt jidderee sech op senger Aarbechtsplaz gutt fillt a senger Aarbecht ka mat vollem Asaz nokommen.

Awer och laut internationale Statistiken ass ee vun zwee Mënschen am Laf vu sengem Liewe vu mentale Gesondheetsproblemer betraff. An ee vu fënnef, am aktive Liewen, leit ënner enger mentaler Krankheet.

Am Juni 2023 huet d'EU 20 Initiative lancéiert, fir definitiv d'Santé mentale op dee selwechte Wichtegkeetsgrad ze stelle wéi d'Santé physique, an d'mental Gesondheet net lassgeléist ze kucken, mee integréiert an transversal an alle Beräicher unzegoen.

Eng konkreet Aktioun an deem Beräich ass esou libelléiert: „Assurer une bonne santé mentale au travail en sensibilisant et en améliorant la prévention." A genau do ass ënner anerem d'Unfallversécherung hei zu Lëtzebuerg méi aktiv ginn an de leschte Joren. Iwwer hir Initiativ „VISION ZERO" engagéieren d'Betriber sech ganz aktiv, d'Sécherheet, d'Gesondheet an d'Wuelbefannen op der Aarbecht ze verbesseren an eng Richtung, d'Culture de la prévention en place ze setzen.

An enger Rëtsch Betriber sinn dowéinst esou konkreet Mesüren en place gesat gi wéi Services psychosociaux a Campagnes de sensibilisation. Délégués à la sécurité sinn am Beräich vun der mentaler Gesondheet ausgebilt ginn.

Duerch dës Aktiounen – an ech konnt mech perséinlech dovunner iwwerzeegen – waren dëst Joer um Forum Sécurité-Santé au Travail 6 vun 20 Atelieren, déi ugebuede gi sinn, der Mental Health zouzeuerdnen. Vill Aussteller hunn och Aktioune ronderëm d'Santé mentale an de Bien-être gewisen. A last but not least ware bei deene fënnef Laureate vum Prix Sécurité-Santé au Travail 2024 zwee Projeten, also 40 %, déi fir hir Initiativen am Beräich Bien-être professionnel ausgezeechent goufen. Dir mierkt also: Den Terrain ass net stoebliwwen, an d'Santé mentale ass definitiv Bestanddeel vun enger Rëtsch vu Betribsorganisatiounen.

D'Unfallversécherung verdeelt och e Label, dee sech „Sécher a Gesond mat System" nennt, a mat deem si Betriber auszeechent, déi Formatiounen en place setze fir hiert Personal am Beräich „risques psychosociaux". An dës Formatioune gi vun dem Service vun der Santé au travail gehalen.

Op der Santéssäit, hutt Der richteg gesot, gouf dann am Joer 2023 de Plan national santé mentale ugeholl, dee strateegesch Achsen opzeechent, mat deenen d'Santé mentale zu Lëtzebuerg soll, esou wéi op EU-Niveau ugeduecht, dee selwechte Wichtegkeetsgrad kréie wéi d'Santé physique.

A senger Achs 4 vun deem Plan national de Santé mentale ass virgesinn: „Réglementer et prévenir les risques psychosociaux au travail". Ech denken, datt all déi Mesüren, déi d'Unfallversécherung en place gesat huet, schonn een Deel vun der Erfëllung vun där Achs sinn. De Plang ass de Moment amgaangen, analyséiert ze ginn, fir spéitstens am Hierscht mat konkreete Mesüren ëmgesat ze ginn.

Am „prévenir les risques psychosociaux liés au travail" si mer, wéi Der héieren hutt, scho gutt ënnerwee; wat d'Reglementatioun betrëfft, vläicht nach net. Well et gëtt nach keng Reconnaissance vu mentale Krankheeten als Maladies professionnelles proprement dites.

Dës Krankheete si ganz spezifesch a komplex, hänken net nëmme mat der Aarbecht zusummen, mee heiansdo och mam privaten Ëmfeld. An et ass net ëmmer einfach, de Lien mat der Aarbechtsplaz ze beweisen. D'Appreciatioun gëtt Fall fir Fall awer gemaach. Op 25 Dossieren, déi zanter 2011 bei der Unfallversécherung erakomm sinn an opgemaach goufen, ass 1 unerkannt ginn, et sinn der 21 refuséiert ginn, an 3 sinn nach en suspens. Dat sinn der, déi 2024 eréischt erakoumen.

Tëscht der Preventioun an der Ouverture vun engem Dossier bei der Unfallversécherung gëtt et eng enorm Zäitspann, wou dee Betraffenen net ëmmer weess, u wien e sech ka wenden.

Ech hat net méi spéit wéi de Moien de Service vun der Santé au travail, si alleguerten, do sëtzen. An och si hu sech vill Gedanke gemaach a wäerten hëllefen, déi Achs 4 ëmzesetzen.

Et gëtt och aner Ulafstellen – an Dir hutt schonn eng genannt: d'Mobbing Asbl –, mee si si vläicht oft net bekannt genuch a vernetzt genuch. Och do wäerte mer am Laf vun der Ëmsetzung vum Plan national de santé mentale all Acteure kontaktéieren, fir mat hinne konkreet Aktiounen ze starten, fir d'Bewosstsein ze schafen, datt een esou séier wéi méiglech soll Hëllef huelen, wann ee sech net méi opgehuewe fillt a sengem Betrib respektiv et engem all Dag méi schwéier fält, dohinner ze goen.

Also, dofir merci nach eemol dem Deputeierten André Bauler, datt hien dëse Sujet op den Ordre du jour geholl huet. Well nëmmen, wa mer all zesumme keen Tabu méi aus der Santé mentale, och op der Aarbechtsplaz, maachen, komme mer an déi Richtung, wou mer wëllen.

Wat elo Är konkreet Froen ubelaangt: D'Best Practices, jo, de Moien, wéi d'Santé au travail do war, hunn ech eng Rëtsch Best Practices héieren. An ech hunn Iech elo schonn opgezielt, datt et där am Kader vun der Unfallversécherung och gëtt. Well ech den Detail vun Äre Froen net kannt hunn, hunn ech d'Chifferen elo konkreet net hei, mee déi kann ech awer gären noliwweren.

Déi Questionnairen, déi ausgeschafft goufen, ginn haaptsächlech am Secteur financier benotzt. An opgrond vun deene wäerte mer elo och probéieren, e Profill vun dem Poste à risque ze maachen, am Kader vun der mentaler Gesondheet.

D'Zuel vun de Betriber, déi bei der Assurance accident matmaachen, déi fënnt een op hirem Site, op „VISION ZERO".

An d'Defien hunn ech de Moien och mat der Santé au travail diskutéiert. Dat ass notamment d'Ausbildung vun den Aarbechtsmedezinner, wat e groussen Defi ass, well mer do Penurie akut hunn. A si hunn och proposéiert, den Infirmieren am Kader vun der Aarbechtsmedezinn verschidde Missiounen opzedroen, déi mer elo vun hinne formuléiert kréien, déi mer an d'Reformulatioun vun den Attributioune vun den Infirmièrë wäerte mat eranhuelen an hoffentlech am Laf vum Joer 2025 definitiv kënnen op de Wee ginn.

Wéi gesot, merci nach eemol fir dee wichtege Sujet. An ech hoffen, datt d'Santé mentale geschwënn integrale Bestanddeel vun eiser Gesondheet ass.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch.

Domat wär dann dës Fro ofgeschloss. An da kéime mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour.

## 5. 8394 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 relative à certaines mesures de suivi de l'évolution du virus Sars-CoV-2 et de lutte contre la maladie Covid-19

Dat ass de Projet de loi 8394, eng Ofännerung vum Covidgesetz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht a follgendermoossen opgedeelt: 10 Minutte fir de Rapporteur, 5 Minutte fir d'Fraktiounen a fir d'Sensibilitéiten, 10 Minutte fir d'Regierung. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gérard Schockmel, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här François Bausch, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo den honorabele Rapporteur, den Här Max Hengel.

***Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale***

**M. Max Hengel** (CSV), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir kuckt richteg: No iwwer 30 Rapporte steet eng éischte Kéier net de Kolleeg Mars Di Bartolomeo hei als Rapporter vun engem Covidgesetz, mee de Max Hengel vun der Musel. Da wandere mer vun Diddeleng op d'Musel.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Et wär vläicht besser, wann et zu Diddeleng bliwwe wär.

*(Hilarité et exclamations)*

**M. Max Hengel** (CSV), rapporteur | Här Di Bartolomeo, Dir kritt herno nach Ären Optrëtt. Ech maache mer do keng Suergen, datt Der haut nach wäert zu Ärem kommen!

*(Hilarité)*

Sou, de virleiende Projet de loi gouf den 12. Juni 2024 an der Chamber deposéiert. An dee selwechte Dag huet d'Santé-a-Sécurité-sociales-Kommissioun mech zum Rapporteur ernannt.

Fir komplett ze sinn, wëll ech awer soen, datt d'Madamm Gesondheetsminister eis am Mee an der Kommissioun schonn annoncéiert huet, datt de Projet zäitno sollt deposéiert ginn. Bon, op deen zäitnoen Depot ginn ech herno nach eng Kéier an.

Den 18. Juni huet de Staatsrot säin Avis zum Text ofginn. Dee selwechten Dag ass och den Avis vun der Commission nationale pour la protection des données, also vun der CNPD, zum Text an der Chamber erakomm. Dee Moment, wou mir awer an der Kommissioun souzen, war en nach net um Portail. Dat huet d'Saach och e bësse verkomplizéiert. Mee mir konnten en dunn awer nach mat Zäit séier begutachten.

Déi zwee Avise goufen da follglech den 19. Juni an der Kommissioun analyséiert. Dee schréftleche Rapport gouf den 20. Juni vun der Kommissioun mat de Stëmme vun der DP, déi gréng an déi Lénk ugeholl. D'Kolleege vun der LSAP a vun der ADR hu sech enthal.

Souvill zum legislativen Oflaf vun dësem Projet. Ech kommen awer duerno nach eng Kéier dorop zréck.

Kolleeginnen a Kolleegen, wourëms geet et an dësem Projet de loi, deen eis e gutt Joer, nodeems d'WHO d'Enn vun der Pandemie deklaréiert huet, hei virläit? Am Weesentleche geet et drëm, den Text vum nach aktuelle Gesetz, wat den 1. Juli 2023 a Kraaft getrueden ass, awer elo den 1. Juli 2024 géif auslafen, ëm zwee Joer ze verlängeren.

Firwat ginn dës Mesüre vun deemools elo nach emol verlängert? Et ass engersäits noutwendeg, och weiderhin den Informatiounssystem, sou wéi en am Artikel 10 vum Covidgesetz iwwert den Traitement vun Informatioune virgesinn ass, oprechtzeerhalen. Dës Donnéeën hunn nämlech ënner anerem d'Finalitéit, d'Evolutioun vum Gesondheetszoustand vun de geimpfte Persounen hei am Land ze verfollegen. An ouni dës Datebase zu den Impfdonnéeë wier et net méiglech, ongewënschten Nieweneffekter vun der Impfung ze iwwerwaachen. A Leit mat engem eventuellen Impfschued hätten et och méi schwéier, dësen Impfschued eebe viru Geriicht geltend ze maachen. A wéi Dir all wësst, huet de Staat jo eng Responsabilitéit am Beräich vun den Impfungen duerch d'Gesetz vum 4. Juli 2000.

Lo huelen ech mer hei eppes ze drénken. Bei deenen heiten Temperaturen ass et wichteg, datt ee genuch drénkt.

Dann ass et eeben doduerch, datt mer den Text verlängeren, och weiderhi méiglech, datt d'Leit, déi et wënschen oder brauchen, eeben en Impfcertificat kënnen ausgestallt kréien.

Donieft hunn och déi Leit, déi sech selwer oder och anerer an hirem Entourage wëlle schützen, d'Méiglechkeet, weiderhin eng Mask ze droen, ouni datt se domadder ënnert de sougenannte „Vermummungsverbuet" falen.

Dann ass et och esou, datt d'Apdikter weiderhi kënnen d'Covidimpfunge virhuelen.

Da wëll ech der Vollstännegkeet halber awer och nach soen, datt de Projet de loi och nach eng Erreur matérielle redresséiert am Artikel 10 Paragraph 3bis vum Gesetz vum 17. Juli 2020: Effektiv gouf de Punkt 2bis, op deen am Paragraph 3bis vum Artikel 10 verwise gëtt, duerch d'Covidgesetz vum 24. Mäerz 2023 suppriméiert. A logescherweis ginn dann elo d'Termen „2bis" an nach den „et" hannendru gestrach.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, souvill zum Contenu an zum Sënn vun der Verlängerung vum Text.

Erlaabt mir elo e puer Wierder zum Avis vum Staatsrot. Et gouf wuel keng Opposition formelle vun der héijer Kierperschaft, allerdéngs eng Rei kritesch Remarken. Fir unzefänken, bedauert de Staatsrot, dass d'Saisine esou kuerzfristeg virum Auslaf vum besteeënden Text stattfonnt huet. A wat den Inhalt vum Text ugeet, freet déi héich Kierperschaft sech, ob d'Finalitéit vum Suivi vun der Verbreedung vum Virus Sars-CoV-2 nach ginn ass. Wann een eeben zur Konklusioun kéim, datt dat net esou wier, schléit de Staatsrot vir, deen entspriechende Passage am éischte Paragraph vum Artikel 10 ze sträichen.

Da freet de Staatsrot sech och, ob d'Ëmstänn, déi derzou gefouert hunn, datt d'Apdikter en Acte médical – andeems se d'Patiente kënnen impfen – virhuelen, nach gi sinn, fir dës Dispositioun oprechtzeerhalen.

An da schlussendlech schléit déi héich Kierperschaft vir, dësen Artikel, also de 16ter vum Gesetz, ze sträichen. Hei geet et ëm d'Parteiefinanzéierung, notamment den Exercice comptable vun 2020. Vu datt am Moment d'Konte vun 2020 vun enger Assemblée générale vun de Parteisektiounen oder -bezierker kënnen ugeholl ginn, respektiv héchstwarscheinlech souwisou jo schonn alleguer ugeholl sinn, mécht dësen Artikel fir de Staatsrot kee Sënn méi.

D'Kommissioun huet decidéiert, de generelle Remarke vum Staatsrot net Rechnung ze droen. D'Proposen am Commentaire des articles, déi éischter technescher Natur sinn, souwéi d'Remarques d'ordre légistique ginn awer esou ugeholl.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CNPD kënnt no enger Analys vum Projet de loi zur Konklusioun, datt se am Fong keen Avis misst schreiwen, well keng nei Froe konnten identifizéiert ginn, wat de Schutz vun de Rechter a Fräiheete vun de Personnes physiques, wat den Traitement vu perséinlechen Donnéeën ugeet. Ech kommen awer och herno nach emol eng Kéier op dësen Avis zeréck.

Ofschléissend wëll ech a mengem mëndleche Rapport nach eng Kéier op d'Aarbechte vun der Kommissioun agoen. An der Reunioun vum 19. Juni gouf et an der Kommissioun e ganz liewegen Austausch zum Projet de loi, fir et elo mol esou ze soen. Wat d'Form ugeet, esou gouf drop higewisen, datt de spéiden Depot vum Projet de loi an déi doduerch entstane kuerz Delaie fir d'Analys, notamment wat d'Avise vum Staatsrot a vun der CNPD ugeet, méi wéi onglécklech sinn.

D'Madamm Minister huet eis deemools erkläert, datt den Text, nodeems en den 22. Mee vum Regierungsrot ugeholl gouf, awer net iwwert d'Procédure accélérée deposéiert ginn ass an datt et dowéinst leider zu e bëssen ongewolltem Stress bei de parlamentaresche Aarbechte komm ass.

Souwuel d'Kommissiounsmembere wéi och d'Ministesch ware sech eens, datt dëst an Zukunft net méi sollt virkommen, fir datt déi parlamentaresch Aarbecht dann och en bonne et due forme ka gemaach ginn.

Dann hunn och eng ganz Rei vu Membere vun der Kommissioun sech de generelle Remarke vum Staatsrot ugeschloss a gefrot, dëse Rechnung ze droen. Dës Remarke vun der héijer Kierperschaft goufe jo, ech hat et virdru scho gesot, net ugeholl. D'Madamm Minister huet sech awer an der Kommissioun och bereeterkläert, den Text nach emol duerchzekucken an, wann et néideg ass, Ännerunge virzehuelen. Do kommen ech och gläich nach eng Kéier drop zeréck. Ech kommen op vill Saachen zeréck, gesinn ech.

*(Interruption)*

O, ech hu jo nach e bëssen.

Wat den Avis vun der CNPD ugeet, esou hunn eng Rei Kommissiounsmemberen drop higewisen, datt d'Dateschutzkommissioun wuel an dësem Avis keng nei Elementer fënnt, datt et awer an dem Avis notamment vun Dezember 2021 eng ganz Rei vu Remarke bezüglech dem Dateschutz gouf, deenen awer deemools an och an der Suite net Rechnung gedroe gouf. Och dës Punkte sollen dann eeben zäitno analyséiert a wann néideg ofgeännert ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, esou vill zu mengem Rapport.

***Discussion générale***

Ech doen dann elo meng Kap als Spriecher vun der CSV-Fraktioun un an deposéieren dann och emol direkt eng Motioun, déi gedroe gëtt vun der CSV, der DP, de Gréngen, de Piraten, der LSAP an déi Lénk – wannechgelift –, …

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant le projet de loi n° 8394 portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 relative à certaines mesures de suivi de l'évolution du virus Sars-CoV-2 et de lutte contre la maladie Covid-19 (dite « loi Covid ») qui prolonge les dispositions de la loi en question pendant deux ans, jusqu'au 30 juin 2026 ;*

*– faisant écho aux discussions ayant eu lieu entre les membres de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale lors des travaux parlementaires entourant le projet de loi n° 8394 sus-nommé ainsi qu'aux travaux préparatoires entamés sous la précédente*

*législature en vue de l'élaboration d'une loi sur la gestion de situations épidémiques ;*

*– considérant l'avis du Conseil d'État du 18 juin 2024 afférent au projet de loi n° 8394 sus-nommé ;*

*– rappelant les avis de la Commission nationale pour la protection des données relatifs au traitement réservé aux données à caractère personnel dans le cadre de la loi Covid ;*

*– rappelant que l'Organisation mondiale de la santé a déclaré la fin de la Covid-19 en tant qu'urgence de santé publique de portée internationale en mai 2023 ;*

*– considérant qu'au vu de l'évolution du contexte sanitaire, certaines dispositions de la loi Covid actuellement d'application pourraient être revues ;*

*– rappelant sa motion introduite en date du 2 mai 2024 relative à une évaluation des mesures prises pour lutter contre la propagation de la Covid-19, qui avait été adoptée lors de la séance plénière du même jour,*

*invite le Gouvernement*

*– à mener une analyse en profondeur des dispositions de la loi Covid actuellement d'application pour vérifier leur pertinence au vu du contexte sanitaire actuel ;*

*– à présenter les résultats de cette analyse aux membres de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, afin que d'éventuelles modifications puissent être faites en étroite collaboration avec la Chambre des Députés avant la fin de l'année 2024.*

*(s.) Max Hengel, Marc Baum, François Bausch, Mars Di Bartolomeo, Ben Polidori, Gérard Schockmel.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci.

**M. Max Hengel** (CSV) | ... an déi d'Regierung opfuerdert, eng déifgräifend Analys ze maachen, wat de Sënn an d'Pertinenz ugeet vun allen Dispositioune vum Covidgesetz, wat dann elo hoffentlech spéitstens den 1. Juli a Kraaft trëtt.

An hei geet et notamment, awer net nëmmen, ëm déi generell Remarke vum Staatsrot gradesou wéi ëm d'Dispositiounen, déi den Dateschutz kënne betreffen, notamment wat d'Behalen an d'Anonymiséierung vu perséinlechen Donnéeën ugeet.

Dës Resultater sollen dann der Santés-a-Sécurité-sociales-Kommissioun virgestallt ginn, fir datt eventuell Ännerungen, déi sech als noutwendeg erausstellen, an Zesummenaarbecht mat der Chamberskommissioun bis Enn dëses Joers kënne virgeholl ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, bei allen onglécklechen Ëmstänn, déi bei dësem Projet de loi zesummegelaf sinn, hu mir an der Kommissioun probéiert, alle Remarken, sou gutt et geet, Rechnung ze droen. An ech soen extra dem Här Bausch Merci, datt hien och d'Propos gemaach huet, fir eng Motioun auszeschaffen, fir datt mer all deene Punkten, déi ech elo grad opgelëscht hunn, Rechnung droen a fir datt mer wierklech do kënnen e Suivi vum Text och maachen, fir deen dann eeben am Nachhinein ze verbesseren.

An ech hoffen, datt mer dann och duerch d'Motioun dësen Text kënne stëmmen, well wa mir dat net maachen, riskéiere mir och a mengen Aen, nodréiglech eng ganz Rei Punkten aus de vergaangene Covidgesetzer, déi vun der viregter Regierung no beschtem Wëssen a Gewëssen ausgeschafft goufen, a Fro ze stellen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och heimat dann den Accord vun der CSV-Fraktioun.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Hengel villmools Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. An dann ass d'Wuert beim éischten ageschriwwene Riedner, dat ass den Här Gérard Schockmel.

**M. Gérard Schockmel** (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen elo iwwert d'Verlängerung vum leschte Covidgesetz of. Wéi Dir wësst, gouf et méi wéi 30 Covidgesetzer. Dat hat natierlech e gudde Grond, well all eenzelt vun deene Covidgesetzer war natierlech ugepasst un eng spezifesch sanitär an epidemiologesch Situatioun.

Et ass scho korrekt, datt dat Gesetz natierlech definéiert ginn ass, wéi eng aner sanitär Situatioun bestanen huet, wéi dat haut de Fall ass. Duerfir ass jo dann och geplangt an enger zweeter Phas, datt deen heiten Text am Detail nach eng Kéier ugekuckt gëtt, ugepasst gëtt. A gläichzäiteg gëtt jo och um Gesetz zur ëffentlecher Gesondheet geschafft, ganz am Sënn vum Pandemiegesetz. Et gëtt also gutt Chancen, datt déi Verlängerung, déi mer haut stëmmen, temporär wäert bleiwen.

Firwat stëmme mer haut of? Majo et ass ganz einfach: E Sonndeg leeft dat aalt Gesetz of. An am ale Gesetz sinn awer Bestëmmungen, déi ganz wichteg sinn, se sinn och scho genannt ginn. Dat eent ass de Suivi vun der Situatioun, wat de Virus ubelaangt. Ech mengen, d'Pandemie ass wuel eriwwer, mee de Virus zirkuléiert nach ëmmer an de Virus mutéiert nach ëmmer. Dat heescht, datt dat systematesch erfaasst gëtt an zentraliséiert ugekuckt gëtt, ass absolutt weesentlech.

En anere Punkt ass d'Informatioun zu den Impfungen. Hei ass et jo wichteg, datt all Zwëschefäll, Niewewierkungen, déi am Zesummenhang mat enger Impfung kënnen optrieden, erfaasst ginn. Dat ass, mengen ech, am Interesse vun deene Leit, déi sech impfe loossen.

Ganz wichteg ass och fir Leit, déi vulnerabel sinn, entweeder well se e gewëssenen Alter hunn oder immunsuppriméiert sinn oder chronesch Krankheeten hunn, déi weiderhi wëllen de Mask droen, datt si dat och kënnen an och do dierfen, wou normalerweis d'Vermummungsverbot et net géing zouloossen.

Aus all dëse Grënn ginn ech heimat den Accord vu menger Fraktioun fir dëst Gesetz. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Schockmel. Dann ass d'Wuert beim Här Mars Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well de Rapporter detailléiert op den Inhalt vun der Gesetzesverlängerung Covid-19 agaangen ass, kann ech direkt an de Vif du sujet eragoen an zur Erënnerung festhalen: Wärend der gesamter Dauer vun der Covidkris hunn eis Chamber, de Conseil d'État an déi berodend Instanzen ënner enormem Zäitdrock a wiesselnde Situatiounen hir Aarbecht gemaach an d'Heft bei dem legislative Prozess fest an der Hand behalen. Dat war wichteg a richteg esou.

Virun engem Joer huet d'OMS d'Enn vun der sanitärer Kris ëm de Virus erkläert an domat war de Wee fräi, fir am legislative Prozess erëm zur Normalitéit iwwerzegoen – duechte mer, bis mer de Projet fir d'Verlängerung vum Covidgesetz vun dëser Regierung virgeluecht kruten: Depot den 12. Juni fir e Gesetz, dat den 30. Juni muss a Kraaft trieden. Dobäi war deen Delai zënter engem Joer bekannt.

En net noutwennegen Zäitdrock gouf vun der Regierung geschaf, an domat goufen an deem Gesetz, dat wuel keng Fräiheetsrestriktioune méi enthält, eng Rei vu Béck geschoss. Dat war net néideg. A wär d'Regierung éischter erwächt, hätte mer kënnen nobesseren. Dat soll elo dann an engem weidere Gesetz geschéie bis Enn vum Joer.

A well eng Chamber, déi sech eescht hëlt, net kann akzeptéieren, dass déi Eilprozedur, déi wärend der Kris noutwenneg war, vun der Regierung zur Reegel gemaach gëtt, hu mer eng Motioun ausgeschafft, déi d'Regierung opfuerdert, aus Respekt virun eisen Institutiounen hir Gesetzer innerhalb vu vernënftegen Delaien anzereechen, fir eng normal Beaarbechtung ze erlaben a vermeidbar Feeler ze verhënneren.

An ech géif dem President déi Motioun iwwerreechen, déi elo d'Ënnerschréfte vun der Oppositioun dréit, ...

***Motion 2***

*La Chambre des Députés,*

*– rappelant que les institutions et instances intervenant dans l'instruction des projets de loi ont fait preuve d'une grande réactivité pendant toute la crise de la maladie du Covid-19 ;*

*– notant que, devant l'évolution rapide du virus, ils n'ont pas seulement assumé pleinement leur rôle mais également, la plupart du temps, sous la contrainte de délais extrêmement courts et exigeant une grande flexibilité dans l'organisation de leur travail ;*

*– rappelant, qu'en date du 5 mai 2023, l'OMS a déclaré la fin de la pandémie Covid-19 en tant qu'urgence de santé publique ;*

*– déplorant que le projet de loi 8394 portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 relative à certaines mesures de suivi de l'évolution du virus Sars-CoV-2 et de lutte contre la maladie Covid-19 n'ait été déposé qu'en date du 12 juin 2024 tout en sachant que l'échéance de la loi existante devait venir à échéance le 30 juin 2024 ;*

*– constatant qu'il n'y a plus aucune raison de continuer le travail législatif selon le régime d'exception accepté pendant la crise du Covid-19,*

*invite le Gouvernement*

*– à respecter dorénavant des délais raisonnables, permettant une instruction approfondie des projets de loi et à renoncer à créer une pression inutile sur le législateur.*

*(s.) Mars Di Bartolomeo, Marc Baum, François Bausch, Dan Biancalana, Sven Clement, Alexandra Schoos.*

... mee op ass fir jiddwereen, dee se wëllt matdroen an deen d'Prerogative vun der Chamber eescht hëlt.

Vläicht hätte mer dëst Gesetz guer net méi gebraucht, wa mer den Avant-projet vun engem Pandemiegesetz, dee vun der Gesondheetsministesch Paulette Lenert ausgeschafft gouf a kuerz virun de Walen d'lescht Joer dem Regierungsrot virlouch, weider instruéiert hätten.

Déi viregt Regierung hat den Avant-projet an eng interministeriell Consultatioun geschéckt. Dofir meng Fro: Wat ass aus deem Echange erauskomm? Firwat ass dee Projet am Tirang gelant?

An der Gesondheetskommissioun hu mer gefrot, fir deen Avant-projet an d'Stellungname vun deenen anere Ministèren ze kréien. Ech widderhuelen heimat déi Demande a wär frou, wann d'Chamberskommissioun deen Text géif kréien.

À propos Tirang: Dës Regierung schéngt definitiv eng Wull am Tirang ze hunn. Wärend der Kris hätt d'CSV, mat – also mat mengem ganze Respekt virum Amt – eisem haitege Chamberspresident un der Spëtzt, e Pandemiegesetz léiwer gëschter wéi haut gefuerdert.

Am Regierungsprogramm gëtt d'Pandemiegesetz ugekënnegt. Elo geet net méi rieds vu Pandemiegesetz, mee vu Gesetz iwwert d'Santé publique. Dobäi, an enger Motioun, déi genee virun engem Joer, bal genee virun engem Joer vum aktuelle Chamberspresident abruecht ginn ass an d'Signatur

gedroen huet vu ganz prominente Majoritéitsvertrieder – dem haitege Fraktiounspresident vun der CSV, dem Fraktiounspresident vun der DP, der haiteger Ministesch Martine Hansen, dem President vun der Gesondheetskommissioun Max Hengel –, an och vun der Oppositioun gedroe war, gouf dans les meilleurs délais e Pandemiegesetz gefuerdert an esou weider an et gouf gefuerdert, eng onofhängeg Evaluatioun vun alle Moossnamen, déi mer an der akuter Kris geholl hunn, duerch en onofhängege Gremium ze maachen. Och dovunner ass net méi rieds.

An der Loi de santé publique sollen déi eenzel Moossnamen dann evaluéiert ginn. Vu wiem, ass net gewosst. Vum Expertegrupp geet net méi rieds. Fir der Regierung a virun allem der Majoritéit d'Geleeënheet ze ginn, eis ze soen, wat se dann elo wierklech wëllen an ob se nach zu hirer unanime ugehollener Motioun vun der Chamber stinn oder ob déi an hiren Aen de Pabeier net Wäert ass, op där se geschriwwe steet, wëll ech eng zweet Motioun abréngen, déi d'Bréck zwëschent der leschter Chamber an der jëtzeger Chamber schléit.

***Motion 3***

*La Chambre des Députés,*

*– constatant que toute une panoplie de mesures différentes ont été mises en place au cours des trois dernières années dans le cadre de la lutte contre le Covid ;*

*– considérant que de nombreuses mesures ont constitué une importante restriction des libertés garanties par la Constitution ;*

*– sachant qu'il existe beaucoup d'incertitudes quant à l'efficacité des différentes mesures ;*

*– considérant que la rapidité avec laquelle de nombreux projets de loi concernant la lutte contre le Covid ont été analysés et votés par la Chambre des Députés, ne permettant pas toujours une analyse en profondeur de la nécessité, de la proportionnalité, de la légalité, respectivement du caractère de non-discrimination des mesures concernées ;*

*– considérant que le Gouvernement doit tout mettre en œuvre, afin de tirer toutes les conséquences de la pandémie du Covid et d'être préparé le mieux possible dans le cas d'une éventuelle nouvelle épidémie ;*

*– notant qu'un avant-projet de loi sur les situations épidémiques constituant une menace pour la santé publique a été élaboré par le Gouvernement précédent et a fait l'objet d'une consultation entre les ministères concernés ;*

*– constatant que le programme gouvernemental 2023-2028 prévoit l'élaboration d'une « loi pandémie » afin de garantir la plus grande réactivité possible dans le cas d'une nouvelle pandémie, tout en respectant les libertés fondamentales,*

*invite le Gouvernement*

*– à demander à un groupe d'experts indépendants de faire une évaluation des différentes mesures prises dans le cadre de la lutte contre le Covid et à dresser un bilan étoffé et détaillé quant à leur efficacité, leur nécessité, leur proportionnalité ainsi qu'à leur caractère non discriminatoire ;*

*– à élaborer, dans les meilleurs délais, un projet de loi permettant, en cas d'une nouvelle épidémie ou pandémie, aux institutions de l'État de réagir de façon rapide, efficace et proportionnelle dans un cadre précisément prédéfini.*

*(s.) Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana, Marc Baum, François Bausch, Sven Clement, Alexandra Schoos.*

An déi Bréck, déi wär méi zolidd, wa mer bei där Eestëmmegkeet kéinte bleiwen, déi mer nach virun engem Joer haten, an dass net eege Wierder vun enger ganzer Rei vu Leit musse giess ginn – fir dat emol léif auszedrécken!

Wann d'LSAP elo d'Gesetz trotzdeem mat wäert droen, dann nëmmen, well mer soss e Vide hätten. A mäi Virriedner huet drop higewisen, firwat dass dat net däerf sinn. Dat ännert näischt drun, …

*(Coups de cloche de la présidence)*

… datt mer d'Virgangsweis vun dëser Regierung net kënnen akzeptéieren. An ech ginn dovun aus, dass, wann dës Chamber sech eescht hëlt, se d'selwecht wäert denken an handele wéi mir.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Dann ass d'Wuert bei der Madamm Alexandra Schoos.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Merci, Här Chamberspresident. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, also, et ass jo schonn e Paradox u sech, dass mir haut hei iwwert d'Verlängerung vun engem Covidgesetz stëmmen an d'WHO awer schonn d'lescht Joer am Mee offiziell d'Enn vun der Covid-19-Pandemie erkläert huet.

D'Haaptargument vun der Regierung, fir dëst Gesetz ëm zwee Joer ze verlängeren, ass, dass d'Donnéeë vun de Leit, déi impfen, a vun deenen, déi geimpft ginn, weider gesammelt kënne ginn. Mee do froen ech mech: Firwat? Well d'Regierung gesäit jo weeder e Bedarf un engem Expertegrupp nach un der Erstellung vun engem detailléierten an ëmfaassende Bilan bezüglech de Corona-Mesüren.

Mee loosse mer eng Kéier kuerz duerch déi verschidde Kapitele goen.

D'Droe vun der Mask. Virun der Pandemie hate mir déi Virsiichtsmoossnam net. Firwat solle mer se dann elo no der Pandemie weiderféieren?

Wann d'Droe vun der Mask a Spideeler, Altersheimer et cetera an Zukunft soll eng konstant Roll spillen, da wier dëst sécher éischter e Punkt, deen een an dat neit Santé-publiques-Gesetz abrénge kéint, oder deen eventuell schonn am Avant-projet vun der LSAP steet.

Hei schwätze mer vun enger generaliséierter Gebrauchsméiglechkeet an deenen Ariichtungen. An dofir brauche mer kee Covidgesetz. Awer och da gëllt fir d'ADR, datt d'Droe vun der Mask do keng Obligatioun däerf sinn, mee eng Autorisatioun fir déi Leit, déi se fräiwëlleg droe wëllen.

Wat d'Kapitel iwwert d'Erhiewen an d'Behandele vu perséinlechen Donnéeë betrëfft, do gëtt et am Fong net vill ze soen, ausser dass mir dem Staatsrot voll a ganz bäiflichten.

Et stellt sech d'Fro, ob d'Finalitéit, firwat mir déi Donnéeën erhiewen, nämlech d'Evolutioun an d'Verbreedung vum SARS-CoV-2 ze verfollegen, nach ginn ass. Eis ass et net kloer, a wéi engem Kontext déi Donnéeën nach erhuewe gi sollen, well d'Pandemie jo offiziell fir zu Enn erkläert ginn ass an ee sech da froe misst, wéini déi Finalitéit da soss en Enn hëlt.

D'Donnéeën, déi d'lescht Joer erhuewe gi sinn, wéi dëst Gesetz gülteg war, dierfen nach wie vor an Analyse benotzt ginn. Et wier also interessant, wann een emol géif gewuer ginn, wéi a woufir dës zukünfteg Donnéeën iwwerhaapt nach gebraucht ginn.

Bezüglech Niewewierkungen, Gesondheetszoustand vu Geimpften et cetera, spillt dëse Gesetzesprojet fir eis och keng Roll. Wann eng Persoun bei den Dokter geet, fir sech impfen ze loossen, ënnersicht dee säi Patient souwisou an dréit et an d'Karteikaart an. Wann Niewewierkungen, bei egal wéi engem Medikament d'ailleurs, optrieden, sinn d'Doktere verflicht, dës der Gesondheetsdirektioun ze mellen.

Wéi gesot, vu dass d'Pandemie offiziell eriwwer ass, sollte mir emol erëm op Virun-der-Pandemie-Zoustänn zeréckkommen. An ech sinn och hei net d'accord, wat den honorabelen Deputéierte Schockmel gesot huet. Jo, de Virus ass nach ëmmer do, e mutéiert och, mee dat mécht och zum Beispill en Influenza-Virus – ech weess, den Influenza-Virus ass net deen nämmlechte Virus wéi de SARS-CoV-2 –, an do maache mer et jo och net, beim Influenza, soss kéinte mer doriwwer diskutéieren, bei wéi engen anere Virussen, Bakterien an esou weider mer déi Mesüren dann och missten huelen.

E leschte grousse Punkt vun dësem Gesetz ass, dass d'Apdikteren impfen däerfen, dëst awer ausschliisslech mat de sougenannte Covid-19-Impfstoffer. D'Iddi deemools derhannert war, fir esou ville Leit wéi méiglech Geleeënheet ze ginn, sech schnell impfen ze loossen. D'Viraussetzung war natierlech, dass den Impfstoff do war.

An der Santéskommissioun bei dësem Gesetzesprojet war d'Argument elo dat follgend: „Mir wësse jo net, wat am Hierscht kënnt oder ass." Jo, ganz richteg! Mir wëssen net, wat am Hierscht ass. Mir wëssen och net, wat d'nächst Joer ass. Mir wëssen och net, wat a fënnef Joer ass, oder wéini och ëmmer.

Fir d'ADR ass dat also kee valabelt Argument. Wann ee sech impfe loosse geet bei säin Hausdokter, ass dat och dacks d'Méiglechkeet fir de Patient, mat sengem Dokter ze schwätzen, net nëmmen iwwert seng physesch Gesondheet, mee och iwwert déi mental Gesondheet – mir hate jo grad eng Question élargie och nach doriwwer – oder iwwert natierlech déi kleng oder grouss Froen, déi ee sech am Liewe stellt. A wa mer eis richteg erënneren, ass et dach déi jëtzeg Regierung, déi an hirem Koalitiounsaccord ugekënnegt huet, dass si erëm méi de Médecin référent, den Dokter als Vertrauenspersoun ervirhiewe wëll. Oder net?

D'ADR huet net direkt e Problem domat, dass d'Apdikteren d'Dokteren ënnerstëtze sollen, mee eiser Meenung no ass et e Schratt ewech vun der Valorisatioun vum Médecin référent.

Här Chamberspresident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, op Basis vu menger Ried läit et, mengen ech, op der Hand, dass d'ADR dëse Gesetzesprojet net matstëmme wäert. De Projet koum à la dernière minute an d'Kommissioun, wéi mer et elo schonn héieren hunn, et sti komplett irrelevant an am Fong falsch Artikelen dran an, wéi gesot, den Zoustand vun der Pandemie ass säit iwwer engem Joer offiziell eriwwer.

Mir mussen endlech Verantwortung iwwerhuelen an déi lescht Pandemie opschaffen, amplaz weider monter Gesetzer oder Gesetzesprojeten ze hunn oder ze stëmme fir en „Eventuell", en „Iergendwann", a wann d'Regierung de Bedarf gesäit.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Schoos. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gérard Schockmel** (DP) | Här President, ech wollt eppes dozou soen, wann ech dierf.

**M. Claude Wiseler,** Président | Et ass zwar elo net den Tour, fir eppes ze soen. Wann Der wëllt, hutt Der nach Zäit zum Schluss vun de Riedner. Ech mengen, Dir hutt Är Zäit net ganz opgebraucht. Da kënnt Der Iech nach eng Kéier aschreiwen an d'Wuert dozou huelen, wann Der wëllt. Merci, Här Schockmel.

Här Bausch, et ass un Iech.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President. Bon, ech mengen, wat mer hei virleien hunn als Gesetzestext, dat ass och e bëssen esou ugeklongen, wéi wann hei eppes komplett Neies géif ofgestëmmt ginn. Et ass eigentlech näischt Neies. Mir hunn e Problem, virun allem an dem Zesummenhang nach mat der Nobeaarbechtung, mat deene Mesüren, déi geholl gi sinn an der Covidkris, datt natierlech virun allem Daten, op déi mer mussen zréckgräifen, mussen nach disponibel sinn. An dat ass natierlech och de Géigestand vum Sträitpunkt, haaptsächlech och mam Staatsrot, respektiv wann een den Avis vun der CNPD scho vun 2021 noliese geet, wou Propose gemaach gi sinn, wou Kriticke gemaach gi sinn, wou gesot ginn ass: „Ok, wann een där Date brauch, da gëtt et sécherlech och Méiglechkeeten a Weeër, fir déi Daten ze anonymiséieren a fir ze kucken, iwwert dee Wee, datt dat nach fir wëssenschaftlech Zwecker oder wat och ëmmer fir eng Zwecker och ëmmer esou kann zur Verfügung sinn."

An en zweete Punkt, dat ass de Port du masque. Mir féieren deen net hei an, fir keen! Dat eenzegt, wat mer maachen, mir soen am Gesetz, well mer op enger anerer Plaz en anert Gesetz hunn, dat e Vermummungsverbot zu Lëtzebuerg beschriwwen huet, datt et kee Problem ass: Wann ee wéinst sengen eegene Gesondheetsgrënn aus eegene fräie Stécker decidéiert, e Mask unzedinn, da kann en dat maachen. A wa mer dat net an engem Text schonn hätten, da géing deen ënnert d'Vermummungsverbot falen, da kéint deen e Protokoll derfir kréien. Duerfir, mir mussen awer elo net hei maachen, wéi wa mer elo géingen eppes Neits hei aféieren. Dat emol fir d'éischt.

Dat Zweet ass awer: D'legislativ Aarbecht, an ech mengen, dat ass scho gesot ginn, déi huet hei net geglänzt, wéi déi hei gemaach ginn ass. An effektiv, ee Joer Zäit ze brauchen, fir ze mierken: „O merde, elo leeft dat aus, elo musse mer dat verlängeren", an dass dann natierlech erëm keng Zäit bleift, fir ze kucken: „Wéi gi mer mat deenen Daten do ëm?", wou et menger Meenung no Méiglechkeete gëtt, fir datt een nach ëmmer iwwert déi ka verfügen, mee fir datt se awer och dem Dateschutz besser entspriechen, dat hätt ee kënne maachen, wann een dat éischter warscheinlech entdeckt hätt. An duerfir ass dat hei ganz sécher keng gutt legislativ Aarbecht.

Well mer eis awer net wollten an der Kommissioun als Gréng domadder zefridde ginn, dass elo gesot ginn ass: „O, mir kucken dann, dat iergendwann nozebesseren", hunn ech dunn d'Propos gemaach fir déi Motioun, déi och vum Här Hengel deposéiert ginn ass, wou drasteet, datt bis Enn dëst Joer, also net iergendwann, mee Enn dëst Joer kloer vun der Ministesch, also vun der Regierung, muss eppes virgeluecht ginn, wéi mer mat där Datefro do ëmginn. Dat heescht, dat ass jo awer a fënnef, sechs Méint, dat misste mer packen. An dann, mengen ech, misst ee kucken, dann do definitiv Neel mat Käpp ze maachen, fir datt mer dee Problem geléist kréien.

Dat ass och de Grond, firwat mer den Text wäerte matstëmmen, well mer et effektiv net géinge gutt fannen, wa mer an engem Vide juridique wären elo wärend e puer Méint, dat wär wierklech net glécklech, a well mer jo op där anerer Säit déi Motioun hunn, déi eis garantéiert, datt dat soll nogebessert ginn, wat mer jo gär am Fong alleguer hätten.

An da kommen ech zu engem zweete Punkt, an dat stéiert mech ëmmer erëm, dat ass: Hei gëtt alles duerjerneegehäit. Hei gëtt erëm diskutéiert dann. Vun deem Projet de loi ausgeeënd, dee mer haut hei virleien hunn, komme mer op eng allgemeng Diskussioun iwwer Covid, iwwer e Bilan vu Covidsmesüren an esou weider an esou fort.

Dozou gëtt et sécherlech villes ze soen an dozou musse mer och villes soen. An ech muss och soen: Och wann ech oder wa mir derfir sinn, en allgemengt Gesondheetsgesetz ze schafen zu Lëtzebuerg – ech menge sécher, datt dat gutt ass –, ass dat sécherlech eppes, wat mer net vun haut op muer wäerte kréien. Also ech bewonneren alleguer déi, déi hei mengen, mir kéinten elo esou e Gesetz, zack, hei eraginn, da géing dat warscheinlech hei holterdiepolter diskutéiert ginn.

De Staatsrot géing eis selbstverständlech och direkt keng eng Opposition formelle dora maachen, well ech wëll awer drun erënneren, iwwer wat mer hei wäerte schwätzen, wann et zu deem Gesetz da wierklech kënnt. Do kommen e ganze Koup Mesüren, déi direkt de Santéssecteur betreffen. Déi sinn net esou einfach ze reegelen. Do komme Mesüren dran, do geet et an d'Richtung, datt, wa mer an enger Pandemie sinn, datt een ënner verschiddene Bedéngungen eventuell ka Mesüren ergräifen, déi an d'Fräiheetsaschränkungen eraginn.

A wa mer doriwwer diskutéieren, da komme mer direkt op d'Fro vun der Proportionalitéit vun esou Mesüren. Dat ass net nëmmen eng Fro vun der Effikassitéit, fir ze kucken, ob se eppes bréngen, mee se mussen och proportionell si par rapport zu deem, wat se da bréngen. An dat si komplizéiert Diskussiounen, an do wäert ech awer Iech elo scho soen, datt de Staatsrot …, dee jo och am Ufank iwwregens vun der Pandemie selwer, dat kann ech mech nach ganz gutt erënneren, bei deem alleréischte vun de Gesetzer zimmlech kritesch war.

An du ware mer natierlech an enger Noutsituatioun a jiddwereen hat Angscht a Suergen, datt dat zu ganz geféierleche Situatioune fir d'Gesondheet kéint féieren. An dunn huet de Staatsrot iergendwann eng Kéier esou e bëssen an deem Rhythmus matgemaach, awer net ganz frou an net ganz gär, wëll ech Iech soen, dat hu mer oft och ze héiere kritt, och als Regierung deemools, datt gesot ginn ass: Ok, wéinst der Noutsituatioun si mer elo d'accord, mee mir sinn awer der Meenung, datt villes hei am Hauruckverfare gemaach gëtt an een einfach net Zäit genuch huet, fir dat genau vum juristeschen, verfassungsrechtlechen, fräiheetleche Standpunkt ze kucken.

Wann awer elo natierlech dat Gesetz diskutéiert gëtt, da gëtt dat jo diskutéiert zu engem Zäitpunkt, wou mer dat net hunn, wou mer net eng Noutsituatioun hunn, mee da gëtt gekuckt, e Gesetz ze maachen, dat eis op zukünfteg Situatioune virbereet. Mee da soen ech Iech awer elo schonn: Da wäert Der gesinn, dat wäert eng ganz breet gesellschaftlech Diskussioun ginn. An déi muss et och ginn, dat ass och wichteg, datt et déi gëtt. An duerfir ass et och wichteg, datt mer déi och féiere mat der Gesellschaft dobaussen, mat der Société civile, an näischt iwwert de Knéi briechen an eis duerfir déi néideg Zäit huelen.

Duerfir, esou e Gesetz kritt een net vun haut op muer. An et ass awer och wichteg, datt mer déi Mesüren, déi getraff gi sinn …

*(Interruption par la présidence)*

… – Här President, ech sinn direkt fäerdeg –, datt mer déi eng Kéier all analyséieren, op de Leescht huelen, net fir iergendengem Scholdzouweisungen ze maachen, hunn ech scho gesot, mee fir awer wierklech mam Recul haut ze kucken: Wat hunn déi Mesüre bruecht? Ware se proportionell? Si se net vläicht awer aus der Angscht eraus geholl ginn, aus der Nout eraus geholl ginn? Wéi gesot, ech hu se selwer matgedroen als deemolege Regierungsmember an ech stinn och zu mengen Decisiounen, mee ech mengen, dat muss een …, et muss een à même sinn, dat kritesch ze hannerfroen herno. Dat ass extreem wichteg, fir datt mer an deem neie Gesondheetsgesetz dann eeben och déi richteg Konklusiounen zéien.

Merci. Dat gesot, stëmme mir natierlech d'Gesetz.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Den Här Mars Di Bartolomeo wëllt Iech eng Fro stellen?

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Just eng ganz kuerz Fro. Et ass jo esou, dass an där Motioun vun der Majoritéit, déi och vun eis matgedroe gëtt, déi Evaluatioun just déi Moossname soll betreffen, déi nach am Moment am Covidgesetz dra sinn?

**M. François Bausch** (déi gréng) | Nee, nee, nee.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Ma da liest awer mol déi Motioun, liest déi Motioun, well dat ass eng Nuance, déi an deem doten Text dran ass, déi …

Et sinn déi Moossnamen, déi am aktuelle Covidgesetz nach dra sinn. Wann dat net esou geduecht ass, da misst den Text geännert ginn. Kuckt Iech dat doten un. Dat ass net déi gesamt Evaluatioun vun de Moossnamen.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Nee, Här Di Bartolomeo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Mars Di Bartolomeo, mir kommen duerno nach op d'Diskussioun vun de Motiounen.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Mir kënnen duerno nach driwwer diskutéieren. Also ech mengen … just vläicht, Här President, fir ze äntweren. Mir hunn an der Kommissioun jo déi Diskussioun gefouert a keen een huet dat do vertratt an der Kommissioun. Ech hu keen héieren, och keen héiere vun der Majoritéit, dat do soen. Och d'Ministesch huet jo eng Motioun … Mir hu jo eng Motioun ugeholl vu mir selwer, wou mir gesot hunn: Nee, mir wëllen dat maachen. An d'Ministesch huet och gesot, dass se bereet wär, dat ze maachen.

Déi eenzeg Fro, déi sech nach stellt, dat ass, wéi mer dat wäerte maachen herno. Wéi am Kader vun deem neie Gesetz dat soll gemaach ginn, dat ass d'Fro, déi opsteet. Gëtt et mat Experte vu bausse gemaach? Net vu baussen? Oder wéi och ëmmer. Mee ech mengen, dat solle mer a Rou diskutéieren. An da komme mer och do zu enger Konklusioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Mir kommen duerno nach op Motiounen zeréck. Ech soen Iech Merci, Här Bausch. An d'Wuert ass beim Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech ginn herno nach eng Kéier kuerz op d'Motioun an. Mee dat heite Gesetz ass jo elo u sech eppes Klenges. Et huet eng Handvoll un Artikelen an u sech verlängert et, wat et scho gëtt. Sou, dann denkt ee sech: Do ass net vill dran ze fannen.

Jo, mir kënnen als Éischt emol iwwert d'Form schwätzen. Dat gouf haut scho vun e puer Leit gemaach. Souguer de Rapporter huet et erwäänt, datt d'Form, a virun allem den Timing, an deem mer eis hei hu misse mat deem Gesetz befaassen, u sech inakzeptabel ass.

Et kann net sinn, datt mer weiderhin am Rhythmus vun de Covidgesetzer wärend enger Pandemie hei diskutéieren. Mir mussen u sech erëm zu normalem a virun allem zu guddem politeschen a legislative Schaffe kommen. An hei wär et definitiv néideg

gewiescht, datt mer déi Zäit gehat hätten an eis déi Zäit geholl hätten, well dann hätte kënne ganz vill Kritickpunkten, déi mer elo haut hei diskutéieren, matzäiten aus dem Gesetz gestrach ginn. Schlussendlech krute mer gesot: Mir kënne keng Amendementer maachen, mir kënnen näischt méi verbesseren. Firwat? Well keng Zäit do ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech fannen dat e bësse problematesch hors Pandemie an engem Gesetz, wat awer weiderhin déifgräifend Agréffer an d'Perséinlechkeetsrecht huet. An d'CNPD huet zwar näischt Neies fonnt – jo, se huet näischt Neies fonnt, well se schonn 2021 gesot huet, datt hei Dispositiounen drastinn, déi vill ze wäit ginn. Esou.

Et hätt ee vläicht kënnen déi Dispositiounen elo schonn ugoen. A mir hu se an der Kommissioun och ganz proaktiv ugeschwat. Resultat: Mir hu keng Zäit, mir hu keng Zäit!

Och den Ëmgang mam Avis vum Staatsrot, wou de Staatsrot eng ganz kloer Textpropositioun gemaach huet … Ech ka mech net erënneren, an der ganzer Pandemie, an all deene Gesetzer, datt mer en Avis vum Staatsrot esou behandelt hätten, wéi mer en dës Kéier behandelt hunn. Normalerweis, wann Textproposen do waren, ware mer ganz frou a mir hu se iwwerholl, well dat eis en Amendement gespuert huet. Dës Kéier mécht de Staatsrot eng ganz konkreet Textpropositioun a se gëtt einfach ewechgewëscht a gesot: Dat maache mer iergendwa bis Enn des Joers.

Majo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer dat bis Enn des Joers wëlle maachen, a mir wäerten déi Motioun dann herno och matstëmmen, da musse mer am Oktober e Gesetz deposéieren, fir datt mer eis déi Zäit kënnen huelen, gutt dodrobber ze schaffen, fir datt mer den November an den Dezember Zäit hunn, fir och d'Avisen ze kréien, fir mat de verschiddene Betraffenen ze schwätzen an dann e gutt Gesetz virum Enn vum Joer gestëmmt ze kréien.

Wa mer elo awer erëm waarde bis am Dezember, bis iwwerhaapt e Projet de loi kënnt, jo nee, da komme mer hei net eraus. Dat heescht, wannechgelift, mäi groussen Appell wierklech, och nodeem déi Motioun herno gestëmmt wäert ginn: Kommt, mir deposéieren dat matzäiten, kommt, mir notzen déi nächst zwee, dräi Méint, och wann do eng Summerpaus ass! Mir sinn alleguerten erreechbar, mir sinn alleguerten u sech zu all Zäitpunkt disponibel, da kommt, mir schaffe propper op deem Text, datt mer wierklech e gudden Text bis den Dezember kréien.

*(Interruption)*

Elo vläicht nach zum Inhalt, an zwar zu engem, dee mir wierklech um Häerz läit an deen hei e bësse verstoppt gëtt, dat ass den Dateschutz.

Et gëtt esou gemaach, wéi wann et hei haaptsächlech géif ëm d'Donnéeë vun den Impfunge goen. A verstitt mech net falsch, ech sinn absolutt derfir, datt déi Donnéeën, déi d'Impfunge betreffen, erhale bleiwen, sou wéi mer dat brauchen, fir déi Impfpäss auszestellen, fir déi Dokumenter an och, fir bei Niewewierkunge kënnen ze agéieren.

Mee, an dat ass dat, wat hei gutt verstoppt ass … et gëtt nämlech souguer Referenz geholl op en Artikel, dee scho guer net méi am Gesetz steet. Dat heescht, et ass fir d'Leit souguer ganz schwéier, erauszefannen, wat dann nach alles gespäichert gëtt. Et ginn hei nach ëmmer Donnéeë vun 2020 gespäichert, wie wéini mat wiem am Hotel war. Alles dat, wat beim Tracing ugefall ass. Dat heescht, wann ee beim Tracing huet missen e bësse méi penibel aussoen, mat wiem een dann do déi lescht Deeg zesumme war a wéi laang an a wéi engem Kontext, all déi Donnéeë ginn nach ëmmer véier Joer méi spéit gespäichert.

Et gëtt och gespäichert, wie wéini positiv getest gouf. Véier Joer méi spéit. Also wann een dovun ausgeet, datt mëttlerweil quasi jiddwereen e positiven Test iergendwann eng Kéier hat, heescht dat, datt mer hei u sech eng Datebank opgebaut hunn, wou jiddweree vun eis méi wéi eng Kéier mat sensibele medezinneschen Donnéeën haut nach ëmmer drasteet.

An eis Propos, dat ze änneren, hätte mer kënne maachen, wa mer dann Zäit gehat hätten. Mee nee, hei huet misse séier mat der Briechstaang duerchgaange ginn, well eeben e bësse Gewulls am Tirang war, well de Ministère e bësse spéit u war mat sengem Text. An d'Excuse war: Jo, et war eng Schoulvakanz an dofir war de Procès verbal vum Regierungsrot nach net fäerdeg.

Also pardon, mee dat ass awer e bëssen eng Excuse wéi: Den Hond huet meng Hausaufgabe gefriess. Ech hätt mer erwaart, datt mer déi Froen, déi hei wierklech sensibel perséinlech Donnéeën uginn, matzäiten ugeschwat hätten. Mir hunn dat bei all Gesetzesprojet wärend der Pandemie gesot. Dann hätte mer … An ech mengen, ech ka mech gutt erënneren, datt ech mam Paulette Lenert do oft driwwer diskutéiert hunn. A mir waren eis alleguerten eens, datt dat esou séier wéi méiglech misst aus dem Gesetz kommen. Elo verlängere mer dann nach eng Kéier bis 2026 souguer Donnéeën, déi 2020 ugefall sinn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hoffe wierklech, datt mer hei virum Dezember déi Donnéeën endlech kënne läschen, well et geet kee méi eppes un, wie wéini mat wiem am Hotel am Juli 2020 war.

Ech soen Iech Merci.

*(Interruptions)*

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Dann ass d'Wuert beim Här Marc Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Här President, ech hunn e gutt Gewëssen, ech mengen, ech war 2020 mat kengem an engem Hotel.

*(Hilarité)*

Nawell ass déi Fro awer pertinent, déi den Här Clement opgeworf huet.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här Baum, hutt Der mech vergiess, Här Baum?

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Wësst Der, Här President, wéi ech am Mee 2021 aus der Chamber erausrotéiert sinn, war eng vun deene leschte Rieden, déi ech gehalen hunn, eng Covidried. An et war eng vun deene ganz agreabele Saachen, wéi ech net méi Deputéierte war dunn, wéi ech mer konnt soen: „Sou, elo brauchs de keng Covidriede méi ze halen."

*(Hilarité)*

Elo sinn ech erëm hei an et geet ëm eng Covidried. An et huet sech komescherweis, an dat ass awer erstaunlech, an der Form net vill geännert. Mir hunn deemools ënner onheemlechem Zäitdrock geschafft. An et ass virdru gesot ginn, et hat mat ganz spezifesche sanitäre Situatiounen ze dinn, wou ee quasi am Dages- oder am Wocherhythmus huet misse reagéieren. An déi sëllege Gesetzestexter, Proposen, déi vun der Regierung komm sinn, hu bei eis alleguerten an der Kommissioun en enormen Zäitdrock ausgeléist, deen awer eng objektiv Begrënnung hat, nämlech duerch déi sanitär Situatioun, an där mer eis befonnt hunn, wou et drëm gaangen ass, Mesüren entweeder ze lackeren oder effektiv nei Mesüren ze huelen.

An duerfir kann ech et wierklech nach ëmmer net novollzéien, datt an dësem Fall dann den 11. Juni en Text deposéiert gëtt, den 18. Juni de Staatsrot en Avis muss ginn, wou de Staatsrot selwer drop ageet, wou e seet: „So, a wéi engem Modus schaffe mer hei erëm?" A séance tenante vun der Kommissiounssëtzung kënnt eis dann nach den Avis vun der Dateschutzkommissioun eran. Ech mengen, dat ass effektiv net seriö geschafft, besonnesch wann ee weess …, an ech war ee vun deenen, deen an der Pandemie staark kritiséiert huet, ënner wéi engem Zäitdrock hei huet misse geschafft ginn. An d'Oppositioun, där hiren deemolege Spriecher grad hannert mir setzt, war eng vun deenen, déi am häertste gejaut hunn, datt dat keng seriö Konditioune wieren, wéi d'Chamber géif schaffen. An elo stelle mer fest: Et huet sech näischt geännert, ausser datt den Drock vun der Pandemie net méi esou do ass. An evidenterweis, d'Positioun vum eeëmolege Spriecher dozou, déi huet sech och geännert.

Dat ass awer scho ganz erstaunlech. Virun allem, wat et awer an där Zäit och ginn ass, an déi Erfarung …, an den Här Clement huet et e bëssen ugedeit, et ass awer an där Zäit och ëmmer erëm zu enger wierklech intensiver Zesummenaarbecht mat der Regierung komm.

De Staatsrot huet Propose gemaach. Eenzel Deputéiert, och aus der Oppositioun, hu Saachen entdeckt an Texter, déi net ginn. A mir hu ganz séier reagéiert. Mir hunn iwwerluecht: „Wéi maache mer dat elo? Sinn dat parlamentaresch Amendementer? Oder geet dat nach eng Kéier zréck an de Regierungsconseil?", fir datt ee ganz, ganz séier reagéiere kéint op déi Suggestiounen, déi soit vun der Oppositioun komm sinn, soit vum Staatsrot komm sinn.

Hei hu mer effektiv fäerdeg formuléiert Suggestioune vum Staatsrot. An hei gëtt gesot: „Nee, nee, nee, mir fänken elo net un, eenzel Saachen hei erauszepicken."

**M. Gilles Baum** (DP) | Well et ze spéit war!

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Also wann dat … Also et war net ze spéit.

**Une voix** | Nee!

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | An dat Argument, datt et ze spéit war, stëmmt net. A virun allem, wann dat an der Pandemie geschitt wier, mee wéi hätte mer dann hei jeemools kënnen en awer relativ breede Konsens am Ufank vun där Pandemie zustane kréien?

Well an deem Text, do sti wierklech Saachen dran, datt effektiv d'Parteiefinanzéierungsgesetz vun 2020 ausser Kraaft gesat gëtt op verschiddenen Elementer, eppes, wou d'Konte längst ofgeschloss sinn a wou de Staatsrot d'Propos mécht: „Kommt, huelt dat einfach eraus!" An et hätt näischt dergéint geschwat, dat einfach erauszehuelen.

Mee d'Regierung seet: „Nee, nee, nee, mer fänken net domadder un!" Dat fannen ech net … dat fannen ech keng gutt Approche.

Och déi Froen, wou ee sech awer elo no siwen an engem hallwe Mount Regierungsbedeelegung vun der CSV, a wou de Ministère an CSV-Hand ass, och hätt kënne Gedanke maachen iwwert den Traitement vun Donnéeën. Och do huet den Här Sven Clement et virdru gesot, datt d'Tracingdaten effektiv nach ëmmer doranner erfaasst sinn, a wou ee sech seet: Mee do bräichte mer awer och e bëssen eng aner Kultur vläicht, wéi mer den Dateschutz wouerhuelen.

Mer droen dat heite Gesetz mat, well in fine geet et just dorëms, datt een och nach däerf Masken droen – net muss Masken droen, wéi een ee Moment hätt

kënne mengen, et däerf ee Masken droen – an datt mer net am Konflikt si mam Vermummungsverbot.

An ofschléissend vläicht gesot, Här President: Jo, ech mengen, mir brauchen e Bilan. Mir brauchen e Bilan vun deene Mesüren, déi dee Moment geholl gi sinn, well ech sinn iwwerzeegt, verschiddener, stellt sech eraus, déi waren immens effikass, déi soll een onbedéngt bäibehalen, wann nach eng Kéier esou eppes geschitt, an et sinn anerer, déi ware guer net effikass an net zilféierend. An an Zukunft musse mer dorauser léieren, fir déi dann eeben net ze benotzen.

Fir wéinst der Konfusioun – ech hu jo déi dräi Motiounen ënnerschriwwen –, déi virdrun e bëssen opkomm ass, Kloerheet ze verschafen: Déi éischt Motioun, an där geet et dorëms, datt dat aktuellt Gesetz gekuckt gëtt, wat doranner geännert gëtt opgrond vun deene Kriticken, déi geäussert gi sinn.

Déi zweet Motioun, do geet et drëms, datt mer eis e bësse Loft maachen, datt d'Regierung opgefuerdert gëtt, fir zäitlech Delaien anzehalen.

An déi drëtt Motioun ass déi, wou mer virdru geschwat hunn, wou et eebe justement ëm de Bilan geet.

Voilà. Ech soen Iech Merci.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Dann hat den Här Schockmel nach d'Wuert gefrot. Här Schockmel, Dir hutt nach eppes Klenges méi wéi zwou Minutten.

**M. Gérard Schockmel** (DP) | Merci, Här President. Ech hat dat magescht Wuert „Fait personnel" net genannt. Mee zousätzlech hunn ech och nach méi wéi zwou Minutten.

**M. Claude Wiseler,** Président | A, et gëtt heiansdo esou Wierder.

*(Hilarité)*

**M. Gérard Schockmel** (DP) | Voilà. Also, ech hat gesot a menger Ried, datt d'Pandemie eriwwer ass, datt de Virus awer weider zirkuléiert an datt e weider mutéiert an datt et duerfir wichteg ass, datt d'Virussituatioun systematesch erfaasst gëtt an zentral ausgewäert ka ginn.

Déi Ausso ass vun der Madamm Schoos a Fro gestallt gi mam Hiweis op den Influenzavirus, dee jo och mutéiert an nach ëmmer zirkuléiert.

Dozou ass Follgendes ze soen: Datt offensichtlech hei e feelend Wësse besteet, wat déi national Dispositioune bezüglech den Influenzavirus ubelaangt. Mir hunn nämlech en nationale Sentinel-System fir d'Influenzaviren, wou wärend deene ganze Wanterméint eng gewëssen Unzuel vun Dokteren Echantillonen, Ofstrécher vun hire Patiente mat Grippesymptomer hélt an déi an de Staatslabo schéckt, soudatt mer also eng Iwwerwaachung hu beim Influenzavirus, fir ze wëssen, wellech Souchë vum Influenzavirus jeeweils zirkuléieren, wellech dominéieren. An déi Statistiken, déi kann een och beim LNS ofruffen, Woch fir Woch, fir ze wëssen, wou mer dru sinn.

Dat heescht, souguer bei engem Virus wéi dem Influenzavirus, dee jo scho méi laang bekannt ass, besteet eng national Dispositioun zur systematescher Iwwerwaachung, an et kann ee ganz sécher net op den Influenzavirus verweisen, fir ze soen, datt déi Iwwerwaachung beim Coronavirus kee Sënn méi mécht.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Schockmel. Et wonnert mech net, Dir hutt nach e puer Sekonnen Zäit, awer kuerz, wannechgelift!

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Merci. Ech si mer däers ... Wou sidd Der? Pardon! Ech si mer däers scho ganz bewosst.

**M. Claude Wiseler,** Président | Adresséiert Iech u mech, dann ass et méi einfach fir d'Kamera!

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | A, pardon! Ech si mer däers scho ganz bewosst, mee dofir brauche mer awer net déi Donnéeën, déi an deem Covidgesetz gehale ginn iwwert – wat weess ech? – den Alter, wou d'Persoune waren, wéini se geimpft gi sinn, festzehalen.

Mir kënne jo trotzdeem ëmmer nach Prouwen eraschécken an de Virus u sech analyséieren. Dofir brauche mir awer net méi d'Donnéeë vun deem, deen impft, oder vun deem, dee geimpft gëtt, bis an den Detail, wéi et hei festgehale ginn ass.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Also ech mengen, datt mer elo net sollen eng Expertendiskussioun weiderféieren. Jiddwereen huet säi Punkt hei gemaach.

An da wär et un der Regierung, fir Stellung ze huelen. Madamm Minister!

***Prise de position du Gouvernement***

*(Interruption)*

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Ech mengen, ech hat d'Wuert kritt?

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Minister, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Jo, merci.

Jo, fir d'éischt emol grousse Merci dem Rapporter Max Hengel fir säin exzellente Rapport, dee ganz faktuell retracéiert huet, wéi et zu där Situatioun komm ass, déi mer haten.

Ech ginn elo op den Inhalt vun den Dispositiounen net an. Ech denken, do ass alles gesot ginn. Mee sou, wéi schonn den éischte Riedner nom Max Hengel gesot huet, ginn ech dann op dat ronderëm e bësse méi an.

Ech wéilt ufänke mat engem Zitat, an Dir rot emol, vu wéi engem Datum et ass a wien et gesot huet: „Datt d'Pandemie eriwwer ass, heescht awer elo net, datt de Kampf géint de Covid-19 ganz gewonnen ass. D'Krankheet ass nach ëmmer do, och wann d'Variante vum Virus mëttlerweil fir de Gros vun de Leit manner virulent sinn, well eisen Impftaux och ganz héich ass. Mee fir vulnerabel Leit bleift dës Krankheet nach ëmmer eng Gefor, an et kann een net komplett ausschléissen, datt et am Wanter erëm zu méi Infektioune kënnt, sou, wéi et eeben och bei Grippewelle kann de Fall sinn. Dofir bleift d'Covidgesetz nach weider bestoen, mat eeben dem Ënnerscheed, datt am Text net méi vun der Pandemie, mee vun der Krankheet Covid-19 geschwat gëtt."

**Une voix** | Mars Di Bartolomeo!

**Une autre voix** | Dat ganz sécher!

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Datum?

**M. Fernand Etgen** (DP) | Et war de Sven Clement!

*(Hilarité)*

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Nee!

Mars Di Bartolomeo, de 4. Juli 2023.

*(Brouhaha et interruptions)*

Dat heescht, den Här Baum ass entschëllegt, dee konnt et net wëssen, dee war dee Moment net heibannen, huelen ech un?

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Nee, nee. Ech weess just: Ech war et net!

*(Hilarité)*

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Voilà!

An zu deem Moment ass och iwwer Delaie geschwat ginn. E weidert Zitat: „Ech kommen zum Avis vum Staatsrot. Deen ass immens séier komm: dee selwechten Dag wéi den Depot vum Gesetz den 22. Juin. De Staatsrot huet keng Awänn formuléiert, huet awer dofir eng Propos gemaach, déi hie selwer betrëfft. Duerch d'Covidgesetz krut de Staatsrot d'Méiglechkeet, seng Avisen an Deliberatiounen och iwwert den elektronesche Wee unzehuelen."

Dat heescht, virun iwwer engem Joer, bon, bal engem Joer, et ass nach kee ganzt Joer, huet de Staatsrot et fäerdegbruecht, dee selwechten Dag, wéi den Depot vum Projet de loi gemaach ginn ass, säin Avis ze ginn an eng Dispositioun dranzesetzen, déi hie selwer betraff huet, huet awer dee Moment déi Remarken, déi en dëst Joer gemaach huet, net opgeworf, well déi ware gradesou pertinent de 4. Juli 2023, wéi elo, haut, hei, op dëser Plaz.

**Une voix** | A wie war dann dunn am Statsrot?

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Majo, komesch, wie war dunn am Staatsrot? Keng Anung! Dat ass mer entfall!

*(Hilarité)*

Jo, voilà, duerfir denken ech, datt déi Opreegung, déi mer an der Kommissioun haten, och elo e bësse relativéiert ass, well mir haten, respektiv ech perséinlech hunn ufanks Mee an enger Sitzung ugekënnegt, datt mer zougedroe wär ginn, vu mengem Haus, datt dat Covidgesetz nach misst verlängert ginn, well et op den 30. Juni ausleeft. Ech hunn dat ugekënnegt an der Kommissioun selwer. Ech hunn och ugekënnegt, datt mir warscheinlech wäerte just den Datum änneren, well d'Zäit net méi géif bleiwen, fir den Detail vun den Dispositiounen, déi nach drastinn, ze analyséieren. Dat hunn ech mëndlech ugekënnegt. Et war warscheinlech mäi Feeler, ech hätt dat misse schréftlech maachen.

Du si mer am Regierungsrot den 22. Mee domadder befaasst ginn, an déi Woch duerno war Vakanz, dat heescht, de PV vun der Regierung konnt eréischt ugeholl ginn déi Woch no der Vakanz, an dat huet dozou gefouert, datt den Depot eeben deen Dag gemaach ginn ass, wou e gemaach ginn ass. Den Avis vum Staatsrot ass jo den 18. Juin komm, dat heescht, dëst Joer hate se eng Woch, fir hiren Avis ze maachen.

Zum Avant-projet de loi, deen dann anscheinend prett war an deen zirkuléiert ass am Ministère. Dat ass eng vu mengen éischten Aktioune gewiescht, ze kucken, wat an deem Projet de loi steet respektiv an deem Avant-projet de loi.

Ech hunn dat laang net thematiséiert an de Chamberskommissiounen, well ech aus Respekt virun deene Leit, déi dee Moment am Amt waren, net wollt drop hiweisen, datt deen Avant-projet de loi op ganzer sechs Säite passt, mat engem Interligne, dee relativ grouss ass.

Do ass e Sammelsurium zesummegeschriwwe ginn, dee reng intern zesummegesat ginn ass. Et ass mat kengem anere Ministère geschwat ginn, an et ass e Sammelsurium vun deene Saachen, déi an deenen 30 Covidtexter iergendwann eng Kéier opgetaucht sinn.

Dat konnt een esou guer net an d'Prozedur ginn! Dat war net prett, fir an d'Prozedur ze ginn! A wéi ech dat gesinn hunn, do ass den Ausléiser vun der Pandemie selwer emol net genau beschriwwen, an dat war jo ee vun den Haaptproblemer, fir iwwerhaapt unzekomme mat de Mesüren, wéi d'Pandemie ausgeléist ginn ass.

An duerfir brauche mer Virstufen, mir brauchen eng Veille sanitaire, mir brauchen eng Veille vu Centres épidemiologiques, mir brauchen eng Veille vu Foyeren, an duerfir musse mer ausserhalb vun der Situation de pandémie e Gesetz maachen, wat d'ganz Santé publique reglementéiert. Do musse mer d'Gesetz iwwert d'Direktioun vun der Santé op de Leescht huelen, do musse mer d'Gesetz iwwert d'Maladies infectieuses op de Leescht huelen, do musse mer vill Saache beieneefëieren, fir e roude Fuedem duerch eis Santé publique ze kréien.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Et geschitt net näischt! Et geschitt net näischt!

Ech wëll just soen, datt ech mer dat ugekuckt hunn, datt ech opgrond vun deem, wat ech do entdeckt hunn, dem Regierungsrot proposéiert hunn, aus der Loi pandémie eng Loi santé publique ze maachen, an datt dee Wording elo benotzt gëtt.

An dee Wording steet och an där Motioun vum 2. Mee dran, wou ech den Dënschden hei erkläert hunn, datt ech Froe gestallt krut, déi sech op eng falsch Versioun vun där Motioun beruff hunn, déi den 2. Mee gestëmmt ginn ass.

An där Motioun, déi gestëmmt ginn ass, steet dran, datt am Kader vun der zukünfteger Loi santé publique en Inventaire opgestallt gëtt vun alle Mesüren, déi am Kader vun der Covidpandemie geholl goufen, an déi reflektéiert gi par rapport zu deem, wat an dat Santé-publiques-Gesetz drastoe kënnt.

Dat heescht, wa mir eppes festgestallt hunn, wat gutt war an der Pandemie, dann iwwerhuele mer dat. A wa mer feststellen, datt eppes net gutt gelaf ass, da musse mer eng Dispositioun fannen, wéi et déi nächste Kéier ka besser lafen. Dat ass de Sënn an den Zweck vun der Loi santé publique. Dat hunn ech en Dënschdeg och nach eng Kéier am Detail erkläert an ech wäert elo net méi weider dorobber agoen.

*(Interruption)*

Dann ass och gesot ginn, mir bräichten en onofhängegen Expertegrupp.

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

Ech kommen dorobber zeréck, Här Di Bartolomeo.

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Madamm Ministesch huet d'Wuert!

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Dann ass och gesot ginn, mir bräichten en onofhängegen Expertegrupp. Mir hunn onofhängeg Rapporten. Dee beschten, dee bis elo do ass, ass dee vun der OCDE. Mir sinn amgaang, en onofhängege Rapport opzestellen, mat der OMS zesummen, wou mer d'Suite gi vun deem, dee mer mat Portugal opgestallt hunn.

Zu deenen Detailer kënnt Der och nach eng Kéier noliese goen op der Säit 21 vun deem Chambersblietche vum 4. Juli, wat d'Madamm Lenert, deemools Gesondheetsministesch, dozou gesot huet. Si huet net vun engem onofhängegen Expertegrupp geschwat, si huet eng Referenz gemaach op d'WHO an op d'OCDE.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Dat huet jo kee kontestéiert!

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Ofschléissend: Jo, mir brauchen e Santé-publiques-Gesetz. Jo, am Kader vun dësem Gesetz hu mer net déi néideg Zäit gehat, fir déi Dispositiounen um Fong ze kucken. Nee, mir hu kee Problem mam Dateschutz. Do wäert ech am Detail beim Iwwerschaffe vum Gesetz drop agoen.

All d'Donnéeën, déi méi wéi sechs Méint gehale ginn, si pseudonymiséiert, dat heescht, do ka kee méi retracéieren, wien, mat wiem, wéini, a wéi engem Hotel war. Déi si pseudonymiséiert, dat heescht, do steet elo: Den A an de B waren zesummen am Hotel zu Ech-weess-net-wou. Déi si pseudonymiséiert, mee do ginn ech am Detail drop an, wa mer dann am Hierscht dat Gesetz hei nach eng Kéier op de Leescht huelen.

An ofschléissend wéilt ech dem Här Bausch – wou ass en? – vill-, vill-, villmools Merci soe fir déi konstruktiv Approche, déi hien ëmmer bréngt an de Kommissiounssitzungen, an deen agreabele Virschlag, fir och am Kader vun enger Motion d'Regierung dozou opzefuerderen, dat Gesetz hei nach eng Kéier op de Leescht ze huelen. Warscheinlech wäert Der net méi derbäi sinn, wann et opgeschafft gëtt.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister.

Ech hunn elo e puer Froen, déi wëllen un Iech geriicht ginn. Ech ginn dovunner aus, datt Der se beäntwere wëllt.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Et hänkt vun der Fro of.

**M. Claude Wiseler,** Président | Et hänkt vun der Fro of, evidenterweis. Mee d'Madamm Lenert huet fir d'éischt gefrot, den Här Di Bartolomeo …

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Parole après ministre!

**M. Claude Wiseler,** Président | … an dann den Här Clement. Madamm Lenert.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Merci, Här President. Jo, ech spiere mech ugesprach. Mir schwätzen hei iwwer eng Aart Phantom, e Projet de loi, dee leider de Wee net bis an dat heiten Haus fonnt huet, mee dee bei eis ausgeschafft ginn ass, eebe grad op den Drock hin an och opgrond vum Wëllen, deen hei ausgedréckt ginn ass, vun der Chamber.

Dir erënnert Iech, an et ass ganz richteg zitéiert: Meng perséinlech Meenung war zu engem gewëssene Moment, dass mer vill Informatiounen hunn iwwert déi Evaluatiounen, déi mer gemaach hunn. Dat war ëmmer mäi Plädoyer. Ech erënneren hei elo net un alles, jiddwereen, deen dat wëll noliesen, dee kann déi genau Adjektiver a Sätz nosichen, déi vusäite vum haitege Chamberpresident benotzt gi sinn, vusäite vun der Madamm Hansen benotzt gi sinn a vun anere Leit, fir dat ze verwerfen.

An dunn hunn ech mech dem demokratesche Wonsch gebéit an hu mech effektiv engagéiert, virun Enn vum leschte Joer en Text ze preparéieren, deen déi essentiell Punkte géif reegelen, deen engem et géif erlaben, eeben zu engem gewëssene Moment d'Chamber mat anzebannen, fir restriktiv Mesüren ze huelen, fir do e Gerüst ze schafen, wat sécherlech net d'Loi de santé publique nach ass – dat war ganz kloer. Dat war nämlech och mäin éischte Plädoyer ëmmer, dass ee sech soll Zäit ginn an eng Loi de santé publique ausschaffen, wat awer laangwiereg Aarbechte sinn. Do si bioeethesch Froen, déi mat erakommen. Dat ass eppes, wat mer sécher net an engem Joer hei wäerten ofwéckelen.

An dofir war et mäin Engagement, deen ech och gehalen hunn, op alle Fall virun Enn vun der leschter Legislatur, esou en Text eranzeginn. Dee war um Ordre du jour vum Regierungsrot, dee läit net just iergendwou am Tirang. An eeben, och well mer am Hierscht waren, war et de Wonsch vun de Regierungspartner, dat awer nach eng Kéier am Detail ze kucken, an och esou kuerzfristeg dach awer der neier Regierung, wéi och ëmmer se zesummegestallt wier, d'Chance ze ginn, selwer sech dozou ze positionéieren. Dat ass d'Situatioun, wéi se war.

Zu den Donnéeë géif ech gäre bemierken, dass pseudonymiséiert Donnéeë wuel kënne retracéiert ginn. An ech mengen, am Text si se anonymiséiert, wann ech mech richteg elo erënneren, ech krut et net nogelies. Et ass awer nach e groussen Ënnerscheed tëscht anonymiséierten a pseudonymiséierten Donnéeën. Mee wéi gesot, dee Projet de loi ass et ginn.

Ech fannen et ganz schued, ech hunn ni e Feedback kritt, wat dann elo d'Konklusioune waren, well all déi Beamten hunn dat kritt gehat vun deene concernéierte Ministèren. Dat war am September, wann ech mech richteg erënneren. An ech ginn dovunner aus, dass dat och begutacht ginn ass, vusäite vun engem Justizministère, vusäite vum Familljeministère – déi concernéiert Leit sinn am Fong och nach alleguerten hei.

Et ass schued, iwwer eppes ze schwätzen, wat een net am Grapp huet. Zemools wann et hei sou staark kritiséiert gëtt, regrettéieren ech dat. Et wär vläicht eng Iddi, ganz einfach der Santéskommissioun deen Text eng Kéier ze weisen. Da géife mer wëssen, wouriwwer mer schwätzen.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Jo!

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Et ass e bësselche schwiereg, sech ze verteidege par rapport zu Kritiken op engem Text, dee kee virleien huet.

Ech soen Iech Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Minister, wann Der wëllt dozou Stellung huelen.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Et war elo net direkt eng Fro doranner, et war just eng Opfuerderung. Et war eng Opfuerderung, den Text ze kréien.

An deen Text hunn ech vun de Conseillere krut vum Ministère de la Santé. Déi Conseilleren – dat si vereedegt Beamten – soe mir, datt deen Text net erausgaang ass un aner Ministeren. Déi Conseillere soe mir, datt dat natierlech en urgence ausgeschafft gouf an datt keng Avisen dozou ageholl gi sinn.

Ech kann dat nach eng Kéier nofroen. Ech ka se domadder konfrontéieren, datt ech hei aner Aussoe krut. Den Här Bausch huet eis an der Chamberskommissioun gesot, datt ugeduecht gi war, dee Projet nach op den Instanzewee ze kréien, an dunn um Regierungsniveau awer decidéiert ginn ass, datt dat net géif gemaach ginn. Dat heescht awer elo net onbedéngt, datt jiddwereen den Text hat.

Ech hunn gefrot, de PV ze kréie vun deem Regierungsrot. Deen hunn ech nach net kritt. Ech weess och net, ob ech Accès op deen hunn. Mee wann ech deen hunn, kann ech dann do nach eng Kéier driwwer schwätzen.

Ech wëll just soen: Ech wëll hei keen ugräifen. An ech hu jo och gesot, ech hätt deen Text net schonn am Oktober, mee am November, direkt wéi ech do war, gekuckt, an ech wollt net iwwert deen Text schwätzen, mee déi Situatioun, déi elo hei erbäigefouert

ginn ass, huet dozou gefouert, datt awer muss driwwer geschwat ginn, besonnesch well et och an der Chamberskommissioun ugeschwat ginn ass, datt en Avant-projet de loi ënnerwee war.

Mir huelen deen op, mir huelen déi Dispositiounen, déi do drastinn, a mir wäerten da kucken um Regierungsniveau, ob d'Regierung gewëllt ass, en Text virunzeginn, dee vun enger viregter Regierung am Regierungsrot net duerchkomm ass.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, ech hunn nach zwou Parole-après-ministeren, déi ugefrot gi sinn. Dat ass den Här Mars Di Bartolomeo an duerno den Här Clement.

Madamm Minister, Dir kënnt hei stoe bleiwen, mee Dir kënnt awer och op Är Plaz zeréckgoen, wann dat méi komfortabel ass.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Ech bleiwe stoen.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Da bleift Dir do stoen, et ass, wéi Dir wëllt.

*(Hilarité)*

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Ech bleiwe stoen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Majo, an ech stinn op. Ech wollt just soen, d'Madamm Minister huet eng Motioun zitéiert. Ech zitéieren eng aner, déi net en échec geholl ginn ass duerch déi, déi d'Madamm Minister zitéiert huet.

Dat ass déi Motioun vum 23. Mäerz 2023, déi unanime vum Parlament ugeholl ginn ass a vum jëtzege Chamberspresident abruecht ginn ass. An am Invite un d'Regierung ass Follgendes ze liesen: „à demander un groupe d'experts indépendants de faire une évaluation des différentes mesures prises dans le cadre de la lutte contre le Covid et à adresser un bilan étoffé et détaillé quant à leur efficacité, leur nécessité, leur proportionnalité ainsi qu'à leur caractère non discriminatoire ; à élaborer, dans les meilleurs délais, une ‚Loi pandémie' permettant, en cas d'une nouvelle épidémie ou pandémie, aux institutions de l'État de réagir de façon rapide, efficace et proportionnelle dans un cadre précisément prédéfini."

Dat ass eng Motioun, déi schéngt d'Regierung, déi jëtzeg Regierung, iwwerzeegt ze hunn. Well an hirem Regierungsprogramm iwwerhëlt d'Regierung d'Terminologie, si géif „dans les meilleurs délais" eng Loi pandémie ausschaffen.

Da géif ech ganz gär wëssen, wat geschitt ass, dass dat, wat eminent Membere vun dëser Majoritéit a vun dëser Regierung gefuerdert hunn – gefuerdert hunn, lauthals gefuerdert, léiwer gëschter wéi haut! –, dass dat zwar de Wee an d'Regierungserklärung fonnt huet, mee dann awer um kale Wee op eemol an den Eck gestallt ginn ass.

Ech géif ganz gär wëssen, wat do un neien Elementer komm ass, dass dat, wat een an der Oppositioun gefuerdert huet – mat Ënnerstëtzung vun der Majoritéit vun deemools, well do gouf et eng Unanimitéit iwwer d'Demarche –, wat do geschitt ass, dass dat op eemol – hupps! – sech a Loft opgeléist huet an d'Madamm Minister haut eng komplett aner Demarche proposéiert, wéi déi, déi d'CSV wärend Jore wärend der akuter Kris ëmmer an ëmmer erëm gefuerdert huet – léiwer gëschter wéi haut.

Ech géif ganz gäre wësse vun der Madamm Minister, wat dann do geschitt ass, dass all déi doten Decisioune vun der Chamber, déi dës Regierung engagéieren, grad ewéi déi viregt, an d'Chamber engagéieren, wat do geschitt ass, dass dat einfach esou fort ass.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

Madamm Minister.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Bon, einfach esou anscheinend net, mir schwätze scho laang driwwer.

Waart Dir en Dënschden do? Ech menge schonn, net?

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Ech war ëmmer do, an och bereet, méi laang ze bleiwen.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Dir hutt och d'Äntwert …

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | An och bereet, méi laang ze bleiwen. An och bereet, méi laang ze bleiwen an net nëmme bis 9.00 Auer!

**Plusieurs voix** | O!

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Di Bartolomeo! Här Di Bartolomeo, et ass un der Madamm Minister.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Jo, …

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Dat war jo elo kee Fait personnel!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | … wa mer esou Froe stellen, da kréie mer och esou Äntwerten.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Dat war jo elo kee Fait personnel, dat kënnt Der mir elo wierklech net reprochéieren.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Nee! Der Regierung.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Dat heescht, dat huelen ech elo och net perséinlech.

Ech hunn den Dënschden der Madamm Schoos geäntwert, an och erëm eng Kéier war den Ophänker vum Mëssel, datt eng Motioun gestëmmt ginn ass, déi net esou deposéiert gi war.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Nee, awer net déi hei.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mir hunn déi zwou Motiounen um Niveau vun der Regierung diskutéiert, dat hunn ech en Dënschden och gesot. D'Konklusioun vun der Regierung ass, datt mer eis elo un déi hale vum 2. Mee, datt mir keen onofhängegen Expertegrupp asetzen, datt mir eis net dreiwe loossen, fir dat Gesetz ze schreiwen, datt mer à tête reposée eng Loi santé publique schreiwen an elo net isoléiert en Text, dee bâcléiert gouf, fir elo eng Loi pandémie op de Wee ze bréngen. An ech hunn d'Kolleegen an der Regierung doriwwer …

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Do kritt d'CSV eng schlecht Nott.

*(Interruptions)*

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Ech hunn d'Regierungskolleegen iwwerzeegt, mat op dee Wee ze goen, an duerfir ass dee Wording geännert ginn, an ech hunn den Aval vun alle Regierungskolleegen, datt mer eis un déi Motioun vum 2. Mee halen. An dat hunn ech en Dënschde genau d'selwecht hei formuléiert.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech sinn elo e bëssen erstaunt iwwert d'Ausso, datt sech ganz kloer hei géint eng Motioun vun der Chamber, déi hei gestëmmt gouf, positionéiert gëtt. Ech huelen dovunner Akt. Ech mengen, datt ech dat do elo als éischt mol verdaue muss, well et ass déi éischte Kéier an deene leschte Joren, wou ech hei sinn, datt e Minister …

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

Här Di Bartolomeo, loosst mech och mol eng Kéier vläicht schwätzen. Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Mol eng Kéier!

**M. Claude Wiseler,** Président | Sout, wannechgelift, den Här Clement eleng huet d'Wuert elo.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech mengen, et ass eng Première, datt e Regierungsmember heibanne kloer seet: Hei ass zwar eng Motioun gestëmmt ginn, mee mir fillen eis dorunner net gebonnen. Dat stellen ech fest. Dat muss ech elo verdauen, well dat hunn ech nach net erlieft an deene leschte sechs Joer. Dofir erlaabt mer, dat als éischt ze verdauen.

Ech wollt awer op déi Saach zréckkomme vum Dateschutz. D'Madamm Lenert huet richteg gesot: Am Gesetz steet net Pseudonymisatioun, mee Anonymisatioun. Dat war ënner anerem op laang Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten …

*(Interruption)*

De Gesondheetsministère huet ëmmer erëm wëlle Pseudonymisatioun draschreiwen, wou et tatsächlech sech retracéiere léisst. Mir hunn herno Anonymisatioun drakritt. Mee – an dat wëll ech awer soen – dat gëllt net fir d'Personnes infectées a fir d'Personnes à haut risque d'être infectées, fir hir Données d'identification, d'Coordonnées de contact, hir Krankekeess, d'Coordonnéeë vum Dokter, dee se betreit wärend der Infektioun, wéini, wou an a wéi engem Kontext se sech infizéiert hunn an all Kontaktpersoune vun deenen 48 Stonne virdrun, y inclus a wéi engem Kontext se mat deene Kontakt haten.

Da kann ee soen: Jo, den Hotelregëster, dee gëtt anonymiséiert. Dat, wat an de Fligeren an am Bus war, dat gëtt anonymiséiert. Mee an där anerer Datebank, déi d'Santé awer huet, nämlech do, wou den Tracing drasteet, do gëtt et net anonymiséiert. Well genau dat ass déi eng Datebank, déi weeder pseudonymiséiert nach anonymiséiert gëtt. An déi Donnéeë ginn et säit dem Akraafttrieden de 17. Juli 2020 vun deem Artikel 5 an deem Gesetz. An et si just ëmmer weider Donnéeë bäikomm, mee et sinn der ni erausgeholl ginn. An dat ass eise Kritickpunkt, datt dat hei net mat op de Leescht geholl gouf. Ech huelen Akt, datt Der dat wëllt änneren, datt et do eng Ambitioun gëtt, verschidden Donnéeën elo erauszehuelen. Mee ech wënsche mer, datt dat séier geschitt.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Madamm Minister.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Dat wäert esou séier geschéie wéi méiglech. Faktuell ass, datt d'Donnéeën alleguerten net méi retraçabel sinn an deem Sënn, datt se pseudonymiséiert sinn a vun engem Expertegrupp just als pseudonymiséiert ouni de Schlëssel gebraucht ginn, fir am Kader vun engem europäesche Projet nach weider kënne genotzt ze ginn. A mir haten d'Zäit net, fir déi juristesch Detailer ze klären, wéi eng Dispositioun mer nach brauchen, fir genau deen europäesche Projet nach kënne weiderzefëieren. An den Detail dovunner kënnt, wéi gesot, sou séier wéi méiglech am Hierscht an der Chamberskommissioun. Mee soss sinn déi gréisste Remarken, alleguerten

d'Remarken, déi d'Commission nationale pour la protection des données gemaach huet, respektéiert. Ech hunn een detailléierten Arbre de décision vun der Direktioun vun der Santé kritt, wéini wéi eng Donnéeën anonymiséiert ginn. An dee bréngen ech an déi Sitzung vun der Chamber mat, wou mer dodriwwer wäerte schwätzen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà. Merci, Madamm Minister. Domat ass d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8394. Den Text steet am Document parlementaire 8394[3].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8394 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e ganz klengen Effort, da si mer souwäit.

Ass do e Problem?

*(Assentiment)*

Ok. Da sot Der mer duerno, wat Äre Vott gewiescht wier. Ech schléissen de Vott dann of.

D'Resultat vum Vott ass, esou wéi et hei steet: 54 Jo-Stëmmen a 5 Nee-Stëmmen. Da ginn ech dovunner aus, datt mer 55 Jo-Stëmme bei 5 Nee-Stëmmen hunn. Domat ass dann dëse Projet mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme bei null Abstentiounen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Françoise Kemp), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par Mme Barbara Agostino), Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Dan Biancalana), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

***Motions***

An da sinn dräi Motioune wärend der Diskussioun deposéiert ginn.

***Motion 1***

Eng éischt Motioun ass vum Här Max Hengel deposéiert ginn. Här Hengel, géingt Dir nach gär dozou Stellung huelen?

**M. Max Hengel** (CSV), rapporteur | Just ganz kuerz. Merci, Här President. Ech mengen, ech hat de Gros jo schonn a menger Interventioun gesot. Ech si frou, datt déi Motioun hei esou e méiglechst breede Konsens fënnt. A bon, mir kommen herno och nach eng Kéier op verschidde Punkten an den nächste Motiounen zréck. Mee merci op alle Fall fir de breede Konsens zu dëser Motioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hengel. Ech hunn elo nach aner Wuertmeldungen. Den Här Bausch, d'Madamm Schoos, den Här Di Bartolomeo.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Bon, ech hat jo déi Propos gemaach, datt een déi Motioun hei soll gemeinsam maachen. An do ware fir mech dräi Saache ganz wichteg. An déi dräi sinn och allen dräi dran. Dat Éischt, dat war – an do hunn ech selwer nach eng Ajoute proposéiert op Basis vun där éischter Versioun, den éischte Projet, dee mer geschéckt kritt haten –, datt eng Referenz drasteet op den Avis vun der CNPD vun 2021, an dat steet hei: „Rappelant les avis de la Commission nationale pour la protection des données." Firwat war dat wichteg fir mech? Mee do stinn alleguer déi Kriticken dran, iwwert déi mer elo hei diskutéiert hunn. An dat soll jo precisement gekuckt ginn, datt mer elo deenen all definitiv Rechnung droen an da mat der Regierung zesumme bis Enn des Joers e Gesetz hei wäerte stëmme kënnen, wou mer dann definitiv am Aklang si mat deem, wat do steet.

Deen zweete Punkt, dat ass natierlech, datt och eng Referenz dran ass op déi Motioun vu mir selwer, déi hei ugeholl ginn ass, an zwar, wou et drëms geet, generell en vue vun der Loi de santé publique eng Bestandsopnam ze maache vun allen eenzele Covid-mesüren op Basis vun hirer Effikassitéit, Proportionalitéit, also alles dat, wat ech och gesot hunn. An dat steet, Här Di Bartolomeo, net am Invite, mee et steet awer an de Consideranten dran. Do steet: „Rappelant sa motion introduite en date du 2 mai 2024 relative à une évaluation des mesures prises pour lutter contre la propagation de la Covid-19, qui avait été adoptée lors de la séance plénière du même jour." Et huet jo kee Wäert, datt mer an enger Motioun nach eng Kéier dat nämmlecht ofstëmmen, wat mer schonn ofgestëmmt hunn. Ech mengen, d'Regierung huet e kloren Optrag, datt dat soll gemaach ginn. Dat ass ugeholl ginn hei, an d'Regierung huet bis elo och net gesot, si wéilt dat net maachen. Duerfir war dat fir mech ok.

An dann deen drëtte Punkt, dee mer wichteg war, dat war natierlech, datt en Datum drakënnt. Ech hunn dat an der Kommissioun och gesot. Ech sot, ech wëll net eng Motioun, wou dann elo steet, d'Regierung soll dat iergendwann eng Kéier maachen, mee datt mer dat Gesetz – an do schwätze mer dann iwwert dee Punkt, dee mer haut ofstëmmen, nämlech precisement, wou et ëm déi Date geet – eebe relativ zügeg a schnell maachen, an zwar bis Enn des Joers. Duerfir steet och hei, datt dat bis Enn des Joers 2024 soll ofgeschloss sinn. Dat heescht, dat entsprécht am Fong all deene Saachen, déi mir an eis wichteg waren an der Kommissioun. An duerfir stëmme mir natierlech déi Motioun hei mat. An duerfir hu mer se och ënnerschriwwen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Dann ass d'Wuert beim Här Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci, Här President. Wann ech dem Här Bausch nogelauschtert hunn, da sinn dat zwee Puer Schong oder zwee Schong vun engem Puer Schong, déi gemënzt sinn. Dat eent, dat ass dann déi Evaluatioun vun de Gesamtmoossnamen. Do hätt ech léiwer, wann d'Terminologie vun där Motioun geholl géif ginn, déi den Här President e Joer virdru geholl huet, déi vill méi prezis ass. Mee ech wëll just wëssen, dass mat dem Invite wierklech nëmmen d'Evaluatioun vun …

*(Interruption)*

… – voilà! –, just d'Evaluatioun vun deene Moossnamen, déi am Moment an dësem Gesetz, am Rescht-Covid-Gesetz, virgesi sinn, gemengt ass, an dass deenen Evaluatiounen da Rechnung gedroe gëtt bis Enn des Joers. Well dat anert, dat wär guer net dra bis Enn des Joers.

*(Interruption par M. François Bausch)*

An dat huet, Här Bausch, d'Regierung och esou unerkannt, well se eng Verlängerung vun dësem Gesetz fir zwee Joer wëllt maachen. Dat heescht, si wëllt sech zwee Joer Zäit ginn, fir e Pandemiegesetz ze strécken oder eng Loi de santé publique, wou et fir eng Loi pandémie sécher géif duergoen, mee fir eng wäitdroend Loi de santé publique ass deen Delai vun zwee Joer relativ knapp.

Voilà, also just fir ze insistéieren, dass dat gemengt ass, wat hei steet, an dass net rëm esou gemaach géif ginn: „Mir hu jo dat selwecht hei dran, wéi an deene Motiounen, déi mer virdru gestëmmt hunn."

**M. François Bausch** (déi gréng) | … mir brauchen net zweemol dat selwecht ze bezuelen!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Jo, mee Här Bausch, d'Regierung huet elo just selwer gesot, dass se sech net méi un déi Motiounen hält, déi mir hei unanime gestëmmt hunn.

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee, elo …

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Nee! Keng Loi pandémie, …

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, elo huet …

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | … keng onofhängeg Enquête.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Di Bartolomeo, ech mengen, Dir hutt Äre Punkt gemaach, …

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Jo!

**M. Claude Wiseler,** Président | … den Här Bausch huet seng Meenung gesot; elo ass d'Wuert bei der Madamm Schoos.

*(Interruption)*

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Ok, dont acte. Also, dat ass fir Iech an der Rei. Gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Di Bartolomeo, ech hunn elo just gesot, jiddereen hätt seng Meenung hei ausgedréckt.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Elo wär et un der Madamm Schoos, fir hir Meenung auszedrécken.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Da stellt Der Iech virun d'Parlament!

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Merci, Här Chamberspresident. Fir direkt am Sujet ze bleiwen: Ech hat mer déi Motioun net am Detail am Virfeld duerchgelies, well ech wousst, dass mir se net wäerte matstëmmen, well mer de Gesetzesprojet och net matstëmmen.

Ech wëll hei just drop opmierksam maachen, dass beim Tiret 7 steet: „Rappelant sa motion introduite en date du 2 mai 2024", also déi vun dësem Joer, „relative à une évaluation des mesures." Also elo si mer

erëm bei enger Evaluation, net méi bei engem Inventaire.

Ech weess elo geschwënn net méi, wat mer maachen, en Inventaire oder eng Evaluation? Wat ass den Ënnerscheed? Ech mengen, dass mer hei geschwë ganz duerchernee kommen. An ech si gespaant, wann hei jiddwereen dat ënnerschriwwen huet ausser d'ADR, ob mer da lo, wann déi heite Motioun unanime ugeholl gëtt, eng Evaluation maachen oder en Inventaire.

Villmools merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, merci, Madamm Schoos. Sinn elo nach aner Wuertmeldungen zu dësem Sujet do? Wann dat net de Fall ass, géif ech dës ...

*(Interruption)*

A pardon, ech hat Iech net gesinn, Här Baum. Dann ass et un Iech.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, also mir hunn dat hei och ënnerschriwwen. Et geet ëm eppes ganz Konkreetes, nämlech dat, wat effektiv Géigestand vun der Diskussioun war, datt an deem Gesetz aktuell Anachronismen dra sinn, déi näischt an deem Gesetz verluer hunn, an et geet just ëm d'Covidgesetz, et geet net ëm iergendwellech Evaluatioun oder Net-evaluatioun.

Et geet just drëm, datt mer déi punktuell Saachen an deem Text, dee mer haut votéieren oder grad votéiert hunn, datt mer déi eng Kéier op de Leescht huelen an do virum Enn vum Joer gemeinsam mat der Chamber eng Propositioun entwéckelen, fir dat auszeraumen.

Dat ass dat, ëm wat et geet, an dat ass dës eng Motioun, an dat ass gutt esou.

**M. Claude Wiseler,** Président | Très bien, Här Baum. Ass elo nach eng aner Wuertmeldung do? Här Bausch, zweemol zu engem Sujet, nach eng Kéier.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ech wollt just ee Saz soen, Här President.

Mir hunn eng Motioun hei, nach eng Kéier, ugeholl – ech mengen, à l'unanimité war et souguer –, wou gesot ginn ass, datt d'Regierung opgefuerdert gëtt, déi Evaluatioun vun all de Covidmesüren ze maachen. Duerfir, da wär ech frou, an d'Ministesch ..., se huet et zwar, mengen ech, menger Meenung no schonn dräimol gesot, datt d'Regierung ... Ech hunn net héieren, datt d'Regierung gesot huet, si wéilt dat net maachen, déi net respektéieren.

Duerfir wär et vläicht gutt, fir nach eng Kéier ze clarifiéieren, well soss steet et erëm am Raum an da gëtt och muer erëm dobausse gezielt, d'Chamber hätt dat nach net decidéiert. Dach, d'Chamber huet dat decidéiert!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Zweemol!

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Minister, Dir sidd hei gefuerdert.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Jo, ech sinn dat gewinnt, Saache puermol ze soen, aus mengem fréiere Liewen.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Minister, et wär gutt fir ...

*(Interruptions)*

Et deet mer leed, Madamm Minister, mee wann der géingt opstoe bei der ...

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mir hunn den 2. Mee ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Wann Der géingt opstoe bei der Chamber, dat ass eist Reglement. Et deet mer leed. Merci.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Pardon, pardon. Ech kann och nach eng Kéier dorobber kommen.

Mir hunn effektiv schonn e puermol gesot, an ech hunn den Optrag vun der Regierung kritt, dat dann nach eng Kéier ze soen, datt mir déi Analys maachen am Kader vun där Ausschaffung vun där Loi pandémie, déi dann elo net méi Loi pandémie heescht, mee Loi santé publique, well mer se musse méi wäit opmaachen.

An all déi Mesüren, déi iergendwann eng Kéier an deene Pandemiesjoren en place waren, ginn op hir Effikassitéit gepréift, well mir musse jo decidéieren, wat mer an dat Gesetz iwwerhuelen a wat net. An dee Bestanddeel vun där Iwwerpréifung ass am Exposé des motifs dranner.

Ech kann net méi, wéi appelléieren, datt Der mer d'Vertraue schenkt, datt mer dat maachen. An domadder hunn ech dat dann eng Kéier widderholl. An ech kann et och nach eng Kéier widderhuelen an deenen nächste Wochen a Méint, wa mer iwwert d'Covidgesetz schwätzen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Minister. Ass nach eng aner Wuertmeldung do?

Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Also, mir hunn eis elo d'Motioun nach eng Kéier erausgesicht vum 2. Mee.

*(Interruption par M. François Bausch)*

Ech liesen elo, an hoffentlech ass et da kloer fir jiddereen: „Invite le Gouvernement à réaliser dans le cadre de la future ‚Loi santé publique'", wéi mer et schonn do genannt hunn, „un inventaire de toutes les mesures prises pour lutter contre la propagation du virus, y compris les confinements, les restrictions de voyage, les campagnes de vaccination et l'impact sociétal des mesures ; à prendre en compte l'analyse de cet inventaire lors de la finalisation de la future ‚Loi santé publique' ; à inclure cette analyse dans son intégralité à l'exposé des motifs de ce projet de loi ; à consulter la Chambre des Députés avant l'adoption définitive de l'accord OMS sur les pandémies."

Ech hoffen, dass mer domadder méi Kloerheet hunn. Ech soen Iech Merci.

*(Interruption et hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Esou, elo hu mer dës Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

Ech géing dann elo dës Motioun zum Vott stellen.

***Vote sur la motion 1***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

Resultat vum Vott: 55 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun. Dës Motioun ass also ugeholl mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Marc Spautz), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gusty Graas), Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

***Motion 2***

An da komme mer zur Motioun Nummer 2. Dat ass eng Motioun, déi deposéiert ginn ass vum Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, wëllt Dir nach eng Kéier Stellung huelen?

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Här President, ech hat se bei menger Interventioun scho presentéiert, déi misst relativ kloer sinn. Et geet drëm, dass mer no där Parenthèse, déi mer gemaach hu beim normale Fonctionnement vun dëser Chamber vum Processus législatif, erauskommen an d'Normalitéit.

Dat war elo dës Kéier manifestement net de Fall. Ech wëll d'Ursaachen net analyséieren, mee et war manifestement net de Fall, soss bräichte mer elo déi Analys vun deene Saachen, déi net an d'Gesetz gehéieren, net méi ze maachen, well mer hätte se erausgeholl.

Dat wär absolutt méiglech gewiescht, wa mer de Projet mat Zäit kritt hätten. An et wär souguer méiglech gewiescht, deen een oder aneren nach erauszehuelen, wa mer de Conseil d'État suivéiert hätten, ouni dass dat dann en Amendement gewiescht wär.

Ech mengen, déi Motioun ass relativ kloer. An d'Chamber ass sech et schëlleg, dass sech un hiert Reglement gehale gëtt. An dat ëmsou méi, well mer net méi an engem État de crise sinn oder an enger Crise sanitaire. An ech hoffen, dass mer hei eng méiglechst grouss Unanimitéit fannen. Dat wär dat Normaalst vun der Welt, wann dat Haus sech hei respektéiert.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Dann hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Hengel.

**M. Max Hengel** (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Déi hei Motioun geet ëm en Theema, wou mer schonn an all eise Rieden hei drop agaange sinn, wou schonn en long et en large elo diskutéiert ginn ass, wou ech a menger Ried och drop agaange sinn, datt jidderee sech bewosst ass, datt dat net optimal gelaf ass.

Hei gëtt awer och elo e Mix gemaach tëschent engem Beispill vun engem Projet de loi, wou et net gutt gelaf ass, an da gëtt quasi e generelle Schluss gezunn, wéi wa bei kengem Projet de loi en Délai raisonnable ...

*(Interruption)*

Esou ass et awer formuléiert. An aus deem Grond proposéieren ech menger Partei, dës Motioun net unzehuelen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hengel. Hu mer nach aner Wuertmeldungen zu dëser Propositioun, zu dëser Motioun? Ech gesinn, datt dat elo net de Fall ass.

***Vote sur la motion 2***

Da géing ech dës Motioun och zur Ofstëmmung stellen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 25, Nee: 35, bei kenger Abstentioun. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Françoise Kemp), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gusty Graas), Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel.*

***Motion 3***

An da komme mer zur drëtter Motioun, och vum Här Di Bartolomeo deposéiert a schonn deelweis ugeschwat ginn. Mee, Här Di Bartolomeo, Dir kritt selbstverständlech nach eng Kéier d'Wuert.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci, Här President. Dir hutt gesinn, dass et eng Motioun ass, déi sech un déi uleent, déi Dir selwer virun engem Joer abruecht hutt a wou d'Missioun, déi d'Chamber der Regierung gëtt, ganz kloer ass.

Ech hunn dat virdru virgelies, an ech mengen, dass, well déi heite Motioun net nëmme vun der Regierung vun deemools ugeholl ginn ass, mee och vu largen Deeler vun deenen, déi haut an där neier Majoritéit a souguer an der Regierung sinn, se och misst gedroe ginn, well unanime ugeholl.

Et ass méi eng prezis Duerstellung wéi déi an der Motioun, déi vum Här Bausch abruecht ginn ass. Hei ass déi onofhängeg Evaluatioun gefrot. An hei ass d'Loi Pandémie gefrot respektiv e Gesetz, dat awer prioritär de Fall vun der Pandemie reegelt, quitte dass dat integréiert gëtt an eng future Loi de santé publique.

Näischt verbitt eis, näischt verbitt eis, dat Drénglechst virzezéien an dat an e Gesamtpësel ze integréieren. Well ech bleiwen derbäi: Wa mer déi Loi de santé publique wëlle maachen, da brauche mer eng ganz Rei vun Acteuren, och interministeriell, déi do um Dësch sëtzen, an da brauche mer Zäit.

Bei der Loi pandémie, do geet et drëm, „lessons learned" aus der jëtzeger Pandemie ze zéien an dee Raster opzestellen, dee mer brauchen, fir eng nächst Pandemie, déi gegeebenefalls – hoffentlech net, hoffentlech net! – nach eng Kéier wäert kommen.

Dofir, déi eng Motioun, Här President, déi Dir abruecht hutt, déi gëtt net en échec gehale vun där anerer Motioun. Se huet den Avantage, dass hei d'Regierung eng Kéier ganz kloer vun der Chamber opgefuerdert ginn ass iwwert d'Visioun, wéi dat soll oflafen. An d'Regierung, d'Regierung als Institutioun ännert jo net doduerch, dass aner Parteien erakommen. D'Regierung als solch ass gebonnen un déi heite Motioun, grad ewéi d'Chamber als Institutioun, déi dat doten unanime ugeholl huet, och gebonnen ass un déi Motiounen, déi se unanime ugeholl huet.

Mir hunn déi ni op d'Kopp gehäit. Wa mer net méi der Meenung sinn, dass dat esou ass, dann hätte mer dat missen op d'Kopp geheien. An déi Motioun, déi den Här Bausch abruecht huet, déi gehäit dat heiten net op d'Kopp. Et ass aneschters ausgedréckt, mee dat hei ass vill méi prezis. An dofir menge mer, dass déi heite Motioun, well se gedroe war vun der viregter Chamber, och sollt gedroe gi vun der jëtzeger Chamber, an dann der Regierung e ganz kloren Optrag géif ginn, esou wéi dat iwwer Jore wärend der gesamter Kris hei an der Chamber gefuerdert ginn ass.

An net nëmmen doduerch, dass im stillen Kämmerlein op eemol d'Regierung eppes aneschters decidéiert huet, gëtt eng Decisioun vun der gesamter Chamber ausser Kraaft gesat. Wa mer dat maachen, dann huele mer eis selwer net méi seriö.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här President. Elo ass d'Wuert fir den Här Hengel.

**M. Max Hengel** (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Ech stelle fest, datt den Här Di Bartolomeo bei alle Motiounen ëmmer déi selwecht Argumentatioun erëm, erëm an erëm widderhëlt.

Bon, ech stellen hei fest, bei de Consideranten, do geet vun engem Avant-projet de loi rieds. Ech mengen, wann ech der Madamm Minister nogelauschtert hunn, ass deen Text, dee si fonnt huet, esou nobäi bei engem Avant-projet de loi, wéi ech derbäi sinn, en Atomphysiker ze sinn, nämlech ganz wäit!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Mir géifen dee ganz gär gesinn, ganz gär gesinn.

**M. Max Hengel** (CSV), rapporteur | Jo, do si jo elo Aussoen, wou ...

*(Interruption)*

Et ass jo elo eng Ausso gemaach ginn, ech mengen, d'Madamm Minister kuckt dat elo nach eng Kéier no, ob dann do awer vläicht nach iergendwou eppes läit, wat net entdeckt gi war. Dat kucke mer dann.

Bon, bei den Invitten, ech mengen, den éischten Tiret, do verweisen ech, wat de Groupe d'experts ugeet, nach eng Kéier op d'Motioun vum 2. Mee. An dann dee leschten Invite, wou dann driwwer geschwat gëtt, datt am Fall vun enger Epidemie, Pandemie och misste Mesüre geholl ginn, ech mengen, dat alles gëtt jo an der Loi Santé publique dann iwwerholl.

Ech mengen, d'Entsetzen ass jo elo wierklech hei ganz grouss, datt hei elo dat alles anscheinend net soll gemaach ginn, déi Analys. Ech weisen awer och just drop hin, datt an der leschter Legislaturperiod eng Petitioun war, déi déi noutwendeg Ënnerschréfte kritt hat, fir eng Enquêtëkommissioun ze froen. Déi war dräimol ugesat, déi ass dräimol ofgesot ginn.

**Une voix** | Duerch ween?

**Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) | Duerch d'Madamm Ministesch.

*(Interruptions)*

**M. Max Hengel** (CSV), rapporteur | Also, net duerch d'CSV op alle Fall, dat kann ech Iech soen. Ech soen Iech Merci.

*(Interruption)*

Nee, nee, dat war net déi, dat war net déi Motioun iwwer ...

**Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) | D'Ministesch huet den Debat ofgesot, op e fréschen Datum geluecht an nach eng Kéier ofgesot.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

**M. Max Hengel** (CSV), rapporteur | Op alle Fall proposéieren ech menger Partei, dës Motioun ofzeleenen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hengel. Wie wëllt nach heizou d'Wuert huelen?

Ech gesi keng aner Wuertmeldung am Sall.

***Vote sur la motion 3***

Da maachen ech de Vott zu der Motioun Nummer 3 op. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass dann heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 25, Nee: 35. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Laurent Mosar), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Félix Eischen), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gusty Graas), Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel.*

## 6. Question élargie n° 13 de Mme Taina Bofferding relative à l'étude du LISER sur la hausse des prix et les inégalités du genre au Luxembourg

An da komme mer zu deem nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass déi erweidert Fro Nummer 13 vun der Madamm Taina Bofferding iwwert d'LISER-Etüd iwwert d'Präishaussen an d'Genderongläichheeten. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. D'Regierung huet duerno 10 Minutten Zäit fir ze äntwerten. D'Madamm Bofferding huet d'Wuert.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President.

*(Brouhaha)*

Effektiv ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Hei, wannechglift, am Sall e wéineg méi roueg sinn, datt d'Madamm Bofferding hir Fro kann en toute sérénité stellen ..., hir Froen.

**M. Taina Bofferding** (LSAP) | Meng Froen.

Jo, et ass e bësse schued, wann elo hei d'Leit de Sall verloossen, ...

*(Interruptions)*

... well am Fong ass et eng ganz interessant Etüd, op déi ech elo wëll agoen. Et ass d'Etüd hei vum LISER zesumme mam MEGA. Et ass elo net, well ech se selwer nach an Optrag ginn hunn, dass se interessant ass, mee well se effektiv ganz weesentlech Elementer a ganz weesentlech Erkenntnisser opgräift. An déi grouss Fro ass eeben, wat elo mat deenen Erkenntnisser, déi hei bei der Etüd erauskomm sinn, geschitt.

Dës Etüd beleet, dass d'Geschlecht duerchaus eng Roll spillt, sief dat bei der Logementskris, bei der Consommatioun, bei der Inflatioun, awer och bei der perséinlecher Astellung zum Klimawandel. An dat si jo awer grad Theemen, zu deene mer jo och reegelméisseg hei am Haus Stellung huelen, iwwert déi mer diskutéieren.

Daten, Donnéeë si wichteg, fir eng effikass an zilorientéiert Politick kënnen ze maachen. An ech appreciéieren absolutt, datt, wéi d'Etüd op enger Konferenz virgestallt gouf, eng vun den Oratricë vun der Etüd gesot huet: „Mir mussen den Afloss vum Geschlecht beuechten, éier mer politesch Mesüren iwwerhaapt emol entwéckelen."

An dofir verweisen ech och hei op den Observatoire de l'égalité. Dat ass eng ganz wichteg Datebank, déi mer hei zu Lëtzebuerg kreéiert hunn, eebe justement fir geschlechterspezifesch Donnéeë kënnen ze sammelen. An et sammelt ee jo elo net Donnéeën einfach aus ideologesche Grënn, mee well et eebe wichteg ass, genau ze kucken, wou et nach Inegalitéiten an deene verschiddene Liewensberäicher vun der Gesellschaft gëtt.

An déi lescht Etüd, déi mam LISER gemaach ginn ass, dat war d'Covidetüd. Op déi wëll ech net weider agoen, mee och déi ass ganz interessant, well déi eis nach eng Kéier illustréiert huet, wéi fragill d'Egalitéit eigentlech ass, dass keng Kris genderneutral ass, mee dass eeben d'Fraen an d'Männer d'Krisen an d'Katastrophe ganz ënnerschiddlech erliewen. A virun allem, dass Krisen déi bestoend Inegalitéiten nach weider verstäerken.

Konkreet elo, wat eeben aus der Etüd ervirgeet: D'Inflatioun – ee vun deenen Theemeberäicher –, déi wierkt sech ganz ënnerschiddlech op d'Fraen an d'Männer aus, dat wéinst hirem ënnerschiddlechen Akommes, awer och wéinst hirem Konsumverhalen, hire Preferenzen an hirem Spuerverhalen.

Stéit, déi vu Frae gefouert ginn, ginn zum Beispill am Géigesaz zu Stéit, déi eebe vu Männer gefouert ginn, méi e groussen Deel vun hirem Revenu fir Hëtzen, Stroum an Iessen aus, also eebe grad déi Beräicher, déi an deene vergaangene Joren am stäerkste vun der Präisdeierecht betraff waren.

D'Inflatioun trëfft net alleguerten d'Deeler vun eiser Gesellschaft gläichermoossen. Villméi wierkt se wéi e Multiplikator fir Geschlechterongerechtegkeeten.

E weidere Beräich ass de Logement. An deenen niddregen Akommesklasse kréien d'Fraen – an dat beleet déi Etüd ganz kloer – déi Logementskris weesentlech méi ze spiere wéi d'Männer.

Den Taux d'effort an de vergaangene Joren ass effektiv fir d'Frae wéi fir d'Männer an d'Luucht gaangen, mee, an dat ass de sprangende Punkt, fir elengerzéiend Fraen ass den Taux d'effort nach méi an d'Luucht gaangen, dat heescht, déi hunn nach méi Schwieregkeeten, fir iwwerhaapt um Logementsmarché eppes ze fannen, respektiv et geet méi vun hirem Revenu fir de Logement drop.

E weideren an domadder leschte Beräich aus där Etüd ass de Klimawandel, op deen ech onbedéngt nach gär wëll agoen, well viru Kuerzen ass jo bei där gréisster Etüd, Ëmfro, déi weltwäit gemaach gouf, erauskomm, dass de Kampf géint de Klimawandel net just nervt, mee dass en eng absolutt Noutwendegkeet ass an dass d'Leit ëmmer méi besuergt sinn, respektiv dass dat wierklech weltwäit déi grouss Zukunftssuerg vun de Leit an deene Länner ass, wou se erhuewe gouf.

An hei goufen och Ënnerscheeder tëschent Fraen a Männer festgestallt, besonnesch d'Zoustëmmung vun de Fraen, fir dass hir Länner nach méi Verflichtungen unhuelen, dass hir Länner nach méi solle maachen. Do hunn d'Frae sech weesentlech méi derfir ausgeschwat, dass nach weider Obligatioune solle kommen.

Mir mengen, dass Recommandatiounen, déi opgrond vun esou Etüde formuléiert ginn, och mussen eescht geholl ginn. Etüde mussen zu Verbesserunge féieren, well soss kann ee sech se jo och einfach erspueren.

D'Fro ass also elo ganz konkreet: Wat geschitt mat deene villen interessanten Erkenntnisser an Elementer, déi hei bei der Etüd erauskomm sinn?

Ech weess, dass d'Egalitéits- an Diversitéitsministesch elo net fir alleguerten d'Liewensberäicher zoustänneg ass. Ech weess, dass oft gesot gëtt, d'Egalitéitsministesch misst kucken, dass an alleguerten de Beräicher d'Egalitéit dann am beschten direkt muer soll ëmgesat ginn. Ech mengen, Dir hutt éischter esou eng Funktioun vun enger Coordinatrice. Genausou wéi och – wéi soll ech soen – d'Egalitéit en transversale Sujet ass, ass et natierlech wichteg, an där ganzer Regierung dorun ze schaffen, eeben an deene verschiddene Beräicher, mat deenen zoustännege Ressortministeren.

Trotzdeem: Wou setzt d'Regierung elo hei un? Wat sinn déi Erkenntnisser, déi Dir fir Iech hei aus der Etüd erauszitt, wou Der sot, do misste mer nach méi opmierksam sinn? A virun allem: Wéi kréie mer déi wëssenschaftlech Konklusiounen hei a konkreet Politick ëmgesat?

Ech hunn déi dräi Theemeberäicher opgezielt, och déi energeetesch Transitioun, iwwert déi mer elo e puermol schonn dës Woch geschwat hunn. Ech mengen, dat ass jo dat grousst Theema, wou et wichteg ass, dass mer alleguerten d'Leit mathuelen.

Duerfir meng Fro ganz konkreet: Huelt Dir déi Erkenntnisser hei mat? Well d'Etüd recommandéiert jo och, wann ee Campagnë mécht, dass ee sech do ganz ënnerschiddlech un d'Geschlechter riicht, fir se och wierklech esou méi kënnen ze erreechen.

Inwiefern fléissen déi Erkenntnisser hei vläicht och an de Paquet Logement, an déi Aarbechten, nach mat eran?

A virun allem, well jo och d'Regierung amgaangen ass, en Aktiounsplang am Kampf géint d'Aarmut auszeschaffen, ass et, mengen ech, grad interessant, alles, wat och elo d'Elengerzéiend betrëfft, hei an déi Beméiunge mat eranzuelen.

Ech soen Iech elo scho Merci fir Är Äntwerten.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch. Madamm Ministesch.

**Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | Här President, Dir Dammen, Dir Hären Deputéiert, e grousse Merci fir dës Fro, déi mer och effektiv d'Geleeënheet gëtt, op déi wichteg LISER-Etüd anzegoen an och méi allgemeng op d'Geschlechterdimensioun vu politeschen Decisiounen.

D'Haaptzil vun dëser Etüd, déi meng Virgängerin an Optrag ginn huet – an dofir soen ech och e grousse Merci, well dat ass ganz utile, fir esou Donnéeën ze hunn –, war effektiv, d'Konsequenz vun der Präisdeierecht zu Lëtzebuerg ze ënnersichen an ze kucken, awéifern dës Kris sech ënnerschiddlech op Fraen a Männer auswierkt a bestoend Inegalitéiten tëschent de Geschlechter vläicht souguer verstäerkt.

D'Etüd weist, dass wirtschaftlech Krisen déi Persounen am meeschten impaktéieren, déi am vulnerabelste sinn. Bon, d'Konsequenze vun der Energiekris hu sech direkt op si ausgewierkt, zum Beispill am Beräich vum Logement oder och vun der Consommatioun.

E puer Beispiller: Am Beräich vum Logement ass gekuckt ginn, wéi d'Gewiicht vun den Depensë fir de Logement par rapport zum Gesamtfamilljebudget ausfält, also wéi en Deel vu sengem Akommes een all Mount fir de Logement ausgëtt. Déi am mannste verméigend Locatairë respektiv – an et ass mentionéiert ginn – d'elengerzéiend Familljе sinn am meeschte betraff an dofir och am meeschte vulnerabel um Wunnengsmaart.

Zu Lëtzebuerg besti 86 % vun de Familles monoparentales aus engem weiblechen Elterendeel. Dës hunn däitlech méi héich Taux d'effort a punkto Loyer wéi déi vun engem Mann geleete Familljen. Stéit mat enger Fra als Chef de ménage hu manner Akommes zur Verfügung wéi Stéit mat engem männleche Chef de ménage, iwwerdeems déi duerchschnëttlech Wunnengskäschten d'selwecht oder liicht méi héich sinn. Voilà! Dat sinn effektiv e puer vun den Erkenntnisser aus dëser LISER-Etüd.

Elengerzéiend Frae ginn 49 % vun hirem Akommes fir d'Käschte vum Logement aus. Frae sinn och méi vulnerabel, wat d'Präisdeierecht ugeet. Stéit mat niddregem Akommes mat enger Fra als Chef de ménage verbrauche méi e groussen Deel vun hirem Akommes fir Basisbedierfnesser. Do schwätze mer vun Iessen, do schwätze mer vun Energie. Si sinn duerfir och méi sensibel fir d'Präisschwankungen an dëse Beräicher.

Wéi ënnerscheede sech Fraen a Männer a punkto nohaltegt Verhalen? Dir hutt et mentionéiert, och dat ass gekuckt ginn, an och do gëtt et effektiv Ënnerscheeder. D'Verhalen an d'Verbrauchsgewunnechte vu Frae si méi ëmweltfrëndlech wéi déi vun de Männer. Dës Geschlechtsënnerscheeder si besonnesch evident, wann et hei zum Beispill ëm Fleeschverbrauch geet, de Kaf vu Bioliewensmëttelen – ...

*(Interruption)*

... dat soen net ech, dat seet d'Etüd! – an och d'Limitéiere vun der Benotzung vun elektreschen Apparater. Voilà! Bon, dat ass de Constat vun der Etüd.

D'Frae spillen also en essenzielle Rôle a sinn och eng dreiwend Kraaft am Kader vun der ekologescher an och sozialer Transitioun. Wéi gesot, dat sinn da verschidden Erkenntnisser, déi, mengen ech, effektiv vu grousser Valeur si fir all d'Decideuren, ob dat an der Ekonomie ass oder an der Politick, mee och doriwwer eraus an der Gesellschaft méi breet. Voilà.

Dir Dammen an Dir Hären, déi meescht politesch Decisioune ginn awer am Fong och bei eis geschlechterneutral geholl. Dat heescht awer net, dass d'Auswierkungen dovunner da geschlechterneutral sinn.

Donieft hunn déi lescht Joren och gewisen, dass och Krisen an de Beräicher vu Gesondheet, Ekonomie, Klima, Energie, Logement sech anescht op d'Geschlechter auswierken. Et sinn oft Fraen, déi da verstäerkt ënnert dëse Konsequenze leiden. Net, well et Frae sinn, mee well d'Inegalitéiten, déi an eiser Gesellschaft leider och nach ëmmer existéieren, duerch Krisen dann nach verstäerkt ginn.

Fir d'Regierung ass d'Egalitéit zwëschent de Geschlechter weiderhin eng Prioritéit. Dofir ass et absolutt noutwendeg, och genau d'Fakten ze sammelen, fir d'Situatioun ze suivéieren, an, wann néideg, do da géigenzesteieren. De MEGA huet iwwert déi lescht Joren en Observatoire de l'égalité opgebaut – do soen ech och menger Virgängerin e grousse Merci, si huet dat mentionéiert –, deen dann och no an no erweidert gëtt.

Dir wësst och, dass e Gesetzesprojet, eebe fir eng Base légale ze kréien, um Instanzewee ass. Ech mengen, dat ass och wichteg. Dësen Observatoire huet als primäert Zil, eng Gesamtiwwersiicht iwwert d'Egalitéit zwëschent de Geschlechter zu Lëtzebuerg ze ginn.

Ech mengen, Dir hutt et gesot, an Dir wësst et och, well Der laang an dëser Fonctioun waart: Déi méi detailléiert Feinanalysen a virun allem och déi néideg Reaktiounen op Desequiliberen, déi festgestallt ginn, mussen awer da vun den zoustännege Ministèren an och vun deene zoustännege Verwaltunge gemaach ginn. Aus deem Grond ass et absolutt noutwendeg, an alle Beräicher dann och wierklech déi Daten ze sammelen a weider Statistiken opzestellen, déi dann och no Geschlecht solle weider ventiléiert ginn.

Ech géif mengen, kënnen ze soen, dass mer zu Lëtzebuerg do nach e bësse Loft no uewen hunn. Dëst ass wierklech eng kollektiv Verantwortung. Jiddereen, mengen ech, muss säin Deel dozou bäidroen, dass d'Genderdimensioun och en Deel vum Plangen, vun der Ëmsetzung a vun der Evaluatioun vun de Politicken ass.

Sou ass et dann och fir dës Etüd. D'Resultater sinn am Mäerz dëst Joer der Press virgestallt ginn, dem Grand public virgestallt ginn. Mir haten eng Table ronde mat Experten aus dem Logement, aus dem Domän vun der Aarmutsbekämpfung an och aus der Mobilitéit. Dat ass diskutéiert ginn, an ech hunn och Är Presenz do appreciéiert, Madamm Deputéiert.

Ech hunn dës Etüd natierlech weidergeschéckt u meng Kolleegen an der Regierung, haaptsächlech un déi, déi dann hei mat deenen Theeme sech méi beschäftegen. Dat sinn d'Kolleeginnen an d'Kolleege vu Familljeministère, Ekonomie, Environnement, Consommateur, Logement a Mobilitéit. Si sollen dee Rapport natierlech och liesen, sech d'Konklusiounen ukucken. An ech mengen, dat muss a soll an d'Regierungsaarbecht och an hiren Domänen da mat afléissen. Zum Beispill wat de Logement abordable ugeet, do schafft och de Minister Meisch u Pisten, déi eeben déi Genderdimensioun solle mat en compte huelen.

Ech hunn och der Presidentin vum Comité interministériel à l'égalité des femmes et des hommes, wou sämtlech Ministèren dra vertruede sinn, gesot, dass ech bis Enn des Joers do an dem Kader vun deem Kommitee och de Suivi vun dëser Etüd wëll gemaach hunn, dass bis dann all Ministère och kuckt: Wat kann en ufänke mat där Etüd? Wéi fléisst dat an d'Politick vun deem Ministère respektiv vun deem Minister an? Wéi gesot, an dësem Comité interministériel si sämtlech Ministèrë vertrueden a si gebieden, op dës Etüd ze reagéieren.

Ech mengen, d'Ëmsetzung vu politesche Moossname fir d'Gläichstellung vun de Geschlechter ass deemno – an ech mengen, do si mer eis wierklech eens – eng transversal Verantwortung, déi wierklech all Member vun der Regierung matdréit a soll matdroen.

An an deem Sënn guidéiert en nationalen Aktiounsplang iwwert d'Gläichstellung vun de Geschlechter ënnert der Koordinatioun vum MEGA wierklech wéi e roude Fuedem duerch all d'Efforten. Dëse Plang gëtt och am Laf vum Joer adaptéiert – Dir hutt et och mentionéiert – an et ass natierlech virgesinn, fir d'Erkenntnisser aus dëser Etüd dann och an dësen Aktiounsplang mat afléissen ze loossen. Déi Aarbechten, déi sinn amgaangen an ech kommen och ganz gären doriwwer schwätzen an déi zoustänneg Kommissioun, wa mer dat dann och bis opgeschafft hunn.

D'Etüd weist och, wéi wichteg et ass, fir wierklech jiddereen, Männer a Fraen an all hirer Diversitéit, an d'Decisiounsprozesser mat ze integréieren. Ech mengen, si sollen all zesummen un engem Dësch sëtzen. Ech mengen, dat ass komplementar, ergänzend, konstruktiv, fir esou dann och Léisungen auszeschaffe fir eng méi gerecht Gesellschaft.

An ech menge wierklech, eng vun den Haaptaufgaben dann och vum MEGA – an dat hutt Der och mentionéiert – ass Sensibilisatiounsaarbecht. Dat huele mer natierlech och ganz, ganz seriö. Ech mengen, domadder gëtt de MEGA wierklech sengem Rôle de coordination – fir mech dann als Coordinatrice, wéi Dir et och genannt hutt, vun der Egalitéitspolitick – gerecht. Mir probéieren dann, wéi gesot, notamment iwwert de Wee vun Datenerhiewung, Analysen an och Sensibiliséierung, op d'Ongläichheeten opmierksam ze maachen.

Déi politesch Decisiounen, déi zur Behiewung vun deenen Ongläichheeten dann och néideg sinn, falen awer, wéi gesot, dann an d'Kompetenzberäicher vun aneren. Ech mengen, mir halen och um Prinzipp vun Gender Mainstreaming fest. Mir sollen déi Decisiounen, déi mer huelen, wierklech och duerch den Genderbrëll kucken. An ech mengen, do si mer wierklech alleguerte gefuerdert a mir sollen do alleguerten un engem Strang zéien.

Ech géif och do gär vun der Geleeënheet profitéieren, fir heimat och d'Chamber ze invitéieren, sech deem am Fong unzeschléissen, dass net nëmmen iwwer esou Sujeten an dem Mandy Minella – wat elo net hei ass – senger Kommissioun mat Iech zesummen doriwwer geschwat gëtt, mee dass dat en Theema ass, dee wierklech soll a muss, a mengen Aen, méi breet abordéiert ginn.

Ech mengen, fir mech sinn d'Egalitéit an d'Diversitéit wierklech kee Stand-alone-Zil. Ech mengen, dat muss iwwerall mat afléissen. Ech sinn iwwerzeegt, dat ass am Interessi vun eiser Gesellschaft.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann déi Fro hei, dee Punkt vum Ordre du jour, ofgeschloss.

## 7. Question élargie n° 11 de M. Laurent Mosar relative à l'amélioration du flux des passagers à l'aéroport du Findel

A mir géingen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. Dat ass d'Fro Nummer 11 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Verbesserung vum Passagéierflux um Findel. Den Auteur, wéi gesot, huet 5 Minutten Zäit fir seng Haaptfro plus seng Zousazfro, d'Regierung duerno 10 Minutten. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo, merci, Här President. Madamm Minister, et vergeet kee Mount, wou eisen nationale Flughafen um Findel net am Mëttelpunkt vun der Aktualitéit steet. Fir d'lescht den 10. Mee, wou e Kabel sech onglécklecherweis aus engem Metalldetektor geléist hat, wat fir e mëttelgrousse Chaos um Findel gesuergt huet, wou Honnerte vu Passagéier dofir net zur Zäit hire Fliger kritt hunn.

Ech wollt mech awer haut net mat deem doten Incident befaassen, mee méi generell eng Rei Froen, wat d'Zukunft vun eisem Flughafe betrëfft, stellen. An ufänke wéilt ech eigentlech mat engem Constat, nämlech deem, datt eise Flughafen a sech Affer vu sengem grousse Succès ginn ass an de leschte Joren. Wann ech deenen Zuele ka gleewen, déi een esou kritt, wäerte bis Enn vun dësem Joer fënnef Milioune Passagéier duerch de Flughafe geschleist ginn. A manifestement sinn déi Infrastrukturen, déi mer do hunn, net méi deenen zousätzlechen Erausfuerderunge gewuess. Ech wollt eigentlech hei op sechs Punkte kuerz agoen an déi och als Fro formuléieren.

Déi éischt Fro huet eigentlech mam Accès op de Flughafen ze dinn, deen ëmmer méi schwiereg a laangwiereg gëtt, awer och de Parking um Flughafen ass eng eenzeg Katastroph. An ech mengen, och deen een oder anere vun Iech huet schonn eng Kéier gelidden, wéi e versicht huet, do eng Parkplaz ze fannen. Mir kréien zwar elo an e puer Méint den Tram bis dohinner, mee d'Fro stellt sech trotzdeem, wéi et mat deem Parking do virugeet, well deen ass deem Zousazverkéier sécherlech net méi gewuess.

En zweete Punkt betrëfft dann den Checkin, d'Kontrollen. Och do geet verschidden Deeg näischt hannerzeg an näischt vijenzeg méi an do bilde sech och ganz grouss Stauen, ganz besonnesch wärend de Vakanzenzäiten. An do stellt sech d'Fro, ob déi Ekipementer, déi mer do hunn, eigentlech och nach zäitgeméiss sinn. An ech maachen drop opmierksam, datt et op verschiddenen internationale Flughäfen, notamment zu Paräis, den 3D-Scanner gëtt, wat anscheinend zu enger Verréngerung vun engem Drëttel vun dëse Kontrolle féiert. Duerfir och do meng Fro: Ass net envisagéiert, dat och bei eis anzeféieren?

En drëtte Punkt, do sidd Der och bestëmmt schonn eng Kéier alleguerten net ganz frou gewiescht, dat ass de Passage zwëschent deem klengen an deem grousse Flughafen, dem A an dem B. Do gëtt et esou en Tapis roulant, mee dee geet scho säit sechs Méint net. An ech denken do haaptsächlech un handicapéiert Leit, déi musse vun deem engen op deen anere Flughafe goen. Dat ass zum Deel eng Katastroph. A bis elo konnt nach ni ee mir eng Erklärung ginn, firwat datt deen Tapis roulant net fonctionéiert. Ech fannen, dat ass kee gutt Zeeche fir eise Flughafen.

E véierte Punkt, dat ass d'Gepäckoffäerdegung. Och do sidd Dir bestëmmt schonn eng Kéier, wéi ech och, Affer gewiescht. An do waart een och heiansdo ganz laang op säi Gepäck – wann et dann iwwerhaapt ukënnt. Ech ka just elo soen, datt ech virun nach net esou laanger Zäit eng Kéier eng Rees um afrikanesche Kontinent gemaach hunn. An do waren d'Wallisse vill méi schnell do wéi bei eis um Findel, soudatt sech och do d'Fro stellt, wéi mer dat kënne verbesseren.

An dann e leschte Punkt, wat och net flott ass, dat ass d'Businesslounge. Esou wéi se am Moment fonctionéiert, huet dat mat Business näischt méi ze dinn. Dat ass vläicht nach eng Lounge, mee do kritt ee weeder eppes ze drénken nach z'iessen, wann ee spéit un ass. An ech fannen, datt dat och enger Finanzplaz wéi Lëtzebuerg net méi ugepasst ass.

Dann nach e leschte Punkt, deen huet nëmmen indirekt mam Flughafen ze dinn. Dat ass de Skypark,

deen amgaangen ass, fäerdeggestallt ze ginn. Och do wär ech frou, ze wëssen, wéi schnell datt déi Aarbechte wäerten ofgeschloss sinn. Do héiert een och, datt Entreprisen zumindest net an der Frist hir Rechnunge bezuelt kritt hunn. Do wär ech och frou, Madamm Minister, wann Der eis do kéint e puer Äntwerten op d'Situatioun vun deem Skypark ginn.

Dat gesot, villmools merci fir Är Opmierksamkeet, an ech si ganz gespaant op Är Äntwerten.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Mosar. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Minister. Madamm Minister.

**Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, honorabel Deputéiert an honorabelen Deputéierten, merci fir Är Froen. E ganz wichtege Sujet, de Flughafen, fir eis alleguerten, fir d'Biergerinnen an d'Bierger vum Land, mee net nëmme fir si, och fir d'Businessleit an d'Touristen. Ech mengen, do misste mer gutt opgestallt sinn. Dat ass och am Koalitiounsaccord refletéiert. Dee seet ganz kloer, dass d'Regierung wäert d'Modernisatioun an d'Adaptatioun vun den Infrastrukturen um Findel encouragéieren, fir en Haut niveau de qualité et de service ze garantéieren. Voilà.

Ech mengen, ech si säit e puer Méint elo derhannert, datt ech natierlech net nëmmen als normale Bierger, mee och als zoustänneg Ministesch kucken, wat een do kann a muss verbesseren. Mee do fänke mer definitiv net bei null un.

Effektiv, Dir hutt ugefaangen an Ärer Interventioun mat enger Referenz op dat, wat den 10. Mee geschitt ass. D'Reaktioun do a wéi dat gehandhaabt ginn ass, do ass et un éischter Plaz wierklech ëm d'Sécherheet vun de Passagéier gaangen. An ech mengen, quitte dass vill Leit natierlech ënnert de Konsequenzen hu misse leiden, hu mer awer gutt do zesummegeschafft a richteg reagéiert.

Dir hutt eng Rei vu Froen, ech mengen, et waren der sechs. Ech hu probéiert, se opzeschreiwen.

Un éischter Plaz emol Är Fro ëm de Flux vu Passagéier. Do wëll ech Iech da gären déi lescht Donnéeë ginn, déi ech hunn. Am Joer 2019, also am Prepandemie-Referenzjoer, hunn am Ganze 4,4 Milliounе Passagéier de Flughafe benotzt. 2023, d'lescht Joer, hate mer dann eng Rekordzuel vu 4,79 Milliounе Passagéier. An et ass effektiv, wéi Dir och gesot hutt, méiglech, dass dëst Joer d'Zuel vu 5 Milliounе Passagéier erreecht a warscheinlech liicht iwwerschratt gëtt.

Am Mee vun dësem Joer, fir d'éischte Kéier an der Geschicht vum Flughafen, si méi wéi eng hallef Millioun Passagéier bannent engem Mount duerch de Flughafe gaangen. An et ass genau, wéi Der gesot hutt: Mir si mat eisem Flughafen Affer vun eisem eegene Succès!

Bon, fir de Passagéierwuesstem ze berücksichtegen, gouf dann och d'Capacitéit vun de Sécherheetskontrollen am Terminal d'lescht Joer erhéicht, dat heescht, mir si vu 5 op 6 där Sécherheetslinnen eropgaangen, wat schonn hëlleft.

Zanterhier ass dann och d'Waardezäit fir 75 % vun de Passagéier manner wéi 5 Minutten, well ech mengen, dat kënne se haut moossen, a fir 95 % vun alle Passagéier manner wéi 15 Minutten.

Bon, dëst si Waardezäiten ... Ech mengen, mir sinn alleguerte presséiert an der Gesellschaft vun haut, dat heescht, all Minutt, wou mer waarden, ass eng Minutt ze vill, mee trotzdeem misste mer dat hei an de Kontext setzen. Zu Lëtzebuerg si mer am europäesche Verglach trotzdeem zimmlech gutt. Net zulescht dofir gouf de Lëtzebuerger Flughafen d'lescht Joer zum zweetstressfräiste Flughafen an Europa ernannt; dat wollt ech awer och soen. Well mir kënne ganz villes kritiséieren, an trotzdeem fannen ech et ëmmer gutt, wa mer och déi positiv Saache mol kënnen ënnersträichen.

Dir hutt vun 3D-Scannere geschwat, also deene leschte Generatioune vu Scanneren. Dat sinn effektiv méi grouss Maschinnen. Dat heescht, am limitéierten Espace, dee mer haut hunn, wa mer där dohinnerstellen, da kënne mer där manner dohinnerstellen, dann dauert et méi laang. Dat heescht, an den haitege Circonstancë mécht dat net vill Sënn, well da geet et nach méi lues.

Mee ech mengen, et ass wierklech ganz kloer d'Absicht vun der Firma, fir d'Sécherheetslinnen an Zukunft auszebauen an ze moderniséieren. Ech wëll awer och soen, dass 90 % vun den europäesche Flughäfe keng esou 3D-Scanneren hunn. An ee Land, fir et net ze nennen, England, dat 3D-Scanneren agefouert hat, geet elo nees zréck op déi normal Scanneren, well déi awer verschidden Avantagen hunn. Et ass vläicht net ëmmer gutt, direkt op déi nächsten oder déi leschten Technologie ze sprangen, mee e bëssen d'Erfarung op anere Plazen ofzewaarden.

Mee ech mengen, dat heiten ass e Sujet an et ass och ganz richteg, dass Der dat soulignéiert. Hei misste mer eis fir d'Zukunft besser opstellen. An dat ass absolutt d'Absicht!

Dir hutt vum Tapis roulant geschwat. Ech hunn dat nogefrot. Deen ass bei Aarbechte beschiedegt ginn an d'Ersatzdeeler mussen noproduzéiert ginn. An dat schéngt méi laang ze daueren, well do Liwwerschwieregkeete sinn. Ech hunn och de Message ginn, dass se solle kucken, dass dat esou séier wéi méiglech reparéiert gëtt, well dat huet effektiv seng Konsequenzen. Dat heescht, do gëtt derno gekuckt, mee, voilà!

Dir hutt de Parking ugeschwat. Do wëll ech och eppes derzou soen. Also, déi disponibel Parkplazen, fir Iech e bëssen d'Chifferen ze ginn: 2019 hate mer 7.500 Parkplazen, an dat bei 4,4 Milliounе Passagéier. D'lescht Joer ware mer bei 8.400 Parkplaze bei 4,8 Milliounе Passagéier. Dëst Joer si mer bei 9.250 Parkplazen, bei, wéi gesot, 4,9 Milliounе Passagéier. D'Parkplaze sinn also prozentual e bësse méi séier geklomme wéi d'Croissance vun de Passagéier. Mee ech ginn Iech Recht, hei ass nach Loft no uewen.

D'Aarbechte ronderëm den Tram hunn natierlech och en Impakt op dës Situatioun. Déi gutt Noriicht ass, dass elo nach virun de Summervakanzen nei Parkplaze wäerten opgoen. Dat sinn der ongeféier 800. Dat ass niewent dem Policegebai. Dat heescht, dat ass mol eng gutt Nouvelle. Mee ech si mer och ganz bewosst, dass dat e Problem ass, wou mer och nach mussen derno kucken.

Dir hutt d'VIP- oder d'Businesslounge mentionéiert. Déi gëtt vun der Luxair bedriwwen. Déi ass ze kleng, déi muss méi grouss gemaach ginn. Duerfir muss se verréckelt ginn, well op där Plaz net méi Plaz ass. Ech mengen, däers si mer eis och bewosst an dat soll och esou séier wéi méiglech geschéien. Ech hoffen, dass dat an den nächsten een, zwee Joer awer ka gemaach ginn. Voilà.

Bon, de Skypark, do hunn ech elo net all d'Detailer, déi Dir do wëllt hunn. Wann Der wëllt, kann ech awer ganz gären dorop zréckkommen. Bon, ech mengen, de Skypark Business Center ass direkt mam Terminal verbonnen a kann natierlech als Erweiderung vum Terminal a punkto kommerziell Beräicher a Restaurante betruecht ginn.

Gläichzäiteg verhënnert de Skypark Business Center op kee Fall de weideren Ausbau vum Flughafen. An dat ass wierklech dat, wouru mer hei musse schaffen, dass mer d'Extensioun vum Terminal kënne maachen, an dat wär op där anerer Säit. An ech mengen, dat wäert dann e ganze Koup vun de Problemer, déi Der legitimement och mentionéiert hutt, kënne behiewen.

Ech bleiwen do derhannert. Et ass ganz wichteg fir mech, well et wichteg ass fir d'Biergerinnen an d'Bierger vum Land an au-delà. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch. Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro. Ganz kuerz, Här Mosar.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo, ganz kuerz. Merci der Madamm Minister. Ech fannen, si huet ganz komplett op all meng Froe geäntwert. Ech gesinn och vun hirer Säit extreem vill Disponibilitéit, fir all déi Erausfuerderungen unzehuelen.

Awer déi eigentlech vläicht generell Fro, déi mat all deenen aneren zesummenhänkt, huet se elo zum Schluss ugeschwat, an ech wollt do awer nach eng Kéier eng Prezisioun froen.

Wann ech richteg verstanen hunn, Madamm Minister, sidd Dir der Meenung, datt misst wierklech eng generell Extensioun vum Terminal kommen. Do wär meng Fro: Wéi kann ee sech dat ongeféier an der Zäitschinn virstellen? A wéi wäit géif dann eventuell och deen Terminal ausgedeent ginn? Dat kéint ee jo just op déi eng Säit maachen. Ech géif dat op jidde Fall ganz, ganz staark begréissen, wann do och vläicht esou schnell wéi méiglech géif e Projet de loi kommen an och Pläng. Well kommt, mir sinn eis alleguerten eens, de Flughafen ass warscheinlech mat déi wichtegst Visittekaart vun eisem Land!

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Minister.

**Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci. Ech mengen, ech hat nach vergiess, op eng Fro ze äntwerten. Dir hat nach d'Bagagë mentionéiert. Ech hat dat elo vergiess. Dat ass effektiv d'Verantwortung vum „bag handler". Ech mengen, och do misste mer kucken, dass mer an Zukunft gutt opgestallt sinn. Do wäerten och an Zukunft, , wann déi Prozedur fäerdeg ass – dat ass jo ausgeschriwwe ginn – zwee „bag handler" dann akkreditéiert sinn. Ech hoffen, dass och dat an Zukunft da méi zefriddestellend ka sinn.

Wat den Ausbau, d'Extensioun vum Flughafe respektiv vum Terminal ugeet, do sinn ech amgaangen, drun ze schaffen. Ech mengen, dat ass näischt, wat mer muer hikréien, mee mëttelfristeg ass dat absolutt indispensabel, däers si mer all der voller Iwwerzeegung. A soubal ech do och zesumme mat de Leit, déi heidru schaffen, méi konkreet virukommen, stinn ech natierlech ganz gären zur Verfügung, fir doriwwer ze schwätzen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister. Domat hätte mer dann och dës Fro ofgeschloss.

## 8. 8322 – Projet de loi relative au financement du contrat entre l'État et la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois concernant le service de transport de voyageurs par autobus

A mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, an zwar zum Projet de loi 8322 iwwert d'Finanzéierung vun engem Bustransportkontrakt tëschent dem Staat an den CFL. D'Riedezäit ass nom

Modell 1 festgeluecht, dat heescht, de Rapporter huet 15 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 10,5, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk 7 an d'Regierung huet 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Félix Eischen, d'Madamm Francine Closener, den Här Jeff Engelen, den Här Meris Sehovic, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas.

***Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics***

**M. Gusty Graas** (DP), rapporteur | Merci, Här President. Duerch e Gesetz vum 7. Januar 1850 gouf u sech de Grondstee vum Eisebunnsnetz hei zu Lëtzebuerg geluecht. 1857 gouf dunn d'Société royale grand-ducale des chemins de fer Guillaume-Luxembourg mat engem Startkapital vu 35 Milliounе Frang gegrënnt. An déi éischt Zich sinn dunn 1859 vu Lëtzebuerg iwwer Beetebuerg op Diddenuewe gefuer.

D'CFL, esou wéi mir se jo elo haut kennen, déi goufen de 17. Abrëll 1946 gegrënnt a bannent 20 Joer ass hire Reseau, deen am Ufank 500 km hat am Joer 1948, op 275 km erofgaangen am Joer 1968.

Wat interessant ass, wann een den Artikel 4 vun de Statute vun den CFL deemools kuckt, steet dann do dran, datt defizitär Linne kënne verkierzt, suspendéiert oder souguer ganz ofgeschaaft ginn. An dee selwechten Artikel gesäit dann awer och vir, datt déi Linne kënnen am Fong duerch Bussen ersat ginn.

Deemools sinn zum Beispill follgend Linnen ofgeschaaft ginn: 1948 vum Grondhaff op Beefort, vu Kruuchten an d'Fiels a vun Dikrech op Veianen. A wat interessant ass: Deemools goufen och nach Camionen agesat.

1950 gouf dunn d'Streck vun Ëlwen op Wilwerdang ofgeschaaft, 1953 vun Näerden op Maarteleng, 1954 vun Iechternach op Gréiwemaacher, 1964 vun Dikrech op Iechternach a schlussendlech 1967 vu Péiteng op Ettelbréck. A bis 1965 ass dunn natierlech d'CFL-Busflott an d'Luucht gaangen; déi hate 45 Gefierer dunn.

An de 1950er- an an de 1960er-Jore koum et dunn och zur Organisatioun vum Service de substitution CFL. An dunn ass e Règlement grand-ducal den 1. Juli 1996 erauskomm, wou de Service de substitution CFL ofgeschaaft ginn ass an amplaz koum dunn den RGTR, dat heescht, de Régime général des transports routiers.

De Moment desservéieren am Fong d'CFL nach follgend Linne mat Bussen, wéi gesot: 190, 191, 201, 211, 212, 222, 223, 261 an 271. Et schaffen nach 337 Leit am CFL-Busdéngscht, dovunner 260 Chauffeuren. An direkt muss een och emol hei ënnersträichen, datt CFL-Transport allerdéngs keng Konzessioun ass. D'CFL ënnerleien an deem Beräich hei dem EU-Reglement 1370/2007 vum Parlament a vum Conseil. Dat ass ofgeännert ginn duerch d'Reglement 2016/2338 iwwert de Service publique fir den Transport vu Reesenden.

Um nationalen Niveau spillt dann awer d'Marché-publics-Gesetz. Dat ass jo dann och gereegelt duerch d'Direktiven 2014/24/EU an 2014/25/EU. An hei huet den Transport vu Voyageure mam Bus-CFL u sech e partikulare Statutt, kann ee soen.

Et muss een och hei soen, datt dee Bus-Service exclu ass vun de Livres I an II vum Marché-publics-Gesetz. Déi Approche gouf iwwregens duerch en Arrêt vun der Europäescher Cour supérieure de justice vum 21. Mäerz 2019 Rhein-Sieg-Kreis nach eng Kéier confirméiert. Dat fält, wéi gesot, alles ënnert den Artikel 8 vum ëmgeännerte Gesetz vum 8. Abrëll 2018 iwwert d'Marchés publics.

Mee et mussen awer eng Rei Konditiounen erfëllt ginn, an dat ass ganz weesentlech.

Éischtens, zum Beispill, wann de Pouvoir adjudicateur e Contrôle op déi concernéiert moralesch Persoun ausüübt; zweetens, wann déi kontrolléiert Personne morale keng direkt privat Kapitalparticipatioun huet, an drëttens, 80 % vun den Aktivitéite vun der kontrolléierter Personne morale si Missiounen, déi hir vum Pouvoir adjudicateur iwwerdroe goufen.

De Staat huet 94 % vun den CFL-Parten. De Staat also huet och d'Majoritéit vun de Stëmmen, designéiert och d'Majoritéit am Verwaltungsvot. De belsche Staat huet nach 4 % an de franséische Staat 2 %.

Ech wëll dann hei och ënnersträichen, datt d'CFL gegrënnt goufe fir en Intérêt général, dat heescht a priori keen industrielle Charakter hunn.

An dann huet de Staat och e Regierungskommissär designéiert, dee bei den CFL ass, fir d'Aktivitéit ze iwwerwaachen. Do kann een also soen, datt de Staat eigentlech schonn e groussen Afloss huet iwwert de Wee vu Konventiounen. 93,64 % vun den CFL-Aktivitéite si vum Staat un d'CFL iwwerdroe ginn.

Här President, Dir Damen an Dir Hären, den aktuelle Kontrakt, dee gouf de 7. Mee 2009 ënnerschriwwe fir eng Dauer vu 15 Joer. Dat heescht also, dee leeft elo Enn des Joers op den 31. Dezember 2024 aus.

An den zukünftege Kontrakt, iwwert dee mer jo dann haut och diskutéieren, dee besteet wéinst juristeschen Ursaachen elo aus zwee Servicer, Schinn plus Bus. An de Kontrakt vum Bustransport, deen trëtt dann den 1. Januar 2025 a Kraaft fir eng Dauer vun zéng Joer an e leeft bis den 31. Dezember 2034.

De Budget fir déi zeng Joer, dat ass jo dat, wat eis och besonnesch hei interesséiert, dee läit elo bei 692.123.000 Frang, Euro, ...

*(Hilarité)*

Euro, selbstverständlech. Deen ass ofhängeg vun der Kilomeeterzuel, an déi gëtt geschat op 7,3 Milliounе pro Joer.

Dann ass awer och – wat ganz wichteg ass – eng Erneierung vum Autobuspark virgesinn, vun Diesel op Elektresch bis d'Joer 2030. Dat brëngt natierlech mat sech, datt eng Rei zousätzlech Installatiounen, zum Beispill Bornen, musse virgesi ginn.

An dann ass eng Progressioun an de Gehälter all Joer vun 1,5 % virgesinn.

D'Entretienskäschte ginn och 25 % an d'Luucht, virun allem, wéi gesot, bedéngt och duerch den elektresche Park, well eeben och Batterië mussen ersat ginn.

An dann ass eng annuell Progressioun vun de Käschte fir de Staat am Transport Reesender vun der CFL op 2,12 % festgesat ginn.

Da wëll ech och nach hei soen, datt déi Depensen iwwert de Staatsbudget lafen, an zwar d'Sektioun 20.2.

Vläicht dann nach en ofschléissend e Wuert iwwert d'Aarbecht an eiser Kommissioun: De Projet war de 5. Oktober vum fréieren Transportminister, dem Här François Bausch, dee jo nach hei sëtzt, deposéiert ginn. Den 2. Mee 2024, et ass also nach net esou laang hier, ass de Rapporter designéiert ginn an och d'Avise sinn analyséiert ginn.

Vläicht e Wuert nach zu den Avisen: De Staatsrot huet säin Avis den 22. Dezember 2023 virgeluecht. En hat näischt ze beanstanden ausser e puer legistesch Ännerungen.

Dann den Avis vun der Chambre de Commerce, dee war awer negativ. Deen huet sech géint dee Projet de loi hei ausgeschwat, wat och ze verstoe war, well d'Chambre de Commerce gär gehat hätt, datt an déi ganz Diskussioun och d'Privatbusunterneeme misste mat integréiert ginn, an da kéinte laut Chambre de Commerce och d'Käschten erofgedréckt ginn.

D'Chambre des Salariés huet hiren Avis de 24. Abrëll 2024 virgeluecht a si huet gemengt, wéinst der Evolutioun vun der Populatioun misst am Fong geholl och elo schonn dru geduecht ginn, fir zousätzlech Aarbechtskräften anzestellen.

Voilà, dat war et am Fong elo zum Projet. Ech ginn den Accord vun der DP.

Mee ech hunn awer och nach eng Motioun hei – eng Motioun, ech hunn nach keng gesinn an der Chamber, déi esou vill Leit ënnerschriwwen haten, nämlech zéng. All sechsten Deputéierten huet also ënnerschriwwen. Allerdéngs, vun der ADR huet keen ënnerschriwwen. Mee bon, dat ass dann eeben esou!

Hei geet et awer ...

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Mir stëmme se awer mat, Här Graas.

**M. Gusty Graas** (DP), rapporteur | Dir drot se mat, dat ass och vill wäert. Ech ginn elo net weider op d'Consideranten an, mee virun allem dorop, ëm wat et geet. Keng Iwwerraschung: ëm den TICE. „TICE" oder „TIICHE", wéi soe se zu Diddeleng?

**Plusieurs voix** | TICE.

**M. Gusty Graas** (DP), rapporteur | TICE, maja. Mir sinn net am TICE zu Beetebuerg, dowéinst kenne mer d'Terminologie net.

**Une voix** | Wat net ass, ka jo nach kommen!

*(Brouhaha)*

**M. Gusty Graas** (DP), rapporteur | Nee, nee, nee, nee! Eise Buergermeeschter ass elo net hei, mee ech kann dat awer haart soen: Mir kommen net dran! Nee, nee, nee!

**Une voix** | Dach!

**M. Gusty Graas** (DP), rapporteur | Nee, nee, nee! Bon.

*(Hilarité)*

Also, wat steet an där Motioun hei? Virun allem solle mol déi Negociatioune fir déi nei Konventioun, déi elo mam TICE muss ausgeschafft ginn, soe mer emol, weidergefouert ginn.

Da soll och eng Léisung fonnt ginn, fir den zukünftege Finanzement vun deem Syndikat. Och wa mir net dra sinn, hunn ech mer awer soe gelooss – net méi spéit wéi nach viru Kuerzem, vun enger ganz kompetenter Persoun aus deem Syndikat, wou ech den Numm awer elo net hei nennen, si sëtzt awer heibannen, an ech gleewen där Persoun dat och –, datt déi Käschten awer géifen explosiounsaarteg an d'Luucht goen.

An dann, wéi gesot, e leschten Tiret, datt am Fong geholl den TICE dann och soll an där Iwwergangsphas, wou e sech jo och muss ëmstellen op Elektresch, och soll a sengem Fonctionnement ënnerstëtzt ginn.

Wéi gesot, déi ass elo vun alle Parteien a Sensibilités politiques, mat Ausnam vun der ADR, ënnerschriwwe ginn. Här President, ech géing Iech déi dann och hei elo nach iwwerreechen.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*– rappelant la gratuité des transports publics pour les usagers sur le territoire national depuis le 29 février 2020 ;*

*– rappelant le rôle clé des services de transport de voyageurs par autobus comme offre de transport essentielle, et complétée par les chemins de fer et le tram, afin de*

*rendre les transports en commun globalement compétitifs par rapport à la voiture individuelle ;*

*– réitérant l'objectif de décarbonation des transports tel que prévu par le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), et des investissements y associés pour les transports en commun ;*

*– soulignant l'importance d'un service des transports publics de qualité sur tout le territoire national ;*

*– soulignant l'importance du réseau du syndicat du TICE pour les usagers de ses communes membres du sud du pays ;*

*– consciente du rôle de service public exercé par ledit syndicat,*

*invite le Gouvernement à*

*– poursuivre les négociations pour l'élaboration d'une nouvelle convention entre l'État et le TICE ;*

*– trouver une solution pour le financement futur du syndicat ;*

*– soutenir le TICE dans le cadre de la transition durable et de son fonctionnement.*

*(s.) Gusty Graas, Gilles Baum, Dan Biancalana, Corinne Cahen, Francine Closener, Félix Eischen, Marc Goergen, Meris Sehovic, Marc Spautz, David Wagner.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci, Här Graas.

**M. Gusty Graas** (DP), rapporteur | An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi schréftlechen a fir säi mëndleche Rapport a ginn dann deem éischten ageschriwwene Riedner d'Wuert. Dat ass den Här Félix Eischen. Här Eischen, et ass un Iech.

***Discussion générale***

**M. Félix Eischen** (CSV) | Merci, Här President. Merci och dem honorabele Gusty Bausch fir säin Ausfluch …

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Gusty Graas.

**M. Félix Eischen** (CSV) | Wat hunn ech elo gesot?

**M. Claude Wiseler,** Président | „Gusty Bausch" hutt Der gesot, mee et ass Gusty Graas.

*(Hilarité)*

**M. Félix Eischen** (CSV) | Entschëllegt. Gusty Graas. Pardon. Also fänken ech nach eng Kéier vu vir un.

Merci dem honorabele Gusty Graas fir säin Ausfluch an d'CFL-Geschicht, well dat fannen ech ëmmer flott, wann den Här Graas hei schwätzt, dann hu mer meeschtens eng kleng Geschichtsstonn mat derbäi. An dat fannen ech ëmmer extreem interessant. An ech mengen dat och ganz éierlech.

De Service vun den CFL-Busser, deen am Laf vum 20. Joerhonnert eng Rei Zuchlinnen ersat huet, ass eng wichteg Déngschtleeschtung am ëffentlechen Transport. Dat ass elo grad gesot ginn. Si ass besonnesch wichteg fir eis Matbierger och am ländleche Raum. Dofir ënnerstëtzt eis Fraktioun och, dass dëse Service iwwert déi nächst Jore soll garantéiert bleiwen, an dëst op engem héijen Niveau.

Et ass fir eis och novollzéibar, dass dëse Service net brauch ausgeschriwwen ze ginn, well de Kontrakt tëscht dem Staat an deene vum Staat finanzéierten CFL ass. Et ass e Service, dee vun nationalem Interêt ass. De Montant ass och genannt ginn. Deen ass héich, mat 692.123.000 Euro iwwer zéng Joer. Am Absolutten, wéi gesot, en héije Montant, ganz sécher, mee wann een awer den Detail vun dësen Ausgabe kuckt, dann ass och dëse Montant novollzéibar.

Nieft de bezuelte Kilomeeteren, déi stabel bleiwen op engem Niveau vu 7,3 Millioune Kilomeeter pro Joer, gesäit dësen Accord eng järlech Progressioun vun de Gehälter vir. Ausserdeem gi mat dësem Kontrakt déi néideg Investissementer an d'Elektrifizéierung vum Busreseau vun den CFL finanzéiert. Dat ass nieft der Erneierung vum Fuerpark, ewech vum Diesel a bei d'Elektrobusser, och d'Opriichte vun engem Reseau vu Bornen, fir dës Busser séier an effizient opzelueden.

Well den Entretien vun den Elektrobusser méi deier gëtt wéi dee fir d'Dieselbusser, besonnesch duerch d'Ersetze vun de Batterien, gesäit de Kontrakt och eng Hausse vu 25 % vun den Entretienskäschte vir. Dës Elementer si fir eis, wéi gesot, novollzéibar an dësem Accord tëscht dem Staat an den CFL an e fënnt dowéinst och eis Zoustëmmung.

Här President, de Reseau vun den CFL-Bussen ass wichteg, mee en ass just een Element an der Offer vum ëffentleche Transport duerch d'Busser an eisem Land. Am Süde vum Land – den Här Graas war kuerz drop agaangen – assuréiert den TICE de Persounentransport duerch Busser a sengen néng Membergemengen. Fir d'CSV ass deen Acteur och vun nationaler Wichtegkeet, well e leescht e grousse Bäitrag zum ëffentleche Persouneverkéier an engem Deel vum Land, wou am meeschte Leit wunnen. Mir schwätzen also kloer och hei vun engem Service public.

**Une voix** | Très bien!

**M. Félix Eischen** (CSV) | Den TICE gëtt et och schonn iwwer honnert Joer a gëtt finanziell vu senge Membergemengen a vum Staat gedroen. De staatleche Finanzement gëtt iwwer eng Konventioun gereegelt. Dës Konventioun ass ënnert der leschter Regierung gekënnegt ginn a gëtt eisen Informatiounen no aktuell nei verhandelt. Dës Verhandlungen hunn e kruzialen Enjeu, an zwar d'Iwwerliewe vum TICE-Syndikat. Nieft der Finanzéierung vun de Faarten a Leerfaarte kommen och nach Personalkäschten derbäi, déi iwwert déi lescht Joren no successiven Indextranchen immens an d'Luucht gaange sinn.

Dofir muss den TICE och säi Fuerpark erneieren, fir ewechzekomme vun de fossille Brennstoffer. Dëst bedeit net nëmmen d'Ersetze vun de Busser, mee och d'Mise en place vun engem performante Reseau vu Bornen. Wéi mir am Kontrakt tëscht dem Staat an den CFL gesinn, wäerten och erhéichten Entretienskäschten op den TICE duerkommen, wann de ganze Fuerpark bis elektrifizéiert ass.

Här President, meng Fraktioun ass der Meenung, dass de Staat déi ëffentlech Acteuren am Bustransport éierbar ënnerstëtze soll. De Staat däerf d'Membergemenge vum TICE net am Ree stoe loosse mat deenen héije Personalkäschten an den Investitiounskäschte fir d'Elektrifizéierung. Dofir plädéiere mir derfir, dass de Staat soll den TICE geziilt ënnerstëtzen, fir säi Service nohalteg ofzesécheren. Mir brauchen en ëffentlechen Transport vun héijer Qualitéit fir d'Leit a mat manner Schuedstoffer fir d'Ëmwelt, dëst iwwerall am Land. De Staat muss derzou bäidroen, dass dësen assuréiert gëtt. An deem Sënn ënnerstëtze mir natierlech d'Motioun, déi virdru vun der DP am Numm vun de Majoritéitsparteien, mee awer och vun anere Parteien deposéiert ginn ass.

An ech ginn natierlech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Eischen. An den nächste Riedner – oder déi nächst Riednerin – ass d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den ëffentlechen Transport huet eng laang Geschicht an den Zuch souwisou. De Rapporter ass ausféierlech drop agaangen. 1951 hunn d'CFL dunn hire Busservice gegrënnt. Dëst koum net vun ongeféier, well eeben an engem relativ kuerzen Zäitraum den Zuchreseau bal ëm d'Hallschent verkierzt ginn ass. D'Statutte vun den CFL hunn dat zougelooss, de Reseau op deene Strecken oder Streckendeeler ofzebauen, wou seng Exploitatioun defizitär wier – aus der heiteger Siicht eigentlech eng Decisioun, déi een nëmmen nach ganz schwéier kann novollzéien, mee dat waren eeben aner Zäiten.

Mat deem Projet vun haut erlabe mer also der Regierung, de Contrat de service public anzegoen, fir datt d'CFL d'Passagéier mam Bus och weiderhi kënnen transportéieren, bis 2034 mol.

Opgrond vum Status vun den CFL, déi mat hirer Aktivitéit en Intérêt général erfëllen, ass no europäeschem Recht keng Mise en concurrence néideg; dëst haaptsächlech, well de Lëtzebuerger Staat en decisiven Afloss op d'Aktivitéit vun den CFL huet, well de Gros vun den Aktivitéite vun den CFL vum Staat ugefrot ginn a well keng direkt Participatioun vu privatem Kapital an den CFL stécht.

Mir sinn, Här President, a bleiwen als LSAP der Meenung, datt et kruzial ass, datt den ëffentlechen Transport an ëffentlecher Hand bleift. Et muss een net wäit kucke goen, fir ze gesinn, datt awer d'Tendenze fir ze privatiséieren nach ëmmer hir Supporteren hunn. Esou ass et eenzeg an aleng den Olympesche Spiller ze verdanken, datt de Busreseau vun der RATP an der Regioun Île-de-France net zerschloe ginn ass an 13 privat kapitaliséiert Betriber. De liberale President wollt sech wuel keng Bléisst ginn an ass insgeheim selwer dervun ausgaangen, datt e privatiséierte System net besser, mee éischter méi schlecht géif fonctionéieren. Dat wier natierlech imageméisseg net optimal fir la grande France.

A kengem Land ass d'Privatiséierung awer esou konsequent duerchgezu gi wéi a Groussbritannien. D'Leitmotiv ass bekannt: Nëmme mat enger Privatiséierung kéint een d'Defiziter vun der ëffentlecher Bunn ofbauen a méi effizient ginn. Eng Privatentreprise huet d'Infrastrukturen opkaaft, wärend den Entretien vum Reseau sech siwen aner Entreprisen opgedeelt hunn. D'Gestioun vun den Zich ass iwwer eng Stee u 25 Operateure verdeelt ginn. An de Bilan ass méi wéi moer: D'Qualitéit vum britteschen ëffentlechen Transport op der Schinn ass drastesch erofgaangen, eng Partie Concessionnairen hu Faillite deklaréiert – de Concessionnaire vun de Linnen op der Ostküst carrement dräimol a grad emol zwielef Joer – an de Staat huet déi massiv Subventiounen, déi d'Concessionnairen eigentlech just am Ufank sollte kréien, bis haut oprechterhalen, oprechterhale mussen. D'Resultat vun där ganzer Operatioun: De Käschtepunkt fir d'ëffentlech Hand ass méi héich wéi virun der Privatiséierung. Ma dat nennt ee propper geschafft!

Här President, wa mer vum ëffentleche Bustransport schwätzen, sinn d'CFL allerdéngs éischter e klengen Acteur. Virun allem den TICE a säi Finanzement ass an de leschte Méint jo an der Aktualitéit, well hei eng nei Konventioun fir den TICE néideg gëtt. Déi budgetär Enveloppe wäert méi kleng ausfalen, an et ass evident, dass dat fir Kappzerbrieches suergt. D'Gewerkschaft vum Gemengepersonal fäert, datt et op d'Käschte vum Personal kéint goen – eng Suerg,

déi hoffentlech net berechtegt ass. A mat der Elektrifizéierung vun der Busflott kommen nach op déi néng Gemenge vum TICE zousätzlech Käschten duer – méi Käschten also, net manner.

Duerfir: Fir d'LSAP ass et evident, datt am zweetgréisste Ballungsraum vum Land mat 180.000 Awunner weiderhin e gudden ëffentlechen Transport garantéiert bleiwe muss an d'Aarbechtsplazen ofgeséchert ginn. Duerfir begréisse mer natierlech all Effort vum Staat, vum Ministère, fir dem TICE an den implizéierte Südgemengen entgéintzekommen. An duerfir droe mer déi genannte Motioun och mat.

De Moie war jo och, souwäit ech weess, eng Reunioun an deem Sënn tëscht der Ministesch an dem Bureau vum TICE. A mir wieren natierlech ganz frou, wann d'Ministesch eis kéint soen, wat hir Konklusioune si vun där Entrevue.

Voilà, zum Projet de loi ginn ech natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun, also merci fir d'Nolauschteren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Closener. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, op den éischte Bléck hu mir et hei mat méi engem techneschen Dossier ze dinn. Et geet ëm verschidden Investitiounen an d'Infrastruktur vun eisen CFL-Déngschtleeschtungen.

Op den zweete Bléck ass dëst dach e Gesetz, wat méi héich politesch ass. De Staat investéiert iwwer 692 Milliounen Euro an d'CFL, haaptsächlech fir hir Busflott komplett op Elektresch ëmzestellen. Net nëmme mussen all d'Bussen ersat ginn, d'néideg Infrastruktur, wéi zum Beispill Ladestatiounen, mussen och en place gesat ginn.

Wann ee bal 700 Milliounen Euro Lëtzebuerger Steiergelder an esou e Projet investéiert, da sief et sécherlech erlaabt, dësen däerfen e bësse kritesch ze hannerfroen.

Déi éischt Fro, déi sech stellt, ass emol, wat mat deene Bussen, haaptsächlech jo Dieselbusser, déi bis elo am Asaz waren, geschitt, wat mat deene passéiert. Ech weess, datt se an Etappen ofgebaut ginn. Si ginn net vun haut op muer all an enger Kéier ofgebaut. Mee gi se verkaaft an aner Länner, wou se iwwer Jore weider am Asaz sinn? Da wär dëst am Hibléck op déi gewënschten Aspuerung vum $CO_2$ e komplette Selbstgol.

Da kafe mer Elektrobusser, déi an der Produktioun an am Stroumverbauch héich energieopwänneg sinn, an zur gläicher Zäit rullt eis al Flott op anere Plaze weider. Ergo, mir hunn eng negativ Bilanz opzeweisen. Net vill anescht wär et, wann dës Busse géife verschrott ginn. Eng ze kuerz Liewensspan fir déi héich energieopwänneg Hierstellung vun deene Busse werft nämlech net manner Froen op.

Et stellt sech allgemeng d'Fro iwwert d'Responsabilitéit am Ëmgang mat de Steiersuen. Ass et wierklech gerecht, wann d'Steiergelder fir eng méi ideologesch geféiert Politick muss opkommen, fir déi eng Regierung sech decidéiert?

Als ADR hu mer ëmmer de Prinzipp vun der Technologieoppenheet vertrueden. Grad och eis europäesch Industrie schafft schonns Jore mat Krittäre wéi Wirtschaftlechkeet an Effizienz, soudatt déi bescht Technologie sech aleng mat de Joren duerchsetzt.

Eng iwwerdriwwe politesch geféiert Aflossnam op eis Industrie ass dobäi kontraproduktiv. An anere Länner gëtt kontinuéierlech weider recherchéiert an ëmmer méi effizient a propper Verbrennermotoren. Och hei mécht d'Innovatioun keen Halt. Mir sollten d'Innovatioun net bremsen.

*(M. Michel Wolter prend la présidence.)*

Et ass ëmsou méi kontraproduktiv, well sech souguer d'Experten net eens sinn, wéi effizient d'Elektrogefierer, an notamment och d'Busser, wierklech sinn.

*(Interruptions)*

Wéi fält hei wierklech d'Gesamtbilanz aus, wann een all d'Facteure mat arechent: den Impakt op d'Natur bei der Produktioun vun de Batterien aus Seelenen Äerden, déi aus de Minne kommen, de Recycling vun de Batterien et cetera? Och d'Fro, wou de Stroum eigentlech hierkënnt, ass eng kritesch. Wa mer de Stroum fir d'Opluede fir d'Elektrogefierer aus Kuelekraaftwierker bezéien, hu mer sécherlech och keng positiv Energiebilanz opzeweisen. A wéi sech d'Elektrobussen op Laangstrecken eegnen, muss dann nach d'Zukunft weisen.

All dëst si Consideratiounen oder Froen, déi derzou féieren, dësen dach méi héich politesche Projet als kritesch unzegesinn. An enger Zäit, wou eis Bierger de Rimm ëmmer méi enk zéie mussen, ass et, denke mer, net ubruecht, esou gigantesch Zommen a Projeten ze investéieren, déi enger méi kritescher Betruechtung net standhalen. Duerfir wäerte mir eis enthalen, well mir sinn awer der Meenung, datt dee Service fir eis Bierger onbedéngt muss bäibehale ginn, wann och vläicht an eng anerer Form.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Ech soen dem Här Engelen och Merci fir seng Contributioun a ginn d'Wuert da weider un den Här ...

**Une voix** | De Mikro.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | O, entschëllegt! Ech sinn dat nach net esou gewinnt. Ech géif dem Här Engelen da Merci soe fir seng Contributioun an ech ginn d'Wuert da weider un deen nächsten ageschriwwene Riedner, den Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President. Zum Finanzéierungsgesetz sinn déi wichtegst Eckpunkten, mengen ech, ganz gutt resüméiert gi vum Rapporter an och an den Interventiounen, déi viru mer komm sinn. Mir ginn also vu ronn 60 Milliounen iwwer zéng Joer erop op 70 Millioune pro Joer iwwert déi nächst zéng Joer, fir ronn 7,3 Millioune Kilometer Busreseau fueren ze loossen, an dësem konkreete Fall vun den CFL.

Jo, Elektrifizéierung, eng gutt Ofdeckung och am net urbane Raum, e gudde Service um Client, gutt Aarbechtskonditioune fir d'Personal, alles dat huet e Präis. Et gëtt elo Vereenzelter, déi soen, och an den Avisen zum virleiende Projet de loi: „Zéng Millioune méi, dat ass ze deier. Mir kënnen do massiv spueren. D'Privatubidder fueren zu däitlech méi gënschtege Konditiounen. De Staat sollt hinnen d'Linnen iwwerloossen. Déi sollten net vun der ëffentlecher Hand gedroe ginn." Mäi Virrieder ass jo an déi selwecht Richtung gaangen. An ech géing em gäre soen, dass déi Steiersuen, déi mer hei opwenden, keng Steiersue si fir iergendeng Ideologie. Et si Steiersuen, déi mer opwenden, fir de Biergerinnen a Bierger e gudden ëffentlechen Transport ze ginn – iwwregens och deenen 30 % am Land, Här Engelen, déi sech keen Auto kënne leeschten an déi dowéinst och ugewise sinn op e gudden ëffentlechen Transport!

*(Interruption)*

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Dat hunn ech jo guer net kritiséiert!

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Vläicht e kuerzen Exkurs iwwert de Rôle, deen de Bus eigentlech insgesamt an eiser Multimodalitéitskette spillt a spille muss: De Bus ass nieft der Bunn an dem Tram ee vun den dräi Haaptpiliere vun eisem ëffentleche Verkéierssystem. E suergt derfir, dass mer kënnen eng besser Ofdeckung hunn iwwerall op eisem Territoire. An e suergt derfir, dass mer kënnen eng konkurrenzfäeg Offer ubidde par rapport zum Privatauto. De Bus leescht och Sonderdéngschter: Schülertransport, Nuetstransport, Transport vu Mënsche mat besonnesche Besoinen. An domadder ass de Busreseau geneesou wichteg a geneesou strukturéierend eigentlech fir eisen ëffentleche Verkéiersreseau wéi d'Bunn an och wéi den Tram.

Och de Bus, iwwregens, brauch eng spezifesch Infrastruktur, grad an der Zukunft, wa mer wëlle massiv elektrifizéieren. Fir all dat ze assuréieren, fir dobäi och grad am ländlechen an am suburbane Raum e performante Service um Bierger kënnen unzebidden, muss de Staat – an och d'Gemengen, doriwwer da gläich méi – en aktive Rôle spillen a mat Investitiounen en Deel vum Effort matdroen. Dofir, ganz kloer, gëtt och déi gréng Partei den Accord zum virleiende Projet de loi.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, aus aktuellem Ulass – an dat ass jo virdrun och scho geschitt – kënne mer natierlech haut net ofstëmmen iwwert d'Finanzéierungsgesetz fir d'CFL a fir déi 7,3 Milliounen Kilometeer, déi den CFL-Bus soll fueren, ouni net awer op d'mannst och ganz kuerz iwwert de Busreseau am Süde vum Land, iwwert den TICE, ze schwätzen. Well ganz einfach gesot: Den TICE assuréiert fir de Staat dee selwechte Service wéi d'CFL.

An dowéinst – an dat kann ech vläicht och direkt virewechhuelen – droe mir och déi dote Motioun selbstverständlech mat, an ech erklären och ganz genau wéisou: well éischtens d'Wichtegkeet unerkannt gëtt, déi den TICE-Reseau spillt am ëffentleche Verkéier, an zweetens och de Service public, deen den TICE leescht, unerkannt gëtt. An dowéinst – dat kann ech och do schonn direkt soen, da muss ech et duerno net maachen, Här President – wäerte mer déi dote Motioun matdroen.

Wéi gesot, den TICE leescht en änleche Service wéi d'CFL. Um Niveau vum Kilometrage si mer bei den CFL bei 7,3 Millioune Kilometeer. Beim TICE si mer net bei vill manner: 6,5 Millioune Kilometeer; awer, groussen Ënnerscheed, wierklech am suburbane Raum fiert en also vill méi engmascheg, huet vill méi Arrêten, och fir kënnen d'Südgemenge besser mateneen ze vernetzen.

D'Verhandlunge lafen. Dat ass jo och e puermol ugeschwat ginn. Mir souzen de Moien nach zesummen an enger konstruktiver Reunioun. Ech sinn iwwerzeegt dervunner, dass mer Vertraue brauchen tëschent de Gemengen an dem Staat, elo an där heiter Situatioun, fir e gudden Accord ze fannen, mee awer och ganz sécher, ganz sécher an Zukunft, well mer et nëmmen zesumme wäerten hikréien, de Staat zesumme mat de syndiquéierte Gemengen, fir dëse wichtege Pilier vum ëffentleche Transport am Süden och an Zukunft kënnen ze assuréieren. A well Vertrauen esou wichteg ass, wäert ech op d'mannst elo op dëser Plaz net an den Detail goe vun den Diskussiounen, déi mer gefouert hunn.

Ech hoffen awer an ech erwaarden och, dass mer do déi selwecht Logik wäerten applizéieren, wa mer iwwert den TICE am Süde schwätzen, wéi mer se hei

applizéieren, wa mer iwwert den CFL-Reseau schwätzen.

Ech wollt dann awer preziséieren … Et war elo ugeklongen, d'budgetär Enveloppe wär méi kleng oder wäert méi kleng ausfalen. Ech hoffen – an ech muss awer och soen, dass et am Moment net onbedéngt derno ausgesäit –, dass se eeben net wäert méi kleng sinn. Dat ass den Enjeu, mengen ech, vun deenen heiten Diskussiounen, déi mer elo an deenen nächste Woche wäerte féieren.

Ech ginn den Accord vu menger Partei, wéi gesot, fir deen heite Projet de loi. An ech soen Iech Merci.

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Här Sehovic, wann ech dat richteg verstanen hunn, géif den Här Engelen Iech gären eng Fro stellen. Ass dat fir Iech an der Rei?

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Selbstverständlech.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Jo, ech wollt am Fong geholl drop agoen, well Dir mäin Numm zitéiert hutt. Ech wëll drop hiweisen, datt ech dat, wat Dir gesot hutt, net esou gesot hunn. Ech hunn net gesot, d'Servicer sollen agestallt oder zréckgestallt ginn. D'Servicer solle bäibehale ginn! Duerfir hunn ech ganz zum Schluss gesot, mir géifen eis enthalen, …

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Jo.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | … datt de Service bäibehale gëtt fir eis Bierger.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Genee!

**M. Jeff Engelen** (ADR) | An Dir leet mir elo just de Contraire vun deem an de Mond, …

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Nee, Dir hutt et jo elo selwer gesot.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | … wougéint ech am Fong geholl wëll protestéieren. Merci.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Dir iwwerhuelt Är Responsabilitéit net. Dir iwwerhuelt Är Responsabilitéit net, well haut ass de Moment, wou et drëms geet, dass mir 60 hei decidéieren, ob mir 60 Milliounе wëlle mobiliséiere fir deen doten … A wat maacht Dir? Dir enthaalt Iech, well Der net de Courage hutt, fir derfir ze stëmmen. Dat heescht – an dat muss ganz kloer si fir all d'Mënschen hei am Land –, den ëffentlechen Transport hei am Land, e performanten, gudde Service um Bierger, jo, mee awer ouni d'ADR.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Et muss een awer och kënne wëssen, wat een investéiert a wéi. Et muss een net egal wéi vill Suen an de Grapp huelen, wéi an d'Onendlecht. D'Leit mussen de Gierdel méi enk schnallen a mir geheien hei mam Geld ëm eis. Ech mengen, dat kënnt Der och net …

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Ech weess zwar net, a wéi enger Prozedur mer sinn ….

**M. Michel Wolter,** Président de séance | Här Sehovic, ech consideréieren, dass den Austausch vun de Meenungen eigentlech elo ofgeschloss ass. Dir hutt Äert gesot, den Här Engelen huet Säint gesot. Ech stelle fest, dass Dir net …

*(Interruption par M. Meris Sehovic)*

Nee, ech stellen … Här Sehovic, wannechgelift!

*(Interruption par M. Meris Sehovic)*

Här Sehovic, wannechgelift!

*(Interruptions par M. Meris Sehovic et M. Jeff Engelen)*

Et ass elo stopp! An den Echange, deen elo hei kënnt, dee kënnt och net an de Procès-verbal.

*(Interruption par M. Jeff Engelen)*

D'Diskussioun ass eriwwer!

*(Interruption par M. Jeff Engelen)*

Ech wär frou, Här Sehovic, wann Der Iech elo géift setzen, an ech wär frou, wann den Här Engelen sech och géif setzen, well ech mengen, dass d'Argumenter hei absolutt fir jiddweree verständlech ausgetosch gi sinn. An ech géif dann deem nächsten ageschriwwenen Orateur, dem Här Marc Goergen, d'Wuert ginn.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Mir hu virdru vun Aushängeschëlder geschwat fir eist Land. Fir eis Piraten ass de gratis ëffentlechen Transport eent vun deenen Aushängeschëlder fir eist Land.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

De Projet haut mat 690 Milliounе weist awer, dass deen net gratis ass, och wann en esou genannt gëtt. Kommt, mir nennen en einfach emol „ticketlos". Et muss ee sech keen Ticket méi huelen, mee ee muss awer de Bus bezuelen.

Mir sinn der fester Iwwerzeegung, dass déi Chaufferen, déi do fueren, solle gutt bezuelt ginn. Dofir wäerte mir dësem Projet och haut zoustëmmen. Well wann ee korrekt de Projet gelies huet, ass et esou, dass dëse Projet – an dat huet d'Chambre de Commerce och opgeworf, dat ass och hiert gutt Recht – en héije Käschtepunkt huet duerch déi anstänneg Salairen, déi bezuelt ginn, déi mer vläicht an engem RGTR-Reseau oder op anere Plazen esou net fannen. Dat ass awer e politesche Choix, deen een assuméiere soll. An dat ass och e politesche Choix, dass ee seet, dass deen, deen op deem Bus fiert – vun den CFL, et ginn och nach anerer am Land –, soll gutt bezuelt ginn.

*(Interruption par M. François Bausch)*

Jo, Här Bausch, Dir hutt vollkomme Recht, d'ADR ass net där Meenung. D'ADR hätt gären en ëffentlechen Transport, dee méi gënschteg wär, wou de Stonneloun vun deene Leit, déi de Bus fuere bei der CFL, méi geréng wär. Dat hu mer virdrun hei erklärt kritt.

Dat ass awer net meng Meenung. Ech sinn der Meenung, dass déi Leit, déi Dag an Nuecht – well do fueren der ganz vill nuets, weekends, Feierdeeg – fueren, solle gutt bezuelt ginn. An dofir wäerte mir och zu dësem Projet stoen, sou wéi mer och an deene leschte Joren zu dem CFL-Schinnereseau stoungen. Well dat ass eng änlech Diskussioun. An ech si frou, dass do den Drock héichgehale ginn ass, dass Lëtzebuerg eng Direktvergab konnt maachen un d'CFL, wéi och hei, well dat ass den eenzege Schutz, deen d'Leit an der Branche hunn, fir herno net ënner Dumpingpräisser ze leiden.

Jo, e klengen Deel vum Budget geet an d'Elektrobussen, déi elo bei d'CFL wäerte kommen. Och dat ass d'Zukunft. D'Diskussioun do ass just – an dat hat ech an der Kommissioun eng Kéier ugeschwat an ech hunn och haut eng passend Motioun do matbruecht –: Am Projet gi mer elo hin a mir elektrifizéieren de Reseau. Dat heescht, déi Bornen, déi gebaut ginn, ginn och mat am ëffentleche Raum gebaut. Ech schwätzen do net vun deenen am Depot vun den CFL, mee déi am ëffentleche Raum laanscht d'Stroossen, laanscht de Busreseau.

Elo krut ech awer do als Äntwert an der Kommissioun, dass aner Operateure wéi d'CFL déi net kéinte benotzen. Dat heescht, wann elo eng RGTR-Linn oder vun engem aneren déi géif kräizen, misst deen op där selwechter Plaz, wann en en Elektrobus hätt, erëm eng nei Born bauen. Dat ass fir mech zwar sënnlos. Hei gëtt mat Steiergelder schonn eng Infrastruktur, déi ech fir sënnvoll halen, geschaf. An dofir hunn ech haut eng Motioun matbruecht, dass dee Reseau soll op sinn, änlech wéi Chargy, dass een einfach seng Kaart géing duerchzéien als Operateur an et kéint een och säi Bus um Reseau dann oplueden.

Et si scho vill Leit, déi et ugeschwat hunn, dat ass eisen TICE am Süden. Jo, firwat hunn haut esou vill Leit et ugeschwat? Ma ganz einfach, well och do eng nei Konventioun muss ausgehandelt ginn. A fir mech gehéiert et einfach zu enger Gerechtegkeet, dass déi Konditioune genau, mindestens genau d'selwecht sinn. Et ka jo net sinn, dass een op där enger Säit enger CFL Konditiounen zougesteet an a Verhandlunge seet een dann: „Nee, beim TICE mussen déi Konditiounen awer drënner sinn." An der leschter Chamberssëtzung, nodeems ech déi Froe gestallt hunn, krute mer da gesot, jo, den TICE misst sech esou un d'RGTR-Präisser upassen. Dat steet fir eis Piraten komplett ausser Fro. Den TICE ass en ëffentleche Service, wou och gutt Salairë bezuelt ginn, wou gutt Formatioune sinn, wou eng gutt Qualitéit ass. Da kann et fir eis net sinn, dass een herno sech um RGTR-Präis soll orientéieren.

Dofir hunn ech och haut eng Motioun matbruecht, dass dem TICE mindestens déi selwecht Konditiounen zougesprach gi wéi elo an dësem Projet der CFL. Well dat ass jo einfach eng Gerechtegkeet, déi muss sinn: Wann de Mobilitéitsministère engem Operateur e gewëssene Käschtepunkt zougesteet, muss en et och deem aneren zougestoen. Et ka jo net herno sinn à la tête du client.

An dann hunn ech nach eng Motioun matbruecht – well dat ass jo och en Theema beim TICE – iwwert d'Elektrifizéierung, wou ech se och gutt fannen. Just den TICE ass eng speziell Diskussioun, well den TICE huet als éischten Operateur, wann ech et richteg am Kapp hunn, deemools op Gas ëmgestallt. An an Tëschenzäit ass den TICE op Biogas ëmgeklommen, wat laut enger Question parlementaire, wou deemools den Här Bausch mer nach geäntwert huet, och emissiounsneutral ass.

D'Fro ass eeben elo: Wann d'Regierung hir Konditiounen, wéi se se am Moment huet, bäibehält, da muss 2030 och d'Flott vum TICE komplett erneiert sinn – wat awer fir mech eigentlech sënnlos wär, wann een hautzudaags e Biogas huet, wou een emissiounsneutral ka fueren, an dass een awer géing soen, déi Busser kënnen an Zukunft op d'mannst nach weider gefuer ginn, bis se dann auserneefalen oder net méi ze gebrauche sinn. Mee awer net, dass een elo déi gutt Busser, déi zum Deel een, zwee Joer al sinn, géing verkafen, just dass een herno 2030 misst komplett op Elektresch ëmstellen. An déi passend Motioun hunn ech och matbruecht.

Dir gesitt, den ëffentlechen Transport ass e grousst Theema an e läit …, nodeems mer elo dëse Projet jo wäerte majoritär, ouni d'Stëmme vun der ADR, fir déi gutt Aarbechtskonditioune bei der CFL de Mëtteg stëmmen, fir dass mer och an Zukunft wäerten déi gutt Aarbechtskonditioune beim TICE bäibehalen.

Merci.

***Motion 2***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

*– Am Koalitiounsprogramm vun 2018–2023 hat sech déi vireg Regierung verflicht, fir de Busreseau (RGTR) bis 2030 emissiounsfräi ze maachen duerch den Ausbau vun enger Flott vun Elektrobusser. Dës Moossnam ass och am Klima- an Energieplang (Moossnam n° 414) festgehalen, zu deem dës Regierung sech bekennt.*

*– Mam Gesetzesprojet n° 8322 soll „la mise en place progressive des infrastructures de chargement pour les bus électriques" an „une augmentation globale de 25 %*

*sur dix ans du coût de l'entretien du parc électrique par rapport au parc diesel en raison du coût engendré par le remplacement des batteries" finanzéiert ginn.*

*– D'Luedstatioune vun den CFL stinn aktuell nëmmen den CFL-Busser zur Verfügung, wat net sënnvoll ass, well de Risiko besteet, dass Luedstatiounen duebel nieftenee gebaut ginn, amplaz eng gemeinsam Struktur a Synergien ze notzen.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*– fir d'CFL-Luedstatiounen, do wou et méiglech ass, fir all Busoperateuren opzemaachen, soudass all Elektrobus Stroum op dëse Borne lueden a bezuele kann.*

*(s.) Marc Goergen.*

***Motion 3***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

*– Tëschent dem Bussyndikat TICE an dem Lëtzebuerger Staat existéiert eng Konventioun, déi de Finanzement vum TICE reegelt, an dës Konventioun muss bis Enn vun dësem Joer nei verhandelt ginn.*

*– An engem Schreiwes vun der Personaldelegatioun vum TICE aus dem Summer 2023 gouf virdru gewarnt, dass verschidde Buslinne beim TICE net méi vum Staat solle subventionéiert ginn.*

*– Fir d'Joer 2024 krut den TICE ronn 52 Milliounen Euro zougesprach, mee am Budget pluriannuel fir déi nächst Joren ass keng Erhéijung virgesinn.*

*– Mam Gesetzesprojet 8322 kritt d'Busnetz vun den CFL iwwer 10 Joer eng Erhéijung vun 20 % zougesprach, fir den ëffentlechen Transport ze stäerken.*

*– D'Membergemenge vum Bussyndikat TICE hunn dëst Joer scho missen d'Méikäschte vum TICE stemmen, woubäi d'Käschte fir verschidde Gemengen ëm ronn 33 % eropgaange sinn.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*– fir den TICE-Reseau, gradesou wéi d'Busser vun den CFL, weider ze förderen;*

*– bei der Konventioun mam TICE no 2024 keng finanziell Hëllefen ze kierzen, mee dem TICE mindestens déi selwecht Konditiounen an Erhéijungen zouzegestoe wéi der Busflott vun den CFL.*

*(s.) Marc Goergen.*

***Motion 4***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

*– D'Klimakris erfuerdert kuerzfristeg an ambitiéis Mesüren, fir esou séier wéi méiglech e klimaneutraalt Liewen a Wirtschaften zu Lëtzebuerg ze erreechen.*

*– D'Dekarboniséierung vum Transportsecteur ass e wichtege Facteur beim Erreeche vun der Klimaneutralitéit.*

*– Eng Ëmstellung vu fossillen Energien op erneierbar Ressourcen ass dofir och beim ëffentlechen Transport noutwenneg.*

*– D'Regierung plangt, d'Busflott vum TICE bis 2030 ze erneieren an déi bestoend Busser duerch Elektrogefierer ze ersetzen.*

*– D'Zäregaser, déi am Zesummenhang mam Transportsecteur stinn, ginn net nëmme vu Gefierer ausgestouss, déi mat fossille Brennstoffer bedriwwe ginn, mee entstinn och bei der Produktioun vun dëse Gefierer.*

*– Bei der klimafrëndlecher Erneierung vun de Gefierer vun der Flott vum ëffentlechen Transport ass et wichteg, drop opzepassen, dass d'Emissiounen, déi duerch d'Uschafung vun engem neien ökologesche Gefier agespuert gi par rapport zu der weiderer Benotzung vun engem ale Gefier, net duerch d'Emissioune bei der Hierstellung vun dem neie Gefier opgehuewe ginn.*

*– Bei der klimafrëndlecher Erneierung vun de Gefierer vun der Flott vum ëffentlechen Transport ass et wichteg, drop opzepassen, dass Materialressourcen net onnéideg verschwent ginn.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*– bei der geplangter Erneierung vun der TICE-Flott bis 2030 eng Approche ze wielen, bei där scho virun 2030 keng nei Busser méi kaf ginn, déi mat fossille Brennstoffer ugedriwwe ginn, mee wou déi nach funktionéierend Biogasbusser vun der TICE-Flott och iwwert 2030 eraus nach fueren dierfen an eréischt dann duerch nei nohalteg Gefierer ersat ginn, wa si net méi asazfäeg sinn, fir eng Ressourceverschwendung an déi domat verbonnen Zäregasemissiounen ze vermeiden.*

*(s.) Marc Goergen.*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. An domat wär dann d'Wuert fir de leschte Riedner vun haut, den Här David Wagner.

A, pardon, et deet mer leed, Här Wagner. Den Här Engelen hat nach d'Wuert gefrot.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Dat deet mir och leed.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech wëll awer just checken, firwat en d'Wuert gefrot huet. Ass et fir eng Fro?

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Ech wëll just soen ... Ech wëll dem Här Goergen awer nach eppes kloerstellen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Den Här Goergen huet gesot, mir wiere géint Paien oder mir wären do dergéint. Ech wëll kloerstellen: Mir hunn ni vun de Paie geschwat hei, vun de Chaufferen! Dat stelle mer net a Fro, op kee Fall. Mir hu just geschwat vun anere Saachen. An ech mengen, dat soll een awer och korrekt dobaussen duerstellen. Dir wëllt jo ëmmer alles korrekt vun eis hunn, dann, wannechgelift, och mir vun Iech! Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, dat war Är Richtegstellung.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Här Engelen, Dir hutt hei op der Bün gesot, d'Leit missten de Rimm méi enk maachen, et géing elo ze vill Budget dofir benotzt ginn. A mengem Verständnis mengt Dir do och d'Salairen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, jiddwereen huet elo seng Positioune kloergemaach. Dann ass et elo un Iech, Här Wagner.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Dat ass elo mat den Hoer erbäigezunn!

**M. Claude Wiseler,** Président | Et ass elo just um Här Wagner!

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Et wier vläicht besser, wann d'ADR heiansdo e bësse méi kloer géif schwätzen. An ëmmer sou e bëssen dertëscht sinn, sou op zwou Bunne spillen, dann ass et kee Wonner, datt een Iech net sou richteg versteet. An dat ass zum Beispill och de Fall, wann Der permanent do mat Ärem Diesel kommt an esou weider, wéi wann dat esou en hellegt Gedrénks wier.

*(Hilarité)*

Mee et ass wierklech e Problem, well ... Ok, Stroum gëtt produzéiert aus verschiddene Quellen. An dat sinn net onbedéngt all allkéiers och ganz propper Quellen. Dat wësse mer. Dat wësse mer all. Dofir muss een och an déi Richtung goen, fir kënnen esou vill wéi méiglech proppere Stroum ze fabrizéieren. Diesel, Pëtrol prinzipiell – Diesel, Bensinn kënnt jo vu Pëtrol –, dat ass ëmmer éischtens knaschteg a späizt ëmmer $CO_2$ eraus.

An duerno, wa mer och iwwert d'Aart a Weis ..., well dat ass jo och en zweet Argument, wou Dir ëmmer domadder kommt an anerer och aus deem politeschen Eck, och op de soziale Reseauen. Op eemol huet een en Androck, datt Dir entdeckt, datt Leit oder Kanner an Afrika zum Beispill ausgebeut ginn, wat tatsächlech eng Realitéit ass. Mee et huet een Iech ni héieren an anere Situatiounen, just elo op eemol: „O, do si Minnen, Rar Äerden an esou weider. Do gi Kanner ausgebeut." Dat ass net ... Dat stëmmt och, dat ass e Problem. Mir hate jo och souguer nach gëschter e Putschversuch a Bolivien, well do huet et och eppes domadder ze di mam Lithium.

**Une voix** | Saudiarabien ass jo och e ganz demokratescht Land.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Genau. Mee de Problem ass: Beim Pëtrol, do ginn och Kanner ausgebeut. Elo zum Beispill den Oleoduc Uganda–Tansania, 1.400 Kilomeeter. Si hu Pëtrol fonnt an Uganda an dee soll bis an Tansania transportéiert ginn iwwer e groussen Oleoduc. Dat ass eng Katastroph fir ganz vill Leit. Zum Beispill verléieren do Dausende vu Leit hir Lännereien. Si kënne se net méi benotzen. Dat produzéiert dann elo ganz krass Aarmut, Honger, Kanner, déi schaffe musse goen ënner onméigleche Konditiounen, fir datt d'Famillje kënnen iwwerliewen. Dat condamnéiert d'ADR ni. Firwat hutt Dir ... Ma nee, Dir schwätzt ëmmer nëmme vun der Elektromobilitéit, dat wär ganz schlëmm, mee de Pëtrol, dat ass anscheinend ganz propper.

*(Interruption)*

Voilà, mee dofir musst Der och e bësse méi korrekt sinn an ophalen, d'Leit dobaussen och duerjerneenzebréngen.

Bon, mee elo, mir stinn och komplett dozou. Mir wäerten dat heiten natierlech matdroen. Et ass jo och interessant, et ass wouer, den Här Graas ass dorobber agaangen a mir hunn all misse feststellen a mir wëssen dat och, datt u sech de Reseau vun der Eisebunn zréckgaangen ass zu Lëtzebuerg, am ganze Westen, an den USA och, zu enger Zäit, wou och en anert Transportmëttel sech jo staark entwéckelt huet. Dat war grad den Auto. Dat war natierlech net ganz schlau, well elo musse mer erëm méi an d'Eisebunn investéieren an erëm dat réckgängeg maachen, wat mer deemools réckgängeg gemaach hunn. Well u sech war d'Bunn schonn och deemools eppes, wat zukunftsträchteg war.

Bon, elo zu deem heiten Accord tëschent dem Staat an den CFL fir de Busreseau: Mir wäerten deen natierlech ënnerstëtzen. Mir fannen dat och gutt, datt mer jo och e Glissement vun 1,5 % am Salaire hunn. Dat ass scho mol eng gutt Saach. Mir sinn natierlech awer och der Meenung, genausou wéi d'Chambre des Salariés, datt een awer misst kucken, datt een d'Evolutioun vun de Gehälter elo do och misst knäppen oder bannen un d'Evolutioun vun de Gehälter am ëffentlechen Déngscht. An et muss een natierlech och derfir suergen, datt d'Astellungspolitick och der demografescher Evolutioun wäert entspriechen.

A jo, natierlech, wann ee vergläicht elo de Käschtepunkt bei der CFL ... Dat ass 8,46 Euro de Kilomeeter. Dat ass e ganz groussen Ënnerscheed par rapport zum Käschtepunkt vun der Flott, déi ënner Kontrakt ass mam RGTR, wou mer bei 3,93 Euro sinn. Dat

heescht, mir mussen derfir suergen, datt d'Leit, d'Chaufferen, d'Buschaufferen, gutt bezuelt ginn. Den ëffentlechen Transport soll ëffentlech bleiwen, soll och esou mann wéi méiglech – wann iwwerhaapt guer net – geoutsourcet ginn. Mir däerfen net dee Feeler maachen, deen d'Stad Lëtzebuerg mécht zum Beispill, wou d'Majoritéit vun de Busser geoutsourcet ginn. Dat ass net gutt. Dat muss ee réckgängeg maachen. Dat muss ee réckgängeg maachen, wou mer e groussen Deel dovunner …

*(Interruption)*

Bon, egal … Dann awer e groussen Deel dovunner. Mee op jidde Fall musse mer … Elo hunn ech de Schäfferot waakreg gemaach.

*(Hilarité)*

Op jidde Fall si mer der Meenung, datt et an ëffentlecher Hand soll bleiwen. An natierlech, et ass … All meng Virriedner hunn et gesot, et schéngt scho bal e Konsensus ze ginn, ausser d'ADR, wou et net kloer ass, wou een net esou richteg weess, ob si der Meenung sinn, datt d'Chauffere sollen ënner gudde Konditioune schaffen a bezuelt ginn. Mee u sech, bei deene meeschte gouf et gesot, datt mer dat brauchen. An da stellt sech d'Fro justement och, ob déi Leit, déi fir den TICE schaffen, wéinstens – wéinstens! – genausou gutt Konditiounen och an de Gehälter wäerte kréie wéi elo mat dësem Vertrag mat der CFL. Dat ass ganz wichteg.

Voilà, dat gesot, wäerte mer natierlech dat heite matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. An dann ass elo d'Lëscht vun eisen ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Madamm Ministesch, et ass un Iech. Madamm Ministesch.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech soen natierlech och dem Rapporteur Gusty Graas e grousse Merci fir säi mëndlechen a säi schréftleche Rapport. Ech mengen, ech erspueren Iech elo eng ganz laang Ried vu menger Säit, well ech mengen, wat hei den CFL-Kontrakt ugeet, ass ganz villes gesot ginn, mat deem ech absolutt averstane sinn. An ech maachen elo keng laang Ried, net well et fir mech net wichteg ass, bien au contraire, hei geet et wierklech ëm e Service public, deen historesch gewuess ass, deen extreem wichteg bleift och an Zukunft.

Jo, 692 Milliounen Euro iwwer zéng Joer, dat si vill Suen, mee ech mengen, déi si wierklech gutt investéiert. D'Offer bleift déi nächst zéng Joer dann och konstant, mat 7,3 Millioune Kilomeeter pro Joer. An effektiv wëll ech ënnersträichen, dass déi gesamt Busflott da bis 2030 op 100 % elektresch Energie wäert ëmklammen.

Ech soen Iech alleguerten e grousse Merci fir d'Ënnerstëtzung fir deen heite wichtegen, wichtege Projet. Mir haten e ganz gudden Echange och an der zoustänneger Kommissioun heiriwwer an ech soen Iech Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht a fir d'Zoustëmmung.

Vu dass iwwert den TICE geschwat ginn ass, dann ee Wuert dozou. Ech ginn do net an den Detail. An ech froe mir do d'Versteesdemech, well mir sinn a Verhandlungen. Déi Verhandlungen, wéi och den Här Sehovic gesot huet, déi verlafe wierklech gutt. Hei gëtt, mengen ech, fir déi éischte Kéier wierklech a voller Transparenz geschafft. A wann een an Transparenz schafft, da schaaft dat effektiv Vertrauen. An dat ass dat, wat wichteg hei ass.

Fir mech ass et wichteg, dass mer och fir den TICE e System fannen, op deem mer opbaue kënnen, deen effikass ass, dee performant ass an deen nohalteg ass. Do schaffe mer drun, an ech sinn absolutt determinéiert, dass mer dat virum Summer och nach wäerte gutt hikréien. Ech sinn iwwerzeegt, datt mer dat am Interessi vum TICE – „TIICHE" géif ech am léifste soen, well dat kléngt méi schéin – hikréien. Ech sinn op alle Fall absolutt engagéiert, fir eng gutt an eng nohalteg Léisung fir den TICE ze fannen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8322 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8322[4].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8322 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e klengen Effort, da si mer esou wäit. A, ben, voilà. Fin du vote.

D'Resultat vum Vote ass: 55 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Paul Galles), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Françoise Kemp), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Stéphanie Weydert), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. André Bauler), Mandy Minella (par Mme Barbara Agostino), Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Claire Delcourt) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

***Motions***

Da komme mer zu deene Motiounen, déi Der hei eragereecht hutt.

***Motion 1***

Eng éischt Motioun, déi eragereecht ginn ass vum Här Graas. Här Graas, wëllt Dir nach eng Kéier Stellung dozou huelen?

*(Négation)*

Dat ass net de Fall. Dir hat et och schonn explizéiert virdrun. Dann hunn ech nach Wuertmeldungen. Den Här Engelen huet sech zu Wuert gemellt. Här Engelen, Dir hutt dann d'Wuert.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech wëll just dozou umierken: Mir hunn déi Motioun net ënnerschriwwen, well mer bei zwee Passussen eis Bedenken oder Schwieregkeeten haten, mee dat wëllt awer net heeschen, datt mer net mat der Zilsetzung vun där ganzer Geschicht averstane sinn. An ech hunn et och scho virdrun, wéi den Här Graas gesot huet, gesot: Mir stëmmen déi Motioun natierlech mat, well et ass ganz wichteg, datt hei eppes geschitt. Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engelen. Domat ginn ech dann dervun aus, datt mer dës Motioun kënne mat Handophiewen ofstëmme loossen. Oder ass een, dee gär …

*(Interruption par M. François Bausch et hilarité)*

Här Bausch … Oder ass een do, dee gären eng Ofstëmmung mat …

*(Négation)*

Dat ass net de Fall.

Da stëmme mer se mat der Hand of.

***Vote sur la motion 1***

Wien dofir ass, streckt d'Hand an d'Luucht.

Wien dergéint ass, dee streckt elo d'Hand an d'Luucht.

*(Hilarité)*

Ass een, dee sech enthält?

Dann ass dës Motioun à l'unanimité ugeholl.

***Motions 2 à 4***

An da komme mer zu der Motioun Nummer 2 vun dem Här Marc Goergen. Här Goergen, wëllt Dir nach dozou Stellung huelen?

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Nee, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir hutt dat virdru scho gemaach. Wie wëllt dozou Stellung huelen? Den Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President. Och merci dem Här Goergen fir d'Aarbecht vun deene Motiounen. Wann Der erlaabt, géif ech och direkt zu deenen dräi Motioune matenee Stellung huelen.

Hie schwätzt eng Kéier vun de Luedstatiounen, e schwätzt eng Kéier vun de Bussen a vun de finanziellen Hëllefen an e schwätzt eng Kéier vun neie Bussen, wann d'Ëmstellung vun der Busstruktur ass.

Ech mengen, et muss een awer elo der Ministesch eng Chance ginn, fir déi Verhandlunge kënnen ze féieren, déi amgaange sinn. An dat ass jo och ganz kloer an där Motioun vu virdrun, déi mer elo just unanime ugeholl hunn, gesot ginn. An d'Madamm Minister huet eis jo an Aussiicht gestallt, dass mer nach an deenen nächste Wochen, fir net ze soen „a Méint", zu engem Accord kommen.

Wa mir elo esou eng Motioun hei maachen, da gesinn ech et awer schwiereg, wéi do nach solle Verhandlungen iwwert déi eenzel Punkte stattfanne kënnen.

Dat selwecht ass jo dat mat der „solution" – esou steet och dran – „solution pour le financement futur du syndicat". Domat ass jo gesot ginn, dass een alles géif maachen, fir dass déi Hëllefe kënnen erfalen.

An dat selwecht am drëtte Punkt, „le cadre de la transition durable“. Dat ass jo kloer, dass dat sech op d'Busse bezitt. Ech sinn der Meenung, dass et net de Moment ass, Här Goergen, fir esou absolutt Är Motioun ze stëmmen, well soss déi vu virdrun, wou mer gesot hunn, mir géifen der Madamm Minister d'Mandat ginn a si soll kucken, zu engem Accord ze kommen, domadder superfetatoire wier, a mir géifen dee Spillraum ewechhuelen.

Dofir géif ech soen, dass et de Moment net gutt wier, wa mer déi Motiounen 2, 3 a 4 géife stëmmen, mee dass mer solle bei deem bleiwen, wat mer an där éischter gesot hunn: Der Ministesch e Mandat ginn, fir déi Konventioun zwëschent Staat an TICE ze verhandelen, well et wichteg ass, dass do eng Solution fonnt gëtt, wat de Finanzement vum Syndikat ubelaangt, dass et och drëm geet, bei der Transition durable a beim Fonctionnement vum TICE eng Méiglechkeet ze fannen. A mir hu jo och gesot, dass et jo eng Roll vum Service public ass – dat steet bei de Consideranten –, dat ass och wichteg, a mir sollen et elo mol dobäi beloossen. Wat awer dann net ausschléisst – deemno, wann d'Madamm Minister nach vläicht d'Chance huet, eis virum 11. en Accord ze presentéieren, ech weess et net –, dass mer dann eng Kéier dodrop zréckkommen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci.

**M. Marc Spautz** (CSV) | A wat d'Statiounen ubelaangt, sinn ech och der Meenung, dass een do awer …

Ech verstinn, dass een net soll siwe Stéck niewentenee maachen, mee et muss een awer do och kucken, wéi ee ka verhandelen. Ass dat den TICE? Ass dat CFL? Ass dat herno den RGTR oder sinn dat déi individuell Entreprisen? D'Iwwerleeung ass 100%eg richteg, dass een dat soll maachen, mee et muss een do och d'Méiglechkeet schafen, dass déi eenzel Bedreiwer vun de Busflotten och een Accord solle fannen. Mir wëssen, beim RGTR si privat Entreprisen dran, déi RGTR fueren. Déi privat Entreprisen hunn awer och Bussen, déi net RGTR fueren, déi fir Tourismus fueren an esou weider an esou fort. Dat misst een awer och an deem Fall virun de Verhandlunge klären, wie wat mécht a wie sech wat dee Moment do kann huelen.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. Wie wëllt nach d'Wuert dozou huelen? Här Graas.

**M. Gusty Graas** (DP), rapporteur | Merci, Här President. Och ganz kuerz zu deenen dräi verschiddene Motioune vun de Piraten.

Bon, wat d'Motioun 2 ubelaangt, effektiv muss een och do vläicht deen techneschen Aspekt considéréieren, well jo anscheinend dann awer net all Bus op där selwechter Statioun kann opgeluede ginn. Do wär vläicht éischter de Wee vu bilateralen Ofkommessen zwëschent deenen eenzelne Busentreprisë virzegesinn, soudatt ech géif menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun 2 ofzeleenen.

Bon, d'Motiounen 3 a 4 kann een och an engem Saz am Fong geholl hei kommentéieren. Den Här Spautz ass zu Recht drop agaangen. Ech mengen, mir sinn hei …, net mir, d'Madamm Ministesch ass matten a Verhandlungen. Da wier et vläicht awer net ganz glécklech, wa mir elo schonn op der Place publique géife verschidde Fuerderungen, déi vläicht berechtegt sinn, hei diskutéieren an als Chamber u sech schonn Decisiounen dann am Fong geholl am Virfeld géifen treffen an der Ministesch da missten esou mat op de Wee ginn.

Duerfir proposéieren ech awer och, elo mol déi Diskussiounen ofzewaarden, déi jo dann de Moie schonn ugefaange gi sinn an och nach weidergefouert ginn. An da kann een, le moment venu, gegeebenefalls nach iwwert déi eng oder déi eng aner Saach diskutéieren. Mee ech proposéieren dann och der DP-Fraktioun, d'Motiounen 3 a 4 ofzeleenen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Graas. Den Här Sehovic huet d'Wuert gefrot.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President. Par rapport zur Motioun 2, wou et ëm d'Luedstatioune geet, kéint een elo an technesch Detailer goen an da géif ee feststellen, dass et dräi verschidde Luedtechnologië gëtt an dass een do muss kucken, wéi een dat organiséiert.

Ech verstinn awer, wat den Här Goergen hei mat där Motioun wëllt maachen. An et ass richteg, dass mer zu Lëtzebuerg an och an der ganzer Europäescher Unioun am beschte Fall net nëmme fir d'Bussen, mee och fir d'Autoe kucken, dass mer interoperabel sinn, fir dass een déi Luedstatioune ka beschtméiglech notzen. Dofir, mengen ech, kënne mir déi dote Motioun ënnerstëtzen.

Par rapport zur Motioun 3 sinn ech eigentlech och der Meenung, dass dat, wat mer virdrun alleguerten zesumme gestëmmt hunn als Chamber, an unanime souguer gestëmmt hunn, wann ech dat elo richteg gesinn hunn, e staarkt Zeechen ass fir déi Negociatiounen. Bon, ech gesinn awer och elo net de Problem, fir déi doten esou ze ënnerstëtzen.

A par rapport zur Motioun 4, do wäert ech menger Partei recommandéieren, fir déi net matzedroen, well ech do verschidden Theesen an de Consideranten net deelen a well et e Konzept gëtt, Här Goergen, dat nennt ee „Bussen amortiséieren“. Dir waart mer an Ärem Räsonement awer ze no beim Här Engelen, …

**Plusieurs voix** | O!

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | … fir esou ze maachen, wéi wa mir elo géife wéinst der Klimatransitioun hei à gogo Busser ewechgeheien an esou weider. Dat ass et net. Déi Busser, déi mer hunn – an ech mengen, dat gëllt fir all Operateur –, do kuckt een, dass déi sech iergendwéi amortiséieren an dass een dat progressiv, schrëttweis dann austauscht. Dat ass op d'mannst de Plang, mengen ech, vun allen. An an deem Sënn géif ech op d'mannst menger Partei recommandéieren, d'Motioun 4 net matzedroen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic. Den Här Biancalana.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President, wat effektiv déi zweet Motioun ugeet ronderëm d'Luedstatiounen, ech mengen, déi ass eis ganz sympathesch. Et sinn eng Rei Grënn ugefouert ginn, déi mir och deementspriechend ënnerstëtze kënnen.

Wat déi drëtt Motioun ugeet an déi Diskussiounen, déi mer elo hei haten: Déi Motioun, déi mer och ugeholl hunn, ech mengen, déi gëtt jo souwuel der Ministesch wéi awer och dem TICE an och de Büroe vum TICE, déi a Verhandlunge sinn, eng gewësse Marschroute, fir déi Negociatiounen hei kënnen op en Enn ze bréngen an, wéi et och hei ugedeit gouf, ze probéieren, virun der Summervakanz nach ze ënnerschreiwen. An dofir, mengen ech, musse mer hinnen och déi Flexibilitéit ginn, déi Negociatiounen do en toute transparence, wéi d'Madamm Ministesch gesot huet, kënnen ze féieren.

Dofir sinn ech der Meenung, dass mer déi drëtt Motioun als LSAP also kënnen droen, well se effektiv an déi selwecht Richtung geet. An effektiv, déi véiert Motioun, déi géife mer deementspriechend net matdroen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Biancalana. Ech gesinn elo weider keng Wuertmeldung. Dach, ech gesinn nach eng Wuertmeldung, den Här Wagner. Dir sëtzt do am rietsen Eck, Här Wagner, vu mir aus gekuckt. Dofir, voilà.

*(Interruptions et hilarité)*

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, mir wollte jo an de lénken Eck sëtze kommen, an Dir wollt dat jo net. Voilà.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ok. Allez!

**Une voix** | O!

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Ok, merci, Här President. Jo, also zur Motioun 3: Mir haten eis och e bëssen iwwerluecht, fir eng Motioun an deem Sënn ze maachen, an duerno duechte mer, datt dat awer vläicht e bësse geféierlech ass, well egal, wat mer als déi Lénk souwisou an enger Motioun fuerderen, wäert d'Majoritéit se net unhuelen, an dann ass dat bei esou enger wichteger Saach vläicht keng gutt Iddi. Mee reellement hu mir esou iwwerluecht! Et ass traureg, mee et ass esou.

An natierlech si mir och averstane mat der Motioun vun de Piraten. Mir fannen, d'Argumentatioun fir ze soen, et wier net gutt, wann d'Chamber elo d'Ministesch scho géif bannen un eng Partie Krittären, wa se duerno dann an eng Negociatioun misst goen, net gutt. Wann ech mer elo ukucken, wat do gefuerdert gëtt a wat dann d'Chamber géif fuerderen an d'Regierung dermat beoptragen, dat ass justement fir ze soen, ben voilà, datt den TICE-Reseau déi selwecht Konditioune kritt wéi elo d'CFL. A souwäit ech verstanen hunn, ass dat jo och grad eng Revendicatioun vum Verhandlungspartner. Op jidde Fall ass de Verhandlungspartner éischter der Meenung, datt dat an déi Richtung misst goen.

Dat heescht, mir géifen eppes fuerdere vun der Ministesch, wou de Verhandlungspartner u sech éischter dermadder d'accord ass. Dat géif jo dann d'Ministesch guer net bannen. Dat wär u sech just, fir d'Verhandlungen am Sënn vun de Leit, déi fir den TICE schaffen, méi positiv ze gestalten a fir duerno och ze assuréieren, datt se wéinstens gutt Aarbechtsverhältnisser wäerten hunn.

Dofir wäerte mer dat heite matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Elo gesinn ech keng Wuertmeldung méi. Dir wëllt nach als Auteur vun de Motiounen zum Schluss d'Wuert kréien. Do hutt Der e Recht drop, Här Goergen. Da fuert lass!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Ech fänken der Rei no un. Also, d'Iwwerleeung bei de Luedstatioune war, dass déi aner Operateure sech elo scho kënnen drop virbereeden. Et ass mir bewosst, dass et do verschidde Systemer gëtt. Mee wann déi Systemer zou sinn, wäert och e Privaten elo net investéieren an déi Busser kafen. An dat ass jo net eppes, wou mer iwwert d'Zukunft schwätzen, mee de Projet hu mer jo haut gestëmmt.

Haut an deem Projet hutt Dir jo déi Borne matgestëmmt. Dat heite wär just de Message gewiescht, déi Bornen opzemaachen. Wann en aneren Operateur kënnt, hält e seng Kaart dohin. Natierlech muss en dee selwechte Bus kafen, dat läit jo op der Hand!

Dat ass jo wéi bei den Autoen, Dir kënnt jo och do net bei eng Born goen, déi net kompatibel ass. An hei ass et eeben dat selwecht am Busreseau. Dat wär esou einfach gewiescht.

Bon, elo muss een dann erëm waarden, an déi aner Operateure si sech dann elo net sécher, ob si

jeemools wäerte kënnen hir Busser do lueden. Déi musse jo och laangfristeg akafen. Bon, ok.

Dann déi zweet: Jo, ech hunn a sech d'Ministesch net gebonnen, well ech hunn einfach gesot, dass ee gerechterweis déi selwecht Konditiounen, mindestens – dofir steet dat nämlech dran, dat Wuert, mindestens – muss usetze wéi bei den CFL. Fir mech ass dat eigentlech eng Selbstverständlechkeet. Ech wousst jo och net, dass den Här Graas haut nach eng Motioun zum TICE matbréngt, wéi ech dat gëschter virbereet hunn. Fir mech ass et eng Selbstverständlechkeet, wa mir haut zu enger grousser Majoritéit der CFL dat doten zougestanen hunn, dass dat am nächste Pak fir den TICE och mat dran ass.

Ech sinn awer gäre bereet, déi Motioun haut zréckzezéien, an ech géif se dann, sollt se gebraucht ginn, nach eng Kéier erëmbréngen, falls se net sollten déi selwecht Konditioune kréie wéi d'CFL.

Also, Här President, d'Motioun Nummer 3 zéien ech zréck an ech brénge se nach eng Kéier, wa se net déi selwecht Konditioune kréie wéi bei den CFL.

*(La motion 3 de M. Marc Goergen est retirée.)*

D'Nummer 4, do ass et guer net ëm d'Verhandlung gaangen, do ass et einfach ëm e Punkt gaangen, deen elo schonn aktuell ass, deen alleguerten d'Gemenge betrëfft, déi am TICE sinn, an zwar d'TICE-Flott. Nom aktuelle Stand wëllt d'Regierung, dass déi Busser bis 2030 op elektresch ëmgestallt sinn. Bon, ech sinn elo dee Leschten, dee Fan ass vu Gas. Ech hat déi Meenung och net, dass Gas neutral wär, ech sinn awer vum Här Bausch do eppes Besseres beléiert ginn a menge Question-parlementairë vun der leschter Zäit. Hei ass elo eng vum 31. August 2022, wou den Här Bausch mer geäntwert huet: „Wat et besonnesch hei ze preziséiere gëtt ass, dass den TICE fir de Betrib vun den emissiounsaarme Gasbusser 100 % Bioäerdgas aus der Regioun bezitt, esou dass den Asaz vu Gasbusser als bilanziell klimaneutral gëllt an dëst zum Benefiss vun eiser Natur a Bevëlkerung bäidréit."

An dofir hunn ech déi Demande haut matbruecht, well ech dann der Meenung sinn, dass mer de Gemengen net sollte weider Fraisen operleeën, fir elo bis 2030 déi Busser, déi nach kéinte fueren, direkt mussen ze ersetzen, mee einfach ze soen, dass se déi Busser, déi elo an deem Fuerpark sinn – mat deem „Benefiss vun eiser Natur a Bevëlkerung" –, kënne weiderhi bedreiwen. Well déi Informatioun, déi mir kruten – Dir behaapt elo eppes anescht, mee déi Informatioun krute mir –, ass, dass bis 2030 d'Flott muss op Elektrescht ëmgestallt sinn. Wann den Här Bausch haut eppes anescht behaapt, kann ech och zefridden heemgoen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Bausch, Dir hutt d'Wuert nach eng Kéier gefrot, fir dorop ze äntwerten.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ech maachen dat ganz kuerz. Här President, wéi den Här Goergen elo virdru gesot huet, war dat 2022. Esou e Bus huet normalerweis eng Amortiséierungszäit esou ëm déi siwe Joer. 2022 a siwe gëtt 2029. Dat heescht, dat ass awer virun 2030. An duerfir ass dat jo och gesot ginn. Déi Transitioun, déi gëtt jo smooth gemaach bis 2030. Et ass eréischt ab 2030, wou am Prinzipp all d'Bussen da sollen elektresch fueren. Dat heescht, da sinn déi Bussen do souwisou amortiséiert.

An duerfir ass dat kee Problem. Dat ass alles esou virgesinn, datt natierlech net einfach iergendee Bus elo, well mer mengen, mir missten elo direkt muer elektrifizéieren, ersat gëtt. Mee et ass eng Iwwergangszäit, déi grouss genuch ass, fir datt mer keng Suen zu der Fënster erausgeheien.

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà. Merci. Do wären elo all d'Erklärunge ginn, fir dës Motioun dann ofzestëmmen. Da géif ech d'Motioun Nummer 2 vum Här Marc Goergen zum Vott stellen.

***Vote sur la motion 2***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. Nach e klengen Effort, wannechgelift. Dat schéngt méi schwiereg ze sinn. Da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 24, Nee: 35, bei kenger Abstentioun. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 24-Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot et Claude Haagen ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Paul Galles), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Nathalie Morgenthaler), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Diane Adehm), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par Mme Barbara Agostino), Mandy Minella (par M. Fernand Etgen), Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel.*

D'Motioun Nummer 3, wann ech richteg verstanen hunn, ass vum Här Goergen zréckgezu ginn, soudatt mer direkt bei d'Motioun Nummer 4 kommen.

***Vote sur la motion 4***

Ech stellen och dës Motioun zum Vott an ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 8 Stëmmen, Nee: 52 Stëmmen, a keng Abstentioun. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 52 Nee-Stëmme géint 8 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Paul Galles), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Félix Eischen), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. Fernand Etgen), Mandy Minella (par Mme Barbara Agostino), Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Claire Delcourt) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

An domat wär dann och dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

## 9. 8236 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Ghana on air services », fait à Luxembourg, le 13 décembre 2021

## 8237 – Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif aux services aériens entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Cuba, fait à Luxembourg, le 20 avril 2021

## 8238 – Projet de loi portant approbation de l'Accord de transport aérien entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, fait à Alger, le 24 août 2022

## 8240 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Panama relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 1er juillet 2021

## 8241 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 25 mars 2021

An da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen. Dat si fënnef Projet-de-loien, déi mer zesummen an engem Punkt wäerte behandelen. Dat sinn d'Projet-de-loien 8236, 8237, 8238, 8240 an 8241, d'Ratifizéierung vun engem Ofkommes iwwert d'Bewëllegung vu Verkéiersrechter mat verschiddene Länner. Ech erënneren Iech drun, datt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert dës Projet-de-loien ofgestëmmt gëtt. De Rapporter huet 5 Minutten an d'Regierung, wa se géif wëllen, dann och nach 5 Minutten. D'Wuert huet elo de Rapporter, den Här Gusty Graas.

***Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics***

**M. Gusty Graas** (DP), rapporteur | Merci, Här President. Mir hu jo de Mëtteg schonn iwwert d'Aviatioun hei geschwat. An hei geet et elo erëm exklusiv ëm d'Aviatioun, wat jo awer ouni Zweifel e wichtege Pilier vun der Lëtzebuerger Ekonomie ass.

Ech erënneren nëmmen un d'Cargolux hei, virun allem un d'Cargolux, déi et am Fong geholl schonn zënter 1970 gëtt, déi weltwäit operationell ass, déi flitt de Moment 90 Destinatiounen un. An natierlech op där anerer Säit och d'Luxair, déi ouni Zweifel och eng héich Renommée huet. Duerfir huet eist Land jo eng ganz Rei Ofkommesse mat verschiddene Länner an deene leschte Jore gemaach, fir eeben d'Positioun vun deenen Airlinen, awer virun allem och vum Flughafen, nach ze verstäerken.

Haut geet et, wéi gesot, ëm fënnef verschidden Accorde mat fënnef verschiddene Länner, an zwar Kuba, Ghana, Algerien, Kuwait a Panama. An domadder wëllt Lëtzebuerg natierlech och seng ekonomesch Bezéiungen zu deene Länner nach verbesseren. An der Vergaangenheet sinn et schonn eng Rei Accorden hei ginn, déi mer och hei diskutéiert an ofgestëmmt haten. Si bidden am Fong geholl d'Base juridique, fir nach zousätzlech Liaisounen opzebauen. An am Kader vun der Liberaliséierung vum Fluchverkéier an der Europäescher Unioun ass jiddefalls dee Marché an der Europäescher Unioun vill méi grouss ginn.

Deen Accord hei oder déi Accorden, déi orientéiere sech gréisstendeels um Modell vun der Organisation de l'aviation civile internationale, der OACI, a wann déi eemol bis ratifizéiert sinn, da komme se och an de Regëster vun der OACI. D'Ouverture an d'Clôture vun den Negociatiounen, dat geschitt iwwert den digitale Wee, an zwar leeft dat iwwer eng securiséiert Plattform vun der EU-Kommissioun.

Ech wéilt vläicht op e puer weesentlech Elementer vun deenen eenzelnen Accorden hei awer agoen.

Éischtens baséiere se op enger Terminologie vun der Konventioun vu Chicago vum 7. Dezember 1944. Zweetens geet et hei ëm de Survol vun engem Land an natierlech och ëm d'Escallen. An drëttens dann, och op Basis vun engem Arrêt vun der Europäescher Cour de justice, genannt „Ciel ouvert", kann eng Airline vun engem Staat designéiert ginn, och wann dee Staat net d'Exploitatiounslizenz ausgëtt. Véiertens, d'Autorisatioun kann natierlech och limitéiert respektiv souguer entzu ginn. Fënneftens, a verschiddene Fäll kënnen Douanestaxen oder Inspektiounstaxen opgehuewe ginn. Sechstens da sollen natierlech och periodesch Consultatiounen tëschent deene concernéierten Autoritéite stattfannen. Siwentens: Et ass och eng Prozedur virgesinn, fir wann Differenzen entstinn. An dann aachtens soll d'Chancëgläichheet vun all de Loftoperateure garantéiert ginn.

Esou en Accord kann natierlech och amendéiert gi respektiv natierlech och opgeléist ginn. Da gëtt et och Annexen, an an deenen Annexe sinn déi eenzel Routen och opgelëscht, an zwar déi verschidden Destinatiounen, wou dann eeben, wéi gesot, déi Airlinë kënnen hifléien.

Déi Accorde ginn och der Europäescher Kommissioun matgedeelt. An dat mécht eis Direktioun vun der Aviation civile. Si informéiert dann d'Kommissioun iwwert d'Resultater vun deenen Negociatiounen.

Vläicht nach e puer Wierder och zu deenen eenzelnen Accorden.

Dee mat Kuba gouf den 20. Abrëll 2021 hei zu Lëtzebuerg ënnerschriwwen. Mir hunn iwwregens am Joer 2022 den 80. Anniversaire vun den diplomatesche Bezéiunge mat deem Land gefeiert.

Dann Algerien, dat ass dat gréisste Land an Afrika an och direkten Noper jo vun Europa. Den Accord zu Algier gouf de 24. August 2022 ënnerschriwwen. Wat ee muss wëssen ass, datt Algerien am Fong elo no der Ukrain-Kris nach méi Gas an Europa liwwert. An do ass och e Memorandum mam Niger a mam Nigeria ënnerschriwwe ginn, wat de Bau elo vun engem neie Gazoduc am Nigeria ubelaangt, fir nach zousätzleche Gas an Europa ze liwweren. An da wëll ech och drop hiweisen, datt eist Land de 24. August 2023 eng Entente, e Memorandum ënnerschriwwen huet mat deem Land, fir, wéi gesot, bilateral politesch Consultatiounen opzehuelen.

Dann den Accord mat Kuwait, dee gouf de 25. Mäerz 2021 zu Lëtzebuerg gemaach. Deen ënnerscheet sech am Fong geholl vun deenen aneren Accorden duerch eng sougenannte Klausel „Anti-Free-Rider". Hei soll am Fong elo evitéiert ginn, datt eng Airline, déi ënnert der Lizenz vun engem EU-Memberstaat fonctionéiert, mee mat deem de Kuwait kee bilateralen Accord huet, da vum Accord Lëtzebuerg-Kuwait profitéiert. An de Kuwait transportéiere mer, wéi gesot, Iesswueren, déi eng begrenzten Haltungsdauer hunn, an och pharmazeutesch Produkter. Am Oktober 1991 hu mir mam Kuwait och Operatiounen ugefaangen. An zënter 2019 ginn och méi Wueren aus dësem Land exportéiert.

Da gi mer eriwwer an de Ghana. Do ass den Accord den 13. Dezember 2021 ënnerschriwwe ginn. An dat ass eent vun de rare westafrikanesche Länner, wou den Operateur och eng saisonal Lizenz fir Exporter kritt.

Ech gesi schonn: Hei ginn d'Luuchte schonn un.

Dann nach just ganz kuerz zum Panama. Do gouf den Accord den 1. Juli 2021 ënnerschriwwen. A mir hunn zënter 1985 och schonn diplomatesch Relatioune mat deem Land.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach ganz kuerz d'Avisen: Dee vum Staatsrot ass vum 10. Oktober 2023. Deen hat just eng allgemeng Remark. En huet drop higewisen, wann, wéi gesot, elo Konditiounen ännere vun engem internationalen Accord, datt dat dann awer och muss duerch d'Chamber approuvéiert ginn.

An der Kommissioun hate mer nach folgend Aarbechten: Den 23. Mee sinn déi Projeten hei an der aussepolitescher Kommissioun virgestallt ginn. Awer, wéi gesot, d'Kompetenz läit natierlech bei der Mobilitéitskommissioun. Dat war eng Jointe. An där selwechter Sitzung ass de Rapporter genannt ginn. An déi eenzel Rapporte goufen 20. Juni eestëmmeg ugeholl.

Dat war et. An ech mengen, soss geschitt jo guer näischt méi elo, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dach, mir stëmmen nach driwwer of.

**M. Gusty Graas** (DP), rapporteur | Mir stëmmen nach, jo.

*(Hilarité)*

Ech soen Iech awer trotzdeem Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Graas. Dat ware fënnef Projet-de-loien a bal fënnef Minutten. Ech soen Iech dofir Merci fir Äre schréftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

Ech ginn dovunner aus, datt d'Regierung net dozou Stellung hëlt. Dach, ganz kuerz.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ganz kuerz, well et war schonn e laangen Dag, just fir Merci ze soen.

Ech mengen, hei wëlle mer natierlech weider d'Politick vun der Regierung féieren, fir d'Netzwierk vun esou Accorden auszeweiden. Hei kommen der elo fënnef derbäi. Mir hunn der haut 40 – dat ouni d'Accorden, déi Europa negociéiert. Dat heescht, merci fir d'Ënnerstëtzung. Ech mengen, méi hunn ech elo dozou och net ze soen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch.

Da komme mer zur Ofstëmmung vun deem éischte Projet. Dat ass de Projet de loi 8236 iwwert den Accord mat Ghana. Den Text steet am Document parlementaire 8236[4].

D'Ofstëmme fänkt geschwënn un. Ech mengen, mir waren e wéineg ze schnell. Voilà, elo kann ech opmaachen.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8236 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An ech maachen de Vott zou.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. De Projet de loi ass also eestëmmeg ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Félix Eischen), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Diane Adehm), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par M. Laurent Mosar), Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Luc Emering), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par Mme Barbara Agostino), Mandy Minella (par M. Fernand Etgen), Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Claire Delcourt) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vott?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung vum Projet de loi 8237. Dat ass den Accord mat Kuba. Den Text steet am Document parlementaire 8237[3].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8237 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm, kenger Abstentioun. De Vott ass also eestëmmeg ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Françoise Kemp), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Max Hengel), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. André Bauler), Mandy Minella (par Mme Barbara Agostino), Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Claire Delcourt), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung vun dem Projet de loi 8238 iwwert den Accord mat Algerien.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8238 et dispense du second vote constitutionnel***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. De Projet de loi ass also eestëmmeg ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Max Hengel), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Fernand Etgen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par Mme Barbara Agostino), Mandy Minella (par M. Gusty Graas), Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Claire Delcourt) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung vum Projet de loi 8240, den Accord mat Panama.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8240 et dispense du second vote constitutionnel***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Och dëse Projet ass also eestëmmeg ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Stéphanie Weydert), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Paul Galles), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. Fernand Etgen), Mandy Minella (par Mme Barbara Agostino), Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Claire Delcourt), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer zu deem leschte Projet vun deene fënnef, den 8241, den Accord mam Kuwait. Den Text steet am Document parlementaire 8241[3].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8241 et dispense du second vote constitutionnel***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

*(Brouhaha)*

Nach e klengen Effort, da si mer esou wäit. Kënnt Der net emol checken, ob jiddweree gestëmmt huet, well et feelt nach een hei?

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ou, wie feelt dann?

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, dat weess ech net, wie feelt, soss wär dat méi einfach.

*(Hilarité)*

**Une voix** | Den Här Kartheiser, mengen ech.

*(Interruption par M. Fred Keup)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Gelift?

**M. Sven Clement** (Piraten) | A, den Här Kartheiser ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir kommt net méi eran. Ok, da maacht Der eng Procuratioun duerno fir den Här Kartheiser. Ech schléissen de Vott also of.

D'Resultat vun dësem Vott steet elo op meng Ecran: Jo: 59. Dann, wann et den Här Kartheiser ass – Här Keup, Dir stëmmt par procuration fir hien –, dann ass et: ...

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | ... 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dee Moment ass dëse Projet de loi och eestëmmeg ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Paul Galles), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. André Bauler), Mandy Minella (par M. Luc Emering), Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Claire Delcourt), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 10. Motion de Mme Sam Tanson relative au devoir d'information du Gouvernement par rapport à la Chambre des Députés

*(Motion déposée en séance publique n° 32 du 25 juin 2024 – à consulter au compte rendu n° 13/2023-2028 en page 62)*

Da komme mer zu deem leschte Punkt oder zu deem zweetleschte Punkt, deen nach bäigesat ginn ass, wéi de Mëtten ugefaangen huet: Dat ass d'Motioun vun der Madamm Sam Tanson iwwert d'Informatiounsflicht vun der Regierung vis-à-vis vun der Chamber.

Ech erënneren och hei d'Auteure drun, datt se 5 Minutten huet; all aner Fraktiounen a Sensibilitéiten hunn och 5 Minutten, an d'Regierung huet 10 Minutten. Ech huelen duerno d'Reiefolleg vun den Intervenanten wéi mer se normal ëmmer huele bei engem Projet de loi, ugefaange mat der CSV an dann d'DP an esou weider. Da wësst Der Bescheed, wéi mer dat maachen. Madamm Tanson, et ass un Iech.

*(Interruption)*

***Exposé***

**Mme Sam Tanson** (déi gréng), auteure | Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat déi Motioun jo schonn en Dënschdeg kuerz virgestallt. Mee vläicht nach eng Kéier, fir Iech ze rappeléieren, ëm wat et geet: Mir haten e bëssen Hickhack – an deen huet sech gëschter Mëtten dunn nach eng Kéier hei fir jiddweree visibel gemaach – doriwwer, ënner

wéi enge Konditiounen d'Chamberskommissiounen informéiert gi vun neien Initiative vu Regierungssäit.

A mir haten hei en État de la nation, do si vill Froe gestallt ginn – et si keng Froe beäntwert ginn. An et ass gesot ginn, et géife Kommissiounen organiséiert ginn. Dat huet esou just zum Deel geklappt. Ech gesinn elo d'Madamm Backes hei. Si huet dat fäerdegbruecht an huet domat och gewisen, dass dat geet. Anerer hunn dat net gemaach, hunn awer Pressekonferenzen organiséiert oder sinn op Radioe gaangen an hunn do Interviewe ginn, ouni d'Chamberskommissiounen en bonne et due forme ze informéieren, an och eng Diskussioun mat de Chamberskommissiounen esou méiglech ze maachen.

Gëschter si mer du gewuer ginn, mir missten déi zoustänneg Ministeren dann iergendwéi eegenhänneg invitéieren an d'Kommissiounssëtzungen, fir dass se och géife kommen, respektiv – dat krut d'Joëlle Welfring och op eng Question parlementaire geäntwert – d'Informatioune wiere jo bei Pressekonferenzen zirkuléiert, mat engem Link – dat hunn ech bis elo nach net gesi gehat – op déi Pressekonferenzen, déi Dokumentatioun. Alles geschitt am Ëmweltberäich. An ech muss soen: Ech fannen dat dach e bëssen traureg.

Ech hunn, just als klenge Rappell, Iech d'Verfassung nach eng Kéier matbruecht. Laut der Verfassung, Artikel 62, vertrëtt d'Chamber d'Land. An Dir alleguer, mir, exercéieren d'legislativ Gewalt. A mir sinn och laut der Verfassung censéiert, d'Aktioun vun der Regierung ze kontrolléieren. Mir kënnen dat natierlech nëmme maachen, wann dat och esou ofleeft, wéi mer eis dat alleguerten erwaarden a wéi dat och déi lescht Joren hei vun der deemools gréisster Oppositiounspartei an haut gréisster Regierungspartei ëmmer zu Recht verlaangt ginn ass.

Ech hunn eng Kéier séier esou gekuckt, wat vu Pressekonferenzen ofgehale gi sinn iwwert déi lescht fënnef Joer. Do ass gesot ginn, déi lescht Regierung wier arrogant. „Das ist keiner Demokratie würdig." „So wie es nun in der Chamber abläuft, das ist keiner Demokratie würdig", hat d'Madamm Hansen gesot. „Es ist ‚du jamais vu', kein Respekt vor der Chamber, vor den Wählern, es ist eine Arroganz", an esou weider.

*(Interruptions)*

Dat war 2021, d'Madamm Hansen.

2019: „Frontalangriff. CSV wirft Regierung Arroganz, Intransparenz und Konzeptlosigkeit vor."

*(Exclamations)*

Voilà.

*(Brouhaha)*

Ech wëll elo net hei rëm eng total Vergaangenheetsbewältegung maachen, dofir ginn ech da ganz séier op d'Rieden hei an.

An ech hat Iech scho gesot, Här President, ech géif Iech felicitéiere fir déi exzellent Ried, déi Der gehalen hat, wéi Der ugefaangen hutt, mee ech géif Iech och dorunner moossen. Dat selwecht gëllt fir déi Ried, déi den Här Wolter gehalen huet, nach éier Dir President gi sidd, wéi Der explizitt ënnerstrach hutt: „D'Kontroll vun der Regierung", dat hei war elo den Här Wolter, „ass a mengen Aen eng vun de wichtegsten Aufgabe vun enger Chamber. Och wann d'Kontroll net ëmmer als positiv ugesi gëtt bei deenen, déi kontrolléiert ginn, och wa se stéiert, misst se en Deel vun der DNA vun all Parlamentarier sinn, ob an der Majoritéit oder an der Oppositioun. Nëmme mat enger staarker Chamber gëtt et och eng staark Regierung. [...] Dat selwecht gëllt och fir den Ëmgang mat der Oppositioun. Si soll als gläichwäertege Partner ugesi ginn, déi hir heiansdo desagreabel Missiounen erfëlle kann a muss, déi net ofgewiergt gëtt ...

*(Interruption)*

... – fir en Term ze gebrauchen, deen an der leschter Legislatur mol eng Kéier vun engem Kolleeg benotzt ginn ass."

Déi selwecht Klack hutt Dir, Här President, bei Ärer Untrëttsried hei verlaude gelooss.

*(Interruption)*

Dir hutt nach eng Kéier un d'Etymologie vum Wuert „Deputéierten" erënnert: „deen, deen op eng Missioun geschéckt ass, fir ze representéieren."

Wie representéieren mer? Ma, mir representéieren d'Vollek! Mir representéieren déi Leit, déi eis gewielt hunn, déi Leit, déi gemaach hunn, dass mir hei zu 60 sëtzen. Dat heescht, dat Behuelen, wat eis entgéintkënnt, dat ass am Fong d'Behuelen, wat dem Wieler, wat dem Vollek entgéintkënnt! Ech hoffen, dass dat sech ëmmer erëm an de Kapp geruff gëtt.

Dir hutt och d'Etymologie vum Wuert „Minister" rappeléiert: Dat ass „deen, deen hëlleft, deen, deen déngt, an deen, dee just exekutéiert".

An Dir hutt an där selwechter Ried och gesot: „D'Chamber ass den éischte Pouvoir". A mir missten op eist Selbstbewosstsäin pochen. „De facto ass dat esou, well d'Regierung vun enger Majoritéit an dësem Haus ofhänkt. Ech soen der Regierung näischt Neies. Mee deem muss een dann als Chamber och gerecht ginn. D'Chamber däerf weeder den Enregistrementsbüro vun der Regierung hire Projete sinn nach d'Waardezëmmer, fir an d'Regierung ze kommen."

Or, ech hunn e bëssen de Verdacht ... an ech fannen et jo grad erstaunlech, dass net onbedéngt déi, déi am längsten an der Chamber waren, hei d'Chamber respektéieren – voire souguer Verschiddener, déi ni an der Chamber waren, d'Chamber méi respektéieren –, mee dass grad déi, déi laang hei waren an déi vill hei gejaut hunn oder op d'mannst nogekuckt hunn, wéi hir Kolleege gejaut hunn, dat absolutt net esou maachen.

An ech géing Iech wierklech bieden – an ech sinn natierlech och oppe fir all Modifikatiounspropos un där Motioun –: Wann Der Iech seriö huelt alleguerten, wéi Der heibanne sëtzt, an déi Missioun, déi mer alleguerten hei krute vun eise respektive Wieler, seriö huelt, da stëmmt eis Motioun mat, fir dass mer kënne vun Ufank vum legislative Prozess u wierklech matdiskutéieren, net waarden, bis d'Pressekonferenzen ofgehale goufen oder den Avis vum Staatsrot virläit!

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Une voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson.

Da komme mer zur Diskussioun vun dëser Motioun. Vu datt mer d'Reiefolleg vun de Parteien anhalen, wär d'CSV fir d'éischt drun, fir Stellung ze huelen. Den Här Spautz.

***Discussion générale***

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President. An och merci der Madamm Tanson fir déi Motioun, déi se abruecht huet.

Mir wëssen, dass a punkto Informatioun un eist héicht Haus nach Loft no uewen ass. Ech wëll awer och soen: Dir hutt elo virdrun zitéiert, dass an der viregter Legislaturperiod ëmmer kritiséiert gi wier, wéi laang et géif daueren. Ech wëll Iech soen: Hei si Froen, déi ech erausgesicht hunn, do huet et méi laang gedauert, wéi dës Legislaturperiod bis elo al ass, dass d'Regierung komm ass.

Ech hunn hei eng fonnt vum 19. November 2018, wou et ëm d'Reprise vun ArcelorMittal Diddeleng gaangen ass. Den 19. November 2018 ass d'Demande gemaach ginn – den 28. Mäerz 2019 ass d'Chamber informéiert ginn opgrond vun där Demande, wat do ass.

Ech hunn hei eng fonnt: Den 31. Januar 2019 ass et gaangen ëm den Accord Lux2019. Dat ass an der Siderurgie. Dunn ass heibannen déi éischte Kéier driwwer geschwat ginn: de 6. Juni 2019.

Ech hunn hei eng fonnt ... Just fir ze weisen, dass ech scho verstinn, wat d'Madamm Tanson wëll soen. Mee ech wëll mer awer och erlaben, déi Punkten do eng Kéier ervirzebréngen. Ech hunn eng aner fonnt – mee, Madamm Tanson, dat waart Dir awer nach net –, do ass et ëm de Mudam gaangen. Do ass d'Demande gemaach ginn am Januar 2019, d'Reaktioun ass komm den Abrëll 2019.

Ech wëll nämlech domadder just soen, wann elo gemaach gëtt, dat wier elo eppes, wat sech eréischt géif an dëser Regierung bilden an dat wier virdrun alles kee Problem gewiescht, dass ech do net ka mat Iech averstane sinn. Mee ech sinn awer mat Iech d'accord, dass den Informatiounsfloss, esou wéi e leeft zwësche Chamber a Regierung, net optimal ass; esou wéi dat de Moment leeft. An do sinn ech och ganz no bei Iech.

Et ass déi selwecht Diskussioun, déi mer hate mat deene Plage-fixen, déi mer gemaach hunn. Déi Plagefixen, déi fir mech an enger Hisiicht eng Successstory sinn, fir déi, déi moies sinn. Bei deenen, déi mëttes sinn – virun allem dënschdes, mëttwochs an donneschdes –, ass et awer alles aneschters wéi eng Successstory, well mer dënschdes, mëttwochs an donneschdes ganz oft hei an dësem Raum sëtzen als Plenum, an déi Plage och schwéier ass fir ze besetzen, an do och allkéiers dann deen Informatiounsfloss net ëmmer esou ka klappen, wéi dat virgesinn ass. An dat misste mer och eng Kéier alleguerten zesummen diskutéieren.

Ech wëll och an deem Kader un de Pilotprojet erënneren, dee mer gemaach hunn, wou mer gesot hunn: „Mir maache fënnef Kommissiounen op." A mir wësse jo automatesch: Doduerch, dass de eng Kommissioun opméchs fir de Public – wou ech nach ëmmer soen: Ech perséinlech hunn iwwerhaapt kee Problem domat! –, ass et dann awer och schwiereg fir e Minister, wann en eppes wëll duerstellen, wann en dann net virdru kann an d'Press goen. Well wann en et jo direkt an der Chamber mécht, dann ass e sech jo sécher, dass déi hallef Stonn drop oder déi Stonn drop, wou en d'Press rifft, d'Press keng Loscht méi huet, fir iwwerhaapt nach ze kommen, ...

*(Interruptions)*

... well dann hu se jo scho matkritt, wat de Minister eng Stonn virdru gesot huet.

*(Interruption par Mme Sam Tanson)*

Gitt mer dach ...

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Spautz huet d'Wuert.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Gitt mer dach elo mol eng Chance, wannechgelift!

*(Interruption par M. François Bausch)*

An da muss ech awer soen – an dat war och an der Vergaangenheet esou –, mee wat awer sécher muss kommen: dass d'Informatioun méi no beienee muss sinn. Ech ka mech och erënneren, an där Zäit, déi scho bësse méi laang hier ass, dass do alt eng Deklaratioun war bei der Press um 9.00 Auer, an um 10.00 Auer war d'Kommissioun zesummegeruff. Dann ass een am selwechte Moment informéiert ginn, wéi dat de Fall war virdrun.

An da wëll ech en Ënnerscheed maachen, ob et iwwer e Gesetzesprojet ass, oder heiansdo maache Ministere jo och Pressekonferenzen iwwer eng Entrevue mat enger Gewerkschaft, iwwer eng Entrevue mat anere Saachen. Do ass et jo awer kloer, dass se net musse fir d'éischt an d'Chamber kommen. Esou hat ech dat op alle Fall verstanen.

An hei steet an der Motioun, dass et ëmmer misst sinn: direkt virdrun. Ech sinn och där Meenung, dass een den Informatiounsechange misst verbesseren, well do kënne mer ... Wéi gesot: Et ass nach ganz vill Loft no uewen. Mee ech sinn der Meenung, dass een do soll mat der Regierung zesumme kucken, an dass et och do ass – mee dat ass jo eréischt deen nächste Punkt – mam Chamberbureau, fir do och Léisungen ze sichen, fir dass déi Kommunikatioun aneschters ka ginn, an dass ee sech och muss déi Viraussetzunge ginn, dass dës Chamber d'Méiglechkeet kritt, déi Informatioun esou séier wéi méiglech ze kréien.

Da misste mer awer och alleguerten zesummen eng Kéier eng Aufgab maachen a kucken, ob dat de Moment nach esou ka fonctionéieren, dass mer nëmmen dräi Deeg d'Woch, dënschdes, mëttwochs an donneschdes, ...

**Plusieurs voix** | A!

**M. Marc Spautz** (CSV) | ... alleguerten disponibel sinn, an déi eng méindes Schäfferot hunn, déi aner freides Gemengerot hunn. Dass mer dat och missten an d'Diskussioun féieren, wa mer dat hei maachen. An do ass awer och eng Aufgab bei eis. Déi ass awer do net aleng bei der Regierung, mee do hu mir awer och als Chamber eng eegen Aufgab. An do ass et och un eis als Chamber, eng Decisioun ze huelen.

An op Propos, souwuel vum Alterspresident vun där éischter Sitzung wéi och duerno vum Chamberpresident vun haut, ass gesot ginn: „Mir mussen do eppes maachen." Do ass eng Souskommissioun gegrënnt ginn, déi heescht „Statut du député". An och alles dat muss een zesummeféieren.

Da sinn ech och der Meenung, dass d'Méiglechkeet besteet, dass mer e ganz aneren Austausch kënne kréien an dass mer och en anere Fonctionnement kënne kréien an dass mer dann och deen dote Problem an de Grëff kréien. Mee genau sou kloer schéngt et fir eis ze sinn, dass de Minister net kann eppes ukënnegen an der Press, wat e Gesetzesprojet ubelaangt, an dann héiert een e puer Wochen oder e puer Méint näischt. Mee dass dat awer och nach muss op d'mannst dee selwechten Dag oder spéitstens den Dag drop moies sinn, wou mer déi Informatioun och kréien.

*(Coups de cloche de la présidence)*

Elo kréien ech scho geschellt. Ech wollt dat awer just hei soen. Dofir, gesitt Der, wéi et ass: Hei kritt Der direkt d'Wuert ofgeholl.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Also, Dir hutt et nach ëmmer, Här Spautz. Mee Dir musst just zum Schluss kommen.

*(Hilarité)*

**M. Marc Spautz** (CSV) | Ech wollt just soen: An dat ass de Problem, deen ech ...

*(Interruption par M. François Bausch)*

**Une voix** | Et ass wonnerbar.

*(Hilarité)*

**M. Marc Spautz** (CSV) | Dat ass dat, wat ech sollt soen. An dofir sinn ech der Meenung, där Motioun de Moment d'Zoustëmmung net kënnen ze ginn.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. Da wär et un der DP. Wëllt een dozou Stellung huelen?

**M. Gilles Baum** (DP) | Jo, merci, Här President. Wéi Der Iech kënnt virstellen, hunn ech mech natierlech mam Marc Spautz ofgeschwat.

*(Hilarité)*

Dofir kann ech et ganz kuerz maachen.

**Une voix** | Dir hutt och alles verstan!

*(Hilarité et interruptions)*

**M. Gilles Baum** (DP) | Jo, majo! Mäi léiwe Jong! Ech hat jo schonn e bëssen Erfarung och mat Iech, fir d'Truppen zesummenzehalen! An du ware mer nëmmen zu 32.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Baum, loosst Iech net duercherneebréngen.

**M. Gilles Baum** (DP) | Voilà, ech loosse mech iwwerhaapt net duercherneebréngen. Ech verstinn natierlech, wat an där Motioun gefuerdert ass. An ech ka mech hei zu dësem Moment just engagéieren, fir bei mengen DP-Ministeren nozehaken, dass d'Kommunikatioun besser gëtt.

**Plusieurs voix** | A! Très bien!

*(Interruptions diverses)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. D'Madamm Bofferding wëllt d'Wuert huelen.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Bon, Här President, mir kënnen nach no vergaangenen Aussoe wulle goen. Da kënne mer eis géigesäiteg Zitater un de Kapp geheien. Dat hätt vläicht e gewëssenen Ënnerhalungswäert fir d'Leit, déi eis nokucken, mee am Endeffekt hëlleft et awer hei an där Problematik net, mat där mer am Moment hei konfrontéiert sinn.

Dat heiten ass, wëll ech och ganz kloer soen, elo net esou eng Majoritéit-Oppositiouns-Problematik. Och wann ech Deputéiert an der Majoritéit wär, wär ech awer net frou driwwer, wann ech da géif gewuer ginn, dass nei Projete kommen, Informatiounen, wann ech déi als Éischt iwwert d'Press gewuer géif ginn, amplaz an der Kommissioun. Well d'Aarbecht an de Kommissiounen ass e ganz wichtegen Deel vun eiser Aarbecht. An dofir ... Méi verlaange mer jo hei an där Motioun net, dass einfach d'Regierung dëst respektéiert, fir dass mer eis Aarbecht och beschtméiglech hei kënne maachen.

Dat selwecht gëllt och fir d'Zur-Verfügung-stellen eebe vun den Informatiounen. Ech mengen, mir alleguerte kënne googelen, an an zwee Klicks si mer um Site vun der Regierung, kréien de Pressedossier, mee et ass einfach déi Saach vum Respekt. Et geet einfach drëms, wann do eng wichteg Dokumentatioun ass, dass mer déi eeben och als Deputéiert an deene Kommissiounen zur Verfügung gestallt kréien. Ech mengen och, méi verlaange mer hei net, fir dass mer eis Aarbecht einfach nëmme kënne seriö maachen.

Gëschter huet nach e Minister – dat war an der Diskussioun iwwert d'Retroaktivitéit vun engem Gesetz – ganz plakativ gesot: „Jo, bon, d'Gesetz gëtt jo souwisou gestëmmt." Jo gutt, wa mer esou argumentéieren, ech mengen, da brauche mer net hei ze sëtzen. Da kënne mer eis dat eigentlech alles erspueren.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | A wa mer esou argumentéieren, mengen ech, huet och kee Mënsch méi Loscht, Politick ze maachen. Besonnesch déi Jonk, mengen ech, kréie mer net esou motivéiert, sech ze engagéieren. A wann een esou argumentéiert, bon, da reduzéiert een eis wierklech op de Minimum. A mir sinn awer ëmmerhin den éischte Pouvoir hei am Land. A wéi gesot, mir sollten eis Missioune kënne wouerhuelen a virun allem solle mer eis Aarbecht beschtméiglech kënne maachen.

Ech fannen et schued, dass d'Majoritéitsparteien dëst net wäerte matdroen. Den Här Spautz – an ech hu mer dat nach extra opgeschriwwen – huet virdrunner bei enger Motioun gesot, et wär näischt Falsches an der Motioun, si kéinte se matstëmmen. Bon, Dir laacht, mee genausou kéint Der et och hei maachen.

Ech mengen, dat ... An am Fong geholl ass et jo traureg, dass mer ... Wa mer éierlech sinn, ass et eigentlech traureg, dass mer mussen eng Motioun huelen, fir doriwwer ze diskutéieren, fir eis nach eng Kéier hei un de Spillreegele kënne festzehalen, mee Dir loosst eis keen anere Choix, wéi dass mer et hei mussen nach eng Kéier thematiséieren. An dofir, mengen ech, wär et e ganz staarkt Zeechen, wa mer – well mir sinn eis jo eigentlech alleguerten eens, dass déi Kommunikatioun misst verbessert ginn – elo alleguerten als Fraktiounen dëser Motioun hei géifen zoustëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Den Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Jo, ech mengen och, dass och bei den Deputéierte vun der Majoritéit der eng ganz Partie sinn, déi deem heite géifen eventuell och gären zoustëmmen, mee dat wäert dann net de Fall sinn.

De Punkt ass effektiv ... Ech mengen, et sinn zwou Saachen. Dat Éischt, dat ass: D'Chamber ass den éischte Pouvoir. Jo, dat erklärt een och de Kanner esou, zum Beispill an der Schoul am Civiquescours. Da seet een dann: „D'Gewaltentrennung, d'Legislativ, d'Exekutiv: D'Exekutiv exekutéiert", wéi mer et schonn héieren hu virdrun, „de Minister mécht also am Fong dat, wat d'Chamber decidéiert huet." An da froen d'Schüler oder déi Jonk: „Jo, mee a Wierklechkeet ass jo awer de Minister deen, deen decidéiert?" An da gëtt déi ganz Saach komplizéiert.

An ech mengen, dass eeben – bon, dat ass esou gewuess, dat ass a ville Länner esou – d'Chamber net déi Roll vum éischte Pouvoir ka spillen, déi hir am Fong zousteet, well et an der Realitéit jo esou ass, dass d'Ministeren decidéieren an dann och souguer tel quel dat soen: „Dat Gesetz gëtt jo souwisou gestëmmt", respektiv a Pressekonferenze schonn am Virfeld uginn: „Mir maachen elo dat an dat an dat", an d'Journalisten dat dann och nach esou widderhuelen. Dat heescht, do sinn da Gesetzesprojeten, déi nach guer net an der Chamber waren, déi mol net an der Chamberkommissioun eventuell waren, wou d'Journalisten da scho soen: „D'Regierung wäert dat sou maachen. De Minister huet dat decidéiert."

Ech mengen, dat ass och eng Fro vu Kommunikatioun, wou een awer muss respektéieren, dass et nach ëmmer hei ass an der Chamber, wou déi Decisioune getraff ginn, an net vun engem Minister an och net an enger Ried zur Lag vun der Natioun. Do kann den Här Frieden – oder wien och ëmmer – Ukënnegunge maache vun deem, wat e wëlles huet ze maachen, mee net hien hëlt d'Decisiounen, net hie

mécht d'Gesetzer. D'Gesetzer ginn an der Chamber gemaach vun den Deputéierten.

Elo kéint een nach e bësse weiderfuere bei där ganzer Saach. Ech mengen och, wa mer d'Roll vun der Chamber wëlle stäerken, dass mer dann eng Trennung vun de Mandater maachen, also de Cumul vun de Gemengemandater mam Chambermandat musse mer dee Moment verhënneren.

A vläicht zum Schluss nach e klengt Wuert: Et muss ee sech och bewosst sinn, mir sinn hei zu 25 Deputéiert vun der Oppositioun. Elo sinn der vun deene 25 jo awer och nach, déi effektiv och nach Gemengemandater hunn. A vis-à-vis vun eis déi 35 Majoritéitsdeputéiert mat lauter Ministeren an engem Risenapparat vu Beamten, déi eng fantastesch Aarbecht maachen, a mir sinn zu 25. Mat eise puer Fraktiounsmataarbechter musse mir all déi Missiounen do erfëllen, déi am Fong der Oppositioun opgedroe ginn – d'Regierung kontrolléieren a sou weider a sou fort. An ech wëll emol eng Kéier einfach an de Raum stellen, ob dat Verhältnis vun der Oppositioun mat hire Leit, mat hire Moyene par rapport zu deem Risenapparat, deen d'Ministeren hu mat hiren Deputéierten, mat hire Beamten, ob dat wierklech dat erëmspigelt, dass d'Chamber soll den éischte Pouvoir sinn.

Merci. Mir stëmme mat Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Dann nach eng Kéier d'Fro, ob d'Madamm Tanson wëllt fir hir Fraktioun d'Wuert huelen.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng), auteure | Jo, virun allem no der Interventioun vum Vertrieder vun der CSV muss ech awer elo hei wierklech nach eng Kéier intervenéieren.

Fir d'éischt emol: Ech denken, déi Motioun wär guer net zustane komm, wa mer net déi lescht fënnef Joer hei allkéiers en Opstand gehat hätten, wann d'Regierung d'Chamber net informéiert huet, op d'mannst zäitgläich, virdrun am beschten oder direkt duerno d'Kommissiounen. Ech ka mech u Regierungsréit erënneren, déi sinn ofgebrach ginn, fir dass d'Chamber kéint informéiert ginn, well soss nämlech gewosst war, dass Är Fraktiounsspriecher hei en Opstand gemaach hätten – an zu Recht.

Ech denken, wann … D'Press huet eng immens wichteg Roll, mee ech fannen et schonn awer erstaunlech. Mir hunn eng verfassungsrechtlech – an duerfir hunn ech d'Verfassung matbruecht – verankert Roll ze spillen hei an dësem Land. An dann ass d'Argument, dat dierft net voll exercéiert ginn, dat, well dann d'Press net méi interesséiert genuch wär un de Presentatioune vun de Ministeren. Et deet mer leed, Här Spautz, ech fannen dat och fir Är eege Roll, wéi Dir Iech och hei jo awer hoffentlech gesitt – an ech denken och, gesitt, esou wéi ech Iech kennen –, awer wierklech kee gutt Argument.

Wa mer eis Aarbecht wëlle seriö maachen, da musse mer och kënne Positioun huelen direkt, wann eppes ëffentlech virgestallt gitt. Elo, wou déi Päck déi lescht Woch virgestallt gi sinn, jo, mir krute jo och Uriff vun der Press. Wat mengt Der dann, wa mer deene soen: „Aha, entschëllegt, kënnt Der eis vläicht d'Powerpoint schécken? Mir hu se nämlech nach net kritt" … Mir sinn awer ëmmerhi gewielte Vertrieder vum Vollek an dësem Land. Dat heescht, dat ass dat, wat ech virdru wollt soen: Wa mir net respektéiert ginn, da ginn all d'Wieler, déi vläicht net déi vun de Majoritéitsparteie sinn, mee och all déi aner Wieler, net mat respektéiert. An d'Regierung ass awer d'Regierung vum ganze Land an net just d'Regierung vun deene Leit, déi si gewielt hunn!

An zu deene Beispiller, déi Der genannt hutt: Dat huet, et deet mer leed, awer guer näischt mat deem heite Sujet ze dinn. Et ass ëmmer eng Diskussioun gewiescht, wéini eng Kommissioun eng …, an d'Madamm Bofferding wäert nach drop agoen, wann Demandë komme vu Convocatioune vu Kommissiounssëtzungen, dass dat net séier genuch geet. Dat ass e wichtege Sujet. Wann ech do net ëmmer perfekt war – ech hu wierklech ëmmer probéiert, d'Chamber ze respektéieren; hei sëtzen der e puer, déi dat genau wëssen –, dann deet dat mer leed. Ech hunn net eng Pressekonferenz ofgehalen, ouni d'Chamberkommissioun virdrun ze informéieren. Net eng eenzeg! Do kënnt Der all Är Kolleege froen, déi an deene respektive Kommissioune waren. Ech hunn dat net gemaach, well ech der Meenung war, dass dat net respektvoll wär an dass dat net dem institutionelle Kader géing entspriechen, dee mer eis selwer ginn hunn an och nach eng Kéier reiteréiert hu mat där neier Verfassung. Duerfir bedaueren ech wierklech déi Aussoen, déi Der gemaach hutt.

Ech fannen et do schonn e bësse méi konstruktiv, einfach ze soen – och wann een et dann net matstëmmt, wat ech och bedaueren –, wéinstens ze soen: „Ech huelen de Message mat, fir dass mer dat dote verbesseren." An ech wënsche mer wierklech, dass et verbessert gëtt, well esou, wéi dat elo déi lescht Méint hei ugelaf ass, hoffen ech, dass mer déi Diskussioun hei net mussen allkéiers féieren. Ech wëll léiwer iwwer Inhalter schwätze wéi iwwert d'Kommunikatioun tëschent der Regierung an der Chamber.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass et um Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Ech hätt mat der neier Regierung net geduecht, dass mer esou frëi schonn eng Kéier op esou e Sujet géinge kommen. Ech hu jo e bëssen eng aner Vue op de Sujet, well mir och schonn déi lescht Joren an der Oppositioun waren. Dat heescht, mir kënnen dat och e bësse méi balancéiert vergläichen.

Ech sinn awer e bësse genéiert, fir elo meng Wierder eigentlech un d'Madamm Backes ze riichten. Ech hätt léiwer gehat, de Regierungschef, de Premier, wär selwer hei gewiescht, well der Madamm Backes ka keen eppes virwerfen. Ech hunn an der Mobilitéitskommissioun … Hir Defense war nach ni e Problem.

De Problem hei ass jo entstanen elo e Méindeg, virun allem, wou et e bësse méi hëtzeg gi war, wou d'lescht Woch déi Pressekonferenz war, an e Méindeg de Moien dunn d'Presentatioun direkt vun dräi Ministeren. An Här Spautz an Här Baum: Ech weess, dass Dir net derfir kënnt. Also, dat ass guer net un Iech geriicht. Dir kënnt net derfir, Dir maacht den Agenda net, Dir sidd e bëssen déi, déi hannendrulafen, nodeems datt d'Ministeren eppes entscheet hunn. Dir kënnt net derfir. Mee et war wierklech penibel e Méindeg de Moien. Mir konnten eis Froen net stellen an et war och penibel fir den Här Meisch. Den Här Meisch souz wéi ech annerhallef Stonn hei. Do war et um Logement, fir Froen ze stellen. Den Här Meisch konnt awer net schwätzen, well du gouf en ofgebrach vum President vun der Kommissioun a mir hu missen heemgoen. Ech war mat der Froestellung amgaangen, den Här Meisch konnt net méi äntweren.

An dat ass zimmlech penibel, wann een esou e groussen Dossier huet – an et weess ee jo am Viraus op där Pressekonferenz, déi war bestëmmt och net an annerhallwer Stonn gedinn –, dann ass de Respekt fir d'Chamber, dee sech awer bitt, fir dass Der do méi seriö drugitt.

Ech kennen alleguerten déi aner Problemer och. Mir sinn eng Chamber, déi fonctionéiert dënschdes, mëttwochs awer elo just nach hallefdeegs, well et ass jo Regierungsrot mëttwochs moies. Wann ech mech richteg erënneren, war dat ënnert der aler Regierung nämlech net esou; do hate mer mëttwochs moies nach Justizkommissioun. Déi huet jo och elo erëm misse verluecht ginn. Dat heescht, de Mëttwochmoien ass schonn erëm ewechgefall.

Dat war iwwregens eppes … Här President, Dir kéint vläicht der Regierung eng Kéier mathuelen, dass se vläicht méindes oder freides géingen e Regierungsrot maachen. Dann hätte mir nämlech scho mol en hallwen Dag méi.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Très bien!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Well duerch d'Duebelmandater kënne mir jo méindes a freides net. Also d'Problematik ass do! Et ass eeben …

**M. Sven Clement** (Piraten) | Also mir kéinten.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Also mir kéinten, natierlech. Ech hu mäint ofginn. Mir kéinten och méindes a freides a samschdes. Sonndes ass och nach … Et ass jo elo iwwregens sonndes och eng.

*(Interruption)*

Genau, dofir.

Also d'Problematik ass do. D'Fro ass eeben elo, wéi staark dass d'Majoritéitsfraktiounen – mir als kleng Oppositioun kënne souwisou näischt maachen – bei der Regierung intervenéieren. Et ass eeben a sech dat. Et hänkt elo ganz dervun of, wéi seriö dass Dir als Majoritéitspolitiker Iech selwer huelt, wéi Dir elo Äre Vertrieder an der Regierung wäert de Message weiderginn. Ob d'Motioun haut gestëmmt gëtt oder net, ass eigentlech do nach niewesächlech. Mir stëmme se mat, mee Dir musst elo derfir suergen, dass de Message ukënnt, fir dass de Respekt virun der Chamber och an der neier Regierung gewaart bleift.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Dann ass d'Wuert fir den Här Marc Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, merci, Här President. Bei där Motioun, déi d'Madamm Tanson hei agereecht huet, do geet et ëm Respekt. A wann ee kuckt, wat se vun der Regierung freet, nämlech, datt eigentlech d'Regierung dee Respekt, deen d'Verfassung virgesäit, och anhält, da muss ee sech awer d'Fro stellen, wou mer grad hei sinn a wéi mer d'Diskussioun féieren, och mir als Deputéierten, als Bittsteller virun, par rapport zu enger Regierung.

An effektiv, et ass virdru schonn e puermol gesot ginn: D'Madamm Backes ass, mengen ech, dee Member an der Regierung, dee sech am mannste Virwërf muss maachen, wat dat ugeet. Mee mir hunn et elo x Kéieren erlieft, datt Pressekonferenze gemaach ginn, datt mol net virgesinn ass, datt d'Chamber informéiert gëtt iwwer Mesüren, déi d'Regierung wëll huelen, souguer iwwer Gesetzesprojeten, déi se wëlles huet ze deposéieren. An dat geet einfach net!

Gradesou wéi et net geet, datt mir hei sëtze wéi Schoulbouwen, wann de Premier seng Ried zur Lag vun der Natioun hält, an d'Press sëtzt do ënnen an huet de fäerdegen Text, a mir ginn dann erof a gi vun der Press gefrot: „Jo, mee deen an dee Saz, wéi interpretéiert Der deen dann?" Jo, mee mengt Der, mir géifen hei eng Stonn sëtzen an opschreiwe wéi d'Schoulbouwen? Dat geet net! Dat ass net respektvoll. Dat ass kee respektvollen Ëmgang mat der Chamber.

An effektiv ass et besonnesch komesch, well en Deel vun de Membere vun der Regierung, déi net respektvoll mat der Chamber ëmginn, grad aus där Partei

kommen, déi an de leschten zéng Joer an der Oppositioun war. An där Oppositioun, wou se gesot huet, wann och nëmmen eng Stonn – an ech hunn hinne Recht ginn – virdrun eng Pressekonferenz war, datt dat net géif goen, datt d'Chamber net géif respektéiert ginn.

Elo gëtt d'Chamber iwwerhaapt mol net méi invitéiert a verschiddene Fäll. Dat geet wierklech, wierklech wäit.

A wann ech dann awer och déi Kalschnäizegkeet a Schnoddregkeet bedenken, déi mer gëschter erëm hei gesinn hunn, wou da gesot gëtt: „Jo, mee d'Chamber huet mech jo net invitéiert." Fir e Gesetzestext huet d'Chamber net de Minister invitéiert! Mee et ass dach dem Minister säin Interêt, fir dat Gesetz, wat en deposéiert huet, virzestellen! Deen ass an der Verantwortung! Elo si mir déi, déi hien net invitéiert hunn. Dat geet awer wierklech e bësse wäit.

Dann zum Här Spautz. Dir sot: „Jo, den Informatiounsfloss Chamber–Regierung ..." Ech mengen éischter: den Informatiounsfloss Regierung–Chamber. Duerfir ass et och schued, datt déi delegéiert Ministesch fir d'Relatioun tëschent der Chamber an dem Parlament net hei ass, mee d'Madamm Backes elo alles ofkritt.

Ech mengen, datt et wierklech wichteg ass, déi heite Motioun ze stëmmen, well se en Zeeche setzt vun alle 60 Deputéierte par rapport zu enger Regierung, déi a verschiddene Fäll derailléiert huet, fir ganz kloer ze soen: „Dat do geet net! A geschlossen, Oppositioun a Majoritéit, soe mer, mir géife gär anescht eis Verfassung respektéieren."

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Ech ginn net dervunner aus, datt d'Regierung nach wëll d'Wuert huelen. Dann ass den ... Här Wolter, ganz kuerz, well am Fong ass d'Zäit vun der Fraktioun ofgelaf. Kuerz, Här Wolter.

**M. Michel Wolter** (CSV) | Dat ass ganz richteg, Här President, mee d'Madamm Tanson huet sech d'Méi gemaach, meng Ried vum leschte Joer hei am Detail nach eng Kéier virzeleeën, sou wéi si sech awer och d'Méi gemaach huet, Är Ried hei virzedroen. An ech wëll fir meng Säit, dee säit 40 Joer elo an deem Haus hei taagt an e puer Deeg, Follgendes soen.

Ech war an deene leschte Perioden enger Meenung an ech sinn och an dëser Period exakt der selwechter Meenung. An déi Meenung, dat ass déi, déi ech als Alterspresident hei op der Tribün vun der Chamber virgedroen hunn: Et gehéiert fir mech zum elementare Verständnis an enger parlamentarescher Demokratie, dass, och wann een net mateneen um Fong d'accord ass, den Austausch esou muss sinn, datt jiddweree senger Roll kann nokommen. Dat war fir mech essentiel.

An ech muss soen, ech hunn an der leschter Period dat Schlëmmst erlieft, wat en Deputéierte kann erliewen, nämlech, dass an enger Chamberskommissioun de President einfach decidéiert huet, d'Debatt ofzewiergen, ofzeschléissen. Dofir, dat ass bei mir hänke bliwwen!

**M. Gilles Baum** (DP) | Bei mir och!

**M. Michel Wolter** (CSV) | Dat ass an der Rei. Dat waart Dir an dat war an engem anere Fall nach vill, vill méi schlëmm. Wierklech vill méi schlëmm. Well ech einfach der Meenung sinn, dass dat net geet. Et kann een, wann een an enger Diskussioun ass, net op eemol soen: „Déi Diskussioun ass elo eriwwer, well se geet net esou, wéi ech se gären hätt."

An dofir sinn ech bei Iech. Ech perséinlech si bei Iech. Prenons le message. Prenons le message. Well et ass villes an deene leschte Wochen hei net esou gelaf, wéi et eigentlech hätt misse sinn.

An ech fannen eigentlech, dass een och déi Iddi vun der Plage fixe, fir déi ech mech perséinlech och agesat hunn – ech mengen, et war souguer meng Propositioun, déi ech gemaach hunn, fir ewechzekomme vun engem totalen Hin an Hier, wou een ni wousst, wou een eigentlech dru wär, hin zu enger Reegel, déi fir jiddwereen transparent am Ufank vun der Period ass –, soll anhalen.

Sou wéi ech, Här President, och der Meenung sinn – nodrécklech der Meenung sinn –, datt ee sech, wann ee Chamberswochen am Ufank vun enger Sessioun festleet, wannechgelift un déi Chamberswoche soll halen an dass et net ka sinn, wéi an der leschter Period iterativ – an ech schléissen de Covid do expressis verbis aus –, an och elo schonn eng Kéier geschitt an dëser Period, dass einfach, ouni dass wierklech e Fait grave ass, eng Woch bäigesat gëtt mat Sujeten, déi et zum Deel net wäert sinn, fir eigentlech e graven Akt ze maachen.

Well et ass ... Ech kann domadder liewen – ech kann iwwregens scho 25 Joer domadder liewen, dass mer d'Trennung vun de Mandater géife maachen – , mee soulaang mer d'Trennung vun de Mandater net hunn, si mir hei an enger Hallefdagsaarbecht.

An eng ganz Rei vun eis hu kommunal Aufgaben. A wann ech meng kommunal Aufgaben als responsabele Buergermeeschter dohinner leeën, wou ech se leeën, nämlech dohinner, wou se net mat der Chamber a Konflikt kommen, dann hätt ech net gären, dass d'Chamber mir de Konflikt eigentlech organiséiert. Well wann ech dat eent maachen, da maachen ech dat anert.

Ech komme vum Sujet of – jo! –, well ech eigentlech d'Zesummespill gesinn. Ech gesinn d'Zesummespill tëschent de Plagen, tëschent den Zäiten, wou mer hei mateneen diskutéieren, tëschent der Fro: „Wat ass wichteg? Wat ass net wichteg? A wat fir engem Moment soll d'Chamber informéiert ginn iwwert dat, wat d'Regierung wëlles huet ze maachen?", als en essentielle Punkt vum Fonctionnement vum Parlament.

An ech hoffe wierklech – well ech och ee vun deene war, déi an der Vergaangenheet emol ëfters eng Kéier gesot hunn, dass et esou net ka sinn –, dass mer iwwer all Meenungsverschiddenheeten ewech an deem Parlament hei zu enger Reegel kommen. An ech hoffen, Här President, dass Dir derfir suergt, dass mer déi Reegel kréien, well Dir sidd eigentlech de Gardien vun deene 60 Deputéierten, och par rapport zu enger Regierung, dass Dir et fäerdegbréngt, dee Message, deen haut an dëser Chamber komm ass ..., ob mir elo déi Motioun do unhuelen oder ob mer se net unhuelen. Eigentlech brauche mer se net unzehuelen. Mee: „Le message doit être clair." Dat ass meng Positioun. An entschëllegt, datt ech zwou Minutten oder zwou an eng hallef Minutte vun Ärer Zäit abuséiert hunn.

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wolter. Vu datt Der op Är Ried agaange sidd, déi zitéiert gi war, hunn ech Iech déi Zäit, déi noutwendeg war, fir Iech auszedrécken an Är Meenung driwwer ze soen, elo och als Fait personnel ginn. Ech ginn och dervunner aus, datt mer deen heite Sujet, well en och fir mech an d'Leedung vun dëse Sëtzunge wichteg ass, am Bureau nach eng Kéier am Detail wäerten ugoen. Ech ka mech elo an där Fonctioun hei net selwer driwwer expriméieren, mee ech géing dat gär am Bureau am Detail maachen.

Vu datt elo keng aner Wuertmeldung do ass, géing ech dës Motioun dann zum Vott stellen.

***Vote sur la motion***

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

Esou, ben, Dir hutt awer alleguer ofgestëmmt, dofir: Et ass elo Fin du vote.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 25, Nee: 35. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme bei 25 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Claire Delcourt), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher (par Mme Françoise Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Paul Galles), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Félix Eischen), Mmes Octavie Modert (par M. Max Hengel), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), Mandy Minella (par Mme Barbara Agostino), Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel.*

## 11. Résolution de Mme Taina Bofferding relative au respect du Règlement de la Chambre des Députés concernant la convocation de réunions de commissions

*(Résolution déposée en séance publique n° 32 du 25 juin 2024 – à consulter au compte rendu n° 13/2023-2028 en page 63)*

An da komme mer zur Resolutioun vun der Madamm Taina Bofferding iwwert de Respekt vum Reglement vun der Chamber fir d'Convocatioun vun de Kommissiounsreuniounen. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert. Och hei fuere mer no der selwechter Reiefolleg wéi virdrun.

***Exposé***

**Mme Taina Bofferding** (LSAP), auteure | Jo, Här President, mir hunn dës Resolutioun erabruecht, well mer et extreem frustrant fannen, allkéiers an der Conférence des Présidents ënnert „Divers" dann erëm iwwert d'Organisatioun vun de Kommissiounen ze schwätzen, well sech net un d'Delaie gehale gëtt, net un d'Plage-fixen, wat effektiv u sech eng gutt Reegel ass, wann da jidderee sech drun hält. An duerfir eeben dës Resolutioun.

A wéi ech se en Dënschde virgestallt hunn, esou wéi d'Schicksal et da wëllt, koum d'Notifikatioun, dass da muer um 17.00 Auer eng Logementskommissioun wär. Also, dass mer eis richteg verstinn, ech hu kee Problem, freides um 17.00 Auer an d'Chamber ze komme fir ze schaffen, esou wéi mer och e Sonnden eis

Aarbechtssitzungen hunn. Ech fannen et just e bësse speziell, well mir sinn erëm net op der Plage fixe vum Logement, déi ass op engem aneren Termin vereinbart. A virun allem: Zäitgläich fënnt d'Summerfest vun der Chamber statt. Dat ass en Datum, dee scho längst fixéiert gouf, an ech fannen et eigentlech e bëssen dreist, wa mir dann hei eng Kommissioun aberuffen, also wann eng Kommissioun aberuff gëtt, dee Moment, wou d'Personal, wat d'ganzt Joer vill geschafft huet ... An ech mengen, et ass jo och de Respekt vis-à-vis vum Personal, dass mer dohinner ginn, dass mer mat hinnen zesumme schwätzen, mat hinnen e Patt zesummen huelen. A fir da grad hei eng Kommissiounssitzung ze fixéieren, fannen ech relativ dreist. An dat weist einfach. wéi wichteg et ass, dass mer eis nach eng Kéier domadder auserneesetzen. An dofir hei eis Revendicatioun, eeben de President a senger Missioun hei ze stäerken, fir dass am Reglement, wat mer jo elo op de Leescht huelen, wat mer amgaange sinn ze reforméieren, fir dass mer dat do nach eng Kéier preziséieren, an dass sech dann och wierklech dorunner gehale gëtt, well soss ass et extreem schwéier, an Zukunft nach kënne seriö ze schaffen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Wie wëllt d'Wuert huelen? Ech fueren der Rei no, ech ginn der CSV fir d'éischt Wuert. Den Här Spautz.

***Discussion générale***

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo, Här President. Ech soen et nach eng Kéier: De Respekt, do si Problemer. Ech mengen, dass et wichteg ass, an Dir hutt et virdru selwer gesot, dass mer eis am Büro doriwwer ënnerhalen, wéi mer mat deene Plagë virufueren, well déi Plagen, esou wéi se de Moment sinn, déi Schwächten opweisen, déi gesot gi sinn.

An déi Kolleegen, déi mëttwochs moies mat an der Santé sinn, déi mierken et all Mëttwoch am beschten, wann no 45 Minutten d'Chamberkommissioun muss ofgeblose ginn, well d'Ministesch an de Conseil de Gouvernement muss goen, fir un där Kommissioun deelzehuelen.

D'Madamm Bofferding huet elo en anere Punkt ginn, an ech mengen, dass et wichteg ass, dass de Bureau sech eng Kéier mat de Regierungsmemberen oder mam Regierungschef do driwwer ënnerhält, well et awer wichteg ass, dass déi Plagen agehale ginn an dass et net ka sinn, dass zu all anerem Zäitpunkt d'Plagë musse geännert ginn.

Dës Diskussioun solle mer am Bureau féieren. Ech mengen, dass mer dofir keng Resolutioun brauchen, mee dass et wichteg ass, dass déi Diskussioun am Bureau gefouert gëtt.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Spautz. Dann ass d'Wuert fir den Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci. Merci, Här President. Och merci de Kolleege vun der LSAP fir dës Resolutioun, déi sympathesch ass.

Mee zu dësem Moment – ech wëll dat betounen –, zu dësem Moment ass se net realistesch, et ass och net realiséierbar. Ech erkläre mech.

Dir frot, dass d'Delaie sollen agehale ginn, fir d'Kommissiounen anzeberuffen. Do sinn ech honnertprozenteg bei Iech. Mir haten elo dës Woch nach eng, déi ass just den Dag virdrun aberuff ginn. Dat ass net ze organiséieren!

Dann hätt Dir gär, dass d'Presidente sech sollen ofschwätzen, wa se hir Plagë mussen tauschen. Dat ass fir mech eng Selbstverständlechkeet. Ech war déi lescht zwou Legislaturperiode President vun enger Kommissioun, esou wéi och elo. An et ass normal, dass ee sech ofschwätzt, mee dat klappt eeben net ëmmer.

An ech weess och, vu wou Är Resolutioun hierkënnt: Well mer gemierkt hunn déi lescht Wochen – an ech mengen, ech kann do fir all d'Parteie schwätzen –, dass mer mat Momenter Jointen haten, a mir haten nach eng Kommissioun. Dann hues de quasi 45 vun dengen Deputéierte mobiliséiert. Dat ass besonnesch fir kleng Fraktiounen extreem schwiereg ze organiséieren. Ech sinn do honnertprozenteg bei Iech.

Wat d'Plage-fixen ugeet, sinn ech der Meenung, dass dat eng gutt Saach ass. Et wäert awer net ëmmer fonctionéieren, an ech erklären Iech och elo firwat. Dir hutt an Ärer Resolutioun geschriwwen, dass ee vun de Plage-fixë soll deviéieren en cas d'urgence. De Cas d'urgence, dee musse mer definéieren.

D'Madamm Bofferding huet elo just gesot, e Freide wär eng Kommissiounssëtzung. Ech soen Iech, firwat déi e Freideg ass. Ech ginn Iech e Beispill: Ech huelen d'Logementskommissioun oder d'Educatiounskommissioun. Wësst Der, wéi oft dass déi vum 1. Januar bis de 15. Juli kënnen zesummekommen, op hirer Plage fixe? Ganzer 13-mol! Eng Plage fixe fräi am Abrëll, eng Plage fixe fräi am Mee.

*(Interruption par M. François Bausch)*

Ech erklären Iech elo, Här Bausch, ganz fein, firwat dass mer dat elo esou gemaach hunn.

Also, ech kann als President vun der Logementskommissioun effektiv meng legislativ Aarbecht net maachen, wann ech just däerf déi 13 Plagen hunn, déi vu Januar bis Juli fräi sinn. Et deet mer leed, dat geet net! An ech huelen och hei d'Madamm Agostino fir d'Educatioun. Dat ass einfach net méiglech. Da muss een ausweichen.

Mir hunn am Ufank vun dëser Legislaturperiod en Effort gemaach, dass mer gesot hunn: Moies kënne mer dräi Plagë maachen! Mir haten ëmmer zwou Plagë moies, elo kënne mer der dräi maachen. Dat ass schonn net schlecht, mee et schéngt awer net duerzegoen. A vläicht musse mer eis agestoen, dass mer eeben och heiansdo mussen um 17.00 Auer nach eng Kommissioun halen, wéi dat iwwregens an der leschter Legislaturperiod ëmmer fir d'Reglementskommissioun war.

Elo zu der ...

*(Interruption par M. François Bausch)*

Jo, Här Bausch, dat war esou! Dat war ëmmer dënschdes um 17.00 Auer.

*(Interruption par M. François Bausch)*

Ma da lauschtert, da lauschtert, Här Bausch.

Dir hutt no där Sëtzung vun e Méinden, zu Recht, gefrot, fir nach eng Kéier kënne souwuel an d'Ëmweltkommissioun ze komme wéi an d'Interieurskommissioun an och an d'Logementskommissioun. An ech mengen, Dir hutt gemierkt, dass dem Här Meisch dru louch, fir och zum Zuch ze kommen, fir kënnen eppes ze soen.

Bon, dofir hunn ech mat him gekuckt: Wéi kënne mer elo esou séier wéi méiglech – esou séier wéi méiglech! – op déi Demande vun der grénger Fraktioun reagéieren? An dat séierst, wat gaangen ass a sengem Calepin, ass eeben elo e Freideg. Et deet mer leed, elo fannt Der dat vläicht net gutt, mee et ass awer dat séierst, wou mer probéieren, dem Usproch, an dem berechtegten Usproch, vun enger Kommissioun nozegoen.

Ech wëll eng ganz kleng Saach awer soen, wat mech e Méinde gestéiert huet: Dat ass, dass awer een Deputéierte wärend 14 Minutte geschwat huet! Jo, ok, wa mer dat maachen, da kommen der een, zwee, dräi drun, an dann ass d'Stonn eriwwer. Et deet mer leed, dat ass awer och net ...

Mir hunn an eisem Reglement fir déi Sëtzungen, déi iwwerdroe ginn, zwou Minutte stoen. A wa mer elo e Freiden déi Logementskommissioun hunn, da wäert ech mech och un dat halen, wat am Reglement steet.

*(Interruption)*

Nee, nee, nee, ech maache meng Ausféierunge fäerdeg.

Wéi gesot, mir hu probéiert, schnell ze reagéieren.

Dann hu mer auslännesch Visitten. Ech mengen, wann déi Leit bei eis kommen aus dem Ausland, déi kucken net, wéini dass mir Zäit hunn. Déi soen: „Lauschtert, ech sinn an deenen zwee, dräi Deeg hei an ech komme gär dann an d'Chamber." Dat gëllt besonnesch fir d'aussepolitesch Kommissioun, et gëllt awer och fir d'Defensekommissioun.

A wat hu mer elo? Effektiv, déi éischte Kéier – fir mech op alle Fall – hu mer e Sonnden de Moien en auslännesche Gaascht, dee bei eis kënnt, well et warscheinlech anescht an deem sengem Calepin och net geet.

Wou ech bei Iech sinn, dat ass, fir ze soen, dass mer effektiv mussen oppassen, dass mer laanschtenee kommen. Mee soulaang wéi mer méindes a freides nach Schäfferéit hunn, gëtt dat sécher net méi einfach.

Dir frot och en Délai raisonnable. Och do sinn ech bei Iech, dass Der an engem Délai raisonnable Är Sëtzung kënnt aberuffen. An dofir, Här Bausch, véier Deeg – véier Deeg! – no Ärer Demande reagéiert den Här Meisch, datt Der kënnt Är Froe stelle kommen, déi mer e Méinden net konnte stellen.

Ech mengen, dass mer och am Laf vun dëser Legislaturperiod weider Efforte musse maachen an der Organisatioun, mee zu dësem Moment kënne mir déi heite Resolutioun net matdroen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann ass et un der LSAP, wa se nach eng Kéier wëllt an hirer Fraktiounszäit d'Wuert huelen. Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP), auteure | Jo, gären, Här President. Ech hunn dem Här Baum elo ganz gutt nogelauschtert. En huet elo argumentéiert, firwat seng Fraktioun déi do Resolutioun net ka matdroen, mee am Endeffekt hutt Der argumentéiert, wéi wichteg et ass, dass mer eis awer domadder auserneesetzen.

Der sot do, voilà, dass heiansdo Kommissioune séier mussen aberuff ginn, dass net ëmmer den Delai respektéiert ass, wéi och elo e Sonnden, wou mer effektiv eng Delegatioun hei wäerten empfänken. Absolutt! Ech mengen, et gëtt ëmmer Ausnamen.

De Problem ass just, Dir sidd amgaangen, d'Ausnam zur Reegel ze maachen. An dat ass einfach de Problem bei deem Ganzen! An dofir ass et jo grad wichteg, dass mer eis nach eng Kéier eenegen, wéi mer hei wëllen d'Aarbecht an de Kommissiounen organiséieren. An dass et, wa mer eis Delaie ginn, wa mer eis eeben an de Plage-fixen do dee Moment kënnen eenegen, dee Moment och um President ass, ze kucken, dass dat agehale gëtt.

Méi verlaange mer jo net hei. Mir wëllen eigentlech, wat normal ass, dass dat, wou mer eis mol am Ufank eng Kéier an der Conférence des Présidents drop gëeenegt hunn, hei einfach agehale gëtt! Et ass just nëmmen dat, wat mer hei wëllen hunn. An dofir

verstinn ech net, dass Dir elo argumentéiert, dass dat alles net ëmsetzbar wär. Well wann ech dann Är Argumenter weiderféieren, bon, da kënne mer och nimools d'Reglement iwwerschaffen, wann alles esou onméiglech ass.

Also nach eng Kéier: Mir si flexibel, mir sinn och bereet, freides ze kommen, mee ech hunn awer nach ëmmer kee Verständnis derfir, dass et muer ass, wou hei d'Summerfest ass vum Personal. Ech fannen dat nach ëmmer net gutt. An Dir hat ursprünglech, mengen ech, d'Logementskommissioun op méindes fixéiert, dunn ass se elo op freides komm. Also, mir si jo flexibel. En plus, d'nächst Woch, mengen ech, fält jo ee Chambersdag ewech. Vläicht ass et méiglech, do déi Kommissioun ze maachen. Et ass wichteg, dass mer kënne mam Minister diskutéieren. Mee verkaaft eis et net ëmmer esou, wéi wann näischt aneschters méiglech wär. Also, dat huelen ech Iech zwar net of!

**M. Claude Wiseler,** Président | Also, ech mengen, Här Baum, mir maachen elo den Tour fäerdeg.

**M. Gilles Baum** (DP) | Ganz, ganz, ganz kuerz. Also, esou wéi ech Är Resolutioun liesen, däerfen nach just Kommissioune gehale ginn op der Plage fixe, sauf en cas d'urgence. An ech hunn Iech argumentéiert, firwat dass dat fir de Logement a fir d'Educatioun net méiglech ass. Dat ass einfach net méiglech!

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Esou, déi nächst Fraktioun, déi hei d'Wuert huet, ass d'ADR, wa se wëllt eppes dozou soen. Här Keup, et ass un Iech.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech maachen et awer relativ kuerz. Ech verstinn och dat, wat den Här Baum grad gesot huet. Et ass schwiereg mat méindes, freides a mat auslänneschen Delegatiounen, dat ass alles richteg.

Ech mengen awer schonn, dass et fir d'Organisatioun gutt wier, wann et just an exzeptionelle Fäll géif op aner Plagë kommen. An duerfir kann ech och wierklech der Madamm Bofferding an der LSAP Merci soen heifir an hinnen och Recht gi bei deem, wat d'Madamm Bofferding hei gesot huet. An duerfir wäerte mir dat heiten natierlech och ënnerstëtzen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Dann ass et un deene Gréngen. D'Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Merci. Also, Här Baum, ech sinn elo e bësse perplex, well iergendwéi geet et drëm, dass dat elo eng Urgence wär, fir déi Kommissioun e Freiden anzeberuffen, mee u sech hutt Dir déi Urgence selwer geschaf. Well wann dat esou geschitt wär, wéi dat jo och an deene Guidelines steet, déi nach déi lescht Woch erausgaange sinn, sollte mer wannechgelift d'Kommissiounssëtzunge just esou organiséieren, dass se an där Zäit, déi fixéiert ass, kënnen ofgehale ginn. Wat net méiglech ass, wann ee mat 50 Mesüren zu dräi Ministere kënnt, woubäi ee Minister, dat hutt Der elo vergiess ze erwänen, dovunner zwanzeg Minutte geschwat huet. Da kann dat net opgoen!

Dat heescht, et ass normal, dass dann …

*(Interruption)*

Jo, et sinn … en huet nëmme Froe gestallt.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Nëmme Froen.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dat heescht, et ass normal …

**M. François Bausch** (déi gréng) | Dat ass engem Deputéierte säi Recht!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Här Bausch, ech mengen, ech hunn d'Wuert.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee, nee. Här Bausch, loosst d'Madamm Tanson schwätzen. Ech hunn dat elo misse soen.

*(Interruption par M. François Bausch)*

Här Bausch, wannechgelift. Madamm Tanson, loosst Iech net duerchernee bréngen duerch den Här Bausch.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Nee, nee, esou séier geet dat net, Här Wiseler.

Mee de Fin mot vun der Geschicht ass: Wa mer wierklech géife probéieren, dat esou ze maachen – an dat hat ech och schonn an der Conférence des Présidents gesot, an heiansdo si jo och aner Kommissioune vun deem selwechte Minister, deen nach en anere Ressort huet, wou dann zéng Punkten um Ordre du jour sinn, wou dat net méiglech ass, wou scho vu virera gewosst ass, dass et net méiglech ass, déi uerdentlech an annerhallwer Stonn ze evakuéieren –, wa mer géife probéieren, dat alles besser ze organiséieren, ech mengen, da wier d'Aarbecht heibanne besser. Éischtens sti mer dann all vläicht manner ënner Stroum, wa mer déi Diskussiounen hunn, well mer wëssen, mir hunn Zäit, dat do auszediskutéieren. A mir mussen och esou Diskussioune wéi déi hei net féieren.

Mee den Ursprong vum Problem – deen huet den Här Spautz virdru ganz gutt beschriwwen, an och den Här Wolter –, dee läit einfach dobäi, dass mer hei eng Hallefzäit-Chamber hunn. Wann zwee Deeg an der Woch komplett ewechfalen, plus elo nach de Mëttwochmoien, duerch de Changement vum Regierungsrot, jo wéi solle mer dat dann uerdentlech organiséiert kréien? Dann hu mer permanent Situatiounen, wou mer der Saach hannendrulafen. Dass dann deen Deputéierten, deen am Fong en charge vum Dossier ass – et ass jo net just eng Fro vu physescher Presenz, et ass jo eng Fro vun deemjeenegen, deen den Dossier kennt –, och kann an déi Kommissioun goen, wou deen Dossier diskutéiert gëtt. An e kann net – dat ass eppes, wat ech leider nach ëmmer net kann – op zwou Plaze gläichzäiteg sinn. Ech géif dat gäre kënnen, och d'autant plus hei an der Chamber.

Mee dat heescht, do musse mer dru schaffen. An et ass virdru vun där ominéiser Kommissioun geschwat ginn, fir de Statutt vum Deputéierten ze iwwerschaffen. Ech waarden nach ëmmer drop, dass mer do wierklech ufänke mat schaffen.

Et war gesot ginn, mir haten dat zesummen an der Kommissioun festgehalen, dass d'Proposen, fir de Règlement ze änneren, sollte bis Enn Juli erakommen. Ech hunn och elo haut gesinn, dass awer eng vun deene grousse Fraktiounen, déi jo vill Moyene misst hunn, fir dat ze maachen, wat mir scho gemaach hunn, elo gesot huet, si kéinten dat net bis den 30. Juli maachen, mee dat géif eréischt den 30. September erakommen.

Jo, wa mer an deem doten Tempo weiderfueren, dann hu mer d'Chambersreglement net adaptéiert bis zum Schluss vun der Legislaturperiod, an och de Statutt vum Deputéierten net.

Dat heescht, wa mer eis e bësse seriö huelen, da, wannechgelift, kommt, mir fänke mat deenen Aarbechte wierklech un, fir ze kucken, dass mer hei effikass schaffe kënnen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass et un dem Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Also, ech hätt léiwer gehat, déi Diskussioun hei wär op engem aneren Niveau gefouert ginn, an enger Kommissioun oder iergendwou, an et wär net néideg gewiescht, dass een eng Resolutioun hätt misse bréngen, well engem net nogelauschtert ginn ass. Ech mengen elo net, dass d'Leit alleguerte vum Fussball ëmschalten, fir ze kucken, wéi mir eis hei intern organiséieren.

*(Brouhaha)*

Ass haut keen? Ma dann hu mer Dausende Leit, déi dat wëlle wëssen. Dann hu mer der Dausenden.

*(Brouhaha)*

Et ass richteg, jo, et ass richteg, Här Engel, …

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Goergen, wannechgelift, et ass un Iech.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Si hunn – et ass richteg, Här Engel –, wéinst der Chamber eng Organisatioun ëmgeluecht.

Nee, Geck op d'Säit. Ech weess net, ob mer dat beschte Bild ofginn, wa mer hei diskutéieren an den Här Baum hei de Leit dobaussen erklärt, firwat et net méiglech wär, dass ee sech, als awer ugesinnent Haus dobaussen, net organiséiert kritt, wou ee vun all normalem Bierger dobaussen erwaart, dass e seng Aarbecht organiséiert kritt. Et ass e bësse ridicule, déi Diskussioun, déi mer hei gefouert hunn.

Et ass e Reglement do, un dat soll ee sech halen. D'Leit wielen eis mat ganz vill Vertrauen, fir dass mer eis Aarbecht esou organiséieren, dass se klappt. Dee Logementsproblem: Dir kënnt eis och nach zéngmol Är Statistike bréngen, Dir schaaft dee Problem selwer. Dann hätt Der sollen Är Pressekonferenz duerno maachen, da wär de Problem geléist gewiescht. Dir als DP mat Ärem Logementsminister. Ech kann de Saz och esou ausbauen, Här Baum.

*(Interruption par M. Gilles Baum)*

Wann Der do keen Afloss hutt, da géif ech mer aner Suerge maachen.

Ech géif awer nach eng Kéier de President bieden …

*(Interruption)*

Genau, dat ass jo dat, wat ech wollt soen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee, mee, kommt, mer maachen déi Diskussioun hei fäerdeg, wannechgelift.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ech géif Iech just nach ee Message matginn: Ech weess net, ob Dir virdrun d'accord waart oder net, dass mer dat mat deem Regierungsrot géifen änneren, well dat géif dem Här Baum seng Problemer och léisen, soudass hie vläicht kéint op mëttwochs moies auswäichen.

Et gëtt esou vill Optiounen. Et muss just e Wëllen do sinn. An ech hunn am Moment d'Gefill, wéi wa bei CSV/DP net de Wëllen do wär, fir dat awer ze verbesseren.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Dann ass et un deene Lénken. Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, et ass effektiv eng relativ komesch Diskussioun. A wann ee sech vläicht esou an d'Situatioun vun engem setzt, dee sech dat hei grad ukuckt, dee seet: Mee a wéi engem Land liewen ech?

Do sinn Deputéiert vu Majoritéit a vun Oppositioun sech an eppes eens: Mir kënnen am Moment net anstänneg schaffen! Dat ass e Constat, dee gedeelt gëtt, mengen ech, vu jiddwerengem.

D'Ursaachen, do gëtt et eventuell Verschibungen, Prioritéiten. Esou! Mee dat ass dee gemeinsame Constat. Dat ass awer fir e Parlament relativ grav, géif ech soen, wann dat de Constat ass vu siwen an der Chamber vertruedene Parteien.

Dat war och déi Mandatsperiod virdru schonn dacks e Problem. Et huet sech awer dës Kéier nach eng Kéier zougespëtzt doduerch, datt eng wichteg kleng Zäitfënster verluer gaangen ass, nämlech mëttwochs moies, doduerch, datt d'Regierung decidéiert huet, hire Conseil de Gouvernement, dee soss ëmmer freides war, op mëttwochs ze verleeën. An elo si mer richteg vir bäi an hanne widder.

Ech mengen awer, datt, och wann de Regierungsrot op engem aneren Dag wier, déi zentral Fro awer net gekläert wier domadder. An déi geet weesentlech méi déif. Déi huet domadder ze dinn, datt mir en Hobbyparlament sinn, hallefdeegs nieft aneren Occupatiounen, déi mer hunn, nieft anere Beruffer, déi mer hunn, nieft anere politesche Mandater – an ech zéie mech do net eraus. Mee dat ass déi Aart a Weis, wéi mir hei zu Lëtzebuerg parlamentaresch opgestallt sinn.

Ech mengen, den Här Wolter huet a senger Funktiouun als fréieren Interimspresident, wann ech dat mol esou soen däerf, relativ staark insistéiert op déi Plage-fixen, ech mengen, och well hie sech bewosst war, datt dat e ganz grousse Problem riskéiert ze ginn. An duerfir brauche mer eng gewësse Rigueur.

Mir mussen déi Rigueur awer och vun der Regierung froen. Dat heescht, et kann och net sinn, datt eng Regierung a Kommissiounssëtzunge kënnt mat engem Bataillouun vun 12 Beamten, wou de Minister op eemol guer näischt méi seet, mee d'Beamte fänken un, e Projet virzestellen an du hues eng Virstellung, déi eleng schonn 30, 40 Minutten dauert, an dann hunn déi 15 Deputéierten aus deenen ënnerschiddleche Parteien dann nach vläicht 1, 2 Minutten Zäit, fir Froen ze stellen. Also, sou kann et och net sinn! D'Disziplinn, déi muss dann awer och eng gedeelte Saach sinn a Reegele musse fir jiddweree gëllen.

Déi heite Resolutioun ënnerstëtze mer, well se eigentlech näischt anescht freet. Se mécht verschidde Constaten, se seet, dat do missten d'Prinzippie sinn, a se freet, datt dat do am Reglement misst preziséiert sinn. Mer kënnen natierlech och nach en Tour dréien, entweeder an der Reglementskommissioun oder am Bureau, mee dat do sinn déi essenziell Froen, déi mir ze klären hunn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci. Domat wären d'Wuertmeldungen ofgeschloss.

Ech erlabe mer, am Kader vum Artikel 12 (2) vun eisem Reglement awer e puer Wuert zu där Resolutioun hei ze soen, net fir an d'Diskussioun anzegräifen, well dat steet mir net zou, mee fir den État de la question ze maachen, esou wéi deen Artikel dat virgesäit.

Éischtens wëll ech Iech soen, datt ech mech bei dëser Resolutioun wäert enthalen, well se sech un de President vun der Chamber adresséiert an ech also net gesinn, datt ech do ka Jo oder Nee stëmmen. Dat ass de Grond, firwat ech mech wäert duerno enthalen.

Ech soen och der Oppositioun, ouni Ironie, Merci fir d'Vertrauen, well Dir wëllt hei d'Missioune vum President u sech erweideren an em eng Rei Missioune ginn, déi esou reglementaresch u sech net virgesi waren. Fir eng Rei gëtt et Méiglechkeeten a fir eng Rei net. Mee ech mierken awer hei, datt e ganze Malaise evidenterweis besteet, wat d'Organisatioun vun der Chamber ugeeet, an dat ass eppes, wat een, denken ech, muss extreem seriö huelen.

Elo gëtt d'Reglement eis eng Rei Saache vir an eng Rei Saachen net vir. Ech denken, datt déi Changementer, déi mer am Reglement an der Reglementskommissioun wäerte maachen, deem hei absolutt musse Rechnung droen. Mee bis dohinner ass et awer nach eng Zäit, dat wäert nach e wéineg daueren, an do musse mer eis eng Rei Fonctionnementsreegele ginn, déi eis et erlaben, vläicht dann am Kader vum Reglement, respektiv am Kader vun deem, wat mir heibannen decidéieren, eis aner Reegelen ze ginn, fir datt mer e bessere Fonctionnement hikréien.

Ech géif mer erlaben, Iech ze proposéieren, datt mer Iech am Juli an enger Conférence des Présidents, well dohinner gehéiert et schlussendlech, eng Rei Propositioune maachen, déi, hoffen ech, eis hëllefen iwwert déi nächst Wochen a Méint eraus, bis mer dann eng Reglementsännerung kënne maache fir de Fonctionnement, wat absolutt an enger Demokratie noutwendeg ass, fir datt et uerdentlech fir jiddwereen heibannen, souwuel fir d'Majoritéit wéi fir d'Oppositioun, fonctionéiert.

An ech hunn héieren, datt de Malaise vun deenen engen a vun deenen aneren ausgedréckt ginn ass an datt mer do gemeinsam e Wee musse fannen, fir dat esou gutt wéi méiglech an de Grëff ze kréien. Ech mengen, datt mer déi Diskussioun an der nächster oder an der iwwernächster Conférence des Présidents solle weiderféieren. Ech wäert Iech dann eng Rei Propositiounen op den Dësch leeën am Kader vun dësem Reglement, a vläicht och aner Moyenen, déi ee brauch, iwwert dëst Reglement eraus, wou Dir dann awer musst decidéieren, ob Der domat d'accord sidd oder net.

Ob deen Text, déi Resolutioun, elo gestëmmt gëtt oder net gestëmmt gëtt, independant dovunner wollt ech Iech déi Propositioune maachen. Dat just zur Informatioun, ouni wëllen an d'Diskussioun anzegräifen. Merci, datt Der mer dat erlaabt hutt.

Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP), auteure | Här President, ech begréissen absolutt, wat Der elo gesot hutt. Ganz gären, wa mer gesinn, dass eng Suite kënnt an den Diskussiounen. Dass mer eeben an der Conférence des Présidents – déi nächst, déi ustinn, dat hutt Der jo dann elo annoncéiert – eis domat auserneesetzen, respektiv dass Der mat konkreete Propose kommt.

Genau dat hätte mer jo gären, fir dass mer hei virukommen, déi Problemer behuewe kréien. An duerfir bestinn ech net drop, dass mer elo d'Resolutioun hei sollen ofstëmmen. Ech fannen et gutt, dass et weidergeet, dass mer hei Neel mat Käpp maachen. An ech hoffen, dass mer eis dann och hei wäerten eens ginn, an ech begréissen déi doten Offer, wéi gesot, ausdrécklech.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen Iech villmools Merci, Madamm Bofferding. Wann ech elo richteg verstanen hunn, stëmme mer haut dann net iwwert dës Resolutioun of a mer verleeën déi Diskussioun dohin, wou se am Fong higehéiert, an d'Conférence des Présidents, wou mir eis eens ginn iwwert déi gemeinsam Reegelen, déi mer hunn.

*(La résolution de Mme Taina Bofferding est renvoyée à la Conférence des Présidents.)*

Voilà, da wär dee Punkt och domadder ofgeschloss. Dat war dee leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut. Da schléisse mer d'Sëtzung heimat of. An den nächste Rendez-vous, deen ass den nächsten Dënschden.

D'Sëtzung ass ofgeschloss.

*(La séance publique est levée à 19.55 heures.)*

# 35e séance

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 71
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Ordre du jour** p. 71
   M. Claude Wiseler, Président
3. **Communications** p. 71
   M. Claude Wiseler, Président
4. **Changement de composition d'une commission parlementaire** p. 72
   M. Claude Wiseler, Président
5. **Heure de questions au Gouvernement** p. 72

**Question n° 99 du 2 juillet 2024 de Mme Stéphanie Weydert relative au diagnostic d'autisme chez l'enfant, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 72
Mme Stéphanie Weydert | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

**Question n° 100 du 28 juin 2024 de M. Dan Biancalana relative à la traite des humains au Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 72
M. Dan Biancalana | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

**Question n° 101 du 2 juillet 2024 de M. Gusty Graas relative à l'organisation d'un « Waasserdësch », adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

**Question n° 102 du 2 juillet 2024 de Mme Joëlle Welfring relative aux suites du « Waasserdësch », adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité** p. 73
M. Gusty Graas | Mme Joëlle Welfring | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

**Question n° 103 du 2 juillet 2024 de Mme Alexandra Schoos relative au soutien financier pour le tournage d'un film par l'Union des mouvements de résistance luxembourgeois ASBL, adressée à M. le Ministre de la Culture** p. 74

Mme Alexandra Schoos | M. Eric Thill, Ministre de la Culture

**Question n° 104 du 2 juillet 2024 de M. André Bauler relative aux dégâts causés par les pluies torrentielles du samedi 29 juin 2024, adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture** p. 75

M. André Bauler | Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

**Question n° 105 du 2 juillet 2024 de M. Ben Polidori relative à la hausse du chômage auprès des diplômés de l'enseignement supérieur et des moins de 30 ans, adressée à M. le Ministre du Travail** p. 75

M. Ben Polidori | M. Georges Mischo, Ministre du Travail

**Question n° 106 du 2 juillet 2024 de M. Luc Emering relative au refus d'une autorisation pour un tournoi de FootGolf, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité** p. 76

M. Luc Emering | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

**Question n° 107 du 2 juillet 2024 de M. Marc Baum relative à la suspension ou révocation d'un membre d'un Collège échevinal, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 76

M. Marc Baum | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

**Question n° 108 du 1er juillet 2024 de Mme Taina Bofferding relative à l'introduction du bracelet électronique comme mesure d'éloignement dans le cadre de la violence conjugale, adressée à Mme la Ministre de la Justice** p. 77

Mme Taina Bofferding | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

**Question n° 109 du 2 juillet 2024 de M. Tom Weidig relative à la force de dissuasion nucléaire française, adressée à M. le Premier ministre** p. 77

M. Tom Weidig | M. Luc Frieden, Premier ministre

6. **Ordre du jour (suite)** p. 78

M. Claude Wiseler, Président

7. **Question élargie n° 15 de M. François Bausch relative à la médecine scolaire**

**Question élargie n° 16 de M. Mars Di Bartolomeo relative à la médecine scolaire** p. 78

M. François Bausch | M. Mars Di Bartolomeo | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Mars Di Bartolomeo

8. **8325 – Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2021/784 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 relatif à la lutte contre la diffusion des contenus à caractère terroriste en ligne** p. 79

Rapport de la Commission de la Justice : Mme Stéphanie Weydert

Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert | M. Guy Arendt | M. Dan Biancalana | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Marc Goergen | M. Marc Baum (interventions de Mme Simone Beissel)

Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8325 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

*(Négation)*

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

## 2. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

***Communications du Président – séance publique du 2 juillet 2024***

*1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

*Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.*

*2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :*

*8404 – Projet de loi modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988*

*Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 27/06/2024*

*8405 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement*

*Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 28/06/2024*

*8406 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de : 1° transposer l'article 1er de la directive (UE) 2020/285 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne le régime particulier des petites entreprises et le règlement (UE) 904/2010 en ce qui concerne la coopération administrative et l'échange d'informations aux fins du contrôle de l'application correcte du régime particulier des petites entreprises ; 2° transposer l'article 1er, points 1), 2), 7), 12), 16) et 20) de la directive (UE) 2022/542 du Conseil du 5 avril 2022 modifiant les directives 2006/112/CE et (UE) 2020/285 en ce qui concerne les taux de taxe sur la valeur ajoutée*

*Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 01/07/2024*

*3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

*3225 – Demande de pétition publique : Niewefächer ab Sixième an der gewielter Sprooch (Däitsch oder Franséisch)*

*Dépôt : M. Rafael Castilla Cipriani, le 25/06/2024*

*3226 – Demande de pétition publique : Pour des amendes plus justes au Luxembourg : Abolition des chiffres non ronds*

*Dépôt : M. Yann Hoffmann, le 25/06/2024*

*3227 – Demande de pétition publique : Donner un statut précis à l'alternance au Luxembourg*

*Dépôt : M. Zacharie Thimmesch Oudar, le 26/06/2024*

*3228 – Demande de pétition publique : Proposition de loi citoyenne relative à la subvention pour les personnes à faible revenu concernant les frais d'obtention du permis de conduire*

*Dépôt : M. Guelord Manangama Love, le 27/06/2024*

*3229 – Demande de pétition publique : Chemtrails / Il est désormais certain que le climat est provoqué artificiellement. Le but de la pétition est de réduire au maximum les épandages dans l'atmosphère. La nature est une merveille et il est une honte d'essayer de la manipuler. Il serait aussi important de savoir quel genre de produits sont utilisés et à quel but*

*Dépôt : M. François Beck, le 30/06/2024*

*3230 – Demande de pétition publique : Pétition pour des horaires scolaires unifiés*

*Dépôt : Mme Nataša Ulak, le 01/07/2024*

*N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.*

*(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)*

## 4. Changement de composition d'une commission parlementaire

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matzedeelen: An der Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme ass d'Madamm Simone Beissel Rapportrice vum Projet de loi Nummer 8293 iwwert d'Waassercompteure genannt ginn. Si ersetzt deemno den Här Patrick Goldschmidt all Kéier fir dee Punkt, an dat bis zum Enn vun der Prozedur vun dësem Projet de loi.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

*(Négation)*

Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 5. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 99 vun der Madamm Stéphanie Weydert un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Diagnos vum Autismus bei Kanner. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 99 du 2 juillet 2024 de Mme Stéphanie Weydert relative au diagnostic d'autisme chez l'enfant, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, a menger Question parlementaire vum 16. Mee hat ech verschidde prezis Froen zur Diagnos vum Autismus opgeworf. D'lescht Woch hunn ech dunn déi éischt Äntwertelementer zu de Soinen an de Mëttele fir den Depistage vum Autismus vun der Gesondheetsministesch, der Madamm Deprez, kritt.

Also, ech mengen, et ass eigentlech net Äre Stil, sou kuerz a knapp gebonnen ze sinn. An ech war eigentlech erstaunt, datt Dir déi Eenzeg waart, déi op meng Froe geäntwert huet. An awer, an der Schoul wier et en Hors-sujet gewiescht, well verschidde vu menge Froen iwwerhaapt net beäntwert goufen. Duerfir erlaben ech mir haut, nach eemol do nozehaken.

Wat sinn déi aktuell Waardezäiten, fir kënnen eng Autismusdiagnos ze erstellen? Gëtt et Pisten, fir dës Waardezäiten ze reduzéieren? Vun deenen 123 Fäll, déi 2023 traitéiert goufen, bei wéi ville Persoune gouf den Autismus diagnostizéiert? Wéi huet d'Zuel vun de Kanner, déi Autismus hunn, an de leschten zéng Joer evoluéiert? A gëtt et aktuell Kanner, déi drop waarden, an eng Schoul integréiert ze ginn, déi hire spezifesche Besoine gerecht gëtt? Falls jo, wéi vill Kanner sinn dovunner betraff? Wat ass virgesinn, fir d'Situatioun ze verbesseren, soudatt jiddereen esou séier wéi méiglech ka vun där schoulescher Offer profitéieren, déi néideg fir hien oder hatt ass? Wéi eng Piste gëtt et, fir d'Soinen, d'Scolaritéit an den Encadrement vun de Kanner mat Autismus ze verbesseren?

Ech soen Iech scho mol Merci an ech hoffen, dass vläicht och nach aner zoustänneg Ministere sech betraff fillen, fir en temps utile hiren Input zu menge Froen ze ginn. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Weydert. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Jo, e schéine gudde Mëtten a merci der Deputéiert Stéphanie Weydert fir d'Nofro.

Effektiv, de 16. Mee hu mer d'Question parlementaire erakritt. An normalerweis halen ech meng Delaien an. Ech äntweren och ganz detailléiert. Leider war dunn no Nationalfeierdag awer e bëssen Opreegung, well mir nach ëmmer keng Contributioune vun de Kolleege vun der Famille an der Éducation nationale kritt haten. Mir hunn dunn eng Kéier Récksprooch geholl, ob mer géife Reaktioune kréien, an do hu si gesot, si wiere mat eiser Äntwert averstanen, an duerfir dann déi knapp Äntwert.

Ech wéilt awer hei e bësse méi laang nach drop agoen, well ech hat gëschter nach Gespréicher am CHL am Kader vun der Aweiung vun der Annex 2. Do hunn ech dann och profitéiert, fir nach eng Kéier op den Autismus anzegoen, well dat mer awer eng grouss Suerg ass. Autismus ass jo net einfach eng Krankheet, wou ee seet: „Jo, et huet ee se oder et huet ee se net." Dat ass en Trouble du spectre de l'autisme. Dat geet vun ... bis. Do gëtt et vill Nuancen dertëschent. An deementspriechend dauert et och extreem laang, bis een iwwerhaapt eng Diagnos ka kréien.

Ech kann elo just aus der Siicht vun der Santé äntwerte respektiv der Sécurité sociale, wat d'Prise en charge ugeet. De CHL huet e Pôle autisme en place, wou de Moment den Delai, fir en éischte Rendez-vous ze kréien, dat heescht, eng éischt Anamnees ze maachen, sechs bis aacht Méint ass. Wann awer Kanner gemellt ginn, déi ënner zwee Joer hunn, da probéiere mer, esou séier wéi méiglech an där nächster Woch dee Rendez-vous ze maachen.

Wat kënne mer maachen, fir den Delai erofzesetzen? Aktuell stelle mer fest, datt et eng aussergewéinlech Augmentatioun vun Demandë gëtt, an do mussen d'Ursaache festgestallt ginn. D'Direktioun vun der Santé huet mer awer gesot, datt dat europawäit de Fall ass, datt extreem vill Leit gemellt ginn, déi wéilten eng Diagnos kréien. Bei de Fäll, déi 2023 am CHL diagnostizéiert goufen, ware ronn d'Hallschent, e bësse méi wéi d'Hallschent, 60 %, där, wou wierklech d'Diagnos bestätegt ginn ass. An Europa ass d'Tendenz steigend, wéi gesot, an net nëmme bei klenge Kanner, mee och bei Kanner, déi schonn en Âge avancé hunn.

Da war eng Fro doriwwer, wivill Kanner aktuell an der Schoul waarden, fir adaptéiert Soinen ze kréien. Dat heescht, dat ass, nodeem d'Diagnos gestallt ginn ass an d'Kanner an der Schoul sinn an net an enger normaler Klass kënnen evoluéieren. Déi Fro ginn ech da virun un de Kolleeg Educatiounsminister.

An dann ass nach déi allgemeng Fro, wéi mer dat wëllen an Zukunft besser reglementéiere respektiv besser en charge huelen. Och do hat ech schonn informell Gespréicher am Kader vun der Ausaarbechtung vu menger Äntwert mam Familljeminister a mam Educatiounsminister. A mir sinn eis eens, datt de Parcours de Moment iwwerhaapt net ideal leeft. Wann Der gesinn hutt respektiv wann Der de Lien consultéiert hutt vum Conseil scientifique, dann ass do e ganze Parcours, dee misst en place gesat ginn, deen net en place ass.

Mir hunn ee groussen Acteur, dat ass d'Fondation Autisme Luxembourg. Déi gëtt praktesch integral vum Familljeministère finanzéiert. An déi këmmere sech de Moment och drëms, fir de Leit e Rendez-vous ze fannen, fir d'Diagnos ze maachen, mee dat ass eigentlech net hir Aufgab. Si sinn eigentlech am Suivi vun de Kanner doheem a maachen dat och ganz gutt. An och an dem Suivi vun de Kanner sinn nach aner Acteuren ënnerwee, notamment an der Schoul d'Centres de compétences. Och do ass d'Kompetenz am Educatiounsministère.

Bref, et sinn dräi Ministèrë betraff. An ech proposéieren Iech, all meng Energie drunzesetzen, fir e Groupe interministériel zesummenzekréien, dee sech deem Problem unhëlt an dee mat allen Acteuren zesummen da probéiert, de Parcours vum Kand duerch déi schrecklech Diagnos vum Autismus méi einfach ze maachen an duerno eng éierbar Prise en charge ze maachen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zur Fro Nummer 100 vum Här Dan Biancalana un den Här Inneminister iwwert de Mënschenhandel zu Lëtzebuerg. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 100 du 28 juin 2024 de M. Dan Biancalana relative à la traite des humains au Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Jo, d'lescht Woch hu Journaliste vum brittesche Sender BBC um Kierchbierg e Mann mat de Virwërf vum Mënscheschmuggel konfrontéiert. De Journalisten hir Investigatioun huet 51 Deeg virdrun ugefaangen. Ausléiser war den Doud vu fënnef Persounen, dorënner e Meedche vu siwe Joer, op engem Schlauchboot am Mier virun der franséischer Küst. De konfrontéierte Mann soll Sue kritt hunn, fir d'Leit an England ze brëngen. Hei schwätze mir also vu Mënscheschmuggel, wou Krimineller aus der Nout vun anere Mënschen eraus Profitt schloen. Skrupellos huele si och de Verloscht vu Mënscheliewen a Kaf.

Bei organiséierter Kriminalitéit wësse mer, dass et natierlech dacks schwéier ass, un d'Hannermänner ze kommen. Ëmsou méi erschreckend, mengen ech, war et och, datt der BBC hir Spuer hei bis op Lëtzebuerg gefouert huet.

Dofir wéilt ech och vläicht dem Inneminister hei eng Rei Froe stellen: Konnt Der entre-temps de Reportage vun der BBC iwwerpréiwen, sou wéi dat effektiv och an der Press stoung? Ass de Fall hei ganz konkreet och elo den Objet vun enger Enquête, vun Ermëttlungen, déi opgeholl gi vun der Police respektiv dann duerno vun der Justiz? Waren eis Autoritéiten och scho virum Reportage vun der BBC op de Fall opmierksam ginn, éier effektiv de Reportage gesent gouf? An effektiv an dësem Fall, mat wéi engen Autoritéiten aus wéi enge Länner gitt Der och eng Kollaboratioun an?

Mir wëssen, dass et bei enger Struktur war vun Demandeurs de protection internationale. Sinn elo an deem Kontext hei vun dësem Reportage, och an der Suite vum Reportage, zousätzlech Sécherheetsmesüre getraff gi par rapport zu der Sécherheet?

Nach eng drëtt Fro: Gëtt et vergaange Fäll vu Mënscheschmuggel, déi hei am Land bekannt sinn?

A vläicht och eng lescht Fro méi generell: Wéi eng Ressourcë gi fir d'Opdecke vu Mënscheschmuggel agesat? A wéi fonctionéiert hei d'Kooperatioun,

notamment um Niveau vun der Police, um internationalen Niveau?

Ech soen Iech villmools Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Biancalana. Dann huet den Här Inneminister d'Wuert. Här Inneminister.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Och merci dem éierewäerten Deputéierte fir dës Fro. Dir hutt elo e puer prezis Froe gestallt, déi Der net an der schréftlecher Fro gestallt hutt. Dofir, ech kann elo net op all Fro, ob et e Fall ...

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

Mee wann Der frot, ob prezis Fäll virdru sinn, dat muss ech nofroen, mee dat kann ech awer noliwweren.

Ceci dit, also de leschten Donneschden, de 27. Juni, ass jo dee Reportage do op BBC gesent ginn. Deen ass jo och direkt hei vun de Meedien opgegraff ginn. A jo, ech hu Kenntnis vum Reportage. Ech wëll just virop eng Remark maachen: Et geet an deem Reportage ëm Mënscheschmuggel respektiv Schleieraktivitéiten. Also, mir schwätzen hei elo juristesch net vu Mënschenhandel.

Am Reportage geet et dann ëm deen tragesche Fall vun engem total iwwerfëllte Boot, wat vu Frankräich aus an England sollt fueren a wou dann e puer Migranten, notamment e klengt Kand, leider d'Liewe gelooss hunn. Aus deem Reportage geet ervir, datt och déi BBC-Reporteren iwwer Wochen hi probéiert hunn, dëser Persoun op d'Schlich ze kommen. A si sinn dunn op eemol eeben hei zu Lëtzebuerg um Kierchbierg fündeg ginn. Ech wëll awer och kloer soen: Mir hunn, bis dee Reportage do gesent ginn ass, keng Informatioune kritt.

Deen Här, ëm deen et an deem Reportage geet – bon, d'Présomption d'innocence spillt, mir hunn hei e Reportage –, huet och eng Demande d'asile gemaach. Ech soen dat hei a ganzer Transparenz, well am Fong soll een et net dobausse soen, wann eng Persoun eng Demande d'asile gemaach huet, well wann déi Persoun eng Kéier géif heem an hire Pays d'origine kommen, sinn d'Chancen natierlech grouss ... Mee ech mengen, ech stinn hei virun der Chamber an duerfir soen ech hei: Déi huet eng Demande d'asile Enn Mee gemaach.

Wéi et den Zoufall wollt, hätt dee Mann elo souwisou den 28. Juni Rendez-vous gehat op der Immigratioun, fir säin Dossier ze beschwätzen – de Reportage war jo de 27. Juni, fir dat ze rappeléieren.

Wéi ech dunn dat do gewuer gi sinn an dee Reportage do och gesinn hunn, hunn ech direkt d'Immigratioun kontaktéiert a mir hunn zesumme gekuckt, och mat der Police, wat mer elo kënne maachen opgrond vun deenen Informatiounen, déi mer haten. A mir sinn dunn zur Konklusioun komm, datt mer géifen e Mandat ausstellen, fir en an de Centre de rétention ze kréien, fir datt mer e kéinten iergendwou festsetzen, bis mer de Fall kéinten opschaffen.

Dat ass och gemaach ginn, a wéi d'Police da sur place mat där Ordonnance oder mat deem Mandat komm ass, du war de Mann awer net méi opzefannen, soudatt mer en net konnten an de Centre de rétention féieren. Ech weess och haut net, ob de Mann nach um Terrain ass oder net.

Dir hutt gefrot, wat d'Suitte sinn. D'Suite ass, datt d'Police elo mat enger Enquête préliminaire befaasst gëtt. Dat anert, dat muss ech dann nofroen, ob mer esou änlech Fäll haten. Ech géif mer dann erlaben, Iech dat schréftlech matzedeelen, wann dat ok ass.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Inneminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 101 vum Här Gusty Graas an zur Fro Nummer 102 vun der Madamm Joëlle Welfring un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit iwwert de Waasserdësch. Ech gi fir d'éischt dem Här Graas d'Wuert. Här Graas.

**– Question n° 101 du 2 juillet 2024 de M. Gusty Graas relative à l'organisation d'un « Waasserdësch », adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

**– Question n° 102 du 2 juillet 2024 de Mme Joëlle Welfring relative aux suites du « Waasserdësch », adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. De leschte Weekend krute mer jo erëm méi Waasser, wéi mer wollten, mee dat wëllt awer net heeschen, datt mer Waasser genuch hunn. Ganz au contraire, wann een de Grondwaasserspigel aus deene leschte Joren observéiert, da mierkt een, datt dee leider ëmmer méi ofhëlt, soudatt mer e ganz seriöe Problem awer mam Grondwaasserspigel hunn, also och e Manko u Waasser. A wie spiert dat am meeschten? Dat ass natierlech d'Landwirtschaft, déi reegelméisseg Waasser brauch. Reen ass engersäits e Fluch, anerersäits e Seegen, mee Waasser brauche mer natierlech, an, wéi gesot, virun allem um Niveau vun der Landwirtschaft.

Deen Theema muss reegelméisseg thematiséiert ginn. 2021 ass dunn och e sougenannte „Waasserdësch" ageruff ginn, wou och eng Rei Decisioune geholl gi sinn. Ënner anerem ass sech derfir ausgeschwat ginn, fir Pilotprojeten ze amenagéieren, wat zum Beispill elo Réckhaltebecken ubelaangt. Dat sollt an der Industriezon zu Conter geschéien.

Elo huet allerdéngs kierzlech de President vum Landesuebstbauveräin duerchblécke gelooss, datt déi Projeten net esou richteg géingen avancéieren. Op där anerer Säit muss an deem ganze Pak och nach iwwert de Problem vun der Erosioun diskutéiert ginn, wat jo och e Volet ass, dee mam Waasser ze dinn huet.

An dowéinst wollt ech e puer Froen un den Här Ëmweltminister stellen, well en elo kierzlech och duerchblécke gelooss hat, datt en neie Waasserdësch net onbedéngt noutwendeg wier, obwuel d'Madamm Landwirtschaftsminister, wa meng Memoire nach gutt ass, iergendwann ufangs dës Joers gesot huet, datt se éischter awer fir nach en zousätzleche Waasserdësch wär.

An deem Sënn, wéi gesot, déi éischt Fro dann, Här Minister, ob Der nach ëmmer bereet sidd, oder loosse mer soen, ob Der d'Opportunitéit agesitt, datt nach soll en zousätzleche Waasserdësch ageruff ginn.

Eng zweet Fro ass déi: Wou sinn déi Projeten drun, déi sollte realiséiert ginn um Niveau vun de Réckhaltebecken?

Da muss ee sech och d'Fro stellen, an der Hypothees, datt nach e Waasserdësch géing organiséiert ginn, ...

*(Interruption par la présidence)*

... wat een awer, mengen ech, och an de Kreesser vun der Landwirtschaft géing begréissen – do si jo an deem Sënn och Aussoen déi lescht Wochen a Méint gemaach ginn –, ob et vläicht virgesinn ass, wann esou e Waasserdësch organiséiert gëtt, datt een dann awer och nach vläicht zousätzlech aner Acteure géing do virgesinn.

Entschëllegt, Här President, wann ech e bëssen iwwerzunn hunn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Kee Problem. Merci, Här Graas. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir wëllen hei am Land méi Iesswuere produzéieren. Esou gëtt eist Land net just méi krisefest, mee eis Landwirtschaft och méi diversifiéiert an och gestäerkt.

Et ass awer gewosst, dass zum Beispill méi Geméisbau zu méi héijem Waasserverbrauch féiere kann. An zousätzlech – an dat ass elo schonn ugeklongen – sinn eis Lëtzebuerger Waasserleef am Allgemenge kleng an och vulnerabel a laut der Europäescher Kommissioun och bal all an engem souwuel cheemesch wéi ekologesch schlechten Zoustand.

Bei dat Ganzt kommen dann och nach d'Auswierkunge vum Klimawandel, mat méi extreeme Wiederepisoden, esou wéi leschte Samschden, an awer och intensiven Drécheperioden.

Dës Defie goufen – an dat ass och schonn ugeklongen – vun der viregter Regierung erkannt. An dofir gouf eeben 2021 e Waasserdësch organiséiert mat enger breeder Participatioun vu Representanten aus der Landwirtschaft an et goufen doropshi Projete lancéiert, fir zesumme mat deene Betriber konkreet an innovativ Léisungen am Waasserberäich ze entwéckelen an doraus ze léieren.

Laut der Äntwert op meng Froe vum 5. Abrëll sollt deen éischte Projet nach am Juni dëst Joer ofgeschloss ginn. An et koum och aus där Äntwert eraus, dass bis elo nach all Demande fir Reewaasserreservoiren autoriséiert ginn ass.

Gëschter huet et dann awer op engem ëffentleche Radiosender vun engem Uebstbauer geheescht, dass d'Verwaltunge sech awer géife schwéierdoe mat den Autorisatioune vun eenzelne Pilotprojeten.

Dofir déi dräi follgend Froen un den Här Ëmweltminister: Wéi eng Blocagë gëtt et hei genau bei der Ëmsetzung vun dëse Projeten? A wat sinn Är Iddien, fir d'Bewässerung fir d'Bauerebetriber ze facilitéieren a gläichzäiteg déi ganz prekär Situatioun vun eise Flëss a Grondwaasserniveauen net weider ze verschlechteren? Gedenkt Dir, eppes un den Autorisatiounsprozeduren ze änneren, a wa jo, wat?

An Dir hutt och um Radio gemengt, Här Minister, dass dës Theemen op engem Landwirtschaftsdësch sollte beschwat ginn. Mengt Dir net, dass dëst Theema net just vun engem Point de vue vun der Landwirtschaft, mee och vun Naturschutzaspekter misst betruecht ginn, grad no den Erfarungen, déi 2022 an der Dréchent gemaach goufen, an dass de Krees hei misst méi breet opgemaach ginn?

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. Dann ass d'Wuert fir den Här Ëmweltminister. Här Minister.

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci villmools, Här President. A merci der Madamm Welfring an dem Här Graas fir déi Froe ronderëm d'Waasser.

Effektiv, et muss ee sech fir d'éischt mol d'Fro stellen, ob mer déi Fro wëllen aleng op d'Landwirtschaft limitéieren oder ob mer se net wëlle méi breet opmaachen, well d'Waasser ass natierlech net nëmme wichteg fir d'Landwirtschaft, mee fir eis alleguerten.

Mee vu datt awer d'Fro par rapport zur Landwirtschaft gestallt ginn ass: Mir hate jo elo schonn en éischte Landwirtschaftsdësch, wou mer och iwwert

d'Waasser geschwat hunn. Do ass et virun allem och ëm déi Drénkwaasserschutzzone gaangen a wéi do déi gemeinschaftlech Approche ka weidergefouert ginn, fir datt mer do och esou gutt wéi méiglech d'Qualitéit vum Drénkwaasser kënne respektéieren, dat och an Zesummenaarbecht mat eise Landwirten.

Et ass jo nach en zweete Landwirtschaftsdësch geplangt an der zweeter Hallschent elo vum Joer, wou natierlech och kënne Froen iwwert d'Waasser, dat heescht d'Irrigatioun virun allem jo fir eis Geméis- an Uebstbaueren, diskutéiert ginn. Dat ass dat, wat ech bis elo just gesot hunn.

Ech sinn u sech bis elo net formell domadder beoptraagt ginn, fir dee Waasserdësch ze maachen. Mir hunn dat awer och an eisem Koalitiounsprogramm stoen, datt mer nach e Waasserdësch wëllen organiséieren. Wéi gesot, nach eng Kéier, mir hunn nach e Landwirtschaftsdësch geplangt, wou mer kënnen op déi Froen och gäre mat de Vertrieder vun den Uebsta Geméisbauere méi spezifesch nach eng Kéier agoen an och eng Kéier kënnen de Point maachen, wou u sech déi eenzel Projeten dru si vun deem éischte Waasserdësch, wou ech Iech awer och nach déi Äntwert dorobber ginn.

Mee prinzipiell muss ee sech awer d'Fro stellen, ob een net misst dee Waasserdësch méi grouss maachen an ob op dee Waasserdësch net och missten zum Beispill d'Gemenge mat invitéiert ginn, d'Ofwaassersyndikater, d'Drénkwaassersyndikater, d'Industrievertrieder och zum Beispill, well Waasser gëtt iwwerall gebraucht. Et ass jo net just nëmmen d'Fro vun: „Hu mer genuch Waasser fir eis Landwirtschaft?", mee: „Hu mer och genuch Waasser fir den zukünftege Bevëlkerungswuesstum, deen awer amgaangen ass ze kommen?" Dat musse mer jo och kënne garantéieren. Hu mer genuch Waasser och effektiv fir eis handwierklech Betriber, fir d'PMEen, fir d'Industrie, wéi gesot, a fir och d'Qualitéit vum Waasser selbstverständlech, déi ganz wichteg ass, kënnen ze assuréieren?

Dann den Héichwaasserrisiko, den Héichwaassermanagement, do gëtt et jo och e Plang dozou. Genausou wéi et den allgemenge Waasserwirtschaftsplang jo gëtt, gëtt et d'Klimaadaptatiounsstrategie, déi amgaangen ass, ugepasst ze ginn, wat e wichtege Volet ass, wéi mer an Zukunft kënnen u sech aneschters och bauen, aneschters och liewen, datt mer och dat mat dran integréiere kënnen. An do si mer amgaangen, och un enger Waasserstrategie ze schaffen. An do geet et spezifesch ëm d'Ofsécherung vun der Drénkwaasserversuergung fir d'Zukunft.

Fir awer eng Kéier séier op déi Projete vum Waasserdësch ze komme vun 2021: Ech hat Iech op där Fro vum Abrëll am Mee schonn u sech d'Prezisioun eng Kéier do ginn, mee, wéi Der sot, do war gesot ginn, am Juni 2024 wier den éischte Projet u sech ofgeschloss. Den éischte Pilotprojet, dat war een, wou sollt gekuckt ginn, opbereet Klärwaasser kënnen ze notze fir d'Wéngerten a fir d'Geméis. Dee Projet ass effektiv ofgeschloss. E gëtt awer elo net weidergefouert, well kee Bedreiwer fonnt ginn ass, kee gemeinschaftleche Bedreiwer, fir dee Projet kënnen ëmzesetzen. Dat heescht, do si mer bei deem Pilotprojet emol op engem Punkt ukomm, wou en net weidergefouert ka ginn.

Da sinn nach en zweeten an en drëtte Pilotprojet zréckbehale ginn. Deen een ass effektiv, fir kënnen och Waasser, wat an der Industriezon zesummekënnt, wat do vun den Diecher respektiv vun de Parkingen ofléisst, dann opzefänken. Do leeft eng Machbarkeetsstudie, fir ze kucken: Wivill Waasser kënnt do zesummen? Wat ass d'Qualitéit vum Waasser? Wéi kann dat opbereet ginn, fir dat herno ze benotzen? Do ass bis elo nach keng Autorisatioun gefrot ginn, mee den Ëmweltministère ass do och Facilitateur. Mir wëllen déi Roll spillen, fir all d'Acteuren do zesummenzekréien, fir datt mer dee Projet och kënne begleeden an en och kann ëmgesat ginn. An do si mer och a konstruktiven Echangen doriwwer.

An deen drëtte Pilotprojet, dat soll u sech ee si vun Notzung vu Reewaasser an anere Waasserressourcë fir een ëffentlechen Terrain vun enger Gemeng, wou et awer elo e Problem gëtt, well deen Terrain läit net op Staatsgebitt, mee op engem anere sengem Staatsgebitt. An elo ass u sech do déi Machbarkeetsstudie, déi och doriwwer gelaf ass, gestoppt ginn, well fir d'éischt déi Gemeng gär wëll en aneren Terrain fannen, fir dann erëm eng Kéier kënne mat deem Projet unzefänken.

Voilà, dat ass eng Kéier just kuerz, wou mer dru si mat deenen eenzelen dräi Pilotprojete suite vum éischte Waasserdësch.

An zur Fro: Waasserdësch, jo oder nee? Natierlech, dat steet an eisem Koalitiounsprogramm, mee et kann een dat an zwou Etappe maachen, beim Landwirtschaftsdësch deemnächst spezifesch agoen op d'Besoine vun der Landwirtschaft an awer gären dat och eng Kéier méi grouss opmaachen, well et net nëmmen eng Fro ass vun Irrigatioun, mee nach vu villen aneren. An och am Kader vun der Waasserstrategie wëlle mer souwisou all d'Acteuren eng Kéier consideréieren. Do geet et natierlech da just ëm d'Drénkwaasser, mee wa mer gären all d'Aspekter wëlle beliichten, musse mer dee Waasserdësch méi grouss organiséieren, wat mer awer prett sinn ze maachen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

An da komme mer zur nächster Fro, der Fro Nummer 103 vun der Madamm Alexandra Schoos un den Här Kulturminister iwwert déi finanziell Ënnerstëtzung fir den Tournage vun engem Film vun der ASBL Union des mouvements de résistance luxembourgeois. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 103 du 2 juillet 2024 de Mme Alexandra Schoos relative au soutien financier pour le tournage d'un film par l'Union des mouvements de résistance luxembourgeois ASBL, adressée à M. le Ministre de la Culture**

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Merci, Här Chamberspresident. E schéine gudde Mëtteg, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Här Kulturminister, wéi een an enger Pressematdeelung vun der Union des mouvements de résistance luxembourgeois ASBL vum 29. Juni 2024 noliese kann, huet ënner aneren dës Organisatioun e Film realiséiert, „Operatioun Pauly", deen de Leidenswee vun zwee jonke Lëtzebuerger am Zweete Weltkrich retracéiert. Fir dëse Film hat d'UMRL eng finanziell Ënnerstëtzung vun 22.500 Euro beim Lëtzebuerger Filmfong ugefrot, den Héchstsaz, dee fir esou e Projet enger ASBL vum Filmfong accordéiert ka ginn.

De Filmfong huet sech de 5. Juni 2024 géint eng entspriechend Ënnerstëtzung ausgesprach. An der Pressematdeelung liest ee souguer: „En refusant toute aide financière à une production luxembourgeoise, avec un historique d'une telle valeur et l'engagement de jeunes acteurs luxembourgeois, nous estimons que le Filmfong a failli à sa mission de soutenir notre film qui contribue à la mémoire collective de ces années sombres du Grand-Duché."

An deem Kontext géif ech dem Här Kulturminister gär dräi Froe stellen: Kann den Här Kulturminister confirméieren, dass fir dëse Film net nëmmen déi ugefroten Zomm refuséiert gouf, mee wierklech guer keng finanziell Ënnerstëtzung accordéiert gouf?

Déi zweet Fro wier: Firwat war et net méiglech, dës Filmproduktioun esou ze ënnerstëtzen, wéi et ugefrot war?

An déi lescht Fro wier: Wier et net méiglech, an Zukunft all Lëtzebuerger Filmproduktioun, déi d'Erënnerung vu Lëtzebuerger am Zweete Weltkrich oprechterhält, prinzipiell op eng ugemoosse Manéier ze ënnerstëtzen an och eng entspriechend Ënnerstëtzung nëmme mat gudder Begrënnung ofzeleenen?

Ech soen Iech Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Schoos. Dann huet den Här Kulturminister d'Wuert. Här Minister.

**M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | Merci, Här President. Merci der Madamm Schoos och fir d'Fro. Fir unzefänken: Ganz, ganz kloer ass et fir mech als Kulturminister ganz wichteg, hei ze ënnersträichen, dass d'Erënnerungskultur, vun där Der och geschwat hutt, e ganz wichtegen an en elementare Bestanddeel vun eisem nationale Patrimoine ass.

Ech kann dofir och déi Initiativ, vun där Der geschwat hutt, an och déi aner benevoll Engagementer vun der Unioun vun de Lëtzebuerger Resistenzler an och aneren Associatiounen iwwert déi lescht Joren a Joerzéngte ganz kloer just ënnersträichen an och begréissen.

Är Fro bezitt sech konkreet eeben op déi Realisatioun vun dësem Projet, fir deen d'Unioun vun de Lëtzebuerger Resistenzler eng konkreet Aide beim Filmfong ugefrot huet. Konkreet handelt et sech hei ëm eng Demande fir eng sougenannt „Carte blanche". Dës Aide, dat ass e selektive Subsid, also eng Hëllef op engem Dossier, a keng automatesch finanziell Ënnerstëtzung fir esou eng Produktioun. Dës Reegelen, déi si festgehalen, genausou wéi d'Modalitéiten, fir eeben déi Aidë vun deene Carte-blanchen ze definéieren, an déi sinn um Filmfongsite um Internet och nozeliesen.

Mir ass op dëser Plaz wichteg ze ënnersträichen, jo, datt et net u mir als Kulturminister ass, fir sech – soen ech emol – iwwert de Bien-fondé vun esou enger Demande ze äusseren. Dëst ass d'Aufgab vum Filmfong a senger onofhängeger Kommissioun. Dëse Prinzipp ass fir mech elementaire fir d'Konschtfräiheet vum Film, an un dee wëll ech mech ganz kloer och weider halen.

An där Kommissioun sëtzen – wichteg ze soen! – ee Representant vum Filmfong an och dräi weider Experten, Consultanten. De virgeluechte Projet gouf effektiv op Basis vum Dossier vun der Kommissioun net zréckbehalen. D'Decisioun war an deem Sënn unanime, an d'Grënn sinn dofir, wéi Der och gesot hutt, per Courrier der ASBL matgedeelt ginn.

Wichteg ze soen: Dës Decisioun betrëfft reng de formalen Aspekt vun deem Projet a seet natierlech näischt iwwert d'Erliefnisser an och déi ausserge-wéinlech Verdéngschter vun de Resistenzler an hiren Nokommen aus.

Dat gesot, soen ech Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 104 vum Här André Bauler un d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau iwwert d'Schied, déi duerch d'Schauere vun e Samschde verursaacht goufen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 104 du 2 juillet 2024 de M. André Bauler relative aux dégâts causés par les pluies torrentielles du samedi 29 juin 2024, adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture**

**M. André Bauler** (DP) | Jo, merci, Här President. Wéi Der et scho gesot hutt: De leschte Weekend huet den Himmel seng Schleisen opgemaach a mir haten iwwer Lëtzebuerg e breet Déifdrockgebitt, wat derzou gefouert huet, datt mer wärend enger bestëmmter Phas vum Owend sougenannt, wéi d'Fransousen dat nennen, „pluies torrentielles", kruten, Sturzregen, mat alle Konsequenzen, déi dat bedeit huet fir Privatleit a Betriber, an och besonnesch hei d'Landwirtschaft.

Ech wollt am Fong geholl d'Madamm Landwirtschaftsminister just froen, ob si aus der Landwirtschaft, awer och aus dem Wäibau beziehungsweis vun de Gäertner an den Uebstbaueren e Feedback kritt huet iwwert de méigleche Schued. Wann een iwwer Land fiert, da gesäit een, datt et eng Rei Stécker gëtt, wou d'Kären zum Beispill ëmgefall sinn – oder besser gesot den Hallem, un deem d'Kären hänken, ëmgefall ass. Et gesäit een awer och Schued am Geméisbau. An ech wollt einfach froen, ob do eng Estimatioun, eng graff Estimatioun, besteet, wéi sech dëse Schued an deene Stonnen do entwéckelt huet a wat dat eebe fir Landwirtschaft, Wäibau an Uebstbau bedeit.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauler. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Merci, Här President. An och merci dem Här Bauler fir d'Fro. Ech hunn him leider net vill ze äntwerten, well als Ministère si mer guer net kontaktéiert ginn. Well ech awer elo net wollt heihinnerkommen an näischt soen, hu mer eis nach séier an der Mëttegstonn e bësse schlaugemaach bei den Assurancen. An do krute mer och gesot, datt bis elo u sech nach net vill Meldungen erakomm sinn. Et ass och net esou, datt elo déi puer Meldungen, déi komm sinn, sech an enger Géigend géife konzentréieren. Et ass e bësse queesch duerch d'Land.

Et si virun allem déi Kären, wou den Hallem méi laang ass, d'Kar an d'Triticale, wou Lager ass. Et ass och zum Deel Mais, deen e bëssen ëmläit. Dee ka sech awer nach eng Kéier erkréien. Dat heescht, do gi se elo e bësse méi spéit nach eng Kéier kucken.

Wéi gesot, am Wäibau hu mer och nogefrot. Do krute mer och keng Meldung eran, soudatt ech hoffen, datt där Meldungen och am Laf vun der Woch net méi vill kommen an datt mer dann dës Kéier mat engem bloen An an der Landwirtschaft, am Gaardebau an am Wäibau dervukomm sinn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch.

Da komme mer zur Fro Nummer 105 vum Här Ben Polidori un den Här Aarbechtsminister iwwert d'Hausse vum Chômage bei den Demandeuren ënner 30 Joer a bei den Héichqualifizéierten. Här Polidori.

**– Question n° 105 du 2 juillet 2024 de M. Ben Polidori relative à la hausse du chômage auprès des diplômés de l'enseignement supérieur et des moins de 30 ans, adressée à M. le Ministre du Travail**

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an den neiste Publikatioune vun der ADEM – a, do ass den Här Minister, ech hunn en elo just gesicht – gëtt gewisen, dass d'Zuele bei den Demandeur-d'emploien ënner 30 Joer wéi och bei de Leit mat héije Qualifikatioune staark geklomme sinn, dëst am Verglach natierlech zum leschte Joer. Mir gesinn och, dass dëst Joer ab Januar dës Zuel haaptsächlech bei de Leit mat héije Qualifikatioune stagnéiert. Trotz allen Efforten, déi d'ADEM an der leschter Zäit gemaach huet, wat d'Formatioun ugeet, gesi mer awer keng richteg Verbesserungen.

Eng Kéier kuerz zu e puer Zuelen: Bei den Demandeur-d'emploien ënner 30 Joer hate mer am Abrëll d'lescht Joer 2.964 Leit, déi eng Aarbecht gesicht hunn, an dëst Joer ëm déi selwecht Zäit hu mer der 3.475. Dat ass e Plus vu 17,5 %. Dann dat selwecht eng Kéier bei de Leit mat héije Qualifikatiounen, do hate mer lescht Joer 4.135 Leit, déi eng Aarbecht gesicht hunn, an dëst Joer hu mer der 5.103. Dat ass eng Augmentatioun vun 23,4 %.

An dësem Zesummenhang wëll ech dem Minister follgend Froe stellen: Wéi erkläert sech d'Regierung dës Entwécklungen? A wat gedenkt d'Regierung zousätzlech elo nach ze maachen, fir dës Entwécklungen ze stoppen?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Dann huet den Här Aarbechtsminister d'Wuert.

**M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | Merci, Här President. Merci, Här Polidori, fir déi Froen. Wann een elo déi absolutt Zuele kuckt iwwert den Undeel vun den héich qualifizéierte Leit, déi eng Aarbecht sichen, also deenen, déi Études supérieures mat Erfolleg ofgeschloss hunn, ass dës Zuel an de leschten zéng Joer geklommen. Dobäi ass ze soen, dass an der Gesellschaft an um Aarbechtsmaart den Undeel vun den Héichqualifizéierten allgemeng geklommen ass an dass dës Situatioun natierlech och gëllt bei deene Leit, déi eng Aarbecht sichen.

Et héiert sech dramatesch un, wann et heescht, dass den Undeel vun Héichqualifizéierten an deene leschten zéng Joer ëm bal 75 % geklommen ass. Wann een dann an absolutten Zuele kuckt, ass d'Situatioun awer da schonn e bëssen eng aner. Wärend den 31. Mee 2014 am Ganzen 2.536 héich qualifizéiert Leit bei der ADEM ageschriwwe waren, waren et der den 31. Mee 2024 am Ganze 5.179 Persounen. Dat si bal 30 % vun all de Persounen, déi dee Moment bei der ADEM ageschriwwe waren.

Trotzdeem ass dat e bedeitende Wuesstum a muss méi genee gekuckt ginn. Aus deem Grond goung der ADEM hir éischt Publikatioun vun der Serie „Zoom Emploi" d'lescht Joer am Hierscht genee iwwert dëse Sujet. De Zoom sur les demandeurs d'emploi avec qualification supérieure ass ze fannen op der Internetsäit vun der ADEM ënnert der Rubrick „Publications".

An dëser Publikatioun hëlt d'ADEM d'Populatioun vun den héich qualifizéierte Leit, déi eng Aarbecht sichen, ënnert d'Lupp a weist Perspektive fir eng Verbesserung vun der Situatioun. Follgendes kann een aus dëser Etüd zesummefaassen: Et gëtt eng Augmentatioun vun den héich qualifizéierte Persounen aus Drëttlänner, déi eng Aarbecht sichen. D'Augmentatioun vun héich qualifizéierte Leit, déi eng Aarbecht sichen, entsteet virun allem duerch en Zouwuess vu Leit aus Drëttlänner, wéi ech elo gesot hunn.

Wärend 2018 nach 740 héich qualifizéiert Drëttstaatler bei der ADEM ageschriwwe waren, waren et der 2023 schonn 1.532, also en Zouwuess vu 792 Leit, wat méi wéi dat Duebelt ass. Um Stéchdag vum 31. August 2023 waren et gréisstendeels héich qualifizéiert Leit aus der Ukrain mat 18,6 % an aus Indie mat 10,84 %, déi eng Aarbecht gesicht hunn.

Dës héich qualifizéiert Leit aus Drëttlänner si gréisstendeels Fraen, éischter méi jonk Leit, wéi Der och scho preziséiert hutt, ënner 45, awer och ënner 30, méi kuerz Zäit awer am Chômage. Iwwer 50 % si manner wéi sechs Méint bei der ADEM ageschriwwen.

D'Schwieregkeet beim Zougang op den Aarbechtsmaart fir héich qualifizéiert Drëttstaatler huet eng Rei Ursaachen. Dat sinn natierlech d'Sproochkenntnisser: Manner wéi 20 % schwätze genuch Franséisch an natierlech ganz sielen och Lëtzebuergesch. D'Unerkennung respektiv d'Aschätze vun den auslänneschen Diplomer: Nieft de Waardezäite fir d'Unerkennung kënnen och vill Patronen de Wäert vun deenen Diplomer aus dem Ausland schlecht aschätzen. Natierlech dann och mangelnd Beruffserfarung respektiv Kenntnisser vun nationalen Administratiounen a Gesetzeskaderen. Dat gëllt virun allem bei Comptabelen an Affekoten, reglementéierte Beruffer, virun allem am Gesondheets- a Sozialwiesen. An och d'Ausstellung vun Aarbechtsgeneemegungen, och nodeem dat neit Immigratiounsgesetz vum 1. September 2023 a Kraaft getrueden ass.

Wat ënnerhëlt d'Regierung an natierlech deementspriechend och d'ADEM, fir déi dote Penurie an de Gréff ze kréien? D'ADEM huet hir Offer vu Reskilling, Upskilling an de leschte Jore considerabel vergréissert an ausgebaut. Dorënner falen och Offere fir héich qualifizéiert Leit, déi eng Aarbecht sichen, wéi zum Beispill am IT-Beräich. Vu datt beim Accès zum Aarbechtsmaart grad fir Drëttstaatler feelend Sproochkenntnisser e ganz grousse Problem duerstellen, huet d'ADEM hir Offer konsequent vergréissert: obligatoresch Sproochentester bei der Aschreiwung fir all Leit, déi eng Aarbecht sichen, fir méiglechst séier d'Defiziter ze identifizéieren an ugepasste Sproochecoursen unzebidden, e Partenariat mam INLL an d'Vergréissere vun der Offer vum E-Learning, andeems méi Lizenzen disponibel sinn, zum Beispill 4.000 Lizenze fir d'Sproocheplattform Babbel, déi och alleguerte bis elo genotzt gi sinn.

Wat muss méi gemaach ginn?

*(Interruption par la présidence)*

Ganz séier: D'Méiglechkeeten, fir e Stage de professionnalisation ze maachen, musse multiplizéiert ginn, an den akadeemesche Programmer vun der Formation professionnelle solle méi Stagen a Betriber virgesi sinn, fir de Kontakt tëscht de Studenten a potenzielle Patronen ze vereinfachen, d'Begleedung vun den Unisdiplomëierten, wa se sech selbstänneg wëlle maachen.

Am Resümmee kann een da soen, datt natierlech méi Efforte musse gemaach ginn, fir déi Héichqualifizéiert, awer och déi ënner 30 an d'Aarbecht ze kréien a fir hinnen eng Aarbechtsplaz kënnen ze bidden. E reelle Problem um Aarbechtsmaart ass dës Situatioun awer net, well och d'Betriber sichen ëmmer méi héich qualifizéiert Leit, soudass och den Undeel vun den ausgeschriwwenen Aarbechtsplazen, déi eng Aarbechtskraaft mat engem Unisdiplom sichen, an de leschte Jore vun 28,7 % op 38 % geklommen ass.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 106 vum Här Luc Emering un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit iwwert de Refus vun enger Autorisatioun fir e Footgolftournoi. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 106 du 2 juillet 2024 de M. Luc Emering relative au refus d'une autorisation pour un tournoi de FootGolf, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

**M. Luc Emering** (DP) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Wéi Der bestëmmt gesinn hutt, ass an de soziale Meedie vill diskutéiert ginn de Weekend iwwert de vun diverse Veräiner organiséierte Fussballgolftournoi zu Mënsbech. De Weekend vum 29. Juni, samschdes, sonndes, sollt dat elo stattfannen.

Dat Ganzt gouf een Dag virdrun, den 28. Juni, vum Ministère de l'Environnement refuséiert, wuel wëssend, dass den Dossier de 16. Abrëll eragaangen ass. Aus dem Refus geet ervir, dass do eng Zone spéciale wier, déi preziséiert wier duerch e Reglement vum 6. Oktober 2023, eent vun deene Reglementer, déi nach kuerz virum Regierungswiessel gestëmmt gi sinn. Et geet awer net konkreet do eraus, firwat dat refuséiert ginn ass.

Dofir hunn ech dräi Froen un de Minister. Déi éischt ass: Firwat gouf deen Tournoi do konkreet refuséiert? Huet dat elo weider Konsequenze fir d'Zukunft an deenen dote Gebidder, dass een emol kee Fussball méi däerf do spillen?

Firwat en Delai vun zwee an engem hallwe Mount, fir deene Leit ze äntweren? Ech mengen, et handelt sech, wéi gesot, hei ëm en Tournoi, an do ka jiddweree sech den Impakt awer op d'Natur ausdenken, dass deen net allze riseg ass.

An engem Fall wéi deem hei, wou de Veräi schonn eng ganz Rei Zelter opgeriicht hat, Iessen a Gedrénks kaf hat, sinn do Entschiedegunge virgesinn? Ech mengen, an engem Fall wéi deem hei kann dat awer de Veräin a finanziell Laberente bréngen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Emering. An dann huet den Här Ëmweltminister d'Wuert. Här Minister.

**M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President. Ech wëll just am Ufank bemierken, datt ech net weess, ob d'Chamber déi richteg Plaz ass, fir iwwer eng spezifesch Demande, …

*(Interruptions)*

… wou e Refus gemaach ginn ass, eng Äntwert onbedéngt ze ginn, well u sech misste mer allgemeng Interêten hei kënne behandelen. Mee ech versichen awer trotzdeem, hei deen allgemengen Interêt erauszehuelen an och Iech déi Äntwert ze ginn op dee prezise Fall hei. Dat, mengen ech, ass och absolutt kee Problem.

Wéi geet elo déi allgemeng Prozedur? Ech mengen, et ass wichteg, datt all Veräiner, wa se iergendwou gäre wëllen eppes organiséieren, wat an enger Naturzon, an enger Gréngzon ass, och laang a Viraus effektiv hir Demande maachen. A mir mussen eis nach méi beméien, an dat si mer och amgaang ze maachen am Ëmweltministère, fir kënnen och deene Veräiner méi Guidance mat op de Wee ze ginn. Dat kann a Form si vun engem Guide, vun engem FAQ, wou een op déi heefegst gestallt Froen och Äntwerte kritt: Wann ech an enger bestëmmter Zon eppes wëll organiséieren, op wat muss ech oppassen? Do ass amgaangen, esou e Guide ausgeschafft ze ginn, fir de Veräiner dat mat op de Wee ze ginn an dann och kloer d'Instruktiounen un d'Veräiner laang am Viraus. An da kann een, mengen ech, och esou Fäll, wou dat ganz kuerzfristeg geschitt, an Zukunft och evitéieren.

Allgemeng ass et jo och de Wëlle vun dëser Regierung ze kucken, d'Prozedure méi séier ze maachen. Dat gëllt selbstverständlech och an dësem Beräich, ënner anerem mat Hëllef vun der Digitaliséierung, soudatt mer och net méi mussen esou laang op Äntwerte waarden.

Wat war elo de Grond an dësem spezifesche Fall, firwat et net autoriséiert ginn ass? Ma d'Demande, déi gestallt ginn ass, dat war, esou en Tournoi ze organiséieren an enger Natura-2000-Zon. An dat ass och dem Requerant, wéi en d'Demande ausgefëllt huet, automatesch a senger Demande ugewise ginn, datt e muss oppassen, datt hei eng Natura-2000-Zon ass respektiv et kéint eng streng geschützt Naturzon sinn, déi betraff ass. Et ass him warscheinlech net esou bewosst gewiescht, mee et ass awer ugewise ginn. An deem Formular gëtt dat automatesch generéiert.

An dat ass elo de Problem: An enger Natura 2000 muss een natierlech vill méi strikt Oplage respektéieren. Et ass net, datt een näischt kéint do maachen, mee hei si mer awer elo matzen an engem Gebitt, wou ganz streng geschützten europäesch Aarte sinn. Déi sinn elo an der Brutsaison. A genau do hätt dat solle stattfannen. An dat kann awer do beim beschte Wëllen net autoriséiert ginn, well an där Brutsaison do net kënnen esou Aktivitéite stattfannen, well déi soss – virun allem d'Vullenaarte sinn et – géife gestéiert ginn. Dowéinst huet dat missen an deem Moment refuséiert ginn.

Déi aner Äntwerten, mengen ech, hunn ech Iech do ginn, wéi mer versichen, an Zukunft allgemeng eebe mat esou Demanden ëmzegoen, fir datt mer eeben och kënnen esou Situatiounen an Zukunft verhënneren.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 107 vum Här Marc Baum un den Här Inneminister iwwert d'Suspensioun oder d'Revokatioun vun engem Schäffen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 107 du 2 juillet 2024 de M. Marc Baum relative à la suspension ou révocation d'un membre d'un Collège échevinal, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Zënter engem Mount beherrscht d'Affär ronderëm d'Verurteelung vun engem Schäffe wéinst schwéierer Steierhannerzéiung d'éffentlech Debatt, d'Uneën an d'Editoe vun allen Zeitungen, virun allem well de betraffene Schäffe sech weigert, fräiwëlleg ze demissionéieren. Eng entspriechend Motioun gouf am Escher Gemengerot net zum Vott zougelooss. An déi lescht politesch Instanz, den Inneminister, huet an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro vu mir refuséiert, iergendeng Form vu Sanktioun géint dee Schäffen auszeschwätzen.

Här President, dëst ass e Sachverhalt, deen eis nach ganz laang beschäftege wäert, well e fundamental demokratesch, institutionell an och verfassungsrechtlech Froen opwerft. Hei just e puer Elementer:

An de Coursë vum Inneministère fir Gemengebeamte ginn unhand vun der belscher Praxis, op där eist Gemengegesetz berout, fir d'Sanktiounsméiglechkeet vum Inneminister wéinst Inconduite notoire, Artikel 41, ënner anerem follgend Beispiller genannt: Korruptioun, Steierhannerzéiung, Farerflucht. Den Inneministère gesäit dat awer anescht an argumentéiert, datt an dësem Fall: a) déi schwéier Steierhannerzéiung Privatsaach ass – dat ass Steierhannerzéiung ëmmer –; b) de Betraffenen net zu enger Prisongsstrof verurteelt gouf; an c) d'Geriicht him net säi passiivt Walrecht ofgeschwat huet. Jo, och dat ass richteg: Mir schwätze vun Inconduite notoire, net vu Mord.

Dozou follgend Froen: Éischtens: Vu datt den Inneminister eng aner Interpretatioun huet wéi déi gängeg Doktrinn an de Schoulbicher, wëll hien d'Coursë vum Ministère esou ëmänneren, datt se senger neier Interpretatioun entspriechen? Net datt ugoend Gemengebeamten nach eppes iwwer exemplarescht Verhale vun hirem Schäfferot léiere mussen, dat net stëmmt.

Zweetens: Déi aktuell Doktrinn gesäit an deene Froen nach ëmmer eng staark a streng Tutelle vum Inneminister iwwert de Schäfferot vir a parallell kaum Handlungsméiglechkeete vum Gemengerot. Jo, de Gemengerot dierf net emol indirekt säin Desaccord ausdrécken, esou heescht et. Wann den Inneministère elo eng manner streng Tutelle wëll ausüben, misst en dann net als noutwendege Parallelismus e méi staarken Aktiounsradius fir de Gemengerot virgesinn?

An drëttens a leschtens: Mengt den Inneminister, datt déi aktuell Gemengegesetzgebungen a Bezuch op d'Nominatioun an d'Revokatioun vu Memberen aus dem Schäfferot nach internationalem Recht entspriechen?

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Dann ass d'Wuert fir den Här Inneminister. Här Inneminister.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Erlaabt mer, emol eng Kéier den Artikel 41 aus dem Gemengegesetz ze zitéieren: „En cas d'inconduite notoire, de faute ou de négligence graves, les échevins peuvent être suspendus de l'exercice de leurs fonctions par le ministre de l'Intérieur pour un temps qui ne pourra excéder trois mois, sauf à être renouvelé par décision motivée. Ils peuvent être démis de leurs fonctions par le même ministre."

Jo, dat, wat den Här Knaff gemaach huet, ass net gutt. A jo, e krut eng …

**Plusieurs voix** | O!

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | A jo, e krut eng Condamnatioun. En ass condamnéiert gi vun engem Geriicht. A wann een hei d'Verfassung ernimmt, sou wéi den Här Baum … Här Baum, d'Séparation des pouvoirs. Ech sinn net Riichter. Ech sinn Inneminister an ech hale mech un déi Texter, déi virginn, wéi ech ze handelen hunn am Kader vu Gemengen.

Ech stelle fest, datt an deem Geriicht déi betreffend Persoun net dechu ass vun hiren zivillen a politesche Rechter. Géif ech déi Persoun suspendéieren, wier de Risiko enorm grouss, datt den Tribunal administratif géif meng Decisioun annuléieren. An dann hätte mer erëm aner Problemer.

Dee Cours, deen Der uschwätzt – an do soen ech Iech Merci, datt Der dee Punkt opgeworf hutt –, deen ass net ënner menger Fieder op de Site gesat ginn, mee dat ass e Cours, dee scho ganz laang …

*(Interruption par M. Marc Baum)*

Mee da lauschtert mer mol no! Dir hutt mer jo eng Fro gestallt.

*(Interruption par M. Marc Baum)*

Dee steet scho ganz laang um Site. An effektiv, dat hu mer elo dank Ärer Interventioun gemierkt – an duerfir, op deem Punkt ass se nëtzlech –, …

*(Exclamations et hilarité)*

... ass e leider net méi ...

**M. Claude Wiseler,** Président | D'Wuert huet den Här Inneminister.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Et ass vill Opreegung, Här President.

*(Brouhaha)*

Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, wannechgelift fuert weider!

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | ... ass dee Cours effektiv net méi à jour. An ech kann Iech och berouegen: Den aktuelle Cours – ech hu lo gesot, si sollen deen erofhuelen, dank Ärer Interventioun – mat der aktueller Jurisprudenz gëtt natierlech awer um INAP enseignéiert.

An do ass et effektiv esou, datt déi franséisch Jurisprudenz ausschlaggeebend ass, déi ganz kloer seet, dass een een an dësem Fall nëmme suspendéiere kann, wann en e Feeler am Kader vum Exercice vu sengem Mandat gemaach huet. Ech wäert dat och weider esou applizéieren. Ech hunn och an där Äntwert, déi ech Iech ginn hunn, preziséiert: Hei ka just déi betreffend Persoun en âme et en conscience decidéieren, wat se mécht no där Verurteelung.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Inneminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 108 vun der Madamm Taina Bofferding un d'Madamm Justizministesch iwwert d'Aféierung vum elektronesche Bracelet als Distanzéierungsmoossnam am Fall vun häuslecher Gewalt. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 108 du 1er juillet 2024 de Mme Taina Bofferding relative à l'introduction du bracelet électronique comme mesure d'éloignement dans le cadre de la violence conjugale, adressée à Mme la Ministre de la Justice**

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Jo, genau, Här President. D'häuslech Gewalt ass eng Realitéit hei am Land. Dat weist och de Rapport zur häuslecher Gewalt, dee kierzlech virgestallt gouf. A 25 % vun de Policeinterventioune koum et zu enger Expulsioun. A vun deenen Täter, déi hu missen de Stot verloossen, waren der 52 Widderhuelungstäter.

Et ass wichteg, dass mer nach méi de Bléck op d'Täter riichten, well Täteraarbecht ass och Afferschutz. An och wann an de leschte Jore scho ganz vill Mesüre geholl goufen, sou ass et e permanente Prozess. Dofir gouf an der leschter Legislaturperiod en interministeriellen Aarbechtsgrupp agesat, eebe fir ze kucken, ob souwuel am Legislative wéi och am Preventiven an a weidere Beräicher mussen Adaptatioune gemaach ginn.

Dee Grupp huet seng Aarbechten ofgeschloss, dat a Form vun enger Analys, wou en och eng ganz Rëtsch vu Pisten a Recommandatiounen oplëscht. An eng vun deene Pisten ass eeben d'elektronesch Foussfessel, wou sollt am Ausland gekuckt ginn, déi dëst schonn agefouert hunn, respektiv sollen Etüden ausgewäert ginn an eeben iwwerpréift ginn, awéifern mer dëst och kéinten hei am Land eeben am Kader vun der häuslecher Gewalt asetzen.

Alternativ gëtt et jo nach aner esou Antirapprochementssystemer, wou dann en Alarm ausgeléist gëtt. Dorëms geet et jo, wann Täter an Affer am nämmlechte Perimeeter sinn. Ech mengen, dat wär duerchaus sënnvoll, wa mer kucken, wéi kleng awer d'Land ass a wéi ee sech mol zoufällegerweis séier kann iwwert de Wee lafen.

Dofir meng Fro un d'Ministesch, ob dës Pist nach weider verfollegt gëtt, ob nach weider iwwerpréift gëtt, ob Der wëlles hutt, effektiv am Kader vun der häuslecher Gewalt a bestëmmte Fäll – well mir schwätze jo hei nach net vun enger Strofdot, dat ass jo eng Mesure administrative d'urgence, déi hei geholl gëtt – d'Foussfessel anzeféieren.

An dann ass et och esou: De Parquet fuerdert eng Etüd iwwert d'Widderhuelungstäter, wat ech absolutt sënnvoll fannen. Dat war och d'lescht Joer am Kader vun 20 Joer Gewaltschutzgesetz en Theema, wou gesot ginn ass: „Et ass wichteg aus wëssenschaftlecher Siicht, déi Dossiere kënnen ze analyséieren." Ben, aus Dateschutzgrënn ass dat net méiglech, mee dofir och meng Fro, wéi Der zu där Revendicatioun stitt an ob Der vläicht bereet wiert, eeben och hei dem Parquet ze hëllefen, fir de Wee fräizemaachen, dass een esou eng Etüd ka maachen. Wéi gesot, ech mengen, dass dat och wichteg ass, wann een nach an Zukunft wëll weider an der Täteraarbecht Akzenter setzen.

Merci.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. An dann huet d'Justizministesch d'Wuert. Madamm Minister.

**Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | Merci, Här President, an och merci un d'Madamm Bofferding fir dës Fro zu engem ganz wichtege Sujet. Mir hunn am Koalitiounsaccord allgemeng zréckbehalen, datt mer de Recours op de Bracelet électronique wëllen iwwerpréiwen, fir en och kënne méi systematesch anzesetzen, besonnesch och an der Détention préventive.

Et muss ee wëssen, datt et zwou Zorte vu Bracelet-électroniquë gëtt: op där enger Säit déi mat der Radiofrequenz. Do kann een nëmme kucken: Ass eng Persoun op där Plaz, wou se soll sinn, oder net? Mee soubal se déi Plaz verléisst, kann een eigentlech net méi iwwerpréiwen, wou déi Persoun ass. An deen aneren ass dee vum GPS, wou een dann eebe ka genau suivéieren, wou déi Persoun geet. Dat setzt awer natierlech dann och viraus, datt och een dee Contrôle mécht an datt dann och een do ass, dee kann agräife gegeebenefalls, wann déi Persoun an engem Perimeeter ass, deen ee muss definéieren, a wa se net méi doranner ass. A Frankräich, effektiv, do hu se esou e System, an dat ass e Système de géolocalisation, de Bracelet électronique antirapprochement.

Mir si weiderhin der Meenung, datt dat eng Iddi och ass en matière de violence domestique. Dat heescht, déi Pist verfollge mer weider. Allerdéngs musse mer do nach e bëssen och mat de verschiddenen Acteure kucken, well mir musse jo och kucken: Wie këmmert sech ëm wat? Wéi soll dat an der Praxis oflafen? Besonnesch wa mer eeben, wéi Der richteg sot, net an enger Strofdot sinn, mee en matière préventive. Do si jo ganz aner Mechanismen, déi dann och musse spillen. Dat heescht, do si mer weiderhin amgaangen, drun ze schaffen. A mir musse wierklech e Konzept ausschaffen, fir dat kënnen en place ze setzen.

Mee d'Äntwert ass kloer: Jo, mir si weiderhin der Meenung, datt de Bracelet électronique kann en Instrument sinn, wat duerchaus sënnvoll ass am Kader géint haislech Gewalt.

Och déi Etüd, déi Der ugeschwat hutt, mengen ech: Et ass wichteg, datt mer dee Problem vun der haislecher Gewalt besser verstinn, a wéi enger Situatioun déi entsteet a wat d'Risike sinn. An natierlech ass dat eppes, wou mer och kënnen absolutt op dee Wee goen an déi Etüd esou maachen, wéi se gefuerdert ass.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zur leschter Fro vun haut. Dat ass d'Fro Nummer 109 vum Här Tom Weidig un den Här Premierminister iwwert d'Positioun vum Lëtzebuerger Staat zum franséischen Nuklearschëld. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 109 du 2 juillet 2024 de M. Tom Weidig relative à la force de dissuasion nucléaire française, adressée à M. le Premier ministre**

**M. Tom Weidig** (ADR) | Merci, Här President. Här Staatsminister, Lëtzebuerg huet sech verflicht, bis 2030 2 % vu sengem Bruttonationalakommes an d'Verdeedegung ze investéieren. Mir stinn domat net aleng. Sämtlech NATO-Staaten erhéije progressiv hire Militärbudget. Am Géigesaz zu anere Länner muss Lëtzebuerg déi Suen aus Mangel un eegener nationaler Rüstungsindustrie exklusiv am Ausland ausginn, an dat deelweis souguer ausserhalb vun der Europäescher Unioun.

Ee Kärelement vun der europäescher Verdeedegungsstruktur ass d'franséischt Nuklearschëld, dat fir Europa ëmsou méi wichteg gëtt, wann d'Vereenegt Staate sech eng Kéier géifen aus Europa zréckzéien. Duerfir hunn ech zwou Froen:

Här Staatsminister, sidd Dir derfir oder dergéint, datt Lëtzebuerg vum Schutz vum franséischen Nuklearschëld soll profitéieren?

An zweetens: Wäert d'Regierung Initiativen op EU-Niveau ënnerstëtzen, fir déi europäesch Rüstungsindustrie ze stäerken?

Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Weidig. Dann huet den Här Premierminister d'Wuert.

**M. Luc Frieden,** Premier ministre | Här President, d'Defensepolitick ass eng Politick, déi een national definéiert. Et ass u Frankräich als souveräne Staat ze decidéieren, ob et säin Nuklearschëld och anere Länner zur Verfügung stellt. Dat ass eng Decisioun, mat där Lëtzebuerg näischt direkt ze doen huet.

Fir eis ass den nukleare Prabbeli dee vun der NATO. D'NATO ass déi Instanz, déi eis deen nukleare Schutz gëtt. Lëtzebuerg ass Deel vun der NATO – mat aneren. An duerfir wäerte mer och eisen Effort de défense, wéi mer annoncéiert hunn, op 2 % vum Revenu national brut bis 2030 erhéijen. Dat geschitt innerhalb vun den Efforte vun der Europäescher Unioun, mee wat déi nuklear Defense ubelaangt, geschitt dat innerhalb vun der NATO. Et ass net un eis, fir de Schutz vun engem anere Land ze beusprochen an dësem Kontext. Et ass u Frankräich eleng ze decidéieren, wat et mat senger nuklearer Defense mécht.

Wann ech et richteg verstan hunn, huet de franséische President just doriwwer en Debat a Frankräich lancéiert a guer net gesot, datt dat esou géing geschéien, well dat wär dann dee Moment souwisou eng Decisioun vun der NATO. Ech fueren d'nächst Woch op den NATO-Sommet op Washington a wäert do eise vollen Engagement als NATO-Partner vis-à-vis vun der NATO confirméieren.

Zweet Fro: Jo, natierlech si mir fir de Renforcement vun der europäescher Defenseindustrie. Lëtzebuerg kann do nëmmen e ganz klenge Rôle derzou spillen, mee selbstverständlech muss Europa selwer

och kucken, datt et ka Saache produzéieren. An all déi Konklusiounen, déi den Europäesche Conseil an deene leschte puer Woche geholl huet, fir dat ze renforcéieren, fannen d'Zoustëmmung vun der Lëtzebuerger Regierung.

Am Resümmee: Den nukleare Prabbeli ass dee vun der NATO. Mir sinn en zolitte Partner vun der NATO, mat allen Engagementer, déi dat comportéiert. An innerhalb vun der NATO si mir selbstverständlech och der Meenung, datt Lëtzebuerg an Europa och muss seng Roll spillen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Premierminister. Domat wär dann eis Froestonn ofgeschloss.

## 6. Ordre du jour (suite)

Den nächste Punkt vum Ordre du jour sinn zwou Froen, zwou Question-élargien, iwwert d'Schoulmedezinn: déi eng vum Här François Bausch an duerno déi vum Här Mars Di Bartolomeo. Aus Organisatiounsgrënn géing ech proposéieren, datt déi zwee Auteure vun de Froen hir Froen hannerenee stellen an datt d'Ministesch an engem Jet kann déi Äntwerte ginn op Froen, déi mer awer schéngen, parallell ze sinn. Wann Der domat d'accord sidd, da géing ech fir d'éischt dem Här Bausch d'Wuert ginn.

## 7. Question élargie n° 15 de M. François Bausch relative à la médecine scolaire

## Question élargie n° 16 de M. Mars Di Bartolomeo relative à la médecine scolaire

Den Här Bausch huet da 5 Minutten Zäit fir seng Haaptfro a fir seng Zousazfro. Dat selwecht gëllt fir den Här Di Bartolomeo duerno. An d'Madamm Ministesch huet eeben zweemol 10 Minutten Zäit, wa si se da géing brauchen, fir drop ze äntweren, inklusiv mat den Zousazfroen. Här Bausch, et ass un Iech.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President. Bon, ech mengen, mir wëssen et all: D'Schoulmedezinn, dat ass e bëssen esou wéi eng Porte d'entrée fir allméiglech Problemer vu Schülerinnen a Schüler, fir datt déi kënnen do ugeschwat ginn. Et ass duerfir wichteg, datt déi ganz Schoulmedezinn eng gewësse Reegelméissegkeet huet, datt se gutt fonctionéiert.

Mir mussen och wëssen, datt 34 % vun de Kanner zu Lëtzebuerg an Aarmutsverhältnisser liewen, laut de Statistiken, an duerfir besonnesch bedrot sinn. An et ass och esou, datt natierlech grad fir déi esou eng Ulafstell an eisem Schoulsystem ganz wichteg ass, fir datt do e medezinnesche Suivi ka gemaach ginn, datt dee kann opgefaang ginn. Well et geet ëm hir Gesondheet, ëm hiert kierperlecht Wuelbefannen, mee et geet och ëm dat mentaalt Wuelbefannen, datt dat am Mëttelpunkt muss stoen. An dat ass natierlech besonnesch bei Kanner aus méi schlecht situéierte Verhältnisser nach méi wichteg, géing ech soen, wéi bei villen aneren, well do Problemer entstinn.

Elo gëtt et dee Rapport vum Professer Michaud. A mir hunn eng Rei Problemer mat der Aart a Weis, wéi dee Rapport erstallt gouf, well deen eiser Meenung no eng Rei Froen opwerft, well zum Beispill zentral Acteure vun der Schoulmedezinn net befrot gi sinn, obwuel se als Interviewpartner am Rapport opgefouert gi sinn. Ech hu mer selwer d'Méi gemaach, och eenzel Acteuren ze gesinn. Déi hu mer och bestätegt, datt dat esou ass.

Et ass och esou, datt dat Bild vun der Schoulmedezinn, wat am Rapport gemoolt gëtt, eiser Meenung no inkomplett ass, sou wéi et zu Lëtzebuerg reell ass. Duerfir menge mir och, datt een déi Konklusioune mat enger gewëssener Virsiicht misst genéissen an datt mer och verschidde Saachen, wéi zum Beispill d'Ofschafe vu verschiddenen Depistagemesüren, éischter kritesch gesinn.

De fréien Depistage dréit derzou bäi, eiser Meenung no, datt ee Kanner relativ fréi kann en charge huelen. Et ass och en plus doriwwer eraus an engem Zäitalter, wou Personalmangel am Gesondheetsberäich existéiert, eiser Meenung no eng grouss Plus-value. Mir sollen dofir virsiichteg domadder ëmgoen an déi honnertjäreg Erfarung, déi mer eigentlech domadder hunn, déi gutt Erfarung, déi mer domadder hunn, net einfach liichtfankeg iwwer Bord geheien.

Doriwwer eraus si mer awer och der Meenung, datt et eng Evolutioun a Richtung Santé scolaire mat enger ganzheetlecher Approche zur Gesondheet muss ginn, datt dat natierlech sënnvoll ass. Mee dat ass eigentlech awer och näischt Neies, wat hei beschriwwe gëtt, well dat ass awer dat, wat zu Lëtzebuerg schonn – mindestens a verschiddene Servicer – ganz gutt praktizéiert ginn ass, an et steet schonn zënter 20 Joer op der Agenda vun eiser Gesondheetspolitick.

Duerfir meng éischt Fro un d'Gesondheetsministesch: Wéi gesäit si d'Evolutioun vun der Schoulmedezinn? A wéi mengt si, datt se an der Zukunft soll organiséiert ginn? Mir mengen, datt d'Schoulmedezinn e wichtegen, wichtegen Deel ass vun der gesamter Gesondheetspolitick zu Lëtzebuerg. An duerfir: Wat fir eng Elementer aus dem Rapport Michaud sollen zréckbehale ginn a wéi eng, der Madamm Ministesch hirer Meenung no, éischter net?

Donieft stelle sech natierlech och eng Rei aktuell Froen an der Schoulmedezinn, wou et Schwieregkeete gëtt. Bon, d'Schoulmedezinn am Fondamental ass net iwwerall d'nämmlecht organiséiert. Et gëtt Ënnerscheeder an der Qualitéit vun der Prise en charge. D'Kanner ginn net all d'nämmlecht behandelt, obwuel et sech bei der Médecine scolaire ëm eng grondleeënd Aufgab vum Staat an der Santé publique handelt. A wärend natierlech déi gesetzlech virgesinne Prise en charge iwwerall garantéiert ass, sou gëtt et dach Gemengen, déi mat hirer Schoulmedezinn probéieren, vill méi wäit ze goen, wat gutt ass, an eeben eng ganzheetlech Approche vun der Santé scolaire schonn entwéckelt hunn.

Am Sënn vun der Kannergesondheet, déi jo an deene leschte Joren duerch eng ganz Rei Rapporten zu Recht thematiséiert gouf, wär et och wënschenswäert, wann déi Diskrepanz, déi besteet tëschent de Gemengen zum Beispill, géing ugepaakt ginn. Dat heescht, d'Ambitioun muss dobäi ganz kloer sinn, en Nivellement vers le haut ze maachen a ganz sécher net vers le bas.

Dat nämmlecht gëllt fir de Contrôle dentaire. Do ware jo Schwieregkeeten. Deen ass jo quasi ganz ausser Kraaft gesat gi wärend der Pandemie. En ass entretemps zwar erëm agefouert ginn, mee mat enger 50%eger Reduktioun. Mir haten och doriwwer schon 2022 eng Kéier eng Question parlementaire gestallt. An duerfir och do d'Fro un d'Ministesch: Kënnt dee Règlement grand-ducal elo iergendwann oder passe mer d'Frequenz vum Contrôle dentaire erëm un den existéierenden Text un? Op déi eng oder aner Manéier musse mer eis hei ganz kloer a Conformitéit setzen.

An dann ass eng Fro: De Plan d'accueil individuel fonctionéiert an der Praxis gutt, huet awer keng Base légale. An duerfir och d'Fro: Gëtt hei eng Base légale geschafen? A wéini?

An dann déi véiert Fro: Et gëtt keng landeswäit Statistiken oder e koordinéierte Rapport zur Médecine scolaire. Déi eenzel Acteuren erstellen hir eege Rapporten oder Zuelen. Et ass also schwéier, sech e Gesamtbild ze maachen. Ass en Zesummeleeë geplangt, fir dass e komplett Bild vun der Médecine scolaire hei zu Lëtzebuerg kënnt? A wéi a wéi séier soll dat geschéien?

An dann déi lescht Fro, Här President, dat ass: Wéi kënnt d'Digitaliséierung vum Carnet scolaire virun? De Projet ass eises Wëssens no schonn e puer Joer an der Maach. An ass do och eng Vernetzung geplangt mat dem DSP fir d'Zukunft?

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Da géing ech dem Här Di Bartolomeo d'Wuert ginn.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci, Här President. A senger Ried zur Lag vun der Natioun huet de Premier ugekënnegt, dass d'Gesondheetsministesch Ufank vum nächste Joer e Plang virstelle wäert, dee soll aus der Médecine scolaire eng Santé scolaire maachen. D'Zil dovunner wier et, proaktiv e gesonde Liewensstil bei de Schüler ze promouvéieren an en adequaten Accès zur preventiver Medezinn fir all Kanner ze erméiglechen.

Mir begréissen ausdrécklech, dass de Premier der Gesondheet vun eise Schoulkanner dee Raum a senger Erklärung ginn huet. Et soll awer elo net den Androck entstoen, datt dat eng revolutionär nei Iddi ass. Schonn 2007 stoung déi zweet Gesondheetskonferenz ënnert dem Motto „Vun der Schoulmedezinn zur Schoulgesondheet". Am Virfeld an duerno gouf mat ville Partner dat Konzept ausgedäitscht. Am grossherzogleche Reglement vum 24. Oktober 2011 huet dat Konzept säin Nidderschlag fonnt an du gouf vun engagéierten Ekippen um Terrain dru geschafft, fir en esou gutt wéi méiglech ëmzesetzen. Et ass also keng Erfindung vun der jëtzeger Regierung, well och beim Gesondheetsdësch ënnert der viregter Regierung war d'Schoulgesondheet e wichtegen Theema.

Dobäi kënnt elo de Rapport vum Schwäizer Expert, dem Professor Michaud, dee vun der fréierer Gesondheetsministesch Paulette Lenert mat dësem Rapport beoptraagt ginn ass an och kuerz Zäit hei um Terrain war. Déi Froen, déi de François Bausch opgeworf huet, sinn duerchaus berechtegt, well innerhalb vun zwee Deeg kann een net de ganze System kenneléieren, well en och e puer Elementer huet: engersäits d'Gemengen, déi hir eege schoulmedezinnesch Schoulgesondheetsservicer opgebaut hunn, anersäits dee grousse Service vun der Ligue, déi de Rescht vum Land bedéngt.

Wann een de Rapport eng éischte Kéier liest, da kéint och den Androck entstoen, dass et hei drëm géif goen, fir entweeder Schoulmedezinn oder Schoulgesondheet ze maachen. Ech wëll ënnersträichen, dass esou en Androck sécher falsch wär. Villméi geet et drëm, all Elementer mateneen ze verbannen, hir Gewiichtung ze hannerfroen an aus Gesondheetsförderung, Preventioun, Gesondheetschecks – medezinnesche Gesondheetschecks an och aneren –, physescher, mentaler a sozialer Gesondheet e Ganzt ze strécken.

Onerlässlech ass et och, déi Brécken tëscht Educatiounsverantwortlechen, Gesondheetsacteuren, Schoulpersonal a Membere vun den Ekippe vun der Santé scolaire ze stäerken. Et musse vergläichbar Servicer an alle Gemengen, an alle Regiounen, an alle Schoultyppen, inklusiv – an ech ënnersträichen dat, well dat immens wichteg ass – de Structures d'accueil, also der informeller Educatioun, well do ass nach Loft no uewen, geséchert ginn.

Ech géif dofir gär vun der Madamm Ministesch wëssen, wéi si wëllt virgoen, fir déi Missioun, déi se vum Premier krut, bis Ufank vum nächste Joer ze erfëllen. Ech mengen, do mussen heiansdo Duebelschichten ageluecht ginn, wann een intensiv mam ganzen Terrain wëllt schwätzen. Déi selwecht Fro riicht sech selbstverständlech och un den Educatiounsminister, well hien och ee vun den Haaptacteuren ass a senger Eegenschaft als Educatiounsminister an als Jugendminister. Wie soll un dësem Schoulgesondheetsdësch sëtzen, fir iwwerall vergläichbar Servicer mat vergläichbarem Finanzement ze sécheren? Well och do gëtt et Ënnerscheeder, déi schwéier ze legitiméiere sinn.

Dat gesot, merci, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An dann huet d'Madamm Minister fir Gesondheet a fir sozial Sécherheet d'Wuert. Madamm Minister.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Merci deenen zwee Deputéierte fir hir Froen. Jo, ech hu bei ville Geleeënheete schonn d'Médecine scolaire ugeschwat a gesot, mir géifen eis op de Wee maachen. An dee Wee ass schonn ageschloen, wéi meng Virriedner och richteg gesot hunn, Richtung Santé scolaire an – firwat net? – Richtung Éducatioun à la santé. Är Froe sinn am Fong scho bal mäi ganze Programm.

*(Interruption)*

Dat heescht, déi Äntwerten dorobber, déi fëllen dann deemnächst meng Roadmap. Awer Spaass bei Säit, ech ginn natierlech op den Detail vun Äre Froen an.

Ech géif mech fir d'éischt drop konzentréieren, a wéi engem Kader datt deen Audit do en place gesat gouf. Effektiv war dofir déi lescht Regierung zoustänneg, ënnert der Fieder vun der Gesondheetsministesch. D'Direktioun vun der Santé hat Kontakt opgeholl mat deem Professer Michaud. An dee Professer war an enkem Kontakt mat der Direktioun vun der Santé fir sämtlech Texter, déi mer hunn, fir d'éischt emol ze analyséieren. Dat heescht, hien huet sech an enger éischter Phas op d'Texter baséiert. Déi hutt Der alleguerte scho genannt. An da krut en a senger Missioun zwielef Froe vum Direkter vun der Santé mat op de Wee.

Den 19. Mee du war e Feedback komm vum Professer Michaud, datt en nach weider Froen hätt, datt e gären op Lëtzebuerg géif kommen, fir ze kucken, wéi déi Texter um Terrain géife gelieft ginn. Den 22. Mee dunn hat en eng Entrevue mat der Direktioun vun der Santé an de 7. an 8. Juni huet en all déi Acteure gesinn, déi um Terrain aktiv sinn. Dat heescht, déi Responsabel goufen invitéiert. Dat war souwuel d'Ligue médico wéi och déi verschidde Servicer vun de gréissere Gemenge wéi d'Direktioun vun der Santé mat hirer Division médecine scolaire. Hien huet och mat de Cellules sociales geschwat. En huet mat de Centres de compétences geschwat. En huet gekuckt, mat deenen Acteuren, déi d'PAIen (ndlr: Projets d'accueil individualisé) opstellen, zesummenzekommen, an esou weider.

Also do war schonn e reegen Austausch. Et kann een natierlech ëmmer a Fro stellen, ob do mat jiddwerengem geschwat ginn ass. An et sinn och Leit u mech erugetrueden, déi elo nach wëlle mat mir schwätzen, mee dozou méi spéit.

Dee ganzen Audit gouf dann de 6. Februar presentéiert an enger Pressekonferenz, wou all d'Acteure vum Terrain och nach eng Kéier invitéiert waren. Ech war och selwer do an et gouf och d'Méiglechkeet, duerno nach Reaktiounen aus dem Sall ze kréien. Déi Reaktiounen aus dem Sall ware ganz mitigéiert, vu ganz frou bis net esou frou, an dat huet déi ganz Panoplie vum Terrain erëmgespigelt, well natierlech déi Plazen, wou dat e bësse méi mechanesch ofleeft a manner dee sozialen, manner dee mentalen Aspect schonn zum Droe kënnt, fäerten natierlech, wa géifen eventuell verschidde mechanesch Akten, dat heescht Pippiprouf, Weien, Moossen, net méi sou oft gemaach ginn, da missten déi sech nei erfannen. An aner gréisser Servicer, déi autonom fonctionéieren an de Gemengen, déi hu gesot: „Ma go an déi do Richtung! Mir si schonn op deem Wee ënnerwee."

Dat heescht, déi ganz Panoplie vu Servicer, déi et gëtt, sinn net alleguerten d'selwecht ënnerwee. An dat hunn och Är Froen eigentlech scho suggeréiert. Mir hunn eng immens Disparitéit an deem Domän an et wär gutt, wann eng minimal Gouvernance géif erakommen, fir eeben, sou wéi den Deputéierte Mars Di Bartolomeo gesot huet, ze garantéieren, datt all Kand an all Schoul déi selwecht Offer kritt.

Wéi wëlle mer dat elo maachen? Ma wéi scho gesot, mir hunn elo verschidde Rapporten doleien. Mir hunn dee vum Observatoire de la santé, mir hunn dee vum OKaJu, deen och eng Rëtsch Pisten opzeechent, a mir hunn den Audit vum Professer Michaud. An eleng schonn de Fait, datt mer an där kuerzer Period dräi esou Rapporte kruten, weist, wat d'Wichtegkeet vum Sujet ass. An ech denken, do musse mer aktiv ginn.

Wat wäerte mer elo maachen? Ma mir sinn amgaang, den Inventaire vun den Texter ze maachen, déi mussen adaptéiert ginn, fir ee Ganzt draus ze maachen, well mat engem Règlement grand-ducal kréie mer keng Gouvernance iwwert d'Land an deem Domän hin. Mir schaffen e Konzept aus, wou da beschriwwe gëtt, wat de Wee vum Kand net nëmmen duerch d'Educatioun ass, mee scho vu Klengem un. Mir hunn eng Allocation prénatale, mir hunn eng Allocation de naissance, mir hunn eng Allocation postnatale. Alles dat streckt sech bis zwee Joer. Dann hu mer nach Examen-dentairen tëschent zwee a véier Joer, mee mir hunn zum Beispill keng obligatoresch Visitt méi beim Pediater tëschent zwee a véier Joer. De Rapport vum Observatoire national de la santé huet kloer gewisen, datt tëschent zwee a véier Joer e Gap zu Lëtzebuerg ass an der Iwwerwaachung vun der Gesondheet vun de Kanner.

Da géif ech gären zréckgräifen op eng Manéier, wéi mer zesumme mat der Educatioun schaffen an der Famill an och deelweis mam MEGA am Plan d'action national pour la santé affective et sexuelle, wou mer den zéngten Anniversaire e Freide gefeiert hunn, an en Aarbechtsgrupp kreéieren, wou all d'Acteuren, déi an deem do Beräich aktiv sinn, dra sinn, wou mer zesumme mat de CePASen, zesumme mat der Santé d'Experienzen aus deem Plan d'action national valoriséieren, vläicht iwwer Coffret-pédagogiquen, wéi mer dat do hunn, vläicht iwwer Offre-externen, iwwer Inclusioun vun den Équipe-éducativen, déi am Lycée schonn opgrond vun enger Konventioun mat impliziéiert sinn.

Natierlech, wann do um Terrain nach Froe sinn, wann um Terrain nach Besoin fir ze diskutéieren ass, wäerte mer den Terrain och matabannen, an do un éischter Plaz d'Gemengen iwwert de Syvicol, iwwer gréisser Gemengen, déi selwer Servicer hunn, d'ISAen (ndlr: Interventions spécialisées ambulatoires), déi am Enseignement secondaire, am Secondaire général, an der Formation professionnelle ënnerwee sinn, an d'Ligue médico.

An da gi mer drun, fir Texter ze redigéieren, déi dann dee Konzept, dee mer mat hinnen entwéckelt hunn, wäerten ëmsetzen. An do wäerte mer eis un deene Recommandatiounen orientéieren, déi de Professer Michaud ginn huet. Éischtens Reduktioun vun der Zuel, awer net Ofschafe vun de systematesche Kontrollen. An doduerjer, datt mer Ressourcë fräimaachen duerch d'Reduzéiere vun der Zuel vun de systematesche Kontrollen, kréie mer vläicht déi Ressourcë mobiliséiert, fir dann deene Kanner, déi et brauchen, déi an deene systematesche Kontrollen entdeckt ginn, besser gerecht ze ginn.

Just eng Zuel respektiv e puer Zuelen, Dir wësst jo, ech hunn Zuele gär: Am Enseignement fondamental si ronn 30.000 Kanner, déi alljoers gesi ginn, an am Enseignement secondaire ronn 20.000 Kanner. Mir hunn awer pro Kand an der Moyenne just zéng Minutten zur Verfügung. Ech mengen, Dir sidd alleguer d'accord mat mer, datt zéng Minutten, fir e Kand gesondheetlech ze encadréieren, all zwee Joer net duerginn.

Dat gesot, stinn ech zur Verfügung, wa Réckfroe sinn, wann ech iergendeppes sollt vergiess hunn, wat Der opgeworf hutt. A merci nach eng Kéier fir déi zwou Froen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch. Dann ass et un deenen zwee Auteuren, wa se wëllen nach eng Zousazfro stellen. Dat schéngt net de Fall beim Här Bausch ze sinn, dat schéngt awer de Fall beim Här Di Bartolomeo ze sinn.

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

Nee, waart, bis Der um Mikro sidd, éier Der …

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Ech wëll, Här President, net eng zousätzlech Fro stellen, mee ech wollt Iech e puer Pabeieren iwwerreechen, déi Der wannechgelift dem Här Premier iwwerreecht, fir dass e gesäit, dass seng Gesondheetsministesch net bei Null muss ufänken.

*(M. Mars Di Bartolomeo dépose une documentation.)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen Iech villmools Merci. Ech wäert dat dann op de richtege Wee weiderginn.

## 8. 8325 – Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2021/784 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 relatif à la lutte contre la diffusion des contenus à caractère terroriste en ligne

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an dat ass de Projet de loi 8325 iwwert de Kampf géint d'Verbreedung vun Onlineinhalter vun terroristescher Natur. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: 10 Minutte fir d'Rapportrice, 5 Minutte fir all Fraktiounen a Sensibilitéiten, 10 Minutte fir d'Regierung. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Guy Arendt, den Här Dan Biancalana, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo d'Madamm Stéphanie Weydert, déi de Rapport vum Projet de loi mécht an den honorabelen Här Alex Donnersbach hei ersetzt. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de la Justice***

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV), en remplacement de M. Alex Donnersbach (CSV), rapporteur | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Gesetzesprojet 8325 maache mir hei zu Lëtzebuerg d'Ëmsetzung vum EU-Reglement 2021/784 vum 29. Abrëll 2021 zu der Lutte géint d'Diffusioun vun terroristeschem Contenu am Netz.

Dëst Reglement déngt net just dem séieren Erofhuelen a Läsche vun terroristeschem Contenu aus dem Netz, mee gëtt eis och harmoniséiert europäesch Reegelen, fir géint de Mëssbrauch vun Hostingdéngschter an deem Sënn virzegoen. Dat sougenannt TCO-Reglement, also Terrorist-Content-Online-Reglement, ass zënter dem 7. Juni 2022 an all EU-Memberstaat direkt applikabel, an awer sinn Upassungen an eiser nationaler Gesetzgeebung néideg.

De Gesetzesprojet 8325 gouf den 12. Oktober 2023 vun der deemoleger Justizministesch, der Madamm Tanson, deposéiert.

D'Haaptziler vum TCO-Reglement sinn, d'Bekämpfung an d'Andämmung vun terroristeschen Onlineinhalter bannent der EU an eng zäitno Läschung vun den Inhalter aus dem Internet ze garantéieren.

De Gesetzesprojet gesäit vir, datt Hostingdéngschtleeschter obligéiert sinn, Schutzmesüren en place ze setzen, wa si mat terroristeschem Contenu a Berüerung kommen. Engersäits solle si derfir suergen, déi Contenue bannent enger Stonn no der Injonctioun vun der zoustänneger Autoritéit aus dem Netz ze huele respektiv den Accès an allen EU-Memberstaaten ze blockéieren, an anerersäits déi zoustänneg Autoritéiten direkt doriwwer informéieren, wann terroristesch Contenuen eng imminent Gefor fir d'Liewen duerstellen.

Hei zu Lëtzebuerg sinn de Policeminister an den Haut-Commissariat à la protection nationale, den HCPN, a senger Funktioun als Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information als Autorités compétentes designéiert ginn.

Déi strofrechtlech an administrativ Sanktioune ginn an den Artikele 6 a 7 vum Gesetzesprojet festgeluecht. Den Artikele 6 gesäit strofrechtlech Sanktioune vir, wou Prisongsstrofen tëschent engem a fënnef Joer an/oder Geldstrofe vu 25.000 Euro bis 350.000 Euro verhaang kënne ginn am Fall, wou en Onlinehostingdéngschtubidder sengen Obligatiounen net nokënnt, den terroristesche Contenu erofzehuelen an/oder déi kompetent Autoritéiten ze informéieren.

Den Artikel 7 leet déi administrativ Sanktioune fest, déi jee no Verstouss vum zoustännege Minister oder vum HCPN verhaang ginn am Fall vun enger Mise en demeure, an där den Déngschtleeschter opgefuerdert gouf, sech en règle ze setzen a sengen Obligatiounen nozekommen. Déi administrativ Geldstrofe kënne sech op 5.000 bis 350.000 Euro belafen.

Avisen zu dësem Gesetzesprojet hunn ofginn: de Parquet aus dem Arrondissement Lëtzebuerg de 25. Oktober 2023, d'Cour supérieure de justice de 7. November 2023, d'Chambre de Commerce de 5. Dezember 2023, de Parquet général den 20. Dezember an de Parquet vum Arrondissement Dikrech de 26. Januar. Hei war e klengen Tippfeeler an eisem schrëftleche Rapport, wou iertemlecherweis „2023" steet amplaz vun „2024". Natierlech soll een do da „26. Januar 2024" liesen.

Den 18. Abrëll dëst Joer ass de Projet de loi an der Justizkommissioun presentéiert ginn a mäi Kolleeg, den Alex Donnersbach, deen haut leider net kann hei sinn, ass zum Rapporter ernannt ginn. Dofir hunn ech dann elo d'Éier kritt, dëse Rapport an der Chamber ze presentéieren.

De Staatsrot hätt sech kënne virstellen, dass fir d'Verhänke vun enger Injonction de retrait oder de blocage am Sënn vum Artikel 3 Paragraf 1 a 4 vum TCO-Reglement amplaz vum Policeminister den Institut luxembourgeois de régulation an där Funktioun responsabel gi wier; dëst, fir eng gewëssen Onofhängegkeet am Beräich vun der Telekommunikatioun, der Police judiciaire an anere Justizautoritéiten ze garantéieren.

Am selwechten Avis vum Staatsrot vum 12. Mäerz gouf den Artikel 8 vum Gesetzesprojet mat enger Opposition formelle beluecht, well dëse Projet eng Evaluatioun no zwee Joer virgesinn huet, laut där de Justizminister e Rapport unique iwwert d'Applikatioun vum TCO-Reglement an den Dispositioune vum Gesetz un d'Regierung en conseil ze riichten hätt. Dës Méiglechkeet besteet zum engen awer schonns a sollt dem Staatsrot no och net obligatoresch sinn, well soss de Legislateur an d'Organisatioun vun der Regierung agräift, wat net konform mam Artikel 92 vun der Verfassung ass. Den Artikel 8 gouf soumat ganz aus dem Gesetzesprojet gestrach.

Där Opposition formelle an anere Remarken huet d'Justizkommissioun mat parlamentareschen Amendementer, déi den 3. Mee ugeholl goufen, Rechnung gedroen.

Doropshi goufen Avis-complémentairë vum Staatsrot, der Chambre de Commerce, dem Parquet vun Dikrech, dem Tribunal d'arrondissement vun Dikrech, dem Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg an dem Parquet général ofginn.

De 27. Juni ass dunn de finale Rapport zu dësem Gesetzesprojet vun der Justizkommissioun ugeholl ginn.

Ech hat virdru scho gesot, dass trotz engem EU-Reglement, wat direkt applikabel ass, nach zousätzlech Upassungen am Lëtzebuerger Recht néideg wieren.

De Projet de loi 8325 dréit domat enger Mise en demeure vun der EU-Kommissioun Rechnung, wou Lëtzebuerg, gradewéi 22 aner Memberstaaten, den Artikel 12 Paragraf 1 vum TCO-Reglement net rechtzäiteg ëmgesat hat. Et waren eng ganz Partie Obligatiounen, déi de Reglement virgesäit, déi net matzäiten ëmgesat goufen, dorënner ënner anerem d'Designatioun vun där oder den zoustännegen Autoritéiten, déi d'Injonctioune kënnen ausschwätzen, souwéi d'Sanktiounen am Kader vum terroristeschen Onlinecontenu.

D'EU-Kommissioun huet hir Procédure d'infraction och nom 7. Februar 2024 virugefouert, well mir op deem Datum nach ëmmer net konform waren.

Dat wier et elo zum Rapport vum Gesetzesprojet gewiescht. A fir weider Detailer verweisen ech op de schrëftleche Rapport vum Här Donnersbach.

***Discussion générale***

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech doen dann elo meng Kap un als Spriecherin vun der CSV.

Mir héieren ëmmer méi oft an den Noriichten, dass sech Leit duerch Onlinekontakter oder -foren zesummeschléissen a radikaliséieren. Deem musse mer onbedéngt entgéintwierken. Mat harmoniséierte Reegelen um europäeschen Niveau am Kampf géint den Online- a géint den Offlineterrorismus an organiséiert Kriminalitéit si mir do um richtege Wee, fir zukünftegen Attacke virzebeugen. Duerch de Vott haut huele mir dann elo enfin als Memberstaat och eis Verantwortung am Kampf géint den Terrorismus am Onlineberäich.

De Gesetzesprojet gesäit elo vir, dass d'Hostingdéngschtleeschter gewëssen Obligatioune kréien a solle Mesüren ergräifen, déi néideg, appropriéiert a proportionéiert am Kader vum demokratesche Verständnis sinn. Dorënner versteet sech fir eis, dass d'Meenungs- an Informatiounsfräiheet souwéi d'Meediefräiheet an de Pluralismus erhale bleiwen.

Mir fannen, dass de Gesetzesprojet do déi richteg Balance fënnt, andeems déi zoustänneg Autoritéite kënnen eng Injonction de retrait vis-à-vis vun engem Hostingdéngschtleeschter verhänken an dëse sengersäits derfir suerge muss, dass de Contenu bannent enger Stonn nom Erhale vun der Injonction de retrait geläscht oder zumindest blockéiert ass.

De Policeminister ass an eisen Aen de richtege Choix an huet och déi néideg Objektivitéit a kann dat garantéieren.

Donieft si mer och der Meenung, dass den Haut-Commissariat à la protection nationale, deen zënter 2007 de Coordinateur national an der Lutte géint den Terrorismus zu Lëtzebuerg ass, de richtege Choix am Kader vum Artikel 3 vum Reglement ass. Spezifesch ass dat de Fall, wann zwou Injonctions de retrait oder de blocage bannent zwielef Méint verhaange gi sinn. Den HCPN suivéiert nämlech net nëmmen d'Aarbechten an den internationalen Organisatiounen, wéi zum Beispill um Niveau vun der UNO, der EU an dem Conseil de l'Europe, mee e kann och direkt en internationale Verglach maachen an aus de Prezedenzfäll an anere Länner Räsonementer zéien.

Dofir bleift mir just nach, den Accord vu menger Fraktioun zum Gesetzesprojet 8325 ze ginn. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Weydert, och fir Äre mëndlechen a fir dem Här Donnersbach säi schrëftleche Rapport. Dann ass den éischten ageschriwwene Riedner den Här Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

**M. Guy Arendt** (DP) | Merci, Här President. Eigentlech ass näischt méi bäizefügen. De Rapport war komplett. D'Commentairen, déi d'Madamm Weydert gemaach huet, sinn am Fong och eis Commentairen. An dofir géing ech just den Accord gi vun der DP-Fraktioun.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Arendt. Här Biancalana.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Ech mengen, dass mer dat Reglement haut hei stëmmen, ass net onwichteg, well et ass eng Responsabilitéit vun de jeeweilege Memberstaaten. An ech mengen, déi Mesüren, déi hei geholl ginn, dénge sécherlech der ëffentlecher Sécherheet an awer och dem Schutz vun eise fundamentale Rechter.

Dofir ass et och wichteg, deen Equiliber ze fanne bei deene Mesüren, déi geholl ginn, dass se engersäits noutwendeg sinn, dass se appropriéiert sinn an awer och proportionéiert sinn, well ech mengen, och d'Liberté d'expression muss gewaart bleiwen, grad eebe wann och terroristesche Contenu op deenen Hosten ass. An och déi Méiglechkeet, op dee Wee ze goen ... Mir si jo effektiv en anere Wee gaange wéi déi aner europäesch Länner, wou d'Autorité judiciaire déi ass, déi intervenéiert. Hei ass et éischter dann de Policeminister an den HCPN. Ech mengen, dass dat och e gudde Wee ass, fir effektiv schnell an effikass géint déi Contenue virzegoen.

Dofir ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Biancalana. An dann ass d'Wuert fir den Här Fred Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Ech kann direkt soen, dass mer dat heite Gesetz och matstëmmen.

Ech wëll awer och eng Kéier wierklech ganz kuerz drop agoen, wat d'Madamm Weydert scho gesot huet, dass et hei wichteg ass, eng Balance ze behalen

zwëschent deem, wat Terrorismus ass, deen eng grouss Gefor ass an Europa an dee mer musse bekämpfen, an anerersäits eeben och – soen ech elo mol – der fräier Meenungsäusserung, an dass mer och an Zukunft mussen oppassen, dass net iergendwéi an iergendeng Richtung do Abuse kënne geschéien, déi géifen d'Meenungsfräiheet aschränken.

Dat gesot, merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech ginn och direkt den Accord vun deene Grénge fir dësen Text. Ech hätt just vläicht nach eng kuerz Fro un d'Madamm Ministesch. Ech hunn elo gesinn, den Avis vum Parquet général koum, deen och nach eng Kéier drop opmierksam mécht, dass een natierlech misst genügend Personal zur Verfügung stellen. An ech wollt vläicht wëssen, ob Der eis do nach kéint d'Zuelen nennen, déi dann elo hei en oeuvre gesat ginn, fir dass dat och gutt klappt um Niveau vun den Autorités judiciaires, well déi Suerg eeben elo nach eng Kéier an hirem Avis ervirgestrach gouf.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass et um Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Jo, mir Piraten sinn do e bëssen de Partycrasher, well Dir kënnt Iech jo virstellen, dass mir als digital Partei fir e fräien Internet e bëssen eng aner Meenung hunn, wat dëse Projet ubelaangt an och wat den Agréff ubelaangt op dat, wat een am Internet deementspriechend ka posten. Esou haten d'Europäesch Piraten och dëse Projet am Europaparlament scho verworf, iwwregens deemools zesummen an der Fraktioun mat deene Gréngen, déi och dergéint gestëmmt haten.

Dëse Projet ass bedenklech. Dat hunn och d'UN esou festgehalen, dass et awer nach Problemer gëtt. Huele mer als Beispill, dat gouf och am Europaparlament e puermol zitéiert: Wann elo Ungarn géing higoen, den Orbán, an hie géing verschidde Saachen an Europa fannen, déi him net gefalen, an hie géing déi als Terrorismus astufen, kéint hie Lëtzebuerg den Optrag ginn, als Beispill, fir dat aus dem Internet erauszekréien.

Do stinn och keng kleng Strofen drop. Do kann d'Strof herno bis zum ganze Chiffre d'affaires vun esou engem Konzern goen. Dat kéinten dann, soe mer, bei Facebook, fënnef Milliarde sinn, déi se misste bezuelen, wa se net nokommen. Also ass den Drock scho ganz grouss op alleguerten déi Konzerner, fir dat ze läschen, wat aneren net gefält.

Elo kann ee soen: „Terrorismus", jo, mee mir wësse jo alleguerten, dass dat awer heiansdo e Lastik ass, dee benotzt gëtt, dee verschidde Regierungen och scho benotzt hunn an hire Länner, fir e Contenu, deen hinne vläicht net gefall huet, dee vläicht Oppositioneller benotzt hunn, da geläscht ze kréien. Dofir wäerte mir Piraten, wéi och am Europaparlament, och haut dëse Projet net matdroen.

Well et ass net esou, dass einfach elo ee virum Computer sëtzt a per Zoufall iergendeppes géing fannen. Nee, Dir braucht jo och en informateschen Outil, deen dat Ganzt sicht. An do komme mer op ganz aner Problemer, déi ech Iech an deene fënnef Minutten emol net ganz erkläre kann, well dat esou e grousse Scanner ass vum Internet, dass een herno net méi nokënnt. A wann een dann déi Chat Control kuckt, vun där am Moment geschwat gëtt, dat heescht, just fir Iech kuerz ze erklären, fir déi, déi net am Theema dra sinn, wat am Moment op europäescher Eebene geschwat gëtt: Déi kënnen all Är WhatsAppe liesen. Si kënnen alles liesen, wat Der Äre Kanner schreift, Äre Frae schreift. Dat géing alles an Zukunft gelies ginn. Dat ass alles e ganze Kontext, wou d'Europäesch Unioun fir eis an eng ganz bedenklech Richtung geet.

Mir sti fir e fräien Internet a fir eng fräi Meenungsäusserung. Deementspriechend kënne mir Piraten dëse Projet haut net matstëmmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Dann ass d'Wuert fir den Här Marc Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech si mer bewosst, datt dat hei d'Ausféierungsbestëmmung vun engem Reglement ass, wat d'Application directe ass, an datt mer eigentlech net iwwert d'Reglement selwer diskutéieren, mee eebe just ënner anerem déi Autoritéit designéieren, déi fir d'Applikatioun vun deem Reglement da responsabel ass.

Nawell mengen ech, wéi et och den Här Goergen virdru gesot huet a wéi et och am Europaparlament e puermol gesot ginn ass, datt dat eppes ganz Geféierleches ass. Déi ganz Antiterrorgesetzgeebung, déi mer an deene leschten 20 Joer op europäeschem an um nationalen Niveau entwéckelt hunn, huet net derzou gefouert, datt d'terroristesch Gefor méi kleng ginn ass, mee huet de Boulevard ganz grouss opgemaach fir autoritär Deriven. An ech mengen och, datt dat an deem heite Fall esou ass.

Terrorismus ass zu Lëtzebuerg nach ëmmer immens vag definéiert, just iwwert d'Héicht vun enger Strof. A vun Terrorismus kann ee ganz séier kommen zu Radikaliséieren. D'Madamm Weydert huet och an der Stellungnam vun der CSV gesot, datt ee wéilt virgoen, wa Leit sech radikaliséieren. An do si mer esou an engem ganz grousse Groberäich. Wéini radikaliséiere sech Leit? Gewerkschaften, déi sech zesummendinn, fir géint e Gesetz virzegoen an dat op der Strooss ze manifestéieren, fänkt do net eng Form vu Radikaliséierung un? Alles dat ass eng grouss Grozon, déi an eisen Ae wierklech, wierklech ganz geféierlech ass.

Den Här Goergen huet zu Recht d'Beispill vun Ungarn genannt. Ungarn huet deklaréiert, datt jiddwereen, deen d'Regierung kritiséiert, Zitat, „an enemy of the nation" wier. Bon, dat geet awer scho wäit. Dat geet ganz wäit! Do ass ee ganz no beim Terrorismus an der Begréfflechkeet vum Terrorismus.

Ech si mer bewosst, datt dat hei och just e symboleschen Akt ass, wa mer dat net matstëmmen, mee ech mengen, Politick besteet och heiansdo doranner, datt een Zeeche setzt. An duerfir wéilt ech ophale mat deem Saz, deen déi gréng Europadeputéiert Delbos-Corfield gesot huet am Europaparlament: „Wa muer a Frankräich d'Marine Le Pen un de Pouvoir kënnt, da ginn ech als Terrorist ugesinn."

Merci.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. An dann huet d'Regierung … Madamm Beissel, wollt Dir nach zousätzlech am Numm vun der DP eppes soen?

**Mme Simone Beissel** (DP) | Här President, ganz kuerz. Ech wollt dem Här Baum zwou Froe stellen, well ech kann absolutt net mat em d'accord sinn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Baum, sidd Der d'accord, datt der zwou Froe gestallt kritt?

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Majo selbstverständlech!

**M. Claude Wiseler,** Président | Majo, da stellt se, Madamm Beissel.

**Mme Simone Beissel** (DP) | Ech géif Iech mol proposéieren, Dir sollt déi zwee lescht Rapporte liese vun Europol a vun Eurojust, dass Der wësst, wat alles an de Länner geschitt ass a wéi och alleguerten d'Servicer zesummeschaffen. An déi zweet Fro, do wollt ech Iech froen, ob Der déi ganz nei Artikelen am Code pénal vläicht gekuckt hutt, déi à partir vun 2015, wou d'Attentater a ganz Europa waren, iwwerall derbäigefüügt gi sinn, wou e ganz Koup Preparatiounsaarbecht gemaach ginn ass, wat d'Sécurité juridique vum ganze Lëtzebuerger Land verstäerkt huet. A wann Der dat gelies hätt, dann, mengen ech, hätt Der Är Fro vläicht anescht formuléiert.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Madamm Beissel, fir déi zwou Froen. Ech ka se allen zwou mat Jo beäntwerten.

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, domat wäre mer dann um Schluss vun der Diskussioun ukomm.

Ech ginn der Regierung d'Wuert.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | Merci, Här President. Ech mengen, et ass scho ganz kloer ënnerstrach ginn an der Diskussioun, datt et wichteg ass, en Equiliber ze fannen. An ech mengen, datt mer mat deem Projet hei, wou mer jo eigentlech just en europäescht Reglement ëmsetzen, awer en Equiliber garantéieren.

Déi Fro stellt sech bei terroristeschem Contenu, se stellt sech och bei pedopornografeschem Contenu. Déi Diskussioun hate mer d'lescht Kéier an der Heure d'actualité. An ech kann den Här Goergen berouegen: Bis elo ass nach keen Accord do op deem Projet, well déi Bedenken, déi Dir geäussert hutt, datt ee kann d'WhatsApp-Kommunikatioune liesen, déi bestinn haut nach ëmmer mat deem Projet, deen um Dësch läit, soudatt mer do nach keen Accord hunn. Mee fir mech ass et awer wichteg, datt mer eis d'Moyene ginn, och hei kënnen terroristescht Material erofzehuelen, an dat och innerhalb vun – relativ – kierzter Zäit. An ech mengen, datt d'Police och do richteg outiléiert ass.

Et kann een iwwert dee Choix diskutéieren. Et ass e Choix, dee vun der viregter Regierung esou getraff ginn ass, mat deem ech och ganz gutt ka liewen, deen och an anere Länner esou getraff ginn ass, mee de manière générale muss ee sech bei all deenen Texter d'Fro stellen, well et ass net deen eenzegen Text, dee mer aus europäescher Hand kréien, wou mer mussen Autoritéiten designéieren. Mir hunn och beim DSA (ndlr: Digital Services Act) d'Autorité de la concurrence designéiert. Mir wäerte sécher, wa mer d'CSAM-Reglement (ndlr: Child Sexual Abuse Material) hunn, och do eis d'Fro musse stellen. Mir mussen eis d'Fro stellen en matière d'intelligence artificielle. Wéi gesot, ech mengen, datt een allgemeng eng Kéier muss e Screening maache vun all den Autoritéiten an deene verschiddenen europäeschen Texter, fir ze kucken, datt dat kohärent ass.

Fir nach op d'Fro vun der Madamm Tanson ze äntwerten: Effektiv, mir kruten deen Avis elo gëschter nach, wou si soen, datt si besuergt sinn, well se mengen, si bräichte méi Moyenen. Si brauchen egal wéi méi Moyenen, dat wësst Der, an do hu mer jo och am Plan pluriannuel, dee mer hoffentlech dann d'nächst Woch kënnen an der Chamber stëmmen, 7 zousätzlech Poste beim Parquet général virgesinn, 22 beim Parquet Lëtzebuerg an 11 beim Parquet Dikrech. Woubäi een hei awer muss soen, datt fir deen hei Projet d'Haaptaarbecht déi bei der Police ass, well u sech déi Informatioun just à titre d'info un de Parquet geet. Bon, mir mussen et natierlech dee Moment kucken, mee d'Haaptaarbecht bleift bei der Police. Ech fannen et awer wichteg, datt de Parquet d'Info kritt, well wann en amgaangen ass an och vläicht

aner Affären huet géint Hebergeuren, dann ass et wichteg, dass en déi Informatioun huet.

Fir de Rescht, wéi gesot, nach e grousse Merci un déi zwee, de mëndleche Rapporter an de schréftleche Rapporter. An ech soen da Merci fir d'Zoustëmmung fir dëse Projet.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch. Domat wär d'Diskussioun dann ofgeschloss.

Éier mer zum Vott kommen, rappeléieren ech nach eng Kéier, datt Der Iech musst aloggen, vu datt mer haut nach kee Vott haten.

A wann dat geschitt ass, da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8325. Den Text steet am Document parlementaire 8325[11].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8325 et dispense du second vote constitutionnel***

Ech maachen elo de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kënnt Der nach eng Kéier kucken, ob Der all Är Procuratiounen och benotzt hutt, wannechgelift? Bon, da schléissen ech de Vott esou of, wéi en elo ass. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 54 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun. Dësen Text ass also ugeholl mat 54 Jo-Stëmme géint 4 Nee-Stëmmen.

*Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8325 est adopté par 54 voix pour et 5 voix contre.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Félix Eischen), Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Nathalie Morgenthaler), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Fernand Etgen), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Franz Fayot), Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Taina Bofferding) et Mme Paulette Lenert (par M. Dan Biancalana) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.*

*Ont voté non : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 16.08 heures.)*

# Questions au Gouvernement

## Sommaire


| Objet | N° | Auteur | Page |
|---|---|---|---|
| Régime d'aides financières « Klimabonus Wunnen » | 0604 | François Bausch, Joëlle Welfring | 83 |
| Gratuité partielle de l'éducation non formelle | 0608 | Meris Sehovic | 83 |
| École nationale pour adultes (ENAD) | 0619 | Francine Closener | 84 |
| Autorisations de bâtir dans la zone verte | 0632 | Luc Emering, André Bauler | 84 |
| Avantage fiscal pour les voitures de fonction à zéro émission | 0633 | Meris Sehovic | 85 |
| Réutilisation de matériaux de concassage dans la zone verte | 0634 | Luc Emering, André Bauler | 85 |
| Parc de batteries de stockage d'électricité | 0636 | Mars Di Bartolomeo | 86 |
| Mise en place de systèmes réutilisables dans le service de livraison et le take-away | 0638 | Joëlle Welfring | 86 |
| Mise en place d'un système de consigne pour les boissons | 0639 | Joëlle Welfring | 87 |
| Rencontre avec la direction de la société Jan De Nul Group lors de la visite d'État en Belgique | 0645 | Marc Goergen | 88 |
| Parc d'Echternach | 0649 | Max Hengel, Octavie Modert, Stéphanie Weydert | 88 |
| Espèces envahissantes | 0650 | André Bauler, Luc Emering | 89 |
| Collecte des déchets | 0659 | Max Hengel | 89 |
| Inventaire phytosanitaire 2023 | 0661 | Gilles Baum, Luc Emering | 90 |
| Liste d'attente aux centres de compétences en faveur de l'inclusion scolaire | 0663 | Meris Sehovic | 90 |
| Installation d'airbags pour tram | 0666 | Marc Goergen | 91 |
| Pollution liée aux scories blanches à Esch-sur-Alzette | 0672 | Marc Goergen | 91 |
| Rupture de stock du cannabis médicinal | 0677 | Sven Clement | 91 |
| Urgence pédiatrique au Centre hospitalier du Nord | 0681 | Corinne Cahen, Carole Hartmann | 92 |
| Envoi de troupes en Ukraine | 0682 | Sam Tanson | 92 |
| Cancer de la thyroïde | 0683 | André Bauler, Carole Hartmann | 92 |
| Gîtes touristiques | 0684 | Stéphanie Weydert | 93 |
| Période d'ouverture de chasse | 0685 | Guy Arendt, Gusty Graas | 93 |
| Devoir de vigilance des entreprises | 0686 | Franz Fayot | 93 |
| Accord économique et commercial global (CETA) | 0687 | Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten | 94 |
| Réduction des émissions de $CO_2$ des nouveaux camions | 0688 | Jeff Engelen | 94 |
| Réduction des émissions de $CO_2$ des nouveaux bus | 0689 | Jeff Engelen | 95 |
| Suivi de la pandémie Covid-19 | 0690 | Alexandra Schoos | 95 |
| Poursuites judiciaires engagées par une société luxembourgeoise contre l'Ukraine | 0691 | Marc Baum | 95 |
| Coordination des chantiers | 0692 | Jeff Engelen | 96 |
| Places disponibles dans les ateliers protégés pour les adolescents à besoins spécifiques | 0693 | David Wagner, Marc Baum | 96 |
| Surfacturation dans le cadre de ventes en l'état futur d'achèvement | 0694 | Paulette Lenert | 97 |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Aides pour des travaux de désamiantage | 0695 | Ben Polidori | 97 | Intervention de l'agence Frontex sur le territoire national | 0700 | Dan Biancalana | 99 |
| Formation d'éducateur | 0696 | Ben Polidori | 98 | Activités internationales de Caritas Luxembourg | 1068 urgente | Marc Baum | 99 |
| « DDoS Scrubbing Center » | 0699 | Liz Braz | 98 | | | | |


**Régime d'aides financières « Klimabonus Wunnen »** | Question **0604** (15/04/2024) de **M. François Bausch** | **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

En mars 2023, le régime d'aides financières pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement (« Klimabonus Wunnen ») a été adapté ponctuellement dans le cadre des négociations de la tripartite de septembre 2022, et a été prolongé jusqu'à juin 2024 par le Conseil de Gouvernement en janvier 2024. L'introduction d'un « top up » des aides financières existantes, respectivement d'une hausse supplémentaire des aides pour les ménages, avait comme objectif d'accélérer la transition énergétique et d'accorder des aides supplémentaires pour favoriser la transition vers les énergies renouvelables et la rénovation énergétique dans un contexte de crise d'énergie et d'inflation. Les majorations des aides concernent l'assainissement énergétique durable, le remplacement de chaudières alimentées au combustible fossile existantes et l'installation de panneaux photovoltaïques opérés en mode autoconsommation. Durant les derniers mois, le Gouvernement a évoqué à plusieurs reprises l'intention de vouloir évaluer les subventions existantes quant à leur praticabilité, efficacité et accessibilité sociale.

Considérant la fin potentielle des « top up » en juin 2024, ainsi que le succès de l'augmentation des subventions ces derniers mois, l'impérieuse nécessité d'accélérer les efforts dans la rénovation et les énergies renouvelables et de garantir la sécurité de planification pour les artisans et les entreprises, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Existe-t-il un engagement du Gouvernement à maintenir le programme de subventions pour la transition énergétique et la rénovation au-delà de la période actuelle prévue ? Si oui, comment et quand cet engagement est-il communiqué aux citoyens et aux acteurs du secteur ?

2) Quelle est l'évaluation du programme « Klimabonus Wunnen » et quels indicateurs et critères sont utilisés pour évaluer la praticabilité, l'efficacité et l'accessibilité sociale des subventions existantes ?

3) Quelles actions concrètes sont envisagées pour ajuster le programme en fonction des conclusions de cette évaluation ?

4) Comment le Gouvernement compte-t-il assurer la stabilité et la prévisibilité des aides financières « Klimabonus Wunnen », notamment pour garantir la sécurité de planification des bénéficiaires potentiels et des acteurs économiques impliqués, et pour éviter un pic de demandes difficile à prendre en charge par les administrations et les entreprises à défaut d'une communication adéquate en amont ?

5) Considérant que le système de « top up social » actuel n'a malheureusement pas encore été pleinement utilisé, serait-il judicieux pour Messieurs les Ministres d'introduire un régime d'aides financières sélectives, axé entièrement sur des critères sociaux, dans le domaine de la rénovation et des énergies renouvelables ?

6) Messieurs les Ministres peuvent-ils donner des renseignements concernant le statut de développement actuel du système de préfinancement des subventions climatiques, mesure proposée par l'ancien Gouvernement et prévu dans le plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg ?

**Réponse** (25/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

En réponse aux questions des honorables Député(e)s, je me permets de renvoyer aux communications récentes du Gouvernement, dont notamment le discours sur l'état de la nation de Monsieur le Premier ministre et le communiqué de presse renseignant sur la poursuite et la réforme partielle des régimes d'aides financières « Klimabonus Wunnen » et « Klimabonus Mobilitéit ».

La mise en place d'un système de préfinancement des subventions climatiques est en cours d'élaboration.

---

**Gratuité partielle de l'éducation non formelle** | Question **0608** (15/04/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Depuis la rentrée scolaire 2022-2023, l'accueil dans les structures d'éducation non formelle pendant les semaines d'école est gratuit pour les enfants scolarisés à l'enseignement fondamental, à compter de l'obligation scolaire. De même, la gratuité des repas de midi pendant les vacances scolaires a été introduite. Pendant les vacances, la gratuité des repas est réservée aux familles disposant d'un revenu inférieur à deux fois le salaire social minimum. Ces mesures représentent une étape importante de la politique éducative des dernières années dans la mesure où elles visent à garantir un accès libre aussi bien à l'éducation formelle qu'à l'éducation non formelle et ce pour fournir à tous les enfants les meilleures chances pour leur avenir.

La gratuité de l'accueil s'applique pendant les semaines scolaires, du lundi au vendredi, de 7.00 heures à 19.00 heures. En dehors de ce créneau horaire, le barème du chèque-service accueil (CSA) est appliqué pour le calcul de la participation financière des parents et de l'État. Pendant les semaines de vacances scolaires, la participation financière des parents n'est plus plafonnée par un forfait, et c'est également le barème du chèque-service accueil qui s'applique.

Dans sa réponse à une question parlementaire (n° 7123), Monsieur le Ministre a indiqué qu'en 2022, 33 % des enfants en âge de scolarité inscrits dans une structure d'accueil y ont bénéficié d'une prise en charge pendant les vacances de Toussaint, alors que ce taux s'élevait à 32 % en 2021. Sur base de ces chiffres, Monsieur le Ministre a tiré la conclusion que la suppression du plafond de 100 € pendant les vacances scolaires n'avait pas eu d'impact sur le nombre d'inscriptions d'enfants pendant les vacances. Or, il nous revient de plusieurs structures d'accueil que cette année, le nombre d'inscriptions pendant les vacances scolaires est plus bas que pendant les années précédentes.

Au vu de ce qui précède, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Depuis la rentrée scolaire en 2022, quel a été le taux d'enfants inscrits dans une structure d'accueil et qui ont bénéficié d'une prise en charge pendant les différentes vacances scolaires ?

La non-gratuité de l'accueil pendant les vacances scolaires et la charge financière qui en découle pour les parents qui veulent ou doivent avoir recours à l'accueil également pendant ces semaines affecte particulièrement les familles défavorisées sur le plan socio-économique.

2) Les services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse effectuent-ils un suivi du profil socio-économique des parents qui décident de maintenir la prise en charge en structure d'accueil pendant les vacances scolaires, respectivement des parents qui optent de ne pas le faire ?

3) Dans la négative, les modalités de calcul du chèque-service accueil qui prennent en compte des facteurs socio-économiques, ne permettraient-elles pas une telle analyse ?

**Réponse** (11/06/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Le taux d'enfants soumis à l'obligation scolaire inscrits dans les structures d'accueil et accueillis pendant les semaines de vacances n'a quasiment pas varié entre les deux années scolaires 2021-2022 (avant la mise en place de la réforme de la gratuité partielle de l'éducation non formelle) et 2022-2023 (après cette mise en place).

Ainsi, pour les deux années scolaires 2021-2022 (avant la réforme) et 2022-2023 (après la réforme), le taux relatif à la semaine de vacances de Toussaint était respectivement de 32 % et de 33 %. À Noël, où la fréquentation est traditionnellement plus faible, les taux étaient identiquement de 22 %. Pendant le congé de Carnaval, ils étaient de 31 % et de 32 % ; à Pâques, de 32 % et de 33 % ; de 32 % et 31 % pendant les vacances de Pentecôte ; de 45 % et de 44 % en début d'été, et de 43 % et de 41 % en fin d'été.

Ce sont les mêmes tendances qui se dessinent pour les premières semaines de vacances de l'année scolaire 2023-2024.

Autrement dit, ce n'est pas seulement sur la semaine de Toussaint que l'entrée en vigueur de la réforme de la gratuité partielle de l'éducation non formelle n'a pas eu d'impact en termes de fréquentation des enfants soumis à l'obligation scolaire ; c'est depuis sa mise en œuvre qu'on observe des taux de fréquentation des structures d'accueil quasiment identiques à ceux qui étaient observés auparavant.

ad 2) Les services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse n'effectuent pas le suivi du profil socio-économique des parents qui décident de maintenir la prise en charge en structure

d'éducation et d'accueil pendant les vacances scolaires.

ad 3) Les modalités de calcul du chèque-service accueil ne permettent pas de faire une telle analyse.

**École nationale pour adultes (ENAD)** | Question **0619** (16/04/2024) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

Lors d'un entretien récent, la directrice de l'École nationale pour adultes (ENAD) a affirmé que les capacités de l'ENAD sont insuffisantes pour suffire à la demande. Vu le taux de décrochage au Luxembourg et l'importance de la formation continue, l'ENAD, permettant à de nombreuses personnes d'obtenir une certification et améliorant leur accès au marché du travail, joue un rôle indispensable pour l'éducation nationale et l'égalité des chances à travers l'éducation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien de personnes se sont vues refuser une place à l'ENAD en raison de capacités insuffisantes lors de la rentrée 2023-2024 ?

2) Les personnes qui ont été refusées par l'ENAD ont-elles reçu d'autres propositions de voies de d'enseignement ? Dans l'affirmative, quelles étaient les alternatives proposées ?

3) Combien de personnes sont inscrites pour l'année scolaire en cours, ventilée par les différentes offres d'enseignement ?

4) Combien de personnes ont obtenu un diplôme ou une certification à la fin de l'année scolaire 2022-2023, ventilée par les différentes offres d'enseignement ?

5) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le nouveau bâtiment à Belval sera ouvert pour la rentrée 2024-2025 ? Combien de personnes pourront être enseignées sur ce nouveau site ?

6) À quel horizon l'implantation de l'ENAD peut être prévue au Kirchberg ?

7) Quelles nouvelles formations seront offertes par l'ENAD à partir de la rentrée 2024-2025 ?

8) Comment fonctionne actuellement l'encadrement psycho-social des apprenants de l'ENAD, un facteur clé de leur succès ?

**Réponse** (11/06/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Nombre de refus :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Quatre classes de la formation professionnelle de l'agent sociopédagogique (DC1EDA) ont été accueillies au Centre national de la formation professionnelle continue (CNFPC).

ad 2) Les dossiers d'inscription sont examinés par la direction et répartis entre les équipes pédagogiques concernées pour une analyse approfondie ainsi qu'un entretien avec les candidats. S'il s'avère que le projet personnel de l'apprenant ne correspond pas à l'offre de l'ENAD ou que le nombre de places disponibles est insuffisant, des pistes concrètes sont développées pour orienter au mieux les candidats refusés.

ad 3) 669 apprenants sont actuellement inscrits à l'ENAD ; ils se répartissent comme suit :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 4) Nombre de diplômés à la fin de l'année scolaire 2022-2023 :

– 4 diplômes de fin d'études secondaires classiques
– 42 diplômes d'accès aux études supérieures
– 23 diplômes de fin d'études secondaires générales
– 55 diplômes d'État d'éducateur
– 5 DAP Électricien
– 25 DAP Auxiliaire de vie

ad 5) Le nouveau bâtiment à Belval sera ouvert pour la rentrée 2024-2025 ; il pourra accueillir 580 apprenants.

ad 6) L'implantation du futur bâtiment de l'ENAD est prévue dans le quartier du Kuebebierg au Kirchberg. Ce quartier est actuellement à l'étude par le Fonds Kirchberg qui entreprend les différentes démarches afin de rendre le terrain constructible.

Après l'organisation d'une consultation rémunérée visant à élaborer un « schéma d'urbanisation global et intégré », le Fonds Kirchberg se trouve actuellement en échanges réguliers avec la Ville de Luxembourg afin de développer un Plan d'aménagement particulier qui constitue un préalable nécessaire à l'urbanisation du quartier du Kuebebierg. Dans ce contexte, certaines contraintes urbanistiques qui s'appliquent entre autres au projet de l'ENAD doivent encore être définitivement clarifiées.

Ces informations étant nécessaires dans le cadre des travaux de conception du projet d'implantation de l'ENAD au Kirchberg, et sachant qu'ils sont susceptibles d'avoir une influence sur la forme que prendra le futur bâtiment, il est à ce stade prématuré de donner des renseignements précis quant à sa mise en service.

ad 7) Nouvelles formations offertes par l'ENAD à partir de la rentrée 2024-2025 :

– Formation DCICA (DAP agent d'inclusion, apprentissage adulte)
– Formation CCSFA (CCP agent d'accompagnement au quotidien, apprentissage adulte)

ad 8) L'encadrement psycho-social des apprenants de l'ENAD est orienté sur une approche inclusive. L'ENAD s'engage pour l'inclusion en éducation comme « processus qui aide à surmonter les obstacles qui limitent la présence, la participation et la réussite d'apprenants » (Unesco 2017, p. 7).

L'équipe pédagogique et le tutorat (tous les deux inscrits dans la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École nationale pour adultes) sont les premiers outils d'inclusion et les deux piliers d'encadrement principaux à l'ENAD.

Tous les apprenants sont encadrés par des équipes pédagogiques qui s'occupent chacune de la coordination didactique et pédagogique de deux à quatre groupes-classes pour la formation initiale ainsi que de 130 apprenants actuellement en ce qui concerne les formations GEA (éducateur en alternance), DAES et l'apprentissage adulte.

Les équipes pédagogiques de l'ENAD sont pluridisciplinaires : elles se composent d'enseignants et de formateurs, mais aussi d'éducateurs, de psychologues et d'experts du secteur professionnel.

Les membres des équipes pédagogiques se réunissent une fois par semaine afin de faire le point sur l'apprentissage des apprenants tout comme sur l'encadrement psycho-social nécessaire.

En outre, les apprenants ont un tuteur individuel. Pour ce qui est de la formation initiale, ils rencontrent une fois par semaine leur tuteur qui agit comme un « coach personnel ». Ainsi, le tuteur aide l'apprenant à résoudre des problèmes au niveau personnel et scolaire et à développer son autonomie. De plus, le tutorat permet une mise en évidence des problèmes sociaux et périphériques à la formation qui peuvent influer sur l'apprentissage. Finalement, le tutorat permet, le cas échéant, une concertation avec les proches de l'apprenant.

Les apprenants des formations GEA, DAES et de l'apprentissage adulte (formation professionnelle) sont également encadrés par une équipe pédagogique. Ils suivent soit un tutorat de groupe (DAES classe préparatoire ; apprentissage adulte de la formation professionnelle), soit ils sont accompagnés par un tuteur qui les accompagne en pratique professionnelle (GEA) ou bien qui accompagne leur travail personnel encadré en classe terminale (DAES).

Les expériences de l'école ont montré que le tutorat est une plus-value pédagogique incontournable au bon développement du parcours scolaire de l'apprenant.

Outre les éducateurs et assistants sociaux faisant partie des équipes pédagogiques, l'encadrement psycho-social à l'ENAD est assuré par un psychologue et une éducatrice graduée spécialisée dans le soutien à l'apprentissage. Ceci s'avère nécessaire puisque bon nombre d'apprenants rencontrent des barrières qui ne peuvent être surmontées par l'équipe pédagogique. Ainsi, les offres et ressources complémentaires suivantes sont proposées :

– aide ponctuelle interne auprès d'une assistante sociale de l'ENAD ;
– dispositif d'inclusion coordonné par la Commission d'inclusion de l'ENAD ;
– ateliers d'apprentissage permettant aux apprenants de développer des stratégies pour mieux apprendre ;
– consultations auprès du psychologue ;
– séances individuelles auprès de l'éducatrice graduée spécialisée ;
– assistance et consultation pour des questions concernant la consommation de stupéfiants ;
– intervention dans le domaine gestion du comportement et expression socio-émotionnelle ;
– assistance concernant le domaine du deuil (y compris la postvention) ;
– gestion du stress et sophrologie.

**Autorisations de bâtir dans la zone verte** | Question **0632** (18/04/2024) de **M. Luc Emering** | **M. André Bauler** (DP)

Betreffend d'Autorisatioune fir Bauten an Aktivitéiten an der Gréngzon géife mir dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit gäre follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Autorisatioune fir Bauten an der Gréngzon goufen an de leschte 5 Joer ugefrot, gestaffelt no verschiddene Secteuren (Landwirtschaft, Wäibau etc.)?

2. Wéi vill Gebailechkeete goufen am legalen Delai vun 3 Méint autoriséiert?

3. Wéi vill Autorisatiounsdemandë goufe refuséiert?

4. Wéi vill Dossieren hunn den Delai vun 3 Méint iwwerschratt?

5. Wéi vill Dossieren hu keng Äntwert kritt?

6. Wéini gedenkt den Här Minister, de Prinzipp vum „silence vaut accord" bei den Autorisatiounsprozeduren anzeféieren?

7. Betreffend d'Bauten an der Grengzon, kann den Här Minister hei confirméieren, datt sech beim Traitement vun den Dossieren exklusiv op déi juristesch Dispositiounen, déi d'Naturschutzgesetz beinhalt, baséiert gëtt?

**Réponse** (25/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Insgesamt sinn tëscht dem 9. September 2018 (Entrée en vigueur vum 2018er Naturschutzgesetz) an dem 31. Mäerz 2024 19.535 Demanden – dovunner ronn 7.600 Dossiere fir Bauten – eragereecht ginn. Bei deene 7.600 Demandë goung et ëm landwirtschaftlech Bauten, awer och ëm Vëlospisten, Stroossen, Leitungen etc. Et ass informatesch net méiglech, eng Zuel fir spezifesch Secteuren ze liwweren.

ad 2. D'Legislatioun gesäit 3 Méint vir fir ze préiwen, ob d'Informatiounen, déi fir eng fondéiert Decisioun virleie mussen, an der Demande dra sinn, an dono 3 Méint fir d'ministeriell Decisioun.

De gesamten Delai, fir eng Decisioun ze huelen, also den Zäitraum, an deem d'ëffentlech Autoritéit um Dossier schafft, ass also 6 Méint an net 3 Méint.

Dat sinn Instruktiounsdelaien, déi net direkt eppes driwwer aussoen, wéi laang et brauch, bis een eng Geneemegung huet. Falls eng Demande direkt komplett ass an näischt nogefrot muss ginn, entsprécht – reng rechneresch – deen Zäitraum vu 6 Méint dem Zäitraum tëscht der Entrée vun enger Demande an der ministerieller Decisioun op d'Demande. Falls Saache mussen nogefrot ginn, hänkt de Gesamtdelai vun der Reaktivitéit vum Demandeur of. Den Zäitpunkt vun der Entrée vun der Demande bis zur ministerieller Decisioun kann dohier méi ewéi 6 Méint bedroen.

Bei 70 % vun den uewe genannten Demandë gouf am Delai vu 6 Méint eng ministeriell Decisioun geholl. Wichteg ze wëssen ass, dass déi Zäit, déi den Demandeur brauch, fir Saachen nozeliwweren, do mat agerechent ass. De rengen Instruktiounsdelai op staatlecher Säit ass dohier bei méi ewéi 70 % respektéiert.

ad 3. Am Zäitraum vum 9. September 2018 bis den 31. Mäerz 2024 war den Undeel vu Refuse ronn 5 Prozent. E groussen Deel dovunner huet Demandë betraff, fir déi nom Gesetz d'office keng Autorisatioun méiglech ass, wéi z. B. wann d'Reegelen, déi an engem RGD fir en Naturschutzgebitt stinn, Konstruktioune verbidden.

ad 4. Wéi schonn uewe gesot, ass de legalen Delai fir d'Instruktioun duerch d'Administratioun 6 Méint a berücksichtegt net deen Zäitraum, deen den Demandeur brauch, fir Saachen nozeliwweren. Dofir gëtt et iwweregens am aktuellen Naturschutzgesetz keen Delai. D'Gesamtdauer vum Areeche vun enger Demande bis zur ministerieller Decisioun hänkt an deene Fäll vun der Reaktivitéit vum Demandeur of an ass vu staatlecher Säit net beaflossbar.

Am Zäitraum vum 9. September 2018 bis den 31. Mäerz 2024 war bei ronn 11 % vun den Decisiounen no 6 Méint nach keng ministeriell Decisioun geholl ginn. Wéi schonn uewendriwwer erkläert, huet de Gesamtdelai awer nëmme bedéngt mam Instruktiounsdelai ze dinn. Et handelt sech dobäi haaptsächlech ëm Demanden, bei deenen nach Saache beim Demandeur hu missen nogefrot ginn oder wou zesumme mam Demandeur gekuckt gouf, fir den initiale Projet esou ze optimiséieren, dass en autorisabel ginn ass.

D'Mesuren, déi am Kader vum Logementsdësch decidéiert goufen, weider administrativ Simplificatiounen, d'Digitalisatioun (säit e puer Méint kann een seng Demande iwwert de Guichet erareechen), déi rezent Ëmstellung op e méi performanten informatesche Gestiounsoutil vun den Demanden, d'Entwécklung vum Portail de l'urbanisme (ënnert der Leedung vum Departement fir Landesplanung), eng verstäerkte (fräiwëlleg) Berodung duerch d'Naturverwaltung an engem fréie Planungsstadium an aner Mesuren droen derzou bäi, datt d'Bierger entlaascht ginn an d'Instruktioun vun den Demandë méi efficace gëtt.

ad 5. Um 31. Mäerz 2024 war bei 4 Prozent vun den Demanden, déi am uewe genannten Zäitraum erakoumen, nach keng Decisioun geholl ginn. Dësen Undeel soll duerch déi driwwer genannte Mesuren zukünfteg erofgeschrauft ginn.

ad 6. Ech verweise bei dëser Äntwert op d'Ried zu der Lag vun der Natioun vum Premierminister Luc Frieden, an där dozou Präzisiounen erwäänt goufen, an och op d'Pressekonferenz vun de Ministere Wilmes, Gloden a Meisch vum 19. Juni 2024.

ad 7. Jo, dat kann ech confirméieren. Donieft ginn a menge Servicer awer och Demanden traitéiert, déi opgrond vum Bëschgesetz eragereecht ginn.

---

**Avantage fiscal pour les voitures de fonction à zéro émission** | Question **0633** (18/04/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

En 2022, l'ancien Gouvernement a modifié le règlement grand-ducal du 23 décembre 2016 portant exécution de l'article 104, alinéa 3, de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu dans le but de privilégier davantage les voitures à zéro ou faibles émissions de $CO_2$.

Le nouveau régime de calcul de l'avantage en nature (ATN) concerne les véhicules de société de catégorie M1 appartenant à l'employeur ou pris en location ou en leasing par l'employeur et mis à disposition, au moins partiellement, à des fins non professionnelles par l'employeur au salarié, alignant le calcul de l'ATN avec la modulation des primes pour les voitures à zéro émission. Pour les voitures de fonction nouvellement immatriculées à partir du 1er janvier 2025, et pour lesquelles aucun contrat ne sera signé avant le 31 décembre 2024, le régime forfaitaire de l'ATN sera simplifié. Un taux de 1 % sera fixé pour les voitures électriques pures dont la consommation d'énergie électrique ne dépasse pas 18 kWh/100 km et pour les véhicules à pile combustible à hydrogène. Pour les modèles de voitures de fonction électriques dont la consommation d'énergie électrique est supérieure à 18 kWh/100 km, un taux de 1,2 % sera prescrit. En ce qui concerne les autres motorisations avec moteur thermique, le taux de calcul de la valeur mensuelle de l'ATN sera fixé à 2 %. Selon la Société nationale de circulation automobile (SNCA), 443.301 voitures (M1) ont été immatriculées au 1er janvier 2022 au Luxembourg, dont environ 40.000-50.000 pourraient être considérées comme voitures de fonction (leasing), tombant sous le régime ATN.

Cette mesure est une composante clé du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (mesure n° 421) visant à encourager la décarbonation du parc automobile luxembourgeois pour la part de marché portant sur les véhicules de société. Toute annulation ou modification en faveur des véhicules à moteur thermique pourrait compromettre la réalisation des objectifs climatiques fixés pour 2030, ainsi que l'atteinte du taux de 49 % de voitures électriques dans le parc automobile national.

Dans ce contexte et vu les affirmations récentes de certains acteurs du domaine de la mobilité mettant en avant l'approche de politique climatique dite « pragmatique » du Gouvernement, je souhaiterais obtenir les renseignements suivants de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Monsieur le Ministre des Finances et Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

– Le Gouvernement envisage-t-il d'annuler, de modifier ou de reporter la décision prise par l'ancien Gouvernement concernant l'avantage en nature accordé aux voitures de fonction à zéro émission ?

**Réponse** (03/06/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

L'honorable Député demande des précisions au sujet de l'avantage fiscal pour les voitures de société à zéro émission.

Le traitement fiscal de l'avantage en nature pour les voitures de société est actuellement régi par le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 2016 portant exécution de l'article 104, alinéa 3, de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) et fait partie intégrante du Plan natonal intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) (mesure n° 421).

Dans son programme 2023-2028, le Gouvernement réaffirme son soutien au PNEC qu'il mettra en œuvre, dans sa version actualisée, afin que le Luxembourg atteigne ses objectifs climatiques.

---

**Réutilisation de matériaux de concassage dans la zone verte** | Question **0634** (18/04/2024) de **M. Luc Emering** | **M. André Bauler** (DP)

Eng ganz Rei Entreprisë sinn Demandeur, fir am Kader vu landwirtschaftleche Bauten an der Grengzon Material ze concasséieren, fir dëst um Site anzebauen.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister eis am Detail matdeelen, wat am Kader vun Naturschutzautorisatiounen, wéi och fir d'Prozedure betreffend Kommodosreglementatioune fir mobill Concasseuren, verlaangt gëtt?

2. Ass eng Naturschutzautorisatioun noutwendeg?

3. Wa jo, wat sinn déi genau Krittären, déi den Demandeur muss erfëllen, a wéi eng juristesch Basis hunn dës?

Am Reglement vum 17. Februar 2006, betreffend „la mise en décharge des déchets" p. 712 (déchets inertes type 2), ass ausdrécklech vermierkt, datt recycléiert Material, fir beispillsweis Haffflächen ze bauen, am Sënn vun der Économie circulaire bevirdeelegt genotzt soll ginn.

4. Firwat gëtt net par définition an all Autorisatioun fir Bauten an der Grengzon vermierkt, datt mat recycléiertem Material soll geschafft ginn, konform zum uewe genannte Reglement, an deem d'Leit opgefuerdert ginn, „concassé naturel de carrière" ze verbauen?

**Réponse** (10/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. bis 3. Gëtt e mobille Concasseur um Site vun engem Bauprojet an der Grengzon benotzt, dee scho vun enger Naturschutzgeneemegung ofgedeckt ass

(inklusiv déi Aarbechten), ass keng separat Naturschutzgeneemegung néideg. Dëst ass zum Beispill dacks de Fall bei Stroossebauprojeten, wou besteeënd Material ausgebaut, concasséiert a sur place erëm agebaut gëtt. Am Fall, wou eng separat Chantiersinstallatioun zu engem Projet (egal ob dës an der Grénzzon oder an der bebaubarer Zon vun engem PAG ass) an der Grénzzon néideg ass, kann dës iwwert d'Artikele 6 (4) an 12 (3) vum Naturschutzgesetz geneemegt ginn. Dëst gëllt fir all Chantiersinstallatioun, déi am Rapport mat engem konkreete Projet ass, a beinhalt natierlech och mobill Concasseuren, de Stockage vum Material, dat concasséiert ass oder soll ginn, an d'Plattform, déi muss gebaut ginn, fir kënne mam mobille Concasseur ze schaffen an d'Material ze stockéieren. Genee eréi fir all anere Projet, deen ënnert d'Naturschutzgesetzgeebung fält, ginn d'Impakter op d'Objektiver vum Naturschutzgesetz gekuckt an et spillen zousätzlech d'Artikelen 61 an 62 vun dësem Gesetz.

Wann eng Concassage-Aktivitéit eng Kommodosan eventuell och eng Offallgeneemung brauch, gi bei der Instruktioun vun den Dossieren, eréi bei aneren Dossieren och, d'Impakter op d'Émwelt gekuckt. Dozou gehéieren ënnert anerem d'Impakter op d'Noperschaft. D'legal Basis fir déi Obligatioune sinn den Artikel 1 aus dem Kommodosgesetz an den Artikel 30 aus dem Offallgesetz, d'Bewäertung vun den Demandë fousst op dem Artikel 13 aus dem Kommodosgesetz an den Artikelen 9 an 10 aus dem Offallgesetz.

Am Kader vun der Kommodosreglementatioun wor et bis den 1. Juni 2024 esou, dass ee fir ee mobille Concasseur, dee manner wéi 6 Méint op engem Chantier exploitéiert gëtt, eng Kommodos- an eventuell eng Offallgeneemegung gebraucht huet.

Ab dem 1. Juni 2024 huet d'Nomenclature vum Kommodosgesetz geännert. Elo gëllt fir ee mobille Concasseur, deen am Kader vun „travaux ponctuels temporaires" fir manner wéi 6 Méint op engem Site exploitéiert gëtt (also esou wéi et bei den ugeschwatene Fäll ass), de „règlement grand-ducal du 8 février 2024 fixant les prescriptions pour les activités de broyage relevant de la classe 4 en matière d'établissements classés". Dës Aktivitéiten (also de Broyage, net de Concasseur als Maschinn u sech) musse bei der Émweltverwaltung deklaréiert ginn, souwuel opgrond vum Kommodosgesetz wéi eventuell och opgrond vum Offallgesetz. Een entspriechende Formulaire gëtt vun der Émweltverwaltung zur Verfügung gestallt. Dës Ännerung ass eng enorm administrativ Vereinfachung, well ee fir déi Aarbechte keng Demande méi muss areechen a keng Autorisatioun muss ausgestallt ginn. Wann ee mobille Concasseur méi wéi 6 Méint exploitéiert gëtt, brauch een eng Kommodosgeneemegung an eventuell och eng Offallgeneemegung.

Der Vollstännegkeet halwer sief och nach gesot, dass esou Aktivitéiten, wa se an enger Waasserschutzzon oder enger Héichwaasserschutzzon leien, och eng Geneemegung nom Wassergesetz brauchen.

ad 4. De „règlement grand-ducal du 17 février 2006 modifiant le règlement grand-ducal du 24 février 2003 concernant la mise en décharge des déchets" mécht Aussoen zu Offäll, déi fir hir Eliminatioun op eng Decharge solle kommen. Dat groussherzoglecht Reglement vum 17. Februar seet net, dass just „concassé naturel de carrière" an der Grénzzon ze verbaue sinn.

Ech ginn dovun aus, dass déi éierewäert Deputéiert hei net d'Eliminatioun vun Offäll viséieren, mee d'Notze vu Material respektiv d'Valorisatioun vun Exkavatiounsoffäll, déi bei engem Chantier ufalen an och do erëm solle verwäert ginn, a beäntwerten d'Fro an deem Sënn:

Net polluéierte Buedem an aner geologescht Material, wat op engem Site excavéiert ginn ass, fält net ënnert d'Dispositioune vum Offallgesetz, wann et fir Bauzwecker a sengem natierlechen Zoustand um selwechte Site genotzt gëtt.

D'Naturschutzgesetz seet näischt driwwer aus, aus wéi enge Materialie Baute musse gebaut ginn. D'Naturschutzgesetz habilitéiert de Minister awer, verschidde Materialie fir eng Konstruktioun net zouzeloossen, wann doduerjer d'Schutzziler vum Naturschutzgesetz a Fro gestallt wären, wéi z. B de Schutz vum Buedem oder dem Grondwaasser. An de Geneemegunge sinn esou Virschréften, wat d'verbauten Elementer am Buedem ugeet, Standard.

Der Vollstännegkeet halwer sief och nach gesot, dass d'Verschaffe vu sou Material, wann de Projet an enger Waasserschutzzon oder enger Héichwaasserschutzzon läit, och eng Geneemegung nom Waassergesetz brauch.

Aus Naturschutzsiicht ass et wichteg, dass dat Material adaptéiert ass fir déi Plaz wou et soll hikommen a keen Émweltschued entsteet: Ob et Recyclat ass oder Ursprungsmaterial, ass dobäi egal. Wann et keng Virschréften zum Baumaterial an den Autorisatioune gëtt, ass et dem Bauhär säi Choix, wéi ee Material hie verschaffe wëll. Et däerf een och net vergiessen, dass Bauten duerch d'systematesch Virschreiwe vu „concassé naturel de carrière" oder recycléiertem Material riskéieren, ee Stéck méi deier ze ginn.

**Parc de batteries de stockage d'électricité** | Question **0636** (19/04/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le consortium EStor-Lux projette de construire un parc de batteries de stockage d'électricité d'une envergure considérable à Aubange près de la frontière belgo-luxembourgeoise et une nouvelle enquête publique vient d'être lancée.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, si les autorités belges ont informé le Gouvernement luxembourgeois de ce projet.

2) Les communes luxembourgeoises limitrophes au projet sont-elles invitées à participer à l'enquête publique ?

3) Est-ce que le Luxembourg a montré un intérêt à participer à un tel projet ?

4) Dans la négative, est-ce que notre pays envisage la réalisation d'un projet comparable, permettant le réglage du réseau d'approvisionnement en électricité ?

**Réponse** (11/06/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Ni le Ministère de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, ni le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité n'ont été informés de ce projet.

ad 2) Le projet en question est une initiative d'un acteur privé sur le territoire belge. Au cas où le projet tomberait dans le champ d'application de la législation wallonne en matière d'évaluation des incidences, et au cas où le projet serait susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement dans un contexte transfrontalier, il reviendrait à l'État d'origine d'apprécier la nécessité de réaliser une consultation transfrontalière. À ce jour, le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, en tant qu'autorité compétente, n'a pas été contacté dans ce contexte.

ad 3) et 4) De tels projets de stockage pourraient avoir un certain intérêt pour le Luxembourg, sachant toutefois que l'initiative et la réalisation de tels projets doivent être initiées par des acteurs privés, dans le cadre et selon les règles applicables du marché intégré européen de l'électricité. Le cadre réglementaire et technique national permet la participation du stockage dans la majorité des marchés intéressants pour cette technologie, directement ou par l'intermédiaire d'agrégateurs. L'accès à certains marchés d'équilibrage particulièrement intéressants pour les batteries sera mis en place pour les acteurs situés au Luxembourg avant la fin de l'année.

En application des directives et règlements européens et transposés en législation nationale, les gestionnaires de réseau d'électricité doivent s'abstenir d'installer ou d'exploiter des batteries connectées au réseau. Néanmoins, les gestionnaires de réseau d'électricité peuvent définir leurs besoins éventuels pour de tels services et faire appel au marché par des soumissions publiques pour avoir accès à des services à fournir par exemple par une installation de batteries. Cette option est actuellement analysée par les gestionnaires de réseau d'électricité et pourra être intégrée dans les plans de développement des réseaux luxembourgeois.

Reste à mentionner qu'une nouvelle proposition de règlement européen[1] vise à introduire plusieurs dispositions supplémentaires pour développer davantage la flexibilité au sein des marchés européens et nationaux, notamment moyennant une évaluation des besoins en flexibilité, un objectif national indicatif pour la flexibilité non fossile et un éventuel régime d'aides à la flexibilité non fossile le cas échéant.

**Mise en place de systèmes réutilisables dans le service de livraison et le take-away** | Question **0638** (19/04/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

En 2022, la Chambre des Députés a avalisé cinq projets de loi ayant l'objectif de renforcer le cadre légal luxembourgeois en matière de gestion de déchets et de prévenir les déchets, y compris les déchets à usage unique.

Ces modifications législatives ont suivi des demandes de citoyen.ne.s ainsi que d'acteur.trice.s politiques en faveur d'une politique plus ambitieuse de prévention des déchets. Ainsi, le 6 février 2019 s'est tenu un débat public à la Chambre de Députés d'une pétition publique initiée par un groupe de jeunes demandant que l'usage des emballages plastiques soit limité au Luxembourg. Le 16 mai 2019, la Chambre des Députés a par ailleurs voté à l'unanimité en faveur d'une motion du même esprit, invitant le Gouvernement notamment à faire du Luxembourg un chef de file au niveau européen en matière de prévention et de gestion des déchets et ce dans l'optique d'atteindre un niveau « zéro déchet ». Une série de workshops « Null Offall » organisée par le Ministère de l'Environnement a également mis en évidence la demande des participant.e.s pour une politique de gestion de déchets ambitieuse.

[1] Règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant les règlements (UE) 2019/943 et (UE) 2019/942 ainsi que les directives (UE) 2018/2001 et (UE) 2019/944 afin d'améliorer l'organisation du marché de l'électricité de l'Union

Plusieurs des modifications apportées à la loi relative à la gestion des déchets visent le remplacement progressif d'objets à usage unique avec des objets réemployables dans la restauration.

Dans ce contexte, à compter du 1er janvier 2025, les récipients, barquettes, assiettes et couverts utilisés dans le cadre d'un service de livraison de repas à domicile ou en cas d'un service de repas à emporter devront être réemployables et faire l'objet d'une reprise. Le texte de loi prévoit par ailleurs que les personnes soumises au régime de responsabilité élargie des producteurs doivent présenter pour le 1er janvier 2024 au plus tard une feuille de route pour la mise en œuvre du déploiement des objets réemployables précités.

Afin de préparer les réflexions et initiatives des acteur.trice.s visé.e.s par lesdites dispositions et de favoriser une éventuelle mutualisation des efforts, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable avait au cours de la dernière période de législature, commandité une étude analysant les différents modèles d'organisation possibles et présentant les avantages et inconvénients des différents dispositifs. L'objectif de cette initiative était de fournir une aide à la décision et une base de discussion avec les représentant.e.s des secteurs concernés, tout en gardant une ouverture quant aux choix finaux à arrêter, afin d'identifier communément des pistes de mise en œuvre praticables et efficaces.

Par ailleurs, en mars 2024, le Parlement européen et le Conseil sont parvenus à un accord provisoire sur un règlement sur les emballages dans l'UE. L'accord prévoit notamment que les distributeurs finaux de boissons et d'aliments à emporter devront offrir au moins 10 % des produits dans un emballage réutilisable d'ici 2030.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre partage toujours l'approche ambitieuse et proactive demandée unanimement par la Chambre des Députés en 2019, fournissant au Luxembourg une opportunité de se positionner comme pionnier et lieu d'innovation et de favoriser des solutions circulaires et durables ?

2) Quels sont les résultats des échanges organisés avec les secteurs concernés ? Quelle est l'approche proposée dans la précitée feuille de route des producteur.trice.s pour le déploiement d'un système voire de systèmes réutilisables ? Quelle est l'analyse de Monsieur le Ministre par rapport à l'approche proposée ?

3) Dans ce contexte, le système de l'Ecobox jouera-t-il un rôle dans la nouvelle approche ? Dans l'affirmative, comment le système de l'Ecobox sera-t-il intégré voire développé ? Dans la négative, comment Monsieur le Ministre perçoit-il le rôle de l'Ecobox à l'avenir ?

4) Quelles initiatives Monsieur le Ministre a-t-il prises voire envisage-t-il de prendre afin de favoriser l'innovation et l'économie circulaire dans la restauration, ainsi que la mise en œuvre des dispositions ayant trait à la restauration et de mutualiser les efforts des acteur.trice.s divers.e.s dans ce contexte ?

5) Monsieur le Ministre compte-t-il modifier les obligations par rapport aux systèmes réutilisables dans le service de livraison et le take-away suite au règlement européen sur les emballages ? Dans l'affirmative, et afin d'apporter rapidement clarté aux acteur.trice.s de l'innovation et de la gastronomie, quels seront les principaux chantiers et les délais dans ce contexte ?

**Réponse** (10/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Oui. Il est pour le surplus renvoyé à la réponse à la dernière question.

ad 2) Des échanges avec les secteurs concernés ont révélé un besoin de coordination et de préparation pour répondre à l'obligation de réemploi des emballages dans le cadre d'un service de repas à emporter. Afin d'encadrer la mise en œuvre de l'article 12 (9) de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets et des dispositions émanant du futur règlement communautaire sur les emballages et les déchets d'emballages de l'UE, la feuille de route, dont fait état l'honorable Députée, fournit des orientations sur la manière dont ces dispositions pourraient être mises en œuvre.

La feuille de route met aussi en lumière la nécessité de clarifier certaines définitions légales, notamment les acteurs économiques visés par la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, les emballages concernés et les critères pour déterminer si un emballage est réemployable.

Elle propose encore une analyse approfondie des possibilités de fonctionnement opérationnel des systèmes de réemploi, dans lesquels les emballages réemployables pour les repas à emporter pourraient circuler. Le document décrit différents systèmes de réemploi, les modalités de retour des emballages réemployables, la collecte des emballages, la logistique et le reconditionnement des emballages.

Pour prendre en compte les points susmentionnés, la feuille de route propose d'encadrer la mise en œuvre des dispositions concernées par la création d'une cellule centrale, conforme aux recommandations formulées par une étude commandée par le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité en 2022 et 2023. Selon la feuille de route, l'objectif de la cellule centrale serait de clarifier différents points légaux, de suivre et d'évaluer des projets pilotes et sur cette base, d'étendre le cadre du réemploi des emballages pour les repas à emporter à l'échelle nationale.

ad 3) L'Ecobox fut initialement lancée comme projet étatique pour réduire le gaspillage alimentaire dans le secteur de la restauration. Au fil du temps, le projet a évolué et constitue aujourd'hui une solution viable pour organiser dans certaines situations la gestion des repas à emporter. Force est de constater aussi que d'autres solutions sont en cours de développement ou sont déjà à disposition des acteurs économiques.

Le projet de l'Ecobox ne connaîtra pas de développement additionnel mais le projet sera maintenu opérationnel dans sa forme actuelle. Son futur rôle sera évalué et discuté dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets ainsi que le règlement communautaire sur les emballages et les déchets d'emballages. Il est jugé important que les secteurs concernés développent et mettent en œuvre la solution qui réponde au mieux à l'obligation légale et facilitent en même temps le recours aux solutions réemployables pour le consommateur.

ad 4) Pour favoriser l'innovation, il est nécessaire d'avoir un bon échange avec tous les acteurs économiques concernés, y compris le secteur de la restauration, afin d'élaborer des approches solides qui sont réalistes et praticables dans leur mise en œuvre.

Le régime de la responsabilité élargie des producteurs constitue un autre levier important. Dans ce cadre, les responsables d'emballages doivent réduire chaque année certains produits en plastique à usage unique, y inclus les emballages utilisés comme récipients pour aliments. Afin d'atteindre cette réduction, les responsables d'emballages et/ou les acteurs économiques doivent intensifier le développement de projets de prévention ayant trait à la promotion des emballages réemployables.

ad 5) Afin de donner une certaine prévisibilité aux acteurs économiques, il m'importe d'adresser d'abord les problèmes urgents, liés à la mise en œuvre des dispositions légales et ceci dans un but de parvenir à une situation qui permettra aux administrés de se conformer aux dispositions légales tout en gardant des objectifs ambitieux. Cette approche s'inscrit par ailleurs dans la démarche retenue dans la motion 3844 adoptée lors du vote du paquet « économie circulaire » en 2022.

Mes services ont ainsi été chargés de préparer des propositions pour réviser certaines dispositions légales et de mener dans la suite, sur base de ces propositions, des consultations. Afin de faciliter la consultation des acteurs économiques visés par différentes dispositions du paquet « économie circulaire », le comité de coordination en matière de gestion des déchets et des ressources sera consulté. Le comité rassemble les acteurs suivants : la Chambre des Métiers ; la Chambre de Commerce ; la Fedil ; la Luxembourg Confederation ; la Fédération des artisans ; l'ASBL Valorlux ; l'ASBL Ecotrel ; l'ASBL Ecobatterien ; l'ASBL Horesca.

**Mise en place d'un système de consigne pour les boissons** | Question **0639** (19/04/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

En 2022, le Luxembourg a modifié la législation par rapport aux déchets d'emballages et a introduit dans ce contexte une base légale permettant la mise en place d'un système de consigne sur les emballages de boissons mis sur le marché luxembourgeois.

Afin de lancer les travaux en vue de la mise en place d'un tel système de consigne, le Ministère de l'Environnement a commandité une étude dont l'objectif était d'analyser les systèmes de consigne dans les pays adjacents et d'évaluer la pertinence des systèmes pour le Luxembourg, tout en associant les parties prenantes aux travaux y relatifs.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quels sont les résultats de ladite étude ? Monsieur le Ministre peut-il me faire part de son analyse des résultats ?

2) Comment Monsieur le Ministre veut-il procéder pour faire avancer le projet de la consigne sur les boissons ? Quelles suites Monsieur le Ministre donne-t-il à l'étude ? Quelles sont les prochaines étapes et le calendrier y relatif ?

**Réponse** (10/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) L'étude a pour objectif d'identifier – préalablement à la mise en place effective d'un tel système de consigne – les systèmes sur les emballages à boisson les plus adaptés pour le Luxembourg. Le résultat principal de l'étude en question est une liste de scénarios de consigne envisageables ainsi qu'une énumération de leurs forces et faiblesses. La présentation de différents scénarios a permis de recevoir un premier retour structuré des secteurs concernés et permettra de continuer les échanges afin d'intégrer plus particulièrement les priorités découlant du futur

règlement européen relatif aux emballages et aux déchets d'emballages.

Selon les retours des secteurs concernés, le scénario de consigne à retenir devrait s'axer prioritairement sur les bouteilles en PET et les canettes tout en respectant les modalités du règlement européen précité.

ad 2) Dans l'objectif de retenir un type de consigne spécifique et de mettre en œuvre un système qui soit – dans la mesure du possible – harmonisé et avec celui des pays voisins tout en tenant compte des particularités du Luxembourg, la prochaine étape consistera en une seconde étude axée sur les aspects financiers et la faisabilité de chaque système. Cette étude de suivi se concentrera sur l'impact du système de consigne sur les coûts pour les différents acteurs, sur les implications logistiques, sur les flux de marchandises transfrontaliers, ainsi que sur l'évaluation de la nécessité de mettre en place une organisation centralisée en charge du système de consigne.

Finalement, il faudra intégrer dans les réflexions précitées les mesures du futur règlement européen relatif aux emballages et aux déchets d'emballages.

**Rencontre avec la direction de la société Jan De Nul Group lors de la visite d'État en Belgique** | Question **0645** (23/04/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi d'"Lëtzebuerger Land" a senger Editioun vum 19.4.2024 mellt, stoung bei der Staatsvisitt vun der groussherzoglecher Koppel an de Vertrieder vun der Lëtzebuerger Regierung um Mëttwoch och eng Visitt vun der Firma Jan De Nul Group um Programm. Den Ex-Wirtschaftsminister Étienne Schneider ass hei Member am Verwaltungsrot.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an de Ministere fir Finanzen, fir Verdeedegung, fir Wirtschaft a fir Aussenugeleeënheeten dës Froe stellen:

1. Firwat ass dës Firma wärend der Staatsvisitt besicht ginn?

2. Wéi eng aner Firme si wärend der Visitt an der Belsch besicht ginn?

3. Hält d'Regierung et net fir onpassend, eng Firma vun engem Ex-Minister besichen ze goen, bei deem no sengem Austrëtt aus der Politick kloer ginn ass, datt en op Staatskäschten ee luxuriéist Liewe gefouert huet (https://www.reporter.lu/luxemburg-minister-auf-reisen-die-spesen-bilanz-von-blau-rot-gruen/) an ënner deem senger Verantwortung de LUXEOSys Satelitte-Projet finanziell all Kader gesprengt huet?

4. Wat fir eng Kooperatioun gëtt et tëscht dem Lëtzebuerger Staat an der genannter Firma?

**Réponse** (17/05/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. D'Staatsvisitt stoung ënnert anerem am Zeeche vun der Zesummenaarbecht am wirtschaftleche Beräich, mat engem Fokus op der Nohaltegkeet. D'Visitte vum Nordseehafen a bei Jan De Nul hunn sech an de Kader vum Wirtschaftsprogramm vum maritimme Secteur op der Staatsvisitt ageschriwwen, deen als Zil hat, fir déi belsch a Lëtzebuerger Partner aus den Ökosystemer vun den erneierbaren Energien, dem Waasserstoff, dem maritimme Secteur an der Banneschëfffaart zesummenzebréngen, fir gemeinsame Projete Visibilitéit ze ginn a méiglech nei grenziwwerschreidend Projeten unzestoussen. D'Firma Jan De Nul huet hire Sëtz zanter 1996 zu Lëtzebuerg, wou ëm déi 600 Salariéë vum Betrib affiliéiert sinn, dorënner 494 Séifuerer. Jan De Nul ass spezialiséiert op maritim Baggeraarbechten („dragage") a méi rezent weider Aktivitéite betreffen d'Energieproduktioun am Mier.

ad 2. Am Kader vum Ekonomesche Forum vun der Staatsvisitt hunn de belsche Kinnek an de Groussherzog, zesumme mat de Finanzministere vu béide Länner, un engem Treffe mat Vertrieder aus dem Finanzwiesen zu Bréissel deelgeholl. Am Mëttelpunkt vun dësem Treffe stoungen d'Wichtegkeet vum Finanzsecteur am Allgemengen an a Bezuch op d'Finanzéierung vun der duebeler Transitioun, d'Promotioun vun oppene Mäert an dem fräien Handel souwéi och den oppene Bannemaart. D'Finanzinstituter, Associatiounen a Regulateuren, déi un dësem Treffen deelgeholl hunn, sinn: Delen Private Bank, BCEE, BNY Mellon, Belfius Bank, CAA, ALFI, Euroclear, LFF, FSMA, Banque de Luxembourg, Degroof Petercam AM, Febelfin, ACA, CSSF, LHoFT, LPEA, Euronext Bruxelles, Sopiad, Greenomy, Bourse de Luxembourg, Swift, Banque de Luxembourg Belgique, Fintech Belgium, ABBL, ABN Amro, Chambre de Commerce Luxembourg, Banque Puilaetco Dewaay, Nagelmackers, Banque Transatlantique Belgique, BNP Paribas.

Am Kader vum Ekonomesche Forum zu Bréissel gouf et och Gespréicher mat Vertrieder vu MyelinH/Imec.istart, Luxconnect/Proximus an OST Fenster/Chassis Henin.

De belsche Kinnek an de Groussherzog hunn och de Ghent Northsea Port an d'Anglo Belgian Corporation – ABC Engines zu Gent besicht.

De Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus hat op der Staatsvisitt a sengem Programm doriwwer eraus Echangen a Rencontere mat Creos, Fluxys, Hitec Luxembourg an AMOS.

Et waren insgesamt 129 Lëtzebuerger Betriber an der Lëtzebuerger Business Delegatioun, déi vun der Chambre de Commerce encadréiert goufen an un der Staatsvisitt bedeelegt waren. Et sinn och Echangë mat Vertrieder vun dëse Betriber ginn.

ad 3. Mir verweisen op d'Äntwert op déi éischt Froiwwert d'Grënn vum Besuch vun der Firma.

ad 4. De Formatiounszenter mat Simulatore fir Séifuerer, JDN Academy, gouf 2016 zu Lëtzebuerg gegrënnt, an e groussen Deel vun der Formatioun fir déi spezialiséiert Mataarbechter op de Baggerschëffer gëtt do organiséiert.

De Grupp Jan De Nul huet aktuell 72 Schëffer ënnert Lëtzebuerger Pavillon, dorënner 69 Draguen (Baggerschëffer) an 3 kleng autonom Unitéiten ouni Equipage. Jan De Nul ass den éischten Armateur, deen zu Lëtzebuerg esou eng autonom Unitéit umellt.

De Lëtzebuerger maritimme Secteur soll sech a Richtung vum Green Shipping weiderentwéckelen, dëst ass och eng Prioritéit vu Jan De Nul.

**Parc d'Echternach** | Question **0649** (24/04/2024) de **M. Max Hengel** | **Mme Octavie Modert** | **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

An engem Artikel an der Dagespress vum 19. Abrëll 2024 ginn d'Zoustänn vum Iechternacher Park no den Iwwerschwemmunge vun 2021 beschriwwen. Aus besotem Artikel geet ervir, dass d'Auswierkunge vun den Iwwerschwemmungen nach ëmmer däitlech am Park ze gesi sinn. Dëst well d'Gemeng am Park keng Aarbechten no der Iwwerschwemmung duerft virhuelen. Vill ofgebrachent Geäschts läit nach op de Weeër, d'Anlage vum Park si voller Kraut, d'Gelänner vum Minigolf ass ganz iwwerwuess, a ronderëm de Pavillon ass den Zoustand net gutt. Des Weidere géif de Kulturministère elo nei Reegele virschreiwen, déi den Aarbechter et erschwéieren, de Park an der Rei ze halen. Zum Beispill ass et den Aarbechter verbueden, Laubbläser ze benotzen. Ausserdeem géif de Minigolf net méi op seng aktuell Plaz zréckkommen, hätt de Kulturministère an engem rezente Bréif festgehalen.

De Virschlag vun enger neier Konventioun tëschent der Stad Iechternach an dem Kulturministère géif reegelen, datt, anescht wéi an der laanger Vergaangenheet säit 1868, de Kulturministère an Zukunft den Ënnerhalt vum Park maache géif. Et sollen och néideg Instandsetzungsaarbechte virgeholl ginn an d'Käschten dovunner vum Staat gedroe ginn.

Aus enger Äntwert vum 11. Januar 2023 op d'parlamentaresch Fro N° 7337 vum 7. Dezember 2022, huet déi fréier Kulturministesch matgedeelt, dass eng Etude vum INPA (Institut national pour le patrimoine architectural) dem Ministère an der Gemeng Iechternach virläit, sou datt nach virum Fréijoer 2023 éischt Moossnamen am Park kënne realiséiert ginn.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un den Här Kulturminister stellen:

1. Wat sinn d'Konklusioune vu besoter Etude? Wéi eng Moossname goufe säit dem Fréijoer 2023 am Park virgeholl?

2. Wéini ass déi besote Konventioun tëschent dem Kulturministère an der Stad Iechternach ënnerschriwwe ginn, an awéiwäit reegelt se Detailer? Gesäit se och Artikelen iwwert de Finanzement vir respektiv ween d'Käschten dréit?

3. Soll et op Basis vun dëser neier Konventioun sinn, wou de Kulturministère dës detailléiert Reegele virschreift, datt z. B. keng Laubbléiser oder Gefierer am Iechternacher Park an den Asaz kommen däerfen? Wa jo, wat genee beinhalten d'Reegelen nach?

4. Op wéi enger Zäitschinn ass virgesinn, de Park nees an d'Rei ze setze souwuel vun de Schied, déi nach ëmmer no den Iwwerschwemmunge bestinn, wéi och wat vereenzelt strukturell Infrastrukturen ubelaangt (Beliichtung, Schréfttafelen, ...)?

5. Aus dem Presseartikel geet ervir, dass de Minigolf net méi soll a senger aler Form an op der aktueller Plaz opgoen. Kann de Kulturministère dat confirméieren? Falls jo, gesäit de Kulturministère vir, de Minigolf nees op enger anerer Plaz opzemaachen? Wa jo, wou a wéini wier dat, an aus wéi engem Budget gëtt et finanzéiert?

**Réponse** (03/06/2024) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

ad 1. De Kulturministère a seng Servicer stinn zu hirem Engagement, fir den Iechternacher Park ze restauréieren, en no de Reegele vun der Konscht ze fleegen an ëm esou seng historesch an touristesch Valeur erëmzeginn. De Ministère an den INPA sinn dofir am reegelméissegen Echange mat de Gemengenautoritéite vun Iechternach, an ech konnt mir rezent selwer sur place e Bild vun der Situatioun maachen.

2022 sinn eng historesch an architektonesch Etude a gläichzäiteg ee Schéma directeur vun Experten ausgeschafft ginn. D'Conclusioune vun den Etuden erginn, datt d'Authentizitéit an d'Biodiversitéit bei enger Revalorisatioun vum Park a vum urspréngleche Konzept vum Landschaftsarchitekt an Urbanist Henri

Luja (1899–1977) am Mëttelpunkt stoe sollten, dëst am Sënn an am Respekt vun der Charte de Florence (eng international Charte iwwert historesch Gäert aus dem Joer 1981).

Säit dem Fréijoer 2023 si konkreet Aarbechten ausgefouert ginn op den zwou Parterren, dem Waasserbaseng an der grousser Vase du Cinquantenaire. Krank Pällem goufen erausgeholl, de Buedem gouf erneiert, d'Eibe sinn an eng richteg Form geschnidde ginn, d'Broderie ass mat hëlze Ploe markéiert ginn, d'Gras ass erneiert a geméit ginn a Phacelia gouf tëscht den Eibe geséit.

D'Heck ronderëm de Waasserbaseng ass erausgeholl ginn, de Buedem gouf och do erneiert a Gras geséit. Ee Lattage aus Eise gouf agesat fir d'Konture kloer ofzestiechen. Ronderëm déi grouss Vase gouf een neie Parterre mat engem Lattage ageluecht. Vinca minor goufe geplanzt.

2023 goufen och d'Aarbechte vun dësem Joer mat den Experte präzis geplangt. Eng spezifesch Etude gouf iwwert d'Broderie, de Waasserbaseng an d'Vase du Cinquantenaire gemaach. Déi wäert et erméiglechen, eng richteg Approche fir d'Restitutioun vun der Broderie an de Pällem (Buxus) unzewennen. Den Tracé „en forme de palmette ou de coquille" wäert erëm konform zum Luja-Plang ugeluecht ginn. D'Héichten an d'Volumme baséieren sech ënnert anerem op de präzisen Zeechnunge vum Henri Luja. 2023 ass dann och eng zweet Etude ausgeschafft ginn, déi spezifesch eng Testzon mat véier Bosqueten definéiert. No dëser Etude sollen eng ganz Rei Beem nees geplanzt ginn, esou datt eng Verdichtung vun der Strauchschicht wäert kommen, wat méi Fiichtegkeet an ee bessert Raumklima mat sech bréngt. Dës Aarbechte wäerten am Hierscht ufänken.

Am Virfeld gëtt elo nach e Screening vun der Fauna a Flora gemaach. Eng weider Etude iwwert d'Beliichtung ass och an der Maach. Eng provisoresch Beliichtung soll laanscht d'Sauer installéiert ginn, esoubal déi noutwendeg Autorisatioune virleien.

D'Plates-bandes vun de Parterrë goufe mat Blumme geséit an ee Lattage ass amgaangen, ronderëm déi zwou Parterren agesat ze ginn. Eng Vase, déi nach zum Deel erhale war, ass am Stee kopéiert ginn a wäert erëm an der Mëtt vun der Broderie installéiert ginn. Am Hierscht wäert och eng Etude iwwert de Waasserbaseng ausgefouert ginn.

Detailléiert Panneaue mat enger klorer Kommunikatioun iwwert d'Aarbechten an den Historique vum Park wäerte geschwënn opgestallt ginn.

Verschidde Beem ginn aus Sécherheetsgrënn elagéiert, dat op Basis vun enger phytosanitärer Etude.

ad 2. Den Entretien vum Park gëtt vun dësem Joer un zu groussen Deeler vum Institut national pour le patrimoine architectural – INPA iwwerholl.

Eng nei Konventioun gëtt am Moment zesumme mam Finanzministère ausgeschafft. Dës Konventioun soll d'Opdeelung an de Finanzement vun den Entretiens- a Restauratiounsaarbechten tëscht dem Kulturministère respektiv dem INPA an der Stad Iechternach reegelen.

ad 3. Déi nei Konventioun soll ee präziist Leeschtungsheft fir déi ganz Gestioun erstellen, deen en historeschen a geschützte Park verlaangt. Do wäerten och kloer Mesuren opgestallt ginn, déi eng nohalteg Gestioun vum Park garantéiere sollen, dëst am Respekt vun der Natur an der Geschicht vum Park.

ad 4. Esou wéi an der Äntwert 1 beschriwwen, sinn d'Aarbechte schonn eng Zäit amgaangen a villes gouf an d'Rei gesat an ass geplangt. De Schéma directeur vun 2022 huet e Planning opgestallt bis 2027. Iwwer 160.000 € goufen zanter 2022 iwwert den INPA investéiert. Iwwer 250.000 € sinn am Moment engagéiert fir bestoend Kontrakter. Bis 2028 sinn nach 2,45 Mio € op staatlecher Säit budgetiséiert.

ad 5. Den Emplacement vum Minigolfterrain gouf bei de leschte Reunioune mat de Gemengevertrieder vun der Stad Iechternach ugeschwat. De Kulturministère ass sech der Attraktivitéit vun esou enger Fräizäitaktivitéit fir de Park bewosst a verschléisst sech kenger oppener Diskussioun mat de Gemengeresponsabelen iwwer d'Restauratioun an den Emplacement vum Minigolfterrain.

**Espèces envahissantes** | Question **0650** (24/04/2024) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Invasiv Planze sinn eng Gefor fir eisen Ökosystem, well se déi regional Aartendiversitéit a Fro stellen a Liewensraim veränneren. Studie weisen, datt dës Planzen sech kënne wärend Joerzéngten onopfälleg verhalen, ma dann awer bannent kuerzer Zäit zu engem Risiko ginn, sech massiv verbreeden a grousse Schued uriichten. Et sinn awer net nëmme Planzen, déi een invasive Charakter hunn, mä och Déieren aus aneren Deeler vun der Welt sinn amgaang, sech an eise Géigende breetzemaachen. Dobäi spillt d'Verlagerung vun de Klimazonen duerch d'Klimakris eng weesentlech Roll.

An deem Zesummenhang wollte mer dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Wat fir eng Planze ginn hei zu Lëtzebuerg als „invasiv" agestuuft? Wat fir eng sinn déi aggressiivst an a wat fir enge Regioune vum Land verbreeden si sech am séiersten? Wat fir invasiv Planze stellen eng Gefor fir déi mënschlech Gesondheet duer?

2. Wat fir eng Déieren- an Insektenzorte ginn hei zu Lëtzebuerg als „invasiv" agestuuft? Wat fir eng falen am meeschten op an a wat fir enge Regioune vum Land verbreeden si sech am meeschten? Wat fir invasiv Déieren an Insekte sinn e Risiko fir déi mënschlech Gesondheet?

3. Gëtt am Ëmweltministère un enger Strategie geschafft, fir d'Verbreedung vun dësen invasiven Déieren, Insekten a Planzen, wa méiglech, anzedämmen?

**Réponse** (10/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Wat invasiv exotesch Planzen oder sougenannten invasiv „Neophytten" ugeet, sinn op d'mannst 60 Aarten an eisem Land festgestallt ginn. Eng Lëscht vun dësen Aarte fënnt een um Site neobiota.lu. Dës Lëscht ass awer nëmmen indikativ a méi Aarte kënne bei eis an Zukunft optrieden.

Eng Risikoanalys gouf fir dës Neophytten duerchgefouert (Ries et al., 2020[2]). Dobäi koum eraus, datt dës dräi Planze ganz problematesch sinn:

– Rise-Biereklo (Heracleum mantegazzianum);
– Asiatesch Knuetkraut-Aarten (Reynoutria japonica, Reynoutria sachalinensis, Reynoutria x bohemica);
– Drüse-Sprangkraut (Impatiens glandulifera).

Dat ganzt Land ass potenziell vun dësem Problem betraff. Et stellt een awer fest, datt laanscht d'Waasserleef d'Verbreedung am gréissten ass an och op deene Plazen, wou d'Natur am meeschte gestéiert gëtt (z. B. duerch d'Zerstéierung an d'Fragmentéierung vun de Liewensraim).

[2] Ries, C., Y. Krippel & M. Pfeiffenschneider, 2020. Risk assessment after the Harmonia+ protocol of invasive alien vascular plant species in Luxembourg. Bulletin de la Société des naturalistes luxembourgeois 122: 197-205. (PDF 132 KB)

Planzen, déi gesondheetlech Problemer fir d'Leit verursaache kënnen, sinn:

– Alzem-Ambrosia (Ambrosia artemisiifolia);
– Rise-Biereklo;
– Lorberkiischt (Prunus laurocerasus);
– Himmelsbam (Ailanthus altissima).

ad 2. Wat invasiv exotesch Déieren oder sougenannten invasiv „Neozoen" ugeet, sinn iwwer 70 Aarten am Land festgestallt ginn. Eng Lëscht vun dësen Aarte kann op neobiota.lu consultéiert ginn.

Wéi bei den Neophytten, kënnen och dës invasiv exotesch Déieren am ganze Land fonnt ginn. Dës Déiere profitéiere vum Klimawandel a Stéierunge vun den Ökosystemer, fir sech ze verbreeden. Déi meescht bekannt invasiv Neozoen sinn de Wäschbier (Procyon lotor), d'Asiatesch Runn (Vespa velutina nigrithorax), Deckelsmouke wéi d'Trachemys scripta elegans an T. s. scripta (DE: Rotwangen- resp. Gelbbauch-Schmuckschildkröte), d'Nilgäns (Alopochen aegyptiaca) an d'Nutria (Myocastor coypus, DE: Biberratte).

Invasiv exotesch Déiere kënnen och een Impakt op d'mënschlech Gesondheet hunn, besonnesch duerch d'Iwwerdroe vu Krankheeten, als Beispill:

– Wäschbier;
– Nutria;
– Rotwangen- resp. Gelbbauch-Schmuckschildkröte;
– Asiatesch Tigerméck (Aedes albopictus).

Déi selwecht Risikoanalys wéi déi vun den Neophytte gëtt momentan fir d'Neozoen duerchgefouert.

ad 3. Jo, de Ministère ass amgaang, eng ëmfaassend Strategie ze verëffentlechen, fir invasiv exotesch Aarte besser ze iwwerwaachen, ze kontrolléieren an ze geréieren. Doriwwer eraus ginn zënter ville Jore vill Efforte gemaach an dësem Beräich, besonnesch am Kader vun der Ëmsetzung vum EU-Reglement N° 1043/2014 iwwer invasiv exotesch Aarten.

Fir de Moment goufe well 12 Aktiounspläng ausgeschafft, fir d'Gestioun vun den invasiven Aarten ze garantéieren. 5 weider Pläng sinn an der Consultation publique. Hei sinn d'Informatiounen dozou: https://environnement.public.lu/fr/natur/biodiversite/plan_d_action_especes_et_habitats1/luttecontreleseee/gestion.html. Zousätzlech dozou gëtt et och d'Präventiounspläng: https://environnement.public.lu/fr/natur/biodiversite/plan_d_action_especes_et_habitats1/luttecontreleseee/prevention.html.

**Collecte des déchets** | Question **0659** (25/04/2024) de **M. Max Hengel** (CSV)

D'Mülltrennung spillt eng entscheedend Roll beim Ëmweltschutz an der Kreeslafwirtschaft: Materialie kënne recycelt, natierlech Ressourcë kënne geschount, d'Ëmweltverschmotzung ka reduzéiert, d'Energie ka gespuert a wirtschaftlech Virdeeler kënne generéiert ginn. Zu Lëtzebuerg trenne mir dofir onsen Dreck a maachen dat mat verschiddene Poubellen. Leider existéiert ausser der groer Poubelle fir de Restmüll an der bloer Poubelle fir de Pabeier keng eenheetlech Faarfgeebung. Poubellë fir gréng/organesch Offäll sinn entweeder gréng oder brong, an déi Poubellë fir Glas si jee no Gemeng gréng, brong oder giel. Dat féiert oft zu Konfusioun bei de Firmen, déi d'Poubellen ofhuelen, sou datt reegelméisseg verschidde Poubellen net eidel gemaach ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Ëmweltminister stellen:

1. Ass sech de Minister dëser Problematik bewosst? Gouf et an deem Kontext scho Gespréicher mat de

Gemenge respektiv Gemengesyndikater, an därer Kompetenz de Sujet läit?

2. Gedenkt de Minister deem entgéintzewierken, zum Beispill a Form vun enger nationaler eenheetlecher Reegelung?

**Réponse** (10/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Dës ënnerschiddlech Faarfsituatioun vun de Poubellen am Land kënnt dohier, datt d'Responsabilitéit fir d'Gestioun vum Offall aus de Stéit bei de Gemenge läit, an datt d'Gemengen opgrond vum Prinzipp vun der Gemengenautonomie d'Offallgestioun eegestänneg organiséieren, dëst entweeder selwer oder mat engem Prestataire vun hirem Choix.

Wann do punktuell Problemer entstinn, datt verschidde Poubellen net eidel gemaach ginn, sollen d'Bierger sech un hir Gemeng wenden, fir déi dorop opmierksam ze maachen. Der Ëmweltverwaltung si bis ewell keng sou Fäll gemellt ginn.

Op Wonsch vun de Bedeelegte kéinten, am Kader vum nationalen Offallwirtschaftsplang, deen all 6 Joer nei gemaach gëtt, Gespréicher iwwert eng national eenheetlech Faarfgeebung opgeholl ginn. Dëse Punkt gouf allerdéngs bis ewell nach ni an de Workshops, déi d'Ëmweltverwaltung am Kader vum Offallwirtschaftsplang organiséiert huet, opgeworf.

ad 2. Wéi scho bei der éischter Fro bemierkt, läit d'Organisatioun vun der Offallgestioun an der Hand vun de Gemengen. Eng Awierkung op d'Gemengenautonomie duerch eng national Reegelung op deem Punkt ass zurzäit net virgesinn.

**Inventaire phytosanitaire 2023** | Question **0661** (25/04/2024) de **M. Gilles Baum** | **M. Luc Emering** (DP)

D'Resultater vum leschten Inventaire phytosanitaire 2023 vun der Natur- a Bëschverwaltung hu gewisen, dass 14,5 % vun de Beem komplett gesond sinn. 2013 waren et nach 33,8 %. An 2023 gouf och fonnt, dass 12,3 % vun de Beem scho souzesoen dout (déperissement avancé) oder wierklech dout sinn, wat immens beonrouegend ass. De Gesondheetszoustand vun de Beem zu Lëtzebuerg huet sech staark verschlechtert. Extreem Wiederkonditioune kënnen dozou féieren, dass d'Entlaubung vun de Beem méi fréi an der Saison geschitt. Zum Beispill haten déi anormal waarm an dréche Fréijoren a Summeren tëscht 2018 an 2020, 2022 an 2023 en Impakt op d'Gesondheet vun de Beem.

Lëtzebuerg huet den 12. Juli 2023 en neit Bëschgesetz adoptéiert, fir d'Bëscher nach besser ze schützen a gläichzäiteg eng sanft Exploitatioun ze erméiglechen.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Wéi eng konkreet Projete lafen, fir dem verschlechternde Gesondheetszoustand an der verschlechternder Resilienz vun de Bëscher entgéintzewierken? A wéi enge Regiounen oder Gemenge lafen déi Projeten?

2. Wat gesäit de Minister vir, fir massiv nei unzeplanzen an de Verloscht u Beem ze kompenséieren? Wat fir Aarte vu Beem kann een dobäi virgesinn, déi méi klimaresistent sinn? Wéi eng konkreet Mesurë ginn ëmgesat, fir eis Bëscher generell méi klimaresilient ze maachen?

3. Verschidden Organismen, wéi de Borkenkäfer, kënne massiv Defoliatioune vun de Beem erbäibréngen. Ass ze erwaarden, dass duerch den naassen Hierscht a Wanter de Borkenkäfer manner Schued uriichte kann?

**Réponse** (10/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Am ëffentleche Bësch ginn an alle Regiounen an an alle Gemenge vum Land Moossnamen ënnerholl, fir eis Bëscher, do wou et néideg ass, ze erneieren an insgesamt méi resilient géint d'Auswierkunge vum Klimawandel ze gestalten. D'Naturverwaltung ass ausserdeem per Gesetz an iwwert ee groussherzoglecht Reglement verflicht, déi ëffentlech Bëscher no enger naturnoer Bëschbewirtschaftung ze bewirtschaften. Donieft ass awer och d'Consigne erausgaang, de Krounendag vun eisen ëffentleche Bëscher net ze vill duerch Bewirtschaftungsmoossnamen opzerappen an ze ënnerbriechen. Dëst wéinst hirem schlechte Gesondheetszoustand, sou dass déi Beem, déi déi widdereg Wiederbedéngunge vun de leschte Joren iwwerlieft hunn, net nach onnéideg gestresst ginn an d'Waasserretentioun net duerch onnéideg Verdonstung gestéiert gëtt.

Duerch d'Bëschgesetz sinn och d'Bëschproprietären dozou verflicht, eng nohalteg Bëschbewirtschaftung ze bedreiwen.

ad 2. Wat de Verloscht vu Beem duerch Mortalitéit betrëfft, ervirgeruff duerch déi extreem Wiederbedéngungen (Hëtzt an Dréchent) vun de leschte Joren oder duerch Sekundärschädlinge, wéi zum Beispill de Borkenkäfer, gëllt et ze ënnersträichen, dass no Prioritéite gehandelt muss ginn. Am ëffentleche Bësch ginn an enger éischter Instanz déi Bëscher erneiert, déi groussfläcneg ausgefall sinn. Do wou schonns natierlech Verjéngung opkomm war, gëtt op déi zeréckgegraff, fir de Bësch ze ënnerhalen. Nëmmen do wou keng Bëschplanze méi präsent sinn, ginn nei Beem geplanzt.

Am Privatbesch muss de Bëschbesëtzer am Fall vun engem Totalausfall vu sengem Bësch dësen innerhalb vun engem Zäitraum vun dräi Joer erëm nei uplanzen. Déi Bëschbesëtzer hunn dann awer ënnert bestëmmte Konditiounen, déi am groussherzogleche Reglement vum 3. Mäerz 2022 iwwert d'Bëschbäihëllefe festgehale sinn, d'Méiglechkeet, Subsidë fir d'Neiplanzung vun engem Bësch ze kréien.

Wat d'Bamaarte betrëfft, déi nei ugeplanzt ginn, do gëllt et an enger éischter Instanz dofir ze suergen, dass dës Planzen un de Standuert an de Buedem ugepasst sinn an dass si am Hibléck op de Klimawandel fäeg sinn, mat deenen zukünftege Klimabedéngungen eens ze ginn. De Schwéierpunkt gëtt dobäi op eenheemesch Lafbamaarten, wéi zum Beispill der Drauweneech (Quercus petraea), der Wanterlann (Tilia cordata), dem Masselter (Acer campestre), dem Spitzahorn (Acer platanoides), der Elsbier (Sorbus torminalis) gesat, déi och ënnert verännerte méi contraignante klimatesche Bedéngungen opwuesse kënnen.

Generell gëtt versicht, de Risiko an eise Bëscher ze reduzéieren a si duerch follgend Moossname méi klimaresilient ze maachen[3]:

1. enger Erhéijung vun der Bamaartevilfalt an eise Bëscher;
2. enger Erhéijung vun der geneetescher Vilfalt an eise Bëscher;
3. enger Erhéijung vun der Strukturvilfalt an eise Bëscher;
4. enger Erhéijung vun der Stéierungsresistenz vun de Beem an eise Bëscher;
5. enger Miniméierung vun den Infrastrukturen an eise Bëscher.

ad 3. Insekte wéi de Borkenkäfer an och aner Schadorganisme si meeschtens sougenannte Sekundärschädlinge bei Beem, dat heescht, dass si eréischt zu engem Vitalitéitsproblem fir d'Beem ginn, wann dës Beem schonns an hirer Vitalitéit staark geschwächt sinn an sech doduerch net méi anstänneg wiere kënnen. Et kënnt dobäi, dass vill Schadorganismen sech bei besseren Ëmweltbedéngungen explosiounsaarteg ausbreede kënnen. D'Wiederbedéngunge vun de leschte Joren hu bei eis dozou gefouert, dass eis Beem staark gestresst gi sinn an dass Schadorganismen, wéi zum Beispill de Borkenkäfer bei der Ficht, ee liicht Spill bei eise Beem haten.

Déi naass an éischter kal Wiederbedéngunge vum Hierscht, Wanter a Fréijoer 2023/2024 hu sécherlech zu enger Reduktioun vun der Populatioun vun de Borkenkäfer gefouert. D'Schied duerch Borkenkäfer an de Fichtebestänn sinn doduerch e bësse gebremst ginn. Soubal wéi d'Wiederkonditiounen awer erëm méi favorabel fir de Borkenkäfer ginn, wäert sech dës Populatioun awer erëm séier erhuelen an d'Schied wäerten erëm an d'Luucht goen. Dofir ass et wichteg, déi an der viregter Äntwert ugedeite Moossnamen ze befollegen a méiglechst klimaresiliente Bësch ze planzen an ze fleegen.

**Liste d'attente aux centres de compétences en faveur de l'inclusion scolaire** | Question **0663** (26/04/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Am Joer 2018 ass den aktuelle System vu Kompetenzzentre gegrënnt gi mam Zil, fir d'Inklusioun vu Kanner mat spezifesche Besoinen an eisem Bildungssystem ze verbesseren. Déi oft ze laang Delaie bei der Prise en charge a beim Diagnostic vun de Kanner waren ee vun den Haaptkritickpunkte bei der Evaluatioun vun de Kompetenzzentren, déi an de leschte Jore gemaach gouf. Hei mécht den Educatiounsministère Efforten, fir d'Prozeduren ze beschleunegen a Verbesserungen ze erreechen.

Eis gouf zougedroen, dass et a verschiddene Kompetenzzentre Waardelëschte géif gi respektiv dass Kanner wéinst engem Manktem u Plazen net oder net direkt kéinten en charge geholl ginn.

An der parlamentarescher Fro N° 6295 aus dem Juni 2022 krut den Här Educatiounsminister schonn d'Fro gestallt, ob et esou Fäll gëtt. An der Äntwert huet de Minister awer keng kloer Ausso heizou gemaach. Hei ass ze bemierken, dass dës parlamentaresch Fro d'Suite vun enger erweiderter Fro zu dem selwechten Theema duerstellt, déi schonns am Juli 2021 an der Chamber debattéiert gouf, a wou déi selwecht Fro opgeworf gouf.

Déi national Inklusiounskommissioun (CNI) gëtt saiséiert mat all Demande fir eng spezialiséiert Interventioun oder Beschoulung. Si befënnt iwwert dës Demanden an decidéiert, wéi ee Kompetenzzentrum mat engem Diagnostic chargéiert gëtt.

An dësem Kontext erlaben ech mer et, follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend ze stellen:

1. Féieren een oder méi Kompetenzzentre Waardelëschte fir Kanner, déi vun der CNI u si verwise goufen? Wa jo, wéi en Zenter respektiv wéi eng Zentre féieren esou Lëschten?

2. Wéi vill Kanner, fir déi d'CNI eng Prise en charge duerch e Kompetenzzenter decidéiert huet, waarden aktuell op en Diagnostic respektiv op eng spezialiséiert Interventioun oder Beschoulung duerch e Kompetenzzenter?

[3] Méi Detailer kënnen ënnert follgendem Link fonnt ginn: https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/documents/for%C3%AAt/rapport-gt-resilience-forets-luxembourg20220530.pdf

3. Wann et Waardelëschte gëtt, respektiv wa Kanner net kënnen en charge geholl ginn, wat sinn dann d'Grënn dofir? Gëtt et Kompetenzzentren, déi aktuell net genuch Personal oder Raimlechkeeten hunn?

4. Wéi vill Kanner waarden aktuell op eng Decisioun vun der CNI, wat hir Prise en charge duerch e Kompetenzzenter ugeet?

5. Wéi vill Fäll huet d'CNI an de leschten dräi Joer traitéiert? A wéi ville Fäll gouf eng Decisioun geholl?

6. Mat Bléck op déi verschidden Decisiounen, déi d'CNI kann huelen:
– Wéi vill Kanner gi stationär an engem Kompetenzzenter oder an enger Antenn vun engem Kompetenzzenter betreit?
– Fir wéi vill Kanner gouf eng ISA (Intervention spécialisée ambulatoire) decidéiert?
– A wéi ville Fäll huet d'CNI eng Berodung vum Léierpersonal (Conseil oder Guidance) decidéiert, ouni zousätzlech direkt Interventioun vun enger drëtter Persoun beim Kand?

**Réponse** (11/06/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 3. Den Dispositif fir Schüler mat spezifesche Besoine wiisst kontinuéierlech mat de Besoinen, déi vun deene jeeweilegen Instanzen identifizéiert ginn. Dat huet dozou gefouert, datt an deene leschte Jore konsequent nei Poste geschafe goufen a méi Personal agestallt ginn ass an et esou keng Waardelëschte gëtt.

Nieft dem Recrutement vum Personal goufen an deene leschte Joren och eng Rei un neien Infrastrukture geschaf. Fir d'Rentrée 2023/2024 sinn zum Beispill Raimlechkeeten zu Suessem, Esch-Uelzecht, Schuller a Bierchem dobäi komm. Fir d'Rentrée 2024/2025 sinn ënnert anerem weider Raimlechkeeten zu Iechternach, zu Rued-Sir, zu Monnerech an zu Déifferdeng geplangt. Och an deene kommende Jore si weider Projete geplangt. Esou wéi am Regierungsprogramm ugekënnegt, wäert d'Offer vun de Kompetenzzentre weiderhi konsequent wuessen an dezentraliséiert ginn.

ad 2., 4. a 5. Aktuell sinn eng ronn 400 Diagnostics spécialisés duerch e Kompetenzzentrum amgaangen. An de leschten dräi Joer huet d'CNI 7.077 Dossieren traitéiert. All Dossier féiert och ëmmer zu enger Decisioun. Net an all Fall ergëtt sech awer d'Noutwendegkeet fir eng Prise en charge duerch e Kompetenzzentrum. Beim Diagnostic geet et virun allem dorëms, an enger éischter Phas ze ermëttelen, ob d'Kand respektiv dee Jonke spezifesch Besoinen huet, a wa jo, wéi eng.

Doriwwer eraus geet et nieft dem Erfaasse vu potentielle spezifesche Besoinen an der Phas vum Diagnostic dorëms, déi gëeegentste Moossnamen ze identifizéieren an dës dann den Elteren oder dem erwuessene Schüler ze proposéieren. D'Zil ass et, Moossnamen unzebidden, déi et dem Schüler erméiglechen, sech beschtméiglech ze entwéckelen an a sengem schoulesche Parcours virunzekommen.

ad 6. Am Schouljoer 2022/2023 goufen 906 Schüler an enger Klass vun engem Kompetenzzentrum beschoult an 1.213 Kanner goufen ambulant (Intervention spécialisée ambulatoire) vun engem Kompetenzzentrum begleet. Berodunge vum Léierpersonal oder den Elteren duerch e Kompetenzzentrum kënnen ouni Decisioun vun der CNI geschéien, sou datt dës vun der CNI och net erfaasst ginn. Eltere kënne sech direkt un e Kompetenzzentrum wennen. Enseignantë kënnen dofir iwwert déi jeeweils zoustänneg Inklusiounskommissioun (CI) fueren.

**Installation d'airbags pour tram** | Question **0666** (29/04/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'VBZ, Verkehrsbetriebe Zürich, teste fir hiren Tramsreseau de Moment eng Aart Airbag. Dëse gëtt fir bei der Fuererkabinn vun engem Tram installéiert. Ausgeléist gëtt den Airbag duerch ee Sensor. An engem Video kann ee gesinn, wéi den Airbag sech opbléist, kuerz ier et zur Kollisioun mat engem Dummy, deen e Foussgänger duerstelle soll, kënnt. Zil vum Projet ass, fir domat fir méi Sécherheet am Verkéier ze suergen, d'Folgë vun enger Kollisioun duerch den Airbag ofzeschwächen a schwéier Accidenter mat Foussgänger oder Vëlosfuerer ze verhënneren. Duerch den Airbag soll zum Beispill verhënnert ginn, dass eng Persoun ënnert den Tram soll geroden. De Projet vun der VBZ, deen hei mam Tram-Hiersteller Alstom zesummeschafft, befënnt sech de Moment nach an enger Testphas, déi bis dëse Summer soll ofgeschloss ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

– Gëtt et aktuell Pläng, fir och am Lëtzebuerger Tramsreseau esou Airbaggen op den Trammen installéieren ze loossen? Wa jo, ass de Staat mat den Zürecher Kolleegen a Kontakt? Wann nee, firwat net?

**Réponse** (31/05/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Um Gebitt vun de „Systèmes d'aide à la conduite" an och spezifesch dem Anti-Kollisioun-System ass Luxtram a reegelméissegem Kontakt mat auslännesche Tramsreseauen a Constructeuren.

Am Moment besteet keen direkte Kontakt mam Zürecher Reseau, wou den Airbag fir den Tram aktuell nach an enger Testphas ass. Luxtram wäert dës ofschléissend Resultater souwéi d'Entwécklung vun anere Schutzsystemer fir Foussgänger awer ganz genau suivéieren.

Schonn haut steet bei der Formatioun an och der Weiderbildung vun den Ekippe vum Tram de Volet „Sécherheet" un éischter Plaz. A wann een de Verglach mam Ausland mécht, geschéien um Lëtzebuerger Reseau am Allgemenge ganz wéineg Incidenten, speziell wat d'Foussgänger ubelaangt.

Bei der nächster Ausschreiwung vum Rullmaterial ginn nei Ekipementer wéi Anti-Kollisioun-Systemer souwéi déi méiglech nodréiglech Ausstattung vum besteeënde Fuerpark vun 33 Trammen a Betruecht geholl.

**Pollution liée aux scories blanches à Esch-sur-Alzette** | Question **0672** (29/04/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De 25. Abrëll koum et zu Esch zu enger „Schlackenstaub"-Wollek, déi duerch d'Aarbecht vun ArcelorMittal op hirem Site zu Belval verursaacht ginn ass. D'Mataarbechter vun der Firma hu laut „Tageblatt" den Dag selwer Prouwe geholl. D'Awunner, d'Ëmweltverwaltung an den TICE, déi vun der Wollek an der Verschmotzung betraff waren, fuerdere laut Artikel Arcelor op, fir d'Verschmotzung ze botze respektiv fir fir d'Botzaktioun finanziell opzekommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Huet d'Ëmweltverwaltung hei scho Réckmeldung op hir Fuerderung kritt, datt Arcelor d'Botzaarbechte bezilt? Wa jo, wat huet ArcelorMittal matdeele gelooss?

2. Wéi steet d'Regierung zur Fuerderung, datt de Schlakegruef misst iwwerdeckt ginn, fir datt esou Wolleken net weider kënnen entstoen?

3. Wäert d'Ëmweltverwaltung hei weider intervenéieren?

**Réponse** (10/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Entgéint der Duerstellung vum Artikel „Es hat regelrecht geschneit" aus dem „Tageblatt" vum 26. Abrëll, deen sech op een Incident vum 25. Abrëll bezitt, huet d'Ëmweltverwaltung keng Fuerderung an deem Sënn un ArcelorMittal gestallt. Der Ëmweltverwaltung läit och kee Signalement vun deem Incident an enger entspriechender Nuisance vir.

ad 2. Säit dem leschte Joer huet ArcelorMittal Mesuren ergraff, fir dës Nuisance an de Grëff ze kréien. Dëst sinn zum Beispill d'Benotze vun enger zousätzlecher Cuve, manuellt Eraushuele vu gréissere Metallstécker aus de Cuven, méi laang Benetzungszäiten a geännert Austippfrequenzen, souwéi d'Beuechte vun de meteorologesche Konditiounen. Eng komplett Anhausung vum Schlakegruef ass scho säit Längerem am Gespréich a wäert weider dozou bäidroen, d'Nuisancen dëser Aart anzedämmen.

Soumat ass et begréissenswäert, dass ArcelorMittal wëlles huet, säi Schlakegruef um Site Belval anzehausen, esou wéi et an enger Reunioun de 25. Januar 2024 tëschent der Gemeng Esch-Uelzecht, der Ëmweltverwaltung, der „Association Quartier Bruch", engem Bureau d'études an ArcelorMittal thematiséiert gouf.

ad 3. Jo, d'Kontrollunitéit vun der Ëmweltverwaltung (Unité contrôles et inspections) beméit sech kontinuéierlech, fir am Fall vun engem Signalement vun esou Nuisancë méiglechst schnell op d'Plaz kucken ze goen an d'Situatioun ze bewäerten.

Gegeebenefalls kontaktéiert d'Ëmweltverwaltung den Ëmweltservice vun ArcelorMittal, fir Informatiounen ze kréien, ob déi constatéiert Nuisance mat den Aktivitéiten um Site Belval iwwerenee stëmmen an, wann e Lien besteet, wat ArcelorMittal fir Mesuren ergräife wëll, fir d'Nuisance anzedämmen.

Déi Thematik gëtt och an der järlecher Inspektioun vum Site opgegraff, déi am Kader vum Gesetz iwwert industriell Emissiounen duerchgefouert gëtt.

Donieft fannen tëscht der Ëmweltverwaltung an ArcelorMittal reegelméisseg Echangë statt, an deenen déi verschidde Verbesserungsmoossnamen diskutéiert ginn.

**Rupture de stock du cannabis médicinal** | Question **0677** (30/04/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eisen Informatiounen no ass Stand lescht Woch erëm eng Rupture beim medezinnesche Cannabis an de Spidolsapdikten ausgeruff ginn. D'Patienten, déi op de Cannabis ugewise sinn, mussen also erëm op Medikamenter wiesselen, bis erëm medezinnesche Cannabis do ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Säit wéini ass kee medezinnesche Cannabis méi accessibel? Sinn all d'Bléienaarte betraff? Wéi steet et ëm de Stock vu Cannabisueleg?

2. Fir wéini ass eng nächst Liwwerung virgesinn? Wéi vill kg Bléien a wéi vill Ueleg soll hei geliwwert ginn?

3. Firwat koum et op en Neits zu dëser Rupture de stock?

4. An der Vergaangenheet koum et ëmmer erëm zu Enkpäss beim medezinnesche Cannabis. Wat wäert déi nei Ministesch maachen, fir datt esou Enkpäss net méi virkommen?

**Réponse** (03/06/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. De follgenden Tableau gëtt Opschloss iwwert déi aktuell Stocken:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 2. Déi nächst Liwwerung vun THC18 %-Bléie vun 90 kg ass fir d'Woch vum 27. Mee 2024 virgesinn. Déi nächst Liwwerung vum Cannabisueleg ass fir Ufank Juni 2024 virgesinn. Dorënner sinn:

– 200 Fläschen THC25 mg/ml-Ueleg
– 750 Fläschen THC10/CBD10 mg/ml-Ueleg
– 550 Fläschen THC5/CBD25 mg/ml-Ueleg

ad 3. D'Ursaache vun deenen ënnert 1. genannte Rupturen, ware Produktiounsengpäss op Säite vum Fournisseur.

ad 4. Enn des Joers leeft de Kontrakt mam aktuelle Fournisseur aus. Déi néideg Upassunge wäerten dann an deem Kader gemaach ginn.

**Urgence pédiatrique au Centre hospitalier du Nord** | Question **0681** (02/05/2024) de **Mme Corinne Cahen** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Sur le site du Centre hospitalier du Nord on peut lire que les urgences pédiatriques sont ouvertes 7 jours sur 7, de 08.00 heures à 20.00 heures.

Il nous revient néanmoins que des enfants de moins de 16 ans doivent être emmenés à la KannerKlinik par l'ambulance du CGDIS, même avec des blessures mineures comme des plaies qui nécessitent quelques points de suture.

Par conséquent nous aimerions savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Comment se fait-il que le Centre hospitalier du Nord ne puisse pas garantir des urgences pédiatriques 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 ?

2) Pourquoi est-ce que les urgentistes ne pourraient pas s'occuper d'enfants, surtout s'il s'agit « uniquement » de refermer des plaies ?

3) Combien d'enfants de moins de 16 ans du nord du pays sont emmenés par les ambulances à la KannerKlinik ?

4) Est-il envisagé d'élargir les urgences pédiatriques dans le nord du pays ?

**Réponse** (04/06/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) et 2) Comme indiqué dans les réponses aux questions parlementaires 8052 du 2 juin 2023 et 0616 du 15 avril 2024, les urgences de niveau de gravité léger peuvent être prises en charge par le service du CHdN dans le cadre de son service de pédiatrie de proximité, qui ne constitue pas un service d'urgences pédiatriques au sens de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière. Cette loi ne permet que la constitution d'un seul service de pédiatrie spécialisée et ce sous la forme de service national qui est autorisé à la KannerKlinik du CHL.

ad 3) Au titre de l'année 2024, 16 % des enfants transportés par le SAMU ont pu être pris en charge au service du CHdN alors que les autres patients ont dû être transportés à la KannerKlinik en raison de la gravité de leur état de santé.

ad 4) Hormis l'ouverture du service des urgences 24h/24, un élargissement des horaires du service de pédiatrie de proximité au CHdN n'est actuellement pas envisagé.

**Envoi de troupes en Ukraine** | Question **0682** (03/05/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Dans le cadre d'un entretien accordé à un hebdomadaire britannique[4], le Président français Emmanuel Macron a réitéré son opinion selon laquelle un envoi de troupes européennes pour soutenir l'Ukraine sur demande de celle-ci ne devrait pas être écarté. Ainsi, il a déclaré : « Si les Russes devaient aller percer les lignes de front, s'il y avait une demande ukrainienne – ce qui n'est pas le cas aujourd'hui – on devrait légitimement se poser la question » et précisé « L'écarter a priori, c'est ne pas tirer les enseignements des deux dernières années ».

En février dernier, en réponse aux propos initiaux du Président Macron sur ce sujet, Monsieur le Premier ministre était l'un des rares chefs d'exécutifs européens à ne pas vouloir exclure catégoriquement un tel envoi de troupes. Ainsi, il a indiqué dans une interview : « Il n'y a pas de consensus aujourd'hui sur l'envoi officiel de troupes au sol. Mais dans la dynamique, rien ne doit être exclu. Nous ferons tout ce qu'il faut pour que la Russie ne puisse pas gagner cette guerre. »[5]

Or, dans une autre interview récente, Madame la Ministre de la Défense a réitéré quant à elle son objection catégorique à tout envoi de troupes et ce également dans une optique future : « Si on me demande si nous enverrions des troupes pour aider l'Ukraine à se défendre, je ne peux que dire non. Sinon, nous deviendrions des belligérants. »[6]

Dans le même article, Madame la Ministre explique que, suite aux déclarations divergentes des membres du Gouvernement, une discussion aurait eu lieu au sein du Conseil de Gouvernement et que ce serait la position qu'elle avait défendue précédemment qui aurait été retenue.

Vu ce qui précède, je souhaiterais savoir de la part de Monsieur le Premier ministre et de Madame la Ministre de la Défense :

– Quelle est la position du Gouvernement concernant l'envoi potentiel de troupes des pays européens en Ukraine si une telle demande leur était adressée par l'Ukraine et dans l'hypothèse d'un percement par la Russie des lignes de front ukrainiennes ?

– Quelle est l'appréciation du Gouvernement de l'affirmation du Président Macron que ceux qui excluent catégoriquement l'envoi de troupes n'auraient « pas tir[é] les enseignements des deux dernières années » ?

**Réponse** (11/06/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

Il y a tout d'abord lieu de noter que la citation mentionnée au troisième alinéa de la question parlementaire émane du Président Macron et non du Premier ministre luxembourgeois.

À la demande des autorités ukrainiennes, les partenaires de l'Ukraine, dont le Luxembourg, concentrent leurs efforts prioritairement sur la fourniture d'équipements et de matériels.

En conformité avec le cadre juridique, l'envoi de troupes luxembourgeoises ne peut être envisagé que dans le cadre d'une opération effectuée dans le cadre d'une organisation internationale ou européenne (UE, OTAN, ONU) ou dans le cadre de groupements multinationaux dont le Grand-Duché de Luxembourg fait partie et pour lesquels existe un mandat international, et après consultation de la Chambre des Députés.

**Cancer de la thyroïde** | Question **0683** (03/05/2024) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Och wann de Schilddrüsekriibs manner verbreet ass ewéi den Daarm- an de Broschtkriibs, sou schéngt et awer, wéi wa méi jonk Leit wéi nach viru Jore betraff wieren.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung follgend Froe stellen:

– Wéi huet sech d'Zuel vun den Erkrankunge vun der Schilddrüs an de leschten 10 Joer entwéckelt? Wéi vill Erkrankungen dovunner ware klassesch Kriibsfäll?

– A wéi ville Fäll konnten dës Kriibsfäll geheelt ginn?

– Wéi verdeelen sech d'Kriibsfäll bei der Schilddrüs jee no Geschlecht? A wéi héich war den Duerchschnëttsalter vun de betraffene Patiente jee no Geschlecht? Ass de Prozentsaz vun de jéngere Leit, déi vun dëser Zort Kriibs betraff sinn, an de leschte Jore geklommen?

**Réponse** (31/05/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Déi meescht Erkrankunge vun der Schilddrüs si guttaarteg a ginn ausserhalb vum Spidol diagnostizéiert a behandelt. Si falen domat net ënnert de System vun der „documentation hospitalière" an et besti keng Statistiken iwwert hir Frequenz.

Zwëschent 2013 an 2020, goufen am Nationale Kriibsregëster am Duerchschnëtt eng 73 Fäll vu Schilddrüsekriibs pro Joer enregistréiert. Den heefegsten Typ vu Schilddrüsekriibs ass de sougenannte „carcinome papillaire de la thyroïde", dee 84,1 % vun de Fäll ausmécht, dono kënnt de „carcinome folliculaire" mat 7,9 %, an de „carcinome médulaire" mat 3,6 %.

An Europa ass de Pronostic vun de meeschte Forme vu Schilddrüsekriibs ganz gutt. D'Iwwerliewenschancen op 5 Joer leie beim „cancer papillaire de la thyroïde" bei 93–96 %[7 8].

Fir Lëtzebuerg, an enger éischter virleefeger Analys, gëtt d'Iwwerliewenschance no 5 Joer op 95,8 % errechent. Dozou muss een awer bemierken, dass mat klengen Zuele vu Kriibsfäll an enger klenger Populatioun, een e méi laange Suivi brauch, fir genuch Donnéeën ze kréien, fir eng definitiv Iwwerliewensprobabilitéit ze rechnen.

Am Laf vun den 8 Joer (2013–2020), goufen 190 nei Fäll vu Schilddrüsekriibs bei Männer fonnt, an 395 Fäll bei Fraen. Domat ass de Schilddrüsekriibs ronn duebel esou heefeg bei Frae wéi bei Männer. Den Duerchschnëttsalter bei der Diagnos war 52 Joer (Écart-type 16,7) bei de Männer an 48 Joer (Écart-type 15,1) bei de Fraen.

[4] https://www.economist.com/europe/2024/05/02/emmanuel-macron-in-his-own-words-french
[5] https://www.wort.lu/international/luc-frieden-luxemburgische-soldaten-in-der-ukraine-zurzeit-keineoption/8752015.html
[6] https://defense.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement%2Bde%2Bactualites%2Btoutes_actualites%2Binterviews%2B2024%2B04-avril%2B12-backes-land.html
[7] https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0003426609003084
[8] https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S095980491730789X

Et gouf net festgestallt, dass de Schilddrüsekriibs méi heefeg ass bei méi jonke Leit (ënner 55 Joer), mat enge 45 Fäll pro Joer an dëser Alterskategorie.

**Gîtes touristiques** | Question **0684** (03/05/2024) de **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

Am Gesetz vum 26. Juli 2023, wat d'Gesetz vum 2. September 2011 iwwert den Accès an d'Beruffer vun den Handwierker, de Commerçanten, den Industriellen a verschidde liberale Beruffer ofännert (publizéiert am Mémorial A N° 552 vum 8. August 2023), goufen eng Rei Mesurë geholl, wat d'Verloune vu Wunnengen an Zëmmere fir d'Duerchgangsclientèle ubelaangt. An dësem Gesetz gëtt notamment festgehalen, datt een „exploitant d'hébergement" muss eng Formatioun maachen, fir dierfe Vakanzewunnengen, fir 90 Deeg oder méi iwwer d'ganzt Joer verdeelt, ze verlounen. Fir dës Exploitante sinn am Gesetz keng Ausname virgesinn, och d'Experienz gëtt net unerkannt, ewéi dat fir aner, am nämmlechte Gesetz, definéiert Beruffer de Fall ass. Dëst huet als Resultat, datt Exploitante vu sougenannte Gîtes touristiques elo net méi konform sinn, obwuel dës scho säit ville Jore Vakanzewunnenge verlounen. Dëst féiert zu der Reduzéierung vun der Offer vun Iwwernuechtungsméiglechkeete fir Touristen, besonnesch am ländleche Raum.

Dowéinst hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus:

– Sinn dem Här Minister dës Problemer bekannt?

– Wa jo, wéi gedenkt den Här Minister dëse Problem ze behiewen?

– Denkt den Här Minister iwwert eng Upassung vum Gesetz vun 2023 no?

– Wéi vill Gîtes touristiques gëtt et aktuell hei zu Lëtzebuerg?

**Réponse** (31/05/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Dës Thematik ass bekannt. Een Objektiv vun der Reform vum Droit d'établissement ass et, e klore legale Kader fir d'privat Verloune vun Hebergementer ze schafen an e Seuil ze definéieren, vu wéini un esou eng Aktivitéit e kommerzielle Charakter huet. De Seuil vun 90 Deeg stellt sécher, dass e privat Verloune weiderhin a Moosse méiglech ass. Gëtt dëse Seuil iwwerschratt, ass et eng kommerziell Aktivitéit, fir déi een eng Autorisation d'établissement brauch. Dëst fir eng Gläichbehandlung tëschent professionellen Hebergementsubidder a privaten Ubidder sécherzestellen an awer och déi selwecht Standarden ze assuréieren. Et ass keen Zesummenhang mat enger Reduzéierung vun der Offer vun Iwwernuechtungsméiglechkeete fir Touriste bekannt.

Déi vum Gesetz virgesinne Formatioun ass eng Formatioun vun 2 Deeg an der Chambre de Commerce, zu den Hygiènesmoossnamen (HACCP) an de Mënscherechter. Dës Formatioun ass och fir méi experimentéiert Exploitante sënnvoll a vun der Envergure hier ze vertrieden. Et ass keng Upassung vum Gesetz an deem genannte Kontext virgesinn.

Um Internetsite vu Visit Luxembourg sinn an der Rubrick vun de Vakanzelocatiounen eng 115 Méiglechkeeten opgelëscht. Déi präzis Unzuel vun touristesche Gîtte gëtt aktuell net präzis statistesch erfaasst.

**Période d'ouverture de chasse** | Question **0685** (03/05/2024) de **M. Guy Arendt** | **M. Gusty Graas** (DP)

Depuis le 1er mai 2024 les périodes d'ouverture de chasse sur certaines catégories de gibier ont été élargies. En ce qui concerne les chevrettes nées l'année précédente, la période de chasse a été fixée du mois de mai à janvier alors que jusqu'à présent les chevrettes étaient protégées jusqu'au mois de septembre. En outre, pour certains cervidés les périodes de chasse en battue ont été étendues jusqu'à fin janvier.

Il s'agit, suivant la motivation de ces adaptations, notamment de lutter contre la surpopulation du gibier et ainsi de protéger les forêts.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quels sont les chiffres exacts qui font conclure à une surpopulation du gibier ?

2) Quelles sont les mesures prévues pour permettre aux chasseurs de remplir leurs obligations fixées dans leur plan de tir ?

3) Vu la surpopulation du gibier, il nous importe de connaître par année le montant des indemnités versées pour dégâts causés par le gibier entre les années 2010 et 2024 (donc depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la chasse).

**Réponse** (10/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Les chiffres constamment croissants du gibier tiré, ainsi que les dommages considérables causés à l'agriculture, à la sylviculture et à la biodiversité, sont des indicateurs d'une surpopulation de gibier. Ceci est observable partout en Europe. C'est pourquoi tous les acteurs appellent à réduire la densité de gibier à un niveau acceptable.

Les chiffres concernant les dommages se trouvent dans la réponse à la dernière question. Pour ce qui est du gibier tiré, ils sont accessibles dans les bulletins techniques publiés par l'Administration de la nature et des forêts sous le lien suivant : https://environnement.public.lu/fr/publications/chasse/bt9.html.

ad 2) Les locataires de chasse peuvent recourir à toutes les pratiques de chasse prévues par la législation en vigueur : la chasse à l'affût, la chasse à l'approche, ainsi que les battues avec chiens. Pour améliorer les possibilités de chasse, une modification du règlement grand-ducal relatif aux armes de chasse a été approuvée par le Gouvernement en conseil et sera publiée au cours des prochaines semaines. Elle vise à autoriser l'utilisation de dispositifs de vision nocturne et d'armes semi-automatiques.

ad 3) Voici un tableau récapitulatif du montant des indemnités versées pour les dégâts causés par le gibier entre 2011 et 2023 :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Les chiffres des indemnités versées pour les dégâts causés montrent des fluctuations, une augmentation générale est néanmoins observable.

**Devoir de vigilance des entreprises** | Question **0686** (03/05/2024) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

La directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (CSDDD) a été adoptée sur la dernière ligne droite sous présidence belge à l'issue du trilogue entre Commission, Conseil et Parlement européen, en avril 2024.

Dans la version adoptée de la CSDDD, la directive s'applique également à une « société mère ultime d'un groupe qui a atteint ces seuils (note : de 1.000 salariés en moyenne et d'un chiffre d'affaires net de plus de 450.000.000 EUR au niveau mondial) au cours du dernier exercice pour lequel des états financiers annuels consolidés ont été adoptés ou auraient dû l'être » (article 2, para. 1). Elle s'applique également aux sociétés mère ultimes d'entreprises établies en dehors de l'Union européenne, dans les mêmes conditions que pour les sociétés mère européennes.

En outre, d'après l'article 2, para. 3 « Lorsque la société mère ultime a pour activité principale la détention d'actions dans des filiales opérationnelles et ne prend pas part à la prise de décisions de gestion, opérationnelles ou financières qui touchent le groupe ou une ou plusieurs de ses filiales, elle peut être exemptée de l'exécution des obligations prévues par la présente directive. Cette exemption est subordonnée à la condition que l'une des filiales de la société mère ultime établies dans l'Union soit désignée pour remplir les obligations énoncées aux articles 6 à 16 et 22 au nom de la société mère ultime, y compris les obligations de la société mère ultime en ce qui concerne les activités de ses filiales. »

L'inclusion dans le champ d'application de la CSDDD des sociétés « holding » faîtières de groupes d'entreprises était une des pierres d'achoppement des négociations, et un sujet d'importance pour la place financière luxembourgeoise. D'après une première analyse de l'« Initiative pour le devoir de vigilance » luxembourgeoise, 200 sociétés « holding » luxembourgeoises tomberaient dans le champ d'application de la CSDDD.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Est-ce que Madame et Messieurs les Ministres peuvent confirmer cette analyse ?

2) Si cette analyse n'est pas correcte, peuvent-ils informer du nombre correct des sociétés « holding » luxembourgeoises concernées ?

3) Peuvent-ils également m'informer du chiffre d'affaires total et du nombre total de salariés employés par les groupes détenus par des sociétés « holding » luxembourgeoises ?

4) Est-ce que les ministres ont une vue sur le nombre de cas où les obligations découlant de la CSDDD peuvent être déléguées à une filiale établie dans l'Union, c'est-à-dire où il n'y a pas de prise de décisions de gestion, opérationnelles ou financières touchant au groupe au sein de la société « holding » luxembourgeoise ?

**Réponse** (10/06/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) Les données recueillies auprès du Registre de commerce et des sociétés (RCS) permettent d'indiquer qu'au 23 mai 2024, 40.066 sociétés étaient immatriculées auprès du RCS sous le Code NACE 64.202. (sociétés de participation financière). Néanmoins, seule une petite partie d'entre elles a été dans l'obligation d'effectuer un dépôt de type « comptes consolidés » auprès du RCS en 2023. Pour mémoire, il est rappelé que les comptes consolidés visent à présenter la situation financière et les résultats de plusieurs entités juridiquement distinctes d'un même groupe comme si elles formaient une seule et même unité économique. Le dépôt de comptes consolidés ne permet cependant pas de distinguer

s'il s'agit de comptes consolidés d'une entreprise mère luxembourgeoise à la tête d'un grand groupe ou s'il s'agit, autre cas prévu par la loi, de comptes consolidés déposés par l'entreprise luxembourgeoise d'un ensemble plus vaste d'entreprises tels que les comptes consolidés de l'entreprise mère de l'entreprise luxembourgeoise exonérée. En effet, les deux dépôts sont catégorisés sans distinction comme dépôt de « comptes consolidés » dans le dossier RCS de l'entreprise luxembourgeoise.

Finalement, il faut noter qu'il n'est pas possible d'extraire desdits comptes consolidés des informations pertinentes pour pouvoir tirer des conclusions telles qu'avancées par l'« Initiative pour le devoir de vigilance ». Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure de confirmer ou d'infirmer cette analyse.

ad 2) Voir réponse sub 1.

ad 3) Voir réponse sub 1.

ad 4) La question de savoir s'il y a ou non une prise de décisions de gestion, opérationnelles ou financières touchant au groupe au sein de la société « holding » luxembourgeoise, constitue une question de fait.

Par conséquent, il n'est pas possible d'avoir une vue sur le nombre de cas où les obligations découlant de la CSDDD peuvent être déléguées à une filiale établie dans l'Union européenne.

**Accord économique et commercial global (CETA)** | Question **0687** (06/05/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

L'accord économique et commercial global, en anglais « Comprehensive Economic and Trade Agreement » (CETA), établi entre l'Union européenne (UE) et le Canada est en application provisoire depuis plus de six ans, notre Parlement a ratifié ledit accord en date du 6 mai 2020.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Combien de pays membres de l'UE ont entretemps ratifié l'accord CETA ?

2) Quelle est l'appréciation du Gouvernement sur l'évolution des échanges économiques avec le Canada depuis l'application provisoire de CETA au plan européen ?

3) Comment ont évolué les échanges économiques luxembourgeois avec le Canada, en particulier les exportations luxembourgeoises, depuis l'application provisoire de CETA ? Quel a été l'impact de CETA pour le Luxembourg ?

4) Combien d'entreprises canadiennes et, le cas échéant, lesquelles se sont établies respectivement ont l'intention de s'établir dans notre pays et vice-versa ?

5) Est-ce que des problèmes ou litiges sont apparus dans le même contexte et, le cas échéant, lesquels ?

6) Quel impact la décision récente du Sénat français de bloquer l'accord aura-t-elle sur sa mise en vigueur définitive et quels sont les éléments de l'accord concerné ?

**Réponse** (03/06/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) 17 États membres ont achevé la ratification nationale : Autriche, Croatie, Tchéquie, Danemark, Estonie, Finlande, Allemagne, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Espagne et Suède.

Les États membres qui n'ont pas ratifié le CETA sont les suivants : la Belgique, la Bulgarie, Chypre, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Pologne et la Slovénie.

ad 2) Le Gouvernement luxembourgeois note que les échanges avec le Canada ont augmenté fortement depuis 2017 (+24,21 %, voir plus bas). Sur le plan européen, les exportations ont augmenté de 27 % et les importations de 32 % grâce au CETA selon une analyse du Parlement européen, avec une croissance significative en matière d'échanges de services de 19 % en exportations et de 15 % en importations.

ad 3) Les échanges économiques luxembourgeois avec le Canada sont passés d'un volume total d'environ 1,045 milliard en 2017 vers 1,298 milliard d'euros en 2023, donc une croissance de +24,21 %. Les exportations ont augmenté de 687 millions d'euros à 814 millions d'euros en 2022 (+18,43 %), avant de retomber à 720 millions d'euros en 2023 (+4,80 %). On constate donc une augmentation des flux commerciaux entre le Luxembourg et le Canada.

ad 4) Nous ne disposons pas d'informations sur le nombre d'entreprises qui se sont établies dans l'un ou l'autre pays ou qui ont l'intention de s'établir.

ad 5) Le règlement des différends entre investisseur et État dans le cadre du CETA ne fait pas partie de son application provisoire et n'entrera en vigueur qu'après ratification de l'accord par les 27 États membres.

ad 6) En France, l'Assemblée nationale avait approuvé l'accord économique et commercial global avec le Canada en 2019, avant que le Sénat ne le rejette le 21 mars 2024 : les députés, qui peuvent avoir le dernier mot en cas de désaccord avec les sénateurs, devront de nouveau se prononcer sur le projet de loi de ratification du traité. Aussi longtemps que la procédure interne française n'est pas finalisée et le résultat notifié aux institutions européennes, l'accord continue de s'appliquer de manière provisoire dans l'Union européenne.

**Réduction des émissions de $CO_2$ des nouveaux camions** | Question **0688** (06/05/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Den 10. Abrëll huet d'EU-Parlament eng nei Direktiv ugeholl, déi eng Reduktioun vun den $CO_2$-Emissioune bis 2030 ëm 45 Prozent, bis 2035 ëm 65 Prozent a bis 2040 ëm 90 Prozent fir Camione virschreift. Nom aktuelle Stand vun der Technik géifen déi Normen zu engem quasi kompletten Zouloossungsverbuet féieren. De Fonctionnement vun eise Logistikketten a besonnesch déi alldeeglech Versuergung vun de Leit wier ënnert deenen Ëmstänn kaum méi ze garantéieren.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Fro stellen:

1. Gesäit d'Madamm Minister vir, den Text esou wéi en elo vum EU-Parlament ugeholl gouf, ze ënnerstëtzen, oder wëllt Dir nach noverhandelen? Falls jo, op wéi enge Punkten? Falls net, firwat net?

2. Kann d'Madamm Minister d'Konzept vun der Regierung presentéiere fir de Fall, datt den Text mat oder ouni Lëtzebuerger Zoustëmmung ugeholl gëtt? Kann d'Madamm Minister preziséieren, wéi eng alternativ Technologie – Waasserstoff oder Elektromotoren – hei am Land favoriséiert géif?

3. Kann d'Madamm Minister am Sënn vun der Fro virdrun elaboréieren, wéi eng finanziell Ënnerstëtzungsmoossname fir d'Betriber géife geholl ginn, wéi eng Infrastrukture sollte gebaut ginn a wéi déi Zousazkäschte vun där Moossnam sech op den allgemenge Präisniveau zu Lëtzebuerg géifen auswierken, besonnesch bei Liewensmëttel an anere Gidder vum deegleche Liewen?

4. Wéi beurteelt d'Madamm Minister de globale Klimaimpakt vun där Moossnam, falls déi an der EU verbuede Camionen net verschwannen, mee just exportéiert géifen?

**Réponse** (12/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Dat europäescht Reglement, dat den éierewäerten Deputéierten zitéiert, gouf de 6. Juni 2024 am Journal officiel vun der Europäescher Unioun publizéiert: Règlement (UE) 2024/1610 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 modifiant le règlement (UE) 2019/1242 en ce qui concerne le renforcement des normes de performance en matière d'émissions de $CO_2$ pour les véhicules utilitaires lourds neufs et intégrant des obligations de déclaration, modifiant le règlement (UE) 2018/858 et abrogeant le règlement (UE) 2018/956. D'Reglement ass ab dem 1. Juli 2024 applikabel.

ad 2. Dat ofgeännert europäescht Reglement gesäit vir, datt d'Hiersteller vu schwéiere Gefierer, wéi zum Beispill vu Camionen, hir Duerchschnëttsemissioune vun den neie Gefierer musse progressiv erofsetzen. Dës Virgabe sinn a priori technologieneutral, an deem Sënn, datt d'Hiersteller selwer kënne wielen, ob wéi eng Technologie se wëlle setzen. Et ass awer kloer, datt dës Virgaben nëmmen ze erreeche sinn, wann d'Hiersteller an Zukunft verstäerkt Null-Emissiouns-Gefierer op de Maart bréngen. Dat ofgeännert europäescht Reglement gesäit weiderhi bei de schwéiere Gefierer dräi esou Technologië vir: 100 % elektresch Gefierer, Gefierer mat Waasserstoff-Brennstoffzell, an zum Deel och Waasserstoff-Verbrennungsmotoren. Déi meescht Camionshiersteller sinn amgaangen, 100 % elektresch Gefierer a vereenzelt Waasserstoff-Brennstoffzelle-Gefierer op de Maart ze bréngen.

D'Regierung gesäit an hirem Koalitiounsaccord vir, datt Lëtzebuerg weiderhin oppe bleift, wat déi verschidden Null-Emissiouns-Technologien ubelaangt a wäert an de jeeweilegen Domainer op déi effikassten an ëmweltfrëndlechsten Technologië setzen. Am Koalitiounsaccord ass zudeem festgehalen, fir ënnert anerem nei Hëllefe fir Null-Emissiouns-Camionen anzeféieren. Heibäi wäerten déi dräi uewe genannten Technologië jeeweils berücksichtegt ginn.

ad 3. D'Regierung huet am Koalitiounsaccord festgehalen, datt nei Hëllefe fir Entreprisë fir de Schutz vun der Ëmwelt a vum Klima agefouert ginn, och Aidë fir Null-Emissiouns-Camionen. De Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus huet am Mee een entspriechende Gesetzesprojet deposéiert. Dëse Projet erneiert a completéiert den aktuellen Aidëregimm fir Entreprisen ënnert anerem duerch Investitiounsaidë fir d'Acquisitioun vun Null-Emissiouns-Camionen, déi mat enger vun den ernimmten Technologien ugedriwwe ginn. Fir Detailer gëtt op den Artikel 6 vum Projet de loi verwisen[9].

Fir den Ausbau vun adequaten an abordabelen Opluedinfrastrukture virunzedreiwen, gouf schonn

[9] https://www.chd.lu/fr/dossier/8386

2022 een Aidëregimm agefouert, deen sech ënnert anerem fir Camionen applizéiert.[10] An engem entspriechenden Appel d'offres speziell fir schwéier Notzgefierer goufen Enn 2023 insgesamt 18 Luedpunkte mat 1,2 Mio € ënnerstëtzt[11].

D'Zil vun deene Moossnamen ass et, d'Gesamtkäschte vun Decarbonisatiounsmesuren am Transportberäich fir d'Betriber finanziell méi attraktiv ze maache wéi d'fossill Alternativen, an doduerch och de Präisniveau fir Giddertransport ze halen.

Doriwwer eraus weist sech grondsätzlech, datt d'Käschte vun Null-Emissiouns-Technologië falen an doduerch finanziell ëmmer méi attraktiv ginn, grad och am Verglach mat fossillen Alternativen.

ad 4. D'Reglement (UE) 2024/1610, dat sech un d'Constructeure vu schwéiere Gefierer riicht, concernéiert eenzeg an eleng Gefierer, déi nei op de Marché bruecht ginn.

**Réduction des émissions de $CO_2$ des nouveaux bus** | Question **0689** (06/05/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Den 10. Abrëll huet d'EU-Parlament eng nei Direktiv ugeholl, déi eng Reduktioun vun den $CO_2$-Emissioune vu stättesche Bussen ëm 100 Prozent bis 2030 virgesäit.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Gesäit d'Madamm Minister vir, den Text, esou wéi en elo vum EU-Parlament ugeholl gouf, ze ënnerstëtzen, oder wëllt Dir nach noverhandelen? Falls jo, op wéi enge Punkten? Falls net, firwat net?

2. Op wéi eng Manéier plangt d'Madamm Minister de Fuerpark vun den ëffentlechen a kommunale Busdéngschter an deem kuerzen Zäitraum un déi ambitiéis Virgaben unzepassen? Kann d'Madamm Minister preziséieren, wéi eng zousätzlech Infrastrukturprojete geplangt sinn a vu wéi engem Käschtepunkt bis ewell ausgaange gëtt?

**Réponse** (11/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Dat europäescht Reglement, dat den éierewäerten Deputéierten zitéiert, gouf de 6. Juni 2024 am Journal officiel vun der Europäescher Unioun publizéiert: règlement (UE) 2024/1610 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 modifiant le règlement (UE) 2019/1242 en ce qui concerne le renforcement des normes de performance en matière d'émissions de $CO_2$ pour les véhicules utilitaires lourds neufs et intégrant des obligations de déclaration, modifiant le règlement (UE) 2018/858 et abrogeant le règlement (UE) 2018/956. D'Reglement ass ab dem 1. Juli 2024 applikabel.

ad 2. 2022 hunn an der Europäescher Unioun Null-Emissiouns-Busse schonn ee Véierel vun den nei ugemellte stättesche Bussen ausgemaach. Well d'Technik fir esou Null-Emissiouns-Gefierer bei de Busse scho wäit ausgeräift ass an dës Gefierer virun allem an den urbane Räim noweislech zu enger besserer Loftqualitéit a manner Stroossekaméidi bäidroen, gesäit déi geplangte Revisioun vum uewen ernimmten europäesche Reglement vir, datt d'Hiersteller vu stättesche Bussen tëschent 2030 bis 2034 musse sécherstellen, datt 90 % vun den neie Gefierer Null-Emissiouns-Gefierer sinn. Ab 2035 mussen 100 % vun den neie stättesche Bussen Null-Emissiouns-Gefierer sinn.

Deemno ass et fir ëffentlech a kommunal Busdéngschter net virgeschriwwen, datt bis 2030 d'Emissioune mussen ëm 100 % reduzéiert ginn, mä spéitstens ab 2035 mussen nei stättesch Bussen Null-Emissiouns-Gefierer sinn. Et sief bemierkt, datt dës Obligatioun fir d'Hiersteller och nëmme fir Busse gëllt, déi am Kader vum ëffentlechen Transport agesat ginn (Autobus), an deemno net fir déi klassesch Reesbussen (Autocar).

Enn Mee 2024 ware schonn 20,6 % vun den 2.388 zu Lëtzebuerg ugemellte Bussen am ëffentlechen Transport (Autobus) Null-Emissiouns-Gefierer an dëst integral 100 % elektresch Bussen. Bei den RGTR-Linne sinn dëst aktuell bal een Drëttel vun den ugemellte Gefierer (435 vun 1.352 Autobussen).

Am Kader vun den RGTR-Ausschreiwungen ass et dem Soumissionnaire iwwerlooss, sécherzestellen, datt am Fall vun 100 % Elektrobussen déi néideg Luedinfrastruktur entsteet. D'Käschten heivunner sollen am Präis vun der Offer mat abegraff sinn.

**Suivi de la pandémie Covid-19** | Question **0690** (06/05/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

D'Madamm Gesondheetsminister konnt mir an eiser Plenière vum Donneschdeg, 2. Mee 2024, op meng erweidert Fro betreffend de Suivi vun der Covidpandemie nëmme ganz rudimentär äntweren, datt si dëst Uleies, dat den 23. Mäerz 2023 opgrond vun enger Motioun vun der CSV-Fraktioun eestëmmeg vun der Chamber gefuerdert gouf, „mat an de Regierungsrot" géif huelen.

An där genannter Sëtzung vum 2. Mee ass dunn eng zousätzlech Motioun vun der Sensibilité politique „déi gréng" ugeholl ginn, déi eng „analyse indépendante relative à l'efficacité des mesures prises pour lutter contre la propagation du virus, y compris les confinements, les restrictions de voyage, les campagnes de vaccination et l'impact sociétal des mesures" freet. Zesummegefaasst goufen d'Fuerderunge vun der Chamber vum 23. Mäerz d'lescht Joer also nach eng Kéier zousätzlech confirméiert.

An deem Kontext géif ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Goufen déi zwou Motiounen, esou wéi vun der Madamm Gesondheetsminister ugekënnegt, mëttlerweil am Regierungsrot diskutéiert? Wa jo: Wéi eng Conclusioune goufen zeréckbehalen?

2. Wéi e Gremium ass bis ewell mat de Virbereedungsaarbechte beoptraagt?

3. Wéi soll sech den eigentlechen Expertegrupp („groupe d'experts indépendants"; Motioun vum 23.3.2023) herno zesummesetzen, virun allem och, fir de Charakter vun der Onofhängegkeet vun dësem Grupp ze garantéieren? Wéi eng Experten aus wéi enge Beräicher goufe bis ewell gefrot, ob si wëlle matschaffen? Wéi eng Vertrieder vu gesellschaftleche Gruppe solle mat um Dësch sëtzen?

4. Läit en Dokument vir, dat d'Missioun(en) vun dësem Expertegrupp definéiert? Wa jo: Ass dëst Dokument am Sënn vum gesamtgesellschaftleche Charakter vun där Aufgab ëffentlech zougänglech? Falls net, bis wéini a wou?

5. Wéi eng finanziell Ressourcë sollen dem Expertegrupp zougeduecht ginn, a wéi eng personell Ënnerstëtzung soll hinnen zur Säit gestallt ginn?

6. Ass virgesinn, d'Sëtzunge vun dësem Grupp live ze iwwerdroen oder an enger ëffentlech zougänglecher Mediathéik ze archivéieren, oder gëtt sech op Rapporte beschränkt?

7. Wéi eng Dokumenter sollen zougänglech gemaach ginn? Gehéieren dozou sämtlech Dokumenter, esou wéi se op Basis vum Artikel 75 vun där neier Verfassung fir d'Chamber virgesi sinn? Notamment och d'„Vaccine order forms", vu datt dës schonn e puermol vu Vertrieder aus eisem Héijen Haus ugefrot goufen an hir Fuerderungen duerch e Bréif vum 27. November 2023, vum Här Chamberspresident un den Här Staatsminister bestätegt goufen?

**Réponse** (07/06/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Esou wéi dat an der „motion relative à une évaluation des mesures prises pour lutter contre la propagation de la Covid-19"[12] vun der Chambre des Députés zeréckbehale gouf, wäert de Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet en parallèle vun der Finalisatioun vun der zukünfteger „loi santé publique" en Inventaire opstelle vun alle Mesüren, déi am Kader vun der Covid-19-Pandemie geholl goufen. D'Analys vun dësem Inventaire wäert en compte geholl ginn, wann dat neit Gesetz ausgeschafft gëtt an an den Exposé des motifs vum Projet de loi agebaut ginn.

**Poursuites judiciaires engagées par une société luxembourgeoise contre l'Ukraine** | Question **0691** (06/05/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

En été 2023, le Gouvernement ukrainien a pris la décision de nationaliser la Sense Bank (avant « Alfa Bank Ukraine ») sur fond d'accusations d'activités criminelles. Cette banque était détenue, à travers une holding en Chypre et une holding au Luxembourg, par quatre individus de nationalité russe qui figurent depuis 2022 sur la liste des personnes sanctionnées par l'Union européenne dans le contexte de l'agression illégale de la Russie contre l'Ukraine.

Il apparaît que les anciens propriétaires de la Sense Bank ont engagé des poursuites contre cette décision devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (International Centre for Settlement of Investment Disputes – ICSID). Pour cela, ils se sont basés sur l'accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement d'Ukraine concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements. Cet accord, signé en 1996 et entré en vigueur en 2001, prévoit en effet dans son article 9 la possibilité pour des investisseurs privés de soumettre un différend à un tel tribunal d'arbitrage.

Selon l'article 9 de cet accord, un tel différend entre un investisseur de l'une des parties contractantes et l'autre partie contractante, « fait l'objet d'une notification écrite, accompagnée d'un aide-mémoire suffisamment détaillé, de la part de la partie la plus diligente ». Les parties signataires se sont par ailleurs engagées à tenter de régler le différend à l'amiable par la négociation. L'accord précise ensuite que « À défaut de règlement amiable par arrangement direct entre les parties au différend ou par conciliation par la voie diplomatique dans les six mois à compter de sa notification, le différend est soumis, au choix de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de l'État où l'investissement a été fait, soit à l'arbitrage

[10] Loi du 26 juillet 2022 relative au régime d'aides en faveur des entreprises investissant dans des infrastructures de charge pour véhicules électriques

[11] https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiques/2023/12-decembre/01-delles-bornes-appel-projets.html

[12] https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/0146/179/293797.pdf

international. » Le même article précise encore qu'à cette fin « chacune des parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours administratifs ou judiciaires internes ».

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Quelles démarches officielles et/ou officieuses le Gouvernement luxembourgeois a-t-il entreprises dans le contexte du différend décrit plus haut ?

2) Quelle est l'appréciation et la position politiques du Gouvernement luxembourgeois par rapport à ce différend ?

Selon le site Internet de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Luxembourg est actuellement partie prenante dans 101 accords bilatéraux de protection des investissements à travers l'Union économique belgo-luxembourgeoise, lesquels prévoient pour la plupart la possibilité pour des investisseurs privés de poursuivre des États devant des tribunaux d'arbitrage. Ces accords datent pour la plupart des années 1990 ou du début des années 2000. Je rappelle dans ce contexte que ce genre de provisions, qui permettent aux entreprises de poursuivre des États devant des tribunaux d'arbitrage privés, sont aujourd'hui de plus en plus contestées politiquement.

Ainsi, je voudrais encore poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

3) Est-ce que le Gouvernement s'investit, dans le cadre des accords décrits plus haut, dans des tentatives de règlement amiable si une société domiciliée au Luxembourg a un différend avec un État souverain ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me dire de combien de cas il s'agit par année ?

4) Combien de différends ont été portés lors des 5 dernières années par des sociétés domiciliées au Luxembourg devant un tribunal d'arbitrage en se basant sur un accord bilatéral de protection des investissements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise ?

5) Pouvez-vous dégager des évolutions ou des tendances quant au nombre et quant à l'objet des différends engagés par des sociétés domiciliées au Luxembourg devant un tribunal d'arbitrage sur base de ces accords ?

6) N'êtes-vous pas d'avis qu'il convient de réexaminer, ensemble avec le Gouvernement belge, l'ensemble des accords bilatéraux de protection des investissements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise à la lumière des évolutions politiques actuelles ?

**Réponse** (30/05/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Aucune démarche officielle n'a été entamée, car l'affaire concerne d'abord l'Ukraine en tant qu'État répondant et l'investisseur même.

ad 2) Le Luxembourg soutient pleinement l'Ukraine dans ses efforts de défense légitime contre la guerre d'agression de la Russie.

Le Luxembourg n'a pas été saisi par l'Ukraine sur ce dossier.

Le Luxembourg a en revanche été saisi par le même investisseur dans le cadre des mesures restrictives décidées par l'Union européenne, en invoquant l'accord de protection des investissements UEBL-Gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques, signé à Moscou le 9 février 1989.

ad 3) Les accords sur la promotion et la protection des investissements sont conclus entre deux États pour assurer la protection réciproque des investisseurs qui souhaitent investir dans le pays partenaire. Selon la direction des flux d'investissements, on distingue entre l'État d'origine de l'investissement (« home state ») et l'État hôte des investissements (c.-à-d. où est investi).

En cas de litige, c'est l'État hôte qui est saisi par l'investisseur. Ainsi, les tentatives de règlement amiable n'impliquent généralement pas l'État d'origine de l'investisseur, sauf s'il est saisi par l'une des deux parties concernées.

ad 4) Depuis 2019, deux différends ont été portés devant un tribunal international sur base d'un API UEBL.

ad 5) Depuis 2019, il n'y a pas d'évolution particulière à relever.

ad 6) Au niveau bilatéral, un nouveau modèle d'accord de protection des investissements UEBL a été élaboré avec la Belgique et agréé en 2023, qui servira de base pour toute nouvelle négociation. Un des objectifs de cette révision était de moderniser les clauses sur le règlement des différends entre les investisseurs et les États.

**Coordination des chantiers** | Question **0692** (06/05/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

De Weekend vum 4./5. Mee war d'Escher Autobunn A4 opgrond vu gréisseren Aarbechte vun der Stad a Richtung Esch-Uelzecht gespaart. Fir déi betraffe Leit hätt déi einfachst Léisung dora bestanen, vun deene reegelméissegen Zuchverbindungen tëschent eisen zwou gréisste Stied ze profitéieren. Allerdéngs war zur selwechter Zäit och d'Linn 60 fir den Trafick gespaart an duerch Bussen ersat, déi du selwer och nees hu missen d'Ëmleedung zur Autobunn fueren, wouduerch den Trajet sech gläichermoosse verlängert huet.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi war déi Decisioun motivéiert, fir gläichzäiteg déi wichtegst Verbindung am Beräich vun der individueller Mobilitéit, wéi och am ëffentlechen Transport tëschent der Stad an Esch zouzemaachen?

2. Besonnesch Aarbechten op Zuchstrecke musse wéinst dem internationalen Impakt ganz laang am Viraus geplangt ginn. Gesäit d'Madamm Minister vir, hir Servicer a sou engem Fall an Zukunft méi enk ze koordinéieren, fir entspriechend Baustellen zäitversat vuneneen ze organiséieren?

**Réponse** (06/06/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Aarbechten op dem Schinnereseau ginn, genau wéi Aarbechten op den Autobunnen, esou geplangt, dass sou mann wéi méiglech Leit impaktéiert ginn. Deemno fanne kleng Aarbechten oft an der Nuecht, a gréisser Aarbechte prioritär um Weekend oder a Schoulvakanze statt. D'CFL a Stroossebauverwaltung plange sou Interventioune laang am Viraus a concertéiere sech a reegelméissegen Ofständ. Hei gëtt dann zum Beispill och de Busersatzdéngscht vun den CFL mat de Stroossespäre vun der Stroossebauverwaltung koordinéiert.

De Weekend vum 4./5. Mee war et aus organisatoresche Grënn net méiglech, dës 2 Chantiere laanschteneen ze plangen. D'Verfügbarkeet vu Fournisseuren an Entrepreneuren, national an international coordonéiert Baustellen op aneren CFL-Linnen oder um Schinnereseau vun engem Nopeschland, si Beispiller, an deene sou Situatiounen och an Zukunft ausnamsweis wäerte kënne virkommen.

**Places disponibles dans les ateliers protégés pour les adolescents à besoins spécifiques** | Question **0693** (06/05/2024) de **M. David Wagner** | **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Certaines personnes travaillant avec des adolescents à besoins spécifiques font état d'un manque de places disponibles dans les ateliers protégés du pays, places qui devraient permettre pourtant un horizon professionnel et une insertion dans la société à certains de ces adolescents lorsqu'ils atteignent l'âge adulte. Ce manque de places forcerait certains jeunes adultes à prolonger leur scolarité ou leur temps à la maison alors qu'ils désirent pourtant aller travailler.

J'aimerais donc poser à Monsieur le Ministre de la Famille et à Monsieur le Ministre de l'Éducation les questions suivantes :

1) Combien d'adolescents à besoins spécifiques suivent actuellement leur dernière année de scolarité dans un centre de compétence ? Parmi eux, combien d'entre eux nécessiteront une place dans un atelier protégé l'année prochaine ? (Une estimation peut suffire pour cette dernière question.)

2) Combien d'adolescents à besoins spécifiques suivent actuellement leur avant-dernière année de scolarité dans un centre de compétence ? Parmi eux, combien d'entre eux nécessiteront une place dans un atelier protégé dans deux années ? (Une estimation peut suffire pour cette dernière question.)

3) Mêmes questions pour les adolescents à besoins spécifiques qui suivent actuellement leur 3e dans un centre de compétence.

4) Y a-t-il des données sur le nombre de jeunes adultes handicapés entre 18 et 21 ans qui ont fait leur scolarité dans un centre de compétence et qui attendent actuellement une place dans un atelier protégé ? Si la réponse est affirmative, pourriez-vous fournir ces données ?

5) Combien de places disponibles y a-t-il actuellement dans les ateliers protégés ? Et au cas où il n'y aurait pas de places disponibles, combien de personnes sont actuellement inscrites sur les listes d'attente ?

6) Est-ce que les ministres confirment qu'il y a actuellement un manque de places disponibles dans les ateliers protégés ? Y voient-ils un problème digne d'attention ?

7) Vont-ils se concerter et chercher à y remédier ? Au cas où la réponse est affirmative, par quels moyens ?

**Réponse** (11/06/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1) à 3) Conformément à la loi modifiée du 20 juillet 2018 en faveur de l'inclusion scolaire, les centres de compétences en psychopédagogie spécialisée ne fonctionnent pas en années d'études.

Lorsqu'un élève à besoins éducatifs spécifiques est scolarisé dans une classe d'un centre de compétences, il se trouve dans une mesure de prise en charge spécialisée. Cette prise en charge dure aussi longtemps que les besoins de l'élève concerné l'exigent et tant qu'elle est voulue par l'élève et les parents de l'élève.

Par ailleurs, il est difficile de déterminer à quel âge un élève quitte un centre de compétences. Il est renvoyé ici aux dispositions légales applicables en matière d'obligation scolaire, qui sera prolongée de 16 à 18 ans par la loi du 20 juillet 2023 relative à l'obligation scolaire pour les élèves qui n'ont pas encore atteint l'âge de 17 ans avant le 1er septembre 2026. Ces dispositions s'appliquent également aux élèves à besoins éducatifs spécifiques, qui peuvent bien évidemment aussi poursuivre leur scolarité au-delà de l'âge de 18 ans si cela est souhaité par l'élève et si cela est dans son intérêt et concourt à sa formation, à son éducation et à son développement.

Actuellement, 144 élèves âgés de 16 ans ou plus se trouvent dans une mesure de scolarisation spécialisée, dont :

– 3 au Centre pour le développement socio-émotionnel (CDSE) ;
– 21 au Centre pour enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme (CTSA) ;
– 5 au Centre pour le développement moteur (CDM) ;
– 114 au Centre pour le développement intellectuel (CDI) et
– 1 élève au Centre de logopédie (CL).

Le Centre pour le développement des apprentissages (CDA), le Centre pour le développement des enfants et jeunes à haut potentiel (CEJHP), ainsi que le Centre pour le développement des compétences relatives à la vue (CDV), n'offrent pas de prise en charge sous forme d'une scolarisation spécialisée au sens de l'article 1er, point 7°, de la loi modifiée du 20 juillet 2018 en faveur de l'inclusion scolaire.

À ce titre, il doit encore être précisé que les élèves qui bénéficient d'une mesure de scolarisation spécialisée dans un centre de compétences ne sont pas forcément orientés vers un atelier protégé.

S'il est vrai que certains élèves à besoins éducatifs spécifiques se trouvent pendant tout leur parcours scolaire dans une mesure de scolarisation spécialisée, il existe aussi des élèves qui réintègrent le système scolaire régulier. Dans un même ordre d'idées, il y a des élèves à besoins éducatifs spécifiques qui entrent en apprentissage, suivent une formation professionnelle ou qui intègrent le premier marché de l'emploi.

ad 4) Selon les informations du Ministère du Travail, actuellement il y a six personnes entre 18 et 21 ans qui ont le statut de salarié handicapé, qui sont orientées en atelier protégé et qui sont en attente pour un poste de travail en atelier protégé.

ad 5) Selon les informations du Ministère du Travail, au 10 mai 2024, 94 places (68,21 ETP) ont été disponibles dans les ateliers protégés. À ce jour, il y avait 75 personnes inscrites sur les listes d'attente. Ce décalage s'explique par les différences des critères d'admission des différents ateliers d'inclusion professionnelle.

ad 6) Tel que prévu dans l'accord de coalition, « le Gouvernement continuera à cofinancer des nouvelles constructions, des transformations, des extensions et des mises en conformité de services d'hébergement, des services d'emploi ou 'ateliers protégés' et des services d'activités de jour pour les besoins des personnes handicapées ».

Par ailleurs, le monitoring de l'évolution des besoins en postes de travail pour salariés handicapés reste une priorité pour le Gouvernement.

ad 7) Tel que prévu dans l'accord de coalition, la prise en charge des personnes en situation de handicap dans les centres de propédeutique professionnelle (CPP) sera revue. Cette étape essentielle permettra de revoir la transition « école – marché du travail » et facilitera l'identification des besoins réels en postes de travail adaptés pour personnes en situation de handicap.

Enfin, il existe encore l'Agence pour la transition vers une vie autonome (ATVA), créée par la loi modifiée du 20 juillet 2018 en faveur de l'inclusion scolaire, qui accompagne et conseille des jeunes ayant des besoins éducatifs spécifiques qui se trouvent en transition entre l'école et le travail.

Les conseillers de l'ATVA aident les jeunes à établir leur propre projet professionnel et les accompagnent ensuite dans toutes les étapes de la mise en œuvre de celui-ci.

**Surfacturation dans le cadre de ventes en l'état futur d'achèvement** | Question **0694** (06/05/2024) de **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

En Artikel vum 2. Mee 2024 op reporter.lu beliicht d'Hannergrënn vun enger Geriichtsaffaire, déi eng Rei grondleeënd Problemer vum Immobiliemarché beim Verkaf a Finanzement vu Wunnengen op Plang, de sougenannte „VEFA" visibel mécht. Konkreet geet et ëm de Virworf vun enger Gesellschaft, déi am Fall vun enger Faillite d'Fäerdegstelle vum Bau garantéiert, géint e Promoteur, deen dem Keefer Aarbechten a Rechnung gestallt hat, déi guer net gemaach gi sinn. D'Gesellschaft, déi klot, geet vun enger Surfacturatioun vun iwwer 40 % aus.

Méi generell schéngt et ganz üblech ze sinn, dass Promoteure vun de Keefer vun enger VEFA Finanzéierungstranchen afuerderen als Virschoss fir Aarbechten, déi réischt solle gemaach ginn, obwuel d'Gesetz vun 1976, dat d'VEFA reegelt respektiv de Code civil dat net erlaben. Laut Gesetz däerf eng Finanzéierungstranche réischt nom Ofschloss vun den Aarbechte gefrot ginn, déi domat bezuelt ginn. Dem Artikel vu reporter.lu no ass et awer net sielen, dass am Kontrakt fir de Kaf vun enger VEFA dra steet, dass déi Sue wärend den Aarbechte fälleg ginn an dass d'Notairen dat duerchgoe loossen.

Eng weider Praxis schéngt et ze sinn, dass Promoteure Suen, déi se fir d'Aarbechten un engem Bau kréien, fir en aneren Zweck benotzen. Hei gëtt eng feelend Kontroll bemängelt.

An deem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Minister fir de Konsumenteschutz an un d'Madamm Justizminister stellen:

– Awéiwäit ass an den Ae vun der Madamm Justizminister d'Responsabilitéit vun engem Notaire engagéiert, deen eng net gesetzkonform Dispositioun am Kontrakt stoe léisst, déi am Fall vun enger Faillite vum Promoteur dozou féiert, dass de Client fir Aarbechte bezuelt huet, déi net gemaach goufen?

– Falls dat net en eenzelne Feeler, mä sou wéi de „Reporter"-Artikel et duerstellt, eng Form vu „complaisance" vun den Notairen duerstellt, wéilt d'Madamm Justizministesch eventuell en Appell un d'Chambre des Notaires maachen, fir dës Praxis net méi ze toleréieren?

– Wéi kéint an den Ae vun der Madamm Minister fir de Konsumenteschutz an Zukunft garantéiert ginn, dass Suen, déi e Client fir säi Projet bezilt, net fir aner Zwecker gebraucht ginn? Wat fir eng Kontrollméiglechkeete gëtt et hei? Ass et an den Ae vun der Madamm Minister noutwendeg, de gesetzleche Kader an deem Sënn unzepassen?

**Réponse** (10/06/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs

D'„Vente en l'état futur d'achèvement" (VEFA) ass an dem Artikel 1601-1 et seqq. vum Code civil gereegelt. Den Artikel 1601-9 al. 3 vum Code civil gesäit vir, dass no dem Ufank vun de Bauaarbechten am Kader vun enger VEFA déi eenzel Finanzéierungstranchen en fonction vum Progrès vun den Aarbechte fälleg sinn[13]. Den Artikel 1601-14 vum Code civil gesäit all contraire Klausel zum Artikel 1601-9 vum Code civil als ongeschriwwen un[14].

Laut dem Gesetz vum 9. Dezember 1976 iwwert d'Organisatioun vum Notariat sinn d'Notairen ëffentlech Offizéier. An dëser Qualitéit etabléieren d'Notairen déi individuell Akten ënner hirer eegener Responsabilitéit.

D'Regierung wëll eng Analys vun dem Secteur an enker Zesummenaarbecht mat de verschiddenen Acteuren am Beräich initiéieren. D'Noutwendegkeet, fir d'Gesetzgeebung unzepassen, souwéi déi méiglech juristesch, finanziell a praktesch Implikatioune wäerten evaluéiert ginn.

**Aides pour des travaux de désamiantage** | Question **0695** (07/05/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Hei am Land gëtt et ëmmer nach eng Rëtsch Gebaier, an deenen Asbestproduiten ze fanne sinn, zum Beispill a Form vun Eternitsplacken um Daach vun engem Gebai. Vill vun dëse Gebaier sinn dann och scho méi al a stamen aus de 60er, 70er oder och nach den 80er Joren. Ab Mëtt vun den 1980er Jore goufen opgrond vun de gesondheetleche Risiken no a no ëmmer méi Produite verbueden, déi Asbest enthalen, ier et 2001 zu engem generelle Verbuet vu solche Produite koum.

D'Besäitege vun asbesthaltege Produiten am Kader vun enger Renovatioun ass awer mat beträchtleche Käschte verbonnen, soudass et fir vill Proprietairë finanziell net méiglech ass, fir entspriechend Renovatiounen duerchféieren ze loossen.

Rezent koum et zu Leideleng zu engem Brand an enger Scheier. Den Dag duerno gouf et dunn eng Warnung fir d'Leit an der Géigend, dass wuel Asbest nom Brand gemooss gi wär. Esou hätt den Daach vun der Scheier aus Eternitsplacke bestanen a beim Brand ass Asbest fräigesat ginn. Dëst wär och de Grond fir eng kleng Explosioun gewiescht, nodeems den Eternit gebrannt hat. Do dernieft hätt et och eng Partie Eternit-Stockagen um Site selwer ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Weess de Ministère, wéi vill Haiser a Gebaier hei am Land nach mat Eternit an aneren asbesthaltege Materialie gedeckt sinn?

[13] Artikel 1601-9 al. 3 vum Code civil: „Après le début des travaux, les versements afférents à la construction ne deviennent exigibles qu'au fur et à mesure de l'avancement des travaux de façon à ce que les sommes payées correspondent à tout moment à l'importance des travaux réalisés."

[14] Artikel 1601-14 vum Code civil: „Toute clause contraire aux dispositions des articles 1601-9 à 1601-13 et à celles des articles 1642-1 et 1646-1 contenue dans un contrat visé à l'article 1601-4 est réputée non écrite."

2. Plangt de Ministère, Hëllefen ze proposéieren, fir Persounen, deenen hir Haiser oder Gebaier mat Eternit oder aneren astbesthaltege Materiale gedeckt sinn, fir si ze motivéieren, een neien Daach maachen ze loossen?

3. Plangt de Ministère, fir Persounen, an deenen hiren Haiser oder Gebaier asbesthalteg Produite verschafft goufen, finanziell Hëllefen am Kader vun enger Renovatioun an domat der Besäitegung vum Asbest ze proposéieren?

**Réponse** (10/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Nee, dozou gëtt et keng Informatiounen. Et gouf zu där Zäit, an där den Eternit ee gängegt Baumaterial war, och keng Obligatioun, eng Verwaltung iwwert d'Verschaffe vun deem Produit ze informéieren oder dat an engem Dokument festzehalen.

An dësem Kontext erlaben ech dorop hinzeweisen, dass esoulaang net um Eternit geschafft oder seng Struktur zerstéiert gëtt, och keen Asbest fräigesat gëtt. Am Fall wou eng Sanéierung gemaach gëtt, mussen Eternit oder aner asbesthalteg Materialien als Offall natierlech iwwert déi korrekt Filière entsuergt ginn.

ad 2. an 3. Nee, dat ass net geplangt. Déi aktuell Subventiounsreglementer am Beräich vun der energeetescher Sanéierung gesinn awer schonn attraktiv Konditiounen am Fall vun der Renovéierung vum Daach vir.

**Formation d'éducateur** | Question **0696** (07/05/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Et ginn ëmmer méi Educateuren an Educatricen hei am Land gesicht, grad an der Betreiung vu Kanner besteet hei am Land eng grouss Demande. Esou soll an Zukunft am Cycle 1 zousätzlech zum Enseignant en Educateur oder eng Educatrice an all Klass sinn. An och an de Betreiungsstrukture soll méi Personal agestallt ginn.

De 6. Mee huet den Educatiounsministère iwwert ee Communiqué matgedeelt, dass d'Kapazitéite fir d'Educateursformatioun eropgesat solle ginn. Dëst iwwert 3 Weeër:

1. Kuerz- a mëttelfristeg sollen d'Kapazitéite fir d'Educateursformatioun am Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) zu Miersch ausgebaut ginn;
2. Vun der Rentrée 2024/2025 u gëtt d'Educateursformatioun am Enseignement secondaire général (Sektioun GED) och am Lycée Bel-Val am Süde vum Land ugebueden;
3. D'École nationale pour adultes (ENAD), déi schonn déi beruffsbegleedend Educateursformatioun an der Haaptstad ubitt, soll dës Formatioun um Site vun Esch-Beval ubidden.

Op dësem Wee soll dem grousse Bedarf un Educateuren an Educatricen hei am Land Rechnung gedroe ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi vill zousätzlech Enseignantë mussen agestallt ginn, fir all dës Klasse kënnen ze assuréieren, a mussen dofir Enseignantë vun anere Klassen ofgezu gi respektiv Klassen zesummegeluecht ginn?

2. Wéi vill vun dëse Poste si scho fest besat? Wéi vill vun dëse Poste wäerte jeeweils duerch fonctionariséiert Enseignanten a wéi vill duerch Chargés de cours assuréiert ginn?

3. „D'Opnamkapazitéite fir d'Educateursformatioun an der ENAD ginn och vun der Rentrée 2024/2025 un ausgebaut mat der Offer vun der beruffsbegleedender Educateursformatioun op Däitsch um Site vu Belval. Vun der Rentrée 2025/2026 u bitt d'ENAD dës Formatioun och op Franséisch um Belval un."
Ëm wéi vill Plazen handelt et sech jeeweils bei der Formatioun op Däitsch an op Franséisch?

4. „D'Opnamkapazitéite vum LTPES wäerten och kuerz- a mëttelfristeg verstäerkt ginn. Momentan gëtt gepréift, wou déi zousätzlech Klassen installéiert kënne ginn."
Kann de Minister hei scho soen, bis wéini dës Analyse sollen ofgeschloss sinn?

5. „Den LBV start bei der Rentrée mat zwou 2e-GED-Klassen, déi ronn 50 Schüler kënnen ophuelen. D'Formatioun gëtt op Däitsch ugebueden a fënnt am Bâtiment Terres-Rouges statt, am Häerz vu Belval. [...] Vun der Rentrée 2025/2026 u bitt de Lycée Bel-Val och d'Educateursformatioun op Franséisch un."
Firwat gëtt d'Formatioun op Franséisch réischt ab der Rentrée 2025/2026 ugebueden a mat 2 Klassen op Däitsch ugefaangen?

**Réponse** (11/06/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Am Lycée Bel-Val gi fir Rentrée 2024/2025 zwou nei Klasse fir d'Educateursausbildung ugebueden. Fir dës kënnen ze assuréieren, mussen esouwuel zwee nei Enseignantë recrutéiert ginn, wéi och Enseignanten aus anere Klassen agesat ginn, zum Beispill Enseignanten, déi Coursen op der Sektioun vun de Sciences sociales (GSO) assuréieren. Insgesamt kommen am Lycée Bel-Val fënnef Enseignanten dobäi, fir d'Gesamtoffer vun der Schoul déi nächst Rentrée ze assuréieren.

An der École nationale pour adultes (ENAD) muss een d'Admissiounen ofwaarden, fir kënnen d'Ressourcen ze affektéieren.

Am Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) leeft d'Etude iwwer den Ausbau vun de Capacitéiten nach, soudatt een zu dësem Moment nach net ka soen, wéi vill Enseignanten zousätzlech gebraucht ginn.

Ganz allgemeng ass net virgesinn, datt duerch den Ausbau vun der Erzéierausbildung Klasse sollen zesummegeluecht ginn.

ad 2. De Recrutementsprozess grad ewéi d'Affektatiounen an d'Mutatiounen an de Lycéeë sinn nach net ofgeschloss, soudatt zu dësem Moment dës Fro net ka beäntwert ginn.

ad 3. Et wäert ee mindestens eng Klass op Franséisch wëllen ubidden, allerdéngs muss een hei d'Demande ofwaarden. Vu datt dat eréischt fir d'Rentrée 2025 virgesinn ass, kann ee réischt am Fréijoer 2025 méi kloer affichéieren, wéi grouss d'Demande och ass. An der ENAD ginn d'Admissiounen op Demande gemaach, soudatt een och hei muss ofwaarden, wéi grouss den Interessi ass. Um Site vu Belval sinn déi raimlech Capacitéite virgesinn, fir all Demanden unzehuelen.

ad 4. Et kann een dovunner ausgoen, datt d'Etudë bis de Summer ofgeschloss sinn. Zu deem Moment weess een, wéi d'Gesamtcapacitéit vum Site zu Miersch wäert evoluéieren. Op dësem Site si jo souwuel den LTPES, wéi och de Lycée Ermesinde.

ad 5. De Besoin un Erzéier ass permanent héich, soudatt et wichteg ass, d'Capacitéite kuerzfristeg ze erhéijen. Dofir gëtt elo d'Offer op Däitsch am Lycée Bel-Val ausgebaut. Vu datt et awer Schüler gëtt, déi sech besser an enger franséischer Offer zurecht fannen, ass et virgesinn, esou eng Offer ab der Rentrée 2025 unzebidden. Déi kompetent Servicer a Kommissioune schaffen elo un den noutwendegen Adaptatioune vun de Programmer.

**« DDoS Scrubbing Center »** | Question **0699** (07/05/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Dans le cadre de la stratégie nationale de cybersécurité IV, le Luxembourg a mis en place un « DDoS Scrubbing Center ». Ce centre, destiné à protéger les infrastructures nationales et les citoyens contre les cyberattaques DDoS de grande ampleur, représente un investissement initial et des coûts de fonctionnement annuels substantiels.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Digitalisation et à Monsieur le Ministre d'État :

1) Quelles sont les modalités d'utilisation et d'activation du « DDoS Scrubbing Center » ?

2) Comment le Gouvernement évalue-t-il l'efficacité et l'impact du « DDoS Scrubbing Center » sur la sécurité des infrastructures nationales ?

3) Dans votre réponse à la question parlementaire n° 0544 du 28 mars 2024, vous avez indiqué que le « DDoS Scrubbing Center » est spécifiquement conçu comme un outil de gestion de crise pour contrer les attaques DDoS volumétriques massives. Pourriez-vous détailler les dispositifs que le Gouvernement a mis en place pour répondre aux attaques qui, bien qu'elles ne soient pas de grande envergure en termes de volume, peuvent néanmoins mettre en évidence des vulnérabilités dans nos infrastructures ?

4) Quels sont les autres moyens auxquels le CTIE peut avoir recours pour défendre les infrastructures nationales contre les différentes cyberattaques ?

5) Pourriez-vous fournir des statistiques concernant l'utilisation du Scrubbing Center depuis sa mise en service ?

6) Pourriez-vous détailler le coût total de l'investissement pour la mise en place du « DDoS Scrubbing Center » ainsi que les coûts annuels prévus pour sa gestion et son entretien ?

**Réponse** (07/06/2024) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation | **M. Luc Frieden,** Premier ministre

Le centre national de mitigation d'attaques par déni de service distribué (DDoS Scrubbing Center) est un instrument de gestion de crise cyber d'envergure qui est proposé en premier lieu aux fournisseurs d'accès et aux opérateurs d'infrastructure critique. Il permet de défendre les infrastructures critiques nationales contre des attaques DDoS de très grand volume qui dépassent significativement les capacités des fournisseurs commerciaux nationaux de service de mitigation d'attaques DDoS. Il renforce ainsi de façon significative la résilience numérique du Luxembourg et contribue à l'attractivité de la place économique luxembourgeoise.

Les frais d'investissement pour le renforcement de l'infrastructure du point d'échange Internet LU-CIX et de mise en place du centre national de mitigation d'attaques par déni de service distribué s'élevaient à 3.184.000 EUR HTVA. Les coûts annuels d'exploitation, de maintenance et de télécommunication sont de 2.337.732 EUR HTVA.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

Le CTIE, en coopération avec HCPN/GOVCERT, est responsable de la mise en œuvre des moyens de protection et de défense des réseaux et systèmes d'information du Gouvernement et non pas de l'ensemble des infrastructures nationales. Les dispositifs que le Gouvernement a mis en place pour gérer les attaques DDoS agissent sur plusieurs niveaux et ont démontré leur efficacité lors des récentes attaques. Toutefois, le détail de ces dispositifs comprend des informations sensibles et confidentielles dont la divulgation pourrait nuire à l'efficacité de ces mesures.

Selon la législation en vigueur, les opérateurs d'infrastructure critique sont tenus d'assurer leur résilience et d'élaborer un plan de sécurité et de continuité et sont ainsi en première ligne responsables de prendre les mesures techniques, opérationnelles et organisationnelles appropriées et proportionnées pour gérer les risques qui pèsent sur la sécurité des réseaux et des systèmes d'information qu'ils utilisent dans le cadre de leurs activités ou de la fourniture de leurs services, ainsi que pour éliminer ou réduire les conséquences que les incidents ont sur les destinataires de leurs services.

**Intervention de l'agence Frontex sur le territoire national** | Question **0700** (07/05/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Le jeudi 2 mai 2024, la Chambre des Représentants belge a voté une loi permettant au personnel de l'agence européenne Frontex d'effectuer des contrôles aux frontières belges et d'escorter des retours forcés d'étrangers. Le texte permet l'intervention de Frontex, limitée à 100 agents, sous l'autorité des policiers belges. Les agents peuvent intervenir aux frontières extérieures de l'espace Schengen, c'est-à-dire dans les aéroports, les ports ainsi qu'à la gare de Bruxelles-Midi et notamment son terminal Eurostar. Cette nouvelle loi alarme les associations de défense des droits humains qui critiquent la mise en danger du respect des droits fondamentaux des migrants déjà trop souvent exposés à l'arbitraire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Monsieur le Ministre envisage-t-il de déposer un projet de loi permettant l'intervention de Frontex sur le territoire luxembourgeois ? Monsieur le Ministre pourrait-il motiver sa réponse ?

**Réponse** (05/06/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Le règlement (UE) 2019/1896 du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2019 relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et abrogeant les règlements (UE) n° 1052/2013 et (UE) 2016/1624 prévoit notamment le déploiement d'agents du contingent permanent de Frontex aux frontières extérieures de l'Union européenne (UE). L'Aéroport de Luxembourg constitue une telle frontière extérieure.

En dépit de l'applicabilité directe et du caractère juridiquement contraignant dudit règlement, certaines dispositions ne peuvent pas être mises en œuvre sans dispositions correspondantes dans la législation nationale des États membres. Dans ce sens, les services du Ministère des Affaires intérieures élaborent actuellement un avant-projet de loi portant sur la mise en œuvre dudit règlement qui clarifie les tâches et les compétences de ces agents étrangers dans le cadre de l'exécution de leurs missions d'appui au Luxembourg.

**Activités internationales de Caritas Luxembourg** | Question urgente **1068** (26/07/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Suite à un acte de détournement de fonds, Caritas Luxembourg est actuellement confronté à de graves difficultés financières. Dans ce contexte, le Gouvernement a fait savoir qu'il entend arrêter tout soutien financier public à Caritas Luxembourg, tout en faisant en sorte que les activités d'intérêt public assurées au Luxembourg par la même structure soient maintenues.

Par contre, le Gouvernement ne s'est pas prononcé sur une éventuelle continuation des activités internationales de Caritas Luxembourg, c'est-à-dire des programmes de coopération et d'aide humanitaire que l'association soutient dans 11 pays (Bangladesh, Kosovo, Laos, Mali, Soudan du Sud, Syrie, Turquie, Burkina Faso, Niger, Ukraine et Moldavie).

Étant donné qu'un arrêt soudain de ces projets risque de porter de graves préjudices à des milliers de personnes qui dépendent directement de ce soutien, je voudrais poser les questions urgentes suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

– Êtes-vous à la recherche de solutions pour assurer une continuation des projets et programmes internationaux de Caritas Luxembourg dans l'intérêt des bénéficiaires finaux ? Dans l'affirmative, quelles solutions sont actuellement envisagées ? Dans la négative, pouvez-vous m'expliquer vos motivations ?

**Réponse** (31/07/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Les services compétents du ministère sont en train de réaliser un état des lieux des projets et programmes de développement mis en œuvre par Caritas Luxembourg afin d'évaluer l'étendue de l'impact du détournement.

À ce stade, le ministère n'est pas en mesure de signaler si et sous quelle forme les différents projets et programmes de développement mis en œuvre par Caritas Luxembourg pourraient être poursuivis.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

**Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis**

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

**Ech abonéiere mech:**

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

**Ech desabonéiere mech:**

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen


Actualité parlementaire p. 03-05

Nouvelles lois p. 06-09

Séances publiques nos 36, 37 et 38 p. 10-79

Questions au Gouvernement p. 79-99



2023-2028

n° 15




# Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-05

Nouvelles lois ..... p. 06-09

Séances publiques ..... p. 10-79

36e séance du mercredi 3 juillet 2024 p. 10-21

37e séance du mercredi 10 juillet 2024 p. 21-60

38e séance du jeudi 11 juillet 2024 p. 60-79

Questions au Gouvernement ..... p. 79-99

# Chambre des Députés

## Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

**Concept et layout :**
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

**Impression :**
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**
02/09/2024

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

# Décès de M. Max Hengel, député



La triste nouvelle du décès de M. Max Hengel, membre de la Chambre des Députés, succombé à une longue maladie, nous est parvenue le 17 août 2024.

M. Hengel a été député depuis le 11 janvier 2022, date à laquelle il avait pris la succession de Mme Françoise Hetto-Gaasch à la Chambre des Députés. Le Président de la section Osten du CSV avait été réélu aux élections législatives de 2023. Membre de plusieurs commissions parlementaires, il a présidé la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale. De novembre 2017 jusque novembre 2020, il avait été maire de Wormeldange, mandat qu'il a occupé à nouveau suite aux élections de 2023. Son dévouement et son engagement ont été exemplaires.

La Chambre des Députés gardera de lui un souvenir ému et inaltérable et exprime ses sincères condoléances à son épouse, ses enfants, à ses proches et à toute sa famille.

# Trois nouveaux députés à la Chambre des Députés

Mme Djuna Bernard (déi gréng), M. Jean-Paul Schaaf (CSV) et M. Dan Hardy (ADR) ont prêté serment au début de la séance publique du 11 juillet 2024. M. Hardy, attaché parlementaire de l'ADR depuis 2019, remplace M. Fernand Kartheiser qui a intégré les rangs du Parlement européen. M. Schaaf remplace M. Christophe Hansen, lui aussi élu au Parlement européen. M. Schaaf était député de 2004 à 2013 et de 2020 à 2023. Mme Bernard réintègre la Chambre des Députés suite à la démission de M. François Bausch pour raisons personnelles. Mme Bernard était membre de la Chambre des Députés de 2018 à 2023 et Vice-Présidente de 2019 à 2023.



*M. Dan Hardy prête serment pour la première fois en tant que député pour remplacer M. Fernand Kartheiser.*



*M. Jean-Paul Schaaf réintègre la Chambre en remplacement de M. Christophe Hansen.*



*Mme Djuna Bernard, élue pour la première fois en 2018, remplace M. François Bausch.*

# Mme Corinne Cahen désignée rapportrice pour le budget de l'État 2025



*Mme Corinne Cahen chapeautera les travaux parlementaires sur le projet de budget 2025.*

Les membres de la Commission des Finances ont désigné Mme Corinne Cahen comme rapportrice pour le projet de budget 2025. Elle chapeautera les travaux parlementaires y relatifs à la Chambre qui débutent traditionnellement avec le dépôt du projet de budget par le Ministre des Finances en début du mois d'octobre et qui se terminent avec le débat et le vote en séance publique à la mi-décembre.

Les intitulés et les numéros attribués aux deux projets de loi qui composent le budget 2025 sont les suivants :

8444 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2025
8445 – Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2024-2028

Le budget est considéré comme étant la « loi la plus importante de l'année ». Cette loi fixe le cadre budgétaire qui permet à l'État de fonctionner pour toute une année.

Le budget est la loi qui établit et autorise l'ensemble des recettes et dépenses prévisionnelles de l'État. Les travaux parlementaires sur le budget suivent une procédure bien précise entre le dépôt en octobre et les débats et le vote en séance publique à la mi-décembre.

Exceptionnellement, à la suite des élections législatives de fin 2023, deux budgets ont été adoptés en 2024 : un budget provisoire appelé communément les « douzièmes provisoires » couvrant la période jusqu'au 30 avril et le budget 2024 s'appliquant sur la période du 1er mai 2024 au 31 décembre 2024.

# Rentrée des députés européens



*De gauche à droite : M. Christophe Hansen, M. Charles Goerens, M. Marc Angel, Mme Tilly Metz, Mme Isabel Wiseler-Lima, M. Fernand Kartheiser*

À la suite des élections européennes qui s'étaient tenues du 6 au 9 juin 2024, les 720 députés européens élus dans les 27 États membres de l'Union européenne, parmi lesquels six eurodéputés luxembourgeois, se sont réunis à Strasbourg le 16 juillet pour entamer la nouvelle législature 2024-2029. Lors de la première séance plénière, les principaux points à l'ordre du jour ont été l'élection de la présidence du Parlement européen ainsi que celle de la Commission européenne.

Le Luxembourg est représenté au Parlement européen par :
M. Marc Angel (LSAP) – Groupe de l'Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen
M. Charles Goerens (DP) – Groupe Renew Europe
M. Christophe Hansen (CSV) – Groupe du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)
M. Fernand Kartheiser (ADR) – Groupe des Conservateurs et Réformistes européens
Mme Tilly Metz (déi gréng) – Groupe des Verts/Alliance libre européenne
Mme Isabel Wiseler-Lima (CSV) – Groupe du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)

### Un nouveau visage au Parlement européen (PE)

Jusqu'au 10 juillet 2024, MM. Fernand Kartheiser et Christophe Hansen ont été tous les deux membres de la Chambre des Députés, mandat qui est incompatible avec celui de député européen. Pour M. Kartheiser, siéger dorénavant au Parlement européen constitue une nouvelle expérience. Quant à M. Hansen, il y était déjà membre au cours de la législature précédente. La Chambre leur a rendu un hommage lors de leur dernière séance au Parlement luxembourgeois.

### Présidence du PE et de la Commission européenne

La séance plénière a débuté le mardi 16 juillet à 10.00 heures. Le premier point à l'ordre du jour a été l'élection du Président du Parlement européen. Mme Roberta Metsola a été réélue à ce poste.

L'élection du Président de la Commission européenne a eu lieu le 18 juillet et a été remportée par la Présidente sortante, candidate à sa propre succession, Mme Ursula von der Leyen.

### Quel est le lien entre les six députés européens et la Chambre ?

Les députés européens participent régulièrement aux réunions de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région ainsi qu'à celles de la Sous-commission des Affaires européennes. Au début de l'année, lors de son déplacement officiel à Bruxelles, le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, avait plaidé pour un renforcement de la collaboration avec les députés européens.

71e séance plénière du CPI

# La gestion de l'eau au cœur des débats

Le 21 juin 2024 s'est tenue à Montabaur en Rhénanie-Palatinat la 71e séance plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI), dont la triple mission est de promouvoir le rôle économique, social et culturel de la Grande Région à travers une coopération étroite entre ses membres, de contribuer au développement de la coopération transfrontalière et d'accompagner les activités du Sommet des Exécutifs de la Grande Région.

Lors de cette session, M. Maurice Bauer, Président de la Commission « Environnement et agriculture » du CPI, a présenté les conclusions des travaux menés en avril avec des experts en gestion et qualité de l'eau au sein du Syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES). Ces discussions ont été enrichies par l'intervention de M. Christophe Hansen, qui, en tant qu'eurodéputé, a été rapporteur de la nouvelle directive européenne sur la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Suite à ces échanges, la commission a élaboré 13 recommandations concrètes, adoptées en plénière. Ces propositions portent notamment sur la sûreté et la qualité de l'eau, la protection des bassins-versants ainsi que le rôle de l'agriculture dans les zones de protection de l'eau. Dans son intervention, M. Bauer a mis l'accent sur la dimension transfrontalière de ces enjeux, soulignant que « l'eau ne connaît pas de frontières » et transcende les intérêts nationaux ou régionaux.

Un autre temps fort a été l'élection à l'unanimité du député Claude Haagen au Conseil de radiodiffusion du Saarländischer Rundfunk, renforçant ainsi la voix du CPI au sein de cette instance médiatique importante pour la région.

Le Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a présenté le rapport financier du CPI, saluant la stabilité financière de l'institution pour 2024 et 2025 rendue possible grâce aux contributions de tous les parlements membres et à une gestion prudente.

La session du 21 juin a également abordé d'autres enjeux majeurs pour la Grande Région, tels que la protection de l'enfance et de la jeunesse, le paysage médiatique, le soutien des jeunes à l'intégration au marché du travail ainsi que la lutte contre la prostitution forcée et la traite des êtres humains.

Les travaux du CPI ont démontré une fois de plus la vitalité et l'importance de la coopération interparlementaire dans la Grande Région et ont illustré l'engagement des parlementaires à œuvrer ensemble sur des sujets cruciaux qui transcendent les frontières nationales.




*M. Maurice Bauer (1ère rangée, à gauche) est intervenu, en tant que Président de la Commission « Environnement et agriculture » du CPI, sur le sujet de la gestion et de la qualité de l'eau.*

## Recherche scientifique au Parlement

# La pandémie Covid-19 au Luxembourg : analyses et rapports de l'impact des mesures sociopolitiques et sanitaires

Le document de recherche publié le 5 août 2024 compile les études, analyses et rapports sur la pandémie Covid-19 au Luxembourg, en mettant en avant leurs messages clés.

Les éléments de synthèse majeurs s'articulent comme suit :

– Des échanges multidisciplinaires, tant au niveau national qu'international, ont permis d'évaluer les bases et les impacts juridiques, épidémiologiques, éthiques ou encore sociaux des mesures pharmaceutiques et non pharmaceutiques de lutte contre la Covid-19, visant à protéger la population.

– La veille épidémiologique, les études prospectives et les projets scientifiques à l'échelle nationale ont guidé la prise de décision politique et ont servi d'outil de prévision.

– Il est crucial que les mesures sanitaires et financières ciblent particulièrement les personnes vulnérables face à la crise.

– Certains dispositifs, réduisant efficacement la propagation du virus, peuvent être légitimes temporairement, même s'ils suspendent des libertés fondamentales et entraînent des répercussions sur la santé mentale, l'équilibre social/sociétal, l'éducation ou l'économie.

– La crise sanitaire a exacerbé les inégalités socio-économiques, entraînant entre autres des impacts mesurables sur la santé physique et mentale ainsi que les chances scolaires des jeunes issus de milieux défavorisés.

– Les mécanismes de maintien dans l'emploi ont entraîné une reprise rapide de l'activité économique post-confinement. Une analyse approfondie de l'évolution des conditions de vie et de travail au Luxembourg est cependant difficile pour une situation réelle post-pandémie comparée à un scénario potentiel sans pandémie ou sans mesures socio-économiques.

– Les résultats des recherches en cours et achevées sur les conséquences à moyen et long terme de la pandémie permettent de mesurer l'impact des mesures sociopolitiques et sanitaires. Les enseignements tirés peuvent être traduits envers la préparation d'un cadre juridique et de lignes directrices pour les futures urgences sanitaires.

***Résumé de la note de recherche scientifique de M. Pauly et C. Penny, « La pandémie Covid-19 au Luxembourg : analyses et rapports de l'impact des mesures sociopolitiques et sanitaires »**, Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 5 août 2024.*

**Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :**

# Appel à candidatures

## Membre du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (m/f/d)

La Chambre des Députés lance un appel à candidatures pour le siège au titre du Luxembourg au sein du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT), vacant à partir de décembre 2025.

Le mandat du membre à élire au titre du Luxembourg aura une durée de quatre ans. Il s'agit d'un mandat d'expert·e et non pas d'un emploi à plein temps.

En vertu de la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, les membres du Comité, qui siège à Strasbourg, sont choisis parmi des personnalités de haute moralité, connues pour leur compétence en matière de droits de l'homme ou ayant une expérience professionnelle dans les domaines dont traite la Convention en question. L'indépendance, l'impartialité, les compétences, la disponibilité ainsi que l'expérience antérieure sont essentielles pour assurer la qualité et l'autorité des travaux du CPT.

Toute expérience professionnelle en tant qu'agent des forces de l'ordre, procureur ou professionnel·le de santé (médecin pénitentiaire, médecin légiste, psychiatre, psychothérapeute, psychologue) sera considérée comme un atout. Une bonne compréhension du milieu pénitentiaire en général, des établissements psychiatriques ou du travail avec des mineur·e·s privé·e·s de liberté en particulier est également souhaitée. Les candidat·e·s doivent démontrer une excellente maîtrise d'au moins une des langues officielles du Conseil de l'Europe (anglais ou français) ainsi qu'une connaissance passive de la deuxième langue officielle.

Pour de plus amples renseignements sur le mandat et le modus operandi du Comité, les personnes intéressées sont priées de se référer aux textes de la Convention susmentionnée ainsi qu'aux résolutions 1323 (1997), 1248 (2001), 1540 (2007), 1808 (2011) et 2160 (2017) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, et au 33e rapport général d'activité du CPT (www.cpt.coe.int).

Les personnes intéressées sont invitées à adresser leur candidature, accompagnée du formulaire normalisé de curriculum vitae (modèle disponible sur demande à l'adresse courriel suivante : cscarpellini@chd.lu), à M. le Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, pour le 15 octobre 2024 au plus tard.

Après une sélection sur dossier, les candidat·e·s retenu·e·s seront invité·e·s à un entretien d'évaluation devant un comité de sélection avant la transmission de la liste des candidat·e·s à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

Contact : Service des relations européennes et internationales et du protocole

Adresse : Chambre des Députés, Service des relations européennes et internationales et du protocole, 26, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg

Numéro de téléphone : 466 966 237

Adresse électronique : cscarpellini@chd.lu

## Nouvelles dispositions relatives au bail à usage d'habitation

**7642 – Projet de loi portant modification :**
**1° de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ;**
**2° de l'article 1714 du Code civil**

En raison de la situation difficile sur le marché locatif au Grand-Duché et des imprécisions et abus légaux existants, il est nécessaire de réviser la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil.

Le texte initial du présent projet de loi, déposé en juillet 2020, a subi de nombreuses modifications suite à trois séries d'amendements gouvernementaux. La dernière série d'amendements, introduite le 19 avril 2024, vise à tenir compte des observations formulées par le Conseil d'État dans ses avis consécutifs, d'une part, et de la situation actuelle du marché de l'immobilier, d'autre part, qui souffre des taux d'intérêt élevés en raison desquels bon nombre d'acquéreurs potentiels s'abstiennent à investir dans l'immobilier. Or, le retour des investisseurs sur le marché de l'immobilier est indispensable pour répondre à la demande croissante en matière de logements. D'un autre côté, il importe de protéger les locataires contre des loyers abusifs.

La plupart des modifications proposées dans le projet de loi en cours depuis juillet 2020 ont été approuvées par les organismes consultés, sauf la réforme du plafond des loyers telle que proposée par les amendements gouvernementaux introduits le 14 octobre 2022, qui a été fortement critiquée par de nombreux acteurs concernés.

Afin de trouver un juste équilibre entre les intérêts des locataires et propriétaires, le Gouvernement, entré en fonction suite aux élections du 8 octobre 2023, a décidé de supprimer du présent projet de loi le volet relatif à ladite réforme du plafond des loyers. Les dispositions relatives au plafond du loyer (loyer annuel limité à 5 pour cent du capital investi, réévalué et décoté, dans le logement) prévues par l'article 3, paragraphe 1er, alinéa 1er, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 précitée, restent toutefois en vigueur.

Le présent projet de loi prévoit les modifications suivantes :

– les frais de commission d'agence immobilière sont payés à parts égales (50/50) entre le bailleur et le locataire, si le bailleur est à l'origine de l'engagement d'un agent immobilier pour trouver un locataire pour un logement donné. Ceci en se basant surtout sur le principe du commanditaire : les frais de l'intervention d'une agence immobilière sont à moitié pris en charge par la partie qui en est à la base de la demande de la prestation ;

– le montant maximal légal de la garantie locative est réduit de trois à deux mois de loyer, puisque ce montant est suffisant pour garantir les obligations du locataire ;

– des modalités précises sont définies pour la restitution de la garantie locative à la fin du bail, avec des sanctions en cas de non-respect des délais, afin d'éviter les désaccords potentiels entre les parties. Il est notamment prévu qu'en fin de bail, si tous les loyers et charges dus ont été payés par le locataire et si aucune dégradation n'est constatée par le bailleur au moment de la remise des clés, le bailleur rend 50 pour cent de la garantie locative endéans un mois, les autres 50 pour cent sont à restituer endéans le mois qui suit la réception des décomptes relatifs aux charges ;

– des dispositions légales spécifiques sont introduites pour la colocation, qui désigne la location d'un même logement par plusieurs locataires, appelés colocataires, qui optent, avec l'accord exprès du bailleur, pour l'application des règles spécifiques de la colocation en signant, au plus tard à la date de signature du contrat de bail de colocation, un pacte de colocation afin de formaliser les aspects de la vie en communauté et les modalités pratiques de cette forme de location. Ce pacte de colocation permet de clarifier les responsabilités et la solidarité entre colocataires. Le bailleur doit être informé de l'identité des colocataires et tout changement nécessite son accord.

Finalement, et contrairement au cadre légal en vigueur, le présent projet de loi prévoit que tout contrat de bail à usage d'habitation devra à l'avenir être obligatoirement fait par écrit, un contrat oral n'aura plus de valeur légale s'il est conclu après l'entrée en vigueur de la loi en projet.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 31/07/2020
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission du Logement
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

03/12/2020 Présentation et examen du projet de loi
06/10/2022 Présentation d'une série d'amendements gouvernementaux suite à l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. Gilles Baum) :

02/05/2024 Présentation d'une série d'amendements gouvernementaux supplémentaires
28/06/2024 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04/07/2024 Examen des avis des organes consultatifs
Examen d'une proposition d'amendement parlementaire
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10/07/2024
Loi du 23 juillet 2024
Mémorial A : 2024, n° 311, page 1

## Tâches du personnel éducatif et psycho-social

**8163 – Projet de loi fixant la tâche du personnel éducatif et psycho-social des services et administrations de l'Éducation nationale et modifiant :**
**1° la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;**
**2° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;**
**3° la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale**

Le projet de loi a pour objectif de mettre en œuvre l'accord conclu le 16 novembre 2021 entre le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, d'une part, et trois syndicats, à savoir l'Association luxembourgeoise des éducateurs et éducatrices, le Syndicat luxembourgeois des éducateurs gradués et le Syndicat du personnel de l'Éducation nationale œuvrant spécifiquement dans l'intérêt des élèves à besoins éducatifs spécifiques, affiliés à la CGFP.

L'objectif est d'harmoniser, d'adapter et d'uniformiser les dispositions légales concernant les tâches du personnel éducatif et psycho-social. En même temps, le texte vise à ancrer dans la loi certaines pratiques déjà existantes.

Dans le but d'apporter davantage de clarté sur les différentes missions du personnel éducatif et psycho-social, ce projet de loi propose de distinguer les deux catégories d'agents suivantes :

La première catégorie vise tous les agents effectuant des missions pour la réalisation desquelles la présence des élèves est indispensable, étant donné qu'ils assurent des prises en charge directes des élèves, à savoir :

– les agents du personnel éducatif et psycho-social assurant des prises en charge spécialisées des centres de compétences en psychopédagogie spécialisée ;

– les agents intervenant au sein d'une équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques (ESEB), assurant des prises en charge d'élèves à besoins éducatifs spécifiques ;

– les agents assurant la fonction d'assistant pour élèves à besoins éducatifs spécifiques (ci-après « A-EBS »).

Le projet de loi prévoit de mieux concilier le nombre de leçons consacrées à la prise en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques avec le nombre d'heures mises à disposition pour d'autres tâches et fonctions, désormais précisées et quantifiées. Pour cette première catégorie, le projet de loi vise à établir des règles spécifiques concernant les tâches et les conditions de travail.

La deuxième catégorie vise :

– les agents assurant des missions de diagnostic et de conseil au sein d'un centre de compétences en psychopédagogie spécialisée ;

– les agents intervenant au sein du service psycho-social et d'accompagnement scolaires et du service socio-éducatif ;

– les agents intervenant au sein d'une cellule d'orientation et d'intégration scolaires ;

– le chef du département éducatif et psycho-social.

Les agents visés par cette deuxième catégorie réalisent, contrairement aux agents de la première catégorie, des missions qui n'exigent que partiellement

la présence d'élèves et qui ne doivent donc pas forcément avoir lieu en période scolaire.

De plus, le texte introduit une formation continue obligatoire tout au long de l'année scolaire. Les agents sont tenus de suivre 16 heures de formation continue obligatoire au cours de chaque année scolaire.

Enfin, le projet de loi prévoit de modifier la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ainsi que la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale, afin de permettre le recrutement d'une nouvelle catégorie d'agents, à savoir les A-EBS.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation national, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 27/02/2023
Rapportrice : Mme Barbara Agostino

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :
22/02/2023 Présentation du projet de loi
28/02/2023 Désignation d'un rapporteur

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Présidente : Mme Barbara Agostino) :
08/02/2024 Désignation d'un nouveau rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
22/02/2024 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
22/05/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
03/07/2024 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10/07/2024
Loi du 23 juillet 2024
Mémorial A : 2024, n° 328, page 1

## Crédits non performants

**8185 – Projet de loi relative au transfert de crédits non performants, et portant :**
**1° transposition de la directive (UE) 2021/2167 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 sur les gestionnaires de crédits et les acheteurs de crédits, et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE ;**
**2° mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2036 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 et la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le traitement prudentiel des établissements d'importance systémique mondiale selon une stratégie de résolution à points d'entrée multiples et des méthodes pour la souscription indirecte d'instruments éligibles pour l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles ;**
**3° modification :**
**a) du Code de la consommation ;**
**b) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;**
**c) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;**
**d) de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation et portant modification de – la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ; – la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ; – la loi du 27 juillet 2003 sur le trust et les contrats fiduciaires ; – la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu ; – la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune ; – la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;**
**e) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ;**
**f) de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer en droit national les dispositions de la directive (UE) 2021/2167 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 sur les gestionnaires de crédits et les acheteurs de crédits, et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE (ci-après, la « directive 2021/2167 »).

La directive 2021/2167 établit un cadre européen pour le transfert des droits du créancier au titre d'un contrat de crédit non performant et pour la cession du contrat de crédit non performant lui-même afin de permettre aux établissements de crédit de traiter le problème des crédits non performants figurant à leur bilan. La résorption d'encours excessifs de crédits non performants et la prévention de leur possible accumulation future sont essentielles pour préserver la stabilité financière et d'encourager l'activité de prêt.

Elle établit de ce fait un cadre pour permettre aux établissements de crédit, si leurs encours de crédits non performants devenaient malgré tout trop élevés, d'être en mesure de vendre, sur des marchés secondaires, ces crédits non performants à d'autres opérateurs ayant la propension au risque et l'expertise nécessaires pour les gérer.

Les acheteurs de crédits non performants devront respecter certaines obligations, dont notamment l'obligation de nommer un gestionnaire de crédits afin d'effectuer la gestion de contrats de crédits conclus avec des consommateurs. La CSSF exerce une surveillance à l'égard des acheteurs de crédits dans la mesure où elle doit veiller au respect par eux d'un certain nombre d'obligations figurant dans le projet de loi.

La directive 2021/2167 réglemente également l'activité des gestionnaires de crédits. Ainsi le projet de loi introduit les gestionnaires de crédits en droit luxembourgeois. Il s'agit d'un nouveau type de professionnel du secteur financier (PSF) qui est soumis à une procédure d'agrément et à la surveillance prudentielle par la Commission de surveillance du secteur financier.

Le projet de loi apporte également des modifications ciblées aux dispositions existantes du Code de la consommation permettant un renforcement du cadre légal actuel par le biais de la transposition de la directive précitée. Ces modifications ciblées ont trait, entre autres, aux contrats de crédit aux consommateurs ainsi qu'aux contrats de crédit immobilier.

En second lieu, le projet de loi vise encore à mettre en œuvre le règlement (UE) 2022/2036 en ce qui concerne le traitement prudentiel des établissements d'importance systémique mondiale.

Finalement, les amendements gouvernementaux au projet de loi poursuivent plusieurs objectifs. Ils complètent de manière ciblée des dispositions en matière de transfert des droits de créanciers au titre de contrats de crédit non performants et de cession de contrats de crédit non performants. Ils introduisent également des modifications ciblées de plusieurs lois.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 24/03/2023
Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
17/07/2023 Présentation du projet de loi
15/03/2024 Désignation d'un rapporteur
Nouvelle présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État et des amendements gouvernementaux
18/06/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 03/07/2024
Loi du 15 juillet 2024
Mémorial A : 2024, n° 292, page 1

## Changements concernant la CHFEP

**8199 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective**

Le présent projet de loi a pour objet d'adapter sur plusieurs points celles des dispositions de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective qui concernent la Chambre des fonctionnaires et employés publics.

Lors de la séance plénière constitutive de la Chambre des fonctionnaires et employés publics du 25 juin 2020, le Ministre de la Fonction publique (le « ministre ») avait, comme son prédécesseur cinq ans plus tôt, demandé aux membres

nouvellement élus d'entamer des réflexions sur une réforme et une simplification de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective et du règlement grand-ducal modifié du 17 janvier 1984 portant réglementation de la procédure électorale pour la Chambre des fonctionnaires et employés publics (la « Chambre ») et de lui soumettre une proposition de texte dans l'année.

La Chambre a transmis ses propositions au ministre en date du 28 mars 2022, qui ont ensuite fait l'objet de concertations entre des représentants de la Chambre et du Ministère de la Fonction publique.

Les adaptations proposées concernent principalement la refonte de la composition de la Chambre, la précision des missions de celle-ci, la modernisation de la procédure électorale, ainsi que la mise à jour de certaines dispositions désuètes, dont celles qui font encore référence aux anciennes dénominations des carrières et fonctions utilisées avant les réformes de 2015 dans la fonction publique.

Ainsi, notamment les dispositions traitant de la composition de ladite Chambre sont mises à jour afin de tenir compte du réagencement et de l'introduction des nouvelles dénominations des carrières et fonctions par les lois du 25 mars 2015 relatives aux réformes dans la fonction publique, telles qu'elles ont été modifiées par la suite. Au vu du réagencement des carrières et de l'évolution des effectifs dans la fonction publique, le projet de loi procède en outre à l'adaptation du nombre des catégories de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur lesquelles sont répartis ses ressortissants électeurs ainsi que du nombre des mandats pour certaines de ces catégories, ceci en garantissant la mixité et une représentation équitable de tous les groupes de personnel affiliés à la Chambre.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 18/04/2023
Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission de la Fonction publique
(Président : M. Maurice Bauer) :

| | |
|---|---|
| 28/03/2024 | Désignation d'un rapporteur |
| | Présentation du projet de loi |
| | Examen de l'avis de la CHFEP |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 07/05/2024 | Adoption d'une série d'amendements parlementaires |
| 24/06/2024 | Examen des avis complémentaires du Conseil d'État et de la CHFEP |
| 02/07/2024 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 11/07/2024
Loi du 24 juillet 2024
Mémorial A : 2024, n° 338, page 1

## Modification du code de la consommation

**8255 – Projet de loi portant modification du Code de la consommation**

Dans le cadre d'une veille des dispositions du Code de la consommation, le projet de loi sous rubrique prévoit de le modifier afin de garantir une application plus claire et efficace de ce code. À cette fin, le projet de loi vise :

1. la simplification du recrutement des officiers de police judiciaire : en adaptant les procédures de recrutement pour pallier les difficultés rencontrées et améliorer l'efficacité du service ;

2. la précision des sanctions : en clarifiant la nature pénale des sanctions afin d'éviter toute confusion avec des sanctions administratives ;

3. des clarifications sur les clauses abusives : en renforçant la liste des clauses abusives en précisant leur caractère irréfragable, en incluant les clauses pénales disproportionnées dans cette liste et en instaurant une obligation pour les juges de vérifier d'office le caractère abusif des clauses contractuelles.

Ces modifications ont pour objectif de garantir une meilleure protection juridique des consommateurs et d'assurer une application plus cohérente et efficace des dispositions du Code de la consommation.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs, le 27/06/2023
Rapporteur : M. Jeff Boonen

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture
(Président : M. Jeff Boonen) :

| | |
|---|---|
| 28/03/2024 | Désignation d'un rapporteur |
| | Présentation du projet de loi |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| | Adoption d'une série d'amendements parlementaires |
| 04/07/2024 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 10/07/2024

## Modalités pour les compteurs d'eau froide et d'eau chaude

**8293 – Projet de loi portant sur les compteurs d'eau en service dans le secteur de la métrologie légale**

Ce projet de loi a pour objet de fixer les modalités de performance minimale, d'étalonnage et de remplacement des compteurs d'eau froide et d'eau chaude. Il détermine également les obligations du propriétaire du compteur et de l'abonné en ce qui concerne les contrôles effectués par l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (ILNAS).

Jusqu'à présent, un règlement ministériel de 1992 définissait le cadre pour le fonctionnement des compteurs d'eau froide. Ce règlement ne dispose plus de base légale.

Ainsi, ce projet de loi vise à :

1. inclure les compteurs d'eau chaude ;

2. fixer les procédures d'installation et de vérification des compteurs ;

3. déterminer le cadre d'intervention de l'ILNAS ;

4. définir les critères de performance minimale des compteurs et les marges d'erreur tolérées.

Le projet de loi prévoit le remplacement des compteurs d'eau par leur propriétaire après dix ans. Toutefois, il est possible de prolonger la période de fonctionnement du compteur de cinq ans en cas d'étalonnage.

L'abonné et le propriétaire du compteur auront la possibilité de solliciter à tout moment l'ILNAS afin de vérifier le compteur.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 22/08/2023
Rapportrice : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Espace et du Tourisme
(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

| | |
|---|---|
| 06/06/2024 | Présentation du projet de loi |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| | Adoption d'une série d'amendements parlementaires |
| 27/06/2024 | Désignation d'un rapporteur |
| | Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État |
| 03/07/2024 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 10/07/2024
Loi du 15 juillet 2024
Mémorial A : 2024, n° 303, page 1

## Recrutement dans la magistrature

**8299A – Projet de loi portant création de postes d'attaché de justice et modification de :**
**1° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;**
**2° la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;**
**en vue d'arrêter un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature de l'ordre judiciaire pour les années judiciaires 2024/2025, 2025/2026 et 2026/2027**

Dans sa version initiale, le projet de loi n° 8299 relatif au programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature de l'ordre judiciaire prévoyait la création de 194 nouveaux postes de magistrat. Il était proposé d'échelonner la création de ces postes sur une période de six années judiciaires.

Suite aux avis du Conseil national de la justice (ci-après « CNJ »), des Chefs de corps de l'ordre judiciaire et à l'évaluation du Groupe d'action financière (ci-après « GAFI »), le projet de loi n° 8299 a été scindé en deux projets de loi distincts, à savoir le projet de loi n° 8299A sur le programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et le projet de loi n° 8299B sur la création d'un pool de réserve de postes de magistrat auprès du CNJ. La création totale de 194 postes, telle qu'elle était prévue dans le projet de loi initial, est toutefois maintenue sous une forme adaptée.

Le projet de loi n° 8299A couvre une période de référence plus courte que celle initialement prévue. Le programme de recrutement, tel qu'amendé le 2 mai 2024, prévoit la création de 94 nouveaux postes de magistrat de l'ordre judiciaire pour les années judiciaires 2024-2025 (32 nouveaux postes), 2025-2026 (31 nouveaux postes) et 2026-2027 (31 nouveaux postes).

Les 94 nouveaux postes de magistrat de l'ordre judiciaire sont attribués comme suit :

– Cour d'appel : 10 postes
– Parquet général : 7 postes
– Tribunal d'arrondissement de Luxembourg : 32 postes
– Parquet du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg : 22 postes
– Tribunal d'arrondissement de Diekirch : 11 postes
– Parquet du Tribunal d'arrondissement de Diekirch : 5 postes
– Cellule de renseignement financier : 6 postes
– Justice de paix de Diekirch : 1 poste

Les amendements du 10 mai 2024 visent à garantir des perspectives de carrière raisonnables aux membres de la magistrature de l'ordre judiciaire. Parmi les 94 nouveaux postes de magistrat, il y aura cinq postes du grade M6, neuf postes du grade M5, 31 postes du grade M4, 23 postes du grade M3 et 26 postes du grade M2. En outre, trois postes existants de magistrat sont transformés et classés dans un grade supérieur.

L'Office des procureurs européens délégués, qui comprend actuellement 2 magistrats, sera également renforcé. Son effectif maximum sera de 7 postes de procureur européen délégué. Il appartiendra au Conseil national de la justice de fixer le nombre effectif des procureurs européens délégués dans le cadre de la fourchette déterminée par le législateur.

À noter que l'augmentation des effectifs de la magistrature dépend d'une réforme du recrutement et de la formation professionnelle des attachés de justice. Comme la réforme des conditions d'accès à la magistrature est une priorité politique du Gouvernement, un projet de réforme de la législation relative aux attachés de justice sera introduit dans le processus législatif.

Dans l'actuelle session de recrutement, 37 candidats ont postulé pour la fonction d'attaché de justice à titre provisoire, qui est une condition préalable à l'accès aux fonctions de juge et de substitut. Il s'agit d'une forte augmentation des candidatures par rapport aux années précédentes, où l'on comptait en moyenne une quinzaine de candidatures pour 25 postes vacants. Sans attendre la réforme de la législation sur les attachés de justice, l'effectif légal du pool des attachés de justice passe de 30 à 50 postes.

Dépôt du projet de loi n° 8299 par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 23/08/2023
Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :

| | |
|---|---|
| 02/05/2024 | Désignation d'un rapporteur |
| | Présentation du projet de loi n° 8299 |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| | Adoption d'une série d'amendements parlementaires |
| | Scission du projet de loi n° 8299 en deux projets de loi distincts : n° 8299A et n° 8299B |
| 27/06/2024 | Échange de vues avec les autorités judiciaires sur le projet de loi n° 8299A |
| 04/07/2024 | Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État |
| | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 11/07/2024
Loi du 24 juillet 2024
Mémorial A : 2024, n° 336, page 1

## Nouveau bureau au sein de l'AED

**8340 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA**

Lors des évaluations du Grand-Duché du Luxembourg, d'une part, en 2021-2022 par le Conseil de l'Europe dans le cadre du rapport d'évaluation quant à l'implémentation concrète et l'application effective des dispositions de la 4e directive européenne de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme et, d'autre part, en 2022-2023 lors de l'évaluation mutuelle du Luxembourg par le GAFI, des réserves ont été émises par les évaluateurs quant à l'efficacité des contrôles anti-blanchiment sur place de l'administration, en raison de ressources humaines limitées.

Afin d'augmenter l'efficacité de contrôle, le présent projet de loi prévoit de mettre fin au cumul des tâches et de créer au sein des services opérationnels de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, un bureau de contrôle distinct, entièrement spécialisé dans la lutte contre le blanchiment, contre le financement du terrorisme et dans la surveillance de l'application des sanctions financières internationales, à l'égard des professionnels pour lesquels elle agit comme autorité de contrôle et qui relèvent de secteurs économiques toujours plus nombreux. Il est clair que la spécialisation de la structure de contrôle devra aller de pair avec une augmentation des contrôleurs en nombre. La nouvelle structure organisationnelle mettra la lutte anti-blanchiment au même niveau d'importance interne que les matières traditionnelles de l'administration.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 03/11/2023
Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :

| | |
|---|---|
| 19/01/2024 | Désignation d'un rapporteur |
| | Présentation du projet de loi |
| 14/05/2024 | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| | Adoption de deux amendements parlementaires |
| 28/06/2024 | Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État |
| | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 11/07/2024
Loi du 15 juillet 2024
Mémorial A : 2024, n° 287, page 1

## Ressortissants de pays tiers en tant que travailleurs saisonniers

**8391 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration**

Le projet de loi sous rubrique vise à apporter deux modifications à la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration afin de parfaire la transposition de la directive 2014/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi en tant que travailleur saisonnier.

Le projet de loi s'inscrit dans la suite d'une procédure d'infraction engagée par la Commission européenne à l'égard du Grand-Duché de Luxembourg sur base de l'article 258 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Dépôt par M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 05/06/2024
Rapporteur : M. Marc Lies

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Président : M. Marc Lies) :

| | |
|---|---|
| 04/07/2024 | Désignation d'un rapporteur |
| | Présentation du projet de loi |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 11/07/2024

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 10
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Dépôt d'une motion par Mme Joëlle Welfring** p. 10
   Exposé : Mme Joëlle Welfring
3. **Ordre du jour** p. 10
   M. Claude Wiseler, Président
4. **8185 – Projet de loi relative au transfert de crédits non performants, et portant :**
   **1° transposition de la directive (UE) 2021/2167 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 sur les gestionnaires de crédits et les acheteurs de crédits, et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE ;**
   **2° mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2036 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 et la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le traitement prudentiel des établissements d'importance systémique mondiale selon une stratégie de résolution à points d'entrée multiples et des méthodes pour la souscription indirecte d'instruments éligibles pour l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles ;**
   **3° modification :**
   **a) du Code de la consommation ;**
   **b) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;**
   **c) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;**
   **d) de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation et portant modification de – la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ; – la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ; – la loi du 27 juillet 2003 sur le trust et les contrats fiduciaires ; – la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu ; – la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune ; – la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;**
   **e) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ;**
   **f) de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement** p. 11
   Rapport de la Commission des Finances : M. Maurice Bauer
   Discussion générale : M. Maurice Bauer (intervention de Mme Sam Tanson) | M. André Bauler | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson (dépôt de l'amendement 1) | M. Laurent Mosar | M. François Bausch (parole pour fait personnel) | Mme Sam Tanson (interventions de M. Laurent Mosar) | M. Marc Goergen | M. David Wagner | M. Maurice Bauer
   Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth (interventions de Mme Sam Tanson) | M. Marc Goergen (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Gilles Roth) | M. le Ministre Gilles Roth | M. David Wagner (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth
   Amendement 1 : Mme Sam Tanson | M. Franz Fayot
   Vote sur l'amendement 1 (rejeté)
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8185 et dispense du second vote constitutionnel
5. **Question élargie n° 14 de Mme Mandy Minella relative aux ressources humaines qualifiées fournies aux fédérations agréées, favorisant le développement du secteur sportif au Luxembourg** p. 20
   Mme Mandy Minella | M. Georges Mischo, Ministre des Sports


Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Gilles Roth, M. Georges Mischo, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

## 2. Dépôt d'une motion par Mme Joëlle Welfring

Ech hunn direkt am Ufank eng Wuertmeldung vun der Madamm Welfring, fir eng Motioun ze deposéieren. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

***Exposé***

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Gudde Mëtteg, Dir Dammen an Dir Hären. Et gëtt an dësen Deeg bekanntlech un de Budgetspropositioune fir d'Joer 2025 geschafft, an dofir ass och elo de richtege Moment, fir eist Uleies mat Iech ze deelen.

Et geet heibäi ëm de Prinzipp vun der Additionnalitéit an der Kooperatioun. Dësen ass gekoppelt un dat international gültegt Engagement, fir op d'mannst 0,7 % vum RNB an déi ëffentlech Entwécklungszesummenaarbecht ze ginn. D'Iddi vun der Additionnalitéit ass déi, dass aner ëffentlech Ausgaben, wéi zum Beispill den Accueil hei am Land vu Leit, déi bei eis Asyl sichen, oder fir d'Upassung un d'Klimaveränneerungen an Entwécklungslänner, sollen als zousätzlech ugesi ginn an och getrennt kontabiliséiert ginn. Dëst ass e wichtege Prinzipp, deen op d'mannst säit de 70er-Joren aus dem leschte Joerhonnert als international Leitlinn an der Entwécklungsaarbecht gëllt an deen och am Koalitiounsprogramm vun der viregter Regierung explizitt verankert war.

Obwuel den Engagement vu Lëtzebuerg, fir iwwer 1 % vum RNB fir d'Aide publique au développement ze reservéieren, bäibehale gëtt, ass den Additionnalitéitsprinzipp net méi am Accord de coalition vun der aktueller Regierung ze fannen.

Mir sinn awer der Meenung – an ech denken och, dass déi allermeescht heibannen dat och esou gesinn –, dass eng Unerkennung vun dësem Prinzipp haut, grad an engem Kontext vun der Klimakris an hiren Auswierkungen, awer och wéinst den internationale Spannungen an den nationalisteschen Tendenzen, méi wichteg ass wéi jee. Well souwuel de Kampf géint d'Klimakris wéi och déi offiziell APD, also déi ëffentlech Entwécklungszesummenaarbecht, brauchen adequat finanziell Moyenen.

A mir fuerderen dofir d'Regierung mat dëser Motioun op, den Additionnalitéitsprinzipp och an der aktueller Legislaturperiod unzewenden, a mir géifen eis iwwer eng breet Zoustëmmung freeën.

Merci. Voilà.

***Motion***

*« concernant le principe d'additionnalité par rapport à l'aide publique au développement »*

*La Chambre des Députés,*

*– considérant que les travaux sur le projet de budget d'État pour l'année 2025 et la programmation financière pluriannuelle 2025-2028 sont en plein cours ;*

*– saluant que le Luxembourg figure toujours parmi les rares pays à maintenir une aide publique au développement de 1 % du revenu national brut et que selon le programme gouvernemental « [l]'objectif de consacrer un pour cent du revenu national brut à l'aide publique au développement (APD), y compris l'aide humanitaire, sera maintenu » ;*

*– constatant que le principe d'additionnalité, c'est-à-dire la comptabilisation en dehors de l'APD des coûts d'accueil des réfugié.e.s et des financements climatiques internationaux, ne fait pas partie du programme gouvernemental actuel ;*

*– considérant que dans le programme gouvernemental, une section dédiée au « [S]outien des pays partenaires dans la protection du climat et de l'environnement » est incluse dans le chapitre sur la coopération au développement,*

*invite le Gouvernement*

*– à maintenir le principe de l'additionnalité du financement climatique international et des coûts d'accueil des réfugié.e.s par rapport à l'APD pour le reste de la législature 2023-2028.*

*(s.) Joëlle Welfring, Sam Tanson.*

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring.

## 3. Ordre du jour

Ech ginn dervunner aus, datt Dir d'accord sidd, datt mer dat elo haut net méi traitéieren, mee datt mer et d'nächst Woch op den Ordre du jour huelen.

*(Assentiment)*

Ok, villmools merci.

*(Interruption par Mme Joëlle Welfring)*

Ech kréie se dann erëm.

*(Hilarité)*

Et ass gutt, merci.

## 4. 8185 – Projet de loi relative au transfert de crédits non performants, et portant :

**1° transposition de la directive (UE) 2021/2167 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 sur les gestionnaires de crédits et les acheteurs de crédits, et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE ;**

**2° mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2036 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 et la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le traitement prudentiel des établissements d'importance systémique mondiale selon une stratégie de résolution à points d'entrée multiples et des méthodes pour la souscription indirecte d'instruments éligibles pour l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles ;**

**3° modification :**
**a) du Code de la consommation ;**
**b) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;**
**c) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;**
**d) de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation et portant modification de – la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ; – la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ; – la loi du 27 juillet 2003 sur le trust et les contrats fiduciaires ; – la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu ; – la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune ; – la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;**
**e) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ;**
**f) de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement**

An da komme mer zum nächste Punkt – oder zum éischte Punkt – vun eisem Ordre du jour, dem Projet de loi 8185 iwwert den Transfert vun net performante Kreditter. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 15 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 10,5, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk hu 7 Minutten an d'Regierung huet 15 Minutten. Et si schonn ageschriwwen: den Här André Bauler, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo den honorabelen Deputéierte Maurice Bauer, fir de Rapport ze maachen. Här Bauer.

***Rapport de la Commission des Finances***

**M. Maurice Bauer** (CSV), rapporteur | Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass mer haut eng grouss Freed, Iech als Rapporteur de Projet de loi 8185 iwwert den Transfert an de Verkaf vu Crédit-non-performanten ze presentéieren, e Projet, deen nach vun der viregter Regierung de 24. Mäerz 2023 an der Chamber hannerluecht ginn ass.

Mat dësem Projet de loi gëtt d'Direktiv 2021/2167 an nationaalt Recht ëmgesat, andeems e gesetzleche Kader geschafe gëtt, fir den Transfert an de Verkaf vun net performante Kreditter ze organiséieren an esou de Banken ze erlaben, de Problem vun net performanten oder faule Kreditter aus hire Bilanen erauszehuelen. Dës Direktiv schaaft deemno den europäesche Kader fir den Transfert an d'Verkafe vun dësen net performante Kreditter.

An der ganzer Europäescher Unioun si Banke mat dëser Zort vu Kreditter confrontéiert, déi e grousse Risiko kënnen duerstellen, zemools wa se ufänken, eng méi grouss Mass duerzestellen. Fir hir finanziell Stabilitéit ze garantéieren, mussen d'Banke fir all net performante Kreditt finanziell Reserven, sougenannte Provisiounen, uleeën. Och sinn d'Banken obligéiert, zousätzlecht Kapital op d'Säit ze setzen, wann e Kreditt méi laang net performant ass. Well dës Situatioun seriö Risike fir déi eenzel Banken an den europäesche Memberstaaten an domadder fir de ganze Banken-a Finanzsystem an der Europäescher Unioun kann duerstellen, huet d'Europäesch Unioun dës Direktiv ausgeschafft mat enger globaler Strategie, fir esou de Problem unzegoen am Respekt vun de Rechter vun alle concernéierten Acteuren.

Haaptzil vun der Direktiv an domadder och vun dësem Projet de loi ass, enger Akkumulatioun vu faule Kreditter entgéintzewierken, déi eng Gefor fir d'Stabilitéit am Finanzsecteur kënnen duerstellen. Dës Direktiv ziilt also dorop of, dem Problem vun de Crédit-non-performanten am EU-Bankesecteur entgéintzewierken, a schaaft fir dee Fall, wou eng Bank ze vill där fauler Kreditter hätt, en eenheetleche, reguléierte Marché secondaire, fir dës Zort vu Kreditter kënnen ze verkafen.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, hei schafe mer e Kader, en harmoniséiert EU-Reegelwierk, wou d'Banken, déi Problemer mat faule Kreditter hunn, dës Kreditter ënner gewëssene Konditiounen un aner Operateure mat der néideger Expertis an deem Domän kënne verkafen. Domadder gëtt net nëmmen dat besteeënd europäescht Reegelwierk completéiert, mee et ass och wichteg, fir d'Finanzstabilitéit ze garantéieren. Esou ka verhënnert ginn, dass d'Banken ze vill där schlechter Kreditter unhäufen a riskéieren, dorobber sëtzen ze bleiwen. Dëse Kader erlaabt nämlech de betraffene Banken, duerch de Verkaf vun de faule Kreditter erëm op méi stabille Féiss kënnen ze stoen, respektiv et gëtt hinnen erméiglecht, erëm déi néideg Ressourcen ze mobiliséieren, fir nei Kreditter kënnen ze ginn.

De Verkaf vun de Crédit-non-performantë geschitt awer net am loftfräie Raum. Esou gesäit d'Direktiv eng Rei vu Reegelen an Obligatioune vir, déi beim Weiderverkaf vun net performante Kreditter séchergestallt a respektéiert musse ginn. Et geet hei dorëms, d'Rechter vun alle concernéierten Acteuren ze garantéieren, dem Keefer vun dëse Kreditter, mee awer och a virun allem der Persoun, déi de Kreditt gefrot huet, an esou en transparente Kader ze schafen, deen allen eng Rechtssécherheet gëtt. Dëst si virun allem Reegelen a punkto Kontrakter, Dateschutz a Confidentialitéit vu Clientsinformatioune wéi och um Niveau vum Konsumenteschutz, wou mat dësem Projet de loi cibléiert Ännerungen am Code de la consommation virgeholl ginn.

Esou verlaangt de Projet de loi, dass an de Relatiounen tëscht der Bank, dem Keefer oder Acheteur vun dësem Kreditt an der Persoun, déi de Kreditt opgeholl huet, muss op eng professionell, loyal a korrekt Manéier gehandelt ginn, dass de Keefer net däerf falsch, obskur oder irreféierend Informatioune ginn an dass de Keefer nimools däerf iergendwellechen Drock ausüben, harceléieren oder influenzéieren.

Doriwwer eraus kritt de Keefer eng Rei Verflichtungen operluecht, déi hien erfëlle muss, soss kann de Verkaf vun engem net performante Kreditt net ofgeschloss ginn. Esou muss de Keefer zum Beispill e Gestionnaire de crédits mat der Verwaltung vun deene Kreditter beoptragen. D'Relatiounen tëscht dem Keefer an dem Gestionnaire de crédits ginn duerch d'Gesetz gereegelt.

Dëse Gestionnaire de crédits ass en neien Acteur um Finanzmaart, deen et esou an eiser Legislatioun nach net gëtt. Duerfir gëtt de Gestionnaire de crédits an d'Lëtzebuerger Recht ageschriwwen. Et handelt sech ëm eng nei Zort vu PSF – Professionnel du secteur financier –, an dëse Gestionnaire de crédits kann och eng nei Opportunitéit fir d'Lëtzebuerger Finanzplaz duerstellen. Well deen neie PSF en europäesche Statutt ass, huet hien och de Passeport européen, fir seng Servicer vu Lëtzebuerg aus an anere Memberstaate kënnen ze prestéieren.

Et ass nach ervirzehiewen, dass deen nei geschafene Gestionnaire de crédits enger Agrementsprozedur wéi och der Surveillance vun der CSSF ënnerläit. Déi selwecht CSSF gëtt och als Opsiichtsautoritéit designéiert. Dofir gëtt d'Gesetz vun 1993 iwwert de Finanzsecteur wéi och d'Loi organique vun der CSSF aus dem Joer 1998 ofgeännert.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, mam Gesetzesprojet gëtt och nach dat europäescht Reglement 2022/2036 am Beräich vun der Bankereglementatioun ëmgesat. Et kënnt dofir zu punktuellen Upassungen am 2015er Gesetz iwwert d'Resolutioun, den Assainissement an d'Liquidatioune vu Bankinstituter. Dës Upassunge sinn néideg, fir internationale Standarde Rechnung ze droen. Konkreet gëtt d'Berechnungsmethod ugepasst, wivill Eegekapital verschidde Bankegruppe mussen halen, fir datt se konform mat de Reegelen zur Bankeresolutioun sinn.

Des Weidere gëtt mat dësem Gesetzesprojet d'Gesetz vum 5. Abrëll 1993 iwwert de Finanzsecteur liicht geännert, wat noutwendeg gouf duerch e Feeler bei engem Wuert an der offizieller franséischer Iwwersetzung vun der Direktiv 2021/338, an d'Gesetz vum 5. August 2005 iwwert d'Contrats de garantie financière mat enger Klarifikatioun iwwert d'Applikabilitéit vum Gesetz.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech kommen elo dann zu den Avise vun der Chambre de Commerce a vum Staatsrot an zu den Aarbechte vun der Finanzkommissioun.

D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 8. Juni 2023 ofginn. Den 19. Abrëll 2024 huet si en Avis complémentaire geschriwwen, dee sech op der Regierung hir Amendementer vum 6. Mäerz 2024 bezitt. Am Allgemengen ass d'Chambre de Commerce d'accord mat der Aart a Weis, wéi d'Direktiv an nationaalt Recht ëmgesat gëtt. An hirem Avis huet si awer op e puer Punkten opmierksam gemaach, déi an hiren Aen hätte klarifizéiert solle ginn. Dat waren engersäits Froen zur Applikatioun vum Bankgeheimnis an der Situatioun vun engem Verkaf vu performante Kreditter an anerersäits Froen iwwert den Austausch respektiv d'Kommunikatioun vu Clientsinformatiounen u potenziell Keefer. D'Chambre de Commerce begréisst och an hirem Avis, dass den Artikel 1699 net applikabel ass am Fall vum Transfert oder dem Verkaf vun net performante Kreditter.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 5. Dezember 2023 niewent enger Rei legistesche Remarken dräi

Opposition-formellë wéinst enger Transposition incorrecte soulevéiert an eng Rei Suggestioune gemaach, fir d'Dispositiounen nei a besser ze formuléieren. De Staatsrot huet sech a sengem Avis derfir ausgeschwat, dass soll méi den Text vun der Direktiv iwwerholl ginn, an huet och déi nei Reegelen an Obligatiounen analyséiert.

De Staatsrot gouf doropshin de 6. Mäerz mat siwe Regierungsamendementer saiséiert an huet de 7. Mee en Avis complémentaire ofginn. Déi meescht Amendementer betreffe punktuell Ännerungen, a mat engem Amendement gëtt proposéiert, dass den Artikel 1699 vum Code civil net applikabel ass beim Verkaf vun net performante Kreditter, an dëst par analogie zu dem Gesetz vun 2004 iwwert d'Titrisatioun, wou dësen Artikel och net applikabel ass.

An hirem Avis stellt déi héich Kierperschaft fest, dass hiren dräi Opposition-formellë Rechnung gedroe gouf. An dësem Avis complémentaire ginn déi siwe Regierungsamendementer analyséiert a fir sechs vun de siwen Amendementer gëtt de Staatsrot säin Accord oder huet keng Remarken. Bei deem siwenten Amendement gëtt eng Opposition formelle soulevéiert am Zesummenhang mat engem Effet rétroactif vun enger Dispositioun.

D'Finanzkommissioun huet de 15. Mäerz den Text vum Projet de loi presentéiert kritt an och d'Avise vum Staatsrot an der Chambre de Commerce analyséiert, zesumme mat de Regierungsamendementer.

Den 18. Juni goufen déi complementaire Avise vun dem Staatsrot a vun der Chambre de Commerce analyséiert. Den Text gouf esou amendéiert, dass allen Opposition-formellë vum Staatsrot konnt Rechnung gedroe ginn, an de Projet vum schréftleche Rapport gouf ugeholl. Fir all weider Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport.

Ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

***Discussion générale***

**M. Maurice Bauer** (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, no der Presentatioun vum Projet de loi als Rapporteur wëll ech elo am Numm vu menger Fraktioun Stellung huelen zu dësem Gesetzesprojet.

Ech kënnegen heimadder den Accord vu menge Kolleege vun der Fraktioun vun der CSV un. Dëst ass e wichtege Projet fir eis Finanzplaz, dee sech an eng kohärent europäesch Politick aschreift, déi d'Léieren aus der Finanzkris gezunn huet. Et ass e Projet, deen eis et erlaabt, eng nei Aktivitéit fir d'Finanzplaz ze schafen an domat d'Finanzplaz weider ze diversifiéieren a weider Aarbechtsplazen ze schafen.

Mir hunn alt mat Zäiten an der Europäescher Unioun méi Banken, déi Suergen hu mat net performante Kreditter, mat faule Kreditter, wou Mënschen, déi e Kreditt gefrot hunn, deen net méi kënnen zréckbezuelen, aus wéi engem Grond och ëmmer. Fir ze evitéieren, dass d'Banken op dëse Kreditter sëtze bleiwen a riskéieren, duerch en ze vill héije Bedarf un Eegekapital a finanziell Schwieregkeeten ze geroden, ass et wichteg, mat dësem Projet de loi d'Méiglechkeet ze schafen, am Respekt vun de Rechter an an der Transparenz kënnen dës faul Kreditter weiderzeverkafen.

Mir haten an der Finanzkommissioun Diskussiounen, well an engem Regierungsamendement proposéiert gouf, d'Applikatioun vum Artikel 1699 vum Code civil net ze applizéieren am Fall vun dem Transfert oder dem Verkaf vun net performante Kreditter, genausou wéi dat schonns 2004 mat dem Gesetz iwwert d'Titrisatioun gemaach ginn ass, wou och schonns decidéiert gouf, dësen Artikel 1699 net ze applizéieren.

Firwat ass dat esou ugeduecht? Erlaabt mer, dat unhand vun engem Beispill ze erklären. Wann een e Kreditt vun 100.000 Euro ophëlt a bei 80.000 Euro net méi säi Kreditt kann zréckbezuelen, da kann d'Bank dësen net performante Kreditt fir 40.000 Euro – soe mer als Beispill – un en anere Keefer weiderverkafen. Wann den Artikel 1699 géif spillen, géif dat dem Kredittneemer erlaben, sech mam Zréckbezuele vun deene 40.000 Euro aus dem Kreditt un de Keefer erauszekafen, obwuel hien eigentlech nach misst seng 80.000 Euro zréckbezuelen. Domadder géif eigentlech jiddereen ugehale ginn, säi Kreditt net ze bezuelen an dann iwwert dëse Wee manner herno ze bezuelen. Dat wier net fair a virun allem géife mer de facto dës Aktivitéit domadder total oninteressant maachen, well de Keefer vun esou net performante Kreditter iwwerhëlt jo och de volle Risiko dovunner.

Duerch d'Ëmsetze vun dëser Direktiv schafe mir en europäesche legale Kader, deen all déi concernéiert Acteure schützt, hinnen déi noutwendeg Garantië gëtt an deen et erlaabt, derfir ze suergen, dass de Finanzsystem weiderhi gutt fonctionéiert, deen esou eminent wichteg ass fir eise Wuesstem an eng gutt fonctionéierend Wirtschaft, déi mir brauchen, fir kënnen all eis aner Politicken ëmzesetzen.

Mir hunn eis Finanzplaz haut ganz gutt a virsichteg opgestallt. Iwwert déi lescht Jore konnte mir eng sécher a gutt opgestallte Finanzplaz schafen. Mat enger vun den niddregsten Zuelen un net performante Kreditter an deene beschte Kapitalratioen ass eise Bankesecteur haut gutt opgestallt. Op deem Wee musse mir weiderfueren, an dëse Projet de loi erlaabt eis, op eng konstruktiv a verantwortungsvoll Aart a Weis mat dësen net performante Kreditter ëmzegoen, andeems en europäesche Kader geschafe gëtt, wou all Acteur genee weess, wat seng Rechter sinn, awer och seng Flichten.

Vill vun eis hunn dat hässlecht Bild am Kapp vum Inkassoschléier, dee mam Baseballschléier virun der Dier steet. Grad mat dësem Text schütze mir déi Mënschen, déi an eng Situatioun kommen, wou se e Kreditt opgeholl hunn a leider Gottes duerch eng schwiereg Situatioun net méi kënnen deen zréckbezuelen, a mir erlaben de Banken, dës Kreditter aus hire Bicher erauszehuelen a se ze verkafen an engem sécheren, transparenten a legale Kader. Dofir ënnerstëtze mir dëse Projet de loi.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauer. Ech hunn eng Wuertmeldung vun der Madamm Tanson, déi Iech warscheinlech wëll eng Fro stellen. Sidd Dir d'accord domadder, Här Bauer?

**M. Maurice Bauer** (CSV) | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech wollt den Här Bauer no sengen Erklärungen iwwert den Artikel 1699 froen, ob e wéisst, wat d'Konditioune wären, fir dass deen Artikel géing spillen.

**M. Maurice Bauer** (CSV) | Wéi eng Konditiounen?

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Majo, et muss e Litige viru Geriicht amgaange sinn.

**M. Maurice Bauer** (CSV) | Jo.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dat heescht, dat Beispill, wat Dir ginn hutt, ass irrefürend, well et ass net deen, deen einfach dann dovunner profitéiert, fir zu engem méi bëllegen Tariff säin eegene Kreditt zréckzebezuelen. Et geet just ëm déijéineg Debiteuren, déi schonn e Rechtsstrait ugefaangen hunn um Geriicht, dat heescht déi am Fong – ech wäert herno nach drop agoen – e Sträit hu mat hirer Bank, firwat se de Kreditt net wëllen zréckbezuelen. Dat heescht, dat Beispill, wat Der ginn hutt, ass net richteg.

**M. Maurice Bauer** (CSV) | Et spillt awer an där Hinsicht, dass et duerch de 1699 déi Persoun, déi de Kredittneemer ass, an eng aner Situatioun setzt, wéi d'Situatioun eigentlech normalerweis gewiescht wär. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauer, fir Äre mëndlechen a fir Äre schréftleche Rapport. An dann ass den nächsten ageschriwwene Riedner den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Ech wollt fir d'éischt dem Maurice Bauer fir säin ausféierleche mëndleche Rapport felicitéieren an nach eng Kéier betounen, dass mat dësem Gesetz eeben e Kader geschaf gëtt, fir datt d'Kredittinstituter matzäit hir net performant Kreditter ofbauen a se eventuell och restrukturéieren.

Et ass aus eiser Siicht séier wichteg, fir Situatiounen ze vermeiden, an deene sech esou Kreditter a Bankhaiser heefen an en ze grousst Gewiicht an hirem Bilan duerstellen. Dëst ass wichteg, fir déi finanziell Stabilitéit vun eisem Finanzsystem ze garantéieren. Et soll also e Kader gesat ginn, fir datt d'Kredittinstituter am Fall, wou et zu enger exzessiver, iwwerdriwwener, Unheefung vun net performante Kreditter géif kommen, dës un de sougenannte Marché secondaire verkaf kënne ginn. D'Entwécklung vum Marché secondaire soll duerch dëse Gesetzesprojet ënnerstëtzt ginn.

D'Operateuren, déi dës Scholden iwwerhuelen, hunn an deem Beräich déi néideg Erfarung, déi néideg Expertis, fir d'Risike richteg anzeschätzen an eeben déi respektiv Scholden nees anzedreiwen. Ma dës Operateure ginn, wéi scho gesot, wéi schonn ugeklongen, e gewëssene Risk an: de Risk, datt dës Suen net erakommen, well den Debiteur seng Scholden net zréckbezilt oder net zréckbezuele kann.

Wéi de Rapporteur, de Maurice Bauer, preziséiert huet, handelt et sech hei ëm eng spezifisch, awer och ëm eng komplex Matière an der Finanzindustrie, wou et eeben ëm d'Gestioun vun de Risike geet. Et gëtt Acteuren, déi bereet sinn, am Finanzsecteur Risike vun den Instituter ewechzehuelen, wat eng gutt Saach ass, andeems se eebe sougenannt – fir dat mol méi salopp ze soen – „faul" Kreditter opkafen. Si maachen dëst natierlech nëmmen, wa se Kreditter zu gënschtege Präisser kënnen akafen, well d'Probabilitéit, d'Warscheinlechkeet, datt se dës Suen agedriwwe kréien, deemno wéi relativ kleng, geréng, ass.

Als DP begréisse mer, datt dann elo e klore Kader hei geschaf gëtt, e Kader, dee seet, wéi dat ka stattfannen. A mir wëssen, dat huet och d'Finanzkris vun 2008 gewisen, datt mer esou prezis Reegele brauchen, fir d'Gestioun vu risikoräiche Kreditter, déi deelweis net méi remboursëiert ginn, ze handhaben.

Och wann nëmmen – dat krute mer an der zoustänneger Finanzkommissioun gesot – ongefëier 1,4 % vun de Kreditter zu Lëtzebuerg als sougenannt Crédits non performants agestuuft ginn, sou begréisse mer, datt dëse spezifeschen Zenario reglementéiert gëtt, fir datt déi rechtlech Sécherheet kann assuréiert ginn.

An ech géif och domadder den Accord vu menger Fraktioun ginn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauler. An dann ass d'Wuert fir den Här Franz Fayot. Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Här President, net performant Kreditter sinn e reelle Problem fir all Bank. Dat ass vun de Virriedner och scho gesot ginn. Engersäits muss d'Bank da méi Provisiounen op d'Säit leeën, anerersäits mobiliséiert en net performante Kreditt och méi Mataarbechter vun der Bank. Mëttelfristeg kann eng Bank, déi vill där fauler Kreditter op hire Bicher huet, och manner nei Kreditter beispillsweis u mëttelstännesch Betriber verginn, wat dann natierlech och e Problem ass fir déi reell Ekonomie an hir Entwécklung.

Dëse gesetzleche Kader ass awer och wichteg fir déi ganz Ekonomie, well wann een dat aus enger Makroperspektiv kuckt, hëlleft dat hei eis och, fir d'Stabilitéit vum Finanzsecteur ze verstäerken.

De Problem vun net performante Kreditter ass en europäesche Problem, deen no europäesche Léisunge freet. Mir brauchen eng global Strategie fir net performant Kreditter op EU-Niveau, well déi meescht Banken an der EU sinn a méi wéi just engem Memberstaat present, an dofir geet et och drëms, d'Contagioun ze vermeide vun enger Bank an engem Land op aner Banken am selwechte Grupp an anere Länner. An et gëtt kee Land, wat dëse Problem an dës Gefor vun deem Dominoeffekt besser kennt an och méi, mengen ech, drënner gelidden huet, och am Kader vun der Finanzkris, wéi Lëtzebuerg. Dofir ass dës Direktiv, déi mer haut transposéieren, och e wichtegt Element vun esou enger globaler Strategie.

Dës Direktiv gräift mat deem Aktiounsplang aneneen, fir d'Montante vun net performante Kreditter an der EU ze reduzéieren, deen op d'Joer 2017 zeréckgeet. Dat hei betrëfft de Volet vum Verkaf vun net performante Kreditter um Zweetmarché. Hei kënnen d'Banken hir net performant Kreditter un aner Operateure verkafen, déi eng besser Expertis doranner hunn an dann och natierlech méi effikass doranner sinn.

Wann ee sech elo de leschte Rapport ukuckt vun der Europäescher Bankenopsiicht, der EBA, da stellt ee fest, dass d'Situatioun ronderëm net performant Kreditter sech net dramatesch verschlechtert huet, wat de prime abord e bësse kann iwwerraschen, wann ee sech d'Evolutioun vun der Ekonomie an Europa iwwert déi lescht zwee Jore virun Aen hält. Tëschent dem drëtten an dem véierten Trimester 2023 ass den Taux vun net performante Kreditter nëmme ganz liicht vun 1,8 % op 1,9 % eropgaangen. De Rapport vun der EBA mécht allerdéngs gläichzäiteg drop opmierksam, dass d'Banken ëmmer méi net performante Kreditter ausgesat sinn, déi vu kommerziellen Immobilie garantéiert sinn. Hei ass natierlech d'Kris am Immobiliesecteur iwwerall an Europa an och d'Chute vun de Präisser op deem Marché schold.

Wann een e Bléck op de Lëtzebuerger Marché geheit, da konnt een de rezenten Aussoe vum Generaldirekter vun der CSSF enthuelen, dass beispillsweis 1,8 % vun den Immobiliekreditter den Ament net méi kéinten zeréckbezuelt ginn. Dat ass nëmme liicht méi héich wéi déi europäesch Moyenne vun 1,5 %, awer historesch ronn dat Duebelt vun deem, wat mer zu Lëtzebuerg bis elo kannt hunn.

Här President, op där anerer Säit vun engem net performante Kreditt steet awer och e Schëldner, deen aus ganz verschiddene Grënn net zeréckbezuele kann: well e seng Aarbecht verluer huet, well seng Liewenskäschte mat der Inflatioun esou staark an d'Luucht gaange sinn, dass en net méi kann zeréckbezuelen, dass en einfach net méi eens gëtt oder awer och well de Kreditt, deen e krut, vun Ufank un ze vill héich war. An an deem Kontext wollt ech och op déi Diskussioun zeréckkommen, déi mer an der Kommissioun haten an déi mer hei och wichteg schéngt, fir nach eng Kéier dorobber anzegoen. Et geet ëm d'Aussetze vum Artikel 1699 vun eisem Code civil duerch den Amendement gouvernemental, deen am Mäerz erabruecht gouf.

Den Artikel 1699 vum Code civil seet am Kär – an de Rapporteur ass och schonn drop agaangen –, dass e Schëldner, deem seng Schold un en neie Gleeweger iwwerdroe gouf, also eng sougenannt Cession de créance, sech kann zu de Konditiounen an zum Präis vun dem Transfert tëschent den Hänn vum neie Gleeweger entlaaschten. Fir e Beispill ze ginn: Wann e Prêt vun 10.000 Euro fir 5.000 Euro un en Drëtte verkaaft gëtt, da kéint den Debiteur, also de Schëldner, sech vu senger Schold befreien, andeems en déi 5.000 Euro géif un deen Drëtte bezuelen.

D'Bedéngung, fir dass dësen Artikel spillt, ass éischtens, dass et e Rechtssträit gëtt ëm d'Schold, deen der Cessioun virausgeet, also e Prozess, deen ugefaangen huet, ier d'Schold cedéiert gouf, an zweetens, dass de Schëldner de Prinzipp vun der Schold contestéiert an net just de Montant dovunner.

Dëst ass en ale Rechtsprinzipp – op Franséisch gëtt vum „droit de retrait litigieux" geschwat –, deen dofir do war, fir d'Opkafe vu Prozesser ze vermeiden, eng Aart „loto judiciaire". De grousse franséische Jurist Pothier, e Jurist aus dem 18. Joerhonnert, deen all déi vun Iech, déi Droit gemaach hunn, gutt kennen, huet vun den „odieux acheteurs de procès" geschwat, net recommandabelen Acteuren, déi d'Rechter vu Gleeweger a Procèsen opkaf hunn – et ass vun „Inkassoschléier" geschwat ginn, et kann een och vu „vautours de dette" schwätzen –, géint déi den Artikel 1699 de Schëldner erlaabt, sech ze verteidegen.

Et ass also dëse Mechanismus, deen elo ausser Kraaft gesat soll ginn am Kontext vun dësem Gesetz, fir net performant Prête kënnen ze iwwerdroen, erabruecht, wéi gesot, duerch en Amendement vu Mäerz dëst Joer.

Et ass effektiv net fir d'éischt, wou dat gemaach gëtt. Dat ass och scho mam Gesetz iwwert d'Titrisatioun vun 2004 geschitt. An engem Sënn kann een et och verstoen, well natierlech ass dëst quasi eng Konditioun, fir dass dëse Modèle d'affaires och ka fonctionéieren. Dat ass esou beim Affacturage, beim Facturing, a bei der Titrisatioun. An dat hei, wat mir haut hei maache mat deenen Non-performing Loans, gehéiert zu där selwechter Famill vu Finanztransaktiounen. Ausserdeem, muss een och soen, ass et warscheinlech esou, dass déi Garantien, déi mer haut hunn, wat de Seriö vun de Keefer ugeet, déi jo strikt reglementéiert a superviséiert sinn, den „odieux commerce de procès" vum Pothier manner probabel mécht.

An trotzdeem, Här President, léif Kolleegen, fanne mir dat net gutt. Well wann e Rechtssträit besteet, misst et dem Schëldner am Fong méiglech sinn, vun der Risikoprämie, déi de Keefer krut, och ze profitéieren a sech zu de selwechte Konditioune kënne fräizekafen a sech géint d'Andreiwen zu 100 % vun enger Schold, déi nach, a mengem Beispill, op 50 %, mee awer oft éischter op 20 oder 10 % valoriséiert gëtt a wéinst där en och um Geriicht ass, wieren.

D'Finanziariséierung vun eiser Ekonomie huet dës Schutzmechanisme geschwächt, Schutzmechanismen, déi d'Redacteure vum Code civil mat vill Reflexioun an och oft mat ganz vill Weisheit a mat vill Bon sens fir de Schutz vun der schwaacher Partei vun engem Kontrakt geschriwwen hunn. An et wier heiansdo erëm ganz gutt, sech dorobber ze besënnen, och wa mer dës Gesetzer maachen am Beräich vum Finanzsecteur.

Et wier och an deem Kontext interessant ze wëssen – an dat géif ech Iech, Här Minister, och haut gäre froen –, wéi vill vun deenen 1,8 % net performante Prêten, déi eis Banken an hire Bicher hunn, zurzäit schonn um Geriicht sinn. Da kréie mer och e bessert Gefill dofir, wat d'Relevanz ass vun dësem Aussetze vum Artikel 1699.

An da stellt sech och nach d'Fro, déi bis elo net diskutéiert ginn ass, déi awer, mengen ech, wichteg ass: d'Fro vun de Cautiounen. Laut Artikel 1692 vum Code civil ginn nämlech all d'Accessoirë vun enger Schold mat iwwer, wann esou eng Cession de créance gemaach gëtt, also och d'Cautiounen. Laut enger rezenter franséischer Jurisprudenz vu Februar dëst Joer vun der Cour de cassation gouf confirméiert, dass d'Cautiounen och vum Droit de retrait litigieux, also vum Artikel 1699, kënne beneficiéieren. Dofir hätt een also, wann een hei hätt wëlle komplett sinn, missen higoen an d'Recht vun de Cautiounen an dësem Gesetz och aussetzen. Do bleift also, wann een heibäi bleift, bei deem Aussetze vum Artikel 1699, elo eng juristesch Onsécherheet. An och do géif ech den Här Finanzminister gäre froen, wéi e gären domadder ëmgeet an ob en déi da wëll behiewen an engem zukünftege Projet de loi.

Nach eng Kéier, Här President: Et wär eis vill léiwer gewiescht als LSAP, wann dësen Artikel 1699 och am Kader vun dësem Projet de loi weider gespillt hätt. An duerfir hu mer och den Amendement ënnerstëtzt, deen d'Madamm Tanson duerno wäert erabréngen. Mee trotzdeem si mer der Meenung, dass fir d'Stäerkung a fir d'Resilienz vun eisem Finanzsecteur dëse Projet de loi e Schrëtt an déi richteg Richtung ass. An duerfir wäerte mer en och matstëmmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, et ass grad gesot ginn: „Stäerkung vun der Finanzplaz". Ech mengen, et ass och am Fong dat, wourëms et geet, net nëmmen elo hei ëm dat Gesetz, jo oder nee, mee et geet am Fong drëms, ob mer fir eis Finanzplaz sinn oder ob mer net fir eis Finanzplaz sinn. Mir sinn natierlech kloer fir eis Finanzplaz, an duerfir ënnerstëtze mer dat heiten och.

Et ass och esou, dass hei eng Direktiv kënnt ... Bon, et muss een net ëmmer averstane sinn, mee wa mer Direktiven unhuelen, da solle mer och nëmmen d'Direktiven unhuelen, „rien que la directive". Dat ass hei geschitt, dat ass gutt.

Da gouf hei de Spillraum vun der Direktiv bei der Schafung vun de sougenannte Gestionnaires de crédits an hire Kompetenzen och esou ausgeluecht, dass et en faveur ass vun eiser Finanzplaz, an dat ass eng gutt Saach fir d'Lëtzebuerger Legislatioun am internationale Konkurrenzmaart.

An da bréngt dësen Text och kloer e rechtleche Kader fir all d'Acteuren, menge mer, um Marché, dass se gläichermoosse vun der CSSF erfaasst ginn.

A schlussendlech menge mer och, dass dat heiten ënnert dem Strëch eppes Guddes ass fir de Konsumenteschutz fir de Fall, wou een e Prêt ophëlt. D'Finanzplaz ass wichteg. Mir liewe vun der Finanzplaz. An duerfir stëmme mer natierlech als ADR dëse Gesetzesprojet mat.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Dann ass et un der Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn dankbar, dass de Franz Fayot den Terrain schonn deblayéiert huet. De Retrait litigieux ass de Juristen ënner Iech warscheinlech e Begréff. Ech hätt allerdéngs net geduecht, dass ech eng Kéier géing hei op der Chambertribün doriwwer schwätzen. Mee heiansdo si Politick a Recht ganz enk matenee verbonnen. An dat ass hei definitiv esou e Fall, wou een awer gesäit, a wéi eng politesch Richtung dës Regierung zitt an och wéi se dobäi virgeet.

Fir vläicht eng Kéier kuerz ze erklären, wéi dat heiten alles opkomm ass: Mir haten de 15. Mäerz eng Kommissiounssëtzung mam Ordre du jour: „Presentatioun vum Gesetzesprojet 8185 a Presentatioun vun de Regierungsamendementer vum 6. Mäerz". Den Text mam lackelegen Titel „Projet de loi relative au transfert de crédits non performants" an engem ganze Paragraf hannendrun un Texter, déi ofgeännert solle ginn, huet trotz dem Duktus vun der Regierung „la directive, rien que la directive" – an do sinn ech net mat mengem Virriedner d'accord – dach eng Iwwerraschung iwwreg gehat, déi op den éischte Bléck vläicht elo als Detail erschéngt, mee awer vill ausseet iwwert d'politesch Richtung, déi ageschloe gëtt.

Et war mer opgefall, datt an deene Regierungsamendementer en Artikel aus dem Code civil ausser Kraaft gesat gëtt, fir dës Direktiv ze transposéieren. Op den Detail vun der Direktiv ginn ech elo aus Zäitgrënn net méi an, mee ech schléisse mech awer ganz villem un, wat de Franz Fayot virdrun hei gesot huet. Mir ënnerstëtzen d'Direktiv per se, mee duerch déi Lëtzebuerger Ëmsetzung dovunner kënne mer awer net mat deem Gesetzesprojet hei esou d'accord sinn. De concernéierten Artikel, ëm deen et geet, ass de 1699 aus dem Code civil, deen also de faméise Retrait litigieux consacréiert. Ech ginn och nach eng Kéier méi am Detail dorobber an.

Ech hu mech dunn awer op d'Sich gemaach, wou deen Amendement hierkënnt. Dat ass jo eng Fro, déi ee sech da stellt. Stoung eppes heizou am Avis vum Staatsrot? Stoung eppes heizou an engem Avis vun enger Beruffskummer oder a soss engem Avis? Ech hunn näischt fonnt. Wann awer mir nichts, dir nichts en uralen Artikel – e geet op d'réimescht Recht zréck – aus dem Code civil ausser Kraaft gesat gëtt, gëtt een natierlech hellhöreg.

Ech hunn dunn nogefrot, wou et hierkéim. De Finanzminister huet mer geäntwert, dat wier no Echangë mat Professionellen aus dem Secteur drakomm. Wien dat war, konnt en ons net soen. An ech soen awer direkt och gär zu senger Entschëllegung: Dat war net ab dem Moment vu senger Assermentatioun, mee déi Echangë waren do virdrun. Ech wäert dat och nach soen. An am Registre des entrevues vun der Regierung, dee jo souwuel de Regierungsmemberen hir Entrevuë wéi och déi vun héije Beamten opweist, do hu mer och näischt, séance tenante, driwwer fonnt. Dat heescht, mir waren am Mäerz mat engem Amendement befaasst, deen eendeiteg, och no den Aussoe vun de Vertrieder vum Ministère, op Lobbyaarbecht vun de Professionellen zréckgoung, a mir konnten awer weeder novollzéien, wien dat war, nach wierklech, wisou et geschitt ass.

Eng Äntwert hätt ons vläicht e Bléck an d'Ausland bruecht, well och d'Fransousen an d'Belsch hunn en Artikel 1699 mat deem selwechte Wording an hire Coden, mee op meng Fro hin, wéi dann déi aner Länner domat ëmgounge bei der Transpositioun vun dëser Direktiv, krut ech de 15. Mäerz keng Äntwert. Déi eenzeg Ausso, déi mer kruten, war: „Et ass indispensabel, dat esou ze maachen. Et geet ëm d'Rechtssécherheet." An dann, wéi de Franz Fayot scho sot, am Gesetz vun 2004 iwwert d'Titrisatioun wier dat och schonn esou gehandhaabt ginn. Bon, do kann een driwwer diskutéieren, ob dat wierklech e Parallelismus ass.

Mir kruten Opklärung versprach. Déi ass awer net komm, bis dann de Rapport ugeholl gouf den 18. Juni, well bis dohinner war de Projet net méi um Ordre du jour. Ech weess, mir haten och Budgetsdiskussiounen dotëschent, mee trotzdeem ass dat alles e bëssen onglécklech gewiescht. Dunn hunn ech nach eng Kéier nogefrot, wéi et dann elo wär. Do krut ech als Äntwert, déi Demande wier scho virum Depot vum Projet de loi an engem Haut comité de la place financière am Februar 2023 opkomm, do, wou den Echange mat den Acteure vun der Place financière stattfënnt. Se wier awer dunn net berücksichtegt ginn, well den Depot vum Projet imminent war. Niewebäi bemierkt: De Projet gouf Enn Mäerz 2023 deposéiert an et handelt sech ëm e butzegen Alinea, deen ee wuel an enger Stonn hätt kënne redigéieren, wann deemools déi Volontéit esou eendeiteg existéiert hätt.

Déi Demande wier du bei enger Entrevue mat der ABBL am Oktober 2023 nach eemol virbruecht ginn an ass eeben dunn am Mäerz 2024 an déi Regierungsamendementer gefloss. Ob elo déi Entrevuen am Regëster dra markéiert goufen, dat ass am Moment net nozevollzéien. Ech hunn op alle Fall dee Regëster net méi fonnt vun der viregter Regierung. Dat geet och alles net op Är Kap, Här Minister, mee et ass einfach wichteg, dass mir als Chamber kënne retracéieren, wisou Texter amendéiert ginn. Well dat ass eigentlech grad de Punkt vum sougenannte „Lobbyregëster": datt ee kann novollzéien, wann Afloss op d'Gesetzer geholl gëtt.

Wat ass dann elo de faméise Retrait litigieux? Et geet, wéi gesot, ëm e ganz aalt réimescht Recht, wat et deemjéinegen, deen eng Schold huet an deen déi – an duerfir hunn ech virdrun insistéiert, Här Bauer – och bei Geriicht schonn ugefecht huet zu deem Moment, wou déi Schold verkaf gëtt, et erlaabt, se zum selwechte Präis zréckzekafen, fir déi se vum Prêteur un en Drëtte verkaf gouf. Den Här Fayot huet Iech schonn e Rechebeispill ginn. Et geet am Fong wierklech drëm, dass deejéinegen da kann déi Schold zu deem ganz nidderegen Taux nees zréckkafen, wou se selwer verkaf ginn ass.

An de Mechanismus heescht „Retrait litigieux", ganz einfach well et nämlech muss e Litige ginn. Mir kruten an der leschter Finanzkommissioun virun zéng Deeg – oder zwou Wochen – gesot, et géing sech hei an eisem groussen Nopeschland Frankräich ëm e kontestéierte Mechanismus handelen, also insgesamt dee Prinzipp vum Retrait litigieux, och wa Frankräich manifestement net de Choix gemaach huet, de Mechanismus an der Direktiv ausser Kraaft ze setzen, an och wa Frankräich 2016 eng Reform vu sengem Obligatiounsrecht gemaach huet, wou den Artikel en connaissance de cause – et war awer och driwwer diskutéiert ginn – stoe bliwwen ass. En huet och definitiv seng Daseinsberechtegung, déi och haut net vill méi falsch kléngt wéi ënnert dem réimesche Recht.

Laut der Doktrinn goung et bei de Réimer drëm, zwou Suerge Rechnung ze droen: där, datt, wann eng Schold verkaf gëtt, Bedruch oder Spekulatioun kéinten an d'Spill kommen, an der Angscht, datt deen, deem seng Schold et ass, nom Verkaf wäert confrontéiert gi mat engem staarke Géigner, deem seng Haaptaufgab d'Andreiwe vun der Schold ass an dee prett ass, och ganz wäit do derfir ze goen, fir net op senge Fraise sëtzen ze bleiwen. Datt dës Suerg och haut net onberechtegt ass, weist eleng d'Direktiv, déi ganz oft drop hiweist, wann ee se liest, datt deejéinegen, deem seng Schold verkaf gëtt, net dierf harceléiert oder bedru gi vun deem, deen d'Schold keeft.

De Mechanismus vum Artikel 1699 ass een, dee bei Wäitem net an all Prêt spillt, mee eeben nëmmen, wann et e Rechtssträit ronderëm de Prêt gëtt. An der franséischer Jurisprudenz betrëfft de Sträitpunkt allerdéngs ganz oft – den Här Fayot huet et schonn ugeschwat – d'Kautioun vun engem Prêt, déi grad kann och vum Retrait litigieux profitéieren. An do och meng Fro: Wéi ass et dann elo hei am Lëtzebuerger Recht, wat dat doten ubelaangt?

Et geet also kengesweegs ëm Leit, déi muttwëlleg hire Prêt net zréckbezuelen – där kennen ech souwisou keng; ech kennen der just, déi se net kënnen zréckbezuelen –, mee et geet ëm Leit, déi de Prêt net zréckbezuelen, well se net d'accord si mat der Interpretatioun oder mat der Aart a Weis, wéi et exekutéiert gëtt, well se der Meenung sinn, dass et net richteg ass, wat do grad gemaach gëtt. A vu dass dee Rechtssträit och muss virun dem Verkaf vum Prêt existéiert hunn, ass et also net een, deen dee Rechtssträit ufänkt, fir da kënne vum Retrait litigieux ze profitéieren. Au contraire: Et ass en Drockmechanismus, deen herno kann ausgeüübt ginn, fir dass een dat net exercéiert, well gesot gëtt – oder riskéiert, gesot ze ginn –: „Wann s de dat dote méchs, verkafen ech et un een, deen elo alles wäert maachen, fir déi Suen erëmzekréien!"

An da mäi leschte Punkt – et deet mer leed, ech iwwerzéien –: Ass d'Ausserkraaftsetze vum Artikel 1699 eng Noutwendegkeet vun der Direktiv? Voire, ass déi Dispositioun an der Direktiv virgesinn? Nee, ass se net! Au contraire, et gëtt e puer Elementer, déi de Géigendeel beleeën. Ech hunn et schonn erwäänt: Weeder Frankräich nach d'Belsch setzen den Artikel 1699 ausser Kraaft. Mee vill méi frappant: D'Direktiv schreift explizitt, …

*(Interruption par la présidence)*

… datt a verschiddene Länner Protektiounsmechanismen existéieren, déi net duerch d'Direktiv ausser Kraaft géinge gesat ginn. Dat steet am Artikel-2-Text do dran.

Ech schléissen doraus, datt Är gëlle Reegel vu „la directive, rien que la directive" virun allem da spillt, wann et engem kommerziellen Interêt zeguttkënnt. Wann awer de kommerziellen Interêt dora läit, méi wäit ze goe wéi d'Direktiv, an dobäi, wéi an dësem Fall, d'Rechter vun deem méi Schwaachen an der kontraktueller Relatioun auszehielegen, dann hutt Der kee Problem domat, méi wäit ze goe wéi d'Direktiv. De grousse Prinzipp „la directive, rien que la directive" …

**M. Claude Wiseler,** Président | Madamm Tanson, Dir misst zum Schluss kommen!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | … spillt also nëmmen dann, wann et am Sënn ass vum Big Business, wann et am Sënn ass vu Persounen, déi an der schwaacher Positioun sinn, déi hei géife riskéieren, e klengen Deel vun deem Big Business auszebremsen, da gi mer méi wäit wéi d'Direktiv an da gi mer och méi wäit wéi eis Nopeschlänner.

An duerfir deposéieren ech en Amendement, fir dass mer dee klengen Alinea 2 vum Paragraf 2 vum Artikel 2 nees eraushuelen. En ass ënnerschriwwe vun der LSAP, deene Lénken an de Piraten. Wannechgelift.

***Amendement 1***

*Amendement au projet de loi n° 8185 relative au transfert de credits non performants (...)*

*Amendement unique*

*À l'article 2, paragraphe 2, du projet de la loi, l'alinéa 2 est supprimé.*

*(s.) Sam Tanson, François Bausch, Franz Fayot, Marc Goergen, Meris Sehovic, David Wagner, Joëlle Welfring.*

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. An dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Mosar, deen Iech wëll eng Fro stellen. Sidd Dir domat d'accord, Madamm Tanson?

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Natierlech.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Mosar.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Merci, Här President. Ech hunn, wéi ech dat ëmmer maachen, der Madamm Tanson mat ganz vill Opmierksamkeet nogelauschtert. Ech wollt hir awer zwou Froe stellen.

Si huet nämlech beim Regimm vun der Titrisatioun gesot, do kéint ee kee Parallelismus maachen. Wann ech awer soen ..., an et ass och déi Fro, déi ech stellen: Dee Régime de titrisation, dee geet vill méi wäit u sech, dat heescht, hei sinn net nëmmen zwou Persounen oder dräi Persoune concernéiert, mee hei kënnen der vill, vill méi concernéiert sinn. Dat heescht, eigentlech ass dat e Regimm, deen, wann een dann der Meenung ass, datt dat kéint kontraproduktiv sinn, eigentlech vill méi schiedlech wär wéi deen, iwwert dee mer elo de Mëtten diskutéieren. Dee Regimm ass awer deemools, Dir hutt et richteg gesot, 2004, mat der Stëmm vun Ärem Fraktiounskolleeg François Bausch adoptéiert ginn. An duerfir wollt ech awer nach eng Kéier froen, ob Dir wierklech der Meenung sidd, datt dee Regimm, deen Dir oder Är Vertrieder deemools gutt fonnt hunn, also manner grav war wéi elo dee Punkt, dee mer hei diskutéieren.

An dann déi zweet Fro: Madamm Tanson, ech hunn och vill gelies an Dir hutt en exzellenten Exposé hei gehalen. Dir hutt awer eppes net gesot, an dat wollt ech Iech froen, datt zum Beispill déi ganz Doktrinn ..., d'Belsch, Dir liest jo vill, u sech der Meenung ass, dass dat hei e Principe millénaire ass, dee längstens depasséiert ass, an deen eigentlech keng Existenzberechtegung méi huet.

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann hunn ech, Madamm Tanson, nach eng Wuertmeldung fir Fait personnel vum Här Bausch. Mee ganz kuerz, e Rectificatif vun eppes, wat net richteg war!

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, ech wëll just dem Här Mosar soen, datt mir keng Zack aus der Kroun fält, datt ech vill bäigeléiert hunn iwwert d'Interventioun vun der Madamm Tanson, an datt ech dat, wat 2004 vläicht richteg war, haut net méi richteg fannen.

**Plusieurs voix** | O!

**D'autres voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, dee Rectificatif gemaach, huet elo d'Madamm Tanson d'Wuert fir ze äntweren.

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Bon, ech mengen, dass mer hei elo net nach méi an den Detail musse goen, den Här Bausch huet Iech jo op déi éischt Fro geäntwert.

Wat déi zweet ubelaangt: Domat hunn ech mech vill ausenanergesat, well mer jo och e Prozess ugeleiert haten, fir d'Reform vum Code civil hei zu Lëtzebuerg unzestoussen. A mir inspiréieren eis un de Fransousen, mir inspiréieren eis un de Belsch. Déi zwee hu Reformprozesser amgaangen, an dat, wat mech elo particulièrement hei interesséiert huet, well dat och esou gesot gi war an der Kommissioun, ass dee franséischen Deel. An do ass sech ganz vill domadder ausenanergesat ginn. Deen Deel vun dem franséische Code civil ass iwwerschafft gi virun aacht Joer, an den Artikel ass no Reflexiounen dra stoe bliwwen, aus deenen Ursaachen, déi ech virdru gesot hunn. Well et ass éischtens e limitéierte Protektiounsmechanismus an et ass e Protektiounsmechanismus, dee seng Friichte gedroen huet.

An ech si perséinlech der Meenung, ech weess net, wéi Dir dat gesitt, mee dass een eppes, wat esou laang Bestand huet – a mir schwätzen hei vun iwwer 2.000 Joer Bestand – soll scho mat enger gewëssener Virsiicht oder à la main tremblante ugoen, wann een dat wëll aus dem Code eraushuelen. An dat ass eeben hei net geschitt. Mir hate mol net d'Geleeënheet – an dat hunn ech jo virdru probéiert ze erklären – an der Kommissioun, dat do, esou wéi et sech eigentlech prêtéiert hätt, auszediskutéieren.

Wéi gesot, ech hu Froe gestallt, ech krut d'Äntwerten deen Dag, wou et um Ordre du jour war, fir de Rapport unzehuelen. Do ware justifizéiert Froen iwwert den Droit international privé, iwwert d'Retroaktivitéit. Ech hat keng Zäit, soss wier ech och nach dorobber agaangen, op d'Fro vun der Cautioun, déi hei am allermeeschte concernéiert ass, wann een déi franséisch Jurisprudenz hélt. Meeschtens geet et ëm eng Cautioun, déi de Retrait litigieux spille léisst.

Duerfir, ech bedaueren, wéi dat heite gaangen ass. Ech verstinn, et geet bei Wäitem net alles op Är Kap, Här Roth. Dat ass guer net mäi Punkt. Mee ech bedauere wierklech, dass hei ... An ech froe mech och – an duerfir och d'Fro, déi ass ganz pertinent, vum Här Fayot –, wivill där Litigen et iwwerhaapt gëtt, ob dat hei wierklech noutwendeg war, ob et wierklech néideg war, deen heite Mechanismus ausser Kraaft ze setzen, fir dass de Modell soll fonctionéieren, an ech hunn do meng gréissten Zweifel.

An duerfir, wann Der net mat eisem Amendement d'accord sidd, wäerte mir eis enthalen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass deen nächsten ... Här Mosar, wollt Dir elo nach eng Fro stellen?

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Nee, ech wëll just constatéieren, datt d'Madamm Tanson op déi éischt Fro net geäntwert huet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | An zweetens, Madamm Tanson, ech hätt Iech – dat maache mer awer elo net – hei kënne ganz vill franséisch Jurisprudenz zitéieren, déi genausou argumentéiert wéi dat am Projet de loi. Maachen ech awer net. Mee ech kann Iech et awer gär weisen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Mosar, ech géif mengen, Dir hätt Äre Punkt gemaach. D'Madamm Tanson huet hire Punkt gemaach.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Et steet keen Argument am Projet de loi!

**M. Claude Wiseler,** Président | An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Ech waarden nach, bis d'Opreegung an der CSV fäerdeg ass.

Mir wäerten dëse Projet haut och net matstëmmen, well et ass elo esou e puermol esou ganz dréche gesot ginn: „net performant Kreditter". Wat heescht dat dann a Wierklechkeet? Ma dat heescht a Wierklechkeet, dass do meeschtens e perséinlecht Schicksal hannendrusteet, wou een de Kreditt net konnt bezuelen a wou innerhalb vun 90 Deeg dee Kreditt zu vill méi schlechte Konditioune wäert verkaf ginn.

Also, ech sinn elo scho laang ënnerwee, sief dat en Office social, sief dat e Jugendhaus, wou ech vill där Dossiere gesinn hunn, an ech kann Iech soen: D'Banke sinn net déi Gespréichspartner, och net wann den Office social urifft, fir an engem Dossier ze hëllefen, well ee vläicht seng Aarbecht verluer huet, vläicht de REVIS gekierzt kritt huet oder en net méi ausbezuelt gëtt an een awer herno Recht kritt, mee dat méi wéi 90 Deeg dauert, well vläicht de Bréif vun der ADEM ni ukomm ass, deen anscheinend als Recommandé geschéckt ginn ass, dat dann awer net gemaach ginn ass an een dann och erëm iwwert deenen 90 Deeg läit.

Dat heescht, Dir schwätzt hei vun net performante Kreditter an Dir maacht Iech Suergen ëm d'Bilane vun de Banken. Also mir gëtt et schwindeleg, wann ech ëmmer liesen, wat eng Bank fir Benefisser mécht! Déi musse jo och enzwousch hierkommen.

An elo gitt Der hin, den Här Bauer huet et virdru ganz gutt erkläert: En 80.000-Euro-Kreditt gëtt dann un ee verkaf fir 40.000. Mee déi Persoun, mam perséinleche Schicksal hannendrun, kritt net d'Chance, fir dat ze maachen! Dat heescht, e Banquier geet hin an e verkeeft no deenen 90 Deeg dee Kreditt. Déi ginn dat dann nach andreiwen op hir Aart a Weis. Do kënne mir an den Text schreiwen, wat mer wëllen. Mir wësse jo alleguerte, wéi et fonctionéiert. Déi ginn herno andreiwen, déi maachen nach méi Benefiss drop – dat ass Äre Projet! –, wärend dee Client, deen doheem sëtzt, deem säin Haus vläicht versteet gëtt, d'Chance net kritt huet fir déi 40.000 Euro. Deen huet déi Chance net kritt!

Dir gitt de Banke se an Dir schwätzt hei iwwert de Bilan vun de Banken. Also, déi hunn esou vill Benefiss, et ka kee mer soen, dass déi 1,4 % faul Kreditter, déi Der an der Finanzkommissioun genannt hutt, d'Banken elo ëmgeheien, et deet mer leed! Déi Riedner, déi soen, dat wär eppes géint Finanzplaz ... Mee dann huet eis Finanzplaz e seriöe Problem, wann 1,4 % faul Kreditter, déi 90 Deeg net bezuelt gi sinn ..., mee wou vläicht déi Leit, wa se muer de Chômage kréichen oder wa se muer erëm eng Aarbecht hätten, kéinte bezuelen, a wou se hiert Haus nach hätten, wou se net hiert perséinlecht Schicksal zerstéiert kritt hätten, well iergenden aneren et fir den hallwe Präis opkaf hätt!

Also mir kënnen déi Direktiv hei net matstëmmen an dat Gesetz och net, well eis sozial Oder seet, dass dat doten eng Sauerei ass! Merci.

**Une voix** | O!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. An deen nächste Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner!

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Voilà. Merci, Här President. Jo, mir wäerten natierlech och dergéint stëmmen. Mir hunn natierlech och den Amendement vun der Madamm Tanson mat ënnerschriwwen an deen ënnerstëtze mer och.

An et muss een awer och scho soen, datt et e bësse komesch ofgelaf ass. Den Här Goergen huet dat och relativ plastesch beschriwwen, wat hei virgesi ginn ass. D'Madamm Tanson huet dat och souguer

historesch beluecht op eng ganz interessant Aart a Weis.

Mir haten déi Diskussioun och an der Finanzkommissioun a mir sinn tatsächlech elo an enger Situatioun, fir dat och e bësse plastesch duerzestellen … Et ass e bëssen erstaunlech, datt grad justement och d'CSV …, a souguer de Finanzminister Roth, dee meeschtens jo och – an, ech mengen, och mat grousser Iwwerzeegung, zemools wéi en nach an der Oppositioun war, mee warscheinlech och elo nach ëmmer – dee grousse Verdeedeger vun der Mëttelschicht ass. Hien inkarnéiert souguer d'Mëttelschicht, huet en eng Kéier emol erkläert.

*(Interruption)*

A justement dat heiten, dat ass awer grad e Projet de loi, deen eng Partie vun deene Leit, déi e Prêt gemaach hunn, déi dee Prêt net méi kënnen zréckbezuelen, am Ree stoe léisst. An de Finanzministère huet u sech de Choix gemaach, Banken, déi keng seriö Prêtpolitick, Kredittpolitick, maachen, éischter an de Schutz ze huelen, fir duerno och nach en anere Business opzestellen.

Well d'Realitéit ass jo déi, datt tatsächlech eng Famill, déi duerno an engem Litige ass an e Prêt net méi kann zréckbezuelen, dann deemno wéi – an ouni sech kënnen ze verteidegen – e Bréif kritt vun engem Scholdenandreiwer, well dee Kreditt vläicht och deemno wéi nach un en US-Hedgefonds weiderverkaaft ginn ass. A si ka sech net dergéint verdeedegen. Si kann och justement kee Reglement fanne mat der Bank, där se de Kreditt net méi kann zréckbezuelen. An do gëtt wierklech e Prinzipp a Fro gestallt. Dat ass d'Essenz vun deem, wouriwwwer mir amgaange sinn, hei ofzestëmmen.

Natierlech gouf gesot: „Jo, déi Scholdenandreiwer, déi musse sech och un de Code de la consommation halen." Mir wëssen och, datt dee Projet de loi hei u sech och net direkt d'Aart a Weis adresséiert, wéi ee soll ëmgoe mat lusche Methoden. Do gëtt verwisen op d'Justizautoritéiten. Dat heescht, déi kréie vläicht och nach e bësse méi Aarbecht. Mee mir hunn awer e Problem domadder, och mat der Logik, fir ze soen, dass een d'Banke muss protegéieren, well um Enn ass et jo awer och eng Fro vun der Responsabilitéit vun der Bank. Well et ass jo einfach: Engersäits ka se hire Bilan propper maachen, anerersäits ass se och befreit vun de Provisiounen, déi se huet. A wa se faul Kreditter unhäuft, amplaz aner Léisungen ze fannen, déi frëndlech si fir justement déi, déi eng Schold hunn, gëtt einfach eng aner Method fonnt. Dat war jo och déi Diskussioun, déi mer an der Chamber haten; d'Madamm Tanson ass drop agaangen.

Mee et fillt ee sech e bëssen ugeschmiert vum Finanzministère, wann een an enger éischter Phas gesot kritt: „Dat huet mat der Sécurité juridique ze dinn, datt d'Fransousen an d'Belsch dat net maachen, esou wéi mir dat maachen", well mir anscheinend déi besser Juriste sinn an ëmmer alles besser wësse wéi all déi aner, „Mir ginn en anere Wee." An duerno, lues a lues, huet sech dat awer sou e bëssen decantéiert a mir kruten dann awer och kloer gesot, datt u sech gewësse Milieue ronderëm d'ABBL jo awer wierklech Drock gemaach hunn, fir eeben dee Wee ze goen, fir u sech en neie Businessmodell op d'Been ze bréngen.

An et gouf jo och ganz kloer gesot: De Businessmodell, justement fir datt Scholdandreiwer kënnen och grenziwwerschreidend funktionéieren an datt se och zu Lëtzebuerg hei wierklech kënnen e Standbee kréien, dee steet a fält mam Artikel 1699. Hei geet et also u sech op jiddwer Fall guer net ëm d'Protectioun vu Leit, déi e Prêt hunn an déi Schwieregkeeten hunn, dee Prêt rëm zréckzebezuelen. Hei geet et u sech och ëm den Opbau vun engem neie Businessmodell op Käschte vun de Leit, déi e Prêt net kënnen zréckbezuelen, wou ech mech och … Vläicht hutt Dir dat net richteg verstanen an der ADR, well normalerweis misst Der dergéintstëmmen. Mee vläicht sidd Der wierklech op der Säit vun de Banken a géint d'Leit.

*(Interruption)*

Mee voilà, dat ass u sech dat, wat mir elo hei wäerte maachen. Dofir wäerte mir natierlech och géint dëse Projet de loi hei stëmmen. Vläicht kéint een awer trotzdeem nach eng Fro stellen, ausser eng Majoritéit vun dëser Chamber géif sech besënnen a géif dann och deen Amendement matstëmmen, deen deposéiert gouf vun der Madamm Tanson. Mee huele mer un, dat géif net geschéien an d'Majoritéit hätt dann eeben decidéiert, d'Banke méi ze beschütze wéi d'Leit, da misst sech awer och d'Fro stellen, wéi et ausgesäit bei enger Bank, wou de Staat Aktionär ass, wéi der Spuerkeess, wou dann awer och de Staat kann intervenéieren, ob och déi Bank do awer trotzdeem weiderhi wäert versichen, de Retrait litigieux aneschters ze léise wéi iwwert den automatesche Verkaf iwwer eng Recouvrementsgesellschaft.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Bauer. Vu datt d'CSV nach Zäit iwwereg huet, kritt den Här Bauer nach eng Kéier d'Wuert.

**M. Maurice Bauer** (CSV) | Merci villmools, Här President. Ech wollt op e puer Saachen zréckkommen, well ech wierklech awer fannen, dass hei den Debat och amgaangen ass, an där Hisiicht net an eng falsch Richtung ze lafen, mee mir schwätzen hei just vun engem legale Kader, dee mir maachen, fir dass d'Banke kënnen där doter Kreditter, där non-performing Kreditter, verkafen.

Et geet guer net ëm d'Qualitéit vun dem Debiteur hei. Et geet einfach nëmmen drëm, ënner wéi enge Konditiounen där Kreditter do vun enger Bank bei eng aner Entitéit oder bei een aneren kënnen iwwermëttelt ginn oder verkaf ginn. A grad dës Direktiv ass jo grad dofir do, fir nach eng Kéier do alles kloerzestellen, wat fir Rechter de Consommateur, den Debiteur, huet, dass deem seng Situatioun a kenger Sekonn méi schlecht ka gemaach ginn, wéi se et virdru war. Et geet just drëms, dass mer hei e Mechanismus maachen, deen et soll erlaben, dass d'Banken déi Saachen aus hire Bilanen vläicht kënnen eraushuelen, fir domadder och net déi Banke respektiv dann dee ganze Finanzsystem vläicht à terme en péril ze setzen. An dorëmmer geet et hei.

Hei sinn e ganze Koup Leit, déi probéieren, op eng sozialkritesch Schinn hei an deem Dossier ze goen, wat absolutt net de Sujet hei ass. Dee Sujet ass … A wann ech do däerf eng kleng Remark maachen: Wann iwwert déi lescht zéng Joer eng Rëtsch Leit manner gutt Kreditter konnten zréckbezuelen, ass et bestëmmt net dëser Majoritéit hir Schold, voilà!

Ech wollt dowéinster ganz kloer soen an och dem Här Fayot an der Madamm Tanson äntweren, …

*(Interruptions)*

… dass et u sech eng Saach ass, …

*(Interruption)*

… dass et eng Situatioun ass, dass mer eeben anescht si wéi zu deem Zäitpunkt, wéi de Retrait litigieux geschriwwe ginn ass. Haut sinn nämlech alleguerten déi Situatiounen duerch enorm vill Gesetzestexter, duerch enorm vill Garantien encadréiert, soudass alleguerten déi Leit, déi Debiteur sinn, souwisou an engem immens héije Protektiounssystem si vis-à-vis vun deene Banken. Se kënnen alleguerten hir Rechter wouerhuelen. Dowéinster, och alleguerten déi Geschichte vum Här Goergen, fir hei ze soen, et wier elo bëssen de Wëlle Westen, dat ass jo alles awer net richteg. Hei gëtt alles encadréiert an et geet just drëms, e System ze definéieren, wéi een déi Kreditter do kann transferéieren.

Ech wollt dat just nach eng Kéier kloerstellen an ech soen Iech villmools Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauer.

A vu datt elo keng aner Wuertmeldung do ass, huet d'Regierung d'Wuert, den Här Finanzminister. Här Minister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt virun allem den Orateure fir d'éischt emol Merci soe fir déi ganz argumentéiert Positiounen, déi jiddwereen duerbruecht huet. Dat dréit zur Qualitéit …

*(Interruption)*

Jo, jo, dat dréit zur Qualitéit vun enger Debatt zu engem technesch schwierege Gesetzesprojet, deen awer eng grouss Wichtegkeet huet, bäi. An duerfir soen ech jiddwerengem Merci, well een dat net einfach esou aus dem Aarm rëselt, mee well ee weess, dass ee sech och duerfir muss virbereeden. Ech akzeptéieren och jiddwerengem seng Meenung. Ech wëll just versichen, an deene 14 Minutten, déi mer bleiwen, ze soen, firwat dass d'Regierung bei der Ëmsetzung vun dëser Direktiv dëse Choix geholl huet.

Wéi ech Iech wollt soen, ass et effektiv d'Ëmsetzung vun enger Direktiv. An ëm wat geet et hei? Et geet drëms, bei der Ëmsetzung vun dëser Direktiv Rechtssécherheet ze schafen, Rechtssécherheet fir ee vun eise wichtegste Wirtschaftszweiger, nämlech eis Banken- a Finanzwelt. An dës Regierung steet zur Attraktivitéit vun eiser Finanz- a Bankewelt. Dat hu mer offe gesot an dozou sti mer, well mir wëssen, dass mer déi Revenue vun eiser Banken- a Finanzwelt ënner anerem brauchen, fir dass de Sozialstaat och zu Lëtzebuerg weiderhin op engem héijen Niveau ka gefouert ginn.

An an där Logik, Dir Dammen an Dir Hären, ass natierlech ganz kloer, dass mer léiwer eng reglementéiert Finanzaktivitéit hunn am Interessi vun de Banken, mee och vun de Konsumenten, och vun de Kredittneemer – wat net nëmmen d'Konsumente sinn, dat soll een och emol eng Kéier soen; ech féieren dat herno nach aus –, a virun allem am Interessi vun der Stabilitéit vun eisem ganze Finanzsystem hei zu Lëtzebuerg. An aus deem Grond sinn ech och frou, dass mer zu Lëtzebuerg am Verglach zur internationaler Banken- a Finanzwelt 1,8 % vun Non-performing Loans hunn, dat heescht, déi net reegelgerecht zréckbezuelt ginn. Ech kann also dee Chiffer, dee vun dem Här Fayot ugefouert ass, hei nach eng Kéier confirméieren.

Et geet hei ëm Finanzstabilitéit. An et geet hei net – an ech si ganz sensibel, ech si ganz sensibel! – ëm déi Schwieregkeeten, déi eenzel Privatpersounen hunn, fir hir Kreditter zréckzebezuelen. Et ass jo an den allermeeschte Fäll net einfach de Wëllen: „Ech bezuelen elo dee Kreditt net zréck", mee dat heescht, dass déi Leit duerch eng berufflech Situatioun, duerch eng familiär Situatioun an eng Situatioun komm sinn, wou se net à même sinn zréckzebezuelen.

An ëm déi geet et net hei! Ëm déi geet et och net, wa mer den Artikel 1699 hei ausschalten, wat eng iwwerluechte Positioun vun dëser Regierung war.

An et ass hei d'Situatioun vun der Spuerkeess ugefouert ginn. D'Spuerkeess gëtt hei am Land 40 % vun den Immobiliekreditter. An, ech mengen, déi Bank, déi jo och an hirer Loi organique déi Sozialmissioun huet, déi weess, wéi se mat eenzelne Leit hirer Situatioun ëmgeet, fir dass se net an déi Situatioun falen, wou se musse géint eng Spuerkeess prozesséieren, fir ze hoffen, dass hiert Haus net versteet gëtt, an dass se dann eventuell géife vu sou engem Mechanismus vun dem Artikel 1699 privéiert ginn.

Hei geet et wäit doriwwer eraus, well wann d'Finanzstabilitéit vun eiser Plaz a Fro gestallt ass, vun eenzelne Banken a Fro gestallt gëtt, mee da sinn et haaptsächlech déi grouss Kreditter, Corporatekreditter, déi hei bezweckt sinn, a fir déi mer mussen eng Léisung fannen. Well wat hu mer dann dervun, wann enger Bank hire Bilan belaascht ass mat Corporatekreditter an déi därer net ka lassginn? Dann ass d'Stabilitéit vun där Bank a Fro gestallt. An Dir wësst, dass dat oft kann en Effet boule de neige hunn, aner Länner beweisen dat.

An duerfir musse mer kucken, op deem Punkt ze agéieren, op deem Punkt Previsibilitéit ze ginn. A fir Previsibilitéit ze ginn, maache mer näischt aneschters wéi dat. An et ass richtegerweis dorobber higewise ginn, wat 2004 an engem Gesetz mat 58 Jo-Stëmmen an der Titrisatioun … An den Här Mosar huet drop higewisen: Dat geet vill, vill méi wäit – vill, vill méi wäit! – wéi dat hei, wat eng europäesch Direktiv ass!

An ech kann eigentlech nëmmen dat, wat den Här Bausch … Et ass eigentlech schued, dass Der gitt!

*(Hilarité)*

Ech kann eigentlech nëmme begréissen, …

*(Interruption par M. François Bausch)*

… datt Dir Iech vun der Madamm Tanson beléiere gelooss hutt. Also, ech kann Iech soen: Ech war frou, wéi Dir do stoungt, d'Nordstrooss anzeweien, well déi Leit, déi am Éislek wunnen, déi hunn alleguerten e Plus do dervun!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Très bien!

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | An duerfir kann ee seng Meenung ëmmer nëmmen am positive Sënn …

*(Hilarité)*

Pardon, ech si lo rëm seriö.

**M. Claude Wiseler,** Président | Elo komme mer erëm zum Sujet zréck!

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Ech wëll awer och soen, dass awer och e Garde-fou an der Direktiv schonns agebaut ass, nämlech dee vun engem sougenannte „Gestionnaire d'actifs". Deejéinegen, deen e Kreditt ofkeeft, dee muss iwwer e sougenannte „Gestionnaire d'actifs" fueren. Dat ass also eng nei Professioun oder eng nei Aktivitéit, déi och iwwert dës Direktiv, dës Legislatioun, agefouert gëtt.

An dee Gestionnaire d'actifs, deen also deen Ukaf vun deem Kreditt begleet, deen ënnerläit der Surveillance vun der Bankenopsiicht. An och do ass e weidere Krittär agebaut, fir déi Stabilitéit, wouvun ech virdru geschwat hunn, kënne sécherzestellen.

Da kommen ech zu deene Froen, déi opgeworf goufen um Niveau vun dem Artikel 1699. An do muss ech e puer Saachen awer vläicht berichtegen.

Madamm Tanson, wann ech mech gutt kann erënneren: An där Finanzkommissioun, wou ech als Minister zesumme mat de Beamten dee Projet virgestallt hunn, mengen ech, hunn ech selwer drop higewisen, dass hei eng Derogatioun par rapport zum Artikel 1699 géif virgeholl ginn. Dir sot dat dann e bëssen nebulös – dat ass awer Äert Recht als Oppositioun, an ech wëll Iech awer och do ganz roueg eng Äntwert drop ginn.

Richteg ass, dass ënnert där viregter Regierung dëse Projet deposéiert gouf. An iert de Projet deposéiert ginn ass, huet effektiv an deem Kontext de Groupe de travail Activités de crédit vun dem Haut comité de la place financière – wat also kee fräischwiewend Organ ass, mee wat hëlleft, de Secteur, de Finanzministère, den Ekonomiesministère ze begleeden, fir eng kompetitiv Legislatioun auszeschaffen – op dee Punkt higewisen.

Déi Demande ass den 2. Oktober 2023 nach eng Kéier reiteréiert ginn, fir den Artikel 1699 vum Code civil aus dem Champ d'application vun dësem Gesetz erauszehuelen. Ech soen dat a voller Transparenz. An ech soen och a voller Transparenz, dass ech duerchaus kann novollzéien, dass een am warscheinlech leschte Regierungsrot, dee virun de Wale war – wann ech hei den 2. Oktober 2023 soen –, dann net méi dee ganzen Ordre du jour op d'Kopp geheit, fir dat hei nach an dee Regierungsrot ze bréngen. Dat, wat deemools net gemaach ginn ass, dat ass ënnert där neier Regierung hei agefouert ginn. Souvill zur Transparenz.

Dir sot, Dir hutt näischt an engem Regëster fonnt. Mee dat ass ganz normal, dass Der do näischt fannt. An ech ginn Iech och do d'Explikatioun, déi Iech, wann ech mech doru gutt kann erënneren, och schonns deemools an der Finanzkommissioun vun deene betreffende Beamte gi ginn ass. Déi Kontakter zwëschent dem Haut comité de la place financière – dem betreffende Groupe de travail – respektiv der ABBL sinn nämlech souwuel iwwer E-Mail wéi och vu Beamte gemaach ginn, déi keng „conseillers qui sont adjoints au Gouvernement" sinn an net an där Carrière sinn. Dat waren also Conseilleren aus der Filière administrative, an déi brauche keng Mentiounen an dem Regëster ze maachen. D'autant plus, wou keng Reunioune waren, wou dat hei zousätzlech iwwer E-Mail geschitt ass. Also, ech mengen, souwuel ënnert där fréierer Regierung wéi och ënnert dëser Regierung sinn hei all déi Reegele respektéiert ginn.

An ech si frou, dass mer deen Input vun dem Secteur kréien, well mir kënnen, op jidde Fall, wat de Finanzministère ubelaangt, jo net an engem Vase clos do liewen. Mir musse jo am Echange mat dem Secteur sinn.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Très bien!

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Well wéi wëllt Der soss Gesetzer maachen? Wéi wëllt Der kucken, wann Der net d'Praxis kennt, wat op dem Terrain ass, wat Der sollt an e Gesetz schreiwen a wat Der net sollt an e Gesetz schreiwen? Ech mengen, dat ass awer hei sou, mee dat ass am Ausland och sou.

An déi Politick vun deene kuerze Weeër, Dir Dammen an Dir Häre – am Interessi vun der Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft, am Interessi vun der Attraktivitéit vun eiser Finanzplaz –, déi ass nun emol den Atout vu Lëtzebuerg. An ech komme jo relativ vill, gewollt oder ongewollt, ronderëm, mee et ass ëmmer dat, wat geschat gëtt, wat déi Leit verlaange vun engem klenge Land, vun enger vun deene fürende Finanzplaze vun dëser Welt: dass se Vorausschaubarkeet hunn, dat heescht Previsibilitéit, an dass se wëssen, wuer et histéiert, an dass se am Virfeld wëssen, wéi d'Gesetzer am Interessi vun dem Land an am Interessi vun engem Secteur ëmgesat ginn.

*(Interruption)*

An da kommen ech zu dem Punkt vun dem Artikel 1699: Ass dee justifizéiert oder net? Abee, ech wëll Iech soen: Mir leien an der Linn vun deem, wat mer an dem Titrisatiounsgesetz gemaach hunn, wou, wéi gesot, 58 vun 59 Leit dat deemools gestëmmt hunn.

Deen zweete Punkt ass awer och deen, dass am Kontext vun der Direktiv … Et ass jo oft op den Historique higewise gi vun dem Artikel 1699 vun dem Code civil, mee d'Direktiv, déi seet hei ganz kloer – dat ass de Considerant (9); et muss ee jo ëmmer kucken, wann een eng Direktiv liest, dass een net nëmmen déi Artikele liest, déi an dem Dispositif stinn, mee dass een dat Ganzt kuckt –: „La présente directive devrait favoriser le développement dans l'Union de marchés secondaires des prêts non performants, en supprimant les obstacles et en établissant des mesures de protection concernant le transfert de prêts non performants par les établissements de crédit à des acheteurs de crédits, tout en protégeant les droits des emprunteurs."

Mee hei gëtt soss näischt gemaach, wéi dass séchergestallt gëtt, dass d'Bilane vun de Banken, déi léinen, net iwwerbelaascht gi mat faule Kreditter, dass si sech därer kënnen entleedegen an dass da gekuckt gëtt, fir dass déi Banke kënnen, am Sënn vun der Stabilitéit, normal weider evoluéieren.

An dann ass och ganz kloer an där Doktrinn – jo, si hu mir och d'Doktrinn hei bruecht –, dass et an där Diskussioun a Frankräich jo net einfach heescht: „Mir maachen dat elo esou", mee déi ass och contestéiert! Dat heescht, et gëtt zumindest d'Fro gestallt: „Ass et nach ubruecht, dass déi Mechanisme vun dem Code civil vu virun 220 Joer, nämlech vun 1804, besonnesch wat d'Cession de droits litigieux ass …, ob déi sech nach op déi nei Finanzlegislatioune kënnen, also an engem gudde Sënn, applizéieren oder net?" An d'Äntwert vun der Regierung ass hei: „Am Sënn vun der Rechtssécherheet deplacéiere mir eis vun de Reegele vun dem Code civil, fir eng Legislatioun, déi et bis elo gouf, weider kënnen ze applizéieren, dat, wéi gesot, am Interessi vun der Stabilitéit vun eiser Finanzplaz."

An dee leschte Punkt, dat ass dee vun der Cautioun. Den Här Fayot huet drop higewisen, dass dat en Arrêt vun eiser Cour de cassation ass. Dir wësst, dass de Finanzminister …

*(Interruption)*

Vun der franséischer Cour de cassation. Mir musse kucken, wéi d'Rechtssituation um Niveau vun der Kautioun bei eis an der Lëtzebuerger Jurisprudenz ass. An ech verschléisse mech net, wa mussen Adaptatiounen an der Linn vun deem Choix, deen elo hei gemaach gëtt … Dofir soen ech och der sozialistescher Partei Merci, dass se mat hirer gudder Argumentatioun jo awer seet: „Mir stëmmen dëse Projet de loi mat", dass mer kucken, fir dass mer, wann Adaptatiounen um Niveau vun der Kautioun …, well och d'Kautioun ass en Deel vun dem Code civil, wann do missten Nobesserunge gemaach ginn, fir dat ze klarifizéieren, da wäerte mir dat och an Zesummenaarbecht mat der Justizministesch maachen.

Duerfir nach eng Kéier: Villmools merci fir déi breet Ënnerstëtzung. Am Sënn vun der Stabilitéit vun eiser Finanzplaz maache mer dat. Mir maachen et am Sënn vun der Rechtssécherheet. Mir setzen dës Direktiv eent zu eent am Sënn vun enger Vereinfachung vun de Prozeduren ëm, an ouni dass de Kredittneemer, wat besonnesch déi hei ugeklonge Sozialfäll, fir déi an dësem Fall kënnen …, zu Schued géing kommen.

Well, ganz éierlech, Här Baum an Här Goergen, déi Situatiounen, wou Der ugefaangen hutt …, ech mengen net, dass een, deen e Kreditt vu 50.000 Euro net kann zréckbezuelen, och d'Mëttelen hätt – wat

eng aner Diskussioun ass –, fir da viru Geriicht ze goen an dat ze contestéieren. An ech mengen och net, dass déi Lëtzebuerger Banken, déi hei sinn, mat hirer sozialer Missioun, déi Eenzelner och hunn, esou Fäll géifen einfach ausser Uecht loossen.

Hei geet et drëms, aus de Feeler vun der Vergaangenheet ze léieren, wou a grousse Länner d'Stabilitéit vun de Finanzplazen a Fro gestallt goufen, fir dass dat net zu Lëtzebuerg ass. Dat war och d'Absicht vun dëser Direktiv, an duerfir setze mir se op dësem Wee ëm.

An duerfir soen ech Iech alleguerte Merci, déi dësem Gesetzesprojet zoustëmmen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Dann: Ech hunn nach dräi Deputéierter, déi Iech wollten eng Fro stellen, wann Der domat d'accord sidd.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat sinn d'Madamm Tanson, den Här Goergen an den Här Baum. Dat ass jo esou?

*(Assentiment)*

Gutt. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, also et ass Parole après ministre, wou ech froen, Här President, well awer elo verschidde Saache gesot ginn, déi ech awer nach eng Kéier muss an dee richtege Kontext réckelen.

Dat Éischt ass: Wat mech virun allem frappéiert huet, dat ass, dass mer hu missen nofuerschen an och net wierklech eng Äntwert kruten, wou dat Ganzt géing hierkommen. An et huet kee Mënsch e Problem domat – also ech jiddefalls net an, ech denken, déi meescht heibannen och net –, dass Dir en Austausch hutt mat de Verantwortlechen, mat de Responsabele vun deene grousse Banken, mat anere Leit aus dem Secteur.

Dat, wat fir eis wichteg ass – an duerfir gëtt et jo déi Registeren, an duerfir hätt ech jo och gär, dass mer deen hei an der Chamber, zum Beispill, och besser gestalten –, dat ass, dass ee ka retracéieren, wie wat vun engem gären hätt, wie wat freet. An eeben hei war dat e bëssen eng Sisyphusaarbecht a mir kruten déi Äntwerten eréischt de Moment, wou de Rapport ugeholl ginn ass. An dat fannen ech bedauerlech.

Dat Zweet ass: Dir schwätzt elo déi ganz Zäit dovun, et géing guer net ëm déi aarme kleng Leit goen, et géing just ëm déi grouss Entreprisë goen. Mee dat geet awer net aus dem Text ervir! An et geet och net … Et ass jo net … An dat ass eeben e bëssen deen Denkfeeler, deen och virdrun am Här Bauer sengen Erklärunge war. Ech weess …, also, ech wëll elo kengem ënnerstellen, dass en dat bewosst mécht, mee: Ëm wat geet et? Et geet jo net drëm, dass een net bezilt, well een net ka bezuelen, an dann e Rechtssträit mécht. Mee et geet drëm, dass een eppes contestéiert, dass een zum Beispill seet: „Déi Zënzhausse, déi elo do komm ass, déi ass net gerechtfäerdegt, déi ass net kontraktuell virgesinn", oder: „En Andreiwe vun engem Kreditt geet net aus dem Kontrakt ervir", an dass een duerfir net bezilt an dat dann och um Geriicht freet.

An deene Leit – ob dat elo eng aarm Persoun ass, ob dat eng Entreprise ass, wien och ëmmer dat ass – huele mir elo dat Recht ewech, wat et net eréischt säit dem Aféiere vum Code civil gëtt, mee wat, wéi gesot, aus dem réimesche Recht ervirgeet, wat och an eisen Nopeschlänner existéiert, déi dat hei net ausser Kraaft gesat hunn. Nach eng Kéier: Mir huelen elo dat Recht ewech, dann de Kreditt zu deem ganz niddregen Taux, zu deem Präis, zu deem déi Kreditter spekulativ verkaaft ginn, kënnen zeréckzebezuelen. An dat ass en zousätzlecht Drockmëttel, dat natierlech d'Bank dann op den Debiteur huet fir ze soen: „A, mee wann s de mech elo och nach usichs, da wäerts de emol gesinn: Dee Prêt hei, deen ass méi séier verkaaft, wéi s de kucke kanns!"

An dat Lescht zu der Direktiv – an et ass am Fong dat, wat mech nawell am meeschten irritéiert –, dat ass, dass den Artikel 2 seet: „En ce qui concerne les contrats de crédit qui relèvent de son champ d'application, la présente directive ne porte atteinte ni aux principes du droit des contrats, ni aux principes de droit civil applicables, en vertu du droit national, au transfert des droits du créancier au titre d'un contrat de crédit ou à la cession du contrat de crédit lui-même." Dat heescht ganz kloer: Dir maacht hei net „la directive, rien que la directive", Dir gitt méi wäit wéi d'Direktiv!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Dir kënnt selbstverständlech Stellung huelen.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Ech verstinn, wann een eppes eterniséiert, mee ech sinn elo ganz zen.

Ech hunn der Chamber hei op dëser Tribün erkläert, ganz genee, wat fir eng Kontakter am Virfeld vun dëser Direktiv waren – iwwregens ënnert där fréierer Regierung! Mee ech maachen absolutt kee Reproche – au contraire! –, dass déi Kontakter waren, souwuel deenen, déi de Kontakt gesicht hunn, wéi och deenen, déi de Kontakt opgeholl hunn. Ech wëll dat ganz kloer soen!

An Dir kënnt mech an all Chamberskommissioun, wann e Projet de loi deposéiert ass, froen, wou Kontakter waren. Ech soen Iech just, dass ech gesinn, wat fir en zousätzleche Wäert den Haut comité de la place financière huet. An et war eng vu mengen éischten Amtshandlungen … Well do sinn 80 Leit vun enger extreem héijer Expertis, déi sech do zesummefannen, wou ënnerschiddlech Interesse sinn, an déi en Input kënne ginn, wéi een Direktive kann am Interessi vun eiser Plaz ëmsetzen, wéi nei Creneaue kënnen dobausse gesicht ginn, fir d'Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz weider ze stäerken.

An et kënnen – an dat soen ech, dat ass den Ënnerscheed – Propositioune gemaach ginn, mee de Choix politique vun deem, wat an d'Gesetz stoe kënnt, dat ass dee vun dem Finanzministère an enger éischter Phas a vun dem Regierungsrot an enger zweeter Phas. A letztendlech ass dat de Wonsch an de Choix vun enger Majoritéit vun dem éischte Pouvoir.

Mee wat hunn ech do ze verstoppen? Glat a guer näischt! Ech fannen, dass et an der Politick am Beschte funktionéiert mat Transparenz, an déi wäert ech an deem Punkt exercéieren.

Den zweete Punkt ass deen: Wéi ass dat mam Artikel 1699? Dir liest mer elo den Artikel 2 vun der Direktiv vir. Jo, déi seet: „De Choix ass deen, dass een net muss de Code civil ëmänneren." D'Fransouse maachen dat net. D'Belsch, contrairement zu deem, wat Der gesot hutt, hunn dat Gesetz nach guer net ëmgesat.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Et ass dat, wat Äre Representant eis an der Kommissioun gesot huet!

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, wannechgelift! Et ass um Här Roth.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Mee et ass awer dat …

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Ech kommen dann déi nächst Kéier selwer. Mee mir kënnen net …

*(Interruption par Mme Sam Tanson)*

Nee, mir kënnen net … Madamm Tanson, ganz éierlech, et ass och net de Punkt, dass e Minister oder e Beamte vun engem Ministère an der Sitzung weess, wéi eng Direktiv an – ech weess net – Rumänien ëmgesat gouf!

*(Interruption)*

Sorry, mee da musse mer dat eng Kéier kënnen nopréiwen! An ech hunn dat gemaach bei der sougenannter „Verméigenssteier", wou Der all d'Detailer krut, dräi Deeg, nodeem Der déi Froen opgeworf hutt an der Finanzkommission.

Hei ass de Choix délibéré geholl gi vun der Lëtzebuerger Regierung, op Propos vun dem Finanzminister, fir den Artikel 1699 an der Linn vun dem Gesetz iwwert d'Titrisatioun esou d'selwecht auszeféieren.

Well wat hunn d'Milieue gären? D'Milieuen … Well et sinn och déi, déi Steiere bezuelen. Et muss een dat och emol eng Kéier soen: Dräi Véierels vun eiser Kierperschaftssteier kommen nun eeben emol vun der Finanzplaz. An da muss een och vläicht kucken, dass een déi Mëllechkéi, déi een huet, net einfach schluecht.

*(Interruption)*

Dat ass net déi Approche, déi dës Regierung gewollt huet. Mir hunn hei de Choix délibéré geholl, fir dat do esou ze maachen, am Sënn vun der Previsibilitéit, am Sënn vun der Kontinuitéit par rapport zu dem Gesetz iwwert d'Titrisatioun a virun allem och am Sënn vun der Stabilitéit vun deene Banken, déi hei op der Plaz sinn. A wann Der alles gesinn hutt, wat an Amerika an op anere Plaze vun der Welt geschitt ass mat Non-performing Loans, ech mengen, dann ass dëse Choix richteg. An duerfir soen ech der Majoritéit vun der Chamber, déi hannert dësem Gesetz steet – enger grousser Majoritéit –, villmools Merci. Dat ass e räsonabele Choix. An ech si frou, dass dës Regierung deen Appui krut.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Roth. Dann ass d'Wuert fir den Här Goergen – fir eng kuerz Fro, wannechgelift!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Eng ganz kuerz. An de Minister kann och do ganz zen bleiwen, well Dir hutt nämlech e Saz gesot, deen ech ganz interessant fannen: dass d'Spuerkees gewësse sozial Verflichtungen huet.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Jo.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | An ech war a menger Ried eng Kéier drop agaangen. Sidd Der dann och der Meenung, dass, wann en Dossier bis beim Office social läit – well mir wëssen, dass heiansdo gewëssen Delaie mat Verwaltungsréit sinn, bis déi d'Dossiere kënnen opschaffen –, eng Spuerkees dann do och besonnesch sensibel muss virgoen an net mat aller Häert?

Merci.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | D'Spuerkeess fält ënnert d'Regierungskompetenz vun dem Finanzminister. Ech fannen, dass um Niveau vun der Spuerkeess, iwwregens net eréischt elo, mee schonns säit Joerzéngten, eng ganz gutt Politick gemaach gëtt am Interessi vun dem Secteur – dat si virun allem déi 40 % vun de Leit, déi Immobiliekreditter bei der Spuerkeess hunn – an am Interessi vun der Stabilitéit vun eiser ganzer Ekonomie.

A wa mer 1,8 % hu vu Prêten, déi net zeréckbezuelt ginn – wat jo net nëmmen Individualprête sinn, mee wat och déi vu Gesellschafte sinn –, da mengen ech, dass do mat enger gewëssener Circonspectioun virgaange gëtt. Ech mengen net, dass vun haut op muer d'Spuerkeess einfach géing dohinnergoen an en Haus zur Stee dohinnerstellen. Ech mengen, do gëtt mat vill Fangerspëtzegefill gekuckt. An et gëtt virun allem gekuckt, fir de Leit ze hëllefen an där schwiereger Situatioun.

Ech fannen et och e gutt Zeechen, dass eis Staatsbank – dat huet se jo selwer kommunizéiert – Devante geholl huet an, obschonns déi Europäesch Zentralbank ëm 0,25 % bei den Zënsen erofgaangen ass, dat schonn anticipéiert huet an d'Kreditter ëm 0,50 % reduzéiert huet. Ech fannen dat e richtege Schrëtt an déi richteg Richtung.

An ech sinn och frou, wann Der d'Spuerkeess schonn uschwätzt, dass déi Virreider war an deem sougenannten „SPV-Mechanismus" (ndlr: Special-Purpose-Vehicle-Mechanismus), dee mer virgestallt hunn, fir derbäi ze hëllefen, de Bau an de Konstruktiounssecteur ze stabiliséieren. An ech mengen, dass ech do keng Kritick unzebréngen hunn. Vun eenzelne Fäll hunn ech keng Kenntnis, an déi mussen dann eeben do diskutéiert ginn, wou déi Plaze sinn. Mä déi generell Politick vun der Spuerkeess kann ech an dësem Fall nëmmen ënnerstëtzen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci. An dann eng lescht kuerz Fro vum Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ganz kuerz. Also, ech ka mech awer och drun erënneren, datt d'Äntwert op d'Fro vun der Madamm Tanson am Juni an der leschter Kommissioun koum. Ech war derbäi an ech hu souguer nogehaakt, well ech hunn d'Äntwert e bësse speziell fonnt oder ech war erstaunt, op jidde Fall.

Mee awer nach eng Fro. Meng Fro ass: Dir schwätzt justement dervun, dass et jo och ëm d'Stabilitéit vun de Banke geet. Mir hunn dat zu e puer virdru gesot, datt als Beispill geholl ginn ass, datt d'Prêten, d'Immobilieprêten, déi net performant sinn, zurzäit op 1,8 % placéiert goufe vum Generaldirekter vun der CSSF. Dat sinn awer net all déi litigiéis! Dat heescht, wat ass iwwerhaapt den Ordre de grandeur vun deene Prêten, déi justement a Fro kéimen an déi tatsächlech vläicht och nach eng Instabilitéit vun eise Banke kéinten duerstellen? Well dat ass jo anscheinend d'Haaptargument.

An duerno wollt ech awer och nach soen: Mir sinn e bësse stolz drop, dass de Serge Urbany dee war, dee géint d'Titrisatioun gestëmmt huet!

*(Hilarité)*

**Une voix** | Très bien!

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Mir haten erëm eng Kéier Recht, wou der vill sech geiert hunn!

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat dann zur Informatioun. Merci, Här Wagner. Här Minister.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci. Also, iwwert d'Gréisst vun deenen eenzelne Prêten, déi op der Bankeplaz gemaach ginn, hunn ech keng Informatiounen. An ech mengen och net, dass ech, ënner anerem opgrond vun dem Bankgeheimnis, als Finanzminister déi Informatiounen iwwerhaapt kéint hunn.

Ech mengen, dass …

*(Interruption)*

Ech mengen, dass d'Bankenopsiicht, d'CSSF, Abléck iwwert d'Bilanen op eenzelne Positiounen huet. Déi Informatioune kann ech Iech net ginn, wéi elo d'Opschlësselung ass vun den net performante Prêten, dat heescht, déi net rembourséiert ginn, zwëschent Entreprisen a Privatpersounen. Ech hunn iwwert d'Moyens de communication, WhatsApp an anerer, versicht, wéi d'Diskussioune waren, Iech eng Äntwert kënnen op déi Fro ze ginn. Dat kann ech net maachen.

Ech hunn awer kee Problem – an ech huelen dat Engagement, Här President, op mech –: Déi Informatiounen, déi mer kréien, déi mer kënne kommunikéieren, wäert ech Iech an enger nächster Phas an der Budgets- a Finanzkommissioun dann och matdeelen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Dat ass dann esou notéiert. An domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

***Amendement 1***

An éier mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8185 kommen, stëmme mer fir d'éischt iwwert den Amendement Nummer 1 vun déi gréng of, deen als Objet huet, den Alinea 2 vum Paragraf 2 vum Artikel 2 ze sträichen. Dir hutt den Amendement ausgedeelt kritt an ech mengen, d'Diskussioun ass amplement doriwwer gefouert ginn.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech hunn d'Riedezäit ausgenotzt.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir hutt … Dat wollt ech elo net soen, mee Dir hutt awer natierlech Recht. An dofir géing ech dësen Amendement …

*(Interruption)*

Här Fayot, Dir hutt Är Riedezäit zwar och ausgenotzt, mee wann nach eppes dozou ze soen ass – mee ganz kuerz, wannechgelift, ganz kuerz!

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, Här President, ech hunn effektiv d'éinescht och schonn eppes dozou gesot. Mir sinn awer, mengen ech, haut an enger anerer Zäit wéi 2004. Et ass vill geschwat ginn iwwert d'Analogie mat deem Gesetz iwwert d'Titrisatioun. Säithier, säit 2004, war eng grouss Finanzkris. Eng weltwäit Finanzkris ass iwwert d'Welt gezunn an d'Titrisatioun war och eent vun deenen Instrumenter, déi weltwäit an der Kritick waren. Et ass geschwat gi vu finanzielle „weapons of mass destruction", well et ass justement iwwert déi Titren, wou déi ganz Subprime Loans repackaget gi sinn an an de Circuit komm sinn.

An ech mengen, dass een haut soll anescht iwwer esou Instrumenter nodenke wéi 2004. Mir sinn haut, wéi gesot, an enger anerer Zäit. Mir sinn haut an enger Zäit, wou mer u sech eng Wirtschaftskris hunn, wou mer Leit hunn, déi Problemer hunn, hir Prêten ze rembourséieren, déi ënner Kafkraaftverlescht leiden. An duerfir fannen ech et gutt, dass mer och mol eng Kéier déi aner Säit kucken an effektiv de Sort vun den Emprunteure kucken.

A mir waren en fait der Meenung, dass een, wann een iwwert d'Finanzstabilitéit schwätzt – an déi hänkt eis och um Häerz, Här Minister –, déi hei hätt kënnen op eng méi subtill Aart a Weis verbanne mam Schutz vun den Emprunteuren. An dat ass dat, wat mer hei bedaueren, dass elo net op den Amendement hei agaange gëtt, well, wéi gesot, et hätt een déi zwee ganz gutt kënne matenee kombinéieren, déi puer Situatiounen, déi, mengen ech, concernéiert si vun deem Droit de retrait litigieux, awer och dee Schutz virun enger Menace vun de Banken, dass dee Prêt do géif anerwäerts cedéiert ginn.

Just fir ofzeschléissen: Mir wäerten eis au vu vun dem Refus, deen Amendement ze stëmmen, bei dësem Projet de loi enthalen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Fayot. Domat wär dann elo d'Diskussioun ofgeschloss.

***Vote sur l'amendement 1***

An da géif ech den Amendement zum Vott stellen. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen a 40 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun. Dësen Amendement Nummer 1 ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Marc Lies), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Laurent Mosar), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen (par Mme Alexandra Schoos), Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

Den Artikel 2 vum Projet de loi bleift also ënnert der Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun en originellement virgeschloen huet.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8185. Den Text steet am Document parlementaire 8185[6].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8185 et dispense du second vote constitutionnel***

Och hei maachen ech de Vott op. D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 40 Jo-Stëmme bei 5 Nee-Stëmmen a 15 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also mat 40 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme bei 15 Abstentiounen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Max Hengel), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen,*

*MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen (par Mme Alexandra Schoos), Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Ont voté non : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 5. Question élargie n° 14 de Mme Mandy Minella relative aux ressources humaines qualifiées fournies aux fédérations agréées, favorisant le développement du secteur sportif au Luxembourg

An da komme mer elo zur erweiderter Fro Nummer 14 vun der Madamm Mandy Minella iwwert d'qualifizéiert Personal an de Federatiounen, dat d'Entwécklung vum Sportsecteur férdert. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit fir seng Haaptfro an och fir seng Zousazfro. An d'Regierung huet 10 Minutte fir ze äntwerten. Madamm Minella, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Mandy Minella** (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ze hëllefen, eis Sportspolitick am Land strukturell kënnen e Schratt no vir ze bréngen, ass fir mech perséinlech e ganz wichtege Punkt, fir deen ech mech och am Dagdeeglechen ëmmer erëm asetzen, besonnesch am Moment, wou d'Fussball-EM bei eisen däitschen Nopere Millioune Leit begeeschtert a bei eise franséischen Noperen den Tour de France dominéiert an d'Olympiad an dräi Wochen zu Paräis ufänkt. Jo, et ass elo de Moment, de Sport hei am Haus ze thematiséieren, wou mir alleguerten am Sportsféiwer sinn.

A grad do läit eng Erausfuerderung. Et geet net just ëm déi ganz grouss Evenementer, mee et geet drëms, de Sport an d'Sportspolitick am grousse Ganzen ze gesinn, aus ganz ënnerschiddleche Bléckwénkelen d'Sportsstruktur ze beliichten a kontinuéierlech ze verbesseren.

Sport ass vill méi wéi nëmme kierperlech Betätegung: Reegelméisseg Beweegung férdert net nëmmen d'Gesondheet, Sport férdert och d'mental Gesondheet, hëlleft, Stress ofzebauen a steigert eist Wuelbefannen.

En anere positiven Aspekt vum Sport ass déi sozial Komponent. Sport bréngt d'Mënschen zesummen, onofhängeg vun Alter, Geschlecht oder Hierkonft. E schafft Gemeinschaften a stäerkt den Teamgeescht. Sport léiert eis, sech Ziler ze setzen an dorop hinzeschaffen.

Schliisslech léiert eis de Sport de fairen Ëmgang mat Erfolleg an Néierlag. E férdert d'Fäegkeet, ëmmer erëm opzestoen a weiderzemaachen, och wann een net direkt Succès huet mat sengem Asaz. Dës Resilienz ass eng wichteg Liewenskompetenz, déi eis hëlleft, Erausfuerderungen ze meeschteren. Soit, ech soe gären: „Sport ass d'Schoul vum Liewen."

Här President, wichteg Sailen a Partner am Lëtzebuerger organiséierte Sport sinn nieft dem Comité olympique och d'Verbänn. Eng vun deene gréissten Erausfuerderunge fir d'Verbänn ass de Benevolat, Leit ze fannen, déi sech ëm d'dagdeeglech Gerancë vun de Federatioune këmmeren, mat alle Facetten an Aspekter. An d'Erausfuerderunge ginn ëmmer méi grouss an d'Ufuerderungen ëmmer méi héich, sief et d'Koordinatioun mat de Memberen, mat de Gemengen, den Austausch mat den affiliéierte Clibb oder och d'Ufroen an d'Verdeele vun de Subsiden.

Dobäi kommen och ëmmer méi juristesch Froen. E Verband erfollegräich leeden ass haut méi wéi just eng flott Niewebeschäftegung. A Benevoller ze fannen, déi esou Tâchen iwwerhuelen a beherrschen, gëtt bekanntlech ëmmer méi schwéier. Dowéinst brauchen d'Verbänn qualifizéiert Leit, déi d'Gerancë vun dësen an d'Hand huelen.

E Coordinateur oder Chargé de développement, deen d'Verbänn an hirer Geranceaarbecht ënnerstëtzt, géing hei e groussen Ënnerscheed maachen. E géing derzou bräidroen, d'Verbänn méi staark opzestellen an de Sport am ganze Land no vir ze bréngen. Dee ganzen administrative Volet géing professionaliséiert ginn. Och eng verlässlech Kontroll vun de Konte kéint an d'Tâche vun esou engem Coordinateur falen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech schwätzen hei net nëmme vun deene grousse Verbänn mat lizenzéierten Elittenathleeten, déi international Kompetitiounen ausdroen. Och déi méi kleng Strukturen oder Sportaarten, déi net esou medial present sinn, musse méi staark ënnerstëtzt ginn, fir datt si weider kënne bestoe bleiwen.

Am aktuelle Koalitiounsaccord gouf festgehalen, datt d'Regierung d'Méiglechkeet wäert analyséieren, de Verbänn am Kader vun enger Initiativ qualifizéiert Ressources humaines ze stellen, fir de Sport am Allgemengen ze favoriséieren. An deem Kader géif ech dem Här Minister gäre follgend Froe stellen:

Gouf schonn eng Analys mat de Verbänn gemaach, wat de Besoin um Terrain genee ass? Kann een do vun Iech e Bilan gezu kréien?

Gëtt et konkreet Piste bei Iech am Haus, wéi déi virdru beschriwwen Initiativ zum Bereetstelle vu qualifizéierte Ressources humaines soll ausgesinn? Wa jo, wéini? A wéi gesi se aus? Gëtt drop opgepasst, och kleng Verbänn an déi nei Struktur mat opzehuelen?

Wat investéiert de Ministère insgesamt u Subsiden a Sportverbänn? A ginn déi Subsiden a Form vun engem Lizenzeschlëssel evaluéiert?

An der leschter Legislaturperiod gouf et jo éischt Verbänn, déi e Chargé de développement fir eng besser Vernetzung ënnereneen an eng besser sportlech Entwécklung astelle konnten. Ass geplangt, dee Secteur fir méi Verbänn auszebauen?

Villmools merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minella. An dann huet elo d'Regierung d'Wuert, den Här Sportsminister.

**M. Georges Mischo,** Ministre des Sports | Merci, Här President. Merci och der honorabeler Deputéierter Madamm Minella fir dës Question élargie. Dir hutt dat ganz richteg erkannt, dass déi 66 Sportsverbänn hei zu Lëtzebuerg – an do ass ee wéi deen anere fir de Sportsminister, do ass kee groussen a kee klengen derbäi, si sinn alleguerten d'selwecht – an hiren Daachverband natierlech, den COSL, d'Réckgrat vum Mouvement sportif sinn, an deementspriechend ënnerstëtzt sollte ginn, fir hirer Roll gerecht ze ginn.

Mat de richtegen Instrumenter a mat, ënner anerem, héich qualifizéierten, motivéierte Mataarbechterinnen a Mataarbechter an de Sportsverbänn kann de Mouvement sportif gestäerkt ginn. Just fir et nach eng Kéier ze erwänen: Aner wichteg Partner, fir genee dëse Mouvement sportif ze festegen, sinn d'Veräiner an och d'Gemengen. Och do hunn ech schonns e puermol preziséiert, dass d'Verbindung zu de Gemenge gestäerkt wäert ginn an un engem verbesserte Programm vun de Gemengesportscoordinateure geschafft soll ginn, an dat och an Zesummenaarbecht mam Syvicol.

De Koalitiounsaccord gesäit jo vir, dass de Sportsministère mat senge Verwaltungen eng gesamtgesellschaftlech orientéiert Sport- a Beweegungspolitick soll ausrullen, fir dat gesamt Potenzial vum Sport an der Beweegung an all senge Facetten a fir all eis Biergerinnen a Bierger vun all Alter a fir all Niveau bis zum Kompetitiounsbedarf ze notzen.

De Sport brauch onbedéngt déi néideg finanziell a personell Ressourcen, fir déi grouss Erausfuerderunge kënnen unzegoen, déi sech him stellen. Et ass jo evident, dass de Sport e gewaltegen an eenzegartege Potenzial huet, esou wéi Der et virdrun och schonn opgelëscht hutt. Et ass also wichteg, dass de Staat weiderhin de Sport an der Ëmsetzung vu sengen Objektiver ënnerstëtzt, fir esou de Gesondheetsniveau vun der Lëtzebuerger Populatioun héichzehalen an déi sozial Integratioun an d'Entwécklung vun de soziale Verbindungen ze förderen.

Zu Lëtzebuerg gëtt et aktuell ronn 1.300 Sportveräiner, an deenen 137.000 Biergerinnen a Bierger eng Lizenz hunn. Et läit mir besonnesch um Häerz, dass dëse Reseau, d'Réckgrat vum Lëtzebuerger Sport, geziilt gestäerkt gëtt, fir dass d'Veräiner hir Sportsoffer erweideren, an dat souwuel am Leeschtungs- wéi awer och am Fräizäit- a Gesondheetssport.

Ech hu schonn op verschiddenen Tribünen erwäänt, datt et wichteg ass, déi organisationell Kapazitéite vun de Verbänn an de Veräiner ze verbesseren. An alle Gespréicher, déi ech mat de groussen, awer och klenge Verbänn gefouert hunn, ass et ëmmer erëm nees ëm hire Besoin gaangen, déi organisationell Kapazitéiten ze stäerken.

Domat sinn natierlech, éischtens, déi finanziell Moyene viséiert, genausou wéi, zweetens, d'Sportinfrastrukturen an, drëttens, d'Förderung vun der Entwécklung vun de Relatiounen an den Netzwierker …

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift, e wéineg méi roueg heibannen, et ass schwéier, sech ze konzentréieren!

**M. Georges Mischo,** Ministre des Sports | … vun de Sportorganisatiounen, souwuel op kommunalem wéi awer och op nationalem Niveau, an, véiertens, gutt ausgebilt a motivéiert Leit a Personal.

E puer Froe vun der honorabeler Deputéierter Madamm Minella zilen och direkt op déi véiert Achs of an treffen domat e ganz sensibele Punkt. Mir mussen et packen, quantitativ a qualitativ méi Personal a Leit, déi sech professionell, benevoll oder indemniséiert am Sport asetzen, an de Secteur ze kréien.

Fir déi Kompetenzen ze stäerken, wäert d'Regierung d'Offer vun den Ausbildungen am INAPS, dem Institut national de l'activité physique et des sports, verbesseren. Esou kënnen déi technesch an administrativ Kaderen an de Veräiner an awer och an de Verbänn beschtméiglech dovunner profitéieren.

Och gëtt iwwert den INAPS dëse Leit an de Veräiner a Verbänn Berodung ugebueden, fir déi richteg Ramebedéngungen ze schafen an esou an de Veräiner d'Entwécklung vun der sportlecher Offer a vu Sportmanifestatiounen ze förderen. Soumat kënnen dës Veräiner a Verbänn hirer Roll gerecht ginn, fir d'Integratioun, d'Inklusioun, d'Diversitéit, d'Freed an déi sportlech Performancen héichzehalen.

Et ass och virgesinn, d'Beruffer am Sport stänneg auszebauen, an dat an enker Zesummenaarbecht mam Bildungs- an Héichschoulministère. Et sief an dësem Zesummenhang nees eng Kéier op d'Wichtegkeet vum Congé sportif higewisen. An dovunner kënne jo ewell méi Benevoller profitéieren, fir an hirem Verband oder an hirem Veräin eng Hand mat unzepaken. Eng Gesamtaschätzung vun dëser Mesür an eng genee Analys wäerten dann och an dräi Joer gemaach ginn.

D'Regierung schafft och un enger Initiativ, fir den Emploi am Sportsecteur ze ënnerstëtzen an iwwert déi sougenannten IPES, d'Initiative pour la promotion de l'emploi dans le secteur du sport, de Verbänn an de Veräiner qualifizéiert Personal géint Bezuelung zur Verfügung ze stellen, an op deem Wee ginn och d'Beruffer am Sport gefërdert. Et ass evident, dass och méi kleng Verbänn vun dëser Initiativ kënnen a musse profitéieren.

Wat sinn d'Besoine vun deene 66 Sportverbänn an dem Daachverband COSL? D'Verbänn froen, fir gutt ausgebilte Leit eng reell Perspektiv kënnen ze ginn, an dofir musse si d'Méiglechkeet kréien, deene Leit och Paien ze bezuelen, fir mat anere potenziellen Employeure kënnen ze konkurréieren.

D'Verbänn brauche souwuel op verwaltungstechneschem Plang Ënnerstëtzung wéi och op technescher Eebene. Fir konkreet ze ginn, ass de Minimum vun all Verband, sech e Sekretariat kënnen ze leeschten, fir den alldeeglechen organisatoreschen an administrativen Aufgabe kënnen nozekommen. Dëst ass och wouer bei méi klenge Verbänn, neie Sportarten a Verbänn, déi eventuell keng laang historesch Traditioun an eisem Land hunn.

D'Unzuel vu Kompetitiounslizenzen ass do net ëmmer dee richtege Gradmiesser, well et gëtt och Verbänn, wéi eng Wanderfederatioun, déi all Weekend ganz vill Leit a Beweegung kréien, ouni dass dësen Exercice mat Kompetitioun verbonne wier.

D'Verbänn, déi en ausgeprägt Konzept hu fir hir Leeschtungssportler an hir Nationalekippen, brauchen natierlech souwuel hir spezifesch Traineren an Directeur-techniquë wéi och Personal am Beräich vun der Préparation physique, dem mentale Coaching an dem preventiven Training. E Chargé de développement et de formation ass noutwendeg, fir déi Ausbildung an déi Ziler mat engem gesamtgesellschaftlechen Impakt aus dem Verband eraus ze koordinéieren an an de Veräiner ze promouvéieren.

Wann de Verband bis eng gewësse Gréisst oder eng gewëssen Unzuel vu Personal, Memberen a Lizenzéierten huet, ass en eventuell prett fir e Generaldirekter, deen d'Visiounen an d'Strategie vu sengem Verband ëmsetzt.

De Ministère ënnerstëtzt mat engem Subsid eng sëllege Sekretariatsposte wéi och aner Posten. Dat sinn zum Beispill Gestionnairen, Directeur-techniquenationallen, professionell Traineren a Chargés de développement et de formation.

Ech verstoppen net, dass déi reell Demande aus de Verbänn praktesch duebel esou héich ass an dass ech fest wëlles hunn, mech anzesetzen, fir iwwert déi nächst fënnef Joer all de Verbänn esou gutt wéi méiglech entgéintzekommen.

Mat anere Subsiden hëlleft de Ministère de Verbänn bei der Organisatioun vu Manifestatiounen, bei der Begleedung vun internationale Meetingen a Wettkämpf, beim Training vun de Centres de formation oder bei der Entwécklung vun engem Héichleechtungskonzept.

Fir eis Ziler ze erreechen, mussen d'Moyenen aus dem Staatsbudget fir de Sport an d'Luucht goen. Eng Viraussetzung, fir dass dës zousätzlech Moyene gräifen, ass, dass d'Verbänn hir Gouvernance esou upassen, dass eng effizient Zesummenaarbecht tëschent de benevolle Verwaltungsréit an dem professionelle Staff méiglech ass. En entspriechenden Organigramm, deen der Gréisst, der Maturitéit an dem Entwécklungspotenzial vum Verband Rechnung dréit, ass an deem Kontext e ganz wichtegt Element.

De Ministère a seng Verwaltung an den INAPS offréieren de Verbänn dofir eng moossgeschneidert Berodung a begleeden d'Verbänn op hirem Wee, fir sech nach méi professionell opzestellen. Sou schafe mir d'Grondviraussetzungen, fir eis gesamtgesellschaftlech Ziler a sportlech Ambitiounen ze erreechen.

An dofir nach eng Kéier villmools merci der honorabeler Deputéierter Madamm Minella fir dës pertinent Question élargie. A merci fir Äert Nolauschteren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. D'Madamm Minella kann nach eng Zousazfro stellen, wa se wëll. Dat ass net de Fall.

Wann dat net de Fall ass, da si mer domat um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 9., 10. an 11. Juli 2024 virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 15.42 heures.)*

# 37e séance

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 22
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Ordre du jour** p. 22
   M. Claude Wiseler, Président
3. **Communications** p. 22
   M. Claude Wiseler, Président
4. **Heure de questions au Gouvernement** p. 23

**Question n° 110 du 10 juillet 2024 de Mme Françoise Kemp relative au Plan de développement culturel du Luxembourg 2018-2028 (KEP), adressée à M. le Ministre de la Culture** p. 23
Mme Françoise Kemp | M. Eric Thill, Ministre de la Culture

**Question n° 111 du 5 juillet 2024 de Mme Francine Closener relative à l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel, adressée à Mme la Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité** p. 24
Mme Francine Closener | Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

**Question n° 112 du 10 juillet 2024 de M. André Bauler relative à l'installation de panneaux photovoltaïques sur des immeubles protégés par l'État, adressée à M. le Ministre de la Culture** p. 25
M. André Bauler | M. Eric Thill, Ministre de la Culture

**Question n° 113 du 9 juillet 2024 de M. Fernand Kartheiser relative aux hélicoptères de la Police, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 25
M. Fernand Kartheiser | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

**Question n° 114 du 10 juillet 2024 de Mme Barbara Agostino relative à l'utilisation des médias numériques par les enfants et les adolescents, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse** p. 26
Mme Barbara Agostino | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

**Question n° 115 du 10 juillet 2024 de M. Meris Sehovic relative au Luxembourg Science Center, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

**Question n° 116 du 10 juillet 2024 de M. Fred Keup relative au Luxembourg Science Center, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse** p. 26
M. Meris Sehovic | M. Fred Keup | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (intervention de M. Meris Sehovic)

**Question n° 117 du 10 juillet 2024 de M. Gérard Schockmel relative à l'Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle (INCCI), adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 27
M. Gérard Schockmel | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

**Question n° 118 du 9 juillet 2024 de M. Marc Goergen relative à la protection contre des influences externes de l'Administration des contributions, adressée à M. le Ministre des Finances** p. 28
M. Marc Goergen | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

**Question n° 119 du 10 juillet 2024 de M. Marc Baum relative aux délais prolongés de remboursements de soins de santé de la CNS, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 29
M. Marc Baum | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

**Question n° 120 du 8 juillet 2024 de M. Georges Engel relative au projet pilote de réduction du temps de travail pour pratiquer une activité physique, adressée à M. le Ministre des Sports** p. 29
M. Georges Engel | M. Georges Mischo, Ministre des Sports

**Question n° 121 du 9 juillet 2024 de Mme Taina Bofferding relative au changement de sexe et l'indication du genre ou d'une troisième option sur les différents formulaires et documents, adressée à Mme la Ministre de la Justice** p. 30
Mme Taina Bofferding | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

5. **Dépôt d'une motion par M. Meris Sehovic** p. 31
Exposé : M. Meris Sehovic

6. **7642 – Projet de loi portant modification :**
**1° de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ;**
**2° de l'article 1714 du Code civil** p. 31
Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire : M. Gilles Baum
Discussion générale : M. Marc Lies | Mme Paulette Lenert (dépôt de la motion 1) | Mme Alexandra Schoos (dépôt de la motion 2) | M. François Bausch (interventions de M. Marc Lies) (dépôt de la motion 3) | M. Marc Goergen (intervention de M. Fernand Kartheiser) (dépôt des motions 4 et 5) | M. David Wagner (dépôt de la motion 6 et de l'amendement 1) | M. Fernand Kartheiser | M. François Bausch
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire
Vote sur l'amendement 1 modifié (rejeté)
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7642 et dispense du second vote constitutionnel
Motion 1 : Mme Paulette Lenert | M. Gilles Baum
Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
Motion 2 : Mme Alexandra Schoos | M. Gilles Baum | M. François Bausch | M. Marc Lies
Vote sur la motion 2 (rejetée)
Motion 3 : M. François Bausch | M. Gilles Baum | M. Marc Lies
Vote sur la motion 3 (adoptée)
Motion 4 : M. Gilles Baum | M. David Wagner (intervention de M. Marc Baum) | Mme Paulette Lenert | M. Marc Goergen | M. François Bausch | M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire
Vote sur la motion 4 (rejetée)
Motion 5 : M. Marc Lies | M. Marc Goergen
Vote sur la motion 5 (rejetée)
Motion 6 : M. David Wagner | M. Marc Lies | M. François Bausch | Mme Paulette Lenert | M. Marc Goergen | M. David Wagner
Vote sur la motion 6 (rejetée)

7. **Ordre du jour (suite)** p. 44
M. Claude Wiseler, Président

8. **8163 – Projet de loi fixant la tâche du personnel éducatif et psycho-social des services et administrations de l'Éducation nationale et modifiant :**
**1° la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;**
**2° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;**
**3° la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale** p. 44
Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse : Mme Barbara Agostino
Discussion générale : M. Jeff Boonen | Mme Francine Closener (dépôt de la motion 1) | M. Fred Keup | M. Meris Sehovic | M. Ben Polidori | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Ben Polidori (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch | Mme Francine Closener (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8163 et dispense du second vote constitutionnel
Motion 1 : M. Gilles Baum | M. Jeff Boonen | M. Ben Polidori
Vote sur la motion 1 (rejetée)

9. **Motion de M. Meris Sehovic relative au financement public du Luxembourg Science Center** p. 53
Discussion générale et prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. David Wagner | M. Sven Clement (interventions de Mme Sam Tanson, M. Meris Sehovic et M. François Bausch) | Mme Taina Bofferding | M. le Ministre Claude Meisch | M. Fred Keup | M. Meris Sehovic | M. le Ministre Claude Meisch | M. Meris Sehovic | M. Michel Wolter | M. le Ministre Claude Meisch | Mme Sam Tanson | M. Michel Wolter | M. François Bausch | M. Sven Clement | M. Michel Wolter (interventions de M. Sven Clement et Mme Sam Tanson) | M. le Ministre Claude Meisch | M. Meris Sehovic | M. Marc Goergen | M. le Ministre Claude Meisch
Vote sur la motion (rejetée)

10. **8255 – Projet de loi portant modification du Code de la consommation** p. 56
Rapport de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture : M. Jeff Boonen
Discussion générale : M. Luc Emering | Mme Paulette Lenert | M. Jeff Engelen | Mme Joëlle Welfring | M. Ben Polidori | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8255 et dispense du second vote constitutionnel

11. **8293 – Projet de loi portant sur les compteurs d'eau en service dans le secteur de la métrologie légale** p. 57
Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : Mme Simone Beissel
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8293 et dispense du second vote constitutionnel

12. **Hommage à M. Christophe Hansen** p. 58
M. Claude Wiseler, Président | M. Christophe Hansen

13. **Hommage à M. Fernand Kartheiser** p. 58
M. Claude Wiseler, Président | M. Fernand Kartheiser

14. **Hommage à M. François Bausch** p.59
M. Claude Wiseler, Président (intervention de M. François Bausch) | M. François Bausch

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, M. Georges Mischo, Mme Elisabeth Margue, M. Eric Thill, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

## 2. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

***Communications du Président – séance publique du 10 juillet 2024***

*1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

*Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.*

*2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :*

*8407 – Projet de loi portant modification de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et instituant un Comité de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme*

*Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 03/07/2024*

*8408 – Projet de loi portant abrogation de la loi du 11 décembre 1967 portant création d'un fonds communal de péréquation conjoncturale*

*Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 03/07/2024*

*8409 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 30 juin 1976 portant*
*1. création d'un fonds de chômage ;*
*2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet*

*Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 01/07/2024*

*8410 – Projet de loi portant création d'un Observatoire de la culture*

*Dépôt : M. Eric Thill, Ministre de la Culture, le 04/07/2024*

*3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

*3231 – Demande de pétition publique : Lëtzebuerg soll Israel sanktionéiere fir seng Krichsverbriechen a Palästina/Le Luxembourg doit sanctionner Israël pour ses crimes de guerre en Palestine/Luxembourg must sanction Israel for its war crimes in Palestine*

*Dépôt : Mme Dalia Khader, le 02/07/2024*

*3232 – Demande de pétition publique : Enseignement de Blockchains et Cryptomonnaies au Lycée*

*Dépôt : M. Anthony Joseph Lourenço, le 02/07/2024*

*3233 – Demande de pétition publique : Pétition pour le recyclage des capsules de café*

*Dépôt : Mme Maryem Belbouhali, le 03/07/2024*

*3234 – Demande de pétition publique : Transport gratuit en ambulances pour les patients atteints de maladies rares/chroniques (p. ex. sclérose en plaques/hématologie/oncologie, soins palliatifs ...)*

*Dépôt : M. Jeff Scheer, le 03/07/2024*

*3235 – Demande de pétition publique : Enlever la liste des chiens susceptibles d'être dangereux*

*Dépôt : M. Michel Dostert, le 03/07/2024*

*3236 – Demande de pétition publique : Bommeleeër*

*Dépôt : Mme Isabelle Kayser, le 03/07/2024*

*3239 – Demande de pétition publique : Électromobilité pour tous : subventions versées lors de l'achat*

*Dépôt : M. João Paulo Ferreira, le 04/07/2024*

*3240 – Demande de pétition publique : ADEM : Clause discriminante à l'égard des travailleurs temporaires*

*Dépôt : M. Lyes Grioua, le 05/07/2024*

*3241 – Demande de pétition publique : Introduction d'une formation de premiers secours obligatoire dans le cadre du permis de conduire*

*Dépôt : Mme Emma Mack, le 05/07/2024*

*3242 – Demande de pétition publique : Interdiction de frais mensuels pour les banques*

*Dépôt : M. Léo Benkel, le 05/07/2024*

*3243 – Demande de pétition publique : Statut célibataire dans la classe d'impôt après le décès de son conjoint*

*Dépôt : Mme Léonie Kuhn, le 06/07/2024*

*3244 – Demande de pétition publique : Nationales Gesetz zum Erlauben oder Verbieten von Feuerwerk an Sylvester*

*Dépôt : M. Andy Humbert, le 07/07/2024*

*3237 – Demande de pétition ordinaire : Logement abordable pour tous*

*Dépôt : M. João Paulo Ferreira, le 04/07/2024*

*3245 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour l'équité des frais d'agence en cas de location d'un domicile au Luxembourg*

*Dépôt : M. Aleks Panzone, le 04/07/2024*

*3246 – Demande de pétition publique : Arrêt des abus de facturation du code CP1 aux patients de médecins*

*Dépôt : M. Jean-Jacques Fleurot, le 08/07/2024*

*3247 – Demande de pétition ordinaire : Modification de la loi du 29 mars 2023 portant modification du Code du travail*

*Dépôt : M. Edoardo Castangia, le 09/07/2024*

*3248 – Demande de pétition ordinaire : Modification de « L.I.R. article 111 »*

*Dépôt : M. Edoardo Castangia, le 09/07/2024*

*3249 – Demande de pétition ordinaire : Modification des critères d'utilisation pour les chèques-repas*

*Dépôt : M. Edoardo Castangia, le 09/07/2024*

*3250 – Demande de pétition publique : Schluss mat deier Dokterrechnunge musse virstrecken*

*Dépôt : Mme Jil Van Leemput, le 10/07/2024*

*N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.*

*(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)*

## 4. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtten hu mer als éischte Punkt eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 110 vun der Madamm Françoise Kemp un den Här Kulturminister iwwert de Kulturentwécklungsplang 2018–2028. An d'Madamm Kemp huet d'Wuert.

**– Question n° 110 du 10 juillet 2024 de Mme Françoise Kemp relative au Plan de développement culturel du Luxembourg 2018-2028 (KEP), adressée à M. le Ministre de la Culture**

**Mme Françoise Kemp** (CSV) | Merci fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, de Kulturentwécklungsplang 2018–2028 ass e Plang fir d'kulturell Entwécklung zu Lëtzebuerg a baséiert op enger detailléierter Analys vum besteeënde kulturelle Kader an d'Verständnis vu senger Entwécklung. De Plang huet 62 Recommandatiounen an d'Zil ass et, déi kulturell Politick am Land ze guidéieren an ze inspiréieren.

An deem Kontext wollt ech froen: Wou si mer mat der Ëmsetzung drun? Mussen Upassunge gemaach ginn? Wat sinn déi nächst Schrëtt?

Eng vun deenen 62 Recommandatiounen ass d'Reintroduktioun vum Congé culturel. De Congé culturel gouf duerch d'Gesetz vum 6. Januar 2023 erëm agefouert an huet als Zil, de Salariéen, Independantë souwéi de staatlechen a kommunale Fonctionnairen d'Méiglechkeet ze ginn, un héichwäertege kulturellen an artistesch unerkannten Eventer deelzehuelen, déi net mat hirer berufflecher Aktivitéit verbonne sinn.

De Congé culturel steet dräi Kategorië vu Persounen zur Verfügung: de kulturellen Acteuren, den administrative Kaderen an de Persounen, déi vun de Federatiounen, nationalen Netzwierker oder Associatioune vum Kultursecteur designéiert ginn.

Wéi vill Leit hu säit der Reintroduktioun dovu profitéiert? Wéi vill Leit kruten de Congé culturel accordéiert an net accordéiert? A wat waren déi heefegst Grënn, wéisou en net accordéiert gouf?

Merci villmools.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Kemp. Dann huet den Här Kulturminister d'Wuert. Här Kulturminister.

**M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | Merci, Här President. Merci der Madamm Kemp och fir dës Froen. Et ass ugeschwat ginn, de Kulturentwécklungsplang, kuerz de KEP, gouf 2016 vum deemolege Kulturminister Xavier Bettel an Optrag ginn an ass 2018 publizéiert gi mam Zil, jo, d'Kulturpolitick hei zu Lëtzebuerg vun 2018 bis 2028 mat 62 konkreete Mesüre weiderzeentwéckelen.

D'Regierung setzt och ganz kloer weider dëse KEP 1.0 ëm, soudass mer Enn des Joers 2023 bei engem Taux d'accomplissement vu 65 % vun dëse Mesüre waren. Deen Taux wäert awer elo iwwert déi nächst Wochen a Méint nach weider klammen, zum Beispill ënner anerem duerch d'Schafe vum Observatoire de la culture, deen dës Woch an der Chamberskommissioun och presentéiert ginn ass a wäert ëmgesat ginn.

An deem Kontext wëll ech awer och drop hiweisen, dass mer net méi spéit wéi den Hierscht am Kulturministère wäerten ufänken, de Kulturentwécklungsplang KEP 2.0 ze plangen, deen d'Zukunft, déi grouss Visioun vun eiser Lëtzebuerger Kulturpolitick, nieft dem Koalitiounsaccord da weider soll definéieren.

De Congé culturel, fir och konkreet op d'Fro ze äntwerten, wou ech ugeschwat gi sinn, ass ganz kloer eng Mesür aus dem KEP 1.0. Am Februar 2023 ass dëst Gesetz a Kraaft getrueden a bitt ganz richteg de Konscht- a Kulturschafenden d'Méiglechkeet, u wichtegen, esou gesot aussergewéinleche kulturelle Manifestatiounen hei am Land, mee ganz kloer och am Ausland, kënnen deelzehuelen, ouni doduerch finanziell Aboussen op hirer Aarbecht a Kaf mussen ze huelen.

Et geet hei ganz konkreet ëm Persounen, déi niewent hirer berufflecher kënschtlerescher Tätegkeet nach enger anerer Activité salariale noginn. Kënschtlerinnen a Kënschtler kréien esou méi ekonomesch Fräiheet, ouni hei hir artistesch Fräiheet mussen anzeschränken.

Et gouf eng grouss Demande vum Kultursecteur, fir genau dëse Congé culturel nees anzeféieren. An engem Joer, wou dat Gesetz elo en place ass, kann ee ganz kloer soen, dass dëse Projet de loi, dëse Congé culturel, ganz gutt ukënnt. Am Ganze gouf dëse Congé culturel 65-mol accordéiert, 33 Accorde fir d'Joer 2023 a ganzer 32 Accorde bis de Juni dëst Joer, d'Joer 2024.

De Congé culturel gouf am Ganzen 29-mol net accordéiert zënter dem Februar 2023. Deen heefegste Grond heifir war, dass déi kulturell Manifestatioun net eligibel war fir de Congé an et sech op där anerer Säit och net ëm eng kulturell Manifestatioun gehandelt huet.

Ech war iwwert déi lescht Wochen a Méint um Terrain ënnerwee. An do ass genau deen dote Sujet och méi wéi eng Kéier ugeschwat gi vu villen Acteuren dobaussen, déi ganz kloer dee Congé culturel appreciéieren an hei awer och scho konstruktive Feedback ginn hunn, wéi ee verschidden Adaptatioune vläicht kéint maachen. Dofir ass et mer ganz kloer och wichteg, an Zukunft dëse Kontakt ze halen a bei Bedarf um Terrain och gegeebenefalls déi néideg Adaptatiounen ze maachen. Mee dat maache mer net no engem Joer, mee zu engem spéideren Zäitpunkt.

Des Weidere wäert dann och den Observatoire de la culture, deen ech virdrun ugeschwat hunn, an Zukunft konkreet Donnéeën iwwert de ganze Kultursecteur, an dorënner och de Congé culturel, zesummendroen. An dës Zuelen an Analyse wäerten eis et dann och erlaben, méi konkreet Decisioune fir déi zukünfteg Orientatioun vun eiser Kulturpolitick ze erméiglechen.

Dofir zum Schluss: Jo, ech ka bestätegen, dass mer an engem gudde Joer mam Congé culturel e ganz positive Bilan kënnen zéien. Mee mir lauschtere ganz kloer weider op de Secteur a wäerten, wa Besoin do ass um Terrain, dat dann och adaptéieren.

Dat gesot, Iech e grousse Merci fir Är Froen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kulturminister.

An da komme mer bei d'Fro Nummer 111 vun der Madamm Francine Closener un d'Madamm delegéiert Ministesch beim Premierminister fir Meedien a Konnektivitéit iwwert d'ALIA.

Ech maache just drop opmierksam, datt ech och hei eng Demande vun där grénger Fraktioun erakritt hunn den 28. Juni, fir d'Meediekommissioun eng Kéier zu dësem Sujet zesummenzeruffen. Och wann elo hei op déi Fro geäntwert gëtt, empêchéiert dat net, datt d'Meediekommissioun nach eng Kéier zu deem Sujet zesummekënnt.

Sou, Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 111 du 5 juillet 2024 de Mme Francine Closener relative à l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel, adressée à Mme la Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité**

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Villmools merci, Här President. Dat war eng wichteg Prezisioun.

D'Onofhängegkeet vun de Meedien ass e fundamentale Prinzipp vun der Demokratie. A fir dës ze garantéieren, ass et geneesou essenziell, datt d'Autoritéit, déi mat der Iwwerwaachung vun de Meedie beoptraagt ass, och onofhängeg ass. Mee genee dat ass duerch déi rezent Entwécklunge bei der ALIA a Fro gestallt. D'Nominatiounsprozedur vum Direkter vun der ALIA ass schonn haut am Gesetz net gutt gereegelt, well een, wann ee wëllt, d'Prozedur vergläiche ka mat der Prozedur vun enger normaler staatlecher Verwaltung.

De fréiere Premier- a Meedieminister huet dat awer net esou interpretéiert an an der Praxis dem Verwaltungsrot vun der ALIA d'Recht gelooss, hiren Direkter ze sichen an ze bestëmmen. Eigentlech läit dat jo och op der Hand an engem Rechtsstaat fir en onofhängege Regulateur.

Déi delegéiert Meedieministesch Elisabeth Margue gesäit dat awer anescht. Si huet en eegene Selektiounskommitee agesat, an deem d'ALIA guer net vertruede war. Et gouf dem Conseil vun der ALIA och just eng eenzeg Kandidatur pour avis presentéiert, soudatt vun engem Choix jo keng Ried ka sinn. Derbäi kënnt, datt se eng personell Verstäerkung, déi wichteg wier, fir datt d'ALIA sech anescht kann opstellen, well se Missioune bäikritt, refuséiert kritt, obwuel se déi Verstäerkung vun där leschter Regierung accordéiert krut. An der Konsequenz vun deem Ganzen ass och elo de President vun der ALIA zréckgetrueden.

Dofir meng Froen un d'Ministesch: Firwat huet d'Ministesch eigentlech mat där Praxis gebrach, datt d'ALIA selwer hiren Direkter sicht an onofhängeg agéiert? Firwat gouf der ALIA just eng eenzeg Kandidatur fir Avis virgeluecht, obwuel et eisen Informatiounen no méi recevabel a valabel Kandidature gouf an d'Gesetz och ganz kloer vu „les candidats" schwätzt?

Ass d'Ministesch der Meenung, datt d'Prozedur am Gesetz muss ugepasst ginn, datt et d'ALIA an Zukunft selwer ass, déi hiren Direkter proposéiert, fir all Verdacht op Aflossnam vusäite vun der Regierung aus dem Wee ze raumen?

Firwat goufen déi Rekrutementer, déi schonn accordéiert waren, elo refuséiert? Hält d'Ministesch weiderhin dru fest, d'Zoustännegkeete vun der ALIA auszeweiten an ze moderniséieren? Wäert d'Ministesch also eng Gesetzesännerung an deem Sënn proposéieren? An a wéi engem Delai? Ass d'Reform vum Meediegesetz nach eng Prioritéit oder net méi?

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Closener. Dann huet elo d'Wuert: d'Madamm delegéiert Ministesch beim Premierminister fir Meedien a Konnektivitéit. Madamm Ministesch.

**Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Merci, Här President. Effektiv, wéi Der et richteg ugeschwat hutt, wäerte mer och an der Meediekommissioun kënnen iwwert déi ganz Prozedur schwätzen. A wann ech kucken, wéi vill Froen d'Madamm Closener mer elo gestallt huet, fir a véier Minutten ze beäntweren, mengen ech, ass dat och méi wéi néideg.

Also, ech wëll fir d'éischt awer ganz kloer soen, datt e modernen a performante Kader fir d'Meedien eng Prioritéit ass vun dëser Regierung an dass eng staark an eng onofhängeg Meedienautoritéit ganz kloer och wäert bei dëser Reform erauskommen. Mir wäerten effektiv och un d'Gouvernance vun der ALIA goen an och un de Processus de nomination. Do hunn ech och guer kee Problem, deen anescht a méi kloer opzestellen.

Fir awer elo zur Prozedur ze kommen, wéi mer dat Ganzt en place gesat hunn: Effektiv hu mer e Comité de sélection en place gesat, an deem fënnef Vertrieder waren. An do war ee Vertrieder vum Ministère d'État, also vum Service médias et connectivité, an ee Vertrieder vun der Fonction publique. Dat sinn déi eenzeg Vertrieder, déi aus Ministerien an deem Comité de sélection souzen. Zousätzlech war ee Vertrieder vum ILR, ee Vertrieder vun der Autorité de la concurrence an ee ganz externen, e Vertrieder vum Presserot, an deem Comité de sélection, soudatt dat e ganz diversifiéierte Comité de sélection war, deen duerch seng Erfarung an de jeeweilege Beräicher, mengen ech, all méiglech Point-de-vuë matbruecht huet an déi Prozedur.

Fir den Oflaf ass et esou, datt mer de Posten ausgeschriwwen hunn, an och scho bei der Ausschreiwung hu mer de Conseil d'administration vun der ALIA consultéiert. Mir hunn hinnen d'Annonce geschéckt. Si konnten hir Observatiounen dozou maachen a mir hunn déi och zu engem ganz groussen Deel a Consideratioun geholl.

Dunn huet de Comité de sélection eng ganz Rei Interviewe gefouert an ass zur Konklusioun komm, datt u sech ee Kandidat oder eng Kandidatin gëeegent wär fir dee Posten. Duerno sinn zwee Vertrieder vum Comité de sélection an de ganze Verwaltungsrot gaang vun der ALIA, fir hinnen doriwwer ze berichten. Si hunn dee Moment ganz am Ufank vun der Reunioun d'Propos gemaach, fir iwwer all déi Kandidaten ze schwätzen, déi se interviewt haten. Déi Propos ass awer refuséiert gi vum President vum Conseil d'administration.

De Conseil d'administration vun der ALIA huet doropshin d'Méiglechkeet gehat, zwee Interviewe mam Kandidat/mat der Kandidatin ze féieren, an huet och en Avis favorable gi fir dee selektionéierte Kandidat/déi selektionéiert Kandidatin.

De Conseil d'administration vun der ALIA huet d'ailleurs och e Communiqué gemaach, wou e preziséiert – an dat ass schonn eng Zäitchen hier, wou en dee gemaach huet –, datt de Conseil d'administration ganz agebonne war an deem Processus, datt e satisfait ass, wéi dee Processus ofgelaf ass an datt en och informéiert ginn ass. De Conseil d'administration als solche war also d'accord mat deem Processus de sélection. An ech mengen, en huet jo schlussendlech och e positiven Avis ginn. E schéngt also och zefridden ze si mat deem Kandidat/där Kandidatin.

Ech mengen, datt dee Processus de sélection vläicht anescht war wéi virdrun, mee ech mengen awer, datt doduerjer de Kandidat net manner onofhängeg ass vun der Regierung, an en ass d'autant plus och nach méi onofhängeg vun dem Conseil selwer vun der ALIA, well en dem Fonctionnement vun der ALIA méi Rechnung dréit, wou mer effektiv eng Autoritéit hunn, déi d'Decisiounen hëlt, an eng Autoritéit, also de Conseil, an dann den Direkter, dee souwuel d'Exekutioun mécht wéi d'Instruktioun. Wann do eng gewëssen Trennung ass, mengen ech, ass dat nëmme benefique fir all Mënsch.

An en plus, doduerjer datt mer zwou Etappen haten, ass de Processus eigentlech ëmsou méi schwiereg gewiescht fir dee Kandidat. Dat heescht, mir hunn e Kandidat, dee vun zéng Leit aviséiert ginn ass an deen doduerch eigentlech misst apte sinn, fir dee Poste ganz gutt ze erfëllen. D'autant plus ass d'Prozedur, esou wéi se gemaach ginn ass, konform zum Gesetz, well dat gesäit eebe vir, datt d'Nominatioun gemaach gëtt iwwert de Conseil de Gouvernement, après avoir entendu l'avis de l'ALIA, wat, mengen ech, zu méi Momenter an dëser Prozedur gemaach ginn ass.

Dir hat och nach Froe gestallt iwwert d'Rekrutementer an de Budget. Do wäerte mer méi am Detail kënnen drop agoen an der Kommissioun, mee et ass net esou, datt déi viregt Regierung méi Moyene ginn hätt

wéi dës Regierung. Dee Rekrutement, deen Der do uschwätzt, deen ass och geschitt. Also, dat ass vläicht ënner enger anerer Form geschitt, mee et ass geschitt. An d'Evolutioun ass och plus ou moins stabel.

Mir mussen eis awer bewosst sinn, datt d'ALIA am Moment an enger Phas ass, wou mer amgaange sinn, d'Meediegesetz ze reforméieren. Do si mer gutt amgaangen, drun ze schaffen. Dir wësst, datt mer e puer Konferenzen och gemaach hunn zu deem Sujet, fir e bëssen och mat de Leit ze kucken, wat dann déi grouss Linne misste si vun där Reform. A mir wäerten zäitno dann och kënnen do éischt Elementer ...

*(Coups de cloche de la présidence)*

Sou, elo ass meng Zäit ofgelaf, de Rescht gëtt et dann an der Kommissioun.

Voilà, villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci, Madamm Ministesch. Et ass effektiv nach Matière fir an der Kommissioun, gesinn ech.

Dofir komme mer dann och direkt zur nächster Fro. Dat ass d'Nummer 112 vum Här André Bauler un den Här Kulturminister iwwert d'Fotovoltaikanlagen op geschützte Gebaier. An den Här Bauler huet d'Wuert.

**– Question n° 112 du 10 juillet 2024 de M. André Bauler relative à l'installation de panneaux photovoltaïques sur des immeubles protégés par l'État, adressée à M. le Ministre de la Culture**

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. A verschiddene Gemenge gëtt et ëmmer nees Diskussioune ronderëm d'Installatioun vu Fotovoltaikanlagen op den Diecher vu Kierchen a Kapellen. Et ass jo esou, datt dat relativ grouss Surfacë sinn an déi sech och dofir kënnen eegnen. Mee d'Diskussioun gëtt ëmmer e bësse méi delikat, e bësse méi sensibel, wann et sech dann ëm e geschützt Gebai handelt.

An an deem Kontext wollt ech den Här Kulturminister froen: Jo, wéi ass dem Här Minister seng Astellung zur Installatioun vu Fotovoltaikanlagen an dësem Kader, am Kader also vun de sakrale Gebaier? Wat sinn d'Krittären, déi an dësem Kontext ze observéieren, jo, ze respektéiere sinn? A wéi vill konkreet Projete ginn de Moment am Institut national du patrimoine architectural, also am INPA, gepréift, a wéi vill sinn der mëttlerweil scho geneemegt ginn?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bauler. An dann ass d'Wuert fir den Här Kulturminister. Här Kulturminister.

**M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | Merci, Här President. Merci och dem Här Bauler fir dës Fro.

D'Regierung huet an hirem Koalitiounsaccord ganz kloer festgehalen, dass déi energeetesch Transitioun soll virugedriwwe ginn, an do spillen natierlech och d'Fotovoltaikanlagen e ganz, ganz wichtege Rôle.

Als Kulturminister ass et duerfir och ganz wichteg, dass ech dat op dëser Plaz eng Kéier kann ënnersträichen, datt de Schutz vun eisem Patrimoine an d'Virundreiwe vun den erneierbaren Energië ganz kloer solle matenee kënne funktionéieren an dass dat eent dat anert net ausschléisst. Et ass kloer, datt et awer net ëmmer evident an och net einfach ass, mee et ass ganz kloer méiglech.

Dofir ass et wichteg, op dëser Plaz ze ernimmen, datt mer iwwert den INPA d'Proprietären, sief dat d'Gemengen oder och de Kierchefong, begleeden, wa si eebe wëllen Deel vun dëser Energietransitioun sinn an esou, ganz wichteg, eeben och wëlle mathëllefen, eis Klimaziler ze erreechen.

Gradesou wichteg ass et awer och, datt déi Installatioun vu PV-Anlagen op dëse geschützte Gebaier fachgerecht an och am Respekt vum Denkmalschutz muss ëmgesat ginn. Den INPA huet dofir schonns Krittären definéiert, déi och vun der COPAC, also der Commission pour le patrimoine culturel, zréckbehale goufen.

Dat sinn am Ganze véier Krittären. Éischtens: D'Installatioun vun deene Pannoe muss reversibel sinn. Zweetens: D'Pannoe solle „full black" sinn, also komplett schwaarz. Drëttens: D'Panele sollen a sech och esou diskreet wéi méiglech op den Daach geluecht ginn. An da véiertens: Den Agencement vun deene Panele soll ganz kloer homogeen sinn, d'Muster soll e Ganzt duerstellen, amplaz dass d'Panelen eenzel iwwert dee ganzen Daach verstreet sinn.

Vu datt awer all Kierchegebai, all Kapell aneschters ass, muss an deem Sënn all Projet vum INPA gekuckt an och analyséiert ginn. Et hëlleft och, an dat wëll ech ganz kloer hei ervirsträichen, datt den INPA direkt ka matabezu ginn, well si ganz kloer déi néideg Erfarung an och d'Kompetenz hunn, esou Dossieren ze begleeden.

Wat de Kierchefong ugeet als Proprietär vu ville Kierchen an och Kapellen, ass dëse staark un dëser Matière interesséiert. Zesumme mam INPA hunn ech och dofir net méi spéit wéi virun engem gudde Mount d'Vertrieder vum Kierchefong um Ministère empfaangen, fir iwwert dës wichteg Thematik de Point ze maachen.

Dat war e ganz konstruktiven, e ganz flotten Austausch, wou mer och virukomm sinn. A fir dann och ganz konkreet op Är Fro ze äntwerten, wat d'Unzuel vun dësen Dossieren ugeet, déi am Moment traitéiert ginn: Do si mer am Ganze bei 20 Dossieren, déi an der Maach sinn a wou mer iwwert déi nächste Woche wäerte kucken, schnellstméiglech virunzekommen. Hei ass et esou, dass nach eng Rei technesch Froe musse gekläert ginn.

Dat gesot, Iech e grousse Merci fir Är Fro.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kulturminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 113 vum Här Fernand Kartheiser un den Här Inneminister iwwert d'Policehelikopteren. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 113 du 9 juillet 2024 de M. Fernand Kartheiser relative aux hélicoptères de la Police, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Ech fannen et scho gutt, datt et an der Fro Nummer 113 ëm d'Police geet.

*(Hilarité)*

An ech wollt vläicht op eng Saach zréckkommen, déi mer elo schonn e puer Joer hei diskutéieren, och mat dem Här Gloden a mat senge Virgänger, a wou mer aus Kreesser vun der Police héieren, datt do nach ëmmer Problemer géife bestoen.

Konkreet geet et drëm, datt eis Policehelikopteren, déi u sech jo op de Militärbudget kaaft goufen an och bei der NATO esou duergestallt goufen als en Effort de défense, eigentlech an der Police net konnte fir déi Zwecker agesat ginn, déi normalerweis Polizeiasätz sinn.

Si konnten net iwwerall landen, do, wou et vläicht an enger Operatioun néideg gewiescht wär. Et war net méiglech, bewaffnet Personal matzehuelen, well se als zivill enregistréiert goufen. Dono gouf dann un engem Projet de loi – de 7680, wann ech mech gutt erënneren – laang geschafft.

Mee wou ass eigentlech den Dossier haut drun? An dat ass eigentlech déi Fro, déi ech och dem Här Gloden wollt stellen: Ass et nach ëmmer esou, datt déi Helikoptere polizeitaktesch nach ëmmer net kënne sou agesat ginn, wéi dat eigentlech misst de Fall sinn? A wann dat esou ass: Wéi kënne mer da lo do virgoen, fir datt endlech déi Policehelikoptere voll operationell sinn? Wat wëllt d'Regierung maachen, fir de Problem ze léisen, an der Hypothees, datt en nach sollt bestoen?

Ech soen Iech villmools Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Dann huet den Inneminister d'Wuert. Här Inneminister.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci dem Deputéierte Kartheiser fir déi Froen.

Éier ech prezis op déi Froen aginn: Wat sinn d'Missioune vun dem Policehelikopter? Mir ënnerscheeden tëschent generelle Missiounen a spezifesche Missiounen. Bei de generelle Missiounen ass et natierlech den Transport vu Patrullen, et ass d'Recherche vun Auteure vun Infraktiounen, Transporthëllefe fir Leit, déi verschwonne sinn, oder Objeten, déi verschwonne sinn – do ze hëllefen –, oder fir Preuven ze erstellen.

Dann huet den Helikopter natierlech och eng Mission d'appui et de surveillance. An déi spezifesch Missioun berout doranner: den Transport vun zum Beispill Hondsmeeschteren oder Fräschmänner, wann déi mussen iergendwou op eng Plaz gefouert ginn.

D'Problemer, mat deenen d'Policehelikoptere konfrontéiert sinn, sinn der puer. Éischtens kann den Helikopter net ausserhalb vun deem Terrain lande wéi deen, deen autoriséiert ginn ass vun der DAC. Den zweete Problem ass effektiv, datt d'Polizisten, déi matfléie kënnen, à ce stade keng Waffen derbäi hunn, well en als zivillen Helikopter enregistréiert ass.

*(Interruptions)*

Ech waarden, dass hei d'Gespréich fäerdeg ass.

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift.

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | An drëttens huet deen Helikopter eng – ech nennen dat – Laserkanoun. Déi ass um Helikopter, mee déi kann awer leider och net benotzt ginn, well déi spezifesch gesetzlech Basis bis haut net do ass.

Dat heescht, et muss ganz kloer nogebessert ginn. Déi Problemer sinn och schonn des Längere bekannt, well et steet am Finanzgesetz vu Juli 2023, dat dës Chamber gestëmmt huet, datt do muss nach eng spezifesch Basis geschaaft gi fir déi do Saachen. An och am Kader vun de Missioune vun der DAC – d'Gesetz, dat am Abrëll 2023 hei gestëmmt ginn ass – ass och déi Problematik do eng Kéier opgeworf ginn.

Ech war virun, mengen ech, zwee Méint mer och de Policehelikopter op de Site ukucken. Ech krut dat och du matgedeelt an ech hu mech do och engagéiert, zesumme mat der Madamm Backes, ze kucken, datt mer dat elo gesetzlech esou schnell wéi méiglech virubréngen, fir datt deen Helikopter och endlech da kann honnertprozenteg agesat ginn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

An da komme mer zur Fro Nummer 114 vun der Madamm Barbara Agostino un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert den Ëmgang mat de Meedie vu Kanner a Jugendlechen. Madamm Agostino, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 114 du 10 juillet 2024 de Mme Barbara Agostino relative à l'utilisation des médias numériques par les enfants et les adolescents, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

**Mme Barbara Agostino** (DP) | Merci, Här President. De franséische President Macron warnt schonn zënter Méint virun der onkontrolléierter Notzung vun digitalen a soziale Meedie bei Kanner a Jugendlechen. Dobäi wëll hien den Accès méi streng reguléieren: wéi zum Beispill eng Maturité numérique ab 15 Joer aféieren oder nach Eltere méi staark an d'Flicht huelen. Och eng méi restriktiv Gesetzgeebung op europäeschem Plang gëtt gefuerdert. Et geet och mol ëmmer rëm rieds vun engem Verbuet oder vu rechtlechen Aschränkunge vu sozialen digitale Meedien, wéi zum Beispill TikTok oder Snapchat.

Natierlech huet een och zu Lëtzebuerg d'Gefill, dass d'Kanner an d'Jugendlech sech am sozialen digitale Raum ongeschützt an onkontrolléiert ausliewen. Problemer wéi Cybermobbing, Grooming a Sexting fannen ëmmer méi an den Alldag vun eise Kanner a Jugendlechen. D'Auswierkung vum exzessive Gebrauch vu soziale Meedien an Ecrane sinn duerch vill an och rezent Etüde bewisen: Isolement, Depressiounen an neurologesch Defiziter.

Op där anerer Säit sinn d'digital Kompetenzen d'Kompetenze vun der Zukunft. Den digitale Fortschrëtt wäert net opzehale sinn. Kënschtlech Intelligenz wäert d'Zukunft prägen an eis Kanner a Jugendlech sinn déi Éischt, déi musse mat dësem Fortschrëtt matzéien. Mat dëser Ambivalenz musse souwuel eis Kanner a Jugendlech eens gi wéi awer och d'Elteren, d'Schoul an all d'Persounen, déi mat de Kanner schaffen.

Dofir si meng Froen un eise Minister Meisch: Deelt d'Regierung, a besonnesch den Educatiounsminister, dës Preoccupatiounen a Suergen? Denkt och dës Regierung doriwwer no, den Accès op sozial Meedien ze reguléieren a staark Recommandatioune fir d'Notzung vu Bildschiermer ze ginn?

Huet d'Regierung, a besonnesch den Educatiounsminister, vir, sech staark an dëser Thematik ze engagéieren a gegeebenefalls och Regulatiounen, Richtlinnen a Recommandatiounen u Kanner, Jugendlecher, Elteren a Schoulen ze ginn? Wéi gedenkt de Minister, d'Enseignanten a Professioneller aus der Educatioun fir dës Thematik ze sensibiliséieren a si duerch eng sënnvoll Notzung an hire Cours oder hiren Alldag mat opzehuelen? A wéi gedenkt de Minister, och Eltere bei der Notzung vun digitalen Outile vun hire Kanner a Jugendlechen ze ënnerstëtzen?

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Agostino. Dann ass d'Wuert fir den Här Educatiounsminister.

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, jo, ech selwer an d'Regierung, denken ech, deelen déi Suergen do. Mëttlerweil ass et jo schonn eng Zäitchen hier, datt d'Mënschen alleguerten – net nëmmen d'Kanner, déi Jonk, mee déi Erwuessen – mat engem Ecran doruechter lafen an eigentlech d'Aen an d'Opmierksamkeet dorobber geriicht hunn, an dat vill ze laang am Dag.

D'Erfarung weist eis, d'Wëssenschaft weist eis, datt dat virun allem mat Kanner a mat Jonken awer eppes mécht an datt dat net spuerlos laanscht ee geet an datt sou munch Suergen, déi Eltere sech maachen, déi Enseignantë sech maachen, déi Educateure sech maachen, dach awer berechtegt sinn.

Net zanter gëschter huele mer dat doten och eescht an hunn iwwer eng ganz Rei vun Initiativen, vu Campagnen och probéiert ze warnen, ze sensibiliséieren. 2020 hate mer eng éischt Bildschiermcampagne, fir wierklech den Elteren ze recommandéieren, wéi se mat deem Phenomeen do kënnen ëmgoen, a wéini datt et onbedenklech ass a wéini et awer e Problem ka sinn, wa Kanner – a wéi laang, a wéi dacks, a wou, an ab wat fir engem Alter – dann op engem Ecran sinn.

Mir hu viru Kuerzem och nach iwwert den Elteréforum en Elterebréif u sämtlech Elteren am Land erausgeschéckt. Dat doten ass also schonn en Theema fir eis. A generell, mengen ech, international schiele sech och eng ganz Rei vu Richtlinnen eraus: „Keen Ecran ënner dräi Joer, duerno wierklech just punktuell an ënner Opsiicht", „bis zu eelef Joer keen Handy mat Internetzougang a soziale Meedien". Also, dat sinn eng ganz Rei vu Richtlinnen, déi mer natierlech och probéieren, hei zu Lëtzebuerg ze thematiséieren a virun allem bei d'Elteren ze kréien.

Et wonnert mech eigentlech ganz besonnesch ëmmer: Op där enger Säit stellen ech fest, datt mer an engem Sécherheetswan sinn, wann et ëm d'Protectioun geet vun eise Kanner. Et léisst quasi kee méi säi Kand aleng an de Bësch goen, well en Angscht huet, do kéint em eppes geschéien. Et freet ee sech heiansdo, wat! An op där anerer Säit mer awer Kanner sech onbedenklech, onbegrenzt an der virtueller Welt, um Internet a wou och ëmmer an de soziale Meedien onbeopsiichtegt beweege loossen.

An dat fannen ech dach awer net kohärent. Duerfir deelen ech déi Approche, datt mer iergendwou och musse kucken, dat anzeschränken, an och sécher a vernünfteg a beluechte Guidelines och do kënne ginn, wou Elteren – wou awer och Fachpersonal aus dem edukative Beräich – sech kënnen drun halen. Well Phenomeener – an Dir hutt se opgezielt: Cybermobbing, Sexting, Grooming –, dat ass haut eeben net eng Ausnameerscheinung. Dat ass haut eng Reegel. An d'Auswierkungen dovunner a vu villem aneren, och op d'Gemitt vun deene Jonken, si wuelbekannt.

Mir brauche virun allem och en Equiliber tëschent der digitaler Zäit an der analoger Zäit, well alles dat, wat ech a menger digitaler Zäit … Déi Zäit, déi ech an der digitaler Welt verbréngen, feelt mer, fir duerno erauszegoen, sozial Direktkontakter ze hunn, d'Natur ze erliewen, mech ze beweegen.

Deen anere Punkt, dee mer natierlech och mussen diskutéieren, dat ass: Wéi gesi mer dat doten an der Schoul? Generell mierke mer, datt och do déi digital Outile kënnen a Konkurrenz trieden ëm d'Opmierksamkeet vum Schüler par rapport zum Enseignant. D'Opmierksamkeet: Entweeder gehéiert se dem Enseignant oder se gehéiert vläicht dem Handy.

An dat, mengen ech, musse mer eescht huelen a kucken, wéi mer domadder ëmginn. Mir haten eng grouss Diskussioun och hei am Land – an anere Länner momentan leider och – iwwer Gewaltvideoen, wou et virun allem drëms gaangen ass, dat iwwer sozial Meedien ze verdeelen. Mir mierken: An de Pause gëtt net méi matenee geschwat, net méi matenee gespillt. Jiddereen ass eigentlech nach just déi 5, 10 oder 20 Minutten – egal, wéi laang d'Paus ass – um Handy. An ech denken, datt dat net onbedéngt gutt ass.

Prinzipiell soe mer awer och, datt et besser ass: Den Tablet gëtt am Klassesall agesat wéi an der Schlofkummer. Well mir kënnen am Klassesall och vill Positives doraus maachen. Mir kënnen eng besser Qualitéit an den Unterrecht erakréien. Mir kënne besser differenzéieren do derfir. Mee op där anerer Säit musse mer awer och kucken, wou mer Kanner kënne schützen, a virun allem virun engem exzessive Gebrauch schützen.

Ech wäert am September eng Rei vu Richtlinne fir d'Notzung vun digitalen Outilen an de Schoulen nach eng Kéier erausginn. Mir sinn och amgaangen, elo am Juli nach, dat mat enger ganzer Rei vu Schoulpartner – Elteren, Schüler, Enseignanten, Direktiounen – ze diskutéieren, fir ze kucken, wéi mer deem Phenomeen do kënne gerecht ginn.

An Dir hutt awer och eng Rei vu Froe gestallt, déi, mengen ech, net nëmmen a Richtung vun den Eltere sinn, déi net nëmmen d'Schoul oder aner edukativ Strukture betreffen, mee déi eis als Gesellschaft och erausfuerderen. An ech denken, et wär vläicht un der Zäit, fir och eng Kéier do national en Aktiounsplang ze maachen, deen eng Rei vun anere Ministèrë sécherlech muss abegräifen.

Ech gesinn hei d'Gesondheetsministesch, wou ech weess, datt dat och e Souci vum Martine Deprez ass. Ech weess, datt eng Rei vun Aspekter wéi d'digital Majoritéit – dat ass jo d'Propos, déi och de franséische Staatspresident gemaach huet, fir sech eréischt ab engem gewëssenen Alter eegestänneg kënnen an der digitaler Welt opzehalen – d'Justice géif betreffen. An duerfir, mengen ech, wär et interessant ze kucken, do op Regierungsniveau och en Aktiounsplang ze erstellen, deen d'ganz Regierung géif engagéieren an dee mer dann an den nächste Jore géifen ëmsetzen.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 115 vum Här Meris Sehovic an zur Fro Nummer 116 vum Här Fred Keup un den Aarbechtsminister iwwert de Science Center. Fir d'éischt huet den Här Sehovic d'Wuert …

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Un den Educatiounsminister.

**M. Claude Wiseler,** Président | Un den Educatiounsminister. Et steet bei mir anescht um Ziedel, mee Dir hutt Recht.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Sehovic huet fir d'éischt Wuert, an duerno den Här Keup.

**– Question n° 115 du 10 juillet 2024 de M. Meris Sehovic relative au Luxembourg Science Center, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

**– Question n° 116 du 10 juillet 2024 de M. Fred Keup relative au Luxembourg Science Center, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Deeg war de Science Center erëm an der Aktualitéit. Dräi Auditen attestéieren, dass et grav Méissstänn an der Kontabilitéit gëtt, 1,9 Milliounen Euro fiktiv Rechnungen un de Staat. Mir haten dofir scho viru ronn engem Mount eng Question parlementaire gestallt a waren deemools gewuer ginn, dass d'Iwwergangskonventioun mam Science Center net sollt verlängert ginn, dass Ufank bis Mëtt Juli en definitiven Audit géif virleien, op Basis vun deem eng Rei wichteg Reunioune géife stattfannen – deen Audit läit jo mëttlerweil vir –, dass eng Generalversammlung vum Science Center soll stattfannen – déi huet gëschter stattfonnt – an dass op den 18. Juli u sech eng nei regulär Konventioun soll a Kraaft trieden, obwuel, wéi gesot, nach eng ganz Rei vu fundamentale Froen am Raum stinn.

Vu dass d'Saachen elo hei awer mat relativ groussem Tempo viruginn a mer eis Suerge maachen, dass hei Fakte geschaaft ginn an d'Chamber duerno souzesoe just nach Moutarde après dîner zerwéiert kritt, wollt ech Iech dofir och dës mëndlech Froe stellen. Dofir ganz einfach d'Froen:

Wat sinn d'Haaptkonklusioune vun deem Audit, deen ofgeschloss ginn ass? Mir froen och de Rapport an den Audit offiziell bei Iech un, well deen anscheinend schonn der Press virläit an et awer net schlecht wier, wann och d'Chamber e géif kréien, fir hir Aarbecht kënnen ze maachen.

Wat ass d'Positioun vum Minister par rapport zu deem Audit? Wéi steet hien notamment zu deene Rechnungen am Wäert vun 1,9 Milliounen Euro, déi anscheinend laut der Auditfirma net beluecht wieren? Wéi ee konkreeten Afloss hunn déi grouss Constaten aus deem Audit op déi Evenementer, wéi se elo a kuerzer Offolleg eigentlech geplangt sinn, an och op déi nei Konventioun, déi soll kommen?

Wéi vill Sue wëll de Ministère iwwert déi nei Konventioun an de Science Center ginn? An zu wéi enge Konditioune kritt d'Societéit GGM11 och definitiv keng Sue méi? Wéi soll verhënnert ginn, dass et erëm Irregularitéite mat deem neie Finanzement gëtt? Wat gouf konkreet an de Statutte vun der ASBL gëschter geännert? A wéi ee Rôle wäert den aktuellen Direkter an Zukunft spillen? A méi kloer: Wäert den aktuellen Direkter op där Plaz bleiwen?

Ech géif mech freeën iwwer prezis Äntwerten op déi prezis Froen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic. Dann ass d'Wuert fir den Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen dann e bëssen do weider, wou mäi Virriedner elo opgehalen huet, respektiv ech widderhuelen ... oder probéieren dat op d'mannst ze vermeiden, mee widderhuele warscheinlech deelweis dat selwecht.

Effektiv ass et esou, dass en Audit vun der KPMG net confirméiere konnt, datt d'Rechnunge fir ronn 1,9 Milliounen Euro, déi de Grënner a President vum Science Center Nicolas Didier mat senger privater Firma GGM11 un d'ASBL Science Center ausgestallt hat, richteg waren.

Da war et esou, dass d'IGF vum Finanzministère schonn an hirem Audit d'lescht Joer festgehalen hat, datt et kee formellen Optrag vum Educatiounsministère un de Science Center gouf, fir den Ausbau, ëm deen et geet, ze plangen. Deemno gëtt et och kee finanziellt Engagement vum Ministère vis-à-vis vun der ASBL, fir d'Käschte fir esou en Ausbau ze iwwerhuelen.

Dann ass et esou, dass den Nicolas Didier als President vun der staatlech subventionéierter ASBL Opträg u seng Privatfirma GGM11 verdeelt huet, ouni datt dës a Konkurrenz gesat gouf. Déi Firma hat och méintelaang keng gülteg Autorisatioun, fir déi Opträg ze erfëllen. Dowéinst war den Nicolas Didier de leschten Hierscht zu enger Geldstrof verurteelt ginn.

D'Fro ass scho gestallt gi vum Audit vun der KPMG. Deen ass am Moment net public, a mir hunn en och net gesinn. An ech géif dann och hei froen, fir dee public ze maache respektiv firwat dass en dat net ass, an ob mir als Deputéiert en op d'mannst awer kéinte gesinn.

Dann ass et och elo esou: Eng Méiglechkeet, déi elo besteet, ass, datt den Här Nicolas Didier op déi eng oder anerer Manéier Verantwortung am Science Center behält – wat jo wierklech awer bizarre wier an eisen Aen. Da muss ee sech froen, ob et opportun ass, datt de Staat engem Mann Suen an de Grapp gëtt, dee méiglecherweis fiktiv Stonne verrechent huet fir Servicer, fir déi hie keen Optrag a keng valabel Autorisatioun hat. Déi Fro muss ee sech stellen. An do wier et dann och egal, op wéi engem Posten dass hie wier. An duerfir nach meng ganz konkreet Fro un den Här Minister: Kënnt Der Iech virstellen, dass den Här Didier nach an iergendengem Poste beim Science Center weider bleift?

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci Här Keup. Dann huet den Här Educatiounsminister d'Wuert. Här Educatiounsminister.

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Och merci deenen zwee Deputéierten, déi déi Fro hei gestallt hunn.

Eng Saach, mengen ech, misst ech awer eng Kéier och kloerstellen: Ech sinn net de Porte-parole vum Luxembourg Science Center, och net vun enger Societéit GGM11. Ech si Minister a mäi Ministère huet mat enger vun deenen zwou Strukturen, déi ech elo genannt hunn, nämlech mam Luxembourg Science Center, eng Konventioun oder Konventiounen, déi, jo effektiv, sech als problematesch erausgestallt hunn a wou mer jo iwwer e Joer elo schonn amgaange si fir ze kucken, Liicht an déi Saach ze kréien.

Den Audit ass ugeschwat ginn. Deen Audit ass jo virun allem gemaach gi fir erauszefannen, ob et nach berechtegt Geldfuerderunge vun der GGM11 un de Luxembourg Science Center gëtt, déi dann dee Moment eventuell hätte missen oder kënne vum Lëtzebuerger Staat dann och honoréiert ginn. Den Audit kënnt zu där Konklusioun, wéi Der, mengen ech, an der Press matkritt hutt, datt dat net beluecht ass, soudatt ech dovunner ausginn, datt et och keng Fuerderung wäert ginn an datt mer op jidde Fall net en mesure wäerte sinn, där Fuerderung do kënnen nozekommen.

Et ass net nei, wat d'Konditioune sinn, fir sech iwwerhaapt eng weider Kollaboratioun mam Luxembourg Science Center kënne virzestellen. Dat hu mer schonn am Dezember kloer artikuléiert. Mir hunn dat och an de Chamberskommissiounen – well mer haten eng Commissioun jointe doriwwer – kloer nach eng Kéier matgedeelt, nämlech datt den Interessekonflikt, deen an der Persoun vum Nicolas Didier existéiert tëschent dem Luxembourg Science Center an där Societéit GGM11, absolutt muss opgeléist ginn an datt deen net ka weider bestoen, datt et zu enger Integratioun vun där Aktivitéit an der GGM11 an de Luxembourg Science Center muss kommen, wou eigentlech déi GGM11 exklusiv oder zu engem ganz, ganz groussen Deel just fir de Luxembourg Science Center geschafft huet, an datt mer och gäre Vertrieder vum Staat an dem Conseil d'administration vum Luxembourg Science Center hätten.

Ech kann Iech awer och elo net soen, hei op der Chambertribün, wat gëschter an enger Reuniouun, an enger Generalversammlung vun der ASBL Luxembourg Science Center stattfonnt huet. Ech denken, do muss een déi Leit froen, déi do waren an déi Rapporten do ze maachen hunn.

Jo, et wäert och nach en Echange stattfannen tëschent dem Conseil d'administration vun dem Luxembourg Science Center a mengem Ministère an den nächsten Deeg, well eng Problematik, déi sech zousätzlech eigentlech elo an der Urgence hei och nach eng Kéier stellt, ass, datt mer gesot hunn, datt déi Konditiounen, déi mer gestallt hunn, mussen erfëllt si bis den Auslaf vun där Iwwergangskonventioun. An dat ass haut a ganz genau enger Woch.

An ech hätt mer sécherlech gewënscht – an et wär sécherlech am Interessi gewiescht vun der Rou, déi onbedéngt hätt missen an deen Dossier hei erakommen –, datt déi Efforten hei éischter gemaach gi wären an datt mer dat net alles op dee leschte Stëppel just zerwéiert kritt hätten. Mee soulaang deen Delai net ofgelaf ass, kann ech hei eigentlech och net méi dozou soen.

Ech hunn eng Suerg natierlech och, well ech mengen, dat musse mer och am Hannerkapp behalen: Wann déi Konventioun do ausleeft an et gëtt keng nei Konventioun, dann ass natierlech d'Existenz vum Luxembourg Science Center net nëmmen a Fro gestallt, mee mir mussen och wëssen, datt do 40 Leit schaffen, déi all gudde Mount hir Pai do kréien. Mir musse wëssen, datt de Luxembourg Science Center seng Plaz fonnt huet an där ganzer Landschaft vun Acteuren, déi Promotioun maache vu Sciences naturelles, vun Technologië bei Jonken, datt dat schonn eng Successstory war an datt mer eigentlech och esou eng Struktur wäerte brauchen.

An natierlech muss an deem Fall och gekuckt ginn, wat mat deene Leit geschitt, an awer och, wéi mer duerno eng Struktur wéi de Luxembourg Science Center dann awer erëm eng Kéier kéinten opbauen, well mer brauche se an eiser Landschaft. Mee op der anerer Säit kann dat awer nëmme mat Bonnes pratiques an der Gouvernance geschéien. Alles aneres, mengen ech, ass hei net méi denkbar.

D'Chamber freet – dat fannen ech eng legitimm Fro –, fir deen Audit ze kréien. Mir mussen natierlech och kucken, wéi d'Propriété intellectuelle ass vun deem Audit. Ech wäert dat préiwen a gegeebenefalls dann der Chamber och den Audit zur Verfügung stellen. Ech hunn en net gesi bis elo a senger Totalitéit, an ech denken, datt mer déi Fro awer musse klären, éier d'Chamber sech domadder befaasst.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

*(Interruption par M. Meris Sehovic)*

Am Prinzipp gëtt et keng Zwëschefroen och nach hei, an dat fänke mer, mengen ech, och elo net ...

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Parole après ministre!

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Nee, nee, dat war gutt probéiert, dat do, Här Sehovic, mee dat geet awer net, dat ass just bei den Debaten.

Merci.

Mir kommen zur Fro Nummer 117 vum Här Luc Emering un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert den ...

*(Interruption)*

... Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle. An den Här Schockmel huet elo d'Wuert. Här Schockmel.

**Une voix** | Dat hei war zwar elo eng aner!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 117 du 10 juillet 2024 de M. Gérard Schockmel relative à l'Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle (INCCI), adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**M. Gérard Schockmel** (DP) | Här President, eisen nationalen Häerzzentrum, den INCCI, huet eleng de Versuergungsoptrag fir Häerzchirurgie an interventionell Kardiologie zu Lëtzebuerg.

Interventionell Kardiologen aus verschiddene Spidolsgruppen zu Lëtzebuerg sinn am INCCI à tour de rôle täteg. Den INCCI ass eng national Successstory. Sou ass beispillsweis am Zäitraum vu just engem Joer, vun 2021 bis 2022, déi järlech Patientenzuel vun 2.117 Patienten op 3.555 Patienten eropgaangen.

Elo ass mir awer zu Ouere komm, datt den INCCI ëmmer méi u seng raimlech Grenze stéisst, wat onweigerlech Auswierkungen op d'Behandlung vun de Patienten huet. Dowéinst wollt ech der Madamm Gesondheetsministesch follgend Froe stellen:

Stëmmt et, datt den INCCI aktuell net méi iwwer genuch Plaz verfüügt?

Falls deem esou ass, wéi eng Méiglechkeete gëtt et, fir dem INCCI nees méi Raimlechkeeten zur Verfügung ze stellen, bis datt den Neibau vum CHL a Betrib geet, wat nach e puer Jore wäert daueren?

Ass geplangt, den INCCI am Kader vum CHL-Neibau ze vergréisseren?

A wäert d'Independance vun den Dokteren, déi am INCCI täteg sinn, an och vum INCCI selwer als national Institutioun och weiderhi séchergestallt ginn?

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Schockmel. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President, a merci, Här Schockmel, fir Är Fro, mat där Der d'Wichtegkeet vum INCCI ënnersträicht.

Jo, den INCCI ass eng Successstory. A fir direkt op Är Froen anzegoen: „Stëmmt et, datt net genuch Plaz do ass?" – Dat stëmmt global net!

Den INCCI huet dräi Haaptaktivitéiten. Dat ass d'Chirurgie cardiaque. Dofir brauch een OP-Säll. Dat ass d'Koronarografie, dofir brauch een och Säll. An dat ass d'Salle d'électrophysiologie – EPS, en abréviation. Fir déi, déi net wëssen, wat dat ass: Dat sinn Ablatiounen am Häerzberäich. Déi ass 2022 en place gesat ginn, an do gëtt et Engpäss, well déi ass en Affer vun hirem Succès ginn. Vun 350 Fäll 2022 si mer op 560 Fäll gaang 2023. 2024 si mer well op 900, an 2025 wäerte mer warscheinlech op 1.250 Fäll sinn. Dat heescht, mol véier a véier Joer.

Duerfir ass dann en zweete Sall geplangt. D'Plaz ass do, mee d'Ekipp ass eréischt prett am November. Dat heescht, ab November wäert an deem Beräich Loft ginn. Da kënnt eng zweet Ekipp an da kënnen d'Interventioune verduebelt ginn. Kuerzfristeg méi Plaz, hunn ech elo gesot. Ab November wäert do kuerzfristeg méi Plaz sinn. Plaz ass do, mee d'Ekipp muss nach en place gesat ginn.

Den INCCI am Kader vum Neibau-CHL bleift ongeféier an där Gréisst, wou en ass. Et kënnt een OP-Sall bäi, an et ass ugeduecht, fir zéng stationär Better méi virzegesinn. Do lafen awer nach d'Etüden, ob déi wierklech néideg sinn.

D'Independance vun den Doktere wäert, esou wéi elo, garantéiert ginn. D'Doktere si vum INCCI ugestallt, si hunn en Agrement mat hire jeeweilege Spideeler a kommen da fir hir Interventiounen an den INCCI. An dat wäert esou bleiwen, wéi et elo ass. Si sinn onofhängeg, an den INCCI huet e Verwaltungsrot, wou all Spidol seng Vertrieder dran huet.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zur Fro Nummer 118 vum Här Marc Goergen un den Här Finanzminister iwwert de Schutz vun der Steierverwaltung virun externer Aflossnam. Här Goergen.

**– Question n° 118 du 9 juillet 2024 de M. Marc Goergen relative à la protection contre des influences externes de l'Administration des contributions, adressée à M. le Ministre des Finances**

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Ech hunn haut eng Fro un de Finanzminister matbruecht, deen awer guer näischt falsch gemaach huet. An de Finanzminister ass just, well e Kolleeg sech deplacéiert geäussert huet, elo deen, un deen ech d'Fro haut wäert stellen.

Et geet ëm Follgendes, eigentlech eppes, wat eis Demokratie a Fro stellt: D'lescht Woch hei op der Chamberstribün huet en Deputéierten eng Fro gestallt, déi ganz kritesch par rapport zu engem Minister a senge Reaktiounen an engem Gemengerot waren. Esou wäit, esou gutt. Et muss een net ëmmer averstane sinn, et muss een och net averstane si mat der Lektür vun engem Urteel. Et ass deemools ëm Steiere gaangen.

Do ass dee Minister awer erausgaangen an ass bei dee passenden Deputéierte gaangen an huet deem gedrot a gesot: „Soll ech emol Är Steiererklärung kucken?" Dat ass fir mech deplacéiert!

Mir kënnen net an enger Chamber zesummeschaffen, wann e Minister, deen en plus nach d'Police ënnert sech huet … Dës Kéier waren et Steieren, mee wat mécht e bei der Police!?

Et kann een net higoen an engen Deputéierten droen a soen: „Elo kucke mer emol Är Steiererklärung, wann Dir de Mond net haalt a weidermaacht an deem Dossier."

Dat ass fir mech e ganz grousst Stéck vun der Demokratie, dat ënnerhielegt gëtt, well et ass fir mech eng Angschtmaacherei géigeniwwer den Deputéierten, dass déi sollen hire Mond halen. An dofir hunn ech d'Fro haut un den Här Roth matbruecht, wéi … Nach eng Kéier, ech preziséieren, datt den Här Roth guer net duerfir kann.

Ech hu just d'Fro un den Här Roth matbruecht, ob dat iwwerhaapt méiglech ass. Ob Dir e Schutz an Ärer Verwaltung hutt, dass Är Ministeren oder hei ee prezise Ministerkolleeg géing higoen a soen: „Elo kontrolléiert Dir emol deen an deen Deputéierten. Deen huet mech elo genervt an der Chamber, elo droen ech domat."

Ech kann deem Minister och eng Kéier déi Fro stellen, ob dat bei der Police méiglech wär, wann déi vläicht eng Kéier an der passender Strooss géif stoen, wou den Deputéierte wunnt. Mee dës Kéier ass eeben d'Wuert „Steierverwaltung" gefall an der Droung.

Dofir bréngen ech Iech d'Fro mat an ech hoffe wierklech vu ganzem Häerzen, dass Der eis haut kënnt erklären, dass esou eppes net méiglech ass, an dass et just eng eidel Droung war, fir en Deputéierte monddout ze maachen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Här Finanzminister.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Ech soen dem Deputéierte Goergen villmools Merci fir seng Fro.

Ech kann em versécheren, ech souz 17 Joer an der Chamber, an ech weess, wat d'Gewaltentrennung ass. D'Chamber ass den éischte Pouvoir, an d'Gewaltentrennung, dat spillt géintiwwer vu jiddwerengem, vun der Regierung vis-à-vis vun der Chamber, vun der Regierung vis-à-vis vun der Justiz. An ech ginn dervun aus, dass den ëmgedréite Wee och fir déi eenzel Pouvoire spillt, sous réserve vun dem Contrôle parlementaire vun der Chamber.

Ech ginn Iech och duerfir eng faktuell Äntwert. Den Artikel 22 oder Paragraf 22 vun der Abgabenordnung – dat ass also déi, déi d'Strof an d'Prozessverfare géintiwwer vun de Steierverfare reegelt – gesäit ausdrécklech d'Steiergeheimnis vir an e seet och, dass d'Steiergesetz, an d'Steiergeheimnis virun allem, onverletzlech ass.

An ech liesen Iech – „deutsche Sprache, schwere Sprache", mee et ass awer geltend Gesetz – de Paragraf 22 vun der AO vir: „Das Steuergeheimnis ist unverletzlich." Unverletzlich! Zweetens: „Einer Verletzung des Steuergeheimnisses macht sich schuldig", éischtens, „wer Verhältnisse eines Steuerpflichtigen, die ihm als Amtsträger oder amtlich zugezogenem Sachverständigen im Besteuerungsverfahren, im Steuerstrafverfahren oder auf Grund einer Mitteilung einer Steuerbehörde in einem anderen Verfahren bekanntgeworden sind, unbefugt offenbart."

An da seet de Paragraf 3 – iwwert de Rescht maachen ech Iech Abstraktioun – drëttens: „Amtsträger ist ein Beamter oder wer, ohne Beamter zu sein, dazu bestellt ist, obrigkeitliche Aufgaben wahrzunehmen."

Bon. Aus deem ergëtt sech, dass d'Steiergeheimnis gëllt fir all Beamte vun der Steierverwaltung, y compris vun alle Steierverwaltungen, well, an ech hunn dat eng Kéier der Chamber erkläert, mëttlerweil eng Rei vun Echangë sinn, richtegerweis, zwëschent der Steierverwaltung an notamment zum Beispill dem Enregistrement, fir d'Steiere richteg opzehiewen. Mee, an dat soen ech och ganz kloer, d'Steiergeheimnis spillt och fir de Finanzminister a spillt fir all Member vun der Regierung, an dat ouni Ausnamen. An do halen ech och drop!

An dat, wat ënnert de fréiere Regierunge war, gëtt och ënnert dëser Regierung ganz strikt applizéiert. An do hunn ech keen Zweifel drun, dass dat och esou fir richteg gehale gëtt. Iwwregens am Finanzministère …, well Dir kommt jo oft mat Detailfroen, a richtegerweis kënnt d'Chamber mat Detailfroen zu Gesetzesbestëmmungen: „Wat ass den Impakt vun där? Wivill Leit sinn dovunner concernéiert?" All déi Froe gi mer ëmmer weider un d'Steierdirektioun. An ech soen ëmmer, gradewéi meng Virgänger: „Et ass un Iech ze appreciéieren, wat fir eng Informatiounen dass Der kënnt ginn. A wann Der se kënnt ginn, da si se selbstverständlech sous anonymiséierter Form." An dat ass e Prinzipp, un dee mer eis halen.

An ech soen Iech och firwat. Well et ass net nëmmen, well esou e Saz op schwéierem Amtsdäitsch do steet, mee virun allem gëtt et och e Paragraf 412 vun der Abgabenordnung. An dee seet: „Toute violation du secret fiscal sera punie d'un emprisonnement de 8 jours à 6 mois et d'une amende" vu 500 bis 5.000 Euro. An de Paragraf 3, fir komplett ze sinn, dee seet: „Im Fall des ersten Absatzes tritt die Strafverfolgung nur auf Antrag ein." Dat heescht et muss een eng Plainte maachen. „Antragsberechtigt sind der Steuerdirektor und der Steuerpflichtige, dessen Interesse verletzt ist."

Ech mengen, domat hunn ech faktuell drop geäntwert. An ech engagéiere mech, dass d'Steiergeheimnis gradewéi ënner fréiere Regierungen, egal vu wat fir enger Kompositioun, vun dëser Regierung a vun der ganzer Regierung esou agehale ginn ass an och wäert agehale ginn, wéi d'Gesetz et virgesäit.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Finanzminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 119 vum Här Marc Baum un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert déi laang Delaie bei de Remboursementer vun der CNS. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 119 du 10 juillet 2024 de M. Marc Baum relative aux délais prolongés de remboursements de soins de santé de la CNS, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. An anere Fäll géif ech elo vläicht Fait personnel froen. Ech wëll awer den Här Goergen berouegen: Ech loosse mech net aschüchteren, och net, wa mer eng manner streng Steiergesetzgeebung hätten.

Zur Fro. Här President, zanter Méint accumuléiert d'Gesondheetskeess ëmmer méi grouss Retarde bei de Remboursementer vu Rechnungen. Am Februar huet d'Gesondheetsministesch op Nofro vum Deputéierte Mars Di Bartolomeo den duerchschnëttleche Retard nach op sechs bis aacht Woche geschat. Als Äntwert op de Problem, esou huet et deemools geheescht, hätt d'CNS en neie Projet lancéiert, fir Dokteschmemoiren ze scannen an domadder méi séier ze traitéieren an der frouer Erwaardung vum Paiement immédiat direct.

Entre-temps kréie mer awer ëmmer méi Berichter vu Leit, bei deene sech déi Retarde vum Remboursement op entre-temps souguer zéng bis zwielef Woche cumuléieren. Do kommen dann, jee nodeem, awer vill Rechnungen zesummen, déi och Mënschen, déi net um Minimum liewen, mussen un d'Grenze vun hirer finanzieller Belaaschtbarkeet bréngen. An dofir hunn ech net schlecht gestaunt, wéi ech virun e puer Deeg gesinn hunn, datt d'CNS e Marché public lancéiert huet, dee sech un Interimsfirme riicht, fir datt déi Personal zur Verfügung stellen, fir Retarden opzeschaffen. Mëtt September sollen déi da mat hiren Aarbechten ufänken, déi bis Enn d'nächst Joer dauere sollen. Esou heescht et zumindest an der Ausschreiwung. Dëst wërft eng Rëtsch Froen op.

Éischtens: Wat sinn d'Grënn fir déi Retarden? Sinn et wierklech, wéi et heescht, déi aussergewéinlech vill Demandë fir Remboursementer? Oder dréint et sech hei net éischter ëm en entre-temps chronesche Personalmangel bei der CNS, well sech vill ze vill vun der Digitaliséierung erwaart gouf an duerfir net genuch Personal agestallt gouf?

Zweetens: Ass de Projet, fir Memoiren ze scannen an esou d'Prozedur ze allegéieren, echoueiert, soudatt elo op extern Interimsfirme muss zréckgegraff ginn, fir de Corebusiness vun der Krankekeess iwwerhaapt nach ze garantéieren?

An drëttens: Firwat ass de Wee vum Outsourcing vun essentiellen Tâchë vun der CNS gewielt ginn an net op aner Méiglechkeeten zréckgegraff ginn, wéi zum Beispill datt d'CNS selwer CDDen astellt oder eng verstäerkten Zesummenaarbecht mat der ADEM gesicht gëtt?

A leschtens: Wéini gedenkt d'Madamm Minister, datt déi enorm Retarden op e verstännege Grad kënnen zréckgefouert ginn?

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Merci och dem Deputéierte Baum fir d'Nofro, wat d'Delaien ubelaangt, déi praktesch all Mount eng Question parlementaire bewierke respektiv Presseufroen.

Jo, et gëtt Retarden, mee de Moment si mer awer besser wéi mer waren. De PID huet Faart opgeholl. Mir sinn elo op 259 Dokteren, déi iwwert de PID ofrechnen. Dat heescht, vun 2 % vun de Mémoire-d'honorairë si mer elo op 13 % vun de Mémoire-d'honorairen, déi iwwert de Paiement immédiat direct lafen. Dat heescht 13 % vun de Memoiren, déi dës Woch ausgestallt gi sinn, sinn direkt remboursséiert ginn, ouni Delai.

Da si mer bei enger Woch fir 19 % vun de Memoiren a bei sechs Woche fir 54 % vun de Memoiren. Dat heescht et bleiwen nach ongeféier 15 % vun de Memoiren, déi siwe bis zwielef Woche musse waarden, bis hire Remboursement kënnt.

Wouduerch kommen déi Retarden? Ma wéi Der virdru gesot hutt, mir hunn eng Procédure de scan ageleet, datt et méi séier soll lafen. Awer déi Procédure de scan gëtt allkéiers ënnerbrach, wann eng Agraff uewen dran ass oder e Bostitch uewen dran ass oder d'Rechnungen net esou pliéiert sinn. Dat heescht et mussen Enveloppen opgemaach ginn, et muss gesënnert ginn. A fir déi basic Tâchë ginn elo Interimairen agestallt, well mer mat deene Leit, déi intern am Service déi Aarbecht gemaach hunn ..., do war e Pool vu Leit, déi déi Aarbecht gemaach hunn, mee déi hunn e relativ héije Krankestand. Dat si vulnerabel Leit gewiescht. A fir elo d'Retarden opzeschaffen, ass decidéiert ginn, fir déi Tâchen – dat si wierklech isoléiert Tâchen, dat ass net d'Tâche principale vun der CNS – Interimmen anzestellen, fir eeben deem gerecht ze ginn, datt déi 15 % do och ënner sechs Woche ginn.

Voilà, fir de Rescht, wa Froen zu de Remboursementer sinn, ... ech mengen, um Site vun der CNS fannt Der all d'Prozeduren, déi de Moment en place sinn. An do fannt Der och eng Mise en garde: Fir den Envoi par papier eeben ze acceleréieren, fir datt mer déi Problemer do net méi hunn, ass et wierklech den Appell un d'Bevëlkerung: Keng Bostitchen dramaachen, keng Agraffen dramaachen an d'Pabeiere falen. An am Idealfall e Rendez-vous an enger Agence huelen, da geet dat méi schnell.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zur Fro Nummer 120 vum Här Georges Engel un den Här Sportsminister iwwert de Projet pilote, deen d'Aarbechtszäit zugonschte vun enger Sportsaktivitéit soll verkierzen. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 120 du 8 juillet 2024 de M. Georges Engel relative au projet pilote de réduction du temps de travail pour pratiquer une activité physique, adressée à M. le Ministre des Sports**

**M. Georges Engel** (LSAP) | Jo, merci, Här Minister. Ech hunn Iech zwou Question-parlementairë gestallt a bei all Äntwert hunn ech mer méi Froe gestallt. Ech erkläre mech. Dir hutt am INAPS e Pilotprojet gestart fir sechs Méint, sechs Méint bis den 30. September dëst Joer, wou Dir Äre Leit zweemol 45 Minutten an der Woch fräi gitt, fir Sport ze maachen. Ech wollt Iech dofir gratuléieren.

Här Minister, Dir sot selwer, et wier e Pilotprojet. Als Pilotprojet bezeechent een e Projet, wou eng Rei Entwécklunge virun enger allgemenger Aféierung op hir Feeler an op de Verbesserungsbedarf getest ginn, ier een dann den eigentleche Projet start.

An hei meng sechs prezis Froen: Wéi ass et zu deem Projet komm a wéini sinn déi éischt Diskussiounen ugaangen?

Wat ass – meng zweet Fro – d'Zil vum Pilotprojet a wat ass virgesinn nom Pilotprojet? Do muss jo eppes kommen.

Drëtt Fro: Här Mischo, Dir sot an Ärer Äntwert: „La finalité de ce projet pilote n'est pas de réduire le temps de travail, mais d'augmenter le bien-être au travail." A gläichzäiteg sot Der: „La participation au projet pilote est considérée comme faisant partie intégrante du temps de travail." A mengen Ae widderspriecht Der Iech do.

Wann een annerhallef Stonn d'Woch a senger Aarbechtszäit Sport ka maachen, da gëtt aus der 40-Stonne-Woch eng 38,5-Stonnen-Aarbechtswoch. An op sechs Méint gerechent mat 30 Beamte sinn dat 27 Wochen, wou da manner am INAPS ka geschafft ginn. Ass dëst an Ären Ae keng Aarbechtszäitreduktioun? Oder anescht gefrot: Wat ass da fir Iech eng Aarbechtszäitreduktioun?

An ech ginn och dovun aus, datt den Objektiv vum Projet net ass, ze weisen, datt Sport sech positiv op d'Gesondheet auswierkt. Dofir ginn et Honnerten Etüden. Wat ass deemno also d'Zil? Et misst ee jo fir d'éischt och e Bilan an e Constat médical gemaach hunn, fir och eng Vorher-Nachher-Bilanz kënne vun deene sechs Méint ze maachen. Ass dat gemaach ginn?

Meng fënneft Fro: Firwat sinn d'Leit aus dem Sportsministère net mat an de Projet agebonne ginn? Well dann hätte mer méi e groussen Echantillon a vläicht och net nëmme Leit, déi aus dem Sportsberäich kommen.

A meng leschte Fro: Misst Dir als Aarbechtsminister Iech net derfir asetzen, dass dëse Projet fir d'ganz Fonction publique an och fir de Privatsecteur implementéiert gëtt?

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engel. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Sportsminister. Här Sportsminister.

**M. Georges Mischo,** Ministre des Sports | Merci, Här President. Merci dem honorabelen Deputéierte fir seng Fro. Ier ech elo widderhuelen, wat ech och schonn op d'QP zu dësem Sujet geäntwert hunn, wëll ech direkt betounen, dass dëse Pilotprojet näischt, awer och guer näischt mat enger Aarbechtszäitverkierzung ze dinn huet. An dëse soll och net domadder a Rapport bruecht ginn, fir dat kloerzestellen.

Effektiv hu Sport a Beweegung – dat ass den éischte Saz am Kapitel „Sport" vun eisem Koalitiounsaccord – immens vill Potenzial fir eist Wuelbefannen, fir eis Gesellschaft, fir eis Gesondheet, awer och fir eis Ekonomie. De Beweegungsmangel gëtt vun der WHO als Epidemie vum 21. Joerhonnert bezeechent an d'Konsequenzen dovunner sinn eng Erhéijung vun Hospitalisatiounen, Visitte beim Dokter, Häerzerkrankungen, Häerzkreeslaferkrankungen an esou weider. Dass d'Erhéijung vun den Zuele vun all dëse Krankheeten duerch d'Sedentaritéit an de Beweegungsmangel enorm Käschte fir eise Gesondheets- a Sécurité-sociales-System bedeiten, dierft evident sinn an ech mengen, dat weess och jiddereen heibannen. An dat hunn ech och op dëser Plaz schonn e puermol widderholl.

Do derniewent bedeiten d'Feelzäite vun dëse Leit op der Aarbecht e grousse Verloscht fir d'Produktivitéit vun eise Betriber an eiser Wirtschaft. Et wier also farlässeg, wa mir als Regierung dës Konsequenze

vum Beweegungsmangel géifen ignoréieren an esou schaffe mir intensiv an interministeriell u Preventiounskonzepter a Pilotprojete mam Zil, eng konkreet a proaktiv Sport- a Beweegungspolitick en place ze setzen, déi gesamtgesellschaftlech wierkt. Mat gesamtgesellschaftlech mengen ech, dass se e positiven Impakt op eist interkulturellt Zesummeliewen huet, op eis mental a physesch Gesondheet, op eis Ekonomie, op eist Wuelbefannen, souwuel am Privatliewe wéi och op der Aarbechtsplaz.

Entspriechend beschäftegt sech schonn zanter méi wéi dräi Joer en interministeriellen Aarbechtsgrupp mat der Thematik, wéi Employeuren duerch eng proaktiv Approche Sport a Beweegung op der Aarbechtsplaz kënne förderen an domadder proaktiv a preventiv kënnen agéieren, fir dass d'Konsequenzen, déi op de Beweegungsmanktum zréckzeféiere sinn, hir Employéen an och hire Betrib manner schlëmm impaktéieren.

An deem Kontext gesi mer och de Pilotprojet beim INAPS. Hei gëtt de konkreeten Impakt analyséiert, deen d'Integréiere vu maximal zweemol 45 Minutten – an net zwou Stonnen – Sport a Beweegung an eis Aarbechtswoch mat sech bréngt. D'Dauer ass wuelverstane proportionell zu der Tâche vum Employé. Wéi ass den Impakt heivunner op d'Sport- a Beweegungsverhale vun den Employéen? An dat gekoppelt mat der zweeter Fro bezüglech Bien-être, Stressreduktioun an Zefriddenheet op der Aarbechtsplaz.

Et gëtt vill Grënn, et gëtt ganz vill Grënn, firwat sech d'Leit net genuch beweegen. Et gëtt Barriären, déi evolutiounstechnesch Grënn, d'Kultur, mat där een opwiisst oder net, spillt natierlech och eng Roll. Et ass eng Saach vu Gewunnechten, déi een huet oder och net, fir deen innere Schweinehund och iwwerwannen ze kënnen.

Drénken ech mat den Aarbechtskolleegen eng Taass Kaffi? Gi mer virun d'Dier eng fëmmen? Oder gi mer zesummen an de Fitness, schwammen oder maache Yoga? Eis geet et och drëms, ze verstoen an erauszefannen, ob déi Mesür, déi en place gesat ginn ass, wierklech gräift. Spillt de Facteur Zäit wierklech genuch, fir sech motivéiert ze kréien, oder bleiwen ech trotzdeem op meng Aarbecht fokusséiert, maache meng üblech Zigaretten- oder Kaffispaus, amplaz dass ech eng Sport- a Beweegungspaus aplangen, fir herno erëm méi produktiv ze sinn?

Ech wëll och nach eng Kéier ënnersträichen, dass dëst net déi eenzeg Initiativ ass, déi mer am Moment um Lafen hunn. Tëschent dem Santésministère an dem Sportministère zesumme mat de Verwaltungen Direction de la santé, dem INAPS a Vertrieder vun der Fédération luxembourgeoise des associations de sport de santé hu mir e Comité de pilotage en place gesat, dee sech mat der Thematik vun der Prescriptioun vun der Activité physique beschäftegt, eng Mesür, déi et an anere Länner scho gëtt an déi scho jorelaang en place ass.

Fir ofzeschléisse wëll ech nach eng Kéier ganz kloer ënnersträichen, dass dëse Pilotprojet um INAPS keng Aarbechtszäitverkierzung duerstellt an dës och net uviséiert. D'Zil ass et, de Sport an d'Beweegung am Alldag vun de Leit, dee sech zu engem groussen Deel op der Aarbecht ofspillt, ze integréieren an als positiv Gewunnecht, genausou wéi et an der Schoul de Fall ass, ze festegen an ze entwéckelen.

Wéi och schonn an der Question parlementaire präziséiert ginn ass, ginn d'Resultater vum Pilotprojet mat Hëllef vun international wëssenschaftlech unerkannte Questionnairë begleet an ausgewäert. All Seance, déi geleescht gëtt, muss dokumentéiert ginn, genausou wéi dat beispillsweis bei enger Visitt beim Dokter oder dem Kiné de Fall ass. Ech sinn immens frou iwwert d'Opmierksamkeet, déi dëse Pilotprojet vun Iech kritt, a wéi leschte Freideg op d'Question parlementaire och scho geäntwert, wäert ech op alle Fall op déi technesch Detailfroen an der Sportkommissioun agoen, wou ech de Projet am Detail wäert virstellen, nodeems mir d'Resultater souwuel technesch wéi och politesch ausgewäert an analyséiert hunn. An nach eng Kéier fir matzeschreiwen: Et ass keng Aarbechtszäitreduktioun an et bleift bei dëser Regierung a bei dësem Aarbechtsminister bei 40 Stonne pro Woch. Ech freeë mech also op eng konstruktiv Debatt an der nächster Sportkommissioun.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Aarbechtsminister. Här Sportsminister an dësem Fall.

An da komme mer zur Fro Nummer 121 vun der Madamm Taina Bofferding un d'Madamm Justizministesch iwwert d'Geschlechtsännerung an d'Indikatioun vum Genre, vum Gender oder enger drëtter Optioun op de verschiddene Formulairen an Dokumenter. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 121 du 9 juillet 2024 de Mme Taina Bofferding relative au changement de sexe et l'indication du genre ou d'une troisième option sur les différents formulaires et documents, adressée à Mme la Ministre de la Justice**

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Et ass Prideweek, also Grond genuch, fir d'Theema erëm hei an d'Parlament ze bréngen. Iwwregens feiert d'Luxembourg Pride dëst Joer hiert 25-järegt Bestoen an ass haut nach ëmmer esou aktuell wéi deemools an dofir ass jo och eis Chamber no de Faarwe vun der Community beliicht.

Ze vill Leit liewen nach ëmmer ënner Angscht, gi verfollegt, erliewe Gewalt. Dat einfach nëmmen, well se mat deem frou sinn, mat deem se frou sinn, well se dat undoen, wat hinne gefält, oder well se dat Geschlecht no baussen droen, wat se ënnerlech verspieren.

An et sinn ongeféier 30 Joer hier, dass d'WHO offiziell deklaréiert hat, dass d'Homosexualitéit keng Krankheet soll sinn. Leider stelle mer fest, dass dee Message och am Joer 2024 nach net iwwerall ukomm ass, weeder an de Käpp vun de Leit nach a Länner. Et gëtt nach ëmmer 70 Länner, wou dëst als Verbriche gëllt, an et gëtt nach ëmmer 12 Länner, wou et carrement d'Doudesstrof dodrobber gëtt. An deene leschte 25 Joer goufen hei am Land vill Progrèse gemaach. Natierlech gëtt et nach ëmmer Handlungsbedarf, an dofir huet och fir dës Editioun fir d'Pride Rosa Lëtzebuerg eng ganz Rei u Revendicatiounen un d'Politick formuléiert. An eng Fuerderung dovunner ass d'Sträiche vun der Inscriptioun vum Geschlecht op den offiziellen Dokumenter, zumindest do, wou u sech déi Informatioun keng Plus-value duerstellt.

Mir ënnerstëtzen dat absolutt an duerfir hate mer och an der viregter Regierung schonn ugefaangen, den Exercice ze maachen – haaptsächlech war dat Interieur a Justice –, fir ze kucken, dat bei der Carte d'identité ze maachen. Um Pass, krute mer gesot, ass et net méiglech. An duerfir meng Fro un d'Ministesch, ob déi Pist nach ëmmer weider suivéiert gëtt.

Dat eent ass carrement d'Sträiche vum Geschlecht op den Dokumenter. Dat anert ass, eng drëtt Optioun derbäizesetzen. Dat hutt Dir jo och an Ärem Koalitiounsaccord esou festgeschriwwe vun der Qualification neutre. Duerfir och hei meng Froen: Wéi hutt Der wëlles, do virzegoen, respektiv wéi wäit wëllt Der goen? Wou sinn d'Aarbechten drun?

An an deem Kontext géif mech awer och nach interesséieren, wéi vill Leit hiren Numm opgrond vun enger Ännerung vum Geschlecht geännert hunn. Bon, dat ass elo prezis. Ech weess net, ob Der d'Zuelen hutt, soss kënnt Der déi nach noreechen, mee, ech mengen, et ass awer interessant, dat och ze wëssen, fir dass mer gesinn, dass et wierklech de Besoin bei de Leit gëtt. An dofir och meng Fro, wéi vill Persounen eng Ännerung och am Persounestandsregëster opgrond vun hirem Geschlecht gemaach hunn.

Ech mengen, et ass wichteg, dass mer do e komplett Bild kréien a virun allem dass mer wierklech gesinn, dass mer hei och vu Leit schwätzen, wou wierklech de Besoin do ass a wou och d'Politick soll reagéieren.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann ass d'Wuert fir d'Justizministesch. Madamm Minister.

**Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | Merci, Här President. Och merci der Madamm Bofferding fir dës Fro, déi, wéi gesot, effektiv e ganz wichtege Sujet concernéiert. A wéi Der richteg och gesot hutt, sinn eng ganz Rei Ministèrë mat deem Sujet befaasst. De Justizministère, wat den État civil betrëfft an och de Code pénal.

Dir hutt richteg effektiv gesot, datt am Accord de coalition steet, datt mer wéilten op den Documents d'identité déi Qualification neutre aféieren. An, ech mengen, Dir hutt och richteg gesot, datt schonn eng ganz Rei Reflexiounen an der viregter Regierung gefouert goufen, notamment déi och, fir am État civil am Fong vun deem binäre Modell fortzekommen, wou sech awer erausgestallt huet, datt eng ganz Rei Schwieregkeeten och an der Praxis sinn, och en vue vun eisen internationalen Obligatiounen. Dunn ass effektiv d'Analys ugefaange ginn, awéifern een et eeben op den Dokumenter ka wechloossen. Déi Analys si mer nach ëmmer amgaange mat maachen.

Ech hu gesot, si sollten och emol kucken, wéi et an anere Länner ass, einfach fir e bëssen eng besser Vue ze kréien, wat mer kënne maachen, och an deem internationale Kontext, sachant datt, wa mer vun den Documents d'identité schwätzen, mer an der Kompetenz vum Inneminister sinn – dat brauch ech Iech, mengen ech, net ze soen – an datt mer natierlech musse mat him dann och zesumme kucken, wéi mer dat kënne maachen.

Wat mer en attendant awer och schonn zum Beispill bei eis och am Ministère hunn, ass, datt eng ganz Rei Formulairen déi Info net méi froen. An ech mengen, datt dat eppes ass, wat een och soll kucken, wou een dat nach kann ëmsetzen. Dat si jo dann net onbedéngt relevant Informatioune fir déi verschidden Demanden. Sou ass dat zum Beispill de Fall bei de Waffen, bei der Naturalisatioun, wou dat net onbedéngt néideg ass.

Dir hutt mech och … Also, just fir et ganz kloer ze soen: Et ass weiderhin eng Prioritéit. Mir kucken, wéi mer et kënne maachen, sachant datt ech och mierken, datt déi verschidden Associatiounen net onbedéngt ëmmer déi selwecht Vue hunn, ob ee soll eng drëtt Optioun dropsetzen oder et einfach ewechloossen. An do wëll ech, egal wéi, och nach eng Kéier mam Terrain schwätzen, fir ze kucken, wat am Fong deene Leit, déi concernéiert sinn, am meeschten entgéintkënnt als Léisung.

Dir hat mech Zuele gefrot. Bon, ech hat elo falsch geroden. Ech hat gemengt, Dir géift déi Zuele froen, wéi vill Leit sech, wéi gesot, de Changement de sexe ugefrot hunn iwwert déi lescht Joren. Ech kann Iech déi ginn, sachant datt mer dann ëmmer den

Datum kucken, wou d'Demande erakomm ass. Also fir Majeure waren dat 2021 23 Leit a Mineure 5. 2022 waren et 28 bei de Majeuren an 8 bei de Mineuren. An 2023 23 bei de Majeuren a 4 bei de Mineuren.

Wat elo dem Changement de nom betrëfft, deen dann oft parallell oder duerno gemaach gëtt, kann ech probéieren, Iech d'Chiffere schrëftlech nozereechen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Ministesch.

## 5. Dépôt d'une motion par M. Meris Sehovic

Dann hunn ech nach, éier mer zum nächste Punkt kommen, eng Wuertmeldung vum Här Sehovic, dee wëllt eng Motioun deposéieren. Här Sehovic, Dir hutt d'Wuert.

***Exposé***

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | Merci, Här President. Als Suite vun den Erklärunge vum Här Minister par rapport zum Science Center hunn ech mer awer nach e puer Gedanke gemaach. An ech muss soen, deen Audit, dee gemaach ginn ass, ass finanzéiert – oder op d'mannst an Optrag ginn – vum Ministère, also mat Steiersue finanzéiert.

Da mengen ech awer, dass een dat net ganz grousssaarteg muss rechtlech préiwe loossen, ob der Chamber als éischtem Pouvoir, als Kontrollorgan vun der Regierung, deen dote soll zougänglech gemaach ginn. Dat ass och d'Fuerderung an der Motioun, déi ganz einfach gehalen ass an déi ech heimadder géing deposéieren.

***Motion***

*« relative au financement public du Luxembourg Science Center »*

*La Chambre des Députés,*

*considérant les irrégularités dans la gestion financière du Luxembourg Science Center, telles qu'elles ont été constatées entre-temps par trois contrôleurs financiers indépendants,*

*invite le Gouvernement*

*à mettre à la disposition de la Chambre des Députés l'audit sur le financement du Luxembourg Science Center.*

*(s.) Meris Sehovic.*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | An ech muss soen, Här Minister: Gradesou einfach kënnt Der et Iech awer net maachen hei an der Chamber! Ech hunn Iech prezis Froe gestallt, ech krut op keng eenzeg vun deene Froen eng Äntwert!

Ech verstinn, dass Dir net wëllt Sproochrouer si vum Science Center, mee Dir sidd awer responsabel, politesch responsabel fir déi Konventioun, déi do gemaach gëtt. An dat heescht, déi Froen, déi ech Iech gestallt hunn, notamment par rapport zur Zukunft vum aktuellen Direkter – bleift deen Direkter? bleift en am Verwaltungsrot? –, dat sinn awer alles legitimm Froen, déi, mengen ech, de politesch Responsabelen, dee wëll a soll Suen op den Dësch leeë fir e Finanzement, awer missten interesséieren! An an deem Sënn géif ech gären déi dote Motioun deposéieren.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic. Da musse mer kucken, wéini mer déi op den Ordre du jour elo huelen. Dat ass elo alles kuerzfristeg, mee dat kréie mer awer nach iergendzwousch hin.

*(Interruptions et hilarité)*

Mir kucken dat.

## 6. 7642 – Projet de loi portant modification :

### 1° de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ;

### 2° de l'article 1714 du Code civil

Also, elo komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dem Projet de loi 7642 iwwer eng Rei Mesüren am Kader vun de Loyerskontrakter. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 15 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 10,5, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten, déi Lénk 7, d'Regierung 15. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Lies, d'Madamm Paulette Lenert, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här François Bausch, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire***

**M. Gilles Baum** (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, d'Situatioun um Logementsmarché ass nach ëmmer méi wéi ugespaant. Dat ass keng nei Erkenntnis. An net méi spéit wéi d'lescht Woch koum nach emol d'Nouvelle, dass d'Loyerspräisser nach ëmmer eropginn, och well et einfach net genuch Mietwunnengen um Marché gëtt.

Mam Projet de loi 7642, dee mer haut diskutéieren, gëtt d'Mietgesetz moderniséiert an d'Verhältnis tëschent de Locataire an de Proprietäre verbessert, och am Sënn vum Schutz vun de Locataire. Den ursprüngleche Gesetzesprojet, deen am Juli 2020 virgeluecht gouf, ass opgrond vun de sëllegen Amendementer an Ännerungen an deem Projet de loi nogebessert ginn. Dës Ännerunge berücksichtegen engersäits d'Observatioune vum Staatsrot, an anerersäits awer och déi aktuell Situatioun um Logementsmarché.

Ee Volet vum initiale Projet huet fir ganz vill Diskussioune gesuergt, op der Säit vun de Professionellen aus dem Secteur, awer och bei den Interessegruppe vun de Locataire. Dir erënnert Iech bestëmmt: Et ass ëm d'Propos gaangen, fir d'Reform vum Loyersplaffong anzeféieren.

Diskussioune si wichteg, Diskussioune musse gefouert ginn. Kritick, besonnesch konstruktiv Kritick, ass genausou wichteg a muss gehéiert ginn. Fir en equilibréiert Verhältnis tëscht den Interesse vun de Locataire an de Proprietären ze fannen, huet d'Regierung dowéinst decidéiert, den ëmstriddenen Deel iwwert d'Reform vun de Loyersplaffongen aus dësem Gesetz erauszehuelen, fir e komplett ze iwwerschaffen, och mat Bléck op déi aktuell Situatioun um Logementsmarché.

Vill potenziell Keefer schrecken aktuell viru gréisseren Investitiounen an de Logement zeréck. D'Zeréckkomme vun den Investisseuren ass awer onëmgänglech, virun allem, fir der steigender Nofro u Wunnraum gerecht ze ginn. Gläichzäiteg musse mer awer och verstäerkt d'Locatairë virun iwwerdriwwene Loyere schützen.

Wourëm geet et elo genau an dësem Gesetzesprojet? Fir d'éischt sief gesot, dass dëse Projet de loi sech mat Ausnam vun den Artikele 16 bis 18 ausschliisslech op d'Locatioun vu Wunnenge fir Persoune bezitt, also net op kommerziell genotzt Raim, Zweetwunnengen oder all Zort vun Hebergementer an Hoteller.

Engersäits soll d'Loyersgesetz vun 2006 elo op verschiddene Plazen ofgeännert beziehungsweis ergänzt ginn. Gläichzäiteg gi verschidden Dispositioune vum Code civil ugepasst, sou wéi ënner anerem den Artikel 1714, deen d'Form festleet, ënnert deem e Contrat de bail muss verfaasst sinn.

Loosst mech déi wichtegst Punkten elo zesummefaassen! Den éischten Aspect, dee vum neie Gesetzesprojet ofgedeckt gëtt, ass d'Colocatioun. Hei schwätze mer vun enger Wunnform, déi och hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi gefrot ass, mee fir déi mer am Moment heizuland nach kee legale Kader hunn.

Et schwätzt ee vu Colocatioun, wa méi Locatairen eng Wunneng gemeinsam lounen an nieft dem klassesche Contrat de bail ënnerteneen och nach e Pacte de colocation ënnerschreiwen. Dëse Pacte de colocation leet ënner anerem d'Modalitéiten iwwert d'Opdeelung vum Loyer, vun der Garantie locative, d'Verdeele vun de Kummeren an dem Mobilier fest.

D'Colocatioun setzt natierlech ëmmer d'Zoustëmmung vum Proprietär viraus. Allerdéngs bitt dës Léisung souwuel dem Locataire wéi och dem Proprietär eng Rei Avantagen: méi niddreg Käschte fir ze lounen, manner Solitude och fir d'Locatairen, e stabillt Akommes a méi Kontinuitéit fir d'Proprietären.

Anescht wéi bei der Souslocatioun oder dem Verloune vu miwweléierte Kummeren an enger Zort Hebergement, Altersheem oder Hotel, gëtt bei der Colocatioun e gemeinsame Kontrakt mat all de Colocatairen ofgeschloss.

Virun allem bei Beruffsufänger, déi ganz oft aus dem Ausland kommen, awer och am Beräich vun der Uni zu Esch-Belval an der wuessender Mobilitéit vun de Studenten an de Salariéen, ass dës Zort vu Wunngemeinschaft eng ëmmer méi beléifte Wunnform, och hei zu Lëtzebuerg. An dofir brauche mer eeben e rechtleche Kader, an dee schafe mir haut.

Onofhängeg vun der Sträichung vum Deel iwwert de Loyersplaffong aus dem initiale Projet vun 2020 bleift d'Reegelung bestoen, dass de Gewënn, deen e Proprietär op ee Joer gerechent mam Verloune vun enger Wunneng däerf generéieren, net méi héich ass wéi 5 % vum investéierte Kapital vun dëser Wunneng, sou wéi et elo schonn am Artikel 3 vum Gesetz vun 2006 steet. Hei ännert sech also näischt.

Am Artikel 5 vun dësem Gesetzesprojet gëtt festgeluecht, dass elo am Code civil festgehale gëtt, dass all Contrat de bail muss schrëftlech ofgeschloss ginn. Dat heescht am Ëmkéierschloss, dass mëndlech Ofkommessen zukünfteg keng rechtlech Gültegkeet méi hunn. Hei steet virun allem de Schutz vum Locataire am Vierdergrond, mee och fir béide Parteien eng méi grouss Sécurité juridique ze garantéieren.

De Contrat de bail muss zudeem verschidden Informatiounen enthalen, beispillsweis d'Héicht vum Loyer a vun de Chargen, wéi eng Raimlechkeet benotzt ginn an och ob eng Garantie locative muss hannerluecht ginn.

Et muss awer och an dësem Kontrakt drop higewise ginn, dass d'Partien d'Méiglechkeet hunn, sech un d'Mietskommissioun ze wennen am Fall vun Onstëmmegkeeten iwwert d'Héicht vum Loyer.

Kolleeginnen a Kolleegen, aktuell muss e Locataire beim Eraplënneren an eng nei Wunneng net nëmmen

den éischte Loyer op den Dësch leeën, mee gläichzäiteg och nach eng Garantie locative an Héicht vun dräi Loyere virstrecken.

A wann de Proprietär dann och nach, wéi dat awer meeschtens de Fall ass, eng Agence immobilière engagéiert huet, fir en neie Locataire fir seng Wunneng ze fannen, da muss deen – also den neie Locataire – meeschtens och nach fir d'Käschte vun der Agence immobilière opkommen, och wann et de Proprietär war, deen d'Immobilière beoptraagt huet.

Soumat komme bei déi véier Loyeren direkt och nach d'Käschte vun der Agence immobilière derbäi. Wa mer elo nach d'Käschte fir d'Plënnere rechnen an och d'Versécherung, da muss ee soen, dass do wierklech vun den neie Locatairen e ganze Batz gefuerdert ass. A mir wëssen och, dass d'Garantie locative vun där Wunneng virdrun net ëmmer direkt zréckerstatt gëtt. Dëst ass fir ganz vill Locatairen eng enorm finanziell Belaaschtung.

A fir dës Belaaschtung ze reduzéieren, gesäit dëse Gesetzesprojet vir, dass wann de Proprietär eng Agence immobilière beoptraagt huet, fir en neie Locataire ze fannen, dës Käschten an Zukunft zu gläichen Deeler, also 50:50, tëschent de Locatairen an de Proprietäre gedeelt ginn. Dëst baséiert virun allem um Prinzipp „principe du commanditaire", also dem Prinzipp, nodeem deen, deen den Optrag gëtt, och d'Käschte matdréit.

Weider gëtt virgeschloen, dass déi maximal Kautioun, also d'Garantie locative, déi e Proprietär dierf froen, vun dräi op zwee Loyere reduzéiert gëtt. Den Aschätzungen no geet dee Montant duer, fir d'Verflichtunge vum Locataire ofzesécheren.

De Projet de loi gesäit och kloer Modalitéite vir fir d'Réckerstattung vun der Kautioun, mat Sanktioune bei Verstéiss géint dës nei Delaien. Hei gëtt festgehalen, dass um Enn vun enger Locatioun, wann all Loyeren a Käschte bezuelt sinn a keng Schied festgestallt goufen, de Proprietär 50 % vun der Kautioun bannent engem Mount muss zréckbezuelen an de Rescht nom Virleeë vun der Käschtenopstellung.

De Gesetzesprojet preziséiert och nach verschidde kommunal Responsabilitéiten. D'Gemeng ka beispillsweis Zuelen erhiewen, wéi vill onbewunnte Gebaier, déi sech als Wunnraum géifen eegenen, sech an hirer Gemeng befannen an och Informatiounen iwwert d'Héicht vun de Loyeren an den Niewekäschten. Dës Informatioune kënne benotzt ginn, fir de Loyerskadaster opzestellen, fir den duerchschnëttleche Loyer fir déi verschidden Zorte vu Wunnengen an enger Gemeng ze kennen.

Mir kruten zu dësem Gesetzesprojet, dee, wéi gesot, viru véier Joer deposéiert ginn ass, insgesamt 23 Avisen eran. Déi Avise goufen alleguerten an der Kommissioun analyséiert. An ech verweisen dofir, wann Der dat wëllt méi am Detail wëssen, op de Rapport.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dëst waren elo déi grouss Linne vun dësem neie Gesetzesprojet, deen dann haut zur Ofstëmmung kënnt. Loosst eis zesummeschaffen, fir dës Reform ëmzesetzen, fir e fairen an equilibréierte Locatiounsmarché ze schafen, deen de Besoine vun alle gerecht gëtt!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och elo schonn d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Baum villmools Merci fir säi mëndlechen a fir säi schréftleche Rapport.

An da wär et um éischten ageschriwwene Riedner, dem honorabelen Här Marc Lies. Här Lies.

***Discussion générale***

**M. Marc Lies** (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wéilt ech dem Rapporteur, dem Gilles Baum, Merci soe fir säi Rapport iwwert dës Upassung vum Bail-à-loyer-Gesetz.

Bon, ech mengen, hien huet et gesot: Iwwert déi lescht véier Joer huet dëst Gesetz — ech mengen, dat kann ee soen, nodeems den zoustännege Minister vun deemools, den Här Henri Kox, den 31. Juli 2020 dës Upassung vum Bail à loyer deposéiert huet – esou munch Héichten an Déiften och erlieft.

Nodeems datt 2020, wéi gesot, dësen Text deposéiert ginn ass, nodeem och eng ganz Partie Avise vun deene jeeweilege Chamberen erakomm ass, huet de Staatsrot säin Avis den 11. Mee 2021 virgeluecht. Bon! Eng Zäitchen hu mer dunn näischt méi héiere vum Bail-à-loyer-Gesetz. An du stoung dann de 6. Oktober 2022 – wéi gesot, laang huet een näischt méi héieren – an enger Nacht- und Nebelaktion op eemol de Bail à loyer nees eng Kéier um Ordre du jour.

Ech wéilt hei e klengen Historique maachen iwwert dat, wat elo dës Upassung iwwert déi lescht Jore bewierkt huet. Bon, ech mengen, deen Text, et ass wichteg, datt e gestëmmt gëtt, dat huet de Rapporter virdrun och gesot. Bon, ech mengen, de Locatiounsmaart ass an enger ganz schwiereger Situatioun respektiv d'Augmentatioun vun de Präisser iwwert déi lescht Méint a Joren ass schonn extreem. An duerfir ass et wichteg, datt déi Upassungen och kommen.

Allerdéngs hätten déi Upassunge vun 2020, déi hätten innerhalb vun zwee Joer – bon, wéi gesot, 2021 louch den Avis vum Staatsrot vir – kënnen duerchgesat ginn. An dunn de 6. Oktober 2022: Wann ech virdrun „an enger Nacht- und Nebelaktion" gesot hunn, da war et och esou!

Well wann ech effektiv an deene leschte Wochen héieren, wéi d'Kommunikatioun an d'Informatioun elo vun dëser, vun der jëtzeger Regierung war, da muss een sech awer och d'Fro stellen, wéi se deemools war!

Just ee kuerzen Historique: Am August – also Enn August, Ufank September 2022 – stoung dunn op eemol eng Kéier am Agenda vun der Chamber, datt de 6. Oktober eng Logementskommissioun sollt ugesat ginn. Ech mengen, dat ass jo alles an der Rei. Da kuckt een dann natierlech, sech och deen Dag ze reservéieren. Do ass laang näischt méi komm. Zwee Deeg am Viraus dann den Ordre du jour, datt et ëm de Bail à loyer géif goen. Bon, ech hu mer deemools Froe gestallt: Bail à loyer, mir hu scho sou laang näischt méi héieren. Wat ass dann elo mam Bail à loyer?

Mir haten 2020 een Text, deen, mengen ech, ville vun eis heibannen eebe mat deenen Upassungen och zupasskomm ass, deen effektiv déi richteg Stoussrichtung hat. Een Dag am Viraus, wéi gesot, Bail à loyer. De 6. Oktober, moies, war d'Kommissiounssëtzung, um 11.00 Auer. Um 10.07 Auer kënnt dann op de Courrier électronique vun der Chamber eng Powerpointshow. Bon, ech kann Iech soen – 10.07 Auer, um 11.00 Auer war d'Kommissiounssëtzung –, do hat natierlech kee Moyenen, fir dat eng Kéier duerchzekucken. Ech soe „Powerpointshow". Et war nämlech keen Text, dee virlouch.

Dee selwechten Dag, de 6. Oktober, war och eng Pressekonferenz iwwert eeben déi Upassunge vum Bail à loyer, eben déi Upassung vun 2022. Ech mengen, elo dëser Deeg hate mer änlech Situatiounen. Deemools ass manner Gedäisch dorëms gemaach ginn. Bon, ech hat mech deemools och an der Kommissiounssëtzung dozou artikuléiert, datt et vläicht e bësse just wär, 10.07 Auer, um eelef Auer eng Kommissiounssëtzung an dann eng Powerpointshow, wou een net alles konnt draus erausliesen. An en plus war et esou komplex, dat Ganzt, datt mer wierklech do iwwerrumpelt gi sinn.

Wat mech awer méi gefochst huet, dat war, datt dann dee Moment natierlech e puer Deeg am Viraus de Regierungsrot dann och dat validéiert hat. Et war keen Text, dee virlouch. Mir kruten aacht Deeg, nodeems d'Presentatioun an der Chamber war de 6. Oktober, de 14. Oktober, dat war freides, emol dee fäerdegen Text, soudatt ee sech iwwerhaapt konnt eraliesen: Wat war da mat deenen Upassunge vum Bail à loyer?

Mir wëssen haut alleguerten, datt d'Upassung deemools war, de Capital investi vu 5 % op 3,5 % erofzesetzen. Dat, wat och déi Wochen duerno ..., wéi dat Ganzt kommentéiert ginn ass, dat wësse mer alleguerten, an dës Propos deemools gouf virgeluecht an enger Zäit, wou effektiv schonn däischter Wolleken um Immobiliemaart waren a wou effektiv d'Onsécherheet um Immobiliemaart nach vill méi grouss ginn ass opgrond vun der Incertitude, wat dann effektiv herno kéint berechent ginn, eeben iwwert de Capital investi, soudatt deemools déi Amendementer zu enger Zäit komm sinn, déi wierklech miserabel gewielt war. Dat huet esou vill Duerjernee gemaach um Immobiliemaart.

D'Immobiliepräisser: Alles, wat d'Locatiounen ugeet, do wësse mer alleguerten, datt déi iwwert déi lescht Joren eng riseg Upassung gemaach hunn, well eeben um Maart net genuch Locatiounswunnenge sinn. Bon, datt net genuch Locatiounswunnengen do sinn huet sécherlech och ze di mat verschiddenen onglécklechen Decisiounen, politeschen Decisiounen an der Vergaangenheet. Dat huet natierlech awer och ze di mat der Situatioun, wéi se dobaussen ass! Covid huet net derzou bäigedroen, datt méi gebaut ginn ass. Ukrainkrich, d'Energiepräisser, Materialkäschten etc., etc. Bon, ech mengen, ech brauch elo net weider dorop anzegoen. Dat ass ee Problem. Nach haut, wann een haut d'Situatioun kuckt, funktionéiert de Maart nach ëmmer net. Dach, de Marché secondaire, wann et ëm Bienen, ëm Objete geet, déi am Existant sinn, do gesäit een nees lues a lues, datt Akte gemaach ginn. Mee d'Vente en l'état futur d'achèvement, do leeft hautzudaags nach ëmmer näischt.

Dat huet ganz kloer och eng Inzidenz op d'Staatsfinanzen. Ech hat mer d'Méi eng Kéier gemaach, eng Kéier nozekucken, wat d'Recettë sinn, déi de Staat generéiert opgrond vu Ventes en l'état futur d'achèvement. 2016 – Enregistrement, Steieren etc., etc. – waren dat 950 Milliounen. Also, déi Jore virdrun, wéi et nach gutt gelaf ass – an de Joren 2020, 2021 –, war dat nach ee Päckelche méi. Virun e puer Deeg sinn och d'Staatsfinanzen annoncéiert ginn. Den Enregistrement ass natierlech agebrach iwwert déi lescht Joren opgrond vun deem, datt eeben de Marché vun der Vente, besonnesch an der VEFA, net fonctionéiert.

Mee awer och den Abordabel-Mietwunnengs-Bau huet iwwert déi lescht Jore gelidden. Bon, ech ginn elo net weider op de Pacte Logement an och net op de Logement abordable an. Dat sinn effektiv Gesetzgeebungen, déi an deene leschte Jore komm sinn. Et ware souwuel bei deem enge wéi bei deem anere ganz gutt Pisten dran, fir datt effektiv an der Zukunft méi erschwénglech Wunnenge souwuel fir d'Vente wéi och fir d'Locatioun solle gebaut ginn, an ech mengen, do si mer eis alleguerten driwwer eens.

Mee just d'Applikatioun um Terrain ... Ech kucken hei och de President vum Syvicol: De Syvicol huet zeg Avisen dozou geschriwwen, eeben am Interessi vun de Gemengen, datt do verschidden Hürden agebaut gi sinn, och wat den administrative Volet ugeet, wat eeben den Aarbechtsopwand vun de Gemengen ugeet, awer och vu ronderëm, net nëmme vun de Gemengen, mee och vun de Promoteuren, déi op eemol net méi woussten, nodeems de Pacte Logement erauskomm ass ... Besonnesch den Artikel 29bis huet fir vill Opreegung gesuergt a fir vill Incertitude, soudatt an deenen nächste Joren, Här Minister, eng Rei vun Upassungen och an dëse Gesetzgeebunge musse gemaach ginn.

Am Logement abordable goufe jo effektiv verschidde Prolongementer, wann et ëm d'Applikatioun vum RENLA beispillsweis geet, bis Enn 2025 gemaach, mee och zu dësem Gesetz héiert een um Terrain, datt et einfach net fonctionéiert, datt et vir an hannen net opgeet, datt souguer d'Ëmsetzung vum Pacte Logement, wann et ëm d'Ausbezuele vun den Hëllefen, déi d'Gemenge solle kréien, geet, bis haut nach net gemaach ass. Bon, ech mengen, do muss ee sech Froe stellen, wat wierklech do hannendrun ass.

Bon, wat elo dëst Gesetz ugeet, hunn ech et gesot an ech mengen, de Rapporter ass am Detail dorop agaangen: Do si ganz wichteg Elementer dran, beispillsweis d'Splécke vun de Käschte vun de Kommissioune vun den Agences immobilières, datt souwuel de Bailleur wéi och de Locataire dat zur Hallschent deelen – ech mengen, dat ass e ganz, ganz faire Kompromëss –, awer och datt d'Garantie locative vun dräi op zwee Méint erofgeet.

Wann een haut kuckt, wéi héich d'Mensualitéite si bei engem Loyer, dann ass dat wierklech en décken, décke Pak, deen do beieneekënnt. An do sinn eng ganz Partie Leit, déi dat wierklech net méi kënne stemmen. Dofir sinn, mengen ech, déi heiten Applikatioune gutt. A wéi gesot, dëst Gesetz hätt scho vill éischter kënnen ëmgesat ginn, wann dat aus 2020 och déi Joren drop ëmgesat gi wier.

En anere Volet, wou de Rapporter och drop agaangen ass, dat ass d'Colocatioun. Do mengen ech, datt méi Certitude kënnt, wann et ëm ..., bon, am Generelle gëtt vu „WGen" do geschwat, wann effektiv Leit sech zesummendinn an enger Wunneng, datt kloer ass, wie fir wat responsabel, zoustänneg ass, och besonnesch wann et ëm d'Bezuele geet. An dofir mengen ech, ass et wichteg, datt hei e bësse méi Kloerheet geschaaft gëtt. Ech menge souwisou, datt mer déi allgemeng Penurie vu Locatiounswunnengen alleguerte kennen an datt eeben zumools jonk Leit sech aner Méiglechkeete sichen, fir dann awer en Daach iwwert dem Kapp ze hunn. Dëst ass déi richteg Stoussrichtung, fir datt dann dee Moment och eeben d'Zëmmeren, wann ee sech eens ass, och kënnen deementspriechend bewunnt ginn.

Wichteg ass awer och do, datt och deene Reglementarien, déi an de Gemenge sinn, Rechnung gedroe gëtt, well ouni déi kréie mer nees eng Kéier aner Problemer op anere Plazen. An duerfir ass et wichteg, deem och Rechnung ze droen.

An an dësem Sënn an an der Hoffnung, datt den Immobiliemaart och opgrond vun deene Moossnamen, déi vun der viregter, awer och vun dëser Regierung schonn entaméiert gi sinn ..., datt déi schnellstméiglech wäerte gräifen an datt souwuel de Marché vun der Constructioun, awer och vun der Locatioun ..., datt méi Mietwunnengen op de Maart wäerte kommen an de kommende Joren, ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun fir dës Upassungen.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Lies. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Paulette Lenert. Madamm Lenert.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Merci, Här President. Wunnen zu Lëtzebuerg, dat ass e Sujet, deen eis zu Recht ganz vill hei am Haus beschäftegt. A grad d'Reform beim Bail à loyer ..., fir d'Habitatioun ass d'Reform, déi elo säit puer Joren unhängeg ass, méi wéi iwwerfälleg gewiescht, dat aus villen Ursaachen. Eist Land huet e gravéierende Problem: Mir sinn an enger sozialer Kris, an enger Sozialwunnengsbaukris a vill méi spezifesch enger Kris um Locatiounsmaart.

Firwat soen ech dat? Majo, well mer e Cumul vu Fakten hunn, déi einfach net méi ze niéiere sinn. Engersäits, an dat huet ons vill hei beschäftegt an deene leschte Wochen, wësse mer, dass mer e Retard hunn an der Offer vu sozialem an abordabelem Wunnengsraum, dee muss zur Verfügung gestallt ginn.

*(M. Fernand Etgen prend la présidence.)*

Mir hu vill Leit op de Waardelëschten. Mir wëssen, dass doduercher bedéngt vill Leit op den normale Marché musse loune goen, wat ganz oft iwwer hire Moyenen ass. A mir wëssen och, dass um Enn vum Mount grad ganz vill vun deene Leit déi zwee Enner net méi beieneekréien.

Och wa mer insgesamt an der Moyenne als Land gutt dostinn, wësse mer, dass den Undeel vun deenen, déi dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn, ëmmer méi grouss gëtt, dass den Undeel vu Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp méi hunn, den Obdachlosen, och an d'Luucht geet. An dat soll eis alleguerte Suerge maachen!

Dofir musse mir nieft de strukturellen a systematesche Reformen, déi ugeduecht sinn, fir dee Retard opzehuelen – ech mengen, mir hunn doriwwer vill debattéiert, ech ginn haut net drop an –, e Retard ophuele vun eppes, wat feelt: e Segment vu genügend sozialem an abordabelem Wunnengsraum, fir de Besoine gerecht ze ginn, awer och dat Antizipatiivt, fir net nëmmen elo opzehuelen, wat verpasst ginn ass, mee virausschauend eng Offer opzestellen an Zukunft, déi de Besoine vum Land an dem Wuesstum, dee mer hunn, gerecht gëtt. Do dernieft ass e ganz akuten Handlungsbedarf par rapport zu deenen, déi eebe justement vun där heiter Kris elo am meeschte betraff sinn.

D'Fraise sinn héich, d'Loyere ginn an d'Luucht – an da sinn ech bei engem éischte Punkt, deen ech gäre géif ënnersträichen: Mir huelen dat emol un. Mir hu keng faktesch Base, déi stabill ass. Mir kucken op de Portail vun IMMOTOP, fir ze gesinn, wat d'Leit sou vu Virstellungen hu fir de Loyer. Wat een do gesäit, ass wierklech beonrouegend. Et sinn extreem Haussen iwwert déi lescht Joren, mir hunn d'Zuelen elo just nach eng Kéier héieren. Et ass erëm eng Kéier par rapport zum leschte Joer ëm iwwer 9 % an d'Luucht gaangen. An op déi lescht zwee Joer gekuckt si mer bei enger Hausse vun 13,5 %. Dat ass enorm!

Mee gutt, dat sinn, wéi gesot, Zuelen, déi mer erausliesen aus deem, wat d'Virstellunge sinn. Mir wëssen alleguerten, dass dat, wat ee sech virstellt, wat een an d'Annonce setzt, net onbedéngt dat ass, wat herno wierklech fléisst. Dat ass e Problem. Ech kommen herno nach dorobber zeréck.

Déi Leit, vun deene mer schwätzen, dat si Leit, déi ganz oft kee Choix hunn, sech och ze wieren. Mir wëssen, wann d'Loyeren héich sinn, dass mer mat Leit ze dinn hunn, déi net onbedéngt Suen op der Säit hunn an et sech net onbedéngt kënne leeschten, an eng nei Wunneng ze goen. Well d'Locatioun wiesselen, dat bedeit Fraisen, dat bedeit Frais-d'agencen, dat bedeit nei Garantië liberéieren, ouni déi aner schonn ze hunn, et bedeit, op e Marché ze goen, wou d'Präisser héich sinn. Dat heescht, mir hunn hei mat Leit ze dinn, déi an enger Situation de faiblesse sinn, par définition – net all, awer e groussen Deel –, déi sech dat wierklech wäerte ganz gutt iwwerleeën, ier se dee Schratt maachen. An dofir brauch et hei Progrès. Et brauch Schutz vun deenen, déi eeben drop ugewise sinn, lounen ze goen.

Mir schwätze vun der Existenz vu Famille mat Kanner. Do mécht een dat net à la légère. Dat ass eppes, wat net jiddwerengem esou einfach méiglech ass, ze soen: „Ech fannen, dass dee Loyer do net richteg ass. D'Wunneng ass net a guddem Zoustand, ech siche mer eppes aneres." Dat ass méi liicht gesot wéi gemaach fir vill Leit, an dofir hu mer hei eng Responsabilitéit och op der Säit vum Staat fir anzegräifen, fir derfir ze suergen, dass e Gesetz, dat och de Schutz vum Locataire verankert, ëmmer erëm iwwerschafft an der Situatioun ugepasst gëtt.

Et ass keng einfach Reform gewiescht, jo, däers si mer eis alleguerte bewosst, dofir dauert dat och laang. E grousse Merci a Richtung vum Gilles Baum fir dee ganz exhaustive Rapport. Dir hutt gesinn, wéi vill hei geschafft ginn ass, hin- an hiergaangen ass.

E faire Präis, dat ass eppes, wat mer alleguerte gären hätten op engem Marché, mee och dat ass ganz liicht gesot, mee net onbedéngt sou einfach ëmzesetzen. An dat ass net selbstverständlech. Et muss fir jiddweree passen op engem private Marché. Dat heescht, et muss fir den Investisseur iergendwou awer rentabel sinn. Et däerf net abusiv ginn, et musse Schutzmechanismen do sinn, et soll ugepasst ginn. Alles dat sinn Equatiounen, déi net einfach ze maache sinn.

Ech mengen, dat erkläert och, firwat vill Hin an Hier war. Mir haten am Ufank e Präisdeckel, dee sech orientéiert huet um Investissement, wou ee gesot huet, de Rendement misst am Verhältnis stoen zu deene Suen, déi investéiert gi sinn. Duerno koum e Revirement, wou de Marchéspräis erëm méi agefloss ass. Fakt ass – an ech mengen, do si mer eis alleguerten ënnert dem Strëch iergendwou eens –, dass dat, wat ugeduecht war an der Praxis, net esou ganz einfach ëmsetzbar war, dass et muss iwwerschafft ginn, well et eeben och dozou geféiert huet, dass verschidde Wunnengen extreem Héichten hu kënne gesi vum Loyer, wärend anerer, neier, vläicht méi gedréckt waren.

Bref, langer Rede kurzer Sinn: Mir si ganz op der Linn, dass een dat heite muss iwwerschaffen. Awer, wannechgelift, schnell! Et ass Handlungsbedarf. Mir si laang ënnerwee an et ass e Problem hei zu Lëtzebuerg.

De Berechnungsmodus – mir hunn et gefuerdert gehat an enger Motioun am Abrëll – hätte mer gären op den Dësch vun der Regierung. De Problem ass laang bekannt a mir géifen nach eng Kéier och dorobber insistéieren, dass dat muss virugoen.

Fir de Rescht wäerte mir vun eiser Säit dëse Projet kënne matstëmmen, well en eng ganz Rei gutt Punkten huet, déi dréngend gebraucht ginn. Ech erënneren drun, et ass scho gesot ginn: D'Fraise sinn eng grouss, grouss Belaaschtung – d'Agencëfraisen –, déi ganz beim Locataire louchen. Mir hätten eis idealerweis do de Bestellerprinzipp gewënscht, dass deen, deen eng Agence ufreet, och déi Käschten iwerhëlt. Ech fannen dat méi fair. Mir fannen dat och als Fraktioun méi fair. Mee de 50:50 ass zumindest e gudde Kompromëss, dofir kënne mer deen esou matdroen – op alle Fall à ce stade.

Dass d'Garantie erofgeet vun dräi op zwee Méint, fanne mer och wichteg. Dat si ganz vill Suen. Setzt

Iech an d'Haut vun engem, dee loune geet: Dee muss säin éischte Loyer virstrecken, d'Agence bezuelen, eng Garantie hannerleeën. Dat si ganz vill Dausender, déi do mussen op den Dësch geluecht ginn an net jiddweree ka sech dat leeschten. Dofir kënne mer dat nëmme begréissen.

Wichteg och fir eis, dat ass, dass net einfach kann droplasserhéicht ginn, dass dat gereegelt ass, dass mer do e kloren Deckel hu vu maximal 10 % op zwee Joer gekuckt. Dat fanne mer begréissenswäert, dass gewësse Sécherheetsleitplanke gesat ginn, fir d'Leit eeben ze schützen, wa se an enger Wunneng sinn.

Ganz wichteg och, dat ass scho gesot ginn, eppes, wat mer och begréissen, dass d'Colocatioun encadréiert gëtt. Dat ass eppes, wat dem Zäitgeescht entsprécht. Et ass ëmmer méi d'Demande vu Leit, fir zesummenzeliewen, ouni dass déi awer onbedéngt eng Communauté domestique bilden, an do brauch et e Kader. Dat kënnt elo hei.

Do kënnt och do Transparenz duerch e schréftleche Pakt, dee muss geschloss ginn op Aenhéicht tëscht deenen eenzele Leit mat Transparenz, wou gewosst ass, wien an där Communautéit ass, wa Wiessele sinn, dass dat ëmmer tracéiert ass, an och eng Solidaritéit um Niveau vun de Garantië vis-à-vis vum Proprietär. Alles dat kënne mer selbstverständlech begréissen.

Och am Sënn vun der Transparenz begréisse mer, dass d'Contrats de location elo sollen an Zukunft schréftlech ofgeschloss ginn. Mir sinn hei an engem ganz weesentleche Beräich, deen de Leit wierklech un d'Liewegt geet. Dat ass e ganz groussen Deel vun hirem Akommes, deen an d'Wunnen erafléisst, an do ass Transparenz gutt. Wa mer dat gäre kontrolléiert hätten, da soll een Transparenz hunn.

Mir sinn awer och der Meenung, dass déi Transparenz, déi mer haut hunn, nach net duergeet. Dat soll méi wäit goen an eisen Aen. Mir fannen et net akzeptabel, net vertrietbar, dass een op esou engem sensibelen Theema, dat eis esou vill Suerge mécht am Land, keng genau Chifferen huet, wat dann déi Loyere sinn. E Loyer ass net e Loyer. Dat hänkt dervun of: Wou läit déi Wunneng? A wéi engem Zoustand ass se? Do brauch een Donnéeën. A wann ee wëll dorobber schaffen, da brauch een Transparenz. An dofir fuerdere mer, Här President – ech ginn och an deem Sënn eng Motioun of – e Mietspigel fir eist Land, en objektive Mietspigel, wou een eng komplett Erhiewung géif maache vun de Loyeren. Net wéi een dat a verschiddene Länner gesäit, wou probéiert ginn ass opgrond vun engem Echantillon. Mir sinn der Meenung, dass just eng komplett Vollerhiewung vun de Loyere mat idealerweis engem digitale Regëster, wou een dat da kann novollzéien, wou een drop ka schaffen, essentiel ass.

An dréngend ass an eisem Land, dass mer op deem heite Projet – an dat ass wierklech eng Problematik, déi wierklech am Brennpunkt ass an eisem Land – Transparenz kréien, eng anstänneg Basis, fir weider Sozialpolitick kënnen ze maachen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Voilà. Ech géif an deem Sënn och eng Motioun ofginn an hoffen, dass déi deementspriechend Zoustëmmung wäert fannen. An, ech mengen, ech hat et scho gesot, mir wäerten dëse Projet kënne matstëmmen. Dat ëmmer mam Verweis op déi Motioun, déi mer scho ginn hunn, dass Tempo kënnt an dass bei deene Froen, deene grousse Froen, déi nach opstinn, och wierklech eppes op den Dësch kënnt, fir dass mer kënne weiderschaffen an der Chamber.

Ech soen Iech Merci.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant que le nombre de logements abordables publics destinés à la location est largement insuffisant au vu de la demande ;*

*– considérant qu'un nombre important de ménages à revenu modeste est contraint à louer un logement au prix du marché ;*

*– considérant le rapport du portail immobilier IMMOTOP qui relève une nouvelle augmentation des loyers au 2e trimestre 2024 : + 9,6 % sur les loyers moyens par rapport au 2e trimestre 2023 ainsi qu'une augmentation de + 13,5 % entre le 2e trimestre 2022 et le 2e trimestre 2024 ;*

*– notant que le Gouvernement a décidé de supprimer les dispositions qui visaient une réforme du plafonnement des loyers dans le cadre des amendements gouvernementaux au projet de loi n° 7642 portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil du 19 avril 2024 ;*

*– considérant la décision du Gouvernement de réviser complètement les dispositions prévoyant la réforme du plafond des loyers ;*

*– notant qu'en attente de cette révision, le Gouvernement a supprimé par le même train d'amendements l'obligation pour le bailleur de stipuler dans le contrat de bail le montant précis du capital investi, réévalué et décoté, dans le logement, ce qui aurait renforcé la transparence au regard du prix du loyer pour le locataire,*

*invite le Gouvernement*

*– à faire analyser par un institut indépendant tel le LISER les différentes possibilités afin d'accroître la transparence sur le marché locatif dans le contexte luxembourgeois (tel qu'un Mietspiegel) et de permettre la comparaison de loyers entre des logements similaires.*

*(s.) Paulette Lenert, François Bausch, Marc Goergen.*

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Madamm Lenert. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Lexy Schoos. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi den Här Gilles Baum et scho gesot hat: No véier Joer an enger gudder 20 Avisen ass dëse Gesetzesprojet haut endlech um Ordre du jour vun der Chamber ukomm. Amendementer, déi laang erbäigeseent gi sinn, wäerten haut dann hoffentlech oder eventuell Realitéit ginn.

Fir eis e puer Punkten: D'Fraise vun den Immobilienagencen, wéi mer schonn héieren hunn, mussen elo mat deem neie Gesetz gläichermoossen tëscht dem Bailleur an dem Locataire opgedeelt ginn.

Zu där gesetzlecher Verankerung haten déi Lénk e Virschlag eragereecht, dass dës Fraise komplett am Fong bei der Partie demandante leie sollten, also jee no Fall beim Bailleur oder beim Locataire. D'ADR hat dës Propositioun an der Kommissioun och ënnerstëtzt, well och an eisen Aen, wéi mer och grad scho vun der Madamm Lenert héieren hunn, d'Chargen zu Laaschte vun deem sollte sinn, deen d'Déngschtleeschtung an Optrag gëtt. Leider ass dëse Virschlag net zréckbehal ginn, deen awer esou schonn a ville Länner an Europa praktizéiert gëtt an an Däitschland, wéi mer grad héieren hunn, och schonn ënnert deem selbsterklärenden Numm vum „Bestellerprinzip" bekannt ass.

Eng weider Ännerung an dësem Gesetz, wéi mer grad héieren hunn, ass Begrenzung vun der maximaler Kautioun vun dräi op zwee Méint. Här President, mir als ADR bedaueren dës Dispositioun a stëmmen d'Gesetz an deem Punkt och mat Bedenke mat. Fir d'ADR hätt d'Kautioun op dräi Méint bleiwe kënnen. Mir ginn dervun aus, datt 95 % vun de Locatairë sech korrekt verhalen an op d'Objeten oppassen. Mee leider bréngt Iech dat näischt, wann Dir en Appartement oder souguer en Haus un ee vun deene 5 % schwaarz Schof verlount, ëmsou méi wann de Locataire am Viraus weess, datt en um Enn vum Kontrakt sech der Emprise vum Proprietär entzéie kann. Mir fäerten, datt dës Reegel nach méi Leit dovu wäert ofhalen, hir Objeten an d'Locatioun ze ginn. Et sief dann, mir géifen de Rechtsschutz vum Proprietär stäerken, fir e Locataire, dee sech am Eenzelfall net un d'Spillreegele géing halen, vill méi einfach wéi bis ewell a réckwierkend op seng Käschte kënnen usichen ze goen.

Eng gesellschaftlech Grupp, fir déi déi dräi Méint kënne ganz schwéier ginn, sinn zum Beispill d'Studenten. Hei wier ze iwwerleeën, ob mir net onofhängeg vun dësem Gesetz e spezifesche legale Kader fir d'studentescht Wunne bräichten, an deem och d'Staatsgarantië separat gereegelt wieren.

Mir begréissen allerdéngs de klore Kader fir d'Zeréckbezuele vun der Kautioun, deen an eisen Aen, sou wéi en elo do steet, d'Rechtssécherheet fir béid Säiten erhéicht. De Problem vun der Inflatioun, déi zouverlässeg eng vu béide Säite bestrooft, gëtt allerdéngs och mat dësem Gesetz net geléist. An der Reegel verléiert de Locataire, well mir jo dovun ausginn, datt déi meescht d'Wunnengen uerdentlech hannerloossen, mee duerch de Kafkraaftverloscht trotzdeem en Deel vun hirer Garantie mussen ofschreiwen. Oder awer et kann och de Proprietär treffen, dee fir eng verhonzt Wunneng mol net méi de reelle Wäert vun enger Kautioun huet. Hei wier driwwer nozedenken, ob net de Kader fir en entspriechende Spärkont bei der Bank ze setze wier, op deem d'Suen zu maartübleche Konditioune verzënst ginn.

Eng grondsätzlech Neierung, fir dann net ze soen eng spéit Innovatioun an eiser Gesetzgeebung, ass dann den neie legale Kader fir d'Colocatioun. Mir begréissen de Prinzipp ganz kloer, krute vum Terrain awer och Bedenke mat, wat déi praktesch Ëmsetzung ugeet, an déi betreffe souwuel d'Proprietäre wéi d'Locatairen.

D'Kapitel 1bis iwwert d'Colocatioun gesäit ënner anerem vir, datt e Locataire, deen d'Colocatioun verléisst, säin eegenen Nofollger muss fannen. D'Gesetz gesäit dann och eng Virschréft vir, wéi dat ëmzesetzen ass, nämlech duerch en Noweis vun Annoncen, déi dann och erëm mat Fraise verbonne sinn. Esou eng Dispositioun ka Sënn maachen, falls d'Veränneerung vun der privater Situatioun iwwer e längeren Zäitraum antrëtt. Falls dat awer méi kuerzfristeg geschitt oder ee souwisou nëmme kuerz an enger WG bleift, wéi dat zum Beispill bei Erasmusstudenten de Fall ka sinn, kann et schwéier ginn, matzäiten en Nofollger ze fannen, deen deem eegenen oder géeegente Profill entsprécht. Kuerzgefaasst, et kënne ganz vill individuell ënnerschiddlech Situatiounen optrieden a mir hätten eis gewënscht, datt d'Vertragsfräiheet hei grad am Sënn vun de Locatairë méi flexibel gefaasst gi wier. Mee d'Praxis wäert weisen, wéi et schlussendlech um Terrain dann ausgesäit.

Weider ass et esou, datt de Loyersdeckel och fir d'Colocatioune bei 5 % vum investéierte Kapital bleift, obwuel de Risiko an den administrativen Opwand an esou engem Fall natierlech zouhuelen. Et wäert also

net allze vill Ureiz ginn, dëst am grousse Stil unzebidden, a scho guer net, fir eventuell Ëmbauaarbechte virzehuelen, fir u méi Leit gläichzäiteg kënnen ze verlounen. Mir hätten eis gewënscht, datt dës Méiglechkeet proportional zu der Unzuel vun de Locatairë gestaffelt wier. Mee wéi ech am Ufank scho gesot hunn, handelt et sech hei ëm eng gesetzlech Neiheet an och mir kéinten eis ieren.

Ech deposéieren dofir eng Motioun, wou ech proposéieren, datt mir d'Gesetzer iwwert d'Colocatioun op hir Auswierkungen iwwerpréifen an da gegeebenefalls nobesseren.

***Motion 2***

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*stellt fest, datt*

*– mam Gesetzesprojet 7642 eng Rei néideg a wichteg Moderniséierungen am nationale Mietrecht virgeholl goufen,*

*ass sech bewosst, datt*

*– d'Colocatioun en neit Element an der Lëtzebuerger Gesetzgeebung duerstellt;*

*– déi praktesch Auswierkunge vun dësem Gesetz opgrond vum entspriechenden Erfarungsmanktem aktuell schwéier anzeschätze sinn,*

*fuerdert d'Regierung op,*

*– d'Gesetz iwwert d'Colocatioun no 24 Méint, zesumme mat den Acteure vum Terrain, op seng praktesch Auswierkungen hin ze iwwerpréiwen a wann néideg unzepassen;*

*– bei dëser Evaluatioun e besonnesche Fokus op d'Wunnsituatioun vun den nationalen an internationale Studente vun der Uni.lu ze leeën an ze préiwen, ob a wéi wäit e spezifesche legale Kader dozou bäidroe kann, dës um Wunnengsmaart beschtméiglech ze ënnerstëtzen.*

*(s.) Alexandra Schoos.*

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci, Madamm Schoos.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Här President, wéi scho gesot, stëmme mir dëst Gesetz mat enger Rei Bedenke mat. Ech weisen dofir och dorops hin, datt mir als ADR mat der Gesetzespropositioun 8272 scho virun engem gudde Joer en eegenen Entworf fir eng Aktualiséierung vum Mietgesetz virgeluecht hunn, wou wichteg Dispositiounen, wéi zum Beispill de Verkaf als Grond fir d'Resiliatioun vun engem Kontrakt, d'Erneierung vun engem CDD, d'Stäerkung vun de Friddensriichter a villes méi, op de Leescht geholl gi sinn. Den Avis vum Staatsrot zu eiser Propositioun läit vir. Dee vun der Regierung leider nach net. Mir géifen eis dann och freeën, zäitno déi Meenung ze héieren, fir datt mir an der Kommissioun mat deem wichtege Sujet kënne weiderfueren.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Madamm Schoos. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Déi ganz Problematik vun dem Loyer a vu Locatiounswunnengen, dat ass, géing ech soen, déi wichtegst, déi mer musse léisen an den nächste Méint a Joren an dësem Land, well se huet dee gréisste soziale Sprengstoff. Ech gi souguer esou wäit ze behaapten, datt vill Schiflagen zu Lëtzebuerg am soziale Beräich dohier kommen, well mer hei am Land wärend Joerzéngten ignoréiert hunn, datt am Fong Locatiounswunnengen dee wichtegsten Deel sinn, fir sozial Entschäerfung ze kréien, well normalerweis sinn et déi Leit, déi Locatiounswunnenge besetzen, oder déi, déi musse loune goen, déi net genuch finanziell Moyenen hunn, fir sech kënnen eng eege Wunneng ze leeschten – an dat trotz allen Aiden, déi et an deene leschte Joerzéngten zu Lëtzebuerg gi sinn –, déi net a Fro kommen. An do sinn der och derbäi, déi wäerten och an Zukunft net a Fro kommen, egal wéi vill de Staat mécht – de Staat mécht an hëlleft, fir datt jiddwereen en Eegenheem soll kréien –, well deenen hire Revenu egal wéi net grouss genuch ass.

An deementspriechend ass et natierlech esou, datt et besonnesch wichteg ass, datt am Beräich vun de Locatiounswunnenge muss gehandelt ginn, éischtens, fir der ze bauen, virun allem staatlecher, datt de Staat och kann dobaussen där genuch ubidden, wou gewësse Garantië bestinn, wéi et dat och an anere Länner scho gëtt, datt ee bei ëffentleche Mietwunnengen, déi zur Verfügung gestallt ginn, ni an de Risiko geréit, datt een engem Proprietär ausgesat ass, deen d'Loyeren exzessiv héicht, respektiv datt ee muss eraus, mee datt een awer gewëssermoossen, obschonn een net en Eegenheem huet, eng gewësse Garantie huet, datt een zäitliewens kann an enger Wunneng wunnen – iwwer Locatioun dann –, déi eebe gewësse soziale Krittären entsprécht.

An dann natierlech bleift de private Locatiounsmarché och nach bestoen, a bei deem ass et natierlech wichteg, datt do eppes geschitt. An duerfir huet dat Gesetz, dat mer hei virleien hunn, effektiv eng laang Geschicht. Et ass 2020 vum deemolege Minister Henri Kox vun der viregter Regierung eng éischte Kéier op den Instanzewee bruecht ginn.

An ech hu mech och gewonnert iwwert dat, wat ech hei hu missen héiere vum Här Lies, wat deen hei zu deem Gesetz gesot huet! Well éischtens emol ass ze soen, datt déi Saachen, déi hei dra sinn, natierlech souwisou fir eis och ok sinn. Mir wäerten déi och matstëmmen. Mir wäerten awer och den Amendement matstëmme vun deene Lénken, well mir hu jo haut an der Oppositioun Fräiheet. Mir sinn net méi Contrainten ausgesat vun enger Regierung, wou et Parteie gi sinn, déi zum Beispill dergéint waren, dat ze applizéieren, wat den David Wagner herno wäert deposéieren, nämlech déi 50:50-Reegel, wann eng Agence agesat gëtt, och ganz ofzeschafen, well mer och net agesinn hunn, wat dat soll.

Dat, wat am Gesetz hei steet nach vum Henri Kox, war deemools e Kompromëss, dee mir mat agaange sinn an der Regierung. Mee mir sinn net méi un dee Kompromëss gebonnen, dofir wäerte mer deen Amendement och matstëmmen, well mer en einfach prinzipiell och richteg fannen.

Mee den Hannergrond war jo deen, an dat ass dee weesentleche Punkt, deen an deem Gesetz hei feelt respektiv net wäert geännert ginn, well dee bleift bestoen, do bleift dat bestoen, wat haut besteet: Dat ass dee sougenannte Mietdeckel, well et 2020 e Geriichtsurteel ginn ass an an deem Geriichtsurteel huet deen, dee geklot huet, Onrecht kritt. Mee wat awer interessant ass, dat ass, wann een dat Geriichtsurteel liest, wat do d'Riichtere selwer soen an hirem Urteel: datt se deem zwar Onrecht ginn, mee datt se sech awer opreegen driwwer, datt dat Gesetz, dat haut dann elo nach weider d'actualité wäert bleiwen, déi Reegelen, déi dann elo am Gesetz eeben net wäerte geännert ginn, iwwerhaapt net applikabel sinn, datt effektiv Problemer besti bei der Interpretatioun, bei der Applikabilitéit, an datt dat natierlech e grousse Problem duerstellt, well dee Mietdeckel e wichtegt Instrument wär, fir datt de Mieter och gewëssermoosse geschützt ass viru Willkür vun de Proprietären.

A genau dee Punkt huet och gemaach, datt et esou laang gedauert huet, well 2020 huet déi deemoleg Regierung, den deemolege Minister Henri Kox dat Gesetz deposéiert virum Hannergrond vun där Realitéit an en huet versicht, deem an engem éischte Jet entgéintzetrieden.

Du sinn natierlech ganz kritesch Avise komm. Et ass laang diskutéiert ginn an dofir huet et effektiv zwee Joer gedauert, bis den Henri Kox eng nei Propositioun konnt maachen.

A wann ech dann héieren, datt hei gesot gëtt, déi heiten Oppositioun géif sech elo vill iwwert d'Kommunikatiounspolitick vun der Regierung opreegen an da kéint ee jo och dorobber weisen, wéi et fréier war, mee da muss ech soen: Dat, wat den Henri Kox, oder wat déi deemoleg Regierung gemaach huet, dat ass genau dat, wat mer eigentlech haut vermësse bei dëser Regierung, nämlech datt fir d'éischt d'Chamber informéiert gëtt iwwer eppes, ier eng Pressekonferenz gemaach gëtt!

**M. Marc Lies** (CSV) | Dat ass net richteg, Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här President, ech mengen net, datt den Här Lies d'Wuert elo huet. Ech hunn nëmmen hei siwe Minutte fir ze schwätzen. Den Här Lies huet d'Saach erkläert hei, déi e wollt erklären. Dat ass falsch, wat e gesot huet! Well deemools huet effektiv d'Regierung fir d'éischt d'Chamber informéiert, an net, wéi en et selwer ënnerstrach huet, mat enger Powerpoint, déi den Dag virdru verschéckt ginn ass un d'Deputéiert.

**M. Marc Lies** (CSV) | Et war keen Text do.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här Lies, wannechgelift!

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Här Lies, wannechgelift, Dir hutt d'Wuert net. Den Här Bausch huet d'Wuert.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ech wier frou, wann Dir och elo mir géift nolauschteren. Ech hunn Iech intensiv nogelauschtert. Wat deemools gemaach ginn ass, ass genau de Contraire vun deem, wat haut gemaach gëtt, nämlech, wéi gesot, d'Chamber gouf informéiert. An dat wëllt net heeschen, wann d'Chamber informéiert gëtt, datt d'Chamber muss alles gutt fannen, wat do drasteet, respektiv dat, wat do deposéiert gëtt, net duerno weider diskutéiert gëtt.

Dat ass jo den normale parlamentaresche Prozess, datt dat esou ofleeft. De Minister an d'Regierung deposéieren e Gesetz oder Amendementen oder en Text, an da kann d'Chamber sech domadder ausenanersetzen. Mee d'Chamber war awer am Virfeld fir d'éischt informéiert ginn, an net wéi et haut üblech ginn ass bei verschiddene Ministeren, datt Pressekonferenze gemaach ginn an d'Chamberskommissioun zwou Wochen duerno informéiert gëtt, iwwerhaapt emol en Text kritt doriwwer, wat dann d'Regierung wëlles huet. Dat ass e groussen Ënnerscheed. A grad dat hei ze zitéieren, fannen ech wierklech de Combel vun Iech, Här Lies, muss ech Iech soen!

Mee bon, et geet awer elo net hei dorëms.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Här Bausch, erlaabt Der, datt den Här Lies Iech eng Fro stellt?

**M. François Bausch** (déi gréng) | Wann ech déi Zäit bäikréien, Här President.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Jo.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ech hunn nëmme siwe Minutten, ech hunn nach eng Rei Saachen ze soen. Här Lies!

**M. Marc Lies** (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Bon, ech mengen, den Här Bausch ass elo

dee Moment op dee ganze Procedere vun deemools agaang.

Här Bausch, wësst Dir dann, wéini deen offiziellen Text definitiv deposéiert ginn ass? Kënnt Dir mir soen, ob e virum 14. September vun deem Joer …

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ma, dat huet näischt domat ze dinn!

**M. Marc Lies** (CSV) | … oder 14. Oktober, pardon …

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här Lies!

**M. Marc Lies** (CSV) | … deen ass de 14. Oktober deposéiert ginn. Also kënnt Der net soen, …

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här Lies!

**M. Marc Lies** (CSV) | … datt effektiv d'Oppositioun deemools oder d'Chamber virun deem offiziellen Text iwwert dës Upassunge vum Bail à loyer informéiert gi wären.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här Lies! Här Lies! Mir hunn elo eng Powerpoint vu Ministere vun där neier Regierung deposéiert kritt. Op deenen enge gëtt et Texter entre-temps, op deenen anere gëtt et keng. Mee wat de Fait ass, dat ass, datt iwwert dat, wat d'Regierung wëllt maachen – dat ass jo dat Weesentlecht! –, fir d'éischt d'Chamber sollt informéiert ginn, an dat ass deemools gemaach ginn. An da kann natierlech d'Chamber doriwwer diskutéieren. Oft kommen d'Texter eréischt méi spéit duerno no. Dat ass normal. Dat ass jo net de Problem, mee iwwert den Inhalt – Dir hutt et jo selwer och gesot – sidd Der do informéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech muss duerfir och soen, mir stëmmen dat Gesetz hei mat, mee mir fannen awer nach ëmmer, datt et wierklech net gutt ass, datt fir déi dote weesentlech Fro, iwwert déi scho laang gestridden an diskutéiert gëtt, keng Léisung virläit.

A mir sinn och net d'accord, datt dat nach op d'laang Bänk geschobe gëtt. Et war schonn eng Kéier eng Motioun erabruecht ginn, fir nach bis Enn des Joers um Mietdeckel eppes ze maachen. De Minister huet jo och gesot, en hätt dat net ad acta geluecht, e wéilt eppes maachen.

Ech wéilt duerfir nach eng Kéier eng Motioun deposéieren. Mir ginn him dann nach eng Kéier sechs Méint méi Zäit bis d'nächst Joer de Summer. Mee mir sinn der Meenung, datt déi Fro do ze klären esou wichteg ass, datt wa mer driwwer wëlle schwätzen, de Mieter ze schützen, dat séier muss gekläert ginn.

***Motion 3***

*« relative au plafonnement des loyers »*

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– la difficulté pour une part croissante de la population d'accéder à un logement sur le marché locatif privé face aux prix élevés sur ce marché par rapport au revenu disponible des ménages ;*

*– la croissance des prix sur le marché locatif privé ;*

*– les effets néfastes du manque de logements locatifs abordables sur le taux de risque de pauvreté, le logement constituant pour beaucoup de ménages à revenus faibles ou moyens une dépense lourde ;*

*– les effets néfastes du manque de logements abordables sur la compétitivité de notre économie ;*

*– l'inadéquation prouvée du mécanisme de plafond des loyers actuellement en vigueur de par la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation pour endiguer la croissance accrue des loyers au cours des dernières années ;*

*– la décision du Gouvernement de supprimer du projet de loi n° 7642 le volet relatif à la réforme du plafond des loyers actuellement en vigueur,*

*invite le Gouvernement*

*à proposer une réforme du régime actuel de plafond des loyers ayant comme but de protéger les locataires en endiguant la croissance continue des loyers sur le marché locatif privé et à déposer le projet de loi respectif à la Chambre des Députés au plus tard le 30 juin 2025.*

*(s.) François Bausch, Marc Goergen, David Wagner.*

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci, Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | An dann, Här President, wëll ech zum Ofschloss an deem dote Kontext awer och nach eppes soen, wou ech elo wierklech iwwerrascht war doriwwer, wat d'ADR hei eis gezielt huet.

D'ADR ass jo eng Partei, déi dobaussen ëmmer seet, si wär d'Partei vum klenge Mann oder vun der klenger Fra. Meeschtens ass et zwar dee klenge Mann, dee se viséieren, mengen ech, net d'kleng Fra. Mee et ass awer esou, datt, wann ech hir Proposition de loi liesen, an et ass e bësse schued, datt se net méi dorobber agaange sinn, wat se alles verlaangen …

Dir hutt zwar schonn eppes gesot, Madamm Schoos, wat mech zimmlech schockéiert huet: Dir fannt, datt dat, wat elo hei am Gesetz steet …, datt déi Loyersavance vun dräi Méint hätt missen oprechterhale ginn, well dat wär wierklech net seriö, datt dat elo erofgesat gëtt op zwee Méint. Dat, muss ech soen, fannen ech scho speziell. An da schwätzt Der vu Spärkonten. Also, dat ass alles ganz sécher net am Sënn vum klenge Mann oder klenger Fra, wéi Dir dat ëmmer sot.

Mee wann ech awer liesen, wat an Ärer Proposition de loi hei steet, an ech hu se gelies, da kann ech nëmme staunen! Dir sot hei, datt dat, wat de Moment Praxis ass, an och gesetzlech richteg ass – datt, wann e Locataire net an engem gewëssenen Delai schréftlech gekënnegt kritt, et eng tacite Reconductioun gëtt vun dem Kontrakt –, misst ofgeschaaft ginn. Dat verlaangt Dir hei an Ärem Text. Wann Der verlaangt, datt dat ofgeschaaft gëtt, da schaaft Der dat of, wat nach de Moment déi gréisste Protektioun ass vum Locataire.

An ze soen, dat wär am Interêt vum klenge Mann oder der klenger Fra, dat ass wierklech en Hon! Well genau dat doten ass nach déi eenzeg Protektioun, déi Der hutt. An wann Der dat …, an da gitt Der och nach hin a sot am Text, e bräicht dat emol net méi iwwer eng Lettre recommandée ze maachen. Dir sot, dat kéint quasi iwwer en Telefonsuruff gemaach ginn.

Also ech muss Iech soen: Wann een deen Text do, deen Der do eraginn hutt, liest, an ech ruffe wierklech all d'Biergerinnen a d'Bierger am Land op, dat ze liesen …

*(Interruption)*

… da gesäit een, a wéi engem Interêt datt Dir schafft. Dat ass net am Interêt vum klenge Mann oder der klenger Fra, mee a ganz aneren hirem Interêt. An dat fannen ech wierklech skandaléis!

Mir gesinn dat op alle Fall anescht. Mir wëllen d'Mieter schützen. Mir wëllen d'Mieter schützen, well mir mengen, déi musse geschützt ginn, well dat sinn déi Schwaach an eiser Gesellschaft. An duerfir hoffe mer och, datt dee Mietschutzdeckel an Zukunft wäert kommen.

Merci, Här President.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools, Här Bausch. An da wier et um honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Effektiv, d'Loyere si kräfteg an d'Luucht gaangen. Huele mer zum Beispill am Süden 8,4 %, an dat elo just rezent, am Norde 5,9 %. Jo, firwat ass déi Situatioun esou? Ma ganz einfach: Et ass eng méi héich Demande do, well op där anerer Säit Leit, déi vläicht nach géifen eppes kafen, an dat virdru mat hire Salairen nach konnten, einfach keng Kreditter a kee Go méi vun de Banke kréien.

Deementspriechend ass elo vill méi Drock op dem Loyersmarché. An dofir wär et wichteg, dass een do Piste géif verfollegen, déi och de Loyer géife stabiliséieren.

Mir wäerten dëse Projet haut matstëmmen, awer net, well mer mengen, et wär de grousse Worf. Et sinn e puer Plooschteren dran, mee mir gesinn awer net, wou e wierklech d'Loyere wäert op Dauer stabiliséieren. Bekanntlech hu mir eng aner Vue, wéi de Loyer sollt berechent ginn, an dat ass mat deem Mietpreisspiegel, wéi ech Iech och schonn eng Kéier erklläert hat, dass een duerno d'Steiere bezilt, ob de Loyer méi héich ass wéi de Mietpreisspiegel oder méi déif. Dat heescht, de Proprietär géif vill méi Steiere bezuelen, méi en héijen Taux, wann en de Loyer méi héich géif setze wéi de Mietpreisspiegel a senger Géigend. Doduerjer géinge mer en Ureiz schafen, dass déi Leit, déi de Loyer méi déif setzen, och manner Steiere géinge bezuelen. Soumat géinge mer de Leit hëllefen. Dat hätt eng aner Wierkung, wéi wa mer elo 3,5 oder 5 % herno vum Capital investi maachen. Nee, mir brauchen do ganz nei Pisten!

A wou mer beim Capital investi sinn – dofir hunn ech och eng Motioun matbruecht –: Wéi soll de Locataire iwwerhaapt wëssen, wat de Capital investi ass? E kann zwar herno bei seng Mietkommissioun an der Gemeng goen, mee déi hunn déi Informatioune jo guer net. Dofir hätte mir gären an enger Motioun, dass de Capital investi direkt, wann een ënnerschreift fir seng Wunneng, mat festgehalen ass. Well soss bréngen engem déi 3 oder 5 %, op déi ee sech herno wäert eenegen – aktuell am Projet sinn et 5 % –, jo näischt, wa kee weess, wat de Capital investi ass. Da kann een dee Loyer jo guer net bewäerten.

Jo, de Wee, dass d'Agencen elo 50:50 …, ass e gudde Wee. Mir sinn och éischter der Meenung, dass de Proprietär hätt missen d'Agence ganz bezuelen, well hien …

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Wannechgelift, Här Sehovic, et wier gutt, wann Dir e bësse méi roueg wiert! Da géif all Mënsch hei am Raum eppes verstoen. Dat wier guer net sou schlecht.

*(Interruption)*

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Mir sinn éischter der Meenung, dass de Proprietär soll d'Agence bezuelen, well et ass jo och deen, deen d'Konditioune festleet.

A wou mer bei de Konditioune vun den Agencë sinn: Mir wësse jo alleguerten, dass déi Agencen heiansdo Präisser froen, déi alles anescht wéi schéin a gutt sinn. Dofir hu mer jo och eng Proposition de loi deposéiert, déi vläicht ënnert dëser Regierung virugeet – ënnert der leschter leider net –, dass d'Agencë géinge begrenzt ginn op 3 %, an der Vente wuelverstanen, an op 25.000 Euro als Maximum, well mer och do gesinn, dass op gewëssene Gebidder Abus bedriwwe ginn ass, an dat ass sécherlech an der Locatioun och ze fannen. Et ännert elo näischt, wann een da seet: „Et ass 50:50“, well dann ass et op verschidde Plazen nach ëmmer ze deier, och wann een d'Rechnung herno deelt. Et hätt ee missen higoen an dem Proprietär soen, dass deen et ganz

bezilt, well deementspriechend hätt e vläicht besser Konditiounen ausgehandelt bei der Agence.

Den...

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Här Goergen, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Jo.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Nom Här Goergen.

**M. Fernand Etgen,** Président de séance | Nom Här Goergen. Ok, jo.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ech hat scho geduecht, ech hätt d'Éier um leschten Dag vum Här Kartheiser, ...

*(Interruption par M. Fernand Kartheiser et hilarité)*

... nach eng Fro vun eise Sträitgespréicher ... Ech wäert Iech och e bësse vermëssen an de Sträitgespréicher!

**Une voix** | O!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Den Invest an d'Locatioun muss attraktiv bleiwen. Dofir si mir och der Meenung, dass déi Formel, déi agefouert ginn ass mam Bëllegen Akt op Locatiounen, och hätt solle fir eidel Wunnenge gëllen, déi scho gebaut sinn. D'Regierung huet elo deen 20.000-Euro-Steierkreditt leider just agesat, fir wann et eng VEFA ass. Dat hëlleft zwar verschiddene Promoteuren, hir Wunnenge lasszeginn, mee et sinn awer nach ganz vill aner eidel Wunnengen um Marché, déi domadder net visibel ginn an deementspriechend wäerten herno erëm Wunnenge feelen. Dofir hunn ech och eng Motioun matbruecht, fir dass dee Bëllegen Akt, wéi d'Regierung e proposéiert huet, net nëmme fir VEFAen ass, mee dass en och op aner eidel stoend Wunnenge kann ugewant ginn.

Méi bedenklech gesi mer et, wann d'Regierung aktuell an engem Testprojet higeet an d'Loyeren indexéiert. Am Moment ass et esou, dass d'Loyere jo net dierfen indexéiert ginn, wat mir komplett ënnerstëtzen, well dat wär jo nach dat Schlëmmst, wann op eemol d'Loyeren allkéiers géingen an d'Luucht goen duerch den Index. Mee d'Regierung huet jo elo an engem Pilotprojet ..., wou si dann higeet a seet, déi Loyeren, déi si bezilt, géingen indexéiert ginn.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

Dat ass fir eis eng ganz bedenklech Pist – grad wann een haut probéiert, mat dësem Gesetz e bëssen eng Brems dranzekréien –, dass een elo higeet an et seet een: „Mir indexéiere se", well dat wäert ganz vill Leit treffen, wann dat herno sollt zur Reegel ginn.

Dann zur Kautioun: Vun dräi- op zweemol – jo, et kann een driwwer diskutéieren. Et ass awer och esou, dass mir bekannt ass, dass och Leit immens vill Schued haten. An do verstinn ech natierlech d'Approche, dass ee seet: „Mir setzen d'Kautioun erof, well dann ass de Start net esou schwiereg." Mee et hätt een awer misse vläicht drun denken, mat den Assurancëgesellschaften eng attraktiv Formel opzebauen, wou ee kéint kucken, dass, wann déi Schied entstinn, et herno och méiglech ass, dass de Proprietär an enger sécherer ..., och herno säin Appartement geschützt huet. Well deementspriechend ass et herno esou: Wann de Loyer ausfält oder wann herno Schied sinn, kann ee sech déi berechtegt Fro stellen, ob et mat zwou Kautioune (veuillez lire: enger Kautioun vun zwee Méint Loyer) wäert duergoen. Do hätt ee sollen op de Wee goe vun enger zousätzlecher Assurance an zum Iwwerhuele vu Responsabilitéit.

Bei de Wunngemeinschaften – dat ass eng topp Iddi! Also, dass zu Lëtzebuerg déi WGen nach net waren, ass immens schued. Ech hätt vläicht och gären an enger WG gewunnt, wéi ech nach méi jonk war. Dat ass eppes immens Flottes, et kennt een et aus dem Ausland. Jiddereen, deen eng Kéier am Ausland war, kennt et.

An et ass e Projet, wou effektiv elo muss gekuckt ginn, wéi et wäert klappen, well ech gesinn och do zum Deel – an dat war, wéi den Här Kox nach Minister war – ëmmer déi Diskussioun jo iwwert d'WGe mat de Responsabilitéiten. Dat wäert sech net esou einfach gestalten, wéi mir eis dat vläicht virstellen, och wann ech déi Iddi komplett ënnerstëtzen.

Deemools war zum Beispill eng Diskussioun, déi mer haten ..., mee den Här Meisch huet déi vläicht an Tëschenzäit geléist. Deemools – den Här Kox huet nämlech gesot, dat wär nach keen Theema gewiescht, si géingen dat awer nach eng Kéier nokucken – war dat mat den Assurancen, wéi déi eenzel Assurancëgesellschaften herno hir Verträg wäerte maache bei deene WGen. Dat ass nämlech ee vun de Punkten: wien herno deen ass, deen d'Assurancen huet, deen d'Responsabilitéit huet. D'Iddi ass super, et ass d'Fro eeben, wéi se herno wäert ëmgesat ginn.

Dass elo schréftlech festgehale gëtt ... Also, ier ech an der Chamber war, sinn ech ëmmer dovun ausgaangen, dass et scho schréftlech wär, well ech konnt mer et net virstellen, dass een einfach mëndlech seng Wunneng verlount oder dass een eng lount. Ech si frou, dass dat elo endlech schréftlech festgehalen ass, well dat gëtt béide Säiten endlech déi Sécherheet, déi se brauchen.

Dir gesitt, an dësem Projet si Punkten dran, wou een nach an Zukunft wäert mussen driwwer diskutéieren. Mir sinn der Meenung, dass een d'Loyere mat enger Präisbrems vu 5 % net deementspriechend gebremst kritt, scho guer net wann een déi aktuell Ziffere kuckt. Fir eis misst dat herno iwwer eng nei Steierformule gemaach ginn, soudass een et do attraktiv mécht, wann een eebe manner Loyer freet. Well op dee Wee muss ee kommen. Et muss een et fir d'Leit attraktiv maachen, soudass se hire Locatairë manner Loyer froen.

Mir wäerten dëse Projet haut matstëmmen a ganz genau suivéieren, wéi en an den nächste Joren ëmgesat gëtt. Merci.

***Motion 4***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

*– De Gesetzesprojet N° 7642 ännert verschidde Reegele betreffend d'Locatioun vu Wunnengen zu Lëtzebuerg.*

*– Den Artikel 5 vum Gesetzesprojet gesäit vir, dass Mietkontrakter an Zukunft schréftlech musse gemaach ginn an eng Rëtsch vun Elementer musse beinhalten, wéi zum Beispill d'Héicht vum Loyer, de Supplement fir Miwwelen, Chargen, de Montant vun der Garantie locative etc.*

*– Follgend Reegel gouf duerch eng Textpropos vun der aktueller Regierung vum 19. Abrëll 2024 net am Text vum Gesetzesprojet N° 7642 zeréckbehalen: „mention que le loyer demandé par le bailleur pour le logement loué est déterminé de façon à respecter le plafond légal du loyer annuel tel que prévu par l'article 3", an domadder gëtt keng Verflichtung duerch de Legislateur geschaf, am Mietkontrakt transparent festzehalen, wéi héich de Capital investi vun enger Wunneng ass, an als Konsequenz kann de Locataire net iwwerpréiwen, ob säi Loyer gesetzeskonform ass.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*– d'legal Obligatioun ze schafen, dass de Capital investi an de Mietkontrakt drastoe kënnt.*

*(s.) Marc Goergen.*

***Motion 5***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

*– Mam Gesetz vum 22. Mee 2024 „portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement" gouf temporär e Bëllegen Akt fir d'Schafung vu Locatiounswunnenge geschaf.*

*– Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 933 präziséiert gëtt, kritt een dëse Steierkreditt just fir Neibauten (VEFA) am Sënn vum Artikel 1601-3 vum Code civil an net fir de Kaf vu besteeënde Wunnengen.*

*– Fir d'Transaktiounen um Wunnmarché ze erhéijen, wier et positiv, dëse Steierkreditt och fir besteeënd Wunnenge geltend ze maachen, wat och erëm de Locatairen zegutt géif kommen, well méi Locatiounswunnengen op de Marché kommen an d'Verkeefer vu besteeënde Wunnengen d'Sue kéinten notzen, fir selwer eng nei Wunneng ze bauen.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*– de Bëllegen Akt fir Locatiounswunnengen temporär och fir bestoend Wunnenge geltend ze maachen, déi an d'Locatioun ginn, an dëst gesetzlech nach dëst Joer festzehalen.*

*(s.) Marc Goergen.*

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Et war nach eng Fro ...

*(Interruption)*

Ok. Dann ass et um Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Wann een elo e bëssen zeréckkuckt bis 2013, an d'Vergaangenheet, do hate mer eng éischt Phas, Gambia 1, tëschent 2013 an 2018. An do krut dann d'DP de Logementsministère, nodeems e ganz laang – ganz laang! – am CSV-Stëllstand geschmoort hat. An do konnt ee sech denken: „Vläicht geschitt elo eppes?", well ëmmerhin, aneschters wéi d'CSV, hat Gambia 1 d'Urgence am Logement, wéinstens um Pabeier, am Koalitiounsaccord erkannt. An do duecht een, vläicht kéim och eppes a punkto Loyer. Do ass awer séier näischt geschitt – ausser d'Subvention loyer, déi natierlech gewëssene Leit gehollef huet, mee um Enn awer och eng indirekt Subventioun fir d'Proprietäre war an ass.

Et war och nach eng Reform vun de Mietkommissioune virgesinn, mee do ass och séier näischt geschitt, wat schued ass, well déi meescht funktionéiere schlecht, an et ass grad déi Instanz, wou Locatairë kënne kloe goen, wa se mengen, datt hire Loyer ze héich wier, oder se aner Problemer hunn.

Dat heescht, tëschent 2013 an 2018 ass grosso modo am Logement net vill geschitt, voire näischt. D'Regierung souz do nozekucken, wéi d'Loyeren explodéiert sinn an e groussen Deel vun der Bevëlkerung doduerch veraarmt ass.

Du koum Gambia 2, do ass awer endlech d'Loyerspolitick zum Theema ginn. Den Här Kox hat dann eeben och dee Gesetzesprojet deposéiert. Deen ass natierlech och gescheitert, well deemools och an der Iddi vum Logementsministère d'Notioun vum Capital investi ersat ginn ass duerch d'Notioun vum Maartwäert, obwuel mir all jo u sech wëssen, datt de Marché zumools do truquéiert ass. Heiansdo géif ee bal mengen, de Maart, dat wier sou eng Aart Gottheet, déi d'Präisser festleet, an d'Proprietären, deene géing näischt méi iwwregbleiwen, wéi sech de strenge Gesetzer vun där gnadenloser Gottheet Maart ze ënnerwerfen.

Mee an der realer Welt gëtt de Maartpräis grad vun deene festgeluecht, déi vum Business profitéieren, also vun de Proprietären, vun de gréissere Proprietären, awer net vun de Leit, déi schaffen a loune mussen, eebe vun de Leit, déi besëtzen an dovunner profitéiere kënnen. An déi heite Regierung huet dann och ganz kloer hir Säit gewielt: Et ass net déi vun de schaffende Locatairen, mee déi vun de profitéierende Groussbesëtzer.

An dat och mat Steiergelder, well dat huet een och gemierkt – dat huet elo näischt direkt mat dësem Projet de loi ze dinn, mee et ass awer och e bësse fir ze illustréieren –, datt, wann dës Regierung bis elo eppes mécht a sech drugëtt, et da fir Promoteuren ass, wéi zum Beispill eng vun deene Mesüren, déi de Logementsminister jo och nach presentéiert hat viru Kuerzem a wou en och nach ganz houfreg drop ass, well se dann anscheinend ganz innovativ wier. Mee bon, d'Innovatioun besteet doranner, datt d'Promoteuren u sech dat maachen, wat se souwisou maache sollen, also bauen, an de Staat leet bäi, well d'Promoteure quasi fir den normale Marchéspräis un de Fonds du logement verlounen an de Staat, also mir all, leet de Manque à gagner bäi. Dat ass super, super innovativ!

An dat ass jo u sech e bëssen dat, wat praktesch ass am Kapitalismus: datt ee sech mat de Sue vun anere Leit ka beräicheren – also dem Steierzueler sengen. Op Twitter hat souguer ee gemengt – ech hunn dat witzeg fonnt –, et wier u sech nach vill méi praktesch an am Sënn vun der Simplification administrative, wann d'Promoteuren einfach hir Kontosnummer géife matdeelen an da kéinten d'Leit einfach e Virement maachen. Dann hätte mer Zäit gespuert. Ech hat dat och geliket.

Mee elo stellt sech d'Fro, ob d'Locatairen nach weider fënnef Joer wäerte verléieren. Bon, et mierkt ee schonn, datt et bei dësem Projet de loi awer net an déi richteg Richtung geet. Eng vun de gudde Saachen, déi den Här Kox an de Projet de loi dragesat hat, war d'Obligatioun vum Vermieter, am Mietvertrag de korrekte Capital investi dranzeschreiwen, fir wéinstens e Minimum un Transparenz ze hunn a fir datt de Locataire wéinstens nopréiwe kann, ob de Loyer och dem Gesetz entsprécht.

Mir haten deemools e bëssen de Geck domadder gemaach, datt een zu Lëtzebuerg e Gesetz brauch, wou een d'Proprietären dozou verflicht, ze ënnerschreiwen, datt se sech un d'Gesetz halen. Mee souguer dat ass lo dëser Koalitioun, der CSV an der DP, ze vill.

Mee do mierkt een awer och, datt souguer dat mam Capital investi guer keng Roll méi spillt. Mir liewen an engem Land, wou d'Proprietäre bestëmmen, wéi den Hues leeft, a souguer wann ee sech traut, viru Geriicht ze goen, well een der Meenung ass, datt säi Vermieter de Mietvertrag net respektéiert oder d'Mietgesetz net respektéiert, da kritt de Vermieter trotzdeem Recht, obwuel den Ukloer de toute évidence an deem Fall – dat war déi Lampertsbierger Affär – warscheinlech richteg gerechent hat. Dat Urteel huet natierlech da vill Leit decouragéiert, viru Geriicht ze goen. Et bleiwen natierlech nach d'Mietkommissiounen, mee, wéi gesot, déi funktionéiere meeschtens ganz schlecht, wann iwwerhaapt.

Här President, de manière générale hu mir och ganz grouss Doutten, datt dës Regierung iwwerhaapt gedenkt, d'Loyere minimaalst ze begrenzen. Et kann een nach ëmmer iergendwéi hoffen. Dat heescht, elo wäerten d'Loyere weider monter an d'Luucht goen, soulaang mer nach keng nei Gesetzgeebung kréien. D'Leit kënne sech ëmmer manner leeschten. Den Här Rapporteur huet dat gesot. Jo, et geet nach weider erop. Ech héieren dat, zënter datt ech an der Chamber sinn, a souguer virdrun hunn ech dat héieren. Et geet erop. An et ass net gutt, datt d'Loyeren eropginn an esou weider an esou virun. „Et deet eis alles Leed!" Dat héiert een och vun dëser Regierung. Mee wat maachen se? Strictement näischt!

Vläicht wäert dann eppes geschéien. Dofir soe mer eis: D'nächst Joer kënnt vläicht en neie Projet de loi, iwwernächst Joer, hoffentlech an dëser Legislaturperiod. En attendant, wou da vläicht näischt geschitt, géife mer dann awer och virschloen, derfir ze suergen, datt d'Loyere wéinstens net explodéieren. An dofir, Här President, wéilt ech och eng Motioun deposéieren, déi och déi gréng ënnerstëtzen, wou mer d'Afréiere vun de Loyere fuerderen, ier iwwerhaapt en neit Mietgesetz a Kraaft trëtt. Do verléiert och da keen eppes. Et ass just en Afréieren. Et ass, fir derfir ze suergen, datt d'Locataire wéinstens och net weider Sue verléieren.

Här President, ech wollt och nach ofschléisse mat engem Amendement, vun deem jo scho rieds war, well ech hat Iech e schonn e bësse virdru ginn. A mir hunn dat jo och e bësse redresséiert. Dat ass jo och just en Deel vun deem Amendement, dee mir och an der Kommissioun presentéiert haten. Et ass ganz einfach. An u sech missten all déi Parteien, déi esou maarttrei sinn, deen Amendement ouni Bedenken unhuelen. Well mir sinn eis jo all eens, u sech, wann een e Service wëll, da soll een och fir dee Service bezuelen. Dat ass u sech e bëssen d'Grondlogik vum Maart. Komescherweis ass dat awer bei den Immobilienagencen aneschters. Do ass et zurzäit nämlech net deen, deen de Service freet, deen de Service bezilt. Bis elo war et esou, datt de Vermieter eng Agence sicht, déi sech drëms bekëmmert, him e Mieter ze fannen, an d'Visitte mécht et cetera. An duerno bezilt de Locataire d'Frais-d'agencen. Bis elo war dat d'Praxis, well et net gereegelt war. Mir haten als Lénk schonn e Projet de loi dozou deposéiert, fir ze soen: Nee, dat muss de Bestellerprinzipp sinn. Dat ass u sech déi normal Logik vum Marché. Nämlech deen, deen de Service freet, also meeschtens ass et jo de Proprietär, dee soll och fir de Service bezuelen.

Deemools hat och de Staatsrot gemengt, dat géif géint d'Liberté de commerce goen. Wat natierlech absurd war, zemools wann ee bedenkt, datt awer elo déi fréier Regierungen an déi heite Regierung jo och nach seet: „Ok, elo maache mer fifty-fifty." Komescherweis ass dat keng Entrave méi, mee egal. Mee mir sinn awer der Meenung – well et ass nach ëmmer komesch, firwat wier et just fifty-fifty? –: Wann de Proprietär e Service freet, firwat muss trotzdeem nach de Locataire dofir bezuelen? An éierlech gesot: De Proprietär kann déi Frais d'agence stäipen. Dee kann déi Frais d'agence stäipen! De Locataire net onbedéngt. An et deet och nach bei fifty-fifty wéi. Dofir wiere mer frou, wa wéinstens deen Amendement kéint ugeholl ginn, fir dëse Projet de loi nach e bëssen am Sënn vun de Locatairen ze verbesseren.

Ech soen Iech Merci.

***Motion 6***

*La Chambre des Députés,*

*– vu que le projet de loi n° 7642 portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil n'apporte aucune modification au plafond du loyer annuel maximal ;*

*– considérant que le plafond du loyer annuel maximal en vigueur n'est plus opérationnel pour une grande partie des logements mis en location sur le marché privé ;*

*– considérant que le Gouvernement a annoncé vouloir revoir complètement le projet de plafonnement des loyers mais qu'une telle réforme prendra nécessairement un certain temps ;*

*– considérant que, contrairement aux prix d'acquisition de logements en baisse depuis deux ans, les prix des loyers continuent d'augmenter et connaissent même une accélération prononcée depuis l'année 2022 ;*

*– considérant que selon l'Observatoire de l'habitat, les locataires du marché privé ont en moyenne un taux d'effort de 37,3 % et que ce taux augmente encore sensiblement pour les locataires des premiers déciles de niveau de vie ;*

*– considérant que selon le Statec, près d'un tiers des locataires au Luxembourg risquent de tomber sous le seuil de pauvreté,*

*invite le Gouvernement*

*– à mettre en place un gel des loyers jusqu'à l'entrée en vigueur d'une loi instaurant un plafonnement efficace et durable des loyers.*

*(s.) David Wagner, François Bausch.*

***Amendement 1***

*Amendement concernant l'article 4 ancien (article 5 nouveau)*

*L'article 4 ancien (article 5 nouveau), point 1°, du projet de loi, est amendé comme suit :*

*« 1° Le paragraphe 1er est modifié comme suit :*

*« (1) La conclusion du bail ne peut être liée au paiement de sommes autres que le loyer. Sous peine de nullité, tout bail est établi par écrit, qui stipule au moins :*

*1° l'identité complète de toutes les parties contractantes ;*
*2° la date de prise d'effet du bail ;*
*3° la désignation de toutes les pièces et parties d'immeuble couvrant l'objet du bail, ainsi que l'adresse et la référence cadastrale de l'objet du bail ;*
*4° le montant du loyer sans les charges ;*
*5° le montant des acomptes sur les charges ou du forfait pour charges éventuelles ;*
*6° le supplément de loyer pour le mobilier, en cas d'un logement meublé ;*
*7° le montant de la garantie locative éventuellement stipulée ;*
*8° la mention que le loyer demandé par le bailleur pour le logement loué est déterminé de façon à respecter le plafond légal du loyer annuel tel que prévu par l'article 3 ;*
*9° l'indication que les parties contractantes ont la possibilité de saisir la commission des loyers conformément à l'article 8 en cas de litige sur la fixation du loyer.*

*En cas d'intervention d'un agent immobilier ou d'un autre tiers dans la location d'un logement à usage d'habitation, les frais et honoraires de ces personnes sont ~~partagés par moitié entre le bailleur et le locataire~~ à charge exclusive du bailleur, à l'exception des frais et honoraires liés aux prestations visées à l'alinéa 3.*

*Les honoraires des personnes mandatées par le locataire pour constituer et gérer son dossier, pour organiser la visite du logement mis en location à usage d'habitation et pour rédiger le contrat de bail sont à charge exclusive du locataire. Ces honoraires sont dus à compter de la réalisation de la prestation.*

*La rémunération de personnes intervenant dans la location d'un logement à usage d'habitation ne peut excéder le montant du loyer mensuel hors taxes inscrit dans le contrat de bail et fixé conformément aux dispositions de l'article 3. »*

*Commentaire*

*Le présent amendement vise à modifier le point 1° de l'article 4 ancien (article 5 nouveau) du projet de loi ayant pour objet d'apporter des modifications à l'article 5, paragraphe 1er, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil.*

*La modification de l'article 5, paragraphe 1er, alinéa 2, de la loi précitée du 21 septembre 2006 prévoit que la rémunération des personnes intervenant dans la location d'un logement est à la charge exclusive du bailleur, à l'exception des frais et honoraires liés aux prestations effectuées pour le compte du locataire qui sont à la charge de ce dernier.*

*L'alinéa 3 nouveau détermine les prestations potentiellement effectuées pour le compte du locataire visées par l'alinéa premier et précise que les honoraires sont dus à compter de la réalisation de la prestation.*

*Il est donc établi le principe selon lequel les frais et honoraires engendrés par l'intervention d'un agent immobilier ou d'un autre tiers dans la location d'un logement à usage d'habitation sont à la charge de la partie commanditaire de cette intervention (« Bestellerprinzip »).*

*L'alinéa 4 nouveau dispose que le montant servant de rémunération des personnes intervenant dans la location d'un logement à usage d'habitation ne peut excéder le montant du loyer mensuel inscrit dans le contrat de bail et fixé conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi précitée du 21 septembre 2006.*

*(s.) David Wagner, Marc Baum, François Bausch, Sven Clement, Yves Cruchten.*

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Domat wier dann d'Lëscht vun de Riedner ofgeschloss. Ech hat eng Wuertmeldung vum Här Kartheiser. Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Mir hunn nach zwou Minutten, dofir wollt ech kuerz reagéieren. Ech war elo net – leider net – an der Logementskommissioun. Do sinn ech net Member. Ech hunn déi Diskussioun iwwert dëst Gesetz also net no verfollegt. Mee ech hunn awer haut, och duerch d'Interventioune vum Här Bausch a sou weider, ganz interesséiert nogelauschtert.

Ech mengen, hei sinn awer verschidde grondsätzlech Theorien, déi openeestoussen. D'ADR ass eng Partei, déi eeben och kuckt, datt mer Logementer op de Maart kréien ouni Zwang. Well et ass jo hei bei ville Parteien e bëssen déi Tendenz, d'Leit, d'Proprietären iwwer Steiere wëllen ze zwéngen, Logementer op de Maart ze ginn, wat natierlech och net wäert fonctionéieren.

Mir hunn eng Approche, déi de Mechanismus vum Maart respektéiert, a wëllen d'Proprietären encouragéieren, hir Wunnengen op de Maart ze ginn doduerch, datt se gewësse Garantien hunn. Ech mengen, dat ass ganz einfach déi besser Approche. A fir dat kënnen ze realiséieren, hu mer zum Beispill eeben och Mietverträg mat enger fester Lafdauer proposéiert, déi net automatesch verlängert ginn. Dat ass ganz wichteg fir eng Rei Proprietären. Wann een zum Beispill Kanner op der Universitéit huet, da wëll e Proprietär wëssen, datt en an zwee Joer säin Appartement kann zréckkréien. An dann ass en och vläicht bereet, et ze verlounen. Huet en déi Sécherheet net, mécht en et net.

Mat de Kommissioune stelle mer eis och vill Froen. Wat sinn d'Effekter dovunner an der Praxis op Appartementshaiser zum Beispill? Oder ass et net esou, datt, wa vill Proprietäre Méikäschten hunn, och zum Beispill duerch en Deel vun der Kommissioun, se dat dann einfach iwwert de Loyer awer op d'Locataire repercutéieren?

Ech mengen, déi ganz Diskussiounen hei muss een an engem politesche Kontext gesinn. Eis Approche ass, well mer gär hätten, datt vill Wunnengen um Marché sinn – mir schwätze jo hei net iwwert de Logement abordable, mir schwätzen iwwert den normale Logement –, datt mer de Maart respektéieren an d'Konditiounen, fir Wunnengen op de Marché ze ginn, esou maachen, datt d'Leit wierklech Loscht hunn, ze verlounen. Ech mengen, dat wär eng konstruktiv an net op Zwang baséierend Approche, fir hei d'Problemer um Wunnengsmaart méi liicht ze maachen, also op jidde Fall an deem Sënn, datt mer dergéint virginn. All déi aner Theorië vun Zwang géintiwwer de Proprietären, mengen ech, hunn e géigendeelegen Effekt. A mir wäerten an deenen nächste Joren, wann esou Gesetzer duerchginn, déi d'Proprietären zwéngen, verschidde Saachen ze maachen, ganz sécher nach dacks iwwert de Logement hei diskutéieren.

Villmools merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Kartheiser. Dann hunn ech nach eng kuerz Wuertmeldung vum Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Wéi ëmmer, wann den Här Kartheiser dann eppes seet, geet en net op dat an, wat ech gesot hunn. Et geet hei net ëm den Zwang an ëm iergendeppes, mee et geet ëm dee berüümten Accord tacite, deen haut am Gesetz steet, deen näischt aneres bedeit wéi: Wann de Proprietär net kënnegt – dat heescht, en huet d'Recht natierlech, ze kënnegen, schréftlech, bannent engem gewëssenen Delai –, da leeft de Kontrakt automatesch weider. An dat ass awer e gewëssene Schutz fir de Locataire.

An, Här Kartheiser, liest emol eng Kéier den Avis vum Staatsrot zu Ärer Proposition de loi. De Staatsrot ass jo eng neutral Instanz, déi sech zumindest net iwwert d'Opportunitéit vum Gesetz ausschwätzt, well se seet och um Schluss vun hirem Avis: „Et ass awer schlussendlech un der Chamber, ze decidéieren, wat se wëllt decidéiere par rapport zu deem Ganzen." Mee si warne virdrun an hirem Avis, datt grad dat doten Element géif ofgeschaaft ginn a virun allem datt dat, wat Der proposéiert, wat amplaz kënnt – datt ee mol net méi muss e Recommandésbréif schreiwen, fir ze kënnegen –, eng Katastroph ass par rapport zu de Locatairen an datt domadder de Schutz eigentlech vun de Locatairen definitiv ofgeschaaft ass.

Dozou hätt Der elo sollen eppes soen an net erëm eng Kéier vum Theema oflenken an eppes Allgemenges hei schwätzen, wéi Der dat ëmmer ganz gär maacht, mee Dir sidd net fir de Schutz vun de klenge Leit, Dir sidd hei fir de Schutz vun deenen, déi besëtzen, an dat ass eppes ganz aneres.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Domat wär dann d'Diskussioun ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Minister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och merci den Intervenanten. Merci virun allem och deenen, déi dee Gesetzesprojet dann hei elo mat ënnerstëtzen, wëssend, datt e just en Deel ofdeckt.

An ech denken, datt et richteg war, fir hinzegoen an dat, wat Konsens gemaach huet, dat, wou jidderee seet: „Eigentlech am Prinzipp ass dat dote richteg", wou mer vläicht nach op Nuancen dann awer auserneelouchen …, fir ze soen: „Jo, dat solle mer an eist Gesetz kréien an net nach ee Joer, zwee Joer, dräi Joer waarden, éier mer dat kënnen a Kraaft triede loossen." Domadder hu mer och eng Portioun Protektioun vum Locataire. Ech denken un d'Aspekter vun de Kommissiounen, ech denken un d'Kautiounen, op där anerer Säit awer och d'Aspekter vun der Moderniséierung vun eisem Mietrecht, dee ganze Volet Colocatioun, wou d'Riedner sech jo alleguerten hei eens waren, datt dat gutt ass, datt dat an dës Zäit passt, datt et och bei e Land wéi Lëtzebuerg passt, fir Colocatiounen ze reegelen an domadder net anzeengen, mee virun allem awer entstoen ze loossen, ze ënnerstëtzen an déi Wunnform och quasi ze promouvéieren.

Deen Aspekt, deen – an dat wonnert net, well en ass méi kontrovers –, haut natierlech och nach eng Kéier an dëser Debatt am Mëttelpunkt stoung, ass de Plaffong oder eng Brems fir d'Loyeren, fir datt se net ze schnell klammen a fir datt deen, deen a Wunnraum investéiert, op där anerer Säit eebe wuel e räsonabele Rendement huet, mee awer keen exzessive Rendement, an domadder och eng Protektioun vum Locataire ka garantéiert ginn.

An datt deen Equiliber do ze fannen natierlech méi schwiereg ass, dat liicht eis och alleguerten an. Et gëtt natierlech divergent Interessien tëschent Locataire a Proprietär. Op där anerer Säit brauch awer och een deen aneren, well wa kee méi investéiert a Wunnraum, da kann och herno keen dra wunnen, an dat ass au détriment vun de Locatairen. A wann e Locataire sech et net méi ka leeschten ze lounen, dann ass dat och au détriment vun de Proprietären. Sou musse mer scho kucken, datt mer hei trotz divergente Vuen an enger divergenter Interesselag awer probéieren, dat, wat souwuel am Interêt vum Investisseur a Proprietär ass wéi och am Interêt vum Locataire, erauszeschielen.

An dat war besonnesch schwiereg, huet sech an de leschten zwee Joer awer erausgestallt. Mir wëssen, wéi déi Diskussioun gefouert ginn ass, mir wëssen, wéi kontrovers se haut nach gefouert gëtt, an enger Zäit, wou mer galoppéierend Inflatioun haten, an enger Zäit, wou mer vun enger ganz niddereger Zënssituatioun op awer erëm vill méi eng héich Zënssituatioun komm sinn, an enger Zäit, wou grad hei zu Lëtzebuerg, mee och an anere Länner, d'Investitioun an de Wunnraum quasi zum Stillstand komm sinn, wou näischt méi geschitt ass a wou eng grouss Incertitude war, an enger Zäit, wou mer gemierkt hunn, datt mer duerch Corona an all déi aner Situatiounen duerno eng grouss Onsécherheet haten, och wat d'Baukäschten ubelaangt, well d'Präisser vun de Matière-premièren immens volatill reagéiert hunn. An duerfir, mengen ech, war dat vläicht net de richtege Moment fir ze probéieren, déi doten Exercicer ze maachen, déi divergent Interesselag hei awer ze kucken, wat eis do kann eenegen a wat dee gemeinsamen Nenner ka sinn, wou mer Schnëttstellen hunn tëscht den Interessie vun de Proprietären an de Locatairen.

D'Regierung huet sech awer engagéiert, wou mer decidéiert hunn, mir wéilten dee Volet elo hei ausklameren, datt mer alles dat, wat mer haut hei am Text erëmfonnt hunn, wéi d'Moderniséieren an och en Element vu Schutz fir d'Locatairen, wëlle weiderdreiwen an datt déi aner Diskussioun net dout ass, datt mer déi wäerte weiderféieren, datt mer se awer och op Basis vu konkreete Chiffere weiderféieren.

Ech sinn duerfir eigentlech och ganz no bei där Motioun vun der LSAP, déi seet: „Mir hätte gäre méi eng global Vue iwwert d'Entwécklung vun de Loyeren hei zu Lëtzebuerg." Mir hunn den Observatoire de l'habitat, wou ech awer soen, datt dee schonn e gudden Deel dovunner ofdeckt. Mir sinn och an Diskussioune mat dem LISER, dee jo dann den Observatoire och geréiert, fir ze kucken, wéi mer do e Schratt weider kënne kommen.

Et waren an Ärer Motioun eng Rei vu Croissancë vu Loyeren indiquéiert, déi mir net onbedéngt esou deelen, well den Observatoire nach d'lescht Woch communiquéiert huet an eigentlech méi eng bescheiden Augmentatioun fir dat éischt Trimester vun dësem Joer gesinn huet, eng Augmentatioun vun de Loyeren, déi ënnert der Inflatioun war, soudatt d'Situatioun sech awer och an deem Sënn schéngt e bëssen normaliséiert ze hunn. Ech drécke mech hei ganz virsiichteg aus, well mir wëssen natierlech net, wat duerno nach alles wäert kommen.

Déi Approche deele mer. Ech kéint mer virstellen, datt mer eng Kéier mat deem, wat mir bis elo mam Observatoire beschwat hunn, och an d'Kommissioun kéinte kommen an dat dann och do deelen. Mat der Motioun hunn ech awer och inhaltlech kee Problem, wann insistéiert gëtt, se zum Vott ze stellen, well et seet dann, mir sollte probéieren, esou e Mietspigel ze erstellen. Et ass technesch net ganz einfach, mee probéiere kann een et ëmmer, a mir brauchen eeben déi Base de données.

Mir brauchen och déi Base de données do, mengen ech, fir eng fiabel an eng sachlech Diskussioun kënnen ze féieren iwwert dat, wat mer da mat ënnerschiddleche Begréffer hei bezeechent hunn: eng „Loyersbrems", e „Loyersdeckel". Do geet et nëmmen, wa mer eng ganz gutt Vue hunn iwwert d'Ist-Situatioun, iwwert d'Entwécklung vun deene leschte Joren. An duerfir ass dat emol eng éischt Viraussetzung.

Ech mengen awer och, datt mer dann an enger Situatioun sinn, wou mer hoffentlech ..., déi sech um Immobiliemarché méi normaliséiert huet, souwuel aus der Vue vun de Locatairë wéi och aus der Vue vun de Proprietären, datt mer dann nach eng Kéier en Ulaf sollen huelen, fir ze kucken: Wat ass konsensfäeg? Wat mécht Sënn?

Ech bestreiden net, datt et ëmmer wäert divergent Vuen dozou ginn, mee ech mengen, datt mer Momenter kënne fannen, déi besser sinn, fir do e méi grousse Konsens ze fannen. Well wann ech dat kucken, wat an deem Gesetzesprojet awer virgesi war, a mat den Acteure schwätzen – a ganz ënnerschiddlechen Acteuren: souwuel deenen, déi d'Mieter representéieren, wéi och deenen, déi d'Proprietären an d'Investisseure representéieren –, da war eigentlech kee richteg zefridden. An ech denken, mir kënne wuel eppes maachen, wou vläicht deen een oder deen aneren da seet: „A, mech stéiert et nach ëmmer e Stéckwäit, mee dat doten, dat mécht awer Sënn."

An duerfir huet d'Regierung sech engagéiert – an ech kann dat och hei nach eng Kéier widderhuelen –, deen doten Exercice ze maachen, wéi gesot, wa mer fiabel Donnéeën hunn, unhand vun deene mer kënnen diskutéieren an analyséieren, an dann awer och ze kucken, mat deenen eenzelne verschiddenen Acteuren e méiglechst breede Konsens kënnen ze fannen. Wann deen net méiglech ass, muss d'Regierung, denken ech, herno hir Responsabilitéit iwwerhuele respektiv d'Parlament muss seng Responsabilitéit iwwerhuelen.

Mee et ass gefrot ginn, datt d'Regierung an engem räsonabelen Delai esou e Gesetzesprojet soll op de Wee bréngen. Jo, et ass genau dat, wat mer wëlle maachen. An den Delai schéngt mer net demesüréiert ze sinn. E schéngt nach ëmmer sportlech ze sinn, mee kommt, mir probéieren emol, datt mer dee vun engem Joer, deen hei genannt ginn ass, kënne viséieren.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, ass dat heiten e klengt Stéck a Richtung vu Moderniséierung vun eisem Mietrecht, e Stéck a Richtung vu Schutz vun de Locatairen. Mee mer wëssen, datt dat heiten, wéi aner eenzel Mesüren, de Logementsproblem, dee groussen Defi hei zu Lëtzebuerg, net wäert aleng léisen an datt mer weider wäerten dru schaffen, un deem, wat ech hei elo indiquéiert hunn an nach eng Kéier kloer confirméiert hunn, mee awer och op ganz villen anere Pisten, fir déi national Erausfuerderung, bezuelbare Wunnraum fir méiglechst vill Leit hei am Land kënnen ze garantéieren, kënnen unzegoen.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun ofgeschloss.

***Amendement 1 modifié***

Ier mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7642 kommen, stëmme mer fir d'éischt iwwert den Amendement Nummer 1 of vun deene Lénken, deen als Objet huet, den Artikel 5 ze änneren, andeems en neie Punkt 8 beim éischte Paragraf derbäikënnt an den éischten Alinea ofgeännert gëtt. Ech hoffen, datt dat elo alles richteg war, mee dat schéngt ze stëmmen.

***Vote sur l'amendement 1 modifié***

Ech géing also deen Amendement vun deene Lénken zum Vott stellen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e wéineg en Effort beim Vote par procuration, mir si bal esou wäit.

Da schléissen ech de Vott of.

An den Amendement krut 19 Jo-Stëmmen a 40 Nee-Stëmmen. Domat ass den Amendement Nummer 1 also mat 40 Nee-Stëmme géint 19 Jo-Stëmme bei 0 Abstentiounen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel) et Mme Paulette Lenert* ;

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Max Hengel), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Félix Eischen), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Stéphanie Weydert), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

Den Artikel 5 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Da komme mer och elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7642. Den Text steet am Document parlementaire 7642[26].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 7642 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Dës Kéier ass den Total richteg. Ech schléissen de Vott also of.

Jo-Stëmmen: 58, Nee-Stëmmen: keng, bei 2 Abstentiounen. Dësen Text ass also ugeholl mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Félix Eischen), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Stéphanie Weydert), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Luc Emering), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig* ;

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

*Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

***Motions***

Elo hu mer eng ganz Rei Motiounen hei leien. Da musse mer och kucken, datt mer do derduerchkommen. Dat sinn am Ganze sechs Stéck.

***Motion 1***

Déi éischt ass hei deposéiert gi vun der Madamm Paulette Lenert. Madamm Lenert, wëllt Dir nach d'Wuert dozou huelen?

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, ech hat den Inhalt schonn exposéiert. Ech begréissen d'Reaktioun vun der Regierung op dës Motioun. Mir sinn der Meenung, dass d'Virleie vun Transparenz hei wierklech maassgeeblech ass an dësem Dossier.

Wann elo effektiv déi Referenz op déi Haussë vun IMMOTOP stéiert, kann een déi gär eraushuelen. Dat sollt am Fong geholl just justement illustréieren, dass mer keng fest Donnéeën hunn. Also, déi si bekannt. Fir eis ass dat elo wierklech net weesentlech, ob déi mat drasti vir oder net. Wann dat sollt en Empêchement sinn, fir d'Motioun matzestëmmen, kann ee gären dorobber verzichten.

Fir de Rescht begréissen ech, dass mer dat dann an der Kommissioun wäerte beaarbechten. Mir wäerten eis do gäre konstruktiv mat abréngen a mir hunn ons schonn eng ganz Rei Gedanken an déi Richtung gemaach.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Lenert. Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP), rapporteur | Ech géif gären alleguerten de Kolleegen, déi de Mëtten eng Motioun eragereecht hunn, Merci soe fir déi Aarbecht,

déi wäertvoll Aarbecht, déi se heizou bäidroen. Hei gëtt effektiv gefuerdert, dass mer sollten eng méi déifgräifend Analys maachen iwwert de Mietspigel. Ech mengen, d'Madamm Lenert huet et elo grad gesot, wa mer kéinten déi Motioun hei an d'Kommissioun huelen, fir se do ze traitéieren, da kéinte mir als Demokratesch Partei, als Fraktioun, domat averstane sinn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Gëtt et nach eng aner Wuertmeldung dozou?

Da gesinn ech, datt déi Propositioun breet gedeelt gëtt. Ech kann déi also zur Ofstëmmung à main levée bréngen.

***Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission***

Wien ass d'accord, dës Motioun an d'Kommissioun ze schécken?

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dann hu mer dës Motioun an d'Kommissioun geschéckt an déi wäert dann do traitéiert ginn.

*(La motion 1 de Mme Paulette Lenert est renvoyée à la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire.)*

***Motion 2***

Komme mer zur zweeter Motioun vun der ADR, vun der Madamm Schoos. Madamm Schoos, wëllt Dir nach d'Wuert dozou huelen?

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Just ganz kuerz. Ech mengen, se ass selbsterklärend. Et ass wierklech hei just, fir an ... – mir hunn elo mol 24 Méint proposéiert – eng Kéier ze kucken, wéi sech elo déi nei Artikele fir d'Colocatioun um Terrain auswierken, och praktesch, wat mer grad diskutéiert hunn. Wat ass méiglech? Gëtt dat wierklech esou vill ugeholl? A virun allen Déngen och: Wat fir praktesch Problemer begéinen eventuell d'Studenten um Terrain?

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Schoos.

Wie wëllt heizou nach d'Wuert huelen?

Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP), rapporteur | Merci och fir dës Motioun. Et ass e bëssen an der leschter Legislaturperiod esou eppes wéi en Nationalsport agefouert ginn, géif ech soen. Allkéiers, wann e Gesetz gestëmmt ginn ass, da koum eng Motioun, fir ze kucken, ob mer net sollen eng Evaluatioun dovu maachen. Ech weess net, ob mer dat an dëser Legislaturperiod solle weiderféieren. Ech sinn éischter der Meenung net. A wa mer mat eise Servicer um Terrain am Logement mierken, dass muss nogebessert ginn, wäerte mer nobesseren.

Wat elo d'Studentewunnengen ugeet, do ass et esou, dass déi schonn e legale Kader hunn. Also dee Punkt hei wär superfetatoire. An ech géif menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net ze stëmmen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Dann hunn ech nach zwou Wuertmeldunge. Fir d'éischt den Här Bausch an dann den Här Lies. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, et kënnt och heiansdo fir, datt d'Majoritéit mir et einfach mécht. Den Här Baum huet alles gesot, wat ech och wollt soen. Duerfir: Mir wäerten déi hei och net stëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ma gesitt Der! Dann ass d'Wuert fir den Här Lies.

**M. Marc Lies** (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Ech schléisse mech och do dem Här Baum un, well en huet alles gesot, wat heizou ze soe war. An duerfir: Mir wäerten och dergéint stëmmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ma très bien!

Soss gesinn ech keng Wuertmeldung. Da géif ech dës Motioun Nummer 2 zum Vott stellen.

***Vote sur la motion 2***

De Vott fänkt un. Vote par procuration. De Quorum ass erreecht. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 5 Jo-Stëmmen, 50 Nee-Stëmmen, 5 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent bei 50 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmmen a bei 5 Abstentiounen.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Christophe Hansen), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Fernand Etgen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.*

*Se sont abstenus : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

***Motion 3***

Da komme mer zur Motioun Nummer 3, déi deposéiert ginn ass vum Här Bausch. Här Bausch, wëllt Dir nach d'Wuert?

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ganz kuerz, Här President. Ech si frou, datt de Minister jo seet, datt bis d'nächst Joer de Summer dat zwar vläicht sportlech wär, mee en awer d'accord wär, dat ze akzeptéieren, also datt dat als Delai kéint gëllen, datt en déi Propos kéint bréngen, soudatt ech jo mengen, dann dierft et och kee Problem sinn, d'Motioun ze stëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Ech gesinn awer, datt den Här Baum d'Wuert freet. Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP), rapporteur | Jo, effektiv froen ech d'Wuert. Ech hu virdrun am Rapport gesot, dass mer effektiv dat iwwert d'Plaffongen an de Loyeren erausgeholl hunn. Mee ech hunn awer och hannendru gesot, dass mer weider zu deem Prinzipp stinn, dass mer wëllen do eppes maachen. An ech mengen, et ass ganz fei vun Iech, dass Der gesot hutt: „Okay, mir ginn Iech nach eng Kéier sechs Méint derbäi." Ech hu mam Här Minister geschwat.

Ech géif menger Fraktioun proposéieren, Här Bausch, dës Motioun matzedroen.

**Plusieurs voix** | A!

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Lies.

**M. Marc Lies** (CSV) | Ech wéilt d'Harmonie da lo net briechen an effektiv géif d'CSV dat heiten och matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ma très bien! Ass nach eng aner Wuertmeldung do?

Kann ech dës Motioun à main levée zur Ofstëmmung bréngen oder ...?

Neen, et ass e Vote électronique gefrot. Da maache mer e Vote électronique.

*(Interruptions diverses)*

Ma dann ass jo jiddwereen zefridde mat där Decisioun. Mir maachen also e Vote électronique.

***Vote sur la motion 3***

De Vote fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

Huet jiddwereen elo richteg gestëmmt oder wat e wollt stëmmen? Ok. Dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 55, Neen: 5. Dës Motioun ass also ugeholl mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Félix Eischen), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Christophe Hansen), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Mars Di Bartolomeo), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

***Motion 4***

Da komme mer zur Motioun Nummer 4 vun de Piraten.

Den Här Marc Goergen. Wollt Dir nach ...? Dir waart bis duerno. Ok.

Wie wëllt heizou d'Wuert huelen?

*(Hilarité)*

**M. Gilles Baum** (DP), rapporteur | Dann huelen ech d'Wuert, well d'Begeeschterung sech jo a Grenzen hei hält. Eng Motioun muss ëmmer zilfürend sinn. Ech gesinn elo wierklech net, wat de Meerwäert wär, wa mer déi Motioun elo hei géife stëmmen. An dofir proposéieren ech menger Fraktioun, déi hei net matzedroen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Ech verstinn d'Argumentatioun vum DP-Spriecher elo net.

*(Hilarité)*

Et ass jo net fir näischt, datt déi viregt Regierung, wou d'DP dra war, mengen ech ...

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, ech mengen, jo!

*(Interruption par M. François Bausch)*

Jo!

**M. David Wagner** (déi Lénk) | ... dat agefouert hat, och den Här Kox, datt wéinstens – dat ass de Minimum vun Transparenz – de Locataire och ka gesinn am Mietvertrag, wat de Capital investi ass, well dorunner gëtt jo och de Respekt vum Loyer gemooss. Also et ass u sech, kéint ee soen, et ass e bësse superfetatoire, wann een engem Proprietär muss erklären, datt e sech u sech un d'Gesetz muss halen. Mee dat sinn eeben d'Lëtzebuerger Verhältnisser. Mee et ass awer ganz utile, well et ass net all Locataire, deen et weess. An e ka vläicht och virun eng Mietkommissioun goen. Also ass et ganz zilfürend, fir dat dranzesetzen.

Dofir verstinn ech net, firwat d'DP dat net wëllt. Wat gëtt et do ze verstoppen? Dir wësst et vläicht besser.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Sinn nach aner Wuertmeldungen do?

Den Här Goergen. Nee, d'Madamm Lenert fir d'éischt, dann den Här Goergen. Madamm Lenert.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Merci, Här President. Ech géif eiser Fraktioun och proposéieren, dës Motioun matzestëmmen. Dat ass e Plus un Transparenz. Ech hat och verstanen, mir wären eis eens, dass dat d'Richtung ass, déi mer mussen aschloen, d'autant plus, wou déi heite Propos an der viregter Regierung am Fong op den Dësch koum. Ech sinn e bësselchen erstaunt iwwert d'Revirement. Mir fanne se schonn zilfürend. Mir hunn elo schréftlech Verträg an dat heiten ass e Plus un Transparenz, dee mer nëmme kënne begréissen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Lenert. Dann hu mer nach d'Wuertmeldung vun dem Här Goergen. An duerno den Här Bausch. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Also et ass a sech elo näischt, wat d'Welt géif nei erfannen. A sech huet d'Majoritéit e Gesetz eraginn, wou drasteet, et dierft 5 % vum Capital investi sinn. Sou, elo weess de Locataire awer net, wat de Capital investi ass. Dat ass jo dat Paradoxt hei.

An déi Motioun freet jo einfach nëmmen, dass an dee Kontrakt stoe kënnt, wat dat Kapital ass, fir dass ee ganz kloer gesäit: Déi 5 % sinn agehalen oder net. Well mir hu jo ganz paradox Situatiounen op eemol um Marché.

Kuckt een zum Beispill de Rapport vum Ombudsman 2022, do ass een, deen huet de Loyer méi déif ugesat, wéi e misst, also net esou héich wéi déi 5 %. Do ass dann du vun der Steierverwaltung gefrot ginn, e misst besteiert ginn op dem maximale Montant. Dat heescht, „de demander toujours le maximum de loyer possible." Do schreift dann den Ombudsman: „Imposer à un contribuable de demander un maximum de loyer semble également contraire à l'intention du pouvoir public de lutter contre la pénurie de logements abordables." An dat ass eigentlech déi paradox Situatioun, déi mer am Land hu mat de Loyeren.

A wa mer net higinn an op déi Kontrakter dropsetzen, wat de Capital investi ass, wéi soll dann de Locataire sech schützen? Ech verstinn och net, wat do ze verstoppen ass. Well et huet ee jo de Capital investi, et ass d'Gesetz. Et muss een herno warscheinlech bei den Affekot an op d'Geriicht. Vläicht spekuléieren och eenzel Leit, dass de Locataire dat net kann a seng Rechter dann net kann duerchsetzen. Also fir eis wär et dat Normaalst vun der Welt, dass een ënnerschreift, dass de Capital investi dropsteet, well dat ass nun emol dat, wat och haut d'Majoritéit gestëmmt huet, fir de Loyer festzeleeën.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Dann nach zwou Wuertmeldungen: den Här Bausch an duerno den Här Minister. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, Här President, ech kann et kuerz maachen. Ech mengen, et schéngt mir evident ze sinn, datt dat hei e wichtege Punkt ass, well dat do war genau de Sträitpunkt deemools beim Urteel, och bei de Geriichter, datt dat do net konnt definéiert ginn après coup, a wat dunn zu där Situatioun gefouert huet, datt deejéinegen herno och deboutéiert ginn ass.

Ech menge schonn, datt dat hei e wichtege Punkt ass. Dofir si mir natierlech do derfir.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Här Minister.

**M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President. Also et schéngt mer och net abweegeg ze sinn ze soen, wa mer gären e Prozentsaz als Plaffong vum Capital investi definéieren, ze wëssen, wat dee Capital investi ass.

Elo musse mer awer vläicht just kucken, a wat fir enger Prozedur mer hei sinn a wéi mer dat doten elo wëllen ëmsetzen. Mir hu jo hei elo grad en Deel, oder mir wäerte jo grad en Deel dann och hei elo vun deem ganze Package approuvéiert hunn. Mir hu gesot, deen aneren Deel iwwert de Plaffong vum Loyer, dee wëlle mer diskutéieren. An dat heiten ass een Element dovunner.

Wa mer elo hei déi Motioun géife stëmmen, géife mer dann dat elo nach eng Kéier an e Projet de loi direkt bréngen, éier mer dann e Projet de loi op de Wee bréngen, fir de Plaffong ze definéieren. Ech denken net!

An duerfir géif ech der Chamber recommandéieren, datt mer dat dote mat an dee Package huelen, deen nach kënnt, dat do a Rou diskutéieren a kucken, dann eng Léisung dofir ze fannen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister.

Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung zu dësem Sujet. Da géif ech d'Motioun Nummer 4 vum Här Marc Goergen och zum Vott stellen.

***Vote sur la motion 4***

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Max Hengel), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

***Motion 5***

Da komme mer zur Motioun Nummer 5, och vum Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir wëllt warscheinlech duerno d'Wuert huelen. Si Wuertmeldungen do? Den Här Lies huet d'Wuert gefrot.

**M. Marc Lies** (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Ech mengen, wat dës Motioun hei ugeet: Mir hunn an deene leschte Wochen a Méint e Risepackage gesinn u Moossnamen, déi och um steierleche Plang da geholl gi sinn. An duerfir mengen ech, mir sollen effektiv elo mol consolidéieren a kucken, datt mer och effektiv déi Moossnamen, déi elo entaméiert gi si respektiv och an deenen nächste Méint souwuel vun deenen dräi Ministèren, déi 40 Moossname presentéiert hunn ..., mol ëmgesat kréien. An duerfir géif ech proposéieren, dës Motioun hei net ze stëmmen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Lies. Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Dat schéngt net de Fall ze sinn, ausser den Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Also hei geet et eigentlech ëm déi Moossnamen, déi d'Regierung mam Bëllegen Akt, wann een an d'Locatioun gëtt, scho fir d'VEFA ëmgesat huet, awer wou se vläicht an der Kommunikatioun am Ufank op de Pressekonferenze verpasst hat, ëmmer derbäizesetzen, dass et och fir d'VEFA wär. Well et si ganz vill Leit dobaussen, déi hu gemengt, et wär a sech fir all eidel Wunneng, déi ee keeft, fir se herno an d'Locatioun ze ginn, wat eigentlech och dee richtege Wee gewiescht wär, well dat si Wunnengen, déi elo scho fäerdeg wären. Mir missten net waarden op d'VEFA, nee, et si Wunnengen, déi elo schonn eidel stinn. An déi missten eigentlech elo mobiliséiert ginn, well dat wär jo a sech deen Ureiz, deen ee géif schafen, fir ze soen: „Gëff déi elo an d'Locatioun. Kuck, dass eng Famill drakënnt!" Dofir verstinn ech elo net, wat d'Argumentatioun wär dergéint.

Well en plus ass et jo eng Vente, déi da stattfënnt. Déi kann ee just eemoleg dann zéien. A mir hätte méi Appartementer, Haiser, déi elo an d'Locatioun géinge kommen. An et baséiert op enger Iddi, déi Dir a sech geschriwwen hutt, mee Dir hutt se just op d'VEFA begrenzt. A bei de VEFAe wësse mer, dass just Promoteure se kënne verkafen. Dat heescht eis Optik ass, dass jiddereen am Land kéint zum Bëllegen Akt dat dote maachen, fir dann neie Logement ze schafen, well mir wëlle jo jidderee mat an d'Boot huelen. Mir wëllen net nëmmen d'Promoteure mat an d'Boot huelen, wéi Dir an Ärem Projet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Ech gesi keng aner Wuertmeldungen.

Da géing ech och dës Motioun zum Vott stellen.

***Vote sur la motion 5***

De Vott ass op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo-Stëmmen: 8, Nee-Stëmmen: 37, Abstentiounen: 15. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 37 Nee-Stëmme géint 8 Jo-Stëmme bei 15 Abstentiounen.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Max Hengel), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.*

***Motion 6***

An da komme mer zur leschter Motioun, déi den Här Wagner hei deposéiert huet. Här Wagner, wëllt Dir d'Wuert nach dozou huelen?

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Nee.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sinn aner Wuertmeldungen do? Den Här Lies, den Här Bausch. Fir d'éischt den Här Lies. Ok.

**M. Marc Lies** (CSV) | Jo, merci, Här President, nach eng Kéier fir d'Wuert. Bon, ech mengen, wat dee Gel vun de Loyeren ugeet … Am Ausland huet ee mol gesinn, wat och en Deckel respektiv e Gel vun de Loyere ka provozéieren. Ech mengen, mir si momentan an enger Situatioun – an et ass virdrun och, mengen ech, vun all Riedner hei gesot ginn, hei uewen um Riednerpult, datt mir jo an enger schwiereger Phas sinn –, datt iwwert déi lescht Joren, wat de Wunnengsbau ugeet, och net méi dran investéiert ginn ass aus deem engen oder deem anere Grond. Dat ass och e puermol gesot ginn.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, datt mer solle kucken, datt de Locataire och seng Rechter huet, datt en effektiv gestäerkt gëtt an datt en och mat deem, wat mer elo virdru gestëmmt hunn …, datt do dee finanziellen Aspekt op senger Säit, wann en eng Wunneng ugeet, wann en draplënnert …, datt en do effektiv dat, wat u Finanzen ze hannerleeën ass respektiv ze bezuelen ass, ier en déi Wunneng iwwerhaapt ka bezéien …, datt dat och dee richtege Wee ass.

Mir sollen op där anerer Säit awer och kucken, datt mer den Investisseur oder de Bailleur net nach zousätzlech verprellen, well wa mer esou weiderfueren an et net méi interessant ass, iwwerhaapt nach an de Steen ze investéieren, dann, mengen ech, gi mer dee falsche Wee. An duerfir ass et och wichteg, datt d'Rechter an awer och d'Flichte vun engem Bailleur an engem Proprietär an Zukunft matconsideréiert an och gewaart bleiwen. An duerfir, mengen ech, wär an dëser Situatioun e Gel op engem Loyer ze maache sécherlech dee falschen Incentive respektiv dee falsche Message, dee momentan géif gi ginn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Lies. Dann ass et um Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech muss soen: Wat mer wierklech ëmmer méi géint de Strëch geet, dat ass, datt gemaach gëtt, wéi wann de Problem, dee mer am Bau hunn, en général éischtens just mam Logement ze dinn hätt – dat ass dat éischt – an zweetens dann och nach ze dinn hätt mat esou Saache wéi deem hei, wann een e Schutz wëll aféieren, e Schutzmechanismus fir sozial Schwaacher.

D'Baukris an d'Logementskris hu ganz villfälteg Ursaachen, iwwer déi mer scho vill diskutéiert hunn. Eng vun den Haaptursaachen ass ganz sécher d'Zënsentwécklung gewiescht. An et ass awer och net esou – ech refuséieren esou Sätz! –, wéi wann et net méi interessant wär, an de Steen ze investéieren oder an de Bau. Entschëllegt, dat ass sécherlech richteg fir Verschiddener, déi natierlech mat deenen héijen Zënse musse kämpfen, mee et ass awer nach laang net fir se alleguer d'nämmlecht richteg. Et gëtt der ëmmer nach, och souguer an deene leschten zwee Joer, déi ganz vill Sue verdéngt hunn. Dat kann een iwwregens och nokucke goen, wann een dat wëllt, wann ee sech derfir interesséiert.

An duerfir, fir dann ze soen, dat wär … Sou eppes wéi dat heiten, wa mer dat géingen afréieren, wat jo nëmmen eng temporaire Mesür wär, bis datt d'Gesetz geännert gëtt – a mir hu jo elo héiere vum Minister, datt d'Gesetz jo awer da soll, wat ech begréissen, vun der Regierung zügeg geännert ginn –, da wär dat hei e gewëssene Schutzmechanismus an där Iwwergangsphas, an där mer de Moment sinn, par rapport zu de Schwächsten an der Gesellschaft, nämlech de Locataire, déi sech ganz sécher keen Haus kënne leeschten.

Duerfir, déi Argumentatioun, déi elo gefouert ginn ass, deelen ech guer net, well ech mengen, datt se och falsch – fundamental falsch! – ass. Par konter mécht et mir ganz vill Suergen, datt bei der Aarmut, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, grad déi heiten dorënnerfalen an dass et just dorëms geet, e gewëssene Schutz ze bidden, fir datt déi Aarm net nach méi aarm ginn an nächster Zäit an dësem Land.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Madamm Lenert.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Merci, Här President. Obwuel eis dës Motioun sympathesch ass vum Sënn hier, hu mer e Problem domadder, dass se esou generell ass. Et kann een net dervun ausgoen, dass par définition all Loyer, dee fléisst, abusiv ass, och wann d'Tendenz steigend ass. Dofir hu mer eise Problem domadder.

Mir sinn der Meenung, dass soll Tempo an déi Dossieren erakommen, dass et Instrumenter brauch fir Transparenz. Fir hei, och wann et nëmme fir eng begrenzten Zäit ass, u sech jiddwereen e bëssen ënner Generalverdacht ze setzen, dass en abusiv handelt, dat ass fir eis net differenzéiert genuch. Et brauch Mechanismen. Mir begréissen, dass d'Erhéijungen elo gereegelt wäerte ginn. A mir fuerderen, wéi mer et scho gesot hunn, Tempo, fir den Deckel erbäizekréien, fir och Transparenz op dem Marché ze kréien. Mir hu Schwieregkeeten, fir generell elo e Freeze ze maachen. Dat schéngt ons iwwert d'Zil eraus gegraff.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Lenert. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci. Also, eis ass se och ganz sympathesch, just géinge mir kee Gel vun de Loyere generell froen. Wa mir iwwert e Gel schwätzen, dann ass et an eiser Optik éischter fir déi Leit, déi et brauchen, déi méi kleng Salairen hunn. Ech verstinn elo net, firwat mer Leit, déi ganz gutt Salairen hunn, sollten e Gel op de Loyer maachen. Ech verstinn d'Pist, wou Der wollt goen, mee fir eis ass et einfach ze generell. Deene Leit, déi et brauchen, ze hëllefe mat engem Gel, ganz gären, awer net generell zu egal wat fir engem Salaire elo ze soen: „Du hues e Gel, bis iergend eng Kéier en neit Gesetz kënnt." Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Wann elo keng aner Wuertmeldung do ass, ginn ech dem Auteur nach d'Wuert. Den Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, elo verstinn ech awer wierklech net, wat do sou …, inwiefern mir d'Proprietären ënner Generalverdacht géife stelle mat dëser Motioun. Mir froe jo e Plafonnement. Dat géif jo heeschen, datt souwisou elo keen eppes verléiert. Also, déi, déi souwisou net abusiv sinn, déi verléiere guer näischt. Dat ass dat, wat an der Motioun steet. Dofir verstinn ech d'Argumentatioun leider net vun der sozialistescher Fraktioun. Et ass keen, deen eppes wäert verléieren. Et ass just, datt mer e Gel maachen en attendant.

Well, wësst der, mir hu laut Statec een Drëttel vun de Locatairen, déi riskéieren, ënnert de Seuil de pauvreté ze falen – iwwer een Drëttel: 37 %. Ech weess net, ob dat och op déi selwecht Proportioun zoutrëfft bei de Proprietären, ob 37 % vun de Proprietäre riskéieren, ënnert d'Aarmutsgrenz ze falen. Ech mengen, dat ass net de Fall – glécklecherweis fir si –, dat heescht, mir hu schonn eng gewëssen Urgence hei.

Et gëtt hei och gesot vum Här Lies, datt iwwerall do, wou e Gel agefouert gouf am Ausland – ech weess net, wat fir en Ausland –, dat ganz schlecht Konsequenze gehat hätt. Ech weess net, vu wat fir engem Ausland den Här Lies schwätzt. Ech weess, datt et Länner gëtt, wou dat ass, an et funktionéiert, op jiddwer Fall och fir d'Locatairen, an et ass keen, dee ruinéiert ass. Mee ech weess awer, datt et hei zu Lëtzebuerg zu där Situatioun féiert …, dat räicht Lëtzebuerg, wou 37 % vun de Locatairen am Risiko sinn, ënnert de Seuil de pauvreté ze falen. Dat heescht, dat heiten, dat ass soss näischt wéi eng Fuerderung, en attendant, datt d'Regierung eng Brems aféiert oder eng Reform vum Mietgesetz mécht, datt mer soen: „Elo hält et op ze wuessen, elo …" A mir hunn dat jo och scho wärend der Covidzäit gemaach! Also: „Elo hält et op ze wuessen, well elo kann et net sinn, datt d'Locatairen nach méi leiden an nach méi der Gefor ausgesat ginn, an d'Aarmut ze falen!"

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci. Domat wär dann och d'Diskussioun iwwert dës Motioun ofgeschloss.

***Vote sur la motion 6***

Ech géif déi dann zum Vott stellen. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 6 Jo-Stëmmen, 54 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 54 Nee-Stëmme géint 6 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Christophe Hansen), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

Domat wäre mer dann um Schluss vun dësem Punkt vum Ordre du jour ukomm.

## 7. Ordre du jour (suite)

Éier mer deen nächste Punkt elo ufänken, géif ech just soen: Ech wollt Iech proposéieren, datt mer déi Motioun, déi den Herr Sehovic virdrun deposéiert hat, no dem nächsten Text huelen. Da kann den Här Meisch déi Saachen zesummen hei maachen. Ech mengen, dat ass déi einfachst Aart a Weis fir virzegoen.

Wann Der domat d'accord sidd, géife mer dat esou maachen.

*(Assentiment)*

## 8. 8163 – Projet de loi fixant la tâche du personnel éducatif et psycho-social des services et administrations de l'Éducation nationale et modifiant :

**1° la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;**

**2° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;**

**3° la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale**

Da géinge mer elo den nächste Punkt op eisem Ordre du jour huelen. Dat ass de Projet de loi 8163 iwwert d'Tâchë vum Léier- a psychosoziale Personal. D'Riedezäit ass hei och nom Modell 1 festgeluecht, ass also déi selwecht wéi virdrun. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, d'Madamm Francine Closener, den Här Fred Keup, den Här Meris Sehovic, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse***

**Mme Barabara Agostino** (DP), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, deen haut beschwat gëtt, huet d'Zil, déi gesetzlech Bestëmmungen iwwert d'Aufgabe vum edukativen a psychosoziale Personal unzepassen an ze vereenheetlechen.

*(Brouhaha)*

Et geet also drëms, de gesetzleche Kader …

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech bräicht e wéineg Calme am Sall, wannechgelift, fir datt mer der Madamm Agostino kënnen nolauschteren!

**Mme Barabara Agostino** (DP), rapportrice | O, si stéiere mech net.

*(Hilarité)*

… vun der Tâche vun dëse Leit festzeleeën, …

*(Interruptions)*

… déi speziell am Interesse vu Schüler mat spezifeschen edukative Besoine schaffen.

Heifir soll d'Ofkommes ëmgesat ginn, dat de 16. November 2021 tëscht dem Ministère fir national Bildung, Kanner a Jugend an dräi Gewerkschaften ofgeschloss gouf, déi allen dräi der CGFP, dat heescht der Generalkonfederatioun vum ëffentlechen Déngscht, ugeschloss sinn. Dës waren d'Lëtzebuerger Associatioun vun den Educateuren an Educatricen, de Lëtzebuerger Syndicat vun de graduéierten Educateuren an de Syndicat vum Personal vun der nationaler Bildung.

Gläichzäiteg soll dëse Gesetzesprojet gewësse Praktiken am Gesetz verankeren, déi esou schonn um Terrain bestinn.

*(Brouhaha)*

Fir méi Kloerheet iwwert d'Agenten an hir ënnerschiddlech Missiounen ze kréien, proposéiert de Gesetzesprojet, zwou Kategorië vun Agenten ze ënnerscheeden:

An déi éischt Kategorie falen all déi Agenten, déi Missiounen erfëllen, bei deenen d'Presenz vun de Schüler onverzichtbar ass. Hei geet et drëm, dass d'Agenten eng direkt Betreiung vun de Schüler sécherstellen, dat heescht éischtens d'Agenten aus dem edukativen a psychosoziale Personal, déi Betreiungen an de Kompetenzzentere fir spezialiséiert Psychopedagogik ubidden; zweetens d'Agenten, déi an engem Team fir d'Ënnerstëtzung vun de Schüler mat spezifeschen edukative Besoine schaffen an dës Schüler an de Schoule betreien a mat de Schüler innerhalb vun de regionale Grondschouldirektiounen an an de Lycéeë schaffen, also déi sougenannten „Équipes de soutien des élèves à besoins spécifiques"; an drëttens déi Agenten, déi als Assistente fir d'Schüler mat spezifesche Besoine schaffen an d'Enseignante bei hirer Aarbecht an de Grondschoulen ënnerstëtze sollen.

Fir dës Agenten aus der Kategorie 1 soll dëse Gesetzesprojet d'Unzuel vun de Leçone besser openeen ofstëmmen, déi engersäits fir d'Betreiung vun de Schüler mat spezifeschen edukative Besoine reservéiert sinn an déi anerersäits fir déi aner zousätzlech Aufgabe gebraucht ginn, déi si am Kader vun hiren Tâchen erfëllen. Dës weider Aufgaben esouwéi och d'Aarbechtskonditiounen am Allgemenge gi mat dësem Projet de loi elo och preziséiert a quantifizéiert. Wat d'Wochenaarbechtszäit ugeet, gesäit de Gesetzesprojet fir dës Agente mat enger Vollzäitplaz eng Tâche vun 30,5 Leçone fir déi direkt Betreiung vun de Schüler vir souwéi eng Gesamtzuel vu 496 Stonne pro Joer fir d'Virbereedung.

Déi zweet Kategorie vun Agente betrëfft d'Agenten, déi Diagnosen a Berodungen an engem Kompetenzzentrum fir spezialiséiert Psychopedagogik maachen; d'Agenten, déi am psychosozialen a schoulesche Begleedungsservice an an engem sozioedukative Service agéieren; d'Agenten, déi an enger Cellule d'orientation et d'intégration scolaire schaffen; a leschtens déi Responsabel vum edukativen a psychosozialen Departement.

D'Agenten aus dëser zweeter Kategorie erfëllen am Géigesaz zu den Agenten aus der éischter Kategorie Missiounen, déi nëmmen deelweis d'Presenz vun de Schüler erfuerderen. Dowéinst mussen dës Missiounen och net zwéngend an der Schoulzäit stattfannen. Am Kader vun hirer Aufgab hunn d'Agenten aus dëser zweeter Kategorie dowéinst och eng Virbereedungszäit vun 80 Stonnen, déi obligatoresch am Laf vum August soll geholl ginn.

*(Brouhaha)*

Dës fält jo an eng Zäitspann, an där gréisstendeels weeder Schüler nach Enseignanten an der Schoul ënnerstëtzt musse ginn an déi sech dofir als Preparatiounszäit ubitt.

Ech weisen nach eng Kéier dorop hin, datt d'Agenten aus dëser zweeter Kategorie gréisstendeels Aufgaben erfëllen, déi net zwéngend d'Presenz vum Schüler erfuerderen, well se nëmmen zum Deel un d'Léieraktivitéite gebonne sinn. Dofir gëtt et hei keng Noutwendegkeet, vun de Prinzippie vun der Aarbechtszäit an der Aarbechtszäitgestioun ofzewäichen, wéi se am Statut général vun de Staatsbeamte virgesi sinn. Heiduerch soll och séchergestallt ginn, datt iwwert dat ganzt Schouljoer ewech eng Kontinuitéit a virun allem Qualitéit vun de Leeschtunge vum edukativen a psychosoziale Personal garantéiert ass.

Zousätzlech enthält den Text Bestëmmungen, déi op eng weider Professionaliséierung vum edukativen a psychosoziale Personal ofzilen, dëst duerch d'Aféierung vun enger Formation continue obligatoire, déi sech iwwert dat ganzt Joer verdeelt. D'Agente sinn an dësem Kader verflicht, am Laf vum Schouljoer 16 Stonnen obligatoresch Weiderbildung ze suivéieren, déi allerdéngs op eng Period vun 3 Schouljoer verdeelt ka ginn. Hei ass just ze beuechten, datt d'Gesamtzuel vun de Stonnen net manner wéi 48 Stonnen iwwert déi ganz Period vun 3 Joer ass. Dës obligatoresch Weiderbildunge ginn dann och als effektiv Aarbechtszäit ugerechent.

D'Uwendung vu bestëmmte Prinzippien, wéi dem Compte épargne-temps, ass och elo gesetzlech verankert ginn.

Schlussendlech gesäit de Gesetzesprojet nach d'Upassung vun enger Rei Gesetzer vir, fir d'Rekrutéierung vun enger neier Kategorie vun Agenten ze erlaben, nämlech d'Assistente fir Schüler mat spezifeschen edukative Besoinen, d'Assistants pour élèves à besoins éducatifs spécifiques, déi d'Enseignante fir d'Schüler mat spezifesche Besoinen an Zukunft bei hirer Aarbecht an an de Grondschoulen ënnerstëtze wäerten. Dës Assistente sinn och en Deel vun der Kategorie 1, wéi ech och am Ufank erwäänt hat.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a sengem Avis huet de Staatsrot sech d'Fro gestallt, ob d'Preparatiounszäit vun zwou Wochen am August, esou wéi et mat deenen dräi Syndicaten ausgehandelt gouf, Deel vun der regulärer Tâche vun den Agenten aus der zweeter Kategorie wier oder als zousätzlech Aarbechtszäit misst ugerechent ginn. Dës

Bedenke goufen doropshin duerch eng Rei Amendementer behuewen. Am Gesetzesprojet gouf ënner anerem preziséiert, dass dës zwou Woche Preparatiounszäit am August als Deel vun der regulärer Aarbechtszäit vun den Agenten aus der zweeter Kategorie gezielt ginn.

A sengem Avis huet de Staatsrot och ze bedenke ginn, datt punktuell Ofwäichunge vun de Bestëmmunge vum Statut général vun de Staatsbeamte souwéi och all Ënnerscheed am Traitement vun deenen Agente misst gerechtfertegt sinn. Dës Bedenke konnten allerdéngs och duerch weider Amendementer bezéiungsweis duerch schréftlech Erklärunge vun der Kommissioun ausgeraumt ginn, wéi de Staatsrot a sengem zweeten Avis complémentaire bestätegt huet.

An hirem Avis stellen d'Associatioun vum Personal vun de Kompetenzzenteren an der Agence an de Syndikat Erzéiung a Wëssenschaft am OGBL fest, dass den haitege Gesetzprojet den Accord vum 16. November 2021 tëschent dem Ministère an den dräi Associatiounen, déi der CGFP ugeschloss sinn, ëmsetzt. D'APCCA an den SEW bedaueren allerdéngs, datt si net an dësen Accord agebonne goufen.

Laut der APCCA an dem SEW spigelt d'Aféierung vun zwou verschiddenen Agentekategorien d'Realitéit vum Terrain net vollstänneg erëm. Si fuerderen ënner anerem méi Zäit fir d'Agenten, fir sech ze preparéieren, ze concertéieren a fir hir Disponibilitéit.

Weiderhin drécken d'APCCA an den SEW hir Besuergnis aus, wat d'Bezuelung vun den Iwwerstonnen ugeet, a stellen d'Noutwendegkeet a Fro, eng Kontinuitéit vum Service wärend de Schoulvakanzen ze garantéieren. Och d'Schafung vun der neier Funktioun Assistent fir Schüler mat spezifeschen edukative Besoine gesinn d'APCCA an den SEW kritesch.

An hirem Avis ënnerstëtzt d'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics d'Iddi, den edukative Strukture méi Ressourcen zur Verfügung ze stellen. Si proposéiert awer och, d'Funktioun vum Assistent fir Schüler mat spezifeschen edukative Besoine fir d'éischt an Ofsprooch mat den Acteuren um Terrain an de Responsabele vun der Formatioun ze préiwen an duerno eréischt e legale Kader ze schafen. Zousätzlech dréckt d'Chambre professionnelle hir Bedenken aus, wat d'Alimentatioun vum Compte épargne-temps an d'Behandlung vun eventuellen Iwwerstonnen am Kader vun der Formation continue obligatoire ugeet. Schlussendlech drécke si nach hir Befierchtung aus, dass d'Definitioun vun „nécessité de service" am Kader vum Congé de récréation eventuell kéint zu ënnerschiddlechen Ausleeunge féieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Inklusioun an déi professionell Betreiung a Begleedung vu Schüler mat spezifeschen edukative Besoinen ass an eisem Schoulsystem vun elementarer Bedeitung. Ech schwätzen hei engersäits vu Schüler, déi Defiziter oder Schwieregkeeten am schoulesche Beräich hunn, anerersäits vu Schüler mat enger Héichbegabung, déi eng spezialiséiert Betreiung brauchen.

Mat der Ëmsetzung vum Ënnerstëtzungssystem fir dës Schüler setzt Lëtzebuerg sech staark fir d'schoulesch Inklusioun an. D'Zil ass et, de Schüler den Unterrecht an hirer regulärer Schoulklass weider ze erméiglechen. Dowéinst ass et vu grondleeënder Bedeitung, dass mat dësem Gesetzesprojet e legale Kader geschafe gëtt fir all déi Agenten, déi d'Schüler op hirem Wee ënnerstëtzen a begleeden, fir et hinnen ze erméiglechen, hir Fäegkeeten oder hiert Potenzial maximal auszenotzen.

Ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet a ginn domat elo schonn d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

An ech profitéieren awer och, fir mengem Chouchou, dem Christophe Hansen, eng glécklech Hand zu Bréissel ze wënschen.

**Une voix** | Très bien!

*(Hilarité et interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci. Da soen ech der Madamm Agostino Merci fir hire schréftlechen a fir hire mëndleche Rapport.

Sou, berouegt Iech elo!

*(Hilarité et coups de cloche de la présidence)*

Ech ginn deem éischten ageschriwwene Riedner, dem honorabelen Här Jeff Boonen, d'Wuert. Här Boonen.

***Discussion générale***

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Merci, Här President. De Projet de loi 8163, vun deem mir grad en exzellente Rapport héieren hunn, ass d'lescht Joer de 27. Februar hei an der Chamber deposéiert ginn, dat, nodeems déi viregt Koalitioun de Projet am Regierungsrot den 3. Februar guttgeheescht huet. Mee de Projet huet nach vill méi eng laang Virgeschicht an ass d'Resultat vun den Diskussioune mat de Gewerkschafte vun der CGFP, vun den Educateuren, den Educateurs gradués a vun dem Personal, wat zoustänneg ass fir d'Schüler mat spezifesche Besoinen.

De 16. November 2021 hunn dës Gewerkschaften zesumme mam Ministère fir d'Educatioun en Accord ënnerschriwwen, deen elo iwwert dëse Projet de loi ëmgesat gëtt. Mir bedaueren allerdéngs als CSV, dass dës Verhandlungen ouni d'Gewerkschaft fir d'Personal aus de Kompetenzzenteren, d'APCCA vum SEW, ofgeschloss gi sinn, obschonns dee gréissten Deel vun dësem Personal betraff ass. Den Dialog mat alle Partner um Terrain ass wichteg, an dat musse mir an Zukunft besser hikréien.

**Une voix** | Très bien!

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Dëse Projet huet als Haaptzil, d'Gesetzgeebung betreffend d'Tâchë vum edukativen a psychosoziale Personal ze harmoniséieren, ze adaptéieren an eenheetlech ze gestalten a bestëmmte scho bestoend Praktike gesetzlech festzehalen. An dat begréisse mir definitiv, well Besoin do ass.

An de leschte Méint hate mir d'Chance, mat villen Organisatiounen, Gewerkschaften, awer och concernéiertem Personal iwwert d'Ëmsetzung vun dësem Text ze schwätzen. An eent ass opgefall: Et gëtt immens vill ënnerschiddlech Modeller vun Aarbechtszäit an der Aarbechtsorganisatioun am psychosozialen an edukative Beräich. Jee no Schoul oder Kompetenzzentrum schaffen déi concernéiert Leit ganz anescht, meeschtens ofhängeg vun den Decisioune vun der Direktioun. Eng eenheetlech Reegelung ass deemno wichteg, fir Ongläichheeten am Secteur ze verhënneren an d'Atmosphär um Terrain ze verbesseren.

Déi aktuell Situatioun kann nämlech derzou féieren, dass d'Personal aner Optiounen a Betracht zitt, wou et besser Aarbechtskonditiounen huet. An dat ass sécherlech net am Sënn vum Schüler a vum Personal. An dofir ass et wichteg, dass duerch dëse Projet elo d'Agenten am Beräich vum edukativen a psychosoziale Beräich eng éischte Kéier fix an transparent Missioune kréien.

D'Rapportrice ass schonn op d'Detailer agaangen. Dat Wichtegst ass d'Ënnerscheede vun zwou Kategorië vun Agenten. Wéi gesot, déi éischt Kategorie betrëfft all déi Agenten, déi Missiounen a Presenz vum Schüler erfëllen. Si prestéieren an Zukunft 30,5 Leçone pro Woch an hunn eng järlech Virbereedungszäit vu 496 Stonnen.

Déi zweet Kategorie sinn Agenten, déi Diagnostik a Berodungsfunktioune bannent de Centres de compétence an anere Begleedungsservicer maachen, dat awer net ëmmer a Presenz vu Schüler. Dës Agente wäerten zu normalen Aarbechtszäite schaffen, kréien déi 80 Stonne Virbereedungszäit am August a kënne bis zu fënnef Deeg Congé an der Schoulzäit huelen.

E wichtege Punkt ass, dass d'Agenten an den zwou Kategorië kënne schaffen, dat, fir der Realitéit um Terrain Rechnung ze droen. Vill Agente si souwuel an der Diagnostik wéi och an der Begleedung vun de Kanner aktiv.

E weidere wichtege Punkt ass d'Tarifikatioun vun den Iwwerstonnen. Dat ass nei a wichteg, fir deene Leit gerecht ze ginn, déi Iwwerstonne prestéieren.

Dat, wat mir elo hei reegelen, ass zu dësem Zäitpunkt nach Theorie. An der Praxis mussen déi nei Modalitéiten elo ëmgesat ginn. An do ass, mengen ech déi lescht Deeg och héieren ze hunn, Besoin um Terrain fir Hëllef fir Richtlinnen. Vill Direkteren an hir Personalcheffe wëssen net genau, wéi se déi nei Situatioun ugoe sollen, a mir géifen et wichteg fannen, wann de Ministère elo déi nächst Wochen intensiv zur Verfügung steet, fir hei ze begleeden, am Sënn vum Personal, wat sech am Hierscht soll op d'Schüler konzentréieren.

De Projet de loi gesäit och Ännerunge betreffend d'Personal vum Grondschoulunterrecht vir. An Zukunft kënnen Agente vun enger neier Kategorie rekrutéiert ginn, sougenannten „A-EBS". D'Kreatioun vun dësem A-EBS war net Deel vum Accord mat de Gewerkschaften. Dësen Agent, deen en Diplôme d'aptitude professionnelle am Beräich Educateur muss hunn, gëtt an der Carrière C1 agestallt. Hie soll an de Primärschoulen an och de Centre-de-compétencen dem Schoulpersonal zur Säit stoe bei de Kanner mat spezifesche Besoinen, fir si am deeglechen Oflaf ze entlaaschten. Dat ass wichteg, well wann een déi lescht Ëmfroen, Artikelen an och Interviewe mat de concernéierte Leit vum Terrain héiert, da gëtt ëmmer betount, dass vill Besoin am Beräich vun den Enfants à besoins spécifiques ass.

Et ass awer wichteg, dass mir an Zukunft suivéieren, wéi dëse Rôle, dësen neie Beruff, funktionéiert. Féiert d'Klassifizéierung vun dësen Agenten an der Kategorie 1 net dozou, dass den A-EBS méi interessant gëtt fir Leit mat DAP Educateur an aner Beruffssparte lues a lues un Attraktivitéit verléieren?

Am Koalitiounsaccord ass virgesinn, formal an nonformal Bildung méi staark beieneenzebréngen. Doniewent wësse mir vum Problem, dass d'Personal an de Maison-relaise ganz onreegelméisseg schafft an oft kee volle Kader zesummekritt. Zousätzlech sollen och Kanner mat spezifesche Besoinen Accès kréien zu nonformaler Bildung. Ass hei schonn un engem Konzept geschafft ginn? An ech froe mech: Ass d'Kreatioun vum A-EBS hei net eng Chance vun enger Kollaboratioun zwëschent formaler an nonformaler Bildung? Dës Agente kennen d'Kanner a kéinten iwwert dee ganzen Dag d'Begleedung vun de Kanner mat spezifesche Besoinen assuréieren.

Mir begréissen als CSV d'Harmonisatioun an d'Kreatioun vu fixen an transparenten Aarbechtskonditioune fir d'edukatiivt an d'psychosoziaalt Personal an eise Schoulen a Kompetenzzenteren. Mir wäerten als CSV dësem Projet zoustëmmen. Et ass wichteg, mat Reegelen um Terrain ze schaffen, fir d'Motivatioun héichzehalen an eng gutt Begleedung vun de Kanner a vum Personal sécherzestellen. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Boonen. An nächsten ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm

Francine Closener. An d'Madamm Closener huet elo d'Wuert.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, eemol méi schwätze mer haut iwwer inklusiv Bildung, en Theema, wat eis heibanne scho vill beschäftegt huet, wat dacks ganz emotionell opgelueden ass, wou vill Efforte gemaach gi sinn, mee wou et awer och nach richteg, richteg vill Problemer gëtt!

Dat weist jo och de Rapport d'évaluation iwwert d'Inklusioun hei zu Lëtzebuerg ganz däitlech. An och wann ee mat de Leit vum Terrain schwätzt, héiert ee ganz kloer eraus, datt d'Inklusioun an der Schoul nach laang net esou fonctionéiert, wéi mir eis dat virstellen. Inklusioun heescht, datt all Kand esou gefërdert gëtt, wéi et dat brauch, an der Reegelschoul, awer net ëmmer. All Kand ass anescht, all Besoin ass anescht. An dat mécht den Diagnostic, d'Prise en charge an den Encadrement sonner Zweifel komplizéiert.

Déi éischt Viraussetzung, fir datt d'Inklusioun ka fonctionéieren, ass deemno ganz kloer, datt alleguerten d'Leit, déi sech ëm Kanner mat spezifesche Besoine këmmeren, engagéiert sinn a gutt Aarbechtskonditiounen hunn. D'Personal ass den A an O, esou einfach ass et. Mam Personal senger Ausbildung, senger Motivatioun, senger Erfarung steet a fält de System, an dat besonnesch an engem Secteur, wou et haut schonn eng grouss Penurie gëtt a vill Leit hirer Wee ginn, well de Kollektivvertrag am Privatsecteur immens attraktiv ass.

D'Leit ginn also fort. An engems seet de Ministère: „Mir brauchen Experten an héich qualifizéiert Personal, fir mat Kanner mat spezifesche Besoinen ze schaffen." Do huet e Recht, well et geet ëm d'Wuelbefannen, d'Gesondheet, d'Bildung an d'Förderung vun alle Kanner, net just deene mat spezifesche Besoinen.

Sou wäit, sou gutt. Also schéngt et evident, datt d'Aarbechtskonditiounen an d'Aarbechtsëmfeld fir dat ganzt Personal mussen attraktiv sinn, an och evident, datt de Patron, de Staat, d'Zigel an der Hand huet, fir dat ze maachen. Op der Hand läit och, datt een duerfir mam Personal a senge Vertrieder schwätzt, also mat de Gewerkschaften – mat all de Gewerkschaften! Mee den Accord vum 16. November 2021 tëscht dem Educatiounsministère an deenen dräi CGFP-affiliéierte Gewerkschafte spigelt dat leider net zréck an de Projet de loi vun haut eeben och net.

Als Alleréischt wëll ech awer mol soen, dass mir et ausdrécklech begréissen, datt d'Tâchë vun den Orthofonisten, Psychologen, Neuropsychologen, Psychomotoriker, Ergotherapeuten, Educateuren, Assistante-sociallen an anere Beruffer an de Kompetenzzenteren, SePASen an ESEBen endlech definéiert ginn. Bis elo huet de Gros vun hinnen nämlech vum Statutt hier als administrativt Personal geschafft, wat hirem Alldag an och hirer Aarbecht absolutt net gerecht gëtt.

Eis ass natierlech och bewosst, datt et net evident ass, e Statutt ze schafen, dee souwuel de Besoine vum sozioedukative Personal wéi och den Enseignanten, den Elteren an natierlech de Kanner gerecht gëtt. Wat awer wierklech net kann an net dierf sinn, dat ass, dass en neit Gesetz zu enger Verschlechterung fir en Deel vum Personal féiert. Wat do de Sënn dervun ass, dat weess ech net.

Deen heite Projet de loi huet awer vu vireran eigentlech e Feelstart higeluecht, well, wéi gesot, den Accord vum November 2021 sollt ëmgesat ginn tëscht dem Ministère an deenen dräi CGFP-Ënnergewerkschaften. D'APCCA, also d'Association du personnel des centres de compétences et de l'agence: éducatif et psycho-social, déi an der Tëschenzäit zum SEW/OGBL gehéiert, ass vun deem Accord ganz einfach ausgeschloss ginn, obwuel d'APCCA net nëmmen e puer Honnert Leit aus deem Secteur vertrëtt, mee och Ulafstell ass fir Leit, déi Assistance en classe maachen, also ausserhalb vun de Kompetenzzenteren.

En cours de route vun de Verhandlungen huet de Minister awer decidéiert, d'APCCA net méi weider an d'Reuniounen ze invitéieren. An ech begréissen ausdrécklech, datt d'CSV och gär gehat hätt, datt weiderhi mat der APCCA geschwat gi wier. Mee d'APCCA ass, wéi gesot, net méi invitéiert ginn, si huet net méi dierfen um Verhandlungsdësch sëtzen. War se éieren ze kritesch oder ze revendicatif? An domadder huet sech d'Fro guer net méi gestallt, ob se den Accord géif ënnerschreiwen oder net.

An dat wonnert een och net, well an hirem Avis zum Gesetzesprojet hunn APCCA an SEW effektiv ganz kloer gemaach, datt se net mam Ministère sengem neien Tâchëgesetz d'accord sinn. Dat neit Gesetz deelt d'Personal an zwou Kategorien an: déi, déi diagnostesch Aarbecht maachen, an déi, déi edukativ schaffen. Dat entsprécht wierklech net der Realitéit um Terrain. Net all Tâche léisst sech einfach esou an eng vun deenen zwou Kategorië stiechen. Heiansdo – meeschtens! – ass den Iwwergang fléissend.

D'Agenten aus béide Kategorië sinn am direkte Kontakt mam Schüler. Déi eng maachen Assistance en classe, Reeducatioun, déi aner Depistage an de Schoulen a wärend der Schoulzäit Observatiounen an der Klass. Mee se brauchen och alle béid Zäit fir Preparatioun, fir Concertatioun, fir Elteregespréicher. Et kann een dat net trennen. An déi concernéiert Leit rëselen heiriwwer jiddefalls de Kapp. Och de Prorata-System, dee virgesinn ass, ass wierklech weeder eng Vereinfachung nach eng Verbesserung.

Ausschlaggeebend fir eng gutt Inklusioun an der Schoul ass eng gutt Kooperatioun a Concertatioun vun allen Acteuren. Genau sou steet et och am Rapport d'évaluation vun 2022. Mee och hei ass den Text éischter e Réckschrëtt wéi e Fortschrëtt. D'Stonne fir Virbereedungen, Concertatiounen an Elterenaarbecht gi vir an hannen net duer. Wat mécht een dann, wann déi matzen am Schouljoer opgebraucht sinn? Huet de Minister eng Äntwert op déi Fro, oder ass dat net esou wichteg?

En anere Kritickpunkt: De Congé fir dat edukatiivt Personal am diagnostesche Beräich an der Unité d'enseignement, dat virun 2021 agestallt gouf, gëtt also elo gekierzt. Ausserdeem ass de Congé ausserhalb vun de Schoulvakanzen op fënnef Deeg um Stéck begrenzt. Dat kënnt der Attraktivitéit vum Beruff net onbedéngt zegutt, an ob de Kanner an de Jonken domadder gehollef ass, woen ech och ze bezweifelen.

Ech deele jiddefalls d'Bedenken, datt dee schwéierfällege System nach méi komplizéiert gëtt, well déi eng am Summer schaffen an déi aner net. Kënnt een doduerjer méi séier duerch déi komplizéiert, laangwiereg Prozeduren? Kaum bis guer net. Den Diagnostic gëtt net méi séier fäerdeg, well d'Agenten an de Schoulvakanze schaffe mussen. De Problem ass vill méi komplex. D'Hëllefe gräifen net aneneen, dee ganzen Dispositif ass schwéierfälleg, an dat änndert sech heimadder net. Dat ass fir eis evident!

Et ass och wierklech onverständlech, datt d'Gesetz guer keng Iwwergangsbestëmmunge virgesäit fir déi Leit, déi viru September 2020 agestallt goufen an elo an déi berüümte Kategorie 2 falen. Déi Kritick kënnt vu kengem anere wéi vum Staatsrot a sengem éischten Avis. Et ass dach scho remarkabel, datt de Ministère dat einfach ignoréiert. Firwat? Dat versti mir net. Firwat riskéiert de Minister, datt d'Leit elo op d'Verwaltungsgeriicht ginn, fir zu hirem Recht ze kommen – ëmsou méi, well se awer och versprach krute vum Ministère, datt herno kee méi schlecht géif ewechkommen?

Kritick gëtt et dann och, wat den A-EBS ugett. Et ass drénged néideg, d'Missiounen, d'Zoustännegkeet, och d'Limitte vun der Zoustännegkeet vun dësem Assistent kloer ze definéieren. D'Qualitéit vun der Bildung an der Betreiung muss onbedéngt garantéiert bleiwen.

An dann natierlech nach d'Kritick a punkto Teletravail an der Virbereedungszäit am August. Déi 80 Stonnen do am August kënne jo just fir d'Rentrée geduecht sinn, mee si ersetzen awer net déi punktuell Virbereedungszäit, déi iwwert d'Joer verdeelt gebraucht gëtt. Och hei muss een de Sënn iergendwéi sichen. Trotz laangen, laangen Diskussiounen an der Kommissioun hunn ech nach ëmmer net verstanen, wat dat dann elo ass a wat an deenen 80 Stonnen genau gemaach gëtt – mee dat läit bestëmmt u mir.

Och d'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics stellt fest, datt d'Gesetz zu enger Verschlechterung vun den Aarbechtskonditioune féiert. Si ginn nämlech dervun aus, datt déi Stonne Concertatioun, Virbereedung an Elterenaarbecht, déi iwwert déi virgesinne Stonnen erausginn, net um CET gezielt ginn, a si stellen also och massiv Aschränkunge beim Congé fest. Ausserdeem fuerdert d'Staatsbeamtekammer eng breet Consultatioun, fir d'Funktioun vum A-EBS mat de Leit vum Terrain, notamment ESEB, I-EBS an deene Leit, déi d'Formatioun DAP Inklusioun ausgeschafft hunn, ze iwwerschaffen an ze legiferéieren.

Här President, meng Riedezäit geet leider net duer, fir op alleguerten d'Kriticken anzegoen, esou vill gëtt et der. Mee mir bedaueren awer – an dat musse mer soen! –, dass et wierklech zu kengem Ëmdenke bei der Majoritéit gefouert huet. Dat hei ass ganz einfach eng verpasste Chance, fir dem Secteur ze hëllefen, fir datt en erëm Leit unzitt, fir där Penurie entgéintzewierken.

Et ass eng verpasste Chance, fir d'Inklusioun an eise Schoulen ze verbesseren an allen Enseignanten, deem ganze Personal, méi Loft ze ginn, fir hir Aarbecht esou ze maachen, wéi si et wëllen. An et ass awer net nëmmen eng verpasste Chance, mee carrement och eng Verschlechterung fir vill engagéiert Leit, deenen d'Wuel vun deene Kanner, déi se encadréieren, um Häerz läit an déi sech hei einfach ignoréiert fillen.

Jo, d'Majoritéit brätscht dat Gesetz haut duerch. E puer Verbesserunge kommen domat, dat gi mer zou. Mee firwat de Minister net op eng eenzeg Fuerderung, Recommandatioun oder Suggestioun ageet, déi am Sënn vun der Saach wier a just do den Text ännert, wou et net anescht geet, well de Staatsrot eebe formell Oppositioune mécht, dat ass fir eis onverständlech.

Duerfir proposéieren ech menger Fraktioun, dëse Projet de loi net matzestëmmen, well mir keen Text stëmmen, deen d'Aarbechtskonditioune vun de Leit verschlechtert an domat in fine op d'Käschte vun de Kanner geet.

Mee mir hunn natierlech och Géigevirschléi:

Éischtens: eng onofhängeg Evaluatioun vun deem neie Gesetz maachen ze loossen a gegeebenefalls gesetzlech Upassunge virzeleeën. Den Här Gilles Baum huet et virdrun als Nationalsport bezeechent, Evaluatiounen ze maachen. Ben, an dësem Fall, mengen ech, wiere se méi wéi sënnvoll, och fir d'DP.

Zweetens: Iwwergangsbestëmmungen anzeféieren, fir sécherzestellen, datt dat Personal, dat viru

September 2020 agestallt ginn ass, keng Verschlechterung erleit.

An dann drëttens: sech mat den Acteure vum Terrain un en Dësch setzen, besonnesch och mat deenen, déi un der Konzeptioun vum DAP Inklusioun bedeelegt waren, fir d'Funktioune vum A-EBS ze preziséieren.

Déi Fuerderunge sinn an enger Motioun opgelëscht, déi ech heimadder am Numm vun der LSAP-Fraktioun, deene Gréngen, deene Lénken an de Piraten deposéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*– notant que l'Association du personnel des centres de compétences et de l'agence : éducatif et psycho-social (APPCA) et le « Syndikat Erzéiung a Wëssenschaft am OGBL » n'ont pas été impliqués dans la finalisation et la signature de l'accord conclu le 16 novembre 2021 entre le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et trois associations affiliées à la CGFP ;*

*– considérant les inquiétudes et les critiques exprimées par l'APPCA et du SEW/OGBL dans leur avis du 3 avril 2023 relatif au projet de loi 8163, concernant notamment la catégorisation des agents ne reflétant pas les réalités du terrain, l'insuffisance du temps de préparation, de concertation et de disponibilité, la rémunération des heures supplémentaires, la nécessité d'assurer la continuité des services tout au long des périodes de congé scolaire, la limitation à cinq jours du congé de récréation d'affilée en dehors des congés scolaires et l'introduction de la nouvelle fonction A-EBS ;*

*– considérant les préoccupations formulées par la Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics du 5 mai 2023 relatif au projet de loi 8163, notamment l'alimentation du compte épargne-temps, le traitement d'éventuelles heures supplémentaires dans le cadre d'une formation continue obligatoire et l'introduction de la nouvelle fonction A-EBS ;*

*– constatant le manque de dispositions transitoires dans le projet de loi 8163 régissant le statut des agents actuellement en fonction, également noté par le Conseil d'État dans son avis du 11 juillet 2023 relatif au projet de loi 8163,*

*invite le Gouvernement à*

*– présenter à la Chambre des Députés au plus tard une année après l'entrée en vigueur de la loi en question une évaluation indépendante de l'évolution des conditions de travail du personnel éducatif et psycho-social, y compris des répercussions sur le bien-être des élèves, et, le cas échéant, de soumettre des ajustements législatifs ;*

*– introduire un régime transitoire pour les agents du personnel éducatif et psycho-social engagés avant le 1er septembre 2020 afin de garantir les conditions de travail conclues au moment de leur embauche tout au long de leur fonction ;*

*– concerter à partir de la prochaine rentrée scolaire les acteurs du terrain et les concepteurs de la formation menant au diplôme d'aptitude professionnelle inclusion afin de préciser au niveau législatif les tâches et les fonctions des agents assurant la fonction d'assistant pour élèves à besoins éducatifs spécifiques, nommés A-EBS.*

*(s.) Francine Closener, Ben Polidori, Meris Sehovic, David Wagner.*

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Closener. An dann ass d'Wuert fir den nächsten ageschriwwene Riedner, an dat ass den Här Fred Keup. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, hei probéiert den Här Minister, mat dësem Gesetzesprojet eng Situatioun ze retten, déi awer komplett aus dem Rudder gelaf ass déi leschte Joren.

D'Aart a Weis, wéi dësen Text zustane komm ass, léisst doriwwer eraus déif blécken, well den Här Minister alt erëm bewisen huet, datt Dialog net onbedéngt seng Stäerkt ass, fir et emol esou auszedrécken.

Am Allgemengen ass et esou: Rezent Etüde weisen drop hin, datt ëmmer méi Léierpersounen hei am Land um Bord vum Burnout oder op d'mannst onzefridde mat hirem Beruff sinn. An all déi Persounen, déi sech ëm Schüler à besoins spécifiques këmmeren, si ganz besonnesch vun dëser Erschëpfungswell betraff.

En normaalt Schoulhalen ass mëttlerweil op ville Plaze ganz schwiereg ginn. Haut gëtt et kaum nach eng Klass am Land, wou net och op d'mannst ee Schüler mat spezifesche Besoinen dran ass. Als Grënn kann ee sécher och déi gesellschaftlech Situatioun erkennen. D'Roll vun der Famill an der Gesellschaft huet ofgeholl an et gëtt vläicht manner Halt, et gëtt och vläicht manner kloer Strukture fir d'Kanner.

De Grond dofir ass awer och net zulescht e falscht Verständnis vun Inklusioun, wat déi leschte Joren zu dëser Politick gefouert huet. 2.574 Schüler kruten am vergaangene Schouljoer eng Hëllef vun der Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs, wéi een aus der Äntwert vum Här Minister op eng parlamentaresch Fro noliese kann. Fënnef Joer virdru waren et 702 Schüler, also vill, vill, vill, vill manner.

Léierpersonal, dat déi Abberzuel vu Schüler mat spezifesche Besoinen net Meeschter gëtt, kann Zousazpersonal ufroen, mee bis d'Verstäerkung antrëfft, dauert et oft eng Éiwegkeet. Bis dohinner sinn dann déi betraffen Erzéier, Léierinnen, Schoulmeeschteren op sech selwer gestallt.

Obschonns de Gesetzesprojet dës Situatioun verbessere wëll, ass net dervun auszegoen, dass et kuerz- a mëttelfristeg zu enger Verbesserung vun der Situatioun kënnt, well d'Zuel vun de Schüler, déi entweeder motoresch, visuell, sproochlech, auditiv, kognitiv oder sozioemotional Defizitter hunn, einfach ze grouss ass a buchstäblech „explodéiert", fir d'„Tageblatt" ze zitéieren.

An de Kompetenzzenteren, déi eng heroesch Aarbecht leeschten, ass d'Zuel vun dëse Schüler staark eropgaangen. Leider ass et schwéier, neit Personal ze fannen, dat den Erausfuerderunge gewuess ass a sech dat undoe wëll. Dat neit Gesetz, wann et dann elo haut hei gestëmmt gëtt, huet zwar de Meritt, datt et d'Tâche vum Personal kloer definéiert – wat och Zäit gëtt –, an dat bis an den Detail, an et gëtt wuel och eng Partie punktuell Verbesserungen – dat ass ok –, wat d'Kontabilitéit vun de geleeschte Stonnen ugeet, mee d'Realitéit um Terrain wäert sech wuel kaum änneren, verbesseren.

De virleiende Gesetzesprojet gesäit d'Astellung vu sougenannten „Assistants pour élèves à besoins éducatifs spécifiques", A-EBS, vir, déi en DAP oder en equivalenten Diplom brauchen. Hei muss een, wéi d'APCCA an och den SEW dat an hirem gemeinsamen Avis gemaach hunn, drop hiweisen, datt et net akzeptabel ass, esou Kanner Persounen unzevertrauen, déi net déi néideg Ausbildung matbréngen, fir dëser immens schwiereger Tâche gerecht ze ginn.

Och dat ass erëm Gepléischters an typesch fir d'Schoulpolitick vum Här Minister Meisch: Jee méi Schüler et gëtt, desto manner ausgebilt muss d'Léierpersonal sinn! Ech zitéieren och aus dem Avis vun der APCCA a vum SEW, déi dat soen: „L'introduction de la nouvelle fonction de l'A-EBS ne constitue qu'un bradage des métiers EPS, ayant comme objectif de combler l'actuelle pénurie de main-d'œuvre à tous les niveaux, tout en limitant la croissance des moyens budgétaires à mettre à disposition par l'État pour combler les insuffisances existantes en dotation du personnel." Voilà!

Dann de feelenden Dialog, deen och ugeschwat ginn ass: Dat ass eppes, wat mir als ADR am Fong un där ganzer Saach am meeschte kritiséieren – an do si mer eis, mengen ech, alleguerten heibannen esou zimmlech eens, bis op vläicht déi eng oder aner Ausnam –, dat ass, dass einfach deen Dialog net stattfënnt mat deene Leit um Terrain, déi hei awer nun emol d'APCCA an den SEW sinn. Si sinn iwwert d'Press gewuer ginn, dass en Accord geschloss gouf, wou se net berücksichtegt gi sinn. Déi Léit mussen elo Verschlechterunge vun hiren Aarbechtsbedingunge matmaachen, wat an eisen Aen och net akzeptabel ass.

Bei enger Entrevue mam Här Minister den 3. Februar 2022 huet dëse signaléiert, datt hien näischt um mentionéierten Accord géif änneren. Doropshin hunn d'APCCA an den SEW d'Commission de conciliation ugeruff. Eréischt den 28. Juni 2022 krute si vun där Commission e Refus. D'APCCA huet an der Decisioun vun der Commission de conciliation e Widdersproch mam internationale Streikrecht gesinn an en Annuléierungsrecours beim Verwaltungsgeriicht ageluecht. Esou ginn d'Saachen dann hei iergendwéi probéiert ze léisen.

Wat de feelenden Dialog mat den Acteuren um Terrain ugeet, sou schreift iwwregens och d'Staatsbeamtekummer: „Le Ministère [...] ne se donne malheureusement pas toujours la peine d'échanger [...] avec les représentants syndicaux du personnel éducatif et psycho-social, ce qui est regrettable."

A wéi gesot, dat ass jo dat, wat sech am Fong wéi e roude Fuedem duerch déi lescht zéng Joer vum Här Minister senger Politick zitt a wat jo och hei d'CSV, ëmmerhin awer och de Koalitiounspartner, esou gesäit, wat mech iwwregens iwwerrascht huet.

Ech mengen, dass et elo och am beschte wier, eng Partie Fuerderungen ëmzesetzen, méi fir d'Wuelbefanne vum Personal ze suergen, Iwwergangsreegele virzegesinn, méi Flexibilitéit bei de Virbereedungszäite virzegesinn, Deplacementszäiten als Aarbechtszäit ze rechnen an e Remplacementspool anzeféieren an haaptsächlech och mateneen ze schwätzen – zréck un de Verhandlungsdësch!

Alles gesäit jo dann dono aus, dass dat net geschitt, an duerfir kënne mer dëse Gesetzesprojet hei natierlech net matstëmmen. A mir hoffen, dass dat haut net gestëmmt gëtt! Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Meris Sehovic. Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, all d'Acteuren aus dem Bildungssystem si sech eens, dass d'Inklusioun ee vun de wichtegste Beräicher ass, wou déi lescht Jore wuel munches geschitt ass, mee wou awer och nach ëmmer eng ganz Rëtsch Verbesserunge musse kommen, fir de bestoende Problemer Rechnung ze droen.

Fir dass Inklusioun an der alldeeglecher Realitéit vun de Schoulen och wierklech gelieft gëtt, brauch et eng gutt Kommunikatioun an eng gutt Zesummenaarbecht tëschent ganz ville verschiddenen Acteuren. Dofir ass et ëmsou méi bedauernswäert, dass de

Ministère mam virleiende Projet de loi grad an dësem Beräich vun Ufank u fir Konflikter gesuergt huet an ee géint deen aneren ausgespillt huet, mam Resultat, dass d'lescht Woch hei virun der Chamber géint de Projet de loi demonstréiert gouf.

Ech huelen dofir zur Kenntnis an deelen och zu 100 % den Avis, deen de Majoritéitsspriecher vun der Premierspartei hei matgedeelt huet, dass hei Dialog an Zesummenaarbecht gefeelt hunn an dass dat an Zukunft e reelle Problem gëtt, wa sech dat sollt weiderféieren.

D'Gesetz, iwwert dat mer haut ofstëmmen, baséiert op engem Accord tëscht dem Ministère an dräi Ënnergewerkschafte vun der CGFP. D'APCCA, also d'Vertriedung vum Personal aus de Kompetenzzenteren, an den SEW goufen net vun Ufank un ausgeschloss, mee eréischt en cours de route. Et gouf also unerkannt, dass de Fong vun dësem Accord si betréfft an dass si och legitimm Vertriederinnen a Vertrieder vun deem entspriechende Personal sinn, fir se da lénks leien ze loossen, wann et de Minister arrangéiert.

An dësem Dossier manifestéiert sech eng besuergniserreegend Tendenz, eng Approche vum „Teilen und Herrschen", wou bewosst gespléckt gëtt, fir méi einfach regéieren ze kréien. D'Virgoensweis vun der Regierung huet onnéideg Spannungen am Secteur provozéiert. Wa verschidde Beruffsgruppe sech géigesäiteg kritiséieren, dann ass net gutt geschafft ginn am Ministère. Dat soen ech ganz däitlech!

Am Alldag mussen déi Professionell Hand an Hand zesummeschaffen, grad am Beräich vun der Inklusioun, fir den Interêt supérieur vum Kand ze assuréieren. An deem Spill, wat hei gedriwwe gouf, mag et vläicht kuerzfristeg op deem engen oder anere Punkt Gewënner ginn. Mee global gekuckt an op Dauer féieren déi Reiwereien net zu engem bessere Bildungssystem, éischter zum Géigendeel. Et ass extreem bedauernswäert, dass hei keng Léisung fonnt ginn ass, déi all d'Acteure mat op de Wee geholl hätt. Et wier méiglech gewiescht, mee et huet leider iergendwann um politesche Wëllen dofir gefeelt.

Déi Approche vum „Teilen und Herrschen" gesi mir dofir och ganz kritesch mat Bléck op déi nächst Joren, wou wierklech grouss Reforme vum Bildungssystem néideg an zum Deel jo och schonn annoncéiert gi sinn, beispillsweis am Secondaire mat där ugekënnegter Ofschafung vun de Sektiounen, am Fondamental mam zweeten Intervenant an esou weider an esou virun. Hei wäerte Kooperatiounsbereetschaft a gudde Wëllen extreem wichteg sinn. An dofir fanne mir et ëmsou méi gefëierlech, dëse gudde Wëlle mat esou enger Virgoensweis wéi hei bei dësem Accord op d'Spill ze setzen!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi huet zum Zil, d'Inklusioun an der Schoul iwwer eng besser Orientatioun, e besseren Diagnostic, iwwer méi kloer Tâchëbeschreiwungen an en insgesamt méi klore Kader ze verbesseren. Dat ass luewenswäert, dat soen ech ganz kloer. Mee leider gouf de Gesetzestext iwwert de Knéi gebrach, wat déi schwiereg Diskussiounen an der Kommissioun an och déi vill Opposition-formellë vum Staatsrot gutt illustréieren. Verschidde bestoend Problemer ginn net geléist a gläichzäiteg ginn neier geschaaft. Ech wäert do net an d'Detailer goen, d'Francine Closener huet dat am Detail scho gemaach.

Et feelen zum Beispill Iwwergangsdispositiounen. De Minister kann nach 100-mol behaapten, de Projet de loi géif net zu Verschlechterunge fir eng signifikant Zuel vu Leit féieren, mee dofir stëmmt et nach net. Esou wäerten zum Beispill Psychologinnen a Psychologen, Orthofonistinnen an Orthofonisten, Neuropsychologinnen an Neuropsychologen, déi virum 1. September 2020 agestallt goufen, eng Verschlechterung vun hiren Aarbechtskonditioune kréien, dat, obwuel hinne versprach ginn ass, dass un hire Konditiounen näischt géif änneren.

Dat ass e ganz gutt Beispill, firwat dat eng ganz geféierlech Virgoensweis ass, well déi Leit feelen eis iwwerall zu Lëtzebuerg. Dat heescht, déi kënnen eigentlech do schaffen, wou se wëllen, a riskéieren deemno, sech opgrond vum virleiende Projet de loi anzwousch anescht ze orientéieren.

An et geet hei net nëmmen ëm dat Personal, wat schonns am Beruff ass, mee och ëm déi, déi nei agestallt goufen, an déi, déi nach an Zukunft agestallt solle ginn. Fakt ass: Mat Verschlechterunge vun Aarbechtskonditiounen a mat esou plëtzleche Revirementer wéi hei mécht ee sécher näischt fir d'Attraktivitéit vun dëse Beruffsbiller. Esou léise mir net déi Penurie, déi iwwerall an der Educatioun e Problem ass. Am Géigendeel, esou schafe mer weideren Drock a weider Problemer am Beräich vun der Inklusioun. Et ass, wéi gesot, schued, dass mer mat dësem Projet de loi grad hei Konflikter schafe ginn, déi eigentlech net néideg wären.

Fakt ass och, dass d'Inklusioun ee vun de Beräicher ass, wou fir d'Léierpersonal de Schong dréckt. Mir Gréng gesinn eis Aufgab doranner, eng Lanz ze brieche fir d'Wichtegkeet vun der Inklusioun, net als Diktat vun uewen erof, mee als grondleeënden Usproch vun engem gerechte Bildungssystem an enger gerechter Gesellschaft. Fir dësem Usproch gerecht ze ginn, brauche mer, do si sech Professioneller, Elteren, Kanner alleguerten eens, méi Ressourcen um Terrain, administrativ Vereinfachung a Schluss mam Pingpong bei der Orientéierung. An do bleift de Minister nach an der Bréngschold, dat wëll ech kloer soen!

Mir Gréng an ech selwer haten de Sujet vun der Inklusioun och als éischt grouss Interpellatioun vun dëser Legislaturperiod ugefrot, well mer wëssen, dass et um Terrain eng Rei Problemer gëtt a well mer wollten ënnersträichen, dass et de Risiko gëtt, dass d'Akzeptanz fir d'Inklusiounsmoossnamen erofgeet, well d'Personal sech mat den Erausfuerderungen eleng gelooss spiert. Déi Frustratiounen, Spannungen a Konflikter, déi esou entstinn, riskéieren nämlech, derzou ze féieren, dass de wichtege Prinzipp vun der Inklusioun entweeder net kann an der Praxis ëmgesat ginn oder dass en als Usproch souguer erëm zréckgeschrauft gëtt.

Mee wann d'Qualitéit vun den Aarbechtskonditiounen am Secteur erofgeet, wann d'Penurie esou riskéiert, nach méi schlëmm ze ginn, da riskéiert dat, weideren Drock op d'Léierpersonal um Terrain ze maachen. Dat, wat da geschitt, wat leider plazeweis haut scho geschitt, dat ass, dass dann d'Inklusioun méi fundamental a Fro gestallt gëtt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, aus all dëse Grënn a wéinst der extreem problematescher Erugoensweis vun der Regierung an dësem Dossier kënne mir de virleiende Projet de loi net matdroen. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Sehovic. An dann ass d'Wuert fir den Här Ben Polidori. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen haut de Projet de loi 8163, wou et drëms geet, e legale Kader ze schafe fir d'Personal am edukative wéi och am psychosoziale Beräich, an dat haaptsächlech an de Kompetenzzenteren. Eng Harmoniséierung an dësem Krees ass natierlech wichteg. Et ass wichteg fir d'Leit, dass se wëssen, op wat se sech aloossen a wat se herno och musse leeschten.

En zweete positiven Effekt – wat mir als positiv gesinn a wat och muss gemaach ginn, op alle Fall an der Theorie – ass déi Andeelung an zwou Kategorien. Ech mengen, ech ginn elo als zweetleschte Riedner net nach eng Kéier op dee ganzen Detail an, dat ass schonn alles gesot ginn. Mir hunn eng Kéier den Diagnostic vun de Kanner an den zweeten Deel ass d'Betreiung, dat heescht d'Prise en charge herno an effektiv d'Schaffe mat dëse Kanner. An d'Iddi hannert dësem Projet ass et natierlech, eng Verbesserung ze kréie fir d'Kannerbetreiung. An dat kënne mer och nëmme begréissen.

Mir kënnen och begréissen, dass den Här Minister 2021 och déi gewësse Gewerkschaften alleguerten – si si scho genannt ginn – invitéiert huet, fir en Echange ze kréien, fir mat hinnen hir Revendicatiounen ze beschwätzen an do e beschtméigleche Konsensus ze fannen.

Wa mer awer elo gesinn, wéi et da weidergaangen ass, ass dat, mengen ech, de Punkt, deen ech a mengem Discours op alle Fall als katastrophal muss ugesinn. Dat ass net dat, wat mer effektiv hei wollten an dësem Projet. Also, d'Zilsetzung vun dësem Projet, wou mer wollten hikommen, ass ganz positiv, mee d'Aart a Weis, wéi dëse Projet ëmgesat ginn ass, ass eng reng Katastroph!

Wéi gesot, d'Gewerkschafte si geruff ginn. An engem éischten Tour, deen da gedréit ginn ass, huet virun allem eng Gewerkschaft – an déi ass jo genannt ginn: d'APCCA – eventuell u verschiddene Fuerderunge festgehalen. A wat mécht den Här Minister? Bei engem zweeten Tour gëtt déi einfach net méi invitéiert. Jo, et kann een elo soen: Natierlech schwätzt et sech besser mat Leit, déi mat engem averstane sinn, well am Dialog mat Leit eng Iwwerzeegung oder Kompromësser ze fannen, ass schliisslech méi schwéier, wéi wa Leit effektiv einfach just Jo an Ame soen!

Dann en zweete Volet: Wann een awer dann eng Kéier an den Detail kucke geet vun dësem Projet de loi an et schwätzt een effektiv mat de Leit um Terrain, jo, da gesäit een, dass d'Leit awer och zur Iddi, zwou Kategorien ze schafen, soen, dass dat net zur Verbesserung wäert bäidroen, mee effektiv zu enger Verschlechterung. Si gesinn net, dass dat iwwerhaapt wäert ëmgesat kënne ginn.

Ech ginn Iech e Beispill: Deen een, deen d'Diagnos mécht, huet e Kontrakt, an deen, deen herno d'Kannerbetreiung mécht, huet en anere Kontrakt. A wann dat sollt déi selwecht Persoun sinn, dann huet déi Persoun herno zwee Kontrakter. Sou, dat si mol zwee Aarbechtskontrakter, dat ass eng Saach. Mee déi zweet Saach ass: Jo, déi mussen dann och aneschters pointéieren. Dat hu mer och an der Kommissioun ugeschwat. Mee dat ass anscheinend alles guer keng Affär. Vu méi administrativem Opwand ass geschwat ginn. Bon, esou vill zur Simplification administrative!

En zweete Volet ass dann déi Période de transition, déi schonn ugeschwat gouf. Och dat kënne mer eis net erklären: firwat hei no engem Avis vum Staatsrot, an deem dat gefuerdert gouf, dann awer de Minister iergendwéi mat enger Iwwerzeegung dohinnergaangen ass an de Staatsrot och iwwerzeegt huet, dass dat net méi gebraucht gëtt – jo, net méi gebraucht! –, wou mir awer kloer soen, dass d'Aarbechtskonditioune vu verschiddene Mataarbechter verschlechtert ginn. An ech zitéieren elo aus engem Communiqué de presse vun 2020: „Les conditions de travail [...] restent inchangées." Bon, „inchangé" heescht normalerweis, dass d'Konditiounen op alle Fall net méi

schlecht ginn. A bei deene Leit, vun deene mer hei schwätzen, gi se awer méi schlecht. Mol net do war de Wëllen do, fir iergendwéi e Kompromëss ze fannen, fir deene Leit iergendwéi Satisfaktioun ze ginn a se net ze demotivéieren.

Well virun allem an dësem Beräich, wéi och allgemeng a ganz ville Beräicher vun der Bildung, hu mer eng Penurie u Leit. Jo, mir fanne keng. Mir schwätzen zwar heibannen oft dervun – och den Här Minister –, alles ze maachen, fir dës Leit ze motivéieren, fir méi Leit ze kréien. Mee jo, mir hunn eng Penurie. An effektiv, mir fannen déi Leit haut schonn net. A mat esou engem Text wéi deem heite wäerte mer d'Leit net motivéieren. Nee, mir demotivéiere se!

An dat ass dat, wat hei esou alarmant ass. Mir hunn och schonn héieren, dass Leit sech effektiv fortgemellt hu vun Aarbechtsplazen, well se sech erhofft hunn, mat dësem Projet de loi enfin eng Verbesserung ze gesi fir hir Aarbechtskonditiounen an net eng Verschlechterung. An dat, muss ech soen, ass awer e grousse Problem!

An op där anerer Säit hu mir eis an de Kommissiounen dëst Joer x-mol mat dësem Sujet auserneegesat. An do muss ee soen, dass déi meescht Oppositiounsparteie sech de Mond fusseleg geschwat hunn, fir iergendeppes Positives nach an dëse Gesetzesprojet mat eranzebréngen. Mee mol net ee Komma krute mer geneemegt an dësem Projet, do war guer kee Wëllen do!

Woubäi een awer muss soen: Mir schwätzen hei net nëmmen iwwert d'Aarbechtskonditioune vun de Leit, nee, mir schwätzen am Endeffekt iwwer eng besser Betreiung vun eise Kanner. An et sinn am Fong déi, déi herno wäerten drënner leiden, wa mer keng Leit méi fannen. A wa mer keng méi fannen, da wäerte mer an e puer Joer hei stoen an eppes mussen decidéieren oder diskutéieren, wéi mer iergendwéi déi Kanner nach weider wäerte betreit kréien.

A wann ech elo d'Oppositioun héieren, déi effektiv hei an dësem Discours och net grad esou positiv ass zu dësem Projet de loi, da muss ech awer soen: Mir waren an x Kommissiounen, an do huet d'Majoritéit quasi net eng Sekonn iergendeppes zu dësem Projet gesot. Dat fannen ech immens traureg, dass mer hei einfach just de Minister schwätze gelooss hunn a mol net iergendeppes probéiert hunn, am Positiven, am Konsens vu jidderengem. Well, wéi gesot, ech denken, dat hei ass e Projet, dee misst parteiiwwergräifend Satisfaktioun fannen, well et geet ëm eis Kanner an et geet net um iergendee Gesetz iwwer iergendwellech Saachen. Dat ass fir mech eng grouss Katastroph!

Elo zum Ofschloss kann een och soen: Jo, wat hu mer hei erëm gemaach? De Minister ass hei mat der Briechstaang erëm eng Kéier einfach duerch dee ganze Projet gaangen, en huet net mat de Leit geschwat! Wou mer awer effektiv ëmmer erëm héieren, dass d'Leit dobausse soen: „E grousse Problem wäert sinn, dass de Minister ons net nolauschtert, dass de Minister net déi Saache probéiert ëmzesetzen, déi mir um Terrain spieren." Ma wannechgelift, spëtzt Är Oueren, gitt dohinner a setzt enfin iergendeppes ëm, wat dobaussen och gefrot gëtt!

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Ganz gutt!

**Une autre voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Et kënnt net oft vir, mee ech hu wierklech den Androck, also wann ech elo d'Kolleege vun der Oppositioun an deelweis souguer och vun der Majoritéit héieren hu schwätzen, datt mer eis scho bal ofgeschwat hätten – an dat ass guer net de Fall –, well mer zum groussen Deel zu där selwechter Konklusioun kommen. Dat huet och domadder ze dinn, datt der vill vun eis och d'Aart a Weis vum Educatiounsministère iwwert d'Jore gewinnt sinn, dat heescht, déi Kriticken – d'Briecheisen, net diskutéieren, autoritär an esou weider – sinn net nei, déi si schonn zéng Joer al. An dat huet, mengen ech, och am Educatiounsberäich vill futtigemaach.

Et gouf joerzéngtelaang keng Base légale fir d'Aarbechtsbedéngunge vum spezialiséierte Personal, dat mat Enfants à besoins spécifiques schafft. Haut kréie mer dann esou eng Base légale, an et ass natierlech schued, datt et kee Konsens wäert ginn, well grad esou e Gesetz hätt kënne konsensuell ugeholl ginn. Bei esou engem wichtege Projet hätt et eigentlech misse méiglech sinn, e grousse Worf ze schafen an esou vill Leit wéi méiglech zefriddenzestellen. Dat ass leider net geschitt, well den Educatiounsministère wéi ëmmer, wéi esou dacks, autoritär mam Briecheise virgaangen ass.

An am Verlaf vun den Aarbechten hate vill Deputéiert, vill Fraktiounen – vläicht souguer all d'Fraktiounen, ech menge schonn – sech mat den Interessenten aus dem Secteur getraff, fir sech méi konkreet och iwwer gewësse Problematike schlauzemaachen, notamment och deenen, déi d'Diagnosticke sollen erstellen, well dat weess ee jo och net onbedéngt, wann een net aus deem Secteur kënnt. An do huet ee gemierkt, zemools wann een net aus deem Secteur ass, wéi engagéiert déi Leit sinn, wéi informéiert se iwwer hire Beruff sinn a wéi wéineg se awer och consideréiert ginn.

An der Kommissioun huet den Här Minister gesot, hien hätt sech bei den Negociatiounen un déi üblech Formalitéite gehalen. Datt awer déi Betraffe sech ausserhalb vun de formellen Organisatiounen organiséiert hunn, dat schéngt de Ministère net esou richteg interesséiert ze hunn. Do ass de Ministère bürokratesch virgaangen, ouni Fangerspëtzegefill, wéi wann en déi waarm Gromper esou séier wéi méiglech wéilt lassginn.

Kritesch Bemierkunge vu Gewerkschaften, déi aus de Gespréicher mam Ministère ausgeschloss goufen, gi méi spéit duerno awer nach vum Staatsrot bestätegt. A signifikanterweis gëtt nëmmen dann de Bien-fondé vun dëse Bemierkungen op eemol dach iergendwéi berücksichtegt. Esou och de Virworf, dee virum Staatsrot sengem Avis scho gemaach gouf, datt den Zäitplang vun den Agenten am éischte Projet einfach guer net kloer war. A wa schonn esou eppes Elementares net kloer war, dann dierf ee sech Suerge maache fir de Rescht. Do freet ee sech, ob den Educatiounsministère iwwerhaapt weess, wat ënnen un der Basis leeft!

Et huet misse sou wäit kommen, datt de Staatsrot dem Ministère huet mussen erklären, datt um Terrain Leit, déi Diagnosticke maachen, och allermeeschtens Interventiounen a Schoulen oder Ëmgang mat de Schüler hunn an net just an de Büroe sëtzen. An et wier u sech a priori och net schwiereg gewiescht, dat erauszefannen, wann ee versicht hätt, deene Leit nozelauschteren. An dat ass de Problem – et ass schonn e puermol gesot ginn –: Et gouf nëmmen op eng Kategorie vun deem Personal gelauschtert, déi aner ass net berücksichtegt ginn. An dobäi waren d'Demandë jo guer net exzessiv.

A viru Kuerzem huet jo eng Journalistin – dat gouf och scho gesot – de Stil vum Minister als „divide et impera" bezeechent, „deel an herrsch". Jo, et ass bekannt, esou kritt ee vläicht Saachen duerch, esou ass vläicht och deen een oder anere Spindoctor ganz zefridden a klappt sech op d'Schëller: „Elo krute mer se gutt!" Mee ech weess net, op dat d'Saach verbessert am Sënn vun der Bevëlkerung. Ech mengen, dat ass net Sënn an Zweck vun der Politick.

En anert Beispill, wat d'Virgoe vum Ministère perfekt illustréiert: De Ministère huet esou gemaach, wéi wann d'Delaien am Diagnostic dank dësem Projet magesch géife gekierzt ginn, nom Motto: „Wann d'Agenten u sech Vakanzen opginn a méi schaffen, da gëtt alles besser an da wäert den Diagnostic méi séier goen!" Dat ass awer e bëssen den ënnerschwellegen Toun, deen een ëmmer héiert. An et ass jo och einfach, op d'Léierpersonal ze klappen. Dat ass dat Demagogeschst, wat et gëtt: „Si schaffen näischt, si misste méi schaffen!" Ech fannen et awer schlëmm, wann déi Leier och e bëssen aus dem Ministère selwer kënnt. Dat ass net ganz respektvoll.

A jiddereen, dee sech fir d'Theema dann e bëssen interesséiert, fënnt séier eraus, datt d'Delaien am Diagnostic op d'administrativ Hürden, den Aarbechtsopwand an och op de Mangel u spezialiséierte Kannerdokteren zréckzeféiere sinn. An et huet bestëmmt näischt mat engem Mangel un Asaz säitens dem sozioedukative Personal ze dinn!

An dësem Beräich gëtt et vill Burnouten. Jonk Leit, déi ufänken, halen och méi dacks op wéi soss enzwousch, well si iwwerhaapt net mam Aarbechtsopwand a mat der Aart a Weis, wéi se mat Kanner am Kontakt kënne bleiwen an de Kontakt oprechterhale kënnen, nach eens ginn. An et kann een hinnen dat jo och net iwwelhuelen.

A grad well dee Beräich un Attraktivitéit verléiert, wier et vläicht méi interessant gewiescht, och eng déifgrënneg Analys ze maachen. Dat gëtt jo och vun der LSAP an der Motioun gefuerdert, déi mir och ënnerstëtzen: genau ze kucken, wat si brauchen. A wéinstens kéint een och eng transitoresch Period virgesinn.

An de Malaise, dee gëtt jo och nach méi grouss, wann ee sech kloer bewosst gëtt, datt de Ministère genau weess, datt verschidden Agenten, dobäi och déi, déi manner gutt Konditioune kruten, däitlech méi schaffe mussen, wéi an hirem offiziellen Zäitplang definéiert gëtt, wa se hir Aarbecht uerdentlech maache wëllen.

An da kommen natierlech och nach déi ominéis 80 Virbereedungsstonnen am Summer, wou mir nach ëmmer net kloer ass, wat de Ministère domadder bezweckt. An ech sinn och net deen Eenzegen an deem Fall, well déi Betraffen, déi wëssen och nach net esou richteg, wat de Ministère domadder bezweckt. Ass et, fir wëssenschaftlech Lektür ze maachen? Do soe si, dat wier komplett debill, dat esou ze organiséieren, dat op déi Wochen ze beschränken. Si géifen dat souwisou tout au long de l'année maachen. A si bräichten och kee Ministère, deen hinne géif erklären, wéi a wéini se dat géife maachen.

Dat wier och net déi richteg Zäit, fir Rapporten ze maachen, well se dat normalerweis maachen, nodeems se direkt am Kontakt ware mat den Elteren a mat de Schüler, an net an Zäiten, wou se souwisou kee Kontakt hunn. Dat heescht en gros, wat ech matkritt hunn, datt déi 80 Stonnen am Summer, deemno wéi, derzou géife féieren, datt d'Leit duerno um Büro sëtzen, well se dat vum Ministère gesot kritt hunn. An dat wier awer komplett ineffikass, dat wier Zäitverschwendung a si kéinten déi Zäit besser asetzen.

Här President, et ass eeben eng grouss Chance verpasst ginn, fir e gutt Gesetz ze maachen. Ech hunn den Androck, datt jo quasiment déi ganz Oppositioun

dergéint ass. D'CSV kritt souguer bal e bëssen e Moschwier. Dann ass et nach just d'DP, déi et fantastesch fënnt. Ech mengen, Dir misst Iech iergend eng Kéier a Fro stellen. Mir wäerten och dergéint stëmmen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Domat ass dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Da géif d'Regierung d'Wuert kréien. Här Minister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dem Här Wagner kann ech direkt soen: Et geet dem Här Boonen nach ëmmer ganz gutt, en huet kee Moschwier an e wäert och hei kee kréien duerch dës Debatt!

Hui, dat doten, dat war elo erëm vill, vill beieneen. An ech denken, datt déi Leit, déi eis dobaussen nogelauschtert hunn, et awer schwéier hunn, hei ze poursuivéieren.

*(Interruption)*

Mir hunn e Gesetzesprojet, dee mer op Basis vun engem Accord mat deenen duerfir zoustännegen an habilitéierte Gewerkschaften, wat geriichtlech jo och nach eng Kéier confirméiert gouf entre-temps, geschloss hunn an dee mer mat dësem Gesetz a mat engem Gesetz, wat mer virun engem Joer schonn ugeholl hunn, ëmsetzen. Eenzelner, déi haut hei gesot hunn: „Mir stëmmen natierlech hei mat Nee!", hu virun engem Joer, wéi mer een Deel vun deem Accord ëmgesat hunn, mat Jo gestëmmt.

*(Interruption)*

Mee d'Zäiten ännere sech. An esou seriö hëlt hei jiddereen also och seng Aarbecht.

*(Interruptions)*

Et gëtt der och, déi do mat Nee gestëmmt hunn, déi et dann haut warscheinlech aneschters maachen.

Dëst Gesetz, an duerfir war et jo keen Accord gi mat de Gewerkschaften, bréngt eng ganz Rei vu qualitative Verbesserunge fir d'Kanner. An dat, denken ech, muss eis alleguerte preoccupéieren. An als deen, dee bei deene Verhandlunge jo awer entscheedend mat derbäi war, war dat mäin Zil a meng Ambitioun, datt dat net ze kuerz kënnt, virun all den aneren Aspekter, déi och musse gekuckt ginn. Mee finalement geet et ëm d'Qualitéit, déi mer bidde fir d'Kand.

Mir hu Preparatiounszäit fir e ganz groussen Deel vun deenen Agentinnen an Agenten, ëm déi et hei geet, agefouert – an et sinn der insgesamt 1.550, déi heivunner betraff sinn –, déi a ganz ënnerschiddlechen Domäner vun der Éducation nationale sinn, net nëmmen am Ëmgang mat Kanner mat spezifesche Besoinen, mee och anert psychosoziaalt Personal, sozioedukatiivt Personal, déi ganz Bandbreet decke mer hei of. An duerfir ass et och schwiereg gewiescht, hei Léisungen ze fannen, déi uniform si fir jiddereen, well awer d'Finalitéit vu gewëssenen Aarbechten an dem Secteur och differenzéiert ass. An duerfir hu mer och differenzéiert Léisunge misse fannen.

Also, d'Preparatiounszäit hu mer agefouert. Dat heescht, datt fir e groussen Deel vun deene Leit, déi betraff sinn, d'Zäit, d'Stonnen an d'Leçonen, déi se beim Kand sinn, erofgesat ginn ass vun 32 Leçonen op 30,5. Ech denken – et huet keen et hei gesot –, datt dat eng däitlech Verbesserung ass, duerfir wollt ech dat awer just nach eng Kéier rappeléieren.

Mir hu kloer definéiert, wat d'Missioune vun deene Personalkategorien do sinn, wat kloer gefrot ginn ass, net nëmme vun den CGFP-Gewerkschaften, och vun deenen aneren, well mer gemierkt hunn, datt, wa mer dat net definéieren, mer eng qualitativ Aarbecht an deene Beräicher net kënne garantéieren, well ee fir alles zoustänneg ass an eeben net nëmme fir dat, woufir ee wierklech da qualifizéiert ass a wat seng essenziell Missioun ass. Dat hu mer festgehalen.

Mir hunn zum Beispill e Chef de département fir d'sozioedukatiivt an d'psychosoziaalt Personal an de Lycéeën agefouert a mir hunn enorm vill Ressourcen an de leschte Jore grad an deen dote Beräich, grad och an de Lycéeën, ginn, an et wäerte weiderer derbäikommen, fir och ze garantéieren, datt déi hire Missioune kënne gerecht ginn a si ënner sech ee Chef hunn, deen dann och am enke Kontakt ass mat der Direktioun, fir där Kategorie vu Leit an de Missioune vun engem SePAS, de Missioune vun engem Service socio-éducatif, och méi Visibilitéit kënnen ze ginn, an datt dat sech net iergendzwousch zerfleddert an dem Lycée, mee datt dat ganz kloer och zesummegehale gëtt.

Heiduerjer – eppes, wat jo awer dacks gefrot ginn ass – droe mer derzou bäi, duerch d'Kontinuitéit vun den Aktivitéite vun deenen, déi den Diagnostic maachen, och iwwer gewësse Schoulvakanzen ewech, datt mer den Diagnostic éischter kënnen ofschléissen. Et kann dach net sinn, datt hei gesot gëtt: „Mir musse méi schnell ginn am Diagnostic", mee awer allkéiers wann Allerhellegevakanz ass, allkéiers wa Fuesvakanz ass, allkéiers wann Ouschtervakanz ass, da gëtt dat eng oder zwou Wochen ënnerbrach! Dat hale mer op mat dësem Accord. An déi Gewerkschaften, déi mat eis ënnerschriwwen hunn, déi waren och domadder d'accord.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mir hunn e Recht fir déi Agenten, déi dat Recht virdrun net haten, vun op d'mannst fënnef Deeg Congé wärend der Schoulzäit agefouert. Dat wëll net heeschen, datt se der nëmme fënnef kënnen huelen, mee dat wëll heeschen, datt den Direkter bei deene fënnef muss d'accord sinn – wat virdrun net de Fall war. Dat ass eng Verbesserung, Dir Dammen an Dir Hären, fir déi Agenten, déi ënnert deem dote Statutt do schaffen!

Mir hunn den A-EBS hei definéiert. An ech maachen dat hei jo elo scho laang an ech war bei villen Debatten hei derbäi, wou et och ëm Kanner mat extrae Besoine gaangen ass. An ëmmer, egal ob Majoritéit oder Opposition, hunn d'Leit gesot: „Mir musse méi Ressourcen op den Terrain ginn, an d'Schoul ginn, déi mussen do kënnen agesat ginn." Den A-EBS ass eng zousätzlech Ressource! Déi wäerte mer an d'Schoul ginn. Déi wäerten ënnert der Autoritéit vum Instituteur spécialisé fir Kanner mat extrae Besoine schaffen. An déi wäerten net vun der Direktioun geréiert ginn.

Dann héieren ech hei op eemol vun deene selwechte Leit, wou ech dat zéng Joer laang hu missen nolauschteren, datt et awer elo op eemol aneschters soll sinn: datt d'Direktere mussen agebonne sinn, fir d'Tâche vun den A-EBSen ze definéieren. Dat hunn ech haut de Mëtten hei héieren! E bësse Kohärenz! Ech weess: D'Kohärenz ass vläicht iwwerbewäert. Mee e bësse Kohärenz solle mer awer vläit an eise politeschen Dialog hei och kënne kréien.

Wa mer mol kucken: Dësen Accord huet ganz villes mat ofgedeckt, mee ee vun de Knackpunkte war, wéi vill Leçonen dann ënner anerem déi, déi an der ESEB schaffen, an der Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques – am Fondamental, se gëtt jo och opgebaut am Lycée –, ganz konkreet mat de Kanner ze schaffen hunn, sou wéi en Enseignant am Fondamental, sou wéi en Enseignant am Secondaire dann och Leçonen ze schaffen huet. Dat waren der 32 bis elo – den Accord gesäit der 30,5 vir.

Mir hunn natierlech och am Laf vun deenen Diskussiounen, déi mer do gefouert hunn, mol gekuckt: Wéi ass et dann déi aner Säit vun der Grenz? Wéi ass et dann an Däitschland? Wéi ass et dann a Frankräich? Wéi ass et dann an der Belsch? D'Systemer sinn natierlech ënnerschiddlech, mee et ass keen, deen hei systematesch ënner 30,5 geet. Si leie bei 34, bei 33, bei 35, bei 36. Jo, Éisträich seet: „Dat ass einfach eng 40-Stonne-Woch a si mussen dat och bei de Kanner prestéieren", wat ech net richteg fannen, wat ech hei net wëll verteidegen.

An duerfir war ech d'accord, mech mat deene Gewerkschaften un den Dëscht ze setzen, fir en Accord auszehandelen, wou mer déi effektiv Aarbechtszäit vun hinne reduzéiert hunn, d'Aarbechtszäit beim Kand reduzéiert hunn, fir méi Preparatiounszäit kënnen ze hunn. Well allkéiers, all Woch, sinn elo annerhallef Stonne méi Preparatiounszäit mat am Package dran. An dat ass eng reell Verbesserung vun der Qualitéit!

Et ass awer och eng reell Verbesserung, déi schëllerbar ass. Jo, et gouf Fuerderungen an deenen Diskussiounen do, fir vun 32 op 28 erofzegoen. Ech kann Iech d'Rechnung maachen. An et ass awer meng Responsabilitéit als Minister, fir och en Accord ze ënnerschreiwen, dee machbar ass, dee verantwortbar ass! Ech hu gekämpft an der Regierung mat de successive Premierministeren a Finanzministeren – et war bis elo nëmmen ee Premierminister, mee deen nächsten, deen neien, wäert et och nach mierken –, fir méi Ressourcë fir Kanner mat extrae Besoine kënnen ze kréien.

Also muss ech awer och kucken, datt déi Ressourcen herno bei de Kanner weider ukommen an datt déi weider do sinn, fir mat de Kanner ze schaffen, an datt mer eis dann domadder net einfach indirekt eng Verbesserung vun der Tâche vun deenen Agentinnen an Agente finanzéieren. Dat war eng vu menge Suergen. An duerfir si mer och mat engem Deel vun deenen Acteuren, déi ech am Ufank mat invitéiert hunn, fir um Dësch derbäi ze sinn a fir zesummen – hoffentlech – zu engem Zil ze kommen, net zum Zil komm; net mat all den Acteuren, mat deene mer do verhandelt hunn.

Wa mer elo mol nach eng Kéier kucken, wa mer vun … Aleng an den ESEBen am Fondamental hu mer 477 Agentinnen an Agenten. Elo gi mer da vun 32 Stonnen d'Woch op 30,5 erof – da brauche mer der 23 méi! Jo, dat ass en Effort, dee mer maache bei enger schwiereger budgetärer Situatioun, bei enger schwiereger Situatioun, wou mer net enorm vill Poste Joer fir Joer bäikréien, an och an enger schwiereger Situatioun, fir iwwerhaapt déi Leit, mat deene Qualifikatiounen, wéi mer se brauchen, dobaussen um Marché ze fannen.

Wann een elo vun 32 op 28 erofgaange wär, dann hätte mer der 68 gebraucht. An ech soen Iech: Dat wär net méiglech gewiescht! An ech soen Iech: Dat wär herno au détriment vun de Kanner gewiescht, well déi da keng Assistenz méi vun hirer ESEB hätte kënnen an deem Mooss garantéiert kréien.

A wa mer hei diskutéieren iwwer Kanner mat extrae Besoien: Wat héieren ech – an zu Recht! – vun Iech alleguerten? Datt mer méi Leit do brauchen, datt déi Kanner méi Ënnerstëtzung brauchen. An hei ze soen, datt d'Attraktivitéit da vum Beruff …, an datt mer d'Penurie vun deenen dote Professiounen an der Éducatioun nationale doduerjer léisen, andeems

mer se manner schaffe loossen, an der domadder an deem Mooss och nach méi brauchen, déi Rechnung muss awer ee mir mol eng Kéier virrechnen! Well déi hunn ech awer net verstanen; bei allem Respekt a bei allem gudde Wëllen, deen ech ëmmer nees duerfir opbréngen.

Vläicht nach e Wuert zur Form. Mir hunn den Dialog mat allen Acteure gesicht. Et war de Wonsch, dee gedeelt ginn ass vun all deene Gewerkschaften a Personalvertriedungen, déi an deene Secteuren täteg sinn, egal ob se CGFP- oder OGBL-affiliéiert sinn, et war och de Wonsch vun eisen Direktiounen, et war och de Wonsch vun den Direktioune vun de Kompetenzzenteren, fir hei eenheetlech Reegelen ze fannen.

Deen Appell hunn ech wouergeholl – an ech weess nach, wéini et war: et war matzen an der Pandemie –, dunn hunn ech gesot: „Jo, mir sëtzen eis beieneen un den Dësch." Mir souzen an engem risege Sall, wou vis-à-vis vu mir aacht verschidden eenzel Bänke mat Representante vun aacht verschiddenen eenzelnen Associatioune mat Mask souzen. Ech ka mech ganz genau drun erënneren!

Ech hunn awer och vun Ufank u gesot, wat de Spillraum ass, deen ech do gesinn: „Jo, mir kënnen iwwer alles schwätzen, mee ech hätt gären, datt herno hannen eppes derbäi erauskënnt, wat nach garantéiert, datt mer d'Aarbecht beim Kand kënne leeschten an datt mer net en Deel vun deenen", zu deem Zäitpunkt, „700 Posten, déi ech zousätzlech an deene Jore virdru geschafen hunn, fir Kanner mat extrae Besoine besser ze encadréieren, erëm verléieren, andeems mer dat just eesäiteg an exzessiv an eng Reduktioun vun der Tâche géifen investéieren."

Dat ware meng Wierder an der éischter Reuniouun, et ware meng Wierder bei der leschter Reuniouun, et ware meng Wierder bei der Virstellung vun deem Accord an et sinn haut nach eng Kéier meng Wierder. An ech stinn do derzou an ech weess eigentlech och net, wat dorunner esou falsch soll sinn.

Mir hunn dunn am Laf vun deenen Diskussiounen – déi sech higezunn hunn, déi medial begleet waren – ëmmer nees natierlech och festgestallt, datt mer warscheinlech mat deene ganz ënnerschiddlech an heterogeen agéierenden Acteuren, déi mer do dann invitéiert haten, keen Accord kéinte fannen. An da fannen ech et awer och normal, mat där Responsabilitéit, déi ech hunn, mat deenen Acteuren, déi duerfir habilitéiert sinn, en Accord ze sichen!

Ech denken, datt et bis elo bei Accorden an der Fonction publique nach ni aneschters war. A wann de Parteikolleg vum Här Wilmes hei e gudde Rot huet fir mech, da soll en dem Här Wilmes deen och mat op de Wee ginn, fir nämlech mat allen Acteuren an der Fonction publique ze kucken, Accorden ze schléissen! Ech freeë mech op déi Diskussiounen, déi mer da wäerte kréien.

Ech wäert ëm soen, e soll et esou maache wéi ech: kucken, jiddereen ze ruffen an herno mat deenen en Accord ze schléissen – wann et net mat jidderengem geet –, déi och demokratesch duerfir habilitéiert sinn. Dat sinn d'Prinzippie vun der Demokratie. An déi, denken ech, sollten och am Dialogue social esou kënne spillen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Zu där Motioun wëll ech awer och nach eng Kéier soen: Ech kann net recommandéieren, déi ze stëmmen, well et steet munches dran, wat contraire ass zu deem Accord. A wann eng Regierung en Accord unhëlt – an ech hunn dat do jo net eleng gemaach, ech hunn à plusieurs reprises dem Regierungsrot dovunner rapportéiert an et huet och kee gesot: „Ma, maach dat dote guer net!"; ech hu keen esou héieren a keen esou gesinn a keen esou an Erënnerung –, dann, denken ech, ass et awer och normal a logesch, datt ee probéiert an och kuckt, dat, souwäit et geet, am Gesetzgeebungsverfaren, souwäit de Staatsrot dat dote mat ënnerstëtzt, a Musek ëmzesetzen; ob et Punkte sinn, déi d'Regierung interesséiert huet, oder ob et Punkte sinn, déi éischter d'Gewerkschaftssäit interesséiert huet. Dat ass dat, wat mer gemaach hunn. Duerfir mengen ech och, datt elo eng Phase transitoire ganz schwiereg wär.

An ech denken och, datt eng Evaluatioun vun engem System wéi deem doten … Vertraue mer dem Sozialdialog, dann, mengen ech, mussen all déi concernéiert Acteuren, déi mir vum éischten Dag un an e Comité d'accompagnement dann och invitéiert hunn, fir dat doten ëmzesetzen, dat eigentlech maachen, well déi representéiere jo awer dann déi Acteuren um Terrain, déi an deene Strukturen do mat de Kanner schaffen. An déi mussen dat heiten dann och ëmsetzen. An datt déi eis dat dann erëm eng Kéier solle spigelen …, fannen ech, datt dat déi sinn, an net iergend en neutralen Acteur vu baussen, deen eis elo soe kënnt, ob hei d'Konditiounen elo verbessert, verschlechtert kënne sinn oder wat nach Weideres muss geschéien.

An duerfir, wéinst deenen zwee Punkten denken ech net, datt mer déi dote Motioun elo sollte stëmmen.

Dat gesot, Här President, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, datt et mäi Wonsch wär – mee vläicht ass deen ze vill fromm –, datt mer bei esou komplexe Sujeten dach awer probéieren, d'Saachen op d'Wo ze leeën, dach awer kucken, datt et hei Gewerkschafte waren, déi dat heite mat ënnerschriwwen hunn, déi awer och hir Leit representéieren, dat an engem Mooss, datt se eeben habilitéiert sinn, fir esou Accorde kënnen ze ënnerschreiwen.

Datt et do anerer gëtt, déi aner Stëmmen hunn, dat ass normal an enger Demokratie, an déi mussen och zougelooss ginn. Et sinn och vläicht déi, déi dann iergendwann eng Kéier habilitéiert sinn, esou Accorde wéi deen heiten ze ënnerschreiwen. Dat ass de System, wéi en eeben emol ass. Mee datt mer awer kucken, datt mer eis net zum Spillball hei maache vun aneren Interessen, wou déi eng oder aner Gewerkschaft probéiert, e Sëtz méi ze kréien a vläicht och nach e Fouss an d'Fonction publique eranzekréien. Ob domat finalement de Kanner awer gehollef ass, dat woen ech ze bezweifelen. Mee meng Hoffnung hält net op, datt mer an Zukunft Debatte vu besserer Qualitéit hei kënne féieren.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Ech hunn nach eng Wuertmeldung vum Här Polidori, deen Iech wollt eng Fro stellen. Huelt Der déi Fro un?

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Natierlech.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ma dann, Här Polidori, ass et un Iech.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Och merci, Här Minister. Ech hunn Iech ganz interesséiert nogelauschtert. Bon, ech hu virdru gesot, Dir hutt bei dësem Projet scho relativ vill agewierkt op déi ganz Majoritéit. Elo probéiert Der och schonn, den Här Wilmes iergendwéi ze iwwerzeege vun der Aart a Weis, wéi Dir et wëllt hunn. Sou mat de Leit ze schwätzen, dass déi et och esou solle maachen, wéi Dir dat fir richteg fannt, dat fannen ech schonn eng relativ speziell Aart a Weis. Mee dat war awer net meng Fro.

Meng prezis Fro ass: Wisou hutt Der de Régime transitoire – d'Oppositioun ass op deen agaangen – net awer nach afléisse gelooss an de Gesetzestext, esou wéi den Avis vum Staatsrot et gefrot huet? Well, ech mengen, et ass och wichteg fir d'Leit dobaussen, déi ons nolauschteren, dass déi och verstinn, wisou Der dee Régime transitoire net nach agebaut hutt.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Minister.

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech wëll hei just dem Här Polidori a sengen 59 anere Kolleegen a Kolleeginne rappeléieren, datt net ech déi dote Spillreegel hei erfonnt hunn, mee all meng Virgänger hu sech dorunner gehalen. An ech ginn emol fest dervunner aus, datt all déi vill, déi duerno nach wäerte kommen – vläicht dat dauert dat jo nach e bëssen, mee déi kommen do iergendwann eng Kéier –, sech och wäerten dorunner mussen halen.

*(Interruption)*

Dat ass näischt, wat ech erfannen, wouvun ech anerer muss iwwerzeegen. Dat ass nun eebe mol esou.

Déi Phase transitoire, do muss ee jo kucken, op wat mer eis da baséiere, wa mer soen: „déi, déi virun engem Datum x agestallt goufen." Da baséiere mer eis op d'Gesetzessituatioun vun där Phas, an ech weess net, ob dat au profit wär vun deene Leit, déi dat vläicht revendiquéieren – oder fir déi dat vun anere revendiquéiert gëtt. Ech fäerten, et wär vläicht, op d'mannst punktuell, zu hirem Nodeel. An duerfir géif ech och mengen, wa mer hei elo wëllen no vir kucken, da sollte mer dat doten net maachen, well da kréiche mer vill Diskussiounen och nach emol.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Nach eng Wuertmeldung. Madamm Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Jo, villmools merci. Ech wollt awer nach eng Kéier op d'Motioun agoen, well Der jo gesot hutt, et hätt kee Wäert, dat vun enger neutraler Instanz kucken ze loossen. Dir hutt jo awer selwer neutral Instanzen, ech denke just un den Observatoire. Wat schwätzt dann dergéint, wann ee sou e Gesetz afféiert, wat um Terrain jo awer ëmstridden ass, wat hei an der Chamber ëmstridden ass, dat awer eng Kéier neutral kucken ze loossen? Et kann Iech jo och hëllefen, wann dat herno … Wa mir alleguerten Onrecht hunn an Dir hutt Recht, dann ass dat jo zu Äre Gonschten. Duerfir verstinn ech eigentlech net, firwat Der do dergéint sidd.

An et géif mech awer interesséieren, wat Der och dozou sot, eebe mat den Acteuren um Terrain genee ze kucken, wéi déi Funktioune vun deem A-EBS sinn – well dat suergt awer fir Onrou, dass dat net ganz genau definéiert ass –, wat hir Kompetenze sinn, wat d'Missioune sinn, wat awer och d'Limitte si vun hirer Zoustännegkeet.

Merci.

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Natierlech gëtt dat dote kloer definéiert a kommunikéiert. Mir stëmmen déi Fonctioun haut. Wann dat Gesetz hei gestëmmt gëtt a publizéiert gëtt, dann ass et iwwerhaapt eréischt méiglech, datt déi dote Fonctioun geschafe gëtt. A mir wäerten dat doten och en temps utile kloerstellen.

Graff sief hei nach eng Kéier resüméiert, dass eng Persoun, déi ënnert der Autoritéit vum I-EBS wäert schaffen, domadder ënnert der Autoritéit vun der Schoul – net ënnert der Autoritéit vun der Direktioun – wäert schaffen, wat hei x-mol esou gefuerdert ginn ass. An och duerfir hunn ech Vertrauen an d'Agentinnen an d'Agente vun der Schoul, datt se natierlech och déi esou gutt wéi méiglech, wéi et haut beim I-EBS och ass, en fonction vun de Besoinen an hirer Schoul wäerten asetzen.

Wësst Der, et ass keng neutral Saach, déi mer hei maachen. Et gouf hei Verhandlungen, an do gëtt et ënnerschiddlech Positiounen. A wa mer iergendzwousch eng neutral Instanz hätten, da bräichte mer net méi ze verhandelen, mee mer géife soen: „Lauschtert, déi neutral Instanz soll sech dat alles ulauschteren!" Déi géif eis dann herno eng gutt Recommandatioun do maachen. Ech mengen, dat ass net ze schëlleren.

An duerfir sot ech jo, datt och d'Ëmsetzung hei am Kontext vum Dialogue social wäert musse stattfannen. Och wa mer eng Kéier eng Evaluatioun dann dovunner maachen, wäert dat am Kontext vum Dialogue social stattfannen an da gëtt et och do erëm eng Kéier keng ganz neutral Vuen. Mee wann ech d'Direktere froen, déi wäerte vläicht soen: „Dat dote kënne mer nach verbesseren." Wann ech d'Gewerkschafte froen – déi, déi signéiert hunn, an déi, déi net signéiert hunn –, wäerten déi vläicht soen: „Dat doten an dat doten, dat kéinte mer nach besser maachen." Wann ech meng Agenten an déi Responsabel am Ministère froen, da soen déi och nach eng Kéier eppes aneres.

Ech muss dat hannendrun, well alles hei huet och säi Präis, natierlech mat deene Kolleegen an der Regierung, déi fir d'Suen zoustänneg sinn, och nach eng Kéier kucken, an duerfir dann dee Moment kucken, wat mer da maachen a wéi mer dann dee beschte Kompromëss do kënnen erausschloen. Ze mengen, datt ee Froe wéi déi dote vun enger neutraler Instanz, wou et ëm Interessekonflikter geet, einfach esou objektiv ka beliichten an dann tranchéiere loossen – ech fäerten, dat geet net.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Ech gesinn elo keng Wuertmeldunge méi.

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8163 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8163[8].

*(Interruptions)*

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8163 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass eriwwer.

D'Resultat vum Vott ass: 35 Jo-Stëmmen, 25 Nee-Stëmmen. Domat ass dësen Text also ugeholl mat 35 Jo-Stëmme géint 25 Nee-Stëmmen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Christophe Hansen), Christophe Hansen, Max Hengel (par Mme Françoise Kemp), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel.*

*Ont voté non : M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claire Delcourt), Claude Haagen (par Mme Francine Closener) et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

***Motion 1***

An dann hu mer hei nach eng Motioun vun der Madamm Closener. Dir hutt déi explizéiert, Madamm Closener. Gëtt et eng aner Wuertmeldung dozou? Den Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Merci och fir d'Motioun hei. Ech hu fonnt, dass mer de Mëtten e ganz animéierten, awer ganz interessanten Debat haten.

Den Dialog huet stattfonnt. Den Här Minister huet gesot: „Wann een net mat all Mënsch kann eens ginn, da muss ee kucken, mat deenen eens ze ginn, déi representativ sinn." Et gouf en Accord fonnt. Deen Accord fléisst elo hei an. An ech mengen, dass dat eng gutt Saach ass.

Den Här Minister huet elo an den zwou leschten Interventiounen eng Kéier kloer Positioun geholl, och zur Motioun. Dofir maachen ech dat net nach eng Kéier. An ech géif menge Fraktiounskolleegen a -kolleeginne proposéieren, dës Motioun hei net matzedroen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Boonen.

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Jo, merci fir d'Wuert. Ech wëll vläicht nach eng Kéier erklären: Mir hu probéiert, eng sachlech, objektiv Analys hei ze maachen. Ech kréie kee Moschwier vum Stëmme vun deem Gesetz hei, well d'Reegele festgehale sinn. An ech mengen, et ass wichteg, no vir ze kucken. Dat hat ech probéiert, an der Interventioun kloerzemaachen.

An dat verhënnert jo net an Zukunft, wéi den Här Minister et gesot huet, dass een den Dialogue social fleegt an dass een elo bei der Ëmsetzung dorop lauschtert, wat déi verschidden Acteuren um Terrain ze soen hunn. An dann, mengen ech, gesi mer dat och esou, dass dat eigentlech soll dozou féieren an zu enger Evaluatioun, ob dat Gesetz hei richteg stattfënnt. An do brauch et da keng neutral Evaluatioun, mee et brauch einfach den Dialog. An dat hunn ech probéiert, ze soen: dass mer dat einfach ënnerstëtzen an et wichteg fannen, dass dee stattfënnt. Domat géif ech da menger Fraktioun soen, déi Motioun hei net ze stëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Boonen. Gëtt et nach aner Wuertmeldungen zu dëser Motioun? Den Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Ben, och mir hunn dës Motioun matgedroen. Ech denken, dass et wichteg ass. A wa mer heibannen alleguerten esou iwwerzeegt sinn, dass dëst an déi richteg Richtung geet, da verstinn ech elo awer net, firwat een dëst hei net ka matdroen.

Ech muss och soen: Ech mengen, an der Vergaangenheet hat d'Martine Hansen, wat d'Spriecherin vun der CSV war … Ech géif gär wëssen, …

*(Interruptions)*

… wat hatt dozou géif soen …

**Plusieurs voix** | „Si"!

*(Brouhaha)*

**M. Ben Polidori** (Piraten) | „Si", pardon. Entschëllegt, Madamm Hansen. Entschëllegt mech!

… wat si géif soen zu dësem Projet.

Jo, Här Boonen, Moschwier oder net Moschwier, op alle Fall hätt ech mer gewënscht, dass Der hei géift Är Schëllere weisen an op alle Fall d'Broscht eraus an dergéint stëmmen, an net dat, wat Der elo hei gemaach hutt!

Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Très bien!

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da stellen ech déi Motioun hei, d'Nummer 1, zur Ofstëmmung.

***Vote sur la motion 1***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo-Stëmmen: 25, Nee-Stëmmen: 35. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claire Delcourt), Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Christophe Hansen, Max Hengel (par M. Marc Lies), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel.*

Domat wär dann och dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

## 9. Motion de M. Meris Sehovic relative au financement public du Luxembourg Science Center

*(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 31 de ce compte rendu)*

Da géinge mer zu deem Punkt kommen, dee mer nach bäigesat hunn, an zwar déi Motioun vun dem Här Sehovic iwwert de Luxembourg Science Center. Dir hutt se schonn, wéi Der se deposéiert hutt, eng Kéier erkläert. Dat wëllt Der also net nach eng Kéier maachen, gesinn ech. Dat ass gutt.

*(Hilarité)*

Wie wëll dozou Stellung huelen? Här Minister.

***Discussion générale et prise de position du Gouvernement***

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vläicht just uschléissend un déi Diskussioun, déi mer kuerz am Ufank vun deem Nomëtteg haten, wou ech véier Minutten hat fir ze äntwerten. Et huet och do net alles eragepasst. De President, mengen ech, hat mer der nach fënnef an eng hallef souguer accordéiert.

Nach eng Kéier: Ech sinn net de Pressespriecher vum Luxembourg Science Center. An: Ech sinn de Minister. Ech sinn net deen, dee vläicht Member ass an där Associatioun, well da kéint ech bestëmmen, wien an de Conseil d'administration géif kommen. Ech sinn net Member an deem Conseil d'administration, well da kéint ech vläicht bestëmmen, wien ënner wat fir enge Konditiounen do an der Direktioun kéint d'Responsabilitéit iwwerhuelen. Et ënnerläit eeben net dem Minister, sech do an d'Gerance vun esou enger Associatioun kënnen ze beginn.

Datt ech eng privat Meenung dozou hunn, versteet sech wuel och. Mee datt ech déi, wann ech als Minister optrieden doruechter, fir mech halen, ass och eng Evidenz. Soss géif ech och iergendwou meng Aufgab net kënnen erfëllen.

Zur Motioun dann awer: Mir hunn dat nach eng Kéier gekuckt. Ech hu virdru gesot, datt et vläicht Schwieregkeete gëtt, dat einfach esou ze veröffentlechen, well et kënnen do Informatiounen dra sinn, déi ënner iergendwelleche Clauses de confidentialité leien. A mir hunn dat elo de Mëtten nach eng Kéier ganz schnell gecheckt: Ech denken, datt et méiglech misst sinn, Iech dat kënnen zoukommen ze loossen.

Ech géif awer hei der Chamber recommandéieren oder froen, wann Der wierklech eng Motioun wéilt stëmmen, den Text vläicht se komplettéieren a bei „invite le Gouvernement à mettre à la disposition de la Chambre des Députés l'audit sur le financement du Luxembourg Science Centre" dann nach eng Ajoute ze maachen: „dans les limites et sous les conditions formulées par l'auditeur dans la lettre d'engagement", soudatt een et och Iech ënnert deene Bedéngunge ka ginn an Dir Är Aarbecht domadder kéint maachen. Domadder hätt Dir et, an domadder misst Dir awer natierlech och den Engagement huelen, dat ze erfëllen, wat d'Regierung sech operluecht huet, manner par rapport zum Luxembourg Science Centre an zu enger SARL GGM 11, mee virun allem méi par rapport zum Auditeur, fir déi ze respektéieren.

Wann Dir Iech net dorunner haalt, hunn ech Problemer, fir Iech dat zur Verfügung ze stellen. An ech mengen, datt Der dat verstitt, well dëst Haus iwwer sou Dossiere scho ganz dacks aner Diskussiounen hat, wou d'selwecht tranchéiert ginn ass.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Minister Merci fir seng Explikatiounen. Et ass elo eng Propositioun gemaach ginn. Ech hunn zwar nach aner Wuertmeldungen, an da géif ech zum Schluss dem Här Sehovic d'Wuert ginn, fir zu där Propositioun do Stellung ze huelen. Fir d'éischt hat sech den Här Wagner, duerno den Här Clement gemellt. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech mengen, den Här Clement hat sech viru mir gemellt. Well ech weess ganz genau, wat hie wëll soen, well et gëtt en Arrêt, dee säin Numm dréit. Mee hie kann dat jo och erklären.

Ech hunn elo awer e gréissere Problem mat der Argumentatioun vum Här Minister. Dat heescht, mir missten, also zemools, wat d'Ajoute ugeet, déi hie virschléit … Mir kéinten Accès hunn. Den Här Sehovic respektiv d'Chamber kéint Accès hunn zu deem Audit, virausgesat, mir géifen d'Krittären, déi den Auditeur festgeluecht huet, respektéieren.

Mir hunn u sech eng Prozedur hei an der Chamber och virgesinn, déi ee kritiséiere kann – well ech weess, wat et heescht, gewëssen Dokumenter hei an der Chamber kucken ze goen; doriwwer musse mer och eng Kéier diskutéieren –, mee mir kënne souwisou eng Demande maachen, fir esou zum Beispill deen Audit ze kréien. An déi géif dann och validéiert gi vun der Commission d'accès aux documents, déi dann eeben och den Degré de confidentialité géif festleeën.

Mee ech mengen net, datt et der Regierung … Also, d'Regierung kann net einfach dohinnergoen a bei der Motioun virschloen, mir missten se änneren – oder den Här Sehovic misst se änneren –, fir datt se gewëssene Krittären entsprécht, well, ech mengen, dat géif souwisou guer net goen. Well dat ass egal, à la limite kann ee souwisou eng Demande d'accès maachen an duerno kuckt d'Commission d'accès aux documents, wéi si d'Krittäre festleet. A mir als Chamber, mir setzen d'Reegele fest, wéi mir se kënne kontrolléieren. Ech mengen, dat ass déi richteg Prozedur. Ech sinn awer e bëssen erschreckt, datt déi net bekannt ass!

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech verstinn de Besoin vum Minister, fir gewësse Konditiounen heidrun ze knäppen. Dat ass eppes, wat och am Arrêt, deen den Här Wagner schonn zitéiert huet, zum Deel opgeworf ginn ass, wat jo och bei eisem Accès als Deputéiert reegelméisseg opgeworf gëtt, wat dann zu deels ganz penibele Situatioune féiert, wa mer Dokumenter consultéieren.

Ech hunn awer e Problem mam konkreete Wuertlaut, deen de Minister elo virgeschloen huet, nämlech: „ënnert de Konditiounen, déi deen Audit virgesäit". De Problem ass – an dat weess ech aus der Vergaangenheet vun aneren Auditen, déi ee vun de Big Four gemaach huet –, datt dee meeschtens ganz explizitt draschreift, datt et just fir d'Servicer vu sengem Optraggeeber benotzt däerft ginn, an deementspriechend net däerft weidergi ginn.

Dat géif dozou féieren, wa mir dat stëmmen, datt mir zwar hei eng Motioun stëmmen, wou de Minister dann herno d'Excuse kann huelen: „Mee Dir hutt jo awer gestëmmt, datt déi Konditiounen, déi d'KPMG gesat huet, gëllen. Deementspriechend kann ech Iech et elo awer net ginn."

*(Interruption)*

Dat ass … Ech ënnerstellen Iech dat net, Här Minister. Ech menge just, datt dat en Nieweneffekt vun där Ajoute kéint sinn, déi Der elo proposéiert hutt.

Ech géif vläicht eng Géigepropos maachen, fir et awer konstruktiv hei ze geréieren, datt ee seet: „à mettre à la disposition de la Chambre des Députés l'audit sur le financement du Luxembourg Science Centre dans des conditions de confidentialité comme décrites dans le Règlement de la Chambre des Députés".

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dat ass superfetatoire!

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | Dat ass superfetatoire!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dat ass superfetatoire, well et souwisou am Reglement steet. Mee wann dat de Minister berouegt, …

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Nee!

**M. Sven Clement** (Piraten) | … kann ech awer domadder liewen.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Mir sinn net hei, fir de Minister ze berouegen!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mee ech sinn op alle Fall der Meenung, datt ech et esou ka stëmmen. Mee ech kann et net mat der Ajoute vum Minister stëmmen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech hunn nach zwou Wuertmeldungen, éier ech dem Här Sehovic d'Wuert ginn: d'Madamm Bofferding an den Här Keup. Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Bon, mir hunn och Verständnis derfir, dass een et u verschidde Konditioune ka knäppen. Dat heien hëlt awer trotzdeem e bëssen eng komesch Tournure un. Den Här Clement ass elo beméit, fir hei e Kompromëss ze fannen, mee, ech mengen, Dir hutt schonn d'Echoen héieren, dass dat am Fong geholl eng normal Prozedur ass. Dofir ass et och speziell, dat elo nach hei an eng Motioun eranzeklaken.

Ech mengen, et geet hei drëms, fir awer op Transparenz ze spillen. A wa mer herno en Audit oder en Dokument kréien, wou alles geschwäerzt ass, dat hëlleft eis jo och net weider. An ech mengen, mir sollen déi Rechter, déi mer hei hunn, geltend maachen. An dofir hale mir och un där Motioun hei fest an ënnerstëtzen déi gréng hei absolutt an hirer Demarche.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech hunn zwar den Här Keup nach hei stoen. Mee ech kann d'Regierung, wa se direkt wéilt dorops intervenéieren …? Da maacht Dir dat, Här Minister.

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Nach eng Kéier merci, Här President, well der Klarifikatioun wär et awer dénglech. D'Intentioun ass net, datt dat Dokument geschwäerzt gëtt. D'Intentioun ass, datt Dir et kritt an datt Dir domadder an där Limitt schafft, zu där mir eis engagéiert hunn, wat d'Confidentialitéit ubelaangt. Et ass net … Dir kritt dat ganzt Dokument, sou wéi d'Regierung et huet. An Dir musst Iech just un déi Confidentialitéitsklauselen halen, zu deenen d'Regierung sech verflicht huet. Dat ass meng Propos.

Ech kann Iech dat net einfach esou ginn, soss violéieren ech déi Klauselen, déi ech als Minister an engem Kontrakt ënnerschriwwen hunn. Dat ass evident. Dofir wär ech frou … An et ass mat deem Auditeur och ofgeschwat, datt mer dat esou kéinte maachen. Dofir verstinn ech net richteg, datt mer elo hei doriwwer nach eng grouss Diskussioun féieren.

Ech wollt dat klarifiéieren. Et geet net drëms, Iech e geschwäerztent Dokument ze ginn. Dir sollt Accès op

dat ganzt Dokument hunn. Mee an Ären Aarbechte muss Der Iech un déi Klauselen halen, zu deenen d'Regierung sech och verflicht huet.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Ech maache just drop opmierksam, datt d'Artikele 84bis bis 84septies am Fong eng genau Prozedur virschloen, wéi den Accès à l'information vun den Deputéierte par rapport zur Regierung ass, an déi ass relativ kloer: Et freet een zwar net par motion un, et freet ee mat Bréif un, mee da leeft se awer automatesch. An dann hu mer de toute façon vill vun deem, wat gesetzlech a reglementaresch muss geschéien. Ech gräifen net an Är Diskussiounen an, ech wollt dat just zur Explikatioun awer soen. Elo ass et um Här Keup, deen d'Wuert gefrot huet.

**M. Fred Keup** (ADR) | Villmools merci, Här President. Jo, wéi den Här Meisch virdrun hei geschwat huet, huet e sech opgereegt, dass hei anscheinend d'Qualitéit vun den Debaten net déi wier, déi hie sech géif virstellen. Mee ech mengen awer, dass et hei nach ëmmer, och hei an eiser Demokratie, esou ass, dass mir den éischte Pouvoir sinn an dass den Här Meisch hei bei eis an d'Chamber kënnt an dass mir déi sinn, déi d'Decisiounen hei huelen an déi och d'Regierung kontrolléieren.

An ech si ganz kloer der Meenung – an dat muss dach de Prinzipp si vun allem! –, dass, wann de Minister en Dokument huet, d'Deputéierten dat och mussen zougänglech gemaach kréien. Et gëtt jo déi Prozedur, an da muss déi och gemaach ginn, ohne Wenn und Aber. Dat ass esou!

Mir sinn déi, déi d'Regierung kontrolléieren an net ëmgedréit. A mir sollen och duerfir de Courage hunn als Chamber, eis net vun esou Saachen, vun esou Iddien oder wéi och ëmmer vun de Ministere klengschwätzen ze loossen. Mir sinn an der Position de force a mir sollen eis däers hei bewosst sinn!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | Merci, Här President. Et ass scho villes gesot ginn. De Verweis op den Artikel 84 vum Chambersreglement mat der genauer Prozedur wollt ech och maachen, soudass ech wierklech kee Besoin gesinn, fir nach eng Kéier d'Konditiounen ze formuléieren an der Motioun. Virun allem sinn ech ganz sécher dergéint, dass d'Chamber sech zur Konditioun setzt, dass e privaten Auditeur soll virschreiwen, ënner wéi enge Konditiounen d'Chamber dat soll maachen.

Ech wëll dorop verweisen, dass dat och elo … Ech verstinn elo guer net, wisou elo sou grouss Opreegung do ronderëm ass. Dës Woch nach huet d'Chamber, dëst Haus, en Audit kritt vum selwechten Auditeur vun der IGF am Kader vum Audit iwwert den ONA. Wéi gesot, genau dee selwechten Auditeur. Do waren elo keng grouss Conditionnalitéiten nach an iergendwelleche Motioune virgeschriwwen.

*(Interruption par Mme Sam Tanson)*

An et steet och genau esou am Disclaimer dran, soudass ech wierklech awer hei en Appell maachen un d'Haus, fir déi dote Motioun ze ënnerstëtzen, fir dass mir eis Aarbecht kënne maachen. Wéi gesot, dat ass elo weeder eppes Neies nach eppes ganz Spezielles. Mir hunn dat scho mol gemaach. Mir hunn et dës Woch nach gemaach. Mir sollten dat och weider maachen.

Ech soe Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Minister.

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Da maachen ech eng nei Propositioun, datt mer d'Motioun haut vläicht net stëmmen, mee datt Der e Bréif maacht, sou wéi et an Ärem Reglement virgesinn ass. Da komme mer duerno op dat selwecht eraus.

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Sehovic.

*(Interruption par M. François Bausch)*

Jo, elo huet den Här Sehovic d'Wuert.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | Nee, also ech … Et gëtt awer elo e bësse speziell an deem Ganzen. Bon, d'Majoritéit mécht mat hirer Interpretatioun vun hirem Mandat, wat se wëll. Ech wäert an der Suite vun der Plenière op jidde Fall d'Demande maachen, dass och d'KPMG an déi zoustänneg Chamberkommissioun kënnt an dass mer dat dote mam Audit – mam Audit! – dann an der Integralitéit diskutéieren. Dat doten ass ganz, ganz speziell, déi Virgoensweis vun der Regierung!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Wolter an dann den Här Minister.

**M. Michel Wolter** (CSV) | Jo, ech wollt awer soen, dass ech dat net gradesou gesinn. Ech verstinn de Minister. De Minister, deen engagéiert sech par rapport zu engem Auditeur am Kader vun engem Audit zu enger gewëssener Confidentialitéit. Aus där kann hie sech eigentlech net direkt eraushuelen. Dat ass e Fait. Dat ass also ee Punkt.

An deen anere Punkt, dee besteet doranner, datt Dir Artikele virgelies hutt vun engem Gesetz, an deene kloer an däitlech gesot gëtt, ënner wat fir enge Konditiounen d'Chamber Zougang zu Dokumenter huet. Dofir verstinn ech dem Här Minister seng zweet Propositioun als eigentlech eng richteg Propositioun, datt e seet: „Ech hunn Iech eng Propositioun gemaach. Déi huelt Der net un, also schéckt mer wannechgelift e Bréif, wou Der d'Artikele vum Gesetz drasetzt, no deenen Dir der Meenung sidd, datt Der Zougang hutt."

Ech wëll nach soen, datt, souguer wann et esou geschitt, et awer gewësse Règles de confidentialité gëtt, déi d'Chamber muss respektéieren, wa se Dokumenter kritt. Et gëtt kee Blanc-seing, datt ee mat engem Dokument, wat ee kritt, egal wat ka maachen. An et ass an där Rumm, wou mer eis eigentlech mussen a mengen Ae beweegen, soudatt ech eigentlech der Meenung sinn, dass mer déi zweet Propositioun vum Minister sollen unhuelen, nämlech déi Motioun hei net zum Vott kommen ze loossen – respektiv net unzehuelen, wann d'Oppositioun der Meenung ass, et soll doriwwer ofgestëmmt ginn – an e Bréif ze schreiwen, opgrond vun de Referenzen, déi d'Gesetz virgesäit, fir dat Dokument offiziell ze froen. Ech mengen, datt de Minister sech deem net kéint opposéieren.

Ech mengen och nach, datt, wann d'Dokument bis an der Chamber ass, d'Chamber och gewësse Reegele muss anhalen an net soll mengen, mat engem Dokument wéi deem dote maachen ze kënnen, wat se wëll.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Den Här Minister hat nach d'Wuert gefrot. An den Här Bausch duerno.

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Nach eng Kéier: Et ass net meng Intentioun, datt Dir dat Dokument net kritt. Ech wëll mer dat och net hei ënnerstelle loossen. Et ass meng Intentioun, datt Dir et ënnert deenen übleche Reegele kritt an dann och kënnt sou wäit domadder schaffen, wéi ech Iech dat kann accordéieren, well ech mech par rapport zu aneren och do verflicht hunn. An dat ass näischt Exceptionnelles, wat ech do gemaach hunn. Dat sinn üblech a gängeg Klauselen.

Hei an dësem Kontrakt – an dat wäert Der gesinn, wann Der et bis kritt – steet souguer dran, datt d'Chamber dat dote ka kréien an datt d'Auteure vum Audit natierlech dann dee Moment och nach eng Kéier kënnen decidéieren, ob se dat wëlle maachen oder net, well si sech natierlech och par rapport zu aneren, déi hinnen erëm Informatioune ginn hunn, verflicht hunn.

An dat ass, mengen ech, hei elo wierklech näischt Aussergewéinleches. Dat ass eppes, wat an all Audit eng Normalitéit ass. A mir sollten hei elo de Wee fannen, wéi Dir deen Audit do kënnt kréien, fir datt Dir Är parlamentaresch Aarbecht kënnt maachen a fir datt op där anerer Säit jiddereen, deen dorobber schafft, och d'Chamber, déi Engagementer, déi geholl goufe par rapport zu deem Audit, ka respektéieren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Elo hu mer nach dräi Wuertmeldungen an da musse mer zu enger Konklusioun kommen. Ech hunn d'Madamm Tanson, den Här Bausch an den Här Clement. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, ech wollt elo awer nach eng Kéier op d'Prozedur hei zréckkommen. An ech hunn d'Reglement dann och nach eng Kéier gekuckt an ech wollt Iech awer alleguerten drop opmierksam maachen, dass am Artikel 84quater Paragraf 2 Alinea 2 steet: „Une demande de documents peut également être faite par la Chambre des Députés, qui doit adopter une motion présentée dans les conditions déterminées à l'article 85 du présent Règlement." Dat heescht, d'Form ass absolutt justifizéiert.

An zu den Disclaimeren, déi vun den Auditeure gemaach ginn: Ech mengen, et ass jo normal, dass déi gemaach ginn, mee déi gëllen net fir d'Chamber. Dat ass net fir d'Chamber, wou déi geduecht sinn, well soss kënne mir hei eis Aarbecht net maachen. Soss kënnt Dir Iech et einfach maachen. Da kënnt Dir jo kucken, dass ëmmer esou Disclaimeren an d'Dokumenter kommen, an da brauche mir hei näischt méi ze gesinn.

An ech sinn och e bëssen iwwerrascht iwwert den Tenor op dëser Säit hei vun der Bänk, well ech ka mech un aner Diskussiounen erënneren déi lescht fënnef Joer, wou all Dokumenter gefrot gi sinn a mat ganz vill Enthusiasmus gefrot gi sinn. An elo op eemol ass dat alles vill méi reservéiert a vill méi duuss.

**M. Michel Wolter** (CSV) | Fait personnel.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech hunn Iech net ernimmt, Här Wolter.

*(Hilarité)*

**M. Michel Wolter** (CSV) | Dir hutt mech net ernimmt, Dir hutt just … Op dëser Säit sëtzt just eng Fraktioun, an deen Eenzegen, deen derzou geschwat huet, dat war ech, soudatt ech eigentlech …

*(Hilarité et interruptions)*

Nee, nee. Nee, nee.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, also mir mussen awer elo eng Uerdnung … Här Wolter, kéint ech net eng Uerdnung dran halen?

**M. Michel Wolter** (CSV) | Jo, et ass gutt.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dir kritt d'Wuert hannendrun, selbstverständlech. Ech hunn elo nach zwou Wuertmeldungen. Dat sinn den Här Bausch, den Här Clement. An dann den Här Wolter.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech muss soen, d'Madamm Tanson huet elo dee wichtege Saz gesot, an dat ass och constitutionnel, mengen ech, de Rôle vun der Chamber am Kontext vun dem Contrôle vun der Regierung. An dat kann net sinn, datt, wann d'Chamber en Dokument kritt an do wäre Saachen dran, wou d'Deputéiert och nëmmen de geréngste Verdacht hätten, datt eppes net esou gelaf wier, wéi et hätt misse sinn – ech wëll net soen, datt dat hei esou ass –, d'Deputéiert dann zum Beispill duerch eng Clause de confidentialité vun enger privater Gesellschaft géinge gesot kréien: „Dir dierft dat net thematiséieren." Sorry, et deet mer leed, da kënne mer als Parlamentarier de Schlëssel ënnert den Teppech leeën!

An ech muss Iech och soen, ech war jo och an der Regierung. Ech hu jo och zéng Joer mat vill esou KPMG, PwC, wéi se alleguer heeschen, geschafft an ech hunn ëmmer all déi Dokumenter erausginn. Mir hate bei LUXEOSys déi Situatioun. Ech hu PwC mat an d'Kommissioun bruecht, d'Deputéiert konnten deene selwer all d'Froe stellen. Dat ass dat Selbstverständlechst vun der Welt. An ech hunn zu kenger Sekonn dru geduecht, an iwwregens och net d'PwC, datt elo – wéi soll ech soen? – en Deputéierten näischt dierft domat ufänken.

Also, et gëtt ganz wéineg Fäll – ganz wéineg Fäll! –, wou ech mengen, wou dat dierf spillen, mee ganz sécher net, wann et drëms geet, e Kontrakt ze kontrolléieren, deen an iergendengem Sënn mat Steiergelder bezuelt ginn ass, wou eppes no bausse finanzéiert ginn ass. Et deet mer leed, dat gesinn ech awer wierklech net!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Bausch. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Also, nach eng Kéier, ech mengen d'Reglement ass kloer, datt d'Confidentialitéit muss gewoort bleiwen. An dat reegelt eist Reglement haut schonn. An ech zitéieren dann aus deem Arrêt, dee genannt gouf, well ech e virleien hunn. An do goufen nämlech och déi Froen opgeworf, do gouf nämlech och gesot: „Jo, mee dat ass e Kontrakt mat Drëtten, deementspriechend gëtt et eng Clause de confidentialité. En Députéierten däerf dat net gesinn."

Dunn huet d'Geriicht gesot: „Il découle de l'ensemble des développements qui précèdent que le motif tiré de la stipulation de clauses de confidentialité n'est pas de nature à sous-tendre utilement le refus de communication des documents litigieux face à un député habilité, ès-qualités, à obtenir communication de ces documents dans sa démarche". Dat war deen Deel iwwert d'Clause de confidentialité.

An deen Zweeten, dat war e „risque d'actions en responsabilité engagées contre l'État du Grand-Duché de Luxembourg", falls en Drëtten dat géif kréien. An dozou schreift dann d'Cour administrative awer: „au regard des explications circonstanciées dégagées par la Cour et notamment du revers du droit de regard accordé au député consistant dans la responsabilité par lui encourue en cas de violation d'un secret partagé contrairement aux exigences de son statut de confident nécessaire", dat heescht, d'Gericht huet och ganz kloer hei statuéiert, datt mir als Deputéiert, mir als Chamber, „confident nécessaire" zu esou Dokumenter sinn, an huet dat deementspriechend encadréiert. D'Reglement huet dat nach eng Kéier an eist internt Recht vun der Chamber erageschriwwen: D'Motioun ass e Moyen, fir dat ze froen, an et ass ganz kloer, wann dat mat der Motioun gefrot gëtt, datt dann och all déi Krittäre vum Chambersreglement gräifen an deementspriechend d'Confidentialitéit garantéiert ass.

An ech mengen, d'Cour administrative huet dat hei ganz kloer jugéiert, schonn 2021. Deementspriechend musse mer net nach eng Kéier drop agoen, wéi mer dat wëllen ugoen. Ech sinn op alle Fall der Meenung, mir sollten déi Motioun stëmmen. Dann ass et fäerdeg. Wann net, schreiwen herno eebe vläicht 59 Deputéierter, ausser deen een, deen et net wëll kréien, e Bréif, woura se dat nämmlecht Dokument froen, an da musst Der d'Dokument awer schécken. Also, dann ass et just eng Hinhaltetaktik!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Wolter.

**M. Michel Wolter** (CSV) | Ech si mat ganz ville Leit d'accord, notamment mat deem, wat den Här Bausch gesot huet. An den Här Minister huet jo net de Contraire gesot. Den Här Minister huet gesot: „Ech ginn Iech, …

*(Interruption par Mme Sam Tanson)*

… ech ginn Iech d'Dokument." Ma dach! Jo, et ass iwwert dee Wee. Mee de Minister seet: „Ech sinn engagéiert par rapport zu enger drëtter Partei."

Doropshi seet en, nodeems de Chamberspresident den Text virgelies huet: „Da schreift mer e Bréif, da schécken ech Iech et!"

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat kann och eng Motioun sinn.

**M. Michel Wolter** (CSV) | Jo, mee et ass awer eppes aneres, ob ech et iwwer eng Motioun froen oder ob ech et iwwer e Bréif froen, dee sech rapportéiert …

*(Interruption)*

… op e kloren Text. Dofir muss ech soen, dass ech d'Diskussioun geschwënn net méi verstinn!

Well mir kréien d'Dokument. A wat mer duerno domadder maachen, do gëtt et Artikelen, déi ganz genau bestëmmen, wat s de däerfs maachen a wat s de net däerfs maachen. Ech wëll elo net un aner Dossieren erënneren, déi mer an der leschter Period haten, wou mer och Dossiere konnte kucke goen, wou mer net konnten hei, wou mer net konnten do. Et gëtt eng Rei Reegelen, et ass dat, wat ech wollt soen. Ech erënneren un eng RTL-Konventioun, déi iwwert d'Geriicht huet misse goen. Et gëtt also eng Rei Precedenten, iwwert déi mer hei diskutéieren.

A mir hunn elo en Text. Mir hunn elo en Text! De Minister seet: „Ech sinn engagéiert par rapport zu enger drëtter Persoun. Schéckt mer e Bréif, da schécken ech Iech et." Also, ech gesi wierklech de Problem net!

*(Interruptions)*

Mee lauschtert, eng Motioun kann een ëmmer unhuelen oder ofleenen. Dat huet eppes mat enger Majoritéit ze dinn. E Bréif, dee sech, …

**Une voix** | Leent se of, voilà!

**M. Michel Wolter** (CSV) | … e Bréif, dee sech baséiert, …

**M. Sven Clement** (Piraten) | Stëmmt dergéint, da gesi mer et!

**M. Michel Wolter** (CSV) | … e Bréif, dee sech baséiert op en Text, ass eppes aneres.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Mir excercéieren hei eis Rechter!

**M. Michel Wolter** (CSV) | Jo, nee, ech hu probéiert, et ze …

**M. Sven Clement** (Piraten) | Da weist Der, datt d'Majoritéit d'Chamber schwäche wëll!

**M. Claude Wiseler,** Président | Här Minister.

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Dann dann nach e leschte Versuch, fir hei d'Enner beieneenzekréien, well ech, nach eng Kéier, mengen, datt Dir dat Dokument sollt kréien. An ech verstinn och net richteg, iwwer wat mer hei elo diskutéieren.

Well dat, wat an Ärem Reglement steet, entsprécht jo och där Ajoute, déi ech hei proposéiert hunn. Wann déi Iech awer net schmaacht, da géif ech proposéieren, dann nach eng Kéier eng Referenz op Ärt eegent Reglement dran ze setzen, fir datt mer doduerjer da kënne garantéieren, datt an deem Respekt dat Dokument genotzt gëtt an esou domadder geschafft gëtt.

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Also, hei läit elo eng Propositioun vun der Regierung um Dësch, déi seet: „à mettre à la disposition de la Chambre des Députés l'audit sur le financement du Luxembourg Science Center conformément aux articles concernés du Règlement de la Chambre des Députés."

Ech hunn dat elo a Wierder iwwersat, fir datt mer wëssen, vu wat mer schwätzen. An da ginn ech dem Auteur d'Wuert, fir ze kucken, ob dat ok ass oder net. An da musse mer weider …

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | Ech fannen net, dass d'Chamber Recommandatioune brauch vun engem Minister, ënner wéi enge Konditioune se Dokumenter soll liesen.

*(Brouhaha)*

Dat steet alles am Reglement.

Ech wëll de Minister och drun erënneren, dass e vläicht net nëmmen Engagementer ënnerschriwwen huet an iergendengem Kontrakt mat engem Auditeur. En huet Engagementer als Minister par rapport zur Chamber an zur Constitutioun an zum Reglement vun der Chamber.

Ech huelen déi Propos net un an ech proposéieren, dass mer un de Vott ginn. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ok, den Auteur freet de Vott. Wëll elo nach een …? Well Dir hutt Är Zäit alleguer ausgenotzt, dofir …

*(Brouhaha)*

Dach! Fënnef Minutte pro Motioun. Dir hutt eng Fro. Allez!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci. Ech mierke jo, dass de Vott wäert negativ ausgoen, mee ech wollt awer de Minister froen, wéini mer dann elo dat Dokument kréien, wa mer de Bréif elo direkt fortschécken. Merci.

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Här President, wann Der mer d'Wuert gitt, dann äntwerten ech dorobber: esou schnell wéi méiglech an ënnert deene Gegeebenheeten, wéi et an Ärem Reglement och steet, well déi mir och Satisfaktioun ginn.

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, Här Wagner, wollt Dir elo nach eppes derbäifügen? Ok, da komme mer zum Vott vun där heiter Motioun.

***Vote sur la motion***

Ech maachen de Vott op. Vote par procuration. De Vott ass eriwwer.

D'Resultat vum Vott ass: 25 Jo-Stëmme géint 35 Nee-Stëmmen. Domat ass dës Motioun mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine*

*Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen (par Mme Claire Delcourt) et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Marc Spautz), Christophe Hansen, Max Hengel (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel.*

## 10. 8255 – Projet de loi portant modification du Code de la consommation

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 8255 iwwert d'Astellung vun den Officiers de police judiciaire an e bessere juristesche Schutz vun de Konsumenten. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht: de Rapporteur huet 10 Minutten, all Fraktioun an all Sensibilitéit huet 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten. Ageschriwwe si schonn: den Här Luc Emering, d'Madamm Paulette Lenert, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo den honorabele Rapporteur, den Här Jeff Boonen. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture***

**M. Jeff Boonen** (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Ech stellen Iech haut de Rapport vum Projet de loi 8255 vir. Dëse gesäit Ännerungen am Code de la consommation vir. De Code de la consommation ass déi gesetzlech Grondlag, déi d'Rechter an d'Protektioun vum Konsument garantéiert.

De Projet de loi 8255 gouf de 27. Juni 2023 vun der viregter Ministesch vum Konsumenteschutz, der Madamm Paulette Lenert, an der Chamber deposéiert. Den 30. November 2023 gouf de Projet de loi un d'Kommissioun fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau vun der Chamber geschéckt.

Ech wëll d'Haaptpunkte vum Projet de loi zesummefaassen. De Code de la consommation ass déi legal Basis, déi d'Rechter vun de Konsumente schützt. Et goufen e puer Beräicher am Code identifizéiert, déi vereinfacht a verbessert musse ginn, an déi stinn an dësem Projet de loi.

Hei sinn déi wichtegst Ännerungen:

Vereinfachunge bei der Rekrutéierungsprozedur vun den Enquêteuren, de sougenannten „Officiers de police judiciaire“: Aktuell ginn d'Enquêteure vum Minister ernannt, dee fir de Konsumenteschutz zoustänneg ass. Dës Agente maachen Enquêtë virun allem am Beräich vun der Präisgestaltung. Fir méi Flexibilitéit an der Organisatioun vum Service ze kréien an d'Effizienz ze erhéijen, gëtt d'Rekrutéierungsprozedur ugepasst. Bis elo konnte just Fonctionnairen aus der Karriär A als Enquêteur genannt ginn, an Zukunft kënnen och Fonctionnairen aus der Karriär B hei vum Minister genannt ginn. D'Agente mussen dann och eng zousätzlech Formatioun maachen. Änlech gëtt et schonn an anere Verwaltungen, wéi zum Beispill der ALVA oder der Ëmweltverwaltung, gemaach.

Zweetens gi verschidde Sanktioune preziséiert. Fir méi Kloerheet gëtt d'Natur vun de Sanktiounen am Code preziséiert an all Artikel am Text, dee penal Sanktioune festleet, gëtt kloer markéiert, fir Konfusiounen ze vermeiden.

Drëttens gëtt et eng Klarifikatioun am Beräich vun den abusive Klauselen. Esou erlaabt eng Preziséierung am Text, dass all d'abusiv Klausele vun der schwaarzer Lëscht am Code direkt als null an net geschriwwe betruecht ginn. Da gëtt eng Gesetzesännerung virgeschloen, fir d'Lëscht vun den abusive Klauselen, déi schwaarz Lëscht, ëm zwou Klauselen ze erweideren, soudass dës exzessiv Klauselen och fir null erkläert ginn. Weider Modifikatiounen erméiglechen dem Riichter et, den abusive Charakter vun enger Klausel automatesch ze iwwerpréiwen, wat der europäescher Jurisprudenz nokënnt.

Dëst sinn déi Haaptpunkte vum Projet de loi 8255 iwwert d'Modifikatioun vum Code de la consommation.

E puer Wuert zum legislative Prozess: Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics gouf de 6. Juli 2023 ofginn. Hei huet d'Chamber ënner anerem gefrot, dass déi Agenten, déi elo scho genannt sinn, fir Enquêten ze maachen, keng Formatioun méi musse maachen. Dëser Fuerderung gouf Rechnung gedroen.

Da sinn nach follgend Avisen erakomm, déi alleguerten den Accord ginn hunn: En Avis vun der Autorité de la concurrence de 17. Juli 2023, en Avis vun der Union luxembourgeoise des consommateurs den 18. Juli 2023, d'Chambre de Commerce huet de 4. Oktober hir Meenung ofginn. An déi vun der Cour supérieure de Justice, dem Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg, dem Parquet vum Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg an dem Parquet vum Tribunal d'arrondissement vun Dikrech goufen den 12. Oktober ofginn. Den Avis vun der Chambre des Salariés ass den 21. November erakomm, gefollegt vum Avis vum Staatsrot de 27. Februar dëst Joer an deem vun der Chambre des Métiers de 15. Mäerz.

Komplementär Avise vun der Nationaler Kommissioun fir Dateschutz an der Autorité de la concurrence sinn den 23. Abrëll 2024 erakomm. Den Avis complémentaire vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publiques gouf den 20. Juni elo de leschte Mount ofginn. An de Staatsrot huet den 11. Juni nach en Avis complémentaire ofginn.

A sengem Avis vum 27. Februar huet de Staatsrot eng Opposition formelle ausgeschwat. De Staatsrot erënnert hei drun, datt duerch d'Ännerung vun der Verfassung de Statut vun de Staatsbeamten zu eppes ginn ass, dat duerch d'Gesetz gereegelt muss ginn. Als Konsequenz muss och d'Ausbildung vun de Staatsbeamten, déi e wichtegen Deel vum Statut ausmécht, op déi selwecht Manéier behandelt ginn. Déi héich Autoritéit fuerdert dofir, dass am Gesetz déi minimal Ufuerderungen un den Inhalt, awer och un d'Stonne vun der Ausbildung souwéi d'Bedingunge fir d'Réussite festgeluecht ginn.

D'Kommissioun fir Landwiertschaft, Ernärung a Wäibau huet de Projet de loi den 28. Mäerz 2024 presentéiert kritt, zesumme mam Avis vum Staatsrot, an ech gouf zum Rapporter fir de Projet de loi ernannt. Wärend där selwechter Reunioun goufen eng Rei Amendementer ugeholl, déi den Avise Rechnung gedroen hunn.

Nom zweeten Avis vum Staatsrot, deen all Opposition-formellen opgehuewen huet, huet d'Kommissioun de 4. Juli den aktuelle schréftleche Rapport unanime ugeholl.

Fir ofzeschléisse géif ech dann den Accord vu menger Fraktioun ginn. Dëse Projet de loi erlaabt dem Ministère de la Protection des consommateurs e bessert Funktionement, an duerch d'Festleeë vun de Clauses abusives gëtt dem Konsument säi Recht gestäerkt, wat ganz an eisem Sënn ass. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Boonen fir Äre mëndlechen an Äre schréftleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Luc Emering. Här Emering.

***Discussion générale***

**M. Luc Emering** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech géif dem Rapporter och Merci soe fir d'Rapporten a géif heimat den Accord vun eiser Fraktioun ginn. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Emering Merci. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Lenert.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Merci, Här President. Och merci vu menger Säit fir dee ganz ausféierleche Rapport. Et wäert Iech net verwonneren, dass ech meng Fraktioun wäert bieden, dëse Projet matzestëmmen. En ass am Interessi vum Konsument, e stäerkt d'Verwaltung. An deem Sënn kënne mir dat nëmme begréissen. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Lenert. Här Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Den Här Boonen huet alles gesot zu dësem Gesetz. Et ass deem näischt méi bäizefügen. Et gëtt am Fong geholl Praktesches ëmgesat. An ech ginn den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Engelen. Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Här President, am Numm vu menger Sensibilité politique: Och mir huelen deen heite Projet de loi un. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Och ech hale mech kuerz an ech ginn den Accord vun de Piraten. Merci.

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Ech hale mech genausou kuerz. Mir stëmmen dee Projet de loi mat.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Domat hätte mer dann den Tour vun den ageschriwwene Riedner gemaach.

Wann d'Regierung sech och nach géing kuerzhalen?

*(Hilarité)*

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs | Merci, Här President. Dat wäert ech maachen. Ech soen all de Leit Merci fir

déi breet Zoustëmmung am Sënn vum Konsument. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà. Domat ass dës Diskussioun dann ofgeschloss.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8255. Den Text steet am Document parlementaire 8255[17].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8255 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. E klengen Effort, wannechgelift, da si mer esou wäit.

*(Brouhaha)*

Ok, elo si mer esou wäit. De Vott ass ofgeschloss.

Jo-Stëmmen: 60, Nee-Stëmmen: 0, an Abstentiounen: 0. Domat ass de Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Stéphanie Weydert), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Christophe Hansen, Max Hengel (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 11. 8293 – Projet de loi portant sur les compteurs d'eau en service dans le secteur de la métrologie légale

Als zweetleschte Punkt um Ordre du jour vun de Mëtte steet de Projet de loi 8293 iwwert d'Waassercompteuren. Ech erënneren Iech drun, dass dëst e Riedemodell „avec rapport, mais sans débat" ass. D'Riedezäit ass exceptionell, well et d'Madamm Beissel als Rapportrice ass, op 10 Minutte festgeluecht.

*(Interruptions et hilarité)*

An duerno huet d'Regierung, wa se da wëllt, 5 Minutten. A soss huet kee Riedezäit. An d'Rapportrice huet elo direkt d'Wuert. Madamm Beissel, et ass un Iech.

***Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme***

**Mme Simone Beissel** (DP), rapportrice | Merci, Här President. Ech verspriechen Iech, ech si kuerz.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Konsum vu guddem Drénkwaasser, wat jo e Garant ass vun eiser Gesondheet a Liewensqualitéit, verlaangt zwou Saachen: éischtens eng gutt Gestioun an zweetens eng gutt Kontroll.

Wat heescht „geréieren"? Mir wëllen alleguerte gär wëssen als Konsumenten, wéi vill Waasser mer da brauchen. Si keng Fuitten an eise Leitungen? Ass et net abusiv? Dat heescht, huet net de léiwen Noper vläicht eis Leitung ugezaapt?

An dann zweetens: Et muss kontrolléiert ginn, dat heescht, mir brauche kalibréiert, genormten – fréier hu mer gesot: „geeichten" – Waassercompteuren.

Ëm wat geet et an dësem Projet de loi? Et geet drëm, fir d'Modalitéite vun de Minimalperformancen, vum Kalibréieren a vum Ersetze vu Kal- a Waarmwaassercompteuren ze determinéieren.

Wien ass betraff? Engersäits d'Proprietäre vun de Compteuren, dat sinn d'Gemengen, mat spezifeschen Obligatiounen, an op där anerer Säit d'Konsumenten, dat heescht, all Zorte vu Konsumenten, wou mir derbäigehéieren, d'Betriber an esou weider.

Wien huet gesetzlech Kompetenz, fir elo d'Kontroll ze maachen? Dir wësst, den ILNAS, dat ass eist aalt Eichamt. An dee kontrolléiert all d'metrologesch Instruments de mesure, deen huet hei generell d'Kompetenz kritt.

Firwat huet missen eng nei Basis légale geschaaft ginn? Mir hunn e Règlement grand-ducal gehat vun 2016, deen huet déi concernéiert Direktiv vun 2014 ëmgesat an d'Lëtzebuerger Reglementatioun. Mee dat Reglement huet nëmmen déi futur Compteuren – dat heescht net déi en service – betraff. Dat huet also net gepasst. Doniewent hu mer e Règlement grand-ducal vun 1977 gehat, deen huet awer nëmmen d'Kalwaassercompteure betraff. Deen huet also och net gepasst. Dunn ass gesot ginn, dass et eng nei Base légale muss ginn, well soss kënne mer net viruschaffen.

De Projet de loi, dee mer elo haut solle stëmmen, deen huet also follgend Objektiver: Éischtens d'Integratioun vun de Waarmwaassercompteuren, zweetens d'Festleeë vun de Prozedure vun der Installatioun a vun der Kontroll vun de Compteuren, drëttens d'Definitioun vum Kader vun eebe just der Interventioun vum ILNAS a véiertens déi Performancen, vun deenen ech geschwat hunn. Do muss och eng bestëmmte Marge d'erreur erlaabt ginn. Et ass elo esou, dass am Projet de loi beim Kalwaasser kann eng Marge d'erreur si vu 4 bis 10 % a beim waarme Waasser tësche 6 an 10 %.

Fir d'Ersetzen: Normalerweis steet elo am Projet de loi – an dat mécht och Sënn –, dass all 10 Joer d'Proprietären, sprich d'Gemengen, sollen déi Compteuren ersetzen. Et ass awer méiglech, dass, wa se nei kalibréiert ginn, déi Period vun 10 op 15 Joer verlängert ka ginn.

*(M. Fernand Etgen prend la présidence.)*

Wat och virgesinn ass, dat ass, dass all Acteur – dat heescht esougutt d'Proprietäre wéi och d'Abonnéen – à tout moment kann d'ILNAS saiséieren, wann en e Souci huet, fir do Hëllefsstellung ze kréien.

Dann, punkto Kontrollen, dat war en Hin an Hier – Dir wäert dat ee Moment nach héieren – vun den Avisen: Wie muss wat bezuelen? Wa sech erausstellt, dass d'Compteurë vun de Gemengen net konform sinn, an den ILNAS stellt dat fest, mussen d'Gemengen d'Fraise vun deenen Tester bezuelen. Ass et awer e Konsument, dee seet: „Halt, Är Compteure sinn net an der Rei!", an dee saiséiert den ILNAS, da muss de Konsument, deen dat ufreet, bezuelen (veuillez lire: Ass et awer e Konsument, dee seet: „Halt, Är Compteure sinn net an der Rei!", an dee saiséiert den ILNAS an et stellt sech eraus, dass d'Compteuren awer konform sinn, da muss de Konsument, deen dat ufreet, bezuelen). An ech mengen, dat ass ganz gerecht.

Här President, mir hunn an der Ekonomieskommissioun fënnef Avisen erakritt. En éischten Avis vum Conseil d'État am Mee hat verschidden Oppositionformellen, well do e bestëmmten Imbroglio war zwëschent deene verschiddene Règlement-grand-ducalle vu 1977 bis haut. Do ass dunn nogefléckt ginn. Du koum en zweeten Avis vum Staatsrot vun elo Enn Juni dëst Joer, an do huet de Conseil d'État de Go ginn.

D'Handelskummer huet direkt de Projet begréisst, si seet: „Et ass extreem wichteg, mir mussen d'Waasser preservéieren." Et ass och wichteg, dass mer uerdentlech Compteuren hunn, dass keng Surconsommatioun vun deem Waasser méiglech ass, well dat muss einfach richteg goen.

De Syvicol huet och e ganz gudden Avis gemaach. Him geet et och drëm, fir d'Waasserqualitéit ze preservéieren. Mee dem Syvicol geet et och drëm – an ech hunn dat jo elo erklärt, dat war e bësselchen Hickhack –, ween da misst déi Käschten droen. Um Ufank ass gesot ginn, haaptsächlech d'Gemengen, als staarke Mann, dat heescht als Proprietär vun de Compteuren, missten déi droen. An elo ass déi Léisung, déi mer zréckgehalen hunn, mengen ech, méi gerecht. An de Syvicol ass och domat d'accord.

D'Chambre des Métiers begréisst et dann och a seet: „D'Waasser ass wichteg, d'Compteure musse klappen." D'Chambre des Métiers, an dat mécht och Sënn, mécht just en Appell un alleguerten d'Gemengen, fir d'Betriber och mathëllefen ze loossen, fir déi ganz Installatioun vun de Compteuren a fir se ze warten.

Souwäit dozou. Ech sinn elo an enger siwenter Vitess duerch dee komplizéierte Rapport gefuer. All aner technesch Detailer fannt Der a mengem schëftleche Rapport.

An ech doen elo déi aner Kap un. Dir wësst alleguerten, wéi wichteg d'Drénkwaasser fir eist Land ass. Et ass eng Fleur rare, mir mussen et soignéieren. Et dierf net verbëtzt ginn. An dofir ginn ech mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**Une deuxième voix** | Da musse mir eisen Accord och nach ginn!

**Une troisième voix** | Jo!

*(Interruptions diverses)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Beissel.

Hei bei dësem Modell si keng aner Wuertmeldunge virgesinn. A wann d'Regierung nach wéilt eppes soen, kéint se dat. Dat schéngt mer net de Fall ze sinn.

Da komme mer direkt zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi. An dat ass de Projet de loi – ech muss dat formell och richteg maachen – 8293, deen am Document parlementaire 8293[7] steet.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8293 et dispense du second vote constitutionnel***

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Voilà, ech maachen de Vott zou.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Domat ass de Projet 8293 also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Christophe Hansen), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Stéphanie Weydert), Christophe Hansen, Max Hengel (par M. Félix Eischen), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Taina Bofferding), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen (par Mme Francine Closener) et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 12. Hommage à M. Christophe Hansen

Mir kommen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour. Haut ass nämlech, wéi Der alleguer wësst, de leschten Dag vum Mandat an der Chamber vun dräi Deputéierten. Eis Kolleege François Bausch, Fernand Kartheiser a Christophe Hansen hu jo demissionéiert. Zwee verloossen eis, well si an d'EU-Parlament gewielt gi sinn, an een Deputéierten hält ganz mat der aktiver Politick op. Zäit also, fir e puer Gedanken a fir hinnen Äddi a Merci ze soen.

Ech fänken, wann Der erlaabt, mat deem Déngschtjéngsten un. De Christophe Hansen kennt déi verschidde Säite vun der Europapolitick scho laang. En huet 2007 als Assistent vun der deemoleger Europadeputéierter Astrid Lulling ugefaangen an esou d'Parlament an d'EU-Politick kenne geléiert. A wann een de Christophe Hansen iwwert déi Zäit schwätzen héiert, da weess een, datt dat e schnellen, erliefnesräichen an all Facetten implizéierenden Apprentissage mat der Madamm Lulling war.

*(Hilarité)*

Duerno wousst hien, wéi et géing fonctionéieren.

2014 ass hie Chargé de mission vum Ëmweltministère bei der permanenter Representatioun vu Lëtzebuerg bei der EU ginn. No der Presidence vu Lëtzebuerg vum Conseil vun der Europäescher Unioun ass de Christophe Hansen Vertrieder vun der Lëtzebuerger Chambre de Commerce zu Bréissel ginn. Dat huet him d'Geleeënheet ginn, d'EU-Institutiounen och vu bausse kennen ze léieren.

2014 ass hie mat an d'Europawale gaangen an am September 2018 an d'Europaparlament nogeréckelt, wéi d'Viviane Reding zréck an d'Nationalpolitick komm ass. Domat ass de Christophe Hansen vun der zweeter Rei an déi éischt Rei gewiesselt. Bei den Europawalen 2019 ass en zréckgewielt ginn a war Questeur am Europaparlament vu Januar 2022 bis Oktober 2023, bis et hien op Lëtzebuerg an déi national Politick duerno gezunn huet. No den nationale Walen am Oktober 2023 ass hie Member vun dëser Chamber ginn.

De Christophe Hansen war an de leschte Méint Vizepresident vun der aussepolitescher Kommissioun a Member vun der Souskommissioun fir europäesch Dossieren. Do huet ee gespiert, datt seng europäesch Experienz an Expertis ganz oft en anert Liicht an international Dossiere konnte bréngen, wa se hei an der nationaler Politick behandelt gi sinn.

Zwee Joer nom Ufank vum russeschen Invasiounskrich an der Ukrain huet de Christophe Hansen Enn Februar dëst Joer d'Chamber zu Kiew vertrueden. Hien huet do un der parlamentarescher Initiativ United for Ukraine deelgeholl, déi 26 Presidenten oder Vizepresidente vun den aussepolitesche Kommissiounen aus EU- an NATO-Länner op Kiew bruecht huet. Iwwert dës Rees hunn ech vill mam Christophe Hansen geschwat. Ech mengen, si war fir hie wichteg, well se ganz symbolesch war, fir Solidaritéit ze weisen, net nëmmen an de Wierder, mee och duerch physesch Presenz dohannen.

Als Norddeputéierten an duerch säin Elterenhaus ass hien Expert fir Landwirtschaft an duerch seng Formatioun och Expert an Ëmwelt-, Klima- an Energiefroen. Dofir ass et logesch gewiescht, datt hien zanter Oktober President vun der Ëmweltkommissioun a Member vun der Agrikultur- an och Héichschoul- a Sportskommissioun war.

De Christophe Hansen kennt vill Dossieren an hie kennt se gutt, och déi méi technesch Säit vun deenen Dossieren. Hie kennt déi national Politick an déi europäesch Politick an huet elo de Choix geholl, an déi europäesch Politick zréckzegoen. Mir wënschen him all Guddes fir säi weidere Wee zu Bréissel an zu Stroossbuerg.

Merci, Christophe!

*(Applaudissements)*

Christophe, du muss Dech elo erëm un déi 30 Sekonnen zu Bréissel gewinnen!

*(Hilarité)*

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Villmools merci, Här President. Ech sinn elo e bësse rout gi bei all deene Saachen, déi ech anscheinend scho gemaach hunn. Ech soen Iech awer, ech wëll Iech virun allem villmools Merci soe fir déi super Zesummenaarbecht, déi mer iwwert déi lescht bal néng Méint elo haten.

An ech mengen, et huet mir immens Spaass gemaach, och de Fonctionnement vun der Chamber besser kennen ze léieren. Och wann et elo nëmmen e ganz kuerzen Optrëtt war, hunn ech mer awer ganz vill gutt nei Kolleeginnen a Kolleegen hei gemaach. An ech wëll Iech an deem Sënn och villmools Merci soe fir déi ganz gutt Zesummenaarbecht.

An der Politick gesäit ee sech meeschtens nach eng Kéier zréck. An ech bleiwe jo och als Europadeputéierte Member vun der aussepolitescher Kommissioun a wäert Iech dann och reegelméisseg hei besiche kommen. Dann hoffen ech, mir gesinn ons nach dacks erëm. Voilà!

Villmools merci.

*(Applaudissements)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci.

## 13. Hommage à M. Fernand Kartheiser

E weideren Deputéierten, deen an d'Europaparlament gewielt ginn ass, ass de Kolleeg Fernand Kartheiser. De Fernand Kartheiser war bal 15 Joer laang an der Chamber. 2008 ass hie Member vun der Alternativer Demokratescher Reformpartei ginn. Kuerz drop, 2009, ass hien eng éischte Kéier an d'Chamber gewielt ginn. Säi Mandat hunn d'Wieler him 2013, 2018 an 2023 verlängert.

D'Aussen- an Europapolitick spillt scho laang eng wichteg Roll fir de Fernand Kartheiser. De fréieren Diplomat huet sech vun Ufank un an der Chamber an der dofir zoustänneger Kommissioun engagéiert. Seng diplomatesch Erfarung war och am Beräich vun der parlamentarescher Diplomatie ganz hëllefräich.

An dëser Legislatur hat de Fernand Kartheiser sech och direkt manifestéiert, fir an der Souskommissioun iwwert d'europäesch Dossiere matzeschaffen, déi am Februar dëst Joer gegrënnt ginn ass. Et läit him um Häerz, europäesch Dossiere séier, mee och gewëssenhaft ze analyséieren. An der viregter Legislatur war de Fernand Kartheiser och Member an der Souskommissioun iwwert d'Zukunft vun Europa.

De Fernand Kartheiser huet sech och an den internationale Gremien engagéiert. Ech nennen do zum Beispill déi parlamentaresch Assemblée vum Conseil de l'Europe oder der OSZE an d'COSAC. An där Konferenz huet hien d'Chamber zum Beispill d'lescht Joer am Oktober, kuerz no de Walen, zu Madrid vertrueden.

Nationalpolitesch war de Fernand Kartheiser jorelaang Member an der Kommissioun fir d'Famill, an där fir d'Educatioun an an der parlamentarescher Kontrollkommissioun vum Service de renseignement och eng Rei Joren. Och an de Beräicher Verfassung, Verdeedegung, Police an Arméi huet de fréieren Offizéier aktiv matgeschafft. Op seng Demande hi waren ënner aneren och Interpellatiounen iwwert d'Defie vun eiser Police an iwwert d'Zukunft vun der europäescher Sécherheet.

De Fernand Kartheiser hat ni Angscht virun der Kontrovers. Hien huet seng Meenung gesot an ass seng Schinn gefuer, kloer an däitlech, an domat heiansdo – ech géing souguer soen: oft – fir zolidd Animatioun a Géigewand heibanne gesuergt, notamment och an der Ukrain-Fro, mee net nëmmen an der Ukrain-Fro. Ob déi Kontroversen him eppes ausgemaach hunn oder ob e se gären hat, hunn ech nach net erausfonnt bis elo.

*(Hilarité)*

Vläicht war et och, Fernand, béides. Mee vläicht sees du eis dat spéider eng Kéier.

Hien huet och eng Partie Gesetzespropositiounen eragereecht, vill Motiounen deposéiert a parlamentaresch Froe gestallt. Mir wäerte sécher seng Rhetorik a seng Reaktivitéit an Erënnerung halen.

Mam Fernand Kartheiser verléisst e ganz aktiven Deputéierten eis Chamber. Säi Fläiss, säi Wëssen a seng diplomatesch Karriär am Ausland wäerten him sécher hëllefen, sech séier am EU-Parlament anzeliewen. Et ass fir d'éischte Kéier, datt e Member vun der ADR am Europaparlament vertrueden ass.

Vu datt déi Lëtzebuerger Europadeputéiert, wéi de Christophe Hansen et virdru scho gesot huet, och an all Sëtzung vun der aussepolitescher Kommissioun invitéiert ginn, wäerte mir e sécher nach méi oft hei am Haus erëmgesinn.

Am Numm vun der Chamber soen ech Iech – soen ech dir – Merci a wënsche ganz vill Satisfaktioun an Erfolleg bei deem neie Mandat als Europadeputéierten am Interêt vu Lëtzebuerg an am Interêt vun Europa. Merci!

*(Applaudissements)*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, ech soen Iech villmools Merci fir déi Wierder, déi Der fonnt hutt, fir op déi lescht 15 Joer zréckzekucken. Wat soll ech soen? Ech wëll mol fir d'éischt och deene Kolleegen, déi haut mat mir d'Chamber verloossen, dem Christophe an dem Fränz, alles Guddes wënschen op hirem weidere Wee. An ech wëll virun allem och haut deene Leit Merci soen, déi mer dat Vertraue geschenkt hunn all déi Zäit, wou ech konnt an der Politick hei zu Lëtzebuerg matmaachen. Dat waren hei an der Chamber véier Mandater, et war de Stater Gemengerot an et war och de Käerjenger Gemengerot a leschter Zäit. An dat huet mer ganz vill Freed gemaach.

An ech wëll och op dësem Wee deene Verwaltunge Merci soen, souwuel deenen zwou Gemenge wéi och virun allem hei an der Chamber, déi mer wärend deene ganze Jore gehollef hunn, meng Aarbecht ze maachen op eng ganz gutt, fair a professionell Manéier, well ouni déi Verwaltung wär et sécher net méiglech, fir dat alles esou hinzekréien, wéi mir Deputéiert et gär wëlle maachen.

Politesch, effektiv, ass dat keng einfach Zäit gewiescht. Et ass keng einfach Zäit gewiescht. Ech soen elo net alles, wat ech denken a fillen, soss gëtt et e bësse méi laang.

*(Hilarité)*

Mee ech wëll just zréckkucken op déi Covidzäit, op déi Verfassungsdiskussioun an och elo op de Krich an der Ukrain, wou mer zum Deel ganz kontrovers Meenungen hunn. An ech wëll Iech awer soen, datt ech mer an deem Sënn och selwer trei bleiwen a mech och a mengen neie Funktiounen, e bësse méi wäit ewech vun hei, wäert ganz kloer an däitlech fir eng Friddensléisung, eng negociéiert Friddensléisung, fir dee Krich asetzen, esou séier wéi méiglech.

Un dës Chamber wäert ech gär zréckdenken. Ech soen Iech alleguer Merci, well et kann een nëmme wuesse mat Kolleegen, déi een erausfuerderen. An deem Sënn hutt Der alleguer derzou bäigedroen, datt ech haut dat sinn, wat ech sinn – wat och ëmmer.

*(Hilarité)*

An et ass fir mech eng Geleeënheet fir ze soen, datt ech immens respektéieren, wat d'Kolleegen hei maachen. Mir hunn eis dacks gestridden, mee jidderee vun Iech huet verdéngt, vun de Leit heihinner gewielt ze sinn. An déi Debatten, déi mer hunn, dat, wat Dir mer ginn hutt u Beräicherung, un neie Gedanken, u Kompetenz, déi jidderee vun Iech matbréngt, dat wäert mer hëllefen, och an Zukunft Politick ze maachen, fir Lëtzebuerg hoffentlech méiglechst gutt ze vertrieden.

Ech soen Iech alleguer Merci, dem Chamberpersonal, Iech, Här President, nach eng Kéier, fir Är Wierder, an ech hoffen, datt ech Lëtzebuerg an deenen nächste Jore wäert wierdeg vertrieden. Ech soen Iech Merci.

*(Applaudissements)*

## 14. Hommage à M. François Bausch

**M. Claude Wiseler,** Président | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bal op den Dag genee 35 Joer no senger éischter Vereedegung als Deputéierten ass et haut och déi lescht ëffentlech Sëtzung fir de Kolleeg François Bausch. E gréngt Urgesteen hält elo mat der aktiver Politick op. Ech hunn dat Wuert guer net gär, ech hunn awer keen anert fonnt. An ech mengen, an dësem Fall ass et och net ganz falsch, wann s de erlaabs.

*(Hilarité)*

Op jidde Fall, vun all deene Gréngen, déi an der Chamber waren, ass hien an der Chamber dee Leschte vun där Generatioun, déi d'gréng Politick hei zu Lëtzebuerg erfonnt huet.

1986 ass hie Member vun der deemoleger GAP ginn, der Grénger Alternativer Partei. Dräi Joer méi spéit, 1989, ass en eng éischte Kéier an d'Chamber gewielt ginn, deemools nach mat onverkennbarem Schnurres, deen hien haut, gottseidank, net méi huet.

*(Hilarité)*

De François Bausch hat – huet – nawell en explosive Charakter.

*(Hilarité)*

Direkt am Ufank vu sengem Mandat an der Chamber haten hien an aacht weider Deputéierter vun der GLEI, der GAP, der KP an der 5/6 fir Opreegung gesuergt. Déi manner Jonk ënner eis erënnere sech sécher nach un d'Evenementer vum 10. Oktober 1989, de Sit-in hei an der Chamber. Déi néng Deputéiert hate bei der Rentrée parlementaire d'Chambertrap hei am Gebai besat, fir méi Rechter fir déi sougenannten „non-inscrits" ze fuerderen, dat heescht, fir déi Deputéiert, déi zu kenger Fraktioun gehéieren. Si hu keen op der Trap duerchgelooss, obwuel der eng ganz Rei et probéiert hunn. An d'Gendarmerie hat souguer missen agräifen.

*(Hilarité)*

De François Bausch a seng Kolleege goufen doropshi vun zéng ëffentleche Sëtzungen ausgeschloss. Ech mengen, hien ass haut nach stolz drop.

*(Hilarité)*

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ech soen nach eppes dozou!

**M. Claude Wiseler,** Président | An et hat och vläicht eppes bewierkt, well d'Prozedur, déi amgaang war, fir d'Reglement ze änneren, eventuell – eventuell – e bëssen acceleréiert gouf, an e Joer drop sinn d'Groupes techniques agefouert ginn.

1992 huet de François Bausch – nom deemolege Rotatiounsprinzipp vun deene Gréngen, dee se awer duerno opginn hunn – d'Chamber verlooss. Zanter 1994 ass hien ëmmer erëm zréckgewielt ginn. An deene ronn 23 Joer am Parlament – do sinn dann d'Regierungsjoren ofgezielt – huet de François Bausch sech a ville Beräicher engagéiert.

D'Lëscht vun de Kommissiounen, wou hie Member war, ass laang. Ech picken e puer Beispiller eraus. Hie war Vizepresident vun der Enquêtëkommissioun an der Spezialkommissioun „Transports routiers internationaux", President vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun vum Service de renseignement an 2013 Rapporter vun der parlamentarescher Enquêtëkommissioun iwwert de SREL. Hie war och Member am Bureau, der Presidentekonferenz oder och nach der Reglementskommissioun.

De François Bausch konnt a senger laanger politescher Karriär eng Partie Dreem realiséieren, mengen ech op jidde Fall. Een dovu war sécher, Member an enger Regierung ze sinn, en Dram, deen 2013 Realitéit ginn ass. Ech menge mol net, well e just wollt selwer Minister ginn, mee haaptsächlech well hien als Matbegrënner vun där grénger Partei konnt gesinn, datt d'Resultat vu sengem jorelaangen Asaz senger Partei deemools d'Chance ginn huet, d'Responsabilitéit ze iwwerhuelen, deelweis dank sengem Engagement. Ech mengen, dat war e schéint Gefill.

Tëscht 2013 an 2023 war hie fir d'éischt zoustänneg fir Développement durable an Infrastrukturen an duerno fir d'Ressorte bannenzeg Sécherheet, Verdeedegung, Mobilitéit an Travaux publics. Vun 2019 bis 2023 war hien och Vizepremierminister.

Ee vun de gréissten Dreem vum François Bausch war et sécherlech, fir den Tram mat op d'Schinnen ze bréngen. Ech muss dat esou soen: Hie war vläicht net deen eenzege Papp …

*(Hilarité)*

… vum Tram, ech wëll elo keng Diskussioun doriwwer ufänken, mee ech soen awer ganz kloer: Hie war sécherlech ee vun hinnen, an net där mannster een!

De François Bausch huet seng Partei gepräägt duerch seng Persoun a säin Asaz. Hien ass de Pilier vun deene Gréngen, mengen ech, awer laang Jore gewiescht – an Dir verzeit mer, wann ech dat esou soen, mee ech mengen, dat ass scho Realitéit gewiescht. Och an der Chamber bleiwe vun him gréng Spueren. Vum protestéierenden Oppositiounspolitiker mat Schnurres iwwert d'Mode-Ikon eng Zäit Joren ass hien iwwert d'Joerzéngten zu engem pragmatesche Realist gi mat staarken Iwwerzeegungen.

Hei am Haus war de François Bausch ëmmer – oder bal ëmmer – konstruktiv a fair …

*(Hilarité)*

… an huet versicht, e gudde Kompromëss oder eng pragmatesch Léisung a villen Dossieren ze fannen.

Op méi enger perséinlecher Nout wëll ech soen, datt de Fränz an ech e laange Wee zesumme gaange sinn – oder, besser gesot, parallell gaange sinn. Wéi ech an der Regierung war, war hien an der Oppositioun an huet mech oft ganz zolidd kritiséiert an heiansdo och ënnerstëtzt. Wéi hie Minister war, hunn ech hie kritiséiert an och heiansdo ënnerstëtzt.

*(Hilarité)*

An ech muss soen: Aus esou engem besonnesche Mateneen iwwert d'Jore kann iwwert d'Parteien eraus och eng Frëndschaft entstoen, déi och no der Politick bleift. Och wann de François Bausch elo säi Mandat an der Chamber opgëtt, kann ech mer virstellen, datt et him net un Iddien a Projete feele wäert an datt mir sécher op déi eng oder déi aner Manéier nach wäerte vun him héieren oder liesen oder en am Tram gesinn oder um Vëlo probéieren, laanscht en ze fueren.

*(Hilarité)*

Bleift mer just, léiwe Fränz, dir am Numm vun der Chamber Merci ze soen. Merci fir alles!

*(Applaudissements)*

Elo kënns de net méi derlaanscht, eppes ze soen!

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här President, fir d'éischt mol merci fir déi immens léif Wierder, déi Der fir mech hei iwwreg hat. Dat gefält mer gutt. An ech mengen, Claude … Ech nennen dech Claude, well ech mengen, mir sinn effektiv gutt Frënn an Tëschenzäit. An dat beweist och, datt een an der Politick ka wäit iwwert d'Parteigrenzen eraus Frënn hunn, au contraire zu deem, wat oft dobaussen am Volleksmond gemengt gëtt, datt dat net kéint sinn. Dach, dat ass esou!

Ech muss soen, ech wëll Iech och alleguer Merci soe fir deen Applaus, deen ech kritt hunn. Wéi ech hei 1989 ugefaangen hunn – de Claude huet et schonn erwäänt –, war dat jo deemools mat där spontaner Aktioun, fir d'Trapen ze besetzen. Do ass et esou, dat

kann ech Iech soen: Deemools huet déi Chamber ganz anescht ausgesi wéi haut. Den Deputéierten hat 1989 kee Büro, den Deputéierten hat kee Computer …

*(Interruption par M. Fernand Etgen et hilarité)*

Jo, ben, enfin, haut, Här Etgen, ass et éischter net doduerjer bedéngt, datt d'Chamber Iech kee Büro wéilt zur Verfügung stellen, mee well keng Büroen disponibel sinn um Marché. Dat ass eppes aneres.

Mee deemools, kann ech Iech soen, war et esou, datt effektiv den Deputéierte kee Büro hat, och kee Büro zegutt hat laut dem Chambersreglement. En hat kee Computer, en hat kee Fax – de Fax ass och e bësse méi spéit duerno komm –, also eigentlech hat e just d'Recht, hei eranzekommen, seng Ried ze halen an a seng Kommissiounssëtzungen ze goen. D'Dokumenter waren all op Pabeier gedréckt, Computere sinn et och nach net ginn. Also, et war net ganz einfach, esou ze schaffen, kënnt Der Iech virstellen.

Ech schwätze mol net vun de finanzielle Moyenen, déi deemools iwwergräifend … Also déi, déi eng Fraktioun haten, haten zwar méi Moyene wéi déi, déi fraktiounslos waren, d'Sensibilités politiques, wéi dat sech haut nennt, mee souguer déi haten och net vill Moyenen.

An da muss ech awer och eppes derbäi soen: Ech wëll och direkt profitéieren, fir dem ganze Personal vun der Chamber e ganz grousse Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi se leeschte fir dëst Parlament. Och d'Personal vun der Chamber, ech weess net, wéi vill et der waren, Här President, mee ech mengen, et war mol keen Drëttel vun deem, wat Der haut hutt.

Dat heescht, dat Parlament hat kee Stellewäert – dat ass eng Realitéit: kee Stellewäert! – an der Demokratie. An dat ass och de Grond, firwat mer fonnt hunn, et géing elo awer Zäit ginn, datt dat géing änneren, an du hu mer d'Trapen hei besat. A mir hunn am Endeffekt mat eiser Besetzung och Recht kritt, well et ass alles an Erfëllung gaangen, wat mer gefuerdert hunn, well relativ séier agesi ginn ass, datt mer am Fong eigentlech Recht hätten.

Ech soen dat net, fir datt elo jiddweree soll permanent d'Trape besetzen!

*(Hilarité)*

Et ass net dat, wat mäi Wonsch ass, wierklech net! Mee ech soen dat just, fir drop hinzeweisen, datt et Momenter gëtt, wou ee vläicht och muss Verständnis hunn als Parlament, als Politick, als Gesellschaft fir Saachen, déi kënne stattfannen an der Gesellschaft, well sech oft awer vläicht eppes hannendru verstoppt, wou Leit vläicht net esou Onrecht hunn, wa se eppes maachen.

Wéi gesot, dat war jo och alles friddlech, wat hei ofgelaf ass, et war keng Virulenz an näischt am Spill, guer näischt, au contraire. Mee et ass awer fir dorobber hinzeweisen, datt souguer an dësem Parlament agesi ginn ass, datt dat richteg war.

Bon, ech mengen, ech wëll Iech elo net all Geschichtercher am Detail erzielen iwwert déi 40 Joer oder 35 Joer hei am Parlament an och nach virdrun, dat géing ze wäit féieren, ech wëll Iech net ze vill strapazéieren.

Ech wëll vun hei aus just soen: D'Parlament an d'parlamentaresch Demokratie, dat ass dat Bescht, wat mer kënnen hunn, an do musse mer gutt drop oppassen! Bei allem, wat eis hei trennt, déi eenzel Fraktiounen, déi eenzel Parteien, d'Regierung mat der Chamber, ech mengen, et kann natierlech jiddwereen emol heiansdo d'Nerve verléieren an e bësse méi nervös ginn an och aggressiv ginn – aggressiv am Sënn, datt e vläicht e bësse méi opgehëtzt schwätzt –, mee mir sollten net vergiessen, datt d'parlamentaresch Demokratie eng wichteg Roll ze spillen huet. An dat Bild, wat mir ofginn ënner eis, bei alle Meenungsverschiddenheeten, déi mer kënnen hunn, an och haarden Ausenanersetzungen, dat huet en immensen Impakt dorop, wat dobausse lass ass.

Mir liewen a komplizéierten Zäiten, mir liewen a schwieregen Zäiten, mir liewen an Zäiten, wou Gewalt an Ausenanersetzungen net onbedéngt ëmmer méi esou produktiv stattfannen, wéi ech mer se perséinlech virstellen.

Also, sou gesot: Bei Ausernanersetzunge kann den Inhalt haart sinn – an dat soll och esou sinn, dat soll kontrovers sinn –, mee et muss am Respekt sinn. An dat, wat dëst Parlament deementspriechend mécht, wéi et sech behëlt, wéi et mateneen ëmgeet, dat spigelt sech direkt erëm op d'Gesellschaft dobaussen. Dat sollte mer ni vergiessen!

A mir mussen dat Parlament an déi parlamentaresch Demokratie héichhalen. Et ass dee beschte Modell, deen et gëtt! An et muss een och soen, et gëtt nach vill Plazen op der Welt, wou et se net gëtt, an do gesi mer jo och, wéi et do ass, an dat solle mer och dobäi bedenken.

Ech wëll awer och net ophalen, ouni Iech ze soen, datt ech bei deem villen, deem Normalen, wat een an enger politescher Karriär erlieft vun Op an Of, vill Schicksalsschléi hu misse materliewen. Schonn de Wee, wéi ech an dat Parlament komm sinn, war eigentlech d'Resultat vun engem Schicksalsschlag, nämlech datt ech am Fong fir eng Fra nogeréckelt sinn, d'Thers Bodé deemools, wat gestuerwen ass, nodeems et gewielt ginn ass.

An och duerno hunn ech vill zimmlech schlëmm Situatioune missen erliewen, déi mer richteg wéigedoen hunn an déckgedoen hunn. Ech wollt dat awer och eng Kéier hei soen. Dat ass net flott, wann een dat erlieft. An et kann een och net ëmmer esou driwwer schwätzen, wéi ee vläicht Loscht huet, well een dann a verschiddene Funktiounen ass.

Dat gesot, soen ech Iech, wéi gesot, all Merci. Ech wënschen Iech fir de Rescht vun der Legislaturperiod: Maacht alles Guddes, am Interêt vum Land, am Interêt vun der Allgemengheet! Merci.

*(Applaudissements)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen Iech alleguer Merci fir déi léif Wierder. Et gëtt nach dobaussen e kuerze Patt fir de François Bausch, well mer d'Traditioun hunn, fir déi, déi mat der Politick ophalen, e Patt ze ginn. Mee ech si sécher, datt de François Bausch deen dobaussen och mat de Kolleegen, déi haut ophalen, wäert deelen.

Voilà, domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 19.15 heures.)*

# 38e séance

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 61
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Vérification des pouvoirs et assermentation de trois nouveaux membres de la Chambre des Députés** p. 61
   M. Claude Wiseler, Président | Mme Djuna Bernard | M. Claude Wiseler, Président | M. Jean-Paul Schaaf | M. Claude Wiseler, Président | M. Dan Hardy | M. Claude Wiseler, Président
   Discours de début de mandat : M. Dan Hardy
3. **Changement de composition d'un organe de la Chambre des Députés** p. 62
   M. Claude Wiseler, Président
4. **Changements de composition de commissions parlementaires** p. 62
   M. Claude Wiseler, Président
5. **Changements de composition de délégations luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales** p. 63
   M. Claude Wiseler, Président
6. **Dépôt d'une motion par M. Max Hengel** p. 63
   Exposé : M. Max Hengel
7. **Ordre du jour** p. 64
   M. Claude Wiseler, Président
8. **Question élargie n° 18 de M. Fred Keup relative à l'utilisation de la langue luxembourgeoise** p. 64
   M. Fred Keup (interventions de M. Marc Baum) | M. Eric Thill, Ministre de la Culture | M. Fred Keup | M. le Ministre Eric Thill
9. **8340 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA** p. 65
   Rapport de la Commission des Finances : M. Maurice Bauer
   Discussion générale : M. Maurice Bauer | M. André Bauler | M. Claude Haagen | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8340 et dispense du second vote constitutionnel

10. **Motion de Mme Joëlle Welfring relative au principe d'additionnalité par rapport à l'aide publique au développement** p. 67

Exposé : Mme Joëlle Welfring

Discussion générale et prise de position du Gouvernement : M. Gusty Graas | M. Laurent Zeimet | Mme Taina Bofferding (intervention de M. Fernand Etgen) | M. Fred Keup | M. Sven Clement (interventions de M. Fernand Etgen et M. Gusty Graas) | M. David Wagner | M. Fred Keup (parole pour fait personnel) (intervention de M. Sven Clement) | M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mme Joëlle Welfring

Vote sur la motion (adoptée)

11. **8391 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration** p. 69

Rapport de la Commission des Affaires intérieures : M. Marc Lies

Prise de position du Gouvernement : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8391 et dispense du second vote constitutionnel

12. **Question n° 17 de M. Dan Biancalana relative au contrôle externe des lieux privatifs de liberté** p. 70

M. Dan Biancalana | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

13. **8199 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective** p. 71

Rapport de la Commission de la Fonction publique : M. Maurice Bauer

Discussion générale : M. Gusty Graas | Mme Liz Braz | Mme Alexandra Schoos | Mme Joëlle Welfring | M. Ben Polidori | M. David Wagner | Mme Liz Braz

Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8199 et dispense du second vote constitutionnel

14. **8299A – Projet de loi portant création de postes d'attaché de justice et modification de :**

**1° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;**

**2° la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;**

**en vue d'arrêter un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature de l'ordre judiciaire pour les années judiciaires 2024/2025, 2025/2026 et 2026/2027** p. 74

Rapport de la Commission de la Justice : M. Laurent Mosar

Discussion générale : M. Laurent Mosar | Mme Simone Beissel | Mme Liz Braz | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Fred Keup | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8299A et dispense du second vote constitutionnel

15. **Changements de composition de commissions parlementaires (suite)** p. 77

M. Claude Wiseler, Président

16. **Motion de M. Max Hengel relative à la prise en charge des lunettes par la CNS** p. 77

Discussion générale : Mme Francine Closener | M. Gilles Baum | M. Marc Baum | Mme Djuna Bernard | M. Marc Goergen | M. Mars Di Bartolomeo | M. Fred Keup

Vote sur la motion (adoptée) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

17. **Désignation d'un candidat pour un poste de conseiller d'État** p. 78

M. Claude Wiseler, Président (intervention de Mme Sam Tanson)

Vote sur les deux candidatures

18. **Discours de M. le Président** p. 78

M. Claude Wiseler, Président | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Gilles Roth, M. Léon Gloden, Mme Elisabeth Margue, M. Eric Thill, Ministres

*(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

## 2. Vérification des pouvoirs et assermentation de trois nouveaux membres de la Chambre des Députés

Mir huelen haut dräi nei Memberen an d'Chamber op a fänke mat der Vérification des pouvoirs an der Assermentatioun vun der Madamm Djuna Bernard un.

A sengem Bréif vum 2. Juli 2024 huet den Här François Bausch matgedeelt, datt hie vum 11. Juli dëses Joers un op säin Deputéiertemandat wäert verzichten. Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun déi gréng am Walbezierk Zentrum dozou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren. D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi de 24. Oktober 2023 an der Chamber ugeholl ginn ass. Dëser Reiefolleg no ass den éischte Suppleant d'Madamm Djuna Bernard.

Et goufe weeder Zweifel nach Kontestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant ugeet, soudatt dem Artikel 6 Paragraf 3 vum Chamberreglement no d'Chamber d'Gültegkeet vun de Pouvoire vum Suppleant kontrolléiere kann.

D'Artikele 6 (2) an 3 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems d'Madamm Djuna Bernard virum 7. Juli 2024 um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sëtzung, follgend Piècen ofginn huet: eng Kopie vun hirer Carte d'identité, fir ze beweisen, datt si Lëtzebuergerin ass an datt si 18 Joer huet; e Certificat de résidence, fir ze beweisen, datt si am Grand-Duché lieft; souwéi eng Deklaratioun op d'Éier, datt si sech engagéiert, d'Incompatibilitéiten, wat d'Fonctiounen ugeet, zurzäit ze behiewen.

Mat der Awëllegung vun der Madamm Djuna Bernard huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt. De Parquet général huet ënnersicht, datt d'Madamm Djuna Bernard net duerch eng Verurteelung hiert Walrecht an hir Wielbarkeet verluer huet.

Et ergëtt sech also aus de genaue Kontrollen op deene gesamte Piècen, datt, éischtens, d'Madamm Djuna Bernard d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, esou wéi se am Artikel 64 vun der Verfassung virgesi sinn; an, zweetens, datt d'Madamm Djuna Bernard sech dozou engagéiert, d'Incompatibilitéiten, wat d'Fonctiounen ugeet, zurzäit ze behiewen.

D'Pouvoire vun der Madamm Djuna Bernard sinn deemno gülteg.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass dat elo esou decidéiert.

Da géing ech Iech bieden, d'Madamm Djuna Bernard, wannechgelift, erakommen ze loossen.

Madamm Bernard, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 67 (4) vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee follgende Wortlaut huet: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité." Hieft wannechgelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot entweeder: „Je le jure" oder „Ech schwieren et".

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng) | Ech schwieren et.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech ginn Akt vum Eed vun der Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. All meng Felicitatiounen!

**Une voix** | Très bien!

*(Applaudissements)*

**M. Claude Wiseler,** Président | A sengem Bréif vum 21. Juni 2024 huet den Här Christophe Hansen matgedeelt, datt hie vum 11. Juli dëses Joers un op säin Deputéiertemandat verzicht. Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun der CSV am Walbezierk Norden dozou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren. D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi de 24. Oktober 2023 vun der Chamber ugeholl ginn ass. Dëser Reiefolleg no ass den éischte Suppleant den Här Jean-Paul Schaaf.

Esou wéi bei der Madamm Bernard goufen et weeder Zweifel nach Kontestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant ugeet, an den Här Jean-Paul Schaaf huet och déi virdrun erwäänte Pièçë véier Deeg virun dëser Sëtzung ofginn.

Et ergëtt sech also aus de genaue Kontrollen op deene gesamte Piècen, datt, éischtens, den Här Jean-Paul Schaaf d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, esou wéi se am Artikel 64 vun der Verfassung virgesi sinn; an, zweetens, datt den Här Jean-Paul Schaaf sech dozou engagéiert, d'Incompatibilitéiten, wat d'Fonctiounen ugeet, zurzäit ze behiewen.

D'Pouvoire vum Jean-Paul Schaaf sinn deemno gülteg.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass dat elo esou decidéiert.

Da loosst wannechgelift och den Här Jean-Paul Schaaf erakommen.

Här Schaaf, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 67 (4) vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee follgende Wortlaut huet: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité." Hieft wannechgelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot entweeder: „Je le jure" oder „Ech schwieren et".

**M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) | Ech schwieren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech ginn Akt vum Eed vum Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. All meng Felicitatiounen!

*(Applaudissements)*

A sengem Bréif vum 14. Juni 2024 huet den Här Fernand Kartheiser matgedeelt, datt hie vum 11. Juli dëses Joers un op säin Deputéiertemandat verzicht. Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun der ADR am Walbezierk Süden dozou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren. D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi de 24. Oktober 2023 vun der Chamber ugeholl ginn ass. Dëser Reiefolleg no ass den éischte Suppleant den Här Dan Hardy.

Och an dësem Fall goufen et weeder Zweifel nach Kontestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant ugeet, an den Här Hardy huet och déi virdrun erwäänte Piècë véier Deeg virun dëser Sëtzung ofginn.

Et ergëtt sech, esou wéi virdrun, aus de genaue Kontrollen op deene gesamte Piècen, datt, éischtens, den Här Dan Hardy d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, esou wéi se am Artikel 64 vun der Verfassung virgesi sinn; an, zweetens, datt den Här Dan Hardy sech dozou engagéiert, d'Incompatibilitéiten, wat d'Fonctiounen ugeet, zurzäit ze behiewen.

D'Pouvoire vum Här Dan Hardy sinn deemno gülteg.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass dat elo esou decidéiert.

Loosst wannechgelift och den Här Dan Hardy erakommen.

Här Hardy, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 67 (4) vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee follgende Wortlaut huet: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité." Hieft wannechgelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot entweeder: „Je le jure" oder „Ech schwieren et".

**M. Dan Hardy** (ADR) | Je le jure. Ech schwieren et.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech ginn Akt vum Eed vum Här Dan Hardy. Här Hardy, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Felicitatiounen!

*(Applaudissements)*

Här Hardy, ech ginn Iech och nach d'Wuert. Et ass un Iech.

***Discours de début de mandat***

**M. Dan Hardy** (ADR) | Merci, Här President. Léif Dammen an Hären, ech freeë mech dorobber, fir elo eng éischte Kéier vun dëser Plaz aus fir d'ADR ze schwätzen, a sinn och frou an houfreg dorobber, fir déi national Politick aus der Oppositioun eraus mat ze gestalten.

Ech wëll dann och haut vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Fernand Kartheiser, fir deen ech elo noréckelen, Merci ze soen. Fernand, och wann s du elo net méi hei an der Chamber bass, bleifs du eis glécklecherweis erhalen a wäers weider ganz aktiv Politick maachen an dann eeben am Europaparlament däi Bescht gi fir eist Land.

Zënter 2019 hat ech d'Chance, fir de Fernand Kartheiser als Fraktiounsmataarbechter ze begleeden. Ech erënneren un d'Covidzäit, wou mir eis zesumme fir d'Bäibehale vun eise verfassungsrechtlech garantéierte Fräiheeten agesat hunn, oder scho virdrun am Kontext vun der Reform vun eiser Constitutioun, wou d'ADR wichteg Impulser ginn huet, mat deene sech d'Majoritéit huet missen auserneesetzen.

Här President, Dir Dammen an Hären, nodeems ech de Secondaire ofgeschloss hat, wollt ech direkt schaffe goen an hat eng Rei éischter administrativ Aarbechtsplaze bei der Cegedel, der Luxair, der Commerzbank a souguer der Gemeng Lëtzebuerg. All déi Aarbechten hu mir eng Zäit laang Freed gemaach an ech hunn doduerjer och vill bäigeléiert. Ma ech wousst, datt ech berufflech eppes aneres maache wéilt am Liewen.

Mat Enn 20 hunn ech du mam Journalismus meng Vokatioun fonnt an hunn 2001 beim DNR, dem fréiere Radio vum Wort, als Journaliste stagiaire ugefaangen, fir ee Joer drop bei de „Journal" vun RTL Télé Lëtzebuerg ze wiesselen. Am Laf vun der Zäit konnt ech mir vill Wëssen uneegnen, si vill uechtert d'Welt gereest an de Journalisteberuff huet mir gutt gefall. Vu Politick iwwer Naturschutz bis bei sozial Dossieren: D'Theeme vu Reportagen, déi ech couvréiert hunn, ware breetgefächert.

No bal 20 Joer Journalismus hunn ech gespuert, datt et Zäit gëtt, fir berufflech eppes Neies am Liewen ze maachen. An dunn hunn ech mir geduecht: Firwat net de Sprong an d'Politick woen? An do gouf et fir mech just ee Choix: d'Alternativ Demokratesch Reformpartei. Iwwer sechs Joer laang hunn ech fir d'ADR-Fraktioun geschafft. Doduerjer sinn ech gutt virbereet. Zesumme mat eisem Team hu mir souguer eng eegen Téleesendung op d'Bee gestallt.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Erhale vun der Meenungsfräiheet ass mir e wichtegt Uleies. Wann et ëm d'Uschwätze vu konkreete Problemer vum Land geet, da muss et weider méiglech sinn, fir kee Blat virun de Mond ze huelen, zum Beispill bei kriddelegen Dossiere wéi der Kriminalitéit – fir dann awer an engems och konkreet Léisungen ze proposéieren, wéi mir eppes kënne besser maachen. Well Schantercher gëtt et der genuch am Land, net just op eise Stroossen.

„Eemol Journalist, ëmmer Journalist", heescht et. Dat trëfft elo net méi wierklech op mech zou, ma ech si fir d'Pressefräiheet. An all Journalist soll e besseren Zougang zu Informatioune kréien, déi e brauch, fir seng Aarbecht anstänneg ze maachen a fir net just d'Sproochrouer vun deenen Offiziellen ze sinn. Ma och d'Bierger mussen e besseren Abléck kréien. Esou gëtt d'Regierungspolitick méi transparent a wierkt der Politickverdrossenheet bestëmmt entgéint.

Direkt Demokratie ass mir e weidert wichtegt Uleies an ech wäert mech derfir staarkmaachen, datt mir enges Daags e System vu lokale Referende kréien, änlech wéi an der Schwäiz.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen zum Schluss. Vu datt ech selwer zwee Kanner hunn, weess ech, datt mir an der Familljepolitick verstäerkt op d'Majoritéit vun den Elteren, déi Kanner grousszéien, agoe mussen an no hire Prioritéite musse kucken. Da gehéiert och de Kampf géint d'Aarmut an Ongerechtegkeeten zu menge politeschen Ziler, well den einfache Bierger huet et an dësen Zäiten ëmmer méi schwéier. Ech versti mech vun elo un als Volleksvertrieder an ech loosse mech um Enn vun dëser Legislatur gär dorunner moossen, wéi no ech an där Zäit bei de Bierger war.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hardy. Dir wësst, wou Är Plaz ass.

*(Hilarité)*

## 3. Changement de composition d'un organe de la Chambre des Députés

Dir Dammen an Dir Häre, andeems den Här Fernand Kartheiser an d'Europaparlament gewielt ginn ass, ass e Posten als Membre suppléant permanent am Bureau fräiginn. Et gëtt proposéiert, datt den Här Tom Weidig Membre suppléant permanent gëtt. Gëtt et soss nach eng Propos, wat de Poste vum Membre suppléant permanent vum Bureau ugeet?

*(Négation)*

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Et gëtt also esou vill Kandidaten, wéi et Poste gëtt. Et brauch deemno net ofgestëmmt ze ginn, wann d'Chamber domadder averstanen ass. Ass d'Chamber domat averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chamberreglement ze applizéieren?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert. Den Här Tom Weidig ass also als permanente Suppleant vum Bureau proklaméiert.

## 4. Changements de composition de commissions parlementaires

Da komme mer zum nächste Punkt. Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matzedeelen:

An der Commission des Comptes ersetzt d'Madamm Djuna Bernard den Här François Bausch.

An der Commission des Pétitions ersetzt den Här Dan Hardy den Här Fred Keup.

An der Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État ersetzt den Här Fred Keup den Här Fernand Kartheiser.

An der Sous-Commission des Affaires européennes de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région ersetzt den Här Laurent Mosar den Här Christophe Hansen.

An der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région ersetzt den Här Laurent Zeimet den Här Christophe Hansen; ersetzt den Här Fred Keup den Här Fernand Kartheiser, ausser fir de Volet „Kooperatioun“, an d'Madamm Alexandra Schoos iwwerhëlt de Volet „Kooperatioun“.

An der Commission des Sports ersetzt den Här Félix Eischen den Här Christophe Hansen.

An der Commission des Affaires intérieures ersetzt den Här Tom Weidig den Här Fernand Kartheiser.

An der Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme ersetzt d'Madamm Joëlle Welfring den Här François Bausch.

An der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ersetzt d'Madamm Djuna Bernard den Här François Bausch.

An der Commission du Travail ersetzt d'Madamm Djuna Bernard den Här François Bausch.

An der Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture ersetzt den Här Jean-Paul Schaaf den Här Christophe Hansen.

An der Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire ersetzt den Här Meris Sehovic den Här François Bausch.

An der Commission de la Défense ersetzt den Här Tom Weidig den Här Fernand Kartheiser.

An der Commission de l'Éducatioun nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ersetzt den Här Jean-Paul Schaaf den Här Laurent Zeimet; ersetzt d'Madamm Djuna Bernard den Här Meris Sehovic fir all Volet, ausser et géif sech ëm e Projet handelen, dee mam Enseignement fondamental ze dinn huet.

An der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation ersetzen den Här Jean-Paul Schaaf an d'Madamm Stéphanie Weydert den Här Laurent Zeimet an den Här Christophe Hansen; ersetzt d'Madamm Joëlle Welfring den Här François Bausch fir de Volet „Digitalisatioun“ an huet domat all d'Voleten.

An der Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité ersetzt den Här Maurice Bauer den Här Christophe Hansen.

An der Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité ersetzt den Här Jean-Paul Schaaf den Här Maurice Bauer; ersetzt den Här Dan Hardy den Här Tom Weidig; ersetzt d'Madamm Djuna Bernard d'Madamm Joëlle Welfring fir de Volet „Famille“.

An der Commission des Institutions ersetzt den Här Fred Keup den Här Fernand Kartheiser.

An der Commission des Médias et des Communications ersetzen d'Madamm Diane Adehm an d'Madamm Octavie Modert den Här Laurent Mosar an d'Madamm Stéphanie Weydert; ersetzt den Här Dan Hardy den Här Tom Weidig; ersetzt d'Madamm Djuna Bernard den Här François Bausch.

An der Commission de la Justice ersetzt den Här Dan Hardy den Här Fernand Kartheiser.

An der Commission de la Fonction publique ersetzt d'Madamm Djuna Bernard d'Madamm Joëlle Welfring.

An der Commission de la Culture ersetzt d'Madamm Djuna Bernard d'Madamm Sam Tanson.

An der Commission de Vérification des Pouvoirs ersetzt den Här Max Hengel den Här Christophe Hansen; ersetzt den Här Dan Hardy den Här Fernand Kartheiser.

An an der Commission de l'Exécution budgétaire ersetzt den Här Jeff Boonen den Här Marc Spautz.

Gëtt et dozou nach aner Ännerungsvirschléi?

*(Interruptions et hilarité)*

Wann Der elo géingt evitéieren, datt ech dat Ganzt misst widderhuelen, da wär ech nawell relativ frou doriwwer.

Ech gesinn, datt dat also net de Fall ass. Da géinge mer dat esou unhuelen.

Ass d'Chamber also mat dësen Ännerungsvirschléi averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert an ech soen Iech dofir Merci.

## 5. Changements de composition de délégations luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Da komme mer nach zu engem änleche Volet. Dat ass d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen, an do si follgend Ofännerunge matgedeelt ginn:

An der European Interparliamentary Space Conference, EISC, ersetzt d'Madamm Djuna Bernard den Här François Bausch als Membre suppléant.

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ersetzt d'Madamm Alexandra Schoos den Här Fernand Kartheiser als Membre suppléant.

An der Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, der OSCE, ersetzt d'Madamm Alexandra Schoos den Här Fernand Kartheiser als effektive Member.

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée ersetzt den Här Max Hengel den Här Christophe Hansen als effektive Member an d'Madamm Octavie Modert ersetzt den Här Max Hengel als Membre suppléant.

An der Délégation auprès de la COSAC ersetzt den Här Laurent Zeimet den Här Christophe Hansen als effektive Member; ersetzt den Här Tom Weidig den Här Fernand Kartheiser als effektive Member an den Här Dan Hardy den Här Tom Weidig als Membre suppléant.

An der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Parlementaire Interrégional ersetzt d'Madamm Françoise Kemp d'Madamm Nathalie Morgenthaler als effektive Member an den Här Jean-Paul Schaaf ersetzt d'Madamm Françoise Kemp als Membre suppléant.

A schliisslech an der Délégation auprès de la Conférence interparlementaire pour la PESC et la PSDC ersetzt den Här Tom Weidig den Här Fernand Kartheiser als effektive Member.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

*(Négation)*

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber also mat dësen Ännerungsvirschléi averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 6. Dépôt d'une motion par M. Max Hengel

An éier mer elo zum nächste Punkt, der Question élargie vum Här Keup, kommen, hunn ech nach eng Demande de parole vum Här Hengel, deen eng Motioun wëll deposéieren. Här Hengel, et ass un Iech.

***Exposé***

**M. Max Hengel** (CSV), auteur | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wéi Der alleguer wësst, war gëschter hei en ëffentlechen Debat iwwer eng Petitioun zu enger besserer Prise en charge vun de Brëlleglieser an zu Brëller generell. An ech mengen, mir waren eis alleguer eens hei ... Haut huet erëm jiddereen direkt e Brëll un, fir ze weisen, datt e concernéiert ass.

*(Hilarité)*

Mir waren eis alleguer eens, datt do eppes misst a sollt geschéien. Mir wëssen awer och, datt dat net eleng eng Regierungsdecisioun ass, mee datt dat de Verwaltungsrot vun der CNS ass, deen do d'Decisioun hëlt.

An duerfir dës Motioun, déi och all d'Fraktiounen an all d'Sensibilitéite mat ënnerschriwwen hunn, woufir ech och e grousse Merci soen, fir dann d'Regierung ze invitéieren, datt de CA vun der CNS soll informéiert ginn iwwert den Debat vu gëschter, wat do beschwat ginn ass, datt de CA vun der CNS och soll encouragéiert ginn, eng Analys ze féieren iwwer eng besser Prise en charge, virun allem engersäits wat d'Glieser bei de Kanner ugeet, awer och wat bei de Kanner zum Beispill d'Prise en charge vun engem Sportsbrëll ugeet – well ech mengen, do sinn heiansdo nach ganz aner Besoinen an do muss och méi oft vläicht de Brëll gewiesselt ginn –, an awer och sämtlech Brëlleglieser bei allen Assuréen. A schlussendlech soll dann och de CA vun der CNS encouragéiert ginn, eng besser Prise en charge hei ze erméigleche fir déi Punkten, an datt dann och d'Chamber duerno soll informéiert ginn, wéi dat da weidergeet. Dofir iwwerginn ech Iech dann dës Motioun.

***Motion***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant la pétition n° 2967 portant sur le remboursement total des lunettes par la Caisse nationale de santé (ci-après « CNS ») ;*

*– prenant note du débat public du 10 juillet 2024 sur la pétition précitée ;*

*– rappelant qu'une grande majorité de la population au Luxembourg se voit obligée de porter des lunettes de vue ou des lentilles correctrices ;*

*– rappelant que la prise en charge des lunettes de vue ou des lentilles correctrices est assurée par la CNS dont le Conseil d'administration décide du montant de la prise en charge des actes et services médicaux ;*

*– considérant que la participation personnelle à porter par les assurés pour les lunettes de vue pour les enfants de moins de 14 ans risque de mettre en difficulté financièrement les ménages aux revenus modestes,*

*invite le Gouvernement*

*– à informer le Conseil d'administration de la CNS des discussions ayant eu lieu dans le contexte du débat public sur la pétition n° 2967 portant sur le remboursement total des lunettes ;*

*– à encourager le Conseil d'administration de la CNS à mener des analyses sur une meilleure prise en charge :*

*• des lunettes de vue, ainsi que, le cas échéant, des lunettes de sport, pour les enfants de moins de 14 ans,*
*• des différents types de verres correcteurs pour tous les assurés ;*

*– à encourager le Conseil d'administration de la CNS à améliorer la prise en charge pour les cas cités ci-dessus ;*

*– à communiquer aux membres de la Chambre des Députés le résultat de ces analyses et, le cas échéant, les changements à venir au niveau de la prise en charge des fournitures concernées.*

*(s.) Max Hengel, Djuna Bernard, Sven Clement, Francine Closener, Marc Goergen, Gérard Schockmel, Alexandra Schoos, David Wagner.*

**Une voix** | Ganz gutt!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Hengel.

## 7. Ordre du jour

Vu datt hei all d'Ënnerschréften drop sinn, géing ech proposéieren, datt mer déi virum leschte Punkt vum Ordre du jour och dann op den Ordre du jour setzen, dat heescht virun de Votten iwwert de Conseiller d'État. Wann Der domat d'Accord sidd, géinge mer dat duerno maachen. Da kritt Der zumindest awer alleguer d'Geleeënheet, fir se ze liesen. Voilà, domat wär dat dann och ofgeschloss.

## 8. Question élargie n° 18 de M. Fred Keup relative à l'utilisation de la langue luxembourgeoise

An da komme mer zur erweiderter Fro Nummer 18 vum Här Fred Keup iwwert de Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen, an d'Regierung huet 10 Minutten Zäit fir ze äntweren. Här Keup, et ass un Iech.

**M. Fred Keup** (ADR) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, den 23. Juni, op Nationalfeierdag, huet den RTL en Interview veröffentlecht mam Sproochekommissar, mam Här Reding. An an deem Interview huet den Här Sproochekommissar verschidde Saache gesot, an ech wëll dat éischt hei zitéieren. En huet gesot: „D'Lëtzebuerger Sprooch gëtt am Moment sou vill benotzt wéi nach ni." Dann huet en nach en anere Saz gesot, an do gëtt en dann zitéiert beim RTL, ech zitéieren dat dann och elo: „An absolutten Zuele géifen ëmmer méi Mënsche Lëtzebuergesch schwätzen."

Dës Ausso huet an der Bevëlkerung fir vill Verwonnerung an och Géigewand géint de Kommissar gefouert, wat een einfach liicht dorunner feststelle kann, wann een um Internet, bei rtl.lu, mee och op de soziale Meedien, kuckt, wéi d'Leit dorobber reagéieren.

*(Interruption)*

Déi kënne sech natierlech ieren, dat kann e Gefill sinn. Interessant ass awer dat heiten: Dës Ausso vum Här Sproochekommissar, dass an absolutten Zuele méi Mënsche Lëtzebuergesch schwätzen, widdersprécht fundamental den Zuele vum Statec, déi Enn d'lescht Joer erauskomm sinn.

*(Interruption)*

De Statec hat 2023 geschriwwen: „Par rapport au recensement de 2011, l'utilisation du luxembourgeois diminue en nombre de locuteurs passant de 323.500 à 292.000." Also am Verglach zu 2011 hëlt d'Zuel vu Spriecher vun der Lëtzebuerger Sprooch of vun 323.500 op 292.000. Et ass also e Minus vun 30.000 Spriecher vun der Lëtzebuerger Sprooch. Esou schreift de Statec dat.

Elo stellt ee sech natierlech d'Fro: Wéi ass et méiglech, dass engersäits de Statec seet: „Et gëtt manner Spriecher an Zäit vun zéng Joer", an op där anerer Säit de Kommissar seet, et géif méi Spriecher ginn?

An duerfir wollt ech Iech eng éischt Fro stellen, dat ass ganz einfach: Wat sinn dann Är Quellen, dem Sproochekommissar seng Quellen, fir op déi Ausso ze kommen, déi fundamental den Aussoe vum Statec widdersprécht?

An déi zweet Fro, déi bezitt sech op dat éischt Zitat vum Här Sproochekommissar, wou e seet: „D'Lëtzebuerger Sprooch gëtt am Moment sou vill benotzt wéi nach ni." Wann dat de Fall ass, da géif ech Iech bieden: Nennt mer einfach dräi Plazen, wou d'Lëtzebuerger Sprooch méi benotzt gëtt wéi viru fënnef Joer.

Villmools merci.

**Une voix** | Très bien!

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Dann ass et elo um Kulturminister, fir d'Wuert ze huelen.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | An der Chamber.

**M. Fred Keup** (ADR) | Viru fënnef Joer?

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Viru fënnef Joer sinn hei nach Assermentatiounen op Franséisch virgelies ginn.

**M. Fred Keup** (ADR) | Déi war op Franséisch.

**Une voix** | Dir wëllt d'Wourecht net soen!

*(Hilarité)*

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Dir wëllt se net héieren!

**M. Claude Wiseler,** Président | Sou, ech loossen déi Diskussiounen elo lafen, bis de Kulturminister um Riednerpult ass. An dann ass et just un him, fir d'Wuert ze huelen. Här Kulturminister, et ass un Iech.

**M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischt soen ech dem Här Deputéierten nach eng Kéier Merci fir den Interessi un der Lëtzebuerger Sprooch. An ech sinn alt nach eng Kéier frou, fir nom Januar, wou mer eis hei den 30. Januar an enger Heure d'actualité iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch ënnerhalen hunn, nach eng Kéier déi Zuelen, déi Donnéeën, déi de Statec an d'Vollekszielung 2021 eis mat op de Wee ginn hunn, an de Kontext ze setzen.

Fir och ganz kloer op Är Fro ze äntweren, fir unzefänken: Déi Statistik, no där Der frot, fënnt een an der selwechter Publikatioun vum Statec an eiser Universitéit zu der Vollekszielung aus dem Joer 2021. Als Langue principale – an dat widderhuelen ech ganz gären nach eng Kéier –, also déi Sprooch, an där een denkt, ginn 2021 ronn 275.400 Leit d'Lëtzebuerger Sprooch un. An absolutten Zuele sinn dat 10.000 Leit méi, wéi dat nach bei der Erhiewung 2011 de Fall war.

**Une voix** | Très bien!

**M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | Datt zousätzlech vill méi Leit eis Sprooch kënnen, weist sech och ganz kloer um Beispill vun der Statistik vum Institut national des langues a vum Service de la formation des adultes. Zanter Joren – an ech betounen: Joren – ginn d'Aschreiwungen, fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze léieren, ganz kloer an d'Luucht. Eleng am Joer 2022/2023 goufen et ganzer 14.951 Aschreiwungen an de Lëtzebuergeschcoursen; dëst, wichteg, ouni déi privat Sproocheschoulen opzezielen. Déi Zuelen, déi fënnt een och alleguerten an aller Transparenz an den Aktivitéitsberichter vun de jeeweilegen Haiser.

An der Etüd „Évaluation du rôle de la langue luxembourgeoise dans la société" huet 2018 den Educatiounsministère follgend Fro gestallt: „Quelles langues parlez-vous ? Plusieurs réponses possibles." D'Resultat fir d'Lëtzebuergescht war dat heiten: Vun de 16- bis 24-Järegen hu ganzer 94 % uginn, si kéinte Lëtzebuergesch schwätzen. Vun de 25- bis 34-Järege waren et 90 %. 35 Joer bis 44 Joer: 67 %. 45 bis 54 Joer: 70 %. 55 bis 64 Joer: nach eng Kéier 70 %. An da fir déi Leit iwwer 65 Joer hu ganzer 78 % uginn, dass se Lëtzebuergesch kéinte schwätzen. Och dës Statistik weist ganz kloer, datt d'Zuel vun de Persounen, déi Lëtzebuergesch verstinn an och schwätze kënnen, enorm héich ass.

Ech weess, datt bei der Statistik vum Statec déi absolutt Zuelen eropgaange sinn an d'Verhältniszuelen erofgaange sinn. Ma schonns bei der Heure d'actualité den 30. Januar dëst Joer gouf Iech, Här Keup, heibannen erkläert, datt dat jo bei engem Bevëlkerungswuesstem och evident ass.

D'Auteure vum Statec-Rapport schreiwen dat och selwer, gradesou wéi si och soen, datt d'Froestellung muss fir déi nächste Kéier, 2031, fir d'Vollekszielung geännert ginn. Et muss nom Sproocherepertoire vun den Awunnerinnen an Awunner gefrot ginn. De Statec seet och hei selwer op der Säit 12, an ech zitéieren: „Le graphique montre d'une part que la pratique habituelle du luxembourgeois, tout comme sa revendication comme langue principale augmente avec la durée de séjour."

Well den honorabelen Deputéierte sech drunhält, ...

*(Interruptions)*

... dat begréissen ech, wëll ech him awer zwee Beispiller mat op de Wee ginn, déi beschtens illustréieren, menger Meenung no, mat wat fir enger Virsiicht een déi erhuewen Zuelen ze interpretéieren huet.

Zwee Beispiller. Éischt Beispill: eng portugisesch Famill, wou d'Elteren an der zweeter Generatioun hei zu Lëtzebuerg wunnen an hir Kanner an der drëtter Generatioun. D'Kanner an der drëtter Generatioun beherrsche mat Sécherheet d'Lëtzebuerger Sprooch, ma äntweren op d'Fro no der éischter Sprooch, also där Sprooch, an där si denken, warscheinlech, héchstwarscheinlech, mat „Portugisesch". Dee Fall, erlaben ech mer ze soen, kenne mer heibannen alleguer. Et ass evident, datt vill méi Leit eis Sprooch këënnen, wéi der se als éischt Sprooch an enger Ëmfro och uginn.

Mäin zweet Beispill bezitt sech op déi Zuelen, op déi den honorabelen Deputéierte sech dann och exklusiv berifft, nämlech op d'Sproochen, déi an der Aarbechtswelt, op der Aarbecht, geschwat ginn. An deem Kontext géif ech Iech bieden, Iech op der Säit 16 am Statec-Rapport d'Zuele vun de Gemengen Nidderaanwen a Sandweiler unzekucken. Do schwätze mer ganz konkreet vun 63 % respektiv 59 % vun de Leit, déi op der Aarbecht Englesch schwätzen.

Fir eiser aller Sécherheet – dat soen ech och ganz däitlech – hoffen ech och, dass dat esou bleift, well mir wëssen alleguerten, dass an deene Gemengen eng jett Leit schaffen, déi um Flughafen aktiv sinn, wou Englesch menger Meenung no nach ëmmer d'Haaptsprooch ass, an datt déi Leit, déi do schaffen, a grousser Unzuel awer natierlech och d'Lëtzebuerger Sprooch schwätze kënnen.

Dofir, Här President, an da kommen ech och schonn zum Schluss, wëll ech drun erënneren – an dat ass

mer wichteg –, wat sech och bei der Heure d'actualité am Januar zu genee deem selwechten Theema hei erausgeschielt huet. Vun alle Bänken hei am Sall, vun alle Bänken, vu jidderengem, goufe pertinent Virschléi gemaach en faveur vun der Entwécklung vun eiser Sprooch. Et ass en Theema, wou keng Partei – ech betounen: keng Partei! – de Monopol huet a bei deem sech jiddereen och abrénge soll.

D'Regierung steet zu hirem Wuert. Dat ënnersträichen ech ganz, ganz kloer. Wéi am Koalitiounsaccord virgesinn, wäerte mir den Aktiounsplang fir d'Lëtzebuerger Sprooch weider konsequent ëmsetzen. An do zielen ech ganz kloer op d'Ënnerstëtzung vun Iech alleguerten. Statistesch Hoerspléckerei eleng bréngt awer ganz kloer eis Sprooch net weider.

Dofir Iech e grousse Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Minister Merci. An dann huet den Här Keup nach d'Wuert fir eng Zousazfro.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Ech mengen net, dass mer hei eng Hoerspléckerei maache vun der Statistik. Ech mengen, hei ass ganz kloer zitéiert ginn, wat de Statec seet. An dat, wat ech hei gesot hunn, dat ass am Fong eppes aneres wéi dat, wouvun Dir geschwat hutt. An do soll een net Äppel mat Biere verwiesselen.

Dir schwätzt vun der Langue principale, Dir schwätzt vun den Aschreiwunge fir Lëtzebuergeschcoursen, Dir schwätzt vun de Jonken. Dat ass alles vläicht richteg. Hei geet et ëm déi absolutt Zuele vu Leit, déi Lëtzebuergesch kënne schwätzen, an zwar net nëmmen op der Aarbecht, mee an hirem Alldag. Dat ass dat, wat de Statec gefrot huet. An déi Zuel geet an Zäit vun zéng Joer ëm 30.000 Spriecher erof. Dat ass de Constat vum Statec. Wëllt Der deem wierklech widderspriechen? Oder sot Der, dat wier einfach Hoerspléckerei? Dat ass d'Fro.

An déi zweet Fro, déi konnt Der mer och net beäntwerten. Wou ass dann elo déi Plaz hei am Land, wou méi Lëtzebuergesch benotzt gëtt? Wann dat esou wier, kéint Der jo direkt zwou, dräi Plazen nennen, wou méi Lëtzebuergesch benotzt gëtt wéi viru fënnef Joer.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Här Minister.

*(Interruptions)*

**M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | Also, ech hale mech elo ganz kuerz. Ech stinn der Chamber gär Ried an Äntwert, dem éischte Pouvoir, mee ech widderhuele mech och net dräimol, bei allem Respekt.

Also, d'Lëtzebuerger Sprooch gëtt fir mech an alle Sparte vun eisem Land méi geschwat. Ech fänken hei an der Chamber un.

*(Interruptions)*

Ech fänken hei an der Chamber un.

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift! Den Här Minister huet d'Wuert an hien eleng!

**M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | Als jonke Minister soen ech Iech och: Et gëtt eleng an de soziale Meedie vill méi Lëtzebuergesch geschwat.

*(Interruption par M. Fred Keup)*

An eiser Konschtzeen gëtt vill méi Lëtzebuergesch geschwat. Déi Donnéeën hunn ech Iech am Januar mat op de Wee ginn. Ech hunn Iech elo d'Zuele mat op de Wee ginn, déi de Statec eis mat op de Wee gëtt. Dir interpretéiert déi Zuelen net esou, wéi ech dat maachen a wéi de Gros vun eis alleguerten dat heibanne mécht.

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Wannechgelift!

**M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | Dir gesitt et net esou. Ech hu mäint an deem Sënn gesot. Ech soen et nach eng Kéier: Mir hunn en Aktiounsplang vu méi wéi enger Mesür, dee mer weider wäerten ëmsetzen. Do si mer amgaangen. Ech wäert do der Chamber och weiderhi Ried an Äntwert stoen. An do zielen ech op all Är Ënnerstëtzung. Ech stinn zu deenen Zuelen. Ech stinn zu deem, wat ech hei gesot hunn. An ech stinn och virun allem zu deem, wat de Kommissär iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch gesot huet.

Well dat, wat Dir hei maacht, säit Wochen, säit Méint, säit Joren, dat fannen ech och net an der Rei géigeniwwer vun deenen engagéierte Leit, déi sech am ZLS iwwert déi lescht Jore vill Méi gemaach hunn, wou eng Kompetenz do ass, fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze stäerken. D'Zuele weisen dat.

An domat hunn ech alles gesot. Merci.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Ganz gutt! Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen** (DP) | Richteg gutt!

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Nee, nee, nee, d'Reglement gesäit vir, Här Keup, datt Der eng Zousazfro hutt. Déi hat Der, an den Här Minister huet Iech drop geäntwert.

## 9. 8340 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

An dofir komme mer elo zu dem nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 8340 iwwert d'Aféierung vun engem Büro beim Enregistrement, dee sech vollkommen ëm d'Lutte géint de Blanchiment këmmert. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 10 Minutten, all Fraktioun an all Sensibilitéit 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Maurice Bauer, den Här André Bauler, den Här Claude Haagen, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Maurice Bauer. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission des Finances***

**M. Maurice Bauer** (CSV), rapporteur | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass mir eng grouss Éier, Iech haut als Rapporter de Projet de loi 8340 iwwert d'Modifikatioun vum Gesetz vum 10. August 2018 betreffend d'Organisatioun vun der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA ze presentéieren, e Projet, deen nach vun der viregter Regierung den 3. November d'lescht Joer an der Chamber hannerluecht ginn ass.

Mat dësem Projet verstäerke mer d'Méiglechkeete vun der Administratioun vum Enregistrement, Kontrollen am Beräich vum Antiblanchiment ze maachen. Mir droen deemno rezente Recommandatioune vum Conseil de l'Europe an deene vum GAFI Rechnung, déi dës zwou Institutiounen no hire leschten Evaluatiounen iwwer Lëtzebuerg gemaach hunn. Si hunn eis no hirer Evaluatioun recommandéiert, mir sollten eis Kontrollorganer méi effikass gestalten an och personell verstäerke wéinst deenen aktuell limitéierte Ressourcen.

Mat dësem Projet de loi maache mir dat, andeems mir bannent der Enregistrementsverwaltung e spezifesche Büro grënnen, dee sech ausschliisslech mam Antiblanchiment, der Finanzéierung vum Terrorismus an dem Anhale vu finanzielle Sanctioune beschäftegt. Virdru goufen dës Aufgabe vu Beamte wouergeholl, déi och nach aner Aufgaben haten. Dëse Cumul vun Aufgaben an Tâchen héiert mat dësem Projet de loi op.

Mam Schafe vun dësem spezifesche Büro kann dësen och personell verstäerkt ginn, fir sengen Aufgabe gerecht ze ginn. Mat dësem Projet de loi a mat der neier Struktur innerhalb vun der Enregistrementsverwaltung ginn d'Lutte antiblanchiment, d'Finanzéierung vum Terrorismus an d'Anhale vu finanzielle Sanktioune besser kontrolléiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, nach op d'Avise vum Staatsrot, der Chambre de Commerce an der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics anzegoen.

De Staatsrot hat a sengem Avis keng Opposition formelle, mee huet e puer Virschléi gemaach, fir den Text méi kloer ze gestalten a sech beim Wording op aner existent Gesetzestexter ze alignéieren. D'Finanzkommissioun huet dëse Rechnung gedroe mat Amendementer, déi vum Staatsrot a sengem Avis complémentaire guttgeheescht goufen.

D'Chambre de Commerce begréisst dëse Projet a stellt a Fro, wat de budgetären Impakt vun der Schafung vun dësem neie Büro wäert sinn. D'Chambre de Commerce ass awer och absolutt d'accord mat den Amendements parlementaires, esou wéi se proposéiert goufen.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ass am Prinzipp och d'accord mat dësem Projet de loi, weist sech awer besuergt, dass fir d'Schafe vun dësem neien Antiblanchimentsbüro wäerte Beamte vun Esch an d'Stad verluecht ginn, wat eng Schwächung vun de Büroen zu Esch géif bedeiten. Dëse Punkt gouf an der Finanzkommissioun diskutéiert an et gouf eis verséchert, dass dës just eng punktuell Verschibung ass aus Grënn vun der Effikassitéit vum Service antiblanchiment an et keng weider Bestriewunge gëtt, fir d'Aktivitéite vum Enregistrement an der Stad ze zentraliséieren.

Zum Schluss nach e puer Wuert zur Prozedur: Dëse Projet de loi gouf, wéi gesot, den 3. November 2023 deposéiert. Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics koum den 22. Dezember 2023. Den 19. Januar 2024 gouf de Rapporter genannt a mir hunn de Projet eng éischte Kéier diskutéiert. D'Chambre de Commerce huet de 24. Januar hiren Avis ofginn an den Avis vum Staatsrot koum den 23. Abrëll. Mir hunn dësen Avis vum Staatsrot de 14. Mee an der Finanzkommissioun diskutéiert an eng Rei Amendementer ugeholl, déi de 25. Juni vum Staatsrot a sengem Avis complémentaire guttgeheescht goufen. De Rapport gouf den 28. Juni an der Finanzkommissioun presentéiert an ugeholl. Fir all weider Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Une voix** | Très bien!

**M. Maurice Bauer** (CSV), rapporteur | Domadder schléissen ech dann, wéi gesot, mäi Rapport vun dësem Projet de loi of.

***Discussion générale***

Erlaabt mer nach, e puer Wuert am Numm vu menger Fraktioun ze soen. Als CSV-Fraktioun begréisse mir dëse Projet de loi, well e beweist, dass mir de Kampf géint d'Wäisswäsche vu Gelder an d'Finanzéierung vum Terrorismus ganz eescht huelen. Mir ginn eiser Verwaltung déi noutwendeg Moyenen, fir derfir ze suergen, dass eis Finanzplaz an eis Wirtschaft am Allgemengen net derfir benotzt ginn, fir esou illegal Aktivitéiten duerchzezéien.

Dëse Gesetzesprojet beweist och, dass mir d'Recommandatiounen an d'Virschléi, déi mir vum Conseil de l'Europe a vum GAFI kréien, ëmmer eescht huelen a se zäitno ëmsetzen. Mir hunn eise gudde Ruff oprechterhalen a mir probéiere weiderhin, déi Finanzplaz ze sinn, op déi eist Land an eis Partner sech verloosse kënnen.

Heimadder ginn ech, wéi gesot, den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi an ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci, Här Bauer, fir Äre schréftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, de leschten Zuele vum Europäesche Rot no géifen haut ronn 80 % vun de kriminellen Netzwierker, déi an der Europäescher Unioun aktiv sinn, legal Betribsstrukture mëssbrauchen, fir hir illegal Aktivitéiten ze verschleieren.

Esou geschat – dat hu mer mol bei eiser Fraktioun nogekuckt – géifen dann all Joer tëschent 117 an 210 Milliarden Euro an der Europäescher Unioun wäissgewäsch ginn, wann een deenen Zuele ka gleewen. Si si jiddefalls beandrockend. An heibäi handelt et sech ëm e grenziwwerschreidende Problem, dee mer natierlech onbedéngt musse weider ugoen.

Wéi scho vum Rapporter Maurice Bauer ugeschwat – ech wëll him och nach hei felicitéieren – gi vill Efforten op europäeschem Plang an natierlech och hei zu Lëtzebuerg gemaach, fir dem Blanchiment vu Gelder an och dem Finanzement vum Terrorismus entgéintzewierken. Heizou si jo scho mëttlerweil e puer Direktiven op de Wee bruecht an ëmgesat ginn. An elo geet et e Schratt méi wäit duerch eeben d'Mise en place vun der Anti-Money Laundering Authority, der sougenannter AMLA, déi ab dem nächste Joer 2025 hir Aktivitéit zu Frankfurt wäert lancéieren.

Här President, och wann de GAFI a sengem Rapport vun 2023 den Effort vu Lëtzebuerg am Beräich vun der Bekämpfung vun der Geldwäscherei an der Terrorismusfinanzéierung als positiv astuuft, esou ass et awer net vu Muttwell, fir d'Ustrengungen op dësem Plang héichzehalen a se weider eropzeschrauwen, well dëst ass och ganz genee dat, wat am Koalitiounsaccord festgehale ginn ass.

Mir begréissen dëse Gesetzesprojet, dee virgesäit, datt an der Verwaltung vum Enregistrement, vun den Domänen a vun der TVA en neie Service geschaaft gëtt, dee sech ausschliisslech mam Kampf géint de Blanchiment a géint d'Terrorismusfinanzéierung auserneesetzt an deen d'Surveillance vun der Applikatioun vun den internationale Sanktiounen iwwerhëlt.

An der Kommissioun ass och bemierkt ginn, dass et bedauernswäert wier, datt dëse Service an der Stad Lëtzebuerg lokaliséiert géif ginn. D'Reorganisatioun vum Enregistrement géif derzou féieren, dass d'Antifraudesektioun vun Esch an déi vun der Stad integréiert géif. Hei muss een awer umierken, datt et sech an dësem Fall just ëm zwou Persounen handelt, déi sech vun Esch an d'Stad deplacéiere mussen, wat jo awer keng riseg Distanz ass. Wann een dat mol vu Wolz oder vu Clierf aus kuckt, dann huet een et do mat méi groussen Distanzen ze dinn. Mir fannen also, datt dëst e vernünftege Choix ass, well heiduerch eng besser Zesummenaarbecht gefërdert gëtt a well sech an der Stad Lëtzebuerg – fir méi genau ze sinn, zu Gaasperech – déi passend Raimlechkeeten ubidden.

D'Schafung vun dësem neie Service bréngt och mat sech, dass méi Kontrollere mussen agestallt ginn, dat heescht, et ginn nei Aarbechtsplaze geschaf, virausgesat, et fënnt een déi richteg Mataarbechter. Dat ass haut och schonn net ëmmer esou evident. Ech gesinn, den Här Finanzminister ass sech där Saach och bewosst, där Problematik zumindest, jo.

Méi Ressourcen a méi Mëttel, fir dass méi proaktiv ka geschafft ginn, fir dass also méi Kontrolle kënne gemaach ginn a virun allem fir dass méi wierksam Kontrolle kënnen duerchgefouert ginn, dat ass dat, wat am Koalitiounsaccord festgehale gouf a wat onbedéngt notwendeg ass, fir dem Wäisswäsche vun illegale Gelder entgéintzewierken. An dat, fir déi komplex national Dossiere wéi och déi grenziwwerschreidend Dossieren ze beaarbechten a fir d'Zesummenaarbecht mat den europäesche Steierautoritéiten an der Steieradministratioun am Speziellen, dem Eurofisc, nach méi ze verdéiwen.

Wat fir den Enregistrement wouer ass, gëllt natierlech och fir d'Justiz. Doriwwer gëtt sech jo och dacks an där zoustänneger Kommissioun echangéiert, wou et effektiv och e groussen Nohuelbedarf u Personal opzehuele gëllt.

Dat gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem klengen, awer séier wichtegen Text a soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Här Bauler villmools Merci. An dann ass den nächsten ageschriwwene Riedner den Här Claude Haagen. Här Haagen.

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Jo, merci, Här President. D'LSAP begréisst och d'Spezialisatioun vum Contrôle vun der Lutte géint den Antiblanchiment an natierlech och de Finanzement vum Terrorismus an awer och d'Applikatioun vun deenen internationale Sanktiounen, déi sollen ugewannt ginn.

An domadder gi mir den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Haagen. Dann ass den nächste Riedner den Här Fred Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Villmools merci, Här President. Ech mengen, et ass alles gesot ginn, an ech ka mech menge Virriedner hei, besonnesch och dem Här Bauler, uschléissen. An duerfir stëmme mir als Fraktioun dat heiten natierlech mat.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. An dann ass et un der Madamm Sam Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, entschëllegt, entschëllegt. Ech wollt mech elo net hei virdrécken, mee ech wollt och just esou séier wéi méiglech mäin Accord ginn zu deem wichtegen Text.

**M. Claude Wiseler,** Président | Dat ass ganz gentil. An dann ass et um Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Wéi wichteg dësen Text ass, weist aleng déi Zuel, datt all Dag Drogendealer mussen iwwer 70 Milliounen Dollar wäschen, fir se erëm iergendwéi kënnen ze notzen. A wa mer dogéint luttéiere wëllen, da musse mer eis déi néideg Instanzen dofir ginn. Dofir begréisse mer dëse Projet.

E klenge Bemoll ass natierlech déi zousätzlech Zentralisatioun an der Stad. Datt se an deem heite Fall Sënn mécht, krute mer erkläert, an ech sinn awer frou, datt am Rapport och nach eng Kéier ugemierkt gouf, datt dat awer keng strukturell Entscheedung ass, mee wierklech eng Eenzelfallentscheedung. An domadder kënne mir dann och eisen Accord ginn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerte selbstverständlech och eisen Accord ginn, well mir begréissen natierlech all Fortschrëtt a Richtung Bekämpfung vum Blanchiment.

Natierlech wäert dat Ganzt stoen oder fale mam Rekrutement vun Agenten, Fonctionnairen. Et gëtt vill Leit zu Lëtzebuerg, déi sech an der Matière u sech auskennen. Si hu vläicht net onbedéngt esou en einfachen Accès zur Fonction publique. Vläicht muss ee sech dann do e puer Saachen iwwerleeën, fir de Rekrutement ze vereinfachen.

Nach just eng kuerz Remark: Ech fannen et awer trotzdeem e bësse speziell, datt d'Chambre de Commerce mëttelméisseg iwwerzeegt war als eenzeg Chamber an och nach mat engem Argument kënnt, datt dat awer mat Käschte verbonne wier, wann ee Leit rekrutéiert. Dat ass allerdéngs net wouer, well justement den deemolegen Direkter vun der Steierverwaltung eis souguer eng Kéier erklärt hat, datt dat duerno och fir Rentréeë wäert suergen. Dat heescht, déi Logik do geet net op. Dat gesot, stëmme mer dat mat.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner.

An dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Finanzminister.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Häre Deputéiert, ech soen och Merci fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet. Et ass op verschiddene Plazen ënnerstrach ginn: Dat ass vläicht e klenge Projet, mee deen ass awer extreem wichteg. En ass virun allem wichteg fir d'Reputatioun vu Lëtzebuerg als Banken- a Finanzzentrum.

Mir kënnen eis op dësem Punkt, wou mer och ganz vill vu bausse beneit ginn ëm de Succès vun eiser Finanzplaz, kee Reputatiounsschued erlaben. An dat, wat an dësem Gesetzesprojet eigentlech méi speziell ass, dat ass: Normalerweis mengt een, d'Wäisswäsche vu Suen, dat concernéiert d'Banken, dat concernéiert d'Assurancen oder aner Acteuren op der Finanzplaz. Mee wou hei spezifesch déi Leit oder déi Sektioun am Enregistrement zoustänneg ass, dat sinn déi aner Domäner, wou net esou oft driwwer geschwat gëtt, mee wou de Risiko vun der Geldwäsch awer ëmsou méi grouss ass, zum Beispill Immobilien, zum Beispill Autoshandel, zum Beispill Konschthandel, zum Beispill Casinoen oder Bijoutieren, fir nëmmen déi ze nennen. An duerfir ass déi Kontroll, déi hei vun der Enregistrementsverwaltung gemaach gëtt, ëmsou méi wichteg.

An der Press, gëschter, mengen ech, war en Artikel iwwert déi sougenannt „Gatekeepers". Dat ass bal eppes wéi Dierwiechteren. Do krute mer eng ganz gutt Bewäertung, ënner anerem vun dem GAFI. An en marge vun de Spring Meetings, dat heescht vun de Fréijoersmeetinge vun dem FMI, war dann och d'Generalversammlung vum GAFI zu Washington. An do sti mir schonn als Lëtzebuerg ënner Beobachtung, mee de Fait, dass mer esou vill Efforten – an

dat ass ënner ënnerschiddleche Regierungen a besonnesch ënnert där leschter Regierung gemaach ginn; ech wëll hei och nach eng Kéier d'Aarbecht vun der fréierer Justizministesch, der Madamm Tanson, ënnersträichen – gemaach hunn, huet mat sech bruecht, dass mer an deenen Evaluatiounen, déi vum GAFI gemaach ginn, zwar kritesch gekuckt ginn, mee mir kréien dann awer och déi Unerkennung fir déi Aarbecht, déi mer seriö op dëser Plaz maachen. Dat wëll ech wierklech ënnersträichen. Déi kréie mer och unerkannt.

Ech kann net ausschléissen, dass dat eent oder anert schwaarzt Schof do ass, mee de Fait, dass d'CSSF oder aner Gremien inklusiv eis Juridictiounen esou Fäll opdecken, dat beweist och, dass eise System fonctionéiert.

Et ass elo gesot ginn hei, eenzel Beruffschamberen hätte vläicht de Käschtepunkt do evoquéiert. Bon, ech bewäerten dat net. Ech muss dat neutral kucken. Jo, et ass richteg, et ginn 20 nei Poste geschafe bei dem Enregistrement an där spezieller Unitéit. Ech ka just soen, déi 20 nei Posten, déi geschaf ginn, déi sinn et derwäert an dat ass och de Präis, dee mer mussen a solle bezuele fir d'Reputatioun vun eiser Finanzplaz, wou och déi Acteuren, déi vläicht d'Präisfro an d'Luucht setzen, vläicht am meeschten dervu profitéieren, dass mer eng Finanzplaz hunn, déi gutt fonctionéiert.

Dat gesot, merci fir déi breet Zoustëmmung.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech soen dem Finanzminister Merci. An domat wär dann d'Diskussioun ofgeschloss.

A mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8340. Den Text steet am Document parlementaire 8340[7].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8340 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kuckt nach schnell no, ob jiddwereen all seng Procuratioune gebraucht huet. Dat ass elo geschitt. Da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, follglech keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dësen Text ass also ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Max Hengel), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Maurice Bauer), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Claire Delcourt) ;*

*MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 10. Motion de Mme Joëlle Welfring relative au principe d'additionnalité par rapport à l'aide publique au développement

*(Motion déposée en séance publique n° 36 du 3 juillet 2024 – à consulter en page 10 de ce compte rendu)*

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass eng Motioun vun der Madamm Joëlle Welfring, déi si d'lescht Woch deposéiert hat, iwwert déi ëffentlech Entwécklungshëllef. Den Auteur huet 5 Minutten. Duerno hunn all d'Fraktioune 5 Minutten zur Verfügung, d'Sensibilitéiten 2 Minutten, d'Regierung 10 Minutten. Et ass un Iech, Madamm Welfring.

***Exposé***

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Gudde Mëtteg alleguerten. Ech hat dat hei elo schonn d'lescht Woch eng Kéier virgestallt. Et geet ëm d'Additionalitéit vun de Moyene vun der Entwécklungszesummenaarbecht. D'Additionalitéit bezeechent de Prinzipp, deen am Fong och scho säit Joren ugewannt gëtt, och hei zu Lëtzebuerg, awer net iwwerall op der Welt, dass am Fong déi Moyenen, déi zur Verfügung solle gestallt ginn an der Entwécklungszesummenaarbecht, net sollen zesummegeschlo gi mat deene Budgetsmëttelen, déi am Kampf géint d'Klimakris, also d'Klimafinanzen, bereetgestallt ginn. An och déi fir den Accueil vu Leit, déi op der Flucht sinn, sollen net derbäigerechent ginn, well mer an all deenen do Beräicher genuch Moyene brauchen, grad an der Klimakris.

Mir wëssen, dass am Moment an Asie méi Leit un der Iwwerhëtzung stierwen, wéi dat an der Covidkris nach de Fall war. Dat heescht, do gëtt et eeschthaft Auswierkungen. Mir brauchen do eenzel Moyenen, déi, wéi gesot, net sollen zesummegerechent ginn. Mir hunn eis och säit de 70er-Joren engagéiert, do iwwer 1 % vun eisem RNB dranzeginn an deen ... Also, am Moment steet dat jo och esou an eisem Regierungsprogramm, mee de Prinzipp vun der Additionalitéit steet net méi explizitt dran. An dat war a fréieren Zäite schonn de Fall, bei de fréiere Regierungen. An dofir ass et eis och en Uleies, grad am Moment, wou d'Budgeten och diskutéiert ginn, dass mer dat doten eng Kéier zum Theema maachen.

Ech ginn dervun aus, dass mer hei eng breet Zoustëmmung fannen. Ech hunn och Tracen erëmfonnt vu fréieren Diskussiounen zu dësem Theema hei am Haus, wou, mengen ech, alleguerten d'Parteien dëser Meenung si missten. Mee et ass awer wichteg, dass mer dat heiten eng Kéier kloerstellen, grad eeben an dësen Zäiten. Dofir géing ech mech freeën iwwer eng breet Zoustëmmung.

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring.

Hunn ech heizou Wuertmeldungen? Den Här Graas huet sech gemellt, den Här Zeimet. Ech fänken dann ... Ech huelen d'Reiefolleg, wéi mer se normalerweis hunn, well ech ginn dervunner aus, datt hei jiddweree schwätzt. Den Här Zeimet fänkt also un, duerno den Här Graas, dann d'Madamm Lenert, dann den Här Keup. Ech hunn d'Madamm Lenert hei stoen, mee wann ...

*(Interruption)*

Et ass d'Madamm Bofferding, ok. An dann an der Reiefolleg weider. Ok, also ugefaange mam Här Graas.

***Discussion générale et prise de position du Gouvernement***

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Fir d'éischt emol der Madamm Welfring e Merci fir e Sujet, dee ganz wichteg ass. Effektiv, ech mengen, wann een d'Entwécklungspolitick vun dëser Regierung, vun deene leschte Regierungen hëlt, vum Land insgesamt, dann ass déi awer op engem ganz héijen Niveau. Mir wëssen, datt mer 1 % vum RNB ëmmer zur Verfügung stellen. Dat ass och gutt esou. Dat ass richteg esou. Dir hutt och an Ärer Motioun geschriwwen, datt ënnert där leschter Regierung d'Additionalitéit festgeschriwwe gi war. Dat war elo dës Kéier an dem Regierungsprogramm net esou festgehale ginn, wat jo awer net explizitt wëll heeschen, datt se domadder ofgeschaf gi wier.

Natierlech musse mer eis doriwwer ënnerhalen. Wann een elo eis Entwécklungspolitick u sech hëlt, ass dat jo normalerweis 1 % vum RNB. Wa mer dann d'Additionalitéit géinge suppriméieren, dat géing dann heeschen, datt mer op zwee Facteuren am Fong geholl géingen ... Bei dem Accueil vun de Réfugiéen, mengen ech, mécht dat 0,25 % bis 0,30 % aus. Bei dem Klimaschutz mécht et dann 0,10 % bis 0,15 % aus. Wa mer déi zwee dann additionéieren, da komme mer op ronn 0,4 %. Wa mer dann déi 0,4 % vun deem 1 % ofzéien, da géingen eis nach just 0,6 % bleiwen, fir am Fong geholl déi klassesch Entwécklungshëllef.

Duerfir si mer der Meenung, datt mer doriwwer mussen diskutéieren. An ech kann Iech soen, datt op alle Fall d'Demokratesch Partei der Meenung ass, datt mer mussen d'Entwécklungshëllef op engem ganz héijen Niveau halen. Mir sinn och duerfir der Meenung, datt een déi Additionalitéit u sech net soll suppriméieren, datt een déi soll bäibehalen, datt een eeben och an Zukunft soll dat dann dee Moment trennen.

Mir mussen eis natierlech och bewosst sinn, wat dat heescht. Ech hu mer elo Chifferen hei gi gelooss. Wa mer d'Additionalitéit separat gesinn, dat mécht dann – an den Här Finanzminister ka mech do berichtegen, mee déi Chiffere kommen aus sengem Ministère – awer gutt 210, 220 Milliounen aus. Dat mécht am Endeffekt esou vill aus wéi de ganze Budget vum Agrarsecteur. Also, mir mussen och wëssen, iwwer wat mer hei diskutéieren. An ech mengen, dat soll och emol eng Kéier hei ënnerstrach ginn, datt Lëtzebuerg jo awer praktesch nieft Norwegen dat Land ass, wat déi héchsten Entwécklungshëllef leescht, an dat soll och an Zukunft dann, wéi gesot, esou bleiwen.

Duerfir si mer ofschléissend der Meenung als Demokratesch Partei ... Ech géing och da menge Kolleeginnen a Kolleegen hei empfeelen, Är Motioun ze stëmmen.

Ech wëll dann och nach e Wuert soen. Dir stellt Iech vläicht d'Fro, firwat datt den Här Xavier Bettel haut net hei ass. Dat huet awer och seng Ursaach. Den Här Bettel ass, wéi gesot, beim Sommet zu Washington vun der NATO. Ech muss Iech awer soen, datt e sech déi lescht Deeg och ganz vill domat auserneegesat huet an datt en och zur Konklusioun komm ass, datt mer Iech hei solle Recht ginn an datt mer sollen déi Motioun an deem Sënn stëmmen, wat dann och,

géing ech mengen, e gutt Zeechen ass vis-à-vis vun der Ëffentlechkeet dobaussen, wat d'Parlament u sech vun der Entwécklungshëllef awer wëllt wierklech ënnersträichen. Mir sinn eis jo do eens, mat Ausnam vun enger Partei, déi jo do e bësselchen eng aner Approche huet. Dat ass dann och deenen hir Meenung. Ënnert dem Strëch, wéi gesot, mir als DP wäerten Är Motioun da stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Graas. Dann ass d'Wuert fir den Här Zeimet.

**M. Laurent Zeimet** (CSV) | Merci, Här President. Ech ralliéiere mech de Wierder vum Här Graas a géif am Numm vun der CSV och eis Zoustëmmung zu dëser Motioun ginn. Mir engagéieren eis jo scho laang fir d'Kooperatiounspolitick an dofir, datt mer eisen internationalen Engagementer och gerecht ginn. An dofir, mengen ech, ass och kee Moment do, fir mat den Ziffere wëllen ze fuddelen oder se ze verstoppen, mee datt mer dat, wat mer zougesot hunn, och anhalen. An als räicht Land, mengen ech, hu mer genuch Verantwortung ze droen a kënnen och genuch matginn. An dofir sti mer derzou an droen dës Motioun mat.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Zeimet. Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Fir d'éischt och merci un d'Kolleeginnen a Kolleege vun deene Gréngen fir d'Erabrénge vun dëser Motioun hei. Ech muss soen, ech sinn elo berouegt no den Ausféierunge vum Här Graas, ...

**Plusieurs voix** | A!

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | ... well ee Moment huet et esou geklongen ... Ech war net sécher, ob Der dat dote mat géift droen.

**M. Fernand Etgen** (DP) | Hat Dir dorunner gezweifelt?

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | O, Dir gitt engem heiansdo Grond fir ze zweifelen.

An ech sinn awer elo frou, dass d'Regierung awer nach fest hannert deem Prinzipp hei steet. Et ass e Prinzipp, wéi scho gesot ginn ass, dee joerzéngtelaang an eiser Kooperatiounspolitick esou applizéiert ginn ass, an dofir ass et wichteg, dass mer weiderhin dorunner festhalen. An dofir ass och déi hei Motioun wichteg. Esou wéi och d'Madamm Welfring gesot huet, et steet net ganz kloer am Regierungsprogramm, an dofir ass et gutt, dass mer eis heizou verpflichten, dass mer nach eng Kéier ganz kloer hei en Zeeche setzen. An dofir wäerte mir dat hei och matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Villmools merci, Här President. Also, fir et awer mol eng Kéier kloer ze soen: Och d'ADR steet zur Entwécklungshëllef, well et e ganz positive Wäert ass, wou et sech lount, dass mir eis och als Land dran engagéieren. Ech mengen awer och, dass d'Politick net dierf den Androck ginn, wéi wa mir als Lëtzebuerg eleng kéinten d'ganz Welt retten. An et muss een eeben och am Hannerkapp hunn – an dat ass dat, wat den Här Graas och e bësse gesot huet –, dass mer mussen awer oppassen, wéi mer d'Suen, déi mer erakréien duerch Steiergelder, ausginn.

Well ech mengen, mir hunn och alljoers am Moment Defizit an et si jo och Stëmmen, déi zum Beispill dervu schwätzen, fir den Tanktourismus erofzesetzen, fir den Tubak erofzesetzen, wou ganz vill Sue géife verluer goen. An iergendwéi muss ee jo awer do, wou ee gär Suen ausgëtt, notamment hei ganz vill Sue bei der Entwécklungshëllef, déi jo awer och erakréien. Et kann ee jo net déi Suen einfach léine goen.

Mir stinn och als ADR hannert der Fuerderung vum Weltsommet vu Rio aus dem Joer 1992, wou gesot ginn ass, datt déi räich Länner sollen 0,7 % vun hirem nationale Bruttoakommes fir déi ëffentlech Entwécklungshëllef asetzen. Mir missten all déi aner Industrienatioune vläicht och emol dorun erënneren a ganz besonnesch eis Kolleege Memberstaate vun der Europäescher Unioun, déi deelweis ganz wäit dovun ewechleien. Ech mengen, Frankräich, Italien, Spuenie leie bei 0,2 %, 0,3 %, 0,4 %, dat heescht wäit hannert deem 0,7 %.

An ech mengen, et ass awer och wichteg, dat ze widderhuelen, wourëms et hei geet am Fong. Am Moment wëlle mir jo nach ëmmer 1 % ausginn, also däitlech méi wéi déi 0,7 %, zu deene mer eis verflicht hunn. An deen 1 % ass, wéi gesot, net ganz richteg. Wann ech dem Här Graas seng Rechnung richteg verstanen hunn, si mer am Fong, wann een dat anert matrechent, bei 1,4 %. A mir waren ëmmer der Meenung, dass een eigentlech sollt alles dat mat afléisse loossen an déi Rechnung no de Krittäre vum CAD, vum Comité d'aide au développement, vun der OECD. An da géif sech eeben dat erausstellen, wat den Här Graas grad gesot huet, dass mer nach däitlech driwwer leien. Dat betrëfft eebe grad d'Gelder fir d'Flüchtlingen, déi mer ausginn, och a punkto Klima.

A fir e komplett Bild ze hunn a fir och kënnen ze vergläiche mat deenen anere Länner, déi dat jo och mat arechnen, wier et gutt, wa mir et géifen d'selwecht maache wéi si, da kéint een dat schéi propper analyséieren, da wier et transparent an et wier och gerecht. Well am Moment ass et jo net gerecht: Déi aner gi vill, vill manner wéi mir an en plus rechne se och nach aneschters wéi mir. Sou komme se duebel gutt ewech par rapport zu eis.

Duerfir si mir hei net der Meenung, fir déi Motioun matzestëmmen. A mir halen eis dorun, wat mer ëmmer gesot hunn: Mir hätte gär, dass d'Rechnung komplett gemaach gëtt an dass mer eis kënnen dann objektiv mat eisen Nopere vergläichen. A mat 0,7 % oder mat 1 %, mengen ech, si mer ganz, ganz, ganz, ganz, ganz héich. Dat geet am Fong duer.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Deen nächsten ageschriwwene Riedner hei bei mir op der Lëscht ass den Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Et wäert Iech elo net wonneren, datt ech diametral anerer Meenung si wéi mäi Virriedner. Mir sinn der Meenung, datt déi Motioun hei definitiv hir Meritten huet. Ech hat och, wéi de Gusty Graas ugefaangen huet mat schwätzen, kuerz d'Suerg, datt d'Majoritéitsparteien hei wéilten dergéint stëmmen. D'Kéier war dunn awer kritt um Schluss fir ze soen ...

**M. Fernand Etgen** (DP) | Dir hutt Iech schonn dacks geiert!

*(Hilarité)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | O!

**M. Gusty Graas** (DP) | Dat war, fir d'Spannung ze hiewen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Et war, fir d'Spannung ze hiewen. Dir hutt op alle Fall e schéine Spannungsbou hikritt, Här Graas.

Wat awer, mengen ech, wichteg ass – an dat ass, wat bësse kuerz kënnt, well wann een esou eng Motioun schreift, mengen ech, stécht jo ëmmer en Zil derhannert –, dat ass, datt mer wierklech déi Kontabilitéit dann och éierlech féieren. Deen eenzege Punkt, wou ech mengem Virriedner Recht géif ginn, dat ass, datt mer et méi missten an d'Fënster setzen, wéi vill mer wierklech ausginn, an datt mer net nëmme vun eisem Zil vun 1 % schwätzen, mee datt mer an der Additionalitéit déi erhalen, awer gläichzäiteg och kommunizéieren, wéi vill mer wierklech ginn. Well domadder si mer, mengen ech, Virreider, weltwäit. An dat sollte mer dann och an d'Fënster stellen.

Et geet net nëmmen duer, ze soen: „Mir hunn deen 1 %, an domadder si mer schonn am Peloton." Nee, mir si souguer schonn an der Tête de la course. Mir sinn am Moment wierklech d'Ausräisser no vir, wa mer d'Additionalitéit arechnen. An dofir sollte mer dat dann och an d'Fënster setzen. An dat ass vläicht da mäi Wonsch un d'Regierung, fir dat an Zukunft méi offensiv ze kommunizéieren, ouni awer elo iergendwou spueren ze goen, wéi mäi Virriedner dat gemengt huet, wëllen hei ze verteidegen. Mir wäerten dat heiten op alle Fall matstëmmen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Den Här Wagner an duerno huet den Här Minister nach d'Wuert gefrot. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, d'Madamm Welfring huet et ganz gutt presentéiert. Den Här Graas och, d'ailleurs. Et ass mir och esou gaange wéi der Madamm Bofferding, mee Är Presentatioun war ganz gutt a ganz komplett. An ech freeë mech och, datt et eng Quasiunanimitéit gëtt, fir ze soen, datt weiderhin Entwécklungshëllef, dat, wat richteg Entwécklungshëllef ass, och als Entwécklungshëllef berechent gëtt.

Ausser d'ADR natierlech. Déi verstinn einfach net, wat Entwécklungshëllef ass. Et muss een et einfach esou soen.

*(Interruption)*

Oder si hunn ... A si wëllen eng Näiddiskussioun entwéckelen. Wësst Der, iergendeng Kéier, vläicht, ech hoffen net, mee eis Lëtzebuerger kéint et och eng Kéier schlecht goen. An dann hoffen ech, datt an anere Länner op der Welt net nëmmen ADRler a Keupen do sëtzen, ...

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Très bien! Très bien!

*(Interruption)*

**M. David Wagner** (déi Lénk) | ... well soss geet et eis nach schlecht, also da kréie mer keng Hand, fir eis ze hëllefen. Mee d'Mënschheet besteet majoritairement net aus rietsen Egoisten, glécklecherweis.

An dann däerf een och net vergiessen, fir d'ADR e bëssen ze berouegen, datt mer do elo net ze vill Geld egal wéi ausginn: Eng vun den Haaptursaache vun der Ënnerentwécklung – dat muss een awer och soen – vu gewëssene Länner, dat ass Steierflucht. Dat ass wierklech en Hindernis fir vill Länner. An dat huet och domadder ze dinn, datt et aner Länner gëtt an der ekonomesch entwéckelter Welt, déi Steierevasioun favoriséieren. Ech nennen elo keng, et fält mer net direkt eent an, mee ech mengen, et gouf awer viru Jore schonn eng Etüd, déi awer gesot huet, datt dat, wat iwwert d'Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg erakënnt ..., datt mer do u sech den Entwécklungslänner méi huele wéi dat, wat mer u sech ginn. Doriwwer misst ee sech awer och eng Kéier Gedanke maachen an et misst een och erëm eng Kéier vläicht eng seriö Etüd starten, fir ze kucken, wat déi ganz Implikatioune sinn. Ceci étant dit, wäerte mer selbstverständlech dës Motioun mat ënnerstëtzen.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Fred Keup** (ADR) | Här President.

**M. Claude Wiseler,** Président | Wéinst Fait personnel, oder?

*(Interruptions et hilarité)*

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, kuerz.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, merci, Här President. Jo, ech muss awer dorop reagéieren. Also, wann een natierlech ganz lénks steet, mat engem grousse lénksen Häerz wéi den Här Wagner, da kann ech mer virstellen, an deem Weltbild, do steet eng grouss Majoritéit warscheinlech do, wou hien et genannt huet: beim rietsen Egoismus.

Ech kann en awer berouegen, dass mir och net do stinn. An duerfir hunn ech jo hei gesot, dass mir och ganz zu der Entwécklungshëllef stinn. Mee d'Fro am Fong un Iech gestallt, mee mir kënnen dat duerno och nach eng Kéier kucken, da kënnt Der dat beäntwerten, dat wär am Fong: Wou sollen déi Suen dann hierkommen? Well et kann ee jo net méi Suen ausginn, wéi een der erakritt. Mir maache schonn am Moment eng Milliard Euro Defizit d'Joer an da wëllt Dir eng Milliard ausgi fir d'Entwécklungshëllef. An iergendwa muss een awer och als Lénkse mat engem grousse lénksen Häerz sech d'Fro stellen: ...

*(Interruption par M. Fernand Etgen et hilarité)*

... Wou kommen d'Suen hier?

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, merci, Här Keup. Dir hutt Äre Punkt gemaach.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mir kéinte jo mol Iech besteieren.

**M. Claude Wiseler,** Président | Ech mengen, mir féieren elo keng Diskussiounen. Dem Här Wagner seng Positioun ass ganz kloer. Dem Här Keup seng ass och ganz kloer. An elo huet de Finanzminister d'Wuert. An duerno kritt d'Auteure vun der Motioun nach eng Kéier d'Wuert. Här Finanzminister.

**M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Gusty Graas huet drop higewisen, dass de Ressortminister – dat ass de Xavier Bettel – an Amerika ass an duerfir haut net kann zu dëser Motioun schwätzen. Mir hate gëschter e kuerze Kontakt, wou en och gesot huet, dass d'Regierung, och wa se net implizéiert ass, dës Motioun soll positiv begleeden.

Et ass effektiv mat Recht d'Fro opgeworf ginn: „Mee wat sinn da lo déi reell Chifferen, wat mer an deem ganze Kontext maachen?" Ech schwätzen hei net vu Käschten, well dat wier dat falscht Wuert. Ech mengen, hei ass d'Fro: Wat ass de budgetären Impakt vun deenen eenzelne Moossnamen?

Et ass och esou, dass onofhängeg vun dëser Motioun och am Budget 2024, dee jo gestëmmt gouf an dësem héijen Haus, dem Prinzipp vun der Additionalitéit Rechnung gedroe gouf. Ech mengen, dat muss een och fairnesshallwer soen.

Ech mengen, den Här Clement an den Här Keup hu gesot, dass et richteg wier, dass d'Regierung eng Kéier soll soen, wat dann déi konkreet Zuele sinn. Also, Stand haut a fir de Budget 2024, do hu mer bei der Entwécklungshëllef ouni den Impakt, wat elo Refugiés ass, also Accueil vu Refugiés, an ouni den Impakt vu Klima reng 577 Milliounen, déi dëst Joer am Budget virgesi sinn. Nach eng Kéier: Entwécklungshëllef ouni Impakt Refugiéen an ouni Impakt Klima, dat entsprécht engem budgetären Impakt vun 1,02 % vum gesamte Budget. An da kënnt zousätzlech den Accueil vun de Refugiéen. Dat schléit zu Buch mat 190 Milliounen. An da kommen nach déi Moossnamen iwwert déi heite Rubrick, wat de Klima ubelaangt. Dat sinn 59,5 Milliounen, soudass mer am Total, compte tenu vun dem Prinzipp vun der Additionalitéit, e gesamte budgetären Impakt vun 827 Milliounen Euro hunn. An do leie mer am Verglach zu dem Gesamtbudget bei engem Chiffer vun 1,46 %, wat 249,8 Milliounen – ech widderhuelen et nach eng Kéier: 249,8 Milliounen – méi Impakt ass, wéi wann een einfach géing beim Principe d'additionalité Ofstrécher maachen. Ech wëll dat eng Kéier kloer soen. Do sti mer als Lëtzebuerg, mengen ech, net esou schlecht do.

Et sinn eng Rei vun Ursaache gesot ginn, dass dat hei natierlech och e positiven Impakt net nëmmen en terme vu politescher Duerstellung vu Lëtzebuerg ass, mee och vun direkten an indirekten ekonomesche Retombéeën. An ech wäert dermat ofschléissen, dass ech soen, dass ech Kontakter geschloss hunn – an ech hoffen, dass déi bis un d'Enn vum Joer wäerte kënnen ofgeschloss ginn –, dass mer bei der sougenannter Interamerikanescher Bank – dat ass d'Entwécklungsbank fir de latäinamerikanesche Kontinent – Member ginn ab dem Januar 2025. Dat wäert och e finanziellen Impakt op eise Budget hunn, mee domadder hätte mer séchergestallt, dass mer als souveräänt Land an alle multilaterale Banken, déi et op der Welt gëtt – niewent der asiatescher Developpementsbank, der Weltbank an anere multilaterale Banken –, op alle Kontinenten do vertruede wieren, wat net nëmmen dem Image vu Lëtzebuerg géing guttdoen, mee well mer och musse mat dem latäinamerikanesche Kontinent verstäerkt Wirtschaftsbezéiungen hunn, déi eis och zeguttkommen, net nëmmen der reeller Ekonomie, mee och dem Finanzsecteur, well ganz vill Suen, déi a Latäinamerika sinn, ënner anerem bei eis op der Bourse, zum Beispill Obligatiounen, déi do gelëscht sinn, oder Suen, déi a Fonge sinn, déi zu Lëtzebuerg vermaart ginn, dra sinn. An ech mengen, duerfir ass dat eng Win-win-Situatioun.

Dat war dat, wat ech am Numm vun der Regierung dozou ze soen hunn. An ech freeë mech dann och iwwert d'Ofstëmmung vun der Chamber. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Minister. Dann ass d'Wuert fir d'Auteure vun der Motioun, d'Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng), auteure | Jo, merci, Här President. Just nach als klengen Zousaz un d'Adress vun de Kolleege vu ganz riets, och zu der Definitioun, wat da gemengt ass mat „Entwécklungszesummenaarbecht": Do gëtt et eng offiziell Definitioun vun der OECD, déi wierklech beseet, dass et drëm geet, d'Entwécklung vun der Wirtschaft an och vum Bien-être an den Entwécklungslänner spezifesch ze erzilen. An et kann ee wierklech beim beschte Wëllen net behaapten, dass, wann een de Leit, déi op der Flucht sinn, hei am Land hëlleft, dat wierklech deem doten Zil entsprécht. Dat ass wierklech komplette Quatsch.

An nach eng Kéier just ofschléissend, dass een net ka géint Flüchtlinge sinn a géint d'Ursaache vun de Flüchtlingen. Dat heescht, wat mer hei maachen, ass eng Preventioun. An dofir fannen ech et ëmsou méi wichteg, dass mer hei derfir stëmmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

***Vote sur la motion***

A vu datt et e Vote électronique sollt sinn, maachen ech dann elo de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Max Hengel), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Maurice Bauer), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Luc Emering), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;*

*Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

## 11. 8391 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8391 iwwert d'Saisonniersaarbechter aus Drëttlänner. Ech erënneren Iech drun, datt dëst e Riedemodell „avec rapport et sans débat" ass. Dat heescht an anere Wierder: De Rapporter huet 5 Minutten. Et si keng aner Riedezäiten virgesinn, ausser déi vun der Regierung, wa se wëllt, dann och nach 5 Minutten. An elo huet de Rapporter vum Projet de loi, den Här Marc Lies, d'Wuert. Här Lies.

***Rapport de la Commission des Affaires intérieures***

**M. Marc Lies** (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Gesetzestext mat der Nummer 8391 geet et ëm eng Upassung vum Gesetz vum 29. August 2008 zur Libre circulation des personnes et l'immigration.

Dësen Text ass den 5. Juni 2024 vum zoustännege Minister vun den Affaires intérieures an der Chamber deposéiert ginn. Am Unhang waren en Exposé des motifs, e Commentaire des articles, en Texte coordonné, eng Fiche financière, eng Fiche d'évaluation d'impact, en Nohaltegkeetscheck an d'europäesch Direktiv Nummer 2014/36/UE vum 26. Februar 2014. De Projet de loi ass den 20. Juni an der Interieurskommissioun behandelt ginn a gouf de 25. Juni vum Staatsrot aviséiert. De 4. Juli hu mir den Avis vum Staatsrot an der Chamberskommissioun nach eemol analyséiert an ech si vun der Kommissioun zum Rapporter ernannt ginn. De Rapport ass och de selwechten Dag vun der Kommissioun ugeholl ginn.

Ëm wat geet et an dëser Transpositioun genau? Am Abrëll 2023 huet d'Europäesch Kommissioun eng Procédure d'infraction géint Lëtzebuerg ageleet; dëst, well d'Kommissioun fonnt huet, dass mir initialement zwou Dispositiounen net ganz richteg transposéiert

haten. Dofir maache mir elo zwou kleng Upassungen am Gesetz vum 29. August 2008.

Deen éischte Punkt ass follgenden: Am Kader vun enger Autorisatioun vun engem Saisonarbechter aus engem Drëttstaat kritt den Demandeur all Informatioune schréftlech, wat seng Rechter a Flichten a Bezuch op d'Arees, den Openthalt oder e méigleche Recours géint eng Decisioun laut der Direktiv vun 2014 sinn.

Den zweete Punkt ass follgenden: Wann d'Informatiounen oder déi jeeweileg Dokumenter a Bezuch op d'Demande net vollstänneg sinn, freet den zoustännege Minister innerhalb vun enger Frist vun 30 Deeg ab dem Datum vum Areeche vun der Ufro no, fir déi feelend Dokumenter zäitno nogereecht ze kréien. Kënnt den Demandeur dëser Demande vum Minister net no, ka seng Demande refuséiert ginn.

Voilà, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat wär et och scho gewiescht. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Lies, fir Äre schréftlechen an Äre mëndleche Rapport.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert, wa se d'Wuert wéilt.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | Ech soen dem Rapporteur Merci fir säi gudde Rapport.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8391. Den Text steet am Document parlementaire 8391[2].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8391 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Domat ass dëse Projet de loi also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Taina Bofferding), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;*

*MM. Jeff Engelen, Dan Hardy (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;*

*Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat och elo esou decidéiert.

## 12. Question n° 17 de M. Dan Biancalana relative au contrôle externe des lieux privatifs de liberté

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'erweidert Fro Numero 17 vum Här Dan Biancalana iwwert déi extern Kontroll vu Plazen, wou d'Fräiheet virenthale gëtt. Den Auteur huet wéi ëmmer 5 Minutten Zäit fir seng Fro a seng Zousazfro. Der Regierung stinn 10 Minutten zou. Den Här Biancalana huet d'Wuert. Här Biancalana.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. De Contrôle externe des lieux privatifs de liberté vum Ombudsman geet am Kader vu senge Missiounen op d'Zoustänn an de betraffene Plazen hei zu Lëtzebuerg an, wou Fräiheetsentzuch stattfënnt.

Den onofhängege Rôle vum Contrôle externe ass ze iwwerpréiwen, ënner wéi enge Konditiounen de Fräiheetsentzuch ofleeft, wéi d'Prozeduren ugewannt ginn an ob keen onwürdegt an degradant Traitement stattfënnt. Den Artikel 13 vun eiser Verfassung schreift et kloer vir: „Nul ne peut être soumis à la torture ni à des [...] traitements inhumains et dégradants." Et ginn also Recommandatiounen ausgeschwat, Verbesserungsvirschléi formuléiert a Prozeduren, wéi gesot, iwwerpréift, fir dass d'Rechter vun de Betraffenen och beim Fräiheetsentzuch gewaart bleiwen.

Et geet also hei ëm eis Prisongen, Schraasseg, Giwenech, de CPU zu Suessem, ëm d'zoue Psychiatriesunitéiten am CHNP respektiv an eise Spideeler, ëm d'Unisec, wou Mannerjäreger ënnerbruecht sinn, awer och Mannerjäreger zu Schraasseg am CPL, d'Arrestzellen op de Polizeikommissariater an de Centre de rétention, also e ganz breede Spektrum.

Ech baséiere mech also hei a menger Question élargie op de Rapport vum Contrôle externe vum Joer 2022, awer och op d'Visitt hei zu Lëtzebuerg vum Antifolterkommitee vum Conseil de l'Europe, déi am Joer 2023 war, an och op déi rezent Äntwert am Mäerz 2024 vun der Regierung op den 80-säitegen – also zimmlech voluminéisen – Rapport vum Conseil de l'Europe.

Am Kader vun der Entrevue, déi ech hat mat der Ekipp vum Contrôle externe, hunn ech och gesinn, wéi villfälteg an och villsäiteg problematesch d'Situatiounen hei sinn. An ech wäert och sécherlech an deene fënnef Minutten net kënnen hei op alles agoen.

An der Psychiatrie gi wéinst dem Mangel un adequate Strukturen a punkto Prise en charge fir d'Rehabilitatioun verschidde Methoden ugewannt, déi ee misst iwwerdenken oder wéinstens juristesch kloer festhalen. Ech schwätzen hei vun de Mesures de contention mécanique, also effektiv d'Feststrécke vun den Erwuessenen, awer och vu Mannerjäregen, déi am Fong e klore Kader brauchen.

Esou ass am Fong och erugedroe gi vum Contrôle externe, dass et Problemer ze gi schéngt, dass emol d'Personal ouni viregt Autorisatioun vum Dokter decidéiere kann, esou Mesüren unzewennen. Zum Beispill ass hei de Packing genannt ginn, also d'Apaken, notamment och vu Kanner, mat Dicher an och mat Festhalen um Buedem. Och do besteet also e klore Klärungsbedarf am Strofvollzuch.

De Conseil de l'Europe an och de Contrôle externe weisen drop hin, dass zu Lëtzebuerg de Recours op d'Détention préventive quasi systematesch ass a vill ze wéineg – vill ze wéineg! – op déi bestoend Alternativen, déi et gëtt, zeréckgegraff gëtt.

Dauerbrenner sinn a bleiwen elo säit quasi 30 Joer d'Mineuren, déi nach ëmmer zu Schraasseg placéiert ginn, d'Prise en charge, déi net adequat ass, an och nieft den Diskussiounen, dass Mineuren net op Schraasseg gehéieren, natierlech déi vill Virfäll, déi och schonn op der Unisec waren an déi eis och zougedroe goufen. Dowéinst, mengen ech, ass et och dréngend néideg, dass déi dräi Gesetzesprojete ronderëm Jugendschutz- an och Jugendstrofrecht gestëmmt ginn.

Zu Schraasseg ass d'Situatioun vun de Fraen och net evident. Éischtens ass nach kee komplette separate Block fir Frae virgesinn, obwuel dat néideg wier. Och de Contrôle externe stellt dat fest. Et gëtt awer och zweetens e Vide, wann et ëm d'Schwangerschaft geet vu weiblechen Detenuen. Et gëtt keng kloer definéiert Prozeduren, wéi en Accouchement soll virgeholl ginn. Wéi eng Agente si beim Transport derbäi? Wéi eng Agente sinn am Spidol selwer derbäi? Wéi gëtt den Transport organiséiert? An et mierkt een awer och, dass am Block selwer bei de Fraen d'Méiglechkeeten, fir enger Aarbecht kënnen nozegoen, Aktivitéite kënnen ze maachen, zimmlech limitéiert sinn.

An der Enceinte vum CPL zu Schraasseg ass säit 2018 eng Unité de psychiatrie socio-judiciaire geplangt. D'Äntwert vun der Regierung op eng Fro vum Conseil de l'Europe ass, dass iwwerluecht gëtt, fir alternativ Léisungen ze fannen. A mir brauchen hei zu Lëtzebuerg dréngend esou eng Unitéit, well am Fong d'Leit, déi nom Artikel 71 an 71-1. vum Code pénal jo als onzourechnungsfäeg qualifizéiert an unerkannt goufen, effektiv esou ze laang an der klassescher Detentioun sinn, wat net eng adequat Struktur ass par rapport zu hirem Verhalen.

An zu gudder Lescht och nach d'Theema Kompetenzerweiderung: Säit 2021 freet de Contrôle externe, dass seng Kompetenze sollen erweidert ginn, fir och op aner Plaze kënnen ze goe wéi déi, déi ech elo genannt hunn, notamment och an Altersheemer respektiv awer och a Foyeren, wou Mineurë placéiert ginn, wou awer d'Fräiheet deementspriechend och ageschränkt ass.

Dofir wollt ech an deem Kontext follgend Froen un d'Justizministesch stellen:

Wéi gesitt Dir de systematesche Recours op d'Détention préventive an effektiv och dass d'Alternativen esou wéineg genotzt ginn a méi kéinte genotzt ginn?

Wat fir eng weider oder besser Charge gesitt Der nach, wat d'Prise en charge vun de Mineuren ugeet, edukativ an och pedagogesch, wa se zu Schraasseg placéiert ginn? Ech mengen, mir sinn alleguerten heibannen eis eens, dass se net dohinner gehéieren, mee och do besteet Nachholbedarf.

Wéi gesäit et, wéi gesot, mat der Unité de psychiatrie aus? Wou soll de Standuert sinn, wann net am CPL? Wat ass do d'Konzept?

An effektiv, wéi eng Changementer kéinte bei der Situatioun vun de Fraen zu Schraasseg och stattfannen?

A wéi gesitt Dir als Justizministesch déi gefuerdert Kompetenzerweiderung vum Contrôle externe?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Biancalana. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Justizministesch. Madamm Minister.

**Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | Merci, Här President. An och merci dem Här Biancalana fir seng Froen, déi sech, wéi gesot, op de Rapport annuel 2022 vum Contrôle externe des lieux privatifs de liberté bezéien. Dir hutt an Ärer Ried elo nach eng Rei aner Punkten ugeschwat, notamment och de Rapport vum CPT. Ech wäert awer probéieren, och op déi anzegoen.

Ech wollt awer fir d'éischt och e puer Wierder eebe soen iwwert de Rapport 2022 an dat, wat do iwwert d'Prisonge steet, well effektiv dat dat ass, wat a meng Charge fält, well d'Unisec ass am Moment nach ënnert der Responsabilitéit vum MENJE a mat der Reform vum Jugendschutz-, Jugendstrofrecht wäert jo dann e Prison des mineurs geschaaft ginn, deen deementspriechend dann och ënner eis Kompetenz wäert falen.

Ech mengen, ech kann eng Kéier vläicht ganz kuerz soen, datt mer amgaange sinn, un deene Projeten ze schaffen, ganz intensiv. Et sinn der jo dräi a mir haten eng ganz Rëtsch Opposition-formellen. All Ministère schafft op senger Säit, mee mir sinn am Moment awer och a ganz enker Kooperatioun, fir ze kucken, wéi mer déi Texter ... Well déi grouss Fro, déi sech stellt, ass: Wéi gräifen déi Texter aneneen? An do schaffe mer ganz intensiv mam MENJE drun.

De Rapport 2022 huet haaptsächlech zwou Froen opgeworf, notamment och déi vun de Fouillen, datt déi missten an zwee Momenter gemaach ginn, datt eng Persoun ni ganz ausgedoen ass. Dat ass entre-temps gereegelt, och duerch d'Gesetz iwwert d'Fouillen am Code de procédure pénale. An dat ass am Joer 2023 geschitt.

Et war och déi Fro vum Projet de règlement grand-ducal iwwert d'Régime-internen. Do ass et jo esou, datt mer 2018 déi grouss Prisongsreform haten an datt do och kloer deemools gesot ginn ass: „Mir kucken ze evaluéieren no zwee Joer, wéi dat an der Praxis leeft." Dee Moment sinn och Projets de loi ausgeschafft ginn, fir eeben deene klengen Adaptatioune Rechnung ze droen, déi misste gemaach ginn. A gläichzäiteg ass e Règlement grand-ducal op de Wee bruecht gi fir eeben d'Régime-internen.

Mir krute fir d'Gesetz den Avis vum Staatsrot am Mee, hunn dorobber ugefaange mat schaffen – also am Mee d'lescht Joer. An dunn ass awer och iergendwann eng Kéier den Avis vum Staatsrot komm iwwert de Projet de règlement grand-ducal, dee gesot huet, eng Rei vun deenen Dispositiounen, déi am Règlement grand-ducal stinn, missten an d'Gesetz, soudatt mer dat och elo gemaach hunn. Mir hunn et tout juste verpasst, fir nach virum Summer kënnen an d'Kommissioun ze kommen, mee mir wäerten dat kënnen an der nächster utiller Sitzung maache vum Parlament, fir datt mer dann deementspriechend kënnen endlech de Régime interne och ee fir allemol iwwerhuelen.

Dir hat elo dräi, véier Froe méi konkreet ugeschwat. Dat eent ass de Recours à la détention préventive. Effektiv ass et esou, datt mer zu Lëtzebuerg eng ganz Rei Leit an der Détention préventive sëtzen hunn. Déi sëtzen, wéi Der wësst, all um Uerschterhaff. Dat ass awer u sech de Riichteren hir Entscheedung, ob se, wa se eng Demande de mise en liberté provisoire kréien, där Rechnung droen oder net. An dee Moment, wou se esou eng Demande kréien, appreciéiere se jo och de Risque de fuite. Bon, mir wëssen, datt eng ganz Rei Leit, déi an der Détention préventive sëtzen, och net onbedéngt e feste Wunnsëtz hei hunn, soudatt ech dervun ausginn, datt dat och ee vun de Grënn ass, firwat se deementspriechend dann och net erausgelooss ginn. Dat erkläert dann och, firwat d'Zuelen esou héich sinn an der Détention préventive.

Wéi ech d'lescht Kéier och hei gesot hat, probéiere mer jo och ze kucken, ob de Bracelet électronique ... Well dee kann och schonn am Moment gesprach ginn en matière de détention préventive, mee mir wëssen, datt dat relativ wéineg gemaach gëtt. A mir wëlle jo souwisou eng Kéier och d'Technik do mol kucken, wéi mer do kënne weiderfueren, fir déi zwee Typpe vu Braceleten, déi et, wéi gesot, gëtt, Radiofrequenz a GPS ..., well mer jo notamment och en matière de violence domestique wëlle kucken, ob een dat kann uwenden. Deementspriechend ass d'Iddi och ze kucken: Wéi kënne mer deen do méi als Alternativ dann och benotzen?

Dir hat och d'Problematik vun de Mineuren ugeschwat. Ech mengen, Dir wësst, datt mer all net frou sinn, wa se am Endeffekt zu Schraasseg landen. Dat soll jo och schnellstméiglech en Enn fannen. A spéitstens mat der Reform dann, wéi gesot, vum Jugendschutz-, Jugendstrofrecht kann dat jo net méi virkommen. Da komme se an de Prisong fir Mineuren, wou mer awer och schonn amgaange sinn, drun ze schaffen, a wou mer och konkreet sou lues a lues wäerte weiderkommen, an der Hoffnung, datt mer dann och kënnen d'nächst Joer, wann dat eent bis gestëmmt ass, mam Finanzement bei Iech kommen.

Wéi gesot, fir awer kuerz ze soen: Wann d'Mineuren dann tatsächlech am Prisong sinn – wat mer jo net wëllen –, muss een awer soen, datt se direkt, wa se ukommen, am Fong geholl ... Well wa se an de Prisong kommen, gëtt awer mam CSEE zesummegeschafft. Déi ginn direkt informéiert. Déi schécken direkt och en Educateur sur place. A si ginn och, wéi gesot, vum Service psychologique et socio-éducatif direkt en charge geholl, wéi eigentlech all Detenu, deen erakënnt an de CPL. Et gëtt direkt en Entretien gemaach an da gëtt och gekuckt, fir do e gewëssene Suivi ze assuréieren. An an deem Sënn ass och eng Konventioun mam CSEE, mam Centre socio-éducatif, eeben en place, fir dann och Aktivitéiten awer ze offréiere fir déi Mineuren, déi dann do sinn – wat leider nun emol heiansdo virkënnt. À l'heure actuelle, Stand haut, ass awer gottseidank keen do vun deenen 300 Leit, déi, Stand haut, am CPL sinn. Sou vill zu de Mineuren.

Dir hat och d'Fraen ugeschwat. Bei de Fraen, effektiv, vu datt mer amgaange sinn, éier e ganz neie Projet da gemaach gëtt, de CPL awer lues a lues frëschzemaachen, ass notamment och de Sportsall fir d'Frae frëschzemaachen. Ech war virun zwou Wochen do an ech muss ganz éierlech soen, dat gesäit ganz flott aus. Si hunn hinnen och d'Kiche frëschgemaach, déi och e bëssen anescht ass wéi déi vun de Männer, well eeben och aner Demandë vun de Fraen do waren an d'Fraen och ganz gutt op déi oppassen, soudatt se do och eng ganz schéi Kiche kruten.

Si hunn eis och déi Zelle gewisen. Effektiv, et kënnt mol vir, datt Fraen e Kand kréien am Prisong. An déi hu se dann an awer wierklech weesentlech méi groussen Zellen, wou se d'Fraen da logéieren. Bon, effektiv, si si separat, mee et ass ..., jo, separat an och net d'Fraen en tant que tel, mee doduerjer, datt mer elo den Uerschterhaff ophunn, sinn aner Méiglechkeeten am CPL. Wéi gesot, d'Zelle waren ëmmer duebel besat, wat se elo net méi sinn, soudatt een elo awer weesentlech méi Plaz och huet.

D'UPS-J hutt Der och richteg ugeschwat. Do ass et och esou, datt mer intensiv op deem Projet schaffen. D'Iddi ass och, dat à terme dann och um Site vu Schraasseg ze maachen, mee dat dauert awer nach e bëssen, soudatt mer och am Moment e bësse kucken, ob mer nach provisoresch Léisunge fannen, well mer eis duerchaus bewosst sinn, datt mer do mussen en anere Kader schafen. Mee do schaffe mer intensiivst drun, zesumme mat der Santésministesch. Voilà!

An der Extensioun vum Contrôle externe steet vu menger Säit aus näischt am Wee.

Ech hoffen, ech hunn elo all Är Froe beäntwert.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister. Ech gesinn, dass keng Zousazfro méi do ass.

## 13. 8199 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Da kënne mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, an dat ass de Projet de loi 8199, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'gewielte Beruffskammeren. D'Riedezäit ass de Basismodell. De Rapporter huet also 10 Minutten, all Fraktioun a Sensibilitéit 5 Minutten, d'Regierung 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Maurice Bauer fir d'CSV-Fraktioun no sengem Rapport, den Här Gusty Graas, d'Madamm Liz Braz, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. An dann huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Maurice Bauer, d'Wuert. Här Bauer.

***Rapport de la Commission de la Fonction publique***

**M. Maurice Bauer** (CSV), rapporteur | Villmools merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech si ganz frou, Iech haut de Projet de loi 8199 iwwert d'Modifikatioun vum Gesetz vum 4. Abrëll 1924 iwwert d'Schafung vun de gewielte Beruffskummeren ze presentéieren, e Projet, deen nach vun der viregter Regierung den 18. Abrëll 2023 an der Chamber hannerluecht ginn ass.

De virleiende Gesetzesprojet ziilt dorop of, verschidde Bestëmmunge vum modifizéierte Gesetz vum 4. Abrëll 1924, déi d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics betreffen, ze änneren. De fréiere Minister vun der Fonction publique huet d'Staatsbeamtechamber 2020 gefrot, fir Reflexiounen unzestellen iwwer eng Reform an eng Vereinfachung vum uewe genanntene Gesetz souwéi vum ofgeännerte groussherzogleche Reglement vum 17. Januar 1984 iwwert d'Reglementéierung vun der Walprozedur fir d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics auszeschaffen. De proposéierten Text gouf also no Consultatioun vun der Staatsbeamtechamber ausgeschafft.

D'Zil vum virleiende Gesetzesprojet ass et, d'Zuel vun de Kategorië respektiv Gruppen an de Mandaten unzepassen, fir eng gerecht Representatioun vun all de Gruppen, déi dëser Chamber ugehéieren, sécherzestellen, d'Missioune vun dëser Chamber ze preziséieren an hir Walprozedur ze moderniséieren. Weiderhi geet et drëm, verschidde vereelzte Bestëmmungen, besonnesch déi, déi op déi al Bezeechnunge vun de Karriären a Fonctiounen, déi virun den 2015er Reformen am ëffentlechen Déngscht benotzt goufen, ze aktualiséieren.

D'Missioune vun der Fonction publique ginn iwwert d'Joren ëmmer méi an d'Luucht. Als Beispill kann een hei d'Autorité de contrôle du secteur financier huelen, déi ugefaangen huet mat engem eenzege Posten an haut huet d'CSSF iwwer 1.000 Mataarbechter. Och goufen eng ganz Rëtsch nei Servicer geschafen, zum Beispill de CGDIS, d'Administration des transports

publics, den HCPN, den Institut de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services, fir der nëmmen e puer ze nennen.

Bei der Kreatioun vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics gouf sech deemools zum Ziel gesat sécherzestellen, dass all Kategorië vum ëffentleche Personal, och déi klengste Minoritéiten, do representéiert solle sinn. D'Krittäre vun Diversitéit a Gerechtegkeet hate Prioritéit iwwert déi einfach numeeresch Representatioun. Trotz der Entwécklung vum ëffentlechen Déngscht zënterhier bleiwen dës Krittäre relevant, obwuel Upassungen néideg sinn, fir déi nei Karriären ze integréieren an der ëmmer méi grousser Proportioun vun den ëffentlechen Employéë Rechnung ze droen.

*(M. Fernand Etgen prend la présidence.)*

De virleiende Gesetzesprojet proposéiert dofir, d'Representativitéit ze moderniséieren an déi rezent Entwécklunge vum ëffentlechen Déngscht ze berücksichtegen, wärend d'Villfältegkeet vun de Servicer an d'Diversitéit vun den Aufgaben unerkannt ginn. Et geet drëms, eng grouss Mixitéit an Expertis bannent der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ze garantéieren, wärenddeem d'Zuel vun de Mandater pro Entitéit bäibehale gëtt, fir esou eng equilibréiert Representatioun vun de verschiddenen Administratiounen a staatlechen Etablissementer ze garantéieren.

Et gëtt proposéiert, d'Zuel vun de Mandater pro Administratioun bannent all Walgrupp op zwee ze limitéieren, fir eng Iwwerrepresentatioun vun de groussen Administratiounen ze verhënneren. Fir d'Staatsemployéë geet d'Zuel vun de Mandater vun zwee op véier erop an d'Staatsbeamten am Enseignement ginn an e separate Grupp ageglidert. D'Zuel vun de Memberen an der Chamber geet vun aktuell 27 op 29 an d'Luucht. Au vu vun der Ëmstrukturéierung vun de Karriären an der Entwécklung vun de Personalbestänn am ëffentlechen Déngscht passt de virleiende Gesetzesprojet och d'Zuel vun de Kategorië vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics un, op déi hir Walberechtegter verdeelt sinn.

De virleiende Gesetzesprojet proposéiert schlussendlech, d'Walprozedur ze reforméieren, andeems méi flexibel Fristen agefouert ginn, wat eng besser Organisatioun vun de Walen erlaabt. An der Vergaangenheet ass et heiansdo zu Schwieregkeete komm wéinst deene fixen Datumen. Weiderhi ginn d'Missioune vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an de Beräicher Statistik, Etüden an Informatioun preziséiert.

Et gouf festgehalen, fir hei an dësem Gesetzesprojet just punktuell Veränneruge virzehuelen, well et wichteg ass, dass dës Ännerungen nach virun der Summervakanz gestëmmt kënne ginn an a Kraaft trieden, éier d'Virbereedungsaarbechte fir déi nächst Walen, déi d'nächst Joer am Fréijoer 2025 ustinn, ufänken. D'Aarbechte fir eng méi grondleeënd, ëmfaassend Ännerung vum Gesetz vum 4. Abrëll 1924 iwwert d'Schafung vun de gewielte Beruffskummeren hunn och ugefaangen a sollen an den nächste Joren zu engem méi eenheetleche System fir all d'Beruffskummere féieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann elo zu den eenzelnen Avisen. De 5. Mee 2023 huet d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an hirem Avis d'Zesummenaarbecht mat dem Minister fir d'Fonction publique bei der Ausaarbechtung vun dësem Gesetzesprojet begréisst, wärenddeem se bedauert, dass wichteg Ännerungen, déi zum Beispill hiert organescht Gesetz an hir Fonctioune betreffen, ofgeleent goufen. D'Chamber huet d'Majoritéit vun de virgesinnen Dispositioune vum virleiende Gesetzesprojet awer akzeptéiert a setzt sech fir eng méi grondleeënd, ëmfaassend Ännerung vum Gesetz vun 1924 iwwert d'Schafung vun de gewieltene Beruffskummeren an.

Dëst mécht och de Staatsrot. De Staatsrot huet de 6. Februar 2024 a sengem Avis betount, datt en déi méi grondleeënd, ëmfaassend Ännerunge vun dësem Gesetz vun 1924 iwwert d'Schafung vun de gewieltene Beruffskummere virzéie géif, fir eng Kohärenz tëscht den eenzelne Beruffskummeren ze reegelen, anstatt punktuell Ännerunge wéi beim virleiende Gesetzesprojet ze maachen. Doniewent huet de Staatsrot op d'Noutwendegkeet opmierksam gemaach, dass gewësse Bestëmmungen an d'Gesetz musse kommen an net a groussherzoglech Reglementer kënnen ageschriwwe sinn.

De 7. Mee 2024 huet d'Commission de la Fonction publique eng Serie vu parlamentareschen Amendementer ugeholl, déi och de Remarke vum Staatsrot Rechnung gedroen hunn.

An hirem Avis complémentaire vum 24. Mee 2024 geet d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics op déi parlamentaresch Amendementer an a si erkläert sech mat de virgeschloenen Dispositiounen averstanen, ënnert der Viraussetzung vu gewëssene Remarken.

A sengem Avis complémentaire vum 18. Juni 2024 geet de Staatsrot och op déi parlamentaresch Amendementer an, déi de virleiende Gesetzesprojet um Niveau vun der Zesummesetzung vun der Chamber an der Moderniséierung vun hirem Walprozess veränneren.

An hirer Sëtzung vum 24. Juni dëst Joer huet d'Commission de la Fonction publique de complementairen Avis vum Staatsrot a vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics analyséiert.

Den 2. Juli 2024 huet d'Kommissioun vun der Fonction publique de virleiende Rapport ugeholl.

Ech wëll op dëser Plaz de Membere vun der Fonction-publiques-Kommissioun och e grousse Merci soen, well mer bei dësem Gesetzesprojet hu misse séier maachen, fir dass den Text nach kéint haut an de Plenum kommen an nach kéint virun der Vakanz gestëmmt ginn, fir et esou ze erlaben, déi nächst Walen a bessere Konditiounen ze preparéieren. Fir weider Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet an ech kënnegen heimadder och den Accord vu menge Kolleegen aus der Fraktioun vun der CSV un. Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Fernand Etgen,** Président de séance | Merci villmools dem Här Rapporter Maurice Bauer.

An da wier et direkt um honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, oppen Diskussiounen a fräi Meenungsäusserung, dat ass u sech de Kär vun engem Rechtsstaat an och vun enger Demokratie. An duerfir muss een dat begréissen, datt mir d'Chance hunn, an esou engem Land ze liewen, wou de legislative Prozess jo och ganz klore Richtlinnen ënnerläit. Besonnesch mir jo hei, déi derfir zoustänneg sinn, fir Gesetzer ze maachen, kënnen natierlech awer ëmmer erëm zefridde sinn, datt mer eng ganz Rei Avisen erakréien. An ech wëll dat och emol eng Kéier hei ënnersträichen, datt dat fir de legislative Prozess immens gewënnbréngend ass. An och de Merci net nëmmen de Chambres professionnelles, mee doriwwer eraus all deenen Organisatiounen, déi sech ëmmer d'Méi ginn, fir gutt Avisen zu deenen eenzele Gesetzesprojeten auszeschaffen.

Ech mengen, datt d'Wichtegkeet vun de Beruffskummeren nach eng Kéier soll hei ënnerstrach ginn. Dat ass eng ganz normal Saach. Si ginn och gréisstendeels ëmmer ganz héich qualitativ Avisen eraus, wuel wëssend, datt natierlech een Avis iwwer allem steet, dat ass dee vum Staatsrot – dat wësse mer alleguer –, deen en Droit de veto huet vun dräi Méint natierlech. Mee doriwwer eraus muss een awer och hei ënnersträichen, datt déi Avisen net einfach esou kënnen aus dem Aarm gerëselt ginn an datt mer duerfir Beruffskummere brauchen, déi gutt opgestallt sinn an déi virun allem och gutt encadréiert sinn. Mir mussen deenen och munchmol déi néideg Zäit loossen. Ech weess, do kënnt heiansdo eng gewëssen Onzefriddenheet op, well déi Avisen net an deem Delai erakommen, wéi ee sech dat virstellt. Ech wëll awer hei op zwee Arrêten hiweisen, déi interessant sinn, eebe wat d'Delaien ubelaangt. Déi si vum Tribunal administratif vum 12. Oktober 2016 a vum 24. Januar 2017.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

Haut, wéi gesot, befaasse mer eis mat enger Ëmännerung vum Gesetz iwwert d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. Et muss een hei ënnersträichen, datt déi den 12. Februar 1964 duerch d'Gesetz kreéiert gi war. Et ass eng vun deene leschten, déi geschafe ginn ass. Déi éischt Wale waren 1965. Entre-temps waren dann eng ganz Rei Walen. Ech wëll zum Beispill och op zwee Presidenten hiweisen, déi d'Fonction-publiques-Kummer do wärend Joerzéngte gepräägt hunn: engersäits de Félix Haas, dee war vun 1970 bis 1990 President, an dann och de Jos Daleiden, vun 1990 bis 2000. An de Wale vu Mäerz 2020 waren zum Beispill 53.352 Ressortissanten ageschriwwen. Och dat beweist jo u sech awer d'Wichtegkeet vun där Kummer.

Hei hu mer eng Rei Ännerunge virgeholl, op déi ech elo net méi brauch am Detail anzegoen, de Maurice Bauer huet dat tipptopp hei gemaach, mee virun allem, wéi gesot, d'Flexibilitéit: En vue vun deenen nächste Walen hu mer jo elo virgesinn, datt se kënne souwuel am Februar wéi am Mäerz oder am Abrëll stattfannen. Déi Flexibilitéit kënne mir als Demokratesch Partei och nëmme begréissen. Ech wëll iwwregens hei drun erënneren: Mir hunn och de 4. Juli 2018 hei eng Ëmännerung vun der Landwirtschaftskummer gemaach, och nëmmen, wéi gesot, fir den Datum vun de Walen ze verréckelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, selbstverständlech huet d'Fonction publique immens evoluéiert an deene leschte Joerzéngten. Ech verweisen och hei op d'Gesetz vun 2015, wou jo eng Rei nei Karriäre geschafe goufen. Et ass evident, datt dat och muss säin Nidderschlag fannen an der Struktur vun der Kummer hei. Eng Fro just dertëschent elo: Mir si jo och um Niveau vun der Fonction publique scho méi laang amgaangen, un dem sougenannten Harmoniséierungsgesetz vun den ënneschte Karriären ze schaffen, ze diskutéieren. Dat ass nach ëmmer net esou richteg virukomm. Et kritt ee jo ëmmer erëm vill Ufroe vun dobaussen, wéini datt dat dann endlech sprochräif ass. D'Fro ass eebe just: Huet dat och eng Inzidenz, wann dat Gesetz bis gestëmmt ass, op d'Zesummesetzung vun der Kummer?

Da muss een och drop hiweisen, datt mer jo nach ëmmer déi Differenz, an zu Recht, zwëschent

Fonctionnairen an Employé-publicken hunn, ënner anerem duerch de Punktwäert. Datt allerdéngs elo de Stellewäert vun den Employéen elo hei gehéicht gëtt, well hir Zuel jo vun zwee op véier eropgeet, ass awer natierlech och nozevollzéien.

Ech wëll dann nach vläicht kuerz op den Artikel 23 hiweisen. Dee misst am Fong geholl all déi interesséieren, déi hei an der Chamber och eng Funktioun um Gemengenniveau hunn. Bis elo war et jo och ëmmer esou, datt d'Gemengen zoustänneg ware fir d'Publikatioun vun de Wielerlëschten a sech och hu missen ëm d'Recourse bekëmmeren. Dat gëtt jo duerch dëst Gesetz elo suppriméiert. Ech mengen, dat ass eng gutt Saach, well dat huet jo awer d'Gemengen net onbedéngt ëmmer arrangéiert, wann och déi Aarbecht nach huet misse gemaach ginn.

Wéi gesot, ënnert dem Strëch ass dat heiten awer eng gutt Ännerung, och wann de Staatsrot jo proposéiert huet, datt am Fong dat Gesetz eng Kéier misst de fond en comble op de Leescht geholl ginn. Mee mir hu jo Ursaache genuch, firwat datt mer et haut scho stëmmen. An da solle mer eis awer vläicht als Aufgab ginn, fréier oder spéider eng Kéier dat méi am Detail op de Leescht ze huelen an ze kucken, wat fir eng noutwendeg Ännerungen dann nach musse virgeholl ginn.

Wéi gesot, ech brénge selbstverständlech awer d'Zoustëmmung vun der DP. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Graas. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Liz Braz.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Et war effektiv e ganz positive Werdegang an der Kommissioun, deen och erëm gewisen huet, wéi wichteg et ass, dass mer Avise kréien an déi och berücksichtegen. Et ass och positiv, dass mer dat nach virum Summer hikritt hunn, virun där bësse méi grousser Reform, déi dann hoffentlech an deenen nächsten zwee Joer wäert kommen.

Fir de Rescht sinn et punktuell Modifikatiounen, géint déi mir keen Awand hunn: eng méi equitabel Representatioun, méi modern Walprozeduren an eng ugepasst Denominatioun, déi der Zäit gerecht gëtt. Do hu mir keen Awand an ech kann domat och den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Braz. Madamm Schoos.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Jo, och mir begréissen natierlech déi punktuell Ännerungen an dësem Gesetz. Mir wëllen awer och hei nach eng Kéier soen, dass eng Gesamtreform vun deem Gesetz vun 1924 ganz wichteg ass. A wéi den Här Bauer grad scho gesot huet, war et elo erëm wéinst der Schnellegkeet, déi huet misse sinn, dass mer dat elo hei stëmmen.

Ech hoffen, dass dat an Zukunft definitiv awer e bëssen ännere wäert, dass mer net ëmmer schnell musse schaffen, mee och qualitativ héichwäerteg an eis dat Ganzt dann och ëmmer kënnen am Gesamten ukucken an net ëmmer musse vun Dag zu Dag oder vu Mount zu Mount oder wann dann an eng Ännerung muss virgeholl ginn déi eenzel Gesetzer punktuell just op de Leescht huelen, mee dann an enger Gesamtheet.

An heimadder ginn ech den Accord vun der Fraktioun vun der ADR. Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Schoos. Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Merci och dem Rapporter. An och vu mir aus heeschen ech wëllkomm, dass d'Verspriechen do ass, dass mer dëst Gesetz eng Kéier méi am Fong dann iwwerschaffen, och fir de Remarke vun de Membere vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics nach eng Kéier Rechnung ze droen.

An ech kann awer domadder d'Zoustëmmung gi vun der grénger Partei.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Welfring. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Den Här Rapporter, mengen ech, huet alles hei am Detail preziséiert a gesot. An och ech hunn hei näischt bäizefügen, soudass mer och hei den Accord vun de Piraten ginn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Polidori. Här Wagner

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten dee Projet de loi och matstëmmen. Mir wësse jo awer all, well et ass jo scho bal e bëssen ironesch: Mir reforméieren d'Staatsbeamtekummer, déi selwer e groussen, längeren Avis ofginn huet, deen u sech och ganz spannend war an och eng ganz Partie Kriticke mécht.

Ech weess, datt mer eng Kéier eng Refonte wäerte maachen, an ech mengen, datt d'Staatsbeamtekummer och dovunner ausgeet, well do sinn awer e puer Saachen, déi misste geännert ginn, gereegelt ginn, notamment och wat d'Jetonen, d'Indemnitéiten, ugeet, wou déi Chamber gesot kritt – d'Regierung huet esou argumentéiert, wat ech e bësse komesch fannen –, si bräichte keng Indemnitéiten, well si hätte schonn dee Congé spécial. Mee dat eent kompenséiert dat anert jo net.

An iwwerhaapt stellt sech do jo och d'Fro souwuel vum Congé spécial, dee jo dofir do ass, fir sech op d'Aktivitéite vun der Kummer virzebereeden, wéi anerersäits déi vun der Libération obligatoire du travail, déi souwisou dofir do ass, fir de Membere vun der Staatsbeamtekummer et ze erméiglechen, un den Aktivitéiten deelzehuelen. An do musse vill Saachen klarifizéiert ginn, well dat seet jo och d'Kummer an hirem Avis, datt een anscheinend, deemno wéi d'Praxis wier, deemno wat fir eng Administratioun et wier, do Chef-de-servicen hätt, déi géifen u sech déi Zäit vun engem Member vun der Chamber op de Compte épargne-temps berechnen, wat awer skandaléis ass. Dat geet net! An dat gëtt awer ugeprangert. A wann dat stëmmt, da muss dat awer och ënnerbonne ginn. Voilà!

An dann natierlech och aner, ben, Klengegkeeten. D'Kummer seet selwer, datt si ni e Problem domadder hat, mee trotzdeem, de Prinzipp ass awer problematesch: Dir hutt e Vertrieder vun der Regierung, deen och do kann un de Sëtzungen deelhuelen, wat e bësse komesch ass, well et ass de Patron. Et ass, wéi wann Der an der Chambre des Salariés dann och e Patronatsvertrieder hätt. An dat muss een awer och onbedéngt bei der Refonte änneren. Voilà, dat wäerte mer jo an enger anerer Diskussioun gesinn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Wagner. Dann huet d'Madamm Braz nach eng Kéier d'Wuert gefrot. Madamm Braz.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Jo, merci. Et war mer net direkt opgefall, mee et feelt een am Raum, dee vläicht net onweesentlech ass, fir heizou Stellung ze huelen. Ech froe mech just, wou de Minister ass, wann et ëm säi Projet geet. An et wär och interessant gewiescht, wann en eis hätt kënne soen, wéini déi grouss Reform dann ugeduecht wär.

**M. Claude Wiseler,** Président | Mir hunn e Regierungsvertrieder heibannen, dee souwisou elo direkt d'Wuert kritt hätt. Madamm Minister.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | Merci, Här President. Et ass effektiv esou, den Här Wilmes ass op engem Conseil vun de Klima- an Ëmweltministeren am Ausland an en huet mech gefrot, hien ze vertrieden, vu datt et him awer och wichteg war, datt ee vun der Regierung kann zu dësem Projet Stellung huelen.

*(Interruption)*

Hie seet Iech Merci fir déi grouss Ënnerstëtzung fir dëst Gesetz vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, fir d'Walen do ëmzeänneren an der Evolutioun Rechnung ze droen iwwert déi lescht Joren. Dat verhënnert awer net, datt mer gläichzäiteg un enger Reform vum 1924er Gesetz schaffen, fir iwwer all d'Beruffskummeren e bësse méi alignéiert Dispositiounen ze schafen.

An hien huet mer och verséchert, datt d'Preparatiounen do schonn ugefaangen hunn. Et ass esou, datt véier Ministèrë concernéiert si vun dësem Projet de loi an, wéi gesot, fënnef Beruffskummeren. An do si schonn déi éischt Demarchen ënnerholl ginn. Si hunn e Formulaire erausgeschéckt – dat war, mengen ech, de Ministère de l'Économie, deen de Lead op dësem Projet huet – un déi verschidde Beruffskummeren, fir en éischten Input ze sammelen.

Et gëtt also un deem Projet geschafft, an evidenterweis ass dat heite just eng kleng Etapp, déi eis et awer erméiglecht, déi Walen d'nächst Joer am Fréijoer kënnen ze organiséieren. An an deem Sënn ass et och begréissenswäert, datt mer deen elo nach konnte stëmme virum Summer, soudatt d'Aarbechten, d'Preparatiffen dovunner kënnen direkt am Hierscht ufänken.

An an deem Sënn e grousse Merci vun der Regierung fir d'Zoustëmmung.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann dës Diskussioun ofgeschloss.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8199, deen am Document parlementaire 8199[6] steet.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8199 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Domat ass de Projet de loi also mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl ginn.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;*

*MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 14. 8299A – Projet de loi portant création de postes d'attaché de justice et modification de :

### 1° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

### 2° la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;

### en vue d'arrêter un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature de l'ordre judiciaire pour les années judiciaires 2024/2025, 2025/2026 et 2026/2027

Den nächste Punkt op eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 8299A iwwer e Rekrutementsprogramm vu Magistraten. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an déi selwecht wéi déi beim Projet virdrun. Ageschriwwen hu sech schonn: den Här Laurent Mosar, d'Madamm Simone Beissel, d'Madamm Liz Braz, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de la Justice***

**M. Laurent Mosar** (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Justizministesch, de Projet, dee mer de Mëtten hei diskutéieren an dann och hoffentlech wäerte mat enger grousser Majoritéit stëmmen, ass ganz kuerz, wat d'Rapporte betrëfft, ass awer vun enger extreemer Wichtegkeet, ganz besonnesch fir de gudde Fonctionnement vun eiser Magistratur.

Et geet nämlech hei drëms, e méijärege Rekrutéierungsplang an der Magistratur en place ze setzen an esou géint de Mangel u Magistraten an eiser Justiz virzegoen. Mir haten ufangs e grousse Projet de loi virleien, dat war den 8299, wou awer d'Regierung dunn decidéiert huet, och opgrond vun enger Rei vun Avisen, dee Projet an zwee ze splécken, nämlech den 8299A, an dat ass och deen, iwwert dee mer elo de Mëtten haut schwätzen, wou et elo drëm geet, en Dräijoresplang am Rekrutement vu Magistraten ëmzesetzen, an dann den 8299B, e Projet de loi, deen zu engem spéideren Zäitpunkt nach eng Kéier wäert kommen, deen a sech d'Schafe vun engem sougenannte Pool de réserve u Magistrate virgesäit.

Et sief bemierkt, datt insgesamt, genau wéi am initiale Projet de loi virgesinn, 194 Plaze fir Magistraten nei solle geschaf ginn, an dëst eebe just an enger anerer Opdeelung, wéi dat ufangs virgesi war. Esou couvréiert elo dëse Projet de loi eng Period vun dräi Joer an net méi vu sechs Joer. A bannent deenen dräi Joer gi fir d'Année judiciaire 2024/2025 – dat ass jo och schonn dat Joer, wat elo leeft – 32 nei Poste geschaaft, fir 2025/2026 31 nei Posten an da schlussendlech fir d'Joren 2026/2027 nach eng Kéier 31 nei Posten.

Déi genee Verdeelung vun dëse Poste gesäit follgendermoossen aus: D'Cour d'appel kritt 10 Posten, de Parquet général 7 Posten, den Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg 32 Posten, de Parquet vum Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg 22 Posten, den Tribunal d'arrondissement vun Dikrech 11 Posten, de Parquet vum Tribunal d'arrondissement vun Dikrech 5 Posten, d'Cellule de renseignement financier 6 Posten an da schlussendlech d'Justice de paix vun Dikrech 1 Posten.

Zu der Prozedur: De Projet de loi 8299 gouf den 23. August 2023 vun der Justizministesch deposéiert. Den Avis vum Groupement des magistrats luxembourgeois ass de 26. Oktober 2023 erakomm, den Avis vum Conseil national de la justice den 20. Dezember 2023, den Avis vun de Chef-de-corpse vun den Autorité-de-justicen den 10. Januar 2024, d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet hiren Avis den 31. Januar vun dësem Joer eraginn a schlussendlech de Staatsrot säin Avis den 12. Mäerz 2024.

Nodeems de Projet der Justizkommissioun den 2. Mee 2024 presentéiert gouf, sinn ech zum Rapporter ernannt ginn a mir hunn déi eenzel Avisen examinéiert. Doropshi gouf eng Serie vun Amendementer ugeholl an de Projet de loi ass, wéi ech dat scho virdru gesot hunn, gespléckt ginn an zwee Projeten, den 8299A an den 8299B.

Den 10. Mee 2024 huet de Conseil national de la justice en zweeten Avis consultatif zum Projet eraginn. De 4. Juni 2024 hunn nach eng Kéier d'Chefs de corps des autorités judiciaires och hiren zweeten Avis eraginn. An an deem Kontext haten iwwregens och d'Membere vun der Justizkommissioun en Échange de vues mat den Autorité-judiciairen de leschte 27. Juni 2024. De Staatsrot huet dunn den 28. Juni 2024 säin Avis complémentaire eraginn. An de Projet de loi 8299A, iwwert dee mer haut schwätzen, ass de 4. Juli vun der Justizkommissioun ugeholl ginn.

Ganz kuerz nach zu deenen eenzelnen Avisen, wat d'Opdeelung vun de verschiddene Posten ugeet: Do muss nach dëse Punkt ugemierkt ginn, datt zu deem Zäitpunkt, wou de Gros vun den Avisen erakomm ass, de Projet nach net an zwee Deeler gespléckt war. Dofir huet de Groupement des magistrats luxembourgeois och elo d'Initiativ vun der Regierung begréisst, fir e Rekrutementsplang an der Magistratur iwwer e puer Joer virzegesinn.

De Conseil national de la justice huet ufangs fonnt, datt et e bëssen ze vill ambitiéis wär, wat an der Rekrutementsvisioun virgesi wier an datt et schwéier wier, och konkreet Previsiounen iwwer eng Period vu sechs Joer ze maachen. A sengem zweeten Avis huet dee Conseil dann ze bedenke ginn, datt een net vergiessen dierft, dat néidegt administratiivt Personal zousätzlech zu de viséierte Magistraten ze rekrutéieren.

D'Chefs de corps des autorités judiciaires sinn natierlech an éischter Linn frou, datt d'Regierung déi besteeënd Penurie u Magistraten erkennt an eppes dogéint ënnerhëlt. An hirem zweeten Avis si si dann och nach eng Kéier op d'Problematik vum Plazmangel an der Justiz agaangen, deen elo riskéiert, nach verstäerkt ze ginn. Hir Remarken zur Verdeelung vun de Posten, genee wéi déi vum Conseil national de la justice, sinn en compte geholl gi bei de parlamentareschen Amendementer vum 2. Mee 2024.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics weist sech och mat der Approche vum Projet de loi d'accord, gëtt awer ze bedenken, dass d'Situatioun vun den Analystes financiers bei der CRF misst verbessert ginn, well déi am Moment defavorabel par rapport zu aneren Agent-publicke wier. Zënter dem Gesetz vum 23. Dezember 2022 zu de Référendaires de justice kéinten d'Analystes financiers och als Fonctionnairen agestallt ginn.

Zum Avis vum Staatsrot bleift dann nach ze soen, datt hie sech ugangs gewonnert huet, wou d'Zuel vun 194 Magistrate géif hierkommen, well keng konkreet Statistiken oder Recherchen, déi dës Zuele géife beleeën, beim Projet de loi derbäi waren.

De Staatsrot huet dann och zwou Oppositionformellen artikuléiert, fir d'éischt vis-à-vis vum initialen Artikel 6 iwwert d'Affektatioun an d'Desaffektatioun vun de Magistraten a Sekretäre vum Parquet an och vum Artikel 11 zu der Zesummesetzung vun de Cabinet-d'instructione vun den Tribunaux d'arrondissement an hiren Departementer. Dës Oppositionformellë konnten alleguer mat den Amendements parlementaires vum 2. Mee behuewe ginn.

An zum Schluss huet de Staatsrot dann nach drop higewisen, datt eng Partie Dispositiounen, déi hei viséiert sinn, och mam Projet de loi 7994 solle geännert ginn an domadder ugepasst ginn.

Voilà, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat zu mengem Rapport, wou ech frou wär, wann dëse Projet de loi géif eng ganz grouss Ënnerstëtzung fannen.

***Discussion générale***

Dann nach ganz kuerz meng aner Kap als mandatéierte Spriecher vun der CSV-Fraktioun. Do wëlle mir natierlech och nach eng Kéier hei dee Projet begréissen. Dat ass en extreem wichtege Projet, well mir wëssen, wivill Magistrate feelen. An dat ass an engem Rechtsstaat net gutt, wann d'Affären net kënnen an engem räsonabelen Tempo ofgewéckelt ginn, well et u Magistrate feelt. Duerfir ass dat heite sécherlech e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung.

Erlaabt mir awer och nach, just ganz kuerz eng Kéier drop opmierksam ze maachen, wéi frou datt meng Fraktioun doriwwer ass, datt souwuel de Parquet économique wéi och d'CRF wäerte massiv verstäerkt ginn. Mir waren alleguerte bei där Entrevue mat den Autorité-judiciairen derbäi, wou mir, an ech och, schockéiert waren iwwert déi Dossieren, déi do net kënne behandelt ginn. Dat sollen der méi wéi 400 sinn. Dat ass net gutt!

An duerfir, mengen ech, musse mer mat deenen Efforten, déi elo hei an dësem Projet de loi gemaach ginn, och virufueren, well et ass och wichteg, fir eng gesond Finanzplaz mat enger gudder Reputatioun ze hunn, an do mussen och Poursuitte gemaach ginn, mussen och Jugemente kommen. An et kann net sinn, datt d'Finanz- an d'Wirtschaftskriminalitéit net gradesou bekämpft gëtt wéi all aner Zorte vu Kriminalitéit.

Dëse Projet mécht e wichtege Schrëtt an dës Richtung. An duerfir bréngen ech natierlech och den Accord vu menger Fraktioun an ech soen Iech Merci, datt Der esou laang Gedold hat, mir nozelauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Villmools merci, Här Mosar, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. An als éischten ageschriwwene Riedner hu mer dann d'Simone Beissel hei um Programm. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Simone Beissel** (DP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech freeë mech richteg, dass mer dëse Projet haut hei an der Chamber wäerten zur Ofstëmmung kréien, well et ass extreem wichteg, dass mer sou schnell wéi méiglech déi éischt

Serie vu 94 Riichter kréien an dann duerno an dem Pool de réserve nach 100 hannendrun.

Ech soen dem Laury Mosar Merci fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport, well do sinn extreem vill wichteg Zuelen dran. An ech wollt elo dräi Zorte vu Remarke maachen.

Éischt Remark: Wéi Der alleguerte wësst, fonctionéiere mir hei zu Lëtzebuerg ënnert dem System vum Droit international public, dem Système moniste, contrairement zu Frankräich, wat ënnert dem Système dualiste fonctionéiert. Dat heescht, dass mir säit laange Joren, säit 1965, hei zu Lëtzebuerg d'Primautéit, d'Superioritéit vun der Norme internationale akzeptéiere par rapport zur Lëtzebuerger Verfassung, zu eise Gesetzer an zu eise Reglementer. Esou fonctionéiere mir notamment ënnert der direkter Egide vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun vun 1950, déi Der alleguerte kennt.

Déi wichteg Konventioun huet net nëmmen am Artikel 2 den Droit à la vie stoen, mee huet an deem berüümten Artikel 6, deen ëmmer zitéiert gëtt, eebe just den Droit à un procès équitable stoen, qui doit – ech resüméieren elo – avoir lieu dans un délai raisonnable.

Här President, an der neier Verfassung hu mer de ganze Secteur vun der Justiz jo massiv verstäerkt. Net nëmmen ass fir d'alleréischte Kéier säit iwwer 100 Joer de Pouvoir judiciaire consacréiert ginn, mir hunn de Conseil national de la justice consacréiert, d'Verfassungsgeriicht huet vill méi verbreedert Attributioune kritt.

Mee, drëtt Zort vu Remarken, fir dass alleguerten dës constitutionnel a legislativ Mesüren awer gräifen, musse mer deem jorelaange Manktum u Riichteren endlech en Enn setzen. Eis Populatioun ass vun 360.000 op 670.000 gewuess, a wéi de Rapporteur et gesot huet, hu mir eng enorm Diversifikatioun vun dem Wirtschaftssecteur an derniewent och vun dem Finanzsecteur, mat ganz spezifeschen Domänen.

Dat heescht, dass mer vill méi Affären hunn, vill méi komplex Affären – ech hunn héieren, d'Zuel vun den Affären, déi hätt sech vervéierfacht an de leschte Joren –, mee op där anerer Säit sinn eis Geriichter iwwerlaf, eis Riichter sinn iwwerlaf, d'Sitzunge si voll, well se eeben net genuch Riichter hunn, a si mussen uerdentlech Urteeler schreiwen, also kënne se och net bâcléieren, wann alles muss am Schnelltempo goen. Dat muss uerdentlech gemaach ginn.

Dofir ass et esou wichteg, dass mer elo endlech, endlech genuch Riichter kréien, well mir wëssen och, wann d'Geriicht net gutt fonctionéiert, e Land, wat keng gutt Justiz huet, do verléieren d'Bierger d'Vertrauen an d'Justiz, an dat ass ëmmer eng schlecht Etikett fir e System, notamment fir e Land, wat wëllt e Rechtsstaat hunn.

An dann, wann déi Affären esou laang daueren, da gëtt déi Notioun, déi jo awer praktesch sakrosankt an eisem System ass, vun engem Délai raisonnable ëmmer méi eppes Relatives. An dat huet dee Moment keng richteg Valeur méi. Also brauche mer genuch Riichter, mir brauche gutt forméiert Riichter, mir brauchen ëmmer méi spezialiséiert Riichter, notamment an de ganzen Affaires économiques, dass mer virufueren, well mir hunn u sech eng gutt Justiz, et ass eeben elo just, dass se e bësselche muss neien Otem kréien a wierklech muss den Affäre kënnen nokommen, fir beschtméiglech Urteeler ze schwätzen.

Mir wëssen alleguerten, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir striewen alleguerten no Sécurité juridique. D'Sécurité juridique ass ee vun den Haaptpfeiler vun engem Rechtsstaat. An ech mengen, dëse Projet de loi vun haut de Mëtteg ass e ganz wichtege Schrëtt dohinner, an déi richteg Richtung, an dofir bréngen ech mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Beissel. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Liz Braz. Madamm Braz.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Här President, eis Verfassung gesäit am Artikel 110 effektiv d'Recht op e räsonabelen Delai bei Geriichtsprozedure vir. Zu Lëtzebuerg ass awer säit enger Zäit festzestellen, dass dësen Délai raisonnable bei Wäitem net bei all Prozedur am Moment ka garantéiert ginn, wat haaptsächlech op eng chronesch Ënnerbesetzung an eng wuessend Aarbechtslaascht am Ordre judiciaire zréckzeféieren ass.

Mir kënne sou vill fundamental Rechter an eisen Texter verankeren, wéi mir wëllen, mee wa mir d'Rechter net kënnen akloe loossen a mir eis Institutiounen an Administratiounen net mat den néidege Moyenen opstellen, fir eise verfassungsrechtleche Verflichtunge gerecht ze ginn, verléiere si hire Stellewäert an d'Politick hir Kredibilitéit.

Dowéinst ass et och evident, wéi am Rapport iwwert d'Attraktivitéit vun der Magistratur vun 2022 geschlussfollgert gëtt, dass de Recrutement vu Magistraten elo eng iewescht Prioritéit muss sinn. A genau dat soll dëse Projet jo och elo maachen.

Zousätzlech Plazen ausschreiwen ass dat eent. Déi aktuell an och déi zukünfteg zousätzlech Plaze besat kréien ass awer dat anert. Aus dem leschten Aktivitéitebericht vun der Justiz aus dem Joer 2022 geet ervir, dass bis dato pro Joer ronn 25 Posten ausgeschriwwe ginn, no der Recrutementskommissioun awer just nach eng knapp Dose Kandidaturen zréckbehale ginn.

Aus dem leschte Justizrapport geet ausserdeem ervir, dass bal 22 Vollzäitposten am nämmlechte Joer wéinst diverse Grënn net kënne besat ginn. Et muss een also zousätzlech zu dësem Projet de loi elo nach deen essentielle Problem vum Recrutement ugoen, nämlech dee vun der Attraktivitéit vun de Magistrateberuffer. An do spillen divers Faktore mat: d'Charge de travail, déi op dës Leit duerkënnt, d'Flexibilitéit vun hiren Aarbechtszäiten, hir Disponibilitéit, fir musse Permanencen ze maachen, och den Drock vun dem medialen Interessi, deen ëm vill Jugementer besteet, an d'Remuneratioun, déi natierlech net déi allerattraktiivsten ass an dësem Kontext.

D'Attraktivitéit vun der Funktioun vum Magistrat muss also oppoléiert ginn, an de Rapport dozou proposéiert och konkreet Mesüren, déi schnell a laangfristeg en Impakt wäerten hunn op d'Attraktivitéit vum Beruff.

Wa mir vun der Stäerkung vum drëtte Pouvoir schwätzen, begréisse mer et natierlech, dass den Effectif vun der Magistratur elo endlech soll dem Wuesstem vum Land gerecht ginn. An dësem Kontext – an et ass schonn erwäänt gi viru mir – muss een elo eeben awer nach déi aner Urgence uschwätzen, déi eis viru Kuerzem an där Justizkommissioun erwäänt ginn ass mat haarde Fakten an awer dramateschen Zuelen, déi e bëssen erschreckend waren.

Eise Justizapparat ass global vläicht un d'Gréisst vun eisem Land ugepasst, mee ganz sécher net un d'Gréisst vun eiser Finanzplaz. Et ass evident, dass Lëtzebuerg als eng vun de bedeitendste Finanzplazen op der Welt säi Parquet un d'Gréisst an d'Komplexitéit vun dësem Secteur upasse muss. Eis Finanzplaz ass net nëmmen e Motor vun der nationaler Wirtschaft, mee och e Schlësselspiller um internationalen Niveau, deen et ze schütze gëllt, andeems een e propper hält.

Aktuell gesi mir, dass d'Capacitéite vum Parquet net mat der Gréisst vun eiser Finanzplaz mathale kënnen. D'Dossiere vu grousse Finanzfuddeler staue sech op an de Parquet ass gezwongen, e Choix ze maachen, ob en e Crime financier wëll poursuivéieren an dofir e considerabele Prozentsaz vu sengem Effectif asetzt, fir eng Affär ze poursuivéieren, déi potenziell kéint Milliounen zréck an d'Staatskeesse bréngen, oder ob e sech dem Daily Business am Land wëll higinn.

Et dierf awer hei net en Entweeder-oder sinn. Mir musse souwuel déi dagdeeglech Justiz ënnerstëtze mat den néidege Moyenen ewéi och déi Affären, déi sech am Hannergrond op der Finanzplaz ofspillen.

Fir de Parquet général sinn an dësem Projet iwwert déi nächst dräi Joer siwen nei Poste virgesinn. En Ufank, mee fin de compte, wann een de Leit vum Parquet nolauschtert, schéngt et iergendwéi awer just wéi eng Drëps um waarme Steen.

Déi nächst GAFI-Evaluatioun, déi steet och virun der Dier. An och wann de Finanzminister déi viregt Regierunge fir hir vill Efforte virdru gelueft huet, bleift et awer onëmgänglech, dass mir hei weider Pisten envisagéieren, fir d'Moyene vum Parquet opzestocken, andeems hoffentlech léiwer méi fréi wéi spéider weider konkreet Verbesserunge kënne proposéiert ginn an esou där frappanter Penurie kann iergendwéi entgéintgewierkt ginn.

Déi chronesch Ënnerbesetzung an eiser Magistratur an déi domat verbonne Verspéidung an de Prozeduren ënnergruewen d'Vertrauen an d'Justiz. E Recht muss kënnen agefuerdert ginn an d'Leit däerfen net duerch laangwiereg Prozeduren a grouss Retarde wéinst engem Mangel un Effectif ofgeschreckt ginn, fir viru Geriicht ze goen, soss kann de Rechtsstaat net méi esou bestoen, wéi en an eiser Verfassung virgesinn ass.

Et gëllt, d'Justiz ze stäerken, a mir wäerte ganz bestëmmt kengem Projet am Wee stoen, deen d'Problemer an der Magistratur behiewe wëll. An domat kann ech awer eisen Accord ginn.

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Braz. Dann ass d'Wuert fir den Här Fred Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, wa mer natierlech méi Personal astelle beim Geriicht, dann ass dat eng gutt Saach – dat ass dat, wat grad gesot ginn ass – an da stëmme mir dat als ADR natierlech och mat.

Et ass awer och op der anerer Säit vläicht en negatiivt Zeechen, well et ass en Zeechen, dass iergendeppes awer schifleeft, well wann näischt géif schiflafen, da bréicht ee keng Geriichter an da bréicht ee manner Leit do amplaz méi Leit.

De Punkt ass, dass mer am Moment ëmmer, ëmmer méi Leit ... Et läit natierlech och un der Finanzplaz. Och do lafe vläicht Saachen, déi net ëmmer richteg sinn, mee am Allgemengen ass et e schlecht Zeechen, wa mer mussen op de Geriichter ëmmer méi Leit astellen. Et ass awer leider noutwendeg, an duerfir droe mer dat hei natierlech och mat.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Fir d'éischt emol: Ech si ganz frou, dass

deen Text hei, deen ech ursprünglech zwar deposéiert hat – en ass elo an zwee gespléckt gi wéinst den Ursaachen, déi de Rapporter och nach eng Kéier gesot hat – awer weidergefouert gëtt, well dee Constat, dass mer e Manktum u Riichter hei am Land hunn, dat war eng vu mengen éischte Prioritéiten, wou ech ugetruede sinn. Dofir hunn ech och ganz séier deemools d'Referendairesgesetz op den Instanzewee bruecht, fir ze probéieren, där Penurie, déi existéiert huet, entgéintzewierken.

Mir wëssen awer alleguerten, dass mer net nëmme kënne rekrutéieren an dass mer e limitéierte Pool och hunn u Leit, bei deene mer kënne rekrutéieren, einfach doduerch, dass d'Lëtzebuerger Nationalitéit gefuerdert ass. Duerfir war notamment och dee Schrëtt vun de Referendairë wichteg, well do déi Konditioun vun der Nationalitéit ewechfält. An dat war a mengen Aen e gudde Wee, fir och eng Bréck ze schafe fir Leit, déi dann au fur et à mesure och kéinten d'Lëtzebuerger Sprooch vläicht besser léieren an dann och eeben an d'Magistratur kommen.

Ech fannen dat hei jiddefalls ganz positiv. Ech sinn och gespaant, d'Ministesch huet jo schonn eng Rëtsch aner Saachen nach ugekënnegt, wat nach alles kënnt, well mer nämlech alleguerten nëmmen drun ze gewannen hunn, wa mer e staarke Rechtsstaat hunn.

An, Här Keup, um Geriicht geet et net just ëm Kriminalitéit, och wann Dir iwwerall nëmme Kriminalitéit hei am Land gesitt. D'Geriichter beschäftege sech mat ganz ville Saachen, wou et einfach ëm d'Rechter vun deem Eenzelne geet am Alldag, sief et vis-à-vis vun enger Verwaltung, sief et an engem private Sträit, ob elo mam Noper oder engem Kontrakt, deen een huet mat enger Firma, oder eeben effektiv am strofrechtleche Beräich. An et ass ganz normal, dass, wann eng Populatioun wiisst, dann och d'Affäre viru Geriicht wuessen.

An et ass am Fong eng positiv Saach, wann een och all de Leit am Land d'Méiglechkeet gëtt, fir Affären op e Geriicht ze bréngen, wann een der Meenung ass, dass een net richteg traitéiert ginn ass oder dass ee säi Recht net krut. An duerfir ass dat net eppes, wat ee per se als negativ ka gesinn, wann ee gesäit, dass d'Affären op de Geriichter an d'Luucht ginn. Dat ass, wéi gesot, net just eng Kriminalitéitsfro, loin de là, glécklecherweis. Et geet an all d'Beräicher vum Liewen. Dat kann och eng Scheedung sinn zum Beispill, déi ka concernéiert sinn. Dat kënne ganz vill Beräicher sinn.

Duerfir ass dat, denken ech, éischter eppes, wat eis alleguerte stäerkt, wa mer déi néideg Rechter kënnen hunn, wa mer se kënnen exercéieren a wann dat och esou séier wéi méiglech iwwert d'Bün geet. An dofir ass et natierlech gutt, wa mer genuch Magistraten hunn, fir deenen Aufgaben och nozekommen.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Ech mengen, zum Text gouf scho ganz vill gesot. Ech wëll da just ganz kuerz nach op e puer Aussoen agoen, nämlech datt dee Méi u Magistrate jo deem geschëllt wär, datt d'Kriminalitéit an d'Luucht geet. Ech mengen, datt éischtens mol lineär mat der Bevëlkerung och mussen d'Magistrate wuessen an der Unzuel.

An dann, wann een der Meenung ass, datt een do jo kéint aspueren, da kéint ee jo vläicht – dat ass da vläicht e fromme Gedanken hei vu mir – mol ophalen, Kënschtler wéinst dem Exercice vun hirer Konscht- a Meenungsfräiheet op d'Geriicht ze huelen. Da géif ee sécherlech och d'Geriichter desengorgéieren.

A wann een awer méi generell eng Kéier wëllt schwätzen, da kéint ee sech jo eng Kéier d'Fro stellen, ob en Divorce par consentement mutuel iwwerhaapt nach muss op e Geriicht goen oder ob een do net, wéi an anere Länner, och vereinfacht Prozedure ka schafen, déi eeben och eis Geriichter géifen entlaaschten.

Dat gesot, gi mir awer eisen Accord. Déi Leit hei gi gebraucht an domadder stëmme mer dat heite mat. Villmools merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Clement. Dir wëllt wéinst Fait personnel d'Wuert froen?

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, wann ech ugeschwat ginn, da kann ech och reagéieren. Ech wëll och ganz einfach, ganz kuerz reagéieren. Also, wann ee géif kucken, fir d'Suen erëmzebezuelen un de Staat, déi ee soll zréckbezuelen, da géif een och derfir suergen, dass d'Geriichter manner Aarbecht hunn. Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Jo, also dat do war kee Fait personnel, Här Keup. Fait-personnelle sinn do, fir Rektifikatiounen ze maachen. Den Här Baum huet d'Wuert.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. No deem klengen Austausch vu Leit, déi scho méi Erfarung mat Geriichter gemaach hunn …

*(Hilarité et interruptions)*

… wéilt ech awer op de Fall selwer zréckkommen.

Bei mir ass dat nach an der Schwief.

*(Hilarité)*

Et weess een net, wat mir do nach alles Schéines blitt.

*(Interruption par M. Sven Clement)*

Mir ënnerstëtzen dëse Projet natierlech, mee ech muss awer och op dat zréckkommen, wat d'Madamm Braz richtegerweis gesot huet: Et gëtt en Elefant am Raum, iwwert dee laang net geschwat ginn ass, an dat ass d'Finanzplaz an datt mer eng Magistratur hunn an e Justizwiesen, wat iwwerhaapt net op der Héicht ass, fir dat materiell ze stemmen, wat der Gréisst vun der Finanzplaz entsprécht.

Den Honoré de Balzac, deen nun definitiv kee Lénke war, huet eng Kéier gesot: „Derrière chaque grande fortune, il y a un grand crime." Dat muss ee vläicht net esou absolutt gesinn, mee ech mengen, datt mer awer ganz gutt géifen drun dinn, déi Finanzplaz och rechtlech a vum Justizwiesen esou ze encadréieren, datt mer eis och do déi grand Crimmen net entgoe loossen, amplaz de Fokus ëmmer nëmmen op kleng Crimmen ze leeën, déi een natierlech richtegerweis och verfollege muss, mee datt mer effektiv och do eng grouss Responsabilitéit hunn an datt dat ee vun deene grousse Chantieren ass, déi, mengen ech, an den nächste Joren nach och op eis duerkommen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Domat ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Madamm Justizministesch.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | Merci, Här President. Ech géing direkt ufänken an dem Här Rapporter villmools Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Eng Justiz, déi séier an effikass schafft, ass eng kloer Prioritéit vun dëser Regierung. An an deem Sënn ass et nëmme richteg, datt mer de verschiddene Geriichter an de Parqueten hei déi néideg Moyene ginn.

Mir hunn, wéi gesot, e Gesetzesprojet, dee vun der Madamm Tanson deposéiert gi war, an zwee gespléckt, fir nämlech iwwert déi nächst dräi Joer virzegesinn, wéi vill Poste geschaf ginn, a gläichzäiteg awer e Pôle de réserve ze schafen, deen, wéi gesot, nach an deem zweete Projet de loi ass, deen dann hoffentlech kann am Hierscht, wa mer bis d'Avisen hu vum Conseil d'État a vun deene jeeweilege Justizautoritéiten, weidergedriwwe ginn.

Et ass effektiv esou, datt sech iwwer Joren e gewëssene Retard am Rekrutement opgestaut huet, woubäi ech awer muss soen, datt meng Partei net an der Regierung war iwwert déi lescht zéng Joer an datt ech awer trotz allem frou sinn, datt ech hei kann op e Projet zréckgräifen, deen eng ganz Rei Rekrutementer virgesäit.

Et ass kloer, datt mer natierlech op der enger Säit musse Poste schafen – dat ass ganz richteg gesot ginn – an op där anerer Säit natierlech d'Poste musse besetzen. An deem Sënn hat ech, wéi gesot, och schonn annoncéiert an et steet och am Accord de coalition, datt mer kucken, eng Passerell anzeféieren. En attendant wäerte mer awer, wéi gesot, eng éischt Etapp maachen, fir d'Gesetz iwwert d'Attaché-de-justicen ofzeänneren, fir eebe méi e grousse Pool u Juristen ze erlaben, deen a Fro soll kommen, fir ze rekrutéieren, an an deem géif net méi just um Barreau rekrutéiert ginn. Dëse Projet wäert ech och kënnen, hoffentlech, relativ zäitno deposéieren.

Och zu den Zuelen ass et vläicht interessant ze wëssen: Effektiv, an der Zäit si 25 Posten do gewiescht an et sinn der ni vill rekrutéiert ginn. Dëst Joer ass eng Zuel rekrutéiert gi vun 28 Attachéen, wat weesentlech méi ass wéi iwwert déi lescht Joren, soudatt ech do optimistesch sinn, datt mer och an Zukunft wäerte kënne méi Riichtere rekrutéieren.

Gläichzäiteg musse mer natierlech och kucken, datt se dat néidegt administratiivt Personal kréien, wou mer och eng zousätzlech Demande gemaach hunn, fir dem Plan pluriannuel Rechnung ze droen, fir datt dat néidegt administratiivt Personal och kann de Riichteren zur Säit gestallt ginn. Ech si frou, datt dëse Projet och elo ka gestëmmt ginn, an deem Sënn kënnen nämlech och am September schonn déi éischt Rekrutementer a Besetzunge gemaach ginn.

Dir hutt et alleguerten och ugeschwat: d'Finanzkriminalitéit. Dat ass och eng grouss Suerg vu mir. An deem Sënn wäerten hei natierlech och méi Magistraten zur Verfügung gestallt ginn. Et ginn och kloer Departementer um Parquet a beim Juge d'instruction geschaf.

A just vläicht, fir kuerz op d'Zuelen anzegoen, well et ass just vum Parquet général geschwat ginn, woubäi een awer muss soen, datt och bei de Parquete jeeweils op deene jeeweilegen Tribunaux d'arrondissement am Ganze 27 Parquetiere rekrutéiert ginn. Zousätzlech gëtt d'CRF opgestockt mat sechs zousätzleche Posten iwwert déi nächst dräi Joren. Am Moment hu mer do siwe Magistraten, soudatt mer hei wierklech quasi eng Verdueblung hu vum Effectif.

Natierlech, och hei geet et net just duer mat méi Leit. Mir sinn och amgaangen, un de Recommandatioune vum GAFI ze schaffen, fir déi ëmzesetzen. Mir hunn och e Groupe de travail en place, wou mer bei enger Vereinfachung vun de Prozeduren och wäerte kucken, awéifern dat méiglech ass. An do wäerte mer hoffentlech och kënnen d'nächst Joer awer Projeten an d'Prozedur bréngen, fir dat méi einfach ze maachen, fir datt mer do och méi schnell weiderkommen.

Ech soen Iech e ganz grousse Merci fir déi breet Ënnerstëtzung fir dëse Projet de loi an ech si frou, wann d'Justizautoritéiten déi néideg Moyene kréien,

fir am Sënn vum Justiciable kënnen ze schaffen a méi schnell virunzekommen. E grousse Merci!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8299A kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8299A[5].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8299A et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 59 Jo-Stëmmen, keng Abstentioun a keng Nee-Stëmm. A vu datt mäin Apparat hei net fonctionéiert huet, sinn et 60 Jo-Stëmmen zu dësem Sujet. D'Gesetz ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Charel Weiler), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;*

*MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 15. Changements de composition de commissions parlementaires (suite)

Éier mer elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour kommen, sinn nach zwee klenger Punkte virdrun. Dat Éischt, dat ass, datt nach zwee Changementer an de Commission-parlementairen ugekënnegt gi sinn, déi derduerchgaange ware bei där grousser Ukënnegung, déi ech am Ufank gemaach hat.

An der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région gëtt proposéiert, datt den Här Emile Eicher de Volet „Europe" vun der Madamm Diane Adehm iwwerhëlt an deemno volle Member gëtt.

An der Commission de la Culture ersetzt den Här Jean-Paul Schaaf den Här Félix Eischen.

Ass d'Chamber och mat dësen Ännerungen averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## 16. Motion de M. Max Hengel relative à la prise en charge des lunettes par la CNS

*(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 63 de ce compte rendu)*

An da géinge mer nach zur Motioun komme vum Här Max Hengel, déi haut am Ufank vun der Sëtzung deposéiert ginn ass an och vum Här Max Hengel erkläert gouf, ausser den Här Hengel wéilt nach eng Kéier d'Wuert huelen.

*(Négation)*

Da gi mer eis zefridde mat deenen Erklärungen. An da froen ech, ob nach aner Wuertmeldungen zu dëser Motioun do sinn. D'Madamm Closener freet d'Wuert.

***Discussion générale***

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Jo, villmools merci, Här President. Ech si ganz frou, dass mer esou séier dat hei fäerdegbruecht hunn no deem Débat publique mat där jonker Petitionärin, déi vill Courage hat, fir eleng heihinner ze komme mat 19 Joer, fir eng Petitioun hei ze presentéieren, déi esou vill Succès och hat an déi och direkt dann dat hei als Resultat hat, déi Motioun, opgrond vun der Ouverture, déi d'Gesondheetsministesch gemaach huet, fir eebe bei der CNS sech derfir staarkzemaachen, dass de Remboursement fir d'Brëller an d'Luucht geet. Dat fanne mer exzellent gutt an duerfir hu mer déi Motioun selbstverständlech matverfaasst a matgedroen.

Merci.

**Une voix** | Gutt, Madamm Presidentin!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Closener. Dann huet den Här Baum nach d'Wuert gefrot.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Och merci dem President vun der Santéskommissioun, dee ganz, ganz séier a ganz reaktiv geschafft huet no där Petitiounskommissioun, déi mer gëschter haten. Mir ware gëschter an der Mëttesstonn zesummen, mir konnten als Demokratesch Partei do ganz liicht Ännerunge mat erabréngen. An ech géif natierlech menge Kolleegen och proposéieren, dës Motioun matzedroen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. An dann huet deen aneren Här Baum d'Wuert.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir ënnerstëtzen dat hei natierlech och. Ech wéilt just op een Element opmierksam maachen an der Diskussioun, well dat warscheinlech ëmmer erëm opkomme wäert, an dat ass d'Fro: Jo, mee wéi finanzéiere mer dat, wa mer wëlle Prestatioune verbesseren? An dat ass relativ einfach, wéi mer dat géife finanzéieren. Mir hunn eng Question parlementaire gestallt: „Wat géif et bedeiten, wa mer den Deckel vun aktuell fënnefmol de Mindestloun einfach géifen ophiewen?" Fir d'Krankekeess géifen doduerch net nei Prestatiounen entstoen, just méi Recetten. Déi méi Recetten, déi wieren an Héicht pro Joer vun 250 Milliounen Euro. Ech mengen, datt dat e Wee ass, fir besser Prestatioune kënnen ze finanzéieren an deem heite Beräich, an dat hei ass eng Motioun, déi an déi Richtung geet. Duerfir ënnerstëtze mer dat och.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Baum. Madamm Bernard.

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng) | Jo, merci fir d'Wuert, Här President. Ech hunn den Debat gëschter iwwer Livestream novollzéie kënnen an ech si frou, dass mer do e schnellen Accord fonnt hunn. Och merci der Ministesch fir dës Propos. A mir ënnerstëtzen dat voll a ganz.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Madamm Bernard. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Hei ass jo elo e ganz positiivt Beispill fir d'Petitiounen. Ech hunn elo e bëssen zeréckgeduecht, et ass eigentlech, fir net ze soe bal ni, mee ganz selten, dass eng Petitioun esou schnell konnt zumindest elo mol zu engem Etappesuccès féieren. A mir sollten eis dat och als Beispill fir d'Zukunft huelen, well wann d'Leit sech d'Méi maachen – an ech weess, dass d'Majoritéit et jo elo nach eng Kéier wäert méi schwéier maachen, vu 4.500 op 5.500 –, wa scho Petitiounen erakommen, dass mer higinn an déi och seriö huelen.

An dofir wäerte mir se och haut matstëmmen, well dat doten ass wierklech e richtege Message, wéi e sollt sinn. D'Leit hu sech d'Méi gemaach. Si hunn den Dossier wierklech ganz respektvoll hei presentéiert. Et war e ganz seriöt Gespréich, an dat doten ass direkt erauskomm. D'Majoritéit huet sech direkt bereeterkläert, fir mat all de Parteien zesummen eng Motioun auszeschaffen. Besser kann et jo net lafen. Kommt, mir huelen dat als Beispill fir déi nächst Petitiounen, déi kommen, dass mer de Leit och do e Succès ginn!

Merci.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Goergen. Här Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci, Här President. Ech kann natlos do uknäppen, wou den Här Goergen opgehalen huet. Ech mengen, dass hei eng nei Phas, eng nei Etapp an der Aarbecht vun der Petitiounskommissioun ageleet ginn ass. D'Petitiounskommissioun huet sech fréier mol d'Saach e bëssen einfach gemaach an de Ball weiderginn un d'Regierung. Och wa se kloer der Meenung war, dass eppes berechtegt war, ass de Ball un d'Regierung gaang. Mir hunn emol gekuckt, gewaart, wat d'Regierung géif derzou soen.

Hei bezitt d'Petitiounskommissioun ganz kloer Positioun zu engem reelle Problem a gëtt der Regierung en Optrag. Deen Optrag, wann een deen ausdäitscht, ka jo nëmmen heeschen, dass d'Regierung hirem Vertrieder an deem tripartittgeféierten Organ vun der CNS de kloren Optrag gëtt, net nëmmen ze beobachten an ze kucken a matzediskutéieren, mee ganz kloer ze soen, was Sache ist, a se opzefuerderen, an deem Dräierverbund ze soen: „Mir sinn der Meenung, am Numm vun der Regierung, dass mer dat do esou gär hätten." An da spillt jo ganz kloer déi Tripartitt, deen Tripartitts-Geescht, wou d'Regierung ee Vott huet a wou d'Salariatsvertrieder ee Vott hunn an d'Patronatsvertrieder ee Vott hunn. Am Zweifelsfall kënnt et dann zu enger Koalitioun mat deem engen oder aneren, an ech sinn iwwerzeegt, dass d'Assurésvertrieder alleguer der Meenung sinn, wann d'Regierung seet: „Mir hätten dat dote gär", dass se dat selwecht maachen.

An dat wäert eis da weisen, wéi eescht eise Message hei geholl gëtt, a wäert eis encouragéieren, an anere Beräicher och nach aktiv ze ginn. Ech soen een: de Remboursement, de bessere Remboursement vun den Implantater, de Remboursement zum Beispill – a mir haten do virun nach net esou laanger Zäit eng Petitiounskommissioun – vun de Psychologen an, an, an. Ech fannen, hei ass e wichtege Schratt gemaach ginn, an déi Petitiounskommissioun hei huet Faarf bekannt, huet Réckgrat gewisen an esou soll eng Petitiounskommissioun och weiderschaffen.

A wann déi Petitiounskommissioun och weider esou schafft, wäert Der gesinn, dass déi Leit, déi sech ongerecht behandelt fillen duerch schlecht Remboursementer, méi op d'Petitioun zeréckgräifen an eis opfuerderen, dann als Member vun enger Quadripartitt och Faarf ze bekennen. Dat ass d'Portée vun där Motioun an dofir fannen ech, dass dat eng ganz gutt Saach ass.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Dann huet den Här Fred Keup nach d'Wuert gefrot. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, merci, Här President. An ech wëll och do nach e bësse méi wäit goe wéi dat, wat den Här Di Bartolomeo elo ganz gutt erkläert huet.

*(Hilarité et interruption par M. Sven Clement)*

Ech wäert mech awer méi kuerz halen.

Ech hu mech ëmmer gefrot, firwat dass bei enger Debatt hei zu enger Chamberpetitioun iwwerhaapt Regierungsmembere present sinn. An hei krute mer wierklech e gutt Beispill geliwwert, dass mer keng Regierungsmembere brauche bei enger Chamberpetitioun.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Très bien!

**M. Fred Keup** (ADR) | A wann ech eppes kéint entscheeden – wat ech leider net kann, mee ech kann awer mäin Incentive hei derzou ginn –, da géif ech derfir suergen, dass bei Chamberpetitiounen d'Chamber betraff ass an net d'Regierungsmemberen an d'Chamber jo da per Motioun, wéi elo hei geschitt, d'Regierung opfuerdere kann, eppes ze maachen. Ech mengen, dat ass de richtege Wee.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler,** Président | Voilà, vu datt elo all Fraktioun a Sensibilitéit geschwat huet an ech eraushéieren hunn, datt Der alleguer där selwechter Meenung sidd, wat och d'Ënnerschréften op dësem Pabeier ausweisen, proposéieren ech, dat heite par main levée ofzestëmmen.

*(Assentiment)*

***Vote sur la motion***

Wien ass mat dëser Motioun d'accord?

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Mat zwou Hänn.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler,** Président | Eng Hand geet duer, Här Di Bartolomeo.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dës Motioun à l'unanimité ugeholl.

Ech soen Iech dofir Merci.

## 17. Désignation d'un candidat pour un poste de conseiller d'État

An da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar der Designatioun vun engem Kandidat fir de Poste vum Conseiller d'État. Esou wéi dat ofgeännert Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot an d'Artikelen 116 bis 127 vum Chambersreglement et virgesinn, designéiere mer haut e Kandidat fir e Poste vum Conseiller beim Staatsrot.

No den Dispositioune vun den Artikelen 119 an 120 vun eisem Reglement huet d'Presidentekonferenz an hirer Reunioun vum 8. Juli eng Kandidatelëscht mat dräi Persounen arrêtéiert. Eng vun dëse Persounen huet dunn hir Kandidatur zréckgezunn. Deemno sinn d'Kandidaten an alphabeetescher Reiefolleg: den Här Ivan Nizer Gonsalves an den Här Thierry Schuman.

D'Chambersreglement gesäit vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däerf also net par procuration ofgestëmmt ginn. Nëmmen d'Votten iwwert déi offiziell deponéiert Kandidature sinn och valabel. D'Wal vum Kandidat erfollegt duerch eng absolutt Majoritéit vun de Stëmmen, woubäi déi blank an ongülteg Walziedelen net a Betracht gezu ginn, fir d'Majoritéit auszerechnen.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolutt Majoritéit krut, kënnt et zu engem Ballotage. Beim Ballotage gëtt et dräi Méiglechkeeten: Entweeder ee Kandidat kritt déi absolutt Majoritéit vun de Stëmmen an ass gewielt. Oder et ass Stëmmegläichheet an da kënnt et zu engem zousätzlechen Tour. Wa bei dësem Tour déi zwee Kandidaten nach ëmmer déi gläich Stëmmenzuel hunn, da muss d'Lous entscheeden. Oder et kritt beim Ballotage kee vun de Kandidaten déi absolutt Majoritéit vun de Stëmmen an et ass keng Stëmmegläichheet. An deem Fall muss en neien Appel à candidatures gemaach ginn.

Domat sinn d'Prozeduren elo kloer.

An dann hunn ech eng Wuertmeldung, déi zwar net virgesinn ass am Reglement. Dofir ganz kuerz, Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, et ass eng Question préalable da vläicht, well effektiv huet d'Presidentekonferenz dräi Profiller festgehalen a vun deenen dräi Profiller huet ee Profill wierklech gepasst op dat, wat de Staatsrot gefrot huet. An et ass awer genau déi Kandidatur, déi sech elo zréckgezunn huet.

Ech wonnere mech e bëssen, ech hunn et vläicht iwwersinn, dass mer net heiriwwer informéiert gi sinn am Virfeld …

*(Interruption)*

Um Portail? Ok, dann entschëllegt Der mech, dann hunn ech dat iwwersinn. Ech hunn awer héieren, aner Kolleege wäre mëndlech informéiert ginn. Ech hunn dat dann iwwersinn, dann entschëllegen ech mech, dass ech dat net gesinn hunn.

Ech bedaueren awer elo, dass mer kee Kandidat hunn, deen op dee Profill passt, dee vum Staatsrot gefrot ass.

**M. Claude Wiseler**, Président | Sinn dozou nach aner Wuertmeldungen do?

*(Négation)*

Wann dat net de Fall ass, da wëll ech mam Walvirgang ufänken. Ech wëll awer d'Chamber, ier mer ufänken, drop opmierksam maachen, datt héchstens eng Kandidatur däerf ugekräizt ginn, soss ass de Stëmmziedel ongülteg.

***Vote sur les deux candidatures***

Ech géif bieden, datt d'Stëmmziedelen ausgedeelt ginn, an duerno maachen ech en Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

D'Stëmmziedele sinn all ausgedeelt ginn. An da maache mer den Appel nominal op Basis vun där neier Lëscht vun der Chamber, fir d'Bulletinen opzehiewen.

*(Appel nominal)*

Voilà, an da gëtt d'Sëtzung ënnerbrach fir auszezielen.

*(La séance publique est suspendue à 16.38 heures.)*

* * *

*(La séance publique est reprise à 16.43 heures.)*

D'Sëtzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt: Den Total vun de Stëmmziedele war 54, blank Stëmmziedele waren et der 4, ongülteg Stëmmziedelen 1, gülteg Stëmmziedelen also 49. Déi absolutt Majoritéit läit bei 26.

D'Stëmme si follgendermoosse verdeelt: Den Här Ivan Nizer Gonsalves krut 1 Stëmm, den Här Thierry Schuman krut 48 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger absolutter Majoritéit vun 48 Stëmmen decidéiert, datt den Här Thierry Schuman als Kandidat fir de Poste vum Conseiller beim Staatsrot designéiert ass.

An domat wär dann dës Prozedur och ofgeschloss an och dëse Punkt vum Ordre du jour.

## 18. Discours de M. le Président

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, mir sinn elo um Enn vun eiser Sëtzung ukomm, der leschter Sëtzung virun der Vakanz. Ech mengen, et war fir eis alleguer heibannen e besonnescht Joer, e Joer mat dräi Walen, mat engem Majoritéitschangement an der Chamber, mat enger neier Kompositioun heibannen, och mat Depart gëschter vun enger Rei Kolleegen, déi entweeder opgehalen hunn oder an d'Europaparlament gaange sinn, fir eis all am Fong och e Joer, wou mer deelweis nei Gewunnechten hu misse kréien, wou mer och deelweis en neien Elan haten – ech hoffen, datt mer deen och kënne mat weiderhuelen – a wou mer och nei Experienzen, déi eng an déi aner hei an dësem Raum, haten, inklusiv ech selwer.

Ech wëll awer net ze vill doriwwer schwätzen, ech maachen dat eng aner Kéier, mee ech wollt just eng Remark maachen. Dat ass, datt ech d'Geleeënheet hat, mat e puer Kolleegen, mat e puer ënner Iech, a menger neier Fonctioun e puer Parlamenter ze besichen an deene leschte Méint, fir ze kucken, wéi et do fonctionéiert, ob mer net kënnen eng Rei Saache vun anere Parlamenter hei am Parlament iwwerhuelen.

Mir hunn eng Rei nei Iddie kritt, mee ech hunn awer och, muss ech soen a mengem perséinlechen Numm, e puer Saache gemierkt, déi ech duerno an eisem Parlament hei zu Lëtzebuerg besonnesch appreciéieren. A fir et einfach ze soen: Mir zerstreiden eis zwar oft heibannen, mee ech hu gesinn, datt déi Relatiounen, déi mir kënnen heibanne mateneen hunn, déi Aart a Weis, wéi mir mateneen ëmginn, och déi Aart a Weis, wéi mir heiansdo matenee streiden, bemierkenswäert ass a mengen Aen, well se am Fong respektvoll ass.

Et ass am Fong normal, respektvoll ze sinn, mee et ass trotzdeem bemierkenswäert, datt mer esou am Respekt kënne matenee streiden, well dat heescht och, datt mer am Respekt vun der demokratescher Institutioun a vum demokratesche Fonctionnement vun eisem Land a vun eisen Institutiounen eis Aufgab erfëllen.

Dee Respekt virun der Demokratie a virun eisen Institutiounen ass haut, mat all deem, wat een an der Welt gesäit a wat an der Welt amgaang ass ze geschéien, trotzdeem a mengen Aen absolutt wesentlech. An ech soen Iech dofir villmools Merci an ech wëll Iech just soen, datt ech ganz houfreg sinn, President vun esou engem Parlament kënnen an däerfen ze sinn.

Ech soen Iech och all Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht hei am Haus an och mat deenen aneren Institutiounen, mat dem Conseil d'État, der Regierung,

de Chambres professionnelles an eise Partner Ombudsman, OKaJu, CET.

Merci och dem Generalsekretär, dem Laurent Scheeck, a sengen Adjointen, dem Isabelle Barra an dem Benoît Reiter. Merci alle Mataarbechter vun der Chamber, de Fraktiounen a Sensibilitéiten, déi alleguer am Hannergrond fir eis a fir eis Institutioun geschafft hunn an och schaffen an eis ënnerstëtzen, fir datt mer eis Aarbecht och gutt a korrekt kënne maachen.

Merci och dem Sécherheetspersonal heibannen, wat gutt op eis oppasst. Merci och der Press, déi derzou bäidréit, fir d'Aarbechte vun der Chamber no baussen ze vermëttelen an eis Politiker och emol méi kritesch ze analyséieren. Heiansdo, mengen ech, brauche mer dat och.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn elo um Enn vun eiser Sëtzung vun haut ukomm. Déi nächst ëffentlech Sëtzung ass den zweeten Dënschden am Oktober, den 8. Oktober, an dat mat enger ganz spezieller Sëtzung, well de Grand-Duc héritier do säin Eed an der Chamber ofleet als Lieutenant-représentant.

Bis dohinner ginn natierlech d'Aarbechten an de Kommissiounen, an der Verwaltung, an de Fraktioune weider. An ech wënschen Iech e puer gerousam Deeg an datt Der mat vill Energie, vill Elan a guddem Mutt erëmkommt.

Villmools merci fir alles.

*(Applaudissements)*

An domat ass dann d'Sëtzung …

**Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | Här President, wann Der erlaabt, …

**M. Claude Wiseler,** Président | Selbstverständlech.

**Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | … da géif ech awer och nach ganz kuerz am Numm vun der Regierung och allen Deputéierten eng ganz gerousam Vakanz wënschen. Et war effektiv e Joer, wou vill Leit sech hu missen un nei Aart a Weisen ze schaffe gewinnen. An an deem Sënn sinn ech och frou, datt mer konnten iwwer all déi Aart a Weisen, wéi mer schaffen a wéi mer kënne besser zesummeschaffen, diskutéieren. An ech mengen, datt mer am Oktober mat vollem Elan an dann och mat méi Plagë fir eis Kommissiounssëtzunge kënnen hoffentlech exzellent zesumme schaffen. An ech freeë mech op alle Fall dorop.

Ech wënschen Iech bis dohinner eng ganz schéi Vakanz an ech freeë mech, Iech erëmzegesinn am Oktober.

**M. Claude Wiseler,** Président | Merci der Ministesch. Merci der Regierung.

*(Applaudissements)*

An domat ass dann d'Sëtzung vun haut ofgeschloss.

*(La séance publique est levée à 16.49 heures.)*

# Questions au Gouvernement

## Sommaire


| Objet | N° | Auteur | Page |
|---|---|---|---|
| Régime d'aides financières « Klimabonus Mobilitéit » | 0605 | François Bausch, Meris Sehovic, Joëlle Welfring | 80 |
| Contrôle de l'interdiction de circulation pour poids lourds sur la « Mierscher Strooss » à Bissen | 0697 | André Bauler, Corinne Cahen | 80 |
| Aides suite aux inondations au sud du Brésil | 0698 | Sven Clement | 81 |
| Recours auprès du Conseil arbitral de la sécurité sociale (CASS) | 0701 | Sven Clement | 81 |
| Recyclage des déchets plastiques | 0702 | Mars Di Bartolomeo, Claire Delcourt | 81 |
| Mammographie pour personnes à mobilité réduite | 0703 | Sven Clement, Ben Polidori | 81 |
| Projet « Impuls » | 0704 | Liz Braz | 82 |
| « High Performance Training & Recovery Center » | 0705 | Liz Braz | 82 |
| Critères d'admission au DAP Éducation | 0706 | Meris Sehovic | 82 |
| Donneurs de sang homosexuels | 0707 | Mars Di Bartolomeo, Paulette Lenert | 83 |
| Maison du Luxembourg à Paris lors des Jeux olympiques | 0708 | Liz Braz | 83 |
| Statistiques concernant la correspondance | 0709 | André Bauler, Carole Hartmann | 84 |
| Spot audiovisuel du Ministère des Affaires intérieures | 0710 | Corinne Cahen, Guy Arendt | 84 |
| Subsides extraordinaires pour fédérations sportives | 0711 | Corinne Cahen, Mandy Minella | 84 |
| Société nationale des habitations à bon marché | 0712 | Jeff Engelen, Alexandra Schoos | 84 |
| Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel | 0713 | François Bausch | 84 |
| Aides suite aux inondations au sud du Brésil | 0714 | Fernand Kartheiser | 85 |
| Mendicité aux carrefours | 0715 | Fernand Kartheiser | 85 |
| Maison des sports | 0716 | Joëlle Welfring | 86 |
| Uniformisation des véhicules du service Adapto | 0717 | Marc Goergen, Ben Polidori | 86 |
| Transport de bagages et d'animaux dans le cadre du service Adapto | 0718 | Marc Goergen, Ben Polidori | 86 |
| Système de navigation utilisé par le service Adapto | 0719 | Marc Goergen, Ben Polidori | 87 |
| Ceinture de sécurité dans les transports publics | 0720 | Sven Clement, Marc Goergen | 87 |
| Hotspot de squatteurs à Ettelbruck | 0721 | André Bauler, Gusty Graas | 87 |
| Prix équitables pour les agriculteurs | 0722 | Joëlle Welfring | 88 |
| Réforme des finances communales | 0723 | Dan Biancalana | 89 |
| Téléconsultations | 0724 | François Bausch | 89 |
| Mise en œuvre de mesures d'aide pour enfants à besoins spécifiques de l'école fondamentale au niveau local et régional | 0725 | David Wagner | 90 |
| Digitalisation à l'école | 0726 | Marc Goergen, Ben Polidori | 91 |
| Réforme du Code pénal | 0727 | Sven Clement | 92 |
| Subside « Qualité+ » | 0728 | Liz Braz | 93 |
| Musée national du sport | 0729 | Liz Braz | 93 |
| Eurovision Song Contest | 0730 | Sven Clement | 93 |
| Spot audiovisuel du Ministère des Affaires intérieures | 0731 | Meris Sehovic | 94 |
| Accords entre l'UEBL et les pays tiers | 0732 | Diane Adehm | 94 |
| Subsides communaux pour les installations photovoltaïques | 0733 | Marc Goergen, Ben Polidori | 94 |
| Loi « foreign agents » | 0734 | Sven Clement | 94 |
| Plate-forme « SIGINOVA » | 0735 | Marc Lies | 95 |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Caisse nationale d'assurance pension | 0736 | François Bausch | 95 | Émission des certificats de revenu via « myguichet.lu » | 0742 | André Bauler, Patrick Goldschmidt | 97 |
| Portail d'information pour les demandeurs de protection internationale | 0737 | Meris Sehovic, Joëlle Welfring | 95 | Logements inoccupés | 0743 | Alexandra Schoos | 98 |
| Musée d'architecture au Luxembourg | 0738 | Alexandra Schoos | 96 | Aboliton de la formation « Technicien en génie civil » | 0744 | Francine Closener | 98 |
| Mesures de sécurité prises dans le cadre d'un transport de prisonniers | 0739 | Dan Biancalana, Taina Bofferding | 96 | Bachelor en sciences infirmières spécialisées | 0745 | Claire Delcourt | 98 |
| Diagnostic d'autisme chez l'enfant | 0740 | Sven Clement, Ben Polidori | 97 | Diagnostic d'autisme chez l'enfant | 0750 | Stéphanie Weydert | 97 |
| Reconnaissance des enfants issus d'une procréation médicalement assistée ou d'une gestation pour autrui pratiquées à l'étranger | 0741 | Mars Di Bartolomeo | 97 | Travail à la « Schueberfouer » | 1120 urgente | Corinne Cahen, Barbara Agostino | 98 |


**Régime d'aides financières « Klimabonus Mobilitéit »** | Question **0605** (15/04/2024) de **M. François Bausch** | **M. Meris Sehovic** | **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

En janvier 2024, le régime d'aides financières « Klimabonus Mobilitéit » pour la promotion des véhicules routiers à zéro émission de $CO_2$ a été prolongé de trois mois et à conditions inchangées jusqu'à juin 2024. Le système de subvention concerne à la fois les véhicules 100 % électriques et à pile combustible à hydrogène, ainsi que la mobilité active à travers des subsides pour les vélos et cycles à pédalage assisté.

Dans son accord de coalition, le Gouvernement s'est engagé à maintenir les subventions existantes et à revoir, à travers une analyse approfondie, les critères d'attribution et les montants. Parallèlement, le Gouvernement a annoncé de vouloir étudier l'opportunité de réviser le système de taxation s'appliquant à la première immatriculation des véhicules sur base des régimes existants dans d'autres États membres, en vue d'une mise en œuvre éventuelle à partir de 2025, et d'étudier l'introduction d'un leasing social pour les voitures électriques, mesures proposées par l'ancien Gouvernement.

Depuis son introduction en 2019, le régime a permis d'attribuer environ 17.500 subsides pour les véhicules électriques et plug-in hybrides, et près de 68.700 subsides pour les vélos et vélos électriques. Concernant les nouvelles immatriculations, la part des voitures électriques était pour la première fois supérieure à celle des voitures diesel et hybrides au diesel en 2023. Compte tenu de l'expiration imminente des aides actuelles d'ici juin et de l'importance cruciale de maintenir la dynamique de ventes sur le marché de véhicules électriques, le maintien de subsides substantiels est vital pour stimuler l'économie. Un manque de transparence sur les aides et une communication peu claire en amont concernant leur durée, les critères d'attribution et leur prolongation pourraient entraîner un ralentissement de la transition vers la mobilité à zéro émission.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quels sont les résultats de l'analyse approfondie du programme « Klimabonus Mobilitéit » ? Quels indicateurs et critères ont été utilisés pour conduire cette analyse ?

2) Quels acteurs ont été inclus dans le processus de développement du nouveau système ?

3) Quand le Gouvernement envisage-t-il de dévoiler le nouveau programme de subventions afin d'assurer une certitude de planification et de stimuler la demande de véhicules électriques ?

4) Comment le nouveau régime sera-t-il communiqué aux citoyen.ne.s et aux différents acteurs du secteur ?

5) Quels sont les résultats de l'étude concernant une révision éventuelle du système de taxation s'appliquant à la première immatriculation des véhicules ?

6) Pouvez-vous fournir des détails sur l'état actuel du processus de développement d'un programme de leasing social au Luxembourg et spécifier le calendrier prévu ?

**Réponse** (25/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) La promotion de l'électromobilité étant un élément clé du PNEC (Plan national intégré en matière d'énergie et de climat) pour la période 2021–2030, le Gouvernement a jugé opportun de poursuivre les incitations financières dans ce domaine. Après une période de transition de trois mois, les montants des subventions et les seuils de consommation d'énergie électrique pris en compte seront légèrement adaptés. Le nouveau régime continuera à offrir un large soutien à l'électromobilité, tout en ciblant davantage les voitures plus compactes. Le caractère social du nouveau régime sera encore renforcé par l'introduction d'une prime pour les voitures électriques d'occasion.

Aussi, à partir du 1er octobre 2024, la durée de détention minimale est portée à 36 mois, dans le souci de prévenir l'exportation prématurée de véhicules ayant bénéficié de subventions au Luxembourg. Une telle prolongation de la période minimale de détention contribuera à stimuler l'émergence d'un marché de l'occasion pour des voitures 100 % électriques.

ad 2) Les analyses à la base de la poursuite des aides financières pour les véhicules 100 % électriques d'application au-delà d'octobre 2024 ont été menées en concertation avec les acteurs du secteur de l'automobile.

ad 3) Je me permets de renvoyer aux communications récentes du Gouvernement, dont notamment le discours sur l'état de la nation de Monsieur le Premier ministre et le communiqué de presse renseignant sur la poursuite et la réforme partielle des régimes d'aides financières « Klimabonus Wunnen » et « Klimabonus Mobilitéit ».

*(Hyperliens à consulter sur www.chd.lu.)*

ad 4) Je me permets de renvoyer aux communications récentes du Gouvernement, dont notamment le discours sur l'état de la nation de Monsieur le Premier ministre et le communiqué de presse renseignant sur la poursuite et la réforme partielle des régimes d'aides financières « Klimabonus Wunnen » et « Klimabonus Mobilitéit ».

*(Hyperliens à consulter sur www.chd.lu.)*

ad 5) L'étude concernant une révision éventuelle du système de taxation s'appliquant à la première immatriculation des véhicules n'a pas encore été menée.

ad 6) Une étude pour identifier le potentiel, les modalités et les opportunités de l'introduction d'un régime de leasing social automobile sera lancée au second semestre 2024.

**Contrôle de l'interdiction de circulation pour poids lourds sur la « Mierscher Strooss » à Bissen** | Question **0697** (07/05/2024) de **M. André Bauler** | **Mme Corinne Cahen** (DP)

E Camion ass den 2. Mee d'Mierscher Strooss zu Biissen erofgefuer a konnt aus ongekläerte Grënn net méi bremsen. En ass dunn duerch e Parking ënnen am Duerf duerchgefuer a widdert eng Mauer gerannt. Op deem Parking stoung just niewendrun e Schoulbus voller Kanner aus dem Cycle 3. De Camion war net méi wéi e Meeter laanscht de Bus mat voller Vitess gefuer. Niewent dem Bus steet och d'Maison relais, wou de Precoce an de Cycle 1 ënnerbruecht sinn. De Camion hätt och an dëst Gebai knuppe kënnen. Wéi duerch ee Wonner waren um Parking dee Moment keng Kanner oder Elteren.

D'Strooss, duerch déi dëse Camion gefuer ass, ass säit 20 Joer fir Camione gespaart, well et sech ëm eng Steigung vun iwwer 10 Prozent op där Plaz handelt. Trotzdeem fuere vill Camionen awer déi Streck a Richtung vun engem Industriebetrib, entweeder well se d'Panneauen net gesinn hunn oder well se den Ëmwee net wëllen huelen.

An deem Kader wollte mir dem Här Inneminister folgend Froe stellen:

1. Wéi dacks huet d'Police an de leschten dräi Joer Kontrollen op dëser Plaz gemaach a wéi vill Camione goufe protokolléiert?

2. Huet d'Police wëlles, fir no dësem rezente Virfall an de kommende Woche verstäerkt Kontrollen duerchzeféieren?

**Réponse** (05/06/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Police mécht ettlech Vitesskontrollen an der Gemeng Biissen, notamment an der Route de Mersch. Geziilte Camionskontrolle si keng gemaach ginn.

D'Police mécht och sporadesch Verkéierskontrolle viru Schoulen, och zu Bissen.

D'Datebanke vun der Police erméiglechen et net, Zuelen iwwert déi erwäänte Kontrollen ze liwweren.

ad 2. Jo, d'Regionaldirektioun wäert an de kommende Woche verstäerkt an der Route de Mersch kontrolléiere loossen. Hei wäert dann och de Fokus op de Camionsverkéier geluecht ginn.

D'Policekontrolle si just ee vun de méigleche Moyenen, fir op d'Verkéierssécherheet anzewierken. D'Police steet a reegelméissegem Kontakt mat de Gemengen, esouwéi mat weideren Autoritéiten aus dem Verkéiersberäich, fir iwwer zousätzlech Sécherheetsmesuren ze diskutéieren.

**Aides suite aux inondations au sud du Brésil** | Question **0698** (07/05/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Staark Reefäll am brasilianesche Bundesstaat Rio Grande do Sul hunn an an de leschten Deeg zu extreemen Iwwerschwemmunge gefouert. Méi wéi 88.000 Mënschen hunn hir Haiser a Wunnenge misse verloossen. D'Haaptstad Porto Alegre war temporär komplett iwwerschwemmt a vill Persoune gi vermësst oder hunn d'Iwwerschwemmung net iwwerlieft.

An de leschte Méint gouf Brasilien ëmmer nees vun extreeme Wiederevenementer wéi Staarkreen oder Hëtztwelle getraff, wat mat vill Leed fir d'Bevëlkerung verbonnen ass. Och e puer dausend Lëtzebuerger:inne liewen am Rio Grande do Sul a si concernéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir Aussenugeleeënheeten dës Froe stellen:

1. Plangt eis Regierung, dem Bundesstaat Rio Grande do Sul a sengen Awunner:inne mat konkreeten Hëllefsmoossnamen zur Säit ze stoen?

2. Falls jo: Wéi eng Hëllefsmoossname si geplangt bzw. goufe schonns ausgefouert?

**Réponse** (05/06/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. Jo.

ad 2. Als Äntwert op d'Iwwerschwemmungen am brasilianesche Bundesstat Rio Grande do Sul huet déi International Federatioun vum Roude Kräiz a Rouden Hallefmound (IFRK) den 11. Mee 2024 en Noutfallappell lancéiert an Héicht vun op d'mannst 8 Milliounen CHF (ëmgerechent ëm déi 8,12 Milliounen Euro) (d'Gesamtfinanzéierungsufuerderunge vum Appell sinn nach amgaangen, vun der IFRK bestëmmt ze ginn). Op Basis vun den humanitäre Bedierfnisser, déi duerch d'Iwwerschwemmungen entstane sinn, huet Lëtzebuerg entscheet, den Appell mat enger finanzieller Contributioun vun 200.000 Euro ze ënnerstëtzen.

Doriwwer eraus ënnerstëtzt Lëtzebuerg all Joer eng Partie humanitär Fongen, fir eng efficace a lokaliséiert humanitär Hëllef op Katastrophen ze erméiglechen, dorënner och den Noutfallfong fir Katastrophenhëllef („Disaster Response Emergency Fund") vun der IFRK, dee schonn 1 Millioun Euro alloué iert huet fir eng schnell Hëllef op d'Iwwerschwemmungen zu Rio Grande do Sul.

**Recours auprès du Conseil arbitral de la sécurité sociale (CASS)** | Question **0701** (08/05/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Conseil arbitral de la sécurité sociale (CASS) ass eng éischt Instanz, déi fir Ugeleeënheeten a Sträitfäll a Saache Sozialversécherung tëschent Versécherten a Versécherer zoustänneg ass. An der Fro 6056 hunn ech schonn éischt Donnéeën zu de Recourse bei dem CASS gestallt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op d'Fro N° 6056 huet de Minister erkläert:
„An de Joren 2019 bis 2021 goufen am Ganze 5.501 nei Recourse beim CASS eragereecht, dovun 2.056 am Joer 2019, 1.716 am Joer 2020 an 1.729 d'lescht Joer."
Wéi vill Recourse waren et fir d'Joren 2022 an 2023?

2. 2022 loung den Delai fir de Recours bei der CASS bei 3 bis 6 Méint. Wéi laang dauert et am Moment vun der Demande de recours bis zur Decisioun?

3. Wéi vill Leit sinn am Service vum CASS säit 2020 agestallt ginn? Wéi vill hunn de Service an dem selwechten Zäitraum verlooss?

**Réponse** (31/05/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Am Joer 2022 goufen 1.522 Recourse beim CASS eragereecht. Fir d'Joer 2023 sinn et der 1.900.

ad 2. Tëschent dem Dag wou de Recours deposéiert gëtt, der éischter Fixatioun vun de Plaidoirien, der Prise en délibéré an dem definitiven Urteel, läit den Delai an der Moyenne bei 2 bis 4 Méint. Heizou sief bemierkt, dass dësen Delai vu verschiddene Facteuren ofhängeg ass, ënnert anerem vun der Unzuel an der Komplexitéit vun den eenzelnen Dossieren, dem Verhale vun den 2 Parteien (Unzuel vu Refixatiounen), oder nach der Unuerdnung vun eventuelle medezinneschen Expertisen.

ad 3. Zënter 2020 goufe 14 Persoune beim CASS agestallt, dovun 2 Riichter, 2 Médecins-conseils, 5 Greffiers a 5 Employéen. Zënter dem selwechte Joer hunn 8 Persounen de CASS verlooss, dovun 1 Médecin-conseil, 4 Greffiers an 3 Employéen an dëst aus verschiddene Grënn (Pensioun, Demissioun, Administratiounswiessel, ...).

**Recyclage des déchets plastiques** | Question **0702** (08/05/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Selon les chiffres de l'association européenne des producteurs de plastique « Plastics Europe », le plastique est de mieux en mieux recyclé en Europe.

Ces chiffres ont été publiés en amont des négociations sous l'égide des Nations Unies à Ottawa visant à trouver un accord sur un traité mondial sur la lutte contre la pollution plastique.

Alors que selon les statistiques publiées, on peut noter des progrès notables vers une économie du plastique plus circulaire, on note des différences notables entre les différents pays.

Alors que la Belgique y figure avec un taux de recyclage avantageux, notre pays et la France y figurent avec un taux moins favorable.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement s'il peut confirmer ces chiffres et dans la négative, quels sont les chiffres les plus récents dont il dispose.

2) Monsieur le Ministre entend-il, le cas échéant, transmettre ces chiffres aux auteurs de l'étude prémentionnée qui a trouvé un large écho dans la presse internationale ?

3) Comment et où les déchets plastiques provenant du Luxembourg sont-ils recyclés ?

**Réponse** (10/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) La publication « Plastics – the Facts 2022 » d'octobre 2022, disponible sur le site Internet de Plastics Europe, présente des statistiques sur les taux de recyclage des emballages en plastique dans les différents États membres de l'Union européenne. Les statistiques officielles du Luxembourg sont annuellement soumises par l'Administration de l'environnement à Eurostat le 30 juin et ce pour l'année qui s'est achevée deux ans avant l'année en cours. Ainsi, les statistiques les plus récentes disponibles sont celles de l'année 2021, et celles pour l'année 2022 seront soumises le 30 juin 2024.

En 2021, le Luxembourg a atteint un taux de recyclage de 39,5 % pour les déchets d'emballages en plastique.

ad 2) Les données sont publiquement accessibles sur les sites d'Eurostat et du Statec, permettant ainsi à toute partie intéressée de les consulter librement. Il est renvoyé pour le surplus à la première réponse.

ad 3) En règle générale, les déchets d'emballages plastiques sont triés au Luxembourg pour ensuite être exportés à l'étranger afin d'y être recyclés.

L'Administration de l'environnement est informée de toutes les installations de traitement des déchets qui recyclent les déchets plastiques provenant des emballages collectés au Luxembourg dans les sacs bleus, sous la responsabilité de l'association Valorlux ASBL. Valorlux fonctionne sur base d'un agrément avec le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, qui stipule que Valorlux doit soumettre chaque année un rapport répertoriant ces installations. Ce rapport indique les quantités de déchets collectés qui ont été recyclés ou éventuellement soumis à une valorisation énergétique. Un résumé de ce rapport énumérant les destinataires est publié sur le site de Valorlux (factsheet 2022).

L'Administration de l'environnement est également informée des installations de traitement des déchets d'emballages en plastique qui ne relèvent pas de la responsabilité de Valorlux. Les installations de tri des déchets ainsi que les collecteurs de déchets soumettent des rapports annuels à l'administration, indiquant la première installation en dehors du Luxembourg qui accepte ces déchets d'emballages non ménagers.

À partir de l'année 2025, une nouvelle filière de responsabilité élargie des producteurs sera mise en place pour les déchets d'emballage non ménagers. Ceci permettra de disposer également d'informations plus détaillées sur ce type de déchets.

**Mammographie pour personnes à mobilité réduite** | Question **0703** (08/05/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Broschtkriibs ass eng vun deenen heefegste Kriibszorte bei Fraen an all Joer stierwen Dausende Frae weltwäit un dëser Krankheet. Dowéinst ass grad d'Präventioun hei enorm wichteg an zur Präventioun gehéiert dann och d'Mammografie.

Eis gouf zougedroen, dass Persounen am Rollstull, déi net kënne stoen, gesot kruten, et wier net méiglech, eng Mammografie maachen ze loossen. Frae misste fir eng Mammografie stoe kënnen, wat fir eng Persoun am Rollstull a ville Fäll opgrond vun hirer kierperlecher Aschränkung guer net

méiglech ass. An der Broschür zum Programm vun der Mammografie vun der Santé steet ze liesen: „Bei Mobilitätsproblemen kann die Mammographie auch im Sitzen durchgeführt werden."

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch bestätegen, dass eng Persoun net muss fir eng Mammografie kënne stoen an datt se och am Sëtze ka gemaach ginn?

2. Sinn dem Ministère Fäll bekannt, wou Persoune mat engem Handicap falsch Informatiounen zur Mammografie am Sëtze kruten a wat gedenkt d'Ministesch ze ënnerhuelen, fir dass esou Virfäll an Zukunft net méi virkommen?

**Réponse** (07/06/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Eng Mammographie muss net zwéngend am Stoe gemaach ginn. Et ass och méiglech, dës Ënnersichung am Sëtzen duerchzeféieren, also och am Rollstull. All d'Apparater, déi zu Lëtzebuerg installéiert sinn, erlaben dëst. Et ass och esou an de Brochurë beschriwwen, déi souwuel um Site www.sante.lu wéi och bei den Dokteren disponibel sinn.

Den ATM-Radiologie an de Radiolog assistéieren de Patient, fir eng beschtméiglech Qualitéit vum Examen ze erreechen.

ad 2. Am Kader vum organiséierten Depistage gëtt d'Qualitéit vun de Mammographien och vun den Expert-Radiologe vum „Koordinatiounszentrum fir Kriibsdepistage" vun der Gesondheetsdirektioun evaluéiert. Am Fall vun engem Exame mat onausräichender Qualitéit, dat heescht z. B, wann d'ganz Broscht net op de Biller siichtbar ass, gëtt e personaliséierte Bréif un den Dokter vum Patient geschéckt, fir op d'Wichtegkeet vum klineschen Examen oder souguer aner komplementar Examen, wéi en Ultraschall, hinzeweisen.

Dem Koordinatiounszentrum ass kee Fall bekannt, wou e Patient mat ageschränkter Mobilitéit falsch Informatioune krut, a kann all praktesch Froe vum Public (Dokteren, Patienten, Gesondheetspersonal asw.) per Telefon, E-Mail oder Bréif beäntweren.

**Projet « Impuls »** | Question **0704** (08/05/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

De Projet „Impuls", dee laut Rapport d'activité 2023 vum Sportministère „une collaboration étroite entre le Ministère des Sports et le Comité olympique et sportif luxembourgeois (COSL)" ass, fënnt an ëmmer méi Gemengen Uklang a wiisst séier.

– Ech géif gären de Sportminister froen, wéi hien d'Zukunft vun dësem Projet gesäit.

– Bleift dëse Projet eng Kollaboratioun tëschent dem Ministère an dem COSL oder soll dëse Projet ganz vum Ministère iwwerholl ginn?

– Falls de Ministère Changementer an der Ëmsetzung, der Gerance an/oder dem Objectif vun dësem Projet consideréiert, wéi eng wäerten dat sinn a wat sinn d'Grënn dofir?

**Réponse** (05/06/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

„Impuls" ass e wichtege Projet, fir Gemengesportentwécklungsprogrammer ze förderen. D'Servicer vum Sportsministère a vum INAPS sinn do mam COSL an enger enker Zesummenaarbecht. De Projet kënnt am Februar 2025 op en Enn a wäert da vun all de Partner evaluéiert ginn. Doraus wäerte sech dann déi nächst Schrëtt erginn.

**« High Performance Training & Recovery Center »** | Question **0705** (08/05/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Den High Performance Training & Recovery Center (HPTRC) an der Coque soll hëllefen, den Elittesport ze förderen, andeems en de beschtméigleche Kader fir den Training schaaft – dat souwuel um Niveau vun der Infrastruktur an dem Equipement, wéi och, wat d'Personalmoyenen ugeet.

An dësem Kader wéilt ech gäre vum Här Sportminister wëssen:

1. Wéi vill Athleeten hunn Zougang zum HPTRC?

2. Wéi vill Leit, ausser den eligibelen Athleeten, hu soss nach Zougang zum HPTRC?

3. Dierfe sämtlech Athleeten, déi fir déi Olympesch Spiller qualifizéiert sinn, dësen Zentrum aktuell benotzen?

4. Wéi vill Athleeten hunn déi lescht zwee Joer an der Moyenne den HPTRC pro Dag besicht?

**Réponse** (05/06/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. Den High Performance Training & Recovery Center (HPTRC) an der Coque besteet aus verschiddenen Deeler. Zum Haaptdeel, den Trainingszenter fir d'Préparation physique, hu follgend Athleeten e permanenten Zougang:

– Elittesportler, déi eligibel sinn, fir vum Luxembourg Institute for High Performance (LIHPS) betreit ze ginn. Dat sinn 126 Athleeten aus de verschiddene Kaderen an Ënnerstëtzungsmoossname vum Comité olympique et sportif luxembourgeois (COSL) a vum Luxembourg Paralympic Committee (LPC) souwéi och aus der Section de sports d'élite de l'armée (SSEA).

Zousätzlech kënne follgend Athleeten Zougang zum HPTRC kréien:

– Trainingsgruppen aus de Seniorsnationalkadere vun de Kollektivsportaarten;
– Sportler aus de Seniorsnationalkadere vun de Kollektivsportaarten, déi am Kader vun engem Projet betreit ginn, zum Beispill fir de sougenannte „return to sport" no Verletzungen oder fir sportspezifesch Tester;
– Perspektivathleeten aus de Federatiounskaderen, am Kader vun engem validéierte Projet;
– Trainingspartner vun den eligibelen Athleeten.

Wat den nei fäerdeg gestallte „Recovery Center" ugeet, huet Stand haut en Testgrupp vun 21 Elittesportler Zougang. Wann dës Testphas eriwwer ass an dat néidegt Personal vum LIHPS en place ass, kréien déi nämmlecht Elittesportler Zougang zum Recovery Center, wéi déi, déi e permanenten Accès zum Trainingszenter fir d'Préparation physique hunn.

ad 2. Dat si virun allem d'Persounen, déi eng Roll an der deeglecher Begleedung vun den Athleete spillen. Dozou gehéiere Federatiounstrainer, Persoune vun der technescher Direktioun vum COSL, Mataarbechter vum LIHPS an extern Experte vum LIHPS. Dëst si ronn 60 Leit.

Ausserdeem kënnen international Trainingsgruppen am Kader vu Stagë punktuell Zougang zum HPTRC kréien, wann se verschidde Viraussetzungen erfëllen.

ad 3. Jo.

ad 4. Well fir déi uewe beschriwwe Gruppen ënnerschiddlech Zougangsméiglechkeeten zum HPTRC existéieren, besteet keng zentral Statistik. Allerdéngs hunn am Joer 2023 48 Elittesportler mam LIHPS ee reegelméissege „strength & conditioning" Training am HPTRC absolvéiert an hunn 42 Elittesportler am HPTRC hire Verletzungspreventiounstraining oder „return to sport" am HPTRC duerchgefouert.

An deenen Zuele si weeder d'Trainingsgruppen aus de Seniorsnationalkadere vun de Kollektivsportaarten, nach déi Sportler integréiert, déi hiren Training eleng mat engem Trainer oder engem Trainingspartner absolvéieren.

**Critères d'admission au DAP Éducation** | Question **0706** (08/05/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Den DAP (Diplôme d'aptitude professionnelle) Éducation ass eng nei Ausbildung, déi virun zwee Joer agefouert gouf, an déi hëllefe soll, d'Penurie u qualifizéiertem Personal an dësem wichtege Secteur ze bekämpfen. D'Aschreiwungszuele weisen, dass dës Offer op e groussen Zousproch bei de Jonke stéisst.

Eisen Informatiounen no gouf et d'lescht Woch eng Reunioun mat den Directricen an Direkteren aus de Lycéeën, wou si informéiert goufen, dass d'Zougangskrittäre fir den DAP Éducation (DP1ED) drastesch verännert ginn. Sou soll et an Zukunft just nach eng Klass pro Gebai ginn an d'Schüler*inne missten am Virfeld e Stage am edukative Beräich gemaach hu mat positiver Bewäertung. Doriwwer eraus missten d'Schüler*inne bis d'Päischtvakanz eng Lettre de motivation mat der Bewäertung vum Stage un de respektive Lycée schécken, fir no der Päischtvakanz eng Äntwert ze kréien. Fir déi aktuell ronn 500 Plaze fir den DAP Éducation ze erhalen, misste ganzer 25 Lycéeën eng Klass mat 20 Schüler*innen ubidden. Eisen Informatiounen no wäerten awer just 12 Lycéeën en offréieren.

Déi uewe genannte Changementer goufen, wann se sech da confirméieren, just e puer Schoulwoche virun der Summervakanz annoncéiert. Si wieren eng grouss Verännerung souwuel fir d'Schüler*innen, wéi fir d'Léierpersonal an d'Elteren. Dobäi ass d'Orientéierungsaarbecht mat de Schüler*innen awer e Prozess, deen d'Enseignanten dat ganzt Joer iwwer maachen. Donieft ass och nach ze bemierken, dass, well den DAP Éducation réischt virun zwee Joer agefouert gouf, et aktuell nach keng Absolvent*inne gëtt, unhand vun deenen een d'Formatioun kéint evaluéieren.

An dësem Kontext erlaben ech mer, follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend ze stellen:

1. Kann de Minister déi genannte Changementer effektiv bestätegen, a kann hie confirméieren, dass se schonn en vue vun der nächster Rentrée wäerten a Kraaft trieden?

2. Wa jo, wéi a wéini plangt de Minister, deene verschiddene Membere vun der Schoulcommunautéit dës Ännerungen ze erklären, virun allem wann dat a kuerzer Zäit muss geschéien?

3. Wat sinn d'Grënn fir dës Ännerungen, a wat sinn d'Grënn dofir, dass se sou kuerzfristeg virum Enn vum Schouljoer agefouert goufen?

4. Wéi vill Lycéeë wäerten den DAP Éducation d'nächst Schouljoer ubidden, a wéi vill Plaze wäert et ginn? Wäerten déi uewen ernimmte Changementer net viraussiichtlech zu enger Reduktioun vun den Aschreiwungszuele féieren? Wa jo, steet dat net am Géigesaz zu de rezenten Aussoe vum Här Minister an der Press, dass d'Schülerzuelen an dësem Beräich solle konstant bleiwen?

5. Wat plangt de Minister fir déi Jonk ze maachen, déi dës nei Konditiounen an der kuerzer Zäit bis zum Enn vum Schouljoer net méi erfëlle kënnen?

**Réponse** (11/06/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Zougangskrittären, fir op eng Klass DP1ED ze kommen, goufe kengesfalls geännert. Dës sinn definéiert iwwer de Règlement grand-ducal modifié du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire général et de l'enseignement secondaire classique, an all Persoun, déi Accès op en DAP Kategorie A huet, däerf d'Formatioun zum Agent sociopédagogique starten, wann si ee Lycée fënnt, deen se hëlt. Well an de leschte Joren den Undrang op dës Formatioun grouss war an sech ëmmer méi Persoune gemellt hu wéi Plazen do waren, huet all Lycée déi Schüler ausgewielt, déi am beschten zum Profill vum Gebai gepasst hunn. Dëst ännert sech net par rapport zu den zwee leschte Joren.

Zwou Adaptatioune goufen awer virgeholl:

a. D'Schüler, déi wëllen een DAP ED maachen, hunn sech dëst Joer musse bis de 24. Mee bei engem vun den 11 Lycéeë mellen an do hiren Dossier de candidature erareechen (Lettre de motivation, Avis d'orientation provisoire, Zensuren, an eventuell Referenzen a Stagen). Et ass kengesfalls esou, wéi an der Fro formuléiert, datt d'Schüler hu missen eng positiv Bewäertung vun engem Stage ofginn, fir eligibel ze sinn. Et steet als Eventualitéit um Communiqué mat drop, fir seng Méiglechkeeten ze verbesseren, fir eng Plaz ze kréien.

Dës méi fréi Prozedur gouf agefouert, fir datt méi Zäit bleift, fir deene Schüler, déi net ugeholl ginn, eng Ënnerstëtzung an hirem Lycée virun der grousser Vakanz kënnen ze assuréiere bei der Sich no enger anerer Formatioun, déi si interesséiert. Et huet sech nämlech erwisen iwwer déi lescht zwee Joer, datt eng Hëllef bei der Neiorientéierung am August dacks schwiereg ass.

b. Fir ze evitéieren, datt Jonker eng Ausbildung maachen a risquéieren, duerno keng Aarbechtsplaz ze fannen, ass de Secteur vun den nonformale Bildungsstrukture gefrot ginn an den zoustännege Comité de pilotage gouf consultéiert. De Feedback war deen, datt d'Zuel vun de Schüler soll erofgesat ginn an un de Besoin ugepasst ginn, och fir genuch Stageplazen ze garantéieren. Doropshi gouf decidéiert, d'Kohorte liicht unzepasse fir sécherzegoen, datt kee Jonken an eng Sakgaass geschéckt gëtt, wou nom Diplom keng Aarbechtsplaz méi fräi ass. D'Upassung, déi dëst Joer virgeholl gouf, ass awer eng progressiv: Wann et richteg ass, datt am Schouljoer 2022/2023, 507 Jonker an d'Formation initiale zougelooss goufen, sou koumen der d'lescht Joer just nach 385 derbäi. Do dernieft haten och 83 Apprentis adultes eng Léierplaz fonnt an hunn hir Léier ugefaangen. Fir 2024/2025 wäerte ronn 300 Jonker kënnen an d'Formatioun starten; d'Zuel vun den Apprentis adultes ass net am Viraus ze bestëmmen, well si fir d'éischt ee Patron musse fannen, fir e Léiervertrag ofzeschléissen.

Deemno stëmmt et, datt lues a lues, an Ofstëmmung mam Secteur, d'Zuele vu Persounen, déi dës Formatioun kënne maachen, un de Besoin ugepasst ginn.

Déi Jonk déi keng Plaz fannen, wäerten, dank der neier Prozedur, an de Lycéeë vun der Cellule d'orientation bei der Sich no enger anerer Formatioun ënnerstëtzt ginn. D'Beruffsausbildung bitt vill Méiglechkeete fir déi Jonk a manner Jonk, an an deene meeschte Secteure ginn dringend Leit gesicht.

Ee Secteur, dee ganz besonnesch an den nächste Jore wäert expandéieren a wou d'Aarbecht an d'Ausbildung och méi pedagogesch ausgeriicht ass, ass dee vun der Inclusioun. Beim Agent d'inclusion, deen aktuell op 43 Schüler begrenzt ass, wäerten dëst Joer Plaze fir ronn 200 Schüler an de Lycéeën disponibel sinn. Dës Formation mixte (dat heescht ënner Léiervertrag ab dem zweete Joer) ass staark un déi vum Agent sociopédagogique ugeleent an huet vill Debouchéen (Haiser fir d'Betreiung vu Mënsche mat spezifesche Bedierfnesser, Foyeren, Centres de compétence, ESEB asw.)

Ënnert dem Strëch kann een deemno soen, datt am soziopedagogesche Beräich um Niveau DAP d'Zuele vun de Plazen an de Lycéeën net erofginn, mee jee no Besoin op zwou Formatioune verdeelt sinn.

**Donneurs de sang homosexuels** | Question **0707** (08/05/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Actuellement, selon les critères d'éligibilité au don du sang, les hommes ayant eu des relations sexuelles avec d'autres hommes durant les douze derniers mois sont exclus du don du sang et redirigés vers le don de plasma. Ce qui exclut de fait du don du sang les hommes homosexuels, même s'ils sont dans une relation stable avec un partenaire unique. C'est pourquoi une modification du règlement ministériel modifié du 14 février 2006 déterminant certaines exigences techniques relatives au sang et aux composants sanguins a été préparée sous le Gouvernement précédent. Cette modification prévoit notamment l'introduction dans le règlement précité du principe suivant : « Nul ne peut être exclu du don de sang en raison de son orientation sexuelle. »

La raison historique pour cette différence faite entre les relations hétérosexuelles et homosexuelles, en terme de don de sang, est liée au risque de contamination du sang. En effet, les rapports du comité de surveillance du sida montrent que le risque de contracter le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) est, comparé à la population de base, supérieur auprès des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, par rapport aux personnes ayant des rapports hétérosexuels. Or, il semble évident que le risque en matière de contamination n'est pas plus élevé au sein d'un couple homosexuel stable qu'au sein d'un couple hétérosexuel stable dans lesquels les personnes n'ont de relations sexuelles qu'avec leur unique partenaire.

La Croix-Rouge luxembourgeoise, chargée de la collecte du sang et du plasma, est pour sa part confrontée à la question de sa responsabilité civile qui est engagée en cas de contamination d'un patient receveur. Face au risque de devoir débourser des indemnités élevées, des négociations ont été entamées entre le Ministère d'État et la Croix-Rouge. L'objectif étant d'aboutir à une convention en matière d'indemnisation en cas d'effet non désirable pour un receveur. Concrètement, il s'agit pour l'État de prendre en charge la somme qui dépasserait le plafond de l'assurance légale de la Croix-Rouge. Un tel accord permettrait, en parallèle, de procéder à la modification du règlement ministériel modifié du 14 février 2006 dont il est question ci-dessus et de lever dès lors la discrimination envers les donneurs de sang homosexuels.

Par conséquent, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

– Où en est la procédure pour la modification du règlement ministériel modifié du 14 février 2006 déterminant certaines exigences techniques relatives au sang et aux composants sanguins ? Quelle est la position du Gouvernement en la matière ?

– Où en sont les négociations entre le Ministère d'État et la Croix-Rouge concernant la responsabilité civile de la Croix-Rouge en cas d'effet non désirable pour une personne receveuse de sang ?

– Quand la discrimination concernant les donneurs de sang homosexuels pourra-t-elle être levée ?

**Réponse** (06/06/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Luc Frieden,** Premier ministre

L'accord de coalition souligne que « l'accès au don de sang doit reposer sur le principe de l'évaluation individuelle des risques, quelle que soit l'orientation sexuelle du donneur ». Ainsi, le Gouvernement mettra fin à toute discrimination. À cette fin, les adaptations réglementaires sont actuellement en cours de finalisation.

Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale et le Ministère d'État, en concertation avec la Croix-Rouge, sont actuellement en train de préparer un projet de convention visant à régler la prise en charge par l'État de la responsabilité civile de la Croix-Rouge en cas d'effets indésirables pour une personne recevant du sang.

**Maison du Luxembourg à Paris lors des Jeux olympiques** | Question **0708** (08/05/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

De 26. Juli 2024 ginn zu Paräis déi Olympesch Spiller un. An dësem Kader wäert och eng „Maison du Luxembourg" am Stade Jean Bouin wärend 17 Deeg hir Diere fir de Public opmaachen, ënnert der Konditioun, dass een am Virfeld een Ticket fir 150 € pro Persoun a pro Dag kaaft huet fir dës „VIP Experienz".

An dësem Kader wéilt ech gäre vum Här Sportminister wëssen:

– Op wéi vill Euro chiffréiert sech de globale Projet vun der Maison du Luxembourg?

– Wéi vill Leit gi sech an der Maison du Luxembourg am Dag erwaart?

– Kënne Famill a Frënn vun den Athleeten an eventuell och d'Mataarbechter vum Sportsministère an dem COSL vun dëse Gebailechkeete profitéieren, ouni en Ticket ze kafen oder fir e moderéierte Präis?

**Réponse** (05/06/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

– Op wéi vill Euro chiffréiert sech de globale Projet vun der Maison du Luxembourg?

De Budgetsartikel fir d'Maison du Luxembourg gesäit insgesamt 1.200.000 EUR vir. Iwwert säin ordinäre Budget, couvréiert de Sportsministère donieft nach aner ufalend Depensë fir insgesamt 130.000 EUR, déi am Zesummenhang mat der Kommunikatioun, Trajeten, Iwwernuechtungen an Equipementer fir Ausstellunge stinn.

– Wéi vill Leit gi sech an der Maison du Luxembourg am Dag erwaart?

Mir erwaarden eis eng ganz gutt besichte Maison du Luxembourg, déi nieft der Delegatioun vum Team Lëtzebuerg, d'Frënn an d'Famill vum Lëtzebuerger Sport esouwéi och d'Supporter an deene 17 Deeg vun den Olympesche Spiller zu Paräis accueilléiert.

– Dierfe sämtlech Athleeten, déi fir déi Olympesch Spiller qualifizéiert sinn, dësen Zentrum aktuell benotzen?

Jo.

– Kënne Famill a Frënn vun den Athleeten an eventuell och d'Mataarbechter vum Sportsministère an

dem COSL vun dëse Gebailechkeete profitéieren, ouni en Ticket ze kafen oder fir e moderéierte Präis?

D'COSL Delegatioun mat hiren Athleeten an Trainere kënne mat enger permanenter Akkreditatioun vun dëse Gebailechkeete profitéieren.

**Statistiques concernant la correspondance** | Question **0709** (08/05/2024) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Am éischte Quartal vun dësem Joer ass de Bréifverkéier bei der däitscher Post ëm 6,6 % zréckgaang. D'Verschécke vu Päck ass dogéint ëm 4,4 % geklomm. Dës Entwécklung erklärt sech haaptsächlech duerch de Prozess vun der Digitaliséierung.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir d'Ekonomie, Mëttelstand, Energie an Tourismus follgend Froe stellen:

1. Wéi huet sech de Bréifverkéier hei am Land zanter 2020 entwéckelt?

2. Huet den Här Minister och Informatiounen iwwer d'Entwécklung vun der Unzuel u Päck?

3. Wéi vill verschidde Firme sinn hei zu Lëtzebuerg am Bréif- a Päckgeschäft aktiv? Wat sinn hir respektiv Maartundeeler?

**Réponse** (05/06/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

Den ILR (Institut luxembourgeois de régulation) publizéiert fir all Joer e Rapport mat Statistiken iwwert de Marché vun de Postdéngschtleeschtungen, deen um Internetsite vum ILR kann ofgeruff ginn.

Den aktuellste Rapport[1] ass dee fir d'Joer 2022. Aus deem Rapport geet ervir, datt den Ëmsaz vum Bréifverkéier iwwert déi lescht Jore réckleefeg ass an dee vu Colis-Servicer klëmmt. Dat selwecht gëllt fir de Volume vum Bréifverkéier an de Colis-Servicer.

Den ILR lëscht a sengem Rapport och déi 38 Prestatairen op, déi 2022 am Beräich vun de Postdéngschtleeschtungen zu Lëtzebuerg aktiv waren a stellt fest, datt déi 4 gréisst Prestatairen 2022 86,8 % vum Ëmsaz vun de Postdénschtleeschtungen duergestallt hunn.

**Spot audiovisuel du Ministère des Affaires intérieures** | Question **0710** (08/05/2024) de **Mme Corinne Cahen** | **M. Guy Arendt** (DP)

Un spot audiovisuel diffusé par un membre du Gouvernement via les réseaux sociaux du Ministère des Affaires intérieures témoigne du quotidien du Ministre des Affaires intérieures, avec une mise en scène, pour le moins extensive, de sa limousine allemande. Alors que le ministre est libre de produire et de publier ce genre de contenu sur ses comptes privés, il n'en reste pas moins que ce choix de communication est discutable si usage est fait de ressources étatiques, puisque aucun message politique lié à la politique gouvernementale ne ressort de cette vidéo.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

– Monsieur le Premier ministre n'est-il pas d'avis que les membres du Gouvernement devraient communiquer plutôt d'un sujet politique au lieu de leur personne en utilisant les ressources ministérielles ?

– Monsieur le Premier ministre peut-il nous expliquer le message que le Gouvernement entend véhiculer par le spot audiovisuel en question ?

– Monsieur le Premier ministre n'est-il pas d'avis qu'il s'agit d'une confusion des genres et que ledit spot relève plutôt d'une publicité à prendre en charge par un parti politique ?

– Monsieur le Premier ministre peut-il, le cas échéant, confirmer que chaque membre du Gouvernement dispose d'un budget réservé à la promotion personnelle ?[2]

**Réponse** (28/05/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

Il est d'usage que les femmes et hommes politiques, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, communiquent à travers des vidéos sur les réseaux sociaux afin d'illustrer aux citoyens en toute transparence le travail journalier exercé dans le cadre de leurs fonctions.

Par ailleurs, il y a lieu de noter qu'aucune ligne budgétaire du Ministère des Affaires intérieures, ni d'un autre ministère, ne fut engagée pour la réalisation du film en question.

**Subsides extraordinaires pour fédérations sportives** | Question **0711** (10/05/2024) de **Mme Corinne Cahen** | **Mme Mandy Minella** (DP)

Et ass eis zougedroe ginn, dass fir d'Rugbyfederatioun d'Sécherheetskonzept vum Stade de Luxembourg ee grousse finanziellen Opwand bedeit.

De Sportsministère accordéiert aussergewéinlech Subsiden u Sportsverbänn, fir z. B. Käschten ze decken, déi bei der Benotzung vu Stadien ufalen.

An deem Kader wollte mir dem Här Sportsminister follgend Froe stellen:

1. Fir wéi eng genee Käschte kënnen aussergewéinlech Subside vun de Sportsverbänn ugefrot ginn?

2. Wéi vill aussergewéinlech Subside goufen an de leschten 10 Joer un d'Sportsverbänn ausbezuelt a wéi héich waren dës Subsiden?

3. Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis ee Subsid ausbezuelt gëtt?

4. Gëtt et Iwwerleeungen, d'Héicht vun de Subsiden unzepassen oder nei Eligibilitéitskrittäre festzeleeën, fir Sportsverbänn mat enger méi klenger Supporterzuel – an domadder manner Recetten duerch de Verkaf vun Ticketen – zousätzlech finanziell ze entlaaschten?

**Réponse** (05/06/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. De genannte Subsid kënnen d'Sportsfederatiounen an d'Sportsveräiner ufroe fir d'Participatioun, oder d'Organisatioun vun, engem internationale Championnat oder enger Competitioun mat internationalem Charakter. Do kënne follgend Käschte rembourséiert ginn: Reeskäschten, Hotelskäschten, Umeldungskäschten, Fraise fir medezinnescht Personal, medezinnescht Material, Indemnitéite fir d'Nationaltrainer*innen, fir just dës ze nennen.

ad 2. Zënter 2015 sinn 2.200 Demandë fir en extraordinäre Subsid positiv beäntwert ginn. De Gesamtvolume vun deem Subsid beleeft sech op ronn 4,5 Milliounen Euro.

ad 3. An der Moyenne ginn d'Subside 6 Wochen no der Rezeptioun vum Dossier ausbezuelt.

ad 4. Um Sportsministère si mir eis der finanzieller Belaaschtung, déi op eng Federatioun respektiv e Veräin duerkënnt, wann een international Evenementer organiséiert oder dorun deelhëlt, bewosst. An deem Sënn hu mir d'Méiglechkeet, iwwer Subsiden an am Kader vun de budgetäre Moyenen déi Federatiounen a Veräiner ze ënnerstëtzen, déi dës brauchen.

**Société nationale des habitations à bon marché** | Question **0712** (10/05/2024) de **M. Jeff Engelen** | **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Den SNHBM steet aktuell an der Kritick, well relativ vill Wunnunitéiten net verkaf ginn. Sou sinn d'Zuele vun 2022 op 2023 vun 187 op 38 gefall.

An deem Zesummenhang géife mir dem Här Logementsminister gär dës Froe stellen:

1. A wéi vill vun eisen 100 Gemengen am Land ass den SNHBM aktuell aktiv?

2. Kann den Här Logementsminister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill Projete vum SNHBM opgeschlësselt no Gemeng aktuell an der Prozedur sinn, wéi vill der am Bau sinn a wéi vill der fäerdeg gestallt sinn?

3. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, zanter wéini déi eenzel Projeten sech opgeschlësselt no Gemeng, an der Prozedur befannen?

4. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi opgeschlësselt no Gemeng regruppéiert, wéi vill Unitéite vun deene jeeweileg fäerdeg gestallte Projete verkaf goufen an allkéiers preziséieren, säit wéini dës Vente leeft?

**Réponse** (11/06/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. D'SNHBM ass a ronn 30 Gemengen aktiv.

ad 2. Mir verweisen Iech op d'Dokument am Anhang.

ad 3. Mir verweisen Iech op d'Dokument am Anhang.

ad 4. D'SNHBM verkeeft all hir Projeten an der VEFA, an huet aktuell 114 Unitéiten, déi net verkaaft sinn, keng vun dësen Unitéiten ass fäerdeg gestallt.

*(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel** | Question **0713** (10/05/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

L'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) est un établissement public dont la mission consiste à assurer la régulation des médias audiovisuels et des plateformes de partage de vidéos dans l'intérêt de la protection du public. L'ALIA s'est également vu doter de compétences particulières à l'égard des représentations cinématographiques, des sondages d'opinion politique, de la législation sur les lanceurs d'alerte, ainsi que du développement de l'éducation aux médias. Alors qu'elle est placée sous la tutelle du Ministre ayant les médias dans ses attributions, elle exerce ses missions en toute indépendance et jouit de l'autonomie financière et administrative.

Selon la loi organique de l'ALIA, son directeur est nommé par le Grand-Duc, sur proposition du Gouvernement en conseil, pour une durée de 5 ans. Il est à noter que les compétences du conseil d'administration dans le processus de sélection se limitent à l'émission d'un avis sur les candidat.e.s.

[1] https://assets.ilr.lu/postal/Documents/ILRLU-844659154-171.pdf

[2] cf. question parlementaire de l'honorable Député Laurent Zeimet en date du 6 juillet 2016

Le mandat de l'actuel directeur de l'ALIA vient à échéance le 15 septembre 2024. Alors que la loi prévoit que le mandat est renouvelable, le poste a récemment fait l'objet d'un appel à candidatures via le portail govjobs.lu. Selon l'annonce, les candidat.e.s doivent pouvoir se prévaloir d'au moins dix ans d'expérience « dans le domaine », non autrement défini. Pour les candidat.e.s voulant obtenir de plus amples renseignements sur le poste, la personne de contact indiquée dans l'annonce était le responsable du département Ressources humaines auprès du Service médias et communicatiouns (SMC) du Ministère de l'État. De même, l'adresse de courriel à laquelle les candidat.e.s étaient invité.e.s à soumettre leur candidature appartient elle aussi, non pas à l'ALIA, mais au SMC.

De manière générale, il est à noter que l'indépendance des autorités de régulation des médias est déjà prévue par les textes européens en vigueur et que le « European Media Freedom Act » renforcera encore cette indépendance.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre déléguée aux Médias et à la Connectivité :

1) Madame la Ministre a-t-elle consulté le conseil d'administration, respectivement le directeur sortant de l'ALIA avant de procéder à l'appel à candidatures ?

2) Combien de candidatures ont été recueillies ? Combien ont pu être retenues au vu des conditions d'admission ?

3) Comment la procédure de sélection se déroulera-t-elle ? Y a-t-il un comité de sélection ? Le conseil d'administration de l'ALIA pourra-t-il organiser des entrevues avec un ou plusieurs candidat.e.s afin de pouvoir émettre un avis fondé ?

Selon nos informations, les deux appels à candidatures antérieurs, en 2014 et en 2019, ont fait l'objet d'une publication dans la presse par les soins de l'ALIA elle-même et l'implication du SMC dans le processus de sélection n'était pas mise en avant.

4) En 2014 et en 2019 respectivement, l'ALIA et son conseil d'administration étaient-ils impliqués activement dans le processus de sélection du directeur, au-delà d'un simple avis sur les dossiers de candidature ?

5) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que, en vue de souligner l'indépendance de l'ALIA, les compétences du conseil d'administration en ce qui concerne la sélection du directeur respectivement de la directrice pourraient utilement être renforcées dans le cadre de la réforme prévue de la loi sur les médias électroniques ?

6) De manière générale, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'un renforcement de l'indépendance de l'ALIA devra faire partie de ladite réforme, notamment au vu des textes européens entrés en vigueur au cours de la dernière décennie ? Dans l'affirmative, quelles sont les pistes qui s'imposent ?

**Réponse** (30/05/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1) Procéder à un appel public à candidatures à l'expiration d'un mandat, avant de procéder à un renouvellement – ou non – d'un mandat aussi important que celui de la direction de l'ALIA répond à un souci de transparence dans le processus de nomination. De plus, dans le cas d'espèce, s'ajoute le fait que s'il est vrai que le mandat est renouvelable, le directeur actuellement en fonction atteindra la limite d'âge fixée par la loi pour les fonctionnaires dès 2025. Pour ce qui est de l'élaboration du profil et de l'annonce de poste, celle-ci s'est faite en étroite concertation avec le conseil d'administration de l'ALIA, le projet lui ayant été transmis pour observations et commentaires.

Dans ce contexte, je me permets d'attirer l'attention de l'honorable Député sur le communiqué du 17 mai 2024 du conseil d'administration de l'ALIA, où ce dernier souligne qu'il a été « impliqué activement dans le processus dès l'origine en apportant à sa satisfaction sa contribution à la définition du profil de poste ».[3]

ad 2) Étant donné que le processus de recrutement est toujours en cours, il semble inapproprié de divulguer à ce stade le nombre de candidatures.

ad 3) Un comité de sélection a en effet été mis en place pour analyser les candidatures et organiser les entrevues. Le comité est composé de cinq membres : deux représentants de l'État (à savoir du Service des médias, de la connectivité et de la politique numérique du Ministère d'État et du Ministère de la Fonction publique), ainsi que de trois représentants d'organismes indépendants, à savoir du Conseil de presse, de l'Institut luxembourgeois de régulation et de l'Autorité de la concurrence.

Conformément aux dispositions de la loi, le conseil d'administration de l'ALIA sera entendu en son avis.

ad 4) Les processus de sélection précédents ont été organisés par le conseil d'administration de l'ALIA.

ad 5) Comme déjà annoncé, la réforme de la loi modifiée sur les médias électroniques est une priorité du Gouvernement. L'adaptation de la gouvernance de l'ALIA fait partie intégrante de cette réforme.

ad 6) Je tiens à souligner que l'ALIA remplit d'ores et déjà l'intégralité des critères d'indépendance prévus par les législations européennes.

**Aides suite aux inondations au sud du Brésil** | Question **0714** (10/05/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

De brasilianesche Bundesstaat Rio Grande do Sul erlieft zurzäit déi schlëmmst Héichwaasserkatastroph an der Geschicht vun dësem südamerikanesche Land. Bis elo sinn dobäi op d'mannst honnert Mënschen ëm d'Liewe komm. De Gouverneur vum Bundesstaat schwätzt vun enger „Krichszeen".

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir Kooperatiun:

1. Huet déi brasilianesch Regierung déi Lëtzebuerger Regierung offiziell ëm Ënnerstëtzung an dëser dramatescher Situatioun gebieden?

2. Wann nee: Huet d'Lëtzebuerger Regierung Kontakt mat der brasilianescher Regierung opgeholl, fir hir bei der Bewältegung vun dëser Katastroph ze hëllefen?

3. Wa jo: Ass d'Lëtzebuerger Regierung bereet, der brasilianescher Regierung bzw. der Regierung vum Bundesstaat Rio Grande do Sul humanitär Hëllef ze leeschten an se finanziell, technesch an och op medezinneschem Plang ze ënnerstëtzen (z. B. Noutfallversuergung, medezinnesch Ausrüstung, Opruff zur Spendenaktioun, Liewensmëttel, Katastrophemanagement, Preventioun vun Infektiounskrankheeten a Seuchen asw.)?

4. Denkt d'Lëtzebuerger Regierung drun, fir no dëser Ëmweltkatastroph der brasilianescher Regierung beim Erëmopbau vun de betraffenen Dierfer a Stied ze hëllefen? Wa jo: A wéi enger Héicht?

[3] https://alia.public.lu/article/designation-du-directeur-de-lalia/

**Réponse** (05/06/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1. Nee.

ad 2. Ech hu Kontakt opgeholl mam Gouverneur vun der betraffener Regioun Rio Grande do Sul, fir ons Hëllef unzebidden.

ad 3. Als Äntwert op d'Iwwerschwemmungen am brasilianesche Bundesstaat Rio Grande do Sul huet déi International Federatioun vum Roude Kräiz a Rouden Hallefmound (IFRK) den 11. Mee 2024 en Noutfallappell lancéiert an Héicht vun op d'mannst 8 Milliounen CHF (ëmgerechent ëm déi 8,12 Milliounen Euro) (d'Gesamtfinanzéierungsufuerderunge vum Appell sinn nach amgaangen, vun der IFRK bestëmmt ze ginn).

Op Basis vun den humanitäre Bedierfnisser, déi duerch d'Iwwerschwemmungen entstane sinn, an als Äntwert op deen Appell, huet Lëtzebuerg entscheet, den Opruff mat enger finanzieller Contributioun vun 200.000 Euro ze ënnerstëtzen. D'IFRK ass e laangjärege Partner vun der Lëtzebuerger humanitärer Hëllef, an een, deen déi lokal Aktioun an domat lokal Acteuren, wéi virun allem dat brasilianescht Rout Kräiz, ënnerstëtzt.

D'Nouthëllefsoperatioun vun der IFRK konzentréiert sech aktuell op d'Bedierfnesser vun de Leit, déi hir Haiser komplett verluer hunn, mat besonnescher Opmierksamkeet op déi verdrängte Bevëlkerung, déi an temporären Zelter wunnt. D'Prioritéit gëllt de Familljen, déi nach keng Hëllef kritt hunn, besonnesch den elengerzéienden Eltere mat Kanner ënner fënnef Joer, eelere Leit a Leit mat enger Behënnerung. An enger zweeter Phas vun der Noutfallsaktioun gëllt eng besonnesch Opmierksamkeet den Naturvëlkergruppen a ländleche Gebidder.

D'Äntwertstrategie vun der IFRK konzentréiert sech drop, eng direkt Nouthëllef fir déi betraffe Bevëlkerung ze liwweren an d'Gesondheets- an d'Ëmweltauswierkunge vun den Iwwerschwemmungen ze reduzéieren, duerch Interventiounen an de Beräicher vun Noutënnerkonft, Suen, Waasser a Sanitäranlagen, Hygiène, Gesondheetsförderung a psychosozial Ënnerstëtzung. An deem Kontext ënnerstëtzt d'IFRK dat brasilianescht Rout Kräiz a senger Äntwert op d'Iwwerschwemmungen.

Doriwwer eraus ënnerstëtzt Lëtzebuerg all Joer eng Partie humanitär Fongen, fir eng efficace a lokaliséiert humanitär Hëllef op Katastrophen ze erméiglechen, dorënner och den Noutfallfong fir Katastrophenhëllef („Disaster Response Emergency Fund") vun der IFRK, dee schonn 1 Million Euro alloué iert huet fir eng schnell Reaktioun op d'Iwwerschwemmungen zu Rio Grande do Sul.

ad 4. D'Hëllef, déi am Moment via déi verschidden Appellen international gefrot ginn ass, ass eng humanitär Ënnerstëtzung, déi Lëtzebuerg, wéi och bei aneren Naturkatastrophen, opbréngt.

Wat eng méiglech weider méi laangfristeg Hëllef ugeet, muss dat op der Basis vun der Evolutioun vun der Situatioun, der Demande no internationaler Hëllef, de Besoinen op der Plaz an deem, wat Lëtzebuerg kann offréieren, analyséiert ginn.

**Mendicité aux carrefours** | Question **0715** (10/05/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An der Stad ginn Automobilisten op der Kräizung vun der Stäreplaz an och op verschiddene Plazen op der Kräizung Bouillon systematesch vun Heescherte bedrängt. Dës profitéiere vun der Phas vun der Rouder

Luucht, fir iwwert d'Strooss ze lafen an d'Chaufferen, déi sech deem net entzéie kënnen, ëm Suen ze froen. Béid Kräizunge si staark befuer a verlaange vun de Leit voll Konzentratioun, déi duerch sou Aktioune massiv gestéiert gëtt an domat och e Sécherheetsrisiko duerstellen. Och op anere Plazen am Land schwätzen Autoschaufferen ëmmer rëm vun änlechen Tëschefäll.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Bannéminister gär dës Froe stellen:

1. Ass dem Här Minister dës Problematik bekannt?

2. Wéi dacks koum et an de leschten 12 Méint op deene genannte Kräizungen an änleche Plazen am Land zu Policekontrollen, fir dës Praxis ze ënnerbannen?

3. Wéi vill Leit goufen dobäi protokolléiert a wéi eng Sanktioune goufen ausgeschwat?

4. Gesäit den Här Minister an Zukunft nach verstäerkt Kontrolle vir, fir dëse Sécherheetsrisiko endlech an de Grëff ze kréien?

5. Kann den Här Minister evaluéieren, wéi wäit legislativ Upassungen der Police kéinten hëllefen, hei méi effikass duerchzegräifen, zum Beispill duerch zousätzlech Heescheverbueter an de Gemengereglementer oder dem allgemenge Strofrecht?

**Réponse** (11/06/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. De Minister ass informéiert iwwer déi Problematik. D'Police weess och Bescheed.

ad 2. Am Zäitraum vum 21. Mee 2023 bis den 20. Mee 2024 goufen insgesamt 71 Kontrollen am Kader vun de genannte Virfäll op deenen zwou Plazen duerchgefouert:

– 59-mol zu Hollerech, dëst an der Ëmgéigend vum Salzhaff an der Kierch,
– 12-mol op der Place de l'Étoile.

Fir net nëmme repressiv, mee och präventiv op esou Situatiounen ze reagéieren assuréiert d'Police weiderhin eng verstäerkte Präsenz.

ad 3. Wa Leit iwwert d'Strooss lafen an dobäi de Verkéier gefäerden, spillen d'Dispositioune vum Code de la route an et ginn Avertissements taxés ausgestallt. D'Police kann net matdeelen, wéi oft an de leschten 12 Méint esou Avertissements taxés ausgestallt gi sinn, well dës Detailer net an hiren Datebanken erfaasst ginn.

ad 4. a 5. Dës Evaluatioun ass amgaangen.

**Maison des sports** | Question **0716** (10/05/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

La Maison des sports au Luxembourg est un lieu essentiel pour la promotion du sport et du bien-être. Son objectif est de fournir un espace centralisé pour les activités sportives, la formation et l'administration des fédérations.

Située à Strassen, elle accueille actuellement le Comité olympique et sportif luxembourgeois (COSL) ainsi que 37 fédérations sportives. Dans une interview récente dans la presse écrite, Monsieur le Ministre a annoncé que la Maison des sports est vouée à déménager dans un nouveau bâtiment.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Quels sont les bâtiments existants qui entrent en ligne de compte pour accueillir la Maison des sports ?

2) Est-ce que ces bâtiments sont la propriété de l'État luxembourgeois ? Dans la négative, à combien revendrait le prix d'achat ou de location pour les différents bâtiments envisagés ?

3) Endéans quel délai les nouvelles localités pourraient-elles être prêtes à accueillir la Maison des sports ?

4) Si aucun bâtiment existant n'est disponible ou adapté pour accueillir la Maison des sports, quel sera l'emplacement de la nouvelle construction, son coût ainsi que le temps de réalisation ?

5) Est-ce que des services ou fédérations supplémentaires pourront être accueillis dans les nouvelles localités ? Dans l'affirmative, lesquels ?

**Réponse** (05/06/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

Dans son discours lors de l'Assemblée générale du Comité olympique et sportif luxembourgeois (COSL), le président du COSL a effectivement évoqué de potentiels nouveaux locaux pour la Maison des sports. Dans ce contexte, le COSL est actuellement en train de collecter les informations relatives aux besoins en espaces de bureau et d'archivage, ainsi qu'en salles de réunion, de ses fédérations affiliées.

Dès que ces résultats seront disponibles, le Ministère des Sports, en collaboration avec le Ministère des Finances, évaluera si le bâtiment existant, un bâtiment appartenant à l'État, ou éventuellement un autre bâtiment disponible sur le marché, pourra répondre à ces exigences.

**Uniformisation des véhicules du service Adapto** | Question **0717** (10/05/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

De 6. Mee gouf et eng Entrevue tëscht dem Ministère des Transports an Info-Handicap. An der Entrevue goung et virun allem ëm Problemer ronderëm de Service vum Adapto, deen an de leschte Joren ëmmer nees wéinst enger Rei vun Dysfonctionnementer massiv an der Kritick stoung. Vun Info-Handicap gouf e Sondage ënnert senge Membere gemaach, fir Informatiounen iwwert verschidden Aspekter vum Adapto ze sammelen. Dobäi koum och eraus, dass 16,24 % vun den Notzer scho mol eng Kéier mam Problem konfrontéiert gi sinn, dass de falsche Modell vu Gefier de Service sollt iwwerhuelen, also dass zum Beispill de Rollstull net an d'Gefier eragepasst huet. E Problem kann zum Beispill sinn, dass fir d'Aluede vun der Persoun am Rollstull en elektresche Lift gebraucht gëtt, deen awer net am Gefier verbaut ass.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

– Plangt de Ministère, dass an Zukunft all d'Gefierer, déi am Service vum Adapto dierfe genotzt ginn, mussen nom Prinzipp vum Design for all genormt ginn, fir dass se fir all betraffe Persoun an all Typ vu Rollstull notzbar sinn?

**Réponse** (11/06/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den Adapto ass als Mobilitéitsoffer geschafe gi fir Leit, déi opgrond vun hirer kierperlecher oder mentaler Behënnerung den ëffentlechen Transport net kënnen huelen. Déi spezifesch Besoine vun de Beneficiairë variéiere staark. Ee gudde Véierel vun de Beneficiairë (27 %) sinn op ee Rollstull ugewisen.

Ugepasst un déi spezifesch Besoine vun der Persoun gëtt et verschidde Modeller vu Rollstill. Aktuell notzen 1.861 Beneficiairen e manuelle Rollstull, 378 en normalen elektresche Rollstull a 75 méi schwéier elektresch Rollstill („chaise roulante lourde"). Ënnerschiddlech Modeller vu Rollstill stellen ënnerschiddlech Ufuerderungen un d'Gefier, wat se transportéiere soll. Geet fir déi manner schwéier Rollstill eng Ramp duer, esou ass fir déi schwéier Modeller eng Ausstattung mat enger Hebebühn respektiv engem Lift noutwenneg. Dobäi kommen déi ënnerschiddlech Sécherungssystemer, fir déi verschidde Modeller vu Rollstill am Gefier fir den Trajet ze fixéieren.

Dee Moment, wou de Beneficiaire seng Reservatioun fir den Adapto mécht, ass duerch säin ausgefëllten Adapto-Formular bekannt, ob dës Persoun ee Rollstull benotzt, a wa jo, wéi ee Modell. En fonction dovu wielt de System dat passend Gefier aus, dat fir den entspriechende Rollstull equipéiert ass. Aktuell sinn insgesamt 998 Minibusser fir den Adapto am Asaz. Dovu sinn der 616, déi mindestens ee Rollstull transportéiere kënnen, wouvun 130 déi sougenannte „chaise roulante lourde" transportéiere kënnen.

2023 huet den Adapto insgesamt 173.436 Faarte geleescht, dovun 58.397, wou e Beneficiaire mat engem Rollstull gereest ass. Incidenten, déi wéinst engem falsche Gefier era gemellt ginn, sinn haaptsächlech op feelend Donnéeën am System zeréckzefëieren oder op d'Donnéeë vun de Gefierer am System, déi net méi aktuell sinn. Oft ass et esou, datt Beneficiairen am Laf vun de Joren e Rollstull bäikréien an dës Informatioun net direkt un de Service weiderginn. Sou kann et da virkommen, datt een net adaptéiert Gefier de Beneficiaire siche kënnt. Ausserdeem kann et och duerch divers Grënn wéi zum Beispill e Gefier en panne oder e mënschleche Feeler beim Planning, kuerzfristeg zu Ännerunge vun de Gefierer kommen, déi eventuell net genau adaptéiert sinn op dem Beneficiaire seng Besoinen. All Incident gëtt vum zoustännege Service bei der ATP genau analyséiert, an de Suivi gëtt gemaach, fir datt den Incident sech net widderhëlt.

D'Zil vum Adapto ass a bleift, dass jiddwer Beneficiaire, dee säin Trajet rechtzäiteg bucht, dësen Trajet och wéi gewënscht ka maachen. Dofir ass et awer net zwéngend néideg, 100 % vun den Adapto Minibusse mat Lifter oder Hebebühn fir dee schwéierste Modell vu Rollstull ze equipéieren, an dëst ass an den aktuelle Kontrakter mat de Prestatairen och net virgesinn. Allerdéngs gëtt d'Zuel vun de Minibussen, déi fir den Transport vun deene verschiddene Modeller vu Rollstill equipéiert sinn, der Demande stänneg ugepasst.

**Transport de bagages et d'animaux dans le cadre du service Adapto** | Question **0718** (10/05/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Eis gouf vu betraffene Persounen zougedroen, dass si op engem Trajet am Adapto keng Wallissen oder hiert Hausdéier dierfte mathuelen. Dëst wier fir Trajeten am Kader vum Adapto net virgesinn an deementspriechend missten d'Leit da fir esou Trajeten op normal Taxien zréckgräifen. Dat géif bedeiten, datt Betraffener net mam Adapto kéinten op de Flughafe gefouert ginn a missten dofir ee regulären Taxi huelen. Vill regulär Taxisentreprisë géifen op Ufro vu Betraffenen awer soen, dass si net genuch Plaz hätten, fir ee Rollstull an eng Wallis matzehuelen.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch bestätegen, dass am Kader vun engem Trajet mam Adapto keng Hausdéieren oder Wallissen dierfe matgeholl ginn? Wa jo, wat sinn d'Grënn heivir?

2. Wa jo, ass geplangt, dëst ze änneren an et esou ze erméiglechen, dass och bei Trajete mam Adapto dierfen Hausdéieren oder Wallisse matgeholl ginn?

3. Wéi vill accessibel Taxie gëtt et hei am Land, déi grouss genuch sinn, fir souwuel ee Rollstull wéi och Wallisse mathuelen ze kënnen?

**Réponse** (05/06/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Laut hirer parlamentarescher Fro wieren déi honorabel Deputéiert vu betraffene Persounen ugeschwat ginn, datt op engem Trajet am Adapto keng Wallissen oder Hausdéieren erlaabt wieren.

Den zoustännege Service an der Verwaltung fir ëffentlechen Transport hat zum Theema Wallissen am Adapto eng rezent Ufro, fir kënnen op engem Trajet fir eng Vakanz Wallisse matzehuelen. Opgrond vun der kuerzfristeger Ufro an de feelenden Detailer konnt dësen Trajet awer net mat de Wallissen assuréiert ginn.

Déi konkreet Froe vun den éierewäerten Deputéiert kënne follgendermoosse beäntwert ginn.

ad 1. Op all Trajet mam Adapto ass et prinzipiell erlaabt, Hausdéieren a Wallisse matzehuelen. Et ass awer wichteg, déi Informatioun am Viraus den Organisateure vum Service matzedeelen. Ech erënneren drun, datt den Adapto e Sammeltransport ass, mat deem och nach aner Clientë kënne matfueren. Besonnesch wann et sech ëm méi voluminéis Wallissen handelt, muss kënne séchergestallt ginn, datt och en adaptéiert Gefier agesat gëtt, wou genuch Plaz dran ass.

Ech verweisen op d'„conditions générales d'accès et d'utilisation du service Adapto", déi mam Formular vun der Demande online ze fanne sinn, déi mam Areeche vun der Demande akzeptéiert gi sinn, an déi nach eemol zesumme mat der Adapto-Kaart verschéckt ginn. An dëse steet Follgendes: „Les bénéficiaires sont autorisés à transporter un sac dont la taille ne dépasse pas celle d'un bagage à main standard."

https://www.mobiliteit.lu/wp-content/uploads/2023/08/Conditions-dutilisation-Version20230109.pdf
https://guichet.public.lu/fr/citoyens/transport/transports-commun/cartes-acces-priorite/cartemobilite-reduite-adapto.html

ad 2. D'Fro ass duerch den 1. Punkt scho beäntwert. Eppes anescht ass de Moment net geplangt.

ad 3. Beim Service Adapto handelt et sech net ëm en Taxi Service, mee ëm eng Form vun Transport op Ufro fir Leit mat enger kierperlecher oder mentaler Behënnerung. Dëse gëtt als Alternativ zum ëffentlechen Transport zur Verfügung gestallt. Aktuell gëtt et 616 aktiv Gefierer, déi mindestens ee Rollstull transportéiere kënnen, an ongeféier 130, déi eng sougenannte „Chaise roulante lourde" transportéiere kënnen. Allerdéngs ass et net méiglech, fir an all Gefier och zousätzlecht gréissert Gepäck kënne matzehuelen. Dëst ass ofhängeg vum Typ vum Gefier an de verschiddenen Amenagementer a Positioune vun de Sëtzer.

Dat aktuellt Gesetz iwwert d'Taxie gesäit keng Obligatioun fir Taxisbetriber vir, eng Befërderung vum Client mam Rollstull maachen ze mussen. Aus deem Grond entzitt sech dem Ministère senger Kenntnis, wéi vill Taxien entspriechend equipéiert sinn.

**Système de navigation utilisé par le service Adapto** | Question **0719** (10/05/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

De 6. Mee gouf et eng Entrevue tëscht dem Ministère des Transports an Info-Handicap. An der Entrevue goung et virun allem ëm Problemer ronderëm de Service vum Adapto, deen an de leschte Joren ëmmer nees wéinst enger Rei vun Dysfonctionnementer massiv an der Kritick stoung. Vun Info-Handicap gouf e Sondage ënnert senge Membere gemaach, fir Informatiounen iwwert verschidden Aspekter vum Adapto ze sammelen.

Ee vun de grousse Problemer ass, dass d'Adresse vum Navigatiounssystem net erkannt ginn. Dës Erfarung hu 40,61 % vun den 197 Persounen, déi un dëser Ëmfro deelgeholl hunn, scho misse maachen.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

– Kann d'Ministesch erklären, wéi et méiglech ass, dass et zu sou ville Fäll komme konnt, wou den Navigatiounssystem d'Adress net kannt huet?

**Réponse** (06/06/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert beruffen sech op d'Resultat vun enger Ëmfro, wou 40,61 % vun den 197 Persounen, déi un dëser Ëmfro deelgeholl hunn, schonn emol e Problem mat enger Adress am Navigatiounssystem haten.

Déi konkreet Fro no der Erklärung, „wéi et méiglech ass, dass et zu sou ville Fäll komme konnt, wou den Navigatiounssystem d'Adress net kannt huet?" kann ech esou beäntwerten:

Den Navigatiounssystem baséiert op den Donnéeë vu Google Maps, déi reegelméisseg aktualiséiert an optiméiert ginn. Op d'Zouverlässegkeet vun deenen Donnéeën huet d'Verwaltung fir den ëffentlechen Transport (ATP) just limitéierten Afloss.

Bei enger Reservatioun vun enger Faart kann een, wann een d'Adress op eng aner Manéier wëll uginn, de Pin präzis op déi gewënschte Plaz op der Kaart setzen. Esou gëtt d'Chauffeuse oder de Chauffeur op déi richteg Plaz geleet. Beim Reservéieren iwwer Telefon am Callcenter gëtt dëst och gréisstendeels applizéiert, fir all méiglech Konfusioun ze verhënneren.

Zousätzlech besteet bei all Reservatioun d'Méiglechkeet, eng Notiz oder Umierkung fir d'Chauffeuse oder de Chauffeur ze hannerloosse mat eventuell präzisen Informatiounen zur Adress. Wann d'Chauffeuse oder de Chauffeur um Wee ass, fir déi nächst Persoun sichen ze fueren, kritt si oder hien dës Informatiounen ugewisen a kann se berécksiichtegen.

Iwwregens huet d'ATP an der Period tëschent Juli 2023 an Dezember 2023 61 schréftlech Reklamatiounen zum Adapto traitéiert, dovunner hunn der 3 d'Adress betraff, dëst op ronn 90.000 Faarten.

**Ceinture de sécurité dans les transports publics** | Question **0720** (10/05/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zu Lëtzebuerg gëllt am Stroosseverkéier eng Gurtpflicht. Wie mam Auto ënnerwee ass, muss sech ustrécken. Och a Linnen- a Reesbusse gëtt et eng Obligatioun, fir sech unzestrécken op Sëtzplazen, déi mat engem Gurt equipéiert sinn. Am Fall vun engem Accident kann de Gurt verhënneren, dass e:ng Passagéier:in sech oder anerer schwéier verletzt, an dofir ass en ee wichtegt Sécherheetselement.

Trotzdeem ass zu Lëtzebuerg nach net all Bus mat Sécherheetsgurten equipéiert.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Ass der Regierung bekannt, wéi vill Busser, déi fir den ëffentlechen Transport agesat ginn, net mat Sécherheetsgurten equipéiert sinn (an absolutten Zuelen an a Prozent)?

2. Ass der Regierung bekannt, wéi vill Busser, déi spezifesch fir den Transport scolaire agesat ginn, net mat Sécherheetsgurten equipéiert sinn (an absolutten Zuelen an a Prozent)?

3. Gëtt drop opgepasst, dass Busser, déi mat Sécherheetsgurten equipéiert sinn, prioritär fir de Schoultransport agesat ginn?

**Réponse** (05/06/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'RGTR-Flott, déi de regionalen an nationale Reseau ofdeckt, ass quasi komplett mat Sécherheetsgurten equipéiert.

Vun den 1.251 Busser, déi aktuell an der RGTR-Flott ugemellt sinn, sinn et just 9 Busser, déi ouni Sécherheetsgurten equipéiert sinn (0,72 %). Bei dëse Busser handelt et sech ëm eeler Modeller.

Bei der AVL a beim TICE, déi den urbane Raum mat hirer Flott ofdecken, ass d'Situatioun déi follgend:

– TICE: Vun 140 Busser ass kee mat Sécherheetsgurten equipéiert
– AVL: 48 Busser hu keng Sécherheetsgurten (36 % vun der AVL Flott)

Bei der AVL sief bemierkt, dass duerch déi zukünfteg Erneierung vun der Flott, 100 % vun de Busse fir Ufank 2026 mat Sécherheetsgurten equipéiert wäerte sinn.

ad 2. Am Schoultransport ass et esou, dass engersäits Bussen agesat ginn, déi spezifesch fir den Transport scolaire fueren, anerersäits awer och Busser, déi am regulären ëffentlechen Transport fueren.

Wat de regionalen an nationale Reseau ubelaangt, si vun den 235 Busser, déi spezifesch fir den Transport scolaire agesat ginn, 100 % mat Sécherheetsgurten equipéiert.

Fir den AVL-Reseau gëtt et keng Busser, déi spezifesch fir den Transport scolaire agesat ginn.

Um Reseau vum TICE komme 47 Busser pro Dag ouni Sécherheetsgurte fir de Schoultransport, d. h. fir den Enseignement secondaire, an den Asaz.

ad 3. Prinzipiell gëtt besonnesch Wäert drop geluecht, dass Busser, déi mat Sécherheetsgurten equipéiert sinn, prioritär fir de Schoultransport agesat ginn.

**Hotspot de squatteurs à Ettelbruck** | Question **0721** (13/05/2024) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

An der Press stoung rezent een Artikel iwwer e sougenannte Squatter-Hotspot ze liesen, deen sech zu Ettelbréck an de leschte Méint forméiert huet, wou ënner anerem och Droge géife konsuméiert ginn. Duerch Exkrementer an Dreck steigt de Risiko vun Infektiounen op dësem Hotspot. Kee Wonner, datt d'Awunner an d'Gemeng sech Suerge maachen an net sou richteg wëssen, wéi dës Situatioun entschäerft ka ginn.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung an dem Här Inneminister follgend Froe stellen:

1. Ass d'Inspection sanitaire schonn ageschalt ginn, fir de betraffenen Terrain zu Ettelbréck ze besichen an eventuell Moossnamen ze ergräifen, wann déi ëffentlech Gesondheet a Fro gestallt wier?

2. Wa jo, iwwer wat fir Instrumenter verfüügt d'Inspektioun, fir sou Situatiounen ze deblockéieren?

3. Wéi dacks an op wat fir enge Plazen ass d'Inspektioun an de leschte Jore geruff ginn, fir änlech Hotspotten opzeléisen?

4. Stëmmt et, datt de Phänomeen vum Drogekonsum an de Garer Quartieren zu Esch-Uelzecht an zu Ettelbréck zanter Januar 2024 zougeholl huet?

**Réponse** (13/06/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Inspection sanitaire huet bis elo keng Kenntnis vun esou Plazen an ass an deem Sënn och nach ni ageschalt ginn.

ad 2. n/a

ad 3. D'Inspection sanitaire ass, wéi an der Äntwert op d'Fro 1 präziséiert, nach ni ageschalt ginn.

ad 4. Den Observatioune vun der Fondatioun Jugend an Drogenhëllef (JDH) no, déi säit Joerzéngten zu Esch an Ettelbréck Hëllefsoffere fir drogenofhängeg Mënschen ubitt, kann ee follgend Constaten zeréckbehalen:

Säit ufangs des Joers enregistréiert den nidderschwellege Service Contact Nord vun der JDH zu Ettelbréck méi Passagen. Dëst ass awer virun allem doduerch bedéngt, dass d'Ëffnungszäite vum Service verlängert goufen.

De Public vum Service Contact Nord war éischter op seng „Stammclientë" limitéiert. Rezent gräifen awer och onbekannte Clientë respektiv Clienten, déi aus der Stad kommen a virdrun do op spezialiséiert Servicer zréckgegraff hunn, op de Service Contact Nord zréck.

Dëst ass op de Kontext vun der progressiver Dezentraliséierung vun de Servicer zréckzeféieren, déi ee méi diversifizéierte regionalen Accès vun den nationalen Hëllefsoffere fir drogenofhängeg Mënsche méiglech mécht.

Et schéngt dann och esou ze sinn, dass déi Persounen, déi sech op der Ettelbrécker Gare ophalen, generell an enger prekärer Situatioun sinn, mee net onbedéngt e problematesche Konsum vun illegalen Drogen opweisen. D'Clientë sinn dann och meeschtens staark alkoholiséiert, wann si de Service Contact Nord besichen.

Op Basis vun dësen Observatiounen ass et schwéier ze soen, ob de Phänomeen vum Drogekonsum zougeholl huet oder sech éischter verännert huet.

Am superviséierten Drogekonsumraum zu Esch sinn d'Zuele vum Konsum liicht zeréckgaangen, d'Zuele vum Sprëtzenaustausch dogéint awer net. Dës Tendenz kann een esou interpretéieren, dass de Konsum op aneren an/oder private Plaze stattfënnt. Laut der Fondatioun Jugend- an Drogenhëllef ass den Drogekonsum am ëffentleche Raum awer éischter rar zu Esch.

**Prix équitables pour les agriculteurs** | Question **0722** (13/05/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Lors des récentes manifestations par des acteur.trice.s du domaine agricole au niveau européen, les manifestant.e.s ont revendiqué que leur position dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire soit renforcée et qu'il.elle.s reçoivent des prix équitables pour leurs produits, dénonçant que parfois les prix obtenus ne couvrent même plus leurs coûts de production.

Afin de trouver des solutions à cette problématique, les ministres de l'agriculture de l'UE ont notamment discuté le réexamen de la directive sur les pratiques commerciales déloyales, et le commissaire européen du ressort a annoncé la création d'un observatoire européen des prix et des marges afin d'accroître la transparence dans ce domaine.

D'autres initiatives ont été prises par certains États membres ou par des acteur.trice.s de la chaîne alimentaire au fil des dernières années et mois dans l'objectif d'améliorer la position des exploitations agricoles dans la chaîne alimentaire : filières équitables nationales, des prix planchers, l'encouragement de la formation de coopératives agricoles, l'encouragement du raccourcissement des chaînes d'approvisionnement (p. ex. vente directe), ou encore la mise en place de coopérations avec la distribution afin de sensibiliser les consommateur.trice.s sur la part touchée par l'agriculteur.trice sur des produits spécifiques.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Quelle est l'ampleur du problème de la vente de produits agricoles à des prix proches ou inférieurs au coût de production au Luxembourg ? Quels produits ou secteurs agricoles sont les plus touchés par cette situation ?

2) Quelles mesures au niveau européen Madame la Ministre considère-t-elle prioritaires afin d'accroître la transparence des prix et de renforcer la position des agriculteur.trice.s dans la chaîne alimentaire ?

3) Quelle est la stratégie de Madame la Ministre pour endiguer la problématique au niveau national ? Quelles mesures Madame la Ministre envisage-t-elle de prendre et quels moyens financiers et personnels compte-t-elle investir dans ce contexte ?

4) Est-ce que Madame la Ministre trouverait intéressante e. a. l'idée d'une initiative conjointe avec les grandes enseignes de distribution, tant au Luxembourg qu'en Europe, visant à encourager les consommateur.trice.s à choisir des produits régionaux en affichant clairement la part des prix revenant aux producteur.trice.s ?

**Réponse** (13/06/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Tout en sachant que les marges réalisables au niveau de la vente de produits agricoles primaires sont également relativement faibles au Luxembourg, la situation décrite par l'honorable Députée n'est pas constatée dans la même envergure que dans d'autres régions de l'Europe, sachant que les producteurs luxembourgeois profitent du niveau de vie global assez élevé dans notre pays et d'une grande proximité auprès des consommateurs, permettant ainsi de mieux valoriser leurs productions.

ad 2) Le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture (MAAV) soutient le renforcement de la position de l'agriculteur dans la chaîne alimentaire. La situation de marché actuelle est telle que les prix sont favorables, mais les coûts des intrants (énergies, fertilisants, aliments concentrés) sont encore à des niveaux très élevés.

Dans ce contexte, il faut rappeler que les aides directes de la PAC sont payées aux exploitations agricoles, afin de compenser le déficit de revenu des agriculteurs.

Le MAAV soutient la création d'un observatoire européen des prix et des marges au sein de la chaîne alimentaire au niveau UE. Le marché agricole luxembourgeois est dépendant des pays voisins ainsi que des autres pays de l'UE, c'est pourquoi une analyse au niveau UE est la meilleure démarche. L'observatoire se réunira pour la première fois le 17 juillet prochain ; une deuxième réunion est prévue en octobre de cette année. Il faudra attendre les résultats de ce groupe d'experts qui réunira des experts des États membres et de la filière agricole. Toutefois, il faudra également s'assurer que les spécificités régionales et nationales soient prises en compte. Il faudra également veiller à ce que les résultats n'entraîneront pas de charges administratives supplémentaires.

En ce qui concerne la directive sur les pratiques commerciales déloyales (PCD), un premier rapport de mise en œuvre de la Commission européenne publié le 23 avril 2024[4] a constaté que l'infraction la plus souvent reportée (30 %) a été le paiement tardif de l'acheteur au fournisseur pour les produits périssables (30 jours) et des produits non périssables (60 jours). Même si les plaintes préservent l'anonymat du plaignant, le rapport relève qu'une principale cause pour ne pas avoir porté plainte est le facteur de la peur par rapport à l'acheteur (30 %). À noter qu'au Grand-Duché de Luxembourg aucune plainte n'a été reportée à ce stade selon le Conseil de la concurrence qui est l'autorité compétente pour la mise en œuvre de la directive au Luxembourg.

Le rapport a également montré que la prise de conscience de cette directive est trop faible dans la chaîne alimentaire. Un autre problème identifié dans le rapport est l'application transfrontière de la directive. Même si la directive prévoit une assistance mutuelle dans le cadre d'enquêtes transfrontières, cette base juridique ne semble pas être suffisante sur le terrain, surtout dans le cas où les acheteurs sont situés dans un EM différent de celui du fournisseur. Ceci concerne un problème de langue mais aussi la différence de choix de types d'autorités compétentes. C'est pourquoi la Commission européenne a annoncé qu'elle proposera une réglementation sur l'exécution transfrontalière au 3e trimestre 2024. En outre, la Commission européenne voudrait réaliser une enquête plus approfondie sur l'incidence des alliances d'achat sur les acteurs tels que les agriculteurs.

La Commission européenne a effectué quatre sondages annuels depuis la mise en application de la directive auprès des acteurs de la filière alimentaire.[5] Une évaluation de la directive doit être réalisée par la Commission européenne jusqu'au 1er novembre 2025.

Le MAAV soutient toute mesure pour renforcer la directive PCD afin de réduire l'existence d'asymétrie du pouvoir de négociation entre fournisseur et acheteur et de supprimer les pratiques commerciales déloyales.

ad 3) Le MAAV soutient la production primaire nationale sur plusieurs niveaux législatifs et en offrant des formations aux restaurations collectives pour propager les denrées alimentaires locales et les aliments de saison et biologiques. L'approche choisie est de faire connaître aux consommateurs d'aujourd'hui et de demain le potentiel et le besoin de respect d'une alimentation locale. Dans ce contexte, un volet important est de sensibiliser les citoyens au sujet du gaspillage alimentaire. Selon l'article 29 de la loi du 2 août 2023 concernant le soutien au développement durable des zones rurales, les entreprises reçoivent, sur demande, une aide pour les investissements de modernisation, d'innovation ou de développement dans la transformation et commercialisation

[4] https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52024DC0176

[5] https://datam.jrc.ec.europa.eu/datam/topic/UTP/

de produits agricoles. Le taux de l'aide est de 25 pour cent du coût éligible de l'investissement. En vue de renforcer la position des agriculteurs dans la chaîne de valorisation, une majoration de 5 points de pourcentage est accordée aux coopératives d'agriculteurs et aux entreprises pratiquant une politique de prix équitables envers les producteurs de produits agricoles primaires.

ad 4) Le Gouvernement favorise la mise en place de marchés équitables. Une initiative d'approvisionnement telle que Supply4Future permet de mettre en relation les producteurs avec la restauration grâce à un système d'achat en cascade (bio national, conventionnel national, ...) les produits de qualité luxembourgeois sont favorisés. Pour chaque appel d'achat, les producteurs ont la possibilité de faire une mise d'offre où ils peuvent indiquer les prix qui permettront une rentabilité de leur travail.

**Réforme des finances communales** | Question **0723** (13/05/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

En réponse à ma question élargie sur le sujet de la réforme annoncée des finances communales, posée lors de la séance publique du 2 mai, Monsieur le Ministre a répondu qu'il envisage des réformes à court et à moyen terme. Une des réformes annoncées à court terme était une adaptation du critère de la population ajustée du Fonds de dotation globale des communes. Ainsi, la commune de Mondorf profiterait d'une majoration du critère de la population ajustée de 5 % et les communes d'Ettelbruck, d'Erpeldange et de Diekirch, reconnues comme nouveau noyau « Nordstad », profiteraient d'une majoration de 25 %. Ceci dans l'esprit de respecter et d'exécuter le Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) 2023.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Monsieur le Ministre peut-il me fournir un tableau comparatif qui reprend la dotation totale pour 2022 par commune, telle que versée aux communes, et telle qu'elle aurait été versée si la réforme annoncée avait déjà été en place ?

– Monsieur le Ministre prévoit-il un nouveau mécanisme de compensation afin de ne pas priver d'autres communes de moyens financiers ?

– Dans l'affirmative, quel sera le montant nécessaire pour cette compensation ?

– Aussi dans l'affirmative, Monsieur le Ministre prévoit-il également d'adapter cette majoration selon les différents types de CDA ?

**Réponse** (12/06/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

L'honorable Député s'enquiert de l'adaptation du critère de la population ajustée du Fonds de dotation globale des communes (FDGC) et de son impact sur les communes. Lors de cette adaptation, les populations des villes de Diekirch et d'Ettelbruck seraient augmentées à raison de 10 %, celles des communes d'Erpeldange-sur-Sûre et de Mondorf-les-Bains à raison de 5 %.

Le Programme directeur d'aménagement du territoire 2023 (PDAT), adopté par le Gouvernement précédent, définit les centres de développement et d'attraction (CDA). Les endroits définis ne sont plus des communes, mais des localités. Or, les règles de répartition du Fonds de dotation global des communes (FDGC) tiennent compte des communes et non des localités visées par le PDAT. Contrairement à mon prédécesseur, je tiens à respecter les dispositions du PDAT. Ainsi j'ai décidé d'allouer ensemble 25 % aux villes de Diekirch et d'Ettelbruck et à la commune d'Erpeldange-sur-Sûre suite à des discussions avec les responsables des communes concernées.

Je mène aussi des discussions avec le Ministre des Finances pour prévoir une compensation partielle à hauteur d'un tiers de l'impact de cette adaptation afin de limiter l'impact sur la part des autres communes dans le FDGC.

Ainsi il y a lieu de modifier l'article 3, paragraphe 2, point 2, lettre a) de la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes qui prendrait la teneur suivante :

« a) 82 pour cent entre les communes d'après la population ajustée, l'ajustement étant défini en fonction de critères d'aménagement du territoire et de densité et effectué avec la somme des pourcentages définis comme suit :

i) Quant aux critères d'aménagement du territoire, la population de la ville de Luxembourg est augmentée à raison de 45 pour cent, celle de la ville d'Esch-sur-Alzette à raison de 25 pour cent, celles des villes de Diekirch et d'Ettelbruck à raison de 10 pour cent et celles des villes de Differdange, de Dudelange, d'Echternach, de Grevenmacher, de Remich, de Vianden et de Wiltz, de même que celle des communes de Clervaux, d'Erpeldange-sur-Sûre, de Junglinster, de Mersch, de Mondorf-les-Bains, de Redange-sur-Attert et de Steinfort à raison de 5 pour cent. »

J'entends effectuer cette modification par la loi sur le budget de l'État 2025.

Un tableau annexé à la présente reproduit la dotation totale pour 2022 par commune, telle que versée aux communes, et telle qu'elle aurait été versée si la réforme annoncée avait déjà été en place pour l'année 2022.

*(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Téléconsultations** | Question **0724** (13/05/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Les téléconsultations chez les médecins ont été instaurées au Luxembourg en avril 2020, en réponse à la pandémie de Covid-19 et aux mesures de distanciation sociale mises en place pour limiter la propagation du virus.

La téléconsultation est actuellement régie par une ordonnance ministérielle du 18/12/2023 concernant les mesures sanitaires applicables aux soins de santé ambulatoires. Cette ordonnance est en vigueur depuis le 01/01/2024 et le restera jusqu'au 30/06/2024 inclus.

Lors de l'heure de questions du 2 mai, Madame la Ministre a déclaré ne pas pouvoir prolonger l'ordonnance en question, et qu'une solution plus permanente via projet de loi ne serait pas prête fin juin. Ainsi les téléconsultations seront dépourvues de base légale à partir du 1er juillet, ce qui ne restera probablement pas sans incidence sur l'affluence aux cabinets médicaux.

Dans ce contexte, je voudrais dès lors demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Endéans quel délai le projet de loi relatif aux téléconsultations pourrait-il être finalisé ?

2) Combien de téléconsultations sont remboursées par mois depuis leur introduction en 2020 ? Quel pourcentage des consultations se fait via téléconsultation ?

3) Au vu des inconvénients aussi bien pour les patient.e.s que pour les médecins, et sachant que la plateforme eSanté a mis en place une plateforme dédiée aux téléconsultations, Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'une solution devrait être proposée avant le 1er juillet 2024 ?

**Réponse** (24/06/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Les pourparlers sont en cours et un échéancier détaillé ne peut pas encore être établi.

ad 2) Quant au pourcentage de consultations effectuées via téléconsultation, il y a lieu de préciser que seules les nomenclatures des médecins et médecins-dentistes permettent d'établir une comparaison effective entre les consultations se faisant en présentiel (normales, majorées ou spéciales) et les téléconsultations.

Les tableaux repris ci-dessous illustrent le nombre total de téléconsultations remboursées, ainsi que le pourcentage que ces téléconsultations représentent parmi les consultations majorées, les consultations normales et les consultations spéciales prestées par les médecins et les médecins-dentistes entre mars 2020 et mai 2024.

*(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Concernant les professions de soins de santé – sages-femmes, orthophonistes, diététiciens et psychothérapeutes – la structure de leurs nomenclatures ainsi que la nature hybride (en présentiel ou via téléconsultation) de certains actes desdites nomenclatures ne permettent pas de procéder à une telle comparaison. Dès lors, il s'avère impossible de fournir un pourcentage de consultations effectuées via téléconsultation pour les professions de soins de santé précitées.

Les tableaux ci-dessous se limitent dès lors à produire les nombres de téléconsultations confirmées qui ont trait à la profession des soins de santé des sages-femmes.

*(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

En dernier lieu, il y a lieu de préciser que ces statistiques ne sont pas définitives, étant donné que les assurés peuvent introduire leur demande de remboursement auprès de la CNS endéans deux ans. Ainsi, les chiffres produits pour les années 2022, 2023 et 2024, et surtout ceux relatifs aux derniers six mois, pourraient être corrigés vers la hausse, une fois toutes les demandes de remboursement reçues et traitées par la CNS.

ad 3) Comme évoqué sous 1), les premiers pourparlers destinés à analyser le besoin de la mise en place de moyens de consultation à distance est en phase d'élaboration. Jusqu'au 30 juin, l'acte « téléconsultation » mis en place dans le cadre de la pandémie Covid-19 est toujours applicable.

Par ailleurs, l'outil mis en place par l'agence eSanté ne concernait qu'un nombre restreint de téléconsultations, la grande majorité a été effectuée par d'autres moyens de télécommunications.

Ci-après le détail pour 2023 et 2024 des téléconsultations effectuées par ladite plateforme :

*(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

**Mise en œuvre de mesures d'aide pour enfants à besoins spécifiques de l'école fondamentale au niveau local et régional** | Question **0725** (14/05/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

D'après un certain nombre de témoignages qui me sont parvenus, il semblerait que, lorsqu'il existe des soupçons de difficultés cognitives ou psychologiques chez un élève du fondamental, il arriverait régulièrement qu'un.e instituteur.rice se tourne immédiatement vers une ESEB au niveau régional pour obtenir un diagnostic au lieu de tenter d'abord des aménagements et des mesures d'aide en classe, ce pourquoi il ou elle est néanmoins compétent.e.

Il arriverait également qu'une ESEB retransmette immédiatement un dossier vers un centre de compétence au niveau national alors qu'elle pourrait déjà mettre des aménagements en place, et ce d'autant plus qu'une ESEB comporte déjà une équipe pluridisciplinaire compétente en la matière.

Cela allège sans doute la charge de travail au niveau local et régional, du moins dans l'immédiat, mais risque d'accroître d'autant plus celui des centres de compétence. Et il existe surtout un risque que les difficultés de l'élève s'aggravent de façon artificielle, étant donné les délais actuels (de dix à douze mois) pour l'établissement d'un diagnostic dans un centre de compétence. Cette manière de procéder n'est sans doute pas optimale : parfois des mesures assez simples ou de bon sens telles qu'augmenter la police des textes que l'élève a à lire peuvent déjà représenter un soulagement significatif en classe. Attendre un diagnostic officiel avant de mettre en œuvre des mesures d'aide est donc hautement problématique.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation :

1) Monsieur le Ministre pourrait-il résumer quelles sont ses consignes officielles pour les instituteurs et institutrices d'une part et pour les ESEB de l'autre, ainsi que leurs responsabilités en la matière, s'agissant de l'attitude et des actions à mettre en œuvre en cas de constat de difficultés chez l'élève ?

2) Quelles sont ses consignes pour les directions des écoles fondamentales en la matière ? Compte-t-il étudier le problème évoqué dans cette question parlementaire de plus près ?

3) Monsieur le Ministre pourrait-il également détailler quel est, au niveau national, le niveau obligatoire de formation et de compétence attendu de tous les instituteurs et institutrices du pays en matière de gestion des enfants à besoins spécifiques, ainsi que la manière dont ces compétences sont vérifiées ?

4) Y a-t-il déjà eu des cas où un instituteur a reçu un blâme officiel de la part de son administration pour sa gestion des difficultés d'un élève à besoins spécifiques ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il fournir des données qui détaillent la fréquence de tels cas et les raisons de ces blâmes ?

5) Enfin, par ESEB régionale, sur le nombre de dossiers à traiter arrivés chaque mois en 2022 et en 2023, combien ont été immédiatement retransmis à un centre de compétence sans que des mesures d'aide n'aient d'abord été mises en œuvre ?

6) Finalement, n'existe-t-il pas un écart entre la procédure officielle (telle que décrite dans le document que j'ai joint en annexe) et la pratique sur le terrain, et si oui, Monsieur le Ministre envisage-t-il de procéder à une réforme de cette procédure ?

*(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Réponse** (25/06/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) En introduisant un nouveau dispositif pour la prise en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques en 2017 et 2018, le Luxembourg a mis en œuvre une réforme fondamentale de l'inclusion scolaire au Luxembourg. Avec la mise en place du dispositif à trois niveaux, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) a investi des ressources considérables dans la prise en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques. Il s'agissait de créer une offre cohérente qui couvre tout le pays de manière à garantir à l'ensemble des élèves concernés un accès équitable à des prestations de qualité axées sur leurs besoins individuels.

L'encadrement d'enfants à besoins éducatifs spécifiques s'organise aujourd'hui à plusieurs niveaux :

Au niveau local, les équipes pédagogiques mettent en œuvre les activités qui visent à créer un cadre stimulant les apprentissages de tous les élèves. Dans ce contexte, l'évaluation formative influence les actions pédagogiques que le personnel enseignant met en œuvre et le choix des moyens didactiques appropriés.[6] En se basant sur l'évaluation formative de l'élève, les équipes pédagogiques décident les dispositifs et les mesures de différenciation pédagogique suivants pour favoriser la réussite scolaire de tous les élèves :

1. des dispositifs de différenciation des parcours de formation à l'intérieur de la classe pour aider les élèves qui éprouvent des difficultés et pour stimuler les élèves qui manifestent des aptitudes particulières ;
2. des mesures de décloisonnement consistant à permettre à des élèves de différentes classes d'être regroupés temporairement selon leurs besoins, leurs intérêts ou leur niveau de compétence ;
3. la possibilité offerte à un élève de suivre des enseignements dans un autre cycle ;
4. des mesures d'accompagnement décidées en fin de cycle pour être mises en œuvre au cycle suivant selon les besoins de l'élève.[7]

L'instituteur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs spécifiques (I-EBS) soutient les équipes pédagogiques dans la prise en charge des élèves présentant des difficultés d'apprentissage ou ayant des besoins socio-émotionnels. Outre l'assistance en classe des élèves concernés, l'I-EBS assure le lien avec les acteurs régionaux et, le cas échéant, nationaux.

À partir de la rentrée 2024-25, 50 assistants pour élèves à besoins éducatifs spécifiques (A-EBS) contribueront à la prise en charge des élèves à besoins spécifiques en assistant ces derniers dans la réalisation des gestes de la vie quotidienne et en favorisant leur participation aux activités prévues dans tous les lieux de la vie scolaire.[8] Le recrutement des A-EBS s'étalera sur trois années pour aboutir à un total de 150 agents.

Au niveau régional, une commission d'inclusion (CI) fonctionne au sein de chacune des 15 directions de région de l'enseignement fondamental. Elle définit soit à la demande des parents, soit à la demande du personnel enseignant, pour autant que les parents aient marqué leur accord, des mesures à entamer pour l'élève, qui sont reprises dans un plan de prise en charge individualisé.

Le plan de prise en charge individualisé peut consister en :

1. l'adaptation de l'enseignement en classe, assuré par le titulaire de classe en collaboration avec l'équipe pédagogique ;
2. des aménagements raisonnables dans le cadre de l'enseignement en classe, des tâches imposées à l'élève pendant les cours et en dehors des cours, ainsi que lors des épreuves d'évaluation, ayant pour objectif de faire valoir à l'élève les compétences acquises ;
3. la fréquentation d'un atelier de développement et d'apprentissage ;
4. l'assistance en classe, par des membres de l'équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques (ESEB) rattachée, pour la période d'intervention, à l'équipe pédagogique ;
5. la fréquentation temporaire pour l'apprentissage de certaines matières, dans une classe autre que la classe d'attache.[9]

La CI veille à la mise en œuvre du plan de prise en charge individualisé et évalue annuellement ce dernier pour y intégrer les adaptations jugées nécessaires à assurer le progrès scolaire de l'élève. La CI désigne une personne de référence pour chaque élève. Cette personne est l'interlocuteur de l'élève et de ses parents.[10] Si la CI estime que l'élève requiert une prise en charge spécialisée, elle peut s'adresser à la Commission nationale d'inclusion (CNI) avec l'accord des parents. Les parents peuvent aussi choisir de s'adresser directement à la CNI.[11]

En situation de crise, une première intervention peut être assurée par l'équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques (ESEB) qui effectue un diagnostic suite auquel elle décide soit de conseiller le titulaire de classe et l'équipe pédagogique, l'I-EBS et l'école, ainsi que les parents concernés dans la mise en œuvre de la prise en charge qui peut être proposée par la CI, soit d'assurer elle-même une prise en charge de l'élève à besoins éducatifs spécifiques, telle qu'arrêtée par la CI.

Au niveau national, la CNI est saisie de toute demande en vue d'une intervention spécialisée ambulatoire, d'une scolarisation spécialisée, d'une mesure de rééducation et de thérapie ou d'ateliers d'apprentissage spécifiques par un centre de compétences en psychopédagogie spécialisée. Le dossier de cette demande comprend entre autres un relevé chronologique des mesures mises en place antérieurement.

La CNI vérifie le bien-fondé des demandes et décide si un centre de compétences en psychopédagogie spécialisée est à charger de l'établissement d'un diagnostic spécialisé. Le diagnostic spécialisé réalisé sous la responsabilité des centres de compétences concernés renseigne sur les besoins spécifiques éventuels de l'enfant ou du jeune et comporte un descriptif des mesures dont la mise en œuvre est recommandée. Ce diagnostic spécialisé est à remettre à la CNI dans un délai de trois mois à partir du moment où le centre a été chargé de l'établissement du diagnostic spécialisé. Après la réalisation du diagnostic spécialisé, la CNI vérifie la conformité de la constitution du dossier, se prononce sur la suite à réserver à la demande et propose les mesures à entamer. Ces mesures ne peuvent pas être mises en œuvre sans l'accord des parents ou de l'élève majeur.

---

6 Art. 3 du règlement grand-ducal modifié du 6 juillet 2009 déterminant les modalités d'évaluation des élèves ainsi que le contenu du dossier d'évaluation

7 Article 22 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

8 Article 27bis de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

9 Article 29bis de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

10 Article 31 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

11 Article 29 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

ad 2) Les directions régionales soutiennent le concept d'inclusion et mettent en œuvre les mesures prévues dans les dispositions légales pour permettre aux élèves concernés de poursuivre leur scolarité dans leur classe ordinaire dans les meilleures conditions possibles.

Le dispositif de prise en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques a fait l'objet en 2022 d'une évaluation[12] afin de continuer à développer davantage l'inclusion scolaire au Luxembourg. Cette évaluation comprenait une enquête auprès des différents acteurs impliqués dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs spécifiques, y compris les directeurs de région adjoints qui président les commissions d'inclusion, le personnel de l'ESEB et les enseignants. Bien que l'évaluation ait confirmé en grande partie le bien-fondé de la politique existante en matière d'inclusion scolaire, elle a mis en exergue différents points qui demandaient une attention particulière dans le cadre d'une amélioration continue du dispositif et de ses composantes.

Les dispositions modificatives apportées à loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental par le biais de la loi du 30 juin 2023 tiennent entre autres compte de l'évaluation réalisée en 2022 :

– Les délais et durées des procédures en place ont été relevés par divers acteurs, dont les enseignants, comme trop chronophages résultant dans une hésitation des enseignants à initier des demandes d'aide et une préférence de gérer la situation eux-mêmes en classe. À la suite de la modification des dispositions légales, les délais obligatoires de mise en place de mesures et, plus spécifiquement, de la phase de diagnostic, ont été réduits (quatre semaines pour la commission d'inclusion respectivement trois mois pour les centres de compétences)[13].

De plus, il est désormais clairement précisé qu'une mission principale des ESEB de l'enseignement fondamental constitue l'établissement d'un premier diagnostic des besoins de l'élève sur demande de la CI. En ce sens et en vue d'une flexibilisation du processus de diagnostic et d'une augmentation de la réactivité face à une demande de prise en charge d'un élève, il est évident que le diagnostic établi par les ESEB devra figurer parmi les pièces composant le dossier que la CI soumet à la CNI. Ainsi, la modification de la loi adapte l'orientation du diagnostic aux exigences actuelles, en trouvant un équilibre entre l'assurance de la qualité et la rapidité de l'intervention.

– L'évaluation avait constaté des freins et des obstacles à l'inclusion rencontrée sur le terrain. La création du poste A-EBS constitue une réponse à ces défis. Il s'agit d'une nouvelle fonction au sein des établissements de l'enseignement fondamental. Les A-EBS assisteront les I-EBS et aideront les EBS au niveau des soins d'hygiène afin de faciliter la participation des EBS à la vie scolaire.[14]

– Les résultats de l'enquête ont révélé qu'il existait toujours un besoin d'information en rapport avec les principes de l'éducation inclusive et du dispositif de prise en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques. C'est dans ce contexte qu'a été créé le Service national de l'éducation inclusive (SNEI) qui a pour but de promouvoir l'éducation inclusive et de développer la prise en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques.

ad 3) Dans le cadre de la formation théorique du Bachelor en sciences de l'éducation (BScE) proposé par l'Université du Luxembourg, les futurs enseignants doivent suivre une série de cours dans le domaine de l'accompagnement des élèves à besoins spécifiques, dont entre autres :

– Sprachentwicklung und Sprachentwicklungsstörungen/Numerische Kompetenzen: Entwicklung und Störungen ;
– La différenciation au service des apprentissages ;
– Sprachentwicklung und Sprach-/Mathematik-entwicklungsstörungen ;
– Inklusive Pädagogik und Didaktik.

La formation initiale théorique du BScE prévoit la réalisation obligatoire d'un stage dans l'un des trois domaines ci-dessous pendant la période de spécialisation :

– écoles internationales ;
– prise en charge des élèves à besoins spécifiques ;
– voie de préparation de l'enseignement secondaire technique.

Dans l'intention de donner au personnel enseignant la possibilité de se préparer aux défis de leur environnement scolaire, les dispositions légales relatives aux tâches des enseignants prévoient la réalisation obligatoire de 48 heures de formation continue sur une période de référence de trois années.[15] L'Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN) propose une panoplie de formations visant à outiller les enseignants pour optimiser la prise en charge des élèves présentant des difficultés d'apprentissage ou ayant des besoins socio-émotionnels.

À partir de la rentrée 2024-2025, l'Université du Luxembourg, en collaboration avec le MENJE, lance trois nouvelles formations de niveau master, afin de permettre aux détenteurs d'un diplôme d'études supérieures préparant à la fonction d'instituteur de se spécialiser dans un domaine précis et d'apporter de nouvelles compétences à l'école. Les masters apportent des compétences pour répondre à plusieurs défis éducatifs, dont notamment la gestion compétente de populations d'élèves de plus en plus hétérogènes, la prise en compte adéquate des besoins spécifiques et la lutte contre les inégalités dans l'éducation. Dans ce contexte, le Master en sciences de l'éducation « Éducation inclusive et accessibilité pédagogique » dote les enseignants généralistes accomplis de principes et de pratiques d'intervention en classe dans divers scénarios de besoins éducatifs spécifiques.

ad 4) Aucun instituteur n'a reçu un blâme officiel de la part d'un directeur de région. Les directeurs de région confirment prendre les mesures nécessaires pour soutenir les équipes pédagogiques dans l'encadrement des élèves à besoins éducatifs spécifiques. Ainsi, ils formulent, en cas de besoin, des recommandations visant à optimiser la prise en charge de ces derniers.

ad 5) Conformément aux dispositions légales en la matière et vu les efforts entrepris par les directions de région pour transposer l'approche inclusive dans le contexte scolaire, la commission d'inclusion ne redirige pas immédiatement un dossier à un Centre de compétences, mais elle procède à l'établissement d'un dossier personnel sur base duquel elle décide les mesures à mettre en place.

ad 6) Tel que précisé sous ad 2), les dispositions légales en la matière ont récemment été revues dans l'intention de tenir compte des observations et des pratiques des acteurs en charge de la scolarisation des élèves à besoins éducatifs spécifiques.

[12] Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (2022). Le dispositif de prise en charge des élèves à besoins spécifiques au Grand-Duché de Luxembourg, Rapport d'évaluation 2022

[13] Article 27ter de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et art. 28 de la loi modifiée du 20 juillet 2018 en faveur de l'inclusion scolaire

[14] Article 27bis de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

[15] Art. 4 du règlement grand-ducal modifié du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental

**Digitalisation à l'école** | Question **0726** (14/05/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

An der Chamberssitzung vum 28. Februar 2024 gouf eng Question élargie zur Digitalisatioun an de Schoule gestallt. An der Äntwert ass de Minister op d'Coursë vum Coding am Fondamental an op d'Digital Sciences am Enseignement supérieur agaangen. A senger Äntwert huet de Minister erkläert, dass d'Zil vum Coding am Enseignement fondamental wier, fir de Kanner een algorithmescht Denken ze vermëttelen an hinnen domat ze weisen, wéi si ee grousse Problem léise kënnen, andeems si Schrëtt fir Schrëtt virginn a mat méi klenge Problemer usetze respektiv op méi klengen Eebenen ufänken. Dëse Cours misst dann och net onbedéngt mat der Hëllef vun engem digitalen Outil gehale ginn an d'Léierpersonal hätt vum Ministère eng Rei Informatiounen a Material kritt.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi gesinn d'Formatioune vum Léierpersonal am Enseignement fondamental fir de Coding konkreet aus? Wéi eng Inhalter gi vermëttelt?

2. Wéi gesinn d'Formatioune vum Léierpersonal am Enseignement supérieur fir de Cours vun den Digital Sciences konkreet aus? Wéi eng Inhalter gi vermëttelt?

3. Gëtt bei der Formatioun vum Léierpersonal op digital Outilen zréckgegraff? Wa jo, kann heibäi awer och nach ëmmer op analoogt Material zréckgegraff ginn, wëssend, dass de Cours herno an de Schoulen och ouni digital Outilen dierf ofgehal ginn?

**Réponse** (25/06/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Datt de Beräich vun der Digitaliséierung an der Schoul och eng ganz wichteg Plaz an der Formatiounsoffer fir d'Léierpersonal huet, weise schonn eleng d'Zuele vum Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) fir d'Schouljoer 2023/24. Ugebuede goufen:

– 189 Sessiounen am nationale Programm Technologies de l'information et de la communication;
– 168 schoulintern Sessiounen am Beräich Technologies de l'information et de la communication;
– 32 Sessioune goufen duerch d'Instituteurs spécialisés en compétences numériques (I-CN) an de Grondschoulen assuréiert;
– 62 Sessiounen am Deelberäich Coding et pensée computationnelle.

ad 1. D'Formatiounen zum Theema Coding fir d'Léierpersonal aus de Grondschoule setzt sech, nieft deem Deel, deen d'Uni.lu an der Grondausbildung zum Bachelor en sciences de l'éducation resp. zum Bachelor en formation pédagogique ubitt, virun allem aus zwee Voleten zesummen:

a) Formatiounen um IFEN

Am nationale Formatiounsprogramm vum IFEN goufen a ginn am Schouljoer 2023/24 am Ganzen 189 Sessiounen aus dem Beräich Technologies de l'information et de la communication ugebueden, déi sech awer net ausschliisslech u Léierpersounen aus de Grondschoulen adresséieren.

Am Deelberäich Coding et pensée computationnelle bitt den IFEN dëst Schouljoer ronn 40 Formatiounen un, déi spezifesch op de Coding am Fondamental ausgeriicht sinn.

An deene Formatioune ginn ë. a. follgend Theeme behandelt:

– Verbindung zum Mediekompass;
– Computational Thinking als transversal Kompetenz;
– Kompetenzorientéiert Léieren, dat net op de rengen Transfer vu Wëssen ausgeluecht ass;
– Déi aacht fundamental Kompetenze vum Computational Thinking;
– Verbindungen zum Alldag vun de Kanner;
– Computational Thinking als eng Kompetenz vu villen, mat Fokus op Mediebildung am Allgemengen;
– Aktivitéiten aus ville Fächer;
– Projektbaséiert Léieren;
– Beispiller aus de Beräicher STEAM, Sproochen asw.;
– Austausch ënner Léierpersounen;
– Vermëttele vu Good Practices.

b) Begleedung duerch d'Instituteurs spécialisés en compétences numériques (I-CN)

Nieft de Formatiounen, déi um IFEN selwer offréiert ginn, gëtt et awer och eng grouss Unzuel u schoulinterne Formatioune resp. um Niveau vun de Regionaldirektiounen. Hei iwwerhuele virun allem d'I-CN, déi 2021 agefouert goufen, de Rôle vum Formateur a vum Begleeder vum Léierpersonal an de Grondschoulen.

All I-CN intervenéiert spezifesch an enger Regionaldirektioun aus dem Enseignement fondamental a plangt dës Interventiounen an enker Ofsprooch mat de Regionaldirekteren.

D'I-CN si vill an de Schoulen aktiv a si ganz no beim eenzelnen Enseignant a sengem Unterrecht. Si iwwerhuelen de Rôle als Begleeder, Ënnerstëtzer an och Coach. Hei läit de Fokus um Stäerke vun der Mediekompetenz vum Enseignant, fir si iwwert dee Wee dozou unzereegen, iwwert hir eege pedagogesch Praxis nozedenken. Dozou gehéiert och, datt d'Enseignantë fäeg ginn/sinn, ze entscheeden, wéini en digitalen Outil eng Plus-value fir den Unterrecht ass an d'Léiere vum Schüler an der Schülerin färdert. D'Zil ass et, datt d'I-CN hinnen all déi néideg Outile ginn, fir hiren Unterrecht un d'Léieren am 21. Joerhonnert unzepassen, sou datt hir Schülerinnen a Schüler mediekompetent handelen an zu opgeklärten an autonome Lerner ginn.

Dëst maachen d'I-CN a Form vun direkten an indirekten Interventiounen an de Klassen, wou zesumme mam Enseignant, op Aenhéicht, eng Aktivitéit virbereet, duerchgefouert a reflektéiert gëtt, oder awer och z. B. duerch individualiséiert an un d'Besoine vun de jeeweilege Schoulen ugepasste Formatiounen. Dës Formatiounsmomenter sinn un een direkte Suivi gekoppelt, wou d'Enseignanten an déi pedagogesch Ekippen d'Inhalter an d'Theemen aus de Formatiounen direkt an hirer alldeeglecher Praxis ëmsetze kënnen, dëst begleet duerch hiren I-CN. Doraus entsteet eng Unterrechts- a Schoulentwécklung, déi direkt vun de Besoine vun de Schoulen ausgeet.

Méi konkreet zum Theema Coding oder och Computational Thinking sinn d'I-CN, bei der Aféierung vun dëser neier Thematik, e ganz analoge Wee gaangen, fir dëst den Enseignanten a Schoule méi no ze bréngen, woubäi hei dann och direkt de Lien zu hirer aktueller Praxis gemaach gëtt, fir opzeweisen, datt d'Grondiddie vum Computational Thinking fächeriwwergräifend agesat kënne ginn. An individualiséierte Formatioune kruten d'Enseignanten d'Material, e Mix aus analogen an digitalen Tools, dat vum SCRIPT an de Schoule verdeelt gouf, méi no bruecht. Si konnten dëst Material kenneléieren, selwer ausprobéieren, reflektéieren an dann an hirer Praxis selwer integréieren. Quasi all d'Beräicher vum Computational Thinking kënnen ouni den Asaz vun digitalen Outilen ëmgesat ginn. Hei muss awer erwäänt ginn, datt den Asaz vun engem digitalen Outil jee no Besoin an Zil vun der Aktivitéit/dem Projet eng absolutt Plus-value ka sinn, an dann och benotzt gëtt.

De Schülerinnen a Schüler (an och den Enseignanten) sollen alleguer d'Tools zur Verfügung stoen, an et soll d'Kompetenz opgebaut ginn, selwer entscheeden ze kënnen, wéini ee wéi een Tool konkreet asetze wëll. Op dës Aart a Weis kënnen d'Kanner zu responsabelen a reflektéierenden Notzer vun digitale Medie ginn.

ad 2. Grad ewéi fir d'Grondschoule setzt sech d'Formatiounsoffer am Secondaire zesummen aus de Coursen, déi um IFEN ugebuede ginn a schoulinterne Weiderbildungen.

Zanter der Implementéierung vun der Pilotphas (Schouljoer 2021/22) ginn et online a Presenzweiderbildunge vum IFEN zum Programm, Inhalt, Evaluatioun an didaktescher Methodik fir de Cours Digital Sciences.

Zanter 2022/23 gëtt et direkt am Ufank vum Schouljoer donieft e sougenannte Bootcamp vun 2–3 Deeg, mat Presenzworkshoppen zum Programm, Inhalt, Evaluatioun a Methodik vum neie Fach.

Nieft dem nationale Formatiounsprogramm vum IFEN mam méi allgemenge Beräich Technologies de l'information et de la communication ginn dëst Joer awer och méi wéi 20 spezifesch Formatiounen zur Aféierung an d'Léiersequenze vun de sechs Theemeberäicher vun Digital Sciences ugebueden.

Vum nächste Schouljoer u wäert och nach en neien MOOC (Massive Open Online Course) fir d'Fach op 7e ugebuede ginn, dat an Zesummenaarbecht mam SCRIPT, deen d'Enseignantë kënnen individuell an zäitonofhängeg duerchféieren. Fir déi Joren duerno sinn och MOOC fir d'6e a fir d'5e geplangt.

An de Formatioune fir de Secondaire ginn ë. a. follgend Theeme behandelt:

– Generell Zilsetzung vum Cours Digital Sciences (7e bis 5e);
– Inhalter vun de sechs thematesche Achsen:
• Meine digitale Welt und ich!
• Das WWW, sein Netzwerk und ich (an Zesummenaarbecht mat BEE SECURE)
• Do you speak INFORMATIK? (Computersprooch)
• Das Spiel, allein oder zusammen, analog oder digital, ein ganzes Programm!
• Der Roboter, ein Partner im guten oder schlechten Sinne?
• Eine Maschine, so schlau wie ich – kann das sein? (Künstliche Intelligenz)
– Methodik;
– Evaluatioun (via e System vu Badges);
– Didaktescht Material.

Och an de Lycéeë ginn et donieft wäit iwwer 100 schoulintern Formatiounen, déi ganz geziilt op d'Besoine vun der jeeweileger Schoulpopulatioun kënnen ugepasst ginn.

ad 3. An de Formatioune gëtt zum Deel a jee no thematescher Achs och op digital Outilen zeréckgegraff, fir den Enseignanten och dee Volet ze vermëttelen. Souwäit wéi méiglech a sënnvoll, ginn awer och ganz vill Beispiller vun Unterrechtssequenzen, déi ee mat analogem Material kann duerchféieren, thematiséiert. Am Schouljoer 2024/25 wäerten d'Inhalter weider entspriechend ugepasst an/oder ergänzt ginn, souwäit et d'Fach erméiglecht.

**Réforme du Code pénal** | Question **0727** (14/05/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Justizministesch hat am Kontext vun der Diskussioun ëm d'Heescheverbuet an engem Interview op RTL am Januar souwéi an engem Interview vun haut um 100,7 gesot, dass si eng Reform vum Code pénal uviséiere géif, well den Text vun dësem Code zum Deel almoudesch oder veraalt wier. Am Justizministère wieren an der Vergaangenheet schonn Analyse gemaach ginn, fir verschidden Deeler vum Code pénal ze moderniséieren.

Am Géigesaz zu enger Moderniséierung vum Code de procédure pénale (Säit 107) ass am Koalitiounsaccord awer näischt zu enger Reform vum Code pénal ze fannen. Just zwou Ännerunge vum Code pénal ginn do erwäänt: eng am Bezuch op e Verbuet vu Konversatiounstherapië vun LGTBIQ+-Persounen (Säit 99) an eng am Bezuch op de Feminizid (Säit 108).

Falls eng wierklech Reform gemengt ass, esou stellt sech d'Fro, wéi d'Ministesch bannent nëmmen enger Legislaturperiod ee Gesetzesprojet virleeë wëll, wann ee weess, dass d'Reforme vum Code pénal an eisen Nopeschlänner iwwert eng Legislaturperiod gedauert hunn. Dat belscht Parlament huet Enn Februar eng grouss Reform vum belsche Code pénal gestëmmt, bei där d'Aarbechte ronn aacht Joer gedauert hunn. A Frankräich hunn d'Aarbechte fir d'Reform vum Code pénal vun 1992 (a Kraaft säit 1994) bal 20 Joer gedauert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch dës Froe stellen:

1. Huet dës Regierung eng grouss Reform vum Code pénal vir, ouni dass déi am Koalitiounsprogramm ugekënnegt gouf, oder huet d'Madame Minister bei hirer Ausso u sech d'Reform vum Code de procédure pénale (CPP) gemengt gehat (déi u sech direkt näischt mat der Fro vum Heescheverbuet ze dinn hat) oder handelt et sech hei just ëm punktuell Upassunge vum aktuellen Text?

2. Falls d'Ministesch eng Reform vum Code pénal virgesäit:
– Soll de ganze Code pénal iwwerschafft ginn oder just bestëmmte Kapitelen? Falls just bestëmmte Kapitelen iwwerschafft solle ginn, wéi eng sinn dat?
– Op wéi eng Dauer schätzt d'Madame Minister d'Reformaarbechte vum lëtzebuergesche Code pénal?
– A wéi engen Etappe sollen déi Aarbechten ënnerdeelt ginn?
– Wéi eng staatlech an extern Acteure sollen bei den Aarbechten agebonne ginn?
– Wéi eng Roll soll d'Uni Lëtzebuerg bei dëser Reform spillen?
– Lëtzebuerg orientéiert sech allgemeng oft u Frankräich oder un der Belsch bei grousse Reforme vu senge Coden. Wéi ee reforméierte Code pénal wëll d'Madame Minister insgesamt als Haaptvirlag fir e reforméierten Lëtzebuerger Code pénal huelen: dee Franséischen oder dee Belschen?
– Sollen och franséisch an/oder belsch Experte mat agebonne ginn?

3. De Koalitiounsprogramm erwäänt eng Moderniséierung vum Code de procédure pénale (CPP):
– Soll de ganze CPP iwwerschafft ginn oder just bestëmmte Kapitelen? Falls just bestëmmte Kapitelen iwwerschafft solle ginn, wéi eng sinn dat?
– Op wéi eng Dauer schätzt d'Madame Minister d'Reformaarbechte vum CPP?
– Wéini sollen d'Aarbechten ugoen? A wéi engen Etappe sollen déi Aarbechten ënnerdeelt ginn?
– Wéi eng staatlech an extern Acteure sollen bei den Aarbechten agebonne ginn?

– Wéi eng Roll soll d'Uni Lëtzebuerg bei dëser Moderniséierung spillen?
– Lëtzebuerg orientéiert sech allgemeng oft u Frankräich oder un der Belsch bei grousse Reforme vu senge Coden. Wéi ee reforméierte CPP wëll d'Madame Minister als Haaptvirlag fir d'Moderniséierung vum lëtzebuergesche CPP huelen: dee Franséischen oder dee Belschen?
– Sollen och franséisch an/oder belsch Experten mat agebonne ginn?

4. Säit 1998 ass zu Lëtzebuerg en neie Code de procédure civile a Kraaft, deen elo säit iwwert engem Véirelsjoerhonnert offiziell den Titel „Nouveau code de procédure civile" (NCPC) dréit. Frankräich huet 1975 en „Nouveau code de procédure civile" kritt, deen 2007 an „Code de procédure civile" („CPC") ëmbenannt gouf. Ass d'Madame Ministesch der Meenung, dass et no 25 Joer un der Zäit wier, fir den Term „nouveau" aus dem Titel vun eisem Code de procédure civile ze sträichen an en offiziell an de „Code de procédure civile" ëmzebenennen?

**Réponse** (13/06/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

De Code pénal gëtt lafend adaptéiert. Aleng an der leschter Legislaturperiod war dat 22-mol de Fall. An dëser Legislaturperiod soll eng Moderniséierung vum Code pénal an e puer Phase virgeholl ginn.

Et ass virgesinn, nach virum Summer an enger éischter Phas eng Rei vereelzten oder haut iwwerflësseg Dispositiounen aus dem Code pénal erauszehuelen, dorënner och déi iwwert d'Heescherei. Fir datt déi sougenannten aggressiv Heescherei awer kann efficace bekämpft ginn, gëtt en neien Artikel an de Code gesat.

An enger zweeter Phas ginn d'Strofmoossen, déi am Code pénal fir déi verschidden Infraktioune virgesi sinn, méi eenheetlech a kohärent gestalt.

An enger drëtter Phas gëtt festgehal, wat fir eng Dispositioune vun der Terminologie hier adaptéiert ginn, a wat fir eng nei Infraktiounen an de Code pénal musse bäigesat ginn.

Fir dës Aarbechte kann sech zum Deel elo nach och op d'Viraarbecht vun engem Reflexiounsgrupp baséiert ginn, deen 2015–2016 eng Rëtsch Moderniséierungsvirschléi gemaach huet. An dësem Grupp ware souwuel Vertrieder vum Ministère, vun de Justizautoritéiten, vun der Police, vum Barreau wéi och vun der Universitéit mat dobäi.

Och de Code de procédure pénale (CPP) gëtt lafend adaptéiert. An der leschter Legislaturperiod war dat 19-mol de Fall.

D'Aarbechten un der Reform vu verschiddene Kapitele vum CPP si schonns amgaange respektiv gi weidergefouert. Et geet hei notamment dorëms, de Justizautoritéiten déi néideg Moyenen ze ginn, fir d'Kriminalitéit kënnen efficace ze bekämpfen. Och hei ginn déi concernéiert Acteure jee no Projet mat agebonnen a consultéiert.

Ob een sech am Fall vu Modifikatioune vun eise Coden um franséischen oder belsche Modell inspiréiert oder awer eng spezifesch Lëtzebuerger Solutioun sicht, gëtt au cas par cas determinéiert, an dat mam Zil, fir dono an der Praxis den efficacesten Text ze hunn. Dobäi soll een sech natierlech vun den Erfarungen, déi eis Nopere schonns gemaach hunn, guidéiere loossen. Wann et vun Notzen ass, fënnt zum jeeweilege Sujet och en Echange mat franséischen a belschen Autoritéite statt, mat deene Lëtzebuerg um europäeschen Niveau och permanent a Kontakt ass.

**Subside « Qualité+ »** | Question **0728** (14/05/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

An enger rezenter Äntwert op d'Question parlementaire N° 0573 huet de Sportminister d'Evolutioun vun de Subside „Qualité+" tëschent 2017 an 2022 detailléiert, an dobäi präziséiert, dass et an dëse Joren (ënnert dem viregte Sportminister) eng Hausse vu 85 % bei dëse Subside ginn ass.

Dem Rapport annuel vum Sportsministère no, huet sech dëse Subsid 2022 op 4.107.900 € belaf, 2023 esouguer op 4.610.900 €.

Am Budget pluriannuell 2024 gesäit de Ministère e Käschtepunkt vu 4.000.000 € vir fir déi nächst 4 Joer, wat manner ass wéi dat, wat déi lescht zwee Joer an dëse Subsid investéiert ginn ass – och wann et sech ëm ee „crédit non limitatif et sans distinction d'exercice" dréit.

- Wéi erkläert de Minister d'Diskrepanz tëschent den Zuelen am Budget a sengen Aussoen?

**Réponse** (14/06/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

De pluriannuelle Budget 2024 läit, op Basis vun der Virbereedungsaarbecht vun der viregter Regierung bei 4.000.000 €. Dëse Montant geet awer net duer, fir d'Veräiner esou ze ënnerstëtzen, datt si d'Qualitéit vum Kanner- a Jugendtraining weiderhi kënnen héichhalen. An deem Sënn hunn ech déi néideg Schrëtt ënnerholl, fir datt dëse Budgetsposte wäert ugepasst ginn.

**Musée national du sport** | Question **0729** (14/05/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

An senger Äntwert vum 16. Januar 2024 op d'Question parlementaire N° 0108 iwwert d'Sportarena an de Sportsmusée, sot de Minister, déi zwee Projete wären net a Fro gestallt. An engem Interview an der Press vum 8. Februar 2024 seet de Sportminister, et géif een urbanistesche Problem bestoen. An sengem rezenten Interview vum 3. Mee 2024, deklaréiert de Sportminister schlussendlech, dass, wéinst engem Problem mat enger „zone non aedificandi" nieft enger Autobunn, de Projet vum Sportsmusée géif gebremst ginn.

Dozou wollt ech dem Här Sportminister follgend Froe stellen:

1. War de Problem mat der „zone non aedificandi" net schonn dem viregte Buergermeeschter vun der Stad Esch bekannt?

2. Säit wéini ass dëse Problem mat der „zone non aedificandi" gewosst?

3. Ass duerch dëse Problem och elo de Projet vun der Sportarena a Fro gestallt, dee jo vum Sportsministère finanziell ënnerstëtzt gëtt am Kader vum 5. Joresplang?

4. Wat fir een Impakt huet dat konkreet op de Projet vun der Sportarena, wou jo schonn d'Baugeneemegung vum fréieren Escher Buergermeeschter virläit?

5. Wat fir Ännerungen um initiale Projet sinn elo fir d'Sportshal noutwendeg?

6. Wat fir een Impakt huet dat op d'Participatioun vum Staat a wéi héich ass elo konkreet dës finanziell Participatioun vum Sportsministère?

7. Laut dem Minister senge rezenten Aussoen, ass elo eng alternativ Plaz fir den nationale Sportsmusée fonnt ginn. Wou ass dat?

8. Wéi ass dëse Prozess verlaf? Sinn do och Standuerter an anere Gemengen a Betruecht gezu ginn?

9. Wien ass Bauhär vun deem neie Konzept?

10. Wie kënnt fir déi Fraisen op, déi bis elo an den initiale Projet investéiert gi sinn?

11. Wéi héich sinn dës Fraise Stand haut?

12. Wann de Staat fir dës Fraise sollt opkommen, iwwer wat fir e Budgetsartikel géif dat lafen?

13. Laut Konventioun tëschent dem Staat an der Gemeng Esch vum 16. Dezember 2021 sollt den initiale Projet vum nationale Sportsmusée ronn 16,5 Mio € (HTVA) kaschten – wéi héich sinn déi geschate Käschte fir deen neie Projet?

14. Wéini gedenkt de Sportminister, dass den neien nationale Sportsmusée seng Diere kéint opmaachen?

**Réponse** (17/06/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. D'Konventioun fir d'Valorisatioun vun dem Lankelz Projet tëscht der Escher Gemeng, ugefouert vun der deemoleger Buergermeeschtesch Vera Spautz, an der Firma Tracol, datéiert vum 10. August 2017. De Staat huet de 16. Dezember 2021 mat der Escher Gemeng eng Konventioun ënnerzeechent, fir de Sportmusée schlësselfäerdeg a fir e Festpräis nom Bau ofzekafen.

ad 2. D'Problematik „zone non aedificandi" ass am Laf vum Joer 2022 opgetaucht.

ad 3. D'Sportarena ass och impaktéiert.

ad 4. De Bau vun der Sportarena kann net wéi ursprünglech geplangt realiséiert ginn.

ad 5. D'„zone non aedificandi" muss respektéiert ginn.

ad 6. D'Bedeelegung vum Staat bei sou engem Gemengeprojet läit bei 35 %.

ad 7. Et gëtt aktuell kee gefestegte Projet.

ad 8. Et gëtt e Standuert an der Gemeng Esch gesicht, fir dem Wëlle vun de Parteien aus der Konventioun vum 16. Dezember 2021 gerecht ze ginn.

ad 9. De Bauhär steet nach net fest.

ad 10. Falls esou Fraisen ugefall sinn, goufen se vum Promoteur Tracol SA engagéiert.

ad 11. De Montant vun dëse Fraisen ass net bekannt.

ad 12. D'Acquisitioun vum Sportsmusée leeft iwwert de Budget vum Finanzministère.

ad 13. Et gëtt aktuell kee gefestegte Projet.

ad 14. Et gëtt aktuell keng Visibilitéit op en Datum vun enger Ouverture.

**Eurovision Song Contest** | Question **0730** (14/05/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Beim Eurovision Song Contest dëst Joer waren eng Rei Kontroversen entstanen. Eng dovunner huet de Veranstalter, d'European Broadcasting Union (EBU) verursaacht, andeems all Fändele verbuede gi sinn, déi net ee vun de Landesfändele vun de Sänger:inne waren. Dorënner war och den EU-Fändel, wat eng kloer Reaktioun vun der EU-Kommissioun ervirgeruff huet, wéi ee bei „Politico" konnt liesen:

Berlaymont not happy: A spokesperson for Commission President Ursula von der Leyen said „it is certainly regrettable to ban the flag that is the flag of all the EU members and other Council of Europe members taking part in the contest and often flies alongside national flags on public buildings."

Schinas was also clear: „This is the first time they do this, it's ahead of the European election which is even more suspicious. It's a moment of geopolitical turbulence, Europe is attacked from all fronts."

Schinas said he'd be raising the matter with EBU management today. „I will talk to them. I won't let this pass," he told Playbook. „I will seek explanations and clarifications." (https://www.politico.eu/newsletter/brussels-playbook/catalans-vote-out-pro-independenceparties/)

Och verschidde Fändelen, déi Deeler vum LGBTIQ*-Mouvement duerstellen, waren, laut „Politico", net erlaabt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wéi positionéiert sech d'lëtzebuergesch Regierung zu dësem Verbuet?

2. Huet si d'Gespréich mat de Responsabele gesicht oder ass geplangt, dëst ze maachen?

**Réponse** (13/06/2024) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

ad 1. D'lëtzebuergesch Regierung ass der Meenung, dass den EU-Fändel e Symbol vun der Unitéit an dem Zesummenhalt tëschent den europäesche Länner duerstellt. An deem Sënn gouf et kee Fändelverbuet beim Luxembourg Song Contest, de 27. Januar 2024 an der Rockhal, wou eng grouss Villfalt u Fändelen ze gesi war.

ad 2. Nee.

**Spot audiovisuel du Ministère des Affaires intérieures** | Question **0731** (14/05/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Den Inneministère huet viru Kuerzem de Video „Een Dag ënnerwee mam Inneminister" op senger offizieller Homepage veröffentlecht, wou een dem Här Inneminister ka bei engem Schaffdag nokucken. De Video enthält gréisstendeels Elementer vu Selbstduerstellung a keng Informatiounen zu Inhalt a Politick vum Inneminister oder der Regierung.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Premierminister follgend Froe stellen:

1. Mat wat fir engem Budget gouf d'Produktioun vum Video esouwéi de Sponsoring op de soziale Medie finanzéiert?

2. Fir de Fall, dass et sech ëm ëffentlech Gelder handelt, fënnt den Här Premierminister, dass et korrekt ass, dass Ministeren hir perséinlech Imagefleeg mat ëffentleche Sue finanzéieren?

**Réponse** (28/05/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

Mir verweisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0710.

**Accords entre l'UEBL et les pays tiers** | Question **0732** (15/05/2024) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

An engem Artikel vu reporter.lu steet, datt den Investitiounsschutz, deen an de Verträg tëscht der Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL) an Drëttlänner festgehale gouf, gebraucht gëtt, fir Sanktiounen ze ëmgoen. Konkreet geet et ëm de Fall vun der an der Ukrain etabléierter russescher Alfa-Bank, déi vun der ukrainescher Regierung nom Ausbroch vum Krich verstaatlecht gouf. Dës Bank huet russeschen Oligarchen iwwert eng Lëtzebuerger Holding, der ABH-Holding, gehéiert. Laut reporter.lu verkloen déi fréier Besëtzer vun der Bank den ukrainesche Staat géint dës Verstaatlechung a beruffen sech dobäi op den Investitiounsschutz aus dem Accord tëscht der UEBL an der Ukrain, well jo eng Lëtzebuerger Entitéit betraff wier. Investitiouns- an Investisseureschutz bleiwe wichteg, mee e soll net zu Abuse féieren a Kompliz ginn, fir Sanktiounen ze ëmgoen.

Dowéinst hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir auswäerteg Ugeleeënheeten an Aussenhandel:

1. Kann den Här Minister d'Informatiounen aus dem Artikel bestätegen?

2. Wa jo, wat gedenkt den Här Minister géint dës Abusen ze maachen?

**Réponse** (13/06/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. De Ministère fir auswäerteg Ugeleeënheeten an Aussenhandel gouf iwwert de Fall tëschent der Lëtzebuerger Holding ABH Holdings SA (ABHH) an der Ukrain informéiert. An dëser Affär geet et ëm d'Verstaatlechung vun der Sense Bank (virdrun Alfa Bank), eng ukrainesch Moossnam baséierend op ukraineschem Recht, an net op EU-Recht. Dës Mesure gëtt vun der ABHH vis-à-vis vun der Ukrain kontestéiert. D'Holding berifft sech hei op den Accord iwwer Investitiounsschutz tëschent der UEBL an der Ukrain, deen den 20. Mee 1996 ënnerschriwwe gouf.

ad 2. Wann och Lëtzebuerg déi ukrainesch Verteidegung géint den Aggressiounskrich vu Russland ënnerstëtzt, betrëfft dës Affär awer an éischter Linn d'Ukrain selwer an e privaten Investisseur. Et steet also nëmmen der Ukrain zou, ze entscheeden, wéi si mat dëser Kontestatioun ëmgoe wëll.

**Subsides communaux pour les installations photovoltaïques** | Question **0733** (15/05/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

De Staat leet aktuell iwwert de Programm Klimabonus bis zu 62,5 % fir de Kaf an d'Installatioun vun der Fotovoltaikanlag bäi. Verschidde Gemenge leeën zousätzlech dozou och nach e puer Suen drop. D'Héicht vun der Hëllef hänkt hei allerdéngs dovunner of, a wéi enger Gemeng dass ee wunnt.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir den Interieur a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Fro stellen:

– Kënnen d'Ministeren oplëschten, wéi héich de maximale Subsid ass, deen déi eenzel Gemengen hei am Land fir de Kaf an d'Installatioun vun enger Fotovoltaikanlag bäileeën?

**Réponse** (25/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

D'Gemenge ginn ënner anerem am Kader vum Klimapakt encouragéiert, kommunal Bäihëllefe fir déi verschidde Mesurë vum Klimaschutz an der Energietransitioun anzeféieren an esou hir Bierger zousätzlech zum nationale Klimabonusprogramm ze motivéieren, Projeten ëmzesetzen. D'Klima-Agence stellt de Gemengen an dësem Kader e Règlementtype zur Verfügung, fir eng méiglechst einfach Ëmsetzung sécherzestellen – d'Gemenge sinn natierlech fräi, d'Héicht vun hire Bäihëllefe selwer ze definéieren.

Den nationalen Aidësimulator (aides.klima-agence.lu) deckt an deem Sënn och net nëmmen déi verschidde Mesurë vum Klimabonusprogramm of, mee och déi vun den Energiefournisseuren an de Gemengen. De Bierger kann sech esou fir säi Projet een Iwwerbléck iwwert all d'Bäihëllefe verschafen, déi fir säi Projet relevant sinn.

Bei der Aktualiséierung vun den Informatiounen zu de kommunale Bäihëllefen ass d'Klima-Agence op d'Retoure vun de Gemengen ugewisen a geet dowéinst a reegelméissegen Ofstänn op si zou, fir eventuell Ännerunge matzedeelen. De Simulator gëtt de Stand un, dee vun der Gemeng matgedeelt ginn ass, et ass am Virfeld vun engem Projet recommandéiert, d'Gemeng ze kontaktéieren.

Wat déi spezifesch kommunal Bäihëllefen am Beräich vun de PV-Anlagen ubelaangt, kann ee konstatéieren, datt déi meescht Gemengen e Pourcentage vun der finanzieller Ënnerstëtzung um nationalen Niveau virgesinn. Bei Eefamilljenhaiser gi ronn 70 % vun de Gemengen esou en zousätzleche Pourcentage, de Spektrum läit hei tëscht 10 % a 75 % – déi meescht Gemengen (ronn 35 %) ginn eng Ënnerstëtzung vu 25 % un. Bei Residencen ass d'Bild generell änlech, den Taux vun de Gemengen, déi e Pourcentage virgesinn, ass mat 64 % liicht méi niddereg.

**Loi « foreign agents »** | Question **0734** (15/05/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

A Georgien ass de 14. Mee ee Gesetz gestëmmt ginn, datt ONGen, déi méi wéi 20 % vun hiren Donen aus dem Ausland kréien, dës musse registréiere loossen. Een änlecht „foreign agents"-Gesetz ass och a Russland a Kraaft a war do een Outil vum Kreml, fir ONGen, déi sech getraut hunn, géint de Regimm ze schwätzen, ze verbidden.

D'EU-Kommissiounspresidentin Ursula von der Leyen huet an engem Statement gesot, datt si ganz besuergt géif op dëst Gesetz kucken: „Georgia is at a crossroads. It should stay the course on the road to Europe." Wéi „Politico" mellt, hunn sech d'Bausseministeren aus 10 Memberstaaten un den Här Borrell geriicht, wou si ë. a. froen, ob d'EU wéilt Mesurë géint de georgesche Premier huelen (https://www.politico.eu/article/georgia-parliament-pass-foreign-agent-russian-law-amid-pro-eu-protestcrackdown-tbilisi/). Lëtzebuerg huet dëse Bréif net mat ënnerschriwwen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten dës Froe stellen:

1. Firwat huet de lëtzebuergeschen Ausseminister dëse Bréif net mat ënnerschriwwen?

2. Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zum „foreign agents bill"? Wat fir Konsequenzen zitt si aus dësem Gesetz?

**Réponse** (30/05/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. Lëtzebuerg gouf net agelueden, sech un dësem Bréif ze associéieren.

ad 2. Esou wéi d'Signatairë vun dësem Bréif an der Europäescher Unioun (EU), ass Lëtzebuerg extreem besuergt iwwert d'Verschlechterung vun der Situatioun a Georgien. D'Aschüchterungsversich, Droungen a Gewalt géint Demonstranten, Journalisten a Vertrieder vun der Zivillgesellschaft sinn an enger demokratescher Gesellschaft inakzeptabel. Lëtzebuerg ass der Opfaassung, dass d'Akraafttriede vum Gesetz iwwert „Transparenz vun auslänneschen Aflossnamen" d'Onofhängegkeet vu fräie Medien an d'Aarbecht vun der Zivillgesellschaft a Gefor kéint

bréngen. Lëtzebuerg bereit, dass d'georgesch Autoritéiten den Avis vun der Kommissioun vu Venedeg vum 21. Mee 2024 net berücksichtegt hunn, dee kloer ervirgestrach huet, dass dëst Gesetz net den internationale Mënscherechtsstandarden entsprécht, an deemno net kompatibel mat EU-Normen a -Wäerter ass.

Lëtzebuerg huet Georgien dobäi ënnerstëtzt, den EU-Kandidatestatus ze kréien a bedauert dofir zudéifst, dass d'georgescht Parlament an d'Regierung op e Wee schéngen ze goen, deen d'Beméiunge vum Land a vu ville Georgier fir hir europäesch an euro-atlantesch Integratioun a Gefor bréngen. De Minister fir auswäerteg Ugeleeënheeten an Aussenhandel Xavier Bettel hat schonn d'Geleeënheet, d'Lëtzebuerger Bedenke mëndlech mat sengem georgeschen Homolog ze deelen.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt weiderhin déi europäesch Zukunft vun de Georgier a rifft déi georgesch Autoritéiten dozou op, hiert Bekenntnis a konstitutionell Obligatioun fir d'EU-Integratioun ze erneieren, d'Opportunitéit vum uewen ernimmte Gesetz ze reconsideréieren an déi néideg Reformen op hirem Wee an d'EU virunzedreiwen.

**Plate-forme « SIGINOVA »** | Question **0735** (15/05/2024) de **M. Marc Lies** (CSV)

De „Syndicat intercommunal de gestion informatique (SIGI)" ënnerstëtzt d'Gemengen iwwert hir Plattform SIGINOVA an der digitaler Ëmsetzung vun de verschiddenen administrative Prozesser am Pacte Logement 2.0, dee säit dem Joer 2021 a Kraaft ass.

Duerch dës Plattform soll den Austausch vun Informatiounen an d'Kollaboratioun tëscht de verschiddenen Acteuren, déi um Logementsprozess bedeelegt sinn (Gemengen, Ministère du Logement etc.), vereinfacht an optimiséiert ginn.

Laut mengen Informatioune ginn et awer Problemer beim Remboursement vu Rechnungen u Gemengen, well de SIGI déi néideg Informatiounen iwwert hir Plattform SIGINOVA net un de Logementsministère iwwermëttelt kritt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Wunnengsbauminister stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatioun bestätegen?

2. Wat si Grënn, déi den Austausch vun Informatiounen tëscht dem SIGI an dem Logementsministère aktuell net erlaben?

3. Wéini ginn dës Problemer behuewen?

**Réponse** (17/06/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. De Pacte Logement ass a verschidde Phasen opgedeelt an de Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire huet an Zesummenaarbecht mam SIGI a senger Plattform SIGINOVA de Gemengen zu de verschiddene Phasen déi néideg informatesch Outilen zur Verfügung gestallt an huet d'Logementsberoder dorobber forméiert.

Sou kann een de Pacte Logement a follgend Phasen opdeelen:

– Erstellung vun dem PAL an der Phas vun der Convention initiale
– de Calcul vun den Dotatiounen
– d'Erstellung vun de verschiddene Projeten an d'Validatioun dovunner vum Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire
– d'Erstellung vum Bilan annuel
– d'Ufro vun de Participations financières an d'Ausbezuelung dovunner vum Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

Är Fro bezitt sech op de leschte Punkt vun der Ufro vun de Participations financières. Et ass net sou, dass et Problemer beim Remboursement vu Rechnunge gëtt, well de SIGI déi néideg Informatiounen iwwert hir Plattform SIGINOVA net un de Logementsministère iwwermëttelt kritt, mee dës Fonctionnalitéit gouf de Gemenge resp. de Logementsberoder nach net zur Verfügung gestallt, well d'Testphas nach net ganz ofgeschloss ass.

ad 2. Verschidden Upassunge vum Pacte Logement, z. B. d'Upassung vun der Dotatioun fir abordabel Wunnengen, déi an der Locatioun sinn, an d'Upassung vun de maximale Montante vun de Conseillers Logement. Des Weideren huet d'Erstellung vun der Fonctionnalitéit fir d'Ausfëlle vum Bilan annuel um SIGINOVA méi Zäit an Usproch geholl wéi geduecht, dowéinst krut d'Entwécklung vun der Ufro vun de Participations financières an d'Ausbezuelung dovunner e bësse Retard.

De SIGI befënnt sech um Schluss vun der Testphas vun dëser Fonctionnalitéit. De SIGI wëll den Oflaf dovunner sou gestalten, dass de SIGINOVA-Programm un de besteeënde GESCOM (informateschen System fir d'Gestioun vun der Comptabilitéit vun de Gemengen) verbonnen ass a keng Saisie vu Rechnungsmontanten néideg ass fir d'Ufro vun de Gemengen oder d'Beaarbechtung vum Ministère, soulaang d'Montante vun de Rechnungen net mussen ugepasst ginn.

ad 3. Wéi virdru beschriwwen handelt et sech net ëm Problemer, mee dës Fonctionnalitéit gouf de Gemengen nach net zur Verfügung gestallt. Et ass am Moment geplangt, déi ugefrote Funktionalitéiten um Enn vun der éischter Hallschent vum Joer ze liwweren.

**Caisse nationale d'assurance pension** | Question **0736** (15/05/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

À partir de l'âge de 55 ans, les assuré.e.s peuvent demander une estimation de leur pension à la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP). En 2022, 14.100 demandes d'estimation ont été introduites, de même que près de 21.000 demandes de pension. Ces chiffres illustrent l'importance du service d'estimation de pension proposé par la CNAP pour les citoyen.ne.s.

Concernant ce service de la CNAP, un jugement du tribunal d'arrondissement de Luxembourg vient de donner raison à une plaignante qui avait pris sa retraite pour ensuite se rendre compte que le montant qui lui était alloué mensuellement était substantiellement inférieur au montant renseigné par la CNAP. Une partie de la compensation demandée par la plaignante pour préjudice matériel et moral lui a été accordée par le tribunal.

Selon la plaignante, la jurisprudence a établi que les personnes peuvent s'attendre à recevoir des informations correctes de la part des administrations publiques. Les juges quant à eux ont retenu que la CNAP a non seulement communiqué une information incorrecte, mais elle a également omis d'informer la bénéficiaire du montant modifié lorsque celle-ci a demandé des éclaircissements à ce sujet. Le tribunal a donc conclu qu'il y avait un « fonctionnement défectueux » de la part de la CNAP.

Dans ce contexte, je voudrais dès lors demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quelles mesures Madame la Ministre prendra-t-elle pour garantir que des informations correctes sur les pensions soient fournies et pour remédier à tout manque de communication ?

2) Est-ce que les services compétents ont connaissance de cas similaires et quel suivi leur a-t-il été réservé ?

**Réponse** (21/06/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Tous les services de la CNAP émettent des informations en accord avec les législations en vigueur et offrent aux assurés un service d'estimation d'un montant de pension à partir de l'âge de 55 ans en se basant sur les informations contenues dans la carrière d'assurance et d'éventuels suppléments d'information à fournir par l'assuré. Une telle estimation ne constitue donc pas une garantie de réalisation.

La CNAP effectue donc de telles simulations en rassemblant le maximum d'éléments de calcul réels, mais elle ne peut pas se substituer au rôle d'un conseiller financier pour guider l'assuré dans une planification qui lui permettrait d'optimiser sa situation financière au-delà de l'âge de la retraite.

La problématique à la base de l'affaire jugée par le tribunal d'arrondissement est l'écartement de périodes luxembourgeoises dites « baby-year » par l'existence de périodes obligatoires étrangères. Cet écartement peut avoir un impact considérable sur le montant de la pension luxembourgeoise.

Voilà pourquoi la CNAP a introduit dans ses programmes informatiques des avertissements au niveau de l'établissement d'une estimation de pension si l'existence de certaines périodes au sein d'une carrière d'assurance risque de donner lieu à une interprétation équivoque au niveau du calcul ou d'une estimation de pension. Si l'erreur humaine ne peut évidemment par être exclue de manière absolue, l'amélioration continue des contrôles et procédures internes à la CNAP permet néanmoins d'affirmer que de telles erreurs ne devraient pas se répéter dans le futur.

Les services compétents de la CNAP n'ont actuellement pas connaissance de cas similaires.

**Portail d'information pour les demandeurs de protection internationale** | Question **0737** (15/05/2024) de **M. Meris Sehovic** | **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

L'Office national de l'accueil (ONA) a mis en place le portail www.info-dpi.lu, une offre d'information en 13 langues à l'intention des demandeur.e.s de protection internationale (DPI) et aux futur.e.s demandeur.e.s de protection internationale sur la procédure de protection internationale, l'accueil, le retour volontaire, ainsi que les publications, adresses et liens utiles.

L'utilisateur.trice peut obtenir des informations sur le site en sélectionnant son cas individuel :

– Je veux introduire une 1re demande au Luxembourg
– J'ai déjà introduit une demande dans un autre pays
– Ma demande n'est pas recevable au Luxembourg
– Je suis mineur.e non accompagné.e

Le portail fournit par ailleurs des informations sur des projets et offres utiles pour les DPI dans une panoplie de domaines (aides et support, vie culturelle,

sports, services pour parents et enfants, services pour femmes, LGBTIQ+, etc.). Or, il paraît que plusieurs des informations disponibles sur le site ne soient plus d'actualité.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Quand et comment les DPI sont-ils informés de l'existence du précité portail ?

2) Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques sur les informations sollicitées sur le portail ? Dans l'affirmative, quelles langues et quelles offres sont les plus sollicitées ?

3) De quelle manière et par quels moyens le portail est-il promu ? Le portail est-il aussi promu auprès des associations et des structures sociales encadrant des DPI ?

4) Est-ce que les informations ayant trait aux projets des associations et de l'État disponibles sur le portail sont régulièrement mises à jour, et, dans l'affirmative, avec quelle fréquence ?

**Réponse** (21/06/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) L'objectif du portail est de présenter aux demandeurs de protection internationale (DPI), groupe cible du portail, toutes les informations autour de la protection internationale au Luxembourg. Le portail a comme vocation de leur offrir une source d'informations, notamment sur la procédure d'instruction d'une demande de protection internationale et sur tous les aspects ayant trait à l'accueil des DPI.

Les DPI sont informés de l'existence du portail selon les modalités suivantes :

– Par les assistants sociaux/encadrants sociaux :
• Les assistants sociaux/encadrants sociaux informent directement les DPI dès leur arrivée de l'existence du portail DPI et leur expliquent quelles informations ils peuvent y trouver.

– Bornes « Internet » :
• Des bornes « Internet » ont été installées dans les guichets de l'Office national de l'accueil (ONA) ainsi qu'au Centre de primo-accueil. Ces bornes sont spécifiquement destinées aux DPI pour qu'ils puissent accéder facilement au portail.

– Affiches avec code QR :
• Des affiches ont été placées dans les structures d'hébergement temporaire pour demandeurs de protection international (SHTDPI). Ces affiches contiennent des codes QR que les DPI peuvent scanner pour obtenir directement les informations sur le portail.

ad 2) En avril 2024, le portail DPI a enregistré un total de 1.402 pages vues, dont 483 visites uniques. Cependant, il n'est pas possible d'accéder aux statistiques des pages individuelles et des langues consultées sur le site.

De plus, il est important de noter que les données statistiques ne permettent pas de distinguer les visiteurs DPI des autres visiteurs.

ad 3) Lors de son lancement en février 2023, le portail DPI a été promu de la manière suivante :

– Conférence de presse : Le portail DPI a été présenté lors d'une conférence de presse en février 2023. À cette occasion, des flyers contenant un code QR du site web ont également été distribués à la presse.
– Bornes « Internet » : Des bornes « Internet » ont été installées dans les guichets de l'ONA ainsi qu'au Centre de primo-accueil, ciblant spécifiquement les DPI.
– Information des partenaires externes : Les partenaires externes (administrations, ministères, communes, encadrants sociaux et associations sociaux) ont été informés de la mise en ligne du portail DPI par courrier/courriel officiel.

ad 4) Le portail DPI est mis à jour semestriellement. La dernière mise à jour a débuté au mois de juin 2024.

**Musée d'architecture au Luxembourg** | Question **0738** (15/05/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Grënnunge vun eegestännegen Architekturmuséeë sinn an deene meeschte Länner eng Kompetenz vum Staat. Wann een an d'Geschicht kuckt, goufe schonn a fréier Neizäit architektonesch Dokumenter gesammelt, mee déi meescht Grënnunge vu staatlechen Architekturmuséeën datéieren aus der Zäit nom Zweete Weltkrich bzw., méi rezent, nom Kale Krich (Beispiller: 1949 Helsinki, 1962 Stockholm, 1969 Kopenhagen, Bréissel a Paräis, 1993 Rotterdam). Obscho mir a Gestalt vum „Luxembourg Center for Architecture" (LUCA) en Archiv hunn, dat Dokumenter, Zeechnungen, Pläng an aner Materialien am Zesummenhang mat der Architekturgeschicht vu Lëtzebuerg hunn, ersetzt dës privat Fondatioun ouni Gewënnzweck kee staatlechen Architekturmusée, deen architekturbezu Wierker systematesch sammelen, archivéieren a stockéiere géif.

An der Conclusioun vun hirem „avis joint" vum 15. Abrëll 2024, deen d'VLA an d'ALBAD am Kader vun der „Consultation publique relative à la loi modifiée du 17 août 2018 relative à l'archivage" op hirem Site publizéiert hunn, bréngen dës béid Associatiounen e Mëssstand zum Ausdrock, deen zwar just indirekt hire Beruffsstand, mat Sécherheet awer eise Patrimoine, konkreet: eisen architektonesche Patrimoine betrëfft: „Nous notons en outre qu'il n'existe pas de place de stockage et de conservation pour les maquettes d'architectes. Il ne s'agit évidemment pas de documents d'archives au sens propre du terme, mais d'objets dont la préservation devrait trouver une solution globale."

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Kulturminister:

1. Ginn et an der Regierung Iwwerleeungen, fir zu Lëtzebuerg eng Institutioun ze schafen, déi sech dem systematesche Stockéieren a Konservéiere vun Architekturmaquettë consacréiert an dofir déi néideg Raimlechkeeten zu Verfügung gestallt kritt?

2. Wann nee, ginn et Iwwerleeungen, fir dës Aufgab engem bestoende staatlechen oder private Musée unzevertrauen?

3. Wéi steet d'Regierung grondsätzlech zur Grënnung vun engem nationalen Architekturmusée?

**Réponse** (17/06/2024) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

Mat der Recommandatioun N° 37 „Créer un Centre national de l'architecture", huet de Kultursecteur sech am Kulturentwécklungsplang 2018–2028 fir d'Schafe vun engem nationalen Architekturzentrum ausgeschwat.

D'Regierung ass sech der Wichtegkeet vun der Dokumentatioun an der Opwäertung vun der Lëtzebuerger Architektur bewosst a steet dofir der Iddi vun engem nationalen Architekturzentrum prinzipiell positiv géintiwwer.

An deem Sënn gouf d'Dotatioun vum luca – Luxembourg Center for Architecture, deen zanter 2005 mam Kulturministère konventionéiert ass, fir d'Joer 2024 vun 163.000 EUR op 360.000 EUR gehéicht. Dëst erlaabt dem luca, fir d'Lëtzebuerger Architektur a Baukultur méi ze promouvéieren an ze valoriséieren.

Doriwwer eraus ass de Kulturministère oppen, fir Gespréicher mam luca ze féieren an ze iwwerpréiwen, ob de luca an Zukunft de Missioune vun engem nationalen Architekturzentrum kéint nokommen.

Schonn elo konservéiert de luca Dausende Pläng an Dosende Maquetten, där hir Dokumentatioun an Opwäertung zu den aktuelle Prioritéite vun der Fondatioun gehéieren.

Och op staatlecher Säit gi vun der Verwaltung fir ëffentlech Bauten d'Maquetten, Zeechnungen, Pläng a Fotoe vun den ëffentleche Baute konservéiert an opgeschafft. D'Digitalisatioun vun den historesche Pläng vun de Gebaier, déi de Staat gebaut huet, ass amgaangen a beleeft sech elo schonn op méi ewéi 20.000 Dateien. Reegelméisseg huet d'Verwaltung fir ëffentlech Bauten an der Vergaangenheet hir Pläng an Dokumenter beim Nationalarchiv agereecht, déi se an hiren Inventaire opgeholl huet. Op Basis vum Archivgesetz vum 17. August 2018 ginn d'Dossieren a Pläng weiderhin no de Krittäre vum Tableau de tri op eng kontrolléiert a systematesch Aart a Weis un d'Nationalarchiv verséiert.

D'Nationalarchiv këmmert sech weiderhin ëm den Archivage vu Pläng am Kader vun engem Contrat de dépôt mam Lëtzebuerger Architektur Musée (LAM).

**Mesures de sécurité prises dans le cadre d'un transport de prisonniers** | Question **0739** (15/05/2024) de **M. Dan Biancalana** | **Mme Taina Bofferding** (LSAP)

Ce mardi 14 mai, un convoi pénitentiaire a été attaqué par des hommes cagoulés au péage d'Incarville en France. Lors de cette attaque, au moins deux agents pénitentiaires ont été tués, d'autres gravement blessés, et le détenu, en route à la prison du Havre, a pu s'enfuir ensemble avec quelques autres assaillants. Ainsi, le Plan Épervier a été déclenché, mobilisant 200 gendarmes dans l'Eure pour permettre de localiser facilement les personnes recherchées.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) De manière générale, quelles sont les mesures de sécurité prises dans le cadre d'un transport de prisonniers ? Quel est le type de dispositif de sécurité en place ?

2) Combien d'agents policiers sont mis à disposition dans le cadre d'un transport de prisonnier ? Quel est le nombre maximal ? Ce nombre est-il défini en fonction de la dangerosité de la personne prévenue respectivement de la personne condamnée à déférer devant le tribunal ?

3) Les agents en question disposent-ils de formations spécifiques ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

4) Le Luxembourg dispose-t-il d'un plan similaire au « Plan Épervier » prévoyant une mobilisation massive d'agents pour localiser des personnes en fuite ?

**Réponse** (14/06/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) La Police assure, en vertu de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire l'extraction des personnes détenues aux centres pénitentiaires de Luxembourg et d'Uerschterhaff, ainsi que les transfèrements entre ces centres pénitentiaires.

Cette mission est prise en charge par l'Unité de garde et d'appui opérationnel de la Police grand-ducale (UGAO).

En principe, tous les transferts de détenus sont effectués à bord d'un fourgon cellulaire spécialement équipé. Durant le transfert les prisonniers portent des menottes.

ad 2) Le nombre de policiers doit toujours dépasser le nombre de prisonniers à transférer.

Pour le transport des détenus classés « détenus particulièrement signalés », des dispositifs spéciaux sont mis en place. Le transfert est préparé avec la plus grande discrétion quant au mode de transport et à l'itinéraire choisi. Pour le détenu classé, l'équipe en charge est adaptée, et des moyens de contrainte supplémentaires sont utilisés. De plus, le dispositif est renforcé en cas de besoin par des maîtres-chiens et le support aérien.

Il y a lieu de préciser que les différentes catégories de détenus classés sont fixées en fonction de l'appréciation de la menace basée sur plusieurs critères, dont la dangerosité de la personne à transférer.

ad 3) Tous les membres du cadre policier concernés ont suivi dans le cadre de leur stage en tant que fonctionnaires-stagiaires une formation de base à l'École de police impliquant un volet théorique portant notamment sur le transport de détenus et un volet pratique.

À côté de la formation de base, chaque policier est obligé de participer annuellement à des séances de formation continue qui prévoient entre autres des cours de recyclage pour l'utilisation des bâtons de défense, des séances de tir et des cours en matière de self-défense y compris le menottage.

Au sein de l'UGAO, les policiers chargés des transferts de prisonniers ont dû suivre une formation supplémentaire en interne d'une semaine, afin de se familiariser avec les lieux concernés, dont par exemple les hôpitaux, et les spécificités du transport de détenus. De même, pour les transferts de détenus classés, des formations et des exercices particuliers sont régulièrement organisés.

ad 4) Lors d'une évasion de détenus d'un centre pénitentiaire, le concept d'alerte de police s'applique. Le plan d'alerte inscrit dans les prescriptions de service est déclenché par le Centre d'intervention national (CIN) et a pour but de réagir rapidement et de façon coordonnée à un fait criminel grave ou à une évasion de prison. Selon les circonstances, différents dispositifs mobiles et statiques peuvent être mis en place afin de localiser et d'appréhender les personnes recherchées.

On peut par ailleurs noter que le projet de loi n° 8381 portant modification du Code de procédure pénale déposé récemment par Madame la Ministre de la Justice vise à introduire dans le Code de procédure pénale un nouveau chapitre portant sur la recherche active de fugitifs.

**Diagnostic d'autisme chez l'enfant** | Question **0740** (16/05/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Zu Lëtzebuerg gëtt et zwou Institutiounen, déi Autismus-Diagnose maachen, eng dovunner ass d'FAL. Dës sot rezent RTL géintiwwer, dass een am Moment bei enger Waardelëscht vu 4 Joer géif leien. D'Fondation Autisme Luxembourg krut laut eegenen Aussoen d'lescht Joer 398 Demandë vu Persounen am Kader vun enger Diagnos. Dovunner hätten der awer just 123 kënnen traitéiert ginn, also net emol en Drëttel vun den Demanden. De Grond fir dës laang Waardezäit wier e grousse Mangel u Ressourcë bei enger ëmmer méi grousser Demande am Land. Si wieren an deem Kontext dann och an enkem Kontakt mam Educatiounsministère. Grad bei klenge Kanner a Jonken ass eng séier a fréi Diagnos awer wichteg, fir hinnen doduerch fir d'Zukunft déi beschte Perspektiven ze erméiglechen.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Gesondheet a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Firwat goufen hei net fréizäiteg méi Ressourcen zur Verfügung gestallt, wëssend, dass d'Demande zënter Joren eropgaang ass, fir esou laang Waardezäiten ze vermeiden?

2. Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir méiglechst séier d'Diagnostic-Kapazitéiten ze erhéijen?

**Diagnostic d'autisme chez l'enfant** | Question **0750** (16/05/2024) de **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

D'après des informations relayées par la presse, le délai d'attente pour établir un diagnostic d'autisme par la Fondation autisme Luxembourg (FAL) s'élève à quatre ans. En 2023, alors que 398 personnes ont contacté la FAL pour l'établissement du diagnostic, seuls 123 cas ont pu être traités. Cet état de fait, qui met de nombreuses familles dans une situation difficile, reflète un manque criant de ressources alors que la demande ne cesse d'augmenter.

Cette difficulté pour obtenir un diagnostic d'autisme en temps utile peut avoir des conséquences néfastes pour les enfants qui doivent bénéficier d'une offre scolaire adaptée à leurs besoins. Il y aurait par ailleurs une liste d'attente conséquente pour pouvoir intégrer une école adaptée aux besoins des enfants et bénéficier du soutien et de l'accompagnement du Centre pour enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme (CTSA).

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

– Quels sont actuellement les temps d'attente pour pouvoir établir un diagnostic d'autisme ? Comment est-ce que ce temps d'attente peut être réduit ?

– Parmi les cas traités en 2023, combien de cas d'autisme ont été diagnostiqués ? Comment le nombre d'enfants présentant un trouble du spectre de l'autisme a évolué dans les dernières dix années ?

– Est-ce que des enfants attendent actuellement leur intégration dans une école adaptée à leurs besoins ? Dans l'affirmative, combien d'enfants sont concernés par cette situation ? Comment allez-vous remédier à cette situation afin de leur permettre de bénéficier plus rapidement des aménagements dont ils ont besoin ?

– Quelles sont les pistes pour améliorer les soins, la scolarité et l'encadrement de manière générale des enfants atteints d'autisme ?

**Réponse** (25/06/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Wat d'Soine betrëfft, gouf am Mee 2023 eng Recommandatioun vum Conseil scientifique du domaine de la santé mam Titel „Trouble du spectre de l'autisme – dépistage et signes précoces pour les professionnels de première ligne" publizéiert, déi um Site vum Conseil scientifique zougänglech ass.

Si ass d'Resultat vun der Zesummenaarbecht tëschent den Haaptacteuren, wat d'Prise en charge zu Lëtzebuerg betrëfft (Pedopsychiater, Centre pour enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme (CTSA), Fondation autisme Luxembourg, Autisme ASBL Luxembourg, Centre hospitalier de Luxembourg an SRP-HP (Service de rééducation précoce Hëllef fir de Puppelchen).

Dës Recommandatioun definéiert déi grouss Linnen an d'Outile fir den Depistage an d'Prise en charge. Op dëst Dokument ass och zeréckgegraff ginn am Kader vun de Verbesserungsvirschléi am Plan national santé mentale.

**Reconnaissance des enfants issus d'une procréation médicalement assistée ou d'une gestation pour autrui pratiquées à l'étranger** | Question **0741** (16/05/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

L'actuel Gouvernement a annoncé que les enfants issus d'une PMA (procréation médicalement assistée) ou d'une gestation pour autrui (GPA) pratiquées à l'étranger seront reconnus au Luxembourg.

Selon le même accord gouvernemental, la reconnaissance de ces enfants sera possible pour les deux partenaires du couple.

– J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Justice et de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale endéans quels délais et selon quelles modalités cette reconnaissance sera assurée.

**Réponse** (12/06/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

L'accord de coalition 2023-2028 énonce la volonté du Gouvernement de permettre la reconnaissance au Luxembourg de la filiation d'enfants issus d'une procréation médicalement assistée ou d'une gestation pour autrui pratiquée à l'étranger.

Le projet de loi n° 6568A a pour objet de réformer le droit de filiation en ce sens. Le Conseil d'État a formulé à l'occasion de son avis un certain nombre d'oppositions formelles à l'égard du prédit projet de loi. Les conseillers d'État ont notamment estimé que le projet traitait de manière insuffisante les questions bioéthiques majeures.

Des travaux sont actuellement en cours afin de tenir compte des observations du Conseil d'État. À ce stade des travaux, il n'est pas possible de fournir des informations précises concernant les futurs délais et modalités de reconnaissance des enfants issus de procréations médicalement assistées et de gestations pour autrui réalisées à l'étranger.

**Émission des certificats de revenu via « myguichet.lu »** | Question **0742** (16/05/2024) de **M. André Bauler** | **M. Patrick Goldschmidt** (DP)

La plateforme « myguichet.lu » offre une panoplie de services aux citoyens, dont par exemple la possibilité d'obtenir divers certificats tels que le certificat de résidence, le certificat de nationalité ou encore un extrait récent du casier judiciaire. Or, il se trouve que l'Administration des contributions directes n'émet pas de certificat de revenu par le truchement de « myguichet.lu », donc par voie digitale, si bien qu'il faut demander ce document particulier directement au bureau d'imposition correspondant. Pareil certificat est requis par exemple en cas de demande d'une aide financière de l'État pour études supérieures.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Pour quelle(s) raison(s) l'Administration des contributions directes n'émet-elle pas encore de certificat de revenu via « myguichet.lu » ?

2) Est-il prévu de mettre en ligne le certificat en question dès que possible ? Quelles seraient les conditions requises au préalable ?

**Réponse** (14/06/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Actuellement, l'Administration des contributions directes (ACD) délivre, à la demande des contribuables, des certificats de revenu sur support papier, destinés à être présentés à certaines institutions étatiques ou communales. Ces certificats sont en principe émis par les bureaux d'imposition en charge du contribuable.

En juillet 2022, l'ACD et le Centre des technologies et de l'information de l'État (CTIE) ont signé une convention de collaboration visant à s'engager conjointement dans une feuille de route de projets informatiques permettant à l'ACD de se transformer en acteur moderne capable de faire face aux très nombreux défis tant nationaux qu'internationaux qui l'attendent. Parmi les projets inscrits dans cette feuille de route très ambitieuse figure le lancement en 2025 d'un projet de gestion électronique des demandes de certificats via myguichet.lu selon une « approche administration vers le contribuable client ».

À la suite de l'annonce du Gouvernement, dans son programme 2023-2028, de l'élaboration d'un cadre légal pour imposer le principe du « once only » de manière transversale dans le secteur public, des réflexions sont actuellement menées au sein de l'ACD, portant sur une éventuelle réorientation de sa pratique d'émission de certificats vers une « approche administration vers administration ».

**Logements inoccupés** | Question **0743** (16/05/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Zu Lëtzebuerg gëtt et ee Leerstand vun Haiser a Wunnengen, déi dem Staat gehéieren.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Logementsminister gär dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung schonn en Inventaire vun alleguerten dëse Gebaier, déi dem Staat gehéieren, gemaach, déi fir Logementszwecker kéinte genotzt ginn?

2. Am Fall wou nach keen esou en Inventaire gemaach ginn ass, froen ech Iech, fir eng Oplëschtung vun dësen eidele Gebaier am Land ze kréien, déi sech fir Wunnzwecker kéinten eegnen.

**Réponse** (18/06/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Aus dem Inventaire vun de Wunngebaier, déi dem Staat gehéieren an déi vum Service Domaine de l'État vum Finanzministère, vun der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA esouwéi vun der Administration des bâtiments publics geréiert gëtt, geet ervir, dass an de Gebaier, déi nach ëmmer kënnen zu Wunnzwecker benotzt ginn, bal all Wunnenge vergi sinn. Dësen Inventaire ass net public, fir dass sech do net ongewollt Bewunner néierloossen.

Eidel stinn aktuell 7 Haiser zu Esch-Uelzecht an 2 Haiser an der Stad Lëtzebuerg, wou awer Studie fir Wunnprojete vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend lafen. Um Findel stinn och nach eng Partie Haiser eidel, wou eng ganz Cité sech no an no liberéiert.

Des Weidere ginn et ronn 30 Wunnengen, déi fir d'Realisatioun vu gréissere Wunnprojeten eidel stinn, wou d'Prozedure lafen. Esou sollen zum Beispill Wunnprojeten zu Colmer-Bierg an zu Beetebuerg vum Fonds du logement realiséiert ginn.

**Aboliton de la formation « Technicien en génie civil »** | Question **0744** (16/05/2024) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

An enger Réunion de service am Lycée Josy Barthel Mamer (LJBM) soll rezent proposéiert gi sinn, fir d'Beruffsausbildung „Technicien en génie civil" vun der Rentrée 2024/2025 un ofzeschafen an eréischt fir d'Rentrée 2027/2028 eng nei Technikerausbildung am Regimm vum Enseignement secondaire général anzeféieren. Den LJBM ass bekanntlech deen eenzege Lycée am Land, deen dës Formatioun ubitt.

An deem Kontext géing ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend follgend Froe stellen:

– Kann den Här Minister confirméieren, datt d'Beruffsausbildung „Technicien en génie civil" vun der Rentrée 2024/2025 am LJBM ofgeschaaft gëtt an eréischt fir d'Rentrée 2027/2028 eng nei Technikerausbildung agefouert soll ginn? Wa jo, firwat gëtt eng Formatioun ofgeschaaft, ier eng Alternativ agefouert gëtt?

– Awéiwäit kann d'Direktioun vun engem Lycée autonom decidéieren, fir eng Formatioun ofzeschafen? Ass et üblech, datt sou Decisiounen an enger Réunion de service geholl ginn?

– Sollt d'Formatioun tatsächlech vu September un net méi ugebuede ginn, wéi eng Alternativen hunn déi Schülerinnen a Schüler, déi sech elo fir déi Sektioun entscheede wollten? Wat ass virgesi fir déijéineg, déi nach mat der Formatioun amgaange sinn an e Joer redoubléiere mussen?

**Réponse** (25/06/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Direktioun vum Lycée Josy Barthel Mamer (LJBM) hat de 25. Abrëll eng Entrevue mat den Enseignanten aus dem Baufach, fir iwwert d'Zukunft vun der Formatioun vum Technicien en génie civil (DT GC) ze schwätzen. Bei där Geleeënheet huet d'Direktioun d'Propos gemaach, eng Ufro fir d'Ausschaffe vun enger neier Sektioun Construction um Niveau vum Enseignement secondaire général (ESG) ze stellen an dofir déi aktuell Formatioun vum Techniker auslafen ze loossen.

An engem Schreiwes vum 7. Mee huet d'Direktioun vum LJBM eng Entrevue mat de Responsabele vun de Servicer vum Enseignement secondaire an der Beruffsausbildung gefrot, fir iwwert d'Offre scolaire vum LJBM am Beräich vum Baufach ze schwätzen.

Och wann dës Entrevue nach net stattfonnt huet, ass et awer kloer, datt d'Formatioun vum Techniker am Génie civil och weiderhi wäert am LJBM ugebuede ginn. Nieft der Tatsaach, datt et ondenkbar ass, esou spéit am Schouljoer eng Formatioun fir dat kommend Schouljoer zouzemaachen, ass et och net ee Lycée, deen aleng iwwert d'Weiderbestoe vun enger Formatioun decidéiert. Esou Decisioune gi vum Educatiounsministère am Partenariat an an Ofstëmmung tëscht dem Service vun der Beruffsausbildung an de Beruffskummere geholl.

Deemno wäerten och fir d'Rentrée 2024/2025 Schüler hir Formatioun zum Techniker am Génie civil am LJBM ufänken.

**Bachelor en sciences infirmières spécialisées** | Question **0745** (16/05/2024) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Säit leschtem Joer kann een de „Bachelor en sciences infirmières spécialisées" hei zu Lëtzebuerg absolvéieren. Hei kann een sech a verschiddene Beräicher spezialiséieren, ewéi z. B. als Infirmier pédiatrique, Assistant technique médical de chirurgie, Infirmier responsable en soins généraux an Infirmier psychiatrique.

Dozou wollt ech dem Educatiounsminister an der Gesondheetsministesch follgend Froe stellen:

– Wéi vill Studente sinn insgesamt fir de „Bachelor en sciences infirmières spécialisées" d'Joer 2023/2024 ageschriwwen?

– Waren och Demanden dobäi, déi hu misse refuséiert ginn? Wa jo, wéi vill an aus wéi engem Grond?

– Wéi ass d'Unzuel vun de Studenten an deenen eenzelne Spezialisatiounen opgedeelt?

– Wéi vill Proffen/Vacatairë si fir de Bachelor en sciences infirmières spécialisées virgesinn?

– Wéi gesäit den zukünftege Recrutementsplang fir Proffen aus?

**Réponse** (13/06/2024) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Ech reagéieren op der honorabeler Deputéierter hir Froe mat dëse Prezisiounen.

An de Bachelorprogrammer en sciences infirmières spécialisées vun der Universitéit Lëtzebuerg sinn insgesamt 41 Studente fir d'Joer 2023/2024 ageschriwwen, dovunner 7 am Bachelor ATM de chirurgie, 12 am Bachelor Infirmier en anesthésie et réanimation, 12 am Bachelor Infirmier en pédiatrie an 10 am Bachelor Infirmier psychiatrique.

D'Haaptgrënn, fir Kandidaturen ze refuséieren, sinn d'Qualitéit vun den Admissiounsdossieren an d'Tatsaach, dass eng Rei Kandidaten d'Sproochekrittären net erfëllen. Den Informatioune vun der Universitéit Lëtzebuerg no, sinn all Dossiere vu Kandidaten, déi d'Conditions d'admission erfëllt hunn, ugeholl ginn, och wann domat de Quota vun disponibele Plaze fir dee jeeweilege Programm depasséiert gouf.

Den Ament sinn 2 ordinär Professeren an 2 Maîtres-assistants spezifesch fir d'Sciences infirmières agestallt. Dozou komme 4 Gaaschtprofesseren, 11 detachéiert Enseignantë vum LTPS, 47 Vacatairen, 17 Conferencieren a 17 Intervenanten aus dem CHL. Doniewent sinn natierlech och aner Professere vun der Universitéit Lëtzebuerg aus liéierte Gebidder (Biologie, Medezinn, Psychologie), esouwéi Doktoranden a Postdoktoranden um Enseignement bedeelegt.

Viru kuerzer Zäit gouf eng Professur „Sage-femme" rekrutéiert. Ausserdeem huet de Conseil de gouvernance vun der Universitéit a senger Reunioun vum 7. Juni 2024 d'Schafe vun zwou neien Infirmiers-Proffeplazen decidéiert.

**Travail à la « Schueberfouer »** | Question urgente **1120** (21/08/2024) de **Mme Corinne Cahen** | **Mme Barbara Agostino** (DP)

Dans une note publiée par l'ITM concernant le travail à la Schueberfouer, on peut lire qu'« Il est interdit d'employer des jeunes de moins de 18 ans à des travaux les exposant à des risques spécifiques pour leur sécurité, leur santé, leur développement physique, psychique, mental, spirituel, moral ou social ou de nature à compromettre leur éducation ou leur formation professionnelle, résultant d'un manque d'expérience, de l'absence de la conscience des risques existants ou virtuels, ou du développement non encore achevé des jeunes. »

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Monsieur le Ministre pourrait-il clarifier les risques spécifiques pour le développement physique, mental,

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

moral ou social des jeunes travaillant notamment dans les activités citées au point 42 de l'annexe 3 du Code du travail ?

2) La note publiée par l'ITM mentionne également que ce travail pourrait présenter un risque pour le développement spirituel des jeunes. Pourrait-on obtenir des précisions de la part du ministre sur la signification de ce terme et sur l'identité du garant de ce développement spirituel ?

3) Le ministre partage-t-il l'idée que le travail durant les vacances peut aider les jeunes à développer des compétences essentielles à la vie, telles que la ponctualité, l'assiduité, l'engagement et la persévérance, tout en leur offrant un aperçu du monde du travail qui les attend après leurs études ?

4) Le ministre considère-t-il que le travail de vacances constitue une première expérience précieuse avec le monde professionnel, susceptible de se révéler bénéfique pour les jeunes lors de leurs futures recherches d'emploi ?

5) Ne serait-il pas opportun de revoir les dispositions légales permettant aux jeunes de 16 à 18 ans de travailler notamment dans le commerce ambulant sur la voie publique ?

**Réponse** (28/08/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1) Les jeunes de moins de 18 ans sont encore en pleine croissance et développement dans tous les aspects de leur vie, en raison de plusieurs facteurs liés à leur développement physique, mental, moral ou social, ce qui les rend particulièrement vulnérables dans le monde du travail.

Ces jeunes en pleine croissance n'ont pas encore atteint leur pleine force physique, leur endurance ou leur coordination. Cela les rend plus susceptibles aux blessures, en particulier dans des environnements de travail exigeants physiquement ou dangereux.

Aussi, leur capacité à évaluer les risques et à prendre des décisions éclairées est encore en développement et cela peut les conduire à sous-estimer les dangers. Loin d'avoir développé l'esprit de sécurité, ils se laissent au contraire facilement tenter par l'attrait du risque.

Finalement les jeunes, encore en développement, sont plus vulnérables à des situations de stress dont les effets peuvent être l'anxiété, la dépression ou l'épuisement.

Face à tous ces éléments il y a lieu de souligner que certains environnements de travail, dont notamment le commerce ambulant sur la voie publique, tel que visé par le point 42 de l'annexe 3 du Code du travail, sont plus susceptibles d'accentuer les conséquences négatives décrites ci-dessus et c'est donc pour cette raison que la loi y interdit le travail des jeunes.

ad 2) En effet, en 2023 déjà, l'ITM a publié une brochure sur les obligations légales applicables à la Schueberfouer. Ce document a été élaboré ensemble avec la Fédération des forains et la Ville de Luxembourg.

Le terme spirituel y mentionné fait référence à tout ce qui concerne l'esprit, les valeurs et la morale.

Même pour un emploi temporaire, l'environnement de travail peut influencer la perception des valeurs spirituelles d'un jeune et, dans certains environnements de travail, les jeunes peuvent en effet être plus exposés à des comportements ou à un entourage qui ne sont pas appropriés pour leur âge. Dans le cas de la Schueberfouer il peut par exemple s'agir du comportement non respectueux des clients, de la conduite inappropriée de certains visiteurs, ou encore des conditions de travail particulièrement difficiles.

Le garant du développement spirituel des jeunes pendant un travail durant les vacances n'est pas une seule entité, mais chacun à son rôle à jouer : la famille, la communauté, le jeune lui-même, les employeurs et le système éducatif. Chacun de ces acteurs peut contribuer à assurer que le travail, même temporaire, n'entrave pas mais soutient le développement spirituel du jeune.

ad 3) Le ministre partage à 100 % l'idée que le travail durant les vacances peut aider les jeunes à développer des compétences essentielles à la vie, telles que la ponctualité, l'assiduité, l'engagement et la persévérance, tout en leur offrant un aperçu du monde du travail qui les attend après leurs études, sous condition que ce travail ne les expose pas à des risques spécifiques, pour leur sécurité, leur santé, leur développement physique, psychique, mental, spirituel, moral ou social et ne soit pas de nature à compromettre leur éducation ou leur formation professionnelle.

C'est justement pour garantir cela et afin de donner effet à la Convention internationale du travail concernant l'âge d'admission des enfants aux travaux non industriels, ratifiée en 1958 par le Grand-Duché de Luxembourg, que l'interdiction de l'emploi des jeunes dans le commerce ambulant sur la voie publique ou dans les établissements et lieux publics, l'emploi permanent des étalages extérieurs et l'emploi dans les professions ambulantes a été introduite par la loi du 28 octobre 1969 concernant la protection des enfants et des jeunes travailleurs.

ad 4) Le ministre considère évidemment que le travail de vacances constitue une première expérience précieuse avec le monde professionnel, susceptible de se révéler bénéfique pour les jeunes lors de leurs futures recherches d'emploi.

ad 5) Le ministre ne s'oppose pas à discuter de certains points de détail concernant le travail des jeunes de 16 à 18 ans, si tel est la demande des parties concernées.

Cependant il tient d'ores et déjà à faire considérer que les dispositions légales actuelles résultent de la transposition d'une directive européenne et sont conformes aux conventions internationales ratifiées par le Luxembourg. Il va dès lors sans dire que toute modification éventuelle devra impérativement respecter les dispositions de ces normes supranationales.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

**Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis**

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

**Ech abonéiere mech:**

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

**Ech desabonéiere mech:**

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen


Actualité parlementaire p. 03-05

Questions au Gouvernement p. 06-99



2023-2028

n° 16




# Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-05

Questions au Gouvernement ..... p. 06-99

# Chambre des Députés

## Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

**Concept et layout :**
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

**Impression :**
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**
23/09/2024

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

# Gedenken un den nationale Generalstreik vum 31. August 1942



*De Chamberpresident bei senger Usprooch*

Virun 82 Joer, den 31. August 1942, huet zu Lëtzebuerg de Generalstreik géint den obligatoreschen Déngscht vu jonke Lëtzebuerger an der Wehrmacht ugefaangen. De Gauleiter Gustav Simon hat dëse Rekrutement den 30. August 1942 annoncéiert. Vu Wolz aus huet de Generalstreik sech dunn iwwer d'ganzt Land ausgebreet.

„De Streik vum 31. August 1942 war méi wéi just Protest. Et war d'Revolt vun enger ganzer Populatioun, e staarkt Signal géint eng Ongerechtegkeet, déi d'Jugend getraff huet, mee net nëmmen; et war och e Signal géint all Mesuren, déi vum Okkupant imposéiert goufen", esou de Chamberpresident Claude Wiseler wärend der Commemoratiounsfeier den 31. August 2024 zu Wolz.

Dem Chamberpresident war et och wichteg, drop hinzeweisen, wéi wichteg et ass, sech fir déi Wäerter anzesetzen, fir déi sech och 1942 agesat gouf. „Op esou engem Dag erënnere mir eis un d'Vergaangenheet, mee sollen och drun denken, wéi wichteg Solidaritéit a Courage am Asaz fir Fräiheet a Gerechtegkeet och haut sinn. Eisen Engagement fir Fridden, Fräiheet a Gerechtegkeet dierf net verbleechen."

Un der Commemoratiounsfeier zu Wolz huet donieft de leschten Zäitzeien, den Här Albert Worré, deelgeholl. Dem Här Albert Worré säi Papp, den Här Michel Worré, ass als eent vun deenen éischten Affer vum Generalstreik zu Hinzert erschoss ginn. Den Här Albert Worré war zesumme mat senger Mamm Maria deportéiert ginn. Dat selwecht Schicksal hat seng Schwëster Katherine Worré erlidden, där hir Duechter Danièle Rasqué-Besch och un der Gedenkfeier deelgeholl huet.



*Un der Gedenkfeier hunn ë. a. deelgeholl: d'Madamm Arlette Lommel, d'Madamm Carole Weigel, den Här Claude Wiseler, d'Madamm Martine Hansen, den Här Amel Cosic, d'Madamm Chantal Kauffmann, den Här Albert Worré, d'Madamm Danièle Rasqué-Besch, den Här Fernand Etgen an den Här Ben Polidori (vu lénks no riets).*

# Befreiung vun der Stad Lëtzebuerg virun 80 Joer



© STP / Jean-Christophe Verhaegen

*Vu lénks no riets: de Chamberpresident Claude Wiseler, de Minister Léon Gloden, de Premierminister Luc Frieden an d'Ministesch Yuriko Backes*

Den 10. September 1944 hunn déi alliéiert Truppen d'Stad Lëtzebuerg befreit. 4 Joer laang war dat ganzt Land ënnert Nazi-Occupatioun gewiescht. D'Gebailechkeete vun der Chamber ware wärend dëser Zäit als „Reichspropagandaamt" benotzt ginn.

Den 10. September 2024, genee 80 Joer dono, hu Feierlechkeeten an der Stad un de bedeitende Moment vun der Befreiung erënnert. Och de Chamberpresident Claude Wiseler huet un dëse Festivitéiten deelgeholl.



*Déi éischt ëffentlech Chambersëtzung no der Befreiung war de 6. Dezember 1944.*

# Le travail parlementaire en chiffres

Les députés élus lors des élections législatives de l'automne 2023 s'étaient retrouvés pour la première fois en séance publique le 24 octobre. Depuis cette date, la nouvelle Chambre des Députés a siégé 37 fois en séance publique.

### Bilan des projets de loi adoptés et du travail en commission (situation au 31 juillet 2024)

Les représentants des électeurs luxembourgeois ont débattu pendant 122 heures au total d'une variété de sujets qui ont marqué l'actualité politique du Luxembourg. Les différentes commissions parlementaires ont été appelées à se réunir 485 fois. Les travaux parlementaires ont abouti à l'adoption de 80 projets de loi par un vote majoritaire en séance publique, modifiant ainsi le cadre légal qui régit le pays.

Les députés de la majorité ont notamment approuvé le projet de budget de l'État pour l'exercice 2024 présenté par le Gouvernement.

Il a été adopté de manière décalée, le 25 avril 2024, en raison des élections législatives et autorise les dépenses publiques en attendant le vote du budget de l'État 2025 qui devrait avoir lieu en décembre et couvrir les dépenses prévisionnelles pour une année complète.

En ce qui concerne la mission de surveillance que la Chambre des Députés exerce sur l'action du Gouvernement, les députés ont rempli leur fonction notamment par le biais de quelque 1.180 questions parlementaires (situation à la mi-septembre) et trois débats suivant des déclarations gouvernementales, dont celle sur l'état de la nation.

### Un effort accru de transparence

Une des innovations de cette nouvelle législature est la retransmission en direct des réunions de cinq commissions parlementaires : les commissions du Logement, de l'Agriculture, de l'Environnement, de l'Éducation et des Médias. Ainsi, jusqu'à fin juillet, un total de 46 réunions de commissions ont été retransmises en direct (12 débats publics et 34 commissions parlementaires) sur le site chd.lu.

Toutes les statistiques concernant les travaux de la Chambre des Députés sont mises à disposition sur le site Open Data. Pour des raisons de transparence, ces informations seront désormais actualisées mensuellement ce qui permettra un meilleur suivi de l'action de la Chambre des Députés.









# Le Benelux a 80 ans


© Shutterstock / Julia Me

L'Union du Benelux, composée de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg, a été officiellement lancée le 5 septembre 1944 par la signature de la convention douanière néerlando-belgo-luxembourgeoise par les trois Gouvernements exilés à Londres. Elle fait suite à l'accord monétaire Benelux du 21 octobre 1943 qui fixe un taux de change entre le franc belge et le florin néerlandais.

Le Benelux agit principalement dans trois domaines, à savoir le marché intérieur, le développement durable et la sécurité (justice et police). Par le biais notamment de projets précurseurs, il joue un rôle de pionnier au sein de l'Union européenne (UE). La libre circulation des personnes en est un exemple phare. Avec la France et l'Allemagne, le Benelux est ainsi à l'origine de l'accord de Schengen de 1985. Si des initiatives font leurs preuves au sein du Benelux, elles peuvent être progressivement élargies et appliquées à l'échelle de l'UE.

### Présidence parlementaire du Benelux

À partir de 2025 et pour une durée de deux ans, la Chambre des Députés assurera la présidence du Parlement Benelux.

L'Assemblée interparlementaire Benelux compte 49 membres, délégués par les Parlements de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg. Les délégations informent et conseillent leur Gouvernement respectif sur toutes les questions relatives au Benelux.

# « La Chine va continuer sa politique d'ouverture et de réforme »



*Les membres des délégations chinoise et luxembourgeoise lors de l'échange de vues à la Chambre*

Le renforcement des liens entre le Luxembourg et la province du Hubei, une province de la Chine centrale forte de 58 millions d'habitants, a été au cœur des échanges entre les députés et les membres d'une délégation chinoise menée par M. Ju Zhaohui, Membre permanent du Comité du Parti communiste chinois pour la province du Hubei.

« Il est important de dialoguer avec des interlocuteurs chinois provinciaux », a souligné le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, lors de la réunion entre les délégations chinoise et luxembourgeoise qui a eu lieu le 3 septembre 2024 dans la salle plénière de l'Hôtel de la Chambre. La mise en place de la liaison aérienne reliant le Luxembourg à Zhengzhou, la capitale du Henan, serait une preuve tangible de l'aboutissement d'initiatives prises dans l'intérêt des relations entre les deux pays, a poursuivi le Président de la Chambre.

Interrogé par M. Wiseler et des députés luxembourgeois au sujet de sa vision de l'avenir des relations entre la province du Hubei et le Grand-Duché, M. Ju a estimé que le Luxembourg était un « partenaire fiable en Europe » pour la Chine et « un portail important pour les investissements chinois en Europe ». Il verrait ainsi un grand potentiel de collaboration dans plusieurs secteurs, dont l'économie verte, l'aéronautique ou le numérique.

### « Construire une économie de marché socialiste de haut niveau »

Les députés ont voulu savoir quelles étaient les conclusions, en ce qui concerne les relations internationales de la Chine, du troisième plénum du XX$^{e}$ Comité central du Parti communiste chinois (PCC), qui s'était tenu cet été. M. Ju a informé dans ce contexte que la Chine allait « continuer sa politique d'ouverture et de réforme » et adapter largement son cadre législatif pour faciliter l'accès au marché chinois aux acteurs étrangers. Les réformes législatives viseraient notamment à introduire des dispositions assurant un « traitement égal » entre les entreprises nationales et privées, mais aussi entre les capitaux chinois et ceux venant de l'étranger.

M. Ju a parlé dans ce contexte d'une volonté de « construire une économie de marché socialiste de haut niveau » et d'une « ouverture sur l'extérieur de haut niveau », soulignant encore que la Chine était convaincue que l'ouverture et la réforme avaient fait son succès et qu'il fallait continuer en ce sens.

Le débat a encore porté sur le rôle de médiateur que pourrait endosser la Chine en Ukraine et au Proche-Orient. Ont également été évoquées les conséquences du changement climatique pour la province du Hubei qui se traduisent notamment par des problèmes d'inondations.

M. Ju Zhaohui a invité les députés à venir sur place pour apprendre à mieux connaître la province du Hubei, que ce soit en tant que délégation parlementaire ou simplement en y faisant une visite touristique.

25$^{e}$ Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

# Enjeux européens de sécurité et de défense

C'est M. János Latorcai, Vice-président de l'Assemblée nationale hongroise, qui, le 9 septembre 2024, a ouvert la 25$^{e}$ Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) à Budapest.

Les députés nationaux des pays membres de l'Union européenne (UE) et les députés européens s'y sont réunis afin d'échanger sur les enjeux européens de sécurité et de défense. La délégation luxembourgeoise était composée de M. Gilles Baum, Mme Liz Braz et M. Tom Weidig.

La première journée de la conférence était scindée en deux sessions. La première concernait l'avenir de l'Europe et les pays qui souhaitent adhérer à l'UE alors que la seconde portait sur les priorités et actualités de la PESC et de la PSDC. Un débat d'urgence sur les conséquences des attaques russes sans discernement sur l'économie et les infrastructures ukrainiennes a également eu lieu.

Dans le cadre de la première session, M. Gilles Baum, président de la délégation luxembourgeoise, a critiqué la lenteur des négociations d'adhésion entre les pays des Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine du Nord, Monténégro et Serbie) et l'UE qui entrainerait une certaine lassitude au sein des populations des Balkans. Il a terminé son intervention par une interpellation sans équivoque : « Nous devons nous dépêcher ! »

Les sessions du deuxième jour portaient sur la protection des frontières extérieures et la migration illégale ainsi que sur les développements géopolitiques et stratégiques dans le monde.

M. Tom Weidig est intervenu lors de la première session pour rappeler la nécessité d'accélérer la procédure d'asile tout en garantissant que l'asile sera refusé aux délinquants. Il a ajouté que des mesures plus strictes supprimeraient les incitations à l'immigration économique et criminelle et que, par conséquent, seules les personnes en quête de sécurité, de stabilité et de protection continueraient à venir.

Cette conférence et les thématiques qui ont été abordées suivent le programme de la présidence hongroise du Conseil de l'Union européenne. La Hongrie entend en effet renforcer la politique de défense de l'UE, affichant une volonté de fermeté vis-à-vis, notamment, de l'immigration illégale. La guerre entre la Russie et l'Ukraine, aux frontières de l'UE, constitue également un enjeu majeur pour la PESC et la PSDC.



*De gauche à droite : M. Tom Weidig, M. Gilles Baum, Mme Liz Braz*

## Sommaire


| Objet | N° | Auteur | Page |
|---|---|---|---|
| Nouveaux masters en sciences de l'éducation | 0746 | Max Hengel, Octavie Modert, Stéphanie Weydert | 09 |
| Information à l'euthanasie | 0747 | Mars Di Bartolomeo | 09 |
| Politique de prévention | 0748 | Mars Di Bartolomeo | 10 |
| Agissements d'un ancien membre du service secret luxembourgeois | 0749 | Sam Tanson | 10 |
| Procédure disciplinaire en cas de non-respect des obligations professionnelles d'un notaire | 0751 | Sam Tanson | 10 |
| Feux de forêts | 0752 | André Bauler, Luc Emering | 10 |
| Prolongation des autorisations de construire | 0753 | Alexandra Schoos | 11 |
| Investissements éventuels de la Banque européenne d'investissement dans le nucléaire | 0754 | François Bausch | 11 |
| Production et consommation d'énergie des communes | 0755 | Marc Goergen, Ben Polidori | 11 |
| Projet de réaménagement et de transformation de la Villa Louvigny en « tiers-lieu » culturel | 0756 | Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten | 12 |
| Concept du médecin référent | 0758 | Mars Di Bartolomeo | 12 |
| Diplôme européen | 0759 | Mars Di Bartolomeo, Liz Braz | 12 |
| Nouvelle limite de THC pour les conducteurs | 0760 | Nancy Arendt épouse Kemp | 13 |
| Procédure disciplinaire en cas de non-respect des obligations professionnelles d'un notaire | 0761 | Franz Fayot | 13 |
| Demande de mandats d'arrêt par le procureur auprès de la Cour pénale internationale | 0762 | Sam Tanson | 13 |
| Piste cyclable prévue le long de la N5 à Bascharage | 0763 | David Wagner | 14 |
| Inondations sur l'A13 | 0764 | Marc Goergen | 14 |
| Menaces contre des journalistes par des agents de MeteoLux | 0765 | Marc Goergen | 14 |
| Musée européen à Schengen | 0766 | Paulette Lenert, Francine Closener | 14 |
| Zones d'activités économiques dans le secteur de la défense | 0767 | Alex Donnersbach | 15 |
| Protection des consommateurs lors de voyages | 0768 | Alex Donnersbach | 15 |
| Transparence du Gouvernement envers les médias | 0769 | Sam Tanson, François Bausch | 16 |
| Adaptations au niveau des abattements et seuils des déclarations | 0770 | Patrick Goldschmidt, André Bauler | 16 |
| Projet de renaturation de la « Tirelbaach » | 0771 | André Bauler, Luc Emering | 16 |
| Enseignement musical | 0772 | Stéphanie Weydert | 17 |
| Manipulations du scrutin européen | 0773 | Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten | 17 |
| Remboursements complémentaires par les caisses de maladie | 0774 | Max Hengel | 18 |
| Prix de l'eau potable | 0775 | Ben Polidori | 18 |
| Démolition d'un immeuble digne de protection à Echternach | 0776 | Fred Keup, Alexandra Schoos | 19 |
| Initiative pour l'emploi ProActif | 0777 | Jeff Engelen | 19 |
| Recommandé électronique de POST Luxembourg | 0778 | Sven Clement, Marc Goergen | 20 |
| Message « LU-Alert » | 0779 | Alexandra Schoos, Fred Keup | 20 |
| Projet « chat control » | 0780 | Sven Clement, Ben Polidori | 20 |
| Éducation des adultes | 0781 | Sven Clement, Ben Polidori | 21 |
| Avarie technique au sein de l'Aéroport de Luxembourg | 0782 | Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo | 21 |
| Abolition de la formation « Technicien en génie civil » | 0783 | Paul Galles | 22 |
| Recherche en intelligence artificielle | 0784 | Liz Braz | 23 |
| Porte d'entrée du camp de concentration Sonnenburg | 0785 | Marc Goergen, Ben Polidori | 23 |
| Procédure de classement d'un bâtiment | 0786 | Ben Polidori | 24 |
| Biodiversité des milieux aquatiques | 0787 | Claire Delcourt | 24 |
| Compte de paiement de base | 0788 | Sven Clement, Marc Goergen, Ben Polidori | 25 |
| Encadrement de l'ING Marathon | 0789 | Sven Clement, Marc Goergen, Ben Polidori | 25 |
| Nouvelle politique de la banque ING | 0790 | Laurent Mosar | 26 |
| Reconnaissance d'un diplôme au Luxembourg | 0791 | Laurent Mosar | 26 |
| Contrôles aux frontières allemandes pendant le Championnat d'Europe de football | 0792 | Sven Clement | 27 |
| Convention de non double imposition entre l'Allemagne et le Luxembourg | 0793 | Laurent Mosar | 28 |
| Nouvelle politique de la banque ING | 0794 | Paulette Lenert | 28 |
| Financement transitoire du Science Center | 0795 | Meris Sehovic | 28 |
| Police et personnes LGBTIQ+ | 0796 | Meris Sehovic, Joëlle Welfring | 29 |
| Fusions bancaires en Europe | 0798 | Sam Tanson | 30 |
| Reconnaissance de l'État de Palestine | 0799 | David Wagner | 30 |
| Affiliation auprès d'un organisme de la sécurité sociale de certains remplaçants auprès de l'éducation nationale | 0800 | François Bausch, Meris Sehovic | 31 |
| Enquête « Vieillir en bonne santé » | 0801 | Sven Clement | 31 |
| Passerelle GSO | 0802 | Meris Sehovic | 31 |
| Participation de l'État aux centres nationaux sportifs | 0804 | Sven Clement | 32 |
| Fermeture de comptes privés auprès de banques luxembourgeoises | 0805 | Sam Tanson | 32 |
| Ventes en l'état futur d'achèvement | 0806 | Yves Cruchten, Paulette Lenert | 33 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Unité de la police de l'aéroport | 0807 | André Bauler, Luc Emering | 33 |
| Exercice de l'autorité parentale dans le cas de divorce | 0808 | Sven Clement, Ben Polidori | 33 |
| Injonction d'éloignement | 0809 | Taina Bofferding, Dan Biancalana | 34 |
| Statistiques sur les énergies renouvelables pour l'année 2023 | 0811 | François Bausch | 34 |
| Prix des VEFA acquis par l'État | 0812 | Marc Goergen | 35 |
| Maladies transmises par le moustique tigre | 0814 | François Bausch | 35 |
| Propos récents au sujet de la reconnaissance d'un État palestinien | 0815 | Sam Tanson | 35 |
| Subsides étatiques pour fédérations sportives | 0816 | Sven Clement | 36 |
| Grippe aviaire | 0817 | Jeff Boonen | 37 |
| Indemnisation des retards par lux-Airport | 0818 | Laurent Mosar | 37 |
| Prix de vente des logements du projet Kiem 2050 | 0819 | Marc Goergen | 38 |
| Office national de l'enfance (ONE) | 0820 | Ben Polidori | 38 |
| Vitres teintées des voitures | 0821 | Marc Goergen | 38 |
| Passerelle GSO | 0822 | Francine Closener | 39 |
| Communiqué de presse de l'ABBL | 0823 | Paulette Lenert, Claude Haagen | 39 |
| Plan canicule | 0824 | André Bauler, Gérard Schockmel | 39 |
| Dépenses et recettes étatiques liées au « Solidaritéitspak » | 0825 | Georges Engel | 39 |
| Contamination des eaux par l'acide trifluoroacétique | 0826 | Gusty Graas | 40 |
| Restructuration auprès de ING Luxembourg | 0827 | Marc Spautz | 40 |
| Étiquetage de l'origine à d'autres denrées alimentaires | 0829 | Gusty Graas | 41 |
| Avenir de la Halle des soufflantes | 0830 | Sam Tanson, Meris Sehovic | 41 |
| Charge de travail des conducteurs de train | 0831 | Marc Goergen | 42 |
| Abus sur mineurs | 0832 | Sven Clement, Ben Polidori | 42 |
| Chiffres de la délinquance | 0833 | Fred Keup | 43 |
| Dédommagement des passagers suite à l'incident à l'Aéroport de Luxembourg le 10 mai 2024 | 0834 | Jeff Engelen | 43 |
| Transport d'armes vers Israël | 0836 | David Wagner | 44 |
| Législation concernant les travailleurs de plateformes numériques | 0837 | Yves Cruchten, Georges Engel | 44 |
| Primes dans le cadre de la mobilité électrique | 0838 | Mars Di Bartolomeo | 45 |
| Deadnaming dans les écoles | 0839 | Sven Clement | 45 |
| Chargés de cours | 0840 | Francine Closener, Yves Cruchten | 46 |
| Régimes de pension spéciaux | 0841 | Marc Baum | 46 |
| Missions de la Caisse nationale de santé | 0842 | Mars Di Bartolomeo | 47 |
| Organisation des cycles de garde des pharmacies luxembourgeoises | 0843 | Liz Braz | 47 |
| Solitude au Luxembourg | 0844 | André Bauler, Mandy Minella | 47 |
| Décès d'un enfant | 0845 | Sven Clement | 48 |
| Amendes routières reçues en Grande-Bretagne | 0846 | Sven Clement | 49 |
| Conseil de gérance de l'agence eSanté | 0847 | Mars Di Bartolomeo | 49 |
| Regroupement familial pour les personnes d'origine palestinienne | 0848 | Franz Fayot, Yves Cruchten | 49 |
| Harcèlement et cyberharcèlement à l'école | 0849 | Sven Clement | 50 |
| Spot audiovisuel du Ministère des Affaires intérieures | 0851 | Meris Sehovic | 50 |
| Stratégie VISION ZERO | 0852 | Marc Baum | 50 |
| Retard de paiement des fonds alloués dans le cadre de la PAC | 0853 | Joëlle Welfring | 52 |
| Hélicoptère de sauvetage basé à Ettelbruck | 0854 | André Bauler, Gusty Graas | 52 |
| Mesures de lutte contre l'habitat indigne et les marchands de sommeil | 0855 | Marc Goergen | 52 |
| Décentralisation des emplois aux centres de développement et d'attraction (CDA) du pays | 0856 | Charel Weiler | 53 |
| Cellule indépendante fusions communales | 0857 | Charel Weiler, Emile Eicher | 54 |
| Racisme dans le sport | 0858 | Charel Weiler | 54 |
| Pénurie de certains médicaments | 0859 | Sven Clement | 54 |
| Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ | 0860 | Sven Clement, Ben Polidori | 55 |
| Détachement de l'ancienne directrice de l'Administration des contributions directes au Ministère des Finances | 0861 | Liz Braz | 56 |
| Unité médico-légale de documentation des violences (UMEDO) | 0862 | Dan Biancalana, Taina Bofferding | 56 |
| Rencontre avec la direction de la société Jan de Nul Group lors de la visite d'État en Belgique | 0863 | Marc Goergen | 56 |
| Entrevues avec le secteur de l'automobile au sujet des voitures de fonction | 0864 | Meris Sehovic | 57 |
| Visites d'élèves de l'enseignement fondamental dans des lycées | 0865 | David Wagner | 57 |
| Projet pilote de réduction du temps de travail pour faire du sport | 0868 | Georges Engel | 57 |
| Lutte contre l'antisémitisme | 0869 | Laurent Mosar | 58 |
| Règlement européen sur les marchés des cryptoactifs | 0870 | Laurent Mosar | 58 |
| Protection des droits d'auteur | 0871 | Sven Clement, Ben Polidori | 59 |
| Archives communales | 0873 | Dan Biancalana, Franz Fayot | 59 |
| Mise en œuvre de la révision de la PAC | 0874 | Joëlle Welfring | 60 |
| Représentation du personnel dans la fonction publique | 0875 | David Wagner | 61 |
| Fermeture de routes à Kehlen | 0876 | Fred Keup | 61 |
| Contournement de Kehlen | 0877 | Fred Keup | 61 |
| Jugement sur accord | 0878 | Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo | 62 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Plan d'action national intégration | 0880 | Marc Baum | 62 |
| Suivi de la pandémie Covid-19 | 0883 | Alexandra Schoos | 63 |
| Présence d'amiante dans différents endroits de la Villa Louvigny | 0884 | Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten | 64 |
| « Kierchefong » | 0885 | Dan Biancalana | 64 |
| Sanctions contre la Russie | 0886 | Laurent Mosar | 65 |
| ASBL « Sauvons Bambi Luxembourg » | 0887 | Claire Delcourt | 65 |
| Vote par correspondance | 0888 | Meris Sehovic | 65 |
| Contrôles frontaliers allemands | 0889 | Marc Goergen | 66 |
| Voyages scolaires | 0890 | Ben Polidori | 66 |
| Transport d'armes vers Israël | 0892 | David Wagner | 67 |
| Finances communales | 0893 | Dan Biancalana | 67 |
| Paiement en espèces sur guichet.lu | 0894 | Alexandra Schoos | 68 |
| Animaux domestiques au Luxembourg | 0896 | Marc Goergen, Ben Polidori | 68 |
| Centres pénitentiaires du Luxembourg | 0897 | Marc Baum | 68 |
| Cancer de la peau | 0903 | André Bauler, Gilles Baum | 69 |
| Pharmacie au profit de la région Tandel-Bettendorf-Reisdorf-Äerenzdall | 0904 | André Bauler | 70 |
| PET-Scan | 0905 | Mars Di Bartolomeo | 70 |
| Contrôles de nouveaux bâtiments par les communes | 0907 | Marc Goergen | 71 |
| Amélioration des transports publics entre Echternach et Luxembourg-ville | 0908 | Paulette Lenert | 71 |
| Salaire social minimum | 0909 | Marc Baum | 72 |
| Animaux de compagnie accidentés | 0910 | Marc Goergen | 73 |
| Origine de l'électricité consommée au Luxembourg | 0911 | Jeff Engelen | 73 |
| Location de bâtiments par l'État | 0912 | Diane Adehm, Marc Lies | 73 |
| Attaque de bancomats | 0914 | Tom Weidig | 73 |
| Stratégie nationale coordonnée visant à promouvoir et améliorer la santé des enfants | 0915 | Claire Delcourt, Mars Di Bartolomeo | 74 |
| Abus ou violences sexuelles sur mineurs | 0916 | Paul Galles, Nathalie Morgenthaler, Nancy Arendt épouse Kemp | 74 |
| Projet « Neischmelz » à Dudelange | 0917 | Dan Biancalana | 75 |
| Droit à l'erreur de l'administré | 0918 | David Wagner | 75 |
| Reclassement des agents de la Police grand-ducale | 0919 | Tom Weidig | 75 |
| Secteur de la construction en crise | 0921 | Georges Engel | 76 |
| Courrier postal envoyé par les administrations publiques | 0922 | Sven Clement, Ben Polidori | 76 |
| Immatriculations de voitures au nom d'entreprises | 0923 | Sam Tanson, Meris Sehovic | 77 |
| Tour de France au Luxembourg | 0924 | Mars Di Bartolomeo, Georges Engel | 77 |
| Gouvernance du Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) | 0925 | Joëlle Welfring | 77 |
| Taxe d'abonnement pour les fonds ETF actifs | 0926 | Sam Tanson | 78 |
| Mise en œuvre de la loi du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations | 0927 | André Bauler, Carole Hartmann | 78 |
| Exportation de voitures électriques | 0928 | Marc Goergen | 79 |
| Cours de premier secours | 0929 | Sven Clement, Marc Goergen, Ben Polidori | 79 |
| Application de l'article 41 de la loi communale | 0930 | Marc Baum | 79 |
| Évènement électoral de la coalition « Ensemble pour la République » | 0932 | Fernand Kartheiser | 80 |
| Crédit d'impôt location | 0933 | Marc Goergen | 80 |
| Achat de logements par la SNHBM | 0934 | Marc Goergen | 80 |
| Parcs éoliens offshore | 0935 | Mars Di Bartolomeo, Georges Engel | 80 |
| Parc industriel, naturel et ferroviaire « Minett Park » | 0937 | André Bauler, Gusty Graas | 81 |
| Délais d'attente pour une ostéodensitométrie | 0938 | François Bausch | 81 |
| Installation de miroirs de circulation | 0939 | Marc Goergen, Ben Polidori | 81 |
| Institution du Lieutenant-Représentant | 0941 | Sam Tanson | 82 |
| Évaluation du développement linguistique des enfants dans les crèches | 0942 | Fred Keup | 82 |
| Frais engendrés par le kangourou échappé | 0943 | Alexandra Schoos | 83 |
| Contrôles de vitesse sur le CR351 entre Diekirch et Erpeldange | 0946 | André Bauler | 83 |
| Football féminin | 0948 | Joëlle Welfring | 83 |
| Personnel des CFL | 0949 | Marc Goergen | 83 |
| Bus du TICE | 0950 | Marc Goergen | 83 |
| Suites juridiques contre des passeurs de personnes | 0952 | Tom Weidig, Fernand Kartheiser | 84 |
| Droits de douane supplémentaires sur les voitures électriques chinoises | 0953 | Laurent Mosar | 84 |
| Extension des compétences des agents municipaux | 0955 | Taina Bofferding, Dan Biancalana | 84 |
| Baisses des taux bancaires | 0956 | David Wagner | 85 |
| Utilisation du train par les membres du Gouvernement | 0957 | Marc Goergen | 85 |
| Avenir du syndicat intercommunal de bus TICE | 0958 | Marc Goergen | 86 |
| Ajout de Monaco à la liste grise de « surveillance renforcée » du GAFI | 0959 | Laurent Mosar | 86 |
| Sociétés à responsabilité limitée simplifiée (SARL-S) | 0962 | Sven Clement | 86 |
| Perte du droit d'éligibilité | 0963 | Marc Baum | 87 |
| Marché public concernant la réalisation d'un échangeur sur l'autoroute A1 avec raccordement au CR159 | 0964 | Marc Lies | 87 |
| Nouveau corridor multimodal A4 | 0965 | Meris Sehovic | 87 |
| Expulsions en matière de violence domestique | 0966 | Marc Baum | 88 |
| Peste porcine africaine | 0968 | Stéphanie Weydert, Octavie Modert | 89 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Octroi d'une aide financière pour la création de nouveaux emplois d'insertion pour des demandeurs d'emploi de longue durée âgés de plus de 50 ans | 0969 | Nathalie Morgenthaler | 89 |
| Conséquences des sanctions envers la Russie | 0972 | Fernand Kartheiser | 90 |
| Compétences linguistiques requises dans le cadre du recrutement de la Police grand-ducale | 0973 | Fred Keup | 90 |
| Master en éducation | 0974 | Sven Clement | 90 |
| « Nature Restoration Law » | 0976 | Joëlle Welfring | 91 |
| Création d'un conseil national des hommes | 0978 | Tom Weidig | 91 |
| Demandeurs d'asile afghans | 0979 | Marc Baum | 91 |
| Lutte antiblanchiment dans le secteur financier | 0980 | Sam Tanson | 92 |
| Discours lors des remises de diplômes dans les lycées | 0983 | Fred Keup | 92 |
| Projet de logement Kiem 2050 | 0989 | Marc Goergen | 93 |
| Réparation des voitures électriques | 0990 | Marc Goergen | 94 |
| Remboursement des salaires avancés par les entreprises ayant recours au chômage partiel | 0992 | Carole Hartmann, Gilles Baum | 94 |
| Discrimination fondée sur l'âge des chauffeurs de camion | 0997 | Jeff Engelen | 95 |
| Paiement de la pension sur un compte à l'étranger | 1004 | Alexandra Schoos | 95 |
| Jours de repos des conducteurs de train | 1005 | Marc Goergen | 95 |
| Plafond légal du loyer | 1006 | Marc Goergen | 96 |
| Charte « zéro débris » de l'Agence spatiale européenne (ESA) | 1009 | Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot | 96 |
| Présence luxembourgeoise aux conseils informels de l'UE pendant la Présidence hongroise | 1012 | Sam Tanson | 97 |
| Nombre des demandeurs d'emploi disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur | 1014 | Georges Engel, Claude Haagen | 97 |
| Délivrance de visas en Inde pour l'entrée au Luxembourg | 1016 | Sven Clement | 98 |
| Relations transfrontalières entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française | 1019 | Marc Spautz | 98 |
| Contribution financière des communes au CGDIS | 1024 | Dan Biancalana | 98 |
| Démantèlement du ponton d'accueil touristique à Schengen | 1134 urgente | Francine Closener, Paulette Lenert | 99 |


**Nouveaux masters en sciences de l'éducation** | Question **0746** (16/05/2024) de **M. Max Hengel** | **Mme Octavie Modert** | **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

Den 8. Mee 2024 war op der Internetsäit vum Radio 100,7 een Artikel iwwert d'Offer vun 3 neie Mastergäng fir Enseignanten an der Grondschoul op der Uni.lu. Dëst sinn: Master en sciences de l'éducation – 1) „Gestion et développement des écoles", 2) „Développement de l'enseignement" 3) „Éducation inclusive et accessibilité pédagogique". An der genauer Beschreiwung vun dëse Masterstudiegäng op der Websäit vun der Uni Lëtzebuerg ass explizéiert, dass et sech ëm Masteren handelt, déi fäerdeg Enseignantë kënne maachen, fir sech an engem Domaine ze spezialiséieren. Des Weidere steet an den Zouloossungskrittären „être titulaire d'un Bachelor en sciences de l'éducation de 240 ECTS" oder „être titulaire d'un diplôme d'études supérieures comparable de 240 ECTS préparant à la fonction d'instituteur".

An deem Zesummenhang wëlle mir follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Fuerschung an Héichschoul an un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

– Wéi vill Prozent vun den aktuelle brevetéierten Enseignanten an de Lëtzebuerger Grondschoulen erfëllen dës Zouloossungskrittären?

– Déi Enseignanten, déi hir Formatioun um fréieren ISERP respektiv am Ausland absolvéiert hunn, hunn am Reegelfall ee Bachelor vun 180 ECTS ofgeschloss. Sinn dës Persounen, déi a Lëtzebuerger Grondschoulen enseignéieren, net admissibel? Wat wëll „être titulaire d'un diplôme d'études supérieures comparable de 240 ECTS préparant à la fonction d'instituteur" an deem Fall heeschen?

– Wann net, gëtt et hei eng Alternativ respektiv eng eventuell Passerell oder mussen si dee selwechte Studiegang mat 120 ECTS am Ausland absolvéieren?

– Bleiwen d'Absolvente vun dësen neie Master-Studiegäng herno op hiren affektéierte Posten, oder kréie si dono nei Aufgabe resp. nei Missiounen niewent, oder amplaz an der Grondschoul ze enseignéieren?

**Réponse** (24/06/2024) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Zum Zäitpunkt vum Rekrutement respektiv der Reprise vum Léierpersonal hu scho mindestens 27 Prozent vun de brevetéierten Enseignanten, déi an den ëffentleche Lëtzebuerger Grondschoulen intervenéieren, d'Zouloossungskrittären erfëllt. De reelle Pourcentage vun de Kandidaten, déi d'Zouloossungskrittären erfëllen, ass allerdéngs bedeitend méi héich, vu datt bei der Entrée an d'Karriär eenzeg den Diplom erfaasst gëtt, deen den Accès an d'Funktioun vum Enseignant erméiglecht. D'Erfarungswäerter am Kontext vun de Rekrutementer vun ënnert anerem den „Instituteurs spécialisés" wéi och d'Demandë fir d'Realisatioun vu Masteraarbechten am schoulesche Kontext, déi beim Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend ugefrot ginn, beleeën, datt eng Hellewull Enseignanten direkt am Uschloss un hire Studium oder beruffsbegleedend zousätzlech Diplomer absolvéieren an domat och d'Méiglechkeet hunn, fir sech an ee vun den neie Masterstudiegäng anzeschreiwen.

Dat modifizéiert Gesetz vum 27. Juni 2018 iwwert d'Organisatioun vun der Universitéit Lëtzebuerg gesäit a sengem Artikel 36 Paragraph 6 ee Minimum vun 300 ECTS fir d'Ausstelle vun engem Masterdiplom vir, d'ECTS, déi am Kader vum Bachelor validéiert goufen, mat abegraff.

De Comité d'accompagnement, deen aus Vertrieder vun der Universitéit Lëtzebuerg, dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend an dem Ministère fir Fuerschung an Héichschoul besteet, ass sech bewosst, datt d'Detenteure vun engem „Certificat d'études pédagogiques" (CEP), also dem Diplom, dee vum fréieren ISERP ausgestallt gouf, oder vun all anerem Diplom vun 180 ECTS, deen op de Beruff vum Enseignant an der Grondschoul virbereet, bedéngt duerch déi gesetzlech Contrainte vum Validéiere vun 300 ECTS fir d'Ausstelle vun engem Master, ouni zousätzlechen Diplom net admissibel si fir déi 3 nei Mastere vun der Universitéit Lëtzebuerg. Aktuell gëtt vun de concernéierten Instanzen aktiv no Léisunge gesicht, déi eng Ouverture kéinte schafen, fir den Accès an déi betreffend Masterstudiegäng vun der Universitéit Lëtzebuerg ze erméiglechen.

D'Absolvente vun engem vun de Masterstudiegäng hunn d'Méiglechkeet, fir ee Posten als „Instituteur spécialisé" ze briguéieren an dëst a Funktioun vun der Spezialisatioun. Des Weideren hu si och d'Méiglechkeet, bei enger „Vacance de poste" eng Kandidatur als Direkter oder stellvertriedenden Direkter ze stellen.

Wéi am Koalitiounsaccord preziséiert, ass d'Schafe vun neie Funktiounen um Masterniveau parallell zu der Redefinitioun vun den Attributiounen an de Responsabilitéite vun de Schoulpresidenten an de Coordinateure geplangt.

**Information à l'euthanasie** | Question **0747** (16/05/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Dans son accord de coalition, le Gouvernement a annoncé qu'il « s'efforcera d'améliorer l'accès à l'information à l'euthanasie et fera mieux connaître la disposition de fin de vie ».

– J'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale par quelles voies cette meilleure accessibilité sera réalisée et endéans quels délais.

– Étant donné le rôle de l'information du public que devra jouer la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de la législation sur l'euthanasie, le Gouvernement entend-il renforcer les moyens de cette commission ?

**Réponse** (03/06/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale est actuellement en consultation avec les représentants du terrain pour définir les améliorations nécessaires. Il communiquera toutes les adaptations une fois ce processus de consultation achevé.

**Politique de prévention** | Question **0748** (16/05/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Dans son programme pour la période 2023 à 2029, le Gouvernement a annoncé que dans le cadre de la politique de prévention, la mise à disposition d'autotests tels que par exemple pour les maladies sexuellement transmissibles, sera réalisée.

– J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale quelles sont les autres maladies visées par ces autotests.

– Quelle est la fiabilité et la nature de ces tests ?

– Par quelle voie ces tests seront-ils mis à disposition et suivis ?

**Réponse** (07/06/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale est en cours d'évaluation des maladies et des autotests potentiels qui pourraient être considérés ainsi que des modalités de leur mise à disposition du public. Une fois la décision prise, elle sera communiquée en temps voulu.

**Agissements d'un ancien membre du service secret luxembourgeois** | Question **0749** (16/05/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Dans un article de presse paru hier sur le site d'information en ligne Reporter.lu, une recherche fouillée détaille les agissements d'un ressortissant luxembourgeois – ancien membre du service secret luxembourgeois – actuellement en fuite après une arrestation en France suite à une demande d'extradition de la justice américaine dans l'affaire dite OneCoin. Plusieurs personnes impliquées dans cette affaire ont été condamnées à de lourdes peines de prison, tandis que d'autres sont toujours en fuite.

L'article explique qu'un prêt accordé en 2007 par la SNCI – la Société nationale de crédit et d'investissement – à la société Sandstone, une des sociétés dudit ressortissant, aurait été remboursé de manière indirecte par des fonds litigieux provenant de l'affaire OneCoin. Le journaliste écrit: « Das Geld, das auf den Konten der SNCI landete, soll demnach über die Spuerkeess aus Offshore Gesellschaften in den Kaiman Inseln über Irland und Dubai nach Luxemburg geflossen sein. »

Dans ledit article il est également expliqué que Madame la Ministre de la Justice n'a pas souhaité prendre position dans ladite affaire en se référant à la séparation des pouvoirs. Or, il s'avère que ces dernières années, certain.e.s député.e.s estimaient que le Gouvernement luxembourgeois devrait s'immiscer dans ce dossier afin que la justice luxembourgeoise s'empare de l'affaire.

Je souhaiterais dans ce contexte poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le prêt accordé par la SNCI à Sandstone a été remboursé par le biais indiqué dans l'article ?

2) Dans l'affirmative, est-ce que les procédures antiblanchiment au sein de la SNCI visant à vérifier la provenance des fonds servant au remboursement de prêts accordés ont été respectées ? Quelles sont ces règles ? Est-ce que des modifications ont été entreprises dans ces procédures depuis ce remboursement ?

3) Madame la Ministre est-elle d'avis qu'il appartient au Ministre de la Justice, voire au Gouvernement, d'intervenir auprès des autorités de justice luxembourgeoises afin qu'elles s'emparent d'un dossier pénal ?

**Réponse** (13/06/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) et 2) La SNCI est soumise au secret bancaire. Les ministres ne peuvent pas fournir d'informations sur l'existence ou l'absence de relations bancaires avec la SNCI.

En tant qu'établissement de crédit, la SNCI a mis en place des procédures en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Ces procédures sont mises à jour conformément à l'évolution du cadre juridique et réglementaire.

ad 3) Suite à la révision de la Constitution et à la modification par une loi du 23 janvier 2023 de l'article 19 du Code de procédure pénale, le principe de la séparation des pouvoirs a été consacré plus explicitement encore en droit luxembourgeois. En vertu de ce principe, il n'appartient pas au Ministre de la Justice d'intervenir auprès des autorités judiciaires afin que des faits incriminés par la loi soient poursuivis pénalement, alors que cette décision appartient exclusivement au ministère public sur base du principe de l'opportunité des poursuites.

**Procédure disciplinaire en cas de non-respect des obligations professionnelles d'un notaire** | Question **0751** (17/05/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Des articles de presse viennent de relater la condamnation de la présidente de la Chambre des Notaires par un jugement sur accord à une amende de 70.000 € pour défaut de respect de ses obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 7 août 2023 relative au contrôle d'honorabilité, le contrôle d'honorabilité des notaires est encadré légalement. La loi relative au notariat prévoit quant à elle une procédure disciplinaire en cas de non-respect des obligations professionnelles d'un.e notaire, procédure qui doit néanmoins être entamée soit par le/la procureur.e, soit par le/la président.e de la Chambre des Notaires, soit sur plainte.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Est-ce qu'une condamnation du type de celle subie par la notaire en question pourrait conduire à ne pas conférer le titre de notaire à un.e candidat.e notaire ?

2) Est-ce qu'une procédure disciplinaire pour non-respect des obligations professionnelles d'un.e notaire a été entamée ou sera entamée dans le cas présent ?

3) Madame la Ministre estime-t-elle que la loi relative au notariat doit être adaptée sur ce point afin de prévoir une procédure pour couvrir l'hypothèse dans laquelle le/la président.e de la Chambre des Notaires est concerné.e par une procédure disciplinaire ?

**Réponse** (17/06/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) La nomination d'un candidat-notaire à un poste de notaire se fait après consultation du Parquet général et de la Chambre des Notaires. Il est probable qu'une condamnation éventuelle d'un candidat-notaire ait une incidence sur les avis qui sont requis dans la procédure de nomination.

ad 2) En l'espèce une procédure disciplinaire a été entamée par la Chambre des Notaires.

ad 3) L'article 88, alinéa 3, de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat prévoit que le président de la Chambre des Notaires peut déléguer ses pouvoirs d'instruction et de saisine à un autre membre de la Chambre des Notaires. Néanmoins, une clarification est à apporter dans le cadre de la réforme visant une modernisation du notariat.

**Feux de forêts** | Question **0752** (17/05/2024) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Duerch déi klimatesch Verännerungen aus de leschte Joren huet d'Zuel vun de Bëschbränn zougeholl. Besonnesch am séier dréchene Joer 2018 koum et am Éislek zu verschiddene Bränn a Bëscher. Och wann et dee leschte Summer an dësem Beräich zimmlech roueg war, muss een dach awer fäerten, datt sech dës Problematik am Kader vun der Klimakris an Zukunft verstäerke wäert.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit an dem Här Inneminister follgend Froe stellen:

1. Wéi huet sech d'Zuel vun de Bëschbränn an de leschten 10 Joer entwéckelt?

2. Wat fir Plazen a Géigende vum Land waren am meeschte betraff?

3. Wéi dacks huet de CGDIS missen an den Asaz, fir dës Bränn nees ënner Kontroll ze kréien? A wéi ville Fäll ware mënschlech Feeler schold un dëse Bränn?

4. Wat fir präventiv Moossname si mëttlerweil geholl ginn, fir de grousse Public méi an d'Flicht ze huelen a fir dës Problematik ze sensibiliséieren?

**Réponse** (25/06/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Well et zu Lëtzebuerg, am Géigesaz zum Ausland, keng aussergewéinlech grouss zesummenhängend Bëscher gëtt, ass de Risiko fir Bëschbränn éischter geréng. De gréisste Risiko hei zu Lëtzebuerg läit virun allem bei Vegetatiounsbränn.

D'Asazzuelen am Tableau hei ënnendrënner confirméieren dëse Fait. D'Asazzuelen, déi de CGDIS säit senger Grënnung am Joer 2018 erhieft, sinn net mat deene vu virun 2018 vergläichbar. Den Tableau heidrënner retracéiert déi vun den Deputéierte gefroten Zuelen dofir just fir déi lescht 6 Joer.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2. Wéi am Plan national d'organisation des secours (PNOS)[1] beschriwwen, trieden dës Bränn queesch duerch d'Land relativ gläichméisseg op, et gëtt keng Regioun, déi hei erausstécht. D'Analys aus dem PNOS gouf rezent vum CGDIS duerch eng intern Risikoanalys confirméiert. De Risiko vu Vegetatiouns-

[1] https://maint.gouvernement.lu/fr/dossiers/2021/PNOS.html (vun der Säit 112 un)

a Bëschbränn existéiert hei zu Lëtzebuerg am Fong iwwerall, wann en och moderat ass. De gréisste Risiko besteet zu Lëtzebuerg virun allem bei Vegetatiounsbränn op Felder, déi an der Proximitéit vu baulechen Infrastrukture leien.

ad 3. D'Unzuel vun den Interventiounen ass bei der Äntwert op déi éischt Fro opgelëscht. D'Ermëttlung vun enger Brandursaach läit net an der Kompetenz vum CGDIS, mee vun der Police.

ad 4. Zënter 2023 beschäftegt sech en interministeriellen Aarbechtsgrupp, deen den Inneministère am Kader vun der nationaler Plattform zur Reduktioun vu Katastropherisiken an d'Liewe geruff huet, mat der Thematik vu Vegetatiouns- a Bëschbränn, dëst mam Zil, gemeinsam Moossnamen auszeschaffen an d'Ëffentlechkeet reegelméisseg op d'Gefore vu Vegetatiouns- a Bëschbränn opmierksam ze maachen.

E puer weider Beispiller:

1. Sensibiliséierungscampagne fir de Public
2. Presenz op ëffentlechen Evenementer, wéi der Foire agricole
3. Gemeinsam Formatiounen an Austausch tëscht de concernéierten Acteuren
4. Uschafung vun neiem Asazmaterial fir de CGDIS
5. Ausbau vum nationale Reseau vun de Rettungspunkten an de Bëscher
6. Erstelle vu prezise Kaarte vun de Bëschweeër, déi fir e besseren Accès fir d'Rettungsdéngschter suergen

Eng ganz Rëtsch weider Moossname sinn an Ausaarbechtung, fir d'Preventioun an d'Zesummenaarbecht vun den ëffentlechen Acteuren nach weider ze verbesseren.

**Prolongation des autorisations de construire** | Question **0753** (17/05/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Am Moment gëtt et ee gréissere Problem mat de Bauhären am Land, déi scho Baugeneemegungen hunn, fir Projete realiséieren ze kënnen, an déi schonn d'Geneemegungen eemol verlängert haten, esou wéi dat am Delai vun der Baugeneemegung virgesi war. Déi Betraffe kréien déi Geneemegung net eng weider Kéier verlängert, mam Argument, datt dat net esou virgesinn ass am Gesetz. De Bauhär gëtt deemno gezwong, fir mat sengem Projet erëm vu vir unzefänken an en dann nei eranzereechen, dat heescht, datt och déi fälleg Taxen nei ze bezuele sinn. Weider besteet domadder och eng Ongewëssheet, datt en, deemno wéi, net méi dat nämmlecht autoriséiert kritt wéi virdrun.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Si Mesüre virgesinn, fir kuerzfristeg eppes géint dee Problem ze maachen, z. B. ee Circulaire un d'Gemengen?

2. Ass et méiglech, datt an dëser Saach eppes réckwierkend ugepasst gëtt?

**Réponse** (13/06/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Am Virfeld ass ze bemierken, dass den Artikel 37 vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal an den Développement urbain virgesäit, dass de Bauhär seng Baugeneemegung, déi no der Ausstellung 1 Joer gëlteg ass, zweemol ëm ee Joer ka verlängere loossen.

Prinzipiell ass et esou, dass déi kommunal Taxereglementer virgesinn, dass bei enger Verlängerung vun enger Baugeneemegung d'Taxe d'équipements collectifs net nach eng Kéier vum Bauhär muss bezuelt ginn. Jee nodeem, wéi d'Taxereglement formuléiert ass, ass et awer méiglech, dass eng Taxe d'instruction fir d'Baugeneemegung och bei enger Verlängerung nach eemol vum Bauhär ze bezuelen ass.

ad 1. Fir an deem Zesummenhang fir méi Rechtssécherheet ze suergen, wäert ech de Gemengen deemnächst eng Circulaire zoukomme loossen. An deem Kontext ass awer ze rappeléieren, dass d'Regierung den 29. Mäerz 2024 de Gesetzesprojet N° 8369 deposéiert huet, dee virgesäit, dass déi initial Gëltegkeetsdauer vun enger Baugeneemegung d'office vun 1 op 2 Joer gehuewe gëtt. Si kann op Demande vum Bauhär ëm ee Joer verlängert ginn.

ad 2. Et ass keng retroaktiv Mesure an deem Sënn virgesinn.

**Investissements éventuels de la Banque européenne d'investissement dans le nucléaire** | Question **0754** (17/05/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Il me revient qu'au sein de la Banque européenne d'investissement (BEI), il existe une proposition pour investir à l'avenir dans l'énergie nucléaire notamment par des crédits. Selon mes informations, une première décision à ce sujet a été prise le 15 mai 2024 au sein du conseil d'administration. Notons que le conseil d'administration de la BEI est composé d'un.e administeur.trice de chaque État membre.

Toujours selon mes informations, cette décision devra être confirmée par le Conseil des gouverneurs de la BEI qui a notamment la compétence de définir les orientations de la politique de crédit et dont Monsieur le Ministre des Finances est membre. La séance annuelle 2024 du Conseil des gouverneurs de la BEI est prévue pour le 21 juin 2024.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer mes informations selon lesquelles il est proposé que la BEI investira à l'avenir dans l'énergie nucléaire ?

2) Dans l'affirmative, quelles sont les instructions que Monsieur le Ministre a données à ce sujet au représentant du Gouvernement au sein du conseil d'administration de la BEI concernant cette proposition ?

3) Le cas échéant, comment Monsieur le Ministre se positionne-t-il par rapport à ladite proposition en vue de la séance annuelle 2024 du Conseil des gouverneurs de la BEI qui aura lieu le 21 juin 2024 ?

4) Monsieur le Ministre s'engage-t-il si nécessaire à mener des efforts pour former une coalition d'États opposant les investissements de la BEI dans le nucléaire ?

**Réponse** (24/06/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

La Banque européenne d'investissement (BEI) est l'un des principaux bailleurs de fonds au monde pour l'action en faveur du climat.

Ainsi, entre 2019 et 2023, la BEI a approuvé plus de 30 milliards d'euros de projets d'énergies renouvelables.

En même temps, la BEI a également financé au cours des dernières décennies des projets nucléaires en matière de sûreté, de cycle du combustible voire de recherche et développement. Ainsi, 7 projets nucléaires pour un montant total de 1,5 milliard d'euros ont été financés par la BEI au cours des 20 dernières années. À titre d'illustration, la BEI a signé en décembre 2023 un accord de prêt de 145 millions d'EUR pour soutenir la construction de la première installation européenne d'extraction de tritium sur le site de la centrale nucléaire de Cernavodă en Roumanie.

À travers la feuille de route stratégique 2024-2027 qui a été adoptée le 21 juin 2024 par le Conseil des gouverneurs de la BEI, conseil qui rassemble les ministres désignés par chacun des 27 États membres de l'Union européenne, la banque vise à consolider son rôle de « banque du climat ». Dans ce cadre, la BEI continue à soutenir les technologies clés qui permettent d'accélérer et de faciliter la transition verte. Des projets nucléaires pourront obtenir un financement de la part de la BEI à condition que ces projets soient justifiés – d'un point de vue technique, environnemental, financier et économique. L'analyse se fait au cas par cas.

Le Luxembourg soutient la BEI dans ses efforts visant à intensifier les investissements en matière de R&D et à appuyer toute la chaîne de valeur en faveur des technologies clés pour une économie à « zéro émissions nettes ».

**Production et consommation d'énergie des communes** | Question **0755** (17/05/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

De Professer Phillip Dale huet zesumme mat Science.lu d'Fro analyséiert, ob Lëtzebuerg kéint säin Energiebedarf zu 100 % selwer a klimaneutral hierstellen (https://science.lu/de/science-checkenergiewende-erneuerbare-energien/kann-luxemburg-seinen-energiebedarf-zu-100-klimaneutral-selbstherstellen). Laut dem Wëssenschaftler ass dat theoreetesch méiglech.

2020 huet Lëtzebuerg 7,5 % vu sengem Energieverbrauch duerch lokal produzéiert erneierbar Energië konnten decken. Aus der Äntwert vun der parlamentarescher Fro N° 5500 ass ervirgaangen, datt 2022 nëmmen op 4 % vun de Gebaier vun der Verwaltung fir ëffentlech Baute PV-Anlage waren.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir den Interieur a fir Energie dës Froe stellen:

1. Wéi vill Prozent vun eisem Energieverbrauch deckt Lëtzebuerg momentan duerch Energieimporter?

2. Wéi vill Gemengen zu Lëtzebuerg sinn energieautark? Wéi eng Gemenge sinn dëst?

3. Wéi vill Prozent vun hirem Energieverbrauch kënnen déi eenzel Gemenge mat allem, wat un Energie an der jeeweileger Gemeng produzéiert gëtt, decken?

**Réponse** (21/06/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Lëtzebuerg war, den Zuele vum ILR no, am Joer 2023 zu 77,7 % vun Energieimporter ofhängeg.[2]

D'Gemenge spillen eng wichteg Roll an der Energietransitioun a kënnen zum Beispill, esou wéi verschiddener et haut scho maachen, Projete fir Wandenergie a Solarenergie op hirem Territoire ustoussen. De Potential an d'Ausgangslag si fir all Gemeng anescht, zum Beispill gëtt et bei verschiddene Gemengen tendenziell méi Potential fir Wandkraaft a Fotovoltaik.

D'Donnéeën aus dem Klimapakt[3] weisen, datt am Duerchschnëtt d'Gemengen de Wärmebedarf vun de kommunalen Infrastrukturen zu 25 % iwwer erneierbar Energien ofdecken. Et gëtt och Gemengen, déi dat schonn zu 100 % maachen.

[2] https://assets.ilr.lu/energie/Documents/ILRLU-1685561960-1222.pdf

[3] Donnéeë vum Stroumnetzbedreiwer betreffend Stroumverbrauch a Stroumproduktioun

National gesi gëtt aktuell scho méi Stroum op Basis vun erneierbaren Energië produzéiert wéi d'Haushalter es insgesamt consomméieren. Consideréiert een de Stroumverbrauch vum professionelle Secteur an der Industrie, da sinn 2023 ronn 26 %[4] vum Stroumbedarf vun dëse Secteuren national duerch erneierbar Energië produzéiert ginn.

Et ass wichteg, datt all Gemeng eng Energieplanung mécht, also zousätzlecht Potential identifizéiert a kuckt, wéi vill Potential scho genotzt gëtt. Dës Approche gëtt am Kader vum Klimapakt mat Outile wéi dem nationale Solarkadaster oder dem Wärmekadaster ënnerstëtzt.

**Projet de réaménagement et de transformation de la Villa Louvigny en « tiers-lieu » culturel** | Question **0756** (17/05/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

En date du 17 juillet, le Gouvernement avait présenté le projet de réaménagement et de transformation de la Villa Louvigny en « tiers-lieu » culturel. Ce projet ambitieux devrait être finalisé en 2029.

Lors d'une conférence de presse, le contenu du projet avait été présenté en détail et les travaux devaient être entamés en 2025.

Or, ces derniers jours, devant ce bâtiment prestigieux ayant abrité e. a. RTL, l'Orchestre national, le Ministère de la Santé, des affichages sont apparus, renseignant les passants que des travaux de désamiantage étaient sur le point d'être entamés.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics quelle est l'étendue de la contamination en amiante et quelles sont les parties du bâtiment concernées.

2) Quand cette problématique a-t-elle été découverte et était-elle connue lors de la présentation du projet ?

3) Madame la Ministre peut-elle exclure que ces contaminations représentaient un risque de santé pour les occupants successifs des bâtiments ?

4) La découverte de la présence d'amiante aura-t-elle une conséquence sur le déroulement du projet de réaménagement de la Villa Louvigny à des fins culturelles ?

**Réponse** (06/06/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Dans le cadre de l'approfondissement des études, des sondages ont été effectués dans le bâtiment. Dans ce contexte, de l'amiante a été localisée à différents endroits et sous diverses formes. Ainsi, il a été constaté que les murs du petit studio sont revêtus d'une peinture à base d'amiante. Au sous-sol, dans l'ancienne chaufferie, la présence d'amiante a été relevée au niveau de l'enrobage des tuyauteries de chauffage et dans certains joints des gaines de ventilations. De plus, dans un autre local au sous-sol, la présence d'amiante a été identifiée dans la colle du tapis plain.

ad 2) La problématique n'était pas encore connue lors de la présentation du 17 juillet 2023, comme les travaux de sondages n'ont été effectués qu'à partir de fin 2023.

ad 3) Un risque de santé peut, en principe, être exclu pour les occupants antérieurs du bâtiment, vu que l'amiante était mise en œuvre de façon non accessible et sans contact direct avec les utilisateurs.

ad 4) La découverte de présence d'amiante n'a pas de conséquence quant au déroulement du projet en question.

**Concept du médecin référent** | Question **0758** (17/05/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale vient de confirmer la volonté du Gouvernement de promouvoir le concept du médecin référent qui a son origine dans la loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé. Madame la Ministre entend sensibiliser la population à cette offre.

1) Convaincu de la plus-value du concept du médecin référent respectivement médecin de confiance, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de quelle manière elle entend relancer ce concept qui a été victime d'un certain nombre de blocages respectivement d'un formalisme exagéré.

2) Par quels moyens le Gouvernement entend-il rendre plus attractive l'installation des médecins généralistes ?

**Réponse** (21/06/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Je rejoins l'honorable Député sur son appréciation d'un concept « victime d'un certain nombre de blocages respectivement d'un formalisme exagéré » mis en place à partir de 2010 par l'insertion d'un article 19bis au Code de la sécurité sociale. Cet article permettait à chaque assuré la désignation d'un médecin référent. Dans la suite, la législation a été adaptée en 2015 afin de restreindre la possibilité de désigner un médecin référent aux seuls assurés souffrant d'une des pathologies chroniques graves qualifiées d'affection de longue durée énumérées au règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie.

L'accord de coalition prévoit dans ce cadre que « La prévention est un principe fondamental de la santé. Le Gouvernement élèvera la prévention et le dépistage précoce au même niveau que la médecine curative. En ce sens, il élaborera une stratégie nationale de prévention. Le médecin généraliste et le médecin référent joueront un rôle décisif dans le cadre de la médecine préventive. »

Et de continuer que « Dans le cadre de la stratégie de prévention, le Gouvernement s'efforcera d'introduire une offre de bilans de santé réguliers chez le médecin généraliste respectivement le médecin référent à partir de l'âge de 30 ans. L'objectif de cette offre de prévention est de détecter les risques potentiels de différentes maladies. Pour ce faire, le médecin généraliste respectivement le médecin référent procèdent à une anamnèse approfondie et à un examen clinique, ainsi qu'à des examens de laboratoire complémentaires.

Concernant le concept de médecin référent en particulier il y est prévu que « [d]ans le cadre de la médecine ambulatoire, et à côté des médecins spécialistes, le médecin généraliste respectivement le médecin référent joueront un rôle prépondérant. Le Gouvernement va promouvoir le concept du médecin référent et sensibiliser la population à cette offre ».

Pour coordonner la mise en place de cet écosystème santé promouvant une approche de prévention holistique, des entrevues avec tous les acteurs concernés sont en cours et sont destinées, notamment, à recueillir les avis des médecins sur le concept du médecin référent tel qu'il est actuellement implémenté.

ad 2) Les pistes éventuelles à poursuivre pour « rendre plus attractive l'installation des médecins généralistes » sont en train d'être analysées.

**Diplôme européen** | Question **0759** (17/05/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Liz Braz** (LSAP)

De 17. Mäerz huet d'EU-Kommissioun dräi Initiative presentéiert, fir d'Zesummenaarbecht tëschent den Héichschoulen an Universitéiten an der Europäescher Unioun virunzedreiwe mam Zil, fir een „europäeschen Diplom" ze schafen an eng automatesch Unerkennung vun den Ofschlëss am Enseignement supérieur ze erméiglechen.

Am Moment existéieren tëschent de Memberstaate vun der EU eng Rei rechtlech an administrativ Hürden, déi d'Memberstaaten dorunner hënneren, fir gemeinsam europäesch Studiegäng anzeféieren.

Wëssend, datt d'Educatioun an den Enseignement supérieur zu de Kompetenze vun de Memberstaate gehéieren an d'EU just eng ënnerstëtzend Roll ka spillen, wéilte mir an deem Zesummenhang der Madamm Ministesch fir Fuerschung an Héichschoul dës Froe stellen:

– Wéi steet d'Regierung zu dëser Initiativ vun der Kommissioun an enger automatescher Unerkennung vun den EU-Diplomer?

– Wat wieren d'Repercussiounen op Lëtzebuerg?

– Wieren d'BTSe vu sou engem Changement och betraff?

– Géifen d'Uni Lëtzebuerg respektiv de „Lunex" an den „LSB" sech enger europäescher Initiativ uschléissen, fir sou grenziwwerschreidend Programmer ze schafen?

**Réponse** (10/06/2024) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

D'Europäesch Kommissioun huet de 27. Mäerz 2024 e sougenannte „Paquet sur l'enseignement supérieur" virgestallt. Dësen enthält dräi Elementer:

– eng Kommunikatioun iwwert en Entworf fir en „europäeschen Diplom";
– eng Propositioun fir eng Recommandatioun vum Conseil iwwert d'Qualitéitssécherung an d'Unerkennung am Héichschoulberäich;
– eng Propositioun fir eng Recommandatioun vum Conseil iwwert attraktiv an nohalteg Karriären am Héichschoulberäich.

Wat de sougenannten „europäeschen Diplom" ubelaangt, geet et der Europäescher Kommissioun drëms, fir d'Schafe vu gemeinsame Studiegäng duerch zwou oder méi europäesch Héichschoulen ze vereinfachen. D'Iddi ass et, fir sech op europäeschem Niveau op gemeinsam Krittäre fir esou transnational Studiegäng ze eenegen. Op Basis vun dëse Krittäre kéint dann entweeder en europäesche Label oder awer e vollstännegen europäeschen Diplom ausgestallt ginn. D'Europäesch Kommissioun gesäit dës zwou verschidde Méiglechkeete fir d'Memberstaaten an hirer Propos vir, fir den ënnerschiddlechen Ëmstänn an de verschiddene Länner Rechnung ze droen. Den „europäeschen Diplom" géif no der Virstellung vun der Europäescher Kommissioun weiderhin op nationalem Niveau ausgestallt an am nationale Qualifikatiounskader verankert ginn, wier awer EU-wäit unerkannt. Wéi genee dëst soll ëmgesat ginn, soll am Laf vun den nächste Méint am Kader vun engem sougenannte „policy lab" diskutéiert ginn, an de Ministère fir Fuerschung an Héichschoul wäert dës Diskussioun aktiv verfollegen. Kloer ass awer,

[4] https://assets.ilr.lu/energie/Documents/ILRLU-1685561960-1222.pdf

dass dës Initiativ sech op transnational Studiegäng a Kollaboratioun tëscht zwou oder méi Héichschoule beschränke géif an deemno keen direkten Afloss op d'Unerkennung vu reng nationalen Diplomer hätt. Just d'Universitéit Lëtzebuerg ka momentan, laut dem Gesetz vum 27. Juni 2018 iwwert d'Organisatioun vun der Universitéit Lëtzebuerg, gemeinsam Diplomer mat aneren Héichschoulen ausstellen. Fir Formatioune vun akkreditéierte spezialiséierten Héichschoulinstitutiounen a fir d'BTSe gesäit d'Gesetz vum 21. Juli 2023 iwwert d'Organisatioun vum Héichschoulwiesen dëst net vir.

Wat d'automatesch Unerkennung vun den Héichschoulqualifikatioune generell ugeet, huet Lëtzebuerg zesumme mat den anere Benelux-Staaten an de baltesche Staaten am September 2021 en Traité iwwert d'automatesch Unerkennung vun Héichschoulqualifikatiounen ënnerschriwwen. Dësen ass den 1. Mee 2024 a Kraaft getrueden an erlaabt d'automatesch Unerkennung vum Niveau vun Héichschoulqualifikatiounen tëscht all de betreffende Staate fir d'Niveaue vum Bachelor, Master, Doktorat an de sougenannten „associate degrees" (also dem lëtzebuergesche BTS). Den Traité gesäit vir, dass aner Staaten, déi d'Lissaboner Konventioun vun 1997 iwwert d'Unerkennung vun den Héichschoulqualifikatiounen an der europäescher Regioun ënnerschriwwen hunn an Deel vum europäeschen Héichschoulraum sinn, dem Traité kënne bäitrieden, ënnert de Bedéngung, dass si gewësse Qualitéitskrittären erfëllen. Heimat huelen d'Benelux-Unioun an d'baltesch Staaten eng gewëss Virreiderroll an, wat d'automatesch Unerkennung vun Héichschoulqualifikatiounen ubelaangt an hoffen, dass aner Länner och wäerte mat op dee Wee goen.

**Nouvelle limite de THC pour les conducteurs** | Question **0760** (17/05/2024) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Après avoir légalisé la consommation de cannabis pour un usage récréatif, le Gouvernement allemand est en train de procéder à des modifications du Code de la route en introduisant notamment de nouvelles limites de THC pour les conducteurs. Avec 3,5 ng/ml, le Gouvernement allemand propose un triplement de la valeur actuelle.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Les exemples dans d'autres pays montrent que la sécurité routière se détériore après la légalisation du cannabis et que les accidents sont plus fréquents. Combien d'accidents de circulation au Luxembourg sont à voir en rapport avec la consommation de cannabis ? Comment ce chiffre a-t-il évolué ces dix dernières années ?

2) Est-ce que le Gouvernement entend également mettre en place une nouvelle limite de THC pour les conducteurs, pour suivre l'exemple de l'Allemagne ?

**Réponse** (17/06/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Députée pose des questions relatives à une adaptation à envisager de la limite de THC pour les conducteurs au Luxembourg suivant l'exemple de l'Allemagne, en rapport avec les répercussions de la légalisation de la consommation de cannabis pour un usage récréatif sur la sécurité routière.

ad 1) Le tableau de synthèse ci-après permet d'apprécier combien d'accidents de circulation au Luxembourg sont à voir en rapport avec la consommation de cannabis et comment ce chiffre a évolué ces dix dernières années. Sur base de données extraites par le Statec des PV d'accidents de la circulation, il montre les pourcentages des conducteurs impliqués qui ont été testés positifs au THC à partir de l'année 2015.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Il est à souligner que le test dit Drug Wipe, qui détecte spécifiquement la consommation de THC, est d'utilisation très courante. Les données sur la détection de THC par le biais de prises de sang ou d'urine ordonnées sont disponibles depuis 2019, en notant que ces types de test décèlent également d'autres substances.

ad 2) Le Gouvernement n'entend pas mettre en place une nouvelle limite de THC pour les conducteurs.

**Procédure disciplinaire en cas de non-respect des obligations professionnelles d'un notaire** | Question **0761** (17/05/2024) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

La publication en ligne Reporter rapporte dans un article du 9 mai intitulé « La présidente des notaires plaide coupable » que la présidente de la Chambre des Notaires vient d'admettre dans le cadre d'un jugement sur accord des manquements à ses obligations professionnelles dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme en rapport avec une transaction immobilière impliquant des clients azerbaïdjanais. Cette affaire fait suite à une autre affaire apparue dans la presse de manquement aux devoirs de diligence anti-blanchiment par un notaire, elle aussi liée à des opérations immobilières.

Ces affaires révèlent, peu de temps après la dernière revue de place effectuée par le GAFI, des vulnérabilités dans notre dispositif contre le blanchiment d'argent sale au niveau du notariat – le fait que la présidente de la Chambre des Notaires soit en aveu dans un jugement sur accord revêt évidemment un caractère extrêmement problématique à cet égard.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

– Est-ce que les ministres ont cherché le dialogue avec des représentants du notariat au sujet de ces affaires ?

– Est-ce que les ministres comptent prendre des mesures pour s'assurer d'une mise en œuvre plus stricte des règles AML au niveau du notariat ? Si oui, quelles mesures comptent prendre les ministres ?

– Est-ce que les ministres estiment qu'il s'agit de deux affaires isolées ou sont-ils d'avis qu'il y a un problème plus général d'application des règles AML au sein du notariat ?

**Réponse** (17/06/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Les affaires en question sont relatives à des faits datant de 2017. Il faut noter que le cadre légal en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme est en constante évolution.

Le Ministère de la Justice est régulièrement en contact avec la Chambre des Notaires dans le cadre de la coordination nationale de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. La Chambre des Notaires est aussi membre du Comité de prévention blanchiment qui est présidé par le Ministère de la Justice.

Prenant en compte l'évolution rapide des textes légaux et leur application, la Chambre des Notaires est dans un processus continu d'adaptation et d'amélioration des procédures, et a, entre autres, procédé :

– à la mise en place d'une commission LBC/FT permanente auprès de la Chambre des Notaires ;
– à l'augmentation des effectifs en charge de la LBC/FT de la Chambre des Notaires ;
– à l'organisation de campagnes de communication et de formation régulières à l'attention des études notariales ;
– à la mise à disposition aux études notariales d'un outil de recherche LBC/FT performant ;
– au peaufinage continu de l'évaluation des risques auxquels sont exposées les études notariales et des contrôles hors et sur site ;
– à l'analyse des outils informatiques à la disposition de la Chambre des Notaires en vue de leur exploitation dans le cadre de sa politique LBC/FT.

Ainsi, les notaires se sont dotés de procédures internes robustes relatives à la prévention du blanchiment et du financement du terrorisme, ce que le Groupe d'action financière (GAFI) a pu effectivement constater lors de sa visite sur place : « Lawyers, CPAs, notaries and statutory auditors and audit firms have risk assessments, policies and procedures in place for the implementation of due diligence measures which are generally in line with the risks identified for their activity, such as risks related to international clients and real estate transactions. »

Le GAFI énonce également dans son rapport d'évaluation mutuelle : « When it comes to the sectors supervised by the SRBs (lawyers, notaries, CPAs and statutory auditors), these conduct significant checks when onboarding new customers to ensure that they have a good understanding of the client, the origin and destination of funds, the geographic context, and they analyze the full structure of the business and the economic reasons behind it. For instance, notaries met explained they perform checks on the source of funds and the financial capacity of the buyer and the seller's reasons for selling when conducting real estate transactions, which are assessed as higher risk activities. »

La situation a dès lors déjà évolué depuis la date des faits en question et continuera à évoluer. Ainsi, les actions recommandées par le GAFI dans son rapport d'évaluation sur le Luxembourg de septembre 2023 sont en cours de mise en œuvre.

**Demande de mandats d'arrêt par le procureur auprès de la Cour pénale internationale** | Question **0762** (21/05/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Le procureur auprès de la Cour pénale internationale a demandé le 20 mai 2024 la délivrance de mandats d'arrêts visant trois dirigeants du Hamas ainsi que le Premier ministre et le Ministre de la Défense israéliens pour des faits qu'il qualifie de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité.

Sur le plan international, les réactions à cette demande ont été fortement divergentes. Alors qu'Israël et les États-Unis ont réagi avec indignation, il y a eu discordance entre les gouvernements européens. Aussi le Quai d'Orsay[5] a-t-il émis un communiqué soutenant la CPI, alors que le Ministère des Affaires étrangères allemand[6] parle d'une assimilation entre les dirigeants de Hamas d'une part, et des responsables politiques israéliens d'autre part.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

[5] https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/justice-internationale/evenements/article/courpenale-internationale-demande-de-mandats-d-arrets-par-le-procureur-aupres

[6] https://www.auswaertiges-amt.de/de/newsroom/-/2657616

1) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois concernant la demande de mandats d'arrêt par le procureur auprès de la CPI ?

2) Comment le Gouvernement se positionne-t-il vis-à-vis des arguments essentiels avancés dans les communiqués français et allemand susvisés ?

3) Monsieur le Ministre se rendra bientôt au Proche-Orient. La demande de mandats d'arrêt aura-t-elle une incidence sur les échanges prévus avec les responsables israéliens, notamment avec les ministres visés par la demande de mandats d'arrêt ?

**Réponse** (13/06/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Le Luxembourg, en tant qu'État partie au Statut de Rome, soutient pleinement les travaux de la Cour pénale internationale (CPI). À ce titre, le Luxembourg estime qu'il appartient d'abord à la Chambre préliminaire de s'exprimer, raison pour laquelle le ministère n'a pas commenté la demande à ce stade.

ad 2) Le Gouvernement ne commente pas des communiqués de presse d'autres gouvernements mais a depuis sa création toujours soutenu la CPI et avant tout son indépendance.

ad 3) Le ministre n'a eu aucune rencontre avec les responsables israéliens concernés. Le ministre a rappelé son soutien aux juridictions internationales, en particulier la Cour internationale de justice, et la CPI, lors de ses rencontres avec les responsables israéliens.

**Piste cyclable prévue le long de la N5 à Bascharage** | Question **0763** (21/05/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Il a été porté à ma connaissance que l'Administration des ponts et chaussées prévoit la mise en place d'une piste cyclable le long de la N5 à Bascharage en direction de Dippach, un projet qui est très certainement à saluer. Or, selon mes informations, la réalisation de cette piste cyclable nécessiterait l'abattage d'un certain nombre d'arbres qui longent la N5 à la sortie de Bascharage. Ceci, afin de ne pas devoir empiéter sur le terrain de la zone industrielle Bommelscheuer.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Ne serait-il pas possible d'éviter l'abattage des arbres en reclassant une bande étroite de la zone industrielle Bommelscheuer le long de la N5 au profit de la piste cyclable projetée ?

**Réponse** (20/06/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Le projet en cours d'élaboration dans la traversée de Bascharage (route nationale N5) est un projet de réaménagement entre le croisement à la hauteur de la Brasserie nationale et l'entrée de la localité en provenance de Dippach. Il s'agit d'un projet commun de la commune de Käerjeng et de l'Administration des ponts et chaussées dont l'objectif est de revaloriser la localité et de promouvoir la mobilité douce. L'intégration du vélo est donc indispensable et une certaine surface doit être mise à disposition afin de créer une piste agréable pour le cycliste. Dans le cadre de ce projet, aucun abattage d'arbres n'est toutefois prévu. Au contraire, des arbres seront plantés et des espaces verts aménagés dans la mesure du possible.

Il existe en revanche un autre projet sur la route nationale N5 en venant de Dippach dans l'entrée de Bascharage. Ce deuxième projet, qui se trouve actuellement au stade du « dossier de soumission », consiste en un réaménagement du raccordement de la zone industrielle Bommelscheuer à la route nationale N5, croisement qui se situe en dehors de l'agglomération. L'objectif du projet est la construction d'une voie tournant à droite en tant que sortie du zoning ainsi que l'installation de feux tricolores intelligents afin de régler la circulation au croisement. La réalisation de ce projet nécessite en effet l'abattage d'arbres. Cependant, il convient de noter que ces arbres ne se trouvent pas le long de la route nationale N5, mais dans la « rue Bommel ».

**Inondations sur l'A13** | Question **0764** (21/05/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op der A13 koum et den 19. Mee zu Iwwerschwemmungen, wouduerch d'Autobunn wärend ronn zwou Stonnen huet missen tëscht dem Tunnel Markusbierg a Mondorf gespaart ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi koum et zur Iwwerschwemmung op dëser Plaz? Huet et sech ëm een temporären Defekt gehandelt oder ass hei eng Feelkonstruktioun de Grond fir d'Opstaue vum Waasser?

2. Wéi kënnen esou Iwwerschwemmungen an Zukunft verhënnert ginn?

**Réponse** (20/06/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Dëst Evenement ass op e lokaalt Staarkreenereegnis vu bis zu 30 Liter op de Quadratmeeter pro Stonn zeréckzeféieren. Dës enorm Waassermass huet ënnert anerem och dozou gefouert, datt de Buedem vun engem frësch geplanzte Feld op d'Autobunn gespullt ginn ass.

Bei dësem Ereegnis huet et sech also ëm ee Fall vun héijerer Gewalt gehandelt, an deemno weeder ëm en Defekt un der Infrastruktur nach ëm e Konstruktiounsfeeler. D'Infrastruktur konnt déi extreem Waassermass an den ugespullte Buedem einfach net ophuelen.

ad 2. Wéi an der éischter Äntwert duergeluecht, huet et sech beim Ereegnis vum 19. Mee ëm ee Fall vun héijerer Gewalt gehandelt. D'Entwässerungsanlage ginn op eng bestëmmte Waassermass hin dimensionéiert a sinn deemno net op extreem Wiederverhältnisser, wéi e lokaalt Staarkreenereegnis, ausgeluecht.

Bei esou Wiederextreemer kann et ëmmer zu lokalen an zäitlech limitéierten Usammlunge vu Waasser kommen. D'Automobilist*inne sinn deemno ëmmer ugehalen, hir Fuerweis de Wiederkonditiounen unzepassen.

**Menaces contre des journalistes par des agents de MeteoLux** | Question **0765** (21/05/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi d'„Tageblatt" mellt, krute si de Weekend no enger Demande u MeteoLux zu enger Facebook-Diskussioun eng Droung ausgeschwat. Esou wier de Journaliste vum „Tageblatt" gesot ginn:

„Mit ‚einem Klick', wie es am Telefon im MeteoLux-Büro hieß, könne das ‚Tageblatt' von allen Informationen des staatlichen Wetterdienstes abgeschnitten werden, sollte die Berichterstattung in diesem Fall nicht genehm sein."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Ministesch zu esou Aussoe géigeniwwer der Press?

2. Wäert d'Ministesch hei reagéieren a mat de Responsabele vu MeteoLux de Kontakt sichen, fir datt esou Aussoen net méi virkommen?

**Réponse** (10/06/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Eng Droung vis-à-vis vun der Press ass a wier natierlech an all Form inakzeptabel.

Esoubal ech a Kenntnis gesat gi sinn, dass esou Aussoen, ewéi den honorabelen Deputéierten se a senger parlamentarescher Fro opwerft, am Ëmlaf sinn, hunn ech d'Direktioun vun der Admininistration de la navigation aérienne (ANA), déi och zoustänneg fir MeteoLux ass, an de concernéierte Beamte gesinn. Déi Aussoen, ëm déi et geet, sinn an deem Gespréich net bestätegt ginn.

Ech krut verséchert, dass d'ANA a MeteoLux hir Aufgab an Obligatioun, fir d'Press an d'Bevëlkerung ze informéieren, eescht huelen an op eng kloer, transparent a proaktiv Kommunikatioun mat der Press setzen. Ech krut och confirméiert, dass all Presseorgan an Zeitung d'selwecht behandelt gëtt. Ausserdeem huet d'Direktioun mer verséchert, dass hir Mataarbechter nach eng Kéier iwwert d'Prozeduren, fir mat der Press ze schwätzen, sensibiliséiert gi sinn.

**Musée européen à Schengen** | Question **0766** (21/05/2024) de **Mme Paulette Lenert** | **Mme Francine Closener** (LSAP)

Le Musée européen à Schengen fermera bientôt ses portes afin de réaliser des travaux de rénovation et de remaniement en vue du quadragénaire des accords de Schengen. Dans le cadre de l'onzième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique, la réalisation d'une nouvelle scénographie du Musée européen à Schengen, ainsi que l'acquisition et la transformation en exposition permanente de l'ancien bateau « MS Princesse Marie-Astrid 2 » ont été déclarées comme intérêt national.

Ceci autorise Monsieur le Ministre à subventionner la refonte du musée consacré à l'histoire européenne et à la signification des accords de Schengen. Les coûts des travaux, chiffrés à environ 18 millions d'euros, incluent la construction d'un nouveau quai d'accostage. À ce titre, il est utile de mentionner qu'en 2015, un ponton a été construit à proximité du musée, servant comme point touristique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– Quel est le montant prévisionnel des subventions étatiques ?

– Monsieur le Ministre, peut-il nous confirmer que le ponton d'accueil touristique actuel sera démantelé pour faire place au nouveau quai d'accostage ?

– Le cas échant, quel a été le coût de construction et quel sera le coût de son démantèlement ?

– L'équipe actuelle de l'association sans but lucratif « Centre européen Schengen » sera-t-elle renforcée pour gérer ce projet touristique d'intérêt national et dans l'affirmative, par combien de postes ?

– Est-ce qu'il y aura des modifications au niveau des tarifs d'entrée ?

**Réponse** (13/06/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Dans le cadre de ce projet qui inclut la réalisation d'une nouvelle scénographie pour le Musée

européen à Schengen, l'acquisition et la transformation en exposition permanente de l'ancien bateau « MS Princesse Marie-Astrid 2 », la construction d'un quai d'accostage, ainsi que la transformation du bistrot du musée en bureau d'accueil touristique, le précédent Gouvernement a pris, sur initiative du Ministre du Tourisme, un engagement financier de 17.463.952 €. La commune de Schengen met en œuvre ce projet conformément à son l'importance culturelle, historique et touristique. Il s'agit en effet d'un projet phare pour le tourisme de mémoire européen et le développement du tourisme de la région mosellane.

L'actuel ponton d'accueil touristique, qui avait à l'époque coûté environ 990.000 €, sera effectivement démantelé pour faire place au nouveau quai d'accostage. Après une analyse approfondie de plusieurs options de réutilisation, le démantèlement sur place s'est révélé être la seule option viable. Le coût de démantèlement n'est pas encore connu en détail, un budget prévisionnel de 75.000 € figure au budget global du projet.

L'association sans but lucratif « Centre européen Schengen » assure la gestion professionnelle du musée et du bureau touristique à Schengen. L'arrivée du « MS Princesse Marie-Astrid 2 » à Schengen est une opportunité unique pour mettre davantage en valeur le rôle du Grand-Duché dans le processus de l'intégration européenne et mettre en valeur les richesses naturelles, culturelles et historiques de la région.

Pour garantir le bon fonctionnement du musée et de ses services étendus à partir de la réouverture en juin 2025, l'équipe devra être renforcée. Il revient au conseil d'administration du « Centre européen Schengen » de procéder à l'engagement du personnel qu'il juge opportun pour assurer aux futurs visiteurs un accueil de qualité à haute valeur touristique.

Depuis son ouverture en 2010, le musée était accessible gratuitement. Après la transformation du musée, il est prévu que l'entrée devienne payante pour les adultes.

**Zones d'activités économiques dans le secteur de la défense** | Question **0767** (22/05/2024) de **M. Alex Donnersbach** (CSV)

Lors du Sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Vilnius en juillet 2023, les Alliés, conformément aux obligations énoncées à l'article 3 du traité de Washington, se sont engagés, dans la durée, à consacrer chaque année au moins 2 % de leur produit intérieur brut (PIB) à la défense. En raison de sa situation spécifique, l'effort de défense du Luxembourg sera calculé sur la base du revenu national brut (RNB) au lieu du PIB. En vue de cette augmentation progressive, le Gouvernement luxembourgeois continuera à investir dans des capacités au profit de son armée ainsi que dans les domaines de défense de l'OTAN et de l'UE.

Pour atteindre l'objectif de 2 % du RNB à moyen terme, des dépenses totales de 696 millions d'euros sont prévues pour l'année 2024, équivalant à 1,30 % du RNB et 0,83 % du PIB. Ce montant devrait passer jusqu'à 1,015 milliard d'euros par an en 2028 afin de garantir le seuil de 1 % du PIB, ce qui correspond à 1,63 % du RNB.

Étant donné que non seulement le Luxembourg, mais tous les États membres de l'UE augmenteront leurs budgets militaires, le secteur de la défense connaîtra un essor massif. De plus, la guerre d'agression russe en Ukraine rend urgente la production de matériel militaire et de nombreuses entreprises sont à la recherche de main-d'œuvre pour garantir les capacités nécessaires. Cependant, contrairement à d'autres pays, le Luxembourg est beaucoup plus limité lorsqu'il s'agit d'investir efficacement dans une industrie de défense nationale et de réinvestir l'argent directement dans son économie.

Il serait donc certainement judicieux de réfléchir à la manière dont les futurs investissements dans la défense pourraient davantage profiter à l'économie luxembourgeoise.

Dans ce contexte, la création de zones d'activités économiques affectées au développement d'entreprises du secteur de la défense pourrait être un moyen, d'une part, de faire bénéficier davantage notre économie des investissements de défense en forte croissance dans toute l'Europe et, d'autre part, de soutenir les efforts européens pour augmenter rapidement nos capacités de production de matériel militaire afin de faire face à l'agression russe en Ukraine.

Sur la base de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Défense et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Que compte faire le Gouvernement pour que les retombées économiques de ses efforts de défense profitent dans une certaine mesure à l'économie du Luxembourg ?

2) La création de zones d'activités économiques spécifiques destinées au développement d'entreprises actives dans le secteur de la défense serait-elle une piste de réflexion pour le Gouvernement, tant du point de vue économique que du point de vue de la sécurité ?

**Réponse** (19/06/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Afin que les investissements dans la défense puissent également profiter à l'économie nationale, la Direction de la défense organise, sur demande de la Ministre de la Défense, des réunions interministérielles régulières afin de pouvoir proposer des options à court, moyen et long terme pour générer des retombées économiques.

Afin d'avoir une vue plus précise sur les acteurs de l'économie qui pourraient faire partie d'une solution à la question des retombées économiques, Luxinnovation a été chargée de la création d'un outil de mapping détaillé de l'écosystème de défense/double usage au Luxembourg.

En ce qui concerne des mesures déjà en place, le Gouvernement a notamment lancé en mars 2024, après celui de 2022, un deuxième appel à projets de recherche et développement dans le domaine de la défense[7], plus particulièrement pour des technologies à double usage pouvant être utilisées tant à des fins civiles que militaires. L'appel à projets vise à créer des synergies entre le domaine de la défense et d'autres secteurs en privilégiant des projets ayant des retombées positives au niveau national tant au niveau sociétal qu'économique et de permettre à la défense de se rapprocher de son objectif budgétaire.

Les efforts en matière de recherche et développement, que ce soit au niveau national ou international, permettent aux acteurs nationaux d'acquérir des expériences dans le domaine de la défense, tout en essayant de se positionner comme précurseurs dans certaines niches technologiques. Il vise à soutenir l'industrie luxembourgeoise pour intégrer la chaîne de valeur de la défense de l'Union européenne et à favoriser la création d'une communauté de l'industrie de la défense nationale, ainsi qu'à promouvoir les capacités technologiques luxembourgeoises dans le domaine de la défense au niveau international.

ad 2) Les zones d'activités spécifiques (nationales) sont encadrées par la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire, et elles sont identifiées dans le règlement grand-ducal du 10 février 2021 rendant obligatoire le plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques » (PSZAE). Ces zones sont, conformément à l'article 15 du règlement grand-ducal modifié du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune « réservées aux activités répondant à des objectifs nationaux de développement sectoriel ou à des fonctions spécifiques d'importance nationale ». À l'heure actuelle, le PSZAE ne renseigne pas de zone d'activités spécifiques nationale existante ou planifiée conceptuellement orientée vers le secteur de la défense et l'Accord de coalition ne prévoit pas de créer une zone d'activités spécifiques nationale dédiée au secteur de la défense.

Évidemment, les activités économiques visées par l'honorable Député pourraient également être accueillies dans certaines autres zones, et pas exclusivement dans des zones d'activités spécifiques nationales. De plus, les entreprises luxembourgeoises actives dans le secteur de la défense ne sont en principe pas actives exclusivement dans ce secteur : une partie de leurs débouchés sont liés à la défense, mais elles approvisionnent également d'autres secteurs.

**Protection des consommateurs lors de voyages** | Question **0768** (22/05/2024) de **M. Alex Donnersbach** (CSV)

En vertu des droits des passagers aériens dans l'UE, les compagnies aériennes qui annulent un vol sont tenues de rembourser le prix du billet. Toutefois, d'autres motifs peuvent donner lieu à un remboursement au consommateur lorsqu'il existe une différence par rapport au voyage à forfait réservé. En Allemagne, la jurisprudence avait par exemple élaboré la « Frankfurter Tabelle zur Reisepreisminderung » qui indique le pourcentage à rembourser au consommateur en cas d'écart par rapport à l'hébergement, à la restauration, au moyen de transport ou à d'autres services réservés.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de l'Agriculutre, de l'Alimentation et de la Viticulture :

– Existe-t-il un tel barème pour les réservations effectuées auprès des organisateurs de voyages luxembourgeois, indiquant clairement le montant du remboursement en cas de prestation non ou mal fournie ?
• Dans l'affirmative, comment les agences luxembourgeoises sont-elles tenues responsables en cas de non-respect de ces règles ?
• Dans la négative, le Gouvernement envisage-t-il introduire un tel barème dans l'intérêt de la protection des consommateurs ?

**Réponse** (21/06/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député Alex Donnersbach s'interroge sur les règles applicables au Luxembourg si un voyage à forfait n'est pas exécuté comme convenu et si dans ce cas, il existe

[7] https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiques/2024/03-mars/18-backes-delles-obertin-rd-defense.html

un barème indiquant clairement le montant du remboursement.

Les droits des consommateurs luxembourgeois qui achètent un voyage à forfait sont encadrés par le Code de la consommation qui transpose la directive européenne relative aux voyages à forfait et aux prestations de voyages liées (directive (UE) 2015/2302 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015). En vertu de l'article 14 de cette directive, repris par l'article L. 225-12 du Code de la consommation, le « ... voyageur a droit à une réduction de prix appropriée pour toute période de non-conformité des services fournis ... ».

Le Code laisse la notion de « réduction de prix appropriée » à l'appréciation des juridictions luxembourgeoises. En pratique, les litiges relatifs aux voyages à forfait sont examinés devant la Commission luxembourgeoise des litiges de voyages (CLLV). Dans ce cadre, le barème cité par l'honorable Député, le « Frankfurter Tabelle zur Reisepreisminderung » est déjà utilisé comme base de discussion pour trouver un compromis sur le montant d'indemnisation dû au requérant. Il est important de noter que ce barème est une compilation des solutions de jurisprudences allemandes, qui n'a pas un caractère législatif ni réglementaire et n'a pas d'équivalent dans les autres États membres.

Concernant l'éventualité d'introduire officiellement un tel barème au Luxembourg, il est pertinent de noter que la directive 2015/2302 est une directive d'harmonisation maximale. Par conséquent, les États membres ne peuvent pas introduire de mesures nationales qui iraient au-delà des dispositions prévues par cette directive. De plus, bien que la directive soit en cours de révision à Bruxelles, l'introduction d'un barème tel que le « Frankfurter Tabelle » ne figure pas parmi les adaptations envisagées.

En conclusion, je considère que les consommateurs luxembourgeois disposent d'un cadre juridique solide qui leur assure une protection adéquate en cas de non-conformité des prestations de voyage à forfait. La CLLV applique déjà le « Frankfurter Tabelle zur Reisepreisminderung » à titre d'inspiration pour proposer des solutions aux litiges qui leurs sont soumis, garantissant ainsi une certaine uniformité et transparence dans le traitement des litiges entre consommateurs et les organisateurs luxembourgeois. En conséquence, il n'est pas envisagé de réglementer de manière plus précise la question des remboursements des voyages à forfait.

**Transparence du Gouvernement envers les médias** | Question **0769** (22/05/2024) de **Mme Sam Tanson** | **M. François Bausch** (déi gréng)

Dans un article de presse publié en date d'aujourd'hui, la communication et la transparence du Gouvernement et notamment du Premier ministre envers les médias est critiquée. Ainsi, les délais de réponse aux demandes des journalistes professionnel.le.s seraient sensiblement plus longs que sous le Gouvernement précédent et ce notamment pour les nouveaux et nouvelles ministres. Toujours selon l'article, le Gouvernement actuel favoriserait un style de communication plus frontal, privilégiant les formats explicatifs aux échanges plus interactifs.

Le Gouvernement a annoncé qu'un projet de loi portant sur l'accès aux informations sera déposé avant l'été. Or, tel qu'il est relevé dans l'article susvisé, des délais de réponse sont d'ores et déjà prévus par une circulaire et de nombreux changements dans le traitement des demandes d'information ne nécessiteraient pas de modification légale. Dans l'article, il est également fait état d'échanges constructifs entre le Gouvernement et des représentant.e.s de la presse. Ainsi, les délais de réponse excessivement longs seraient dans bien des cas liés à des ressources en personnel insuffisantes.

Dans ce contexte, nous voudrions demander les renseignements suivants de la part du Gouvernement :

1) Quelle est la réaction de Monsieur le Premier ministre aux reproches formulés dans ledit article ?

2) Monsieur le Premier ministre peut-il confirmer que les dépassements des délais de réponse prévus dans la « Circulaire Bettel » se sont multipliés ces derniers mois ? Dans l'affirmative, quelle est la raison pour l'allongement du délai de traitement des demandes d'information des journalistes ?

3) Le Gouvernement entend-il assurer, par voie de recrutement ou par voie de réorganisation interne, que tous les ministères et administrations disposent des ressources en personnel nécessaires pour se conformer dans la pratique aux dispositions régissant d'ores et déjà les échanges avec les journalistes ?

4) De manière générale, le Gouvernement entend-il changer sa politique de communication en faveur de formats laissant plus de place aux questions des journalistes ?

5) Quand le projet de loi relatif au droit d'accès aux informations sera-t-il déposé ?

**Réponse** (20/06/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

Le Premier ministre ne partage pas toutes les observations dudit article et souligne que le Gouvernement mène une politique de communication active et transparente envers la presse.

Dans cet état d'esprit, le Gouvernement entend continuer un dialogue étroit et ouvert avec le Conseil de presse pour améliorer davantage les relations entre la presse et les services de communication au sein des ministères.

Tel qu'annoncé lors de la déclaration sur l'état de la nation en date du 11 juin 2024, le Premier ministre entend déposer dans les prochaines semaines un texte législatif établissant un droit d'accès à l'information pour les journalistes.

**Adaptations au niveau des abattements et seuils des déclarations** | Question **0770** (22/05/2024) de **M. Patrick Goldschmidt** | **M. André Bauler** (DP)

Am Kader vun der Pandemie an der Energiekris ware mir an de leschte Joer mat enger Präisdeierecht konfrontéiert. An deem Sënn sinn an de leschte Joer eng Rëtsch Indextranchen erfall an d'Steiertabell ass un d'Inflatioun ugepasst ginn.

Ma d'Montante vu villen Abattementer, wéi vun deenen, déi ënnert d'Dépenses spéciales falen oder vun de Charges extraordinaires an awer och d'Plaffonge vun den Assuranceprimmen oder de Cotisatiounen un d'Mutuellen, konnte laang net ugepasst ginn.

Och d'Seuile fir Deklaratioune sinn net gehéicht ginn, wéi beispillsweis de Seuil vun 100.000 Euro, ab deem eng Steiererklärung fir de Contribuablen obligatoresch gëtt. D'Independanten an d'Gesellschafte mussen d'Deklaratioun vun der TVA järlech areechen. Zousätzlech dozou falen och trimestriell respektiv mensuell Deklaratiounen un, wann de Chiffre d'affaires global annuel hors taxe verschidde Seuilen erreecht huet. Dës leien aktuell bei 112.000 Euro respektiv 620.000 Euro.

An deem Kader wollte mir dem Här Finanzminister follgend Froe stellen:

– Sinn Upassungen um Niveau vun den Abattementer virgesinn, wuel wëssend, dass fir 2026 en éischten Entworf vun enger Steierreform ze erwaarden ass?

– Ass virgesinn, dass déi verschidde Seuile vum Chiffre d'affaires global annuel hors taxe oder och de Seuil, ab deem eng Steiererklärung obligatoresch gëtt, solle gehuewe ginn?

– Kéinten dës punktuell Upassunge schonn ab dem 1. Januar 2025 a Kraaft trieden?

**Réponse** (18/06/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Dës Regierung ass ugetrueden, fir d'Kaafkraaft vun de Leit ze stäerken. Duerfir ass d'Steiertabell vun de Privatpersounen op den 1. Januar 2024 ëm 4 Indextranchen ugepasst ginn.

Op den 1. Januar 2025 soll de Steiertariff ëm weider 2,5 Indextranchen adaptéiert ginn.

Weider Steiererliichterungen ë. a. fir d'elengerzéiend Persounen op den 1. Januar 2025 sinn och virgesinn.

Eventuell aner Upassungen, z. B. um Niveau vun der Ofsetzbarkeet vun den Dépenses spéciales oder de Charges extraordinaires, ginn am Kontext vun der Steierreform 2026 gekuckt.

Am Beräich vun der TVA-Besteierung muss bis Enn des Joers d'EU-Direktiv 2020/285 vum Conseil vum 18. Februar 2020 ëmgesat ginn. Dëse Projet wäert an den nächste Wochen deposéiert ginn.

**Projet de renaturation de la « Tirelbaach »** | Question **0771** (22/05/2024) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Et ass bekannt, datt d'Tirelbaach, déi duerch den alen Deel vun der Uertschaft Gilsdref an der Gemeng Bettenduerf leeft, zimmlech séier aus hirem Bett klëmmt, wann et wärend Stonnen an engem Stéck reent oder am Fall vun engem „Sturzregen" („pluie torrentielle").

D'Waasser leeft da bis an den Zentrum vu Gilsdref (Haaptstrooss) eran, sou datt ettlech Kelleren iwwerschwemmt ginn. D'Waasserwirtschaftsamt ass „au courant" vun där Situatioun an huet och schonn eng Versammlung zu deem Probleem gehal.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Huet d'Waasserwirtschaftsamt scho Studien duerchgefouert fir erauszefannen, ob et Retentiounsa Renaturéierungsméiglechkeeten am Dall vun der Tirelbaach gëtt, fir d'Iwwerschwemmungen zu Gilsdref anzedämmen? Wa jo, wat sinn d'Schlussfollgerungen, déi aus dëser Studie gezu gi sinn?

2. Firwat konnt bis dato nach näischt Konkreetes an deem Beräich an d'Weeër geleet ginn?

3. Gëtt et eventuell Probleemer beim Kaf vun Terrainen?

**Réponse** (25/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Waasserverwaltung an d'Gemeng Bettenduerf hunn zesummen eng Rei Méiglechkeeten iwwerpréift, fir de Risiko vun Iwwerschwemmungen zu Gilsdref ze reduzéieren. D'Gemeng Bettenduerf huet

an deem Kader och eng Staarkreen-Etude ausschaffe gelooss.

Zu Gilsdref kënnt et haaptsächlech zu lokalen Iwwerschwemmungen, wann d'Bréck am Zentrum sech duerch matgeschwemmte Materialien („Treibgut") zousetzt an d'Waasser doduerch net méi ënnert der Bréck duerch passt. Dowéinst ass den Amenagement vun engem sougenannten „Treibgutrechen" uewerhalb vun der Uertschaft geplangt, fir d'Material scho wäit virun der Bréck zeréckzehalen.

Ëmgesat gouf och schonn eng weider Moossnam aus der Staarkreen-Etude vun der Gemeng Bettenduerf, déi der Uertschaft Gilsdref zeguttkënnt. Uewerhalb vun der Tschiddeschmille goufen am Kader vun Aarbechte vun der Stroossebauverwaltung zwou Sektioune vun der Tirelbaach ënnert der N14 esou ugepasst, datt manner Debit duerchlafe kann. Doduerch gëtt uewerhalb vun der Uertschaft Gilsdref scho méi Waasser zeréckgehal.

Ënnerhalb vum Zentrum zu Gilsdref ass e Renaturéierungsprojet vun der Tirelbaach bis an d'Sauer virgesinn. Dëse Projet huet allerdéngs keen nennenswäerten Impakt op d'Héichwaassersituatioun am Zentrum vu Gilsdref, mee viséiert, konform zu den Objektiver vun der europäescher Waasserdirektiv, d'Tirelbaach an e besseren ökologeschen Zoustand ze bréngen a fir d'ökologesch Duerchgängegkeet tëscht der Sauer an der Tirelbaach hierzestellen. Aktuell verhënnert do e gréisseren Ofstuerz de Passage vun de Fësch an aneren aquatesche Liewewiese vun der Sauer an d'Tirelbaach.

Nieft dëse Studien an der Gemeng Bettenduerf gëtt eng Gesamtanalys fir d'Nordstad-Gemengen duerchgefouert. Dës Héichwaasseretude soll op enger Längt vun zirka 24 km fir déi ganz Sauer an hir Niewebaachen duerchgefouert ginn, fir et ze erméiglechen, gréisser Projeten ëmzesetzen, déi iwwert d'Gemengegrenzen eraus ëmgesat kéinte ginn.

Fir dem Risiko vun Iwwerschwemmungen entgéintzewierken, ass et allgemeng wichteg, fir dem Gewässer déi néideg Plaz ze ginn, fir dass et sech schuedfräi kann ausbreeden. D'Uleeë vu Gewässerrandsträifen oder -entwécklungskorridoren, sinn dofir wichteg Moossnamen, déi awer nëmmen duerch eng aktiv Zesummenaarbecht tëschent all den Acteuren um Terrain kënnen ëmgesat ginn.

ad 2. Nieft der Moossnam, déi schonn uewerhalb vun der Tschiddeschmillen ëmgesat gouf, musse fir de Projet vum „Treibgutrechen" verschidde Varianten op hir Efficacitéit a Faisabilitéit gepréift ginn, an dat ënner der Viraussetzung, datt keen Drëtten zu Schued kënnt.

ad 3. Fir d'Acquisitioune vun den Terraine respektiv d'Konventioune mat de Proprietären ass d'Gemeng Bettenduerf zoustänneg.

**Enseignement musical** | Question **0772** (22/05/2024) de **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

Mir hu bei eis an der regionaler Musekschoul festgestallt, dass zënter der Gratuitéit vun de Coursen an der Musekschoul d'Zuel vun de Schüler, déi am Laf vum Schouljoer ophalen, weesentlech um klammen ass. Wann ee Schüler am Laf vum Schouljoer ophält, dann entfält och den entspriechende Finanzement vum Ministère fir dee Schüler respektiv Cours, esou datt d'Käschte vum Abandon integral un de Gemengen hänkebleiwen. Soumatt klammen d'Käschte fir d'Gemengen, déi un der regionaler Musekschoul bedeelegt sinn, och kontinuéierlech.

Haut mussen d'Elteren näischt méi bezuelen an et schéngt dofir manner schwéier ze falen, d'Kand einfach ofzemellen an esou en Abandon am Laf vum Schouljoer ze maachen.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Ass dëst e generelle Problem, deen all d'Musekschoulen hunn? Wéi huet d'Zuel vun den Abandons zënter der Gratuitéit vun dem Enseignement musical an de Musekschoulen uechter d'Land evoluéiert?

2. Gedenkt de Ministère drun Sensibiliséierungscampagnen ze maache wat d'Konsequenze vun engem Abandon sinn an dass et awer vläit am Sënn vum Kand wier, e Schouljoer bis zum Enn duerchzezéien amplaz einfach direkt opzehalen?

3. Gedenkt de Ministère de Finanzement vun de Musekschoulen unzepassen, fir an Zukunft och déi Schüler fir de Finanzement mat en compte ze huelen, déi am Laf vum Schouljoer opgehal hunn, an esou d'Gemengen ze entlaaschten?

4. Wier et net ubruecht, an deene Fäll den Eltere vum Schüler d'Käschte vum Abandon a Rechnung ze stellen, falls et net eng valabel Ursaach fir den Abandon gëtt, wéi z. B. Krankheet, Plënneren etc.?

**Réponse** (25/06/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. De Museksunterrecht am kommunale Secteur gëtt vun de Gemengen/Gemengesyndikater organiséiert. Virum Akraafttriede vum neie Museksunterrechtsgesetz (Loi du 27 mai 2022 portant organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal) gouf et keng gesetzlech Basis fir en obligatoreschen Informatiounsaustausch tëscht de Gemengen/Gemengesyndikater an dem Ministère, a Bezuch op Schülerinnen a Schüler, déi am Laf vum Joer mat engem oder méi Coursen opgehalen hunn. Zanter dem Akraafttriede vum uewe genannte Gesetz (Schouljoer 2022/2023) kann de Ministère op dës Donnéeën iwwert eng speziell en place gesaten informatesch Datebase zeréckgräifen.

Am Schouljoer 2022/2023 gouf et landeswäit 7,08 % Abandone vun insgesamt 34.824 Aschreiwungen. Am Schouljoer 2023/2024 gouf et (bis dato, véier Woche virum Enn vum Schouljoer) landeswäit 6,16 % Abandone vun insgesamt 38.191 Aschreiwungen.

ad 2. Nee, dat ass net virgesinn.

ad 3. Et sief drun erënnert, datt nom ale Museksunterrechtsgesetz vun 1998 déi Coursen, wou de Schüler am Laf vun engem Schouljoer opgehalen huet, net vum Staat fir d'Participation financière consideréiert goufen. Fir de Gemengen an dëse Fäll awer finanziell entgéintzekommen, gouf am Museksunterrechtsgesetz vum 27. Mee 2022 virgesinn, datt fir all Aschreiwung, wou de Schüler tëscht dem 15. September an dem 15. November ophält, d'Gemeng d'Méiglechkeet huet, eng aner Aschreiwung an d'Plaz opzehuelen, déi dee Moment och fir d'Participation financière vum Staat consideréiert gëtt.

Fir d'Schouljoer 2022/2023 konnte landeswäit doduerch 3,31 % vun den Aschreiwungen zousätzlech consideréiert ginn, a fir d'Schouljoer 2023/2024 sinn et 4,02 % vun den Aschreiwungen, déi zousätzlech consideréiert ginn.

ad 4. Nee, dat géif dem Prinzipp vun der Gratuitéit, deen am uewe genannte Gesetz vum 27. Mee 2022 fixéiert gouf, widderspriechen.

**Manipulations du scrutin européen** | Question **0773** (22/05/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

« Le scrutin européen sera "sûr" et suffisamment honnête pour ôter tout prétexte de bouder ce rendez-vous des urnes. » Voilà le message livré ce mercredi, par les experts de l'UE, tout en n'excluant pas le risque de tentatives de manipulations étrangères. Les mêmes sources excluent cependant des manipulations massives pouvant fausser le scrutin. Cela n'empêche pas que la vigilance reste de mise.

Dans ce contexte et comme mesure préventive, les ambassadeurs des 27 pays membres de l'UE ont donné leur feu vert au bannissement de la diffusion du site prorusse Voice of Europe dans l'UE, a annoncé la Commissaire aux Valeurs Věra Jourová sur X. La mesure frappe également l'agence RIA Novosti et les journaux russes Izvestia et Rossiiskaia Gazeta, qui connaissent ainsi le sort réservé à Russia Today et Sputnik dès le début de la guerre en Ukraine. L'accord de principe doit encore être confirmé par une « procédure écrite ».

Ainsi, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Comment Messieurs les Ministres évacuent-ils le risque d'une ingérence étrangère lors des élections européennes et en général au Luxembourg ?

2) Endéans quels délais le Gouvernement luxembourgeois entend-il donner son accord aux propositions des ambassadeurs des pays membres de l'UE ?

3) Est-ce que ces propositions ont été adoptées à l'unanimité et quelles en seront les suites pratiques au Luxembourg ?

**Réponse** (27/06/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Conformément à l'article 3 de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État, le Service de renseignement de l'État (SRE) a pour mission de rechercher, d'analyser et de traiter, dans une perspective d'anticipation et de prévention, mais à l'exclusion de toute surveillance politique interne, les renseignements relatifs à :

a) toute activité qui menace ou pourrait menacer la sécurité nationale ou la sécurité des États étrangers ou des organisations internationales ou supranationales avec lesquelles le Luxembourg poursuit des objectifs communs sur base d'accords ou de conventions bilatérales respectivement multilatérales, ou
b) toute activité qui menace ou pourrait menacer les relations internationales du Grand-Duché de Luxembourg [...].

Aux termes de la loi, l'ingérence compte parmi les activités qui menacent ou pourraient menacer la sécurité nationale ou les intérêts visés ci-dessus.

Il s'ensuit que le SRE est compétent pour déployer ses moyens et mesures dans ce contexte, y compris dans le cadre de sa coopération avec ses partenaires internationaux.

ad 2) La décision d'ajouter de nouveaux médias à l'annexe XV du règlement (UE) 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine et le règlement européen y afférent ont été adoptés le 17 mai 2024. Les mesures restrictives s'appliqueront aux nouvelles entités à partir du 25 juin 2024 suite à une nouvelle décision du Conseil par voie d'acte d'exécution.

ad 3) Les décisions et les règlements relatifs aux sanctions sont adoptés par le Conseil de l'UE à l'unanimité.

L'article 2 septies du règlement (UE) 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine dispose qu'« Il est interdit aux opérateurs de diffuser ou de permettre, de faciliter ou de contribuer d'une autre manière à la diffusion de contenus provenant des personnes morales, entités ou organismes énumérés à l'annexe XV, y compris par la transmission ou la distribution par tout moyen tel que le câble, le satellite, la télévision sur IP, les fournisseurs de services Internet, les plateformes ou applications, nouvelles ou préexistantes, de partage de vidéos sur l'internet. » et que « Toute licence ou autorisation de diffusion et tout accord de transmission et de distribution conclu avec les personnes morales, entités ou organismes énumérés à l'annexe XV sont suspendus. » Il est par ailleurs prévu qu'« Il est interdit de faire la publicité de produits ou de services dans des contenus produits ou diffusés par les personnes morales, entités ou organismes énumérés à l'annexe XV, y compris par l'un quelconque des moyens de transmission ou de distribution visés au paragraphe 1 ».

Ces dispositions doivent être respectées par tous les opérateurs luxembourgeois.

**Remboursements complémentaires par les caisses de maladie** | Question **0774** (22/05/2024) de **M. Max Hengel** (CSV)

Dans les courriers adressés par les caisses de maladie aux personnes assurées pour la communication des détails des remboursements, on lit, à la deuxième page sous le titre « paiement complémentaire », la notice suivante :

« Au cours d'une année civile, la participation aux prestations de soins de santé au titre de l'assurance maladie obligatoire ne peut dépasser un seuil fixé à 2,5 % du revenu cotisable annualisé de l'année précédente. Si ce seuil est dépassé, vous avez droit, sur demande annuelle, à un remboursement complémentaire des prestations dépassant le seuil. La demande peut être présentée à la caisse compétente au plus tôt à partir du 1er mai de l'exercice courant. »

Suivent alors les montants de la participation cumulée (article 154bis, alinéas 1 et 3, des statuts de la CNS) pour l'année dernière et l'avant-dernière année.

Dans l'article 154bis des statuts de la CNS, on lit entre autres :

« La demande peut être présentée au plus tôt à partir du 1er mai de l'exercice courant et lorsque la participation atteint au moins deux pour cent et demi (2,5 %) du minimum prévu à l'alinéa 5. Sous peine de forclusion, la demande doit parvenir à l'organisme compétent au plus tard avant la fin de la deuxième année civile qui suit celle au cours de laquelle la participation visée aux alinéas précédents a atteint le seuil en question. »

Cela signifie qu'à partir du 1er mai 2024, la personne assurée a droit, sur demande, à un remboursement supplémentaire pour les années 2023 et 2022.

Un exemple : Une personne assurée a touché en 2023 un revenu annuel de 40.000 euros. Sur ce montant, il a payé à sa caisse de maladie une cotisation de 40.000 x 2,8 %, soit 1.220 euros. Pour cette année, les montants non remboursés par sa caisse de maladie (donc sa participation cumulée, pour reprendre la terminologie des statuts de la CNS) s'élèvent à 1.900 euros. L'assuré peut donc – sur demande – se faire rembourser par sa caisse de maladie un montant de 1.900 - 1.220 = 780 euros.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Combien de personnes assurées ont demandé un remboursement complémentaire pour les années 2020 et 2021 ?

2) Combien de personnes assurées ont droit – sur demande – à un remboursement complémentaire pour les années 2022 et 2023 ?

3) Les caisses de maladie ayant connaissance des montants cotisables annuellement par les personnes assurées et, en conséquence, des participations cumulées, ne pourraient-elles pas communiquer aux personnes concernées, chiffres et formulaire de demande à l'appui, qu'elles sont en droit de solliciter un remboursement complémentaire ? Dans l'affirmative, serait-il possible de formuler cette communication dans un langage simple et dans les langues usuelles de notre pays ?

4) Madame la Ministre veillera-t-elle, lors d'un futur remaniement des statuts de la CNS, à suivre les idées décrites dans l'accord de coalition 2023-2028, qui prévoit :
« Dans un souci de simplification administrative et afin de permettre aux bénéficiaires d'introduire les diverses demandes et recevoir des conseils en un seul endroit (principe du ‚once-only'), le Gouvernement étudiera, en concertation avec les administrations concernées, la possibilité de mettre en place un guichet social. Dans le même ordre d'idées, et afin de faciliter et d'accélérer l'accès des bénéficiaires aux différentes prestations sociales, le Gouvernement se donnera pour mission de procéder à une simplification des démarches et, dans la mesure du possible, une automatisation des processus. » ?

**Réponse** (18/06/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le tableau ci-dessous reprend le nombre de demandes réceptionnées par la CNS et les caisses de maladie du secteur public, le nombre de personnes protégées ayant effectivement eu droit à un remboursement complémentaire conformément à l'article 154bis des statuts de la CNS[8] ainsi que les montants correspondants à ces remboursements complémentaires pour les années 2020 à 2023 :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

À noter que les chiffres pour les années 2022 et 2023 repris dans le tableau ci-avant ne constituent pas des chiffres définitifs tant que le délai de prescription de deux ans à compter de la date de la prestation conformément à l'article 84, alinéa 3, du Code de la sécurité sociale n'est pas écoulé.

Par ailleurs, aux termes de l'article 154bis, alinéa 6, des statuts, les personnes protégées ont le droit d'adresser leurs demandes en obtention d'un remboursement complémentaire pour les années 2022 et 2023 jusqu'au 31 décembre 2024 à la caisse de maladie compétente.

ad 2) La CNS n'est pas en mesure de déterminer le nombre de personnes protégées ayant droit à un remboursement complémentaire conformément à l'article 154bis des statuts de la CNS pour les années 2022 et 2023 étant donné qu'elle ne dispose pas des revenus cotisables de toutes les personnes protégées. Ainsi, la CNS n'a, entre autres, connaissance ni des revenus cotisables des fonctionnaires de l'État bénéficiaires d'une pension ni des personnes protégées inscrites à l'assurance maladie luxembourgeoise sur base d'un formulaire européen. Les demandes en obtention d'un remboursement complémentaire en vertu de l'article 154bis des statuts de la CNS émanant de ces personnes protégées doivent être accompagnées d'un certificat de revenu relatif à l'année à laquelle se rapporte la demande.

ad 3) Il découle de la réponse à la question 2 qu'à défaut de connaître les revenus cotisables de toutes les personnes protégées, la CNS n'est pas en mesure d'informer celles qui sont en droit d'adresser une demande à la caisse de maladie compétente afin de bénéficier d'un remboursement complémentaire.

ad 4) Il découle des réponses aux questions 2 et 3 qu'une modification des statuts de la CNS n'est pas opportune à ce stade.

**Prix de l'eau potable** | Question **0775** (22/05/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Zu Lëtzebuerg ass d'Drénkwaasser aus dem Krunn eng däitlech méi bëlleg a qualitativ héichwäerteg Alternativ zum Waasser aus Fläschen. Obwuel d'Drénkwaasserpräisser an all Gemeng däitlech ënnert dem Präis vum Fläschewaasser leien, gëtt et awer nach grouss Ënnerscheeder tëscht de Gemengen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi hunn sech d'Drénkwaasserpräisser an de Gemenge rezent entwéckelt?
Kann d'Regierung als Ergänzung zu der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7829 vum 29.3.2023 eng aktualiséiert Tabell mat den aktuellen Drénkwaasserpräisser pro Gemeng opstellen?

2. Wou sinn déi am Koalitiounsaccord ugekënnegt Analyse fir eng eventuell Harmoniséierung vum Waasserpräis drun?

**Réponse** (25/06/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Präisser vum Drénkwaasser hunn sech wéineg verännert, well manner wéi en Zéngtel vun de Gemengen hir Präisser vum Drénkwaasser säit 2023 erhéicht hunn. D'Waasserpräisser kënnen awer nach am Laf vun dësem Joer änneren, wann d'Gemengen an de kommende Méint nei Präisser opgrond vun neien Delibératioune festleeën.

D'annexéiert Tabell vergläicht d'Präisser vum Drénkwaasser an de verschiddene Gemengen op Basis vun den disponibelen Informatiounen.

ad 2. Analyse vun engem eventuell harmoniséierte Waasserpräis sollen am Kader vun der laangfristeger Ofsécherung vun der Drénkwaasserversuergung stattfannen. Dës baséiert op 3 Sailen:

1) Systematesch all Ressource schützen
2) De spezifesche Verbrauch senken
3) Nei Ressourcen exploitéieren

D'Detailer ginn an enger nationaler Waasserstrategie ausgeschafft. Upassunge vum Waasserpräis kënnen och Bestanddeel vun dëser Strategie sinn. Fir hei den Hiewel kënnen op deene richtege Plazen unzesetzen, muss d'Consommatioun méi am Detail analyséiert ginn. Dës Analyse sinn aktuell amgaangen. An engem zweete Schrëtt muss dann d'Machbarkeet vun deene verschiddene Modeller, déi doraus kéinten entstoen, gepréift ginn.

[8] cns-statuts-01062024.pdf (public.lu)

*(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Démolition d'un immeuble digne de protection à Echternach** | Question **0776** (22/05/2024) de **M. Fred Keup** | **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Trotz massive Protester vusäite vun Iechternacher Bierger a vun Denkmalschutz-Organisatioune gouf dat historescht Sandsteenhaus an der Sauergaass zu Iechternach den 13.5.2024 ofgerappt. De Kulturministère hat seng Intentioun, dëst Haus ze klasséieren, uganks 2024 zréckgezunn. Als Grond, sou konnt een an engem „LW" -Artikel vum 15.5.2024 („Erhaltenswertes Kulturgut in Echternach abgerissen") noliesen, hat de Ministère déi „vill Schied" um an am Haus genannt, dofir hätt de Ministère der Stad Iechternach quasi fräi Hand gelooss, fir dat Haus ofzerappen.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Kann den Här Minister am Detail erklären, firwat den urspréngleche Plang vun der Regierung, dëst Haus ënner Denkmalschutz ze stellen, falegelooss gouf? Hätt een net op d'mannst déi viischt Fassad kënne retten an d'Haus bannen ëmänneren?

2. Wéi bewäert den Här Minister d'Analys vun enger Lëtzebuerger Denkmalschutz-Organisatioun, et géif zurzäit „ein Chaos, was das Zusammenspiel zwischen dem kommunalen und dem nationalen Denkmalschutz angeht" herrschen? (zitéiert aus dem mentionéierten „LW" -Artikel)

3. Fir vill Bierger, och am Fall vum ofgerappten Iechternacher Haus, ass et oft net novollzéibar, datt déi eng Gebaier op d'Patrimoine-Lëscht kommen, wärend anerer, déi historesch an architektonesch grad sou wäertvoll sinn, ofgerappt ginn. Wéi steet den Här Minister zur Iwwerleeung vu ville Leit, datt et trotz deem neien Denkmalschutzgesetz keng objektiv an novollzéierbar Krittäre gëtt, wat d'Ënnerschutzstellung vun historesche Gebaier hei am Land gëtt?

4. D'Stad Iechternach hat d'Haus virun e puer Joer aus der Lëscht vun de kommunalgeschützte Gebaier erausgeholl a sech 2023 géint de Klasséierungswonsch vun der Regierung ausgeschwat. Wéi steet den Här Minister zur Ausso vun enger Denkmalschutz-Organisatioun, déi bedauert, datt sech de Ministère net scho vill éischter fir dëst Haus, dat bei Experte fir seng besonnesch baugeschichtlech Bedeitung bekannt war, agesat huet?

5. D'Erhale vun existéierender Bausubstanz spillt eng wichteg Roll am Kontext vum Denkmalschutz wéi och um Wunnengsmaart an am Interessi vun enger nohalteger Entwécklung vun eisem Land. Wier et aus dësem Grond net wichteg, wann d'Regierung statistesch Donnéeë géif erhiewen iwwert d'Unzuel vun den ofgerappte Gebaier pro Joer a pro Gemeng, an dës statistesch Donnéeë reegelméisseg géif veröffentlechen?

**Réponse** (25/06/2024) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

ad 1. De 26. Januar 2024 konnt ech mir, zesumme mat de Vertrieder vum Institut national pour le patrimoine architectural – INPA a mat de Proprietäre vum Gebai op 19, rue de la Sûre zu Iechternach, e Bild vum Zoustand an dem Denkmalwäert vum Gebai maachen. Dës war zu dësem Zäitpunkt déi éischt Visite iwwerhaapt, déi bannen am Gebai konnt stattfannen, well den Experte vum INPA bis dohinner den Accès vun de Proprietäre refuséiert gi war.

Bei dëser Visite am Haus huet missen de Constat gemaach ginn, datt d'Gebai schonn extreem duerch d'Ofrappaarbechte beschiedegt ginn ass, besonnesch bannen, wou d'Strukture komplett demoléiert gi sinn. Dëst huet den Denkmalwäert vum Gebai staark beanträchtegt. Aus dësem Grond waren d'Krittären (notamment den Haaptkrittär vun der Authentizitéit), déi e Klassement als nationaalt Denkmal erméiglechen, bei dësem Gebai net méi erfëllt.

Opgrond vun dësen neien Elementer, déi – wéi gesot – duerch déi éischt Visitt bannent dem Haus eréischt zum Virschäi koumen, gouf déi ministeriell Entscheedung geholl, fir d'Klassementsprozedur vum Gebai anzestellen.

ad 2. D'Kompetenzen, fir Gebaier ënner Denkmalschutz ze stellen, si gesetzlech verankert.

Esou ass et un de Gemengen, op Basis vum Gemengegesetz, all déi Haiser iwwert hir PAGen ze schützen, déi, geméiss de Krittären op kommunalem Niveau, en Denkmalwäert hunn.

Den INPA (virdru Service des sites et monuments nationaux) huet an de leschte 15 Joer alle Gemenge gehollef, dës Haiser ze identifizéieren. Op haut si ronn 20.400 vun deene bal 28.400 Haiser, déi reperéiert goufen, vu Gemenge geschützt ginn.

D'Krittären, fir ee Gebai ënnert nationale Schutz ze stellen, sinn am Patrimoinesgesetz vum 25. Februar 2022 definéiert.

Fir d'Kohärenz tëschent dem nationalen an dem kommunalen Denkmalschutz ze stäerken, a fir zäitgläich eng gréisser Rechtssécherheet fir déi concernéiert Acteuren ze schafen, ass den INPA amgaangen – op Basis vum Artikel 23 (2) vum Patrimoinesgesetz vun 2022 –, progressiv an all de Gemenge vum Land Inventairen opzestellen, op deenen déi schützenswäert Gebaier identifizéiert ginn. Op Basis vun dësen Inventairë gi fir déi verschidde Gemengen national Klassementsprozeduren an d'Weeër geleet, mat deenen all d'Gebaier, déi inventariséiert goufen, geschützt ginn, dëst nodeems eng ëffentlech Enquête realiséiert ginn ass.

D'Regierung an den INPA wäerte weider op d'Sensibiliséierung fir Denkmalfleeg setzen an d'Gemengen a Proprietäre bei den entspriechende Prozedure begleeden.

ad 3. Objektiv, wëssenschaftlech an novollzéibar Krittäre goufe scho virum Akraafttriede vum Patrimoinesgesetz vum 25. Februar 2022 ugewannt, a si mam neie Gesetz souguer gesetzlech verankert (Art. 23).

Scho virum Akraafttriede vum Patrimoinesgesetz an nach méi intensiv duerno inventariséiert den INPA, Gemeng fir Gemeng, Gebaier, déi en nationale Schutz verdéngen. An de leschte Jore gouf d'Zuel vun deenen Haiser, déi esou e Schutz hunn, verduebelt. Stand haut stinn 2.430 Gebaier ënner nationalem Schutz.

ad 4. D'Gebai stoung laut dem PAG an den Informatiounen, déi de staatlechen Autoritéite virlouchen, ënner kommunalem Schutz. De Kulturministère war dowéinst zu deem Zäitpunkt net vun enger direkter Gefor fir d'Gebai ausgaangen. Esoubal de Ministère iwwert d'Ofrappaarbechten um Haus an der Sauergaass informéiert gi war, gouf eng „intention de classement" ënnerschriwwen an e Baustopp verhaangen.

ad 5. Dem Kulturministère leien aktuell keng statistesch Donnéeën iwwert d'Unzuel vun ofgerappte Gebaier pro Gemeng vir. D'Erfaasse vun esou nationale Statistiken iwwerschreit de Kompetenzberäich vum Kulturministère.

**Initiative pour l'emploi ProActif** | Question **0777** (22/05/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Den 11. Abrëll huet de fréieren Direkter vu ProActif, deen de 5. Februar mat Effet immédiat entlooss gouf, dem „Lëtzebuerger Wort" e laangen Interview ginn. Den Direkter schwätzt ënner anerem vu schwéieren Interessekonflikter tëschent dem Verwaltungsrot, den Aktionären an der Personaldelegatioun. Weider huet hien ausgefouert, datt et zu enger perséinlecher Entrevue mam Här Aarbechtsminister koum, wou den Direkter dem Här Minister an deem Sënn matgedeelt hätt, datt hien „op engem Polverfaass" sëtzt.

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 0409 hat den Här Aarbechtsminister zu der Fro zu engem Audit vu ProActif ë. a. dat hei geschriwwen: „Fir e spezifeschen, externen Audit huet op Basis vun de Resultater vun der Kontrollprozedur bis ewell keen Ulass bestanen." An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 0508 huet de Minister dann och nach eng Kéier seng Positioun bekräftegt, datt hien trotz deem endlose Skandal ronderëm ProActif keng Noutwennegkeet fir eng Gesetzesännerung gesäit, fir d'Kontrollrechter vum Staat am Verwaltungsrot vun der Beschäftegungsinitiativ ze stäerken.

Den 13. Mee huet d'„Lëtzebuerger Wort" dunn eng Rei weider Froe ronderëm d'Rechtméissegkeet bei där genannter Entloossung opgeworf. Op den Datum vum 4. Mäerz gouf den Direkter dunn och am Handelsregëster souwuel bei der ProActif ASBL, dem eenzegen Aktionär vun der Beschäftegungsinitiativ, souwéi och bei dëser selwer als „administrateur" gestrach. Esou eng Decisioun kann dem „Wort"-Artikel no nëmme vun der Generalversammlung getraff ginn. Bis ewell leien awer just Informatiounen iwwert eng Sitzung vum Verwaltungsrot vum 16. Februar vir. Eng Generalversammlung an och eng Revocatioun vum Direkter als Administrateur stoungen eiser gréisster Dageszeitung no net op der Dagesuerdnung. Weider hunn dann och Membere vum Verwaltungsrot ausgesot, datt si fir kee vun deenen zwee Gremien eng Invitatioun fir eng Generalversammlung krut hätten an hinnen de Rapport vun der Verwaltungsrotssitzung vum 16. Februar op Nofro hin net zougestallt gi wier.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Aarbechtsminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi reagéiert den Här Minister op déi séllege Virwërf vun Interessekonflikter tëschent Verwaltungsrot, Aktionär a Personaldelegatioun bei ProActif? Kann den Här Minister elaboréieren, wéi een Zesummenhang hien tëschent der Entloossung vum Direkter an dësem senger Kritick un de genannten Interessekonflikter gesäit? Wéi eng Schrëtt huet oder wëll den Här Minister opgrond vun deem Gespréich an deem Dossier generell nach ënnerhuelen?

2. Et gouf am Virfeld vill widderspréchlech Informatioune ronderëm déi Entrevue mam Direkter. Fir d'éischt huet et am „Wort" geheescht, den Här Minister hätt se ugekënnegt, duerno en hätt se zeréckgezunn. Herno huet den Här Minister an der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 0409 geschriwwen, et wier ni eng Entrevue virgesi gewiescht, fir datt se schlussendlech e puer Deeg drop awer stattfënnt. Wéi erklärt den Här Minister déi widderspréchlech Aussoen?

3. Huet den Här Minister sech de Rapport vun der Verwaltungsrotssitzung vum 16. Februar selwer zoustelle gelooss? Falls jo, wéi reagéiert hien dorop? Falls net, firwat net?

4. An där parlamentarescher Fro Nummer 0455 wollt den honorabelen Deputéierten Här Georges Engel

wëssen, ob den Här Minister et net fir opportun hält, d'ITM mat där an der Press dokumentéierter, aarbechtsrechtlech ganz problematescher Entloossung vum Direkter ze befaassen. Den Här Minister hat a senger Äntwert op eng Prozedur virum „référé" verwisen, deen sech an dësem Dossier awer mëttlerweil als fir formell net zoustänneg erkläert huet. Gesäit den Här Minister no der Decisioun vum Geriicht an opgrond vun all den zousätzleche Virwërf, déi mëttlerweil am Raum stinn, Ursaach genuch, fir op d'mannst dësen Aspekt vun enger insgesamt quokeleger Affär duerch d'ITM ënnersichen ze loossen?

5. Vertrëtt den Här Minister opgrond vun dësen zousätzlechen Informatioune weiderhin d'Opfaassung, datt en Audit, och ënnert dem Risiko vun allgemengem, ëffentleche Vertrauensverloscht an d'Beschäftegungsinitiativ weiderhin net néideg wier? Falls jo, firwat?

**Réponse** (29/05/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1. Wéi ech schonn a mengen Äntwerten op déi parlamentaresch Ufroen N° 0409 an N° 0455 geschriwwen hunn, steet et mir als Minister net zou, déi intern Gestioun vun enger Beschäftegungsinitiativ ze kommentéieren oder weider Schrëtt ze ënnerhuelen.

ad 2. Zum Zäitpunkt wou d'parlamentaresch Fro gestallt a beäntwert ginn ass, war nach keng Entrevue virgesinn.

ad 3. Et läit zu dësem Moment kee Rapport vun der Verwaltungsrotssitzung vum 16. Februar 2024 vir.

ad 4. Wéi a menger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0455 vum honorabelen Deputéierte Georges Engel steet, sinn déi entspriechend Geriichter zoustänneg, d'Rechtméissegkeet vum Licenciement ze iwwerpréiwen.

Virun dësem Hannergrond ass net opportun, d'ITM an dësem Dossier ze saiséieren.

ad 5. Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0455 vum honorabelen Deputéierte Georges Engel steet, gëtt et keng nei, zousätzlech Informatiounen, déi een externen Audit géife justifiéieren.

**Recommandé électronique de POST Luxembourg** | Question **0778** (23/05/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Äntwert op d'Fro N° 0635 schreift de Wirtschaftsminister, dass

1) de Recommandé électronique bei der Post Lëtzebuerg equivalent mat engem Recommandésbréif a Pabeierform ass;
2) dass d'Regierung wäert un enger Promotioun vun dësem Service bei de Verwaltunge schaffen.

Domadder gouf leider net op d'Fro geäntwert, ob d'Bierger:innen dëse Service dann haut effektiv kënnen notzen. Eis ass ee Fall bekannt vun enger Verwaltung, déi den elektronesche Recommandé ignoréiert huet.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wann de Recommandé électronique haut schonns equivalent ass, firwat ignoréiere verschidde Verwaltunge beim Staat dësen?

2. Kann de Recommandé électronique, Stand elo, vun de Bierger:inne genotzt ginn, fir Korrespondenzen u staatlech Verwaltungen ze schécken a mussen all d'Verwaltungen dësen och unhuelen, wéi ee Recommandésbréif a Papeierform? Falls nee, op wéi enger Base légale begrënnt sech, dass Verwaltungen dat net maachen?

**Réponse** (24/06/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation

Et gëtt keng Obligatioun, en elektronesche Recommandé unzehuelen, an den Absender muss d'Awëllegung vum Empfänger fir en elektronesche Recommandé hunn.

Dëse Service vum elektronesche Recommandé gëtt zanter Oktober 2023 vun der Post ugebueden. Esou wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 0635 schonn erkläert, huet d'Regierung virgesinn, a Kooperatioun mat der Post, eng Promotioun vun dësem Service bei de staatleche Servicer ze maachen. Kuerzfristeg gëtt gekuckt, datt déi meescht staatlech Servicer den elektronesche Recommandé unhuelen, a spéider och Recommandéen elektronesch verschécke kënnen.

D'Post weist op Nofro drop hin, datt weider Entwécklunge vun deem Service virgesi sinn, fir d'Akzeptanz vum elektronesche Recommandé ze förderen an seng Utilisatioun ze vereinfachen.

**Message « LU-Alert »** | Question **0779** (23/05/2024) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Fred Keup** (ADR)

De 17. Mee ass eng SMS erausgaang u Persounen zu Lëtzebuerg mam Message vun enger „Alerte". Dëse Message war eesproocheg op Franséisch, an och nach an engem schwéiere Franséisch (z. B.: „crues"). Op där anerer Säit gëtt d'Regierung es net midd fir ze widderhuelen, datt Lëtzebuerg keen eesproochegt Land wier, mee e méisproochegt.

Wann d'Regierung op déi noutwendeg Efforte fir d'Stäerken an d'Erhale vun der Lëtzebuerger Sprooch ugeschwat gëtt, seet si ëmmer erëm, datt

– immens vill Leit géife Lëtzebuergesch schwätzen, liesen a schreiwen;
– d'„Regierung wëll d'Efforten am Sënn vun der Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch weiderféieren, fir de Stellewäert vun eiser Sprooch an der Gesellschaft weiderhin ze stäerken".

Den Här Kulturminister sot an engem Interview: „Es ist zudem wichtig, die Luxemburger Sprache im Alltag gegenwärtiger werden zu lassen." Do wieren dës SMSen eng gutt Geleeënheet. A weider sot hien: „Als Kulturministerium haben wir bereits mit anderen Ministerien Kontakt aufgenommen, um zu sehen, wie wir jetzt schon die Luxemburger Sprache in unseren Verwaltungen besser aufstellen können."

An deem Kontext wéilte mir der Regierung gär folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Leit kruten déi „LU-Alert"-SMS?

2. Firwat war déi SMS eesproocheg op Franséisch an net méisproocheg? Gëtt et hei technesch Contrainten?

3. Wann d'SMS schonn nëmmen eesproocheg erausgaangen ass, firwat ass se dann op Franséisch formuléiert ginn, obwuel Lëtzebuergesch d'Landessprooch (wéi an der Verfassung verankert) ass?

4. A wann een net vun eiser Landessprooch ausgeet, mee vun eisen dräi gläichberechtegten administrative Sproochen, firwat ass d'SMS dann net op Däitsch gewiescht, wou d'Däitscht dach déi éischt Friemsprooch ass, déi een an der Lëtzebuerger Schoul léiert a mat där ee schreiwen a liese léiert?

5. Ass d'Regierung net der Meenung, datt esou wichteg Messagë besonnesch och op Lëtzebuergesch misste sinn an dat op éischter Plaz, esou wéi och d'Lëtzebuergescht an der Verfassung op éischter Plaz steet?

6. Huet den Här Kulturminister, wéi ugekënnegt, schonn am Sënn vun der Lëtzebuerger Sprooch Kontakt mam Här Banneminister opgeholl? Wann net, wäert hien dat elo maachen?

**Réponse** (21/06/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. De 17. Mee huet d'Regierung zwou SMS-Warnungen iwwert hiren aktuellen Alert-System verschéckt. Et ass technesch net méiglech ze wëssen, wéi vill SMSe bei de Bierger ukomm sinn.

Moies um 10.50 Auer sinn insgesamt 817.677 SMSen an 10 betraffen Zone geschéckt ginn:

– Orange 298.756;
– Post 274.567;
– Proximus/Tango 244.354.

Nomëttes um 16.40 Auer sinn nach eemol 388.302 SMSen an 3 betraffen Zone geschéckt ginn:

– Orange 144.013;
– Post 144.688;
– Proximus/Tango 99.601.

ad 2. bis 5. D'Haaptzil vun den Alerten, déi déi staatlech Instanze verschécken, ass, fir esou vill Leit wéi méiglech, an esou séier wéi méiglech, ze erreechen. Dëst an enger vun den offiziellen administrative Sprooche vum Land, déi esouvill Leit wéi méiglech verstinn.

Et muss ee wëssen, dass d'SMSen, déi iwwert den aktuelle Warnsystem verschéckt ginn, op 150 Zeeche limitéiert sinn.

D'Informatiounen a Warnungen, déi a méi Sprooche verschéckt solle ginn, mussen dofir och esou kuerz a präzis wéi méiglech gehal gi fir ze evitéieren, dass dës a méi SMSen opgespléckt ginn, wat dann nees dozou géif féieren, dass d'Diffusiounszäit ganz staark an d'Luucht geet. Deemno kéint een d'Leit manner séier warnen an informéieren.

ad 6. De Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch ass amgaang mam Inneministère ze bestëmmen, wou d'Lëtzebuerger Sprooch iwwerall am Zoustänneg-keetsberäich vun deem Ministère gebraucht oder visibel gemaach wäert ginn.

Enn des Joers wäert de Kulturminister en éischte Bilan vun de bilaterale Gespréicher a Saache Lëtzebuerger Sprooch virstellen.

**Projet « chat control »** | Question **0780** (23/05/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Säit Längerem gëtt op europäeschem Niveau probéiert, eng Majoritéit fir den ëmstriddene Projet vun der sougenannter Chatkontroll ze fannen. All digitale Messenger-Ubidder soll domat obligéiert ginn, d'Norichte vu senge Benotzer:innen automatiséiert ze iwerwaachen.

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 8350 iwwert d'Chatkontroll hat déi deemoleg Regierung gesot, dass si sech an deem Dossier „fir eng méi cibléiert Detektioun vu pedopornographeschem Material a Grooming" géif asetzen, „fir eng generell Iwwerwaachung ze vermeiden". Den deemolegen Text hat domat keng Ënnerstëtzung vu lëtzebuergescher Säit kritt.

Well de Projet insgesamt a senger urspréngleche Form op ze vill Kritick gestouss war, goufe rezent dofir

kleng Ännerungen un der „Regulatioun laying down rules to prevent and combat child sexual abuse“ virgeholl, mam Zil, esou e Konsens fir d'Chatkontroll ze erreechen. Duerch Leaks ass elo bekannt ginn, dass den neien Text den 8. Mee 2024 virgestallt gouf an de 24. Mee eng weider Kéier beschwat soll ginn, mam Zil, d'Chatkontroll schonn am Juni vun dësem Joer beschléissen ze kënnen.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir den Interieur a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wee wäert fir Lëtzebuerg un der Reunioun vum 24. Mee deelhuelen?

2. Wéi eng generell Positioun wäert Lëtzebuerg de 24. Mee an dësem Dossier anhuelen?

3. Ass d'Regierung der Meenung, dass déi nei proposéiert „Uploadmoderation“ sech vum „client-side scanning“ ënnerscheet a wäert d'Regierung déi Propos de 24. Mee ënnerstëtzen?

4. Ass d'Regierung der Meenung, dass ee beim nei proposéierte System, dass all d'Notzer:innen der Iwwerwaachung per Klick explizitt zoustëmme solle mussen, vun engem fräie Choix schwätze kann, wa gläichzäiteg gefrot gëtt, dass d'Messengerdéngschter ouni dës Zoustëmmung net méi a vollem Ëmfang genotzt solle kënne ginn?
Wäert sech d'Regierung de 24. Mee fir oder géint dës Propos ausschwätzen?

5. Wäert d'Regierung de 24. Mee bei der Positioun vun der viregter Regierung bleiwen, dass eng generell Iwwerwaachung muss vermidde ginn, esou dass e systematescht Scanne vu Biller a Videoen an en automatiséiert Ausleeden un d'Police net ënnerstëtzt wäert ginn?

**Réponse** (24/06/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Regierung war an der Reunioun vum Aarbechtsgrupp vum 24. Mee 2024 duerch d'Représentation permanente vu Lëtzebuerg bei der Europäescher Unioun vertrueden.

ad 2. bis 5. En effektive Kampf géint de sexuelle Mëssbrauch a sexuell Ausbeutung vu Kanner ass fir d'Regierung eng Prioritéit. Fir méi konsequent kënnen dergéint virzegoen, ënnerstëtzt d'Regierung d'Ustrengungen, fir um Niveau vun der Europäescher Unioun d'Gesetzgeebung ze stäerken, esouwuel wat d'Detektioun, de Signalement, d'Blockéieren ewéi och d'Läsche vu kannerpornographeschem Material um Internet ugeet.

Esou wéi scho vun der viregter Regierung an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 7956 vum 3. Mee 2023 an N° 8350 vum 26. September 2023 uginn, hält och dës Regierung un der Wichtegkeet fest, dass dobäi essentiel Grondrechter vun de Bierger garantéiert bleiwen, an dass dat proposéiert Reglement d'EU-Recht, ënner anerem de Proportionalitéitsprinzipp, respektéiere muss. Genau wéi et de Service juridique vum EU-Conseil a sengem Avis iwwer d'Legalitéit vun der sougenannter „Chatkontroll“ recommandéiert, ass d'Regierung fir eng méi cibléiert Detektioun vu pedopornographeschem Material a Grooming a fir d'Vermeide vun enger genereller Iwwerwaachung.

D'Regierung begréisst an deem Sënn déi proposéiert Ännerungen, wéi zum Beispill d'Kategorisatioun vun de Risiken duerch eng definéiert Methodologie oder d'Limitatioun vun de sougenannten „detection orders“ op visuelle Contenu an op Internetadressen (URL – Uniform Resource Locator).

Allerdéngs bleift d'Regierung der Meenung, dass déi proposéiert Modifikatioune vum Text, ënner aneren d'„Uploadmoderation“, déi en Deel vun engem „Client-Side Scanning“ duerstellt, net de Risiko vun enger genereller Iwwerwaachung reduzéieren an och de Krittär vun der Proportionalitéit aus der Charta vun de Grondrechter vun der EU net erfëllen. Den Dispositif schléisst nämlech nach ëmmer net aus, dass d'Kommunikatioune vun all de Benotzer vun engem Service, och vun deenen, déi iwwerhaapt kee Lien mat der Strofdot hunn, kënne gescannt ginn.

Aus deene Grënn kann d'Regierung den Text, esou wéi en aktuell virläit, nach ëmmer net matdroen.

**Éducation des adultes** | Question **0781** (23/05/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Et gëtt ëmmer erëm Erwuessener, déi sech spéider am Liewen decidéieren, fir Schoulen nozehuelen oder sech weiderzebilden. Am Fall, wou dës Persoune fir Kanner oder fleegebedierfteg Familljememberen zoustänneg sinn, kann et awer schwéier sinn, fir dëst ze maachen, wann een duerch d'Ausbildung senger Aarbecht net méi kann nokommen. Dee Moment muss de Stot mat enger Paie manner auskommen, wat fir verschiddener schwiereg, fir anerer onméiglech ass.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Héichschoul a Fuerschung a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wat fir finanziell Aidë stinn engem Erwuessenen zou, dee säin Bac an Owescoursë wëll nohuelen? Awéifern sinn dës Aidë cumuléierbar?

2. Wat fir finanziell Aidë stinn engem Erwuessenen zou, deen ee BTS en alternance wëll maachen? Awéifern sinn dës Aidë cumuléierbar?

3. Ass d'Regierung der Meenung, datt dës finanziell Aiden duerginn, fir als Familljemamm oder Familljepapp dës Studien ze maachen an d'Famill awer finanziell iwwert d'Ronnen ze bréngen? Wann nee, wat fir Schrëtt wëll d'Regierung an dëser Legislatur huelen, fir et de Mammen a Pappe finanziell méiglech ze maachen, hir Diplomer nozebesseren?

**Réponse** (24/06/2024) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Een Erwuessenen, dee säi Bac wëll nohuelen, kann dëst an Owescoursen „en présentiel“ maachen oder digital iwwert den eCampus.

– D'Owescoursë berücksichtege professionell Engagementer iwwert den Dag.
– Den eCampus erlaabt engem – zu all Moment a vun iwwerall – de ganze Parcours vun der Sektioun G vum Enseignement classique a Form vu moduläre Systemer ofzeschléissen.

Dës zwou Offere bidden déi wichteg Flexibilitéit, déi et de Participanten erméiglecht, de schoulesche Parcours an hirem eegene Rhythmus ofzeschléissen a mat anere familiären oder berufflechen Obligatiounen ze vereenen.

Opgrond vun der Remuneratioun, déi d'Leit aus hirer berufflecher Aktivitéit bezéien, ass keng weider finanziell Ënnerstëtzung gesetzlech virgesinn.

Engem Erwuessenen, deen e BTS en alternance wëll maachen, steet am Prinzipp eng Studiebäihëllef vum Staat fir Héichschoulstudien zou, wann hien déi allgemeng Eligibilitéitskrittären erfëllt.

D'Studiebäihëllef gëtt an zwou semestriellen Tranchen accordéiert pro akadeemescht Joer, an dat fir d'Dauer vun der offizieller Reegelstudienzäit vum BTS (an der Reegel 4 Semesteren), woubäi d'Méiglechkeet besteet, nach fir zwee weider Semesteren d'Studiebäihëllef ze kréien an och nach duerno fir zwee Semesteren d'Studiebäihëllef integral als Prêt bei der Bank ze kréien.

D'Studiebäihëllef ass cumuléierbar mat enger Indemnité de stage am Kader vun enger Formatioun en alternance.

D'Studiebäihëllef ass och cumuléierbar mat anere Studiebäihëllefen, déi am Kontext vum internationale Mobilitéitsprogramm (z. B. Erasmus+) oder/an opgrond vu Studieleeschtungskrittären accordéiert ginn.

D'Studiebäihëllef vum Ministère fir Fuerschung an Héichschoul (MESR) ass net cumuléierbar mat gläichwäertege Studiebäihëllefen, déi am Wunnsëtzland vum Student accordéiert ginn. D'Bäihëllef ass och net cumuléierbar mat anere finanzielle Leeschtungen, déi de Student an sengem Wunnsëtzland kritt opgrond dovunner, dass hien e Student ass.

Wann e Student en eegent järlecht Akommes huet, dat iwwert dem Sozialmindestloun fir net qualifizéiert Ugestallter läit, da kann dee Student déi ganz Studiebäihëllef nëmmen als Studenteprêt kréien. E Student mat engem eegene järlechen Akommes, dat 3,5-Mol iwwert dem Sozialmindestloun fir net qualifizéiert Ugestallter läit, ka keng Studiebäihëllef méi kréien.

D'Studiebäihëllef vum MESR huet als Zil, den Zougang zu Héichschoulstudien ze vereinfachen, andeems se eng finanziell Ënnerstëtzung virgesäit ënnert der Form vu Bourssen an engem Studenteprêt, déi, wéi heidriwwer beschriwwen, fir déi offiziell Reegelstudienzäit vum Héichschoulprogramm accordéiert ka ginn, mat der Méiglechkeet, eng Verlängerung vun der Hëllef ze kréien, wann een de Studieprogramm net innerhalb vun der offizieller Reegelstudienzäit ofschléisst.

Well d'Studiebäihëllefsgesetz keng Altersgrenz virgesäit, kann eng Persoun zu all Moment vun hirem Liewen op esou eng finanziell Hëllef zeréckgräifen, wat domadder de Prinzipp vum Lifelong Learning ënnerstëtzt.

D'Studiebäihëllef ass an deem Sënn eng finanziell Bäihëllef an Ënnerstëtzung fir Persounen aus allen Alterskategorien, déi e Studium wëlle maachen. Si ass awer weeder eng Substitutioun fir e Salaire oder eng Mesure fir Beschäftegter ewéi de Congé individuel de formation, Chômage oder REVIS, nach eng reng Sozialhëllef.

**Avarie technique au sein de l'Aéroport de Luxembourg** | Question **0782** (23/05/2024) de **M. Yves Cruchten** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le 10 mai 2024, suite à une avarie technique au sein de l'Aéroport de Luxembourg, douze passagers sont entrés dans la zone de sûreté sans contrôle adéquat, entraînant l'évacuation complète de cette zone et causant des retards significatifs pour 43 vols, avec dix autres annulations. Ces événements ont été attribués à un dysfonctionnement lors de l'entretien quotidien, relevant de la responsabilité du gestionnaire de l'aéroport, selon des déclarations dans la presse.

En réaction, le directeur de « lux-Airport » a indiqué lors d'une conférence de presse que les passagers affectés devraient se tourner vers leurs compagnies aériennes pour obtenir des remboursements.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des

Travaux publics et à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Comment la Ministre évalue-t-elle la gestion de cet incident par le gestionnaire de l'aéroport, et quelles mesures sont envisagées pour prévenir de tels incidents à l'avenir ?

2) Les passagers subissant des préjudices du fait d'un dysfonctionnement attribuable à l'aéroport ont-ils droit à un dédommagement directement de la part du gestionnaire de l'aéroport plutôt que de devoir se tourner vers leurs compagnies aériennes ?

3) Quelles actions le Gouvernement prévoit-il de prendre pour assurer que les droits des consommateurs soient pleinement respectés dans des situations similaires à l'avenir ?

4) Y a-t-il eu des incidents comparables dans d'autres aéroports et comment ces situations ont-elles été gérées ?

5) Quel est le montant estimé des préjudices subis par les passagers et les compagnies aériennes du fait de cet incident ?

**Réponse** (24/06/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés Yves Cruchten et Mars Di Bartolomeo s'interrogent essentiellement sur les responsabilités envers les passagers en cas d'un incident technique survenu à l'Aéroport de Luxembourg et les difficultés rencontrées par les passagers pour obtenir une indemnisation à la suite de l'incident du 10 mai 2024.

À cet égard, il convient de bien distinguer entre la responsabilité de l'exploitant de l'aéroport et la responsabilité des compagnies aériennes, sachant que seule la responsabilité des compagnies aériennes est réglementée par le règlement UE 261/2004.

Dès lors, il est crucial de distinguer entre :

– l'obligation de rembourser ou réacheminer : Cette obligation incombe aux compagnies aériennes et concerne le remboursement du billet ou le réacheminement en cas de vol annulé. Pour les annulations causées par l'incident du 10 mai 2024 les passagers ont en effet droit au remboursement de leur ticket ou au réacheminement. Ce remboursement ou réacheminement est organisé par la compagnie aérienne.
– l'obligation d'indemniser : Cette obligation concerne la compensation financière pour d'éventuels préjudices subis. Dans le cas de l'incident du 10 mai 2024, les compagnies aériennes ne peuvent être tenues responsables pour indemniser les passagers car cet incident relève de circonstances extraordinaires, sur lesquelles elles n'ont pas de contrôle. Par conséquent, aucune indemnité n'est due aux passagers de la part des compagnies aériennes.

Dans sa première réaction, lux-Airport a conseillé aux passagers de contacter leur compagnie aérienne. Ce conseil a permis aux passagers d'avoir une réponse adaptée à leurs situations spécifiques sachant que c'est bien la compagnie aérienne qui dispose de toutes les informations sur la réservation et peut proposer les solutions adéquates pour le voyage prévu. Si malgré tout, la solution proposée n'est pas satisfaisante ou qu'aucune réponse n'est donnée, le passager peut alors introduire une plainte auprès de l'organisme national de contrôle en charge des droits des passagers aériens (National Enforcement Body, ci-après « NEB »), établi auprès de la Direction de la protection des consommateurs.

La position des compagnies aériennes de ne pas indemniser mais de se limiter au réacheminement ou remboursement, est conforme au règlement (UE) 261/2004. Ce règlement prévoit que les compagnies aériennes ne doivent pas indemniser les passagers en cas de circonstances extraordinaires, comme un dysfonctionnement technique au sein de l'aéroport, qui échappent à leur contrôle et qu'elles n'auraient pas pu éviter même en prenant toutes les mesures raisonnables.

À noter qu'en date du 21 juin, le NEB a reçu 22 plaintes pour l'incident du 10 juin, dont 11 ont déjà pu être clôturées. Dans tous les cas clôturés, les compagnies aériennes ont respecté leurs obligations conformément au règlement 261/2004. Les autres dossiers sont encore en cours d'analyse ou en attente d'informations complémentaires des parties concernées. Il est à noter que le NEB ne se prononce pas sur la responsabilité de l'exploitant de l'aéroport, mais seulement sur la responsabilité des compagnies aériennes.

Toutefois, la responsabilité de la compagnie aérienne, ainsi que celle du passager de se présenter à la porte d'embarquement dans les temps impartis, n'exemptent pas l'opérateur de l'aéroport de sa propre responsabilité.

Le NEB s'échange régulièrement avec lux-Airport et les compagnies aériennes pour assurer l'application du règlement 261/2004. Ainsi, il est à noter que dans sa communication du 10 mai 2024, lux-Airport a aussi renvoyé à l'adresse www.passengers.lu de la Direction de la protection des consommateurs qui renseigne des droits des passagers aériens. Outre les informations mises à disposition en ligne, le NEB informe régulièrement les passagers dans les médias sociaux, assure une présence physique à l'aéroport lors des départs en vacances et a mis en place une campagne d'affichage sur les écrans à l'aéroport. Par ailleurs, il existe déjà un forum au niveau national, à savoir le Comité national de facilitation, qui a la mission de s'assurer que les services sont fournis de manière fiable et efficace à l'aéroport.

Le Gouvernement ne dispose pas d'informations spécifiques sur le préjudice causé aux différents acteurs concernés par l'incident, ni le nombre définitif des plaintes reçues. Par ailleurs, le gestionnaire de l'aéroport, la Police grand-ducale, les douanes, l'agent d'assistance en escale (Luxair), les compagnies aériennes et le service de contrôle du trafic aérien (ANA) ont coopéré afin de rétablir la sûreté de l'aéroport dans les plus brefs délais, démontrant ainsi la capacité des autorités au Luxembourg à faire face à ce genre de scénario.

Des incidents comparables ont déjà eu lieu dans d'autres aéroports. La réponse et la gestion de tels incidents dépendent à chaque fois de la nature de l'incident en cause. La sûreté des passagers et de l'aéroport est toujours la priorité. De plus, les incidents de nature technique, liés aux équipements assurant la sûreté des zones aéroportuaires, sont généralement couverts par des mesures de confidentialité pour des raisons de sûreté.

En conclusion, en ce qui concerne les droits des passagers, nous confirmons que les compagnies aériennes ont pris en charge les passagers en leur proposant des solutions de réacheminement ou de remboursement.

Concernant la gestion de l'incident, il est essentiel de reconnaître que des mesures immédiates ont été prises pour assurer la sécurité des passagers, même si cela a causé des désagréments importants. Les discussions avec les concernés pour tirer des conclusions à la suite de cet incident se poursuivront lors du prochain Comité de facilitation.

Nous conseillons aux passagers qui subissent un incident sur leur vol, peu importe la raison, de contacter toujours dans un premier temps leur compagnie aérienne qui est dans l'obligation de les informer sur leurs droits. Le NEB se tient après à leur disposition, s'ils estiment que leurs droits n'ont pas été respectés.

**Abolition de la formation « Technicien en génie civil »** | Question **0783** (23/05/2024) de **M. Paul Galles** (CSV)

Aus Sourcen, déi der Direktioun vum Lycée Josy Barthel zu Mamer nostinn, geet ervir, datt ab dem Schouljoer 2024/2025 keng 4e am Génie civil an der Formation professionnelle ugebuede soll ginn. An deem Kader soll virgesi sinn, datt réischt am Schouljoer 2027/2028 eng nei Bautechnikerklass fir d'Schüler soll ugebuede soll ginn.

Des Weideren geet aus enger Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 5534 aus dem Joer 2022 ervir, datt:

– D'Attraktivitéit vun den technesche Beruffer am Allgemengen zeréckgaang ass.
– De Service de la Formation professionnelle (SFP) an Zesummenaarbecht mam Héichschoulministère an dem Aarbechtsministère am Kader vum sougenannte Skillsdësch eng grouss Etude iwwert eng National Skills Strategy lancéiert huet.
– Eng weider Etude, déi vun der Europäescher Kommissioun finanzéiert gëtt, deemnächst hir Recommandatiounen erausgëtt, wéi déi initial Beruffsausbildung ka méi attraktiv gemaach ginn.
– Et am Lycée Josy Barthel zu Mamer am Beräich vun der Formation professionnelle kee Plazmangel gëtt.
– De Service vun de schouleschen Infrastrukturen an d'ëffentlech Bauverwaltung mat der Direktioun vum Lycée Josy Barthel zesummeschaffe fir no Méiglechkeeten ze sichen, de besteeënde Schoulraum auszebauen.
– Ab 2028 am Lycée Edward Steichen zu Clierf (LESC) souwuel Héichbau wéi och Déifbau ënnerriicht ginn.
– Ab 2028 am Lycée Edward Steichen zu Clierf solle follgend Ausbildungen ugebuede ginn:
• DT: Génie civil
• DAP: Dessinateur en bâtiment
• DAP: Maçonnerie
• CCP: Maçonnerie

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

– Kann den Educatiounsminister confirméieren, dass d'Formatioun DT Génie civil am September 2024 net méi am LJBM ugebuede gëtt? Wann dës Ausso zoutrëfft, wisou huet den Educatiounsminister sech zu dësem Schratt entscheet?

– Wat kann am Kontext vum Bauwiesen iwwer déi Etudë gesot ginn, déi de Minister 2022 erwäänt huet:
• National Skills Strategy vum Skillsdësch
• Rapport vun der OECD
• Etude, wéi déi initial Beruffsausbildung ka méi attraktiv gemaach ginn
• Etude zur Erweiderung vum Schoulraum am LJBM?

– Wéi eng Conclusioune konnt den Educatiounsministère aus de besoten Etudë schléissen?

– Wat sinn d'Grënn fir déi besteeënd Bautechnikerausbildung am Zentrum vum Land ofzeschafen, wa gläichzäiteg geplangt ass, genee dës Formatioun 2028 op engem Schoulcampus ganz am Norde vum Land unzebidden?

– Kann et sinn, dass an Zukunft eng Schülerin oder e Schüler vun z. B. Esch-Uelzecht muss op Clierf an de Lycée goen, fir d'Bautechnikerausbildung DT GC ze maachen? Wann net, wat gesäit de Minister als Alternative vir?

– Wéi eng Ausbildunge ginn de Schülerinnen a Schüler, déi sech zu Lëtzebuerg fir den Héichbau interesséieren, ab der Rentrée 2024 an doriwwer eraus ugebueden, wann si net déi noutwenneg Hürde gemeeschtert hunn, fir kënnen an den Enseignement secondaire classique oder général ze goen?

– Den Ausbildungsniveau Technicien ass a ville Beruffsfelder verankert, gëtt dës Ausbildung och an anere Beräicher ofgeschaaft? Wa jo resp. nee, wat ass de Grond dofir?

– Säit der Reform vun der Formation professionnelle 2008 ginn et Passerellen tëschent den Ausbildungsniveauen DAP, DT, EG a BTS ënner aneren och am Baufach. Wéi eng Chancen hu Schülerinnen a Schüler zukünfteg fir sech weiderzebilden (Passerell no uewen) resp. fir een anere Bildungswee ze wielen, falls si hiren initiale Choix net packen (Passerell no ënnen)?

– Ass et richteg, dass den Educatiounsminister virgesinn huet, réischt am Schouljoer 2027 eng nei Bautechnikerklass opzemaachen, awer just am Secondaire général?

**Réponse** (25/06/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Formatioun vum Techniker am Génie civil wäert och weiderhin am Lycée Josy Barthel Mamer (LJBM) ugebuede ginn. Nieft der Tatsaach, datt et ondenkbar ass, esou spéit am Schouljoer eng Formatioun fir dat kommend Schouljoer zouzemaachen, ass et och net ee Lycée, deen aleng iwwert d'Weiderbestoe vun enger Formatioun decidéiert. Esou Decisioune gi vum Educatiounsministère am Partenariat an an Ofstëmmung tëscht dem Service vun der Beruffsausbildung an de Beruffskummere geholl.

An der National Skills Strategy, déi zesumme mat der OECD ausgeschafft gouf, geet net explizit rieds vum Bauwiesen. Eng vun de Recommandatioune gesäit awer vir, eng besser Adequatioun tëscht de Besoinen u Kompetenze vun der Economie an de Formatiounen hierzestellen. D'Ëmsetzung vun der OECD-Etude ass virgesi fir dës Legislaturperiod a gëtt vum Service de la formation professionnelle (SFP), zesumme mam Héichschoulministère, dem Aarbechtsministère an der ADEM koordinéiert. Éischt Schrëtt sinn awer schonn ënnerholl, sou bitt z. B. de CNFPC zu Ettelbréck ab dem Hierscht Formatiounen (Skillsbridges) un, fir Salariéen aus dem Bauwiesen déi néideg Kompetenzen am Beräich Construction bas carbone et utilisation de matériaux de construction biosourcés ze vermëttelen.

Konkreet am Beräich vun de Formatiounen, iwwer déi rieds geet, sief nach gesot, datt den SFP zesumme mat der Équipe curriculaire (EC) an a Kooperatioun mat der Chambre des Métiers, der Chambre de Commerce an der Chambre des Salariés un enger potentieller Refonte vun de Bauberuffer schafft, an zwar dem DAP Dessinateur en bâtiment (DAP DB) an dem DT Technicien en génie civil (DT GC).

Fir eng Analys vum SCRIPT iwwer béid Formatiounen ze komplettéieren, féiert den SFP mat der Chambre des Métiers eng Enquête aus, fir mat den Entreprisen eng komplett Vue iwwert de Besoin vun deenen zwee Beruffer ze kréien. Dëst ass ee Prozess, deen zanter Ufank vum Schouljoer en cours ass an an deenen nächste Méint weidergefouert gëtt. D'Elementer vun enger Gesamtanalys fléissen dann dono an d'Definitioun vun engem aktualiséierte Beruffsbild fir den DT GC an.

Et ass net virgesinn, Technikerausbildungen ofzeschafen. Dem Educatiounsministère läit keng esou Demande vir. Och besteet momentan keng Demande vu Säite vun de Beruffskummeren, eng weider Technikerausbildung auszeschaffen.

Passerellen existéieren an der Beruffsausbildung tëscht dem CCP an dem DAP respektiv tëscht dem DAP an DT. Eng Persoun, déi hiren Technikerdiplom huet, ka vun engem Lycéeesdirekter ënner „admission conditionnelle" an eng Formatioun vum Enseignement secondaire général opgeholl ginn. D'Schüler an d'Apprentië vun der Beruffsausbildung kënnen no hirem Technikerdiplom eng fachspezifesch Héichschoulformatioun maachen, wa si hir Modules préparatoires erfollegräich ofgeschloss hunn.

**Recherche en intelligence artificielle** | Question **0784** (23/05/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Dans un communiqué de presse du 22 mai, le Centre européen en intelligence artificielle par l'innovation (ENACT), dirigé par l'Université de Lorraine, a déclaré être doté d'un budget de 67 millions d'euros par l'initiative du Gouvernement français « France 2030 », pour les cinq prochaines années. Cette initiative vise à positionner cette institution comme un hub attractif pour les talents en intelligence artificielle, visant à stimuler cette technologie en France.

L'accord de coalition luxembourgeois souligne également un engagement fort dans la recherche et l'innovation en intelligence artificielle.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Digitalisation, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

1) Quel est le montant total prévu par le Gouvernement luxembourgeois pour le financement de la recherche en intelligence artificielle pour la période 2024-2028 ?

2) Existe-t-il actuellement un projet de partenariat en intelligence artificielle entre l'Université de Luxembourg et l'Université de Lorraine ou d'autres universités partenaires ?

3) Quelles sont les ressources et infrastructures disponibles à l'Université de Luxembourg pour soutenir la recherche, la formation et le déploiement de l'intelligence artificielle ?

**Réponse** (24/06/2024) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

La stratégie nationale de la recherche et de l'innovation considère l'intelligence artificielle comme une technologie clé qui sera utilisée dans chacun des quatre principaux domaines de recherche prioritaires définis par cette même stratégie. L'intelligence artificielle est donc considérée comme un domaine de recherche transversal susceptible d'avoir des répercussions sur la plupart des activités de recherche. Pour cette raison, il sera difficile de chiffrer exactement le montant de budget qui est prévu spécifiquement pour la recherche en intelligence artificielle. On peut néanmoins mentionner qu'en se basant sur les cinq dernières années, on peut estimer que le budget que le Fonds national de la recherche (FNR) va mobiliser pour la recherche en intelligence artificielle pour la période 2024-2028 devrait être d'au moins 85 millions d'euros. En effet, au cours des cinq dernières années (2019-2023), le FNR a financé 166 projets utilisant ou développant l'IA pour un budget total de 85 millions d'euros. S'ajoutera à cela les budgets mobilisés directement par l'Université du Luxembourg et les centres de recherche publics qui financent tous à partir de leurs budgets ou à partir de budgets en provenance de l'Union européenne et de partenaires privés des projets de recherche en intelligence artificielle. Mentionnons par exemple le projet Clinnova coordonné par le Luxembourg Institute of Health, qui est doté d'un financement total de 50 millions d'euros, dont 15,8 millions en provenance du FNR. Clinnova vise à promouvoir la médecine de précision basée sur l'IA en impliquant des partenaires du Luxembourg, de France, d'Allemagne et de Suisse.

L'Université du Luxembourg s'implique activement dans la recherche et l'enseignement sur les nouvelles technologies basées sur l'intelligence artificielle. Ces activités se réalisent le plus souvent en collaboration avec des partenaires complémentaires au niveau international. Actuellement, l'Université du Luxembourg participe à une dizaine de projets collaboratifs (coût total estimé : 60 millions d'euros) financés par le programme de recherche Horizon Europe ou par le FNR.

Aucun accord de collaboration spécifique sur l'IA n'existe pourtant à ce jour entre l'Université du Luxembourg et l'Université de Lorraine, mais le renouvellement du contrat cadre entre les deux institutions est en ce moment en train d'être finalisé. L'accord cadre prévoit des échanges tant pour l'enseignement que pour la recherche, y compris les cotutelles de thèses de doctorat.

L'Université du Luxembourg dispose de sa propre infrastructure de pointe pour ses activités de recherche et d'enseignement en rapport avec l'intelligence artificielle et tout comme les centres de recherche publics elle peut également bénéficier des ressources HPC mises à disposition par LuxProvide : le superordinateur MeluXina. L'appréhension, l'exploitation et la génération de nouvelles méthodes et connaissances en IA mobilisent à l'Université du Luxembourg plus de 500 chercheurs (professeurs, maîtres-assistants, assistants-postdoctorants, assistants-doctorants et même étudiants de master actifs dans la recherche). Entre les années académiques 2021-2022 et 2022-2023, l'Université du Luxembourg a augmenté de 32 % les heures d'enseignement dédiées à l'IA. En 2022-2023, plus de 9.000 heures d'enseignement ont été dispensées aux étudiants de l'Université du Luxembourg, pour un investissement de plus de 900.000 euros.

**Porte d'entrée du camp de concentration Sonnenburg** | Question **0785** (24/05/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Den Nationalsozialismus hat ee Gesellschaftsmodell vun Haass, Jalousie an Ausschléissung ausgelieft an domadder ville Mënsche wärend iwwert engem Joerzéngt vill Leed ugedoen, déi als Verbrieche géint d'Mënschheet an der Geschicht festgehale goufen. Dofir ass et wichteg, dass eist Land verschidden Evenementer reegelméisseg commemoréiert, fir dass d'Affer vun dëse Verbriechen ni vergiess ginn.

91 Lëtzebuerger Zwanksrekrutéiert goufen am Konzentratiounslager Sonnenburg a Polen ëmbruecht. An dësem Lager houng eng schwéier Paart aus Eise mat der Opschréft „PAX". Lénks war eng Plaque mat der Muttergottes a riets eise Staatswopen. Dës Paart gouf nom Krich vun de Lëtzebuerger gestëft a vill Leit identifizéieren sech nach haut domadder.

Leider hänkt déi Paart zanter e puer Joer net méi an der Entrée vum Lager. Si befënnt sech an enger Fosse am lokale Pompjeesbau.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir dass dës Paart, déi vun de Lëtzebuerger gestëfft ginn ass, nees op hir Plaz am Lager Sonnenburg kënnt? A wéi engem Zäitraum wäert dëst passéieren?

2. Wat waren d'Grënn, dass d'Paart an der Entrée vum Sonnenlager iwwerhaapt demontéiert ginn ass?

**Réponse** (17/06/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

D'Lëtzebuerger Ambassade zu Warschau steet am enken a gudde Kontakt mat de lokalen Autoritéiten. D'Paart huet misse wéinst Restauratiounsaarbechten zäitweis ewechgeholl ginn a wäert fir d'Gedenkfeier fir den 80. Anniversaire vum Massaker vu Sonnenburg (Słońsk) den 31. Januar 2025 nees ubruecht ginn.

Well et an der Vergaangenheet Vandalismusaktioune goufen, gedenkt déi polnesch Säit, d'Paart definitiv ofzebauen an op enger anerer Plaz nees opzeriichte respektiv auszestellen. Déi definitiv Plaz fir d'Paart soll alle Conservatiouns-, Commemoratiouns- a Sécherheetsaspekter Rechnung droen.

**Procédure de classement d'un bâtiment** | Question **0786** (24/05/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Den 13. Mee gouf zu Iechternach ee Wunn- a Geschäftshaus op 19 an der Sauergaass ofgerappt. Dëst Haus, dat op d'Enn vum 19. Joerhonnert op engem Virgängerbau gebaut gouf, huet sech, ënnert anerem, duerch eng bemierkenswäert Fassad aus gielem a roudem Sandsteen an eng Rei vun Arkaden am Rez-de-chaussée ausgezeechent a gouf dofir schonn 2010 an der „Topographie der Baukultur Echternachs" vun der Expertin Dr. Christina Mayer als „erhaltenswert" bezeechent.

Den 22. Februar 2023 huet sech déi national Denkmalschutzkommissioun COPAC eestëmmeg fir säi Klassement als Monument national ausgeschwat a bezitt sech dobäi, ënnert anerem, op déi „vollständig überlieferte, historisierende Hauptfassade", déi benotzte Baumaterialien a Stilelementer aus senger Entsteeungszäit.

„La COPAC émet à l'unanimité un avis favorable pour un classement en tant que patrimoine culturel national de l'immeuble sis 19, rue de la Sûre à Echternach (n° cadastral 1494/2213). […]"

Nodeem d'Iechternacher Gemeng de kommunale Schutz Enn 2022 opgehuewen hat, hat déi fréier Kulturministerin dem Proprietaire am Mee 2023 matgedeelt, datt si d'Gebai ënner nationale Schutz stelle wéilt. D'Auswierkung vu sou enger „intention de classement" ass immédiate. D'Gebai dierf net méi ouni Autorisatioun vum Kulturminister verännert ginn. Eng Rei Elementer deiten drop hin, datt et bei der Fro vum Klassement vun dësem Gebai zu Kompetenzstreidegkeeten tëscht der Iechternacher Gemeng an dem Kulturministère komm ass, déi schliisslech dozou geféiert hunn, datt d'Gebai trotzdeem ofgerappt konnt ginn. Dat läit och dorunner, well beim Denkmalschutz d'Gemengen an de Staat net ëmmer un engem Strang zéien. Zum Beispill kann ee Buergermeeschter fir een national geschützten Gebai eng Autorisation de destruction ausstellen, mat der Oplag, dass de bestoende Gabarit vum Gebai geschützt gëtt.

Um Enn sinn d'Baggeren du gerullt an d'Gebai ass mëttlerweil nach just ee Koup Steng, esou wéi et och schonn zu Dippech am Februar 2023 geschitt ass mat engem Gebai, dat zanter 2019 an enger Procédure de classement war.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wat fir eng Moossname goufe geholl, fir de Verfall vun dem Gebai, dat de 17. Mee 2023 bei engem versichten Ofrappmanöver schwéier beschiedegt gouf, ze verhënneren?

2. Firwat gouf d'Procédure de classement, déi am Mee 2023 vun der Kulturministesch annoncéiert gouf, net ofgeschloss? Op wat fir eng Hindernisser ass de Ministère gestouss?

3. Wat wëll de Kulturminister maache fir ze verhënneren, datt sech esou Fäll wéi dësen, oder och dee vum Schlass Eesebuer, oder deen zu Dippech, net méi widderhuelen?

4. An der Äntwert op d'Fro N° 7699 betreffend den Ofrëss vun engem geschützte Gebai zu Dippech hat d'Kulturministesch geschriwwen:
Well den Artikel 117 Punkt 27 vum Denkmalschutzgesetz virgesäit, datt d'Netrespektéiere vum Artikel 129 eng penal Infraktioun ass, an heifir och penal Strofe virgesäit, ass de Parquet heiriwwer informéiert ginn.
D'Gebai zu Iechternach läit an enger Strooss, déi laut Avis vun der COPAC eng „zone de haute sensibilité archéologique" ass. D'Denkmalschutzgesetz vun 2022 gesäit a sengem Artikel 4 vir, datt
„tous les travaux de construction, de démolition ou de remblai et de déblai soumis à autorisation de construire ou de démolir planifiés sur un terrain situé dans la zone d'observation archéologique doivent être soumis par le maître d'ouvrage au ministre à des fins d'évaluation des incidences de ces travaux sur le patrimoine archéologique au plus tard au moment de l'introduction de la demande de l'autorisation de construire ou de démolir."
Gouf de Kulturministère am Virfeld vun der geplangter Demolitioun informéiert? Wäert de Kulturminister de Parquet iwwert eng méiglech Infraktioun am Kader vum Denkmalschutzgesetz informéieren?

5. Sollt ee Gebai, wat national geschützt ass, automatesch och vollwäerteg um Gemengenniveau geschützt sinn?

**Réponse** (25/06/2024) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

ad 1. an 2. Wat dës Froen ugeet, verweisen ech op meng Äntwert vum 25. Juni 2024 op d'parlamentaresch Fro N° 0776.

ad 3. Virop sief ze präziséieren, datt d'Aarbechten um national klasséierte Schlass zu Eesebuer vum Kulturministère erlaabt goufen a vum Institut national pour le patrimoine architectural – INPA begleet ginn. Beim Gebai zu Dippech, wat e kommunale Schutz hat, gouf de Parquet informéiert.

Fir d'Denkmalfleeg am Land virunzedreiwen, setzt d'Regierung awer virun allem op d'Preventioun a Sensibiliséierung vun de concernéierten Acteuren. An dësem Kontext wëll ech rappeléieren, datt den INPA an de leschte 15 Joer alle Gemenge gehollef huet, déi Haiser ze identifizéieren, déi op kommunalem Niveau en Denkmalwäert hunn. Op haut si ronn 20.400 vun deene bal 28.400 Haiser, déi reperéiert goufen, vu Gemenge geschützt ginn.

Dernieft ass den INPA amgaangen, op Basis vum Patrimoinesgesetz vun 2022 progressiv an all de Gemenge vum Land Inventairen opzestellen, op deenen déi schützenswäert Gebaier identifizéiert ginn. Op Basis vun dësen Inventairë gi fir déi verschidde Gemengen national Klassementsprozeduren an d'Weeër geleet, mat deenen all d'Gebaier, déi inventariséiert goufen, geschützt ginn, dëst nodeems eng ëffentlech Enquête realiséiert ginn ass.

ad 4. Zum Zäitpunkt, wou d'Gemeng hir Autorisatioun fir d'Transformatiounsaarbechte vum Gebai ausgestallt hat, war d'Zone d'observation (ZOA) nach net en vigueur. Et bestoung deemno keng Obligatioun, fir d'Aarbechten am Virfeld dem Kulturminister respektiv dem Institut national de recherches archéologiques (INRA) ze ënnerbreeden.

Den INRA gouf de 14. Mee op Basis vun enger telefonescher Fundmeldung op de Chantier geruff. D'Experte vum Service d'archéologie médiévale vum INRA hunn direkt eng Expertis vum Lieu realiséiert, a konnten dobäi weeder archeologesch Decouverten, nach generell Agréff an de Buedem feststellen.

ad 5. Am Respekt vun der Gemengenautonomie, ënnerstëtzt an encouragéiert d'Regierung d'Efforte vun de Gemengen a punkto Denkmalschutz, a begréisst et, wann e Gebai, wat national geschützt ass, och kommunal protegéiert gëtt.

**Biodiversité des milieux aquatiques** | Question **0787** (24/05/2024) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

De 25. Mee 2024 ass de Weltdag fir d'Migratioun vu Fësch. An deem Kontext hat d'Waasserwirtschaftsverwaltung zesumme mam Ëmweltministère an der „World Fish Migration Foundation" e Seminaire organiséiert. Et goung hei ëm d'Bedeitung vun der Renaturéierung vu Baachen a Flëss fir den Erhalt vun der Biodiversitéit, a besonnesch ëm d'Ewechhuele vu Barrièren a Wierer, déi keng Fonctioun méi hunn, Fësch awer dorun hënneren, zum Beispill an hir Läichgebidder ze wanderen. Laut deene rezentste Chiffere vum Living Planet Index sinn an Europa d'Populatioune vu Fësch, déi wanderen, ëm 75 % zréckgaang zanter deene leschte 50 Joer. E Véierel vun de Séisswaasserfësch si vum Ausstierwe bedréit.

D'Lëtzebuerger Regierung ënnerstëtzt zanter Joren d'Renaturéierung vu Baachen an d'Installatioun vu Fëschtrapen. Am Kader vum uewe genannte Seminaire goufen eng Rei Beispiller genannt, notamment d'Renaturéierung vun der Syr.

An deem Kontext géing ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Wat fir eng Renaturéierungsmoossname goufe bis elo op der Syr duerchgefouert a wat war insgesamt de Käschtepunkt vun deene Mesuren? Wat fir een Impakt haten dës Mesuren op d'Biodiversitéit a besonnesch op d'Fëschaarten an -unzuel? Wat fir en Impakt haten dës Mesuren op d'Héichwaassersituatioun laanscht d'Syr, besonnesch wat d'Retentioun vum Héichwasser betrëfft? Ginn et nach aner Projete vu Retentiounsmoossnamen am Einzugsgebitt vun der Syr?

2. Gëtt et e konkreete Projet, fir den Opstig vu Fësch aus der Musel an d'Syr ze erméiglechen? Wa jo, wéini soll dëse Projet realiséiert ginn? Géing esou e Projet och eng Wanderméiglechkeet fir amphibesch Liewewiese wéi de Fëschotter begräifen? Kéint domat de Risiko vun Héichwaasser un der Mündung vun der Syr an d'Musel reduzéiert ginn?

**Réponse** (25/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. An der Vergaangenheet si verschidde Renaturéierungsmoossnamen op der Syr ëmgesat ginn. Dozou gehéiert zum Beispill de Renaturéierungsprojet vun der Syr am Naturschutzgebitt Schlammwiss-Brill zu Mensdorf aus dem Joer 2004.

Méi e rezente Projet ass d'Renaturéierung vun der Syr an enger Niewebaach, der Schlammbaach, ënnerhalb vun der Fausermillen zu Mertert. Hei goufen d'Syr an d'Schlammbaach am Kader vum Kompensatiounsprojet VM21 Fausermillen op enger Längt vu 500 m respektiv 200 m renaturéiert. Well d'Terraine laanscht d'Syr am Besëtz vum Staat sinn, wor et méiglech, sämtlech Befestegunge wéi Maueren zeréckzebauen. Et goufe verschidde Stréimungslenker agebaut, fir dass d'Syr sech duerch seng Eegendynamik nees selwer entwéckele kann. Dobäi gouf och en Niewenaarm vun der Syr reaktivéiert, fir dass sech d'Syr bei Héichwaasser méi an der Fläch ausbreede kann.

E weidere Projet, wou de Moment d'Aarbechten amgaange sinn, ass den Héichwaasserschutzprojet zu Syren, wou ënner anerem mat enger Renaturéierung en natierlechen Héichwaasserschutz ëmgesat gëtt.

Aner Projeten, déi aktuell am Anzuchsgebitt vun der Syr studéiert ginn, sinn ënnert anerem d'Renaturéierung vun der Syr am Gebitt „Schlammwiss" zu Uewersyren an eng Retentiounsmoossnam tëschent Contern a Moutfort.

Doniewent sinn op der Syr an de leschte Joren och Projeten ëmgesat ginn, fir d'Duerchgängegkeet fir d'Fësch bei besteeënde Barragen nees hierzestellen. Ze ernimme sinn do Aarbechten op der Fausermillen zu Mertert oder am Lieu-dit „op der Schmëtt" zu Wecker.

E gesamte Käschtepunkt vun dëse Moossnamen ass schwéier ze nennen, well esou Projeten iwwert ënnerschiddlech Sourcë kënne finanzéiert ginn. De Käschtepunkt vun de Mesurë fält och jee no Envergure vum Projet ënnerschiddlech aus. De Projet am Naturschutzgebitt Schlammwiss-Brill läit beispillsweis bei Käschten tëschent 800.000 € an 1.000.000 €, deen ënnerhalb vun der Fausermille bei ronn 500.000 €.

All Renaturéirungsmoossnam huet eng Verbesserung vun der Biodiversitéit als Zil. Eng Renaturéierung soll d'Defiziter vum Liewensraum fir déi verschidde Planzen- an Déirenaarten, déi typescherweis an a rondrëm eng Baach/e Floss virkommen, verbesseren. Dofir ass et wichteg, am Ufank vun der Planungsphas vun engem Projet ze kucken, wéi eng Déiren- a Planzenaarten tatsächlech virkommen a wéi eng Aarten aktuell opgrond vun enger ongënschteger Liewensraumqualitéit net do sinn.

No der Ëmsetzung vun engem Projet, brauch d'Biologie vun enger Baach eng gewëssen Zäit fir seng Regeneratioun. Dofir gëtt an der Reegel 3–5 Joer no Ëmsetzung vun der Moossnam e biologeschen Inventaire duerchgefouert, mat deem de positiven Impakt vun enger Moossnam nogewise gëtt. Doniewent spillt d'Waasserqualitéit och eng wichteg Roll fir d'Biodiversitéit am Allgemengen. De positiven Impakt vun enger Renaturéierungsmoossnam ass dobäi an de meeschte Fäll un eng Verbesserung vun der Waasserqualitéit gekoppelt.

Renaturéierungsmoossnamen hu generell och eng positiv Auswierkung op den Héichwaasserrisiko, besonnesch wann se uewerhalb vun Uertschafte realiséiert ginn. Duerch Renaturéierunge gëtt eng natierlech Iwwerschwemmungsdynamik hiergestallt, d'Waasser kritt erëm méi Platz fir sech auszebreeden a gëtt op dëse Flächen och zeréckgehalen. Zu Syren goufen zum Beispill Iwwerschwemmungsfläche geschaaft, wou d'Waasser sech ausbreede kann an deemno net méi esou séier d'Haiser erreecht. Esou konnt den Héichwaasserrisiko fir d'Lokalitéit reduzéiert ginn.

ad 2. Zu Mertert gëtt et am Beräich vum Hafen e konkreete Projet, fir d'Syr nees un d'Musel unzebannen an esou de Fëschopstig aus der Musel vu beispillsweis Wäitwanderfësch, wéi enger Mierfrell, an d'Syr ze erméiglechen. Bauhär vun dësem Projet ass d'Stroossebauverwaltung. D'Aarbechte wäerte virausiichtlech am Laf vun den nächsten zwee Joer ulafen.

D'Mündung vun der Syr an d'Musel stellt keen natierleche Liewensraum fir de Fëschotter duer. Hien zitt éischter méi flaacht a fëschräicht Gewässer, mat vill Uferstrukturen, iwwerhängende Beem a Fielsen, vir an hält sech typescherweis an natierlechen Auelandschaften op. De Mündungsberäich vun der Syr an d'Musel mam Hafen entsprécht dogéint engem staark verbaute kënschtleche Site. Amphibesch Aarten, déi méi tolerant sinn, kënne sech awer zukünfteg an der renaturéierter Streck vun der Syr uewerhalb vun der Mündung usidelen.

De Risiko vun Héichwaasser am Mündungsberäich vun der Syr an d'Musel kann duerch dëse Projet net signifikativ verréngert ginn.

---

**Compte de paiement de base** | Question **0788** (27/05/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Wéi a ville Presseartikelen ze liesen ass, mécht d'ING aktuell bei ville Clienten d'Bankkonten zou. Internen Informatiounen no wéilt d'Bank sech nei opstellen an dofir „net profitabel" Clienten net méi als Clienten hunn. Vill Persoune wëssen net, dass si een Urecht op ee Bankkonto hunn an dass verschidde Banken zu Lëtzebuerg, wou de Staat Aktionär ass, esou ee „compte de paiement de base" mussen ubidden.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Finanzen a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministere resüméieren, wéi eng Servicer bei esou engem Compte de paiement de base mussen abegraff sinn?

2. Wéi vill Persounen zu Lëtzebuerg profitéiere vun engem Compte de base? Wéi huet sech dës Zuel an de leschte 5 Joer entwéckelt?

3. Hautdesdaags brauch een op ville Plazen an och online eng Kredittkaart, fir kënnen ze bezuelen. Huet ee Client mat engem Compte de base een Urecht op eng Debit- a Kredittkaart?

4. Am Gesetz vum 13. Juni 2017 iwwert d'Comptes de paiement steet geschriwwen, wéi eng Banke mussen ee Compte de paiement de base ubidden. War d'ING zënter der Aféierung vum Gesetz an dësem Fall? Falls nee, wéi eng Bedéngunge vum Artikel 23 hat d'ING net erfëllt?

**Réponse** (03/06/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1. D'Servicer, déi un ee Basisbezuelkont rattachéiert sinn, sinn am Artikel 27 vum Gesetz vum 13. Juni 2017 iwwer d'Bezuelkonten opgezielt. Am éischte Paragraph vun deem Artikel ginn zesummegefaasst, follgend Servicer genannt; Servicer déi et erméiglechen,

– all néideg Operatioune fir d'Opmaachen, d'Gestioun an och d'Zoumaache vum Kont duerchzeféieren,
– Suen op de Kont ze setzen,
– Sue vun deem Kont innerhalb vun der Europäescher Unioun an engem Guichet oder engem Geldautomat opzehiewen,
– verschidden Operatiounen, wéi Domiciliatiounen, Virementer an aner Paiementer, och online duerchzeféieren.

Dës Servicer musse vun de betraffene Banken ugebuede ginn, souwäit se allen anere Konsumenten, déi een „normale" Bezuelkont bei hir hunn, och ugebuede ginn.

ad 2. De Finanzministère huet dozou keng Statistiken. 2022 hat d'CSSF d'Banken, déi Basisbezuelkonte mussen ubidden, gefrot, wéi vill där Konten zanter dem Akraafttriede vum Gesetz vum 13. Juni 2017 opgemaach goufen. D'Zuelen, déi der CSSF deemools matgedeelt goufen, waren:

2017: 119
2018: 32
2019: 24
2020: 17
2021: 15

Et sief hei präziséiert, dass d'Spuerkeess deemools keng Informatioune matgedeelt huet, well se keen Ënnerscheed tëscht hire Basisbezuelkonten an deenen anere Bezuelkonte mécht. Dat heescht, dass all d'Clienten an deem Kontext d'selwecht behandelt ginn.

Ënnert dem Strëch sinn also just relativ wéineg Leit, déi op ee Basisbezuelkonto zréckgräife mussen, well déi allermeeschte Leit zu Lëtzebuerg vun deenen „normale" Bankservicer profitéiere kënnen.

ad 3. Laut Artikel 27 Paragraph 1 Ziffer 4 vum Gesetz vum 13. Juni 2017 gehéiert zum Basisbezuelkont och d'Méiglechkeet, kënne mat enger Bankkaart ze bezuelen. D'Gesetz definéiert awer net, ëm wéi eng Zort Kaart et sech hei muss handelen.

ad 4. D'ING Luxembourg SA huet vun Ufank un net zum Krees vun de Banke gehéiert, déi hu misse Basisbezuelkonten ubidden, well d'Bank d'Konditioun vun de 25 Agencen am Land net erfëllt huet (Art. 23 Paragraph 1, vum Gesetz vum 13. Juni 2017).

D'Lëscht vun de Banken, déi dës Basisbezuelkonten zu Lëtzebuerg mussen ubidden, ass um Site vun der CSSF ënnert follgendem Link nozeliesen: Comptes de paiement – CSSF.

---

**Encadrement de l'ING Marathon** | Question **0789** (27/05/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

D'ING ass hei am Land bekannt duerch hiert Netz u Bankagencen, mee virun allem duerch hire Marketing, sief et duerch d'Publicitéit um Findel oder och mam Sponsoring vu Sporteventer, wéi dem ING Night Marathon oder dem Semi-Marathon op der Wäistrooss, déi all Joer stattfannen a wou d'Allgemengheet duerch de CGDIS an d'Police mat fir d'Sécherheet bezuele muss.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir den Interieur a fir de Sport dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6332 krute mer d'Informatioun, dass eleng d'Käschte vum CGDIS fir dat Event 28.000 € héich waren an dës vum Staat souwéi der Gemeng finanzéiert goufen. Wéi héich waren d'Käschte fir de CGDIS fir den ING Marathon dëst Joer a wéi héich waren se fir de leschte Semi-Marathon op der Wäistrooss 2023?

2. An der Äntwert op d'Fro 6332 gouf erkläert, datt aus Sécherheetsgrënn keng operationell

Informatiounen zur Police kënne verëffentlecht ginn. Kënnen d'Ministeren awer bestätegen, dass d'Police-Effectiver wéinst dësem Event hu missen ëmorganiséiert ginn?

3. Kënnen d'Ministeren och soen, ob zu deem Dag méi Polizist:innen an der Stad präsent waren?

4. Goufen d'Käschte vun der Police un d'ING weider verrechent?

**Réponse** (27/06/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. De CGDIS huet dem Organisateur vum 2024er ING Marathon eng Rechnung fir säin Dispositif de secours an Héicht vun 21.900 Euro ausgestallt, dëst opgrond vu sengem Taxereglement[9].

D'Gréisst vum Dispositif de secours definéiert de CGDIS unhand vun enger Risikoanalys. Den Dispositif kann dofir jee no Ëmfang, Lokalitéit an der Spezifissitéit vun enger Manifestatioun variéieren.

Fir de Semi-Marathon de 24. September 2023 zu Réimech krut den Organisateur eng Rechnung an Héicht vun 3.905 Euro.

ad 2. Fir den ING Marathon effizient ze encadréieren an d'Sécherheet vun de Participanten an Zuschauer ze garantéieren, sinn d'Effectiver vun der Police reorganiséiert an erhéicht ginn. Et gouf am Virfeld eng 12-Stonne-Schicht geplangt.

Weeder den Effectif, nach d'Organisatioun vun der Police kënnen aus Sécherheetsgrënn am Detail matgedeelt ginn.

ad 3. Jo, op deem Dag ware méi Polizisten an der Stad präsent.

ad 4. Nee, d'Käschte vun der Police goufen net un d'ING weider verrechent.

**Nouvelle politique de la banque ING** | Question **0790** (27/05/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Selon plusieurs articles dans les médias, la banque ING, une des plus grandes banques de détail de la notre place financière, a contacté ses clients privés afin de les informer que leurs comptes seront clôturés le 16 juillet 2024 en raison de cessation d'activités au Luxembourg, les invitant à transférer leurs avoirs sur d'autres banques. La banque n'a pas commenté cette décision, à part d'annoncer qu'il y aurait plus d'informations dans les semaines à venir.

Une telle décision d'une banque majeure de la place risque d'avoir des répercussions négatives sur les autres banques et endommager la réputation de notre place financière dans son ensemble. En outre, elle risque d'aggraver les difficultés qu'ont les personnes physiques et morales d'ouvrir et de maintenir un compte au Luxembourg.

Face à cette situation, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre a-t-il été informé de cette situation ?

2) Dans l'affirmative, comment entend-il réagir ?

3) Qu'entend-il entreprendre afin de faciliter l'ouverture et le maintien de comptes bancaires pour les citoyens et les entreprises résidant à Luxembourg ?

**Réponse** (03/06/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) et 2) Au cours d'un entretien avec le CEO d'ING Luxembourg SA (ING), l'importance d'assurer une communication claire envers les clients et de leur trouver des solutions appropriées a été soulignée. Il n'appartient évidemment pas au Gouvernement de commenter la politique commerciale d'un établissement financier.

ad 3) Le Ministère des Finances est en contact régulier avec les différentes parties prenantes, et notamment l'ABBL et la CSSF, au sujet de la problématique de l'ouverture des comptes en banque.

Pour autant, et en ce qui concerne plus particulièrement les comptes de paiement, toute personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale (ci-après le « client » ou « consommateur ») pourra bénéficier des dispositions de la loi du 13 juin 2017 qui organise la mobilité bancaire des consommateurs en rapport avec ces comptes et oblige tout prestataire de services de paiement de proposer un service de changement de compte au consommateur qui ouvre un compte de paiement auprès d'un autre prestataire de services de paiement également situé au Luxembourg. Cela permettra dès lors au client de bénéficier de l'assistance de son nouveau prestataire de services de paiement, notamment en matière de suivi des virements, ordres permanents et mandats de domiciliation exécutés jusque-là par son ancien prestataire de services de paiement.

Il est à noter dans ce contexte qu'au cas où un consommateur se voit refuser l'ouverture d'un compte de paiement, il doit être informé par l'établissement concerné de la procédure à suivre pour contester le refus, de son droit de saisir la CSSF et des coordonnées utiles. En cas de rejet d'une demande d'ouverture d'un compte de paiement de base, l'établissement concerné doit immédiatement informer le demandeur du refus et du motif précis de ce refus. Un consommateur peut également faire appel à la CSSF notamment s'il estime que son compte de paiement assorti de prestations de base a été résilié de manière injustifiée par l'établissement concerné.

En ce qui concerne l'accès des entreprises à un compte en banque, il est notamment renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 0393 du 27 février 2024. Le ministère continue à suivre ce sujet de près et reste en discussion avec l'ABBL et la CSSF pour trouver des solutions appropriées.

**Reconnaissance d'un diplôme au Luxembourg** | Question **0791** (27/05/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Il a été apporté à mon attention que des Luxembourgeois ayant fait des études supérieures rencontrent des difficultés en matière d'inscription de leur diplôme dans le Registre des titres de formation tel que défini dans les articles 66 à 69 de la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Il s'agit notamment des personnes qui ont obtenu un diplôme fédéral suisse de type « Advanced federal diploma of higher education » dans le domaine de l'audit, des normes comptables et du droit des sociétés. Le diplôme de « Dipl. Wirtschaftsprüfer » est considéré en Suisse comme équivalent à un doctorat et est classifié dans le dernier niveau (8/8) du cadre suisse des certifications de formation professionnelle. Bien que reconnu par la CSSF, le MRES refuse l'inscription de ce type de diplôme dans le Registre des titres de formation, « section de l'enseignement supérieur », au motif que le titre de formation ne soit pas reconnu en Suisse comme relevant de l'enseignement supérieur. Ce motif est erroné et il semblerait que le MRES est d'avis que seuls les diplômes d'études supérieures à visée universitaire/académique peuvent être inscrits au Registre des titres de formation.

À mon avis, il serait dommage si des talents qualifiés dont notre place financière ainsi que l'État a besoin se retrouveraient lésés ou en désavantage à cause d'un problème d'inscription de diplôme.

Face à cette situation, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

– Madame la Ministre est-elle au courant de cette situation ?

– Dans l'affirmative, comment entend-elle réagir ?

– Du fait que le Luxembourg ainsi que la Suisse suivent la même réglementation européenne en matière de reconnaissance des qualifications professionnelles (e. g. directive européenne 2005/36/CE, Cadre européen des certifications), comment explique-t-on que le Luxembourg ne puisse inscrire et classifier un diplôme fédéral suisse (de l'enseignement supérieur) dans son cadre national des qualifications (« CLQ ») ?

– Madame la Ministre est-elle d'avis que la pratique administrative actuelle de son ministère respecte bien les articles 66 à 69 de la loi du 28 octobre 2016 et que son processus de reconnaissance est en ligne avec la réglementation européenne ?

– Madame la Ministre est-elle au courant des définitions distinctes (enseignement supérieur universitaire et enseignement supérieur) données à l'article 1er, alinéa 1 et alinéa 2, de la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur ainsi que de la jurisprudence administrative en matière d'inscription au Registre des titres qui stipule que la notion d'enseignement supérieur ne se limite pas à des études universitaires[10]?

– Comment entend-elle la définition de « diplôme équivalent » [au diplôme de doctorat] stipulé dans l'article 24 de la loi du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ? L'exemple dans ma motivation ne devrait-il pas être considéré comme tel ?

– Comment entend-elle améliorer la reconnaissance des certifications de formation professionnelle supérieure afin de favoriser l'attraction de talents au Luxembourg ?

– Comment explique-t-elle des réclamations régulières auprès de l'Ombudsman en matière « d'inscription au Registre des titres d'enseignement supérieur » ?

**Réponse** (10/06/2024) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

En premier lieu, je tiens à préciser que la problématique évoquée dans la question parlementaire sous rubrique a trait à un dossier individuel, qui fait actuellement l'objet d'un recours devant le tribunal administratif. Dès lors, les développements ci-après se limiteront à des informations de caractère général et ne prendront pas position par rapport au dossier individuel précité.

[9] https://112.public.lu/content/dam/112/fr/l%C3%A9gislation/reglement-taxes/rglement-taxes-version-1er-mars-2023.pdf

[10] Pasicrisie Luxembourgeoise, Bulletin de jurisprudence administrative, 2017, p. 293, paragraphe 84

À titre liminaire, il y a lieu d'éviter tout amalgame entre la reconnaissance professionnelle et la reconnaissance académique de titres de formation étrangers, en ce qu'il s'agit de deux procédures avec des objectifs et bases légales distincts.

D'un côté, la procédure de reconnaissance des qualifications professionnelles mise en place par la directive 2005/36/CE telle qu'elle a été modifiée (transposée en droit national par la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles) vise exclusivement la reconnaissance de diplômes étrangers en vue de l'accès à une profession réglementée. De l'autre côté, la procédure d'inscription au Registre des titres de formation représente la reconnaissance académique et vise le droit de porter publiquement un grade académique ainsi que l'alignement concomitant du titre de formation à un niveau du cadre luxembourgeois des qualifications (CLQ).

Dès lors, l'application des principes retenus par la directive 2005/36/CE en matière de reconnaissance des qualifications professionnelles aussi bien par la Suisse (accord d'association Suisse/Union européenne) que par le Luxembourg n'a donc pas d'impact sur l'évaluation d'une demande d'inscription au Registre des titres précité, et vice versa.

Preuve en est que les qualifications suisses d'expert-comptable diplômé sont parfaitement reconnues (professionnellement) par la CSSF en vue de l'accès à la profession réglementée de réviseur d'entreprises.

En ce qui concerne le Cadre européen des certifications (CEC) – implanté au Luxembourg moyennant le Cadre luxembourgeois des qualifications (CLQ) – il y a lieu de signaler que celui-ci a pour but de simplifier la comparaison de qualifications issues de l'espace européen (et, potentiellement, de l'espace extra-européen), sans que celui-ci ne soit pour autant légalement contraignant, ni ne confère un automatisme de portabilité du niveau.

Ainsi, l'alignement d'une qualification, qu'elle soit de nature professionnelle ou académique, à un niveau du CEC par la Suisse, ne comporte aucunement un automatisme de reconnaissance académique ni d'alignement au même niveau au Luxembourg.

En effet, les critères d'inscription au Registre des titres, section de l'enseignement supérieur, statuent qu'il doit s'agir d'un diplôme, titre ou grade qui sanctionne un cycle complet d'études et qui correspond aux lois et règlements régissant l'enseignement supérieur de l'État où le titre a été conféré.

Ainsi, seule la législation suisse est prise en considération dans le cas du titre susvisé.

Or, la Suisse distingue au niveau de l'enseignement tertiaire entre l'enseignement supérieur offert par les universités et hautes écoles, conférant des grades et droits académiques repris dans le cadre de qualifications pour le domaine des hautes écoles suisses, d'une part, et la formation professionnelle supérieure, dont les qualifications figurent dans le cadre national des certifications de formation professionnelle, d'autre part. Cette distinction est d'autant plus évidente que ces deux formes d'enseignement reposent sur des bases légales distinctes.

Force est de constater que le titre susvisé figure dans le seul cadre reprenant les qualifications de nature professionnelle et qu'il ne peut dès lors pas être considéré comme correspondant aux lois et règlements régissant l'enseignement supérieur de l'État où le titre a été conféré. Dès lors, il ne remplit pas les critères d'inscription au Registre des titres, axés sur les qualifications de nature académique.

À titre de parenthèse, il y a lieu de signaler en outre que la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur a été remplacée par la loi du 21 juillet 2023 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur et que la loi de 2009 est donc sans incidence par rapport au présent développement.

Contrairement aux qualifications issues de la formation professionnelle supérieure suisse, les grades académiques émis par des établissements d'enseignement supérieur suisses dûment reconnus en Suisse peuvent parfaitement être inscrits au Registre des titres, section de l'enseignement supérieur.

Signalons qu'en matière d'attraction des talents, le Luxembourg respecte dès à présent pleinement les accords et traités internationaux auxquels il adhère, et notamment la Convention de Lisbonne de 1997 portant sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne. Plus encore, la participation à l'élaboration de décisions et de traités bilatéraux visant la reconnaissance automatique mutuelle des grades académiques entre les États du Benelux (décisions du Comité de ministres Benelux M(2015)3 et M(2018)1) et, plus récemment, le traité du 14 septembre 2021 sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur conclu entre les États de l'espace Benelux et les États baltes place le Luxembourg à l'avant-garde en la matière.

Concernant plus spécifiquement la formation professionnelle supérieure, il y a lieu de noter que le programme gouvernemental 2023-2028 prévoit de poursuivre les réflexions visant à compléter, au Luxembourg, l'enseignement de niveau tertiaire par la mise en place, à côté de la voie existante des formations supérieures académiques s'inscrivant dans le processus de Bologne, d'une voie relevant de la formation professionnelle supérieure. La mise en place d'un tel dispositif permettrait en outre, dans une optique de valorisation et d'attraction de talents, la reconnaissance de titres étrangers relevant de la formation professionnelle supérieure.

En ce qui concerne « l'article 24 de la loi du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État », il y a lieu de relever, d'une part, qu'il s'agit sans doute de l'article 24 de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et, d'autre part, que les termes « ou équivalent » y figurant ont été supprimés par une loi du 9 mai 2018 (Mémorial A n° 373 de 2018 ; article VI, point 11°).

Enfin, je tiens à souligner que mes services entretiennent des échanges réguliers et constructifs avec l'Ombudsman et ses collaborateurs. En termes de réclamations ayant trait à la procédure d'inscription au Registre des titres, section de l'enseignement supérieur, il y a lieu de signaler que celles-ci visent en grande partie des décisions de refus d'inscription de titres français inscrits au Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). Or, la seule inscription au RNCP n'emporte aucunement la preuve que le titre en question a été délivré en correspondance aux lois et règlements régissant l'enseignement supérieur en France, ce caractère étant de fait réservé aux diplômes nationaux ou aux diplômes visés par le Ministère de l'Enseignement supérieur français. Cette interprétation a d'ailleurs été confirmée par une jurisprudence abondante[11]. Le nombre de réclamations résulte donc principalement de l'architecture peu transparente de l'organisation de l'enseignement supérieur en France et non pas d'un quelconque manquement du Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur.

[11] Par exemple : décision du tribunal administratif du 28 mars 2023, n° de rôle 45.895 ; décision du tribunal administratif du 4 octobre 2022, n° de rôle 45.522 et décision du tribunal administratif du 4 octobre 2022, n° de rôle 45.523 ; décision du tribunal administratif du 20 juin 2017, n° de rôle 38.372, et arrêt de la Cour administrative du 27 février 2018, n° de rôle 39.954C.

**Contrôles aux frontières allemandes pendant le Championnat d'Europe de football** | Question **0792** (27/05/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'däitsch Inneministesch huet an engem Interview mat der Tagesschau den 26. Mee gesot, et misst een zousätzlech Sécherheetsmesuren am Kader vun der Fussball-EM an Däitschland huelen, déi de 14. Juni ugeet. An de „kommenden Deeg" sollten dës Mesuren a Kraaft trieden, sot d'Ministesch Faeser, an datt si ab Juni d'Grenzen insgesamt wäert zoumache loossen – och a Richtung Westen. Esou Grenzkontrolle kéinten d'Grenzgänger op der däitscher an der lëtzebuergescher Säit vill Zäit kaschten. An enger Äntwert op d'Fro N° 0567 huet den Inneminister schonn éischt Erklärunge ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Bis ewell ass de Message zu de Grenzkontrollen nach net an der breeder Populatioun ukomm. Plangt d'Regierung, d'Frontalieren an d'Residenten nach iwwert dës ugekënnegt Kontrollen ze informéieren? Wéi wäert d'Regierung d'Leit, déi hei am Land wunnen a schaffen, iwwert dës Kontrollen opklären?

2. „La police allemande devrait procéder entre autres à des contrôles proactifs aux frontières avec le Luxembourg." Wat fir Kontrolle si genau vun Däitschland bis ewell ugekënnegt ginn?

3. An der Äntwert op d'Fro N° 0567 seet den Inneminister, datt d'Kontrollen op den Zäitraum vun der EM begrenzt wieren (14.6. bis 14.7.). An däitsche Medie gëtt d'Ministesch awer un, datt d'Kontrolle scho sollen „ab Juni" starten, domat ass wuel éichter den 1. Juni gemengt. Huet sech hei eppes geännert oder waren d'Angaben aus der Äntwert hei net korrekt?

4. An engem Pressecommuniqué vum Inneministère kann ee liesen: „le ministre a plaidé pour une mise en œuvre mesurée, ceci également dans l'intérêt des travailleurs frontaliers".
Wat fir eng Léisungen huet de Minister hei konkreet virgeschloen? Wat huet d'Inneministesch an deem Sënn versprach respektiv wat ass nom Gespréich zréckbehale ginn?

**Réponse** (25/06/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Opgrond vum Artikel 27 vum Schengener Grenzkodex huet déi däitsch Inneministesch an engem Bréif vum 8. Mee 2024 un d'Inneminister vun der EU a vun de Schengen-Vertragsstaate matgedeelt, dass temporär Bannegrenzkontrollen tëscht dem 7. Juni an dem 19. Juli 2024 stattfanne wäerten, dëst am Kader vun der UEFA EURO 2024. Sollt et zu Verkéiersproblemer kommen, géifen d'Pendler iwwert d'Medien doriwwer informéiert ginn, fir hir Dispositioune kënnen ze huelen.

ad 2. Laut dem uewe genannte Bréif vum 8. Mee 2024 géifen déi temporär Bannegrenzkontrollen net duerchgehend an net flächendeckend stattfannen, mee zäitlech an ërtlech flexibel duerchgefouert ginn.

ad 3. Den Zäitraum vum 14. Juni bis de 14. Juli bezitt sech op den Zäitraum vun der Fussball-Europameeschterschaft an Däitschland. Zum Zäitpunkt vun der leschter parlamentarescher Fro N° 0567 vum 3. Abrëll 2024 war dee genauen Zäitraum vun de

Grenzkontrollen nach net bekannt. Dëse gouf réischt duerch de Bréif vum 8. Mee bekannt, an deem déi däitsch Inneministesch präziséiert, dass d'Kontrollen op de 7. Juni bis den 19. Juli 2024 festgeluecht ginn.

ad 4. Op enger bilateraler Entrevue zu Berlin den 22. Mee 2024 hunn ech déi däitsch Inneministesch un d'Pandemie-Zäit erënnert, wärend där d'Covid-Kontrollen op de Grenzen zu massive Verkéiersproblemer gefouert hunn an ee groussen Impakt op d'Pendler an op d'Zesummeliewen an der Groussregioun haten.

Ech hunn der Ministesch d'Ënnerstëtzung vun der Police grand-ducale ugebueden, wéi och d'Zeréckgräifen op de „Centre de coopération policière et douanière" fir den Informatiounsaustausch ze verbesseren. D'Madamm Faeser huet deemools präziséiert, dass et sech ëm sporadesch Kontrolle wäert handelen, déi innerorts an Däitschland wäerte stattfannen. Trotzdeem koum et zu Verkéiersproblemer. Et ass mir erkläert ginn, dass déi däitsch Policiste keng fix Equippen hunn, mee Polizisten aus ganz Däitschland asetzen, déi andscheinend net forcement déi lescht Informatiounen haten.

En marge vum Conseil JAI vum 13. Juni 2024 zu Lëtzebuerg hunn ech déi däitsch Inneministesch nach eng Kéier op den Impakt vun de Bannegrenzkontrollen opmierksam gemaach.

Den 19. Juni 2024 hat ech e weidert Telefonsgespréich mat der Madamm Faeser. Parallell dozou sinn och den 19. Juni d'Policedirektioun vu Lëtzebuerg an d'Bundespolizeidirektion vu Koblenz zesummekomm an hu Mesurë festgehalen, fir de Verkéiersfloss, mee och d'Sécherheet am Kader vun der Fussball-EM ze garantéieren. Dohier hunn ech ee Communiqué de presse den 19. Juni 2024 erausgeschéckt, deen dëser Äntwert annexéiert ass.

**Convention de non double imposition entre l'Allemagne et le Luxembourg** | Question **0793** (27/05/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Selon plusieurs articles dans les médias allemands, le Ministère des Finances allemand aurait émis un décret selon lequel les allemands qui travaillent à l'étranger mais qui gardent une adresse en Allemagne et qui continueraient à participer à la vie de société allemande seraient imposables en Allmagne. Ce décret irait à l'encontre de la pratique selon laquelle le travail est imposé dans le pays où il est presté et remettrait en cause la convention de non double imposition entre l'Allemagne et le Luxembourg. En outre, cette mesure entrainerait une situation de double imposition pour tous les frontaliers allemands et causerait un défi à toutes les entreprises qui emploient des expatriés allemands.

Face à cette situation, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre est-il au courant de cette décision de la part des autorités allemandes ?

– Dans l'affirmative, comment entend-il réagir ?

– Quelles conséquences une telle décision aurait-elle sur la convention de non double imposition entre l'Allemagne et le Luxembourg ?

**Réponse** (24/06/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député fait référence à des articles parus dans la presse allemande au sujet d'un décret émis par le Ministère des Finances allemand « selon lequel les allemands qui travaillent à l'étranger mais qui gardent une adresse en Allemagne et qui continueraient à participer à la vie de société allemande seraient imposables en Allemagne ».

Il semblerait que l'honorable Député viserait une circulaire du Ministère des Finances allemand (BMF Schreiben) du 12 décembre 2023 adressée aux autorités financières des Länder et intitulée « Steuerliche Behandlung des Arbeitslohns nach den Doppelbesteuerungsabkommen ». Plus d'informations peuvent être trouvées ici : Steuerliche Behandlung des Arbeitslohns nach den Doppelbesteuerungsabkommen (bundesfinanzministerium.de).

Il n'appartient bien évidemment pas au ministère d'interpréter une circulaire émise par une autorité étrangère.

Il est toutefois utile de rappeler que le but premier de toute convention de non double imposition consiste à éviter des situations de double imposition en prévoyant des règles de répartition des pouvoirs d'imposition entre deux États. Tel est également le cas pour la convention du 23 avril 2012 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne, modifiée en dernier lieu par un avenant du 6 juillet 2023.

À cet égard, il y a lieu de préciser que la convention précitée institue en son article 24 une procédure amiable aux fins de trouver des solutions à des situations de double imposition. À ce jour, l'Administration des contributions directes n'a pas encore été saisie par des contribuables quant à l'application de la circulaire susmentionnée.

**Nouvelle politique de la banque ING** | Question **0794** (27/05/2024) de **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Ces derniers jours, plusieurs clients de la banque ING ont reçu la nouvelle inattendue de la clôture de leur compte bancaire. Les personnes concernées n'ont désormais plus que deux mois pour déposer leurs avoirs dans une autre banque. Comme de nombreux clients sont concernés par cette vague de résiliations, ceci a aussi un impact sur le temps d'attente pour l'ouverture de nouveaux comptes. Toutefois, le 3e paragraphe de l'article 16 de la directive 2014/92/UE du 23 juillet 2014 prévoit que :

« Les États membres veillent à ce que les établissements de crédit qui proposent des comptes de paiement assortis de prestations de base ouvrent un compte de paiement assorti de prestations de base ou rejettent une demande d'ouverture d'un tel compte présentée par un consommateur, dans les deux cas sans délai indu et au plus tard dans les dix jours ouvrables à compter de la réception d'une demande complète. »

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quelle est l'observation et la position de la Commission de surveillance du secteur financier sur cette pratique ?

2) Quelle est la position du Gouvernement ?

3) Le Gouvernement prévoit-il de réagir en vue d'une meilleure protection des clients ?

**Réponse** (03/06/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) La CSSF n'interfère pas dans les politiques commerciales des banques qu'elle supervise, seule ou ensemble avec la Banque centrale européenne. Ceci étant, elle suit ce dossier de près, notamment sous l'angle de l'obligation du banquier d'agir dans l'intérêt du client et d'offrir aux clients un traitement équitable. Il est loisible à une banque de mettre fin à une relation d'affaires, conformément aux conditions générales de la banque. La banque doit cependant laisser un temps suffisant aux clients d'ouvrir un nouveau compte auprès d'un autre établissement. Elle doit aussi communiquer clairement à ce sujet.

ad 2) et 3) Au cours d'un entretien avec le CEO d'ING Luxembourg SA (ING), l'importance d'une communication claire envers les clients et de leur trouver des solutions appropriées a été soulignée. Il n'appartient évidemment pas au Gouvernement de commenter la politique commerciale d'un établissement financier.

Dès le lendemain, ING a publié un communiqué détaillé, ainsi qu'un « FAQ Résiliation de comptes » pour répondre aux interrogations des clients et du public. Ce dernier précise désormais que « Nous vous garantissons que vos comptes resteront accessibles et que vos services bancaires seront garantis jusqu'à ce que le transfert vers une autre banque ait été effectué. » Par ailleurs, l'ABBL a communiqué sur le sujet, en affirmant la volonté des autres banques de détail de la place de contribuer à trouver dans les meilleurs délais des solutions pour les clients concernés.

En ce qui concerne plus particulièrement les comptes de paiement, toute personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale (ci-après le « client » ou « consommateur ») pourra bénéficier des dispositions de la loi du 13 juin 2017 qui organise la mobilité bancaire des consommateurs en rapport avec ces comptes et oblige tout prestataire de services de paiement de proposer un service de changement de compte au consommateur qui ouvre un compte de paiement auprès d'un autre prestataire de services de paiement également situé au Luxembourg. Cela permettra dès lors au client de bénéficier de l'assistance de son nouveau prestataire de services de paiement, notamment en matière de suivi des virements, ordres permanents et mandats de domiciliation exécutés jusque-là par son ancien prestataire de services de paiement.

Il est à noter dans ce contexte qu'au cas où un consommateur se voit refuser l'ouverture d'un compte de paiement, il doit être informé par l'établissement concerné de la procédure à suivre pour contester le refus, de son droit de saisir la CSSF et des coordonnées utiles. En cas de rejet d'une demande d'ouverture d'un compte de paiement de base, l'établissement concerné doit immédiatement informer le demandeur du refus et du motif précis de ce refus. Un consommateur peut également faire appel à la CSSF notamment s'il estime que son compte de paiement assorti de prestations de base a été résilié de manière injustifiée par l'établissement concerné.

**Financement transitoire du Science Center** | Question **0795** (28/05/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

An der rezenter Vergaangenheet waren Irregularitéite beim Luxembourg Science Center (LSC), souwuel an der Gouvernance wéi beim Ëmgank mat ëffentleche Suen, direkt e puermol Géigestand vun Artikelen an der Press an och vu parlamentaresche Froen.

Am Abrëll 2023 huet de Bildungsministère d'Konventioun mam LSC gekënnegt. Den 11. Abrëll 2023 huet den Här Minister op eng parlamentaresch Fro ënnert anerem dëst geäntwert: „Aus dësem Grond huet den Educatiounsministère de Membere vum Verwaltungsrot vum LSC den 10. September 2022 matgedeelt, datt eng weider Zesummenaarbecht nëmmen ënnert follgende Konditioune méiglech wier:

– Keen Interessekonflikt méi um Niveau vum President vum Verwaltungsrot;
– Opléise vun de Relatiounen tëscht dem Science Center an der Societéit, déi dem President vum Verwaltungsrot gehéiert;
– Kloerstellen, datt d'Propriétés intellectuelles vun de Konzepter a Statioune beim Science Center leien;
– Presenz vum Staat an der Gouvernance-Struktur vum Science Center."

Fir déi néideg Ännerungen ze begleeden an zum Ofschloss ze bréngen, krut den LSC eng Iwwergangskonventioun bis Abrëll 2024. Laut engem Presseartikel aus dem Mäerz 2024 gouf dëse Finanzement an der Tëschenzäit verlängert, well den LSC net fäeg oder net gewëllt war, den urspréngleche Zäitplang anzehalen. Déi verlängert Konventioun wäert eisen Informatiounen no Mëtt Juni auslafen. An dem selwechte Presseartikel aus dem Mäerz 2024 ass och ze liesen, dass den LSC zu deem Zäitpunkt nach keng vun den uewe genannte grondsätzleche Fuerderunge vum Ministère erfëllt hat.

Am Kader vun enger Froestonn an der Chamber huet den Här Minister Ufank Mäerz gesot, dass de Ministère zum Schluss komm wier, dass d'Ëmsetzung vun de Fuerderunge méi Zäit an Usproch wäert huelen, wéi ursprénglech geduecht. Dofir wier de Minister bereet gewiescht, d'Iwwergangskonventioun „kuerzzäiteg" ze verlängeren, bis en Audit virläit, deen op d'Finanzementer an d'Leeschtungen, déi op staatlecher Säit nach sollten honoréiert ginn, an d'Ëmsetzung vun de scho genannten Ännerungen ageet.

An dësem Kontext erlaben ech mer et, follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

1. Ass dee vum Här Minister am Mäerz an der Chamber ernimmten Audit mëttlerweil ofgeschloss? Wa jo, wat sinn d'Haaptconclusiounen dovunner?

2. Goufen déi véier uewe genannte Fuerderunge mëttlerweil vum LSC erfëllt? Wann net, op wéi enge Punkte gëtt et schonn en definitiven Accord tëscht dem Ministère an dem LSC?

3. Wäert eng weider Verlängerung vun der Iwwergangsfinanzéierung vum LSC néideg ginn? Wa jo, wat sinn d'Grënn heifir?

4. Bis wéini wäert d'Situatioun beim LSC regulariséiert sinn? Wéi wäit sinn d'Aarbechten un enger neier, laangfristeger Konventioun mam LSC fortgeschratt?

**Réponse** (02/07/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den Audit ass nach net komplett ofgeschloss. Zu dësem Moment läit ee Rapport d'audit provisoire vir, deen de Verwaltungsrot vun der Luxembourg Science Center (LSC) ASBL elo ka kommentéieren. Eréischt no dësem Schrëtt kann een déi definitiv Konklusiounen aus dësem Audit zéien. De Rapport définitif wäert awer bis de 4. Juli 2024 un den Educatiounsministère an un d'LSC ASBL verschéckt ginn.

ad 2. An engem Bréif vum 18. Juni 2024 huet den Educatiounsministère de Verwaltungsrot gefrot, fir eng formell Positioun ze kréien, wou ee mat der Ëmsetzung vum Protocole d'entente drun ass. Op dëse Bréif ass nach keng Äntwert zeréckkomm. Am Groupe de suivi, deen d'Ëmsetzung vum Protocole d'entente begleet, gëtt den Educatiounsministère awer reegelméisseg doriwwer informéiert, wéi d'LSC ASBL d'Fuerderunge vum Staat ëmsetzt. An dësem Grupp ass den Educatiounsministère driwwer a Kenntnis gesat ginn, datt d'LSC ASBL Ufank Juli 2024 eng Generalversammlung virgesinn huet, wou d'Ëmsetzung vun de verschiddenen Elementer aus dem Protocole d'entente decidéiert soll ginn.

ad 3. Nee, et wäert keng Iwwergangsfinanzéierung méi ginn. Zil ass et, datt d'Fuerderungen aus dem Protocole d'entente mussen erfëllt sinn, fir doropshin eng durabel Konventioun mam LSC ze hunn.

ad 4. Wann d'Elementer aus dem Protocole d'entente vum LSC ëmgesat sinn, wäert den Educatiounsministère dem LSC eng nei Konventioun proposéieren, déi dann ab dem 18. Juli gëllt. Bis dohi muss de Protocole d'entente ëmgesat sinn.

**Police et personnes LGBTIQ+** | Question **0796** (28/05/2024) de **M. Meris Sehovic** | **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

D'Rechter an de Schutz vun LGBTIQ+-Persounen si fir eng inklusiv a gerecht Gesellschaft vun zentraler Bedeitung. Trotz grousse gesellschaftlechen a rechtleche Fortschrëtter si queer Mënschen nach ëmmer reegelméisseg an hirem Alldag Diskriminéierung ausgesat. Dëst war och d'Resultat vun enger rezenter Ëmfro vun der EU-Agence fir Grondrechter un där 100.000 queer Mënschen aus der EU deelgeholl hunn an erauskoum ass, datt Diskriminéierung a Gewalt opgrond vun der sexueller, romantescher an/oder geschlechtlecher Identitéit an de leschte Joren souguer zougeholl hunn. Et ass dofir essenziell, datt virun allem staatlech Institutiounen an d'Police eng Virreiderroll spillen, wann et ëm d'Bekämpfung vu Queerfeindlechkeet an ëm d'Ënnerstëtzung vun der LGBTIQ+ Communautéit geet. Besonnesch d'Police kann duerch hir Ëffentlechkeetsaarbecht, Aus- a Weiderbildungen esou wéi hirem strukturellen Engagement wichteg Zeeche setzen a Vertrauen opbauen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Ministesch fir Gläichstellung an Diversitéit an dem Här Inneminister follgend Froe stellen:

1. Wéi eng Moossnamen, Initiativen a Mechanisme ginn et aktuell bei der Police, fir LGBTIQ+ Persounen e bessere Schutz an e méi séchert Ëmfeld ze schafen? Wéi eng Schrëtt si geplangt, fir d'Rechter vu queere Persounen am polizeileche Kontext besser ze schützen an ze förderen?

2. Wéi steet d'Regierung zu der Schafung vun engem nationalen Netzwierk fir queer Polizist.innen an ass ugeduecht, datt Lëtzebuerg eng Memberschaft bei der europäescher Daachorganisatioun fir queer Polizist.innen (EGPA) freet?

3. Ginn et Kooperatiounen a Partnerschaften tëscht der Police an LGBTIQ+-Organisatiounen, fir den Austausch an d'Zesummenaarbecht ze förderen? Wa jo, wéi gesinn dës aus?

4. Ass ugeduecht eng zentral Ulafstell fir queer Mënsche bei der Police, ewéi dëst schonn an anere Länner de Fall ass, an d'Liewen ze ruffen?

5. Ginn et spezifesch Aus- a Weiderbildungsprogrammer fir Polizist.inne wat d'Sensibiliséierung an d'Rechter vun LGBTIQ+ Persounen ubelaangt? Wa jo, wéi oft ginn dës organiséiert a sinn dës obligatoresch oder op fräiwëlleger Basis?

6. Wéi eng Moyenen an Instrumenter gëtt sech d'Police aktuell fir statistesch Donnéeën, am Bezuch op Diskriminéierungs- a Gewaltfäll opgrond vu sexueller Orientéierung an der Geschlechtsidentitéit vu Persounen, ze erhiewen?

**Réponse** (28/06/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

De Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit (MEGA) ass zënter November 2023 ënnert anerem zoustänneg fir d'Koordinatioun vun der Politick fir d'Gläichstellung vun den LGBTIQ+-Mënschen.

Den éischten nationalen Aktiounsplang, fir d'Rechter vun den LGBTIQ+-Mënschen ze stäerken, gouf 2018 an Zesummenaarbecht mat der Zivilgesellschaft an den nationale Mënscherechtsinstitutiounen ausgeschafft. Iwwert dee Wee engagéiert d'Regierung sech, mat hire Partner aus der Zivilgesellschaft, am Kampf géint Diskriminatiounen, Haassverbriechen an Haassrieden a setzt sech a fir d'Stäerkung vun de Rechter vun LGBTIQ+-Mënschen: datt och si, am Beruff, an hirem Alldag, an hire Famillen e Liewen ouni Diskriminatiounen a Gewalt liewe kënnen.

De Regierungsaccord gesäit vir, dass dëse Plang iwwerschafft an ugepasst gëtt, fir de rezenten Entwécklunge Rechnung ze droen. An dësem Kontext gouf am Abrëll den interministeriellen LGBTIQ+-Comité reforméiert, duerch eng Erweiderung vun de Memberen an dem Mandat. De Ministère, deen zoustänneg ass fir d'Police, war vun Ufank u Member an deem Comité a wäert dat och bleiwen. Dëse Comité erméiglecht en Echange tëschent de verschiddene ministeriellen Departementer zu dësem essentielle gesellschaftspolitesche Sujet.

De MEGA schafft doriwwer eraus och un der Ausaarbechtung vun engem nationalen Aktiounsplang fir geschlechtsbaséiert Gewalt, deen sech u Mënschen an all hirer Diversitéit riicht. Fir der Diversitéit vun eiser Gesellschaft Rechnung ze droen, huet de MEGA e ganz largë Consultatiounsprozess lancéiert an huet an deem Kontext och all LGBTIQ+-Organisatiounen un der Ausaarbechtung vun dësem Plang associéiert.

Dëse Plang soll net nëmmen den Dispositif fir d'Prise en charge vun Affer vu geschlechtsbaséierter Gewalt stäerken, grad esou wéi d'Preventiounsaarbecht, mee erlaabt le cas échéant och Daten ze sammelen iwwert déi verschidde Gewaltformen, y compris opgrond vu sexueller Orientéierung an Genderidentitéit. Zwee Projeten, déi zur Stäerkung vun de Rechter an dem Schutz vun LGBTIQ+-Persoune bäidroe wäerten.

Den Artikel 3 vun der Charte des valeurs vun der Police beseet: „La Police grand-ducale s'acquitte de ses missions dans le respect des libertés et des droits fondamentaux de la personne reconnus par la Convention européenne des droits de l'homme, la Constitution, les conventions internationales et les lois." Den Deontologiekodex vun der Police gesäit vir, dass d'Membere vun der Police sech un d'Grondprinzippie vun de Mënscherechter halen. Keng Form vun Diskriminatioun gëtt dohier toleréiert, weeder am Corps, nach dem Bierger géintiwwer.

Viru kuerzem gouf eng offiziell Demande un d'Police gestallt, fir bei der „European LGBT Police Association" (EGPA) vertrueden ze sinn. Ee Fonctionnaire aus dem Policekader huet sech gemellt, fir als LGBTIQ+-Officier de liaison ze fungéieren. Den EGPA ënnerstëtzt Polizisten aus der LGBTIQ+-Zeen aus ganz Europa. Donieft schafft d'Associatioun enk mat Europol a Frontex zesummen.

De Service „Santé et bien-être au travail" (SBET), deem seng Equipe sech deelweis aus Psychologen zesummesetzt, ass d'Ulafstell fir all Member vun der Police bei Froen oder Problemer, déi déi mental Gesondheet beaflosse kéinten, och a Bezuch op Diversitéit. Dëse Service huet virun allem d'Missioun, déi betraffe Leit ze beroden, ze ënnerstëtzen an ze guidéieren, eng gesond Gestioun bannent der Police ze förderen, Verbesserungen a puncto Liewensqualitéit op der Aarbecht ze proposéieren, Formatiounen ze animéieren a Präventiounsmoossname fir psychosozial Risiken ze entwéckelen an ëmzesetzen a Präventiounscampagnen zu verschiddenen Theemen

op d'Been ze stellen, besonnesch och iwwert d'Diversitéit.

De Konzept vun engem Pool vun Diversitéitsdelegéierten, och am Beräich LGBTIQ+, gëtt am Moment an der Police studéiert, fir Sensibiliséierungs-, Trainings-, Berodungs- a Representatiounsmissiounen unzebidden.

Zënter 2022 offréiert d'EGPA e Cours an der Policeschoul, dëst am Kader vun enger Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagne iwwer d'LGBTQ-Gemeinschaft. An deene Coursë gëtt d'Associatioun presentéiert, d'Diversitéit als Outil vun der Police virgestallt, Erklärunge vum Begréff LGBTQ virgedroe souwéi d'Etude vu reelle Fäll gemaach. Dëse Cours ass en integralen Deel vun der Basisausbildung fir zukünfteg Polizisten.

Fir d'Formation continue gëtt den Ament e Formatiounsprojet iwwer d'Diskriminéierung entwéckelt. Dës Formatioun gëtt an Zesummenaarbecht mam SBET, dem Centre pour l'égalité de traitement, dem Parquet, der Inspection générale de la police souwéi der nationaler LGBTIQ+-Associatioun „Rosa Lëtzebuerg" entwéckelt an erstreckt sech iwwer e puer Sessioune mat verschiddene Léiermethoden.

2023, am Kader vum Weltdag vun der mentaler Gesondheet, huet den SBET eng, fir all Polizisten zougänglech, intern Campagne iwwert d'Diskriminatioun besonnesch géint Leit aus der LGBTQ+-Communautéit an hir direkt an indirekt Auswierkungen op d'mental Gesondheet lancéiert.

D'Programméierung vun den Datebanke vu der Police erlaabt keng spezifesch Erfaassung an Extraktioun vun Statistiken opgrond vu sexueller Orientéierung an/oder Geschlechtsidentitéit.

**Fusions bancaires en Europe** | Question **0798** (28/05/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Selon un article dans la presse internationale, le Président de la République française se dit favorable à l'émergence d'acteurs bancaires de taille mondiale en Europe.

Cela passerait par la création d'un marché unique de capitaux, comme proposé dans le Rapport Letta sur l'avenir du marché unique européen, mais aussi par la fusion d'institutions financières afin de faire émerger des institutions paneuropéennes capables de rivaliser avec les grands acteurs américains. Dans ce contexte, une révision des règles prudentielles s'imposerait, concernant le malus imposé aux acteurs qui souhaitent s'agrandir et aussi l'exigence de fonds propres imposée aux banques.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Premier ministre :

1) Quelle est la position du Gouvernement concernant la fusion d'institutions financières européennes afin de faire émerger des acteurs bancaires de taille mondiale en Europe ?

2) Dans ce contexte, le Gouvernement est-il favorable à une révision des règles prudentielles pour les banques européennes et si oui, quels devraient selon le Gouvernement être les axes principaux de cette révision ?

3) Quel serait selon le Gouvernement l'impact d'une politique favorisant les fusions bancaires au niveau européen sur la place financière et bancaire luxembourgeoise ? Selon le Gouvernement, quel rôle devrait jouer la Place luxembourgeoise dans la création de tels acteurs bancaires de taille mondiale en Europe ? Dans ce contexte, quelles sont le cas échéant les mesures concrètes que le Gouvernement envisage à mettre en œuvre ?

**Réponse** (01/07/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Luc Frieden,** Premier ministre

L'honorable Députée fait référence dans sa question parlementaire à la position du Gouvernement en relation avec l'émergence d'acteurs bancaires de taille mondiale en Europe.

Les questions soulevées par l'honorable Députée doivent être appréhendées sous l'angle du droit de l'Union européenne. Le règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil du 20 janvier 2004 relatif au contrôle des concentrations entre entreprises vise à encadrer les opérations de concentration entre entreprises qui sont de dimension communautaire. Celles-ci doivent s'effectuer sans fausser la concurrence dans le marché intérieur et dans le respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre. La Commission européenne ayant compétence exclusive pour appliquer ce règlement, il n'appartient pas au Gouvernement de se positionner quant aux critères d'appréciation à prendre en compte pour déterminer dans quelle mesure de telles opérations sont susceptibles d'être compatibles avec le marché commun.

S'agissant du cadre prudentiel applicable aux établissements bancaires, le Gouvernement attache une importance particulière au maintien d'un cadre réglementaire robuste visant à sauvegarder la stabilité financière et la protection des déposants. La réglementation bancaire européenne suit par ailleurs étroitement les standards internationaux arrêtés par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, y compris en ce qui concerne les établissements de crédit dont l'importance au niveau international est telle que leur défaillance non ordonnée pourrait nuire à la stabilité financière.

Toute revue future des règles prudentielles européennes, y compris une éventuelle revue visant à faciliter les fusions d'institutions financières, devrait être de nature à ne remettre en cause ni la stabilité financière ni la protection des déposants.

Le Luxembourg dispose d'un secteur bancaire large et diversifié, dans lequel une partie significative des grands groupes bancaires européens et globaux sont représentés. Le paysage bancaire national est dès lors par définition affecté par des fusions bancaires au niveau européen. Tel a d'ailleurs également été le cas durant les dernières décennies.

Il est dans l'intérêt du Luxembourg de disposer d'un secteur bancaire solide et diversifié. Les crises des dernières années ont montré que des banques fortes à ancrage local sont un élément stabilisateur pour l'économie nationale.

**Reconnaissance de l'État de Palestine** | Question **0799** (28/05/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

À l'occasion de la réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères du 27 mai, Monsieur le Ministre a accordé, comme il est de coutume, des interviews « doorstep » à la presse internationale. À une question concernant la position du Gouvernement luxembourgeois relative à une éventuelle reconnaissance d'un État de Palestine, Monsieur le Ministre a fait la déclaration suivante (je cite) :

« I would like to have impact. So, I know that there are some countries, not only in Europe, but also in Asia, also maybe in South- or Latin-America. If we are able to have a movement of eight, nine, ten, twelve countries doing something. This would show that it is not a European decision on Palestine. But it would be an international decision on Palestine. But it would be an international decision. And this could have more impact. So, I prefer to wait a bit more. We will do it. We will do it, because Palestine has a right to be recognized. But it's just, I think, the best moment would ... and it's not the conditions of having ten or fifteen, but to have something international would be ... Maybe also Israelis will realise that it's not only one or two European countries. But it's the world. »

Si je comprends correctement la stratégie de Monsieur le Ministre, il s'agirait d'attendre qu'un certain nombre d'États d'Amérique du Sud, d'Amérique latine et d'Asie reconnaissent l'État de Palestine afin de donner une dimension internationale et non pas seulement européenne à cette dynamique de reconnaissance.

Toutefois, je m'interroge sur la pertinence de cette stratégie étant donné que d'un point de vue international, ce sont justement les États qui n'ont pas encore reconnu l'État palestinien qui se trouvent isolés, dont un bon nombre d'États européens.

En dehors de l'Europe, seuls 24 États, dont 10 États insulaires du Pacifique (Fiji, Kiribati, Îles Marshall, Micronésie, Nauru, Palau, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu) n'ont pas encore reconnu la Palestine.

Hormis ces puissances océaniennes, dont également l'Australie et la Nouvelle-Zélande, voici les 14 autres États non européens :

Amérique du Nord (et latine) : États-Unis, Canada, Mexique, Panama
Amérique du Sud : aucun
Afrique : Cameroun, Érythrée
Asie : Israel, Japon, Myanmar, Singapour, Corée du Sud, Arménie

Étant donné le nombre particulièrement réduit d'États non européens qui n'ont pas encore reconnu l'État de Palestine, il me semble difficile d'envisager une dynamique internationale telle que Monsieur le Ministre se l'imagine, étant donné qu'elle a déjà eu lieu mais sans le concours de la plupart des États européens, dont le Luxembourg.

Je voudrais néanmoins poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Lorsque Monsieur le Ministre explique vouloir attendre que des États d'Amérique du Sud et d'Amérique latine reconnaissent l'État de Palestine, s'agit-il du Mexique et du Panama ?

2) Concernant les États asiatiques, s'agit-il des six États mentionnés ci-dessus ?

3) Monsieur le Ministre attend-il le ralliement des 10 États insulaires du Pacifique afin d'enclencher cette dynamique internationale ?

4) À quels autres États extra-européens Monsieur le Ministre pense-t-il ?

5) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas, a contrario, que les seuls États qui pourraient définitivement donner une envergure internationale à la reconnaissance de l'État de Palestine sont à chercher parmi les quelques États européens retardataires, dont le Luxembourg ?

**Réponse** (28/06/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Comme l'a expliqué Monsieur le Ministre notamment lors du débat public connexe de la Commission des Pétitions de la Chambre des Députés en date du 26 juin 2024, le Luxembourg cherche actuellement à obtenir un soutien pour la reconnaissance de la

Palestine en tant qu'État non seulement en Europe, mais aussi dans des régions telles que l'Asie, le Pacifique et l'Amérique latine, dans le but de rassembler une deuxième vague de reconnaissance qui ne serait pas perçue comme exclusivement européenne, mais comme un effort international. En Amérique latine, nous parlons en effet du Panama. Le Mexique a déjà reconnu l'État de Palestine.

ad 2) En Asie, il s'agit principalement du Japon, du Singapour et de la Corée du Sud, avec lesquels le Ministère des Affaires étrangères a pris contact et dont le soutien serait précieux.

ad 3) Le soutien de tout autre pays est précieux et ne doit pas être négligé. L'ambition n'est pas de réunir sans exception tous les États qui n'ont pas encore reconnu la Palestine en tant qu'État, mais de réunir un groupe conséquent et diversifié. Le Luxembourg consulte en priorité les États qui ont voté en faveur de l'adhésion de la Palestine aux Nations Unies le 10 mai à l'Assemblée générale des Nations Unies. Les États insulaires du Pacifique se sont largement abstenus.

ad 4) L'Australie et la Nouvelle-Zélande font également partie des États qui ont été consultés.

ad 5) Il est indéniable que le soutien des pays européens reste tout aussi crucial. Voilà pourquoi le Gouvernement luxembourgeois est en contact étroit avec ses partenaires européens sur cette question. Cependant, réduire la question aux pays européens ne répondrait pas à l'aspiration à un effort international. Une telle initiative globale de reconnaissance représenterait une contribution significative à la paix et enverrait un signal fort en soutien à la solution à deux États au Moyen-Orient.

**Affiliation auprès d'un organisme de la sécurité sociale de certains remplaçants auprès de l'éducation nationale** | Question **0800** (28/05/2024) de **M. François Bausch** | **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Certain.e.s remplaçant.e.s auprès de l'éducation nationale cumulent des contrats à très courte durée, auprès de différentes communes, même endéans une journée, étant donné qu'ils.elles sont appelé.e.s à remplacer les titulaires de classe à court terme. Pendant la durée des contrats, les remplaçant.e.s sont affilié.e.s auprès de la Caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics.

Or, selon nos informations, les jeunes personnes qui vivent encore chez leurs parents et sont en principe coaffiliées auprès de ceux-ci sont tenues de refaire une demande de coassurance chaque fois que leur contrat de travail arrive à terme. Cette règle est cependant impraticable dans le cas de figure exposé ci-dessus. Selon les témoignages qui nous sont parvenus, les personnes en question se sont retrouvées sans couverture sociale entre leurs différents contrats. De plus, il est probable que toutes les personnes travaillant en tant que remplaçant.e et coaffiliées auprès de leurs parents ne sont pas nécessairement au courant de cette procédure et estiment à tort qu'elles sont automatiquement coaffiliées entre les différents contrats de travail.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer les informations exposées ci-dessus ? Dans la négative, quelles pourraient être les raisons pour lesquelles les personnes en question se sont retrouvées sans affiliation ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'un certain degré d'automatisation de la coaffiliation serait utile afin de soutenir les jeunes personnes qui s'engagent en tant que remplaçant.e.s dans l'éducation nationale ?

3) Étant donné que ce sont souvent des jeunes personnes qui remplacent à l'école fondamentale, Monsieur le Ministre entend-il améliorer l'information aux candidat.e.s en ce qui concerne l'affiliation auprès de la sécurité sociale ? Dans l'affirmative, par quels moyens et à quelle échéance ?

**Réponse** (01/07/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Il est vrai qu'actuellement, la coassurance des personnes protégées de moins de 30 ans n'est pas rétablie automatiquement après la déclaration de fin de l'affiliation de l'employeur. Il incombe ainsi à la personne protégée de contacter la CNS afin de rétablir rétroactivement la coassurance. Une fois cette démarche accomplie, l'assuré bénéficie rétroactivement du droit aux prestations de soins de santé.

ad 2) Un projet concernant l'automatisation du rétablissement de la coassurance est sur le point d'être finalisé au sein de la CNS et devrait être opérationnel prochainement. Cette automatisation permettra le rétablissement automatique de la coassurance de sorte que la personne protégée, âgée de moins de 30 ans et résidant au Luxembourg, ne devra plus faire de démarche auprès de la CNS.

ad 3) Le traitement administratif des remplacements dans l'enseignement fondamental ayant été digitalisé en grande partie il y a quelques années, une refonte du système informatique sera envisagée dans un proche avenir. Dans le cadre de ce remaniement, les informations nécessaires pourraient être intégrées dans le système et par ce biais mises à disposition des agents concernés.

**Enquête « Vieillir en bonne santé »** | Question **0801** (28/05/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Fir d'Enquête „Vieillir en bonne santé" goufen eng ganz Partie Persounen iwwer 50 Joer zu Lëtzebuerg gebieden, e Froebou auszefëllen an en Deel vun de Participanten huet och weider Tester, wéi z. B. e Richtest gemaach. D'Zil vun der Etude ass et, méi Informatiounen ze gewannen iwwert d'Risiken, fir neurodegenerativ Krankheeten ze entwéckelen. De Projet gouf organiséiert vum Centre national d'excellence pour la recherche sur la maladie de Parkinson (NCER-PD), an Zesummenaarbecht mat der Uni.lu an dem Luxembourg Institute of Health.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen hunn un der Datenerhiewung deelgeholl?

2. Vill Persounen, déi un der Etude deelgeholl hunn, interesséieren sech fir d'Resultater, well si sech Suerge maachen, bei der Auswäertung kéint eng Opfällegkeet entdeckt ginn. Mat wéi engem Suivi kënnen d'Persounen, déi un der Etude deelgeholl hunn, rechnen?
– Wäerte si informéiert ginn, wann hir Tester Hiweiser op en erhéichte Risiko fir eng Erkrankung geliwwert hunn?
– Wäerte si informéiert ginn, wann hir Tester keng Hiweiser op en erhéichte Risiko fir eng Erkrankung geliwwert hunn?

3. Si weider Datenerhiewungsphase mat de Participante geplangt fir ze suivéieren, wéi hire Gesondheetszoustand an de kommende Joren evaluéiert?

**Réponse** (02/07/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Un der éischter Phas vun der Studie „Healthy Brain Ageing" (HeBA), wat en Onlinequestionnaire war, hunn 10.187 Leit deelgeholl. Baséierend op den Äntwerte vun dësem Onlinequestionnaire kontaktéiert d'Studienteam aktuell en Deel vun de Participanten, fir hinnen e Gerochstest iwwer d'Post unzebidden. Dësen Test gëtt doheem duerchgefouert, an d'Participantë fëllen online Äntwerten op Froen iwwert verschidde Gerécher aus. Dës Studie gëtt parallell an Däitschland (Kassel), Éisträich (Innsbruck), a Spuenien (Barcelona) an zu Lëtzebuerg mam selwechte Questionnaire a Protokoll duerchgefouert. Eng Ënnergrupp vun de Participanten, déi warscheinlech entweeder en héijen oder en niddrege Risiko fir eng neurodegenerativ Erkrankung hunn, an déi de Gerochstest ofgeschloss hunn, ginn duerno fir detailléiert klinesch Ënnersichungen an d'Fuerschungsklinick invitéiert.

Souwuel Participantë mat, laut dem aktuelle Fuerschungsstand viraussichtlech, héijem wéi och mat niddregem Risiko ginn invitéiert, an d'Invitatioun u sech bedeit net onbedéngt, datt e verstäerkte Risiko festgestallt gouf. All Participant, deen un der Studie deelgeholl huet, gouf iwwert verschidde Weeër informéiert, datt een als Participant keng Informatiounen iwwert säin individuelle Risikostatus kritt.

Zesummegefaasst kann ee soen, dass d'Participanten net iwwert hiren individuelle Risikostatus fir d'Entwécklung vun der Parkinson-Krankheet oder aner neurodegenerativ Konditiounen informéiert ginn. Den Zweck vun der Studie ass net fir individuell virauszesoen, ween eng neurodegenerativ Krankheet entwéckele wäert, mee fir d'Bewäertung vu bekannte Risikofacteure fir verschidden neurodegenerativ Krankheeten an enger Grupp vu Leit ze optimiséieren. D'Studie déngt Fuerschungszwecker a soll e Risikobewäertungssystem validéieren. Dohier kënnen d'Resultater net fir diagnostesch Zwecker benotzt ginn, an d'Deele vun de Resultater kéint zu Mëssinterpretatiounen oder onnéideger Angscht bei de Participantë féieren.

Den HeBA-Konsortium diskutéiert aktiv iwwert d'Méiglechkeet, weider Phase vun Datenerhiewung duerchzeféieren, wann déi initial Analyse vun allen Daten (vun alle Participanten) verspriechend Resultater liwweren an eng zousätzlech Finanzéierung fir dëst Fuerschungstheema geséchert ka ginn. D'HeBA-Studie gesäit vir, d'Participanten erëm ze kontaktéieren, natierlech nëmmen, wa se hir Zoustëmmung ginn hunn, fir un zousätzlechen Datenerhiewungen an der Zukunft deelzehuelen. D'Zil wier et, d'Ännerunge vun individuelle Risikofacteure mat der Zäit ze iwwerwaachen. D'Participantë goufen iwwert potenziell zukünfteg Noënnersichunge via den elektroneschen Zoustëmmungsformulaire informéiert.

**Passerelle GSO** | Question **0802** (28/05/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

De Pilotprojet vun der sougenannter „Passerell" an d'Erzéierausbildung gëtt säit 2021 vun dem Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) an der École nationale pour adultes (ENAD) ugebueden. Si erlaabt Absolvent*inne vun enger Première GSO, direkt an d'Ofschlossjoer vun der

Erzéierausbildung eranzeklammen. Si kréie sou d'Méiglechkeet, mat engem zousätzleche Joer de selwechten Diplom ze kréien, fir deen déi aner Kandidat*innen dräi Joer an d'Schoul ginn.

En haut an der Press zitéierten Avis juridique kënnt zum Schluss, dass de Pilotprojet net am Accord mam bestoende gesetzleche Kader steet, an dass dofir ënnert Ëmstänn souguer d'Diplomer vun de Betraffene kéinte fir ongülteg erklärt ginn.

An dësem Kontext erlaben ech mer, follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend ze stellen:

1. Wat ass dem Här Minister seng Aschätzung zu dem uewe genannten Avis juridique?

2. Respektéiert d'„Admission conditionnelle" an d'Erzéierausbildung laut der Aschätzung vum Här Minister den Artikel 39 vum ofgeännerte Gesetz vum 25. Juni 2004 iwwert d'Organisatioun vun de Lycéeën?

3. Wéi oft ass de Comité ministériel zesummekomm, deen an dësem Kontext virgesinn ass?

4. Gedenkt de Minister Rechtssécherheet ze schafen, andeems hien d'Gesetz respektiv d'Reglementer upasst?

**Réponse** (25/06/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1., 2. a 4. Déi sougenannte Passerell vun der 1re GSO op d'Educateursausbildung ass am Schouljoer 2021/2022 eng éischte Kéier an zwou Schoulen ugebuede ginn, dem Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) an der École nationale pour adultes (ENAD). Si gëtt den Titulairë vun engem Diplôme de fin d'études secondaires générales vun der Sektioun vun de Sciences sociales d'Méiglechkeet, hir Studien am Ofschlossjoer vun der Erzéierausbildung weiderzeféieren.

Dës Mesure ass am Respekt vum Artikel 39 vum Lycéesgesetz (Loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées) geschafe ginn, dee fir zwou Kategorië vu Schüler eng Admission conditionnelle virgesäit:

– Schüler, déi am viregte Schouljoer net op enger Klass ageschriwwe waren, déi en direkten Accès op déi viséiert Klass gëtt;
– Schüler, déi wärend dem Laf vum Schouljoer ageschriwwe ginn.

D'Schüler, déi déi uewe genannte Passerell an Usproch huelen, falen ënnert déi éischt Kategorie, déi vum Gesetz virgesinn ass. Ech deelen deemno net d'Conclusioune vum Avis juridique, op deen den honorabelen Deputéierten sech bezitt, a gesinn och keng Noutwendegkeet, d'Gesetz respektiv d'Reglementer unzepassen.

Zum bessere Verständnis sief hei nach eng Kéier de ganzen Artikel 39 zitéiert:

„L'admission conditionnelle concerne les élèves admis sur dossier par le directeur qui n'ont pas suivi l'année précédente la classe qui donne accès à la classe visée et les élèves inscrits en cours d'année. Le conseil de classe décide à la fin du trimestre ou à la fin du semestre au cours duquel l'inscription conditionnelle a eu lieu, sur base des résultats scolaires, si cette inscription est à confirmer à titre définitif ou si l'élève est orienté vers une autre classe."

ad 3. Am Avis juridique, grad wéi an der Fro vum honorabelen Deputéierten, ass rieds vun enger Commission ministérielle respektiv engem Comité ministériel, „deen an dësem Kontext virgesinn ass". Wéi d'Lecture vum Artikel 39 weist, ass esou ee Comité vum Gesetz net virgesinn. Et ass de Conseil de classe, deen opgrond vun de schoulesche Resultater vum Schüler decidéiert, ob d'Admission conditionnelle confirméiert gëtt oder net.

**Participation de l'État aux centres nationaux sportifs** | Question **0804** (28/05/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Laut Aktivitéitsbericht vum Sportsministère sinn am Joer 2023 2.786.818 € als Participatioun vum Staat un de Fonctionnementskäschte vun den nationalen Zentren am Beräich vum Sport budgetiséiert ginn. 206.041 € sinn dovunner un déi verschidde Verbänn gaang, 2.580.777 € u verschidde Gemengen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Kann de Minister, op Basis vum engem Tableau, d'Evolutioun vun dësen Zuele säit dem Joer 2018 produzéieren (opgelëscht pro nationalem Zenter)?

2. Wéi erkläert de Minister sech d'Evolutioun vun dësen Zuelen?

3. Op Basis vu wat fir Krittären oder Arrangementer gëtt dës Participatioun vum Staat, pro nationalem Zenter, gerechent?
Am Fall wou dëst per Konventioun gereegelt wär, vu wéini datéieren dës Konventioune fir déi jeeweileg Zenteren?

4. An den Aktivitéitsberichter vun de Jore virdru waren nach de „Centre national d'aviation" zu Näertreg, de „Centre national de Golf" zu Eeselbuer an de „Centre régional omnisports" an der Gemeng Parc Housen opgelëscht.
– Firwat sinn des Zentren net am Aktivitéitsbericht 2023 dran?
– Wéi vill war do, opgelëscht pro Zenter, d'Participatioun vum Staat säit dem Joer 2018 an op Basis vu wat fir enge Krittären?

5. Laut dem Aktivitéitsbericht vun 2020 war den éischten Decompte vum „Centre national de canoë kayak" zu Dikrech fir ufanks 2021 ugeduecht. Och dësen nationalen Zenter ass am Aktivitéitsbericht vum Sportsministère am Joer 2023 net opgelëscht.
– Wéi erkläert sech de Minister dëst, obschonn et dësen Zenter scho säit 2018 gëtt?
– Wéi ass do d'Participatioun vum Staat säit 2018?

**Réponse** (01/07/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2. D'Progressioun vun den Ausgabe fir eis national Sportzentren erkläert sech duerch de Besoin vun deene verschiddene Sportaarten no ëmmer méi Trainingsméiglechkeeten.

ad 3. De Sportsministère bedeelegt sech mat maximal 70 %, oder engem Forfait, un de Fonctionnementskäschte respektiv der Locatioun vun Terraine vun den nationale Sportzentren. Dës finanziell Participatioun ass an enger Konventioun mat der jeeweileger Gemeng oder dem jeeweilege Verband gereegelt. D'Date vun der Ënnerschrëft vun deene verschiddene Konventioune befannen sech am Tableau zur Fro 1).

ad 4. Déi 3 genannten national Sportzentre sinn aus ënnerschiddleche Grënn net am Aktivitéitsbericht opgezielt. Wat de Centre national d'aviation ugeet, wor déi finanziell Participatioun iwwer en Arrêté ministériel am Ministère de la Mobilité et des Travaux publics gereegelt. Nodeems dësen Arrêté abrogéiert gëtt et, Stand haut, keng Basis fir eng finanziell Participatioun. D'Ausgabe fir de Sportkomplex zu Housen sinn ënner dem 1. Punkt opgelëscht. A wat de Centre national de Golf ugeet, gëllt et ze betounen, dass déi finanziell Participatioun, bis dëst Joer, iwwer de Fonds d'équipement sportif national bezuelt gouf. Zënter 2024 leeft dëst och iwwer de Budget vun den nationale Sportzentren, sou datt dësen am nächsten Aktivitéitsbericht wäert opgelëscht sinn.

ad 5. D'Komplexitéit vum Dossier, duerch d'Bedeelegung vu ville staatlechen Instanzen, ass de Grond wisou de Centre national de canoë kayak Stand haut nach net konventionéiert ass an de Sportsministère d'Fonctionnementskäschten net kann iwwerhuelen.

**Fermeture de comptes privés auprès de banques luxembourgeoises** | Question **0805** (28/05/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Selon des reports dans la presse nationale, la banque ING procède à la fermeture de comptes privés auprès de sa clientèle luxembourgeoise et ceci dans des délais très courts. De plus, d'autres banques auraient refusé de nouveaux clients dont les comptes ont été fermés auprès de la banque ING.

Notons que la règlementation luxembourgeoise prévoit que cinq établissements, dont la banque prémentionnée ne fait pas partie, doivent offrir des comptes de paiement de base aux clients.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre a-t-il des informations sur d'éventuels refus par des banques luxembourgeoises de nouveaux clients dont les comptes auprès de la banque ING avaient été fermés ?

2) Afin de mieux protéger les consommateurs, quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre envisage afin de garantir des délais raisonnables lors de la fermeture unilatérale de comptes bancaires par une banque ?

3) La Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a-t-elle été saisie avec des réclamations de clients concernés ?

**Réponse** (03/06/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) La CSSF m'a confirmé ne pas avoir été contactée par des personnes qui se seraient plaintes de difficultés rencontrées pour ouvrir un compte auprès d'une nouvelle banque suite à la résiliation de leur compte par ING Luxembourg SA (ci-après « ING »).

ad 2) L'article 74, paragraphe (3) de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement dispose que « [s]i le contrat-cadre le prévoit, le prestataire de services de paiement peut résilier un contrat-cadre conclu pour une durée indéterminée, moyennant un préavis d'au moins deux mois ».

De manière plus générale, les banques sont censées agir en tout temps de manière équitable et professionnelle conformément aux meilleurs intérêts de leurs clients. Elles sont notamment tenues d'avoir établi des processus et des procédures adéquats pour protéger ces intérêts et d'appliquer la diligence requise dans leurs communications avec les clients, en tenant compte des besoins des différents types de clients.

Ce principe exige que, quand il n'y a pas de raison de mettre fin à la relation de façon immédiate, les banques assurent des délais raisonnables pour la fermeture des comptes bancaires, en tenant compte des spécificités des clients, qu'ils soient des particuliers ou des entreprises.

En particulier lors de la clôture d'un grand nombre de comptes bancaires en raison d'un changement de stratégie, la banque concernée devra démontrer à la CSSF qu'elle a mis en place une organisation appropriée pour garantir une fermeture ordonnée des comptes clients, avec une information adéquate et un traitement équitable des clients concernés.

ad 3) Suite à la récente vague de fermetures de comptes par ING, la CSSF a été contactée par une douzaine de personnes.

**Ventes en l'état futur d'achèvement** | Question **0806** (28/05/2024) de **M. Yves Cruchten** | **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Selon des reportages de presse récents, certains acquéreurs de biens immobiliers sous le régime des ventes en l'état futur d'achèvement (VEFA) se voient confrontés à une situation désastreuse suite à la défaillance financière de diverses sociétés de construction. Ils se trouvent dans l'obligation de continuer le remboursement de leurs prêts bancaires, tout en étant confrontés à l'incertitude quant à la finalisation de leurs résidences.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 7963, l'ancien Ministre du Logement Henri Kox avait expliqué que le Gouvernement entendait « analyser la législation existante et la pratique du marché dans la perspective d'ajuster au besoin la protection de l'acquéreur ».

Dans ce cadre, nous aimerions bien recevoir les réponses aux questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

– Est-ce que le Gouvernement vise toujours à adapter la législation concernant les ventes en l'état futur d'achèvement ? Le cas échéant, dans quels délais le Gouvernement entend-il soumettre un projet de loi y relatif ?

– Le Gouvernement envisage-t-il de mettre en place des mesures d'assistance pour soutenir les acquéreurs concernés ?

**Réponse** (27/06/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

La situation de l'immobilier importe au Gouvernement. Dans ce contexte, l'accord de coalition 2023-2028 « Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken » prévoit que le Gouvernement analysera la législation en matière de Vente en l'état futur d'achèvement et adaptera, si nécessaire, le cadre actuellement en vigueur.[12] Ainsi, le Gouvernement entend initier une analyse de la pratique du marché en étroite collaboration avec les différents acteurs de terrain. La nécessité d'adapter la législation, de mettre en place des mesures d'assistance, ainsi que les éventuelles implications juridiques, financières et pratiques d'une telle modification sera évaluée.

On peut noter qu'en vertu de la législation existante en matière d'assistance judiciaire, et notamment de la loi du 7 août 2023 portant organisation de l'assistance judiciaire entrée en vigueur le 1er février 2024, l'État peut prendre en charge une partie ou la totalité des frais et honoraires d'avocat des personnes dont les ressources sont insuffisantes au sens de la loi précitée et qui remplissent les autres conditions légalement prévues dans ce cadre.

[12] Accord de coalition 2023-2028, « Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken », p. 49, Lien : https://gouvernement.lu/fr/publications/accord-coalition/accord-de-coalition-2023-2028/accord-de-coalition-2023-2028.html

**Unité de la police de l'aéroport** | Question **0807** (29/05/2024) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Aus der Press si mir gewuer ginn, datt bei der Police weider geplangt gëtt, fir déi intensiv Rekrutéierung vun zousätzlechem Personal weiderzedreiwen. D'Kommissariater an d'Kriminalpolice sollen opgestockt ginn. Dat ass sécher luewenswäert. Well d'Präsenz vun der Police um Terrain ass eminent wichteg.

Eis ass awer rezent zougedroe ginn, datt d'Police um Flughafen (Findel) net extra präsent wier, wat, mat Bléck op déi Dausende vu Passagéier, déi do all Woch an- an ausginn, eng gewësse Veronsécherung ausléist.

Aus deem Grond wollte mir dem Här Inneminister follgend Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Organisatioun vun der Police um Findel konkreet aus?

2. Wéi vill Beamte sinn do reegelméisseg am Asaz?

3. A wat fir engem Mooss ënnerscheet sech hir Aarbecht vun där vun der Douane?

4. Ass et virgesinn, fir d'Präsenz vun der Police um Flughafen ze verstäerken a méi visibel ze maachen?

**Réponse** (25/06/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'„Unité de la police de l'aéroport" (UPA) besteet, nieft der Direktioun, dem Service expertise documents (SED) an der Cellule Frontex, haaptsächlech aus zwee grousse Servicer: de Service de contrôle à l'aéroport (SCA) an de Service de garde à l'aéroport (SGA).

Den SCA ass fir d'Iwwerwaachen an d'Kontroll vun der eenzeger Baussegrenz vum Land zoustänneg. D'Haaptmissioun vun dësem Service ass et ze kontrolléieren, dass d'Passagéier, déi an oder aus dem Schengenraum reesen, d'Konditioune fir den Zougang, d'Verloossen oder den Openthalt am Schengenraum erfëllen.

Den SGA ass zoustänneg fir d'Sécherung an de Schutz vum Site vum Flughafen. Dëse Service mécht Patrullen um an ëm de Flughafen an huet och nach divers aner Missioune wéi zum Beispill Auditten am Beräich vun der Sécherheet vum Flughafen.

ad 2. D'UPA besteet aus 81 Polizisten an 8 Zivilisten, wouvun d'Majoritéit den zwee grousse Servicer affectéiert ass (SCA an SGA). Aus Sécherheetsgrënn kënne keng weider Detailer zu der Opdeelung vum Personal ëffentlech gemaach ginn.

ad 3. Der Police hir Haaptmissiounen um Flughafen sinn d'Grenzkontrolle vun de Passagéier an d'Sécherheet vum Flughafen. D'Douane befaasst sech primär mat der Frachtkontroll an der Kontroll vum Gepäck vun de Passagéier, déi areesen.

ad 4. Duerch de verstäerkte Rekrutement vun der Police soll och d'Personal vun der UPA weider wuessen.

**Exercice de l'autorité parentale dans le cas de divorce** | Question **0808** (29/05/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Am Fall vu Scheedungen huet d'lëtzebuergescht Recht virgesinn, dass d'Autorité parentale un ee vun den zwee Elterendeeler iwwergeet. Heibäi soll de Riichter d'Interessen an d'Wuel vum Kand berécksiichtegen. Logescherweis geet et de Familljen am beschten, wann de Papp an d'Mamm, trotz der Scheedung, zesummeschaffen an d'Wuel vun hirem Kand als éischt Prioritéit setzen. An där Konstellatioun ass et och am gesondsten, wann d'Autorité parentale bei béiden Elterendeeler bleift. Op guichet.lu steet geschriwwen:

„En tout cas, l'autorité parentale peut être exercée en commun par les 2 parents non mariés s'ils en font la déclaration conjointe devant le juge des tutelles."

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Justiz a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Scheedunge gouf et an de leschten 10 Joer?

2. Wéi oft gouf bei Scheedungen decidéiert, dass d'Autorité parentale bei béiden Elterendeeler bleift?

3. Wéi oft gouf bei Scheedungen een Droit de garde alternée ausgeschwat?

4. Wéi ass et am Fall vu problematesche Scheedungen, wou kee Konsens tëschent den Elteren do war:
– Wéi oft gouf bei Scheedungen decidéiert, dass d'Autorité parentale un d'Mamm iwwergeet a wéi oft goung d'Autorité parentale un de Papp?
– Wéi oft gouf bei Scheedungen den Droit de garde un d'Mamm ginn a wéi oft un de Papp?
Existéiert hei ee Biais oder eng Tendenz, dass d'Autorité parentale oder d'Garde méi oft un ee Geschlecht vergi ginn? Falls jo, wourobber ass dëst zeréckzefëieren?

5. Betreffend d'Besuchsrecht vun den Elteren (Droit de visite) a Scheedungsfäll:
– Wéi laang kann engem Elterendeel d'Besuchsrecht vun engem Riichter oder vun de Servicer, déi dem Riichter ënnerstinn, entzu ginn?
– Existéiere Fäll, wou Elterendeeler méintelaang oder jorelaang net méi d'Kanner hunn dierfe besiche goen? Falls jo, wéi eng Gravitéit muss heifir virleien?
– De Riichter chargéiert heiansdo extern Servicer, fir d'Modalitéite vum Besuchsrecht festzeleeën an d'Visitten ze organiséieren. Wéi een Handlungsspillraum hunn dës Servicer, déi duerch de Riichter beoptraagt goufen, a wéi eng Modalitéite kënne si festleeën? Wéi wäit dierfen si d'Besuchsrecht vun engem Elterendeel heibäi aschränken, ouni de Riichter ze consultéieren?

**Réponse** (27/06/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2. bis 4. Zënter dem Akraafttriede vum Gesetz vum 27. Juni 2018 gëtt d'Autorité parentale gemeinsam vu béiden Elteren ausgeüübt. Eng Scheedung vun den Elteren ännert dorunner näischt. Dofir gëtt et zënter Juli 2018 och keng Geriichtsdecisiounen, déi d'Autorité parentale béiden Elterendeeler zousprécht.

D'Notioun vum „droit de garde" ass duerch d'Gesetz vum 27. Juni 2018 aus dem Code civil verschwonnen.

Am Fall vun engem Divorce pour rupture irrémédiable des relations conjugales versicht de Riichter d'Parteien ze versöne respektiv hinnen ze hëllefen een Accord ze fanne betreffend d'Residenz vun de Kanner an d'Modalitéite vum Besuchsrecht. Falls keen Accord zustane kënnt, hëlt de Riichter eng Decisioun a Funktioun vum Interêt vun de Kanner. Heifir gëtt ënner anerem gekuckt, wéi al d'Kanner sinn, wéi wäit d'Elteren ausernee wunnen a wéi d'Famill virun der Trennung vun den Eltere funktionéiert huet.

Bei klenge Kanner respektiv Kanner, déi nach gestëllt ginn, gëtt d'Residenz meeschtens bei der Mamm fixéiert. De Papp kritt an dëse Fäll e reegelméissegt Besuchsrecht. Wann d'Kanner iwwer 7 Joer al sinn, gëtt a ville Fäll eng Résidence alternée op Prouf decidéiert.

ad 5. Decisiounen, déi e Besuchsrecht refuséieren, ginn op illimitéiert Zäit gesprach. Eng däraarteg Decisioun kann awer nëmme gesprach ginn, wann et grav Grënn gëtt, firwat et gerechtfäerdegt ass, all Kontakt tëscht dem Elterendeel an dem Kand ze ënnerbannen. Falls e Kontakt trotzdeem am Interêt vum Kand ass, gëtt probéiert, e professionell encadréierten Droit de visite ze organiséieren.

D'Fixatioun vun engem Besuchsrecht gëtt ni vum Familljeriichter un een externe Service delegéiert. Am Kader vun engem Droit de visite professionnellement encadré chargéiert de Riichter e Service, d'Besuchsrecht ze exekutéieren. Am Kader vun der Exekutioun vum Besuchsrecht erlaabt de Riichter dem chargéierte Service, d'Modalitéite vun de Visitte selwer festzeleeën.

De Familljeriichter kann och eng Therapie tëscht engem Kand an engem Elterendeel ordonéieren. Dëst kënnt éischter bei Jugendleche vir. An dëse Fäll erlaabt de Riichter dem Therapeut et selwer ze decidéieren, ob et zu net accompagnéierte Begéinungen tëscht dem Elterendeel an dem Kand kënnt oder net.

**Injonction d'éloignement** | Question **0809** (29/05/2024) de **Mme Taina Bofferding** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

En 2022, le Luxembourg s'est doté d'une loi introduisant une injonction d'éloignement, étant donné qu'il n'existait auparavant aucun moyen réel permettant à la police d'éloigner des personnes séjournant dans les accès de locaux privés ou publics.

Nous souhaitons poser les questions suivantes sur la mise en œuvre de cette loi sur le terrain à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Que font concrètement les agents de police déployés sur le terrain lorsqu'ils constatent que des personnes séjournent dans des accès de locaux privés ou publics ? Est-ce que les agents cherchent le dialogue avec les personnes concernées ?

2) Combien de personnes se sont éloignées de leur plein gré suite à la demande d'agents de police et quel est le nombre d'injonctions d'éloignement prononcées en dehors du dispositif spécial policier, déployé dans la capitale ?

3) Quelles communes ont été concernées par des injonctions d'éloignement jusqu'à présent ?

**Réponse** (01/07/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) La police agit de manière préventive pour éviter autant que possible que des accès à de bâtiments publics ou privés soient bloqués en incitant les propriétaires à prendre les mesures techniques appropriées.

L'article 5bis de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, visé par les députés dans la présente question parlementaire, prévoit que « lorsqu'une personne entrave l'entrée ou la sortie accessible au public d'un bâtiment public ou privé de sorte à entraver la liberté de circuler d'autrui, la police peut rappeler à l'ordre la personne ».

Les agents, après avoir établi un dialogue avec ces personnes, les invitent à quitter les lieux ou, le cas échéant, les orientent vers des foyers appropriés ou des organismes spécialisés susceptibles de les prendre en charge. En cas de refus de quitter les lieux, l'éloignement, au besoin par la force, ne peut être exercé que dans les conditions prévues par la loi, précité.

En cas de constatation d'une infraction, la police agit conformément aux principes du Code de procédure pénale.

ad 2) et 3) Les rappels à l'ordre et les injonctions d'éloignement effectués sur base de l'article 5bis précité ne sont pas saisis informatiquement.

**Statistiques sur les énergies renouvelables pour l'année 2023** | Question **0811** (29/05/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Au cours des dernières années, le Luxembourg a intensifié ses efforts et a investi massivement pour accélérer le déploiement des énergies renouvelables, contribuant ainsi à l'objectif de 37 % de part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie d'ici 2030, tel que fixé dans l'avant-projet de mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et le climat (PNEC). En 2022, la production d'électricité renouvelable, provenant du solaire photovoltaïque, de l'éolien, de l'hydroélectricité et de la cogénération d'origine renouvelable a représenté 16,7 %[13] (6,7 %[14] en 2012) de la consommation finale d'électricité du pays avec 1.060 GWh (300 GWh en 2012) de production.

De nombreux projets et initiatives ont été mis en place pour soutenir la transition énergétique au Luxembourg. Parmi ceux-ci, on peut citer l'augmentation des subventions pour les installations photovoltaïques, majorées en cas d'autoconsommation et étendues aux batteries de stockage, ainsi que les appels d'offres pour les grandes installations photovoltaïques. En outre, un taux de TVA super-réduit de 3 % a été instauré pour le secteur résidentiel et le seuil de revenu imposable pour les installations solaires a été augmenté de 10 à 30 kWc. La digitalisation des procédures de raccordement et l'installation de systèmes photovoltaïques sur le balcon sans démarches administratives sont désormais possibles, simplifiant ainsi le processus pour les particuliers. De plus, en coopération avec les communes, des travaux d'harmonisation et de simplification de réglementations ont été initiés et c'est à travers la Klima-Agence que les efforts d'information et de sensibilisation auprès des ménages et des entreprises ont été renforcés. Parallèlement au développement photovoltaïque, l'énergie éolienne joue un rôle clé dans l'atteinte des objectifs en matière d'énergies renouvelables. Afin de maximiser le potentiel éolien, plusieurs initiatives ont été initiées, dont le repowering ou encore l'accélération des procédures administratives au niveau communal à travers des délais maximaux.

Dans ce contexte, je souhaiterais solliciter les informations suivantes auprès de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir des chiffres précis sur la capacité installée en énergies renouvelables pour l'année 2023 ? Si oui, peut-il également détailler l'évolution de cette capacité par rapport aux années précédentes ?

2) Monsieur le Ministre peut-il fournir des prévisions de croissance pour les installations d'énergie renouvelable en 2024 ?

3) Le Gouvernement peut-il confirmer son engagement à atteindre les objectifs fixés dans l'avant-projet de mise à jour du PNEC ?

[13] ILR, Chiffres clés du marché de l'électricité – Année 2022 – Partie I (04/07/2023)

[14] ILR, Chiffres clés du marché de l'électricité – Année 2015 (07/11/2016)

**Réponse** (24/06/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Le Gouvernement réaffirme son soutien au Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg pour la période 2021-2030 (PNEC) qu'il mettra en œuvre, dans sa version actualisée, afin que le Luxembourg atteigne ses objectifs climatiques.

Dans le domaine des énergies renouvelables, le Gouvernement vise comme objectif la valeur supérieure fixée dans le PNEC, c'est-à-dire 37 % d'énergies renouvelables en 2030 (au lieu de 35-37 %). De nouvelles mesures ont récemment été annoncées, consolidant l'engagement ferme du Gouvernement à atteindre ces objectifs.

La capacité installée en matière d'énergies renouvelables a continuellement augmenté au cours des dernières années et les mesures pour déployer davantage d'énergies renouvelables au niveau national sont poursuivies, voire intensifiées.

La capacité de production d'électricité renouvelable a franchi, en 2023, la barre des 700 MW pour atteindre 719 MW[15], notamment grâce aux installations photovoltaïques (+77 MW) et éoliennes (+41 MW) ainsi qu'à une grande installation de cogénération basée sur la biomasse, respectivement le bois de rebut (+36 MW). La capacité de production d'électricité renouvelable a augmenté d'environ 92 % depuis 2019 et d'environ 28 % par rapport à 2022.

La capacité installée pour la production de chaleur renouvelable (biomasse/bois de rebut, biogaz, pompes à chaleur et panneaux solaires thermiques) se situait à 290 MW en 2022 selon les chiffres du Statec. Depuis, se sont ajoutés en 2023 au moins 100 MW de puissance thermique de l'installation de cogénération déjà mentionnée plus haut. Par rapport à 2019, la capacité installée en termes de chaleur/froid renouvelable a augmenté d'au moins 45 %, les chiffres officiels sont en attente de publication.

Concernant les prévisions de croissance pour les installations d'énergie renouvelable, les prévisions reprises par le PNEC donnent un aperçu global sur l'évolution projetée jusqu'en 2030. La croissance prévisible pour 2024 et les années subséquentes sera portée par les installations photovoltaïques et éoliennes, ainsi que par l'essor des pompes à chaleur.

Pour le photovoltaïque, en considérant la multitude de projets en cours de réalisation suite aux récents appels d'offres, dont l'appel d'offres pilote « agri-PV », ainsi que l'intérêt soutenu des particuliers pour les centrales de moindre envergure opérées en mode autoconsommation, une augmentation de la puissance installée de l'ordre de quelque 100 MW par an devrait être réalisable pour les années 2024 et 2025. Cette augmentation annuelle approche l'ordre de grandeur à atteindre chaque année pour satisfaire aux objectifs du PNEC pour le photovoltaïque.

Pour l'éolien, la capacité devrait augmenter, notamment grâce au progrès technologique et aux projets de « repowering », c'est-à-dire au remplacement d'anciennes éoliennes par des modèles plus puissants. Pour 2024, deux éoliennes devraient être raccordées au réseau, à savoir une nouvelle installation de 4,2 MW et une installation « repowering » de 3 MW. La projection pour 2025 est nettement plus élevée et, selon les prévisions, en 2025 la puissance installée devrait augmenter d'environ 80 MW.

Les pompes à chaleur joueront un rôle important dans le secteur résidentiel, mais également dans le secteur tertiaire et industriel.

[15] Chiffres de l'Institut luxembourgeois de régulation

**Prix des VEFA acquis par l'État** | Question **0812** (29/05/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Mir haten nogefrot, wat de Bau vun enger erschwénglecher Wunneng bei der SNHBM géif kaschten a kruten an der Äntwert op eis Fro N° 0390 d'Äntwert, dass den duerchschnëttleche Baupräis pro m² Wunnfläch fir d'SNHBM an dem Fonds du logement bei ronn 5.300 € géif leien.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

– Wéi héich ass de m²-Baupräis fir d'Wunnengen, déi de Staat dëst an d'lescht Joer am Kader vum Opkaf vu VEFA-Projeten akaf huet (Wunnengen, fir déi den Acte de vente schonn ënnerschriwwen ass)?

**Réponse** (11/06/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Op den 1.6.2024, sinn 2 VEFA Projete via en „acte de vente" op Säite vum Staat ënnerschriwwe ginn. Hei ass de Baupräis pro m² SUH (Indice de la construction 1140.51) mat enger Moyenne vu 6.010 €/m² TTC ze notéieren.

**Maladies transmises par le moustique tigre** | Question **0814** (29/05/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Le moustique tigre peut être vecteur de différentes maladies infectieuses telles que la dengue, le chikungunya et le zika. Ces maladies ne circulent pas encore actuellement au Luxembourg. Si des personnes infectées rentrent malades et se font piquer par un moustique tigre, celui-ci pourrait cependant transmettre le virus. En juillet 2023, des œufs de moustiques tigres « Aedes albopictus » ont été découverts dans la commune de Mamer. Déjà en 2022 quelques œufs et un adulte avaient été retrouvés dans la commune de Roeser. Pour éviter l'installation du moustique tigre, il est important de supprimer les sites de ponte potentiels, comme les accumulations d'eaux dans les seaux, sur des bâches en plastique ou encore des jouets. Alors que le site Internet du Ministère de la Santé met à disposition les informations utiles pour prévenir la propagation du moustique tigre, ces informations sont peu diffusées et méconnues du grand public. Il en va de même pour l'application du projet « MosquitoAlert », qui permet d'envoyer des photos afin d'aider à établir la présence des espèces de moustiques non autochtones et invasives en Europe. Le Musée national d'histoire naturelle collabore avec le projet pour l'identification des moustiques.

Dans ce contexte, je voudrais dès lors demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre envisage-t-elle une campagne d'information à plus grande échelle afin de diffuser les bonnes pratiques en matière de prévention des sites de pontes des larves du moustique tigre ?

2) Est-ce qu'il est prévu de relancer la promotion en faveur de l'application « MosquitoAlert » encore avant la saison estivale, afin d'enrôler un maximum de citoyen.ne.s dans la détection des moustiques ?

En France, le nombre de cas importés de dengue rapportés par la déclaration obligatoire augmente depuis la mi-2023 pour atteindre des chiffres sans précédent dans les premiers mois de 2024. Entre le 1er janvier et le 19 avril 2024, 1.679 cas de dengue importée ont été notifiés versus 131 sur la même période en 2023. La majorité des cas (82 %) provenaient des Antilles françaises, où une épidémie est en cours depuis mi-2023. Cette situation survient alors que l'Organisation panaméricaine de la santé (Pan American Health Organisation, PAHO) a alerté sur une forte augmentation des cas de dengue dans les Amériques, comparé aux années précédentes.

3) Combien de cas importés de dengue, zika et chikungunya sont comptés au Luxembourg pour les années 2022, 2023 et 2024 ?

**Réponse** (21/06/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) En 2022, suite à la détection du moustique tigre (Aedes albopictus) au Luxembourg, un kit média a été développé pour le grand public, offrant des conseils pratiques pour éliminer les gîtes larvaires de moustiques autour de leur habitation. Ces dépliants, traduits en quatre langues (luxembourgeois, français, allemand, portugais), contiennent des explications détaillées, des renseignements et des recommandations pour éliminer les sites de ponte potentiels pour les moustiques. Chaque année, au début de la saison, des brochures d'information sont distribuées à toutes les communes. Le dépliant d'information est également disponible en téléchargement sur www.sante.lu.

La Direction de la santé a également mené des visites de sensibilisation et de contrôle en porte-à-porte dans les régions où des moustiques invasifs ont été découverts, où les citoyens ont reçu des explications et des recommandations pour éliminer les sites de ponte.

Ces dernières années, l'Europe a vu l'émergence de moustiques invasifs, qui atteignent maintenant progressivement le Luxembourg. La possibilité d'une transmission vectorielle du virus de la dengue et du chikungunya dans l'UE/EEE est liée à l'importation du virus par des voyageurs porteurs du virus.

En mai 2024, un « lunchtalk », intitulé « Les vecteurs moustiques et tiques au Luxembourg et les risques pour la santé humaine » a été organisé pour tous les médecins au Luxembourg. En effet, un grand nombre de cas de maladies à transmission vectorielle restent asymptomatiques, ce qui constitue un défi majeur en matière de diagnostic et de santé publique.[16]

La Direction de la santé, dans le cadre de sa mission de veille sanitaire, met en place de façon continue des campagnes de sensibilisation concernant notamment des sujets comme celui évoqué dans la présente question parlementaire.

ad 2) Il est prévu de lancer une communication sur l'application MosquitoAlert et aussi sur les moustiques en général. Cette communication, notamment via les réseaux sociaux, sera lancée avant les vacances d'été qui commencent le 16 juillet.

ad 3) Dix cas de dengue importée ont été signalés en 2023 contre deux cas en 2022. Les personnes concernées, avec une moyenne d'âge de 35,4 ans, avaient récemment effectué des voyages en Martinique, au Mexique, à la Côte d'Ivoire, en Inde, au Vietnam ou en Polynésie française.

Aucun cas a été déclaré pour le zika et chikungunya. Les données concernant l'année 2024 ne sont pas encore disponibles.

**Propos récents au sujet de la reconnaissance d'un État palestinien** | Question **0815** (30/05/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Il y a deux semaines, à la Chambre des Députés, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes s'est dit « le premier » à être favorable à la reconnaissance d'un état palestinien en principe (« [...] ech sinn den Éischten, deen et gäre mécht [...] »), avant de préciser qu'il préférait attendre un consensus plus large en faveur d'une telle reconnaissance. Dans ce contexte, il a évoqué un groupe de 7 ou 8 États qu'il conviendrait de réunir, parmi lesquels il a cité plusieurs pays européens. Dans ce même débat, Monsieur le Ministre s'est rallié à l'argument selon lequel la misère de la population civile et le manque de perspectives pour une solution politique risquent de pousser les Palestinien.ne.s dans les bras des terroristes du Hamas.

Le 27 mai, interrogé par un média suite à la reconnaissance de l'État de Palestine par l'Espagne, la Norvège et l'Irlande, Monsieur le Ministre a maintenu son avis qu'une reconnaissance par un nombre limité d'États relevait à ses yeux purement du symbolisme. Interrogé sur d'éventuelles conséquences sur la position luxembourgeoise, Monsieur le Ministre a simplement réitéré vouloir s'engager « personnellement » en faveur d'un « consensus plus large en faveur de la reconnaissance du principe d'une solution à deux États ».[17]

Dans un autre article de presse le même jour, Monsieur le Ministre a précisé qu'il faudrait attendre un mouvement de « 9 ou même 12 pays », parmi lesquels devraient par ailleurs figurer des pays d'Asie et d'Amérique latine, afin d'assurer un véritable impact.

Enfin, interrogé une nouvelle fois sur une reconnaissance un jour plus tard, Monsieur le Ministre a annoncé à des journalistes que « nous allons le faire », tout en réitérant qu'il fallait attendre une concertation internationale plus large.

Dans ce contexte, il est utile de rappeler qu'en 2014, une majorité à la Chambre des Députés a voté en faveur d'une motion en faveur d'une reconnaissance formelle de l'État de Palestine « au moment qui sera jugé le plus opportun ».

S'y ajoute l'injonction de la Cour de justice internationale de cesser toute intervention militaire à Rafah alors que la situation humanitaire y serait catastrophique. Il se pose dès lors la question des conséquences d'un non-respect par Israël des décisions de La Haye.

Au vu de ce qui précède, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Pourquoi Monsieur le Ministre a-t-il dit à la Chambre des Députés qu'il était « le premier » à vouloir reconnaitre l'État de Palestine considérant que le Luxembourg n'a toujours pas reconnu l'État de Palestine ?

2) Quelle est, selon Monsieur le Ministre, la différence entre une reconnaissance de l'État de Palestine et la « reconnaissance du principe d'une solution à deux États » telle qu'évoquée ci-haut ?

3) Selon Monsieur le Ministre, quel est le nombre d'États, respectivement quelles sont les conditions qu'un groupe d'États doit remplir afin de dépasser le qualificatif de « Symbolpolitik » ?

4) Pourquoi Monsieur le Ministre continue-t-il à modifier les critères selon lesquels il serait prêt à envisager une reconnaissance de l'État de Palestine ?

[16] Lunchtalk : https://sante.public.lu/fr/videos/2024/lunchtalk-les-vecteurs-risques-moustiques-etiques.html

[17] Esou ee Schrëtt vun eenzele Länner wier Symbolpolitick a géif „guer näischt änneren", sou de fréiere Lëtzebuerger Premier. Méi wichteg wier et, op méi ee breede Konsens en vue vun der Unerkennung vun engem Zwee-Staate-Prinzipp hinzeschaffen. Dofir géif hie sech perséinlech engagéieren. https://www.100komma7.lu/news/Xavier-Bettel-Israel-muss-Uerteel-vum-Internationale-Geriichtshaff-unerkennen?pd=radio

5) Monsieur le Ministre partage-t-il notre avis que des propos incohérents voire contradictoires concernant le sujet important qu'est la reconnaissance de l'État de Palestine risquent de nuire à la coordination efficace avec les pays partenaires du Luxembourg et avec les parties au conflit ?

6) Concernant le non-respect par Israël de l'ordonnance de la Cour de justice internationale demandant de cesser toute intervention militaire à Rafah : pour quelles sanctions Monsieur le Ministre va-t-il plaider au sein de l'UE contre Israël ? Est-ce que des conséquences nationales sont envisagées ?

**Réponse** (01/07/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Selon le droit international, la reconnaissance formelle d'un État est un acte qu'un pays ne peut accomplir qu'une seule fois. Le moment de le faire doit donc être bien réfléchi, si l'on veut que la reconnaissance ne soit pas un geste purement symbolique, mais qu'elle ait un impact sur la paix dans la région. C'est pourquoi, même si la volonté est là, il y a des raisons de ne pas le faire immédiatement mais de rechercher le moment opportun auquel la reconnaissance, déclarée conjointement avec un groupe d'États, influencera positivement la situation, et ne nuira pas au peuple palestinien. Force est de constater qu'Israël a réagi aux reconnaissances récentes en punissant les Palestiniens, notamment en suspendant le transfert des revenus fiscaux qui reviennent à l'Autorité palestinienne.

ad 2) Le Luxembourg, comme l'Union européenne, soutient depuis longue date la solution à deux États. La solution à deux États est la seule voie vers une paix durable et équitable. L'objectif de la solution à deux États est d'avoir deux États, Israël et la Palestine vivant côte à côte en paix et en sécurité, à l'intérieur de frontières reconnues, sur base des frontières d'avant 1967, avec Jérusalem comme capitale des deux.

La reconnaissance de la Palestine comme État, au moment opportun pour soutenir le processus politique devant mener à cette solution, découle de l'affirmation de ce principe. Toute annonce de reconnaissance devra aller de pair avec une réaffirmation ferme de la solution à deux États, pour signifier clairement que la reconnaissance n'est pas une récompense pour l'acte terroriste du Hamas. Le Hamas ne soutient pas la solution à deux États.

ad 3) à 5) Il s'agit d'obtenir des résultats tangibles sur le terrain sur la voie d'une solution à deux États. La reconnaissance, à l'heure actuelle, par le Luxembourg seul ou par un petit groupe, aurait une forte valeur symbolique, comme celle de la Norvège, de l'Irlande et de l'Espagne, mais ne changerait pas le cours de la guerre à Gaza et ne nous rapprocherait dès lors pas d'une solution à deux États. Il ne s'agit pas de définir un nombre précis d'États qui pourraient reconnaître la Palestine comme État au même moment, mais plutôt de rassembler un groupe déterminé d'États européens et non européens.

Comme indiqué ci-dessus, le moment de le faire doit être bien réfléchi alors que la situation sur le terrain évolue très rapidement. Dès lors, il n'y a pas de critères gravés dans le marbre, et il s'agit de faire preuve d'une certaine souplesse dans notre approche, sans pour autant remettre en cause notre affirmation du principe de la reconnaissance de l'État de Palestine.

ad 6) Lors de sa dernière visite en Israël et en Palestine à la fin du mois de mai, le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur a appelé à la mise en œuvre de toutes les mesures conservatoires décidées par la Cour internationale de justice, qui sont juridiquement contraignantes, et insisté auprès du Ministre israélien des Affaires étrangères que ses services devraient se réunir avec leurs homologues européens sur la mise en œuvre de ces mesures conservatoires. Cette réunion, confirmée lors du dernier Conseil des Affaires étrangères le 24 juin à Luxembourg, semblerait prévue prochainement. En outre, le Ministre israélien des Affaires étrangères est invité à un Conseil d'association UE-Israël pour évaluer la mise en œuvre de l'accord d'association, en particulier les clauses en matière de droits de l'homme, et pour discuter de la mise en œuvre des mesures conservatoires. En fonction des résultats de cette discussion, le ministère se réserve le droit de proposer des mesures appropriées.

**Subsides étatiques pour fédérations sportives** | Question **0816** (30/05/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Per Circulaire vum 20. Juni 2023 hat den deemolege Sportsminister d'Erhéijung vun der staatlecher Participatioun un der Indemnisatioun vum administrativen an technesche Personal vun de Sportfederatioune fir d'Joer 2023 ugekënnegt.

85.000 € forfaitär jeeweils fir d'Nationaltraineren, déi national Directeur technique (DTN) an déi administrativ Gestionnairë vun de Sportverbänn. 35.100 € iwerdeems fir d'Personal aus de Sekretariater. Dës forfaitär Montante sollen ausbezuelt ginn op Basis vun de reellen Ausgabe vun de Federatiounen.

Laut Aktivitéitsbericht 2023 vum Sportsministère goufen am Joer 2023 1.475.000 € u 26 Sportverbänn ausbezuelt fir 29,48 administrativ Tâchen an de Sekretariater an 8,25 Tâchë fir administrativ Gestionnairë vun 9 Federatiounen. 4.025.000 € ginn ausbezuelt am Kader vun der Participatioun un de Remuneratioune vun den Nationaltrainer mat Aarbechtskontrakt respektiv un indemniséiert Nationaltrainer ouni Aarbechtskontrakt, souwéi un DTNe vun 12 Sportverbänn.

Schlussendlech gi jeeweils 85.000 € un 2 Federatioune fir de Poste vu „chargé de développement et de formation".

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass déi nach besteeënd Kontrakter mat de jeeweilege Sportfederatiounen eigentlech een anere Schlëssel u Participatioun vum Staat virgesinn?

2. Och wann et natierlech ze begréissen ass, dass d'Federatiounen am Prinzipp eng méi héich finanziell Ënnerstëtzung kritt hunn, op wat fir eng kontraktuell Basis huet de Minister sech hei bezunn?

3. Kann de Minister bestätegen, dass et sech bei de 35.100 € fir dat administratiivt Personal an de Sekretariater guer net ëm eng Erhéijung handelt, mä, au contraire, dëse Betrag och schonn 2022 un déi betreffend Sportverbänn gaangen ass?

4. Wou kommen déi 29,48 administrativ Tâchen respektiv déi 8,25 Tâchë fir administrativ Gestionnairen hier? Wou läit den Ënnerscheed tëscht dësen Tâchen, déi eng Ënnerstëtzung mat 35.100 € respektiv mat 85.000 €, justifiéiert?

5. Wéi héich war d'Unzuel vun Nationaltrainer mat Aarbechtskontrakt respektiv DTNen, am Joer 2023? Wéi sinn dës Zuele fir déi indemniséiert Trainer?

6. Gëtt d'Participatioun vum Staat un de Gehälter respektiv den Indemnitéiten, vun den Nationaltraineren an DTNen no der respektiver Ausbildung, sprëch der Qualifikatioun LUXQF an der néideger INAPS-Lizenz, gestaffelt?

7. Wéi war d'Participatioun vum Staat un den indemniséierten Nationaltraineren ouni Aarbechtskontrakt an no wat fir Modalitéiten ass dës ausbezuelt ginn? Wou sinn dës Modalitéite festgehalen?

8. Nodeems dann elo déi verschidden Decomptë vun de Federatioune fir den Exercice 2023 ofgeschloss sinn, kann de Minister den Tableau publizéiere vun de jeeweilege Subsiden, déi un déi verschidde Verbänn fir den Exercice 2023 gaange sinn?

9. Kann de Minister bestätegen, dass verschidde Federatioune mat der säit 2023 ugewannter Method méi schlecht ewechkommen, ewéi dat virdrun de Fall war?

10. Wéi huet d'Participatioun vum Staat un der Remuneratioun an der Indemnisatioun vum administrativen an technesche Personal vun de Sportverbänn vun 2017 bis 2023 evoluéiert?

11. Anscheinend wier de Budget vum betreffende Budgetsartikel fir d'Joer 2023 net duergaangen an dofir huet missen op d'Prozedur vun den „transferts de crédit" zréckgegraff ginn. Wat fir Budgetsartikelen sinn dofir gebraucht ginn an aus wat fir enge Grënn sinn dës Kreditter fir den Exercice 2023 net fir hir eigentlech Zwecker gebraucht ginn?

12. Wou ass déi staatlech Participatioun vu 85.000 € fir d'Joer 2023 fir déi jeeweileg „chargé de développement et de formation" festgehalen, déi net an der Circulaire vum Juni 2023 drastoung?

**Réponse** (01/07/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. De Schlëssel huet, opgrond vun der Budgetssituatioun, liicht evoluéiert.

ad 2. Déi finanziell Ënnerstëtzung ass natierlech ofhängeg vun der Budgetsenveloppe. Doduerch, datt dës Enveloppe an d'Luucht gaangen ass, ass et méiglech, de Federatioune finanziell méi ënner d'Äerm ze gräifen.

ad 3. Jo.

ad 4. Dës Unzuel ass esou iwwer d'Jore mat de Federatiounen zustane komm a spigelt de Besoin am Zesummenhang mam disponibele Budget erëm. D'Differenz vun der finanzieller Partizipatioun erkläert sech duerch déi neideg Qualifikatiounen, déi déi administrativ Gestionnairë brauchen.

ad 5. 2023 goufe 36 professionnell Trainer, 15,5 DTNen an 61 indemniséiert Trainer an deene jeweilege Federatiounen subventionnéiert.

ad 6. Stand haut ass dëst nach net de Fall. Ab Oktober vun dësem Joer wäerten d'Indemnitéiten un d'Qualifikatioun vum Personal gekoppelt ginn.

ad 7. De Sportsministère iwwerhëlt 85 % vun de reellen Ausgaben. D'Hallschent gëtt iwwer eng Avance Mëtt des Jores ausbezuelt. De Rescht dann op Basis vun engem Decompte am Ufank vum Joer drop. Dat ass esou an enger Conventioun tëscht dem Sportsministère an der Federatioun festgehalen.

ad 8. Dësen Tableau gëtt, wéi och soss all déi Joren, am Aktivitéitsbericht vum Joer 2023 publizéiert.

ad 9. 2 Federatioune kruten 2023 eng liicht méi niddreg finanziell Ënnerstëtzung wéi 2022.

ad 10. Dës Informatioune sinn integral an den Aktivitéitsberichter vun de respektive Joren ze fannen.

2017: 2.894.990 €
2018: 3.048.574 €
2019: 3.666.215,49 €
2020: 4.285.534,49 €
2021: 4.661.936,92 €
2022: 4.981.600,78 €
2023: 5.743.124,64 €

ad 11. Meng Servicer hu misse marginal Montante vun anere Budgetsartikelen, déi awer och fir d'Förderung vum Federatiounssport genotzt ginn, transferéieren, fir de Federatiounen et ze erméiglechen, hiert Personal ze indemniséieren.

ad 12. Dëst ass a bilaterale Gespréicher mat de jeeweilege Federatioune festgehale ginn.

**Grippe aviaire** | Question **0817** (30/05/2024) de **M. Jeff Boonen** (CSV)

La semaine dernière, un deuxième cas d'infection de la grippe aviaire chez l'homme a été détecté aux États-Unis. Il s'agit d'une personne qui travaille dans une ferme où se propage la grippe aviaire (H5N1) parmi le troupeau de vaches laitières. C'est à priori le deuxième cas d'une infection transmise d'une vache laitière à l'être humain.

Le virus H5N1 étant un virus qui infecte principalement les animaux, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'inquiète de la propagation rapide du virus à de nouvelles espèces. Si le virus évoluait pour devenir transmissible d'humain à humain, ce serait susceptible de déclencher une pandémie de grippe.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Est-ce que le Gouvernement suit l'évolution de la situation ? Comment évalue-t-il les risques pour le Luxembourg ? Est-ce que la maladie a un impact significatif sur la santé publique ?

2) De quelle manière est-ce que le Luxembourg et l'Union européenne sont préparés pour répondre à une infection des troupeaux de vaches ? Est-ce qu'un dépistage préventif global serait utile dans les troupeaux de vaches laitières ? Comment s'organise la coopération entre les pays européens ?

3) Qu'est-ce qui peut être fait de façon préventive pour empêcher les infections chez les troupeaux de vaches ?

**Réponse** (02/07/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Oui, le Gouvernement suit l'évolution de la situation.

Un réseau comprenant les États membres de l'UE, les services de la Commission européenne, l'European Food Safety Authority (EFSA), l'European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC) et le EU Reference Laboratory on Avian Influenza est opérationnel afin d'assurer en étroite collaboration des actions/mesures coordonnées en cas d'apparition des infections chez les vaches laitières et le suivi de l'évolution du virus.

La Direction de la santé, en étroite collaboration avec l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA), suit l'évolution mondiale de la grippe aviaire (virus H5N1) en s'appuyant sur les analyses hebdomadaires de risque de l'ECDC. Ainsi, dans son « Communicable Disease Threat Report » du 31 mai 2024, l'ECDC rappelle que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ensemble avec la « Food and Agriculture Organisation (FAO) » des Nations Unies a classifié le risque du virus H5N1 pour la santé publique humaine comme faible. Dans son dernier « ECDC/EFSA (European Food Safety Agency)/EURL (European Reference Laboratory) joint monitoring report », l'ECDC précise que le risque est faible pour la population générale et faible à modéré pour les personnes manipulant des animaux infectés ou exposés à un environnement infecté.

En 2024 aucun cas de H5N1 n'a jusqu'à présent été détecté au Luxembourg chez les oiseaux sauvages, volailles et mammifères, n'ayant donc pas d'impact sur la santé publique à ce stade.

ad 2) Le Luxembourg et l'Union européenne sont bien préparés au niveau législatif et opérationnel pour répondre à une confirmation d'un cas de H5N1 chez des mammifères et notamment chez les vaches laitières. La législation sur la santé animale de l'UE a défini dans son chapitre « Union surveillance programmes for avian influenza » une surveillance bien définie et précise chez la volaille, les oiseaux sauvages et les mammifères.

Au Luxembourg, cette surveillance a été mise en place par l'ALVA en collaboration étroite avec le Luxembourg Institute of Health (LIH). Une surveillance active et passive pour la volaille et une surveillance passive pour les oiseaux sauvages ainsi que pour les mammifères sauvages carnivores est actuellement en place. De plus, la législation sur la santé animale classifie les cas de HPAI chez les mammifères comme cas de maladie émergente et fixe des mesures strictes lorsque l'infection est confirmée. Du côté diagnostique, le Laboratoire de médecine vétérinaire du Luxembourg dispose des capacités nécessaires pour réaliser des analyses supplémentaires en cas de besoin en s'appuyant sur les recommandations publiées par le EURL Référence laboratoire sur les méthodes de diagnostic lors d'une infection de H5N1 chez les bovins.

Vu que la souche H5N1 (B3.13) circulant chez les vaches laitières aux États-Unis n'a pas été mise en évidence en Europe jusqu'à présent et que ni même une autre souche n'a été détectée chez les bovins en Europe dans le passé, la situation épidémiologique au Luxembourg ne justifie actuellement pas la mise en place d'un dépistage préventif global chez les vaches laitières. Au moindre changement du risque, la surveillance sera adaptée.

Un réseau comprenant les États membres de l'UE, les services de la Commission européenne, l'European Food Safety Authority (EFSA), l'European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC) et le EU Reference Laboratory on Avian Influenza est opérationnel afin d'assurer en étroite collaboration des actions/mesures coordonnées en cas d'apparition des infections chez les vaches laitières et le suivi de l'évolution du virus. La Direction de la santé suit l'évolution mondiale de la grippe aviaire (virus H5N1) en s'appuyant sur les analyses hebdomadaires de risque de l'ECDC. L'ALVA suit la situation épidémiologique chez les animaux en étroite collaboration avec l'EFSA en suivant le « Bird Flu Radar » (EFSA), le système d'alerte précoce des cas de H5N1 chez les oiseaux sauvages montrant un risque léger d'apparition de H5N1 pour le Luxembourg chez les oiseaux sauvages.

ad 3) La voie d'introduction plutôt probable (du H5N1-virus avec le génotype B3.13 responsable des infections chez les troupeaux de vache) constitue le commerce des bovins et de toute marchandise d'origine bovine contaminée issue des exploitations concernées aux États-Unis. Au Luxembourg, il n'y a eu aucune importation en provenance des États-Unis et donc le risque d'infection par transmission directe d'une vache à l'autre peut être exclu.

Des précautions instaurées par les producteurs laitiers par rapport aux visiteurs et au personnel qui viennent de retourner d'une région concernée des États-Unis permettent de prévenir la transmission indirecte notamment une période de quarantaine d'accès, désinfection des matériels et changement des habits et chaussures.

L'ALVA rappelle aux fermiers que la mise en place des bonnes mesures de biosécurité interne et externe est primordiale pour protéger les troupeaux de vache de façon préventive.

**Indemnisation des retards par lux-Airport** | Question **0818** (30/05/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Selon un reportage dans les médias luxembourgeois au sujet des retards importants du 10 mai dernier à l'Aéroport de Luxembourg suite au non-fonctionnement d'un détecteur de métaux, les passagers lésés se trouveraient en grandes difficultés d'être indemnisés. Après que la société d'exploitation de l'aéroport lux-Airport a reconnu sa responsabilité pour les retards et annulations causés et a invité les passagers à contacter leurs compagnies aériennes pour être remboursés, ces dernières refusent le remboursement, même avec la garantie de pouvoir récupérer cette indemnité auprès de lux-Airport. Dans une réaction, la compagnie luxembourgeoise Luxair motive ce refus par le règlement (CE) n° 261/2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol et invoque que l'annulation est due à des circonstances extraordinaires qui n'auraient pas pu être évitées même si toutes les mesures raisonnables avaient été prises. Les passagers se retrouvent en grande difficulté de faire valoir leurs droits et même l'Union luxembourgeoise des consommateurs ne voit pas d'autre issue que le droit civil.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

– Mesdames les Ministres peuvent-elles confirmer cet état des choses ?

– Comment jugent-elles la position des compagnies aériennes, notamment celle de Luxair ?

– Que conseillent-elles aux passagers lésés ?

– Quels instruments prévoient-elles pour éviter une telle situation dans le futur ?

**Réponse** (25/06/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député Laurent Mosar s'interroge essentiellement sur les responsabilités envers les passagers en cas d'un incident technique survenu à l'Aéroport de Luxembourg et les difficultés rencontrées par les passagers pour obtenir une indemnisation à la suite de l'incident du 10 mai 2024.

Pour notre réponse nous renvoyons aux explications données en réponse à la question parlementaire n° 0782.

**Prix de vente des logements du projet Kiem 2050** | Question **0819** (30/05/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Fonds Kirchberg ass een ëffentleche Fong, deen dem Ministère fir ëffentlech Bauten ënnersteet.

Aktuell bitt de Fonds Kirchberg de Wunnprojet Kiem 2050 un, bei deem Wunnengen um Kierchbierg zu engem „abordabele" Präis verkaf ginn. Een Appartement mat engem Zëmmer vu 60 m² gëtt fir ronn 600.000 € ugebueden, fir 50 m² bezilt een nach ëmmer iwwert eng hallef Millioun Euro. De Meetercarréspräis läit bei dësem „abordabele" Projet also iwwert 10.000 € pro m². An engem RTL-Artikel vum 15. Mee gëtt behaapt, dass een domadder d'Mëttelschicht viséiert.

Dësen „abordabele" Meeterscarréspräis ass erstaunlech héich, wann ee bedenkt, dass den duerchschnëttleche Baupräis am Privatsecteur bei ronn 4.000 €/m² läit (Ausso Logementsminister op enger Table ronde bei „Paperjam" am Mäerz 2023) a ronn 5.300 €/m² bei der SNHBM oder beim Fonds du logement (Äntwert QP N° 0390). De Meetercarréspräis erschéngt dann nach méi erstaunlech, wann ee bedenkt, dass bei den Appartementer mol net de Präis vum Terrain mat dran ass, well d'Keefer an engem Bail emphytéotique kafen, also den Terrain nëmmen op 99 Joer „lounen".

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wunnengsbau a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi héich war de m² Baupräis fir d'Wunnenge vum Projet Kiem 2050?

2. Falls de Baupräis ënnert 10.000 €/m² läit, firwat ass de Fonds Kirchberg net higaangen an huet d'Wunnengen zu engem méi niddrege Präis ugebueden, fir méi Leit aus der Mëttelschicht d'Chance ze ginn, fir hei eng Wunneng kënnen ze kréien?

**Réponse** (28/06/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Et muss een am Virfeld ënnersträichen, dass d'Wunnenge vum Projet Kiem 2050 net vum Fonds Kirchberg selwer verkaf ginn, mee vun engem private Promoteur-Entwéckler. De Fonds huet effektiv am Virfeld dësem Promoteur-Entwéckler d'Droits d'emphytéose an de superficie cedéiert, no enger ëffentlecher Ausschreiwung, fir d'Entwécklung an d'Ëmsetzung vun dësem Projet.

De Verkafspräis pro Quadratmeeter Kadasterfläch (€/m²SC), dee vum Fonds Kirchberg festgeluecht gëtt a vum Entwéckler respektéiert gëtt, ass en Duerchschnëttspräis, dee ka bis zu 10 % erop oder erof variéieren, soulaang d'Moyenne respektéiert gëtt.

Dofir ass dat genanntent Beispill mat engem Präis iwwer 10.000 €/m² en extreemt Beispill, fir eng kleng Wunneng. Bei méi groussen Appartementer (3–4 Schlofkummeren) ass de Präis pro Quadratmeeter méi niddreg. Sou ginn Appartementer mat dräi Schlofkummere fir e Quadratmeeterpräis tëscht 7.147 € an 8.559 €/m²SC offréiert.

ad 2. Et ass hei wichteg ze rappeléieren, datt mer net am Kader vum staatlech bezuelbare Wunnraum am Sënn vum Gesetz iwwer bezuelbare Logement sinn, mee mir sinn hei am „Programme de logements abordables" vum Fonds Kirchberg, dee schonn 2014 vum Fonds als Pilotprojet lancéiert gouf, mam präzisen Zil, deene Bevëlkerungsschichten ze hëllefen, deenen hiert Akommes ze héich ass, fir Zougang zu de staatlechen Hëllefen ze kréien, awer net héich genuch ass, fir sech eng Wunneng um fräie Maart ze leeschten.

De Fonds Kirchberg ass keen ëffentleche Promoteur a kritt keng Subventioun oder Finanzéierung vum Staat. Seng Aktivitéite mussen et him also erméiglechen, genuch Ressourcen ze generéieren, fir seng „mission d'utilité publique" ze erfëllen.

An dësem spezifesche Fall ass de Projet Kiem 2050 e ganz héich qualitative Projet, dee Léisungen implementéiert, déi an dësem Stadium nach innovativ sinn, déi awer muer mussen ugewannt gi fir den nohaltege Bau vu grousse Wunnprojeten.

D'Struktur besteet aus enger Holz-Stol-Konstruktioun, d'Waasser gëtt behandelt a weider benotzt, d'Konstruktioun kann erëm ofgebaut ginn, d'Haustechnik ass an engem flexibelen an adaptéierbare Modus integréiert, d'Zesummeliewe gëtt duerch gemeinsam Raim erliichtert, d'Mobilité douce gëtt gefërdert an erliichtert duerch déi vill Vëlosplazen an hannert dem Gebai gëtt nach e flotte Park ugeluecht.

Et muss och drop higewise ginn, dass an deem genannte Verkafspräis, de Präis vum Terrain fir d'Dauer vun der Emphytéose scho mat dran ass, also am Verkafspräis ass wuel eng Quote-part terrain an déi gëtt direkt am Ufank mat bezuelt. Bei den ëffentleche Bauträger ass dat net de Fall, an de Keefer muss all Joer de „Loyer" fir säin Terrain bezuelen. Dat erkläert och dee méi héije Verkafspräis.

De Retour vum Marché kann och als positiv bezeechent ginn, well bei Wäitem méi Demandë koume wéi et Appartementer ze verkafe ginn.

**Office national de l'enfance (ONE)** | Question **0820** (30/05/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Den Office national de l'enfance (ONE) ass eng Verwaltung, déi sech fir de Jugendschutz hei am Land asetzt. Den ONE schafft selwer u Projeten an ënnerstëtzt och aner Prestatairen am Beräich vum Jugendschutz. Heifir bezilt den ONE senge Prestatairë fir d'Ausféierung vu verschiddene Servicer Suen aus.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi eng Organisatiounen hu vun 2019 bis 2023 Sue vum ONE kritt a wéi vill?

2. Fir wéi eng extern Servicer huet den ONE tëscht 2019 an 2023 pro Joer am meeschte Suen investéiert?

3. Kann de Minister eng Oplëschtung maache vun allen Ausgaben (Budgetsposten), fir déi den ONE Suen un d'Acteuren um Terrain ausbezilt?

**Réponse** (02/07/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Den Office national de l'enfance (ONE) ass eng staatlech Verwaltung, där hir Roll et ass, Kanner, Jugendlecher, jonk Erwuessener a Familllen, déi Schwieregkeete begéinen, ze schützen an hinnen ze hëllefen. D'Aarbecht baséiert an éischter Linn op de Prinzippie vun der Präventioun, der Protektioun, der Hëllef an der Ënnerstëtzung. D'Wuel vum Kand am Bléck, proposéiert den ONE hinnen eng Hëllef un, déi un déi individuell Situatioun vun de Familllen ugepasst ass, an déi e positiven a laangfristegen Impakt op d'Familljesituatioun huet.

D'Hëllefsmoossnamen, déi den ONE ausschafft, baséieren an der Reegel op enger fräiwëlleger Zesummenaarbecht vun de Familllen oder si vun de Geriichter ordonéiert.

D'Mesuren hunn awer ëmmer als Zil:

– all Menace géint déi physesch, mental, psychesch a sozial Entwécklung vum Kand, Jugendlechen oder jonken Erwuessenen ze verhënneren;
– d'Kand vun all physescher a moralescher Gefor ze schützen;
– de Risk vu sozialer a professioneller Exklusioun ze vermeiden.

Et kënnen ambulant, semi-stationär oder stationär Mesurë sinn.

ad 1. D'Mesurë ginn net vum ONE selwer ëmgesat, mee vu Prestatairen, déi am Beräich vun dem Kanner- a Jugendschutz täteg sinn. Dëst si virun allem privat Träger, déi als juristesch Form eng ASBL oder eng Fondatioun sinn. Den ONE ass awer och fir d'Exekutioun vun de Mesuren op d'Matwierke vu Prestatairen ugewisen, déi als Independant schaffen oder de Statut als Fleegefamill hunn.

Déi integral Lëscht vun de Prestatairen ass op dem Internetsite vum ONE (https://www.officenational-enfance.lu) ënnert der Rubrick Soutien et accompagnement erëmzefannen. Dës Lëscht gëtt a reegelméissegen Ofstänn aktualiséiert.

Am Zäitraum 2019–2023 huet den ONE insgesamt 651.920.372 € u seng extern Prestatairen ausbezuelt.

ad 2. Den ONE huet verschidde Methoden, fir dës Mesuren ze finanzéieren. Dëst si virun allem „forfaits horaires" respektiv „forfaits journaliers". Déi entspriechend Forfaiten an Indemnitéite sinn an der Annex 11 vum Règlement grand-ducal du 2 avril 2021 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 17 août 2011 précisant le financement des mesures d'aide sociale à l'enfance et à la famille festgehalen.

Tëscht 2019 an 2023 huet den ONE déi meeschte Sue fir follgend Prestatiounen am Beräich vun de „Forfaits journaliers" ausbezuelt:

Forfait journalier pour l'accueil socio-éducatif de jour et de nuit d'après la formule d'accueil de base

Forfait journalier pour l'accueil socio-éducatif de jour et de nuit d'après la formule d'accueil orthopédagogique

Forfait journalier pour l'accueil socio-éducatif de jour et de nuit d'après la formule :

– d'accueil psychothérapeutique
– d'accueil urgent en situation de crise psychosociale aiguë
– d'accueil d'enfants de moins de trois ans
– d'accueil psychothérapeutique limité aux périodes scolaires
– d'accueil dans un petit groupe

Forfait journalier pour l'accueil socio-éducatif de jour dans un :

– foyer orthopédagogique
– foyer psychothérapeutique
– foyer psychothérapeutique limité aux périodes scolaires

Vun 2009–2013 war dat en Total vun 309.766.783 €.

ad 3. D'Oplëschtung vun allen Ausgaben (Budgetsposten), fir déi den ONE Suen un d'Acteuren um Terrain ausbezilt, sinn an deem ugespéngelten Dokument ze fannen.

*(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Vitres teintées des voitures** | Question **0821** (30/05/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Hei am Land ass et erlaabt, fir d'Fënstere vun engem Auto ze téinen, soulaang et net déi viischt Fënstere

vum Auto souwéi d'Windschutzscheif (Pare-brise) betrëfft.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Bei wéi enge Gefierer ass et erlaabt, fir och déi viischt Fënster an engem Auto ze téinen?

2. Wéi gi Gefierer behandelt, déi aus dem Ausland heihinner kommen a wou d'Windschutzscheif geténint gouf? Dierfen dës Autoen hei op eise Stroosse fueren?

**Réponse** (26/06/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet, ënnert wéi enge Konditioune geténte Fënstere bei Autoen zu Lëtzebuerg zoulässeg sinn.

No Consideratioun vum Artikel 46 vum Code de la route an dem EU-Reglement 2019/2144, ass d'Ubrénge vu Folie op Fënsterscheiwe bei all de Gefierer ausser bei de Busser (Kategorie M2 an M3) erlaabt. Um Pare-brise ass et nëmmen erlaabt, wann d'Sicht net verzerrt, behënnert oder d'Liichtduerchlässegkeet vun der Scheif op manner wéi 70 % reduzéiert gëtt, wéi zum Beispill eng schmuel Sträif um ieweschten, ënneschten oder säitleche Rand vum Pare-brise als Sonneblendsträif. Déi Folie muss awer d'Sichtfeld, wéi um Bild 2 b) vum Artikel 46 vum Code de la route illustréiert ass, net iwwerschreiden a muss dofir vun enger zoustänneger nationaler Autoritéit an engem Memberstaat vum europäesche Wirtschaftsraum homologéiert gi sinn. Bei de viischte Säitefënstere gëllt dat selwecht, ausser datt do op déi ganz Fënsterscheif eng Folie geklieft ka ginn.

Auslännesch Gefierer ginn net aneschters behandelt wéi déi national Gefierer an an der Annex I vum Code de la route si Geldstrofe virgesinn. Bei Verstéiss kann d'Gefier zu enger technescher Iwwerpréiwung verflicht ginn an et kann een Uerder zum Ewechhuele vun der onerlaabter Folie ginn.

Gefierer, déi aus dem Net-EU-Ausland importéiert ginn, musse fir déi national Zouloossung den europäesche Bestëmmungen ugepasst ginn.

**Passerelle GSO** | Question **0822** (30/05/2024) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

Selon plusieurs articles récents de la presse écrite et le communiqué des syndicats ALEE, SLEG et SPEBS du 13 mai 2024, l'ALEE a commandité un avis juridique afin d'évaluer la conformité à la loi de la « Passerelle » permettant aux élèves diplômés de la section sciences sociales (GSO) de l'enseignement secondaire général d'accéder au Diplôme d'État d'éducateur ainsi que la légalité de ce diplôme. L'expertise juridique remettrait en question la « Passerelle GSO » et le diplôme. Le raisonnement reposerait sur le fait que la loi prévoit une durée de formation de trois ans et que la formation concernée ne remplit pas les critères d'une admission conditionnelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

– Quelle est la position du Gouvernement par rapport à cet avis juridique ?

– Quelles conséquences Monsieur le Ministre va-t-il tirer de cet avis juridique ?

– Monsieur le Ministre envisage-t-il un échange avec l'ALEE et d'autres acteurs concernés ?

**Réponse** (25/06/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

En ce qui concerne la position du Gouvernement par rapport à l'avis juridique cité par l'honorable Députée, je me permets de renvoyer à mes réponses à la question parlementaires n° 0802.

Alors que l'avis juridique en question date du 28 novembre 2022, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) n'en a pris connaissance que récemment. Certains principes et éléments y soulevés ont cependant déjà été discutés lors d'échanges antérieurs avec l'ALEE ainsi que d'autres acteurs concernés dans le cadre du Comité d'accompagnement.

Si d'autres éléments soulevés dans cet avis juridique nécessitent une discussion plus détaillée, le MENJE est bien sûr disposé à en discuter.

**Communiqué de presse de l'ABBL** | Question **0823** (30/05/2024) de **Mme Paulette Lenert** | **M. Claude Haagen** (LSAP)

L'Association des banques et banquiers Luxembourg (ABBL) a récemment annoncé une collaboration stratégique impliquant plusieurs institutions financières majeures du pays : la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI), la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (Spuerkeess), la Banque Raiffeisen, la Banque internationale à Luxembourg (BIL) et la BGL BNP Paribas. Cette alliance vise à établir un fonds commun de créances, connu internationalement sous l'appellation « Special Purpose Vehicle ». L'objectif principal de ce fonds est d'investir de manière ciblée dans le marché immobilier luxembourgeois. Cette initiative est motivée par la volonté de stimuler le secteur du logement et de maintenir la stabilité de l'emploi au sein de l'industrie de la construction.

Dans le cadre de cette démarche, nous souhaiterions obtenir de Monsieur le Ministre des Finances des réponses aux questions suivantes :

– Quel est le niveau de la décote consentie par les promoteurs aux banques ? Est-elle supérieure à celle accordée à l'État à la suite des annonces de rachats de ventes en l'état futur d'achèvement (VEFA) ?

– Le Gouvernement envisage-t-il d'adopter un modèle d'achat de projets VEFA similaire à celui présenté par les représentants du secteur banquier ?

– Le Gouvernement est-il déjà informé des noms des autres banques qui, selon le communiqué de presse de l'ABBL, seront invitées à rejoindre le SPV ? Le cas échéant, pourriez-vous nous indiquer les noms des banques concernées ?

– Combien des 1.300 logements prévus répondent aux critères de logement abordable et/ou social ?

**Réponse** (02/07/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Les honorables Députés s'enquièrent au sujet d'un « Special Purpose Vehicle » (SPV) lancé par quatre banques de la place pour aider à redynamiser la construction de logements et constitué le 1er juillet 2024. Dans ce contexte, le Ministère des Finances a récemment eu la confirmation que la Banque de Luxembourg s'est associée au SPV.

Comme expliqué aux députés lors de la réunion de la Commission des Finances du 22 mai 2024, il est prévu que le SPV émette des options d'achat pour des projets immobiliers à usage résidentiel dont le taux de prévente dépasse les 50 % sans atteindre le seuil de prévente requis pour obtenir le financement voire l'accord de garantie d'achèvement par les banques.

D'après les représentants du secteur bancaire présents à la réunion précitée, la décote appliquée dépendra au final des projets soumis, de sorte qu'il n'est pas possible de se prononcer à ce stade et dans l'absolu sur une éventuelle comparabilité ou non des décotes retenues par rapport à celles obtenues par l'État. Alors que le SPV s'intéresse potentiellement à des objets qui ne rentrent pas dans le cahier des charges du Ministère du Logement, son objet est complémentaire à celui poursuivi par l'État via son programme d'acquisition de logements VEFA.

**Plan canicule** | Question **0824** (31/05/2024) de **M. André Bauler** | **M. Gérard Schockmel** (DP)

Den däitsche Gesondheetsminister huet rezent Recommandatioune virgeluecht, fir Klinicken a Fleegeariichtunge besser op Hëtztwelle virzebereeden. Mat zouhuelendem Klimawandel wäert d'Hëtzt lues a lues zu engem bestännege Problem am Summer ginn. Dat verlaangt, datt een sech op dës Erausfuerderung virbereet, fir Patienten an eeler Leit sou gutt wéi méiglech ze schützen.

Virun deem Hannergrond wollte mir der Madamm Gesondheetsministesch follgend Froe stellen:

1. Wéi gesäit de Moment d'Strategie vum Gesondheetsministère aus, fir d'Leit an de Klinicken an an de Fleegeariichtunge viru steigenden Temperaturen am Summer beschtméiglech ze protegéieren? Wat ass do déi konkreet Virgoensweis?

2. Ass den aktuelle „Plan canicule" nach „up to date" oder gëtt dru geduecht, fir en an noer Zukunft ze iwwerschaffen?

**Réponse** (02/07/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Am „Plan canicule" ass beim Niveau 3: Alerte virgesinn, datt déi am Viraus ausgeschaffte Protokoller an deenen Institutiounen, déi Risikopersoune betreien (Spideeler, CIPA asw.), applizéiert an an d'Praxis ëmgesat ginn.

ad 2. De „Plan canicule" gëtt permanent an Zesummenaarbecht mat de Spideeler, der FHL, der COPAS, der Croix-Rouge, an och dem Haut-Commissariat à la protection nationale, Meteolux, an dem Ministère des Affaires intérieures adaptéiert an ugepasst. Bei Avisen zu PAG a PAP, déi der Division de l'inspection sanitaire ënnerbreet ginn, mécht d'Gesondheetsdirektioun reegelméisseg Umierkungen, déi derzou bäidroe sollen, datt, virun allem am urbanen Ëmfeld, sougenannten Hëtztinselen, vu virera kënne vermidde ginn.

D'Division de l'inspection sanitaire vun der Gesondheetsdirektioun huet des Weideren eng Rei Fichen ausgeschafft, déi sech op follgend Thematiken, am Kontext vu „grousser Hëtzt", bezéien:

– Organisatioun vu kulturellen oder sportlechen Evenementer;
– Verhalensreegelen am Ëmgang a bei der Betreiung vu klenge Kanner respektiv Puppelcher;
– Verhalensreegele fir Leit, déi op der Strooss liewen.

**Dépenses et recettes étatiques liées au « Solidaritéitspak »** | Question **0825** (31/05/2024) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Dans le cadre de la crise sur les marchés de l'énergie, le Gouvernement, l'UEL, le LCGB et la CGFP avaient

signé en mars 2022 le Solidaritéitspak afin d'atténuer la hausse des prix. Après les prévisions du Statec du 8 février 2023 soulignant le risque d'un choc inflationniste en cas d'arrêt des mesures, il a été décidé de prolonger les contributions étatiques jusqu'au 31 décembre 2024, ceci par la loi du 21 juillet 2023 portant prolongation de certaines contributions étatiques visant à limiter la hausse des prix de l'énergie.

En mai 2024, le Gouvernement a annoncé la suppression progressive de ces mêmes mesures à partir de 2025.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quels sont les montants des dépenses nettes liées aux subventions de la loi du 21 juillet 2023 portant prolongation de certaines contributions étatiques visant à limiter la hausse des prix de l'énergie ?

2) Comment ces dépenses ont-elles évolué dès l'introduction des mesures concernées ?

3) L'État étant actionnaire dans le domaine de l'énergie, quel est le montant de ses dividendes pendant cette même période ?

4) Quelle est l'évolution des recettes de TVA des secteurs énergétiques concernés par les subventions pendant cette même période ?

**Réponse** (02/07/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) et 2) Ci-après la ventilation par année des différentes mesures prises en matière de limitation de la hausse des prix de l'énergie :

1. Limitation du prix « chauffage urbain »
– 2022 : 0 euro
– 2023 : 11,1 millions d'euros
– 2024 : 0,5 million d'euros (déboursés au 31/05/2024)

2. Limitation du prix du gaz – Variable « réseau »
– 2022 : 25,2 millions d'euros
– 2023 : 64,3 millions d'euros
– 2024 : 26,6 millions d'euros (déboursés au 31/05/2024)

3. Limitation du prix du gaz – Variable « prix »
– 2022 : 55 millions d'euros
– 2023 : 143,4 millions d'euros
– 2024 : 2,4 millions d'euros (déboursés au 31/05/2024)

4. Limitation du prix des « pellets »
– 2023 : 2,3 millions d'euros
– 2024 : 0,7 million d'euros (déboursés au 31/05/2024)

5. Limitation de la hausse des prix « bornes de recharges publiques »
– 2022 : 1,3 million d'euros
– 2023 : 2,7 millions d'euros
– 2024 : 0,6 million d'euros (déboursés au 31/05/2024)

6. Limitation de la hausse des prix de l'électricité
– 2022 : 10 millions d'euros
– 2023 : 108,5 millions d'euros
– 2024 : 120 millions d'euros (déboursés au 31/05/2024)

ad 3) Le tableau ci-après renseigne les participations de l'État au bénéfice des entreprises y visées et les dividendes recouvrés par la Trésorerie de l'État sur base des données du compte général :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

La société Sudcal n'a encore jamais versé de dividendes.

Un dividende brut de 814.655,50 euros de la société SEO est revenu à l'État pour l'année 2023. À noter que les participations aux bénéfices de SEO équivalent à un montant fixé dans les statuts de la société et selon le type d'action et que la société n'est pas concernée par les mesures du Solidaritéitspak.

ad 4) Le tableau qui suit résume les recettes de TVA sur les ventes de carburant encaissées sur la période de 2021 à 2023.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Ces recettes sont caractérisées par le fait que sont retranchés les remboursements effectués à des assujettis étrangers ne disposant pas de numéro TVA au Luxembourg, mais avec un droit à déduction dans leur État membre d'origine. Ainsi, ces assujettis ont la possibilité de récupérer la TVA payée sur leurs achats de carburant au Luxembourg. En ce qui concerne l'exercice du droit à déduction par les assujettis luxembourgeois, l'administration ne dispose actuellement pas de moyens de rapprocher ces données avec celles qui résultent des déclarations. Le solde n'est donc pas à confondre avec les recettes encaissées en définitif.

Le graphique suivant présente le solde (recettes brutes moins remboursements UE) cumulé des recettes TVA des ventes de carburants pour les exercices 2021-2024.

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Les recettes de TVA provenant des ventes d'électricité et de gaz se chiffrent à 40.513.228 euros pour l'année 2023, ce qui correspond à un taux de croissance de -42,5 % (-29.999.801 euros) par rapport à la même période de l'année précédente. Ces recettes ne représentent que 0,8 % des recettes totales de TVA.[18]

*(Tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Contamination des eaux par l'acide trifluoroacétique** | Question **0826** (31/05/2024) de **M. Gusty Graas** (DP)

Le Réseau européen d'action sur les pesticides (PAN) et ses membres ont récemment rapporté sur la contamination des eaux européennes par l'acide trifluoroacétique (TFA). Il s'agit de révélations préoccupantes. L'analyse, menée par le Centre technologique de l'eau de Karlsruhe, indique que tous les échantillons d'eau de surface et souterraine provenant de dix pays de l'UE contiennent du TFA, avec des concentrations atteignant jusqu'à 3.300 ng/l, bien au-delà des niveaux acceptables selon les propositions de la directive européenne sur l'eau potable. Selon le rapport, la concentration de TFA dépasse les 1.000 ng/l dans l'Alzette et plus de 900 ng/l pour l'ensemble des eaux souterraines du pays.

Le TFA provient de la dégradation des PFAS et est présent dans divers produits industriels et agricoles. Il est actuellement classé comme « non pertinent » par les autorités européennes, ce qui le soustrait aux seuils de régulation imposés à d'autres substances chimiques. Cette classification est critiquée par le Réseau européen d'action sur les pesticides et ses membres en raison de la persistance de cette substance dans l'environnement et des défis liés à son élimination par les méthodes de traitement de l'eau potable conventionnelles.

[18] La part B2B, donnant lieu à la déduction de la taxe en amont (entreprises, usines, ...), n'est pas déterminable mais réduit encore davantage le poids des recettes TVA suite à la vente d'électricité et de gaz.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Monsieur le Ministre soutiendra-t-il une réévaluation de la classification du TFA au niveau européen pour garantir une meilleure protection de la santé publique et de l'environnement ?

2) Quelles mesures envisage-t-il de prendre pour renforcer la surveillance et la régulation de la présence du TFA dans les eaux de surface et souterraines du Luxembourg ?

3) Quelles initiatives sont prévues pour promouvoir la recherche et le développement de méthodes efficaces afin de diminuer la présence de TFA dans les sources d'eau potable luxembourgeoises ?

**Réponse** (23/07/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Oui, le Gouvernement soutient une réévaluation de la classification du TFA au niveau européen. Cette réévaluation doit viser aussi bien les normes de qualité des eaux potables que les normes de qualité environnementales pour les eaux de surface et les eaux souterraines. Ces évaluations devront permettre d'établir les valeurs toxicologiques adéquates.

Le Gouvernement s'engage également pour des interdictions ou des restrictions de mise sur le marché au niveau européen de substances qui seraient susceptibles de nuire à la santé humaine et à l'environnement.

ad 2) Un état des lieux complet des concentrations en TFA dans les eaux de surface et les eaux souterraines, de leurs sources anthropiques et de leur évolution au cours du temps constitue la première étape en vue d'une surveillance et d'une régulation efficace et ciblée.

L'élaboration de cet état des lieux et actuellement en cours, et comporte :

(i) le développement et l'accréditation d'une méthode analytique fiable par le laboratoire de l'AGE, ce qui va permettre à l'AGE d'augmenter les analyses du TFA dans les eaux de surface,
(ii) une campagne d'échantillonnage des eaux souterraines visant à cartographier de manière plus complète la distribution des concentrations en TFA et à analyser – afin de dégager l'origine anthropique – la relation entre les concentrations mesurées et les sources potentielles.

En parallèle, une évaluation du potentiel toxicologique découlant de la consommation d'eau contenant du TFA est en cours par l'OMS et ces résultats sont attendus au niveau européen.

ad 3) Une identification des sources de TFA dans les eaux souterraines et de surface constitue la première étape pour une stratégie de réduction du TFA. Une fois l'origine ou les origines du TFA identifiées et quantifiées, des mesures de réduction à la source pourront être instaurées en partenariat avec les acteurs compétents.

**Restructuration auprès de ING Luxembourg** | Question **0827** (31/05/2024) de **M. Marc Spautz** (CSV)

La banque ING Luxembourg a annoncé récemment vouloir arrêter ses activités de banque de détail pour les clients particuliers, ce qui entraîne la clôture d'un nombre important de comptes. Les clients concernés

se voient obligés de trouver une nouvelle banque pour les accueillir. D'après un communiqué de presse diffusé par la banque le 29 mai 2024, l'institut explique avoir constaté « qu'il n'y a pas de croissance durable possible dans un avenir proche pour ING au Luxembourg dans la banque de détail pour les clients particuliers ».

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Travail :

– Combien de personnes sont employées par ING Luxembourg pour les activités de banque de détail ?

– Comment est-ce que la décision de clôturer les activités de banque de détail a été communiquée aux salariés ? Est-ce que la banque a donné des indications quant au sort réservé aux salariés concernés par la clôture des activités de banque de détail ?

– Est-ce que le Gouvernement est en contact avec la direction d'ING Luxembourg ? Est-ce que le Gouvernement estime qu'un plan social est envisageable au sein de la banque ?

– Est-ce que des agences sont menacées par la réorientation des activités de la banque ? Combien de personnes sont employées par ING Luxembourg dans les agences ?

**Réponse** (01/07/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

L'honorable Député s'enquiert de la restructuration d'ING Luxembourg (ING) et notamment de l'avenir de son activité de banque de détail au Luxembourg et de l'emploi dans ce segment.

Lors de la réunion de la Commission des Finances du 4 juin 2024, les représentants du Ministère des Finances et de la CSSF ont partagé avec les députés des détails à ce sujet. Selon les informations fournies au Ministère des Finances par ING à ce moment, 45 personnes travaillent dans le réseau d'agences au Luxembourg (composé de 5 agences) et ce réseau sera, à terme, réduit à une ou deux grandes agences. Une partie du personnel des agences sera transférée dans le « contact center » de la banque.

À ce jour, la direction d'ING n'a pas contacté le Ministère du Travail dans le contexte d'un plan social. C'est la raison pour laquelle le Ministère du Travail ne peut pas se prononcer quant à l'établissement d'un tel plan.

**Étiquetage de l'origine à d'autres denrées alimentaires** | Question **0829** (31/05/2024) de **M. Gusty Graas** (DP)

Lors du Conseil « Agriculture » de lundi 27 mai 2024 à Bruxelles les délégations allemande et autrichienne, soutenues notamment par la France, la Finlande, l'Estonie et le Portugal, ont demandé d'étendre l'étiquetage obligatoire de l'origine à d'autres denrées alimentaires. Actuellement, diverses obligations européennes d'indiquer le pays d'origine sont déjà en place pour certains produits (viande bovine, viande porcine, ovine, caprine et de volaille, œufs, fruits et légumes frais, miel, huile d'olive, produits biologiques). Un tel cadre juridique au niveau européen permettrait notamment de renforcer la position des agriculteurs européens dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire et améliorer la transparence pour les consommateurs.

Le Luxembourg a plaidé pour un étiquetage volontaire de l'origine sur les produits agricoles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Quelles sont les raisons justifiant la préférence au Luxembourg pour un étiquetage facultatif plutôt qu'obligatoire ?

2) Comment cette position peut-elle répondre aux exigences de transparence pour les consommateurs et à la compétitivité des producteurs locaux ?

3) Quelles initiatives sont prévues pour garantir que les consommateurs luxembourgeois soient bien informés sur l'origine des produits alimentaires qu'ils achètent ?

**Réponse** (21/06/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Comme le signale l'honorable Député, l'étiquetage d'origine obligatoire a déjà été mis en place pour de nombreuses denrées alimentaires. En effet, un étiquetage obligatoire est déjà prévu pour la viande de bœuf fraîche, réfrigérée et surgelée, la viande de porc, de mouton, de chèvre et de poulet préemballée fraîche, réfrigérée et surgelée ainsi que les œufs, les fruits et légumes frais, le miel, l'huile d'olive, les produits bio préemballés et toutes les denrées alimentaires où il y a un risque que le consommateur soit induit en erreur par l'étiquetage.

Par ailleurs, la Commission européenne a réalisé une étude d'impact et publié un rapport en mai 2015 concernant l'indication obligatoire du pays d'origine ou du lieu de provenance pour le lait, le lait utilisé comme ingrédient dans les produits laitiers et les types de viande autres que la viande bovine, porcine, ovine, caprine et la viande de volaille. Le rapport a conclu que l'indication obligatoire de l'origine sur l'étiquette entraînerait une hausse de la charge administrative pour la plupart des produits examinés et, par conséquent, la question qui se pose est d'apprécier si l'équilibre entre les coûts et les avantages est tel qu'il justifierait cette indication obligatoire. La Commission a pris la décision suite à ce rapport de ne pas légiférer en la matière.

Le Luxembourg, du fait de sa taille, dispose d'une agriculture et d'un secteur agroalimentaire étroitement liés aux régions voisines. Aucune des exploitations agricoles ne se situe à plus de 25 km d'une frontière. Pour comparer, la surface du Grand-Duché est de 2.600 km$^2$, celle de la Province du Luxembourg en Belgique est de 4.400 km$^2$, en France la surface moyenne des 101 départements dépasse 6.500 km$^2$. Les échanges transfrontaliers de volumes limités sont comparables aux échanges inter-régions dans un autre État membre et constituent une pratique commerciale courante. Le lait est particulièrement concerné par cette pratique car de nombreux agriculteurs luxembourgeois livrent leur production de lait à des coopératives à l'étranger.

Un étiquetage obligatoire de l'origine, basé sur le nom du pays, poserait donc un problème majeur pour ces échanges transfrontaliers à caractère régional. Il constitue une atteinte à la libre circulation et les coûts supplémentaires risquent d'être transférés par les transformateurs vers les producteurs primaires et les consommateurs.

Voilà pourquoi, je reste convaincue qu'un étiquetage volontaire de l'origine du nom du pays ou alors, mieux, un étiquetage régional et non pas national constituerait une solution qui permettra les échanges transfrontaliers et correspondra à la demande des consommateurs de manger local.

ad 2) Un étiquetage d'origine non pas national mais régional et transfrontalier constitue une réelle solution pour un pays de petite taille, qui satisferait la demande des consommateurs sans justement nuire aux producteurs locaux. Le Luxembourg défend cette position depuis de nombreuses années.

ad 3) Une multiplication des différents systèmes d'étiquetage proposant des informations très variées telle que la qualité, les méthodes de production, l'origine ou la valeur nutritionnelle risque de nuire à la transparence et à la compréhensibilité. Nous devons plutôt œuvrer pour une rationalisation des différents systèmes d'étiquetage et mieux valoriser les informations déjà existantes.

Voilà pourquoi le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture soutient de nombreuses initiatives pour informer le consommateur. La campagne de sensibilisation #regionalsaisonal du ministère vise à sensibiliser le consommateur face aux produits régionaux et de saison. Le ministère soutient également la campagne « Sou schmaacht Lëtzebuerg » de la Chambre d'agriculture dont l'objectif est de promouvoir les produits d'origine luxembourgeoise et rapprocher les producteurs luxembourgeois des consommateurs. En juin 2022, le ministère a mis en place un agrément en tant que système de qualité ou de certification des produits agricoles. Un de ses piliers, intitulé « Régional – Solidaire », impose notamment le recours à des ingrédients cultivés ou élevés en grande majorité dans la région.

Par ailleurs, Restopolis a lancé en 2021 la campagne « Food4Future » qui propose des menus repensés pour manger équilibré, au maximum bio, local et de saison.

**Avenir de la Halle des soufflantes** | Question **0830** (31/05/2024) de **Mme Sam Tanson** | **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Selon un article de presse publié en date du 3 mai 2024 dans le « Luxemburger Wort », il n'y aurait actuellement pas de projet concret pour le réaménagement de la Halle des soufflantes. Toujours selon l'article, il ne faudrait dès lors pas s'attendre à ce que de plus amples détails sur l'avenir du site soient communiqués au public dans un futur proche.

Au cours de la dernière législature, après que des réflexions approfondies ont été menées quant à une affectation future et un réaménagement de la halle par l'ASBL IK-CNCI, le Ministère de la Culture et celui en charge des Travaux publics avaient commandité auprès d'une équipe d'architectes du Département de géographie et de planning spatial auprès de l'Université du Luxembourg un concept pour une future utilisation du bâtiment à des finalités mixtes dont l'éducation ainsi que la création de lieux publics et de logements. L'étude a permis d'identifier un certain nombre d'utilisateurs.trices intéressé.e.s ainsi que plusieurs scénarios envisageables pour la transformation et l'aménagement du bâtiment en vue de l'utilisation par les entités pressenties.

Dans ce contexte, nous aimerions savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Culture et de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur et Madame les Ministres sont-ils au courant de l'étude commanditée au cours de la dernière législature ?

2) Dans l'affirmative, quelle suite entendent-ils y réserver ? Un appel à projets sera-t-il lancé en vue de la réalisation du concept issu de l'étude ?

3) Une participation citoyenne est-elle envisagée afin de débattre avec la population et les institutions des différentes possibilités ?

4) Dans quel délai un concept pour le réaménagement du bâtiment sera-t-il présenté ?

**Réponse** (01/07/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

Les honorables Députés Sam Tanson et Meris Sehovic s'enquièrent sur l'avenir de la Halle des soufflantes à Esch/Belval.

ad 1) En ce qui concerne les études réalisées dans le cadre de la conservation de la halle, études menées suivant différents scénarios possibles qui tiennent compte des études préliminaires ainsi que de l'approfondissement des réflexions sur le développement urbanistique de la Terrasse des hauts-fourneaux, nous pouvons répondre par l'affirmative.

En effet, les études réalisées par l'équipe d'architectes du Département de géographie et de planning spatial auprès de l'Université du Luxembourg ont été commanditées à l'époque par le Ministère de la Culture. Le Ministère des Travaux publics a quant à lui, par l'entremise du Fonds Belval, réalisé en parallèle plusieurs études portant sur des réflexions élargies non seulement au niveau de la réhabilitation de la halle, comme traité dans l'étude de l'université, mais également au niveau du rôle de la halle dans le contexte urbain de Belval, de son devenir et des enjeux qu'il représente à une échelle territoriale plus vaste.

ad 2) La décision du Conseil de Gouvernement prise en sa séance du 21 juillet 2023, sur base de la note conjointe établie par le Ministère de la Culture et le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, prévoit :

1. le transfert de la Halle des soufflantes du Ministère de la Culture au Ministère de la Mobilité et des Travaux publics ;
2. de charger le Fonds Belval de développer un programme de construction intégrant les éléments issus des propositions élaborées par les deux ministères et remaniés dans une réflexion globale sur le développement du site et le rôle spécifique de la Halle des soufflantes ;
3. de charger le Fonds Belval de la planification d'un concours d'architecture en vue de la réhabilitation de la Halle des soufflantes.

Par conséquent, et afin de répondre de manière optimale aux futurs projets d'envergure sur le site de Belval, le Fonds Belval mène à l'heure actuelle une réflexion globale sur la programmation de la Cité des sciences, de la recherche et de l'innovation. Dans le cadre de cette réflexion globale des études sont en cours et permettront d'établir un cadre de programmation inscrit dans une vision globale, cohérente et prospective du développement urbanistique de Belval, tout en y intégrant les éléments issus des propositions élaborées par les deux ministères (études réalisées par l'équipe d'architectes du Département de géographie et de planning spatial auprès de l'Université du Luxembourg). En effet, cette démarche globale est opportune alors que la Halle des soufflantes occupe une place spécifique, tant à l'échelle même du site qu'en tant que centre de gravité de l'agglomération de la région Sud.

Tenant compte du fait que le projet de réhabilitation de la Halle des soufflantes pourra se décliner suivant différents scénarios, comme déjà avéré pour la restauration et la mise en valeur des hauts-fourneaux à Belval et tel qu'il en résulte également des diverses études établies jusqu'à présent pour la halle, un appel à projets pourra être envisagé pour autant que la transcription des visions de toutes les parties impliquées aboutisse à un projet cohérent, en adéquation avec le programme de construction visé et consolidant l'identité de Belval.

ad 3) L'opportunité, la portée et le cadre donné à une participation citoyenne dans le projet de la Halle des soufflantes seront évalués au terme des études urbanistiques actuellement en cours. La Halle des soufflantes étant un élément du patrimoine industriel et le témoin d'un passé collectif majeur, sa destinée relève à ce titre de la sphère publique. Néanmoins, l'envergure du projet, sa complexité technique ainsi que ses impacts foncier et financier requerront une préparation adéquate et un cadre bien défini en cas de démarche participative.

ad 4) Compte tenu des délais nécessaires à la finalisation des études sur l'état actuel de la programmation urbanistique de la Cité des sciences, sur base desquelles un programme de construction spécifique pour le projet de réhabilitation de la Halle des soufflantes pourra être élaboré, et eu égard également aux délais administratifs requis pour la validation de ces programmes par les instances concernées, l'appel à projets pourra se concrétiser fin 2025/mi-2026.

---

**Charge de travail des conducteurs de train** | Question **0831** (31/05/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op meng Froen N° 0165 an 0387 huet d'Mobilitéitsministesch mir Zuele geliwwert betreffend d'Fuerpersonal bei den CFL. Wann een sech dës Zuelen ukuckt, fält op, dass 2023 virun allem d'Lokfürer vill Deeg usammelen duerch net liquidéiert Roudeeg.

Esou goufen am Joer 2023 1.012 Roudeeg net liquidéiert, also ee Solde vun 322 Deeg, déi eleng fir 2024 era musse geholl ginn. Bei 334 Lokfürer bedeit dat, dass an der Moyenne bal all Lokfürer ee Roudag muss eranhuelen (woubäi verschiddener jo hei méi cumuléieren an anerer guer net).

D'Roudeeg si virun allem do, fir dass d'Lokfürer tëschent hire Schaffwochen eng Paus aleeën, fir sech kierperlech a mental kënnen ze erhuelen. Manner Roudeeg bedeit manner Repos an doduerch méi Middegkeet, manner Leeschtungsfäegkeet an ee Risiko fir d'Gesondheet. Ee Lokfürer, dee permanent siwen Deeg um Stéck oder 48h d'Woch schafft, kann net permanent konzentréiert schaffen, wat och ee Risiko fir d'Passagéier duerstellt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Zum Personalbestand: Wéi vill Lokfürer an Zuchbegleeder waren an de Joren 2020 bis 2023 (opgeschlësselt no Joer) op d'mannst eemol am Statut „inapte" a konnten deemno net hirer Aarbecht nogoen? Goufen dës Lokfürer an Zuchbegleeder an der Statistik vun der QP N° 0165 mat agerechent?

2. Wéi verdeelt sech de Solde u Roudeeg bei de Lokfürer? Wat ass de Maximum u Roudeeg, deen ee Lokfürer muss eranhuelen a sinn d'Moyenne an de Median bei alle Lokfürer?

3. Wat wäert ënnerholl ginn, fir dass et net méi virkënnt, dass d'Lokfürer Roudeeg gestrach kréien?

4. Wéi vill Stonne stinn insgesamt op den Zäitspuerkonte vun de Lokfürer (zënter der Aféierung vum CET)?
Wéi vill Stonnen hunn sech iwwert déi lescht 5 Joren hei ugesammelt a wat sinn den Duerchschnëtt an de Medianwäert bei alle Lokfürer?

5. Wéi oft ass et 2023 virkomm, dass d'Lokfürer méi wéi 40h/Woch geschafft hunn a wéi vill Iwwerstonnen hunn sech op dës Manéier ugesammelt?

6. Hunn all d'Lokfürer an der Reegel mindestens 44 Stonne Paus tëschent zwou Aarbechtswochen? Falls nee, wéi oft ass dat 2023 net de Fall gewiescht?

**Réponse** (26/06/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Tabell weist d'Unzuel vu Lokfürer an Zuchbegleeder, déi an de Joren 2020 bis 2023 op d'mannst eemol am Statut „inapte" waren an deemno net hirer Aarbecht nokomme konnten:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Dës Lokfürer an Zuchbegleeder goufen an der Statistik vun der QP N° 0165 mat agerechent.

ad 2. An der Moyenne verdeelen sech déi Reescht-Roudeeg um Enn vum leschte Joer op e Wäert vun 3,35 pro Lokfürer. De Median loung bei 2.

ad 3. Fir ze verhënneren, datt d'Lokfürer Roudeeg gestrach kréien, ass d'Unzuel vun de Recrutementer fir 2024 nach eng Kéier erhéicht ginn.

ad 4. D'Stonnen, déi sech insgesamt, zënter der Aféierung vum CET am Joer 2022, op den Zäitspuerkonte vun de Lokfürer pro Joer ugesammelt hunn, si follgend:

2022: +5.150 Stonnen
2023: -140 Stonnen

Vun deene 5.150 ugesammelte Stonnen am Joer 2022, goufen der am Ganzen 140 iwwer d'Joer 2023 op den Zäitspuerkonten ofgebaut.

Iwwert déi lescht 5 Joer (2018–2023) hu sech 47.684 Stonnen ugesammelt. Iwwert déi lescht 5 Joer huet all Lokfürer am Duerchschnëtt 109,4 Stonnen ugesammelt. De Medianwäert vun den Usammlungen iwwert déi lescht 5 Joer loung bei 77,6 Stonnen.

ad 5. D'Kontroll vun den Iwwerstonne gëtt iwwer eng Referenzperiod vu 4 Woche gemaach, deemno 160 Stonnen/4 Wochen.

Am Total hunn sech am Joer 2023 esou 697 Iwwerstonnen ugesammelt.

ad 6. Den CFL-Personalstatut gesäit vir, datt „dans la mesure du possible" jiddereen duebel Roudeeg (2 Roudeeg hannereneen) soll kréien. En isoléierte Roudag ass definéiert mat minimum 38 Stonnen.

En duebele Roudag ass definéiert mat minimum 62 Stonnen.

Den CFL-Personalstatut kennt keng Reegel vu 44 Stonnen.

---

**Abus sur mineurs** | Question **0832** (31/05/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Kandsmëssbandlung ass een eescht Theema an eis Gesellschaft muss versichen, fir all Form vu Gewalt géint Kanner ze entdecken, ze verhënneren oder ze bestrofen. An engem moderne Rechtsstaat ass d'Justiz dofir zoustänneg, fir dass dat geschitt.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir den Interieur a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi vill Plaintë wéinst Abus géint Mannerjäreger (opgelëscht no der Form vun Abus, z. B. Abus sexuel, Violence, Negligence) sinn an de leschte 5 Jore bei der Police an der Justiz agaangen?

2. Wéi vill vun dësen Affairë sinn ouni weider Suite klasséiert ginn?

3. Wéi laang dauert et am Schnëtt vum Erareeche vun der Plainte bis den Dossier bei der Police evakuéiert gëtt (weidergeleet un de Parquet)?

Wéi laang dauert et am Schnëtt vum Erareeche vun der Plainte bis den Dossier beim Parquet evakuéiert gëtt (klasséiert gëtt oder an enger Geriichtsaffär lant)?

4. Wéi vill Persoune sinn aktuell beim SCAS agestallt a wéi eng Servicer existéieren hei? Wéi huet sech d'Unzuel vun de Persounen an dëse Servicer tëschent 2018 an haut entwéckelt?

5. Wéi sollen sech d'Servicer beim SCAS personell an organisatoresch an deenen nächste 5 Joren entwéckelen (wéi eng weider Aufgabe soll de SCAS an Zukunft erfëllen a mat wéi vill Persoune soll dat geschéien)?

**Réponse** (01/07/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Plainten, déi d'Police kritt, ginn un de Parquet weidergereecht a fannen sech an den Zuele vum Parquet hei drënner erëm.

Et sief am Virfeld ze bemierken, dass et bei deene verschiddene geliwwerten Zuele méiglech ass, dass eng Affär e puer Mol gezielt ginn ass, wa méi wéi eng Infraktioun an der selwechter Affär libelléiert ginn ass.

D'Zuele vun de Plaintë befanne sech a follgendem Tableau:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 2. Et sief ze bemierken, dass eng Affär, déi zum Beispill 2023 klasséiert gouf, net onbedéngt och 2023 beim Parquet erakomm ass, mee an de Jore virdrun. D'Zuele befanne sech a follgendem Tableau:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 3. D'Police erhieft keng eege Statistik doriwwer.

Déi duerchschnëttlech Dauer an Deeg, bis d'Affär klasséiert gëtt oder de Parquet de Renvoi virun engem Geriicht freet, bzw. den Täter viru Geriicht zitéiert, kann een aus dem Tableau heidrënner bestëmmen.

Verschidde Präzisioune sinn hei néideg:

– „ad acta" bedeit de Classement sans suite vun der Affär.
– „réquisitoire renvoi/citation" deit op de Renvoi oder d'Zitatioun vum Parquet op engem Geriicht hin.

Eng laang Dauer ass op d'Opmaache vun enger Instruktioun, déi méi zäitopwänneg ass, zeréckzeféieren.

*(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 4. Um SCAS sinn aktuell 138 Persounen agestallt.

De SCAS ëmfaasst 5 Servicer:

a) de Service vun der Protection de la jeunesse, deen an 3 Sous-Sektiounen agedeelt ass: Enquêtes sociales, Assistances éducatives a Prestations éducatives et philantrophiques;
b) de Service vun den Affaires familiales;
c) de Service vun den Tutelles;
d) de Service vun der Probatioun, dee säit Mee 2024 an 2 Sous-Sektiounen agedeelt ass: Peines privatives a Peines alternatives;
e) de Service d'aide aux victimes.

D'Unzuel vu Leit, déi an de verschiddene Servicer schaffen, ass déi follgend:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 5. Déi geplangte mëttelfristeg Entwécklung vum SCAS gesäit eng weider personnell Verstäerkung vir. Dobäi ass natierlech ze präziséieren, dass all Joer den Aarbechtspensum evaluéiert gëtt, a soumat d'Ufro u Posten dann och ugepasst gëtt.

D'Jugendschutzreform, déi vun de Gesetzesprojeten iwwert e Jugendstrofrecht (7991) an iwwert e Jugendschutzrecht (7994) gedroe gëtt, wäert eng Reorganisatioun vum Service vun der Protection de la jeunesse mat sech bréngen.

Wat d'Missiounen am Kader vum Jugendstrofrecht ugeet, hunn d'Coordinatricen, d'Mataarbechter vun der Protection de la jeunesse an d'Direktioun vum SCAS am Kader vun Aarbechtsgruppen zesummen e Konzept fir en adäquaten Encadrement fir jugendlech Stroftäter opgestallt.

An enger éischter Phas wäert den zukünftege Service de droit pénal pour mineurs mat der Unzuel vu Mataarbechter, déi elo an der Protection de la jeunesse schaffen, ufänken. An enger zweeter Phas wäert den Effectif u Personal op Basis vun enger Evaluatioun vun den Tâchen an dem Aarbechtspensum gegeebenefalls ugepasst ginn.

**Chiffres de la délinquance** | Question **0833** (31/05/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Lëtzebuerg läit an de leschte verfügbare Statistike vun Eurostat am Top fënnef vun de geféierlechste Länner an Europa, wat d'Unzuel vun Abréch an Iwwerfäll pro 100.000 Awunner ugeet. Der Kriminalitéitsstatistik vum leschte Joer no gouf et 2023 3.973 Abréch oder versichten Abréch, 566 Iwwerfäll mat Gewalt an 3.755 Fäll vu virsätzlecher Kierperverletzung.

Dëst entsprécht ronn:

– 11 Abréch oder versichten Abréch a Gebaier, pro Dag
– 10 Gewaltakten, wou Persounen ugegraff ginn, pro Dag
– 11 gewalttäteg Iwwerfäll pro Woch

Allerdéngs héiert een an der Aktualitéit vu quasi kenge Gewaltakten oder Iwwerfäll. D'Journaliste soen, datt si net méi vun der Police gewuer ginn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Policeminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister matdeelen, wéi vill Iwwerfäll mat Gewalt a vu virsätzlecher Kierperverletzung zanter dem 1. Januar um Site vu police.lu an den Aktualitéite publizéiert goufen, a wéi vill der am selwechten Zäitraum un d'Medie kommunizéiert goufen, a jeeweils wéi vill net?

2. Kann den Här Minister erklären, firwat déi allermeeschte Fäll net public gemaach ginn (um Secret d'instruction kann et jo net leien, well eng Meldung wéi „an der Stad gouf eng Persoun iwwerfall a verletzt" keen Afloss op d'Ermëttlungen huet)?

3. Gëtt et Statistiken, wéi vill Affer vu Kriminalitéit blesséiert gi sinn? Gëtt et heizou och Statistiken, wéi een se an anere Länner fënnt zu Alter, Geschlecht, Nationalitéit vun den Affer? Wann net, ass den Här Minister gewëllt, an Zukunft esou Statistiken ze erstellen?

4. Gëtt et Statistiken zum soziologesche Profill vum Täter, wat Alter, Geschlecht, Nationalitéit ugeet, esou wéi et se och an anere Länner gëtt, z. B. an all Detail an Däitschland? Wann net, ass den Här Minister gewëllt, an Zukunft esou Statistiken ze erstellen?

**Réponse** (02/07/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. an 2. Vum 1. Januar 2024 bis de 14. Juni 2024 goufen der Press 43 Déifställ mat Gewalt a 37 virsätzlech Kierperverletzunge kommunizéiert. D'Police kritt am Schnëtt eng hallef Dose Presseufroe pro Woch a beäntwert déi och alleguer, sou dass ëmfaassend an transparent kommunizéiert gëtt. Et kann awer ëmmer nëmmen de Fait brut matgedeelt ginn, sou wéi en sech déi éischt Momenter duerstellt.

D'Press ass de privilegiéierte Partner vun der Police, fir iwwer d'Kriminalitéit zu Lëtzebuerg ze kommunizéieren an huet iwwert en dediéierten Extranet Accès op Informatiounen. D'Zil vun der Kommunikatioun ass et, fir faktuell korrekt, komplett an objektiv Meldungen ze kommunizéieren.

Et ass net méiglech, am Detail iwwer all eenzelnen Iwwerfall oder Gewaltakt ze kommunizéieren, well bei dësen Infraktiounen:

– oft eréischt e puer Deeg drop Plainte gefouert gëtt an dann eng Enquête gemaach gëtt.
– verschidde Fäll zum Zäitpunkt, wou d'Police se feststellt oder gemellt kritt, nach net kloer sinn an dem Krittär vun der faktuell richteger Berichterstattung net entspriechen.
– oft zu deem Moment relevant Informatioune wéi Zeienaussoen, Aussoe vun den Affer asw. feelen, esou dass eng objektiv a komplett Meldung net ka garantéiert ginn. Elementer, déi sech dono am Kader vun der Enquête erginn, sinn da Géigestand vum Ermëttlungsgeheimnis.
– eng Pressemeldung d'Enquête beaflosse kann.
– virun allem bei Gewaltakten oft Alkohol am Spill ass, sou datt d'Aussoe vum Affer an/oder presuméierten Täter eréischt méi spéit opgeholl ginn.

ad 3. a 4. Et gëtt Statistike betreffend d'Altersgruppen an d'Geschlecht vun den Affer an den Täter fir déi an der parlamentarescher Ufro viséiert Typpe vun Infraktiounen. D'Police féiert keng Statistiken iwwer d'Nationalitéiten. Doriwwer eraus kann et jo och sinn, dass d'Täter déi duebel Nationalitéit hunn.

**Dédommagement des passagers suite à l'incident à l'Aéroport de Luxembourg le 10 mai 2024** | Question **0834** (31/05/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Den 10. Mee huet e sécherheetstechneschen Tëschefall um Findel 10 Fluchausfäll an 43 Verspéidungen ausgeléist. Ursaach war eng Pann bei de Metalldetekteren, entspriechend läit d'Verantwortung bei der lux-Airport als Bedreiwer vum Findel. Eenzegen Aktionär ass mat 100 Prozent de Lëtzebuerger Staat. Den 22. Mee huet d'Firma op enger Pressekonferenz allerdéngs erkläert, déi betraffe Passagéier sollte fir d'éischt hir entspriechend Fluchgesellschaft fir eng Entschiedegung usichen, déi se dann duerno vu lux-Airport géife rembourséiert kréien. Ausgerechent d'Luxair, un där de Staat direkt mat 39 Prozent bedeelegt ass an iwwert d'Participatioun vun der Spuerkeess esouguer als Majoritéitsaktionär, refuséiert awer lo kategoresch, fir fir lux-Airport a Virleeschtung ze goen. Esou wéi et am RTL-Artikel „Wie muss fir de Chaos um Findel blechen?" vum 29. Mee heescht, géif deene betraffene Passagéier näischt anescht iwwereg bleiwen, wéi lux-Airport viru Geriicht unzesichen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi ass déi Decisioun vu lux-Airport begrënnt, fir déi betraffe Passagéier net direkt, mee nëmmen iwwert den Ëmwee vun de Fluchgesellschaften ze entschiedegen?

2. Gesäit d'Madamm Minister vir, fir hei ze intervenéieren a sämtlech Acteuren un een Dësch ze

bréngen, fir datt déi betraffe Passagéier elo endlech séier, onbürokratesch an ugemoossen entschiedegt ginn? Falls net, firwat net?

3. Wéi wëll d'Madamm Minister dem internationalen Imageschued begéinen, deen dem Fluchhafe Lëtzebuerg duerch dës Affär schonn entstanen ass an deen nach vill méi grouss wäert ginn, falls d'Fro vun der zivillrechtlecher Responsabilitéit weiderhin esou vag bleift?

**Réponse** (24/06/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Deen eenzege Kontrakt, dee besteet, ass deen zwëschent der Airline an dem Passagéier. Fir sécherzestellen, dass eventuell Reklamatioune vu Passagéier beaarbecht kënne ginn, a fir déi eenzel Spezifizitéite vun dëse Reklamatioune besser ze berücksichtegen, bleiwen also d'Fluchgesellschaften de richtegen Uspriechpartner, well si all déi néideg Donnéeë vun de Passagéier hunn. Op jidder Fall kooperéiert lux-Airport mat all de concernéierte Fluchgesellschaften.

ad 2. Dat ass scho geschitt, lux-Airport an d'Fluchgesellschafte kooperéieren, fir eng organiséiert Veraarbechtung an de Suivi vu Reklamatioune vu Passagéier ze garantéieren.

ad 3. Vergläichbar Tëschefäll si schonn op anere Fluchhäfe virkomm.

Déi éischt Prioritéit ass, an all Situatioun d'Sécherheet vun de Passagéier a vum Fluchhafen ze garantéieren. Dëst ass esou séier wéi méiglech erreecht ginn duerch déi gemeinsam Efforte vun der Police, der Douane, dem Fluchhafebedreiwer, dem Ground Handling Agent, de Fluggesellschaften an dem Air Traffic Control. Domat demonstréiert Lëtzebuerg, dass mer kapabel sinn, op esou Tëschefäll ze reagéieren.

D'Fro vun der zivillrechtlecher Responsabilitéit brauch eng Analys au cas par cas fir all Passagéier.

**Transport d'armes vers Israël** | Question **0836** (31/05/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Dans un article en ligne du journal cap-verdien « A Nação », intitulé « Violação da resolução da ONU », il est fait état d'un navire de fret dénommé « Vertom Odette » et qui transporterait des armes à destination d'Israël. Or, ce navire bat pavillon luxembourgeois. Dans ce contexte, il convient de rappeler la résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies adoptée le 4 avril de cette année et appelant « tous les États à cesser la vente, le transfert et la livraison d'armes, de munitions et d'autres équipements militaires vers Israël afin de prévenir de nouvelles violations du droit international humanitaire et des abus et violations des droits humains ».

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information ? Dans la négative, Monsieur le Ministre entend-il la vérifier et, le cas échéant, prendre des mesures ?

2) Monsieur le Ministre est-il au courant d'autres navires battant pavillon luxembourgeois et susceptibles de transporter des armes vers Israël ?

3) Le Gouvernement luxembourgeois se dote-t-il de moyens de contrôles des cargaisons des navires battant pavillon luxembourgeois ? Dans la négative, comment les autorités luxembourgeoises sont-elles en mesure de vérifier que la flotte maritime luxembourgeoise respecte la législation internationale ?

4) Le cas échéant où cette information s'avérerait correcte, Monsieur le Ministre estime-t-il qu'elle contrevient au droit international, notamment le Traité sur le commerce des armes ?

5) Le Luxembourg étant partie prenante de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et étant donné que l'arrêt de la Cour internationale de justice a estimé que l'action de l'armée israélienne dans la bande Gaza constitue un « risque de génocide », estimez-vous que le Luxembourg, en conformité avec ladite Convention, est dans l'obligation d'intervenir auprès de ce navire ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

**Réponse** (06/06/2024) de de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Les réponses à la question parlementaires de l'honorable Député ont été apportées dans la réponse du 6 juin 2024 à la question parlementaire urgente 0835 sur le même sujet.

**Législation concernant les travailleurs de plateformes numériques** | Question **0837** (31/05/2024) de **M. Yves Cruchten** | **M. Georges Engel** (LSAP)

En réponse à notre question parlementaire n° 0643 concernant la société « UBER », il a été précisé que conformément à la libre prestation des services au sein de l'UE, une plateforme numérique peut opérer au Luxembourg depuis un autre pays de l'UE sans nécessiter d'autorisation luxembourgeoise si elle n'y est pas implantée. Toutefois, selon l'arrêt « Elite Taxi contre Uber » (C-434/15) de la Cour de justice de l'Union européenne, le service offert par Uber, bien que présenté comme un service d'intermédiation, est globalement lié à un service de transport et une telle plateforme ne relève pas de « service de la société de l'information ». Ainsi, l'intermédiation, conformément à l'arrêt en question, est considéré comme un élément accessoire d'un service global de transport, qui n'est pas soumis à la « Directive Services » et est exclu de la libre prestation des services.

Dans ce contexte, pour clarifier la situation conformément à la jurisprudence de la CJUE, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, à Monsieur le Ministre du Travail et à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Comment le Gouvernement luxembourgeois interprète-t-il les implications de l'arrêt « Elite Taxi contre Uber » sur la régulation d'Uber et des services similaires au Luxembourg ?

2) Le Gouvernement est-il d'avis que les plateformes numériques fournissant le service de commandes de repas, comme par exemple « UberEats », « WeDely » ou « Goosty », ainsi que celles offrant le service de transport de personnes comme « UberX » opèrent dans le cadre de la « libre prestation des services » ou sont-elles considérées comme offrant un service de transport, et donc soumises à des règles spécifiques en matière de transport ?

3) Dans l'éventualité où ces services sont reconnus comme relevant du secteur du transport, la convention collective applicable au secteur « transport et logistique », voire celle des « chauffeurs de taxi », s'applique-t-elle aux chauffeurs opérant via ces plateformes ?

4) Concernant la réponse du Ministre du Travail qui mentionne les « travailleurs indépendants » dans le premier point de la question parlementaire n° 0643, ce statut représente-t-il une nouvelle catégorie des travailleurs conformément au Code du travail luxembourgeois ? En affirmative, par quel moyen ce statut a-t-il été introduit ? Quels sont les critères pour être reconnu comme « travailleur indépendant » et est-ce que le Gouvernement considère les travailleurs de plateformes numériques en question comme tels ?

5) Quels critères, selon le droit de l'UE et le droit luxembourgeois, permettent de distinguer la libre prestation de services, caractérisée par sa temporalité, de la liberté d'établissement au Luxembourg ?

**Réponse** (01/07/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Les implications de l'arrêt cité par les honorables Députés sont à analyser au cas par cas, en fonction des activités précises de chaque entreprise et dans chaque pays, ainsi qu'en fonction de la collaboration avec des entreprises locales.

Cet arrêt constitue en effet une décision de référence pour déterminer la nature des services offerts par des plateformes numériques. L'arrêt, notamment son paragraphe 39, établit des critères spécifiques à prendre en compte pour définir la nature du service offert, lorsque celui-ci se compose d'un service plus traditionnel, tel que le transport, et d'une plateforme numérique, telle qu'une application qui sert d'intermédiaire pour l'utilisation du service. Cette évaluation doit être réalisée au cas par cas, en tenant compte des services proposés par chaque entreprise ainsi que des modalités de prestation.

Ainsi, l'arrêt « Elite Taxi contre Uber » aide à clarifier les obligations réglementaires applicables à ces services hybrides, permettant au Gouvernement luxembourgeois de mieux encadrer ces types d'activité tout en tenant compte des spécificités de chaque modèle d'affaires.

En outre, il est pertinent de mentionner que l'Union européenne a récemment adopté la directive sur le travail des plateformes (dite « platform workers »). Cette directive, qui sera prochainement publiée au Journal Officiel de l'UE, vise à renforcer la sécurité et les droits des travailleurs opérant via des plateformes numériques. Elle a été conçue pour offrir une meilleure protection sociale et des conditions de travail plus équitables, répondant ainsi aux défis posés par ces nouvelles formes de travail.

ad 2) et 3) Les plateformes numériques de ce type implantées au Luxembourg doivent disposer d'une autorisation d'établissement en bonne et due forme correspondant à leur offre des services. Le type d'autorisation nécessaire est à considérer au cas par cas selon les activités précises de l'entreprise, sachant qu'une entreprise peut également avoir plusieurs activités différentes faisant l'objet d'une autorisation d'établissement.

Le détail des autorisations d'établissement de chaque entreprise luxembourgeoise peut être consulté grâce à l'outil de recherche à disposition du public sur guichet.lu : https://guichet.public.lu/fr/entreprises/outils/autorisations.html?q=

ad 4) Le Gouvernement s'oppose à la création d'un troisième statut intermédiaire susceptible de créer plus de précarité pour les personnes exécutant un travail via une plateforme numérique. Ces personnes ne peuvent donc avoir que le statut du salarié ou bien le statut d'indépendant.

C'est par le biais de la transposition de la nouvelle directive relative à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du travail via une plateforme que le Gouvernement entend fixer des modalités et critères clairs pour bien encadrer cette nouvelle forme de travail et de garantir aux personnes exécutant ce travail les protections nécessaires et adéquates en fonction de leur statut. Ces critères permettront également de bien différencier entre le statut du salarié et celui d'indépendant.

Alors qu'il est vrai que le Code du travail ne définit pas le travailleur indépendant, il est important de savoir que la jurisprudence a élaboré une définition du contrat de travail qui permet d'exclure les indépendants.

D'après une jurisprudence constante, le contrat de travail est la convention par laquelle une personne s'engage à mettre son activité à la disposition d'une autre, sous la subordination de laquelle elle se place, moyennant rémunération.

C'est notamment le lien de subordination qui exclut les travailleurs indépendants de cette définition. Pour apprécier s'il existe un lien de subordination dans un cas où ils doivent qualifier une relation contractuelle, les juges se fondent sur un faisceau d'indices pour former leur conviction.

ad 5) Conformément aux articles 49 et 56 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui concernent la libre circulation des services, à la directive 2006/123 relative aux services et à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), une distinction claire est établie entre deux concepts :

– « L'établissement » qui implique une participation stable et continue à la vie économique de l'État membre d'accueil. Cela se matérialise souvent par une infrastructure physique stable, une clientèle locale et une activité exercée pour une durée indéterminée (C-342/17, Memoria et Dall'Antonia).
– La « libre prestation de services » qui permet aux prestataires d'exercer une activité économique dans un autre État membre sans y établir une base permanente. La temporalité est cruciale ici, la CJUE ayant précisé que cette prestation se distingue par une absence de participation stable et continue à l'économie de l'État membre d'accueil (Gebhardt, C-55/94 et Commission/Italie, C-131/01).

Selon une jurisprudence constante de la CJUE, la distinction doit être faite au cas par cas et en tenant compte de la durée, de la régularité, de la périodicité et de la continuité de l'activité. Ainsi, la CJUE a statué qu'aucune durée générale ne peut être fixée pour établir une distinction entre l'établissement et la prestation de services et que les particularités du cas d'espèce doivent toujours être prises en compte. Même des activités récurrentes exercées sur plusieurs années peuvent être considérées comme des prestations de services si elles ne présentent pas de caractéristiques de stabilité et de continuité dans l'État membre d'accueil (C-215/01, Schnitzer).

**Primes dans le cadre de la mobilité électrique** | Question **0838** (03/06/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

An hirer Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7383 vum 15. Dezember 2022, ob d'Ministesch bereet wier, och eng Primm fir emissiounsfräi oder emissiounsaarm Busser, Camionen an aner grouss Aarbechtsmaschinne wéi e Bagger anzeféieren, hat d'Ministesch déi follgend Äntwert ginn:

„Esou wéi am Accord tëschent der Regierung, der UEL, dem LCGB an der CGFP vun Enn Mäerz 2022 festgehalen, wäert d'Regierung ee Primmeregimm opsetzen, fir d'Betriber ze ënnerstëtzen, hire Fuerpark, notamment bei Camionen oder Bussen, op emissiounsfräi Gefierer ëmzestellen. Aktuell gëtt un enger deementspriechender Etüd geschafft.

Emissiounsfräi Busser ginn haut och schonn indirekt gefërdert, andeems d'ëffentlech Hand bei Ausschreiwunge verstäerkt oder deelweis exklusiv op emissiounsfräi Busser setzt. Op der Basis vun den Erkenntnisser a Recommandatiounen aus der uewe genannter Etüd, déi am Laf vum 1. Trimester 2023 ofgeschloss wäert sinn, schaffen de Wirtschaftsministère, de Ministère fir Energie a Landesplanung, de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, zesumme mam Finanzministère zäitno eng Propositioun fir ee Primmeregimm aus."

– Ech wollt dofir vum Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit wëssen, ob dës Etüd an der Tëschenzäit virläit an ob sech konnt iwwer e Primmeregimm gëeenegt ginn a wéi dee Regime ausgesäit.

**Réponse** (08/07/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Déi genannten Etüd ass ofgeschloss a kann online consultéiert ginn.[19]

Éischt Erkenntnisser vun dëser Etüd haten derzou gefouert, datt am Abrëll 2023 an enger éischter Phas en Aidë Regime fir Betriber agefouert ginn ass, dee beim Kaf vun engem Null-Emissiouns-Camion (Kategorien N2 oder N3), jee no Gréisst vun der Entreprise, eng Subventioun vu 40 % bis 60 % vun der Käschtendifferenz mat engem konventionelle Gefier erméiglecht.[20]

De Projet de loi N° 8386 ayant pour objet le renouvellement du régime d'aides à la protection de l'environnement et du climat gesäit a sengem Artikel 6 Upassunge vun dësem Regime vir, mat méi favorabele Konditioune fir d'Entreprisen[21]. Dëst berout ënner anerem op der finaliséierter Etüd. Mam iwwerschaffte Regime wäerten Appels à projets gemaach ginn, fir bis zu 100 % vun der Käschtendifferenz iwwert eng Subventioun ze decken. Dës Appels à projets wäerten sech och op emissiounsfräi Camionnetten oder Camionen (Kategorien N1, N2 an N3) bezéien.

Fir emissiounsfräi Busser a Baumaschinnen ass am Kader vun dësem Regime keng Hëllef virgesinn, well dës Gefierer ënner anerem iwwert ëffentlech Ausschreiwunge kënne gefërdert ginn.

**Deadnaming dans les écoles** | Question **0839** (03/06/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Obwuel vill Membere vum Léierpersonal sech engagéieren, fir an de Schoulen am Alldag en Ëmfeld ze schafen, dat och intersex an trans Persoune gerecht gëtt, dominéiert grad um administrativen Niveau ëmmer nach eng rigid binär Geschlechterkategorisëierung. An engem oppene Bréif un de Bildungsminister huet Intersex & Transgender Luxembourg ASBL an dësem Kontext op d'Problematik higewisen, dass et aktuell am Fichier élève an op alle Schouldokumenter, déi mat den Informatiounen aus dësem Fichier erstallt ginn, net méiglech ass, aner Informatioune bezüglech Geschlecht an Numm anzedroen ewéi déi, déi am nationale Persounestandsregëster notéiert sinn.

Fir Jonker, déi an hirem Alldag an der Schoul mat engem aneren Numm a Geschlecht liewen ewéi op hiren offizielle Pabeieren, sinn de Fichier élève an d'Schouldokumenter domat eng permanent Bedroung fir en ongewollten Outing virun hirer Klass. Gläichzäiteg obligéiert den aktuellen administrative System déi Jonk, sech virun all Persoun vum Léierpersonal, déi op hirer Klass intervenéiert, ze outen an ze hoffen, dass de gewielten Numm an dat gewielte Geschlecht respektéiert ginn – wat leider net ëmmer de Fall ass.

Fir déi betraffe Kanner a Jugendlecher dréit den aktuelle System soumat nach vill ze oft zu engem Ëmfeld bäi, dat vun enger grousser Angscht virun ongewollten Outingen, Deadnaming, Misgendering an aner Forme vun Intoleranz an Diskriminéierung geprägt ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Huet de Minister Kenntnis vum oppene Bréif vun Intersex & Transgender Luxembourg ASBL a gouf der ASBL schonn op hir Froe geäntwert?

2. Deelt de Minister d'Usiichte vun der ASBL an ass der Meenung, dass gewëssen Ännerungen néideg sinn, fir trans an intersex Persounen e bessert Ëmfeld am Schoulalldag ze bidden? Falls jo: Wéi eng Ännerungen envisagéiert d'Regierung konkreet a bis wéini ka mat der Ëmsetzung gerechent ginn?

3. Wat hält de Minister vun der Iddi, am Fichier élève e Feld „nom d'usage" bäizefügen a just dësen Numm fir dat ganzt Schoulpersonal sichtbar ze maachen, esou dass just dësen Numm fir déi intern Kommunikatioun, d'Schülerkaart an d'Prüfunge genotzt géif ginn, fir et de Kanner a Jugendlechen ze erlaben, ouni Angscht virun Outing an Deadnaming en aneren Numm am Alldag ze droen, ewéi deen aus dem Persounestandsregëster?

4. Huet de Minister weider Pisten, fir géint Deadnaming a Misgendering an de Schoule virzegoen? Wéi gesinn dës aus a bis wéini ass mat enger Ëmsetzung ze rechnen?

**Réponse** (09/07/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Den oppene Bréif vun der ASBL Intersex & Transgender Luxembourg, an deem gefrot gëtt, ob et méiglech ass, gewëssen Ännerungen am Beräich vun de Schoulfichieren an de Schouldokumenter virzehuelen, fir op dës Manéier trans an intersex Persounen e bessert Ëmfeld am Schoulalldag ze bidden, ass mir bekannt.

Ech wëll virop betounen, datt ech ee grousst Versteesdemech hu fir d'Problemer, mat deenen dës Persounen am Alldag – an dozou gehéiert och de Schoulalldag – kënne konfrontéiert sinn. Ech wëll och betounen, datt mäi Ministère, zesumme mat de Schoulen, eng kloer Richtlinn huet an am Interessi vun den Transjonke wichteg Initiativen ergraff huet, fir hir Rechter ze schützen an der Diskriminatioun entgéintzewierken.

Wat d'Diplomer betrëfft, sou ass et haut schonn d'Praxis, datt eng Persoun, déi hiert Geschlecht an hiren Numm geännert huet, ee Certificat mam neien

[19] https://meco.gouvernement.lu/dam-assets/le-ministere/fonctions/energie/electromobilite/elec-energytransition-in-luxembourgs-logistic-sector-report-wp1-wp2-v4.pdf

[20] Weider Detailer op guichet.lu: https://guichet.public.lu/fr/entreprises/financement-aides/aidesenvironnement/vehicules-zero-emission/aide-vehicules-zero-emission.html

[21] De Projet an den aktuelle Stand vun der Procédure législative kënnen op Legilux consultéiert ginn: https://legilux.public.lu/eli/etat/projet/pl/20240033

Numm ausgestallt kritt, dee beleet, datt d'Persoun Titulaire vum Diplom ass. Ech hu meng Servicer chargéiert, eng Analys bis Enn des Joers virzeleeë fir ze kucken, datt Persounen no enger Ännerung vun hirem Geschlecht a vun hirem Numm och nei Diplomer kënnen ausgestallt kréien. Och soll d'Méiglechkeet gepréift ginn, dës Ännerunge scho virun der offizieller Ännerung vum Persounestand (État civil), op verschiddenen Dokumenter, déi duerch déi informatesch Fichiere vun der Schoul erstallt ginn, virzehuelen. Schonn elo kann ee soen, datt hei eng Rei vu juristeschen an technesche Froen ze kläre sinn, op déi eng präzis Äntwert muss fonnt ginn.

Wat d'Prise en charge ugeet, sou sinn d'Mataarbechter vun de SePAS zanter Jore mat der Theematik befaasst a begleeden déi Jonk souwéi och hir Famille virun, wärend an och no der Transitiounsphas.

Fir datt d'Lycéeën als Communautéit besser kënnen op Transjonker agoen, gëtt u pädagogesche Recommandatioune geschafft, déi a Form vun engem Guide Enn vun dësem Joer wäerte publizéiert ginn. De Guide adresséiert sech un d'Schoulpersonal aus de Lycéeën an hiert edukatiivt a psychosoziaalt Personal (EPS), wéi si Transjonker kënne begleeden an hir Erausfuerderunge besser verstoen. Dëst beinhalt eng Haltung vun Offenheet ouni Jugement, eng Konfrontatioun an eng Ausernanersetzung mat Stereotyppen, de Reperage vun Onwuelbefannen an d'Kommunikatioun an d'Preventioun vun Diskriminatioun. De Guide geet och op d'Thematik vun der Implementéierung vun inklusive sanitäre Raim an Toiletten a souwéi op Recommandatioune fir d'Benotzung vum Virnumm a Bezuch op d'Geschlecht vum Jonken.

En inklusiivt Konzept fir sanitär Raim, Toiletten a Vestiairen ass mat dem Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten ausgeschafft ginn an zanter 2022 Bestanddeel vun der Planung vun allen neien a renovéierte Schoulgebaier. D'Konzept baséiert op dem Prinzipp vun der Diversitéit vun de Schüler an dem Respekt vun der Intimitéit fir all Schüler, fir kënne kulturellen, geschlechtlechen a perséinlechen Aspekter gerecht ze ginn an dem Mobbing entgéintzewierken.

Och fir den Enseignement fondamental wäert de SCRIPT e pädagogescht Handbuch zur Verfügung stellen, wat d'Theema vun der sexueller Identitéit an der Diversitéit behandelt mat ënner anerem der Geschlechtsidentitéit an dem Geschlechtsausdrock.

D'Personal vun de SePAS souwéi och aner Membere vum Schoulpersonal am Lycée huelen zanter Joren u Formatiounen zum Theema iwwer den IFEN deel. Zousätzlech bitt den IFEN e Coaching fir d'SePAS an d'Enseignanten un, déi eng méi geziilt Begleedung brauchen, ausgeriicht op eng spezifesch Situatioun oder e konkreete Kontext.

An der Visée vun engem breet ugeluechte Jugendschutzkonzept am Lycée mat der Aféierung vun der neier Funktioun vum Délégué à la protection des élèves per Gesetz vun 2023, steet der Schoulgemeinschaft een Expert zur Säit, deen eng berodend Funktioun iwwerhuele kann, sief et an der Preventioun souwéi och an der Interventioun am Fall vun Diskriminatioun oder Gewalt.

---

**Chargés de cours** | Question **0840** (03/06/2024) de **Mme Francine Closener** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Les chargés de cours contribuent de manière essentielle au maintien du système scolaire aussi bien au niveau de l'enseignement fondamental qu'au niveau de l'enseignement supérieur. Bien qu'ils soient engagés sous le statut d'employé de l'État, la forme de leur engagement varie fortement selon leurs missions. En raison de ces variations, une certaine prévisibilité est nécessaire pour le personnel, en particulier dans le cadre de l'enseignement et du développement des élèves.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien de chargés de cours sont actuellement actifs dans l'éducation nationale, ventilé par les différents statuts et contrats ? Comment ce nombre a évolué par le passé et par rapport aux autres enseignants dans notre système éducatif ?

2) Combien de chargés de cours Monsieur le Ministre prévoit-il d'engager pour la rentrée scolaire 2024-2025 ?

3) Comment Monsieur le Ministre voit-il le rôle des chargés de cours dans l'enseignement national ?

4) Existe-t-il un document, tel qu'un vade-mecum, définissant les missions et les tâches des chargés de cours ? Dans l'affirmative, pour quels groupes de personnes ce document est-il accessible et pourquoi ? Toujours dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il la publication de ce document et peut-il nous fournir une copie ?

5) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les chargés de cours de l'enseignement fondamental sont rattachés aux directions régionales ? Considère-t-il de rattacher les chargés de cours de l'enseignement fondamental à des équipes pédagogiques dans le but d'améliorer la prévisibilité professionnelle des chargés de cours ?

**Réponse** (09/07/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Le tableau ci-dessous reprend le personnel engagé à durée indéterminée intervenant dans les écoles fondamentales publiques communales ainsi que dans les classes d'intégration.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Le deuxième tableau reprend le personnel engagé à durée indéterminée intervenant dans les établissements publics de l'enseignement secondaire, y compris les employés enseignants de l'offre primaire des écoles publiques internationales. Les agents engagés à titre temporaire n'y sont pas repris ; en effet, ils ne sont pas recrutés à titre de renforcement, mais exclusivement pour effectuer des remplacements (congés de maternité, congés parentaux, etc.) qui ne peuvent être assurés par le corps enseignant en place.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2) Pour la rentrée scolaire 2024-2025, le rapport de la commission d'experts chargée de procéder aux études nécessaires à la planification pour l'année scolaire 2024-2025 prévoit de régulariser 20 agents accédant ainsi à la réserve de suppléants.

Quant à l'enseignement secondaire, une admission au stage pédagogique pour l'année scolaire 2024-2025 de 388 agents (professeurs, professeurs d'enseignement technique et maîtres d'enseignements) a été prévue par le plan de recrutement. 139 candidats ayant réussi aux épreuves de l'examen-concours, un maximum de 249 agents restent à recruter sous le régime de l'employé de l'État, dont environ 100 pour les écoles publiques internationales.

ad 3) et 4) Enseignement fondamental

Le rôle, les missions et les tâches des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants, sont définis au chapitre V de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental et précisés par le règlement grand-ducal modifié du 23 mars 2009 fixant le détail de la tâche des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental.

L'article 15, alinéa 2, de la loi précitée dispose que « [l]es membres de la réserve de suppléants ont pour mission d'assurer les remplacements en cas d'absence temporaire d'un instituteur ou d'occuper un poste d'instituteur resté vacant, le cas échéant ».

Enseignement secondaire

Le rôle, les missions et les tâches des différentes catégories de personnel enseignant engagés sous le régime de l'employé de l'État, membres de la réserve nationale, sont définis aux titres II et III de la loi du 23 juillet 2016 portant [...] création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées et précisés par le règlement grand-ducal du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques.

L'article 6 de la loi précitée dispose que « [d]es chargés d'enseignement à durée indéterminée peuvent être engagés sous le régime de l'employé de l'État dans un lycée [...] en vue de pourvoir au manque de personnel enseignant breveté au sein des lycées et ainsi d'assumer des leçons vacantes et des activités d'encadrement administratives, sociales, périscolaires, de surveillance et d'appui qui ne peuvent être assurées ni par les fonctionnaires, candidats, stagiaires fonctionnaires, ni par les chargés de cours et chargés d'éducation ».

ad 5) Comme illustré dans le tableau ci-dessous, le nombre de chargés de cours affectés à une direction régionale est en croissance au détriment des chargés de cours affectés à une commune. Vu les efforts entrepris par mon ministère ces dernières années en vue de pourvoir un maximum de postes d'instituteur par des détenteurs d'un Bachelor en sciences de l'éducation (BScE) ou d'un diplôme reconnu équivalent, le besoin en chargés de cours occupant des postes d'instituteurs restés vacants dans les communes est en baisse.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Afin de favoriser la continuité de l'intervention des chargés de cours et de contribuer ainsi à la stabilité des équipes pédagogiques, les chargés de cours, membres de la réserve de suppléants, ont la possibilité de faire une demande de réaffectation d'office début juillet afin d'être réaffectés pour l'année scolaire à venir à la commune, la classe de l'État ou à la direction de région à laquelle ils étaient affectés lors de l'année scolaire en cours. Quant aux chargés de cours bénéficiant d'une affectation à une direction de région, le directeur de région leur attribue un remplacement en considérant prioritairement aussi bien les besoins de service que leur profil professionnel ainsi que leurs souhaits en ce qui concerne leur école d'attache.

---

**Régimes de pension spéciaux** | Question **0841** (03/06/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

L'article « Wachstum willkommen » du « Lëtzebuerger Land » du 16 février 2024 contient les données suivantes sur les dépenses que représentent les régimes de pension spéciaux pour l'État :

« Dem Staatshaushalt für 2023 ist zu entnehmen, dass im vergangenen Jahr für das Ministerium des öffentlichen Dienstes 793,4 Millionen Euro als Dotation für den Fonds de pension eingeplant waren, aus dem die Pensionen der Staatsdiener bezahlt werden. Unter den Ausgaben des Innenministeriums waren 66,28 Millionen Euro, die an die Pensionskasse der Gemeindebeamten gehen sollten, sowie vier Millionen für die Pensionen von Polizisten aus der Zeit, ehe 1999 Polizei und Gendarmerie fusioniert wurden. Beim Mobilitätsministerium schließlich waren 194,77 Millionen Euro als "Kompensation" für Eisenbahner-Pensionen vorgesehen. Zusammengenommen waren das knapp 1,06 Milliarden Euro Staatsausgaben für die Régimes spéciaux. Zum Vergleich: Für den Fiskalanteil an der Pensionskasse CNAP für den Privatsektor standen 2,4 Milliarden im Haushaltsentwurf. »

Suite à cet article, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Selon les calculs qu'a entrepris le journaliste du « Land » dans cet article, l'ensemble des dépenses étatiques pour les régimes spéciaux reviendrait à 1,06 milliard pour l'année 2023. Or dans sa réponse à la question parlementaire n°0324, Monsieur le Ministre de la Fonction publique a précisé qu'en 2023 les dépenses du Fonds de pension pour les régimes spéciaux s'élevèrent à 1,208 milliard. Quelles dépenses supplémentaires le journaliste n'a-t-il dès lors pas mentionnées dans son article ?

2) Les sommes qui y sont détaillées sont-elles sinon correctes ?

3) S'agissant du calcul de leur future retraite, combien de fonctionnaires tombent à l'heure actuelle sous le régime spécial transitoire et combien sous le régime instauré à partir du 1er janvier 1999 ?

**Réponse** (28/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

L'article « Wachstum willkommen » du « Lëtzbuerger Land » du 16 février 2024 renseigne sur le financement des pensions des différents régimes spéciaux du secteur public par la voie du budget étatique. L'article renseigne sur les sommes de la dotation d'équilibre du Fonds de pension du Ministère de la Fonction publique, de la part contributive des communes transitant par le budget de l'État dans les cotisations d'assurance pension dues à la Caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux par le Ministère des Affaires intérieures et de la dotation d'équilibre au financement des pensions des agents statutaires des CFL par le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics. Ensuite, il est mentionné que la somme de ces trois articles budgétaires des trois ministères se chiffre à 1,06 milliard d'euros.

La question parlementaire n°0324 de l'honorable Député Mars Di Bartolomeo concernait le « Fonds de pension sur lequel sont imputables les dépenses pour les pensions des fonctionnaires de l'État respectivement des établissements publics concernés ». Dans ma réponse à cette question parlementaire, j'ai donné les explications nécessaires sur la situation du Fonds de pension du Ministère de la Fonction publique par lequel les pensions des fonctionnaires et employés de l'État sont financées. La question parlementaire n°0324 ne concernait pas le financement des pensions des fonctionnaires et employés communaux ou encore des agents statutaires des CFL.

Les dépenses totales du Fonds de pension du Ministère de la Fonction publique étaient de 1,208 milliard d'euros en 2023. La dotation d'équilibre, prévue dans l'article budgétaire, est la différence entre les dépenses totales du fonds et les recettes totales du fonds. Les recettes principales du Fonds de pension sont les cotisations pour pension des fonctionnaires et employés de l'État et encore de transferts de cotisations d'autres organismes de pension.

Je peux donc confirmer que toutes les sommes détaillées dans l'article du « Lëtzebuerger Land » sont correctes, mais qu'elles ne sont pas comparables à celles indiquées dans ma réponse à la question parlementaire n°0324.

Finalement, au niveau du personnel étatique dont les rémunérations sont gérées par le Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, je peux informer l'honorable Député qu'actuellement environ 6.000 agents de l'État en activité de service tombent dans le champ d'application du régime de pension spécial transitoire et environ 20.000 dans celui du régime de pension spécial en vigueur depuis le 1er janvier 1999. Pour rappel, les employés de l'État n'ayant pas encore une ancienneté de 20 ans et les salariés de l'État ne tombent sous les régimes de pension précités.

**Missions de la Caisse nationale de santé** | Question **0842** (04/06/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Lors de la réunion de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale du 6 décembre 2023, Madame la Ministre a informé les membres de ladite commission « qu'il a été constaté lors des négociations de coalition que la CNS (Caisse nationale de santé) finance certaines prestations qui incombaient par le passé à l'État ».

Selon Madame la Ministre, il s'agirait de rationaliser les missions de la CNS en identifiant celles qui sont à portée nationale et qui ne devraient plus être financées par la CNS mais par le budget de l'État.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quelles dépenses et quels domaines sont visés ?

2) Quel est le montant des dépenses qui ne seraient plus à charge de la CNS mais du budget de l'État ?

**Réponse** (02/07/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale est en train d'analyser, en étroite collaboration avec la CNS, la nature de certaines prestations prises en charge, en vue, notamment, d'identifier les prestations susceptibles de ne plus faire partie de celles opposables à la CNS.

ad 2) En fonction des conclusions de ces travaux d'analyse, des estimations quant aux montants des dépenses qui seraient dorénavant à charge du budget de l'État, pourront être établies.

**Organisation des cycles de garde des pharmacies luxembourgeoises** | Question **0843** (04/06/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Le syndicat des pharmaciens luxembourgeois ASBL réfléchirait à des changements dans l'organisation des cycles de gardes des pharmacies luxembourgeoises. Ces changements auraient pour résultat essentiel de scinder les pharmacies luxembourgeoises en deux catégories : celles situées à proximité d'une maison médicale et d'une polyclinique qui seraient de garde de 08.00 heures à 08.00 heures et les autres, plus éloignées des maisons médicales et des polycliniques, qui seraient de garde jusqu'à 22.00 heures en semaine et de 10.00 heures à 22.00 heures les dimanches et jours fériés seulement.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

– Madame la Ministre est-elle au courant de ces réflexions ?

– Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que les pistes proposées risquent d'être contraires aux intérêts de bon nombre patients ? Dans l'affirmative, quelles démarches Madame la Ministre envisage-t-elle d'entreprendre ?

**Réponse** (02/07/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale est au courant que des réflexions quant à d'éventuels changements dans l'organisation des cycles de garde des pharmacies luxembourgeoises sont actuellement menées par le syndicat des pharmaciens luxembourgeois.

Ces réflexions sont menées en étroite collaboration avec le ministère et toute modification éventuelle du système actuellement en place sera soumise à discussion.

**Solitude au Luxembourg** | Question **0844** (04/06/2024) de **M. André Bauler** | **Mme Mandy Minella** (DP)

Rezent huet déi däitsch Familljeministesch eng Studie virgestallt, déi sech mam Theema vun der Einsamkeet an hire sozialen a gesondheetleche Konsequenze beschäftegt. Einsamkeet géif effektiv ëmmer méi zu engem seriöse gesellschaftleche Probleem. An Däitschland wiere Millioune Leit betraff an dofir gëtt gekuckt, fir divers Hëllefsefforten unzebidden.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir d'Famill, fir d'Solidaritéit, fir d'Zesummeliewen a fir den Accueil follgend Froe stellen:

1. Wéi gesäit den Här Minister d'Problematik vun der Einsamkeet hei zu Lëtzebuerg?

2. Wéi eng Mesüren hëlt de Familljeministère, fir de Phänomeen vun der Vereinsamung, besonnesch am Alter, ze bekämpfen?

**Réponse** (10/07/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. D'Problematik vun der Einsamkeet ass dem Familljeministère bekannt. Och wann d'Thematik bei eelere Leit duerch verschidde Facteure verstäerkt ka ginn, wéi notamment d'Verstierwe vum Partner, Frënn oder Familljememberen, souwéi Problemer mat der Gesondheet oder der Mobilitéit, sinn net nëmmen eeler Leit vun Einsamkeet betraff. Villméi handelt et sech ëm e Phänomeen, wat sech duerch all gesellschaftlech Schichten zitt a mat sou ënnerschiddleche Facteure wéi Gesondheet, Mobilitéit, Prekaritéit an der Méiglechkeet, u sozialen oder Fräizäitaktivitéiten deelzehuelen, zesummenhänkt.

Et handelt sech doweinst ëm e komplext Theema, dat op verschiddenen Niveauen an a verschiddene Beräicher muss ugaange ginn. De Familljeministère leet Wäert drop, ganz verschidden Offeren unzebidden, fir deene Leit, déi isoléiert sinn, ze hëllefen a virun allem déi Leit, déi et nach net sinn, zu dësem Theema ze informéieren an ze sensibiliséieren.

Am Joer 2022 huet de Ministère e Recensement am Kader vum der sozialer Isoléierung vun den eelere Leit an Optrag ginn. Am Optrag vum Ministère huet TNS ILReS knapp 1.000 Leit ab 55 Joer zum Theema vun der sozialer Isoléierung befrot. De Ministère gouf bei der Analys vun Experte vum GERO – Kompetenzzenter fir den Alter a vum Service Iris vun der Croix-Rouge ënnerstëtzt. D'Conclusiounen deiten drop hin, dass virun allem d'Alterskategorie tëscht 55 a 65 Joer den héchste Risiko opweist, fir an eng sozial Isoléierung ze rutschen. Och sinn et virun allem Netlëtzebuerger, déi manner vu sozialen Aktivitéite profitéieren, Offere vu psychologescher Ënnerstëtzung manner kennen a sech sozial manner agebonne fillen. Leit ab 75 Joer hunn dogéint e bessert Gefill vu kierperlechem a sozialem Wuelbefanne wéi déi méi Jonk.

ad 2. D'Haaptzil vum Familljeministère besteet an der Förderung vum Zesummeliewen tëscht alle Bierger a Biergerinnen zu Lëtzebuerg an der Promotioun vun enger inklusiver Gesellschaft, an där jidderee seng Plaz fënnt an un där jiddereen deelhuele kann. Dëst beinhalt eng ganz Rei u Mesuren a verschiddene Beräicher, wéi der Inclusioun vu Mënsche mat enger Behënnerung, der Aarmutsbekämpfung, oder nach der Förderung vum Benevolat, déi indirekt zu enger Reduktioun vun der sozialer Isoléierung bäidroen.

Donieft schafft de Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil scho säit Laangem mat senge konventionéierten Acteuren um Terrain zesummen, fir geziilt déi sozial Vereinsamung bei eelere Leit ze miniméieren. D'Regierung huet an hirem Koalitiounsaccord fir d'Joren 2023–2028 konkreet Mesuren an deem Sënn virgesinn. Duerch cibléiert Offeren an Hëllefsstellunge sollen d'Leit, egal wou se wunnen, an egal a wéi engem Alter oder Gesondheetszoustand se sinn, präventiv viru sozialer Isoléierung geschützt ginn. Dëst kann an enger Wunnstruktur fir eeler Leit, an engem Club Aktiv Plus oder am Kader vun engem Benevolat sinn. D'Haaptzil läit ëmmer doran, dass déi eeler Persoune soulaang et geet bei gudder Gesondheet en aktiven Deel vun der Gesellschaft kënne bleiwen an net an d'Isoléierung falen.

Plan d'action national „bien vieillir"

De Ministère ass amgaangen, en nationalen Aktiounsplang ausschaffen, deen de „bien vieillir", also dat „gutt al gi" soll förderen. Opgrond vun der Diversitéit vum Alter wäerte ganz verschidden Theemen hir Plaz am nationalen Aktiounsplang fannen, dorënner notamment d'Bekämpfung vun der sozialer Isoléierung vun eelere Leit. Et ass geplangt, verstäerkt op Informatioun a Sensibilisatioun zu dësem Theema ze setzen, awer och weiderhi virun allem an d'Preventioun vun der sozialer Isoléierung ze investéiere fir ze verhënneren, dass d'Leit iwwerhaapt réischt an d'Einsamkeet rutschen.

Duerch geziilten Offeren, déi fir jiddereen zougänglech sinn, solle souvill verschidde Leit wéi méiglech erreecht ginn. Elo scho ginn eng ganz Rei Servicer ugebueden:

Clubs Aktiv Plus

Am Kampf géint d'Vereinsamung vun den eelere Leit spillen d'Clubs Aktiv Plus (fréier Club Senioren) eng weesentlech Roll. Zwou vun hiren Haaptaufgabe sinn d'Preventioun vun der sozialer Isoléierung an d'Fördere vum aktiven Alteren. Dofir gëtt eng breet Offer u ganz diversen Aktivitéiten ugebueden, déi am Zeeche vun der Gesellegkeet an de soziale Kontakter, vun der Beweegung an dem Lifelong Learning, vum intergenerationellen an interkulturellen Austausch, mee och vun der Autonomie an der sozialer Participatioun stinn.

An de Clibb gëtt de Benevolat vun de Senioren och gefërdert, wat och op verschiddenen Niveauen dozou bäidréit, dass déi eeler Leit sech weiderhin als een Deel vun eiser Gesellschaft spiere kënnen. Ausserdeem ginn déi aktuell Cliente vun de Clibb encouragéiert, eeler Leit, déi sech eleng spieren oder sech zeréckzéien, iwwert d'Aktivitéite vun de Clibb ze informéieren oder se mat an de Club ze bréngen.

Aktuell gëtt et 23 Clubs Aktiv Plus, déi eng Konventioun mam Familljeministère a mat 83 Gemengen ënnerschriwwen hunn.

Service Iris

De Ministère huet säit 2022 eng Konventioun mam Service Iris vun der Croix-Rouge, dee geziilt Leit uschwätzt, déi sech einsam fillen. Dëse Service bitt hinnen e Suivi a reegelméisseg Visitte vu Benevollen un, doheem oder an enger Wunnstruktur fir eeler Leit.

D'Missioune vun Iris sinn d'Sensibiliséierung vum Grand public iwwer Präventioun vun der Einsamkeet a sozialer Isolatioun, Organisatioun vu Binômen (1 Benevole fir 1 Demandeur de visite) souwéi Formatioun, Begleedung an Encadrement vun de Benevollen. Dës Benevolle sinn do, fir der Persoun nozelauschteren, mat hir ze schwätzen an einfach Zäit mat hir ze verbréngen. D'Beneficiairë sinn oft Persounen, déi eleng doheem wunnen a wéineg bis guer keng Leit méi ronderëm sech hunn. Well dës Persounen och heiansdo an enger schwiereger Situatioun sinn, ginn d'Benevolle vum Service Iris forméiert, betreit a suivéiert. Dëst, fir eng gewësse Qualitéit vun der Offer ze erhalen, mee och, fir de Leit, déi sech fräiwëlleg engagéieren, e professionelle Kader an eng Ulafstell am Fall vu Suergen oder Problemer ze bidden.

De Service Iris schafft och punktuell mat eenzele Gemengen zesummen, fir méi geziilt op d'Präventioun vun der Einsamkeet anzegoen a fir zesumme mat de Gemengeresponsabele méiglech Beneficiairen ze identifizéieren sou wéi déi néideg Benevollen ze fannen.

Den Usproch ass, e qualitativ héichwäertege sozialen Accompagnement fir Persounen unzebidden, déi sech eleng fillen. Aktuell sinn 80 Benevolle bei Iris uechter d'Land aktiv, déi sech am Joer 2022 am Ganze 4.190 Stonne bei Beneficiairen engagéiert hunn.

GoldenMe

Des Weideren huet de Familljeministère säit dem 1. Januar 2023 eng Konventioun mat der Associatioun GoldenMe, déi sech ëm déi digital Inklusioun vun eelere Leit këmmert.

E Verständnis an e gudden Ëmgang mat digitalen Outilen a mat soziale Medie gëtt ëmmer méi wichteg, fir och weiderhin en Deel vun dëser Gesellschaft ze sinn. Fir déi sozial Participatioun vun eelere Leit och weiderhin ze garantéieren, schafft GoldenMe um Terrain, fir d'Leit iwwer digital Theemen ze informéieren, sensibiliséieren an ze forméieren. Dëst ass och e wichtegt Puzzlesteck bei der Präventioun vun der sozialer Isoléierung. De Ministère leet Wäert drop, den eelere Leit déi richteg Offer unzebidden, fir déi digital Inklusioun ze garantéieren an se sou mat op de Wee vun enger ëmmer méi moderner Gesellschaft ze huelen.

GERO – Kompetenzzenter fir den Alter

De GERO – Kompetenzzenter fir den Alter ass e konventionéierte Partner vum Familljeministère a riicht sech un d'Generatioun 60+. D'Ziler sinn, dat aktiivt an onofhängegt Liewe vun de Leit ze förderen a géint déi sozial Isoléierung ze wierken. A reegelméissegen Ofstänn ginn op nationalem Niveau Aktivitéiten, Manifestatiounen a Coursen ugebueden, fir den eelere Leit d'Méiglechkeet ze ginn, och weiderhin Deel vun eiser Gesellschaft ze sinn. Dës Aktivitéiten a Coursen ëmfaasse verschidden Theemeberäicher wéi z. B. Gesondheet, Digitalisatioun, Theeme ronderëm Kultur a Liewen.

Am Joer 2023 goufe 55 verschidden Evenementer a Coursen organiséiert, wou insgesamt 1.387 Leit ageschriwwe waren.

Och am Beräich Benevolat gi verschidde Projeten an Aktivitéiten organiséiert, wou eeler Leit d'Méiglechkeet hunn, sech benevole ze bedeelegen, wéi z. B. beim Projet „Raconte-moi une histoire" oder als Pensiounscoach. Am Joer 2023 konnt de GERO 44 Benevollen zielen.

Mat der Förderung vum Benevolat, der Virbereedung vun der Pensioun, der Integratioun vun eelere Leit mat Migratiounshannergrond an der Verstäerkung vun intergenerationelle Kontakter a Bezéiunge probéiert de Ministère, geziilt dem Usproch, fir géint déi sozial Isoléierung virzegoen, gerecht ze ginn.

Déi konventionéiert Partner, déi finanziell a personell vum Staat ënnerstëtzt ginn, bidden eng breet Offer un Aktivitéiten un, déi et den eelere Leit erméiglecht, um soziale Liewen deelzehuelen a weiderhin Deel vun der Gesellschaft ze bleiwen, wouduerch dem schläichende Prozess vun der Vereinsamung ka präventiv virgebeugt ginn.

**Décès d'un enfant** | Question **0845** (04/06/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Ufank Juni gouf et um RTL e Sonndesinterview mat dem Chef vun der Rechtsmedezinn vum LNS. Dobäi gouf och iwwert Doudesfäll bei jonke Leit geschwat. Beim plëtzleche Kandsdoud fuerdert den Dr. Thorsten Schwark, dass méi Autopsië solle gemaach ginn. Dës géifen aktuell just gemaach ginn, wann den Dokter, deen d'„Läicheschau" virhëlt, Zweifel un der Doudesursaach hätt. E plëtzleche Kandsdoud kéint laut dem Dr. Schwark awer just unhand vun enger Obduktioun an aneren zousätzlechen Ënnersichungen diagnostizéiert ginn, aner méiglech Ursaache missten dofir ausgeschloss gi sinn. Dem Dr. Schwark senger Erfarung no géif bei enger Obduktioun dann awer méi oft festgestallt ginn, dass et sech ëm een „Tötungsdelikt" gehandelt huet. Bei 3 bis 5 % vun den Autopsië vu Puppelcher, déi hien am Laf vu senger Karriär gemaach hätt, wär dat nämlech de Fall gewiescht. Dem Thorsten Schwark no misst all Persoun ënner 18 Joer, déi plëtzlech verstierft, a wou keng weesentlech Virerkrankung bekannt ass, obduzéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Firwat gëtt aktuell net bei alle Kanner a Mannerjäregen, bei deene keng Virerkrankunge bekannt sinn an déi plëtzlech verstierwen, eng Obduktioun gemaach?

2. Hätt Lëtzebuerg haut d'Kapazitéiten, fir dëst ze maachen? Wann nee, wéi vill zousätzlech Ressourcë géifen dofir gebraucht ginn, fir dass all verstuerwene Mannerjäregen am LNS kéint obduzéiert ginn?

**Réponse** (05/07/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Et sief ugangs ënnerstrach, dass ee muss den Ënnerscheed maachen tëschent engersäits enger forensescher Obduktioun, déi gemaach gëtt, wann et

Indicë gëtt, dass eng Friemawierkung bei der Doudesursaach stattfonnt huet an déi ënnert der Kontroll vun de Justizautoritéite vun engem Rechtsmedezinner gemaach gëtt, an anererséits enger medezinnescher Obduktioun, déi an der Reegel vun engem Patholog gemaach gëtt, fir déi reng medezinnesch Grënn vun der Doudesursaach festzestellen, ouni dass d'Fro vun enger Friemawierkung am Raum steet.

Fir eng Obduktioun ordonéieren ze kënnen, mussen ettlech Punkte consideréiert ginn. All Medezinner kann en Doudeschäin ausstellen an en Doud als natierlech, schro, onbekannt a verdächteg, oder onbekannt an onverdächteg klassifizéieren. Nëmme schro esouwéi onbekannten a verdächteg Doudesfäll mussen der Police grand-ducale oder dem Parquet gemellt ginn. Zu Lëtzebuerg ginn Obduktiounen haaptsächlech am Kader vu geriichtlechen Enquêten duerchgefouert, falls et Ongewëssheeten zu der Doudesursaach gëtt, wann d'Émstänn ronderëm den Doud verdächteg sinn an ee Gewalt net ausschléisse kann (forensesch Obduktiounen).

Ob eng forensesch Obduktioun duerchgefouert gëtt, decidéieren eenzeg an aleng d'Justizautoritéiten.

D'Dokteren, déi den Doudeschäin ausstellen, sinn dofir verantwortlech, d'Doudesursaach ze bestëmmen an d'Autoritéiten, also d'Police oder de Parquet, ze informéieren, falls et Hiweiser gëtt, déi op eng potenziell verdächteg oder gewaltsam Doudesursaach zeréckféiere kënnen.

Wann en Doudesfall vum Dokter, deen den Doudeschäin ausstellt, souwäit net anescht uginn, als natierlech agestuuft gëtt, ka mat de momentan gëltege Protokoller keng Obduktioun als noutwenneg consideréiert ginn.

Allerdéngs kann all Dokter, mam Averständnes vun der Famill, eng Obduktioun ufroen. An dësem Fall gëtt d'Obduktioun vun de Pathologen duerchgefouert.

Eng systematesch medezinnesch Obduktioun bei Mannerjäregen ouni Virerkrankung oder bei engem plëtzleche Kandsdoud gëtt net duerchgefouert, well dat haut net zwéngend virgesinn ass.

ad 2. Op Basis vun de bestoende Statistike verfüügt Lëtzebuerg den Ament iwwer genuch Capacitéiten, fir, am Fall vun engem Verdacht op e Verbriechen oder am Fall wou d'Ursaachen net kloer sinn, Obduktioune bei plëtzlechen Doudesfäll vu Mineuren duerchféieren ze kënnen.

D'Rechtsmedezinner ginn nëmmen dann an der Entscheedung iwwer eng Obduktioun implizéiert, wa se vun der Justiz oder vum Hausdokter ëm Rot gefrot ginn.

2022 sinn insgesamt 27 Persounen ënner 20 Joer gestuerwen. Ënner deene sinn 8 Doudesfäll op extern Ursaachen zeréckzeféieren.

Opgrond vun der relativ gerénger Zuel vun dësen Doudesfäll zu Lëtzebuerg ass et aus forensescher Siicht den Ament net néideg, zousätzlech Ressourcë fir systematesch Obduktioune bei all de Mineuren ze envisagéieren.

Et ass wichteg ze preziséieren, dass d'Decisioun iwwer d'Noutwendegkeet vun enger Obduktioun mat den internationale Standarden a bewäerte Praktike vun der Rechtsmedezinn getraff gëtt.

**Amendes routières reçues en Grande-Bretagne** | Question **0846** (04/06/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Schonn am Februar 2024 hunn d'Pirate mat der Fro N° 0256 op méiglech kriminell Aktivitéite vu Euro Parking Collection (EPC) opmierksam gemaach. D'Firma Euro Parking Collection sicht sech scheinbar ëmmer nei Beamten an EU-Staaten, déi Accès zum EUCARIS-System hunn, an déi hinnen dann Adress an Numm vun deene Leit iwwermëttelen, déi zu London gefuer sinn, mee keng Geneemegung fir d'Low Emission Zones haten. Dëst, fir de Leit Protokoller an Héicht vun Dausenden Euro heemzeschécken. Huissieren an der Belsch hätten dëst Geld och schonn agedriwwen. Euro Parking huet säit dem Brexit awer kee Recht, fir dës Donnéeën ze kréien. Een italieeneschen an ee belsche Beamte si scho suspendéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aussenugeleeënheeten a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. „Well dëse Courrier onbeäntwert bliwwen ass, ass Enn Oktober 2023 en zweete Courrier un den italieeneschen Transportminister adresséiert ginn, deen awer bis elo nach net op ons zeréckkomm ass."
Koum mëttlerweil eng Äntwert vun den italieeneschen Autoritéiten?

2. Wéi d'„Luxembourg Times" an engem Artikel vum 31. Mee schreift, reklaméiert Transport for London iwwer 380.000 € u Protokoller vu Mataarbechter vun der Lëtzebuerger Ambassade zu London. Wéi wäert den Ausseministère op dës Revendicatioune vun Transport for London an d'Droung, fir dëst Geld viru Geriicht anzekloen, reagéieren?

3. Laut enger Fro vun der deemoleger Conseillère Caroline Pidgeon an der deementspriechender Äntwert vun der Stad London, wiere Lëtzebuerger Residenten EPC iwwer 990.000 € Pond schëlleg (https://www.london.gov.uk/who-we-are/what-london-assembly-does/questionsmayor/find-an-answer/european-parking-collections-epc-fines-2).
– Wéi positionéiert d'Regierung sech heizou, wëssend, datt iwwer 3.700 Leit betraff sinn (https://www.london.gov.uk/who-we-are/what-london-assembly-does/questions-mayor/findan-answer/european-parking-collections-epc-fines-1)?
– Wäert si d'Bierger driwwer opklären, datt d'EPC an Transport for London kee Recht hunn, fir hinnen dës Protokoller heemzeschécken, well se, wéi d'Minister selwer an der Äntwert op d'Fro N° 0256 sot, kee Recht hunn, fir un d'Donnéeë vun den EU-Bierger ze kommen? Wa jo, wéi? Wann nee, firwat net?

**Réponse** (03/07/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Bis elo koum nach keng Äntwert vum italieeneschen Transportminister. Déi italieenesch Autoritéiten hunn awer a Reuniounen iwwert den EUCARIS-System erkläert, datt si sech dem Problem bewosst sinn a scho Moossnamen ergraff hunn, fir d'Ursaach dovunner erauszefannen. Verschidden italieenesch Acteuren hunn een externe System benotzt, fir Ufroen un EUCARIS ze automatiséieren. Ee Service-Provider vun dësem System hätt déi italieenesch Zougréffsrechter mëssbraucht an esou wieren déi Daten un Drëtter kommunizéiert ginn. Déi italieenesch Autoritéiten hunn allerdéngs verséchert, all néideg Moossnamen ergraff ze hunn, fir deem en Enn ze setzen, a féiere weiderhin intern Enquêten.

Wärend der EUCARIS-Generalversammlung, déi Enn Mee stattfonnt huet, goufen zudeem Richtlinnen agefouert, déi all Land adoptéiere muss, wann esou een Data Breach festgestallt gëtt.

ad 2. Déi meescht EU-Memberstaaten, déi zu London vun hiren Ambassadë representéiert ginn, deelen d'Usiicht, dass d'Staugebühr eng Tax ass. Als solch sinn Ambassaden an diplomatescht Personal laut der Wiener Konventioun iwwert diplomatesch Relatiounen, dovunner exemptéiert. Et ass och nach keen Argument ervirbruecht ginn, wat dës Staate géing dozou bréngen, hir legal Positioun änneren ze mussen.

D'Regierung gouf net vun Transport of London kontaktéiert a krut deemno och keng Informatiounen, wéi de genannte Montant gerechent ginn ass.

ad 3. D'Regierung huet keng Informatiounen, wéi vill Persoune mat engem zu Lëtzebuerg ugemellte Gefier betraff sinn. Well et sech awer warscheinlech ëm een onerlaabten Zougréff op hir perséinlech Donnéeën handelt, kënnen déi concernéiert Persounen eng Reklamatioun bei der CNPD maachen.

**Conseil de gérance de l'agence eSanté** | Question **0847** (04/06/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Depuis fin 2022, l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) ne participe plus aux réunions du Conseil de gérance de l'agence eSanté notamment à cause d'un litige autour du projet Digital Health Network (DHN) financé par l'AMMD.

Madame la Ministre avait informé la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale que des pourparlers avec l'AMMD étaient en cours sans qu'il y ait eu un engagement à l'égard d'une éventuelle acquisition du projet DHN par l'État.

Madame la Ministre espérait trouver une solution au litige lors d'une réunion en janvier 2024.

J'aimerais dès lors poser les questions parlementaires suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Est-ce que l'AMMD a entre-temps repris sa place au sein du conseil de gérance de l'agence eSanté ?

2) Est-ce qu'un accord sur l'utilisation et le financement du projet DHN a pu être trouvé et le cas échéant selon quelles modalités ?

**Réponse** (02/07/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Non, actuellement les deux places prévues pour l'AMMD au Conseil de gérance de l'agence eSanté ne sont pas allouées nominativement. Plusieurs courriers adressés à l'AMMD avec prière de nommer deux représentants sont restés sans réponse jusqu'à ce jour.

ad 2) Les pourparlers avec l'AMMD sont toujours en cours.

**Regroupement familial pour les personnes d'origine palestinienne** | Question **0848** (04/06/2024) de **M. Franz Fayot** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Depuis des mois, plusieurs représentants des Nations Unies alertent qu'il n'y a plus aucun refuge sûr dans la bande de Gaza. Récemment, plus d'un million de personnes ont été déplacées de force de la ville de Rafah en raison des opérations militaires des forces de défense israéliennes. Selon les Nations Unies, environ 1,75 million de gazaouies sont déplacés, dont plus de la moitié sont des enfants. En même temps des familles luxembourgo-palestiniennes s'efforcent d'évacuer leurs membres de famille depuis plusieurs mois, sachant que le Gouvernement a déclaré ne pas vouloir entreprendre des modifications législatives pour faciliter le regroupement familial.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Combien de demandes de regroupement familial ont été déposées afin d'évacuer des personnes de la bande de Gaza ou des territoires palestiniens occupés par mois depuis le 7 octobre 2023 ? De combien de membres de familles s'agit-il ? Combien de ces demandes ont déjà été traitées ? Combien de ces demandes ont été acceptées et combien rejetées ? Quels étaient les motifs pour les rejets des demandes ?

2) Quelle est la durée moyenne pour le traitement d'une demande de regroupement familial et quelle est la durée moyenne pour le traitement d'une demande de regroupement familial pour les personnes d'origine palestinienne ?

3) Combien de personnes d'origine palestinienne ont déposé une demande de protection internationale depuis le 7 octobre 2023 ? Combien de demandes ont été refusées et quelles en étaient les motifs ? Combien de personnes d'origine palestinienne ont obtenu la protection internationale au Luxembourg depuis le 7 octobre 2023 ?

4) Combien de personnes ayant un lien avec le Luxembourg ont fui la bande de Gaza depuis de 7 octobre 2023 et ont pu arriver au Luxembourg ?

5) Combien de personnes ayant un lien avec le Luxembourg ont fui la bande de Gaza depuis de 7 octobre 2023 et se trouvent dans la région limitrophe, notamment en Égypte ? Le Gouvernement envisage-t-il agir afin d'aider ces personnes déplacées ? Dans l'affirmative, quelles mesures le Gouvernement veut-il prendre ?

6) Combien de visas pour motifs humanitaires ont été délivrés au cours des dix dernières années ? Combien de visas pour motifs humanitaires ont été délivrés depuis le 7 octobre 2023 pour des personnes d'origine palestinienne ? Vu la situation humanitaire exceptionnelle à Gaza, à quelles conditions les personnes d'origine palestinienne doivent-elles satisfaire ?

7) Quelle est la position du Gouvernement concernant l'application de l'article 25 du règlement n° 810/2009 sur la délivrance d'un visa à validité territoriale limitée ?

**Réponse** (03/07/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Depuis le 7 octobre 2023, neuf personnes d'origine palestinienne ont introduit une demande de regroupement familial au Luxembourg.

Parmi ces neuf demandes, quatre ont été accordées, quatre ont été refusées, et une est encore en cours de traitement.

Les personnes qui se sont vu refuser le regroupement familial ne remplissaient pas les conditions prévues par la loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

ad 2) La durée moyenne de traitement des demandes de regroupement familial est de 38 jours. Quant aux demandes de regroupement familial traitées par la Direction générale de l'immigration qui émanaient de personnes originaires de Gaza, la durée moyenne de traitement a été de 11 jours.

ad 3) Depuis le 7 octobre 2023, dix personnes provenant des territoires palestiniens ont introduit une demande de protection internationale au Luxembourg. Parmi ces demandes, trois ont été déclarées irrecevables étant donné que les personnes concernées bénéficiaient déjà d'une protection internationale dans un autre État membre. Dans trois cas, le Luxembourg n'était pas responsable du traitement de la demande au sens du règlement dit « Dublin III ». Les demandes de quatre personnes sont encore en cours de traitement.

Depuis le 7 octobre 2023, neuf personnes en provenance des territoires palestiniens se sont vu accorder une protection internationale. À noter toutefois que les demandes y afférentes avaient été déposées avant le 7 octobre 2023.

ad 4) Les autorités luxembourgeoises ne sont pas en mesure de recenser ces données.

ad 5) Les autorités luxembourgeoises ne sont pas en mesure de recenser ces données.

Quant aux mesures prévues, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 0265.

ad 6) Le Luxembourg n'émet pas de visas pour motifs humanitaires.

ad 7) Un visa à validité territoriale limitée peut être délivré pour des raisons humanitaires, pour des motifs d'intérêt national ou pour honorer des obligations internationales à titre exceptionnel lorsque le demandeur démontre sa volonté de quitter le Grand-Duché de Luxembourg avant l'expiration du visa.

**Harcèlement et cyberharcèlement à l'école** | Question **0849** (05/06/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mobbing a Cybermobbing si grouss Problemer an eiser Gesellschaft an an eise Schoulen. Fir déi Betraffe ka Mobbing zu laangfristege mentale Problemer féieren. Op der BEE SECURE Helpline hu sech fir d'Schouljoer 2022/2023 101 Mannerjäreger oder hir Elteren an hirer Plaz fir Hëllef gemellt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Kann de Ministère Zuele virleeën, wéi vill Fäll vu Mobbing a Cybermobbing u Mannerjäregen an de leschte 5 Joer bei de Schoulen (Primärschoulen, Lycéeën, Maison-relaisen) selwer gemellt gi sinn?

2. Kann de Ministère Zuele virleeën, wéi vill Fäll vu Mobbing a Cybermobbing u Mannerjäregen an de leschte 5 Joer bei der Police gemellt goufen?

**Réponse** (05/07/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Fäll vu Mobbing respektiv vu Cybermobbing, déi bei de Schoulen a Maison-relaise selwer gemellt ginn, ginn net statistesch zentral erfaasst.

Et gëtt awer reegelméisseg Récksprooch mat de lokalen a regionalen Acteure gehalen, fir si beschtméiglech bei der Präventioun vu Mobbing esouwéi bei der Protektioun vu betraffene Persounen ze ënnerstëtzen.

Et ass richteg, datt et am Schouljoer 2022/2023 101 Kontaktopname vu Kanner/Jonken oder Elteren op der BEE SECURE-Helpline gouf. Allerdéngs hunn dës Kontaktopname verschidden Theemen ëmfaasst, d'Theema Cybermobbing kënnt dobäi op der drëtter Plaz.

Déi dräi Haapttheeme waren:

– Sextortion (Erpressung mat der Veröffentlechung vun intimen oder kompromettéiernde Biller oder Videoen): 36-mol;
– Cyberkriminalitéit: 18-mol;
– Cybermobbing: 11-mol

Wat méi allgemeng Zuelen zu Cybermobbing betrëfft, sou kann op d'HBSC-Studie (www.hbsc.org) mat den Donnéeën (Alter: 11–18 Joer), déi am Joer 2022 erhuewe goufen, verwise ginn: https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/376323/9789289060929-eng.pdf?sequence=2&isAllowed=y.

ad 2. D'Programméierung vun den Datebanken erlaabt et der Police net, Faite vu Mobbing a Cybermobbing getrennt erauszefilteren.

D'Police ka just Zuele matdeelen zu Mobbing fir follgend Joren, ouni den Ënnerscheed ze maachen, ob et sech ëm Cybermobbing oder Mobbing handelt an ouni opzeschlësselen, ob et sech ëm mannerjäreg oder groussjäreg Persounen handelt.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

D'Police verweist drop, datt si am Kader vun der Präventiounsaarbecht op hirer Internetsäit Informatiounen zum Theema Mobbing an Ulafstellen zur Verfügung stellt: https://police.public.lu/de/prevention/cyber-mobbing.html.

**Spot audiovisuel du Ministère des Affaires intérieures** | Question **0851** (05/06/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

A senger Äntwert op meng Fro Nummer 0731 zu der Finanzéierung vum Image-Video vum Här Inneminister schreift den Här Premierminister: „aucune ligne budgétaire du Ministère des Affaires intérieures, ni d'un autre ministère, ne fut engagée pour la réalisation du film en question".

Gläichzäiteg huet den Inneministère der Press op Nofro matgedeelt: „La vidéo a été réalisée en interne par un collaborateur du département Communication du Ministère des Affaires intérieures." Dës zwou Aussoe kënnen net gläichzäiteg wouer sinn.

Meng Fro zum Sponsoring vum Video op de soziale Medie blouf iwwerdeems komplett onbeäntwert.

Dofir wéilt ech dem Här Premierminister follgend Froe stellen:

1. Wann de Video „en interne" realiséiert gouf, kënnen d'Steierzueler:innen dovunner ausgoen, dass de Video mat ëffentleche Gelder finanzéiert gouf, onofhängeg dovunner, ob eng spezifesch Kredittlinn engagéiert gouf oder net?

2. Falls net, handelt et sech ëm Volontariatsaarbecht vum besote Mataarbechter ausserhalb vun den Déngschtzäiten?

3. Wien dréit d'Käschte vum Sponsoring vum Image-Video op de soziale Medien?

**Réponse** (12/06/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

ad 1. Jo. Et ass keng extern Kommunikatiounsagence gebraucht ginn, dofir ass keng Budgetsdepense getätegt ginn.

ad 2. Nee, de Mataarbechter huet dëst wärend senger Aarbechtszäit gemaach.

ad 3. Et ass kee Sponsoring, weeder vum Inneministère, nach vun engem anere Ministère, gemaach ginn.

**Stratégie VISION ZERO** | Question **0852** (05/06/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

La stratégie VISION ZERO lancée en 2016 sous la responsabilité de l'AAA (e. a.) vise la prévention

d'accidents du travail, des accidents de trajet et des maladies professionnelles. La stratégie est censée impliquer les partenaires sociaux, employeur.e.s et employé.e.s, dans un effort de sensibilisation principalement et l'adhésion des entreprises et des partenaires institutionnels à la VISION ZERO se fait volontairement.

Vu le caractère volontaire de la stratégie, elle correspond plutôt à une déclaration d'intention des acteurs impliqués sans pour autant prévoir des objectifs clairs et contraignants et des mesures concrètes visant à la prévention voire à la réduction de risques d'accidents et de maladies professionnelles. La stratégie ne semble par ailleurs pas avoir connu de mises à jour depuis son lancement et omet ainsi des références à des enjeux pourtant centraux en matière de sécurité et de santé au travail comme les effets du réchauffement climatique, les conséquences de la digitalisation ou les effets résultant de dérèglements des écosystèmes environnants qui font augmenter les risques biologiques, tels que le développement de maladies infectueuses, immuno-allergiques et toxiques.

Par ailleurs, il semblerait qu'une évaluation voire un bilan intermédiaires de la stratégie VISION ZERO n'aient pas été réalisés ou du moins pas été présentés au public.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Sécurité sociale et de la Santé et à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Combien d'entreprises ont adhéré à la stratégie VISION ZERO via le formulaire en ligne ? Madame la Ministre peut-elle me fournir un relevé des entreprises adhérantes ventilé par taille et par secteur économique ?

2) Comment l'adhésion d'une entreprise à la stratégie VISION ZERO contribue-t-elle concrètement à la diminution des accidents tel qu'il est suggéré sur le site Internet de la stratégie ?

3) Quelles sont les obligations des entreprises adhérantes respectivement quels outils (à part les logos spécifiques) ou conseils sont mis à disposition des entreprises adhérantes leur permettant de contribuer à la diminution des accidents ?

4) La participation d'une entreprise à la stratégie VISION ZERO impacte-t-elle la mission du délégué à la sécurité et à la santé désigné par la délégation du personnel de l'entreprise ? Si oui, dans quelle mesure ?

5) Les délégués à la sécurité et à la santé des entreprises adhérantes sont-ils obligés respectivement ont-ils le droit de suivre sans perte de rémunération des formations spécifiques en lien avec la stratégie VISION ZERO tel qu'il est prévu pour les « travailleurs désignés » choisis par les employeurs ?

6) Dans l'affirmative à la question précédente, quel est le taux de participation à ces formations spécifiques en relation avec la stratégie VISION ZERO parmi les délégués à la sécurité et à la santé respectivement les « travailleurs désignés » ?

7) Est-il prévu de réaliser un bilan ou une évaluation intermédiaires de l'application de la stratégie en vue de la faire évoluer et notamment pour prendre en compte les risques climatiques et biologiques pouvant impacter la sécurité et la santé au travail ?

8) Quel est nombre des accidents (travail, trajet et maladie professionnelle) enregistrés par l'AAA pendant l'année 2023 ?

9) Quel est le nombre des accidents mortels enregistré par l'AAA pendant l'année 2023 ?

**Réponse** (08/07/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1) À présent, 302 entreprises et institutions ont adhéré à la stratégie VISION ZERO.

Le tableau suivant présente le nombre d'adhérents, ventilé par taille :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Le tableau ci-après présente le nombre d'adhérents, ventilé par secteur économique :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

La liste complète des adhérents est disponible sur le site Internet de la VISION ZERO, sous : https://vision-zero.lu/fr/liste-des-adherents-3/.

ad 2) L'adhésion des entreprises à la VISION ZERO est un engagement volontaire pour réduire le nombre et la gravité des accidents du travail, des accidents de trajet et des maladies professionnelles. Les adhérents s'engagent à mettre en œuvre un plan d'action qui tient compte des sept règles d'or de la VISION ZERO.

Concrètement, les adhérents s'engagent à mettre en place un lieu de travail sain et sécurisé pour l'ensemble des salariés ainsi que toute autre personne travaillant dans l'entreprise, et à intensifier tous les efforts déjà entamés en matière de sécurité et de santé au travail.

De plus, les entreprises adhérentes s'engagent à promouvoir et assurer une gestion efficace de la sécurité, de la santé et du bien-être au travail dans l'esprit d'une culture de prévention, tout en anticipant et en gérant les changements au niveau du monde du travail, notamment en relation avec les transitions numérique, démographique et écologique.

En général, la stratégie VISION ZERO augmente la prise de conscience des décideurs, des salariés désignés, des délégués à la sécurité et à la santé, ainsi que de tous les salariés et autres acteurs impliqués, des avantages d'une approche systémique et intégrée de la sécurité et de la santé au travail. En adoptant cette stratégie, les entreprises s'améliorent en matière de la sécurité sur le lieu de travail, ce qui se traduit par une diminution du nombre et de la gravité des accidents et des maladies professionnelles.

ad 3) Les entreprises adhérent à la stratégie VISION ZERO n'ont pas d'obligations formelles, mais s'engagent volontairement à réduire les accidents de travail en adoptant diverses mesures et en utilisant plusieurs outils mis à leur disposition.

Le site Internet de la stratégie VISION ZERO offre une multitude de ressources en ligne qui permettent aux entreprises d'améliorer la sécurité de leurs salariés tout en alignant leurs pratiques avec les principes et les règles d'or de la VISION ZERO. Ces ressources comprennent des guides, des brochures, des recommandations de prévention, des affiches, des vidéos et des infographies.

Les formations disponibles permettent aux participants de développer des compétences spécifiques en gestion de la sécurité et santé au travail, tandis que des campagnes de sensibilisation visent à augmenter la prise de conscience des différents risques professionnels. En outre, des événements comme le Forum sécurité-santé au travail et diverses conférences offrent des plateformes d'échange sur les meilleures pratiques et les dernières innovations en sécurité et santé au travail.

Une attention particulière est accordée aux secteurs à risques grâce à des actions ciblées, notamment un conseil personnalisé pour les entreprises opérant dans ces secteurs.

ad 4) La participation de l'entreprise à la stratégie VISION ZERO renforce généralement l'engagement des délégués à la sécurité et à la santé dans toutes les actions en la matière.

De manière générale, le Code du travail énonce que les employeurs consultent les délégués à la sécurité et à la santé et permettent leur participation dans le cadre de toutes les questions touchant à la sécurité et à la santé au travail.

Les délégués à la sécurité et à la santé participent de façon équilibrée ou sont consultés au préalable et en temps utile par l'employeur sur toute action qui peut avoir des effets substantiels sur la sécurité et la santé. Les délégués à la sécurité et à la santé ont le droit de demander à l'employeur qu'il prenne des mesures appropriées et de lui soumettre des propositions en ce sens, de façon à pallier tout risque pour les salariés ou à éliminer les sources de danger.

De plus, l'employeur est tenu d'accorder aux délégués à la sécurité et à la santé une dispense de travail suffisante sans perte de salaire et de mettre à leur disposition les moyens nécessaires pour permettre à ces représentants d'exercer les droits et fonctions.

ad 5) Selon le Code du travail, les délégués à la sécurité et à la santé ont le droit de suivre, de manière générale, les formations visant au perfectionnement des connaissances en matière de sécurité et de santé au travail. L'employeur doit laisser au délégué à la sécurité et à la santé le temps libre, dit congé-formation, pour participer, sans perte de rémunération, à des actions de formation organisées par les organisations syndicales ou par des institutions spécialisées coïncidant avec les horaires normaux du travail.

ad 6) L'AAA ne dispose pas du nombre ou de la fonction des participants à ces formations spécifiques. Ces formations sont dispensées par des organismes extérieurs tels que l'École supérieure du travail (EST) ou l'Institut de formation sectoriel du bâtiment (IFSB).

Dans ce contexte, l'École supérieure du travail est un acteur clé qui contribue activement à la formation des délégués du personnel. La thématique de la « Sécurité et santé dans l'entreprise » constitue un élément essentiel de l'offre de formation de l'EST. La nouvelle brochure des formations 2024-2029 sera publiée mi-juillet 2024. Le catalogue de formations complet sera accessible pour le public sur le site Internet de l'EST : https://est.public.lu/fr/formations-delegues/inscriptions.html.

ad 7) Un bilan intermédiaire pour la période 2016-2021 a été réalisé et communiqué aux différentes parties prenantes en novembre 2021. Ce bilan a de nouveau été présenté lors des éditions du Forum sécurité-santé au travail en 2021 et 2022. Il montre que le développement de la stratégie VISION ZERO au niveau national a porté ses fruits, avec une diminution du taux de fréquence des accidents du travail.

Ce bilan inclut les contributions des signataires de la charte nationale VISION ZERO, à savoir 6 ministères, les 3 syndicats représentatifs au niveau national (OGBL, LCGB et CGFP), ainsi que l'UEL et l'INDR. Ensemble, ils ont énoncé plusieurs actions et témoignages illustrant l'efficacité de la stratégie.

De manière générale, les adhérents à la VISION ZERO s'engagent à anticiper et à gérer les changements au niveau du monde du travail, notamment en relation

avec les transitions numérique, écologique et démographique.

Le bilan intermédiaire complet est accessible pour le public sur le site Internet de la VISION ZERO : https://visionzero.lu/fr/strategie/.

ad 8) Le rapport annuel de l'AAA publie chaque année le nombre d'accidents (travail, trajet et maladies professionnelles), ainsi que le nombre d'accidents mortels. Les statistiques pour l'année 2023 seront disponibles en octobre 2024. Ce délai est nécessaire afin de pouvoir établir des statistiques aussi précises que possible sur l'année écoulée (déclarations tardives, instruction complexe de certaines déclarations, accidents graves devenant mortels, etc.).

Les statistiques des années 2017 à 2022 sont disponibles sur le site Internet de l'AAA : https://aaa.public.lu/fr/aaa/Rapport-annuel.html.

ad 9) Voir réponse à la question 8.

**Retard de paiement des fonds alloués dans le cadre de la PAC** | Question **0853** (05/06/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

En avril 2024, le nouveau comité de la Chambre d'Agriculture a eu sa première entrevue avec Madame la Ministre de l'Agriculture. Lors de cette réunion, les représentant.e.s du secteur agricole ont abordé leurs sujets prioritaires, le plus important étant, selon un article de presse, le retard de paiement des fonds alloués dans le cadre de la Politique agricole commune (PAC), ce retard ayant un impact négatif sur la sécurité de la planification des agriculteur.trice.s.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Madame la Ministre peut-elle me fournir des données au sujet de l'évolution des retards de paiement des fonds alloués dans le cadre de la PAC au fil des cinq dernières années (ventilées par année et par aide) ?

2) Quelles sont les principales raisons pour les retards dans ce domaine ?

3) Quelles mesures Madame la Ministre va-t-elle mettre en œuvre afin d'éviter les retards de paiement des fonds alloués dans le cadre de la PAC dans les années à venir ?

**Réponse** (05/07/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Tout d'abord, il importe de souligner qu'il y a eu très peu de retard au sens légal au fil des cinq dernières années. En effet, la réglementation communautaire fixe une date limite au 30 juin de l'année N+1 pour les aides cofinancées. Cette disposition a été respectée jusque 94 % à la fin du mois de juin.

Les autorités publient régulièrement le calendrier des paiements par année culturale :

– Il commence chaque année avec un paiement d'avances à partir de la deuxième moitié d'octobre, suivi du solde des aides au revenu et à la compétitivité en décembre de l'année N.
– Début de l'année N+1, les mesures agroenvironnementales et les aides au soutien de la biodiversité sont payées; suivies, jusqu'à mai N+1, des paiements restants, entre autres, pour le Greening (remplacé avec la réforme par les éco-régimes) et les zones de protection des eaux.

L'historique des paiements est repris dans le tableau en annexe.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2) Il faut souligner que l'année de demande 2023 est la première année de la mise en œuvre de la réforme de la PAC. La situation est donc absolument exceptionnelle.

En résumé :

– Le nombre des régimes des paiements directs (1er pilier) est passé de 4 à 14. 10 nouveaux régimes ont été introduits.
– Le nombre de mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) a été dédoublé, étant donné que les anciens engagements en cours restent en place.

Actuellement, le Service d'économie rurale gère plus de 50 régimes d'aides. Il va de soi que la mise en œuvre de nouveaux régimes d'aides ou de régimes d'aides modifiés est un exercice de longue haleine et complexe. Les gestionnaires de primes doivent spécifier en détail leurs besoins, valider des analyses détaillées de l'informatique et procéder après livraison à un testing poussé des nouvelles applications. Tout ceci est indispensable pour garantir des paiements corrects, mais demande du temps, comme les ressources sont limitées, à la fois côté métier que côté informatique.

D'autres raisons administratives expliquant le fait que certaines aides sont payées plus tard que d'autres sont :

– Les différentes aides présentent une complexité différente. Certains régimes demandent des données qui ne sont disponibles que tardivement (p. ex. via réimport de couches de données mises à jour).
– La préparation des dossiers de paiement demande une série de vérifications impliquant plusieurs services. Cette tâche est chronophage et empêche le paiement de plusieurs aides à la fois.

ad 3) Pour les années à venir, le Ministère de l'Agriculture s'assurera que l'informatique soit en place, en principe pour l'année culturale 2024-2025. Les paiements pourront avoir lieu plus tôt et s'effectueront à nouveau au rythme connu par le secteur. Les agriculteurs seront avertis par la publication régulière du calendrier des paiements.

Par ailleurs, il importe de souligner que les autorités travaillent sur un projet informatique qui prévoit de mettre à disposition des agriculteurs dans l'application « guichet.lu » des tableaux de bord individualisés qui leur permettront de suivre de près les paiements des aides de la PAC.

**Hélicoptère de sauvetage basé à Ettelbruck** | Question **0854** (05/06/2024) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

Den Helikopter beim Nordspidol ass an de leschte Joren dacks zum Asaz komm, virun allem am Éislek. Dat konnt ettlech Mënscheliewe retten, zemol an enger Regioun mat enger schwiereger Topografie.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung an dem Här Inneminister follgend Froe stellen:

1. Wéi oft koum den Helikopter beim Ettelbrécker Spidol zanter 2018 zum Asaz?

2. Wéi vill Flich goungen iwwer eis Landesgrenzen eraus?

3. Stëmmt et, datt virgesinn ass, fir mëttelfristeg en anere Site fir den Helikopter ze sichen?

4. Wéi ass de Finanzement vum Helikopter konkreet organiséiert?

**Réponse** (09/07/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Zënter 2018 koum den Helikopter beim Ettelbrécker Spidol 3.105-mol zum Asaz (Stand 13. Juni 2024).

ad 2. Vun deenen 3.105 Flich sinn der 2 iwwert d'Landesgrenzen erausgaang.

ad 3. Et stëmmt, datt virgesinn ass, fir mëttelfristeg en anere Site fir den Helikopter ze sichen.

ad 4. Engersäits ass d'Finanzéierung vun den 2 Helikoptere vun der Luxembourg Air Rescue ASBL (LAR) iwwert eng Konventioun tëschent der LAR an dem CGDIS gereegelt. D'LAR facturéiert dem CGDIS all Mount déi Fluchminutten, wärend deenen d'Helikoptere fir SAMU-Asätz ënnerwee waren. De CGDIS kritt déi Ausgabe vun der Gesondheetskeess (CNS) rembourséiert.

Anerersäits kritt d'LAR iwwert eng Konventioun mam Inneministère e järleche Subsid an Héicht vu maximal 1,4 Millioun Euro fir d'Bedreiwe vun dësen 2 Rettungshelikopteren am Kader vum Service d'aide médicale urgente (SAMU).

Déi 2 Rettungshelikoptere goufe rezent vun der LAR ersat. De Staat bedeelegt sech mat 3 Milliounen Euro un der Uschafung vun dësen 2 Helikopteren. Eng zousätzlech Millioun Euro gouf der LAR an Aussiicht gestallt, woubäi fir d'éischt eng Analys vun hirer Finanzsituatioun duerch d'Inspection générale des finances (IGF) duerchgefouert wäert ginn, éier dass dësen zousätzleche Montant ausbezuelt gëtt.

Déi Käschten, déi d'LAR net iwwert déi 2 Konventioune gedeckt kritt, finanzéiert si momentan aus eegene Mëttel, wéi zum Beispill iwwert d'Membersbäiträg.

**Mesures de lutte contre l'habitat indigne et les marchands de sommeil** | Question **0855** (06/06/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Rue du Commerce zu Keel gouf rezent ee Wunnhaus ofgerappt, dat an der Nuecht op de 6. Dezember 2022 gebrannt hat. Bei dem Brand goufen zéng Leit zum Deel schwéier blesséiert. E sechs Joer ale Bouf ass un de Suitte vu senge Blessure gestuerwen. Och wann d'Ursaache vun deem Brand bis well nach net definitiv opgeklärt sinn, deit dëse Fall dach op eng Realitéit hin, déi gäre verkannt gëtt: 23 Persoune waren zum Zäitpunkt vum Brand am Gebai. Sechs Familljen hunn do gewunnt, woubäi d'Keeler Gemeng lo seet, datt do maximal dräi Logementer méiglech wieren.

Als „habitat indigne" bezeechent een: „Raimlechkeeten, déi zu Wunnzwecker genotzt ginn, obwuel se heifir net virgesi sinn oder Gebaier, déi hir Bewunner duerch hire schlechten Zoustand a Gefor bréngen."

Als Schlofhändler bezeechent een „un propriétaire qui abuse de ses locataires en louant très cher un logement indigne, les mettant directement en danger : insalubrité, suroccupation organisée, division abusive de pavillons, etc.". D'franséisch Regierung, vun där dës Definitioune stamen, werft dëse Leit vir, „entretiennent l'habitat indigne et le mal-logement tout en exploitant la détresse des plus démunis", an huet dofir d'Sanctioune verschäerft (Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires : Mesures de lutte contre l'habitat indigne

et les marchands de sommeil, 08/09/23, https://www.ecologie.gouv.fr/mesures-lutte-contre-lhabitat-indigne-et-marchands-sommeil). De belsche Code pénal (article 433decies) gesäit souguer eng Prisongsstrof vir fir deen, deen d'Vulnerabilitéit vun enger Persoun ausnotzt, fir en aussergewéinleche Profitt duerch Logementer ze maachen.

Hei zu Lëtzebuerg si virun allem déi sougenannte Kaffiszëmmere reegelméisseg Theema. Well och hei kënnt et vir, dat Proprietäre ganz Haiser a sougenannt „Colocatiounen" ëmwandelen, déi se dann u Leit verlounen, déi um lëtzebuergesche Wunnengsmaart keng Chance hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Den Artikel 3 vum Gesetz vum 20. Dezember 2019 relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation gesäit vir, datt all Proprietär oder Exploitant, deen Zëmmere verlount oder zur Verfügung stellt, dës Zëmmeren am Viraus beim Buergermeeschter vun der Gemeng melle muss an och ugi muss, wéi vill Persounen an deenen Zëmmere liewe kënnen. Den Artikel 6 gesäit dann och vir, datt de Proprietär e Regëster vun de Locatairen hale muss.
Wéi vill där Zëmmere goufen iwwer Land gemellt, wa méiglech mat enger Opschlësselung pro Gemeng?
Wéi vill Leit sinn aktuell a sou Zëmmeren ugemellt?
Wat ass hei d'Moyenne vun de Bewunner vun engem Zëmmer? Wat ass déi héchsten Unzuel u Bewunner, déi an engem Zëmmer (esou wéi d'Gesetz et definéiert) ugemellt sinn?

2. Wéi vill Kontrolle goufen an de leschten 3 Joer duerchgefouert?

3. A wéi vill Fäll koum et bei dëse Kontrollen zu Beanstandungen? Wat fir Beanstandunge waren dëst? A wéi vill Fäll goufe Strofe verhaang, sou wéi dat am Art. 7 vum Gesetz virgesinn ass?

4. A wéi vill Fäll goufe Logementer als net bewunnbar, well net gesetzeskonform, erkläert an d'Proprietäre forcéiert, hir Locatairen ze relogéieren, sou wéi dat am Art. 5 vum Gesetz virgesinn ass?

5. A wéi vill Fäll gouf de Parquet ageschalt?

6. Wéi kontrolléiert eng Gemeng, ob ee vun hinne proposéierte Logement, deen Drëtte gehéiert, gesetzeskonform ass?

7. Wien ass ausser de Gemengen an de Commissions des loyers hei nach een Uspriechpartner fir déi Betraffen? Vu datt Betraffener oder och Noperen oft net wëssen, u wee se sech wende kënnen, wier et net ubruecht, wéi zum Beispill a Frankräich, eng national Telefonsnummer anzeriichten, wou si kéinten Hëllef kréien?

8. Fir de Fall, datt zu enger oder méi vun dëse Froe keng Donnéeë virleien, wat gedenken déi zoustänneg Ministèren ze maachen, fir an der noer Zukunft eng besser Asiicht an dës Thematik ze kréien?

**Réponse** (10/07/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Zu de Froen 1 bis 6 gëtt et momentan keng Statistiken oder Donnéeën.

D'Regierung privilegéiert déi aktuell Approche, déi de betraffene Leit et erlaabt, sech direkt un d'Autoritéiten an der concernéierter Gemeng ze wenden (Buergermeeschter, Service Logement, Office social).

D'Loyerskommissiounen hu keng Kompetenz an dëser Matière. Si sinn zoustänneg, fir bei Sträitfäll iwwert de Loyer vu Wunnengen een Arrangement tëschent de Parteien ze fannen oder de Loyer duerch eng Decisioun ze fixéieren.

D'Regierung plangt, den interministeriellen Aarbechtsgrupp iwwer d'Salubritéits- a Sécherheetscritèrë vun de Wunnengen ze reaktivéieren, wou niewent de concernéierte Ministèren och déi grouss Gemengen an de Syvicol vertruede sinn, fir zesummen eng Revisioun vun der aktueller Gesetzgeebung an dëser Matière ze envisagéieren.

**Décentralisation des emplois aux centres de développement et d'attraction (CDA) du pays** | Question **0856** (06/06/2024) de **M. Charel Weiler** (CSV)

Laut Landesplanung soll d'Nordstad nieft dem Zentrum an der Südregioun zum 3. Entwécklungspol am Land ginn. Doduerch soll net nëmmen eng besser Verdeelung vun den Aktivitéiten am Land favoriséiert ginn, mä och de Bierger soll de beschtméiglechen Accès op staatlech Verwaltunge garantéiert kréien.

Am „Accord de coalition 2023-2028" ass festgehale ginn, dass „La décentralisation des emplois aux centres de développement et d'attraction (CDA) du pays constituera également une priorité pour le Gouvernement. L'État servira d'exemple en procédant à l'implantation de certains services et administrations dans les CDA."

D'Dezentraliséierung vun Aarbechtsplazen an administrative Servicer ass essentiel fir d'Entwécklung vum ländleche Raum a virun allem fir déi ugeduechten Nordstad. Sou sollen am „Centre administratif Nordstad" zu Ettelbréck verschidde staatlech a parastaatlech Servicer relogéiert ginn.

Wéi aus der Äntwert op d'Fro N° 7622 vum 20. Februar 2023 ervirgeet, sollen ënnert anerem Servicer vum Educatiounsministère, dem Kadaster, der Douane, der Steierverwaltung dra kommen, mä och déi aktuell Maison médicale an de Planning Familial relogéiert ginn. Ausserdeem ass och präziséiert ginn, dass verschidde Servicer net nëmme relogéiert, mee och verstäerkt ginn.

Datt méi Verwaltungen an den Norde solle kommen, ass begréissenswäert an e wichtege Schratt a Richtung administrativ Dezentraliséierung.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Finanzminister, den Här Minister fir den ëffentlechen Déngscht, den Här Aarbechtsminister, den Här Minister fir Landesplanung an un d'Madamm Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte riichten.

1. Ass weiderhi geplangt, déi uewe genannte staatlech Verwaltungen a Servicer an der Nordstad ze relogéiere respektiv unzesidelen?

2. Wat geschitt mat den Administratiounen, déi sech aktuell am Verwaltungsgebai zu Dikrech befannen, wann dëst Gebai ofgerappt an nei gemaach gëtt?

3. Wéi eng Administratioune sollen an dat zukünftegt Verwaltungsgebai bei der neier Jugendherberg zu Ettelbréck kommen?

4. Wéi gesäit déi administrativ Entwécklung iwwer déi nächst fënnef Joer aus?

5. Wat si Pläng vun der Regierung fir eng weider Stäerkung vun den Aarbechtsplazen am Norde vum Land?

**Réponse** (09/07/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Regierung hält weiderhin un de grousse landesplaneresche Prinzippien, sou wéi se am Programme directeur vun der Landesplanung (PDAT) festgehal goufen, fest. Zu deenen zielt notamment d'Fërdere vun der Entwécklung op deene Plazen, wou et wierklech Sënn mécht, virun allem also d'Stäerke vun de sougenannte Centres de développement et d'attraction (CDA). An deem Kontext spillt déi sougenannten „déconcentration concentrée", also d'Dekonzentréierung vun de staatleche Servicer an d'Nordstad an op Esch/Uelzecht eng iwwergeuerdent Roll. An deem Sënn:

ad 1. Et ass weiderhi geplangt, déi genannte Servicer am Gebai „Centre administratif Nordstad", dat zu Ettelbréck am Bau ass, ze relogéieren. D'Aarbechte wäerte viraussiichtlech 2026 fäerdeg sinn.

ad 2. Duerch d'Realisatioun vum Projet vum Ministère fir Wunnengsbau a Landesplanung, fir de Quartier genannt „Cité militaire" zu Dikrech ze revaloriséieren, gëtt dat aktuellt Verwaltungsgebai ofgerappt an et entsteet een neit Gebai mat iwwer 7.000 m$^2$.

Déi, duerch de Projet vun der Revalorisatioun vum Quartier genannt „Cité militaire" zu Dikrech concernéiert Verwaltungen, plënneren op 2 verschidde Plazen.

D'ADEM wäert iwwergangsweis am Gebai vun der Gemeng Dikrech genannt „Maison de l'orientation" an der Avenue de la Gare zu Dikrech ënnerkommen. Laut den aktuelle Planunge wäert d'ADEM duerno hiren definitive Siège am neie Verwaltungsgebai, wat am Quartier „Cité militaire" entsteet, kréien.

D'Steierverwaltung, de Kadaster an d'Douanesverwaltung wäerten op Ettelbréck an de „Centre administratif Nordstad" kommen, fir do hiren neien an definitive Siège ze kréien. Dëst Gebai erlaabt et alle Verwaltungen, fir a modernen a confortabele Raimlechkeeten déi néideg Plaz ze fannen, fir sech ze regroupéieren an ze vergréisseren.

ad 3. D'Verwaltungsgebai, wat zu Ettelbréck um Pôle d'échange multimodal bei der Jugendherberg gebaut gëtt, ass fir d'Regierung eng Geleeënheet fir Servicer, déi am Kontakt mam Public sinn, op engem Knuet vum ëffentlechen Transport unzesidelen.

Vu datt dës Opportunitéit eemoleg an der Nordstad ass, ass nach net decidéiert, ween dohinner kënnt. Deen oder déi Servicer, déi a Fro kommen, mussen eng wierklech Plus-value duerch dee Standuert an d'Proximitéit zum ëffentlechen Transport hunn.

ad 4. Déi uewe genannte Projete wäerte sech iwwert déi nächst Joren zéien. Doriwwer eraus a wéi am Koalitiounsprogramm virgesinn, huet d'Regierung wëlles, d'Dekonzentratioun vu staatleche Servicer weider virunzedreiwen an en ass aktuell amgaangen, Coworking-Strukturen en place ze setzen, virun allem an de Grenzregiounen.

Dës Missioun ass lancéiert an niewent dem Pilotprojet vu Schieren, deen am Dezember 2023 opgaangen ass, huet de Ministère vun der Fonction publique Gespréicher mat enger ganzer Rei Gemenge fir esou Espacen opgeholl. Dëst si prioritär CDA-Gemengen, déi am Mäerz dëst Joer, zesumme mam Ministère fir Wunnengsbau a Landesplanung ugeschriwwe goufen, fir eng Kooperatioun an dëser Saach ze sollicitéieren.

ad 5. Nieft deenen uewe genannte Projeten ënnerstëtzt d'Regierung de Projet „Nordstad" a suivéiert aktuell ënner anerem Projete fir Verwaltungssurfacen zu Wooltz, laanscht d'N7 am Norde vun der Nordstad an zu Réiden.

**Cellule indépendante fusions communales** | Question **0857** (06/06/2024) de **M. Charel Weiler** | **M. Emile Eicher** (CSV)

Depuis les élections communales de juin 2023, on observe dans certaines communes une nouvelle dynamique en vue d'éventuelles fusions. Ce processus de fusion de communes est également encouragé par le Gouvernement.

En effet, le programme gouvernemental prévoit que : « [...] le Gouvernement maintiendra son soutien aux fusions de communes qui expriment le désir de s'associer ».

Dans ce contexte, il est important de fournir des conseils techniques, financiers et juridiques aux communes intéressées et de les accompagner sur la voie de la fusion.

Cette mission de conseil pourrait être confiée à un organisme tel que la « Cellule indépendante – fusions communales » (CIFC) qui a été mise en place en 2012 par le Ministre de l'Intérieur de l'époque pour sensibiliser, informer et accompagner les communes dans leurs démarches de fusion, mais qui a été dissoute par son successeur.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Monsieur le Ministre envisage-t-il de rétablir la « Cellule indépendante – fusions communales » instituée en 2012 respectivement de créer une nouvelle structure dont l'objectif est de conseiller et d'assister les communes dans les différentes démarches et procédures ?

– Quelles autres mesures sont prévues par le Gouvernement pour soutenir les communes dans leurs projets de fusion ?

**Réponse** (14/06/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Conformément au principe de l'autonomie communale consacré par la Constitution et la Charte européenne de l'autonomie locale, le Gouvernement soutient les fusions volontaires de communes qui doivent trouver leur origine dans une décision des conseils communaux qui souhaitent s'engager dans le processus de fusion.

L'accord de coalition 2023-2028 prévoit que « Le Gouvernement maintiendra son soutien aux fusions de communes qui expriment le désir de s'associer ».

Je mettrai en œuvre cet objectif, entre autres, en procédant à l'installation d'un groupe d'experts qui aura pour mission de conseiller et d'accompagner les communes dans leurs démarches vers une fusion. La composition et les missions exactes de ce groupe seront déterminées prochainement, en concertation étroite avec le Syvicol.

Par ailleurs les services du Ministère des Affaires intérieures sont, de façon permanente, à l'écoute des communes qui s'engagent dans un projet de fusion.

Finalement les fusions de communes continuent d'être financièrement supportées par une aide spéciale de l'État.

**Racisme dans le sport** | Question **0858** (06/06/2024) de **M. Charel Weiler** (CSV)

Aus engem vum 1. Mee veröffentlechten Artikel aus der nationaler Dagespress geet ervir, dass et wärend engem Fussballsmatch vum 28. Abrëll an der Éierepromotioun zu rassisteschen Äusserunge vis-à-vis vun engem Spiller komm ass. Dës Äusserungen haten ënner anerem d'Form vun Afegeräischer. Dee betraffene Spiller huet de Virfall spéider och ëffentlech gemaach a sech géint all Form vun Diskriminatioun ausgeschwat.

Am Rapport vun der FLF ass de Virfall leedeglech mat follgender Mentioun festgehal ginn: „Les spectateurs sont priés de se comporter de manière fair-play."

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un den Här Sportminister stellen:

1. Huet de Sportminister Kenntnis vun dësem Virfall?

2. Wéi vill änlech Virfäll sinn him iwwer déi lescht 12 Méint bekannt?

3. Wéi eng Mesurë gedenkt hien ze ënnerhuelen, fir géint Fäll vu Rassismus am Sport virzegoen?

**Réponse** (26/06/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. Nee, vun deem Virfall hat ech keng Kenntnis. Als Sportminister verurteelen ech esou Aktiounen op dat Schäerfst.

ad 2. De Sportsministère gëtt net direkt iwwer Fäll vu Rassismus am Sport informéiert. Dofir si mir och aktuell keng Fäll a menger Qualitéit als Sportminister erugedroe ginn.

ad 3. Sou wéi et am Koalitiounsaccord festgehalen ass, schaffe meng Servicer, an enker Zesummenaarbecht mat der ALAD, un enger onofhängeger Ulafstell fir d'Integritéit am Sport, mam Zil, deene Leit, déi Sport maache respektiv encadréieren, ee geséchert Ëmfeld ze bidden. Nieft dem Entgéinthuelen a Behandele vun all Fall vun Diskriminatioun am Sport, wäert dës Ulafstell och sensibiliséieren.

**Pénurie de certains médicaments** | Question **0859** (06/06/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eisen Informatiounen no ass et nach ëmmer schwiereg fir Diabeetes Patienten, fir ëmmer un hir néideg Medikamenter ze kommen. Dëst läit zum Deel um Mëttel Ozempic, wat fir Zockerpatienten entwéckelt gouf, mee mëttlerweil ee weltwäiten Hype als Ofhuelwonnermëttel kritt huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit et momentan aus, wat de Stock u Medikamenter ugeet, déi Zockerpatiente brauchen?

2. An der Äntwert op d'Fro 0094 huet d'Ministesch gesot, datt schnell een Arrêté ministériel kéim, fir de Verbrauch vum Ozempic op Diabeetes Typ II Patienten anzeschränken. Ass dësen Arrêté scho veröffentlecht ginn? Wa jo, wéini? Wat fir Schrëtt si geplangt no deene 6 Méint, déi den Arrêté sollt gülteg sinn?

3. An der Äntwert op d'Fro 0600 huet d'Ministesch erkläert: „D'Division de la pharmacie et des médicaments vun der Gesondheetsdirektioun huet am Januar 2022 e Comité de pilotage an d'Liewe geruff, dee sech mat der Ausschaffung vun engem nationale Plang fir d'Gestioun vun den Indisponibilitéite vu Medikamenter an anere Gesondheetsproduite beschäftegt. Ee vun den Aarbechtsgruppe widmet sech dem Theema Kontingentéierung."

Wat fir Resultater oder Rapporten huet dëse Comité mëttlerweil ausgeschafft?
Wéi oft huet sech de Comité de pilotage gesinn? Wéi oft d'Aarbechtsgruppen?

4. An der Äntwert op d'Fro 0508 huet d'Ministesch dann och erkläert: „Le programme de travail 2024 prévoit également une collaboration pour ‚PharmaStatut', système de collecte et de notification des données relatives à la disponibilité des médicaments."
Wéi wäit sinn d'Aarbechten u sou enger Datebank fir d'Bierger mëttlerweil fortgeschratt?

**Réponse** (09/07/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Aktuell sinn zu Lëtzebuerg 161 Medikamenter fir den Traitement vum Diabète Typ I an Typ II registréiert an dovunner sinn der am Moment 9 als „net disponibel" opgelëscht. Et sief awer ënnerstrach, dass d'Traitementer, déi vun dësen Indisponibilitéite betraff sinn, liicht kënnen duerch d'Asetze vun anere Medikamenter ugepasst ginn (z. B. Generiquen, aner kombinéiert Doséierungen, Kombinatioun vun zwee Wierkstoffer, ...).

D'Medikamenter géint Diabète type II, déi an de leschte Méint duerch hir Indisponibilitéit am Gespréich waren, gehéieren zu der Kategorie vun den „agonistes du récepteur au GLP-1". Aktuell sinn dës Medikamenter bei de Lëtzebuerger Grossiste verfügbar. Trotzdeem sinn an dëser „classe thérapeutique" all d'Doséierunge vun Ozempic® mat enger „tension d'approvisionnement" gekennzeechent. Dëst bedeit, dass eng kontinuéierlech Versuergung vum Medikament besteet, mee just a limitéierte Quantitéiten. Dës Tensioune betreffen de Weltmarché an dierfte bis Enn 2024 bestoe bleiwen.

ad 2. Den Arrêté ministériel, deen d'Prescriptioun, d'Delivrance an d'Administratioun vun Ozempic® esouwéi och vun den anere sougenannten Incretinomimetiquen (A10BJ) limitéiert, andeems si just fir d'Traitement vun Diabeetespatiente vum Typ II sollen agesat ginn, gouf den 8. Januar 2024 publizéiert. Fir den undauernde Liwwerungsenkpäss an dem domat verbonnenen Impakt op d'Ozempicpatienten entgéintzewierken, gouf den uewe genannten Arrêté ministériel vum 8. Januar 2024 bis den 31. Dezember 2024[22] verlängert. Eng Circulaire gouf an deem Sënn den 21. Juni 2024 un d'Dokteren an un d'Apdikter adresséiert.

ad 3. Säit senger Grënnung am Januar 2022 huet de Comité de pilotage: „Indisponibilités des médicaments et produits de santé" (IMPS) eng Rei wichteg Initiative geholl mam Zil, een nationale Plang fir d'Gestioun vun Enkpäss vu Medikamenter an anere Gesondheetsproduiten zu Lëtzebuerg opzestellen. Dorënner kann ee follgend Initiativen opzielen:

– Initiale Rapport de diagnostic: Dëse Rapport mécht en detailléierten État des lieux vun den Indisponibilitéite betreffend Medikamenter an aner Gesondheetsprodukter zu Lëtzebuerg, am Verglach mat der europäescher Situatioun. Dëse Rapport definéiert och de Perimeeter an d'Objektiver vun de verschiddenen Aarbechtsgruppen.
– Tëscherapporten: Dës Rapporten, déi vun de verschiddenen Aarbechtsgruppen erstallt goufen, hunn eng Evaluatioun vun de gemaachte Fortschrëtter erméiglecht, andeems si op déi realiséiert Ziler an awer och op besteeënd Defien agaange sinn, souwéi eventuell Ajustementer opgezeechent hunn.
– Reglementaresch a strateegesch Recommandatiounen: De Comité de pilotage huet reglementaresch

[22] https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/amin/2024/06/18/a265/jo

a strateegesch Recommandatioune validéiert, déi vun deene verschiddenen Aarbechtsgruppen ausgeschafft goufen. Et geet elo drëm, dës Recommandatiounen an engem Rapport de synthèse ze consignéieren, zesumme mat enger Note de cadrage, fir eng efficace Mise en œuvre vun de Mesuren ze erreechen.

Säit Januar 2022 huet sech dëse Comité de pilotage insgesamt 14-mol getraff an et goufe 4 verschidden Aarbechtsgruppen, souwéi ee Grupp ad hoc an d'Liewe geruff, déi aus Experten aus verschiddene Beräicher bestinn a follgend Sujeten ofdecken:

– 1. Aarbechtsgrupp: „Arbre décisionnel et identification des causes"
Dëse Grupp beschäftegt sech mat der Ausschaffung vun engem sougenannte „modèle décisionnel", deen néideg ass, fir déi verschidden Indisponibilitéite kënnen ze evaluéieren, andeems den Impakt an de Risiko fir déi ëffentlech Gesondheet gemooss ginn.

– 2. Aarbechtsgrupp: „Plateforme informatisée et interopérabilité des systèmes de données"
Den zweeten Aarbechtsgrupp ass zoustänneg fir d'Identifikatioun vun de Viraussetzunge fir d'Ëmsetze vun engem informateschen Outil, deen d'Gestioun vun den Indisponibilitéiten erméiglecht a gläichzäiteg d'Interoperabilitéit mat existenten an zukünftege Systemer garantéiert.

– 3. Aarbechtsgrupp: „Réglementation et communication"
Den drëtten Aarbechtsgrupp beschäftegt sech mat der Evaluatioun vun der Lëtzebuerger Reglementatioun an der Ausschaffung vu spezifesche Kommunikatiounsprozedure fir d'Gestioun vu Rupturen.

– 4. Aarbechtsgrupp: „Produits essentiels/critiques, stocks de sécurité et contingentement"
Hei geet et ëm d'Ausschaffung vun enger Methodologie, fir eng national Lëscht vu kritesche Medikamenter ze erstellen. Et gëtt och eng Analys vun der Noutwendegkeet vu Sécherheetsstocken a vun den Ursaache vu Contingentéierunge gemaach an et soll e Plan d'action ausgeschafft ginn, fir den Alignement tëschent Offer an Demande ze verbesseren.

– Groupe de travail ad hoc: „Stupéfiants"
Dësen Aarbechtsgrupp soll eng spezifesch Approche betreffend d'Gestioun vu Stupefiants ausschaffen.

Als Synthèse ass eng transversal Reunioun geplangt, fir op déi nächst Etapp hinzeschaffen, an zwar d'Kreatioun vun engem Aarbechtsgrupp „GT – Plateforme", deen d'Implementatioun vun der informatescher Plateforme de gestion vun den Indisponibilitéite ronderëm déi lëtzebuergesch Datebank vu Medikamenter zum Zil huet.

ad 4. PharmaStatut ass eng Applikatioun, déi Informatiounen iwwert d'Disponibilitéit vu Medikamenter an der Belsch sammelt, an dëst unhand vun Notifikatioune vun den Titulairë vun den „autorisations de mise sur marché", an si ass ugeschloss un déi belsch Datebank fir Medikamenter.

Fir änlech Outilen an och eng Datebank fir Medikamenter zu Lëtzebuerg unzebidden, schafft d'Division de la pharmacie et des médicaments mat der belscher Medikamentenagence zesummen (AFMPS).

En éischte Schratt war d'Opstelle vun enger Lëscht vun de Medikamenter mat enger Autorisation de mise sur le marché (AMM), virun allem mat der Méiglechkeet, d'Hierkonftsland vun de Medikamenter erauszefilteren. Dës Lëscht ass ëffentlech op der Websäit www.sante.lu[23] verfügbar an dës Informatioun gouf den 21. Juni 2024 iwwert eng Circulaire un d'Dokteren an un d'Apdikter kommunizéiert. D'Lëscht gëtt reegelméisseg aktualiséiert an déngt als Basis fir de Regëster vun den Notifikatioune vun Enkpäss vu Medikamenter, déi och ëffentlech verfügbar wäerte sinn.

Weider Entwécklunge sinn amgaang ausgeschafft ze ginn, en vue vun der Kreatioun vun engem Portal iwwer Medikamenter an Applikatiounen, déi dovun ofhänken, notamment via en adaptéierten Interface. Dëst wäert zu gegeebener Zäit kommunizéiert ginn.

**Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ** | Question **0860** (06/06/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

De Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ vun 2018 hält fest, dass eng reegelméisseg Evaluatioun vun der Ëmsetzung vum Plang soll gemaach ginn. Déi éischt extern Tëschenevaluatioun vum nationalen Aktiounsplang gouf vun der Uni.lu ausgefouert an am Februar 2024 publizéiert.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Gläichheet tëscht Geschlechter an Diversitéit dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0100 vum 13. Dezember 2023 vun de Pirate sot d'Ministesch: „Op Basis vun der Tëschenevaluatioun wäerte mir kucken, wéi mir den Aktiounsplang an eis gemeinsam Politick kënnen upassen, fir an den nächste Jore weider Fortschrëtter an alle Beräicher ze maachen."
Wéi eng Conclusiounen huet d'Regierung aus dem Tëschebilan vun der Uni.lu gezunn a wéi eng Upassunge si geplangt?

2. Aus der Tëschenevaluatioun geet ervir, dass entscheet gouf, dass 10 Mesuren aus dem PAN LGBTIQ net méi ëmgesat wäerte ginn: „Nicht mehr geplant sind Umsetzungen der folgenden zehn Maßnahmen: K2M1, K2M5, K3M2, K3M9, K7M4, K7M7, K8M3, K8M4, K8M9, K8M10."
– Ass et richteg, dass d'Mesure „Explorer des modèles alternatifs de soins médicaux pour les personnes transgenres, fondés sur un consentement libre et éclairé" (K7M4) net méi ëmgesat soll ginn?
Firwat gëtt dës Mesure net méi ëmgesat?
– Ass et richteg, dass d'Mesure „Réviser les classifications nationales afin de garantir que les personnes transgenres ne soient pas considérées comme des malades mentaux" (K7M7) net méi ëmgesat soll ginn?
Firwat gëtt dës Mesure net méi ëmgesat?
– Ass et richteg, dass d'Mesure „Instaurer un monitoring des interventions médicales à l'égard des personnes intersexes mineures, y inclus les traitements à l'étranger" (K8M3) net méi ëmgesat soll ginn?
Firwat gëtt dës Mesure net méi ëmgesat?
– Ass et richteg, dass d'Mesure „Réviser les classifications nationales qui confèrent un caractère pathologique aux variations des caractéristiques sexées" (K8M10) net méi soll ëmgesat ginn?
Firwat gëtt dës Mesure net méi ëmgesat?
– Firwat gouf och entscheet, d'Mesurë K2M1, K2M5, K3M2, K3M9, K8M4 a K8M9 net méi ëmzesetzen?

3. Am Tëschebilan steet: „Die Entwicklung des Instruments und seiner Items fand in enger Zusammenarbeit mit dem Ministerium für Familie, Integration und die Großregion statt. Hierzu kam es zwischen Juli und September 2022 zu mehreren Treffen und einem intensivem E-Mail-Austausch, in denen Inhalt, Formulierung und Aufbau der Fragen gemeinsam mit der Arbeitsgruppe der Universität Luxemburg besprochen wurden."
Ass d'Ministesch der Meenung, dass et der Ufuerderung vun engem externe Bilan gerecht gëtt, wann déi Ministèren, deenen hir Aarbecht soll evaluéiert ginn, um Ausschaffe vum Instrumentarium vum Bilan bedeelegt sinn?

4. Als Indicateur, fir ze evaluéieren, ob a wéi eng Mesure ëmgesat ginn ass, gouf déi eegen Aschätzung vun den zoustännege Ministèren am Tëschebilan genotzt.
Ass d'Ministesch der Meenung, dass dës Method eng objektiv Bewäertung vun der Aarbecht vun de Ministèren erlaabt?

5. An der Tëschenevaluatioun ginn eng Rei Moossnamen an tabellarescher Iwwersiicht duergestallt. Opfälleg ass heibäi, dass just déi Mesuren, déi ganz oder zum Deel ëmgesat goufen, an den Tabellen optrieden, wärend Moossnamen, déi nach net ëmgesat goufen, just am Fließtext ernimmt ginn.
Ass d'Ministesch der Meenung, dass dës Aart a Weis vun der Duerstellung vun de Resultater et de Lieser:innen erlaabt, Informatiounen iwwer ëmgesaten an nach net ëmgesate Mesurë gläichermoosse gutt ze fannen?

**Réponse** (08/07/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

De Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit (MEGA) ass zënter November 2023 zoustänneg fir d'Koordinatioun vun der Politick fir d'Gläichstellung vun den LGBTIQ+-Mënschen, an huet dës Zoustännegkeet vum Familljeministère iwwerholl.

Den éischten nationalen Aktiounsplang, fir d'Rechter vun den LGBTIQ+-Mënschen ze stäerken, gouf 2018 vum Familljeministère an Zesummenaarbecht mat néng anere Ministèren, der Zivillgesellschaft an den nationale Mënscherechtsinstitutiounen ausgeschafft. Den éischten Tëschebilan vun dësem Plang gouf am Optrag vum Familljeministère vun der Uni Lëtzebuerg geplangt an ausgefouert.

De Regierungsaccord gesäit vir, dass den nationalen LGBTIQ+-Aktiounsplang iwwerschafft an ugepasst gëtt, fir de rezenten Entwécklunge Rechnung ze droen. Eng Basis heifir ass den Tëschebilan vun der Uni Lëtzebuerg, deen am Abrëll publizéiert gouf. D'Regierung ass amgaang, d'Resultater vum Tëschebilan ze analyséieren.

Eng éischt Reaktioun ass eng Reform vum interministeriellen LGBTIQ+-Comité. Dëse gëtt an Zukunft vum MEGA presidéiert an all Ministère wäert hei representéiert sinn. D'Mandat vum Comité gouf och erweidert. Dësen ass net nëmmen zoustänneg, fir d'Ëmsetzung vum nationalen Aktiounsplang ze begleeden, mee och, fir d'Politick am Beräich LGBTIQ+ ze begleeden an ze koordinéieren. De Comité wäert och ganz enk mat der Zivillgesellschaft zesummeschaffen. De Regierungsrot huet dës Reform de 15. Abrëll 2024 ugeholl.

Den interministeriellen LGBTIQ+-Comité wäert sech dann och domadder befaassen, wéi den aktuellen Aktiounsplang soll ugepasst ginn, wéi eng Prioritéite solle gesat ginn, a wéi eng konkreet Aktioune solle geplangt ginn. An dësem Kader kënnen dann och déi Aktiounen ugeschwat ginn, déi 2018 geplangt waren, awer net ëmgesat goufen. De MEGA ass hei zoustänneg fir d'Koordinatioun vun der Politick, an déi jeeweileg Ministërë schaffen un der konkreeter Planung an Ëmsetzung vun de Mesuren.

De Comité wäert sech och beroden, wéi an Zukunft d'Mesuren an d'Politick am Beräich LGBTIQ+ wäerten evaluéiert ginn. D'Froen zu der Zesummenaarbecht

[23] https://sante.public.lu/fr/espace-professionnel/domaines/pharmacies-et-medicaments/medicaments-humains.html

mat engem Evaluatiounspartner, dem Evaluatiounsinstrument an den Indicateure sinn hei och e wichtege Volet, fir an aller Transparenz d'Ëmsetzung vum Aktiounsplang ze begleeden.

**Détachement de l'ancienne directrice de l'Administration des contributions directes au Ministère des Finances** | Question **0861** (06/06/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Suivant des informations publiées dans la presse numérique, l'ancienne directrice de l'Administration des contributions directes, après qu'elle n'a pas été reconduite dans ses fonctions, reviendrait travailler auprès du Ministère des Finances. Monsieur le Ministre des Finances l'aurait recrutée, à compter du 15 juin prochain, comme conseillère pour les réformes fiscales que le Gouvernement entend mettre en œuvre au cours de sa mandature.

Toujours suivant les informations publiées dans la presse numérique, la fonctionnaire sera « détachée » de son administration.

Pendant l'intérim de quatre mois entre janvier et avril 2024, l'ancienne directrice de l'administration fiscale avait encore son nom dans l'annuaire du ministère comme appartenant au comité de direction, sans pour autant d'attribution de fonction dirigeante. Elle avait conservé certains privilèges comme son bureau boulevard Roosevelt, mais pas les 200 points indiciaires, attribués, en complément de leurs salaires, aux directeurs des grandes administrations ne pouvant pas siéger dans les conseils d'administration.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre des Finances peut-il confirmer lesdites informations ?

– Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur la base légale de la prime à hauteur de 200 points indiciaires attribuée ?

– Qui, en sus du directeur de l'Administration des contributions directes, se voit attribuer ladite prime ?

**Réponse** (08/07/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

L'article 23 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoit que le Gouvernement en conseil, sur proposition du ministre du ressort, peut allouer à un agent de l'État une indemnité spéciale « s'il s'agit d'un service ou d'un travail extraordinaire, justement qualifié et nettement caractérisé comme tel, tant par sa nature que par les conditions dans lesquelles il est fourni ».

Dans la mesure où il s'agit de décisions individuelles, de telles informations ne peuvent pas être divulguées publiquement.

**Unité médico-légale de documentation des violences (UMEDO)** | Question **0862** (06/06/2024) de **M. Dan Biancalana** | **Mme Taina Bofferding** (LSAP)

L'Unité médico-légale de documentation des violences (UMEDO) est un service médico-légal pour les adultes victimes de violences, corporelles et/ou sexuelles. Ce service offre aux victimes la possibilité d'établir une documentation médicale de leurs blessures qui peut être utilisée dans une éventuelle poursuite judiciaire future. Les victimes gardent toujours la possibilité de déposer plainte auprès de la Police grand-ducale.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

– Au cours des 5 dernières années, combien d'enregistrements ont finalement mené au dépôt d'une plainte ?

– D'après les nombres absolus de l'Observatoire de l'égalité, 22 examens physiques sur des victimes de violence domestique ont été effectués en 2023 par l'unité médico-légale. Est-ce que Madame la Ministre envisage des démarches afin d'accroître la notoriété de l'UMEDO ? Si oui, lesquelles ?

– Est-ce que des collaborations avec autres acteurs dans le domaine de l'aide aux victimes de violence sont prévues ? Si oui, avec lesquels ?

**Réponse** (08/07/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

L'Unité médico-légale de documentation des violences (UMEDO) est un service essentiel dans la chaine d'intervention contre la violence domestique et un pilier indispensable dans le dispositif national de protection des victimes de violence.

Elle donne aux victimes de violences corporelles et/ou sexuelles, ne souhaitant pas déposer plainte dans un premier temps, la possibilité de documenter leurs blessures et relever des traces biologiques qu'elles pourront utiliser par la suite.

Le nombre de plaintes déposées suite à l'établissement d'un dossier auprès de l'UMEDO, n'est pas recueilli par la Police grand-ducale. Dans environ 20 % des cas examinés jusqu'à présent, une copie des documents a été remise sur demande, le plus souvent à l'attention des personnes lésées et rarement (3 cas) de manière directe à la police ou au procureur général après une levée du secret professionnel. En 2023, le niveau le plus haut a été atteint avec 22 enquêtes réalisées. La légère augmentation est due à une meilleure visibilité et aux efforts déployés, notamment, dans le cadre de la célébration du 5e anniversaire de l'UMEDO. En 2024, 15 examens ont été réalisés jusqu'à présent.

Pour accroître la notoriété de l'UMEDO auprès du grand public et surtout des victimes de violences dans toute leur diversité, les services sont promus non seulement par le site de référence en la matière « violence.lu », mais aussi par tous les acteurs intervenant au profit des victimes de violences. Ce partage d'information et la promotion des services de l'UMEDO sont aussi assurés par le biais de formations en matière de violence domestique, de violence fondée sur le genre et de santé affective et sexuelle. Les formations sont dispensées à une panoplie de professionnels et acteurs de terrain par les ministères et leurs partenaires conventionnés.

L'UMEDO est aussi régulièrement représentée lors de différents événements sur le thème de la violence domestique (Cesas, Orange Week, stands d'information, table ronde, groupe de travail du CHEM, projections de films, etc.).

L'UMEDO est également en contact permanent et en étroite collaboration avec les autres acteurs du domaine. Cette mise en réseau est le fruit d'un grand engagement personnel.

Il convient encore de mentionner un projet phare du Gouvernement qui reflète non seulement l'engagement dans la lutte contre la violence mais qui permettra aussi de renforcer la notoriété de l'UMEDO.

En vue de renforcer et d'adapter le dispositif national de lutte contre la violence domestique et la violence fondée sur le genre, le Gouvernement, par le biais d'un groupe de travail interministériel, composé de représentants du Ministère de la Justice, du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, du Ministère des Affaires intérieures sous la coordination du Ministère de l'Égalité des genres et la Diversité (MEGA), est en train de préparer la mise en place d'une structure nationale d´accueil et de prise en charge centralisée pour toute victime de violence, majeure et mineure, ouverte 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Cette structure offrira non seulement le primo-accueil en urgence avec, au choix de la victime, une prise en charge globale immédiate (médicale, psychologique, psychiatrique, juridique/possibilité de porter plainte et un signalement pour les mineurs) individualisée et adaptée aux besoins spécifiques mais aussi l'orientation et le renvoi de la victime vers des acteurs spécialisés pour permettre leur suivi à moyen et long terme.

Pour conclure, il convient encore de mentionner qu'un groupe de travail est actuellement en train d'identifier les possibilités d'amélioration de la promotion de l'UMEDO.

**Rencontre avec la direction de la société Jan de Nul Group lors de la visite d'État en Belgique** | Question **0863** (06/06/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi d'„Lëtzebuerger Land" a senger Editioun vum 19.4.2024 mellt, stoung bei der Staatsvisitt vun der groussherzoglecher Koppel an de Vertrieder vun der Lëtzebuerger Regierung an der Belsch eng Visitt vun der Firma Jan De Nul Group um Programm, wou den Ex-Wirtschaftsminister Etienne Schneider Member am Verwaltungsrot ass. D'Regierung huet an der Äntwert op meng Fro n° 0645 erkläert, firwat d'Firma Jan de Nul besicht gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wirtschaft, fir Aussenugeleeënheeten an Aussenhandel dës Froe stellen:

1. Wien huet d'Initiativ ergraff, fir d'Firma Jan de Nul ze besichen? Vu wiem gouf d'Kontaktopnam gemaach: vum Grupp Jan de Nul, vun der belscher Säit oder vun der lëtzebuergescher Regierung?

2. Gouf et een Afloss, eng Kontaktopnam oder een direkten Echange mam Ex-Wirtschaftsminister Etienne Schneider, fir dës Visitt ze organiséieren?

3. Kann d'Regierung bestätegen oder ausschléissen, dass Honorairë bezuelt goufen, fir d'Firma Jan de Nul besichen ze goen?

**Réponse** (08/07/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. D'Propositioun, fir d'Firma Jan de Nul Group ze besichen, geet zréck op eng Invitatioun vun der Eegentemerfamill. De Kontakt ass iwwert d'Lëtzebuerger Ambassade zu Bréissel gelaf, an enker Ofsprooch mat der Handelskummer. Jan de Nul ass zanter Jore Member vum Belgium-Luxembourg Business Club, dee vun der Ambassade an der Handelskummer initiéiert gouf.

ad 2. Et gouf keen Afloss vum fréiere Wirtschaftsminister, fir dës Visitt op de Programm vun der Wirtschaftsmissioun ze setzen.

ad 3. D'Regierung huet keng Kenntnis vun Honoraire, déi bezuelt gi wieren.

**Entrevues avec le secteur de l'automobile au sujet des voitures de fonction** | Question **0864** (06/06/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

L'ancien Gouvernement a modifié le règlement grand-ducal du 23 décembre 2016 portant exécution de l'article 104, alinéa 3, de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, dans le but de privilégier davantage les voitures à zéro ou faibles émissions de $CO_2$. Cette mesure, visant à encourager la décarbonation du parc automobile luxembourgeois pour la part de marché portant sur les véhicules de société, fait également partie du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) (mesure n° 421). Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0633, le Gouvernement réaffirme son soutien au PNEC dans sa version actualisée, afin que le Luxembourg atteigne ses objectifs climatiques.

Selon le registre des entrevues des membres du Gouvernement et le registre des entrevues des conseillers de Gouvernement, des entrevues ont eu lieu le 7 mars 2024 entre le Ministère des Finances et l'Association luxembourgeoise de l'industrie automobile ainsi que le 23 avril 2024 entre le Ministère de l'Économie et la House of Automobile. Lors de ces entrevues, les sujets suivants figuraient parmi d'autres sur l'ordre du jour :

– le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 2016 portant exécution de l'article 104, alinéa 3 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; – et la position de la House of Automobile afin de « sécuriser le marché des voitures de sociétés par le maintien des taux de l'avantage en nature actuels, surtout pour les voitures thermiques, et de la TVA sur les loyers ».

Dans ce contexte et considérant que toute annulation ou modification en faveur des véhicules à moteur thermique pourrait compromettre la réalisation des objectifs climatiques fixés pour 2030, ainsi que l'atteinte du taux de 49 % de voitures électriques dans le parc automobile national, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir des détails concernant les échanges avec les représentants du secteur de l'automobile ? Quelles décisions et conclusions ont été prises à l'issue de ces discussions ?

2) Est-ce que le Gouvernement confirme la décision prise par l'ancien Gouvernement concernant l'avantage en nature accordé aux voitures de fonction à zéro émission, notamment les dispositions stipulant que, pour tous les nouveaux contrats conclus à partir de 2025, les taux avantageux seront appliqués exclusivement aux voitures à zéro émission ?

**Réponse** (25/06/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

L'honorable Député se réfère à deux entrevues ayant eu lieu le 7 mars 2024 entre des représentants du Ministère des Finances et l'Association luxembourgeoise de l'industrie automobile et le 23 avril 2024 entre le Ministère de l'Économie et la House of Automobile.

Comme renseigné dans le registre des entrevues des membres du Gouvernement et le registre des entrevues des conseillers de Gouvernement, les échanges avec les représentants du secteur automobile concernaient, d'un côté, les changements prévus au règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 2016 portant exécution de l'article 104, alinéa 3 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu pour l'année 2025.

De l'autre côté, les changements en ce qui concerne la TVA applicable aux voitures de fonction à la suite d'un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 20 janvier 2021 ont été discutés. Des éclaircissements à ce sujet ont été fournis dans la circulaire n° 807bis du 28 avril 2023 de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA.

En ce qui concerne le traitement fiscal de l'avantage en nature des voitures de fonction, le Gouvernement n'envisage pas de modifier le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 2016 portant exécution de l'article 104, alinéa 3, de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

**Visites d'élèves de l'enseignement fondamental dans des lycées** | Question **0865** (07/06/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Il est courant que les élèves des écoles fondamentales aillent visiter des lycées pendant leur 5e et/ou leur 6e année scolaire pour pouvoir se faire une idée plus concrète sur la façon dont fonctionne un lycée. Chaque classe visite, selon mes informations, deux lycées différents. Or – également d'après les informations que j'ai reçues – plusieurs écoles fondamentales ne font visiter que des lycées de l'enseignement général (et non de l'enseignement classique) à leurs élèves.

Ce genre de pratiques peut être facilement interprété par les élèves comme une croyance implicite, de la part des adultes qui les entourent au quotidien, en leur non-capacité à intégrer un lycée classique, ce qui peut baisser leurs attentes vis-à-vis d'eux-mêmes ainsi que les efforts qu'ils consacrent à l'école.

Partant, je voudrais demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation :

1) Existe-t-il des consignes officielles de la part du ministère sur la façon dont les directions des écoles doivent sélectionner les lycées que les classes visiteront ? Dans l'affirmative, lesquelles ? Dans la négative, pourquoi n'y en a-t-il pas et envisageriez-vous d'en créer ?

2) De façon générale, quelle est la position du ministère vis-à-vis de cette pratique de certaines écoles de ne faire visiter que des lycées généraux à leurs élèves ? La juge-t-elle plutôt positive ou négative, et pourquoi ?

**Réponse** (09/07/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

En réponse à la question de l'honorable Député, je tiens à souligner qu'il n'appartient pas aux écoles de « sélectionner les lycées que les classes visiteront », mais que c'est le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse qui, dans le cadre du programme ORIKA (Orientatioun fir Kanner), élabore chaque année un tableau de répartition des classes du cycle 4 sur les différents lycées du pays.

Pendant les deux années du cycle 4, chaque classe visite deux lycées différents de sorte que l'enseignement secondaire classique de même que l'enseignement secondaire général font l'objet d'une présentation. Je tiens aussi à relever que le terme de « lycées généraux » utilisé par l'honorable Député prête à confusion puisqu'une majorité de lycées dits d'enseignement secondaire général proposent également des classes de l'enseignement secondaire classique.

Je n'ai pas connaissance de classes du cycle 4 auxquelles l'offre de l'enseignement secondaire classique n'aurait pas été présentée.

**Projet pilote de réduction du temps de travail pour faire du sport** | Question **0868** (07/06/2024) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Dans la réponse à ma question parlementaire n° 0670 du 29 avril 2024 concernant une réduction du temps de travail pour pratiquer une activité physique, Monsieur le Ministre des Sports et Monsieur le Ministre de la Fonction publique ont indiqué qu'ils n'envisageaient pas une réduction du temps de travail, ni généralisée, ni limitée à la fonction publique, mais que l'Institut national de l'activité physique et des sports (INAPS) avait initié un projet pilote visant à observer l'impact d'une promotion proactive de la part de l'employeur de l'activité physique et de sports sur l'indice de gestion de la santé et du bien-être.

Tout en approuvant la visée très louable d'une telle initiative, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports, à Monsieur le Ministre de la Fonction publique ainsi qu'à Monsieur le Premier ministre :

1) Quels sont l'objet, les conditions et modalités exacts du projet pilote ?

2) Quand exactement le projet pilote a-t-il été initié ? Quelles sont les dates du début et de la fin du projet pilote ?

3) Le projet pilote a-t-il été avisé et approuvé au préalable par le Ministère de la Fonction publique ? Si oui, une approbation écrite a-t-elle eu lieu ?

4) Les modalités exactes du projet pilote ont-elles été présentées au préalable dans une séance du Conseil de Gouvernement ?

5) Messieurs les Ministres encourageront-ils d'autres projets pilotes similaires dans d'autres administrations ou ministères, qu'il s'agisse de soutenir des activités sportives, des activités culturelles ou des engagements bénévoles ?

6) À combien d'heures hebdomadaires exactement les agents de l'INAPS ont-ils droit pour pratiquer du sport ? S'agit-il d'un congé extraordinaire, d'une dispense de travail ou d'une réduction du temps de travail ?

7) Le projet pilote est-il soumis à un accompagnement, à un suivi et à un monitoring scientifique indépendant ? Si oui, quel est le budget alloué ?

8) Qui va procéder à l'évaluation du projet pilote ? L'évaluation du projet pilote sera-t-elle publique ? Pourra-t-elle être présentée et discutée à la Chambre des Députés ?

9) Étant donné qu'en général un projet pilote est un projet mené à petite échelle afin d'évaluer la faisabilité, le temps, le coût, les risques et l'atteinte des objectifs avant de mener un projet similaire à plus grande échelle – quel est le but du projet pilote en question, alors que tant Monsieur le Ministre du Travail que Monsieur le Ministre de la Fonction publique excluent d'office une réduction du temps de travail, qu'elle soit généralisée, ou limitée à la fonction publique ?

**Réponse** (05/07/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique | **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1), 2) et 6) La mise en place de l'activité physique sur le lieu de travail présente des avantages considérables en termes de bien-être et santé, tant physique que mentale, tout en améliorant la productivité et la satisfaction au travail. En conséquent, ce projet pilote vise l'amélioration du bien-être au travail, ainsi qu'une diminution du stress des agents de l'INAPS, qui font face à d'importants défis et changements à la suite de l'entrée en vigueur de la loi-cadre du 1er octobre 2023. En effet, la pratique d'activités physiques régulières permet la sécrétion des endorphines, hormones qui réduisent le niveau de cortisol à l'origine du stress. Ce projet ambitionne également une augmentation de l'activité physique générale en accord avec la stratégie de l'OMS visant la prévention des maladies chroniques, tel que rapporté dans la réponse à la question parlementaire n° 0670.

Le projet pilote a commencé le 1er avril 2024 et se termine le 30 septembre 2024. Il est limité à une durée de 6 mois avec un maximum de 2 séances de quarante-cinq minutes par semaine réparties sur 2 journées de travail différentes. Toute séance d'activité physique et sportive se déroulant dans le cadre du projet pilote est approuvée au préalable par le supérieur hiérarchique et documentée par l'agent.

ad 7) et 8) Les modalités pratiques et techniques d'implémentation ainsi que ses éventuelles conséquences en termes de changement d'habitudes concernant la pratique d'activités physiques et sportives et de qualité de vie au travail sont évaluées. La pratique d'activités physiques et sportives et le bien-être des agents sont respectivement évalués à l'aide du questionnaire GPAQ, complété par des questions liées à l'environnement de travail posées au cours d'une enquête sur la satisfaction des agents auprès de l'État.

Le projet pilote ne nécessite aucun budget extraordinaire, ni dans sa mise en œuvre, ni dans son suivi, l'évaluation des résultats étant faite en interne. Dans la foulée des travaux d'évaluation du projet pilote, le Ministre des Sports présentera les résultats à la Commission des Sports de la Chambre des Députés.

ad 3), 4) et 6) La mission légale de l'INAPS est entre autres de développer et de mettre en œuvre des concepts relatifs à la pratique et au maintien de l'activité physique et des sports. Techniquement, les séances d'activité physique et sportive sont saisies sous forme de dispense exceptionnelle dans l'application électronique de la gestion du temps de travail afin d'assurer un suivi statistique sans générer des coûts de développement informatique supplémentaire. Au-delà de l'aspect technique, la participation au projet pilote est considérée comme faisant partie intégrante du temps de travail afin de mettre en œuvre les missions légales de l'INAPS, raison pour laquelle les créneaux doivent être pris endéans les horaires légaux de travail. Le Ministère de la Fonction publique n'a pas avisé et approuvé au préalable le projet pilote et les projets pilotes des administrations ne sont en général pas présentés au Conseil de Gouvernement.

ad 5) Les ministres encouragent des projets pilotes qui sont en relation avec les missions des administrations et ministères, en relation avec la mise en œuvre de l'accord de coalition et approuvés par le ministre du ressort.

ad 9) La mission légale de l'INAPS est entre autres de développer et de mettre en œuvre des initiatives sur des concepts relatifs à la pratique et au maintien de l'activité physique et des sports. De même, la loi du 29 juillet 2023 portant création de l'INAPS prévoit que l'INAPS conseille les ministères dans l'élaboration, la coordination et l'application de concepts relatifs à la pratique et au maintien de l'activité physique et des sports. La finalité de ce projet pilote n'est pas de réduire le temps de travail, mais d'augmenter le bien-être au travail, de réduire le stress, d'améliorer la santé physique et mentale des employés et d'augmenter ainsi la productivité et est en ligne avec l'accord de coalition.

**Lutte contre l'antisémitisme** | Question **0869** (07/06/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Wéi aus dem Joresrapport 2023 vun der Recherche- an Informatiounsstell fir Antisemitismus zu Lëtzebuerg (RIAL) ervirgeet, hu si zënter dem 7. Oktober 2023 méi Fäll vun Antisemitismus hei am Land registréiert. Am Joer 2020 waren et nach tëscht 50 a 60 Fäll, 2021 ronn 80 Fäll an 2023 schonn 144 Fäll. Wärend deene leschten 9 Méint huet d'RIAL all Mount 30 bis 35 Fäll gemellt. Dobäi fannen 80–90 % vun de Virfäll an de soziale Medie statt.

D'RIAL ënnerscheet tëscht verschiddene Kategorië vun Antisemitismus. Dës gi vu Banaliséierung vum Holocaust, iwwer antisemittesch Stereotyppen, verschwierungsideologesch Figuren oder och ganz Negatioune vum Existenzrecht vun Israel. D'Antisemitismus-Definitioun vun der International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA), déi net fräi vu Kritick ass, ass och vun der Lëtzebuerger Regierung unerkannt. Juristesch gesi gëtt ëmmer rëm d'Argument opbruecht, dass dës Aarbechtsdefinitioun ze vag wier an éischter zu Monitoringszwecken dénge sollt.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Wéi vill Fäll vun Antisemitismus huet d'Lëtzebuerger Justiz zënter dem 7. Oktober 2023 geriichtlech poursuivéiert?

2. Gesäit d'Madamm Ministesch och wéi d'RIAL ee steigenden Trend un Antisemitismus-Fäll zu Lëtzebuerg?
– Wa jo, wéi gedenkt d'Regierung dogéint virzegoen?

3. Wat ass d'Positioun vun der Regierung zu der Antisemitismus-Definitioun vun der IHRA?

**Réponse** (10/07/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1. an 2. Juristesch fält den Antisemitismus zu Lëtzebuerg an de Kader vum Artikel 454 a vum Artikel 457-1 vum Code pénal, dee virgesäit, datt all Opruff zu Haass oder Gewalt géint eng Persoun oder Gruppéierung, opgrond ë. a. vun der Hierkonft oder Relioun, strofbar ass. Den Artikel 80 vum Code pénal, deen 2023 agefouert gouf, gesäit och eng „circonstance aggravante" fir d'Crimmen, Delikter a gewësse Kontraventiounen an deem Kontext vir. Den informatesche System vun de Justizautoritéiten erfaasst allgemeng d'Affairen, déi ënnert dës verschidde concernéiert Artikele vum Code pénal falen, ouni de genauen Detail opzeschlësselen. Deemno ginn d'Fäll am Kontext vun Antisemitismus op deem Wee net eenzel statistesch opgelëscht.

Et ass wichteg, datt eise Rechtsstaat konsequent géint all Form vu Rassismus a besonnesch géint Gewalt oder Opriff zu Haass a Gewalt an deem Kontext virgeet, deemno och géint Antisemitismus a géint Gewalt géigeniwwer jiddesche Matbierger.

Fir spezifesch de Phänomeen vum Antisemitismus méi wierksam kënnen ze bekämpfen, huet de Regierungsrot de 27. Mäerz 2024 e „Comité interministériel pour le suivi du plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme (PANAS)" en place gesat.

ad 3. D'IHRA Aarbechtsdefinitioun ass en unerkannten Instrument, a wéi vill aner Regierungen an international Institutiounen huet d'Lëtzebuerger Regierung dës Definitioun vun der IHRA am Joer 2020 ugeholl.

**Règlement européen sur les marchés des crypto-actifs** | Question **0870** (07/06/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le règlement européen sur les marchés des crypto-actifs (« Markets in Crypto-Assets » ou « MiCA ») est entré en vigueur le 29 juin 2023. Il sera applicable dans les droits nationaux des États membres de l'Union européenne à partir du 30 décembre 2024. Les objectifs de MiCA sont d'accroître la sécurité juridique dans le domaine des cryptoactifs qui ne sont pas couverts par la législation existante sur les services financiers, de soutenir l'innovation et une concurrence loyale, de promouvoir le développement des cryptoactifs et l'utilisation de la technologie des registres distribués (« Distributed Ledger Technology » ou « DLT »), tout en garantissant un niveau élevé de protection des consommateurs, des investisseurs et l'intégrité des marchés compte tenu des risques inhérents aux cryptoactifs.

Selon les experts du secteur financier, ce règlement contribuera au développement de ces nouvelles technologies et présente une opportunité de diversification et de croissance pour la place financière luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre partage-t-il le constat que le règlement MiCA présente une opportunité de croissance pour le secteur financier luxembourgeois ?

– Envisage-t-il de positionner le Luxembourg comme un des premiers États membres à appliquer ce règlement ?

– Quel est le calendrier pour la mise en œuvre de ce règlement en droit national ?

**Réponse** (01/07/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

L'honorable Député s'enquiert de la mise en œuvre du règlement européen sur les marchés de cryptoactifs (règlement MiCA) et des opportunités qui peuvent en découler pour le secteur financier luxembourgeois.

Le Ministre des Finances salue le règlement MiCA à l'élaboration duquel le Luxembourg a largement contribué. En raison du caractère transfrontalier des échanges de cryptoactifs, le Luxembourg a encouragé la mise en place d'un cadre harmonisé au niveau européen pour les cryptoactifs qui soutient l'innovation tout en préservant la protection des consommateurs, l'intégrité des marchés et la stabilité financière.

Ce cadre harmonisé est complété par la refonte du règlement européen sur les transferts de fonds (règlement TFR2) qui renforce également les règles européennes en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme et fixe des règles relatives aux informations accompagnant les transferts de certains cryptoactifs.

Grâce à la mise en place d'un passeport européen par le règlement MiCA, les prestataires de services de cryptoactifs sont autorisés à offrir leurs services dans l'ensemble de l'UE. Les règles harmonisées allègent le fardeau réglementaire pour les entités opérant sur une base transfrontalière et assurent des conditions de concurrence équitables en Europe. Les prestataires de services de cryptoactifs établis

au Luxembourg peuvent ainsi desservir le marché unique sans se heurter à des barrières juridiques.

Le règlement MiCA présente ainsi une opportunité de croissance et de diversification additionnelle pour le secteur financier.

L'opérationnalisation du règlement MiCA contribuera à l'objectif du Gouvernement de renforcer l'attractivité de la place financière, notamment par la mise en place d'un cadre accueillant aux actifs numériques.

Elle s'ajoute aux travaux en cours qui visent à créer un environnement légal national attrayant permettant aux entités financières de tirer parti des nouvelles technologies, dont la technologie des registres électroniques distribués sous-jacente aux cryptoactifs, et de saisir de nouvelles opportunités, tout en bénéficiant d'une sécurité juridique accrue.

Le Ministre des Finances a déposé le projet de loi portant opérationnalisation du règlement MiCA à la Chambre des Députés en date du 21 mai 2024.

**Protection des droits d'auteur** | Question **0871** (10/06/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Adobe huet rezent mat neien Terms & Conditions fir Programmer wéi z. B. Photoshop fir Opreegung gesuergt. Konkreet sollen déi nei Richtlinnen ënnert anerem Follgendes festhalen:

Solely for the purposes of operating or improving the Services and Software, you grant us a non-exclusive, worldwide, royalty-free sublicensable, license, to use, reproduce, publicly display, distribute, modify, create derivative works based on, publicly perform, and translate the Content. For example, we may sublicense our right to the Content to our service providers or to other users to allow the Services and Software to operate with others, such as enabling you to share photos.

D'Benotzer:inne vun der Software konnte vun engem Dag op deen aneren net méi op de Programm zougräifen, wa si dësen neie Richtlinnen net zougestëmmt hunn. Souguer eng Desinstallatioun vum Programm soll nëmme méiglech gewiescht sinn, nodeems een den neie Reegelen zougestëmmt, an Adobe domat Zougréff op déi mam Programm erschafe Wierker ginn huet.

Vill Kënschtler:inne maache sech elo Suergen, dass d'Droit-d'auteure vun hiren digitale Kreatiounen net méi geséchert sinn. Well et zu Lëtzebuerg – anescht wéi am Rescht vun der EU – méiglech ass, seng Droits patrimoniaux an och seng Droits moraux ze cedéieren, kéint e falsche Klick bei enger Software mat abusiven Terms & Conditions potentiell zu engem extreem wäitreechende Verloscht vun den Droit-d'auteure féieren.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Kultur a fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Sinn der Regierung déi rezent Entwécklungen an der Evolutioun vun den Terms & Conditions vu verschiddene Softwaren an hir Konsequenzen op d'Rechter vun de Kulturschafende bekannt?

2. Wéi ginn d'Droit-d'auteure vun de Benotzer:inne vun esou enger Software zu Lëtzebuerg protegéiert? Kéint ee mat engem falsche Klick bei den Terms & Conditions tatsächlech all seng Rechter u Wierker, déi mat enger Software erstallt ginn, oftrieden?

3. Et ass an de leschte Joer ëmmer méi kloer ginn, dass d'Kënschtlech Intelligenz, d'Méiglechkeete vum Internet an d'Digitaliséierung am Allgemengen dat traditionellt Verständnis vun den Droit-d'auteuren erausfuerderen an zum Deel aushiewelen.
Wéi plangt d'Regierung, op dës Entwécklungen ze reagéieren, fir de Kulturschafenden an der Software-Industrie gläichermoossen en adaptéierten a moderne gesetzleche Kader ze bidde fir Kreativitéit an Innovatioun?

**Réponse** (10/07/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation

Auteure vu Wierker, déi d'Konditioun vun der Originalitéit erfëllen, si vun den Droit-d'auteure geschützt. D'Konditioun vun der Originalitéit ass erfëllt, wann d'Wierk d'Perséinlechkeet vu sengem Auteur erëmgëtt an den Auteur selwer déi artistesch Choixe beim Schafe vum Wierk getraff huet. D'Bewäertung, ob dës Konditioun erfëllt ass oder net, fält an d'Kompetenz vun de Geriichter.

Dat wichtegst Gesetz zu Lëtzebuerg am Beräich vun den Droit-d'auteuren ass dat ofgeännert Gesetz vum 18. Abrëll 2001 iwwert d'Droit-d'auteuren, déi verwannte Rechter an d'Datebanken (Loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données). Den Artikel 12 vun dësem Gesetz leet fest, dass d'Oftrieden an d'Iwwerdroe vu sengen Eegentumsrechter géintiwwer dem Auteur schréftlech ze beweise sinn a restriktiv zu senge Gonschten auszeleeë sinn: „À l'égard de l'auteur, la cession et la transmission de ses droits patrimoniaux se prouvent par écrit et s'interprètent restrictivement en sa faveur."

Generell solle Benotzer oder Auteuren op déi allgemeng Benotzungsbedéngungen oppassen, déi se unhuelen, an déi musse mam Zivillrecht kompatibel sinn. Wat d'Klausel ugeet, déi d'Deputéierten an hirer parlamentarescher Ufro ernimmen, sollt een ënnersträichen, datt déi Autorisatioun op den Zweck vum Fonctionnement an der Verbesserung vun der Software beschränkt ass („Solely for the purposes of operating or improving the Services and Software"). All aner Notzung erfuerdert eng zousätzlech ausdrécklech Autorisatioun vum Auteur vum Wierk.

Déi aktuell Gesetzeslag enthält souwuel allgemeng Reegelungen, wéi och méi spezifescher, wat d'Droit-d'auteuren ugeet, an dës erméiglechen et am Fall vun Abusen ze handelen. De juristesche Kader muss flexibel a generell genuch bleiwen, fir an deene verschiddene Situatioune kënnen ugewannt ze ginn.

**Archives communales** | Question **0873** (11/06/2024) de **M. Dan Biancalana** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Avec la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage, entrée en vigueur le 1er septembre 2018, le Luxembourg a été le dernier État membre dans l'UE à se doter d'un cadre légal au niveau national. Les communes et les syndicats de communes, en vertu de l'article 4 (4) de ladite loi, ne sont pas contraints de proposer aux Archives nationales le versement de leurs archives communales à l'expiration de leur durée d'utilité administrative. Il en découle qu'ils conservent eux-mêmes leurs archives conformément à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.

Si les plus grandes communes ont généralement recouru au recrutement d'un archiviste, d'autres communes coopèrent avec les Archives nationales en vue de mettre en œuvre un tableau de tri, document qui déterminera le sort final de chaque catégorie d'archives.

Or, suivant un article de presse publié la semaine dernière, il existerait toujours certaines communes qui ne suivraient guère les règles d'un archivage professionnel. Ces « moutons noirs » ne procèderaient ni à un inventaire ni à un tableau de tri, conservant leurs documents dans des caves humides. Il en résulte qu'une telle situation risque de nuire de manière irréversible à la pérennité, à l'intégrité et à la lisibilité des documents concernés.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Culture :

1) Messieurs les Ministres entendent-ils procéder à la modification de la loi précitée en vue d'assurer un archivage professionnel ? Dans l'affirmative, la modification envisagée rendrait-elle le versement des archives communales obligatoire ?

2) Combien de communes collaborent actuellement avec les Archives nationales ?

3) De quelle nature est le soutien apporté par les Archives nationales aux différentes communes ? Les Archives nationales offrent-elles des formations spécifiques aux fonctionnaires et employés communaux en charge de la gestion des archives ?

4) Messieurs les Ministres partagent-ils l'appréciation formulée dans l'article de presse, suivant laquelle certaines communes ne suivraient pas les règles d'un archivage professionnel ?

**Réponse** (10/07/2024) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) En février 2024, le Ministère de la Culture a lancé une consultation publique sur la loi modifiée du 17 août 2018 relative à l'archivage. L'analyse des réponses parvenues dans ce contexte est en cours.

Concernant le versement des archives communales aux Archives nationales, il est d'ores et déjà possible dans le cadre de la conclusion d'un contrat de coopération entre l'État et les communes, conformément à l'article 4 (4) § 2 et 3 de la loi relative à l'archivage et du règlement grand-ducal y relatif.

ad 2) Les Archives nationales sont en relation avec environ quarante communes de manière plus ou moins actives et conséquentes, notamment dans le cadre de notifications de destruction, obligatoires selon l'article 4 (4) § 4 de la loi sur l'archivage, ou de demandes de conseils.

Précisément, du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2023, le service collecte, conseil et encadrement des Archives nationales a collaboré avec 41 communes, 7 offices sociaux et 1 syndicat intercommunal. Cela représente 117 sollicitations que ce soit pour de la collecte (16), du conseil (44) et de l'encadrement (51).

ad 3) Dès 2021, les Archives nationales ont mené un projet majeur pour les communes : l'élaboration d'un tableau de tri modèle qui leur est dédié, tel que prévu dans le règlement grand-ducal du 17 mars 2020 fixant le contenu et les modalités du contrat de coopération type. En effet, dans le contrat de coopération type assorti à ce règlement, l'article 9 prévoit que les Archives nationales s'engagent à élaborer en collaboration avec le producteur d'archives communales un projet de tableau de tri conformément à l'article 6, paragraphe 1er de la loi, basé sur un tableau de tri modèle pour les archives.

Le tableau de tri modèle a un double objectif :

– Constituer une base de travail pour réaliser le tableau de tri spécifique de toute commune souhaitant souscrire un contrat de coopération.

– Servir de référentiel d'évaluation pour toute notification de destruction d'archives communales.

Les travaux ont été réalisés en collaboration avec les communes pilotes de Käerjeng et Pétange. Le tableau de tri modèle est étoffé au fur et à mesure de la réalisation de tableaux de tri spécifiques ou des notifications de destructions pour les activités non évaluées auprès des communes pilotes.

Outre des membres de l'équipe ANLux, le comité de pilotage de ce projet était composé des représentants du Ministère de l'Intérieur, des communes pilotes, du Syvicol, et de la Ville de Luxembourg.

À ce jour, les Archives nationales ont réalisé cinq tableaux de tri personnalisés pour les communes de Schifflange, Differdange, Kaërjeng, Pétange et Walferdange.

Le 29 mars 2023 ce tableau de tri modèle des communes a été présenté au réseau des archivistes communaux qui ont témoigné d'un vif intérêt pour cet outil de gestion. Sa mise à disposition en « libre service » est prévue pour 2025.

Dans le même ordre d'idées, des tableaux de tri modèles pour les syndicats communaux et les offices sociaux sont à l'étude pour 2024-2025.

Outre ces projets d'envergure, les Archives nationales accompagnent les communes sur plusieurs aspects :

– Évaluation des notifications de destruction ;
– Mise en place des contrats de coopération ;
– Réalisation, formation et suivi des mises à jour de tableaux de tri personnalisés ;
– Intégration des archivistes communaux au réseau des délégués à l'archivage du secteur étatique ;
– Formations individualisées au versement (le cas échéant) et mise à disposition de matériel de conservation à long terme ;
– Prise en charge et traitement intégral de certains fonds d'archives ;
– Visite d'état des lieux pour évaluation de la situation de l'archivage en général et dispense de préconisations ;
– Conseils sur des questions diverses allant d'une réponse par e-mail à des groupes de travail ou à la participation commune à des projets : définition d'un plan de classement, aménagement des locaux d'archivage, spécifications pour une GED, un SAE, ou dans le cadre de projets de dématérialisation, conservation des documents hors formats ou encore sur la gestion des durées d'utilité administrative ou de la communicabilité.

Par ailleurs, les Archives nationales restent disponibles et prêtes à venir en aide lorsque des urgences surviennent et menacent directement les archives des administrations communales, comme ce fut le cas à Junglinster au début de l'année 2024.

Il est également à noter que des agents des Archives nationales ont été invités à participer à plusieurs reprises à des workshops du réseau des archivistes communaux luxembourgeois qui s'est constitué au sein de l'Association des archivistes luxembourgeois (VLA).

En matière de ressources humaines, un membre des ANLux est spécifiquement dédié aux relations avec les communes.

Les formations suivantes, dispensées par les ANLux auprès de l'INAP sont toutes ouvertes également aux fonctionnaires et employés communaux : « Initiation à la gestion des documents et des archives », « Préparer un versement d'archives papier aux Archives nationales », et « Se préparer à l'archivage numérique maintenant ! ». Du personnel des communes s'y inscrit régulièrement.

Une session de la formation « Initiation à la gestion des documents et des archives » spécifique pour les communes avait été inscrite au catalogue de l'INAP il y a quelques années mais n'avait pas généré un nombre suffisant d'inscriptions à ce moment pour être maintenue.

Des formations sur-mesure à la mise en œuvre des tableaux de tri sont également proposées aux communes concernées, une fois le projet terminé.

Une formation spécifique aux besoins des communes en matière de gestion, de conservation et de communication d'archives est à l'étude.

ad 4) Il est important de relever que les communes, quelle que soit leur taille, se préoccupent de plus en plus de leurs archives. En effet au début de l'année 2024, cinq communes se sont manifestées une première fois auprès des Archives nationales pour obtenir des conseils et de l'aide en matière de conservation et de gestion des archives. Ces initiatives sont à saluer et témoignent d'un intérêt croissant du secteur communal pour la bonne gestion du patrimoine archivistique. En 2019 une seule commune a introduit 6 notifications de destruction, tandis que en 2023, 8 communes différentes en ont introduit 20. Bien que ces chiffres soient encourageants, il demeure toutefois important de continuer à favoriser la sensibilisation et la prise de conscience autour de cette question.

De plus en plus de communes recrutent du personnel qualifié en matière d'archivage, soit à leur propre compte, soit en commun.

Les communes reconnaissent de plus en plus l'importance du patrimoine archivistique qu'elles conservent en tant que mémoire collective et ressource historique inestimable. Conscientes du rôle crucial que jouent ces archives dans la préservation de l'identité locale, elles s'impliquent de plus en plus dans la conservation, la numérisation et la valorisation de ces documents. Certaines mettent en place des politiques de gestion et de protection pour assurer leur pérennité et leur accessibilité. En reconnaissant la valeur de leur patrimoine archivistique, les communes contribuent à la sauvegarde de l'histoire locale et renforcent le sentiment d'appartenance à la collectivité.

**Mise en œuvre de la révision de la PAC** | Question **0874** (11/06/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Le 26 mars 2024, les ministres de l'agriculture de l'UE ont approuvé en urgence une proposition législative de la Commission européenne visant la révision des règles de la Politique agricole commune (PAC), avec l'effet potentiel d'affaiblir la règlementation en faveur de la protection de la biodiversité et des eaux.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Madame la Ministre va-t-elle entreprendre une évaluation de l'impact environnemental des adaptations préconisées, avant leur mise en œuvre ?

2) Par quels moyens Madame la Ministre compte-t-elle mettre en œuvre les modifications décidées au niveau de l'UE au Luxembourg ?

3) Quelles sont les étapes concrètes et le calendrier prévu pour mettre en œuvre la révision de la PAC au Luxembourg ?

**Réponse** (03/07/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Il est à souligner que le règlement (UE) 2024/1468 a été adopté en urgence pour offrir aux agriculteurs une plus grande flexibilité dans l'exercice de leurs activités agricoles, face aux défis croissants, à l'imprévisibilité des conditions météorologiques et aux incertitudes économiques auxquels ils sont confrontés. Ce règlement vise à atténuer l'impact de cet éventail exceptionnel de difficultés et d'incertitudes.

Compte tenu de la nécessité d'une action à court terme, une évaluation environnementale n'est pas prévue par le règlement européen.

ad 2) Les modifications qui s'imposent par le règlement (UE) 2024/1468 sont variées et leur mode de mise en œuvre dépend des différentes modifications décidées au niveau de l'UE. Les modifications concernant l'article 4 du règlement (UE) 2021/2115 qui traitent des définitions, sont d'application directe pour les États membres.

Il en est de même pour la modification des Bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) 8. Le règlement en question prévoit la suppression de l'obligation de réserver 4 % des surfaces arables de l'exploitation pour des surfaces ou éléments non productifs. La condition de maintien des particularités topographiques reste en vigueur ainsi que l'interdiction de tailler les haies et les arbres durant la période de nidification et de reproduction des oiseaux. Tous ces éléments sont d'office applicables dans l'ensemble des États membres à partir de la campagne 2024, sans qu'il y ait une quelconque marge de manœuvre.

En contrepartie de la suppression de la condition sur les surfaces non productives, le règlement oblige les États membres d'offrir, sur une base volontaire pour les agriculteurs, des régimes écologiques pour l'installation de ces éléments. Le Plan stratégique national du Luxembourg offre déjà les régimes nécessaires. Tous les éléments sont donc en place pour garantir la mise en œuvre de la BCAE 8. À titre d'information, les souscriptions aux régimes écologiques pour les surfaces et bandes non productives sont reprises au tableau ci-dessous :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

En ce qui concerne la mise en œuvre de la BCAE 7 (Rotation des cultures sur les terres arables), le Luxembourg a opté pour le rajout de l'option de la diversification des cultures. Les conditions minimales telles que décrites par le règlement (UE) 2024/1468 seront intégrées dans les normes nationales. Les agriculteurs certifiés en production biologique sont réputés respecter cette norme BCAE.

Le règlement (UE) 2024/1468 offre la possibilité aux États membres de déterminer librement les conditions relatives à la couverture minimale des sols pour éviter des terres nues pendant les périodes les plus sensibles (BCAE 6). Dans ce contexte, il est prévu de préciser davantage les zones et la période pendant laquelle les sols doivent avoir une couverture minimale, en se concentrant sur les zones à risque d'érosion moyen et élevé. Des exceptions seront néanmoins prévues pour le travail du sol en cas d'implantation d'une culture d'hiver ou lorsque des mesures efficaces de lutte contre les effets d'érosion sont prévues.

L'adaptation de cette norme implique également une adaptation de la BCAE 5 (Gestion du travail du sol en

vue de réduire le risque de dégradation et d'érosion du sol). La période pendant laquelle le retournement des terres arables par labour est interdit devra être alignée avec celle de la BCAE 6, ainsi que les zones concernées par cette norme. Par contre, la nouvelle proposition de la BCAE 5 renforce et cible davantage les efforts de lutte contre l'érosion.

Les BCAE 5 et 6 sont en relation directe et nécessitent des adaptations réciproques. L'intention des modifications est de fournir davantage de flexibilité aux agriculteurs tout en ciblant les efforts de protection, d'harmoniser et de simplifier les règles pour une mise en pratique efficace.

Les propositions d'adaptations doivent être approuvées par la Commission européenne dans le cadre d'une procédure de modification du PSN. Les échanges avec la Commission européenne viennent juste de commencer.

À noter que le règlement (UE) 2024/1468 stipule également que les agriculteurs dont l'exploitation ne dépasse pas une taille maximale de 10 hectares de surface agricole sont exemptés des contrôles et sanctions dans le cadre du système de conditionnalité à partir de l'année de demande 2024.

ad 3) Les propositions de modification ont été élaborées en concertation avec le secteur agricole.

Le comité de suivi du Plan stratégique national est invité à donner son avis sur les propositions de modification du PSN pour le 10 juillet 2024. L'approbation de la modification du PSN par les services de la Commission européenne est attendue pour l'automne 2024.

Les modifications des BCAE 7 et 8 sont applicables dès la campagne 2024. Celles relatives aux BCAE 5 et 6 le seront à partir de la campagne 2025.

**Représentation du personnel dans la fonction publique** | Question **0875** (11/06/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Les résultats des élections sociales de 2024 dans les entreprises ont récemment été rendus publics. 8.893 délégués effectifs ont été élus pour représenter l'ensemble des salariés de 3.155 entreprises luxembourgeoises. Le détail des résultats pour chacune de ces entreprises est accessible sur le site Internet de l'Inspection du travail et des mines.

Pour ce qui est des fonctionnaires et employés publics, l'article 36 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, prévoit que le ministre du ressort peut agréer, pour chaque entité administrative placée sous une même direction et organisée du point de vue du personnel par une même loi ou un même règlement, une association professionnelle pour défendre les intérêts professionnels du sous-groupe de traitement pour lequel l'association est représentative et au nom duquel elle agit.

Toutefois et contrairement aux délégations dans le secteur privé, aucun aperçu n'existe pour les représentations du personnel au niveau de la fonction publique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur Ministre de la Fonction publique la question suivante :

– Monsieur le Ministre peut-il me fournir pour chaque association agréée les données suivantes ?
• le nom de l'association professionnelle ainsi que son numéro RCS
• la date à laquelle l'agrément ministériel a été délivré
• l'administration / le service de l'État / l'établissement public concerné
• le sous-groupe de traitement que l'association professionnelle représente
• le nombre d'agents publics ainsi représentés
• le pourcentage de fonctionnaires respectivement d'employés de l'État représentés par une représentation du personnel.

**Réponse** (18/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

Le système des représentations du personnel auprès de l'État diffère de celui des délégations du personnel dans le secteur privé.

D'une part, il n'existe pas d'obligation de faire désigner des représentants du personnel (à partir d'un certain effectif) et, d'autre part, les représentations du personnel ne sont pas élues.

Ensuite, l'agrément des associations professionnelles comme représentation du personnel ne relève pas de la compétence du Ministre de la Fonction publique pour l'ensemble des administrations de l'État, mais de celle des ministres des ressorts respectifs.

Je ne suis dès lors pas en mesure de fournir à l'honorable Député toutes les informations sollicitées.

Ceci étant, en ce qui concerne mon domaine de compétence, dont fait partie l'Administration gouvernementale, je peux informer l'honorable Député qu'il existe une association professionnelle, à savoir l'Association des cadres fonctionnaires de l'Administration gouvernementale, composée de fonctionnaires du groupe de traitement B1, qui a été agréée comme représentation du personnel par arrêté du Président du Gouvernement du 28 septembre 1984, responsable à l'époque de l'Administration gouvernementale.

Dans les autres administrations relevant du domaine de compétence du Ministre de la Fonction publique, il n'existe pas de représentation du personnel.

**Fermeture de routes à Kehlen** | Question **0876** (11/06/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

An der Gemeng Kielen goufen an der Uertschaft Dondel souwuel d'Strooss Richtung Nouspelt wéi och Richtung Meespelt gespaart.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Fro stellen:

– Wéi begrënnt sech déi Decisioun vun der duebeler Spär? Bis wéini sollen déi Stroosse gespaart bleiwen?

**Réponse** (01/07/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Bei deene vum Här Deputéierte genannte Gemengestroossen handelt et sech ëm d'Nouspelter- an d'Meespelterstrooss zu Dondel. Well et sech hei deemno ëm keng Staatsstroossen handelt, ass weeder d'Stroossebauverwaltung nach de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte fir d'Spär vun dëse Stroossen zoustänneg, mee d'Gemeng Kielen.

Mir leie keng Informatioune vir, fir wéi laang dës Stroosse solle gespaart bleiwen.

Laut deene mir virleienden Informatiounen ass d'Nouspelterstrooss schonn zënter dem 2. August 2021 wéinst dem Asacke vun der Strooss an deemno aus Sécherheetsgrënn gespaart. D'Meespelterstrooss ass gespaart wéinst Aarbechten am Kader vun enger Quellfaassung fir de Waassersyndikat SES (Syndicat des eaux du sud).

**Contournement de Kehlen** | Question **0877** (12/06/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

D'Awunner vu Kiele leide ganz staark ënnert dem massive Camionsverkéier, deen all Dag duerch hir Uertschaft fiert an d'Liewensqualitéit massiv aschränkt. Entlaaschtung kéint eng Ëmgeeungsstrooss bréngen, déi säit Joerzéngten diskutéiert gëtt. 2012 hat den deemolegen Här Verkéiersminister e Gesetzesprojet mat enger Enveloppe vun 59 Milliounen Euro op den Instanzewee bruecht, deen awer vu sengem Nofollger reklasséiert gouf. An engem rezenten RTL-Reportage vum Mäerz dëst Joer huet et dunn nees geheescht, datt d'Madamm Verkéiersminister am Prinzipp zum Projet vun enger Ëmgeeungsstrooss géif stoen, mee, datt nach verschidden „technesch Detailer" misste gepréift ginn.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Fro stellen:

– Wéi presentéiert sech den aktuelle Stand vun de Virbereedungsaarbechte fir d'Ëmgeeungsstrooss vu Kielen? Op wéi eng Viraarbechte vun deenen ënnerschiddleche Ministeren an deenen am Laf vun de Jore gepréifte Varianten an den entspriechenden Etudë gëtt dobäi opgebaut? Bis wéini gesäit d'Madamm Minister vir, en endgültege Projet op de Wee ze bréngen?

**Réponse** (11/07/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

De Stroossentrafick, a speziell de Schwéierverkéier, ass fir d'Uertschaft Kielen eng grouss Belaaschtung. Dëst net nëmme wéinst der absolutter Zuel vun de Gefierer, mee haaptsächlech och wéinst den ageengte Verhältnisser an de Kéieren an der Uertschaft, déi et besonnesch de Camionen esouwéi de landwirtschaftleche Maschinne schwiereg maachen, laanschteneen ze kommen.

D'Problematik ass bekannt an et gëtt schonn zënter Joerzéngte vun enger Ëmgeeungsstrooss fir d'Uertschaft Kiele geschwat. Den nationale Mobilitéitsplang PNM 2035 deit deemno am Korridor vun der Nationalstrooss N12 eng entspriechend Entlaaschtungsstrooss un (Säit 155).

An der Optik vun enger multimodaler Mobilitéit ass eng regional Mobilitéitsetude am Raum Kielen/Korridor N12 lancéiert ginn, an där souwuel d'Verkéiersopkommes, méiglech Verleef vun enger Ëmgeeungsstrooss souwéi een Uschloss vun der Aktivitéitszon vu Kielen (ZAE Kehlen) studéiert ginn.

Dëst, fir am Aklang vum PNM 2035 dem ganze Raum vum Korridor N12 eng Perspektiv vun enger gesamtheetlecher Léisung mat Verkéiersberouegungen, engem attraktiven ëffentlechen Transport a Vëlosverbindungen tëscht den Uertschafte kënnen unzebidden.

Esou analyséiere meng Servicer momentan déi verschidde Constellatioune vun enger Ëmgeeungsstrooss nom Prinzipp vun engem „Contournement de proximité". Dobäi gëtt opgepasst, dass dës nei Strooss net zousätzleche Verkéier an aner Uertschaften unzitt. Parallell dozou plangt d'Gemeng Kiele Verkéiersberouegungen an der Uertsduerchfaart vu Kielen.

Well an Ofhängegkeet vun de méigleche Verleef vun enger Ëmgeeungsstrooss den Impakt op d'Ëmwelt, an den Accès op dës Ëmwelt vun der Uertschaft aus, ënnerschiddlech ass, mussen dës Variante mat deenen zoustännegen Instanzen evaluéiert ginn, éier eng Ausso zum Planning ka gemaach ginn.

An deem Kontext wäerte meng Servicer dës Elementer am Hierscht mat der Gemeng Kielen diskutéieren.

**Jugement sur accord** | Question **0878** (12/06/2024) de **M. Dan Biancalana** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

En 2015, le Luxembourg s'est doté d'un nouvel instrument procédural en matière pénale ; le jugement sur accord. Cet instrument vise principalement à désengorger les tribunaux et contribuer à une justice plus rapide et efficace. La négociation entre le parquet et l'auteur d'une infraction est un mécanisme qui vise à trouver une position commune sur la peine à appliquer. D'après le rapport annuel de 2022 du Ministère de la Justice, cet instrument représente un gain de temps au niveau de la chambre du conseil et de la juridiction de fond. Néanmoins, selon ce même rapport, la finalisation de l'accord ne semble pas constituer un gain de temps pour le parquet.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Au cours des cinq dernières années, combien de fraudes fiscales aggravées ont conduit à un jugement sur accord ? Quelle est nature exacte ainsi que la somme totale des montants non déclarés aux administrations fiscales ?

2) Quelle est l'affaire la plus grave dans laquelle un jugement sur accord a été prononcé ?

3) Le parquet et la partie poursuivie ont la faculté d'initier et de proposer un accord. Qui est le plus souvent l'initiateur des deux parties ?

4) Est-ce que le parquet manque d'effectifs pour cette procédure bien précise ? Si c'est le cas, combien d'agents devraient être recrutés pour compenser cette perte ?

5) Combien d'auteurs d'infractions ont bénéficié d'un jugement sur accord et selon quelles modalités ces jugements sont-ils publiés ?

**Réponse** (12/07/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Sur la période s'étendant du 1er janvier 2019 jusqu'au 13 juin 2024, 70 jugements sur accord ont été rendus en matière de fraude fiscale, dont 68 dans la circonscription de Luxembourg et 2 dans la circonscription de Diekirch. Le montant total de l'impôt éludé concerné par ces affaires s'élève à 22.179.992 EUR.

Des données précises sont reprises dans les deux tableaux ci-dessous, regroupées pour chacune des deux circonscriptions.

*(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2) Si l'on retient comme critère de gravité le montant d'impôt éludé, l'affaire la plus grave visait un prévenu qui avait éludé 2.095.000 EUR d'impôts directs.

ad 3) En pratique, le droit d'initiative est le plus souvent exercé par le parquet (dans plus de 90 % des cas).

ad 4) Un groupe de travail a été constitué, regroupant des magistrats qui effectue une évaluation de la procédure actuelle du jugement sur accord. Il est précisé à ce titre que depuis son entrée en vigueur en 2015, cette procédure a été appliquée à de très nombreuses infractions de droit commun.

ad 5) Comme détaillé ci-dessus, entre le 1er janvier 2019 et le 13 juin 2024, 70 jugements sur accord ont été rendus en matière fiscale pénale et au total 53 personnes physiques et 22 personnes morales ont été condamnées.

Les jugements sur accord sont soumis au même régime de transparence que les affaires « normales ».

À l'instar de toutes les autres affaires citées selon la procédure « normale », les affaires de jugement sur accord figurent en premier lieu sur les feuilles d'audience que le service de presse communique aux journalistes avant l'audience. Y figure le numéro de dossier, le nom du prévenu, la nature des infractions reprochées et la mention « jugement sur accord ». Ces feuilles d'audience sont adressées aux journalistes le jeudi ou le vendredi de la semaine précédant la semaine de l'audience.

Les affaires de jugement sur accord figurent par ailleurs sur une deuxième feuille d'audience, indiquant la date du prononcé. Cette feuille d'audience est également communiquée aux journalistes.

Finalement, à l'instar de toutes les décisions pénales, les jugements sur accord figurent, après anonymisation, sur le site justice.public.lu et sont accessibles au grand public.

**Plan d'action national intégration** | Question **0880** (12/06/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

En 2018, le Gouvernement a adopté un Plan d'action national intégration (PAN) après une consultation des divers acteurs œuvrant dans les domaines de l'accueil et de l'intégration des non-luxembourgeois. Le PAN prévoit une évaluation régulière des actions menées à travers des indicateurs précis, dont le suivi est assuré par le comité interministériel à l'intégration sous la coordination de l'OLAI. En outre, il prévoit une évaluation complète après 5 ans qui, sauf erreur de ma part, n'a pas encore eu lieu.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Est-ce qu'une évaluation complète du Plan d'action national intégration (PAN) est prévue ou en cours ? Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'échéancier prévu ? Dans la négative de la première question, pouvez-vous m'en donner les raisons ?

2) Est-ce que le Gouvernement prévoit d'élaborer une nouvelle version du Plan d'action national intégration (PAN) ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'échéancier prévu et me préciser si une large consultation des acteurs concernés est prévue en amont ?

Étant donné que le comité interministériel susmentionné assure une évaluation régulière, je voudrais d'ores et déjà poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

3) Quels enseignements pouvez-vous tirer de la mise en place du système de suivi et d'évaluation de la politique d'intégration à long terme (page 9 du PAN) ?

4) Quelles mesures d'encouragement à l'autonomisation des demandeurs de protection internationale (DPI) ont été entreprises (page 13) ?

5) Quels ont été les efforts entrepris pour répondre à l'objectif 1 en matière d'intégration et plus particulièrement en ce qui concerne la mesure 3 (« Rechercher des solutions aux défis de logement des BPI avec les autorités locales et autres acteurs en la matière ») ?

6) Quelles sont les conclusions générales tirées en ce qui concerne les mesures d'autonomisation ?

7) Quels ont été les efforts entrepris pour promouvoir le congé linguistique prévu à l'objectif 3 en matière d'intégration en son point 5 ?

Finalement, je tiens à profiter de la présente pour poser encore une question à Monsieur le Ministre par rapport à l'hébergement des demandeurs de protection internationale. L'article 10 (7) de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire stipule que : « Les demandeurs peuvent participer à la gestion des ressources matérielles et des aspects non matériels de la vie dans la structure d'hébergement par l'intermédiaire d'un comité ou d'un conseil consultatif représentatif des personnes qui y sont hébergées ». Partant, je voudrais encore poser la question suivante :

8) Combien de comités ou conseils consultatifs fonctionnent à ce jour dans les structures d'hébergement publiques ou privées ? Quels enseignements a-t-il lieu de tirer de la pratique actuelle ?

**Réponse** (25/07/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1) Étant donné que les objectifs du PAN sont réalisés via des projets et financements spécifiques, le suivi et l'évaluation du PAN portent prioritairement sur les projets sélectionnés, lesquels proposent de mettre en œuvre au moins l'une des priorités nationales. Dans ce cadre, le comité de suivi mobilise des indicateurs à la fois quantitatifs et qualitatifs, notamment afin de déterminer si les projets ont eu l'impact visé et rempli les objectifs initialement poursuivis.

En parallèle, le Gouvernement a collaboré avec l'OCDE dans le contexte de la réforme de la loi sur l'intégration, désormais loi relative au vivre-ensemble interculturel, en vue de réaliser une évaluation dite fast-track du système luxembourgeois d'intégration, incluant le PAN. Cette évaluation intermédiaire, qui a été réalisée dans une perspective internationale, a été publiée officiellement en 2021. En 2023, le Comité interministériel à l'intégration a dressé en sus le bilan pluriannuel des projets et actions soutenus dans le cadre du PAN. Le Gouvernement intégrera ces données dans le futur Plan d'action national du vivre-ensemble interculturel.

ad 2) Le Plan d'action national du vivre-ensemble interculturel est un des quatre instruments de la loi du 23 août 2023 relative au vivre-ensemble interculturel. Le projet de plan est en cours d'élaboration et suivra par la suite la procédure telle que prévue par la loi. Ainsi, dans ce cadre non seulement le Conseil supérieur du vivre-ensemble interculturel, les collèges des bourgmestre et échevins des communes et les commissions communales du vivre-ensemble interculturel seront consultés, mais des réunions d'information publiques seront également organisées. Pour le détail de la procédure, il est renvoyé à l'article 3, paragraphes 3-11, de la loi relative au vivre-ensemble interculturel.

ad 3) En comparaison internationale, le Luxembourg dispose de nombreuses sources administratives pour suivre et évaluer efficacement la politique d'intégration. Ces sources sont néanmoins dispersées au sein de plusieurs ministères, et il n'existe pas de cadre juridique permettant le partage systématique de données personnelles, parfois sensibles au regard du RGPD.

Ceci dit, la plateforme de micro-données de l'IGSS, fusionnant déjà données d'emploi, de chômage et de sécurité sociale, de même que le LNDS, offrent désormais une piste intéressante de développement d'un outil innovant et opérationnel en mesure de capter l'ensemble des données administratives clés sur l'intégration des immigrés et de leurs enfants,

tout en respectant la règlementation en vigueur en matière de protection des données personnelles. Combinables sur base du consentement éclairé des personnes physiques, ces données permettraient d'avoir une vision longitudinale, c.-à-d. de produire des informations sur les parcours d'intégration et sur les éventuels obstacles rencontrés.

En outre, le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil (MFSVA) développe et réalise avec ses partenaires des enquêtes complémentaires ciblant certaines questions clés, par exemple l'enquête nationale sur le racisme et les discriminations ethnoraciales, ou encore l'évaluation de la sélection sociale dans la participation au CAI.

ad 4) Dans le cadre du Parcours d'intégration accompagné (PIA), des modules de « Bienvenue au Luxembourg » sont proposés aux DPI. Les objectifs de ces modules consistent à :

– soutenir l'autonomisation des personnes issues de pays tiers avec un focus sur les DPI et BPI,
– encourager et aider les DPI à participer de manière plus autonome à la vie de la société d'accueil, leur transmettre des informations de base sur le vivre-ensemble et leur donner les outils pour trouver des sources d'informations utiles pour leur vie au Luxembourg.

L'ONA propose également de nombreuses formations aux DPI afin de les aider à comprendre les procédures et documents administratifs, la pratique des langues courantes du pays, les rencontres sociales et échanges interculturels, la recherche d'un emploi ou encore l'intégration au sein du pays.

À titre d'exemple, l'ONA a mis en place un cycle de formations « Dispositif d'autonomisation au primo-accueil » (DAPA) qui prévoit quatre modules de formation pour les résidents :

– Module parcours DPI (acteurs principaux du parcours, droits et devoirs liés à l'accueil, vivre ensemble dans la structure, etc.)
– Module santé (système luxembourgeois, lieux de soins, prise en charge, santé mentale, etc.)
– Module famille (système scolaire, responsabilisation, lois sur la protection de l'enfant, etc.)
– Module administratif (démarches administratives, organisation, rendez-vous, etc.)

Par ailleurs, les encadrants sociaux au sein de structures d'hébergement organisent de nombreuses activités culturelles et sportives dans un souci d'intégration et d'autonomisation.

ad 5) L'accès à un logement constitue un élément important pour l'intégration des bénéficiaires de protection internationale (BPI). Comme les BPI bénéficient des mêmes droits sociaux que les autres résidents luxembourgeois, ils sont assistés au même titre par les instances étatiques ou services conventionnés par l'État dans leur recherche d'un logement abordable, tels que l'Agence immobilière sociale (AIS), la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) ou encore le Fonds du logement. Ainsi, l'amélioration de l'accès à un logement pour les BPI s'inscrit dans la volonté plus large du Gouvernement de promouvoir massivement la création de logements abordables, tel que précisé dans l'accord de coalition 2023-2028.

Dans le but de favoriser l'intégration des BPI, le MFSVA a entre autres une convention avec le service « Lëtzebuerger Integratiouns- a Sozialkohäsiounszenter » (LISKO) de la Croix-Rouge pour la consultation et l'accompagnement psycho-social des BPI.

Dans ce cadre, il y a lieu de mentionner les « Workshops Logement » qui ont été offerts aux BPI par le LISKO à travers les dernières années. Ainsi, en 2023, au total 27 workshops ont été organisés, dont 12 en langue arabe et 9 en langue tigrigna. Au total, 267 participants ont été comptés, dont 120 participants aux workshops en langue arabe et tigrigna.

Cependant, puisqu'aucune différenciation n'est faite entre les résidents luxembourgeois et les BPI, le MFSVA ne dispose pas de données se rapportant uniquement aux BPI. De même, le MFSVA ne peut uniquement se prononcer sur les mesures mises en place dans le cadre de ses attributions, à savoir des mesures liées à l'exclusion sociale liée au logement.

Le MFSVA a conventionné de nombreuses structures d'hébergement pour adultes œuvrant en faveur des personnes sans-abri ou menacées d'exclusion sociale par le biais du logement, qui proposent diverses formes de logements telles que des foyers, des chambres individuelles, communautés de vie ou studios/appartements à des personnes fragilisées, y inclus des BPI. En 2023, le parc locatif des structures d'hébergement a permis de loger 5.425 personnes (pour 1.433 logements).

Force est de constater que le nombre de personnes accueillies dans ces structures a connu une forte augmentation au cours des 10 dernières années. Cette hausse s'explique par l'extension de l'offre au niveau des structures d'accueil, la signature de nouvelles conventions et l'augmentation des capacités d'accueil.

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Tel que prévu par l'accord de coalition 2023-2028, le MFSVA continuera à soutenir les mesures et actions qui visent à prévenir et à combattre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ainsi, le MFSVA initiera et poursuivra en 2025 son éventail de mesures pour combattre la précarité et le sans-abrisme, qui touchent à la fois les résidents luxembourgeois et les BPI.

ad 6) Pour certaines formations, des enquêtes de satisfaction sont mises en place. Ainsi, à l'issue de chaque formation, les participants sont invités à donner leur avis sur le contenu, la durée, le contact avec le formateur. Par exemple dans le cadre de projet pilote de DAPA, le résultat de la satisfaction globale était de 3,5/4. Par ailleurs, les connaissances avant et après les formations sont évaluées de manière à pouvoir juger du niveau de compréhension acquis en fin de formation.

ad 7) Toutes les informations et modalités pratiques relatives au congé linguistique sont consultables sur les portails Internet www.guichet.lu et www.life-long-learning.lu et sont régulièrement mises à jour. Par ailleurs, dans une optique de digitalisation et de simplification administrative, le Ministère du Travail vérifiera la cohérence de l'intégralité des congés spéciaux existants et harmonisera leurs procédures. La refonte du cadre légal du congé linguistique et l'élaboration de démarches électroniques sur MyGuichet font également partie de ces mesures.

ad 8) Concernant la mise en place de comités consultatifs dans les structures d'hébergement, il y a lieu de préciser que les encadrants sociaux organisent régulièrement, et en fonction des besoins et de la demande des résidents, des réunions entre résidents et encadrants. Ce type de réunion peut soit concerner l'ensemble des personnes hébergées, soit des groupes de personnes. Lors de ces réunions, des sujets divers du vivre-ensemble en communauté sont thématisés, en fonction des besoins constatés par les résidents et les encadrants sociaux. Actuellement, l'ONA explore avec ses partenaires sociaux chargés de l'encadrement socio-éducatif dans certaines structures d'hébergement des formes supplémentaires de participation et de consultation des occupants des structures, telles que des sondages ou des boîtes à suggestions, les résidents étant ainsi impliqués dans la prise de décision.

**Suivi de la pandémie Covid-19** | Question **0883** (13/06/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

De 6. Mee 2024 hat ech eng parlamentaresch Fro un d'Madamm Gesondheetsminister gestallt, déi vun der Chamberverwaltung d'Nummer 0690 krut.

De 7. Juni 2024 huet d'Madamm Minister eng Stellungnam zu där Fro geschéckt. Bedauerlecherweis ass si dobäi guer net op déi eenzel a prezis formuléiert Froen agaang an huet just eng kuerz a generell gehalen Äntwert ginn.

Vu datt et mir als Deputéiert an esou engem Fall zousteet, déi betraffe Froen, déi net beäntwert gi sinn, nach eemol ze stellen an deen zoustännege Minister ze bieden, si ze beäntweren, wëll ech dat heimat maachen.

An deem Kontext wéilt ech déi siwe Froen nach emol un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

1. Goufen déi zwou Motiounen, esou wéi vun der Madamm Gesondheetsminister ugekënnegt, mëttlerweil am Regierungsrot diskutéiert? Wa jo: Wéi eng Conclusioune goufen zeréckbehalen?

2. Wéi e Gremium ass bis ewell mat de Virbereedungsaarbechte beoptraagt?

3. Wéi soll sech den eigentlechen Expertegrupp („groupe d'experts indépendants"; Motioun vum 23.3.2023) herno zesummesetzen, virun allem och, fir de Charakter vun der Onofhängegkeet vun dësem Grupp ze garantéieren? Wéi eng Experten aus wéi enge Beräicher goufe bis ewell gefrot, ob si wëlle matschaffen? Wéi eng Vertrieder vu gesellschaftleche Gruppe solle mat um Dësch sëtzen?

4. Läit en Dokument vir, dat d'Missioun(e) vun dësem Expertegrupp definéiert? Wa jo: Ass dëst Dokument am Sënn vum gesamtgesellschaftleche Charakter vun där Aufgab ëffentlech zougänglech? Falls net, bis wéini a wou?

5. Wéi eng finanziell Ressourcë sollen dem Expertegrupp zougeduecht ginn, a wéi eng personell Ënnerstëtzung soll hinnen zur Säit gestallt ginn?

6. Ass virgesinn, d'Sëtzunge vun dësem Grupp live ze iwwerdroen oder an enger ëffentlech zougänglecher Mediathéik ze archivéieren, oder gëtt sech op Rapporte beschränkt?

7. Wéi eng Dokumenter sollen zougänglech gemaach ginn? Gehéieren dozou sämtlech Dokumenter, esou wéi se op Basis vum Artikel 75 vun där neier Verfassung fir d'Chamber virgesi sinn? Notamment och d'„vaccine order forms", vu datt dës schonn e puermol vu Vertrieder aus eisem Héijen Haus ugefrot goufen an hir Fuerderungen duerch e Bréif vum 27. November 2023, vum Här Chamberspresident un den Här Staatsminister bestätegt goufen?

**Réponse** (24/06/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Jo.

ad 2. De Service juridique vum M3S huet d'Ausaarbechte vun der Loi santé publique op sengem Aarbechtsplang stoen.

ad 3. D'Motioun vum 2. Mee 2024 seet am Considerant „rappelant sa motion introduite en date du 23 mars 2023 adoptée à l'unanimité, invitant le Gouvernement à charger un groupe d'experts indépendants

de faire une évaluation des différentes mesures prises dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et à élaborer, dans les meilleurs délais, une ‚loi pandémie'". Dës Motioun vum 2. Mee invitéiert dann awer d'Regierung, am Kader vun der future „loi santé publique" een Inventaire ze maachen „de toutes les mesures prises pour lutter contre la propagation du virus, y compris les confinements, les restrictions de voyage, les campagnes de vaccination et l'impact sociétal des mesures", ouni nach emol op d'Noutwendegkeet vun engem onofhängegen Expertegrupp hinzeweisen. Duerfir ass de Moment och net virgesinn, sou een Expertegrupp anzesetzen.

Den Inventaire, deen an der Motioun vum 2. Mee 2024 ugeschwat gëtt, wäert sech prioritär op bestoend Dokumenter baséieren an, wann néideg, zousätzlech Donnéeë recherchéieren, opstellen an auswäerten.

ad 4. Nee.

ad 5. Keng, well jo net virgesinn ass, sou ee Grupp anzesetzen.

ad 6. Net relevant, well jo d'Asetze vu sou engem Grupp net virgesinn ass.

ad 7. Ass och net relevant, well jo net virgesinn ass, ee Grupp anzesetzen, also ipso facto och net muss bestëmmt ginn, zu wéi engen Dokumenter sou ee Grupp misst Accès kréien.

**Présence d'amiante dans différents endroits de la Villa Louvigny** | Question **0884** (13/06/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Dans sa réponse à la question parlementaire des soussignés concernant des travaux de décontamination engagés dans le cadre du projet de réaffectation de la Villa Louvigny, Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics a confirmé la présence d'amiante dans différents endroits de ce bâtiment.

Or, dans un article paru dans le « Luxemburger Wort » du 11 juin, il est rapporté ce qui suit : « Obwohl über die Asbestproblematik informiert, wurde dem LW von Seiten der Verwaltung untersagt, die Kontamination im Artikel zu erwähnen. »

En effet, ledit journal avait présenté le projet « Villa Louvigny » à la suite d'une visite des lieux mi-mai 2024, c'est-à-dire parallèlement à notre question parlementaire.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes :

– Madame la Ministre peut-elle confirmer cette interdiction de la part de son administration ?

– Quelles sont les raisons d'une telle attitude et sa légitimité s'il est vrai, comme Madame la Ministre l'a affirmé dans le cadre de sa réponse à notre question parlementaire « qu'un risque de santé peut, en principe, être exclu pour les occupants antérieurs du bâtiment vu que l'amiante était mise en œuvre de façon non accessible et sans contact avec les utilisateurs » ?

**Réponse** (21/06/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Suite à un article paru dans le quotidien « Luxemburger Wort », le 11 juin 2024, sur la présence d'amiante dans les locaux de la Villa Louvigny, les honorables Députés s'enquièrent sur une éventuelle interdiction de l'Administration des bâtiments publics à l'encontre du journal précité de divulguer cette information.

Tout d'abord, je souhaite affirmer que l'Administration des bâtiments publics aspire à remplir sa mission de service public et les devoirs en découlant, dont notamment celle d'agir en toute transparence, avec le plus grand sérieux. Je m'en suis également assurée auprès de la direction de cette administration.

C'est dans cette démarche que les services de l'Administration des bâtiments publics ont volontiers accédé à la demande de ce quotidien en vue d'une visite des lieux des locaux de la Villa Louvigny.

D'après mes informations, avant cette visite, lors d'un appel téléphonique entre la journaliste du « Luxemburger Wort » et le chef de projet en charge de la supervision du projet de rénovation de la Villa Louvigny, ce dernier a suggéré de ne pas trop se soucier de la découverte d'amiante étant donné qu'elle n'a représenté à aucun moment un danger pour les occupants antérieurs de ces locaux.

Au vu de l'appréhension qui existe, à juste titre, envers l'utilisation dans le passé d'amiante dans la construction et des risques avérés et manifestes de cette matière pour la santé, l'agent en question a craint que l'attention pourrait éventuellement se focaliser sur la présence d'amiante dans l'immeuble et non pas sur le beau projet de rénovation que représente celui de la Villa Louvigny incarnant si bien l'histoire audiovisuelle de notre pays.

L'Administration des bâtiments publics regrette vivement que l'on ait pu avoir l'impression qu'une interdiction de divulgation de l'information sur la présence d'amiante dans les locaux de la Villa Louvigny ait pu être comprise. On m'a confirmé que cela n'a à aucun moment été l'intention, ni de l'agent en question, ni de l'administration surtout qu'une signalisation atirant l'attention sur les travaux de désamiantage sur le chantier était bien visible devant l'immeuble en question. L'Administration des bâtiments publics a précisé dans un courriel à la journaliste qu'elle ne lui a pas interdit d'utiliser cette information sur la présence d'amiante dans la Villa Louvigny. Ladite administration reste à sa disposition pour toutes informations complémentaires dans le cadre de ce projet ou de tout autre projet. Cette disponibilité s'étend bien évidemment également à tous les autres organes de presse.

**« Kierchefong »** | Question **0885** (14/06/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La loi du 13 février 2018 portant sur la gestion des édifices religieux impose au « Kierchefong » la cession des édifices religieux dégrevés de leur finalité culturelle à la commune sur le territoire de laquelle ceux-ci sont implantés. Cette loi est le produit d'une réflexion sur la place de la religion dans la société luxembourgeoise et poursuit la finalisation de la séparation entre l'exercice du culte et de l'État. Selon un article de presse, le Luxembourg compte 493 églises et chapelles, dont 356 appartiennent aux communes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 13 février 2018 :

1) Combien d'édifices religieux ont été dégrevés de leur finalité cultuelle ?

2) Au cours des cinq dernières années, à combien de reprises une commune, respectivement l'État, est devenu propriétaire d'un édifice dégrevé ? Quelles communes plus précisément ?

3) Quelle est l'affectation précise de ces bâtiments ?

4) Combien d'édifices religieux appartiennent actuellement à l'État et combien au « Kierchefong » ?

5) Quels projets communaux voire étatiques ont été réalisés ?

6) Combien de communes ont initié la cession d'édifices religieux ? Lesquelles ?

7) Combien d'édifices disposent d'une protection nationale ? Qui en est le propriétaire ?

**Réponse** (22/07/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) et 2) La question de la propriété des édifices religieux est réglée par la loi du 13 février 2018 sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes.

Une commune, propriétaire d'un édifice religieux, peut obtenir le dégrèvement de la destination cultuelle de l'édifice, en suivant la procédure de dégrèvement telle que plus amplement décrite à l'article 11, alinéas 2 et 3 de la loi du 13 février 2018.

Dans ce contexte, il convient de noter que le Gouvernement n'est pas impliqué dans la procédure de dégrèvement d'un édifice religieux faisant partie de la propriété d'une commune.

De même, les décisions des autorités communales portant dégrèvement d'un édifice religieux ne sont pas sujettes à un mécanisme de surveillance par le Ministre des Affaires intérieures de sorte qu'une transmission des prédites décisions au Ministère des Affaires intérieures n'est pas requise. Par conséquent, le Gouvernement ne dispose primairement que des informations qui ont été communiquées spontanément par les autorités communales au Ministère des Affaires intérieures.

Selon les informations fournies par le Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, il a été procédé au dégrèvement de 25 édifices religieux.

De ces 25 édifices religieux, cinq édifices religieux catholiques appartenaient au Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique. De ces cinq édifices religieux catholiques dégrevés, quatre ont été repris par les communes respectives (Vallée de l'Ernz, Habscht, Junglinster et Reckange-sur-Mess). Le statut du cinquième édifice est encore en attente de clarification des intentions de la commune concernée.

Les 20 autres édifices religieux catholiques appartenaient déjà aux communes respectives avant leur dégrèvement. Le dégrèvement n'a donc pas affecté le statut de propriété desdits édifices religieux catholiques.

ad 3) Quant à l'affectation des édifices dégrevés faisant partie du patrimoine communal, certaines communes utilisent les édifices dégrevés pour des besoins associatifs, culturels ou touristiques, alors que pour d'autres édifices, l'affectation définitive n'a pas encore été décidée par les responsables politiques.

ad 4) À la date d'entrée en vigueur de la loi du 13 février 2018 prémentionnée, des 493 édifices religieux repris à l'annexe II, 356 édifices ont fait partie de la propriété des communes et 137 édifices appartenaient au Fonds de gestion. Il y a lieu de retirer les quatre édifices religieux de propriété du Fonds qui ont fait l'objet d'une procédure de dégrèvement et qui ont déjà été repris par les communes respectives.

L'État n'est propriétaire d'aucun édifice religieux catholique.

ad 5) Le Gouvernement n'a pas connaissance de projets ayant été réalisés au niveau communal pour les mêmes raisons qu'évoquées précédemment.

ad 6) Pour les raisons mentionnées précédemment, le Gouvernement ne possède pas d'informations sur d'éventuelles cessions d'édifices religieux catholiques qui auraient été initiées par les communes. En effet, un édifice religieux catholique ne peut être cédé en l'état, c'est à dire lorsqu'il est encore affecté au culte, mais doit faire l'objet d'une procédure de dégrèvement préalable. Pour la question relative au dégrèvement, il est renvoyé à la réponse précédente.

ad 7) Pour ce qui est du nombre d'édifices bénéficiant d'une protection nationale et des relations de propriété correspondantes, le Gouvernement est en mesure de fournir les informations suivantes :

– Au 1er juillet 2024, 222 édifices religieux bénéficient d'une protection nationale.
– Ainsi, 144 églises sont classées patrimoine culturel national et 23 sont inscrites à l'inventaire supplémentaire.
– 44 chapelles sont classées patrimoine culturel national et 11 sont inscrites à l'inventaire supplémentaire.
– 65 églises et chapelles bénéficiant d'une protection nationale appartiennent au Fonds de gestion précité et 157 appartiennent aux communes respectives.
– S'y ajoute une quarantaine de petites chapelles (p. ex. chapelles de chemin ou chapelles funéraires) dont la plupart appartiennent à des particuliers.

**Sanctions contre la Russie** | Question **0886** (14/06/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Eigentlech sollt virum Ufank vum G7-Sommet dësen Donneschden, zu Borgo Egnazia an Italien, eng Eenegung tëscht den EU-Memberstaaten zum 14. EU-Sanktiounspak géint Russland virleien. Wéi awer aus Diplomatekreesser ze héieren ass a regrettéiert gëtt, géif notamment Däitschland aktuell zu Bréissel de geplangte Sanktiounspak blockéieren.

Konkreet sollen am Kader vun dëse Sanktioune Mesuren en place gesat ginn, fir d'Ëmgoe vu bestoende Sanktioune besser ze verhënneren. Ausserdeem ass geplangt, Sanktiounen am Kader vu Flëssegäerdgas (LNG) ze verhänken. Sou solle verschidden Häfen net méi zur Verschëffung vu russeschem LNG an Drëttstaate genotzt kënne ginn. Déi däitsch Bundesregierung soll virun allem retizent sinn hisiichtlech de geplangte Mesuren, fir d'Ëmgoe vu Sanktiounen ze verhënneren, a fäerten, dass eventuell däitsch Entreprisë viséiert kéinte ginn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Ausseminister stellen:

– Kann den Här Minister déi uewe genannten Informatioune bestätegen?

– Hunn nieft Däitschland nach aner Länner Bedenken zu de geplangte Sanktioune vun der EU géint Russland?

– Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zu den ugekënnegte Sanktiounen an de genannte Bedenken?

**Réponse** (09/07/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

D'Regierung kann sech net zu den EU-Negociatiounen an de Positioune vun anere Memberstaate prononcéieren.

D'Lëtzebuerger Regierung bleift engagéiert, fir weider kollektiven Drock op Russland auszeüben, duerch nei restriktiv Moossnamen, souwéi duerch d'Virgoe géint all Form vun Ëmgoe vu besteeënde Mesuren. An den Negociatiounen ass Lëtzebuerg konstruktiv an interesséiert dorun, e Kompromëss ze fannen.

De 14. Pak Sanktiounen ass de 24. Juni vum Conseil adoptéiert ginn.

**ASBL « Sauvons Bambi Luxembourg »** | Question **0887** (14/06/2024) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Am Juni ass d'Héichsaison fir d'Méiaarbechten am Agrarsecteur a gläichzäiteg ass et d'Saison, wou vill Réikitz gebuer ginn. D'ASBL „Sauvons Bambi Luxembourg" huet d'lescht Joer ënner dem Impuls vum Landwirtschaftsminister zesumme mat 6 Gemengen e Pilotprojet lancéiert, fir de Baueren ze hëllefen, fir dës Réikitz an de Felder unhand vun Dronen ze lokaliséieren an dës virum Méien a soumat virum Doud ze schützen. D'lescht Joer konnten esou 258 Réikitz gerett ginn.

Dëse Projet ass ganz ënnerstëtzenswäert an dofir wollt ech der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau follgend Froe stellen:

1. Wäert de Ministère fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau dëse Projet weider ënnerstëtzen?

2. Wéi vill Gemenge bedeelegen sech dëst Joer un dësem Projet? Wat mécht d'Madamm Ministesch, fir méi Gemengen ze beweegen, fir bei dësem Projet matzemaachen?

3. Wéi ginn d'Baueren iwwer dës Initiativ informéiert?

4. Ginn d'Baueren doriwwer eraus encouragéiert, fir méi spéit ze méien an domat net nëmmen de Réi, mä och buedembréiende Vulle besser Iwwerliewenschancen ze bidden?

**Réponse** (03/07/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. De Landwirtschaftsministère wäert dëse Projet weiderhin ënnerstëtzen. De Schutz vu Réikitz ass och am aktuelle Regierungsaccord virgesinn. Aktuell gi Pilotprojete mat eenzelen interesséierte Gemengen ënnerstëtzt. Dat längerfristegt Zil ass, fir dës oder änlech Aktivitéiten no Méiglechkeet op de gesamte Lëtzebuerger Territoire auszedeenen. De Landwirtschaftsministère huet der Associatioun „Sauvons Bambi" weider Ënnerstëtzung bei dëser logistescher Erausfuerderung zougeséchert.

ad 2. De Landwirtschaftsministère huet 2023 6 Gemengen am Weste vum Land am Kader vun engem Pilotprojet vun der Associatioun „Sauvons Bambi Luxembourg" ënnerstëtzt. Dës Gemenge kruten een Deel vun den Drone mat Wärmebildkamera finanzéiert, déi zum Asaz kommen, fir Réikitz ze detektéieren. 2024 hu 4 weider Gemengen sech der Aktioun ugeschloss, sou dass insgesamt 10 Gemenge bei dësem Projet aktuell matmaachen[24]. De Landwirtschaftsministère bitt och Ënnerstëtzung bei der Veröffentlechung vun den Informatiounen zu dësem Projet. Et gëtt och aktuell mat den Acteure gekuckt, wéi dëse Projet ka sënnvollerweis op méi Gemengen ausgedeent ginn, wat eng logistesch Erausfuerderung duerstellt. De begrenzende Facteur schéngen oft d'Dronepilote resp. d'Benevollen ze sinn. Et sief och ervirgestrach, dass niewent der Aktioun „Sauvons Bambi" zënter Jore vill engagéiert Jeeër ee wichtege Bäitrag leeschten, andeems se an Zesummenaarbecht mat de Baueren d'Fläche virum Méinen z. B. zu Fouss ofginn oder och mat Dronen ofsichen. De Landwirtschaftsministère kuckt an enger nächster Phas, wéi sech hei eng sënnvoll Kooperatioun ënnert all den interesséierten Acteure kann erginn, a wéi eng Logistik duerfir noutwendeg ass. Een erfollegräicht Ëmsetzen ass gekoppelt dorunner, awéifern et dem Projet geléngt, op engem relativ begrenzten Zäitraum (vun der Mahd) genuch Kapazitéiten ze mobiliséieren, fir dëse Service sécherzestellen. Den 22. Juli ass mat deene concernéierten Acteuren a mat Vertrieder vum Ëmweltministère eng Reunioun virgesinn, fir notamment dës Froen ze klären. Hei wäert och d'Landwirtschaftskummer vertruede sinn.

ad 3. D'Gemengen zesumme mat der Associatioun „Sauvons Bambi Luxembourg ASBL" informéieren d'Baueren iwwert dës Initiativ (iwwert déi sozial Medien, duerch d'Ausdeele vu Flyeren an d'Organisatioun vun Informatiounsveranstaltungen an den eenzelne Gemengen). De Landwirtschaftsministère mécht dës Aktioun och iwwert säin Internetsite public. D'Landwirtschaftskummer wäert och hir Memberen iwwert dës Initiativ informéieren.

ad 4. Et däerf een net vergiessen, datt qualitativ héichwäerteg Grondfudder (z. B. Grénglan) wichteg ass ë. a. fir eng nohalteg Mëllechproduktioun. Dofir muss d'Grénglan am optimale Wuesstumsstadium geméint ginn. Einfach ee méi spéit Méien ass also net déi allgemenggülteg Léisung.

De Landwirtschaftsministère proposéiert a finanzéiert allerdéngs och eng ganz Partie un Extensivprogramme fir d'Baueren, zum Deel an Zesummenaarbecht mam Ëmweltministère, déi der Ëmwelt zeguttkommen. Heizou gehéieren och eng Rei vu sougenannte Spéitmähprogrammen, déi nieft ville positiven Effekter op d'Ëmwelt och e positiven Impakt op de Schutz vun de Réikitz hunn: extensive Mähwiesen, extensive Mähweiden, extensive Weiden, Naturschutzweiden a Spätmähwiesen. D'Bauere kréien ee finanziellen Ausgläich ausbezuelt, fir hiren Ertrags- a Qualitéitsausfall ze kompenséieren an se doriwwer eraus ze encouragéieren, fir un dëse Programmer deelzehuelen. Dës Agrarëmwelt- a Klimaprogrammer souwéi Biodiversitéitsprogrammer sinn een zentraalt Instrument vun der nationaler Agrarpolitik fir déi praktesch Ëmsetzung vum Naturschutz op landwirtschaftleche Flächen an decke mëttlerweil ronn 1 Fënneftel vum Dauergrénglan of.

**Vote par correspondance** | Question **0888** (14/06/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

D'Bréifwal gëtt ëmmer méi populär an och bei den Europawalen 2024 hu vill Bierger:innen d'Bréifwal ugefrot. Laut dem Internetsite elections.public.lu waren et der 88.102, 18.000 méi wéi bei de Chamberwalen 2023. Et goufen awer just 84.214 Bulletins gezielt, déi iwwer Courrier erakoumen.

Aus diverse Quelle war ze héieren, dass et, nieft de feelende Walinformatiounen a verschiddene Gemengen, och aner Problemer gouf mat der Bréifwal: Enveloppen, déi guer net bei de Wieler:innen ukoumen, Enveloppen, déi esou spéit ukoumen, dass se net zurzäit konnten zeréckgeschéckt ginn, Envoien, bei deenen eng vun den zwou Enveloppë fir de Retour gefeelt huet. Besonnesch Student:innen am Ausland ware betraff, awer net nëmmen.

Dozou erlaben ech mer et, follgend Froen un den Här Inneminister ze stellen:

1. Wéi erkläert den Här Inneminister, datt et no jorelaangen Erfarunge mat der Bréifwal nach ëmmer zu esou vermeidbare Panne ka kommen?

[24] Garnich, Steinfort, Beckerich, Habscht, Koerich, Saeul, Pétange, Käerjeng, Dippach et Mamer

2. Wat gedenkt den Här Inneminister ze ënnerhuele fir sécherzestellen, dass bei den nächste Walen de Choix fir d'Bréifwal net bedeit, dass ee méiglecherweis ee vu senge wichtegste Biergerrechter net kann ausüben?

**Réponse** (18/07/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Gemääss dem ofgeännerte Walgesetz vum 18. Februar 2003 fält d'Organisatioun vun den Europawalen ënner d'Kompetenz vum Staatsministère, deen de Gemengen déi néideg an obligatoresch Formulairen, Placards an och d'Enveloppë fir Bréifwal zoukomme gelooss huet.

De Staatsministère huet am Kader vun den Europawale verschidde Circulairen un d'Gemengen iwwer d'Plattform vum Ministère des Affaires intérieures verschéckt, déi d'Bréifwal concernéieren[25]. Et kann een se um offiziellen Internetsite vum Ministère des Affaires intérieures consultéieren.

ad 1. Et gëtt verschidde Méiglechkeeten, fir den Ecart zwëschent der ugefroter Bréifwal an de Bulletins, déi gezielt goufen, ze erklären.

An eenzelne Fäll ass dem Ministère zougedroe ginn, dass d'Enveloppe mam Walziedel, déi per Recommandé vun der Gemeng verschéckt gëtt, net zougestallt gëtt, entweeder well d'Adress vum Wieler net korrekt oder präzis genuch ass oder well de Wieler de Recommandé net entgéinthëlt respektiv en net innerhalb vum Delai an d'Post siche geet.

Huet de Wieler de Bréif kritt, läit et a senger eegener Responsabilitéit, fir de Walziedel fréi genuch fortzeschécken, fir dass e matzäiten am Walbüro ukënnt. Dowéinst kënnt et ëmmer nees vir, dass Walenveloppen, virun allem wann se aus dem Ausland zeréckgeschéckt ginn, ze spéit am Walbüro ukommen.

Donieft hu lokal auslännesch Postbüroen entweeder keng Instruktioune fir de Vote par correspondance kritt oder hunn se ignoréiert. Et ass probéiert ginn ze intervenéieren, sief et um Niveau vun der nationaler Post an um Niveau vun de Lëtzebuerger Ambassadeuren. Och gouf an deem Kontext vun der nationaler Post een Appell un d'Union postale universelle gemaach.

Gemääss dem Artikel 332 vum ofgeännerte Walgesetz vum 18. Februar 2003 ass de Schäfferot um kommunalen Niveau kompetent fir den Envoi vun der Bréifwal. Bei der Quantitéit vun Enveloppen, déi musse verschéckt ginn, ass et méiglech, dass et beim Apaken zu Feeler kënnt.

Am Kontext vun de leschten Europawale war den Inneminister iwwert ee konkreete Problem informéiert ginn, deen am Zesummenhang mat dem Verschécke vun den Erklärungen zur Stëmmvergab stoung. Sechs Gemengen haten de Wieler am Kader vun der Bréifwal eng onkomplett Dokumentatioun zoukomme gelooss. Déi concernéiert Gemenge waren doropshi vum Inneministère opgeruff ginn, d'Dokument mat den Instruktiounen de jeeweilege Wieler nozereechen.

ad 2. Am Kader vun den Europawale sinn, op Basis vun den Erfarunge bei de legislative Walen, kuerzfristeg Mesurë geholl ginn, fir d'Differenz tëschent der ugefroter Bréifwal an de Bulletins, déi gezielt goufen, ze reduzéieren.

Mam Convocatiounsbréif krut de Wieler gläichzäiteg Instruktiounen (op Däitsch, Franséisch, Lëtzebuergesch an Englesch) geschéckt, déi erklären, wéi een seng Stëmme verdeele kann an, fir de Fall vun der Bréifwal, a wéi eng Enveloppe ee säi Walziedel leeë muss. D'Instruktioune sinn des Weideren och a „leichter Sprache" (Däitsch a Franséisch) iwwersat an op https://klaro.lu/, https://guichet.public.lu, https://elections.public.lu publizéiert an iwwer de SIGI un d'Gemengen, genausou wéi un de GRESIL (https://integratioun.lu/gresil/) an Info-Handicap verdeelt ginn.

Bei der Bréifwal krut de Wieler mam Walziedel zousätzlech ee Flyer matgeschéckt, op deem bildlech an a verschiddene Sproochen erkläert gëtt, wéi d'Bréifwal funktionéiert. Dës Mesurë solle garantéieren, dass de Walziedel gülteg ausgefëllt an d'Bréifwal richteg a matzäite verschéckt gëtt.

Donieft ware generell Informatioune betreffend d'Walen an notamment d'Bréifwal och op diversen Internetsäite wéi z. B. https://jepeuxvoter.lu, https://elections.public.lu, https://guichet.public.lu, https://klaro.lu/, https://zpb.lu, a verschiddene Sproochen, inklusiv „leichter Sprache", an diverse Formater disponibel.

Den 9. Mäerz 2024 ass och en Avis betreffend d'Bréifwal an diversen Dageszeitunge publizéiert ginn.

**Contrôles frontaliers allemands** | Question **0889** (14/06/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Aktuell fanne Kontrollen op der däitsch-lëtzebuergescher Grenz statt wéinst der EM. D'Situatioun ass ganz onkloer. Den Inneminister sot, hien hätt mat senger däitscher Homologin Enn Abrëll geschwat an d'Kontrolle wieren esou am Abrëll net ofgemaach gewiescht. Trotz enger 2. Interventioun, wou de Minister versprach huet, d'Kontrolle géife keng esou Staue méi ausléisen, weess déi Tréierer Police laut RTL awer näischt dovun a mécht d'Kontrollen onverännert weider. Doduerch, datt d'EM de Weekend ugeet, ass net auszeschléissen, datt d'Kontrollen nach ausgewäit ginn. D'Leit wëssen also net, wéi et déi nächsten Deeg a Woche weidergeet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wat huet den Inneminister genau a senger rezentster Interventioun gefuerdert? Wat huet en doropshi versprach kritt?

2. Firwat ginn d'Kontrollen onverännert weider?

3. Wäert sech nach eppes un de Kontrollen änneren?

**Réponse** (25/06/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Ech verweisen op meng Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 0792 an op de Communiqué de presse vum 19. Juni 2024, dee publizéiert ginn ass no mengem rezentste Gespréich mat der däitscher Inneministesch, der Madamm Nancy Faeser. An deem Gespréich gouf nach emol iwwer d'Verkéierslag op de Grenziwwergäng geschwat, an ech hunn d'Bundesinnenministerin nach eng Kéier ëm eng raisonnabel Ëmsetzung vun de Grenzkontrolle gebieden.

Ech hunn och ënnerstrach, dass ech verstinn, dass d'Sécherheet am Kader vun der Fussball-EM garantéiert gëtt, mee dass de Verkéier fléissend muss bleiwen, besonnesch zu de Spëtzestonnen, am Intressi vun de Lëtzebuerger an de Frontalieren.

Den 19. Juni sinn och d'Policedirektioun vu Lëtzebuerg an d'Bundespolizeidirektion vu Koblenz zesummekomm an hu follgend Mesurë festgehalen, déi ab deem Dag gëllen:

– keng Kontrollposten op de Grenzbrécken;
– zwou Fuerspuren am Baustelleberäich op der A64 (Sauertalbrücke).

**Voyages scolaires** | Question **0890** (14/06/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

D'Schoulreese mat engem pädagogeschen Interessi (z. B.: Besuch vun engem Musée, kulturell Entdeckung vun enger Stad, ...), mat oder ouni Iwwernuechtung(en), sinn zënter jeehier Deel vun der edukativer Traditioun zu Lëtzebuerg. Bei dëse Reese ginn d'Schüler vu verschiddenen Enseignantë begleet, déi d'Missioun hunn, souwuel d'disziplinär Opsiicht iwwer d'Kanner ze garantéiere wéi och hinnen déi néideg pädagogesch Betreiung ze bidden. Wärend e puer Ubidder (z. B.: Muséeën, Jugendherbergen ...) heiansdo eng „Schoulgrupp"-Formel ubidden, wou eng gewëssen Unzuel u Schülertickete Recht op eng gratis Entrée fir Enseignantë gëtt, ass dat net ëmmer de Fall fir all Ubidder.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Ginn d'Schoulreesen an d'Ausland, déi e pädagogeschen Interessi hunn, vun Natur hier als Déngschtreese fir d'Enseignanten ugesinn, wéi am Règlement grand-ducal du 14 juin 2015 sur les frais de route et de séjour ainsi que les indemnités de déménagement des fonctionnaires et employés de l'État?

2. Kann den Här Minister bestätegen, datt d'Enseignanten e Recht op d'Réckerstattunge vun den effektiv entstanene Käschten hunn, fir d'Schüler kënnen ze begleeden (z. B.: d'Tickete fir déi virgesinnen Aktivitéite wärend dëse pädagogesche Reesen)?

3. Bleift den Enseignant géint Aarbechtsaccidenter gedeckt, wann hien d'Schüler bei dëse Schoulreese begleet?

4. Sinn d'Äntwerte vum Här Minister op déi virdru gestallte Froe fir all d'Klassen aus den ëffentleche Schoulen, also ESG, ESC an ESE d'nämmlecht gülteg? Wann nee, wéi eng Ënnerscheeder gëtt et hei?

**Réponse** (06/08/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Schoulreese ginn als pedagogesch Aktivitéit ugesinn a berouen – wat d'Participatioun vun Enseignantë betrëfft – um Prinzipp vun der Fräiwëllegkeet. Fir d'Enseignantë gëllen se deemno net als Déngschtreesen am Sënn vum Règlement grand-ducal du 14 juin 2015 sur les frais de route et de séjour [...] des fonctionnaires et employés de l'État.

ad 2. Am Enseignement fondamental ginn d'Schoulreese vun de Gemengenautoritéiten a Collaboratioun mam Léierpersonal organiséiert. D'Gemengen iwwerhuelen an dësem Kontext d'Transportkäschten esouwéi zusätzlech Fraisen, déi duerch d'Participatioun un enger pedagogescher Aktivitéit (z. B. Ticketen) ufalen.

Am Enseignement secondaire ginn d'Schoulreese vun de Lycéeën organiséiert. An der Reegel kommen d'Enseignantë selwer fir d'Käschten op, déi dobäi entstinn.

ad 3. Laut dem Artikel 1 vum Règlement grand-ducal modifié du 17 décembre 2010 concernant l'assurance accident dans le cadre de l'enseignement précoce, préscolaire, scolaire et universitaire, deckt d'Assurance accident nieft dem Enseignement och déi sougenannten Activités connexes of; dorënner falen ausdrécklech och d'Schoulreesen.

ad 4. Am Beräich vum Enseignement secondaire gi bei der Organisatioun vu Schoulreese keng Ënnerscheeder tëscht deene verschiddenenen Ordres d'enseignement gemaach.

[25] Circulairen N° 2024-15, N° 2024-029 an N° 2024-032

**Transport d'armes vers Israël** | Question **0892** (14/06/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Me référant à la réponse de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, Madame la Ministre de la Défense et Monsieur le Ministre de l'Économie à la question parlementaire urgente n° 0835, je tiens à leur poser quelques questions supplémentaires.

Dans leur réponse, Messieurs et Madame les Ministres affirment que les documents vérifiés par le Commissariat aux affaires maritimes auprès de l'armateur du navire de Vertom Odette « confirment qu'il n'y a pas de matériel militaire à bord, mais que le navire transporte entre autres des marchandises dangereuses au sens du code IMDG, dont notamment des produits chimiques pouvant servir à la fabrication de munitions. Les utilisateurs finaux de ces cargaisons sont des entités européennes. »

Messieurs les Ministres affirment également que « rien ne permet de confirmer les allégations selon lesquelles des navires sous pavillon luxembourgeois seraient impliqués dans la livraison ou le transfert d'armes vers Israël ».

Étant donné l'extrême gravité potentielle que constitue le transport d'armes vers un pays dont les actions militaires peuvent constituer un crime de génocide et de la responsabilité des pouvoirs publics qui ne feraient pas assez preuve de mesures de prévention en accord avec la Charte de répression et de prévention du génocide que le Luxembourg a ratifiée, je prie Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, Madame la Ministre de la Défense et Monsieur le Ministre de l'Économie de se montrer plus précis :

1) De quelles « entités européennes » s'agit-il ? Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils nous assurer que ces entités ne sont pas des filiales de sociétés israéliennes, respectivement que ces filiales ou ces entités n'exercent aucune forme de collaboration avec l'armée israélienne ? Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils assurer que ces marchandises ne seront pas utilisées à des fins militaires de quelque nature que ce soit qui soient en lien avec l'armée israélienne ?

2) Le CAM, en tant qu'autorité du pavillon, a-t-il sollicité toutes les informations nécessaires concernant la nature de la cargaison de ce navire auprès des autorités des ports concernés et des États ayant autorisé l'export, l'import et le transit des cargaisons ?

3) Me référant à la réponse ad 4) ad 5), Monsieur le Ministre des Affaires étrangères peut-il détailler les mesures prises par ses services afin de s'assurer que le Luxembourg n'est pas impliqué dans la livraison d'armes vers Israël ?

**Réponse** (12/07/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) et 2) Le Commissariat aux affaires maritimes (CAM) a réagi avec la diligence nécessaire et appropriée dans ce contexte, afin de pouvoir s'assurer que rien ne confirme les suspicions auxquelles fait référence l'honorable Député quant à l'implication d'un navire luxembourgeois dans la livraison ou le transfert d'armes vers Israël. Il y a lieu de reconfirmer à l'honorable Député qu'il n'y avait pas d'armes à bord du navire en question et que celui-ci ne naviguait pas vers Israël. Aucun manquement n'ayant été constaté non plus par les différentes autorités portuaires impliquées, rien ne permet de soupçonner une activité contrevenant aux règles internationales ni de maintenir ces suspicions.

ad 3) Chaque demande d'autorisation pour l'exportation ou le transit de biens figurant sur la liste militaire de l'UE est analysée au cas par cas par l'Office du contrôle des exportations, importations et du transit (OCEIT) et par la Direction des affaires politiques du Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur (MAE).

Avant la délivrance d'une autorisation, les obligations internationales du Luxembourg en matière de contrôle d'exportations et de non-prolifération, ainsi que le contexte politique du pays de destination, sont analysés en détail. Pour ce faire, le MAE se réfère à la position commune 2008/944/PESC du Conseil de l'UE, ainsi qu'aux dispositions des traités et conventions internationaux en matière de désarmement et non-prolifération dont le Luxembourg est membre.

Une autorisation est refusée si elle est incompatible avec la position commune ou avec les obligations légales et internationales du Luxembourg. Cette approche s'applique uniformément à tous les pays.

**Finances communales** | Question **0893** (14/06/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Dans un message sur le réseau social « X », Monsieur le Ministre des Affaires intérieures a écrit :

« Des Weideren, an Zukunft:

– Vill Gemenge musse manner an de Fonds de l'emploi abezuelen
– D'Dotatioun 2024 un d'Gemengen ass ëm 126,7 Milliounen Euro eropgaang
– Ausbezuele vum Fonds communal de péréquation un d'Gemengen
– Ausschaffe vun de Subsidë fir d'Gemengen, zesumme mam Syvicol »

Sachant que l'augmentation de la dotation en 2024 n'est pas le résultat d'une réforme politique, j'aimerais recevoir plus d'informations sur les trois autres réformes annoncées par Monsieur le Ministre.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

– Monsieur le Ministre peut-il me fournir un tableau comparatif qui reprend les contributions au Fonds de l'emploi par communes pour 2022, et les contributions théoriques si cette réforme annoncée avait déjà été en place ?

– Monsieur le Ministre peut-il me fournir un tableau qui reprend le montant total du Fonds communal de péréquation ainsi que les montants exacts que chaque commune recevra de ce fonds ?

– Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer quand il prévoit de réformer les contributions au Fonds de l'emploi, la liquidation du Fonds communal de péréquation et la réforme des subsides, sachant que dans sa réponse à ma question parlementaire n° 0723, il a annoncé d'effectuer les changements au Fonds de dotation globale des communes dans le cadre du budget de l'État 2025 ?

**Réponse** (31/07/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

L'honorable Député s'enquiert des contributions au Fonds pour l'emploi par commune pour 2022, telles qu'elles auraient été dues si la réforme annoncée avait déjà été en place pour l'année 2022. Un tableau annexé à la présente reproduit ces contributions au Fonds de l'emploi pour 2022 par commune. Je me permets également de vous communiquer la participation directe au produit en Impôt commercial communal (ICC) ainsi que le Fonds de dotation globale des communes (FDGC) par commune pour l'année 2022.

L'honorable Député s'enquiert également des avoirs au Fonds communal de péréquation conjoncturale. Un tableau annexé à la présente reproduit ces avoirs au total et par commune.

Le projet de loi n° 8409 concernant la réforme des contributions des communes au Fonds pour l'emploi ainsi que le projet de loi n° 8408 portant sur l'abolition du Fonds communal de péréquation conjoncturale, ont été adoptés par le Conseil de Gouvernement en date du 19 juin 2024 et ont été déposés le 3 juillet 2024.

Pour ce qui concerne la réforme des contributions des communes au Fonds pour l'emploi, il y a lieu de noter qu'à l'heure actuelle, les communes doivent contribuer ensemble au Fonds pour l'emploi sur base d'un mécanisme complexe de détermination des contributions communales individuelles au fonds qui conduit à des inégalités entre les communes. Le résultat est que depuis 2021, moins d'un tiers des communes y ont contribué : 31 communes en 2021, 28 communes en 2022 et 27 communes en 2023. Par ailleurs, la contribution au fonds de plus de la moitié de ces communes est plus élevée que leurs participations directes aux produits de l'impôt commercial communal. D'ailleurs de nombreuses communes d'une taille importante n'y ont pas contribué depuis 2021, comme notamment la Ville de Dudelange.

C'est également dans le cadre de son avis du 18 novembre 2016 que le Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol) a considéré que ce mode de calcul « des contributions des communes au Fonds pour l'emploi est non seulement excessivement compliqué, mais n'est surtout accompagné d'aucune argumentation justifiant la hausse très substantielle des contributions de certaines communes (surtout des communes rurales avec une superficie importante), alors que d'autres voient leurs contributions diminuer par rapport aux années précédentes. La solidarité ne devrait jouer pas seulement entre le secteur communal et les demandeurs d'emploi, mais aussi entre l'ensemble des communes. Pour cette raison, le Syvicol plaide pour un système similaire à celui qui [était] en place, où la contribution d'une commune est proportionnelle à ses recettes ICC, ce qui apparaît plus juste et plus équitable[26]. »

Ce constat était d'ailleurs partagé par les participants aux événements intitulés « soirées pour les élus locaux », qui se sont tenus dans les villes de Diekirch, Esch-sur-Alzette, Luxembourg et dans la commune de Junglinster. Lors de ces rencontres, la proposition de nouvelles modalités de contribution, fondées sur une méthode de calcul directe et proportionnelle, a été accueillie favorablement.

Ce faisant, le projet de loi a pour objet de remédier à ces inégalités sur base du principe de solidarité et de rendre plus juste le système des contributions au Fonds pour l'emploi en définissant de nouvelles modalités de contribution pour les communes. Il a encore pour objet de simplifier les modalités de contribution en introduisant une méthode de calcul directe et proportionnelle des contributions individuelles des communes. Ainsi, en basant la contribution de chaque commune sur sa participation directe au produit en impôt commercial communal généré sur son territoire par rapport au total des participations directes de l'ensemble des communes au produit en impôt commercial, le nouveau système assure que chaque commune contribue en fonction de sa capacité financière. Ces nouvelles modalités

[26] Avis du Syvicol du 18 novembre 2016, n° 7036

garantissent une répartition plus transparente et équitable des charges et constituent une application du principe de solidarité entre communes, où celles financièrement les mieux dotées contribuent dans une proportion plus élevée au fonds. La nouvelle méthode de calcul assure également une meilleure prise en compte des situations financières individuelles des communes en mettant en place des modalités de contribution qui s'adaptent aux répercussions financières dues aux conjonctures économiques au niveau local.

Concernant l'abolition du Fonds communal de péréquation conjoncturale, il y a lieu de noter que le Fonds communal de péréquation conjoncturale a été mis sur pied en 1967 pour équilibrer les finances des communes afin de faire face aux diminutions massives des recettes ordinaires des communes ou à une augmentation importante des dépenses des communes à la suite d´une dépression économique.

Toutefois, les alimentations au fonds ont cessé en 1975 et le dernier prélèvement s'est fait en 1985. L'État a par ailleurs repris tous ses moyens dans le cadre de la Division anti-crise (DAC). Cependant, ce fonds existe toujours en tant que fonds d'argent de tiers auprès du Trésor de l'État et accuse un avoir de 52.191.668,82 EUR depuis mars 2015. Ces considérations mettent en exergue que le fonds a été créé afin de servir en tant qu'instrument de politique conjoncturelle pour coordonner à l'échelon national la politique économique et plus particulièrement la politique conjoncturelle. Cependant l'avoir actuel du fonds ne permettrait plus à ce dernier de remplir cette fonction si les conditions d'accès venaient à être remplies. Dans ce contexte, le fonds ne serait pas à même de fournir une assistance en temps opportun et il ne répond plus aux exigences de la solidarité communale. Au regard des considérations qui précèdent, couplé de cette inertie des avoirs du fonds ainsi que la non-alimentation pendant presque 50 ans de ce dernier, le bien-fondé du Fonds communal de péréquation conjoncturale a également été remis en cause par d'autres acteurs[27].

Pour ce qui concerne la réforme des aides en capital du Ministère des Affaires intérieures en matière des équipements collectifs de base, les travaux du groupe de travail avec le Syvicol pour évaluer, voire augmenter ces aides sont en cours.

*(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Paiement en espèces sur guichet.lu** | Question **0894** (17/06/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

D'Digitalisatioun an eiser Gesellschaft kritt eng ëmmer méi grouss a méi wäitreechend Roll. D'Benotze vum Boergeld kritt ëmmer nees nei Limitte gesat. Wann de Leit déi Méiglechkeet, fir mat Boergeld ze bezuelen, geholl gëtt, da kann dat gewëss Gefore mat sech bréngen, awer och scho Problemer bei übleche Verwaltungsgäng.

Wann ee säi Portmonni verléiert oder dëse geklaut kritt, ass dat éischt, wat ee mécht, datt ee seng Bankkaarte späre léisst. Well een d'Carte d'identité an de Fürerschäin am Reegelfall am Portmonni mat sech dréit, muss een dës staatlech Dokumenter dann natierlech neimaache loossen. Wien dofir an d'Stad Lëtzebuerg bei den Accueil vu Guichet.lu an der Ënneschtgaass geet, dee kann dës staatlech Dokumenter net op der Plaz neimaache loossen, wann e just Boergeld huet an d'Bankkaarte gezwongenermoossen huet misse späre loossen.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Firwat kënnen déi besote Verwaltungsgäng, fir staatlech Dokumenter beim Accueil vu Guichet.lu unzefroen, net mat Boergeld bezuelt ginn?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Leit ëmmer sollen d'Méiglechkeet hunn, mat Boergeld ze bezuelen, ganz besonnesch och fir all déi staatlech a kommunal Verwaltungsgäng?

3. Wier et net méiglech, zousätzlech eng Ausnameprozedur ze schafe fir dee Fall, wou een esou staatlech Dokumenter wéi d'Carte d'identité an de Fürerschäi verléiert oder geklaut kritt, déi et erlaabt, dës Dokumenter direkt ze erneieren, awer se zu engem spéideren Zäitpunkt eréischt ze bezuelen?

**Réponse** (19/07/2024) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation

Wéi schonns op d'Fro N° 7470 vum 13.1.2023 geäntwert, bitt de Guichet.lu-Accueil, gradesou wéi d'Gemengen, de Bierger d'Méiglechkeet, hir lëtzebuergesch Carte d'identité unzefroen a sichen ze kommen. Doriwwer eraus hunn och lëtzebuergesch Netresidenten d'Méiglechkeet, dës Demarche beim Guichet.lu-Accueil ze maachen.

Fir d'Ausstelle vun der Carte d'identité gëtt eng Tax verlaangt, déi ee ka per Virement bezuelen. De Virement muss am Viraus gemaach ginn, éier een d'Carte d'identité am Guichet.lu-Accueil ufreet.

Et ass och méiglech, d'Tax mat der Bankkaart oder mam Smartphone ze bezuelen, entweeder am Viraus online iwwert myguichet.lu oder sur place, de Moment wou d'Carte d'identité ugefrot gëtt. Leit, déi Boergeld virzéien, hunn do derniewent d'Méiglechkeet, am Viraus e Versement bei hirer Bank ze maachen.

Am Fall wou een d'Tax am Viraus bezilt, muss een eng Preuve de paiement mat an de Guichet.lu-Accueil bréngen, fir d'Carte d'identité unzefroen. Eng vergläichbar Prozedur gëllt och fir d'Erneierung vum Fürerschäin. Déi aktuell Prozedur funktionéiert ganz gutt an et sinn eis och weider keng Reklamatiounen an deem Sënn bekannt. Eng zousätzlech Ausnameprozedur ze schafen, ass deemno de Moment net virgesinn.

**Animaux domestiques au Luxembourg** | Question **0896** (17/06/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Den 12. Juni gouf um RTL driwwer bericht, dass bei Konsdref e Känguru fortgelaf ass. Den 13. Juni gouf um RTL den Artikel aktualiséiert an d'Veterinärinspektioun koum zu Wuert. Laut der Veterinärinspektioun wier zu Lëtzebuerg bis ewell nach ni eng Autorisatioun, fir e Känguru ze halen, ausgestallt ginn. Weider heescht et: „Am Kader vum Déiereschutzgesetz gëtt et eng positiv Lëscht vun Déieren, déi een däerf halen. Do sinn dann och Konditioune festgesat. Wann awer elo een en Déier onbedéngt wëll halen, wat net op där positiver Lëscht steet, da brauch en dofir eng Autorisatioun vum Minister."

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau dës Froe stellen:

1. Fir wat fir eng exotesch Déiere goufe bis elo esou Autorisatiounen u Privatpersoune vum Ministère ausgestallt?

2. Ëm wéi vill Déieren handelt et sech, heibäi jeeweils opgelëscht no Aart?

3. A wéi ville Fäll gouf eng Autorisatioun refuséiert a fir wat fir eng Déiere war dat?

**Réponse** (17/07/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Et goufen, baséierend um Art. 5 vum Déiereschutzgesetz vum 27. Juni 2018, 78 Autorisatioune fir Déieren ausgestallt, déi net op der positiver Lëscht stinn. Déi Autorisatioune verdeelen sech wéi follgend:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 2. Déieren, déi virum Akraafttriede vum Déiereschutzgesetz am Besëtz waren, ginn individuell autoriséiert. D'Zuucht mat hinnen ass net erlaabt. An deem Kader goufe bis elo 6 Alpakaen, 7 Lamaen, 3 Schildkröten, 127 Schlaangen, 26 Spannen, 13 Echsen a 6 Pfeilgiftfrösche autoriséiert. Autorisatioune fir Déieren nom Akraafttriede vum Gesetz kënnen d'Zuucht an den Zoukaf erlaben.

ad 3. Vun den agereechten Autorisatioune gouf bis elo nach keng Demande no der Evaluatioun refuséiert.

**Centres pénitentiaires du Luxembourg** | Question **0897** (17/06/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

La réponse à la question parlementaire n° 0461 a révélé que sur les 611 détenus au Luxembourg, 465 ne sont pas luxembourgeois. 76 % des prisonniers sont donc de nationalité étrangère, et ce alors que seulement 47 % des résidents luxembourgeois sont étrangers.

Aucune étude scientifique qui prouverait que des immigrant.e.s commettraient des crimes plus souvent que des Luxembourgeois n'existe actuellement. Il parait donc opportun de citer les résultats de quelques études scientifiques menées dans d'autres pays occidentaux :

– Aux États-Unis, malgré le lien fait couramment dans l'imagination populaire entre augmentation du nombre d'étrangers et augmentation du taux de criminalité, il a été établi que des immigrants y sont moins susceptibles de commettre des crimes que la population née sur le sol américain, et qu'une augmentation d'immigrants dans un quartier n'y est pas corrélée systématiquement à une augmentation du taux de criminalité.
–Des études sur le cas français montrent que si un Français et un étranger ont un nombre semblable de condamnations déjà inscrit sur leur casier judiciaire, les juges jugent leur cas de façon très semblable ; or, parmi les prévenus sans antécédents judiciaires, 2 Français sur 5 (41,8 %) seulement sont condamnés à une peine de prison ferme tandis que près de 4 étrangers sur 5 (77,6 %) le sont[28].
– Une étude allemande plus ancienne montre également que par exemple les adolescents turcs et (ex-) yougoslaves résidant en Allemagne étaient traités de façon plus sévère par les juges allemands[29] que

[27] Avis de la Cour des comptes du 8 novembre 2011, dans le cadre du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012, n° 6350

[28] Discriminations en comparution immédiate, T. Léonard, Plein Droit 2011/2 (n° 89), 24-27

[29] Gleiches (Straf-)Recht für alle? Neue Ergebnisse zur Ungleichbehandlung ausländischer Jugendlicher im Strafrecht der Bundesrepublik, W. Ludwig-Mayerhofer, H. Niemann, Zeitschrift für Soziologie, Jg. 26, Heft 1, Februar 1997, 35–52

les adolescents allemands dans les années 90, et ce nonobstant l'image du juge impartial et objectif.
– Il est également à noter dans ce contexte que, même si dans tous les codes de déontologie pour magistrats l'impartialité et la neutralité sont citées comme des vertus essentielles, des études dans les sciences sociales ont établi que de nombreux facteurs irrationnels peuvent influencer les décisions que prennent les juges : par exemple, des décisions favorables aux détenus sont plus susceptibles de se produire en début de journée et après la pause-déjeuner[30].

Partant de ces informations provenant d'autres pays, je voudrais donc poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Combien de personnes ont comparu devant la justice pendant la période 2014-2024 sans avoir eu d'antécédents judiciaires ?
a. Parmi ces personnes, combien de personnes étaient d'origine étrangère et combien avaient la nationalité luxembourgeoise (avec une ventilation, si les données le permettent, pour les Luxembourgeois.e.s racisé.e.s ainsi que pour les personnes étrangères racisées) ?
b. Parmi ces personnes, combien de Luxembourgeois sans antécédents judiciaires ont été condamnés pendant cette période à une peine de prison ferme, et combien d'étrangers sans antécédents judiciaires (avec une ventilation, si les données le permettent, pour les Luxembourgeois.e.s racisé.e.s ainsi que pour les personnes étrangères racisées) ?
c. Sur cette période, combien de personnes de nationalité luxembourgeoise ont bénéficié d'une peine de prison avec sursis ? Combien d'étrangers (avec une ventilation, si les données le permettent, pour les Luxembourgeois.e.s racisé.e.s ainsi que pour les personnes étrangères racisées) en ont bénéficié ?

2) Parmi les détenu.e.s luxembourgeois.e.s actuels, combien ont été condamnés à une peine de prison ferme sans avoir eu d'antécédents judiciaires (avec, si possible, une ventilation pour les Luxembourgeois racisés et non racisés) ? Combien d'étrangers parmi les détenus actuels y ont été condamnés sans avoir eu d'antécédents judiciaires (avec, si possible, une ventilation pour les étrangers racisés et non racisés) ? Serait-il également possible d'obtenir une ventilation des crimes pour lesquels les Luxembourgeois.e.s respectivement les personnes non luxembourgeoises actuellement détenues (avec, si possible, une ventilation selon que la personne est racisée ou non) ont été condamnés ?

3) De façon générale, comment Madame la Ministre voit-elle l'enjeu de la sensibilisation des magistrats et magistrates luxembourgeois aux préjugés et stéréotypes de tout genre (sexisme, racisme, origine, classisme) ?

4) Y a-t-il des séances, des ateliers ou des workshops qui sont organisés par le ministère sur les biais cognitifs, les préjugés ou les stéréotypes qui peuvent affecter les magistrats ? Dans l'affirmative, sont-ils obligatoires et quel est leur contenu ? Dans la négative, pourquoi pas ?

**Réponse** (31/07/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

De façon préliminaire, il convient de remarquer que dans les tableaux repris ci-dessous, sont considérées l'ensemble des inscriptions de jugements et arrêts définitifs (décisions coulées en force de chose jugée) au casier judiciaire, prononcées par une juridiction luxembourgeoise ou étrangère. Les ordonnances pénales ne sont pas prises en compte.

Par ailleurs, pour les besoins de la question de l'honorable Député, uniquement les personnes ayant reçu une première inscription au casier judiciaire durant la période de référence sont considérées. Il est tenu compte des inscriptions enregistrées avant la période de référence pour déterminer s'il s'agit d'une inscription sans antécédents judiciaires ou non.

Il est également important de noter qu'il n'est pas possible de faire la distinction entre personnes racisées et non racisées. Il est uniquement possible de prendre en considération la nationalité des personnes condamnées. Si une personne possède plusieurs nationalités, dont une étant la nationalité luxembourgeoise, elle est considérée comme luxembourgeoise. Si aucune nationalité n'est renseignée dans le système informatique, ces personnes sont comptées comme de nationalité inconnue. Aucune distinction n'est faite en fonction des infractions pour lesquelles les personnes ont été condamnées. Ces chiffres ne tiennent donc pas compte de la gravité des faits constatés. Concernant les peines d'emprisonnement, il est établi une distinction entre la peine d'emprisonnement ferme, le sursis partiel et le sursis total. Les données fournies pour l'année 2024 se basent sur une extraction des données datant du 17 juin 2024.

ad 1) a. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Note de lecture : Des 2.111 personnes sans antécédents judiciaires et ayant reçu une première inscription en 2023, 828 personnes étaient de nationalité luxembourgeoise, 1.183 de nationalité étrangère et 100 de nationalité inconnue.

ad 1) b. et c. *(Tableaux et figure à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Note de lecture : Des 2.111 inscriptions sans antécédents judiciaires en 2023 (Tableau 1), 488 ont été condamnées à une peine d'emprisonnement (Tableau 3), dont 112 à du prison ferme, 123 à du sursis partiel et 253 à du sursis total. La Figure 1 montre qu'à 52 % des condamnations avec une peine d'emprisonnement en 2023 un sursis total est accordé alors que dans 23 % des cas, une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée. Dans 25 % des cas, un sursis partiel a été prononcé.

ad 2) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3) et 4) La sensibilisation des magistrats et magistrates luxembourgeois aux préjugés et stéréotypes de tout genre est un sujet important qui devrait faire partie de la formation de chaque magistrat. Des séances, ateliers et workshops ne sont pas organisés par le Ministère de la Justice, alors que ce domaine ressort de la compétence des autorités judiciaires.

---

**Cancer de la peau** | Question **0903** (18/06/2024) de **M. André Bauler** | **M. Gilles Baum** (DP)

Dat statistescht Bundesamt huet rezent matgedeelt, datt an Däitschland d'Zuel vun den Hautkriibserkrankungen tëscht 2002 an 2022 staark zougeholl hätt, an zwar ëm 75 %. D'Fäll vun hellem Hautkriibs hätten sech méi wéi verduebelt. De schwaarzen Hautkriibs (Melanom) wier ëm 14 % gestigen.

D'Zuel vun den Doudesfäll wéinst Hautkriibs ass an deem Zäitraum ëm 65 % geklommen. D'Zuel vun den Doudesfäll wéinst Kriibs ass an deem selwechten Intervall just ëm 10 % eropgaangen. Dës Augmentatioun vun den Zuele léisst sech ënnert anerem dorobber zeréckféieren, datt an Däitschland zanter 2008 all Versécherten ab 35 Joer all zwee Joer un engem Depistage fir Hautkriibs kann deelhuelen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Gesondheetsministesch follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Fäll vun Hautkriibs goufen zanter 2013 am Registre national du cancer (RNC) erfaasst?

2. Madamm Ministesch, wier et net sënnvoll, och hei zu Lëtzebuerg een nationalen Depistage fir Hautkriibs anzeféieren? Falls net, aus wéi enge Grënn?

Am RNC gi just d'Melanomen, also d'Fäll vu schwaarzem Hautkriibs, gezielt.

3. Kann d'Madamm Ministesch präziséieren, firwat net och d'Fäll vu wäissem Hautkriibs am RNC gesammelt ginn? Wier et eng Iwwerleeung wäert, an Zukunft och dës Zort Hautkriibs am RNC ze erfaassen?

**Réponse** (15/07/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Beim Hautkriibs ënnerscheet een zwëschent dem Melanom (schwaarzen Hautkriibs) an den Net-Melanom-Hautkriibsaarten (och heiansdo wäissen Hautkriibs genannt), op Englesch: Non-melanoma skin cancer (NMSC), wat haaptsächlech d'histologesch Forme vum „carcinome basocellulaire" (BCC) an dem „carcinome spinocellulaire" (SCC) sinn.

D'Tableauen 1 an 2 weisen déi nei Fäll an d'Doudesfäll duerch déi verschidde Forme vun Hautkriibs zu Lëtzebuerg. D'Interpretatioun vun den Donnéeë muss mat Virsiicht gemaach ginn, well een net mat Sécherheet ka soen, ob d'Donnéeën exhaustiv sinn. Och bei den däitschen Donnéeën, déi déi honorabel Deputéiert an hirer Fro zitéieren, weist d'„Statistisches Bundesamt" dorop hin, dass dës net onbedéngt ganz korrekt sinn, well z. B. de Risiko besteet, dass Patienten an Däitschland duebel gezielt goufen, wann si noeneen a verschiddene Spideeler behandelt goufen.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Et gesäit ee kloer, dass déi nei Fäll vu Melanome konstant iwwert d'Joren zouhuelen. Bei den NMSC geet d'Zuel rapid erof säit 2016. Dëst ass drop zeréckzeféieren, dass d'Collecte vun den Donnéeë bei den NMSC net komplett ass (weider Detailer dozou ënnert dem Punkt 3).

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

D'Doudesfäll duerch béid Forme vun Hautkriibs si relativ konstant iwwert d'Joren, mat verschiddene Variatiounen, bedéngt och duerch déi kleng Zuel vu Fäll.

ad 2. Den Hautkriibs (Melanom an NMSC) ass eng vun de Kriibszorten, déi ee potentiell relativ liicht evitéiere kann. Den Haaptrisikofacteur, nämlech d'Expositioun un d'Sonnestralung, kann een duerch e korrekt Verhalen einfach reduzéieren (primär Preventioun), an d'Fréierkennung ass einfach doduerch, dass suspekt Läsiounen einfach detektéiert kënne ginn (sekundär Preventioun).

D'Gesondheetsdirektioun mécht reegelméisseg am Summer Preventiounscampagnen, fir dass d'Leit sech géint d'UV-Strale schützen (z. B. de Schiet opsichen, Sonnecrème benotzen, laang Kleeder droen, de Kapp bedecken, Sonnebrëll undoen, Vermeiden, an der Mëttesstonn dobaussen ze sinn, am beschte keng Sonnebänken (Bronzage artificiel) benotzen, ...). D'Dokteren an aner Gesondheetsberuffer sinn och wichteg Vecteure vun dëse Preventiounsmessagen.

Eng fréi Diagnos erméiglecht et, déi meeschte Fäll vun Hautkriibs ze traitéieren an ze heelen. Dofir

[30] « Qu'a mangé le juge à son petit-déjeuner ? » De l'impact des conditions de travail sur la décision de justice, S. Danziger, J. Levav, L. Avnaim-Pesso, Les Cahiers de la Justice, 2015/4 (n° 4), 579-587

sollen d'Leit, wa si Ännerungen op hirer Haut feststellen, esou schnell wéi méiglech dëst bei engem Dokter ofkläre loossen.

D'Fro stellt sech dofir effektiv, ob e systemateschen Depistage vun der Populatioun Sënn géif maachen oder net.

Verschidde wëssenschaftlech Evaluatiounen iwwert den Notze vun esou engem Programm goufe gemaach, ouni dass do e kloert Argument fir oder géint ee systematesche Programm degagéiert konnt ginn. Déi rezentst Evaluatioun gouf vun der „US Preventive Services Task Force (USPSTF)" am Joer 2023 publizéiert a kënnt zur Conclusioun: „The USPSTF concludes that the current evidence is insufficient to assess the balance of benefits and harms of visual skin examination by a clinician to screen for skin cancer in adolescents and adults."

An deem Kontext ass et och wichteg drop hinzeweisen, dass d'Europäesch Unioun net op de Wee vun engem systemateschen Hautkriibsdepistage geet an der rezenter „recommandation du Conseil sur le renforcement de la prévention par la détection précoce : une nouvelle approche de l'Union européenne en matière de dépistage du cancer, remplaçant la recommandation 2003/878/CE du Conseil" vun 2022.

Och den däitsche „Krebsinformationsdienst" vum „Deutschen Krebsforschungszentrum (DKFZ)", deen iwwert den „Hautkrebs-Screening" kommunizéiert, weist op méiglech Nodeeler vun deem Programm hin, z. B. falsch Diagnosen an eng Iwwerdiagnos, a recommandéiert, dass all Persoun individuell mat sengem Dokter ofkläre soll, ob en um Programm deelhëlt oder net.

Baséiert op dësen Iwwerleeunge proposéiert Lëtzebuerg aktuell kee systematesche Screening-Programm fir seng Populatioun. Et ass awer duerchaus warscheinlech, dass nei Technologien, ënnerstëtzt duerch eng Interpretatioun mat Kënschtlecher Intelligenz, an der noer Zukunft den Notze vun engem Screening-Programm positiv beaflosse kéinten. D'Direktioun vun der Santé wäert esou Entwécklunge ganz genau am A behalen, fir eventuell hir Positioun géintiwwer engem systematesche Programm ze adaptéieren.

ad 3. Vun 2013 bis 2016 huet den Nationale Kriibsregëster (RNC) och Net-Melanom-Hautkriibs (NMSC) enregistréiert. Dunn 2017, an enger Reuniouun mat dem klinesche Grupp „cancer de la peau", gouf d'Problematik vun der Netexhaustivitéit vun den Donnéeë fir den NMSC beschwat, an et gouf zesumme mat der Société luxembourgeoise de dermatologie decidéiert, sech léiwer op de Melanom ze konzentréieren an den NMSC net méi ze enregistréieren.

Lëtzebuerg ass mat där Decisioun keng Ausnam. Et bestinn europawäit an och international wéineg fiabel epidemiologesch Donnéeën iwwert den NMSC, well et eebe ganz schwéier ass, do komplett Donnéeën ze erhiewen. Dëst ass bedéngt duerch déi grouss Zuel vu Fäll, déi héich Käschte fir d'Collecte vun den Donnéeën an d'Schwieregkeeten, un d'Informatiounen ze kommen. Et ass effektiv esou, dass d'Diagnos an d'Behandlung vun dëser Kriibszort vu ville medezinnesche Spezialitéite gemaach gëtt, oft och ambulatoire (wat den Zougréff op ee medezinneschen Dossier méi schwéier mécht wéi an engem Spidol), heiansdo ouni histologesch Ënnersichung a mat verschiddenen Traitementer (Cryotherapie oder Opbrénge vun engem lokale Medikament). Och kënne bei Hautkriibs éfters multippel Läsioune virleien, wat dann d'Fro vun den eenheetleche Reegele fir den Enregistrement stellt (ass et ee Patient oder sinn et méi Hautkriibsfäll), fir dass d'Donnéeë vergläichbar bleiwen, och iwwert d'Zäit an zwëschent Länner.

Den RNC ass sech awer bewosst, dass d'Theema vum wäissen Hautkriibs relevant bleift a probéiert, eng europawäit eenheetlech Léisung ze fannen am Kader vum European Network for Cancer Registries (ENCR), wou Lëtzebuerg elo Member ass.

**Pharmacie au profit de la région Tandel-Bettendorf-Reisdorf-Äerenzdall** | Question **0904** (18/06/2024) de **M. André Bauler** (DP)

Il y a un peu plus d'une année, le 10 mai 2023, j'avais plaidé en faveur de la création d'une pharmacie au profit de la région Tandel-Bettendorf-Reisdorf-Äerenzdall, le cas échéant sur le territoire de la commune de Bettendorf (question parlementaire n° 7977). En effet, la population de ces quatre communes ne cesse de croître. Elle s'élèvera vraisemblablement autour de quelque 10.000 personnes d'ici la fin de l'année. Sachant également que la population de la « Nordstad » est, elle aussi, en train de croître et qu'elle augmentera sensiblement au cours de cette décennie, il semble être fondé d'argumenter en faveur de l'implantation d'une pharmacie dans la région mentionnée ci-avant.

Hélas, dans sa réponse du 25 mai 2023, l'ancienne Ministre de la Santé, après avoir effectué une analyse statistique, m'avait précisé que « basé sur des critères objectifs de population, d'activité médicale et de distance géographique, il est actuellement difficile de justifier la création d'une nouvelle officine de pharmacie dans la région concernée », avis qu'il m'était difficile de partager entièrement au vu de l'évolution démographique.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre se rallie-t-elle aux réflexions de son prédécesseur ?

2) Madame la Ministre aurait-elle déjà été contactée par la commune de Bettendorf en vue de l'ouverture d'une nouvelle officine dans la région ? Dans l'affirmative, quelles auraient été les conclusions d'un éventuel échange ?

3) Quelles sont les communes du pays qui se verront octroyer, le plus probablement, une pharmacie nouvelle, l'accord de coalition de 2023 précisant que, « dans un souci d'améliorer l'accès aux médicaments, le Gouvernement envisage, en tenant compte de la croissance démographique, d'augmenter le nombre de pharmacies et de rendre les réglementations sur l'implantation d'une pharmacie moins restrictives » ?

4) Qu'entend-on précisément par la formule « rendre les réglementations sur l'implantation d'une pharmacie moins restrictives » ?

**Réponse** (05/07/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Tout en renvoyant à mes explications produites dans le cadre de ma réponse à la question parlementaire n° 0484 du 15 mars 2024 de l'honorable Député Monsieur Jeff Engelen en ce qui concerne les critères relatifs à la création de nouvelles concessions de pharmacie et compte tenu de l'évolution démographique dans la région concernée, il y a lieu de reconsidérer la position prise à l'époque quant à la nécessité de création d'une nouvelle officine dans la région Tandel-Bettendorf-Reisdorf-Äerenzdall.

ad 2) La soussignée a été effectivement contactée par la commune de Bettendorf en vue de l'ouverture d'une nouvelle officine dans la région concernée et il a été conclu qu'en application des critères d'attribution d'une nouvelle concession de pharmacie visés ci-dessus, une décision quant à la nécessité de création d'une nouvelle officine dans la région Tandel-Bettendorf-Reisdorf-Äerenzdall serait à prendre dans les meilleurs délais.

ad 3) Les communes qui se verront attribuer, le plus probablement, une nouvelle officine sont celles qui remplissent notamment les critères d'attribution détaillés dans le cadre de ma réponse à la question parlementaire n° 0484 précitée, à savoir plus précisément l'évolution démographique ainsi que la densité médicale.

ad 4) Il y a lieu d'entendre par cette formule tirée de l'accord de coalition de 2023, que l'attribution de nouvelles concessions de pharmacie doit se faire en fonction de critères évolutifs tels que plus amplement détaillés dans le cadre de ma réponse à la question parlementaire n° 0484 précitée et notamment la proximité d'infrastructures hospitalières, la démographie, la densité médicale, la situation géographique, l'accessibilité routière et la proximité de zone d'activités.

**PET-Scan** | Question **0905** (18/06/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Les pannes successives au seul PET-Scan luxembourgeois qui sera sous peu rejoint par une deuxième machine essentielle à la détection de certains cancers ont conduit à des retards dans l'examen et le diagnostic des patients concernés. Ces retards seront, selon Madame la Ministre, résorbés dans les meilleurs délais.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Étant donné que tout retard, outre le diagnostic tardif, peut être très angoissant pour les patients concernés, j'aimerais savoir si des accords avec nos pays voisins, notamment les services spécialisés de Trèves, existent actuellement respectivement sont envisagés pour se dépanner mutuellement en cas de tels incidents.

2) Dans cette éventualité, des rendez-vous alternatifs pourraient-ils être arrangés par les centres respectifs pour les cas les plus urgents ?

3) De tels « dépannages » mutuels existent-ils dans d'autres spécialités, tant au niveau du pays qu'avec des centres spécialisés dans les régions voisines ?

**Réponse** (15/07/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Il est à souligner que les examens ayant dû être reportés sont reprogrammés dans les meilleurs délais dans le cadre de plages additionnelles en journée ouvrable ou le samedi. En complément, il y a eu des prises de contact avec les établissements hospitaliers des pays voisins afin de vérifier les disponibilités de plages pouvant être proposées aux patients dont l'examen a été reporté au centre national PET au CHL. À ce stade, seul un établissement hospitalier à Bruxelles a annoncé avoir des disponibilités de plages d'examen PET-CT. Les pourparlers avec les établissements à Trèves et à Nancy sont en cours.

ad 2) Comme précisé dans la réponse à la question 1, des pourparlers avec des établissements hospitaliers des pays voisins sont actuellement en cours.

ad 3) En cas de besoin, des prises de contact ponctuelles se font afin d'orienter les patients concernés vers les centres spécialisés dans les régions voisines.

Alors que le centre national PET n'est doté à ce stade que d'une seule machine jusqu'à l'exploitation d'un deuxième PET-Scan dès le premier trimestre 2025, il est projeté de mettre en place un PET-CT en location pendant six mois afin de sécuriser l'exploitation de l'équipement national jusqu'à la mise en exploitation du 2e PET.

En ce qui concerne d'autres services spécialisés, comme le service national de radiothérapie ou les services de radiologie, divers équipements et appareils sont à disposition, permettant de prendre en charge des rendez-vous en cas de dysfonctionnement d'une des machines.

**Contrôles de nouveaux bâtiments par les communes** | Question **0907** (19/06/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Beim Wunnengsbau hunn d'Gemenge vill Verantwortung. Esou sinn d'Gemengen zoustänneg fir d'Baugeneemegungen op hirem Territoire. D'Baugeneemegung gëtt ausgestallt, wann ee Bauplang konform ass mat de Gesetzer, Gemengereglementer a groussherzogleche Reglementer, déi an der Matière existéieren.

Mat der Baugeneemegung dierf ee Bauhär dann ufänke mat bauen. D'Gebai muss dann no de Pläng gebaut ginn. No der Fäerdegstellung vum Gebai muss d'Gebai esou stoen, wéi et um Bauplang uginn ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wat muss eng Gemeng nom Fäerdegstelle vun engem Wunngebai kontrolléieren?

2. Falen ënnert d'Kontrollen duerch d'Gemeng och technesch Aspekter, wéi zum Beispill, dass d'Ofwaasserleitungen esou installéiert sinn, wéi se um Bauplang agezeechent waren?

3. Wéi muss eng Gemeng handelen, wann de Bau net dem Bauplang entsprécht, fir deen d'Baugeneemegung erdeelt gouf?

4. Wéi eng Derogatioune kënne gemaach ginn, wann ee Wunngebai net der Baugeneemegung entsprécht?

5. Ab wéini kann d'Gemeng fuerderen, dass ee Bau muss ofgeännert ginn, wann en net dem Bauplang entsprécht, fir deen d'Baugeneemegung erdeelt gouf?

6. U wie kënnen d'Bierger:innen (zum Beispill concernéiert Noperen) sech wenden, wann si wëssen, dass ee Gebai net der Baugeneemegung entsprécht?

**Réponse** (23/07/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Wat de Buergermeeschter nom Fäerdegstelle vun engem Wunngebai muss kontrolléieren, ass net gesetzlech gereegelt. Dat ofgeännert Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal an den Développement urbain gesäit keng Receptioun vu fäerdeggestallte Wunnenge vir. Deemno kann de Gemengerot am Bautereglement selwer Prozedure fir d'Receptioun vu Gebaier virginn. Wat genau ënnert d'Kompetenz vum Buergermeeschter fält am Kader vun der Receptioun vum Chantier, kann de Gemengerot och am Bautereglement festhalen.

Am Fall, wou de Bau net de geneemegte Pläng vun der Baugeneemegung entsprécht, gëtt et zwou Méiglechkeeten:

– Wann de Bau just ganz minimal divergéiert par rapport zu der Baugeneemegung, da gëtt et eng Toleranz, déi vun de Verwaltungsgeriichter festgehale gouf[31]. Et handelt sech heibäi ëm d'Applikatioun vum Prinzipp „de minimis[32]". Deemno gëtt et keng Konsequenze fir ee Bauhär, deen z. B. eng Konstruktioun e puer Zentimeeter méi héich gebaut huet, wéi d'Baugeneemegung et virgesäit.
– Falls de Bau awer lo méi substanziell divergéiert par rapport zu der Baugeneemegung, da muss de Buergermeeschter e Baustopp veruerdnen, an dee concernéierte Bauhär muss sech der Baugeneemegung conformëieren. Falls déi concernéiert Persoun dëser Opfuerderung vum Buergermeeschter net nokënnt, riskéiert si och, strofrechtleche Poursuitten ausgesat ze ginn. Beim Ausféiere vun enger Baugeneemegung si keng Derogatioune méiglech. Deemno muss d'Baugeneemegung genausou exekutéiert ginn, wéi se accordéiert ginn ass, an zwar an de Grenze vun der Toleranz, déi d'Verwaltungsgeriichter toleréieren.

Wann ee Bierger der Meenung ass, dass eng Baugeneemegung falsch exekutéiert ginn ass, kann e sech un déi concernéiert Gemeng adresséieren. Déi kann da wéi gesot e Baustopp veruerdnen, an de concernéierte Bauhär riskéiert dann eebenfalls, jee nodeems wéi schlëmm de Verstouss ass, strofrechtlech Poursuitten.

**Amélioration des transports publics entre Echternach et Luxembourg-ville** | Question **0908** (19/06/2024) de **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Fir d'Nationalstrooss N11 – Haaptverkéiersoder tëschent dem Raum Jonglënster/Iechternach an der Haaptstad – gëtt et scho méi laang Pläng, déi sech nach ëmmer am Stadium vun der Etüd befannen. Ugeduecht waren notamment Aarbechte fir eng Busspuer vu Gonnereng op de Waldhaff, déi den ëffentlechen Transport sollte méi effikass an esou méi attraktiv maachen. Well de Projet vun der Busspuer op der N11 eng Rei Schutzgebidder duerchleeft respektiv touchéiert, ass en autorisatiounstechnesch komplex.

Weider steet d'Méiglechkeet am Raum, eng eventuell Busspuer um Echangeur Waldhaff anzeriichten. Dës Busspuer um Enn vun der A7 kéint hëllefen, de Stau um Enn vun der Nordstrooss ze verréngeren, deen sech sengersäits an éischter Linn aus dem Réckstau vun der A1 Richtung Stad ergëtt.

An deem Kontext huet de fréiere Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten den 2. Juni 2023 am Kader vun enger Emissioun um Radio ugekënnegt, zousätzlech Buslinne mat Depart zu Iechternach bis op d'Gare centrale anzeféieren.

An deem Zesummenhang wollt ech der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéini ginn déi ugekënnegt, zousätzlech Buslinne mat Depart zu Iechternach en place gesat?

2. Gëtt et Fortschrëtter bei der Etüd iwwert eng méiglech Busspuer op der Nationalstrooss N11? A wéi engem Zäitfënster soll d'Etüd ofgeschloss sinn?

3. Wéi positionéiert sech d'Madamm Ministesch zur Optioun vun enger Busspuer um Enn vun der A7?

**Réponse** (24/07/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Wéi am PNM 2035 virgesinn ass ugeduecht, esou eng Buslinn anzeféieren, wann déi entspriechend Infrastrukturen en faveur vum Bus operationell sinn. Zousätzlech zu deenen heidrënner beschriwwenen Infrastrukturen handelt et sech dobäi ëm déi vun engem Corridor à haut niveau de service (CHNS) pour bus tëscht dem neie Pôle d'échanges um Héienhaff beim Findel an der Stater Gare. D'Planung vun dësen Infrastrukture geet Hand an Hand mat der Planung vum zukünftege Buskonzept. Béid sinn awer nach an engem fréie Stadium, sou dass d'Mise en place vun där Buslinn éischter laangfristeg ze verstoen ass.

ad 2. Déi geplangte bidirektional Busspuer tëscht Gonnereng an dem Echangeur Waldhaff op der Nationalstrooss N11 huet eng Gesamtlängt vu ronn 5,75 Kilomeeter. Op bal der ganzer Längt vum Projet verleeft d'N11 duerch d'Habitatzon Natura 2000 vum Gréngewald an zum Deel duerch Quelleschutzzone vum Anzuchsgebitt vun der Stad Lëtzebuerg.

Fir déi geplangte Busspuer an der Mëtt vun der Fuerbunn ze realiséieren, si lokal Verbreederunge vun der N11 néideg. Fir d'Busspuer bidirektional op der N11 ze bedreiwen (moies a Richtung Echangeur Waldhaff an owes a Richtung Gonnereng) gëtt eng dynamesch Gestioun vun de Spuere gebraucht, wou op all 280 Meeter Portaler mat Liichtsignaler amenagéiert ginn, fir d'Buschaufferen*innen an d'Automobilisten*innen iwwert déi aktuell Richtung vun der Busspuer ze informéieren.

An der Optik vun enger effizienter Planung vun der Busspuer, an domadder den ëffentlechen Transport schnellstméiglech ze optimiséieren, wat dem*der Busbenotzer*in déi gréisstméiglech Zäiterspuernis op der N11 bitt, ass de Projet vun der Busspuer an dräi Sektiounen ënnerdeelt gi mat follgender Prioriséierung:

1. Ëmgestaltung vun der Kräizung N11/CR126 um Waldhaff:

D'Etüd fir Ëmgestaltung vun der Kräizung N11/CR126 mat enger Mëttel-Busspuer um Waldhaff mat Prioriséierung fir de Bus duerch eng Liichtsignalanlag an Integratioun vun enger Beschleunegungsspuer op der N11 a Richtung Lëtzebuerg vum CR126 kommend ass ofgeschloss. D'Ausschreiwungsdossiere fir de Génie civil an d'Liichtsignalanlag sinn an de Joren 2020 an 2021 approuvéiert ginn. D'Realisatioun vun der Liichtsignalanlag kann ausgeschriwwe ginn, soubal déi néideg Autorisatioune virleien.

D'Autorisatioun vun der Naturverwaltung steet nach aus. D'Autorisatioun vum Waasserwirtschaftsamt ass 2020 ausgestallt an 2022 verlängert ginn. Dës ass awer am Mee 2024 ausgelaf. Soubal d'Geneemegung zum Naturschutz virläit, gëtt eng nei Demande fir d'Autorisatioun vum Waasserwirtschaftsamt gestallt.

2. Sektioun Echangeur Waldhaff bis Kräizung N11/CR126 um Waldhaff:

D'Etüd vum Génie civil fir den detailléierte Virprojet, och APD genannt (Avant-projet detaillé), vun der Sektioun Echangeur Waldhaff bis op d'Kräizung N11/CR126 mat der Lénksofbéierspuer fir de Bus op déi südlech Opfaart vun der Autobunn A7 ass gutt fortgeschratt. Zesumme mat dem Waasserwirtschaftsamt gouf en Entwässerungsprinzipp an de Waasserschutzzonen opgestallt, deen an de Projet integréiert ass. Den detailléierte Virprojet vum Génie civil kéint kuerzfristeg finaliséiert ginn. Dono kéinten och déi respektiv Demandë fir d'Geneemegungen un d'Waasserwirtschaftsamt an un d'Naturverwaltung gestallt ginn.

Am Kader vun dësem Projet sollen och déi 2 Liichtsignalanlagen um Autobunnsechangeur un déi nei Spuerféierung a Brëtellen adaptéiert ginn. Den detailléierte Virprojet fir dës Liichtsignalanlage kéint

[31] Arrêt vun der Cour administrative, Nummer 33689 C vum Rôle
[32] Ënnert „de minimis" ass ze verstoen, dass eppes esou kleng ass, dass et keng Bedeitung huet.

weidergefouert ginn, soubal d'Planung vum Génie civil an de Planning bis virläit.

3. Sektioun Kräizung N11/CR126 um Waldhaff bis an d'Entrée vu Gonnereng:

D'Etüd fir den detailléierte Virprojet ass lancéiert.

Dobäi ass nach ze soen, datt mat den Etüde vun de Sektiounen 2 an 3 weidergefuer gëtt, soubal d'Sektioun 1 vun der Ëmgestaltung vun der Kräizung N11/CR126 um Waldhaff realiséiert ass.

ad 3. D'Optioun vun enger Busspuer um Enn vun der Autobunn A7 gouf schonns e puermol ënnersicht.

Déi rezentst verkéierstechnesch Analysen aus dem Joer 2023 weisen effektiv, datt esou eng Busspuer op der Autobunn A7 tëscht dem Echangeur Stafelter an dem Kierchbierg sënnvoll ass, well e mëttleren Zäitgewënn pro Bus an der Moiesspëtzt vu ronn 10 Minutten am Verglach zu der haiteger Situatioun ze erwaarden ass, wann dës Standspuer (BAU – Bande d'arrêt d'urgence), kombinéiert mat enger Busspuer op der Nationalstrooss N11 ëmgesat gëtt. Well fir dës Busspuer awer net genuch Plaz op der Standspuer vun den 2 Viadukten op der Autobunn A7 ass, missten dës verbreedert ginn.

Entspriechend Etüde goufe schonns 2009/2019 gefouert, mee hunn awer keng zefriddestellend Léisunge fir d'Busspuer an déi ganz allgemeng Problematik vum Réckstau vum Verkéier bis an den Tunnel Stafelter identifizéiert.

Et kann awer elo schonns gesot ginn, datt den zäitleche Gewënn duerch d'Mesuren op der Nationalstrooss N11 méi grouss ass wéi fir d'Mesuren op der A7. D'Projeten op der N11 ginn deemno prioritär verfollegt.

**Salaire social minimum** | Question **0909** (19/06/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Lors de la séance plénière du 28 février 2024, Monsieur le Ministre du Travail avait annoncé vouloir soumettre en mars 2024 un projet de loi visant la transposition de la directive européenne relative à des salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne pour approbation au Conseil des ministres. En réponse à ma question élargie Monsieur le Ministre avait précisé en matière de fixation du montant du salaire social minimum que, je cite : « Jo, also Diskussiounsstoff ass et sécher, an e wäert jo wuel kaum erofgoen, awer wéi de Montant elo wäert fixéiert ginn, wéi gesot, do hu mer nach net driwwer diskutéiert. Mee et ass awer Gespréichsstoff an et ass schonn d'Theema. »

Monsieur le Premier ministre a récemment pris position sur ce même sujet dans un entretien accordé au magazine digital Reporter.lu pour exclure toute augmentation du salaire social minimum qui irait au-delà de l'adaptation biannuelle de ce dernier à l'évolution des salaires.

Or, la directive européenne en question – bien qu'elle n'impose pas aux États membres de respecter certains seuils en matière de salaires sociaux minimaux bruts – les oblige néanmoins d'établir des procédures pour la fixation et l'actualisation de ces salaires bruts tout en tenant compte de critères énumérés par la directive, dont e. a. le pouvoir d'achat des salaires minimaux légaux, compte tenu du coût de la vie.

Ces procédures et la prise en compte de critères comme le pouvoir d'achat pour la fixation du niveau du salaire social minimum brut seraient d'autant plus importantes au vu de la progression préoccupante du taux de la pauvreté laborieuse au Luxembourg (14,7 % en 2023 selon Eurostat).

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Monsieur le Ministre a-t-il soumis le projet de loi en question pour approbation au Conseil des ministres ?

2) Dans l'affirmative à la question précédente, votre projet a-t-il été approuvé par le Gouvernement réuni en conseil ? Pour quand le dépôt du projet de loi est-il prévu tout en sachant que la date limite pour la transposition de la directive en question est fixée au 15 novembre 2024 ?

3) Dans la négative à la première question, quelles sont les raisons pour le retardement du projet de loi ?

4) Monsieur le Ministre partage-t-il l'appréciation de Monsieur le Premier ministre qui exclut une augmentation du salaire social minimum au-delà de l'adaptation biannuelle à l'évolution des salaires prévue par la loi ?

5) Monsieur le Ministre est-il d'avis que la non-augmentation du montant brut du salaire social minimum reflèterait l'esprit de la directive européenne ?

6) Monsieur le Ministre a-t-il pris ou prévoit-il de prendre en compte des données statistiques socio-économiques pertinentes pour prendre une décision en matière de fixation du montant brut du salaire social minimum en tenant compte de critères prévus par la directive ? Si oui, lesquelles ?

7) Monsieur le Ministre estime-t-il qu'une augmentation substantielle du salaire social minimum au-delà de l'adaptation biannuelle prévue par la loi pourrait contribuer à réduire le taux de la pauvreté laborieuse au Luxembourg ?

**Réponse** (15/07/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1) à 3) L'avant-projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2022/2041 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relative à des salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne figure à l'ordre du jour du Conseil de Gouvernement du 17 juillet 2024 en vue de son approbation.

Le projet de loi apporte des modifications ponctuelles aux dispositions du Code du travail relatives au salaire social minimum, jugées nécessaires en vue d'assurer une transposition complète de la directive.

Cela étant dit, le Ministère du Travail est optimiste que le projet de loi en question pourra être voté dans les plus brefs délais.

ad 4) et 5) Pour les États membres qui disposent d'un salaire minimum légal, dont notamment le Luxembourg, le chapitre II (articles 5 à 8) de la directive 2022/2041 s'applique. Ce chapitre traite de la procédure de fixation de salaires minimaux légaux adéquats (article 5) ; des variations et retenues (article 6) ; de la participation des partenaires sociaux à la fixation et à l'actualisation des salaires minimaux légaux (article 7) ainsi que de l'accès effectif des travailleurs aux salaires minimaux légaux (article 8).

De manière générale, il y a lieu de noter que le salaire social minimum luxembourgeois remplit en grande partie les critères de l'article 5 de la directive. Le fait que le Gouvernement luxembourgeois est obligé de soumettre toutes les deux années un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus à la Chambre des Députés, et en proposant, le cas échéant, un relèvement du niveau du salaire social minimum, mène à une constante réévaluation et une mise à jour du niveau du salaire social minimum.

En plus, l'adaptation à l'indice des prix à la consommation des salaires au Luxembourg, y compris bien sûr des salaires sociaux minima, garantit le maintien du pouvoir d'achat des salariés au Luxembourg.

Ceci constitue en effet un élément important car la directive précise dans son considérant 28 que : « Parmi d'autres instruments, un panier de biens et de services à prix réels établis au niveau national peut contribuer à déterminer le coût de la vie dans le but d'atteindre un niveau de vie décent. »

L'interaction entre le mécanisme d'adaptation structurelle du salaire social minimum prévu par la loi et le système de l'indexation assure un caractère adéquat du salaire social minimum luxembourgeois, de sorte qu'il n'y a pas besoin de se référer à d'autres valeurs de référence indicatives couramment utilisées au niveau international et que la directive suggère uniquement en guise d'exemples.

Cela étant, la transposition de la directive en question n'aura comme conséquence ni une adaptation du niveau actuel du salaire social minimum luxembourgeois ni d'ailleurs une mise en cause du mécanisme de son adaptation périodique car l'objet primaire de la directive consiste à établir des exigences minimales à l'échelle de l'Union européenne, à définir des obligations procédurales pour le caractère adéquat des salaires minimaux légaux et à améliorer l'accès effectif des salariés à la protection offerte par des salaires minimaux, sous la forme d'un salaire minimum légal lorsqu'il existe, ou sous la forme prévue dans des conventions collectives de travail.

En ce sens l'avant-projet de loi reflète parfaitement l'esprit de la directive.

ad 6) L'article 5 de la directive prévoit que les critères nationaux en vue de la fixation et de l'actualisation du salaire social minimal doivent comprendre au moins les éléments suivants : le pouvoir d'achat des salaires minimaux légaux, compte tenu du coût de la vie ; le niveau général et la répartition des salaires ; le taux de croissance des salaires ainsi que les niveaux et évolutions de la productivité nationale à long terme.

Force est de constater que le Code du travail ne prévoit pas de critères précis qui sont à prendre en considération en vue de la fixation voire l'actualisation du salaire social minimum luxembourgeois.

En effet, l'article L. 222-2 dispose uniquement que le Gouvernement soumet à la Chambre des Députés un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus, accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi portant relèvement du niveau du salaire social minimum.

Afin d'éviter une transposition incomplète de la directive, les éléments susmentionnés par l'article 5, paragraphe 2, seront repris dans le Code du travail.

Cependant, il y a lieu de noter qu'actuellement ces éléments sont déjà pris en compte dans le cadre de l'établissement du rapport prévu à l'article L. 222-2 du Code du travail.

ad 7) La seule augmentation substantielle du salaire social minimum au-delà de l'adaptation biannuelle prévue par la loi n'est pas suffisante afin de réduire le taux de la pauvreté laborieuse.

En effet, il y a lieu de tenir compte d'autres facteurs qui impactent le budget des ménages au Luxembourg.

À titre d'exemple, on peut notamment citer la pénurie de logements abordables. L'accès aux logements à des prix abordables pourrait nettement soulager la situation financière des ménages.

Dans ce contexte, l'accord de coalition 2023-2028 s'est donné comme objectif d'assurer un logement décent

à un prix abordable au plus grand nombre de personnes, que ce soit en matière de logements abordables, de logements locatifs ou en matière d'accès à la propriété.

Par ailleurs, il ne faut pas perdre de vue qu'au Grand-Duché il existe également de diverses aides étatiques financières au bénéfice des ménages disposant de faibles revenus.

**Animaux de compagnie accidentés** | Question **0910** (20/06/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Leider kënnt et ëmmer nees vir, dass Hënn oder Kazen am Stroosseverkéier ëmkommen. Obwuel dës Hausdéieren an der grousser Majoritéit – esou wéi d'Gesetz et virschreift – gechippt sinn, ginn d'Informatioune vum Chip nom Accident vum Déier awer oft net ausgelies. Wann d'Besëtzer:innen den Accident also net selwer gesinn, gi si oft ni gewuer, wat mat hirem vermësst gemellten Déier geschitt ass.

Fir dat ze verhënneren, schaffe verschidde Gemengen, wéi z. B. d'Gemeng Colmer-Bierg, mat Veterinär(inn)en zesummen, déi d'Chippen ausliesen an d'Proprietairë kontaktéieren. Esou soll verhënnert ginn, dass verongléckten Hausdéieren ouni d'Wësse vun hire Besëtzer:innen iergendwou an engem Container landen an entsuergt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Ass der Regierung déi genannte Problematik, déi och an engem „Wort"-Artikel vum 28.5.2024 thematiséiert gouf, bekannt?

2. An der Äntwert op meng Fro 3013 sot déi deemoleg Regierung: „Et ass wichteg, datt méiglechst vill offiziell Stelle mat engem Chipliesegerät equipéiert sinn. Dat ass aktuell bei enger Partie Policekommissariater a Gemengen och well de Fall."
Wéi vill Policekommissariater a Gemengen hunn aktuell esou en Chipliesegerät?

3. Plangt d'Regierung, d'Gemengen ze encouragéieren, verongléckten Hausdéieren net ze entsuergen, ouni dass probéiert gouf, d'Proprietairen ze fannen?

**Réponse** (25/07/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Jo, d'Problematik ass bekannt.

ad 2. D'Police huet aktuell 44 Chipliesegeräter. Nieft all Kommissariat sinn och nach d'Unitéite vun der Police de la route esouwéi d'Hondsmeeschter vun der Police mat esou engem Gerät equipéiert.

ad 3. Déi Fro gëtt interministeriell a mat de Gemengen diskutéiert.

**Origine de l'électricité consommée au Luxembourg** | Question **0911** (20/06/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Déi vun der Regierung gefërdert Elektromobilitéit féiert logescherweis zu engem héije Stroumverbrauch. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1997 vum 11. Mäerz 2020 hat den deemolegen Här Energieminister d'Hierkonftsquelle vum Stroum, deen zu Lëtzebuerg verbraucht gouf, opgeschlësselt. An deem Kontext wier et intressant ze wëssen, wéi d'Hierkonftsquelle vum Stroum sech zanterdeem entwéckelt hunn.

An dësem Zesummenhang wéilt ech dem Här Energieminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Prozent vum Stroum, deen an d'Lëtzebuerger Netz agespeist gëtt, staamt aktuell aus nuklearen Energiequellen?

2. Wéi vill Prozent vum Stroum, deen an d'Lëtzebuerger Netz agespeist gëtt, staamt aktuell aus hydroelektresche Quellen?

3. Wéi vill Prozent vum Stroum, deen an d'Lëtzebuerger Netz agespeist gëtt, staamt aktuell aus Biomass-Quellen?

4. Wéi vill Prozent vum Stroum, deen an d'Lëtzebuerger Netz agespeist gëtt, staamt aktuell aus Kuelekraaftwierker?

5. Wéi vill Prozent vum Stroum, deen an d'Lëtzebuerger Netz agespeist gëtt, staamt aktuell aus Gasverbrennungsanlagen?

6. Wéi vill Prozent vum Stroum, deen an d'Lëtzebuerger Netz agespeist gëtt, staamt aktuell aus erneierbaren Energiequellen?

7. Ëm wéi vill Prozent ass de Stroumverbrauch zu Lëtzebuerg zanter dem Joer 2020 geklommen?

8. Bestinn zanter dem Joer 2020 bis elo signifikant Opfällegkeeten am Hibléck op d'Verschibung vun den Hierkonftsquelle vum Stroum, deen zu Lëtzebuerg verbraucht gëtt?

9. Ëm wéi vill Prozent ass zanter dem Joer 2020 d'Stroumaspeisung aus erneierbaren Energiequelle geklommen?

**Réponse** (19/07/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Den Tableau heidrënner schlësselt den nationale Stroummix, fir d'Joren 2021 bis 2023, no Energiequellen op. Den Undeel vun den erneierbaren Energiequellen am Stroummix klëmmt aktuell vu Joer zu Joer. De Stroummix ass de Stroum, deen all eenzele Fournisseur un all d'Endclienten (souwuel Industriewéi Haushalts- an Entrepriseclienten) zu Lëtzebuerg verkaf huet[33].

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Den Tableau heidrënner weist d'Entwécklung vum Stroumverbrauch zu Lëtzebuerg an de Joren 2019 bis 2023, opgeschlësselt no Clientskategorien.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

De Graphique heidrënner weist, datt d'Aspeisung vu Stroum aus erneierbare Quellen tëschent 2020 an 2023 vun 979 GWh op 1.261 GWh geklommen ass. Dat entsprécht enger Erhéijung vun 28,8 %.

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Location de bâtiments par l'État** | Question **0912** (20/06/2024) de **Mme Diane Adehm** | **M. Marc Lies** (CSV)

Fir d'Progressioun um Niveau vun de lafenden Ausgaben an de Fonctionnementskäschten ze limitéieren, huet d'Regierung ënnert anerem decidéiert, nei Gebailechkeete fir Staatsverwaltunge prioritär ze lounen an net méi, wéi an der Vergaangenheet, ze kafen.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Finanzminister riichten:

1. Wéi gëtt de Loyer berechent, deen de Ministère an Zukunft bereet ass, fir Raimlechkeete fir seng Verwaltungen ze bezuelen? Gëtt sech dobäi un den aktuelle Marchéspräisser orientéiert, mat oder ouni Decote?

2. Wëssend, dass d'Ufuerderungen u Gebailechkeeten an der Fonction publique méi héich si wéi déi vun der Inspection du travail et des mines, wéi wëllt den Här Minister hei virgoen?

3. Ass den Här Minister gewëllt, bestoend Gebaier ze lounen? Wa jo, wéi gëtt séchergestallt, dass an deem Fall all Krittäre vun der Fonction publique respektéiert ginn?

4. Ass virgesinn, dass de Staat an Zukunft nei Gebailechkeeten „op Mooss" baue léisst? Wa jo, ginn déi Gebaier da vum Staat gelount?

**Réponse** (23/07/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Loyerskommissioun am Finanzministère ass zoustänneg, fir Gebailechkeete fir staatlech Servicer ze lounen. Beim Loyer orientéiert sech dës Kommissioun effektiv un de Marchéspräisser a versicht ëmmer, duerch Verhandlungen op ee méi gënschtegt Resultat ze kommen, wat och doduerch geléngt, well de Staat en zouverlässegen a solvabele Locataire ass.

ad 2. D'Zil vun der Mesure N° 17 „Révision des normes, règlements et démarches applicables en matière de sécurité" aus dem Katalog vun den administrative Vereinfachungsmoossnamen am Secteur vun der Constructioun, deen d'Regierung de 5. Juni 2024 ugeholl huet, ass een Ugläiche vun de verschiddenen Normen, op där haut schonn an de Ministèrë geschafft gëtt.

Aktuell gëtt also nach bei all Locatioun gekuckt, ob déi gelounte Gebaier conforme zu de Reegele vun der Fonction publique sinn oder ob punktuell Derogatioune méiglech sinn. Dofir gëtt bei neie Locatiounen de Service national de la sécurité dans la fonction publique (SNSFP) och reegelméisseg ëm Rot an Avis gefrot.

ad 3. Bei de gelounte Gebaier handelt et sech reegelméisseg ëm scho bestoend Gebaier. Den Avis vum SNSFP gëtt dobäi ageholl a gegeebenefalls mussen och verschidden Ëmbauaarbechte realiséiert ginn, éier déi betraffe staatlech Servicer kënnen anzéien.

ad 4. De Staat lount och Gebaier, déi nach am Bau oder eréischt an der Planung sinn, wou also nach gewënschten Adaptatioune méiglech sinn. An esou Fäll insistéiert de Staat, och am Mietvertrag eng Option d'achat ze verankeren, fir spéider, falls et opportun wier, och selwer Proprietaire ze ginn.

De Staat baut och selwer Gebaier duerch d'Administration des bâtiments publics.

**Attaque de bancomats** | Question **0914** (21/06/2024) de **M. Tom Weidig** (ADR)

An der Nuecht vum 20. Mee gouf zu Wincheringen an Däitschland, direkt am Lëtzebuerger Grenzgebitt, e Bancomat gesprengt. D'Täter si mat engem BMW mat Lëtzebuerger Plack geflücht, mat deem si awer kuerz drop en Accident haten. Opgrond vun Hiweiser vun de Leit konnten déi däitsch Beamten dräi Verdächteger festhuelen, déi elo an Untersuchungshaft sëtzen. Och Lëtzebuerg gouf an de leschte Jore vun enger Serie vu Bancomatesprengungen erfaasst, woubäi et sech warscheinlech ëm international organiséiert Tätergruppe gehandelt huet.

[33] Fir weider Detailer zu der Zesummestellung vum Stroummix gëtt op d'Erklärungen an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 1358 vun November 2019 an N° 1997 vu Mee 2020 verwisen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Police-minister gär dës Froe stellen:

1. Konnt de rechtméissege Proprietaire vum verongléckte BMW ermëttelt ginn?

2. Kann den Här Minister matdeelen, ob Lëtzebuerger Beamten am Kader vun der grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht vun der Police d'Méiglechkeet hunn, déi an Däitschland festgeholl Täter ze verhéieren, fir eventuell weider Hiweiser op d'Verbriechen zu Lëtzebuerg ze kréien?

3. An engem weidere Fall gouf viru Kuerzem en Täter duerch d'spuenesch Autoritéiten un Däitschland iwerstallt, dee fir net manner wéi 40 Sprengungen an Däitschland soll mat responsabel sinn, dorënner och am Nopeschland Rheinland-Pfalz. Kréien d'Lëtzebuerger Beamten och hei Zougang zu den Erkenntnisser vun hiren däitsche Kolleegen?

**Réponse** (17/07/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Dës Fro ënnerläit dem Secret d'instruction.

ad 2. Wann eng Persoun am Ausland verhaft gouf an am Verdacht steet, an eng Strofdot zu Lëtzebuerg verwéckelt ze sinn, kënnen déi zoustänneg Lëtzebuerger Justizautoritéiten eng Auditioun vun der Persoun froen.

ad 3. D'Enquêteure vum Service de police judiciaire schaffen enk mat hiren Homologen an der EU zesummen, besonnesch mat deenen an den Nopeschlänner an et gëtt e reegelméissegen Informatiounsaustausch. Dës Zort vu Kriminalitéit gëtt och um Niveau Europol suivéiert.

**Stratégie nationale coordonnée visant à promouvoir et améliorer la santé des enfants** | Question **0915** (21/06/2024) de **Mme Claire Delcourt** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Dans son premier rapport d'analyse thématique « Eng gesond Zukunft : un rapport sur la santé des enfants au Luxembourg », l'Observatoire national de la santé (ObSanté) souligne qu'entre 2014 et 2022, le surpoids et l'obésité ont augmenté et que les enfants issus de milieux moins aisés sont moins susceptibles de déclarer des comportements favorables à leur santé.

L'ObSanté constate également « que les rôles et les responsabilités en matière de santé pour les enfants (sont) répartis entre divers ministères et organes, et que les informations (sont) dispersées sur des sites et des supports variés, ce qui n'en facilite pas l'accessibilité ». Par ailleurs, l'ObSanté fait remarquer qu'il n'a pas identifié de « stratégie nationale coordonnée visant à promouvoir et améliorer la santé des enfants, incluant la voix des enfants, et visant à rendre les services et soins de santé les plus respectueux possible de leurs droits et intérêts fondamentaux ».

Nous aimerions dès lors poser la question suivante à Madame la Ministre de la Sécurité sociale, ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Est-ce que Madame la Ministre et Monsieur le Ministre prévoient d'élaborer et de mettre en œuvre une telle « stratégie nationale coordonnée » qui prenne en compte la voix des enfants et qui contribue notamment à lutter contre les disparités socio-économiques dans les comportements de santé et dans l'état de santé des enfants ?

2) Étant donné que par endroits l'ObSanté déplore un manque de données (fiables) pour pouvoir procéder à une évaluation de la santé des enfants, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre comptent-ils prendre des mesures permettant de collecter des informations plus précises et complètes et d'améliorer la situation à ce niveau ?

**Réponse** (02/08/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) L'accord de coalition ne prévoit pas l'élaboration d'une stratégie nationale spécifique à la santé des enfants. Néanmoins, la santé des enfants est une priorité pour le Gouvernement et en particulier pour le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale. Ainsi comme l'a expliqué le Premier ministre dans son discours sur l'état de la nation, le développement de la santé scolaire est une priorité pour ce Gouvernement, et au-delà de la santé scolaire, la santé des enfants en général est une considération clé dans tous les travaux du ministère.

ad 2) Oui. Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale travaille sur une stratégie de digitalisation en santé ancrée dans le nouveau règlement européen ayant pour objectif de créer l'espace européen des données de santé. Les dispositifs liés à la mise en œuvre de ce règlement prévoient entre autres la collecte de données permettant de mieux renseigner et aligner les politiques publiques en santé et de développer des stratégies transversales pour répondre aux besoins identifiés.

**Abus ou violences sexuelles sur mineurs** | Question **0916** (21/06/2024) de **M. Paul Galles** | **Mme Nathalie Morgenthaler** | **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) reconnaît les violences sexuelles comme l'une des cinq formes de maltraitance infantile. Elle insiste sur le fait que les violences sexuelles sont un problème de santé publique majeur dans le monde. Dans ce contexte, les rapports rédigés par les acteurs de la protection de l'enfance jouent un rôle prépondérant dans la lutte contre les abus sexuels et le signalement des violences domestiques à l'encontre des mineurs.

Bien que la loi du 7 août 2023 ait considérablement renforcé les moyens de lutte contre les abus et l'exploitation sexuels sur mineurs, il arrive parfois que, suite à des dénonciations d'abus ou de violences sexuelles sur mineurs par un parent, l'enfant reste ou soit placé chez l'auteur présumé ou dans un foyer, au détriment du parent dénonciateur.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Combien de signalements ou de plaintes pour violences intrafamiliales sur mineurs de moins de 12 ans ont été reçus par le parquet au cours des 10 dernières années ?
– Combien de ces cas ont donné lieu à l'ouverture d'une instruction judiciaire ?
– Combien ont abouti à un classement sans suite ou sont toujours en suspens ?

2) Dans un souci de transparence, Madame la Ministre envisage-t-elle de filmer les entretiens entre les personnes concernées et les acteurs de la protection de l'enfance afin de pouvoir s'y opposer en cas de désaccord ?
– Les personnes concernées pourraient-elles, le cas échéant, demander à voir les enregistrements de ces entretiens ?

3) Combien de dénonciations ont effectivement abouti à des placements inversés (chez le parent présumé agresseur) ou à des placements dans un foyer ?

4) Quelles formations spécifiques les psychologues et/ou psychothérapeutes du SCAS doivent-ils avoir suivies en plus de leur formation traditionnelle ?

**Réponse** (30/07/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Quelques remarques explicatives s'imposent au sujet des chiffres indiqués ci-dessous. Au vu des dispositions de la loi du 7 août 2023 portant introduction de dispositions spécifiques pour le traitement de données personnelles dans l'application « JU-CHA », il n'est possible que de fournir des chiffres remontant aux 5 dernières années.

En outre, les chiffres fournis concernent des affaires dans lesquelles les victimes étaient âgées de moins de 13 ans au moment du dépôt de la plainte, étant donné qu'il n'est pas possible d'extraire des données quant à des victimes mineures de 12 ans, ce seuil d'âge n'étant pas un seuil prévu par la loi.

Dès lors, si une victime plus âgée porte plainte pour des faits commis pendant son enfance, quand elle était âgée de 12 ans ou moins, cette affaire n'est pas recensée ci-dessous.

Dans les tableaux 1 et 2, il s'agit de la même affaire.

L'affaire du tableau 3, classée sans suite en 2023, est ancienne et date de 2009.

*(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2) Toute audition d'un mineur par la Police grand-ducale ou par le juge d'instruction fait l'objet d'un enregistrement sonore ou audiovisuel, sur autorisation du procureur d'État. Le Code de procédure pénale prévoit à cet égard expressément que l'enregistrement sert de moyen de preuve et peut être écouté, respectivement visionné par les parties.

ad 3) Les juges de la jeunesse veillent en toutes circonstances à la protection de l'enfant et ne prononcent partant pas de placements auprès d'un parent qui est l'auteur présumé dans une affaire pénale d'abus sexuels en cours.

Il peut toutefois, dans des cas rares, arriver que la résidence habituelle d'un enfant soit modifiée par le juge aux affaires familiales après qu'un parent a faussement accusé l'autre parent d'être l'auteur d'abus sexuels, reproches qui se sont avérés injustifiés après l'enquête pénale.

ad 4) Les psychologues et psychothérapeutes, dans le cadre du stage de la fonction publique, sont tenus de suivre des formations générales auprès de l'Institut national d'administration publique (INAP) ainsi que des formations spéciales au SCAS. Ces dernières portent sur la matière des tutelles, de la probation, de la protection de la jeunesse, de l'aide aux victimes, de l'organisation judiciaire, de la psychologie du développement, de la déontologie, du casier judiciaire et du code pénal.

Les psychologues de la protection de la jeunesse peuvent participer aux diverses formations internes (Signs of success, Anti-Gewalttraining, Signs of safety, Riskassessment, Riskmanagement, ...) organisées sur proposition de tous les collaborateurs de la protection de la jeunesse et sont également autorisés à s'inscrire dans des formations externes portant sur la matière de la protection de la jeunesse.

En ce qui concerne plus spécifiquement les psychologues du Service d'aide aux victimes, ceux-ci portent le titre de « psychothérapeute » et suivent

régulièrement des formations continues notamment dans le domaine des troubles du stress post-traumatique.

**Projet « Neischmelz » à Dudelange** | Question **0917** (21/06/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Dans le cadre du Plan pour la reprise et la résilience lancé en 2023, le Luxembourg s'est vu attribuer la somme de 93,4 millions d'euros de subventions de la part de la Commission européenne.

Parmi les projets phares retenus y figure celui de « Neischmelz » à Dudelange avec un montant de 24 millions d'euros. Le but de ce projet est de transformer une ancienne friche industrielle en un nouveau quartier avec une mixité fonctionnelle et sociale. Des logements abordables, des nouveaux emplois et des espaces récréatifs y verront le jour. Un concept d'énergie renouvelable reposant sur la géothermie et des installations photovoltaïques y sont intégrées.

Dans le cadre d'une communication de la Commission européenne éditée en date du 16 mai 2024, le passage suivant apparaît : « Le Luxembourg a présenté aujourd'hui une demande d'ajout d'un chapitre REPowerEU à son Plan pour la reprise et la résilience. Ce chapitre inclut une nouvelle réforme visant à promouvoir la production et l'adoption de biogaz durable, ainsi que trois nouveaux investissements pour atteindre les objectifs de REPowerEU. Ces investissements concernent l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et la mobilité à zéro émission ; des subventions pour les personnes rénovant leur logement ou achetant des voitures et vélos électriques, ainsi que des subventions pour les entreprises installant des panneaux solaires dans leurs locaux.

La révision proposée du plan modifie également deux mesures antérieures : elle retire un projet de logement durable, la découverte d'un habitat naturel d'espèces protégées ayant empêché son achèvement dans les délais ; et elle apporte une légère modification à un investissement relatif à une application de télésurveillance médicale, en raison de contraintes techniques. Le financement du projet de logement sera réaffecté au chapitre REPowerEU. »

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Concernant le retrait de ce projet de logement durable, Messieurs les Ministres peuvent-il confirmer qu'il s'agit du projet « Neischmelz » ? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ?

2) Par quels moyens ce subside alloué en faveur du projet « Neischmelz » sera-t-il compensé ? Le sera-t-il ?

3) Le retrait en question est-il à comprendre comme un revirement à l'égard du projet « Neischmelz » au niveau des énergies renouvelables ?

**Réponse** (08/07/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Il s'agit effectivement du projet « Neischmelz » à Dudelange.

Il convient de préciser dans ce contexte que le Plan pour la reprise et la résilience (PRR) soutenait financièrement une quote-part des investissements, en lien avec le concept énergétique du projet « Neischmelz ».

À cet égard, il y a lieu de noter qu'en plus de la découverte d'un habitat d'espèce au sud du site, un forage de reconnaissance était nécessaire en vue de l'implémentation d'un concept énergétique basé sur la géothermie. Pour ce faire, il a d'abord fallu effectuer une EIE (Évaluation des incidences sur l'environnement) conformément aux dispositions de la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement. Vu la complexité et le caractère novateur du projet, sa localisation à proximité directe du territoire français ayant rendu nécessaire l'implication des autorités françaises, les incertitudes concernant les incidences environnementales de ce forage à une profondeur de 1.000-2.000 mètres, la coordination du projet avec le développement du projet d'aménagement urbain, etc., l'élaboration du rapport d'évaluation par le maître d'ouvrage a pris un certain temps, de manière à ce que la procédure d'évaluation a duré près de 4 ans. Le forage de reconnaissance n'a dès lors pas pu être exécuté dans les délais initiaux, ce qui a considérablement ralenti l'avancée vers la détermination du concept énergétique définitif.

Le déboursement des fonds européens étant strictement lié à l'atteinte satisfaisante des jalons et cibles des différents projets issus du PRR, ces objectifs doivent être atteints, et ce endéans l'horizon de la Facilité pour la reprise et la résilience. De ce fait, le déploiement et la réalisation des travaux du scénario énergétique définitif ne pouvaient plus s'inscrire dans les délais impartis.

Le retrait du projet « Neischmelz » du PRR et le transfert des fonds y afférents vers le chapitre REPowerEU permettent d'éviter un préjudice financier pour l'État luxembourgeois.

ad 2) Tous les projets issus du PRR sont financés par le budget de l'État. Ainsi, le retrait du projet « Neischmelz » du plan n'affecte pas la réalisation du projet en soi.

ad 3) Le retrait du projet « Neischmelz » du PRR ne constitue qu'une modification ponctuelle et ciblée du plan. Ainsi, le déploiement d'infrastructures énergétiques, axées sur des énergies renouvelables, pourra être maintenu.

**Droit à l'erreur de l'administré** | Question **0918** (21/06/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Dans sa présentation à la Chambre des Députés de son rapport pour l'année 2023, l'Ombudsman actuel, Claudia Monti, a évoqué la notion du droit à l'erreur de l'administré. Cette notion est appliquée entre autres en France et en Belgique et signifie que lorsqu'un.e administré.e commet une erreur de bonne foi en ayant affaire à une administration publique, il lui est permis de régulariser sa situation sans risquer de sanction de la part de cette administration (il est à noter que les législations des pays respectifs prévoient avec précision les cas où ce principe vaut et ceux où il ne vaut pas). Le droit à l'erreur de l'administré.e n'existe actuellement pas au Luxembourg ; suivant le jugement de l'Ombudsman, un tel principe serait néanmoins une avancée certaine dans le droit administratif de notre pays.

– Dès lors, le Gouvernement envisage-t-il d'introduire un tel principe pour les communications des administrés avec les administrations publiques ? Dans l'affirmative, comment, pour quelles raisons et dans quel délai approximatif ? Dans la négative, pourquoi pas ?

**Réponse** (22/07/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

À ce stade, le Gouvernement n'envisage pas d'introduire un droit à l'erreur de l'administré dans le cadre juridique luxembourgeois.

Il convient de noter que l'Ombudsman Claudia Monti a annoncé qu'elle reviendrait dans un prochain rapport sur la notion du droit à l'erreur de l'administré. Les recommandations de l'Ombudsman font toujours l'objet d'une analyse approfondie de la part du Gouvernement.

**Reclassement des agents de la Police grand-ducale** | Question **0919** (24/06/2024) de **M. Tom Weidig** (ADR)

Esou wéi rezent annoncéiert gouf, ginn all déi virum 1. August 2018 vereedegt C1-Beamten, déi virum 1. August 2018 e Fin d'études secondaires oder en equivalenten Ofschloss haten, reklasséiert. Esou wéi et schéngt, refuséiert d'Regierung awer, C2-Beamten an och net vereedegt Beamten, déi op den Datum vum 1. August 2018 nach an der Schoul waren oder d'Schoul réischt ugefaang hunn, vum Reklassement profitéieren ze loossen, well sech strikt un d'Arrête vun der Cour constitutionnelle an der Cour administrative gehale gëtt. Déi Beamten, déi eng Voie expresse oder en Out-In gemaach hunn, kréien d'Wiel, ob si wëlle bleiwe wou si sinn, oder reklasséiert wëlle ginn. Et gouf iwwerdeems annoncéiert, datt d'Policegewerkschaft SNPGL iwwert de Summer en Avant-projet de loi zum Reklassement kritt, wou dann och dra festgehal soll ginn, datt d'Méiglechkeet vun der Voie expresse weiderhi bestoe bleift an och déi gestoppten Avancementer weider lafen. Vu Säite vum Ministère heescht et, datt Nodeeler, déi eventuell fir d'Leit entstinn, duerch eng Mesure transitoire solle réckwierkend korrigéiert ginn.

An deem Kontext géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wat geschitt mat deene Beamten, déi zwar wuel een Ofschloss hunn, awer déi uewe genannte Konditiounen net erfëllen, z. B. well se hiren Diplom eréischt 2019 oder 2020 gemaach hunn?

2. Firwat gëtt et keng Phase transitoire vun e puer Joer, esou datt och de Beamten, dee virun 2018 ugestallt war an no 2018 säin Ofschloss gemaach huet an elo net en rang utile ass fir ee Reklassement, kéint vun deenen uewe genannte Mesurë profitéieren?

3. Wat geschitt mat deene Beamten, déi elo reklasséiert ginn, awer schonn 2019 d'Voie expresse gemaach hunn?

4. Wann déi Beamten, déi elo reklasséiert ginn, awer schonn 2019 d'Voie expresse gemaach hunn, réckwierkend op 2018 reklasséiert ginn, kréien dann aner Beamten d'Méiglechkeet, hir Plaz anzehuele fir d'Voie expresse vun 2019 (déi déi reklasséiert Beamte jo dann de facto net gemaach hunn)?

5. Am Hibléck op déi concernéiert Beamten, déi eréischt 2022 an d'Voie expresse komm sinn, well si 2019 net ënnert déi Unzuel vun 20 % gefall sinn, déi dee Moment eligibel waren: Géif deene Beamten hir Voie expresse vun 2022 z. B. réckwierkend op 2019 unerkannt ginn (well an deem Fall nom Reklassement nach Plaze fräi waren a wat mat sech brénge géif, datt dës Beamten haut dräi Grade méi wäit wieren)?

6. Wéini sollen d'Voie expresse an d'Avancementer nees ulafen an ass virgesinn, datt sech eppes un de Modalitéiten (z. B. Krittäre fir d'Eligibilitéit vun de Beamten etc.) ännere soll?

7. Gesäit d'Regierung net d'Gefor, dass duerch déi uewe genannte Moossnamen eng Rei Beamten sech iwwergaange respektiv onfair behandelt fillen a sech duerch dëst Gesetz gezwonge gesinn, selwer Recours en um Verwaltungsgeriicht anzereechen?

8. Wär et an deem Kontext – an am Hibléck op déi allgemeng Zefriddenheet am Corps – net méi sënnvoll, ee Kompromëss ze sichen, dee jiddereen zefriddestellt? Wa jo, wéi soll dëse Kompromëss konkreet ausgesinn a wéini ka mat der Ëmsetzung vun dësem gerechent ginn?

**Réponse** (10/07/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Beamten, déi um 1. August 2018 an der Police vereedegt waren, mee eréischt 2019 respektiv 2020 hiren Diplom gemaach hunn, kënne weiderhin iwwert d'Voie expresse oder den Out-In an de Groupe de traitement B1 wiesselen.

ad 2. Fir vum Reklassement ze profitéieren, wäert e Beamten net mussen „en rang utile" sinn. De Beamte muss d'Konditiounen erfëllen, déi am zukünftege Gesetzesprojet iwwert de Reklassement verlaangt sinn. De Stéchdatum, op deem de Beamten d'Konditioune muss erfëllt hunn, ass den 1. August 2018, esou wéi et vun den Urteeler vum Verfassungsgeriicht a vum Verwaltungsgeriicht virginn ass.

ad 3. Den zukünftege Gesetzesprojet wäert och d'Situatioun vun de Beamten, déi säit 2019 schonn iwwert d'Voie expresse an de Groupe de traitement B1 komm sinn, reegelen.

ad 4. Et ass net virgesinn, fir de järleche Kontingent vun der Voie expresse réckwierkend nei opzefëllen.

ad 5. Ech verweisen op meng Äntwert op d'Fro 4.

ad 6. D'Voie expresse an d'Avancementer kënnen nees ulafen, wann den zukünftege Gesetzesprojet a Kraaft getrueden ass. Et ass net virgesinn, d'Krittäre fir d'Eligibilitéit vun de Beamten ze änneren.

ad 7. D'Moossnamen, déi geholl ginn, baséieren op den Urteeler vum Verfassungsgeriicht a sinn néideg, fir dës kënnen ze respektéieren.

ad 8. De Regierungsprogramm gesäit vir, dass d'Situatioun vun de Beamten, déi vun den uewe genannten Urteeler betraff sinn, soll gereegelt ginn. Et ass an deem Sënn kee generelle Reklassement virgesinn, mee just e Reklassement vun de Beamten, déi sech an der Situatioun, wéi se vun den ieweschte Geriichter identifizéiert ginn ass, befannen. Extrait Regierungsprogramm (p. 112) „Une analyse approfondie de toutes les carrières au sein de la Police grand-ducale sera effectuée. L'objectif est notamment de respecter les récents arrêts de la Cour constitutionnelle et de la Cour administrative concernant les carrières B1 et C1. La carrière A2 sera plus clairement définie."

**Secteur de la construction en crise** | Question **0921** (24/06/2024) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Le Gouvernement avait décidé de déclarer certaines branches du secteur de la construction en crise pour une durée de six mois, allant de février à juillet 2024, et de recourir au chômage partiel de source conjoncturelle. Les secteurs « construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels » et « démolition et préparation de sites » sont les branches d'activités du secteur de la construction qui puissent bénéficier du régime de chômage partiel de source conjoncturelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Combien d'entreprises du secteur de construction ont jusqu'au moment recouru au chômage partiel de source conjoncturelle ?

2) Combien de salariés dudit secteur étaient concernés par le chômage partiel ?

3) Quel est l'impact budgétaire de ces mesures ?

4) Messieurs les Ministres sont-ils satisfaits des résultats des mesures prises ?

5) Le Gouvernement envisage-t-il de prolonger ladite mesure ?

6) Selon nos informations des plans de maintien dans l'emploi du secteur de construction ont été refusés et ceci alors qu'un plan de maintien dans l'emploi va bien au-delà du simple chômage partiel. Pourquoi est-ce que les plans de maintien dans l'emploi qui visent à garantir durablement le maintien dans l'emploi ont été refusés malgré un accord entre les syndicats et les patrons ?

**Réponse** (09/07/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Sur les 52 entreprises du secteur de la construction déclarées éligibles au chômage partiel de source conjoncturelle entre février et mai 2024, 45 se sont vu accorder le chômage partiel.

ad 2) Le tableau ci-dessous reprend le nombre de salariés du secteur de la construction concernés par le chômage partiel de février à mai 2024 (situation au 25 juin 2024) :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 3) L'impact budgétaire pour la période visée au niveau du Fonds pour l'emploi est de 507.288,42 € (situation au 25 juin 2024).

Il est à noter que les délais relatifs à l'introduction des décomptes pour les mois d'avril et de mai sont fixés respectivement au 30 juin 2024 et au 31 juillet 2024.

ad 4) La mesure d'accès au chômage partiel limitée dans le temps pour certaines entreprises du secteur de la construction a contribué à maintenir l'emploi dans les entreprises concernées.

ad 5) La mesure ayant dès le début été conçue comme une mesure temporaire, elle ne sera pas prolongée. La mise en œuvre du paquet de relance pour le logement présenté par le Gouvernement au mois de mai 2024 a été élaborée dans le cadre d'un échange intense avec les différents représentants du secteur du logement et a pour objectif de faciliter l'accès au logement et, par la même occasion, de soutenir le secteur de la construction à travers différentes mesures à court et à moyen terme.

Cependant, le Ministère de l'Économie et le Ministère du Travail continuent de suivre l'évolution du secteur de près.

ad 6) Il convient de rappeler que le secteur du bâtiment et de la construction est un secteur hautement concurrentiel et que le Gouvernement ainsi que le Comité de conjoncture ont rigoureusement suivi et analysé l'évolution du secteur avant de le déclarer en crise.

La mesure du chômage partiel a donc été ouverte d'une manière strictement ciblée et limitée pour ne pas créer de distorsion de concurrence. Ainsi la mesure du chômage partiel était applicable :

– aux deux branches d'activités « construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels » et « démolition et préparation de sites » ;
– pour un nombre de salariés restreint, à savoir les salariés sur chantier à tâches essentiellement manuelles et
– pour un nombre d'heures de travail limité, plus précisément 20 % des heures de travail totales normalement prestées sur les chantiers.

D'un point de vue procédural, l'article L. 513-3 du Code du travail précise qu'un plan de maintien dans l'emploi signé par les partenaires sociaux est à transmettre au secrétariat du Comité de conjoncture qui le soumet par la suite pour homologation au Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions qui statue sur avis de ce même comité. Ces avis sont rendus au cas par cas et prennent en compte une multitude d'éléments (par exemple les circonstances pouvant englober la situation d'une entreprise en difficultés, déclaration en crise du secteur, les différentes mesures retenues dans le plan, distorsion de concurrence, etc.).

Un seul plan de maintien dans l'emploi, relevant du secteur « Construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels », n'a pas été homologué, le Comité de conjoncture ayant émis un avis négatif suite à la procédure de vote par groupe.

**Courrier postal envoyé par les administrations publiques** | Question **0922** (24/06/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Den 21. Juni war de Generaldirekter vu POST Invité vun der Redaktioun um RTL. Am Interview sot hien, dass Lëtzebuerg e Land bleift, an deem nach ausserguéinlech vill Bréiwer verschéckt géife ginn. Responsabel fir déi vill Bréifpost wieren hei am Land virop déi staatlech Institutiounen, d'Banken an den Assurancësecteur.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Premierminister an dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Bréiwer verschécke staatlech Institutiounen all Joer, opgeschlësselt pro Institutioun bzw. Verwaltung? Wéi eng staatlech Institutiounen a Verwaltunge verschécken déi meeschte Bréiwer? Wéi vill Bréiwer verschécken d'Gemengen hei am Land pro Joer? Wat ass de gesamte Käschtefacteur fir déi verschéckte Bréiwer, opgeschlësselt no Verwaltung bzw. Institutioun?

2. Wéi vill Bréiwer gi pro Joer vu Betriber a Privatpersounen u staatlech Verwaltungen an Institutioune geschéckt a wéi vill kascht d'Traitéiere vun dëse Bréiwer alljoers de Staatsbeidel?

3. Wéi vill Bréiwer ginn tëscht de Gemengen an de staatleche Verwaltunge bzw. Institutioune verschéckt respektiv tëscht de verschiddene staatleche Verwaltungen an Institutioune selwer? Wat ass de gesamte Käschtefacteur heivun?

4. Wéi huet sech d'Unzuel vu Bréiwer, déi vun enger staatlecher Institutioun oder Verwaltung verschéckt goufen, an de leschte Joren entwéckelt, opgeschlësselt pro Verwaltung respektiv Institutioun?

**Réponse** (24/07/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Luc Frieden,** Premier ministre

De Generaldirekter vu POST Lëtzebuerg huet an deem vun den Deputéierte genannten Interview op generell Tendenzen higewisen, déi et um postalesche Marché gëtt. D'Opstellung heidrënner, déi POST Luxembourg op Nofro hi geliwwert huet, gëtt den Undeel vu staatlechen Institutiounen am Ëmsaz vum Bréifverkéier fir 2019 bis 2023 vu POST Courrier erëm.

*(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

All Ministèren, Verwaltungen a Gemengen hunn en eegene Budget fir d'Verschécke vu Courrier. (Et gëtt üblecherweis weeder nogezielt, wéi vill Bréiwer erausginn, nach, wéi vill der erakommen, sief et an de Ministèren, Verwaltungen oder Gemengen.)

De Courrier gëtt an de Ministèren a Verwaltungen intern vu Mataarbechter an Empfang geholl, traitéiert an un déi zoustänneg Servicer verdeelt. Et ass net méiglech, e Käschtepunkt fir den Traitement vum Courrier unzeginn, dëst ass just een Deel vun der Aarbecht vun de Mataarbechter aus den zoustännege Servicer.

De Service, fir Courrier tëschent de Ministèren a Verwaltungen ze zirkuléieren, gëtt generell staatsintern organiséiert, also gëtt de gréissten Deel vum Courrier tëschent Ministèren a Verwaltunge vu Mataarbechter hin- an hierbruecht. Et gëtt net nogezielt, wéi vill eenzel Bréiwer tëschent de Ministèren, Verwaltungen, Gemengen an aneren ëffentleche Servicer echangéiert ginn.

Sou wéi de Koalitiounsaccord et festhält, ass d'Digitalisatioun en zentralen Aspekt vum moderne Staat. D'Regierung wëllt d'Digitaliséierung vun de Servicer an d'Vereinfachung vun administrativen Demarchë weider férderen, a gläichzäiteg d'Méiglechkeet fir en net digitalen Austausch bäibehalen. D'Efforten a Richtung vun der Digitalisatioun wäerte sécherlech en Impakt op d'Unzuel vu verschécktem an empfaangenem Courrier hunn. Als Beispill vun esou Mesüre kann een op d'Digitaliséierung vun den Demanden a vum Traitement fir vill staatlech Bäihëllefen u Bierger a Betriber verweisen, an op déi elektronesch Facturatioun.

**Immatriculations de voitures au nom d'entreprises** | Question **0923** (24/06/2024) de **Mme Sam Tanson** | **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Lors d'une réunion de la Commission des Finances le 11 juin 2024 avec des représentants du Commissariat aux assurances au sujet de l'assurance des conducteurs de véhicules immatriculés au nom de personnes morales, l'existence d'entreprises luxembourgeoises créées avec le seul but de pouvoir immatriculer des véhicules automoteurs au Luxembourg a été thématisée. Ces entreprises offriraient ces services à des clients internationaux afin que ces derniers puissent profiter des avantages offerts par une immatriculation au Luxembourg.

En effet, toute personne morale ayant son siège social au Luxembourg peut immatriculer des véhicules au Luxembourg. Notons qu'au 1er janvier 2022, environ 21 % des voitures (catégorie M1) immatriculées l'étaient au nom d'une personne morale.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Les ministres peuvent-ils fournir des chiffres concernant le nombre de véhicules immatriculés au Luxembourg par des entreprises dont le but est d'offrir des services d'immatriculation à des personnes non résidentes ? Combien de véhicules sont concernés ? Combien de telles entreprises y a-t-il ?

2) Comment les ministres qualifieraient-ils l'existence de cette pratique ? Estiment-ils que cela pourrait promouvoir des pratiques de blanchiment d'argent ? Le cas échéant, quelles sont les mesures qu'ils envisagent pour lutter contre cette pratique et endéans quel délai seront-elles mises en œuvre ?

**Réponse** (06/08/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les honorables Députés s'interrogent sur la pratique des immatriculations des véhicules au nom d'entreprises disposant d'un siège social au Grand-Duché de Luxembourg, mais qui sont mis à disposition à des personnes non résidentes.

Les véhicules concernés sont en général immatriculés au nom d'une société légalement constituée. Ces véhicules étant valablement immatriculés, il est impossible de connaître l'usage qui en est fait et donc le nombre de véhicules immatriculés au nom d'une société luxembourgeoise dans l'objectif d'offrir un service d'immatriculation à une personne non résidente.

En ce qui concerne les mesures d'atténuation pour prévenir l'utilisation abusive éventuelle de personnes morales et d'arrangements juridiques à des fins de blanchiment de capitaux, le Luxembourg a adopté une approche multidimensionnelle visant la transparence sur les informations relatives aux bénéficiaires effectifs. Cette approche se base notamment sur le Registre du commerce et des sociétés, le Registre des bénéficiaires effectifs et le Registre des fiducies et des trusts. En parallèle la loi prévoit des mesures strictes impliquant les gardiens d'entrée (« gatekeepers ») qui incluent les institutions financières, les professionnels du droit et les prestataires de services aux entreprises et qui assument un rôle de contrôleur d'entrée au marché. L'efficacité de ces mesures a récemment été confirmée par le Groupe d'action financière (GAFI) dans son dernier rapport d'évaluation mutuelle sur le Luxembourg.

**Tour de France au Luxembourg** | Question **0924** (24/06/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Le Tour de France, l'une des plus grandes manifestations sportives du monde a fait, depuis ses origines en 1903, 8 passages au Grand-Duché de Luxembourg, une arrivée d'étape en 1947, un passage en 1967, une arrivée d'étape en 1968, un Grand Départ avec prologue et deux étapes en 1989, un contre-la-montre en 1992, un 2e Grand Départ avec prologue et une étape en 2002, une arrivée et un départ en 2006 et dernièrement un passage à travers le pays et un départ en 2017.

Il est un fait que le Tour de France ne représente pas seulement un évènement sportif exceptionnel mais une occasion unique de présenter les différents pays et villes traversés par les meilleurs coureurs cyclistes mondiaux et d'engendrer des retombées économiques et financières immédiates, notamment celles liées au tourisme dont les effets perdurent encore les années suivantes.

Le Gouvernement précédent ayant fait des démarches prometteuses avec un accord de principe pour un retour du Tour de France dans notre pays, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre des Sports :

– Monsieur le Ministre a-t-il poursuivi les démarches de son prédécesseur depuis son arrivée au ministère ?

– Est-ce qu'un accord avec l'organisation du Tour a pu être trouvé entre-temps et le cas échéant sous quelle forme (départ ou arrivée d'étape) ? Si tel n'est pas le cas, est-ce que Monsieur le Ministre a prévu de poursuivre les négociations lors de cette 111e édition du Tour ?

– Est-ce qu'une date est déjà connue et est-ce que le 100e anniversaire des victoires (1927 et 1928) du champion luxembourgeois Nic Frantz pourrait représenter une occasion parfaite ?

– Quelles sont les communes qui pourraient accueillir une arrivée respectivement un départ et comment se fera la sélection ?

**Réponse** (01/08/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

Le Ministre des Sports a prioritairement concentré ses efforts à la réalisation de l'accord de coalition en vue de l'implémentation d'une politique des sports proactive.

Il reste cependant sensible au dossier sous rubrique et engagera en temps utile les discussions avec l'organisateur en vue de l'obtention d'une arrivée/départ pendant un Tour de France.

**Gouvernance du Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST)** | Question **0925** (25/06/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Dans un article de presse paru en date d'aujourd'hui[34], la gouvernance du Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) est examinée d'un œil critique. Ainsi, un an après le départ de son directeur général, le centre de recherche n'a toujours pas désigné de remplaçant.e. Toujours selon l'article, le directeur général intérimaire nommé en juin 2023 ne saurait assumer de manière définitive le poste, faute de pouvoir remplir les exigences énoncées dans la loi organique du LIST. Enfin, le poste n'aurait pas jusqu'à présent fait l'objet d'une offre d'emploi, pourtant prévue également par la loi, et le conseil d'administration n'aurait pas non plus vouloir confirmer si un comité de recrutement avait déjà été mis en place.

Outre ces questions d'ordre formel et légal, un projet de transformation dénommé « Unity » est également mis en avant dans ledit article. Ce projet relèverait d'une vision du directeur général ad intérim pour l'avenir du centre de recherche, mais il aurait d'ores et déjà occasionné de nombreux questionnements, voire des départs de membres du personnel du LIST.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

1) Madame la Ministre est-elle au courant de l'article susvisé ? Dans l'affirmative, peut-elle confirmer ou nier les principaux constats qui y sont dressés, concernant notamment la gouvernance, le projet de réflexion stratégique, et la satisfaction du personnel ?

2) Madame la Ministre estime-t-elle que des décisions stratégiques sur le futur du LIST prises par un directeur général ad intérim qui ne saurait remplir les conditions d'éligibilité du poste sont conformes à la lettre, sinon à l'esprit, de la loi organique du centre de recherche ?

3) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur le processus de nomination d'un nouveau directeur général du LIST ? Quel est l'état d'avancement des différentes étapes nécessaires à cet effet ? Quand est-ce qu'un nouveau directeur général ou une nouvelle directrice générale sera nommé.e ?

**Réponse** (23/07/2024) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Après le départ du directeur général du LIST au 31 mai 2023, le conseil d'administration du LIST a, tel que cela a déjà été fait dans le passé, nommé un directeur général a. i. qui a pu prendre ses fonctions au 1er juin 2023. Monsieur Fransaer a été embauché sous contrat à durée déterminée de deux ans. Cette

[34] https://paperjam.lu/article/unity-projet-list-qui-fait-gri

procédure de nomination d'un directeur général intérimaire a été entièrement conforme à la législation en vigueur à ce moment. Il convient de souligner que la loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics, en vigueur au moment de la nomination, ne précisait pas les conditions minimales pour le poste de directeur général.

Conformément à la loi modifiée du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics, c'est le conseil d'administration qui a décidé d'un processus de transformation du LIST visant à moderniser et à rendre plus efficace son organisation, tant au niveau de ses activités de recherche que de ses services administratifs, que le directeur général a. i. est appelé à mettre en œuvre.

Cette réorganisation permet au LIST de mieux mettre en œuvre ses deux missions légales :

a) développer et entreprendre des activités de recherche fondamentale orientée et de recherche appliquée, support nécessaire aux activités de recherche, de développement et d'innovation ;
b) opérer le transfert de connaissances et de technologies vers le secteur public et le secteur privé.

La réorganisation du LIST devra permettre au prochain conseil d'administration, qui prendra ses fonctions les 1er janvier 2025 et au futur directeur général du LIST, de gérer le LIST de manière plus performante afin de continuer à développer des activités de recherche reconnues au niveau international et de développer la valorisation et le transfert du résultat de ces activités auprès du secteur socio-économique aussi bien national qu'international. La gouvernance du LIST sera ainsi mieux en mesure de prendre de nouvelles décisions stratégiques qui s'imposeraient à court ou à moyen terme, en connaissance de cause et le moment venu, dans le cadre de ses missions légales, tout en veillant à une allocation aussi efficiente que possible des ressources publiques qui lui sont attribuées.

Finalement, vu la fin du contrat de Monsieur Fransaer au 31 mai 2025, le conseil d'administration lancera en septembre 2024 la procédure formelle de recrutement du directeur général du LIST avec la publication de l'annonce. Un comité de recrutement, composé selon les critères prévus par la loi, proposera, à la fin du processus, au conseil d'administration un classement des candidats, qui prendra la décision.

**Taxe d'abonnement pour les fonds ETF actifs** | Question **0926** (25/06/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Le Gouvernement a annoncé vouloir réduire le taux de la taxe d'abonnement pour les fonds ETF actifs.

Notons que la taxe d'abonnement a rapporté en 2022 des recettes de 1,28 milliard d'euros aux coffres de l'État, correspondant ainsi à 6 % des recettes budgétaires totales hors opérations financières. En outre, la projection pluriannuelle du Gouvernement prévoit une croissance annuelle des recettes issues de la taxe d'abonnement de 6,6 % en moyenne sur la période 2024-2027.

Dans ce contexte, je voudrais demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il préciser les plans du Gouvernement en matière de taxe d'abonnement ? Quel est le taux d'imposition envisagé pour les fonds ETF actifs ?

2) Monsieur le Ministre peut-il renseigner le déchet fiscal engendré par cette adaptation de la taxe d'abonnement pour les fonds ETF actifs ?

3) L'adaptation de la taxe d'abonnement pour ETF actifs est-elle déjà comptabilisée dans la projection budgétaire pluriannuelle 2024-2027 prémentionnée ? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il fournir les projections actualisées ?

**Réponse** (25/07/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

En date du 17 juillet 2024, le Gouvernement a adopté un nouveau paquet de mesures fiscales intitulé « Entlaaschtungs-Pak. Zesummenhalt. Zukunft. Fir Jiddereen. »

Dans ce contexte, il est, entre autres, proposé d'exonérer les OPCVM ETFs gérés activement de la taxe d'abonnement. Cette mesure aura un impact neutre sur le budget de l'État.

**Mise en œuvre de la loi du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations** | Question **0927** (25/06/2024) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Mam ASBLs-Gesetz vum 7. August 2023 musse bannent kuerzer Zäit eng ganz Rëtsch Veräiner hir Statuten an hir Comptabilitéit dem neie gesetzleche Kader upassen. Effektiv ass et elo obligatoresch, datt all ASBL den Depot vun hire järleche Konte beim Registre de commerce et des sociétés (RCSL) mécht. Fir déi kleng ASBLe sinn dat den „état des recettes et des dépenses" souwéi och eng „annexe".

Artikel 18 vum neie Gesetz präziséiert, datt d'Form an den Inhalt vun der Annex an engem „règlement grand-ducal" festgehale ginn. De Scheema vun der Presentatioun vun de Recetten an den Depensë kann am groussherzogleche Reglement beschriwwe ginn.

Op der Internetsäit myasbl.lu steet ze liesen, datt e Règlement grand-ducal betreffend d'Presentatioun vun de „comptes annuels" ausgeschafft gëtt.

An deem Kontext wollte mir der Madamm Justizministesch follgend Froe stellen:

1. Wéini gëtt dee „règlement grand-ducal" publizéiert?

2. Gëtt an dësem Reglement definéiert, wéi déi kleng ASBLen den „total des actifs" solle bewäerten?

3. Gëtt an dësem Text och festgeluecht, wat genee d'Basis ass fir d'Berechnung vum sougenannte „pourcentage des transferts de fonds vers les autres pays"?

**Réponse** (05/08/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Als Virbemierkung ass et wichteg kloerzestellen, dass dat neit Gesetz vum 7. August 2023 am Artikel 18 zwee verschidde Reglementer virgesäit.

Dat éischt Reglement bezitt sech op:

– den Inhalt an d'Form vun der Annex, déi un den „état des recettes et des dépenses" vu klengen ASBLe bäizefügen ass (Art. 18 (4) Absatz 3);
– den Inhalt an d'Form vun der Annex, déi un de „compte de profits et pertes" an de Bilan fir mëttelgrouss ASBLe bäizefügen ass (Art. 18 (5) Absatz 3); an
– komplementar Informatiounen, déi an der Annex fir grouss ASBLen integréiert musse ginn (Art. 18 (6) Absatz 3).

D'Adoptioun vun dësem Reglement ass obligatoresch fir d'Ëmsetzung vun de concernéierten Dispositiounen.

Dat zweet Reglement bezitt sech op d'Presentatiounsscheema vun:

–„état des recettes et des dépenses" vu klengen ASBLen (Art. 18 (4) Absatz 4);
–„comptes de profits et pertes" an de Bilan vu mëttelgroussen Associatiounen (Art. 18 (5) Absatz 4); an
– „comptes annuels" vu groussen Associatiounen (Art. 18 (6) Absatz 4).

D'Adoptioun vun dësem zweete Reglement ass fakultativ an net obligatoresch.

ad 1. Betreffend dat éischt Reglement, gëtt därzäit een Avant-projet vum Reglement preparéiert a soll no der Rentrée am September 2024 prett sinn, fir op den Ordre du jour vum Regierungsrot gesat ze ginn.

Wat dat zweet Reglement ugeet, ass am Moment keen Avant-projet virgesinn, fir den Associatiounen d'Fräiheet ze loossen, hire Scheema sou ze gestalten, datt et am Aklang mat hiren Aktivitéiten ass.

ad 2. an 3. De Paragraf 4 vum Artikel 18 vum Gesetz vum 7. August 2023 iwwert d'ASBLen a Fondatioune gesäit spezifesch vir, datt d'Reglement betreffend d'Annexen d'Zil huet, den Inhalt an d'Form vun der Annex, déi un d'Comptabilitéitsdokumenter ugehaange gëtt, ze bestëmmen.

D'Annex soll laut Paragraf 4 vum Artikel 18 déi follgend Informatioune beinhalten:

1° den Total vun den Aktiva an der Keess;
2° den Total vun den Aktiva bei der Bank;
3° d'Zuel vun de Memberen, definéiert no Member-Tranchen;
4° de Prozentsaz vun Iwwerweisunge vu Fongen an aner EU-Länner an an den Europäesche Wirtschaftsraum („EWR");
5° de Prozentsaz vun Iwwerweisunge vu Fongen ausserhalb vun der EU an dem EWR.

D'Reglement selwer definéiert deementspriechend weeder, wéi kleng ASBLen den „total des actifs" solle bewäerten, nach d'Method, fir de Prozentsaz vun Iwwerweisunge vu Fongen an aner Länner ze berechnen.

Verschidde Moyene goufen a ginn den ASBLen zur Verfügung gestallt, fir hinnen ze hëllefen:

– Fir de Prozentsaz vun Iwwerweisunge vu Fongen an aner Länner ze bestëmmen, wäert een Avant-projet vum Reglement eng Forschett virgesinn, wéi zum Beispill vun 0 % bis 5 % a 5 % bis 15 %. D'ASBLe mussen uginn, ënner wéi eng Forschett se falen. Fir hir Aufgab ze vereinfachen, ass et geplangt, e Guide ze veröffentlechen, deen op der Websäit www.myasbl.lu wäert publizéiert ginn. De Guide huet als Zil, den ASBLen ze hëllefen, fir d'Fongen, déi an dëser Berechnung berücksichtegt musse ginn, ze bestëmmen. Ee Beispill vun engem Fong, deen ze berücksichtegen ass, ass d'Iwwerweisung vu Suen an d'Ausland.
– Informatioune betreffend d'Rechnung vum „total des actifs" fënnt een am „Guide comptable de la petite association", deen een op der Websäit www.myasbl.lu erofluede kann, ënnert dem Theema „Comptabilité".

Zur Erënnerung: Wéinst der Iwwergangsperiod vu 24 Méint hunn d'ASBLen nach Zäit, sech mam neie Comptabilitéitsregimm vertraut ze maachen. D'Associatiounen, déi virum Akraafttriede vum neie Gesetz, also den 23. September 2023, gegrënnt goufen, bleiwe bis den 23. September 2025 dem ale Comptabilitéitsregimm ënnerstallt, ausser si géife virun dësem Datum hir Statuten un dat neit Gesetz upassen. Fir eng ASBL, déi hir Statuten z. B. am Laf vun 2024 geännert huet, gëllt den neie Comptabilitéitsregimm ab dem 1. Januar 2025 an d'Comptabilitéitsdokumenter mussen eréischt am Juni 2026 approuvéiert ginn. Deemno hunn och d'ASBLen, déi hir Statuten un dat neit Gesetz virum Schluss vun der Iwwergangsperiod

geännert hunn, nach Zäit, sech mam neie Comptabilitéitsregimm vertraut ze maachen.

**Exportation de voitures électriques** | Question **0928** (25/06/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Regierung huet Ännerungen ugekënnegt bei der Primm fir Elektroautoen. An Zukunft soll een d'Primm nëmmen nach kréien, wann een den Auto mindestens dräi Joer laang nom Kaf hält. Domadder soll bewierkt ginn, dass d'Autoe méi laang am Lëtzebuerger Fuerpark bleiwen an net esou schnell an d'Ausland kënne verkaf ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi vill Elektroautoe sinn tëschent 2018 an 2023 (opgelëscht pro Joer) hei am Land kaf ginn?

2. Wéi vill Elektroautoe sinn tëschent 2018 an 2023 (opgelëscht pro Joer) hei am Land immatrikuléiert ginn?

3. Wéi vill Elektroautoe goufen tëschent 2018 an 2023 hei am Land kaf an am Ausland immatrikuléiert?

4. Wéi vill Elektroautoe goufen tëschent 2018 an 2023 hei am Land immatrikuléiert an duerno an d'Ausland verkaf an immatrikuléiert?

**Réponse** (05/08/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Den honorabelen Deputéierte freet Zuelen, wéi vill Elektroautoen tëschent 2018 an 2023 kaf, nei ugemellt an exportéiert goufen.

ad 1. Et gi keng Donnéeën erfaasst oder Statistiken erstallt, wéi vill Autoen hei am Land kaf ginn. Wat fir d'Primme wichteg ass, ass déi éischt Umeldung vum Gefier zu Lëtzebuerg.

ad 2. Laut der SNCA (Société nationale de circulation automobile) goufe säit Ufank 2018 follgend Unzuele vun Elektroautoen hei am Land nei ugemellt.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3. cf. Äntwert op d'Fro 1.

ad 4. Vun den insgesamt 31.240 rengen Elektroautoen, déi säit 2018 zu Lëtzebuerg nei ugemellt goufen, sinn der säitdeem insgesamt 4.121 ofgemellt an exportéiert ginn. Dës Gefierer waren am Duerchschnëtt bal 2 Joer hei zu Lëtzebuerg ugemellt. 138 vun dësen exportéierten Elektroautoe ware manner wéi 7 Méint hei am Land ugemellt a sinn domadder net eligibel fir eng Primm gewiescht. Weider 191 Gefierer waren nëmmen tëschent 7 an 12 Méint hei am Land ugemellt. Een Deel heivunner ass doduerch warscheinlech och net eligibel fir eng Primm gewiescht. Déi genau Unzuel léisst sech iwwert d'Exportzuelen net genee festleeën, well den Datum vun der Ënnerschréft um Kaf- oder Leasingskontrakt ausschlaggeebend ass, wéi laang d'Gefier muss gehale ginn, fir eligibel fir eng Primm ze sinn. Virum 1. Abrëll 2022 waren dëst 7 Méint an dono 12 Méint.

Well et fir Plug-in-Hybride mat Kaf- oder Leasingskontrakter, déi no 2021 ënnerschriwwe goufen, keng Primm méi gëtt an och souwisou nëmme Plug-in-Hybride mat 50 g oder manner $CO_2$-Emissioune pro Kilomeeter eligibel fir eng Primm waren, gouf net ermëttelt, wéi vill Plug-in-Hybriden an de leschte 5 Joer exportéiert goufen.

D'Regierung huet rezent Ännerunge bei de Primmen annoncéiert. Fir nei Kaf- oder Leasingskontrakter, déi ab dem 1. Oktober 2024 ënnerschriwwe ginn, muss den 100 %-Elektroauto op d'mannst 3 Joer vum Demandeur gehale ginn. Do dernieft ass och geplangt, datt 100 %-Elektroautoen, déi nei zu Lëtzebuerg ugemellt goufen a säit op d'mannst 3 Joer ugemellt sinn, am Fall vun engem Weiderverkaf hei am Land fir eng zousätzlech Primm eligibel sinn. D'Konditiounen heifir sinn, datt den Auto op d'mannst weider 2 Joer hei am Land ugemellt bleift an de Verkeefer a Keefer net am selwechte Stot ugemellt sinn. Den entspriechenden Avant-projet de règlement grand-ducal gouf den 19. Juni 2024 vum Regierungsrot guttgeheescht. Dës 2 Mesurë sollen dozou bäidroen, datt 100 % Elektroautoe méi laang hei am Land gehale ginn, den Occasiounsmaart fir Elektroautoe gefërdert gëtt an doduerch d'Elektrifizéierung vum Fuerpark weider zouhëlt.

**Cours de premier secours** | Question **0929** (25/06/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Wien Éischt Hëllef leeschte kann, dee ka Liewe retten. Leit, déi een Éischt-Hëllef-Cours gemaach hunn, léieren déi richteg Reflexer an Handlungen. Et wier dofir sënnvoll, dass jiddereen an eiser Gesellschaft op d'mannst eng Kéier am Liewen esou een Éischt-Hëllef-Cours gemaach hätt.

An Däitschland ass den Éischt-Hëllef-Cours obligatoresch fir den Erhalt vum Autosführerschäin. Domadder ass séchergestallt, dass alljoers Dausende Leit eng Grondausbildung hunn an ee Pool u Millioune vu Bierger:inne weess, wéi am Eeschtfall muss gehandelt ginn.

Den Donnéeën no aus eiser parlamentarescher Fro N° 2741 haten 2019 eng 16.383 Leit bei engem Éischt-Hëllef-Cours matgemaach.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir den Interieur, fir Gesondheet a fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen hu vun 2020 bis 2023 un engem Éischt-Hëllef-Cours hei am Land matgemaach?

2. Wéi vill Leit besëtzen zum aktuellen Zäitpunkt ee gültegen Éischt-Hëllef-Diplom?

3. Wëll d'Regierung dofir suergen, dass méi Persounen eng Grondausbildung an Éischter Hëllef maachen?
Falls jo, wéi eng Aktioune sinn hei geplangt a wéi eng Ministèrë wäerten hei implizéiert sinn?

**Réponse** (18/07/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Tëscht dem 1. Januar 2020 an dem 31. Dezember 2023 hu ronn 70.000 Leit un engem Éischt-Hëllef-Cours deelgeholl.

ad 2. Opgrond vun den Zuelen, déi de CGDIS eis matgedeelt huet, misste 86.500 Leit am Besëtz vun engem Éischt-Hëllef-Diplom sinn, deen net méi al wéi 5 Joer ass. Mir kënnen awer dovun ausgoen, dass dës Zuel méi héich ass, well och d'Méiglechkeet besteet, säin Éischt-Hëllef-Cours am Ausland ze maachen.

ad 3. D'Zil vun der Regierung ass et, dass zu Lëtzebuerg sou vill Leit wéi méiglech en Éischt-Hëllef-Cours maachen, dëst an enker Zesummenaarbecht mam CGDIS, deen och schonn u konkreeten Initiative schafft, duerch déi d'Geste vun der Éischter Hëllef, zum Beispill am Sport oder an der Schoul, weider promouvéiert solle ginn. Erwänenswäert ass zum Beispill déi aktuell GOAL-Campagne, déi de CGDIS zesumme mat der FLF am Kader un der UEFA Euro 2024 organiséiert huet, mam Zil, d'Prise en charge ënner anerem vum Häerzstëllstand ze verbesseren.

**Application de l'article 41 de la loi communale** | Question **0930** (25/06/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Un membre du Collège des bourgmestre et échevins de la Ville d'Esch-sur-Alzette a été condamné par le tribunal d'arrondissement du 18 avril 2024 pour fraude fiscale aggravée.

L'article 41 de la loi communale dispose : « En cas d'inconduite notoire, de faute ou de négligences graves, les échevins peuvent être suspendus de leurs fonctions par le Ministre de l'Intérieur pour un temps qui ne pourra excéder trois mois, sauf à être renouvelé par décision motivée. Ils peuvent être démis de leurs fonctions par le même ministre. »

Or, le manuel sur l'organisation des communes du Grand-Duché de Luxembourg disponible sur le site[35] du Ministère de l'Intérieur donne davantage d'informations quant à la lecture de cet article :

« Les expressions "inconduite notoire", "faute grave" ou "négligence grave" ne sont par ailleurs pas définies par la loi. Elles sont fort vagues et laissent une large liberté d'appréciation au pouvoir central. La jurisprudence administrative belge affirme qu'un fait unique d'inconduite peut suffire, à cause de la gravité du scandale qu'il occasionne, à rendre impossible et contraire à l'intérêt général le maintien de son auteur dans les fonctions de bourgmestre ou d'échevin (revue adm. 1886, p. 496). [...] L'inconduite notoire vise plutôt les comportements scandaleux de notoriété publique : corruption, fraude fiscale, ivresse publique ou délit de fuite parmi d'autres exemples. »

Partant j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant du jugement du tribunal d'arrondissement de Luxembourg du 18 avril 2024 concernant la condamnation pour fraude fiscale aggravée d'un membre du Collège des bourgmestre et échevins de la Ville d'Esch-sur-Alzette ?

2) Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis qu'une fraude fiscale aggravée constitue en l'occurrence une inconduite notoire de l'échevin en question comme l'indique la publication citée de votre ministère en faisant référence à la jurisprudence administrative belge ?

3) Monsieur le Ministre entend-il appliquer l'article 41 de la loi communale ?
– Dans l'affirmative, de quelle façon ?
– Dans la négative, pourquoi n'entend-il pas l'appliquer ?

**Réponse** (28/06/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

J'ai connaissance du jugement ayant condamné un échevin de la Ville d'Esch-sur-Alzette du chef de fraude fiscale à une amende tout en faisant abstraction d'une peine d'emprisonnement. Il ne m'appartient pas de commenter la décision des juges. Je constate néanmoins que le tribunal n'a pas prononcé une peine de privation des droits de vote, d'élection ou d'éligibilité prévue à l'article 11 du Code pénal. Ainsi l'échevin en question conserve pleinement, à l'issue de la procédure judiciaire, ses droits de vote et

[35] https://maint.gouvernement.lu/dam-assets/personnel-communal/recrutement-examen-dadmissibilite/programmes/Organisation-des-communes-admissibilite-C1-A+T-B1-T.pdf

d'éligibilité et donc également la fonction d'échevin qu'il occupe à l'heure actuelle.

Les faits qui ont donné lieu à la condamnation précitée relèvent de la vie professionnelle de la personne visée et sont étrangers à l'exercice du mandat d'échevin. Il appartient à M. Knaff de décider personnellement, en âme et conscience, s'il entend poursuivre son mandat politique.

**Évènement électoral de la coalition « Ensemble pour la République »** | Question **0932** (25/06/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Esou wéi op engem ëffentleche Flyer ze gesinn ass, trëtt den Här Bausseminister e Mëttwoch, de 26. Juni, am Novotel an der Stad op enger Walveranstaltung vun „Ensemble pour la République", der Partei vum aktuelle franséische Staatspresident op. Hei mécht den ieweschte Lëtzebuerger Diplomat Walkampf fir eng auslännesch Partei.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës dréngend Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Regierung d'Opportunitéit vun engem Walkampfoptrëtt vum Lëtzebuerger Bausseminister fir eng auslännesch Partei? Sollt, besonnesch a Walkampfzäiten, d'Regierung net eng gewëssen Neutralitéit weisen, fir mat all méiglecher, zukünfteger franséischer Regierung kënnen eng vertrauensvoll Basis fir d'Verdéiwung vun eise bilaterale Relatiounen ze schafen?

2. Wéi eng Reegele gëtt sech d'Regierung allgemeng am Kontext vun Optrëtter vu Lëtzebuerger Ministeren am Kader vun engem auslännesche Walkampf?

3. Gouf et am Kader vun den nationale Walkämpf, déi an de leschte Wochen a Méint an eisen Nopeschlänner stattfonnt hunn, weider Optrëtter vu Regierungsmemberen? Respektiv, sinn se an nächster Zäit geplangt? Wa sou Optrëtter stattfonnt hunn, goufen déi Deplacementer da vum Staat bezuelt oder vun enger politescher Partei?

**Réponse** (25/07/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Duerch de Fait, datt hei am Land ewéi an der Reegel och am Ausland politesch Parteien e wichtege Bäitrag zum Fonctionnement vun enger demokratescher Gesellschaft leeschten, ass de fräien Echange mat Vertrieder vun nationalen an internationale Parteien e gewéinleche Bestanddeel vun der Aarbecht vun engem Politiker, dorënner och vun engem Minister.

**Crédit d'impôt location** | Question **0933** (26/06/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den 22. Mee dëst Joer ass d'Gesetz iwwert verschidden Hëllefe fir de Wunnengsmaart a Kraaft getrueden (Loi du 22 mai 2024 portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement).

Hei gouf een neie bëllegen Akt fir d'Locatioun agefouert (Crédit d'impôt location). Am Communiqué vun der Regierung dozou stoung geschriwwen, dass dëse just fir Gebaier géif gëllen, déi nach net gebaut goufen (VEFA). Allerdéngs ass dat net am Artikel 4 vum Gesetz präziséiert, soudass unzehuelen ass, dass eng Persoun, déi ee bestoend Gebai keeft, fir et ze verlounen, vum neie bëllegen Akt ka profitéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

– Kann de Minister präziséieren, ob den neie bëllegen Akt fir all Gebaier gëllt oder just fir eng VEFA?

**Réponse** (28/06/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Am Artikel 2 vum Gesetz vum 22. Mee 2024 iwwer de Relancepak am Wunnengsbau ass definéiert, ob wéi een Typ Immobilienerwerb sech de sougenannte Crédit d'impôt location bezitt.

Doraus ergëtt sech, dass dëse Steierkreditt exklusiv bei Acquisitiounen ënnert Form vun enger Vente en l'état futur d'achèvement am Sënn vum Artikel 1601-3 vum Code civil ka geltend gemaach ginn.

**Achat de logements par la SNHBM** | Question **0934** (26/06/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Rapport annuel vun 2023 vun der SNHBM steet geschriwwen, dass d'SNHBM eng Residenz mat 16 Wunnenge vum Fonds Kirchberg ofkaf huet (Ofschnëtt „Autre collaboration avec le Fonds Kirchberg").

D'SNHBM krut awer hei just d'Immobilie an den Terrain bleift am Besëtz vum Fonds Kirchberg, well iwwert Emphytéose verkaf gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi héich war de Baupräis vun dëser Residenz?

2. Wéi vill huet d'SNHBM fir dës Residenz un de Fonds Kirchberg bezuelt?

3. Wéi vill bezilt d'SNHBM fir d'Emphytéose?

4. Wéi vill Meetercarré Wunnraum ëmfaasst dës Residenz?

**Réponse** (22/07/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. D'SNHBM huet dës Residenz vun engem private Promoteur zum Präis vun 9.842.729,64 € TTC 17 % ofkaf (hors terrain an der Emphytéose).

ad 2. D'Wunnenge vun dëser Residenz falen all ënnert den Artikel 29 vum Pacte logement. An dësem Fall huet e private Promoteur e ganzen Ensembel gebaut, wou just 1 Residenz un d'SNHBM verkaf ginn ass. Wéi am Rapport annuel vun der SNHBM geschriwwen, ass déi Residenz vun engem private Promoteur ofkaf ginn an net vum Fonds Kierchbierg. De Fonds Kierchbierg ass hei just de Proprietär vum Terrain.

ad 3. D'Emphytéose ass bei dësem Projet als Redevance unique an der Héicht vun 2.135.202,08 € bezuelt ginn.

ad 4. Dës Residenz huet eng Surface cadastrale vun 1.706,54 m$^2$.

**Parcs éoliens offshore** | Question **0935** (26/06/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

La Ministre belge de l'Énergie et son homologue norvégien viennent de signer une déclaration commune sur la coopération énergétique en Mer du Nord. L'objectif est de soutenir politiquement une future connexion entre les réseaux belge et norvégien, dont les parcs éoliens offshore scandinaves. L'interconnexion revêt d'une importance particulière pour accéder à tout moment à l'énergie verte. Dans ce contexte, il importe de rappeler la North Seas Energy Cooperation (NSEC) à laquelle le Luxembourg participe depuis le début.

– Notre pays disposant également d'une interconnexion de son réseau de transport d'électricité avec le réseau belge, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme si le Gouvernement a été associé à ces pourparlers.

– Est-ce que la coopération mentionnée a lieu dans le cadre de la NSEC ?

– Sinon, le Gouvernement luxembourgeois est-il intéressé à s'associer à ce projet pour accéder à tout moment à l'électricité verte ?

– De quelle manière le Luxembourg est-il impliqué dans les parcs éoliens offshore existants ?

– Comment le Luxembourg va-t-il s'impliquer dans le futur ?

**Réponse** (25/07/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

La récente mission économique belge en Norvège, lors de laquelle la coopération bilatérale mentionnée fut formalisée, ne se concentrait pas seulement sur une interconnexion électrique, mais traitait également d'autres sujets qui n'ont été discutés ni avec le Luxembourg, ni au sein de la North Seas Energy Cooperation (NSEC).

La NSEC est une organisation régionale pour la coopération en matière d'énergies renouvelables qui réunit : les trois pays du Benelux, l'Allemagne, la France, le Danemark, la Suède, l'Irlande, la Norvège et donne un cadre approprié pour une collaboration avec le Royaume-Uni.

L'accord cité par les honorables Députés concerne uniquement deux pays de la NSEC, la Belgique et la Norvège, et, pour la partie de l'interconnexion électrique, s'intègre dans le contexte du développement de réseaux énergétiques sous-marins nécessaires pour pouvoir profiter au mieux de l'énergie renouvelable des mers du Nord. Les membres de la NSEC s'informent de manière régulière lors d'échanges à différents niveaux. La NSEC permet au Luxembourg d'être informé au sujet d'autres initiatives bilatérales, comme entre l'Allemagne et le Danemark[36], entre la Belgique et le Royaume-Uni[37], ou encore entre l'Irlande et la France[38], pour ne citer que quelques coopérations bilatérales auxquelles participent des pays voisins du Luxembourg[39].

Le Luxembourg s'intègre pleinement dans le réseau paneuropéen et le marché intérieur de l'électricité, et soutient leur développement pour assurer un approvisionnement en électricité sûr, durable et abordable. Le gestionnaire de réseau de transport Creos est membre du Réseau européen des gestionnaires de réseau de transport d'électricité (European Network of Transmission System Operators for Electricity, ENTSO-E) qui a pour mission, entre autres, de préparer tous les deux ans un « Plan de développement du réseau sur dix ans », en étroite coopération avec toutes les parties prenantes. Outre les travaux au niveau européen, Creos collabore étroitement avec les TSO des pays voisins pour développer les réseaux, permettant en effet un meilleur accès à tout moment à l'électricité verte.

Au sein de la NSEC et de l'UE, le Luxembourg est impliqué dans le développement des parcs éoliens offshore.

[36] https://www.50hertz.com/en/Grid/Griddevelopement/Concluded-projects/CombinedGridSolution
[37] https://www.nemolink.co.uk/
[38] https://www.eirgrid.ie/celticinterconnector
[39] Pour une vision globale des projets considérés : https://tyndp2024.entsoe.eu/projects-map

Dans la version actualisée du PNEC, le Luxembourg prévoit des projets de coopération en matière d'énergie renouvelable en ayant recours au mécanisme de financement des énergies renouvelables de l'UE qui permet notamment des investissements dans des projets d'énergies renouvelables en mer. Le Luxembourg soutient, à la fois au niveau de la NSEC et dans ses relations bilatérales avec ses voisins, l'utilisation de cet instrument de coopération et une implication future dans des projets de parcs éoliens offshore à l'avenir.

Certains acteurs luxembourgeois, notamment des acteurs du secteur maritime et des armateurs, sont impliqués dans la conception, la planification[40] et la construction[41] de parcs éoliens offshore.

**Parc industriel, naturel et ferroviaire « Minett Park »** | Question **0937** (26/06/2024) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

De Minett Park „Fond-de-Gras" ass ee Fräiliichtmusée, deen iwwer e puer Hektar verschidde Sitte matenee verbënnt an de Visiteuren eng eenzegaarteg kulturell an touristesch Offer bitt.

Attraktioune sinn nieft der bemierkenswäerter Natur beim Minett Park och den Oppidum vum „Tëtelbierg", déi al „Minièresbunn" oder den „Train 1900", dee vu ganz engagéierte Benevolle bedriwwe gëtt a wou ee kann an eng aner Zäit andauchen.

An deem Kontext gëtt och ëmmer nees vun engem Zuchmusée um Site geschwat, wou de lëtzebuergesche Patrimoine ferroviaire kéint nach méi valoriséiert an dem breede Public zougänglech gemaach ginn.

An deem Kader wollte mir dem Här Kulturminister follgend Froe stellen:

1. Am Moment lafe Chantieren am Minett Park. Wou sinn dës Chantiere vum Institut national pour le patrimoine architectural (INPA) drun?

2. Gëtt et Pläng, fir den Eisebunnspatrimoine am Fond-de-Gras ze valoriséieren?

3. Ass geplangt, fir en Zuchmusée ze bauen an Zukunft?

**Réponse** (24/07/2024) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

ad 1. Aktuell leeft e grousse Chantier vum INPA, fir de Fond-de-Gras weider opzewäerten an ze securiséieren. De Site kritt eng grouss Plaz, fir d'Visiteuren ze empfänken, an eng Spillplaz vis-à-vis vun der Terrass „Bei der Giedel". De Quai vun der Minièresbunn gëtt och nei amenagéiert. Pollere ginn am Agank vum Site installéiert, fir datt et zu enger Verkéiersberouegung kënnt.

Domadder gëtt d'Sécherheet um Site verstäerkt an de Patrimoine weider valoriséiert. Dës Aarbechte sinn Enn dëst Joer ofgeschloss.

Den INPA këmmert sech och ëm d'Entretiensaarbechten un de Gleiser vum Train 1900 an ëm d'Galerie vun der Minièresbunn. Dëst Joer goufen Entretiensaarbechten op der Streck Fond-de-Gras Richtung Péiteng fir 1 Millioun Euro realiséiert. Domadder gëtt garantéiert, datt déi wäertvoll Benevolataarbecht weider funktionéiere kann an d'Streck och an Zukunft sécher ass. Esou kënnen déi historesch Gefierer weider a Betrib bleiwen an de Public profitéiert vun engem liewege Patrimoine.

D'Minièresbunn kritt an den nächste Joren en neien Atelier mat Garage, wou déi historesch Gefierer kënnen ënnert gudde Bedéngunge restauréiert ginn.

ad 2. E groussen Deel vum Eisebunnspatrimoine gëtt duerch d'Benevolataarbecht am Fond-de-Gras valoriséiert an dem Public all Sonndeg wärend de Méint Mee bis September zougänglech gemaach. Dat sinn d'Dampzich vum Train 1900 an d'Gefierer vun der Minièresbunn.

Donieft gëtt et awer nach e groussen Deel u Patrimoine ferroviaire, deen net fir de grousse Publikum zougänglech ass. Vun den 1980er-Joren un huet den INPA op d'mannst ëmmer eng Maschinn pro Serie vun der Eisebunnsramm vun den CFL erhalen a restauréiert, dat zesumme mat de Benevolle vun der ASBL 1604 Classics. Esou koum et zu enger grousser historescher Sammlung, déi nach mat Pläng, Fotoen, Uniformen an all Zort vun Eisebunnstechnik beräichert gouf.

Zanter iwwert 2 Joer schafft den INPA mat den CFL, de Veräiner an der Gemeng Péiteng un engem grousse Projet, fir dëse Patrimoine didaktesch ze erschléissen an dem grousse Publikum permanent zougänglech ze maachen.

Et ass de Projet vum Zuchmusée, dem Centre national pour le patrimoine ferrovaire – CNPF, deen zu Péiteng op der Streck vum Train 1900 soll entstoen. De Besuch vun dësem Musée wäert verbonne gi mat engem Trajet an engem historeschen Zuch erop an de Fond-de-Gras. Dat soll all Dag e puermol méiglech ginn, iwwert e Quai matten am Musée. Dës nei Struktur gëtt domadden e Portal, fir déi villfälteg Offer vum Minett Park ze valoriséieren an dem breede Public zougänglech ze maachen.

ad 3. Den INPA huet zesumme mat engem Architektebüro eng Étude de faisabilité fir dëse Projet realiséiert, deen elo zesumme mat den CFL detailléiert ausgeschafft gëtt.

Bis Enn 2024 soll en Avant-projet sommaire fäerdeg sinn, fir duerno en Avant-projet détaillé auszeschaffen an een entspriechende Projet de loi an der Chamber ze deposéieren. D'CFL wäerte sech ëm d'Infrastrukturaarbechte këmmeren an den INPA ëm de pedagogeschen a kulturelle Volet.

**Délais d'attente pour une ostéodensitométrie** | Question **0938** (26/06/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

La loi du 22 décembre 2023 portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière en vue d'autoriser l'État à participer au financement des gardes et astreintes des médecins hospitaliers dans les centres hospitaliers et les établissements hospitaliers spécialisés prévoit l'acquisition de deux unités de mesure de la densité osseuse supplémentaires.

Selon un article de presse publié récemment, le délai d'attente pour un rendez-vous dans l'unique équipement du pays pour mesurer la densité osseuse selon le procédé DXA se situe toujours autour des 18 mois.

Alors que l'article de presse confirme que la première unité supplémentaire se trouve en procédure d'acquisition et sera installée à Wiltz, des questions restent ouvertes quant à la seconde unité ainsi qu'au personnel nécessaire pour opérer les unités de mesure.

Dans ce contexte, je voudrais dès lors demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Endéans quel délai la deuxième unité DXA sera-t-elle installée à Wiltz ?

2) Le personnel nécessaire pour opérer les unités supplémentaires pourra-t-il être recruté endéans des délais utiles ? Dans la négative, quelles alternatives sont actuellement étudiées afin de permettre de lancer l'utilisation des unités ?

3) Endéans quel délai la troisième unité pourra-t-elle être opérationnelle ? Quelle sera sa localisation ?

4) Quelle sera l'incidence de la deuxième et de la troisième unité sur les délais d'attente des patient.e.s ?

5) Combien de patient.e.s ont fait réaliser un examen de la densité osseuse à l'étranger au cours des 5 dernières années ?

**Réponse** (02/08/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Une demande d'acquisition et de subventionnement pour l'installation d'un équipement pour la mesure de la densité osseuse a été introduite au Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale par le CHdN le 14 février 2024. Après analyse du dossier, cette demande a reçu un avis favorable de la Commission permanente du secteur hospitalier en date du 12 juillet 2024. Le timing d'installation n'est pas encore déterminé.

ad 2) Les ATM de radiologie seront détachés du service de radiologie. Six médecins spécialistes sont disponibles pour l'interprétation des examens.

ad 3) En application de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, un troisième appareil peut être envisagé. Pour ce faire, un centre hospitalier doit en faire la demande, ce qui n'est pas encore le cas.

ad 4) Il n'est pas possible de chiffrer la réduction du délai d'attente.

ad 5) La CNS ne dispose pas d'éléments précis concernant l'examen de la densité osseuse réalisé à l'étranger. Les prestations remboursées concernent des actes ou traitements stationnaires pris en charge sans indication sur les examens cliniques réalisés. Environ 25 patients ont ainsi su bénéficier d'une prise en charge de prestations allant d'une simple consultation jusqu'à des traitements stationnaires pour lesquels la prise en charge n'indique pas tous les détails des examens réalisés.

**Installation de miroirs de circulation** | Question **0939** (26/06/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Sougenannte Verkéiersspigele fënnt een aktuell nach op ville vun eise Stroossen a Kräizungen. Leider fënnt een zu Lëtzebuerg och nach vill Kräizungen, déi ënnert anerem och wéinst hirer Oniwwersiichtlechkeet eng Gefor fir d'Participanten am Stroosseverkéier duerstellen.

Op lokalem Niveau sinn et d'Gemengevertrieder, déi oft am beschten esou Geforeplaze kënnen identifizéieren. An dëse Fäll kann e Verkéiersspigel hëllefen. An der rezenter Vergaangenheet ginn awer Demandë vu Gemenge bei der Administration des ponts et chaussées ofgeleent. Offiziell heescht et, dass esou Verkéiersspigelen net méi placéiert dierfe ginn. Laut eisen Informatioune geschitt dëst, well déi genannte Spigele keng präzis Aschätzung vun der Distanz vun den Autoen op de betreffende Kräizungen erlaben. Aus Mangel un Alternative bleiwen d'Geforen op dëse Plazen also bestoen. Zousätzlech stelle mir fest, dass a ville Gemengen déi existent Spigele weeder ersat nach fortgeholl ginn.

[40] https://www.geoxyz.eu/en/projects/references-offshore-wind-farms

[41] https://www.jandenul.com/projects/gode-wind-3-and-borkum-riffgrund-3-offshore-wind-farms-germany

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi positionéiert sech de Ministère vis-a-vis vun dëser Problematik?

2. Kann de Ministère de genannte Grond sou konfirméieren? Falls jo, aus wéi enge Grënn ginn dann déi existéierend Spigelen net fortgeholl?

3. Kann de Ministère eis soen, ob et Iwwerleeunge fir Alternativen zu dem Verkéiersspigel gëtt? Falls jo, wéini kënnen dës agesat ginn?

**Réponse** (06/08/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. De Ministère kennt d'Problematik vun oniwwersiichtleche Kräizungen an et besteet en Aarbechtsgrupp vun der staatlecher Verkéierskommissioun, deen eng grëndlech Analys vun all eenzeler Ufro fir Verkéiersspigele mécht.

D'Demanden, fir Verkéiersspigelen ze installéieren, gi vu Ponts et chaussées an an der staatlecher Verkéierskommissioun analyséiert, wann dës op Staatsstroosse virgesi sinn. Dës Analyse ginn duerchgefouert opgrond vum Gesetz iwwert d'Permissions de voirie. D'Demandë fir d'Installatioun vun neie Spigele betreffe souwuel Stroosse mat schlechte Siichtverhältnisser, a Kéieren a Kräizunge wéi och Accèse vu Privatleit op eng Staatsstrooss.

Ganz allgemeng gëtt d'Méiglechkeet vun engem Spigel just a Betruecht gezunn, wann all aner Moyenen, fir d'Visibilitéit ze verbesseren, ausgeschëpft goufen. Dozou gehéieren zum Beispill d'Ewechhuele vu Parkplazen, d'Erneierung vum Marquage oder d'Upassung vu Grénzsträifen, Hecken asw. D'Nodeeler vun engem Verkéiersspigel sinn, dass si d'Aschätzung vun der Distanz an der Vitess vum Verkéier erschwéiere kënnen, besonnesch, well et verschidde Fabrikater mat ënnerschiddlechen optesche Verzerrunge gëtt. Anerersäits si Verkéiersspigelen ufälleg fir reduzéiert Visibilitéit duerch Knascht, Reflèts, Reen, Niwwel, Äis asw.

Aus all dëse Grënn ginn d'Demandë fir Spigele fir Privataccèsen, déi op ëffentlechem Terrain solle gestallt ginn, grondsätzlech net autoriséiert. D'Spigele sollen, wann iwwerhaapt néideg, op de privaten Terrain gestallt ginn.

Wat Kräizungen an oniwwersiichtleche Kéieren ugeet, sou muss vu Fall zu Fall gekuckt ginn, ob e Spigel eng Verbesserung vun der Visibilitéit duerstellt oder net. Eng confortabel Siicht ass awer nëmmen ee vun de Parameeteren, deen a Betruecht geholl gëtt, a wann den Asaz vun engem Spigel zweifelhaft ass, gëllt et éischter drop ze verzichten, wéi den Autofuerer e falscht Gefill vu Sécherheet ze vermëttelen.

ad 2. All nei Amenagementer ginn zanter enger Rei vu Jore schonn no den uewe genannte Critèren analyséiert. Bestoend Spigelen, déi an der Vergaangenheet eng Autorisatioun kritt hunn, ginn net automatesch ewechgeholl, mee mussen am Fall vun enger Ännerung vum Ëmfeld nei analyséiert a gegeebenefalls ewechgeholl ginn.

ad 3. Jo, et gëtt Iwwerleeunge fir Alternativen zu Verkéiersspigelen. Den Aarbechtsgrupp mécht normalerweis Virschléi fir alternativ Léisungen, wéi zum Beispill Hecken oder Parkplazen ewechhuelen, fir d'Siicht ze verbesseren. Dës Alternative gi vu Fall zu Fall analyséiert a kënne variéieren, jee no de spezifesche Bedéngungen op der Plaz. D'Zil ass et, méi sécher a praktesch Léisungen ze fannen.

Dovunner ofgesi ginn all nei Stroossen a Gebaier haut sou geplangt, dass fir eng genügend Visibilitéit vu vireran och ouni Spigele gesuergt ass.

**Institution du Lieutenant-Représentant** | Question **0941** (26/06/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

À l'occasion des festivités de la fête nationale 2024, Son Altesse Royale le Grand-Duc a fait part de Sa décision de nommer le Prince Héritier Lieutenant-Représentant au mois d'octobre.

L'article 58 de la Constitution dispose que « Le Grand-Duc peut se faire représenter par une personne qui remplit les conditions de l'article 56, paragraphe 1er, et qui porte le titre de Lieutenant-Représentant du Grand-Duc ».

Selon le commentaire des articles de la proposition de révision de la Constitution, l'article 58 de la Constitution entrée en vigueur le 1er juillet 2023 confère une certaine flexibilité quant au contenu des arrêtés grand-ducaux portant instauration de la Lieutenance.

Certains experts de la Constitution luxembourgeoise ont émis des interrogations ces derniers jours quant à la question de l'envergure que prendra la représentation par le Lieutenant-Représentant.

Au vu de ce qui précède, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) L'arrêté grand-ducal qui portera institution de la Lieutenance du Prince Héritier fera-t-il usage de la flexibilité conférée par la Constitution en matière de partage des compétences ?

2) Dans l'affirmative, quelle sera l'envergure de ce partage des compétences entre SAR le Grand-Duc et son Lieutenant-Représentant ?

**Réponse** (22/07/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

Il est de l'intention du Gouvernement de préparer un arrêté grand-ducal s'inspirant du texte élaboré en date du 3 mars 1998, conférant au Lieutenant-Représentant du Grand-Duc la possibilité d'exercer au nom du Grand-Duc tous les actes de ce dernier, sans préjudice de la plénitude des prérogatives du chef de l'État.

**Évaluation du développement linguistique des enfants dans les crèches** | Question **0942** (26/06/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Wéi een um Site www.science.lu noliese kann, hu Fuerscher vum „Luxembourg Centre for Educational Testing" vun der Uni Lëtzebuerg an enger Etüd („Early childhood education and care in Luxembourg") hiren eegenen Aussoen no festgestallt, datt et grouss Ënnerscheeder tëscht de fréikandleche Betreiungsstrukturen am Land gëtt an datt een net genau weess, „wie und in welchem Maß dort Sprachen gefördert werden".

An deem Kontext hunn ech follgend Fro un den Här Schoulminister:

– Wéi steet den Här Minister zur Iwwerleeung (déi och am mentionéierten Interview zur Sprooch kënnt), datt et vu groussem Virdeel wier, eng Etüd ze realiséieren, déi d'Qualitéit vun de Crèchen hei am Land systematesch ënnersicht, speziell am Hibléck op d'Sproochefërderung, an hei besonnesch op d'Förderung vum Lëtzebuergeschen?

**Réponse** (06/08/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Promotioun vun der Qualitéit an der nonformaler Bildung ass e wichtege Bestanddeel vun der Politick vun eisem Ministère. An deem Sënn gouf de sougenannte Qualitéitsdispositif iwwert dat modifizéiert Jugendgesetz am Joer 2016 an de Strukture vun der nonformaler Bildung agefouert.

Zil vun dësem Dispositif, deen un déi staatlech finanziell Participatioun (Prestataire chèque-service accueil) gekoppelt ass, ass et, de pädagogesche Kader ze definéieren an d'Qualitéit vun de Bildungs- a Betreiungsstrukture kontinuéierlech ze assuréieren. Dëst geschitt duerch eng Rei Obligatiounen:

– All Bildungs- a Betreiungsstruktur schafft en allgemengt pädagogescht Konzept aus, an deem hir Bildungsziler an hir pädagogesch Methoden definéiert sinn;
– Fir d'Qualitéit vun der nonformaler Bildung vum Personal ze erhalen a weiderzeentwéckelen, muss d'Personal eng gewëssen Unzuel u Formatioune maachen. Fir Personal, dat vollzäit schafft, sinn dat 32 Stonnen iwwer zwee Joer;
– All Struktur muss hir berufflech Praxis reegelméisseg dokumentéieren an Dossieren iwwer déi duerchgefouert Aktivitéiten, pädagogesch Usätz an Observatiounen iwwer d'Entwécklung vun de Kanner féieren;
– All Struktur muss zweemol d'Joer e pädagogesche Suivi vun de regionalen Agenten, déi d'Ëmsetzung vum Bildungsrahmenplan suivéieren, akzeptéieren.

Doriwwer eraus ginn d'Strukture reegelméisseg vun den Agente vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) kontrolléiert, déi hir administrativ a reglementaire Konformitéit iwwerpréiwen.

Et ass deemno ee breeden Dispositif en place mam Zil, eng héich Qualitéit am Secteur vun der Betreiung a Bildung ze erhalen an esou eng favorabel Ëmwelt fir d'Entwécklung vun de Kanner ze garantéieren.

D'Sproochefërderung, déi am Kader vum Programm vun der méisproocheger Bildung ëmgesat gëtt, ass och Deel vun dësem Qualitéitsdispositif. E wichtegt Zil vum Programm ass et, d'Kanner mam Lëtzebuergeschen a Franséische vertraut ze maachen. Sou gëtt a Strukturen, an deene virun der Aféierung vum Programm kee Lëtzebuergesch geschwat gouf, e fréie Kontakt mat der Lëtzebuerger Sprooch erméiglecht. Gläichzäiteg ginn all de Kanner hir Familljesproochen, déi och wichteg fir d'Entwécklung vun neie Sprooche sinn, wäertgeschat. D'Ëmsetzung vun dësem Programm ënnersteet enger Rei vu Modalitéiten, an zwar:

– de Recrutement vu Personal, dat en Niveau C1 am Lëtzebuergeschen noweise kann an och Personal, dat en Niveau C1 am Franséischen noweise kann;
– d'Integratioun vun der Sproochefërderung an dat pädagogescht Konzept vun der Struktur, souwéi och reegelméisseg Beobachtungen an Dokumentatioun;
– d'Ernenne vun engem Référent pédagogique pro Struktur, deen unhand vun enger 30-stënneger Formatioun an der Sproochentwécklung a -förderung spezialiséiert gëtt;
– d'Deelhuele vum ganze Personal u Formatiounen zu der Sproochentwécklung a -förderung vun aacht Stonnen iwwer zwee Joer.

De Programm gëtt begleet vun engem wëssenschaftleche Rot aus nationalen an internationalen Experten aus de Beräicher Sproochentwécklung a -förderung, Méisproochegkeet a méisproocheg Bildung. Dës reegelméisseg Begleedung aus der Fuerschung dréit zu der Weiderentwécklung vum Programm bäi a garantéiert, datt d'Moossnamen adequat a kohärent sinn, wat e wichtegen Aspekt ass, fir d'Qualitéit weiderzedreiwen.

Ofschléissend kann ee festhalen, datt déi systematesch administrativ a pädagogesch Ënnersichung Bestanddeel vun dësem Dispositif ass, deen e kontinuéierleche Suivi vun der Qualitéit assuréiert.

**Frais engendrés par le kangourou échappé** | Question **0943** (26/06/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Den 11. Juni war zu Konsdref e Känguru ausgebéchst, deen ouni Autorisatioun vun der Veterinärsinspektioun importéiert gi war. No iwwert enger Woch konnt d'Déier erëm agefaange ginn. Wärend där Zäit waren och d'Automobilisten an de betraffene Géigende gebieden, besonnesch virsiichteg ze sinn, fir datt et net zu engem Accident mam Déier kënnt.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi d'Asazstonne pro Service souwéi de jeeweilege Käschtepunkt regruppéiert? Ass virgesinn, dës Käschten un de Proprietär weiderzeginn? Falls net, firwat net?

2. Wéi eng Institutioun respektiv Assurance wier an dësem Fall responsabel gewiescht, wann et zu engem Zesummestouss mam Déier komm wier? Souwuel am Fall vun engem privaten Automobilist wéi och engem professionelle Gefier oder am ëffentlechen Déngscht?

**Réponse** (24/07/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. An den Datebanke vun der Police ginn d'Aarbechtsstonnen net esou spezifesch pro Service a pro Incident erfaasst, fir eng Tabell kënnen ze erstellen, wéi vun der honorabeler Deputéierter gefrot.

D'Police intervenéiert am Alldag, fir d'Sécherheet vun de Bierger an d'Verkéierssécherheet ze garantéieren, onofhängeg vun der Gréisst an der Schwieregkeet vun den Interventiounen, déi néideg sinn.

De Service um Bierger ass gratis.

D'ALVA kënnt op +/-16 Stonnen, déi vun hiren 2 Inspekteschen an Usproch geholl goufen, fir un deem Dossier ze schaffen (2 Visites sur place, Kontakter mat der Proprietärin an aneren implizéierte Leit, Preparatioun vum Avis a vun der Autorisatioun, Äntwerten op Presseufroen, ...). Gradewéi d'Aarbecht vun der Police ass och déi vun der ALVA e Service um Bierger, dee gratis ass, an dat am Interessi vum Déierewuel.

ad 2. An dësem Fall wier dëst eng Fro, déi privatrechtlech misst gekläert ginn, d. h. vum Besëtzer vum Känguru.

**Contrôles de vitesse sur le CR351 entre Diekirch et Erpeldange** | Question **0946** (27/06/2024) de **M. André Bauler** (DP)

Rezent goufen eng Rei begréissenswäert Verkéierskontrolle vun der Police an der Strooss tëscht Dikrich an Ierpeldeng-Sauer duerchgefouert (CR351). Effektiv gëtt am Agang vun Dikrich, wann ee vum Goldknapp erofkënnt, zënter Laangem ze séier gerannt. Fir d'éischt ass nämlech Tempo 50 ze fueren, no e puer Meeter fänkt da schonn d'Tempo-30-Zon un.

An deem Kader wollt ech dem Här Inneminister folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Protokoller goufen no dëse Kontrolle geschriwwen?

2. Wat war déi héchst Vitess, déi bei de spontane Kontrolle festgestallt gouf?

3. Wéi dacks gouf déi zoulässeg Vitess bei de Miessungen, déi am Mee/Juni dëses Joers duerchgefouert goufen, iwwerschratt?

4. Wat fir konkreet Moossname recommandéiert d'Police, fir d'Geschwindegkeet op dëser Plaz erofzesetzen?

**Réponse** (17/07/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Fir op dës Fro ze äntweren, gëtt d'Zäitspan tëschent dem 17. Mee an dem 27. Juni 2024 consideréiert, wou Kontrollen duerchgefouert goufen.

Insgesamt sinn 31 Vitesskontrolle vun der Police duerchgefouert ginn. D'Kommissariat vun Dikrech an de Service régional de police de la route hu 6 „procès-verbaux" wéinst Vitess geschriwwen.

ad 2. D'maximal Geschwindegkeet, déi wärend enger spontaner Vitesskontroll vun der Police gemooss ginn ass, war 66 km/h.

ad 3. Nieft de 6 „procès-verbaux" sinn nach 46 „avertissements taxés" ausgestallt ginn, soudass d'Police am Ganzen 52 Verstéiss wéinst Vitess festgestallt huet.

ad 4. D'Policekontrolle si just ee vun de méigleche Moyenen, fir op d'Verkéierssécherheet anzewierken. D'Police steet a reegelméissegem Kontakt mat de Gemengen esou wéi mat weideren Autoritéiten aus dem Verkéiersberäich, fir iwwer zousätzlech Sécherheetsmesuren ze diskutéieren.

D'Police preconiséiert, de Wiessel vun enger Tempo-50-Zon op eng Tempo-30-Zon kloer auszeschëlderen an duerch infrastrukturell Mesuren d'Autofuerer ze encouragéieren, déi gefuere Vitess der Vitesslimitatioun unzepassen.

**Football féminin** | Question **0948** (27/06/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Alors que le football féminin est en plein essor dans notre pays, le Stade de Luxembourg, infrastructure sportive de premier plan dans notre pays, n'a encore jamais été choisi pour accueillir les matchs de finale de la Coupe des Dames. La sélection nationale féminine y évolue au titre de ses participations à des événements internationaux, mais les footballeuses des clubs luxembourgeois restent à ce jour privées de cette opportunité, contrairement à leurs homologues masculins.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Sports :

1) Pour quelles raisons le Stade de Luxembourg n'a-t-il pas été retenu pour accueillir les finales de la Coupe des Dames de football ?

2) Quels sont les critères utilisés pour décider des lieux des événements sportifs majeurs, et comment ces critères s'appliquent-ils de manière égale aux compétitions féminines et masculines ?

**Réponse** (15/07/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1) Les matchs de coupe étant organisés par la Fédération luxembourgeoise de football, cette question relève de la responsabilité des responsables de cette dernière.

ad 2) Cette question relève de la compétence des organisateurs de compétitions sportives, à savoir les fédérations concernées.

**Personnel des CFL** | Question **0949** (28/06/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Äntwert op d'Fro N° 0589 krute mer d'Informatioun, dass op den 31. Mäerz 2024 5.154 Leit beim Grupp CFL schaffen, wouvunner 1.749 Leit am Passagéierberäich agestallt sinn an 1.198 Leit am Fret.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. A wéi enge Beräicher sinn déi reschtlech Persounen agestallt?

2. Kann d'Ministesch de Personalbestand fir d'Joren 2020 bis 2024, opgeschlësselt no Joer a Beräich, an enger Tabell weisen?

3. Wéi deelen sech d'Karriären (I, A, M, S, B) bei deene verschiddene Beräicher op?
Wéi huet d'Situatioun 2020 ausgesinn?

**Réponse** (16/07/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1.

– Activités voyageurs (abegraff CFL-Mobility an CFL-Evasion)
– Gestion infrastructure (abegraff Detachementer op d'Administration des chemins de fer an d'Administration des transports publics)
– Fonctions transversales (Maison mère: finances, ressources humaines, juridique, informatique asw.)
– Activités fret
– aner Filialen (CFL-Immo an CFL Cactus Shoppi)

ad 2. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3. *(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Bus du TICE** | Question **0950** (28/06/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Kader vun engem Gesetzesprojet zu de Busser vum CFL gouf an der Chamber och iwwert den TICE geschwat. Et goufen dozou och Motioune virgeluecht, déi awer vun der Majoritéit ofgeleent goufen. An den Diskussiounen zu enger Motioun goung et och ëm den Alter an den Amortissement vun de Busser vum TICE.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi al sinn d'Busser vum TICE (opgelëscht pro Bus)?

2. Ab wéi engem Alter ginn d'Busser beim TICE aus dem Service geholl?

3. Wéi al ass den eelste Bus, deen am Moment nach vum TICE benotzt gëtt? Wéi al ass de jéngste Bus, deen am Moment nach vum TICE benotzt gëtt?

4. Bis wéini ass geplangt, dass d'Busser aus der aktueller Flott sollen a Benotzung bleiwe respektiv bis wéini soll den neiste Bus aus der aktueller Flott vum TICE fir den Transport vu Persoune genotzt ginn?

5. Wéi héich wäert viraussiichtlech de Käschtepunkt fir eng komplett Erneierung vun der Busflott mindestens sinn?

**Réponse** (01/08/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte Marc Goergen freet a senger parlamentarescher Fro Informatiounen iwwert den Alter an d'Amortissement vun de Busser vum TICE.

Als éischt schéngt et mer wichteg ze ënnersträichen, dass den TICE ee kommunale Syndikat ass, dee Buslinnen am Süde bedreift. De Staat ënnerstëtzt d'gemengeniwwergräifend Busoffere mat engem Subside.

Vu dass den honorabelen Deputéierte Marc Goergen sech virop iwwer betribsintern an operativ Inhalter zur Busflotte vum TICE erkënnegt, erlaben ech mer heimadder déi Informatioune weiderzereechen, déi eis vum TICE kommunizéiert goufen.

D'Verbrenner, also Diesel a Gasbusser, ginn op 10 Joer amortiséiert. D'Elektro- an d'Waasserstoffbusser (Brennstoffzellen) wäerten zukünfteg op 8 Joer amortiséiert ginn.

Wann d'Busser amortiséiert sinn, ginn se gréisstendeels ofgestouss. Duerch verschidde Facteuren, gi Busser och méi laang ewéi hir Amortisatiounszäit gehalen (Al Busser, wou nach gutt a Stand gehale sinn a keng Problemer hunn, Verzuch an der Ausliwwerung vun neie Busser, en temporäre Besoin u méi Busser duerch Chantieren asw).

Den Duerchschnëttsalter vun der aktueller Busflott vum TICE läit bei 5,96 Joer. Den eelsten ass de 5.1.2009 immatrikuléiert ginn. Déi jéngste Busser sinn den 22.4.2024 immatrikuléiert ginn.

Déi neiste Busser aus der aktueller Flott wäerten am Laf vum Joer 2034 amortiséiert sinn, duerno wäerten se verkaf ginn.

De Käschtepunkt, fir déi aktuell Busflott duerch Elektrobusser ze ersetzen, gëtt op 164 Milliounen Euro geschat.

**Suites juridiques contre des passeurs de personnes** | Question **0952** (01/07/2024) de **M. Tom Weidig** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'Migratiounskris ass en Theema, dat zanter Jore kontrovers an der Ëffentlechkeet diskutéiert gëtt. Vergiess ginn dobäi dacks déi vill Affer, déi duerch d'Aktivitéit vu Mënschenhändler a -schmuggler ëm d'Liewe kommen. Ëmmer erëm héiert ee vu Mënscheschmuggler, déi dobäi erwëscht ginn, wéi se verzweiwelt Mënschen, déi oft vill Geld u si bezuelt hunn, iwwer d'Grenz brëngen.

D'BBC, déi sech mat dësem Theema beschäftegt huet, huet zu Lëtzebuerg e Mënscheschmuggler ausfindeg gemaach, dee verantwortlech ass fir den Doud vu verschiddene Mënschen, déi hien iwwer d'Grenz brénge wollt. Am Reportage ginn dozou och Beweiser opgefouert (BBC tracks down man behind Channel crossing which killed Sara, 7).

Dowéinst wollte mir der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Konsequenzen zitt d'Regierung aus dem BBC-Reportage?

2. Waren d'Justizautoritéiten an d'Police iwwer dës Fäll informéiert?

3. Wéi e Statut huet de mentionéierte Mënscheschmuggler hei am Land? Huet hien eng Asyldemande hei am Land gemaach? Wa jo, huet hien dobäi eng aner Identitéit benotzt ewéi déi, déi am BBC-Reportage ugi gëtt?

**Réponse** (01/08/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Regierung huet de BBC-Reportage natierlech zur Kenntnis geholl an hëlt déi diffuséiert Informatioune ganz eescht.

De 27. Juni 2024, den Dag selwer vum entspriechende Reportage, gouf direkt reagéiert an decidéiert, de Mann an de Centre de rétention ze placéieren. D'Police ass direkt no him kucke gefuer, fir hien an de Centre de rétention ze féieren, mee konnt de Mann net untreffen.

De Mann huet sech och net op engem Rendez-vous presentéiert, deen hie fir den 28. Juni 2024 op der Direction générale de l'immigration am Kader vu senger Prozedur hat. D'Police ass doropshi mat enger Enquête préliminaire befaasst ginn.

ad 2. D'Police huet Kenntnis vu Fäll vu Mënscheschmuggler, mee war net am Virfeld vum BBC-Reportage iwwer déi méiglech Präsenz vun engem presuméierte Mënscheschmuggler am Land informéiert.

ad 3. Wéi schonns aus de Presseinformatiounen ervirgeet, huet de Mann eng Asyldemande gemaach. Opgrond vum Dateschutz an de Reegelen am internationale Schutz kann d'Regierung keng weider Informatiounen iwwer dem Mann seng Identitéit divulguéieren.

**Droits de douane supplémentaires sur les voitures électriques chinoises** | Question **0953** (01/07/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le 12 juin dernier, la Commission européenne a communiqué que son enquête dans les chaînes de valeur des véhicules électriques en Chine a provisoirement conclu que celles-ci bénéficient de subventions déloyales. Par conséquent, la Commission s'est adressée aux autorités chinoises pour examiner ces conclusions et étudier les moyens de résoudre les problèmes observés d'une manière compatible avec les règles de l'OMC. Si les discussions avec les autorités chinoises ne devaient pas aboutir à une solution, ces droits compensateurs provisoires seraient introduits à partir du 4 juillet par constitution d'une garantie. Ils ne seraient perçus que si des droits définitifs sont institués.

Les droits individuels que la Commission appliquerait aux trois producteurs chinois retenus dans l'échantillon seraient les suivants : BYD : 17,4 % ; Geely : 20 % ; et SAIC : 38,1 %. Les autres producteurs de véhicules électriques à batterie en Chine, qui ont coopéré à l'enquête mais n'ont pas été retenus dans l'échantillon, seraient soumis au droit moyen pondéré de 21 %. L'ensemble des autres producteurs de véhicules électriques à batterie en Chine qui n'ont pas coopéré à l'enquête seraient soumis au droit résiduel de 38,1 %.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur la position du Gouvernement sur ces mesures prévues par la Commission européenne ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur l'avancée des discussions entre la Commission européenne et les autorités chinoises ?

3) Le cas échéant, comment ces droits d'importation seraient-ils applicables au Luxembourg ?

**Réponse** (31/07/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) Le Gouvernement est en train d'évaluer le règlement publié par la Commission européenne et suit de près les évolutions sur le plan européen et international en vue de l'adoption du règlement d'exécution définitif par la Commission européenne en novembre. À ce stade, le Gouvernement soutient les efforts de la Commission à trouver une solution à travers le dialogue avec la Chine.

ad 2) Les discussions entre la Commission et le Gouvernement de la République populaire de Chine visent à trouver une solution effective et conforme aux règles de l'OMC. Après un échange de vues initial entre le vice-président exécutif Valdis Dombrovskis et le ministre chinois du Commerce Wang Wentiao, les échanges se poursuivent au niveau technique.

ad 3) En principe, les opérateurs économiques accomplissant des formalités douanières récurrentes disposent d'une garantie globale avec paiement différé auprès de l'Administration des douanes et accises. Concernant les droits compensateurs provisoires en question, ou bien l'opérateur procède au paiement desdits droits et sa garantie sera libérée du montant équivalent, ou bien il ne paie pas et le montant des droits en question est imputé sur sa garantie.

Si un opérateur économique ne dispose pas de garantie globale et du paiement différé, il doit procéder au virement (ou paiement cash) des droits compensateurs en vue d'obtenir la mainlevée sur la marchandise importée.

**Extension des compétences des agents municipaux** | Question **0955** (02/07/2024) de **Mme Taina Bofferding** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La loi du 27 juillet 2022 relative aux sanctions administratives communales et à l'élargissement des compétences des agents municipaux a étendu le champ de compétences des agents municipaux. Un agent municipal est dès lors habilité à sanctionner jusqu'à 17 infractions. Elles sont clairement définies par la loi et il appartient à chaque commune de fixer dans son règlement de police celles qu'elle entend sanctionner. De plus, les agents municipaux doivent suivre des formations professionnelles spéciales afin de pouvoir remplir les nouvelles missions qui leurs sont conférées par la loi. À titre d'exemple, depuis le 15 avril dernier, Luxembourg-Ville a étendu les compétences de ses 77 agents municipaux à celles prévues par la loi de 2022 précitée. Cependant, à la mi-mai, seuls quelques-uns des 77 agents municipaux avaient suivi ces formations professionnelles spéciales.

Dès lors, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Combien de communes ont étendu les compétences de leurs agents municipaux sur la base de la loi susmentionnée ?

2) Quelles incivilités ont été le plus souvent intégrées par les communes dans leurs règlements généraux de police ?

3) Combien d'agents municipaux ont suivi jusqu'à maintenant les formations requises ?

4) Combien de communes ont introduit un service de proximité suite à l'entrée en vigueur de la loi susmentionnée ?

5) Combien de recours contre des sanctions administratives ont été introduits devant le fonctionnaire sanctionnateur ?

6) Quels moyens Monsieur le Ministre entend-il mettre en place pour inciter les communes à recourir aux sanctions administratives ?

7) Quelle appréciation générale Monsieur le Ministre porte-t-il sur la mise en œuvre actuelle des sanctions administratives et quels en sont les premiers constats de la part des communes ?

**Réponse** (18/07/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 27 juillet 2022 relative aux sanctions administratives

communales et à l'élargissement des compétences des agents municipaux, 12 communes ont adopté des sanctions administratives dans leurs règlements de police générale.

ad 2) Le tableau ci-après reprend le nombre de communes par sanction administrative définie à l'article 3, points 1° à 17°, de la loi précitée du 27 juillet 2022 :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu)*.

ad 3) La loi précitée du 27 juillet 2022 prévoit plusieurs formations différentes à suivre par les agents municipaux dans le cadre du programme de formation spéciale à suivre pendant leur service provisoire. Ces formations peuvent également être suivies par des agents municipaux à titre de formation continue.

Il s'agit d'abord d'une formation devant être suivie en vue de l'exercice de fonctions de police judiciaire, portant sur la recherche et la constatation des infractions et les dispositions pénales y afférentes. Ladite formation, d'un volume de 12 heures, a été suivie jusqu'en 2024 par 70 agents en service provisoire et par 113 agents municipaux à titre de formation continue. Il en résulte que jusqu'à ce jour 183 agents municipaux ont suivi la formation en question.

Ensuite, la loi précitée du 27 juillet 2022 prévoit la possibilité pour les communes de créer un service de proximité. Afin de pouvoir assumer les missions y afférentes, les agents municipaux doivent avoir suivi une formation spécifique, d'un volume de 12 heures, portant sur la prévention de la délinquance, la sensibilisation de la population à la sécurité et à la législation sur la sécurité routière, à laquelle s'ajoute une formation portant sur les gestes de premiers secours, d'un volume de 15 heures.

La formation concernant la prévention de la délinquance a été suivie jusqu'en 2024 par 62 agents municipaux se trouvant en service provisoire et par 35 agents à titre de formation continue, de sorte qu'au total 97 agents municipaux ont suivi ces cours.

La formation ayant trait aux gestes de premiers secours a été suivie pendant la même période par 112 fonctionnaires en service provisoire ainsi que par 19 agents municipaux à titre de formation continue. La formation visée a par conséquent été suivie au total par 131 agents.

Au total, les formations prescrites par la loi précitée du 27 juillet 2022 ont été suivies par 579 agents municipaux, dont 378 fonctionnaires en service provisoire et 201 agents municipaux y ayant assisté à titre de formation continue.

ad 4) Depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée du 27 juillet 2022, 6 communes ont mis en place un service de proximité.

ad 5) Les décisions de sanctions administratives prises par le fonctionnaire sanctionnateur peuvent faire l'objet d'un recours en réformation devant le tribunal administratif. À ce jour aucun recours n'a été signifié au fonctionnaire sanctionnateur.

ad 6) L'introduction de sanctions administratives est facultative et relève d'une décision souveraine du conseil communal. Des circulaires ont été envoyées aux communes pour les guider dans l'application de la loi et énumèrent les formations professionnelles nécessaires à l'exercice des tâches des agents municipaux sur base de la nouvelle législation en place. Je rappellerai aux communes l'entrée en vigueur et les modalités de mise en œuvre de la loi et que mes services sont à leur disposition pour tout conseil relatif à la répression des incivilités sur leur territoire ainsi que la création d'un service de proximité.

Je me réfère aussi à l'accord de coalition : « La collaboration entre la police et les agents municipaux sera renforcée. Les compétences des agents municipaux seront élargies dans le but d'encourager la prévention. » Les résultats d'un audit en cours effectué par l'Inspection générale de la police sur cette collaboration seront pris en considération.

ad 7) Étant donné que la loi précitée du 27 juillet 2022 est appliquée dans les communes depuis la fin de l'année 2023 seulement, il est pour le moment prématuré de procéder à une évaluation. Je rappelle à l'honorable Député qu'il a introduit une motion à la Chambre des Députés, adoptée le 13 juillet 2022, invitant le Gouvernement trois ans après l'entrée en vigueur de ladite loi à effectuer une évaluation de la législation relative aux sanctions administratives communales et de procéder aux modifications qui s'avéreraient nécessaires.

**Baisses des taux bancaires** | Question **0956** (02/07/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Entre juillet 2022 et septembre 2023, la Banque centrale européenne (BCE) a décidé dix relèvements des taux directeurs, lesquels fixent les taux d'intérêt auxquels une banque commerciale peut emprunter de l'argent auprès de l'institution européenne. Cette tendance à la hausse a été inversée début juin 2024, lorsque la présidente de la BCE a annoncé une diminution de 25 points de base, passant de 4 % à 3,75 %. De nombreux analystes s'attendent à des baisses supplémentaires au cours de l'année.

Les baisses des taux d'intérêt décidées par la BCE sont censées se répercuter sur les taux d'emprunt pratiqués par les banques commerciales envers leurs clients. Historiquement, on observe cependant le phénomène que les baisses des taux d'intérêt décidées par la BCE sont transmises par les banques commerciales aux clients avec un écart temporel plus ou moins important et/ou que de manière partielle.

Au vu de la situation d'urgence sur le marché immobilier au Luxembourg, une transmission rapide et intégrale des baisses des taux de la BCE sur le terrain revêt une importance toute particulière. Dans ce contexte, la Banque et Caisse d'Épargne de l'État joue un rôle essentiel. L'établissement public, dont l'État est l'unique actionnaire, est un acteur très important sur le marché luxembourgeois du crédit, notamment en ce qui concerne les crédits immobiliers aux particuliers.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quelle importance accordez-vous à une transmission rapide et intégrale des baisses de taux décidées par la BCE vers les consommateurs finaux ? De quels instruments le Gouvernement dispose-t-il pour favoriser cela ?

2) Le Gouvernement veillera-t-il à ce que la Banque et Caisse d'Épargne de l'État transmette les baisses de taux de la BCE sans délais et intégralement aux consommateurs finaux ? Monsieur le Ministre est-il prêt à intervenir en ce sens auprès des instances dirigeantes de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État ?

**Réponse** (08/07/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Dans le cadre de son mandat consistant à maintenir la stabilité des prix, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a successivement augmenté ses taux d'intérêt directeurs. Ainsi, le taux d'intérêt applicable aux opérations de refinancement est passé de 0 % à 4,5 % entre juillet 2022 et septembre 2023. Suivant les informations de la Banque centrale du Luxembourg, la hausse moyenne des taux d'intérêts appliqués par les banques luxembourgeoises aux crédits et dépôts est toutefois inférieure à 4,5 % sur la même période.

Ceci illustre que les taux appliqués par les établissements de crédit ne sont pas directement liés aux décisions de la BCE, sachant que les établissements ne se refinancent pas exclusivement auprès de la Banque centrale.

La BCE a décidé d'abaisser ses taux de 25 points de base à partir du 12 juin 2024, de sorte que le taux précité est passé de 4,5 % à 4,25 %. Dans le sillage de cette baisse, plusieurs banques de la place, y compris la Banque et Caisse d'Épargne de l'État mentionnée par l'honorable Député, ont annoncé procéder, dès le mois de juillet, à une réduction jusqu'à '50 points de base sur les produits à taux d'intérêt variable, et notamment sur les prêts hypothécaires.

Le Ministre des Finances salue ces annonces, dans la mesure où elles allègent la charge financière des ménages et des entreprises concernées.

Il va sans dire qu'il n'appartient pas au ministre d'intervenir dans la politique commerciale d'une banque.

**Utilisation du train par les membres du Gouvernement** | Question **0957** (02/07/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

A menger Fro Nummer 0481 wollt ech wëssen, wéi oft Ministere fir hir Aarbechtsvisitten op Privatjets zeréckgräifen. Dat ware laut Äntwert 61 Flich an de leschte 5 Joer. D'Mobilitéitsministesch mécht an enger Social Media Campagne awer Reklamm domadder, dass d'Regierungsmemberen och mam Zuch op Aarbechtsvisitte fueren. An engem Bäitrag op der Plattform X vum 19. Juni weist sech d'Mobilitéitsministesch zum Beispill op enger Foto an engem Zuch um Wee op Dikrech.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Kann déi aktuell Regierung eng Lëscht virleeë mat alle Reesen, déi zënter dem Untrëtt gemaach goufen a fir déi ee Minister den Zuch geholl huet a wou folgend Informatiounen enthält:
– Zuchstreck (Lieu de départ an Arrivée);
– Käschte vum Trajet;
– Notznéisser (Ministère)?

2. Wéi vill Sue goufe fir d'Social Media Campagnen zu dësem Sujet ausginn?

3. Ass eng weider Social Media Campagne geplangt, wou gewise gëtt, wéi Regierungsmembere mam Zuch fueren? Falls jo, wéi eng?

**Réponse** (02/08/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Annexéiert fënnt den honorabelen Deputéierten déi gefrote Lëscht.

ad 2. Et goufe keng Sue fir déi Foto an de Post op X vun der Mobilitéitsministesch fir den Deplacement den 19. Juni op Dikrech ausginn.

An der Reegel ass et esou, dass e Beamten/in, deen/déi si begleet oder d'Ministesch selwer eng Foto mécht. D'Ministesch ass an den neien Technologië verséiert genuch, gradesou ewéi vill vun hire Kolleegen/innen, fir selwer an de soziale Medien ze posten.

ad 3. Et handelt sech hei net ëm eng Social Media Campagne, mee et ass éischter eng individuell Dokumentatioun vun hirer Aarbecht. Social Media Campagnen zu dësem Sujet sinn aktuell net geplangt.

D'Regierungsmembere wäerte weiderhin an de soziale Medien hir Deplacementer dokumentéieren, esou wéi si dat fir ubruecht fannen.

*(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Avenir du syndicat intercommunal de bus TICE** | Question **0958** (02/07/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An engem Artikel vum „Lëtzebuerger Wort" vum 28.6. heescht et vun der Mobilitéitsschäffin vun Diddeleng: „Auch wenn der TICE künftig weniger Kilometer fahre, werde niemand entlassen. Sollte es einmal zu viele Busfahrer geben, werde dies durch Wechsel in andere Berufe oder in den Ruhestand ausgeglichen."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Soll den TICE an de Ae vum Staat an Zukunft manner Kilometeer fueren?

2. Wéi vill a wéini si Sitzungen ugesat, fir eng Léisung fir eng nei Konventioun ze fanne virun Enn des Joers?

**Réponse** (24/07/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

An den aktuellen Negociatiounen, déi mir mam TICE zu de Linnebussen an deenen hirer Finanzéierung hunn, wor bis elo zu kengem Zäitpunkt vu manner Kilometeere rieds.

Et ass weiderhi mäin Zil, den ëffentlechen Transport am Süde vum Land auszebauen. Wann de Süde vum Land mobill wëll bleiwen, musse mer 2035 duebel souvill Leit transportéiere wéi nach 2017.

Ech hunn déi politesch Responsabel vum TICE bis ewell dräimol getraff den 13. Mee, de 27. Juni a 15. Juli. Meng Servicer hunn eng 30 Reuniounen op techneschem a politeschem Niveau mam TICE gehat. Et waren oppen an éierlech Gespréicher an ech ginn dovunner aus, dass mer déi nächst Verhandlungsronnen am September mat der selwechter Approche a selwechtem Rhythmus u Reunioune kënne weiderféieren, fir da séier zu engem Resultat ze kommen.

**Ajout de Monaco à la liste grise de « surveillance renforcée » du GAFI** | Question **0959** (03/07/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le 28 juin dernier, le Groupe d'action financière (GAFI) a décidé d'inclure la Principauté de Monaco à la liste grise de « surveillance renforcée » concernant la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Cette décision du GAFI a un impact sur d'autres places financières, dont la place financière luxembourgeoise, étant donné qu'un nombre de clients de la place financière luxembourgeoise ont aussi des activités à Monaco.

Face à cette situation, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre a-t-il pris connaissance de cette décision du GAFI ?

– Monsieur le Ministre estime-t-il que cette décision pourrait avoir des répercussions sur la place financière ?

– Quelles sont les mesures éventuelles que le Gouvernement entend prendre pour éviter que cette décision aurait des répercussions négatives sur la place financière ?

**Réponse** (30/07/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Il échet tout d'abord de noter que le Groupe d'action financière (GAFI) « exhorte toutes les juridictions à appliquer des mesures de vigilance renforcées et, dans les cas les plus graves [...] à appliquer des contre-mesures pour protéger le système financier international contre les risques de blanchiment de capitaux, de financement de terrorisme et de financement de la prolifération émanant du pays en question ».

L'ajout de la Principauté de Monaco à la liste des juridictions soumises à une surveillance renforcée, encore appelée « liste grise » du GAFI constitue dès lors un élément supplémentaire à prendre en considération par les entités surveillées. Ainsi, et puisque les professionnels sont tenus de réaliser régulièrement des évaluations des risques pour identifier et gérer les risques associés à de tels pays, des mesures et procédures spécifiques en fonction du degré du risque doivent être mises en place.

De même, les relations d'affaires et les transactions impliquant un pays à haut risque constituent des situations à risque plus élevé au sens de l'article 3-2, paragraphe 2, de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et requièrent ainsi une attention particulière et l'application de mesures de vigilance renforcées.

Les mesures de vigilance renforcées incluent l'obtention d'informations plus détaillées sur le client et la nature de la relation d'affaires, une surveillance plus fréquente et plus approfondie des transactions pour détecter toute activité suspecte, ainsi que des exigences accrues pour déclarer les transactions transfrontalières et les transferts de fonds impliquant des juridictions à haut risque.

Les autorités de contrôle informent les professionnels au sujet des déficiences des dispositifs de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme des pays visés ci-dessus. C'est ainsi que la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) et le Commissariat aux assurances (CAA) ont informé les professionnels sur les récentes déclarations du GAFI, notamment en relation avec la Principauté de Monaco en date du 2 juillet 2024 (annexe de la circulaire CSSF 22/822), respectivement du 9 juillet 2024 (lettre circulaire CAA 24/8).

Le GAFI a reconnu au Luxembourg une bonne compréhension des risques de blanchiment de capitaux (ML) dans le cadre de son 4e rapport d'évaluation mutuelle. De même, dans le cadre de sa récente revue horizontale portant sur les « gatekeepers » qui assument un rôle de contrôleur d'entrée au système financier en termes de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, le GAFI a attesté au Luxembourg un score de 100 % pour la mise en place des mesures préventives requises.

Au vu de ce qui précède, et alors que le Luxembourg est une place financière internationale, hautement diversifiée et spécialisée dans de nombreux domaines et qui entretient des liens avec beaucoup de centres financiers, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union européenne, la décision du GAFI ne devrait pas avoir un impact significatif pour le Luxembourg.

**Sociétés à responsabilité limitée simplifiée (SARL-S)** | Question **0962** (03/07/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Laut Artikel 720-5 vum ofgeännerte Gesetz vum 10. August 1915 mussen SARL-Sen hir Denominatioun am Firmennumm hunn. Dëst, fir datt ee Bierger/eng Biergerin se méi einfach vun anere Firme kann ënnerscheeden.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill SARL-Se gëtt et am Moment hei am Land?

2. Gi Kontrolle beim Handelsregëster gemaach fir sécherzestellen, datt den Artikel 720-5 respektéiert gëtt? Wa jo, wéi oft hunn dës Kontrollen an de leschte 5 Joer stattfonnt? Zu wéi engem Moment fannen se statt, gëtt all nei SARL-S bei der Opnam an de RESA kontrolléiert oder fannen dës duerno statt?

3. Well bei dëse Gesellschaften d'Statuten net musse vun engem Jurist/enger Juristin oder engem/enger Notaire opgesat ginn, gëtt am RESA kontrolléiert, ob dës Statute juristesch korrekt sinn?

**Réponse** (05/08/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Aktuell si 5.672 SARL-S beim RCS (Registre de commerce et des sociétés) ageschriwwen.

ad 2. Fir d'alleréischt ass et wichteg ze wëssen, datt den Numm vun esou enger Gesellschaft net onbedéngt d'juristesch Form vun der Gesellschaft enthale muss. Trotzdeem muss dëse Vermierk op den Dokumenter, déi vun enger SARL-S stamen, hannert hiren Numm stoe kommen, sou wéi et den Artikel 710-10 vum Gesetz vun 1915 iwwert kommerziell Gesellschafte virgesäit.

An der Praxis gëtt bei der Immatrikulatioun vun enger SARL-S beim RCS iwwerpréift, datt den Numm, dee beim RCS ugemellt gëtt, de selwechten Numm ass wéi deen, deen an de Statute vun der SARL-S steet. Et ass net erfuerderlech fir d'Gesellschaft, de Vermierk vun hirer juristescher Form hannert hiren Numm bäizesetzen, wann dëse Vermierk net en integralen Deel vum Numm ass, dee vun der Gesellschaft gewielt gouf.

Zur selwechter Zäit muss de Grënnungsakt, dee fir den Zweck vun der Areechung beim RCS an der Publikatioun beim RESA bäigeluecht ass, eng En-tête hunn, där hiren Inhalt duerch de Règlement ministériel du 27 mai 2016 portant fixation des critères de présentation et de forme des documents destinés à la publication au Recueil électronique des sociétés et associations am Artikel 3 fixéiert ass – nämlech den Numm vun der Gesellschaft, hir juristesch Form an déi präzis Adress vun hirem Sëtz.

Falls dës Elementer net virkommen, schéckt de Gestionnaire vum RCS, de Luxembourg Business Registers (hei ënnendrënner „LBR"), d'Immatrikulatiounsufro un den Demandeur fir eng Regulariséierung zréck, dëst op Basis vum Contrôle légal sommaire, deen am Artikel 21 vum Gesetz vum 19. Dezember 2002 concernant le Registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises virgesinn ass.

Bei all Ufro fir en Depot, déi vun enger SARL-S presentéiert gëtt, gëtt d'Kontroll vun der En-tête vum Dokument, dat ze deposéieren an/oder ze publizéieren ass, vun de Servicer vum LBR duerchgefouert. Am Fall, wou déi genee juristesch Form vun der

Gesellschaft net uginn ass, gëtt d'Ufro un den Demandeur fir Korrektur zeréckgeschéckt.

ad 3. Et ass fir d'éischt emol ze ënnersträichen, datt och aner Gesellschaftsformen ouni Interventioun vun engem Notaire gegrënnt kënne ginn an dëse „régime" dofir net nëmme fir SARL-Sen applikabel ass.

Hei kënnen z. B. Sociétés en commandite simple, en commandite spéciale oder Sociétés en nom collectif ernimmt ginn (cf. Artikel 100-4 vum Gesetz vun 1915 iwwert kommerziell Gesellschaften).

Et geet aus de parlamentareschen Aarbechten ervir, déi am Kader vum Gesetzesprojet 6777 iwwert d'Gesetz vum 23. Juli 2016 erstallt goufen, datt dëse Wonsch vum Gesetzgeeber, fir dem Entrepreneur d'Wiel ze iwwerloossen, fir d'Statute vun enger SARL-S vun engem Notaire opzesetzen oder net, sech um Niveau vun der „Schnellegkeet, Effizienz a Käschtereduktioun" erkläert. De Gesetzgeeber präziséiert, datt „de Grënner selbstverständlech e juristesche Beroder kontaktéiere kann, fir Statuten ze preparéieren, déi op säi spezifesche Fall ugepasst sinn". Fir méi „Standard"-Aktivitéiten huet de Gesetzgeeber et de Chambres professionnelles iwwerlooss, fir Modeller vu Statuten no de Besoine vun hire Memberen ze gestalten.

An der Praxis sinn also Modeller vu Statute gratis op Guichet.lu[42] an op der Websäit vun der Chambre des Métiers disponibel, an d'Chambre de Commerce verweist an hirer Erklärungsbroschür op déi verschidde Standarden, déi op der Guichet.lu-Websäit ugebuede ginn.

Och wann d'Gesetz also keng obligatoresch Kontroll vun engem Notaire virschreift, muss d'SARL-S trotzdeem eng „autorisation d'établissement" beim Wirtschaftsministère ufroen, an sech dem Contrôle légal sommaire vum LBR ënnerzéien, well d'Gesetz hir Immatrikulatioun am RCS virschreift. Dës Kontroll soll garantéieren, datt d'Donnéeën, déi fir d'Immatrikulatioun erfuerderlech sinn, mam Grënnungsakt, deen am RESA publizéiert gëtt, iwwereneestëmmen, an datt se de gesetzleche Bestëmmungen entspriechen. Sou iwwerpréift den LBR bei der Immatrikulatiounsufro, ob d'Haaptcharakteristike vun der SARL-S, déi op Basis vum Artikel 6 vum RCS Gesetz vum 19. Dezember 2002 am RCS ageschriwwe musse ginn (wéi zum Beispill d'Héicht vum Kapital, d'Gesellschafter an d'Gérants, déi natierlech Persoune musse sinn, d'Virleeë vun der Autorisation d'établissement am Zesummenhang mat der SARL-S), respektéiert gi sinn, ier esou eng Immatrikulatioun akzeptéiert gëtt.

Donieft schreift den Artikel 5 vum Règlement grand-ducal du 23 janvier 2003 portant exécution de la loi du 19 décembre 2002 concernant le Registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises eng zousätzlech Kontroll vum LBR op bestëmmten Informatiounen, déi spezifesch fir d'SARL-S sinn, vir. Sou mussen d'Gesellschafter (natierlech Persounen) vun der SARL-S bei der Immatrikulatioun beim RCS hir Lëtzebuerger Identifikatiounsnummer an eng Kopie vun hirer Identitéitskaart matdeelen. Zousätzlech muss eng Déclaration sur l'honneur bei der Immatrikulatiounsufro bäigeluecht ginn, déi bestätegt, datt d'Apports en numéraire ausbezuelt goufen. D'Netkommunikatioun féiert zu der Ofleenung vun der Ufro duerch den LBR. Schlussendlech suergt den LBR och dofir, datt eng natierlech Persoun, déi schonn als Gesellschafter an enger SARL-S ugemellt ass, net an enger anerer SARL-S an dëser Kapazitéit registréiert ka ginn.

[42] https://guichet.public.lu/fr/entreprises/creation-developpement/constitution/entreprise-individuelle/acte-constitutif-societe-commerciale.html

**Perte du droit d'éligibilité** | Question **0963** (03/07/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Je souhaiterais demander à Madame la Ministre de la Justice une liste du nombre de condamnations où, entre 2013 et 2023, le droit d'éligibilité a été perdu par le ou la condamné(e), avec une ventilation par année, détaillant la nature du crime qui a mené à chaque fois à la perte de ce droit, la longueur de la peine de prison (avec ou sans sursis) reçue par le ou la condamné(e), ainsi que si le droit de vote fut perdu en même temps.

**Réponse** (05/08/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Les tableaux n$^{os}$ 1 à 3 ci-dessous reprennent les données demandées pour les années 2019 à 2023. Plusieurs observations préliminaires sont nécessaires afin de bien comprendre les chiffres détaillés ci-après.

Ainsi, tout d'abord, les statistiques disponibles ne permettent pas de relever une ventilation entre la perte du droit de vote, d'élection et d'éligibilité, dans la mesure où elles se limitent à l'indication selon laquelle il a été fait application ou non, dans une condamnation donnée, de l'article 11, al. 2), du Code pénal.

Ensuite, pour pouvoir fournir une classification par « nature du crime », le tableau n° 2 est basé sur la classification internationale des infractions à des fins statistiques de l'Organisation des Nations Unies (ONU) (« ICCS »)[43]. Dans le comptage des condamnations selon cette classification, il peut y avoir un double comptage. Ainsi, si une même inscription dans le casier judiciaire concerne des infractions classifiées dans plusieurs catégories de la classification ICCS, l'inscription est comptée dans chacune de ces catégories.

*(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

[43] https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/statistics/crime/ICCS/ICCS_French_2016_web.pdf

**Marché public concernant la réalisation d'un échangeur sur l'autoroute A1 avec raccordement au CR159** | Question **0964** (04/07/2024) de **M. Marc Lies** (CSV)

De Ministère fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten huet de 5. Juni 2024 eng Publicatioun mat Ausschreiwung gemaach, fir follgende Projet ze realiséieren: Échangeur sur l'autoroute A1 avec raccordement au CR159.

Vu datt d'Dossiere bis den 10. Juli sollen deposéiert sinn an datt d'Resultat vum Appel à candidatures den 19. August annoncéiert gëtt, wéilt ech der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechte follgend Froen a Bezuch op dës Ausschreiwung stellen:

1. Ass et richteg, dovun auszegoen, datt bei dësem Projet een Delestage vu verschiddenen Nationalstroosse vum Transitverkéier soll bewierkt ginn?

2. Soll dësen Echangeur just an Direktioun vun der ZAC Rolach zu Sandweiler an der ZAC Weiergewan zu Contern iwwert den CR159 goen ouni Opfaart respektiv Offaart zu der Izeger Säit?

3. Soll den CR159 tëscht Izeg vum Echangeur bis bei de Scheedhaff och deementspriechend ëm- an ausgebaut ginn?

4. Gëtt een neie Kräizungsberäich um Scheedhaff gebaut?

5. Gëtt den CR234 nach zousätzlech aus- an ëmgebaut?

6. Gëtt der doucer Mobilitéit hei och Rechnung gedroen?

**Réponse** (26/07/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Bei der erwäänter Publikatioun vum 5. Juni 2024 handelt et sech ëm een éffentlechen Optrag fir een Ingenieurskontrakt, an dat, fir „Études de conception et études d'exécution" auszeféieren. Well dës „Études de conception" eréischt gemaach ginn, steet déi genau Konzeptioun vum Projet deemno nach net fest.

ad 1. Jo, duerch dëse Projet gëtt eng nei Verbindung tëschent der Autobunn A1 an den Industriezonen ZI Rolach a Scheedhaff zu Sandweiler an dem Industriegebitt ZAE Weiergewan zu Conter geschaf. Dës Verbindung erméiglecht eng Entlaaschtung vum Transitverkéier am Rond-point Iergäertchen, am Rondel Sandweiler an dem Deel vun der N2 tëschent deenen zwee Kreesverkéier.

ad 2. Den neien Echangeur op der Autobunn A1 soll mat 4 Brëtelle geplangt ginn, soudass d'Opfaarten an d'Offaarten an all Direktioune méiglech sinn. Den Echangeur gëtt un den CR159 ugeschloss mat prioritärer Direktioun Richtung Scheedhaff. Et wär och eng Verbindung Richtung Izeg méiglech, sollt sech dës Verbindung bei den Etuden als sënnvoll erausstellen.

ad 3. Op dem Deel vum neien Echangeur bis op de Scheedhaff muss den CR159 ëmgebaut ginn, fir dem Verkéier, virun allem dem Schwéierverkéier, gerecht ze ginn.

ad 4. Bei den Etudë gëtt dëse Kräizungsberäich mat analyséiert an, wann et néideg ass, gëtt dës Kräizung um Scheedhaff och esou adaptéiert, dass se den zousätzleche Verkéier kann ophuelen.

ad 5. Ob et néideg ass, den CR234 nach zousätzlech aus- an ëmzebauen, wäert sech eréischt bei den Etuden erausstellen.

ad 6. D'Etudë vun dësem Projet wäerten der aktiver Mobilitéit Rechnung droen. Dobäi geet et drëms, souwuel d'Situatioun fir de Vëlo wéi och fir d'Foussgänger ze verbesseren.

**Nouveau corridor multimodal A4** | Question **0965** (04/07/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

En septembre 2023, le Gouvernement a présenté une feuille de route détaillée pour le futur couloir multimodal et le tram rapide circulant entre Luxembourg-ville et la région Sud, visant à renforcer les principaux centres économiques du pays. Pour la réalisation de ce corridor multimodal, un coût total de 3 milliards d'euros a été estimé, incluant notamment la modernisation de cinq échangeurs autoroutiers, la création de nouveaux pôles d'échanges et la création d'une nouvelle ligne de tram rapide. Ces infrastructures sont essentielles pour répondre à la congestion chronique de l'autoroute A4 et pour permettre aux communes concernées de mettre en œuvre des mesures contre le trafic de transit.

C'est pourquoi le règlement grand-ducal du 10 février 2021, en relation avec le Plan sectoriel « Transports », classe en priorité 1 le projet d'élargissement de la Collectrice du Sud avec site propre bidirectionnel pour bus (A13–A4–A13), ainsi qu'une partie de l'autoroute A4 entre l'échangeur Foetz et l'échangeur Lankelz, soulignant ainsi son importance stratégique pour l'avenir de la mobilité au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Madame la Ministre peut-elle fournir une mise à jour sur l'avancement du projet de couloir multimodal, notamment en ce qui concerne les travaux prévus pour la réalisation de la nouvelle ligne de tram rapide et les travaux de modernisation de l'infrastructure routière entre l'échangeur Foetz et l'échangeur Lankelz ?

2) Madame la Ministre peut-elle confirmer l'engagement du Gouvernement concernant le respect du calendrier initial prévu, ainsi que les différentes phases du projet de développement du couloir multimodal ?

**Réponse** (08/08/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Le couloir multimodal de l'autoroute A4 englobe le réaménagement multimodal de l'A4, le réaménagement de la jonction A4/A13 entre Foetz et Lallange, ainsi que les projets du tram rapide et du Vëloexpresswee entre Luxembourg Cloche d'Or et le pôle d'échanges de Belvaux.

Le réaménagement de l'autoroute A4 entre Lallange et l'échangeur Foetz est intégré dans un avant-projet global portant sur l'optimisation de l'A13–A4–A13 et servant de base pour un projet de loi afférent. Ce projet de loi de financement est en train d'être retravaillé pour permettre une réalisation phasée, avec comme première étape le pôle d'échanges de Foetz et les aménagements nécessaires de l'échangeur et de l'autoroute. Une deuxième phase englobera le réaménagement complet de la section d'autoroute entre Foetz et Lankelz.

En ce qui concerne le tronçon Cessange–Foetz de l'autoroute A4, l'aménagement de l'autoroute multimodale devra tenir compte d'une part d'un éventuel élargissement de l'assise de l'autoroute, dont une voie réservée pour les transports en commun, voire le covoiturage, telle que prévue dans le programme gouvernemental, et, d'autre part, des infrastructures et aménagements nécessaires pour le tram rapide et le Vëloexpresswee, préconisés par le Plan national de mobilité 2035.

Néanmoins, le chantier de réaménagement de l'échangeur Pontpierre est en cours et tient compte du projet de couloir multimodal notamment avec des travaux préparatoires pour la mise en place de l'assise tram. Parallèlement, les études de l'avant-projet de réaménagement des échangeurs Leudelange-Sud et Leudelange-Nord sont sur le point d'être achevées.

Le début des travaux pour le tram rapide et la piste cyclable express est prévu au courant de l'année 2027.

ad 2) Le planning initial reste en vigueur ainsi que les instances politiques et techniques accompagnant le projet. Le premier projet de loi de financement du tram rapide jusqu'à Leudelange sera déposé au plus tard en 2026, les études d'avant-projet sommaire étant déjà en cL'ouverture de la première partie du tram rapide jusqu'à Leudelange est toujours prévue pour 2028.

La mise en service du tram rapide jusqu'à Foetz est prévue pour l'année 2030, y inclus l'ouverture de la piste cyclable express.

Suivront ensuite la desserte de la Metzeschmelz vers 2032 et les quartiers nord d'Esch/Alzette et Belval à l'horizon 2035.

**Expulsions en matière de violence domestique** | Question **0966** (04/07/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Le Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence a récemment publié un rapport pour l'année 2023. Dans ce rapport, le tableau suivant (page 9) montre l'évolution du nombre d'interventions policières ainsi que du nombre d'expulsions en matière de violence domestique.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

On peut y voir que, alors que le nombre d'interventions policières a augmenté de 20,6 % entre 2014 et 2023, le nombre d'expulsions a reculé puis stagné. Or comme la population a augmenté d'à peu près 18 % entre 2014 et 2023, on s'attendrait plutôt à un nombre d'expulsions également en croissance. Ceux-ci correspondent à des cas plus graves, où l'intégrité physique voire la vie de la ou du partenaire court un danger immédiat.

1) Dès lors, je voudrais m'informer auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur si les critères selon lesquels les magistrats prennent la décision ou non d'expulser un auteur ou une autrice de violence ont changé au fil des années, et sur la base de quels critères est prise cette décision à l'heure actuelle.

2) On sait qu'un certain nombre d'interventions policières en matière de violence domestique ne donnent lieu à aucun rapport au parquet, et ce alors que la violence domestique est responsable de la majorité des homicides dans notre pays. Pourquoi certaines interventions ne sont-elles pas toujours signalées ? Le Gouvernement actuel a-t-il l'intention d'exiger plus d'exactitude de la part des policiers et des policières ? Dans la négative, pourquoi pas ?

3) De façon générale, j'aimerais également savoir par quelle hypothèse le ministère s'explique cette stagnation du nombre d'expulsions.

4) Au cas où il retiendrait l'hypothèse la plus favorable – selon laquelle il y aurait tout simplement moins de cas de violence domestique graves au Luxembourg – sur quels éléments appuie-t-il cette hypothèse ?

**Réponse** (05/08/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

Dans l'introduction à la question parlementaire, il est fait référence aux chiffres publiés dans le rapport pour l'année 2023 du Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence domestique (le Comité de coopération) pour constater une hausse des interventions de police et une baisse des expulsions entre 2014 et 2023.

Afin de répondre à la question parlementaire, il y a lieu de se référer au déroulement de la prise en charge des dossiers de violence domestique tel que détaillé dans la réponse à la question parlementaire n° 1602 du 12 décembre 2019.

Il y a lieu de distinguer entre, d'un côté, les rapports d'intervention en matière de violence domestique dressés par la police et adressés au substitut de permanence, de jour ou de nuit, pour demander une expulsion en matière de violence domestique s'il existe un danger d'atteinte à la vie ou à l'intégrité physique et, de l'autre côté, le procès-verbal constatant l'intégralité des infractions commises lors de l'incident de violence domestique ayant donné lieu à l'intervention de police et qui est adressé au parquet et distribué à un magistrat spécialisé de la section Jeunesse/Famille qui centralise les procès-verbaux relatifs au même auteur/même victime et ceci afin d'avoir un meilleur aperçu du développement de la situation familiale ou du couple au fil du temps.

Toute intervention en matière de violence domestique conduit à l'établissement d'un rapport d'intervention, mais toute intervention ne donne pas systématiquement lieu à une expulsion.

ad 1) En application de l'article 1er de la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique (la loi de 2003), une expulsion est autorisée s'il existe des indices qu'une personne se prépare à commettre à l'égard d'une personne, avec laquelle elle cohabite dans un cadre familial, une infraction contre la vie ou l'intégrité physique ou qu'elle se prépare à commettre à nouveau à l'égard de cette personne, déjà victime, une infraction contre la vie ou l'intégrité physique.

Les indices ne sont pas limitativement énumérés et peuvent être de toute nature. En pratique ce sont notamment les constatations des agents de police sur place, les blessures et destructions éventuelles constatées et documentées par photos et certificat médical, les explications des personnes concernées, les déclarations de témoins présents sur les lieux, les antécédents policiers et judiciaires connus de l'auteur, le taux d'alcoolémie de l'auteur, les menaces proférées, etc. Le but pour le substitut de permanence ordonnant une expulsion est évidemment de faire cesser le danger et d'éviter un passage à l'acte avec des conséquences néfastes pour les victimes.

Comme l'autorisation ou le refus d'une expulsion est également indiqué dans le procès-verbal traité par après par le substitut spécialisé de la section Jeunesse/Famille, le bien-fondé de l'autorisation ou du refus par le substitut de permanence est vérifié une deuxième fois a posteriori et des éventuelles et rares erreurs d'appréciation peuvent être relevées et corrigées.

Ni les critères d'expulsion, ni les procédures internes aux parquets n'ont changé depuis 2014 et certains des magistrats actuellement affectés à la section Jeunesse/Famille y sont depuis plusieurs années et constants dans leur appréciation des dossiers.

ad 2) Comme indiqué, chaque intervention de police en matière de violence domestique donne lieu à un rapport communiqué au substitut de service.

En l'absence d'expulsion, la police remet aux personnes présentes dans le ménage, une feuille d'information témoignant de son intervention en matière de violences domestiques et les invite à rechercher de l'aide auprès des services d'assistance aux victimes et de prise en charge des auteurs de violences. En cas d'expulsion, la police remet des feuilles d'information respectivement pour la personne expulsée et la personne protégée.

Le ministère public n'a aucune connaissance d'un phénomène récurrent d'interventions policières non suivies de rapports ou de procès-verbaux.

Les représentants des services agréés d'assistance aux victimes de violence domestique au Comité de coopération n'ont pas fait état d'un tel phénomène.

ad 3) Entre 2014 et 2023 il y a une augmentation des interventions policières en matière de violence domestique. Les trois dernières années, on assiste à une stagnation du nombre d'expulsions.

Le ministère public n'a certainement pas développé une plus grande tolérance pour des faits de violence domestique et jusqu'à présent une telle tolérance sur base d'incidents concrets et vérifiables ne lui a pas été signalée ni par des victimes concernées (plaintes déposées par des victimes auprès du parquet, réclamations de victimes auprès du Parquet général ou doléances ou plaintes adressées au Conseil national de justice), ni par la police ou par les représentants

des services agréés d'assistance aux victimes de violences domestiques au Comité de coopération ni même par d'autres associations de victimes.

Depuis l'adoption de la loi de 2003 il y a plus de 20 ans, le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (ci-dessous MEGA) ensemble avec les représentants du Comité de coopération et les autres acteurs intervenant dans la chaine d'intervention violence domestique ont fait preuve de leur engagement fort et pérenne pour renforcer la prévention et la lutte contre la violence domestique de manière continue. La protection des victimes, la responsabilisation et la sanction des auteurs ainsi que l'information du grand public par de nombreuses campagnes de sensibilisation sur la violence domestique ont déstigmatisé les victimes et débouisé le sujet de la violence domestique, qui n'est aujourd'hui plus considérée comme une affaire privée.

L'augmentation des interventions et la stagnation des expulsions peut ainsi être un indice d'une plus grande prise de conscience du caractère inacceptable des violences domestiques, même les plus légères, amenant la police à être appelée pour des incidents domestiques où il n'y a pas d'indice de risque de commission d'une atteinte à la vie ou à l'intégrité physique.

Convaincu que la protection des victimes, la responsabilisation et la sanction des auteurs ainsi que l'information et la prévention doivent se renforcer mutuellement, le Gouvernement poursuivra ses efforts en la matière. Le MEGA coordonne l'élaboration et la mise en œuvre de trois nouveaux projets phares, tels que prévus dans l'accord de coalition :

– le renforcement de la prise en charge et l'analyse des moyens de sanction des auteurs de violences domestiques ;
– la mise en place d'une structure d´accueil et de prise en charge centralisée pour toute victime de violence ouverte 24/7 et proposant une assistance globale centrée sur les besoins des victimes ;
– l'élaboration d'un plan d'action national pour lutter contre toutes les formes de violence fondée sur le genre.

ad 4) Une étude de la législation sera menée pour permettre la réalisation d'analyses basées sur des dossiers concrets, afin de mieux comprendre le phénomène de la violence domestique. Cela devra se faire en conformité avec la législation sur la protection des données.

**Peste porcine africaine** | Question **0968** (05/07/2024) de **Mme Stéphanie Weydert** | **Mme Octavie Modert** (CSV)

Am Juni gouf zu Rüsselsheim an Hessen déi Afrikanesch Schwéngspescht bei engem Wëllschwäin nogewisen. Doropshi gouf eng Sperrzone ageriicht. D'Afrikanesch Schwéngspescht ass extreem gefäierlech, momentan gëtt et nach keng Impfung an de Verlaf ass bal ëmmer déidlech. D'Experte ginn dovunner aus, dass virun allem de Mënsch de Virus weiderverbreet, zum Beispill duerch den Offall laanscht d'Autobunnen. Dobäi kënnt awer och, datt d'Afrikanesch Schwéngspescht eng ustiechend Krankheet ass, déi vu Schwäin zu Schwäi kann iwwerdroe ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Landwirtschaftsministesch stellen:

1. Wéi eng präventiv Moossname bestinn hei am Land fir ze verhënneren, datt d'Schwéngspescht sech verbreet, souwéi ze verhënneren, datt se vu Wëllschwäin op Hausschwäin iwwergeet?

2. Gouf et och scho Fäll vun der Afrikanescher Schwéngspescht hei zu Lëtzebuerg?

3. Wéi kënnen d'Baueren sech beschtméiglech schützen, datt se déi Kränkt net an hire Bestand kréien?

4. Huet de Ministère Mesuren en place gesat an, wa jo, wéi eng? Zum Beispill, fir op den Autobunnsraststätte méi oft den Offall ewechzemaachen? Oder mat Dronen no kranke Wëllschwäin ze sichen, sou wéi se dat an Hessen elo maachen?

**Réponse** (18/07/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. an 3. Eng wichteg preventiv Moossnam fir d'Verbreedung vun der ASP bei de Wëllschwäin ass, d'Populatiounsdicht vun de Wëllschwäin op e Minimum ze reduzéieren. Dofir ass jo och reegelméisseg den Opruff un d'Jeeër, d'Wëllschwäin ze schéissen, sou wéi et och an de minimalen Ofschossplang verlaangt ass. Ausserdeem ass en Aarbechtsgrupp domat beoptraagt, e Managementplang auszeschaffe betreffend d'Wëllschwäipopulatioun, sou wéi déi europäesch Reglementatioun dat virgesäit.

Fir ze verhënneren, dass am Fall vun der ASP bei engem Wëllschwäin de Virus op d'Hausschwäin iwwergräift, ass et onerlässlech, dass en héije Status vu Biosécherheet um Schwéngsbetrib herrscht, d. h. et muss mat allen zur Verfügung stoende Moyene verhënnert ginn, dass d'Hausschwäin direkte Kontakt mat de Wëllschwäi kéinten hunn an dass de Virus iwwer Persoune resp. Material an de Betrib erageschleeft gëtt.

ad 2. Et gouf bis elo nach kee Fall vun der Afrikanescher Schwéngspescht hei am Land.

ad 4. Betreffend d'Mesurë befanne mir eis de Moment nach ëmmer an enger Preventiounsphas contrairement zu Hessen a Rheinland-Pfalz, wou éischt Fäll an der Wëllschwäipopulatioun detektéiert goufen. Betreffend d'Autobunnraststätte gëtt Sensibilisatiounsaarbecht gemaach fir ze verhënneren, datt Iessensreschter op Basis vu Schwéngefleesch resp. Wëllschwäifleesch, déi eng potentiell Infektiounsgefor duerstellen, mussen iwwert opgestallte Poubellen entsuergt ginn an net einfach an d'Natur solle geheit ginn, wou se vun engem Wëllschwäi kënnen opgeholl ginn. Nodeems de Ministère en 1. offizielle Communiqué erausginn huet betreffend déi verschidde Mesuren, ass et virgesinn, déi verschidde concernéiert Acteuren (d'Jeeër, d'Schwéngsbaueren an d'Veterinären) spezifesch unzeschreiwe resp. eng Reuniouun mat hinnen ze organiséieren. D'ALVA ass och domat beschäftegt, déi verschidde Pläng fir d'Bekämpfung vun der Afrikanescher Schwéngspescht ze iwwerschaffen a sinn och am direkte Kontakt mat den Nopeschlänner, fir d'Mesuren ze harmoniséieren.

D'Sich mat Dronen no Kadavere vu Wëllschwäi rechtfertegt sech am Moment hei am Land nach net, mee d'Jeeër gi sensibiliséiert, d'Kadavere vu Wëllschwäin, deenen hir Doudesursaach net genau feststeet, ze mellen, fir dës da kënnen am Veterinärslabo op ASP ze ënnersichen.

**Octroi d'une aide financière pour la création de nouveaux emplois d'insertion pour des demandeurs d'emploi de longue durée âgés de plus de 50 ans** | Question **0969** (05/07/2024) de **Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV)

La législation actuelle prévoit l'octroi d'une aide financière pour la création de nouveaux emplois d'insertion pour des demandeurs d'emploi de longue durée. Les demandeurs éligibles pour ces emplois d'insertion doivent remplir plusieurs conditions cumulatives : être âgés de 30 ans au moins, être inscrits à l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) et être sans emploi depuis au moins 12 mois.

D'après mes informations, cette dernière condition – soit le fait d'être sans emploi depuis au moins 12 mois – n'est pas toujours remplie pour les demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans, notamment dans des initiatives sociales en faveur de l'emploi.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer mes informations ? Quelle est son appréciation de la situation ?

2) Est-ce qu'il est justifié dans le cas d'une personne âgée de plus de 50 ans bénéficiant du chômage, dont l'insertion est déjà difficile compte tenu de son âge, de la faire attendre 12 mois avant qu'elle puisse bénéficier d'un emploi d'insertion ?

3) Est-ce que Monsieur le Ministre envisagerait de revoir cette disposition à la baisse pour les personnes de plus de 50 ans bénéficiant du chômage ?

**Réponse** (22/07/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1) En réponse à la question de l'honorable Députée, je peux confirmer que le dispositif des articles L. 541-5 et L. 541-6 du Code du travail prévoit que le demandeur d'emploi, pour être éligible à un emploi d'insertion subventionné par l'État (dit « EMI »), doit remplir la condition cumulative d'être inscrit à l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) et être sans emploi depuis douze mois au moins. Il y a lieu de rappeler que le dispositif « EMI » a été conçu et instauré en 2017 spécifiquement comme mesure de réinsertion professionnelle pour les chômeurs de longue durée, c'est-à-dire les demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM depuis douze mois au moins. Certains garde-fous ont été prévus à l'époque pour éviter que ces emplois d'insertion ne se substituent à des emplois déjà existants, mais devenus vacants. Ainsi, les emplois d'insertion doivent être des postes nouvellement créés, et le cercle de promoteurs se limite aux organismes des secteurs public et parapublic (État, communes et syndicats de communes, établissements publics), les fondations et associations sans but de lucre, ainsi que les sociétés d'impact sociétal dont le capital social est composé de 100 % de parts d'impact. Aussi, une distinction a été faite entre les conditions de cofinancement qui s'appliquent aux demandeurs d'emploi de la tranche d'âge allant de 30 à 50 ans, d'une part, et les demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus, d'autre part, pour tenir compte des difficultés grandissantes pour les personnes plus âgées de réintégrer le marché du travail ordinaire.

ad 2) Dans la mesure où le dispositif « EMI » s'adresse spécifiquement aux chômeurs de longue durée, le délai « d'attente » de douze mois découle de la finalité même de cet instrument.

Cette condition est par ailleurs parfaitement compatible avec la volonté du Gouvernement de privilégier la réinsertion professionnelle de tous les demandeurs d'emploi, y inclus les demandeurs d'emploi plus âgés et/ou de longue durée, sur le marché du travail régulier. À cette fin, l'État dispose d'un faisceau de mesures et d'aides financières très diversifiées, destinées tant aux employeurs qu'aux demandeurs d'emploi (à titre d'exemple : bonification d'impôt, aide à l'embauche de chômeurs âgés, aide au réemploi, stage de professionnalisation et contrat de réinsertion-emploi, mesures spéciales, formations, aide à la formation professionnelle, etc.) qui peuvent être mobilisées avant de recourir au dispositif « EMI ».

En ce qui concerne plus particulièrement les demandeurs d'emploi qui ont été affectés à une initiative sociale en faveur de l'emploi pendant plus de douze mois, j'estime que la double condition posée par l'article L. 541-5, alinéa 4, du Code du travail est remplie, alors que l'occupation dans une initiative sociale n'est pas à considérer comme un emploi, mais plutôt comme une mesure de réinsertion professionnelle proposée par l'ADEM durant laquelle l'inscription en tant que demandeur d'emploi est maintenue.

ad 3) Pour les raisons évoquées ci-avant, une revue à la baisse de la durée minimale d'inscription à l'ADEM ne s'impose pas à l'heure actuelle.

**Conséquences des sanctions envers la Russie** | Question **0972** (05/07/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 6879 aus der Legislaturperiod 2018–2023 huet déi deemoleg Regierung am Hibléck op méiglech Schuedensersatzprozesser géint Lëtzebuerg virun internationale Schidsgeriichter opgrond vu Verstéiss vun de Russlandsanktioune géint d'Schutzrechter vun Investisseuren ënner anerem dat hei geäntwert: „Deementspriechend sinn och d'Revendicatiounen, déi kéinten op der Basis vun engem Investitiounsschutzofkommes opbruecht ginn, limitéiert. Prinzipiell ass net auszeschléissen, datt en Investisseur kéint géint Memberstaate virgoen. D'Analys vun dësen Aspekter, déi zesumme mat den EU-Institutiounen an den anere Memberstaaten diskutéiert goufen, huet e Succès vun esou Prozeduren awer als net warscheinlech ageschat. Et goufe bis ewell och keng Schuedensersatzfuerderunge géint Lëtzebuerg opbruecht, weeder am Kader vun den aktuelle Sanktioune géint Russland, nach a fréiere Sanktiounsregimmer, déi Lëtzebuerg iwwert déi leschte Joer ëmgesat huet."

Esou wéi Reporter.lu schreift, ass awer genee dee Fall agetratt. Schonn am Februar huet e russesche Staatsbierger dem Staat eng sougenannt „Notice of Dispute" zoustelle gelooss, fir Lëtzebuerg opgrond vun engem Investitiounsschutzofkommes tëschent der lëtzebuergesch-belscher Wirtschaftsuniouun vun 1989 mat der Sowjetunioun, dat vun der aktueller Russescher Federatioun iwwerholl gouf, unzesichen. De gefuerderte Schuedensersatz beleeft sech op 15 Milliarden Euro an domat iwwer ongeféier en hallwe Staatsbudget. No Aschätzung vun internationalen Experten ass net ausgeschloss, datt d'Geriicht senge Fuerderungen nokënnt, net zulescht, well virun esou internationale Gremien net d'EU-Texter, mee d'Investitiounsofkommes déi entscheedend legal Basis duerstellt. Am Fall vun enger Verurteelung kéinte weider Prozesser nokommen, anerefalls géifen trotzdeem eleng d'Prozesskäschte Reporter.lu no en héije Milliounebetrag ausmaachen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi begrënnt den Här Bausseminister déi Decisioun, den Agank vun der „Notice of Dispute" säit dem Februar ze „verheemlechen", wéi Reporter.lu et schreift? War dee Schratt mam Här Staatsminister ofgeschwat? Gesäit d'Regierung vir, dat Dokument dem Parlament nodréiglech esou séier wéi méiglech zouzestellen?

2. Wéi wëll d'Regierung an dësem Fall virgoen? Gëtt e Schidsgeriicht zesummegestallt? Wa jo, wéi a wéini? Wéi eng national an international Experte sinn an deem Gremium vertrueden?

3. Wéi héich schätzt d'Regierung d'Käschte vun deem Prozess an?

4. Kéint d'Regierung sech virstellen, d'Sanktioune géint déi viséiert Persoun am Kader vun eiser nationaler Souveränitéit preventiv auszesetzen, fir z. B. op eng baussegeriichtlech Eenegung hinzewierken an domat en eventuelle Schued vu Lëtzebuerg ewechzehalen?

5. Am Prozess wäert och d'Fro vun der Nationalitéit eng Roll spillen. Et stellt sech d'Fro, ob sanktionéiert Persounen net och en zweete Pass vu befrënnten oder alliéierte Staate kéinten hunn, mat deene Lëtzebuerg och entspriechend Handelsaccorden ënnerschriwwen huet an iwwert dee Wee och an anere Fäll kéint ugesicht ginn. Gesäit d'Regierung iwwer dee Wee d'Gefor vu weidere juristesche Prozedure géint Lëtzebuerg?

**Réponse** (01/08/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

D'Regierung setzt sech fir en transparenten Informatiounsfloss an. Dofir huet de Premierminister dëse Sujet an der zoustänneger Chamberskommissioun och schonn thematiséiert.

Als EU-Memberstaat applizéiert Lëtzebuerg déi gëllent EU-Sanktiounen, déi zwéngend europäescht Recht sinn. Déi zitéiert „Notice of Dispute" ass vun der Regierung am Detail analyséiert ginn. À ce stade gëtt et kee formellt Schidsverfaren (Procédure d'arbitrage) géint de Staat an deem Kontext.

**Compétences linguistiques requises dans le cadre du recrutement de la Police grand-ducale** | Question **0973** (05/07/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Déi lescht Jore goufen Honnerten nei Agente bei der Police rekrutéiert. Mat dëser néideger a wichteger Erhéijung vum Personalschlëssel stellt sech allerdéngs och d'Fro no den néidege Kompetenzen, och ob d'Rekrutten alleguer déi néideg Sproochekenntnisser matbréngen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Ministre gär dës Froe stellen:

1. Wéi een Niveau am Lëtzebuergesche gëtt am Moment fir déi eenzel Karriäre bei der Police verlaangt?

2. Op wéi eng Manéier ginn dës Sproochekenntnisser gepréift?

3. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill Lëtzebuergeschexamen an de Joren 2013–2023 an deenen eenzele Karriäre bei der Police ofgehale goufen a wéi vill Leit dëse gepackt respektiv net gepackt hunn?

4. Kann den Här Minister matdeelen, wéi eng Konsequenzen et huet, falls e potentielle Rekrutt déi néideg Lëtzebuergeschkenntnisser net erfëllt? Gëtt hien direkt ofgewisen oder kann hien dës nohuelen? Kann den Här Minister am zweete Fall déi genee Delaien a Modalitéite preziséieren?

**Réponse** (01/08/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Är Fro bezitt sech op d'mannst indirekt op dee rezente Video, an deem Polizisten sech iwwer engem anere Polizist seng Ausdrocksweis op Lëtzebuergesch lëschteg maachen. D'Policedirektioun huet jo och direkt reagéiert a kloer gemaach, datt d'Verhale vun de Beamte par rapport zu hirem Aarbechtskolleeg inakzeptabel ass. Dofir ginn ech dovun aus, datt Dir mat Ärer Fro dësem Sujet keng populistesch Konnotatioun wëllt ginn.

Ech wëll virop bemierken, datt eng vun de Konditiounen, fir Polizist ze ginn, ass, datt de Kandidat déi lëtzebuergesch Nationalitéit huet. Ee Kandidat mat duebeler Nationalitéit, deen net Lëtzebuergesch als Mammesprooch huet, gëtt op seng technesch Kompetenzen evaluéiert a muss och weisen, datt en déi dräi administrativ Sproochen kann.

ad 1. D'groussherzoglecht Reglement vum 29. Juli 2020 iwwert de Rekrutement vun de Poliziste gesäit kee spezifeschen Niveau am Lëtzebuergesche fir déi eenzel Karriäre vir. Et gëllen déi nämmlecht Reegele wéi beim ëffentlechen Déngscht am Allgemengen, sou wéi se am Artikel 3 vum groussherzogleche Reglement vum 12. Mee 2010 „fixant les modalités du contrôle de la connaissance des trois langues administratives pour le recrutement des fonctionnaires et employés des administrations de l'État et des établissements publics" festgeluecht sinn.

ad 2. No der Épreuve d'aptitude générale, déi vun der Fonction publique organiséiert gëtt an zu där och d'Épreuves préliminaires an de Sprooche gehéieren, mussen d'Kandidaten sech enger Épreuve spéciale bei der Police stellen.

Dës Épreuve spéciale, déi gereegelt ass duerch dat uewe genannt groussherzoglecht Reglement vum 29. Juli 2020 iwwert de Rekrutement, beinhalt fir d'Polizisten aus de Groupes de traitement A1, B1 an C1 ënner anerem en Entretien op Lëtzebuergesch, an deem et awer méi generell drëm geet ze kucken, ob de Kandidat den Ufuerderunge vum Policeberuff entsprécht.

Am Traitementsgrupp C2 ginn am Kader vum Examen-concours fir d'Admission au stage d'Kenntnisser vun der lëtzebuergescher Sprooch unhand vun engem mëndlechen Test gepréift.

ad 3. Vu datt d'lëtzebuergesch Sprooch just een Aspekt ass, deen am Entretien evaluéiert gëtt, ass et net méiglech, esou separat Statistiken ze presentéieren.

ad 4. Falls e potentielle Kandidat net déi néideg Lëtzebuergeschkenntnisser huet, gëtt dësen net fir de Stage zougelooss. De Kandidat huet d'Méiglechkeet, sech nees fir déi nächst Rekrutementssessioun unzemellen.

**Master en éducation** | Question **0974** (08/07/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Un eis si Fäll erugedroe gi vu Leit mat engem Bachelorofschloss an der Educatioun, déi gären op der Uni.lu hir Studie weidergefouert hätten. Dës Leit kruten awer vun der Uni.lu ee Refus, wann hire Bachelorofschloss 180 ECTS amplaz 240 ECTS konnt virweisen. Dobäi erkennt de Lëtzebuerger Staat dësen Diplom awer als Bachelordiplom un. D'Uni.lu erklärt, d'Ufuerderung vun den 240 ECTS am Bachelor, fir Accès zum Master vu 60 ECTS ze kréien, wier vun de Ministèrë komm.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch dës Faiten esou bestätegen? Gouf et déi Ufuerderung vun den 240 ECTS, säitdeem d'Uni.lu de Masterstudiegang mat 60 ECTS proposéiert oder gouf dës Reegelung eréischt méi spéit agefouert? Falls jo, firwat?

2. Ass d'Regierung net der Meenung, datt een de Masterstudiegang sollt fir jiddereen zougänglech maachen, deen ee Bachelordiplom huet, deen zu Lëtzebuerg unerkannt ass?

3. Laut eisen Informatioune si Gespréicher amgaangen, fir eng Validation des acquis de l'expérience hei mat an de Calcul opzehuelen, fir hei deene Leit awer Accès ze ginn, déi schonn am Beruffsliewe sinn. Wou sinn dës Gespréicher drun? Wat ass hei déi genau

Deadline, déi een sech gëtt, fir eng Decisioun ze treffen?

4. Wäert d'Ministesch dofir suergen, datt ab der Rentrée 2024/2025 all Interesséierte ka mat engem Bachelordiplom an der Educatioun de Master an der Educatioun op der Uni.lu maachen?

**Réponse** (01/08/2024) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Wéi schonn an der Äntwert vum 24. Juni 2024 op d'parlamentaresch Fro N° 0746 erkläert, gesäit dat modifizéiert Gesetz vum 27. Juni 2018 iwwert d'Organisatioun vun der Université Lëtzebuerg a sengem Artikel 36 Paragraph 6 ee Minimum vun 300 ECTS fir d'Ausstelle vun engem Masterdiplom vir, d'ECTS, déi am Kader vum Bachelor validéiert goufen, mat abegraff. Dës allgemeng Bestëmmung gouf et iwwregens och schonn ënnert dem éischten Unisgesetz vun 2003, well si gouf agefouert iwwert de Règlement grand-ducal du 25 mai 2005 relatif à l'obtention du grade de master de l'Université du Luxembourg. Déi Praxis, fir cumuléiert mam Bachelor 300 ECTS ze verlaangen, fir zu Lëtzebuerg e Masterdiplom ze kréien, ass Deel vun der Lëtzebuerger Strategie fir Qualitéitssécherung am Héichschoulwiesen an existéiert och esou an aneren europäesche Länner.

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0746 duergeluecht, gëtt aktuell vun de concernéierten Instanzen aktiv no Léisunge gesicht, déi ënnert bestëmmte Konditiounen eng Ouverture kéinte schafen, wat den Accès an déi betreffend Masterstudiegäng vun der Université Lëtzebuerg ubelaangt.

**« Nature Restoration Law »** | Question **0976** (08/07/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

An engem Artikel an der Lëtzebuerger Press vum 5. Juli 2024 ass ze liesen, dass dem Här Ëmweltminister seng Zoustëmmung fir d'Nature Restoration Law am EU-Ëmweltconseil de 17. Juni bei der Madamm Landwirtschaftsministerin zu „Onmutt" gefouert hätt, an dass dës Ofstëmmung net mat den anere Minister. inn.e vun der Regierung ofgeschwat gi wier.

An dësem Kontext erlaben ech mir, der Madamm Ministerin fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau folgend Froen ze stellen:

1. Huet d'Madamm Ministerin eng aner Positioun zu der Nature Restoration Law wéi déi, déi vum Ëmweltminister am EU-Ëmweltconseil de 17. Juni vertruede gouf?

2. Wa jo, wéi ass der Madamm Ministerin hir Positioun zur Nature Restoration Law?

3. Ass d'Madamm Ministerin am Virfeld vum Vott beim Här Ëmweltminister intervenéiert, fir d'Lëtzebuerger Positioun zum besote Punkt ze änneren?

4. Huet d'Madamm Landwirtschaftsministerin d'Lëtzebuerger Positioun zum besote Punkt no senger Adoptioun am EU-Ëmweltconseil de 17. Juni an der Regierung thematiséiert?

**Réponse** (12/07/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Neen. Et gëtt nëmmen eng eenheetlech Regierungspositioun.

ad 2. Sans objet.

ad 3. Neen.

ad 4. Neen.

**Création d'un conseil national des hommes** | Question **0978** (09/07/2024) de **M. Tom Weidig** (ADR)

Den Nationale Fraerot (Conseil national des femmes du Luxembourg, CNFL), deen 1975 gegrënnt gouf, ënnerhält eng enk kooperativ Bezéiung mat der Lëtzebuerger Regierung. Sou fungéiert e beispillsweis als berodend Organ vun der Regierung a ville Froen a bréngt d'Uleiessen a Perspektive vu Fraen an déi politesch Entscheedungsprozesser eran. Den CNFL gëtt der Regierung net nëmme säin Avis zu politesche Sujeten a Projeten, mee ass och oft a Kommissioune vertrueden, déi sech mat Geschlechterfroe befaassen.

Besonnesch dëse Punkt, nämlech déi eesäiteg Vertriedung vu Fraen a Gremien, déi sech mat Froe befaassen, déi béid Geschlechter betreffen, léisst et verwonnerlech erschéngen, datt et keen nationale Männerrot hei am Land gëtt.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Minister fir Egalitéit an Diversitéit gär dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Madamm Minister zur Iwwerleeung, datt et eng Form vu „Sexismus" ass, datt et hei am Land, parallell zum Nationale Fraerot, keen nationale Männerrot gëtt?

2. Misst net a Kommissiounen an Aarbechtsgruppen, déi sech mat Froe befaassen, déi béid Geschlechter betreffen, och de männleche Bevëlkerungsdeel adequat vertruede sinn?

**Réponse** (31/07/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

Wéi scho stipuléiert am Titel vum Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit (MEGA), besteet eis Missioun dran, eis am Numm vun der Regierung fir eng gläichberechtegt an divers Gesellschaft staark ze maachen, an där all Persoun mat Respekt, Toleranz an Oppenheet begéint gëtt, onofhängeg vu sexueller Orientéierung a geschlechtlecher Identitéit.

Dem Ministère seng Approche ass also net un ee Geschlecht gebonnen, mee et geet ëm d'Wuelbefannen, de Respekt an d'Akzeptanz vun allen.

Opgrond vum Artikel 15 (3) vun der Konstitutioun ass et dem Staat erlaabt, aktiv géint bestoend Aschränkungen am Beräich vun der Egalitéit virzegoen.

Aus dësem Grond intervenéiert de MEGA reegelméisseg, wann e substanziellen Desequiliber tëschent de Geschlechter festgestallt gëtt, wéi ënner anerem bei héijer Unzuel u Frae bei den Affer vun haislecher Gewalt, bei der Ënnerrepresentatioun vu Fraen a Féierungsgremien oder dem Mangel u Meedercher a Fraen am Beräich STEM.

An dofir pfleegt de MEGA och eng gutt Kooperatioun mam Conseil national des femmes du Luxembourg (CNFL), deen historesch ganz vill fir d'Verbesserung vun der Situatioun vu Fraen zu Lëtzebuerg geleescht huet.

De MEGA huet allerdéngs och eng Panoplie u Kollaboratioune mat aneren Organisatiounen, Associatiounen an zivillgesellschaftleche Gruppen, wéi zum Beispill mat InfoMann, deenen hiert Uleies et ass, Männer, och erëm an all hirer Diversitéit, ze ënnerstëtzen a si mat Outilen ze equipéieren, déi hinnen et erlabe sollen, e gesond, responsabelt a glécklecht Liewen ze féieren, ouni Diskriminéierungen oder Virurteeler ausgesat ze sinn.

Als Ministesch fir Gläichstellung an Diversitéit ass meng Aarbecht vum Zil geleet, de Mënschen e Liewe wëllen ze erméiglechen, dat fräi ass vu Sexismus a geschlechtsspezifeschen Diskriminatiounen oder Benodeelegungen. D'Wuelbefanne vu Männer spillt also duerchaus eng grouss Roll an der Aarbecht vum MEGA an et ass eis wichteg, Jongen a Männer an all Liewensphas ze ënnerstëtzen an ze responsabiliséieren, jee no Situatioun.

An deem Sënn kann ech versécheren, dass meng Dieren opsti fir e konstruktiven Dialog mat all Organisatioun, Associatioun oder anerem Gruppement, deen dës Virstellunge vun enger diverser an oppener Gesellschaft deelt a motivéiert ass, sech dofir staark ze maachen.

**Demandeurs d'asile afghans** | Question **0979** (09/07/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Il m'a été rapporté que plusieurs demandeurs d'asile ressortissant de l'Afghanistan ont récemment été notifiés d'un rejet de leur demande de protection internationale par les services de la Direction générale de l'immigration. Pourtant, l'Agence de l'Union européenne pour l'asile, dans son analyse sur la situation en Afghanistan mise à jour en mai 2024, fait état d'une situation sécuritaire très compliquée et d'une répression systématique de la part des talibans à l'encontre de nombreux groupes de population.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Pouvez-vous me donner votre appréciation générale de la situation sécuritaire en Afghanistan ?

2) Est-ce que les décisions des services de la Direction générale de l'immigration se basent sur les avis récents de l'Agence de l'Union européenne pour l'asile ? Quelles autres sources d'information sont consultées pour apprécier les demandes ?

3) En ce qui concerne les réponses aux demandes de protection internationale ou de protection subsidiaire impliquant des ressortissants afghans, pouvez-vous me donner le nombre de décisions favorables et de refus par mois et ce à partir de la prise de pouvoir des talibans (août 2021) ?

4) Combien de retours forcés et de retours volontaires de ressortissants afghans demandeurs d'asile au Luxembourg ont eu lieu depuis août 2021 (en ventilant par mois) ?

L'analyse récente de l'Agence de l'Union européenne pour l'asile affirme notamment qu'en Afghanistan, l'abus de mineurs est endémique et que l'abus sexuel d'enfants reste un problème omniprésent[44]. Partant, je voudrais encore poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

5) Est-ce que parmi les mineurs afghans, accompagnés ou non accompagnés, qui ont demandé l'asile au Luxembourg, des signes d'abus sexuels ou autres ont été détectés ? Est-ce que le personnel de la direction de l'immigration est formé pour identifier les cas d'abus sur mineurs ? Quelles autres formes d'appui sont offertes le cas échéant aux mineurs concernés ?

[44] "Child abuse is endemic in Afghan society. Children in Afghan families are often subjected to corporal punishment, including slapping, verbal abuse, punching, kicking, and hitting with thin sticks, electrical cables and shoes. Sexual abuse of children also remained a pervasive problem, with girls being the most frequent victims in their families or communities. The practice of bacha bazi is an example of childspecific violence reported in Afghanistan. The practice has resurfaced after the end of the previous Taliban regime of 1996-2001. Sources reported that young boys, with 14 as an average age, were abducted and disappeared into the practice or were traded in by their families in exchange for money. Boys involved in the practice may be subjected to violence and threats, be raped, and kept in sexual slavery." (European Union Agency for Asylum/Country Guidance: Afghanistan/May 2024/pages 79&80)

**Réponse** (26/07/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) La situation sécuritaire en Afghanistan s'est légèrement stabilisée dans les régions qui sont sous le contrôle des autorités de facto (par rapport à la situation en 2021). Néanmoins, Daesh et d'autres militants islamistes non affiliés aux talibans continuent à mener des attaques. En dépit de cette légère amélioration, la situation des droits humains surtout en ce qui concerne les femmes, les filles, les minorités ethniques et religieuses ainsi que les personnes LGBTQ+ reste grave.

ad 2) Le Service réfugiés de la Direction générale de l'immigration est chargé du traitement des demandes de protection internationale introduites au Luxembourg. Afin de mener à bien la mission qui lui est confiée c'est-à-dire de statuer individuellement et objectivement sur les motifs invoqués par un demandeur de protection internationale, le Service réfugiés base son analyse sur toute une panoplie de sources et d'informations.

En ce qui concerne plus particulièrement l'Afghanistan, l'Agence de l'Union européenne pour l'asile (« AUEA ») a publié, depuis la prise de pouvoir des talibans, 6 rapports et une note d'orientation *(«* Country Guidance »), mise à jour pour la dernière fois en mai 2024. Les publications de l'AUEA constituent des sources d'informations importantes et sont suivies par le Service réfugiés dans l'analyse et le traitement des demandes de protection internationale.

À côté de ces publications, le Service réfugiés s'appuie encore sur d'autres sources, entre autres des rapports publiés par des organisations internationales, des organisations non gouvernementales (ONG), des recherches académiques, des rapports médiatiques ou encore des témoignages d'experts, cette liste n'étant pas exhaustive.

La jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, de la Cour européenne des droits de l'homme et des juridictions, tant luxembourgeoises que d'autres États membres de l'Union européenne, est également prise en considération.

ad 3) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

À titre d'information, il convient de noter que depuis la prise de pouvoir des talibans, le statut de réfugié a été accordé à la très grande majorité des ressortissants afghans. Le taux d'accord du statut conféré par la protection subsidiaire a connu un déclin alors que depuis août 2021, l'Afghanistan ne se trouve plus dans une situation de conflit armé caractérisé par des violences aveugles d'une telle intensité que chaque civil y risque sa vie de par sa seule présence sur le territoire afghan.

ad 4) Depuis août 2021, le Luxembourg n'a effectué aucun retour forcé en Afghanistan.

Trois ressortissants afghans ont renoncé à leur statut de réfugié et sont retournés volontairement en Afghanistan depuis août 2021. Un au mois de décembre 2022 et deux au mois de mai 2023.

ad 5) La Direction générale de l'immigration ne dispose pas de statistiques sur les signes, types ou motifs de persécution. Toutefois, il peut être indiqué qu'aucun signe d'abus sexuels n'a été détecté parmi les mineurs afghans.

Le personnel de la Direction générale de l'immigration est dûment formé en matière de traite des êtres humains, de violences domestiques et de violences fondées sur le genre. Les agents en charge des entretiens des mineurs non accompagnés, en plus d'avoir reçu des formations spécifiques pour procéder aux entretiens avec des enfants et avec des personnes vulnérables, sont diplômés en tant que secouristes en santé mentale pour les jeunes depuis début 2024. Au niveau procédural, un soutien adéquat et des garanties sont fournis pour les mineurs non accompagnés, à savoir notamment l'assistance d'un administrateur ad hoc, du temps suffisant pour étayer la demande de protection internationale, un entretien adapté à l'âge du mineur concerné qui est effectué par un agent formé.

**Lutte antiblanchiment dans le secteur financier** | Question **0980** (09/07/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Selon un communiqué du 8 juillet 2024, la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a prononcé une amende à hauteur de 3 millions d'euros à l'encontre d'une des principales banques de la place financière luxembourgeoise.

Selon la CSSF, l'amende a été prononcée pour non-respect d'obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. L'affaire remonte à une inspection de la part de la CSSF auprès de la banque entre mai et novembre 2021.

La CSSF note dans son communiqué que la banque en question n'a pas, en raison d'un manque de vigilance de sa part, informé sans délai et de sa propre initiative la Cellule de renseignement financier (CRF) en présence d'activités et/ou d'opérations suspectes, ce qui constitue un non-respect des dispositions légales en vigueur.

Dans ce contexte, je voudrais demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quel est le délai moyen d'instruction des dossiers auprès de la CSSF ?

2) Combien d'amendes pour manquement aux obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ont été prononcées par la CSSF au cours des cinq dernières années et quels ont été les montants de chacune de ces amendes ? Quel est le montant total des amendes prononcées au cours des cinq ans ?

3) Quel est le nombre de cas où, au cours des cinq dernières années, la CSSF a constaté un manquement de la part d'acteurs de la place financière d'informer la CRF en présence d'activités et/ou d'opérations suspectes ?

**Réponse** (12/08/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Dans le cadre de ses missions et de son champ de compétence tels que définis par la loi organique du 23 décembre 1998, la Commission de surveillance du secteur financier (« CSSF ») conduit des missions de surveillance visant à contribuer à la solidité et à la stabilité du secteur financier, ainsi qu'à assurer la protection des consommateurs financiers et à prévenir l'utilisation du secteur financier à des fins de blanchiment.

Dans l'accomplissement de sa mission de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (« LBC/FT »), la CSSF assure le respect de leurs obligations professionnelles en matière de LBC/FT par les entités soumises à sa surveillance. En tant qu'autorité de contrôle, la CSSF est investie de tous les pouvoirs de surveillance et d'enquête nécessaires à l'exercice de ses fonctions dans les limites définies par la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (la « Loi LBC/FT »). Ces pouvoirs incluent celui de procéder à des inspections sur place. Pour ce qui est du volet répressif, la CSSF peut infliger des sanctions administratives et prendre d'autres mesures administratives à l'égard des professionnels soumis à sa surveillance, tel que prévu par la Loi LBC/FT.

Plusieurs facteurs peuvent influer sur le délai d'instruction, comme, par exemple, la qualité des pièces fournies lors du contrôle ou encore la complexité du dossier. Bien que ces facteurs puissent nécessiter des échanges complémentaires entre la CSSF et les professionnels et allonger de facto les délais d'instruction du dossier, l'objectif poursuivi par la CSSF reste toujours de mener les contrôles le plus efficacement possible, dans l'intérêt public et de la LBC/FT.

Du début du contrôle sur place jusqu'à l'envoi de la lettre informant l'entité en question d'une mesure ou d'une sanction administrative, le délai moyen d'instruction des dossiers relatifs à des contrôles sur place en matière LBC/FT au cours de ces 5 dernières années est en moyenne de treize mois. Ce délai dépend, comme indiqué précédemment, de la complexité du dossier et du degré de coopération de l'entité surveillée.

Lors des contrôles effectués par la CSSF, le manquement à l'obligation d'informer la CRF en présence d'activités et/ou d'opérations suspectes est généralement identifié concomitamment à d'autres manquements du professionnel envers ses obligations professionnelles. Cela a ainsi pu être constaté dans des affaires ayant abouti à une dizaine d'amendes.

Au cours des cinq dernières années, la CSSF a prononcé 38 amendes relatives à des manquements aux obligations professionnelles en matière LBC/FT pour un montant total d'environ 7,2 millions d'euros.

**Discours lors des remises de diplômes dans les lycées** | Question **0983** (10/07/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Bei den Diplomiwwerreechungen um Enn vum Schouljoer an de verschiddene Lycéeën ass et üblech, dass d'Direkteren eng Ried halen. An deem Kontext gouf eis vu verschiddene Plazen zougedroen, dass et Direktere gëtt, déi dës Tribün benotzen, fir hir perséinlech politesch Usiichten ze propagéieren. Besonnesch am LTPES hunn Elteren a Schüler eis dëst Virgoe gemellt, wou d'Directrice géint „riets Politick" gehetzt huet.

D'Gesellschaft ass allerdéngs divers, an ënnert de Schüler, Elteren a Proffe gëtt et souwuel Leit, déi politesch lénks wéi och politesch riets agestallt sinn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Gëtt et vum Ministère aus Instruktiounen oder Virschléi, wéi dës Rieden inhaltlech formuléiert solle sinn?

2. Awéiwäit si Staatsbeamten, a besonnesch Direkteren, dozou ugehalen, sech un d'politesch Neutralitéit ze halen?

3. Wéi gedenkt den Här Minister op esou politesch Aussoe vu Staatsbeamten − sief et Aussoen, déi sech géint gréng, lénks, riets oder aner politesch Meenunge riichten oder sech fir oder géint d'Regierung ausschwätzen − an hirer Funktioun als Beamten ze reagéieren, wann hie Kenntnis dovu kritt?

4. Op dësen Diplomiwwerreechungen halen och Ministere Rieden. Sinn d'Ministeren hei och ugehalen, sech politesch neutral ze verhalen, oder ass et an den Ae vum Här Minister an der Rei, wa Ministeren dës Bün benotzen, fir hir politesch Messagen ze propagéieren?

**Réponse** (12/07/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 2. Den honorabelen Deputéierte stéiert sech un den Aussoen, déi d'Direktesch vum Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) an hirer Ried am Kader vun der Diplomiwwerreechung fir d'Premièresschüler gemaach huet. Dofir wëll ech se hei am Wuertlaut zitéieren:

„De Rietsruck, dee weltwäit duerch d'Gesellschafte geet, bereet mir immens grouss Suergen. Ech hat wierklech gehofft, datt mir no der Erfarung vum Zweete Weltkrich an der Occupatioun duerch Nazidäitschland hei am Land, mä och a ganz Europa an an der ganzer fräier Welt bäigeléiert hätten, an net méi empfänglech wiere fir déi vun de Populiste virgegaukelt einfach Äntwerten op komplex Froen. Dës ginn erfarungsgeméiss ëmmer op d'Käschte vu Minoritéiten a vun deene Persounegruppen, déi um Rand vun eiser Gesellschaft stinn, a vun deene kritesche Membere vun der Gesellschaft. Ech hat och gehofft, datt mer als fräi europäesch Gesellschaft opgrond vun eisem humanistesche Mënschebild an eisem Vertrauen an d'Demokratie immun wiere géint déi rietsextreem a rietspopulistesch Gefor."

All Beamten zu Lëtzebuerg leescht – wann e seng Funktioun untrëtt – en Eed. Hie schwiert, seng Aarbecht mat „intégrité, exactitude an impartialité" auszeüben. An deem Zesummenhang ass de Beamte gehalen, an der Ausübung vu senger Funktioun Aussoen ze ënnerloossen, déi géint dës Prinzippie verstoussen. Den Eed seet awer och, dass de Beamten d'Constitutioun an d'Gesetzer vun eisem Land ze observéieren huet. Dozou gehéieren ënner anerem d'Grondprinzippie vun eisem Rechtsstaat, wéi d'Gläichheet virum Gesetz, den Diskriminéierungsverbuet an d'fräi Meenungsäusserung.

An hirer Ried virun de Premièresschüler an hire Frënn a Familljen huet d'Direktesch näischt anescht gemaach wéi een Appell un d'Grondwäerter vun eiser Gesellschaft, esou wéi se an eiser Verfassung verankert sinn. An si huet virun deene Kräften an Europa an an der Welt gewarnt, déi eisen demokratesche Rechtsstaat a seng Grondwäerter net nëmme méi a Fro stellen, mee aktiv doru schaffen, fir en auszehielegen an ofzeschafen.

Komplett friem ass mir d'Iddi, de leedende Beamten a mengem Ressort Instruktiounen ze ginn, wat si an enger Ried solle soen oder net dierfe soen.

ad 3. a 4. Et sief mir erlaabt, meng grouss Suerg doriwwer auszedrécken, dass den honorabelen Deputéierten sech dru stéiert, wa Schouldirekteren oder aner héich Beamten sech an der Ëffentlechkeet zu den uewe genannte Grondwäerter bekennen. D'Fonction publique muss bei aller politescher Neutralitéit an aller Zréckhalung, déi de Statut vum Fonctionnaire virgesäit, e Garant si fir eisen demokratesche Rechtsstaat. Deementspriechend wäert ech och weiderhin all Persoun, déi am Déngscht vum Staat steet, doran ënnerstëtzen, fir sech fir déi Wäerter a Grondprinzippie staark ze maachen, déi an eiser Verfassung stinn.

**Projet de logement Kiem 2050** | Question **0989** (11/07/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Fonds Kirchberg ass een ëffentleche Fong, deen dem Ministère fir ëffentlech Bauten ënnersteet. De Fonds Kirchberg ass, esou wéi e selwer op senger Websäit ugëtt, ee staatlech gelenkte Vehikel, wou Staatsvertrieder vun der Regierung an de Verwaltungsrot gesat ginn.

Aktuell bitt de Fonds Kirchberg de Wunnprojet Kiem 2050 un, bei deem Wunnengen um Kierchbierg zu engem „abordabele" Präis verkaf ginn. Een Appartement mat engem Zëmmer vu 60 m² gëtt fir ronn 600.000 € ugebueden, fir 50 m² bezilt een nach ëmmer iwwert eng hallef Millioun Euro. De Meetercarréspräis läit bei dësem „abordabele" Projet bei 10.000 € pro m².

Déi zoustänneg Ministeren äntweren op déi viregt parlamentaresch Fro N° 0819, dass Appartementer mat dräi Schlofkummere fir ee Quadratmeeterpräis tëschent 7.147 € an 8.559 €/m² SC offréiert ginn.

Éierlecherweis muss ee soen, dass d'Ministeren am Beispill vu 7.147 € ee Balcon vu ronn 30 Quadratmeeter an d'Wunnfläch matarechnen, fir op dee Präis ze kommen. Och dat Appartement kascht mat sengen 112 Quadratmeeter Wunnfläch (ouni Balcon) nach 1.060.865,09 €, also ronn 10.000 € pro Quadratmeeter.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wunnengsbau a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi ännert sech d'Präisfourchette, déi d'Ministeren uginn hunn, wann een d'Balconen aus der Rechnung eraushëlt a reng d'Wunnfläch kuckt?

2. De Fonds Kirchberg ass keen ëffentleche Promoteur a kritt keng Subventioun oder Finanzéierung vum Staat. Seng Aktivitéite mussen et him also erméiglechen, genuch Ressourcen ze generéieren, fir seng „mission d'utilité publique" ze erfëllen.
– Wéi vill Ar Terrain goufe vum Staat/vum Fong/vun der Gemeng Stad Lëtzebuerg fir de Projet Kiem 2050 zur Verfügung gestallt?
– Wéi vill Suen huet de Fonds Kirchberg fir déi Terraine bezuelt?
– Wéi vill Suen huet de Staat fir de Kaf/d'Enteegnung vun dësen Terraine bezuelt?

3. Op meng Äntwert zu de Baukäschten hunn d'Ministere geschriwwen:
De Verkafspräis pro Quadratmeeter Kadasterfläch (€/m² SC), dee vum Fonds Kirchberg festgeluecht gëtt a vum Entwéckler respektéiert gëtt, ass en Duerchschnëttspräis, dee ka bis zu 10 % erop oder erof variéieren, soulaang d'Moyenne respektéiert gëtt.
Wéi héich huet de Fonds Kirchberg d'Baukäschte vum Projet ugesat?
Wat ass hei den duerchschnëttleche Baukäschtepräis (Quadratmeeterpräis Konstruktioun)?

**Réponse** (09/08/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Als Äntwert op d'Fro vum honorabelen Deputéierte Marc Goergen iwwert verschidden Elementer vum Projet Kiem 2050 erlaben ech mer, Iech Follgendes matzedeelen.

De Referenzsystem fir d'Flächemiessung, deen de Fonds am Kader vu senge Projete generell an och fir de Projet Kiem 2050 mobiliséiert, ass d'Kadasterfläch (Surface cadastrale, SC).

D'Grënn dofir si virun allem, datt et e Konzept ass, dat op nationalem Niveau vun der Administration du cadastre et de la topographie gereegelt gëtt (https://act.public.lu/fr/publications/telechargement-documents/technique/infos_surface_utile_quote_part.html), an datt dëst d'Notioun ass, déi an de successiven Notairesakten, déi e Projet markéieren (Verkafsvertrag, Virkafsrecht asw.), virkënnt. Et gëtt also keng Divergenz, mee, am Géigendeel, Kontinuitéit an Traçabilitéit.

Sou gëtt déi éischt Äntwert vun der Madame Ministesch op déi éischt Fro (Nr. 0819) och an Euro (€) pro Meetercarré (m²) Kadasterfläch (SC) (d. h. €/m SC) ausgedréckt.

D'Uwendung vun dëser Notioun vun definéierter Kadasterfläch bréngt et mat sech, datt Balcone mat berücksichtegt ginn, mat engem Ponderatiounskoeffizient vun 0,4, am Aklang mat der uewe beschriwwener Reglementatioun.

D'Zuelen, déi den honorabelen Deputéierte virgestallt huet, sinn ouni weider Präzisioun a „m²" ausgedréckt. Et kann een dohier dovun ausgoen, datt Referenz op eng Notioun gemaach gëtt, déi méiglecherweis enger privater Fläch (Surface intérieure privative) bannent de Maueren entsprécht.

Wann dat wierklech de Fall ass, mécht dat all Vergläich schwiereg, besonnesch fir de Projet vum Kiem 2050. De Präis vum Kiem-2050-Projet zeechent sech nämlech duerch vill méi wéi enger einfacher „privater Fläch bannent de Maueren" aus. Dofir ass et besonnesch derwäert ze ernimmen:

– Shared spaces:
• 400 m² Banneberäicher, verdeelt op 11 Raim (dorënner Yoga Raum, Wantergaart, Spillraum, Bibliothéik, Salle polyvalente, conviviale Wäschraum);
• 5.000 m² Bausseberäicher, dorënner 680 m² gemeinsam Terrassen.
– Generéis privat Bausseberäicher (wéi den ernimmten 30 m² grousse Balcon)
– De private Keller
– Vëlosplazen (eng Plaz pro Schlofzëmmer plus eng Plaz pro Appartement)

ad 1. Wéi uewendriwwer erënnert, fir d'Beispill vun der gewieltener Wunneng, fir de Präis deen uginn ass, profitéiert dës nieft der grousser Terrass vu méi wéi 30 Quadratmeeter an, wéi all Wunneng am Kiem-2050-Projet, vun engem Keller, engem Zougang zu Honnerte vu Quadratmeeter u gemeinsame Banneberäicher, Dausende vu Quadratmeeter gemeinsame Bausseberäicher, Vëlosplazen asw.

De Präis vun der betraffener Wunneng pro Quadratmeeter Fläch bannent de Maueren (ouni Balcon) entsprécht 9.444,18 €.

Als Illustratioun, a jee no der Notioun vun der benotzter Fläch, kann de Verkafspräis pro m² (3 % TTC) also variéieren, wéi et d'Tabell heidrënner weist:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu)*.

Vläicht ass et ubruecht, nach eng Kéier drun ze erënneren, datt et hei net eng Fro vum staatleche „logement abordable" am Sënn vum Gesetz iwwert d'bezuelbaart Wunnen ass.

Mir schwätzen iwwer de Programm fir bezuelbar Wunnengen, deen 2014 vum Fonds Kirchberg als Pilotprojet lancéiert gouf mam präzisen Zil, fir déi Leit unzeschwätzen, deenen hiert Akommes méi héich ass wéi dat, wat den Zougang zu staatlechen Hëllefen erlaabt, awer net héich genuch ass, fir sech eppes um fräie Marché leeschten ze kënnen.

An dësem Fall bleift de Verkafspräis wäit ënnert dem fräie Marchéspräis fir vergläichbar Objeten.

Wat schlussendlech de Präis ugeet, ass et och néideg drun ze erënneren, dass dëse gedeckelt ass an

d'Indexéierung op 5 % vum am Verkafsvertrag ënnerschriwwene Präis begrenzt ass. Dëst war net Deel vun den initiale Konditioune wärend dem Ausschreiwungsprozess fir d'Emphyteos- a Surfacerechter un den Entwéckler a gouf in fine am Hibléck op de spezifeschen, aktuelle Kontext bäigefüügt, fir de Keefer ze schützen.

ad 2.– Am Kader vum Projet Kiem 2050 huet de Fonds Kirchberg fir 99 Joer Emphyteos- a Surfacerechter op 105,04 Ar verginn.

– De Fonds Kirchberg koum an de Besëtz vun den Terrainen am Kader vun der Ausféierung vum Artikel 1 vu sengem organesche Gesetz (Gesetz vum 7. August 1961, wéi amendéiert), deen him d'Missioun am ëffentlechen Déngscht fir d'Acquisitioun vun Terrainen um Kierchbierg, am Ausmooss wéi et de Plang virgesäit, deen dësem Gesetz annexéiert ass, uvertraut huet.

Dëst gouf erreecht duerch Verkafskontrakter respektiv Expropriatioun, op Basis vun engem Präis, dee gemeinsam oder duerch Expertis respektiv vun de Geriichter an Tribunaler bestëmmt gouf.

De Präis pro Ar huet variéiert, notamment ofhängeg vun den intrinsesche Qualitéite vun de betraffenen Terrainen. Et ass och komplizéiert, e geneeën Akafspräis ze bestëmmen, well d'Parzellopdeelung vum verkaaften Terrain an déi vum kaaften Terrain net déi selwecht sinn.

Iwwert de Plateau gesinn, loung d'Präisforschett pro Ar global tëscht 2.500 LUF an 20.000 LUF.

Natierlech ënnersträicht de Fonds, datt hien an der Tëschenzäit, nieft dem Akafspräis vum Terrain selwer, déi enorm Viabilisatiounskäschten huet misse bezuelen, souwuel um Niveau vum Plateau (a virun allem de Bau vun der Rouder Bréck a Quartiersstroosse wéi d'Avenue Kennedy, Boulevard Adenauer etc.), souwéi um Quartiersniveau (PAP Kiem).

Als Erënnerung, de Fonds Kirchberg ass e finanziell onofhängegt ëffentlecht Etablissement a muss eleng d'Ausféierung vu senge Missioune finanzéieren (Artikel 3 vum organesche Gesetz vum Fonds: Gesetz vum 7. August 1961). De Fonds ass kee „promoteur public", am juristesche Sënn vum Begréff, a kritt keng Subventioun oder aner Finanzéierung vum Staat.

Am grousse Ganze muss seng Aktivitéit also rentabel sinn an et méiglech maachen, genuch Ressourcen ze generéieren, fir seng Aktivitéite weiderzefëieren, déi besonnesch substantiell Investitiounen implizéieren (d'Entwécklung an den Ënnerhalt vun alle Stroosse mat hiren Netzwierker vum zukünftege Quartier Kuebebierg an aner zukünfteg Quartiere wéi Grünewald Ouest, Eurocontrol, JFK Sud Zone B, Laangfur a Luxexpo, schwéier Waardungs- a Verbesserungsaarbechten op dem Pont Grande-Duchesse Charlotte bekannt als „Rout Bréck", dem Rond-point Serra, ...).

– De Fonds Kirchberg huet d'Terraine kaaft, weeder d'Stad nach de Staat si betraff fir méiglech Acquisitiounen oder Expropriatiounen.

ad 3. De Fonds ass net de Bauhär vum Projet. Hie kennt also net d'Konstruktiounskäschte vum Projet a senger aktueller Entwécklungsphas (Ausféierungsphas).

De Fonds huet de Projet no enger Entscheedung vu sengem Verwaltungsrot am Dezember 2022 verkaf, dat souwuel a konzeptioneller wéi och a Promotiounshisiicht den Ofschloss vun enger Entwécklungs- a Concours-Prozedur duerstellt.

D'Decisioun vum Verkaf gouf duerch en Notairesakt vum Juni 2023 materialiséiert.

Am Kader vun der Entwécklungs- a Concours-Prozedur huet de Fonds d'Konstruktiounskäschten an och all aner Parameeter vum Projet ageschat a kontrolléiert.

Dës Schätzung a Kontroll goufe mat der Ënnerstëtzung vun enger externer Expertis duerchgefouert.

An dësem Kontext, am Dezember 2022, op Basis vum Projet an der Phas vun der Baugeneemegung, waren d'Gesamtbaukäschten (ausser Finanzéierungskäschten asw.), déi vum Fonds fir de Projet geschat goufen, bei ongeféier 93 Milliounen Euro. Dëse Präis entsprécht dem hallefjärleche Statec-Baukäschtenindex vum Oktober 2022. Dës geschätzte Baukäschten enthale fir dee Projet de Bau vun 32.000 m² SPB (Surface de plancher brut) respektiv 19.000 m² SC an 82 Banneparkplazen.

Et gëtt betount, datt och mat esou engem Präis, deen duerchaus an den normale Standarden ass, dëse Projet Kiem 2050, vu ganz héijer Qualitéit, dee Léisungen ëmsetzt, déi aktuell innovativ sinn, awer néideg sinn, fir muer fir den nohaltege Bau vu grousse Wunnengen ze erméiglechen. E besteet deemno aus enger Holz-Stol-Struktur, grot Waasser gëtt behandelt a weiderbenotzt, d'Konstruktioun kann ofgebaut ginn, d'Technike sinn an engem flexibelen an adaptéierbare Modus integréiert, d'Zesummeliewe gëtt duerch gemeinsam Raim ëmgesat, d'Mobilité douce gefuerdert an erliichtert duerch d'Bereetstellung vu ville Vëlosplazen asw.

D'Qualitéit vun dësem Projet gëtt och vum Fonds iwwerwaacht, net nëmmen iwwer de vertragleche Kader, deen opgestallt gouf, awer och, andeems de Projetsmanagement zanter dem Ufank vum Projet präsent ass.

Fir ofzeschléisse wéilt ech gären ënnersträichen, datt dëse Projet en equilibréierte Projet tëscht sengen Acteuren ass, dës Strukture mussen hir Ausgaben assuréieren, an déi, ouni finanziell Interventioun vum Staat, also ouni Belaaschtung fir de Steierzueler, qualitativ nohalteg Wunnengen entwéckelen, déi Zesummeliewe fuerderen, zu engem méi niddrege Präis wéi dee vum Marché, an enger besonnesch schwiereger Zäit fir de betraffene Secteur.

**Réparation des voitures électriques** | Question **0990** (11/07/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Mir ass zougedroe ginn, datt verschidde Garagen de Besëtzer:inne vun Elektroautoen oder Hybridautoen – fir déi selwecht Aarbechte bei enger Revisioun oder bei enger Reparatur – méi Geld froen ewéi bei Leit, déi mat engem aneren Auto an de Garage kommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Dierf ee Garage fir Aarbechten, ewéi zum Beispill Filterwiessel, déi bei allen Autoe gläich sinn, d'Besëtzer:inne vun Elektroautoe méi Geld froen?

2. Dierf ee Garage verschidde Stonneléin fir hir Aarbechter:inne froe jee no Autostyp?

3. Wéi steet d'Regierung zu méi Transparenz bei de Garagen duerch eng verflichtent Veröffentlechung vun de Präisser vun hire Prestatiounen?

**Réponse** (08/08/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Zu Lëtzebuerg sinn d'Garagiste fräi, hir Präisser no eegene Critèrë festzeleeën. Dës Critèren a Präisser musse si awer ausschëlderen.

Et gëllt de Prinzipp vum fräien Handel ënnert der Verfassung (Artikel 35) a vun de fräie Präisser ënnert dem Gesetz iwwert d'Konkurrenz (Loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence, Artikel 3). De Code de la consommation reegelt och d'Präistransparenz (Artikel L. 112-8 vum Code de la consommation) a verlaangt, datt all Professionelle seng Präisser aushänkt. Dat gëllt och fir d'Tariffer fir Déngschtleeschtungen, wéi zum Beispill Autosreparaturen. Wann de Präis vu ville Facteuren ofhänkt, da geet och en Devis duer, ma nawell muss de Professionellen déi Elementer affichéieren, déi hie benotzt, fir de Präis ze berechnen, wéi zum Beispill d'Stonneléin.

D'Agente vun der Direktioun fir Konsumenteschutz kontrolléiere reegelméisseg, ob d'Präisser vun de Servicer vu Garagisten affichéiert sinn. Wann dat net de Fall ass, da korrigéieren d'Garagisten dat gewéinlech, d'Police ka soss en Avertissement taxé, jee no Gravitéit, vun 145 € oder 250 €, ausstellen (Artikel R. 112-1 vum Code de la consommation).

Wann de Beamte vun der Direktioun fir Konsumenteschutz opfält, datt de Professionellen d'Reegelen iwwert den Affichage vun den Tariffer net kennt, verweise si op d'Informatiounsfichen, déi jiddereen och an digitaler Form an an dräi Sproochen ënner https://pro-pc.public.lu/ erofluede oder bestelle kann. Et sief bemierkt, datt d'Direktioun fir Konsumenteschutz nach keng Reklamatioune vu Konsumente krut zu enger Präisdiskriminatioun tëschent Reparature vun Elektroautoen a Reparature vun Autoe mat traditionellem Verbrennungsmotor. Op Nofro bei der Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC) a beim Europäesche Verbraucherzentrum (CEC-Lëtzebuerg) sinn och do aktuell keng änlech Fäll bekannt.

Den Erklärunge vun der FEDAMO (Fédération des distributeurs automobiles et de la mobilité) no kënne Präisënnerscheeder duerch verschidde Facteuren erklärt ginn. Esou muss ee wëssen, datt keng onqualifizéiert Aarbechtskraaft un engem Elektroauto schaffen däerf. All Mecanicien, deen op engem Elektroauto intervenéiert, muss fir d'éischt eng speziell Ausbildung kréien, wéinst dem héije Risiko mam Ëmgang mat Gefierer, déi ënner Héichspannung stinn. Héich Sécherheetsstandarden a Form vu Formatiounen a strikte Sécherheetsprotokoller sinn hei am Interêt vum Patron a Mecanicien, an och vum Client. Wat Präisënnerscheeder bei Ersatzstécker ubelaangt, spillen hei Modell a Mark eng Roll, esouwéi manner ersiichtlech Elementer wéi zum Beispill, ob de Mecanicien gutt un d'Stéck erukënnt oder ob fir d'éischt muss demontéiert ginn.

Dem Client, deen de beschte Präis fir de beschte Service wëll, gëtt geroden, ier e säin Auto an den Entretien gëtt, Devisë bei e puer Garagen unzefroen, fir säi Choix ze maachen.

Am Resumé gëtt et eng Rei Grënn, firwat d'Präisser bei de Reparature kënne variéieren. Déi aktuell Gesetzeslag verlaangt Präistransparenz a Veröffentlechung vun den Tariffer an d'Clienten hunn esou d'Méiglechkeet, d'Präisser an d'Devisen ze vergläichen an hire Choix ze maachen. D'Beamte vun der Direktioun fir Konsumenteschutz kontrolléieren dëst bei de betraffene Betriber a stinn hinne mat Rot zur Säit. Et gëtt aktuell kee Bedarf fir zousätzlech Reegelen, déi Transparenz bei dem Affichage vun den Tariffer vu Reparature garantéiere sollen.

**Remboursement des salaires avancés par les entreprises ayant recours au chômage partiel** | Question **0992** (11/07/2024) de **Mme Carole Hartmann** | **M. Gilles Baum** (DP)

Dans un article paru le 11 juillet 2024, le « Luxemburger Wort » écrit que, selon la Chambre des Métiers, les délais pour le remboursement des salaires, avancés par les entreprises ayant recours au chômage partiel, sont très longs. Cela aurait contribué à ce que de nombreuses entreprises du secteur de la construction n'aient pas demandé de chômage partiel conjoncturel.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Messieurs les Ministres, est-il vrai que les délais susmentionnés sont trop longs ? Les ministres peuvent-ils préciser la durée de ces délais ?

2) Que comptent faire les ministres afin d'améliorer la situation ?

**Réponse** (15/07/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1) L'affirmation de la Chambre des Métiers quant aux délais pour le remboursement des salaires avancés par les entreprises ayant recours au chômage partiel ne correspond pas à la réalité. Le délai de remboursement des salaires aux entreprises par le Fonds pour l'emploi est de 10 jours ouvrables au maximum, à partir de la réception du dossier complet. En règle générale, le délai de traitement est même nettement plus court.

Les cas de figure où le délai de traitement dépasse ces 10 jours sont des cas isolés, généralement dus à l'introduction d'un dossier incomplet. Le remboursement des salaires peut être exécuté uniquement une fois que le dossier est complet et que toutes les pièces nécessaires à la demande (décompte et fiches individuelles) ont été versées à l'ADEM.

ad 2) Considérant que le délai de paiement est de 10 jours ouvrables au maximum à partir de l'introduction de la demande en bonne et due forme, les ministres sont d'avis que les délais de traitement sont raisonnables et adaptés à la situation. Des modifications quant à ladite procédure ne sont donc pas envisagées.

**Discrimination fondée sur l'âge des chauffeurs de camion** | Question **0997** (12/07/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

D'Ofschafe vun der Altersdiskriminatioun bei de Camionsführerschäiner – betraff si virun allem Leit, déi e Camper fueren oder awer historesch Gefierer sammelen – gouf vu mir schonn an enger mëndlecher Fro vum 6. Dezember 2022 un den deemolegen Här Mobilitéitsminister François Bausch opgeworf. Den Här Minister huet mir deemools geäntwert, datt dat betreffend Reglement de Mäerz 2022 deposéiert gouf an hien domat rechent, datt de Staatsrot säin Avis am Januar 2023 wäert ofginn, sou datt déi betreffend Reegel am Fréijoer 2023 geännert géif ginn an déi betreffend Leit iwwert 75 Joer dann ab dem Fréijoer erëm kéinte mat hirem Camper an d'Vakanz fueren.

An enger weiderer vu mir formuléierter parlamentarescher Fro (N° 8073) vum 6. Juni 2023 zu deem Theema huet den Här Minister geäntwert, datt d'Prozedur awer méi komplex wär, ë. a., well een nach op en Avis complémentaire vum Staatsrot waarde géif. Weider heescht et an der Äntwert: „An dësem Projet sinn awer och eng Rei Dispositiounen, déi mat dem Projet de loi 7985 zesummenhänken. Ouni dëst Gesetz kënnen dës Ännerungen am Code de la route net a Kraaft trieden."

Elo schreiwe mir Juli 2024 an d'Altersdiskriminatioun bei de Camionsführerschäiner ass ëmmer nach net ofgeschaaft.

An deem Kontext hätt ech follgend Fro un d'Regierung:

– Wou ass d'Prozedur, fir d'Altersdiskriminatioun bei de Camionsführerschäiner ofzeschafen, aktuell drun a wéini kann elo endlech mat der Ëmsetzung dovunner gerechent ginn?

**Réponse** (18/07/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte renseignéiert sech iwwer de Verbleif vum Projet de règlement grand-ducal, mat deem d'Altersbegrenzung vu 70 Joer fir e Führerschäi vun der Kategorie C ofgeschaaft soll ginn.

Déi entspriechend Bestëmmung befënnt sech am „règlement grand-ducal du 30 janvier 2024 modifiant 1° l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques ; 2° le règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non résidents ainsi qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules et en matière de permis à points ; 3° le règlement grand-ducal modifié du 2 octobre 2009 relatif aux matières enseignées dans le cadre de la qualification initiale et de la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs ainsi qu'aux critères d'agrément pour dispenser cet enseignement ; 4° le règlement grand-ducal du 22 juin 2016 fixant les conditions et le modèle du certificat médical pour l'obtention, la transcription ou le renouvellement du permis de conduire".

Dëst Reglement gouf de 6. Februar 2024 am Mémorial N° A45 publizéiert an d'Altersbegrenzung ass deemno säit dem 10. Februar 2024 ofgeschaaft.

**Paiement de la pension sur un compte à l'étranger** | Question **1004** (15/07/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Esou wéi déi lescht Deeg an der Press ze liese war, huet d'Pensiounskeess (CNAP) d'lescht Joer Pensiounen a ronn 116 Länner iwwerwisen, de gréissten Deel dovunner an aner EU-Länner.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Minister fir sozial Sécherheet gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill Bankfraise fale pro Iwwerweisung vun enger Pensioun/Mount innerhalb vum Lëtzebuerger Land un? Wéi héich waren d'Gesamtkäschten?

2. Wéi vill Bankfraise fale pro Iwwerweisung vun enger Pensioun/Mount an aner EU-Länner un? Wéi héich waren d'Gesamtkäschte fir d'Iwwerweisungen an aner EU-Länner? Falls et Ënnerscheeder tëschent den eenzele Memberstaate gëtt, kann d'Madamm Minister dann eng Tabell presentéieren, déi d'Käschte pro Transaktioun pro Land, souwéi de jeeweilege Gesamtmontant regruppéiert?

3. Wéi vill Bankfraise fale pro Iwwerweisung vun enger Pensioun/Mount an Drëttlänner un? Wéi héich waren d'Gesamtkäschte fir d'Iwwerweisung an Drëttlänner? Falls et Ënnerscheeder tëschent de Partnerstate gëtt, kann d'Madamm Minister dann eng Tabell presentéieren, déi d'Käschte pro Transaktioun pro Land, souwéi de jeeweilege Gesamtmontant regruppéiert?

4. Ginn déi zousätzlech Bankfraise fir d'Iwwerweisungen an d'EU-Ausland souwéi Drëttlänner zulaaschte vun den Empfänger oder vun der Pensiounskeess?

**Réponse** (02/08/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Fir Iwwerweisungen zu Lëtzebuerg muss d'Pensiounskeess (CNAP) nëmme Bankfraise bezuelen, wann de Konto vum Pensionaire op enger anerer Bank ass wéi der CNAP hir Bankkontoen. Esou Viremente kaschten 20 Cent pro Transfert. Am Mount Juni huet d'CNAP 7.842 esou Transferte betätegt.

ad 2. an 3. Viremenen an d'Ausland gi vun der CNAP iwwert zwou Banken, d'Spuerkeess an d'Citibank, getätegt. D'Spuerkeess berechent fir SEPA-Viremenen 25 Cent pro Transfert, wougéint d'Citibank 20 Cent den Transfert berechent, onofhängeg, ob et sech ëm ee SEPA- oder Net-SEPA-Virement handelt, also och an Drëttlänner ausbezuelt gëtt. Bei Net-SEPA-Viremenen op Konte mat enger IBAN-Struktur berechent d'Spuerkeess awer 10 Euro pro Transfert, wougéint aner Konte just Chargë fir de Beneficiaire verursaachen.

D'Gesamtkäschte fir 94.883 esou international Transferten hunn sech am Juni 2024 op 25.666,10 Euro fir d'CNAP belaf.

ad 4. Déi uewe genannte Käschte gi vun der Pensiounskeess gedroen. Eventuell zousätzlech Käschten, notamment duerch weider Tëschebanken, sinn der CNAP onbekannt.

**Jours de repos des conducteurs de train** | Question **1005** (15/07/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op meng Froen N° 0165, 0387 an 0831 huet d'Mobilitéitsministesch mir Zuele geliwwert betreffend d'Fuerpersonal bei den CFL. Wann een sech dës Zuelen ukuckt, fält op, dass 2023 virun allem d'Lokfürer vill Deeg usammelen duerch net liquidéiert Roudeeg.

D'Roudeeg si virun allem do, fir dass d'Lokfürer tëschent hire Schaffwochen eng Paus aleeën, fir sech kierperlech a mental kënnen ze erhuelen. Manner Roudeeg bedeit manner Repos an doduerch méi Middegkeet, manner Leeschtungsfäegkeet an ee Risiko fir d'Gesondheet.

Op meng lescht Fro hat d'Ministesch geäntwert:

„Den CFL-Personalstatut gesäit vir, datt, dans la mesure du possible, jiddereen duebel Roudeeg (2 Roudeeg hannereneen) soll kréien. En isoléierte Roudag ass definéiert mat minimum 38 Stonnen. En duebele Roudag ass definéiert mat minimum 62 Stonnen. Den CFL-Personalstatut kennt keng Reegel vu 44 Stonnen."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Hunn all d'Lokfürer an der Reegel mindestens zwee Roudeeg à 62 Stonne Paus tëschent zwou Aarbechtswochen?
Falls nee, wéi oft ass dat vun 2020 bis 2023 net de Fall gewiescht?

2. Hunn all d'Lokfürer an der Reegel mindestens ee Roudag à 38 Stonne Paus tëschent zwou Aarbechtswochen?
Falls nee, wéi oft ass dat 2020 bis 2023 net de Fall gewiescht?

**Réponse** (08/08/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Konform zum CFL-Personalstatut hunn d'Lokfürer „dans la mesure du possible" mindestens zwee Roudeeg tëschent zwou Aarbechtswochen.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2. Konform zum CFL-Personalstatut, wann d'Lokführer keng zwee oder méi Roudeeg tëschent zwou Aarbechtswochen hunn, hu si awer ëmmer mindestens ee Roudag tëschent zwou Aarbechtswochen.

**Plafond légal du loyer** | Question **1006** (15/07/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Mietgesetz vun 2006 leet d'Reegel fest, dass ee Proprietaire vun enger Wunneng net méi wéi 5 % Loyer dierf froe vum Capital investi. An de Capital investi fält alles dat, wat de Besëtzer huet missen investéieren, fir dass d'Wunneng esou do ka stoen, wéi se do steet, also Terrainskäschten, Baukäschten, Renovatiounskäschten. D'Berechnung berécksiichtegt och den Amortissement esou wéi d'Inflatioun. Een Haus, dat 1970 fir ee Präis vu ronn 2 Millioune Lëtzebuerger Frang (LUF) gebaut gouf, kéim haut op ee maximale Loyer vu 765 € de Mount. (Quell: Informatiounsbrochure „Le plafond légal du loyer", Säit 14)

Elo ass et awer esou, dass d'Locataire net wësse kënnen, wéi héich de Capital investi ass, grad bei eelere Gebaier, déi viru Joerzéngte verkaf goufen a wou net ëffentlech siichtbar ass, wéi vill de Bau vum Gebai kascht huet. Esou ass et eng Normalitéit hei am Land, dass Gebaier, déi viru Joerzéngte fir een Apel an ee Stéck Brout kaf goufen, haut trotzdeem Loyere froen, déi wäit iwwert de 5 % vum Capital investi leien. Dëst ass onfair vis-à-vis vu verschiddene Locataire, déi geplëmmt ginn, mee och eng Diskriminéierung tëschent de Wunnengsbesëtzer, well een Investisseur, deen haut fir ee vill méi héije Präis muss investéieren, ee vill méi niddrege Rendement kritt, wéi een, dee viru 50 Joer investéiert huet.

Ee Geriichtsurteel vum 16. Januar 2020 (170/20) weist iwwerdeems, dass fir d'Berechnung vum Loyer net muss de Capital investi bäigezu ginn. Esou léisst den Artikel 3 (4) vum Mietgesetz eng Hannerdier op, dass, falls keng Beweiser do sollte sinn, fir de Capital investi ze bestëmmen, a vum Wunnengsbesëtzer gemengt gëtt, dass de Capital investi net dem Maartwäert entsprécht, dass an deem Fall de Capital investi kann nei berechent ginn. Wéi d'Geriichtsurteel vun 2020 weist, gëtt sech heifir, einfach gesot, fiktiv einfach op de Maartwäert am Quartier gestëtzt. Och d'Loyerskommissioun, déi an éischter Instanz tranchéiert, soll de Wäert vum Terrain bestëmmen, woubäi am Gesetz net präziséiert ass, wéi eng Valeur du terrain gëllt (Acte notarié oder Valeur marchande).

D'Geriichtsurteel weist dann, dass et letztendlech vum gudde Wëlle vum Proprietaire ofhänkt, ob en d'Beweiser wëll liwweren, wéi vill d'Gebai hie kascht huet oder net. De Locataire kann dëst onméiglech erausfannen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. A menger Fro N° 0161 hat ech de Logementsminister scho gefrot, wéi Locataire sech virun esou iwwerdriwwene Loyere kënne schützen. Äntwert:
Dëse Plafond muss vum Vermieter zu all Moment respektéiert ginn. [...]
Wou kann de Locataire erausfannen, wéi héich de Capital investi vu senger Mietwunneng ass an ob säi Loyer de Mietdeckel respektéiert, wann de Wunnengsbesëtzer dofir keng Beweiser huet oder virleeë wëll?

2. De Minister huet och geäntwert:
De Locataire kann an esou enger Situatioun eng Demande bei der kommunaler Loyerskommissioun respektiv beim Friddensriichter maachen, fir de Loyer fixéieren – also iwwerpréiwen – ze loossen, ob de gefrote Loyer ënnert dem Plafond vum Loyersgesetz läit oder net.
Wou kann d'Loyerskommissioun erausfannen, wéi héich de Capital investi vun enger Mietwunneng ass an ob de Loyer de Mietdeckel respektéiert, wann de Proprietaire dofir keng Beweiser huet oder virleeë wëll?

3. Wäert de Minister de Wee goen, fir déi haiteg Maartpräisser an d'Formel vum Loyersdeckel anzebauen oder soll de Loyersdeckel an Zukunft sech wierklech just op de Capital investi beschränken, also dat Geld, wat tatsächlech an d'Wunneng investéiert gouf?

4. 2014 hat den honorabelen Deputéierte Guy Arendt an der Fro N° 0425 opgeworf, ob et Statistiken oder Zuele géif gi fir ze gesinn, wéi oft exzessiv Loyeren um Wunnmarché gefrot ginn. „Nee" war d'Äntwert vun der deemoleger DP-Ministesch Nagel. De viregte Wunnengsbauminister hat undeite gelooss, dass tëschent 30 a 40 % vun de Loyeren exzessiv wieren.
– Huet den haitegen DP-Wunnengsminister Kenntnis dovunner, wéi vill Loyeren de Mietdeckel vu 5 % net respektéieren (Donnéeën/Schätzungen/Etüde beim Logementsministère, LISER, Statec etc.)?
• Falls jo, kann de Minister dës kommunizéieren?
• Falls nee, firwat goufen dës Zuelen an de leschten 10 Joren net erhuewen, bzw. Etüden an Optrag ginn a wäert dat elo geschéien, mat Hibléck op d'Reform, déi bis d'nächst Joer zum Loyersdeckel soll geschéien?

**Réponse** (09/08/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. De Locataire kann d'Informatiounen zum Capital investi vu senger Mietwunneng nëmme beim Proprietär froen, well nëmmen hie weess, wat an d'Wunneng investéiert ginn ass, respektiv op wéi e Montant seng Mietwunnung evaluéiert ginn ass.

Wa keng Beweiser do sinn oder de Proprietär keng virleeë wëll, kann de Locataire selwer de Capital investi duerch en Expert evaluéiere loossen oder dem Proprietaire virschloen, fir eng Expertis zesumme maachen ze loossen. Dëst kann och am Kader vun enger Demande virun der Loyerskommissioun oder dem Friddensriichter gefrot ginn.

ad 2. D'Loyerskommissioun kann sech duerch en Expert assistéiere loossen (Artikel 9 vum Loyersgesetz vun 2006). An deem Fall mussen d'Käschte vun enger Expertis vum Capital investi vum Demandeur virgestreckt ginn. D'Käschte vun der Expertis ginn da spéider an der Prozedur tëschent de Parteie ventiléiert. D'Loyerskommissioun kann och direkt de Proprietär opfuerdere respektiv recommandéieren, fir esou eng Expertis maachen ze loossen, wann hien der Loyerskommissioun keng Beweiser virleeë kann, fir de Capital investi kënnen ze rechnen.

ad 3. Eng Äntwert op dës Fro gëtt et am Moment nach net. Déi wëssenschaftlech Analys ass nach amgaangen.

ad 4. D'Regierung huet keng Kenntnis dovunner, wéi vill Loyeren den Deckel vu 5 % net respektéieren.

Déi aktuell Formel, fir de Loyersdeckel ze rechnen, ass ze vill komplex, fir kënnen iwwer den administrative Wee oder iwwer eng Enquête festzestellen, wéi vill Loyeren dësen Deckel net respektéieren.

Dëst ass ee vun de Grënn, firwat un enger Reform geschafft gëtt.

**Charte « zéro débris » de l'Agence spatiale européenne (ESA)** | Question **1009** (15/07/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

En novembre 2023, l'Agence spatiale européenne (ESA) a présenté la charte « zéro débris » lors du sommet européen sur l'espace à Séville. L'objectif de cet accord non contraignant est de ne plus ajouter de débris en orbite d'ici à 2030.

L'ESA estime qu'il y a actuellement plus d'un million de débris spatiaux de plus d'un centimètre en orbite terrestre. Chacun de ces objets est capable de causer des dommages aux biens spatiaux, ce qui met en danger la durabilité des activités spatiales.

Jusqu'au 24 mai 2024, douze pays européens ont signé la charte « zéro débris », le Luxembourg n'en fait pas partie.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– Monsieur le Ministre, peut-il confirmer que le Luxembourg n'a pas encore signé la charte « zéro débris » ? Le cas échant, quelles en sont les raisons ?

– Le Gouvernement envisage-t-il s'impliquer, et le cas échéant comment, aux niveaux national et européen en vue d'un développement durable des activités spatiales ?

– Est-ce qu'il est prévu de soutenir les entreprises dans leurs efforts de réduire le taux de débris spatiaux ?

**Réponse** (01/08/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Le Gouvernement est engagé au niveau national et international en faveur du développement durable des activités spatiales. La durabilité est le fil rouge de la stratégie spatiale 2023-2027 du Luxembourg promouvant une utilisation responsable et pérenne de l'espace, et un de ses piliers est dédié spécifiquement à la durabilité dans l'espace.

Le Luxembourg a suivi de près l'initiative de l'Agence spatiale européenne (ESA) pour une charte zéro débris dès le début et la Luxembourg Space Agency (LSA) a participé au groupe de travail qui a élaboré le texte de la charte.

La charte a été signée par quelques pays la veille du Conseil Espace conjoint UE-ESA du 23 mai 2024. Le Luxembourg n'a pas encore signé la charte, plusieurs éléments n'ayant pas encore été clarifiés au moment de la signature en mai :

– Il est essentiel de mieux comprendre les conséquences pour les entreprises concernées. La LSA a donc entrepris de consulter les entreprises pour comprendre l'impact de la signature de la charte.
– Aucune entreprise luxembourgeoise n'a signé la charte pour le moment, sans doute parce qu'elles n'ont pas encore pu en mesurer l'impact elles-mêmes. La LSA a donc organisé un séminaire début juillet, avec les entreprises luxembourgeoises intéressées et en présence d'un représentant de l'ESA qui a expliqué le contenu et échangé avec les entreprises. Plusieurs entreprises ont à cette occasion manifesté un intérêt à signer la charte.
– Il s'avère utile de connaître le contenu de la proposition de loi spatiale de l'Union européenne au préalable. Cette proposition aurait dû parvenir aux États membres au premier trimestre 2024, mais a finalement été reportée. Le dossier sera repris par la nouvelle Commission européenne en automne.

Les pays peuvent signer la charte au moment qui leur convient, il est dès lors probable que le Luxembourg signe cette charte dans les mois à venir, lorsque les clarifications nécessaires auront été obtenues.

Plusieurs projets d'entreprises, actuellement mis en œuvre soit au travers de programmes de l'ESA ou du programme LuxIMPULSE, contribueront à détecter des débris, à offrir des services pour éviter des collisions, à développer des technologies d'approche et d'arrimage pour de futurs services en orbite, ou encore à prolonger la durée de vie opérationnelle des satellites.

Au niveau international, le Luxembourg contribue activement aux travaux de l'Union européenne sur gestion du trafic dans l'espace, aux travaux préparatoires en vue de la loi spatiale de l'UE, ainsi qu'à plusieurs groupes de travail des Nations Unies, dont un spécifiquement dédié à la durabilité (Working Group on Long Term Sustainability Guidelines).

**Présence luxembourgeoise aux conseils informels de l'UE pendant la Présidence hongroise** | Question **1012** (16/07/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Depuis le 1er juillet 2024, la Hongrie assure la présidence du Conseil européen. Dans ce contexte, le Premier ministre hongrois, Victor Orban a récemment visité Moscou et Pékin ainsi que le candidat républicain probable aux présidentielles américaines, Donald Trump. Basées sur une démarche unilatérale, ces visites ont été perçues par bon nombre de gouvernements comme une rupture de la solidarité européenne, en particulier vis-à-vis des sanctions contre la Russie et la position collective de l'UE sur les droits humains en Chine. C'est sur base de cette même logique que la Commission européenne vient d'annoncer diverses mesures. Ainsi, sa visite traditionnelle du pays assurant la présidence du Conseil, prévue à Budapest vers la fin de l'été, vient d'être annulée. De même, la présidente de la Commission a décidé que celle-ci ne sera représentée qu'au niveau des hauts fonctionnaires lors des réunions informelles du Conseil à venir.

Alors qu'ils ont déjà clarifié que Victor Orban n'était pas mandaté à les représenter lors des visites susvisées, il parait qu'à l'heure actuelle un certain nombre de gouvernements européens sont en train d'évaluer leurs réactions aux démarches du Premier ministre hongrois. Ainsi, divers articles de presse relatent que des pays baltes et nordiques compteraient désormais envoyer uniquement des fonctionnaires de rang moyen aux conseils informels de l'UE.

Interpellé au sujet du Premier ministre hongrois par le passé, Monsieur le Premier ministre a estimé, notamment envers le magazine « Politico », qu'il fallait privilégier le dialogue avec Victor Orban et « accepter les différents points de vue »[45]. Il est à noter que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur avait pris ses distances par rapport à ce positionnement.[46]

Au vu de ce qui précède, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois concernant les visites susvisées du Premier ministre hongrois ?

2) Quelle est la position du Gouvernement concernant les réactions annoncées par la Commission européenne ?

3) Dorénavant et pour la durée de la présidence hongroise, le Gouvernement sera-t-il représenté par ses ministres lors des conseils informels, ou enverra-t-il uniquement des fonctionnaires ?

4) Qu'en est-il notamment du Conseil informel des ministres aux affaires étrangères et à la défense qui se tiendra fin août à Budapest et pour lequel certains gouvernements ont déjà annoncé qu'ils n'enverront pas de ministres ?

**Réponse** (17/07/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Le Premier ministre hongrois a agi sans mandat du Conseil européen. Par conséquent, les visites mentionnées sont à considérer comme visites bilatérales hongroises.

Le Gouvernement luxembourgeois favorise toujours le dialogue dans les relations diplomatiques, y compris sur des points controversés. Il s'agit d'une valeur fondamentale de l'Union européenne.

Par conséquent, le Gouvernement est d'avis qu'il y a lieu d'assister aux conseils des ministres et d'y exprimer la position luxembourgeoise au niveau politique. Ainsi, les ministres luxembourgeois continueront de participer, en fonction de leur agenda, à toutes les réunions et conseils sous Présidence hongroise.

**Nombre des demandeurs d'emploi disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur** | Question **1014** (16/07/2024) de **M. Georges Engel** | **M. Claude Haagen** (LSAP)

Selon une étude récente de l'ADEM, le nombre des demandeurs d'emploi disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur est en constante augmentation, passant de 2.571 au 31 août 2014 à 5.179 au 31 mai 2024. Les diplômés de l'enseignement supérieur représentaient 14,7 % des chômeurs résidents en 2014 et 29,6 % en 2024. En même temps, le nombre de postes vacants exigeant une qualification supérieure a également augmenté fortement.

Dès lors, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Parmi les demandeurs d'emploi en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur, combien de personnes sont encore inscrites en tant que demandeurs d'emploi auprès de l'ADEM après douze mois ? Quelle est la répartition entre les diplômes de BTS, de licence et de master ?

2) En ce qui concerne les demandeurs d'emploi détenant un diplôme de l'enseignement supérieur, quelles sont les disciplines concernées et dans quelle mesure ?

3) Existe-t-il des mesures de l'ADEM pour offrir aux demandeurs d'emploi universitaires des formations continues dans des domaines qui ne correspondent pas à leur parcours académique mais qui sont actuellement recherchés sur le marché du travail ?

**Réponse** (29/07/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1) Au 31 mai 2024, 26,7 % des demandeurs d'emploi disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur[47] sont inscrits depuis plus de 12 mois à l'ADEM. Cela représente 1.397 personnes.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2) Au 31 mai 2024, 5.179 demandeurs d'emploi disposent d'un diplôme de l'enseignement supérieur[48]. Le tableau ci-dessous présente les disciplines concernées.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3) L'ADEM propose plusieurs mesures pour aider les demandeurs d'emploi, y compris ceux ayant un parcours universitaire, à se former dans des compétences et/ou domaines qui sont en demande sur le marché du travail, même si ces domaines ne correspondent pas directement à leur parcours académique. Depuis plusieurs années, l'ADEM met notamment l'accent sur différentes possibilités d'upskilling et de reskilling pour permettre aux demandeurs d'emploi d'acquérir de nouvelles compétences, de combler les pénuries de talents et de s'adapter aux nouvelles exigences résultant de l'impact de la transformation digitale et de ses évolutions constantes sur le marché de l'emploi.

Quelques-unes des initiatives et mesures proposées par l'ADEM qui visent, entre autres, des demandeurs d'emploi universitaires sont :

– Formations professionnelles continues : L'ADEM, avec ses partenaires de formation (CNFPC, chambres professionnelles, Service de la formation des adultes, etc.) offre diverses formations professionnelles continues destinées à améliorer les compétences des demandeurs d'emploi (upskilling) et à les adapter aux besoins actuels du marché du travail. Ces formations peuvent couvrir des compétences sectorielles ou des compétences transversales dans des domaines techniques, informatiques, linguistiques, et bien d'autres.

– Skills4Job : Ce programme, en partenariat avec la House of Training et avec le soutien du FSE+ et du Ministère du Travail, est destiné aux demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM, en particulier ceux qui ont besoin de se requalifier ou de monter en compétences pour s'adapter aux exigences du marché du travail actuel. Bien que ce programme vise des demandeurs d'emploi qui disposent d'un niveau de qualification équivalent ou supérieur au Bac, plus de la moitié des participants inscrits ont un diplôme universitaire.

Dans son ensemble, le programme « Skills4Job » vise à réaliser trois objectifs principaux pour le demandeur d'emploi :

• Définir un projet professionnel à court terme en lien avec son profil professionnel et les besoins du marché de l'emploi et identifier les besoins d'upskilling ou de reskilling ;
• Renforcer l'employabilité en travaillant sur une stratégie de recherche d'emploi, la présence en ligne, le dossier de candidature et la préparation aux entretiens d'embauche ;
• Renforcer les compétences transversales et, grâce à un plan de formation sur mesure, développer les connaissances techniques nécessaires pour réussir une réinsertion ou une reconversion professionnelle.

– Programmes de reconversion professionnelle : Ces programmes sectoriels sont conçus pour aider les demandeurs d'emploi à changer de carrière et à acquérir de nouvelles compétences dans des secteurs actuellement en demande. Ils peuvent inclure des stages, des formations pratiques et des cours théoriques.

– Subventions et aides financières : Pour encourager la formation continue, l'ADEM peut offrir des

[45] « Politico », 16.01.2024. https://www.politico.eu/article/luxembourg-prime-minister-luc-frieden-hungary-viktor-orban-eu/.

[46] « Luxemburger Wort », 29.01.2024. https://www.wort.lu/politik/luc-frieden-will-doch-kein-orban-fluesterer-sein/7699700.html.

[47] Avoir terminé avec succès des études postsecondaires

[48] Avoir terminé avec succès des études postsecondaires

subventions et des aides financières aux demandeurs d'emploi qui souhaitent suivre des formations dans des domaines en demande.

**Délivrance de visas en Inde pour l'entrée au Luxembourg** | Question **1016** (16/07/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Rapport vun 2022 erkläert den Ombudsman, datt et Problemer ginn ass mat der Firma VFS Global. Dës huet Visae fir d'Lëtzebuerger Ambassade zu New Delhi an Indien ausgestallt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten dës Froe stellen:

1. Zënter wéini ass VFS Global de Sous-traitant fir d'Ambassade zu New Delhi?

2. Wéi vill huet d'Ambassade säit dem Ufank vum Kontrakt VFS Global alljoers fir hir Déngschter bezuelt (opgelëscht no Joer)?

3. Gouf et hei fir den Traitement vu Visasdemanden an Indien een Avis de marché? Wa jo, kann de Minister hei d'Konditioune virleeën, déi deemools gefrot waren, fir den Zouschlag ze kréien? Hunn sech nach aner Firmen op dësen Avis gemellt?

**Réponse** (31/07/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. De Kontrakt zwëschent der Lëtzebuerger Ambassade zu New Delhi mat dem Sous-traitant VFS Global ass den 23. August 2013 ënnerschriwwe ginn.

ad 2. D'Lëtzebuerger Ambassade zu New Delhi bezilt VFS Global keng Käschte fir dës Servicer. Dëst ass eng Kooperatioun baséiert op dem Artikel 43 vum „règlement (CE) n° 810/2009 modifié établissant un Code communautaire des visas (Code des visas)", dee VFS Global erlaabt, Servicekäschten ze berechnen, fir Aufgaben auszeféieren, déi am uewe genannten Artikel bezeechent ginn.

ad 3. Fir den Traitement vu Visasdemanden ass an Indien net mat engem Avis de marché verfuer ginn, well d'Lëtzebuerger Ambassade zu New Delhi keng Käschte fir dës Zesummenaarbecht engagéiert.

**Relations transfrontalières entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française** | Question **1019** (16/07/2024) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Je fais référence à la question parlementaire n° 8342 du 22 septembre 2023, ainsi que la réponse du Gouvernement du 17 octobre 2023, qui traitent de l'organisation des relations transfrontalières entre le Grand-Duche de Luxembourg et la République française. Actuellement, ces relations transfrontalières sont régies par une convention qui prévoit deux réunions annuelles de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière (ci-après « CIG »).

La République française a signé différents traités ces dernières années, notamment avec la République fédérale d'Allemagne (le « Traité d'Aix-la-Chapelle »), avec la République italienne (le « Traité du Quirinal ») ou encore avec le Royaume d'Espagne (le « Traité de Barcelone »), qui régissent les relations transfrontalières avec les pays concernés. Le « Traité du Quirinal » prévoit à l'article 10 « Coopération transfrontalière », au point 2 : « Les Parties dotent les collectivités frontalières et les organismes de coopération frontalière de compétences appropriées pour dynamiser les échanges et la coopération. », et au point 7 : « Un Comité de coopération frontalière, présidé par les ministres compétents des Parties, rassemble les représentants des autorités locales, des collectivités frontalières et des organismes de coopération frontalière, des parlementaires et des représentants des administrations centrales. Le Comité, qui se réunit au moins une fois par an, peut proposer des projets de coopération frontalière dans tous les domaines de politiques publiques, et toute solution pour leur réalisation, y compris le cas échéant conventionnelle, législative ou réglementaire. »

Le dénommé « Pôle métropolitain frontalier » (ci-après « PMF »), un syndicat mixte regroupant huit intercommunalités le long des frontières belges, luxembourgeoises et allemandes, participe depuis peu aux réunions de la CIG. Le président du PMF est membre de la délégation française lors des réunions de la CIG.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

– Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que, compte tenu de l'importance des relations franco-luxembourgeoises, les négociations en vue de la signature d'un traité entre le Grand-Duche de Luxembourg et la République française devraient être entamées afin de remplacer la convention actuelle ?

– Monsieur le Ministre prévoit-il de nommer le président du syndicat intercommunal PRO-SUD pour la délégation luxembourgeoise lors des réunions de la CIG, à l'instar de la nomination du président du PMF pour la délégation française ?

– Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait impliquer des fonctionnaires des communes et syndicats dans les groupes de travail préparant les réunions de la CIG ?

**Réponse** (31/07/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

La Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière (CIG) et ses groupes de travail sont des enceintes de nature intergouvernementale qui ont fait leurs preuves. La convention portant création d'une commission franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière a été reconduite en 2020 pour une nouvelle période de dix ans.

S'agissant d'une commission intergouvernementale, la délégation luxembourgeoise est composée des ministères luxembourgeois compétents pour les thématiques d'intervention de la commission définies dans la convention. Selon les sujets abordés, chaque délégation peut se faire assister d'experts dans le cadre des travaux préparatifs de la CIG sans que ceux-ci soient membres de la délégation. Ceci est déjà le cas dans de nombreux domaines.

Une éventuelle révision de la convention et du processus de concertation de la CIG n'est pas à l'ordre du jour.

**Contribution financière des communes au CGDIS** | Question **1024** (17/07/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Au sein du conseil d'administration du CGDIS, il a été communiqué que le Gouvernement aurait décidé que la contribution financière des communes au CGDIS serait comptabilisée différemment à l'avenir. Cette révision aurait un impact sur les contributions directes des communes au CGDIS. Cet impact viendrait s'ajouter aux différentes réformes des finances communales annoncées par Monsieur le Ministre des Affaires intérieures.

Afin de pouvoir apprécier l'impact de toutes ces réformes sur les finances des communes, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer qu'une telle décision a été prise par le Gouvernement ou si une telle proposition sera soumise prochainement au Conseil de Gouvernement ?

2) Monsieur le Ministre peut-il me fournir un tableau comparatif qui reprend les contributions au CGDIS par communes pour 2022, et les contributions théoriques si la révision annoncée avait déjà été en place ?

3) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer quand ce changement sera appliqué pour la première fois ?

**Réponse** (01/08/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Face aux revendications correspondantes du secteur communal émises régulièrement au courant des dernières années, le Ministère des Affaires intérieures a élaboré en étroite concertation avec le Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol) des propositions pour garantir à long terme le financement du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), tout en permettant aux communes d'honorer ces engagements financiers. Ces propositions tiennent compte des revendications répétées du Syvicol.

Les mesures ci-dessous ont été adoptées à l'unanimité par le conseil d'administration du CGDIS en date du 27 juin 2024.

Plus précisément, lesdites trois mesures sont :

1. Prise en compte des recettes du produit de l'augmentation de la TVA attribuées au CGDIS comme étant une contribution des communes

Tout d'abord, il convient de rappeler qu'en vertu l'article 39 de la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988, les communes ont droit à 10 % du produit de la TVA. Cependant, lors de l'augmentation de la TVA de 15 % à 17 %, par le biais de la loi modifiée du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 (art. 6, paragraphe 2), le législateur a décidé, par le biais de l'article 28, paragraphe 2, de ne pas prendre l'augmentation de la TVA au 1er janvier 2015 en compte pour le calcul des dotations futures des communes et d'affecter une partie du produit de l'augmentation de la TVA au financement du CGDIS, à savoir 10 %.

Bien qu'il soit prévu que le CGDIS soit financé à parts égales par l'État et les communes, en pratique, cela n'est pas le cas, étant donné que les recettes du produit de l'augmentation de la TVA qui sont versées au CGDIS sont prélevées sur le « Fonds de dotation globale des communes ». Il en résulte un désavantage pour les communes qui contribuent indirectement au financement du CGDIS avec une part qui va au-delà des 50 % initialement prévus.

Le Gouvernement entend donc, par cette mesure, de mettre en œuvre le financement à parts égales, en comptabilisant les dotations issues des recettes de TVA comme étant des recettes provenant de la part des communes. Il en résultera, une mise à disposition de moyens financiers additionnels au profit de toutes les communes du pays à hauteur d'au moins 32,4 millions d'euros par an.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

2. L'État renoncera au remboursement de sa part de financement de la construction du Centre national d'incendie et de secours (CNIS) par le CGDIS

L'État et la Ville de Luxembourg ont fait construire le CNIS. La loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile prévoit à son article 121, paragraphe 3, qu'un transfert de propriété au bénéfice du CGDIS aurait lieu en suivant les dispositions du règlement grand-ducal du 1er mars 2019 fixant les modalités de calcul de l'indemnité de mise à disposition des biens immeubles destinés à héberger un centre d'incendie et de secours. Cependant, l'État est d'accord à renoncer au remboursement de sa part de financement de ladite construction, conduisant ainsi à réduire le montant à rembourser de 51,50 %, soit 81,5 millions d'euros. Pour le CGDIS, cela aura le double avantage de ne pas devoir prévoir une dépense d'une telle envergure et de réduire d'un peu plus que la moitié l'emprunt à contracter par le CGDIS pour le remboursement, évitant ainsi le paiement d'intérêts à hauteur de 32,3 millions d'euros environ (L'emprunt était prévu pour une durée de vingt ans. La réduction de la charge annuelle pour le CGDIS en capital et intérêts sera de 6,8 millions d'euros).

3. La proportionnalité des contributions par rapport aux recettes des communes sera assurée

Les contributions des communes au financement du CGDIS doivent être proportionnelles à leurs recettes, à défaut il existe un risque sérieux pour qu'elles ne puissent plus assumer leur part financière à moyen terme. Pour garantir cette proportionnalité, le Gouvernement réintroduira des dispositions dans la loi précitée du 27 mars 2018, par analogie à celles de l'ancien article 63, qui avait été abrogé en 2022 sur l'initiative du Gouvernement précédent. Les modalités en seront déterminées en concertation avec les acteurs concernés.

Il résultera de ces trois mesures, une politique de financement du CGDIS dont toutes les parties prenantes en seront bénéficiaires : un cadre financier clairement défini pour le CGDIS et un cadre prévisionnel prenant en considération l'évolution des moyens financiers des communes.

ad 2) Il est référé à l'annexe de la réponse.

Il convient de préciser que pour établir le comparatif, il a été tenu compte du montant de la TVA que le CGDIS a perçu pour l'année de 2022, dont le montant a été de 52,4 millions d'euros. La contribution respective de l'État et des communes a été de 32,2 millions d'euros (participation totale de 64,4 millions d'euros).

Si le CGDIS n'avait pas perçu la TVA en 2022, la participation commune de l'État et des communes se serait chiffrée à 116,8 millions d'euros (58,4 millions d'euros chacun). Si les communes avaient bénéficié de la TVA en 2022, elles n'auraient eu plus qu'à contribuer avec 6,0 millions d'euros : sa contribution obligatoire ayant été de 58,4 millions, déduction faite de la TVA à 52,4 millions d'euros.

ad 3) Mes services sont à l'heure actuelle chargés avec l'élaboration des textes afférents qui seront soumis au Gouvernement dès que possible et ce dans le cadre de la procédure budgétaire, de sorte qu'elles pourront, après adoption, sortir leurs effets à partir de janvier 2025.

*(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Démantèlement du ponton d'accueil touristique à Schengen** | Question urgente **1134** (30/08/2024) de **Mme Francine Closener** | **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Dans sa réponse du 13 juin 2024 à la question parlementaire n° 0766, Monsieur le Ministre avait confirmé le démantèlement du ponton d'accueil touristique à Schengen, dont le prix de construction était d'environ 990.000 €. Selon Monsieur le Ministre, « le démantèlement sur place s'est révélé être la seule option viable. Le coût de démantèlement n'est pas encore connu en détail, un budget prévisionnel de 75.000 € figure au budget global du projet. »

Selon un article de presse du 30 août 2024, un investisseur propose une option de réutilisation du ponton, afin d'éviter son démantèlement, qui devrait commencer prochainement. Ainsi il a été proposé de transformer l'accueil touristique actuel en deux appartements. Apparemment, plusieurs communes sont déjà intéressées. On peut aisément en déduire que la réutilisation du ponton réduirait les dépenses publiques liées au projet.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Monsieur le Ministre a-t-il été mis au courant de cette proposition ayant pour finalité de transformer le bateau ponton en gîte touristique ?

2) Face à la nouvelle situation, Monsieur le Ministre a-t-il l'intention d'intervenir pour empêcher le démantèlement

**Réponse** (04/09/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Le 23 août 2024, une copie du courrier de manifestation d'intérêt pour le ponton adressé à la commune est parvenue au Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme.

ad 2) Le projet de refonte du musée européen à Schengen et le budget afférant comprenant le démantèlement du ponton ont été adoptés à l'unanimité par le conseil communal de Schengen.

Le rapport d'avis technique réalisé pour le compte de la commune précise que le déplacement du ponton est fortement déconseillé, que ce soit sur la Moselle ou vers une cale à bateau, un démontage sur place est l'option réaliste. Ainsi, les travaux de démantèlement ont débuté le 31 août comme prévu.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

**Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis**

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

**Ech abonéiere mech:**

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

**Ech desabonéiere mech:**

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799